La voix de l'opposition de gauche

Causeries et infos en bref de 2011

JANVIER **FÉVRIER** **MARS** **AVRIL** **MAI** **JUIN**

JUILLET **AOUT** **SEPTEMBRE** **OCTOBRE** **NOVEMBRE** **DÉCEMBRE**

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier

Commençons l'année sur le bon pied, en mémoire à Lénine mort en janvier 1924 :

"*Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain esprit réactionnaire des syndicats s'est manifesté et devait se manifester incontestablement, avec beaucoup plus de force que chez nous. En Russie les mencheviks avaient (et ont encore en partie, dans un très petit nombre de syndicats) un appui dans les syndicats, précisément grâce à cette étroitesse corporative, à cet égoïsme professionnel et à l'opportunisme.*

Les mencheviks d'Occident se sont bien plus solidement "incrustés" dans les syndicats, et une "aristocratie ouvrière " corporative, étroite, égoïste, sans entrailles, cupide, philistine, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme, y est apparue bien plus puissante que chez nous. Cela est indiscutable. La lutte contre les Gompers, contre MM. Jouhaux, Henderson, Merrheim, Legien et Cie en Europe occidentale, est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos mencheviks qui représentent un type politique et social parfaitement analogue.

Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré; dans les différents pays et dans des conditions diverses, ce "certain degré" n'est pas le même, et seuls des dirigeants politiques du prolétariat, réfléchis, expérimentés et compétents, peuvent le déterminer exactement dans chaque pays. " (La maladie infantile du communisme (le gauchisme) - 1920)

Qu'est-ce qu'il dirait en voyant l'état misérable des syndicats 90 ans plus tard en France ? Avis à ceux qui estiment que j'emploie des termes trop durs, trop violents envers cette pourriture, ce que j'en pense, c'est qu'ils sont eux-mêmes gangrenés par cet état d'esprit qui se refuse à appeler les choses par leurs noms, à moins que ce ne soit l'ampleur de la tâche à accomplir pour épurer les syndicats de la vermine qui les rongent depuis des lustres qui leur fait préférer un ton conciliateur pour traiter les agents du capital qui les contrôlent. Après tout les idées de la classe dominante s'infiltrent bien jusqu'à la direction des partis...

Ces militants qui me traitent de gauchistes ne se rendent même pas compte que je ne fais que me situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, je ne fais qu'appliquer la méthode de Lénine, je n'ai rien inventé, je ne prône ni les actions individuelles ni la violence aveugle ni le terrorisme à ma connaissance. Si refuser le financement des syndicats par l'Etat, refuser de participer à des organismes tripartites, refuser de participer à des comités ou Hautes autorités pilotés par l'UMP, appelez à rompre toutes relations avec le gouvernement et le patronat, engagez frontalement le combat contre les appareils pourris des syndicats c'est être gauchiste, alors dites-nous que sont les dirigeants qui s'y refusent, qui gardent le silence, qui refusent d'engager le combat dans cette direction ? Vous les situez à l'opposée extrêmes du gauchisme ?

Hier soir, j'ai passé la soirée du Jour de l'An tout seul, pas triste du tout, un repas très simple (poulet frites) au champagne que Magueswary m'avait rapporté de France en écoutant Joe Satriani, Gun's N' Roses, ZZ Top, Aerosmith et Scorpion. Je me suis demandé s'il me faudrait faire le bilan de 2010, puis je me suis dit que ce ne serait pas nécessaire compte tenu que je n'avais cessé de traiter l'actualité sur le plan dialectique, le 1er janvier n'est que le jour qui suit le 31 décembre et rien de plus.

Par contre, j'ai commencé à réfléchir à ce que pourrait être notre axe de combat pour les mois à venir dans le prolongement de la bataille des retraites et j'en ai trouvé plusieurs, dont celui contre les appareils des syndicats et plus particulièrement contre la conception d'un syndicalime réduit à définir quelles revendications sont légitimes parce qu'elles seraient compatibles avec le capitalisme, toutes les revendications sociales nécessitant de se fixer des objectifs politiques pour les atteindre passant systématiquement à la trappe évidemment.

Notre second axe de combat consistant justement à définir et à associer des objectifs politiques à ces revendications sociales, dans la perspective d'unir dans un seul combat l'ensemble des militants des syndicats et des partis et des hors partis ou syndicats qui veulent en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, et ainsi poser les bases d'une alternative politique au régime actuel s'orientant vers la constitution d'organismes politiques indépandants qui constitueraient l'embryon d'une future République des délégués ouvriers et intellectuels, d'un Etat ouvrier.

Il s'agit de tirer les enseignements de la bataille des retraites, dont la principale faiblesse a été l'incapacité du mouvement ouvrier de fixer des objectifs politiques à la classe ouvrière et aux masses pour que leur mobilisation franchisse une étape décisive et pose consciemment la question des conditions politiques à réunir pour pouvoir satisfaire cette revendication (notamment), autrement dit chasser Sarkozy et poser la question du pouvoir, la question de quel gouvernement pourrait représenter et défendre les intérêts des masses laborieuses. Dans cette bataille, nous tirerons à coups de canon sur Sarkozy et son gouvernement, sur les institutions et le capitalisme, on ne doit absolument rien laisser passer.

Le troisième axe de combat devrait être dirigé contre toutes les formes d'opportunismes, contre le PS et ses satellites qui passent leur temps à endormir les travailleurs en leur racontant des balivernes, mais aussi contre les directions du POI, du NPA et de LO qui se refusent à définir ces objectifs politiques ou qui en font une option à la marge, encore faudrait-il qu'ils soient corrects.

On nous a fait le coup : n'avançons pas d'objectifs politiques car cela va diviser la classe et on n'arrivera à rien. Et en procédant de la sorte, quel résultat ont-ils obtenu ? Le néant ! Il s'agit donc de tirer les leçons de cette expérience, car avec des mots d'ordres et des objectifs politiques on n'aurait pas fait pire. Ce qui détermine la mobilisation des travailleurs, ce sont les conditions objectives qu'ils vivent au quotidien, comment ils les vivent, et ce qui détermine l'ampleur et l'issue de leur mobilisation est lié à la fois à la perspective politique dont ils peuvent se saisir consciemment ou non, à leur niveau de conscience politique et à sa capacité à se nourrir de leur expérience au cours de leur mobilisation, ainsi qu'à leur degré d'organisation.

Nous ne prétendons pas qu'en avançant des objectifs politiques on aurait pu empêcher la contre-réforme des retraites de passer, nous disons simplement de quelle manière il faut préparer la classe et les masses dans la perspective des combats à venir, tout en se donnant les moyens de construire le parti sur une base politique correcte.

C'est sur tous ces fronts qu'il nous faut combattre. (A suivre)

Parole d'internautes.

"*en Chine, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur est passé de 2 millions en 2002 à 7 millions en 2008*"... Le niveau de développement intellectuel et de culture générale d'un étudiant chinois sortant avec une licence (obtention automatique sans redoublement) est à peu près celui d'un lycéen à l'approche du Bac. Alors, oui, bien sûr, c'est mieux qu'avant... Mais il faut continuer à se méfier des comparatifs chiffrées et ne pas oublier de rappeler que le PIB par habitant reste dramatiquement très éloigné de n'importe quel pays occidental. (Slate.fr 31.12)

Cela confirme ce que j'avais expliqué dans le site à propos de la scolarité en Inde et des étudiants indiens en particulier.

Politique.

1- France

1.1- 2011: L'art de recycler les déchets ou de se rendre utile à ses amis.

"*2011 doit donc être une année utile pour les Français. La difficulté ne compte pas lorsque sont en jeu l'intérêt de la nation et le bien commun des Français*", a dit Nicolas Sarkozy vendredi soir, à l'occasion de ses voeux radiotélévisés. (AP 31.12)

Le "*bien commun des Français*", entendez par là les masses exploitées qui constituent l'immense majorité de la population,

est incompatible "*l'intérêt de la nation*" qui rime avec celui des banksters !

1.2- Bongo : bingo !

Selon un nouveau câble de WikiLeaks rendu public la veille par le quotidien espagnol El Pais, près de 30 millions d'euros auraient été détournés de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) par le défunt président gabonais Omar Bongo. Principalement destinés au dirigeant et à son entourage, ces fonds auraient aussi servi à financer plusieurs partis politiques français des deux camps, "*surtout à droite, en particulier à [l'ancien président Jacques] Chirac mais aussi [Nicolas] Sarkozy*".

L'UMP et le PS ont nié jeudi 30 décembre avoir touché des fonds de l'ex-président gabonais Omar Bongo.

Après la mort de Bongo, l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing avait spectaculairement rompu le silence en affirmant que le président gabonais avait financé en 1981 la campagne présidentielle de Jacques Chirac. "*Moi j'étais président de la République à l'époque*", avait-il raconté sur Europe 1. "*J'ai appelé Bongo et je lui ai dit : 'Vous soutenez actuellement la campagne de mon concurrent' [Jacques Chirac], alors il y a eu un temps mort que j'entends encore et il m'a dit : 'Ah, vous le savez', ce qui était merveilleux. A partir de ce moment-là j'ai rompu mes relations personnelles avec lui.*"

Jacques Chirac avait plus tard dénoncé des propos "*dénués de tout fondement*" et ne relevant que "*d'une médiocre polémique*". "*Nous savons tous précisément qu'Omar Bongo a financé de nombreuses campagnes électorales à droite mais aussi à gauche, parfois, peut-être. On l'a entendu dire. Je crains hélas que cela soit un peu vrai, y compris concernant la gauche*", avait reconnu pour sa part le député PS André Vallini. (Lemonde.fr 30.12)

1.3- Renforcement de l'arsenal juridique répressif de l'Etat.

1.3.1- A quand les milices privées ?

Des jurés populaires dans les tribunaux correctionnels pour renforcer la lutte contre la délinquance.

"*Ainsi, c'est le peuple qui pourra donner son avis sur la sévérité de la réponse à apporter à des comportements qui provoquent l'exaspération du pays*", a expliqué à ce propos. (Reuters 31.12)

Ils veulent ainsi que la population soumise à l'ordre capitaliste et sans conscience politique se fasse justice elle-même en fonction de ses états d'âme, sachant que la décomposition du régime conduit la population à une haine aveugle envers des couches entières de travailleurs ou jeunes, c'est la voie ouverte vers la dictature. En fait de justice, ces jurys populaires seront autant de tribunaux d'exception.

1.3.2- Bientôt la prison à vie dès 16 ans ou la haine féroce de la jeunesse.

Le député-maire UMP de Nice souhaite déposer dès la rentrée parlementaire du 10 janvier une proposition de loi visant à abaisser la majorité pénale à 16 ans, prévoyant que ces mineurs soient jugés par des tribunaux de droit commun, a indiqué son entourage vendredi 31 décembre. (Lemonde.fr 31.12)

1.3.3- Les agents de la SNCF et de la RATP transformés en flics !

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a proposé jeudi lors d'une conférence de presse jeudi après-midi à la Maison de la RATP, à Paris, d'étendre les pouvoirs des agents de la SNCF et de la RATP afin qu'ils puissent contrôler l'identité des voyageurs, dresser des procès verbaux et évacuer les éventuels fauteurs de troubles.

En outre, ces agents "*disposeront désormais des moyens de contraindre tous ceux qui troublent la tranquillité à sortir des rames, des wagons, des couloirs ou des gares*", a ajouté le ministre de l'Intérieur. Pour cela, la loi devra instituer "*une injonction à quitter l'espace d'un transport public*".

M. Hortefeux suggère enfin de créer "*un délit de pénétration illégale dans les cabines de pilotage et de train*", qui n'existe pas actuellement. (AP 30.12)

1.4- Mégalomanie de monarque : c'est nous qui payons !

Le musée du président Jacques Chirac, ouvert depuis dix ans en Corrèze, coûte plus de 30 euros aux contribuables du département chaque fois qu'un visiteur s'y rend, selon la chambre régionale des comptes du Limousin.

L'établissement situé dans un petit village de 300 habitants loin de tout, a ainsi enregistré en 2008 200.000 euros de recettes - le billet d'entrée coûte en moyenne 3,3 euros - contre 1,7 millions d'euros de dépenses en 2008.

"*Le rapprochement du déficit annuel d'exploitation avec le nombre de visiteurs détermine un déficit induit par visiteur légèrement supérieur à 30 euros*", ajoute le rapport.

Construit pour 7,1 millions d'euros de fonds publics, le musée a été agrandi entre 2004 et 2006 pour plus de 9,5 millions d'euros, un coût très supérieur aux prévisions initiales.

La masse salariale est supérieure à 400.000 euros par an et le coût de la maintenance du bâtiment s'élève à 488.000 euros par an.

Le restaurant du site a déjà coûté depuis son ouverture 270.000 euros aux contribuables, précise la chambre des comptes régionale, puisque la convention déléguant à une société privée sa gestion prévoyait une prise en charge des pertes à hauteur de 80% au départ, et à 45% après cinq ans en 2008.

Une nouvelle convention signée pour la période 2008-2013 prévoit que les fonds publics seront toujours mobilisés jusqu'à un euro par convive. (Reuters 30.12)

2- Tunisie.

Pour la première fois depuis le déclenchement des troubles à Sidi Bouzid, (centre-ouest de la Tunisie), une chaîne tunisienne privée, Nessma TV, a brisé le verrouillage médiatique en diffusant jeudi soir une émission spéciale sur ce mouvement de protestation sociale qui s'est propagé à la plupart des régions du pays, faisant deux morts et un blessé grave et engendrant de nombreuses arrestations.

L'émission, qui a duré près d'une heure et demie, était illustrée de reportages sur le terrain, où la parole a été donnée, "*sans censure*", aux habitants de Sidi Bouzid. Ces derniers ont fait part ouvertement de leurs revendications et des problèmes dont souffre cette région frappée par un taux de chômage élevé et le manque d'infrastructures et de commodités, à la différence des zones côtières.

Corruption, népotisme, responsables défaillants qui "*ne pensent qu'à leurs fauteuils*", impunité et absence de contrôle des crédits alloués par l'Etat: tout a été passé au crible, sans détours, par les citoyens interviewés, jeunes et moins jeunes, hommes et femmes.

Sur le plateau, deux jeunes journalistes ont considéré comme un non-sens le verrouillage médiatique à l'ère de l'Internet. "*Aux premiers jours des troubles, rien ne filtrait sur les journaux et les médias audiovisuels. C'était le black out total, alors que les chaînes de télévision étrangères en faisaient état en puisant leur matière sur la toile*", a noté Rym Saïdi. (AP 31.12)

3- Hongrie. Un régime despotique compatible avec l'UE.

Le 20 décembre, la Hongrie – qui prend samedi la présidence de l'Europe – a adopté une loi liberticide sur la presse. Elle permettra à un « *conseil des médias* » pro-gouvernemental de sanctionner les journalistes dépourvus « *d'objectivité politique* » ! Interview d'un journaliste hongrois contraint de garder l'anonymat, à la fois pour lui-même et son journal.

My Europ : Quels sont les points les plus inquiétants de cette loi que l'Organisation pour le sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a condamnée ?

Le journaliste hongrois : Lors du débat autour de cette loi, un élément essentiel a quasiment été passé sous silence. Le « conseil des médias » chargé de la surveillance des organes de presse peut désormais sanctionner les journalistes, sans autre forme de jugement, en fonction de critères aussi vagues que la diffusion d'informations « *non équilibrées* » ou dépourvues « *d'objectivité politique* » !

Ses membres seront élus par le Parlement, d'autres seront choisis par le Premier ministre Viktor Orban et par le président du conseil. Ce dernier est également désigné par Orban. Sans le dire, c'est donc le chef du gouvernement qui a toutes les cartes en main. Les membres de ce « *conseil des médias* » resteront en poste neuf ans.

Mais cette loi liberticide va encore plus loin : les membres du conseil peuvent perquisitionner dans nos locaux et consulter tous nos documents ou ordinateurs. Sans aucune limite.

Le parti conservateur Fidesz au pouvoir veut tout contrôler, même les blogs ! Selon le nouveau texte, tout blog « édité » et « *produisant un revenu* », devra être enregistré et pourra aussi être sanctionné. Mais que signifie « *édité* » ? Selon certains,

cela voudrait dire qu'au moins deux personnes écrivent sur le même blog. Mais, honnêtement, qui peut contrôler combien de personnes se cachent derrière un pseudonyme ? Et que veut dire « *produire un revenu* » ? Une simple publicité Google suffit-elle ?

Une loi avec des critères aussi flous est-elle vraiment applicable ?

Nous ne le savons pas vraiment, car ce qu'il y a de terrible dans cette loi, c'est justement qu'il n'y est pas écrit précisément selon quels critères nous pouvons être sanctionnés. Le texte entre en vigueur en janvier, mais nous ne changerons pas notre façon de travailler, en attendant les premières sanctions.

C'est le principe même des dictatures : maintenir les gens dans l'incertitude et l'insécurité. Ils espèrent que nous serons nos propres censeurs.

Avez-vous déjà pu observer des conséquences ?

Oui. Le lendemain matin du vote au Parlement, Attila Mong, un reporter de la radio publique, a respecté une minute de silence lors de son programme quotidien, juste après avoir annoncé le vote de la loi. Son rédacteur en chef et lui-même font, depuis, l'objet procédure de licenciement. Ils vont sans doute être virés dés que la loi sera entrée en vigueur. (Rue89 30.12)

Social.

Le décret entérinant notamment le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans, disposition clé de la réforme des retraites adoptée cette année, a été publié vendredi au Journal Officiel. (AP 31.12)

Economie.

1- 2011, ce qu'ils en disent.

1.1- La fuite en avant.

Philippe Mabille, rédacteur en chef et éditorialiste à *La Tribune* :

Sous l'apparent confort du retour au « *business as usual* », rien n'a été fait pour corriger en profondeur les déséquilibres fondamentaux à l'origine de la crise. Au contraire, pour la surmonter, les États ont choisi la fuite en avant dans une boule de neige financière qui fait, c'est de saison, froid dans le dos. Les liquidités en circulation représentent près de douze fois le PIB mondial (700.000 milliards d'euros), s'inquiète le député socialiste et ancien banquier Henri Emmanuelli qui a présidé une commission d'enquête sur la spéculation. Comme l'écrit avec un humour grinçant le « *Blog a Lupus* », « *la rechute des alcooliques anonymes* » menace et prépare de nouveaux chocs financiers. Reste à savoir où serait l'épicentre du « *Big One* » : l'Europe, les États-Unis, la Chine ? Les failles ne manquent pas. (La Tribune.fr 25.12)

1.2- OFCE et FMI : "***la crise n'est pas finie***"

Pour de nombreux analystes, les plans de rigueur des pays développés ont pourtant été engagés trop tôt. Ils freinent l'activité alors même que "*la crise n'est pas finie*", rappelle l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Selon l'analyse du Fonds monétaire international, "*la simultanéité de la mise en oeuvre*" de ces politiques restrictives "*aura un impact récessif puissant*". (Lepoint.fr 31.12)

2- Eurocrise.

La zone euro a seulement une chance sur cinq de survivre dans sa forme actuelle au cours des dix prochaines années en raison des déséquilibres de compétitivité entre ses membres, a déclaré vendredi un cercle de réflexion britannique.

Le Centre for Economics and Business Research (CEBR) a souligné que l'Espagne et l'Italie devraient avoir à se refinancer à hauteur de 400 milliards d'euros en emprunts d'Etat au printemps prochain, ce qui pourrait potentiellement déclencher une nouvelle crise dans la zone.

«*L'euro pourrait prendre fin à ce moment, même si les dirigeants européens sont normalement capables de répondre à la crise*», a dit le directeur général du CEBR, Douglas McWilliams. (20minutes.fr 31.12)

3- La Boursouflure.

Le CAC a cédé 2,17 % en 2010. La Bourse d'Athènes, de loin la plus touchée a plongé de 35,51 %, celle de Madrid de 17,43 % et celle de Rome 13,23 %.

A contrario, les Bourses du nord de l'Europe ont connu une assez bonne année. La Bourse de Francfort a ainsi gagné 16,06 %, celle de Londres 10,35 % et Stockholm 39,5 %.

La Bourse américaine a, elle, tiré son épingle du jeu. Le Dow Jones s'est apprécié de 11,5 % depuis le 1er janvier. Le Nasdaq a gagné 20 %.

Sur l'ensemble de l'année 2010, la place de Shanghai a perdu 14,3%, la Bourse de Hong Kong a enregistré une hausse de 5,32%.

Djakarta se distingue avec sa hausse de 46,1% après avoir gagné 87% en 2009. La Bourse de Manille signe la troisième meilleure progression du sud-est asiatique avec un bond de 37,62% sur l'année. La Bourse de Bangkok termine sur un gain de 40,60% sur l'année. La Bourse de Tokyo a terminé 2010 sur un recul de 3,0% en grande partie imputable à la vigueur du yen puisque la variation de l'indice Nikkei corrigée des effets de change ressort en hausse de 10,7% selon les données Reuters. A Séoul l'année s'achève sur un bond de près de 22% pour l'indice Kopsi.

De nombreux marchés émergents ont fait la course en tête. L'indice MSCI Emerging Market a gagné 24 % (en euros), contre 19 % pour le MSCI Monde. «*Les pays émergents ont bénéficié d'un bon contexte économique. Mais, ils ont aussi profité d'importants flux financiers. Près de 100 milliards de dollars ont été investis dans les fonds actions*», explique Didier Bouvignies. Les Bourses les plus exposées aux matières premières ont été les mieux lotis.

Au final, malgré une année contrastée, plusieurs grands indices terminent dans le vert. «*Cette performance très honorable est à relier au redressement spectaculaire des profits des entreprises. Par rapport au point bas de mars 2009, la hausse du marché mondial avoisine 80 %*», résument les économistes de Fidelity. (Lefigaro.fr et Reuters 30.12)

4- Fusion-Acquisition.

L'année 2011 ne sera pas exceptionnelle, mais devrait confirmer le retour progressif des fusions-acquisitions. Tel est en substance le message délivré par les experts. Selon une enquête réalisée par Thomson Reuters et le cabinet Freeman auprès de chefs d'entreprise, les fusions-acquisitions pourraient même dépasser les 3000 milliards de dollars l'an prochain. Soit une hausse de 36% si l'on en croit les chiffres de Crédit Suisse ou de 11% selon les chiffres de Dealogic, qui fait état d'une progression de 17% en 2010.

La reprise sera donc molle et les volumes atteints en 2011 seront très loin du record de 2007 où ils s'élevaient à quelque 4.280 milliards de dollars. Pour revenir sur les niveaux de 2008, il faudrait par exemple que les volumes croissent de…60% ! «*Si la visibilité économique s'améliore au second semestre, nous nous attendons à une hausse de 30% des volumes de fusions-acquisitions et à 15% dans le cas contraire*», affirme Hervé Mangin, gérant actions européennes chez Axa IM. (Lefigaro.fr 31.12)

5- Matières premières.

Le palladium a gagné 96,5% en 2010. L'argent s'est apprécié sur l'année de 84%. La hausse annuelle de l'or est plus modeste, à 29,7%. Le cuivre a pris 31% sur l'année. La hausse annuelle atteint 35% pour le nickel, 5% pour le plomb et 11% pour l'aluminium.

Sur les marchés pétroliers, le baril de brut américain a terminé l'année en hausse de 15,14%.

Le blé a terminé l'année en hausse de 46,7%. (Reuters 31.12)

6- Ils nous endettent, on ne leur a rien demandé !

Près de 52.000 euros. C'est le montant de la dette japonaise rapporté à chacun des habitants de l'île. Le pays arrive en tête du classement de l'endettement public par habitant, réalisé ce vendredi par *La Tribune*.

Mais il montre qu'en matière de dette, les contribuables ne sont pas sur un pied d'égalité. Juste derrière les Japonais arrivent les Islandais, avec 32.785 euros de dette par personne, crise oblige. Suivent ensuite la Belgique (30.856 euros) et l'Italie (29.580 euros), alors que les Grecs (26.577 euros) et les Irlandais (23.764 euros), qui traversent une crise de la dette, sont selon ce classement moins endettés que les Canadiens (28185 euros) et les Américains (28.043 euros).

La France se classe assez bien avec seulement 23.264 euros de dette par personne, un niveau à peu près équivalent à celui de l'Autriche (22.248 euros), de l'Allemagne (21.413 euros) et des Pays-Bas (21.189 euros), note *La Tribune*. L'Espagne, fait

mieux que le reste de la zone euro, avec 12.380 d'euros par habitant, alors que «plus nombreux rapportés à la taille de leur Etat et de leurs économies, les Chinois et les Indiens ne supportent ainsi que 225 et 563 euros d'endettement public par tête», conclut le quotidien. (20minutes.fr 31.12)

7- Grèce.

La Grèce négocie avec des banques commerciales l'allongement du délai de remboursement de sa dette, rapporte vendredi un hebdomadaire athénien.

Plus de 70% de la dette grecque est détenue par des investisseurs étrangers.

Le journal rapporte que la restructuration envisagée impliquerait un allongement du délai de remboursement compris entre 10 et 30 ans, notamment pour les papiers dont l'échéance est fixée entre 2013 et 2015.

Le délai de remboursement des aides du FMI et de l'UE est arrêté à 2021, avait annoncé le mois dernier le ministre des Finances après des tractations avec ses homologues de la zone euro.

La dette publique du pays devrait s'élever l'année prochaine à 152,6% du produit intérieur brut (PIB) de la Grèce, soit 348 milliards d'euros selon le budget 2011 du gouvernement.

"*La restructuration de dette actuellement en débat n'est pas une solution souhaitable, que ce soit pour la Grèce ou pour la zone euro*", a déclaré l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE) Lucas Papademos lors d'un discours à Athènes.

"*Ce n'est pas nécessaire et ce n'est pas inévitable.*" (Reuters 31.12)

8- Italie.

L'Italie n'a pas réussi à adjuger une partie de son offre d'emprunts d'Etat prévue jeudi et a dû offrir des rendements nettement supérieurs pour placer 8,1 milliards d'euros de dette à moyen et long terme.

Les titres de dette de jeudi ont été adjugés avec des rendements plus élevés que lors des émissions précédentes de même type. Le rendement du papier à trois ans a augmenté de 39 points de base pour atteindre 3,25% et celui du dix a progressé de 37 pdb à 4,80%. (Reuters 31.12)

Haut de page

Le 2 janvier

J'ai corrigé les liens vers : *Espagne. Lettre ouverte à la direction de la CGT. (Marxistes per la Internacional) (06.12).* et *Espagne. Troisième déclaration politique des Marxistes pour l'Internationale. (20.12)*, j'avais laissé un espace entre deux signes !

Quelques sujets de causeries.

1- Morales et le dur apprentissage de la gestion du capitalisme.

Entendu hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, Morales aurait fait marche arrière et annulé le décret sur la hausse des carburants de 80% suite aux manifestations qui l'avaient suivies dans tout la Bolivie.

2- Le PCF toujours au côté de l'impérialisme, sa place naturelle.

Le PCF fidèle à lui-même, toujours aussi réactionnaire, soutient ouvertement le candidat du FMI et de Sarkozy en Côte-d'Ivoire dans un article du 18 décembre, le titre suffit *La mission de l'Union africaine doit être soutenue d'urgence par la France et l'Union européenne*.

Ils écrivent : "*Cette grave situation devrait susciter des initiatives politiques et diplomatiques à la hauteur de l'enjeu*", ils ont été servie "*La mission de Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, doit être activement soutenue par la France et ses partenaires de l'Union européenne qui doivent maintenant porter la question devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies*", la mission de ce pingoin, dont j'ai entendu le discours sur TV5Monde Asie, a consisté uniquement à exiger que Gbagbo cède

le pouvoir à Ouattara conformément aux exigences des multinationales qui le soutiennent.

Conclusion : UMP, PCF, Front de gauche, PS, UE, ONU même combat !

Dans un article du 31 décembre intitulé *Dumas : jusqu'à la lie*, Lutte ouvrière soutient implicitement Ouattara, rien d'étonnant à ce que LO soit sur la même position que le PCF... et le PS.

Tenez à ce propos, pour dire jusqu'où va se nicher le crétinisme légendaire de LO, ils ont pondu un article le 31 décembre intitulé *Une bonne nouvelle*, en voici le contenu affligeant :

"*Contre toute attente, le best-seller absolu de cette fin d'année est … un livre appelant à la révolte. Le petit ouvrage « Indignez-vous » de Stéphane Hessel, un ancien déporté de 93 ans qui dénonce, pêle-mêle, les attaques contre les immigrés, l'accroissement des inégalités ou la politique de l'État israélien contre la Palestine, s'est vendu à 650 000 exemplaires.*

Il paraît que de nombreux parents ont offert ce livre à leurs enfants pour Noël. Reste à continuer le chemin : s'indigner, c'est bien. Se révolter, c'est mieux. S'engager, c'est encore mieux !"

Ce que LO ne dit pas à ces militants, c'est que le Père Noël Hessel conseille de procéder au choix suivant en 2012 : "*Je ne vois que deux candidats possibles en l'état actuel : Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn.* (interview à Rue89 du 30.12)

Et si cela ne suffit pas, une question et une réponse :

Rue89 : Mais Dominique Strauss-Kahn dirige le FMI, qui fait partie des institutions que vous dénoncez…

Hessel ; DSK a pris le FMI à un moment où il fallait le dénoncer, mais il est en train de le transformer assez utilement. On ne sait pas encore bien tout ce que DSK a fait. Par exemple, le FMI ne fait plus d'ajustements structurels, c'est un progrès.

Personnellement, je préfèrerais Martine Aubry : je la considère comme plus énergiquement de gauche ; mais je sais, pour le connaître, que Strauss-Kahn est aussi un homme de gauche. S'il devient Président, il réformera l'économie française selon les même lignes que celles qu'il a soutenues du temps de Jospin ou de Rocard. (Rue89 du 30.12)

Hessel dit des choses intéressantes par ailleurs, mais de là à s'enthousiasmer à la lecture de son livre, il y a un pas que nous ne franchirons pas !

Bref, LO est aligné sur le PCF et le PS sur la Côte-d'Ivoire, pas seulement, et leur fait savoir, cela pourra toujours servir... Laissons les radoteurs d'un autre âge où ils sont !

3- Sous le masque des illusionnistes du NPA.

En aparté, ils ont réussi à récolter 250 000 euros, en revanche je n'ai pas reçu un euro en ce début d'année pour financer le fonctionnement du site : soit je m'y prends mal, soit mes lecteurs sont des ingrats ou encore ils n'ont pas de fric !

Au NPA, ils ont pondu un article le 24 décembre, *2011, aucun répit pour le capitalisme*, le moribond en tremble déjà, car en le lisant on s'aperçoit qu'il n'y est pas question de politique, l'Etat, le gouvernement et les institutions en sont absents.

Ils écrivent "*Face à la crise, aux politiques d'austérité, un plan d'action anticapitaliste doit être au cœur des débats, au cœur des mobilisations et des résistances dans les mois qui viennent proposant une répartition radicale des richesses*", et plus loin "*Il faut faire payer la crise à ceux qui en sont responsables*" et ces illusionnistes de conclure "*Bref, pour l'année 2011, on continue de ne rien lâcher pour pouvoir tout changer!*", traduisez, demeurer sur une ligne opportuniste pour continuer de tout perdre !

L'ensemble des mobilisations des travailleurs en Europe contre les plans d'austérité ou de remise en cause des retraites à l'automne dernier par les différents gouvernements, ont démontré que l'absence d'issue politique et de partis pour l'incarner constituaient leur principale faiblesse.

On a pu constater que les partis POI, NPA et LO qui auraient pu remplir cette fonction à leur niveau en s'appuyant sur les couches du prolétariat les plus déterminées en ont été totalement incapables, bref, ils ont déserté une fois de plus le terrain du combat politique.

Les directions de ces partis s'en sont sans doute bien tirées (provisoirement) vis-à-vis de leurs militants pour avoir axé leur mot d'ordre et leur propagande sur l'unité ou le tous ensemble qui a pu faire illusion et passer pour correcte aux yeux de ceux qui ne

se sont pas posés la question de savoir quel contenu politique il fallait donner à ce combat, sachant que ce sont surtout les couches supérieures de la classe ouvrière qui se sont mobilisées.

On peut mettre dans le même sac opportuniste les appels à l'unité ou au tous ensemble ou encore à la grève générale formulés sans aucun objectif politique, alors que c'est justement et uniquement sur des objectifs politiques que toutes les couches du prolétariat et les masses auraient pu réaliser l'unité et la réaliseront un jour. L'inconsistance de ces mots d'ordre traduit l'incompréhension, le désarroi ou l'incurie politique des dirigeants de ces partis.

Au quotidien ces partis démontrent qu'ils ne combattent pas dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et pour le socialisme, qu'ils ont abandonné ces objectifs, dans la mesure où ils ne les inscrivent pas dans leur combat et n'y préparent nullement les travailleurs, or l'expérience de la lutte de classe du XXe siècle nous enseigne que sans cette préparation minutieuse et inlassable, il sera impossible de vaincre notre ennemi.

Il faut bien que les militants comprennent que ne pas inscrire notre combat dans une perspective politique, ne pas proposer des objectifs politique aux travailleurs, revient à les enfermer dans le carcan du régime et des institutions, freine et fragilise leur mobilisation autant que la progression de leur niveau de conscience politique qui ont besoin d'une orientation politique pour s'affermir ou se renforcer, franchir une nouvelle étape. Partir à l'aventure sans boussole ou mener un combat sans orientation politique revient exactement au même : jamais vous ne pourrez atteindre l'objectif que vous vous êtes fixé.

En réalité, les faits s'inscrivent en totale contradiction avec ce que les dirigeants expliquent à leurs militants, à savoir que si l'unité de la classe avec ses organisations et partis ne se réalisent pas, ce n'est parce que poser des objectifs politiques les diviserait et interdirait l'unité puisqu'ils n'ont avancé aucun objectif politique, c'est au contraire l'absence d'objectifs politiques déclarés qui permet aux uns et aux autres de refuser l'unité au nom justement de leurs propres objectifs politiques qui ne correspondent pas aux tâches que les travailleurs devraient acccomplir... Quel travailleur au mois d'octobre pouvait dire que tel parti n'était pas d'accord pour chasser Sarkozy maintenant ? Aucun, pratique quand on a l'intention de les tromper, non ?

Au cours des années qui ont suivi la révolution d'Octobre, Lénine et Trotsky qui affrontaient en face la réalité, n'eurent de cesse de répéter aux gauchistes de tous poils particulièrement impatient d'en finir avec les restes de l'ancien régime, que la situation et les rapports qui prévalaient au lendemain de la prise du pouvoir n'étaient pas foncièrement différents de ce qu'ils étaient encore la veille et qu'ils étaient le produit de plusieurs siècles de soumission et d'obscurantisme du peuple russe, qu'il ne suffisait pas de s'emparer du pouvoir pour que les habitudes et la mentalité de toutes les couches de la classe ouvrière et de la paysannerie évoluent ou changent radicalement du jour au lendemain, que cela allait nécessité beaucoup de temps et d'efforts de la part des uns et des autres pour y parvenir, de la même manière expliquaient-ils, que pendant des décennies le parti bolchevik avait consacré une attention particulière à les préparer politiquement mais aussi psychologiquement à la révolution et que sans ce travail souvent ingrat et difficile, jamais ils n'auraient pu vaincre et empêcher les forces coalisées de la réaction de renverser l'Etat ouvrier.

On voudrait nous faire croire que les travailleurs se saisiront du jour au lendemain des tâches et des objectifs politiques qu'on leur proposera, pure fable, criminelle ! Saper les bases politiques du régime comme disait Lénine, ne nécessite pas de circonstances particulières, même lorsqu'on est encore éloigné de la prise du pouvoir, il est du devoir des militants révolutionnaires de faire ce travail au sein de la classe et des masses, ceux qui y sont opposés sont habités par un esprit conciliateur envers le régime, ce ne sont ni des marxistes ni des révolutionnaires.

On pourrait dire que ne pas proposer d'objectifs politiques aux travailleurs, revient à les laisser désarmer face à cette soumission et cet obscurantisme, pire, c'est les laisser penser que finalement il ne sera jamais possible d'y mettre fin, c'est là que l'on s'aperçoit que finalement cela revient à capituler devant le régime en place, je ne voulais pas spécialement arriver à cette conclusion, mais elle s'impose d'elle-même, j'en suis désolé autant que vous, après vous me croyez ou non, c'est uniquement votre problème.

Selon vous, quel est le meilleur moyen de lutter contre les rapports sociaux existant pour les renverser à terme ? Deux possibilités, deux conceptions antinomiques de la lutte de classe, une qui consiste à accompagner le capitalisme dans sa descente aux enfers, l'autre au socialisme.

De mener des batailles en laissant croire aux travailleurs que ces rapports existent depuis la nuit des temps et qu'ils existeront pour l'éternité, autrement dit qu'il est possible de les aménager, de les améliorer pour en tirer encore quelque chose, des droits ou des réformes qui seront remis en cause plus tard ou qui ne profiteront jamais à l'ensemble des exploités, ce qu'on ne leur dira évidemment pas dans ce cadre là, ou au contraire que ces rapports sont le produit d'un développement historique parvenu à son terme depuis un siècle et devant conduire infailliblement à leur putréfaction (paupérisme, famines, guerres, etc.) comme on a pu le constater tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, et que pour cette raison notre combat doit se situer dans la perspective de leur dépassement qui consistera à modifier les bases (propriété) sur lesquelles ils reposent, ce qui nécessite dès à présent pour y parvenir de se fixer comme objectif politique de renverser les institutions qui ont été conçues spécialement pour assurer la survie du régime capitalisme.

Abordons la même question sous un autre angle.

Que disent les représentants du capital et leurs valets parlant au nom du socialisme : que le capitalisme est en crise et qu'il faut sauver en priorité le système financier, les banquiers et les actionnaires du CAC 40, que tous nos droits (travail, santé, retraite, instruction, logement, culture, etc.) sont devenus incompatibles avec le capitalisme, qu'ils doivent être sacrifiés sur l'autel du profit et de la marchandisation à outrance, ils disent clairement qu'ils servent les intérêts des capitalistes qui ne représentent qu'une infime minorité de la population, tandis que l'immense majorité des exploités doit supporter toujours plus de sacrifices, se serrer davantage la ceinture, vivre de plus en plus mal et qu'elle n'a pas d'autre avenir puisqu'ils ont déjà hypothéqué les richesses qui seront produites par les générations à venir. En résumé, ils expliquent aux travailleurs qu'ils sont prisonniers du carcan du capitalisme entré en putréfaction et qu'ils doivent faire avec en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais, nous serions tous victime d'une terrible fatalité contre laquelle on ne peut rien.

Si l'on admet que le capitalisme est devenu incompatible avec nos droits et que les institutions sont totalement subordonnées au capitalisme, il faut en déduire qu'il est impossible de mener le combat dans ce cadre, or ne pas combiner le combat pour nos droits sociaux à celui pour des objectifs politiques conduit précisément à leur interdire de rechercher toute issue politique à la crise du capitalisme, à les subordonner aux intérêts du capitalisme, à les maintenir enfermer dans le cadre du régime. Comment dans ces conditions-là voulez-vous que la conscience de classe des travailleurs progresse, sans direction ou orientation politique, sans qu'ils aient le moindre espoir de sortir un jour de cette spirale infernale qui les conduit au désespoir ?

Abordons encore la même question sous un autre angle.

Pourquoi n'envisage-t-on pas si facilement de changer de vie, de refaire sa vie, de tout plaquer et d'aller vivre ailleurs, de changer de métier, de déménager, etc. ? Il arrive toujours un jour dans la vie où l'on se pose ce genre de questions qui n'ont rien d'existentialiste, quand on est jeune et qu'on n'est pas encore fixé quelque part, on se les pose toutes. Au début on déborde d'imagination, pour un peut tout serait possible, puis on se rend rapidement compte que les possibilités que nous offre la société sont très limitées, on bute sur des obstacles insurmontables, on doit revoir nos prétentions à la baisse, pour finalement se retrouver pris dans l'engrenage auquel on voulait justement échappé, la routine de la vie quotidienne abrutissante que connait la quasi totalité de la population en dehors des nantis. Même en partant à l'autre bout du monde comme je l'ai fait, dans des conditions périlleuses il faut dire et aux prix de grands sacrifices, on n'échappe pas au sort que le capitalisme nous avait réservé, j'en ai tiré les leçons depuis et j'en fais la démonstration tous les jours par mes contributions politiques.

Alors qu'on veuille bien nous expliquer comment et pourquoi les travailleurs pourraient-ils ou devraient-ils envisager de vivre dans une autre société où leurs droits seraient réellement pris en compte, pourquoi combattre pour changer de société et non pour changer la société ce qui peut porter à confusion, lorsqu'on s'emploie à les convaincre que c'est dans la société actuelle qu'ils trouveront leur bonheur et nulle part ailleurs ? La formule sulfureuse des renégats du marxisme : ce qui était possible en 45, devrait l'être aujourd'hui, etc...

Comme dirait l'autre, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et il semblerait que nos dirigeants soient assez mal placés pour y répondre ou qu'ils en soient incapables.

4- Détendez-vous, c'est au tour de Laguiller de faire son numéro.

La politique opportuniste que je dénonce tourne à la caricature avec Lutte ouvrière, Laguiller en fait encore la démonstration dans un article daté du 27 décembre *Inverser le rapport de forces, c'est possible !*, extrait :

1- Il n'est pas question d'en finir avec le capitalisme, car voyez-vous si les capitalistes avaient conscience des conséquences de leurs actes sur la population, tout irait pour le mieux, autrement dit, il y aurait de bons et de mauvais capitalistes, au moins avec les bons on vivrait mieux, vous comprenez mieux maintenant pourquoi l'Etat et la Ve République passe à la trappe :

"*Le plus grand scandale réside dans le fait que, malgré la crise, ceux qui l'ont provoquée, en premier lieu les banquiers, ont continué à engranger des milliards de profits à travers le monde. Et le comble, c'est que ces banques et ces organismes financiers, qui étaient il y a deux ans au bord de la faillite, ont été renfloués par les centaines de milliards d'euros ou de dollars versés par tous les grands États. C'est avec ces milliards que les organismes financiers continuent à spéculer de plus belle, en prenant pour cible la dette des États. Sans se soucier le moins du monde des conséquences que cela peut avoir pour les populations, sans se soucier des risques qu'ils font prendre à la société.*"

2- Elle persiste et signe, il ne s'agit pas de leur retirer définitivement le pouvoir de nuire, de les exproprier tout simplement, d'avancer vers le socialisme, mais seulement de mettre un terme à leurs excès, notez bien que Sarkozy, Bayrou, Aubry, Laurent, Mélenchon ne tiennent pas un autre langage :

"*Chaque jour, il devient de plus en plus urgent de mettre un coup d'arrêt à cette dérive.*"

3- Dès lors, il faut bien faire avec Sarkozy et prendre son mal en patience à défaut de vouloir le chasser du pouvoir :

"*Oui, il est plus que temps de bloquer l'offensive que le patronat et les gouvernements...*".

4- Les institutions antidémocratique de la Ve République ont parfaitement joué leur rôle contre-révolutionnaire au cours de la bataille des retraites, bien qu'elle le constate à demi-mot, elle n'en tirera pas la conclusion qu'il faut engager le combat dans la perspective de les dissoudre, de les abattre, pensez-vous :

"*Car, puisqu'on en est à l'heure des bilans, il faut y mettre, en positif cette fois, la lutte des salariés qui, en France, ont tenu la dragée haute au gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth, qui pensait faire passer sa réforme des retraites sans coup férir, comptant sur la majorité dont il dispose à l'Assemblée pour qu'elle soit votée. Ces prétendus élus du peuple ont pu voir le peuple réel dans les rues, pendant plus de deux mois. Certes, la réforme est finalement passée, mais le monde du travail a su relever la tête, il a pu prendre conscience de sa force et de ses capacités à résister aux mauvais coups qui se préparent contre lui.*

C'est cette leçon qu'il faut retenir : oui, les travailleurs ont les moyens de résister et même d'inverser le rapport de force en leur faveur !"

En conclusion, deux mois après la fin de cette bataille, Laguiller témoigne qu'elle est toujours incapable d'en tirer la moindre leçon politique, ce qui est parfaitement normal puisqu'elle ne se situe pas sur un terrain politique, elle fait du syndicalisme de bas étage comme ses collègues du POI et du NPA, elle n'a jamais rien fait d'autres tout au long de sa vie d'ailleurs, ce qu'elle confirme en découvrant que les travailleurs "*ont les moyens de résister*", quant à "*inverser le rapport de force en leur faveur*", il faudra encore attendre un certain délai, car si tel avait été vraiment le cas, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner aurait sauté, comme quoi elle radote !

En l'absence d'articles de presse intéressants, j'ai téléchargé d'autres articles du NPA (Trotsky et écologie) et de Carré rouge que je commenterai demain si nécessaire.

Haut de page

Le 3 janvier

Les nouveaux documents ne seront disponibles que demain à cause d'un problème de connection.

Le droit au travail, contre le chômage et la précarité, de pouvoir vivre de son travail, vivre décemment ne veut rien dire, alors disons vivre confortablement de son travail, le droit à la retraite à taux plein dès 50 ans, à la santé, sont des droits légitimes, on pourrait ajouter, à la dignité, ce sont des revendications sociales qui liées entre elles ont un contenu politique, séparément leur contenu politique est contestable parce qu'elle ne concerne pas de la même manière l'ensemble des exploités, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, loin de là, en revanche, par exemple, l'expropriation des banquiers et des capitalistes, le refus de payer leurs dettes ont un contenu politique qui concerne la totalité des travailleurs qu'ils soient dans le secteur privé ou public, à ne pas confondre avec un objectif politique qui est autre chose, par exemple autrefois obtenir le droit de vote, une République, aujourd'hui une République sociale, des organismes politiques où ses représentants seront démocratiquement élus et seront révocables à tout moment s'ils ne respectent pas leur mandat, où les travailleurs détiendront véritablement le pouvoir d'organiser la production et la réparition des richesses en fonction de leurs besoins, l'abolition de la Ve République, l'abolition des lois restreignant la liberté d'expression...

Politique.

1- France.

1.1- PS. Le parti supplétif du capital.

"*Est-ce que, dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, avec la concurrence que nous connaissons, nous pouvons nous permettre d'être sur des idées des années 1970, 1980, 1990 ? Non. Il faut dépasser la question des 35 heures. Oui, nous devrons déverrouiller les 35 heures*", a estimé Manuels Valls invité sur Europe 1.

Le déverrouillage consisterait, a-t-il laissé entendre, en un quasi-retour à la semaine des 39 heures, l'horaire légal qui précédait la réforme de 1998-2000.

"*Ceux qui ont la chance d'avoir un emploi doivent pouvoir travailler deux ou trois heures de plus sans avoir recours forcément aux heures supplémentaires, qui ont beaucoup coûté à l'Etat*", a-t-il expliqué.

Priée de dire si elle était pour la suppression des 35 heures, Martine Aubry a répondu : "*Moi, je pense que tout ce qui va dans le sens de l'assouplissement, dans le sens du travailler mieux (...) est bon*". (Reuters 02.01)

Assouplissement, flexibilité, au Medef ils en redemandent pour augmenter l'exploitation !

1.2- Etat d'esprit.

1.2.1- Les Français sont champions du monde du pessimisme quant à leur situation économique en 2011, éclipsant même les habitants de pays en guerre comme l'Irak ou l'Afghanistan, selon un sondage BVA-Gallup international réalisé pour Le Parisien. Ils sont 61% à déclarer que la nouvelle année sera synonyme de difficultés économiques. Le pessimisme des Français a augmenté de dix points par rapport à l'an dernier, note BVA. S'agissant de l'évolution du chômage, la France est aussi dans la "sinistrose" puisque 67% des personnes interrogées estiment qu'il va augmenter, ce qui inscrit la France à la troisième place du podium des pessimistes, derrière le Royaume-Uni et le Pakistan. (Reuters 02.01)

1.2.2- Le chômage est la première priorité des Français (87%), devant le système social (73%) et le pouvoir d'achat (68%), loin devant l'insécurité (49%) qui n'arrive qu'en 7e position, relève un sondage Harris Interactive pour RTL, publié dimanche.

La croissance économique (58%), les inégalités sociales (56%), les déficits publics (54%) devancent également l'insécurité, alors que la dépendance des personnes âgées (44%) et l'environnement (33%) font moins partie de leurs préoccupations immédiates.

Et comme il y a à boire et à manger dans les sondages, voici pour la propagande gouvernementale :

Globalement, 53% des Français se disent optimistes pour l'année 2011 en ce qui concerne leur situation personnelle (contre 60% en 2010)

S'agissant du bilan de l'année 2010, les Français le jugent de manière sensiblement égale, négatif pour 51% d'entre eux, et même très négatif pour 12% (+ 3 points), et positif pour 49% d'entre eux (-2 points). (20minutes.fr 02.01)

Il faut bien continuer à vivre et l'espoir fait vivre, au-delà il est impensable que seulement 51% des personnes interrogées s'estiment satisfaites de l'année épouvantable qui vient de s'achever.

2- Bolivie. Morales aux prises avec ses propres contradictions en appelle au dialogue social.

Le gouvernement bolivien va de nouveau augmenter les prix des carburants, après avoir suspendu cette hausse face à une violente fronde sociale, a annoncé dimanche 2 janvier le vice-président Alvaro Garcia. M. Garcia, qui n'a pas précisé quand interviendrait la hausse, a fait valoir que la Bolivie subventionnait l'importation et la consommation d'essence (à hauteur de 360 millions de dollars par an selon des estimations officielles) et qu'une partie de ce carburant était revendu en contrebande dans les pays voisins.

Cette hausse '*se fera en consultation avec le peuple, nous gouvernons avec le peuple. Quand est-ce que cela se fera, c'est au peuple d'en décider*', a ajouté M. Garcia, qui a ajouté que le président avait déjà invité les organisations sociales à venir dialoguer. (Lemonde.fr 02.01)

Social.

Racket de l'Etat, suite.

Désormais, les utilisateurs de 2-roues de 50 à 125 cm3 et de scooters à 3 roues devront passer par un apprentissage.

Sont concernés les automobilistes qui possèdent le permis B depuis deux ans et qui veulent passer à la motocyclette légère (de 50 à 125 cm3 compris). Pour ceux-là, la formation de trois heures qui existait déjà depuis janvier2007 passe à sept heures. Cependant, le véritable changement concerne le scooter à trois roues. En adoptant certaines règles de fabrication portant notamment sur la longueur des essieux, les constructeurs avaient habilement fait en sorte que cet engin intègre la catégorie tricycle. Une appellation qui permettait à l'automobiliste d'échapper à toute contrainte. Du jour au lendemain, il pouvait donc abandonner sa voiture pour passer aux commandes d'un scooter à trois roues. Désormais, il lui faudra avoir le permis B depuis deux ans et passer par un apprentissage de sept heures. En cas de non-respect, le contrevenant s'expose à une amende de 135 euros. La loi prévoit d'exempter de la formation seulement ceux qui conduisent les deux ou trois-roues depuis cinq ans. Pour le justifier, il suffit de demander à sa compagnie d'assurance des pièces l'attestant.

Cette formation coûtera 350 euros environ.

On remarque un tassement des ventes depuis 2009, le marché des motos et des scooters n'a cessé jusqu'alors de progresser. Dans la seule période de 2002 à 2008, les immatriculations avaient fait un bond de 40%, passant de 168.764 à 237.695. Les 125 cm3 constituent 50% du marché des deux-roues. (Lefigaro.fr 02.12)

Je sens que le gouvernement va se réconcilier avec la jeunesse !

Haut de page

Le 4 janvier

En quoi consisteraient les premières mesures que prendrait un gouvernement ouvrier révolutionnaire ? Voilà une question à laquelle il faut s'atteler de répondre, car elles devraient coïncider avec les objectifs politiques que les travailleurs devraient se fixer dans leur lutte pour le pouvoir.

Nous allons y réfléchir sérieusement, car j'ai découvert avant-hier qu'il y avait des petits malins qui s'employaient à colporter des illusions sur ce que pourrait être une soit-disant alternative au capitalisme qui finalement ne remettrait pas en cause ses fondements, en gros il s'agirait de revenir à la situation qui précédait avant le début des années 90 qui ont marqué la prise du pouvoir par l'aristocratie financière, autrement dit, il s'agirait de retourner 70 ans en arrière... pour ensuite connaître la même situation qu'aujourd'hui, ce qui est impossible évidemment, ce n'est même pas une utopie, c'est un non sens, une pure abstraction qui nie l'évolution du capitalisme mondial. Cette perspective est aussi foireuse que la théorie du socialisme dans un seul pays et s'inscrit dans la lignée de la théorie du passage progressif du capitalisme au socialisme.

C'est marrant comment tous ceux qui sont incapables de se tourner vers le futur et de définir une perspective politique ouvrant la voie au socialisme, se tournent systématique vers le passé où ils tiennent absolument à nous renvoyer. En fait de dialecticiens, ce sont des charlatants qui veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, parce que ce serait le meilleur moyen pour qu'elle finisse par tourner à l'endroit... D'autres illusionnistes nous ressortent les différentes théories du socialisme primitif qui avaient cours avant la révolution de juin 1848 et la Commune de 1871, et que Marx et Engels s'étaient employés à réfuter dans le socialisme scientifique en s'appuyant sur ces expériences de la lutte des classes. Il est un fait infaillible que, lorsque l'on s'écarte du marxisme et des enseignements de la révolution russe, on tombe dans l'aventurisme. Rien d'étonnant à cela, puisqu'à chaque crise importante du capital, il s'en trouve toujours pour nous ressortir ce vieux fatras qu'on croyait définitivement relayé au musée des antiquités. Il en va ainsi du regain pour le mysticisme, la métaphysique et la religion : quand la vie vous accable et qu'on ne trouve pas d'issue à cette situation, on se réfugie dans le nihilisme ou l'obscurantisme, bref on court à sa perte et on hâte son suicide.

Il y a peu, avant la crise qui a éclaté au milieu de l'année 2007, c'était la lutte des classes, Marx et le marxisme qui étaient définitivement enterrés, nombreux sont ceux qui sans l'avouer s'en écarteront comme on peut facilement le constater aujourd'hui quand ils y reviennent maladroitement sur la pointe des pieds, c'est encore leur amour-propre mal placé qui leur joue de vilains tours, demain ce sera le socialisme et le léninisme que l'on croyait disparu à jamais avec la désintégration de l'URSS qui rejailleront de la poubelle où certains s'étaient empressés de les ranger, ceux qui ont déserté les partis pour se livrer à des bavardages sans fin et sans substance après les avoir accusés de tous les maux, prétexte facile pour camoufler le scepticisme dans lequel ils ont fini par se noyer ou presque, c'est encore la crise du capitalisme qui vient à leur secours et leur tend une bouée de sauvetage pour refaire surface, pour le meilleur et pour le pire, en réalité c'est la classe et les masses dans lesquelles ils ont cessé de croire - sans jamais l'admettre - qui leur donnent une formidable leçon pour ne pas dire une sévère correction en leur montrant qu'elles sont toujours debout ou prêtes à se lever. Comme l'on dit : ce sont les faits, l'histoire, la lutte des classes qui tranchera.

Il arrive parfois aussi que l'on se soit tellement contredit, compromis ou abaissé qu'on ne trouve plus ni les moyens ni la force de rebondir, on se demandera ce qui les dégoûte le plus du monde ou d'eux-mêmes, en l'absence de réponse ils seront définitivement morts politiquement, d'autres passeront leur temps à faire de petits bonds pour essayer de sortir du trou des oubliettes où ils étaient tombés un jour, par mégarde mais pas toujours, ils peuvent finir par mourir d'épuisement ou trouver la force de regagner la lumière pour peu qu'ils renouent avec sa source. Nous ne jetons la pierre à personne, disons qu'il y a des pierres qui coulent à pic sans produire le moindre effet, et il y en a qui font des ricochets. Assez, pendant ce temps-là je ne bosse pas !

Pour revenir au sujet qui nous occupe, si par exemple on vous posait la colle suivante : dans la société telle que vous la concevez, comment cela se passerait-il au niveau de la santé ? Laissons de côté aujourd'hui toutes les revendications qui sont du domaine du droit à la santé. Voilà c'est très simple. Dans la société actuelle, c'est le ministère de la Santé qui détermine qui peut se faire soigner, où, comment, par qui, combien cela va vous côuter, quel hôpital il faut fermer, dans quelle établissement il faut supprimer des lits, des blocs opératoires, quelle somme est allouée à chaque hôpital, etc, le tout correspond à un budget mis au point par le gouvernement et entériné par le parlement suivant prioritairement certains critères économiques (Maastricht, dette de l'Etat, profit des multinationales, etc.), une enveloppe budgétaire annuelle. Personne n'a son mot à dire en dehors du gouvernement et du parlement qui décident du contenu de votre droit à la santé.

Dans la société telle que nous la concevons, c'est l'ensemble du corps médical (médecins, chirurgiens, infirmières, aide-soignantes, etc.), du personnel hospitalier, du personnel des laboratoires et des entreprises pharmaceuthiques (tous nationalisés), des maisons de retraite ou de repos médicalisées, Sécurité sociale, etc. qui décidera des moyens à mettre en oeuvre pour satisfaire les besoins de la totalité de la population toutes générations confondues, en leur garantissant un accès égal aux meilleurs traitements, sans qu'aucun critère financier n'entre en ligne de compte. L'évaluation des besoins pratiques, locaux, matériel, personnel, seront de leur responsabilité. Ils formeront à eux tous le nouveau ministère de la Santé au service de la population. Chaque corps de métier ou de spécialisation élira ses délégués qui siègeront dans les antennes du ministère de la Santé réparties dans tout le pays, et chacune de ses antennes élira à son tour ses représentants qui siègeront au ministère de la Santé dont l'action consistera à coordonner à l'échelle nationale une politique de santé conforme aux besoins de la population...

On peut imaginer une structure semblable pour certains ministères : le corps enseignants, les médecins et le personnel de la vie scolaire, le personnel d'entretien, etc. pour le ministère de l'Instruction publique ; les artistes, comédiens, metteurs en scène, réalisateurs et le personnel technique pour le ministère de la Culture ; les syndicats, médecins et inspecteurs du travail pour le ministère du Travail ; les agriculteurs, éleveurs, pécheurs, etc. pour le ministère de l'Alimentation ; les chauffeurs routiers, les liveurs, les conducteurs de bus, métro ou train, les pilotes, stewards, hotesses, le personnel des aéroports (tous nationalisés), les chauffeurs de taxi, les ambulanciers, les pompiers, etc. pour le ministère des Transports, le tout avec la participation de leurs organisations syndicales ou professionnelles, les associations qui existent.

S'agissant du ministère de l'Economie, pour être bref, il sera au service de tous les autres, il sera géré par le personnel du service publique qui en a la compétence, à l'exception des technocrates qui seront recyclés ou éliminés. Il devra rendre des comptes comme tous les autres ministères au conseil national des délégués élus (et révocables) qui détiendra le pouvoir et fera office de gouvernement. Au niveau de chaque département ou commune, ce sont des conseils du même type élus par la population qui contrôleront l'action des différentes antennes des différents ministères régionaux...

Ceci n'est qu'une ébauche grossière réalisée à main levée qui donne une idée de quelle manière la société pourrait être réorganisée en partant des besoins de la population.

Quant à la question clé du financement de cette politique sociale, elle reposera sur l'expropriation sans indémnité ni rachat des banques, des institutions financières, des compagnies d'assurance et de la totalité des grandes entreprises, dont celles du CAC 40, la confiscation de tous leurs biens y compris immobiliers, tableaux, etc., l'annulation de la dette de l'Etat et de toutes ces institutions, des entreprises petites, moyennes ou grande envers des banques ou institutions financières à l'étranger, la confiscation de tous les biens des plus grandes fortunes du pays, en additionnant tout cela, on devrait déjà dépasser les 600 ou 700 milliards d'euros si on atteint pas les 1 000 milliards. Il faut ajouter le monopole de l'Etat du commerce extérieur.

De gigantesques économies seraient réalisées au niveau de la production en recourant aux techniques et aux matériaux les plus performants, en planifiant, concentrant et rationalisant la production, en recyclant absolument tout ce qui peut l'être, en fabriquant des produits plus résistants, incassables, inrayables, qui se régénèrent eux-mêmes, d'une durée de vie pratiquement illimitée, il existe des matériaux aux propriétés extraordinaires qui ne sont pas exploités aujourd'hui, on ferait appel aux meilleurs scientifiques et chercheurs pour définir comment on peut les utiliser à grande échelle, nécessitant moins de matière première, on réduirait les stocks et les aires de stockage, on n'a pas besoin de produire dix modèles de voitures dans la même catégorie qui se ressemblent, qui nécessitent des machines et des usines différentes, quelques unes seront largement suffisantes, on produira ce qu'il y a de mieux dans tous les domaines sur tous les plans, pratiques, sécurité, design, etc., on regroupera les industries, fabriquer des pneus à Dunkerque et des jantes à Lyon est une aberration totale par exemple.

On réalisera de fantastiques économies en électricité, pétrole, transport, gestion des routes et temps, en rapprochant chacun de son lieu de travail, une caissière qui habite à Nanterre dans la banlieue nord de Paris qui se tape une heure et demie de transport en commun pour aller travailler à Evry dans la grande banlieue sud, ce sera terminée, elle travaillera à Nanterre, des centaines de milliers ou des millions de travailleurs sont dans ce cas-là aujourd'hui, on vit dans un monde de dingues, on en sortira. Cette caissière économisera trois heures par jour qu'elle pourra consacrer à ses enfants, sa famille ou pour se livrer aux activités de son choix.

On mettra un terme à la pollution qui coûte actuellement une fortune, les transports en commun seront gratuits ou à un prix très abordables au début, les autoroutes seront gratuits, idem pour la scolarité et les études, la santé. Les services publics seront accessibles à tous sur tout le territoire. Terminés les embouteillages monstres, les routes engorgées, les transports en commun bondés, bref la vie infernale. Le transport des marchandises se fera de préférence par voies navigables, par fer ou par avion, on privilégiera la qualité de la vie et non le profit à court terme. Le moteur à hydrogène, électrique ou à pile atomique remplacera le moteur à essence bruyant et polluant.

Restera à régler quelques questions comme celle de la monnaie, en cours dans le pays et nécessaire pour régler les transactions internationales, des importations des matières premières, le sort des entreprises françaises implantées à l'étranger, toutes les grandes entreprises étrangères installées en France seront confisquées, ainsi que tous les biens et avoirs des milliardaires et des dictateurs africains et d'autres continents. Les salaires seront limités, par exemple à 5 ou 7.000 euros net par mois, le salaire minimum net se situerait à 1.500 euros, idem pour les retraites. Ce qui sera retiré aux uns servira à payer décemment les autres ainsi que ceux qui étaient au chômage. Sans en finir avec les inégalités, le chômage, la précarité et la

pauvreté seront éradiqués.

Grâce aux gigantesques économies réalisées et à la planification de la production, on pourra produire moins, autant ou plus à moindre coût, le premier objectif sera de produire pour satisfaire les besoins de la population dans des limites raisonnables car tout ne sera pas possible du jour au lendemain ou avant longtemps même, ensuite il faudra produire pour exporter, si on nous le permet, notre objectif n'étant pas de réaliser du profit mais d'obtenir suffisamment de devises pour acheter les matières premières dont on aura besoin, on pourra vendre moins cher, la part de la plus-value qui sert au renouvellement du capital et celle qui va aux salaires resteront inchangées (après augmentation des salaires), par contre celle qu'on appelle communément profit qui va dans la poche du capitaliste disparaîtra ou sera diminuée pour être compétitif sur le marché mondial, à qualité supérieure ou sans concurrence possible on proposera des produits moins chers à l'exportation, une fois réglée la question des salaires, des pensions des retraités et celle du chômage, la part du profit restant ira dans les caisses de l'Etat ouvrier pour alimenter les différents ministères. Et l'économie d'armement ? On y mettra un terme, le stock d'armes existant doit suffire amplement à combler tous nos besoins au cas où, le personnel sera recyclé dans l'économie planifiée. Je n'ai pas abordé tous les domaines, le logement par exemple, ce sera pour une autre fois.

C'est la désorganisation de l'industrie et de l'ensemble de l'économie sous le régime capitaliste, nos besoins en matières premières et en devises qui seront nos principaux points faibles que seule la révolution dans d'autres pays en Europe et dans le monde permettront de résoudre...

Pourquoi aucun parti ne se donne la peine d'élaborer minutieusement un tel projet de société ? Le mien est grossier ou à l'état brut je le répète, cela ne peut être qu'une oeuvre collective que seul un parti peut réaliser. Pourquoi laisser les militants totalement désarmés ou sans réponses face aux questions que peuvent leur poser les travailleurs ? Il faudrait aussi élaborer un projet de constitution, cela va de paire.

Vous aurez remarqué qu'à aucun moment je n'ai repris la structure actuelle ou plutôt les institutions existantes, l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui, j'ai fait référence aux communes, aux départements et aux régions, mais pas à leurs institutions, involontairement d'ailleurs, je n'en ai jamais senti le besoin voilà tout, comme quoi on peut très facilement s'en passer, et puis c'est un nouvel Etat qu'il nous faudra construire et non replâtrer l'Etat hérité de la révolution de 1789, ne nous trompons pas d'époque et de révolution !

Parole d'internaute.

1- A propos des 35 heures.

Sous couvert de progrès social, les 35 heures sont une réforme de la plus pure veine libérale, qui a permis de bloquer les salaires pendant 5 ou 6 ans (retard jamais rattrapé), d'accroître la flexibilité horaire, d'annualiser le temps de travail, tout en procurant entre 15 et 25 milliards d'exonération de charges sociales pour les employeurs, en faisant passer à la trappe un grand nombre d'heures de dépassement, en instituant des RTT qui ne pourront jamais être soldés en totalité. Contrairement à ce que pense M Coppé, c'est une mesure qui a fait progresser la productivité, et c'est un élément d'ailleurs qui explique pourquoi, il n'y a pas eu la contrepartie attendue de création d'emplois.

Commentaire. Certes, on est bien d'accord, mais en attendant remettre en cause ces 35 heures pour revenir à 39 se traduirait parfois dans le cadre de l'annualisation du temps de travail par des semaines de 48 heures ou plus, donc bien malgré nous, on se doit de défendre le statut actuel bien qu'il soit très loin d'être satisfaisant, c'est un euphémisme, en revendiquant l'abolition de l'annualisation et pourquoi pas de descendre à 32 heures pour tous sans diminution de salaire évidemment...

2- Dans tous les cas de figure, si vous ne votez pas UMP, vous n'avez aucune raison de voter PS.

PS : Il va falloir choisir, tu gardes Valls ou tu gardes tes électeurs !

Commentaire. Qu'il le garde ou non, si on devait faire la liste de tous les membres du PS qui sont inféodés au capital, il faudrait tous les virer, ce parti n'existerait plus !

3- Conditions objectives.

Deux salaires médians cumulés (1600 € x 2) permettent encore de faire face, deux SMIC de surnager difficilement, un seul revenu fait prendre le chemin des restos du cœur et autres ONG caritatives antichambres de l'exclusion ultime étape des précaires et autres intermittents et fins de droits.

Commentaire. Cela confirme ce que j'ai écrit ailleurs en étant à 10.000kms et sans avoir mis les pieds en France depuis près de 9 ans.

4- Faire vivre le PCF

2012... la seule question qui vaille est celle de la campagne qui permettra un renforcement en conscience et en organisation des classes populaires et notamment de la classe ouvrière...

Commentaire. A sa façon, ce militant du PCF dit ce que je ne cesse de répéter, en vain !

5-

2012, qui sera au pouvoir ? On a d'ailleurs la chance que si c'est le PS, il le sera sans aucune illusion sur sa politique, et donc peut-être, contrairement à 81 et 97 avec un mouvement social en colère et des manifs !

Commentaire. On a entendu le même refrain en 81 dans le cadre de la théorie foireuse soutenue par Lambert-Gluckstein de "*l'imminence de la révolution*" ! Il est vrai que nous ne sommes pas dans la même situation économique et sociale, cependant il ne faut pas oublier que ce sont largement le PS et le PCF qui influencent ou qui contrôlent toujours les syndicats, dans une moindre mesure peut-être, mais on peut compter sur leurs dirigeants pour se ranger systématiquement derrière ses partis et pour tenter de neutraliser le mouvement ouvrier comme ils ont réussi à le faire à partir de 81.

Ce qui fait défaut aux travailleurs et au mouvement ouvrier, ce n'est pas la compréhension du rôle contre-révolutionnaire du PS et du PCF au côté du régime, c'est l'existence d'un parti dans lequel ils pourraient se reconnaître, soutenir ou s'organiser, et bien sûr, ceci allant avec cela, l'absence d'objectifs politiques et de toute issue politique à laquelle ils pourraient adhérer ou qui leur permettrait d'orienter leur combat. Ne cherchez pas un prétexte bidon pour soutenir le candidat du PS !

Maintenant il est vrai que la classe et les masses peuvent très bien passer outre cette recommandation et estimer que cinq ans de Sarkozy c'est cinq ans de trop et que la priorité c'est de le chasser du pouvoir, mais attention à ne pas se faire d'illusions ou tout confondre, cela ne remplacera jamais une orientation et des objectifs politiques. De plus, sachant que les travailleurs en ont plus marre de Sarkozy, s'ils avaient réellement des illusions dans la volonté et la capacité du PS à changer de politique afin de satisfaire leurs revendications, alors je voudrais bien qu'on nous explique pourquoi ils ne le soutiennent pas sans attendre 2012. Réponse : parce qu'en fait d'illusions dans le PS et ses satellites ils n'en ont pas tout simplement. Vouloir faire croire le contraire est une véritable escroquerie politique. Les faits le démontrent, il suffit d'ouvrir les yeux pour le constater.

Politique.

1- France. L'"axe" UMP-PS.

Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP, sur RMC: "*Je m'interroge pour savoir ce qu'il fait encore au Parti socialiste. Manuel, ne reste pas à te morfondre dans un parti pas fait pour toi. L'UMP est prête à t'accueillir!*"

Jean-François Copé se frotte les mains et salue le « courage » de Valls.

Alors à quand un axe Valls-Copé contre Hamon-Bertrand ? Ce n'est évidemment pas au programme. Sur le fond, les dirigeants de la majorité sont plus proches qu'il n'y paraît. Nicolas Sarkozy a maintes fois dénoncé « *l'erreur* » des 35 heures. Mais revenir sur la durée légale du travail, devenue un acquis social, serait électoralement risqué pour le chef de l'Etat. (Lepost.fr et publicsenat.fr 03.01)

2- Grèce.

La Grèce va édifier une clôture de 12,5 km le long de sa frontière avec la Turquie pour tenter d'endiguer le flux d'immigrés clandestins désireux d'entrer dans l'Union européenne.

Neuf clandestins sur dix passent par la Grèce pour pénétrer dans l'UE, ce qui pèse considérablement sur les finances, déjà très éprouvées, d'Athènes. (Reuters 03.01)

Social.

L'entreprise de messagerie routière Ducros Express (ex-DHL) s'apprête à procéder à une vaste réorganisation qui va toucher plus de 700 salariés, dont 500 devraient faire l'objet de licenciements secs, a-t-on appris lundi de sources syndicales. "*Plus de 700 salariés au tapis*", dénonce la CGT dans un communiqué, en rappelant que Ducros Express (3.000 salariés) a vu le jour le 1er juillet 2010, suite à la cession de DHL Express par la Deutsche Post au groupe Caravelle. (AFP et Lefigaro.fr 03.01)

Economie.

1- Brésil. Rousseff à la botte du marché !

Dilma Rousseff envisage des coupes budgétaires plus importantes que prévu et un recours au secteur privé pour des projets d'infrastructure, rapporte la presse lundi, signalant la volonté de la nouvelle présidente du Brésil de donner des gages aux détenteurs de capitaux.

L'ampleur exacte des baisses de dépenses publiques fera l'objet d'une décision dans le courant du mois, a ajouté Miriam Belchior. Plusieurs médias brésiliens ont rapporté lundi que le total pourrait aller jusqu'à 25 milliards de reais (11,2 milliards d'euros), soit un peu plus que ce que prévoyaient la plupart des investisseurs.

Le gouvernement brésilien a abaissé par décret vendredi ses prélèvements fiscaux sur les investissements étrangers dans les fonds de capital investissement et sur certains placements boursiers afin d'accroître les financements à long terme. (Reuters 03.01)

La taxe sur les transactions de change repasse de 6 à 2% pour les investissements étrangers dans les fonds de capital-investissement et sur une partie des placements boursiers.

2- Etats-Unis.

Le nombre de sociétés américaines ayant demandé la protection de la loi sur les faillites a progressé de 9% en 2010 et il pourrait augmenter également en 2011, montre une étude publiée lundi.

L'Institut américain sur les faillites (ABI) explique cette hausse par l'endettement élevé des entreprises et la stagnation de la croissance. En 2010, 1,53 million d'entreprises se sont placées sous le régime des faillites, contre 1,41 million en 2009, explique l'ABI, qui cite des chiffres du Centre américain de recherche sur les faillites. (Reuters 03.01)

Haut de page

Le 5 janvier

Inepties et contrevérités.

1- Porter la durée légale du travail de 35 à 39h, prolonger la durée du travail en reportant l'âge légal du départ à la retraite, promouvoir les heures supplémentaires en les exonérant de cotisations sociales, trois mesures qui ne peuvent que conduire à l'aggravation du chômage (des jeunes principalement) ou à le maintenir à un très haut niveau.

Un gouvernement ouvrier réduirait la durée hebdomadaire maximum de travail à 30 ou 32 heures, abolirait l'annualisation du temps de travail, porterait l'âge du départ à la retraite à 50 ans à taux plein sans décote en cas d'annuités manquantes, interdirait les heures supplémentaires, l'ensemble de ces mesures permettraient d'en finir avec les cadences infernales, la précarité et le chômage.

2- Pour éliminer la pauvreté, il faut payer les pauvres!, c'est le titre d'un article sur le Brésil paru dans Slate.fr. Mais tout se paie, et d'où vient l'argent pour financer des programmes sociaux en faveurs des couches les plus défavorisées ? Pardi, de l'augmentation du taux d'exploitation des travailleurs ! Ils ont besoin d'une main d'oeuvre plus qualifiée et en plus grand nombre comme en Europe au début du XXe siècle, de plus l'instabilité sociale, le manque d'hygiène, etc. sont préjudiciables aux affaires, voilà tout.

Au Brésil pas plus qu'ailleurs, les capitalistes et leurs représentants au pouvoir ne sont des philanthropes ou des humanistes.

3- Indignez-vous... et soyez optimiste ! Il est vrai qu'on a tellement de raisons de l'être !

Indignez-vous ! le petit ouvrage de Stéphane Hessel, dont je n'ai lu que des extraits, serait-il finalement qu'une brochure destinée à rudoyer le pessimisme injuste de la plèbe ingrate envers un régime qui ne veut que son bonheur, c'est en tout cas la lecture qu'en a faite hier Jean-Marie Colombani, ex-directeur du Monde, dans le site Slate.fr.

Pour comprendre le pessimisme des travailleurs "*L'homme du moment, Stéphane Hessel, nous a fourni une explication. Pour lui, les Français «ont une très haute idée d'eux-mêmes». De là vient leur constante déception vis-à-vis d'une réalité qu'ils ne jugent jamais à la hauteur de ce qu'ils méritent!*". Il est vrai que de nos jours le droit à la dignité est tout bonnement une exigence extravageante, tout comme pouvoir vivre de son travail !

Colombani qui véhicule les idées dominantes confond le mérite et le droit légitime à profiter du progrès social, à vivre toujours mieux, pourquoi, parce qu'il appartient à la classe des privilégiés qui sont servis et qui n'ont donc rien de plus à attendre contrairement à l'immense majorité qui de loin ne partage pas cette situation.

La tare des travailleurs de nos jours serait "*la croyance aux progrès* ", voilà ce qu'il faut comprendre. Du moment que le progrès profite à quelqu'un, peu importe qu'il ne profite qu'à une minorité de la population, il faut s'empresser d'en conclure que la société prospère et que le capitalisme est toujours synonyme de progrès, donc ils sont sur la bonne voie, donc il faut soutenir le régime en place, il ne faut rien changer, d'ailleurs c'est impossible :

"*Il est vrai que nous vivons plusieurs crises qui rendent difficile tout simplement de se situer. Crise du capitalisme en premier lieu qui est profonde et durable, sans qu'il y ait de substitut possible aux règles du marché.* "

Il nie également que le capitalisme, la société et le monde seraient en "*déclin*", il ignore ou oublie que dans le passé des sociétés se sont développées avant de décliner puis disparaître. A ce propos, il faut se souvenir que des civilisations fleurissantes, très développées et très puissantes mais incapables de dépasser leurs contradictions, ont disparu au profit d'envahisseurs qui l'étaient beaucoup moins. On pourrait faire un parallèle avec ce qui est en train de se passer entre les pays dits développés et la Chine, où c'est le pays le plus arriéré sur le plan social qui finit par dicter sa loi à tous les autres pays qui pour résister et le concurrencer liquident les droits sociaux des travailleurs. En quoi des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil seraient-ils porteur de progrès social, sceintifique ou technologique ? Dans absolument aucun domaine !

Conclusion logique de ce représentant du "*marché*" : "*Pourtant, retour à l'optimisme*", nous n'avons pas le choix !

Et sur quoi devrait reposer cet optimisme ? Pardi, sur l'UE et Sarkozy !

"*On attendra donc fébrilement de savoir si l'Europe continuera de renforcer, en 2011, sa capacité de réponse en prenant plus fermement le chemin d'un fédéralisme monétaire et budgétaire* " pour mieux asservir les peuples de l'Europe aux besoins du capital et assurer par la même occasion sa survie.

Et de s'en remettre à Sarkozy :

"il présidera le G8 et le G20 tout au long de l'année. Il lui sera donc plus facile qu'à ses opposants d'esquisser une réponse à la question qui nourrit le pessimisme du pays et qui est de pouvoir se faire une idée de la façon dont nous nous situons, et dont nous allons nous situer dans les années qui viennent, dans le nouveau rapport de forces planétaire.", bref de s'en sortir, Colombani parle pour lui tout comme Hessel, ils se nourrissent des illusions qu'ils colportent et de l'ignorance des masses.

La lecture que fait Colombani de cet opuscule ne doit pas très éloignée de l'objectif qu'a dû lui assigner son auteur qui place son optimisme dans M. Aubry ou à défaut dans Strauss-Kahn.

Parole d'internaute.

1- On travaille trop !

Même les entreprises n'en veulent pas parce qu'elles ont largement profiter de la réorganisation du fait des lois sur les 35 heures pour plus de flexibilité et l'annualisation du temps de travail !!! Au fait, en Allemagne les contrats précaires représentent aujourd'hui plus de 25 % des contrats (contre 19 % en 2001). C'est bien de créer de l'emploi ! Encore faut-il qu'il soit suffisant pour vivre dignement ! Je rappelle aussi que les Allemands travaillent, en temps annuel, bien moins que nous (tout comme les Hollandais par exemple) !

2- On travaille pour vivre ou l'inverse ?

En fait tous les problèmes discutés partent de la conception qu'on veut bien se faire du monde. (...) Bref l'occident a voulu imposer son modèle (LA CROISSANCE OUAIIIIII) au monde sur le dos de populations locales (exemple du pétrole) mais les peuples mondiaux se sont déséquilibré et entassé dans des mégapoles et même nous les aisés vivont mal la compétition permanente !! Tous ces modèles qu'on nous vend (Coréens Chinois et autres qui bossent comme des malades sans vacance pour une croissance OUAIIII SUPER) ....et après on fera quoi ?? C'est quoi le but à atteindre si ce n'est d'abord rendre les peuples plus en harmonie dans leur vie humaine et avec la nature sans laquelle là on est certain que l'humanité disparaitra.

Politique.

1- France.

1.1- La Talonnette "*est un garçon mal élevé qui n'a aucune culture*".

Ce n'est un secret pour personne : Nicolas Sarkozy fait régulièrement des fautes de français... à l'écrit (ici ou là) et surtout à l'oral.

La plus connue est évidemment le "*casse-toi pauv' con*" mais il y en a d'autres... En mars 2010, une chercheuse au CNRS est déjà revenue sur les nombreuses fautes de français qui émaillent les discours de Nicolas Sarkozy.

Ainsi, le 17 mars 2009, lors d'un discours devant des ouvriers d'Alstom, dans le Doubs, Nicolas Sarkozy avait fait des fautes de syntaxe: "*Si y en a que ça les démange d'augmenter les impôts*", avait-il dit. "*On se demande c'est à quoi ça leur a servi?*", déclarait-il le même jour en parlant des études des élites.

"*Sarkozy est aussi fâché avec les négations*" : "*J'écoute, mais je tiens pas compte !*" (Provins, le 20 janvier.) A du mal avec les accords: "*On commence par les infirmières parce qu'ils sont les plus nombreux*" (Rambouillet, le 13 mars.) Ou mange les mots: "*Ch'ais pas*", "*ch'uis*", "*m'enfin*", "*y a*"...

Excédé par le style oral de Nicolas Sarkozy, le député PS de l'Eure François Loncle a décidé d'interpeller le ministre de l'Éducation nationale dès le 16 février 2010, via une question écrite.

"*J'en ai eu assez des fautes de français de Nicolas Sarkozy ! De vocabulaire, de syntaxe... son incapacité à faire les bons accords et son habitude à parler de manière vulgaire*", explique l'élu PS au Post.

Les ministres sont obligés de répondre aux députés qui utilisent cette procédure dans les deux mois. Et la réponse doit être publiée au Journal officiel. La question a été diffusée au JO :

"*M. François Loncle indique à M. le ministre de l'éducation nationale que l'actuel Président de la République française semble éprouver maintes difficultés à pratiquer la langue française. Il multiplie les fautes de langage, ignorant trop souvent la grammaire, malmenant le vocabulaire et la syntaxe, omettant les accords. Lorsqu'il s'exprime en public, le Président de la République croit judicieux de maltraiter, volontairement ou involontairement, la langue française et il s'aventure parfois à employer des termes et formulations vulgaires. Afin de remédier sans délai à ces atteintes à la culture de notre pays et à sa réputation dans le monde, il lui demande de bien vouloir prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre au Président de la République de s'exprimer au niveau de dignité et de correction qu'exige sa fonction.*"

"*En gros, à la fin, j'ai demandé à Chatel de donner des cours du soir à Sarkozy*", s'amuse François Loncle.

N'ayant pas eu de réponse, l'élu PS a renouvelé sa demande quelques mois plus tard. Avant de finalement recevoir une réponse de Luc Chatel... le 7 décembre 2010. Soit 11 mois plus tard. Et si la question du député a bien été publiée au JO, cela n'a pas été le cas pour la réponse de Chatel. La raison ? Le ministre a répondu au député PS dans une lettre qui lui a été adressée directement.

"*La méthode m'a surprise. Je suis élu depuis 1981 et en 20 ans, je n'ai vu cela !,* explique au Post François Loncle. *En fait, Chatel ne voulait pas donner un caractère public à cette lettre.*"

Dans sa réponse publiée par Médiapart, Luc Chatel tente de défendre le langage présidentiel. (dans la rubrique *Documents* du site)

Mais au final, que retient le député PS de la réponse de Luc Chatel ?

"*Dans sa lettre, Luc Chatel confirme que le Président s'exprime mal. Et il l'excuse en mettant en avant des arguments contestables et même risibles*", déclare-t-il au Post. "*Autrement dit, le message de Chatel, c'est : 'Nicolas Sarkozy parle comme tout le monde et c'est bien comme ça. C'est normal car il se met à la portée des citoyens'. C'est ce que Chatel appelle le 'Parler vrai'...*"

Puis, François Loncle hausse le ton : "*Ce 'parler peuple' tient selon moi à deux choses : Nicolas Sarkozy est un garçon mal élevé qui n'a aucune culture. Sa stratégie de parler comme les gens, cela s'appelle de la démagogie.*" (Lepost.fr 04.01)

Commentaire d'internautes.

1- Il nous fait honte partout . Mes voisins Anglais qui parlent un Français plus châtié que le sien m'en ont fait la remarque. Des Hollandais en riaient de bon coeur au marché et les allemands étaient tout contents de citer ses "erreurs". C'est tout simplement qu'il n'a pas les compétences linguistiques nécessaires pour la fonction qu'il occupe en dilettante agité.

2- "Si le ministre juge d'abord qu'il y a "*évidemment des questions plus importantes*", il évoque un parler "*clair et vrai*", qui refuse le "*style amphigourique et les circonvolutions syntaxiques qui perdent l'auditeur et le citoyen*" :

Décidémment, il n'y en pas pas un pour racheter l'autre au sein de ce gouvernement d'illettrés : Chatel confond "circonvolutions" avec "*circonlocutions*". Dans ce contexte, parler de "*circonvolutions syntaxiques*" n'a aucun sens ; le terme adéquat étant "*circonlocutions*" qui sont des détours de langage qui, en évitant les termes précis, visent à masquer la pensée ou à adoucir ce que l'on veut dire. On pouvait -éventuellement- employer circonvolutions comme synonyme de ciconlocutions au début du XIXème siècle, mais seulement au sens figuré !

Chatel donnant des cours de français à Sarkozy : vraiment trop drôle !

Décidémment, les membres de ce gouvernement ne sont pas bons à rien : ils sont mauvais à tout !

1.2- Mélenchonade.

Mélenchon accuse le candidat à la primaire PS (Valls) de « *rendre service en donnant raison aux plus réactionnaires de la droite. C'est une situation inouïe* ». « *Est-ce que c'est à un socialiste d'aller proposer un recul sur une conquête sociale ? Il faut laisser faire la droite pour ça* », lance Mélenchon, pour qui les 35 heures sont « une avancée considérable » et « *une revendication historique du mouvement ouvrier* ».

Cette situation est « *un symptôme de la décadence et de la nécrose intellectuelle du Parti socialiste* », ajoute le député européen. Et de dénoncer un PS qui « *ne veut pas prendre une ligne de rupture avec le capitalisme. C'est une ligne d'accompagnement. La politique du chien crevé au fil de l'eau, ça produit ça, des Manuel Valls* ».

Le président du Parti de gauche se fait menaçant face au PS : « *Les voix des conseillers municipaux et des grands électeurs des communes de gauche ne sont pas la propriété privée du Parti socialiste* », prévient-il. Il ajoute : « *C'est quand même un peu gros. On se rassemble pour faire élire des municipalités de gauche, qui sont socialistes, communistes, PG. Puis après, c'est le Parti socialiste qui ramasse toute la mise et qui prend tous les sénateurs. S'ils comptent que ça va se passer comme ça, il va leur en cuire, car nous allons prendre les dispositions qu'il faut pour leurs rendre la monnaie de leur pièce. Ou bien ils deviennent raisonnables et nous reconduisons nos deux sénateurs sortants. Ou bien les socialistes auront les plus grandes difficultés à convaincre les grands électeurs, que nous influençons, de voter pour eux* ». A bon entendeur… Reste à voir si le Parti de gauche a les moyens de ses menaces. A moins qu'au sein du Front de gauche son allié communiste, qui reste bien implanté dans certains départements, contribue à mettre en œuvre cette menace. (Publicsénat.fr 04.01)

Inutile de revenir ici sur les conditions détestables dans lesquelles ont été instaurées les 35h.

La décadence du PS n'est pas intellectuelle, elle est politique, tout comme celle de Mélenchon qui est passé du marxisme au réformisme. Et c'est pour les mêmes raisons que le PS et le PG sont incapables de rompre avec le capitalisme, ils partagent à des degrés différents la même interprétation du développement historique du capitalisme qui les conduit tous les deux à s'y adapter, contrairement au marxisme qui en conclut qu'il faut liquider le capitalisme parce qu'il conduit infailliblement à la paupérisation et à la barbarie, et que par conséquence le prolétariat doit prendre le pouvoir afin de mettre en oeuvre un mode de production basé sur la satisfaction des besoins de la population...

2- Tunisie.

Avec la reprise des cours après les vacances d'hiver, de violents affrontements ont opposé mardi, pour la deuxième journée consécutive, la police à des centaines de manifestants, en majorité des lycéens, dans la ville de Thala, à 250 km de Tunis, a-t-on appris de source syndicale.

Appuyés par des renforts venus de régions voisines, les forces de l'ordre ont eu recours "intensivement" aux bombes lacrymogènes pour disperser la foule qui manifestait par solidarité avec la population de Sidi Bouzid, une région du centre-ouest du pays, où avaient éclaté le 17 décembre dernier des troubles sociaux sur fond de chômage et de précarité des conditions de vie.

"*La police s'est introduit dans un lycée en maltraitant élèves et enseignants*", a témoigné un syndicaliste joint au téléphone par l'Associated Press, notant que les établissements scolaires de la ville ont dû être fermés l'après-midi.

Plusieurs personnes, blessées, ont été transférées à l'hôpital de Kasserine, chef-lieu de la région, a précisé ce syndicaliste qui a requis l'anonymat. Il a également fait état de nombreuses interpellations.

La veille, les manifestants ont incendié le siège du parti au pouvoir et mis le feu à des pneumatiques. (AP 04.01)

3- Jordanie.

Des édifices publics et des voitures de police ont été incendiés lors d'émeutes anti-gouvernementales mardi dans la ville de

Ma'an, dans le sud de la Jordanie, ont rapporté des témoins.

Les violences ont éclaté après les funérailles de deux hommes tués lundi, apparemment par des membres de la puissante tribu bédouine Houaitat.

Ces derniers auraient été rendus furieux par l'embauche de membres d'autres tribus sur un grand chantier de travaux publics dans leur ville de Chidia, à 70 km au sud de Ma'an.

Selon des témoins, les émeutiers qui dénonçaient la passivité des autorités, incapables d'arrêter les assassins des deux hommes, ont mis le feu à un tribunal et à plusieurs commerces. (Reuters 04.01)

Corruption, impunité, injustice, le quotidien en Jordanie comme en Tunisie ou en Egypte...

4- Chine.

Depuis plusieurs mois, la Chine multiplie les déclarations de bonnes intentions à l'égard de la zone euro.

En aidant la zone euro, la Chine s'aide surtout elle-même. Dépendante de ses débouchés et de ses investissements à l'étranger, elle n'a ainsi aucun intérêt à voir sombrer l'un de ses principaux partenaires commerciaux.

Mais les intérêts de la Chine à aider la zone euro sont loin d'être seulement économiques. Il s'agit aussi d'une arme politique.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a ainsi affirmé il y a deux semaines que l'Europe allait devenir l'un des principaux marchés du pays pour investir ses réserves de change.

Ces annonces sont «*un moyen pour la Chine d'étendre sa zone d'influence sur l'Europe qui lui sera redevable, poursuit-il. Pékin disposera ainsi d'un solide argument lors de futures négociations commerciales et politiques. C'est le coup parfait.*» D'autant qu'en cette période de crise, le Vieux Contient n'a plus vraiment le choix de ses investisseurs. (20minutes.fr 04.01)

Social

1- Temps de travail, ce qu'ils migotte : retour au XIXe siècle !

Auteur d'un précédent rapport en 2004 sur l'application de la loi sur les 35h, Hervé Novelli a déclaré qu'il rendrait ses conclusions à la fin du mois, après avoir notamment consulté le patronat et les syndicats.

En attendant, il fera mercredi devant le bureau politique de l'UMP un "*état des lieux*" de la loi et développera son idée d'un "*nouveau contrat social*" permettant aux partenaires sociaux de s'approprier une partie de la négociation sur des sujets jusqu'ici traités presque exclusivement par la loi.

"*Ce contrat consisterait à échanger sur une période de cinq ans les allégements de charges contre une flexibilité plus grande pour les entreprises et davantage de sécurité pour les salariés*", a-t-il dit.

La durée légale du travail étant supprimée, il reviendrait au patronat et aux syndicats de négocier des conventions sur le sujet au niveau des branches. (Reuters 04.01)

2- Licenciements, suppressions de postes en "***douceur***", camouflés.

Les plans sociaux n'ont plus le vent en poupe. Ils ont retrouvé leur niveau d'avant crise, selon les données du ministère du Travail publiées ce mardi par le journal *Les Echos*.

Sur les trois derniers mois, 230 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) ont ainsi été enregistrés, en chute libre de 53% sur un an. Le mois d'octobre dernier représente à lui seul tout un symbole. Seuls 65 PSE ont été mis en place, soit le plus bas niveau depuis dix ans.

Si ces chiffres témoignent d'un retour progressif de l'activité en France, ils sont aussi à relativiser. Car ils ne signifient pas que les entreprises ont baissé de manière drastique leurs licenciements. Mais elles privilégient d'autres outils que les plans sociaux.

Les plans sociaux coûtent cher aux entreprises. En termes financiers tout d'abord: selon les conventions collectives et les négociations autour des primes de départ, les sommes montent vite. Les conséquences peuvent aussi être désastreuses sur

l'image de la société, surtout si le PSE donne lieu à un conflit social.

Les entreprises cherchent donc à se séparer plus en douceur de leurs employés, avec notamment le non-remplacement de ceux qui partent à la retraite ou les ruptures conventionnelles.

Crée en 2008, ce dispositif permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail. Et il est en plein essor. Plus de 500.000 demandes ont ainsi été déposées depuis deux ans et demi et 430.000 validées par le ministère du Travail. (20minutes.fr 04.01)

Commentaires d'internautes.

- Résumé de l'article: les entreprises virent tout autant mais sans faire de plans sociaux.

- Quel drôle de terme que celui de "*plan social*". Ce qui pourrait faire penser à une nouvelle mesure en faveur des plus démunis n'est, en réalité, que qu'une manière détournée de mettre les gens au chômage! Peut importe la façon de le faire, le licenciement masqué est à la mode, de nos jours !

- Il faudra surtout se méfier de ces plans sociaux qui vont baisser drastiquement à l'approche de l'élection présidentielle. Les industriels vont tout mettre en oeuvre pour faire descendre le chômage à un niveau très bas le temps du passage des élections et qui reprendront de plus belle après. Nous avons déjà donné.

Commentaire. Le Medef et les syndicats patronaux préparent évidemment les élections présidentielles avec l'UMP.

3- Conditions objectives. On n'est pas tous logés à la même enseigne, la preuve.

On imaginait que les propriétaires-bailleurs étaient tous riches ou aisés. Ce n'est pas (ou plus) le cas. Selon la dernière étude de Century 21, les employés et les ouvriers représentaient, en 2010, prés de 19,5% des investisseurs locatifs. Soit deux fois plus qu'il y a 10 ans. Un chiffre d'autant plus impressionnant que, durant la même période, la part des bailleurs cadres supérieurs est passée, elle, de 17,5% à 13,7%.

L'afflux des catégories modestes dans l'achat locatif s'explique en grande partie par la peur qui tenaille les ménages concernant leur retraite. L'achat dans la pierre, plus que jamais une valeur-refuge et "*élément de reconnaissance sociale*", selon Sylvain Jutteau, chargé du pôle location de Century 21, permet à l'investisseur de sécuriser ses revenus tout en constituant une épargne forcée. Le placement est d'autant plus intéressant que les loyers repartent à la hausse. De plus, le manque de construction de logements neufs va sûrement entetenir, dans certaines grandes villes, la rareté et donc la hausse des prix.

Cette tendance accentue un autre phénomène récent : le retrait des étudiants de la location. En 2001, ils représentaient 23% des locataires entrant. En 2010, ils sont tombés à 3,6%. Les loyers ont augmenté de 32% en 10 ans. (Lexpress.fr 04.01)

4- L'argent n'a pas d'odeur.

Après le Mediator, une autre molécule, le vasodilatateur Buflomédil, pourrait être retirée prochainement du marché français, a déclaré mardi l'Afssaps, une agence officielle de régulation de la santé.

Les autorités ont confirmé les informations de la revue Prescrire, qui avance que le Buflomédil, principe actif commercialisé depuis une vingtaine d'années en France sous plusieurs noms, est sur la sellette.

"*Il a des effets indésirables neurologiques et cardiaques, parfois mortels, en particulier en cas de doses élevées ou inadaptées à l'insuffisance rénale. Il faut le retirer du marché*", écrit Prescrire qui estime que le Buflomédil est "*sans intérêt thérapeutique démontré*".

Un syndicat de médecins rappelle que l'industrie pharmaceutique française finance les revues médicales, au moins par la publicité, la recherche, compte des représentants dans tous les organismes officiels ainsi que des appuis au plus haut niveau de l'Etat.

"*Nous en avons assez des immixtions des firmes dans la vie des soignants: presse, syndicats médicaux, congrès de médecine générale, sociétés savantes, formation continue en ville et à l'hôpital, réseaux de santé et même actions des pouvoirs publics*", écrit mardi le Syndicat de la médecine générale dans une lettre ouverte à Xavier Bertrand. (Reuters 04.01)

Haut de page

Le 6 janvier

Vous trouverez à la suite de la causerie et des infos en bref du jour celles d'hier que je n'ai pas pu mettre en ligne, parce que ma connection était trop lente pour accédéder au site du serveur qui l'héberge. Cela vous donne une petite idée des difficultés que je rencontre pour actualiser le site.

Au fait, je vous ai souhaité une bonne année 2011, mais je ne vous ai pas adressé mes voeux car j'estime que voeu a un relent obscurantiste, c'est un peu naïf, cela s'accommode mal avec notre objectif permanent d'accroître notre niveau de conscience, notre maîtrise de soi. On n'a pas le temps de faire un voeu qui nous propulserait dans l'avenir quand on doit déjà s'attacher quotidiennement à essayer de comprendre la réalité.

Et quand je vous ai souhaité le meilleur, j'avais dans l'idée que le meilleur pouvait sortir du pire, comme c'est la nécessité de résoudre des poblèmes qui nous fait avancer, si nous n'avions pas de problèmes, on ne progresserait jamais, mais je ne pouvais pas vous le dire de la sorte à ce moment-là, certains n'y auraient rien compris ou m'en auraient voulu inutilement.

Rectification : mainmise s'écrit en un seul mot et non en deux comme je l'ai écrit, sorry !

Selon *Le Point*, le livre de Stéphane Hessel n'est qu'un exposé de "*bons sentiments gentillets*" (Lepoint.fr 05.01)

Le mérite de son livre est de faire réfléchir disent les uns, d'autres pointent des lieux communs, j'en conclus que la plupart de ceux qui l'ont acheté partageaient déjà ses idées et qu'ils espéraient y trouver des réponses aux questions qu'ils se posent ou retrouver l'espoir qu'il est encore possible de changer la société, sur ce plan ils seront déçus.

En comparaison, *Le Point* estime que le livre de Mélenchon (*Qu'ils s'en aillent tous !*) présente un avantage sur celui d'Hessel, il "*a le mérite d'être articulé politiquement*", et de conclure en se demandant s'il aura "*assez d'estomac pour achever le travail commencé par François Mitterrand*", c'est-à-dire "*arriver à boulotter le Parti communiste*", il faut avoir l'estomac solide et aimer la charogne !

Le POI (IO n°130 page 15) s'enflamme aussi pour le livre d'Hessel qualifié de "*petit opuscule plein de verve et de sagesse*". Et sur sa finalité ? Pas un mot évidemment. Et pour cause, je cite : "*De quoi s'indigne donc l'auteur ? Tout particulièrement des violations de plus en plus insupportables de la démocratie dans notre pays, notamment « de tout le socle des conquêtes de la Résistance ». Car Stéphane Hessel a 97 ans.*

Cet ancien résistant de la France libre fut aussi ambassadeur des Nations unies et participa à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. « On ose nous dire que l'Etat ne peut plus assurer le coût des mesures citoyennes !, écrit-il. N'est-ce pas parce que le pouvoir de l'argent n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat. »"

Passons sur le fait qu'il a 93 ans et non 97 selon Reuters, AFP, 20 minutes.fr et Lexpress.fr, il est né en 1917 à Berlin.

Le POI a court d'arguments pour défendre sa politique opportuniste fait décidément feu de tout bois pour nous vendre sa camelote avariée. Plus le capitalisme s'enfonce dans la crise, plus le parti de l'ordre affiche son vrai visage hideux et marche sur les pas du FN, plus son supplétif, le PS, penche à droite, et plus les autres partis ouvriers droitisent leur politique...

C'est ainsi que la révolution, le socialisme, les besoins de la classe ouvrière passent à la trappe, il ne subsiste plus que ce qui serait censé être compatible avec la préservation du régime capitaliste, dont « *tout le socle des conquêtes de la Résistance* » ou encore ce qui aurait un coût supportable pour l'Etat, celui des capitalistes évidemment puisqu'il ne s'agit pas de leur retirer le pouvoir, en fait le POI est sur la même ligne que le NPA ou LO ou encore le PCF qui prônent une meilleure répartition des richesses sans remettre en question l'ordre établi, c'est ce dont témoigne ici cette citation à laquelle le POI adhère sans réserve ni modération : « *On ose nous dire que l'Etat ne peut plus assurer le coût des mesures citoyennes !* », alors que nous vivions si heureux quand il le pouvait encore, Hessel au passage fait l'apologie de l'Etat bourgeois dont nous devrions tout attendre, ne vous attendez pas à ce que le POI le relève, et pour cause, cela ne vous fait pas penser au dernier éditorial de Gluckstein qui est nostalgique de l'époque où la Banque de France n'était pas "*indépendante*" de l'Etat ?

«*N'est-ce pas parce que le pouvoir de l'argent n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat. »*" écrit-il, parce que lorsque nous croulions sous le joug des Maîtres des Forges, des patrons de la grande industrie déjà liés aux banques, là aussi nous nagions dans le bonheur ; c'est dingue de ne s'en être jamais rendu compte à l'époque, on se demandera effaré dans quel monde les dirigeants du POI ont vécu et ils vivent aujourd'hui.

Informations ouvrières le présente complaisamment comme un grand démocrate, il est social-démocrate pour être plus

précis (20minutes.fr 02.01), normal alors que le POI lui prête tant de qualités : « *Cet ancien résistant de la France libre fut aussi ambassadeur des Nations unies et participa à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.* », quelles références, quelle avancée historique quand on a à l'esprit son contenu, vive l'ONU quoi ! Et dire qu'ils dénoncent les autres partis qui ont le même travers ! A croire que les lecteurs d'*Informations ouvrières* sont distraits ou qu'ils ont un cerveau étroit, de sorte que d'un numéro sur l'autre ils oublient totalement ce qu'ils avaient lu la semaine précédente, ce n'est pas moi qui ose le prétendre, je respecte ces lecteurs, c'est le POI en agissant ainsi.

Il y a des aspects encore moins reluisants dans la carrière d'Hessel que bien sûr *Informations ouvrières* passe sous silence à ses lecteurs, ce sont des spécialistes des faits ou des citations tronquées et des non-dits.

Complétons sa biographie : *Qui est Stéphane Hessel?* (AFP et Lexpress.fr 31.12.10 mis à jour 05.01.11)

"*Il rejoint le Général de Gaulle à Londres en mars 1941. Il y reste jusqu'en 1944 où il revient en France pour une mission... Il est admis en 1945 au concours des Affaires étrangères et occupe le poste de directeur administratif au secrétariat général des Nations Unies à New York de 1946 à 1950.*

Il est attaché au cabinet de Pierre Mendès France en 1955. Sa carrière diplomatique le mène ensuite de poste en poste à Saïgon, Alger, New York et Genève où il représente la France aux Nations Unies."

Bref, il doit toute sa carrière à de Gaulle en réalité, et en fait de résistant... il était à Londres avec le futur monarque de la Ve République ! Vous aurez compris que social-démocrates, gaullistes et communistes à la sauce stalinienne, tout ce beau monde appartient au même monde, celui que nous combattons sans relâche.

Les esprits faibles et les capitulards déclarés ou qui s'ignorent et qui sont plus aptes à passer des compromis avec l'ennemi plutôt que défendre le socialisme, jugeront sans doute notre critique hors de proportion, exagérée comme d'habitude, ils ne s'aperçoivent même pas qu'à travers ce genre d'opérations, ce sont nos principes et notre idéal qui sont systématiquement tenus à l'écart, bafoués, sacrifiés. D'écarts en renoncements, ils en viennent à encenser ce qui leur donnait envie de vomir hier encore paraît-il, à force de se soumettre, on finit par se renier, on franchit la ligne de classe, on en crève politiquement.

Le minimum acceptable aurait consisté à faire une lecture critique de cet opuscule, en relevant les points d'accord que nous pouvions avoir avec son auteur, tout en les situant dans une perspective politique (révolutionnaire) conforme aux intérêts de la classe ouvrière, au lieu de cirer les pompes à ce gaulliste, une honte !

Pour illustrer les portraits de Sarkozy, Aubry, Royal, Strauss-Kahn, Laurent, Mélenchon, Besancenot et Arthaud, ils ont écrit "*Pour tous, à "gauche" comme à droite, une seule échéance compte : 2012.*, tandis que le POI prépare de son côté les élections cantonales, c'est à la page 8. Vous vous en foutez, moi aussi !

Politique.

1- Ambiance nauséabonde et crise à l'UMP, suite.

Dominique Paillé ne sera plus porte-parole de l'UMP.... et il est amer. C'est ce qu'il a confirmé ce mercredi, tirant à boulets rouges sur le nouveau secrétaire général du parti majoritaire, Jean-François Copé. Ce dernier entend en effet assurer lui-même les points de presse et la communication extérieure du parti.

«*Il trouve la fonction de simple porte-parole ringarde. Moi je trouve ça essentiel*», déclare Dominique Paillé sur le site internet du Journal du Dimanche. «*Je n'ai pas d'atomes crochus avec Jean-François Copé, c'est de notoriété publique*», a-t-il expliqué sur le JDD.fr. Le futur ex-porte-parole avait révélé sa mise à l'écart mardi, rapportant des propos peu amènes de Jean-François Copé.

Selon le *Canard* enchaîné publié ce mercredi, cette éviction de Dominique Paillé s'expliquerait par des raisons financières. En effet, l'audit interne commandé par le nouveau trésorier de l'UMP a révélé que ce dernier touchait un salaire de 8.000 euros net par mois. «*Un salaire jugé excessif*», selon l'hebdomadaire satirique. (20minutes.fr 05.01)

2- Thibault à la manoeuvre.

La CGT a annoncé qu'elle allait boycotter demain la traditionnelle cérémonie de vœux du chef de l'État aux forces vives de la nation, morcelée pour la deuxième année consécutive et réduite, en ce qui concerne les syndicats, aux seuls vœux aux partenaires sociaux.

Par ce coup d'éclat inédit, Bernard Thibault cherche avant à envoyer un message en interne à tous ses opposants qui lui ont souvent reproché ces trois dernières années une forme de collusion avec le chef de l'État.

La réforme des retraites n'a rien arrangé. Sa stratégie d'alliance avec la CFDT de François Chérèque et de maintien à tout prix de l'unité syndicale a conduit Bernard Thibault a ne pas appeler les salariés à se lancer dans une grève reconductible et à modérer, aux yeux des ultra de sa centrale, ses attaques contre le gouvernement.

Bien que tranquille sur son avenir - il a été réélu en décembre 2009 pour un quatrième mandat de trois ans et ne souhaite pas, a priori, se représenter -, Bernard Thibault cherche donc à donner des gages de sa loyauté à ses troupes et prépare les combats de 2011. (Lefigaro.fr 05.01)

Combats qu'il mènera au coté du gouvernement et du Medef et non contre eux, *Le Figaro* ne pouvait pas le préciser évidemment !

Donc si on se bornait à cette annonce, on pourrait se dire que Thibault a pris une bonne décision pour une fois... Ouais, à ceci près que si vous lisez le communiqué de la CGT vous apprendrez qu'il ne se rend pas à cette invitation, parce que Sarkozy aurait refusé "*l'ouverture de réelles négociations*" avec les syndicats sur les retraites. Ah mais cela change tout ! Eh oui, c'est de la pure manipulation ! Et il n'est pas en reste, il a une autre idée derrière la tête.

En réalité, cette canaille se sert de cette occasion pour tenter de faire croire une énième fois qu'il y avait vraiment quelque chose à attendre de "*négociations*" sur les retraites avec Sarkozy. Mais ce n'est pas tout. C'est tout d'abord une façon comme une autre de légitimer Sarkozy, Thibault exclut évidemment toute rupture des relations de la CGT avec l'hystérique du Palais, ensuite et c'est là qu'il voulait en venir en fait, cela lui permet à moindre frais de justifier le nouveau cycle de "*négociations*" orchestré par le gouvernement et le Medef auquel la CGT va participer et qui doit démarrer dans les jours qui viennent, tout en se présentant comme un farouche opposant à Sarkozy, histoire de faire taire les mauvaises langues au sein de son syndicat ou d'affaiblir ses opposants et venir en aide à son appareil.

A moindre frais j'ai précisé, car entre Noël et le Jour de l'An, le ministre du Travail a reçu les dirigeants syndicaux, je l'ai lu dans une dépêche hier ou avant-hier, ils ont dû échanger leurs voeux à cette occasion et pourquoi pas une petite coupe de champagne avec des petits fours pour bien terminer l'année, sans rancune bien sûr, nous n'y étions pas pour le confirmer, mais entre gens du même monde et qui s'estiment c'est dans l'ordre des choses, non ?

Un internaute a compté que Thibault s'était rendu 9 fois à l'Elysée en 2010, alors une fois de plus ou une fois de moins peu importe, il précisait qu'en revanche pas une fois il ne s'était rendu à l'usine Continental pour rencontrer les ouvriers en lutte, normal, non, il se rend chez son donneur d'ordres, son maître et pas ailleurs. Cela étonne quelqu'un ?

Social.

1- France.

1.1- 35 heures : au moins les choses sont claires !

Pour le ministre du Budget et porte-parole du gouvernement, François Baroin, le débat est clos. «*Les 35 heures sont mortes et enterrées*», a-t-il déclaré ce mercredi à l'issue du Conseil des ministres.

François Baroin a estimé que les gouvernements de droite avaient vidé de sa substance la loi sur les 35 heures mise en place en 2000. (20minutes.fr 05.01)

1.2- La Poste dégraisse.

D'après l'organisme syndical Sud, qui a réalisé ses propres calculs, 13.800 départs non pas été remplacés en 2010 à la Poste. (Lefigaro.fr 05.01)

1.3- Sanofi-Aventis. Ils font des profits et ils licencient pour en faire davantage.

Plusieurs centaines de salariés de Sanofi-Aventis ont manifesté mercredi, à Paris, Bordeaux et Montpellier contre un plan de 575 départs de salariés, essentiellement dans la visite médicale, dans le cadre d'un plan d'économies touchant toutes les activités du laboratoire.

A Paris, devant le siège de la branche commerciale du laboratoire, environ 700 salariés, selon les organisateurs, se sont rassemblés sous une forêt de drapeaux rouges, blancs et bleus des 9 syndicats qui avaient appelé à cette journée de grève (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, Pharmacadres, Solidaires, Unsa et Usapie).

A Bordeaux, quelque 200 salariés ont défilé dans les rues de la ville, a constaté l'AFP. A Montpellier, ils étaient 300 à 350, selon

la même source. La direction de Sanofi-Aventis France, qui souligne que la visite médicale est classée «*emploi menacé*», a qualifié la mobilisation de «*conséquente*».

Les départs se répartissent pour 497 parmi les 1.860 visiteurs médicaux, et pour 78 parmi les salariés du siège.

Selon la déléguée syndicale FO, Roseline Labarrière, «*il n'y a aucune justification économique à ce plan*». «*Sanofi-Aventis gagne de l'argent et tous les bénéfices sont faits par ces gens-là, ces personnes qui rencontrent les médecins et les informent*» sur les produits du laboratoire, dit-elle.

«*C'est un plan mortifère, car la moyenne d'âge est très élevée chez les visiteurs médicaux*», à 47-48 ans, a-t-elle ajouté. Les visiteurs médicaux de Sanofi, qui étaient encore près de 2.500 en octobre 2008, sont aujourd'hui 1.860. Ils devraient n'être plus qu'environ 1.300 après ces nouvelles suppressions de postes.

Depuis l'arrivée au poste de directeur général du laboratoire de Chris Viehbacher il y a deux ans, le groupe est engagé dans un vaste plan destiné à lui faire économiser 2 milliards d'euros en 2013 par rapport à 2008. Sanofi a ainsi engagé en France la réorganisation de sa chimie et de sa recherche. Le groupe a également annoncé la suppression de 1.700 emplois aux Etats-Unis. (20minutes.fr 05.01)

Commentaire d'un Internaute.

- Juste pour vous dire que le nouveau PDG,Chris Viehbacher, gagne....12 000 euros...par jour ! (salaire d'un CDD :1200 euros net MENSUEL ...et en 3X8 !)

Les génériques ne sont pas entièrement mis en cause pour ce (énième) plan social, c'est la rémunération exhorbitante du PDG et des actionnaires qui en sont la principale cause...

Quelle est belle notre France : un PDG 360 000 euros, un ouvrier CDD 1200 euros !

Commentaire.

Je me suis refusé à mettre en ligne le commentaire d'un autre internaute qui expliquait que le travail du visiteur médical consistait essentiellement à promouvoir auprès des médecins les médicaments à forte valeur ajoutée fabriqués par la société qui l'emploie, bref que c'était du lobbying contestable et difficilement défendable.

Mais bon, on vit dans une société pourrie où nous sommes de plus en plus confrontés à des paradoxes où toutes prises de position est constestable quel que soit le plan où l'on se situe. Quand une usine qui fabrique des armes licencient, comment doit-on réagir : se mobiliser pour sauver les emplois menacés ou laisser faire en espérant qu'elle ferme un jour ? La priorité ira à l'emploi des travailleurs, c'est toute leur vie et celle de leur famille, même s'ils fabriquent des armes qui sèmeront la mort quelque part dans le monde, mille fois hélas ! Le responsable, c'est celui qui produit ce paradoxe, le capitalisme, l'Etat, et personne d'autres.

Economie.

1- Le pire est à venir.

Les prix alimentaires mondiaux ont atteint un nouveau record en décembre et les récents évènements climatiques sont en partie responsables, a déclaré mercredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les cours des céréales se sont envolés en 2010, ceux du blé ayant été exacerbés par une série d'évènements climatiques, notamment par la sécheresse en Russie et dans les pays limitrophes de la Mer Noire. Le prix du blé européen a doublé et, aux Etats-Unis, le maïs a augmenté de plus de 50% tandis que les graines de soja ont fait un bond de 34%.(Reuters 05.01)

2- Un conseil qui tombera dans l'oreille d'un sourd.

Interview par *Le Figaro* de l''économiste américain Jeffrey Sachs, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon et professeur à l'université de Columbia, extraits.

Question. Le modèle économique français a-t-il été protecteur contre la crise ?

Réponse. En tant qu'Américain, je serais tenté de dire, en particulier à la droite française longtemps séduite par un libéralisme à l'américaine : n'allez pas vers le modèle américain ! Les États-Unis traversent une crise structurelle beaucoup plus profonde

que l'Allemagne ou la France. Aux États-Unis, le chômage atteint 10 %, les inégalités de revenu n'ont jamais été aussi criantes, et le déficit budgétaire pèse 10 % du PIB. Le système financier et le marché du travail dérégulés sont à l'origine de cette crise. Le cœur de l'Europe -hormis l'Italie qui a ses propres problèmes politiques- la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Scandinavie sont beaucoup plus équilibrés, plus résilients, plus compétitifs à long terme que les États-Unis.

Question. Comment les pays occidentaux peuvent-ils rester compétitifs ?

Réponse. La concurrence mondiale est intense. On peut augmenter la compétitivité en baissant les salaires des employés non qualifiés, ou au contraire promouvoir l'éducation. La crise a entraîné une baisse de la consommation. Les gouvernants avaient le choix entre stimuler la consommation ou stimuler l'investissement. La seconde option était la meilleure, ce n'est pas celle qu'ont choisie les États-Unis qui ont préféré les politiques de court terme. La reprise suppose des investissements dans les grandes infrastructures, l'économie verte et le capital humain. Relancer la consommation est une approche très naïve. La prime à la casse par exemple, en vogue dans beaucoup de pays, est une solution facile, mais absurde.

Question. Dans ce contexte de croissance faible et d'endettement en Occident, la Chine va-t-elle étendre son contrôle sur l'Europe ?

Réponse. Pas besoin d'être grand clerc pour voir que la Chine est en train de refondre l'économie mondiale. Elle épargne la moitié de son PIB ! Cette accumulation de richesse est spectaculaire. Une partie alimente l'urbanisation la plus rapide de l'histoire, qui suppose la construction d'infrastructures, de routes, de centrales électriques à une échelle sans précédent. La Chine est devenu aussi le premier investisseur en Afrique. Elle a par ailleurs joué un rôle de stabilisation importante de l'euro. Le premier ministre Wen Jiabao a dit que la Chine continuerait d'acheter des titres de dette grecque, portugaise ou espagnole. D'un autre côté, la Chine est à l'origine de la hausse des coûts mondiaux de l'énergie et de l'alimentation. Ce qu'elle n'a pas bien géré, ce sont ses ressources naturelles. Elle traverse une crise environnementale profonde. Mais cela fait vingt ans que je répète que la croissance chinoise est solide et qu'elle change le monde. (Lefigaro.fr 05.01)

Haut de page

Le 7 janvier

Il y a 5 jours, je n'avais pas grand chose à faire ou plutôt je n'avais pas envie d'entreprendre quelque chose, alors j'ai été visité quelques sites internet très rapidement, dont celui de *Carré rouge*, une sorte de collectif créé au départ par des intellectuels, ex-dirigeants de l'OCI, dont Charles Berg. J'ai téléchargé quelques articles que j'ai lus ensuite, après je leur ai envoyé un courriel, dire en espérant une réponse de leur part serait exagéré, ma démarche tient davantage du joueur de poker (que je ne suis pas), pour voir ce qu'ils ont réellement dans le ventre, plus que du provocateur puisque j'ai commencé à leur glisser ce que je pensais de ces articles, je vous assure que je suis resté correct et que je me suis retenu de polémiquer, mais apparemment j'en aurais déjà trop dit.... On va laisser passer le week-end avant d'en reparler plus en détail en décortiquant ces articles.

Quand on n'a pas la construction du parti et la prise du pouvoir comme objectifs, quand notre combat n'est pas subordonné à ces objectifs, il sera forcément subordonné à autre chose, c'est logique, cela coule de source, pas besoin d'avoir fait de hautes études pour le comprendre. Ces deux objectifs expriment de manière achevée le contenu du développement historique de la lutte des classes et concentrent au degré le plus élevé les intérêts collectifs de la classe qui se confondent avec ceux de l'humanité toute entière.

S'en écarter ou les rejeter conduit infailliblement à combattre pour d'autres objectifs plus ou moins consciemment ou ne permettra jamais de les atteindre, sauf à prétendre qu'on pourrait spontanément changer le monde au terme d'un processus inconscient, auquel cas effectivement le parti serait parfaitement inutile, tout comme organiser les travailleurs puisqu'individuellement et de manière isolée il pourrait parvenir au même résultat, après avoir acquis une compréhension parfaite du monde dans lequel ils vivent, après avoir pris conscience des tâches politiques qu'ils devaient se fixer et des objectifs qu'ils devaient atteindre, ce qui ne s'est jamais vu nulle part dans le monde et sans que l'on nous dise comment ou par quel miracle ils pourraient y parvenir, cette conception de la lutte de classe que l'on rencontre de plus en plus souvent, constitue visiblement la négation des enseignements du marxisme et s'inscrit en totale contradiction avec les expériences de la révolution russe ou de la Commune de Paris.

Vous avez là l'origine de cette conception désastreuse de la lutte de classe partagée par les altermondialistes, les anarchistes, les démocrates petits-bourgeois et bon nombre d'intellectuels déçus par les partis auxquels ils avaient adhéré un jour, privilégiant l'action spontanée et individuelle de masse, qui n'est finalement que le reflet ou l'expression de l'individualisme forcenée promue valeur suprême, autrement dit, c'est le produit des idées dominantes à l'époque du capitalisme pourrissant dominé par l'aristocratie financière, qui s'est fixée pour objectif de faire disparaître de la surface de la terre tout ce qui pouvait renfermé une valeur collective, à commencer par les services publics sur le plan social, les partis et les syndicats sur le plan politique, au profit du marché auquel tous les rapports devraient être dorénavant subordonnés, ce qui se traduit sur le plan pratique dans la vie quotidienne par l'élévation au rang d'idéal l'individualisme exacerbé dont on a déjà pu mesurer les

effets dévastateurs, ces charlatans n'ont rien trouvé de mieux à nous proposer que de s'inspirer ou de copier le comportement du lumpenprolétariat de la bourgeoisie.

Ils ont simplement oublié une chose, et les derniers événements qui viennent de se produire en Tunisie et en Algérie ne font que le confirmer, que la classe ou les masses peuvent se révolter à un moment donné contre l'ordre établi, sans parti pour organiser la classe, sans orientation politique pour affronter le pouvoir en place, ce n'est, cela n'a été et cela sera toujours qu'un feu de paille sans lendemain... Cela s'appelle la réalité et rien d'autre.

Quant à Internet et ce qu'on appelle de façon impropre les "*réseaux sociaux*", Facebook et Cie., qui serait la panacée, la recette miracle tant espérée, ce n'est qu'une somme ou une accumulation d'individualismes qui pour cette raison ne peut contribuer à se forger une conscience politique, et puis c'est un peu comme chercher une aiguille dans une botte de paille !

On ne peut le comprendre qu'à partir du moment où l'on a en tête ce qu'on appelle la conscience politique, comment elle se forge. Elle est le produit d'une expérience collective au cours de laquelle on prend conscience d'appartenir à une classe sociale déterminée, on prend conscience que cette classe comporte différentes couches et que l'ensemble de ces couches sont liées par des intérêts immédiats et historiques, cette expérience qui recouvre l'ensemble du développement historique du capitalisme et de la lutte des classes et qui s'inscrit dans leur continuité, se déroule sur le plan pratique et théorique, et le seul endroit où ces deux plans sont réunis, c'est le parti, c'est ainsi, on n'y peut rien. Jamais Internet ne pourra rassembler ces qualités, encore moins remplacer les partis qui structurent l'Etat ou les institutions que l'on doit renverser.

La bourgeoisie s'était forgée une conscience politique à travers les places fortes qu'elles avaient conquises sur la monarchie avant de faire sa révolution en 1789, à partir de cette expérience qu'elle théorisa, elle prit conscience (collectivement) qu'il lui fallait abattre les privilèges de l'Ancien régime parce qu'ils constituaient des entraves au développement du capitalisme. Ces bastions (économiques) servirent de point d'appui à son combat politique. Elle détenait déjà une parcelle considérable du pouvoir économique, elle commençait à rivaliser en puissance avec la noblesse quand elle ne la dominait pas, mais l'organisation politique du pays ainsi que le délire mégalomaniaque des souverains qui engloutissaient l'essentiel des richesses produites, l'empêchaient de prendre son essor ou d'étendre son pouvoir pour libérer les forces productives du carcan dans lequel le régime tentait de les maintenir...

Nous, la classe ouvrière, les prolétaires, nous n'avons rien de tout cela pour combattre à notre tour la bourgeoisie, point de places fortes, de bastions économiques, pas la moindre trace de pouvoir politique sur lesquels s'appuyer, nous n'avons que nos organisations syndicales et politiques pour mener notre combat et vaincre notre ennemi, à moins bien sûr de vouloir nous faire croire que ce serait des idées qui pourrait changer le monde et non l'action organisée de la seule classe indépendante qu'à engendrer le capitalisme.

On peut aborder le problème sous tous les angles qu'on voudra, on en revient toujours à la même conclusion.

Enfonçons le clou : tel qu'il a été conçu et tel qu'il existe aujourd'hui, Internet est plus un problème qu'une solution, comment cela. Certains en ont fait un moyen pour se défouler, on retrouve cela principalement dans les blogs ou les portails comme Facebook, on se sent profondément frustré par la société, on a l'impression que personne ne s'intéresse à nos problèmes, dans les deux cas c'est entièrement légitimes, on veut profiter de cet espace de liberté d'expression pour s'exprimer, ce qui est naturel ou humain, nous sommes toujours d'accord, on peut échanger des expériences, certes, mais cela demeure virtuel, en pratique on ne partage absolument rien, on peut en tirer la conclusion que l'on n'est pas tout seul à vivre la même expérience, mais en quoi cela permet-il d'en comprendre l'origine, de remonter aux rapports qui en sont à l'origine, en aucune manière, à moins d'avoir développé une conscience de classe, dans le cas contraire il sera impossible d'en tirer des enseignements, on aura échanger des expériences, on saura qu'on n'est pas les seuls au monde à les avoir vécues mais pas davantage, je ne dis pas que ce serait totalement inutile, j'affirme simplement que cela ne mène pas loin et que cela n'apporte aucune solution à notre problème, que cet outil ne permettra pas de changer le monde ou d'avancer dans cette voie, puisque c'était la question que nous nous étions donné ici d'aborder, laissons de côté les autres fonctions que l'on peut prêter à Internet, éducative, portant sur l'acquisition de connaissances générale, ludique, etc.

Avec Internet on en est rendu au *Je pense donc je suis* de Descartes, j'ai enfin le sentiment d'exister, c'est un leurre mais peu importe, qui se situe bien en deçà du *Connais-toi toi-même* de Socrate, qui en y plongeant tête baissée peu nous conduire à la condition d'exploité que nous sommes, ce qui ne nous fournit pas la réponse à la question : pourquoi le sommes-nous, pourquoi existe-t-il des exploités et des exploiteurs.

Internet est un vaste récipient dans lequel l'inconscience peut se déverser à flot sans que la conscience n'émerge, car lorsqu'elle existe elle est littéralement noyée, engloutie par cette masse d'expériences inconscientes qui cherche la voie de la lumière, de son émancipation sans la trouver.

On n'a pas abordé un aspect pour le moins curieux d'Internet qui prend une tournure inquiétante quand il est plébiscité, cela nous ramène à notre sujet, je pense à l'aspect virtuel, informel, anonyme de ces rapports qui se tissent et se défont dans l'indifférence totale, comme si on avait des échanges avec des ectoplasmes, des fantômes, des être hybrides, une sorte de

mutants plantés devant un écran, c'est le summum de l'individualisme.

Cela me fait penser aux militants que je ne connaissais pas et qui un beau jour se sont manifestés en m'adressant des courriels pendant des semaines ou des mois, et qui ont totalement disparu de la circulation aussi soudainement, je n'ai plus jamais eu de nouvelles d'eux, alors que je m'étais investi à leur côté, j'avais commencé à tisser des relations fraternelles et amicales avec certains, je pensais que notre correspondance allait se poursuivre, même à un rythme irrégulier, pensez-vous, ils m'ont laissé tomber comme une vieille merde, je ne leur en veux pas, c'est juste pour illustrer mon propos. Vous me direz qu'il n'y a pas qu'avec Internet que ce genre de choses se produit, je le sais bien, mais là c'est quasiment systématique et dans des proportions que je n'aurais pas imaginées, j'en ai été surpris. La société Kleenex quoi ! Je ne sais si Internet est l'avenir de l'homme, tout ce que je peux constater, c'est que pour se vautrer dans une forme d'individualisme primaire, il n'existe pas mieux à l'heure actuelle, donc en attendre quelque chose au niveau de la conscience de classe, c'est se faire de graves illusions, idem sur le plan de l'éducation ou des valeurs que nous sommes supposés partager.

Je ne sais pas pourquoi j'ai écrit tout cela à propos d'Internet et de ces intellectuels qui tous les quatre matins réinventent la lutte des classes, hier encore, quand on avait une question à résoudre et qu'on n'avait pas envie de se rapprocher d'un parti politique ou qu'on n'y pensait pas, comment on pratiquait, il suffisait de bien cerner notre sujet, ensuite il suffisait de se rendre dans une bibliothèque ou une grande librairie et d'emprunter ou d'acheter quelques bouquins, et se mettre à lire et étudier, et ainsi de suite, ce n'était pas plus archaïque et cela ne prenait pas plus de temps que de chercher une recette miracle qui n'existe pas sur Internet, au moins cela nous faisait une balade, à l'arrivée on n'était pas plus con, on vit bien dans un monde de plus en plus débile.

Bon week-end.

Politique.

1- France.

1.1- Aux pieds de leur maître.

« On va à cette invitation du Président comme tout républicain qui se respecte », explique Jacques Voisin, président de la CFTC. « On y va parce qu'on pense que c'est une question de respect de la République. La légitimité du Président n'est pas contestable », estime Jean-Claude Malys, secrétaire national de la CFDT en charge des retraites.

Mais Thibault a eu droit à un coup de fil de Sarkozy. (LePoint.fr)

Mais l'unité syndicale retrouve des couleurs dès qu'il s'agit de souhaiter ses vœux pour la nouvelle année à Nicolas Sarkozy. Tous tombent d'accord. « *Il faut qu'il y ait un réel dialogue social dans le pays et qu'on puisse sortir des effets d'annonce et de communication* », lance Bernadette Groison de la FSU. « *Il faut qu'il soit à l'écoute des citoyens et que cette année ne soit pas totalement phagocytée par la campagne électorale et les enjeux politiciens* », demande pour sa part Jean-Louis Malys de la CFDT « *espérant qu'il y aura du dialogue* » en 2011. Annick Coupé de Solidaires souhaite au Président de « *prendre enfin en compte le fossé qui s'est creusé entre la réalité quotidienne vécue par les salariés et les élites* ». (Publicsénat.fr 06.01)

Si le "camarade" Nicolas a appelé le "camarade" Bernard, alors tout va bien ! Tous vendus ces dirigeants syndicaux adeptent du dialogue social et que leurs "opposants" appellent camarades, il n'y en a pas un pour rattraper les autres, Annick Coupé est minable !

1.2- Il règne un climat "délétère" au sein du parti de l'ordre.

Autant dire que l'ambiance n'est pas au top. Au siège de l'UMP, rue de la Boétie, à Paris, l'arrivée de l'équipe Copé semble être mal vécue. "*Il y a un climat délétère, on subit la guerre de l'équipe dirigeante contre l'équipe sortante*", confie un permanent.

"*On est pris en otage. Voilà un mois que je n'ai rien fait, nous n'avons plus de réunions, pas d'infos.*" Omniprésente, la nouvelle équipe "*met ses pattes partout. Tout le monde a peur pour son poste*".

"*On nous dit qu'il n'y a pas de chasse aux sorcières, nous constatons qu'il y a les paroles et les actes*", note-t-on chez Xavier Bertrand. "*Tout cela prend un tour obsessionnel, il faut arrêter. C'est contre-productif*." Et de mettre en garde contre le retour de bâton des militants, sensibles aux divisions. (Lemonde.fr 06.01)

2- Tunisie.

Le soulèvement se poursuit en Tunisie, et les avocats se joignent à la protestation. De violentes manifestations de rue ont ainsi

repris tard mercredi soir dans la ville de Thala, à l'occasion de l'inhumation de Mohamed Bouaziz, le jeune diplômé réduit à vendre des légumes qui a succombé mardi soir à sa tentative d'immolation par le feu à la mi-décembre.

Ce jeudi, plusieurs milliers d'avocats tunisiens se sont mis en grève jeudi pour protester contre ce qu'ils présentent comme des agressions de la police.

Le même jour, à Thala, les policiers ont fait usage de canons à eau pour disperser une foule de protestataires, dont de nombreux étudiants, qui leur jetaient des engins incendiaires, rapportent des habitants de la ville.

Me Abderrazek Kilani, le bâtonnier de l'ordre des avocats tunisiens, a déclaré à Reuters que 95% de ses 8.000 confrères avaient pris part ce jeudi au mouvement de grève, chiffre que les responsables gouvernementaux n'ont pas commenté dans l'immédiat.

«*La grève porte le message clair que nous n'acceptons pas les attaques injustifiées contre les avocats. Nous voulons protester fermement contre le passage à tabac d'avocats au cours des derniers jours*», a-t-il martelé. Selon Kilani, ces avocats ont été battus par des policiers lors de sit-in organisés la semaine dernière à Tunis et dans les villes de Monastir et Grombalia en signe de solidarité avec les manifestants de Sidi Bouzid. (20minutes.fr 06.01)

Selon Isabelle Mandraud, journaliste au "Monde", la situation économique est un peu moins florissante que les dernières années, et surtout, le chômage des jeunes a beaucoup progressé. En effet, l'économie tunisienne ne peut absorber les milliers de jeunes diplômés qui sortent chaque année des universités.

Or le régime du président Ben Ali repose sur une sorte de contrat tacite : la promesse d'une "*prospérité*" économique contre des libertés publiques rognées. Les difficultés s'accumulant, ce "*deal*" est remis en cause. (Lemonde.fr 06.01)

3- Etats-Unis.

Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a autorisé le déploiement provisoire de 1.400 "*marines*" supplémentaires en Afghanistan, a déclaré jeudi à Reuters un responsable du Pentagone ayant requis l'anonymat. (Reuters 06.01)

Social.

1- Haro sur les fonctionniares : l'extrême droite de l'UMP monte au créneau.

Christian Jacob le patron du groupe UMP à l'Assemblée nationale s'interroge sur la "*pertinence de l'embauche à vie des fonctionnaires*" dans un entretien au mensuel Acteurs publics daté de janvier. (Lepost 06.01)

2- Ras le bol de ce boulot !

Pas heureux dans leur job, les Français? C'est ce qui ressort de l'enquête menée par le spécialiste de la gestion de carrière et du recrutement en ligne, Monster. Le résultat est clair: 72% des personnes interrogées, soit trois salariés sur quatre, n'ont qu'un seul vu pour 2011: changer de boulot. (20minutes.fr 06.01)

3- L'explosion des familles monoparentales.

En France comme en Europe, les familles monoparentales sont de plus en plus nombreuses : de 1968 à 2005, la part des enfants vivant avec un seul de leurs parents est passée de 6 % à 16 %, ce qui représente une progression de plus de 150 %. L'immense majorité de ces enfants – 90% – partagent leur quotidien avec leur mère : même si les conceptions de la famille évoluent peu à peu, les enfants, après une séparation, leur sont le plus souvent confiées.

La fragilité des unions se lit clairement dans les chiffres de l'Insee : en 2008, 30 % des personnes issues d'une famille monoparentale vivaient en dessous du seuil de pauvreté (un niveau de vie inférieur à 949 euros par mois), soit une proportion 2,3 plus forte que dans l'ensemble de la population. Le taux de pauvreté est beaucoup moins élevé pour les autres configurations familiales : il tombe à 20 % pour les couples avec trois enfants ou plus, 8,6 % pour les couples avec deux enfants et 7,8 % pour les couples avec un enfant.

Pour ces familles, la question de la garde des enfants, mais aussi du logement se pose souvent de façon aiguë : fragilisées par la séparation, beaucoup de mères sont obligées de déménager dans des maisons ou des appartements plus petits. Selon l'Insee, un enfant sur cinq vivant en famille monoparentale habite un logement où il "*manque une pièce*", contre seulement un sur dix pour les enfants qui vivent avec leurs deux parents. (Lemonde.fr 06.01)

Tous les rapports se délitent dans leur société en décomposition. Ils ont aussi voté des lois particulièrement favorables aux

femmes, sur la garde des enfants notamment attribuée au mère dans l'immense majorité des cas.

L'endroit est peut-être mal choisi pour en parler, mais de nombreuses femmes reportent leur sentiment sur les enfants, tandis que leur compagnon n'est plus qu'un accessoire destiné à maintenir leur niveau de vie, payer les factures, il devient franchement encombrant dés lors qu'elles ont obtenu ce qu'elles voulaient, avoir des enfants, aucune femme ou très peu ne veulent pas en avoir. D'un autre côté, bien des hommes ne supportent pas les contraintes liés à la présence d'un enfant et en profite pour allez voir ailleurs. Tout cela se passe inconsciemment évidemment.

Faisons hurler les crétins de féministes. On a voulu nous faire croire que les hommes et les femmes étaient semblables alors qu'en réalité biologiquement et psychologiquement il n'en est rien. Les hommes n'ont pas besoin du désir pour exciter leurs pulsions sexuelles, l'homme est en permanence en situation de désir ou besoin sexuel, ce qui fait dire vulgairement qu'il est prêt à sauter n'importe quelle femme, alors qu'une femme a besoin de ce désir pour exciter ses pulsions sexuelles, sinon c'est un viol, or ce besoin ne se commande pas, il n'est pas automatique comme le désir chez l'homme, ce qui explique que le désir sexuel sera plus rare chez la femme que chez l'homme, laissons de côté les exceptions. Ne dit-on pas que les femmes sont plus fortes psychologiquement que les hommes, dans le sens où chez elles la psychologie prend le dessus sur le désir sexuel...

Il suffit d'un souci quelconque, d'un petit rien pour ainsi dire pour que le désir chez la femme soit contrarié et qu'elle se refuse à son compagnon, ce que celui-ci ne comprend pas et n'est pas prêt d'admettre. Après des années de vie commune, l'envie de l'autre s'estompe ou se fait plus rare chez la femme particulièrement, il se tarit littéralement, ce qui avait servi d'émulateur du désir chez la femme s'affaiblit, et quand il disparaît les relations s'interrompent définitivement. Pour qu'une femme continue de désirer un homme, il faut que celui-ci continue de constituer un attrait pour elle, or en vivant ensemble on finit par se connaître un peu et il n'y a plus grand chose à découvrir chez l'autre, la magie de la découverte cède rapidement la place à la routine, rien de plus mortel, l'effet de surprise qui sert de stimulant devient rare, et puis on a eu le temps de découvrir les faiblesses ou les mauvais côtés de notre compagnon, du coup le regard qu'elle porte sur lui se modifie, elle a eu le temps de vérifier qu'il possédait ou non les qualités qu'elle lui prêtait plus ou moins consciemment au départ, en vieillissant son charme prend des rides, pour finir les difficultés de l'existence ont servi de révélateur à leurs rapports par toujours ou souvent à leur avantage respectif, il faut bien que l'un ou l'autre porte le chapeau, comme il faut bien que l'un ou l'autre porte la culotte, en conclusion on dit que l'homme propose et dieu dispose, l'homme propose et la femme dispose pour le meilleur et le pire, les hommes sont des rustres et les femmes sont indiscernables...

Ni l'homme ni la femme ne sont à blamer dans leurs rapports, c'est seulement la société telle qu'elle est qui complique tous les rapports en imposant des contraintes insupportables à l'un et à l'autre, qui finalement leur pourrit la vie et fait leur malheur.

C'est un des sujets sur lequel je suis intarrissable, car autrefois j'avais basé ma vie sur mon couple qui a plus tard volé en éclats. Je n'ai alors rien trouvé de mieux que de souhaiter à mon ex-compagne d'être plus heureuse. Et 22 ans plus tard, mes sentiments à son égard n'ont pas changé, comme au premier jour ! J'en suis peut-être profondément malheureux, mais c'est mieux ainsi que la haïr. Je ne me suis jamais remis de cette expérience, mais cela m'a au moins permis de réviser la conception débile que j'avais sur les femmes et de mieux les comprendre. Comme quoi à tout malheur est bon !

Haut de page

Le 8 janvier

Trois sujets de causeries très brèves, deux sérieuses et la troisième pour se détendre, on est samedi.

1- Elle n'a pas disparu

La lutte des classes sur les avions de ligne. (Lepoint.fr 07.01)

Air France va équiper certains avions de certaines lignes d'une quatrième classe qui sera intermédiaire entre la classe affaires et la classe économique.

2- UMP. Les agités du bocal ont pris le pouvoir.

L'équipe Copé attaque 2011 pied au plancher.

Certains au sein du parti majoritaire s'inquiètent de la tournure que prennent les débats. "*On va s'aliéner tout le monde: les fonctionnaires et les bas salaires, directement concernés par les 35 heures. Jean-François Copé va tout détruire, des fractures vont apparaître*", confie un cadre du mouvement.

Les couloirs du parti commencent à bruire de rancoeurs et de rumeurs.

A l'UMP, l'année 2011 sera agitée. Et elle vient tout juste de commencer. (Lexpress.fr 07.01)

3- Pleure toujours, je m'en fous, t'es moches !

Une étude réalisée par des chercheurs israéliens et publiée jeudi dans la revue Science vient de montrer qu'une femme en train de pleurer ne suscite pas de tristesse chez un homme et aurait plutôt tendance, au contraire, à inhiber sa libido.

Les chercheurs ont imaginé une expérience singulière. Ils se sont d'abord assurés que des hommes ne sentaient pas de différence entre des larmes de femmes, «récoltées» alors que ces dernières regardaient un film triste, et une solution saline neutre préalablement mise en contact avec la peau de femmes.

Ensuite, 24 hommes ont été invités à regarder des portraits de femmes, avec un coton imbibé de larmes féminines puis de solution saline fixé sous les narines. Ils ont classé ces photos, selon la tristesse que leur inspiraient les femmes puis selon l'attirance physique qu'ils ressentaient pour elles. Bilan: les hommes qui humaient des larmes en regardant les photos ont majoritairement trouvé les femmes moins attirantes que ceux qui avaient sous le nez un coton de solution saline. Pire, des mesures effectuées lors de l'expérience ont montré que production de testostérone de ces mêmes hommes baissait lorsqu'ils sentaient des larmes.

Les pleurs humains ont donc bel et bien un rôle - qui reste encore à déterminer précisément. Mais ils ne permettent en tout cas pas aux femmes de s'attirer les faveurs de compagnons en jouant sur la corde sensible. (20minutes.fr)

Chez l'homme (générique) c'est toujours l'état animal qui prédomine, bref, il n'a pas encore commencé à faire sa propre histoire. Si les hommes ne sont pas attirés par les femmes qui pleurent, les femmes ne sont pas attirées par les hommes faibles, qu'ils pleurent ou non ! Mais attention messieurs, parfois elles considèrent la gentillesse qu'on leur témoigne ou l'attention qu'on leur porte comme des marques de faiblesse ou des actes gratuits ! C'est souvent chez elles une question d'humeur.

Voilà comment on se met à dos les militantes ! Mais non camarades, on s'adresse ici à ce qu'il y a de meilleur chez les militantes (comme chez les militants), leur intelligence, si elles ne le comprennent pas, c'est qu'elles ont encore des progrès à faire, car on les aime !

Parole d'internaute.

1- CAC 40 : " Il faut prendre l' argent là où il est. Chez les pauvres. Bon, ils n' ont pas beaucoup d' argent, mais ils sont nombreux." Alphonse Allais

2- 40 Milliards d'euros .... Tu te rends compte, ça fait quand même 263,38 Milliards de francs, ça fout le vertige ... Il vaut mieux l'annoncer en euros ça passe mieux.

3- Et dire que c'est simplement la somme qui manquait pour ne pas toucher à la retraite des travailleurs.

4- Quelqu'un n'avait-il pas dit désormais cela va changer : 1/3 pour l'entreprise, 1/3 pour l'actionnaire et 1/3 pour les employés et ouvriers.....

Politique.

1- France.

1.1- La monarchie républicaine aura peut-être un candidat de plus.

Le président d'honneur du MRC a indiqué vendredi envisager «*sérieusement*» d'être candidat à la présidentielle car selon lui il n'y a «*personne aujourd'hui entre Nicolas Sarkozy et Dominique Strauss-Kahn*» pour incarner «l'alternative».

«*Je l'envisage, parce que très sincèrement je ne vois personne aujourd'hui entre Nicolas Sarkozy et Dominique Strauss-Kahn qui puisse être véritablement le candidat de l'alternative, donc j'y réfléchis et sérieusement*», a déclaré Jean-Pierre Chevènement, interrogé sur LCI sur une éventuelle candidature en 2012. Il a précisé qu'il prendrait sa décision «*avant l'automne*».

L'ancien ministre socialiste a écarté un soutien à Jean-Luc Mélenchon qui ambitionne d'être le candidat du Front de gauche. «*Mélenchon cherche à constituer un pôle de radicalité à gauche, ça n'est pas mon cas*», a-t-il expliqué. «*Moi je m'adresse*

à tous les Français et je reste fidèle à ce que je disais en 2002: ce qui est nécessaire à la France c'est un candidat qui soit l'homme de la Nation». (20minutes.fr 07.01)

Pure démagogue que ce candidat bonapartiste !

1.2- Les procureurs sont à la botte du monarque.

Lors d'une cérémonie de rentrée solennelle, le procureur général de la Cour de cassation, Jean-Louis Nadal, a fustigé le soutien apporté par le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, à des policiers ayant manifesté contre la condamnation de sept d'entre eux à Bobigny (Seine-Saint-Denis) en décembre.

"*Afficher pour la justice une forme de mépris, inspirer à l'opinion des sentiments bas en instillant de manière extravagante la confusion entre la responsabilité du criminel et celle du juge (...), tout cela avilit l'institution et en définitive, blesse la République*", a-t-il dit.

"*Le scandale n'est-il pas plus grand quand ces protestations politico-corporatistes sont relayées au plus haut niveau, au mépris du fondamental principe de séparation des pouvoirs ?*", a-t-il ajouté, sans toutefois nommer Brice Hortefeux.

Contre les intentions de la majorité actuelle, ce magistrat de 67 ans, qui va partir en retraite, pense inévitable une réforme radicale du statut des procureurs en France, où ils sont actuellement nommés par le chef de l'Etat et peuvent recevoir des ordres du ministre de la Justice.

"*La seule solution est de couper tout lien entre l'échelon politique et le parquet pour ce qui concerne les nominations*", a-t-il dit.

Jean-Louis Nadal prône une réforme où le Conseil supérieur de la magistrature, organe indépendant, serait seul maître de la procédure, alors qu'actuellement le ministre de la Justice propose les candidats et que le chef de l'Etat dispose après avis consultatif du CSM.

Ce discours intervient alors que le système judiciaire est en pleine confusion. L'Elysée, qui a abandonné l'idée de supprimer les juges d'instruction, veut faire voter cette année l'entrée de jurés populaires en correctionnelle.

Les syndicats de magistrats jugent ces projets inutiles, coûteux et souhaitent que la priorité soit donnée au problème du statut du parquet. (Reuters 07.01)

2- Tunisie.

Quatre personnes ont été hospitalisées pour des blessures par armes à feu après des heurts entre manifestants et forces de l'ordre vendredi dans la ville tunisienne de Rgeb, à 210 km à l'ouest de Tunis, a-t-on appris de source médicale et auprès des familles des victimes.

La police a arrêté jeudi à Sfax le rappeur Hamada Ben-Amor, connu sous le pseudo d'"*El General*", a dit son frère.

Le rappeur de 22 ans a mis en ligne fin décembre une chanson intitulée "*Président, ton peuple est mort*".

Par ailleurs, le blogueur Aziz Amami, qui faisait ces dernières semaines la publicité des émeutes, a également été arrêté, a dit Sofiane Chourabi, un militant d'opposition à Ben Ali. Son blog et sa page sur le réseau Facebook étaient inaccessibles vendredi. (Reuters 07.01)

3- Algérie. Y a du pétrole, du gaz et des flics partout... mais y a pas de pain et de travail !

De nouvelles émeutes contre la cherté de la vie et le chômage ont éclaté vendredi à Alger et dans l'est de l'Algérie, où la présence policière a été renforcée aux abords de mosquées et sur les grandes artères des principales agglomérations.

Dans son édition en ligne, le journal El Khabar qui cite des sources locales affirme qu'un jeune homme a été tué lors d'affrontements dans la ville de Msila, à 250 km au sud-est d'Alger. Si ce décès est confirmé, ce serait le premier depuis le début des violences.

Un journaliste de Reuters a constaté le maintien d'effectifs importants de policiers en tenue anti-émeutes et équipés de grenades lacrymogènes et de matraques autour des principales mosquées et avenues d'Alger.

Dans le quartier populaire de Belcourt, les troubles ont repris après la prière hebdomadaire. Des jeunes gens ont lancé des pierres sur les policiers et bloqué des accès.

Selon l'agence de presse officielle APS, des manifestants ont saccagé dans la nuit des édifices publics, des succursales de banque et des bureaux de poste dans plusieurs villes de l'Est, dont Constantine, ainsi qu'à Jijel, Sétif et Bouira.

"*L'agitation a repris à Ras el Oued vendredi matin (...) Des édifices d'intérêt public ont été gravement endommagés comme ceux de la Sonelgaz, des sièges communaux, de la direction des impôts (...) ainsi que plusieurs établissements scolaires*", écrit l'APS.

Des émeutes ont également éclaté vendredi après-midi à Annaba, à un demi-millier de km à l'est d'Alger, et à Laghouat, à 700 km au sud, d'après le récit de témoins.

Les cités pétrolières du Sud sont, en revanche, épargnées pour le moment. "*Tout est normal à Hassi Messaoud, le calme règne*", a déclaré un habitant du plus grand centre pétrolier du Sahara algérien joint par téléphone.

Les prix de la farine et de l'huile de table ont doublé ces derniers mois pour atteindre des niveaux record. Le kilo de sucre, qui valait 70 dinars il y a quelques mois, en coûte désormais 150.

Peu après les premières émeutes, mercredi soir, dans la capitale, le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, avait déclaré aux médias d'Etat que les prix du sucre et de l'huile de table baisseraient "dans les jours qui viennent".

Le taux de chômage se situe officiellement autour de 10%, près de 25% à en croire des organisations indépendantes. Les statistiques officielles font état d'un taux d'inflation de 4,2% en novembre après avoir atteint 5,1% en juillet 2010.

"*Sans une force politique ou sociale derrière les émeutiers, ce sera très difficile pour ce mouvement spontané de durer*", estime Mohamed Lagab, analyste politique et maître de conférence à l'université. Pour lui, les Algériens expriment à travers ces émeutes un désir de "*changement, de liberté et de développement*". (Reuters 07.01)

Social.

Ockrent ou le clone féminin de Sarkozy avant l'heure... ou de G. Bush !

Les syndicats CFDT, CFE-CGC et CFTC de la chaîne France 24 ont déposé un préavis de grève à durée illimitée à partir du 13 janvier, pour dénoncer «*le silence des autorités de tutelle*» après la motion de défiance des salariés envers Christine Ockrent, directrice générale déléguée.

Ce préavis de grève, pour protester contre l'absence de réaction des ministères de tutelle à la crise qui secoue France 24, court à partir du 13 janvier minuit.

Le 15 décembre, les salariés de France 24 ont voté massivement (à 85%) une motion de défiance contre Christine Ockrent, numéro deux de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF) et directrice générale de la chaîne d'informations internationales. Un désaveu qui intervenait après celui du comité de direction, qui a retiré sa confiance à Christine Ockrent. L'AEF coiffe France 24, RFI et la part française de TV5 Monde.

La CFDT de France 24, premier syndicat de la société, s'interroge «*sur la position de l'Etat [actionnaire unique] et sur son inquiétant silence*».

«*Quelles sont les raisons qui poussent les autorités de tutelle à maintenir en poste un cadre supérieur désavoué par 85% des salariés et par tous ses directeurs ?*», interroge le syndicat, qui pose la question: «*L'Etat aurait-il passé un arrangement politique avec l'ex-ministre des Affaires Etrangères [Bernard Kouchner] au détriment des salariés de France 24 et des autres filiales de l'AEF?*».

De son coté, la CFTC a estimé que «*ce vote exprimait un ras-le-bol général de la gestion de Madame Ockrent*». «*Par la même occasion, la grande majorité des salariés de France 24 a renouvelé sa confiance à Mr Alain de Pouzilhac [patron de l'AEF, NDLR]*», a ajouté la CFTC.

De son coté le SNJ-CGT a décidé de ne pas s'associer au mot d'ordre de grève des autres syndicats. (Libération.fr 07.01)

A lire dans la rubrique *Document* : *Enquête sur le couple Kouchner-Ockrent. (02.12.09)*

Economie.

1- Ma chère viande !

Le consommateur paie la viande bovine 24% plus cher aujourd'hui qu'il y a dix ans. De leur côté, les éleveurs se plaignent que le prix payé par les industriels pour acheter leur viande a stagné sur la même période.

Pour comprendre qui profite de cette augmentation, le gouvernement a commandé une étude sur le sujet à Philippe Chalmin, économiste et président de l'Observatoire des prix et des marges dans l'alimentation. Ce rapport, détaille le quotidien économique Les Echos, avance une explication principale à cette augmentation. Selon lui, elle «*n'est que la traduction de coûts supplémentaires correspondant, pour 60% de la hausse, à de nouvelles exigences sanitaires à la suite de la crise de la vache folle*».

La part restante d'augmentation des prix sur ces dix dernières années viendrait «*de la sophistication des produits offerts - plus de barquettes, etc. -, de l'impact des 35 heures sur le coût des salariés et des hausses des prix de l'eau et de l'énergie*». Selon ce rapport, les industriels et les distributeurs n'ont pas augmenté leur marge mais simplment répercuté la hausse de leurs coûts.

Problème, un acteur du secteur n'a pas pu répercuter les hausses: les éleveurs. Le journal Les Echos rappelle que leur revenu annuel s'élève à 12.000 euros, ce qui ne couvre pas leurs coûts de production. (20minutes.fr 07.01)

Conclusion : voilà au départ un produit sein et naturel, qui ensuite a été pourrie (farines animales contaminées) pour réaliser des économies sur les coûts de production, qui après a servi de prétexte à élaborer des règles sanitaires plus strictes qui ont renchéri son prix de revient au point de le rendre inaccessible à une partie de la population.

2- Et à l'huile de vidande, c'est comment ?

Plus de 4.700 exploitations d'élevage de poules, dindes et cochons en Allemagne ont reçu l'ordre de suspendre leurs livraisons et de fermer après la découverte de dioxine dans l'alimentation animale, a annoncé vendredi à Berlin le ministère allemand de l'Agriculture.

La vente des produits issus de quelque 4.700 élevages de porcs ou de volailles qui auraient consommé environ 150.000 tonnes d'alimentation contenant des graisses industrielles contaminées a été suspendue.

Selon la presse allemande, les bêtes ont été nourries avec de l'alimentation contaminée pendant des mois avant que la dioxine ne soit découverte.

"*Il est confirmé que l'entreprise savait depuis mars (2010) que ses graisses étaient contaminées, mais n'a pas informé les autorités, ce qui est une activité hautement criminelle*", a déclaré la ministre allemande de l'Agriculture Ilse Aigner à la chaîne de télévision n-tv. Invité à commenter ces informations, Harles und Jentsch n'a pas réagi dans l'immédiat.

Selon le résultat d'analyses rendus publics vendredi mardi par le ministère de l'Agriculture du Schleswig-Holstein, le taux de contamination des graisses dépassait plus de 77 fois les normes autorisées dans 18 échantillons analysés sur 30. (AP 07.01)

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie le journaliste a expliqué que ces graisses provenaient d'une usine qui recyclait l'huile de vidange dont une partie était destinée à l'industrie et l'autre à l'alimentation des animaux. Il a ajouté qu'intentionnellement cet industriel aurait livré la même huile destinée à l'industrie et à l'alimentation des animaux pour réaliser une économie substantielle, car la première lui revenait moins chère que la seconde.

On pourrait émettre l'hypothèse d'un défaut de filtrage à l'origine de cet empoisonnement. Quoi qu'il en soit, apprendre que de l'huile de vidange sert à engraisser des animaux destinés à l'alimentation, cela fait froid dans le dos, on se demande : mais jusqu'où iront-ils pour se faire du fric ?

Haut de page

Le 9 janvier

A propos du site.

Des militants ont voulu ouvrir des pages ou télécharger des documents apparemment à partir de pages archivées du site et leur tentative a échoué, parce qu'entre temps j'ai modifié l'adresse de certains liens ou des fichiers ont été perdus lors du transfert

du site au nouveau serveur.

Pour améliorer l'organisation du site, on a quand même dépassé les 3.000 fichiers l'air de rien, et parce que je finissais par ne plus m'y retrouver, j'ai modifié des adresses de fichiers ou j'ai changé des fichiers de dossiers sans changer toutes les adresses pour les trouver qui figuraient parfois dans plusieurs fichiers. Le problème lié à l'architecture ou organisation du site provient du fait que je n'avais jamais imaginé qu'il prendrait un tel volume ni son évolution.

Pour compliquer encore un peu plus les choses, outre le disque dur qui avait brûlé, le transfert manuel du site dans un autre serveur qui a pris des heures et des heures, deux jours en fait, il a fallu que je change l'adresse du site et meltl.com est devenu luttedeclasse.org, et j'ai eu la bonne idée de changer le nom du site de Lutte de classe il est devenu La voix de l'opposition de gauche.

Ensuite j'ai abandonné l'actualisation de certaines rubriques qu'il a fallu archivées, donc créer de nouveaux dossiers et de nouvelles pages d'accueil pour les trouver, idem pour les nouvelles rubriques, il a fallu modifier le menu situé en haut de l'écran et changer la direction de pas mal d'adresses, introduire les nouvelles adresses. Bref, je n'ai jamais imaginé le boulot que cela représenterait ni le temps que j'y consacrerais, donc encore moins l'architecture finale du site qui semble plutôt flexible et non figée, quelque part, c'est rassurant ou c'est bon signe. Le boulot ne me fait pas peur, c'est de ne pas m'y retrouver qui me préoccupe, si je ne me prends pas trop au sérieux, je dois livrer quelque chose de satisfaisant aux militants. J'allais oublier de dire que la configuration du site dans mon disque dur ne correspond pas exactement à celle qui figure dans le serveur, j'y gagne en clarté à l'écran en réduisant le nombre de dossiers, mais c'est une source d'erreurs supplémentaires.

Pour revenir sur les pages que vous cherchez ou les fichiers que vous voulez télécharger. Utilisez de préférence les liens figurant dans la page d'accueil du site car ils ont été actualisés, ce qui n'empêche pas les erreurs de ma part. Quant aux fichiers, quelques informations utiles : ils se terminent en générale par .pdf (Adobe reader) ou .doc ou plus rarement .rtf (Word), cela correspond au format dans lequel le fichier a été enregistré, le point devant pdf, doc ou rtf est obligatoire, s'il manque il faut le rajouter, il ne doit y avoir aucun espace entre deux signes ; maintenant un fichier figure dans un dossier, il se peut que l'adresse fournie ne corresponde pas au bon dossier, dans ce cas-là on peut modifier l'adresse du dossier, voilà les dossiers dans lesquels ils sont rangés : service (mes contributions politiques), textes (documents divers, institutions), dossier (international, Réseau Voltaire), eco (économie), archives2010 (causeries et articles de presse), edito (anciens éditos), marxisme (sur le marxisme), courriel (courriels reçus), construction (sur le parti), fao (alimentation), justice, tribune (tribune libre).

Voici les dernières corrections ou infos sur les fichiers que vous n'avez pas trouvés, à gauche vos adresses, à droite la correction ou info :

/archives2010/archives_infos_2009.pdf = /archives2010/archives_presse2009.pdf
/archives2010/causeries2010.htm = /archives2010/causeries2010.pdf
/press_01_2011.htm = /press_01_2011.pdf
/service/cp04.htm = disponible
/service/cp05.htm = disponible
/service/cp06.htm = disponible
/service/cp07.htm = disponible
/service/cp08.htm = disponible
/service/cp09.htm = disponible
/press_01_2011.htm = /press_01_2011.pdf
dececo1.htm = doceco1.htm
/edito/edito201006.pdf = perdu
/eco/eco522.pdf = perdu
/tribune/IO103_4.pdf = je dois le charger dans le serveur
/tribune/ccit280209.rtf = /tribune/ccit280209.pdf
/tribune/G-Chesnais.pdf = pas disponible (trop volumineux, je dois aller à Pondy dans un cyber espace)
/dossier/crise-financiere.html = /dossier/crise-financiere1.pdf
/marxisme/trotskyguerin1939pdf = /marxisme/trotskyguerin1939.pdf

/articlessynd01022010.htm = /ldc_syndic_0110.pdf et ldc_syndic_0210.pdf

Quand j'aurai une autre connection Internet je pourrai accéder plus facilement aux statistiques du site, particulièrement à la page erreur, ce qui me permettra de résoudre tous les problèmes immédiatement, mais pour le moment c'est quasiment impossible, pour vous dire, rien que pour ouvrir la page d'accueil d'OVH il faut attendre 10 à 15 minutes, quand elle veut bien s'ouvrir, ensuite il faut attendre encore 10 minutes pour accéder à la page recherchée, et la plupart du temps le serveur décroche, c'est la page blanche, bref c'est l'horreur !

Deux points très brefs. Je n'ai plus le temps d'intervenir sur l'actualité sociale et politique.

1- Algérie.

La jeunesse se soulève en Algérie contre la hausse des prix, le chômage et l'absence de tout avenir avec le régime en place, en Tunisie ce sont toutes les couches de la société qui se dressent contre le régime policier de Ben Ali...

Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie, j'ai relevé les propos d'un vieux travailleur algérien qui répondait à la question : est-ce que vous comprenez la révolte des jeunes qui font usage de la violence ?

Réponse : Leurs revendications sont légitimes vous savez, bien sûr qu'ils ont raison, ce n'est pas normal que le pays soit riche en pétrole et en gaz et que la population soit si pauvre, c'est la misère ici monsieur, la vie est très dure, rien ne fonctionne, tout est un problème, quant à la violence, je la comprends, il manque d'organisations, c'est pour cela, qu'est-ce que vous voulez qu'ils fassent, ils n'ont pas le choix.

Cela rejoint ce que j'expliquais dans ma causerie d'hier : on ne fera pas l'économie du parti pour organiser la classe et l'aider à trouver la voie pour prendre le pouvoir qu'on le veuille ou non.

2- Tunisie.

Un portail d'infos sur la situation en Tunisie : http://nawaat.org/portail/

Politique.

1- France. La méthode Sarkozy pour faire exécuter des otages innocents.

Antoine de Léocour, qui travaillait pour l'ONG Aide médicale internationale, allait se marier au Niger et son ami Vincent Delory venait d'arriver au Niger pour l'occasion, quand ils ont été enlevés vendredi soir par quatre hommes armés, alors qu'ils dînaient dans un restaurant de la capitale du Niger, Niamey.

Les militaires français, présents dans la région à cause de la présence d'autres otages, sont intervenus pour appuyer les forces nigériennes et empêcher les ravisseurs d'atteindre une zone de refuge, a précisé le porte-parole de l'état-major.

"*Alors qu'ils se trouvaient dans la zone frontalière, l'opération engagée, coordonnée avec des éléments français présents dans la région, a permis à ces derniers d'intercepter les terroristes à la frontière avec le Mali et de neutraliser certains d'entre eux*", précise le ministère de la Défense.

En juillet dernier, Michel Germaneau, 78 ans, avait été exécuté en réponse à une opération militaire mauritanienne menée avec l'appui de l'armée française qui avait évidemment échouée. (Reuters 08.01)

2- Algérie.

Le gouvernement algérien a décidé samedi de supprimer temporairement certaines taxes sur le sucre et l'huile alimentaire, dans l'espoir d'enrayer la hausse des prix et les manifestations dans plusieurs villes d'Algérie.

Selon des sources proches des services de sécurité, un jeune homme est mort à Msila, à 250 km au sud-est de la capitale Alger et un autre à Bou Ismaïl, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de la capitale.

De nouvelles émeutes ont éclaté samedi en Kabylie, à l'est d'Alger, notamment à Tizi Ouzou et à Béjaïa, rapportent des témoins interrogés par Reuters.

Selon APS, des bâtiments gouvernementaux, des banques et des bureaux de poste ont été mis à sac par des émeutiers dans plusieurs villes de l'est du pays, notamment à Constantine, Jijel, Sétif et Bouira, jeudi soir et vendredi matin. (Reuters 08.01)

Je me suis connecté sur le PT algérien (http://www.ptalgerie.com/) pour obtenir plus d'informations : Rien, pas une ligne, d'ailleurs ce site n'a pas été actualisé depuis l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle en 2009 ! Lamentable.

3- Tunisie.

3.1- Le lycéen qui s'était immolé par le feu mercredi dernier à l'Ariana, près de Tunis, Aoub Hamdi, a succombé à ses blessures et a été inhumé samedi, a-t-on appris auprès du secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire Sami Tahri.

Dans le même temps, à Sidi Bouzid, une nouvelle tentative de suicide a eu lieu samedi.

Une autre tentative de suicide a eu lieu à Kasserine (centre): un jeune homme de 17 ans, Hilmi Khadhraoui, a attenté à sa vie en s'aspergeant de pétrole, selon le syndicaliste Abdelwahed Homri. (AP 08.01)

3.2- Revendiquant des emplois et des libertés, des centaines de syndicalistes ont participé samedi à Tunis à un rassemblement devant le siège de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), unique centrale syndicale du pays, en signe de solidarité avec les populations de Sidi Bouzid et des régions de l'intérieur en proie à des troubles sociaux depuis la mi-décembre.

Entonnant des chants engagés, les manifestants, pour la plupart des jeunes, ainsi que de nombreux artistes, ont scandé des slogans tels que "*l'emploi et la liberté, c'est la dignité nationale*" et autres dénonçant "*la flambée des prix*" et appelant à la libération des détenus dont plusieurs étudiants arrêtés à Sousse (centre) et Sfax (sud).

Le secrétaire général-adjoint de l'UGTT, Abid Brigui, est intervenu pour proclamer le soutien de la centrale syndicale aux "*revendications légitimes des populations de Sidi Bouzid et des régions de l'intérieur du pays*".

"*Nous ne pouvons pas être en dehors de ce mouvement. Nous ne pouvons que nous ranger du côté des droits des nécessiteux et des demandeurs d'emploi*", a-t-il lancé. Considérant comme "*anormal que des manifestations soient accueillies par les balles*", le numéro 2 de l'UGTT a plaidé pour "un intérêt accru aux régions démunies". (AP 08.01)

Haut de page

Le 10 janvier

Parole d'internaute.

1- Tunisie.

1.1- Nawaat.org est un blog collectif indépendant animé par des Tunisiens. Il donne la parole à tous ceux qui, par leur engagement citoyen, la prennent, la portent et la diffusent. Nos choix éditoriaux sont entre autres guidés par les préoccupations qui affectent le quotidien de nos compatriotes et de nos semblables. Lancé en 2004, Nawaat.org mue à nouveau en faisant évoluer sa plateforme technique. Conscient que la conquête de la liberté est un combat à mener au quotidien en totale indépendance, le blog de Nawaat est indépendant de toute association, organisation ou gouvernement et ne reçoit aucune subvention publique et n'est financée par aucun parti politique. (http://www.nawaat.org)

1.2- Le silence complice de Sarkozy devient insupportable. On voudrait simplement savoir quelles sont les rasions le poussant d'un côté à être le chantre de la "démocratie" en Côte d'Ivoire, et de l'autre continuer à soutenir le dictateur Ben Ali et le clan mafieux qui lui sert de famille ?

1.3- il faudra nationaliser toutes ces entreprises qui ont été volé via des faux dépots de bilans et des redressements fiscaux. Vous pouvez commencer la liste : Société Ennakl – El Adwya-Nestlé Tunisie-Dar Assabah-Zitouna Takafoul-Banque Zitouna – radio Zitouna – City Car- Tunisiania – Le port de Rades.

1.4- La révolution populaire est la seule qui garantit un changement réel et profond qui profite au peuple. Plus de cinquante ans de dictature, trente pour le premier et plus de vingt pour le second c'est largement suffisant.

2- Otages assassinés par Sarkozy.

- 3 morts, c'est trop ! Si la France garde cette stratégie, les otages et leurs familles doivent savoir qu'ils ne seront pas secourus, que les actions militaires entreprises n'ont pas pour but de les sauver mais de mener un combat dont ils seront, d'une façon ou d'une autre, les premières victimes. Les discours de compassion sont de trop, venant de ceux qui en décident. La mort des otages étant une conséquence incontournable. Gauche-droite, tous unis pour une ré-élection attendue de Sarkozy autour de quelques

Politique.

1- France.

1.1- Le refrain que La Talonnette va asséner pendant 16 mois : la "***révolution douce***" !

Présentant ses voeux aux 2,5 millions de Français ultra-marins à la Guadeloupe, le chef de l'Etat a mis en avant les mesures prises depuis son arrivée à l'Elysée pour faire évoluer leur situation, parlant d'une "*révolution douce*" entamée depuis 2007.

"*Rarement, dans l'histoire de notre République, on aura autant fait pour l'Outre-mer*", a-t-il dit à un peu mois de 16 mois de la présidentielle de 2012. (Reuters 09.01)

Voyez braves gens tout ce que j'ai fait pour votre bien, après cela vous seriez bien ingrats de ne pas voter pour moi... Et puis tout ce qui n'a pas été fait, n'a pas été fait parce que cela n'était pas possible tout simplement, j'y suis pour rien moi, c'est la crise, croyez-moi sur parole, je ne pense qu'à votre bien, je suis le président de tous les Français...

1.2- Sarkozy le monarque hystérique est responsable de la mort d'Antoine de Léocour et Vincent Delory.

C'est Nicolas Sarkozy en personne qui a donné, samedi, l'ordre d'intervenir aux unités des forces spéciales françaises pour intercepter les ravisseurs de deux otages français, Antoine de Léocour et Vincent Delory, enlevés vendredi vers 23 h 15 au restaurant Le Toulousain de Niamey, au Niger.

Invité du journal de 20 heures sur TF1, Alain Juppé a expliqué pourquoi les autorités françaises, chef de l'Etat en tête, avaient décidé d'intervenir militairement pour libérer les otages.

"*Ne rien faire c'était prendre un double risque : d'abord voir nos otages amenés par leurs ravisseurs dans une de leurs bases refuges du Sahel, et on sait ensuite comme il sont traités, (et puis) ne rien faire c'est donner un signal que la France, finalement, ne se bat plus contre le terrorisme*", a dit le ministre de la Défense.

"*La décision était grave, était lourde, nous l'avons prise et nous l'assumons pleinement*", a-t-il ajouté. (Lepoint.fr et Reuters 09.01)

1.3- Mégalomanie et démagogie.

"*Depuis longtemps, au fond de moi, j'ai envie de succéder à François Mitterrand par amour de la France, du peuple français, de son histoire, de sa culture*", affirme Mme Royal dans un entretien publié samedi dans le quotidien "Le Monde".

Devant les journalistes, Martine Aubry rappelait "*on est là pour rendre hommage à un homme*", ajoutant "la politique ce n'est pas parler de soi, ce n'est pas de parler de la façon dont on arrive au pouvoir, c'est d'abord de dire qu'est-ce qu'on veut faire pour la France". (AP 09.01)

2- Algérie.

Les rues d'Alger avaient retrouvé leur calme dimanche matin.

Si le calme semblait de retour dans la capitale algérienne, les quatre jours d'émeutes restaient dans toutes les conversations dans les cafés.

"C'est un bon avertissement pour le gouvernement, la prochaine fois, ça ne s'arrêtera pas s'il ne change pas de politique à l'égard des jeunes à qui il doit trouver du travail, du logement pour qu'ils ne tombent pas dans la violence comme moyen d'expression", prévient Ali, citoyen d'un certain âge rencontré dans le café qui fait face à la Grande poste d'Alger.

Les manifestations faisaient la "une" de la presse quotidienne, qui s'est arrachée dans les kiosques. "*Le pourrissement jusqu'à quand*", s'interroge "*El Watan*". Plus affirmatif, "*Liberté*" écrivait sur toute la une "*c'est le pourrissement*". (AP 09.01)

3- Tunisie.

Les troubles s'amplifient en Tunisie. Après avoir reconnu dans un communiqué, dimanche 9 janvier, la mort de huit civils tués par balles lors d'affrontements avec la police, cinq dans la ville de Thala et trois autres dans la ville de Kessarine, le gouvernement a évalué à quatorze le nombre de victimes en fin de journée. En début de soirée, Le Monde a de son côté identifié vingt-trois victimes tuées par balles, dont il a recueilli les noms, dans les villes de Kasseribe, Thala et Regueb.

L'opposition, qui s'est réunie en urgence à Tunis, avait avancé dans la journée le chiffre de vingt morts. "*Nous marchons vers l'inconnu*", déclare au *Monde* l'ancien candidat à l'élection présidentielle Ahmed Brahim, premier secrétaire d'Ettadjdid, un parti post-communiste qui compte deux députés au parlement. "*Il faut que le pouvoir se ressaisisse et retire les forces des villes qu'elles encerclent*".

Une figure de l'opposition, Nejib Chebbi, fondateur du parti PDP (Parti démocratique progressiste), a invité le président Ben Ali à décréter un "*cessez-le-feu*" pour éviter que le sang ne continue à couler et pour respecter le droit de la population à manifester pacifiquement.

Ces "*affrontements se poursuivaient ce matin même [dimanche]*", a précisé Ahmed Nejib Chebbi, sans représentant parlementaire. Plusieurs témoignages ont affirmé que l'armée avait pris position autour de plusieurs bâtiments administratifs et bancaires, notamment à Thala, dans l'ouest du pays, près de Kasserine.

Pour l'heure, *Le Monde* a pu recueillir l'identité de vingt-trois personnes tuées par balles à Thala, Ragueb et Kessarine. Mais le bilan pourrait s'alourdir. "*J'ai pu visité l'hôpital de Kasserine, j'ai vu beaucoup de blessés, et aussi des morts, mais je suis incapable de donner le nombre*", déclare Chabari Mezi, un instituteur syndicaliste, bouleversé, joint par téléphone dimanche après-midi.

Selon des témoignages sur place, les quatre autres personnes été tuées à Regueb sont une femme de 26 ans, Manel Bouallagui, et trois hommes : Raouf Kaboussi, 33 ans, Mohamed Jabbeli, 22 ans, et Nizar Slimi.

Un peu plus tôt dimanche dans la matinée, le gouvernement tunisien avait fini par sortir de son silence en annonçant la mort de deux civils tués par balles. "*La police a ouvert le feu en état de légitime défense après avoir procédé à des tirs de sommation pour empêcher des manifestants de s'en prendre à des bâtiments gouvernementaux*", a indiqué le ministère de l'intérieur dans un communiqué cité par l'agence Tunis Afrique Presse (TAP). Les autorités tunisiennes avaient aussi évoqué huit blessés parmi les forces de sécurité, dont trois graves.

Selon le gouvernement, les manifestants de Thala ont lancé des pierres et des cocktails molotov sur les policiers.

Le gouvernement indique que les policiers ont agi en état de légitime défense.

"*Plusieurs bâtiments officiels à Kasserine ont été attaqués par des groupes qui ont mis le feu et ont détruit trois banques, un poste de police et une station-service, et mis le feu aussi à un véhicule de police*", lit-on dans le communiqué du gouvernement.(Lemonde.fr et Reuters 09.01)

Un rappel : (Kouchner) En visite à Tunis la semaine dernière, il a tenu à féliciter ses "*amis tunisiens*" pour "*les efforts qu'ils font pour que la société soit juste, prospère, moderne et qu'elle respecte les droits des femmes et de l'homme*". Tunis a convenu que "*les excellentes relations tuniso-françaises sont de nature à permettre la discussion de toutes les questions concernant les deux pays*". (AP 27.04.10)

Après la question palestinienne qui avait déjà plombé l'Union pour la méditerranée dès sa naissance, la décomposition du régime tunisien va l'enterrer définitivement...

Economie.

1- Irlande.

L'Irlande pourrait retourner sur le marché de la dette dès cette année, a déclaré vendredi le directeur général de l'agence du Trésor du pays (NTMA).

"*Il y a beaucoup de tensions dans la zone euro (...) Il faudra qu'on attende qu'elles s'apaisent pour retourner sur le marché. Mais il est possible que nous y retournions dès cette année*", a dit John Corrigan.

Vendredi, le rendement de la dette irlandaise à dix ans a atteint 9,38%. (Reuters 09.01)

2- Chine.

La croissance de l'économie chinoise a atteint environ 10% l'an dernier et les ventes au détail ont augmenté de 18,5%, preuve d'une hausse de la consommation, a déclaré le vice-Premier ministre Li Keqiang devant des hommes d'affaires à Berlin.

"*La force motrice de la consommation intérieure augmente et cette hausse a contribué à plus de 90% à la croissance (en 2010)*", a-t-il dit, selon un compte rendu de son discours publié par le Quotidien du Peuple. (Reuters 09.01)

Le 11 janvier

J'ai reçu le courriel suivant de Boris Labidurie, Secrétaire Général du Syndicat U.G.I.C.T. :

"*je suis tombé sur google sur cette page web. http://www.luttedeclasse.org/tribune/villejuif_cgt_090910.pdf. Pourriez-vous faire le nécessaire afin de supprimer la page. Je n'ai pas donné autorisation pour que ce courrier soit rendu public ni mis en ligne sur un site et notamment le vôtre.*"

Il s'agissait d'une lettre sans grand intérêt adressée au maire de Villejuif signée conjointement par le Syndicat des Ouvriers et Employés Territoriaux de la Mairie de Villejuif et le Syndicat des Ingénieurs, Cadres, Techniciens et Agents de Maîtrise Territoriaux de la Mairie de Villejuif.

Il faut croire que la diffusion de cette lettre aurait dû demeurer confidentielle, or il se trouve que c'est un document qui m'a été adressé par un militant de la CGT de Villejuif, et par conséquence il demeurera sur le site, désolé.

Un peu de politique.

Les travailleurs savent que tous les gouvernements mènent la même politique pour le compte du capital dans l'Union européenne, ils savent que c'est le cas du social-libéral Papandréou en Grèce et de son homologue en Espagne Zapatero, ils en déduisent logiquement, parce qu'ils ne sont pas aussi arriérés qu'on essaie de nous le faire croire, que si le candidat du PS était élu en 2012, il poursuivrait la politique réactionnaire de Sarkozy et qu'il n'y aurait rien de bon à en attendre.

Dès lors nous sommes autorisés à ne pas soutenir ce candidat au premier comme au second tour de l'élection présidentielle, sauf à leur faire croire que l'un des deux candidats représenterait plus que l'autre leurs intérêts ce qui n'est évidemment pas le cas. Voilà pour le moment comment on peut justifier notre décision d'appeler au boycott de ces élections.

La majorité des travailleurs ont certes encore un niveau de conscience politique trop bas pour orienter leurs combats dans la bonne direction, mais ils ne sont pas demeurés pour autant, il faut faire la part des choses.

Le mouvement ouvrier au cours de la seconde moitié du XXe siècle a passé son temps à renier les enseignements de la lutte des classes des décennies précédentes, cette tendance s'est accentuée à partir du début des années 80, Mitterrand au pouvoir oblige, pour finir il est pris dans les mailles de ses propres contradictions où il n'est plus capable d'appeler un chat un chat ou du moindre discernement, un parti présentant toutes les caractéristiques d'un parti bourgeois serait encore un parti ouvrier, une dictature serait un régime démocratique (bourgeois), etc.

Sur la Tunisie et l'Algérie.

Un Etat qui impose la misère à la majorité de son peuple et qui envoie l'armée pour lui tirer dessus quand il se révolte, ne peut être qualifié que de dictature. Il en va ainsi de très nombreux pays dans le monde qu'on continue de nous présenter comme des démocraties, parce qu'y serait organisée une parodie d'élections présidentielles ou législatives ou qu'il existerait des partis et des syndicats dans ces pays. Il n'existe pas de partis pour l'organiser en Tunisie, mais face aux balles de l'armée en réponse à des manifestants désarmés, il n'y a qu'une réponse possible, la constitution de milices ouvrières et leur armement pour affronter le régime.

Caractériser ces pays de démocratie ne correspond pas à la réalité, car sur place la corruption à tous les étages de la société contribue à détourner les partis, les syndicats et les institutions de leurs fonctions au profit d'une autocratie ou une ploutocratie qui concentre entre ses mains tout le pouvoir et toutes les richesses du pays. Pays dans lesquels la liberté d'expression est étroitement encadrée, où la moindre attaque verbale contre le régime se traduit par des intimidations, des assassinats, des disparitions ou dans le moins pire des cas, par une traduction devant les tribunaux ou la prison assortie de fortes amendes.

Pour dire un mot à propos des deux malheureux garçons qui ont été assassinés par la faute du va-t-en-guerre Sarkozy au Niger.

En Inde où je vis depuis de nombreuses années, à Pondichéry et ses alentours, le nombre de Français et étrangers qui ont été assassinés ou qui ont disparu au cours des 10 ou 15 dernières années, est de loin supérieur à de nombreux pays dont on entend toujours parler. Je ne pourrais pas donner de chiffres exacts puisque je ne sors pratiquement plus de chez moi et que je ne fréquente plus de "Blancs" depuis 2004, je me souviens que les années précédentes, il était question de deux ou trois meurtres à la machette par an. Personnellement, j'ai été menacé de mort à plusieurs reprises. Un meurtre ici, c'est maximum deux ou trois de prison, donc à ce prix-là, on peut prendre le risque supprimer qui on veut, c'est bien simple, on en parle librement, cela fait froid dans le dos, n'est-ce pas ? Voilà encore un élément qui caractérise une dictature, l'impunité ou des peines légères pour les criminelles.

Tunisie.

Les premières manifestations qui se sont tout de suite transformées en émeutes en Tunisie ont eu lieu le vendredi 17 décembre à Sidi Bouzid, à 265km de Tunis (voir les infos en bref du 19 décembre dans le site).

Pas un mot dans le n°129 d'*Informations ouvrières* datée du 23 décembre, il faudra attendre le numéro suivant paru le 6 janvier, soit 20 jours plus tard, pour qu'ils consacrent un bref article sur la situation en Tunisie. La Tunisie, c'est si loin de la France, il faut plus de 5 jours pour relayer une information dont les agences de presse avaient largement rendu compte entre temps...

Algérie.

Le POI et le PT d'Algérie se sont employés à présenter le régime algérien sur le voie de la démocratisation.

IO n°127 : "*Pour nous, la tenue à l'initiative de l'EIT de la VIIIe Conférence mondiale à Alger, accueillie par la centrale syndicale et le Parti des travailleurs, est un événement majeur. Cela montre qu'en Algérie, nous sommes en train de nous réapproprier les conditions d'exercice de la politique, que la paix est une réalité, même s'il reste encore beaucoup à faire, que l'Algérie comme nation se réapproprie sa place en Afrique, sa place dans le monde. Et que l'UGTA, le mouvement ouvrier algérien sont en train de se réapproprier leur place dans le cadre international.*"

La PT d'Algérie, avant tout un parti institutionnel.

Louisa Hanoune " *Il s'avère qu'en Algérie, il s'est trouvé un parti, le Parti des travailleurs, qui n'a jamais baissé les bras, de l'aveu de tout le monde*", un parti dont le site Internet n'a pas été actualisé depuis 2009, année électorale il faut préciser, à croire que les travailleurs et jeunes en Algérie n'utiliseraient pas Internet pour essayer de s'informer. Pourquoi Hanoune a-t-elle eu besoin de se justifier en affirmant que son parti "*n'a jamais baissé les bras*" ?

La réponse est peut-être à chercher dans son attitude face au régime que rappelaient dans un article les camarades de Combattre pour le socialisme, en novembre dernier (http://socialisme.free.fr/afrique/cps41_algerie.htm), et dont voici un extrait :

"*Mais revenons maintenant sur cette fameuse « réconciliation nationale » dont le PT vante haut et fort les mérites. Le référendum de 1999 sur la « Concorde civile » avait obtenu près de 99 % de oui : un véritable plébiscite pour Bouteflika, la question soumise aux électeurs étant sans équivoque : « êtes-vous pour ou contre la démarche du président de la République visant à la réalisation de la paix et de la concorde civile ? ». Position du PT (comme celle du FFS d'ailleurs) : abstention. A l'assemblée nationale, aucun député ne vota contre la loi de « la concorde civile » (on releva 16 abstentions…).*

Six ans plus tard, en septembre 2005, la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale » est aussi soumise à référendum. Elle est adoptée avec plus de 97 % des suffrages exprimés. Le pouvoir indiquait alors que le taux de participation avait atteint 80 % à l'échelle nationale. En Kabylie, où le FFS et le RCD avaient appelé au boycott, la participation était de quelque 9 % dans la wilaya de Tizi Ouzou, de 7 % dans celle de Béjaïa… Pour parvenir à ce « oui massif », il fallut le soutien du FLN et du RND, majoritaires à l'Assemblée nationale et aux ordres du pouvoir. Le PT, affilié à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, appela aussi à voter oui."

L'Algérie présentée comme un modèle de démocratie au Maghreb par le POI.

Dans ma causerie du 3 décembre je relatais comment le POI s'employait à ménager le régime algérien apparemment plus fréquentable que Sarkozy et son gouvernement. Ensuite, je rendais compte de multiples témoignages sur la violation de la liberté de la presse dans ce pays au cours des 20 dernières années qui contredisaient ce qu'affirmait le POI.

IO n°126 du 2 décembre : "*La presse algérienne a largement rendu compte de la VIIIe Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation (CMO). Preuve d'une liberté d'expression et d'un pluralisme à l'exact opposé de nos « médias » nationaux*", et pour cause elle n'avait rien à craindre de rendre compte de cette conférence, puisque le régime avait estimé avant les médias que la tenue de cette conférence sur le sol algérien ne posait pas de problèmes, en quelque sorte les médias avaient reçu l'autorisation de Bouteflika pour couvrir cet évènement d'une portée sans doute considérable...

Et au cours des émeutes des derniers jours où était donc passé le PT d'Algérie ?

Comme je l'ai déjà dit, j'ai consulté avant-hier la page d'accueil et plusieurs liens de son site Internet (communiqué, actualité), ils n'ont pas rendu compte du développement de la situation des derniers jours, il n'a pas été actualisé depuis 2009, sauf peut-être d'autres liens qui ne nous intéressent pas ici.

Hier enfin, dans le site national du POI, j'ai trouvé un communiqué du Parti des travailleurs d'Algerie, il a été publié le 10 janvier 2011 et étrangement on y trouve la mention "*Alger, le 06 janvier 2011*", or ce communiqué ne figurait le 9 janvier dans le site du PT d'Algérie. Ils vont peut-être pouvoir le mettre en ligne maintenant que la situation est redevenue plus calme. Mais l'essentiel

est ailleurs, je veux parler du contenu intolérable de ce communiqué, dont voici quelques extraits.

"*Le secrétariat du Bureau politique du Parti des travailleurs, s'est réuni ce jour, toutes affaires cessantes, pour débattre de la propagation des émeutes de jeunes en colère suite à la flambée provocatrice des prix qui a touché notamment le sucre et l'huile et les produits dont ils sont à la base*", car voyez-vous ces gens-là sont occupés à des choses si importantes, que c'est presque à regret que "*toutes affaires cessantes*" ils daignent se pencher sur les émeutes qui embrasent le pays.

Dans les 27 lignes que comptent ce communiqué il ne sera question que de la hausse des prix du sucre et de l'huile, point barre, la question du chômage qui exaspère la jeunesse, elle sera évoquée en passant à l'avant dernière ligne, la question du logement qui pourrit au quotidien la vie des travailleurs algériens, elle passera à la trappe, la corruption du régime policier de Bouteflika, elle passera également à la trappe, alors que ces trois questions sont systématiquement abordées par tous les travailleurs et jeunes interviewés par les médias, elles sont un cauchemar permanent pour eux.

En réalité, la hausse des prix du sucre et de l'huile a servi de détonateur à une situation sociale et politique extrêmement tendue en Algérie. Le reste du communiqué du PT d'Algérie est consacré à proposer au régime des mesures pour faire retomber la tension parec que "*la preuve est établie que cette situation dangereuse*" écrit-il, bref il faut tout faire pour que l'ordre règne et la vie continue comme avant, c'est apparemment la seule préoccupation du PT... et de Bouteflika, je cite : il "*s'adresse au gouvernement pour qu'il prenne les mesures urgentes appropriées, à même de désamorcer la situation*".

"*Ce sont là, des mesures réalistes et réalisables qui traitent les problèmes à la racine, tout en renforçant les correctifs introduits dans l'orientation économique. Ces mesures sont, en outre, bénéfiques pour la création d'emplois et pour la protection de la production nationale*", si les mesures proposées par le PT sont conforme à ce qui est "*réalistes et réalisables*" et qu'en plus elles se situent dans le cadre des "*correctifs introduits dans l'orientation économique*" par le gouvernement précisons, il n'y a plus qu'à s'en remettre à lui pour les appliquer, et s'il ne le fait pas, et bien tant pis ! Passons sur le produisons algérien, le pendant du produisons français des staliniens en France, tout un programme !

Mais surtout dans un relent nationaliste, le PT s'exclame "*rien ne saurait être supérieur aux intérêts de la nation*", ce que Bouteflika ne contredira certainement pas, s'en remettant au gouvernement pour régler la question du chômage "*l'urgence d'une prise en charge durable du problème du chômage, par de vraies solutions créatrices d'emplois permanents*", avec un tel parti ouvrier, les travailleurs algériens sont bien lotis !

C'est tout ? Oui c'est tout, pas un mot sur le millier de manifestants arrêtés pour exiger leur libération immédiate, pas un mot sur le déroulement des événements, pas un mot pour dénoncer la répression violente du régime, à croire que le PT d'Algérie a été totalement absent ! Lamentable.

Voilà un parti qui a démontré qu'il était incapable d'assumer ses responsabilités et de se placer au côté de la classe ouvrière algérienne au moment où elle se soulève contre le régime, un parti qui n'est pas isolé politiquement puisqu'il fait partie de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, apparemment une coquille vide, et particulièrement du soutien du POI.

Pour mieux comprendre l'exaspération des travailleurs et jeunes algériens, le PT d'Algérie et le POI n'ont même pas été foutus de délivrer cette information qu'il a fallu aller chercher du côté de LO et du PG, ce dernier a écrit le 8 janvier, que "*La colère populaire est d'autant plus grande que les caisses de l'Etat algérien sont pleines, grâce notamment à la progression des revenus pétroliers (155 milliards de dollars de réserves en devises)*".

En France, sur le site Internet national du PCF : pas un mot sur la situation en Algérie et en Tunisie. Ils ont dû attendre que Sarkozy ou le gouvernement s'exprime pour leur emboîter le pas ! Fidèles à eux mêmes, quoi !

Pour que les camarades se fassent une meilleure idée de la situation en Algérie, j'ai mis en ligne un document (pdf) dans lequel figurent des articles ou communiqués provenant de différents partis en France ou en Algérie, y compris celui du PT d'Algérie.

Politique.

1- France.

1.1- Niger. Ils sont "***tous unis***", "***solidaires***" avec le va-t-en-guerre Sarkozy.

Au Grand Rendez-vous Europe1/Le Parisien, François Hollande a été le premier à réagir pour le PS. «*Je ne veux laisser penser qu'il n'y a pas l'ombre d'une discussion entre le gouvernement et l'opposition. Nous sommes là solidaires*», a-t-il expliqué. «*Dès lors que les autorités nigériennes l'ont souhaité, il était légitime, il était même nécessaire que les forces françaises contribuent à retrouver nos jeunes ressortissants*», a-t-il ajouté.

Sur Canal + ce lundi matin, Claude Bartolone, proche de Martine Aubry, a embrayé dans le même sens. «*Je pense que c'était*

une opération qu'il fallait tenter», a-t-il déclaré.

Quant à Ségolène Royal, elle a affirmé qu'«*au-delà des clivages politiques, face à un drame comme celui-ci, nous sommes tous unis*».

Le Parti communiste a exprimé dès samedi soir «*son indignation*» face à la mort des deux otages, assénant qu'«*aucune cause ne peut justifier cette forme de terrorisme*». (20minutes.fr 10.01)

Commentaire d'un internaute : Si c'était un parent d'un politique ou d'un journaliste, ces jeunes gens seraient encore en vie.

1.2- F. Mitterrand prend la défense du dictateur Ben Ali. Il invente la dictature équivoque

"*Il y a une opposition politique mais qui ne s'exprime pas comme elle pourrait le faire en Europe. Mais dire que le Tunisie est une dictature univoque, comme on le fait si souvent, me semble tout à fait exagéré.*" (Lepost.fr 10.01)

Une dictature passe volontiers pour un régime démocratique bourgeois aussi longtemps que le peuple trouve encore les moyens de la supporter, dans le sens de la subir ou que l'autocrate au pouvoir parvient à étouffer toute contestation, et lorsqu'il se révolte parce qu'il n'en peut plus et qu'il se fait tirer dessus par l'armée, on continue de soutenir que ce n'est pas une dictature histoire de dire qu'on est à ses côtés. Et Eric Besson, le clone de Sarkozy et l'"*ami*" de la famille Ben Ali, il est bien muet ?

1.3- Ils sont de droite ou de gauche selon qu'ils sont députés ou sénateurs !

Aujourd'hui, c'est Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche (PRG), qui se déclare "*pas hostile à une candidature de type 'front républicain'*" avec les anciens ministres sarkozystes du Parti radical valoisien, ouvrant un peu plus à gauche le potentiel de rassemblement derrière Jean-Louis Borloo.

Seul bémol, le PRG est prêt à faire alliance avec son voisin de droite à la condition qu'il renie son contrat d'affiliation avec l'UMP. Curieusement, le fait que son allié potentiel soit composé d'élus ayant activement soutenu la politique de Nicolas Sarkozy ne fait pas partie des problèmes évoqués par Jean-Michel Baylet.

Le Parti radical de gauche est donc prêt à faire alliance avec un parti membre de la majorité présidentielle en 2012. Mais en ce qui concerne les élections sénatoriales qui se tiendront quelques mois plus tôt, en septembre 2011, c'est un autre partenariat politique que les sénateurs du PRG étudient : le rassemblement de la gauche. "*Après les prochaines élections sénatoriales, la majorité se jouera à cinq ou six sièges*", explique un sénateur centriste. (Lemonde.fr 10.01)

Je m'étais dit que c'était peut-être un peu prétentieux d'appeler le site *La voix de l'opposition de gauche*, mais depuis je ne le regrette pas, les faits m'ont donné raison.

Et après il y en aura encore pour appeler à "*battre la droite*" aux prochaines élections, il ne faudra plus parler d'incurie politique ou de crasse ignorance, mais de tromperie délibérée des travailleurs, de collusion consciente avec le régime.

1.4- La palme verte de la question stupide.

Hulot est-il de gauche ? « *C'est une question que je lui poserai* », assure Jean-Vincent Placé. Mais aussi « *quelle alliance souhaite-il ? Quel positionnement par rapport à Sarkozy ? Par rapport au PS ? Une chose est de faire un pacte écologique, une autre est de le convertir dans la société* ». (Publicsénat.fr 10.01)

Bouygue aussi, TF1 aussi ! Et puis, les multinationales (Ford, Coca Cola) qui financent le Forum social des altermondialistes, ne sont-elles pas de gauche elles aussi ?

2- Tunisie.

2.1- La police a ouvert le feu lundi pour disperser la foule rassemblée dans deux villes de Tunisie, rapportent des témoins.

A Kassérine, à 200 km au sud-ouest de la capitale, un témoin a déclaré qu'une marche funèbre pour des civils tués lors du week-end avait tourné à la confrontation avec la police. Les forces de l'ordre ont tiré en l'air, a raconté à Reuters Mohamed Ali Nasri, joint par téléphone.

A Regueb, des témoins font également état de heurts en marge de processions à la mémoire de victimes de précédents affrontements.

"*L'agglomération est cernée par la police. Il y a 2.000 contestataires dans une confrontation à travers la ville avec la police, qui tire des grenades lacrymogènes et ouvre le feu*", a déclaré a Reuters Kamel Labidi, qui affirme être sur place.

À Paris, Bernard Valero, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, a déclaré : "*La Tunisie est confrontée à des problèmes économiques et sociaux. Seul le dialogue permettra aux Tunisiens de les surmonter.*" (Reuters 10.01)

2.2- Le gouvernement tunisien a ordonné la fermeture de toutes les écoles et universités à compter de mardi et jusqu'à nouvel ordre, rapporte lundi l'agence de presse officielle TAP. (Reuters 10.01)

2.3- Le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali s'est engagé, lundi 10 janvier, à créer 300 000 emplois entre 2011 et 2012. (Reuters 10.01)

3- Haïti.

Dans son projet de rapport qu'elle doit présenter lundi au président René Préval, l'OEA fait état de preuves d'irrégularités dans le déroulement des opérations électorales. Elle recommande donc que le candidat arrivé troisième, Michel Martelly, se retrouve au second tour contre l'ancienne Première dame Mirlande Manigat.

"La mission d'expertise a déterminé qu'elle ne pouvait pas apporter son soutien aux résultats préliminaires des élections présidentielles rendus publics le 7 décembre 2010", écrit ce rapport.

Selon l'OEA, des dizaines de milliers de bulletins devraient être écartés pour irrégularités. En revanche, les experts ne vont pas jusqu'à réclamer un nouveau recomptage national des voix, ni à annuler purement et simplement le premier tour et organiser un nouveau scrutin, comme l'ont réclamé plusieurs candidats ou observateurs, jugeant que cela "soumettrait les Haïtien à un manque encore plus long de gouvernance constitutionnelle". (AP 10.01)

C'est marrant, on a m'impression qu'ils n'appliquent pas la même méthode à propos de la Côte-d'Ivoire, non ?

Hier ils avaient décidé que Préval devait être élu, bien qu'il n'ait recueilli que 48% des suffrages exprimés, la manoeuvre avait alors consisté à ne pas compter les votes blancs, et voilà qu'ils veulent rétrograder à la troisième place son dauphin, parce Préval et son parti ne serait plus en odeur de sainteté après leur gestion catastrophique de la situation après le tremblement de terre. Une manoeuvre pour présenter ensuite comme légitime l'élection de leur candidate Mirlande Manigat...

Social.

Trois ans après sa création, la rupture conventionnelle est plébiscitée. 230.000 accords ont été signés entre janvier et novembre 2010, selon des informations publiées lundi par *Les Echos*.

A côté de la démission et du licenciement, ce dispositif a crée la voie du commun accord entre salarié et employeur pour rompre un contrat de travail.

Le nombre de rupture conventionnelles devrait avoisiner les 250.000 pour l'année dernière, soit 31% de plus qu'en 2009. Depuis janvier 2008, 455.000 protocoles ont été autorisés. La barre de 500.000 pourrait même être franchie dès la fin du mois.

Le patronat se félicite du succès de la mesure qui «*répondait à un vrai besoin* », analyse le nouveau président de l'ANDRH, Jean-Christophe Sciberras, cité par Les Echos. (20minutes.fr 10.01)

Et puis un jour ils déclareront que dans la pratique toute législation (collective) sur les licenciements est devenue pour ainsi dire obsolète, inutile, et elle disparaîtra au profit de la seule "rupture conventionnelle" ou sera réduite à une peau de chagrin. A l'étape suivante, lorsque la législation régissant les licenciements aura disparu, le salarié se retrouvera face à son patron sans autre alternative que d'accepter ses conditions, le temps du patron de droit divin sur son esclave sera rétabli. N'est-ce pas la situation qui prédomine à l'heure actuelle dans 80 ou 90% des pays, pire, où vous êtes viré comme un chien sans aucun droit ?

Le 12 janvier

Hier, j'ai oublié de préciser que j'avais corrigé en partie l'orthographe des documents rédigés par des Tunisiens mis en ligne dans le site ces derniers jours, il y en avait des dizaines par page, ce qui n'est évidemment pas un reproche de ma part, disons que je connais la susceptibilité mal placée de certains militants... Je corrige aussi tous les jours la plupart des fautes commises par des internautes. Je vous laisse le soin de corriger les miennes pour ne pas avoir pris le temps de me relire, comme on dit

dans l'industrie, je travaille à flux tendu, pas une seconde à perdre !

Info ou rappel. Les articles de presse sont archivés depuis le 1er janvier au format pdf (Acrobat reader).

Polémique.

Suite à ma réponse d'hier (voir la causeire du 11) j'ai reçu un nouveau courriel de Boris Labidurie, Secrétaire Général du Syndicat U. G.I.C.T. J'y réponds parce qu'il s'agit d'une question de principe. Mais peut-être que la démarche de monsieur Labidurie a quelque chose à voir avec l'article d'*Où va la CGT ?* que vous trouverez en ligne.

Voici son courriel avec mes commentaires entre parenthèses.

"*je suis très étonné de constater que vous ne vous adressez pas directement à moi pour me répondre, mais passez par votre site...!!* "

(Je n'ai rien à cacher aux militants qui se connectent sur le site, question de principe et de respect envers eux. Vous n'êtes pas habitué à rencontrer ce genre de comportement dans les syndicats, n'est-ce pas ? Dommage pour le syndicalisme.)

"*Le problème n'est pas de savoir par quel canal vous avez eu ce courrier. le problème est que je n'ai pas donné autorisation, au nom de mon organisation syndicale, de mettre en ligne sur votre site ce courrier avec ma signature et le logo UGICT.*"

(Votre mauvaise foi vous accable, car il se trouve que dans ce document figure également le logo du Syndicat des Ouvriers et Employés Territoriaux de la Mairie de Villejuif et la signature d'Yves Contrepois, Secrétaire Général du Syndicat Ouvriers-Employés, on est donc en droit de considérer que les syndiqués de ce syndicat ont le droit de faire connaître ou non ce document autant que vous, à moins que ce syndicat et la signature de son secrétaire compte pour du beurre ou que vous vous considériez en droit de leur imposer votre diktat. Et puis ne craignez rien, si quelqu'un (le maire ou vos valeureux dirigeants) vous pose une question, vous n'aurez qu'à dire que vous n'y êtes pour rien, que cette fuite doit provenir d'en bas, du syndicat ouvrier...)

"*Ce courrier n'a rien de secret, même s'il est à usage interne.*"

(Alors pourquoi me faire perdre mon temps ?)

"*En revanche, que celui-ci soit inséré dans votre site pourrait porter à croire que j'ai donné mon autorisation pour le diffuser au grand public, voire que je cautionne / adhère, par je ne sais quel amalgame, au contenu éditorial de votre plateforme.*"

(Ne craigniez rien, vous venez de démontrer que vous n'aviez rien à voir avec l'horrible courant politique que je représente, je suis sûr que vous n'aurez de mal à convaincre personne de votre bonne foi, je vous fais confiance au moins sur ce plan-là. Je vous le répète, pas besoin de faire dans votre culotte, accusez votre voisin et continuez de vivre l'esprit en paix!)

"*Ce n'est pas le cas. Par conséquent, Je vous redemande à nouveau de bien vouloir ôter ce courrier et respecter mon opinion sur le sujet.*"

(Vous semblez être un grand démocrate, qui au nom du respect de votre opinion s'arroge le droit de piétiner celui des syndiqués de la CGT qui ne partagent pas votre conception du syndicalisme ou de la liberté d'expression, c'est franchement dommage.)

Entre nous, plus vous insistez et plus je vais devenir féroce avec vous, alors si j'ai un conseil à vous adresser, c'est de ne pas y revenir. Je ne suis pas en mesure de savoir qui au juste m'avait adressé ce document datant du 9 septembre 2010, puisque le disque dur de mon ordinateur a brûlé en janvier 2010 et j'ai perdu tout son contenu pour n'avoir fait aucune sauvegarde, vérifiez-le si vous voulez en vous reportant à mes causerie de cette époque. De toutes manières, même si je le savais, jamais je ne vous communiquais le nom du militant de la CGT qui me l'avait adressé, même sous la torture !

Au fait l'article d'*Où va la CGT ?* m'a été transmis par un vieux militant de la CGT du sud de la France, un métallo à la retraite qui partage la plupart de mes idées. Comme cela vous savez tout !

Pour soutenir l'héroïque combat du peuple tunisien, ils s'en remettrent à Sarkozy et à l'Union européenne, au Droit international, honte à eux !

Qu'est-ce qu'attendent les partis dits ouvriers et les syndicats pour appeler à une manifestation nationale à Paris en soutien au peuple tunisien tombant sous les balles du dictateur Ben Ali, me suis-je dit ?

Ce matin j'ai découvert effaré que " *de nombreux rassemblements de soutien aux populations tunisiennes*" avaient eu lieu en France le 6 janvier, puis le 11 janvier devant l'ambassade de Tunisie, et qu'"*un meeting unitaire (était) prévu le 13 janvier, à 18h, à la Bourse du Travail de Paris.*" (source : site Internet national du NPA, les 8 et 11 janvier), pourquoi pas dans une salle encore plus petite et plus discrère située au fond d'une impasse obscure dans une cave abandonnée !

Ces appels ont été si confidentiels qu'ils sont passés totalement inaperçus. Et pour cause dans un article du 8 janvier qui y fait référence, le NPA a "*exiger du gouvernement français et de l'Union Européenne de rompre, conformément aux principes du Droit International avec la clique au pouvoir en Tunisie*", ben voyons, Bruno Le Maire leur a répondu ! Le NPA s'en remet au "*Droit International* des gangsters de l'ONU ! Tu parles de révolutionnaires !

Ils ont remis cela dans un tract ou ils font référence au "*collectif constitué depuis deux ans par la CGT, la CFDT, la FSU, et l'Union syndicale Solidaires*, pour "*contraindre le gouvernement Sarkozy et l'Union européenne à ne pas se contenter de verser des larmes de crocodiles sur les morts*", plus opportunistes tu meurs ! Camarades, qui légitiment Sarkozy, l'UE, l'ONU, les travailleurs ou les dirigeants pourris de ces partis et syndicats ? Vous avez la réponse sous le nez !

Parole d'internaute..

- "Moi, Nicolas Sarkozy, président de la République bananière de Françafrique, je donne 1 semaine à M. Laurent Gbagbo pour quitter le pouvoir, et 40 années de plus à M. Ben Ali pour s'y maintenir !"

Politique.

1- France

1.1- Pour un "***bon***" fonctionnement des institutions bonapartistes !

Les élus communistes et du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon n'assisteront pas aux voeux de Nicolas Sarkozy aux parlementaires mercredi, annoncent les deux partis dans un communiqué commun.

"*Chaque jour qui passe est marqué de l'emprise grandissante qu'exerce l'exécutif sur le Parlement. Sur consigne de l'Elysée, la droite présidentielle multiplie les textes de loi trop souvent à seule fin de communication, au prix d'un travail législatif dégradé*", écrivent-ils. (Reuters 11.01)

Parlement croupion, Parlement à la botte du monarque qui trône au Palais, cela fait 53 ans que cela dure messieurs les philistins.

Le véritable combat de classe, il ne se déroule pas à l'intérieur mais à l'extérieur de ce Parlement antidémocratique qui est entièrement subordonné au capital, dans la rue, les manifestations, les grèves et les occupations d'usines, etc. A l'intérieur de ce Parlement, point de combat, seulement des combines et des compromis sur l'art et la manière de servir les intérêts des capitalistes et de préserver la paix sociale indispensable au climat des affaires entre des partis acquis à la cause du capital.

Le seul combat à mener du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, c'est le combat pour l'abolition des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

1.2- Le gouvernement français soutient le dictateur Ben Ali et lui propose son aide.

La chef de la diplomatie française a proposé à la Tunisie l'aide de Paris dans le maintien de l'ordre. "*Aujourd'hui, la priorité face à cette situation doit aller à l'apaisement après des affrontements qui ont fait des morts. Un apaisement qui peut reposer sur des techniques de maintien de l'ordre (...) puisque nous avons des savoir-faire en la matière.*".

Le ministre de l'agriculture, Bruno Le Maire, avait été le premier membre du gouvernement à s'exprimer. "*Avant de juger un gouvernement étranger, mieux vaut bien connaître la situation sur le terrain et savoir exactement pour quelles raisons telle ou telle décision a été prise*", a-t-il déclaré, mardi 11 janvier, sur Canal+.

"*Je n'ai pas à qualifier le régime tunisien. Je suis français, je n'ai pas à juger de l'extérieur comme ça un gouvernement étranger, a ajouté Bruno Le Maire. Le président Ben Ali est quelqu'un qui est souvent mal jugé, [mais] il a fait beaucoup de choses. On peut critiquer après certains aspects, être toujours vigilant sur les droits de l'homme, mais c'est un pays qui a connu de vraies difficultés.*" (Lemonde.fr 11.01)

Commentaire d'un internaute : M. Le Maire soutient et défend "*notre ami Ben Ali*" et Alliot Marie préconise de lui apporter l'aide de la France dans le "*maintien de l'ordre*" et lui prêter main forte pour mater les "terroristes" tunisiens! On aura vraiment tout eu avec le gouvernement Sarkozy. A vomir!

1.3- En France comme en Tunisie : A bas l'Etat policier !

Une quarantaine d'associations et de partis de gauche appellent à manifester un peu partout en France samedi contre le nouveau projet de loi sur la sécurité intérieure qu'ils qualifient de "*fourre-tout sécuritaire*" et "*liberticide*".

Un rassemblement est notamment prévu à Paris à partir de 14h30 au carrefour de l'Odéon, à l'appel de la FSU, du collectif "*Jeudi Noir*", de l'association Droit au logement, du Syndicat des avocats de France, d'Europe Ecologie-Les Verts, du NPA, du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), du Parti de gauche ou encore du PCF.

Le projet loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI 2) doit être examiné en deuxième lecture au Sénat à partir du 18 janvier.

Dans un appel commun diffusé mardi, les opposants au projet dénoncent notamment des mesures visant à faciliter les expulsions "*en 48 heures et sans contrôle du juge de tous occupants d'habitats hors normes (tente, cabane, caravane, yourte, mobile home, maisons autoconstruites, bidonville, bus ou camion aménagé) sur terrain public ou privé*".

Ils dénoncent également un "*contrôle accru sur les prestations sociales*", une "*obligation pour les travailleurs sociaux de faire de la délation*", ou encore une volonté de "*fichage et vidéosurveillance généralisés*".

"*La LOPPSI 2 est la 11e loi exclusivement répressive depuis 2002. Elle vient s'ajouter à l'insécurité sociale qui s'étend à chaque remise en cause des droits sociaux pour tous*", ajoutent les signataires de l'appel. "*Cette loi nous prépare une société du contrôle, fondée sur la tension et la stigmatisation. Elle concrétise le fantasme de l'ennemi intérieur et assimile tout acte de contestation à une atteinte de l'Etat*". (AP 11.01)

Je n'ai pas lu ce communiqué, peu importe, le contenu de cette nouvelle loi liberticide nécessite qu'on se mobilise, et peu importe les partis ou associations qui y appellent.

1.4- L'effet boomerang !

Le journal français *Le Monde* annonce mardi avoir déposé une nouvelle plainte pour la violation de ses sources par les services de renseignement, une démarche visant à obtenir la désignation d'un juge d'instruction indépendant.

Le journal, qui annonce cette constitution de partie civile dans son édition de mercredi, estime avoir été victime d'une violation de la loi. La Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) admet avoir enquêté, en juillet 2010, sur un de ses articles concernant le dossier judiciaire visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Une première plainte du quotidien en septembre avait amené l'ouverture d'une enquête préliminaire dirigée par le procureur de Paris, mais elle s'est heurtée au refus de coopérer de la DCRI, qui invoque le secret-défense.

Le secret des sources, consacré par la Cour européenne des droits de l'homme comme une composante de la liberté de la presse, fait l'objet d'une loi censée le protéger, votée à l'initiative de Nicolas Sarkozy.

La DCRI ne veut pas faire connaître le contenu exact de ces vérifications. Le Monde estime que cette méthode est illégale et soupçonne l'existence d'autres manoeuvres concernant ses journalistes. (Reuters 11.01)

2- Maroc.

Gênées par les troubles qui agitent le voisin maghrébin, les autorités marocaines ont interdit, ce lundi à Rabat, une réunion de soutien aux manifestants tunisiens.

Ce lundi, un rassemblement de soutien aux manifestants tunisiens devait avoir lieu vers 17h, devant l'ambassade de Tunisie à Rabat. Organisée par un collectif d'associations, dont l'AMDH (Association Marocaine des Droits Humains), cette mobilisation a finalement été interdite par les autorités marocaines, a appris l'envoyée spéciale de L'Express sur place. Le régime marocain aurait motivé son refus par "*l'impossiblité pour un pays voisin de la Tunisie d'autoriser sur son territoire une manifestation hostile au régime de Zine El Abidine Ben Ali*" et qui aurait pu envenimer les relations bilatérales.

Lundi soir, les associations qui ont appelé à ce rassemblement se sont réunies afin de définir les suites à donner à ce mouvement. Elles devraient de nouveau organiser un rassemblement jeudi 13 janvier vers 17h. (Lexpress.fr 11.01)

Social.

Voilà à quoi conduit la survie du régime capitaliste.

Un chef de famille surendetté a tué trois de ses proches avant de se suicider, mardi à Pont-de-Metz, près d'Amiens, a-t-on appris auprès du procureur de la ville.

La découverte des corps a été faite lors de la visite d'un huissier de justice, venu estimer en compagnie du maire de la commune et d'un policier municipal les biens de cet homme.

Ils ont trouvé le corps de l'homme de 62 ans, pendu dans le jardin, et à l'intérieur du pavillon ceux de sa fille et de sa femme, égorgées. Dans une lettre retrouvée sur place, l'homme dit aussi avoir tué sa mère, 90 ans, retrouvée plus tard étranglée à son domicile à Amiens.

Dans cette missive, l'homme évoque des difficultés financières liées à des prêts qu'il ne pouvait pas rembourser et sa volonté de ne pas laisser de dettes à ses proches. (Reuters 11.01)

Faut-il qu'il ait été poussé au désespoir le malheureux pour commettre un acte pareil.

Non camarades ce n'est pas un fait divers ! Des dépêches comme celle-là, j'en lis tous les jours, tous les jours des drames épouvantables de la sorte se produisent en France. On se les prend en pleine gueule tous les matins à l'aube, histoire de bien commencer la journée sous un soleil radieux où l'on puisse nos forces, et cela continue avec la barbarie capitaliste qui sévit aux quatre coins du monde, je ne vous parle même pas de ce que je vis au quotidien en Inde. Après cela, vous m'épargnerez vos conseils à modérer mon langage envers leur société pourrie et ceux qui la soutiennent. Je vous assure que c'est difficile de décompresser ou de ne pas péter un plomb comme l'on dit.

Marx et Engels traitaient bien les Versaillais de "*chiens*" (La guerre civile en France, 1871), permettez-moi aussi d'exprimer mes émotions face à la barbarie, ceux qui ne le comprendraient pas doivent avoir une conception étrange de la lutte de classe, cela doit être pour eux un simple divertissement pour se donner bonne conscience...

Quand j'ai terminé d'actualiser le site, je m'y mets parfois à 3 ou 4 heures du matin car je deviens insomniaque, je suis littéralement lessivé, je passe ensuite aux tâches ménagères ou à mes affaires personnelles, l'après-midi je le consacre à des questions théoriques ou politiques, si je suis crevé au point de ne plus pouvoir garder les yeux ouverts, je fais une sieste de 15 ou 20 minutes maximum et je suis en pleine forme, et la soirée je regarde TV5Monde Asie ou j'écoute un peu de musique en faisant toujours un point sur l'actualité sociale et politique de la journée.

Economie.

1- Parole de banksters.

Les banques doivent cesser de demander pardon pour les erreurs commises avant et pendant la crise financière, a plaidé mardi le nouveau directeur général de Barclays lors d'une audience parlementaire devant les élus britanniques.

"*Nous avons connu une période de regrets et d'excuses de la part des banques, et je pense qu'il faut tourner cette page. Nous avons besoin de banques prêtes à prendre des risques (...) pour que nous puissions créer des emplois*", a déclaré Bob Diamond. Ce dernier, natif des Etats-Unis, est l'un des dirigeants les mieux payés d'Europe.

Après une série de réunions entre le gouvernement et des établissements bancaires, il semble que Londres n'ait pas l'intention d'agir trop sévèrement. En échange de cette indulgence, le gouvernement devrait chercher à obtenir des engagements à prêter davantage aux petites entreprises afin de relancer l'économie.

Le débat sur les salaires bancaires a été relancé cette semaine au Royaume-Uni après l'annonce que le directeur général de la Royal Bank of Scotland, Stephen Hester, allait recevoir une prime de 2,5 millions de livres (3 millions d'euros).

Bob Diamond a lui-même gagné 21 millions de livres en 2007 (25 millions d'euros) mais a renoncé ces deux dernières années à ses primes. (Reuters 11.01)

2- L'euro sous le joug de Washington, Pékin et Tokyo.

Le ministre japonais des Finances, Yoshihiko Noda, a annoncé que Tokyo envisageait d'acheter environ 20% des obligations qui doivent être émises conjointement ce mois-ci dans la zone euro dans le cadre du plan de sauvetage de l'Irlande, en puisant dans ses réserves de change libellées en euros.

Cette décision intervient une semaine après que la Chine a redit vouloir acheter des obligations espagnoles.

En emboîtant ainsi le pas à la Chine, Tokyo tente également de préserver son rang sur la scène économique internationale face à l'influence grandissante de Pékin.

"*Alors que la Chine s'est engagée à acheter des obligations de la zone euro et que sa diplomatie basée sur ses réserves de change devient de plus en plus importante, le Japon semble vouloir suivre son exemple pour s'assurer un soutien européen en cas de négociations futures, soit avec les Etats-Unis, soit avec la Chine*", estime Yasunari Ueno, de Mizuho Securities. (Reuters 11.01)

Haut de page

Le 13 janvier

Le POI a cru bon d'insérer dans son journal deux déclarations du PT d'Algérie et de l'UGTA qui confirment ce que j'ai relaté dans la causerie d'hier, hélas !

Informations ouvrière n°131 page 11 :

Social-patriotisme. La défense de l'Etat qu'incarne le dictateur Bouteflika.

PT d'Algérie : "*Parce que l'heure est grave et que rien ne saurait être supérieur aux intérêts de la nation*."

Bouteflika ou les militaires ne diraient pas le contraire !

UGTA : "*L'UGTA considère que cette spéculation est une atteinte à l'effort national pour l'amélioration du bien-être social de notre population.*"

"*L'effort national*" entrepris par notre cher président Bouteflika ! Il a dû apprécier.

Condamnation du recours à la violence par la population. Le retour au "***calme***" est leur priorité, l'ordre de Bouteflika doit régner.

UGTA : "*L'UGTA, qui demeure convaincue des bienfaits de la sérénité sociale et de la noble sagesse qui caractérise notre population, et notamment sa jeunesse, lance un appel pour un retour au calme.*"

PT d'Algérie : "*s'adresse au gouvernement pour qu'il prenne les mesures urgentes appropriées, à même de désamorcer la situation.*"

Monsieur Bouteflika, je vous en supplie, faites quelque chose pour "*désamorcer la situation* afin que la vie puisse reprendre comme avant et que chaque Algérien puisse profiter "*des bienfaits de la sérénité sociale*", les ingrats, ils ne connaissent pas leur bonheur sous votre régime, Chérèque ou Thibault ou encore Laurent aurait pu signer une déclaration aussi infâme.

Louisa Hanoune interviewée le 8 janvier par le site d'information Algérie Focus : "*Elle a en outre appelé l'Etat à combattre la spéculation et « les importateurs qui monopolisent toujours le marché local ».*".

Ne vous occupez de rien, l'Etat s'en charge ! Et vive l'Etat pro-impérialiste !

Les vertus soporifique du dialogue social. Faites "***confiance***" à Bouteflika ! Des mesures qui s'inscrivent dans le prolongement de celles introduitent par le gouvernement.

PT d'Algérie : "*Ce sont là des mesures réalistes et réalisables, qui traitent les problèmes à la racine tout en renforçant les correctifs introduits dans l'orientation économique.*"

Ah ben si le gouvernement a déjà commencé à s'atteler à ce problème, c'est qu'on est sur la bonne voie, merci pour lui !

Louisa Hanoune interviewée le 8 janvier par le site d'information Algérie Focus en appelle au gouvernement contre lequel

les travailleurs et jeunes se dressent : "*... « La secrétaire générale du Parti des travailleurs a appelé à ouvrir des canaux de communication et de dialogue avec les jeunes pour être à leur écoute », note-t-il, ajoutant que, pour elle, ce qu'elle a qualifié de « soulèvement » des jeunes « ne concerne pas seulement le ministère du Commerce, mais l'ensemble du gouvernement, qui est appelé à ouvrir la porte du dialogue*"

Elle fait du Thibault ou du Chérèque, c'est la même chose !

UGTA : "*L'UGTA est persuadée que la prise en charge des différentes préoccupations, particulièrement celles relatives aux aspirations de notre jeunesse, se concrétisent à travers la confiance et le dialogue.*"

Ils prônent ouvertement la collaboration de classe avec le gouvernement honni des travailleurs, à défaut de le combattre.

Vous aurez noté la similitude des préoccupations affichées par le PT d'Algérie et l'UGTA inféodé à l'Etat soutenus par le POI.

Il y en aura encore après pour estimer que je suis trop sévère envers le POI. En réalité, j'ai fait preuve de retenu. Mais dites donc, quand vous vous retrouvez face à des policiers ou des militaires armés jusqu'aux dents et prêts à vous tirer dessus, vous n'auriez pas par hasard envie de juger très sévèrement ceux qui vous ont présenté le régime sous un faux jour et qui vous exortent en plus de lui faire confiance ?

Vous voulez savoir ce que je pense vraiment de ces deux déclarations : elles sont à vomir et honte à ceux qui les soutiennent !

C'est de l'agressivité, pas du tout, je suis parfaitement calme, détendu, certes, toujours sur les nerfs quelque part, je croule sous les emmerdements et je vis dans un pays qui n'a rien à envier à l'Algérie ou la Tunisie, bien pire en réalité, je serais bien curieux de savoir comment vivent ceux qui m'adressent ce reproche, on ne doit pas vraiment être confrontés aux mêmes difficultés qui tournent au cauchemar au point d'en perdre le sommeil, d'y penser 24h/24, on n'en sort jamais.

Entre avoir connaissance d'une situation et la vivre au quotidien, ce n'est pas du tout la même chose, il y a tout un monde entre les deux qu'on a forcément du mal à saisir, surtout quand on appartient à la première catégorie. Travestir la réalité ou la dépeindre sous un angle moins violent pour ne pas heurter les âmes sensibles n'est pas mon genre. Quel intérêt aurais-je à exagérer dans un sens ou dans l'autre, qu'aurais-je à y gagner ? Aucun, je n'ai rien à vendre, pas d'appareil à protéger ou entretenir, je ne roule pour aucune formation politique, je n'ai aucune vengeance personnelle à assouvir, je n'ai aucunement l'intention de me démarquer de qui que ce soit, chacun est libre de penser ce qu'il veut et c'est très bien ainsi, par contre je commence sérieusement à en avoir marre d'être obligé de justifier ce qui n'a pas lieu d'être, tout cela parce que nos dirigeants sont une bande d'incapables qui ont fini par ramolir le cerveau des militants à force de ménager le pouvoir en place et ses valets.

La réalité est dure, cruelle, injuste, impitoyable, et dans ce contexte on devrait faire preuve de retenu pour ne pas choquer, qui au juste, certainement pas ceux qui y sont confrontés et qui se reconnaitront facilement dans mon discours, c'est à eux qu'il s'adresse en priorité, ensuite aux militants qui en ont marre de la collusion entre tous les partis dits ouvriers et les syndicats avec l'Etat, en France comme en Algérie ou ailleurs et ils sont plus nombreux qu'on ne le pense.

Et je ne dévierai pas d'un pouce de la voie que je me suis tracé, pour preuve, la suite de cette causerie que j'ai rédigée hier après-midi.

Collaboration de classes.

Si l'un d'entre vous veut participer utilement au fonctionnement du site, il peut se procurer la Bible de la collaboration de classes qui suit et me l'adresser à mon ancienne adresse, j'en ferai un bon usage : "*Baptisé Diem (dictionnaire des instances d'exercice de mandats), il recense pas moins de 292 associations, conseils, comités ou fonds dans lesquels syndicats et organisations patronales délèguent des représentants. Un maquis où les partenaires sociaux eux-mêmes s'égarent.* "

Il ne s'agit là apparemment que des syndicats. Il faut ajouter à cette listes les organisations internationales du capital comme l'OIT ou encore la CES et CSI qui sont des appendices de l'UE ou de l'ONU.

Du côté des partis.

Donc ce n'est pas tout, il faut ajouter toutes les commissions à l'Assemblée nationale et au Sénat auxquelles participent des partis dits ouvriers au côté de l'UMP et du PS, les satellites du PS, plus le Conseil économique et social, leurs antennes régionales, plus tous les comités ou hautes autorités créés par les gouvernements successifs, plus des comités plus discrets, comme celui à l'Assemblée nationale sur la laïcité auquel participe le POI sous couvert de La Libre Pensée notamment, l'Unesco, plus la franc-maçonnerie, des think-thanks, etc., etc., etc.

Après il y en a qui osent encore parler d'indépendance des syndicats ou des partis ! Vous n'avez pas remarqué que plus ils

l'affirment, plus au même moment partis et syndicats collaborent avec le capital ? Faudrait-il le cacher, le taire ?

Ne vous étonnez pas ensuite que le monde soit aussi pourri et qu'on se retrouve dans une situation où de fait il n'existe aucune alternative au capitalisme et que ses représentants se croient tout permis.

Vous comprenez pourquoi on n'arrive à rien, on n'a pas avancé d'un millimètre depuis plus d'un demi-siècle, pire on ne cesse de perdre du terrain face au capital, il y a vraiment quelque chose de pourri dans le mouvement ouvrier et tous ses dirigeants en portent la responsabilité comme de la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière.

Tous les jours ou presque on découvre à quel point le mouvement ouvrier est gangrené et a été livré à nos ennemis. C'est en ayant à l'esprit en permanence cette collaboration de classes tout azimut qu'il faut analyser les déclarations, les programmes, les tactiques et les stratégies politiques des différents partis et des syndicats, sinon on ne comprend rien ou on comprend tout de travers, on se fait manipuler sans s'en apercevoir.

S'inscrire en rupture totale avec cette pratique épouvantable est indispensable pour remettre le mouvement ouvrier en ordre de bataille. Combattre le capitalisme ou les institutions sans combattre inlassablement ces appareils corrompus par le capital, c'est comme donner un coup d'épée dans l'eau, on n'a pas le choix.

Ce matin je me disais en pensant à la situation politique en Inde où je vis et en Tunisie ou aux Etats-Unis, car j'ai spontanément fait le rapprochement, que le jour n'est plus très loin où l'on sera confronté à la même situation en France, où nous n'aurons plus du tout les moyens de nous opposer au régime en place, comme les Tunisiens ou les Algériens aujourd'hui, il ne nous restera plus que nos yeux pour pleurer et nos corps à exposer aux balles de l'ennemi.

Ne se trouvera-t-il pas en France un ou quelques dirigeants courageux, des intellectuels ou des membres issus de la bourgeoisie (à l'instar des dirigeants du mouvement ouvrier au XIXe siècle et au début du XXe) pour oser s'attaquer à ce fléau de la collaboration de classes qui ronge jour après jour le mouvement ouvrier et hypothèque l'avenir de la civilisation humaine ? Un sursaut salutaire est-il impossible, est-ce trop espérer ?

Oui camarades, il faut être lucide, plus que jamais à une époque sans guerre impérialiste mondiale, mais où la barbarie s'étend à tous les continents, frappent tous les peuples indistinctement, où la marche au chaos universel s'accélère.

Le peuple, le prolétariat et la paysannerie pauvre, l'ensemble des exploités résistent comme ils peuvent, ils font preuve d'un courage exceptionnel, poussés au désespoir, ils ne craignent pas d'y laisser leur peau, hier en Tunisie les manifestants scandaient "*nous n'avons pas peur*" de mourir, ils bravent les mitrailleuses et par dessus tout, ils sont désarmés politiquement, parce que tout a été fait sciemment pour qu'il en soit ainsi.

Nos pires ennemis avancent masqués dans nos rangs, ceux qui voudraient nous faire taire, ceux qui se fourvoient quotidiennement avec l'ennemi et participent à son festin dans le dos du peuple en train de crever à petit feu, ceux qui ont changé de camp par manque de courage et que le travail effraie, tous ces larbins du capital, traitres, renégats, bureaucrates patentés, vermines qui distillent quotidiennement leur venin au nom du socialisme ou de la classe ouvrière pour mieux nous asservir au capital, ces gens-là qui s'érigent en procureurs des militants qui osent les braver, n'ont pas besoin que les tribunaux militaires d'exception leur réservent une place, ils figurent parmi les heureux élus qui y tronent pour l'éternité.

Lénine était encore plus catégorique, il disait qu'il fallait leur mener une guerre sans merci jusqu'à ce qu'ils soient éliminés.

Bien entendu pour mener ce combat à mort comme il disait encore, nous disposons du tranchant de la théorie, de l'arme critique du marxisme qu'il nous faut à tout prix maîtriser, actualiser, affiner sans cesse, sinon nous sommes morts politiquement et nous ressembleront à tous ces misérables qui pour la plupart sont arrivés à un âge avancé et ont bien vécu sur le dos de la bête, les militants qui leur ont fait confiance et la classe dont ils ont sacrifié les intérêts collectifs.

Il faut puiser son courage dans les épreuves douloureuses que nous vivons, reculer pour mieux se réarmer et affronter toujours et encore les nouvelles difficultés qui nous attendent, céder du terrain n'est pas un drame pour celui qui sait se replier en ordre, malheur à celui qui panique ou supplie son bourreau, il ne l'épargnera pas, il l'écrasera et l'exterminera sans pitié, il est incapable de faire preuve du moindre sentiment.

1981, une date qui a compté dans ma vie. Bon anniversaire à ma chère fille au passage.

Il y a 30 ans presque jour pour jour, j'ai été pour ainsi dire expulsé du mouvement ouvrier, j'ai été réduit au silence, pour avoir été déclaré un "petit-bourgeois", suprême insulte ou humiliation insupportable, parce que j'avais osé braver mon chef en quittant l'organisation dans laquelle je militais, l'OCI. 26 ans plus tard, ce même petit chef osera m'écrire que je suis un "ennemi" de son parti (le PT) et par conséquence un "ennemi de la classe ouvrière", lui, le bureaucrate de FO devenu dirigeant de La Libre Pensée et franc-maçon, quel parcours pour un "bolchevik", lui encore qui m'avait appris que Duclos et Marchais avaient cessé

de bosser, je ne sais plus lequel était pâtissier ou conducteur de train dans sa jeunesse, pour en fait marcher sur leur pas, il n'a pas dû bosser plus de 10 ans dans sa vie, comme ses semblables d'ailleurs, en dresser la liste serait trop long.

Pendant 20 ans j'ai tourné le dos au combat politique et ils en portent l'entière responsabilité, car jamais je n'ai renié mes convictions et mes principes contrairement à eux, si tel n'était pas le cas je serais totalement incapable d'écrire ces lignes et je passerais le temps à me la couler douce sous les cocotiers. Je me suis fait cette réflexion qui vaut ce qu'elle vaut : après avoir constaté les progrès politiques que j'ai faits depuis 2001, je me suis dit, imagine un peu que tu n'aies pas cessé de militer en 1981, que tu aies fini par acquérir l'essentiel du marxisme et que tu aies développé ton esprit critique, à quel degré de conscience tu serais arrivé 20 ans plus tard, peux-être que tu aurais la réponse à la question que tu as soulevée plus haut, qui sait, maintenant il est trop tard et on ne peut pas revenir en arrière...

Il faut bien comprendre que j'avais décidé de rejoindre l'OCI parce que je considérais que c'était la seule organisation valable pour militer et je n'ai pas changé d'avis depuis. J'étais jeune et bourré d'illusions, j'étais enthousiaste à l'idée de combattre cette société que je détestais déjà, je n'avais qu'une connaissance livresque de la lutte des classes à travers les oeuvres des marxistes que j'avais entrepris d'étudier deux ans plus tôt, sur le plan théorique et politique j'étais pratiquement nul, issu d'une famille ouvrière arriérée sur le plan politique et qui plus est réactionnaire, je n'étais pas en mesure d'analyser librement la politique qu'on me soumettait, bref mes faiblesses dans tous les domaines l'emportaient sur mes qualités, seule ma détermination sans faille à progresser pouvait me venir en aide pour ne pas me noyer complètement, mais dès lors qu'on entre dans ce genre d'organisation un peu comme on se consacre à une vocation, cette qualité ne pesait pas bien lourd.

J'allais immédiatement troquer mon indépendance d'esprit qui m'avait conduit sur la voie du marxisme et du socialisme, pour devenir un bon petit soldat choyé par son chef, ce qui me flattait évidemment, je ne flairais pas le piège à l'époque, j'étais très naïf, je ne lui en veux pas, il devait l'être autant que moi... Mon engagement et ma loyauté étaient totals, sans réserve, j'étais déjà du genre à marcher en première ligne au front face aux baillonnettes de l'ennemi, en cela je n'ai pas changé, sauf que je ne suivrai plus n'importe qui et j'y réfléchirai à deux fois avant d'exécuter un ordre.

Tout cela pour dire qu'un engagement à ce niveau-là correspondait à l'engagement de toute une vie, que jamais je n'aurais pu imaginer y mettre fin un jour, cela aurait signifié renier tout ce que j'avais appris des enseignements du marxisme, ce que j'avais de plus cher au monde, la seule chose que je possédais vraiment. Des militants m'ont raconté avoir fait un début de dépression après avoir été virés de l'OCI ou avoir été contraints de démissionner. C'est la rencontre d'une femme qui allait devenir ma compagne pendant dix ans qui m'a ouvert les yeux, en réalité elle ne m'a pas laissé le choix. Une recrue sur le marché de Clichy-sur-Seine un dimanche matin qui allait atterrir dans ma cellule, j'en étais le responsable, seule comme moi dans la vie, très rapidement nous allions sortir et vivre ensemble, puis avoir un bébé. Dans ces conditions, il devenait impossible de continuer à militer au même rythme. De plus, ma camarade venait du PCF dont elle pensait le plus grand mal, plus instruite que moi, elle avait une expérience politique et un esprit critique que je ne possédais pas. Témoin de l'état d'esprit nauséabond qui prévalait au PCF, une fois rejoint l'OCI elle a rapidement commencé à critiquer certains travers qui lui rappelaient fâcheusement son ancien parti, cela se passait entre nous, jamais devant d'autres militants ou les chefs.

Notre couple commença par agacer sérieusement notre grand chef au point d'essayer de le briser, car j'étais moins disponible qu'avant, de plus il était évident que je prenais mes distances avec l'organisation, que j'étais en train de changer "négativement" en présence de cette femme d'1,79m, je mesure 1,65m, timide mais explosive aussi. Ce manège ne pouvait pas passer inaperçu à cette femme très intelligente, qui, après avoir fait le bilan de trois années de militantisme, finit par tout envoyer balader et démissionner de l'organisation. Elle avait accumulé un tel ressentiment contre l'OCI qu'elle refusera dorénavant tout contact avec elle, sans que personne à part moi s'en soit rendu compte, sans qu'on lui ait posé la moindre question, sauf quand il était trop tard, elle était du genre à ne jamais revenir sur une décision longuement réfléchie, exactement comme lorsqu'elle me quittera 8 ans plus tard. Elle m'a menacé de divorcer si je ne l'imitais pas, comme de mon côté j'en avais aussi marre de l'ambiance qui régnait dans cette organisation, je me suis exécuté, à regret car finalement ni elle ni moi n'avions manifesté de désaccords avec la politique de l'OCI. Il y a encore autre chose qui l'avait particulièrement frappé à l'OCI et qui lui avait rappelé le PCF, c'est qu'il était impossible de manifester le moindre désaccord, le moindre doute sur la politique de ses dirigeants encore plus sur les dirigeants eux-mêmes qui étaient considérés comme des saints, de s'abstenir lors d'un vote, sans passer par un interrogatoire en règle jusqu'à répudier ce terrible péché, le monolithisme faisait office de centralisme démocratique. Si tu posais trop de questions ou des questions trop précises, tu étais soupçonné d'avoir des liens avec l'ennemi, on se méfiat de toi, la paranoïa généralisée entretenue par Lambert et sa clique.

Formés au léninisme, on se faisait une telle idée du parti et on avait une opinion tellement élevée des dirigeants que l'on ne pouvait pas admettre l'état d'esprit qui règnait alors, si nous quittions cette organisation, cela signifiait que nous cesserions définitivement de militer, ce qui arriva, tout du moins dans un parti politique, nous étions tous les deux syndiqués à FO. Que Jospin ait rejoint le PS pour faire carrière, on le comprend, que Cambadélis et ses semblables lui aient emboîtés le pas pour les mêmes raisons, on le comprend fort bien aussi, mais des ouvriers comme nous qui n'exigeaient rien d'autre qu'un peu de considération pour continuer à militer à notre rythme, un minimum de respect envers les militants de l'organisation, car c'était cela que ma compagne lui reprochait le plus, quand notre chef bien aimé se foutait de certains militants ou les rudoyait violemment en public, il ne manquait pas de tact, il était tout simplement indigne de sa fonction, il n'y avait pas été préparé ou très mal, l'organisation reproduisait les rapports qui existaient au sein de nos familles ou sur notre lieu de travail, des rapports de classes, on était humilié par notre patron ou un petit chef de merde ignare et cela continuait dans le parti, c'était insupportable à la longue.

On pourrait me rétorquer que je ne me situe pas sur le terrain de la lutte des classes mais sur celui de la morale, et alors, chaque représentant d'une classe a une morale de classe, comment peut-on accepter de devoir subir dans notre propre parti la morale de la classe dominante, qui osera le justifier ?

Camarades, on n'est pas des machines à militer, et chaque militant dans le parti doit affronter des problèmes quotidiens, il faut l'écouter, il mérite notre attention. Mais pour l'écouter, il faut qu'il parle, et pour qu'il parle, il ne faut pas qu'il craigne de parler, sinon il reste muet, il accumule du ressentiment et un jour il disparaît dans la nature. Si mon témoignage peut servir à quelque chose, je n'aurai pas perdu mon temps à écrire ces lignes. Et qu'on cesse de nous raconter des histoires du genre, rien n'est parfait, on fait ce qu'on peut, etc., quand on s'aperçoit que rien n'avance ou que tant d'énergie est gaspillée en pure perte pour atteindre des objectifs sans lendemain.

Un dirigeant ne doit pas seulement posséder une expérience de militant, un bon niveau théorique ou des connaissances particulières, il doit aussi posséder des qualités humaines, il ne doit pas permettre que des militants sincères et honnêtes se détournent de la lutte des classes, parce qu'il a été dégoûté par le comportement des responsables de son parti, il doit veiller à ce que chaque militant trouve sa place dans le parti et s'y trouve bien pour pouvoir progresser et devenir un cadre ou un dirigeant à son tour. Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans, Lénine disait exactement la même chose il y a un siècle, avant que le parti bolchevik ne compte des centaines de milliers de militants bien sûr. Il vouvoyait tous les militants, mais il les respectait davantage que ceux qui vous tutoient un peu rapidement à mon goût, il y a des familiarités trompeuses dans la vie et qu'on regrette plus tard.

Pour conclure cette longue causerie, à courrir deux lièvres à la fois on n'en attrape aucun, l'activisme peut convenir à certains militants, bien qu'apparemment absolument rien ne le justifie en temps normal, croire qu'un militant progresse uniquement en s'agitant du matin au soir pour le parti est une grave erreur, souvenez-vous de la réponse de Trotsky à la question qui lui était posée par je ne sais plus qui, à savoir en substance, comment Lénine était devenu l'égal de Marx et Engels, il avait répondu modestement que c'était l'école de la vie qui l'avait formée, qu'il n'y avait pas de recette magique à chercher pour expliquer le fabuleux destin de Vladimir Ilitch, sauf que depuis on a oublié cet enseignement. On a envie de dire : mais laissez donc vivre les militants, ils ne s'en porteront que mieux, leurs familles avec et le parti aussi ! On ne le dira pas à tous indistinctement, il ne faut pas être stupide non plus et tomber dans le travers inverse, le laxisme ou le dilettantisme.

Et puis, si les militants doivent se former sur le plan politique, ils doivent se former aussi sur le plan psychologique, c'est pratiquement plus important et j'explique rapidement pourquoi, car un travailleur qui a envie d'en découdre et de s'organiser, vous n'avez pas beaucoup d'efforts à déployer pour le convaincre politiquement de vous rejoindre, par contre, il va falloir combattre sa méfiance maladive et compréhensible envers tous les partis, si vous essayez de l'embobiner avec des formules toutes faites, il va s'en apercevoir ou sans savoir pourquoi, cela va le mettre mal à l'aise, il aura l'impression d'avoir déjà entendu ce genre de discours, il faut faire preuve d'une certaine adresse pour aborder les obstacles qu'il érige pour justifier son refus d'adhérer, de doigté pour renverser la situation en votre faveur, vous ne cherchez pas à le tromper, votre bonne intention n'est pas à mettre en doute, vous agissez pour la bonne cause et non pour un appareil ou des intérêts individuels.

Je vais pousser le bouchon encore plus loin, en débitant un discours politique appris par coeur sur un ton monocorde, avec ce genre de rapport vous dressez un obstacle entre vous et votre interlocuteur qui s'attend à rencontrer quelqu'un qui vit la même chose que lui, qui lui ressemble, or en agissant de la sorte vous lui démontrez le contraire, vous lui apparaissez comme étranger au monde dans lequel il vit, vous êtes bourré de certitudes alors qu'il n'en a pas, sauf peut-être celle de ne pas en avoir. Un travailleur se pose un tas de questions auxquelles il n'a pas de réponses, croire qu'il attend qu'on lui serve sur un plateau est une grave erreur, s'il ne trouve pas de réponses satisfaisantes à ces questions, c'est la plupart du temps parce qu'il les pose mal, notre travail doit donc l'aider à les poser correctement, ensuite seulement il sera plus apte à écouter les réponses qu'on lui propose à y adhérer éventuellement parce qu'elles correspondront alors aux questions qu'il s'est posé lui-même, il aura l'impression d'avoir trouvé tout seul ces réponses ou elles sembleront logiques ou naturelles, allant de soi. Trop de théorie tue la théorie, et trop de psychologie tourne à la conversation de bistrot sans grand intérêt, bien qu'elle soit respectable, au bavardage, or ce n'est pas le but que l'on s'est fixé.

Il n'y a rien de plus grave pour un militant que de ne pas voir son enfant grandir, car s'il rencontre des problèmes plus tard, il sera incapable de les aborder correctement et son acquisition théorique en politique ne lui sera d'aucun secours, je n'invente rien encore une fois, je suis un plagiaire, tiens, on ne m'a encore jamais adressé cette critique, c'est étonnant, c'est Trotsky qui l'a précisé et j'ai retenu sa leçon en 1981, quand j'ai décidé de consacrer une bonne partie de mon temps libre à m'occuper de ma fille, en fait elle nous occupait l'esprit en permanence depuis sa naissance, pour ne pas dire sa conception.

C'est une question de responsabilité envers l'enfant que l'on a mis au monde, la négliger serait criminelle, sauf si la situation est suffisamment grave et exige que l'on s'absente plus souvent, car finalement notre combat englobe l'avenir de notre enfant, et s'il est hypothéqué par la décomposition du capitalisme, elle aura un triste destin, ce que personne ne souhaitera à son enfant.

Une autre réflexion que je me suis faite hier en fin de journée sur un tout autre sujet.

C'est normal que l'Etat prenne en charge le destin des immigrés illégaux, des sans-papiers, puisque par ailleurs il exploite

les richesses de leurs pays, où la population continue de vivre dans des conditions misérables ou détestables. L'Etat français est responsable de la paupérisation dans ses anciennes colonies, de la violence, de la corruption, non seulement il doit quitter militairement tous les pays en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient (et ailleurs), il doit rembourser les sommes énormes qu'il a extorquées au Africains, ainsi que ses multinationales.

Là où l'Etat des capitalistes est défaillant, un Etat ouvrier pourrait aider véritablement une partie de la population africaine en proposant à des Etats démocratiques (bourgeois) la réalisation de projets à ses frais, par exemple la construction de routes, d'hôpitaux, d'écoles, etc., et si on n'échapperait pas totalement à la corruption locale, ces réalisations profiteraient toujours à la population, qui pourrait alors s'inspirer de notre combat et engager le sien pour s'émanciper.

Aujourd'hui tout est axé sur le profit, le marché, la Bourse, la banque. Alors quels sont nos objectifs politiques ? On ferme la Bourse, on fait main basse sur la banque, on n'échappe pas à l'influence du marché capitaliste mondial, et on confisque les profits pour satisfaire les besoins de la population et préparer l'avenir, une fois abolie la constitution de la Ve République, donc toutes les institutions de l'Etat des capitalistes.

C'est ce que dit d'une autre manière Michel Sérac page 16 du IO n°131 :

"*Nationaliser l'industrie pharmaceutique, rétablir la Sécurité sociale de 1945 sont les vraies solutions. Peuvent-elles être octroyées par un « bon » président, dans ce même régime qui exsude depuis cinquante ans l'arbitraire et la corruption ? L'expérience des travailleurs répond : fadaises ! C'est bel et bien pour l'abolition de ce régime politique, pour l'Assemblée constituante, rendant ses droits au peuple, qu'il faut aujourd'hui militer.*".

Politique

1- France.

1.1- Le flic-président complice du dictateur Ben Ali.

"*Ben Ali dictateur, Sarkozy complice*", ont scandé les manifestants qui se sont rassemblés mercredi soir à Marseille devant le consulat de Tunisie pour dénoncer la répression sanglante dans ce pays. La police a dénombré de 400 à 500 participants. (AP 12.01)

1.2- Quand l'ordre doit régner, certains frontières s'estompent...

Selon un sondage TNS Sofres pour Le Monde, Canal + et France Inter, la progression des idées du FN est surtout forte parmi les sympathisants de l'UMP, qui sont 32% à adhérer aux thèses d'extrême droite, contre 20% en 2010 (+12%). (20minutes.fr 12.01)

2- Liban. Crise politique.

Le gouvernement libanais d'union nationale s'est effondré mercredi avec la démission des ministres issus du Hezbollah et de ses partis alliés, plongeant le Pays du Cèdre dans sa pire crise politique depuis 2008. (AP 12.01)

Social.

Vivement la retraite, le plus tôt possible !

Alors que le gouvernement vient de repousser l'âge légal de départ en retraite à 62 ans (d'ici à 2018), une enquête publiée par la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav), la direction de la sécurité social (DSS) et la Drees (direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) montre l'empressement des Français à quitter la vie active.

Les trois quarts des personnes intérrogées (74,1%) ont ainsi affirmé avoir pris leur retraite dès qu'elles en ont eu la possibilité.

Au cours de la période étudiée, l'âge moyen réel de liquidation des droits a été de 61,2 ans. Mais s'ils avaient eu le choix, la moitié de ces «jeunes retraités» auraient préféré partir plus tôt, à 60,1 ans. Un quart d'entre eux affirment qu'il est même souhaitable de partir avant cet âge, quand 18% s'estiment prêt à poursuivre leur activité jusqu'à 65 ans, voire au delà.

Mais l'enquête s'est surtout intéressée aux motivations qui ont conduit ces «*jeunes retraités*» à cesser leur activité. Elle révèle que dans 71% des cas, le fait d'avoir atteint l'âge nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein (164 trimestres cotisés ou être âgé de 65 ans) a été déterminant. Le désir de profiter de son temps libre le plus longtemps possible est décisif pour 68% des personnes interrogées. Des motifs liés à l'activité professionnelle exercée comme l'absence de perspective d'évolution, les conditions de travail, l'absence de proposition d'adaptation du poste ou des horaires, la mise à la retraite d'office ou encore un licenciement, sont invoqués dans 46% des cas. 40% des personnes ont, quant à elles, parlé d'une «*lassitude*» vis à vis du travail.

Les motivations liées à un projet personnel ou familial sont évoquées par moins d'un quart des répondants. (Lefigaro.fr 12.01)

Economie.

Hollande. Quand l'Etat fait le maquereau.

Le fisc néerlandais, en quête de recettes en ces temps de déficit budgétaire, a décidé de taxer la prostitution, légale aux Pays-Bas et florissante notamment dans le célèbre quartier rouge d'Amsterdam.

Selon des estimations de la municipalité, Amsterdam compte environ 8.000 prostituées, dont 3.000 travaillant derrière des vitrines éclairées d'un néon rouge, exposées à la vue des passants. Le "*Red light district*", dans le centre de la ville, comporte également de nombreux sex-shops et maisons closes. La prostitution a été légalisée aux Pays-Bas en 2000, officialisant une politique de tolérance qui existait de longue date.

La prostitution et l'industrie du sexe, jusqu'à présent, étaient peu ou pas taxées.

L'Etat ne compte pas se renflouer uniquement en taxant la prostitution. Mais, selon l'Office central des statistiques, cette activité génère un chiffre d'affaires annuel non négligeable de 660 millions d'euros. La taxe devrait s'élever à 19% sur le montant de chaque "*transaction*", qui coûte en moyenne 65 euros pour 15 minutes.

Certaines prostituées se demandent en tout cas combien l'Etat va pouvoir récupérer d'argent. "*Comment peuvent-ils dire ce qui se passe, une fois le rideau tiré, combien de gens viennent et combien d'argent change de main? Peu de clients demandent un reçu*", note l'une d'entre elles. (AP 12.01)

Comment savoir ce qui se passera "*une fois le rideau tiré*"... quand le client sera un employé du fisc néerlandais !

Le 14 janvier

L'article mis en ligne hier *Les clubs très privés des partenaires sociaux* ne vous inspire aucun commentaire ? Avec "*292 associations, conseils, comités ou fonds dans lesquels syndicats et organisations patronales délèguent des représentants*", c'est comme vouloir courrir avec un boulet aux pieds, généralement on ne va pas très loin, non ?

Deux sujets de réflexion.

1- Quand l'histoire vous rattrape au galo ou l'actualité politique s'emballe et met à l'ordre du jour ce qu'on croyait obsolète ou enterré pour toujours : la question de l'organisation des masses, du parti, sans lequel il est impossible d'envisager une alternative au pouvoir en place, un véritablement changement de société conduisant à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme...

Tunisie: «*On voit mal quelle relève politique il pourrait y avoir*» (20minutes.fr 13.01)

N'est-ce pas la même question qui se pose à la classe ouvrière et à sa jeunesse dans tous les pays à travers le monde ?

La régime policier de Ben Ali vacille, des gradés de l'armée refusent de donner l'ordre de tirer sur les manifestants, la capitale se soulève à son tour...

2- En visite à Londres, le Premier ministre français François Fillon a appelé "*instamment l'ensemble des parties à faire preuve de retenue, à choisir la voie du dialogue*" a-t-il déclaré. (AP 13.01)

Si vous avez lu la causerie d'hier, il y a quelques jours, c'était le PT d'Algérie et l'UGTA qui appelaient en coeur Bouteflika au dialogue. Question : Doit-on "dialoguer" avec notre bourreau ? Réponse : jamais !

Parole d'internaute.

La misère est l'état naturel de l'être humain hors de la civilisation et en particulier des formes d'organisation permettant une production et une transmission des savoirs efficaces, une solidarité entre les individus. Et elle n'est supportable que dans une espérance de liberté et de mieux être à venir.

Politique.

1- France.

1.1- Un programme de combat contre la classe ouvrière.

Nicolas Sarkozy a réaffirmé jeudi la priorité donnée à la réduction des déficits et à l'amélioration de la compétitivité, appelant de ses voeux une plus grande intégration économique européenne.

Il a jugé qu'il fallait aller aujourd'hui "*plus loin vers un gouvernement économique de la zone euro*" et vers l'intégration des politiques économiques de ses 17 pays membres.

Pour Nicolas Sarkozy, la baisse des déficits ne peut passer que par la maîtrise des dépenses et la réduction des niches fiscales pour ne pas porter atteinte à la compétitivité de l'économie française.

Il a réitéré de plus sa volonté de voir inscrite dans la Constitution une règle permettant de fixer un objectif de retour à l'équilibre des finances publiques.

Il s'est fait fort de rappeler les efforts du gouvernement en faveur de l'industrie via le crédit impôt recherche, qui permet à l'avionneur d'économiser près de 50 millions d'euros chaque année en France, ou le grand emprunt qui mobilisera 1,5 milliard d'euros de ressources pour le secteur aéronautique.

Le chef de l'Etat a encore souhaité que les nouveaux produits d'épargne promis depuis 2009 pour financer les entreprises puissent voir le jour rapidement, notamment dans le cadre de la réforme de la fiscalité du patrimoine promise pour cette année.

La fiscalité doit être au service de la compétitivité de l'économie tout en évoluant "*pour prendre pleinement en compte l'aspiration légitime à la justice manifestée par nos concitoyens*", a-t-il encore dit.

«*Depuis le début du quinquennat, je n'ai pas donné le moindre coup de pouce au smic, ce qui aurait tiré les autres salaires vers le bas*», s'est-il félicité. Il a fait valoir que le pouvoir d'achat avait augmenté de 1,3% sur les trois premiers trimestres de 2010, «*Nous avons mis fin au carcan des 35 heures et soutenu le pouvoir d'achat (…) grâce aux heures supplémentaires défiscalisées dont bénéficient 5 millions de nos concitoyens*», a-t-il martelé. (Reuters et Lefigaro.fr 13.01)

1.2- Ils en appellent aux bourreaux du peuple tunisien, Sarkozy, Union européenne et ONU.

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA et Solidaires dénonce la "*politique répressive du gouvernement tunisien*", et appelle "*les autorités françaises et européennes à exiger la libération et l'amnistie des prisonniers et des condamnés suite aux mouvements sociaux*".

Ils demandent que "*soient poursuivis et jugés tous ceux qui ont ouvert le feu sur les manifestants*" et déclarent soutenir "*la demande du Haut commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU pour une enquête transparente et crédible*".

Cette déclaration intervient alors que plusieurs organisations appellent à des manifestations un peu partout en France, samedi, en soutien au mouvement social tunisien. A Paris, les manifestants doivent se rassembler samedi après-midi à partir de 14h place de la République. (AP 13.01)

2-Tunisie

2.1- Quelle issue politique ?

Bien sûr, cela compte le fait que les gens aient des difficultés économiques, mais ce n'est pas le seul élément déclencheur des manifestations. Au pouvoir depuis 23 ans, la personne du président Zine el-Abidine Ben Ali, est de plus en plus conspuée par les slogans des manifestants. Ce jeudi, à Sidi Bouzid, point de départ du mouvement à la mi-décembre, des milliers de personnes ont défilé dans les rues pour réclamer «toutes les libertés» et dénoncer la répression policière.

Aujourd'hui, néanmoins, la question qui se pose est celle de la finalité d'un mouvement, qui se poursuit sans cadres, ni leaders. Il y a très clairement une volonté de libéralisation de la vie politique ainsi que celle de voir partir le président Ben Ali, constate Karim Bitar, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Mais il est vrai qu'on voit mal quelle relève il pourrait y avoir, l'opposition ayant été largement atomisée et marginalisés. Emmené par une jeunesse éduquée et ouverte sur le monde via la télévision et Internet, mais, par la force des choses, peu politisée, le mouvement pourrait être récupéré. (20minutes.fr 13.01)

Tout est dit ici. Des revendications économiques ou sociales sur fond de revendications politiques, la faiblesse organisationnelle de la classe ouvrière et sa jeunesse, l'absence de perspective politique impulsée par un parti ouvrier révolutionnaire sachant qu'aucune solution politique conforme aux intérêts du prolétariat tunisien n'est possible dans le cadre de l'Etat existant qui a toujours été présidé par des dictateurs à la solde de l'impérialisme...

Le principal enseignement à tirer de ce soulèvement populaire, c'est qu'il faut créer l'instrument qui permettra de rassembler l'ensemble des exploités et de déterminer les tâches qu'ils auront à accomplir pour atteindre des objectifs politiques, dont la liquidation des institutions en place, et cet outil politique ne peut être que le parti construit sur les bases du socialisme, seule alternative possible face au capitalisme et à la barbarie.

2.2- Un point sur la situation hier.

2.2.1- Les violences se sont poursuivies jeudi à Tunis, quadrillée par la police, de nouveaux accrochages entre manifestants et forces de l'ordre faisant cinq morts, selon des témoins et des sources appartenant à l'opposition.

Contactée jeudi par l'Associated Press, la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) a dit avoir recensé 66 morts: sept personnes qui se sont suicidées et 59 qui ont été tuées lors de manifestations, "*la plupart*" par balles.

Jeudi, Tunis était quadrillée par la police et les forces de l'ordre ont usé de bombes lacrymogènes pour disperser les manifestants, a constaté un journaliste de l'Associated Press sur place. Ciblés par des jets de pierres, des métro-tramways ont dû rebrousser chemin et regagner leur dépôt. Une administration relevant du ministère de l'Intérieur et une autre abritant des services municipaux ont été notamment la cible des manifestants, selon des témoins oculaires.

L'avenue Habib Bourguiba, centre névralgique de la capitale où des coups de feu ont été entendus dans l'après-midi, était cernée par un grand nombre de forces de l'ordre en civil et en tenue, ainsi que par des unités anti-émeutes également déployées dans les rues environnantes.

Des actes de pillage et de vandalisme ont par ailleurs été signalés dans plusieurs cités périphériques de la capitale.

Des troubles se sont également produits dans la région de Bizerte où de nombreux bâtiments, notamment une municipalité, un bureau de poste et une banque, ont été endommagés, selon la militante Souad Ghousami. (AP 13.01)

2.2.2- Deux jeunes gens ont été tués ce jeudi lors d'affrontements avec la police dans la ville côtière de Soliman, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de la capitale, Tunis, tandis que des coups de feu ont fait au moins cinq blessés dans le centre de la capitale, où une manifestation a dégénéré.

Dans la ville de Sidi Bouzid, où les troubles en Tunisie ont débuté il y a près d'un mois, des témoins rapportent que plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues.

Des appels à "*toutes les libertés*" et des slogans antigouvernementaux, dénonçant des faits de corruption et une répression policière, ont fait leur apparition dans les manifestations, s'ajoutant aux revendications d'ordre économique. (20minutes.fr et Reuters 13.01)

2.2.3- Jeudi soir, dans un discours télévisé, le président tunisien Ben Ali, au pouvoir depuis 1987, a annoncé qu'il ne se représenterait pas en 2014.

Il a également dit avoir demandé à la police de ne plus tirer à balles réelles sur les manifestants, et a promis la liberté totale pour l'information et Internet.

«*Assez de tirs à balles réelles*», a-t-il déclaré dans ce discours prononcé en tunisien dialectal dans une intention apparente de se faire comprendre par tous les Tunisiens. «*Je refuse de voir de nouvelles victimes tomber (...) Assez de violences, assez de violences*», a-t-il poursuivi, en affirmant que «*personne ne serait plus inquiété à moins qu'il tente de se saisir de l'arme d'un agent de l'ordre*».

«*Je vous ai compris*», a martelé le président à plusieurs reprises.

«*La situation aujourd'hui nécessite un profond changement et de travailler main dans la main (le pouvoir et les opposants) pour le bien du pays*», a encore dit le président tunisien. «*Je réaffirme ici que j'ai l'intention d'approfondir la pratique démocratique et de revitaliser le pluralisme*», a encore déclaré le président ben Ali.

Il a également promis la liberté de la presse et la fin des mesures de fermeture de sites internet.

Le chef de l'Etat, qui est âgé de 74 ans, a annoncé qu'il n'entendait pas être le président à vie du pays nord-africain et qu'il ne toucherait à la Constitution qui fixe à 75 ans l'âge maximal pour se porter candidat à la présidence.

"*J'ai dit en 1987 qu'il n'y aurait pas de présidences à vie. Je le répète à présent: pas de présidences à vie. Je refuse de toucher à la Constitution, je ne changerai pas l'âge inscrit dans la Constitution*", a-t-il dit.

"*Ce discours est politiquement important et correspond aux attentes de la société civile et de l'opposition*", a réagi l'opposant Najib Chebbi, fondateur du Parti démocratique progressiste (PDP), dans une interview accordée à Reuters après l'intervention télévisée du chef de l'Etat. (Libération.fr et Reuters 13.01)

2.2.4- Navi Pillay, Haut commissaire aux droits de l'homme de l'Onu, a appelé la Tunisie à ouvrir une enquête sur les violences policières présumées. «*Dans le cas présent, je n'appelle pas nécessairement à une enquête internationale mais (si une enquête doit voir le jour) elle doit être indépendante*», a-t-elle dit à Genève. A ce sujet, le président Ben Ali a annoncé la création d'une commission indépendante chargée de faire toute la lumière sur les événements «*en toute objectivité*». (20minutes; fr 13.01)

Commentaire d'un internaute :

- Paroles, paroles....Pour la Tunisie une seule issue salutaire: le départ de Ben Ali et l'arrestation des Trabelsi.

Social.

1- La charrette.

La société américaine Ideal Standard, l'un des principaux fabricants mondiaux de céramique sanitaire (11.000 personnes dans le monde), invoque des problèmes de surcapacité pour justifier la suppression de 560 emplois en Europe dont 311 en France. Lire la suite l'article

La fermeture de deux de ses trois usines françaises, Ideal Standard à Dole (Jura) et Porcher à Revin (Ardennes), a été annoncée mercredi à Dole lors d'un comité central d'entreprise. Elles emploient respectivement 163 et 148 personnes.

L'usine britannique de Middlewich, où travaillent 249 personnes, doit également fermer ses portes. (Reuters 13.01)

2- Les patrons se comportent "***comme la noblesse de l'Ancien régime***".

Il était président de l'Apec (Association pour l'emploi des cadres, organisme financé par une cotisation obligatoire des cadres) et administrateur de cinq autres organismes paritaires au nom du Medef. En désaccord avec le monde patronal, Eric Verhaeghe a décidé de quitter l'ensemble de ces fonctions. Dans Jusqu'ici tout va bien, un livre à paraître ce jeudi, l'énarque dénonce les orientations actuelles du patronat, qui n'aurait pas tiré les leçons de la crise économique.

Eric Verhaeghe : Aujourd'hui, le monde patronal est une force de conservatisme et non pas une force de progrès pour la société. Pourtant, après la crise que l'on a connue, j'estime qu'il est urgent de changer notre fusil d'épaule et de revoir complètement notre vision de l'économie. Malheureusement ce n'est pas le cas. J'interpelle donc le patronat: les élites actuelles ne doivent pas se comporter comme la noblesse de l'Ancien régime!

Pour sortir de la crise, le patronat propose les mêmes solutions que celles qui nous y ont menées! Il est par exemple dangereux d'appeler encore à diminuer le coût du travail, alors que les salariés ont déjà aujourd'hui du mal à joindre les deux bouts. On risque une augmentation de l'endettement des ménages mais aussi de la dette publique, puisque c'est l'Etat qui finance les abaissements de charge. Ce que je dis là est connu, je le montre dans mon livre où je m'appuie uniquement sur des rapports et des données accessibles à tous. Le monde patronal sait exactement que baisser encore le coût du travail mènerait à une nouvelle spirale de l'endettement et à une nouvelle crise, mais il n'en tire pas les conséquences et choisit de défendre ses intérêts,. Au contraire, il faudrait augmenter les salaires et réduire les exonérations d'impôts. C'est une question démocratique de première importance. (20minutes.fr 13.01)

3- Privatisation de l'Education nationale, suite.

Les Anglais ont leurs "*trust schools*", les Américains leurs "*charters schools*" ; deux formules dérogatoires pour tenter d'améliorer les résultats des établissements les plus en difficulté. Nous, nous allons avoir nos "*Eclairs*". Un sigle qui signifie "*Ecoles, collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite*" et qui autorise plus d'une entorse à l'orthodoxie éducative française. A compter

de la rentrée, quelque 249 collèges et 1 725 écoles des réseaux d'éducation prioritaires vont pouvoir basculer sous statut dérogatoire.

L'ancien recteur de Nice, Christian Nique, a fait cette annonce, mercredi 12 janvier, confirmée ensuite par le ministère. L'homme avait été chargé, le 1er décembre 2010, d'une mission d'évaluation et de suivi des 105 collèges qui expérimentaient la formule depuis la rentrée de septembre.

Moins d'un mois et demi après le début de son travail, il annonce déjà la généralisation du statut dérogatoire à tous les établissements du premier cercle de l'éducation prioritaire. Ceux qui reçoivent trois quarts d'enfants d'ouvriers ou d'inactifs, pour 8 % d'enfants de cadres, et orientent 44 % des collégiens vers des lycées professionnels, alors que dans les autres collèges, ce taux ne dépasse pas 24 %. Le changement n'est pas anodin.

La mesure la plus spectaculaire est le nouveau mode de recrutement des enseignants. Ils postuleront désormais sur des postes à profil et seront ensuite choisis par un processus détaillé par Luc Chatel le 21 septembre 2010. "Vous recevez les candidats au cours d'un entretien afin de vous assurer de leur volonté de s'investir dans le projet de l'établissement", avait expliqué le ministre aux inspecteurs. "*Les chefs d'établissement formulent un avis sur le recrutement, le transmettent au recteur qui prononce l'affectation des personnels retenus*", avait-il enchaîné.

Dans une perspective de stabilité, ces affectations sont prononcées pour une période de cinq ans. Bénéficier du "*label Eclair*" autorise ainsi toute une série de dérogations au fonctionnement classique de l'éducation nationale. L'investissement des enseignants sera pris en compte dans leur évaluation et leur avancement. Chaque établissement signera un contrat d'objectifs avec les autorités académiques, disposera de son "*préfet des études*" et aura toute latitude pour innover sur l'aménagement du temps scolaire, mais aussi sur les enseignements eux-mêmes.

Depuis l'annonce de sa mise en place, le dispositif interpelle les syndicats. Une large intersyndicale regroupant la CGT-Educ'action, le SE-UNSA, le SNCL-FAEN, le SNEP-FSU, le SNES-FSU, le Snuep-FSU, le SNFOLC, le Snetaa-FO et SUD-Education demandait même dans un communiqué commun du 14 décembre "le retrait de la circulaire autorisant ce dispositif et l'abandon de toute pression à l'égard des personnels".

Selon les syndicats, ce dispositif aurait dans sa première phase "*été imposé aux établissements*", ce qui explique que même si la volonté ministérielle est de faire passer tous les RAR (réseaux ambition réussite) en Eclair à la rentrée, les recteurs auront leur mot à dire.

Que deviennent les enseignants qui travaillent depuis longtemps dans ces établissements et ne se reconnaissent pas dans le projet éducatif, s'était demandé le responsable syndical ? "*Les personnels enseignants, d'éducation, administratifs, sociaux et de santé qui n'adhèrent pas au nouveau projet seront encouragés à rechercher une affectation plus conforme à leurs souhaits*", ajoutait-il alors. (Lemonde.fr 13.01)

Economie.

France.

Sur l'année 2010, l'inflation atteint 1,8%, selon les chiffres diffusés jeudi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

- tabac : +5,6% sur un an
- énergie : +12,5% sur un an
- combustibles liquides : +26,5% sur un an
- carburants : +15% sur un an
- produits frais : +9,4% sur un an (AP 13.01)

Haut de page

Le 15 janvier

Deux sujets de causerie et une analyse à chaud, c'est ce matin que j'ai appris la fuite de Ben Ali... et les 40 voleurs !

1- Tunisie.

Au cours des derniers mois dans le site, nous avons régulièrement rendu compte des atteintes aux libertés d'expression et de

la presse en Tunisie.

Sans connaître avec précision l'état d'esprit de la majorité de la population, cet acharnement quasi obsessionnel de Ben Ali contre des journalistes pour les faire taire, ses multiples tentatives pour museler la presse critique envers la situation sociale du peuple tunisien, laissait transparaître un profond malaise dans la société, sans trop savoir comment la situation politique pourrait évoluer à terme et à quel rythme, on sentait bien qu'il y avait quelque chose d'anormal qui flottait dans l'air, quelque chose de suffisamment dangereux pour que le pouvoir soit constamment en alerte et intervienne violemment, comme s'il craignait qu'à la moindre étincelle le pays ne s'embrase, que la situation bascule très rapidement et devienne incontrôlable au point de précipiter la chute du régime policier en place.

J'ai relevé hier que le régime craquait au sommet quand des hauts gradés de l'armés s'étaient opposés à l'ordre de Ben Ali d'utiliser l'armée pour tirer sur les manifestants ou en s'opposant physiquement aux forces de police du ministère de l'Intérieur, je n'ai pas osé écrire que c'était là un élément déterminant qui annonçait la chute probable de Ben Ali à bréve échéance, parce que cette information n'avait pas été suffisamment étayée pour en mesurer l'importance et la portée, il restait à savoir si la majorité de l'armée avait basculé ou non dans le camp de l'opposition au dictateur.

C'est un fait isolé et tragique, mais qui illustrait la misère dans laquelle se débattait le peuple tunisien, qui encore une fois a servi de détonateur à une situation sociale et politique explosive, d'où l'impossibilité de la prévoir avec précision dans le temps. Un fait isolé, certes, mais un de trop, dans lequel la majorité de la population s'est reconnue, et qui a cristallisé le ressentiment accumulé pendant 23 ans par le peuple tunisien contre le ploutocrate Ben Ali et son régime policier.

Une info que je n'ai pas pu vous donner plus tôt, parce que je ne suis tombé dessus qu'hier soir en écoutant le journal sur TV5Monde Asie, les syndicats avaient appelé à la grève générale ces derniers jours, ils ont pris leur temps les bougres pour y appeler, un mois après le début des émeutes, une fois que le pays s'était embrasé et que l'activité économique était pratiquement paralysée. J'apporte cette précision pour couper l'herbe sous le pieds à ceux qui voudraient vous faire croire que les appareils pourris des syndicats tunisiens ont joué un rôle particulèrement important dans le développement de la situation, ou tout du moins, vous saurez à quoi vous en tenir s'il y en a qui tiennent ce discours, j'écris cela en fonction des données en ma possession, je précise.

Le Premier ministre Mohamed Ghannouchi qui assume l'intérim du pouvoir depuis la fuite de Ben Ali fait partie du clan de l'ex-dictateur depuis que ce dernier a été nommé Premier ministre par Habib Bourguiba en octobre 1987, il faut le chasser également du pouvoir comme tous les dignitaires de ce régime pourri, c'est aux masses laborieuses tunisiennes avec leurs partis et organisations qu'il revient de liquider les institutions et d'abolir la constitution encore en vigueur, de constituer leurs propres organes de pouvoir politique, d'élire leurs représentants et de former leur gouvernement...

Parmi les premières mesures qui devraient être prises : la libération immédiate de tous les opposants au régime, l'arrestation des membres du gouvernement et la constitution d'un tribunal populaire révolutionnaire pour les juger, le désarmement de la police et l'armement du peuple, la destitution des juges corrompus, la confiscation de tous les biens et avoirs de le famille Ben Ali et son épouse ainsi que ceux des plus riches familles du pays, la nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les grandes entreprises, l'annulation de la dette de l'Etat envers des banques ou des institutions internationales du capital, l'annulation de la dette de la population envers les banques ou les grandes entreprises, l'instauration immédiate d'un salaire minimum et d'allocations pour les chômeurs, décréter le gel des prix et la baisse des prix des produits alimentaires ou de premières nécessités, etc.

Pour revenir sur le rôle de l'armée, des commentateurs se demandent pourquoi dans certains pays l'armée bascule du côté de la population, et pourquoi dans d'autres elle se transforme systématiquement en boucher. Il n'y a pas de réponse uniforme à cette question, par contre il semble que dans les pays où le niveau d'instruction de la population est assez élevé et où il existe de nombreux diplômés ou une classe moyenne importante, ces éléments favorisent une transition démocratique bourgeoise après la chute d'une dictature et que l'armée la soutient, considérant que ce processus politique peut concourir à la stabilité du pays.

On retrouve cette préoccupation dans les documents mis en ligne par Wikileaks sur la Tunisie, où l'on constate que l'impérialisme américain s'inquiétait de voir un régime usé jusqu'à la corde tomber du jour au lendemain sans alternative politique possible ou crédible pour assumer rapidement la relève, du fait que Ben Ali avait affaibli ou muselé toute forme d'opposion, de telle sorte que la situation qui prévaudrait après le renversement du régime pourrait tourner au chaos, mettant en péril la stabilité de toute la région. C'est en conservant cela à l'esprit qu'il faudra analyser dans les jours qui viennent les déclarations des différents gouvernements ou de l'UE en faveur de ce qu'ils appelleront le processus démocratique en cours, un peu comme s'ils l'avaient favorisé, alors qu'en réalité ils s'y sont toujours opposés dans le passé en apportant leur soutien indéfectible au dictateur, voilà une précision qu'il sera bon de porter à la connaissance des travailleurs qui ne doivent pas croire un seul instant que les représentants du capital seraient des démocrates.

Les représentants du capital soutiennent tous les dictateurs dans le monde, et quand il y en a un qui est renversé par un soulèvement populaire, ils lâchent le dictateur devenu aussi inutile qu'encombrant et soutiennent le régime démocratique bourgeois qui en est issue. Et lorsque un régime démocratique bourgeois empiète trop sur le pouvoir du capital, ils fromentent un coup d'Etat ou soutiennent un coup d'Etat orchestré par l'armée qui représente les intérêts d'une ou plusieurs couches de la bourgeoisie ayant

le soutien de la majorité de la petite-bourgeoisie.

Dans tous les cas de figure, le capital cherche à mettre en place et soutient la forme du régime qui sera la plus à même de défendre ses intérêts et d'assurer la stabilité sociale du pays indispensable aux affaires, que ce soit une dictature civile ou militaire ou une république démocratique bourgeoise lui importe peu, seul le résultat compte. Sous une dictature civile ou militaire, le régime d'exploitation est imposée au peuple par la force, sous une démocratie bourgeoise le régime d'exploitation est soumis à l'approbation du peuple ignorant, dans les deux cas c'est la dictature du capital qui est imposée à la classe ouvrière.

La première est féroce, la seconde est plus souple, cette dernière présente l'avantage de s'inscrire dans la durée dans la mesure où la majorité de la population participe à la vie politique du pays et à ainsi l'impression (trompeur) de pouvoir agir sur son destin, alors que c'est en fait une vaste escroquerie politique.

Tandis que la première ne peut prétendre à l'adhésion de la majorité de la population, il se trouve toujours ou généralement une couche de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie soutenues par des couches de l'armée qui sont prêtes à renverser la dictature pour prendre sa place pour leur propre compte, une dictature succédant à une dictature pendant que le pays est plongé dans la guerre civile ou le chaos pendant une durée indéterminée qui peut aller de quelques semaines à plusieurs années, situation qui n'est pas vraiment propice aux affaires. (A suivre)

2- Réaction sur toute la ligne.

Après Gérard Longuet et les 35 heures, Christian Jacob et l'emploi à vie des fonctionnaires, c'est au tour d'un autre parlementaire plutôt libéral de l'UMP, Pierre Méhaignerie, de s'attaquer aux indemnités chômage. (Lefigaro.fr 14.01)

Politique.

1- France.

1.1- Juppé : démission !

Des amis de Master d'Antoine de Léocour, l'un des deux otages français morts après leur enlèvement au Niger la semaine dernière, ont demandé vendredi au ministre de la Défense Alain Juppé de démissionner, se disant "*indignés que la mort de (leurs) amis serve la propagande politique sécuritaire du gouvernement*".

"*Votre empressement à justifier l'intervention militaire qui a conduit à la mort d'Antoine de Léocour et Vincent Delory nous a beaucoup surpris. Réduire l'analyse de ce drame à un discours sécuritaire ne fait qu'alimenter grossièrement la presse à sensations*", écrivent-ils dans leur courrier, estimant que "*les épiphénomènes que nous vivons actuellement participent des conséquences de politiques étrangères occidentales vis-à-vis de ces régions*".

Les six amis de Master professionnel d'Antoine de Léocour (2007-2008) se disent "*particulièrement indignés par le ton de (ses) propos et de ceux de la majorité de la classe politique française dans un consensus national sans fausse note*". "*Nous croyons comprendre que la France, patrie des Droits de l'Homme, sacrifie ses ressortissants sur l'autel d'orientations stratégiques occultes*".

Dans le communiqué de presse accompagnant cette lettre, ils se disent également "*indignés que la mort de (leurs) amis serve la propagande politique sécuritaire du gouvernement*". Selon eux, "*il paraît difficile d'affirmer aujourd'hui que tous les citoyens français sont égaux dans la mesure où certains semblent avoir plus de valeur au regard de notre gouvernement que les membres des ONG et des organisations des sociétés civiles*".

En conclusion de leur lettre à Alain Juppé, ils considèrent que s'il "*assume si bien*" cette mission, il doit "*dire aux Français qu'elle est un échec*" et prendre "*véritablement (ses) responsabilités en démissionnant*". "*Si un tel courage vous manque, alors ayez au moins la décence de laisser reposer en paix les âmes d'Antoine et de Vincent en stoppant toute récupération politique de cet assassinat sordide*", conclut le groupe d'étudiants de l'université de Poitiers. (AP 14.01)

1.2- Corruption des élus et réglèment de compte politique.

Le président communiste de la communauté d'agglomération d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) a été mis en examen vendredi pour "*détournement de fonds publics*" dans le cadre d'une enquête sur des marchés publics présumés frauduleux, a-t-on appris de source judiciaire.

Alain Belviso est le premier élu à être mis en examen dans le cadre de l'information judiciaire contre X ouverte en avril 2009 par le parquet de Marseille pour "*atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics, trafic d'influence*

et détournement de fonds publics".

Il a été mis en examen pour "*détournement de fonds publics et complicité de détournement de biens publics*" et devait être présenté dans la soirée au juge des libertés et de la détention qui devait éventuellement décider de son placement sous mandat de dépôt comme l'a requis le parquet.

Deux hauts fonctionnaires de la communauté d'agglomération et de la mairie d'Aubagne ont pour leur part été entendus sous le statut de témoin assisté par le juge qui ne les a pas mis en examen.

Un quatrième haut fonctionnaire avait été remis en liberté jeudi sans qu'aucune charge ne soit retenue à son encontre.

Les quatre hommes avaient été placés en garde à vue mercredi dans les locaux de la section de recherche de la gendarmerie de Marseille. (Reuters 14.01)

2- Jordanie. A qui le tour ?

Après l'Algérie et la Tunisie, des manifestations contre la vie chère ont éclaté vendredi en Jordanie. Des centaines de protestataires sont descendus dans les rues de trois villes du pays, dont la capitale Amman.

Entre 300 et 400 manifestants ont défilé à Karak, autant à Amman et à Irbid, une ville du Nord, et 200 personnes à Dhiban, au sud de la capitale.

A Karak, dans le sud du royaume, les protestataires ont scandé des slogans hostiles au Premier ministre Samir al Rifaï. «*Nous protestons contre la politique du gouvernement - les prix élevés et la fiscalité - qui pousse le peuple jordanien à la révolte*», a expliqué à Reuters Taoufik al Batouch, un ancien maire de Karak, lors de la manifestation devant la mosquée Al Omari de la ville.

Ces décisions «*ne sont qu'un écran de fumée*», a cependant estimé Dergham Halassa, l'un des organisateurs de la manifestation de Karak. «*Dans le contexte arabe, nous sommes tous logés à la même enseigne. Nous vivons tous sous la férule de dirigeants répressifs*», a-t-il continué.(20minutes.fr 14.01)

3- Hongrie.

Cinq mille personnes ont manifesté vendredi devant le parlement hongrois à Budapest pour demander le retrait de la nouvelle loi sur les médias.

Jeudi, le sous-secrétaire d'Etat américain Philip Gordon a également souligné "*l'inquiétude réelle de nombre d'observateurs (qui craignent) que les mécanismes, les éléments de la loi sur les médias puissent restreindre la liberté d'expression d'une façon inappropriée pour une démocratie*".

La Commission européenne examine actuellement la loi hongroise pour déterminer si certains de ses éléments sont contraires aux principes de l'Union. (Reuters 14.01)

Social.

1- Pour le gouvernement des banquiers, les allocations chômage sont forcément "***excessives***".

Dans un entretien au Figaro.fr publié jeudi, le président de la commission des Affaires sociales, le député UMP Pierre Méhaignerie, a jugé les allocations chômage excessives. Elles n'inciteraient pas, selon lui, à retrouver un travail.

«*La France est le seul pays à offrir 23 mois sans dégressivité, pour des cadres jusqu'à 5.800 euros par mois, cela n'existe dans aucun pays. C'est trop car cela ne facilite pas la reprise du travail*», a-t-il expliqué.

«*Je ne crois pas que la lutte contre les inégalités soit l'augmentation des prestations. La lutte contre les inégalités est d'abord l'emploi (…) et la solidarité entre générations, donc la réduction des déficits*», a-t-il précisé. Le système français n'est pas une exception

Si le système français d'assurance chômage est avantageux, il est cependant loin d'être une exception en Europe. Selon une étude de l'OFCE publiée en 2006, la France est ainsi le deuxième pays de l'UE, derrière les Pays-Bas (24 mois), en termes de durée d'indemnisation.

«*Mais cette dernière dépend du nombre d'années de cotisations. Toutes les personnes précaires n'ont ainsi pas le droit à ce maximum de 23 mois*», précise à 20minutes.fr Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire de Sciences-Po.

Et si l'Etat indemnise plus longtemps les chômeurs, le montant des allocations est moins élevé que dans d'autres pays. Le taux de remplacement net entre salaire et allocation est ainsi de 57% contre 66% en Allemagne et aux Pays-Bas, selon l'étude.

Quant à l'affirmation selon laquelle la France serait la "*championne des prestations sociales*", elle est à relativiser. Il est exact que la France dépense plus qu'aucun autre pays en Europe en prestations sociales, avec 31,1 % de son PIB en 2006, selon Eurostat, devant la Suède (30,7 %) et la Belgique (30,1 %). Mais, comme le note la fondation Ifrap, d'orientation libérale, ce chiffre est en baisse constante depuis 2003. De plus, il est alourdi par des frais administratifs plus élevés qu'ailleurs en Europe. (20minutes.fr et Lemonde.fr14.01)

Commentaire d'un internaute.

Est-il illusoire d'attendre des journalistes du Monde qu'ils fassent réellement un travail en profondeur sur un tel sujet ? Il est totalement inexact qu'au Danemark les indemnités chômage représentent 90% du dernier salaire pendant 4 ans. L'indemnité "*dagpenge*" est plafonnée à environ 2500 € brut, soit 1200 à 1300€ net pour tout le monde. Si vous souhaitez plus, il faut souscrire une assurance chômage supplémentaire auprès des caisses spécialisées, pour la plupart rattachées aux syndicats.

2- Vers le retour des tickets de rationnement ?

Le secrétaire d'Etat chargé de la consommation, Frédéric Lefebvre, a annoncé vendredi des discussions avec le secteur de la distribution en vue de la création d'un "*panier de première nécessité*" censé permettre aux ménages à bas revenus d'accéder à une alimentation équilibrée.

"*Je souhaite obtenir des distributeurs la mise en place d'un panier de première nécessité, avec une viande, un poisson, un fruit, un légume, un laitage, pour que les consommateurs les plus modestes puissent manger équilibré et à un coût raisonnable*", a-t-il déclaré lors de ses voeux à la presse.

"*J'ai engagé des discussions sur ces questions avec les distributeurs et les fournisseurs*", a-t-il ajouté.

Il a également annoncé une prochaine réunion avec les opérateurs de télécommunications pour mettre en place le tarif social du téléphone mobile et d'internet, dont la création est prévue par la loi de modernisation de l'économie (LME) votée en 2008. (Reuters 14.01)

Economie.

1- Grèce.

L'agence de notation Fitch a abaissé vendredi la note souveraine de la Grèce de BBB- à BB+, la ramenant en catégorie spéculative et l'a placée sous perspective négative. (Reuters 14.01)

2- Etats-Unis.

JPMorgan Chase a fait vendredi état d'une hausse de 47% de son bénéfice net au quatrième trimestre 2010, grâce notamment à une diminution des pertes sur créances douteuses.

"*Cette histoire de réserves liées aux provisions pour pertes sur crédits me pose problème*", commente Matt McCormick, gestionnaire de portefeuille et analyste chez Bahl & Gaynor. "*J'aimerais enfin voir une banque qui n'intègre pas une baisse des provisions pour pertes de crédit dans ses résultats.*"

Les analystes jugent que ces résultats pourraient préfigurer de résultats décevants de la part des autres grandes banques américaines dont les chiffres sont attendus la semaine prochaine.

JPMorgan a dégagé un bénéfice de 4,8 milliards de dollars selon Thomson Reuters I/B/E/S. La banque affiche un produit net bancaire en hausse de 6% à 26,7 milliards de dollars, mais les bénéfices ont chuté de 21% à 1,5 milliards de dollars.

JP Morgan bénéficie certes de la reprise économique mais continue toutefois de payer le prix de la crise financière dont certaines traces restent vivaces.

La banque reste ainsi confrontée à de nombreux litiges liés à la vente de crédit hypothécaires douteux et au dossier des saisies immobilières dont certaines ont déclenché la controverse.

"*Il faudra des années pour que tout rentre dans l'ordre. (...) Ce sera un chantier long et fastidieux*", a reconnu Jamie Dimon, tout en précisant que la survie du groupe JPMorgan n'était pas en jeu. (Reuters 14.01)

Cette dernière précision était-elle nécessaire, il faut croire. L'opération qui consiste à diminuer les provisions pour créances douteuses afin de présenter un bénéfice en augmentation, sert avant tout à rassurer les investisseurs pour que le château de cartes ne s'écroule pas, c'est ainsi que j'interprète cette info.

Mettre à la disposition des banquiers des milliers de milliards de dollars ou d'euros comme l'on fait les banques centrales et les gouvernements pour ensuite les laisser spéculer à leur guise avec ces sommes colossales sur le marché mondial, n'a jamais créé de plus-value, une gigantesque bulle financière cela oui.

La causerie d'hier après-midi

(avec un peu d'avance sur demain) J'ai actualisé la page *Syndicalisme* en ajoutant par mois les différents articles de presse concernant les syndicats de façon à ce que vous puissiez les retrouver facilement si nécessaire, plus l'article *Les clubs très privés des partenaires sociaux. (12.01)*. Ce document figure aussi dans la rubrique *Documents* de la page d'accueil du site au format pdf. Je dois dire qu'il m'est resté en travers de la gorge depuis que j'en ai pris connaissance, pas vous ?

Conseil pratique.

Si vous militez dans un parti, imprimez-le et distribuez-le en réunion de cellule ou de section, et proposez de le mettre à l'ordre du jour de la discussion... Comme cela vous verrez si vous avez adhéré à un parti vraiment démocratique ou non en fonction de la réaction de votre responsable. Il est bien sûr conseillé de faire de même en réunion de section syndicale, d'union locale, fédérale ou confédérale, et communiquez-nous ensuite la réaction des syndiqués ou de vos dirigeants, je suis sûr que cela intéressera au plus haut point tous les militants. Si vous participez à la commission ouvrière ou syndicale de votre parti, n'hésitez pas un instant à le soumettre à la discussion de cet instance, à condition bien entendu que vous soyez pour la rupture du capital avec le travail, sinon abstenez-vous d'une telle initiative. Qui osera, qui en aura le courage ? Telle est la question du jour.

Parce que comprenez bien, il y en plus que marre de ramer dans le désert, cette pratique épouvantable tellement répandue s'assimile à un boulet que l'on traine et qui nous empêche d'avancer ou un coup de poignard qu'on vous assène dans le dos dès que vous tentez de faire un pas en avant. (la suite demain matin)

On va s'employer cette année à mettre au pied du mur ceux qui prétendent être indépendants du capital et des appareils, ceux qui prétendent combattre classe contre classe ou encore pour un syndicat de lutte de classe et de masse comme ils disent, on va voir ce qu'ils ont vraiment dans le ventre.

Vous pouvez ajouter les point suivants :

- Contre le financement des syndicats par l'Etat ou une institution capitaliste.
- Pour le financement des syndicats par les seuls syndiqués et les travailleurs qui les soutiennent.
- Pour qu'une partie des cotisations des syndiqués constitue une caisse de secours pour les travailleurs en grève.
- Contre la participation à des organismes tripartites avec le gouvernement et le patronat.
- Contre la participation des syndicats aux conseils d'administrations des entreprises nationalisées.
- Contre la participation des syndicats au Conseil économique et social et à toute institution de la Ve République.
- Contre la participation des syndicats à des comités ou hautes instances au côté du gouvernement et du patronat.
- Contre la politique de négociation contractuelle avec le Medef et le patronat en général.
- Pour l'appel ou le recours à la mobilisation et à la grève pour lutter pour l'amélioration de nos conditions de travail, salaires, etc.
- Abolition du service minimum.
- Refus de toute réquisition.
- Pour la rupture des relations avec Sarkozy, le gouvernement et le patronat.
- Pour la rupture avec la CES, la CSI et l'OIT.
- Etc. Telle est notre conception du syndicalisme, sans oublier d'ajouter que nous devons situer chaque lutte comme un moment du combat pour l'émancipation de la classe du capital, l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

On peut y ajouter, pardon, on doit y ajouter l'adhésion des syndicats à des objectifs politiques avancés par des partis ouvriers, dès lors qu'ils se situent dans la perspective de l'abolition du capitalisme, objectif commun aux syndicats et aux partis ouvriers combattant pour le socialisme.

Ce qui distingue les syndicats des partis, c'est le fait qu'ils n'interviennent pas sur le même terrain, l'entreprise ou les institutions,

par contre rien n'interdit qu'ils ne réalisent l'unité pour mener ensemble le combat contre le patronat et le gouvernement chaque fois que c'est possible, c'est même fortement recommandé.

Aujourd'hui, tous les syndicats sans exception, mais à des degrés divers, ne définissent pas les besoins de la classe ouvrière en se situant sur son terrain de classe mais en se situant sur celui du capital. Il s'agit donc de rompre avec cette pratique pour remettre en ordre de bataille dans la bonne direction le mouvement ouvrier et le prolétariat, afin de leur redonner confiance et espoir qu'il est tout à fait possible de changer le monde, les travailleurs y sont prêts en France comme en Tunisie, à nous de leur démontrer que ce ne sont pas que des mots et que c'est un objectif à notre portée, de le traduire dans la réalité. Sinon, à quoi bon militer franchement !

Le 16 janvier

A propos du site.

J'ai corrigé quelques liens après visite de la page erreur du serveur :

- Jean-Christophe Le Duigou nommé à la Commission de régulation de l'énergie.
(http://www.luttedeclasse.org/textes/CP_nomination_JCLeDuigou.pdf) ;

- Déclaration de 50 militants syndicaux et politiques du Val-De-Marne.
(http://www.luttedeclasse.org/tribune/decl_RETRAITE_94mai.pdf) ;

- Motion retraite SNUipp 94.
(href="http://www.luttedeclasse.org/tribune/Motion_Retraite_Congr_Snu94.pdf).

Sur la révolution populaire tunisienne.

Je n'ai pas pris connaissance des déclarations des différents partis politiques en France suite au mouvement révolutionnaire en Tunisie, par contre du côté des médias aux ordres, l'opération récupération est en bonne voie quand ils appellent ce soulèvement révolutionnaire une "*révolution du jasmin*", faisant un amalgame avec les révolutions de palais des années 90-2000 dans les ex-pays de l'Est en Europe orchestrées par l'impérialisme américain et l'Union européenne, tandis qu'en Tunisie, c'est le peuple qui s'est soulevé spontanément contre la dictature.

Que des jeunes, quels jeunes ? (La "Révolution du jasmin", comme l'a baptisée la jeunesse tunisienne - Reuters) aient avancé cette expression en Tunisie, c'est une chose, de là à généraliser et la retenir, c'est de la propagande destinée à indiquer qu'il ne faut surtout pas que le peuple tunisien s'engage dans une voie qui remettrait en cause l'ordre capitaliste existant. Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, les journalistes semblaient mieux inspirés ou leur direction n'avait pas eu le temps de les cadrer, ils parlèrent d'une "*révolution*" et d'une "*révolution populaire*".

L'expression "*révolution populaire*" semble être la mieux adaptée à la situation en Tunisie, dans la mesure où toutes les classes ou couches de la société y ont participé, à l'exception bien sûr de la classe dominante. Quoiqu'on n'ait pas d'informations précises sur le comportement des différentes couches de la bourgeoisie tunisienne.

La révolution populaire tunisienne reste inachevée et l'on ne voit pas comment il pourrait en être autrement en l'absence d'un véritablement parti communiste. En dehors du fait que Ben Ali a été contraint de quitter le pouvoir, rien n'a changé sur le fond en Tunisie : la Constitution et les institutions n'ont pas été abolies et la classe dominante détient toujours le pouvoir, le nouveau président par intérim et le Premier ministre qu'il a chargé de constituer un nouveau gouvernement sont des fidèles de Ben Ali et Bourguiba de la première heure. Quant à la neutralité affichée par l'armée face à cette révolution, elle pourrait très bien ne pas durer si la situation dégénérait en chaos, elle a agi non pas pour le compte d'une révolution socialiste, mais comme garante des institutions pour le compte de la classe dominante qui ne se limite pas au clan Ben Ali et à la famille de son épouse.

Aucune des questions qui étaient à l'origine de ce soulèvement en dehors du départ de Ben Ali ne sont réglées, vie chère, salaire, chômage, etc., ce qui laisse à penser que nous ne sommes qu'au début d'un processus révolutionnaire qui est appelé à se développer, à condition que les travailleurs tunisiens parviennent à s'organiser et à constituer leurs propres organes de pouvoir politique...

Il faut refuser toute solution politique qui incluerait le parti de Ben Ali. Il faudrait dresser immédiatement un tribunal populaire pour juger les dignitaires du régime corrompus qui sont avec leurs familles ou leurs proches à la tête de moyennes ou grandes entreprises et décider de les exproprier sans indemnité ni rachat, de confisquer tous leurs biens et avoirs, décider de nationaliser le secteur du tourisme qui est l'une des principales industries du pays... Lire la causerie d'hier pour la suite.

Autre chose très vite.

Avec une relation à laquelle j'ai téléphoné avant-hier nous avons parlé de la situation en France. Elle m'a dit que c'était déprimant de sortir parce que les gens tirent une gueule pas possible, tout le monde en a marre, mais les gens se résignent car ils ne voient pas d'alternative à Sarkozy...

La seule alternative possible, c'est le socialisme. On peut estimer qu'à force de se dire qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme, parmi la classe et les masses, il y en a de plus en plus qui vont finir par se dire qu'il y a un truc qui cloche dans ce constat qui correspond à la propagande des représentants de la classe dominante et leurs valets du PS, qu'ils leur ont soufflé certainement pas de manière désintéressée, qu'il y a quand même des coïncidences troublantes dans tous les discours qu'on leur sert depuis déjà de nombreuses années, tandis que leur situation va de mal en pis. Quelque part ils sentent bien qu'ils cherchent à les berner, qu'ils leur cachent quelque chose, mais quoi au juste, les travailleurs n'en savent rien. Cette situation de blocage ne va pas durer éternellement, tout travailleur normalement constitué va bien finir un jour par se poser cette question, plus la situation sociale empire, plus ils vont être tentés de remettre en cause les vérous que les uns et les autres ont posé pour leur interdire toute issue politique à la crise du capitalisme.

Alors que la dictature en Tunisie existe depuis 50 ans, voilà que du jour au lendemain elle vole en éclats, qui aurait cru cela possible il y a seulement quelques jours, personne. Quelle formidable leçon de chose pour tous les travailleurs en Europe ! Mais alors, cela signifie qu'il n'y a pas de fatalité, oui tout est possible, mais dans certaines conditions seulement, cela signifie qu'il existe bien un moyen de renverser la situation et le régime en place, creusons-nous la tête pour le trouver, il n'en sortira rien, voyons plutôt ce que les partis ouvriers nous proposent...

En Tunisie, le peuple ne s'est pas soulevé seulement à cause des salaires misérables et du chômage, il a mis à l'ordre du jour des objectifs politiques : le respect de la liberté d'expression bafouée par le régime policier et le départ du dictateur au pouvoir, notamment.

A défaut d'avoir du bol dans la vie, j'ai du "pif" quelque part, à peine quelques semaines avant je martelais qu'il fallait absolument se donner des objectifs politiques... Entre nous, camarades, nos dirigeants n'ont pas que les neurones de sclérosés, ils ont aussi les narines bouchées ! En aparté pour se détendre un instant, cela me rappelle qu'autrefois je disais à mon ex-compagne que parmi tous les sens, c'était le pif qui était le plus développé chez moi, je ne pensais pas à la politique en disant cela, on compense ses faiblesses et lacunes comme on peut !

Nous, en France, nous sommes à peu près dans la même situation, nous avons une Constitution bonapartiste et antidémocratique vieille d'un demi-siècle, un Président et des institutions qui ne servent que les intérêts des plus riches, des banquiers et autres capitalistes, un Président qui décide que ce sera oui quand la majorité à voter non (mai 2005), un Président qui impose une contre-réforme des retraites bien que l'immense majorité soit contre, donc il bafoue les principes les plus élémentaires de la démocratie, il agit comme un véritable dictateur avec le soutien des institutions, exactement comme Ben Ali hier encore, malgré de graves restrictions la liberté d'expression existe, nos revendications politiques vont donc au-delà de cette question, si elles ne peuvent pas être satisfaites depuis 60 ans dans le cadre des institutions en place, car finalement ce sont toujours les mêmes questions auxquelles nous sommes confrontées : chômage, précarité, pauvreté, etc, c'est que les institutions constituent un obstacle auquel il va falloir s'attaquer, mais si nous renversons les institutions de la Ve République, il faudra bien les remplacer par d'autres institutions, un pays sans institutions, cela n'existe pas, c'est donc cette question déterminante qu'il nous faut résoudre en priorité.

Qu'est-ce qui cloche dans ces institutions ? On vote pour un candidat qui ensuite fait ce qu'il veut, on n'a aucun contrôle sur son mandat, notre vote est pour ainsi dire confisqué, détourné de son objectif et nous n'avons aucun moyen d'y remédier, de renvoyer cet élu, et quand la fois suivante on vote pour un autre candidat, c'est exactement la même chose qui se reproduit, et ainsi de suite depuis plus d'un demi-siècle. Il faut donc des institutions où l'on conserve le contrôle du mandat de l'élu, s'il s'en détourne on doit avoir la possibilité de le déstituer sur le champ. Il faut aussi que chaque candidat puisse concourir loyalement à égalité de chance, ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui. C'est tout le processus électoral qui doit être revu pour commencer. Il faut aussi changer le mode de scrutin qui favorise les partis institutionnels, à un nombre de voix doit correspondre un nombre d'élus...

Pourquoi ne pas expliquer les choses aussi simplement aux travailleurs, c'est à niveau-là qu'ils peuvent les saisir et non en leur faisant de grands discours politiques ou théoriques qu'ils assimilent à la langue de bois, parce qu'ils n'y comprennent rien ou presque. Le jour où un parti ouvrier aura compris cela, peut-être qu'on pourra enfin aller de l'avant. C'est une question sur laquelle je reviens souvent parce qu'elle est déterminante pour aider la conscience politique des travailleurs à progresser.

Un vieux travailleurs tunisiens interviewé hier disait : ce qu'on veut c'est une "*Assemblée nationale qui soit vraiment nationale*", il voulait dire par là une institution qui soit réellement au service de l'ensemble de la population ou tout du moins de la majorité constituée par les travailleurs. Voilà comment il s'est exprimé, très simplement, alors pourquoi lui débiter de grandes phrases quand on sait qu'il va décrocher passée la première proposition ? Même les intellectuels ou les membres de la petites-bourgeoisie ne possèdent pas la même expérience et culture politique que la nôtre, donc dès qu'on leur sort une de

nos formules "magiques", ils ne nous écoutent plus, c'est terminé, ils se replient sur "*leur*" vérité.

Les intellectuels se moqueront sans doute d'un discours rédigé simplement à destination des ouvriers, ils le caricatureront et le déclareront simpliste, mais si à côté on leur propose le même discours en plus élaboré et spécialement rédigé pour eux, là ils nous prendront plus au sérieux, tout du moins on peut l'espérer. Ceci est valable pour toute démonstration sur le plan économique, social ou politique. Sur quoi reposait autrefois la popularité du PCF, celui du FN ou encore du PG de nos jours, sur un langage simple et accessible à tous, c'est la même chose pour des quotidiens nationaux comme France Soir, Le Parisien, Libération ou Le Figaro.

On peut décrire très simplement de fond en comble le fonctionnement des institutions de la Ve République et démontrer en quoi il est antidémocratique sans avoir à consulter une encyclopédie pour y comprendre quelque chose ou posséder des connaissances particulières. De la même manière, on doit pouvoir proposer aux travailleurs des objectifs politiques qui sont à leur portée intellectuelle. On doit être capable de se mettre au niveau de leur langage qui reflète un certain niveau de connaissances, sans pour autant avoir besoin de changer le contenu de notre discours. S'il y a un problème de compréhension quelque part, c'est uniquement dans le cerveau des intellectuels ou de nos dirigeants, et par voie de conséquence dans celui des militants qui présentent les mêmes travers par mimétisme, qu'il faut le chercher.

Social.

Corruption. Complicité de l'Etat et du parti de l'ordre avec les laboratoires Servier

L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) a dénoncé samedi une «*incompréhensible tolérance*» à l'égard du Mediator dès le départ, c'est-à-dire dès son autorisation de mise sur le marché accordée en 1974, avant sa commercialisation en 1976.

Le rapport de l'Igas, très attendu, a été remis ce matin au ministre de la Santé, Xavier Bertrand et présenté cet après-midi à la presse.

Le retrait du Mediator du marché «aurait pu être décidé dès 1999», soit dix ans avant son retrait effectif, a affirmé samedi un responsable de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), déplorant que le doute ait «*profité au médicament et non au malade*».

Le ministre de la Santé Xavier Bertrand a estimé que le rapport de l'Igas sur le Mediator contenait un «*faisceau d'indice*» indiquant «*une responsabilité première et directe*» des laboratoires Servier qui ont commercialisé ce médicament pendant 33 ans.

«*Mon devoir est de rebâtir un nouveau système de sécurité sanitaire avec l'objectif que, demain, il n'y ait pas un nouveau Mediator*», a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse, après la présentation des conclusions de l'Igas. «*Le rapport montre clairement que la police du médicament a failli à sa mission*».

«*Avant analyse détaillée de ce rapport*», les laboratoires Servier s'étonnent dans un commniqué «*des responsabilités que semblent leur faire porter les conclusions du rapport d'enquête de l'Igas sur le Mediator et qui ne leur apparaissent pas conformes à la réalité*».

«*Ils tiennent à rappeler qu'ils n'ont pas été entendus dans le cadre de cette enquête et qu'ils n'ont donc pas pu faire entendre leur point de vue*».

Les laboratoires Servier «*souhaitent pouvoir répondre point par point et avoir l'opportunité de montrer qu'ils ont toujours travaillé en étroite collaboration avec les instances de pharmacovigilance et les autorités de Santé, dont ils ont scrupuleusement appliqué toutes les décisions*». (Libréation.fr et AFP 15.01)

Haut de page

Le 17 janvier

A propos du site.

J'ai oublié de vous préciser que j'avais mis en ligne les pages d'accueil du site des années précédentes pour vous montrer l'évolution politique de l'auteur du site autant que l'évolution du site, mais tous les liens contenus dans ces pages ne sont plus accessibles ou ont été modifiés, de plus la plupart des fichiers ont été perdus, je vous prie de m'en excuser. En fouillant dans les vieux CD, j'ai retrouvé une copie de quelques fichiers de 2004-2005, je vais voir s'il y en a qui peuvent vous intéresser, on en recausera plus tard.

Vous avez téléchargé entre le 8 et le 14 janvier 2011, 2.478 fichiers en pdf ou sous word. Bien que j'ai le tableau sous les yeux, je n'arrive pas à y croire. Fidèle à mes principes, avec Corel j'ai réalisé une capture d'écran que j'ai ensuite enregistrée au format pdf et jpg, ainsi vous pouvez vérifier par vous-même le nom du site, la période en question, le nombre total de fichiers téléchargés (tout en bas) et lire la notice d'OVH qui accompagne ce tableau. Que des esprits malintentionnés n'essaient pas d'entrer dans le serveur d'OVH en tapant l'adresse qui figure sur cette capture d'image, sans l'identifiant client et le mot de passe ce sera impossible. De plus leur serveur est hyper sécurisé.

J'ai fait le total pour 2010, vous avez téléchargé 27.504 fichiers, avec un record en septembre avec 4.420 téléchargements. Je crois que je n'ai plus besoin de me demander si le site est utile ou non, j'ai la réponse. Mais vous tenez d'Arpagon, je plaisante, je m'en tape.

Voici le détail pour 2010 si vous voulez recompter : janvier- 704, février- 565, mars- 1585, avril- 857, mai- 2699, juin- 3943, juillet- 3732, août- 3059, septembre- 4420, octobre- 2749, novembre- 1686, décembre- 1505. La faiblesse des premiers mois doit provenir du fait que je venais de changer l'adresse du site.

Voici l'indication (OVH) qui accompagne ce tableau : "*La page des téléchargements affiche les fichiers téléchargeables les plus demandés par appels de fichiers réussis et par taille (en octets)*"

Le Top 10 du 8 et le 14 janvier 2011.

1. /tribune/algerie_1_janvier2011.pdf
2. /tribune/ccit_070111.pdf
3. /tribune/dr043-07-01-11.pdf
4. /service/texte090111.pdf
5. /tribune/cgt_070111.pdf
6. /textes/syndicats120111.pdf
7. /textes/tunisie_08102010.pdf
8. /textes/tn_lks.pdf
9. /construction/klbroue.pdf
10. /marxisme/vletat.pdf

Il y en a qui ont essayé d'ouvrir les pages des causeries des mois de février et suivant, votre horloge (biologique) est détraquée ou vous avez un sérieux problème de décalage horaire ou encore avec la logique, je ne parle même pas de la dialectique, je vous taquine, on ne se connaît pas, mais je ne suis pas aussi rustre que j'en ai l'air. Au fait vous m'excuserez d'avoir laissé plein de fautes dans les commentaires des extraits de *La maladie infantile du communisme*, j'ai formaté ce document en pdf après les avoir corrigées, j'avais vraiment écrit n'importe comment, j'ai honte.

Je ne mettrai pas en ligne les documents que j'ai reçus des groupes GSI et CCI-T-Bolchevik sur l'Algérie et la Tunisie datant des 13 et12 janvier, car le premier n'est plus d'actualité et le second ne présente pas grand intérêt. Pour les mêmes raisons, cette semaine je n'ai pas mis en ligne de pages d'*Informations ouvrières*. Saluons au passage la rédaction du tract commun des groupes CCI-T et Bolchevik.

Si vous pouviez vous entendre avec d'autres groupes, courants ou tendances avec lesquels vous êtes proches sur une plate-forme d'action commune, franchement vous remonteriez le moral de milliers de militants, je vous soutiendrais à fond. En se répartissant le boulot, on pourrait franchir un pas décisif sur la voie de la construction du parti. Il y a tellement de choses à faire, ce serait une formidable aventure que de reprendre le relais du parti bolchevik en 2011, si à nous tous nous n'y parvenions pas, cela voudrait dire que c'est impossible, on ne peut pas l'imaginer un instant.

Tous les partis sont sclérosés (LO) ou empêtrés dans des contradictions sans fin, certains même avant même leur fondation (POI et NPA), il n'en sortira jamais rien, ils ne cessent d'en faire la démonstration, quand les vieux qui les dirigent et pour certains les composent en majorité ne seront plus de ce monde, ces partis disparaîtront où seront réduits à des organisations marginales, ce qu'ils sont déjà d'une certaine manière, leurs dirigeants historiques sont tous des crypto-staliniens (Krivine, Laguiller, Gluckstein) ou des petits-bourgeois réformistes (Lambert) qui se sont encanaillés avec les appareils du PS et des syndicats, qui en échange de menus services et d'un pacte de non-agression leur ont octroyé une place au soleil au sein des syndicats ou des organismes de collaboration de classes.

Répétons-le encore, il existe des cadres ou responsables formidables dans différentes formations ou courants politiques, si je peux me permettre de donner un avis, j'ai trouvé excellent le dernier numéro des camarades de *Débat révolutionnaire* ou de la tendance Claire du NPA, je ne sais pas comment ils traduisent cela dans la pratique, les camarades des groupes issus de l'OCI ou du PCI sont d'une grande valeur, il doit en rester au courant CCI du POI, mais aussi à LO et ailleurs, ces camarades ont la capacité d'élaborer un programme d'action, le programme d'un parti révolutionnaire, un projet de société et de Constitution à proposer à la classe et aux masses, vous n'imaginez pas quel impact auraient ces derniers, tous les partis proposent pour ainsi dire du vent aux travailleurs, est-ce que vous vous en rendez compte, et plus la crise s'amplifie, plus les travailleurs sont demandeurs

d'un projet de société, à ne pas confondre avec le programme d'action (de transition) ou le programme du parti, et c'est normal, ils ont été tellement trompé, pourquoi voudriez-vous qu'ils aient plus confiance en vous que dans les autres partis faillis, mettez-vous un instant à leur place.

La tâche à accomplir est si considérable qu'on doit se rassembler pour la mener à bien. Il faudrait aussi développer l'outil Internet, il est à usage multiple, mon activité ne couvre qu'une infime partie des possibilités qu'il nous offre, à condition de l'utiliser intelligemment, il doit être orienté impérativement vers l'organisation des travailleurs et jeunes, sinon il ne servirait à rien ou presque. Rassembler nos capacités, nos forces et notre énergie nous ferait gagner un temps précieux, on pourrait entreprendre ce qu'on ne peut pas réaliser en étant dispersés. La crise actuelle nous aide à déblayer le terrain et à régler pour nous certains désaccords théoriques, profitons-en pour aller plus loin, sinon quand nous déciderons-nous à franchir ce pas ? Faisons preuve d'audace, allons de l'avant ! Faisons nôtre la méthode de Lénine : fermeté sur les principes et souplesse dans leur application. (A suivre)

L'arrière-garde.

L'histoire est parfois cruelle, partis et syndicats ont appelé à manifester en soutien à la révolution populaire tunisienne une fois que le dictateur avait pris la fuite ! D'autres fois, certains appellent à la grève générale après plusieurs mois de mobilisation... quand il est trop tard !

Surtout ne préparons pas les travailleurs aux tâches et aux objectifs politiques qu'ils devront se fixer quand ils se soulèveront, attendons le plus longtemps possible, la dernière minute... On connaît la suite, le jour où l'heure aura sonné de les mettre à l'ordre du jour ils auront la tête ailleurs, ils répondront aux abonnés absents comme le PT d'Algérie hier ou la SFIO à une autre époque.

Politique.

1- Tunisie.

1.1- Sarkozy a soutenu le dictateur Ben Ali jusqu'à la dernière minute.

L'abandon à la dernière minute par Paris de son soutien à l'ancien président tunisien Ben Ali illustre la pression qui s'exerce sur la France pour qu'elle rompe avec des années de soutien aveugle à certains dirigeants étrangers.

La France, comme le reste du monde, a été prise de court quand les troubles en Tunisie ont finalement précipité le départ de Zine al Abidine Ben Ali vendredi. Après une réunion d'urgence au sommet de l'Etat, Paris a décidé de lui refuser son hospitalité.

La volte-face a été rapide après le long soutien de l'ancienne puissance coloniale au régime, dont la stabilité politique protégeait les intérêts économiques français et la répression des groupes fondamentalistes faisait de la Tunisie un rempart laïc.

"*La Tunisie était un régime autoritaire et c'est vrai qu'il y avait une dérive de l'autoritarisme du régime depuis la dernière réélection de Ben Ali que probablement la France n'a pas appréciée à sa juste mesure*", déclare Axel Poniatowski, président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale contacté par l'agence Reuters. "*En l'espace de 72 heures, tout a basculé et je crois que la France comme la plupart des pays a été prise de court*", ajoute-t-il.

La France, où vivent 600.000 Tunisiens environ, est le premier partenaire commercial de la Tunisie. Elle y a investi 139 millions d'euros en 2009 et on compte quelque 1.250 entreprises françaises présentes en Tunisie, environ 25.000 Français y résident et plus d'un million de Français y passent des vacances chaque année.

Quand, en avril 2008, Nicolas Sarkozy s'était rendu en visite en Tunisie, il avait éludé les inquiétudes sur la situation des droits de l'homme et vu dans la lutte anti-terroriste menée par Ben Ali un rempart contre l'apparition d'un régime "*de type taliban*" en Afrique du Nord.

Des années plus tôt, soulignant que pouvoir se nourrir, se loger et s'instruire constitue le premier des droits de l'homme, son prédécesseur, Jacques Chirac, estimait que la Tunisie était plus avancée que nombre de pays.

Quand les premières manifestations contre le chômage et la pauvreté ont éclaté, à la mi-décembre, les autorités françaises ont fait profil bas et ne se sont pas départies de cette attitude jusqu'aux dernières heures du règne de Ben Ali.

Analystes et diplomates jugent aussi que Paris a mis longtemps à comprendre que son soutien au régime de Ben Ali avait dépassé sa date de péremption.

"*Les Français ont mal interprété l'ampleur du soulèvement populaire et ont commis une lourde erreur de jugement en s'accrochant trop longtemps à l'idée qu'ils pourraient aider Ben Ali à se maintenir au pouvoir*", estime l'amiral Jacques Lanxade, ancien chef d'état-major des armées qui fut ambassadeur de France à Tunis à la fin des années 1990. (Reuters 16.01)

1.2- Ben Ali et les 40 voleurs. Une fuite en or.

Selon des informations collectées à Tunis, Leïla Trabelsi, la femme du président, se serait rendue à la Banque de Tunisie chercher des lingots d'or. Le gouverneur aurait refusé. Mme Ben Ali aurait appelé son mari, qui aurait d'abord lui aussi refusé, puis cédé. Elle a ensuite pris un vol pour Dubaï, selon les informations françaises, avant de repartir pour Djeddah. '*Il semblerait que la femme de Ben Ali soit partie avec de l'or*', explique un haut responsable français. '*1,5 tonnes d'or, cela fait 45 millions d'euros*', traduit une source.

M. Ben Ali, lui, ne croyait pas sa chute aussi rapide. Pour preuve, selon Paris, il aurait enregistré une nouvelle allocution, qui n'a pas eu le temps d'être diffusée. Il n'aurait donc pas quitté le pays volontairement mais aurait été destitué. L'armée, et le chef d'état-major qui avait refusé de tirer sur la foule, ont, selon les services européens, joué un rôle de premier plan dans la destitution de M. Ben Ali. (Lemonde.fr 16.01)

1.3- Un gouvernement des "***lâches***" au service de la bourgeoisie et l'impérialisme français.

Trois dirigeants de l'opposition tunisienne vont faire leur entrée dans un gouvernement de coalition au terme d'une journée de négociations à Tunis.

Selon des sources proches des discussions conduites par le Premier ministre Mohamed Ghannouchi, Nadjib Chebbi, Moustafa Ben Jaafar et Ahmed Ibrahim participeront au nouveau gouvernement dans lequel les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur sortants conservent leur poste.

Nadjib Chebbi, chef de file du Parti démocratique progressiste (PDP), devient ministre du Développement régional. Moustafa Ben Jaafer, président du Forum pour le travail et la liberté, est à la Santé tandis que Ahmed Ibrahim, du parti Ettajdid, récupère le portefeuille de l'Enseignement supérieur.

Tous les partis politiques dits légaux, représentés au Parlement ou non, sont appelés à rencontrer M. Ghannouchi, mais pas le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) de Hamma Hammami qui est interdit ni les islamistes du Ennahdha de Rached Ghannouchi, qui vit en exil à Londres.

"*Pourparlers limités, démocratie boiteuse*", ont immédiatement réagi des manifestants à Regueb (centre-ouest), une localité qui a connu de violentes manifestations durement réprimées par la police. Environ 1 500 manifestants y ont défilé dimanche matin pour réclamer un véritable changement. "*Nous ne nous sommes pas révoltés pour la formation d'un gouvernement d'union avec une opposition de carton-pâte*", ont-ils scandé avant d'être dispersés par l'armée qui n'a pas recouru à la violence. (Reuters 16.01)

1.4- Quelques éléments sur le déroulement de la journée d'hier.

Tunis a été le théâtre, dimanche 16 janvier, de violents affrontements entre les forces régulières loyales au gouvernement de transition et des miliciens armés apparemment fidèles au président déchu Zine El-Abidine Ben Ali, qui a fui le pays vendredi. Les combats ont d'abord eu lieu dans le secteur du ministère de l'intérieur et auraient fait deux tués dans les rangs des miliciens. "*Il y a eu deux snipers qui ont tiré depuis un bâtiment situé à proximité du ministère de l'intérieur. On les a abattus*", a déclaré un sous-lieutenant de l'armée à la télévision publique, qui n'a pas fait état d'autres victimes. Dans cette zone, complètement désertée par la population, les tirs ont cessé à la tombée de la nuit.

Les affrontements se sont ensuite poursuivis aux abords du palais présidentiel, où l'armée a annoncé avoir donné, dans la soirée, l'assaut du palais présidentiel de Carthage, dans lequel sont retranchés des éléments de la garde présidentielle de Ben Ali. Des témoins vivant à proximité du palais, situé à plusieurs kilomètres du centre de Tunis, ont confirmé avoir entendu des tirs continus d'armes lourdes.

Le neveu de Ben Ali, Kaïs Ben Ali et le général Ali Sériati, l'ancien homme clé de la sécurité du président, a été interpellé à Ben Guerdane, dans le sud de la Tunisie, alors qu'il tentait de s'enfuir en Libye, ils ont été arrêtés pour leur participation aux violences des derniers jours, alors qu'un autre neveu de l'ancien président, Imed Trabelsi, est mort vendredi poignardé, possiblement lors d'un réglement de comptes. Des combats ont opposé dans la journée dans le centre de Tunis les forces loyales aux autorités de transition et des miliciens armés restés fidèles à Ben Ali. (AFP et Lemonde.fr 16.01)

2- Algérie.

Un Algérien de 37 ans a été hospitalisé dans un état grave après s'être immolé par le feu samedi devant une mairie de la région

de Tébessa, près de la frontière avec la Tunisie, où il était venu réclamer un emploi et un logement, a-t-on appris dimanche de source hospitalière locale.

Trois autres tentatives de suicide par le feu ont également été enregistrées en Algérie depuis mercredi, selon l'agence APS et le quotidien privé francophone El Watan. (Libération.fr 16.01)

Justice.

Jacques Servier, fondateur et président du laboratoire Servier, le fabricant du Médiator, est appelé à comparaître devant la 15e chambre du TGI de Nanterre le 11 février, rapporte le Figaro dimanche soir.

Le quotidien précise que la comparution de Jacques Servier, 88 ans, est la conséquence de la citation directe déposée par deux avocats parisiens, dont le premier représente plusieurs familles de victimes au pénal et le second représente une victime du Médiator.

La citation concerne également les laboratoires Servier et Biopharma, qui a commercialisé le médicament suspendu en France depuis novembre 2009, mais également des personnes physiques, le directeur général délégué et pharmacien responsable de la firme. (Reuters 16.01)

Haut de page

Le 18 janvier

Dans la rubrique *Documents*, j'ai ajouté un lien qui renvoie vers d'anciens articles d'*Informations ouvrières* sur le Forum social, Attac, les Ong et la démocratie participative, car il y figure des de nombreux arguments pour dénoncer et combattre cette forme de collaborations de classes. Je n'ai pas modifié la présentation de ces fichiers, à part le bande déroulante et le menu dans les pages d'accueil des différentes rubriques que j'ai supprimés. Je précise pour ceux qui l'ignorent encore, que j'ai cessé de soutenir le PT en 2005. Quant à l'adresse www.meltl.com qui figure dans ces documents, elle n'existe plus.

Toujours dans la rubrique *Documents*, j'ai ajouté le rapport de Michel Camdessus remis à C. Lagarde : *Contrôle des rémunérations des professionnels du marché.*

Pas le temps de causer.

Politique.

1- France. Moins de fonctionnaires... pour de meilleurs services publics !

En présentant ses voeux à la presse, le ministre du Budget et de la Fonction publique François Baroin a déclaré que la politique de non-remplacement d'un départ sur deux dans la Fonction publique se poursuivrait au rythme de 100.000 départs non remplacés en trois ans.

Entre 2011 et 2013, «*100.000 emplois ne seront pas remplacés au sein des administrations et des opérateurs*», a indiqué le ministre. «*Cela participe naturellement de la maîtrise des finances publiques. Cette politique n'en est pas moins tout à fait équilibrée, elle permet de reverser la moitié des économies réalisées aux fonctionnaires, sous la forme de bonifications*», a-t-il déclaré.

Tout en annonçant ces chiffres, François Baroin a insisté sur le fait que «*les diminutions d'emploi n'ont pas d'impact négatif sur la qualité des services publics, bien au contraire*». Et de poursuivre : «*J'annoncerai en février quinze nouvelles mesures de simplification des démarches des usagers*». (AFP et Figaro.fr 17.01)

2- Tunisie.

Le gouvernement tunisien dont le Premier ministre Mohamed Ghannouchi a annoncé lundi la composition comprend plusieurs personnalités connues de l'administration du président déchu et trois dirigeants de l'opposition.

De nombreux Tunisiens ont été tués ou blessés par la police lors des manifestations contre le président Zine ben Ali grâce auxquelles ils espéraient obtenir un véritable changement dans leur pays.

Mais le Premier ministre ainsi que les ministres de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Finances sont restés en place, et la plupart d'entre eux appartiennent au RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) de Ben Ali.

La présence au gouvernement de trois dirigeants de l'opposition ne pèse pas lourd aux yeux de leurs partisans qui auraient souhaité qu'ils aient davantage de responsabilités.

Des personnes interrogées dans le centre de Tunis peu après l'annonce de la liste des ministres se sont déclarées déçues et mécontentes.

Un millier de personnes avaient déjà manifesté lundi matin aux cris de "*A bas le RCD*" ou "*A bas le parti de la dictature*", avenue Bourguiba, la grande artère de la capitale, contre la composition anticipée du gouvernement. La police n'a pas réussi à les disperser malgré un recours à des gaz lacrymogènes, des canons à eau et des tirs en l'air.

L'annonce de la liste a été reportée et n'est intervenue que quelques minutes avant l'entrée en vigueur du couvre-feu, empêchant les protestataires d'organiser une nouvelle manifestation.

L'ampleur de la manifestation de lundi est toutefois sans comparaison avec celles qui ont précédé la chute de Ben Ali.

Le gouvernement provisoire compte ainsi que la population mettra pour l'instant de côté son scepticisme dans l'espoir d'une certaine stabilité.

Mais si les Tunisiens jugent que leurs nouveaux dirigeants ressemblent trop à la vieille garde, les changer par leur vote pourrait être plus difficile qu'il n'y paraît. Le scrutin se tiendra en effet dans le cadre d'une Constitution taillée sur mesure pour Ben Ali.

Elle stipule notamment que quiconque brigue la présidence doit avoir dirigé un parti politique au cours des deux années précédentes.

Cette disposition avait été ajoutée pour empêcher Najib Chebbi, farouche adversaire de Ben Ali, de se présenter à l'élection présidentielle de 2009.

Chebbi avait abandonné peu auparavant la direction de sa formation. Reste à savoir si ces règles pourront être amendées au cours de 59 jours restant à courir avant la date limite pour le scrutin. (Reuters 17.01)

3- Oman.

Une rare manifestation dans le sultanat d'Oman a réuni lundi 2.000 personnes réclamant des hausses de salaires et une limitation de la hausse des prix et du coût de la vie.

La manifestation à Mascate, la capitale, était organisée à l'appel d'organisations de la société civile et annoncée sur des sites Web. (AP 17.01)

4- Israël. Toujours plus à droite.

Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a claqué lundi la porte de son Parti travailliste, l'accusant de dérive gauchiste, au grand plaisir du Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui juge que sa coalition de droite sortira renforcée de cet épisode.

Ehud Barak a annoncé qu'il créait avec quatre autres députés travaillistes de la Knesset un nouveau parti, Indépendance.

Le Premier ministre a souligné que la défection de son ministre de la Défense de son parti d'origine renforçait sa main: "*Le gouvernement est devenu bien plus fort aujourd'hui, en terme de gouvernance et de stabilité, et c'est important pour Israël*", a-t-il dit. (Reuters 17.01)

5- Haïti. Au secours : le dictateur Baby Doc et ses Tontons Macoutes sont de retour !

L'ancien président "*à vie*" Jean-Claude Duvalier a effectué dimanche un retour surprise en Haïti, où il n'était pas revenu depuis son renversement par un soulèvement populaire en 1986.

"*(Je reviens) parce que je sais que le peuple souffre*", a-t-il poursuivi.

"Je voulais lui témoigner ma solidarité, lui dire que je suis là, que je suis bien disposé et déterminé à participer à la renaissance d'Haïti", a-t-il dit à Reuters, sans préciser ses intentions exactes.

Surnommé Baby Doc, Jean-Claude Duvalier a été propulsé à la tête du pays en 1971 à la mort de son père, François "*Papa Doc*" Duvalier, qui faisait régner un climat de terreur. A 19 ans, Jean-Claude Duvalier était alors le plus jeune chef d'Etat au monde et il s'était autoproclamé président "*à vie*".

Interrogée au sujet de l'ancien dirigeant, une personne a refusé de répondre et même de donner son identité: "*Vous plaisantez? Il me tuerait. Vous ne connaissez pas Duvalier?*"

Aucun mandat d'arrêt n'a été rendu public à son encontre et aucune disposition légale ne l'empêchait de revenir dans son pays.

De source proche de l'ancien dirigeant, on a déclaré qu'il était revenu avec un passeport diplomatique et qu'il devait tenir le ministère de l'Intérieur informé de ses déplacements. (Reuters 17.01)

Même s'il a tenté d'offrir une image moins autoritaire que son père, Jean-Claude Duvalier a été renversé en 1986 par un soulèvement populaire, accompagné de pressions diplomatiques de la part des Etats-Unis.

Il était alors accusé de diriger un régime corrompu, répressif et multipliant les atteintes aux droits de l'homme par le biais de la milice créée par son père, les Tontons Macoutes. Il vivait dans l'opulence pendant que sa population tentait de survivre dans la misère. (Reuters 17.01)

Encore un dictateur soutenu par l'Etat français de de Gaulle à Mitterrand qui a offert un droit d'asile en or en 1986 au sanguinaire Jean-Claude Duvalier.

Economie.

1- Pétrole en hausse.

Le baril de Brent se traitait à près de 98 dollars lundi, approchant un plus haut de 27 mois. Le brut léger américain se négociait quant à lui autour de 91 dollars le baril.

Les pays consommateurs s'inquiètent de l'impact de la hausse des cours sur l'inflation et sur la reprise économique.

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie, qui conseille 28 pays industrialisés, a décrit les cours actuels comme "*alarmants*" et prévenu qu'ils pourraient avoir des conséquences néfastes.

"*Nous sommes inquiets de la vitesse de la hausse des cours du pétrole, qui peut affecter la croissance économique*", a déclaré Nobuo Tanaka à la presse. "*Si les cours se maintiennent à ce niveau, cela aura un impact négatif.*" (Reuters 17.01)

2- La BCE, l'agent européen de Wall Street

La France n'a pas fait assez de réformes structurelles, a déclaré dimanche le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet. (Reuters 17.01)

Haut de page

Le 19 janvier

Des manifestations ont eu lieu hier dans toutes les grandes villes de Tunisie pour exiger un gouvernement sans représentants du parti de Ben Ali, le RCD, quand les manifestants n'exigeaient pas la dissolution du parti du dictateur. La classe ouvrière et les masses tunisiennes sont plus révolutionnaires que les partis censés les représenter, simple constat. En France également.

Le peuple tunisien est parvenu à chasser du pouvoir Ben Ali, mais le système Ben Ali demeure en place, son système policier, les institutions et la constitution qui ont permis au dictateur de rester au pouvoir pendant 23 ans. Comme quoi une révolution prolétarienne pour être menée jusqu'au bout doit commencer par liquider l'Etat bourgeois en place...

Une somme d'individualités, une classe, tout un peuple ou presque peuvent se rassembler et parvenir à renverser un tyran pour peu qu'ils bénéficient de la neutralité de l'armée, mais sans parti et sans programme, sans orientation politique, ils ne peuvent pas espérer aller beaucoup plus loin... Face book et Internet ne peuvent pas remplacer le parti comme je l'expliquais la

semaine dernière.

Au lieu de faire de grands discours, car on s'attend à des articles dithyrambiques dans les semaines qui viennent sur la situation en Tunisie, des articles aux accents combattants, on ferait mieux de fournir aux travailleurs et aux militants les principaux enseignements de cette révolution populaire pour qu'ils ne reproduisent pas les mêmes erreurs ou qu'ils commencent à corriger leur appréciation de la situation politique ainsi que leurs propres faiblesses ou lacunes. C'est seulement à cette condition qu'ils pourront tirer profit de l'expérience tunisienne.

Le défaut des tracts ou communiqués diffusés largement, c'est qu'ils ne mettent pas l'accent sur ces enseignements qui pourraient servir aux travailleurs des autres pays, au mieux ils figurent en perspective, alors qu'il faudrait traiter davantage les faits et le développement de la situation sous une forme dynamique, dialectique, de cause à effet. Si ces enseignements apparaissent comme plaqués ou coupés de la réalité ou encore s'apparentent à des arguments théoriques, les travailleurs s'en détourneront ou s'en méfieront.

Le problème de tous les partis ouvriers, c'est qu'ils sont incapables de s'adresser à la classe ouvrière et aux masses dans leur propre langage, autrement dit, telles qu'elles abordent la situation avec ses certitudes et ses hésitations, ses doutes et ses questionnements, etc. La situation politique et son évolution n'apparaissent pas clairement d'un coup aux yeux des travailleurs, il leur faut le temps de digérer l'expérience en cours qui s'inscrit dans une perspective dont ils n'ont pas conscience, pour ensuite fixer de nouveaux objectifs à leur combat. Au cours du processus révolutionnaire, pour atteindre l'étape ou l'objectif suivant, il faut se doter des moyens adéquats, des moyens nouveaux. Un processus révolutionnaire ne parvient à maturité que lorsque la classe parvient à s'organiser, dans ce cas-là seulement il pourra encore se développer. Si on n'a pas pleinement conscience du processus en cours et de quelle manière il pourrait évoluer sous certaines conditions, il touchera rapidement à sa fin, car il butera sur des obstacles infranchissables, à défaut de les avoir identifiés à temps, d'où l'importance d'y avoir été préparé de longue date. On ne peut pas se fixer des tâches et des objectifs politiques quand on n'a pas une parfaite conscience de la situation et de son développement possible, cela ne s'improvise pas contrairement à ce qu'on voudrait nous croire. Que la classe parvienne à s'en fixer, elle est incapable de se donner (spontanément) les moyens indispensables pour les atteindre en l'absence du parti, quand bien même elle y parviendrait, elle serait incapable de leur donner une orientation politique correcte, c'est ce que la révolution tunisienne est en train de démontrer (si nécessaire).

La révolution tunisienne a cette valeur inestimable pour le prolétariat mondial et son avant-garde, d'avoir démontré la validité ou l'actualité de la théorie marxiste de la lutte de classes et des enseignements de la révolution russe de 1917, et elle a balayé d'un coup toutes les théories opportunistes construites autour de la négation du parti ou niant son rôle déterminant au cours d'une révolution prolétarienne. La farce de la "*révolution citoyenne*" est en passe de devenir un cauchemar pour les travailleurs tunisiens, et elle prendra fin lorsqu'ils se seront rendus compte que "*la révolution par les urnes*" n'était finalement qu'une minable escroquerie politique pour permettre à la bourgeoisie de conserver le pouvoir.

Le rapport de force est ou a été temporairement favorable au prolétariat, mais fondamentalement les rapports entre les classes n'ont pas changé et l'Etat n'a pas changé de nature, seule la forme de domination de classe a été modifiée ou est en train d'être modifiée, à un pouvoir dictatorial sans partage incarné par Ben Ali et son parti, le RCD, va succèder un régime dirigé par des partis bourgeois et démocratiques petits-bourgeois qui gouverneront pour le compte de la bourgeoisie tunisienne et des principaux impérialistes présents en Tunisie (français, italien et américain principalement). Pour en dire plus, attendons la suite, il est encore trop tôt pour dire quels avantages les travailleurs tunisiens auront tiré de cette révolution, en dehors du fait d'avoir chassé du pouvoir le dictateur Ben Ali et d'avoir desserré l'étau qui l'empêchait de mener son combat sur son propre terrain de classe. (A suivre)

Politique.

1- France.

L'économiste Christophe Ramaux, co-animateur de la commission économie du Parti de gauche (PG), vient d'envoyer sa lettre de démission du parti. En désaccord depuis plusieurs mois avec l'orientation trop personnalisée et le fonctionnement interne, ce maître de conférence à Paris-I avait déjà pris ses distances. Il claque la porte en expliquant ses désaccords, dans un courrier envoyé le 12 janvier à la direction du parti.

Le fonctionnement interne apparaît comme la première des raisons qui motivent le départ de ce chercheur, un des responsables du Manifeste des économistes atterrés. "*Je m'imaginais un parti ouvert, où l'on réfléchit, discute, débat (…). Le PG fonctionne, au contraire, comme un petit groupe 'discipliné*'", écrit M. Ramaux.

Et de critiquer les statuts qui n'autorisent la présentation d'un texte alternatif que s'il obtient 20 % des signatures de membres du conseil national : "*Avec une telle règle, Jean-Luc Mélenchon et ses amis auraient-ils pu constituer un courant [à l'intérieur du PS] ?*"

M. Ramaux aborde ensuite un autre travers qu'il ne supporte plus : la personnalisation du PG. "*Au regard de son projet, n'est-il pas paradoxal que le PG soit aujourd'hui, et de loin, le parti à gauche le plus personnalisé*", questionne l'économiste avant d'en

lister les symptômes : faiblesse des débats internes, "*souci d'affichage*" de la direction, au congrès du parti, en décembre, qui a vu défiler les discours des dirigeants au détriment des délégués ; "*phénomènes d'autosatisfaction et de cour en cascade*", "*énergie disproportionnée mise à critiquer les médias*"…

"*N'est-ce pas l'indice qu'il y a décidément un problème*" au PG, interroge encore l'ancien membre du bureau national. Enfin, le démissionnaire en vient au fond de ses désaccords avec le parti de M. Mélenchon : l'absence de programme.

Alors que, comme il le rappelle, le PG avait affiché dès sa création son ambition de forger un programme solide, deux ans plus tard, il n'en est rien. Et de préciser qu'une commission devait élaborer ce corpus idéologique, mais qu'elle n'a jamais réellement fonctionné, laissant au président du parti la latitude de forger ses discours. Le dernier congrès n'a présenté qu'une motion d'orientation, sorte de "*long tract*".

Résultat, explique le démissionnaire : une ligne trop aléatoire, peu sérieuse, notamment dans sa réflexion sur la crise économique et financière, thème cher à l'économiste hétérodoxe. Il s'est permis d'en faire la critique et s'est pris une volée de bois vert de la part du président. Ce fut la goutte de trop.

Christophe Ramaux précise qu'il ne fait pas de sa démission "*une ligne à suivre*" et qu'il reste attaché à cette expérience militante. Mais il résume ainsi le sentiment de bon nombre de cadres qui sont partis sur la pointe des pieds depuis la création du PG en février 2009. (Lemonde.fr 18.01)

2- Allemagne. L'UE synonyme de régression sociale généralisée.

«*Travailler plus pour sauver l'euro.*» Angela Merkel pourrait faire sienne cette devise. La chancelière a attaqué l'année avec une mauvaise nouvelle pour les députés de sa majorité : la crise des dettes dans les pays de la zone euro risque de coûter encore plus cher que prévu et l'Allemagne va devoir remettre la main à la poche pour augmenter la capacité du fonds de secours européen (FESF). Mais elle a trouvé une idée pour calmer la mauvaise humeur de ses troupes : obtenir en échange que tous les pays de l'eurozone acceptent de repousser l'âge de la retraite à 67 ans. (Lefigaro.fr 18.01)

3- Tunisie.

A peine formé, le nouveau gouvernement d'union nationale compte déjà quatre démissions. Abdeljelil Bedoui, Anouar Ben Gueddour et Houssine Dimassi, les trois ministres de la centrale syndicale UGTT, ont annoncé ce mardi leur retrait en raison du maintien au gouvernement du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), le parti du président déchu Zine el-Abidine ben Ali.

Les postes clés de Premier ministre et les ministères de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Finances n'ont en effet pas changé de main. Nommé ministre de la Santé, Moustafa Ben Jaafar a également démissionné, selon un responsable de son parti, le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL). D'autres démissions seraient intervenues dans la journée, mais sans confirmation officielle.

La nouvelle ministre de la Culture Moufida Tlatli, qui avait déclaré à l'AP avoir pris "*la décision de principe*" de démissionner, a finalement prêté serment mardi, a déclaré à l'AP son gendre Mourad Chassei, joint par téléphone.

De son côté, Adel Chaouch, chef du mouvement Ettajdid de l'opposition légale (Le Renouveau, ancien Parti communiste), a apporté un "*démenti catégorique*" aux rumeurs de sa démission, même si le bureau politique du mouvement a conditionné son maintien à plusieurs revendications, dont le départ des ministres reconduits appartenant au RCD. M. Chaouch a déclaré qu'il se contenterait éventuellement du "*retrait de leur adhésion à ce parti*".

Par ailleurs, Foued Mebazaa et Mohamed Ghannouchi, respectivement président et Premier ministre par intérim de l'actuel gouvernement d'union, ont démissionné du parti présidentiel de ben Ali ce mardi pour se démarquer du président déchu.

Une manifestation contre le nouveau gouvernement s'est d'ailleurs tenue ce mardi à Tunis avant d'être dispersée par des gaz lacrymogènes. La journée a aussi été marquée par le retour de Moncef Marzouki, le dirigeant du Congrès pour la république (CPR), parti de gauche interdit sous Ben Ali, et candidat proclamé à la future élection présidentielle. L'ancien opposant a été accueilli triomphalement à son arrivée à l'aéroport. (20minutes.fr et AP 18.01)

4- Haïti.

L'ancien président Jean-Claude Duvalier a été officiellement inculpé mardi par la justice de son pays de corruption, vol et détournement de fonds pendant ses années au pouvoir (1971-1986) à Haïti.

«*Son sort est désormais entre les mains du juge d'instruction*», a déclaré à Reuters le procureur général, Aristidas Auguste. «*Nous avons déposé une plainte à son encontre*».

Il appartiendra désormais au juge d'instruction de décider de poursuivre ou non l'affaire au plan judiciaire.

«*Bébé Doc*» avait été arrêté dans la journée par la police à l'hôtel de Port-au-Prince où il résidait depuis son arrivée inopinée, dimanche, dans l'île caraïbe.

Des mouvements de défense des droits de l'homme réclamaient l'arrestation et le jugement de Duvalier qu'ils accusent d'avoir, en quinze ans de pouvoir, tué et torturé des milliers d'opposants.

Selon un membre du gouvernement, une plainte pour détournement d'argent a été réactivée contre l'ancien dictateur et plusieurs autres plaintes émanant de particuliers portant sur «d'autres crimes présumés» sont en préparation.

«*Les violations importantes et systématiques des droits de l'homme commises en Haïti pendant l'ère Duvalier équivalent à des crimes contre l'humanité*», a déclaré Javier Zuniga, conseiller spécial d'Amnesty International. (20minutes.fr 18.01)

Préval et son gouvernement sont tellement pourris qu'ils ne l'ont pas arrêté dès sa descente d'avion et le tortionnaire n'est pas encore poursuivi pour tous ses crimes commis quand il était au pouvoir.

Syndicat.

La FSU (premier syndicat de l'Education), le Syndicat des enseignants-UNSA (SE-UNSA) ainsi que le Sgen-CFDT, ont annoncé, mardi, leur décision de ne pas se rendre aux voeux de Nicolas Sarkozy au monde de la connaissance et de la culture, prévus mercredi, pour dénoncer la politique sociale, économique et éducative du président de la République et du gouvernement.

"*Dans l'éducation, frappée par des suppressions massives d'emplois, la recherche et la culture, toutes les réformes sont contestées par une large majorité des personnels sans que cela conduise le gouvernement à entamer la moindre des discussions*", écrit la secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, dans un communiqué diffusé mardi.

Ces deux décisions interviennent alors qu'une journée de manifestations est organisée samedi prochain pour dénoncer les suppressions de postes et le manque de moyens dans l'Education nationale. (AP et AFP 18.01)

Si au moins on pouvait avoir des "*discussions*" avec l'hystérique du Palais... il en sortirait forcément quelque chose de bon pour le corps enseignant et les élèves, ben voyons !

Social.

Les billets de train en France vont augmenter de 2 à 3% fin janvier, a déclaré mardi la ministre de l'Ecologie et des Transports, Nathalie Kosciusko-Morizet. (Reuters 18.01)

Haut de page

Le 20 janvier

D'après ce qu'on peut lire dans le n°132 d'*Informations ouvrières*, les travailleurs tunisiens ont constitué des "*comités populaires*" à travers tout le pays dans lesquels ils s'organisent. Créés au départ pour se défendre contre les milices armées restées fidèles au dictateur Ben Ali qui sèment la terreur depuis sa fuite, puis pour assurer la survie au quotidien de la population, ils doivent se fédérer à l'échelle nationale pour constituer les piliers d'un Etat ouvrier, qui décidera de liquider les institutions de l'Ancien régime et de s'attaquer aux fondements du capitalisme, d'avancer vers le socialisme...

Pourquoi le POI ne le dit-il pas ? Parce que pour lui la révolution tunisienne se réduirait au mot d'ordre "*De l'eau, du pain, pas le RCD*" ?

La conférence de presse du 17 janvier du PT d'Algérie dont le POI se fait l'écho est encore en dessous de tout :

- ""*L'Horizon précise que pour Louisa Hanoune, « au sujet de ceux qui veulent utiliser les événement en Tunisie à leurs propres*

fins, “nous n’adhérons pas aux mots d’ordre de ceux qui ont des comptes à régler avec le président de la République ou le Premier ministre”. Le PT, selon elle, est “un parti qui défend la souveraineté nationale”." Mais madame, c'est tout le peuple algérien qui a des comptes à régler avec "*le président de la République ou le Premier ministre*" !

- "*Le peuple tunisien est sorti dans la rue pour dénoncer le président Ben Ali et le système capitaliste qui a accentué le fossé entre une minorité qui a accaparé toutes les richesses du pays et le peuple réduit à la pauvreté et la mendicité. A l’inverse, c’est pour dénoncer la flambée des prix du sucre et de l’huile que les jeunes Algériens ont manifesté bruyamment leur colère.*”, ouf heureusement qu'ils n'en avaient pas après le capitalisme et votre cher Président !

- "*Nous ne voulons pas d’une République au service des spéculateurs*", mais ne le serait-elle pas déjà par hasard ? Passons, c'est lamentable.

Curieusement encore, à en croire *Informations ouvrières*, l'UGTT aurait joué un "*grand rôle*" dans le soulèvement des masses tunisiennes qui a abouti à la chute de Ben Ali, alors que du 17 décembre 2010 au 12 janvier 2011 elle s'est surtout manifestée par son silence ou son absence. Quant aux comités populaires, ils ont été constitués apparemment à l'initiative des travailleurs eux-mêmes et non à celle de l'UGTT, on peut ajouter contre la volonté des dirigeants corrompus de l'UGTT.

Les travailleurs tunisiens ont utilisé l'UGTT (centrale syndicale qui regroupe tous les travailleurs depuis 1947) comme point de ralliement (visibles) parce qu'il n'en existait pas d'autres. Ils se sont servis de l'UGTT comme on prendrait le bus à défaut de moyen de transport individuel pour se déplacer, voilà tout.

Ne cherchez pas dans *Informations ouvrières* les questions de l'Etat et du parti, elles n'y figurent pas.

Extrait d'une interview du 19 janvier au journal *Le Monde* de Hassine Dimassi dirigeant de l'UGTT démissionnaire du gouvernement de Hassine Dimassi.

Pourquoi avoir accepté d'entrer au gouvernement, lundi après-midi, pour en sortir mardi ?

"L'UGTT a accepté de faire partie du gouvernement de transition sous certaines conditions dont la plus importante était que ce gouvernement ne compte pas certains ministres de l'ancien régime, auteurs de graves méfaits à l'encontre du peuple. Malheureusement, cette condition n'a pas été du tout respectée. Plus même, la composition de ce gouvernement a été publiée sans informer a priori ni le secrétaire général de l'UGTT ni certains membres de ce gouvernement. Y compris moi-même.

C'est surtout en raison du non respect de l'accord passé entre le premier ministre et le secrétaire général de l'UGTT sur la composition de ce gouvernement que l'UGTT s'est retirée. D'ailleurs notre accord pour participer à ce gouvernement avait été le résultat d'une décision collective prise par la "commission administrative" de l'UGTT. Il en a été de même lors de notre désistement. La présence dans ce gouvernement d'anciens ministres du président déchu est au cœur du désaccord entre l'UGTT et le premier ministre."

Traduisons ou rétablissons ce qui doit être plus proche de la vérité : pour ne pas être accusé de collusion avec le RCD dont est issu le Premier ministre, il tente de faire croire qu'il ne savait pas que des dirigeants importants de ce parti participeraient à ce gouvernement et qu'il leur serait attribué les postes clés notamment ceux de l'Intérieur, de la Défense et de l'Economie.

Il avoue que l'UGTT avait accepté de négocier avec le Premier ministre de Ben Ali depuis 1999 et qui était donc en poste au moment de la répression sanglante des dernières semaines. Faute avouée à moitié pardonnée, telle est le sens de cette manoeuvre. En réalité, c'est le refus des travailleurs tunisiens de tout gouvernement comportant des membres du RCD qui est à l'origine du revirement de la position de l'UGTT. Il le dit lui-même à demi-mot.

Comprenez-vous le mécontentement de la rue face à la composition de ce gouvernement ?

Certainement, car beaucoup de choses ne répondent pas à ses aspirations, dont notamment la persistance d'hommes politiques douteux au pouvoir.

Les travailleurs tunisiens sont plus précis et vont beaucoup plus loin puisqu'ils exigent la dissolution du RCD.

Bref, ce ne sont pas seulement les dignitaires du régime dictatorial de Ben Ali qu'il faut chasser du pouvoir, arrêter et juger, il faut aussi chasser cette vermine de l'UGTT qui a soutenu Ben Ali pendant 23 ans. Cela non plus le POI ne le dira pas.

Pour montrer à quel point l'UGTT joue un "*grand rôle*" dans la mobilisation contre le régime, un extrait d'une interview du 19 janvier à 20minutes.fr de Norbert de Guillebon, président du comité Tunisie des conseillers du commerce extérieur de la France :

Avec près de 1.200 entreprises françaises ou à participation française, la Tunisie est en nombre le premier pays d'accueil des entrepreneurs français au Maghreb.

Dans le contexte actuel, êtes-vous inquiet pour la pérennité de votre entreprise, et des entreprises françaises en général en Tunisie?

Non, je suis plus qu'optimiste pour les entreprises qui travaillent ici. Malgré quelque petits jours d'arrêt, à partir de vendredi et jusqu'à lundi, pour des questions de logistique, c'est reparti. Les gens ne pouvaient pas venir travailler parce qu'il n'y avait pas de transports en commun, et l'activité a été ralentie de moitié à peu près parce qu'on ne pouvait pas faire les trois-huit à cause du couvre-feu. Mais cela fonctionne à nouveau.

Comme avant?

"Il y a encore des problèmes, le port de Tunis fonctionne par exemple au ralenti pour des raisons de sécurité, ce n'est pas vraiment la normale, mais par rapport à ce qu'on pouvait imaginer, cela aurait pu être pire. Ce qui est indéniable, c'est que toutes les entreprises et en particulier le personnel des entreprises qui est majoritairement tunisien, a montré sa ferme volonté de reprendre le travail, et le plus tôt possible."

Soit il raconte des histoires ou il prend ses désirs pour la réalité, soit il dit la vérité et l'UGTT est incapable de remplir la fonction qui devrait être celle d'un syndicat au cours d'une révolution, organiser la grève générale pour exiger la satisfaction de l'ensemble des revendications économiques et sociales des travailleurs et réaliser l'expropriation sans indemnité ni rachat des grandes entreprises...

Pour sa part, à propos de l'ambiguïté des positions du POI, Prométhée a noté ceci (la suite dans la *Tribune Libre* du site) :

"*Comme la direction du PT d'Algérie , la rédaction d'Informations ouvrières établit une stricte séparation entre l'Algérie et la Tunisie, et refuse de lier le combat des deux peuples pour le respect de leurs droits. Comme on peut le constater, Informations ouvrières, qui se vante souvent d'être le seul à rapporter tous les faits nécessaires au combat de classe et à la construction d'une Internationale ouvrière, fait preuve d'une conception pour le moins étonnante de l'information, de la solidarité entre les peuples et de l'internationalisme. De même, force est de constater que la direction du POI, qui donne volontiers des leçons d'indépendance de classe, semble, c'est le moins que l'on puisse dire, pas très indépendante du gouvernement Bouteflika.*"

Médias. La palme de l'infâmie.

La fécondité augmente, une bonne nouvelle pour l'économie (20minutes.fr 19.01)

Politique.

1- Tunisie.

1.1- L'ex-président tunisien Zine Ben Ali a déclaré au Premier ministre qu'il envisageait de rentrer de son exil saoudien mais Mohamed Ghannouchi lui a répondu que c'était impossible, a déclaré mercredi à Reuters un membre du gouvernement. (Reuters 19.01)

1.2- Trente-trois membres de la famille du président déchu Zine Ben Ali soupçonnés de "*crimes contre la Tunisie*" ont été arrêtés, annonce mercredi la télévision locale, qui diffuse des images de bijoux et d'or saisis lors de leur interpellation. (Reuters 19.01)

1.3- La composition du gouvernement de transition, avec la présence à des postes-clés des ministres sous Ben Ali, est toujours contestée. De nouvelles manifestations ont eu lieu à Tunis, Sidi Bouzid, ou encore Sfax.

1.4- "*Tous les détenus politiques ont été libérés aujourd'hui*", a déclaré à Reuters le nouveau ministre du Développement régional, Najib Chebbi, par ailleurs dirigeant d'un parti d'opposition.

Mercredi matin, un demi-millier de manifestants avaient défilé sur l'avenue Bourguiba, dans le centre de Tunis, pour réclamer la démission des ministres qui étaient déjà en fonctions sous le président Ben Ali. (Reuters 19.01)

2- Algérie.

L'Algérie est confrontée à une nouvelle tentative d'immolation. Mercredi 19 janvier, un père de six enfants a tenté de se suicider dans la ville d'El Oued, à l'extrême est de l'Algérie, non loin de la frontière avec la Tunisie.

Mardi soir, c'était un jeune homme qui avait tenté de mettre ainsi fin à ses jours en plein centre-ville de Dellys, dans l'est du pays. Il se trouvait mercredi dans un état critique, a rapporté le quotidien El Watan sur son site Internet.

La presse algérienne a aussi rapporté le cas d'une femme qui avait tenté de s'immoler par le feu lundi. Selon des sources locales, elle s'est versé un liquide inflammable sur le corps avant de tenter d'y mettre le feu, en pleine assemblée populaire communale de la localité de Sidi Ali Benyoub, à 450 kilomètres au sud-ouest d'Alger.

Ces dernières tentatives portent à huit le nombre de cas de ce genre en Algérie. (Lemonde.fr 19.01)

3- Haïti.

Quatre Haïtiens, dont une ancienne porte-parole des Nations unies, ont déposé plainte mercredi à Port-au-Prince pour crimes contre l'humanité, notamment des actes de torture, contre l'ancien président Jean-Claude Duvalier.

La veille, «Bébé Doc», 59 ans, avait été inculpé par la justice de son pays pour corruption, vol, détournement de fonds et abus de pouvoir pendant ses années de règne, de 1971 à 1986. Il a été laissé en liberté mais il lui est interdit de quitter le pays. (20minutes.fr 19.01)

4- Ligue arabe. Ils craignent la contagion.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a invité mercredi les dirigeants des pays arabes à répondre aux attentes économiques et sociales des populations pour éviter des troubles comme ceux qui agitent la Tunisie.

"*Ce qui se passe en Tunisie (...) n'est pas sans rapport avec les sujets discutés lors de cette réunion*", a-t-il dit lors d'un sommet de la Ligue consacré au développement économique et social des pays arabes, organisé à Charm el Cheikh, en Egypte.

"*Le citoyen arabe en est arrivé à un niveau d'exaspération jusqu'ici inégalé. Je suis certain que si nous parvenons au niveau de développement le plus profitable possible pour nos citoyens, nos sociétés seront en mesure de répondre à de tels défis*", a ajouté de diplomate égyptien. (Reuters 19.01)

5- Soudan.

Les résultats préliminaires du référendum montrent qu'à Juba et autour de la capitale du Sud-Soudan, plus de 98% des électeurs ont voté pour l'indépendance de cette région vis-à-vis de la partie nord du pays, ont annoncé mercredi les autorités locales. (AP 19.01)

Théoriquement nous sommes contre cette partition, mais en pratique si l'indépendance du sud Soudan est souhaitée par l'écrasante majorité de la population terrorisée pendant des décennies par le régime tyrannique de Kartoum, et nous ne sommes pas dupes, soutenue par les différents impérialistes pour mieux faire main basse sur les richesses de ce pays, nous ne pouvons pas aller contre la volonté de ce peuple qui a soif de liberté et espère ainsi une vie meilleure, c'est un des paradoxes qui nous est imposé et qu'il nous faut prendre en compte, au lieu de nous défiler ou pire, de s'opposer à son indépendance comme le fait le PT d'Algérie par exemple.

6- Côte-d'Ivoire.

A New York, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé à l'unanimité l'envoi de 2.000 casques bleus en renfort en Côte d'Ivoire. La Russie, qui avait émis des réserves sur le projet de résolution, s'est finalement rangée au point de vue des 14 autres membres du Conseil.

A Berne, les autorités helvétiques ont annoncé le gel des avoirs en Suisse de Laurent Gbagbo et de son entourage dans le but d'éviter un éventuel détournement de fonds publics. Cette mesure, valable pour trois ans, est immédiatement exécutoire. (Reuters 19.01)

Social.

1- France.

1.1- Après les jouets et les bagnoles qui rentrent au garage, les médicaments à la morgue !

Cinquante-neuf médicaments, dont l'adjuvant de lutte contre l'obésité Alli, font déjà l'objet en France d'un plan de gestion des risques mis en lumière après l'éclatement du scandale du Mediator.

Le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, a demandé mercredi que lui soit transmise avant la fin du mois une liste plus large de 76 médicaments soupçonnés d'être à risque, qui, selon l'Afssaps, comprend une quarantaine des 59 produits concernés.

"*Il faut que cette liste-là (des 76 médicaments-NDLR) soit publique et publiée en expliquant bien et en faisant de la pédagogie*", a-t-il dit devant la presse parlementaire.

Parmi les médicaments figurant sur la liste des 59 produits faisant l'objet d'une "*gestion des risques*", figurent une substance prescrite pour la perte de poids, Alli, commercialisée par GSK ainsi que le Champix, qui est destiné au sevrage anti-tabac et vendu par Pfizer.

On y trouve en outre le Prevenar, vendu aussi par Pfizer, un vaccin très courant chez les enfants, ou encore la Thalidomide, toujours utilisée dans le traitement des cancers bien qu'ayant provoqué des malformations sur des nouveau-nés.

L'Intrinsa, commercialisé par Procter et Gamble et indiqué pour la baisse de désir sexuel féminin, est aussi sur la liste de l'Afssaps.

Pour l'ensemble de ces produits, des effets secondaires - dépressions, cancers, hallucinations, vomissements, diarrhées ou encore malaises - sont énumérés.

Un des produits figurant sur la liste des 59, le Thelin, médicament contre l'hypertension commercialisé par Pfizer, sera prochainement interdit en raison de cas "*d'atteintes hépathiques graves*", a-t-elle dit à Reuters. Il y a d'autres cas de figure plus problématiques comme pour Alli, qui peut être vendu en France même si l'Afssaps s'y oppose, du fait d'une autorisation de mise sur le marché délivrée au niveau européen, explique Anne Castot.

Le fonctionnement de la sécurité sanitaire en France est vivement critiqué dans le rapport de l'Igas sur le Mediator.

Il y est relevé que le doute bénéficie aux produits et non aux patients et que le principe de précaution n'est pas appliqué.
Le financement de l'Afssaps par une taxe sur l'industrie pharmaceutique est mis en cause, ainsi que les liens des experts avec les industriels. (Reuters 19.01)

1.2- Mobilisation des fonctionnaires.

Les syndicats de fonctionnaires CGT, FSU et Solidaires appellent à une journée de mobilisation contre la précarité jeudi pour peser sur les négociations entamées avec le gouvernement le 11 janvier sur la situation des quelques 800.000 contractuels employés dans la Fonction publique. (AP 19.01)

Les contrôleurs du travail sont appelés à manifester jeudi à Paris à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, FO, SNUTEF-FSU, Sud et UNSA pour exiger une revalorisation salariale via leur passage en catégorie A. (AP 19.01)

2- Italie.

Un jeune sur cinq en Italie - soit plus de deux millions de personnes - n'est ni étudiant, ni travailleur, ce qui constitue le plus haut taux de désoeuvrement des 27 pays de l'Union européenne, à en croire les statistiques officielles.

L'Institut national des statistiques (Istat) précise mercredi que 21,2% de la classe d'âge des 15 à 29 ans font partie de la catégorie de ceux qui ne sont ni dans le système éducatif, ni sur le marché de l'emploi ou en formation, soit presque le double qu'en Allemagne.

Ces chiffres concernent 2009 et sont à rapprocher des 19,2% enregistrés l'année précédente, reflétant ainsi la hausse du chômage pendant la crise économique.

Cette proportion de jeunes qui n'étudient ou ne travaillent pas est encore plus forte dans le sud de la Péninsule, où elle frôle dans certaines régions les 30%.

Le taux de chômage des jeunes s'établit à 25,4% en Italie, soit près de six points de plus que la moyenne européenne, et continue de grimper. (Reuters 19.01)

Justice.

Un amendement adopté mercredi par les députés prévoit qu'aucune condamnation, en matière criminelle et correctionnelle, ne pourra être prononcée sur la base de déclarations faites hors de la présence d'un avocat.

Cependant, une condamnation "*peut bien évidemment être prononcée dès lors qu'il existe d'autres éléments de preuve ou lorsque la personne, alors qu'elle en avait la possibilité, n'a pas souhaité être assistée par un avocat*".

Michel Mercier a confirmé, comme il l'avait annoncé la veille, que le gouvernement renonçait à "*l'audition libre*" c'est-à-dire un interrogatoire sans avocat et sans limitation de durée, comme le proposait le texte initial.

Les députés devraient entériner la mesure du gouvernement qui place la garde à vue sous le contrôle du procureur de la République et non pas du juge des libertés et de la détention (JLD), comme le proposait la commission des Lois de l'Assemblée.

Le nombre de gardes à vue en France est passé de 336.718 en 2001 à 792.293 en 2009. (Reuters 19.01)

Economie.

Etats-Unis.

US Bancorp a fait état mercredi d'un bénéfice supérieur aux attentes et en hausse de 61%.

Wells Fargo a de son côté annoncé une hausse de 21% de son bénéfice au quatrième trimestre

A l'inverse, le secteur des banques d'investissement, ainsi que celui de la conservation de titres, qui en dépend directement de l'activité du premier, déçoivent les attentes du marché.

Les résultats annoncés mercredi par Goldman Sachs témoignent ainsi d'une baisse de 53% de son bénéfice trimestriel d'une année sur l'autre, un déclin directement imputable à des résultats en baisse sur le marché des produits obligataires.

Citigroup et JPMorgan Chase avaient eux aussi annoncé la semaine dernière une baisse des produits de leurs activités obligataires, ce qui est de mauvais augure pour les résultats attendus la semaine prochaine de Morgan Stanley et Bank of America.

Les banques de gestion State Street et Bank of New York Mellon ont de leur côté réalisé une bonne performance, quoique inférieure aux attentes du marché.

Bank of New York Mellon, leader mondial de la conservation de titres, a annoncé un bénéfice opérationnel en hausse de 10% pour le quatrième trimestre. Chez State Street, le bénéfice par action hors exceptionnels a également augmenté un peu plus que prévu, du fait de la hausse de 10%.

State Street se classe troisième dans la conservation de titres, derrière BNY Mellon et JPMorgan. (Reuters 19.01)

Haut de page

Le 21 janvier

J'ai rectifié l'adresse des liens *A propos de la fréquentation du site 1 et 2*, format jpg (image) et non pdf. Les pages d'accueil des rubriques *Documents* et *Syndicalisme* ont été actualisées. Je répondrai demain au courriel de Philippe, porte-toi bien.

La bonne idée du jour du journal patronal ***La Tribune*** :

Et si l'assurance-vie et le Livret A étaient taxés pour financer la dépendance ?

Quelle bonne idée ! Ils pourraient ajouter une CSG spéciale dépendance, une taxe supplémentaire sur les retraites, la hausse de la TVA....

Son confrère *Les Echos* n'est pas en reste pour expliquer le "*manque de compétitivité de l'industrie française*" :

"*L'Allemagne a entrepris au milieu des années 2000 une réforme importante de son marché du travail (par les lois Hartz), qui a fait rapidement croître le taux d'emploi, rappelle le rapport. Mécanismes de flexibilisation du temps de travail et des rémunérations dans les accords de branche, couplage du chômage partiel et de la formation, dispositifs de cogestion : il y a en Allemagne, juge COE-Rexecode,* « la volonté collective de restaurer la compétitivité du site de production allemand » " (Les

Echos 20.01)

Un extrait de ce rapport : De l' « *urgence* » d'instaurer un « *Pacte de compétitivité industrielle* » entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. (21.01)

Parole d'internaute.

Décapiter la tête d'un canard, il continue de courrir... mais pas très longtemps !

"Je suis retraité agent de maîtrise d'un service d'ingénierie de Renault. Désolé de contredire tous ceux qui n'y croient pas mais il est courant que des infos partent chez un concurrent. Il y a quelques années on a retrouvé les fichiers de numérisation de la Laguna... en Chine. Il n'y avait plus qu'à fabriquer la voiture. Chacun peut vendre des fichiers, des photos de prototypes à la presse. J'ai vu cela plusieurs fois dans ma carrière. [...] Cette affaire tournera en eau de boudin et sera étouffée. Si des documents sont passé chez les Chinois, c'est volontairement. N'oubliez pas les accords avec les Chinois. Cela peut paraître farfelu mais Renault lancera ses véhicules électriques ailleurs qu'en Europe. Celui qui sortira de Flins est de la poudre aux yeux. D'autres véhicules viendront en masse, d'Asie, à très faible coût de fabrication et coût élevé à la vente. Le plan social en cours à Flins (comme il a eu lieu à Douai sans le Nord) vise à couper la tête pensante, les études, et fermer les usines comme à Vilvoorde. Ce n'est qu'une suite bien ordonnée, on en reparlera d'ici peu de temps. Si vraiment les cadres étaient coupables, il y a longtemps qu'ils coucheraient en prison, et auraient été renvoyés de chez Renault." (lepoint.fr 20.01)

Politique.

Haïti. Comment les impérialistes font et défont les présidents.

Les Nations unies et plusieurs pays occidentaux ont demandé jeudi aux autorités haïtiennes de corriger les résultats préliminaires du premier tour de l'élection présidentielle organisé le 28 novembre dernier.

La pression s'est accentuée sur le gouvernement et les instances électorales pour qu'ils acceptent le rapport rendu il y a une semaine par les experts de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Invoquant d'importantes irrégularités lors du scrutin, ces experts recommandent de disqualifier du second tour le candidat soutenu par le gouvernement, Jude Célestin, un protégé du président sortant René Préval arrivé deuxième derrière Mirlande Manigat, et de le remplacer par le candidat en troisième position, le chanteur populaire Michel Martelly.

"*Si le CEP (Conseil électoral provisoire) prend une autre décision, Haïti pourrait bien être confronté à une crise constitutionnelle, avec le risque de désordres considérables et d'insécurité*", a déclaré devant le Conseil de sécurité des Nations unies le chef de la mission de paix de l'Onu dans le pays, Alain Le Roy.

Le CEP, a-t-il ajouté, doit "*honorer ses engagements et prendre totalement en compte les recommandations du rapport (de l'OEA) afin d'assurer que les résultats de l'élection reflètent vraiment la volonté du peuple haïtien*".

Plusieurs gouvernements occidentaux, comme ceux de France, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Allemagne, ont appuyé l'appel de l'Onu en faveur des recommandations de l'OEA. (Reuters 20.01)

Social.

1- France.

1.1- La bulle immobilière

Le ministère de l'Économie chiffre désormais à 10.000 milliards d'euros le patrimoine des Français. Cela représente huit années de revenus ou cinq années de PIB. Les Allemands et les Américains sont moins riches (six années de revenus) mais les Britanniques davantage (onze années).

La richesse des Français aurait doublé en dix ans. La raison de cette envolée porte un nom: flambée de l'immobilier. Les appartements, maison et autres terrains représentent en effet 61% du patrimoine privé. Plus encore: la résidence principale représente 80% des biens immobiliers. Compte tenu d'une envolée de 111% des prix des logements entre 1999 et 2009, le patrimoine immobilier des Français est passé de 2360 milliards d'euros à 6090 milliards au cours de cette période. Avec une conséquence fiscale: de plus en plus de ménages ont été pris dans les filets de l'ISF. Le nombre d'assujettis à cet impôt est passé de 212.000 foyers en 1999 à 559.000 en 2009.

Le patrimoine financier des ménages - qui représente un tiers de leur richesse - n'a lui crû «que» de 54% en dix ans. Ce qui reste supérieur à la croissance de l'économie (39%). Le fait marquant, c'est le succès de l'assurance-vie. 1360 milliards y sont désormais stockés, contre 620 milliards en 1999. Un chiffre à comparer aux 1575 milliards de dette de l'État, de la Sécu et des collectivités locales réunis. (Lefigaro.fr 20.01)

1.2- Coût du travail. Manipulation du gouvernement et du Medef.

La France est moins compétitive que l'Allemagne car le coût du travail y est plus élevé. C'est en substance l'une des conclusions du rapport de l'institut Coe-Rexecode, remis ce jeudi au ministre de l'Industrie, Eric Besson.

Directeur de recherche au CNRS, l'économiste Philippe Askénazy explique à 20minutes.fr pourquoi la question est, selon lui, mal posée.

La compétitivité entre la France et l'Allemagne est-elle liée à un coût du travail plus élevé?

Il y a un différentiel de compétitivité entre les deux pays: l'économie allemande a réussi à être très exportatrice contrairement à l'industrie française.

Lié à la position du Medef, il n'est pas étonnant que l'institut Ceo-Rexecode explique cet écart par le coût du travail. Mais dans les faits, un salarié allemand coûte aujourd'hui plus cher qu'un salarié français.

Pourquoi les chiffres du rapport affirment-ils le contraire?

Ces chiffres proviennent de l'enquête Ecmoss sur le coût de la main d'œuvre et la structure des salaires en Europe. Cet outil d'analyse n'est cependant pas pertinent pour la France: il ne prend pas en compte la spécificité des 35 heures.

Quand un Allemand a marqué «40 heures» sur sa fiche de paie, il travaille effectivement 40 heures environ. Un cadre français au forfait, officiellement à 35 heures, va dans les faits travailler 45 heures. Et Ecmoss ne tient pas compte de ces «heures annuelles effectives».

Pourquoi y-a-t-il autant de différences sur le coût du travail entre les études statistiques?

Les enquêtes ne prennent jamais en compte les mêmes critères. Sur la tendance, je suis cependant d'accord avec le rapport: depuis 2000, le coût du travail a plus augmenté dans notre pays qu'en Allemagne. Mais c'est l'économie allemande qui est une anomalie, non la France!

L'Allemagne a fait un effort particulier pour réduire son coût du travail, contrairement à la France, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. Les salaires ont été gelés et la TVA sociale créée. De l'autre côté, les entreprises allemandes ont beaucoup augmenté leur productivité.

Un salarié allemand coûte-t-il donc moins cher qu'un salarié français?

Si l'on se base sur les comptes nationaux, qui agrègent un maximum de critères, notamment la productivité, le coût du travail est plus élevé en Allemagne qu'en France. Et la raison est simple: les salariés allemands sont mieux payés.

Est-ce pertinent de lier le débat sur la compétitivité en France au coût du travail?

La question est mal posée. Une économie avec un coût du travail élevé mais des entreprises innovantes sera toujours plus compétitive que l'inverse.

L'Allemagne s'en sort mieux car, contrairement à la France, elle a beaucoup investi dans l'innovation et s'est spécialisée sur des secteurs en croissance.

Pour combler ce différentiel, la France a donc deux solutions. Elle peut soit continuer à se développer dans des secteurs peu productifs et baisser son coût du travail, soit rendre ses entreprises plus innovantes et donc plus productives. C'est un choix politique. (20minutes.fr 20.01)

2- Grèce.

Les médecins et dentistes grecs observaient jeudi une journée de grève de 24 heures pour protester contre la réforme du secteur de

la Santé, alors que les pharmaciens, avocats et employés des chemines de fer entamaient leur deuxième jour d'action. (AP 20.01)

Haut de page

Le 22 janvier

Face à la pression montante de la classe et des masses inspirées par la révolution populaire tunisienne, les partis de la petite-bourgeoisie et les syndicats appellent à la mobilisation contre les régimes en place dans plusieurs pays d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient.

Je n'ai pas le temps d'écrire sur le développement de la révolution tunisienne qui est une véritable révolution prolétarienne, dans la mesure où c'est la classe ouvrière qui est à la pointe du combat contre l'Etat, mais aussi par les revendications qu'elle met en avant : la dissolution du principal parti de la réaction, son rejet d'un gouvernement auquel il participerait, l'arrestation des dirigeants du RCDet des grandes entreprises assimilés à des mafieux du clan Ben Ali ou Trabelsi, la saisi de tous leurs biens et avoirs, la volonté de contrôler l'économie du pays et le pouvoir politique, etc.

Des camarades d'horizons divers nous ont adressé des contributions sérieuses sur la situation en Tunisie, je ne vais donc pas réécrire ce qu'ils ont déjà dit. Le dernier numéro de *Débat révolutionnaire* mis en ligne aujourd'hui y consacre un article intéressant. On doit se partager le travail, c'est moins stupide que de perdre son temps à écrire chacun de son côté des articles similaires à quelques formulations près... A défaut d'être tous dans le même parti, on fait comme si en attendant, il faut bien montrer l'exemple, et puis il ne faut jamais désespérer camarades, ce ne sont pas les travailleurs tunisiens qui nous désapprouverons, n'est-ce pas ?

La révolution socialiste mondiale est en marche, rampante, certains la disaient morte depuis l'implosion de l'URSS, sans toujours l'avouer ouvertement, en Bolivie n'avions-nous pas assisté à ses derniers soubresauts sans parvenir à relever la tête et abattre les institutions de ce pays, mais voilà que la dernière crise du capitalisme d'une ampleur exceptionnelle vient nous rappeler que l'époque des guerres et des révolutions n'était finalement pas achevée près d'un siècle après la révolution russe de 1917.

Et voilà que la révolution tunisienne met justement à l'ordre du jour les enseignements de la révolution russe qui eux-mêmes n'avaient été que les leçons pratiques de l'échec de la Commune de Paris, ou plus exactement elle met en lumière qu'il faut impérativement s'inspirer de ces enseignements pour que cette révolution ne soit pas confisquée au prolétariat tunisien, pour que de populaire et prolétarienne elle se transforme en révolution socialiste, c'est-à-dire, faisant table rase de l'Etat bourgeois et s'attaquant résolument aux fondements du capitalisme.

Laissons la polémique de côté pour aujourd'hui, ce serait trop facile de s'en prendre à ceux qui ont troqué le parti de Lénine pour celui de Jaurès mettant ainsi en pratique leurs réelles intentions, espérons seulement que nous aurons le temps de construire le parti dont le prolétariat a absolument besoin pour s'emparer du pouvoir et nous débarrasser du vieux monde pourri du capital. On ne peut quand même pas s'empêcher de se demander quelle ambiance il doit régner en France dans les partis dont une partie des dirigeants déclaraient il y a peu que le "*grand soir*", la révolution, n'était pas leur tasse de thé ou qu'ils y étaient opposés.

On perd notre temps en polémique bien qu'on ne peut pas y échapper, on croirait qu'on se défile ou qu'on est complice des opportunistes qui oscillent en permanence entre social-patriotisme et gauchisme, on a des désaccords importants, certes, mais c'est la lutte des classes qui finalement les résoud pour nous, comme quoi je le répète, on ferait mieux de se rassembler au plus vite sur l'essentiel (plate-forme d'action, convention révolutionnaire) au lieu de gaspiller de l'énergie, du temps et accessoirement de l'argent.

C'est nous l'avant-garde révolutionnaire de la classe ourvrière, du combat pour le socialisme, les camarades de Prométhée, de Débat révolutionnaire, de la tendance Claire du NPA, du Comité pour le POR, du CCI-T, du groupe Bolchevik, des militants de LO et du POI-CCI, pardon si j'en oublie. C'est un peu prétentieux de l'affirmer dirons certains. Mais y a-t-il un parti qui a osé titrer en première page de son journal : Révolution : c'est au tour de la France, chassons Sarkozy !, par exemple ? Aucun à ma connaissance, c'est éloquent, non ?

La classe ouvrière tunisienne veut tout tout de suite, et elle a raison, elle veut faire la peau aux tenants de l'ancien régime, et elle a raison, elle refuse tout compris avec le RCD, et elle raison, elle marche sur les pas du prolétariat russe révolutionnaire de 1917, ce n'est pas nous qui lui donnerons tort. On connaît parfaitement les faiblesses de cette révolution. Comment l'aider à aller de l'avant sinon en engageant le combat pour nous débarrasser du monarque qui trône au Palais, en organisant les travailleurs dans cette perspective, mais pas seulement pour abattre les institutions en place.

Vous aurez remarqué aussi que les travailleurs tunisiens ne réclamaient pas le "*retour de la démocratie*", ils ont parfaitement compris, mieux que Gluckstein apparemment, notamment, qu'il n'y aurait pas de démocratie en Tunisie aussi longtemps que tous

les rênes du pouvoir n'auront pas été retirés des mains des représentants de l'Ancien régime, sur le plan économique, politique et institutionnel. On y reviendra.

Bon week-end à tous et gardez un oeil ouvert sur l'Algérie.

Parole d'internautes algériens (à propos de l'appel à la marche du 9 février et du 22 janvier (4)).

1- Il faut participer à toute initiative qui tend vers le changement.

2- C'est en effet ce qu'il faut faire. Il est important à cet égard d'adhérer à toute initiative allant dans ce sens et de se stiuer au-delà des querelles stériles de chapelles. L'essentiel étant de commencer quelque part en ayant pour seul objectif l'instauration de la démocratie et d'un véritable État de droit en Algérie.

3- Enfin une fédération nationale des forces du changement. Il est impératif pour le bon déroulement de cet événement grandiose(Marche du 9 Février) que toutes les forces vivent du pays adhèrent à cette fédération ,quelque soit sa couleur politique, sa religion ou bien même sa langue, nous sommes tous algérien, notre algérianité nous réunira autours de cette organisation. J'appel l'ensemble des citoyennes et citoyens Algériens éprient de liberté, de dignité, d'égalité et de justice à répondre favorablement à cet appel. Pour un changement radical, pacifique et démocratique du régime actuel. Basta !!! , Stop !!! à la répression du peuple.

4- J'irai à cette marche, non pas pour le RCD, le FFS , le MAK....Mais pour dire au régime que je ne le crains pas, que je ferai toute les marches jusqu'à sa chute finale, pour que je leurs crie ma haine, ma colère, mon dégout et mon mépris.

Politique

1- France.

1.1- Tu connais le coup de la godasse ?

Un membre de l'entourage de la ministre française des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a été touché à la tête vendredi lors d'une manifestation dans la bande de Gaza, a annoncé l'hôpital israélien Barzilai.

Alors que Mme Alliot-Marie était en visite dans la bande de Gaza, des dizaines de Palestiniens en colère ont jeté des oeufs sur son cortège et failli atteindre la ministre avec une chaussure. (AP 21.01)

1.2- Karachigate, suite. La «***piste financière***» date de 2002.

Le Monde et Mediapart révèlent que l'un des documents récemment déclassifié étaye la théorie soutenue par le juge Marc Trévidic, qui a d'emblée écarté la piste terroriste dans son instruction.

Une information qui vient relancer un dossier déjà très sensible. Les services secrets français doutaient dès le jour de l'attentat de Karachi au Pakistan, le 8 mai 2002, de la responsabilité d'al-Qaida et évoquaient une «*piste financière*» liée à un contrat d'armement franco-pakistanais, révèle une note récemment versée à l'enquête.

La note de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), dont le juge antiterroriste Marc Trevidic a obtenu la déclassification début 2011, vient crédibiliser cette thèse.

Le 11 mai 2002, la DGSE, qui relate l'opinion d'une source, dont le nom a été biffé par la CCSDN, écrivait en effet que «*l'attentat contre les ressortissants français de Karachi ne porte pas les marques d'une opération montée par al-Qaida*», qui «*s'attaque en premier lieu à des ressortissants américains ou britanniques*». «*Si l'attentat visait spécifiquement des ressortissants français, on ne peut écarter la possibilité d'une piste financière*».

«*Au Pakistan, les contrats militaires sont 'célèbres' pour les pots de vin et les commissions demandées par les officiers pakistanais et les hommes politiques*», poursuivait la DGSE, le 8 mai 2002. Ce document ne faisait pas partie des premières pièces déclassifiées et versées au dossier de Trévidic. «*Une omission*», selon *Le Monde*. Une autre note, datée du 16 septembre 2004, indique que «*l'implication d'al-Qaida est définitivement exclue*».

Deux étapes importantes de l'instruction sont attendues le 31 janvier avec l'audition de l'ex-ministre de la Défense de 1993-1995, François Léotard, par le juge Trévidic et un arrêt de la cour d'appel de Paris sur l'éventuelle extension de l'enquête sur l'accusation de «*corruption*». (Lefigaro.fr 21.01)

2- Tunisie.

Alors que la transition politique se met peu à peu en place, une forme de mécontentement demeure sous forme d'appels répétés au départ des dirigeants ayant servi sous Ben Ali, qui s'est réfugié en Arabie saoudite après 23 ans de pouvoir.

Ainsi, environ 400 personnes se sont rassemblées vendredi devant le siège de la Compagnie des transports tunisiens. "*Cette compagnie abrite des gens corrompus et il est temps de reprendre nos droits*", a déclaré un employé du nom de Moftah. "*On ne va pas se taire. On veut que cette minorité s'en aille*" .

D'autre part, plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans le calme sur l'avenue Habib Bourguiba, principale artère de la capitale. "*Nous n'accepterons pas ce gouvernement, nous ne l'accepterons jamais*", scandait la foule sous l'oeil attentif de la police.

La télévision nationale a également diffusé des images de manifestations anti-gouvernementales à Gafsa, dans le sud-ouest, Sfax, sur la côte, et Tataouine, dans le Grand Sud.

Fermées depuis le 10 janvier, soit quatre jours avant le départ de Zine ben Ali, les écoles et les universités devraient rouvrir lundi. Mohamed Aloulou, nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports, a indiqué à la presse après un conseil des ministres jeudi, que les compétitions sportives, annulées depuis la semaine dernière, devraient reprendre "*très prochainement*".

La presse insiste sur la nécessité de progrès politiques après la dissolution du bureau politique du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), l'ancien parti au pouvoir.

"*Nous ne pouvons pas nier qu'il y ait des patriotes et des gens honnêtes au sein de ce parti*", écrit le quotidien *La Presse*. "*Ils doivent restaurer les saines valeurs de tolérance politique d'un parti qui s'est constitué dans la lutte pour l'indépendance*", ajoute le journal.

"*La nouvelle scène politique pluraliste est un rêve qui devient réalité en Tunisie, mais il ne s'accomplira qu'une fois établis des programmes clairs et concrets pour le développement national*", écrit le quotidien *Al Sahafa*.

La télévision a diffusé des images montrant des armes saisies dans les résidences de membres de la famille Ben Ali. "*Cela montre les excès de cette famille*", a-t-elle commenté. (Reuters 21.01)

3- Albanie.

La crise politique que traverse l'Albanie depuis un an et demi prend une tournure dramatique. Vendredi 21 janvier, trois personnes ont été tuées par balles, dans la capitale Tirana, lors d'une manifestation de l'opposition marquée par de violents accrochages avec les forces de l'ordre.

Les policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser les manifestants qui réclamaient la démission du gouvernement en l'accusant de corruption. Des témoins ont estimé leur nombre à environ 20 000.

Les affrontements ont fait également 33 blessés parmi les manifestants et 17 dans les rangs des forces de l'ordre, qui ont mis près de trois heures à reprendre le contrôle de la rue. Plusieurs véhicules, dont un appartenant à la police, ont été incendiés. (Lemonde.fr 21.01)

4- Grande-Bretagne.

Le 10, Downing Street a annoncé, vendredi 21 janvier, la démission du directeur de la communication du premier ministre britannique, David Cameron. Andy Coulson est éclaboussé par un scandale d'écoutes téléphoniques clandestines menées par un tabloïd dont il était alors le rédacteur en chef.

Andy Coulson était la cible depuis de longs mois de vives critiques sur le rôle qu'il aurait pu jouer dans de nombreuses écoutes téléphoniques de célébrités et de politiciens qui ont été illégalement menées dans les années 2005-06 par le tabloïd News of the World, dont il était rédacteur en chef à l'époque. M. Coulson avait dû démissionner du journal à la suite de ces révélations, qui avaient suscité un scandale retentissant. (Lemonde.fr 21.01)

Social.

1- Mobilisation des enseignants.

Le collectif "*L'éducation est notre avenir*", regroupant 25 organisations du secteur éducatif dont les principaux syndicats d'enseignants et la FCPE, appelle à des manifestations dans toute la France, samedi, pour dénoncer les 16.000 suppressions de postes prévues à la rentrée de septembre. Le collectif présente cette journée comme une "première étape", avant d'autres mobilisations.

"*Le budget 2011 prévoit la suppression de 16.000 emplois et n'affiche d'autre ambition pour le système éducatif que la recherche d'économies à partir du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite*", dénonce le collectif dans un communiqué.

"*Pourtant, les effectifs d'élèves vont continuer d'augmenter et la part du PIB français destinée aux enseignements primaires et secondaires a diminué dans la période récente en passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006*", ajoute-t-il.

Le SE-UNSA prévient qu'il "*n'assistera pas à ce démantèlement sans résister*", et que "*dans un contexte où les recteurs sont à la manoeuvre, c'est bien au plan local qu'il faut agir, dans les établissements ou les écoles, au plus près des personnels et de la communauté éducative*".

Il compte sur ces mobilisations locales pour "*construire un mouvement plus fort conduisant alors, courant mars, à une action d'ampleur nationale susceptible de trouver l'adhésion de l'opinion publique et de faire modifier le cap budgétaire*". (AP 21.01)

2- Les plus riches paient le moins d'impôts. Normal, ils sont les moins nombreux !

Interview de l'économiste Thomas Piketty qui publient avec deux autres économistes *Pour une révolution fiscale*, extraits :

Quel est votre diagnostic sur le système fiscal actuel?

Pour la première fois, nous montrons clairement que le système actuel est inégalitaire. Les 500.000 personnes les plus riches sont imposées à 35% de leurs revenus, alors que les 50% les plus modestes sont imposés à 45%.

C'est notre impôt sur le revenu qui est à l'agonie. L'impôt pour lequel nous remplissons une déclaration chaque année rapporte deux fois moins que la CSG, qui taxe à la source l'ensemble des revenus à hauteur de 8% . La multiplication des niches fiscales et des réformes ont mité cet impôt sur le revenu, ils en ont percé l'assiette, et l'ont rendu complètement inégalitaire. (20minutes.fr 21.01)

3- Un Ordre institué sous Pétain toujours aussi réactionnaire.

L'Ordre des médecins a réitéré vendredi son opposition à l'assistance médicalisée à mourir, une forme d'euthanasie sur laquelle le Sénat doit se prononcer mardi après un vote favorable d'une commission de la Haute Assemblée.

Cette proposition de loi reconnaît aux personnes atteintes d'une maladie grave et incurable le droit à demander une assistance médicale pour mourir. (20minutes.fr 21.01)

Justice.

1- La justice au rabais, le pendant de l'Etat policier.

Avocats et greffiers se sont rassemblés ce vendredi devant le tribunal de Bobigny pour manifester leur attachement à l'indépendance de la justice et réclamer plus de moyens.

"*Ras-le-bol des lois qui ne peuvent pas être appliquées correctement faute de moyens*", a déclaré le juge antiterroriste Marc Trévidic, président de l'association française des magistrats instructeurs (Afmi).

"*Bobigny est en pointe d'une contestation, d'un ras-le-bol. Ce tribunal symbolise toutes les difficultés que traverse la justice*", a ajouté le juge parisien.

"*Nous avons plusieurs sujets d'inquiétude*" dont "*l'atteinte à l'indépendance de la justice: dès qu'une affaire est médiatisée, le ministre de l'Intérieur fait connaître son avis*", a regretté sous couvert d'anonymat un magistrat du siège du TGI de Bobigny.

"*On s'est réuni pour dire qu'on restait vigilant sur la réforme de la garde à vue*" actuellement discutée au Parlement, a de son côté expliqué Me Yves Tamet, selon qui "*il faudrait tripler le budget de l'aide juridictionnelle*" pour répondre aux besoins qui vont se présenter. (Lexpress.fr 21.01)

2- Le parquet aux ordres de Sarkozy mis en échec.

L'homme d'affaires Jean-Marie Messier, poursuivi pour des délits liés à la chute de Vivendi Universal, en 2002, a été condamné vendredi à trois ans de prison avec sursis et 150.000 euros d'amende.

Contre l'avis du parquet, qui avait requis sa relaxe en juin, l'ancien chef d'entreprise emblématique des années 1990 a été reconnu coupable de "*diffusion d'informations fausses ou trompeuses aux marchés et abus de biens sociaux*" par le tribunal correctionnel de Paris.

Les parties civiles critiquaient le soutien du parquet à Jean-Marie Messier qu'elles attribuaient à sa proximité avec le pouvoir actuel. Il a travaillé dans les années 1980 au cabinet d'Edouard Balladur, mentor de Nicolas Sarkozy. (Reuters 21.01)

Haut de page

Le 23 janvier

A propos du site.

J'ai corrigé la mise en page de la page économie, car il y avait un problème de saut de ligne avec Mozilla, pas avec MIE. Il se peut que vous rencontriez des problèmes ponctuels quand vous essayez de vous connecter au site, cela provient du fait que lorsque je suis en train de l'actualiser sur le serveur, la lenteur de la connection entraîne un blocage et je suis obligé de m'y reprendre à plusieurs fois, du coup la page d'accueil du site est incomplète ou disparaît. Pour vous donner un ordre de grandeur du problème auquel je suis confronté, avant-hier, il a fallu 33 minutes pour actualiser uniquement la page d'accueil qui ne pesait que 120 KB, pour les plus gros fichiers je suis obligé d'aller en moto à Pondichéry en fin de matinée, 10 kms aller/retour et je perds une heure.

Je n'ai pas eu le temps de répondre à Philippe, il m'en excusera.

Qu'il sache en attendant que ce n'est pas la structure du site qui me prend le plus de temps, le formatage des différentes pages ou leur actualisation, cela prend environ 10 ou 15 minutes par jour en html, mais bien l'actualisation du site proprement dit à partir de l'actualité économique, sociale et politique à travers le monde, les causeries et la préparation des infos en brefs (sélectionner les passages intéressants, leur donner un titre), les images qu'il faut formater avec Corel, tous les articles qu'il faut sélectionner, ouvrir, télécharger, lire et ensuite archiver, cela représente 90% du boulot J'ai tout rationalisé et simplifié au maximum.

Non, le problème c'est le volume de travail considérable à abattre quotidiennement à l'exception du lundi, et cela personne ne peut le faire à ma place, bien qu'on pourrait imaginer qu'un camarade m'aide à préparer les infos en bref, faudrait-il encore qu'on fasse preuve du même discernement ou qu'on ait le même sens des priorités quand on traite l'actualité sachant qu'on ne peut pas tout traiter non plus, sur place cela pourrait se concevoir, mais c'est pratiquement impossible en étant séparés par 10.000 kms.

Ce qui manque le plus au site ou au courant dont je me réclame, ce sont des articles de fond sur tous les questions que nous avons à traiter, un éditorial ou une chronique hebdomadaire, des comptes-rendus d'interventions dans la lutte des classes, de lectures, des témoignages sur les difficultés que rencontrent les travailleurs dans la vie quotidienne, des témoignages de militants dans leurs démarches auprès des travailleurs de façon à rendre le site plus vivant, surtout pas un forum de discussion qui tournerait à la foire d'empoigne, les militants ont toute liberté de s'exprimer dans le site tel qu'il existe en prenant un pseudo, s'ils ne le font pas c'est qu'ils n'ont rien à dire ou à apporter aux autres militants, et s'ils sont paranos au point de ne pas me faire confiance, je n'y peux rien, c'est uniquement leur problème.

Personnellement, j'estime qu'on ne peut pas se contenter de ce qu'on peut lire dans la presse des différents partis, les tracts ou les déclarations des uns et des autres, si l'on voulait s'adresser à l'ensemble des travailleurs ; jusqu'à présent ce n'est pas le cas du site qui ne s'adresse qu'à des militants engagés dans la lutte des classes, mais on aurait pu imaginer une telle évolution pour le site qui a aussi une vocation pédagogique. On reparlera de tout cela plus tard.

On est dimanche, alors on s'autorise un instant de détente, c'est si rare !

Un proverbe à l'intention des dictateurs qui affament leurs peuples : ventre affamé n'a point d'oreilles (words are wasted on a starving man) ou encore : il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre (there are none so deaf as those who will not hear).

Et une mise en garde adressée à l'hystérique du Château : les grandes douleurs sont muettes (great sorrow is often silent), dans le même registre : il n'est pire eau que l'eau qui dort (still waters run deep).

Souhaitons que la révolution tunisienne devienne un véritable cauchemar pour eux, de crainte que les peuples s'en inspirent ou qu'elle se répande !

Gaucheritudes.

Lu sur quelques sites Internet.

PCF. Front unique avec l'impérialisme. Toujours aussi réactionnaire.

(Côte d'Ivoire) "*La mission de Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, doit être activement soutenue par la France et ses partenaires de l'Union européenne qui doivent maintenant porter la question devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il faut d'urgence arrêter l'escalade et agir pour une issue politique avant qu'il ne soit trop tard.* " (18.12.2010 - http://www.pcf.fr/6916)

PG. Populiste jusqu'à la racine.

Le PG voit dans la révolution prolétarienne tunisienne une "« Révolution du jasmin »" (21.01), alors que l'on pouvait lire dans un article du Monde.fr du 17 janvier que "*le jasmin est un mot arabe formé de 'yas', qui signifie 'désespoir' et 'min', 'mensonge'*", comme la "*révolution par les urnes*" prônée par Mélenchon en quelque sorte ! Le PG voudrait assimiler la révolution tunisienne aux révolutions de palais des ex-pays du Pacte de Varsovie des années 2000 qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

LO. Laguiller ou la sénélité neuronale.

"*Pour que la chute du dictateur débouche sur un véritable changement social, les travailleurs, les classes populaires de Tunisie auront encore à lutter pour l'imposer. Et elles viennent justement de démontrer, dans la lutte contre Ben Ali, qu'elles peuvent en avoir la force.*" (17.01)

Quel "*véritable changement social*" ? Vous n'en saurez rien, quant à envisager un changement politique conforme aux intérêts des travailleurs, ne cherchez pas, cela n'a jamais fait pas partie du registre de LO, sauf peut-être sur le plan théorique et totalement déconnecté de la réalité.

NPA. Comment ce parti soutient la bourgeoisie tunisienne et l'impérialisme français notamment.

"*La révolution démocratique qui a éclaté à partir de la mi-décembre, et les révoltes antérieures, se sont faites au nom du droit au travail pour tous, du partage des richesses, contre la corruption et pour les libertés démocratiques.*" (18.01)

Comme chez LO : quels "*autres changements en profondeur de la société tunisienne*", là non plus vous n'en saurez rien, mystère !

"*La peuple tunisien ne doit pas se faire voler sa révolution. La vigilance et la mobilisation doivent se poursuivre.*" (18.01)

Sur quelle orientation politique, si ce n'est pas trop vous demander ? A vous de le deviner, nous voilà bien avancés !

"*Le mouvement populaire tunisien a su abattre la dictature de Ben Ali, il en reste une, toujours en place à laquelle nous devons nous attaquer : la dictature du FMI !*" (20.01)

Pour le NPA, la révolution tunisienne est pour ainsi dire terminée, au mieux les travailleurs auront gagné en liberté d'expression, pour le reste rien de changer, mais ils devraient s'en contenter. Donnons-leur les moyens de mieux supporter leur condition d'esclave salarié et le tour est joué, les généraux à la tête de l'armée tunisienne (à la solde de la bourgeoisie et de l'impérialisme) n'ont pas dû penser différemment.

Et moi qui croyait que la constitution et les institutions incarnaient la dictature du capital en Tunisie... Non, ce n'est pas à Bruxelles qu'ils veulent balader les travailleurs tunisiens, mais à Washington !

Politique.

1- France.

Le Nouveau Centre (NC) présentera un candidat à l'élection présidentielle de 2012, a confirmé son président Hervé Morin samedi, lors du Conseil national extraordinaire de son parti.

"*Une famille politique qui n'a pas de candidat, c'est une famille qui n'existe pas*", a argué Hervé Morin. (AP 22.01)

2- Algérie.

"*La ville d'Alger est en état de siège*", explique Rafik Hassani au Post. Ce député, représentant les Algériens qui vivent dans le Nord de la France, est actuellement à Alger. Il appartient au RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, parti d'opposition) qui appelait à une marche pour la démocratie samedi.

Les autorités ont interdit cette marche mais le RCD voulait passer outre. Finalement les participants ont été bloqués par plusieurs dizaines de policiers armés de matraques, de gaz lacrymogènes et de boucliers en plexiglas devant le siège du parti à Alger. Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait 42 blessés (dont le chef du groupe parlementaire du RCD) selon le parti d'opposition.

"*Depuis vendredi soir, un dispositif de sécurité impressionant a été mis en place à Alger, autour de la ville et sur l'ensemble du pays. Des barrages ont empêché des bus remplis de manifestants d'atteindre la capitale. Ils avaient deux possibilités: rebrousser chemin ou se faire arrêter*", indique Rafik Hassani.

Résultat : "*des centaines de personnes se sont faites arrêter vendredi soir et dans la nuit de vendredi à samedi. Et ce matin, Alger était quadrillée. Je n'avais pas vu ça depuis les années 80*", raconte le député algérien.

Malgré ce dispositif, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant le siège du RCD. "*Mais comme nous étions bloqués, il y a eu une épreuve de force avec la police. On dénombre 42 blessés.*"

"*Le fait d'avoir déployé un tel dispositif dans toute l'Algérie montre que le pouvoir a été complètement ébranlé par la situation tunisienne. La Tunisie est un exemple pour nous. Ce qui s'est passé avec la Tunisie fait naître l'angoisse parmi les tenants du pouvoir en Algérie et c'est positif*", se réjouit le député de l'opposition.

Quelles suites pour le mouvement ? Une nouvelle marche est prévue le 9 février. "*Elle sera organisée par le RCD, mais d'autres organisations (des partis et des syndicats autonomes) nous rejoignent pour cette manifestation. D'ici-là, des réunions et des rassemblements auront lieu pour se mettre d'ccord sur la stratégie à adopter.*" (Lepost.fr 22.01)

3- Yemen.

Des milliers de Yéménites se sont rassemblés samedi à l'université de Sanaa pour réclamer le départ du président Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

"*Oh, Ali, rejoins ton ami Ben Ali*" ont scandé les étudiants, les activistes et les membres de l'opposition qui prenaient part à cette manifestation, la première à viser directement le chef de l'Etat.

Leur slogan s'inspirait des manifestations tunisiennes qui ont poussé le président Zine el Abidine ben Ali à quitter son pays.

La police yéménite a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, qui dénonçaient notamment le projet de réforme constitutionnelle qui permettrait au chef de l'Etat d'être président à vie.

Au pouvoir depuis 32 ans, M. Saleh a été réélu en septembre 2006 pour un nouveau mandat de sept ans. (AP 22.01)

4- Allemagne.

Des milliers d'Allemands ont défilé samedi à Berlin pour dénoncer certaines pratiques agricoles à la suite du scandale de contamination à la dioxine.

Selon les organisateurs, 22.000 personnes ont pris part à cette manifestation dénonçant entre autres les manipulations génétiques et les abattoirs industriels. Les observateurs ont compté environ 10.000 participants.

"*Les normes environnementales et animales ont été fortement assouplies ces dernières années*", a expliqué Reinhild Benning, de la branche allemande des Amis de la Terre. "*C'est un risque pour les consommateurs, comme on le voit aujourd'hui avec le scandale de la dioxine.*" (Reuters 22.01)

Economie.

1- France. Comment justifier le racket des assureurs.

La hausse marquée des tarifs de la plupart des assureurs français annoncée fin 2010 est largement justifiée par l'évolution de leurs charges et ne traduit pas un manque de concurrence dans le secteur, estiment la direction du Trésor et celle de la concurrence dans un rapport rendu public samedi.

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, avait demandé mi-décembre à ces deux institutions d'"*examiner la réalité du lien*" entre la hausse des tarifs et celle de la "*sinistralité*", mise en avant par les assureurs pour justifier l'augmentation des primes de nombreux contrats d'assurance automobile et d'assurance multirisques habitation. (Reuters 22.01)

2- Espagne.

La restructuration des caisses d'épargne espagnoles, minées par la crise de l'immobilier, passera par des mises en Bourse, voire des quasi-nationalisations. Le montant de la facture finale pour le gouvernement reste flou.

Après avoir minimisé pendant des mois les difficultés dans lesquelles se débat un quart de son système bancaire, Madrid s'est dit prêt à aller jusqu'à nationaliser en partie certaines caisses d'épargne si cela devenait nécessaire.

Un gros travail de restructuration a été opéré ces derniers mois. Sous la houlette de la Banque d'Espagne, les cajas ont entamé une consolidation qui a limité leur nombre de 45 en 2009 à 17. «*Ce préalable technique permet de réduire la mainmise des gouvernements locaux* », relate un spécialiste. Côté opérationnel, les caisses d'épargne devront fermer entre 20 et 25 % de leurs agences et réduire leurs effectifs de 15 % en moyenne.

Lors de cette première phase de restructuration, le Frob a injecté 11,6 milliards d'euros de fonds propres dans les nouvelles entités. Reste à savoir combien il manque. Alors que le Wall Street Journal avait évoqué une facture de 30 à 80 milliards d'euros, Elena Salgado, la ministre des Finances, a précisé que la réalité était «*très loin* » de ces montants. Le courtier britannique Evolution, lui, chiffre à 142 milliards, dont 83 milliards pour les cajas, les dépréciations à venir sur les crédits aux promoteurs et autres PME dont l'activité est souvent liée à la construction. Même Bankinter - dont le Crédit agricole détient 20 % - qui est peu exposé aux professionnels de l'immobilier, a vu son bénéfice plonger l'an dernier. (Lefigaro.fr 22.01)

3- Chine.

Personne ne sait évidemment quand la bulle chinoise va éclater, mais aujourd'hui certains hedge funds (fonds d'investissement spéculatif) parmi les plus célèbres et les plus perspicaces commencent ouvertement à parier sur un krach chinois comme le souligne The Christian Science Monitor. Des gestionnaires très répétés comme Hugh Hendry d'Eclectica Asset Management et Mark Hart de Corriente Advisors ont adopté cette stratégie. D'abord, parce qu'ils sont très sceptiques sur la réalité des chiffres de croissance annoncés par le gouvernement chinois. Le Pib chinois aurait augmenté de 10,2% en 2010. Ensuite, les stratèges financiers considèrent que si ces chiffres sont proches de la réalité, il n'est pas possible qu'ils se répètent à nouveau et plusieurs échecs récents de grands investissements en Chine comme Ordos Shi et le South China Mall confortent leur raisonnement.

Le quotidien britannique The Telegraph a publié un article de la même tonalité et cite Mark Hart de Corriente Advisors. «Le gérant du hedge fund américain qui a gagné des millions de dollars en prédisant à la fois la crise des subprimes et celle de la dette souveraine européenne, a lancé un fonds construit sur la croyance qu'aujourd'hui la Chine n'est pas le moteur essentiel de la croissance mondiale mais le plus grand risque pour cette croissance mondiale».

Cela fait déjà un moment que des universitaires et des économistes mettent en garde contre le risque chinois. Mais le fait que des hedge funds qui avaient notamment prévus les précédentes grandes crises financières parient aujourd'hui sur une crise chinoise imminente change la donne. Un universitaire cité par The Telegraph souligne ainsi que «les économistes ont des points de vue contrariants en permanences, mais ces hedge funds mettent leur argent en jeu et leurs analyses sont particulièrement méticuleuses. La multiplication de fonds pariant sur une déroute chinoise est un signe fort». (Slate.fr 22.01)

Haut de page

Le 24 janvier

Parole d'internaute.

Vermine.

(à propos de la crise politique en Irlande et de la position adoptée par les Verts qui viennent de quitter le gouvernement, mais vont quand même voter la loi de finance 2011, qui se traduira notamment par des coupes sombres dans tous les budgets sociaux, lire l'extrait plus loin)

- Dans cette histoire, les verts ne veulent que la dissolution pour se refaire une santé électorale sur le malheur des gens. Il ne propose rien de concret pour sortir le pays du marasme. Leur soutien à la droite jusqu'aujourd'hui prouve que ce n'est qu'opportunisme.

Politique.

1- France. En 1945 reconstruire l'Etat, en 2010 "***renflouer***" l'Etat. Non l'abattre !

Le député de Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg, candidat à la primaire du PS pour la présidentielle de 2012, a préconisé dimanche sur Canal + "*une mise sous tutelle des banques*" afin que leurs profits "*puissent servir au renflouement des Etats*". (Lexpress.fr 23.01)

Alors que la seule solution, c'est de le combattre pour le renverser et instaurer un Etat ouvrier, un Etat social basé sur les besoins des travailleurs, en France comme en Tunisie... Notez bien qu'on ne le demandera pas au PS qui est au service de l'impérialisme français, chacun son camp et le PS n'est pas dans le nôtre.

2- Yemen.

Au Yémen, le plus pauvre des Etats arabes, des centaines d'étudiants ont manifesté dimanche après l'arrestation d'une militante anti-gouvernementale, Tawakoul Karman, qui avait organisé la semaine dernière deux manifestations à l'université de Sanaa contre les régimes autocratiques arabes. (Reuters 23.01)

3- Palestine.

C'est une nouvelle « bombe » qui sort des documents diplomatiques ce dimanche soir, simultanément dans *The Guardian* britannique et la chaîne panarabe *Al Jazeera* : 1 600 télégrammes consacrés au conflit israélo-palestinien, couvrant les vingt dernières années, qui risquent de se révéler embarrassants pour tous les protagonistes.

Comme le souligne Jonathan Freedland, le spécialiste de cette région au *Guardian*, si on peut se demander qui sortira le plus « *endommagé* » de ces révélations, c'est d'abord le « *sentiment de fierté palestinien* » qui risque d'être le premier affecté. Notamment par certaines révélations qui, dans certains cas, sont des confirmations.

On apprend en effet à la lecture de cette sélection de documents que les négociateurs de l'Autorité palestinienne ont été prêts à concéder à Israël la souveraineté sur « *le plus grand Yerushalayim [Jérusalem en hébreu, ndlr] juif de toute l'histoire juive* », selon l'expression de Saëb Erekat, l'interlocuteur palestinien d'Israël depuis plus de quinze ans, et dont Freedland estime qu'il risque d'y perdre pour toujours sa crédibilité.

L'Autorité palestinienne a en effet proposé dès 2008, répété en janvier 2010, d'entériner toutes les colonies israéliennes à Jérusalem-Est sauf une, dans un règlement définitif du conflit. Une concession massive qui sera sans doute jugée inacceptable par une grande partie des Palestiniens pour qui Jérusalem-Est, considéré internationalement comme un territoire occupé depuis juin 1967, doit revenir à un futur, hypothétique Etat palestinien.

Les Palestiniens ont également proposé de diviser la vieille ville de Jérusalem, et de laisser à Israël le contrôle du quartier juif et d'une partie du quartier arménien.

« *Que puis-je donner de plus ?* », s'est exclamé en janvier 2010 le négociateur palestinien Saëb Erekat à Washington !

Parmi les autres concessions, les Palestiniens se disaient prêts à limiter à 10 000 le nombre de réfugiés palestiniens autorisés à retourner dans ce qui est devenu Israël après la partition de 1948, et de reconnaître Israël comme un Etat juif, comme le demandent ses dirigeants. Deux concessions de taille jamais acceptées par la partie palestinienne auparavant.

Parmi les autres révélations explosives, figurent des détails sur la collaboration étroite entre les services de renseignement israéliens et de l'Autorité palestinienne dans la lutte contre le terrorisme, et le fait que l'Autorité présidée par Mahmoud Abbas avait été informée par avance par le gouvernement israéllen du déclenchement de la guerre contre le Hamas à Gaza, en décembre 2008 et janvier 2009.

"*Cela expose la direction palestinienne, cela la met dans une position où il lui sera impossible d'obtenir la confiance du peuple*", estime un commentateur palestinien, Zakaria al Qak. (Rue89 et Reuters 23.01)

4- Soudan.

Près de 99 % des Sud-Soudanais se sont prononcés pour l'indépendance lors du référendum d'autodétermination qui s'est déroulé à la mi-janvier, selon les résultats provisoires publiés dimanche sur le site de la commission électorale, après le dépouillement de 98,7 % des bulletins de vote. (Lemonde.fr 23.01)

Qui osera condamner les 98,7% de Sud-Soudanais qui ont voté pour leur indépendance, le PT d'Algérie, le POI, d'autres encore ? Ce ne sont pas des privilégiés, des petits-bourgeois, des intellectuels qui ont voté pour leur indépendance, mais tout un peuple en guenille, misérable, terrorisé par le pouvoir de Kartoum pendant des décennies... (voir une précédente info sur ce sujet)

5- Irlande. Union nationale... avec les banquiers.

Les Verts ont annoncé, dimanche 23 janvier, à l'issue d'une réunion de leur parti, leur retrait de la coalition au pouvoir en Irlande, précipitant la convocation d'élections anticipées. "Notre patience est à bout", a déclaré lors d'une conférence de presse le chef du parti écologiste, John Gormley, ajoutant que "*des élections [étaient] absolument nécessaires*".

Il a toutefois indiqué que son parti se comporterait "*de manière responsable*" et "*soutiendrait le vote de la loi de finances depuis les bancs de l'opposition*". Le premier ministre, Brian Cowen, a aussitôt indiqué qu'il "*acceptait la décision des Verts*", tout en ajoutant qu'il resterait à son poste jusqu'au vote de cette loi.

Brian Cowen a été contraint samedi de quitter la tête du parti Fianna Fail, après une semaine de crise qui a vu six ministres démissionner. Le premier ministre bat des records d'impopularité pour sa gestion de la crise financière irlandaise, qui a imposé de lourds sacrifices à la population, et pour avoir mis au point un plan de sauvetage de 85 milliards d'euros avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI), ressenti comme un abandon de souveraineté en Irlande.

Les deux principaux partis d'opposition, le Labour et le parti centriste Fine Gael ont proposé dimanche une sorte de marché au gouvernement : ils s'engagent à tout faire pour voter dans la semaine la loi de finances 2011 en échange d'une nouvelle date pour les élections.

Une réunion avec les responsables de l'opposition doit se tenir lundi "*pour discuter du passage de la loi de manière réaliste*", a indiqué le premier ministre. (Lemonde.fr 23.01)

6- Belgique. Les conditions objectives ne sont manifestement pas mûres en Belgique.

Entre 20.000 et 30.000 personnes, francophones et néerlandophones, selon la police, ont manifesté dimanche après-midi dans les rues de Bruxelles pour l'unité de la Belgique, sans gouvernement depuis plus de 220 jours, et exiger des négociations dignes de ce nom entre Flamands et Wallons.

"*Le message que nous envoyons aux dirigeants politiques est clair, nous voulons qu'ils forment un gouvernement*", a expliqué Felix de Clerck, l'un des organisateurs de la manifestation, lancée au départ sur le réseau social Facebook par le biais d'une campagne baptisée "*Honte*". Felix de Clerck est par ailleurs fils du ministre de la Justice par intérim. (AP 23.01)

Social.

Une loi scélérate.

Le décret d'application permettant la suspension des allocations familiales en France pour absentéisme scolaire a été publié dimanche au journal officiel et entrera en vigueur lundi.

"*Oui, je suis favorable à la suspension des allocations familiales*" en cas d'absentéisme scolaire, a ajouté Luc Chatel. (Reuters 22.01)

J'ai arrêté ma scolarité en 3e en 1970 après avoir fait l'école buissonnière les dernières mois tellement je n'en pouvais plus, et j'ai loupé le BEPC de 4 points que j'ai passé sans voir rien révisé avant de me présenter à l'examen. Nous étions déjà pauvre avec le seul salaire de menuisier en bâtiment de mon père pour nourrir cinq personnes, alors s'ils avaient supprimé les allocs à mes parents, on était bon pour la rue, mon père m'aurait tué, lui qui avait toujours passé ses nerfs sur moi en rentrant exténué du boulot.

Le 25 janvier

C'est uniquement à titre d'information que j'ai signalé les appels à manifester à Alger le 22 janvier et le 9 février prochain, sans apporter le moindre soutien aux partis qui ont pris ces initiatives je tenais à le préciser.

En Algérie l'UGTA a répondu aux accusations du RCD (soutenu par le PG en France), je crois avoir compris que la direction de l'UGTA avait refusé de s'associer à l'appel du 22 janvier ainsi qu'à celui du 9 février, ce qui est intéressant, c'est l'argument qu'ils avancent :

"*Elle rappelle dans son communiqué « que la protection de l'outil de production et de l'emploi est une des premières missions du syndicaliste et que c'est dans cet esprit seulement et dans celui-là, que des structures de veille ont été mises en place ».*", le langage des staliniens grands défenseurs du capitalisme que l'on aura reconnu derrière "*l'outil de production*", pas question de marcher contre le régime pourri de Bouteflika. Il n'y a pas si longtemps les dirigeants de l'UGTT tenait le même discours en Tunisie, c'était avant le chute de Ben Ali, chacun l'aura compris.

Je mettrai en ligne plus tard une déclaration de l'UGTT (Tunisie) du 21 janvier, dans laquelle il est précisé que ses dirigeants "*Appellent tous les travailleurs à faire face à toute tentative visant à interrompre la marche normale des entreprises économiques et à être vigilants pour sauvegarder les biens et assurer la continuité d'administration et de gestion de ces entreprises.*, tout en prétendant soutenir les grèves en cours, autrement dit, on ne ferait pas mieux pour tenter de les briser, de plus, on ne touche pas à la propriété privée des moyens de production, pas question de procéder à des expropriations, plus vite les travailleurs tunisiens reprendront le travail et mieux les capitalistes et les différents impérialistes (français, italiens et américains) se porteront.

Je mettrai également en ligne un document (commenté) de l'UGTA (Algérie) intitulé *L'UGTA face au dialogue social*, son contenu est éloquent, il est notamment question "*d'équité dans les sacrifices à consentir*" entre ouvriers et patrons, on croirait entendre Thibault, Chérèque ou Mailly.

Le troisième document sera consacré à un article du courant du PCF *Faire vivre le communisme*, un article du 23 janvier 2010 intitulé *Le rôle du passé du mouvement dans la construction du communisme politique actuel*, signé Gilles Questiaux. L'auteur s'évertue à démontrer que l'on ne peut pas être communiste sans être stalinien, il s'attaque ensuite au communisme et à Trotsky, accessoirement il remet également en question la notion de parti au profit du "*mouvement*", du stalinisme pur jus, et dire qu'il prétend figurer parmi les moins staliniens des staliniens, mais le plus fort c'est qu'ils ont réussi à faire croire à des militants ou ex-militants du PCF que ce parti avait rompu avec le stalinisme.

J'espère trouver le temps de mettre en ligne ces trois contributions dans la journée ou demain au plus tard.

Je n'ai pas le temps de causer, vous lirez avec intérêt la déclaration du général Rachid Ammar, chef d'état-major de l'armée de terre tunisienne, qui a déclaré que l'armée était garante de la Constitution, donc de l'Etat et ses institutions qui ont été modelés pour servir les intérêts de la classe des capitalistes et des multinationales en Tunisie, il a indiqué clairement par là pour quelle classe l'armée était intervenue au cours de la révolution. La question qui est posée aux travailleurs tunisiens pour aller de l'avant, c'est bien l'abolition de cette Constitution, la liquidation des institutions... (A suivre)

Politique.

France. G20. L'impasse et la fuite en avant.

Extraits de la conférence de presse de Sarkonapoléon.

1- L'enfonceur de portes ouvertes... sur des courants d'air.

"*Notre objectif est d'ouvrir des chantiers de fond et qui ne peuvent plus attendre de façon à être en mesure de présenter des résultats concrets à une opinion publique de plus en plus impatiente*", a-t-il déclaré.

2- L'arlésienne. C'est Wall Street qui détient le pouvoir.

Outre la mise en oeuvre des décisions du G20 en matière de régulation financière, il a cité le lancement d'une réforme du système monétaire international (SMI), la lutte contre la volatilité des prix des matières premières, l'amélioration de la gouvernance mondiale et le financement du développement.

3- Et puis cela ne coûte rien d'en parler...

"*Je suis certain que nous ne réglerons pas tous les problèmes en une présidence mais la France souhaite un débat car le débat ne peut plus attendre*".

4- Consensus... sur la nécessité d'un consensus... impossible. Casuistique.

"*L'ordre du jour et l'agenda, maintenant, font consensus. Les solutions ne font pas consensus, ça c'est certain. On a beaucoup progressé sur la méthode de travail et sur l'agenda. Il nous reste à progresser sur les solutions*".

5- Exercice de divination...

Si le G20 ne fait rien pour stabiliser les prix des matières premières, "*nous risquons des émeutes de la faim dans les pays les pauvres*" comme celles de 2008 et "*un impact très défavorable sur la croissance mondiale*", a-t-il dit.

6- Truisme...

La volatilité des prix des céréales et des monnaies sont des sujets "*profondément quotidiens*" pour des catégories sociales comme les éleveurs ou les chefs d'entreprise. (Reuters 24.01)

7- Réactions des partisans du capitalisme mondial.

PS. Harlem Désir, numéro deux du PS : "*Il faut souhaiter un G20 réussi (...), il faut un G20 pour des solutions pour la régulation de l'économie internationale*", "*Il faut un G20 utile au monde*", ben voyons ! (Lexpress.fr 24.01)

PCF. "*Après avoir fait beaucoup d'esbroufe, le président Sarkozy débute sa présidence du G-8 en s'alignant sur Washington, tout simplement*", juge le Parti communiste dans un communiqué. "*Or, le G-8 et le G-20 ne sont des instances ni représentatives ni légitimes. C'est au sein de l'ONU, composée de 192 Etats, que les défis mondiaux doivent être prioritairement traités dans l'intérêt des populations*", ben voyons, l'ONU au service des "*intérêt des populations*" !

Attac. A propos de la mise en place d'une taxe sur les transactions financières : "*la France et ses partenaires européens ont les moyens de l'instaurer dans la zone euro dès qu'ils le décideront*", assurément ils ne pensent qu'à cela !

"*Aucune mention des Nations unies*", déplore l'association qui voit dans l'ONU "*le seul cadre légitime pour mettre en place une régulation mondiale de la finance, de l'économie et de l'écologie*", par hasard, Attac ne serait pas noyauté par les staliniens ?

Oxfam France. "*salue l'engagement renouvelé du président de la République en faveur des financements innovants pour le développement et notamment des taxes sur les transactions financières*", vous voyez que Sarkozy ne compte pas que des ennemis dans ce pays, au contraire, il compte de nombreux soutiens parmi lesquels les altermondialistes, normal quoi. (AP 24.01)

Social.

Le gouvernement français s'opposera à la proposition de loi légalisant l'euthanasie adoptée la semaine dernière par la commission des Affaires sociales du Sénat, a annoncé lundi Xavier Bertrand.

En Europe, l'euthanasie est légale en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse et au Luxembourg. La situation est plus floue en Allemagne, où aucune peine ne la sanctionne.

Le texte adopté mardi dernier par la commission du Sénat est né de la fusion de trois propositions de loi issues de trois groupes politiques différents (Parti socialiste, UMP et Parti communiste-Parti de gauche) déposées ces deux dernières années. (Reuters 24.01)

Economie.

Selon les chiffres diffusés ce lundi par la Fédération du e-commerce et de la vente à distance (Fevad), le commerce sur Internet a progressé de 24% en 2010 pour atteindre 31 milliard d'euros. Un dynamisme qui tient à la fois à la multiplication des sites marchands (17.800 nouveaux sites en 2010, soit un total de 81.900 sites actifs) et à la conversion des internautes au e-commerce.

Parmi les 40 plus grands sites qui constitue l'indice ICE 40 mesuré par l'institut Médiamétrie, c'est le secteur du e-tourisme qui a connu la pluf forte progression (+ 20 %) suivi par les sites dediés aux professionnels (+15 %), les produits technologiques (+10%) et

la mode (+8%).

Le nombre d'acheteurs en ligne a progressé de 12% pour atteindre 27,3 millions de personnes fin 2010, et le montant moyen de la transaction, qui a atteint 91 euros, a retrouvé son niveau d'avant la crise.

Cet authentique boom devrait se poursuivre. Selon la Fevad, les achats en ligne devraient s'élever à 37,8 milliards d'euros en 2011 et 45,4 milliards en 2012. (Lefigaro.fr 24.01)

En comparaison, j'habite à 4kms de Pondichéry, une ville équivalente à Toulouse en nombre d'habitants, une ville petite en Inde mais importante tout de même qui abrite le siège du gouvernement du Territoire de Pondichéry, l'équivalent d'un Etat pour simplifier, université, plusieurs zones industriels, des grandes entreprises, etc. Chaque mois je dois aller à Pondichéry pour payer ma facture de téléphone, en espèce. Idem pour commander une bouteille de gaz, impossible par téléphone, fax ou Internet.

Le pays est tellement corrompu que les employés doivent vérifier que la photo collée dans le livret que je présente correspond bien à l'individu qu'ils ont en face d'eux, idem à la banque, j'ai toujours une dizaine de photos d'identité de différents formats sur moi au cas où il y aurait un nouveau formulaire à remplir avec photo obligatoire. J'ai aussi une réserve de photocopies de mon passport et visa, de mon titre de propriété, car régulièrement il faut fournir à nouveau les mêmes documents.

Quant à acheter quelque chose sans l'avoir vu, touché, essayé, c'est pure folie en Inde !

La dernière télévision (Samsung) que j'ai achetée chez un grand revendeur était en panne, le lendemain un "technicien" est venu le constater, j'ai demandé un échange standard, refusé, on remplace l'élément défectueux, en vain, ils m'en livrent une autre, deux jours plus tard : en panne, immédiatement ils m'en livrent une troisième et cette fois c'était la bonne.

Haut de page

Le 26 janvier

A propos du site.

Du 20 au 26, j'ai téléchargé et lu plus de 220 articles de presse pour préparer les infos en bref, je n'ai compté que ceux que j'ai archivés dans le disque dur. Je vais essayer de répondre à Philippe cet après-midi, excuse-moi.

Parole d'internaute.

- (Egypte) Profitant de l'effervescence que la révolution Tunisienne vient de produire, les langues se délient. Le pouvoir ne tiendra pas très longtemps en tenant des discours puants de mensonges tels que "faire face à toute menace contre la sécurité de la population" ...

A tous les étages, les politiques égyptiens sont corrompus et ils ne sont pas fiers en ce moment. La rue ne demande qu'à se soulever. Une interview d'étudiants dans une université du Caire avant-hier sur une radio faisait en quelque sorte le bilan de l'état d'esprit estudiantin dans l'après Révolution Tunisienne. Ils sont chauds les jeunes. Pas encore complètement remontés mais il suffira à les entendre de peu de choses pour qu'ils partent comme un seul homme. Et les étudiants ne sont pas les seuls égyptiens visiblement à conspuer ce gouvernement corrompu. L'homme de la rue semble être impatient qu'il se passe quelque chose....

Politique.

1- France.

1.1- Parti de l'ordre.

1.1.1- La Talonnette contredit par un ex-ambassadeur de France en poste à Tunis.

«*Sans doute nous avons sous-estimé (les) aspirations du peuple tunisien à la liberté*», a déclaré Nicolas Sarkozy lors de la sa conférence de presse, lundi, pour justifier son long soutien au président Ben Ali.

Ce n'était pourtant pas faute d'informations en provenance du quai d'Orsay et des diplomates en place à Tunis, écrit mercredi

dans Libération Yves Aubin de la Messuzière, qui fut l'ambassadeur de France en Tunisie de 2002 à 2005: «*Les rapports diplomatiques mettaient aussi l'accent sur l'exaspération et le mal-être de la jeunesse tunisienne, liés certes au problème de l'emploi mais aussi à l'absence d'espace et d'expression politiques*», écrit le diplomate.

«*L'antienne de Ben Ali, présentant son régime comme un rempart contre la menace islamiste, relayée avec complaisance par nombre de politiques en France, était considérée dans les notes diplomatiques comme le fonds de commerce du régime et le prétexte pour s'abstenir de toute ouverture politique jugée déstabilisante. (...) Les autorités politiques françaises étaient donc parfaitement informées des dérives du système Ben Ali*», affirme l'ex-ambassadeur. (Libération.fr 25.01)

1.1.2- Ministère de la répression.

Les gomme-cogne (Flash-Ball ou LBD40) et les pistolets à impulsion électrique ont été utilisés à 2 787 reprises en 2010 par les policiers et gendarmes qui en sont dotés. Le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, a révélé ces chiffres mardi 25 janvier lors d'une séance de "*questions cribles thématiques*" au Sénat, où il a également précisé que "*depuis 2006, [ces armes] ont été utilisées 12 000 fois et 22 accidents graves ont été recensés, soit [une proportion de] 0,20 %*" .

Les seuls gomme-cogne, dont "*3 408 policiers et gendarmes sont dotés, ont été utilisés à 1 481 reprises en 2010, contre 1 600 fois en 2009*" a détaillé le ministre. Les armes à plus longue portée "*qui équipent 3 166 policiers et gendarmes ont servi 491 fois, un peu plus qu'en 2009*", a-t-il ajouté.

Quant aux pistolets à impulsion électrique dont sont munis "*4 051 policiers et gendarmes des unités les plus exposées, ils ont servi 815 fois en 2010 pour 907 fois l'année précédente*", a poursuivi Hortefeux. Il a relevé que "*dans 57 % de ces cas*", ces pistolets électriques ont servi à "*réduire l'agressivité de personnes sous l'emprise d'un état alcoolique ou de consommation de stupéfiants*". Par ailleurs, selon lui, "*le taux d'interpellation après usage de ces [pistolets] atteint 97 %*". (Lemonde.fr 25.01)

1.1.3- Ils font acte d'allégeance envers leur monarque.

La commission des Affaires sociales du Sénat a adopté des amendements qui vident de sa substance la proposition de loi que cette même commission avait adoptée le 18 janvier dernier.

Ces amendements suppriment notamment l'article premier du texte, qui autorisait les patients atteints d'une maladie incurable à recourir à "*une assistance médicalisée permettant, par un acte délibéré, une mort rapide et sans douleur*".

Le revirement des sénateurs fait suite à une vive polémique qui a vu notamment le Premier ministre, François Fillon, dire son opposition au texte.

Selon le plus récent sondage sur la question, publié en octobre dernier par Sud-Ouest Dimanche, 94% des Français approuvent l'idée d'une législation permettant l'euthanasie, même si 58% souhaitent qu'elle soit autorisée seulement "*dans certains cas*". (Reuters 25.01)

1.2- PS.

1.2.1- Pas touche aux institutions bonapartistes de la Ve République, pilier de la dictature du capital ! Entre Belgique et Haïti.

Chargé par le PS de la réforme des institutions, le député maire d'Évry Manuel Valls a présenté ses conclusions mardi au bureau national.

«*La question institutionnelle ne sera pas au coeur de la prochaine campagne présidentielle*», évacue-t-il dès le préambule.

«*Par souci de réalisme et d'efficacité, nos propositions ne prétendent donc pas reprendre la longue marche vers la VIe République*».

Il veut «*rendre le vote obligatoire*» et «*compter séparément les bulletins blancs*».

Pour lui, l'ensemble des propositions contenues dans sa note «*sont plutôt d'ordre consensuel*». La réforme des institutions ne serait donc pas un sujet de clivage. (Lefigaro.fr 25.01)

En Belgique le vote est obligatoire et ils n'ont pas de gouvernement depuis 228 jours, et en Haïti, le candidat de l'impérialisme américain Préval avait été déclaré élu avec seulement 48% des voix, c'est une fois seulement après avoir décompté les votes blancs qu'il avait dépassé la barre des 50%, avec le soutien de l'ONU et de l'UE faut-il rappeler.

Pas étonnant qu'il ait été invité par le groupe Bilderberg, après Hubert Védrine (1992), Laurent Fabius (1994) ou encore Lionel Jospin (1996), quelques décennies plus tôt Guy Mollet les avaient précédés. (lire les deux articles dans le site à la rubrique *Dossiers vieux monde*, *Le groupe de Bilderberg* et *Le plan Bilderberg 2009 : réformer l'économie politique mondiale*.

1.2.2- Nous sommes à droite et restons-y.

Entre les propositions très à gauche de Ségolène Royal et d'Arnaud Montebourg, et la radicalité de Jean-Luc Mélenchon, François Hollande préfère recentrer le débat.

A gauche toute... C'est niet pour François Hollande. L'ex-premier secrétaire du PS a tenu à repondre à ses petits camarades socialistes. Pour lui "*on n'est pas élu sur la radicalité. On peut avoir des voix sur la radicalité*", mais "*on n'a pas la responsabilité du pays*".

"*La proposition, ce n'est pas la facilité*", c'est "*être capable de fixer des règles (...), de changer la redistribution des richesses, c'est la fiscalité. Et la responsabilité, c'est être capable de mobiliser les forces productives en France pour qu'on puisse redresser la croissance*", a t-il déclaré sur RTL. (Lexpress.fr 25.01)

Commentaire d'un internaute : "*Quand elle frappait, la crise, on l'a pas entendu, Hollande. Jamais il n'a proposé de mesures pour lutter contre la spéculation financière. Ce type est aussi à droite que DSK*", c'est peu dire !

Il ne crache pas sur les voix venues de la "*radicalité*", c'est-à-dire, les naïfs qui se disent de gauche, anticapitalistes ou révolutionnaires et qui votent PS au second tour à chaque élection, mais quand à proposer et faire une politique radicalement différente de celle de l'UMP, là il ne marche pas.

C'est cette "*radicalité*" trompeuse qui avait permis à Mitterrand d'être élu et à ses larbins se réclamant du trotskysme de déclarer qu'il était de gauche, anticapitaliste, révolutionnaire quoi ! Le masque est tombé, nous ne sommes plus à la même époque, la crise du capitalisme est tel que le PS (le capitalisme, c'est là qu'on se rend compte de la nature de ce parti) ne peut plus s'offrir le luxe de proposer la moindre mesure progressiste, voilà ce qu'a signifié Hollande.

1.3- Le PCF : pas stalinien ?

L'annonce officielle de la candidature de Jean-Luc Mélenchon a réveillé les peurs d'une partie des militants du Parti communiste. Le courant orthodoxe des anciens "*marchaisiens*" – partisans du secrétaire général, Georges Marchais, mort en 1997 –, avait déjà donné de la voix au conseil national, début janvier, pour appuyer la candidature d'André Chassaigne.

Un second courant, plus identitaire encore, animé par la revue La Riposte, vient de diffuser un long appel à soutenir André Chassaigne. Ce courant, qui avait rassemblé 15% des voix au congrès de 2008, s'était allié à André Gerin qui a, lui aussi, fait acte de candidature "*au nom du PCF*".

Les animateurs de La Riposte prennent, cette fois-ci, leurs distances avec le bouillonnant député du Rhône. D'emblée, ses auteurs expliquent qu'ils pensent que le PCF doit faire campagne "*sur un programme communiste, avec un dirigeant communiste comme candidat du Front de gauche*".

A leurs yeux, André Gerin "*s'est discrédité*" avec ses prises de position sur la burqa – "*sa croisade démagogique*" "*aux côtés d'Eric Raoult*", écrivent-ils. Ils militent donc pour qu'André Chassaigne soit candidat "*jusqu'au bout*" et ne se retire pas lors de la conférence nationale des 4 et 5 juin qui doit désigner le candidat préféré des communistes.

Le texte est une croisade sans appel contre M. Mélenchon, accusé d'avoir "*le soutien des grands médias capitalistes*", dont la carrière politique serait "*jalonnée de volte-faces opportunistes*" et qui cherche surtout à "fusionner le PCF et le PG" et transformer le Front de gauche en nouveau parti.

Le "*camarade Jean-Luc*" en prend pour son grade mais derrière, c'est la direction du parti qui est visée. Accusée de soutenir, sans que la base n'ait encore voté, la candidature de leur partenaire du Parti de gauche, elle est soupçonnée de vouloir liquider le parti.

André Chassaigne reçoit ainsi un soutien bien encombrant après être apparu au dernier conseil national déjà appuyé par les amis de Nicolas Marchand, ex-marchaisien. Le député du Puy-de-Dôme ne semble pas en être gêné.

Mardi 25 janvier, dans un entretien à Libération, il se plaignait de ne pas avoir assez de soutien de la direction communiste. Et demandait que le PCF "*propose un candidat à la candidature du Front de gauche*" pour répondre à la candidature de M. Mélenchon. (Lemonde.fr 25.01)

Et dire que j'ai rédigé et mis en ligne hier un article sur le PCF qui confirme ce que vous venez de lire. Quel pif, je me surprends moi-même ! Je n'ai pris connaissance de cet article du *Monde* que ce matin à 7h23 pour être précis.

Social.

1- France.

1.1- Privatisation de l'Education nationale.

Le ministre de l'Education nationale Luc Chatel a confirmé mardi la conclusion d'un accord avec des syndicats des chefs d'établissement sur le versement d'une "*rémunération variable liée aux performances*" des proviseurs de lycées et principaux de collèges, pouvant atteindre 6.000 euros tous les trois ans.

"*Le gouvernement a décidé de développer une rémunération variable liée aux performances de nos cadres, de notre encadrement comme ça existe dans l'immense majorité des entreprises de notre pays*", a-t-il déclaré à France Info.

"*De plus en plus, nous devons avoir un échange*" avec les acteurs locaux pour "*mettre en place des contrats d'objectifs et de performances, et ensuite évaluer, à partir des résultats*", a ajouté le ministre. "*Nous avons décidé de nous tourner vers une politique beaucoup plus audacieuse dans ce domaine*." (AP 25.01)

1.2- A propos du crédit.

Moins d'un Français sur deux (49,5%) détenait l'année dernière un crédit immobilier ou à la consommation, selon l'étude annuelle de l'Observatoire des crédits aux ménages publiée ce mardi.

Un chiffre en recul constant depuis le début de la crise il y a deux ans. En 2010, le taux de détention des crédits aux ménages était même à l'un de ses niveaux les plus bas depuis vingt ans.

La part des ménages qui détenait un crédit immobilier est ainsi restée stable en 2010 (30,5% contre 30,8% en 2009). Les Français ont profité des taux d'intérêts historiquement bas et des mesures gouvernementales pour se lancer dans l'achat d'un logement, selon l'Observatoire.

Les ménages détenaient en revanche de moins en moins de crédits à la consommation. Le taux de détention est passé de 31,7% en 2009 à 30,1% en 2010.

Mais la part de crédits à la consommation utilisée pour l'achat d'une voiture, d'appareils d'électroménager ou des travaux de rénovation est aussi restée stable.

«*La crise a continué à modifier les comportements des Français vis-à-vis du crédit. Ce dernier est ainsi surtout utilisé pour devenir propriétaires ou acheter des biens dits «durables», et non pour des usages non nécessaires, comme les loisirs ou les vacances*», analyse l'auteur de l'étude, le professeur d'économie à l'université Paris ouest, Michel Mouillart.

«*De ce point de vue là, c'est une bonne nouvelle car les ménages semblent plus raisonnables. Et les crédits qui soutiennent beaucoup la croissance, pour des projets immobiliers ou des achats de long terme, n'ont quant à eux pas diminué*», précise-t-il.

Autre exemple de cette plus grande prudence à l'égard du crédit: les ménages ont de moins en moins recours à des crédits renouvelables, les fameux crédits revolving.

6,8% des ménages détenaient ainsi en 2010 un crédit à la consommation basée sur la carte d'un magasin ou d'une grande surface, contre 9,6% en 2007.

«On retrouve l'idée que les Français utilisent de moins en moins le crédit à la consommation pour des usages superflus. Mais il y a aussi sûrement eu des changements de comportements induits par la réforme du crédit à la consommation qui a pointé du doigt les dangers des crédits renouvelables », analyse Michel Mouillart. (20minutes.fr 25.01)

Voilà l'exemple type d'un article qui ne reflète pas du tout la réalité et d'un "professeur d'économie" particulièrement médiocre ou aux ordres du régime.

Le crédit immobilier est resté "*stable*" entre 2009 et 2010, normal les gens qui en ont contracté un en ont pris pour 25 ou 30 ans ! Quant à ceux qui on profité "*des d'intérêts historiquement bas et des mesures gouvernementales*", ce ne sont certainement

pas ceux qui hier encore avaient tout juste de quoi survivre avec leur salaire. Et qui va acheter un appartement ou une maison quand les prix ont augmenté en moyenne de 42% en 10 ans, si ma mémoire est bonne ?

Les crédits accordés aux particuliers ont baissé parce que les banques et organismes de crédit ont fermé les robinets ou ils ont durci les conditions pour y avoir droit.

La baisse des crédits accordés pour ce que philistin appelle "*des usages non nécessaires, comme les loisirs ou les vacances*", il ne doit pas partir en vacances ce privilégié et il se passe de loisirs sans doute, elle provient du fait qu'une frange supplémentaire de la population doit se serrer davantage la ceinture ou est surendettée, pauvre crétin !

2- Espagne. La charrette.

Le groupe espagnol Prisa (15.000 personnes), propriétaire du premier journal du pays, "El Pais", et lourdement endetté, a annoncé mardi une réduction de ses effectifs de 18%, ce qui représente environ 2.500 emplois supprimés, dont 2.000 en Espagne.

Cette restructuration survient environ deux mois après la prise de contrôle de Prisa par le fonds américain Liberty Acquisitions Holdings Corp. et d'autres investisseurs.

Prisa affirme que la restructuration est nécessaire pour "*garantir l'avenir et la survie du groupe*" dans un contexte général de "*vaste réorganisation du secteur des médias*".

Prisa possède d'autres journaux ainsi que des chaînes de télévision et stations de radio comme Cadena SER, la première d'Espagne. Il est présent dans 22 pays et est également propriétaire du groupe d'édition Santillana. Il se présente comme le groupe commercial N°1 mondial de l'éducation, de l'information et du divertissement en espagnol et en portugais. (AP 25.01)

Economie.

La régulation est nécessaire pour réduire les spéculations sur les prix des matières premières alors que le monde se dirige vers une crise alimentaire majeure, estime le directeur général de l'Organisation de l'Onu pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

"*Des prix élevés et la volatilité se poursuivront ces prochaines années si nous ne parvenons pas à nous attaquer aux causes structurelles du système agricole mondial*", a déclaré Jacques Diouf au Nikkei.

Les populations les plus modestes seront les plus durement touchées par l'insécurité alimentaire et cela "*entraînera une instabilité politique au niveau national et menacera la paix et la sécurité mondiale*", a prévenu Diouf. (Reuters 25.01)

Haut de page

Le 27 janvier

Il semblerait qu'une question déterminante prête à confusion à propos du développement de la révolution tunisienne. L'Assemblée constituante souveraine qu'une partie des travailleurs tunisiens réclament et plusieurs formations politiques en France :

1- doit-elle être le produit des comités populaires révolutionnaires qui se sont constitués à travers tout le pays, donc l'équivalent d'un soviet suprême, les comités populaires locaux et régionaux fonctionnant comme des soviets locaux et régionaux, auquel cas l'Assemblée constituante s'appuierait sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et en serait la représentation politique légitime.

Dans ce cas-là l'Assemblée constituante constituerait un nouvel objectif politique s'inscrivant dans la continuité du processus révolutionnaire engagé pour le mener jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la liquidation de la Constitution et des institutions encore en place, réalisant l'expropriation sans indemnité des grands capitalistes et propriétaires terriens, etc., auquel cas la révolution prendrait une tournure résolument socialiste et cette Assemblée constituante constituerait une étape décisive sur les cendres de l'ancien régime ou le pilier d'un nouvel Etat, un Etat ouvrier, une République socialiste.

Pour que la révolution tunisienne ait une chance d'atteindre ce niveau de maturité politique, il faut absolument que le prolétariat et la paysannerie pauvre demeurent unis et mobilisés tout au long de ce processus, qu'ils y participent activement ou y soient associés, que les comités populaires révolutionnaires se structurent et se renforcent, qu'il en soit créé là où il n'en existe pas encore ;

2- ou au contraire cette Assemblée constituante souveraine devrait-elle être autre chose et pour ainsi dire sortir de nulle part, elle serait le produit d'un processus électoral (greffé) calqué sur ceux organisés par l'ancien régime ou dans les républiques démocratiques bourgeoises, processus auquel tous les partis et tous ceux qui n'ont pas participé activement à la révolution ou qui s'y sont ralliés au dernier moment pour sauver leur peau, leurs biens ou la face pourraient prendre part, y compris et surtout devrait-on dire tous les partis réactionnaires qui se sont nourris des miettes du RCD pendant (au moins) 23 ans, le RCD lui-même une fois changé de nom, auquel cas les forces de la révolution et de la contre-révolution seraient appelées à participer à égalité de droits à cette élection, sachant que lors du processus électoral si la somme des moyens humains pencherait du côté de la révolution, celle des moyens matériels (médias) et financiers pencheraient du côté de la contre-révolution soutenue par les différents impérialistes, l'ONU, l'UE ?

Si cette hypothèse était retenue, les comités populaires se retrouveraient sans perspective politique, leur légitimité contestée, pratiquement en concurrence avec ce processus électoral et cette Assemblée constituante qui ne serait finalement que l'équivalent de l'Assemblée nationale en France.

Même en imagnant que les comités populaires proposeraient leurs propres candidats face à ceux des partis subordonnés au capitalisme, il y a fort à parier que les modalités du scrutin seront rédigées de telle sorte que toutes les forces y participant auront des élus.

Il y a un risque réel qu'une fois un nouveau gouvernement de transition nommé et plus ou moins accepté par la majorité de la population et le processus électoral engagé, les comités populaires révolutionnaires se trouvent désarmés politiquement et baissent la garde, qu'ils s'en remettent aux futurs élus pour régler leurs problèmes au lieu de continuer à prendre eux-mêmes leur destin en mains, les réflexes du passé reprenant le dessus ; l'expérience prouve que rien n'est jamais acquis en la matière et que ce n'est pas en un mois qu'un peuple asservi depuis des siècles rompt définitivement avec ses vielles habitudes. Si c'était ce processus qui était validé, les travailleurs et leurs comités se retrouveraient comme dépossédés de leur révolution.

Une dernière chose, dans le cadre d'une Assemblée constituante souveraine issue des comité populaires révolutionnaires, l'absence du parti et d'expérience des travailleurs tunisiens peut aboutir à commettre de graves erreurs qu'ils pourront facilement corriger eux-mêmes, ce qui ne sera pas forcément le cas dans une Assemblée constituante dans laquelle seraient présents des partis bourgeois ou subordonnés au capitalisme qui feront tout pour entraver ou saboter (de l'extérieur) les travaux de cette assemblée, même s'ils sont largement minoritaires, Morales en Bolivie en sait quelque chose (depuis il a obtenu la majorité mais cela n'a rien changé, c'est une autre question).

Comme on vient de le voir, l'Assemblée constituante n'est pas forcément la panacée, loin de là, mais il y en a toujours pour se contenter des apparences et soutenir aveuglément cette perspective, même la direction de l'UGTT (IO n°133) y est favorable c'est pour dire, à la seconde version que j'en ai donné évidemment puisqu'elle ouvre la voie à un parlement bourgeois de fait.

Je ne sais pas s'il existe un embryon de parti révolutionnaire en Tunisie, sa construction demeure à l'ordre du jour évidemment. (A suivre)

Nous manquons cruellement d'informations sur la situation en Tunisie. *Informations ouvrières* se targue cette semaine d'être "*le seul journal* à rendre compte de l'activité des comités populaires, pour n'en donner finalement qu'un bref aperçu, idem pour ce qui se passe réellement dans les grandes entreprises ou les multinationales. Ils ont fourni des informations concernant une poignée d'entreprises, alors qu'il y a plus de 2.000 entreprises étrangères en Tunisie, quelque 1300 françaises, 400 italiennes et quelques centaines américaines, plus les grandes entreprises dirigées par le clan Ben Ali-Trabelsi et quelques riches familles. Ceci dit, c'est mieux que rien et ils ont raison de le signaler.

Le POI encore une fois donne la parole (une demi-page) à un des bureaucrates de l'UGTT qui hier encore fréquentaient assidûment Ben Ali ! Dans son interview on y trouve tout et son contraire quand on le lit attentivement, ce qui apparemment ne gêne pas le moins du monde le POI. Il peut apparemment tout ce permettre puisqu'il indiquait qu'il était prêt à appeler à la grève générale. Hier vous avez lu que l'appel à la grève illimitée dans l'enseignement avait été annulée le soir même, soit le premier jour, bien qu'elle ait été suivie à 90% (dans le primaire). On attend de voir ce qui s'est réellement passé hier à Sfax où l'UGTT avait appelé également à la grève générale.

Qu'il nous faille prendre la défense de l'UGTT contre les attaques dont il a été l'objet, cela va de soi inconditionnellement, de plus c'est la seule organisation ouvrière du pays dans laquelle officiellement 500.000 travailleurs étaient organisés (Libération). On peut le faire sans forcément servir la soupe à ses dirigeants corrompus.

En Tunisie la révolution est partie des couches moyennes (des jeunes diplômés) vouées à la prolétarisation, en Egypte également, à ceci près que l'Egypte compte quatre fois plus d'habitants que la Tunisie, ce n'est qu'une hypothèse, mais il semblerait qu'une révolution soit plus difficile à démarrer dans un pays fortement peuplé et qui plus est à se structurer. En comparaison en France les couches moyennes roulent en 4x4 flambant neuves...

Hier soir sur TV5Monde Asie, ils ont diffusé un excellent documentaire sur la Résistance en France pendant la seconde

guerre mondiale, et j'ai noté qu'à un moment donné un des intervenants expliquait qu'il existait une multitude de réseaux à travers tout le pays, mais que leur action n'était pas coordonnée et risquait de s'endiguer, et un gaulliste de lui répondre que c'était parce qu'ils leur manquaient une orientation à leur combat, ce qui était exact, lacune qu'allait combler justement le gaullisme et il ne pouvait pas en être autrement. Cela m'a fait penser à la situation en Tunisie où c'est le parti qui fait le plus défaut pour donner une orientation politique (et définir des tâches) correcte au combat des comités populaires révolutionnaires.

J'ai noté également qu'au tout début la Résistance s'était organisée autour de tracts, puis de journaux réalisés avec les moyens du bord et distribués sous le manteau, et qu'un par un ils avaient recuté les résistants, puis formé des réseaux... Ce qui a attiré mon attention, c'était davantage la manière dont ils avaient été rédigés, dans un langage très simple, avec des mots ordinaires compréhensibles par tous, cela m'a fait pensé à ce que j'ai écrit encore récemment sur ce sujet.

Aujourd'hui on ne manque pas de journaux et de moyens d'information, on en regorge, par contre, on se demandera pourquoi les travailleurs ne se reconnaissent-ils pas dans un ou des partis politiques, même sans parler de s'organiser ou de militer, pourquoi les publications qu'on leur propose ne les intéressent pas ? Parce que les conditions objectives ne seraient pas mûres pour certains, pour d'autres parce qu'ils n'ont pas d'argent, insuffisant comme réponse, non ?

Politique.

1- France

1.1- A bas le capitalisme ! Une idée qui fait son chemin.

Les Français sont toujours les chantres de l'opposition au capitalisme. Un sondage réalisé par l'Ifop pour «La Croix» révèle mercredi qu'un Français sur trois juge qu'il faut abandonner le système capitaliste.

Selon ce sondage réalisé dans dix pays, et diffusé alors que début le Forum mondial de Davos, les Français seraient les plus anticapitalistes du monde. Ils ne sont en effet que 15% à juger que le système économique actuel «*fonctionne plutôt bien*», contre 65% des Chinois, 46% des Allemands, ou encore 55% des Américains.

Les Français sont également plus nombreux à sentir les effets de la crise. Alors que 21 % seulement des Allemands se sentent « *en pleine crise* », les Français sont 53 % à avoir ce sentiment. Seul les Italiens sont plus nombreux (58%).

Un point commun entre les dix pays: la crainte de voir une nouvelle crise économique «*éclater dans les prochaines années*». «*C'est le cas pour neuf Français sur dix, les trois quarts des Chinois et les deux tiers des Néerlandais*», note La Croix. (20minutes.fr 26.01)

1.2- Le gouvernement minoritaire et illégitime des riches, des privilégiés, des capitalistes.

A quinze mois de la présidentielle Nicolas Sarkozy a rencontré, mardi soir à Paris, les grands donateurs de l'UMP. Selon RTL et France Inter, qui ont relaté la réunion, le chef de l'Etat est arrivé discrètement par une porte dérobée dans un hôtel de la Porte Maillot, où se tenait le meeting.

Jean-François Copé a appelé ce Premier cercle à travailler avec l'UMP pour qu'"*ils puissent apporter leurs éclairages, leurs expériences, leurs contributions pour l'élaboration du projet (présidentiel), puisque pour beaucoup d'entre eux, il s'agit d'entrepreneurs, de gens qui ont une expérience dans le monde très intéressante et utile, dans l'intérêt de notre pays*".

Surtout, ils disposent d'importants moyens financiers, et ça, le patron de l'UMP ne veut pas s'en passer: "*J'ai dit que nous avons besoin de soutiens qui sont à l'honneur de notre démocratie, puisque ces soutiens financiers sont encadrés par la loi, plafonnés, et déclarés*". (Lexpress.fr 26.01)

Commes les enveloppes de Bettencourt par exemple !

Que le "*projet (présidentiel)*" de l'UMP corresponde aux intérêts des amis du Président, ils ne vont pas le claironner sur tous les toits. Pas besoin, les travailleurs savent dorénavant à quoi s'en tenir : quoi qu'ils disent, quoi qu'ils fassent, et c'est bien le drame, le leur bien sûr !

1.3- Vente d'armes et de matériel de répression au dictateur Ben Ali.

Selon la direction générale des douanes françaises, sept tonnes de matériel de maintien de l'ordre, dont des grenades lacrymogène soufflantes et éclairantes, des lance-grenade, des boucliers, des tenues de protection et des matraques, ont été bloquée à l'aéroport parisien de Roissy le 14 janvier vers 19h30 (18h30 GMT), après le départ de Zine Ben Ali.

L'autorisation d'exporter avait bien été donnée au fournisseur français mais les douaniers souhaitaient, "dans le cadre de leurs prérogatives et compte tenu de la sensibilité de la destination et du matériel", vérifier les 40 palettes, a-t-on précisé à Reuters de même source.

L'inspection a cependant dû être reportée au lundi 17 au matin après que le fournisseur eut averti que la cargaison n'était pas complète, ajoute la direction générale des douanes.

"*Nous n'avions pas reçu d'instruction particulière*", précise-t-elle. "*Si tout le matériel avait pu être présenté vendredi soir et s'il était conforme, il n'y avait pas de motif particulier de le bloquer.*"

C'est seulement lundi matin que le ministère des Affaires étrangères, averti entretemps, a suspendu l'autorisation d'exportation, bloquant de facto le matériel en douanes, ajoute-t-on de même source.

François Fillon a pour sa part accusé la gauche d'avoir accepté de livrer au ministère de l'Intérieur et à la présidence de Tunisie, quand elle était au pouvoir entre 1997 et 2002, des armes à feu, des grenades de divers types et des menottes.(Reuters 26.01)

Michèle Alliot-Marie savait-elle que des grenades lacrymogènes étaient en partance pour la Tunisie quand elle a proposé le "*savoir-faire*" de la France en matière de "*maintien de l'ordre*"? Oui, affirme le Monde dans son édition datée de jeudi.

Selon le quotidien, les services de la ministre des Affaires étrangères ont joué un rôle central dans l'exportation de ce matériel. Ces exportations nécessitent en effet la triple signature des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Défense et le dossier est traité "*en lien avec l'ambassade de France en Tunisie*".

Or, le 11 janvier, jour des déclarations de MAM, dont elle assure qu'ils ont été déformés, les trois ministères auraient déjà donné leur validation. Un accord qui date de l'époque de Bernard Kouchner, assurent les collaborateurs de la ministre. (Lexpress.fr 26.01

Entre temps Ben Ali avait pris la fuite !

Maintenant que la "*gauche*" ait soutenu et armé des dictateurs quand elle était au pouvoir, on le savait déjà, elle a poursuivi la politique réactionnaire de la "*droite*" jusque dans les moindres détails, concourant ainsi à détourner toujours plus les travailleurs de la politique et des partis au profit d'autres formes d'organisation dans lesquelles les idées de la classe dominante pouvaient s'ébattre à loisir. Ceci pour la France. Et dans des pays comme la Tunisie, c'est la soumission de tous les partis à la dictature qui se manifeste aujourd'hui dans le rejet par les travailleurs de tous les partis avec pour conséquence soit l'incapacité de donner une orientation politique correcte à leur combat, soit de définir les tâches et les moyens pour la mettre en oeuvre ou les deux à la fois.

1.4- L'Internationale antisocialiste.

Martine Aubry a apporté son soutien aux Egyptiens qui manifestent. «*Moi je ne dis pas "Moubarak dégage!", je dis "nous soutenons tous les peuples qui se battent"*», a lancé la n°1 du parti socialiste sur Europe 1.

Elle a indiqué que le PS va demander «une revue» des partis membres de l'Internationale socialiste. Le RCD, l'ex-parti de Ben Ali, en a été exclus, mais seulement quatre jours après la chute du dictateur. Le député socialiste Pierre Moscovici se prononce, lui, pour un «*ménage*», soulignant que le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo n'y avait «*plus sa place*», et le parti de l'Egyptien Hosni Moubarak, «*probablement pas non plus*». (Libération.fr 26.01)

On n'a pas le temps de faire ici la liste de tous les partis pourris dirigés par des dictateurs sanguinaires et affiliés à cette organisation contre-révolutionnaire. Vous aurez noté au passage l'hésitation d'Aubry à propos du parti de Moubarak. Et il faudrait voter PS en 2012 pour "*battre la droite*" ! Autant voter pour les tyrans Ben Ali, Gbagbo ou Moubarak !

2- Tunisie.

2.1- L'impérialisme américain au chevet du gouvernement transitoire vacillant.

Avant de prendre l'avion pour Paris au terme d'une visite de trois jours en Tunisie, le sous-secrétaire d'Etat américain pour le Proche-Orient Jeffrey Feltman.

Jeffrey Feltman, premier responsable politique d'une puissance occidentale à se rendre en Tunisie depuis la fuite de Ben Ali, a qualifié d'"*encourageantes*" les mesures prises par le gouvernement transitoire pour "*une plus grande ouverture et des réformes politiques importantes*".

Il a fait part de la disposition des Etats-Unis à "fournir une assistance pour l'organisation d'élections libres et transparentes". (AP 26.01)

Je vous passe le reste de sa déclaration d'un cynisme et d'une hypocrisie qui ne trompera aucun travailleur tunisien, du genre : "*Le peuple a aujourd'hui le droit de s'exprimer et de manifester pour dégager sa frustration*" alors qu'il était baillonné par le dictateur Ben Ali depuis 23 ans avec le soutien de l'impérialisme américain.

2.2- La journée d'hier

Les partisans du gouvernement de transition, plusieurs centaines de personnes, défilent en groupe sur l'avenue Bourguiba, l'artère centrale de Tunis. Quelques pancartes : «*Le vrai choix se fera par le vote, en attendant soyons unis*», ou encore, inscrit en rouge et noir, «*Appel aux enseignants : travaillez ! L'avenir de nos enfants n'est pas un jeu.*» Depuis le trottoir, les «*anti*» regardent. La rencontre est électrique.

«Nous, on est debout, pas vous !» crie Hichem, grosse moustache, prof d'une cinquantaine d'années. «*C'est pas vrai, le pays est dans l'anarchie totale, il faut se remettre au travail*», répond Chaer, trader, les cheveux gominés et rasé de près. Ceux qui manifestent en faveur du gouvernement de transition démentent évidemment s'être déplacés à l'appel de l'ex-parti au pouvoir. Mais les observateurs sont sans appel : c'est la première fois que le RCD ressort dans la rue depuis le départ de Ben Ali. «*Le risque de contre-révolution est réel*», commente Nizar Amami, membre de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Dans la journée, pour la première fois, des incidents ont été signalés à Gafsa, Monastir et Sousse.

Au siège de l'Union syndicale maghrébine, l'UGTT travaille à l'élaboration d'une sortie de crise. Avec des bureaux présents dans tout le pays et 500 000 adhérents, c'est la seule force structurée de la société civile. L'ensemble des associations tunisiennes et des partis politiques légaux et non reconnus ont donc été invités autour d'une table. La proposition : demander au président par intérim, Fouad Mebezza, de dissoudre le gouvernement de transition, puis en constituer un nouveau débarrassé des membres de l'ancien régime.

«*Si on ne dissout pas ce gouvernement comme le demande la rue, la semaine prochaine, ce sera le président par intérim qui sera remis en cause, et ensuite la rue risque de demande à l'armée d'intervenir, nous voulons éviter ça*», explique Me Abdelaziz Mezoughi, membre de l'association pour l'indépendance de la justice.

Hier soir, la Tunisie attendait toujours l'annonce du remaniement ministériel «*imminent*». Pendant ce temps, différents ministères signalaient la destruction de leurs archives. Des restes de papiers découpés jonchaient encore les trottoirs. De nouvelles manifestations et grèves sont annoncées pour aujourd'hui. (Libération.fr 27.01)

Le gouvernement tunisien a tenté mercredi de donner des gages de rupture avec l'ancien régime de Zine ben Ali avec l'exclusion probable des ministres «*bénalistes*» et le lancement d'un mandat d'arrêt international contre l'ex-dirigeant et son épouse exilés en Arabie saoudite.

Le remaniement promis pour mercredi devrait finalement concerner des ministères régaliens, ainsi que l'exigent les manifestants désireux de tourner complètement la page de l'ère Ben Ali, renversé le 14 janvier après un mois de contestation sociale et politique dans la rue. Les portefeuilles de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères, dont les titulaires étaient membres du RCD, le parti de Ben Ali, devraient ainsi changer de mains, a-t-on appris dans les milieux politiques.

Dans un premier temps, il était prévu que le remaniement consisterait essentiellement à remplir les postes laissés vacants par cinq démissions. Des manifestants réclament depuis des jours que le gouvernement mis en place dans l'attente d'élections soit purgé des ministres autrefois membres du RCD. Ce mercredi encore, la centrale syndicale UGTT avait lancé un mot d'ordre de grève générale à Sfax, deuxième ville et centre économique de Tunisie, où des milliers de manifestants ont réclamé la démission du gouvernement. (hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont parlé de 50.000 manifestants à Sfax - note du site)

Des heurts ont d'ailleurs à nouveau opposé mercredi des manifestants à la police, près du palais gouvernemental de la Kasbah à Tunis, après plusieurs jours de protestation globalement pacifique. La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des centaines de personnes, en majorité des adolescents et des jeunes gens, qui jetaient des pierres.

Il semblait s'agir de jeunes manifestants venus de régions rurales déshéritées qui campent devant le siège du gouvernement. Ils ont crié aux forces de sécurité qu'elles étaient la «police de Leila», allusion à l'épouse honnie de Ben Ali, accusée d'avoir une influence excessive sur son mari et des goâts de luxe. (20minutes.fr 26.01)

Social.

1- France.

1.1- Le chômage a nettement rebondi en décembre.

Le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues s'est établi à 4.051.700 en métropole, soit environ 222.000 personnes de plus sur l'ensemble de 2010 (+5,3%). En ajoutant les départements d'Outre-mer, 4.309.500 personnes étaient inscrites en catégories A, B ou C fin décembre.

Le nombre des moins de 25 ans en catégorie A a augmenté de 1,1% en décembre, mais a baissé de 5,2% sur un an.

Celui des 50 ans et plus a augmenté de 1,6% sur un mois et a bondi de 16,3% sur un an.

Le nombre des chômeurs de longue durée - inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus - a augmenté de 1,4% en catégories A, B, C et a progressé de 19,8% sur un an en France métropolitaine. (Reuters 26.01)

1.2- Un régime qui craque de partout... Est-ce que cela annoncerait prochainement sa chute ? A la tunisienne par exemple ?

Quatre-vingt-dix CRS de la compagnie de Sainte-Foy-les-Lyon se sont fait porter pâle ce mercredi pour manifester leur colère contre le projet de fermeture de leur compagnie.

Ces policiers, qui représentent 70% des effectifs de la compagnie, ont présenté des arrêts maladie à leur hiérarchie pour justifier leur absence au service, la seule façon pour eux, qui sont interdits de droit de grève et soumis au devoir de réserve, d'exprimer leur mécontentement. (Lexpress.fr 26.01)

Saviez-vous que les CRS avaient été créés en 1944. Par le fameux Conseil national de la résistance dont on nous rebat les oreilles ?

1.3- Grève des dockers

Dans un communiqué diffusé mercredi, la fédération CGT des ports et docks appelle à une grève de 24 heures pour les dockers les 28 et 30 janvier, et au même mouvement pour l'ensemble des établissements portuaires les 29 et 31 janvier.

La CGT prévient par ailleurs qu'elle maintient un préavis de grève nationale reconductible "*pouvant s'appliquer de une minute à 24 heures*". Le syndicat annonce également qu'il envisage "*une manifestation sur Paris pour interpeller les élus du peuple*".

L'organisation syndicale accuse le gouvernement de remettre en cause, dans le cadre de la réforme des retraites, un accord sur la pénibilité validé le 27 octobre dernier avec le patronat, et par le cabinet de Jean-Louis Borloo, alors ministre de tutelle du secteur. (AP 26.01)

2- Grande-Bretagne.

Barclays a annoncé mercredi son intention de supprimer environ 1.000 postes au Royaume-Uni, la banque britannique ayant décidé de mettre fin à son activité de conseil financier dans ses agences.

Barclays prévoit de recentrer sur internet son offre de conseil en investissement. La banque estime que maintenir des conseillers dans ses agences devient de moins en moins rentable. (Reuters 26.01)

Economie.

Au lendemain du discours de Barack Obama sur l'état de l'Union , la Fed est donc pour l'instant un témoin passif dans le grand débat engagé à Washington : comment réduire le déficit budgétaire qui s'annonce record en 2011, à 1 480 milliards de dollars, d'après le bureau du budget du Congrès ?

Le temps où démocrates et républicains pouvaient faire croire que le déficit budgétaire serait maîtrisé sans de douloureuses coupures dans des programmes sociaux et militaires populaires est révolu.

Les dépenses militaires, à elles seules, représentent près de 900 milliards de dollars. Or, à ce jour, la Maison-Blanche ne propose pas plus que 78 milliards de dollars de réductions de ces crédits, étalées sur cinq ans. (Reuters 26.01)

Haut de page

Le 28 janvier

Ça baigne pour eux :

- Le chiffre d'affaires trimestriel d'Amazon.com en hausse de 36% - Reuters
- Hausse de 6,7% du CA d'Areva en 2010 - Reuters
- Comment la Française des Jeux a touché le jackpot en 2010 - 20minutes.fr
- JCDecaux dépasse son objectif de croissance du CA en 2010 - Reuters
- Vinci confiant pour 2011, CA 2010 supérieur aux attentes - Reuters
- 2010, année record pour l'hôtellerie parisienne - Reuters
- Baisse de 4,2% des défaillances d'entreprises en 2010 - Reuters
- Ventes record pour Christie's en 2010, à 5 milliards de dollars - Reuters

Parole d'internaute.

A force de tirer sur la corde elle finira bien par céder... sauf celle pour les pendre !

1- (après l'annonce de la hausse des prix des produits de première nécessité par Bruno Lemaire) Mais faite donc! Augmentez le prix des produits de première nécessité. Ça nous donnera une raison de foutre tous ses mafieux du gouvernement dehors et on suivra l'exemple de la Tunisie sauf que nous on ressortira la guillotine et les têtes vont tomber! Pas question qu'elles s'enfuient! On attend que ça!

2- toutes les semaines les prix augmentent incidieusement de quelques centimes, encore et encore ! çà pourrra pas durer longtemps comme çà !

Politique.

1-France. C'est "***bien entendu***", on ne peut vivre que de mal en pis dans leur société.

Hervé Morin, président du Nouveau Centre, et Jean Arthuis, président de l'Alliance centriste, ont lancé jeudi la Confédération centriste, première étape dans la reconstruction de cette mouvance. (Reuters 27.01)

«*Dans les prochains mois, les prix de la baguette de pain, des pâtes, de la farine, de l'huile, de tous les produits de première nécessité, de la viande, vont bien entendu augmenter*», a déclaré jeudi le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. La hausse est «*néluctable*», selon lui. (20minutes.fr 27.01)

2-Hongrie.

Quelque 7 000 manifestants ont réclamé, jeudi 27 janvier dans la soirée, à Budapest, le retrait de la loi controversée sur les médias, que le gouvernement du conservateur Viktor Orban s'est engagé à modifier après une salve de critiques internationales.

Ce jeudi, quatre autres cortèges ont été recensés dans des villes de province. (Lemonde.fr 27.01)

3- Yemen

Inspirés par les exemples tunisien et égyptien, des milliers de Yéménites sont descendus jeudi dans les rues de la capitale, Sanaa, pour réclamer un changement de gouvernement et des réformes politiques.

Plusieurs rassemblements organisés en quatre endroits distincts ont réuni environ 16.000 personnes, selon une estimation de Reuters.

La foule a dénoncé la corruption et demandé le départ du président Ali Abdoullah Saleh, au pouvoir depuis plus de 30 ans.

"*Le peuple veut un changement de président*", ont scandé des manifestants qui brandissaient aussi des pancartes réclamant une amélioration des conditions de vie au Yémen, pays le plus pauvre du monde arabe.

L'un de ces manifestants, Ayoub Hassan, a prévenu: "*Si le parti (au pouvoir) ne répond pas à nos exigences, nous allons intensifier notre mouvement jusqu'à la chute du président, comme cela s'est passé en Tunisie.*"

Quelques policiers armés de matraques ont observé silencieusement les rassemblements, qui se sont terminés dans le calme.

Dans un autre quartier de la capitale, une manifestation pro-gouvernementale a réuni quelques centaines de personnes.

Les manifestations actuelles semblent aussi constituer une réaction à une proposition formulée fin 2010 par des membres du parti de Saleh, le Congrès populaire général. Cette proposition visait à supprimer la limite fixée au nombre de mandats présidentiels, qui devrait contraindre Saleh à quitter le pouvoir à l'expiration en 2013 de son actuel mandat.

L'opposition a tenté en vain de mobiliser la population contre cette idée en décembre.

Pour certains observateurs, la forte mobilisation observée ces derniers jours semble être la conséquence directe de la réussite de la révolution tunisienne.

"*Avant les événements en Tunisie, ils ont tenté de faire descendre les gens dans la rue mais n'ont pas réussi, donc leur capacité à obtenir maintenant une forte participation est profondément influencée par les événements en Tunisie*", a remarqué Abdoulghani al Iryani, spécialiste du Yémen.

Saleh a par ailleurs promis cette semaine une augmentation d'au moins 47 dollars du salaire mensuel des fonctionnaires et des militaires. (Reuters 27.01)

Syndicat.

« *Bernard Thibault veut jeter l'éponge* » titrait jeudi matin *Le Parisien*. D'après le quotidien, le patron de la CGT aurait l'intention de quitter la tête du syndicat à la fin de l'année, c'est-à-dire avant le terme de son mandat prévu pour fin 2012. Une confidence que Bernard Thibault aurait partagée avec les huit membres du bureau exécutif de la CGT lors d'une petite « retraite » de deux jours en décembre dernier. « *Je pars à la fin de l'année, de manière à ce que mon successeur soit en place avant la présidentielle* », rapporte un cadre de la CGT dans les colonnes du quotidien. L'article évoque également un Bernard Thibault « *fatigué* », usé par « *l'échec du conflit sur les retraites, les bisbilles internes* » et des « *problèmes de dos et familiaux* ».

Informations « *très clairement* » démenties dans la matinée par Bernard Thibault.

Et pourtant. Sous couvert d'anonymat, un autre membre du bureau confédéral confirme les informations révélées dans *Le Parisien* et assure que la question du départ anticipé de Bernard Thibault a bien été mise sur la table. « *C'est vrai, c'est quelque chose qui a été évoqué et sur lequel on essaie de travailler* », explique notre interlocuteur. « *Il l'a évoqué en disant qu'il ne faut pas que le futur secrétaire général prenne le relais en 2013 mais bien avant et si possible avant la présidentielle, en novembre ou décembre*», ajoute ce cadre de la CGT. « *Etant donné les faits mentionnés dans l'article, je pense que c'est quelqu'un du bureau qui a parlé* », assure notre témoin. Celui-ci fait notamment référence à la réunion du bureau lundi dernier, évoquée dans *Le Parisien* et à l'issue de laquelle Bernard Thibault aurait « *claqué la porte* ». « *Il n'y avait que nous* », précise le cadre de la CGT qui voit dans cette « *fuite* » dans la presse « *une bêtise ou confidence délibérée instrumentalisée par ceux qui veulent faire sortir les loups du bois ou se placer* ». (Publicsénat.fr 27.01)

Guaino ou Soubise a dû l'appeler pour lui dire que c'était une mauvaise idée et qu'il fallait qu'il tienne le coup au moins jusqu'aux présidentielles. C'est pas sympa de vouloir fausser compagnie à son pote Sarkozy, alors qu'il va rencontrer des difficultés pour se faire réélire en 2012, quand on partage le sale boulot, il faut assumer jusqu'au bout...

Haut de page

Le 29 janvier

Politique.

1- France.

Après les candidatures des députés communistes André Chassaigne et André Gerin, puis celle de l'eurodéputé du Parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon, c'est au tour du député apparenté communiste Maxime Gremetz d'« *officialiser* » la sienne ce vendredi après-midi. (Rue89 28.01)

2- Jordanie.

Plus de 3 000 personnes, selon la police, sont descendues dans la rue après la prière, vendredi 28 janvier à Amman, la capitale de

la Jordanie, pour protester contre la vie chère et la politique économique du gouvernement, avec l'Egypte et la Tunisie en toile de fond.

Sur les banderoles, on pouvait ainsi lire : '*A bas le gouvernement Rifaï* (en référence au premier ministre jordanien, Samir Rifaï), '*Nous voulons un gouvernement de salut national*', '*Pas d'alternative aux réformes politiques*', '*Ensemble pour des réformes politiques et économiques*'.

Des partis politiques de gauche et des syndicats professionnels participaient au défilé, lequel était encadré par un important dispositif policier. A la mi-journée, aucun incident n'avait été enregistré. Des manifestations avaient lieu également à Irbid, ville située au nord de la capitale jordanienne, Al-Karak, Maan et Diban, dans le sud du pays, avec une première estimation totale de 'près 2 000 personnes', selon le porte-parole de la police, Mohamad Khatib.

Ces manifestations contre la vie chère sont les troisièmes dans le royaume depuis la chute de l'ex-président tunisien Ben Ali. Le gouvernement a annoncé le déblocage de près 500 millions de dollars (365 millions d'euros) pour augmenter les salaires des fonctionnaires et des retraités civils et militaires, favoriser la création d'emplois et faire baisser les prix. (Lemonde.fr 28.01)

Social.

Espagne.

Selon des données de l'Institut national des statistiques (INE) publiées vendredi, le taux de chômage s'est établi à 20,3%, un record au sein de l'Union européenne.

"*Le problème désormais est que le revenu disponible des ménages s'écroule et que les comptes des entreprises n'affichent pas une santé brillante non plus*", juge David Owen, économiste chez Jefferies.

"*Dans cet environnement, on peut s'attendre à ce que le taux de chômage reste élevé, voire qu'il augmente. Les problèmes de l'Espagne ne sont pas vraiment près de s'envoler.*"

Le nombre de demandeurs d'emploi a grimpé à 4,7 millions. (Reuters 28.01)

Economie.

Le PIB américain a retrouvé son niveau d'avant la crise, selon les chiffres officiels de la croissance publiés vendredi à Washington.

Sur l'ensemble de l'année, le produit intérieur brut de la première puissance économique mondiale a progressé de 2,9% par rapport à 2009, pour atteindre 14.660 milliards de dollars, selon la première estimation de la croissance annuelle communiquée par le département du Commerce. (20minutes.fr 28.01)

Haut de page

Le 30 janvier

On reviendra demain ou dans deux jours sur les premiers enseignements à tirer de la révolution tunisienne et ses répercussions dans d'autres pays.

Hier j'ai entendu un journaliste expliquer que la révolution tunisienne et le soulèvement en cours en Egypte étaient le produit de Facebook et de ce qu'ils appellent les "*réseaux sociaux*", qu'ils opposent volontiers aux partis ouvriers, avant d'être repris par une intervenante qui a précisé qu'Internet et les SMS avaient certes joué un rôle mais qu'ils n'avaient été que des outils au service de la population pour obtenir des informations sur les lieux des manifestations ou suivent le déroulement des faits, sans plus. Il est toujours bon de remettre les choses à leur place. Facebook n'a pas pu, ne peut pas et ne pourra jamais combler l'absence du parti ou s'y substituer.

Il y a trois jours, toujours aux infos du soir sur TV5Monde Asie, je l'avais noté sur un morceau de papier, un journaliste interviewait un ouvrier égyptien dans une ruelle sombre et étroite du Caire. Il lui a demandé comment il avait vécu cette journée de mobilisation contre le régime. En guise de réponse il a brandi deux cartouches vides de bombes acrymogènes. Le journaliste lui demande alors s'il avait répondu à l'appel lancé sur Internet et il lui a répondu : "*nous sommes sortis dans la rue dans notre quartier pour manifester comme tout le monde parce qu'on vit dans la misère et voilà comment on a été accueillis. Comment voulez-vous qu'on réponde à un appel lancé sur Internet, on n'a même pas de quoi manger et nourrir notre famille*", autrement dit, on est trop pauvre pour avoir un ordinateur ou savoir comment ça marche Internet, Facebook et Cie.

Ce sont les couches moyennes ou la petite-bourgeoisie qui utilisent Internet pour s'exprimer et éventuellement se mobiliser, pas le prolétariat et surtout pas ses couches les plus pauvres, ils se contentent des journaux ou de la radio et du bouche à oreille. Ceci n'est pas seulement valable pour les pays où un habitant sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté, on a vu récemment qu'en Belgique une partie de la population était descendue dans la rue pour demander aux différents partis politiques pourris qui se sont succédés au pouvoir au cours des 50 dernières années de bien avoir l'obligeance de former un gouvernement, qui assurément résoudra les problèmes économiques et sociaux auxquels la classe ouvrière doit faire face quotidiennement, ce dont ils se foutent éperdument. Facebook et les "*réseaux sociaux*" sont principalement utilisés par les petits-bourgeois individualistes qui rejettent tous les partis ouvriers sans faire preuve du moindre discernement, selon le principe bien connu mais pas toujours avoué (Carré rouge) : tous pourris !

Entre une prise de conscience soudaine qui s'exprime individuellement et de façon anarchique, et une conscience forgée sur une longue expérience qui s'exprime collectivement et de façon organisée, il ne faut confondre ni leur contenu et ni leur portée. La première est vécue comme une abstraction, un fait qui rompt avec l'inconscience dans laquelle on baigne habituellement et dans laquelle on peut replonger aussitôt, la seconde est un état permanent, un acquis qui n'a pas besoin d'un événement exceptionnel pour exister et continuer d'exister.

On ne peut pas accéder à un état de conscience supérieur en une étincelle, comme par miracle, à ce stade il est forcément superficiel. Or lors d'une révolution, il faut absolument avoir conscience de l'ensemble de la situation avant même qu'elle éclate, pendant son développement pour définir les tâches et les objectifs qu'elle doit se fixer pour aller de l'avant, renverser les obstacles qui se dressent sur son chemin, etc. Et une révolution étant un processus vivant, dynamique, pendant lequel les différentes classes affûtent leurs armes et s'affrontent, si elle ne trouve pas les moyens d'aller de l'avant, elle reflue et elle peut être vaincue ou s'arrêter aussi soudainement qu'elle a vu le jour. D'où le rôle irremplaçable du parti qui exprime consciemment le mouvement largement inconscient qui est en train de se dérouler, pour le guider ou l'éclairer dans la bonne direction, pour vaincre notre ennemi et prendre le pouvoir.

Une révolution est une guerre de classes ouverte, déclarée, où les différentes classes sont engagées dans la lutte pour le pouvoir, alors comme dans toute guerre, il est impossible de ne pas concevoir que les questions de tactique et de stratégie n'auraient pas réellement d'importance, elles sont capitales au contraire. Là non plus, on ne nous fera pas croire que ces questions peuvent être résolues spontanément par des éléments isolés dans la société. De plus, les réponses à ces questions vont être d'ordre matériel, organisationnel que seul un parti de centaines de milliers de militants à les moyens de mettre en oeuvre. (A suivre)

En France, on a un président et un régime en place depuis plus de 52 ans, alors qu'ils sont rejetés par l'immense majorité de la classe ouvrière et des masses. C'est seulement l'ignorance et le faible degré d'organisation de la classe ouvrière qui leur permettent de se maintenir en place. Dans cette ignorance figure le rôle des partis qui se réclament du socialisme (PS et ses satellites) et qui sont en fait contre-révolutionnaires, ainsi que celui des appareils réactionnaires des syndicats subordonnés au capitalisme, qui ensemble constituent des obstacles (qui ne seront pas toujours insurmontables) à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour renverser les institutions de la Ve République...

Comment doit-on appeler un régime qui gouverne contre la volonté de la la majorité du peuple sinon une dictature ? La dictature connaît certes des dégrés sur le plan politique, mais sur le plan social elle commence avec l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'esclavage au salariat en passant par le servage, la servitude humaine est bien une constante du développement de l'humanité, avec comme pendant la lutte des classes pour s'en délivrer.

Qu'est-ce une démocratie sinon un régime qui respecte la volonté exprimée par la majorité du peuple. Un régime qui maintient dans la pauvreté une partie de la population, peut-il prétendre que telle aurait été la volonté du peuple, serait-il légitime pour agir de la sorte, peut-il être qualifié de démocratique ? En fait, pas plus que la liberté, la démocratie n'a existé dans sa forme achevée jusqu'à nos jours.

Pour répondre à la question précédente, un régime qui ne s'appuie pas et ne représente pas les intérêts de la majorité des masses laborieuses ne possède pas les caractéristiques qui définissent la démocratie. C'est seulement quand la classe majoritaire dans la société détient le pouvoir que la démocratie peut s'épanouir, donc pour la conquérir il faut commencer par s'organiser et préparer les conditions qui permettront de renverser la classe minoritaire qui est au pouvoir. La démocratie n'est qu'une étape sur la voie qui mène au royaume de la liberté une fois que les classes et l'Etat se sont éteints...

Depuis l'Antiquité, il n'a jamais existé de véritable démocratie dans le monde si l'on s'en tient strictement à la définition de ce mot, car jamais la majorité des exploités n'a détenu le pouvoir, à l'exception de la Commune de Paris pendant 72 jours et de la République des soviets de 1917 jusqu'au milieu des années 20, dans tous les autres cas elle a été confisquée, ces principes dévoyés par la minorité des exploiteurs prétendant gouverner au nom de l'intérêt général, pour en réalité satisfaire les besoins de la classe des capitalistes.

Ainsi, la démocratie ne doit pas être reconquise, puisque la majorité de la population ne l'a jampais conquise, et c'est seulement

par une révolution socialiste détruisant l'Etat des capitalistes que la classe majoritaire des exploités parviendra à la démocratie, dès lors qu'elle sera devenue la classe dominante dans la société et qu'elle excercera à son tour une dictature sur la classe des capitalistes, ce qu'on appelle la dictature du prolétariat. L'expression "dictature du prolétariat" peut choquer les âmes sensibles, il faut avoir à l'esprit qu'à la différence de la dictature du capital qui est l'expression d'une dictature imposée par la force par une minorité sur une majorité, dans le cas de la dictature du prolétariat, c'est le contraire, c'est la majorité qui impose par la force sa dictature à une infime minorité de la société, ainsi elle acquière une légitimité à laquelle ne peut pas prétendre la dictature du capital.

Et pourquoi doit-il obligatoirement en être ainsi ? Parce que la classe des capitalistes ne disparaitra pas du jour au lendemain et qu'elle continue d'exister à l'échelle mondiale, qu'elle continue son combat contre l'Etat ouvrier et la révolution prolétarienne dans l'espoir de les abattre et rétablir l'ancien régime. C'est seulement lorsque le capital aura été vaincu sur une large superficie de la planète ou pour ainsi dire à l'échelle de l'humanité, que le processus conduisant à l'extinction des classes sera bien avancé, que la dictature du prolétariat prendra fin, en même temps que les classes, l'Etat, les nations, les frontières, la démocratie et la politique...

Politique.

1- Jordanie.

"*Notre gouvernement n'est qu'un ramassis de voleurs*", ont scandé quelque 200 manifestants rassemblés sous les fenêtres du siège du gouvernement derrière une banderole disant "*Non à la pauvreté et à la faim*".

"*Nous sommes venus de loin, de régions rurales, jusqu'à Amman pour demander à Rifaï de partir*", a dit l'un des organisateurs de la contestation, Mohammed Sounaïd.

"*Nous appelons au renversement de ce gouvernement qui a massacré les pauvres. Il faut un gouvernement pour l'ensemble des Jordaniens, pas seulement pour les riches*", a-t-il ajouté.

Ils protestent également contre les privatisations de ces dix dernières années qui, disent-ils, n'ont enrichi qu'une petite élite jordanienne.

Certains réclament une limitation des pouvoirs du roi Abdallah, qui nomme le gouvernement, approuve les lois et peut dissoudre le parlement. "*Notre espoir est que les citoyens pourront choisir le gouvernement qui les représente*", a dit l'activiste Ali Dalaïn, ancien député de la ville de Karak (sud). (Reuters 29.01)

2- Yemen.

De petits groupes d'opposants ont été dispersés samedi à Sanaa, la capitale du Yémen, où le parti au pouvoir a proposé un dialogue à l'opposition en vue de mettre fin aux manifestations hostiles au gouvernement.

Les protestataires yéménites scandaient "*le peuple veut la chute du régime*", ont rapporté des témoins. (Reuters 29.01)

Economie.

Le conseil d'administration de Goldman Sachs, fleuron de Wall Street, a décidé de multiplier par trois le salaire du directeur exécutif, Lloyd Blankfein. Sa paie augmente ainsi de 600.000 à 2 millions de dollars (1,47 millions d'euros).

La générosité de la banque d'affaires ne s'arrête pas là. Elle a alloué un bonus de 12,6 millions de dollars (92,5 millions d'euros) à son patron, en hausse de 3,6 millions. Un niveau encore loin de celui d'avant la crise, Blankfein recevant à l'époque 68,5 millions de dollars de bonus, rappelle le New York Times . (Lefigaro.fr 29.01)

Le 31 janvier

Peu d'informations sur la Tunisie.

Après que le gouvernement RCD a fait évacuer par la force avec la complicité des dirigeants de l'UGTT les manifestants qui campaient devant le bureau du Premier ministre de Ben Ali pour exiger son départ ainsi que son gouvernement corrompu par le l'ex-dictateur au pouvoir, le prochain défi de ce gouvernement contre-révolutionnaire et des dirigeants de l'UGTT qui en sont les complices, va être de dissoudre les comités populaires révolutionnaires qui se sont constitués dans tout le pays et qui exigent l'élection d'une Assemblée constituante souveraine.

Finalement, en dehors du fait d'avoir chassé Ben Ali du pouvoir, qu'est-ce qui a changé dans la vie quotidienne des travailleurs tunisiens ? Quelles sont leurs revendications qui ont été satisfaites ou dont l'engagement a été pris qu'elles seraient satisfaites, je pense au salaire minimum et l'augmentation générale des salaires, le chômage, etc. ? Absolument rien. Et sur le plan politique ? Absolument rien. A suivre dans les jours qui viennent.

La révolution tunisienne et le soulèvement populaire en cours en Egypte a soulevé l'enthousiasme des militants et c'est bien normal, mais attention à ne pas céder aux illusions comme ce fut le cas en France au moment des dernières mobilisations (retraites notamment), car le réveil sera une fois de plus difficile à supporter. Si réveil il y a, ce dont je doute de plus en plus d'ailleurs. Certains trouvent utiles et le temps de barboter sur Facebook, mais trouvent inutiles de nous envoyer des contributions politiques ou de simples réflexions, cela ne trompe pas. Chacun a sa vérité, l'heure est à l'épanouissement des individualités, à la spontanéité des masses, quant à la réflexion collective, elle est toujours en panne et va droit dans le mur. Qu'on nous permette de nous en inquiéter sérieusement.

Politique.

1- Egypte.

Le soulèvement qui se poursuit depuis six jours affaiblit d'heure en heure le raïs, aussi le soutien de la haute hiérarchie militaire est-il crucial au moment où s'écroulent les autres piliers de son appareil politique.

Les événements ont fait au moins 102 morts pendant les cinq premiers jours de mobilisation, selon un bilan officiel.

Alors que l'heure du couvre-feu sonnait sans être plus respectée que la veille, avions de combat et hélicoptères ont survolé la place. En fin d'après-midi, de nouveaux camions militaires sont arrivés dans le secteur, mais aucun n'est intervenu contre des manifestants.

"*Hosni Moubarak, Omar Souleimane, vous êtes tous les deux des agents des Américains*", criaient des manifestants faisant allusion à la nomination la veille de Souleimane, chef des renseignements, au poste de vice-président qui était vacant depuis l'arrivée de Moubarak au pouvoir en 1981.

De toute évidence, ceux qui se trouvaient sur la place Tahrir ne souhaitent pas voir remplacer l'appareil politique de Moubarak par un dispositif militaire comprenant ses plus proches alliés. "*Moubarak, Moubarak, l'avion attend*", scandaient-ils. Un grand rassemblement s'est aussi tenu à Alexandrie.

La réaction de l'armée égyptienne à la crise demeure ambivalente. Des soldats protègent les installations clés mais ne tentent pas de faire appliquer le couvre-feu par la force, et on les voit souvent fraterniser avec des manifestants.

Reste à savoir si les militaires maintiendront au pouvoir le raïs âgé de 82 ans, ou s'ils le sacrifieront aux intérêts nationaux de l'Egypte - et aux leurs.

On ne sait pas si Moubarak a décidé de consulter les généraux ou si ces derniers l'ont convoqué. En Tunisie, ce sont des généraux qui ont persuadé il y a deux semaines l'ex-président Zine Ben Ali de fuir le pays après des semaines de manifestations.

La crise s'est accentuée dimanche, la population se trouvant en butte à l'anarchie dans certains secteurs. La police ayant disparu, des groupes de citoyens munis de bâtons, de chaînes et de couteaux se sont organisés pour empêcher les pillages.

Plusieurs milliers de prisonniers se sont évadés de la prison de Wadi Natroun, à 100 km au nord du Caire, a indiqué dimanche une source au sein des services de sécurité.

Des représentants de la sécurité ont fait savoir que la police serait de retour dans les rues lundi.

On a pu observer des scènes quelque peu surréalistes où des soldats se tenaient près de chars couverts de graffiti et de slogans comme "*A bas Moubarak. A bas le despote. A bas le traître. Le pharaon hors d'Egypte. Ça suffit*". Interrogé à ce propos, un soldat a répondu : "*Ce sont des mots écrits par les gens. C'est le point de vue des gens.*"

Le gouvernement égyptien a ordonné l'arrêt des activités de la chaîne Al Djazira sur son territoire. Il avait précédemment interrompu les communications par internet et les réseaux de téléphonie mobile pour réduire les capacités de mobilisation de la contestation.

Sans aller jusqu'à «*lâcher*» Hosni Moubarak, l'Administration Obama a clairement donné la priorité au changement en Égypte :

«*Nous souhaitons voir une transition en bon ordre. Nous demandons instamment au gouvernement Moubarak, qui est toujours au pouvoir (…), de faire ce qui est nécessaire pour faciliter ce genre de transition*», a déclaré la secrétaire d'État, Hillary Clinton. (Reuters, Lexpress.fr et Lefigaro.fr 30.01)

2- Soudan.

Des heurts ont opposé dimanche à Khartoum des policiers soudanais et des étudiants qui manifestaient pour réclamer la démission du gouvernement. Plusieurs étudiants ont été arrêtés.

Un demi-millier d'étudiants ont aussi manifesté à El Obeid, dans le Nord-Kordofan (ouest du Soudan).

La police a battu à coups de matraques des étudiants qui scandaient: "*Nous sommes prêts à mourir pour le Soudan*" et "*Révolution, révolution jusqu'à la victoire*". (20minutes.fr 30.01)

3- Sud-Soudan.

Le Sud-Soudan a voté de manière quasi unanime en faveur de son indépendance lors du référendum d'autodétermination destiné à clore définitivement plusieurs décennies de guerre civile.

Des milliers de personnes se sont mises à danser, chanter et crier lorsque les dirigeants ont annoncé que 99,57% des électeurs des Etats du sud du Soudan s'étaient prononcés pour l'indépendance, selon les premiers résultats officiels provisoires.

Les dirigeants du Sud-Soudan et les responsables du Nord doivent encore s'entendre sur un certain nombre de points, notamment le tracé de leur frontière, le partage des revenus pétroliers et le statut de la région d'Abyei.

Ce référendum d'autodétermination devrait aboutir officiellement le 9 juillet à la partition du plus grand pays d'Afrique. (Reuters 30.01)

Social.

Rififi chez les CRS.

Grèves de la faim et arrêts maladie se sont multipliés ce week-end chez les CRS de France après l'annonce d'une probable fermeture de deux compagnies à Marseille et à Lyon, a-t-on appris dimanche de sources syndicales.

La CRS 53 de Marseille-Saint-Barthélémy enregistrait dimanche 48 arrêts maladie, a-t-on appris de source policière. La CRS 54 de Marseille-Saint-Pierre, actuellement en déplacement à Paris, est en grève de la faim depuis samedi. La CRS 58 de Perpignan, compte de son côté 74 arrêts maladie sur un effectif de 84. Elle a refusé de se déplacer pour assurer la sécurité du match Arles Avignon-PSG.

Quant à la CRS 6 de Saint-Laurent-du-Var, qui a remplacé celle de Perpignan, "*elle a décidé de ne plus s'alimenter*", a expliqué David-Olivier Reverdy, le secrétaire régional d'Alliance-Police nationale, à l'Associated Press. Les repas ont été redistribués au Samu social du Vaucluse.

A Lyon, 90 CRS de Sainte-Foy-les-Lyon (Rhône), soit 70% des effectifs de la compagnie, avaient les premiers décidé mercredi de manifester leur protestation contre le projet de fermeture de leur compagnie, en présentant des arrêts maladie. Les CRS, comme tous les autres policiers, n'ont pas le droit de grève.

"*Le phénomène est en train de s'étendre. Il existe une vraie solidarité entre les CRS. Ils ne comprennent pas que l'on puisse être à contre-courant de la réalité des problématiques de délinquance, d'autant que le ministre de l'Intérieur était venu fin novembre à Marseille pour dire que les CRS resteraient aussi longtemps que possible*", a déclaré David-Olivier Reverdy, le secrétaire régional d'Alliance-Police nationale.

De son côté, le délégué régional CRS du syndicat Unité-SGP-Police, Raymond Vasquez, avait qualifié en fin de semaine la fermeture annoncée des deux compagnies de CRS de Lyon et de Marseille de "*décision inacceptable*", alors que "*1.300 postes ont déjà été supprimés dans les effectifs en 2009 et 2010*".

Un plan d'action a été mis en place par les syndicats depuis deux jours dans les 61 compagnies de CRS qui n'assurent plus que les missions de prévention, d'assistance à personnes en danger et de flagrant délit. (AP 30.01)

Profitons-en pour faire la révolution : Sarkozy dégage !

Economie.

Etats-Unis.

Le président républicain de la chambre des représentants, John Boehner, a déclaré dimanche que les Etats-Unis devaient continuer d'honorer leurs obligations en matière de financement de la dette publique sous peine de déclencher un cataclysme financier mondial.

Le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner a prévenu que faute d'une décision du Congrès, seul capable de relever la limite de l'endettement américain (14.300 milliards de dollars), il ne pourrait plus emprunter à partir d'une date comprise entre le 31 mars et le 16 mai.

A partir de cette date, le pays pourrait faire défaut sur certains prêts. (Reuters 30.01)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février

Politique.

1- France.

1.1- Quelle mansuétude !

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé lundi soir qu'il n'y aurait pas de fermeture de compagnies de CRS en France, un projet qui suscitait la grogne dans la police. (Reuters 31.01)

Il y a 12.000 CRS en France. Franchement, quelle idée saugrenue de vouloir fermer des casernes de CRS au moment même où les peuples se soulèvent en Tunis et en Egypte ! On ne sait jamais...

1.2- A bas les institutions de la Ve République et le capitalisme, ils le disent !

Selon le Baromètre de la confiance politique publié lundi par le Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences-Po, au total, 83% des Français considèrent que les responsables politiques se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme eux - c'est deux points de plus qu'en décembre 2009.

Ils sont 39% à déclarer que la politique leur inspire avant tout de la "*méfiance*" et 23% du "*dégoût*".

Une défiance qui n'est pas synonyme d'indifférence puisque 58% des Français déclarent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique, un pourcentage en hausse de trois points en un an.

A 15 mois de l'élection présidentielle, 57% des Français considèrent que la démocratie ne fonctionne pas très bien ou pas bien du tout en France. C'est neuf points de plus que lors de la précédente enquête, en décembre 2009.

La majeure partie des sondés (56%) déclare n'avoir confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays (-2 points). Avec 22% de confiance dans ses capacités à gouverner, un score en hausse de sept points, la gauche passe de justesse devant la droite, qui cède un point à 21%.

L'enquête montre aussi une nette baisse de confiance des Français envers la plupart de leurs élus ou responsables gouvernementaux: elle chute de 13 points pour le maire à 52%, de neuf points pour le député à 38% et de trois points pour

le président de la République actuel à 28%.

Seule exception: le Premier ministre actuel, dont le niveau de confiance reste stable à 38%.

L'enquête du Cevipof met aussi en évidence une défiance accrue envers les banques avec 20% de confiance seulement, un score en baisse de neuf points, ce qui les rapproche des partis politiques, en lesquels seuls 13% des personnes interrogées disent avoir confiance (-4 points).

Enfin, alors que la France préside cette année le G20 et le G8, 47% d'entre eux (+7 points) disent souhaiter une réforme "*en profondeur*" du système capitaliste. (Reuters 31.01)

Les travailleurs ne sont pas "*indifférents*" à la politique, par contre ils expriment de la "*méfiance*" ou du "*dégoût*" envers les partis politiques, soyons positif et disons que c'est une réaction salutaire, et encore ils ne s'aperçoivent pas toujours du double langage des uns et des autres ou ils ne sont pas aussi attentifs que nous le sommes à toutes les manifestations de collaboration de classes, ils en auraient la nausée !

Ils disent aussi que ni la "gauche" et ni la "droite" ne sont légitimes pour gouverner, et en rejettant à 83% les responsables politiques, on peut ajouter qu'ils rejettent tous les partis institutionnels ou qui ont déjà gouverné, partis qui comme en Tunisie se confondent avec les institutions antidémocratiques qu'il faut abattre.

Quand 80% de la population n'a pas confiance dans les banques, on se dit qu'un certain nombre d'entre eux doivent être réceptifs ou peuvent adhérer au mot d'ordre de leur expropriation, à moins qu'il faille atteindre 100% pour avancer résolument ce mot d'ordre !

47% souhaitent une réforme "*en profondeur*" du système capitaliste, encore une fois c'est plus qu'il n'en faut pour construire le parti, non c'est trop, si on n'y arrive pas on va passer pour des nuls, à juste raison sans doute.

87% des personnes interrogées rejettent les partis politiques, si je militais dans un parti j'en ferais un tract dans lequel j'expliquerais pourquoi ils ont raison et pourquoi nous devons construire un nouveau parti, mais pour nos dirigeants qui sont des esthètes, c'est trop élémentaire, trop simple, trop à la portée des travailleurs...

Après on voudrait nous faire croire que les conditions ne seraient pas favorables à la construction du parti, qui peut encore croire ce genre de balivernes ? Dites plutôt que vous en êtes incapables, que vous ne le voulez pas, ce sera plus honnête.

1.3- Les "***révélations***" de Barbie et la colère de l'hystérique du Palais.

Carla Bruni-Sarkozy raconte au quotidien qu'en Italie, elle était «*bobo*» et de «*gauche*», mais en France, c'est l'inverse: «*Je n'ai jamais voté pour la gauche en France et ce n'est pas maintenant que je vais m'y mettre*». Et d'avouer franchement: «*Je ne me sens plus vraiment de gauche*». (20minutes.fr 31.01)

Le Président n'a pas du tout apprécié la fantaisie du fils de Guy Bedos, qui faisait de lui un "*VRP cocaïné*".

"*Cocaïné ? On aura vraiment tout entendu*", a lâché, énervé, Nicolas Sarkozy en privé, indique *Le Parisien* dans un écho publié dimanche. Le chef de l'Etat n'envisagerait toutefois pas une action judiciaire, précise le quotidien. (Lepost.fr 31.01)

2- Tunisie.

-A Tunis, des groupes de manifestants ont été dispersés par des unités anti-émeutes qui ont eu recours aux gaz lacrymogènes. Les manifestants réclamaient le départ des cadres du ministère de l'Intérieur qui ont servi sous Ben Ali et sont encore en fonction, voire du nouveau ministre Farhat Rajhi.

- Un climat de "*grande insécurité*" règne depuis lundi après-midi dans la région de Kasserine, dans le centre-ouest tunisien, à la suite d'actes de violence perpétrés par un "groupe de saboteurs" contre des établissements publics, a rapporté l'agence officielle tunisienne TAP.

Les actes de destruction ont notamment ciblé le siège de la sous-préfecture de Kasserine-Nord, la maison de jeunes, les locaux de l'institut supérieur des études technologiques et l'office de l'élevage du cheptel.

Un syndicaliste a déclaré à l'Associated Press que des membres de comités de quartiers mobilisés pour assurer leur propre protection ont arrêté deux de ces "saboteurs" qui ont avoué avoir été payés par des membres du RCD, le Rassemblement constitutionnel démocratique, l'ex-parti au pouvoir, "pour provoquer le désordre et le chaos".

Selon Chokri Hayouni, "*ces gens du RCD craignent d'avoir des comptes à rendre pour leurs pratiques illicites sous l'ancien régime*". Il s'est étonné "*du vide laissé par la sécurité et de la passivité des quelques soldats présents devant les actes de pillage et de destruction des assaillants*".

"*C'est un complot ourdi contre la région de Kasserine qui a payé un lourd tribu lors du soulèvement populaire avec au moins 27 morts et un grand nombre de blessés*", a-t-il ajouté. (AP 31.01)

- Le gouverneur de la BCT a dit à Davos : "*Il est clair que la situation est normale. Les Tunisiens ont repris leur activités. Les marchés ont ré ouverts et les services sont assurés*" affirmant que la poursuite des manifestations "*est une chose positive dans le cadre d'un régime démocratique*". (http://www.infotunisie.com 30.01)

3- Egypte.

3.1- Une coalition de mouvements d'opposition a appelé à une marche d'un million de manifestants dans les rues du Caire mardi afin d'obtenir d'ici vendredi le départ de Hosni Moubarak. (AP 31.01)

L'armée égyptienne a promis lundi soir de ne pas ouvrir le feu sur les manifestants, qui se sont encore rassemblés par milliers pour réclamer le départ d'Hosni Moubarak, et a jugé leurs revendications légitimes.

Dans la foulée, le vice-président Omar Souleimane, issu des rangs de l'armée, a annoncé l'ouverture de consultations avec l'ensemble des partis politiques, conformément au souhait exprimé par l'Union européenne et les Etats-Unis.

"*Le président a demandé aujourd'hui d'établir des contacts immédiats avec les forces politiques pour entamer un dialogue sur tous les problèmes soulevés qui implique également des réformes constitutionnelles et législatives de façon à déboucher sur des projets d'amendements clairs et sur un calendrier précis en vue de leur mise en oeuvre*", a-t-il expliqué lors d'une allocution télévisée.

Dans un communiqué diffusé un peu plus tôt, l'armée, pilier du long règne de Moubarak, précise qu'elle est présente dans les rues pour le bien et la sécurité des Egyptiens. "*Les forces armées n'auront par recours à la force contre notre grand peuple*", promet l'état-major.

"Vos forces armées, qui ont conscience de la légitimité de vos demandes et sont prêtes à assumer leur responsabilité de protection de la nation et des citoyens, affirment que la liberté d'expression par des moyens pacifiques est garantie à tous", poursuivent les militaires.

Hosni Moubarak, confronté à un mouvement qui ne cesse de prendre de l'ampleur, a poursuivi lundi le remaniement de son gouvernement pour tenter, sans succès, d'apaiser la colère de la rue égyptienne qui réclame son départ.

Un appel à la grève générale a été lancé ce lundi et ses opposants ont annoncé une "*marche d'un million*" de personnes mardi pour pousser vers la sortie le chef de l'Etat au pouvoir depuis près de trente ans.

"*Ce que nous voulons est clair: nous voulons que Moubarak et sa clique dégagent. Nous n'accepterons rien d'autre*", lançait un manifestant, Omar el Demerdach, chercheur de 24 ans.

Environ 140 personnes sont mortes dans les affrontements avec les forces de sécurité.

Lundi matin près de 100 000 personnes étaient rassemblées sur la place Tahrir. (Lexpress.fr 31.01)

Hosni Moubarak a tenté plusieurs fois de désamorcer la crise en annonçant des réformes économiques et en remaniant sa garde rapprochée, sans convaincre.

Le nouveau cabinet comprend trois anciens officiers supérieurs, dont le Premier ministre et ancien commandant de l'armée de l'air Ahmed Chafik, nommé samedi en même temps que le chef des renseignements Omar Souleimane était désigné au poste de vice-président, que le raïs avait laissé vacant depuis son accession au pouvoir, en octobre 1981.

Les autorités ont annoncé en outre lundi la promotion du ministre de la Défense, Mohamed Hussein Tantaoui, qui récupère en outre un poste de vice-Premier ministre. Le ministre de l'Intérieur Habid el Adli, détesté par de nombreux Egyptiens en raison de la répression exercée par la police, a été limogé et remplacé par le général Mahmoud Wagdi, ancien chef des services de police judiciaire du Caire et de l'administration pénitentiaire.

Zaineb el Assam, expert du Proche-Orient au sein du cabinet londonien Exclusive Analysis, estime que ce remaniement est trop

limité et arrive trop tard. "*Je pense que Moubarak sera parti bien avant 30 jours*", dit-il. "*Certaines personnalités de ce gouvernement sont profondément impopulaires. Le général Wagdi par exemple. Cela va encore renforcer les manifestations. L'armée va considérer Moubarak comme un boulet.*" (Reuters 31.01)

3.2- L'agence de notation Moody's a annoncé lundi avoir abaissé la note souveraine de l'Egypte, qui passe de Ba1 à Ba2, en raison des troubles dans le pays. Les perspectives, autrefois jugées stables par l'agence, sont désormais considérées comme négatives.

L'agence de notation Fitch a également émis la semaine dernière des perspectives défavorables, plaçant l'Egypte en surveillance négative. (AP 31.01)

3.3- Israël a fait parvenir un message confidentiel aux Etats-Unis et à des pays européens leur demandant de soutenir la stabilité du régime égyptien d'Hosni Moubarak en butte à une vague de contestation, a indiqué lundi le quotidien *Haaretz*. Dans ce message, les responsables israéliens soulignent qu'il est de "*l'intérêt de l'occident*" et de "*l'ensemble du Moyen Orient de maintenir la stabilité du régime en Egypte*", a ajouté journal.

"*Il faut en conséquence freiner les critiques publiques à l'encontre du président Hosni Moubarak*", a souligné ce message envoyé à la fin de la semaine, selon le journal. (Lexpress.fr 31.01)

Social.

Nous leur servons de cobayes.

L'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a publié lundi une liste de 77 médicaments faisant l'objet d'un suivi renforcé de la part des autorités sanitaires françaises.

Cette liste représente une "*garantie*" pour le patient, qui ne doit pas pour autant cesser de prendre les médicaments surveillés, a souligné Didier Houssin, directeur général de la Santé. "*Les patients ne doivent pas arrêter leur traitement ou modifier la dose sans consulter leur médecin*", a-t-il ajouté. (Reuters 31.01)

Et ce scélérat ose parler de "*garantie* !

Je ne sais pas comment faire d'ici pour contacter un bon avocat, j'ai une affaire en or à lui confier, le cas de mon épouse Magueswary, pas contre un trust pharmaceutique mais contre la clinique qui l'a opérée, j'ai récupéré son dossier médicale, 5 kilos ! Ils ont commis au moins une erreur médicale qui s'était traduite par une hémorragie à partir du coeur, une couture interne qui avait lâché, mal faite ou bâclée je n'en sais rien, une hémorragie au cerveau peut-être dû à un mauvais dosage d'un médicament ou une mauvaise synchronisation au moment du débranchement ou du rebranchement du coeur, à moins que cela provienne de la première hémorragie. Depuis elle fait de l'asthme alors qu'elle n'a jamais été asmathique, elle a du cholestérole, alors qu'elle était maigre comme un clou et ne mangeait pratiquement pas de viande et peu de graisse, je sais que le corps en fabrique, mais elle n'en avait pas avant son opération et elle n'a pas changé ses habitudes alimentaires. Ils lui filent un tas de médicaments à prendre tous les jours dont une bonne partie n'est pas nécessaire à mon avis.

Economie.

1- Italie.

Selon le rapport annuel de la police italienne, dévoilé lundi 31 janvier, l'intensification de la lutte contre l'évasion fiscale a permis de découvrir que près de 50 milliards d'euros avaient été cachés au fisc en 2010, un montant en hausse de 46 % par rapport à 2009.

Sur ce montant, 20,263 milliards d'euros (+ 47 %) appartenant à 8 850 personnes n'avaient pas été déclarés, alors que ces personnes avaient une activité professionnelle. Par ailleurs, 10,533 milliards d'euros ont été découverts dans le cadre d'enquêtes portant sur des cas d'évasion fiscale à l'étranger, un montant en hausse de plus de 80 %.

L'amnistie fiscale a entraîné la régularisation de 104,5 milliards d'euros et a permis à l'Etat d'encaisser 5,6 milliards de recettes.

Concernant la lutte contre la contrefaçon, plus de 110 millions de produits contrefaits ou dangereux ont été saisis l'an dernier. Enfin, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, la police financière a mis sous séquestre 3 milliards d'euros de biens appartenant à la mafia en 2010, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2009, tandis que 20,5 tonnes de drogue ont été saisies (+ 61 %). (Lemonde.fr 31.01)

2- Etats-Unis.

Exxon Mobil a fait état lundi d'un bénéfice en hausse de 53% au quatrième trimestre, soit 9,25 milliards de dollars.

Les cours du brut ont augmenté de 12% sur un an, à quelque 85 dollars le baril en moyenne au quatrième trimestre.

"*Une grande part de cette performance semble venir d'une imposition effective plus faible*", ajoute Phil Weiss, analyste chez Argus Research. Il attendait un taux d'imposition de 46%, qui a été en réalité de 38% environ.

La production en équivalent pétrole a progressé de 19% par rapport à l'année dernière, portée par les activités de gaz naturel liquéfié au Qatar, a souligné Exxon.

Les bénéfices de ses activités d'exploration et de production ont progressé de 29% sur un an, à 7,48 milliards de dollars et ceux des produits chimiques ont crû de 49%, à 1,07 milliard de dollars.

Les recettes tirées de sa branche raffinage ont grimpé en flèche, passant à 1,15 milliard de dollars contre 189 millions un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires a quant à lui bondi à 105,2 milliards de dollars contre 89,8 milliards de dollars. (Reuters 31.01)

3- Zone euro

Selon une première estimation publiée lundi par Eurostat, l'inflation ressort à 2,4% sur un an dans les 17 pays de la zone, son plus haut niveau depuis octobre 2008. (Reuters 31.01)

Haut de page

Le 2 février

Je vous conseille la lecture de la déclaration du groupe Bolchevik sur le développement de la situation révolutionnaire en Tunisie. J'y adhère totalement, c'est un document de 10 pages qui permet de comprendre à la fois la situation en Tunisie et les positions des uns et des autres en Tunisie et en France notamment, le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale depuis l'explosion de la dernière crise du capitalisme en 2007-2008.

Si je peux me permettre : bravo camarades pour cet excellent travail qui exprime la continuité du marxisme-révolutionnaire. Si vous êtes capables de mesurer la somme de travail et le temps considérables qu'il leur a fallu pour rédiger ce document, vous avez le droit de remercier ces camarades et de leur exprimer votre soutien, ce n'est pas interdit, c'est en tout cas ce que je fais ici à titre personnel. A lire absolument et à diffuser largement. Voilà qui nous met de bonne humeur de bon matin, car on en avait plus que marre des articles ou des déclarations misérables du POI, du NPA et de LO.

Du coup je n'écrirai pas d'article sur la révolution prolétarienne en Tunisie, je me contenterai modestement d'intervenir au coup par coup sur l'actualité.

A propos de l'assemblée constituante dont certains se gargarisent, j'ai noté ce passage dans ce document du groupe Bolchevik :

"*Une assemblée constituante est une revendication démocratique qu'un parti ouvrier peut tactiquement opposer à un gouvernement du type RCD-Ettajdid-PPD, à condition qu'il préserve son indépendance des partis de la petite et de la grande propriété, à condition que le parti ouvrier refuse tout soutien à tout gouvernement provisoire, à condition qu'il ne cache pas que sa perspective est la dictature du prolétariat et la révolution socialiste mondiale.*".

J'ajoute pour la discussion, tout dépend d'où elle émane et du rôle qu'on compte lui faire jouer, de son contenu véritable, car en tout état de cause, il s'agit de rompre avec le modèle bonapartiste qui s'accompagne de l'élection d'un Président de la république, un président qui est finalement une survivance de la monarchie, de l'Ancien régime.

On ne peut concevoir une assemblée constituante vraiment souveraine qu'à partir du moment où elle s'inscrit sur les décombres des institutions qui existaient avant la révolution et à condition qu'elle soit issue du processus révolutionnaire ou en exprime la continuité pour avancer vers le socialisme. On peut concevoir aussi que l'assemblée constituante existe dans une situation de double pouvoir au côté des institutions politique du capital, dans ce cas-là, elle devra se fixer comme tâche et objectif de mobiliser l'ensemble de la classe et des masses pour les liquider. L'issue de ce combat déterminera l'issue de la révolution socialiste elle-même.

Politique.

1-France.

1.1- Michèle Alliot-Marie

Le Canard enchaîné affirme, dans son édition du mercredi 2 février, que la ministre des affaires étrangères, accompagnée de son compagnon Patrick Ollier, ministre des relations avec le Parlement, et de ses parents, a profité à titre gracieux d'un jet privé appartenant à Aziz Miled, homme d'affaires proche du clan Ben Ali-Trabelsi, et Belhassen Trabelsi, beau-frère du président déchu Ben Ali.

Toujours selon l'hebdomadaire, la ministre affirme avoir "*payé ses vacances*", mais n'est pas en mesure de préciser à quel nom a été établie la note de l'hôtel de M. Miled. Et admet avoir profité de l'avion privé de ce dernier à titre gracieux. (Lemonde.fr 01.02)

1.2- Le gouvernement complice du dictateur Ben Ali.

Le gouvernement français avait bien donné le 12 janvier son accord pour des livraisons de grenades lacrymogènes à la Tunisie, alors que la répression de manifestations contre le régime de Zine ben Ali durait depuis presque un mois.

Le Premier ministre François Fillon le reconnaît dans un courrier envoyé au président du groupe socialiste à l'Assemblée Jean-Marc Ayrault, dont Reuters a obtenue une copie, où il précise que ces matériels n'ont finalement pas été livrés.

Ce n'est que le 18 janvier, quatre jours après le départ de Zine ben Ali, que la ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a définitivement suspendu les autorisations officielles de livraison de grenades à la Tunisie. (Reuters 01.02)

2-Territoires palestiniens. Le Hamas et l'Autorité palestinienne soutiennent Moubarak le puissant allié de l'Etat sioniste.

2.1- La police du Hamas a empêché un petit groupe de Palestiniens à Gaza de tenir une manifestation de soutien au mouvement de protestation égyptien, a-t-on appris mardi.

En Cisjordanie, l'Autorité palestinienne a également réprimé une manifestation de soutien aux manifestants égyptiens cette semaine. (AP 01.02)

2.2- L'Autorité palestinienne a annoncé mardi son intention d'organiser "dès que possible" des élections municipales en Cisjordanie.

L'Autorité palestinienne n'a pas organisé d'élections depuis 2006, le président et les membres du Parlement étant restés en fonctions après l'expiration normale de leurs mandats.

Le mandat présidentiel de quatre ans d'Abbas est arrivé à expiration en 2009, mais a depuis été prolongé indéfiniment. Celui du parlement a expiré en 2010, mais il est toujours en place. (AP 01.02)

3-Jordanie. Replâtrage en urgence.

Le roi Abdallah de Jordanie a nommé mardi Marouf Bakhit, son ancien conseiller militaire, au poste de Premier ministre en remplacement de Samir Rifaï, dont des manifestants réclamaient ces derniers jours la démission, a annoncé un responsable des autorités jordaniennes.

La Jordanie, aux prises avec l'une des pires récessions économiques de son histoire, traverse une période de tensions politiques.

Face à la flambée des prix des denrées de base, Samir Rifaï avait annoncé il y a deux semaines des hausses de salaires dans la fonction publique et l'armée sans calmer la colère de la population.

"*Je n'y verrais pas un signe de libéralisation. Lors de son précédent passage à la tête du gouvernement, il parlait beaucoup de réformes mais les actes concrets ont été peu nombreux*", selon Rosemary Hollis, spécialiste du Moyen-Orient à la City University de Londres.

A l'inverse, Adnan Abou Odeh, ancien grand chambellan, estime que le nouveau Premier ministre sera sans doute à même de "*mieux lire la situation que naguère*".

"*C'est un développement majeur qui contribuera à stopper les manifestations. Au lieu de réclamer un changement de gouvernement, ils appelleront le nouveau gouvernement à entreprendre des réformes, sur la représentativité du parlement un partage du pouvoir ou encore l'économie*", dit-il.

Adnan Abou Odeh note que la Jordanie est confrontée "*au même virus qui a touché la Tunisie, l'Egypte et touche tous les Etats arabes. La différence entre les pays tient (à leur degré) d'immunité (contre ce virus)*". (Reuters 01.02)

Social.

France.

1- Hausse des prix

1.1- Les péages des autoroutes doivent augmenter en moyenne de 2,24% au 1er février, selon les calculs de l'Association professionnelle des autoroutes et ouvrages routiers (AFSA).

1.2- Côté rail, la SNCF a annoncé pour le 8 février une hausse moyenne de 2,85% des tarifs de ses trains à réservation (TGV, Téoz et Lunéa) en seconde classe, plein tarif. Quant aux premières classes, elles augmenteront de 3,2% en moyenne. (20minutes.fr 01.02)

2- Gouvernement du CAC 40. Faisons payer les plus pauvres, ce sont les plus nombreux !

Le secrétaire général de l'UMP estime dans un entretien publié mardi par *Le Parisien* que le vrai sujet en matière fiscale, ce sont les charges sociales, et non les impôts.

"*Il faudrait donc baisser les cotisations sociales, qui ne sont payées que par quelques-uns, et faire un transfert sur la TVA, qui est elle payée par tout le monde*", dit-il.

"*Un point supplémentaire de TVA, ça se voit à peine*", ajoute-t-il. "*Il y aura certes une augmentation mais tout le monde sera gagnant au final.*"

François Fillon a exclu mardi toute augmentation de la TVA. (20minutes.fr 01.02)

X. Bertrand a notamment dit "*ne pas bien comprendre*" les raisons pour lesquelles il relançait ce débat "*un mois et demi avant les cantonales*". (Lexpress.fr 01.02)

Economie.

France.

Interdites depuis le 19 septembre 2008, les ventes à découvert sur les valeurs financières sont de nouveau autorisées par l'Autorité des marchés financiers, depuis ce mardi. (Lefigaro.fr 01.02)

Haut de page

Le 3 février

En Tunisie comme en Egypte, le régime n'osant pas encore noyer la révolution prolétarienne et le soulèvement populaire dans un bain de sang en utilisant l'armée, il laisse agir ou fait appel à ses nervis pour s'attaquer au peuple debout pour le renverser.

C'était prévisible en l'absence d'un parti révolutionnaire dans lequel la majorité de la classe ouvrière se serait reconnue pour affronter le régime en place, son parti, sa police et sa milice... Lors d'une précédente causerie il y a déjà une dizaine de jours au moins, j'avais fixé les limites que ne pourraient pas dépasser la révolution tunisienne du fait du désarmement politique du prolétariat.

Un soulèvement spontané peut déboucher sur crise révolutionnaire, il peut aboutir au départ du dictateur en place, mais il ne peut pas venir à bout d'un régime installé depuis des décennies ou plusieurs siècles s'il n'est pas organisé et soutenu par un

parti révolutionnaire.

On aura constaté qu'en Tunisie comme en Egypte, la chute du dictateur en place est immédiatement suivie par l'annonce d'une ribambelle de partis subordonnés au capital et à l'impérialisme prêts à prendre le relais sans évidemment remettre en cause l'Etat. A tous ces partis contre-révolutionnaires, qu'est-ce que le prolétariat a à opposer ? Rien, il est totalement démuni, désarmé. La question est maintenant de savoir comment on va réussir à faire comprendre cela aux travailleurs. C'est là qu'on mesure l'énorme responsabilité des dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière. Seront-ils à la hauteur de leurs responsabilités ? On peut malheureusement en douter, puisqu'à ce jour ils ont été incapables de construire le parti que le prolétariat a absolument besoin pour affronter et vaincre le camp de la réaction. On voudrait bien y croire, mais on ne peut pas non plus se bercer d'illusions, encore moins en colporter.

Au pire les travailleurs estiment que tous les partis sont pourris ou ne valent guère mieux les uns que les autres, c'est le discours qui est savamment distillé sur Facebook par exemple, au mieux ce sont des passoires auxquelles des milliers et milliers de travailleurs et jeunes ont adhéré pour les quitter ensuite. La même chose est valable à propos des abonnés à leurs journaux. Qu'on nous permette de nous étonner que ce problème n'ait jamais trouvé de réponse adéquate.

Un parti qui se construit et dont les effectifs sont faibles ne peut courrir deux lièvres à la fois, il ne devrait pas multiplier à l'infini les batailles et les tâches dans lesquelles les militants s'épuisent et finissent par se lasser et se décourager. Il devrait en permanence consolider ses acquis, tout faire pour élever le niveau théorique de ses militants afin de les conserver, il devrait être attentif à la progression de chaque militant, faire en sorte que chaque militant se trouve bien et utile dans son parti...

On ne rejoint pas le parti pour mener une bataille, mais pour mener une guerre de classe de longue haleine qui prendra des décennies, toute une vie. On ne quitte pas le parti quand on a compris la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques, qui nécessite à son tour de construire le parti, car sans le parti nous ne pourrons jamais vaincre notre ennemi de classe.

Un militant veut quitter le parti sous un prétexte quelconque, admettons pour notre démonstration que la ligne impulsée par sa direction soit correcte, on va le harceler de questions pour découvrir quel désaccord il a avec la politique du parti ou quelle idée fausse il s'en fait, en agissant de la sorte on va peut-être réussir à le remettre sur les rails, mais pour une période déterminée seulement, car on ne s'est pas attaqué à la racine du problème. Si à chaque fois qu'on a un doute ou un désaccord, qu'on est épuisé ou qu'on est las, il nous prend l'envie de tout plaquer, on n'y arrivera jamais. L'appartenance au parti doit reposer sur une conviction qui doit s'affermir avec le temps, et non sur un état d'âme, passager par excellence. Si moralement on connaît tous des hauts et des bas, notre conviction politique doit être inébranlable, si tel n'est pas le cas, c'est qu'elle est encore fragile, qu'il faut la renforcer de toute urgence, ce devrait être une priorité pour l'ensemble du parti. Il arrive souvent que les militants quittent leur parti à cause des rapports qui règnent à l'intérieur, ce qui ne devrait jamais arriver ou n'être qu'une exception.

On conçoit très bien que tous les militants ne puissent pas accéder à un niveau théorique très élevé, mais il existe d'autres moyens pour les garder au parti, par exemple par l'intérêt qu'on leur porte et les tâches utiles qu'ils peuvent accomplir pour le parti, alors que la société les méprise, les ignore ou les maltraite, les humilie en permanence, le parti doit être à l'image de la société que nous voulons construire, à défaut de pouvoir exercer ses talents au niveau de la société, il doit les mettre au service de tous ses militants, du balayeur au bac +7 sans exception.

Si l'on ne sait pas comment s'y prendre et qu'on n'ose pas l'avouer ouvertement, prenons ce qui se fait de mieux dans chaque parti. LO est le spécialiste des fêtes qui resserrent les liens entre leurs militants, le NPA sait s'adresser aux jeunes, le POI sait s'adresser aux militants aguerris, le PG a réussi à séduire une petite partie des couches moyennes, le PCF sait s'adresser à ce qu'on appelle les classes populaires, à chaque fois c'est plus une question de forme que de contenu qui attirent les travailleurs quand on y regarde de plus près, il faut donc dans chaque cas spécifique trouver la forme et le contenu correctes ou la façon de présenter notre politique. A condition de se fixer pour objectif de construire un parti de masse profondément ancré dans toutes les couches des exploités. (A suivre)

Autre chose.

Le président du Yemen en place depuis plus de 30 ans a décidé de ne pas modifier la Constitution et de ne pas se représenter à la prochaine élection présidentielle. (entendu aux infos sur TV5Monde Asie hier soir)

Politique.

Tunisie.

Farhat Rajhi, ministre de l'intérieur tunisien, mardi soir 1er février, sur la chaîne de télévision privée Hannibal TV, a reconnu que le gouvernement provisoire remanié, dans lequel il a lui-même fait son entrée le 27 janvier, était passé à deux doigts de la catastrophe, la veille, quand "*2 000 à 3 000*" policiers et miliciens "*de l'ancien régime*" ont envahi le ministère de l'intérieur, le contraignant à le quitter sous escorte militaire. "*La majorité de ceux qui sont rentrés dans mon bureau étaient armés*", a-t-il

reconnu, en dénonçant "*un complot*". Pendant vingt-quatre heures, la Tunisie a vécu dans la psychose d'un retour en arrière.

Plus aucun policier n'était visible, en "*grève générale*". Des groupes armés ont surgi, comme à Kasserine (ouest), où la sous-préfecture a été mise à sac, mais aussi à Tunis. Les vols d'Air France et d'autres compagnies ont été annulés en raison de manifestations à l'aéroport de Tunis-Carthage.

A ces éléments, bien réels, se sont ajoutés d'autres, imaginaires et inquiétants. Une synagogue avait brûlé à Gabès. Des enlèvements d'enfants étaient signalés. Cela a suffi pour que, mardi, tous les parents retirent précipitamment leur progéniture de l'école, encouragés par les enseignants. Dans la soirée, le gouvernement a dû réagir en récusant ces rapts et en promettant des mesures.

M. Rajhi a ainsi annoncé le limogeage de 42 hauts responsables de la sécurité, la réintégration des policiers radiés ou mis au placard ces dernières années et des augmentations de salaire. Un général de l'armée, Ahmed Chebir, a pris la direction de la sûreté nationale, tandis que l'ancien ministre de l'intérieur, Rafik Belhaj Kacem, limogé deux jours avant la fuite de l'ancien chef de l'Etat, Zine El-Abidine Ben Ali, a été arrêté et placé en garde à vue.

M. Rajhi a aussi exhorté les policiers à reprendre le travail, et appelé les Tunisiens à pardonner aux policiers, piliers du régime Ben Ali et responsables des violences - parfois meurtrières contre les manifestants - qui ont fait 147 morts, en plus de 72 tués dans les prisons, selon l'ONU. "*Pensez que ça pourrait être votre père, votre frère...*", a exhorté le ministre de l'intérieur.

A la télévision publique, le ministre de l'éducation, porte-parole du gouvernement, Taïeb Baccouche, a annoncé l'adoption de quatre protocoles internationaux, dont la convention sur la protection des personnes contre les disparitions forcées et le statut de Rome de la Cour pénale internationale. "*Il y a eu une atmosphère de peur, c'est tout à fait normal dans une période transitoire, a déclaré au Monde M. Baccouche, se voulant rassurant. Je pense qu'une amélioration sensible de la situation aura lieu dès demain.*"

Il reste que les violences policières et les exactions commises par des groupes et milices armées continuent de nourrir les peurs. Selon des chiffres du ministère de la justice recueillis par Le Monde, 11 029 prisonniers se sont échappés des établissements pénitentiaires en janvier, pendant le soulèvement tunisien, soit un tiers de la population carcérale évaluée à 31 000 personnes !

Seulement 1 470 de ces prisonniers avaient été repris au 29 janvier, d'après le ministère, qui a appelé, mardi, les fuyards à se rendre. Or, ces derniers sont souvent considérés comme des auxiliaires de la police de M. Ben Ali.

"*La violence dont a fait preuve la police envers les manifestants ces derniers temps à Tunis démontre la nécessité pour le gouvernement de transition tunisien d'abandonner les moyens de répression violents employés régulièrement par le précédent gouvernement*", s'est indignée, mardi, l'organisation humanitaire Human Rights Watch, dans un communiqué. Deux de ses enquêteurs ont rapporté avoir été témoins, sur l'avenue Habib-Bourguiba, du passage à tabac d'un jeune dans un fourgon policier, puis de l'agression d'un photographe français. (Le Monde 02.02)

Economie.

1- Le Talon de fer.

1.1- Allemagne.

Outre l'introduction de la règle d'équilibre des comptes publics dans la Constitution, l'Allemagne souhaite introduire le suivi régulier d'indicateurs de compétitivité et de solidité des finances publiques, assortis de valeurs plafonds ou planchers.

Elle propose également un paquet de mesures sociales et économiques à mettre en œuvre dans un délai de 12 mois.
Elles comprennent la suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation, la reconnaissance mutuelle des diplômes et formations en Europe pour stimuler la mobilité, la création d'une base de calcul commune pour la taxe professionnelle, l'adaptation des systèmes de retraite "*aux évolutions démographiques*", ainsi que l'adoption d'un mécanisme de résolution des crises du système bancaire. (Lemonde.fr 02.02)

1.2- France.

Le gouvernement déposera "*dans les prochaines semaines*" devant l'Assemblée nationale un projet de loi de révision constitutionnelle afin d'inscrire une "*règle d'or*" d'équilibre des finances publiques, a précisé mercredi le porte-parole du gouvernement François Baroin.

Cette révision constitutionnelle permettra notamment d'instituer "*le monopole des lois de finances (PLF) et des lois de financement*

de la sécurité sociale (PLFSS) pour tout ce qui concerne les impôts et plus largement les prélèvements obligatoires", a-t-il détaillé.

"*C'est une vraie évolution, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus de mitage (...) sur le plan de ce qu'on appelle les niches fiscales et les niches sociales*" lors de l'examen de textes autres que le PLF et le PLFSS par le Parlement, a estimé le porte-parole.

"*A l'appui de ce projet de loi constitutionnel, le gouvernement présentera également au Parlement les termes de la réforme organique indispensable pour décliner de façon opérationnelle cette gouvernance rénovée*". Ce projet de loi organique fixera "*les modalités pour atteindre cet équilibre budgétaire*", a-t-il expliqué.

L'ensemble de ce dispositif "*permettra de fixer dans l'ordre juridique la date de retour à l'équilibre de nos finances publiques*", et concorde avec l'objectif de convergence fiscale avec l'Allemagne, a-t-il souligné. (AP 02.02)

2- Irlande.

Standard & Poor's a abaissé d'un cran la note de la dette souveraine de l'Irlande, à A-, et prévenu qu'elle pourrait la dégrader davantage encore d'ici le mois d'avril, lorsque la question du renflouement des banques aura été éclaircie.

S&P est la dernière des trois grandes agences de notation à laisser un A à l'Irlande. (Reuters 02.02)

3- UE. Spéculation : cachez-moi ce mot !

La Commission européenne a finalement reconnu le rôle de certaines activités financières sur la volatilité des prix des matières premières, dans un rapport publié ce mercredi.

«*Il est clair qu'il y a une corrélation forte entre les positions prises sur les marchés dérivés et les prix des matières premières elles-mêmes*», indique Bruxelles dans ce document, qui devait être approuvé mercredi par l'ensemble des commissaires.

Mais «*il est toujours difficile d'évaluer complètement les interactions et l'impact des mouvements des marchés dérivés sur la volatilité des marchés physiques sous-jacents*», d'autant que tous ces marchés physiques de matières premières ne fonctionnent pas de la même manière, ajoute-t-il.

Le rapport publié mercredi n'utilise pas le mot «*spéculation*», si ce n'est en note de bas de page.

Mais il relève la «*volatilité accrue*» et «*les mouvements de prix sans précédent*» observés ces dernières années sur les marchés de matières premières, qu'il s'agisse d'énergie, de métaux, de produits agricoles. Les prix y ont marqué un pic en 2008, puis ont baissé avant de recommencer à augmenter durant l'été 2009.

Parallèlement, le poids des investisseurs financiers sur les marchés de matières premières s'est accru: leurs investissements y atteignaient entre 170 et 205 milliards d'euros en 2008, contre seulement 13 milliards en 2003. Et là aussi, la hausse s'est arrêtée provisoirement après 2008, suite à la crise financière, mais a atteint de nouveaux sommets en 2010, note Bruxelles. (20minutes.fr 02.02)

Commentaire d'un internaute.

-tout en finesse les mots l'Europe dit investisseurs à la place de spéculateurs et se déresponsabilise en disant que les marchés ne fonctionnent pas de la même façon ce qui est faux il n'y a que des contrats à termes que l'on appelle le call (parier pour la hausse) et le put (parier pour la baisse). 1 exemple de call voilà le scénario à la hausse, disons que vous êtes très optimiste sur le prix du pétrole et que vous voulez tirer profit de l'augmentation de son prix. Vous notez qu'un contrat à terme de un mois sur le marché NYMEX se négocie à 90,50$ par baril. L'option call du pétrole brut NYMEX, avec la même échéance, a un prix d'exercice proche, du contrat à terme, de 90,10$ et son prix est fixé à 2,65$. Comme chaque contrat à terme de pétrole sous-jacent équivaut à 1000 barils de pétrole brut, la prime que vous devrez payer est de 1000 x 2,65 = 2650$.

Imaginons maintenant qu'à la date d'expiration de l'option, le prix du contrat à terme sous-jacent a augmenté de 20% et se négocie désormais à 98,60$. Avec un prix comme celui-ci, une option call est beaucoup plus rentable. Si vous exercez votre option call, vous tiendrez une position longue sur le contrat à terme sous-jacent à un prix d'exercice de 90,10$. Essentiellement, cela signifie que vous achèterez le pétrole brut sous-jacent pour 90,10$ à la livraison. Pour tirer profit de cette transaction, vous devrez trader sur un contrat à terme court décalé du contrat à terme sous jacent au prix du marché de 98,60$. Vous gagnerez 98,60 $ par baril moins 90,10$ = 8,50x1000= 8500$. Si vous déduisez la prime de 2650$ que vous avez payé pour acheter l'option call, les bénéfices nets de cette stratégie s'élèvent à 5858$. Avec 85 millions de baril/jour cela donne potentiellement 85000 contrats soit 497.930.000 de dollars de bénéfices.

Le 4 février

Parole d'internaute.

- "faire semblant... faire comme si..

La gauche française est traversée par une ligne de fracture très profonde, fondamentale, qui est l'assentiment ou le refus du libéralisme. D'où énormément de choses découlent !

M. Aubry, comme Royal, DSK ou d'autres, avec quelques nuances, sont des "sociaux-libéraux" se disant réformistes.

Mélenchon, en partant du PS, a choisi son camp : celui des forces anti-libérales. Ce que l'on peut considérer comme la gauche "historique".

Alors je ne vois vraiment pas comment, sauf à prendre les électeurs pour des gogos, comment rapprocher deux visions si différentes de la société ?

Qu'on le veuille ou non, il y a deux gauches. Pour moi, elles ne sont pas miscibles, car portant sur une différence essentielle.

Qu'Aubry et Mélenchon fassent semblant de ne pas s'en apercevoir, à mon avis, c'est quand même se moquer du monde..."

Commentaire.

Allez donc au bout de votre analyse : pourquoi font-ils "*semblant de ne pas s'en apercevoir*" ? Parce que ces "*deux gauches*" ont comme point commun leur soumission au capitalisme et aux institutions de la Ve République.

Prétendre qu'il existerait une droite et une gauche sur la base d'une adhésion ou d'une rupture avec le régime en place comme cela s'était manifestée au cours de la révolution de 1789, est une formidable imposture lorsqu'on l'applique au régime capitaliste, précisons qu'elle dure maintenant depuis près d'un siècle, depuis que la SFIO est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction en 1914 et que le PC s'est soumis au stalinisme une décennie plus tard.

Dès lors, d'un côté, le parti de l'ordre et ses déclinaisons centristes, radicales ou fascistes, de l'autre, la SFIO et les partis qui en sont issus ou qui s'en réclament ainsi que le PC, tous ces partis ont oeuvré ensemble au maintien du régime en place contre la classe ouvrière, chacun à sa place assumant son rôle respectif afin de parvenir à ce résultat. Tout le reste n'est que mise en scène pour tromper les travailleurs.

Maintenant qu'il existe des nuances entre les différents partis, nul ne le niera, de même qu'on en tiendra compte sur le plan tactique si nécessaire, mais on ne peut pas admettre le discours qui consiste à dire qu'il existerait une opposition entre tous ces partis, leurs désaccords ne portent que sur les moyens à mettre en oeuvre pour assurer la stabilité du régime, et en signe de reconnaissance de leur soutien indéfectible au régime, il est donc normal, sinon souhaitable, que les uns et les autres soient associés au bon fonctionnement des institutions ou qu'ils soient récompensés pour service rendu à l'Etat bourgeois.

Mélenchon et son parti sont très utiles aux capitalistes, ils servent à maintenir l'illusion que par des réformes successives on pourrait un jour parvenir au socialisme, rôle que le PS ne peut plus tenir de nos jours puisqu'avec la crise du capitalisme, il est obligé de monter au créneau pour soutenir ouvertement le régime, le gouvernement, les banquiers, etc.

Pendant plus d'un demi-siècle, on a voulu s'accommoder de partis issus du mouvement ouvrier en les présentant toujours comme des partis ouvriers, front unique ouvrier oblige, alors qu'ils menaient une politique contre-révolutionnaire, pour aboutir à la situation politique actuelle. Situation caractérisée par l'absence d'un parti révolutionnaire et la gangrène généralisée du mouvement ouvrier conduisant au désarmement politique du prolétariat face au capital et ses institutions. Quelque part la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière est encore pire en France qu'en Tunisie par exemple. Pas étonnant qu'en Tunisie le régime Ben Ali toujours en place et les différents partis qui postulent au pouvoir s'inspirent de la forme d'Etat qui existe en France, un compromis avec l'Ancien régime de type bonapartiste qui a fait ses preuves.

Les illusions des ouvriers et des masses dans ces partis ont fait l'objet d'un marché de dupe de la part de leurs soi-disant opposants, car ils ne les ont pas exploitées pour les aider à rompre avec le capitalisme, mais au contraire pour mieux les amarrer au système d'exploitation en vigueur. Sous couvert d'arguments théoriques, de références au marxisme ou d'intentions humanistes ou progressistes, hormis le fait qu'on ne pouvait pas empêcher une partie de la classe et des masses de s'en remettre à ces partis pour mener le combat pour améliorer leur sort, alors que rien ne nous y obligeait, on a été - et c'est toujours valable de nos

jours hélas ! jusqu'à vouloir associer ces partis aux combats dont nous prenions l'initiative, signifiant par là qu'ils étaient incontournables, pire encore, on a été jusqu'à prétendre qu'ils pourraient encore servir la cause du socialisme, parachevant ainsi la sale besogne entrepris jadis par les Blum et Staline pour dévoyer ou détruire le mouvement ouvrier. Pour finalement arriver au résultat escompté, détourner les travailleurs de la politique et les conduire à déclarer que tous les partis ouvriers sont pourris, donc se retrouver totalement désarmés sur le plan politique, exactement comme les travailleurs tunisiens.

Pendant plus d'un demi-siècle on a appelé à voter SFIO (ou PS) ou PCF à chaque élection, ces partis ont été portés au pouvoir à de multiples reprises au cours du XXe siècle, alors que l'on savait pertinemment qu'il n'y avait rien fondamentalement à en attendre, qu'ils ne rompraient jamais avec le capital, ces partis gouverneront pour le compte du capital et feront acte de soumission envers les institutions, logiquement les travailleurs devaient en tirer la conclusion que quelle que soit la politique menée par ces partis, leur destin serait décidément lié (pour toujours) à celui du capitalisme et des institutions, le rétablissement du capitalisme en URSS et chez ses satellites entre temps devait renforcer cette conviction.

Cela pour dire que si l'avènement d'un régime démocratique bourgeois constitue un progrès par rapport à un régime policier ou une dictature s'appuyant sur l'armée, les partis dits ouvriers ne doivent en aucun cas s'associer à cette entreprise, dans la mesure où elle a pour seul objectif de perpétuer l'existence du système capitaliste, la domination de classe de la bourgeoisie et non d'oeuvrer à l'émancipation du prolétariat. Quand on demandait à Marx et Engels s'ils soutenaient les mesures (réformes) sociales annoncées par Bismarck (jamais appliquées !), en substance ils répondaient positivement, en précisant, à condition qu'elles ne soient pas mises en oeuvre par le Kaiser, précision capitale que les uns et les autres s'emploieront méticuleusement à faire passer à la trappe, toujours au nom du front unique et de l'amélioration du sort de la classe ouvrière qui n'étaient plus que leur seul objectif, notez bien. Marx et Engels préféraient encore que le prolétariat continue de croupir dans sa misère noire plutôt que de voir améliorer son sort par ses ennemis. De la même manière ils préfèraient encore qu'une loi anti-socialiste voie le jour, plutôt que de se compromettre et de reconnaître la moindre légitimité au régime en place, nos dirigeants qui ont adopté une attitude exactement inverse feraient bien d'en prendre de la graine, je le dis sans aucune illusion bien sûr.

Il est clair qu'en France, tous les partis qui refusent de rompre avec le capital, avec les institutions de la Ve République, avec l'UE ou l'ONU, ou plutôt qui s'en réclament ouvertement, le PS et ses satellites notamment, se situent dans le camp des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme et doivent être dénoncés et combattus comme tels, à moins de vouloir reproduire à l'infini les erreurs du passé qui ont conduit à la situation politique actuelle. (A suivre)

Politique.

1- France. Le roitelet est dans ses petits souliers.

1.1- La Talonnette : toujours plus bas !

Selon le baromètre TNS Sofres/ "Le Figaro Magazine", rendu public jeudi, 72% des sondés ne font pas confiance au chef de l'Etat pour "*résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement*". 24% lui font confiance seulement.

60% ne font pas confiance au Premier ministre. (AP 03.02)

En réalité, ils sont dans la même situation que Ben Ali ou Moubarak, on devrait leur infliger le même traitement : dégage ! Chut, il ne faut pas le dire !

1.2- Etat assassin.

Vincent Delory, l'un des deux otages français enlevés au Niger et retrouvés morts en janvier, est mort carbonisé et n'a pas été exécuté, annonce jeudi le parquet de Paris.

La cause de la mort de cet otage, floue jusqu'ici, a pu être déterminée par des expertises médico-techniques et balistiques. (Reuters 03.02)

1.3- Et un camouflet de plus.

Un camouflet pour le gouvernement. Le Sénat a rejeté ce jeudi l'extension de la déchéance de la nationalité française aux citoyens naturalisés depuis moins de dix ans et condamné pour meurtre ou tentative de meurtre sur une personne dépositaire de l'autorité publique (policiers, pompiers ou encore gendarmes).

Les parlementaires ont en effet adopté par 182 voix contre 156 une série d'amendements supprimant l'article relatif à l'extension des motifs y conduisant.

Toute la gauche mais aussi le groupe de l'Union du centre (UC) à l'unanimité a rejeté cette mesure. Le projet de loi «immigration, intégration et nationalité» est examiné en première lecture depuis deux jours au Sénat. (20minutes.fr 03.02)

1.4- L'affaire d'Etat Boulin.

Le 30 octobre 1979, Francis Deswarte a été le premier à apercevoir le corps de Robert Boulin à la surface de l'étang du Rompu. A 70 ans, ce retraité de la gendarmerie témoigne pour la première fois dans 20 Minutes et met à mal la thèse du suicide, privilégiée par la justice depuis trente et un ans.

L'enquête a conclu au suicide par noyade. Avait-il vraiment la tête hors de l'eau ?

Oui, je suis catégorique. Robert Boulin n'est pas mort noyé. Ce n'est pas possible. Il était quasiment à quatre pattes. La tête hors de l'eau. Ma conviction, c'est qu'il tentait de ramper jusqu'à la berge. Et puis, il avait des traces sur le visage. Comme des griffures rouges.

Que s'est-il passé ensuite ?

Au bout de trente minutes, un ordre est tombé : nous avons été dessaisis de l'enquête. On m'a dit de rentrer chez moi. Je suis quand même resté sur place toute la journée.

Avez-vous été entendu ensuite ?

Ce n'est que deux ou trois mois plus tard que l'on m'a rappelé. Lors de l'audition, les policiers ont voulu me faire changer ma version. Alors que je parlais des traces sur son visage, ils m'ont expliqué que les pompiers avaient fait tomber le corps en le sortant de l'étang. Mais ce n'est pas vrai. J'étais là. Les pompiers l'ont sorti sans aucune difficulté. (20minutes.fr 03.02)

1.5- Après Mélenchon le populiste, Mélenchon le manipulateur, il a été à bonne école.

"*J'ai bien l'intention de peser sur vos débats jusqu'à ce que vous (les socialistes) finissiez par changer d'attitude. Pourquoi voulez-vous à tout prix nous faire avaler celui-là [DSK, ndlr] ?*", a déclaré le leader du Parti de gauche, candidat déclaré à la présidentielle, lors d'un débat avec Manuel Valls, dimanche dernier, dans "Le grand rendez-vous" d'Europe 1/Le Parisien-Aujourd'hui en France.

A propos de Strauss-Kahn. "*Je dis clairement que (...) dans l'hypothèse où c'est lui qui est en tête de la gauche, nous aurons le plus grand mal à rassembler au 2e tour*", a-t-il déclaré, voyant dans François Hollande, Martine Aubry ou Ségolène Royal des personnalités plus rassembleuses.

Toujours est-il que cela n'effraie pas Gilles Finchelstein. Ancien membre du cabinet de Dominique Strauss-Kahn, dont il est resté très proche, l'intellectuel assure au Monde (article payant) que "*dans les simulations de vote*", l'électorat de Mélenchon "*se reporte pour l'heure au second tour sur Strauss-Kahn sans presque aucune déperdition*".

Et Aubry dimanche dernier sur France 5 de préciser : "*Même si on n'est pas d'accord sur tout (...) tous ceux qui veulent que ça change, ils doivent se retrouver, c'est ce que j'appelle le contrat de rassemblement de la gauche.*" Rappelant : "*On va arriver à un moment où il va falloir qu'il prenne comme nous tous ses responsabilités.*".

Il affirmé mardi dans l'émission "*Déshabillons-les*" sur Public Sénat avoir "*du respect*" pour elle, qu'il voit comme, une "*guerrière*", une "*combattante*". Avant de préciser que s'il pouvait être "*implacable*" avec le PS, ce parti n'en restait pas moins "*un parti de gauche*" et donc pas... un "*ennemi*". (Lepost.fr 03.02)

Vous comprenez mieux le sens de ma causerie plus haut ? Ils gueuleraient ensemble : vive le capital, que cela reviendrait au même ! Mélenchon se voit déjà ministre, c'est aussi gros que le nez de Tartuffe au milieu du visage.

2- Tunisie.

L'ensemble des 24 gouverneurs régionaux de Tunisie ont été remplacés, rapporte jeudi l'agence de presse tunisienne.

La plupart des manifestations ont cessé ces derniers jours en Tunisie après un remaniement du gouvernement provisoire, purgé de la plupart des personnalités proches du président déchu Zine Ben Ali.

Mais de nombreux Tunisiens ont réclamé d'autres remplacements de responsables dans les services de sécurité et au

niveau régional.

Le ministère de l'Intérieur a remplacé cette semaine 34 responsables de la sécurité, première étape d'un remaniement du vaste réseau de la police, des forces de l'ordre et du renseignement mis en place par le régime de Ben Ali. (Reuters 03.02)

3- Algérie. Bouteflika tente de désarmorcer la mobilisation contre son régime policier.

Le président Abdelaziz Bouteflika a annoncé jeudi des mesures en faveur des libertés publiques en Algérie, avec la levée "*dans un très proche avenir*" de l'état d'urgence en vigueur depuis 1992 et un meilleur accès aux médias pour les partis d'opposition.

Le chef de l'Etat a également ordonné à son gouvernement d'adopter des mesures favorables à la création d'emplois. (Reuters 03.02)

4- Yemen.

Des dizaines de milliers de partisans de l'opposition yéménite ont manifesté dans le calme ce jeudi à Sanaa. Ils réclament un changement de régime, au lendemain de concessions annoncées, sous la pression de la rue, par le président Ali Abdallah Saleh.

"*Nous poursuivrons notre lutte pacifique jusqu'à la chute de ce régime injuste*", ont clamé des orateurs du Forum commun, une alliance de l'opposition parlementaire, s'adressant à une foule estimée par les organisateurs à quelque 100 000 personnes. Il s'agit du plus grand rassemblement jamais connu contre le régime du président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

"*Notre rassemblement aujourd'hui est un acte de lutte pacifique*", a déclaré Najib Ghanem, un député du parti islamiste Al-Islah, membre du Forum commun.

Galvanisant une foule compacte rassemblée sur trois avenues près de l'université de Sanaa, le député a ajouté: "*Nous nous sommes réunis pour faire tomber un régime corrompu et tyrannique*".

Des manifestations à l'appel de l'opposition se sont également déroulées dans plusieurs autres villes du pays, notamment à Aden (sud), Taëz et Ibb (centre). (Lexpress.fr 03.02)

5- Territoires palestiniens.

Des centaines de Palestiniens agitant des drapeaux égyptiens ont manifesté jeudi à Gaza en faveur de la révolte contre le président Hosni Moubarak.

Il s'agit de la première forme de soutien public aux événements d'Egypte qu'autorise le mouvement islamiste Hamas, qui contrôle la bande de Gaza voisine.

Le Hamas exerce un contrôle serré sur les rassemblements politiques. La police du mouvement a ainsi empêché des femmes de lancer cette semaine une campagne sur le réseau Facebook en faveur de la révolte égyptienne.

En Cisjordanie, territoire contrôlée par Mahmoud Abbas, la police a dispersé des dizaines de manifestants anti-Moubarak mercredi soir à Ramallah. Deux personnes ont été blessées. (Reuters 03.02)

Social.

Les ONG se nourrissent de la misère du monde.

L'indice des prix alimentaires de la FAO a atteint les 231 points en janvier, plus haut niveau enregistré depuis sa création en 1990. Cet indicateur mesure les variations mensuelles des cours mondiaux des céréales, graisses, produits laitiers, du sucre et de la viande. Seuls les prix de la viande sont restés stables.

En décembre, l'indice de la FAO avait augmenté de 3,4% par rapport à novembre, soit le septième mois consécutif de hausse.

La situation est toutefois moins mauvaise que lors de la crise de 2008, grâce à de bonnes récoltes, qui peuvent potentiellement "*aider les pays à tenir*" jusqu'à un retour à la normale sur les marchés, selon Abdolreza Abbassian, économiste et expert de la FAO.

Chris Leather, conseiller d'Oxfam appelle les ministres des Finances du G-20, qui se retrouveront à Paris ce mois-ci, à garantir une plus grande transparence des prix et exhorte les gouvernements à éviter les erreurs de la crise de 2008. (AP 03.02)

Pour Oxfam les ministres des Finances du G-20 sont légitimes, comme ils le sont pour les multinationales de l'agro-alimentaire, pour nous ce sont des affameurs et des pilleurs qu'il faut éradiquer de la planète.

Economie.

1- Japon.

Les japonais Nippon Steel et Sumitomo Metal Industries ont annoncé jeudi leur intention de fusionner pour donner naissance au numéro deux mondial de la sidérurgie derrière ArcelorMittal dans un contexte de forte concurrence en Asie et de baisse de la demande des constructeurs automobiles.

En tant que numéro deux mondial, le nouveau groupe emploiera plus de 75.000 personnes et affichera une production d'acier brut de 47,8 millions de tonnes, selon les chiffres de l'an dernier, a déclaré le patron de Sumitomo Metal Industries, Hiroshi Tomono, lors d'une conférence de presse à Tokyo. Cela ne représente que la moitié de la production d'ArcelorMittal. (Reuters 03.02)

2- Pétrole.

Le prix du baril de Brent a dépassé la barre des 103 dollars jeudi, poussé à la hausse par la situation politique en Egypte qui entretient la crainte d'une propagation des violences à d'autres pays du Proche-Orient.

Ce gain de près de 9% en un peu plus d'une semaine est à mettre en regard de la hausse de 22% enregistrée sur l'ensemble de l'année 2010. (Reuters 03.02)

Haut de page

Le 5 février

Politique.

1- France.

1.1- Le grossier mensonge de la ministre des Affaires étrangères, amie du régime de Ben Ali.

Trois jours après les révélations du Canard Enchaîné, celles de Mediapart viennent confirmer un point essentiel, démenti avec vigueur par la ministre des Affaires étrangères et oublié par la plupart des médias : le jet dans lequel elle a volé pendant les fêtes en Tunisie appartient aussi à Belhassen Trabelsi, le très détesté beau-frère de l'ex-président Ben Ali.

Selon Mediapart, l'avion privé emprunté par la ministre est d'ailleurs le même qui avait été contrôlé, le 14 janvier, au soir de la fuite de Zine el-Abidine Ben Ali, sur le tarmac de l'aéroport de Cagliari, en Sardaigne. La police italienne soupçonnait le dictateur d'être dedans mais, « *officiellement* », il n'y était pas.

L'un des principaux éléments de langage martelé depuis par la ministre, le gouvernement et ses soutiens prétend exactement l'inverse : l'avion n'appartient pas au clan Ben Ali, et l'ami Miled n'appartient pas à ce clan.

Cette stratégie de communication de crise a été facilitée par l'Agence France Presse. Elle a curieusement oublié, dans sa première dépêche dès mardi soir, veille de la parution du Canard, de mentionner que le beau-frère de Ben Ali était co-propriétaire de l'avion.

Les agences concurrentes, comme la britannique Reuters, mentionnaient bien Trabelsi comme co-propriétaire du jet. Mais l'AFP, agence dans l'orbite de l'Etat à laquelle la grande majorité des médias français sont abonnés, peut donner le « la » d'un événement. Du coup, ce point crucial, gênant politiquement pour Michèle Alliot-Marie, a été éclipsé dans le bruit médiatique.

Toujours selon Mediapart : « *D'après les relevés de l'office européen d'aviation EuroControl, le jet du scandale […] est enregistré au seul nom de la compagnie Karthago Airlines, une société fondée par Belhassen Trabelsi, le beau-frère honni de Ben Ali, et pièce centrale du système de corruption tunisien.* »

Cette appartenance est d'ailleurs, pour ainsi dire, écrite sur l'avion :

« *Comme cela est courant dans le milieu de l'aviation d'affaires, les deux dernières lettres de l'immatriculation d'un avion correspondent souvent aux initiales de son propriétaire ou, sinon, à celles de son principal utilisateur.*

Dans le cas d'espèce, le jet utilisé par MAM en Tunisie est immatriculé TS-IBT. "BT", comme… Belhassen Trabelsi, assurent plusieurs sources concordantes. » (Rue89 04.02)

1.2- Cantonales dans le fief du gang du Fouquet's

Il est des lancements de campagne qui ressemblent davantage à un dîner de gala avec robes de soirée et champagne Taittinger. Ainsi l'entrée dans la bataille d'Isabelle Balkany, candidate sur le canton de Levallois-Sud, qui, pour l'occasion, a donné la parole à tout ce que le département compte d'éminences politiques. (Lepoint.fr 04.02)

Commentaire d'internautes.

1- Neuilly, les Hauts de Seine, les Balkany, D. Schuller, Pasqua, Jean Sarkozy et l'inénarrable F. Lefebvre, tout les ingrédients nécessaire à la réécriture de la comédie humaine !

2- Tous les acteurs sont là ! Les multi-condamnés sont présents en force ! Et après certains viennent se demander pourquoi plus personne n'a confiance dans les politiques... Ils sont venus, ils sont tous là !

1.3- Les idées dominantes font leur chemin... jusqu'à la direction du NPA.

"*La révolution arabe se répend comme une trainée de poudre*", lu sur Internet dans un article du NPA du 2 février, intitulé *La révolution continue ! Moubarak dégage !*, titre accrocheur ou vindicatif qui cache mal en réalité l'écho de la pensée unique relayée généreusement par les médias et le NPA ici ; pour les uns les islamistes sont pire que Ben Ali ou Moubarak et un danger pour la stabilité du monde... capitaliste, autrement dit : surtout ne touchez pas au régime despotique ! tandis que pour le NPA, il ne s'agit pas d'un soulèvement populaire en Egypte, voire révolutionnaire.

2- Jordanie.

Un millier de partisans de l'opposition manifestaient vendredi à Amman, en Jordanie, pour demander le départ du nouveau Premier ministre, nommé il y a quelques jours seulement en réponse à des manifestations anti-gouvernementales. Lire la suite l'article

La manifestation, qui réunissait des militants islamistes et de gauche, se tenait à proximité du bureau du Premier ministre, Marouf al-Bakhit, dans le centre de la capitale jordanienne. Les protestataires criaient "*à bas le gouvernement!*". (AP 04.02)

Social.

1- La charrette du jour.

Le leader français du photovoltaïque, Photowatt, s'apprête à supprimer 331 emplois de production sur un effectif de 670, provoquant l'incompréhension et la colère de son personnel.

Le plan social prévoit la suppression de 195 postes ouvriers en contrat à durée indéterminée et 136 postes d'intérimaires permanents dans la perspective d'une délocalisation de la production en Pologne, où l'on produit à moindre coût.

La direction de l'entreprise dit vouloir créer en contrepartie 100 postes dans les services commerciaux et les bureaux d'études.

"*Photowatt est confronté à une concurrence exacerbée, notamment venue d'Asie et à une pression très forte sur les prix qui a conduit à une chute de 45% des prix de vente depuis 2008*" écrit la direction de l'entreprise dans un communiqué.

"*On ne comprend pas la raison de cette mesure dans un secteur d'avenir*", résume Martine Rey, délégué CFDT au comité d'entreprise. "*On ne comprend pas pourquoi la France n'est pas capable de conserver l'unique filière intégrée installée sur le territoire.*"

Photowatt est effectivement la seule société en France à maîtriser les principales étapes de la filière photovoltaïque, du silicium jusqu'aux panneaux.

Pour les représentants du comité d'entreprise, le problème rencontré par Photowatt serait lié à la stratégie adoptée par ATS, l'actionnaire canadien, adossé à un fonds de pension, qui a acquis l'entreprise en 1997 sans investir suffisamment pour augmenter les capacités de production.

"*Il y a deux ans, nous étions 800 salariés, aujourd'hui l'effectif est de 670 salariés avant réorganisation et de 430 après la mise en place du projet de réorganisation, comment expliquer une telle régression ?*", s'interroge Martine Rey.

Les syndicats dénoncent aussi l'inertie de PV Alliance, une filiale dédiée à la recherche mise en place en 2007 par le CEA, EDF Energies nouvelles réparties et Photowatt, et travaillant sur la mise au point d'une technologie présentée comme une "innovation de rupture" en avance sur les produits chinois.

"*On se demande si EDF joue vraiment le jeu*", lancent des représentants du CE.

Les salariés montrent aussi du doigt la fuite organisée de leur savoir-faire par l'actionnaire.

"*Le groupe a monté une unité de montage en Ontario en passant un partenariat avec Q-Cells qui fait fabriquer les cellules en Malaise et ils sont venus chercher le savoir-faire à Bourgoin-Jallieu*", dénonce la CFDT.

L'actionnaire canadien aurait par ailleurs mis en vente depuis deux ans la société française, mais à un prix dissuasif.

Photowatt International est le leader français du développement et de la fabrication intégrée de produits et de solutions photovoltaïques.

Fondée en 1979, l'entreprise fournit des modules solaires à haut rendement. En six ans, la société qui était considérée comme un fleuron mondial dans son secteur a progressivement perdu de la vitesse.

Classée au 12e rang mondial avec une production de 20 mégawatts (MW), elle n'arrive aujourd'hui plus qu'en 72e place avec une production de 57 MW, très loin derrière le chinois Suntech et ses 1.250 MW. (Reuters 04.02)

Un cas d'école, c'est pour cela que j'ai reproduit ici un large extrait de cet article.

Il n'y a rien à sauver, absolument rien, ni l'entreprise ni son savoir-faire ni les emplois... dans le cadre du capitalisme mondial où la division du travail et la concurrence sont poussés à l'extrême il est impossible qu'une entreprise française puisse rivaliser avec une entreprise chinoise produisant la même marchandise à des coûts très nettement inférieurs et dans des quantités beaucoup plus importantes.

Pour les sauver, il faut liquider le système capitaliste qui ne connaît qu'un seul principe, qui ne poursuit qu'un seul objectif : le profit, le maximum de profit. Voilà la dure réalité, voilà la vérité qu'il faut dire en face aux travailleurs. Cela n'interdit pas de se battre pour conserver son emploi, mais c'est peine perdu d'avance, sauf à pouvoir réduire les coûts de production au niveau de la Chine, impossible évidemment.

N'arrêtons pas notre analyse en chemin, cela signifie que le combat doit systématiquement passer du plan économique ou social au plan politique, car c'est à ce niveau que nous devons abattre le capitalisme, ses institutions, sa Constitution, l'Etat. Ce n'est pas une conclusion de théoricien ou de militant, mais une simple constatation, la classe ouvrière est mise au pied du mur avec la mise en concurrence de la production à l'échelle mondiale dans tous les domaines.

Seuls les trusts, les multinationales et les très grandes entreprises sont voués à survivre. Cette règle n'a pas changé depuis un siècle et l'on semble la découvrir, ce qui est pour le moins curieux, pire, on tente de la nier. Qu'est-ce qui va déterminer la taille d'une entreprise ? Sa puissance économique, une main d'oeuvre qualifiée et en nombre suffisant, sa capacité à innover, ses laboratoires de recherche, la taille du pays où elle se situe, donc son marché intérieur et sa capacité à exporter et trouver toujours de nouveaux marchés. Parmi tous ces facteurs, à l'aube du développement industriel, c'était essentiellement le développement du marché intérieur qui permettait aux entreprises d'écouler leurs marchandises et de se développer, de nos jours c'est toujours vrai, et si les Etats-Unis sont devenus la première puissance économique mondiale, c'était parce que ce pays était vaste, ses richesses et son marché intérieur tout aussi gigantesques. Les Etats-Unis étant un pays d'émigrants venus de pays fortement industrialisés, il s'est développé sur des bases sociales et politiques calquées sur celles qui existaient dans les pays d'origine des émigrés...

A quoi assistons-nous avec la montée en puissance de la Chine ? La superficie de la Chine est comparable à celle des Etats-Unis, ses richesses les valent aussi, par contre sa population est quatre fois plus importante, son système social et politique est inversement proportionnel à sa population, conditions de travail et salaire misérables avec pour pendant un marché intérieur encore peu développé. Le basculement vers l'économie de marché et le développement industriel fulgurant des deux dernières décennies essentiellement tourné vers l'exportation, ont permis à la Chine d'engranger de gigantesques profits lui permettant maintenant de développer son marché intérieur fort d'environ 1,5 milliards de consommateurs. Et pour satisfaire les besoins de cet énorme marché intérieur, elle construit des usines tout aussi gigantesques qui concentrent des millions et des millions d'ouvriers, dont la capacité de production sera à terme quasiment illimitée ou sans comparaison dans le monde, elle

va être en mesure de produire des marchandises de consommation courante dévoreuses de main d'oeuvre à bon marché qui ne nécessitent pas forcément des compétences technologiques très avancées, jusqu'aux produits les plus sophistiqués à haute valeur ajoutée ou dégageant des profits colossaux.

Pour en revenir à l'article sur les panneaux solaires, là où une entreprise française en produira quelques milliers par an avec quelques centaines d'ouvriers, une société chinoise en produira des dizaines et des dizaines de milliers à un coût forcément beaucoup plus bas en alignant des milliers d'ouvriers, de telle sorte que l'entreprise française n'aura aucune chance de rivaliser sur le marché mondial face au concurrent chinois. Dans les années 30 aux Etats-Unis, Ford produira ses voitures à la chaîne pour alimenter uniquement le marché intérieur américain, en 2011 et dans les années à venir, la Chine va produire dans des proportions colossales pour alimenter son marché intérieur qui l'est tout autant ainsi que le reste du monde.

Le marché mondial à notre époque n'est plus composé par une addition d'économies particulières ou d'entreprises nationales, il tend de plus en plus à devenir la somme des économies nationales comme si les Etats et les frontières n'existaient plus, ce qu'incarne au plus haut degré la financiarisation de l'économie, sur le plan politique c'est plus compliqué comme on peut le constater avec le G20, à l'Union européenne ou à l'OMC (négociation de Doha)... Pour se développer ou assurer leur survie, ce qui revient au même, c'est cette dimension que les entreprises doivent adopter sous peine de disparaître. Ce sont les conditions dictées par le marché mondial dominé par le capitalisme le plus performant en matière de profit, qui doivent s'imposer à toutes les entreprises sur le plan des coûts de production, conditions de travail, niveau de productivité, rémunération, etc. pour demeurer compétitives et conserver ou accroître leurs parts de marché, ajoutons un taux d'imposition sur leurs bénéfices le plus bas possible, de façon à satisfaire les besoins insatiables des actionnaires qui en sont les propriétaires. On comprend mieux ainsi pourquoi hier l'URSS et ses satellites, aujourd'hui la Chine, ne pouvaient pour survivre en tant qu'Etat que revenir au capitalisme, après s'être détournés définitivement du socialisme.

Le marché mondial est à l'image d'une entreprise chinoise, c'est son modèle qui s'impose de nos jours, cela signifie que le capitalisme revient aux fondamentaux qui prévalaient aux XIXe siècle, ce qui implique ou a pour conséquence une formidable régression sociale pour les travailleurs qui avaient conquis des droits au cours de leur lutte de classe au XXe siècle.

C'est l'exploitation effrénée et brutale qui est de retour et qui met à l'ordre du jour l'abolition du capitalisme à l'échelle de l'humanité.

Le capitalisme, qui s'était accommodé à contre-coeur de principes démocratiques au cours du XXe siècle et, qui a su s'en servir habillement pour assurer la stabilité sociale et politique et maintenir le prolétariat dans un état de servitude permanente, apparaît de plus en plus sous son vrai visage qui ne laisse plus place à aucune forme d'humanisme ou de progrès social, ceux-ci étant incompatibles ou contraires avec les rapports de production dominants.

Hier encore, quand on affirmait que les idées dominantes étaient celles de la classe dominante, on pouvait imaginer (inconsciemment) que cette définition générale ou assez vague que certains jugeaient simpliste pouvait inclure d'autres principes que la cupidé ou la soif du profit, désormais nous devrions peut-être dire crûment que la marchandisation de tous les actes et besoins de la vie quotidienne jusqu'au plus infimes détails guide exclusivement les intérêts de cette classe avide de pouvoir et qu'elle doit servir de repère ou guide à tous les modes de pensée, à toutes les classes.

Ainsi la survie du capitalisme va apparaître de plus en plus incompatible aux yeux des travailleurs, non seulement avec leurs besoins les plus élémentaires, mais tout simplement avec leurs propres survies, on peut ajouter en tant que classe, puisque ce processus sous-entend la destruction ou la soumission complète de leurs organisations ou partis au talon de fer du capital et à ses institutions politiques.

Que disent aux ouvriers du monde entier les travailleurs tunisiens, égyptiens, jordaniens, yéménites, algériens qui se soulèvent, sinon que la lutte à mort est engagée contre le capital, qu'ils n'ont rien à perdre, et contrairement à ce qu'affirmait le milliardaire américan Warren Buffet, la classe des capitalistes à certes remporter des batailles ces dernières décennies contre le prolétariat mondial, mais elle n'a pas remporté la guerre de classe qui ne fait que reprendre de plus belle, et dont l'issue dépendra de la capacité de la classe ouvrière à se doter d'une direction politique capable de la guider sur la voie du socialisme.

Les travailleurs n'accepteront jamais d'être réduits à l'état d'esclaves, certains en doutaient sans toutefois oser l'avouer, le soulèvement des peuples sont là pour nous rappeler que la lutte des classes et l'aspiration des travailleurs à leur émancipation de l'exploitation et de l'oppression demeure le facteur déterminant du développement de la civilisation humaine depuis la nuit des temps et que l'abandonner ne pourrait conduire qu'à sa disparition.

L'évolution du capitalisme conduisant le monde au chaos et à la barbarie met donc à l'ordre du jour les conclusions pratiques du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels paru il y a un siècle et demi : prolétaires du monde entier unissez-vous ! Vive la révolution socialiste internationale !

2- Fermeture en perspective ?

Environ 500 salariés de l'usine Ford de Blanquefort en Gironde ont manifesté vendredi dans les bureaux de la direction pour

exprimer leur déception devant l'absence de projet pour le site.

L'usine, qui continuera de fabriquer des boîtes de vitesse pour Ford jusqu'en décembre 2011, est repassée le mois dernier sous le contrôle du constructeur américain, qui n'a toujours pas présenté de projet permettant d'assurer l'avenir du site. (Reuters 04.02)

Economie.

Etats-Unis.

Les principales banques américaines cotées à Wall Street ont versé un montant record de bonus à leurs salariés en 2010. Le total de leurs primes et bonus s'élève à 135 milliards de dollars, révèle une enquête du Wall Street Journal (WSJ), soit 5,6% de plus qu'en 2009.

Les salaires ont eux aussi progressé tout au long de la crise. Selon le WSJ, la masse salariale des 25 plus grands établissements de Wall Street était de 377 milliards en 2007, 411 milliards en 2009 et 415 milliards en 2010. La rémunération totale moyenne par employé a augmenté de 3% à environ 141.000 dollars, « même si ce chiffre varie considérablement d'une entreprise à l'autre». (20minutes.fr 04.02)

Haut de page

Le 6 février

Il peut arriver que vous ne parveniez pas à vous connecter au site ou qu'il disparaisse de votre écran. C'est parce que je suis en train d'essayer de l'actualiser, depuis une semaine il m'est impossible de charger la moindre page de chez moi car la connection est trop lente, du coup je suis obligé d'aller à Pondichéry en fin de matinée ou en début d'après-midi.

J'ai voulu installer un autre modem, une simple prise USB avec un petit boîtier au bout, je ne sais pas comment vous appelez cela en France, c'est le truc que l'on connecte sur les ordinateurs portables, sans succès. En fait il faudrait que j'achète un ordinateur portable et que je l'utilise en sortant dans le jardin ou en montant au première étage, le technicien m'a assuré que cela fonctionnerait, mais j'hésite à débourser 30 à 40.000 rupees (550 euros environ) compte tenu que je n'ai finalement pas vendu ma maison. Et comme vous ne voulez pas m'aider à financer le site, cela pourrait me conduire à le fermer tout simplement. Lundi matin un technicien d'une autre société doit venir essayer un autre modem, si cela ne marchait pas, j'aviserai.

La suite de l'article d'hier sera prêt demain en principe, elle est déjà bien avancée. Ce pourrait être le mot de la fin en ce qui me concerne, tellement j'en ai marre.

Politique.

1- France. Ça vole bas !

1.1- Un monarque ne se refuse rien.

Selon l'agence de presse Belga, reprise par les médias belges, le chef de l'Etat aurait mobilisé deux avions pour se déplacer au sommet de Bruxelles de vendredi: l'Airbus présidentiel, rebaptisé Air Sarko One et un avion d'affaires Falcon 7X au rayon d'action de 11 000 km.

Pas mal pour faire le trajet entre deux villes séparées seulement par 300 km. Avec de surcroit, une ligne à grande vitesse qui permet un voyage d'1 heures 20 entre les deux capitales. (Lexpress.fr 05.02)

1.2- Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es. On a les amis qu'on peut. (suite)

Michèle Alliot-Marie avait déjà fait état d'un vol de 20 minutes, entre Tunis et la station balnéaire de Tabarka, à bord de l'avion de son ami Aziz Miled, un homme d'affaires tunisien. La ministre avait démenti en outre des informations présentant cet ami comme un proche du président déchu.

A bord du même appareil, Michèle Alliot-Marie a effectué le 29 décembre un aller-retour vers Tozeur, dans le grand sud tunisien, écrit le Nouvel Observateur.

"*J'ai dit au Grand Journal (de Canal+) comme j'ai dit à France 2 que j'avais effectivement, avec mes amis, dont M. Miled, fait d'autres excursions*", a dit samedi la ministre à des journalistes qui l'interrogeaient sur ce second vol. Avant de préciser: «*Quand je suis en vacances, je ne suis pas ministre des affaires étrangères, je suis Michèle Alliot-Marie, qui a des amis de longue date, qu'elle a l'habitude de recevoir en France, qui sont heureux de me faire découvrir leur pays*». Et la ministre de conclure: «*Je pensais qu'un ministre avait le droit d'avoir des amis. Maintenant je vais être très attentive. Je ne quitterai pas la Dordogne*».

Le jet est enregistré au nom de la compagnie Karthago Airlines de Belhassen Trabelsi, qui a fusionné en 2008 avec la compagnie d'Aziz Miled, Nouvelair, écrit vendredi Mediapart. (Reuters 05.02)

2- Tunisie.

"*Un millier de personnes se sont rassemblées lors d'une manifestation devant le commissariat de police du Kef afin de réclamer le limogeage du chef de la police de la ville pour abus de pouvoir dans l'exercice de ses fonctions*", indique le ministère de l'Intérieur tunisien.

Les manifestants ont criblé le commissariat de pierres et de cocktails Molotov en tentant d'en occuper les locaux et "*la police a ouvert le feu pour empêcher les manifestants de faire irruption dans le commissariat.*" Deux personnes au moins ont été tuées et 17 autres blessées.

Le ministère de l'Intérieur a arrêté le chef de la police du Kef après ces incidents. (Lexpress.fr 05.02)

Social.

1- Le dictateur face à ses juges.

Le Syndicat de la magistrature (SM) appelle à deux jours de grève, jeudi et vendredi prochains, pour protester contre des propos de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Laëtitia.

Le syndicat demande dans un communiqué à l'ensemble des magistrats de se déclarer en grève pendant ces deux jours et n'exclut pas de reconduire le mouvement. (Reuters 05.02)

L'hystérique du Palais présente toutes les caractéristiques du dictateur, ce dont témoigne ses attaques répétées contre les journalistes et les magistrats, sans parler des immigrés en générale, ou encore lorsque dans une affaire judiciaire il considère qu'un suspect est présumé coupable, ce fut le cas dans l'affaire Clearstream et il vient de récidiver dans celle de Tony Meilhon.

2- La grève des marins de la SNCM

La grève des marins de la SNCM se poursuivait samedi, bloquant cinq navires en Corse et à Marseille, a annoncé la CGT qui dénonce une diminution des liaisons entre Nice et la Corse et attend d'être reçu par les préfets de Corse et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca). "*L'assemblée générale a reconduit à l'unanimité l'arrêt de travail avec encore plus de grévistes*", a Frédéric Alpozzo, représentant de la CGT-Marins, syndicat majoritaire.

Un préavis de grève reconductible a également été déposé par le syndicat des agents sédentaires de la CGT, rejoignant les marins, et sera effectif à partir de jeudi. (Lexpress.fr 05.02)

Haut de page

Le 7 février

Pas le temps de causer pour les raisons évoquées hier, dommage il y avait beaucoup à dire sur le développement de la situation révolutionnaire en Tunisie. Entendu hier aux infos du soir sur TV5Monde Asie "*c'est quand même surprenant, voire inquiétant que la classe politique et l'ensemble des médias découvrent aujourd'hui que la Tunisie était une dictature*". Vous n'êtes pas au bout de vos surprises, regardez la sale gueule de Sarkozy sur la photo en haut de l'écran, il a l'air de quoi franchement pour un chef d'Etat ?

Je vous laisse, je dois aller télécharger à Pondichéry cette page et les différents documents de la journée, je vais perdre une bonne heure, il est ici 11h38 et je dois encore prendre ma douche, il fait 30°C à l'ombre.

Politique.

1- France. Programme, projet, promesses... pour berner les travailleurs.

Le député PS de l'Essonne Julien Dray a appelé dimanche son parti à '*écouter*' Jean-Luc Mélenchon et à ne pas se comporter de manière '*paternaliste*' avec lui, même si selon lui le président du Parti de gauche (PG) est 'repris par le rêve romantique révolutionnaire'.

Selon le député PS, '*il y a*' en France '*une cocotte qui bout*' et qui pourrait provoquer des soulèvements populaires comparables aux pays arabes. '*La vraie question qui est posée au PS c'est de donner les éléments qui permettent ce désistement, donc c'est d'avoir un vrai projet de rupture, de réformisme radical*', a poursuivi le député de l'Essonne, ajoutant que le programme du PS, *'a ne peut pas être toujours de l'eau tièd*e'. (Lemonde.fr 06.02)

Manifestement il ne souhaite pas que la "*cocotte*" explose, comme à l'UMP, on le comprend ! Sauf, qu'on n'a jamais vu des promesses empêcher une explosion sociale de se produire quand la situation était mûre.

Mesdames et messieurs, pardon, chers camarades, vous voulez devenir ministres ou députés en mai 2012, soyez perspicaces et malicieux à la fois, inspirez-vous de la méthode de Mitterrand qui avait réussi à berner les cocos et les trotskos, je vous assure que ça marcherait encore...

Ecoutez-les, 30 ans plus tard ils ne s'en sont pas encore rendu compte, ils ne regrettent rien et n'ont commis aucune erreur, c'est ce qu'ils disent à voix haute, à voix basse, ils n'ont pas craché sur les miettes que Tonton leur avait discrètement réservées, même s'il leur a joué de sales tours dans leur dos, ils s'y attendaient car ils savaient à quoi s'en tenir avec ce filou de François, malgré tout ils ont joué le jeu jusqu'au bout, ils ont été parfaits, comme quoi leurs beaux principes et leurs programmes c'était du bidon, comme les nôtres d'ailleurs, il faut bien que tout le monde trouve sa place sur l'échiquier politique, au bout du compte ils s'en sont bien sortis et leurs appareils ont survécus, n'était-ce pas l'essentiel pour eux après tout ?

Promettez-leur la lune, ils n'en auront que la photo, peu importe, ils s'en contenteront, ils ont acquis un certain professionnalisme dans l'art et la manière d'accommoder les restes et de faire avaler des couleuvres à leurs militants ou de leur faire prendre des vessies pour des lanternes, au point qu'entre ces plats indigestes ou la haute gastronomie ils ne voient même plus la différence, les temps changent et les militants aussi, ils sont passés du coq au vin accompagné d'un Nuit Saint Georges au hamburger arrosé d'un Coca, de la révolution socialiste à la défense de notre industrie ou de la nation, en se mettant à leur place on aurait presque envie de dire quelle décadence ! nous nous sommes bien montés en première ligne pour défendre les banquiers, mais là on était dans notre rôle, et notez bien qu'ils passent leur temps à se berner eux-mêmes, c'est leur passe-temps favori, que voulez-vous, c'est qu'ils sont nés ou qu'ils étaient destinés à être bernés toute leur vie, alors sachons en profiter encore une fois, cher camarades ne soyons pas stupides, quelle belle occasion s'offre à nous...

Et en 30 ans de l'eau à couler sous les ponts, leurs partis, s'ils sont toujours aussi monolithiques, mais paradoxalement, et c'est un avantage pour nous qu'il faut savoir exploiter, ils sont devenus aussi très hétéroclites, leur force et leur faiblesse à la fois, les uns ont pris cette décision parce qu'ils n'avaient pas le choix pour survivre, les autres ont fait ce choix délibérément par pur opportunisme ou à la recherche de la recette miracle qui n'existait pas, ils ont du mal à mobiliser leurs troupes parce qu'elles sont divisées, soyons assez malins pour les affaiblir au premier tour en embellissant notre programme d'un tas de promesses, et au second on rafflera la mise de la majorité de leurs électeurs, même en l'absence de mots d'ordre de leurs dirigeants...

Bon, si maintenant c'était DSK notre candidat, ce serait foutu d'avance, dans ce cas-là oubliez ce que je viens de vous expliquer.

2- Koweit.

L'émir du Koweït a accepté dimanche la démission du ministre de l'Intérieur, présentée le mois dernier après le décès d'un détenu sous la torture, et nommé à sa place un autre membre de la famille régnante, a annoncé un ministre.

L'émir a nommé cheikh Ahmad Homoud al-Sabah, un membre de la famille régnante, comme vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, a ajouté M. Roudhan.

Plus tôt dans la journée de dimanche, des jeunes koweïtiens ont appelé sur internet à une manifestation mardi pour réclamer la démission du gouvernement et dénoncer ses «*pratiques non-démocratiques*», selon un communiqué du groupe baptisé «La Cinquième Muraille». Sur Twitter, le groupe a appelé les Koweïtiens à se rassembler mardi devant le siège du Parlement.

«*Nous, La Cinquième Muraille, appelons le peuple koweïtien à un rassemblement au Parlement mardi à 11 heures locales pour défendre notre droit légitime à tenir des réunions, et exprimer notre rejet de l'actuel gouvernement et de ses pratiques non-démocratiques*», écrit le groupe dans un communiqué. (Libération.fr 06.02)

Economie.

1- Le prix du cuivre a triplé en deux ans

À plus de 10.000 dollars la tonne, le prix du cuivre a triplé en deux ans. Cette hausse est largement liée à la demande asiatique, mais l'appétit croissant des financiers n'arrange rien.

Indispensable dans le bâtiment et les câbles, la star des métaux de base est portée par les économies émergentes, Chine en tête. Elle en consomme 40% (60% pour l'utilisation électrique), soit 45 milliards de dollars par an. En 2020, elle concentrera 20 des plus grandes villes du monde, de plus de 10 millions d'habitants chacune.

Plus que la «*spéculation*» pointée du doigt par Nicolas Sarkozy au G20, c'est une impérieuse demande industrielle, assortie d'un déficit mondial de 400.000 tonnes anticipé par l'International Copper Study dès 2011, qui explique laflambée du cuivre. «*Ces dernières années, qui ont vu l'industrie des hautes technologies se développer, les investissements ne sont plus allés vers l'industrie minière, considérée comme une vieille industrie, rappelle Martin Abbott. D'où le déséquilibre entre l'offre et la demande.*»

Face aux aléas du marché, les contrats à terme du LME ou du Comex permettent avant tout de se couvrir. Mais rien n'empêche la spéculation. Aux États-Unis, selon la Commodity Futures Trading Commission, les spéculateurs ont accru leurs positions acheteuses sur le métal rouge fin décembre, pariant sur une hausse des prix. «*Ils détiennent 40.000 contrats, un seuil sans précédent*», relève Eugen Weinberg, analyste matières premières de Commerzbank. Par ailleurs, plusieurs banques ont acheté d'importantes quantités de cuivre, dans des stocks agréés par le LME, pour lancer, sous peu, sans doute aux États-Unis, des produits d'investissement financier (de type ETF ou ETC) adossés à du cuivre physique, histoire de répliquer son envolée.

Pour Pierre Martin, analyste matières premières chez DWS : «*Si l'envolée des prix des matières premières s'accentuait encore, autoriser de tels produits financiers serait mettre de l'huile sur le feu, car autoriser un produit qui augmente la rareté aurait un impact sur les prix…*». (Lefigaro.fr 06.02)

2- Le coton au plus haut depuis plus de 140 ans.

La livre de coton a dépassé les 1,76 dollar à New York, du jamais vu depuis la fin du 19e siècle. La pénurie s'accentue alors que la Chine a renforcé ses importations. (Lefigaro.fr 06.02)

Le 8 février

Pas le temps ni l'envie de causer.

Vous pourriez m'envoyer (format bloc-note ou autre) les articles (avec la source et la date) que vous avez trouvés sur Internet sur les pays où se déroulent des mouvement sociaux, en priorité la Tunisie et l'Egypte, ou des témoignages intéressants sur ce qui se passe réellement dans ces pays, histoire d'en faire profiter vos petits camarades qui se connectent sur le site. Moi ce que j'en dis, je pense uniquement aux autres camarades, à vos camarades, mais c'est peut-être trop vous demander.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, j'ai vu quelques images sur un mouvement social en cours au Bengladesh contre la hausse des prix et la construction d'un nouvel aéroport qui a pris l'allure d'émeutes, mais pas de dépêches de presse sur le sujet ce matin et pas le temps de chercher sur le Net.

Dites-vous bien qu'à force de rejeter toutes mes propositions ou de refuser toute participation même minimum au fonctionnement du site, vous me poussez un peu plus chaque jour à prendre la décision de le fermer, ce sera sans préavis du jour au lendemain et sans appel au point où j'en suis. Si je dois comprendre que vous avez mieux à faire, ce qui est votre droit bien sûr, dites-vous que moi je réfléchis à faire autre chose et que c'est le mien aussi.

Le site n'a pas non plus vocation à se transformer en banque de données anonyme, cela ne m'intéresse pas, je laisse cela à d'autres, c'est un site de combat politique ou rien. Si je ne supporte pas les rapports de merde qui existent en Inde, ce n'est pas pour les supporter ailleurs. Je suis de mauvaise humeur, pas particulièrement, c'est un principe, conforme à l'idéal que je défends ! Vous savez, être ou ne pas être...

Vous m'excuserez mais quand je vois dans les statistiques qu'il y a 90 connections par jour environ et que plus de 700 documents ont été téléchargés entre le 30 janvier et le 6 février et que je ne reçois aucun courriel, je me dis qu'il y a un sérieux problème quelque part. Vous me répondrez peut-être que c'est moi le problème, dans ce cas-là, salut ! J'ai viré mon article de la page

d'accueil pour que vous ne sentiez pas dans l'obligation de le lire, je l'avais écrit uniquement pour me faire plaisir.

Politique

1- Tunisie.

Le ministère tunisien de la Défense a rappelé les réservistes lundi, alors que des troubles continuent d'affecter plusieurs régions du pays, selon l'agence de presse officielle TAP.

Le gouvernement a demandé aux militaires partis à la retraite au cours des cinq dernières années de rejoindre à partir de dimanche les centres régionaux de conscription et de mobilisation les plus proches de leur lieu de résidence.

La consigne concerne les sous-officiers et militaires relevant de la marine, de l'aviation, des administrations et des services, ainsi que les conscrits des sessions du quatrième trimestre de 2008 et de toute l'année 2009 relevant des trois armes, de la direction générale de la sécurité militaire et de la direction générale des munitions et de l'armement, précise le communiqué diffusé par la TAP.

L'armée compte 45.000 hommes, contre près 50.000 pour les forces de sécurité.

Lundi, le Premier ministre de transition Mohamed Ghannouchi a évoqué devant le Parlement des "*dangers qui menacent les acquis de la révolution*", affirmant que la menace émane d'individus voulant "*faire régresser*" le pays, sans plus de précisions. (AP 07.02)

2- Algérie.

Une cacique du régime algérien a réclamé lundi un "*changement radical du mode de gouvernance*".

L'appel est d'autant plus significatif qu'il émane de Zohra Drif Bitat, veuve de Rabah Bitat, un des six chefs historiques de la Révolution de la Toussaint 1954 contre la tutelle coloniale française, devenu par la suite le président très respecté de l'Assemblée populaire nationale (ANP), avant de s'éteindre en 2000.

"*Allons-nous continuer à gérer nos problèmes avec les mêmes acteurs qui ont échoué ? Faut-il encore du sang ?*" s'est demandé Drif Bitat, elle-même ancienne de la guerre d'indépendance et aujourd'hui vice-présidente du Conseil de la nation, la chambre haute du parlement algérien, poste où elle a été nommée par le président Abdelaziz Bouteflika.

"*J'espère et j'attends un changement radical dans le mode de gouvernance*", a-t-elle déclaré, en réclamant un changement de gouvernement. Des rumeurs d'un remaniement du gouvernement d'Ahmed Ouyahia circulent depuis la semaine dernière et n'ont pas été confirmées officiellement.

Un des organisateurs de la manifestation du 12 février, Hocine Zéhouane, président de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), a néanmoins estimé que "*l'Algérie a(vait) besoin d'une révolution, pas seulement d'une levée de l'état d'urgence*".

Mais les analystes jugent que le pouvoir algérien, qui repose en grande partie sur l'armée, est en mesure de faire face à une révolte sociale en puisant dans sa cagnotte pétrolière pour calmer toute agitation. (Reuters 07.02)

3- Haïti. Préval : dégage !

Plusieurs centaines de manifestants réclamant le départ du président René Préval ont érigé des barricades lundi à Port-au-Prince et jeté des pierres contre la police et les casques bleus des Nations unies, rapportent des témoins.

La police anti-émeute haïtienne, appuyée par des membres de la mission de l'Onu (Minustah), a tiré plusieurs salves en l'air et fait usage de grenades lacrymogènes pour tenter de disperser les protestataires qui ont incendié des pneus et des déchets ménagers sur une place du centre de la capitale.

Le chef de l'Etat sortant, dont le mandat expirait officiellement ce lundi 7 février, a été habilité par le parlement à rester en fonctions jusqu'au 14 mai si nécessaire afin d'assurer la transition mais certains Haïtiens réclament qu'il cède la place dès maintenant à un gouvernement intérimaire.

"*Préval doit s'en aller*", scandaient les manifestants réunis sur la place du Champ de Mars, devant le palais présidentiel.

"*René Préval peut et doit rester en fonctions*", a déclaré Edouard Mulet, qui dirige la Minustah, dans les colonnes du quotidien

Le Nouvelliste. (Reuters 07.02)

4- Russie.

4.1- Renforcement de l'appareil répressif de l'Etat.

Le président russe Dmitri Medvedev a promulgué lundi une loi transformant la "*milice*" de l'ère soviétique en une force de "*police*" aux pouvoirs élargis.

Le texte prévoit de doubler le salaire minimum des policiers en le portant à 45.000 roubles par mois (1.100 euros environ), ce qui coûtera 217 milliards de roubles (5,4 milliards d'euros) au budget de l'Etat.

La Douma, chambre basse du parlement, a supprimé plusieurs articles clés lors de l'approbation du texte en seconde lecture le mois dernier, comme l'interdiction de frapper les femmes ou d'infliger des coups de matraque sur certaines parties du corps.

La loi n'instaure aucun mécanisme de contrôle indépendant afin de lutter contre la corruption au sein des forces de l'ordre, que Dmitri Medvedev a pourtant identifié comme un "*danger*" pour la société. (Reuters 07.02)

4.2- Medvedev et Poutine ne supportent pas la liberté de la presse.

Luke Harding, grand reporter au *Guardian* et correspondant du journal à Moscou, a été expulsé par les autorités russes, a annoncé lundi 7 février le quotidien britannique.

Le journaliste, qui avait passé deux mois au siège londonien du Guardian, travaillant notamment sur les révélations du site WikiLeaks publiées par son journal, était rentré à Moscou le week-end dernier. Il s'est vu refuser l'entrée sur le territoire par les autorités russes et a été mis dans un avion se rendant au Royaume-Uni. Un membre des services de sécurité aéroportuaire affilié aux services de renseignement lui aurait alors déclaré : "*La Russie est fermée pour vous*".

Selon le rédacteur en chef du Guardian, Alan Rusbridger, "*il s'agit clairement d'une nouvelle atteinte préoccupante à la liberté de la presse, et il est inquiétant que le gouvernement russe expulse les reporters dont il n'approuve pas le travail*". Luke Harding avait notamment écrit sur un câble de WikiLeaks décrivant la Russie comme un "*Etat mafieux*", rappelle le quotidien, selon qui l'expulsion d'un journaliste britannique de Russie serait une première depuis la fin de la guerre froide.(Lemonde.fr 07.02)

5- Le Forum social mondial propose, les multinationales qui le financent disposent.

La onzième édition du Forum social mondial organisée à Dakar a débuté hier.

En effet, le FSM ne peut pas, selon le code précis de sa charte de création en 2001, proposer des cadres de mobilisations. C'est une coordination d'échanges et non d'actions, d'où la sensation parfois amère des années précédentes, d'absence de force de proposition à la fin du Forum. (Rue89 07.02)

Se rassembler pour décider d'entreprendre aucune action : tout un programme, le vieux monde en tremble !

6- Le Parlement européen "***ami***" de Etat sioniste.

Le Parlement européen pourrait presque tenir une session plénière à Jérusalem. Près de 500 députés, sur les 736 que compte le Parlement européen, sont attendus à Jérusalem du 5 au 8 février prochain. Ils participeront à la seconde conférence organisée par les Amis européens d'Israël. L'enjeu économique d'une telle rencontre est d'importance : le commerce israélo-européen s'est monté à 36 milliards de dollars en 2010, soit le tiers des échanges extérieurs d'Israël. (Rue89 07.02, d'un bloggeur, http://seenthis.net/?page=site&id_syndic=10968)

Média.

Ce lundi, à l'issue d'un vote finalement moins serré qu'attendu, les 260 salariés de Libération se sont prononcés en faveur de Nicolas Demorand à la tête du quotidien.

Normalien, agrégé de lettres modernes, Nicolas Demorand, né en 1971, a effectué la majeure partie de sa carrière dans l'audiovisuel.

Proposé par Édouard de Rothschild, principal actionnaire du titre, le transfuge d'Europe 1, journaliste audiovisuel passé par France Inter et invité surprise de ce mercato de début d'année, a en effet recueilli 56,7% des votes. il prendra ses nouveaux

habits d'homme de presse le 1er mars, avec la volonté de faire de Libé le «*quotidien de référence de la gauche*».

Mardi, c'est au tour de la rédaction du Nouvel Observateur d'approuver à la majorité simple (50%) l'arrivée de Laurent Joffrin.

Jeudi, en début d'après-midi, la Société des rédacteurs du Monde (SRM) devrait enfin avaliser le choix des nouveaux actionnaires du quotidien - Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse - de proposer Erik Izraelewicz (ancien patron de La Tribune et des Échos) au poste de directeur du quotidien. (Lefigaro.fr 07.02)

Commentaire d'un internaute : La presse de gauche se met en ordre de bataille pour 2012 pour faire oublier que seul le PS ne sait pas encore quel programme, quel candidat il aura. Comment un parti qui compte dans ses électeurs 80% des enseignants, des juges et des journalistes en est toujours au même point ? le vide sidéral.

Commentaire : On pourrait encore peaufiner notre caractérisation et préciser que les partis institutionnels ne sont pas de droite ou de gauche, mais que l'UMP est de droite et que PS et ses satellites sont la gauche de la droite. Ainsi, on ne nie pas les différences ou les nuances qui existent entre les uns et les autres tout en tenant compte que finalement ils se situent bien tous dans le même camp, celui du capital et ses institutions politiques. Cela a le mérite de remettre chacun à sa véritable place, tous ces partis qui représentent les intérêts des capitalistes et ont déjà gouverné pour leur compte sont logiquement classés à droite, en tenant compte évidemment des nuances qui permettent de les distinguer, la gauche étant représentée par le POI, le NPA et LO.

Vous êtes pour le maintien en place de l'ancien régime, vous êtes de droite, et si vous vous prononcez pour son abolition, vous êtes de gauche, voilà sur quelle base avait été établie cette opposition il y a plus de deux siècles, voilà sur quelle base elle doit être rétablie. Ce n'est pas parce qu'on s'est fourvoyé pendant des décennies à présenter autrement ces partis qu'il faudrait continuer, un peu de courage et d'audace, bordel !

Social.

1- France.

1.1- Un milliard pour les actionnaires, mais pas de fric pour augmenter les salaires !

Une centaine de personnes ont manifesté lundi matin devant le siège social du géant mondial des cosmétiques L'Oréal pour réclamer une revalorisation salariale à l'occasion des négociations annuelles obligatoires, a constaté une journaliste de l'AFP.

Lors du rassemblement organisé à l'appel d'une intersyndicale CGT-CFDT-FO-Unsa, les salariés ont bloqué la circulation devant le siège du groupe, situé a Clichy-la Garenne (Hauts-de-Seine), à grands renforts de sifflets et de cris.

«*On n'est pas bien payé, parce qu'on ne le vaut pas bien apparemment*», a déclaré Manu Banco, délégué CGT des salariés de L'Oréal, précisant que «*la revendication que nous portons est de 0,8% de rattrapage sur 2010, 3% pour 2011 et la mise en place d'un treizième mois*».

«*Alors qu'un milliard a été donné aux actionnaires l'année dernière et 288 millions à l'actionnaire majoritaire [la famille Bettencourt], et que le groupe a réalisé 2,5 milliards de bénéfices, les dirigeants veulent nous donner aujourd'hui des miettes*», a-t-il ajouté, précisant qu'un appel à la grève avait été lancé pour la journée. (20minutes.fr 07.02)

1.2- PV : Le racket de l'Etat.

Actuellement à 11 euros, le PV sera augmenté de six euros. François Baroin, le ministre du Budget, s'était engagé à prendre un décret relevant le prix de l'amende entre 15 et 20 euros.

Cela fait des mois que les élus locaux se battent pour une hausse des amendes de stationnement. Et pour cause. Un automobiliste qui ne met pas d'argent dans l'horodateur paie aujourd'hui la même amende (11 euros) qu'en 1986 (75 francs)!

Selon nos informations, l'amende passerait en fait à 17 euros. C'est ce dernier chiffre qui circule au sein du gouvernement. Mais la date d'entrée en vigueur de cette hausse n'est pas encore connue. (Lefigaro.fr 07.02)

Ah ces braves élus locaux qui ont pour tâche de faire respecter la Constitution, comme ils en ont de bonnes idées ! Encore une mesure qui va être très populaire ! Et puis, il faut bien que certains paient pour d'autres, lire l'article suivant.

1.3- Passe-droit.

Olivier Marleix, vice-président du Conseil général d'Eure-et-Loir et également conseiller technique auprès de Nicolas Sarkozy, a été flashé à 119km/h sur une route limitée à 70 le vendredi 28 janvier. Arrêté par les gendarmes, il a fait jouer ses relations pour éviter la contravention. (Lexpress/fr 07.02)

1.4- Comment ils engraissent les trusts pharmaceutiques.

La campagne de vaccination contre l'épidémie de grippe A (H1N1) a explosé les budgets. Selon un rapport remis au Sénat et cité lundi par Les Echos, la Cour des comptes estime qu'elle a coûté entre 685 et 756 millions d'euros contre une fourchette de 137 à 208 millions initialement prévue par le ministère de la Santé.

Un écart qui s'explique notamment par les dépenses prises en compte dans chacune des estimations. Contrairement au gouvernement, la Cour comptabilise les vaccins donnés à l'OMS ainsi que les achats de masques de protection pour les agents d'administration. Les magistrats considèrent en outre que la facture a été plus beaucoup élevée pour l'indemnisation des professionnels de santé libéraux mobilisés.

La conclusion est sans appel: «*La campagne apparaît particulièrement coûteuse au regard du nombre de personnes vaccinées*», critique le rapport, cité par Les Echos. Au final, 5,4 millions de Français se sont fait vacciner, pour un coût de 110 euros par personne.

La Cour des comptes pointe aussi du doigt le prix d'achat très élevé des vaccins. «*Du fait d'une coordination européenne à peine esquissée, les laboratoires pharmaceutiques sont parvenus à mettre les Etats en concurrence et se sont placés en position favorable pour contracter*», précise le rapport.

Et le gâchis a été de taille: 2,7 millions de doses de vaccins sont ainsi parties à la poubelle, «*soit la moitié environ de celles qui ont été effectivement utilisées pour la vaccination*». (20minutes.fr 07.02)

1.5 - Au secours, Attila est de retour !

« *Une personne meurt du tabac toutes les 6 secondes*». En partant de ce constat, l'économiste et écrivain Jacques Attali propose la plus radicale des mesures.

«*Bien pire que le Mediator: le tabac*», écrit Jacques Attali sur son blog , où il préconise tout simplement d'interdire «la production, la distribution et la consommation de tabac, un produit qui fait chaque année 5 millions de morts dans le monde».

«Il ne faut plus tergiverser», affirme M. Attali, qui assure que le bilan économique d'une interdiction du tabac, négatif au départ, serait ensuite positif. Il reconnaît que cela «*remettrait en cause quelques emplois*», que «les Etats perdraient quelques recettes», (en 2009, le tabac a rapporté 10 milliards d'euros de taxe et 3 milliards de TVA), que cela «*encouragerait pour un temps le marché noir» et nécessiterait «quelques dépenses pour désintoxiquer ceux qui le sont*».

«*Mais on gagnerait tant, en qualité et en espérance de vie, que le bilan, même économique, serait évidemment partout positif*», pense-t-il encore, disant attendre «*avec intérêt la réponse des candidats à l'élection présidentielle*» sur cette question. (Lefigaro. fr 07.02)

Le banquier du PS ne sait décidément pas quoi dire pour faire parler de lui. Quelle coïncidence, une personne meurt de malnutrition dans le monde toutes les 6 secondes, mais de cela il n'a rien à foutre, pensez donc, il faudrait abolir le capitalisme qui en est l'unique responsable.

Rappel : D'après la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim cette année dans le monde a grimpé à 1,02 milliard, soit 100 millions de plus qu'en 2008, pour s'établir à un niveau jamais atteint.

Un enfant meurt de malnutrition toutes les six secondes alors même que la planète produit plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir tous ses habitants. (Reuters 15.11.09)

2- Grèce. Résistance.

Alors que la «troïka» d'experts européens et du FMI revient à Athènes pour vérifier les comptes, de plus en plus de Grecs, qui voient leurs finances se dégrader, refusent de payer dans les transports et les hôpitaux.

Ce mouvement de citoyens s'opposant à la hausse des prix prend une ampleur nationale. Tous les matins, ils soulèvent les barres des péages sur les principaux axes routiers nationaux ; ils recouvrent de sacs en plastique les composteurs à l'entrée des stations de métro et distribuent des tracts dans les hôpitaux publics pour ne pas payer les soins octroyés : ce sont les citoyens du

mouvement «*Je ne paie pas*».

Depuis le 1er février et la mise en vigueur de la nouvelle hausse des prix, ils sont de plus en plus nombreux - plusieurs centaines déjà - à préférer enfreindre la loi plutôt que de manifester. Une tendance qui suscite la sympathie de l'opinion publique. «*La plupart d'entre nous n'ont plus les moyens de payer et ne veulent plus manifester*», explique Giorgos Kosmopoulos, l'un des membres du mouvement.

Après l'augmentation de la TVA de 19 à 23 % en quelques mois, d'autres suivent. Ainsi, le ticket de bus et de métro est passé de 1 euro à 1,40 euro, alors que le salaire minimum plafonne à 592 euros. Pour les péages, «la situation est aberrante», souligne Giorgos Kosmopoulos, « *les routes, qui datent de 1950, sont lamentables et dangereuses et on nous demande de payer pour leur future construction, d'autant que l'État ne propose pas de route alternative. Un agriculteur n'a souvent pas d'autre choix que de payer pour aller d'un champ à l'autre !*», proteste-t-il.

Ce mouvement de contestation, qui s'étend à présent aux hôpitaux publics, reflète le désarroi d'une certaine tranche de la population saignée à blanc par les mesures d'austérité. Selon le sociologue politique Giorgos Kirtsos, «*les Grecs commencent surtout à réaliser qu'ils n'ont pas fini de se serrer la ceinture. Ils n'ont plus confiance dans le système politique. (...)*», explique-t-il.

Haut de page

Le 9 février

Alliot-Marie en vacances chez le dictateur Ben Ali, Fillon en vacances chez le dictateur Moubarak, banal quoi, sous tous les gouvernements depuis un demi-siècle les ministres ont cotoyé des dictateurs sans que cela leur cause le moindre problème. Autre point commun entre les deux despostes : leurs partis politiques étaient affiliés à l'Internationale socialiste de M. Aubry et dont le président à l'heure actuelle n'est personne d'autre que Papandréaou, le saigneur du peuple grec.

J'ai lu hier dans un article de presse que 80% des enseignants, des journalistes et des magistrats votaient PS aux différentes élections, ces informations (sur la nature des différents régimes) étant largement diffusées sur Internet et relayées par la presse nationale, tout comme les adhérents à ce parti, ils ne pourront pas ou plus dire : on ne savait pas que le PS soutenait des dictateurs ou en comptaient parmi ses amis politiques, cela témoigne simplement que leur niveau de conscience politique se situe au ras des paquerrettes ou qu'ils n'en ont pas.

Que le citoyen lambda qui n'a pas vraiment de conscience politique passe des vacances de rêve dans le pays d'un tyran ne choquera personne, ce qui n'est pas le cas de responsables politiques qui savent très bien à quoi s'en tenir sur les régimes politiques de ces pays.

Liste de quelques partis infréquentables de l'Internationale socialiste :

- Le Parti national démocratique d'Hosni Moubarak
- Le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo
- Le Social democratic front (SDF) de John Fru Ndi (Cameroun), accusé notamment d'avoir détourné 125 millions de dollars.
- Le parti de Unidad Nacional de la Esperanza d' Álvaro Colomau (Guatemala), accusé d'assassinat
- Le Parti révolutionnaire du peuple mongol, parti unique autorisé avant 1990 et au pouvoir depuis 20 ans
- Le Parti de la Libération nationale de Laura Chinchilla (Costa Rica), conservateur, opposé à la laïcité publique et à la contraception.
- Le Parti Travailliste d'Israël
- L'Union Socialiste des Forces Populaires (Maroc), associée au pouvoir et cautionne la dictature de Mohammed VI.
- Le Parti Révolutionnaire Institutionnel (Mexique), au pouvoir sans discontinuer entre 1930 et 2000, sur fond de corruption et de pouvoir policier.
- Le Parti du Peuple Pakistanais, actuellement au pouvoir.
- (Liste à compléter, bon courage, l'Internationale jaune comprend 170 partis !)

Parole d'internaute pour se détendre.

- Les Français ont élu le Président que même les belges auraient refusé !

Entre nous, les Belges n'ont guère fait mieux récemment en manifestant pour demeurer à leur souverain de trouver une solution à la crise du régime qui dure depuis les dernières élections, soit plus de 6 mois.

Politique.

Tunisie.

La Tunisie a connu mardi de nouveaux troubles, notamment en province, en raison de la volonté d'une partie de la population d'éradiquer les dernières traces de l'ancien régime plus de trois semaines après le renversement de Zine ben Ali.

Trois personnes ont dit à Reuters avoir entendu des coups de feu en provenance de rues proches de l'avenue Habib-Bourguiba, l'artère principale de la capitale. Ces témoins n'ont pas pu préciser l'origine des tirs.

Des manifestants ont exigé la démission de gouverneurs dans plusieurs villes de province en raison de leurs liens avec l'ancien régime.

A Gafsa, près de la frontière avec l'Egypte, un lycée a été partiellement détruit mardi par un incendie, apparemment criminel, rapporte l'agence Tap.

Selon deux sources syndicales à Kasserine, plusieurs centaines de personnes bloquent une grande artère de cette ville située à environ 250 km au sud-ouest de Tunis pour réclamer l'attention du gouvernement sur leurs problèmes.

Nommé seulement quelques jours plus tôt dans le cadre d'une purge des responsables administratifs du pays, le gouverneur de la région de Kasserine a démissionné lundi sous la pression de manifestants assiégeant ses locaux, dit-on de mêmes sources.

Des manifestants ont aussi contraint à la démission le nouveau gouverneur de Gafsa mardi, a rapporté Tap.

Plusieurs gouverneurs sont confrontés à des mouvements similaires ou à des demandes d'amélioration des conditions de vie de la part de la population.

Signe toutefois que les tensions restent vives, les employés du ministère tunisien des Affaires étrangères ont observé mardi une deuxième journée de grève pour réclamer la démission d'Ahmed Ounaïss en raison de déclarations prouvant aux yeux de ses détracteurs que le ministre n'est pas franchement favorable au changement. (Reuters 08.02)

Social.

France.

1- Grève jeudi dans l'enseignement

Près de 20% des enseignants du premier degré seront en grève jeudi, selon les chiffres communiqués ce mardi par le ministère de l'Education nationale.

La FSU, la CGT et Sud appellent les personnels de l'Education nationale à une journée de grève et à des manifestations jeudi pour dénoncer le manque de moyens et les suppressions de postes. Si au niveau national, le mot d'ordre n'est lancé que par trois syndicats, d'autres s'y sont associés localement.

Ce mouvement aura lieu alors que depuis plusieurs jours, la colère monte du côté des parents d'élèves dans certaines académies contre l'absence de remplacements d'enseignants absents.

Lundi, selon la FCPE, une centaine d'établissements scolaires ont ainsi été occupés par des parents d'élèves en colère en Seine-Saint-Denis près de Paris. (AP 08.02)

2- Mobilisations "***historique*** des magistrats.

La fronde du monde judiciaire français a gagné, mardi 8 février, tout le pays, dans un mouvement inédit de protestation contre la politique de Nicolas Sarkozy. Plus de la moitié des tribunaux et cours d'appel, soit 115 sur un total de 195, ont ainsi adopté le mot d'ordre de report des audiences non urgentes lancé en fin de semaine dernière par l'Union syndicale des magistrats, selon ce syndicat, majoritaire. Au total, 166 assemblées générales ont par ailleurs été "*sollicitées*" partout en France depuis lundi.

La journée a notamment été marquée par l'entrée dans le mouvement de nombreuses cours d'appel, comme celles de Toulouse, Besançon, Rennes, Pau, Orléans, Douai, Colmar ou Montpellier. A Paris, quelque 300 magistrats, soit les deux tiers des effectifs de première instance de la capitale, se sont réunis en assemblée générale. La cour d'appel de Paris et la Cour de cassation tiendront de leur côté leur assemblée générale jeudi, journée nationale de protestation.

"*Je n'ai jamais vu autant de monde dans une assemblée générale à Paris. Je pense que c'est historique*", a réagi le président de l'Association française des magistrats instructeurs, Marc Trévidic. Cette mobilisation devrait permettre "*d'arriver à un vrai programme sur la justice à long terme plutôt qu'à des effets d'annonce*", a-t-il ajouté.

"*Je ne pensais pas que ce serait une lame de fond aussi importante dans les juridictions*", a confirmé le président de l'USM, Christophe Régnard, soulignant que les décisions de renvoi étaient prises dans les AG "*à la quasi-unanimité*". Cette mobilisation "*exceptionnelle*" traduit "*une exaspération profonde*", a-t-il ajouté, promettant que le mouvement n'allait "pas s'arrêter là".

Parmi les magistrats présents mardi au TGI de Paris figurent notamment le procureur de la République de Paris, Jean-Claude Marin, les juges d'instruction Renaud van Ruymbeke, Gilbert Thiel, Corinne Goetzmann, ou encore les présidents de chambre Dominique Pauthe, Serge Portelli, Joël Boyer ou Sophie-Hélène Château. "*Contrairement à ce que dit le porte-parole du gouvernement, François Baroin, ce n'est pas du tout un mouvement qui est orchestré par les syndicats, mais qui est porté par la base et qui a même surpris les syndicats*", a estimé Serge Portelli.

"*Ce mouvement, certainement pour une large part sincère, est pour une large part organisé ou orchestré par des syndicats qui sont en opposition avec l'action du gouvernement*", avait en effet déclaré M. Baroin dans une interview à France 2, mardi matin. (Lemonde.fr 08.02)

Economie.

France.

1- Immobillier.

Les taux des prêts du secteur concurrentiel, hors assurance, ont atteint 3,47% le mois dernier, soit 22 points de base de plus qu'en novembre.

La part des prêts réalisés à un taux supérieur à 4,0% a bondi de 8,5 points en un mois selon le Tableau de bord, passant de 2% à 10,5%.

La part des prêts à taux variable est parallèlement remontée en janvier pour la première fois depuis deux ans. "*La nécessité de préserver sa solvabilité conduit maintenant une partie plus large de la demande à choisir ce type de formule*", explique l'étude.

Autre évolution: la baisse de cinq mois de la durée moyenne des prêts, revenue à 17 ans et deux mois. La part des prêts sur plus de 20 ans dans l'accession à la propriété est ainsi descendue de 54,8% à 52,3% en un mois. (Reuters 08.02)

2- Déficit commercial.

Le déficit des échanges extérieurs s'est creusé de 7,2 milliards l'an dernier par rapport à 2009, à 51,44 milliards d'euros contre 44,22 milliards un an auparavant, se rapprochant ainsi de son record historique de 2008 (56 milliards).

Le déficit structurel hors énergie, a souligné le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur Pierre Lellouche lors d'une conférence de presse au ministère de l'Economie, s'est creusé à 20,3 milliards d'euros en 2010 contre 19,5 milliards l'année précédente.

Le déficit structurel hors énergie, a-t-il souligné, s'est creusé à 20,3 milliards d'euros en 2010 contre 19,5 milliards l'année précédente.

es exportations FAB françaises ont rebondi de 13,5% en 2010 à 392,52 milliards d'euros, après une contraction de 17,1% en 2009.

Les importations ont parallèlement atteint 443,96 milliards d'euros, en hausse de 13,8% après une chute de 17,6% en 2009.

La France, a-t-il ajouté, reste le cinquième exportateur mondial. Mais sa part de marché en valeur, calculée en dollars, a reculé l'an dernier à 3,5% contre 3,8% en 2009.

"*Notre appareil d'exportation est sous-dimensionné et trop concentré sur un petit nombre de grands groupes*", a-t-il déploré.

"*Nous avons 90.800 entreprises exportatrices en France. Il y en a plus de 400.000 en Allemagne*", a-t-il poursuivi. "*Le nombre d'entreprises qui exportent diminue d'année en année*." (Reuters 08.02)

3- Déficit du budget de l'Etat.

Le déficit du budget de l'Etat est ressorti à 148,8 milliards d'euros contre 138,0 milliards d'euros à la même date de 2009, selon des données publiées mardi par le ministère du Budget.

Au 31 décembre, les dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes) atteignaient 425,7 milliards d'euros contre 367,1 milliards d'euros un an plus tôt, selon le ministère.

Les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissaient quant à elles à 274,9 milliards à fin décembre contre 237,2 milliards à la même date en 2009. (Reuters 08.02)

Le 10 février

Infos site.

- Puisque je suis obligé de sortir tous les jours pour actualiser le site, j'ai profité de la connection rapide pour télécharger 24 ouvrages importants de Marx, Engels, Lénine, Trotsky et Kautsky dans la page Marxisme, d'autres suivront.

- Je répondrai demain au camarade Philippe qui m'a adressé un chèque de 50 euros, porte-toi bien. J'attends d'un jour à l'autre une somme d'argent, dès que l'aurait reçue je filerai acheter un portable et un nouveau modem.

En très bref.

- Je n'ai pas mis d'articles en ligne sur le forum de Davos : je n'ai pas vu un seul article dans la page économie que je consulte tous les matins.

- Sur le site Internet du NPA : *Olivier Besancenot à Dakar au FSM...* Youpi ! Lire Forum Social des Multinationales puisque ce sont elles qui le financent. Ah ces anticapitalistes... à la mémoire sélective !

Voilà des bonnes nouvelles pour le Palais.

- 52 % des Français souhaitent la démission de MAM - LeMonde.fr

- Affaire Laëtitia : la fronde des magistrats justifiée pour 65% des Français - AP

- Le Brésil préfère l'avion F18 de Boeing au Rafale de Dassault - 20minutes.fr

Politique.

1- France.

Nicolas Sarkozy a adressé mercredi un rappel à l'ordre aux membres du gouvernement, leur demandant "*désormais*" de "*privilégier la France*" pour leurs vacances.

"*Ce qui était commun il y a encore quelques années peut choquer aujourd'hui*", a constaté Nicolas Sarkozy. (AP 09.02)

Il a raison, ils sont tous bons à être enfermés, mais au fait, n'a-t-il pas passé ses dernières vacances chez le monarque-déposte marocain ? Oui, mais lui n'est pas ministre, ne pas confondre le monarque et sa cour ! Faites ce que je dis, mais ne faites pas ce que je fais.

2- Algérie.

Les autorités algériennes ont empêché mercredi un rassemblement devant l'ambassade d'Egypte en procédant au bouclage de la rue Abdelkader Gadouche, où se trouve l'édifice, par un important dispositif policier, a constaté l'Associated Press.

Ce rassemblement devant l'ambassade d'Egypte a été décidé dans la nuit de mardi au cours d'une réunion de la CNCD. "*Nous avons décidé cette action pour exprimer notre solidarité avec le peuple égyptien et féliciter le peuple tunisien, qui sont en train de changer le cours de l'histoire de la nation arabe*", a déclaré à l'AP l'avocat Mustapha Bouchachi, président de la Ligue algérienne

de défense des droits de l'Homme (LADDH) et membre actif dans la CNCD.

Interrogé sur la manifestation du 12 février, Me Bouchachi a confirmé l'interdiction notifiée lundi par la préfecture d'Alger, laquelle a proposé aux organisateurs une salle fermée sur les hauteurs de la capitale. "*Il n'est pas question de reculer. Nous avons bien l'intention d'organiser cette manifestation. A chacun de prendre ses responsabilités*", a lancé Me Bouchachi. (AP 09.02)

Social.

1- France.

1.1- La chasse à courre est ouverte, le gibier : le monarque !

La quasi totalité des tribunaux et cours d'appel français, soit 170 sur un total de 195, ont voté un renvoi des audiences non urgentes, d'après l'Union syndicale des magistrats. Depuis le 3 février, une fronde inédite agite le monde judiciaire et le syndicat majoritaire appelle les magistrats à poursuivre leur mouvement jusqu'à lundi.

Après le TGI de Paris, c'est au tour de la cour d'appel de Paris de se mobiliser. Magistrats et auxiliaires ont adopté ce mercredi matin à la quasi-unanimité un avis de soutien au mouvement de protestation contre les déclarations de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Laëtitia.

Le point d'orgue de cette semaine de mobilisation devrait être atteint jeudi. Une manifestation nationale est prévue à Nantes, foyer de la révolte, et des rassemblements sont attendus devant les palais de justice dans toutes les régions, dont Paris.

"*J'en ai plus que ras le bol. Je veux bien être responsable de ce que je fais, mais je veux qu'on nous donne les moyens de fonctionner normalement!*", protestait en marge d'une AG parisienne un avocat général, qui a préféré garder l'anonymat.

"*C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Qui ne donne pas les moyens à la justice de fonctionner? C'est bien le gouvernement. Qui est responsable du fait que les mesures pénitentiaires ne sont pas exécutées? C'est bien le gouvernement*", a déploré Jean-Pierre Rosenczveig, président du tribunal pour enfants de Bobigny.

"*Les magistrats refusent les prises à partie démagogiques et la recherche de boucs émissaires destinées à faire oublier les effets dévastateurs des politiques de restrictions budgétaires*", stipule la motion de renvoi des audiences non urgentes du TGI de Bordeaux. Pour la Cour d'appel de Besançon, "*l'institution judiciaire n'a plus les moyens de remplir correctement ses missions*". (Lexpress.fr 09.02)

Les profs réclament des moyens, les infirmières aussi, etc. Question : pourquoi ne pas fédérer tous ces mouvement sociaux qui finalement ont les mêmes origines et poursuivent le même objectif ? Vous voulez rire, trop dangereux pour la stabilité des institutions !

POI : Un parti légaliste.

Même le POI a sorti le 5 février une déclaration infâme sur la modification annoncée de la Constitution par Sarkozy (j'y reviendrai dans un article demain), plus deux articles et un éditorial (IO n°135 page 3) où il se contente de citer et de commenter les déclarations des uns et des autres à la manière des publicistes de quotidiens nationaux sans jamais émettre l'idée qu'il faudrait peut-être envisager sérieusement l'abolition de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République, rompre avec ses institutions qui sont les bastions de l'offensive idéologique et politique du capital contre tous nos nos droits. C'est plus facile de parler de rupture avec "*l'Union européenne, en particulier par le traité de Maastricht et la Banque centrale européenne (BCE)*, parole, parole, parole, cela n'engage à rien, pendant ce temps-là Sarkozy peut souffler.

Question naïve. D'après vous, se prononcer dans un programme ou des déclarations solennelles trois ou quatre fois par ans pour la rupture avec les institutions de la Ve Républqiue et décider d'engager le combat dans cette perspective, est-ce vraiment la même chose ?

Depuis 2004-2005 on a bien eu une quinzaine d'occasions de sensibliser les travailleurs à la question de la Constitution et des institutions, d'engager des batailles sur ce thème, alors pourquoi cela n'a-t-il jamais été le cas ? Vous y croyez vous, quand on vous dit que du jour au lendemain il viendra à l'esprit des travailleurs de les liquider ? Regardez donc ce qui se passe en Tunisie et en Egypte. Peut-être que le jour où cette question viendra à l'ordre du jour, comme ils n'y auront pas été du tout préparés, ils ne sauront pas comment s'y prendre, les propositions les plus diverses fleuriront, du coup ils seront profondément divisés, la réaction en profitera, on connaît la suite.

En réalité, chaque question économique, sociale ou politique qui vient sur le tapis est traitée par l'Etat et ses institutions dans le

cadre et conformément au respect de la Constitution en vigueur. C'est le b.a ba que devrait avoir sans cesse à l'esprit chaque militant, absolument rien n'est décidé par l'Etat qui ne s'inscrirait pas dans l'esprit de la Constitution de la Ve République, c'est le pilier de l'Etat, mieux encore, c'est le garant du respect des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, celle des capitalistes, rapports qui sont fondés sur la propriété privée des moyens de production.

Donc la Constitution a pour fonction de permettre aux capitalistes de pouvoir tranquillement exploiter les travailleurs, tout en donnant les moyens à l'Etat de réprimer par la force si nécessaire toute tentative de remise en cause de ces rapports (sociaux) de production. La Constitution, c'est la pierre angulaire de l'ensemble de l'édiffice capitalise. On aura compris qu'on ne peut pas prétendre remettre en cause le système économique capitaliste, sans remettre en cause la Constitution, sans exiger son abrogation.

Si maintenant toutes les revendications économiques, sociales ou politiques ont un rapport avec la Constitution, pourquoi ne pas les faire converger vers cet objectif. C'est étonnant que les champions de l'unité à toutes les sauces n'aient pas pensé que le combat contre la Constitution pourrait constituer le point de convergence de tous les combats en cours, à croire que finalement ils s'en accommodent, non ?

Les prolétariats tunisien et égyptien paient très chers et comptant leur manque de préparation politique, ils n'en sont pas responsables évidemment, la responsabilité il faut la rechercher du côté des partis politiques qui parlent en leur nom, on comprend ensuite pourquoi ils s'en méfient comme de la peste, car ils s'aperçoivent très bien qu'ils sont désarmés politiquement.

Ceci dit, hier je suis allé voir sur les sites Internet du NPA, de LO, du PCF et du PG pour voir s'ils avaient écrit un article sur cette question de modification de la Constitution : pas un mot !

1.2- Paradoxe. Vive la police !

Un millier de personnes, dont de nombreux policiers et des élus, ont manifesté mercredi à Libourne (Gironde) pour protester contre la fermeture du commissariat de police de la ville le 1er septembre prochain.

Pour Jean-Claude Delage, le secrétaire général du syndicat Alliance-Police nationale, venu soutenir les policiers girondins, "*c'est un non-sens de fermer un commissariat de police dans une ville de plus de 20.000 habitants*".

Les policiers libournais ont décidé mercredi de poursuivre leur mouvement consistant, à l'appel de l'intersyndicale SGP-police-FO, Alliance-police nationale, Snipat, SNOP, Alliance-Snapatsi, Synergie Officiers et FPIP, à effectuer un service minimum. (Reuters 09.02)

1.3- C'est plus qu'une sardine qui bloque le port de Marseille.

Les marins CGT de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) ont bloqué mercredi deux passes d'entrée, sud et nord, du port de Marseille, a-t-on appris auprès de la direction portuaire.

Les marins de la SNCM ont tendu en fin de matinée des filins en travers des passes qui desservent les quais passagers et marchandises du port.

Ils dénoncent la réduction du nombre de liaisons entre le continent et la Corse à partir du port de Nice et craignent une suppression de postes au sein de la compagnie maritime.

"*C'est le démantèlement de l'entreprise qui est en jeu avec à la clef un plan social et des atteintes au service public*", a dit à Reuters le secrétaire général CGT des marins, Frédéric Alpozzo.

Il déplore une "*situation d'affrontements*" sur les quais marseillais après les brèves échauffourées qui ont eu lieu entre grévistes et forces de l'ordre.

"*Le préfet considère que ce blocage n'est pas admissible, au regard du droit comme à celui des intérêts de Marseille et de la Corse. Il doit donc être levé sans délai*", a prévenu la préfecture des Bouches-du-Rhône dans un communiqué.

Les marins CGT se sont mis en grève le 31 janvier pour protester contre le choix des autorités portuaires niçoises de limiter le nombre d'escales des navires de la SNCM et de son concurrent Corsica Ferries durant l'été. (Reuters 09.02)

2- Grèce.

Un millier de médecins, pharmaciens et employés du secteur médical en Grèce ont manifesté mercredi en direction du parlement

à Athènes afin de protester contre une réduction des dépenses de santé.

La Grèce consacre chaque année 25 milliards d'euros, soit environ 10% de son PIB, aux dépenses de santé, qui, selon les créanciers du pays, sont gonflées par la corruption et le gaspillage.

D'après des responsables du ministère de la Santé, la Grèce va atteindre cette année son objectif d'économiser 1,4 milliard d'euros dans ses dépenses de santé.

La réforme présentée mercredi au parlement vise à fusionner les régimes de retraite des différents secteurs de la santé et à assouplir les conditions d'exercice de la profession de pharmacien.

Une centaine de médecins campent depuis une semaine devant le ministère de la Santé à Athènes et certains syndicats ont menacé de lancer une grève illimitée. Les pharmaciens observent pour leur part des grèves perlées depuis plusieurs semaines. (Reuters 09.02)

Economie.

PSA et Renault ont annoncé mercredi qu'ils rembourseraient en deux fois d'ici avril les deux milliards d'euros restants sur le prêt que l'Etat leur a octroyé en pleine crise.

En marge de la conférence de presse de résultats, le président du directoire de PSA, Philippe Varin, a indiqué que les intérêts du prêt s'étaient montés en tout à 350 millions d'euros sur la période pour son groupe.

"*Je pense que cela a été une opération très bonne pour PSA, c'est clair, mais elle n'a pas été mauvaise non plus pour l'Etat*", a-t-il ajouté. (Reuters 09.02)

Précision, à ceci près que l'Etat a dû emprunté lui-même sur les marchés à un taux d'intérêt supérieur à celui qu'il avait accordé à PSA et Renault, et que si ces entreprises avaient emprunté elles-mêmes sur les marchés, elles auraient déboursé davantage au titre des intérêts. C'est donc bien l'Etat, donc le contribuable, le dindon de cette mauvaise farce.

Haut de page

Le 11 février

La liste des ouvrages complémentaires disponibles dans la page *Défense du marxisme* du site au format pdf (Acrobat Reader) :

- Manuscrits de 1844, Marx
- Critique de l'économie politique, Marx
- L'idéologie allemande, Marx
- La social-démocratie allemande, Marx
- Misère de la philosophie, Marx
- L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, Marx
- La Sainte Famille, Marx
- Les luttes de classes en France 1848-1850, Marx
- La situation de la classe ouvrière en Angleterre, Engels
- Anti-Dühring, Engels

- Que Faire ? Lénine

- Lénine 1924, Trotsky
- La révolution trahie, Trotsky
- La révolution étranglée, Trotsky
- La révolution permanente, Trotsky
- Cours nouveau, Trotsky
- Où va la France ? Trotsky
- Bilan et perspectives, Trotsky
-Leur morale et la nôtre, Trotsky
- Pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? Trotsky

- Syndicat et politique, Kautsky

J'ai téléchargé à nouveau *Le Front unique et le communisme en France - 1922* de Trotsky qui avait été endommagé.

Autres choses.

Je n'interviendrai pas après le show hier soir de La Talonnette sur sa télé, TF1, et puis ma connection est trop lente pour le télécharger.

J'ai retenu de ce que j'ai lu dans plusieurs dépêches ou articles de presse ce matin, l'annonce d'une nouvelle loi répressive ou liberticide à l'encontre des mineurs et la création de 3000 places de prison supplémentaires. J'ai noté également qu'il avait rappelé qu'il était "*un être humain*" peut-être parce qu'on serait de plus en plus nombreux à en douter au regard de sa politique ultra réactionnaire destinée à satisfaire les besoins du gang du Fouquet's dont il est le représentant.

Plus intéressant, il y a 3 jours en différé j'ai regardé un numéro de l'émission *Un oeil sur la planète* diffusée sur TV5Monde Asie, qui était destinée à la Corée du Sud. Le PIB de la Corée du Sud a été multipliée par 400 en 50 ans, le niveau de vie moyen de ses habitants est comparable à celui de l'Italie, elle est 13e au classement des puissances mondiales et est en passe de détrôner la France à la 7e place des pays exportateurs. Il lui a fallu à peine 15 ans pour réaliser un TGV made in Corea ou des centrales nucléaires.

Ce pays abrite le plus grand complexe industriel et électronique privé du monde, Samsung, qui a lui seul emploie plus de chercheurs que la totalité du CNRS en France, il a même créé des villes entières (8) dans lesquels ces dizaines de milliers de salariés habitent, avec toutes les infrastructures que l'on trouve habituellement dans une ville, hôpitaux, écoles, complexe sportif, etc.

Les Coréens travaillent en moyenne 12 heures par jour généralement 6j/7 et s'ils ont des vacances, ils les prennent rarement pour ne pas déplaire à leur hiérarchie. Le journaliste précisait qu'ils travaillaient 40% de plus qu'un travailleur français, soit 80% de plus qu'un travailleur indien qui travaille bien 8h par jour 6j/7, mais dont le rendement ou la productivité est divisée par deux par rapport à un travailleur français. La contrepartie : la Corée du Sud est championne du monde du taux de suicide par habitant, normal quand on est livré à tel degré d'esclavagisme.

Ils ont montré un bref aperçu des dernières inovations high-tech à couper le souffle dans le domaine électronique qui trouveront des applications très variés, ils ont manifestement des années d'avance sur tous leurs concurrents, ils ambitionnent de s'attaquer au marché européen et américain après avoir littéralement envahi le marché asiatique.

Deux exemples très rapidement. Le premier dans le domaine médical, vous vous installez à l'endroit que vous indique votre médecin face à ce qui ressemble à une glace qui couvre un mur entier, sous vos pieds nus dans le sol se trouve des capteurs, vous voulez savoir quelle est la température de votre corps, votre pression artérielle, etc, vous posez la question à l'ordinateur et la réponse s'affiche instantément sur cette glace qui se transforme en un immense écran. Plus fort encore si je puis dire, un employé de Samsung, évidemment, tiens dans la main gauche une tablette numérique, il passe la main droite sur son écran et d'un mouvement du bras projette instantanément son contenu sur la même glace que précédemment et son contenu s'affiche dessus, je suis resté scotché en voyant cela, c'est quasiment la totalité de la technologie que l'on utilise aujourd'hui qui est déjà dépassée et sera bientôt osolète.

Complément à l'article que j'ai mis en ligne hier à la mi-journée.

Dans quel état d'esprit s'inscrivait le communiqué du POI du 5 février ?

Un futur gouvernement qui voudrait rompre avec la politique antisociale de ses prédécesseurs ne le pourrait pas si le projet de modification de la Constitution annoncé par Sarkozy était adopté. Que signifie une telle affirmation ? Plusieurs choses,

Tout d'abord faudrait-il encore qu'un tel gouvernement ait l'intention de mettre en oeuvre une autre politique que ses prédécesseurs au lieu de la poursuivre comme c'est le cas chaque fois. Une pure invention du POI.

De plus, il suffirait que le gouvernement annonce une mesure sociale importante pour que les agences de notation le rappelle à l'ordre et qu'il fasse marche arrière immédiatement.

Comment le POI peut-il envisager l'existence d'un tel gouvernement, alors que les partis (ou leurs dirigeants) qui sont susceptibles de parvenir au pouvoir ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes, prétendraient-ils que ces partis ou leurs dirigeants auraient changé qu'il ne s'y prendrait pas autrement, ce que nous récusons évidemment. Voilà pour ce qui est du soutien au PS et ses satellites.

A moins que ce gouvernement en question soit composé par le POI ou qu'il figure dans une coalition au pouvoir, ce qui signifierait ouvertement que le POI n'aurait jamais eu l'intention de rompre avec la Constitution, puisqu'il se plaint déjà qu'elle l'empêcherait de gouverner comme il le souhaiterait et qu'il n'y pourrait rien, la faute en viendrait à cette foutue Constitution dont il serait incapable de se débarrasser ou plus exactement ne souhaiterait pas se débarrasser, comme Morales en Bolivie ou les autres chefs d'Etat d'Amérique latine dits de gauche qui en ont déjà fait la démonstration, et qui finalement s'accommodent très bien des institutions en place.

Ensuite cela signifie que le POI pourrait très bien s'accommoder de la Constitution telle qu'elle existe et du gouvernement en place du moment que ce dernier octroierait quelques miettes aux travailleurs et que la Constitution le permettrait. Il prend ainsi la défense de la Constitution telle qu'elle se présente aujourd'hui contre toute modification qui contribuerait à la rendre encore plus antidémocratique? Exactement de la même manière qu'en 2005 lors de la campagne sur le projet de "Constitution" européenne, Gluckstein en était arrivé en comparaison à vanter les valeurs démocratiques de la Constitution de la Ve République, pour ceux qui s'en souviennent, dans le même registre réactionnaire il avait fait appel à de Gaulle pour défendre les nationalisations.

En 2005 Gluckstein opposait la Constitution de la Ve République au projet de "Constitution" européenne en faisant savoir que la première avait sa préférence, alors que du point de vue des intérêts des travailleurs ni l'une ni l'autre n'étaient acceptables, en 2011, il récidive enopposant la Constitution de la Ve République telle qu'elle existe aujourd'hui à celle qui pourrait exister demain après modification, en faisant savoir bien haut que la première a sa préférence, précisément au moment ou dans tous les pays sonne l'heure du combat pour l'abolition de la Constitution et des institutions antidémocratiques en place.

Autrement dit dans les deux cas, il s'est placé sur un terrain de classe qui n'est pas et qui ne peut pas être celui de la classe ouvrière, le PT et le POI ont pris la défense de la Constitution de la Ve République avec laquelle il appelle les autres partis à rompre, car en donneurs de leçons ses dirigeants ne doutent décidément de rien. Voilà comment le POI soutient le régime en tenant un double langage qui ne trompera que les plus naïfs ou ceux qui veulent bien se laisser tromper. J'ai développé cette argumentation dans mon article, il est disponible dans le site pour ceux que cela intéressent.

Politique.

1- Tunisie.

Les autorités tunisiennes ont annoncé jeudi l'arrestation d'un groupe armé lié à des proches de l'ex-président Zine Ben Ali et auquel sont imputés des accrochages meurtriers survenus la semaine dernière dans la ville du Kef, dans le nord du pays. (Reuters 10.02)

2- Soudan.

Une dirigeante du parti d'opposition soudanais Umma, Mariam Al-Mahdi, a été arrêtée jeudi 10 février à Khartoum, selon son parti. Elle s'apprêtait à réclamer la libération de Soudanais arrêtés après des manifestations antigouvernementales il y a dix jours.

Cette arrestation s'inscrit dans un contexte de durcissement du pouvoir face à l'opposition. Des manifestations, localisées mais bruyantes, ont éclaté à Khartoum et dans d'autres villes du nord du Soudan fin janvier, à l'appel d'étudiants mobilisés via Internet, pour réclamer un changement de régime, plus de libertés et la fin de la hausse des prix. (Lemonde.fr 10.02)

Social.

1- France.

1.1- Mobilisation hier des enseignants.

Près de 17 % des enseignants des premier et second degrés étaient en grève, dans toute la France, selon une estimation du ministère de l'éducation.

Dans le premier degré, le taux de grévistes atteignait 18,86 %, avec des professeurs des collèges plus mobilisés (20,32 %) que ceux des lycées généraux et technologiques (9,89 %) et des lycées professionnels (8,69 %). Dans le second degré, 14,91 % des enseignants faisaient grève.

L'opposition aux suppressions de postes prend une ampleur grandissante, à l'heure où chaque établissement est en train de connaître le sort qui lui sera réservé en septembre. Le sujet est si sensible que les écoles primaires ne connaîtront leur destinée qu'après les élections cantonales de mars.

Fait inhabituel, la Fédération de parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) vient de dire pour la première fois son '*inquiétude*' à ce sujet. Comme en 2010, 80 % des Français jugent que cette politique est '*une mauvaise chose*', selon un sondage CSA pour le SNUipp-FSU premier syndicat du primaire , rendu public mercredi.

Un appel unitaire est déjà lancé pour une journée de manifestations le samedi 19 mars. (Lemonde.fr 10.02)

1.2- Il faut savoir terminer une grève !

La grève qui perturbait fortement l'activité dans les ports a été suspendue jeudi avant des négociations que chacun espère décisives la semaine prochaine. Négociations

«*L'ensemble des parties sont tombées d'accord pour engager des négociations du mardi 15 février au jeudi 17 février*», a annoncé la très majoritaire fédération CGT des ports et docks, reçue la veille par l'Union des ports français (UPF), un organisme sous tutelle de l'Etat.

«*Ce sont les ports français qu'on assassine (...) en poussant les entreprises à aller vers d'autres ports étrangers*», avait tonné mercredi le secrétaire d'Etat aux Transports Thierry Mariani devant les députés.

Le ton est également monté cette semaine entre partenaires sociaux: la patronne du Medef Laurence Parisot a accusé la CGT de «*meurtre économique*», une déclaration qualifiée de «*provocation odieuse*» par B. Thibault. (20minutes.fr 10.02)

A travers le langage guerrier de Mariani qui se situe à l'extrême droite de l'UMP et de Parisot, on assiste une fois de plus à la criminalisation de la grève par le gouvernement et le Medef, et il est précisé que la veille l'Union des industries chimiques de Rhône-Alpes avait réclamé «*un service minimum*» dans les ports, comme à l'école ou dans les transports, la tentation est grande de restreindre le droit de grève, à défaut de pouvoir l'abolir.

Il a suffit que la réaction lève le ton pour que les dirigeants de la CGT s'exécutent sans rien avoir obtenu, alors qu'il aurait fallu faire l'inverse en se servant de ses déclarations.

2- Grèce.

Le chômage en Grèce a battu un nouveau record à 13,9% en novembre 2010 et l'inflation a bondi de 5,2%. (AP 10.02)

3- Maroc.

Un millier de manifestants sont descendus jeudi dans les rues de la capitale marocaine pour réclamer des emplois dans la fonction publique.

Avant le début de la manifestation, le ministre marocain de la Communication, Khalid Naciri, a fait valoir que le gouvernement faisait preuve de "*beaucoup de bonne volonté*" en s'efforçant de résoudre rapidement la question des diplômés sans emploi.

Le Maroc voit se dérouler une vingtaine de manifestations nationales par jour, a-t-il dit à des journalistes en parlant à ce propos de "*moyenne normale*". "*C'est un indicateur qui nous rassure*", a-t-il ajouté.

Hdidou a déclaré qu'un conseiller du Premier ministre et un haut responsable de la préfecture de Rabat avaient demandé jeudi aux différents groupes de repousser la date limite au 1er mars. "*Les dirigeants des groupes étudient la marche à suivre avec les adhérents. Pour nous, ce n'est qu'une promesse vide de plus*", a-t-il dit.

Le gouvernement n'a pas été en mesure de stimuler l'économie marocaine liée à l'agriculture dans une mesure suffisante pour créer la moitié des 250.000 emplois qu'il a promis dans les secteur public et privé durant les cinq années allant jusqu'à 2012, selon des statistiques officielles.

Le budget 2011 prévoit la création de 18.700 emplois dans le secteur public. Le taux de chômage tourne autour de 9%, mais il se situe aux environs de 18% parmi les diplômés - chiffres que des analystes indépendants jugent inférieurs à la réalité. (Reuters 10.02)

4- Brésil.

«*Ça va faire mal* ». C'est en ces termes que le ministre des Finances brésilien Guido Mantega a annoncé, mercredi, le plan de coupes budgétaires, première décision importante du mandat de Dilma Rousseff, au pouvoir depuis le 1er janvier.

Le message est clair : hormis les programmes sociaux et les investissements du gouvernement, la réduction de 50 milliards de reais (30 milliards de dollars) par rapport au budget approuvé par le Congrès fin 2010, devrait toucher les dépenses de fonctionnement de tout l'appareil public. Ainsi les concours pour les recrutements de fonctionnaires seront suspendus cette année. Les dépenses en voyages devront être réduites de moitié et les administrations n'auront ni le droit d'acquérir de nouveaux véhicules ni de nouveaux locaux.

Dans le cadre de cet effort budgétaire, le gouvernement veut limiter la hausse du salaire minimum. Alors que ce dernier était de 510 reais (224 euros) en 2010, le gouvernement souhaite le relever à 540 ou 545 reais (237 à 239 euros), alors que les syndicats plaident pour 580 reais (255 euros). La différence est considérable pour les comptes publics : elle touche non seulement 27 millions de salariés, mais aussi 18,5 millions de retraités, dont la pension est indexée sur le salaire minimum. (Lefigaro.fr 10.02)

Economie.

1- France.

La France était encore le quatrième exportateur mondial de la planète en 2005, derrière l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon selon les statistiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais depuis lors, elle s'est fait dépasser par la Chine, puis par les Pays-Bas, et sur les trois derniers mois, nos exportations mensuelles sont régulièrement inférieures à celles de la Corée du Sud, nous fait-on remarquer à l'institut de conjoncture COE Rexecode.

En France les sociétés exportatrices sont à peine 900.000 aujourd'hui, un chiffre qu'il faut multiplier par deux et demi en Allemagne. C'est d'autant plus inquiétant et paradoxal que près des deux tiers de nos exportations se font dans l'Union européenne. Cela devrait favoriser normalement les PME françaises alors que le marché européen ne comporte aucune barrière douanière et qu'il est administrativement parlant aussi facile de vendre en Italie ou au Royaume-Uni qu'en Auvergne et en Bretagne. (Lefigaro.fr 10.02)

2- Portugal.

Le rendement de la dette portugaise à dix ans a atteint jeudi un niveau sans précédent depuis la création de l'euro, les investisseurs s'interrogeant sur la capacité des pays européens à se mettre d'accord sur une solution globale à la crise de la dette.

Le rendement de l'emprunt portugais à dix ans a atteint 7,656% tandis que la prime réclamée par les investisseurs pour en détenir plutôt que des Bunds allemands à même échéance a augmenté à 440 points de base. (Reuters 10.02)

3- Etats-Unis.

Le déficit budgétaire des Etats-Unis s'est creusé à 49,80 milliards de dollars en janvier, a annoncé le Trésor jeudi.

Sur l'exercice en cours, le déficit totalise 419 milliards de dollars contre 431 milliards sur la période comparable de l'exercice précédent.

Les recettes ont totalisé 227 milliards de dollars en janvier contre 205 milliards en janvier 2010 et les dépenses 276 milliards contre 248 milliards. (Reuters 10.02)

4- Sport business. L'opium du peuple.

Selon une étude du cabinet Deloitte, les vingt clubs de football les plus fortunés ont généré plus de 4 milliards d'euros en 2009-2010. Pour la sixième année consécutive, le Real Madrid est le club le plus riche de la planète. (Lefigaro.fr 10.02)

Société.

Mille radars supplémentaires vont être installés sur les routes de France d'ici à 2012 et le procès-verbal électronique sera généralisé, a annoncé jeudi le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux.

Il a souligné que les policiers et gendarmes seraient équipés en 2011 de 24.000 terminaux embarqués dans leurs véhicules, de façon à généraliser le "PV électronique".

Les préfets pourront désormais immobiliser ou mettre en fourrière les véhicules des conducteurs ayant eu "un comportement particulièrement dangereux" plutôt que de les laisser reprendre le volant dans l'intervalle les séparant de leur condamnation par la justice, a-t-il dit.

De même, les possibilités de rétention et de suspension du permis de conduire seront étendues tandis que la durée d'une suspension administrative de permis de conduire passera de six mois à un an dans le cas des infractions les plus graves. (Reuters 10.02)

Haut de page

Le 12 février

J'ai appris la chute de Moubarak par un flash spécial sur TV5Monde Asie à 22h30, soit 18h chez vous en France.

En regardant *Thalassa* (en différé), j'avais appris 2h30 plus tôt que Moubarak avait quitté Le Caire pour Charm el-Cheikh, je m'étais dit alors qu'il préparait sa fuite sans en être tout à fait certain. Je regardais la télé un peu distrait en me demandant sans cesse s'il avait quitté Le Caire pour laisser l'armée nettoyer la place Tahir ou pour quitter le pays. Je n'avais pas fait attention au contenu des dernières dépêches que j'avais lus, dont certaines mentionnaient que des millions d'Egyptiens étaient déjà dans les rues de toutes les grandes villes du pays, or dans ce cas-là, il était devenu impossible de faire intervenir l'armée. Quand j'ai appris la nouvelle, je n'ai pas été vraiment surpris, par contre j'ai immédiatement essayé de comprendre ce qui s'était réellement passé.

Vous ne le savez peut-être pas, mais les dernières jours, les agences de presse ou les médias fournissaient des informations contradictoires sur la situation en Egypte. Quand l'une parlait de dizaines de milliers de manifestants, l'autre évoquait des centaines de milliers, la troisème précisait qu'ils étaient des millions à être descendus dans la rue, entre des milliers et des millions il y a une sacrée marge et cela ne signifie pas vraiment la même chose, on n'en tire pas les mêmes conclusions.

Cela dit voilà les réflexions que je me suis faites ce matin. A l'heure où j'ai écrit ces lignes, Moubarak est parti, mais c'est l'armée qui détient tous les pouvoirs, elle a suspendu les institutions mais pas les partis. Cela ressemble à un coup d'Etat militaire dont on ne connaît pas encore la portée, ce sont les événements des prochaines heures et des prochains jours qui nous permettront de le préciser.

Question : Pourquoi l'armée (où la police) n'a pas (pour le moment) réprimé dans un bain de sang la révolution tunisienne et le soulèvement révolutionnaire égyptien ? Pour au moins cinq raisons :

1- Parce qu'il est toujours difficile d'affronter tout un peuple qui se soulève, improbable d'en contrôler les conséquences souvent imprévisibles, cela pouvait conduire à une radicalisation ou un approfondissement de la révolution, ce qui n'était évidemment pas souhaitable de leur point de vue ;

2- Parce que l'armée ne pouvait pas être totalement insensible à la misère de ces peuples et qu'elle était elle-même divisée sur la conduite à adopter face au soulèvement de tout un peuple ;

3- Par crainte de mettre en porte-à faux l'armée sur laquelle reposent d'autres régimes déjà fragilisés ou en crise, de révéler aux travailleurs du monde entier le rôle de l'armée comme garant du maintien en place de l'ordre qu'ils combattent et qu'ils veulent renverser, les monarques ou les dictateurs se retrouveraient soudain pour ainsi dire tout nus ! Et puis cela pourrait avoir pour conséquences de créer des divisions au sein même des armées de ces pays-là, donc de fragiliser encore plus ces régimes corrompus et haïs des masses comme nous l'avons souligné plus haut.

4- Parce que l'impérialisme (américain principalement) n'était pas dans une situation particulièrement favorable pour soutenir un tel processus, du fait de la crise du capitalisme qui continue de sévir sur tous les peuples, il s'agissait de limiter la casse et d'éviter que des répercussions économiques et sociales compliquent encore la situation et la tâche du gouvernement de transition mis en place à la hâte, sachant qu'une terrible crise sociale sévit déjà depuis de longues années ;

5- Pour finir, ils pouvaient craindre que cela aurait des répercussions politiques dans des pays déjà en proie à une crise politique déclarée ou larvée, comme c'est le cas en France et dans de nombreux pays de l'Union européenne, où la légitimité des régimes en place est remise en cause ou pourrait l'être violemment à la moindre étincelle.

Il ne faudrait pas non plus que que tous ces régimes ayant côtoyé assidûment les dictateurs tunisien et égyptien et qui se parent d'un vernis démocratique, révèlent tout d'un coup leur véritable nature ; tant que le voile de l'illusion persiste, c'est toujours du temps de gagner. D'autant plus qu'à l'époque d'Internet, il leur serait difficile de cacher à tous les peuples ce qui se passerait dans ces pays dans le cas d'un bain de sang réalisé par l'armée.

Un autre sujet. Deux lignes politiques distinctes antinomiques et inconciliables.

L'une opportuniste consiste à capituler devant l'ordre établi, les institutions et le capital, l'autre est conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, au marxisme ou au socialisme :

1- Prétendre que ce serait le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes qui imposeraient leur diktat au gouvernement dirigé par Papandréou (PASOK) ou à un gouvernement d'un autre pays, consiste à minorer, voir à nier la responsabilité du gouvernement qui en est le complice, c'est donc soutenir le régime, donc finalement les mesures exigées par le FMI et l'Union européenne que le gouvernement en serviteur zélé du capital applique à la lettre, c'est une capitulation devant le capital. C'est donc se situer sur le terrain des ennemis de la classe ouvrière, de la contre-révolution.

2- Prétendre l'inverse, que dans le cas présent le gouvernement a le choix de la politique qu'il entend conduire, que le gouvernement Papandréou est complice du FMI et de l'Union européenne, condamner et combattre à la fois la politique antisociale qu'il met en oeuvre et les institutions, c'est au contraire se situer sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière qui rejette à la fois le gouvernement et sa politique, le FMI et l'Union européenne, le salut des travailleurs étant suspendu à leur mobilisation révolutionnaire pour abolir la Constitution et liquider les institutions politiques au service du capital...

Explication.

1- Prétendre que le gouvernement n'aurait pas le choix de sa politique, alors que c'est totalement faux, dessert notre cause et entretient la confusion sur la véritable nature des partis dits socialistes, cela revient à camoufler leur véritable nature : réactionnaire, capitaliste ou bourgeoise, au lieu de démasquer ou de mettre en lumière l'escroquerie politique qui consiste à parler au nom des travailleurs et du socialisme, tout en mettant en oeuvre une politique contraire à leurs intérêts et en les combattant pour le compte du capital.

2- Cela sous-entend s'il n'a pas le choix de sa politique, que dans d'autres circonstances le même parti et le même gouvernement pourraient appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs, ce qui ne sera jamais le cas évidemment, pure illusion ou grossier mensonge. Cette opération consite donc à épargner et soutenir ce parti, c'est une imposture qui a pour seul objectif de tromper les travailleurs pour que finalement la société demeure en l'état.

3- Le fait de démasquer ces partis devant les travailleurs et de mettre en avant que les partis dits socialistes sont des partis totalement inféodés au capital, présente l'avantage de pouvoir expliquer aux travailleurs et jeunes que le socialisme c'est autre chose, que ces partis sont totalement étrangers au socialisme, et que s'ils continuent à s'en réclamer, c'est justement pour les dégoûter ou les détourner du socialisme qui représente le seul danger pour le système capitaliste et ses institutions politiques, la seule issue à la crise du capitalisme qui conduit chaque jour un peu plus le monde au chaos et à la barbarie.

4- Ceux qui prétendent défendre l'indépendance des organisations et des partis politique de la classe ouvrière sont par ailleurs les mêmes qui oeuvrent en réalité sournoisement, mais méticuleusement, à détourner les travailleurs de la politique ou à détruire la confiance que les travailleurs seraient susceptibles d'accorder à un ou des partis politiques, lorsqu'ils prétendent qu'un parti se réclamant du socialisme n'aurait finalement aucun pouvoir, en tout cas pas celui de s'opposer au FMI et à l'Union européenne, car dans ce cas-là, à quoi bon soutenir un parti, y adhérer si finalement il n'aura pas le pouvoir de satisfaire nos revendications sociales et politique et de changer la société.

5- Prétendre que, si « *l'obligation d'équilibre des finances* » (projet de Sarkozy) figurait demain dans la Constitution de la Ve République « *la majorité sortie des urnes serait contrainte par la Constitution de s'en tenir aux plafonnements de dépenses publiques* » (communiqué du POI du 5 février), c'est prétendre qu'elle serait dans la même situation que le malheureux Premier ministre grec, c'est mettre en œuvre la ligne politique contre-révolutionnaire énoncée plus haut.

Une telle « *majorité* » serait mis devant le fait accompli, elle n'y serait pour rien et finalement elle n'aurait pas d'autre choix que de poursuivre la politique de son prédécesseur au service des capitalistes, on ne pourrait pas lui en couloir ce n'est pas elle qui a modifié la Constitution. Franchement camarades, qui aurait l'idée d'en vouloir à la majorité PS-PCF en 1981 d'avoir poursuivi la politique de l'UDF-UDR, n'étaient-elles pas elle aussi pieds et mains liés par la politique de leurs prédécesseurs au pouvoir, par cette foutue Constitution bonapartiste et antidémocratique ? Reliez donc cela aux démarches (front unique) du POI en direction de ces partis et vous aurez tout compris sur la nature de ce parti et les réelles intentions de ses dirigeants.

Mais au fait, ces capitulards ont oublié une chose importante : une fois au pouvoir, une majorité peut décider par décret de modifier la Constitution, là n'est pas notre propos évidemment, elle peut parfaitement l'abolir, c'est déjà mieux, non ? Qu'est-ce qui l'en empêcherait sinon qu'elle est entièrement subordonnée au régime en place ? Pourquoi cette importante précision à destination des travailleurs et des militants ne figure-t-elle pas dans ce communiqué, alors que c'était son objet ? Si demain le POI parvenait au pouvoir ou qu'il faisait partie d'une coalition au pouvoir, cela signifie-t-il qu'il respecterait la Constitution ?

J'étais parti pour une causerie et voilà que c'est devenu plutôt un article, du coup je l'ai mis en ligne au format pdf (Acrobat Reader). Je procèderai ainsi dorénavant chaque fois qu'une causerie sera circonscrite à un thème précis et dépassera une page.

Politique.

1- Algérie. Jamais 2 sans 3 : Bouteflika dégage !

Six personnes ont été interpellées vendredi 11 février à Alger alors qu'elles participaient à un rassemblement pour saluer la chute de Hosni Moubarak. Une grande manifestation pour '*changer le système*' en Algérie est prévue samedi dans la capitale.

A moins de vingt-quatre heures d'une marche de la Coordination nationale pour la démocratie et le changement (CNDC), qui réclame le "*départ du système*", les renforts de police se sont déployés en nombre dans le centre d'Alger.

Le président du RCD, Saïd Sadi, a confirmé que les autorités "*étaient en train d'encercler la capitale*" pour empêcher d'éventuels manifestants venant d'autres régions de rejoindre Alger. "*Les trains sont interdits d'accès à Alger et les transports en commun sont en train d'être bloqués*", a-t-il dit.

Selon Saïd Sadi, les autorités ont décidé de dépêcher 10 000 policiers à Alger, qui s'ajouteront aux 20 000 déjà déployés le 22 janvier pour la marche du RCD, interdite puis bloquée par les autorités. "*D'importantes quantités de grenades lacrymogènes ont été déchargées dans la nuit de dimanche à lundi au port d'Alger*", a ajouté M. Sadi. (Lemonde.fr 11.02)

2- Jordanie.

Plusieurs centaines de Jordaniens sont descendus dans la rue vendredi à Amman pour deux manifestations séparées, l'une demandant la démission du nouveau Premier ministre et l'autre appelant au départ du président égyptien Hosni Moubarak.

Quelque 400 militants de gauche ont demandé la démission du nouveau Premier ministre Marouf al-Bakhit, et réclamé le droit d'élire le chef du gouvernement.

Ailleurs dans la capitale jordanienne, quelque 400 partisans des Frères musulmans ont demandé le départ du président égyptien, scandant "*Hosni Moubarak, dégage, le monde arabe est en feu*". (AP 11.02)

Social.

1- France.

Au lendemain de l'intervention télévisée du chef de l'Etat, le monde judiciaire restait mobilisé vendredi. La quasi-totalité des juridictions ont voté le report des audiences comme à Paris où magistrats et greffiers ont décidé de les suspendre jusqu'à mardi, dans l'attente des résultats de la rencontre entre syndicats et Chancellerie prévue lundi. (AP 11.02)

2- Bolivie.

Le président bolivien Evo Morales a quitté jeudi brutalement la ville d'Oruro (sud du pays), après avoir été chahuté par des manifestants qui protestaient contre la hausse des prix en allumant de la dynamite.

Evo Morales a annulé sa participation à la manifestation de jeudi pour rentrer à La Paz face à la colère des manifestants de cette ville minière, qui dénonçaient les prix de l'alimentation et la pénurie.

Ils manifestaient particulièrement contre le doublement du prix du sucre après la levée des subventions du gouvernement.

La popularité de Morales a chuté depuis qu'il a tenté de lever les subventions sur l'essence, la farine et le sucre en décembre dernier. Il a finalement abandonné son projet mais a mis un terme au contrôle des prix sur le sucre. (AP 11.02)

Economie.

1- France.

Total, La compagnie pétrolière française Total a dégagé en 2010 un bénéfice net de 10,3 milliards d'euros, en hausse de 32% sur un an, dopé par la remontée des cours du pétrole, a expliqué la direction dans un communiqué. (Lefigaro.fr 11.02)

2- Grèce.

Les objectifs de privatisation du pays ont été relevés à 50 milliards d'euros d'ici 2015, dont 15 milliards d'ici 2013 au lieu de 7 milliards initialement annoncé, ont indiqué vendredi les représentants de la '*troika*' rassemblant les créanciers de la Grèce (le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes).

Ces privatisations entrent dans le cadre des réformes structurelles '*nécessaires*' que le pays doit '*accélérer*' et '*étendre*' pour parvenir à tenir ses objectifs, ont prévenu les représentants des trois organismes en plaidant pour un 'élan décisif' de la refonte de l'économie du pays.

Ils ont cité une réforme de l'administration fiscale pour mieux lutter contre la fraude fiscale, la restructuration du secteur bancaire, et le contrôle des dépenses publiques notamment dans le secteur de la santé. (Lemonde.fr 11.02)

Prétendre que ce serait le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes qui imposeraient leur diktat au gouvernement dirigé par Papandréou (PASOK), consiste à minorer, voir à nier la responsabilité du gouvernement qui en est le complice, c'est donc soutenir le régime, donc finalement les mesures exigées par le FMI et l'Union européenne que le gouvernement en serviteur zélé du capital va appliquer, c'est une capitulation devant le capital. C'est donc se situer sur le terrain des ennemis de la classe ouvrière.

Prétendre l'inverse, que le gouvernement Papandréou est complice du FMI et de l'Union européenne, condamner et combattre à la fois la politique antisociale qu'il met en oeuvre et les institutions, c'est au contraire se situer sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière qui rejette à la fois le gouvernement, le FMI et l'Union européenne, son salut étant suspendu à l'abolition de la Constitution et des institutions politiques au service du capital.

Haut de page

Le 13 février

Si j'en trouve le temps et l'énergie, demain ou dans quelques jours on apportera quelques précisions sur la situation en Tunisie et en Egypte, car on ne peut pas se satisfaire des articles actuellement à notre disposition, tout comme on ne peut pas se borner à suivre l'actualité politique au quotidien, on doit analyser les rapports entre les classes et caractériser précisément les évènements des dernières semaines ainsi que ces régimes et ces Etats avant, pendant et après.

On entend parler de révoltes ou de soulèvements populaires, de révolutions, de révolutions populaires, prolétariennes, sociales, politiques, démocratiques bourgeoises, ce n'est pas la même chose, qu'en est-il en réalité, nous tenteront de répondre à cette question et bien d'autres, à partir des éléments en notre possession. Si sur Internet vous tombez sur des témoignages intéressants, des prises de positions de partis dans ces pays, adressez-les moi, pas de documents vidéos car ma connection Internet est trop lente pour les télécharger.

Comme exercice aujourd'hui, un extrait d'un article du site Lepoint.fr d'hier :

"*C'est fou ce que les États démocratiques, coincés entre, d'une part, la bien-pensance de leurs élites et, d'autre part, le réalisme qu'impose la géopolitique à n'importe quelle grande puissance, peuvent être maladroits avec les peuples qui se révoltent contre les régimes autoritaires dont on pensait que, par fatalisme, ils avaient accepté une fois pour toutes le joug. Les soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte viennent d'en administrer la preuve. Elle n'est pas à l'avantage de Sarkozy. Elle l'est encore moins à celui d'Obama.*"

Comme c'est joliment dit, enrobé, voilà des "*États démocratiques*" qui seraient "*coincés*", voyez-vous cela, eux aussi ils nous font le coup du "*piège*", n'y aurait-il pas plutôt une contradiction entre la caractérisation de ses Etats prétendument démocratiques et ce qu'ils sont véritablement ? Chut ! il ne faut pas brocarder le peu de démocratie qu'il resterait encore en France par crainte que le peuple découvre la vérité, le régime (et ses valets) en a besoin pour assurer sa stabilité politique et continuer de tromper les travailleurs.

Quant à penser que les peuples pourraient supporter indéfiniment une dictature ou être réduits à l'état d'esclaves, c'est se leurrer, chacun le sait parfaitement, et si les dirigeants au pouvoir font semblant d'y croire c'est tout simplement parce qu'ils n'ont jamais qualifié la Tunisie et l'Egypte de dictatures, car à ce compte-là il leur faudrait avouer qu'ils sont loin d'être les seuls pays dans ce cas-là dans le monde, notamment parmi tous les pays avec lesquels ils commercent et entretiennent des relations amicales, cela risquerait de leur retomber dessus politiquement.

Une fois mis devant le fait accompli, "*rendant visite à Washington à son collègue Robert Gates, Alain Juppé, ministre de la Défense*, n'a-t-il pas dû reconnaître la main sur le coeur "*Nous avons tous sous-estimé l'exaspération des populations. Peut-être parce qu'une certaine forme de statu quo nous arrangeait.*", avant d'ajouter : "*Nous avons prêté une oreille trop indulgente aux*

régimes en place.", pensez-vous, histoire de faire oublier le soutien accordé au dictateur Bongo, par exemple, après avoir reçu Kadhafi en grande pompe, un autre grand démocrate assurément ! Chut, business is business !

Ce sont les peuples tunisien et égyptien debout qui ont chassé du pouvoir les dictateurs Ben Ali et Moubarak et personne d'autres, et surtout pas les dirigeants qui sont à la tête d'Etats qui n'ont de démocratique que le nom, la forme, mais pas le contenu.

On devrait peut-être parler de dictatures démocratiques à propos de tous les Etats présentant de près ou de loin les mêmes caractéristiques que la France, cela permettrait de mettre en relief à travers cet oxymore que la démocratie est une peau de chagrin dans ces vieilles Républiques minées par la corruption et le pouvoir de l'argent, où les inégalités et les injustices sont le lot quotidien de la population, comme dans toute dictature. Car le problème est de donner un contenu précis à cette démocratie, pour qui, quelle classe, qui en profite vraiment...

La démocratie peut-elle s'épanouir dans des Etats où c'est la minorité qui impose sa volonté à la majorité ? La réponse est non évidemment. Dès lors il faut poser la question de la nécessité de renverser ces Etats afin que la majorité détienne le pouvoir, ainsi la politique qu'elle sera amenée à mettre en oeuvre correspondra effectivement aux besoins de la majorité, conditions sans lesquelles la démocratie demeurera limitée, étriquée, baffouée, en devenir, un leurre quoi.

Politique.

1- France.

1.1- Pas de "***divergences de fond***" entre les différents courants du PS.

"*Il faut en finir avec cette idée qui voudrait qu'il y ait des divergences de fond entre Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn*", déclare Vincent Peillon, député européen, dans un entretien publié samedi dans Le Monde.

"*Certes, leurs personnalités sont différentes, et leurs responsabilités aussi. Mais ils ont toujours suivi la même ligne politique*", ajoute-t-il. "*Situer Dominique Strauss-Kahn à la droite du PS, c'est une curiosité pour ceux qui en connaissent l'histoire.*" (Reuters 12.02)

Vous nous tendez la perche monsieur Peillon : Si Strauss-Kahn ne se situe pas à la droite du PS, c'est bien qu'ils sont tous à droite !

1.2- Lagarde au tapis !

Christine Lagarde devrait avoir à se défendre dans les prochains jours. D'après un document que Marianne2.fr s'est procuré, la Cour des comptes a ouvert un recours qui remet en cause la procédure par laquelle Bernard Tapie a reçu quelque 220 millions d'euros de la part de l'État en septembre dernier, dans le cadre de l'affaires qui l'opposait au Crédit Lyonnais - alors banque publique - sur la vente d'Adidas en 1993.

Selon ce document, ce n'était pas à l'État - et donc aux contribuables français- de payer cette somme à l'homme d'affaires. Pour rappel, lors de cette affaire, un organisme public, baptisé CDR pour Consortium de réalisation, a été créé et chargé de gérer le passif du Crédit Lyonnais. L'Établissement public de financement et de restructuration (EPFR), qui chapeaute le CDR, étant placé sous la tutelle de Bercy.

«*La rédaction actuelle du protocole (...) ne permet pas de fair bénéficier le Crédit Lyonnais de la garantie du CDR pour les contentieux relatifs au groupe Bernard Tapie*», peut-on lire dans le recours.

Ce document a été présenté mardi 8 février dernier aux députés de la Commission des Finances. Il a eu «*l'effet d'une bombe*», relate Marianne2. En effet, ces députés ont été écartés dans ce dossier, alors qu'ils auraient du légiférer. Le gouvernement aurait du saisir le Parlement: il a donc un «défaut d'autorisation législative».

En réalité, c'est Christine Lagarde qui a elle-même validé la décision: «*J'ai examiné tous les aspects juridiques du dossier et en conscience, je l'assume parfaitement, je pense que c'était la bonne décision dans l'interêt de l'Etat*», avait-elle dit sur Radio classique en septembre dernier. (Lefigaro.fr 12.02)

2- Yémen.

La police yéménite s'en est prise à coups de matraque aux manifestants qui célébraient dans les rues de Sanaa la démission du raïs égyptien Hosni Moubarak, réclamant le départ du président yéménite.

Des bus ont amené des membres du parti au pouvoir, équipés de tentes, de vivres et d'eau, pour occuper la place de Sanaa également nommée Tahrir (place de la Libération), comme celle qui fut l'épicentre de la révolution égyptienne, afin d'éviter

que les manifestants yéménites ne s'y installent pour faire comme les Egyptiens. Quelque 5.000 policiers et partisans du gouvernement s'y sont installés.

Selon des témoins, la police, y compris des officiers en civil, ont chassé des milliers de personnes de la place principale de Sanaa vendredi soir, alors que les manifestants déchiraient des affiches du président Ali Abdullah Saleh et hurlaient des slogans réclamant sa démission immédiate. (AP 12.02)

Social.

1- France. Les voleurs, prédateurs, parasites...

Le PDG du groupe de construction Vinci Xavier Huillard a empoché plus de 635.000 euros en exerçant des stock-options et en cédant immédiatement les actions ainsi acquises, selon des avis consultables samedi sur le site de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Le 4 février, M. Huillard a exercé l'option dont il disposait et qui l'autorisait à acheter 35.000 actions Vinci au prix unitaire de 24,195 euros. Il a ainsi déboursé 846.825 euros.

M. Huillard les a vendues aussitôt à 42,36 euros, pour 1.482.578 euros. La différence entre prix d'exercice de l'option et prix de vente, soit 635.753 euros représente la plus-value encaissée par le dirigeant. (20minutes.fr 12.02)

2- Tunisie.

Des centaines de magistrats tunisiens venus des différentes régions du pays ont observé samedi un sit-in devant le palais de justice de Tunis pour revendiquer leur "*droit à l'indépendance*" par rapport au pouvoir exécutif, a constaté un journaliste de l'Associated Press.

Convoqué à l'appel du bureau exécutif de l'Association des magistrats tunisiens (AMT), ce rassemblement de protestation, rare dans les annales judiciaires, était placé sous le signe de "*la journée de la libération de la magistrature*".

Pour le président de l'AMT, Ahmed Rahmouni, le juge est "*appelé à se libérer et à instaurer la justice du peuple et non celle du pouvoir*".

Plaidant pour l'autonomie de la justice, il a mis l'accent sur "*l'attachement des magistrats aux valeurs et principes de la révolution*", notant que l'appel de l'association tend à "*répondre aux aspirations des citoyens à une justice indépendante qui préserve leur dignité et défend les libertés fondamentales*".

M. Rahmouni qui vient d'être rétabli dans ses fonctions après en avoir été délogé sous le régime du président déchu Zine El Abidine Ben Ali, a appelé le ministère de la justice à "*lutter contre la corruption et à soustraire la magistrature de la tutelle*".

Plusieurs juges contestataires qui faisaient partie du bureau légal, dont Leïla Bahria et Wassila Kaâbi, ont été durant plusieurs années victimes de "*mesures arbitraires*" à travers des affectations loin des lieux de résidence de leurs familles.

Les avocats, qui se révoltaient même sous le régime Ben Ali contre la mainmise du pouvoir exécutif sur les différents rouages de la justice, se sont joints à la manifestation des juges.

Le bâtonnier Abderrazak Kilani a préconisé une réforme du conseil supérieur de la magistrature (CSM) qui était présidé par l'ex-chef d'Etat et dont les membres étaient pour la plupart désigné par ce dernier. (AP 12.02)

Le 14 février

Merci à Philippe pour ses adresses sur la Tunisie, j'ai mis en ligne des articles sans les avoir tous lus, je les ai parcourus rapidement. Pas mal de choses aujourd'hui.

A propos du site.

J'ai ajouté quelques ouvrages dans la page consacrée au marxisme :

Paul Lafargue

- Le droit à la paresse - 1880
- La légende de Victor Hugo - 1885
- Souvenirs personnels sur Karl Marx - 1890-91
- Le socialisme et les intellectuels - 1900
- Souvenirs personnels sur Friedrich Engels - 1904-05
- Le déterminisme économique de Karl Marx - 1909

V.Lénine

- Matérialisme et empiriocriticisme. - 1908

A propos du NPA.

Communiqué du NPA. Vote des militants pour le 1er congrès du NPA. (mardi 8 février 2011) (sur le site Internet national du NPA)

Les militants et militantes du NPA viennent d'achever leurs congrès locaux. 3 550 militantes et militants ont participé au vote. Les résultats provisoires donnent une participation de 70% par rapport aux membres à jour de cotisation.

Ce qui indique un effectif légèrement au-dessus de 6000 membres si on y ajoute celles et ceux qui ont pris leur carte au NPA sans s'être mis à jour de cotisation.

De nombreux votes ont été enregistrés, portant sur des sujets aussi importants que notre orientation, nos réponses à la crise, la question de la laïcité, du féminisme et de la religion. De nombreuses motions ont été également discutées localement. Elles alimenteront le débat de notre congrès.

Un vote a eu lieu pour élire les délégué-E-s sur la base de plateformes liées au débat sur l'orientation.

A l'issue de l'ensemble des congrès locaux et avant la vérification et la validation des résultats par la commission des mandats, les résultats sont les suivants:

P1: 40, 83 %
P2: 28, 29 %
P3: 27, 20 %
P4: 3, 40 %
Plateformes locales: 0, 29%

A l'issue de leur congrès, la motion d'orientation politique de la direction n'a pas obtenu de majorité (41,8%), face aux «*identitaires*» (27,8%) et «*unitaires*» (26,4%). Six membres de la direction sortante ont décidé de quitté le NPA, a annoncé Léonce Aguirre du courant «*unitaire*» favorable à un rapprochement sous conditions avec le Front de gauche. (Libération.fr 13.02)

La tendance P1 est celle de la direction (Besancenot Krivine, etc.), la P2 constituée (notamment) par d'anciens militants de LO (d'après ce que j'ai lu ailleurs), les animateurs de Débat révolutionnaire, la P3 milite pour l'unité avec le Front de gauche, et enfin la P4 est constituée notamment par les ex-militants du groupe CRI issu du PT.

Il y avait officiellement 9.000 adhérents au NPA en 2009, ils ont donc perdu entre 30 et 35% de leurs adhérents, sans compter que parmi les 6.000 restants une partie sont des travailleurs qui ont adhéré au NPA entre les deux congrès pendant qu'ils en ont perdus, autrement dit, des 9.000 adhérents qu'ils étaient lors du congrès fondateur du NPA, il doit en rester à peine la moitié aujourd'hui ou moins encore, sans compter ceux qui ne sont que simples adhérents et ne militent pas, ainsi le NPA est réduit à peu près à l'effectif de la LCR et mérite bien à son tour l'appellation de parti passoire. Le miracle n'a pas eu lieu !

Je n'ai pas plus d'infos sur leur congrès donc je n'en dirai rien pour le moment.

A propos de la révolution

"*Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :*

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du "sommet", crise de

la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore que "le sommet ne le puisse plus".

2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes "pacifiques", mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire." (Lénine - La faillite de la IIe Internationale)

En Tunisie et en Egypte la situation était mûre pour chasser les dictateurs en place depuis des décennies, mais les conditions subjectives n'étaient pas suffisamment mûres en l'absence d'un parti révolutionnaire pour renverser le régime : en Tunisie l'actuel Premier ministre et la plupart des ministres ont servi sous Ben Ali, et en Egypte c'est l'armée qui a pris le pouvoir instaurant un Etat d'exception, puisque les droits de manifester et de faire grève sont suspendus, la chute de Moubarak est donc suivie d'un coup d'Etat militaire, avec évidement la bénédiction de Washington, Bruxelles et Paris.

A propos des retraites

"*Donc, un document officiel reconnaît seulement 8 % de salariés âgés de plus de 60 ans.*

Il y a d'autres documents officiels auxquels je renvoie Groussier, qui dit avoir étudié les chiffres de la loi avec beaucoup de soin. J'ai cité dans mes articles de l'Humanité le rapport de 1901 de M. Guieysse, qui passe pour un actuaire des plus capables; il calcule que, d'après le recensement de 1896, il ne restait que 7% de salariés âgés de 60 ans. J'ai cité un autre document de Bertillon, non pas le Bertillon policier anthropométrique, mais son père, le savant démographe. Il donne dans l'annuaire statistique de Paris de 1882 un classement de la population par âge, d'après le recensement de 1876, et il arrive à ce résultat qu'à 65 ans, il ne reste en France que 7% de la population, et à Paris que 4 % et une fraction.

(...)

Je crois que si Groussier avait étudié la mortalité par profession, il n'aurait pas trouvé beaucoup de salariés âgés de 65 ans. Mais, en tout cas, les 25 % de vieilards dont il parle ne jouiront pas pendant longtemps de la retraite.

Il vient de nous rappeler qu'en Angleterre il ne s'était trouvé, pour réclamer la retraite, que 692 000 vieillards de 70 ans, sur 41 millions d'habitants, soit 1½ %, et il ajoute que les conditions de vie d'Angleterre et de France étant à peu près semblables, il devait se trouver chez nous la même proportion de vieux de 70 ans, c'est-à-dire 1½ %, et comme il assure que le nombre des vieux de 65 ans était de 25 %, donc, de 65 à 70 ans 23 ½ % de ces vieillards ne toucheront que dans la tombe leur retraite, après l'avoir reçue pendant quelques mois sur terre. On peut donc faire les généreux avec cette retraite, que si peu toucheront si peu de temps." (Paul Lafargue - Intervention contre la loi des retraites au congrès de la S.F.I.O. - 1910)

La gangrène ne date pas d'hier

"*Il y a une perle dans cette remarquable résolution de la Seine et je m'étonne que les antiparlementaires ne l'aient pas relevée et montée en épingle, car c'est une perle que de venir dire que dans la société capitaliste nous sommes en train de construire le droit ouvrier et que ce droit ouvrier, une fois codifié, on pourra l'opposer au droit capitaliste... Le droit ouvrier est une monstruosité qui ne devrait jamais se trouver dans la bouche d'un socialiste. Est-ce qu'il a existé un droit du serf, est-ce qu'il a existé un droit esclave ? Et cependant sous le servage comme sous l'esclavage, il y a eu des réformes utiles aux esclaves et aux serfs ? Mais toujours, ces réformes n'entamaient ni le droit féodal ni le droit esclavagiste : c'étaient des concessions qu'on faisait et qu'on supprimait quand c'était nécessaire. C'est ce qu'on fait aujourd'hui pour les réformes ouvrières.* "(P. Lafargue *De l'antiparlementarisme et des réformes Intervention au Ve congrès national du PS* (SFIO) - 15 octobre 1908)

Souvenirs de Paul Lafargue sur Engels.

"*Engels et Marx avaient pris l'habitude de travailler ensemble. Engels, qui lui-même poussait à l'extrême la probité scientifique, était souvent hors de lui de la scrupulosité de Marx qui se refusait à laisser imprimer une seule phrase qu'il n'aurait pu prouver de dix manières différentes.*"

C'était l'un des aspects génial de la personnalité de Marx, Engels ne manquait pas de rigueur de son côté, mais apparemment il disposait de facilités intellectuelles qui lui rendaient la tâche plus facile.

Vous aurez compris que j'ai passé une bonne partie de la journée d'hier à lire et je n'ai rien écrit.

Je me suis fait une réflexion rassurante, nous sommes réalistes et nous puisons notre énergie et notre optimisme de la réalité ou du développement de la situation, s'il n'a pas fallu un mois pour que le peuple égyptien se soulève à la suite du peuple tunisien, alors il faudra peut-être moins de temps qu'on ne le pense habituellement pour que la révolution socialiste réalisée dans un pays soit suivie d'une autre et ainsi de suite, sauf que là se posera toujours la question du parti et de l'Internationale.

Politique.

1- Italie.

Des centaines de milliers de femmes ont manifesté dimanche à Rome et dans plus de 200 autres villes d'Italie pour dénoncer les scandales sexuels impliquant le président du Conseil Silvio Berlusconi et leurs conséquences sur leur dignité et la résurgence de stéréotypes machistes.

«*L'Italie n'est pas un bordel*», ont scandé des milliers de manifestantes à Naples et Palerme, en brandissant des banderoles réclamant la démission du président du Conseil. (Reuters13.02)

2- Tunisie.

Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Ahmed Ounaies, au centre d'une polémique pour ses louanges adressées à son homologue française Michèle Alliot-Marie, a présenté sa démission du gouvernement provisoire, rapporte dimanche l'agence officielle de presse TAP.

Le ministre avait ulcéré nombre de ses compatriotes en déclarant que sa rencontre à Paris avec la ministre française des Affaires étrangères était "*un rêve devenu réalité*". Plusieurs centaines de fonctionnaires de son ministère s'étaient mis en grève.

Ahmed Ounaies était en poste depuis moins de trois semaines. Le communiqué du ministère annonçant sa démission et repris par l'agence TAP ne précise pas les raisons de sa décision. On ignore également qui lui succédera.

Son départ est un nouveau revers pour le gouvernement de coalition. (Reuters 13.02)

3- Yémen.

Des heurts ont éclaté dimanche au Yémen entre les forces de l'ordre et des manifestants anti-gouvernementaux qui tentaient de marcher sur le palais présidentiel de Sanaa, ont rapporté des témoins.

"*Le peuple yéménite veut la chute du régime*", "*La révolution yéménite après la révolution égyptienne*", ont scandé les manifestants lors du rassemblement qui a réuni 1.000 personnes. Quelques dizaines d'entre eux se sont ensuite détachés pour marcher sur le palais présidentiel.

Mille cinq cents manifestants antigouvernementaux sont descendus dans les rues d'Aden et des centaines de personnes ont également manifesté dans deux faubourgs de cette ville portuaire. La police a eu recours aux matraques pour disperser les cortèges et a arrêté huit personnes, ont rapporté des habitants. (Reuters13.02)

4- Bahrein. Du pétrole et des idées...

Les dirigeants du Bahrein ont promis dimanche de nouvelles libertés pour la presse, tentative d'apaiser les esprits dans le petit royaume, où plusieurs groupes d'opposition ont appelé à manifester lundi.

Lundi est la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la constitution de 2002, qui avait apporté des réformes démocratiques, dont le premier parlement élu de l'histoire du pays.

Il s'agit de la première manifestation anti-gouvernementale d'ampleur dans un des pays du Golfe depuis le soulèvement égyptien, et le Bahrein apparaît comme l'un des plus potentiellement instables des petits Etats pétroliers de la région: la majorité chiite s'y plaint depuis des décennies de discrimination de la part de la dynastie sunnite au pouvoir, et la répression l'année dernière de la dissidence y a provoqué émeutes et affrontements.

Le minuscule royaume insulaire est en outre important stratégiquement pour les Etats-Unis, car hébergeant la Vème flotte américaine.

Les forces de sécurité étaient déployées en masse dimanche pour tenter de dissuader les Bahreïnis de manifester. Cherchant dans le même temps à apaiser les tensions, les dirigeants du royaume ont accordé ces derniers temps des concessions, en entamant des discussions avec les représentants des médias ou en accordant une "prime" de près de 2.700 dollars pour chaque famille du pays.

Nabil Rajab, président du Centre bahreini pour les droits de l'homme (indépendant), a publié une lettre ouverte au souverain, l'émir Hamad bin Isa Al Khalifa, réclamant tout un train de réformes et la libération de 450 prisonniers d'opinion. Il l'exhorte à "*éviter l'erreur fatale commise par des régimes similaires en Tunisie et en Egypte*" et à ne pas réprimer les manifestations de lundi, mettant en garde contre "*le chaos et le bain de sang*".

Vendredi déjà, dans les rues de la capitale Manama, des centaines de personnes s'étaient rassemblées près de l'ambassade d'Egypte, pour fêter la chute de Hosni Moubarak. Les autorités bahreinies avaient alors rapidement érigé des barrages pour contenir la manifestation. (AP 13.02)

Social.

Algérie.

Quatre policiers ont été légèrement blessés, ce dimanche à Annaba, dans l'est de l'Algérie, lors d'émeutes déclenchées par de jeunes chômeurs frustrés des lenteurs administratives pour des contrats d'embauche.

Les chômeurs s'étaient rendus dans la matinée à des guichets publics d'offres d'emploi à durée déterminée pour jeunes, avec ou sans diplômes, initiés par l'action sociale. Mais las de revenir tous les jours et d'attendre des heures d'être reçus par les fonctionnaires pour espérer bénéficier de ces contrats, ils s'en sont pris aux employés de l'administration qui ont pris la fuite. Ils ont ensuite saccagé le mobilier avant de sortir en criant «*non à la hogra (le mépris)*» et «*nous voulons du travail, pas l'aumône*», en référence aux types d'emplois proposés peu rémunérés.

Rejoints par des centaines d'autres jeunes désoeuvrés qui exprimaient leur colère dans le quartier, ils sont allés devant la wilaya (préfecture) où ils se sont confrontés, à coups de cailloux, à des éléments des forces anti-émeutes, selon l'AFP. (Libération.fr 13.02)

Le 15 février

A propos du site

Pour ceux qui ne le sauraient pas, avec XP comme gestionnaire système (en bas à droite de l'écran), Vista ou Windows 7 (?), il suffit de passer à 125% la taille d'affichage du site pour être en pleine page, si elle s'affichait sur une partie seulement de l'écran, cela dépend peut-être aussi de la taille de votre écran, je n'en sais rien.

Leur société répugnante et pourrie par le fric, le capitalisme quoi, titre hier d'un article : *Saint Valentin: la Bourse des fleurs en effervescence* - Le Figaro.

Comme je n'ai pas le temps d'écrire un article sur la situation en Tunisie et en Egypte, je vous livre ici quelques réflexions.

Au fait, en Tunisie et en Egypte depuis le début des soulèvements : les terroristes envolés, Al-Qaïda disparu, les islamistes radicaux inexistants ou presques, neutralisés par la marée humaine en faveur de la démocratie, pas de provocations, pas d'attentats, ces dictatures ne se justifiaient-elles pas par la crainte que ces mouvements extrêmistes devaient inspirer à l'ensemble de la société, avec la complicité et le soutien des impérialistes américain et français notamment ?

Ces soulèvements populaires, qui avaient un caractère révolutionnaire, ne sont pas parvenus à faire tomber le régime ni à liquider les institutions politiques dans ces pays, ce ne sont donc pas des révolutions sociales ou politiques. Ils sont parvenues à entraîner la chute des dictateurs en place depuis des décennies et à un replâtrage des institutions agrémenté d'une plus grande liberté d'expression, mais ils n'ont pas entamé ces régimes ou l'Etat, autrement dit le rapport entre les classes demeure inchangé aujourd'hui.

Seule la petite-bourgeoisie qui y a largement participé va en profiter tout en étant appeler à jouer un rôle plus important pour assurer la stabilité des institutions. Le prolétariat a le sentiment à juste titre d'être le dindon de cette mauvaise farce, du coup il se mobilise et tente de profiter de l'air de liberté qui souffle depuis la chute des tyrans pour avancer ses revendications sociales, à défaut de changement radical de politique. En Egypte, les militaires désormais au pouvoir leur ont déjà répondu qu'ils ne voulaient pas

en entendre parler. Gageons que ces revendications sociales et la réponse du Conseil suprême des forces armées va alimenter les divisions au sein de l'armée et la crise du régime.

Ce qui est intéressant ce sont les questions qui vont surgir à la suite de ces soulèvements et de leur issue : pourquoi n'ont-ils pas débouché sur un changement radical sur le plan social et politique ? Qu'est-ce qui leur a manqué ? Les travailleurs mobilisés ont pointé du doigt la Constitution et les institutions, la misère sociale, mais qu'est-ce qu'il aurait fallu faire pour les liquider, qui aurait pu le décider ou le mettre en avant, quelles conditions a fait défaut pour aller plus loin, jusqu'au bout ?

L'absence d'un parti marxiste-révolutionnaire pour éclairer et organiser les masses..., leur faiblesse organisationnelle, la faiblesse de leur niveau de conscience politique. En fait, la même chose qu'en France et tous les pays dans le monde, l'absence d'une nouvelle direction politique qui permette à la classe ouvrière et aux masses d'avancer sur la voie du socialisme.

Cela va peut-être paraître aberrant aux dogmatiques ou à ceux qui s'imaginent que les travailleurs ont forcément le même niveau de conscience politique qu'eux, un internaute précisait qu'il avait manqué au peuple un ou des guides charismatiques à la tête de ces révolutions populaires, et il n'a pas forcément tort, sachant qu'une révolution ne peut aboutir qu'à partir du moment où les couches les plus déterminées du prolétariat parviennent à entraîner l'ensemble de la classe ouvrière dans la révolution, donc y compris le gros bataillon des couches arriérées de la classe ouvrière, qui elles en priorité s'en remettent plus facilement à un dirigeant providentiel qu'à des discours politiques dont finalement elles ne retiennent que les mots d'ordre. Comment pourrait-il en être autrement dans un pays comme l'Egypte qui compte officiellement 40% d'illettrés ? En Tunisie la situation est légèrement différente, mais comme c'était un homme qui incarnait et concentrait tout le pouvoir, il était certes haï par la majorité de la population, mais une fois dégagé, les travailleurs tunisiens se retrouvent face à un vide politique puisqu'il n'y a personne pour incarner le contraire de Ben Ali, un dirigeant qui à son tour incarnerait le pouvoir, le leur cette fois...

Et puis, cessons de nous raconter des histoires, c'est la même chose qui se produit dans les pays où la quasi-totalité de la population a été scolarisée : en l'absence de conscience politique, la majorité de la classe et des masses continuent de s'en remettre à celui où ceux qui savent le mieux leur parler et les embobiner, sans tenir compte de leurs programmes ou de leurs véritables intentions qui leur échappent en grande partie. Cessez de penser à la place des ouvriers messieurs les intellectuels, cessez de leur prêter un état d'esprit ou un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, veuillez enfin regarder la réalité telle qu'elle est si vous en êtes capables, à quoi mène le contraire, par exemple au congrès minable du NPA, c'était prévisible, nous l'affirmions dès 2009 ! (A télécharger dans la rubrique Documents : *Extraits de quelques articles de presse sur le congrès du NPA.*) (A suivre)

Passons aux infos en bref, que je n'ai pas le temps de commenter.

Politique.

1- France.

1.1- La Constitution, eux au moins ils s'en occupent. Ils ont raison, le champ est libre !

Le gouvernement soumettra "*avant l'été*" pour ratification aux députés et sénateurs réunis en congrès l'inscription dans la Constitution française d'une "*règle d'or*" sur l'équilibre des finances publiques, a déclaré lundi le ministre chargé des Relations avec le Parlement.

"*Le Parlement sera convoqué en congrès avant l'été*", a déclaré le ministre.

Il a justifié ce choix par le risque de voir le Sénat basculer à gauche à la faveur des élections sénatoriales de septembre, ce qui rendrait "*encore plus difficile*" la ratification de la future révision constitutionnelle.

"*Nous sommes confiants car on voit mal la gauche prendre la responsabilité d'un échec de cette réforme*", a cependant ajouté Patrick Ollier. (Reuters 14.02)

Ils n'ont pas eu trop de mal à trouver une majorité pour voter le Traité de Lisbonne qui a annulé et piétiné le vote non du 29 mai 2005, qu'ils fassent donc confiance à la "*gauche caviar*", pardon à la "*gauche ultra-caviar*", lire plus loin.

1.2- Propagande et manipulation des masses. Il faut y mettre la méthode.

Le Sénat a adopté à l'unanimité, lundi 14 février, une proposition de loi sur les sondages. Et ce malgré l'opposition du gouvernement à ce texte porté par Hugues Portelli (UMP), comportant une série de mesures pour rendre plus transparents et rigoureux les sondages politiques. Le rapporteur de la proposition de loi, Jean-Pierre Sueur (PS), voit dans le refus du gouvernement une "*décision très surprenante*".

Le texte prévoit notamment d'étendre les obligations liées aux "*sondages politiques*", de faire préciser l'acheteur et le commanditaire des enquêtes, mais aussi de faire publier les méthodes de redressement des chiffres "*bruts*" des sondages. Par ailleurs, il prévoit l'interdiction des "*gratifications*" pour les sondés et veut renforcer les pouvoirs de la Commission des sondages. (Lemonde.fr 14.02)

1.3- Le gang du Fouquet's ne supporte pas la concurrence.

Depuis ce week-end, c'est officiel : la droite tape fort, très fort, sur Dominique Strauss-Kahn. Baroin, Copé, Lellouche, Jacob... Ils se sont relayés dans les médias pour pilonner le patron du FMI sur le thème : il incarne la "*gauche ultra-caviar*" et les "*bobos*" et n'est pas à "*l'image de la France*". (Lepost.fr 14.02)

1.4- Strauss-Kahn ou Hulot pour "***battre la droite***"... sur son propre terrain !

"*Ce que je ne veux pas c'est reconduire Nicolas Sarkozy pour cinq autres années*", a déclaré Eva Joly au Grand Jury RTL/Le Monde/Le Figaro.

"*C'est l'objectif numéro 1: battre Nicolas Sarkozy en 2012. Si c'est Dominique Strauss-Kahn qui est le mieux placé pour faire cela, et si nos objectifs écologiques sont pris en considération dans le pacte que nous passerions entre le 1er et le deuxième tour (...) j'appelerai à voter pour lui*", a-t-déclaré.

Interrogée par ailleurs sur l'hypothèse d'un ticket entre elle et Nicolas Hulot, qu'elle pourrait affronter à la primaire écologiste, elle a dit qu'elle entendait le "*soutenir*" s'il l'emportait face à elle. "*J'attendrai de lui que si c'est moi (qui gagne la primaire) il me soutienne, ce qui fait que nous pourrions parler ensemble au Français et réunir ce que nous avons de meilleur*", a-t-elle ajouté. (Lexpress.fr 14.02)

2- Tunisie.

Le gouvernement tunisien a rejeté "*catégoriquement*" l'idée évoquée par Rome de déployer des policiers italiens pour empêcher le flux de migrants clandestins tunisiens vers les côtes italiennes, qualifiant cette attitude "*étonnante*" d'"*ingérence dans les affaires intérieures (de la Tunisie)*" et d'"*atteinte à sa souveraineté*".

Ces quelque derniers jours, plus de 4.000 migrants ont débarqué sur l'île de Lampedusa, au large de la Sicile, venant des côtes tunisiennes proches de quelque 150 km. Une situation qui a conduit le gouvernement italien à décréter "*l'état d'urgence humanitaire*" et a demandé l'aide internationale pour faire face à cet exode de migrants clandestins. (AP 14.02)

3- Iran.

Lundi soir, l'agence de presse iranienne Fars a rapporté qu'un Iranien a été tué par balle dans la journée lors d'un rassemblement de l'opposition à Téhéran.

Le régime de Téhéran a dû faire face ce lundi à des manifestations de l'opposition et a déployé en nombre des policiers dans les rues de la capitale. Les forces iraniennes de sécurité ont fait usage de gaz lacrymogènes, dans le centre de Téhéran, pour disperser des partisans de l'opposition qui tentaient de manifester malgré l'interdiction des autorités, rapporte un témoin.

Plusieurs milliers d'Iraniens se sont dirigés en cortège vers la place Azadi (Liberté), à Téhéran, en dépit d'une interdiction de la manifestation de soutien aux récents soulèvements en Egypte et en Tunisie.

A Ispahan, troisième ville du pays, «*il y a eu des affrontements entre les forces de sécurité et des manifestants à Ispahan, et plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtés*», a dit un témoin joint par téléphone dans cette ville du centre de l'Iran. (20minutes.fr 14.02)

4- Bahreïn.

La police a tiré lundi à Bahreïn des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour disperser des manifestations en faveur de réformes, et un protestataire a été tué lors de ce "*jour de colère*" inspiré par les révolutions tunisienne et égyptienne, ont rapporté des témoins.

Plus de 20 personnes ont en outre été blessées, dont une grièvement, lors d'affrontements survenus dans des villages chiites des environs de la capitale Manama, selon ces témoins.

Dans le village de Diraz, les autorités ont dispersé à l'aide de gaz lacrymogènes une centaine de chiites qui scandaient des slogans réclamant davantage de droits politiques.

Au village de Nuwaïdrat, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour disperser des manifestants réclamant la libération de détenus chiites et 10 personnes ont été légèrement blessées, selon des témoins.

"*Ils étaient 2.000 assis dans la rue exprimant leurs revendications lorsque la police a commencé à tirer*", a dit à Reuters Kamel, qui n'a voulu décliner que son prénom.

Soucieuse de prévenir une propagation de la contestation, la famille régnante de Bahreïn, de confession sunnite alors que la population est majoritairement chiite, avait promis la semaine dernière de distribuer 1.000 dinars (2.000 euros environ) à chaque famille bahreïnie.

Le gouvernement a par ailleurs laissé entendre qu'il pourrait libérer des jeunes arrêtés l'an dernier par les forces de sécurité.

"*Nous ne voulons pas renverser la famille régnante, on veut seulement avoir notre mot à dire*", a expliqué Ali Jassem, marié à une fille du cheikh Issa Qassem, puissant religieux chiite bahreïni.

Des diplomates avaient estimé que l'ampleur du rassemblement à Manama, où les manifestations sont rares, constituerait un test de la capacité des organisateurs à faire descendre un grand nombre de chiites dans la rue. Mais en dépit des appels lancés via Twitter et Facebook, en début de soirée, aucun rassemblement n'était signalé dans la capitale. (Reuters 14.02)

5- Yemen.

Pour la quatrième journée consécutive des milliers (3000 selon Lemonde.fr) de Yéménites ont manifesté lundi dans tout le pays, réclamant des réformes politiques et la démission du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 30 ans.

Etudiants, militants des droits de l'homme et élus au parlement ont défilé à Sanaa, la capitale, rejoints par des avocats en robe noire, scandant des slogans réclamant la chute du régime.

Selon l'avocat Hassan al-Dola, les manifestants dénoncent notamment "*la corruption généralisée et l'appareil de sécurité qui terrorisait la population*". "*Nous continuerons à manifester jusqu'à la chute du régime*", a renchéri le député indépendant Ahmed Hashid.

Dans le même temps, des dizaines de femmes manifestaient devant le siège des services de renseignement de la police dans la capitale, réclamant la libération de leurs fils.

Des manifestations similaires ont eu lieu à Aden (sud) et Taëz (centre), les deux autres grandes villes du pays. A Taëz, la police a dispersé les manifestants à coups de tirs de sommation et de grenades lacrymogènes. Douze personnes ont été blessées et des dizaines d'autres arrêtées, et des journalistes yéménites et étrangers ont été passés à tabac par des manifestants pro-gouvernementaux.

Les manifestations ne cessent de prendre de l'ampleur au Yémen depuis vendredi et les rassemblements de joie ayant suivi la démission du président égyptien Hosni Moubarak. Dimanche, la police a violemment réprimé le mouvement, à coup de tasers notamment, selon l'ONG Human Rights Watch. (AP 14.02)

6- Territoires palestiniens.

L'Autorité palestinienne poursuit sa remise à plat entamée dans le contexte des bouleversements politiques en cours dans le monde arabe. Après l'annonce dans le courant du week-end de la tenue d'élections d'ici septembre, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a présenté lundi la démission de son gouvernement au président Mahmoud Abbas qui l'a acceptée.

Le porte-parole du gouvernement Ghassan Khatib a précisé que ce remaniement était prévu de longue date: "*cela n'est pas lié aux nouveaux changements dans la région*", a-t-il déclaré. (AP 14.02)

Social.

Dans l'affaire de la mort de Laëtitia, les juges se disent «blanchis de toute accusation» après la publication de rapports d'inspection, ainsi parlaient ce lundi, place Vendôme, les syndicats de magistrats, qui ont exprimé leur soulagement à la sortie d'une longue réunion avec le garde des Sceaux. Le ministre de la Justice n'exclut pas des sanctions contre des fonctionnaires de la pénitentiaire.

Lundi soir, les syndicats de magistrats ont donc décidé de mettre fin aux renvois d'audience non urgentes, qui duraient depuis plus d'une semaine.

Les syndicats pénitentiaires n'affichaient pas la même satisfaction. Ce lundi, Michel Mercier a en effet publiquement évoqué des «carences manifestes» dans le suivi du dossier Tony Meilhon, meurtrier présumé de Laëtitia.

Le rapport de l'Inspection générale des services judiciaires a révélé une série de dysfonctionnements et d'erreurs, que le ministre a énumérés ce lundi: une «absence de liaison» entre les conseillers d'insertion qui ont pris en charge Tony Meilhon en prison et le service chargé de le suivre à sa sortie; des critères d'affectations des dossiers ne tenant pas assez compte du profil des personnes condamnées, des «*carences*» importantes dans l'organisation des services -comme «*l'absence de réactivité de la hiérarchie*», etc. Les syndicats s'attendent à ce que «la pénitentiaire» n'échappe donc pas aux sanctions. Le directeur adjoint du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Nantes, notamment, pourrait faire les frais de décisions critiquées par les inspecteurs. Son dossier serait alors instruit puis transmis au conseil de discipline. (Lefigaro.fr 14.02)

Ce qui est frappant ici, c'est la rapidité avec laquelle les syndicats de magistrats ont annoncé le retour à la normal dans les tribunaux et leur manque de solidarité envers le personnel pénitentiaire, tout l'esprit écoeurant du petit-bourgeois quoi.

Economie.

1- Zone euro.

Les ministres des Finances de la zone euro se sont mis d'accord lundi pour que la capacité effective de prêt du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) soit de 500 milliards d'euros, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Les deux responsables ont ensuite dit que les négociations se poursuivraient entre responsables européens sur les différentes options visant à relever la capacité effective de prêt du FESF(Fonds européen de stabilité financière), sur la manière de rendre le fonds plus flexible ainsi que sur l'architecture future du MES. (Reuters 14.02)

Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est l'UE qui, le FMI qui, ce sont bien les ministres des Finances des différents gouvernements qui ont pris cette décision en accord évidemment avec leurs chefs d'Etat, il suffit de savoir lire !

2- Italie.

La dette publique de l'Italie, l'une des plus élevées du monde en valeur absolue, s'élevait à 1 843 milliards d'euros fin 2010, soit une progression d'environ 4,5 % par rapport à fin 2009, a annoncé lundi 14 février la Banque d'Italie.

Dans ses dernières prévisions économiques, datant de fin septembre, le ministère de l'économie avait dit tabler sur une dette de 118,5 % du PIB en 2010 contre 115,9 % en 2009. En 2011, la dette devrait encore progresser à 119,2 %. (Lemonde.fr 14.02)

3- Portugal.

Le produit intérieur brut portugais a diminué de 0,3% au quatrième trimestre par rapport aux trois mois précédents, confortant les anticipations des marchés qui craignent une nouvelle période de récession, alors que le plan d'austérité pèse sur la consommation.

L'Institut national de la statistique (INE) portugais a annoncé lors de son estimation flash que le produit intérieur brut du pays avait augmenté de 1,4% en 2010 après une contraction révisée à 2,5% en 2009. (Reuters 14.02)

4- Russie.

Le nombre de milliardaires a bondi, pour s'établir début 2011 à 114, ce qui représente une hausse de près de 50% par rapport à 2010.

La remontée sur les marchés mondiaux des prix des matières premières, principales sources de revenus pour le pays, a permis aux multimillionnaires de se refaire une santé.

Cette donne a permis au patron de l'aciérie Novolipetsk (NLMK), Vladimir Lissine, de conserver sa première place. Il a vu sa fortune multipliée par 1,5 en 2010, pour s'établir à 28,3 milliards de dollars (21 milliards d'euros) indiquait lundi le magazine Finans qui établit chaque année un classement des principales fortunes de Russie. (20minutes.fr 14.02)

5- Chine.

Le produit intérieur brut (PIB) du Japon, en terme nominal, s'est élevé en 2010 à 5.474,2 milliards de dollars, contre 5.878,6 milliards de dollars pour celui de la Chine, selon des statistiques publiées lundi par le gouvernement nippon.

L'archipel a donc perdu sa place de deuxième économie mondiale qu'il occupait depuis 1968, derrière les Etats-Unis que la Chine pourrait même détrôner d'ici à 2025, selon des estimations de la Banque mondiale et de diverses institutions financières.

Le PIB par habitant du Japon reste cependant plus de dix fois supérieur à celui d'un Chinois, selon le FMI. (Libération.fr 14.02)

Haut de page

Le 16 février

J'ai ajouté quelques ouvrages dans la page dédiée au marxisme :

- Travail salarié et capital de Marx (1849)
- Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte de Marx (1852)
- Salaire, prix et profit - 1865 (Marx)
- Le "Capital" de Marx - 1868 (Engels)
- Un chapitre inédit du Capital. - 1867
- Le Capital - livre 1 - 1867 (Marx-Engels)
- Le Capital - livre 3 - 1894 (Marx-Engels)
- Recueil de textes sur la religion (322 pages) (Marx-Engels)

- Un pas en avant, deux pas en arrière - 1904 (Lénine)
- L'impérialisme stade suprême du capitalisme - 1916 (Lénine)
- A propos de la liberté de la presse - 1917 (Lénine)

- Bas les pattes devant Rosa Luxembourg - 1932 (Trotsky)

- Introduction à l'économie politique (105 pages) (Luxemburg)
- L'accumulation du capital - 1913 (185 pages) (Luxemburg)
- Grève de masses, parti et syndicat (29 pages) (Luxemburg)

- La révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956 (Pierre Broué)
- Les trotkystes en Union Soviétique (1929-1938) (Pierre Broué)
- Le parti bolchévique (complet + préface 1971 + chronologie + biographie) (Pierre Broué)

J'ai corrigé les liens vers La révolution trahie de Trotsky, Le droit à la paresse, Le déterminisme économique de Karl Marx et Souvenirs personnels sur Karl Marx de Lafargue, avec mes excuses.

Je télécharge ces ouvrages, puis j'en place une copie dans deux dossiers différents et ensuite je formate la page du site, je modifie les adresses de chaque fichier ou presque, la moindre erreur au clavier est fatale, un espace ou un point que je n'ai pas vu par exemple, signalez-moi les liens qui ne fonctionnent pas, merci d'avance pour vos petits camarades. Merci encore à Philippe pour son courriel d'hier qui a permis de rectifier un lien.

Politique.

1- Tunisie.

Les autorités tunisiennes ont décidé mardi la levée du couvre-feu instauré le 13 janvier à la suite des troubles qui ont secoué le pays et conduit à la chute du régime déchu du président Zine El Abidine Ben Ali, a annoncé le ministère de l'intérieur dans un communiqué diffusé par l'agence officielle TAP.

Cependant, l'état d'urgence décrété le 14 janvier demeure en vigueur, ajoute le communiqué.

L'agence TAP rappelle que l'état d'urgence interdit tout rassemblement de trois personnes ou plus sur la voie et dans les espaces publics. Il autorise en outre les forces de sécurité et l'armée à faire usage de leurs armes contre toute personne suspecte qui ne se conforme pas à l'ordre de s'arrêter, qui cherche à s'enfuir et qu'il n'est plus possible d'arrêter. (AP 15.02)

2- Afrique du Sud.

Des policiers sud-africains ont tiré des balles en caoutchouc, des balles réelles et des gaz lacrymogènes mardi contre des manifestants qui protestaient contre la politique du gouvernement en matière de logement et d'éducation.

Les heurts se sont passés dans la cité noire d'Ermelo, à Mpumalanga, à 200 km au sud-est de Johannesburg. (Reuters 15.02)

3- Bahreïn. "***Nous exigeons la chute du régime***"

Des manifestants chiites se préparaient mardi à passer la nuit dans des tentes à Manama, la capitale de Bahreïn, au soir d'une journée de mobilisation marquée par la mort d'un homme lors d'accrochages avec la police pendant les funérailles d'un manifestant tué la veille. Lire la suite l'article

La mort d'une seconde personne, au lendemain du "*Jour de colère*" dans ce petit royaume du Golfe, crée le risque de nouveaux accrochages entre la majorité chiite bahreïnie et les forces de sécurité sunnites liées à la famille régnante.

"*Nous resterons jusqu'à ce que le gouvernement trouve une solution pour le peuple de Bahreïn*", a indiqué Naji Abdelkareem alors que des manifestants montaient une grande tente sur la pelouse du carrefour de la Perle.

Une dizaine de tentes étaient dressées et des manifestants distribuaient des couvertures, de l'eau et de la nourriture.

"*Peut-être que ce sera une place Tahrir. Cette place est au coeur de Bahreïn maintenant*", a-t-il ajouté, faisant référence à la place Tahrir, symbole de la révolution égyptienne qui a eu raison du président Hosni Moubarak.

Le Wefaq, principal bloc d'opposition qui accuse le roi Hamad ben Isa al Khalifa de discrimination aux dépens des chiites, a répliqué aux dernières violences en boycottant les activités parlementaires, où il contrôle 18 des 40 élus à la chambre basse.

En provenance du lieu des funérailles, situé à la périphérie de Manama, des participants en colère ont gagné le carrefour de la Perle, dans le centre-ville, en scandant des slogans antigouvernementaux inspirés des manifestations qui ont provoqué la chute des présidents de la Tunisie et de l'Egypte.

Selon des témoins, les incidents autour des funérailles ont débuté alors que 2.000 personnes étaient parties de la morgue d'un hôpital pour accompagner la dépouille d'Ali Mouchaïma.

Ce jeune homme de 22 ans a été tué par balles lundi à Daih, l'un des villages chiites des environs de Manama où les forces de sécurité sont intervenues pour mater le "*jour de colère*" organisé contre le gouvernement.

La police a tiré des grenades lacrymogènes sur la procession funèbre mais le cortège s'est reformé et a repris sa marche, a déclaré à l'agence Reuters le député Ibrahim Mattar, élu Wefaq.

Une personne a été tuée dans la bousculade - victime d'un tir par arme à feu, a dit Mattar - et sa mort a suscité des réactions de colère dans la foule, qui s'est mise à scander "*Nous exigeons la chute du régime*".

Parmi les revendications des manifestants figurent en bonne place la lutte contre la pauvreté et le chômage. Ils rejettent aussi la politique du gouvernement qui accorde la citoyenneté à des sunnites étrangers ainsi que des emplois dans les forces de sécurité et des logements qui modifie l'équilibre démographique.

Vendredi, tentant d'éviter une radicalisation de la protestation, le roi avait annoncé le versement d'une allocation de 1.000 dinars (2.000 euros environ) à chaque famille.

Son gouvernement s'est engagé à libérer des adolescents mineurs arrêtés l'an dernier. Il a aussi annoncé qu'il débloquerait 417 millions de dollars de dépenses sociales, dont des subventions sur les produits de première nécessité.

Au contraire des pétromonarchies du Golfe, Bahreïn, dont la moitié des 1,3 million d'habitants est composée d'expatriés, n'a pas des ressources financières illimitées. (Reuters 15.02)

4- Inde.

Trois minutes se sont écoulées avant qu'il ne réalise sa bourde. Lors d'une réunion au siège de l'ONU à New-York samedi dernier,

le ministre indien des Affaires étrangères a lu par erreur le discours de son homologue portugais, en quasi intégralité.

S.M. Krishna a ainsi eu le temps de se déclarer heureux «*à titre personnel*» de la présence dans l'assemblée de «*deux membres parlant portugais, le Brésil et le Portugal*», et ce sans provoquer l'étonnement de son auditoire.

«*Malheureusement, ce sont des choses qui arrivent*», a relativisé Krishna par la suite. «*Il y avait beaucoup de papiers éparpillés devant moi et j'ai pris le mauvais discours*». A priori, le ministre s'est trompé et s'est saisi du texte lu juste avant par le ministre portugais des Affaires étrangères et distribué aux membres de l'assemblée. (20minutes.fr 15.02)

Quand je vous dis qu'ils sont en dessous de tout dans ce pays...

Il faut avoir discuté avec des députés, des préfets, des VIP (very important person, un grand patron quoi), pour se rendre compte à quel point ils se foutent complètement de tout, en dehors des apparences et du fric qu'ils empochent, donc du pouvoir. En France on caractériserait ce comportement de vulgaire, de personnes n'ayant reçu aucune éducation, de crétins en plus, et c'est bien le cas, ils sont tellement minables qu'ils ne peuvent même pas éviter que cela se voie, ils s'en foutent puisque les Indiens en règle générale sont dans le même cas et n'iront pas leur reprocher.

Social.

1- Le capitalisme est toujours synonyme de paupérisation.

Le chiffre fait froid dans le dos. D'après les dernières estimations en date de la Banque mondiale, 1,2 milliard de personnes dans le monde vivent sous le seuil de l'extrême pauvreté, caractérisé par des dépenses de 1,25 dollar par jour et par personne.

« *Les prix de l'alimentation continuent à augmenter dans le monde. L'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a augmenté de 15% entre octobre 2010 et janvier 2011, et n'est que 3% en dessous de son pic de 2008*», explique l'institution. «*Les six derniers mois ont vu des hausses marquées des cours mondiaux du blé, du maïs, du sucre et des huiles alimentaires, et une hausse relativement moins forte de ceux du riz*», ajoute-t-elle.

Ces hausses, par l'enrichissement de certains agriculteurs, ont permis de faire sortir 24 millions de personnes de cette situation d'extrême pauvreté mais dans le même temps, elles y plongeaient 68 millions d'autres.

Le président de la Banque mondiale Robert Zoellick a affirmé, à trois jours d'u ne réunion des ministres des Finances du G20 à Paris , que ces chiffres soulignaient «*la nécessité pour le G20 de faire passer la question de l'alimentation avant tout*». D'après lui, cette année s'annonce très dure pour ceux qui souffrent de malnutrition chronique, et «*même si elle n'est pas la première cause de l'instabilité politique que l'on voit aujourd'hui en Afrique du Nord, au Proche et au Moyen-Orient, l'augmentation des prix a néanmoins été un facteur aggravant qui pourrait devenir encore plus préoccupant*». (Lefigaro.fr 15.02)

Dans son rapport, la Banque mondiale précise que les cours mondiaux des produits alimentaires ont grimpé de 29% l'an dernier et ne sont plus qu'à 3% du pic historique atteint lors de la crise alimentaire de 2008.

Les habitants des pays en développement ont été les plus durement touchés par cette augmentation car ils consacrent jusqu'à la moitié de leurs revenus à leur alimentation, souligne M. Zoellick. (AP 15.02)

Ils craignent des émeutes qui déstabiliseraient ou feraient chuter des régimes.

Et les ventres pleins s'en foutent complètement, ainsi va la nature humaine...

Ajoutons à ce terrible drame, qu'il n'y a pas que le capitalisme qui ne peut pas revendiquer un visage humain, le mouvement ouvrier également dans la mesure où il n'est pas orienté vers la liquidation du capitalisme mais s'en accommode. C'est l'histoire des vases communicants qu'on préfère ne pas entendre et qui se perpétue depuis l'aube du capitalisme avec la colonisation.

Qui a dit que *Le manifeste du parti communiste* de Marx et Engels n'était plus d'actualité ? Extrait :

"*L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.*"

En France et dans les pays comparables, on entend dire que la condition ouvrière s'est beaucoup améliorée au cours du XXe siècle sous un régime capitaliste, ce qui est exact, mais un peu léger comme bilan, car son pendant ou pour financer ces améliorations les capitalistes ont exploité et continuent d'exploiter à outrance des centaines de millions de travailleurs (et enfants) à travers le monde qui doivent vivre pratiquement dans les conditions effroyables que connaissaient le prolétariat en Europe au début du XXe siècle, voire pire encore, des peuples entiers sont sacrifiés sur l'autel du profit.

La bonne conscience ne va pas jusqu'à prendre en compte ce genre de considérations, c'est bien connu, après tout nous n'y sommes pour rien, on travaille, on touche un salaire, on l'a mérité, on vit relativement bien et on ne se pose pas davantage de questions ; remarquez, pas plus que nos théoriciens de la lutte des classes qui finalement se satisfont très bien de cette situation puisqu'ils sont sur une ligne réformiste. Même l'argument hypocrite ou sordide selon lequel l'amélioration de notre sort servirait la cause des autres peuples ne tient pas une seconde, puisque la réalité des faits s'inscrit en faux contre cette assertion.

Quand on évoque les intérêts collectifs de la classe ouvrière, il faut les considérer à l'échelle mondiale sous peine de sombrer dans le social-patriotisme, là où sont tombés nos dirigeants, qui par ailleurs ne manquent pas de nous rappeler qu'ils sont des internationalistes !

2- France.

La rémunération des présidents de conseils d'administration des entreprises du CAC 40 est repartie à la hausse en 2009. Ils ont gagné en moyenne quelque 928.000 euros contre un peu plus de 864.000 euros en 2008, a indiqué lundi le cabinet Proxinvest.

Ils sont ainsi «*les mieux payés d'Europe*», souligne l'étude annuelle de ce cabinet qui déplore qu'en 2010 encore les grandes sociétés aient refusé de soumettre «*au contrôle de l'assemblée les rémunérations des présidents non exécutifs*». Leur rémunération annuelle avait atteint près de 1,27 million d'euros en 2007, rappelle Proxinvest. (20minutes.fr 15.02)

3- Portugal.

Le trafic ferroviaire a été fortement perturbé mardi au Portugal par une grève menée par les conducteurs de train pour protester contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement. (AP 15.02)

4- Grèce.

Les employés des transports en commun d'Athènes observaient une grève de 24 heures mardi pour protester contre un projet de réformes, et devaient manifester dans l'après-midi devant le Parlement.

Les employés des transports, qui mènent des débrayages quasi-quotidiens, se disent déterminer à poursuivre leur mouvement.

Ils protestent contre un projet de réformes visant à réduire les coûts dans les compagnies de transport publiques. Le texte devait être soumis au vote des parlementaires dans l'après-midi. Le prix du ticket dans les transports publics a déjà été augmenté jusqu'à 80% début février pour réduire les pertes des compagnies.

Par ailleurs, la banque centrale grecque a annoncé mardi que l'économie grecque devrait se contracter d'au moins 3% en 2011, qui serait alors la troisième année consécutive de récession pour le pays. (AP 15.02)

5- Egypte. "***Qui n'est pas en grève ?***"

"*Il a été remarqué que certains secteurs de l'Etat organisent des protestations malgré le retour à la vie normale et des conditions où toutes les catégories du peuple sont censées être solidaires*", notent les militaires. "*Les Egyptiens honorables voient que ces protestations en ce moment délicat mènent aux conséquences négatives suivantes : l'atteinte à la sécurité de l'Etat ; la perturbation et l'entrave à la production et au travail dans des secteurs de l'Etat ; l'entrave aux intérêts des citoyens ; l'impact négatif sur l'économie nationale.*"

Disant toujours s'exprimer au nom du peuple, l'armée évoque aussi la possibilité que la poursuite des mouvements sociaux puisse "*préparer le terrain à des éléments irresponsables pour qu'ils commettent des actes illégaux, ce qui exige de tous les citoyens honnêtes de conjuguer leurs efforts pour amener la patrie à bon port*". "*Nous espérons que tout le monde préparera le climat favorable à la gestion des affaires du pays en cette période délicate jusqu'à ce qu'elles soient remises au pouvoir civil légitime et élu par le peuple*", a poursuivi le conseil.

Les militaires "*appellent les citoyens, les organisations professionnelles et les syndicats à jouer pleinement leur rôle*". Depuis plusieurs jours, des employés des secteurs des transports, de la banque, du pétrole, du textile et même des médias officiels,

et certains organismes du gouvernement sont en grève pour demander une augmentation salariale et de meilleures conditions de travail, selon le responsable de cette organisation indépendante. "*Il est difficile de dire exactement combien de personnes sont en grève et où. Qui n'est pas en grève ?*" a souligné, lundi, le chef du Centre des services pour les syndicats et les ouvriers (CTWS), Kamal Abbas. (Lemonde.fr 14.02)

Hier aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a parlé de grèves dans des "*centaines d'entreprises* ".

N'ayant pas davantage d'emprise sur le plan politique faute d'être organisés, aprsè avoir renversé le dictateur les travailleurs égyptiens comptent bien se rattraper sur le plan social et prolonger leur mobilisation des dernières semaines afin d'obtenir une amélioration sensible de leur niveau de vie et de travail.

Le même processus est en cours en Tunisie, où la classe ouvrière bâillonné pendant des décennies revendique dorénavant des augmentations de salaire notamment, et ceux qui parmi eux désespèrent de voir leur condition s'améliorer rapidement, principalement les jeunes qui sont au chômage et qui n'en peuvent plus, qui n'y croient plus vraiment non plus, préfèrent tenter leur chance vers l'Europe, d'où l'arrivée de 5.000 d'entre eux sur Lampedusa, petite île italienne proche des côtes tunisiennes.

6- Maroc.

Le gouvernement marocain a annoncé mardi un quasi-doublement des fonds de la Caisse de compensation qui finance la politique publique de subvention afin de pallier la hausse des prix des produits de première nécessité.

Selon l'agence officielle de presse Map, 15 milliards de dirhams supplémentaires (1,3 milliard d'euros environ) seront ajoutés aux 17 milliards déjà prévus par le budget 2011.

Le Maroc subventionne fortement les produits de première nécessité comme le gaz, le sucre et la farine.

Le mois dernier, il s'est engagé à les maintenir à des prix abordables même si une hausse des prix mondiaux des produits alimentaires et du pétrole avaient un impact important sur les finances publiques cette année.

Les prix du pain et du gaz feraient plus que doubler si l'Etat devait entièrement abandonner le système des subventions. (Reuters 15.02)

Economie.

1- France.

Le secteur associatif concentrait à lui seul, en 2009, près de 10% des emplois du privé, selon les statistiques publiées mercredi par l'ACOSS qui parle d'un secteur "*dynamique*" qui "*résiste à la crise*". Le salaire moyen est toutefois bien moins élevé que dans le reste du privé.

En 2009, les associations représentent "*8,7% des établissements du secteur privé, 9,5% des effectifs*", et "*6,8% de l'assiette salariale*" du secteur privé, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS).

En 11 ans, depuis 1998, le secteur associatif affiche une "*augmentation de 16% du nombre d'établissements et une hausse de l'emploi de 30%*", c'est-à-dire "*400.000 emplois supplémentaires, soit une croissance deux fois plus élevée que celle du secteur privé*", souligne l'ACOSS.

Toutefois, en ce qui concerne le "*salaire moyen par tête (SMT)*", il s'établissait en 2009 à "*1.600 euros par mois dans les associations, soit plus de 600 euros de moins que le niveau moyen de l'ensemble du secteur privé*", précise l'ACOSS.

En 2009, l'emploi dans le secteur associatif a augmenté de 1,8% (+30.000 emplois), après 1,6% l'année précédente. Et "dans le même temps, la masse salariale a progressé de plus de 4%", poursuit l'ACOSS.

"*Dans un contexte de conjoncture économique morose, où l'emploi a reculé de 2,3% sur l'ensemble du secteur privé en 2009, la bonne teneur du secteur associatif est à signaler*", selon l'ACOSS.

L'organisme explique "*cette meilleure résistance au retournement conjoncturel*", notamment "*par des activités moins dépendantes du cycle économique que dans d'autres secteurs concurrentiels*". (AP 15.02)

Ces associations pour la plupart assurent des missions qui devraient relever du service public, il faut ajouter à la faiblesse des rémunérations de leurs employés, la précarité par rapport au statut de fonctionnaire, c'est tout bon pour l'Etat !

2- Grande-Bretagne.

La banque britannique Barclays a fait état d'un bond de 32% de son bénéfice annuel.

e bénéfice imposable est ressorti à 6,1 milliards de livres sterling (7,25 milliards d'euros) en 2010, après un bénéfice de 4,6 milliards en 2009, une hausse liée en grande partie à une baisse de 30% à 5,7 milliards de sterling des pertes sur créances. (Reuters 15.02)

3- Brésil.

Le Brésil s'opposera, lors de la réunion du G20 ce week-end à Paris, à toute tentative de régulation du prix des matières premières a assuré, mardi 15 février, son ministre des finances. '*Le Brésil est totalement opposé au mécanisme de contrôle ou de régulation du prix des matières premières*', a affirmé Guido Mantega lors d'une conférence de presse. Il a averti que ces mesures pourraient même '*avoir des effets négatifs*' en freinant l'offre.

Le Brésil est un grand exportateur de matières premières, dont les prix ont augmenté de 40 % en 2010 sur le marché international, mais il affirme que cette inflation n'est pas due aux pays producteurs. Elle résulte de l'augmentation de la demande dans les grands pays émergents et de la spéculation des marchés financiers qui ont perdu des alternatives d'investissement avec la crise internationale, selon le gouvernement brésilien. (Lemonde.fr 15.02)

Haut de page

Le 17 février

J'ai encore ajouté quelques ouvrages dans la page dédiée au marxisme (disponibles demain seulement car je n'ai plus le temps de sortir pour les télécharger dans le serveur) :

- Histoire de la révolution russe - février 1917 - (392 pages) 1930 - (Trotsky)
- Histoire de la révolution russe - octobre 1917 - (692 pages) 1930 - (Trotsky)
- Bolchevisme contre stalinisme (conférence à Copenhague sur la Révolution russe - 23 pages.) 1932 - (Trotsky)
- Staline - (168 pages, ouvrage resté inachevé à cause de son bourreau) 1940 (Trotsky)

Si vous ne parveniez pas à ouvrir un des nombreux fichiers ajoutés ces derniers jours, s'il vous plaît, veuillez me le notifier par courriel. Au passage, un chaleureux remerciements aux camarades des Archives internet des marxistes qui ont scanné et formaté ces ouvrages pour qu'ils soient accessibles gratuitement à tous les militants. Vous avez aussi le droit de les soutenir pour le formidable travail qu'ils ont effectué.

Extrait de la conférence que donna Trotsky en 1932 à Copenhague sur la Révolution russe :

"La bourgeoisie libérale, elle, peut s'emparer du pouvoir et l'a pris déjà plusieurs fois comme résultat de luttes auxquelles elle n'avait pas pris part : elle possède à cet effet des organes de préhension magnifiquement développés. Cependant, les masses laborieuses se trouvent dans une autre situation, on les a habitués à donner et non à prendre. Elles travaillent, sont patientes aussi longtemps que possible, espèrent, perdent patience, se soulèvent, combattent, meurent, apportent la victoire aux autres, sont trompées, tombent dans le découragement, elles courbent à nouveau la nuque, elles travaillent à nouveau. Telle est l'histoire des masses populaires sous tous les régimes. Pour prendre fermement et sûrement le pouvoir dans ses mains, le prolétariat a besoin d'un Parti qui dépasse de loin les autres partis comme clarté de pensée et comme décision révolutionnaire."

Dès lors il n'est pas permis de se faire la moindre illusion sur le cours des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires tunisien et égyptien. C'est une occasion qui est donné aux prolétariats tunisien et égyptien de se doter d'un parti révolutionnaire, en trouvera-t-il les moyens, je n'en sais rien, rien n'est moins sûr a priori, en tout cas pour le moment.

Il faudrait que la classe ouvrière analyse et tire le bilan de sa mobilisation révolutionnaire et qu'elle parvienne à comprendre que le processus dialectique qui l'a conduit à se soulever, ne pouvait pas aller plus loin en l'absence d'un parti profondément ancré dans les masses et capable de les unir, d'une direction consciente des tâches à accomplir et des objectifs à atteindre pour mettre à bas le régime de "*fond en comble*" (Marx), prendre le pouvoir et devenir la classe dominante, autrement dit à la fois imposer sa dictature à la classe des capitalistes, la désarmer, la réprimer si nécessaire, la mater, et instaurer la démocratie pour l'ensemble des exploitées.

Vous voyez que les enseignement du marxisme nous sont toujours aussi précieux. Et toujours d'actualité pour la plupart d'entre eux.

Politique.

1- France.

1.1- Sarkozy le président et candidat du FN en 2012.

Selon une enquête du «Point» réalisée par Ipsos à paraître jeudi, seulement 34% des Français interrogés souhaitent une nouvelle candidature du chef de l'Etat en 2012. Ils sont 63% à ne pas souhaiter ce scénario et 3% ne se prononcent pas.

Les sympathisants FN sont 43% à vouloir une nouvelle candidature de l'hôte de l'Elysée. C'est dans cette catégorie que le chef de l'Etat a le plus progressé par rapport à l'enquête d'août 2010, où il ne recueillait que 31% parmi les sondés proche du FN. (20minutes..fr 16.02)

1.2- Réactionnaire jusqu'à la moelle !

L'Assemblée nationale a rétabli mercredi, en commission, plusieurs mesures-phare du projet de loi sur l'immigration supprimées par le Sénat, notamment l'extension de la déchéance de nationalité et la réforme du contentieux de l'éloignement des sans-papiers.

En adoptant un amendement défendu par Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur et de l'Immigration, la majorité UMP a rétabli, en commission des Lois, l'extension controversée de la déchéance de nationalité aux personnes devenues françaises depuis moins de 10 ans et qui se sont rendues coupables de crime à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité de l'Etat.

Cette mesure, qui répondait au voeu exprimé par le président Nicolas Sarkozy lors de son discours de Grenoble cet été, avait été incluse, à l'automne, dans le projet de loi.

En commission, les députés ont donc rétabli la réforme sur le contentieux de l'éloignement qui prévoit de retarder l'intervention, en rétention, du juge des libertés et de la détention (JLD) à cinq jours (deux, actuellement).

Les députés ont aussi rétabli les dispositions restreignant la possibilité de droit au séjour pour les personnes sans papiers lorsqu'elles sont atteintes de pathologies graves. Il s'agit pour le gouvernement, qui a présenté des amendements en ce sens, de contrecarrer la jurisprudence d'un avis du Conseil d'Etat jugée «trop généreuse». (20minutes.fr 16.02)

1.3- Au PS aussi ils fréquentent les grands patrons amis des dictateurs, normal, non ?

La députée PS Elisabeth Guigou s'est expliquée ce mercredi devant la presse sur une information publiée dans le Canard Enchaîné concernant un lien entre l'homme d'affaires tunisien Aziz Miled et l'Ipemed, un think tank dont son mari Jean-Louis Guigou est le délégué général.

«*Ce think tank organise des séminaires, des colloques mais n'a aucune espèce d'activité commerciale, industrielle ou financière*», a déclaré Elisabeth Guigou devant la presse parlementaire.

Selon le Canard, Hubert Védrine ou Alain Juppé siègent également au comité de parrainage politique, et Jacques Servier - fondateur du groupe pharmaceutique du même nom, mis en cause dans l'affaire du Mediator - fait partie des donateurs et est membre du conseil de surveillance de l'Ipremed. Le journal conclut: «*Le monde politico-économique est décidément tout petit. A Tunis comme à Paris.*»

Le Canard, dans son édition de ce mercredi, avance qu'Aziz Miled, impliqué dans la polémique sur les vacances tunisiennes de Michèle Alliot-Marie, est également l'un des financiers mais aussi le vice-président du conseil de surveillance de l'Ipemed (Institut de prospection économique du monde méditerranéen).

Elisabeth Guigou a confirmé dans un communiqué qu'Aziz Miled était vice-président de l'Ipemed, dont le président est le patron de GDF-Suez, Gérard Mestrallet. Elle a précisé qu'elle présidele comité de parrainage de l'Institut créé par son époux, Jean-Louis Guigou, en 2006.

A propos de la polémique sur Michèle Alliot-Marie, Elisabeth Guigou a indiqué qu'elle «n'avait jamais demandé la démission d'un ministre». «*Ce n'est pas aujourd'hui que je vais commencer*», a-t-elle ajouté en soulignant que la décision appartenait au chef de l'Etat. (20minutes.fr 16.02)

On comprend pourquoi ! Plus que pourris ces "*socialistes*", à vomir, non ? Toutes ces affaires vont-elles conduire les travailleurs à encore voter lors des prochaines élections, les cantonales dans un mois et les présidentielles dans un peu plus d'un an, ou ils s'en foutent ?

Quel dommage de ne pas être à la direction d'un parti, j'aurais proposé une pleine page dans notre journal dédié à brave femme, Elisabeth Guigou, je suis sûr qu'elle a des qualités cachées ou révélées ! (Un clin d'oeil à la page d'avait consacrée *Informations ouvrières* à madame Badinter)

1.4- Tout fout le camp décidément !

C'est une pièce de collection rarissime, dont la France ne détenait que quatre exemplaires : un tank allemand Panther (ou Panzer V) datant de la Seconde Guerre mondiale. La Grande-Bretagne et l'Allemagne en possèdent chacune un unique spécimen, les Etats-Unis, deux. Leur valeur est "*inestimable*", juge un militaire qui préfère rester anonyme.

Et pour cause : l'Etat français s'apprête à troquer l'un de ses précieux Panther contre deux modèles récents de blindés allemands sans grande valeur. Motif de ce marché de dupes ? L'engin, propriété de l'armée et exposé jusque-là au musée des Blindés, à Saumur, a été offert "*par la France*" au roi Abdallah de Jordanie, grand collectionneur de cette période mais aussi grand ami de Nicolas Sarkozy. Convoyé sur la base aérienne d'Evreux en décembre 2010, le char attend d'être récupéré incessamment par son nouveau propriétaire. A moins d'une révolution... (Lexpress.fr 16.02)

Voilà un glorieux combat à mener pour les anciens combattants de la Libre Pensée (du POI) !

2- Inde.

Le premier ministre indien, Manmohan Singh, a affirmé mercredi 16 février vouloir agir contre la corruption dans le pays après la révélation d'une série de scandales, notamment dans le secteur des télécommunications, qui a ébranlé le gouvernement ces derniers mois.

L'ex-ministre des télécommunications, Andimuthu Raja, arrêté au début du mois, est notamment accusé d'avoir organisé une vente frauduleuse de licences de téléphonie mobile de deuxième génération en 2008. La fraude aurait spolié le Trésor de 40 milliards de dollars (29,6 milliards d'euros), un chiffre contesté par le gouvernement. L'un des principaux magnats industriels de l'Inde, Anil Ambani, a été convoqué mercredi par la police dans le cadre de l'enquête.

Le premier ministre, accusé d'avoir voulu fermer les yeux sur ce scandale pour des raisons politiques, se devait d'envoyer un message fort. Il s'est exprimé lors d'un échange télévisé avec des journalistes indiens, un exercice auquel il se prête rarement : '*Je souhaite assurer devant vous et le pays entier que notre gouvernement est totalement engagé à faire poursuivre tous les contrevenants quelles que soient les positions qu'ils occupent*', a-t-il déclaré. (Lemonde.fr 16.02)

Ne rigolez pas c'est sérieux, si on le prenait au mot, le Parlement serait à moitié ou au trois quart vide demain, et il n'y aurait plus aucune Chief minister à la tête des Etats et territoires de l'Union indienne tellement ils sont tous corrompus. Le consul de France en poste m'a dit l'année dernière que le Chief minister du Tamil Nadu, ainsi que ses fils et sa fille étaient carrément des "voyous", des "gangsters", traitant même l'un d'"assassin", c'est pour dire que je n'invente rien.

Social.

1- France.

1.1- Préretraite à 58 ans, pas pour vous les gueux, pour les ambassadeurs désœuvrés !

Alors que le gouvernement a martelé en 2010 qu'il fallait travailler plus tard pour sauver les retraites et a reporté l'âge légal, le ministère des Affaires étrangères finalise un système de préretraites accessible à partir de 58 ans pour ses cadres supérieurs.

Le projet de décret permettra aux «*ministres plénipotentiaires*» et aux «*conseillers des affaires étrangères hors classe» (quelques centaines de diplomates destinés aux fonctions d'ambassadeur, de consul important ou de directeur au Quai d'Orsay) de bénéficier d'un «dispositif de fin d'activité*» pendant six mois à trois ans. Les volontaires toucheront une «*indemnité exceptionnelle de départ*», puis conserveront «*une rémunération égale au montant du traitement indiciaire (…) majoré de l'indemnité de résidence à Paris*». En clair, tout leur salaire hors primes. La somme sera partiellement cumulable avec un revenu d'activité, dans le privé mais aussi dans une entreprise publique, voire une administration. (Lefigaro.fr 16.02)

1.2- Chatel et le gouvernement Sarkozy-Fillon en connaissent un rayon en matière de dignité.

Quarante-sept personnes décorées des Palmes académiques, principale distinction de l'Education nationale, ont décidé de les renvoyer, en lançant "*L'appel des 47*" contre la politique éducative du gouvernement dans l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo de mercredi.

Le ministre de l'Education, Luc Chatel, a estimé mercredi que la décision prise par 47 personnes de renvoyer leurs Palmes académiques en guise de protestation contre la politique actuelle n'était "*pas très digne*", dénonçant une "*instrumentalisation à des fins partisanes*".

"*Les Palmes académiques sont un ordre très ancien (...) et qui a été créé pour valoriser, reconnaître l'engagement de nos concitoyens vis-à-vis de leur école et reconnaître les services rendus à l'enseignement*", a déclaré Luc Chatel, à la sortie d'un conseil des ministres d'une durée particulièrement longue (près d'1h45).

"*Ca n'est donc pas un signal de soutien vis-à-vis d'une politique éducative. C'est absurde. Je refuse l'instrumentalisation d'un ordre républicain à des fins partisanes, je ne l'accepte pas*", a-t-il poursuivi.

"*Mais je refuse qu'on instrumentalise un ordre républicain aussi ancien (...). C'est un comportement qui n'est pas très digne vis-à-vis des dizaines de milliers de nos concitoyens dont on a reconnu le mérite*", a-t-il fait valoir. (Libération.fr 16.02)

1.3- Etre payé et mangé avec un lance-pierre.

Pas de journée de travail sans pause déjeuner. Pour 58% des salariés français, le repas de midi est un moment incontournable de la journée de travail. Une exception française, révèle une enquête réalisée par Monster, alors que dans le monde plus de trois salariés sur cinq ne s'arrêtent jamais pour manger.

Les Français restent les champions du monde de l'exercice, devant les Italiens et les Indiens, qui sont 48% à prendre une pause le midi. Au bas du classement figurent les Américains, qui ne sont que 30% à s'arrêter pour manger.

La tendance semble pourtant s'inverser dans l'hexagone. «*Alors que les Français étaient seulement 4 % en 2007 à déclarer ne pas prendre de pause-déjeuner, ils sont aujourd'hui 6 %*», détaille Monster. Et 12% d'entre eux répondent qu'ils «*déjeunent à leur bureau -devant l'écran- pour avancer sur leurs dossiers*». Qu'en pense le droit du Travail? Il stipule qu' «*aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que le salarié bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes*», même si ce temps n'est pas un «temps de travail effectif». Et il impose aux employeurs de mettre à disposition «des lieux de restaurations permettant de se restaurer dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité». (20minutes.fr 16.02)

Seulement 58%, cela signifie qu'il y aurait déjà 42% de salariés pour sacrifier leur santé au profit de l'entreprise qui les emploie, parfois ils n'ont pas le choix, mais pas toujours, c'est cela le pire. La décomposition de la société s'accélère quoi.

En Inde, c'est carrément inimaginable de bosser et de ne pas s'arrêter pour déjeuner le midi, c'est sacré, autant que la petite sieste qui va avec après avoir avalé une grosse assiette de riz, on se sent forcément lourd, très lourd même, on somnole littéralement la chaleur aidant. Et la plupart des Indiens font un premier repas le matin avant de partir au boulot ou vers 10h, aussi copieux que le déjeuner ou le dîner. S'ils ont déjeuné chez eux le matin avant de partir bosser, à 10h ils remplacent ce petit-déjeuner par un thé au lait généralement agrément d'une petite gourmandise, idem vers 16h, à 10h et à 16h on s'arrête de gratter pendant environ 30 minutes, c'est toujours cela que les patrons n'auront pas. Personnellement, vers 13h je mange une salade de crudité accompagné d'un oeuf dur ou de fromage, un jus de fruit et un verre d'eau suivi d'un café noir.

1.4- Les négriers condamnés.

1.4.1 - Carrefour. La Cour de cassation a donné raison, pour la première fois, à la CGT et la CFDT, qui dénonçaient des salaires chez Carrefour inférieurs au smic. La chambre criminelle de la cour a cassé partiellement, mardi 15 février, un arrêt de la cour d'appel de Lyon du 1er juin 2010, qui avait débouté les syndicats de leurs demandes, en relaxant Carrefour hypermarchés du chef de salaires inférieurs au salaire minimum de croissance (smic). Le non-respect de ce smic constitue une infraction pénale. La Cour a renvoyé le dossier devant la cour d'appel de Dijon pour le volet concernant l'indemnisation des salariés.

L'affaire était partie d'un établissement Carrefour à Givors (Rhône), où cetn soixante-douze salariés avaient été lésés. Carrefour incluait la rémunération des temps de pause dans son calcul du salaire de base, qui doit être d'un niveau au moins équivalent au smic.

'*Cet arrêt donne le la à tous les contentieux en cours*', dont aucun n'est encore arrivé en cassation, s'est félicité Me François Dumoulin, avocat de la CGT. Des recours concernant des milliers de salariés ont été introduits devant de nombreuses juridictions et concernant plusieurs enseignes. Pour le syndicat, '*le rouleau compresseur que représente le groupe Carrefour vient de se gripper*'. '*Carrefour empoche des milliers d'euros par le biais des exonérations de cotisations sociales, mais cela ne l'empêche pas de vouloir encore grappiller sur le salaire de milliers de smicards*', dénonce-t-il dans un communiqué.

Le groupe souligne que '*l'ensemble de ses salariés perçoit une rémunération annuelle supérieure au smic*'. Une hôtesse de caisse en supermarché perçoit une rémunération moyenne supérieure de 18 % au smic, soit un salaire mensuel de 1 612 euros ramené sur douze mois, auquel s'ajoutent un intéressement, une participation aux résultats, une remise sur achats de 7 %, ainsi qu'une mutuelle, selon Carrefour. (Lemonde.fr 16.02)

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier soir, un salarié de Carrefour en Tunisie expliquait qu'il était en grève avec la totalité du personnel pour exiger une augmentation de salaire, le sien était de 130 euros par mois, 10% du Smic en France, 5% si on ajoute les cotisations sociales et les primes.

1.4.2 - La Poste.

Le conseil de prud'hommes de Bordeaux a condamné, au début de février, La Poste à verser 56 125 euros de dommages et intérêts à une de ses anciennes employées qui a cumulé environ deux cent cinquante contrats à durée déterminée (CDD) en vingt-trois ans, a-t-on appris mercredi 16 février de source syndicale.

De son côté, la direction de La Poste a rappelé qu'elle se réservait le droit de faire appel d'ici à un mois. L'avocate de l'ex-employeur, Me Odile Frankhauser, a expliqué à l'AFP qu'"*à l'époque la Poste avait la possibilité de recourir à des contrats d'auxiliaires de droit public qui n'avaient rien à voir avec les CDD actuels*'.

Par ailleurs, l'avocate a assuré qu'à la fin des années 1980 Mme Leblanc avait refusé un CDI en raison de l'éloignement géographique qu'il aurait entraîné. (Lemonde.fr 16.02)

2- Grande-Bretagne.

Le taux de chômage a atteint un nouveau record chez les jeunes Britanniques, grimpant à 20,5%, contre un taux resté globalement stable à 7,9% pour l'ensemble de la population, selon des statistiques officielles publiées mercredi. (Libération.fr 16.02)

Economie.

1- France.

1.1 - Il sera plus facile de les exproprier.

Le groupe pharmaceutique français va racheter la biotech américaine pour 20,1 milliards de dollars au total. (20minutes.fr)

Etats-Unis. Les banques et fonds d'investissements complices de Madoff.

«Ils ne pouvaient pas ne pas savoir». C'est ce que l'escroc américain Bernard Madoff, qui purge une peine de 150 ans de prison, a déclaré dans un entretien publié mardi par le New York Times. Selon lui, un certain nombre de banques et de fonds d'investissements étaient nécessairement au courant de sa fraude. Il affirme ainsi que cela rendait ces établissements non identifiés d'une certaine manière «*complices*» de la gigantesque fraude qu'il avait montée.

«Mais leur attitude était en quelque sorte de dire: "*si vous faites quelque chose de mal, nous ne voulons pas le savoir*"», a ajouté celui que l'on surnomme l'escroc du siècle, dans cet entretien publié sur le site internet du journal. (20minutes 16.02)

1.2

Questions du *Figaro* à C. Lagarde, la ministre des Finances, extraits.

Combien va coûter la tenue de ce G20 Finances à Paris?

Tout compris, il revient à 2,7 millions d'euros, pris pour moitié sur le budget du ministère et pour moitié sur celui de la Banque de France. L'essentiel des dépenses, ce sont les frais de mise en place de structures pour pouvoir accueillir délégations et journalistes du monde entier. La sécurité et le gardiennage ont aussi un coût non négligeable.

La crise étant derrière nous, le G20 -créé en plein cœur de la tourmente financière- est-il encore utile?

Nous devons réussir, cette année sous l'impulsion de la présidence française, à le rendre représentatif et efficace.

Réforme du système monétaire, des marchés des matières premières, gouvernance internationale...

Tous les pays ne sont pas d'accord avec la lutte que nous voulons mener contre la volatilité des prix; c'est normal, chacun étant dans la posture de défendre ses propres -intérêts. À nous de les convaincre.

Paris veut convaincre ses partenaires de définir des indicateurs économiques communs. Lesquels et pourquoi?

Les négociations commencent et il n'y a pas d'accord à ce stade. J'aimerais que nous tombions d'accord (...) Ça ne sera pas facile...

Ne faudrait-il pas faire un lien entre les questions commerciales et monétaires, entre l'OMC et le FMI?

Il semblerait qu'aucun pays n'ose trop s'avancer sur ce terrain. (Lefigaro.fr 16.02)

Je n'ai pas cité entièrement ses réponses, je voulais juste mettre en relief que ces 2,7 millions d'euros étaient en réalité foutus en l'air par la fenêtre ! Des intentions, des voeux pour finalement dire qu'ils ne sont pas d'accord et ne le seront pas plus demain. On s'en réjouit d'avance !

Le 18 février

La révolution citoyenne, la révolution Facebook (prononcer Fessebook), cela en impose aux naïfs, et dire que des intellectuels qui savaient que sans le parti ce genre d'expérience tourneraient court se prêtent à cet aventurisme. Il ne s'agit évidemment pas de regretter que ces mobilisations aient eu lieu, pas plus que Marx lors de la Commune de Paris, qu'on se comprenne bien, disons qu'il était du devoir des militants qui ont étudié les enseignements des révolutions depuis la Commune de Paris de ne pas bercer les militants d'illusions sur ce que les travailleurs tunisiens et égyptiens pouvaient en attendre. D'ailleurs ces derniers ont eu le bon réflexe en se rabattant sur les questions sociales non résolues à ce jour, notamment celle cruciale des salaires pour leur survie et celle de leur famille. Notons que, pendant que le principal bloggueur est devenu ministre de la jeunesse et des sports dans un gouvernement dirigé par l'ex-Premier ministre de Ben Ali, ses semblables en Egypte discutent avec les généraux au pouvoir !

Mais voilà ces intellectuels ont tourné le dos depuis des années aux enseignements de la lutte de classes des XIXe et XXe siècle et aux leçons qu'en avaient tiré Marx, Engels, Lénine et Trotsky notamment, pour rechercher des recettes miracles ou des raccourcis qui n'existent pas.

On est quand même en droit de tirer des enseignements des mobilisations révolutionnaires des peuples tunisien et égyptien et d'analyser leurs points forts et leurs faiblesses ou lacunes pour les corriger ou les combler dans l'avenir, sinon nous n'avancerons jamais. Et ce qui est valable pour le mouvement ouvrier en Tunisie et en Egypte l'est également pour nous.

(J'ai fait un break pour regarder le journal de 20h30 sur TV5Monde Asie et un numéro d'Envoyé spécial en partie consacré à la révolution tunisienne, tourné à Kasserine avant et après le 14 janvier. C'est la jeunesse qui a porté (principalement) la révolution avec un enthousiasme extraordinaire, une rage de vaincre inébranlable d'en finir pas seulement avec Ben Ali, mais bien avec le régime. N'ayant malheusement pas accès aux vidéos sur Internet, ce petite documentaire montrait bien l'ampleur et la profondeur de cette révolution populaire, le rôle de certaines couches de l'armée, c'est elle qui a ouvert les portes de la prison de Kasserine, tandis que les policiers retranchés à l'intérieur tiraient sur la foule à travers les vitres brisées par les manifestants. On a vu aussi que les jeunes improvisaient et se donnaient des objectifs en dehors de toute organisation au fil du déroulement des événements, cette révolution a confirmé qu'elle était bien une force créatrice exceptionnelle, c'était la quasi-totalité des jeunes de cette ville qui étaient dans la rue et hurlaient leur haine du régime, de l'oppression, de la corruption, de la misère sociale...)

A quoi bon écrire (D. Gluckstein dans son dernier éditorial, *Informations ouvrières* n°136) que finalement les travailleurs français exigent la même chose que leurs camarades tunisiens et égyptiens, quand on n'est pas capable ou qu'on se refuse dans le journal de son parti, de mettre à la disposition de ses lecteurs les enseignements de ces soulèvements révolutionnaires. Qu'est-ce qui peut le justifier ?

Car il ne suffit pas de commenter l'actualité politique et sociale et de mettre en avant des revendications ou des mots d'ordre, encore faut-il expliquer aux travailleurs ce qui leur fait défaut aujourd'hui pour renverser les régimes en place et pourquoi leur révolution risque fort d'être confisquée par les tenants de l'ordre établi se camouflant sous différents masques. Question, qui n'étant pas abordée, ne trouvera pas de réponses spontanées de la part des travailleurs, dans ces pays comme en France. Au contraire, c'est notre devoir de les éclairer sur les moyens à mettre en oeuvre pour leur permettre d'aller de l'avant et de vaincre, demain ou plus tard peu importe. C'est quand le fer est chaud qu'il faut le battre, il est plus facile de saisir les faiblesses, les erreurs ou les lacunes qui se sont manifestées lors d'une mobilisation révolutionnaire à chaud ou lorsqu'elle se poursuit sous

nos yeux, que des mois ou des années plus tard, ce qui s'apparente à une désertion politique.

Il précise : "*Dans ces deux pays aujourd'hui, l'aspiration à la démocratie et à la souveraineté—s'exprimant notamment dans l'exigence de l'Assemblée constituante—se conjugue avec le développement des grèves ouvrières.*". Qui s'exprime ici, qui avance l'exigence d'une Assemblée constituante, D. Gluckstein, une minorité ou une majorité de travailleurs égyptiens, certaines couches du mouvement ouvrier égyptien, l'avant-garde ultra minoritaire en Egypte ou les masses, qui ? Que les travailleurs aspirent à la démocratie on veut bien le croire, c'est pour ainsi dire naturel, quant à la souveraineté, je ne pense pas que ce soit pour eux une revendication prioritaire, par contre l'abolition de la Constitution et des instititutions symboles de l'exploitation et de l'oppression, de la dictature et de la misère, figurent bien parmi leurs principales revendications, ce sont à la fois les piliers du régime et du système capitaliste, pourquoi le passer ici sous silence au profit de la "*souveraineté* qui est chère au coeur de tous les nationalistes, y compris l'armée ?

Peut-on avancer l'Assemblée constituante sans tenir compte des conditions dans lesquelles elle verrait le jour, sans indiquer qu'elle est incompatible avec la Constitution et les institutions en vigueur au service de la classe des capitalistes ? Serait-elle la panacée, en quoi constituerait-elle la garantie que les intérêts des travailleurs seront bien pris en compte ? Qu'est-ce qu'une Assemblée constituante qui ne s'appuierait pas sur la mobilisation révolutionnaire des masses, sans qu'elles puissent exercer en permanence un contrôle sur ses décisions, et agir de telle sorte qu'elle applique une politique conforme aux besoins de la classe ouvrière, de sa jeunesse et de la paysannerie pauvre ? Un journal au service des travailleurs ne devrait-il pas avoir pour vocation d'éclairer, guider, éduquer les masses ?

Politique.

1- France.

1.1- En famille. Il est des nôtres...

Le directeur du Fonds monétaire international (FMI) 'pourrait être un parfait candidat de droite', a déclaré jeudi 17 février le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Pierre Lellouche, dans un entretien accordé à I-Télé/Radio Classique.

'*Quand on est patron du FMI, on est dans la mondialisation, on fait les plans de redressement financier des pays qui sont en difficulté, on n'est pas franchement le genre de gauche que connaît la France*', a-t-il ironisé.

Pour Pierre Lellouche, '*Dominique Strauss-Kahn est un grand bourgeois, qui vit la mondialisation des gens en général très riches et des grands chefs d'entreprise*'. Il est '*totalement déconnecté de la souffrance des gens dans nos usines*'. (Lemonde.fr 17.02)

Ces gens-là ne doutent de rien. Il est bien connu que "*la souffrance des gens dans nos usines*" est la préoccupation prioritaire de l'UMP, histoire de tester la résistance des ouvriers à la douleur et d'en rajouter une couche !

1.2- Comme ils les aiment ces dictateurs ! Ils n'hésitent pas à les réhabiliter pour commercer avec eux.

Patrick Ollier, ancien président de l'Assemblée nationale, ancien président de sa commission économique également, est familier du pays dirigé d'une main de fer par le colonel Kadhafi. Président, durant ses longues années de parlementaire, du groupe d'amitié franco-libyen, qu'il a fondé, il a effectué nombre de voyages dans ce pays, le dernier datant du 23 octobre 2010, selon l'ambassade de France en Libye.

Il fut le vice-président de l'association France-Libye. Il est aussi souvent cité pour sa participation à des conférences et autres activités de la Chambre de commerce franco-libyenne, qui regroupe de nombreuses grandes entreprises françaises désireuses d'investir dans ce pays. En 2003, selon Jeune Afrique, Patrick Ollier est chargé par Jacques Chirac d'aller porter auprès de Mouammar Kadhafi un message sur la nécessité de soutenir la France dans la lutte contre la guerre en Irak.

En 2004, le général Rondot commence à enquêter sur les amitiés libyennes de M. Ollier. "*Compromission de POL. Irak, Libye, Syrie*", note l'espion dans ses fameux petits carnets. POL est son code pour le compagnon de Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la défense. Pour le général, il est soupçonné d'avoir avec certains pays arabes des "*accointances excessives* ".

Un article de France Soir, en mars 2005, insinue que M. Ollier est soupçonné d'avoir proposé à Thales, entreprise travaillant notamment pour le ministère de la défense, de l'aider à négocier un gros contrat avec le régime libyen.

A partir de 2006, Patrick Ollier fut l'artisan d'une tentative de rapprochement avec la Libye, dont le point d'orgue fut le projet de vendre un réacteur nucléaire civil au pays. M. Ollier explique alors que "*Tripoli veut retrouver sa place dans le concert des nations et a engagé l'ouverture de son économie à l'Occident*".

Celui qui n'est alors que parlementaire regrette, dans Le Nouvel Observateur, que d'autres pays fassent des affaires en Libye tandis que "*la France ne récolte que des miettes*". La raison, selon lui : "*Les Anglo-Saxons savent mettre leur diplomatie au service de leurs entreprises. Nos fonctionnaires en sont loin*".

Le "*guide suprême*" libyen, dont la visite en France, à l'automne, provoque polémique sur polémique, trouve en M. Ollier un indéfectible soutien : "*Le colonel Kadhafi est un homme surprenant. Quand vous lui parlez, vous avez l'impression qu'il est ailleurs mais en réalité il vous écoute et possède des capacités d'analyse et de décision qui sont stupéfiantes. Contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas un personnage fantasque*", explique-t-il au *Journal du Dimanche*. Avant d'ajouter qu'il "doit peut être exister quelques reliquats de pratiques anciennes comme la torture" en Libye.

Dans les colonnes du Monde, le 16 décembre 2007, M. Ollier assure que "*Kadhafi n'est plus le même qu'il y a vingt ans et a soif de respectabilité. Il lit d'ailleurs Montesquieu*".

Selon une note d'Amnesty international fin 2010, "*les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile qui tentent de se rendre en Europe en passant par la Libye se trouvent exposés à la torture et à la détention illimitée*". Mercredi 16 décembre, la police libyenne a dispersé violemment des manifestations dans le nord-est du pays, faisant au moins quatre morts et des dizaines de blessés. (Lemonde.fr 17.02)

2- Irak.

L'agitation sociale, due notamment aux pénuries alimentaires et aux coupures chroniques de courant, s'est poursuivi jeudi dans plusieurs villes d'Irak, notamment à Souleïmanieh, dans le Nord, où un manifestant a été tué par la police.

Trente-trois autres personnes ont été blessées lorsque les policiers ont ouvert le feu pour refouler un millier de personnes manifestant leur mécontentement devant le siège du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, le président de la région autonome irakienne.

A Kirkouk, autre grande ville du Nord, quelque 250 vendeurs de rue ont manifesté contre une décision des autorités de les chasser d'un pont où ils se livraient à leur commerce sauvage.

A Bassorah, grand port pétrolier du Sud, 250 personnes ont manifesté dans le calme pour réclamer du travail. A Nassir, également dans le Sud, un petit groupe de protestataires a mis le feu à un bâtiment public, rapportent des témoins.

"*Les manifestations sont protégées et je dis que les forces de sécurité ne sont pas autorisées à utiliser la force*", a déclaré à Bagdad le Premier ministre Nouri al Maliki, jugeant que "*la plupart des revendications sont légitimes*". (Reuters 17.02)

Social.

1- La Fonderie Messier occupée. Une vingtaine de salariés engagés dans un conflit social retenaient jeudi soir dans son bureau le président d'une fonderie située près de Pau, dans les Pyrénées-Atlantiques, a-t-on appris de source syndicale.

Les salariés demandent une augmentation de salaire et l'interruption d'une procédure engagée contre un délégué syndical.

"*Nous resterons tant que la direction n'aura pas accepté de lever la sanction et accepté une augmentation de salaire de 60 euros*", a dit Jean-Claude Colmuto, un délégué CGT.

Une inspectrice du travail se trouvait sur place en tant que médiatrice.

Une centaine de salariés ont pénétré dans le bureau alors que devait débuter un entretien avec le représentant syndical, en vue d'une sanction disciplinaire.

Des débrayages ont eu lieu ces derniers jours pour des négociations sur les salaires, les congés payés et les heures supplémentaires.

La menace de sanction et l'acte d'un actionnaire de la société, qui aurait forcé un piquet de grève avec son véhicule, ont "*mis le feu au poudre*", selon le délégué CGT.

La Fonderie Messier, qui emploie environ 200 personnes, est le leader européen de la fonderie de précision d'aluminium et de magnésium. (Reuters 17.02)

2- Prime à la répression ou la version de la rémunération au mérite dans la police du ministère de l'Intérieur.

Le syndicat Unité-SGP-Police, majoritaire dans la police nationale, a dénoncé jeudi 17 février à Pau des 'quotas d'infractions imposés' aux policiers de cette agglomération, dans une note comportant une prévision chiffrée d'infractions routières à relever. Le tableau des '*objectifs 2011*', objet d'une note interne de la direction départementale de la sécurité publique des Pyrénées-Atlantiques, précise le nombre de verbalisations attendues au cours de l'année, pour chaque brigade de police de la région paloise et pour chacune des onze infractions routières inventoriées, a révélé jeudi le quotidien Sud-Ouest.

Ces '*objectifs*' concernent aussi bien les excès de vitesse, le défaut d'assurance ou d'équipements obligatoires que les infractions pour conduite en état d'ivresse ou sous l'effet de stupéfiants, le franchissement de feux rouges et le 'refus d'obtempérer'. Le document précise pour cette dernière catégorie de relever cinq infractions par mois pour chaque brigade routière.

'*C'est l'exemple même d'un quota absurde*', a déclaré Frédéric Chauvin, porte-parole d'Unité-SGP-Police des Pyrénées-Atlantiques, au sujet de la catégorie 'refus d'obtempérer' en pratique les conducteurs qui prennent la fuite plutôt que de se soumettre aux injonctions d'un agent de police.

Selon Frédéric Chauvin, ces '*objectifs*' sont bel et bien des '*quotas d'infractions imposés*' dont les responsables des brigades et leurs agents '*savent bien qu'ils déterminent des montants de primes de fin d'année et les avancements professionnels*'. '*Il ne faut pas nous prendre pour des lapins de six semaines*', commente ce responsable syndical. '*Si ces tableaux ne sont pas nouveaux, ajoute-t-il, ils ont pour effet de pousser de plus en plus les agents à verbaliser tout ce qui bouge, au détriment des fonctions essentielles de prévention et de contact avec la population*'. (Lemonde.fr 17.02)

Un attribut d'un régime policier, non ?

Economie.

France. Banksters : des dividendes multipliées par sept !

Les banques françaises devraient afficher de très bons résultats pour l'année 2010. La Société générale a déjà publié des résultats comparables à ceux d'avant-crise. Serge Maître, le président de l'Association française des usagers de banque, estime que ces profits sont disproportionnés. Interview du *Point*.

Que pensez-vous des profits générés par les banques françaises en 2010 ?

Ils sont totalement disproportionnés par rapport à la croissance de l'économie française, qui a été de 1,5 % en 2010. À la Société générale, ils ont été sextuplés. Les dividendes vont être multipliés par sept ! De tels résultats se font sur le dos des clients. Les banques françaises se financent entre 0,5 et 1,5 % et proposent des crédits à des taux d'intérêt entre 3,5 et 4 %. C'est une marge considérable. Par ailleurs, les chiffres publiés par la Banque de France montrent que le volume de distribution de crédits - immobiliers mis à part - n'est pas à la hauteur. Quand les banques expliquent qu'elles maîtrisent le coût du risque, c'est qu'elles ne prêtent pas assez aux entreprises !

Mais une grande partie de ces bénéfices doivent permettre de conforter les fonds propres, ce qui permettra aux banques françaises de continuer à prêter à l'avenir...

C'est vous qui le dites. Les faits montrent que ce n'est pas le cas. Par ailleurs, en ce qui concerne la Société générale, par exemple, environ 30 % des profits ont été générés par la banque de détail. Même si l'Association française des banques dit maintenant que cela ne leur a servi à rien, les banques françaises ont quand même reçu un soutien de l'État et donc du contribuable. Nous réclamons donc en quelque sorte un retour sur investissement ! (Lepoint.fr 17.02)

Haut de page

Le 19 février

La mise à jour des articles de presse concentre l'actualité sociale et politique internationale d'hier.

Qu'entend-on par là, lorsque l'on affirme que l'homme n'acceptera jamais d'être réduit à l'état d'esclave ? Quels facteurs prend-on en compte pour évaluer cet état d'esclavage : les conditions de travail ou les conditions d'existence ou les deux à la fois ? Il faudrait commencer par rappeler qu'on est esclave du système économique et politique en vigueur, qu'on l'admette ou non, de par la nature des rapports (sociaux) de production en régime capitaliste et la place qu'on occupe au sein de ces rapports, c'est donc lorsqu'un certain degré d'exploitation et d'oppression est atteint ou franchi, devient intolérable, que l'on évoque cet état. Notre analyse pour présenter un intérêt et éviter de nous fourvoyer, doit absolument partir de la situation du prolétariat et de

la paysannerie à l'échelle mondiale, de leur évolution au cours du XXe siècle. Elle portera sur la composition des classes dans la société et le monde, les modifications intervenues à l'intérieur des classes au fil de l'évolution du capitalisme mondial lors des dernières décennies.

Vaste programme que l'on ne fera qu'effleurer en essayant de faire ressortir les grandes lignes directrices qui permettront d'ajuster notre stratégie politique. Il reviendra à d'autres militants de développer les arguments que j'aurai exposés, d'en ajouter d'autres ou de les rejeter, l'objectif étant de parvenir à être en phase sur le plan politique avec la classe et les masses telles qu'elles existent aujourd'hui, dans une société et un monde ayant connu de profondes transformation depuis les années 80-90, pour pouvoir les aborder sous un angle qui correspond à leur place dans la société, leur état d'esprit, leur niveau de compréhension du monde et leur niveau de conscience politique. Toujours dans la perspective de la construction du parti et du socialisme évidemment. Et quand je précise que l'objectif est de parvenir à être en phase sur le plan politique avec la classe et les masses, c'est parce que je prétends que tel n'est pas le cas des différents partis ouvriers ou qu'ils en sont incapables à l'heure actuelle, je me dois donc d'expliquer pourquoi.

Cela fera l'objet d'une causerie ou d'un article demain ou les jours suivants, c'est en tout cas la question à laquelle je réfléchis sérieusement depuis hier après-midi. Je n'ai plus le temps de causer aujourd'hui. Bon week-end à tous.

Economie.

Le président de la Réserve fédérale américaine a défendu vendredi le recours dans les pays développés aux mesures d'assouplissement monétaire, accusées de provoquer la surchauffe des marchés émergents.

La hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie fait craindre un accroissement de l'inflation dans le monde entier, et les banques centrales sont nombreuses à envisager des mesures de durcissement monétaire pour préserver la reprise économique.

La politique d'assouplissement monétaire lancée en novembre par la Fed, qui prévoit le rachat de 600 milliards de dollars de dette souveraine, est accusé d'abaisser artificiellement la valeur du dollar, de nuire aux exportations des pays en développement et de créer des bulles financières sur leurs marchés. (Reuters 18.02)

Haut de page

Le 20 février

J'ai mis deux articles en ligne, le premier dans lequel je tire quelques enseignements des soulèvements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, le second dans lequel je commente le communiqué de la réunion hier du G20. Je les ai écrits au petit matin à partir de 6h, comment je fais pour être en forme à cette heure-là de la journée, c'est simple, je pense à notre cause 24h/24, même en dormant apparemment ! Il est évident que si je picolais ou me défonçais le soir comme une bête ce serait impossible, je le dis pour ceux qui s'imagineraient... des choses, ils vont être déçus.

Je suis assez satisfait de ces deux articles, c'est rare pour le préciser, c'est la preuve que je suis en forme, on a tous des hauts et des bas dans la vie, je vous appelle donc à les lire et à en faire la critique si nécessaire, elle sera la bienvenue, comme d'habitude. Vous aurez compris que dans mon trou, mon activité politique se nourrit exclusivement ou presque de l'actualité sociale et politique dans le monde, je n'ai pas eu le temps de lire le moindre ouvrage des marxistes que j'ai mis en ligne récemment. J'en ai même oublié de régler l'assurance de ma moto qui arrivait à échéance le 12 février, ce n'est pas très sérieux.

Au fait, la vente de ma maison est tombée à l'eau, pas dans la mer heureusement, elle se tient tranquille pour le moment, le type qui devait me l'acheter est bourré de dettes, il a ses créanciers aux fesses, les flics ont débarqué chez lui, il comptait que les banques accepteraient d'étaler ses dettes, mais apparemment elles ont refusé, il a même été obligé de fermer sa pompe à essence pendant deux jours parce qu'il n'avait pas réglé sa dernière facture. Cela ne fait pas vraiment mon affaire, je comptais sur cet argent pour financer ma retraite, cependant je n'ai pas tout perdu puisque je conserve le million de roupies (15 000 euros environ) qu'il m'avait versé conformément à la loi en vigueur, je lui ai signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, c'était plus sûr avec ce genre de voyou. J'ai remis mon adresse dans la page d'accueil pour ceux qui veulent m'écrire ou soutenir financièrement le site. Du coup, je vais devoir me farcir quelques travaux, ce qui ne m'enchante pas car l'actualité politique est très chargée depuis deux mois ; ah cette foutue lutte des classes, elle ne finira donc jamais, qu'ils dégagent tous et qu'on n'en parle plus !

Je réfléchis toujours à l'article dont je vous ai parlé hier, il me faut juste un peu de temps pour réunir les principaux facteurs qui permettront d'étayer mon argumentation et de fournir une réponse sérieuse, et si possible satisfaisante, à la question que j'ai posée, tout ne me vient pas à l'esprit d'un coup, mes capacités sont limitées et c'est le seul moyen que j'ai trouvé pour contourner cet obstacle. En étant isolé, ce n'est pas facile, il faut seulement être patient et déterminé. Dans la vie beaucoup de

choses dépendent de notre volonté.

Juste un dernier mot, bien que le RCD en Algérie soit un parti corrompu et pourri, soutenu par le PG en France, il était intéressant de voir la réaction de la population algérienne, si elle répondrait ou non à son appel (lire plus loin dans l'article du jour). Par ailleurs, comme tous les partis sans exception ont fait allégeance à la Constitution de Bouteflika, y compris le PT d'Algérie, ils sont tous très mal placés pour critiquer cette initiative ou donnez des leçons aux autres. Nous prenons acte que la jeunesse ne s'est pas saisie de cet appel pour la raison évoquée plus haut et d'autres encore. De notre côté, nous n'avons fait que relayer une information, sans soutenir cet appel ou le RCD, cela va s'en dire.

Bon dimanche à tous, ici il est déjà 12h30, il fait entre 30 et 35°C, l'hiver est bien terminé !

Syndicat.

Monolithisme.

Jean-Claude Mailly a été officiellement reconduit samedi secrétaire général de Force Ouvrière par le comité confédéral national du syndicat (CCN), son «parlement», réuni à Montpellier, a-t-on appris auprès de FO.

Au lendemain de la clôture du congrès de Force Ouvrière à Montpellier, Jean-Claude Mailly, qui était le seul candidat à sa propre succession, s'est vu confier son troisième mandat de trois ans à la tête de Force Ouvrière, avec 5.829 votes sur un total de 5.898, a indiqué un porte-parole.

La trésorière Rose Boutaric a également été reconduite dans ses fonctions -- avec 5.800 voix sur 5.858 -- par le CCN, qui désigne la commission exécutive et élit le bureau confédéral de 12 membres, selon la même source.

Un nouveau membre fait son entrée au bureau confédéral: Philippe Pihet, secrétaire général de l'union départementale du Rhône, remplace Bernard Devy, qui part à la retraite.

Ce cadre à la caisse régionale de sécurité sociale de Rhône-Alpes, adhérent FO depuis 1978 et membre de la commission exécutive depuis 2007, doit prendre en charge les dossiers de protection sociale.

FO, qui revendique 500.000 adhérents, était réunie en congrès de lundi à vendredi à Montpellier.

Durant ces cinq jours, elle a offert l'image d'une organisation soudée autour de son secrétaire général pour défendre fermement «la différence FO», Jean-Claude Mailly fustigeant «l'axe» CGT-CFDT.

Son rapport d'activité, dressant le bilan de la direction depuis le congrès de Lille (juin 2007), a été approuvé par 97,27% des voix, un taux quasi identique à celui du précédent congrès. Son prédécesseur Marc Blondel, davantage contesté, n'avait fait aussi bien qu'une seule fois, en l'an 2000. (20minutes.fr 19.02)

En aparté, c'est le seul article de presse en ligne dans l'actualté que j'ai trouvé sur le congrès de FO ces derniers jours.

Bref, voilà une bien mauvaise nouvelle pour le mouvement ouvrier.

Je l'affirme sans l'avoir vérifié, mais sachant que le parti bolchevik de Lénine et Trotsky avait réussi à conduire le prolétariat au pouvoir en octobre 1917 alors qu'il comptait pas moins d'une dizaine de tendances, on ne peut être que stupéfait et consterné d'apprendre que le rapport d'activité de la direction sortante de FO ait été approuvé par 97,27% des congressistes, à croire qu'il n'existe aucune opposition sérieuse dans ce syndicat à la ligne réformiste impulsée par sa direction.

Voilà finalement des gens heureux dans ce vieux monde, y compris le POI qui était largement représenté lors de ce congrès, comme dans les précédents (PT, PCI, OCI) ! Pitoyable, mais pas vraiment étonnant.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais entre des directions de partis ou de syndicats dont les délégués réunis en congrès soutiennent à près de 100% leur politique, quand ce n'est pas à l'unanimité, et des congrès qui se soldent par l'adoption à la majorité du bilan de leur direction ou plus rarement (exceptionnellement en fait !) encore son rejet, lesquelles selon vous inspirent davantage confiance ou expriment le plus la démocratie, sachant que tous les partis et syndicats sont traversés par d'importantes contradictions, pour ne pas dire qu'ils sont en crise, ou encore que leurs militants ne sont pas franchement sur la même longueur d'onde ?

Il faut croire que dans certains partis ou syndicats, toute opposition à leur direction est étouffée dans l'oeuf ou n'a pas vraiment le droit au chapitre. L'ordre règne à FO, comme dans tous les syndicats et partis, c'est l'essentiel !

Haut de page

Le 21 février

J'ai mis volontairement en ligne la causerie du jour sous forme d'article, cela nécessitera un gigantesque effort de volonté à fournir à ceux qui voudraient la lire, un clic de souris, ainsi ceux qui n'auraient pas envie de la lire ne l'auront pas sous le nez en lisant les infos en bref, je leur épargne ma prose qui leur donne la nausée, excusez-moi, je suis ulcéré par la mentalité détestable qui règne parmi les militants, j'en ai honte pour eux au regard des balles que se prennent les manifestants en Lybie et au Yémen, c'est franchement minable, pitoyable ! Je me demande parfois si on combat vraiment pour la même cause, pour des intérêts collectifs paraît-il... Passons.

Précision à propos des articles de presse et des infos en bref proposés dans le site.

En dehors des articles datant d'un jour ou deux, tous les articles que je reproduis en entier ou en partie sont les plus récents mis en ligne sur Internet au moment où je prépare l'actualisation quotidienne du site, c'est-à-dire le lendemain matin entre 5 et 7h, c'est rare que je me mette au boulot plus tard.

Il faut savoir que sur le Net certaines infos sont actualisées par les agences de presse (AP et Reuters principalement) ou les médias nationaux (le monde.fr, libération.fr, lefigaro.fr, etc.) plusieurs fois par jours, je prends donc les articles les plus récents, les derniers parus au moment où j'actualise le site, avec l'inconvénient sur vous qu'avec le décalage horaire de 4h30 ou 3h30 selon les saisons (sic!), des dépêches de presse sont actualisées ou sont mises en ligne alors que je suis déjà couché, par exemple si une info tombe à 22h en France, il est 2h30 du matin chez moi et en principe je dors, cette info ne sera mise en ligne sur le site que le lendemain matin. L'avantage maintenant, c'est que je mets en ligne les dernières infos qui ont pu vous échapper la veille, car vous devez être peu nombreux à consulter les articles de presse qui tombent entre 22h et minuit ou plus tard encore en fonction du décalage horaire des différents pays.

Tout cela pour dire qu'il peut arriver qu'il y ait un décalage entre l'info que je vous communique et la dernière en date compte tenu que l'information est diffusée en temps réel et en continu sur Internet ; par exemple, quand j'écris qu'il y a eu 84 morts en Lybie, une heure plus tard, il faudrait écrire 85, donc si vous ouvrez votre ordinateur à ce moment-là seulement, mon info ne correspondra plus tout à fait à la réalité puisqu'entre temps la situation aura connu de nouveaux développements. De mon côté, j'essaie de prendre l'info la plus récente au moment où j'écris, dans la mesure où elle me semble fiable, sans certitude absolue.

Par ailleurs, on peut aussi être trompé par les agences de presse qui diffusent une information à 15h, alors que les faits qu'elles relatent datent déjà de plusieurs heures ou de la matinée et que depuis la situation a évolué, par exemple quand Reuters écrit qu'il y a des milliers de manifestants à Tunis, Associated press à la même heure parle de 40.000 manifestants ce qui n'est plus du tout pareil. Il faut donc vérifier que l'info que l'on diffuse correspond bien à la réalité des faits à un moment donné, précis. De votre côté, vous devez tenir compte du décalage horaire qui existe entre la France et l'Inde où je vis afin d'éviter des erreurs d'appréciation sur la qualité des infos que je mets en ligne, cela n'a jamais été le cas jusqu'à présent, mais je pense que cette précision devait être apportée pour éviter tout malentendu entre nous.

Si je peux me permettre une mise en garde, attention aux sites à caractère idéologique genre Rue89, Slate.fr, Médiapart, Le Grand Soir, etc. qui ne transmettent à travers leurs articles que les informations qui les arrangent ou correspondent à l'idéologie dominante dont ils sont également l'expression ou les représentants et qu'ils s'emploient à diffuser dans les masses, c'est la limite de la fameuse presse "indépendante", alors que je m'emploie à mettre en ligne l'intégralité des faits qui sont portés à ma connaissance, sauf toutefois ceux qui sont du domaine de la propagande de la réaction et ne constituent pas un fait important, par exemple quand quelques milliers de supporters de Berlusconi manifestent, c'est une info marginale sans grand intérêt pour nous, par contre s'ils étaient des centaines de milliers, là pour le coup je serais obligé de le mentionner.

Plus le temps de commenter les infos en bref.

Politique

1- France. Alors on danse ? Non, on fait le ménage : dégage !

Les cotes de popularité de Nicolas Sarkozy et François Fillon ont atteint un plus bas depuis leur arrivée au pouvoir en 2007, d'après un sondage Viavoice pour Libération publié dimanche.

Selon cette enquête, le président de la République recueille 30% d'opinions positives, soit une baisse de quatre points en un mois. Soixante six pour cent des sondés ont une mauvaise opinion du chef de l'Etat et 4% ne se prononcent pas. En recul de

six points, la cote du Premier ministre est de 41%. Les sondés sont 54% à avoir de lui une opinion négative. (Reuters 20.02)

Qu'est-ce qu'un chef d'Etat et son gouvernement ultra minoritaire qui se maintient au pouvoir, sinon une dictature ?

Après la Tunisie et l'Egypte, les soulèvements révolutionnaires pour exiger de meilleures conditions d'existence, davantage de démocratie ou la chute des régimes, se répandent à travers tout l'Afrique du Nord jusqu'au monarchie du Golfe et la Corne de l'Afrique.

Ce qui a radicalement changé par rapport aux décennies précédentes, c'est l'impossibilité pour les tyrans d'empêcher que l'information ne se répande comme une traînée de poudre et d'alimenter la colère muselée qui sommeillait au fin fond de tous ces peuples livrés à des régimes de pilleurs et de terreurs soutenus par les différents impérialismes.

Leurs ministères de la désinformation et de la propagande sont devenus obsolètes en quelques années face aux moyens techniques modernes de communication, téléphone portable muni de caméra, Internet, chaînes de télé étrangères par satellite (parabole + décodeur), dont une partie de la population s'est équipée...

2- Tunisie.

2.1- La Tunisie demande l'extradition de l'ancien président Zine ben Ali à l'Arabie saoudite pour qu'il puisse répondre d'accusations liées à la violente répression des manifestations du mois dernier, annonce dimanche le ministère tunisien des Affaires étrangères.

La demande d'extradition présentée par la Tunisie à l'Arabie saoudite fait "*suite à une nouvelle série d'accusations à l'encontre du président déchu (...), accusations relatives à son implication dans plusieurs crimes graves, qui consistent à commettre et à inciter à l'homicide volontaire et à semer la discorde entre les citoyens d'un même pays, en les poussant à s'entretuer*", dit le communiqué diffusé par l'agence Tap. (Reuters 20.02)

2.2- De très importantes sommes en dinars tunisiens et en devises étrangères, ainsi que des bijoux d'une "valeur inestimable" ont été découverts dans l'un des palais du président tunisien déchu Zine El Abidine Ben Ali et de son épouse Leïla Trabelsi sur la colline de Sidi Bousaïd, une banlieue huppée à environ 15km au nord de Tunis, selon des images diffusées par la télévision nationale.

Les images de cette impressionnante "*cave d'Ali Baba*" sont diffusées en exclusivité depuis samedi soir par la télévision nationale tunisienne, qui attribue cette découverte à la commission nationale d'investigation sur la corruption et les abus de l'ancien régime. Le président de cette commission, le juriste Abdelfattah Amor, était présent sur les lieux.

Des rangées entières de liasses de billets de banques -des coupures de 500 euros, des dollars ainsi que des devises égyptiennes, libanaises et turques, en plus de gros paquets de dinars tunisiens- étaient placées dans de grands coffres-forts dissimulés derrière une bibliothèque aux portes glissantes.

Des liasses montrées par la télévision étaient encore cachetées, portant le sceau de la Banque centrale de Tunisie (BCT) datées de 2001 ou de 2009. "*Celle-ci est à elle seule d'une valeur de 100 millions*", a déclaré un membre de la commission en tenant une liasse de coupures de 500 euros toutes neuves.

"*Il y a là des milliards et des milliards, peut-être plus qu'il y en a à la Banque centrale*", s'est exclamé, stupéfait, le journaliste Mehrez Laâmari.

Les coffres contenaient également des parures serties de diamants, d'émeraudes et d'autres pierres précieuses, colliers et ceintures en or massif.

Le Pr Abdefattah Amor a assuré que cette "*fortune*" serait évaluée en présence des membres de la commission et de huissiers notaires. "*Elle sera dès aujourd'hui déposée dans les coffres de la BCT et, après les procédures légales, elle devra retourner au peuple tunisien*", a-t-il ajouté. (AP 20.02)

Economie.

"*Nous ne pouvons rien contre une augmentation immédiate des prix du pétrole ou des matières premières mais, en revanche, nous devons éviter à tout prix ce que nous appelons les effets de second tour, c'est-à-dire le fait que les autres prix se mettent à bouger et s'installent à un niveau supérieur, qui ne serait pas conforme à notre définition*", a dit Jean-Claude Trichet sur Europe 1.

"*Je pense à l'ensemble des autres prix, y compris bien entendu aux salaires, et nous disons aux partenaires sociaux : 'considérez que nous sommes là précisément, dans une perspective de moyen et long terme, pour assurer la stabilité des prix en ligne avec*

notre définition"'.

Interrogé sur l'hypothèse d'augmenter les salaires, il a estimé que «ce serait la dernière des bêtises à faire».

«*Lorsque je regarde le succès, ou le relatif insuccès, au sein de la zone euro, il est parfaitement clair que ceux qui ont su maîtriser leurs coûts connaissent un grand succès en matière de réduction du chômage, ce qui est quand même l'objectif majeur de la plupart des pays*», a-t-il poursuivi.

Il a mis en avant la santé «*remarquable*» de l'Allemagne, parvenue à réduire son chômage pendant la crise, en soulignant que «*depuis la création de la zone euro*», les salaires dans la fonction publique n'avaient augmenté que de 17% outre-Rhin, contre «*environ 35%*» en moyenne en France et dans la zone euro. (Reuters et 20minutes.fr 20.02)

Haut de page

Le 22 février

Parole d'internaute.

J'ai reçu un courriel d'un camarade (ex-OCI) proche ou adhérent du POI. Il était sorti de l'OCI quand j'y entrais. Je l'en remercie et je lui répondrai demain si possible, dans le site évidemment et sans mentionner son nom, on n'a pas de secrets entre nous.

1- Et dire que la Libye de Kadhafi avait présidé en 2003 la Commission des droits de l'homme, ajoutant au discrédit de cette institution remplacée en 2006 par un Conseil piégé à son tour par les dictatures. En 2008 elle avait présidé le Conseil de sécurité puis en 2009 l'Assemblée générale. En 2010 elle avait été élue par 155 voix sur 192 au Conseil des DH avec Bahreïn et d'autres pays liberticides et malgré les ONG qui y voyaient "l'une des plus brutales tyrannies". Kadhafi aura ridiculisé l'ONU.

Commentaire. La Lybie dispose de réserve en pétrole et Kadhafi est un excellent client pour les marchands d'armes, ne cherchez pas plus loin. L'ONU est à l'image de Kadhafi, CQFD.

2- Ce qui est intéressant c'est la gymnastique intellectuelle à venir : comment les diplomaties occidentales vont-elles justifier le brillant retour de popularité il y a 7 ou 8 ans du désormais ami de la France, ami de l'Europe, le colonel K. Ignoraient-ils la barbarie caractérise de ce régime ?

Commentaire. Rien à foutre en vérité, l'Internationale socialiste qui partage en alternance le pouvoir avec le parti de l'ordre est le complice de tous les dictateurs d'hier et d'aujourd'hui de la planète. En dehors de l'UMP et du PS, qui en France a assez de voix et de volonté pour demander des comptes à ceux qui ont soutenu ou qui soutiennent encore les dictateurs pour se faire entendre du plus grand nombre ? Personne, idem dans tous les pays. L'UMP et le PS ainsi que ses satellites sont compromis dans cette affaire, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils se tirent une balle dans le pied ? Dans la tête ce serait mieux, bien sûr, on s'en chargera le moment venu.

3- ... ne croyez-vous pas que la classe politique et médiatique dans leur ensemble se concentrent sur les "faux sujets", justement parce que personne, ni à droite, ni à gauche, n'a la solution pour sortir la France de son marasme ?

Commentaire, c'est le sujet de mon dernier article, bien que je ne pose pas la question exactement dans ces termes. La solution : c'est la voix de l'opposition de gauche !

Politique

Tunisie.

Le ministre tunisien de l'Intérieur Farhat Rajhi a présenté lundi au tribunal de première instance de Tunis une demande pour la dissolution du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), l'ancien parti au pouvoir, rapporte l'agence officielle TAP.

Le RCD, qui revendiquait près de 2,5 millions d'adhérents sur une population de 10 millions d'habitants, pesait de tout son poids sur la scène politique tunisienne.

La dissolution du RCD continue d'être l'une des principales revendications des manifestations qui se poursuivent en Tunisie. Elle figure en tête des exigences des participants au sit-in qui se tient depuis dimanche devant le palais du gouvernement, place de

la Kasbah à Tunis. (AP 21.02)

Syndicat.

Un responsable local de la CGT, candidat FN aux cantonales, a été suspendu par la direction nationale du syndicat, qui estime incompatibles les valeurs de la CGT et du FN.

La CGT n'est pas soluble dans le FN. Le syndicat des agents territoriaux de la mairie de Nilvange (Moselle) a été suspendu par la centrale de Montreuil parce que son responsable était candidat du Front national (FN) aux élections cantonales de mars.

"*Les idées du FN n'ont pas leur place à la CGT. Cet adhérent a défendu publiquement les thèses du FN sur la préférence nationale, l'immigration comme cause du chômage et contre la régularisation des sans-papiers*", s'est indignée la fédération CGT des services publics dans un communiqué reçu à Metz.

"*Les 26 adhérents du syndicat de Nilvange ayant dans leur majorité refusé de désavouer leur secrétaire général, la fédération a décidé, conformément aux statuts confédéraux et fédéraux, la suspension immédiate de l'affiliation du syndicat de Nilvange*", a poursuivi la direction nationale des services publics.

Le cégétiste et candidat frontiste, Fabien Engelmann, a indiqué qu'il "*ne voyait pas d'incompatibilité entre ses convictions affichées et son engagement syndical*".

Il a ajouté qu'il était "*passé du NPA au nouveau Front national de Marine le Pen avec le soutien de ses camarades de section*".

Pour le secrétaire de l'union CGT de la Moselle, Denis Pesce, "*il y a une opposition totale entre les valeurs de la CGT et les thèses du FN*". (Lexpress.fr 21.02)

Vive "*l'indépendance*" des syndicats par rapport aux partis, en voilà la conséquence désastreuse !

Toujours plus fort : Comment expliquez-vous qu'un travailleur puisse passer ainsi du NPA au FN ? Parce que le NPA n'est pas un parti ouvrier mais un véritable foutoir, les camarades du NPA qui se connectent sur le site m'excuseront de ma franchise.

Quant à la CGT, il y a bien au moins un membre du FN qui détenait un poste à responsabilité dans FO, l'éditeur et journaliste, l'ami intime et biographe officiel d'Alexandre Hébert, lui-même ami intime d'un certain Pierre Lambert et inspirateur présumé du PT, cela ne s'invente pas hélas !

Economie.

Gavez-vous pendant qu'il en est encore temps, on vous fera rendre gorge plus tard !

Les grandes entreprises françaises devraient distribuer à leurs actionnaires environ 40 milliards d'euros en 2011, grâce au rebond de leurs bénéfices.

Les entreprises cajolent leurs actionnaires. Cette année, -elles vont leur verser des dividendes records. La moitié environ des groupes du CAC 40 ont déjà publié leurs résultats pour 2010 et dévoilé ce qu'ils comptent distribuer dans les prochains mois. Selon les premières estimations, près de 40 milliards d'euros devraient au total tomber dans la cagnotte des actionnaires. C'est-à-dire 13% de plus que l'an dernier.

«*Cela pourrait même être un peu plus, car les bonnes surprises sont nombreuses cette année, comme Michelin, avec un dividende en hausse de 80%, Danone ou encore Sanofi*», remarque Jean-Charles Mériaux, directeur général de DNCA Finance.

En 2010, comme en 2009, les entreprises avaient réduit les montants servis aux actionnaires. Aujourd'hui, elles se rattrapent. Les dividendes vont même dépasser les niveaux historiquement élevés de 2007. «*Au total, les entreprises du CAC 40 devraient distribuer en moyenne 45% de leurs bénéfices sous forme de dividendes*», précise Pierre Sabatier, stratégiste chez PrimeView. Un niveau élevé par rapport à la moyenne historique. En 2007, -elles se limitaient à 37%. Et la même tendance s'observe dans les autres pays européens.

«*De nombreuses entreprises ont des bilans sains et sont peu en-dettées. Leurs bénéfices ont fortement progressé. Elles ont les moyens de rémunérer leurs actionnaires*», note Nicolas Simar, responsable de la stratégie dividendes chez ING IM.

Cette bonne santé financière augure bien de l'avenir. «*Les -sociétés européennes devraient -encore augmenter leurs dividendes*

de plus de 10% l'an prochain», pronostique Nicolas Simar.

Les sociétés les plus généreuses se recrutent comme toujours dans les secteurs de l'énergie (à l'image de Total, qui distribue 50% de ses bénéfices et consacre plus de 5 milliards à rémunérer ses actionnaires), des services aux collectivités ou encore des télécoms. «*On voit même des sociétés comme France Télécom ou Vivendi chercher à s'assurer la fidélité de leurs actionnaires en s'engageant désormais sur les dividendes qui seront versés au cours des prochaines années*», explique Jean-Charles Mériaux.

Mais, cette année, des secteurs qui avaient coupé les dividendes l'an dernier, pour cause de crise et de résultats en berne, vont aussi de nouveau rémunérer leurs actionnaires. C'est le cas des banques, même si elles se montrent moins généreuses qu'à la belle époque. Parmi les dix sociétés qui consacreront les sommes les plus importantes à leurs actionnaires cette année, figurent notamment BNP Paribas et la Société générale. Le secteur automobile, à l'image de Peugeot, renoue aussi avec une politique de distribution. «Pour l'instant, la seule société du CAC 40 qui a annoncé renoncer à verser un dividende est Alcatel-Lucent», ajoute Pierre -Sabatier. (Lefigaro.fr 21.02)

Haut de page

Le 23 février

Un message reçu ce matin.

Demain soir aura lieu à Lyon un "*Meeting de solidarité avec les peuples et les travailleurs en luttes en Egypte, en Tunisie et ailleurs* ", parmi les organisations qui y appellent, : CCI-T, VP- Partisan, Union pour le communisme, Table Rase, JC, ICO, à 18h30 à l'Université de Lyon 2 (Amphithéâtre Jaboulay), 86, rue Pasteur, Lyon 7e, Tram T1, rue de l'Université, prendrons la parole des militants tunisien, marocain, algérien, iranien et irakien notamment.

Je n'ai pas eu le temps de terminer ma réponse au camarade qui m'a adressé un courriel avant-hier, demain matin.

Ils le disent eux-mêmes.

La diplomatie française réduite à l'état de service d'un VRP du CAC 40 raté ou "***en slip***" au choix.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point", intervient sur les ondes de RMC du lundi au vendredi à 7 h 50 pour sa chronique politique "*Le parti pris*". Extrait.

Question : C'est Christine Lagarde et non Michèle Alliot-Marie qui conduit aujourd'hui la première visite officielle française en Tunisie depuis la chute de Ben Ali. Au-delà du discrédit personnel de la ministre, vous y voyez le symbole d'une politique étrangère qui a perdu la tête. C'est votre parti pris.

Réponse : Disons que si on envoie la ministre de l'Économie, c'est peut-être parce que notre politique étrangère est en quasi-faillite. Tout le monde sait que la France a trop tardé à soutenir la révolte tunisienne, et depuis, les bévues s'accumulent : avec les explications peu convaincantes de MAM sur ses vacances, puis avec le long silence sur l'Égypte, le retard à l'allumage sur la situation en Libye. Et maintenant l'incident navrant qui a opposé notre ambassadeur à Tunis à des journalistes, qu'il a traités avec beaucoup de mépris pour quelqu'un dont la mission consiste justement à rétablir la confiance envers la France.

Question : Cet ambassadeur, Boris Boillon, c'est un protégé de Nicolas Sarkozy. Vous allez dire que c'est la faute du président ?

Réponse : Peut-être pas sa faute, mais sa responsabilité. C'était en effet un conseiller de l'Élysée, il a un style qui plaît à Nicolas Sarkozy - très série télé américaine : lunettes noires, allure sportive, ambition assumée. Il est jeune et prometteur, mais là, il est sûr que si on ne venait pas de virer le précédent ambassadeur et si sa ministre de tutelle avait encore un peu d'autorité, il n'aurait pas fait long feu à Tunis. Au lieu de cela, Boris Boillon est devenu une star d'Internet, puisque sa photo en maillot de bain est un must depuis que Marine Le Pen a décidé d'en faire une affaire. Elle exagère, bien sûr - c'est infiniment moins grave que son dérapage. Mais ce qui frappe, c'est que cet ambassadeur en petite tenue est en réalité le représentant parfait d'une diplomatie arrogante mais... en slip ! Au moment où Nicolas Sarkozy préside le G20, c'est une image qui tombe mal.

Question : Est-ce que vous voulez dire que les difficultés de la France au Maghreb peuvent lui faire perdre de l'influence sur la scène mondiale ?

Réponse : C'est évident, d'autant que notre panne diplomatique se mesure bien au-delà du Maghreb : à tout le continent

africain d'abord - Nicolas Sarkozy a lancé en décembre un ultimatum à Laurent Gbagbo pour qu'il renonce au pouvoir en Côte d'Ivoire. Il y est toujours... On l'a vu aussi avec le Mexique, qui n'a pas digéré les appréciations venues de Paris sur l'affaire Florence Cassez. En même temps, nos relations très proches, presque intimes, avec des pays comme le Qatar, le Maroc ou le Gabon (le président Ali Bongo a été reçu hier à l'Élysée), ou nos rapports très complaisants avec la Chine et la Russie, posent des questions pour l'avenir. Si ces régimes-là tombent un jour - quand ils tomberont -, on pourra difficilement redire qu'on ne savait pas qu'ils n'étaient pas des modèles de démocratie... (Lepoint.fr 22.02)

Parole d'internaute. (à propos de la Lybie)

1- La France n'est pas la première puissance à avoir armé ce pays. Ancienne colonie italienne la Libye est armée d'abord par l'Italie, puis l'Allemagne qui a entraîné la police et l'armée. La France n'arrive qu'en 3e position et loin derrière. La France a beaucoup perdu sur le plan diplomatique dans ces pays et en Afrique. Mais il est vrai que le retour de Khadafi à Paris en Novembre 2007 et le cirque qu'il a mené, poing levé sur les marches de l'Élysée et réception à la Bédouine sous la tente dans les jardins du palais, n'ont pas arrangé l'image de la France !

2- Il faut rappeler qu'en 1984 F. Mitterrand rencontrait en Crète un certain Kadhafi (sans doute pour prendre le soleil ensemble !), puis en 1990 (après l'attentat du DC10 d'UTA) le gouvernement socialiste livrait 3 mirages à la Libye. La vente d'armes à ces différentes dictatures ne date donc pas d'aujourd'hui.

Politique.

1- France.

Il l'annonce sur Facebook après avoir donné la primeur de l'information à des étudiants lyonnais: Dominique de Villepin, président du mouvement politique République solidaire ne va pas renouveller sa cotisation à l'UMP pour 2011. Un pas de plus vers une candidature en 2012. (20minutes.fr 22.02)

2- Egypte.

Le Conseil militaire au pouvoir en Egypte a maintenu mardi à leur poste les ministres de la Défense, de l'Intérieur, de l'Economie, de la Justice et des Affaires étrangères lors d'un remaniement de l'équipe nommée par l'ex-président Hosni Moubarak avant sa chute, il y a 11 jours.

Scandant "*Le peuple veut la chute du gouvernement*", quelques centaines de personnes ont manifesté à la tombée de la nuit sur la grande place du Caire pour obtenir qu'une équipe de technocrates gère le pays durant la période intérimaire.

"*Nos exigences sont le départ d'Ahmed Chafik et de son gouvernement, considérés comme un des vestiges de l'ancien régime corrompu*", rappelaient des tracts de la Jeunesse du 6 avril, à l'origine des premières manifestation place Tahrir.

Un groupe de jeunes, le "*Mouvement populaire national pour le changement*", a donné pour sa part au gouvernement de Chafik jusqu'à mercredi pour démissionner, faute de quoi il appellerait à un grand sit-in jeudi place Tahrir et à une marche vendredi.

"*Nous marcherons pour réclamer la démission du gouvernement de Chafik, la levée de l'état d'urgence (en vigueur depuis 30 ans) et le jugement de Moubarak et de sa famille*", a déclaré un de ses représentants, Mohamed Fahmi.

"*L'appel à la marche d'un million de personnes pour vendredi montrera la colère et la frustration des gens*", a dit Erian, un responsable des Frères musulmans. (Reuters 22.02)

3- Irak.

Plusieurs milliers de personnes ont défilé mardi à Souleimaniyeh, dans le nord de l'Irak, pour réclamer des réformes politiques et l'ouverture d'une enquête sur la mort de deux protestataires, tués par balles, la semaine dernière.

Cette manifestation pacifique, qui a réuni quelque 5.000 personnes dont plusieurs artistes, témoigne de la frustration croissante qu'éprouve la population face au contrôle étroit des partis au pouvoir sur l'économie et la politique dans la région autonome du Kurdistan d'Irak.

Les Irakiens se préparent à manifester vendredi à l'occasion d'une "journée de la colère" comme l'ont baptisée les organisateurs afin d'exiger de meilleurs services et la fin de la corruption. (AP 22.02)

Social.

1- La spéculation sur le pétrole est repartie de plus belle !

Le baril de brut a dépassé lundi les 105 dollars, son plus haut niveau depuis deux ans et demi. Une situation qui pèse directement sur le prix de l'essence des Français.

"*La hausse des prix n'est pas liée à un risque sur les approvisionnements, en France ou ailleurs, mais à un facteur psychologique. Les investisseurs craignent une contagion de la crise à l'ensemble des pays producteurs de pétrole*", explique à 20minutes.fr Guy Maisonnier, économiste à l'Institut français du pétrole. (20minutes.fr 22.02)

2- Hausse du prix du gaz.

Selon Le Figaro, le prix du gaz devrait augmenter entre 4,8% et 5,2% à compter du 1er avril et affecter ainsi les factures de 10,8 millions de clients.

Cette estimation est qualifiée de "*prématurée*" par le ministère.

"*Je ne confirme pas*", a déclaré le ministre de l'Energie, Eric Besson sur RTL. "*C'est quelque chose qui est à l'étude et qui sera annoncé dans les semaines qui viennent.*" (Reuters 22.02)

Après les cantonales ce serait plus judicieux, non ?

3- Hausse du prix des actes notariaux.

Le ministère de la Justice a publié le 19 février dernier un décret au Journal officiel entérinant une hausse des prix des actes notariés. En moyenne, ces prix, qui n'avaient pas évolué depuis 2006, enregistreront une hausse de 6,85%.

A titre d'exemple, l'acte rédigé nécessaire à l'achat d'un bien immobilier passera de 393 euros à 420 euros TTC. Se pacser reviendra à 233 euros, au lieu de 218 euros. Rrédiger un testament ou effectuer une donation entre époux passeront chacun à 140 euros au lieu de 131 euros. (Lefigaro.fr 22.02)

4- Une grève qui finit bien.

Les facteurs du IIe arrondissement de Marseille ont annoncé mardi qu'ils reprenaient le travail après une grève de 138 jours suivie par la totalité du personnel du centre de distribution du courrier.

Les postiers marseillais avaient démarré leur mouvement de grève le 7 octobre dernier pour protester contre le remplacement de deux facteurs en CDD par des intérimaires.

"*C'est une victoire, nous reprenons le travail au terme d'un conflit exceptionnellement long. Nous avons fait échouer la direction de la Poste dans sa volonté d'imposer l'intérim*", a déclaré Alain Croce, délégué CGT du centre de distribution.

"*Il n'y aura plus d'intérimaire dans le service à compter du 31 mars et nous avons obtenu quatre postes supplémentaires* ", a-t-il ajouté.

La direction de la Poste avait mis en place un centre de distribution parallèle du courrier pour cet arrondissement marseillais durant toute la durée du conflit. (Reuters 22.02)

Question : les postiers sont mal payés, alors comment ont-ils fait pour tenir 138 jours, soit quatre mois et demi sans salaire ? Est-ce que c'est la CGT qui a réglé leurs salaires ? Si tel était le cas, comment expliquer que lorsque des travailleurs dans le privé font grève ils ne soient pas systématiquement logés à la même enseigne ?

Pour revenir brièvement sur un autre sujet qui concerne également la CGT, mais pas seulement.

Il ne faut pas s'étonner que des syndiqués adhèrent au FN ou se retrouvent dans les idées qu'ils développent, la responsabilité de cette situation est à rechercher du côté des partis ouvriers les plus médiatisés, PCF, NPA et accessoirement LO empêtrés dans leurs contradictions, qui traduisent leur incapacité à se situer strictement au côté des travailleurs sur toutes les questions sociales ou politiques qui les concernent, les questions dites de société étant ou devant être traitées sur le plan politique.

Il faut admettre que même avec le meilleur parti ouvrier du monde, on ne pourrait pas empêcher qu'une minorité d'ouvriers adhèrent à des partis de la réaction, tout simplement parce que ces travailleurs sont impatients de voir régler leurs problèmes. A défaut qu'ils

le soient rapidement et de comprendre pourquoi, parce qu'on ne leur a pas expliqué ou qu'on ne leur a pas donné l'occasion de s'exprimer, ils s'en remettent à ceux qui leur promettent la lune parce qu'ils manquent de repères politiques ou qu'ils ont développé l'état d'esprit du petit-bourgeois, qui déçu que ces caprices ne soient pas satisfaits, est prêt à s'en remettre au diable.

Cela fait également penser à ces millions de travailleurs allemand prêts à faire une révolution entre 1918 et le milieu des années 20, et qui une fois trahis par les dirigeants de la social-démocratie et du parti communiste allemand, à partir des années 30 vont commencer à se ranger sous le drapeau du nazisme, on connaît la suite.

Ce n'est pas le peuple allemand qui est devenu nazi, ce sont les dirigeants de la social-démocratie et du parti communiste allemand aux ordres de Staline qui l'ont livré aux nazis. J'imagine que cette précision importante ne figure dans aucun manuel scolaire et que la plupart des professeurs d'histoire n'y font pas référence. Ils doivent encore en être à expliquer que l'homme est capable du meilleur et du pire...

On pourrait généraliser ou en faire un point de théorie : c'est la politique contre-révolutionnaire des réformistes et des staliniens qui jette le peuple dans les bras du premier "*sauveur suprême*" venu en désespoir de cause. C'est également leur politique réactionnaire qui permet d'assurer la survie du capitalisme en conduisant une partie des ouvriers et la masse de la petite-bourgeoisie à voter à chaque élection pour des partis qui ne représentent pas leurs intérêts, à faire leur propre malheur et perpétuer la société telle qu'elle est. Chercher une responsabilité ailleurs, c'est forcément faire fausse route et s'égarer.

Il y a un autre aspect intéressant dans la démarche de ce militant de la CGT qui est passé successivement de LO au NPA pour atterrir au FN. Il explique que sa décision a été motivée par la position pour le moins contradictoire du NPA sur la question de la laïcité suite à la candidature d'une militante voilée.

La question de la laïcité lui tient à coeur et c'est tout à son honneur, mais alors pourquoi ne s'est-t-il tourné vers le POI qui tient un discours plus ferme sur cette question, j'imagine par ailleurs qu'il ignore totalement l'existence du comité parlementaire sur la laïcité initiée par la Libre Pensée, donc le POI, auquel participe des dirigeants de l'UMP, puisque le Parti radical de Borloo est une composante de l'UMP ?

Les dirigeants, et à leur suite les militants de ces différents partis (POI, NPA, LO, PCF), s'emploient à diaboliser les autres partis lorsqu'ils ne les ignorent pas, alors qu'il serait salutaire pour le mouvement ouvrier qu'ils puissent y avoir en permanence une véritable et fraternelle confrontation des idées défendues par chacun de ces partis.

Quand vous critiquez la politique d'un parti que vous considérez comme un parti ouvrier et que vous le respectez en tant que tel ou le comportement de ses dirigeants, et qu'un dirigeant (en 2005, du PT et de la Libre Pensée) vous répond que vous êtes un ennemi de la classe ouvrière, si vous n'avez pas une solide conscience politique, puisqu'il vous situe dans le camp de la réaction, il ne vous reste plus qu'à rejoindre un de ces partis. Ce comportement est totalement irresponsable et criminel. En conclusion, dans le cadre de la liberté d'expression accordé à chaque militant, le droit à la critique et de défendre ses propres convictions, attention à ne pas dire n'importe quoi aux militants.

D'après vous, pourquoi je passe autant de temps à expliquer les idées que je défends, sinon afin d'éviter ce genre de situation. Car j'ai parfaitement conscience des dangers qu'elles représentent pour des esprits un peu faible qui pourraient en conclure un peu trop rapidement : ils sont tous pourris, j'arrête le combat ou je bascule dans l'autre camp. C'est la raison, mais pas la seule, pour laquelle je reviens sans cesse sur la nécessité de construire le parti, de rejoindre l'un de ces partis malgré leurs imperfections ou des groupes de militants qui se situent résolument dans le camp de la révolution socialiste.

On pourrait encore épiloguer longtemps en disant que ces partis sont en partie responsables de la désertion de ce genre de militants, dans la mesure où ils s'emploient à expliquer à leurs militants et aux travailleurs que "*tout est possible*", ce que certains prendront à la lettre évidemment, mais comme ce n'est pas vraiment le cas et que les miracles nécessitent encore un certain délai pour se réaliser, de la sorte ils alimentent les illusions des plus impatients, qui à la longue logiquement les lâchent en espérant décrocher la lune ailleurs, cette fois n'importe où, autrement dit, en faisant sauter la barrière qui sépare les classes. Au lieu d'aider ces militants à progresser politiquement et à se situer strictement sur leur terrain de classe, ces partis font en sorte qu'ils soient incapables de se situer sur un terrain de classe, et dans la pratique ils ne se situent plus sur le terrain de la lutte des classes, la frontière n'étant plus étanche entre les classes, plus rien ne les empêche de la franchir et de se retrouver du mauvais côté. En conclusion, on pourrait pointer un manque de démocratie au sein de ses partis repliés sur leurs appareils.

Economie.

1- Espagne.

La note de la dette espagnole reste menacée et le pays doit prendre de nouvelles mesures pour s'assurer qu'il atteindra ses objectifs de déficit l'année prochaine, a fait savoir mardi l'agence de notation Standard & Poor's.

S&P estime que l'Espagne atteindra largement son objectif de déficit publique en 2011, mais devra prendre davantage de mesures pour satisfaire les autres exigences de l'Union européenne.

"*Ils vont devoir prendre des mesures supplémentaires pour atteindre les objectifs de 2012 et 2013*" a fait savoir Marko Mrsnik, analyste chez S&P, lors d'une interview accordée à Reuters. (Reuters 22.02)

2- Lybie.

Après Fitch la veille, l'agence de notation Standard & Poor a abaissé à son tour mardi la note souveraine de la Libye d'un cran, de A- à BBB+, en raison de la révolte qui secoue le pays.

La Libye est le seul pays sans aucune dette publique noté par Fitch. Fin 2009, le pays avait accumulé jusqu'à 139 milliards de dollars (102,4 milliards d'euros) d'excédent grâce à la rente pétrolière. (AP 22.02)

Haut de page

Le 24 février

Un article (réponse à un courriel) sera mis en ligne cet après-midi ou demain matin, dedans je reviens longuement sur la question de l'Assemblée constituante et des comités révolutionnaires.

Le dictateur Ahmadinejad ne manque pas d'air.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a condamné fermement la violence du régime Kadhafi à l'encontre des manifestants: «*Comment un dirigeant peut-il soumettre son propre peuple aux mitraillettes, aux tanks et aux bombes? Comment un leader peut-il bombarder son peuple, et ensuite dire qu'il tuera tous ceux qui diront quelque chose?*» (Slate.fr 23.02)

Sarkozy et Berlusconi complices du bombardement par Kadhafi du soulèvement révolutionnaire.

Selon le chef du Pentagone, la France et l'Italie sont les mieux placées pour imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye afin d'empêcher l'aviation libyenne de bombarder les opposants. Il ajoute que l'avenir de la Libye est une «*question qui reste ouverte*» car le colonel Kadhafi pourrait se maintenir au pouvoir par la violence. (Lefigaro.fr 23.02)

Traduisons : si Kadhafi n'était pas renversé, vous continueriez de commercer avec lui comme si de n'était, pour se faire il serait préférable pour défendre nos prétendus régimes démocratiques qui trompent si bien les peuples de lui éviter de commettre l'irréparable aux yeux du monde, on pourrait ensuite nous accuser de soutenir un tyran, chacun sait ou plutôt la plupart ignore encore que cela a toujours été le cas, il ne faudrait pas que le citoyen lambda s'aperçoive de cette supercherie ...

Le flic-président chef des armées complice du militaire-président-dictateur colonel lybien qu'il s'est empressé de réhabiliter.

Un extrait du discours officiel de Sarkozy lors de la dernière visite de Kadhafi à Paris en décembre 2007:

«*[...] ma conviction, la plus profonde, est que la France doit parler avec tous ceux qui veulent trouver le chemin de la respectabilité et de la réintégration dans la communauté internationale [...]*

Et je peux témoigner de la collaboration des services français avec les services libyens pendant les quatre années où j'étais ministre de l'Intérieur. J'ai dit au président Kadhafi combien il fallait continuer à progresser sur le chemin des droits de l'Homme dans tous ses aspects, tout ce qu'il restait à faire». (Slate.fr 22.02)

Il progresse, il progresse... en bombardant son peuple avec les armes que vous lui avez livrées !

Politique.

1- Lybie.

Les miliciens du colonel Moammar Kadhafi tentaient mercredi de resserrer leur emprise sur Tripoli, la capitale libyenne.

Dans l'autre moitié, les manifestants affirment avoir pris Misourata, qui serait ainsi la plus grande ville de l'Ouest à passer entre leurs mains. Ils appellent à défiler vendredi à Tripoli.

A Sabratha (70km à l'ouest de Tripoli), dont le site archéologique est classé au patrimoine mondial, l'armée libyenne affronte depuis deux jours les manifestants qui ont pris d'assaut des bâtiments officiels, selon un site Internet proche du gouvernement.

Deux pilotes de l'armée de l'air ont préféré s'éjecter en parachute et laisser leur Soukhoï s'écraser plutôt que d'obéir à l'ordre qui leur intimait de bombarder Benghazi, la deuxième ville du pays, maintenant aux mains de l'opposition, rapporte le site de "Quryna", un journal proche de Saïf al-Islam, l'un des fils de Kadhafi. Un résident a confirmé avoir vu les deux pilotes et la carcasse de l'avion de chasse dans une zone inhabitée proche du port pétrolier de Brega.

L'opposition affirme contrôler les villes sur presque toute la moitié Est de la côte méditerranéenne, jusqu'à la frontière égyptienne.

A la frontière justement, les gardes ont fui et les chefs tribaux locaux ont mis sur pied des comités pour les remplacer. "*Bienvenue dans la nouvelle Libye*", proclame un graffiti au point de passage.

Près de Tobrouk (la ville la plus proche de la frontière égyptienne), des habitants armés montaient la garde devant les bases de missiles anti-aériens, autrefois tenues secrètes.

L'opposition dit contrôler toute la côte de la frontière égyptienne à Ajdabiya, sur la rive Est du golfe de la Grande Syrte. Elle gagne ainsi du terrain sur les principaux champs pétrolifères du pays, qui sont situés dans ce golfe.

A l'autre bout du pays, l'opposition affirme s'être emparée de Zouara (à 50km de la frontière tunisienne) après une fraternisation des soldats avec les manifestants.

Dans la ville voisine nommée Zaouia (à 50km à l'ouest de Tripoli), des dizaines de manifestants antigouvernementaux ont hissé un drapeau pré-Kadhafi sur un bâtiment, à en croire les vidéos diffusées sur Facebook, dont l'authenticité n'a pas pu être établie.

Le pays est donc divisé: des secteurs sont contrôlés par les troupes et milices pro-Kadhafi, d'autres par les contestataires, rejoints en certains endroits par des unités de l'armée. Cela ouvre la possibilité que l'opposition décide de marcher sur la capitale. Sur Internet, les contestataires appellent tous les jeunes mais aussi les militaires et les policiers à manifester à Tripoli vendredi.

Les opposants à Kadhafi paraissent contrôler la côte orientale du pays, selon des journalistes de l'Agence France-Presse présents sur place. Le régime affirme au contraire qu'il a toujours la main sur la région.

Des insurgés, dont nombre sont armés, se trouvent tout le long de l'autoroute qui longe la côte méditerranéenne depuis la frontière égyptienne jusqu'à la ville de Tobrouk. Selon les habitants, des soldats expriment leur soutien à la rébellion. Des résidents de la localité d'Al-Baïda ont indiqué que des miliciens loyaux à Kadhafi avaient été exécutés.

Le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini, dont le pays a d'étroites relations économiques avec la Libye, a indiqué lui aussi que la province de Cyrénaïque (côte est) n'était plus sous le contrôle du gouvernement libyen.

L'armée libyenne s'est déployée en force à Sabratah, localité côtière située à environ 80 km à l'ouest de Tripoli, après la destruction par des insurgés de la quasi-totalité des bâtiments des services de sécurité, rapporte le journal libyen Kourina.

Le commandant des forces armées libyennes à Tobrouk, Souleiman Mahmoud, aurait basculé «*du côté du peuple*», rapporte al-Jezira. Le militaire a déclaré à la chaîne de télévison qatarie que Kadhafi était «*un tyran*».

Un avion de chasse libyen s'est écrasé après que son pilote, refusant d'obéir à des ordres de bombarder la ville de Benghazi, s'est éjecté, annonce un journal libyen sur son site internet.

L'ambassadeur de Libye en Indonésie annonce sa démission. «*Des soldats tuent sans merci des civils désarmés. Utilisant des armes lourdes (...) et des mercenaires contre le peuple. Je ne peux plus le tolérer*», a-t-il déclaré au Jakarta Post.

Les diplomates de l'ambassade des Etats-Unis à Tripoli relèvent dans des notes confidentielles que les enfants du chef de l'Etat libyen occupaient tous des positions influentes, chacun dans un domaine bien précis: les télécommunications pour l'aîné, Mohamed, les transports maritimes pour Hannibal, la sécurité nationale pour Muatassim et une unité d'élite de l'armée pour Khamis.

La Libye représente environ 2% de la production mondiale de pétrole. (Lefigaro.fr et AP 23.02)

2- Tunisie. Bas les pattes !

En visite à Tunis, le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des Affaires politiques William Burns a mis en garde mercredi contre les difficultés auxquelles pourraient se heurter la transition démocratique en Tunisie.

"*Le parcours ne sera pas nécessairement facile*", a déclaré le diplomate américain à l'issue d'une entrevue avec le Premier ministre tunisien Mohamed Ghannouchi. "*Les transitions de ce genre peuvent être parfois ardues*".

"*Les Etats-Unis sont déterminés à apporter toutes les contributions possibles, en tant que partenaires de la Tunisie*", a-t-il précisé. (AP 23.02)

3- Bahreïn.

Plusieurs milliers de manifestants ont marché vers la place de la Perle à Manama, capitale de Bahreïn, après la libération mercredi d'une centaine de prisonniers politiques par les autorités, confrontées à un large mouvement de contestation.

La liste des détenus libérés par le roi Hamad ben Issa Al-Khalifa inclut 25 militants chiites jugés depuis l'an dernier pour complot contre l'Etat. Un geste de clémence qui semble démontrer la volonté de la monarchie sunnite d'ouvrir des discussions avec les dirigeants de la contestation.

Les autorités ont annoncé dans un courriel que 308 détenus avaient été libérés mercredi. Les prisonniers politiques ne sont toutefois qu'une centaine parmi eux, et au moins 300 restent en détention, a précisé le président du Centre bahreïni pour les droits de l'homme, Nabil Rajab.

4- Grèce.

Un débrayage de 24 heures, observé par les employés du public et du privé, a paralysé les transports publics et aériens et entraîné la fermeture des écoles. Un service minimum était assuré dans les hôpitaux. Il s'agissait de la première grève nationale de l'année contre la réduction des dépenses publiques.

Environ 100.000 personnes ont traversé la capitale en scandant "*Nous ne paierons pas*" et "*Pas de sacrifice pour la ploutocratie*". Selon des sources policières et des témoins, ce défilé est le plus important observé dans le pays depuis les émeutes de décembre 2008, qui durèrent plusieurs semaines.

La police anti-émeute a fait usage de gaz lacrymogènes et de bombes éclairantes contre des manifestants qui lançaient des cocktails Molotov, enfumant la place Syntagma d'Athènes où des grévistes couraient se mettre à l'abri. Selon les analystes, le mouvement de grève ne devrait pas inciter le gouvernement à infléchir sa politique.

Les affrontements sporadiques ont duré plus de trois heures. Quelque 500 protestataires se sont rassemblés devant le Parlement après le défilé et ont juré d'y rester jusqu'à ce que le gouvernement accepte de faire des concessions. Les organisateurs ont déclaré que ce rassemblement était inspiré par les soulèvements en Afrique du Nord.

Une soixantaine de manifestations étaient prévues dans tout le pays, à l'occasion du premier grand mouvement social de l'année.

A Thessalonique, la deuxième ville du pays, quelque 15.000 personnes se sont rassemblées et des échauffourées ont été signalées.

"*Les gens ont démontré une fois encore leur opposition aux mesures d'austérité. Mais quelle que soit la taille de ces manifestations, elles ne peuvent pas modifier la politique gouvernementale*", note Costas Panagopoulos, chef de l'institut de sondage Alco. "*Mais la majorité des Grecs estiment que la charge n'est pas répartie équitablement et c'est un problème*".

Les syndicats GSEE (secteur privé) et Adedy (public), qui représentent environ 2,5 millions de salariés, soit la moitié des travailleurs grecs, estiment que les mesures d'austérité nuisent à l'économie.

En visite en Finlande, le Premier ministre Georges Papandréou a exprimé sa sympathie envers les Grecs qui manifestaient dans le calme. "*La situation économique est très difficile et parfois, je ressens moi-même le désir de rejoindre les rangs des protestataires*", a-t-il déclaré à YLE. Mais "*nous avons besoin de décision qui puissent véritablement contribuer à régler les problèmes*". (AP 23.02)

Régler les problèmes... des banquiers, et quel cynisme ! Quels pourritures ces "*socialistes*" ! Papandréou dirige actuellement l'Internationale socialiste.

Social.

1- France.

1.1- Le racket des malades.

La prise en charge à 100 % des actes médicaux onéreux par l'Assurance-Maladie, après acquittement d'un forfait de 18 euros, interviendra désormais pour des actes d'un montant minimum de 120 euros et non plus de 91 euros, selon un décret paru mercredi 23 février au Journal officiel. '*Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la maîtrise de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011*', précise le décret.

Jusqu'ici, quand l'acte médical à l'hôpital ou en clinique était inférieur à 91 euros, l'Assurance-Maladie remboursait 80 % du montant et laissait 20 % à la charge de l'assuré, ou de sa complémentaire santé. Au-dessus de 91 euros, la Sécu remboursait à 100 %, mais après avoir déduit un forfait de 18 euros. Désormais le seuil d'application de ce remboursement, avec un forfait inchangé, passe à 120 euros, ce qui va augmenter la participation de l'assuré social.

Ainsi par exemple, pour un acte de 100 euros, l'assuré ou sa mutuelle ne payaient jusqu'ici que le forfait de 18 euros. Maintenant, avec le relèvement du seuil, le reste à charge sera de 20 euros. Ce relèvement de seuil était inscrit dans le budget 2011 de la Sécurité sociale (LFSS) voté à la fin 2010, qui contient de nouvelles mesures visant à la maîtrise des dépenses de santé. (Lemonde.fr 23.02)

1.2- Disfonctionnement de la justice. Le gouvernement a trouvé son "***bouc-émissaire***".

Les directeurs pénitentiaires manifestent ce jeudi à midi place Vendôme - ministère de la Justice - à Paris en signe de protestation contre l'éviction de leur confrère de Rennes après l'affaire Laëtitia.

La sanction tombée, les directeurs pénitentiaires sont montés au créneau. "*Cette décision ne résout aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés*", s'était indigné Jean-Michel Dejenne, premier secrétaire du Syndicat national des directeurs pénitentiaires. Pour ce syndicat, d'ordinaire discret, la mesure a pour but de livrer un "*bouc-émissaire*" aux hommes politiques qui veulent à tout prix "*des coupables*".

Les confrères du "*bouc-émissaire*" crient leur colère et menacent de démissionner, lundi 21 février, dans un courrier adressé au ministre de la Justice.

Une mobilisation nationale des magistrats, blanchis dans l'affaire Laëtitia Perrais, est prévu mardi prochain. (Lexpress.fr 23.02)

1.3- Grève à l'usine Thalès Alenia Space de Toulouse pour les salaires.

Près de 300 salariés de l'usine Thalès Alenia Space de Toulouse (Haute-Garonne) bloquaient mercredi matin la production de cette entreprise qui fabrique des satellites, a-t-on appris mercredi auprès de l'intersyndicale CGT-FO-CFE/CGC-CFDT. Les salariés protestent contre les dernières propositions salariales de leur direction qu'ils jugent "*insuffisantes*".

Réunis mardi soir en assemblée générale, près de 850 salariés avaient voté le blocage de la production pour soutenir l'action engagée depuis lundi par 400 salariés de l'usine de Cannes (Alpes-Maritimes).

"*La direction propose 2,2% d'augmentation salariale cette année alors que nous demandons 3% de hausse au titre de cette année 2010, exceptionnelle pour les commandes et l'activité*", a expliqué Florence Coppel, déléguée syndicale centrale Force ouvrière.

La direction de Thalès Alenia Space a souligné, dans un communiqué, que "*ses propositions clôturaient la négociation salariale 2011" et qu'elles "sont subordonnées à l'arrêt de tout mouvement social*". (AP 23.02)

Tout cela pour une différence de 0,8% ? No comment !

2- Inde.

Au moins 100.000 militants syndicaux, dont certains adhérents d'une centrale liée au parti du Congrès au pouvoir, ont manifesté mercredi dans les rues de la capitale indienne New Delhi, en direction du parlement, pour protester contre la hausse des prix alimentaires et le chômage.

Il s'agit de la plus grande manifestation dans la capitale depuis des années, et la présence de militants d'un syndicat proche du Parti du Congrès dénote l'inquiétude au sein du parti au pouvoir face à l'inflation sur les denrées, qui a atteint 18% en décembre en rythme annuel.

L'Inde, troisième économie d'Asie, est confrontée à un taux d'inflation à deux chiffres pour les prix alimentaires. Les centaines de millions de pauvres de ce pays de plus d'un milliard d'habitants sont les plus durement touchés.

"*On gagne 100 à 125 roupies par jour (deux à trois dollars). Comment allons-nous survivre avec ça si les prix augmentent autant?*", s'interrogeait un manifestant, Kailash Sain, venu du Rajasthan, dans l'ouest de l'Inde.

"*Les prix vont finir par tuer l'homme de la rue*", lisait-on sur une banderole. (Reuters 23.02)

Le 25 février

Une révolution serait une catastrophe sur le plan économique et social, le chaos, etc., tout comme le socialisme...

Ah bon ! tenez, c'est marrant depuis plus de 10 jours la Bourse égyptienne est fermée et la vie continue comme avant. Comme quoi l'idée de fermer la Bourse, définitivement cette fois n'est pas une idée farfelue ou dangereuse, le véritable danger au contraire en cas de révolution prolétarienne et socialiste, ce serait de la maintrenir ouverte car cela signifierait que finalement rien n'aurait changé, les actionnaires du CAC40 auraient toute lattitude pour organiser et financer la contre-révolution notamment, ils détiendraient toujours le pouvoir, voilà ce que cela voudrait dire.

Je n'ai pas pour habitude de vous raconter des histoires, et comme chacun d'entre nous je me pose de nombreuses questions, il m'arrive aussi d'avancer dans une voie et ensuite de faire marche arrière parce que je me suis rendu compte que je m'étais trompé, c'est ce qui vient de m'arriver en lisant le dernier éditorial (IO n°137) de D.Gluckstein.

Son éditorial est certes facilement critiquable parce qu'encore une fois il met en scène la petite-bourgeoisie et le PS, les ouvriers qui le liront se demanderont encore une fois à qui il était destiné, certainement pas à eux qui n'ont aucune illusion dans le PS, mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel dans son article, c'est la volonté afficher de rompre avec la Ve République et l'Union européenne, un anachronisme dans le mouvement ouvrier, car en dehors de quelques petites formations politiques, aucun parti n'ose avancer cet objectif politique dans un éditorial, ni ailleurs sauf pour faire bonne mesure pour faire court, sans vraiment combattre dans cette perspective, c'est le cas du NPA et de LO. Je ne prétends pas pour antant que le POI combattrait vraiment dans cette perspective, je précise.

Au lieu de le descendre comme je m'apprêtais à le faire, je me suis dit qu'on pourrait aborder ses faiblesses sous un autre angle, cela n'est possible que parce qu'il avance cet objectif de rompre avec la Ve République et l'Union européenne que je partage, il faut préciser encore.

Un parti ouvrier peut-il dissocier le combat pour les revendications sociales du combat pour l'expropriation du capital et pour en finir avec les institutions politiques en place ? Ne serait-ce pas prendre le risque de dévier de notre objectif : la chute du régime et la prise du pouvoir par la classe ouvrière ?

Abolir la Constitution donc liquider l'ensemble des institutions de la Ve République, donc rendre caduque la dette et tous les traités signés avec des institutions internationales du capital, dont l'Union européenne, c'est indipensable sur le plan politique, mais sur le plan social et économique on ne peut pas se contenter d'évoquer l'ouvertures de classes, d'hôpitaux ou le rétablissement des services publics, il faut indiquer aux travailleurs que cela ne sera possible qu'à condition de s'attaquer aux fondements du capitalisme, c'est-à-dire exproprier les actionnaires (sans indemnité ni rachat), ils se sont déjà que trop goinfrés sur notre dos, un Etat ouvrier ne leur devra rien, par contre les capitalistes doivent tout aux travailleurs, qui par leur travail leur ont permis de s'enrichir.

Revenir à la situation sociale que nous avons connue il y a 30 ans ou plus, pas tous les travailleurs en profitèrent loin de là, ce n'est pas notre objectif politique, notre objectif c'est d'en finir avec le système d'exploitation et d'oppression capitaliste, on ne vise pas des miettes dont se contentent la petite-bourgeoisie, les intellectuels, l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat, on veut prendre le pouvoir, on veut tout, ce qui est impossible sans exproprier les capitalistes. Très subtilement *Informations ouvrières* titre *Révolution ou replâtrage "démocratique" des régimes ?*, faisant croire à ses lecteurs que le POI serait défavorable à un "*replâtrage "démocratique" des régimes* en place, pour finalement nous proposer en toile de fond un "*replâtrage* démocratique du régime capitaliste, la "*meilleure répartition des richesses* cher au NPA, à LO et au PCF. Si vous n'en êtes pas convaincu, vous le serez davantage lorsque vous aurez lu le passage ou l'article sur l'Algérie, édifiant.

En résumé, en finir avec les institutions sans en finir avec le capitalisme, c'est du vent, en finir avec le capitalisme sans en finir avec les institutions, c'est encore du vent, une meilleure répartition des richesses sans en finir à la fois avec les institutions et le capitalisme, c'est toujours du vent ! Le POI, NPA, LO : des maîtres brasseurs de vent !

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans une révolution, c'est que tous les rapports s'inversent du jour au lendemain au profit des travailleurs, il faut donc en profiter pour tout leur prendre aux capitalistes : terminés les privilèges, rien ne justifie l'exploitation, l'oppression ou comme on le voit clairement en Afrique du Nord, et du Moyen-Orient à la Corne de l'Afrique, la répression féroce faisant au total des milliers de morts. La lutte pour le pouvoir est engagée, place au socialisme !

Du coup je n'ai pas eu le temps de terminer ma réponse au courriel du camarade, qu'il m'en excuse, et cet après-midi, je dois faire des travaux chez moi, donc se sera pour demain.

Bon week-end à tous. Et vive la révolution socialiste internationale !

Politique.

1- France.

1.1- Impossible de le "***déminer***". Qui cela ? mais le régime !

27.000 €, ça fait cher le week-end pour aller en... Sarthe. Le vendredi 18 février 2011, François Fillon a utilisé un Falcon 7X au couleurs de la République pour se rendre à Solesmes, à mi-chemin entre Angers et le Mans où il possède un "*petit manoir*".

Mais pourquoi ne pas choisir le TGV ? Sablé-sur-Sarthe dispose d'une gare TGV. Du coup, le fief du Premier ministre est à une 1 h 20 de Paris-Montparnasse. Le voyage est un tout peu plus long qu'en Falcon (durée du vol : 1 heure), mais il est beaucoup plus économique.

Réponse de Matignon : "*Voyager en train obligerait les services de sécurité à déminer systématiquement le TGV, à l'aller comme au retour, causant de graves désagréments pour les passagers. Quant à la voiture, c'est une question de temps, et aussi de sécurité*".

Un raisonnement "*légèrement absurde*", ironise le quotidien qui s'est amusé à calculer le coût du même voyage en TGV et en voiture. En TGV, privatisé pour des questions de sécurité, l'aller-retour aurait coûté 5.800€. En voiture, 110 €, dont 40 € de péages. (Lepost.fr 24.02)

1.2- Manoeuvre et mensonge grossiers du Palais.

Mardi, des diaporamas, auparavant visibles, de la visite du guide libyen, en novembre 2007 à Paris, n'existaient plus sur le site officiel de la présidence, alors même que les clichés avaient été utilisés à l'époque par d'autres sites, comme *La Dépêche*.

L'Elysée, avait assuré n'avoir procédé à aucun retait. "*C'est totalement faux ! Aucune photo de Kadhafi ou de qui que ce soit n'a jamais été enlevée du site de l'Elysée! C'est un mensonge. C'est une information fausse reprise sur Twitter*", avaient répondu les services présidentiels sur LesInrocks.com.

Sur Owni.fr, Jean-Marc Manach et Paul Larrouturou montrent, jeudi 24 février, des coïncidences de dates troublantes. Selon le site, plusieurs clichés montrant un Nicolas Sarkozy très complice avec Hosni Moubarak étaient présents sur le site le 12 février, mais avaient disparu le 14, deux jours après la fuite de Moubarak. Toujours selon le site, l'Elysée a reconnu une "*erreur*", et même demandé la liste des photos pour les remettre en ligne. (Lemonde.fr 24.02)

L'"*erreur*, c'est que ces gens-là existent et continuent encore de sévir !

Commentaire d'internautes.

- Je ne sais si ces retraits sont avérés ou non. Si cela devait etre le cas ce serait un aveu flagrant que ceux qui décident de notre politique étrangère sont des minables qui reconnaissent qu'ils se sont plantés mais qui n'assument pas leurs erreurs et en ont honte. Pathétique!

- Je crois que ce qui aura caractérisé ce quinquennat, c'est le mensonge!

1.3- C'est Cohn à dire !

Daniel Cohn-Bendit a indiqué ce jeudi sur LCI qu'il était "*pour Dominique Strauss-Kahn*" dans le cadre de la primaire PS. (Lexpress.fr 24.02)

Europe Ecologie-Les Verts (EELV) est assurément de "*gauche*", comme le FMI quoi !

2- Algérie. La fausse annonce.

Les marches resteront interdites à Alger malgré la levée de l'état d'urgence annoncée comme étant "*imminente*", a déclaré jeudi à la radio le ministre algérien de l'Intérieur, Dahou Ould Kablia. Il a aussi exclu pour le moment d'autoriser de nouveaux partis politiques.

"*Le moment ne paraît pas être venu pour autoriser les marches à Alger*", a-t-il dit, laissant entendre qu'en dehors de la capitale les manifestations seraient autorisées "*sous réserve (pour leurs organisateur) de présenter un dossier réglementaire trois jours avant*".

Et le ministre d'assurer que "*les marches ne sont pas interdites, elles sont soumises à autorisation*". "*Pour être autorisées, les marches doivent offrir le maximum de garanties quant aux risques*", s'est-il justifié.

En ce qui concerne la politique, il n'est pas envisagé pour le moment d'accorder de nouveaux agréments des partis, a-t-il dit, mais "*cela ne veut pas dire qu'ils ne le seront pas lorsque le moment apparaîtra opportun. Aucun agrément n'a été délivré pour l'instant*". (AP 24.02)

Cela ne signifie-t-il pas clairement que seuls les partis ayant fait allégeance au régime sont autorisés en Algérie, dont le PT d'Algérie ?

Mais non, mais non, qu'allez-vous imaginer camarade, selon le clone de Gluckstein, Lucien Gauthier, en page 5 du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, qui s'exprime comme s'il faisait partie de la direction du PT d'Algérie, son programme est calqué sur celui du POI, nous y reviendrons plus loin : "*Depuis une semaine, la presse française, très « française » et très « démocratique », ne cesse de marteler sur un clou : l'Algérie doit exploser*", quelle horrible perspective en effet, pourvu que rien ne change dans l'Algérie des généraux si "*démocratique*", la stabilité du régime policier doit être assurée coûte que coûte, le POI vole ainsi à son secours, pour conclure "*Pour sa part, le Parti des travailleurs d'Algérie poursuit son combat pour la défense des droits de la jeunesse et de la population algérienne contre l'impérialisme et tous ses agents subsidiaires*", Bouteflika et sa clique au pouvoir n'en feraient pas partie évidemment...

Louisa Hanoune, pour la direction du PT d'Algérie, s'emploie à tenter de justifier le refus de son parti à participer aux marches sur Alger des 12 et 19 février derniers sans convaincre personne, par le fait que les initiateurs à ces marches avortées seraient liés à l'impérialisme américain notamment et n'auraient pas l'intention d'instaurer un véritable « *changement démocratique* ». en Algérie.

Qu'entend-elle par là ? La prise du pouvoir par la classe ouvrière en Algérie ? Ce n'est pas vraiment l'objectif de ce parti, on en sera parfaitement convaincu en lisant la suite, pire, au fil de son argumentation elle ne peut pas s'empêcher de faire allégeance au gouvernement qu'elle soutient.

Il n'est pas si mal que cela ce gouvernement "*les décisions du Conseil des ministres, certes insuffisantes, mais (comporte) des mesures importantes sur le terrain des libertés, de l'emploi et du pouvoir d'achat*" que demande le peuple franchement, merci monsieur Bouteflika pour vos largesses. Et puis voyez-vous cela "*les solutions nationales* (mises en oeuvre par le gouvernement - note du site) *contrarient ses projets*" (ceux du RCD - note du site) parce qu'ils sont bons, la preuve, le peuple en redemande encore et soutient votre cher président, en réalité, que la vie est belle en Algérie. Et d'en rajouter une couche "*Est-il besoin de rappeler que le RCD a voté contre toutes ces décisions ?*", pourquoi, parce que le PT d'Algérie les a votées comme un seul homme à la suite du parti au pouvoir ? Quelle belle solidarité, admirable ce parti "*ouvrier*" !

Il y a pire encore et ce n'est pas terminé, voilà qu'elle justifie le refus du gouvernement d'autoriser les manifestations dans Alger, car elles seraient une "*source de confusion supplémentaire et dessert les intérêts de la nation*" dirigée par Bouteflika et certainement pas pour le compte des masses exploitées, faut-il le rappeler. Autrement dit, le PT d'Algérie et avec lui le POI prennent position ouvertement pour le maintien de l'état d'urgence instauré en 1992 et prennent ainsi la défense du régime en place, bref, une position purement réactionnaire.

Ce qui vient de se passer ici est extrêmement grave camarades du POI, mais pas franchement étonnant, vous avez sous les yeux la preuve que les intentions que vous prêtez à vos dirigeants ne correspondent pas vraiment avec la réalité, avec ce qu'ils sont réellement. La suite confirme malheureusement que je ne m'étais pas trompé (et je ne suis pas le seul militant dans ce cas-là) à leurs sujets.

Louisa Hanoune précise en quoi consisterait une Assemblée constituante "*forte de la confiance du peuple*" toutes classe confondues, à la suite d'élections auxquelles participeraient toutes les classes et toutes les couches de la société indistinctement, puisqu'il ne serait pas possible de trier ceux qui y participeraient en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent, contrairement à l'élection d'un conseil national des comités populaires révolutionnaires à laquelle ne participeraient

que les travailleurs et les partis engagés dans le combat révolutionnaire pour abolir le régime en place et instaurer un Etat ouvrier, ainsi l'Assemblée constituante concoctée par le PT d'Algérie et le POI serait en réalité une entreprise contre-révolutionnaire s'opposant à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, l'Assemblée constituante est un mot d'ordre en apparence révolutionnaire, alors qu'en réalité il a un contenu réactionnaire. Cette auguste assemblée aurait pour objectif de procéder à "*l'expropriation des fortunes mal acquises*", parce qu'ils y en auraient qui seraient forcément bien acquises, de mieux en mieux, pas touche à celles-ci, le PT veille au grain, et c'est ainsi que par la voix du Saint-Esprit " *la paix restaurée (ouvrirait) la voie à l'avènement de la démocratie véritable !*", la paix entre les classes, un véritable miracle, plutôt un mirage aux alouettes pour tromper les plus naïfs.

Et pour finir la cerise (venimeuse) sur le gâteau : "*Le comité central appelle à l'intensification de la campagne de signatures autour de la lettre au président de la République pour renforcer la mobilisation dans notre pays, dans le cadre de la souveraineté nationale*", pour le coup Bouteflika lui-même va la signer ! Et comme toute politique opportuniste peut difficilement camoufler ses propres contradictions à travers lesquelles transpirent les réelles intentions de leurs auteurs, le PT d'Algérie bénéficie d'un traitement de faveur de la part du régime et a pignon sur rue, et pour cause, il réclame dans cette pétition " *l'ouverture des médias lourds* (parce que les médias "*légers*" à l'instar de Fraternité, le journal du PT, peuvent s'exprimer librement, ce qui est évidemment difficilement explicable en dehors de leur complicité avec le régime - note du site) *au débat, pour en finir avec les institutions héritées du système de parti unique et de la tragédie nationale* (Bouteflika va s'en charger, comme si chaque classe vivait de la manière cette "*tragédie*" - note du site), *par la restitution de la parole au peuple* (on se demandera au passage quelle parole représente le PT, apparemment il s'exprime librement - note du site), *pour qu'il définisse la réforme politique à même d'instaurer la démocratie véritable* (là le PT s'en remet ouvertement à Bouteflika pour réaliser cette "*réforme politique*", un aveu - note du site), *lui permettant de choisir ses vrais représentants dans les assemblées élues dans des élections anticipées, libres et démocratiques consacrant une séparation franche entre les affaires et la politique, le respect du mandat.* (vous avez là la véritable nature de ces "*assemblées d'élues*" convoquées par le régime - note du site)." Accablant pour le PT et le POI.

Le camarade proche ou adhérent du POI qui m'a adressé un courriel il y a 3 jours écrivait notamment : " *aujourd'hui je suis en désaccord avec le pt algérien qui devrait se mobiliser contre le gouvernement mais est ce une raison pour rompre en ce moment avec l'entente intern des travailleurs*". S'il avait un doute, en a-t-il encore aujourd'hui, pas seulement vis-à-vis de la politique du PT d'Algérie, mais du POI, envers les véritables intentions des dirigeants de ce parti ? Est-il encore permis d'avoir un doute après ce qu'on vient de lire, franchement n'est-ce pas suffisamment clair pour en avoir une idée précise ?

3- Egypte.

L'armée égyptienne a promis jeudi d'être vigilante face aux efforts supposés de certains proches d'Hosni Moubarak pour se maintenir au pouvoir, ce que les manifestants qui ont provoqué le départ de l'ancien président qualifient de "contre-révolution".

Le Conseil suprême des forces armées, qui a pris les rênes de l'Egypte après la démission de Moubarak le 11 février, a assuré qu'il prenait toutes les mesures nécessaires pour répondre aux revendications de la population.

Relevant l'emploi d'expressions telles que "*contre-révolution*" par certains opposants à Hosni Moubarak, il a aussi dénoncé des "*tentatives de créer des divisions*".

"*Il n'y aura pas de retour au passé. L'objectif suprême consiste désormais à répondre aux espoirs et aux aspirations du peuple*", écrit le conseil sur sa page Facebook.

Une manifestation est prévue vendredi au Caire pour exiger le limogeage de l'actuel gouvernement, dans lequel les portefeuilles de la Défense, de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires étrangères restent confiés à des personnalités nommées par Hosni Moubarak avant son départ.

Les organisateurs de ce rassemblement réclament la formation d'un gouvernement de technocrates afin de marquer une rupture claire avec les caciques de l'ancien régime.

"*La rue est en colère contre tout ce qui se rapporte à Moubarak et cela nous horripile de voir ses partisans rester aux manettes*", a dit Yahya Sakr, du mouvement de la Jeunesse du 25-Janvier.

Sameha Metouali, une autre contestataire utilisant le terme de "*contre-révolution*", a déclaré à Reuters: "*Vendredi est une nouvelle journée de manifestation qui va rassembler les Egyptiens ayant courageusement renversé Moubarak mais qui poursuivent la lutte parce que des survivants de l'ancien régime tentent de s'accrocher et de ruiner la révolution*."

Si nombre d'anciens ministres ou d'hommes d'affaires proches du président déchu font désormais l'objet d'enquêtes, beaucoup d'autres ont jusqu'ici été épargnés.

La télévision publique a rapporté jeudi soir que les autorités avaient libéré 189 prisonniers, dont 159 étaient incarcérés pour délit d'opinion. (Reuters 24.02)

4- Russie.

Vladimir Poutine, Premier ministre russe, a mis en garde jeudi l'Occident contre des ingérences dans les révoltes populaires balayant actuellement le monde arabe, affirmant qu'elles favoriseraient la mise en place de régimes extrémistes. (Reuters 24.02)

La semaine dernière Medvedev a tenu exactement le même discours regrettant à demi-mot la chute des dictateurs Ben Ali, Moubarak et peut-être demain Kadhafi. Ils devaient se sentir plus à l'aise en famille !

Social.

1- Chômage : quand Xavier Bertrand délire.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A a baissé de 0,7% pour s'établir à 2.703.200 fin janvier en France métropolitaine, soit 19.300 demandeurs d'emploi de moins. Sur un an, la hausse est de 1,4%.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), le chiffre est stable, avec 300 demandeurs de moins, à 4.045.200 en France métropolitaine et 4.303.700 avec les départements d'Outre-mer. Sur un an, la hausse est de 4,4%.

"Xavier Bertrand, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé considère ces chiffres comme encourageants mais rappelle que le mouvement de baisse doit maintenant se confirmer", lit-on dans un communiqué du ministère.

Le syndicat CFDT juge au contraire que cette baisse est en "*trompe-l'oeil*". "*Les 19.000 chômeurs en moins correspondent en réalité aux 18.000 radiations supplémentaires par rapport au mois précédent*", écrit-il dans un communiqué. (Reuters 24.02)

2- Patron voyou.

On en rigolerait bien si le sujet n'était pas aussi grave, la veille Bertrand avait déclaré sur TF1 : «*Les chiffres définitifs seront connus demain soir (jeudi) mais la baisse du chômage aura été importante au mois de janvier*», et d'ajouter «Je ne me satisfais pas de ce seul résultat même s'il est bien meilleur que les mois précédents», les 4 ou 5 millions de chômeurs apprécieront !

Lundi, en venant travailler, les dix-huit salariés de ce magasin de prêt-à-porter, dans le centre-ville de Grenoble, en Isère, ont trouvé porte-close.

Le magasin était fermé et le patron invisible depuis deux semaines, précise Le Parisien.

"*On n'a aucun préavis, aucune lettre de licenciement. Du coup, on se retrouve du jour au lendemain sans salaire, sans possibilité de percevoir des indemnités et dans l'impossibilité de se présenter à Pôle emploi. C'est scandaleux. Il nous traite comme des moins que rien*", témoigne dans Le Parisien, Fanny, une vendeuse du magasin.

Les salariés ont assigné leur patron devant les prud'hommes. L'audience est prévue pour le 16 mars. (Lepost.fr 24.02)

3- Habitation.

Près de 18% des Européens, soit une personne sur six, vivaient dans un logement surpeuplé en 2009, selon des données publiées mercredi par le bureau européen des statistiques Eurostat. (Lefigaro.fr 24.02)

4- Les pauvres toujours plus nombreux et plus pauvres.

Plus de 56% des Français craignent que leur pouvoir d'achat baisse dans les semaines qui viennent, selon un sondage publié jeudi. Pourtant, le pouvoir d'achat mesuré par l'Insee (1) suit une tendance de légère hausse.

Comment expliquer dès lors ce grand décalage entre le pouvoir d'achat mesuré par l'Insee et celui que perçoivent les Français?

«*Les prix de certains produits comptent beaucoup plus que d'autres dans la perception du pouvoir d'achat*», note Fabrice Lenglart, chef du département des comptes nationaux à l'Insee. L'augmentation des prix de produits quotidiens, comme la baguette de pain ou le plein d'essence aura en effet un fort impact sur la perception des prix. «*La portée psychologique de ces produits est très importante*», confirme Alexander Law, économiste chez Xerfi, citant le carburant, «*un des seuls biens dont le prix est affiché*

en grands caractères le long de toutes les routes de France».

Or ces dépenses courantes de produits alimentaires ou de carburant ne représentent que 30%, en moyenne, du budget des Français.

«*Cet instrument de mesure n'est qu'un indicateur, et reste une moyenne. Il ya bien sûr des personnes pour qui le pouvoir d'achat est en berne*», note toutefois l'économiste de l'Insee. Les personnes qui consacrent une large part de leurs revenus aux dépenses alimentaires et à l'essence vont ainsi voir leur pouvoir d'achat largement amputé. Or ce sont en majeure partie des personnes pauvres. Ainsi, le premier quintile de revenus en France, c'est à dire les 20% des Français aux plus faibles revenus, consacrent déjà 14,9% de leurs revenus pour l'énergie contre 5% pour les Français aux plus hauts revenus, et dépensent plus de 20% de leur budget en produits alimentaires, contre 15% pour le reste des Français. La hausse des prix risque donc bien d'accroître les inégalités sur ces produits, ainsi que la précarité énergétique. (20minutes.fr 24.02)

Commentaire d'internautes.

- Contrairement à l'Insee, j'achète une baguette de pain, un litre de lait ou un kilo de patates tous les jours, un plein de carburant et l'imagin'R du gosse toutes les semaines. Les charges, le loyer, le gaz, l'électricité, les impôts, tous les mois. La machine à laver ou le téléviseur tous les 20 ans. Normal que nous n'ayons pas la même perception des choses. La baisse de prix de ce que je n'achète pas, ça me change pas beaucoup la vie. Mais je vais expliquer à mon banquier que puisque les prix n'ont pas augmenté, mon découvert doit être fictif.

- C'est vrai que le prix de l'essence n'a que doublé en sept années, la distance entre domicile et travail a elle aussi doublée, doublée également les nouvelles charges, internet , pc , téléphone mobile, en fait il faudrait que certains Français se passent d'une certaine modernité et redeviennent des gueux admirables et pathétiques.

Economie.

1- Automobile.Contrairement aux États-Unis, l'Europe n'a pas pris prétexte de la crise automobile violente pour se restructurer et ajuster ses capacités à une demande qui devrait stagner en 2011 après la fin des dernières primes à la casse.

Seuls deux constructeurs européens ont eu jusqu'ici recours à des fermetures d'usines. Opel (groupe General Motors) a fermé l'an dernier son usine belge d'Anvers, et Fiat a pris la même décision concernant son site de Sicile.

Si le centre de gravité du marché s'est déplacé vers l'Asie, les constructeurs et équipementiers emploient toujours directement quelque 2,3 millions de personnes en Europe, et représentent quelque 12 millions d'emplois indirects, selon l'Acea (Association des constructeurs européens d'automobiles).

Au pays de Ford, General Motors et Chrysler, une restructuration drastique a été jugée incontournable. Selon le Center for Automotive Research, basé dans le Michigan, les trois géants de Detroit prévoient d'avoir fermé 57 usines aux États-Unis et au Canada entre 2005 et 2012. A ce jour, les "Big Three" ont supprimé 134.000 emplois environ en Amérique du Nord depuis la fin 2006.

Sur le Vieux Continent, les surcapacités sont devenues structurelles en Europe occidentale. Dans son dernier panorama de l'industrie, Euler Hermes estimait qu'en France, le taux d'utilisation des capacités était remonté fin 2010 à 65%, après être tombé à moins de 50% en décembre 2008, au plus fort de la crise, mais qu'il n'avait toujours pas retrouvé son niveau de la fin 2005, quand il dépassait 80%.

"*Début 2010, seulement 30% de la production des constructeurs français se déroulaient dans l'Hexagone, contre 52% en 2005, année marquant le début de la vague de délocalisations qui a suivi l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe de l'Est*", ont souligné les analystes de la compagnie d'assurance-crédit.

PSA a délocalisé 107 et C1 en République tchèque, dans l'usine de Kolin qu'il possède avec Toyota, dès le printemps 2005. Du côté de Renault, l'année avait été marquée par la commercialisation en Europe de l'Ouest de la Logan, fabriquée à Pitesti, en Roumanie, une usine qui tourne aujourd'hui à la limite de ses capacités.

D'autres délocalisations ont suivi en Slovaquie et en Espagne pour PSA, en Slovénie et en Turquie pour Renault. (Reuters 24.02)

2- Le FMI au service de l'impérialisme américain.

Le Fonds monétaire international a révélé mercredi sa proposition controversée pour soutenir l'économie de la planète: aider les Etats-Unis à réduire leurs déficits vis-à-vis des autres pays en permettant au dollar de se déprécier.

Cette suggestion figure dans une note aux ministres des Finances et banquiers centraux des pays riches et émergents du G20, qui étaient réunis à Paris vendredi et samedi.

«*Une nouvelle dépréciation effective du taux de change du dollar contribuerait à une baisse durable du déficit des comptes courants des Etats-Unis vers un niveau plus en conformité avec les fondamentaux de moyen terme, apportant un soutien à une croissance plus équilibrée*», affirme le Fonds dans cette note.

Le niveau adéquat du dollar est un sujet controversé entre économistes, banquiers centraux et gouvernements. Aux Etats-Unis, une opinion répandue est qu'il devrait baisser pour aider à combler le déficit commercial.

Ailleurs, des économistes dénoncent les effets pervers de chaque baisse de la grande monnaie de réserve du monde: hausse des cours des matières premières, tensions commerciales, incertitudes pour les entreprises, ou encore spéculation sur les monnaies des pays émergents. (20minutes.fr 24.02)

Commentaire d'un internaute.

- La baisse du dollar aurait comme autre vertu d'affaiblir les réserves de la Chine, d'alléger la dette de certains pays (les USA en tête). Mais elle rendrait la situation de l'euro intenable.

Le 26 février

J'ai rectifié le titre d'un article de presse : *Les exportations d'armement de la France en 2009* (août 2010). Elle a de la gueule la page d'accueil du site, non ? De quoi avoir le moral au beau fixe !

Réduits à la misère, sans avenir, baillonnés, terrorisés, réprimés, les peuples soumis au talon de fer du capital se soulèvent et refusent d'être réduits en esclavage plus longtemps. Mais pour en arriver là, il aura fallu y mettre le paquet, que les Ben Ali, Moubarak, Kadhafi et Cie. chargent la barque au maximum... pour qu'enfin elle coule. Il aura fallu le déclic, qu'un jeune diplômé au chômage et mal traité par la police s'immole en Tunisie, la goutte d'eau qui a fait débordé le vase, l'étincelle qui a déclenché l'incendie salutaire qui depuis s'est répandue sur une région stratégique riche en gaz et en pétrole pour le capitalisme mondial.

Les différents impérialistes n'ont pas pu éviter cet embrasement à leurs portes, comme ils sont impuissants à les faire refluer. Ces peuples les honnissent littéralement pour en avoir été les victimes sous la colonisation, qui d'une certaine manière - sur le plan économique - n'a jamais cessé, par le biais du pillage de leurs richesses par leurs multinationales et leur soutien à tous les dictateurs qu'ils ont armés.

Oui les peuples opprimés ont de la mémoire, et quand ils présentent la note à leur bourreaux, elle n'a pas forcément la couleur d'une révolution de palais ou le parfum d'une fleur, elle est naturellement salée, elle a la couleur et l'odeur du sang de leurs innocentes victimes, des générations de travailleurs et leurs familles broyées par des régimes tyranniques pendant des décennies.

Toutes ces dictatures policières ou militaires étaient vouées à durer pour l'éternité, n'étaient-elles pas réputées toutes puissantes et invincibles, tout comme le système capitalisme, pour finalement être balayées en quelques semaines à peine. Impensable encore la veille, à peine croyable, les plus crédules n'en croient pas encore leurs yeux et leurs oreilles, ceux qui en France se lamentent sur leur sort et ils sont nombreux, mais qui immédiatement après ajoutent, "*on n'y peut rien, c'est comme ça*", vont peut-être se poser des questions et y réfléchir à deux fois avant de se résigner et renouer avec l'espoir qu'il est possible de changer la société, car ce genre de discours fataliste va passer de moins en moins bien, injustifiable hier, il est devenu insupportable aujourd'hui, sauf à s'avouer ignare ou poltron ou les deux à la fois. Et parmi ceux qui vont remettre en cause cette fichue fatalité, il va forcément s'en trouver des dizaines, des centaines de milliers qui vont se mettre en quête d'une voie politique pour concrétiser leur nouvelle certitude, et dans leurs rangs il va s'en trouver pour adhérer directement à la révolution comme méthode pour renverser le régime en place. La dynamique révolutionnaire est enclenchée, à nous de l'alimenter pour qu'elle ne faiblisse pas et s'étende au reste du monde.

Jamais depuis plus d'un demi-siècle ils n'auront entendu prononcer aussi souvent le mot révolution, il est sur toutes les lèvres, il incarne le changement radical tant promis par les uns et les autres et qui ne s'est jamais réalisé, le changement qu'ils plébiscitent à chaque élection pour qu'ensuite la vie continue comme avant. Là sous leurs yeux, ils peuvent observer ce qu'il faut faire pour que ce changement se produise enfin et mettre fin à l'engrenage infernal de la régression sociale : une révolution et en finir avec le régime en place. Oui, dissoudre et interdire l'UMP et le FN !

Hier encore les militants révolutionnaires passaient pour de furieux utopistes ou de doux rêveurs épris d'humanisme, et voilà que les faits leur donnent raison, voilà que le vieux monde pourri est bousculé, se fissure, commence à s'écrouler... Avions-nous

donc raison de prédire sa chute ? Evidemment, il faut le dire, le clamer haut et fort car personne ne le fera à notre place, pensez donc, les ennemis de la classe ouvrière et de la révolution sont terrorisés en voyant ce qui se passe actuellement de l'autre côté de la Méditerranée. A l'occasion, mettons le paquet sur le marxisme et le socialisme, pointons du doigt les pessismistes, les sceptiques, les capitulards...

Demain, avec l'avènement de régimes plus démocratiques en Tunisie, Egypte, Lybie, etc, c'est l'oppression exercée par l'Etat sioniste d'Israël sur le peuple palestinien depuis plus de 63 ans, qui va apparaître aux yeux des peuples du monde entier comme un anachronisme, une véritable dictature intolérable. C'est l'ordre mondial tout entier qui est menacé de s'écrouler sous les coups de boutoir de la révolution et de la crise qui mine le capitalisme.

Kadhafi se dit révolutionnaire, plus personne ne l'écoute, les révolutionnaires sont dans la rue pas retranchés dans un palais, et quand les représentants du capitalisme prétendent soutenir les peuples en marche vers leur émancipation, personne ne les écoute non plus, en dehors de ceux qui ont lié leur destin à la survie du capitalisme, en France l'UMP, le PS et ses satellites.

Rendre compte et commenter les soulèvements révolutionnaires des peuples, c'est bien, les aider à en tirer tous les enseignements, c'est mieux, pas seulement sur le plan strictement politique ou pas forcément en les abordant au départ sous un angle politique, en partant de leur état d'esprit, puisque les travailleurs manifestent une profonde aversion envers la politique et se méfient de tous les partis. Le plus important n'est pas que les travailleurs adhèrent à notre discours, mais qu'on leur donne envie ou qu'ils ressentent le besoin de faire de la politique, de s'organiser et de prendre leur destin en mains.

La bonne nouvelle du jour.

La consommation des ménages est repartie à la baisse (- 0,5 %) en janvier, malgré les soldes. Et avec la nouvelle flambée des prix du pétrole, cette tendance risque de durer. (20minutes.fr 25.02)

Pourvu qu'ils disent vrai !

Laissons-lui le temps de massacrer son peuple et d'organiser sa fuite...

- L'Union européenne a annoncé vendredi qu'elle prendrait une décision en milieu de semaine prochaine au plus tard sur l'imposition de sanctions à la Libye.

- Les Etats-Unis ont décidé d'adopter des sanctions unilatérales contre le gouvernement du colonel Mouammar Kadfhafi.

- Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a quant à lui engagé le Conseil de sécurité à agir rapidement sur un projet de sanctions internationales visant à obliger les dirigeants libyens à mettre fin à leur violente répression. (20minutes.fr 25.02)

Remarquez bien qu'on ne demande absolument rien à ces représentants du capital, on prend acte de leurs positions et on les interprète.

L'heure est au combat résolu classe contre classe plus que jamais, on va amplifier la chasse aux opportunistes de tous poils, les travailleurs qui sacrifient leurs vies actuellement en Lybie, au Yémen, en Tunisie et ailleurs méritent bien cela, non ?

Politique.

Islande.

L'Islande organisera le 9 avril un référendum pour approuver ou pas un nouvel accord dans le dossier Icesave, a annoncé le ministère de l'Intérieur vendredi.

Le président islandais Olafur Grimsson a imposé dimanche dernier la tenue d'un nouveau référendum sur un remboursement de cinq milliards de dollars (3,8 milliards d'euros) à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas.

Lors du précédent référendum, la vaste majorité des quelque 200.000 votants avait rejeté un premier plan de remboursement.

L'agence de notation Moody's a annoncé mercredi dernier que la note de crédit de l'Islande pourrait être abaissée si le "non" l'emportait.

"*Si l'accord est rejeté, nous déclasserons sans doute la note de l'Islande à Ba1 ou au-dessous, compte tenu des répercussions négatives qui s'ensuivraient pour la normalisation économique et financière du pays*", a écrit l'agence de notation

dans un communiqué.

Moody's ajoute que, dans le cas contraire, elle relèverait sans doute la perspective de la note actuelle - Baa3 - à stable contre négative. (Reuters 25.02)

Après les précédents français et irlandais où le non l'avait emporté lors des référendums organisés sur le TCE en 2005, mais avaient été annulés et piétinés par les chefs d'Etat et les parlementaires de ces pays, c'est au tour d'Olafur Grimsson de vouloir imposer un nouveau référendum au peuple islandais pour le compte des capitalistes britanniques et hollandais, sur fond de chantage des agences de notation. A bas la dictature démocratique des banquiers, vive la dictature démocratique des travailleurs !

Social.

1- La justice est dans la rue, l'injustice siège au Palais.

La coordination nationale des organisations de professionnels de la justice appelle vendredi à une manifestation nationale le 29 mars prochain à Paris afin d'obtenir des engagements "*sérieux sur de nouveaux moyens pour la justice*".

Cette coordination regroupe 22 organisations, dont le Syndicat de la magistrature, l'Union syndicale de la magistrature, la CGT pénitentiaire et l'Association nationale des juges d'application des peines (ANJAP).

Dans un communiqué, elle regrette que le cabinet du ministre de la Justice Michel Mercier n'ait reçu vendredi qu'une partie des organisations professionnelles, sur la seule question de l'organisation de certains services.

Elle exige que toutes les organisations soient reçues "*ensemble*" afin de "*discuter d'une approche globale du service public de la justice*". La coordination demande par ailleurs des "*réponses sérieuses en terme de moyens humains et financiers*", déclarant ne pas tolérer que "*les pouvoirs publics (...) s'obstinent à nier la gravité de la situation*".

Les organisations appellent à une manifestation nationale unitaire le 29 mars à Paris et "*invitent tous les citoyens à les rejoindre*". (AP 25.02)

2- Les marins de la Société nationale Corse Méditerranée toujours en grève.

En grève depuis le 30 janvier, les marins de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) ont annoncé vendredi qu'ils poursuivaient leur mouvement, tout en manifestant leur inquiétude quant à la survie de la compagnie.

Ils ont souhaité que l'Etat, détenteur de 25% du capital, organise une table ronde pour sortir du conflit, déclenché après l'annonce de l'arrêt de la liaison entre la Corse et Nice par le navire à grande vitesse "*Liavone*".

Le trafic est depuis totalement paralysé.

"*Nous sommes face au dépeçage de la compagnie*", a dit Frédéric Alpozzo, secrétaire de la CGT de la SNCM, lors d'une conférence de presse.

Il a dénoncé "*la vente prévue de navires et de biens immobiliers de la compagnie au profit des actionnaires, qui va causer un cataclysme social sans précédent dans les prochaines semaines*" et estimé que "*l'Etat actionnaire et opérateur industriel doit protéger l'emploi et l'intérêt général*".

Le conflit social a commencé le 30 janvier à l'appel de la CGT et du Syndicat autonome des marins.

Veolia Transport est l'actionnaire majoritaire de la SNCM avec 66% du capital. (Reuters 25.02)

Les agents de Pôle Emploi transformés en police des frontières

Des salariés de Pôle Emploi Midi-Pyrénées, qui ont reçu une note demandant de vérifier l'authenticité des pièces d'identité des demandeurs d'emploi, dénoncent une "*politique de flicage*", a-t-on appris vendredi auprès des syndicats. La CGT, Sud et SNU/FSU saisiront lundi le tribunal administratif de Toulouse.

"*Les agents de Pôle Emploi refusent de devenir des auxiliaires de la police de l'Air et des Frontières (...) et considèrent que leur mission ne saurait être assimilée à une fonction policière dans le cadre de la chasse aux étrangers*", souligne un communiqué des syndicats CGT, Sud et SNU/FSU.

Dans une note interne, intitulée "*L'inscription des demandeurs d'emploi dans le cadre de l'Entretien, inscription, diagnostic (IED)*", il est précisé que les agents de Pôle Emploi doivent "*vérifier l'authenticité de la pièce présentée à la lampe à UV. Cette vérification s'effectue en dehors de la présence du demandeur*".

Les salariés de Pôle Emploi contrôlent légalement la validité des cartes d'identité et des cartes de séjour des demandeurs d'emploi mais refusent de devoir se prononcer sur l'authenticité de ces documents d'identité.

La direction générale de Pôle Emploi Midi-Pyrénées confirme l'existence de cette directive nationale mais précise qu'elle n'est pas spécifique à Pôle Emploi. Elle fait partie de la loi adoptée le 10 septembre 2007 contre la fraude aux prestations sociales.

"*Cette vérification de l'authenticité des pièces d'identité fait partie de ce qu'on attend d'un agent qui effectue une inscription. Si un doute subsiste sur ce document, il doit faire remonter le dossier auprès de la direction générale*", observe la direction générale de Pôle Emploi.

"*Pôle emploi se doit d'effectuer ces vérifications pour éviter tout problème vis-à-vis d'un éventuel employeur*", précise-t-elle.

L'avocat des salariés, Pascal Nakache, estime cette disposition "*illégale*". "*Il y a une disproportion entre les mesures mises en place et la réalité des fraudes*", déclare-t-il. (AP 25.02)

Le 27 février

Deux brèves causeries.

1- En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire pour prendre la direction des soulèvements révolutionnaires et indiquer au prolétariat les tâches et objectifs politiques qu'il doit se fixer pour avancer vers la prise du pouvoir, c'est la jeunesse révolutionnaire qui forme le gros des bataillons de la révolution et l'alimente tout en bousculant les calculs intéressés des partis d'opposition liés au régime en place, qui de leur côté se satisferaient bien de quelques réformes démocratiques et d'un partage du pouvoir avec les monarques ou dictateurs.

C'est ce qui ressort de la situation et qui a été confirmé par un journaliste de 20minutes.fr au sujet de Bahreïn :

"*Les revendications de l'opposition ne vont pas aussi loin (que la chute du régime exigée par les jeunes - note du site) : toutes tendances confondues, elle demande de profondes réformes pour établir une véritable monarchie constitutionnelle*" et d'ajouter :

"*De retour de son exil londonien, Hassan Machaimaa, leader d'un autre groupe de l'opposition chiite, a appelé à l'unité nationale et prôné un dialogue entre les opposants et les jeunes manifestants de la place de la Perle pour s'entendre sur les revendications avec les tractations avec le pouvoir.*" (AFP-20minutes.fr 26.02)

2- Quelles que soient les revendications politiques avancées par les travailleurs et jeunes qui se sont soulevés contre les dictateurs, cela va de l'élection du Premier ministre au suffrage universel à la constitution d'une monarchie constitutionnelle à l'espagnol, jusqu'à la chute du régime et la constitution de leur propre pouvoir, fédération des comités révolutionnaires ou Assemblée constituante, chaque fois ces peuples manifestent la volonté de décider de leur destin et d'assumer à cet effet la direction de leurs pays et de n'en laisser le soin à personne d'autres. Sauf qu'il leur manque la maturité politique suffisante et la claire compréhension du processus révolutionnaire qui pourrait les porter au pouvoir, qui nécessite de se fixer comme objectif la rupture totale avec le régime en place, avec le capitalisme et l'impérialisme, deux qualités qui leur font défaut, tout comme le parti marxiste-révolutionnaire qui les aurait développées.

Ainsi ces travailleurs indiquent que la véritable démocratie ne peut pas exister s'ils ne la contrôlent pas et n'en sont pas partie prenante au pouvoir. Que disent-ils par là : la démocratie c'est nous et personne d'autres, sans nous la démocratie n'existe pas. Et encore : la démocratie doit être subordonnée ou reflétée nos besoins, sinon elle incarne ceux des capitalistes. Un formidable enseignement a médité pour les travailleurs des pays occidentaux englués dans des démocraties de façade, où en réalité la démocratie est réduite à une peau de chagrin faite de sueur et de larmes au quotidien ou elle n'existe en réalité que pour la classe dominante.

A notre époque, le prolétariat et sa jeunesse sont éduqués dans la plupart des pays, ils disposent d'outils pour mieux comprendre comment fonctionne la société, société qui a développé une multitudes de besoins et qui dans sa forme actuelle leur interdit d'y accéder ou de les satisfaire, ce qu'ils ressentent légitimement comme une profonde injustice au-delà de leur situation sociale précaire ou misérable. Ils aspirent à la démocratie sans être capable d'en donner un contenu (de

classe) suffisamment précis pour qu'elle ne soit pas en réalité sa négation.

Dans les pays comme la France, la démocratie apparaît de plus en plus comme une et indivisible, comme l'expression ou la forme du pouvoir exclusif exercé par une classe sur une autre, au détriment des intérêts de la classe qui ne détient pas le pouvoir, sa véritable nature de classe apparaît au grand jour, une dictature de classe de fait, le masque tombe, elle ne peut plus supporter de partage entre les classes à l'époque où le capitalisme s'est développé dans des proportions gigantesques à l'échelle de la planète sans remettre en cause la domination et la place que se disputent les différents capitalistes sur le marché mondial, de même que ses propres contradictions la mine et la condamne à disparaître au profit d'une démocratie infiniment plus large exercée par les travailleurs qui constituent la majorité de la population.

Toutes les formes de domination ou de pouvoir de la classe dominante dans le monde sont devenues obsolètes et contestées, insupportables à tous les peuples qui se soulèvent ou vont se soulever pour les renverser, cela va de la dictature policière ou militaire à la dictature démocratique parlementaire en passant par les monarchies constitutionnelles ou non et les dictatures à parti unique.

Depuis la moitié ou la fin du XIX jusqu'au début des années 80-90 au XXe siècle, le capitalisme mondial a connu une longue période de stabilité relative cependant entamée par des guerres et des révolutions, grâce à la colonisation et au pillage des richesses des peuples en Afrique, en Asie et en Amérique latine, continents qu'il s'est employé à balkaniser en une multitude d'Etats pour mieux les opposer entre eux, les asservir, les garder sous sa domination, surexploiter leur main d'oeuvre et piller leurs ressources ou matières premières, afin que les Etats capitalistes dominants puissent satisfaire les besoins qu'ils avaient développés - le capitalisme a impérativement besoin de développer sans cesse de nouveaux besoins pour survivre, autrement dit, que le niveau de vie de leur population puisse continuer de croître ou satisfaire les revendications sociales pressantes de leurs travailleurs tout en leur permettant de consommer davantage (car si la plus-value qu'encaisse le capitaliste est bien produite à la base des rapports de production, pour qu'elle tombe dans son escarcelle faut-il encore que ses marchandises soient accessibles et trouvent preneurs, c'est dans ce sens que les économistes bourgeois disent par exemple que l'économie d'un pays dépend à 70% de sa consommation), et qu'ils conservent leur place sur le marché mondial.

Mais voilà qu'aujourd'hui tous les peuples réclament leur dû et aspirent à la même qualité de vie que dans les pays capitalistes dominants, exigent des réformes sociales (instruction, santé, habitation) incompatibles avec la survie même du capitalisme sur lesquelles viennent se greffer des revendications politiques remettant en cause le pouvoir de tous les régimes tyranniques en place.

Comment le capitalisme dominant (et le capitalisme de manière générale) pourrait-il conserver son pouvoir si sur tous les continents les besoins sociaux des travailleurs venaient à être satisfaits ? Impossible, car d'une part la plus-value réalisée fondrait comme neige au soleil une fois la rémunération de la force de travail considérablement augmentée pour permettre aux travailleurs de satisfaire leurs besoins élémentaires, qui ne cesseraient de croître à leur tour conformément à ce qu'ils exigent et à l'évolution du capitalisme, d'autre part, une fois que leurs profits auraient été fortement revus à la baisse, il lui serait impossible de maintenir sa place sur le marché mondial, il serait concurrencé par le capitalisme des pays dominés qui possèdent les matières premières et demain prendront le contrôle de ce marché, des pays aussi plus peuplés, de plus, en ne pouvant plus tirer des profits gigantesques des peuples surexploités des pays dominés, les Etats capitalistes dominants ne seraient plus en mesure de financer les revendications sociales de leurs propres classes ouvrières ni même de maintenir le niveau de vie actuelle de leurs peuples, ils seraient voués à une dégénérescence ou décomposition sans fin, ce qui est impensable à imaginer un seul instant du point de vue d'un capitaliste.

En conclusion, ils peuvent retourner le problème dans tous les sens, les revendications sociales et politiques de ces peuples sont incompatibles avec l'existence et les contradictions du système capitaliste, elles conduisent à son explosion, à des révolutions et à son abolition à l'échelle de l'humanité. L'heure du combat final et du socialisme a sonné !

Politique.

1- Irlande.

C'est une lourde défaite pour le gouvernement irlandais. Le parti d'opposition Fine Gael a remporté les élections législatives, mais sans réunir une majorité absolue, selon l'enquête diffusée par la radio-télévision publique RTE. Un résultat qui confirme le naufrage du gouvernement sortant.

Le Fine Gael (centre), principal parti d'opposition, recueille 36,1% des suffrages, selon ces chiffres. Il s'agit là de son meilleur résultat depuis novembre 1982. Mais ce chiffre est quelque peu décevant par rapport à de nombreux sondages qui prévoyaient un score plus proche de 40%.

Le parti ne devrait donc pas être en mesure de réunir une majorité absolue de députés, selon la RTE dont le sondage ne donne pas de projections en termes de sièges. Cependant, selon Michael Marsh, politologue au Trinity College de Dublin, le Fine Gael réunirait 72 députés au Dail, chambre basse au Parlement irlandais, soit relativement loin de la majorité absolue de 84

sièges (sur un total de 166). Le Fine Gael compte 51 élus dans la Chambre sortante.

Le vote sanction a aussi semble-t-il profité au parti nationaliste Sinn Féin, qui réalise le meilleur score de son histoire, avec 10,1%. Le Sinn Féin devrait ainsi être à la tête de "14 ou 15" sièges, triplant sa représentation (5 députés actuellement), a calculé le politologue Michael Marsh. Ce résultat serait cependant inférieur aux prévisions d'avant les législatives.

Le parti d'Enda Kenny, 59 ans, serait donc contraint de s'allier à des indépendants ou de former une coalition avec le Labour, une formation de gauche avec qui il a déjà gouverné. Ce parti a remporté 20,5% des voix, selon RTE, soit 38 députés, contre 20 actuellement, a prédit Michael Marsh.

Le Fianna Fail, parti du Premier ministre sortant Brian Cowen, également centriste, ne recueillerait que 15,1% des voix, un chiffre encore plus faible que ce que projetaient les enquêtes avant le scrutin. Le Fianna Fail devrait ainsi voir le nombre de ses députés divisé par plus de trois, ne réussissant à sauver que 20 de ses 73 sièges, selon Marsh, interrogé sur RTE.

Le parti au pouvoir fait ainsi les frais d'un vote en forme d'exutoire à la crise, et de son soutien au plan international de sauvetage de l'île, signé en novembre avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international. Le Premier ministre avait accepté ce programme avec réticence, pliant sous le poids d'un déficit public astronomique (32% du Produit intérieur brut en 2010). Mais l'appel à l'aide de l'étranger a meurtri la fierté nationale, exacerbée dans un pays à genoux.

Le scrutin de vendredi avait ainsi pris l'allure d'un référendum sur le plan, d'un montant de 85 milliards d'euros. Enda Kenny, le leader du Fine Gael, a promis lors de la campagne d'en négocier les conditions les plus contestées et en particulier un taux d'intérêt qu'il n'a eu de cesse de qualifier de "punitif".

Reste que c'est "*une tâche titanesque qui attend le nouveau gouvernement*", avertit samedi l'Irish Sun, sans attendre les résultats officiels qui ne commenceront à tomber que dans la soirée. "*Il devra reconstruire l'économie naufragée par le Fianna Fail. Les responsabilités sur les épaules d'Enda Kenny sont énormes*", ajoute-t-il. (Reuters 26.02)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars

J'ai recadré à plusieurs reprises la portée de ce qu'ils appellent les "réseaux sociaux" du type Facebook, en précisant notamment qu'ils ne pourraient pas remplacer le parti, et le développement de la situation dans les pays où ont éclaté des soulèvements révolutionnaires ou des révolutions n'a fait que le confirmer et le confirmera davantage encore dans les mois à venir. Cette mise au point était semble-t-il nécessaire face à l'engouement excessif de certains intellectuels envers ce moyen de communication relativement récent.

Maintenant il ne s'agirait pas de minimiser le rôle qu'ils ont pu jouer dans le déclenchement de ces révolutions populaires, une fois rappelé que c'était les conditions d'existence et de travail épouvantables du prolétariat sur fond de régimes despotiques qui étaient à l'origine de ces soulèvement révolutionnaires.

Internet a permis à la population à partir d'une multitude de témoignages et de prises de position de prendre conscience que l'immense majorité n'en pouvait plus des régimes tyranniques en place et n'attendait qu'une occasion pour descendre dans la rue et y mettre fin. Occasion qu'aucun parti ne pouvait lui offrir puisque les principaux partis d'opposition étaient interdits ou corrompus par les régimes en place, ou encore parce que les masses n'avaient confiance dans aucun parti ayant une existence légale ou illégale.

Une fois parvenues au bout du rouleau, les masses se sont forgées elles-mêmes la conviction qu'il était possible d'en finir avec ces régimes honnis sans trop savoir comment elles s'y prendraient en dehors d'occuper la rue jusqu'à la chute des dictateurs. Elles y ont été fortement encouragées par la révolution tunisienne qui a signifié aux peuples du monde entier qu'aucune dictature n'était finalement vouée à exister indéfiniment, après des tentatives timides et infructueuses au cours des années précédentes généralement férocement réprimées, elles en sont arrivées à la conclusion qu'en s'y mettant tous ensemble rien ne pourrait leur résister et elles auraient une chance de faire tomber les tyrans au pouvoir depuis de nombreuses décennies.

Internet a juste permis à ce qui germait individuellement dans toutes les têtes depuis souvent de nombreuses années de s'exprimer, de s'affirmer, de se rassembler et de réaliser enfin. Ce n'est pas rien, certes, mais seul le résultat final de ces soulèvements ou révolutions comptera, et ce dernier ne dépendra pas pour atteindre son objectif d'une somme d'individualités, mais bien d'un projet collectif de société que seul un parti peut porter et opposer aux autres partis qui constituent l'ossature des institutions toujours en place. A la première étape de leur mobilisation, Internet a pallié d'une certaine manière l'absence de partis de masse crédibles au sein des masses, mais à l'étape suivante il sera impuissant à rassembler l'ensemble des exploités sur un programme social et politique, bien qu'il puisse encore participer à la maturation politique des travailleurs dans certaines limites.

Medvedev et Poutine se sont inquiétés de la déstabilisation de cette région du monde qui pourrait durer des années, l'un d'eux à même parlé de 10 ans. Sans doute auraient-ils préféré que ces dictatures demeurent en place et craignent-il que des

peuples opprimés de la fédération de Russie s'inspirent de ces révolutions pour se soulever à leur tour. Leur réflexion m'en a inspiré une autre, à savoir que ces révolutions allaient rapidement se retrouver dans une impasse, des deux côtés du pouvoir, du côté du régime en place parce qu'il n'avait pas de solution de rechange au parti unique dont les peuples refusent désormais toute participation à un gouvernement, du côté des opposants au régime parce que les travailleurs ne font confiance à aucun parti existant parlant en leur nom.

Du coup effectivement les deux camps sont dans une impasse. Quelques hypothèses peuvent être envisagées. La première, un coup d'Etat militaire suivi d'une répression féroce des soulèvements pour permettre aux représentants du principal parti de la bourgeoisie à la solde du capitalisme mondial de reprendre le pouvoir ou de l'assumer seul comme par le passé, quitte à lui donner un autre nom après un ravalement de façade pour le rendre plus présentable, à l'étape actuelle, elle semble inenvisageable.

Par contre une variante serait plus crédible, un coup d'Etat sans répression suivie de l'annonce d'élections ouvertes à tous les partis à moyen terme et accompagné de mesures sociales pour diviser les travailleurs et les faire patienter, en espérant qu'au détours de ce répit la mobilisation s'affaiblirait et la vie reprendrait son cours normal.

Autre hypothèse qui serait rejetée par la majorité des travailleurs, mais pas forcément par la majorité des masses, elle présenterait également comme avantage de les diviser, ils pourraient concevoir un gouvernement provisoire d'union nationale composé du parti de l'ordre une fois sa façade ravalée et des principaux partis petits-bourgeois, tout en accordant des concessions sociales importantes à la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie.

Dernière hypothèse, le même schéma que dans l'hypothèse précédente sans le parti de l'ordre, une sorte de front populaire à l'espagnole, c'est-à-dire, sans que la bourgeoisie participe directement au gouvernement dans un premier temps, à elle ensuite de reconquérir le pouvoir sur fond de désillusions qui ne manqueront pas d'intervenir, puisque ce gouvernement ne s'attaquera pas aux fondements du capitalisme, ne pourra et ne voudra pas satisfaire toutes les revendications sociales des travailleurs, ce qui lui ouvrirait la voie pour revenir au pouvoir aux prochaines élections.

Le problème auquel sont confrontés tous les régimes actuels est de deux natures, politique et sociale. Sur le plan politique ils doivent à la fois refonder les institutions et écrire une nouvelle Constitution qu'ils doivent soumettre à l'approbation du peuple, ce n'est pas gagné d'avance, et sur le plan social et économique ils sont confrontés à une contradiction, car ils doivent satisfaire les revendications sociales pressantes des travailleurs dans un contexte de concurrence féroce sur le marché mondial qui ne leur donne qu'une très faible marge de manoeuvre pour intervenir sur ce plan et éviter que leur économie ne s'écroule, qui, si cela se produisait, se traduirait inévitablement par de nouveaux affrontements entre les classes.

En conclusion, Medvedev, Poutine et tous les dirigeants du vieux monde ont de quoi s'inquiéter que la situation dégénère et devienne rapidement incontrôlable à l'échelle internationale. J'ai laissé de côté volontairement et provisoirement l'hypothèse selon laquelle d'autres peuples pourraient se soulever ailleurs dans le monde, compte tenu qu'ils ne sont pas mieux lotis sur le plan politique.

Sans vouloir ressasser une leçon apprise par coeur, il faut bien constater que l'issue de la lutte des classes et de la nouvelle offensive engagée par le prolétariat mondiale dans sa lutte pour le pouvoir, dépendra de sa capacité à se donner une nouvelle direction politique dans chaque pays et à l'échelle internationale. Désolé d'en revenir toujours là, les faits sont têtus que voulez-vous !

En avant vers le socialisme !

J'ai mis cette causerie en ligne au format pdf (Adobe Reader).

Parole d'internaute.

- Un article de presse en Allemagne que l'on ne verra JAMAIS en France, tellement les journalistes font dans le froc. Traduction pour les personnes ne sachant pas lire l'allemand :

Sarkozy vit comme Dieu en France ! Toute la France est concernée par la nécessité d'économie. Un seul n'y contribue pas c'est le Président de la République Française.

Dans les 300 m2 des appartements privés de l'Elysée les fleurs doivent toujours être fraîches : 280 000 € par an.

Les voyages privés de Sarkozy se font toujours dans un avion vide où il est seul au cas où il faudrait qu'il rentre à Paris d'urgence.

Il bénéficie de 61 voitures de service, 2 Airbus et 6 Falcon Jets. (le plus récent de 60M d'euros a été baptisé Carla (comme sa 3ème épouse).

Il a près de 1000 employés (2 x plus que la Reine d'Angleterre), 44 chauffeurs, 87 cuisiniers. Les chefs cuisiniers peuvent se servir librement dans la cave à vin de l'Elysée. Le repas de midi est servi par des Laquais. Carla et Nicolas peuvent manger à toute heure. La cuisine est de service en permanence et 1 M d'€ par an pour les boissons (champagne, ...).

Horripilation ? Protestation ? Nullement. En France c'est une affaire d'honneur que le Chef de l'État représente la renommée de la Nation. C'est le successeur du Roi Soleil et c'est exactement comme cela qu'il vit (avec sa"Madame Pompadour").

Syndicat.

Le secrétaire général du syndicat Bernard Thibault et la CGT a été reçu lundi par le chef de l'Etat.

S'exprimant devant la presse à l'issue de son entrevue, il a dit redouter que le "*pacte de compétitivité*" proposé par Paris et Berlin à leurs partenaires européens débouche sur une "*remise en cause généralisée de la réglementation en matière de temps de travail, de retraite, de salaires*".

"*Ce qui nous inquiète, c'est de voir les gouvernements en Europe, et singulièrement la France et l'Allemagne, se mettre d'accord en considérant que le mal aujourd'hui c'est les droits sociaux des salariés en Europe*", a-t-il dit.

Selon Bernard Thibault, Nicolas Sarkozy "*se veut rassurant sur la portée de ce pacte, mais pas suffisamment pour que ça nous fasse changer d'opinion*".

Dans le prolongement de la réforme des retraites, il a annoncé d'autre part l'organisation d'une journée de mobilisation nationale le 28 avril "*sur la reconnaissance de la pénibilité des métiers (...) et l'obtention de droits au départ à la retraite anticipé*". (Reuters 28.02)

Un véritable syndicaliste, et non un agent du capital, n'aurait jamais mis les pieds au Palais, c'est la première chose. Ensuite il aurait déclaré que le "*mal*", c'est le capital qu'il faut abolir, ce que Thibault ne peut évidemment pas dire puisqu'il en est un des maillons.

Social.

Au cours des dernières semaines, l'exécutif a pointé comme handicap le coût du travail, qui pénalise les entreprises françaises dans la compétition mondiale - et notamment par rapport à son voisin allemand. Il faut dire que les statistiques publiées par l'Insee en décembre l'encourageaient en ce sens. Elles montraient une évolution très rapide du coût du travail entre 2004 et 2008 (+ 28 %) et un différentiel de niveau de l'ordre de 4 euros avec l'Allemagne dans l'industrie.

Seulement voilà, après avoir publié cette estimation et l'avoir envoyé à Eurostat - chiffre cité depuis par l'Institut de conjoncture Rexecode dans un rapport remis à Bercy, et repris par le Medef - l'Insee s'est ravisé, trouvant «*suspecte*» une telle progression en quatre ans. Et il a fini par trouver l'erreur. «*Entre 2004 et 2008, nous avons changé la méthode d'enquête, pour tenir compte de la durée effective du travail*», explique Sylvie Lagarde, chef du département Emploi et Revenus d'activité à l'Insee. «*Afin de nous rapprocher de la réalité, nous avons travaillé sur un échantillon de salariés plutôt que sur une durée du travail standard. Nous avons mal rodé nos calculs sur les RTT, et avons fait une erreur sur la durée du travail. Du coup, nous l'avons sous-estimée, ce qui a renchéri le coût du travail.*»

Les chiffres du coût horaire de la main-d'œuvre recalculés viennent de tomber, et risquent de rebattre les cartes. Certes, entre 2004 et 2008, le coût horaire du travail a augmenté de 12,3 % tous secteurs confondus et de 12,6 % dans l'industrie. Mais surtout, le différentiel avec l'Allemagne est bien moins important que ne le laissait supposer la première estimation erronée. Tous secteurs confondus (industrie, construction et services), le coût horaire de la main-d'œuvre s'élève à 31,53 euros en France et à 28,91 euros en Allemagne. Soit 2,62 euros d'écart. Dans la seule industrie, les coûts sont quasiment similaires… avec même un petit avantage pour l'Hexagone ! (Lefigaro.fr 28.02)

Causerie du 28 février archivée à la date du 1er mars.

Cette causerie sera archivée dans le fichier de mars à la date du 1er. J'ai volontairement daté de demain les articles de presse mis en ligne aujourd'hui.

A propos du site.

Il se peut que parfois j'ai mal recopié l'entête de l'adresse d'un fichier qui doit être précédé de : http://www., parfois j'en ai oublié une partie.

J'ai parfois reproduit (copier/coller) des adresses de fichiers qui m'étaient transmis et qui comportaient des lettres accentuées

que certains navigateurs n'acceptent pas (?), essayez de les ouvrir avec un autre navigateur, j'ai remplacé quelques adresses en retirant les accents. J'ai remis en ligne une vingtaine de fichiers qu'apparemment je n'avais pas recopiés dans le nouveau serveur ou dont j'ai modifié les adresses. J'ai passé plus de trois heures hier après-midi à rechercher les fichiers et à corriger les erreurs, certains fichiers sont définitivement perdus par contre.

Je vous le répète, c'est pour vous par pour moi, prenez une adresse anonyme et envoyez-moi un courriel pour me signaler les liens qui ne fonctionnent pas, je verrai ensuite si je peux faire quelque chose. Ne vous tracassez pas, je ne vous harcèlerai pas, j'ai autre chose à faire et ce n'est pas dans ma mentalité.

132 connections le 26 février, le record !

Le Top 20 des documents téléchargés du 20 au 26 février, environ 5.000 au total.

/textes/tef2011.pdf
/justice/justice78.pdf
/tribune/IO137_2.pdf
/textes/RP2010plusinternet.pdf
/archives2010/causeries0111.pdf
/tribune/IO136_2.pdf
/tribune/dr046-18-02-11.pdf
/marxisme/vletat.pdf
/service/texte_210211.pdf
/archives2010/causeries1010.pdf
/tribune/IO135_2.pdf
/service/texte_250211.pdf
/ldc_sociopoliti_0710.htm
/tribune/IO137_3.pdf
/causeries0211.htm
/service/texte200211.pdf
/tribune/IO133_2.pdf
/textes/tunisie_02.02.11.pdf
/tribune/CPS_algerie_mai010.pdf
/service/texte_230211.pdf
/textes/congres_NPA_15.02.11.pdf

Autre sujet.

Il y a quelques jours j'avais reçu un courriel d'un ex-militant de l'OCI dans lequel il posait une question qui s'adressait au groupe CCI-T, je reproduis ci-dessous cette question suivie de la réponse que ces camarades m'ont adressée hier.

Le courriel du camarade.

"*Je ne comprends pas l'opposition entre Assemblée constituante que condamne comme mot d'ordre le CCI-T (article transmis par toi) et la centralisation des comités de défense et de surveillance ouvrière qui au contraire nourrissent par leur combat ce mot d'ordre jusqu'à ce que cette Assemblée s'épuise au profit exclusif des comités qui termineront avec le parti la réalisation de la victoire ; court-circuiter cette assemblée alors que nous sommes ultra minoritaires aux élections de cette assemblée peut nous couper du mouvement mais nous ne soutenons que des mots d'ordre des comités ; ici nous sommes très conscients de ces pbs de tactique que suggère souvent la lecture de IO*"

La réponse du CCI-T.

"*Cher camarade,*

La discussion sur le mot d'ordre de Constituante Souveraine risque fort de devenir centrale dans le cours de la révolution en Tunisie et en Egypte, et peut-être à nouveau en Iran etc.

Nous estimons pour notre part que la bourgeoisie de ces pays s'est constituée comme classe dominante au cours du XXème siècle au travers d'un Etat, d'une armée etc., au travers d'une indépendance nationale plus ou moins réelle ou formelle selon les cas, à examiner chaque fois avec attention. Mais dans tous les cas, en même temps qu'elles se constituaient comme classe dominante dans ces pays, ces bourgeoisies ont démontré leur incapacité à réaliser les tâches démocratiques, bien au contraire, ce qui est d'ailleurs conforme à la théorie de la révolution permanente.

Evidemment cette situation n'émancipe pas ces bourgeoisies de leur dépendance au marché mondial, à tel ou tel impérialisme, et continue à conférer un caractère plus ou moins compradore à la plupart d'entre elles, là aussi à évaluer de façon précise au cas par cas.

Cette situation est donc différente de celle évoquée dans le Programme de Transition quand il parle du mot d'ordre de Constituante pour l'Inde ou la Chine des années trente.

Les libertés démocratiques, au même titre que les revendications économiques, sont les moteurs de la révolution et de la lutte pour le pouvoir. Dans ces conditions, la tâche centrale des révolutionnaires est de mettre en avant la nécessité des conseils et de leur prise du pouvoir, qu'il y ait ou non campagne menée par d'autres forces, bourgeoises ou petites bourgeoises, pour la Constituante. Si c'est le cas, bien sur, les révolutionnaires peuvent utiliser cette campagne pour développer leur propre orientation pour la prise du pouvoir des conseils, mais il ne faut pas inverser les termes et faire du détour de l'Assemblée constituante le point de passage obligé de la lutte pour le pouvoir.

Le faire aboutirait à se mettre à la remorque de la bourgeoisie et la dialectique n'a rien à faire là-dedans.

C'est en tous cas ainsi, nous semble-t-il, que Lénine avait conduit le combat du Parti bolchévik en 1917 vis-à-vis du mot d'ordre de Constituante souveraine."

Je remercie ces camarades pour leur réponse. Qu'on soit d'accord ou non avec eux, bravo pour cette (brève) confrontation d'idées libre et fraternelle, un exemple à méditer et à suivre par tous les militants si je peux me permettre une remarque.

Pour ma part, j'ai à nouveau abordé la question de l'Assemblée constituante dans le dernier article que j'ai mis en ligne, je n'y reviens pas ici.

Parole d'internaute

1- (selon le groupe de dilomates anonyme «Albert Camus», sur le site de Libération) : "*la question des droits de l'homme doit figurer à l'agenda du G8 et du G20*"

Non mais, vous voulez rire. Avec la stigmatisation incessante de l'étranger, des gens du voyage, l'incitation à la délation, la dérive ultra sécuritaire dans les discours avec aucun effet visible sur le terrain, vous voulez que le président se préoccupe MAINTENANT des droits de l'homme. Vous avez fumé ou quoi. C'est bien le cadet de ses soucis. L'UMP est allé dors et déjà bien plus loin que ce que n'aurait jamais imaginé le FN.

2- (à propos de Longuet) : Co-fondateur du mouvement Occident , rédacteur du premier programme économique du front National, mis en examen à cinq reprises , ce qui l'a conduit à démissionner du gouvernement Balladur en 1994.....

L'aile droite du FN rentre au gouvernement en fanfare, ou plutôt avec un sacré concert de casseroles !

C'est prodigieusement merveilleux.

De son côté, LePoint.fr notait hier "qu'il soit un ancien de la "bande à Léo" constitue un handicap non négligeable : ministre de 1993 à 1995, François Léotard cité aujourd'hui dans plusieurs affaires politico-financières liées à des marchés d'armement a laissé un souvenir exécrable."

Politique.

1- France.

1.1- Intervention radiotélévisée de Sarkozy hier soir commentée.

1.1.1- Que craignent-ils donc ? Une révolution ? Entre psychose délirante de type schizophrénique et paranoïaque.

"*Mon devoir de président est d'expliquer les enjeux de l'avenir, mais aussi de protéger les Français*", a indiqué le chef de l'État qui a "*décidé de réorganiser les ministères qui concernent notre diplomatie et notre sécurité*".

Commentaire. La shizophrénie pour ses rapports délirants à la réalité, la paranoïa pour son obsession de la menace qui pèserait sur les "*Français*". Notez bien que le dictateur Ben Ali tenait exactement le même discours aux Tunisiens avant qu'il ne

soit chassé du pouvoir. Troublante coïncidence, non ? On aurait pu tout aussi bien citer Bush, Moubarak, Kadhafi ou tous les chefs d'Etat de la planète actuellement au pouvoir...

"*Ainsi les fonctions régaliennes de l'Etat se trouveront-elles préparées à affronter les événements à venir dont nul ne peut prévoir le déroulement*", a-t-il expliqué, après avoir évoqué au début de son allocution les révoltes qui secouent le monde arabe.

Commentaire. Quels "*événements*", où, dans quel pays, en France par exemple ? Craindrait-il que le peuple se soulève à son tour ? Ils s'y préparent activement assurément.

"*Nous ne devons avoir qu'un seul but: accompagner, soutenir, aider les peuples qui ont choisi d'être libres*", a déclaré Nicolas Sarkozy. "*Entre l'ingérence qui ne serait pas acceptée et l'indifférence qui serait une faute morale et stratégique, il nous faut tout faire pour que l'espérance qui vient de naître ne meure pas car le sort de ces mouvements est encore incertain*".

Commentaire. ... après avoir armé jusqu'aux dents tous les dictatures qu'affrontent actuellement ces peuples, c'est penser un peu vite que tous les peuples n'auraient pas de mémoire et qu'il serait possible de les tromper indéfiniment, y compris en France. Or, quand la révolution pointe son nez, après des décennies pendant lesquelles la haine du peuple contre le régime fut contenu sans jamais cesser de croître, toutes leurs lois antisociales et liberticides, toutes les saloperies qu'il lui a imposé au nom de la démocratie remontent à la surface et leur éclate à la figure, dès lors le peuple devient sourd et il ne leur est plus possible de contenir sa rage féroce d'en finir une fois pour toute avec la dicature du capital qu'incarne l'Etat et ses institutions bonaparatistes.

Et d'adresser une mise en garde: "*si toutes les bonnes volontés ne s'unissent pas pour les faire réussir, ils peuvent aussi bien sombrer dans la violence et déboucher sur des dictatures pires encore que les précédentes*".

"*Nous savons ce que pourraient être les conséquences de telles tragédies sur des flux migratoires devenus incontrôlables et sur le terrorisme. C'est toute l'Europe alors qui serait en première ligne*", a souligné Nicolas Sarkozy.

Commentaire. Y aurait-il pire dictature que celle de Kadhafi au pouvoir depuis 42 ans ? Rappelons que pendant la révolution tunisienne et tous les soulèvements révolutionnaires de la région, il n'y a pas eu un seul attentat, pas même une menace, les terroristes se sont littéralement volatilisés, les islamistes radicaux ont totalement disparu ou se sont montrés très discrets, Al Qaïda et Ben Laden envolés, bref on n'a pas vu la queue de cette terrible menace qui pèserait sur la démocratie. Une pure invention pour justifier le renforcement de l'arsenal judiciaire et policier de l'Etat en prévision d'un affrontement violent entre les classes.

"*C'est pourquoi la France a demandé que le conseil européen se réunisse pour que l'Europe adopte une stratégie commune face à la crise libyenne dont les conséquences pourraient être très lourdes pour la stabilité de toute la région*", a-t-il ajouté.

Commentaire. En réalité, ils craignent une propagation de la révolution en Europe. Quant à l'afflux d'immigrés fuyant les massacres orchestrés par les régimes dictatoriaux toujours en place, il ne ferait qu'exacerber une situation sociale déjà extrêmement tendue dans tous les pays de l'UE. Il alimenterait la crise polique qui ronge déjà tous les Etats et amplifierait encore les divisions au sein de tous les partis de l'ordre de l'UE quand à la réponse à y apporter, sachant l'extrême droite raciste et xénophobe en embuscade dans la perspective d'élections aux résultats fort incertains. Bref, l'avenir proche, les prochaines semaines ou les prochains mois s'annoncent comme une véritable menace pour tous les régimes en place en Europe qu'ils prennent très au sérieux.

"*L'Union pour la Méditerranée, fondée à l'initiative de la France le 13 juillet 2008, doit permettre à tous les peuples de la Méditerranée de bâtir enfin une destinée commune. Le moment est venu de refonder cette Union à la lumière des événements considérables que nous vivons. La France fera des propositions en ce sens à ses partenaires*", a également affirmé le chef de l'Etat. (AP 27.02)

Commentaire. Sans régler la question palestienne ? Un voeu pieux ! Tous les peuples qui se soulèvent rejettent l'accord passé entre les différents impérialistes avec l'Etat sioniste d'Israël, donc les régimes qui vont être issus de ces révolutions ou soulèvements révolutionnaires ne pourront pas tenir le même discours que leurs prédécesseurs sur cette question.

1.1.2- Le clan mafieux Pasqua en première ligne.

Le secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant (66 ans) succède de son côté à Brice Hortefeux. "*J'ai souhaité (...) confier la responsabilité de ministre de l'Intérieur et de l'Immigration à Claude Guéant qui m'a accompagné depuis neuf ans dans toutes les responsabilités que j'ai exercées, en particulier au ministère de l'Intérieur dont il connaît tous les rouages et dont il a occupé tous les postes de responsabilité*", a souligné le chef de l'Etat.

"*Ainsi les fonctions régaliennes de l'Etat se trouveront-elles préparées à affronter les événements à venir dont nul ne peut prévoir le déroulement*", a-t-il expliqué, après avoir évoqué au début de son allocution les révoltes qui secouent le monde arabe.

Souvent envoyé en mission à l'étranger, l'homme du président était de fait très présent sur le front diplomatique. A l'été 2007, c'est d'ailleurs lui qui avait négocié avec le régime de Moammar Kadhafi le retour des infirmières bulgares et du médecin palestinien détenus en Libye.

Après des études à Sciences-Po Paris et l'ENA (Ecole nationale d'administration), Claude Guéant choisit la voie préfectorale. Directeur de cabinet du préfet du Finistère, puis secrétaire général pour les affaires économiques de la Guadeloupe en 1974, il met le pied dans le monde politique lorsqu'il devient en 1977 conseiller technique chargé des questions de sécurité auprès de Christian Bonnet, alors ministre de l'Intérieur de Valéry Giscard d'Estaing.

Entre 1986 et 1991, il est secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine. Le président du Conseil général Charles Pasqua le repère et le choisit comme directeur adjoint de cabinet au ministère de l'Intérieur. En 1994, il est nommé directeur général de la Police nationale. Entre 1998 et 2002, il exerce la fonction de préfet.

Après la réélection de Jacques Chirac, il entre comme directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur, recommandé par Charles Pasqua. Bras droit du ministre, il le suivra à Bercy, avant de retrouver avec lui la place Beauvau. Et c'est encore lui que Nicolas Sarkozy choisit pour diriger sa campagne présidentielle de 2007.

Quand il est élu, Claude Guéant reste à ses côtés comme secrétaire général de l'Elysée, poste d'où il exerce son influence. Celui que la presse présente comme "*l'homme le plus puissant de France*" expose davantage une fonction traditionnellement dans l'ombre, pour intervenir régulièrement dans les médias à l'instar d'Henri Guaino, le conseiller spécial du président.

Dans un entretien au *Parisien* publié ce dimanche M. Jégo, le vice-président du Parti radical, estimait que .«*Ce remaniement ne peut avoir d'effet politique s'il n'y a pas de changement de Premier ministre. Les Français considéreront alors que rien n'a changé*». (20minutes.fr 27.02)

1.2- Le camp ennemi se fissure.

Le «*groupe Albert Camus*» dénonce ainsi ce dimanche sur le site de Libération «la peur du changement» et l'obsession «de maintenir le statu quo» qui caractérisent, selon lui, la politique étrangère de Paris depuis de nombreuses années.

«*Nous constatons une nouvelle fois que notre pays, malgré ses références mécaniques aux droits de l'homme, éprouve les plus grandes difficultés à intégrer dans sa politique étrangère la défense de la démocratie, le soutien aux dissidents et à la transformation des régimes*», notent-ils. «*Il semble paralysé par la peur du changement, obsédé par la volonté de maintenir le statu quo, la stabilité. La Chute du Mur de Berlin, que nous n'avons pas su accompagner, avait déjà illustré, de façon dramatique, cette singulière difficulté*», poursuivent-ils.

Selon eux, la question des droits de l'homme doit figurer à l'agenda du G8 et du G20, dont la France exerce la double-présidence cette année. Ces diplomates appellent à rompre avec «*une certaine méfiance vis-à-vis de la société civile et de l'individu*» et à «*renouer avec la part généreuse de notre histoire*». (20minutes.fr 27.02)

Je crois qu'ils n'ont pas vraiment réalisé qu'ils avaient porté au pouvoir une bande de nazillons pour faire face au nouveaux développements de la lutte des classes en relation avec la crise du capitalisme qui était déjà rampante avant l'explosion de 2007 et qui imposerait au locataire du Palais et son gang de s'attaquer brutalement à tous les acquis sociaux des travailleurs, lutte de classes qui tôt ou tard prendrait forcément la forme d'un affrontement direct et violent entre les classes comme ce qui est en train de se produire en Tunisie et ailleurs.

Il ne faut pas être naïf. Ces mêmes diplomates ne voyaient rien à redire quand sous Giscard, Mitterrand ou Chirac, les différents gouvernements couvraient et soutenaient toutes les dictatures dans le monde tout encommerçant avec elles...

L'arrivée au pouvoir de Sarkozy signifiait que la crise du capitalisme et de la Ve République était entrée dans une nouvelle phase, ce que ces diplomates semblent ignorer encore aujourd'hui. En langage populaire on dirait qu'ils sont à côté de leurs pompes !

2- Arabie Saoudite.

Cherchant apparemment à éviter que son pays soit gagné par la vague de protestation dans le monde arabe, le roi Abdallah d'Arabie saoudite a ordonné dimanche que les contrats à durée déterminée dans la fonction publique soient transformés en contrats à durée indéterminée.

L'agence ne donne pas de précisions mais selon John Sfakianakis, économiste à la banque saoudienne Fransi, quelque 90.000 personnes devraient profiter de cette mesure.

Il a annoncé l'octroi d'une série d'allocations en faveur des étudiants et des jeunes chômeurs ainsi que des aides au logement, pour un montant total estimé à 36 milliards de dollars.

Aucune réforme politique telle que des élections municipales n'a accompagné ces mesures, en dépit d'appels répétés lancés par des groupes d'opposition.

L'Arabie saoudite ne dispose ni de parlement élu, ni de partis politiques.

Dans une lettre ouverte publiée dimanche, une centaine d'intellectuels, de militants et de professeurs d'université demandent au roi d'engager des réformes politiques et de donner aux citoyens une plus grande voix au chapitre, de se prononcer notamment pour l'instauration d'une monarchie constitutionnelle.

Ils demandent à ce que tous, membres du gouvernement et citoyens, soient soumis à l'état de droit. Des milliers de personnes ont soutenu un appel sur Facebook en faveur de la tenue, le 11 mars, d'un "jour de colère" pour obtenir un dirigeant élu, davantage de liberté pour les femmes et la libération des prisonniers politiques. (Reuters et AP 27.02)

3- Liban.

Des centaines de Libanais ont manifesté dimanche à Beyrouth contre le système politique en vigueur fondé sur des critères confessionnels et communautaires.

Galvanisés par les soulèvements populaires qui agitent d'autres pays arabes, certains manifestants ont scandé le slogan désormais familier : "*Le peuple veut faire tomber le régime*".

Le pays du Cèdre est régi par un système complexe de partage de pouvoir censé maintenir un équilibre très délicat entre les diverses confessions et communautés.

"*Nous sommes venus pour faire tomber le système confessionnel au Liban parce que c'est un système plus dictatorial que les systèmes dictatoriaux eux-mêmes*", a expliqué un protestataire, Rahchan Saglam.

Les organisateurs ont diffusé un tract dans lequel ils exigent "*un Etat laïque, civil, démocratique, socialement juste et équitable*" ainsi qu'une augmentation du salaire minimum et une baisse du prix des denrées de base. (Reuters 27.02)

4- Oman

La police du sultanat d'Oman a tiré dimanche des balles en caoutchouc sur des manifestants lors d'un rassemblement d'opposants dans la ville de Sohar, faisant deux morts selon des témoins.

L'armée a été déployée dans cette cité industrielle pour sécuriser la zone, ont-ils dit.

"*Deux personnes sont mortes après que la police a tiré sur la foule avec des balles de caoutchouc*", a dit à Reuters un témoin souhaitant rester anonyme.

De précédents témoignages faisaient état d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, les uns lançant des pierres, les autres répliquant avec des gaz lacrymogènes.

Il s'agit de la deuxième journée de manifestations à Sohar. D'autres manifestations ont eu lieu dimanche à Salalah, dans le sud de ce petit pays, où des opposants au pouvoir campent depuis vendredi près du bureau du gouverneur provincial.

La révolte sociale dans les pays arabes s'est étendue depuis la semaine dernière à ce sultanat du Golfe, où les partis politiques sont interdits.

Le sultan Kabous ben Saïd a déjà augmenté les salaires de 43% pour les travailleurs du secteur privé et procédé à un remaniement gouvernemental. (Reuters 27.02)

Social.

Etats-Unis.

1- Mercredi, une foule évaluée à environ 30 000 personnes a manifesté à Madison, la capitale du Wisconsin, contre les attaques sur les salaires et les conditions des travailleurs du secteur public déclenchées par le gouverneur Scott Walker. La participation aux manifestations, qui se sont tenues toute la journée, a été la plus forte à midi et en début de soirée. La veille, une manifestation dont la participation avait été évaluée entre 13 000 et 20 000 personnes, et une série de rassemblements, de protestations et d'annulations de cours avaient été organisés à travers l'État.

Les responsables ont ordonné la fermeture du système d'éducation public du Wisconsin après que 40 pour cent des enseignants ont signalé avant mercredi matin qu'ils allaient prendre un congé maladie afin de participer à la manifestation. Des autobus de manifestants venant de partout à travers l'État ont afflué vers la capitale. Près de Milwaukee, une foule évaluée à 1500 personnes s'est rendue jusqu'à la maison de banlieue de Walker. Environ 1000 lycéens ont fait grève dans la ville d'Appleton.

Dans un geste inspiré des manifestants égyptiens de la place Tahrir au Caire, des dizaines de travailleurs et de jeunes ont campé au siège de la législature d'État durant la nuit de mardi à mercredi. Ils ont juré de maintenir l'occupation jusqu'à ce que le projet de loi de Walker soit défait.

On croit que les manifestations vont se poursuivre jeudi et vendredi. Les écoles à travers l'État se préparent à des absences de professeurs et à des grèves étudiantes. Une importante grève des étudiants et des diplômés de l'Université du Wisconsin-Madison est prévue pour jeudi.

2- Mais pourquoi aucune nouvelle dans les médias français sur ces manifs de Madison dans le Wisconsin? Elles sont très importantes. J'ai vu des reportages copieux dans les presses espagnole et allemande. Rien dans le Monde ou Libé ou le Fig.

3- le droit de manifester est garanti par la constitution américaine, et par la nôtre, comme celle de toutes les démocraties. La preuve : on manifeste (on ne s'en prive vraiment pas) et aucune armée d'aucun pays démocratique ne tire sur les manifestants. C'est toute la différence entre une dictature et une démocratie. Il y en a qui ont dû sécher leurs cours d'instruction civique, ma parole. (Des internautes sur un blog de Libération.fr le 27.02)

Commentaire. Ben voyons, pour ne prendre comme exemple que la France, au début du XXe siècle ou même dans les années 30 (Clichy -92), l'armée ou la police n'avait pas hésité à tirer sur des manifestations ouvrières désarmées. Demain quand des millions de travailleurs et jeunes se lanceront à l'assaut des institutions pour les renverser, au départ sans armes, vous croyez vraiment que l'Etat les laissera faire et ne fera pas appel à l'armée pour réprimer leur révolution et sauver le régime ?

Haut de page

Le 2 mars

A propos du site.

Le site a reçu 2955 visites en février 2011.

Les 20 documents les plus téléchargés. Le chiffre après le signe "=" correspond au nombre de fois où le fichier a été téléchargé.

archives2010/causeries0111.pdf = 328
/textes/tef2011.pdf = 327
/justice/justice78.pdf = 197
/tribune/IO135_2.pdf = 180
/tribune/IO137_2.pdf = 122
/tribune/IO134_2.pdf = 90
/marxisme/vletat.pdf = 90
/tribune/RS34.04_europe.pdf = 84
/textes/RP2010plusinternet.pdf = 75
/textes/congres_NPA_15.02.11.pdf = 74
/tribune/IO133_2.pdf = 74
/tribune/IO136_2.pdf = 72
/tribune/GB_Tunisie_290111.pdf = 72
/marxisme/trotskymarxisme.pdf = 67
/marxisme/revolutionrosalux.pdf = 57
/tribune/dr045-04-02-11.pdf = 48
/archives2010/causeries1010.pdf = 46
/tribune/RS34.04_lafargue.pdf = 41

/tribune/dr046-18-02-11.pdf = 40
/service/texte050211.pdf = 38
/tribune/CPS_algerie_mai010.pdf = 35

Apparemment mes causeries vous intéressent plus que mes articles, j'ai donc commis une erreur ces derniers jours en mettant sous forme d'articles les causeries que j'estimais un peu longues, du coup vous ne les avez pas lues. Je ne prétends pas que mes causeries auraient une valeur exceptionnelle, disons qu'elles permettent de réfléchir à pas mal de questions et parfois d'y trouver des réponses ou une piste pour y répondre de manière satisfaisante, soyons modeste, même si c'est un défaut face à des militants souvent en quête de certitudes absolues ou de "grands" dirigeants.

Au total un peu plus de 60.000 fichiers téléchargés (pdf, word, rtf) ou pages html ouvertes en février, moins les fichiers images (jpg, tif, png) qui figurent dans les fichiers html et qu'il faut décompter, on arrive à environ 20.000, soit une progression spectaculaire par rapport à 2010. Si des militants voulaient collaborer au site, on pourrait faire dix fois mieux, dommage. Faites-le connaître au moins ! Laissez les coordonnées du site chaque fois que vous intervenez dans un blog par exemple. Je n'ai pas le temps de le faire moi-même.

Parole d'internaute.

- Tony Blair n'a surement pas de bon conseil à donner à Kadhafi. Il devrait s'inquiéter plus pour son sort pour les 66 milles Irakiens tués, majoritairement femmes et enfants en voulant soutenir son ancien boucher d'homologue américains. (...) Les faits les plus choquants nous parviennent souvent des pays prétendus évolués et démocratiques... Quelle démocratie ? et quelle évolution ? (Lepoint.fr 01.03)

Comme quoi bien des gens sont en train de s'interroger sur la démocratie au profit de la crise économique, sociale et politique dans laquelle le monde est entré et n'est pas prêt d'en sortir.

Leur expliquer ce que serait une véritable démocratie, c'est bien, les aider à comprendre comment on a pu faire croire aux peuples pendant des décennies ou des siècles que les régimes en vigueur étaient démocratiques, alors qu'en réalité ils ne l'étaient pas, comment une telle supercherie a-t-elle pu durer aussi longtemps ?

La réponse est très simple et s'exprime clairement : pour ne pas vous êtes placés sur votre propre terrain de classe, sinon vous auriez constaté immédiatement que la démocratie dont on vous vantait les mérites ne correspondait pas aux besoins et aspirations de la majorité du peuple constituée des masses exploitées.

Les manipulateurs aux commandes des Etats et la multitude de penseurs minables à leur service vous ont servi une démocratie qui correspondait à l'absence de conscience politique de la majorité, tandis qu'elle servait les intérêts de la minorité capitaliste qui avait parfaitement conscience de ses intérêts de classe.

La démocratie bourgeoise repose essentiellement sur l'ignorance des masses, à l'opposée, la démocratie ouvrière ou démocratie véritable repose sur la prise de conscience des masses de leurs intérêts de classe.

On ne peut pas parler de retour à la démocratie, puisque finalement elle n'a jamais réellement existé. La démocratie en vigueur est l'une des formes du pouvoir politique de la classe dominante ou le produit du rapport entre les classes en faveur de celle qui détient le pouvoir. A l'exception de la brève et limitée expérience de la Commune de Paris en 1871 pendant laquelle la classe ouvrière détiendra le pouvoir sans parvenir toutefois à l'étendre à tout le pays, depuis 1789 c'est la bourgeoisie qui dicte le contenu étriqué de la démocratie en fonction du rapport de force fluctuant entre les classes au gré de la lutte des classes.

Quand les rapports juridiques et politiques de l'Ancien régime devinrent des entraves insupportables au développement économique de la classe ascendante, la bourgeoisie, celle-ci procéda à sa révolution et instaura un régime politique de type démocratique, parce qu'elle n'aurait pas pu réaliser seule sa révolution, sans le concours du peuple ouvrier et paysan. Et c'est là qu'est la subtilité, la bourgeoisie étant elle-même une classe minoritaire dans la société, elle ne pourra pas se passer de la plèbe en haillons majoritaire dans le pays pour renverser le pouvoir royal et féodal en place, et désormais elle prétendra gouverner au nom de la majorité pour son bien-être, alors qu'en réalité, cette majorité lui avait servi uniquement à renverser l'ordre établi à son profit principalement, plus tard, cette majorité ignorante du procesus historique qu'elle continuera de manipuler ne lui servira plus qu'à se maintenir au pouvoir ou chaire à canons.

De nos jours, les rapports juridiques et politiques existant sont devenus une entrave tout aussi insupportables à la satisfaction des besoins économiques et sociaux de la majorité du peuple constituée par toutes les couches de travailleurs, ceux-ci doivent procéder à leur tour à leur révolution (socialiste) pour instaurer une démocratie ouvrière ou véritable démocratie, passer de l'état de classe majoritaire numériquement mais minoritaire sur le plan politique, à l'état de classe dominante sur le plan politique pour pouvoir refonder les rapports de production sur la base des besoins de la majorité, d'où la nécessité d'abolir la Constitution et les institutions de la Ve République, l'Etat des capitalistes...

En Tunisie et dans les autres pays où la classe et les masses se sont soulevées, ils n'ont pas encore pris conscience que la révolution politique ne pourrait être menée à son terme si elle n'avait pas pour objectif de réaliser également une révolution sociale, donc remettant en cause les fondements du capitalisme. Sous un régime capitaliste, ne pas associer révolution politique et sociale revient finalement à le conserver et à gérer toujours la société pour le compte des capitalistes décidément toujours aussi indispensables.

Le pouvoir politique ne peut que correspondre au pouvoir économique, dit autrement, la classe qui détient réellement le pouvoir est uniquement celle qui détient le pouvoir économique, là en l'occurrence la classe des exploiteurs, d'où la nécessité impérieuse de les exproprier.

Il en va de même de l'Etat et de la démocratie. Tandis que l'Etat n'est pas situé au-dessus des classes, la démocratie ne peut pas prendre pas en compte les intérêts de toutes les classes en présence puisqu'ils sont antagoniques et irréconciliables, l'un et l'autre sont subordonnés et fonctionnent au profit des intérêts de la classe dominante, de la classe qui détient le pouvoir économique, les moyens de production et l'argent. C'est à partir de ce facteur que l'on peut déterminer avec précision leur nature de classe.

Du coup on comprend facilement pourquoi exiger la démocratie sans exiger l'expropriation des capitalistes, revient à se placer sur le terrain de la bourgeoisie, à ne rien changer en réalité. Exiger une "*meilleure répartition des richesses*" sans exproprier les banquiers et les capitalistes du CAC40 notamment, revient également à ne rien changer à l'ordre établie.

On prend conscience aussi de l'importance du combat contre le capitalisme qui devrait être mené à la fois par et dans les syndicats et les partis ouvriers, ce qui est évidemment le cas dans aucun syndicat, nos révolutionnaires et autres anticapitalistes se contentant du service minimum pour ne pas se brouiller avec les appareils ou prendre le risque de perdre leurs mandats de représentants du personnel.

Autre chose très vite.

Après le remaniement ministériel je vous ai fait grâce du discours du genre : c'est l'expression de l'agonie des institutions, de la décomposition du régime qui s'accèle, patati patata, la rengaine qu'on entend sans discontinuée depuis 53 ans, avec pour seul effet que ceux qui les tiennent n'ont plus aucune crédibilité politique.

Ce n'est ni Hortefeux ni Besson ni Guéant ni Juppé le plus dangereux, mais bien Guaino qui tient le même discours social que Le Pen et rédige la plupart des discours de Sarkozy, tellement proche des ouvriers, de leur histoire, de ses partis ou de ses anciens dirigeants qu'il cite à l'occasion. (A suivre)

Sarkozy et Fillon ont annoncé qu'ils allaient passer à l'offensive sur le plan politique, ne comptons pas sur nos dirigeants pour relever ce défit, ils sont tous bien trop occupés sur le plan électoral. On pourrait les prendre à leur propre jeu.

J'ai commencé la rédaction d'un article avant-hier dans lequel j'écrivais que l'Etat des capitalistes et la société actuelle était en réalité la négation de la propriété privée dont se réclament en coeur l'UMP et le PS, dans la mesure où seule une infime minorité est propriétaire des moyens de production, tandis que l'immense majorité des travailleurs ne possèdent rien en dehors de leur force de travail. Pour remédier à cette situation, il faut que les travailleurs prennent le pouvoir politique et que l'Etat qu'ils auront constitué exproprie les banquiers et les capitalistes des quelque 2.000 grandes entreprises que compte le pays, ainsi une fois les moyens de production devenus la propriété de l'Etat ouvrier, c'est comme si chaque travailleur en était le propriétaire puisqu'elles fonctionneraient sous leur contrôle et uniquement pour satisfaire les besoins de l'ensemble des masses exploitées.

Si on vous accuse d'être contre la propriété privée, empressez-vous de demander laquelle ? Votre démonstration, si elle est efficace, devrait prouver à votre interlocuteur que si elle existe pour les riches dans la société actuelle, elle ne peut pas exister pour le reste de la population, donc pour remédier à cette situation, la seule solution, c'est d'inverser les rôles et tout rentre dans l'ordre, le nouvel ordre bâti sur les cendres de l'ancien bien entendu !

Politique.

1- France. Sarkozy a eu une idée lumineuse en nommant Gérard Longuet ministre de la Défense : qu'il commence par se défendre lui-même !

Le trésorier de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, René Galy-Dejean, a assuré devant le juge Renaud van Ruymbeke être incapable d'expliquer un versement en espèces de 7 millions de francs en faveur du candidat battu en 1995.

Au printemps 2010, Libération avait révélé l'existence d'un document récapitulant un versement de 10 millions de francs (1,5 million d'euros) au Crédit du Nord le 26 avril 1995.

«*Je n'avais jamais vu ce document et ma surprise est totale parce que je n'ai jamais déposé 10 millions de francs au Crédit du Nord*», a dit M. Galy-Dejean au juge, selon son PV d'audition cité par Mediapart et Le Monde. L'ex-trésorier a précisé se souvenir uniquement d'un versement de 3 millions de francs.

Parallèlement, l'avocat de parties civiles, Me Olivier Morice, a annoncé qu'il allait demander l'audition de Gérard Longuet, en tant que président du Parti républicain de 1990 à 1995, par le juge en charge de l'enquête sur l'attentat de Karachi, Marc Trévidic.

M. Longuet, nouveau ministre de la Défense, avait succédé à la tête du Parti républicain à François Léotard, qui a récemment été entendu par le juge. (Libération.fr 01.03)

2- Allemagne. Un exemple "***d'honnêteté et d'intégrité***" !

Le ministre allemand de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, mis en cause pour plagiat, a remis mardi sa démission à Angela Merkel.

Karl-Theodor zu Guttenberg, 39 ans, étoile montante de la politique allemande, est accusé de plagiat dans la rédaction de sa thèse en doctorat de droit. Son titre de docteur lui a été retiré par l'université de Bayreuth.

"*J'étais toujours prêt à me battre, mais j'ai atteint les limites de mes pouvoirs*", a déclaré le ministre démissionnaire lors d'une conférence de presse convoquée à la hâte.

"*J'ai informé la chancelière, lors d'une conversation très amicale, que je renonçais à mes fonctions politiques et demandais à en être relevé. C'est l'initiative la plus douloureuse de ma vie.*"

La popularité de Karl-Theodor zu Guttenberg reposait sur l'image d'honnêteté et d'intégrité qu'il entretenait avec soin.

Or, la presse allemande a relevé de nombreux emprunts dans sa thèse. Anette Schavan, ministre de l'Education, a jugé ses actes honteux. Norbert Lammert, président du Bundestag, a parlé d'atteinte à la confiance en la démocratie.

"*C'est mauvais pour Merkel, et elle est restée beaucoup trop longtemps avec lui*", résume Konrad Jaraush, professeur de sciences politiques à l'université libre de Berlin. "*Il s'agit d'un revers majeur pour elle. Il y a aura des dégâts pour elle aussi dans cette affaire*", ajoute-t-il.

Karl-Theodor zu Guttenberg ne sera pas facile à remplacer à la Défense et certains observateurs parient sur un remaniement plus large. La CSU, aile bavaroise de la CDU dont il est issu, insistera sans doute pour conserver ce portefeuille ou pour l'échanger contre un autre ministère régalien. (Reuters 01.03)

Et de un et de deux, défense d'en rire des deux côtés du Rhin, on va se gêner !

Social.

France.

1- Grève à La Poste le 29 mars.

Le syndicat FO a annoncé mardi qu'il se joignait à l'appel à la grève à La Poste lancé pour le 29 mars par la CFDT, la CGT, Sud et la CFTC. Les syndicats dénoncent une politique "*destructrice d'emplois*", et les conditions de travail dans l'entreprise.

L'organisation syndicale demande "*l'arrêt des réorganisations sauvages, l'arrêt des régimes de travail illégaux, l'arrêt de la déshumanisation des organisations de travail, la prise en compte de la pénibilité des activités*" et "*le respect des accords signés*".

FO "*appelle les postiers de tous les métiers à faire grève le 29 mars 2011*", rejoignant ainsi la décision intersyndicale annoncée vendredi dernier. (AP 01.03)

2- Encore une augmentation du prix du gaz.

GDF Suez va soumettre à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) "*une demande d'augmentation des prix du gaz à effet au 1er avril*", une hausse qui "*sera en principe de 5%*", a annoncé mardi le ministre de l'Industrie et de l'Energie Eric Besson.

Ce chiffre correspond à un "*calcul automatique, en cours de finalisation, sur la base d'une formule qui a été auditée par la CRE et qui reflète le coût réel d'approvisionnement de GDF Suez*", a ajouté M. Besson qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse à l'occasion de l'installation de l'Observatoire national de la précarité énergétique. (AP 01.03)

Une nouvelle augmentation légitimée par la présence des syndicats au sein de la Commission de régulation de l'énergie.

3- Des millions de travailleus et leurs familles ne peuvent plus se chauffer faute de moyens.

En janvier, un Français sur dix ne s'est pas suffisamment chauffé, faute de moyens. Ce matin, et alors que les prix de l'énergie flambent à cause du contexte international, la ministre de l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet (NKM), a mis sur pied l'observatoire de la précarité énergétique. (vous pariez que les syndicats et partis y seront associés ? - note du site)

La situation est la suivante : en France, on estime que 3,4 millions de ménages (13% des foyers) consacrent plus de 10% de leurs ressources à payer leurs factures d'énergie (électricité, gaz, fioul). C'est trop. Et cela se traduit par tout un tas de conséquences, économiques, sociales et sanitaires. Il n'est plus rare aujourd'hui que des ménages modestes basculent dans la spirale du surendettement à cause de factures trop salées et récurrentes d'électricité ou de gaz.

Le problème de la précarité énergétique n'a rien de franchement nouveau. Et il existe depuis longtemps plusieurs «outils curatifs» pour aider les ménages mais qui sont parfois sous-utilisés: les tarifs de première nécessité permettent par exemple aux personnes éligibles à la couverture maladie universelle de bénéficier de prix réduits sur le gaz et l'électricité. Mais encore faut-il que les intéressés soient informés et en fassent la demande (chaque année !). Pointant ces difficultés, parmi d'autres, le rapport sur la précarité énergétique, rendu l'année dernière, «*proposait d'élargir la population cible et d'adapter l'aide à l'énergie aux revenus du ménage en fonction aussi de la taille du ménage.*» On en est toujours là. (Libération.fr 01.03)

Magueswary, mon épouse, m'a téléphoné en précisant qu'elle était blottie contre le seul petit chauffage électrique de son T1 parce qu'il faisait très froid chez elle à Aubagne à côté de Marseille. Elle ne l'allume que lorsqu'elle rentre dans sa glacière, elle ne peut pas en brancher un autre, l'installation électrique est défectueuse et les fusibles sautent, de plus elle n'a pas trop d'argent pour se chauffer 24h/24. Elle loge dans une HLM insalubre de l'OPAC, un immeuble où ils ont casé en majorité des handicapés comme elle. Je lance un appel urgent aux camarades d'Aubagne ou de Marseille qui pourraient intevenir auprès de l'OPAC. Elle m'a dit : "*je préfère ne pas te dire dans quelle condition je vis ici, tu serais fou de rage*". Elle a raison, j'ai déjà trop de raisons d'enrager quotidiennement !

4- Loyer en hausse au-dessus de l'inflation.

En 2010, les loyers des nouvelles locations et des renouvellements de baux dans le parc privé ont progressé en moyenne de 2,5%, contre seulement 0,1% en 2009, sur une base d'environ 250.000 références, selon Clameur.

Cette hausse modérée de ces loyers, appelés «*de marché*», est supérieure à l'inflation (1,5%) .

Les nouveaux baux et les renouvellements de baux concernent environ chaque année 1,5 million de ménages sur les quelque 6 millions qui vivent dans le parc locatif privé.

Le loyer de «*marché*» s'établit en moyenne à 12,3 euros/m2 avec une fourchette de prix très large (de 3,5 à 54,0 euros/m2). Pour 2011, la hausse devrait être «*comparable à celle de 2010*», soit environ 2,5%, selon Michel Mouillart, auteur de l'étude. (20minutes.fr 01.03)

5- A bas les riches !

Les 100 Français les plus riches se sont partagés en 2008 un revenu fiscal de 2,8 milliards d'euros, selon une note confidentielle de Bercy transmise à des parlementaires et citée lundi par le site Internet de Marianne. Une coquette somme très loin de la réalité des ménages.

«*En 2008, le revenu fiscal de référence moyen de l'ensemble des contribuables plafonnait à 22.202 euros*», précise ainsi Marianne.

Dans le détail, 91% de ces 2,8 milliards d'euros proviennent de plus-values mobilières, sur les actions ou obligations; 3% des revenus fonciers et immobiliers; 2% des revenus commerciaux; et 4% des salaires, pensions et retraites.

A contrario, le revenu fiscal de référence moyen de l'ensemble des contribuables français est constitué à une écrasante majorité (85%) par des salaires, pensions et retraites.

Mais en pleine réforme de la fiscalité du patrimoine, cette note de Bercy offre surtout une arme redoutable en faveur de la

suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune.

«*Les 100 plus gros patrimoines taxés à l'ISF gagnent beaucoup moins que les 100 plus gros contribuables. Bref, la spéculation enrichit plus que la propriété», explique Marianne. Le document montre donc «que ces deux populations sont différentes, et que les vrais riches ne sont pas ceux qui payent l'ISF*», poursuit l'article.

Le gouvernement doit annoncer jeudi les pistes pour réformer la fiscalité du patrimoine. Le ministre du Budget, François Baroin, a expliqué mardi qu'il s'orientait vers une modification en profondeur, voire une suppression, de l'ISF. (20minutes.fr 01.03)

6- Comment palier à son isolement ? Connectez-vous !

Un peu plus de 64% des ménages français disposaient en 2010 d'un accès Internet à leur domicile, contre seulement 12% en 2000, selon des chiffres publiés mercredi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Les plus jeunes sont les plus équipés, avec un taux égal ou supérieur à 75%. Ce taux tombe sous les 50% entre 60 et 74 ans et n'est plus que de 8% à partir de 75 ans.

A âge donné, le taux d'équipement "*varie nettement*" en fonction des diplômes: il est "*beaucoup plus faible*" dans les ménages avec un niveau d'études inférieur au bac. Les chômeurs, d'autre part, sont moins équipés (73,9%) que les actifs ayant un emploi (83,4%). Parmi ceux-ci, 96% des cadres et professions libérales étaient équipés en 2010, contre 73% des ouvriers, un écart qui s'est toutefois réduit au fil des années.

Les ménages n'ayant pas Internet invoquent en premier lieu un manque de compétences, puis l'inutilité d'Internet, le coût trop élevé du matériel et celui trop cher de l'accès au réseau. Neuf fois sur dix, l'accès à domicile est à haut débit.

Dans leur quasi totalité, les internautes consultant le web de chez eux utilisent un ordinateur, fixe (38%) ou portable (31%). Mais l'accès à Internet se développe à partir d'autres supports, comme les consoles de jeux et surtout l'Internet mobile, via les téléphones portables, le wifi (sans fil) ou les ordinateurs de poche/assistants personnels. Trente-huit pour cent des internautes, en 2010, utilisaient l'Internet mobile, contre 20% en 2008, une croissance avant tout portée par "*la technologie wifi et les téléphones portables*".

Sept personnes sur dix (71%), par ailleurs, disent avoir utilisé Internet au cours des trois derniers mois. Dans ce cas, près de 80% l'utilisent tous les jours, et 17% au moins une fois par semaine.

La communication via les messageries instantanées et les forums de discussion est surtout le fait des "*jeunes de moins de 30 ans*", tout comme le téléchargement de logiciels.

Internet sert aussi, de plus en plus, à faire des achats: 53% des internautes en ont effectué au moins un en 2010, contre 35% en 2008. Il s'agit surtout de vêtements (49%), de billets de transport (46%) et de séjours à l'hôtel ou en location (42%).

Ces données sont issues de l'enquête sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) d'avril 2010 réalisée en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer auprès de 7.111 ménages. Le champ de l'enquête est l'ensemble des personnes de plus de 15 ans. (AP 01.03)

7- Comment faire baisser statistiquement les chiffres du chômage en vue de 2012 ? Et tout plein de cadeaux pour les patrons.

Nicolas Sarkozy a annoncé mardi pour 2011 une série de nouvelles mesures destinées à favoriser l'emploi. En voici les principales:

DEVELOPPER L'ALTERNANCE

- Réforme de la taxe d'apprentissage: elle devrait permettre de dégager entre 60 et 90 millions d'euros supplémentaires par an, selon le gouvernement.

- Système de bonus-malus:

Dans les entreprises de plus de 250 salariés, le quota de 3% d'alternants sera relevé à 4% et modulé en fonction de l'effort de l'entreprise. Ainsi, le taux de la contribution supplémentaire à l'apprentissage augmentera de 0,1 à 0,2% pour les entreprises employant moins d'1% de jeunes en alternance, restera à 0,1% pour celles qui sont entre 1% et 3%, et sera réduit à 0,05% pour celles qui sont entre 3% et 4%. Les entreprises dépassant le quota de 4% bénéficieront d'une prime de 400 euros par contrat et par an.

Le respect du quota de 4% devrait permettre d'embaucher 135.000 jeunes en alternance supplémentaires par an, selon le gouvernement. Reste que le quota actuel de 3% n'est pas respecté, le taux de salariés en alternance dans les entreprises de plus de 250 salariés étant évalué à 1,7%.

PME (petites et moyennes entreprises)

Exonération totale de charges sociales pendant six mois pour toutes les entreprises de moins de 250 salariés qui embauchent un jeune en alternance supplémentaire. Cette aide s'appliquera à compter du 1er mars 2011.

Avec cette mesure, le gouvernement vise à augmenter de 25% le nombre de contrats en alternance dans les entreprises de moins de 250 salariés, fixant l'objectif de 50.000 contrats en alternance supplémentaires en deux ans.

AUGMENTER L'OFFRE DE FORMATION EN CFA

Programme doté de 500 millions d'euros, financé par le grand emprunt.

- 250 millions d'euros consacrés au financement de 50 projets de développement de l'appareil de formation

- 250 millions d'euros pour créer 15.000 places supplémentaires ou consolider des solutions d'hébergement en direction des jeunes

PARTENARIAT AVEC LES CONSEILS REGIONAUX

Le gouvernement fixe l'objectif de 800.000 jeunes en alternance à l'horizon 2015, et à terme un million d'apprentis.

Pour un euro versé par l'Etat, un euro sera versé par les conseils régionaux.

CONTRAT D'AUTONOMIE

Lancé en 2008, il concerne les jeunes de 16 à 25 ans issus des quartiers.

- 7.000 nouveaux contrats en 2011, soit un total de 15.000 contrats cette année CHOMEURS DE LONGUE DUREE

Entretien dans un délai de trois mois avec un conseiller de Pôle emploi pour les personnes au chômage depuis plus d'un an. Ces entretiens auront lieu entre mars et juin, souhaite le gouvernement.

CONTRATS AIDES

250 millions d'euros de contrats aidés supplémentaires sur les douze prochains mois, qui vont s'ajouter aux 390.000 déjà programmés pour 2011.

L'Etat va prendre en charge le financement de formations supplémentaires en augmentant de 30% les entrées en formation.

DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 45 ANS

Les entreprises qui embauchent un demandeur d'emploi âgé de plus de 45 ans en contrat de professionalisation bénéficieront d'une aide supplémentaire de 2.000 euros par contrat, financée par l'Etat. (AP 01.03)

Bref, des cadeaux, de la main d'oeuvre à pas cher pour les exploiteurs !

Economie.

Zone euro.

1- Selon les chiffres provisoires publiés mardi par Eurostat, le taux d'inflation dans les 17 pays utilisant l'euro s'est établi à 2,4% le mois dernier sur un an.

Eurostat n'a pas fourni les détails qui l'ont conduit à calculer ce chiffre de 2,4%, mais, sans surprise, les économistes attribuent

cette hausse essentiellement à la flambée des cours du pétrole et des prix alimentaires.

Lors de la conférence de presse suivant la réunion de comité de politique monétaire du mois de février, Jean-Claude Trichet, président de la BCE, avait dit que la hausse des prix à la consommation allait se poursuivre pendant une grande partie de l'année dans la zone euro, tout en assurant que cette évolution ne menaçait pas pour autant la stabilité des prix à moyen terme. (Reuters 01.03)

2- Le taux de chômage dans la zone euro est repassé en janvier sous la barre des 10% pour la première fois depuis décembre 2009, à 9,9% de la population active, montrent les données publiées mardi par Eurostat.

Selon les estimations d'Eurostat, 15,8 millions de personnes étaient sans emploi dans la zone euro en janvier.

Il n'y avait pas de données pour la Grèce et l'Estonie en janvier. (Reuters 01.03)

Comme le chômage n'a cessé d'augmenter les mois précédents en Grèce, en ajoutant ce pays le taux de chômage n'a pas baissé en réalité ! En France, Sarkozy a annoncé une batterie de mesures pour "*l'emploi des jeunes et des séniors*" qui auront pour effet mécanique de faire baisser officiellement le nombre de chômeurs dans la perspective des élections de 2012.

Avec l'argent de l'Etat, il a entamé sa campagne électorale... Après "*La conquête*, cela serait étonnant que la suite s'intitule "*La reconquête*"! Mais l'on sait jamais... On y reviendra prochainement.

Haut de page

Le 3 mars

Politique.

1- France.

1.1- Mauvais (et réactionnaire) sur toute la ligne.

La politique économique du gouvernement français est jugée mauvaise par 72% des Français, selon le baromètre de BVA pour les Echos et France Info. (Reuters 02.03)

1.2- La casserole rwandaise de Juppé.

Ministre vedette du remaniement, le remplaçant de MAM au Quai d'Orsay ne fait pas, malgré le concert de louanges de la majorité présidentielle, l'unanimité. Alain Juppé rappelle même «*de mauvais souvenirs*» au Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR), à l'origine de plusieurs plaintes visant des auteurs présumés du génocide rwandais de 1994.

Juppé avait été ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de cohabitation d'Edouard Balladur, de 1993 à 1995. «*De nombreux observateurs ou historiens ont suffisamment mis en cause le gouvernement français de l'époque pour son soutien diplomatique, financier et militaire à un régime aux abois qui commettait un génocide à la face du monde, dans l'indifférence de la communauté internationale*», proteste le Collectif.

«*L'homme qui revient aux Affaires étrangères de la France est un de ceux qui, mis en cause pour le soutien apporté à un régime génocidaire, n'a jamais éprouvé le moindre remord ni évoqué la moindre remise en cause de son action et de celle du gouvernement auquel il participait*», déplore-t-il. (AFP et Libération.fr 02.03)

2- Tunisie.

Plus de 300 personnes détenues pour des raisons politiques ont été libérées ces trois derniers jours en Tunisie à la suite de l'amnistie générale décrétée le 19 février par le président par intérim Fouad Mébazaâ, a-t-on appris mercredi auprès de l'avocat Samir Ben Amor.

Signe de l'instabilité persistante en Tunisie un mois et demi après la chute de Zine ben Ali, la cascade de démissions enregistrées au sein du gouvernement provisoire pourrait amener l'armée à prendre en main elle-même la transition vers la démocratie.

Selon les analystes, ces défections, y compris celles de deux ministres d'ouverture non liés à Ben Ali, affaiblissent l'équipe de transition au point qu'elles font planer des doutes sur sa capacité à organiser comme promis des élections libres d'ici la mi-juillet.

Dès lors, "*une prise en main du processus électoral est un scénario probable*", estime Mohamed el Katiri, spécialiste du Moyen-Orient à l'Eurasia Group. "*L'armée a dit que son travail était de protéger la révolution. Si le gouvernement tombe, elle devra combler le vide*", dit-il.

Les révolutionnaires tunisiens ne sont pas favorables à une ingérence des militaires dans le processus de démocratisation.

Une intervention de l'armée tunisienne "*ne serait pas une évolution bienvenue mais, si les membres des sociétés civile et politique ne sont pas capables d'offrir une solution permettant à la Tunisie d'avancer, le modèle égyptien pourrait s'imposer*", juge Slaheddine Djourchi, analyste indépendant tunisien.

Mais il n'exclut pas que le gouvernement transitoire survive à la vague de démissions qu'il connaît et réussisse à s'ouvrir encore davantage à tous les secteurs de la société, permettant ainsi de reprendre le chemin d'une transition démocratique.

De source proche du gouvernement, on déclare que Caïd Essebsi annoncera cette semaine la mise sur pied d'un conseil représentatif chargé de réformer la Constitution en vue de préparer des scrutins législatif et présidentiel pluralistes. (AP et Reuters 02.03)

3- Lybie.

3.1- Les hasards du calendrier ont croisé ceux du destin incertain de la Libye. A l'heure ou la situation reste volatile, ce mercredi le pays se retrouvait confronté à une étrange célébration: celle du lancement par le Colonel Kadhafi de la «Jamahiriya» (le pouvoir des masses) à la fin dans les années 70. Un mouvement théorisé dans une petit ouvrage baptisé «le livre vert».

A la mi-journée, les habitants de Bengazhi se sont massés devant leur poste de télévision, pour regarder la conférence de presse donnée à Tripoli, devant une poignée de fidèles, par «*le guide suprême*», égal à lui-même. Champion de l'auto-promotion, de la reécriture de l'histoire, et des affirmations rocambolesques. Au point de provoquer l'hilarité chez ceux qu'il terrorisait il y a encore trois semaines. «*Ce type est un pitre, un pantin, et un fou furieux*», dit un professeur de l'Université de Bengazhi. «*Il faut l'envoyer à l'hôpital psychiatrique, ou plutôt directement à la morgue.*»

Une fois l'ubuesque show télévisé achevé, des milliers de personnes sont sorties dans les rues pour célébrer à leur manière l'anniversaire d'une période révolue. Sur le front de mer, devant les bâtiment brulé de l'ancien comité populaire, bâti à la gloire de Kadhafi, s'est déroulée une manifestation hautement symbolique: des centaines de livres verts - ouvrage jusqu'alors sacré, bible de la révolution écrite par Kadhafi, que chacun se devait de lire dès son plus jeune age - ont été brulés dans une atmosphère de liesse et de fièvre extraordinaire.

Des femmes, et des enfants, ont participé à ce moment de déchainement joyeux. Les livres verts ont été déchirés, piétinés avant d'être jeté dans un immense brasier. Des flammes qui ont fait couler des larmes de bonheur dans les yeux d'un vieil avocat libyen: «*Je n'aurais jamais cru qu'un tel instant, synonyme de totale liberté, fut un jour possible*», confesse-il dans un sanglot. (20minutes.fr 02.03)

3.2- Les forces du colonel Kadhafi ont lancé une vaste contre-offensive mercredi dans l'Est libyen pour reprendre le terminal pétrolier de Brega, mais les violents combats semblent avoir tourné à l'avantage de l'opposition. Moammar Kadhafi a déclaré que des milliers de Libyens mourraient en cas d'intervention étrangère.

A plus de 240 km dans le désert au sud-ouest de Tripoli, Nalut, petite localité berbère, vit entre peur et espoir: elle est l'une de ces "*villes libérées*" de l'ouest libyen, dans la chaîne montagneuse des Nafusa, près de la frontière tunisienne. Mais à tout moment, elle craint d'être reprise par les forces fidèles au régime de Kadhafi.

Ils constituent la première ligne de défense de leur ville de 18.000 habitants, loin de tout, dans le désert du nord-ouest de la Libye, qui s'est débarrassée des autorités pro-Kadhafi. "*Nalut libérée*", peut-on lire sur des murs de la ville.

"*Les jeunes ici ont perdu tout espoir en ce pays*", lance Mustafa, un fonctionnaire de 37 ans qui refuse de donner son nom de famille, de crainte des représailles. "*Alors quand le soulèvement a commencé, nous avons pris toutes les armes que nous pouvions trouver et nous avons repris notre ville.*"

3.3- Un journaliste d'Associated Press a passé deux jours avec les "*révolutionnaires*" auto-proclamés à Nalut, une des villes "*libérées*" de la chaîne montagneuse des Nafusa, proche de la frontière tunisienne.

Le point de passage frontalier, à 68 kilomètres de Nalut, est passé brièvement sous contrôle des forces anti-Kadhafi, quelques jours. Mais les unités militaires pro-Kadhafi ont lancé une offensive lundi et l'ont repris.

Cette opération, et la présence d'une base de l'armée un peu plus au nord, fait craindre à Nalut qu'une offensive se prépare sur la ville.

Lundi, les habitants travaillaient donc avec acharnement à organiser leur défense. A l'entrée de la ville, au bulldozer, ils ont empilé de la terre et des pierres afin de dresser un barrage. D'autres ont creusé des tranchées pour que ceux qui se préparent à défendre Nalut puissent se protéger.

Epuisés, les visages marqués par la peur, les chefs de la rébellion, installés dans l'ancien bâtiment des services de renseignements -désormais un centre communautaire- ont téléphoné à d'anciens officiers acquis à leur cause, essayant de recueillir des informations sur les mouvements des unités pro-Kadhafi.

"*Nous n'avons que des Kalachnikov*", hurle un homme dans le téléphone. "*Que crois-tu que nous pouvons faire avec ça?*"

Plus à l'est dans la chaîne des Nafusa, l'armée est passée à l'offensive lundi soir, attaquant Zintan, autre "*ville libérée*". Les soldats, à bord d'une vingtaine de véhicules équipés d'armes lourdes, ont lancé l'assaut, mais ils ont été repoussés par des habitants armés et des militaires ralliés à l'opposition, selon deux habitants de la ville.

"*Nous n'abandonnerons pas, quelle que soit la forme de terrorisme*" utilisée par Kadhafi, a déclaré un homme à Zintan. " *partir de maintenant, le peuple n'acceptera plus que la liberté et un Etat démocratique*".

Au moins trois autres localités de ces montagnes, habitées par la minorité ethnique berbère de Libye, sont également passées aux mains de l'opposition, selon des habitants de Nalut en contact avec leurs camarades.

Aujourd'hui, Nalut, posée dans une vallée étroite et accidentée de l'ouest des Nafusa, ressemble à une ville-fantôme. Les volets en métal vert et blanc des magasins sont fermés depuis des jours. Et les femmes et les enfants ne sortent plus dans les rues.

Les bâtiments gouvernementaux et les postes de police ont été incendiés par des manifestants le 19 février, au début de l'insurrection. Certaines unités de l'armée et de la police dans la ville ont rejoint les rebelles, alors que les fidèles de Kadhafi prenaient la fuite.

"*Le nombre (de manifestants) était si important*", se souvient Shaaban Abou Sitta, avocat qui habite à Nalut, que les forces pro-Kadhafi "*se sont enfuies. Elles ne voulaient pas tirer sur nous, mais elles ont tiré en l'air, et quand elles ont vu nos effectifs, elles se sont enfuies. Il y a eu des affrontements avec des jets de pierres*", a-t-il ajouté.

"*La seule façon pour l'armée de nous reprendre, c'est d'envoyer beaucoup d'unités, ce qui est impossible parce qu'actuellement, le régime n'a pas les effectifs suffisants, et ils sont tous concentrés sur Tripoli*", a-t-il souligné, considérant que les montagnes protègent la localité.

Désormais, les insurgés de Nalut ont pris l'organisation de la vie quotidienne en mains, sous la direction d'un conseil communautaire rassemblant personnalités locales et habitants. Et ils attendent des nouvelles de Benghazi, le centre de l'insurrection dans l'est, pour que, ajoute Abou Sitta, "nous et les autres frères dans l'Ouest commencions à faire mouvement pour libérer Tripoli".(AP 02.03)

4- Oman

Des manifestants réclamant des emplois et des réformes démocratiques se sont rassemblés mercredi pour la cinquième journée consécutive à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, où les partisans du pouvoir ont, eux, défilé en voitures. (Reuters 02.03)

Social.

1- Les lycéens appelés à manifester ce jeudi.

La Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) appelle jeudi à des "*blocus*" d'établissements et à des manifestations dans plusieurs départements d'Ile-de-France pour dénoncer les 16.000 suppressions de postes prévues à la rentrée de septembre et la politique éducative du gouvernement.

De son côté, le président de l'Union nationale lycéenne (UNL) Victor Colombani a indiqué mercredi à l'Associated Press que son organisation "*soutient tous les établissements qui sont en train de se mobiliser*", mais "*sans faire un appel national pour le moment*".

Des manifestations sont prévues dans toute la France le samedi 19 mars à l'appel d'un collectif de 25 organisations, dont l'UNL et la FIDL, les principaux syndicats d'enseignants, et la FCPE (parents d'élèves) pour dénoncer les suppressions de postes, les restrictions budgétaires et plus largement la politique du gouvernement à l'Education nationale. (AP 02.03)

2- Toujours les plus pauvres les principales victimes.

Grande distribution et industriels viennent d'achever un cycle de négociations tendues sur les prix. Résultat: ils augmenteront en moyenne de 2 à 3%, annonce la Fédération du commerce et de la distribution.

+3 à 3,5%, indique pour sa part Michel-Edouard Leclerc, patron des centres du même nom. «*Les farines sont très impactées. Il va y avoir des hausses de 15 à 28% (...), détaille-t-il à l'AFP. Les huiles augmenteront également, avec des hausses de 4 à 6% pour l'arachide et le tournesol.*»

Lait et volaille, déjà touchés par la hausse, augmenteront «*encore un peu*», précise aussi l'entrepreneur.

Les produits les moins transformés sont les plus touchés. Pour les produits très transformés, le poids du prix des matières premières dans le prix final est moindre.

Distributeurs et indutriels répercutent la flambée des prix des matières premières. L'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a bondi de 15% au dernier trimestre 2010. Particulièrement concernés, le sucre, le maïs, le blé et les matières grasses, souligne l'institution.

«*Des hausses importantes avaient déjà été répercutées avant ces négociations*», ajoute Olivier Andrault, chargé d'études alimentation à l'UFC-Que choisir. L'association de consommateurs a récemment publié une étude montrant que distributeurs et industriels ont été très prompts à cet exercice ces derniers mois, notamment sur le prix du lait et de la volaille.

«*En 2007-2008, les cours ont fortement augmenté, ce qui a été répercuté sur les prix en magasins. En revanche, la chute des cours, avec la crise de 2008, n'a pas été ressentie en magasins, ou très mal*», dénonce Olivier Andrault.

Quels sont les ménages les plus touchés?

«*Ces hausses vont impacter les ménages les moins aisés*», analyse Olivier Andrault. L'alimentation est le troisième poste de dépenses des ménages (13,5%).

«*Mais pour les 10% de ménages les plus modestes, cela représente 17%, souligne Olivier Andrault. De plus, ces ménages ont davantage tendance à acheter des produits peu transformés, les plus impactés par les hausses actuelles*». (Libération.fr 02.03)

Souvenir d'enfance et d'adolescence.

Une sardine et demie à l'huile en boîte au dîner ou quatre tranches de cervelas au déjeûner et pas une de plus en guise de viande. "*J'peux avoir un morceau de beurre s'il te plaît maman ?*" Réponse de ma mère : "*Non, il y en a déjà dans la soupe, si elle ne te plaît pas ajoute du sel, ça passera mieux et dépêche-toi de manger ça va être froid, tu commences à m'énerver, ton père va t'en mettre une*." Une grosse baffe dans la figure avec ses pognes de boxeur comme pratiquement tous les soirs ou plusieurs fois par jour, le bonheur quoi. Ma mère : "*Mange pas tout ton pain, tu n'en auras pas d'autre, le pain c'est fait pour pousser seulement, tu crois peut-être qu'on est riche*. On avait faim quand on se mettait à table, et comme la première chose qu'on avait à portée de la main une fois à table c'était le morceau de pain que venait de nous donner notre mère, on se jettait dessus, non sans risque...

Quand on a vécu la pauvreté, on ne peut pas penser comme quelqu'un qui ne l'a pas vécue. Et on est extrêmement choqué par les discours syndicaux ou politiques axés sur l'amélioration de la condition ouvrière quand on se souvient de n'en avoir jamais profité en réalité, on en déduit forcément que leur politique s'adresse à d'autres couches de travailleurs qui ne vivent pas comme nous, ce que les faits ont confirmé amplement. Mes parents n'avaient pas de conscience politique et ne risquait pas d'en avoir dans de telles conditions. Qu'on se comprenne bien, ceux que je vise ici, ce ne sont pas les travailleurs des couches supérieurs de la classe ouvrière, mais bien ceux qui en principe sont censés représenter les intérêts de toutes les couches de travailleurs, ce qui n'était pas le cas hier et ne l'est pas non plus aujourd'hui.

Autrefois les marxistes, on a envie de préciser les vrais, ils étaient capables de se mettre dans la peau de toutes les couches de travailleurs pour avoir vécu parmi eux ou les avoir étudiées pendant des années (*La situation de la classe ouvrière en Angleterre* d'Engels - 1844), ils n'avaient pas de scrupules ou besoin de prendre des gants pour décrire les modes de vie et les mentalités des différentes couches de travailleurs, des plus misérables aux plus nantis, tout en expliquant que le capitalisme avait bien compris quel avantage politique il pourrait tirer de favoriser certaines couches pour mieux maintenir dans la pauvreté

des millions d'ouvriers et leurs familles, diviser le prolétariat.

Si lorsque j'ai repris à mon compte les discours de Marx, Engels et Lénine mon attention a été attirée par cette question, c'est peut-être parce qu'au cours de ma vie je suis passé d'une couche de travailleurs à l'autre sans jamais oublier ce que j'avais vécu auparavant, y compris lorsque je devins un jeune travailleur sans le sou jusqu'à rester trois jours sans manger, alors que je travaillais comme coursier en mobylette. Est-il possible de renouer avec le marxisme ou de s'en réclamer en demeurant étranger au sort des millions de travailleurs pauvres en France, misérables dans bien d'autres pays ?

Cette situation n'avait pas échappé aux marxistes de la moitié du XIXe et du début du XXe siècle parce qu'en se lançant dans l'étude du fonctionnement du capitalisme, j'ai cité plus haut Engels, on pourrait citer Marx avec *Le Capital* ou encore Lénine à travers son étude magistrale sur la situation économique de la Russie au tournant du XXe siècle ou plus tard en 1916 *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, ils ne pouvaient pas réaliser sérieusement cette étude sans plonger au plus profond de la classe ouvrière et découvrir dans quelles conditions épouvantables elle vivait, les frustrations et les souffrances qu'elle devait supporter au quotidien. Depuis, aucun soi-disant marxiste n'a été capable ou n'a eu suffisamment de volonté pour se livrer à une étude comparable. Ceci explique peut-être cela, pourquoi nos marxistes du XXIe siècle sont déconnectés de la classe ouvrière, et disons-le franchement pour le penser très fort, ils s'en sont délibérément détournés, par facilité sans doute ou par crainte de devoir revoir de fond en comble leur copie...

Quant à ceux qui n'ont que la grève générale ou la révolution à la bouche, le plus souvent des intellectuels totalement déconnectés de ce que vivent les ouvriers au quotidien et incapables de se le représenter un instant, je ne peux m'empêcher de penser en lisant leur littérature absconse (incompréhensible) pour le travailleur lambda, qu'ils veulent faire une grève générale ou une révolution sans eux ou plutôt ils voudraient bien qu'ils y participent mais sans trop se soucier de savoir ce que ces travailleurs pauvres en tireraient à l'arrivée ou si cela changerait radicalement leur situation. On en a confirmation en se penchant sur le traitement que leur réserve les syndicats.

Du côté des syndicats c'est encore pire, chez Airbus, où les travailleurs tous revenus (et avantages sociaux) confondus sont parmi les mieux payés de France, on pourrait prendre d'autres exemples comme Total, on a vu la semaine dernière qu'ils avaient les moyens de mégoter sur une différence misérable de 0,8% d'augmentation de salaire, la direction proposait 2,2 et les syndicats exigeaient 3%, alors que des millions de travailleurs sont en droit d'exiger des augmentations se salaire allant de 30 à 100% ou rêvent d'un salaire minimum qui tournerait autour de 1500 ou 1800 euros net par mois pour sortir de leur condition précaire et insupportable, ce dont se foutent éperdument syndicats et partis dits ouvriers, un simple constat.

Aux prochaines élections, il ne faudra pas s'étonner que les mieux servis votent pour un parti du capital ou subordonné à celui-ci dans l'espoir d'en tirer encore quelque chose, et que les autres se réfugient dans l'abstention ou votent FN en désespoir de cause puisqu'on les pousse dans cette voie-là.

Haut de page

Le 4 mars

J'ai rectifié l'article *Le Conseil pour la protection de la révolution appelle à dissoudre le gouvernement.* (02.03.11), le contenu du fichier concernait un autre article. Je suis en train d'écrire un bref article critique sur le Conseil National pour la Protection de la Révolution en Tunisie. A demain.

Le 4 au petit matin.

Je n'aurai le temps d'écrire rien du tout pendant plusieurs jours tellement je croule sous des emmerdements bureaucratiques :

1- Le fisc indien a rejeté les documents que je lui avais fourni parce que sur mon passeport figurent mes deux prénoms, Jean-Claude et Henry, alors qu'Henry ne figure sur aucun autre document, ces abrutis pensent que je m'appelle Jean-Claude Henry, pourquoi pas Charles-Pierre-Henry pendant qu'ils y sont. Si je ne remplis pas cette formalité je devrais payer 20% sur l'argent que me rapporte l'argent que j'ai déposé en banque sur un compte rémunéré ;
2- A cause de l'inflation qui frôle les 20% et le passage des taux d'intérêt de 6,5 à 10% pour les dépôts bancaires sur 5 ans, je dois aller à la banque pour annuler tous mes placements (l'équivalent du Livret A en France) et remplir de nouveaux formulaires, c'est mon principal revenu (15.000 roupies par mois, 230 euros environ), en n'y allant pas je perds bêtement des milliers de roupies par mois. Et le lendemain il faudra que j'y retourne pour récupérer mes titres de placement... s'ils sont prêts !
3- Je n'ai plus d'encre dans l'imprimante donc impossible de sortir un courrier, là encore je dois aller à Pondichéry ;
4- Je suis allé commander le remplacement de ma bouteille de gaz il y a huit jours, il faut donc que j'y retourne avant de tomber en panne de gaz !
5- Je dois aller payer ma facture d'électricité avant qu'ils ne me coupent le courant, c'est automatique ici ;
6- Je dois retourner au bureau des transports pour la cinquième fois parce que je n'ai pas reçu mon nouveau permis de

conduire depuis deux mois (renouvelé tous les 10 ans) ;
7- Mon passeport et mon visa arrivent bientôt à expiration, je dois donc m'y prendre au moins trois mois à l'avance pour réunir la tonne de paperasse à fournir ; l'an passé Magueswary avait été 10 ou 11 fois au bureau des visas avant que son dossier soit complet, j'espère ne pas battre son record !
8- Je n'ai plus de carte bleue (BNP) depuis mars 2010, impossible de contacter ma banque par téléphone pour cause de boîte vocale, j'ai envoyé une lettre et un courriel, sans réponse, je vais les renvoyer par fax, je dois donc me déplacer pour cela et avoir acheté de l'encre avant ;
9- Magueswary est logé dans une HLM vétuste et elle crève de froid, je dois intervenir d'urgence auprès de l'organisme HML, l'OPAC ;
10- J'ai déjà rendez-vous lundi au consulat, car je n'ai pas eu de réponse à la requête que j'avais adressée au consul suite au rejet de la demande de visa de mon beau-frère.

Je pense ne rien avoir oublié, c'est à devenir fou ! Comment voulez-vous que je me concentre sur une question politique ou que je n'écrive pas parfois des conneries ? Ah oui, je suis un sacré privilégié pour vivre sous les tropiques ! Une vie de dingue en réalité. Pour bien faire je devrais tout arrêter pendant une semaine et essayé de régler tous ces problèmes. Sans compter que je n'ai toujours pas trouvé le temps d'aller faire soigner mon pied qui me fait de plus en plus mal, je dois également retourner chez le dentiste et faire enfin réviser la moto. Je dois aussi me taper toutes les tâches ménagères, nettoyer et arroser le terrain tous les jours, etc. Ma seule satisfaction : j'ai maigri de 6 kilos en deux mois, depuis que Magueswary est retournée en France, il m'en reste 10 ou 15 à perdre pour retrouver un poids normal par rapport à ma taille. Voilà à quoi en est réduit le plaisir dans leur vieux monde pourri ! Heureusement que les Tunisiens sont là ! Allez, on ne se laisse pas abattre, ce n'est pas le moment, au boulot !

Je complète deux heures plus tard.

Au bureau des transports, le fonctionnaire qui s'était absenté hier était bien là, mais il m'a renvoyé vers un autre bureau où le fonctionnaire n'était pas là et ne reviendra que lundi ! Quant à ma visite au bureau d'immigration elle a été tout aussi infrutueuse, pour obtenir une modification de mon visa, on m'a demandé de revenir lundi avec une demande écrite et une copie de mon visa ! J'ai juste eu le temps de faire remplir la cartouche d'encre et de m'acheter de quoi déjeûner à midi. Voilà comment on perd deux heures.

Ambiance à trois semaines des cantonales selon Lemonde.fr d'hier.

Le moment est propice pour toutes les oppositions. Les indicateurs sont presque tous au rouge pour la majorité et pour le gouvernement. Il n'y a pas un sujet autour duquel les élus ou les ministres puissent venir se réconforter. Pas une seule réussite autorisant l'exercice de communication avec les "éléments de langage" façonnés par de l'Elysée qui constituent un des grands apports publicitaires du sarkozysme. Même Xavier Bertrand, jamais avare d'autosatisfaction, n'a pas trop insisté sur l'embellie statistique, il est vrai toute relative, des chiffres du chômage.

Que ce soit en matière sociale ou sur le plan économique, c'est le désert des Tartares pour la majorité. Pas le moindre vermisseau à se mettre sous la dent. Question pouvoir d'achat, les économistes promettent encore du sang et des larmes. Sur le terrain de la fiscalité, le président de la République et son ministre du budget se contredisent au sujet de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune). Jusqu'au débat de société que l'Elysée veut lancer sur l'islam – débat recentré sur la laïcité par Matignon – qui met en évidence une forme d'aveuglement politique : le fiasco d'Eric Besson avec le débat sur l'identité nationale, promoteur des thèmes du Front national, ne semble faire l'objet d'aucune analyse. Comme si l'expérience du passé ne servait à rien.

L'impression qui domine est que Nicolas Sarkozy est paralysé politiquement et que sa cote de défiance va rejaillir, à un moment où à un autre, sur les élus de la majorité. Pendant deux mois, le pouvoir exécutif a été accablé par les dégâts collatéraux de sa politique étrangère. Et rien n'indique que le dernier réaménagement ministériel va changer quelque chose dans la perception négative de l'opinion publique. C'est du reste le contraire qui se passe. Les sondages montrent que c'est maintenant le cœur de l'électorat du chef de l'Etat qui est atteint. Et cet électorat est aussi celui des conseillers généraux sortants de la majorité qui se présentent les 20 et 27 mars.

Paradoxalement, le scrutin, qui s'annonçait à hauts risques pour la gauche ou, à tout le moins, sans grande marge de progression pour elle, risque de devenir un concours de tir au pigeon UMP.

Sans aller jusqu'à pronostiquer un raz-de-marée, il n'est pas impossible de voir se profiler une "vague rose" au soir du premier tour.

Les experts électoraux vont même jusqu'à imaginer la perte d'une dizaine de départements par la droite. Ceux dans lesquels la majorité ne tient qu'à un, deux ou trois sièges et dans lesquels beaucoup de conseillers généraux sortants renouvelables ne mettent pas trop en évidence leur étiquette UMP.

L'hypothèse selon laquelle le nouveau ministre de l'intérieur, au soir du second tour, dessinerait un tableau représentant moins Napoléon au pont d'Arcole que l'empereur à Warterloo, n'est pas à écarter.

Reste que l'inconnue de la participation – attendue faible dans les cantons urbains et légèrement meilleure dans les ruraux –

pèsera lourdement sur le résultat du scrutin.

Dans une telle configuration politique, la mobilisation des électorats les plus politisés ou les plus militants – c'est-à-dire ceux qui s'opposent le plus ouvertement à Nicolas Sarkozy – aurait pour conséquence de produire nombre de surprises désagréables pour la droite. En même temps qu'une faible proportion de triangulaires, il y aurait des duels inattendus mettant en évidence la "renaissance" du Front national, version Marine Le Pen, et la "remontée" du PS, sous la houlette de Martine Aubry. Pas de bonne augure pour l'Elysée si on considère ces cantonales comme le dernier vrai test avant 2012.

Commentaire.

Il n'y a que les militants subordonnés aux institutions qui trouveront matière à se réjouir d'une défaite de l'UMP aux élections cantonales le soir du 27 mars à défaut d'être capables de définir une véritable stratégie révolutionnaire contre le régime. A quoi pourrait conduire que les travailleurs reportent leurs votes sur d'autres formations politiques ? A rien, comme d'habitude depuis des lustres. Cela alimenterait la crise des institutions... Tu parles, pour leur permettre de se survivre à elle-même ou pour les faire crever, devinez ? Quels enseignements politiques pourraient-ils en tirer ? Aucun en dehors de toute perspective politique pour en finir avec le régime.

Dès lors, à quoi bon aller voter, non, sinon pour légitimer une fois de plus les institutions de la Ve République et ses principaux partis ? Seule une abstention massive traduirait clairement le rejet des institutions par les masses, d'où notre appel au boycott de ces élections.

Politique.

France

1- Toujours plus minoritaire et illégitime : dégagez !

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy a baissé de deux points en un mois pour atteindre 22%, soit son plus bas niveau depuis son élection à la présidence de la République en 2007, selon un sondage TNS Sofres à paraître dans *Le Figaro Magazine*.

Le Premier ministre François Fillon perd un point à 33%, atteignant lui aussi son niveau le plus bas depuis son arrivée à Matignon. (Reuters 03.03)

2- Pas de bol pour Sarkozy, un homme, petit certes, mais un vrai !

Une écrasante majorité de Français (91%) seraient prêts à voter pour une femme à la prochaine élection présidentielle, selon une enquête réalisée par l'agence Mediaprism pour le «think-tank» féministe Le Laboratoire de l'égalité. (20minutes.fr 03.03)

3- Les inquisiteurs en deux volets, les blanchisseurs, des procureurs généraux et des élus ripoux tout aussi corrompus.

3.1- Sarkozy en croisade est tombé dans le bénitier.

Nicolas Sarkozy a célébré jeudi le "*magnifique héritage*" chrétien de la France et insisté sur la nécessité de préserver son patrimoine, dans lequel il voit les signes "*les plus tangibles*" de son identité.

Le chef de l'Etat s'exprimait au Puy-en-Velay, un des hauts lieux du catholicisme français, au moment où son parti, l'UMP, a créé la controverse en décidant de débattre avec son aval de la laïcité et de la place de l'islam en France.

"*La chrétienté nous a laissé un magnifique héritage de civilisation et de culture*", a-t-il dit après une visite de la cathédrale de la préfecture de la Haute-Loire, un joyau de l'art roman en même temps qu'un des points de départ du pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle.

Les médias ont évoqué ces derniers temps des visites en projet dans d'autres sites emblématiques de l'histoire de la France catholique - Cluny, Domrémy, Reims, voire le Mont Saint-Michel où Nicolas Sarkozy s'était rendu en janvier 2007 au tout début de sa campagne présidentielle. (Reuters 03.03)

Parmi le "*magnifique héritage*" chrétien, on trouve les inégalités et les injustices de tout ordre qui accablent la classe dominée... parce qu'elle le mérite, notez bien. La curie avance comme explication qu'il faut bien des pauvres pour contrebalancer l'existence des riches, et les plus à plaindre ne sont pas ceux que l'on croit, ce sont les nantis car s'ils trouvent le bonheur ici bas, ils ne trouveront pas le repos de l'âme dans l'au-delà les maheureux, alors que la plèbe peut se réjouir de son triste sort sur terre qui va

lui servir à racheter ses péchés et lui permettra ainsi d'accéder au paradis céleste !

Bref, on aura compris pourquoi Sarkozy vante les bienfaits du "*magnifique héritage*" chrétien, qui en réalité est synonyme de servitude humaine et d'ignorance des masses pour leur interdir de s'émanciper définitivement du règne de l'exploitation et de l'oppression, dont toutes les religions confondues ont sans cesse tiré profit depuis la nuit des temps.

On n'a pas besoin de faire référence ou de pratiquer une religion pour respecter son collègue de travail ou son voisin de palier par exemple. Dans ce domaine aussi les syndicats et partis ouvriers font preuve d'une incurie politique incroyable, ne parlons pas de la Libre Pensée qui est une autre forme de chapelle incapable de défendre des principes sans pratiquer elle-même l'excommunication envers ceux qui osent la critiquer.

3.2- Le voile des dictateurs s'envole

Luc Chatel a écrit aux parents d'élèves d'une école de Pantin (Seine-Saint-Denis), qui ont protesté contre la décision de la directrice d'interdire à une mère voilée d'accompagner son fils de CP lors d'une sortie scolaire, en novembre dernier. Le ministre donne donc raison à la directrice.

Lors d'un déplacement scolaire, les parents d'élèves se placent dans une "*situation comparable à celle des agents publics*" indique le ministre dans sa lettre, ils doivent donc accepter "*de se soumettre aux principes fondamentaux de ce service public*", qui impliquent "*la neutralité*".

Une décision en contradiction avec les positions précédentes du ministère, fondées sur une délibération de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), qui en 2007 avait jugé ce type de refus discriminatoire, souligne LeMonde.fr.

"*Il y a un principe qui doit être non négociable, c'est un principe de neutralité et de laïcité de notre système éducatif*", a expliqué Luc Chatel jeudi en marge d'une visite à Marseille pour l'inauguration du Mémorial de la Marseillaise, selon LePoint.fr.

"*Je pose aujourd'hui une règle claire sur laquelle pourront s'appuyer les directeurs d'école*", estime le ministre dans les colonnes du Parisien. (Lepost.fr 03.03)

On aurait pu titrer : Le règne de l'arbitraire, de la stigmatisation et du bouc-émissaire.

Formidable, ainsi les gosses dont les mères sont voilées et qui n'y sont pour rien, vont pouvoir être montrés du doigt par leurs petits camarades, mis en quarantaine pourquoi pas, isolés des autres élèves. Et ces mères vont se retrouver cloîtrées chez elles comme des parias au lieu de pouvoir avoir des échanges avec les autres mamans, c'est scandaleux !

Quand dans un pays les autorités en arrivent à dicter à la population quels vêtements elle peut porter ou non, cela signifie que la totalité des libertés déjà limitées dont bénéficie la population sont gravement menacées.

3.3- La blanchisserie antidémocratique du régime

Dans le cadre de l'examen d'un texte sur l'élection des députés et des sénateurs, ces derniers ont, mercredi 2 mars, refusé de rétablir une peine de prison pour les parlementaires fraudeurs. Cette peine de prison avait été supprimée lors de la première lecture du texte à l'Assemblée nationale, à l'initiative notamment du patron de l'UMP, Jean-François Copé.

Les centristes ont retiré au dernier moment leur amendement prévoyant de rétablir cette peine de prison de deux ans. Le PS a maintenu un amendement identique qui a été rejeté par 172 voix contre 152. (Lemonde.fr 03.03)

3.4- Le procureur "***ami***" de Sarkozy classe le dossier d'un ex-conseiller de Sarkozy. Chercher l'erreur.

La cour d'appel de Paris a refusé jeudi l'ouverture d'une information judiciaire pour prise illégale d'intérêt concernant la nomination de François Pérol, ex-conseiller de Nicolas Sarkozy, à la tête du groupe Banque Populaire-Caisse d'épargne Natixis (BPCE).

Les syndicats à l'origine de la plainte estiment que l'ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée a joué un rôle clé dans la fusion des deux établissements bancaires avant d'en devenir le dirigeant en 2009, ce qui constitue selon eux le délit de prise illégale d'intérêt.

La chambre de l'instruction a rejeté les arguments des syndicats Sud et CGT ainsi que d'un particulier, qui avaient provoqué l'ouverture de cette procédure en juin 2010. (Reuters 03.03)

3.5- Le même procureur viole la loi pour défendre son "***ami***" Sarkozy.

Le quotidien *Le Monde* a déposé plainte le 24 février contre le procureur de Nanterre (Hauts-de-Seine) Philippe Courroye pour violation du secret de ses sources dans l'affaire visant l'héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt.

Le journal, qui rapporte la plainte lui-même dans un article de son édition de vendredi, estime que le magistrat a violé une loi de 2010 lorsqu'il a demandé à la police de se procurer les factures détaillées ("fadettes") du téléphone d'un de ses journalistes, Jacques Follorou, en septembre dernier.

Le Monde combat par cette nouvelle plainte avec constitution de partie civile un premier classement sans suite ordonné par le parquet de Paris, au motif que la loi ne prévoit pas de sanction pénale pour la violation du secret des sources.

Un juge d'instruction indépendant devra ainsi trancher sur d'éventuelles poursuites. (Reuters 03.03)

3.6- Rififi entre les élus et les dirigeants ripoux du PS

Le président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini, a annoncé jeudi qu'il allait déposer plainte pour "*diffamation*" à l'encontre d'Arnaud Montebourg, député socialiste de Saône-et-Loire chargé de la rénovation du parti, à la suite de la publication d'un rapport mettant en cause le fonctionnement et les pratiques du parti dans les Bouches-du-Rhône.

"*Je m'insurge de la publication par la presse d'un rapport rédigé par Arnaud Montebourg et consacré à la situation de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. Je m'inscris totalement en faux contre ce texte mensonger, calomnieux et diffamatoire*", déclare le président du conseil général dans un communiqué. "*Cet élu, qui se prend pour un procureur, tient des propos péremptoires sur le conseil général des Bouches-du-Rhône, sa gestion et son fonctionnement. Son attitude, digne d'un inquisiteur, est inacceptable. La rédaction de ce rapport n'est rien d'autre qu'une opération de communication d'Arnaud Montebourg qui cherche à exister par tous les moyens*", insiste Jean-Noël Guérini.

Dans un courrier adressé à Martine Aubry le 8 décembre et révélé mercredi par l'hebdomadaire "Le Point", Arnaud Montebourg "*suggère au premier secrétariat de saisir le bureau national d'une mise sous tutelle de la fédération PS des Bouches-du-Rhône, emportant destitution de droit des dirigeants actuels*". Le député de Saône-et-Loire estime que Jean-Noël Guérini a mis en place "*un système de pression féodal reposant sur l'intimidation et la peur*" et qu'"*il s'est autoproclamé président de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône*" en "*violation caractérisée des statuts*", qui ne permettent pas de cumuler les deux fonctions.

Dans son rapport, Arnaud Montebourg considère que "*le conseil général, machine à distribuer des postes d'élus ou d'employés, est utilisé comme un instrument clientéliste*" et déplore "*la soumission et le culte du chef*". "*Ce système de domination sans limite peut conduire aux dérives les plus graves dans l'usage de l'argent public*", note-t-il encore.

Le rapport fait également état du témoignage anonyme d'un élu local socialiste qui évoque des pratiques d'intimidation au sein de la fédération locale. (AP 03.03)

Mais le PS (et pas seulement, ses satellites aussi) serait-il par hasard autre chose qu'une "*machine à distribuer des postes d'élus ou d'employés*", il faut ajouter les postes de ministres qui ne sont pas élus ?

Social.

1- Le personnel des crèches en grève le 11 mars prochain.

Le syndicat FO a appelé jeudi à se joindre à la nouvelle journée de mobilisation organisée le 11 mars par le collectif "*Pas de bébés à la consigne*", contre le décret gouvernemental assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches.

"*Le gouvernement a organisé la casse du système public et associatif à but non lucratif d'accueil de la petite enfance. Personnels moins qualifiés, sécurité abaissée, enfants entassés, telles sont les conséquences désastreuses du décret (...) publié en juin 2010*", dénonce FO dans un communiqué diffusé jeudi.

Le 2 février dernier, le collectif "*Pas de bébés à la consigne*" a appelé à cette nouvelle journée de mobilisation pour le 11 mars.

Le collectif, qui regroupe les principaux syndicats et plusieurs dizaines d'associations, avait organisé deux journées de grève et de manifestations très fortement suivies les 11 mars et 8 avril 2010, avec des centaines de crèches fermées dans toute la France et des milliers de manifestants, notamment à Paris. (AP 03.03)

2- Les affameurs dictent leur loi.

Les cours mondiaux des produits alimentaires ont battu un nouveau record en février et pourraient encore monter en raison de la hausse des prix du pétrole, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'indice des prix alimentaires de la FAO a progressé de 2,2% en février pour atteindre son plus haut niveau depuis sa création en 1990, précise l'organisation dans un communiqué. Cet indicateur mesure les variations mensuelles des cours mondiaux des céréales, huiles et graisses, produits laitiers, du sucre et de la viande.

L'indice de la FAO a enregistré en février son huitième mois consécutif de hausse. En janvier, il avait déjà atteint un pic historique.

La hausse des prix alimentaires sont une des causes du vent de contestation dans le monde arabo-musulman, et fait craindre une répétition de la crise alimentaire de 2008. (AP 03.03)

Economie.

1- France. Quand la direction de Renault pète grave les plombs !

Pour la première fois, Renault laisse entendre que l'affaire d'espionnage présumé au sein du groupe pourrait être en fait une manipulation, dans un entretien accordé par son numéro deux au quotidien *Le Figaro*.

Renault a porté plainte en janvier contre trois cadres travaillant sur le projet de voiture électrique, sur le fondement d'une enquête privée menée après des lettres anonymes les mettant en cause. La société les accuse d'avoir reçu de l'argent de sociétés en lien avec la Chine.

Les cadres, Bertrand Rochette, Matthieu Tenenbaum et Michel Balthazard, visés par une procédure de licenciement, se disent innocents et ont porté plainte pour dénonciation calomnieuse ou diffamation.

L'enquête menée par la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), sous la conduite du parquet de Paris, vise à vérifier les éléments produits par Renault et provenant d'une enquête privée menée par un seul homme.

"*Un certain nombre d'éléments nous amènent à douter*", déclare Patrick Pélata, dans l'entretien publié jeudi sur le site internet du Figaro.

Si Renault est en fait victime d'une manipulation, "*si tous les doutes sont levés, nous proposerons la réintégration des trois cadres et, dans tous les cas, Renault sera très attentif à réparer toute injustice*", poursuit-il.

"*Quand l'enquête sera terminée, nous en tirerons toutes les conséquences jusqu'au niveau le plus haut de l'entreprise, c'est-à-dire jusqu'à moi. Carlos Ghosn, président de Renault et Nissan, décidera et s'exprimera lorsque l'enquête sera définitivement close et que le procureur en aura donné toutes les conclusions*", déclare encore Patrick Pélata.

Le parquet a sollicité l'aide de la Suisse et du Liechtenstein, où, selon Renault, deux des trois cadres détiendraient des comptes numérotés où aurait été versé l'argent de la supposée corruption.

La Suisse a fait savoir oralement aux enquêteurs que les cadres n'avaient pas de comptes bancaires à leurs noms, mais les recherches ne sont pas encore finalisées, Renault ayant fourni des numéros de comptes, a-t-on appris de source judiciaire.

Le Liechtenstein, traditionnellement peu coopératif en matière d'entraide judiciaire, a donné des "*assurances*" que l'enquête serait réalisée. Le parquet espère des résultats "*très prochainement*", a-t-on expliqué.

Philippe Clogenson, ancien directeur marketing du groupe Renault licencié il y a deux ans, a par ailleurs témoigné jeudi dans la presse pour assurer avoir été victime d'une manipulation qu'il voit comme similaire.

"*Une personne m'a annoncé qu'elle détenait la preuve que je recevais de l'argent de la part des prestataires, via des sociétés écrans sur des comptes à l'étranger, et que ça avait été vérifié par la sécurité du groupe*", a raconté l'ancien cadre sur Europe 1, confirmant un témoignage révélé par Le Parisien.

"*J'ai été abasourdi par rapport à ces accusations*", a-t-il ajouté, parlant de machination. (Reuters 03.03)

Haut de page

Le 5 mars

Au lieu de débiter en boucle nos mots d'ordre ou notre programme dont tout le monde se fout ou qui n'inspirent pas confiance, on ferait peut-être mieux de combattre la propagande gouvernementale sous un autre angle. Un exemple.

Injustice et inégalité sociale. Le Figaro, fer de lance de la réaction, hier :

1- à Neuilly-sur-Seine "*dans la première ville de France en terme d'administrés soumis à l'ISF, les habitants se félicitent de la remise en cause de cet impôt annoncée cette semaine par François Fillon*", que les autres classes sociales paieront à leur place, pour qu'ils puissent continuer de jouer au casino de la Bourse ou se vautrer dans la luxure. Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir, c'est bien connu !

2- "*Notre système de protection sociale n'a plus les moyens de supporter les milliards envolés de la fraude. Un changement de culture autant que de méthode sont inévitables*", les patrons ne peuvent pas en dire autant des centaines de milliards d'euros (cumulés) qu'ils économisent en terme d'exonération de cotisations sociales puisque c'est l'Etat qui leur en fait cadeau, le "*fraudeur*" ou plutôt le voleur, en l'occurrence ce sont les patrons et l'Etat !

On pourrait aussi retourner son propos : Notre système de protection sociale n'a plus les moyens de supporter les milliards envolés dans les paradis fiscaux... Un changement de culture autant que de méthode sont inévitables, passer par exemple de la propriété privée à la propriété collective des moyens se production sous la direction de la classe ouvrière.

3- "*Xavier Bertrand, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui s'apprête à renforcer la lutte anti-fraude. «Chaque euro injecté dans le système de protection sociale doit aller à ceux qui en ont besoin», martèle-t-il*". Pourquoi les pauvres "fraudent"-ils ? Parce qu'ils estiment injuste d'être pauvres, c'est légitime, sauf pour l'Eglise qui estime au contraire que c'est une occasion bénie pour les aider à racheter leurs péchés, bref, si les pauvres n'avaient pas cet état d'esprit disons salutaire, il serait alors permis de s'inquiéter de leur état mental, non ?

On pourrait parodier le bouledogue - nos amis les bêtes nous pardonnerons cette identification peu flatteuse pour eux : chaque seconde de la force de travail d'un ouvrier injectée dans le système de production doit servir à satisfaire ses besoins.

Pour info, toujours tirer du Figaro.fr d'hier, il y aurait en France "*88 contrôleurs à la Cnav, environ 250 à la Cnam, 630 à la Cnaf... Quant aux 2500 inspecteurs du travail et 1550 contrôleurs Urssaf, ils consacrent respectivement 12 et 14 % de leur temps à lutter contre le travail illégal.*"

4- La Cour des comptes suggère un alignement du régime français de TVA à taux réduit sur celui de l'Allemagne, moins favorable et appliqué à un nombre plus réduit de biens et services. Cela pourrait, selon elle, rapporter jusqu'à 15 milliards d'euros de plus par an à l'Etat français. (20minutes.fr 04.03)

Si je ne dis pas de bêtises, la TVA réduite c'est celle à 5% qui s'applique aux produits alimentaires, pas tous d'ailleurs, je crois me souvenir que l'eau minérale est considérée comme un produit de luxe au même titre que les engrais chimiques et autres pesticides qui pourrissent les nappes phréatique, cette augmentation de la TVA serait la plus cynique et la plus injuste qui soit car elle conduirait les plus pauvres à se nourrir encore plus mal ou à les affamer davantage. Pour un peu, les prochaines émeutes de la faim n'auront pas lieu au Mali ou en Algérie, mais en France !

Un extrait du dernier numéro de *Débat révolutionnaire* de camarades du NPA :

"*En 1851, Marx écrivait dans le 18 brumaire de Louis Bonaparte :* « ... la révolution [la lutte des classes] va jusqu'au fond des choses ... Elle mène son affaire avec méthode .... Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction, et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : "Bien creusé, vieille taupe!" » *. Plus d'un siècle et demi plus tard, ce qui se constatait déjà dans les pays les plus avancés s'est généralisé au monde entier. Les dictatures du monde arabe et d'ailleurs sont l'incarnation la plus pure de ce pouvoir exécutif* « réduit à sa plus simple expression ». *Mais les États dits démocratiques relèvent du même processus. Les progrès démocratiques, comme les progrès sociaux, ont toujours été l'oeuvre des opprimés, des travailleurs, imposés par en bas aux classes dominantes qui s'y sont adaptées pour perpétuer leur domination grâce au pouvoir économique, au pouvoir de l'argent.*

La "vieille taupe" *de la révolution jaillit au grand air aujourd'hui, portée par une classe ouvrière rajeunie, démultipliée par la mondialisation, et qui prend conscience de l'immense force qu'elle représente. Cette classe ouvrière n'est certes pas encore en mesure de prendre la révolution en main. Il lui faut maintenant, à travers le combat qu'elle va devoir mener pour* « sauvegarder la révolution »*, imposer, garantir ses droits démocratiques, prendre conscience qu'elle seule est capable, en se battant pour*

ses propres exigences sociales et démocratiques, de faire naître un nouveau pouvoir, émanation de l'organisation démocratique qu'elle se donne pour diriger ses luttes, combattre la réaction, organiser la vie collective. Et qu'elle devra, pour cela, pousser l'affrontement avec le capitalisme jusqu'au bout, n'hésitant pas à contester ses fondements même en expropriant l'oligarchie financière qui contrôle l'ensemble des grands moyens de production et d'échange et en établissant son propre contrôle sur le fonctionnement de la société, le socialisme."

C'est effectivement dans ces termes que les travailleurs du monde entier doivent poser la question du pouvoir pour pouvoir entrevoir la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, et franchir une étape décisive sur la voie de leur émancipation du capital.

Les questions politique et sociale sont intimement liées et procèdent d'un processus dialectique, à l'opposé, les isoler ou les considérer comme des abstractions aboutirait finalement à n'en régler aucune. C'est ce à quoi se sont employés méthodiquement nos dirigeants pendant plus d'un demi siècle, avec le résultat que l'on sait. C'est la raison pour laquelle l'expropriation des capitalistes et la prise de contrôle de l'ensemble de l'économie du pays doit figurer impérativement parmi les objectifs politiques des partis ouvriers et des syndicats, car c'est à la fois la condition indispensable sans laquelle il ne serait pas possible dans un premier temps de satisfaire l'ensemble de nos revendications sociales et d'entrevoir à terme la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, et sans laquelle tout soulèvement révolutionnaire serait condamné à laisser le pouvoir aux mains de la classe dominante, celle des capitalistes, et finalement il ne permettrait pas à la classe ouvrière de renverser l'ordre établi et d'exercer son pouvoir sur la classe des capitalistes, de devenir la classe dominante ou en d'autres termes, de lui imposer à son tour sa propre dictature, la dictature du prolétariat se substituant à la dictature du capital.

L'objectif de la lutte de classe du prolétariat n'est pas de prendre le pouvoir (en soi) pour satisfaire une quelconque soif du pouvoir, encore moins pour à son tour exploiter une autre classe sociale, mais bien pour réunir les conditions politiques afin d'en finir avec le système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété privée des moyens de production. Dès lors, c'est à partir de cet objectif que doit être définie notre stratégie, le perdre de vue ou s'en détourner un instant ne peut que conduire infailliement à s'adapter au capitalisme au lieu de le combattre, ce que sait faire le mieux et avec une certaine constance ou persévérance le mouvement ouvrier, et il doit figurer dans notre agitation et propagande quotidienne en direction des travailleurs, afin de les aider à prendre conscience des tâches politiques qu'ils devront accomplir pour avancer sur la voie de leur émancipation, du socialisme.

Parole d'internaute.

Introduction. Des Bouches-du-Rhône aux Bouches-du-Nord. Attention, on embraque sur l'étoile des vents histoire de se détendre un instant, on l'a bien mérité.

1- Marseille, a une "*mafia socialiste*" depuis la fin de la 2eme guerre mondiale. Rien de nouveau...même si le parti socialiste fait semblant de découvrir, magouilles et corruptions. Il faut remonter à G.Deferre, aux frères Guerrini (mafieux), etc...pour se faire une idée de l'ampleur de "*cette pieuvre dite socialiste à Marseille*" qui dure depuis 60 ans au moins. Cela m'etonnerait que le bureau parisien du parti, arrive à "*nettoyer au karcher*", je pense que ce serait plutôt le contraire !

2- Tous les vieux militants socialistes savent que depuis plus d'un demi-siècle, au moins, la Fédération des Bouches du Rhone est une féodalité clientéliste. Et puis nous avons quelques soupçons sur celles du Nord qui a gagné le surnom de "*Bouche du Nord*" et aussi du Pas de Calais, peut-être toutefois moins clietèlistes mais plus féodales. Il ne serait pas négatif, au contraire, de faire un peu de ménage.

Un autre internaute qui ne manquait pas d'humour a relevé qu'en inversant Rhône, cela donnait Nord ! Tout le monde ne perd pas encore le nord heureusement !

Il y a aussi une formule populaire qui dit *Etre à l'ouest*, pour dire être à côté de la plaque ou de ses pompes, je raffole des dialogues de Michel Audiard. Normal le soleil se lève à l'est ! C'est de ce côté-là qu'il faut jeter un oeil pour comprendre l'évolution du capitalisme mondial à notre époque. Quant au sud, il fait rêver, mais on en revient vite, il suffit de voir comment le colonel Chavez soutient ouvertement son "*frère*" et colonel Kadhafi ! Entre colonels, on ne perd pas le nord ! Normal, c'est le point d'ancrage du capitalisme dominant depuis plus de deux siècles.

Je me souviens avoir lu un jour qu'autrefois le pôle nord magnétique se situait à la hauteur de Jakarta en Indonésie... De quoi faire tourner la tête à ceux qui ne l'ont pas bien accrochée sur les épaules, heureusement pour nous que Marx et Engels sont passés par là depuis pour remettre celle d'Hegel à l'endroit.

Quant aux girouettes qui pointent souvent à la cime des clochers, à force de tournoyer comme des folles dans toutes les directions à la recherche de Dieu, ses Saints et ses anges qui seraient partout mais que personne n'a jamais approché de près, et qui, selon les caprices du vent aussi impénétrables et imprévisibles que les pulsions soudaines qui agitent le corps envouté d'une jeune femme encore vierge indiquent au passage par fantaisie la direction de la Mecque, en vérité elles connaissent tous un jour ou l'autre un bien triste destin en finissant par s'écraser quelques dizaines de mettre plus bas sur la terre ferme, rendant ainsi à Newton ce qui lui appartient.

Même les pigeons et les baleines perdent le nord, c'est pour dire à quel point tous ces systèmes de navigation ne sont pas infaillibles. Une autre fois on dissertera librement sur le pif auquel eurent recours parfois les maîtres du marxisme, lorsqu'ils n'existaient pas de moyens de transport et de communication rapides.

Mon chien, Yvan, qui pourrait bouffer tout cru le bouledogue dont il fut question plus haut - il en crèverait sûrement empoisonné le pauvre animal, me souffle à l'oreille de faire quand même attention, car en vieillissant il arrive que parmi ses semblables, d'autres races s'empresse-t-il d'ajouter d'un air intéressé, certains chiens n'aient plus de pif et s'en prennent par erreur à ceux qui les ont nourris toute leur vie et que bien des humains leur ressembleraient. D'après vous, à qui pensaient-ils : aux aigris avinés dont les effluves d'alcool remplissent les narines et rendent aveugles ou fou ; à ceux qui s'empiffrent tellement qu'ils ne sont plus capables de roter par la bouche, parmi lesquels les renégats ou certains "vieux bolcheviks" devenus des bureaucrates respectables qui se goinfrent dans les plus fameuses brasseries parisiennes (en référence à un courriel reçu en 2009 par un militant les ayant surpris et qui en fut extrêment choqué, je ne l'ai jamais publié), comment voulez-vous après cela qu'ils aient une pensée charitable pour les travailleurs pauvres, franchement cela ferait désordre et pourrait perturber leur paisibledigestion, leurs odeurs en seraient encore plus incommodantes ; à ceux qui ont forcément toujours raison et qui ont un cerveau tellement sclérosé qu'une légère brise aux fragrances inconnues ne pourrait y pénétrer de crainte de perturber leurs neurones à jamais ankilosés ; aux activistes qui sont obligés de respirer par le nez et dont les sinus finissent par se boucher à cause de la pollution au point de ne plus pouvoir penser sans tomber en syncope, Trotsky les avait pourtant prévenus, mais ils n'en ont fait qu'à leur tête ou celle de leurs crétins de dirigeants, et ce qu'il leur arrive ils l'ont bien cherché, on ne les plaindra pas par conséquence ; aux chercheurs de trésors ou de recettes magiques qui rejettent les enseignements du marxisme pour se réfugier dans les miasmes du réformisme ou de l'anarcho-syndicalisme, qui une fois le pif bouché, lorsqu'ils ouvrent la bouche, dégagent une odeur irrésistible de cadavre puant pareil au stalinisme, on pourrait continuer cette liste encore longtemps...

Son conseil n'est pas tombé dans le pif, pardon, dans l'oreille d'un sourd, j'essaierai d'en faire bon usage. En attendant, mon pif me dit que cette petite fantaisie manuscrite m'a coûté quelques heures précieuses. Il faut bien se changer les idées et se faire plaisir un peu, car si on devait attendre de pouvoir changer le monde pour cela, on mourrait d'ennui ou de tristesse tellement leur monde est laid... et empeste.

Quant à la littérature des partis destinés aux travailleurs, elle est toujours à mourrir d'ennui, d'une tristesse abominable à se coller une balle dans la tête ou leur tourner le dos. Comparez-là avec les visages survoltés de ces jeunes de Bengazhi ou de Kasserine et cherchez l'erreur. Ils pissent de trouille dans leurs frocs et on ne ferait autre chose à leurs places, mais ils partent au combat en première ligne dans la bonne humeur le sourire aux lèvres, ils savent qu'ils risquent leur peau contrairement à nos dirigeants qui risquent tout au plus de se fouler un petit doigt ou de commettre une erreur, fatale évidemment compte tenu de la haute estime qu'ils ont d'eux-mêmes, une malencontreuse faute de goût pourrait les rendre ridicules à jamais, on en aurait presque pitié pour eux, mais la charité chrétienne qui est sans aucun doute un "*formidable héritage de notre culture*", dixit l'épileptique du Palais avant-hier, ne nous a pas encore gagné pour les plaindre, désolé.

Cela nous change des questions théoriques que nous abordons presque quotidiennement. Ca ne plane peut-être pas très haut, dirons certains procureurs généraux, mais nous nous ne prétendons pas péter plus haut que notre cul non plus pour les raisons invoquées plus haut, donc tout est dans l'ordre des choses.

Sur ce, bon week-end à tous.

Politique.

France

1- Rendez-vous des tiers-mondistes hypocrites à la bonne conscience.

Un collectif de plusieurs dizaines d'organisations (partis politiques de gauche, associations, syndicats) appelle à des rassemblements dans toute la France le 9 mars contre le projet de loi Besson sur l'immigration, selon un communiqué diffusé vendredi.

Le collectif "*Non à la xénophobie et à la politique du pilori*" entend s'opposer à la loi Besson "*qui traduit en actes l'orientation xénophobe du 'discours de Grenoble'*", selon le communiqué signé par la CGT, Emmaüs, la FSU, la Ligue des droits de l'Homme, le Parti de Gauche, le Parti socialiste, ou encore le Syndicat de la magistrature. Le projet doit être discuté en deuxième lecture à l'Assemblée nationale à partir de mardi soir.

"*Le nouveau cas de déchéance de nationalité discriminant les Français d'origine étrangère, le déni de droit d'asile par la création de 'zones d'attente fictive', l'allongement de la durée de rétention et les entraves au contrôle du juge, la mesure de bannissement sous la forme d'une 'interdiction de retour', la chasse aux Roms et aux étrangers malades, la mise en place d'un internement administratif de très longue durée de 'présumés terroristes' aggravent la politique de la peur et du rejet, qui fait des étrangers des boucs émissaires alors qu'ils vivent ici, travaillent ici et partagent notre vie de tous les jours*", estime le collectif.

Les signataires appellent "*l'ensemble des forces démocratiques à exiger qu'au lieu de faire des étrangers les cibles d'une politique discriminatoire, les gouvernants actuels, qui n'ont que trop coopéré avec les despotes dans la chasse aux migrants, répondent enfin à l'urgence de solidarité internationale avec les peuples libérés sur l'autre rive de la Méditerranée*".

A Paris, un rassemblement est prévu mercredi soir à partir de 18h30 à proximité de l'Assemblée nationale. (AP 04.03)

Voilà des gens si prompts à se mobiliser dans l'unité pour une cause certes juste, mais qui au premier abord repose sur l'émotion créée par l'histoire, le parcours ou le sort épouvantable que subissent un grand nombre de travailleurs immigrés une fois parvenus en France, livrés en pature à la vindicte publique par le gouvernement, désignés comme boucs émissaires de tous les maux qui accablent les travailleurs par l'extrême droite UMP-FN, histoire de se faire passer pour autre chose que ce qu'ils sont et de faire oublier qu'ils ont toujours refusé de se dresser ensemble contre le régime pour le faire chuter, notamment au moment de la mobilisation sur les retraites.

Comment ne pas voir dans cette opération une vulgaire manoeuvre pour se blanchir de toute accusation de collusion avec le régime. Cela dit, il n'est pas interdit de participer à ce rassemblement sur une ligne politique correcte dénonçant au passage le consensus UMP-PS, ainsi que celui des appareils des syndicats avec le gouvernement.

2- Elus ripoux, même là ils se partagent les rôles.

2.1- Mauvais «***timing***»... pour La Talonnette.

Mauvais «*timing*» pour Gérard Longuet. Une plainte pour prise illégale d'intérêts visant le nouveau ministre de la Défense est déposée ce vendredi par un actionnaire minoritaire de GDF Suez, Jean-Marie Kuhn, auprès du procureur de la République de Paris, rapporte lexpress.fr.

L'ancien sénateur de la Meuse, qui a reconnu avoir été payé pendant quinze mois par GDF Suez pour une mission de conseil, traitait, parallèlement, des dossiers liés à l'énergie au Sénat. Jean-Marie Kuhn reproche à Gérard Longuet ces deux emplois, qui, juge-t-il, constitue une situation de prise illégale d'intérêt.

La plainte contre X pour «*prise illégale d'intérêts, recel, blanchiment, escroquerie, abus de confiance et abus de bien sociaux*» vise également Albert Frère, premier actionnaire privé de GDF Suez, qui a fait bénéficier à Gérard Longuet de ce contrat. (20minutes.fr 04.03)

2.2- Un panier de crabes non comestibles, irrécupérables : poubelle !

Jean-Claude Boscher, est un militant PS de longue date à Marseille, un retraité, dissident, il dénonce publiquement la gestion politique de Jean-Noël Guérini, tout comme Montebourg.

Quel poids peut avoir une voix comme celle-ci, qui vient d'un dissident esseulé ? En effet, M. Boscher reste membre du PS mais a rejoint Convention citoyenne, fondé par un ancien député du Parti socialiste local, Philippe San Marco. Ce dernier est tellement opposé à Jean-Noël Guérini qu'il a accepté de conclure une alliance avec l'homme de droite Jean-Claude Gaudin, pour les municipales. Avant de démissionner avec fracas, raconte La Provence. (Lemonde.fr 04.03)

Le Monde précise que M. Boscher ne doute de rien, c'est moi qui le rajoute, il "*insiste, critiquant le "buzz" de la droite autour du rapport Montebourg : "Nous sommes un mouvement de gauche. Et même, je fais la plus grande confiance, sincèrement, à Martine Aubry*". Cela s'appelle un tour de passe-passe de psychologue à cent balles pour tromper les naïfs : puisque je te fais confiance, tu me fais confiance, dans le cas présent entre canailles, il ne risque pas d'être désavoué par la direction du PS !

Pour notre part, quel bonheur de ne pas nous situer dans ce "*mouvement de gauche*" qui vous donne le tournis ! Bref, des affairistes puants.

Economie.

Espagne. Zapatero le valet zéle des agences de notation ou Wall Street.

L'agence de notation Fitch a ramené vendredi la perspective de l'Espagne de stable à négative, tout en confirmant la note à long terme AA+ et la note à court terme F1+.

Cette perspective reflète le jugement de Fitch concernant l'ampleur et la durabilité de la reprise économique et le coût budgétaire final de la restructuration des caisses d'épargne (cajas).

Elle reflète aussi son analyse des risques concernant le respect des objectifs budgétaires, surtout de la part des gouvernements régionaux et prend en compte le risque d'une volatilité accrue des marchés financiers européens si aucune réponse concrète et crédible à la crise de la zone euro n'est apportée par le sommet européen des 24 et 25 mars.

"*En bien des aspects, l'Espagne a dépassé les attentes en termes de consolidation budgétaire et de réforme structurelle, en particulier pour ce qui concerne les retraites du secteur public et le marché du travail*", explique l'analyste Douglas Renwick de Fitch, dans un communiqué.

L'agence précise que la confirmation de la note AA+ témoigne des solides fondamentaux de l'Espagne, de sa stabilité politique et sociale, d'un marché des capitaux relativement développé et d'un taux d'épargne élevé. (Reuters 04.03)

Précisons, "*stabilité politique et sociale*" acquise grâce notamment au soutien des dirigeants des syndicats.

Haut de page

Le 6 mars

Quand les conditions objectives sont plus que mûres pour la partie de la classe ouvrière la plus frappée par les inégalités sociales, qu'une large couche de la petite-bourgeoisie ne supporte plus de voir son mode de vie se dégrader jour après jour, que ni l'un ni l'autre ne peut pas passer à l'action contre le régime parce que les partis censés représenter leurs intérêts soutiennent de fait le régime, et qu'aucun parti ouvrier révolutionnaire n'est parvenu à s'imposer comme une alternative crédible à ces partis et au parti de l'ordre, la conjonction de ces facteurs les conduit à s'en remettre à l'extrême droite en désespoir de cause.

Ceux qui ont refusé d'envisager dans la foulée de la défaite de la mobilisation sur les retraites un revirement à court terme de l'état d'esprit des masses, souvenez-vous de leurs discours, à les entendre les travailleurs restaient mobilisés et on allait voir ce qu'on allait voir dans les semaines ou mois à venir et on n'a rien vu venir évidemment puisqu'en réalité la mobilisation des masses avaient déjà commencé à refluer, ou qui passaient leur temps à diaboliser le FN au lieu de chercher à comprendre quels facteurs favorisaient sa popularité, ne pouvaient pas prévoir une telle évolution et encore moins l'expliquer aux travailleurs.

En revanche, nous n'avions franchement pas prévu d'intervenir sur ce terrain-là aussi tôt, celui des élections présidentielles qui n'auront lieu que dans 14 mois, mais l'actualité politique nous y oblige, sauf à se défiler lâchement et laisser le champ libre aux interprétations des opportunistes, ce qui n'est pas dans nos habitudes. N'en déplaise encore une fois à ceux qui traitent à la légère les sujets d'actualité qui alimentent les conversations dans les bistrots ou les vestiaires des usines ou des chantiers et à travers lesquels le gouvernement relayé par les médias distille sa propagande réactionnaire.

Dans les pays où la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie sont bâillonnées et toute forme d'opposition au régime férocement réprimée, pour faire entendre leur voix elles n'ont plus d'autre solution que se soulever pour renverser le pouvoir en place dans un premier temps et le régime dans la foulée.

Dans les pays comme la France où la stabilité du régime repose essentiellement sur la collaboration de classe entre l'ensemble des partis qui participent au bon fonctionnement des institutions, il est logique qu'avant d'en arriver à se soulever la classe et les masses s'en remettent aux partis qui n'ont jamais gouverné et qui pourraient se retrouver en position d'y parvenir, or il n'en existe qu'un dans ces cas-là, le FN, étant donné que tous les autres partis qui se réclament de la classe ouvrière ou de "gauche" demeurent marginaux ou n'ont aucune existence nationale ou ne sont pas ancrés dans toutes les couches de la population ou encore apparaissent aux yeux des travailleurs comme des appendices du PS ou du PCF.

C'est la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon soutenue par le PS et ses satellites ainsi que les appareils des syndicats qui est responsable de la montée du FN, ainsi que la politique de l'UE avec laquelle se confond celle du gouvernement. Cette politique résolument antisociale et ouvertement réactionnaire est le produit de la crise que traverse le capitalisme et la concurrence féroce que se livrent les différents impérialismes ou Etats capitalistes pour conserver leur place sur le marché mondial.

Nombreux sont ceux qui mettent l'accent sur la question de l'immigration pour éviter d'aborder les véritables problèmes engendrés par la survie du capitalisme et sa nouvelle orientation depuis au moins deux décennies.

Il y a trois jours, en différé sur TV5Monde Asie, j'ai regardé un numéro de l'émission Envoyé spécial dont la première partie était consacrée aux dizaines de milliers de chauffeurs routiers qui sillonnent quotidiennement les routes de France et dont un certain nombre d'entre eux, des milliers et ce n'est qu'un début, sont originaires de pays d'Europe centrale jusqu'en Turquie incluse, possibilité qui leur a été accordée par une directive de l'UE retranscrite dans le droit français.

Au premier abord, on se dit qu'il faut bien que tout le monde travaille, quel mal y aurait-il ici. Lors d'un contrôle effectué par des douaniers dans une ville dont je n'ai pas noté le nom, le journaliste demande à un douanier combien de chauffeurs routiers il a contrôlé, il répond 120, le journaliste lui demande alors combien parmi eux étaient de nationalité française, il a répondu un seul, et de préciser que la législation actuelle est encore restrictive et qu'à partir de 2014 elle sera totalement libéralisée, ce qui ne fera qu'amplifier le mouvement actuel qui se traduit ainsi, les patrons préfèrent embaucher un chauffeur originaire de Tchéquie, Pologne, Roumanie, Slovénie, Turc, etc. qu'il paie généreusement 800 euros net par mois au lieu de recourir à un chauffeur français dont le salaire net indemnité journalière incluse monte à 2500 euros. Donc si aujourd'hui sur 120 chauffeurs un seul est français, en 2014 il n'y en aura plus aucun, sans doute avant d'ailleurs.

La question n'est pas de s'en prendre à des chauffeurs originaires d'autres pays qui viendraient enlever de la bouche le pain des chauffeurs français, mais de se demander quel emploi il va rester pour les travailleurs français, qu'est-ce qui se passe dans leurs têtes face à cette situation quand ils savent ce qui les attend, pour leurs enfants ou petits-enfants aussi. Quand ils voient que le gouvernement et tous les partis institutionnels y compris leurs satellites se font les complices de l'UE, lorsque d'un côté ils constatent que ces chauffeurs routiers étrangers sont traités comme des esclaves par leurs patrons et qu'on leur réserve le même sort à terme ou le chômage, ils se disent que ce n'est plus possible, qu'il faut immédiatement un changement politique radical, or il se trouve que le FN tient un discours dans lequel il associe la question de l'immigration et de l'emploi tout en expliquant que c'est l'UE qui en est à l'origine avec la duplicité intéressée des patrons transporteurs, du coup, il est logique qu'ils finissent par se reconnaître dans ce parti sans toutefois et loin s'en faut partager son discours raciste et xénophobe.

Malheureusement, un parti comme le POI qui mène campagne depuis maintenant des décennies contre l'UE n'a pas été capable à ce jour de s'implanter dans toutes les couches de travailleurs, de trouver la bonne formule si l'on peut dire pour s'adresser aux travailleurs, à moins que ces dirigeants n'en aient jamais eu l'intention, ce qui est possible aussi, hypothèse que je défends. J'ai pris le POI comme exemple, parce que c'est le seul parti à mener sérieusement le combat sans ambiguité contre l'UE, à quelques réserves près qui demeurent marginales soyons honnête.

La question qu'on doit se poser et qu'aucun commentateur ou journaliste ne posera à notre place, c'est pourquoi 66 ans après la fin de la seconde guerre mondiale, excusez du peu, c'est un parti d'extrême droite qui incarne le mieux aux yeux d'une masse grandissante de travailleurs manuels ou intellectuels leurs intérêts, et non un parti ouvrier. Sans vouloir polémiquer, j'y vois la faillite politique complète de la direction de tous les partis qui se sont réclamés du trotskisme après-guerre. Chacun est libre de partager ou non cette appréciation évidemment.

La victoire du socialisme repose notamment sur la capacité de la classe ouvrière à se doter d'une nouvelle direction politique, jusqu'à présent force est de constater qu'elle en a été incapable. Le sera-t-elle demain, rien n'est moins sûr puisque nos dirigeants s'avèrent à la fois totalement incapables de tirer le moindre enseignement de la lutte des classes, que des profondes transformations qu'ont connu la société et le monde depuis plus d'un demi-siècle, particulièrement lors des dernières décennies au cours desquelles nous avons assisté à une nouvelle division du travail à l'échelle mondiale et à l'émergence de nouvelles puissances économiques.

Quelle coïncidence, dans ma causerie d'hier qui se voulait plus légère que d'habitude, j'ai fait allusion au pif qui nous tenait lieu parfois de guide à défaut de certitudes, je ne pensais pas aussi bien dire, et dans la soirée je me suis mis à réfléchir à une question assez éloignée du sujet que nous venons d'aborder, avant d'en tracer au brouillon les grandes lignes à développer plus tard. Je vous les soumets ici.

On lit ou on entend, on répète parfois soi-même pendant des années une vérité relative qui au fil du temps à acquis une valeur de vérité absolue sans se donner la peine d'y réfléchir à nouveau, par exemple lorsqu'on affirme que les travailleurs voteraient par dépit pour tel ou tel parti, peu importe lequel en réalité puisqu'ils ne savent pas eux-mêmes pourquoi ils agissent de la sorte.

En psychanalyse, on caractérise les gestes répétitifs produits à notre insu qui finissent par perturber notre existence ou lui donner une direction qui ne correspond pas forcément avec notre aspiration au bien-être ou peuvent conduire à remettre en cause notre relatif équilibre mental ou psychologique, comme des actes inconscients de nature obsessionnelle, on dit alors que le patient est atteint de névrose obsessionnelle. Des gestes qui remplissent une fonction précise dans la vie du patient, dont il tire satisfaction ou du plaisir plus ou moins consciemment sans en connaître l'origine profonde, le plus souvent il manifeste un blocage affectif ou émotionnel. Toujours est-il, ils peuvent devenir envahissants ou contraignants en ne procurant qu'une satisfaction furtive, ils remplissent un rôle de substitution sans l'avouer vraiment.

Quand les travailleurs votent par dépit, savent-ils vraiment pourquoi ? Non évidemment. Cherchent-ils à le savoir ? Pas forcément, ils manifestent de la défiance envers tous les partis, ce qui rentre par une oreille ressort aussitôt par l'autre sans qu'il n'en reste quoi que ce soit le plus souvent.

Pourquoi ne progressent-ils pas au cours de leur vie ? Pourquoi terminent-ils leur vie comme ils l'ont commencée en baignant dans la même ignorance du monde qui les entoure ? On pourrait trouver un tas de raisons à cela dont des raisons politiques bien sûr.

Je me souviens qu'à l'âge de 19 ans j'étais un jeune travailleur ignare au possible, un abruti au dernier degré, à faire de la peine à

voir franchement, au point d'être quasiment incapable de lire quoi que ce soit sans l'aide d'un dictionnaire, d'ailleurs je ne lisais pas, cela aurait réclamé de ma part un effort à fournir au-dessus de mes forces. Pareil ou pire encore en écriture, 25 fautes garanties par page et encore en choisissant moi-même les mots que j'utilisais, c'était atroce. J'étais à classer parmi les couches les plus arriérées de ma classe. Pour avoir croisé depuis des gens de toutes catégories sociales, je me situais à l'époque au niveau de notre camarade de l'OCI Pierrot, éboueur de son état, en état d'ébriété avancée ou non, peu importe il était toujours égal à lui-même et moi aussi.

Pour ceux qui jusqu'à présent ignoraient d'où je viens, ils pourront ainsi mieux mesurer le chemin que j'ai parcouru pour en arriver où j'en suis aujourd'hui, très modestement et vous comprenez pourquoi.

Pour sortir de ma crasse ignorance, en tous points comparables à celles qui habitent des millions de travailleurs, j'ai certes rencontré des gens qui m'ont fourni de précieuses indications pour en sortir, dont eux-mêmes ne tiendront pas compte par la suite et ce qui causera leur perte, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes, mais de toutes manières il ne pouvait pas fournir à ma place l'effort exceptionnel que je devrais accomplir pour sortir de cette condition détestable et source de tant d'humiliations, je m'en suis donc sorti tout seul à force de détermination et de persévérance. Comment ? Par la lecture, par l'étude presque de chaque mot que j'allais lire au départ dans des manuels scolaires ou de minuscules brochures de philosophie qui m'avaient été fournis au cours de mes rencontres. Ils étaient rédigés très simplement, mais encore extraordinairement compliqués pour mon cerveau sous-développé, cependant ces compilations de morceaux choisis demeuraient accessibles pour peu que j'avançais lentement à mon rythme, surtout sans essayer de me leurrer sur ce que je comprenais ou non, je devais être impitoyable envers moi-même.

Je n'avais pas choisi la voie la plus simple pour progresser rapidement, surtout que j'interdisais à quiconque de me dicter quel ouvrage je devais lire une fois terminée la lecture de ces petits ouvrages ou quelle méthode de lecture me permettrait de progresser plus rapidement, je voulais me construire seul. Enfin conscient d'être un crétin fini, ce qui était déjà en soi un exploit, je ne tenais pas à ce qu'on interprète mes lectures à ma place, et pour tout vous avouer, je me rendrai compte plus tard qu'en réalité je n'avais pas retenu grand chose de toutes ces lectures pour ne pas dire rien du tout ou presque parce que j'étais passé à côté de pas mal de chose.

Cela étant, j'étais animé par une autre intention que devenir plus intelligent, ce qui aurait été un objectif relativement modeste et facile à atteindre tellement j'étais abruti et je partais de bas. Avant même d'ouvrir mon premier livre, disons les choses ainsi, je vivais très mal ma condition d'ouvrier et la place qu'apparemment la société m'avait réservée. J'avais acquis la sourde conviction que j'étais victime d'une terrible injustice sans que j'en comprenne l'origine, il faut préciser que j'avais fréquenté les écoles des bourgeois et j'habitais dans un quartier petit-bourgeois bien que notre condition ait été misérable, cela avait dû me mettre la puce à l'oreille, bref, je me suis mis en tête qu'en la découvrant je réussirais peut-être à savoir ce qu'il fallait faire pour y remédier, autrement dit changer la société.

C'est à la lumière de cette idée que je jugerai dorénavant le contenu de toutes mes lectures, à savoir si elles m'apportaient ou non des réponses satisfaisantes pour changer le monde de façon à vivre plus heureux, car je ne l'étais pas. Ce qui est marrant et je ne m'en aperçois qu'aujourd'hui en écrivant ces lignes, à aucun moment je n'ai recherché mon petit bonheur personnel, ma démarche a toujours été associée à la volonté et la nécessité de changer le monde, je n'avais aucun conscience politique évidemment, cependant inconsciemment je sentais qu'on ne pourrait s'en sortir que collectivement et non individuellement, cela provient peut-être du fait que baignant quand même dans le milieu ouvrier, chez mes parents, en apprentissage puis dès que j'ai commencé à travailler, j'ai dû ressentir inconsciemment qu'on partageait les mêmes problèmes et souffrances.

Commencer mon apprentissage par la philosophie constituait un sacré défi à relever sans que j'en aie la moindre idée, forgé ainsi à la dure à travers ces lectures souvent absconses, parfois impénétrables pour ne pas dire hermétiques, allez lire La phénoménologie de l'esprit de Hegel et vous comprendrez de quoi je parle, une fois parvenu à ce que Marx définira comme la fin de la philosophie, donc au concept de l'idée absolue développée justement par Hegel, n'étant évidemment pas parvenu tout au long de ces études à trouver des réponses satisfaisantes pour changer le monde, j'allais franchir l'étape suivante qui devait me conduire à découvrir et étudier Marx et Engels, et là surprise géniale, non seulement j'allais trouver les réponses à toutes mes questions, mais c'était d'une facilité déconcertante à lire, au point que je me suis demandé si ces penseurs que je ne connaissais pas étaient vraiment sérieux ou si j'étais en train de m'abuser moi-même encore une fois, puis en lisant et relisant dix fois les mêmes passages du Manifeste du parti communiste, je me convaincus moi-même que j'étais en présence des plus géniaux penseurs de tous les temps. Je me souviens encore que j'étais fortement agité, je ne pouvais plus rester en place, j'ai crié de joie à plusieurs reprises comme pris de démence, j'en avais les larmes aux yeux, je ne plaisante pas, il y a 34 ans de cela et je m'en souviens parfaitement, c'était un jour de printemps ensoleillé.

Peut-on dire que j'aurais perdu près de trois ans de ma vie à étudier la philosophie dont je ne retiendrai pas grand chose plus tard ? Je n'en sais rien, en tout cas j'ai épuisé tous les systèmes qui m'étaient proposés sans trouver mon bonheur, donc cela n'a pas été totalement inutile.

Ce qui m'a laissé vraiment pantois, c'est la simplicité avec laquelle Marx et Engels, puis Lénine et Trotsky s'exprimaient, c'était vraiment à la portée des ouvriers ou des paysans de leur époque, et en lisant récemment qu'Engels donnaient de petites conférences sur l'économie dans des réunions d'ouvriers en Prusse j'en ai eu confirmation, je me suis dit, mais si

c'était possible dans la seconde moitié du XIXe siècle, cela devrait l'être encore plus un siècle et demi plus tard puisque tous les ouvriers ont été scolarisés, pourquoi nous ne le faisons pas, pourquoi nos dirigeants sont incapables de s'adresser aux ouvriers dans des termes qui leur soient accessibles, ils manquent décidément à tous leurs devoirs. C'est là où je voulais en venir.

Quand on nous répète en boucle que les travailleurs votent par dépit pour des partis à chaque élection pendant des décennies, cela ne recouvre qu'une partie de la réalité que nos dirigeants cachent soigneusement aux militants, cela signifie surtout qu'en dehors d'avoir compris qu'ils n'avaient rien à en attendre, leur compréhension du monde dans lequel nous vivons et leur conscience politique n'ont pas progressé d'un pouce en plusieurs décennies, ce qui évidemment augure mal de l'avenir qui nous attend.

Nous n'avons jamais eu autant d'outils à notre disposition pour aider la classe à progresser (et s'organiser) et nous demeurons incapables de s'en servir, quelle incurie, c'est scandaleux ! Les outils ce n'est pas vraiment le point fort des intellectuels qui dirigent les partis, pour ne pas dire que c'est un mot dont ils ignorent jusqu'à l'existence, nous nous situons aux antipodes décidément quand je repense à mon parcours, normal qu'on ne se comprenne pas et qu'ils ne comprennent pas le monde ouvrier. Arrêtons là pour aujourd'hui, nous avons d'autres sujets à aborder.

Revenons à ce sondage et ces élections présidentielles.

Imaginons un instant qu'il se confirme et qu'au second tour Marine Le Pen soit opposé à Sarkozy, pourquoi pas Martine Aubry, tout simplement à cause de la multiplication des candidats dits de gauche, et en admettant qu'à "droite" ils aient limité le nombre de candidats, elle arriverait forcément en troisième position. Vous voyez le tableau Le Pen contre Sarkozy ? Quelle stratégie proposée dès lors aux travailleurs ?

Le boycott du second tour, c'est la première chose. Ensuite puisque les travailleurs n'auraient plus les moyens de s'exprimer lors de cette élection organisée dans le cadre des institutions de la Ve République, il faudrait se retourner contre ces institutions et la Constitution et exiger leur abolition, c'est le second point. Mais sur le moment, que pourrait-on leur opposer ? Pas la centralisation de comités révolutionnaires inexistants et qui dont la création ne se commande pas, c'est le troisième point.

Dès lors, on ne pourrait lui opposer dans de telles circonstances je précise pour la seconde fois, que la convocation d'une Assemblée constituante, le seul processus à la portée des travailleurs sans se faire pour autant d'illusions sur son contenu, comme quoi je ne suis pas un militant borné ou un affreux dogmatique, c'est le quatrième point.

En imaginant que le taux d'absention aurait été tellement important et déboucherait sur l'ouverture d'une crise politique au point que le nouveau président serait privé de toute légitimité et serait contraint de se résoudre à organiser des élections à une Assemblée constituante, ce qui semble impensable aujourd'hui je vous l'accorde, demandez à Ben Ali s'il avait entrevu un instant qu'une telle élection verrait le jour de son vivant et vous admettrez qu'une fois la crise révolutionnaire ouverte tout peu se produire, y compris l'impossible, nous ne mènerions pas le combat pas pour que cette Assemblée constituante assume tous les pouvoirs sans formuler d'importantes réserves, parce qu'elle ne pourrait l'assumer qu'au profit de la classe toujours au pouvoir au regard de sa composition, la classe dominante des capitalistes, d'autant plus que son mode d'élection serait calqué sur celui de l'Assemblée nationale actuelle et qu'elle ne serait pas le produit de la mobilisation révolutionnaire organisée de la classe ouvrière, dans de telles conditions se borner à lui demander d'assumer tout le pouvoir reviendrait à lui demander de servir les intérêts des capitalistes qu'elle représente, c'est le cinquième point.

Enfin, constatant que l'Assemblée constituante ne remplirait pas la fonction pour laquelle elle a été élue, il n'y aurait plus qu'à appeler les travailleurs à s'organiser dans des comités révolutionnaires qui la renverseraient et prendraient le pouvoir, c'est le dernier point.

Un dernier sujet en trois points très rapidement.

La Libye de Kadhafi n'est évidemment pas le Venezuela de Chavez, même si Chavez maintient la majorité de la classe ouvrière dans la pauvreté et a exprimé la volonté de se maintenir au pouvoir pendant 20 ans.

Des opposants à Kadhafi font référence à la monarchie, d'autres s'en remettent aux potentats locaux et à des militaires qui ont rejoint le camp de la révolution, le peuple libyen se raccroche ainsi à ce qu'il peut face à Kadhafi pour le faire tomber, ce qui demeure la priorité sans pour autant pour notre part reprendre à notre compte ses illusions.

Il est un fait certain également que l'impérialisme dans sa condamnation de Kadhafi lorgne sur le pétrole, en contradiction avec les revendications et intérêts des travailleurs libyens qui ne veulent pas de la présence militaire étrangère sur leur sol, revendication que l'on soutient sans réserve.

Politique.

1- France. Les pyromanes crient au feu !

A plus d'un an de la présidentielle de 2012, un sondage Harris Interactive à paraître dans "Le Parisien Dimanche" donne pour la première fois Marine Le Pen en tête des intentions de vote pour le premier tour du scrutin.

Interrogés sur leurs intentions de vote si le premier tour avait lieu le dimanche suivant, 23% des sondés répondent qu'ils voteraient pour la nouvelle présidente du Front national. La fille de Jean-Marie Le Pen, qui a pris en janvier la tête du parti d'extrême droite, devancerait ainsi le président Nicolas Sarkozy et la première secrétaire du Parti socialiste Martine Aubry, crédités chacun de 21%, selon le site du "Parisien/Aujourd'hui en France".

Le président du MoDem François Bayrou serait quatrième avec 8%, devant l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, et l'eurodéputée Europe-Ecologie les Verts Eva Joly, qui récolteraient tous deux 7%. Olivier Besancenot pour le NPA et Jean-Luc Mélenchon pour le parti de gauche recueilleraient chacun 5%.

Interrogée sur Europe-1, Martine Aubry a mis en cause samedi le chef de l'Etat "*Il ne veut pas changer de politique donc il fait peur. Il avait commencé avec l'identité nationale, les roms, maintenant c'est les immigrés*", a-t-elle accusé. "*Au lieu de se réjouir quand le peuple tunisien et le peuple égyptien se lèvent pour la démocratie, il fait peur aux Français comme si ça allait entraîner des hordes d'immigrés*", a jugé la patronne du PS. "*Tout ça n'a aucun sens et c'est purement une stratégie pour masquer ses turpitudes et masquer ses échecs*".

Sur la même ligne, le porte-parole du PS, Benoît Hamon, a dit sur I-Télé . «*Cela appelle de la part de la gauche beaucoup de clarté, beaucoup d'engagement sur la question sociale, sur la question des salaires, sur ce qui préoccupe les gens*».

Laurent Fabius sur RTL. «*Les gens regardent les résultats, il y a un chômage record, il y a des inégalités de toutes sortes, il y a des difficultés sociales, on ferme des écoles, pourquoi voulez-vous que les gens aient confiance ?*» a-t-il demandé.

«Ce sondage n'a ni queue ni tête. (...)C'est une manipulation de l'opinion à des fins mercantiles. On devrait exiger un minimum d'éthique et de transparence. Les instituts de sondage pourraient eux-mêmes s'imposer une certaine forme de retenue», a renchéri Jack Lang dans un communiqué.

Pour Jean-Louis Roumégas, porte-parole d'Europe Écologie-Les Verts, «*l'échec du gouvernement sur le plan économique et social a créé un terreau très favorable à la progression du FN dans les milieux populaires.*"

Jean-Luc Mélenchon a qualifié ce sondage d'«*invraisemblable*». «*C'est aussi stupide que si le père Noël était en tête*», a-t-il ajouté sur I-Télé. «*Tout ça est une guignolisation de la politique, absolument invraisemblable*», a lancé le président du Parti de Gauche. «*Pourquoi voulez-vous que le peuple français soit le seul peuple qui ait envie d'avoir un fasciste à sa tête*», s'est-il interrogé. «*Tout ça est une sorte de fabrication par les instituts de sondage qui mettent des coefficients multiplicateurs et qui espèrent comme ça avoir quelque chose à vendre et créer de l'actualité*», a-t-il conclu.

«*Nicolas Sarkozy en courant après les idées nauséabondes de Marine Le Pen fait bouillir la marmite des sondages*», selon le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent. Mais il s'est cependant dit «*certain que les Français vont siffler la fin de la récréation sondagière*».

La ministre UMP de l'apprentissage, Nadine Morano, s'est interrogée sur l'absence de Dominique Strauss-Kahn du sondage. «Le favori des sondages 14 mois avant la présidentielle a toujours été battu, donc ce serait plutôt une bonne nouvelle», a-t-elle conclu sur RTL.

Pour Dominique Paillé, président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et ex-porte parole de l'UMP, ce sondage exprime le «*désarroi de la population française et une suspicion réelle envers les partis traditionnels*». «*J'appelle l'UMP à s'organiser car cela doit nous faire penser toujours plus au fait que dans notre camp, nous devons avoir qu'un candidat. Le risque est réel de ne pas être au second tour*», a-t-il précisé dans un communiqué.

Le président du MoDem, François Bayrou, y voit le résultat «d'un climat tellement malsain, de tant de désordre, que les Français ont envie de renverser le jeu stérile actuel» qui se traduit «par l'effondrement des deux forces dominantes, l'UMP et le PS».

Le député et président de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, estime lui que ce sondage montre que les Français «ont compris qu'il n'y avait plus rien à attendre» de la classe politique. «*Néanmoins, souligne-t-il, Marine Le Pen et le FN doivent réaliser qu'ils restent aujourd'hui les meilleurs alliés du 'système' qu'ils prétendent vouloir changer, puisque Marine Le Pen ne peut l'emporter au second tour d'une présidentielle, ni face au candidat de l'UMP ni face à celui du PS*».

Commentant ces intentions de vote la présidente du FN y voit '*les prémices d'un réveil du peuple français*' : '*C'est très à la mode le réveil des peuples en ce moment. Il n'y a pas de raison que le peuple français ne se réveille pas.*' '*Ce sondage me laisse penser*

que Nicolas Sarkozy perdra cette élection présidentielle', a-t-elle en outre déclaré. (AP, Lefigaro.fr et Reuters 05.03)

Tous ces représentants ou agents du capital sont les seuls responsables de la montée du FN, pour avoir refusé de combattre dans l'unité pour la rupture avec l'UE en ce qui concerne ceux qui se réclament de la classe ouvrière. Le pire est encore Mélenchon qui refuse de regarder la réalité en face et qui lui aussi est incapable de rompre avec l'UE.

2- Venezuela. Le voile des illusions de la révolution "bolivarienne" tombe.

Hugo Chávez est resté plutôt discret lorsque la vague de protestations dans le monde arabe a débuté, au risque de susciter la raillerie de ses opposants, habitués à un président intarissable. «*Pourquoi tu te tais?*» titrait le 22 février en Une de son journal antichaviste TalCual, le célèbre éditorialiste Teodoro Petkoff, ex-guérillero et ex-ministre. Alors que le Commandante aurait pu s'approprier ces révolutions populaires sur le continent africain, à l'instar d'autres mouvements de gauche dans le monde, il a laissé son opposition s'en emparer.

Hugo Chavez réagit lui tardivement, le 25 février, via Twitter: «*Vive la Libye et son indépendance! Kadhafi est confronté à une guerre civile», alors que les violences avait déjà fait entre 300 et un millier de morts. Les deux puissances pétrolières nourrissent en effet des relations étroites. Hugo Chavez a rendu visite six fois à Mouammar Kadhafi. En septembre 2009, c'est ce dernier, pourtant réticent à sortir de son pays, qui est venu au Venezuela.*

Le chef de file de la gauche sud-américaine transforme une amitié gênante en une lutte contre l'impérialisme et l'«empire américain».

Il se dresse contre le recours de la force armée par les Etats-Unis et demande à la communauté internationale «*de chercher une solution pacifique au conflit*». Le retour d'une guerre irakienne est agité en épouvantail. Pour Jean-Jacques Kourliandsky la proposition de la mission est une preuve des hésitations du régime vénézuélien:

«*Tout le monde est à peu près d'accord pour s'opposer à une ingérence militaire et demander une mission conciliatrice ne constitue pas non plus une marque de soutien enthousiaste. Il y a un changement de ton depuis la semaine dernière.*»

Dans certains médias vénézuéliens le ton est beaucoup plus dur. Sur la chaîne de télévision sud-américaine Telesur ce mercredi, un présentateur vedette expliquait à ses auditeurs que les Etats-Unis ont travaillé l'opinion par le biais des médias afin de justifier le vol du pétrole libyen. Le journal chaviste Diarìo VEA écrit belliqueusement dans son édito: «*Nous sommes disposés à repousser les actions de l'empire et son intention de s'emparer aussi du pétrole vénézuélien*».

Pourtant au sein même du parti socialiste d'Hugo Chavez des voix s'élèvent contre la politique étrangère du Commandante. La mouvance Marea socialista (Marée socialiste) s'est prononcée «*catégoriquement en solidarité avec le peuple libyen et avec le peuple arabe en lutte pour conquérir la liberté et la démocratie*». (Slate.fr 05.03)

3- Chine. 739.000 policiers et agents de sécurité pour protéger le Parlement. Que craint donc Wen Jiabao ?

3.1- La Chine a adressé samedi une mise en garde contre les appels à la contestation s'inspirant des mouvements d'émancipation dans les pays arabes, prévenant que toute menace portée contre la stabilité garantie par le pouvoir communiste risquerait de déboucher sur un "*désastre*".

"*Chacun sait que la stabilité est une bénédiction et le chaos une calamité*", souligne un éditorial publié par le Beijing Daily, quotidien officiel de l'administration communiste pour la capitale chinoise.

Evoquant les soulèvements populaires qui ont eu raison de Zine ben Ali en Tunisie et de Hosni Moubarak en Egypte et menacent aujourd'hui Mouammar Kadhafi en Libye, cet éditorial, largement repris par de nombreux sites internet officiels, affirme que "*ce trouble a conduit à un désastre massif pour les peuples de ces pays*".

"*Il est utile de noter qu'ici ou depuis l'étranger, certains individus nourrissant des arrière-pensées essaient de déclencher ce chaos en Chine, se servant d'internet pour fomenter des rassemblements illégaux*", poursuit le texte.

Suit un appel à tous les citoyens chinois pour qu'ils "*protègent consciencieusement l'harmonie et la stabilité*".

Cette mise en garde des autorités chinoises, la plus directe depuis le début du "*printemps arabe*", coïncide avec la session inaugurale de l'assemblée annuelle du Congrès national du peuple, devant lequel le Premier ministre, Wen Jiabao, a lui aussi insisté sur la stabilité sociale.

Pour éviter tout trouble lors de la réunion du Parlement, quelque 739.000 policiers et agents de sécurité ont été mobilisés à Pékin et des habitants ont été recrutés pour former des patrouilles de quartier, d'après l'officiel China News Service. (Reuters 05.03)

3.2- Pour tenter de désamorcer la fronde, le Premier ministre promet que les prochaines orientations viseront à améliorer le niveau de vie de la population...

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a reconnu samedi devant le parlement un mécontentement populaire en Chine lié notamment à l'inflation, qu'il veut limiter autour de 4% cette année, tout en fixant un objectif de croissance de 8% à la deuxième économie mondiale.

«*Certains problèmes qui font l'objet de vives réactions parmi la population n'ont pas été résolus complètement*», a reconnu le chef du gouvernement devant les près de 3.000 délégués de l'Assemblée nationale populaire (ANP), réunis pour dix jours dans la capitale chinoise.

«*La pression de la hausse des prix s'est accentuée*» et «*nous devons considérer la stabilisation des prix comme la priorité*» de notre politique économique, a souligné Wen Jiabao.

L'objectif de hausse des prix à la consommation, qui a atteint 4,9% en janvier sur un an, a été fixé à «*environ 4%*» pour 2011, contre 3% l'an dernier, tandis que l'objectif de croissance du Produit intérieur brut (PIB) a été maintenu à 8%.

Le PIB de la Chine est devenu en 2010 le deuxième du monde derrière les Etats-Unis, dépassant celui du Japon. L'an dernier, l'inflation avait atteint 3,3% et la croissance du PIB 10,3%.

Wen Jiabao a qualifié la hausse des prix et les anticipations inflationnistes de «*problèmes dont dépendent étroitement le niveau de vie de la population, la situation générale et la stabilité du pays*».

L'inflation a par le passé provoqué des remous sociaux en Chine. La hausse des prix frappe actuellement davantage les catégories défavorisées parce qu'elle touche plus que le reste les prix alimentaires. Elle rogne aussi l'épargne des Chinois, qui est élevée mais mal rémunérée.

Pour cette année, le gouvernement chinois «*continuera à appliquer une politique de relance*», selon Wen Jiabao, mais en diminuant le déficit budgétaire qui sera contenu à «*environ 2% du PIB*».

Les dépenses prioritaires seront consacrées au «*développement du monde rural*», «*à améliorer le niveau de la population et à développer les secteurs sociaux*», d'après ce discours qui arrête les grandes orientations officielles du pays pour l'année en cours.

«*Les ressources pédagogiques et médicales de qualité manquent et leur répartition demeure inégale*», selon le Premier ministre.

«*Les contradictions sociales suscitées par la réquisition illégale de terrains et la démolition irrégulière de maisons se sont multipliées*», et «*la sécurité alimentaire laisse à désirer*» tandis que «*certains secteurs sont vulnérables à la corruption», a encore reconnu Wen Jiabao, relevant au passage «une augmentation excessive dans certaines villes*» des prix de l'immobilier.

Malgré tous ces problèmes, le Premier ministre a insisté sur «la marche en avant à la fois irrésistible et ferme» du peuple chinois qui «a de bonnes raisons d'être orgueilleux de ses réalisations». (20minutes.fr 05.03)

Economie.

France. Les prédateurs se goinfrent... ils en crèveront !

Pour les grandes entreprises françaises, la crise est un presque un mauvais souvenir. En 2010, les sociétés composant l'indice CAC 40 ont réalisé globalement un chiffre d'affaires de 1.262 milliards d'euros, non loin du chiffre 1.293 milliards d'euros atteint en 2008, selon les données compilées par le cabinet d'audit et de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC), révélées par Le Monde, en partenariat avec France Info.

Du côté des bénéfices, le résultat cumulé des entreprises du CAC40 atteint 82,5 milliards d'euros, soit 85% de plus que l'année passée.

Selon les analystes interrogés par Le Monde, cette nouvelle période de croissance devait se poursuivre. Mais les révolutions dans le monde arabe pourraient bien changer la donne. (20minutes.fr 05.03)

Haut de page

Le 7 mars

Entre nous, on se fiche de ce sondage dont tout le monde parle, pour être plus précis, il nous a permis d'avancer une tactique différente dans des conditions particulières, tout en conservant la même stratégie, c'est tout. Et puis quand Lefigaro.fr d'hier écrit : "*Coup de tonnerre. Pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, un sondage donne l'extrême droite en tête au premier tour d'une élection présidentielle*", on ne peut pas faire comme s'il n'avait jamais existé.

Cela dit les conditions sont favorables à la montée du FN puisque les uns et les autres s'emploient à ce qu'il en soit ainsi. En revanche ce qui est intéressant, ce sont les arguments qu'ils avancent pour l'expliquer, aucun ne met en évidence le rôle de l'UE qui favorise le chômage de massse et la mise en concurrence de travailleurs au détriment de ceux qui bénéficient des conditions de rémunération et de travail les plus favorables, pour permettre aux capitalistes de réaliser le maximum de profit sur le dos de l'ensemble des travailleurs de l'UE, conformément à l'objectif qu'ils se sont fixés de tirer à la fois les salaires à la baisse et de liquider la législation du travail qui demeure favorable aux travailleurs, la politique du moins social, quoi.

C'est dans un contexte de crise économique, sociale et politique qu'il faut analyser leurs réactions, car ils prennent l'affaire très au sérieux tout en affirmant le contraire, même dans les petites choses il leur faut systématiquement employer la langue de bois, ce qui témoigne de l'ampleur de la crise du régime, même si elle ne se manifeste pas encore à un niveau comparable dans la rue.

Copé dans le rôle du manipulateur pris à son propre piège.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé a minimisé l'importance du sondage et appelé ses militants à garder leur calme.

"*C'est un sondage parmi d'autres. Personne n'est dupe du rôle qu'on essaye de donner aux sondages dans notre démocratie*", a-t-il dit sur Radio J. Un aveu qui ne manque pas de cynisme, lorsque l'on sait à quel point l'UMP en use sans modération pour soutenir la propagande du gouvernement et abuser les travailleurs sur ses réelles intentions, sans succès dorénavant sur la majorité d'entre eux, la corde est usée et risque de rompre à tout moment... pas celle pour les pendre le moment venu !

Ayrault (PS) dans le rôle périlleux du devin

"*Je pense que c'est le symptôme d'un malaise profond*", a dit le président du groupe PS à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault sur France Info. Non mais sans blague, qui l'aurait cru ! Vous voyez camarades à quoi cela peut les conduire de penser, pitoyable !

Hollande dans le rôle du mauvais joueur.

"*Ce sondage interpelle toute la gauche. Alors que nous avons tous, non pas ce sondage en tête, mais le souvenir du 21 avril 2002, est-ce que nous pouvons continuer à nous présenter aux élections avec sept, huit et parfois davantage de candidats de gauche ? Est-ce que nous pouvons rester comme ça, séparés, dispersés, dans un premier tour ?*", a déclaré F. Hollande, lors d'un déplacement à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise) . "*Notre rôle, c'est de fédérer, c'est d'être capable de rassembler les forces de gauche.*

Ce n'est pas simplement de nous compter dans une élection", a-t-il ajouté, en soulignant qu'une élection présidentielle se joue "*au premier tour*".

"*Quand on additionne tous les suffrages qui se porteraient aux candidats de gauche, nous sommes quasi majoritaires. Et nous pourrions, dans une répétition du 21 avril, même si ce n'est pas le scénario le plus probable, nous retrouver écartés du second tour? Mais qui pourrait le comprendre ?*", a lancé François Hollande. Nous, nous pourrions très bien expliquer pourquoi, par exemple parce que tous ces candidats ne seraient pas vraiment de "gauche", à commencer par celui du PS qui se situe ouvertement dans le camp du capital !

Le chercheur fou dans le rôle de l'oracle.

"*Elle bénéficie du fait que dans les autres partis politiques, personne n'est pour l'instant prêt. Le Parti socialiste cherche toujours son candidat et à droite, il y a une interrogation, est-ce que Nicolas Sarkozy parviendra à sortir de l'impasse d'impopularité où il semble enfermé ?*", a dit sur France Info Pascal Perrineau, président du Cevipof, le Centre de recherches sur la vie politique française. Parce qu'il serait encore possible que Sarkozy se refasse une santé ? Il doit être le seul en France à se poser cette question, grotesque.

La palme revient aux politologues dans le rôle de courtisans.

Selon des politologues interrogés par l'AFP, il traduit la «*mauvaise humeur*» des Français à l'égard du chef de l'Etat, et leur «*malaise profond*» face aux deux principaux partis.

«*Les sondés disent leur humeur ou plutôt leur mauvaise humeur, mais on peut penser qu'ils adopteront un comportement plus responsable et choisiront (au moment du scrutin) quelqu'un d'autre que Marine Le Pen*», souligne Philippe Braud. L'humeur ça va ça vient, l'essentiel c'est que les électeurs votent le moment venu pour l'un des candidats s'engageant à assurer la stabilité des institutions de la Ve République et choisi à cet effet par les faiseurs de monarques dont font partie les politologues.

Un internaute plus perspicace que les autres a écrit : "*L'objectif était de vendre l'idée d'une candidature unique de Sarkozy au sein de la droite dite républicaine mais qui n'a plus rien de républicain depuis 2007*." Autrement dit le résultat de ce sondage bidouillé reflète à la fois la crise qui sévit au sein de l'UMP menacé d'éclatement et l'incapacité de Sarkozy d'obtenir le soutien de la majorité de la population à sa politique antisociale et ultra réactionnaire. Il aurait eu pour seule fonction de l'aider à ressouder son camp autour de lui, ce que confirmerait la seconde visite lundi matin à l'Elysée en dix jours de Villepin. Cela étant, ils ne peuvent pas effacer la montée du FN qui est bien réelle.

Les centristes et certains dirigeants de l'UMP exhortent Sarkozy à se recentrer sur les questions sociales et de laisser tomber la question de l'immigration chère au FN, car manifestement ce n'est pas de la sorte qu'il récupèrera des voix à l'extrême droite, sauf qu'il a épuisé cette question qui a pu faire illusion en 2007 en favorisant méthodiquement les plus riches depuis son élection et en s'attaquant aux retraites notamment ou encore l'affaire Woerth-Bettencourt, dorénavant plus personne n'est dupe sur la collusion d'intérêts qui existe entre l'UMP et les actionnaires du CAC40, il est acculé, son "*travailler plus pour gagner plus*" a fait long feu.

Il est à court de munitions, d'où sa fuite en avant sur le thème de l'immigration et de la lutte contre le terrorisme qui finalement se retourne contre lui et que relève le politologue Jean-Yves Camus : «*En mettant en avant les thèmes que le FN traite depuis plus longtemps, Nicolas Sarkozy donne aux Français l'occasion de dire qu'ils préfèrent l'original à la copie*», quel aveu peu amène pour l'UMP en passant !

Même sa présidence du G20 passe au second plan, car elle est minée par la collusion d'intérêts qui est remontée à la surface entre son gouvernement et les dictateurs Ben Ali, Moubarak ou encore Kadhafi, avant de les lâcher tardivement et à regret.

Il ne manquait plus que des révolutions en Afrique du Nord et aux Moyen-Orient, pas de bol, le mauvais sort s'acharne contre lui, le mal-aimé est détesté, maudit, c'est déjà comme s'il était relégué aux fins fonds des oubliettes de l'histoire, certains un peu vulgaires diraient dans le trou des chiottes, effectivement, il ne reste plus qu'à tirer la chasse ! Mais attention à ne pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué... (source : Lepoint.fr, Lefigaro.fr, Libération.fr et Reuters 06.03)

Parole d'internaute.

1- A propos du sondage du Parisien.

1.1- Relisez vos classiques, comme par exemple "*Les grenouilles qui demandent un roi*" d'Ésope, "*Mortifiées d'avoir un tel roi, elles se tendirent une seconde fois près de Zeus, et lui demandèrent de leur changer le monarque ; car le premier était trop nonchalant. Zeus impatienté leur envoya une hydre qui les prit et les dévora.*"

1.2- Aubry et Hamon accusent Sarkozy de jouer avec les peurs... On se demande si ce n'est pas le PS qui a peur aujourd'hui, peur de ne pas être au deuxième tour. On sent comme un petit vent de panique au PS comme à l'UMP. Hilarant !

2- A propos du CAC40.

- Les résultats ont augmenté avec des chiffres d'affaires qui stagnaient, voire régressaient. C'est la masse salariale qui a servi de variable d'ajustement, mais c'est très dangereux : tous ceux qui ont perdu leur emploi vont fortement réduire leur consommation et ce qu'ils n'ont pas voulu absorber en marge en 2010, ils le paieront en chiffre d'affaires en 2011. Et on ne peut pas virer du monde indéfiniment, il y a un seuil incompressible en-dessous duquel la société ne fonctionne plus correctement. Bref, c'est une vue à court terme qui a motivé les décisions de 2010 et qui vont voir le retour de bâton en 2011, qui va faire très mal à tout le monde.

Politique.

1- Croatie.

Dix mille manifestants ont défilé dimanche dans les rues de Zagreb pour demander la démission du gouvernement croate, jugé incapable de combattre le chômage et d'enrayer la baisse du niveau de vie.

Selon un sondage réalisé par l'institut Hendal et la télévision publique, 70% des Croates soutiennent les manifestants et 62% veulent des élections anticipées.

Le chômage touche près de 20% de la population active, un plus haut depuis huit ans en Croatie. (Reuters 06.03)

2- Japon.

Le ministre japonais des Affaires étrangères, Seiji Maehara, a démissionné dimanche en raison d'un scandale de financement politique.

Seiji Maehara, partisan d'une ligne dure en matière de sécurité et de liens étroits avec Washington, a reconnu vendredi avoir accepté un don de la part d'un Coréen résidant au Japon, sans connaître la situation de cette personne.

Le financement politique par des étrangers est interdit au Japon s'il est accepté en connaissance de cause.

Cette démission risque de fragiliser un peu plus la situation du Premier ministre Naoto Kan face à un parlement divisé. Le nom de Maehara était cité parmi les possibles successeurs du chef du gouvernement. (Reuters 06.03)

Economie.

1- Irlande. La banqueroute.

La nouvelle coalition irlandaise issue des élections législatives anticipées a déclaré dimanche que le plan de sauvetage de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) a échoué à restaurer la confiance dans l'économie irlandaise, et a prévenu que le poids de la dette menaçait d'être insoutenable. (Reuters 06.03)

2- Grande-Bretagne.

Le système bancaire britannique affiche de nouveau des déséquilibres croissants qui pourraient mener à une nouvelle crise financière, a déclaré le gouverneur de la banque d'Angleterre (BoE) Mervyn King, lors d'une interview publiée samedi par le Daily Telegraph.

Il a également critiqué la recherche du profit à court terme et les bonus attribués au sein des banques. "*On a donné des primes aux banquiers pour qu'ils se comportent comme ils l'ont fait. Cela doit changer*", a-t-il déclaré.

"*Le secteur bancaire reconnaît que certains de ses éléments ont mal agi pendant la crise. Mais depuis, le secteur s'est radicalement réformé*", a rétorqué dans un communiqué Angela Knight, qui dirige l'Association des banquiers britanniques. (Reuters 06.03)

Faute avouée à moitié pardonnée, pardon, ces gens-là ne font pas dans le détail, totalement pardonnée !

Haut de page

Le 8 mars

On est le 8 mars, tout ce que la terre compte d'hypocrites et d'opportunistes va célébrer la journée internationale des droits de la femme, cela va des esclavagistes aux féministes en passant par les braves dirigeants des partis ouvriers, sans exception je précise volontairement.

On entend dire depuis plus d'un siècle que les femmes sont moins payées que les hommes, qu'il va falloir se battre pour que cela change sans que rien ne change finalement. Et après ? Après quoi, leurs analyses ne vont pas plus loin. Mais pourtant, la généralisation du travail des femmes n'aurait-elle pas des conséquences souvent désastreuses sur les rapports à l'intérieur des familles, sur les rapports entre les jeunes et la société, sur l'éducation des jeunes ainsi livrés à eux-mêmes en l'absence de leurs parents, qui, lorsqu'ils ne sont pas pris par leur travail, sont occupés à accomplir des tâches domestiques lorsqu'ils rentrent du travail ou réservent le peu de temps libre qu'il leur reste pour se divertir ou se reposer ?

Pensez-vous, c'est une question qu'ils occultent tous, il a été décrété une fois pour toute que la femme était l'égal de l'homme et chacun s'en tient à cette définition gravée dans le marbre, la remettre en cause et vous passer systématiquement pour un affreux phallocrate ou macho. La femme acquerrait sa liberté ou s'épanouirait pleinement par le travail. Tu parles, les mêmes affirment sans davantage réfléchir apparemment qu'elle est ainsi doublement exploitée par la société, ce qui est exacte.

Personnellement, j'ai une autre approche sur cette question qui permet d'expliquer pourquoi tous ce rangent unanimement derrière ce principe inique en contradiction avec la nature.

Pour se développer le capitalisme avait besoin de plus en plus de bras au XIXe siècle. Les capitalistes n'ont pas hésité à faire travailler hommes, femmes et enfants six ou sept jours sur sept à raison de 16 heures par jour pour satisfaire leurs besoins en main d'oeuvre. La lutte de classe du prolétariat est parvenue au fil du temps à réduire le temps de travail des hommes et des femmes et interdire le travail des enfants de moins de 16 ans, redescendu à 14 récemment.

Jusqu'au début du XXe siècle, le combat du mouvement ouvrier avait pour objectif l'émancipation du capital et le socialisme, dans ce cadre-là le combat pour l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes était conçu pour dresser dans l'unité l'ensemble des travailleurs des deux sexes dans la perspective de leur émancipation, qui si elle avait eu lieu aurait remis à l'ordre du jour la question du travail des femmes et des enfants ainsi que celui des salaires des hommes. Comment concevoir la famille quand en réalité la maison est vide parce que tous ses membres sont occupés à travailler comme des esclaves pour assurer leur survie ? Telle est une des questions qui se seraient posées alors.

En tenant compte de l'état d'esprit qui prévalait à cette époque sur les rapports entre les hommes et les femmes dans la société, une société majoritairement rurale il faut rappeler, on pouvait très bien concevoir à cette époque que seul l'homme travaille, puisque la plupart des emplois disponibles étaient concentrés dans l'industrie lourde ou manufacturière, à condition que son salaire soit fortement augmenté et accompagné de nombreux avantages sociaux de façon à satisfaire tous les besoins de sa famille.

Parallèlement, on pouvait décréter qu'à partir de maintenant, les salaires des femmes et des hommes seraient égaux pour laisser aux femmes le choix de travailler si elles le désireraient, tandis que des hommes rempliraient leurs tâches à la maison, l'objectif étant que ni l'un ni l'autre ne soit plus exploité doublement et que l'un et l'autre puissent s'épanouir ou trouver sa place dans la société et s'en trouvent satisfaits, ce qui serait déjà un formidable progrès social, ce qui est totalement impossible lorsque les deux membres de la famille travaillent, on pourrait peut-être le concevoir dans une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme lorsque la totalité des rapports issus des rapports de production capitaliste auraient disparu, mais au début du XXe siècle nous en étions encore loin et nous devons faire dans bien des domaines avec la société que le capitalisme nous a légué en attendant de pouvoir passer du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Sans aller jusque là, ce qui était impensable du début à la moitié du XIXe, jusque là la plupart des femmes et des enfants travaillaient essentiellement aux champs, le deviendra davantage lorsqu'elles viendront grossir les rangs des ouvriers dans les usines, tandis que les enfants travailleront dans les mines dès l'adolescence, les femmes attendant chaque jour avec anxiété leur retour du fond, mais à cette époque le prolétariat était encore faiblement organisé, sans syndicats ni partis jusqu'à la fin du XIXe siècle, il lui était impossible d'avancer une revendication sociale aussi radicale (un salaire permettant de faire vivre toute sa famille) qui impliquait la remise en cause du capitalisme pour être satisfaite.

Lorsque les conditions sont devenues favorables pour engager le combat sur l'objectif d'un salaire ouvrier permettant de faire vivre toute sa famille, sans que la femme et l'enfant soient à leur tour envoyés à l'usine ou à la mine, le travail des femmes notamment était déjà ancré dans les habitudes et les consciences au point que personne ne pensera à mener ce combat auquel se substituera le combat pour la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires ou encore l'amélioration des conditions de travail.

On pourrait contester cette analyse parce que les femmes et les enfants ont de tout temps travaillé à la ferme ou aux champs, à ceci près que l'émergence du capitalisme a été présentée par ses représentants comme une aubaine à ces millions de travailleurs de la campagne qui allaient se ruer vers les villes en croyant y faire fortune ou tout du moins y trouver une vie meilleure, or ce n'est pas vraiment ce que les capitalistes leur avaient réservée, mais plutôt une vie de labeur dans des conditions effrayantes pour un salaire de misère, l'enfer, quoi.

Cette revendication pour un salaire unique (de l'homme ou de la femme au travail) qui aurait pu s'accompagner d'une grève générale illimitée pour renvoyer femmes et enfants dans leurs foyers n'a jamais vu le jour puisque entre temps le mouvement ouvrier avait déjà perdu de vue l'objectif de l'émancipation du capital et le socialisme. Elle aurait pu voir le jour après la seconde guerre mondiale, mais les staliniens et les réformistes étaient trop occupés à reconstruire l'Etat et le capitalisme français pour livrer un tel combat. Par la suite, le combat des droits des femmes sera totalement dévoyé ou dénaturé par le mouvement féministe orchestré par la petite-bourgeoisie qui prendra le relais des préoccupations des capitalistes, au point de parvenir à faire travailler huit ou neuf femmes sur dix de nos jours, de la même manière que gouvernement, patronat et syndicats s'activent aujourd'hui pour faire travailler davantage de vieux travailleurs, travailler et faire travailler l'ensemble des hommes et des femmes jusqu'à leur dernier souffle serait une fin en soi et le seul objectif dans la vie.

A les entendre on ne pourrait s'épanouir dans la vie qu'en travaillant pour un patron ou l'Etat des capitalistes qui nous exploite tout autant, assumer ses responsabilités et accomplir des tâches ménagères quotidiennement ou encore élever ses enfants serait rabaissant, humiliant, abêtissant, alors qu'en réalité elles sont tout aussi gratifiantes, si ce n'est plus, que d'accomplir des gestes répétitifs du matin au soir dans une usine, un chantier ou un bureau, et elle laissent suffisamment de temps libre pour se livrer à d'autres activités éducatives, culturelles, artistiques, etc.

Maintenant qu'ils sont parvenus à imposer à tous les hommes et toutes les femmes de travailler (quand ils ne sont pas livrés au chômage), on s'aperçoit que de plus en plus de familles sont malheureuses, se déchirent ou volent en éclat, que les enfants livrés à eux-mêmes - puisqu'il n'y a plus personne pour s'en occuper, ne respectent plus rien, deviennent incontrôlables, agressifs, violents, embraient connerie sur connerie, leur société a atteint un tel degré de décomposition, que les travailleurs et leurs compagnes ou l'inverse pour défendre leur dignité ou redonner un sens à leur vie, n'ont pas d'autre alternative que de prendre en main leur destin et de faire leur propre révolution pour ne pas subir plus longtemps la décadence et la barbarie capitaliste à laquelle ils sont voués sinon jusqu'à la fin de leurs jours.

A la revendication de l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, j'ajouterai donc celle du salaire unique permettant à une famille de vivre dignement, chaque couple ou famille décidant librement lequel des deux travaille, pourquoi pas en alternance... Que ce salaire soit versé en totalité ou en partie par les patrons et le complément par l'Etat ouvrier.

Cette causerie a été mise en ligne au format pdf (Acrobat Reader)

Politique.

1- France

1.1- Une confirmation. Le Pen monte, Sarkozy chute.

A quatorze mois de la présidentielle, Marine Le Pen arriverait en tête au premier tour dans tous les cas de figure, quelque soit le candidat socialiste, selon un sondage Harris Interactive diffusé lundi.

La seule différence avec le précédent sondage étant que la candidature de Dominique Strauss-Kahn provoquerait l'élimination de Nicolas Sarkozy au premier tour. En outre, la dirigeante du FN gagnerait un point, à 24%, face au "*patron*" du FMI ou à l'ancien Premier secrétaire du PS, François Hollande.

Selon l'enquête diffusée lundi soir, Marine Le Pen (24%) devance Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI (23%), ainsi que Nicolas Sarkozy, en troisième position avec 21%.

Dans un second scénario, Marine Le Pen obtient également 24% des intentions de vote, devant Nicolas Sarkozy (21%) et François Hollande pour le PS (20%).

"*Je n'ai pas besoin d'un sondage par ailleurs douteux (...) pour savoir que la présidentielle de 2012 va être difficile*", a déclaré François Fillon.

Le président de Harris Interactive, Jean-Daniel Lévy, s'est défendu sur Europe 1 d'avoir voulu "*faire un coup*".

"*Sortir une donnée comme cette donnée demande une vraie responsabilité et si nous l'avons fait, c'est parce qu'en âme et conscience, nous étions persuadés que le fait d'avoir Marine Le Pen à 23% était le reflet absolu de ce qui se passe aujourd'hui dans l'opinion*", a-t-il dit. (Reuters 07.03)

1.2- Une seconde confirmation. Toujours plus bas et massivement rejeté.

Nicolas Sarkozy a chuté de 6 points pour atteindre 32% en mars, soit son plus bas niveau pour cet institut depuis son accession à l'Elysée, selon un sondage LH2 pour le NouvelObs.com diffusé lundi.

Nicolas Sarkozy perd 10 points auprès des 65 ans et plus et des catégories les plus aisés, ainsi que 7 points auprès des retraités et 3 points chez les sympathisants de l'UMP. (Reuters 07.03)

Ne cherchez pas pour qui ils vont voter : FN !

1.3- Une troisème confirmation. Un psychopathe au sommet de l'Etat.

Des journalistes de Marianne, Maurice Szafran, directeur du magazine, et Nicolas Domenach, journaliste politique, signent [Off] Ce que Nicolas Sarkozy n'aurait jamais dû nous dire "qui retrace vingt années d'entretiens confidentiels avec le président".

Selon les extraits publiés par Marianne, on découvre un Sarkozy qui "*a le jugement souvent expéditif*". Aux yeux du président de la République, on passerait vite pour des "*nuls*", des "*médiocres*", des "*connards*".

Les deux journalistes révèlent que Nicolas Sarkozy a longtemps considéré le nouvel homme fort du gouvernement Alain Juppé comme un "*fou*".

Ainsi, quand le maire de Bordeaux a appelé Nicolas Sarkozy pour le féliciter pour sa nommination au ministère de l'Intérieur et lui dire qu'il était désolé qu'il ne soit pas promu à Matignon, ce dernier a "*explosé de rage*".

"*Tu es complètement malade. C'est toi qui m'as poignardé dans le dos, et maintenant tu viens me présenter des condoléances !* ", aurait-il dit à Alain Juppé.

"*Juppé, c'était pour lui désormais la figure paroxystique du technocrate devant lequel il se jurait de ne plus faire de complexe. 'Il leur manque une case', nous disait-il. Ces mabouls' ont perdu le contact avec la réalité*", racontent les deux journalistes de Marianne.

Autre épisode croustillant à lire dans Off : nous sommes en 1995, après l'élection de Jacques Chirac, Sarkozy (qui avait soutenu Edouard Balladur) s'estime persécuté par Alain Juppé. "'Du délire, s'indignait encore Sarkozy quinze jours après (l'élection présidentielle, ndlr). Ce malade avait même tourné le dos à Cécilia avant de s'enfermer dans une loge jusqu'à ce que je m'en aille'. Le maire de Neuilly n'en doutait pas : 'Il a perdu les pédales, il veut me tuer'".

"*Au fond, il a peur de moi. Il veut me tuer, consciemment ou inconsciemment*", aurait encore confié le chef d'Etat aux journalistes.

Dominique de Villepin n'est pas épargné non plus par Nicolas Sarkozy. D'après Maurice Szafran, Nicolas Sarkozy aurait aussi dit à une époque de Dominique de Villepin : "*il est fou*" car il considérait que le CPE (contrat première embauche) était "*une folie politique absolue*", a expliqué l'auteur du livre sur Europe 1.

Et tout le monde a droit à son petit qualificatif cash et féroce : Chirac est "*con*", Fillon est "mou", Raffarin une "*serpillière*".

Szafran et Domenach racontent aussi une hallucinante interview d'un Sarkozy... torse nu dans les jardins du ministère de l'Intérieur. (Lepost.fr 07.03)

Et après ils oseraient nous attaquer en diffamation parce qu'on les traite de tous les noms... Ou encore qu'ils sont les seuls à pouvoir gouverner et que les travailleurs n'en seraient pas capables ? Foutaise, renvoyez-moi tout cela au musée des antiquités et plus tôt sera le mieux ! Faisons table rase du passé dit la chanson...

2- Etats-Unis. Obama donne satisfaction aux républicains.

L'administration Obama a levé lundi la suspension des nouveaux procès de détenus devant les tribunaux militaires de Guantanamo et a mis en place un processus de maintien en détention de ceux qui n'ont pas fait l'objet d'inculpations.

Le président Barack Obama a dit avoir ordonné au département de la Défense d'annuler un décret qui suspendait la présentation de nouveaux chefs d'inculpation aux tribunaux militaires du camp. Le président avait fait suspendre les nouveaux procès à la prison militaire début 2009, peu après son entrée en fonctions.

Obama a également signé lundi un décret autorisant le maintien en détention de certains prisonniers de Guantanamo qui n'ont été ni inculpés, ni jugés coupables ni désignés pour un transfert mais qui sont considérés comme une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis.

La Maison blanche a fait savoir qu'Obama restait déterminé à fermer la prison de Guantanamo à terme, sans toutefois avancer de date.

La prison de la base militaire installée sur l'île de Cuba compte encore 172 détenus dont une trentaine sont censés être traduits en cour d'assises ou en cour martiale. L'opposition républicaine a fait pression pour que les procès aient lieu à Guantanamo. (Reuters 07.03)

Ce serait intéressant de ressortir les articles parus juste avant et après son élection... L'impérialisme américain se crispe, aurait-il par hasard des raisons de s'affoler avec ce qui est en train de se passer en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ? On y reviendra plus tard.

Social.

Les généreuses intentions de la FAO (l'ONU) envers les femmes.

Quelque 925 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2010, a annoncé lundi l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, souligne que mettre fin à la discrimination contre les femmes dans l'agriculture est nécessaire pour faire reculer la faim dans le monde. "*L'égalité des sexes n'est pas simplement un idéal noble, c'est également crucial pour le développement agricole et la sécurité alimentaire*", a-t-il déclaré.

Les femmes représentent 43% en moyenne de la main d'oeuvre agricole dans les pays en développement, selon le rapport de la FAO publié à Rome à la veille de la journée internationale de la femme. (AP 07.03)

Quelle noble intention anime la FAO envers les femmes ! Voyons de plus près ce qu'il en est vraiment dans un pays en développement comme ils disent, l'Inde où je vis depuis plus de 18 ans.

Les négriers, des grands exploitants agricoles aux patrons d'entreprises en passant par les simples boutiquiers, ont bien compris le profit qu'ils pourraient tirer du travail des femmes qu'ils exploitent à la place des hommes en leur versant des salaires souvent inférieur de 50% à celui des hommes, voire davantage encore, cela va parfois du simple au double.

Ce qui explique par exemple qu'à Pondichéry ils emploient des jeunes femmes de préférence chaque fois que les postes de travail le permettent, dans la quasi totalité des commerces, dans les stations services ce sont elles qui vous servent l'essence, les hommes remplissent la fonction de caissier, idem dans l'industrie, les postes de travail pénibles sont réservés aux femmes que les hommes surveillent ou commandent.

Autre avantage à employer des femmes : elles sont jeunes, elles ne sont pas toujours majeures, main d'oeuvre sans défense taillable et corvéable à merci, payée avec un lance-pierres et traitées comme des domestiques ou des esclaves qui baissent la tête en présence de leur patron, c'est ainsi que les hommes traitent le plus souvent leurs propres épouses, disons dans 99% des cas, les patrons savent qu'elles se marieront rapidement, c'est une quasi-obligation en Inde sinon pas un homme ne voudra d'elles après 25 ans, trop vieilles, pas sûr qu'elles soient encore vierges, tout juste bonnes à la casse ou à faire le tapin, du coup le turn-over est exceptionnel et pour ainsi dire naturel, automatique, sans conflits sociaux, quelle aubaine pour les patrons qui les remplaceront par de nouvelles employées payées au salaire minimum et ainsi de suite...

Quant à l'emploi de femmes plus âgées, en échange d'un aménagement de leur temps de travail qui leur est généreusement accordé pour tenir compte de leur rôle de mère de famille, elles doivent accepter des salaires inférieurs de 50% ou davantage à ceux des hommes, c'est le cas de ma belle-soeur Tamayendi qui travaille dans une usine qui fabrique des savons. Au départ c'était des entreprises coréennes ou japonaises qui s'y étaient mises, depuis une dizaine d'années les patrons indiens ont compris quel formidable profit ils pourraient tirer de la main d'oeuvre féminine. Dans de nombreuses usines, le personnel est féminin à plus de 90%, seuls les postes d'encadrement sont occupés par des hommes. Aux champs, rien de changer, ce sont toujours les femmes qui constituent l'essentiel de la main d'oeuvre.

Finalement, plus une activité nécessite de main d'oeuvre, plus les femmes seront nombreuses, non pas que le rapport entre les hommes et les femmes leur serait favorable dans la société, c'est plutôt le contraire en réalité, disons que leur rôle polyvalent dans la société d'épouse et de mères d'un côté, et de femmes travailleuses de l'autre, s'accommode assez bien de la conception de l'employée jetable qu'affectionnent les patrons qui sont de véritables esclavagistes des temps modernes, et si je généralise volontairement, c'est parce que cela correspond à la triste réalité que vivent ces femmes.

Economie.

1- France.

1.1- Racket

Jamais l'essence n'aura coûté si cher. Certains des prix du carburant ont atteint lundi leur record historique à la pompe, où le sans-plomb 95 se vend désormais à un peu plus de 1,50 euros le litre. Le litre de sans-plomb 98, lui, atteint 1,54 euros.

Reste le gazole, le carburant préféré des Français (78 % de la consommation) : il atteint 1,35 euros au litre. (20minutes.fr 07.03)

1.2- On brade... les caisses de l'Etat sont vides !

L'État, qui détient 60 % des aéroports de province, lancera au printemps l'ouverture du capital de ceux de Lyon, Toulouse, Bordeaux et Montpellier. L'opération sera finalisée en décembre.

Les aéroports de province sont détenus à 60 % par l'État, à 25 % par les chambres de commerce et à 15 % par les

collectivités territoriales. (Lefigaro.fr 07.03)

2- Grèce. Chantage.

L'agence de notation Moody's a dégradé à nouveau lundi la note de la Grèce passant de B1 à Ba1, craignant que Athènes qui a obtenu une aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) soit contrainte de restructurer sa dette déjà importante. (AP 07.03)

Haut de page

Le 9 mars

Pressé par le temps pour satisfaire des obligations administratives urgentes, bien que j'aie reçu un courriel d'un militant qui l'a beaucoup apprécié, je crois que j'ai un peu saboté la fin de ma causerie d'hier consacrée aux inégalités salariales entre hommes et femmes. Au choix, un complément ou un rectificatif.

Il était beaucoup plus facile de répondre de façon plus cohérente à la question que je posais hier. Quand dans un couple ou une famille l'un des deux travaille et perçoit un salaire, l'autre qui demeure au foyer devrait recevoir l'équivalent d'un salaire des allocations familiales ou de l'Etat en échange des différentes responsabilités et tâches qu'il ou elle effectue, afin de garantir l'équilibre et le bien-être de chaque membre de la famille tout en ayant les moyens de satisfaires ses aspirations. Cela tout au long de la vie, en sachant que rien n'est figé et que l'un peut prendre la place de l'autre, l'homme ou la femme, et qu'eux seuls doivent en décider librement.

La revendication d'un salaire pour la femme (ou l'homme) au foyer a été évoquée timidement à différentes époques je crois me souvenir, pour être aussitôt abandonnée et classée parmi les revendications utopiques ou impossibles à soutenir, donc à satisfaire puisque incompatible avec le capitalisme. Pourquoi ne pas la remettre sur le tapis en l'étendant aux hommes, ne correspondrait-elle pas à un besoin réel et urgent compte tenu que les rapports familiaux (notamment) sont en train de se déliter dangereusement ? Comment se fait-il que personne n'y pense (à ma connaissance) ? Où ont-ils tous la tête ? Dans le sable ou tournée vers le passé, mais certainement pas vers le futur.

Trois sujets en bref.

1- Ils parlent d'augmenter la TVA à 5% ou dite réduite qui concerne les produits alimentaires histoire d'appauvrir un peu plus les plus pauvres. Mais saviez-vous que les transactions sur les chevaux de course, les chevaux d'agrément ou encore les poneys, qui comme chacun sait concernent les couches les plus défavorisées de la population, bénéficient également de la TVA à 5%. Bruxelles veut y mettre un terme pour appliquer la TVA à taux plein, à Neuilly, Deauville ou Chantilly l'aristocratie en est toute retournée !

2- Qui exploite le pétrole ? Des multinationales cotées en bourse. Qui détient les actions de ces multinationales ? Des millionnaires ou milliardaires en dollars ou euros.

Qui spécule sur l'augmentation du cours du pétrole ? Les mêmes.

Qui profite de l'augmentation du cours du pétrole ? Les mêmes. Ajoutons les Etats producteurs de pétrole.

La chose est entendue, n'est-ce pas ? Les multinationales augmentent leurs marges par le biais de cette augmentation. Sauf pour le gouvernement :

Fillon " *a demandé à la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, de vérifier que les entreprises pétrolières ne profitaient pas de l'envolée des cours du baril pour augmenter leurs marges.*" (20minutes.fr 08.03)

3- Plénel Mélenchon même combat : la tête dans le sable quand quelque chose les dérange ! Ou les enfonceurs de portes ouvertes ou encore, une affaire qui n'en est pas une, une petite dernière : quand les populistes feignent de découvrir... une pratique courante pour faire parler d'eux, leur seul moyen d'exister, le même que la classe dominante pour le reste, tirer profit de l'ignorance populaire.

LeMonde.fr d'hier précisait : "*Les personnes interrogées par Harris Interactive pour ces deux sondages parus dans le Parisien ont été "payées", affirme Mediapart mardi 8 mars. L'institut rétorque qu'il s'agit d'une simple "incitation", comme en promettent la plupart des sondages en ligne.*"

Parole d'internaute.

- Comme c'est drôle ! Habituellement on ne remet pas en cause les sondages ; mais cette fois ci, c'est différent... Les résultats ne convenant pas à nos classes politiques classiques, on a en demandé un autre ! Résultat idem, sinon pire pour eux ! Alors maintenant, ils critiquent la méthodologie du sondage, le fait qu'il ait été rémunéré (comme tant d'autres d'ailleurs...) mais oublient que même dans ce cas les sondés n'ont pas été rémunérés sur leurs réponses pour le FN ! Ridicules, ils sont tous ridicules avec leurs réactions. Ils feraient mieux de se rendre à l'évidence et de faire leur méa culpa ; Mais au moins cette fois ci ils ne pourront pas dire "qu'ils n'ont rien vu venir"... !

Politique.

1- France

1.1- Faisons preuve de davantage de subtilité... De la persévérance bien sûr, mais de la finesse aussi... pour arriver à nos fins.

Le gouvernement français a renoncé mardi à étendre dans l'immédiat la déchéance de nationalité aux auteurs de certains crimes graves, une mesure figurant pourtant dans un projet de loi sur l'immigration.

"*La majorité doit rester soudée. Si on se divise, le texte ne sera pas voté et le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, n'aura pas les moyens de lutter contre l'immigration clandestine*", a mis en garde François Fillon. "*Ne nous privons pas de moyens d'intervention efficaces.*"

Devant l'Assemblée, le nouveau ministre de l'Intérieur Claude Guéant a toutefois estimé que cette disposition pourrait être intégrée "*dans un texte plus général sur la question éminemment importante de la nationalité française*".

Il a souhaité que la mission d'information sur la nationalité trouve "*une traduction législative appropriée dans les meilleurs délais*". (Reuters 08.03)

1.2- Dictature en marche, la remise en question de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance (déjà très relative) de la justice.

Jean-François Copé a lancé mardi le débat sur la justice et l'application des peines à la Maison de la chimie, à Paris.

Plusieurs intervenants ont répondu à l'invitation du patron de l'UMP tels que Rachida Dati, ex-ministre de la Justice, l'avocat Philippe Bilger ou encore Christian Marquès, du syndicat FO pénitentiaire...

"*Après la tragédie de Pornic et le meurtre de la petite Laetitia dans des conditions épouvantables, il faut agir*", lance le député-maire de Meaux à la salle archi-comble, essentiellement composée de quinquagénaires. Pour "*mieux assurer la sécurité des Français*", Jean-François Copé propose une mesure-phare : "*Le parquet, le procureur doit assumer l'entière responsabilité de l'exécution des peines.*" Cette responsabilité est actuellement assurée par le juge d'application des peines, lequel n'est pas soumis hiérarchiquement au pouvoir exécutif. Le patron de l'UMP plaide aussi pour "*supprimer les réductions de peine automatiques*", accélérer la construction de places de prison ou encore généraliser le port du bracelet électronique chez les délinquants récidivistes. Autant de mesures à intégrer dans le programme du candidat de la majorité afin de "*restaurer la confiance*" des Français dans la justice. (Lepoint.fr 08.03)

L'UMP est aux abois, alors Copé dérape et produit un faux quand il dit lors de ce "*débat*" nauséabond : "*"Marine Le Pen propose la peine de mort pour tous les trafiquants. Qui, dans cette salle, peut dire que son enfant n'a jamais consommé de la drogue ou dealé ? Eh bien Marine Le Pen veut la peine de mort pour cet enfant*". Et de conclure : "*Quand on vote FN, on vote pour une présidentiable. Alors, à quinze mois de la présidentielle, je vous dis qu'il faut voter pour des hommes et des femmes responsables.'*"".

Un internaute (infréquentable) précise que "*Marine Le Pen a proposé un référendum sur la peine de mort et concernant la drogue, elle a parlé de "gros trafiquants" et de "meurtriers récidivistes"... Qui mériteraient au moins la prison à vie sans remise de peine...*" et non de petits dealers ou de consommateurs.

Il a encore fallu que le syndicat FO se fourvoie en apparaissant au côté de Copé, sans doute pour convaincre une assistance acquise aux thèses racistes, xénophobes ou anti-jeunes de l'UMP et du FN.

1.3- Jetez-les à la mer ! Faisons le boulot du FN !

"*Il faut rassurer les Français sur toutes les migrations de populations qui viendraient de la Méditerranée. Après tout remettons-les dans les bateaux!*" a déclaré l'ancienne porte-parole de l'UMP à la presse dans les couloirs de l'Assemblée.

"*Le temps n'est plus à la parole mais aux actes et aux décisions*" a ajouté Chantal Brunel. "*Marine Le Pen n'a aucune solution à proposer. Nous, on doit montrer qu'on a des solutions*" a-t-elle ajouté. "*On doit assurer la sécurité en France et rassurer les Français*" a-t-elle conclu.(Lepost.fr 08.03)

2- Libye.

Les insurgés libyens ne poursuivront pas Mouammar Kadhafi pour les crimes qu'il a commis à condition de quitter le pouvoir dans les prochaines 72 heures, a annoncé mardi le président du Conseil national libyen (CNL, rebelle).

"*S'il quitte (...) la Libye dans les 72 heures et met un terme aux bombardements, nous nous abstiendrons de le poursuivre pour crimes*", a déclaré à la télévision qatarie Al Djazira Moustafa Abdeldjeïl, ancien ministre de la Justice passé dans le camp des insurgés.

L'ancien ministre, qui s'exprimait à la mi-journée, a souligné que cet ultimatum ne serait pas prolongé au-delà des 72 heures. (Reuters 08.03)

Les forces loyales à Moammar Kadhafi ont continué à pilonner mardi les rebelles à coups de tirs de roquettes et de frappes aériennes à Ras Lanouf, pour tenter d'empêcher leur progression vers Tripoli. Au moins 26 personnes, selon des médecins, ont été blessées, dont certaines grièvement. Un immeuble a été endommagé par un raid, le premier à toucher une habitation.

D'après un témoin qui a requis l'anonymat, chars et véhicules de combat parcouraient la localité de Zaouia (50km à l'ouest de Tripoli) et tiraient sur des habitations tandis que l'électricité, le téléphone et Internet étaient coupés. "*La ville est en ruines*", a-t-il dit à l'AP après avoir réussi à quitter Zaouia et à gagner un secteur lui permettant utiliser son téléphone mobile. "*Certains bâtiments ont été entièrement détruits*", "*il y a de nombreux blessés mais les hôpitaux vont se trouver à court d'approvisionnements*".

Sur un autre front, l'aviation libyenne a mené au moins cinq raids aériens dans la journée près de positions rebelles dans le port pétrolier stratégique de Ras Lanouf (620km à l'est de Tripoli). Les forces pro-Kadhafi ont aussi tiré des roquettes sur les opposants. Au moins 26 blessés, dont certains gravement touchés, ont été transportés à l'hôpital de la ville, selon des médecins sur place.

Le régime Kadhafi recourt chaque jour davantage à la force aérienne, soulignant du même coup la vulnérabilité des rebelles, qui tentent d'avancer en terrain découvert vers la capitale le long de la côte méditerranéenne. (AP 08.03)

3- Yémen.

La police yéménite a ouvert le feu sur des manifestants, mardi à Sanaa, faisant une cinquantaine de blessés, dont trois graves, rapportent des témoins. (Reuters 08.03)

Une émeute a éclaté dans une prison de la capitale yéménite Sanaa, où environ 2.000 détenus se sont joints au mouvement d'opposition appelant au départ du président Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, selon une source des services de sécurité.

L'émeute a éclaté lundi soir. Les prisonniers ont incendié des matelas, occupé la cour de la prison et pris une dizaine de gardiens en otage, précisait-on de même source.

Les gardiens ont fait usage de gaz lacrymogènes et ont tiré en l'air, sans parvenir à ramener le calme. Plusieurs prisonniers ont été blessés, selon cette source. La sécurité a été renforcée autour de la prison.

Des femmes se sont jointes à une manifestation mardi dans la ville portuaire d'Aden (sud), où un jeune a été grièvement blessé par balle à la tête lors d'un rassemblement lundi.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont également descendues dans la rue dans des villes de la province méridionale d'Ibb, appelant les autorités à traduire en justice les auteurs d'une attaque contre des manifestants dimanche qui a fait un mort et 53 blessés. Des appels à manifester ont été lancés dans tout le Yémen pour soutenir les revendications des manifestants d'Ibb.

Dans la province de Dhamar (sud-est), des milliers de protestataires ont réclamé mardi le départ du président Saleh. D'importantes manifestations avaient également lieu dans la province montagneuse de Shabwa et dans les provinces d'Hadramawt

et Taez.

Par ailleurs, pour la première fois depuis le début du mouvement de contestation au Yémen, des graffitis hostiles au président Saleh ont été découverts dans son village natal de Sanhan, aux portes de Sanaa. La police a annoncé avoir ouvert une enquête pour tenter de découvrir les auteurs du slogan "le peuple veut que le régime se retire", peint sur les murs de la localité. (AP 08.03)

4- Oman.

Plus de 150 manifestants se sont rassemblés mardi devant le siège de la télévision publique dans le sultanat d'Oman afin de demander plus de liberté pour la presse. Lire la suite l'article

La manifestation pacifique s'est déroulée à Mascate, la capitale de cet Etat situé au sud de la péninsule arabique. (AP 08.03)

5- Koweit.

Un millier de manifestants se sont rassemblés mardi devant le principal bâtiment gouvernemental de la capitale Koweït, pour réclamer des réformes politiques et davantage de liberté.

Aucun incident n'a été signalé lors de la manifestation sous la surveillance des forces de sécurité, qui ont bouclé la place Safat dans le centre de Koweït. Une mise en garde à l'adresse des protestataires, dont l'un des slogans est: "*Partez! Nous méritons mieux!*". "*Un nouveau pays avec un nouveau Premier ministre*", lisait-on également sur des banderoles.

Il s'agit des premiers rassemblements au Koweït depuis les soulèvements dans le monde arabe. Mais ce pays du Golfe, aux importantes ressources pétrolières, a déjà connu par le passé des manifestations.

Le Parlement le plus puissant de la région se trouve au Koweït et les députés de l'opposition ont ouvertement bataillé contre le système au pouvoir. Le Premier ministre, Cheikh Nasser Al Mohammed Al Sabah, a failli chuter par deux fois lors de motions de censure.

En février, la police koweïtienne avait fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants qui réclamaient l'obtention de la nationalité koweïtienne et les bénéfices qui l'accompagnent. (AP 08.03)

Social.

Espagne.

Les employés de la compagnie publique chargée de la gestion des aéroports espagnols ont appelé mardi à 22 jours de grève durant la haute saison touristique pour protester contre un projet de privatisation partielle.

Selon le préavis déposé auprès de ministère du Travail, le personnel se mettrait en grève le 20 avril jusqu'au dimanche de Pâques. D'autres jours de grève sont prévus en mai, juin, juillet et août. Le document précise qu'il reste "*assez*" de temps pour négocier et éviter la grève, selon Cesar Revuelta, un représentant syndical d'AENA.

M. Revuelta explique que les employés craignent notamment des réductions de salaire avec la privatisation partielle. (AP 08.03)

Haut de page

Le 10 mars

Pas le temps de vous proposer la causerie que j'avais commencé à préparer ce matin, ce sera pour demain. J'ai encore eu des problèmes avec le serveur situé en Inde (Tata), j'ai dû attendre le début de l'après-midi pour accéder aux dépêches de presse. De plus j'ai passé la moitié de la matinée à des formalités administratives dans un pays réputé pour avoir l'une des pires bureaucratie du monde, mes nerfs sont mis à rude épreuve ! Et demain matin rebelote. Dernière chose, j'ai retiré de l'argent pour m'équiper d'un portable et un autre modem dans les jours qui viennent, en espérant que cela permettra de régler tous mes problèmes et de vous proposer un meilleur service.

J'ai reçu un courriel d'un camarade qui a adressé mon article sur le FN à un de ses collègues de la CGT qui lui a répondu : "*L'article sur le FN est remarquable de justesse.*". Je ne sais pas si je suis autorisé à publier le contenu de son courriel qui ne

manque pas d'intérêt et dans lequel il aborde cette question sous un autre angle. Au camarade de me répondre puisqu'il se connecte tous les jours sur le site, bien à toi en passant.

Lu dans le IO n° 139 paru hier.

Que pensez-vous de la dernière campagne dont les dirigeants du POI ont accouché "*non à la réforme constitutionnelle*" ? Personnellement je suis contre et j'expliquerai pourquoi demain. En deux mots, si nous ne préférerions pas la Constitution de la Ve République au projet de Constitution européenne rejeté en mai 2005 contrairement à D. Glucktein, nous ne préférons pas davantage la Constitution de la Ve République à ce qu'elle pourrrait devenir demain une fois cette "réforme" réalisée, désolé, nous ne nous reconnaissons dans ni l'une ni l'autre. Il mérite bien la caractérisation que j'en ai donné récemment.

Mieux, le POI continue d'entraîner les travailleurs et les militants à s'adresser à la vermine qui soutient le régime "*au conseiller sortant PRG et au maire PS* de la Charente et de la Rochelle. Ils tiennent absolument à les réhabiliter ou à les légitimer. Question : comme la Constitution ?

Mieux encore, saviez-vous qu'il existait des "*municipalité(s) communiste(s)*" en France, sans guillemets ? Ah mais où avais-je la tête, les élus du PCF sont des communistes, et nous, nous sommes quoi au juste, peut-être des arrières petits-enfants du Petit Père des Peuples qui s'ignorent ou de vulgaires gauchistes ? Question : ne tenteraient-ils pas de réhabiliter cette saloperie stalinienne ? C'est quand même marrant l'intérêt que ces dirigeants du POI portent aux staliniens et aux réformistes qui ne sont pas vraiment proches de l'avant-garde de la classe ouvrière ou qui sont carrément étrangers au mouvement ouvrier, et le mépris qu'ils témoignent envers tous les militants avec lesquels ils partagent en principe la même cause mais qui ont des désaccords avec eux, cherchez l'erreur.

A propos des droits des femmes c'est encore plus consternant, ils n'ont retenu que la remise en cause par l'UE de l'assurance automobile à un tarif préférentiel pour les femmes, sans avancer la moindre proposition évidemment, sauf rompre avec l'UE...

Pas un mot sur la question du FN dont tout le monde parle, ce n'est pas nous qui avons décidé d'en parler, on nous a imposé ce sujet et nous y avons répondu en prenant nos responsabilités, à croire qu'au POI ils ne sont pas plus à l'aise pour en parler que dans tous les autres partis. Auraient-ils quelque chose à se reprocher par hasard ? Mais non, mais non, ne changez rien, vous êtes parfaits comme vous êtes.

Politique.

1- France.

Cynisme et mépris. Du "***sang-froid***" il en faut pour faire le sale boulot.

Mardi, lors d'une visite dans le Morbihan, Nicolas Sarkozy, "*il faut du sang-froid*", a-t-il déclaré.

Selon des participants à la réunion hebdomadaire à huis clos du groupe UMP à l'Assemblée nationale Fillon a déclaré "*Il faut toujours garder son sang-froid*".

Jean-François Copé, a également lancé le mot magique au Forum de Radio J, en appelant sa famille politique à "*garder son sang froid*" .

"*Il faut savoir garder son sang-froid*" avait lancé le même jour le ministre du travail, Xavier Bertrand, dans Le Parisien. (Lepost.fr 09.03)

2- Turquie. Encore un Etat fréquentable.

Les incarcérations de Nedim Sener et d'Ahmet Sik sont-elles celles de trop? Connus pour avoir dénoncé les tentatives de coup d'État au sein de l'armée et leur plume antigouvernementale, ces deux journalistes ont été placés en détention dimanche pour «appartenance à une organisation terroriste». Accusés d'avoir participé à un complot pour chasser du pouvoir les islamo-conservateurs, ils rejoignent la cohorte de militaires, mafieux, hommes d'affaires ou journalistes actuellement emprisonnés dans le cadre des affaires «*Ergenekon*» et «*Masse du forgeron*». Leur arrestation suscite un tollé chez leurs confrères et les adversaires du Parti de la justice et du développement (AKP) en place, qui dénoncent la mise en place d'«*une République de la peur*». La confusion gagne également les Turcs qui, jusqu'à présent, soutenaient les procès en cours et s'alarment désormais d'une dérive de la justice.

Pris à partie, le premier ministre a réfuté toute velléité de «*bâillonner la presse*». «*Les inculpations de journalistes n'ont rien à voir avec le gouvernement*», a déclaré mardi Recep Tayyip Erdogan, répétant qu'il fallait laisser la justice faire son travail. Dans

un communiqué, le procureur qui a ordonné les mises en détention a assuré qu'elles étaient motivées par «*des preuves*» et non par leurs écrits. Mais les raisons de l'arrestation des deux journalistes, difficilement soupçonnables d'accointance avec les forces criminelles nichées dans l'appareil étatique, restent pour le moins obscures. Nedim Sener avait récemment publié un livre dans lequel il accuse la police de complicité dans l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink, en 2007. Ahmet Sik est un des journalistes qui ont révélé les plans fomentés par les militaires en 2003-2004 pour renverser Erdogan.

Pour leur comité de soutien, les deux hommes ont en commun de critiquer la puissante confrérie musulmane de Fetullah Gülen. Selon ses détracteurs, le mouvement contrôle désormais la police et est de plus en plus influent au sein de la justice. Alors qu'il était emmené par les policiers, Ahmet Sik a désigné la communauté religieuse: «*Qui s'en approche trop s'y brûle.*» Il s'apprêtait à publier une enquête consacrée à son infiltration dans les services de sécurité.

Ce n'est pas la première fois que les adeptes de l'imam Gülen, installé aux États-Unis, sont accusés d'embastiller leurs opposants. Hanefi Avci, un ancien chef de la police, a publié l'été dernier un ouvrage dans lequel il dénonce le noyautage des forces de l'ordre par les gülenistes. Il est en prison depuis cet automne.

Même des intellectuels sympathisants de la cause de Fetullah Gülen se préoccupent de la tournure prise par les événements, tel Mustafa Akyol qui craint un «*risque de maccarthysme*». La suspicion a gagné le palais présidentiel de Cankaya. Ainsi, un proche d'Abdullah Gül, le chef de l'État, est persuadé que la confrérie a ordonné les arrestations et qu'elle est devenue incontrôlable.(Lefigaro.fr 09.03)

Social.

1- France.

1.1- Un appel qui rencontre un franc succès.

Des enseignants - 250 selon les organisateurs, 100 selon la police - se sont rassemblés mercredi en début d'après-midi devant la Sorbonne à Paris pour protester contre la suppression de postes dans les collèges et lycées d'Ile-de-France.

Trois syndicats de la FSU (première fédération de l'Education) avaient appelé les enseignants à ce rassemblement régional.

Ils entendaient protester contre les conséquences de ces suppressions de postes : "*augmentation conséquente du nombre d'élèves par classe, suppression des cours à effectifs réduits*", "*augmentation des heures supplémentaires*" pour les enseignants et, dans certains cas, suppression d'options.

Un collectif de 25 organisations, dont les principaux syndicats d'enseignants, la FCPE (parents d'élèves), l'UNL et la FIDL du côté des lycéens, appelle à des manifestations dans toute la France le 19 mars pour dénoncer les suppressions de postes. (Libération.fr et AP 09.03)

1.2- Le parquet et le Palais complices des voyous de la finance.

Les enquêtes financières "*sont en danger à Paris*", a estimé mercredi l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), précisant que les effectifs du pôle financier du tribunal de grande instance de Paris ne cessent de diminuer.

Le ministère de la Justice "*réduit significativement les moyens humains et matériels des enquêtes*" financières menées à Paris, affirme l'AFMI dans un communiqué. Selon l'association, les juges d'instruction qui étaient au nombre de 23 en 2009 ne sont plus que 18 aujourd'hui. Quant aux membres du parquet, leur effectif est passé de 23 à 21 sur la même période.

Cette baisse des effectifs touche également les assistants spécialisés. De dix à l'ouverture du pôle financier en 1998, il ne sont plus que quatre, selon ce communiqué.

Depuis plusieurs années, le nombre d'informations judiciaires, c'est-à-dire des enquêtes conduites par des juges d'instruction, n'ont cessé de diminuer au profit d'enquêtes préliminaires, dirigée par le parquet. (AP 09.03)

1.3- Comment tirer profit de la crise du logement. En toute légalité bien sûr.

L'annonce est parue il y a quelques jours sur un site immobilier: propriétaire recherche locataire pour une studette meublée de 9m2 dans un quartier étudiant de la capitale avec kitchenette équipée, douche et WC sur le palier. Le tout pour 740 euros par mois, charges comprises.

«*Les micro-logements non meublés, de 12m2 ou moins, se louent 50% plus cher au m2 que les appartements de 4 ou 5 pièces.*

Ce constat se vérifie partout, à Paris, Lille, Marseille et dans d'autres villes de France», explique à 20minutes.fr Michel Mouillart, professeur d'Economie à l'Université Paris X et auteur de l'étude.

Dans Paris intra-muros, une studette de 12m2 ou moins se louait ainsi en moyenne 32,8 euros le m2 l'année dernière, contre 24,7 euros/m2 pour un studio 1 pièce et 19 euros/m2 pour les 4 pièces. (20minutes.fr 09.03)

2- Grèce.

Le taux de chômage en Grèce a augmenté en décembre, passant à 14,8%, a annoncé mercredi l'Autorité statistique grecque. (AP 09.03)

Economie.

Guinée.

Le président guinéen Alpha Condé a annulé un contrat signé avec le groupe français Getma International pour la gestion du terminal de conteneurs du port de Conakry.

M. Condé a annoncé à la télévision publique mardi soir que son gouvernement mettait fin à ce contrat de 25 ans, qui avait été signé par son prédécesseur. Il a également dit son intention de réexaminer tous les contrats qui ne sont pas bénéfiques à son pays. (AP 09.03)

Haut de page

Le 11 mars

J'ai corrigé le lien vers les articles de presse de mars :

- Mars du 1er au 11 - au format pdf (54 pages)

Le courriel d'un militant de la CGT qu'un camarade m'a transmis avant-hier. Je n'ai plus le temps de le commenter.

"*L'article sur le FN est remarquable de justesse.*

Les luttes de 2009 et 2010 mettaient en cause de façon plus ou moins conscientes l'Union européenne, l'euro et les institutions. Seule, de tous les candidats envisagés, Marine Le Pen prend bille en tête ces questions à bras le corps. De plus, le FN est un parti utilisé par les autres (notamment pour le vote utile qui favorise la bipolarisation) mais il n'est pas ressentit comme ça. Il est ressentit comme un parti à part. Et comme tous les autres partis sont mis dans le même sac, le FN devient la solution. Après on peut évidemment dire (en raccourci comme je l'ai fait) d'aller étudier son programme sur internet qui n'a rien de social, il n'empêche que c'est un parti qui devient populaire.

On peut quand-même faire remarquer aux gens que sur les retraites, que sur les privatisations et les luttes en général, le FN s'est fait discret, on ne l'a pas entendu. Et ce serait bizarre qu'un parti qui ne reconnaissait pas les luttes serait une solution aujourd'hui pour l'aboutissement de celles-ci."

Le même camarade de la CGT a envoyé un autre courriel à mon contact à propos de la lettre de Thibault.

"*Sacré Nanard !*

Je viens de recevoir cette lettre de Bernard Thibault adressée aux organisations de la CGT (pièce jointe).

Sacré Nanard, voilà qu'il passe son temps à diaboliser le FN au lieu de chercher à comprendre quels facteurs favorisent sa popularité !

Décidemment, cette invention de François Mitterrand, le FN médiatisé, sert à toutes les sauces.

C'est tout bon pour le bipolarisation (le vote utile) chère aux institutions de la Ve république.

Admirez la phrase : "Cet entrisme dans les syndicats a clairement pour objectif d'en faire des marchepieds au service d'une stratégie politique"*. Comme si c'était nouveau. Comme si, les syndicats (et pas seulement eux) n'étaient pas l'objet d'influences politiques. La CGT, pour ce qui la concerne, ayant souvent été dénigrée pour ça.*

Si la CGT (et Bernard Thibault) se préoccupaient plus des conditions sociales et ne mettait pas un voile sur les luttes de 2009 et 2010 en essayant de faire croire à un hypothétique changement en 2012 (que personne ne croit), peut-être que le FN aurait moins la cote ?

Le FN est opportuniste. Il est le seul parti qui prend bille en tête (au niveaux des discours) les préoccupations de la population : UE, euro, salaire, travail, indépendance, auxquelles il ajoute la haine de l'autre pour tenir ses propres troupes. Le FN occupe un créneau que toutes les autres formations engluées dans la gestionnite n'osent pas occuper. Elles préfèrent se positionner pour des postes gouvernementaux pourtant illégitimes puisqu'ils appliqueront un traité européen refusé majoritairement par les électeurs en 2005 et des mesures refusées par la population et ses luttes de 2009 et 2010.

A président et gouvernement illégitimes, il reste à répondre à la tunisienne. Apparemment, Bernard Thibault ne semble pas vouloir prendre le chemin. Et si nous lui forcions la main ?"

Commentaire très bref.

Nanard, que je traduirais dans le langage populaire par navet, car je n'admets pas les familiarités envers cette vermine, même ironiques, que voulez-vous je suis bourré de vieux principes.

Ce n'est pas trop que les partis ouvriers n'aborderaient pas les questions qu'aborde le FN, ce serait plutôt qu'ils n'ont plus aucune confiance dans tous ces partis ou qu'ils ignorent parfois leur existence ou encore, bien qu'ils les connaissent, leurs discours leur semblent incompréhensibles, alors que celui du FN est direct et simplet, donc plus facilement saisissables.

Cela ne vous fait-il pas penser à ce que je ne cesse de répéter, à savoir que la plupart des travailleurs sont incapables de se reconnaître dans la littérature des partis comme le POI, le NPA ou LO destinée en priorité à des militants aguerris, à une élite constituée d'intellectuels, mais pas à la classe qui finalement leur est en grande partie étrangère ?

Voyez ici comme les choses sont faciles à exposer et à comprendre. L'air de rien on aborde un tas de questions théoriques et politiques qui ne sont pas à la portée de tous les militants, mais en les traitant simplement, un peu comme les choses se présentent au quotidien dans la vie, sans rechercher des effets de style, sans la moindre citation des marxistes, on arrive à déblayer le terrain tout en respectant nos principes et j'espère les enseignements du marxisme, en s'en tenant à notre programme et à notre objectif.

Vous ne trouvez pas qu'au fil du temps on parvient à y voir plus clair ? Je parle également pour moi évidemment. N'est-ce pas l'un de nos objectifs prioritaires ? Si c'était celui de nos dirigeants nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Quelques sujets de causeries à développer.

1- Pourquoi Merkel et Sarkozy avancent-ils sur cette voie, la "*réforme constitutionnelle*" et le "*pacte de compétitivité*" ? Une politique dictée par les besoins du capital, certes, mais encore ? Le pourraient-ils s'ils ne savaient pas à l'avance qu'ils peuvent compter sur le soutien des dirigeants syndicaux et des partis institutionnels dits ouvriers, sans parler de l'absence d'un parti révolutionnaire ?

2- Entendu lors de l'émission *Complément d'enquête* diffusée en différée sur TV5Monde Asie avant-hier : 10.000 professeurs quittent volontairement l'Education nationale chaque année parce qu'ils ne supportent plus des conditions de travail devenues infernales.

3- Lors de la même émission à propos de la discipline ou plutôt du manque de discipline dans les établissements scolaires : "*quand il n'y pas de règles, il y a plein de problèmes, on a besoin de règles*". C'est évident. Mais vous pourriez aussi remettre en cause votre interprétation du monde qui apparemment est erronée, or c'est justement celle-là que vous enseignez à vos élèves, et c'est bien ce monde-là qui est la cause de leur comportement agressif ou violent. Sortez de ce cercle vicieux qui ne peut mener qu'au chaos. Vous êtes semble-t-il parmi les mieux placés pour le comprendre, sauf que vous préférez vous accommoder de ce vieux monde plutôt que de le combattre, vous portez ainsi une part de responsabilité de la situation actuelle, sans vouloir vous accablez ce qui serait une erreur et une injustice, réfléchissez-y.

Il me reste encore trois sujets de causeries que je n'ai pas le temps d'aborder maintenant : tout est possible, un slogan qui correspond à une conception de la lutte de classe que je ne partage pas ; le front unique et ce qu'en pensent l'avant-garde du prolétariat en Tunisie, pas franchement pour c'est le moins qu'on puisse dire ; conserver la Constitution en l'état, la réformer, la replâtrer, pas vraiment ce que réclament les masses révolutionnaires en Tunisie, l'abroger, sûrement, pour donner naissance à

une nouvelle Constitution conforme à leurs intérêts et aspirations.

On vient d'apprendre qu'"un texte de mise en garde contre le Front national doit être adopté le 14 mars par les membres de l'intersyndicale.

C'est la CGT qui prépare le document de base qui sera discuté et amendé par les quatre autres syndicats (CFDT, UNSA, Solidaires et FSU). Par courtoisie, le texte sera apporté à FO qui ne fait pas partie de l'Intersyndicale.

L'organisation de Bernard Thibault a suspendu l'un de ses syndicalistes (Fabien Engelmann, secrétaire CGT des agents territoriaux de la mairie de Nilvange, en Moselle) qui a annoncé sa candidature aux cantonales sous l'étiquette FN, rappelant que les "principes" et les "les valeurs" de la CGT sont incompatibles avec les thèses du Front national.

De son côté, Force Ouvrière a retiré son mandat (déléguée régionale pour le personnel civil des armées) à l'une de ses militantes (depuis 1980) après avoir appris sa candidature aux cantonales. Non en raison de son appartenance au FN, mais parce que le syndicat estime que "*l'indépendance de FO par rapport aux partis politiques est bafouée.*"

Annie Lemahieu a déclaré: «*Je ne vois pas pourquoi ils me retirent mes mandats. On a le droit d'avoir une vie syndicale et politique. Que la CGT exclue ses délégués, je peux le comprendre, mais pas FO. De toute façon, je sais désormais où est mon choix. Ça m'attriste parce que j'ai un engagement de longue date à FO*». L'ancienne adhérente pourrait engager des poursuites contre son syndicat." (Lexpress.fr et 20minutes.fr 10.03)

Disons en introduction, que l'adhésion de ces syndicalistes ouvriers au FN exprime de façon inconsciente la recherche d'une solution politique à la crise du capitalisme qu'ils n'ont trouvé nulle part ailleurs, elle est également la traduction inconsciente de l'exaspération de millions de travailleurs, qui face à une situation sociale et politique de plus en plus insupportable, cherchent la voie de l'affrontement avec le régime.

Cela fait désordre tous ces travailleurs militant parfois depuis des décennies dans des syndicats ouvriers et qui finissent par adhérer aux idées du Front National, n'est-ce pas ? Cela pose un certain nombre de questions, non ? Sommes-nous si nombreux que cela à nous en poser ? Pas si sûr.

Si ces travailleurs se reconnaissent à la fois dans la CGT ou FO en l'occurrence et le FN, cela n'aurait-il rien à voir avec la conception de la lutte de classe des dirigeants de ces syndicats ?

Cela n'aurait-il rien à voir avec leur subordination totale au capital et n'estimeraient-ils pas à juste titre que la politique du FN se situe dans la continuité de celle de ces syndicats ?

Comment peuvent-ils se reconnaître à la fois dans des syndicats qui reconnaissent la lutte des classes et un parti qui en est la négation ? N'y aurait-il pas quelque part une convergence entre la politique de leurs dirigeants et celle du FN qui n'a évidemment pas pour objectif de remettre en cause la domination de classe du capital ? N'est-ce pas sur ce point précis qu'ils se retrouvent ?

Leur adhésion au FN ne met-elle pas en relief la faillite politique des dirigeants de ces syndicats au point que leurs militants ne savent plus très à quel saint se vouer ? N'exprime-t-elle pas ouvertement le degré de pourriture atteint par les sommets du mouvement ouvrier depuis déjà de très nombreuses années ?

Le comportement de ces militants ne porte-t-il pas le coup de grâce à la soi-disant indépendance des syndicats, lorsque chacun sait que la quasi-totalité de leurs dirigeants sont idéologiquement liés au capital, autrement dit, qu'ils font le jeu des partis politiques liés aux institutions ou au régime sans avoir toujours besoin d'y adhérer, un pas qu'ont franchi ces militants ?

Depuis déjà quelques années je ne me contente pas de dénoncer l'incurie politique de nos dirigeants devenue légendaire depuis plus d'un demi-siècle, je la combat quotidiennement, et lorsque j'ai appelé les militants à faire l'inventaire de la politique menée par tous les partis depuis la mort de Trotsky, pas un dirigeant ou cadre n'a trouvé bon de répondre à cet appel, certains infléchissant malgré tout leur politique, l'air de rien, car ils sont incapables de reconnaître leurs erreurs ou modifiant quelque peu leur stratégie pour finalement retomber systématiquement dans les mêmes travers, du front unique et du gouvernement PS-PCF ou des partis ouvriers, les voilà qui sur leur lancée en coeur avancent l'objectif d'une Assemblée constituante qui n'est rien d'autre finalement qu'un parlement bourgeois ou le clone de l'Assemblée nationale.

Ces syndiqués qui adhèrent au FN montrent à quel point il est difficile de se situer sur un terrain de classe et de s'y tenir. Nos dirigeants étant incapables de leur montrer l'exemple, normal qu'ils soient paumés et atterrissent dans les sales pattes de nos pires ennemis de classe. C'est navrant, pitoyable, tout ce qu'on voudra, je l'interprète comme une condamnation sans appel de tous les dirigeants actuels des partis ouvriers ou dits ouvriers et de leur politique qui se sont détournés de l'objectif du combat du mouvement ouvrier : élever le niveau de conscience politique des travailleurs, les organiser, afin de préparer les conditions

qui permettront au prolétariat de prendre le pouvoir.

La révolution tunisienne a vu le jour spontanément, elle a démontré que même sans parti la classe ouvrière et les masses étaient capables de se dresser contre le régime, mais à l'étape suivante, elle a démontré aussi qu'il lui serait impossible de vaincre sans le parti pour l'éclairer, d'aller plus loin dans sa révolution (démocratique bourgeoise)... Dès lors, notre combat quotidien ne devait et ne devrait pas avoir pour unique objectif des revendications transitoires, encore moins être subordonné à la grève générale ou à la révolution qui verront le jour le moment venu, mais bien de préparer le prolétariat à affronter le régime dans les meilleures conditions possibles, et que parmi ces conditions subjectives figure au premier plan le parti qui sera amené à jouer un rôle décisif dès lors que la lutte pour le pouvoir sera engagée, pour renverser le régime et conserver ensuite le pouvoir...

Au lieu de vouloir faire croire aux travailleurs que l'on peut influer sur le cours des choses sans en avoir réellement les moyens, parce que nos forces sont extrêmement limitées, ce qui revient finalement à se dépenser en pure perte et à démoraliser les militants, ce qui conduit surtout à des compromis pourris avec les représentants du régime et à abandonner nos principes ; de vouloir faire croire aux travailleurs que tout serait possible, alors qu'ils sont les mieux placés pour savoir que c'est impossible, ce qui discrédite ceux qui entonnent ce refrain, nous ferions mieux de leur dire la vérité en face et que rien n'est possible et ne sera possible avant longtemps tant que certaines conditions ne seront pas remplies, et que c'est dès maintenant qu'il faut s'y mettre pour préparer ces conditions, qu'il faut s'organiser, se rassembler, mener le combat ensemble pour construire notre parti, militant par militant, qu'il n'existe ni raccourci ni recette magique pour y parvenir et que tout repose uniquement sur notre engagement politique, notre compréhension que finalement notre activité politique doit être impérativement subordonnée à ce seul objectif dans la situation présente, construire le parti qui portera un jour la classe ouvrière au pouvoir afin d'avancer sur la voie du socialisme. Ne pas avancer dans cette voie, se détourner des enseignements de la révolution russe de 1917, du marxisme, c'est condamner la classe ouvrière au chaos et à la barbarie dans les années et les décennies à venir, c'est inéluctable. Dès lors, à chacun ses responsabilités.

J'ai reçu hier dans ma boîte aux lettres électronique "*L'Éditorial de Jean-Claude Mailly , Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 9 mars 2011*".

De quoi traitait-elle ? De sa dernière "*rencontre avec le président*". Lequel, celui de la République ou celui de l'UMP ? A notre connaissance c'est le même. Tiens donc, auraient-ils des choses à se dire ? Ce président n'aurait-il pas par hasard aucune légitimité, ne serait-il pas ultra minoritaire ou ne serait-il massivement rejeté par les travailleurs ? De qui Mailly détient-il son mandat, quel en est le contenu ? Serait-il de discuter avec ce que chacun s'accorde à décrire comme le président de la République le plus réactionnaire et antisocial depuis plus de 50 ans ? Qu'en attend-il ? Est-ce pour entretenir des illusions sur les réelles intentions de Sarkozy que monsieur Mailly a été réélu secrétaire générale de FO ? Quels intérêts et qui représente au juste Mailly ? Ceux du travail que Sarkozy s'emploie avec constance et persévérance à piétiner, ceux du travail qui honnissent littéralement le représentant du gang du Fouquet's ?

Il écrit : "*À sa demande, j'ai rencontré la semaine dernière le président de la République, qui procède actuellement à une série de rencontres bilatérales avec les responsables syndicaux et patronaux.*". Qu'est-ce que cela a à voir avec le mandat d'un dirigeant syndical ? On vous sonne et en lieutenant zélé du capital vous accourez, c'est bien cela, on ne se trompe pas, n'est-ce pas ?

Non, nous ne nous trompons pas, Mailly termine son éditorial par cette phrase éloquente: "*Sur tous ces points des échanges francs ont eu lieu et sur certains d'entre eux des réponses sont attendues*", la franchise doit être une des nombreuses qualités de Sarkozy, car il faut bien alimenter votre fond de commerce pour entretenir une armée de parasites au service du capital, dont les mieux placés dans les instances de votre syndicat officient à la direction de partis politiques, ce qui ne cause pas de problèmes entre vous puisque finalement vous êtes sur la même ligne politique ou vous partagez les mêmes préoccupations.

Je crois que dans une précédente causerie j'avais pris implicitement position contre la candidature de syndicalistes à des élections sur des listes du FN (ou d'autres partis d'ailleurs), c'était une faiblesse ou une erreur politique et j'explique pourquoi.

Vous avez le droit d'être syndiqué et d'adhérer à un parti politique de votre choix, mais il est préférable que cela ne se sache pas, voilà ce que disent Mailly et Thibault notamment. Secret de polichinelle s'il en est. Vous avez le droit d'avoir une activité politique publique, par exemple participer à des diffusions sur le marché le dimanche matin ou à des réunions publiques de votre parti, dès lors dans votre commune chacun sait précisément qui vous êtes, à quel syndicat et parti vous êtes affilié, par contre vous n'avez pas le droit de vous présenter à une élection politique sous l'étiquette de votre parti, même si vous n'affichez pas officiellement votre appartenance syndicale, c'est prohibé et vous risquez l'excommunication. Donc si les instances d'un parti décidait de présenter à une élection un militant marxiste-révolutionnaire, il devrait obligatoirement abandonner ses mandats syndicaux. Cela présenterait au moins comme avantage pour son employeur de pouvoir le virer plus facilement n'étant plus un "*salarié protégé*".

Trotsky, qui se moquait de ce principe hypocrite qui cache décidément bien mal les réelles intentions de ses partisans, ne reconnaissait pour sa part aux syndicats et aux partis dont à leurs dirigeants ou militants qu'une seule forme d'indépendance, celle face à l'Etat, or en se rendant une nouvelle fois à l'invitation de Sarkozy, on ne peut pas dire que Mailly et les autres dirigeants syndicaux face preuve d'indépendance envers l'Etat au moment où justement il traverse une profonde crise...

Il faut donc voir dans cette visite, un soutien ou une nouvelle manifestation de soumission de Mailly à Sarkozy, aux institutions de la Ve République, ce qui n'a rien de politique puisqu'on vous le dit, au moment répétons-le, où l'immense majorité des travailleurs ont sur le bout des lèvres l'adresse lancée par les travailleurs tunisiens et égyptiens à leurs despotes : dégage ! Mailly et ceux qui l'ont réélu à la direction de FO, ne sont manifestement pas de cet avis, il faut donc en conclure qu'ils ne représentent pas ces travailleurs ou qu'ils ne veulent pas les entendre, du coup on comprend parfaitement dans quelle logique s'inscrit la visite de Mailly chez Sarkozy : la survie des institutions de la Ve République, la survie du capital.

Si vous vous demandiez encore comment faut-il analyser le contenu de la dernière proposition du POI ("non à la réforme constitutionnelle"), parti qui soutient inconditionnellement Mailly si l'on s'en tient (notamment) aux résultats du dernier congrès de FO, vous avez là un début de réponse. J'y reviendrai demain par manque de temps aujourd'hui.

A l'opposée, fidèles à nos principes et nos engagements, nous combattons pour la rupture des relations entre les syndicats et les partis ouvriers avec Sarkozy et l'ensemble des institutions de la Ve République, avec le patronat, ainsi que toutes les institutions internationales du capital, dont l'UE.

Si j'en trouve le temps, je rajouterai un complément après lecture de la lettre de Thibault aux secrétaires généraux des organisations de la CGT.

J'ai mis cette causerie en ligne au format pdf (Acrobate Reader).

Parole d'internaute.

(A propos des "*négociations*" en cours sur les retraites complémentaires et particulièrement sur la retraite de réversion)

- "Bravo Messieurs du patronat et bravo aux syndicats pour avoir aussi bien gérés l'argent que des millions de salariés vous ont confié: qu'avez vous fait de notre argent = "pacifier les relations sociales !!!" Vous n'avez pas mieux géré que nos politiques Si vous aviez géré vos entreposes comme cela : vous seriez poursuivis pour fautes de gestion ou banqueroute. Ou bien, il nous reste à tuer nos conjoints avant 2012 !!! Nous ne vous disons pas merci"

Vous avez raison, ce sont les fossoyeurs du syndicalisme et des droits des travailleurs. Ce sont eux qui les conduisent à adhérer au FN. Allez dire cela à Mailly, Thibault, Gluckstein, Besancenot ou Arthaud, etc., ils vont vous rire au nez ou vous envoyer proprement balader ! Vous avez raison de parler de "*pacification*", il faut que la paix sociale, l'ordre établi règne, ce sont en réalité leur seule préoccupation.

Politique.

1- France.

1.1- Au nom de la "***nécessité de sauvegarder l'ordre public***".

Le Conseil constitutionnel a censuré jeudi treize dispositions de la loi sur la sécurité intérieure (Loppsi 2) votée début février à l'initiative du gouvernement afin de renforcer l'arsenal répressif contre la délinquance et la criminalité.

Parmi les principaux passages retoqués figure la possibilité d'étendre aux mineurs les peines planchers, jusqu'ici réservées aux seuls récidivistes, une disposition jugée «contraire aux exigences constitutionnelles en matière de justice pénale des mineurs», écrit l'institution dans un communiqué.

Pour les mêmes raisons, les Sages ont rejeté la possibilité pour un procureur de convoquer directement un mineur devant le tribunal des enfants sans passer par le juge des enfants.

Toujours concernant les mineurs, le Conseil constitutionnel a validé la possibilité de prendre une décision de «couvre-feu», collective ou individuelle (pouvant être prise par un préfet ou un tribunal des enfants), mais censuré la possibilité de punir pénalement un parent dont l'enfant n'aurait pas respecté la mesure.

Autre disposition invalidée: la possibilité pour un préfet de procéder à l'évacuation forcée de terrains occupés illégalement, sans demander l'avis du propriétaire des terrains.

Cette mesure prise «*sans considération de la situation personnelle ou familiale, de personnes défavorisées et ne disposant pas d'un logement décent*» «*opérait une conciliation manifestement déséquilibrée entre la nécessité de sauvegarder l'ordre public et les autres droits et libertés*», écrit le Conseil constitutionnel.

Concernant le droit des étrangers, les Sages ont aussi rejeté la possibilité, prévue par la Loppsi 2, d'aménager des salles d'audience au sein des centres de rétention administrative.

Ils ont également invalidé l'extension aux agents de police municipaux du droit de procéder à des contrôles d'identité.

Sur le plan de la vidéosurveillance sur la voie publique, le Conseil constitutionnel a accepté l'extension des dispositifs prévue dans la loi. Il a en revanche censuré la possibilité de les exploiter par des personnes de droit privé.

Plusieurs mesures importantes prévues par le texte ont en revanche été validée par le Conseil constitutionnel.

Il a notamment jugé conforme à la Constitution l'extension des peines planchers pour les auteurs de certains délits de violences volontaires avec circonstances aggravantes. Les Sages ont aussi validé l'article 4 de la loi, qui permet à l'autorité administrative d'interdire l'accès aux sites internets diffusant des images pédopornographiques. (Libération.fr 10.03)

1.2- Quelle "***connerie***" ! L'UMP le clone du FN ou l'inverse ? Ne cherchez pas, cela fonctionne dans les deux sens.

Ce jeudi midi à l'Elysée, où Nicolas Sarkozy avait convié à déjeuner la direction de l'UMP, après avoir qualifié les propos de la députée de Seine-et-Marne de "*connerie*" (à propos des Tunisiens débarquant sur la cote - ndlr) , Nicolas Sarkozy a surtout insisté sur l'interdiction de tout accord avec le Front national à l'occasion des cantonales. "*Le président a été très clair: tous ceux qui appelleraient à voter FN seraient exclus de l'UMP*", explique Bernard Deflesselles, directeur général adjoint aux élections. "*On virera ceux qui appellent à voter FN!*", a-t-il lancé, selon Le Parisien.

Selon les estimations, le FN pourrait se maintenir au second tour dans au moins 150 cantons.

En revanche, pas question d'évoquer la possibilité d'un front républicain en cas de duel FN/PS au second tour. Comme Jean-François Copé ou Xavier Bertrand avant lui, Nicolas Sarkozy a renvoyé la question au soir du premier tour. "*On ne va pas commencer à appeler à voter pour la gauche!*", a dit le président, selon un participant. Tant pis pour Nathalie Kosciusko-Morizet ou Gérard Larcher, le président du Sénat: leurs appels à voter PS en cas de duel avec le FN ont été qualifiés d'"*initiatives personnelles*" et jugées inopportunes.

Nicolas Sarkozy ne semble pas sur la même ligne, que son Premier ministre. François Fillon a déclaré samedi dernier dans Le Figaro, au sujet de l'attitude de l'UMP en cas de seconds tours PS/FN : "*Pour ma part, mon attitude sera sans ambiguïté, comme elle l'a toujours été: nous n'avons pas à faciliter l'ascension du Front national.*" (Lexpress.fr et Lepost.fr 10.03)

2- Burkina Faso.

L'association national des étudiants a appelé à une grande manifestation vendredi prochain, après plusieurs jours de troubles dans tout le pays, au cours desquels des étudiants ont brûlé des bâtiments du gouvernement et libéré des prisonniers d'un commissariat, pour protester contre la mort d'un jeune homme.

Les manifestations ont débuté fin février après la mort d'un étudiant en prison. Les autorités affirment qu'il a succombé à une méningite, mais des rumeurs de mauvais traitements ont provoqué des protestations, qui se sont soldées par six autres morts.

Mercredi, le gouvernement a annoncé mercredi la fermeture des écoles jusqu'à nouvel ordre, alors que les étudiants de Ouahigouya, dans le nord du pays, ont incendié le quartier général de la police, la mairie, et le siège du parti au pouvoir.

Ils réclament le limogeage des ministres de la Santé, de la Sécurité et de la justice après la mort le 20 février du jeune homme. Un responsable de la police et un gouverneur ont été renvoyés. (AP 10.03)

Social.

La direction de la Poste a confirmé jeudi la disparition de 11.700 emplois au sein du groupe l'année dernière.

Au cours de l'exercice 2010, le courrier a enregistré un chiffre d'affaires en diminution de 1,2%, à 11,5 milliards d'euros, avec un volume en baisse de 3,5%.

«*Nous avons poursuivi la politique de non remplacement, dans un premier temps de un sur deux et au fur à mesure que la décroissance des volumes s'accélérait (...) des remplacements de un sur quatre, ou un sur cinq*», a ajouté Jean-Paul Bailly.

Selon les données issues du rapport de gestion dévoilées par SUD, la Poste comptait 248.287 agents dépendant de la maison mère en 2009. Ils n'étaient plus que 236.593 en 2010, soit une baisse de 4,7% sur un an.

Au total, depuis 2006, le groupe a perdu 12,9% de ses effectifs (les agents étaient 271.887 en 2006, 264.781 en 2007 et 257.120 en 2008), selon la même source.

La direction de la Poste a annoncé mi-février qu'elle comptait recruter 4.000 personnes en 2011, dont 2.500 en alternance, un chiffre en hausse par rapport à 2010, année au cours de laquelle 2.900 personnes avaient été recrutées, ce qui n'avait pas compensé les nombreux départs non-remplacés. (20minutes.fr et AFP 10.03)

Economie.

1- Espagne.

L'agence de notation Moody's a dégradé la note de l'Espagne, qui passe Aa1 à Aa2, menaçant d'une possible dégradation dans le futur. (AP 10.03)

2- Grèce. Hypocrisie. Pris à son propre piège.

Le ministre grec des Finances, Georges Papaconstantinou, a demandé une action «urgente» contre les agences de notation, dans un courrier adressé aux dirigeants économiques européens et rendu public jeudi, après une nouvelle dégradation de la note grecque par l'agence Moody's. (Libération.fr 10.03)

Comment continuer de vouloir se faire passer pour socialiste quand on est totalement subordonné au capitalisme, c'était plus facile il y a encore 30 ans qu'aujourd'hui, maintenant les masques tombent, c'est la quadrature du cercle.

3- Etats-Unis.

Le déficit du budget fédéral américain a affiché un record mensuel de 222,5 milliards de dollars (161 milliards d'euros) en février, selon les chiffres publiés jeudi par le Trésor.

Le déficit cumulé sur les cinq premiers mois de l'exercice 2011 s'établit à 641,26 milliards de dollars. (Reuters 10.03)

4- Argentine. Barbie persona non grata. Nous nous l'avons en chaire et en os... mais plus pour très longtemps !

Barbie, c'est fini en Argentine. Le pays a fermé mercredi ses portes à tous les produits du fabricant de jouets américain Mattel, dont la poupée Barbie ou les voitures Hot Wheels et Cars, dans le cadre d'une nouvelle série de mesures protectionnistes.

«*Le gouvernement a deux objectifs: l'un avoué, l'autre implicite*», explique à l'AFP Dante Sica, directeur de l'institut d'analyses Abeceb: «*Le premier vise à protéger les industries locales. Le deuxième cherche à préserver l'équilibre de la balance commerciale en pleine année électorale*». L'industrie argentine des jouets est l'une des plus protégées par le gouvernement de la présidente Cristina Kirchner.

L'élection présidentielle doit avoir lieu en octobre. Mme Kirchner n'a pas encore annoncé si elle comptait se représenter. Les jouets fabriqués en Argentine représentent plus de 30% du total, contre environ 5% en 2003 au début du mandat de Nestor Kirchner (2003-2007), le mari et prédécesseur de l'actuelle présidente, décédé en octobre 2010. Le gouvernement a annoncé toute une série de mesures protectionnistes pour tenter de freiner la baisse de l'excédent commercial, qui a chuté de 58% pendant le seul mois de janvier 2011. Le solde, positif, était de 16,9 milliards de dollars (12,1 mds d'euros) en 2009 contre 12,5 milliards de dollars (9 mds d'euros) seulement en 2010.

«*L'excédent commercial étant la seule source de devises étrangères, il s'agit non seulement de protéger les industries locales, mais aussi de diminuer la pression sur la taux de change dans une année électorale*», a dit pour sa part à l'AFP Diego Giacomini, de l'institut Economie et Régions. La Banque centrale argentine mène une politique visant à garder le dollar à 4 pesos. Il s'agit d'une arme dans la lutte contre une inflation annuelle de près de 30% selon les économistes indépendants et de 10% selon les statistiques officielles soupçonnées d'être manipulées.

Les nouvelles mesures protectionnistes concernent 45.000 produits, selon Abeceb, dont des textiles chinois et des voitures Chery assemblées en Uruguay.

Mme Kirchner a dévoilé le 24 février une "*stratégie industrielle pour 2020*" se fixant pour objectif une baisse de 45% du niveau

des importations. (20minutes.fr 10.03)

Haut de page

Le 12 mars

Commentaire d'un camarade de la CGT qui vient de découvrir l'existence du site grâce à un de mes contacts : "*Ce Jean Claude Tardieu, c'est un bon.*". On fait ce qu'on peut ! Vous aussi faites connaître le site, son contenu, on se fout de savoir qui l'anime, l'essentiel c'est que nos idées progressent.

Bon week-end à tous.

Parole d'internaute.

1- A propos du "***débat***" sur la laïcité et l'islam voulu par l'excité du Palais

- "Comment ne pas penser à l'idéologie de l'extrême droite des années 1930 : un bouc émissaire (les juifs à l'époque) afin de drainer les mécontentement populaires. Rien ne change et l'avènement d'un nouvel Hitler (en Europe) ou en France d'un nouveau Pétain (voir Marine) est loin d'être exclu, et l'UMP ouvre la voie. Citoyens réveillés vous! Revenez au valeurs fondamentales de notre démocratie et chassez ces démagogues dangereux."

Si vous vous demandiez quelle est la nature de classe de cette démocratie, vous comprendriez qu'elle peut engendrer le fascisme dans certaines circonstances. Cela vous obligerait à remettre en cause une idée reçue et à reconnaître que la forme qu'a pris le régime à la fin du XVIIIe siècle n'était pas vraiment une démocratie en réaction à l'absolutisme, sans rompre totalement avec l'Ancien régime, puisque ce régime a accouché du bonapartisme : du Consul ou empereur au président de la République sous la III et la Ve République en passant par le président du Conseil sous la IVe.

En réalité, nous vivons toujours sous un régime semi-monarchique ou un seul homme concentre l'essentiel du pouvoir, et la démocratie dont on nous rebat sans cesse les oreilles ne sert finalement qu'à asseoir ou légitimer son pouvoir...

2- A propos de Bernard Henri-Levy, l'envoyé spécial de Sarkozy et TF1 (la chaîne du monarque) en Libye. Juste pour se détendre un peu.

- "Ce qui est dangereux, c'est d'accorder un entretien en anglais lorsqu'on maitrise la langue de Shakespeare à peu prés aussi bien que Sarkozy. Sais-t-il seulement de ce qu'il dit ou est-il vulgaire, ignorant et crétin à ce point ?

Petit lexique indispensable pour mieux comprendre le discours du vieux beau de la place des Vosges :

Blow en anglais = souffler
Job = métier, occupation
Blow job = fellation, faire une pipe

BHL : « It is time when European head of states made blow jobs to dictators is over ».

Autrement dit: « le temps ou les chefs d'états faisaient des pipes aux dictateurs est révolu. »

Bravo B.H.L., Angela Merkel appréciera et on comprend mieux le gout amer resté dans la bouche de notre président. Ce dernier une fois de plus, en bon élève et sans prévenir ses partenaires européens, retourne allégrement sa veste sans aucun gène apparent.

Monsieur Levy ferait mieux de continuer à faire des « blow jobs » à Moshe Katsav, l'ancien président de l'Etat d'Israël, reconnu coupable de deux viols, d'harcèlement sexuel, d'actes indécents, de subordination de témoins et d'entrave à la justice."

Dommage pour sa Barbie ou Dati la gourmande !

Politique.

1 France

1.1- Sarkozy, chef de file de la droite extrême de l'UMP.

L'aile droite de l'UMP multiplie les discours musclés sur l'immigration ou la sécurité, défendant des thèses souvent proches de celles du Front national, au risque de semer la zizanie au sein de la majorité.

Le Collectif de la Droite populaire, lancé symboliquement le 14 juillet dernier, regroupe désormais 44 des 314 membres que compte le groupe UMP de l'Assemblée nationale.

Dans leur charte, ces élus, qui se réclament "*du bon sens populaire*", proposent "*de revenir aux fondamentaux, aux propositions de campagne de Nicolas Sarkozy en 2007*".

Mais leurs prises de position gênent une bonne partie de la majorité, qui craint que les électeurs ne puissent plus faire la distinction entre l'UMP et un Front national en pleine explosion selon les derniers sondages d'opinion.

"*Le groupe UMP est déstabilisé par la Droite populaire*", estime un membre éminent de la majorité. "*Avec leurs positions, les centristes se sentent mal à l'aide.*"

"*Ils sont très actifs et sèment la zizanie*" au sein du groupe majoritaire, ajoute cet élu qui requiert l'anonymat.

Les députés de la Droite populaire, dont beaucoup sont rompus aux joutes parlementaires, ont effectivement décidé de passer à l'offensive pour montrer un image "*décomplexée*", comme le dit l'un d'eux, sur toute une série de sujets. (Reuters 11.03)

1.2- Le beurre et l'argent du beurre

Les musulmans ont été appelés jeudi soir lors d'une rencontre à la mosquée de Paris à quitter l'UMP ou au moins à suspendre leur adhésion au parti pour protester contre le débat qu'il compte lancer le 5 avril sur la laïcité et l'islam. Le recteur de la grande mosquée, Dalil Boubakeur, a appelé le président de la République à annuler ce débat "*qui n'a pas lieu d'être*". "*Les citoyens musulmans de France ne doivent pas être les boucs émissaires d'une situation de crise*", a-t-il martelé. "*Ne touchez pas au sacré de notre religion*", a-t-il par ailleurs mis en garde dans une allusion au souhait de exprimé par M. Copé d'inclure dans le débat la question du prêche en français.

Un militant du Gard, Abdallah Zekri, responsable à la grande mosquée de Paris, chargé de mission au Conseil français du culte musulman (CFCM) et aumônier musulman des hôpitaux, a déchiré sa carte et appelé "tous les musulmans de l'UMP" à l'imiter. "*L'UMP de [Jean-François] Copé c'est la peste pour les musulmans*", a lancé Abderahmane Dahmane, conseiller technique chargé de la diversité à l'Elysée et ancien secrétaire national chargé de l'immigration à l'UMP. Intervenant en tant que président du Conseil des démocrates musulmans de France (CDMF), il a appelé ses coreligionnaires à "*ne pas renouveler leur adhésion*" à l'UMP tant qu'il n'aura pas annulé le débat envisagé par son secrétaire général.

Après avoir comparé la situation des musulmans en France aujourd'hui à celle des juifs pendant la seconde guerre mondiale, il a dénoncé une "poignée de néo-nazis" qui a décidé de lancer le débat et demandé aux musulmans de l'UMP de "ne pas l'accepter dans les sections s'ils ont une dignité et une fierté". "*Ce débat, voulu par Nicolas Sarkozy pour la défense des musulmans a été dévié parce qu'à l'UMP il y a des gens très proches du Front national*", a déploré M. Dahmane. "*Quel mépris a-t-on des musulmans pour croire qu'on va tomber dans le piège des règlements de comptes l'UMP*", a dénoncé Mme Chafia Mentalechta qui s'exprimait au nom d'une association de Franco-Algériens. (Lemonde.fr 11.03)

Vous aurez noté qu'ils ne s'en prennent pas directement à Sarkozy, mais "*a des gens très proches du Front national*" au sein de l'UMP, on ne sait jamais Sarkozy peut peut-être encore servir. Qu'on ne s'y trompe pas, ils avaient leur place dans une démocratie étriquée compatible avec le bonapartisme qui domine la Ve République, désormais ce sont les oripeaux de la démocratie qui sont sacrifiés sur l'autel du bonapartisme par le parti de l'ordre pour tenter de conserver le pouvoir en 2012, et qui par la même occasion s'engage ou fraierait bien la voie à la dictature ou au fascisme...

1.3- Jupé ridiculisé, Sarkozy le complexé caractériel en plein délire ou la risée du monde.

Critiqué pour ses atermoiements face aux révoltes en Tunisie et en Egypte, Paris a décidé d'être très réactif sur la Libye. La France est ainsi devenue jeudi le premier pays à reconnaître l'organe de l'opposition au régime de Mouammar Kadhafi.

L'initiative "*jouée par l'Elysée en solo*", a "*manifestement sidéré Alain Juppé*" et "*nos partenaires européens*", relève Nicolas Demorand dans Libération.

Le 20H de France 2 a en effet montré la surprise d'Alain Juppé lorsqu'il a découvert que Nicolas Sarkozy voulait des "*frappes aériennes ciblées*"

France 2 raconte que le chef de la diplomatie française a appris cette décision de l'Elysée... en lisant une dépêche, jeudi après-midi, à Bruxelles.

Quand Juppé assurait : "*Sarkozy prend des avis autour de lui avant de prendre des décisions*"

"*L'omniprésident*" Nicolas Sarkozy ne laisse donc pas celui que la presse a surnommé le "*vice-président*" avoir le contrôle total de la politique étrangère française.

"*Je me disais que j'aurais du mal à travailler avec Nicolas Sarkozy. Je me suis aperçu au bout de trois mois [quand Juppé était au ministère de la Défense, ndlr] que je n'avais pas de mal à travailler avec lui car on s'écoute, car on se parle et parce qu'il écoute globalement beaucoup plus qu'on ne le pense. Il prend des avis autour de lui avant de prendre des décisions.*" (Lepost.fr 11.03)

Syndicalisme et politique.

Le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, a justifié vendredi, sur RTL, la décision de son syndicat de retirer ses mandats à une responsable FO, candidate FN aux cantonales. '*C'est l'application simplement des statuts de Force ouvrière. Quand on a des mandats, on a interdiction d'appartenir aux organes dirigeants d'un parti politique, on a interdiction de se présenter aux élections*', a déclaré M. Mailly. '*Il faut bien faire la distinction entre quelqu'un qui est adhérent et quelqu'un qui a un mandat syndical*', a poursuivi M. Mailly.

'*Je n'en savais rien*', a dit M. Mailly, précisant avoir découvert sa candidature FN fortuitement, en lisant la Voix du Nord. 'Il n'y a pas deux poids deux mesures' s'est défendu le responsable FO, citant pour preuve le cas d'Arlette Laguiller, qui '*chaque fois qu'elle se présentait (...) venait rendre tous les mandats syndicaux qu'elle avait*'. M. Mailly a précisé qu'à sa connaissance, il n'y avait pas d'autre cas au sein du syndicat. '*Pour le moment, je n'en ai pas entendu d'autres*', a dit le responsable. Deux semaines avant la décision de FO de retirer à la candidate Annie Lemahieu son mandat de déléguée régionale, un responsable CGT avait été suspendu en Moselle pour le même motif.

La candidate, qui exerce des fonctions de déléguée régionale dans le Nord-Pas-de-Calais, a affirmé dans la presse qu'elle s'était présentée aux municipales de 2008 sous l'étiquette du Parti socialiste sans susciter cette fois de réaction de la part de FO. (Lemonde.fr 11.03)

La candidate FN à l'Élysée est convaincue qu'une partie des syndicalistes de terrain s'estiment «trahis» par les états-majors des confédérations et sont sensibles à son discours. L'élue du Nord-Pas-de-Calais associe dans un même discours de rejet les chefs des partis de gouvernement, les dirigeants du Medef et ceux de FO ou de la CGT, tous membres, à ses yeux, d'une «*caste*» qui oublierait les intérêts de ses mandants. «*À force de fréquenter les cocktails mondains, les allées du pouvoir et de succomber à ses tentations, Bernard Thibault a perdu tout contact avec la réalité des travailleurs*», affirmait ainsi le FN mercredi.

Marine Le Pen ajoute que les états-majors des confédérations syndicales sont «*complices*» du libre-échange et du «mondialisme» qu'elle critique. «*Nous sommes les seuls à défendre la nation comme structure protectrice*» , soutient-elle. Son souci de paraître le porte-parole des «*petits*» contre les «*gros*» l'a conduite à condamner la réforme des retraites.

Marine Le Pen renoue avec la stratégie qui avait valu au FN ses premiers succès. Aux cantonales de mars 1982, alors que ce parti n'était encore qu'un groupuscule, il a atteint son premier score à deux chiffres - 13,3 % - dans la banlieue ouvrière de Dunkerque. La déception envers François Mitterrand et l'Union de la gauche, qui ne parvenaient pas à enrayer la désindustrialisation et le chômage, ainsi que l'inquiétude d'une partie des couches populaires envers l'immigration et la délinquance ont conduit en quelques années des pans entiers de l'électorat communiste à abandonner le PCF pour le FN. (Lefigaro.fr 11.03)

Analyse.

En introduction. Un camarade de la CGT se demandait dans un courriel comment combattre les thèses du FN. Je lui réponds : en nous situant strictement sur notre propre terrain de classe, en dénonçant et en combattant tous les opportunistes qui parlent au nom de la classe ouvrière, mais qui en réalité sont incapables de rompre avec le capital, les institutions de la Ve République ou encore avec les appareils pourris du PS et leurs satellites. En faisant toujours la distinction entre les appareils pourris des syndicats et les militants de base, c'est valable également pour les partis POI, NPA, LO, déjà moins lorsqu'il s'agit du PCF et du PG, et plus du tout ou presque concernant le PS, disons que pour le PCF et le PS, c'est au cas par cas, suivant que leurs adhérents connaissent ou non l'histoire épouvantable de ces partis, qu'ils en tiennent compte ou non, si leur réponse est négative, c'est par là qu'il faut commencer la discussion avec eux histoire de s'assurer que l'on parle bien de la même chose, sinon vous perdrez votre temps neuf fois sur dix.

Selon Mailly "*quand on a des mandats, on a interdiction d'appartenir aux organes dirigeants d'un parti politique*", un

grossier mensonge, pendant des décennies des dirigeants de l'OCI devenue PCI, puis MPPT, puis PT puis POI ont occupé des mandats dans les instances de FO (Roger Sandri par exemple, alias Angelo Geddo, n°2 de FO du temps de Bergeron, ou encore A. Hébert), mieux ils en étaient permanents et étaient donc rémunérés par FO, donc par l'Etat puisque ce syndicat est subventionné par l'Etat. Pourquoi cet énorme mensonge monsieur Mailly, que nous cachez-vous encore, qui protégez-vous de la sorte, quelles questions ne faudraient-ils surtout pas se poser ?

En passant, ne dites pas qu'ils sont tous aussi corrompus par l'Etat qu'ils prétendent combattre et dont ils prétendent être indépendants, on vous accuserait de leur faire un procès d'intention ou de les calomnier. Comme ils disent si bien pour vous mettre en confiance et ainsi mieux vous berner : les faits, rien que les faits. Questions qui viendront immédiatement à l'esprit des militants disposant encore d'un minimum d'esprit critique : mais alors quelles sont leurs réelles intentions ? Pour qui roulent-ils en réalité ? Sont-ils vraiment à la hauteur de leurs responsabilités ou ne seraient-ce que des aventuriers, des carriéristes, des imposteurs ou tout simplement des renégats, des nuls ? Je vous laisse en juger au regard des faits.

Je suis déjà intervenu à deux reprises sur la question de la montée du FN et l'appartenance de syndicalistes à ce parti d'extrême droite. Je me suis aperçu seulement hier soir que je n'avais pas pris partie sur la question de savoir si un syndicaliste pouvait ou non se présenter à des élections politiques sous l'étiquette du parti auquel il a adhéré, donc je vais combler maintenant cette lacune tout à fait involontaire.

Quand vous militez dans l'entreprise qui vous emploie sous l'étiquette du syndicat auquel vous avez adhéré, vous représentez ce syndicat et rien d'autre, bien que votre appartenance à un parti politique soit un secret de polichinelle pour personne puisque vous n'avez pas à vous en cacher ou que vous n'en faites pas un mystère.

Quand vous militez à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise qui vous emploie sous l'étiquette du parti auquel vous avez adhéré, vous représentez ce parti, sans que votre appartenance à un syndicat ne soit un mystère dans l'enceinte de l'entreprise où vous travaillez puisque vous vous présentez aux élections professionnelles sous l'étiquette de votre syndicat.

Donc les deux fonctions ne sont pas incompatibles puisqu'elles sont distinctes l'une de l'autre, que vous ayez des responsabilités ou non des mandats dans votre syndicat ou votre parti. Si maintenant vous êtes appelé à vous présenter à des élections politiques, c'est sous l'étiquette de votre parti ou du parti que vous soutenez et non sous l'étiquette de votre syndicat, les choses sont bien claires et ne posent aucun problème, sauf pour des philistins comme Mailly ou Thibault lorsque l'un de leur militant se présente sous l'étiquette du FN.

Pourquoi, qu'est-ce qui les gêne tant ? Que leur faillite politique ou leur trahison soit ainsi mis en évidence, lorsque des syndicalistes estiment compatibles la politique de leur syndicat avec celle nauséabonde du FN ?

On aurait envie de leur dire en sachant pertinemment que cela leur est totalement impossible, donc on s'en abstiendra pour ne pas faire naître des illusions dans la tête des militants : messieurs Mailly, Thibault et consorts, rompez vos relations avec le gouvernement, les institutions de la Ve République, avec le patronat et le Medef, avec l'Union européenne et toutes les institutions issues de l'ONU (l'OIT, l'Unesco, etc.), refusez le milliard d'euros que vous accorde généreusement l'Etat des capitalistes, sortez de tous les organismes tripartites auxquels vous collaborez depuis 1945, refusez le dialogue social, rompez avec le capitalisme, ainsi vous démontrerez à la classe ouvrière que vous vous situez bien résolument au côté des travailleurs, car voyez-vous jusqu'à preuve du contraire ils ont plutôt tendance à penser le contraire, à juste titre, d'où l'intérêt qu'ils portent au FN pour un nombre grandissant d'entre eux.

C'est vous et vous seuls qui portez la responsabilité de cette situation en tant que dirigeants du mouvement ouvrier. C'est parce que vous êtes incapables de représenter les intérêts des travailleurs qu'ils lorgnent du côté du FN. C'est vous qui frayez la voie à la dictature ou au fascisme tout comme vos prédécesseurs à une autre époque.

Si les capitalistes crient victoire en affirmant que la crise est passée, en revanche ils n'ont résolu aucun des problèmes qui en étaient à l'origine... Les gigantesques profits qu'ils ont encaissé, ils les doivent essentiellement à la collaboration permanente des Thibault, Mailly, Chérèque et Cie. avec le capital et ses institutions politiques.

Maintenant pour pouvoir continuer d'assumer leur rôle de lieutenants du capital et assurer du coup la survie du capitalisme et ses institutions tout en se faisant passer pour des dirigeants ouvriers, on comprend parfaitement quel danger représente la candidature de quelques-uns de leurs syndiqués sous l'étiquette du FN, car elle peut conduire les militants à se poser des questions sur la nature sociale des dirigeants des syndicats, sur leurs réelles intentions et au-delà à découvrir le pot aux roses, c'est-à-dire qu'ils ont été associés inconsciemment ou qu'ils sont les victimes d'une formidable escroquerie politique qui dure depuis des lustres et qu'ils osent réclamer des comptes à leurs dirigeants, les critiquer ouvertement ou s'en détourner.

Du coup tout devient clair, Mailly et Thibault ne voient aucun inconvénient à ce que des syndicalistes occupant des responsabilités dans leurs syndicats participent à la direction de parti comme le POI ou ses ancêtres ou encore le PS, le PCF, le NPA ou LO, puisque ces partis sont complices et profitent de l'escroquerie évoquée plus haut, la compatibilité entre leurs appareils est parfaite, ils partagent les mêmes intérêts et finalement les mêmes objectifs, alors qu'avec le FN, c'est directement la

subordination au capital des syndicats et des partis qui les soutiennent qui est mise en lumière.

Conclusion.

Mailly et Thibault dénoncent ces militants qui se présentent sur des listes FN, non pas pour remettre le mouvement ouvrier dans la voie du combat classe contre classe, mais uniquement pour protéger les intérêts du capital qui a absolument besoin que cette supercherie dure indéfiniment.

J'ai mis en ligne cette causerie au format pdf (Acrobat Reader).

Vous trouverez aussi dans cette page dans la rubrique Documents quatre articles de presse sur le syndicalisme.

Un petit complément de novembre 2009. (http://www.agoravox.fr)

Le chauffeur de M. Marc Blondel, secrétaire général du syndicat Force Ouvrière de 1989 à 2004, aurait été longtemps salarié par la mairie de Paris sous M. Chirac et, selon Le Monde.fr (2) citant la juge Xavière Siméoni...

1- Le premier objectif est, à travers le chauffeur qu'on rémunère, d'avoir barre sur le syndicaliste : on ne mord pas la main qui vous nourrit. Il est difficile à un obligé de refuser à son bienfaiteur les menus services qu'il lui demande. Or, quels services un responsable syndical peut-il rendre à un homme politique puissant ? D'abord il est attendu de lui qu'il ne lui nuise pas, modère ses revendications, fasse taire ses « camarades » qui en formulent, et, en cas de conflits sociaux, qu'il se prête à des compromis qui soient favorables à son bienfaiteur, ne serait-ce qu'en étant le maillon faible d'un éventuel front syndical. Simultanément, il peut lui être demandé de favoriser la diffusion des idées de son bienfaiteur et le soutien de ses partisans.

2- Le second objectif est, en outre, d'accueillir et de maintenir le chef syndical dans le groupe social supérieur : ceux qui ont un chauffeur à leur service, forment une aristocratie. Par temps de syndicalisme pauvre, faute de cotisations suffisantes, ce signe extérieur de richesse n'est pas anodin : elle permet d'éloigner le chef des préoccupations de sa base, d'autant que sa reconduction sans cesse à la tête du syndicat et le tête-à-tête permanent avec les hommes de pouvoir l'ont définitivement détaché de ses origines modestes. Non, rien ne vaut que de l'habituer au mode de vie luxueux de la classe dirigeante pour s'en faire un allié fidèle. Tout compte fait, ce n'est pas cher payé pour s'attacher de si bons et loyaux services d'un responsable syndical influent, surtout si c'est avec l'argent du contribuable.

Mais il n'y a de corrupteur que parce qu'il existe des gens qui se laissent corrompre.

(...) il semble que les syndicats aient fait l'objet d'une entreprise assidue de corruption comparable, facilitée par la longévité à leur poste de dirigeants peu enclins à retourner à la base dans les entreprises ou les administrations d'où ils viennent. Un tête-à-tête prolongé avec les hommes de pouvoir est à lui seul corrupteur. Le dirigeant syndical cesse très vite d'être le porte-parole des salariés pour devenir celui du patron. Celui-ci, en échange, n'est pas ingrat : il offre quelques avantages. Pour M. Chirac, ce serait un chauffeur personnel. Le président Mitterrand, lui, a offert aux syndicalistes des postes de ministres, de conseillers ministériels ou de diplomates. Les décorations viennent en plus.

Faut-il s'étonner que les syndicats aient déserté le terrain de la défense des droits de la personne, quand, la déréglementation ultra-libérale aidant, administration et patronat ont décidé de se moquer de la loi et d'écraser toute résistance ? On pleure aujourd'hui, on gémit devant les suicides provoqués par les conditions de travail. Mais à qui la faute ? Qui a laissé faire depuis 25 ans, sinon des syndicats corrompus par le clientélisme, à la fois celui auquel en amont ils appartenaient et celui en aval qu'ils s'étaient constitué ?

Mais il faut dire qu'ils n'ont pas rencontré beaucoup de résistance dans leur besogne : les malheureux qui osaient s'opposer à leurs compromissions et prévoyaient déjà le pire qui ne manquerait pas d'arriver, n'ont rencontré aucune solidarité parmi leurs collègues. Ceux-ci, au contraire, étaient les premiers à leur jeter la pierre et à faire bloc avec le pouvoir ! Et on ose venir se plaindre aujourd'hui de la cruauté de ses dirigeants ! Quelle amnésie ou quelle indécence !

Commentaires d'internautes.

1- "L'histoire d'amour entre Chirac et Blondel s'est terminée avec l'arrivée de Juppé au pouvoir. Primo pas de ministère pour Blondel, secundo une idylle Juppé-Notat qui offrit le rôle traditionnel de syndicat-collabo à la CFDT en lieu et place de FO. Et FO pris le rôle qui est celui d'un syndicat défendant l'intérêt des classes laborieuses. Nicole Notat, ancienne institutrice militant traditionnellement pour les droits des enseignants et autres fonctionnaires s'arrogea le droit de "défendre" ou plutôt "livrer" les salariés du privé."

2 - "Parmi les images que je conserve de Blondel, c'est ce monsieur, assis, en train de lire son journal ou de prendre son café, et son chauffeur, debout à côté de lui, tenant un grand parapluie à bout de bras, pour lui faire de l'ombre.

Typiquement l'image du colon, en afrique, et qui a pris un "serviteur"(pour ne pas dire esclave) pour satisfaire son confort et ses moindres manies.

Très, très choquant, d'autant plus de la part d'un "leader syndical".

Et pour commenter le texte ci dessus, il est depuis longtemps évident pour moi, que les syndicats font partie du "système" en place. On l'a d'ailleurs vu lorsque B.Thibaut a incité à voter pour le traité européen et on en la démonstration actuellement, alors qu'ils ne font rien pour représenter le mécontentement qui grandit.

Leur principale action est de faire défiler entre Bastille et Nation, avec des revendications minimalistes et qui, jamais, ne remettent le système en cause. Et c'est pour eux une grande "victoire" lorsqu'ils ont pu négocier et obtenir 20€ d'augmentation.

Autrement dit, maintenir et organiser les revendications, justement pour qu'elles restent acceptables au système.

Tragique..."

3- "S'agissait il du détachement d'un chauffeur de la ville de Paris, ou de la prise en charge des salaires d'un employ é de F.O, ce qui est sur, c'est que le C.A et le Bureau de F.O ne pouvaient ignorer avoir un employé qu'ils ne payaient pas sur leur trésorerie.

J'imagine mal, les membres dirigeants de F.O succomber à la corruption, moyennant l'usage d'un chauffeur à l'usage du seul Blondel. (c'est bien mal les connaître ! - note du site)

En ce qui concerne les objectifs 1 et 2, il y a une erreur grossière, puisque au moment des faits, Jacques Chirac, candidat à la présidence de la république, n'a pas d'autre ambition que de pêcher des voix, et il sème à tout vent, pour en récolter le plus grand nombre, avec d'autant plus de facilité, que le nerf de la guerre ne sort pas de sa poche."

Social.

Mouvement social pour l'accueil des enfants en crèches et dans les écoles maternelles.

Quelques milliers de personnes (1.200 selon la police, 2.500 selon les organisateurs) ont manifesté vendredi à Paris pour réclamer un "*plan d'urgence*" pour l'accueil des enfants en crèches et dans les écoles maternelles, et le retrait du décret paru en juin 2010 assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches.

Le collectif avait appelé à une journée de mobilisation avec des actions "*diversifiées*". A part le défilé parisien, ce sont essentiellement des rassemblements devant les mairies et les préfectures dans une quinzaine de villes en province qui étaient attendus, dont certains ce vendredi en fin d'après-midi.

Les syndicats avaient déposé des préavis de grève. A Paris, le mouvement a entraîné la fermeture de 144 crèches et l'ouverture partielle de 89 autres, selon l'Hôtel de Ville, sur un total de quelque 440 établissements.

A Lyon, selon la mairie, la fermeture de 18 établissements avait été prévue, tandis que dix autres ne devaient être ouverts que partiellement, sur un total de 48. (AP 11.03)

Mouvement social chez les marins-pêcheurs.

Le dépôt pétrolier de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) est bloqué depuis vendredi matin par les pêcheurs de Méditerranée, a-t-on appris auprès de la préfecture. Ils protestent contre la hausse des prix du gazole et réclament des compensations forfaitaires de la part du gouvernement.

Une centaine d'entre eux ont pris position, dès 5h, devant le dépôt. Seuls les accès terrestres sont entravés. Les accès maritimes du port pétrolier de Fos restent libres, précise-t-on de même source. (AP 11.03)

Ils créèent la misère de masse et ils sont obligés de la subventionner pour éviter une explosion sociale. Jusqu'à quand ?

La crise économique a fait croître de plus de 200.000 personnes les bénéficiaires des minima sociaux. Ils étaient ainsi 3,5 millions de personnes fin 2009, selon des statistiques officielles publiées vendredi.

«*En 2009 le nombre d'allocataires des minima sociaux connaît une hausse exceptionnelle de 6,2% qui efface pratiquement la décrue des trois années précédentes*», indique la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) qui dépend des ministères du Travail, du Budget et des Solidarités.

Cette hausse du nombre des allocataires s'est poursuivie au premier semestre 2010 puis s'est stabilisée, selon la Drees.En France métropolitaine la hausse des bénéficiaires de minima sociaux a été, en 2009, nettement plus forte (+6,7%) que dans les départements d'outre mer (+1,1%).

Le système français de minima sociaux comptait onze allocations différentes au cours de la période sur laquelle porte l'étude. La hausse des allocataires est imputable en premier lieu à ceux touchant le RSA socle (revenu de solidarité active) qui s'est substitué -- en métropole, en juin 2009 -- au RMI (revenu minimum d'insertion) et à l'allocation de parent isolé (API).

Ces allocataires, qui représentent 42% de l'ensemble étaient au nombre de 1,48 million fin 2009, en hausse de 10,5%.

Egalement en forte progression, le nombre de bénéficiaires d'allocations liées au chômage, versées par l'Etat, à ceux qui ont épuisé leurs allocations chômage traditionnelles ou n'y ont pas droit, qui a augmenté de 6,3% avec près de 443.000 personnes.

Enfin le nombre de bénéficiaires d'allocations pour atteindre le minimum vieillesse est reparti à la hausse, progressant de 1,4% pour atteindre plus de 583.000 personnes (soit 4% des 60 ans et plus). (20minutes.fr 11.03)

Economie.

1- UE.

Les dirigeants de la zone euro se sont mis d'accord, vendredi soir, sur le principe d'un "*pacte pour l'euro*" afin d'améliorer leur compétitivité, via notamment une maîtrise de la dépense publique et une modération salariale, dans le but d'éviter de nouvelles crises de la dette. "*Nous avons un accord sur le pacte pour l'euro*", a annoncé le président de l'UE, Herman Van Rompuy, sur son compte Twitter, alors que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union monétaire étaient réunis sur le sujet à Bruxelles. Il a toutefois modéré son annonce quelques minutes plus tard, rappelant que les discussions étaient toujours en cours.

Il ne s'agit "*que d'un accord de principe*" qui ne sera finalisé que lorsque toutes les mesures actuellement en discussion au sein de l'Union monétaire pour mettre en place un dispositif anti-crise auront été approuvées, a souligné un diplomate européen. Cette décision finale est attendue les 24 et 25 mars lors du prochain sommet de l'Union européenne à Bruxelles.

Le pacte a pour objectif de renforcer la compétitivité et la convergence des économies européennes en poussant les gouvernements à les réformer, sur une base volontaire toutefois. Il reposera sur des engagements en matière de modération salariale dans le secteur public et de mécanismes de limitation de la dette publique en particulier. (Lepoint.fr 11.03)

Pour les militants qui savent encore lire, ce sont bien "*les chefs d'État et de gouvernement de l'Union monétaire (qui) étaient réunis sur le sujet à Bruxelles*", ce sont donc bien eux qui sont les maîtres d'oeuvre et qui seront les signataires de ce "pacte pour l'euro" appelé aussi "pacte de compétitivité" qui a pour objectif de saigner à blanc la classe ouvrière et éventuellement de la faire marcher au pas, mais là c'est une toute autre question. C'est donc bien contre eux, les chefs d'Etat, qu'il faut engager le combat dans nos pays respectifs et non contre l'UE ou le FMI ou je ne sais quelle institution internationale. Ne pas engager ce combat contre Sarkozy et son gouvernement reviendrait à capituler.

A bas le président et le gouvernement de la Bourse, du CAC40, du gang du Fouquet's, des milliardaires, des riches ou des privilégiés ! Au choix.

2- Portugal.

Le Portugal a annoncé vendredi des mesures d'économies supplémentaires afin de se donner une plus grande marge de manoeuvre pour atteindre son objectif de ramener cette année son déficit budgétaire à 4,6% du produit intérieur brut (PIB).

Le ministre des Finances, Fernando Teixeira dos Santos, a énuméré une série de mesures comprenant notamment une réduction des dépenses de santé et d'aide sociale et le report de projets d'infrastructures.

Le ministre a ajouté que le gouvernement portugais chercherait à renforcer les réformes structurelles, notamment celle du marché du travail pour lequel il a l'intention de diminuer les indemnités de licenciement.

La pression du marché obligataire s'est accentuée cette semaine sur le Portugal pour que ce pays se résolve à être le troisième de la zone euro à recourir à une aide internationale, après l'Irlande et la Grèce. Le rendement du papier à 10 ans a été porté à un

record depuis la création de l'euro, au-dessus de 7,5%, un niveau que Lisbonne considère insoutenable. (Reuters 11.03)

Le 13 mars

Vous trouverez plus loin la causerie et les infos en bref d'hier, car je n'ai pas pu actualiser le site en raison d'un problème informatique dû apparemment à la société OVH, j'en serai plus lundi, en attendant j'ai réussi à m'en sortir. J'ai l'impression qu'ils ont modifié certains paramètres dans leur serveur afin d'obliger leurs clients à utiliser un logiciel spécifique (FTP - net2ftp) pour actualiser leur site. Sauf qu'il est beaucoup moins pratique que celui que j'utilisais quotidiennement, je perds encore plus de temps... et d'argent !

J'ai mis en ligne dans la rubrique *Documents* 4 articles récents ou anciens sur le syndicalisme.

Une causerie encore à propos du FN.

Un camarade m'a adressé un extrait du programme du FN qu'un militant de la CGT a commenté. Hier j'ai donné mon point de vue, à savoir que c'est en nous situant résolument sur le terrain de classe du prolétariat que l'on peut et doit répondre aux questions que se posent les travailleurs. Est-ce que le FN est capable de se situer sur ce terrain-là, chacun sait que la réponse est non, dès lors il me semble inutile d'aller chercher plus loin ou ailleurs des arguments pour convaincre les travailleurs attirés par le FN de s'en tenir à l'écart. Sur le plan social le FN n'a rien d'autre à proposer aux travailleurs que le programme de l'UMP ou du PS, et puis il y a fort à parier qu'un adhérent sur mille du FN a lu son programme, donc c'est faire fausse route d'aborder la discussion sous cet angle.

On peut leur dire que c'est un parti fasciste ou d'extrême droite, ce dont ils se foutent éperdument, ils ont dépassé ce stade, ils ne vous écouteront pas, parce qu'ils sont dans une situation où ils n'écoutent plus personne et s'en remettent uniquement au parti qui donnent le plus de la voix et qui n'a jamais gouverné, le PS et ses satellites sont disqualifiés d'avance, de même que le NPA et LO, quant au POI, la plupart ne le connaissent pas, et compte tenu de l'incapacité de ses militants ou dirigeants d'aborder ces travailleurs avec une approche psychologique adaptée à leur situation particulière, il y a là fort à parier également qu'ils auraient vite fait de tirer les mêmes conclusions qu'avec le NPA et LO. Ces travailleurs rejettent en bloc tous les partis liés de près ou de loin aux partis institutionnels dits de droite ou de gauche, ils disent : poubelle, est-ce que vous comprenez cela ?

Rien n'est jamais acquis dit-on à propos des convictions que les travailleurs se sont plus ou moins forgées, ils sont capables du meilleur comme du pire en politique à défaut d'une conscience de classe bien aiguisée, certains militants aussi. Quand les conditions objectives deviennent insupportables et que les partis qui sont censés représenter leurs intérêts, louvoient, hésitent et se contentent d'explications embrouillées ou de promesses face à l'urgence dans laquelle se trouvent ces travailleurs de trouver des solutions à leurs problèmes, pour finalement capituler devant le capital, après avoir été attirés par ces partis ils s'en détournent et ils se tournent vers le parti qui dénonce bruyamment et violemment les méfaits du capitalisme, sans chercher à savoir quelle est réellement la nature sociale de ce parti. Ce fut le cas dans les années 30 en Allemagne, c'est le cas dans une moindre mesure pour le moment en France.

Le même processus se produit après chaque bataille perdue. Au départ les travailleurs se mobilisent, par pour perdre mais pour vaincre, le gouvernement avec la complicité des appareils font traîner les choses en longueur de sorte que la mobilisation s'essouffle, et lorsqu'elle finit enfin par refluer, si les travailleurs sont incapables d'en tirer des enseignements pour reprendre le combat plus tard sur des bases plus solides, c'est une période de réaction qui s'ensuit et ils se font matraquer dans tous les sens du terme.

Pratiquement dans le sillage de la mobilisation sur les retraites qui a été conduite volontairement dans une impasse par les appareils pour permettre au projet du gouvernement d'aboutir, il y a eu avant et après les congrès de la CGT et de la CFDT qui ont conforté la ligne proposée par leur direction respective d'accompagnement de la crise du capitalisme au lieu de le combattre, ainsi Sarkozy se trouvait encouragé à poursuivre l'application de son programme antisocial, sans que la classe ouvrière qui venait d'enregistrer une nouvelle défaite ne se mobilise. Les partis dits ouvriers, le PS et ses satellites notamment, n'ayant pas été à l'écoute des travailleurs et ayant refusé d'engager le combat contre le gouvernement à leur côté parce qu'ils sont dans le même camp que l'UMP, il n'est pas étonnant ensuite, la campagne électorale de 2012 ayant apparemment déjà démarré, qu'un certain nombre de travailleurs se tournent vers le FN qui s'est déclaré l'ennemi juré de l'UMP.

Quand on nous explique que le comportement de ces travailleurs serait le produit de la capitulation devant le capital des partis ouvriers ou se prétendant tels institutionnels, on oublie, volontairement généralement parce qu'on n'a pas les capacités ou la volonté de reconnaître ou de préciser qu'en amont c'est leur ignorance qui les conduit à adopter ce comportement, vis-à-vis du FN mais aussi de ces partis pourris qui ne doivent leur existence qu'à la survie du régime. Pourquoi, pardi pour épargner ces partis, sinon comment pourrait-on ensuite appeler au front unique avec eux !

On nous explique encore que les travailleurs seraient en mesure de faire la part des choses pour justifier le recours au front unique, manifestement les faits s'emploient à démontrer exactement le contraire avec une constance redoutable pour les

opportunistes qui sont totalement incapables d'avancer une autre tactique pour combattre le capitalisme et les institutions.

Il n'y a que les militants pour le penser, ils ne sont qu'une poignée au regard des quelque 40 ou 45 millions de travailleurs, jeunes ou retraités qui constituent les masses laborieuses. Ils ne cessent de répéter que c'est une infime minorité de capitalistes qui dictent leur loi à la majorité de la population constituée de travailleurs, mais ils ne se rendent pas compte qu'ils agissent de la même manière envers les travailleurs qui ne sont ni syndiqués ni adhérents d'aucun parti ouvrier et qui ne pensent pas forcément comme eux, ils pensent à leur place au lieu d'essayer de comprendre de quelle manière ils pensent et interprète la situation ou les rapports entre les classes. Parce que pour la plupart ce sont des intellectuels qui déterminent la politique des différentes formations politiques, ils s'en tiennent à des schémas préétablis qu'ils ont appris par coeur, et quand on leur propose une autre tactique ou stratégie, ils les rejettent sans même se donner la peine de les analyser, cela ne les intéresse pas, ils s'en tiennent à leur propre vérité et aucune discussion n'est possible, c'est ce dont le site témoigne avec tout autant de constance depuis des années. Et si vous examinez leur littérature ou discours c'est encore plus frappant, pour ainsi dire vous pouvez superposer leurs tracts ou articles, vous retrouverez exactement la même terminologie, la même syntaxe destinée à des militants aguerris ou des intellectuels mais pas à des travailleurs lambda, comme si ce n'était pas à eux qu'ils s'adressaient. Et bien entendu, tous feront l'impasse sur de nombreuses questions que nous abordons dans le site et que n'hésitaient pas à aborder les marxistes autrefois, parce qu'en plus ils sont bourrés de complexes ou de tabous, ils sont foncièrement en majorité dogmatiques, certains complètement sclérosés, ils ont cessé un jour d'évoluer politiquement et ne cessent depuis de répéter à l'infini le même refrain qui n'intéresse finalement personne. Les travailleurs n'ont rien à perdre, voilà ce que je partage avec eux, ce qui n'est pas le cas de ces formations politiques.

Bien entendu que le meilleur moyen de combattre les appareils des syndicats ainsi que le PS et ses satellites c'est encore de combattre sur la base de notre programme, mais cela ne suffit pas pour les travailleurs, pour finalement comprendre qu'on n'a rien à voir avec cette pourriture comme aurait dit Lénine, ils ont besoin de constater qu'on les attaque violemment, qu'on n'est pas prêt de rouler pour cette vermine qui a fait amplement ses preuves, que tout nous distingue de ces partis qui combattent au côté du parti de l'ordre. Puisqu'aucun parti ne veut leur fournir cette assurance ou garantie, car voyez-vous c'est ce dont réclament des millions de travailleurs, c'est ainsi, on doit faire avec ou s'y faire, ils se tournent vers le FN qui lui ne se gratte pas pour démolir l'UMP, le PS et ses satellites.

Cela ne pourra choquer que le petit-bourgeois habitué au confort et aux bonnes manières, au langage châtié, aux circonvolutions cérébrales de ses semblables, qui ne peut prononcer la moindre parole ou lâcher un rot sans reprendre son souffle et d'un air assuré vous assénez une vérité biblique qui tombe évidemment à côté de la plaque ou à laquelle vous ne comprenez rien, il s'en fout notez bien, il se parle à lui-même.

Mais l'ouvrier, le gueux, la plèbe, il aime bien le langage franc et direct, qu'on aille droit au but sans tourner autour du pot, il est prag-ma-tique, il déteste les formules, les citations, les grands discours, il y voit un moyen de l'embobiner, soit il ne retient qu'un mot qui a attiré son attention ou le dernier en se disant : ouf il a enfin terminé de réciter sa leçon ! tout le reste il n'y a prêté qu'une attention distraite ou polie par respect pour son interlocuteur ou pas du tout sans en avoir l'air, lui ce qu'il veut, c'est du concret, du palpable, quelque chose qu'il peut toucher, sentir, bref se saisir.

Pourquoi les travailleurs ne se tournent-ils pas alors vers le PG ou le Front de gauche au lieu de se tourner vers le FN ? Le PG s'adresse aux petits-bourgeois qui s'estiment lésés par le capitalisme qu'ils supportent, il a été ingrat à leur égard, ils en espèrent davantage et c'est ce que Mélenchon leur promet s'ils le soutiennent, les autres ne lui font pas confiance et préfèrent déjà s'en remettre au FN. Quant aux ouvriers, ils peuvent êtes tentés par le discours virulent de Mélenchon, mais voilà, ils ont une mémoire, ils savent d'où il vient, et à juste raison ils estiment qu'il n'a pas vraiment rompu avec le PS, ce que le FN martèle de son côté évidemment. Alors entre un ancien ministre PS et une candidate FN qui n'a jamais participé à aucun gouvernement, ils sont tentés d'essayer cette dernière, pour voir comme au poker, par goût de la provocation ou pour faire bouger les choses comme ils disent parfois, en désespoir de cause.

Donc en conclusion nous serions totalement désarmés face à ces travailleurs qui adhèrent au FN ? Pour ainsi dire, et il est à craindre que cela sera le cas aussi longtemps qu'on s'avèrera incapable de s'adresser aux travailleurs dans un langage à leur portée, ajoutons, d'autant plus que le FN ne risque pas de parvenir au pouvoir demain, reste à savoir s'il aura la capacité d'organiser ces travailleurs, de leur proposer des actions auquel cas ils resteraient dans le giron du FN, dans le cas contraire ils seraient tentés de prendre leur distance avec ce parti pour se rabattre vers un parti ouvrier qui saura trouver la bonne formule pour s'adresser à eux et les organiser. Ce n'est pas gagné d'avance, car il faudrait que ce parti se tourne résolument vers la classe ouvrière et qu'il développe une politique dans leur direction, au lieu de toujours lorgner vers ou de s'adresser aux militants des autres partis, il faudrait surtout que son journal s'adresse aux ouvriers et pas seulement à des syndicalistes ou des fonctionnaires à l'état d'esprit corporatiste, pour parodier Trotsky qu'il soit réalisé par des ouvriers pour les ouvriers, là non plus c'est loin d'être acquis.

Cette causerie est mise en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

Parole d'internaute.

- "Le constat malheureusement est bien connu et juste depuis très longtemps : le politique (et donc aujourd'hui la démocratie) est dépossédé de son pouvoir par le marché mondialisé.

C'était le même constat dans les années 20 et il a entraîné la montée des fascismes. Car le populisme d'extrême-droite fait l'amalgame entre plusieurs haines viscérales que cette situation fait grandir dans l'opinion : les haines de l'étranger et du marché se renforcent l'une l'autre sans distinction. L'extrême droite est donc la réponse naturelle et facile là où l'absence de culture politique nourrit ces amalgames."

Politique.

1- France.

Plus de sept Français sur dix (71%) se disent mécontents de l'action de Nicolas Sarkozy, selon le baromètre mensuel Ifop pour le Journal du Dimanche. (Reuters 12.03)

C'est tout, bon il ne manque plus que 29% pour que nos dirigeants déclarent enfin, peut-être, qui sait : Sarkozy dégage ! Pas seulement, qu'il engage le combat pour qu'il dégage vraiment, tout de suite ! Peu importe que cela soit ou non réalisable dans l'immédiat, mais c'est la seule orientation politique correcte, qui correspond en tout cas aux aspirations de millions de travailleurs de ce pays.

2- Libye.

La Ligue arabe a affirmé samedi que le régime libyen avait «perdu sa légitimité» du fait des «violations dangereuses» commises contre son peuple, et appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à autoriser la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne en

Les ministres des Affaires étrangères et représentants des membres de la Ligue arabe, réunis au Caire, ont également jugé nécessaire de coopérer avec le Conseil national de transition regroupant l'opposition libyenne, et d'assurer la protection du peuple libyen, dans un communiqué au terme de leur rencontre.

Sur le terrain, les pro-Kadhafi ont mené une vaste offensive et repris du terrain face aux rebelles dans l'est du pays.

Des soldats gouvernementaux libyens engagés dans des opérations pour reconquérir la grande ville de Misrata ont déserté samedi et sont passés dans le camp des insurgés, a annoncé un porte-parole des rebelles.

Les forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont tenté de reprendre Misrata, la troisième ville de Libye, dans la journée de samedi, mais ont échoué pour le moment, ont déclaré les insurgés.

Selon le porte-parole, Gemal, qui s'exprimait par téléphone de Misrata, la redoutée 32e brigade, commandée par Khamis, l'un des fils du colonel Kadhafi, s'est rapprochée de la ville mais sa progression a été perturbée par une mutinerie.

"*Dans la matinée, les forces de Kadhafi se sont massées avec, apparemment, l'objectif d'attaquer la ville, mais Dieu l'a protégée. Il y a eu des dissensions au sein de la brigade Khamis*", a-t-il expliqué.

"*Nous savons tout cela par des soldats qui ont déserté après ces disputes. Ils ont rejoint les insurgés et ont dit que des dizaines d'éléments du bataillon ont manifesté leur refus de tuer des civils innocents*", a continué Gemal.

"*Certains se sont enfuis. D'autres nous auraient rejoints mais les pro-Kadhafi leur ont tiré dessus*", a-t-il dit.

Ces événements n'ont pas pu être confirmés de source indépendante. (Reuters 12.03)

3- Tunisie.

Le gouvernement tunisien a refusé samedi de légaliser cinq partis, dont trois islamistes, jugeant que ces formations ne sont pas fondées sur des principes démocratiques.

Les trois partis islamistes sont le "Hizb Et-Tahrir" (parti de la libération), "As-Salam" (La paix) et le parti sunnite tunisien. Les deux autres formations sont le "Parti libre populaire démocratique" et le "Parti démocratique libéral tunisien".

Les demandes ont été rejetées pour "*infraction aux dispositions de la loi organique relative à l'organisation des partis*

politiques", explique le ministère de l'Intérieur dans un communiqué diffusé par l'agence officielle TAP.

Selon la Constitution tunisienne, un parti politique ne peut asseoir ses principes ou son programme sur des considérations religieuses, linguistiques, raciales, sexuelles ou régionales. Il doit en outre s'engager à bannir toute forme de violence, de fanatisme et de discrimination.

Si cinq partis ont vu leur demande rejetée samedi, trois autres ont été légalisés: le Parti de la justice et de la liberté, le Parti de l'avenir pour le développement et la démocratie et le Mouvement des patriotes démocrates. Cela porte à 34 le nombre de formations légales en Tunisie, contre neuf sous le régime de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali. (AP 12.03)

Donc un parti qui prone la révolution socialisme et la destruction de l'Etat des capitalistes est interdit !

4- Au Yémen

Cinq manifestants, dont un écolier de 12 ans, ont été tués et des centaines blessés samedi au Yémen.

A Sanaa, la police a lancé un assaut à l'aube contre les manifestants qui campaient depuis le 21 février sur la place de l'Université. Un manifestant a été tué et près de 300 blessés, dont 30 par balles, les autres ayant été intoxiqués par les gaz, selon le comité médical formé par les manifestants, qui a accusé les forces de sécurité d'employer des gaz toxiques.

Dans l'après-midi, un autre manifestant a été tué par les tirs d'un sniper non identifié alors qu'il tentait, avec d'autres, de se joindre au sit-in de l'Université de Sanaa, selon des sources de l'opposition.

A Aden, ville à la pointe de la contestation, cinq personnes ont été touchées par les tirs de la police lors de manifestations nocturnes et deux d'entre d'elles ont succombé à leurs blessures, selon une source hospitalière. La ville a connu en soirée de nombreuses marches demandant la chute du régime.

A Moukalla, dans le sud-est, un écolier de 12 ans qui participait à une manifestation similaire a été tué par des tirs de la police, a-t-on appris de sources médicales et auprès de témoins.

5- En Algérie

Une quarantaine de manifestants tentent à nouveau, à l'appel d'une faction de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), une marche dans Alger mais sont bloqués par un important dispositif policier. En Tunisie

Trois proches collaborateurs du président tunisien déchu Ben Ali, dont Abdel Aziz Ben Dhia et Abdel Wahab Abdallah, déjà en résidence surveillée, ont été placés en détention sur une base militaire près de Tunis. Ils sont poursuivis pour différentes affaires de corruption.

6- En Arabie Saoudite

La «*journée de colère*» n'a pas eu lieu dans le royaume. Aucune manifestation n'a eu lieu à Riyad, la capitale, où les forces de sécurité étaient massivement déployées. De petits rassemblements ont eu lieu dans l'est du pays, où se concentre la minorité chiite.

Une mobilisation qualifiée de «tempête dans un verre d'eau» par le prince saoudien Al-Walid ben Talal. «*On devrait plutôt la nommer la journée de l'allégeance au roi Abdallah, la journée de l'amour pour le roi Abdallah*», a poursuivi ce neveu du monarque, un magnat de l'investissement dont la fortune est évaluée à 20 milliards de dollars.

Il a assuré que le roi réfléchissait actuellement à la manière de répondre à certains problèmes exprimés par sa population mais n'a pas évoqué de réforme de la monarchie absolue aujourd'hui en vigueur. (Libération.fr 12.03)

Economie.

Japon. Cynisme. A vomir.

Les destructions résultant du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon vendredi restent encore difficile à évaluer. Néanmoins, pour de nombreux économistes, qui dressent un parallèle avec le séisme de Kobé de 1995, l'impact de la catastrophe sur la croissance économique japonaise sera, à moyen terme, positif plutôt que négatif.

Certes, le coût du séisme pourrait s'élever à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

A moyen terme en revanche, l'économie japonaise pourrait rebondir fortement. Dressant un parallèle avec le séisme de Kobé, en 1995, Takuji Okubo, économiste à la Société Générale, souligne que la reconstruction devrait générer un surcroît d'activité, et le besoin de la population de renouveler ses biens endommagés doper la consommation. Les secteurs du BTP, de la sidérurgie et des télécommunications devraient bénéficier à plein du regain de l'activité post séisme.

Après le tremblement de terre de 1995, le PIB japonais a crû de 1,9% en 1995, puis de 2,6% en 1996, alors que la croissance moyenne de l'économie nippone sur cette période était de 1,5%.

La banque japonaise Nomura, qui anticipe également une forte croissance de l'économie nipponne à moyen terme, souligne de son côté que le stimulus étatique a joué un rôle capital en 1995 pour relancer l'économie. "*Immédiatement après le séisme, le gouvernement a voté un budget d'urgence qui a contribué pour 0,3 point à la croissance du PIB au deuxième trimestre 1995 et pour 0,5 point au troisième trimestre. Nous anticipons une réponse similaire de la part des autorités*", note Peter Westaway, économiste chez Nomura.

Une situation qui ne devrait cependant pas contribuer à améliorer la santé financière du Japon, dont la dette ressort à 200% du PIB.

Mais l'agence Moody's jugeait de son côté vendredi que le séisme ne devrait pas engendrer une prochaine dégradation de la note qu'elle attribue à la dette nipponne. (Lefigaro.fr 12.03)

On comprend, les travailleurs japonais n'ont apparemment pas les mêmes avantages sociaux à perdre que leurs collègues irlandais, grecs, portugais, espagnols... ou français !

Le Figaro est dans son élément naturel ! Le titre de cet article dont ne figure ici qu'un extrait : Japon : l'économie devrait rebondir après le séisme. C'est la seule chose qui les intéresse au Figaro : le profit.

Le 14 mars

Je suis malade et je dois consulter un médecin (lequel ?), fièvre et une grosse infection au niveau des amydales, le corps recouvert de boutons qui me démangent, donc service minimum aujourd'hui.

Parole d'internaute.

1- Le hic, c'est que nos partis dits gouvernementaux n'ont que du vent à opposer. c'est plutot ça qui fait la place au FN. Cela dit ils sont bien arrangés par la montée de MLP, ça leur permet de parler de vote utile sans avoir à proposer le moindre début de programme serieux. (Slate.fr 13.03)

2- En ce qui concerne la "montée" du FN (qui s'annonce depuis trente ans) les médias n'ont jamais cessé de dénoncer, avec la classe politique qui se prétend honorable, l'amalgame qui était fait entre la montée du chômage et de l'insécurité avec l'augmentation de l'immigration.

Il faudrait d'ailleurs s'interroger sur cette affirmation qui voudrait que la population soit assez bête pour associer chômage et immigration. Le vivant au quotidien, elle sait parfaitement qu'une grande partie des emplois occupés par cette immigration ne sont pas les plus attractifs.

Manœuvres, tâches les plus dures que personne ne souhaite à ses enfants. Est-elle si déconnectée des réalités pour ne pas voir que ce à quoi elle est confrontée au quotidien, ce sont les enfants désoeuvrés de ces immigrés. Pas leurs parents avec lesquels elle a le plus souvent entretenu d'assez bons rapports. C'est la deuxième génération qui pose un problème de sécurité en raison de ce que Chevènement qualifiait d'incivilité. Je ne crois donc pas que les électeurs du FN (et non pas les militants) soient dupes de cet amalgame grossier auquel tout le monde fait mine de croire.

Le problème des partis prétendument fréquentables est qu'ils se contentent de dénoncer cet amalgame. Sans pour autant admettre la réalité du chômage. Comme un fait immanent si ce n'est secondaire. En alléguant que ce fléau n'est pas dû aux immigrés, ils dénient l'axiome. Ce qui leur permet au passage d'en nier les deux termes. Et ce faisant ils en profitent pour ne pas traiter le problème du chômage. C'est précisément ce déni qui finit par profiter au FN. Car faisant apparaître par opposition l'axiome comme vrai. Parce que le peuple est directement confronté à cette réalité; Si le chômage était vraiment une priorité absolue des partis, le principal argument du FN s'effondrerait et ce parti retournerait à l'oubli.

Derrière cela, il existe un autre enjeu autrement plus grave. Notre économie moderne a besoin du chômage. Elle est construite sur cette réalité et les gouvernements sont sommés de le maintenir à un niveau le plus élevé possible. Sa dénonciation n'étant qu'une comédie. A charge aux élus de faire passer cette infamie par diverses mesures, quelque en soit le coût. Quelle

importance puisque les aides vont aux employeurs et les charges aux contribuables ? Il existe un indice qui prend en compte cela : le NAIRU (Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment).

Ceci explique pourquoi les partis de gouvernement sont sans réponse face aux slogans du FN.

C'est le nœud de l'affaire. Que ce soit l'OCDE (inventeur de l'indice), l'OMC, l'ensemble des acteurs de la globalisation heureuse et évidemment l'Europe qui en est le plus pur produit, tous instituent le chômage comme étant l'un des moteurs de l'économie. Pour eux, il a bien plus d'avantages que d'inconvénients.

1- L'économie, si elle dépend des consommateurs, n'a besoin que d'un nombre plus limité qu'on ne croit. Juste ce qui lui est nécessaire pour récupérer les liquidités destinées à alimenter la spéculation. Sachant que c'est avec cette spéculation qu'elle s'enrichit. Et non avec les consommateurs. Renault gagne plus d'argent avec ses outils financiers qu'avec ses voitures. L'important étant que l'entreprise ne soit pas amenée à un déséquilibre trop important entre production et ventes.

2- Pour l'essentiel, le chômage est financé par les salariés eux-mêmes.

3- Toutes les mesures d'aides sont autant de profits pour les entrepreneurs.

4- Les conséquences sociales (insécurité en particulier) sont gérées par la police et ne gênent en rien ceux qui habitent loin des quartiers concernés.

5- le délitement des sociétés ne concerne pas les habitants du village global qui on su se ménager des îlots de tranquillité et se foutent des coutumes et des pratiques locales qui construisaient le lien social (d'où leur désintérêt absolu pour le nationalisme ou le patriotisme en dehors des enjeux de conflits).

6- Et surtout, le chômage permet de bénéficier d'une réserve de main d'œuvre prête à accepter tous les reculs du droit du travail. Laquelle exerce la pression indispensable pour obtenir les salaires les plus bas.

Autrement dit, c'est le peuple qui souffre de ce cancer. Pas ses élus. Encore moins les financiers. C'est cette réalité qui a permis au FN de tenir près de trente ans. Jusqu'à ce que la population se lasse des mensonges à répétition. Il a montré à quel point il n'était plus dupe en se prononçant contre le TCE. (Slate.fr 13.03)

Politique.

1- Portugal.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi contre la précarité à Lisbonne et dans une dizaine d'autres villes portugaises, selon les organisateurs de cette initiative lancée par un groupe de jeunes via une page Facebook.

«Pas de liberté dans la précarité», scandaient les manifestants qui ont défilé sur la principale avenue de Lisbonne dans une ambiance festive, a constaté l'AFP.

«*Le pays est aux abois*», proclamait une banderole, faisant écho à la page Facebook intitulée «*Protestation d'une génération aux abois*», à l'origine de ce mouvement qui a recueilli plus de 65.000 signatures.

Selon les estimations des organisateurs du mouvement citées par l'agence Lusa, environ 200.000 personnes se seraient mobilisées à Lisbonne et 80.000 à Porto. Aucun chiffre n'a été fourni concernant les manifestations qui ont eu lieu au même moment dans d'autres villes du pays.

«*La moitié de la population active portugaise est au chômage ou précaire, ce qui montre bien que la situation est intenable*», a affirmé à l'AFP Joao Labrincha, chômeur de 27 ans et l'un des quatre initiateurs du mouvement, qui se dit «*sans parti, laïc et pacifique*».

Avec un taux de chômage record de 10,8% l'an dernier, le Portugal compte 620.000 chômeurs, dont près de la moitié sont âgés de moins de 35 ans et plus de 10% ont un diplôme.

Le pays affiche un niveau de précarité élevé, avec 720.000 personnes sous contrat à durée déterminée fin 2010. A ceux-là s'ajoutent un peu plus d'un million de travailleurs indépendants, dont l'immense majorité serait en réalité des employés illégalement privés d'un contrat de travail, selon les organisations de précaires.

Dans le défilé de la capitale, les pancartes se succédaient pour dire la frustration de nombreux jeunes Portugais: «*il y a trop de mois pour mon salaire*», «*je ne suis pas en solde*», «*révolution précaire*»…

Peu habitué à manifester, Nuno Fortunato, diplômé en technologies audiovisuelles, a abandonné son rêve de travailler dans le monde du cinéma et enchaîne depuis deux ans et demi les contrats à durée déterminée dans un centre d'appels.

«*J'en ai assez du chantage des employeurs et des politiciens qui ne font rien*», a lancé le jeune homme de 26 ans.

Bien qu'en majorité, les jeunes n'étaient pas les seuls à manifester: «*J'ai 40 ans mais je m'inclue dans cette génération aux abois car, comme mon fils de 22 ans, moi aussi je n'ai qu'un contrat à durée déterminée*», a confié à la télévision une femme de Porto.

Les retraites supérieures à 1500 euros se verront notamment imposer une nouvelle taxe. (Libération.fr et Lefigaro.fr 13.03)

2- Etats-Unis.

Près de 100.000 personnes ont manifesté samedi à Madison, capitale du Wisconsin, contre la loi réduisant les droits des syndicats de fonctionnaires dans cet Etat du Nord des Etats-Unis.

Un porte-parole de la police locale, Joel DeSpain, a indiqué que les protestataires étaient entre 85.000 et 100.000 ce qui équivaudrait à la plus grande manifestation dans cette ville paisible du Wisconsin depuis la guerre du Vietnam.

Cette manifestation fait suite à trois semaines de revendications publiques après que le gouverneur républicain, Scott Walker, a promulgué une loi abrogeant une grande partie des pouvoirs de négociations des employés de l'Etat.

La situation du Wisconsin est relativement symbolique car elle a provoqué de nombreux autres débats dans des Etats américains qui tentent de maîtriser leurs dépenses de fonctionnement.

Selon les républicains, ces mesures sont indispensables pour récupérer la maîtrise des déficits budgétaires. Les démocrates font valoir que leurs adversaires cherchent en priorité à étouffer les revendications salariales. (Reuters 13.03)

3- Libye.

Les insurgés libyens affirment avoir repris le contrôle de la ville pétrolière de Brega, sur le golfe de Syrte, rapporte dimanche la chaîne de télévision qatarie Al Djazira.

L'information n'a toutefois pas pu être vérifiée de source indépendante.

"*Nous avons fait prisonniers 20 membres des forces de Mouammar Kadhafi et en avons tué 25 autres. Ils ont du battre retraite à 20 km de la localité*", a déclaré à Al Djazira un certain colonel Hamed al Hassi, qui s'est présenté comme le porte-parole des insurgés à Brega.

Les troupes du n°1 libyen, d'après des témoins, s'étaient emparés dimanche matin de Brega, important verrou sur la route de Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et des rebelles.

Plus à l'ouest, l'attaque des troupes kadhafistes lancée la veille contre Misrata, troisième ville de Libye à 200 km à l'est de Tripoli, semblait marquer le pas à la suite de mutineries au sein de l'armée, ont déclaré les rebelles.

Les insurgés affirment qu'une trentaine de gouvernementaux, dont un général, les ont rejoints et que des affrontements opposaient dimanche devant la ville assiégée loyalistes et soldats mutinés. (Reuters 13.03)

4- Yémen.

Deux personnes ont été tuées et des dizaines d'autres ont été blessées dimanche au Yémen lorsque la police yéménite a tiré à balles réelles et recouru aux gaz lacrymogènes contre des manifestants réclamant le départ du président Ali Abdallah Saleh, a-t-on appris de source médicale.

Dans la ville portuaire d'Aden, dans le Sud, une personne a été tuée par balles lors d'affrontements entre protestataires et policiers, selon un médecin.

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées aux abords de l'université, dimanche, et ont érigé des barricades afin de mieux

se défendre face aux policiers anti-émeutes qui ont eu recours à des canons à eau.

Ils brandissaient des banderoles sur lesquelles Saleh était appelé "*Ali le chimique*", allusion au recours par la police à un gaz lacrymogène qui attaque le système nerveux. Le ministère de l'Intérieur a démenti l'utilisation d'une telle substance.

En signe de protestation contre la perte d'indépendance de la justice et la corruption endémique, un juge à la Cour suprême, Abdoul Malek al-Marwani, a présenté sa démission et a adressé son soutien aux protestataires, selon des sites internet d'information.

Sept manifestants ont été blessés par ailleurs lors de manifestations à Al Maafir, dans la province de Taez, et un manifestant est mort sous les balles de la police lors d'émeutes samedi à Aden.

Abdelbari Dougheich, député du parti de Saleh qui représente Aden au parlement, a annoncé qu'il soutenait dorénavant l'opposition. "*Les forces de sécurité sont responsables des morts. Ils tirent à l'aveuglette et font un usage excessif de la violence*", a-t-il dit. Plusieurs autres députés du parti au pouvoir sont déjà passés à l'opposition ou ont démissionné ces dernières semaines.

Quatre personnes au total, dont un garçon de 12 ans, ont été tuées dans les manifestations de samedi, ce qui porte à plus de 30 le nombre de tués en deux mois de troubles. (Reuters 13.03)

5- Bahreïn.

Les manifestants antigouvernementaux ont bloqué ce dimanche l'accès routier au quartier des affaires de Bahreïn, causant les plus grosses perturbations qu'ait connues l'activité économique du royaume depuis le début de la contestation il y a un mois.

En ce premier jour de la semaine, des milliers de contestataires ont bloqué avant l'aube la quatre-voies qui mène au quartier financier de Manama, la capitale, provoquant d'énormes embouteillages et empêchant les automobilistes de se rendre à leur travail.

A environ 3km de là, la police a tenté d'investir la célèbre place de la Perle, occupée depuis un mois par les manifestants. La majorité chiite réclame une égalité des droits, se disant victime de discriminations de la part de la minorité sunnite au pouvoir.

D'après des témoins, les forces de l'ordre ont entouré le camp de tentes des contestataires, faisant usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour les déloger. Au lieu de se disperser, la foule n'a fait que grossir, accueillant de nouveaux protestataires. Ils se comptaient par milieu lorsque, en début d'après-midi, la police s'est retirée de la place de la Perle, selon des témoins.

A l'université de Bahreïn, où étaient rassemblés d'autres opposants, des partisans du gouvernement ont organisé une contre-manifestation. Des heurts ont éclaté. Selon des responsables hospitaliers, deux manifestants ont été grièvement blessés à la tête et des centaines d'autres ont demandé des soins. (AP 13.03)

6- Oman.

Le sultan d'Oman, Qabous bin Saïd, a décidé de céder à un conseil partiellement élu certains pouvoirs législatifs qui lui étaient dévolus, rapporte dimanche l'agence omanaise de presse ONA.

Le sultan, au pouvoir depuis 1970, a décidé en outre de doubler certaines allocations sociales et d'augmenter les retraites, ajoute l'agence. Il est le premier dirigeant d'un pays du Golfe à faire de telles concessions face à la vague de manifestations en cours dans la région.

Jusqu'à présent, seuls le sultan et son gouvernement étaient habilités à légiférer.

Le Conseil d'Oman, qui n'était jusqu'à présent que consultatif, est constitué du Conseil de la Choura et du Conseil d'Etat, composé de membres nommés par le sultan en personne.

Par ailleurs, le personnel de la banque Oman International et de la société d'investissement Oman Invest and Finance (OIFC) s'est mis en grève dans la matinée.

"*Nos revendications sont très simples, nous voulons des hausses de salaires et des heures supplémentaires*", a dit un employé d'OIFC.

Bank Muscat, la plus importante institution financière du pays, a accepté dimanche d'augmenter les salaires, à la suite d'une grève de ses employés samedi. La compagnie aérienne Oman Air a elle aussi fait des concessions ces dernières, afin d'éviter un arrêt

de travail. (Reuters 13.03)

7- Maroc.

Des dizaines de personnes ont été blessées, certaines grièvement, dimanche à Casablanca après que la police marocaine eut tenté de pénétrer au siège d'un parti de gauche où s'étaient réfugiés des manifestants, ont rapporté un journaliste de l'AFP et d'autres témoins. Après la dispersion par la force d'un rassemblement pacifique pour revendiquer des réformes politiques, des dizaines de manifestants se sont réfugiés à l'intérieur du siège du Parti socialiste unifié (PSU), d'opposition de gauche.

Vers 14h00 GMT, les forces de l'ordre ont tenté d'y donner l'assaut mais n'y sont pas parvenues face, notamment, à la résistance des manifestants. Des témoins, parmi lesquesl plusieurs journalistes dont un correspondant de l'AFP, ont vu que des dizaines de personnes avaient été blessées, certaines grièvement.

«J'ai vu une femme enceinte et des jeunes filles sauvagement tabassées par la police. C'était d'une rare violence», a dit Hassan Hamdani, de l'hebdomadaire indépendant Tel Quel, présent lors de l'assaut. «*On était en réunion au sein du bureau politique et on s'apprêtait à publier un communiqué très favorable au discours royal de mercredi quand les forces de l'ordre ont tenté de forcer le siège*», a déclaré à l'AFP Mohamed Bouaziz, historien et l'un des dirigeants du PSU.

«*C'est le préfet de Casablanca qui a donné l'ordre. Je considère cet acte comme une faute politique grave et un acte dirigé d'abord contre Sa Majesté (le roi Mohammed VI), qui a promis un renforcement des libertés individuelles*», a ajouté Mohamed Bouaziz. Des islamistes de Justice et Bienfaisance dispersés

Une centaine de personnes, pour la plupart des islamistes du mouvement Justice et bienfaisance, avaient été dispersées dimanche matin à Casablanca par les forces de l'ordre qui les ont empêché de tenir un rassemblement pour des réformes politiques.

Interdit mais toléré par les autorités, le mouvement Justice et bienfaisance est l'un des plus importants au Maroc.

La place Mohammed V, où la plupart des manifestations ont lieu, avait été entièrement bouclée par les forces de l'ordre qui empêchaient systématiquement les manifestants et les piétons d'y accéder. (20minutes.fr 13.03)

Le 15 mars

Je suis allé me faire soigner hier dans une clinique. Je ne dors pas suffisamment et je suis complètement crevé, toujours sur les nerfs, je fume trop, mes défenses immunitaires faiblissent, la punition était prévisible. Heureusement que j'ai une alimentation équilibrée et que je ne picole pas ! J'ai dû attraper cette saloperie en nettoyant le terrain car on est envahi par les moustiques et les corneilles depuis un moment, je manipule le sable tous les après-midi sans précaution, en grattant un bouton il s'est infecté au point d'atteindre la taille d'un oeuf dans le cou, c'est impressionnant et douloureux.

Au début des années 90 sur la plage je m'étais chopé une sacrée infection dans le dos, un trou de 2 cms de profondeur de la taille d'un pouce, il avait fallu plus d'un mois pour qu'elle disparaisse.

J'interviendrai plus tard sur la lettre de Thibault et sur la "réforme" constitutionnelle. Je voudrais dire un mot ici sur la question de la Libye.

Sur cette dernière question, je n'ai pas retrouvé le passage où Marx avait évoqué la question de la guerre des années 70 (je crois ?) entre l'Allemagne et la France, je me souviens seulement qu'il avait soutenu Bismarck contre la France au nom de la "défense de l'unité de l'Allemagne" (c'étaient ses termes exacts, je m'en souviens parfaitement) fraîchement réalisée (ou sur le point d'être réalisée ?), puis l'avait lâché lorsqu'il avait franchi la frontière française pour se lancer dans une guerre offensive (à l'étape précédente elle était défensive), contre la République, on se souvient qu'ensuite il s'était allié avec les Versaillais pour combattre la Commune de Paris... Je suis absolument certain de ce que j'avance ici, seule la référence à laquelle je fais allusion ici demande à être vérifiée et précisée.

M'inspirant de cet enseignement de Marx, dont les positions politiques évoluaient et reposaient sur les faits et non sur des données théoriques ou des principes figés, je suis favorable à un bombardement des bases militaires restées fidèles à Kadhafi (aviation, flotte, artillerie lourde) par n'importe quelle force étrangère, du moment qu'il n'est pas accompagné d'interventions militaires au sol, conformément à ce qu'exige les forces militaires de la révolution. Si le sort du soulèvement révolutionnaire pour chasser le dictateur Kadhafi du pouvoir en dépend, il n'y a pas l'ombre d'une hésitation à avoir, une tout autre position relève du dogmatisme ou témoigne de l'incompréhension de la situation en Libye. Nous y reviendrons plus tard. En attendant nous condamnons l'intervention militaire saoudienne sur injonction de Washington en Bahreïn : troupes d'occupation dehors !

J'ai acheté ce matin un portable (Dell Inspiron 15R) et un micro-modem. Cela fonctionne, j'ai donc maintenant une connection rapide, illimitée. Avec deux modems et deux ordinateurs, je ne serai plus en panne. Reste à domestiquer la bête, car tout est en anglais, le système est différent, Window 7, je ne suis pas informaticien et mon anglais laisse à désirer, c'est un euphémisme ! Il me reste à le connecter à l'autre ordinateur et le tour est joué. N'oubliez pas de contribuer financièrement au fonctionnement du site, je n'ai pas acheté ce jouet pour me faire plaisir, mais uniquement pour le site, c'est un réel sacrifice pour moi et Magueswary, pensez-y.

Sinon, ici il fait 35°C à l'ombre cet après-midi et la mer est à moins de 50 mètres du bureau où je vous écris, je pourrais tout aussi bien aller m'allonger sous un cocotier dans le jardin et profiter du temps qui passe et qui ne revient plus comme dit la chanson. Vous savez comment je me rends compte que l'hiver est terminé ? Quand je ne peux plus laver la salade à 15h sans me brûler les mains et la salade avec !

Parole d'internaute.

(à propos de la situation au Japon)

- "Comment peut-on spéculer et gagner de l'argent sur un pays qui vient d'être touché de la sorte ? C'est inimaginable et terrifiant !"

En voilà un, un lecteur du Figaro, qui découvre dans quel monde pourri nous vivons !

- "Le monde marche sur la tête. Alors que tous les moyens devraient être mobilisés pour venir en aide aux populations, on mobilise des milliards de yens pour "rassurer les marchés". Ces mêmes marchés qui sont responsables de la crise mondiale, de la destruction de la planète et de bien d'autres fléaux et qui, sans la moindre considération pour les victimes sont déjà en train de chercher comment se faire un maximum d'argent sur les cadavres encore chauds. Ces gens n'ont vraiment pas une once d'humanité ni de dignité. Faudra-t-il en venir à des actions violentes pour éliminer ces barbares dégénérés ?"

Une révolution par exemple ! Rassurez-vous, nous leur infligeront un traitement exemplaire à la hauteur de leurs méfaits, la sentence et son exécution seront radicales, sans appel et immédiate : coupables, fusillés !

Politique.

1- France.

A la fin de leur mandat, les ex-présidents de la République ne redeviennent pas des citoyens comme les autres. Alors que France Soir a estimé à 1 million d'euros le coût annuel du traitement réservé à Jacques Chirac pour les contribuables français, le site MyEurop a montré que ce traitement ne représentait pourtant pas une exception en Europe.

Retraite, château, pension annuelle, personnel (19 fonctionnaires sont affectés à son service), Jacques Chirac conserve encore de nombreux privilèges depuis qu'il a quitté l'Élysée, le 16 mai 2007. En effet, notre ancien président de la République cumule les avantages réservés à ses anciens mandats (président de la République, maire de Paris, conseiller à la Cour des comptes et député de Corrèze) et sa pension actuelle en tant que membre de droit du Conseil constitutionnel.

Selon le quotidien France Soir:

«*Ces privilèges avantages ont été légalisés en catimini par un statut mis en place, en 1983, par le président François Mitterrand en accord avec Valéry Giscard d'Estaing. Curieusement, ces dispositions n'ont jamais fait l'objet de la moindre publicité au Journal officiel et le Parlement n'a pas été consulté à ce sujet.*»

Seule une lettre discrétionnaire de quatre pages du Premier ministre Laurent Fabius datant de 1985, adressée à l'ancien président Giscard d'Estaing, a permis de lever le voile sur ces avantages en nature. (Slate.fr 14.03)

Lire dans cette page l'article d'où sont extraites ces infos.(http://fr.myeurop.info) La "légalisation" de ces privilèges par Mitterrand correspond sans doute à linterprétation que l'on devait faire avant 1981 de l'expropration des capitalistes inscrite dans le programme du candidat à la présidentielle.

2- Grèce. Strauss-Kahn aux travailleurs grecs : Vous avez bien mérité d'être dans la "***merde***"

Les images du documentaire sur Dominique Strauss-Kahn diffusé dimanche sur -Canal + passent en boucle depuis 24 heures sur les télévisions grecques. On y voit le directeur général du FMI voulant jouer la compréhension face aux invectives des manifestants grecs à Athènes. Devant la caméra, «DSK» se lâche: «*La réalité, c'est que ces gens-là, ils sont dans la merde.*

Et gravement Mais, eux-mêmes, ils ont un peu bricolé, ils n'ont pas payé d'impôts, c'est un peu le sport national ici : ça truande un maximum », affirme le directeur du FMI. Dans un pays en récession, humilié et à fleur de peau, il n'en fallait pas plus pour déchaîner l'opinion publique.

Depuis dimanche, presse écrite, journaux télévisés, émissions politiques, éditorialistes et politiciens se relaient pour réagir, parfois violemment au propos de «DSK». «*Venant d'un socialiste, qui en plus, veut être président de la République française, c'est trop !, estime Notis Papadopoulos, directeur de la rédaction de Ta Nea. Il dénigre les sacrifices du peuple grec face à la sévérité du plan de rigueur imposé par le FMI* », critique-t-il. Si la polémique continue, la prochaine visite du directeur général du FMI, à Athènes, s'annonce très mouvementée. (Lefigaro.fr 14.03)

Et les dirigeants du PS en France d'expliquer à qui veut bien encore les entendre, des illuminés ou des crétins ou encore des gens qui y trouveraient leurs comptes, suivez mon regard : ne faites pas d'amalgame entre la politique du FMI et son directeur général qui est de gauche... Ben voyons, continuez de nous prendre pour des abrutis, Marine Le Pen s'en régale !

Economie.

Japon

Alors que le pays reste en alerte ce matin, après une deuxième explosion dans la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, la Banque centrale japonaise (BoJ) prend des mesures exceptionnelles pour contrer les effets de la catastrophe dans les circuits économiques et financiers. La BoJ a en effet procédé ce matin à trois injections massives de liquidités pour un montant total de 15.000 milliards de yens, soit 131,2 milliards d'euros.

Par ailleurs, Market Watch qui cite l'agence de presse japonaise Kyodo, indique que 3000 milliards de yens supplémentaires seront injectés mercredi. En outre, la banque centrale envisage de racheter pour 10 milliards de yens (870 millions d euros) d'actifs et d'obligations d'entreprises. L'établissement espère ainsi soutenir les marchés.

De leur côté, les agences de notation accordent un certain répit aux autorités. Moody's a dit ne pas percevoir les signes d'une crise budgétaire au Japon. La veille, l'agence avait jugé «temporaire» l'impact de la catastrophe sur les finances nippones et n'y voyait pas un facteur d'abaissement de la note souveraine du pays.

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a terminé la séance sur un repli de 6,18%. Le volume des transactions a atteint un niveau historique lundi à la Bourse de Tokyo, avec plus de 4,88 milliards de titres échangés sur le premier marché, soit plus de 2,5 fois la quantité moyenne habituelle.

L'action de la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), qui exploite des centrales nucléaires en difficultés, a été particulièrement affectée, elle a perdu 23,57%, tous les détenteurs de titres se précipitant pour vendre. Les valeurs automobiles figurent également parmi les titres les plus pénalisés: Mitsubishi Motors a plongé de 10,9% et Toyota de 8,1%. En effet, de nombreuses entreprises japonaises doivent faire face à d'importants dégâts sur leurs sites de production. Honda, Nissan, Toyota, Sony, Mitsubishi Motors, Suzuki Panasonic ou encore Toshiba ont suspendu leur activité dans une ou plusieurs de leurs usines.

Autre secteur touché par la catastrophe japonaise, le luxe. L'ensemble des valeurs du luxe en Europe sont mises sous pression en Bourse ce lundi. Bien qu'en repli ces dernières années, le marché japonais compte encore parmi les grands marchés mondiaux du luxe, derrière l'Europe et les Etats-Unis. Il semble aujourd'hui être au coude à coude avec la Chine. L'Archipel représente, selon les estimations des analystes, 11% à 15% des ventes mondiales du secteur, évaluées à 180 milliards d'euros.

La réduction des capacités de production est accentuée par les pénuries d'électricité ou encore la fermeture des ports. Et le fonctionnement au ralenti du pays accroit encore la facture de la catastrophe. Même si les destructions résultant du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon vendredi restent difficile à évaluer, AIR Worldwide, spécialiste de l'évaluation du risque, a avancé un coût de 34,6 milliards de dollars pour les compagnies d'assurances. Et la note totale pourrait être supérieure aux 100 milliards de dollars du séisme de Kobé en 1995, affirme Valérie Plagnol, directeur de la recherche chez Credit Suisse France, au micro de BFM. (Lefigaro.fr 14.03)

Le 16 mars

L'actualisation du site sera minimum pendant quelques jours.

Je dois aller deux fois par jour dans une clinique de Ponddichéry pour des injections intraveineuses d'un antibiotique et je perds

deux heures à chaque fois. Je tape au clavier avec deux aiguilles plantées au-dessus du poignet et un gros bandage, pas très pratique. Ils m'on injecté également un sédatif ou je ne sais quoi, j'ai la tête comme du coton et j'ai une terrible envie de dormir en vous écrivant. Il y en a pour quelques jours. Mon infection dans le cou a la taille d'un oeuf. Bon, il y a pire ! Pour tout arranger, il n'y a pas de courant toute la journée, génial on approche des 40°C ! Je n'utilise pas le ventilateur pour économiser la batterie.

Bien que je ne partage pas la position des camarades qui refusent toute intervention étrangère en Libye, même de simples frappes aériennes sur les installations militaires du dictateur, je suis minoritaire mais j'applique le centralisme démocratique et je me plie à la majorité, vous trouverez donc en ligne une déclaration du groupe Bolchevik qui explique pourquoi ils sont contre une telle intervention.

Pas le temps et la force d'aborder d'autres sujets comme le Japon...

Politique.

1- France.

1.1- Imaginez qu'ils ne s'en servent pas, on n'en vendrait plus, une idée insupprtable !

Interrogé sur la vente d'armes françaises au général Kadhafi, le sénateur UMP Serge Dassault invité du 19h de Public Sénat, dont le groupe a fourni du matériel à la Libye, a répondu " *Quand on vend du matériel, c'est pour que les clients s'en servent.*"

« *Pourquoi est-ce qu'on essaye pas de faire une union nationale avec tous les gens qui sont compétents et qui pourraient peut-être résoudre tous les problèmes? Car il y a des socialistes qui ont des bonnes idées et des gens à droite qui ont des mauvaises idées* », a-t-il ajouté.

Invité à donner son sentiment sur Dominique Strauss-Kahn, favori dans les sondages pour porter les couleurs du PS à la présidentielle, Serge Dassault a répondu: « *Je le connais. Quand il était ministre des Finances, j'ai travaillé avec lui. C'est un des moins mauvais* ». (Publicsenat 15.03)

S'il le dit, croyons-le sur parole pour une fois !

1.2- Loin de la plèbe... Une « ***République exemplaire*** »... bananière !

Les vacances de François Fillon, suite… En vacances en Toscane en 2009, le Premier ministre s'est fait gracieusement prêter une Ferrari par le patron de la marque italienne, Luca di Montezemolo : c'est Charlie Hebdo qui révèle l'info dans son numéro à paraître mercredi.

Ajouté aux vacances en Egypte dans l'avion du président Moubarak, ce cadeau vient saper un peu plus l'image de Père La Rigueur que s'est construite François Fillon, par opposition au bling-bling de Nicolas Sarkozy. Matignon n'a pas voulu commenter les informations de l'hebdomadaire satirique, qui a obtenu confirmation du service de presse de Ferrari :

« *Le président de Ferrari, M. Luca di Montezemolo, est un cher ami de M. François Fillon et de son frère, M. Pierre Fillon [qui est vice-président de l'Automobile Club de l'Ouest (ACO), organisateur des Vingt-Quatre Heures du Mans, ndlr].*»

L'hebdomadaire n'a pas pu savoir quel modèle a été prêté au Premier ministre, que l'on sait grand amateur de voitures de sport. Mais Charlie Hebdo a trouvé que sur le site Just4VIP.com que la location d'une Ferrari va de 748 euros à 12 451 euros par jour, selon les modèles. Un beau cadeau de Ferrari, donc, en 2009, l'année de la pire récession depuis des décennies avec ses centaines de milliers de chômeurs supplémentaires.

Une affaire privée ? C'était déjà l'argument employé pour les vacances de Noël passées par le Premier ministre et sa famille en Egypte, avec la généreuse contribution d'Hosni Moubarak chassé du pouvoir par son peuple deux mois plus tard ; c'était aussi l'argument de Michèle Alliot-Marie et de ses vacances en Tunisie alors que Ben Ali réprimait les manifestations avant d'être contraint au départ.

Dans tous ces cas, rien d'illégal. Mais quel contraste par rapport à l'image lisse et rigoureuse « *vendue* » par François Fillon dans les pages papier glacé de Paris Match ! Et par rapport à l'exemplarité qu'exigerait la direction des affaires publiques, surtout en période de grave crise sociale dans le pays.

Et que dire du projet de loi sur la « *déontologie dans la vie publique* » que Nicolas Sarkozy a demandé à François Fillon de préparer, afin, disait l'Elysée au lendemain du scandale MAM, de « *promouvoir une véritable culture de la déontologie dans la vie publique française* » ? On attend le texte avec trépidation.

La Ferrari bleue (la couleur de l'UMP ?) de François Fillon restera, à côté du bling-bling présidentiel et des vacances tunisiennes de MAM, et de quelques autres extravagances éthiques, un symbole de la faillite de ce beau slogan de campagne sans lendemain que fut pour Sarkozy la « *République exemplaire* ». (Rue89 15.03)

2- Territoires palestiniens.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a approuvé «la revendication des manifestants en Cisjordanie et dans la bande de Gaza qui appellent à la fin de la division, en tenant des élections présidentielle, législatives et au Conseil national dès que possible».

Le chef du gouvernement Hamas à Gaza, Ismaïl Haniyeh, a appelé le président Abou Mazen (Mahmoud Abbas, NDLR) et le Fatah à une «*réunion immédiate ici dans la bande de Gaza ou dans n'importe quel endroit dont nous conviendrons, pour entamer un dialogue national global direct en vue de parvenir à la réconciliation*», dans une déclaration télévisée.

A Gaza, des dizaines de milliers de manifestants ont convergé sur la principale place, selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur du Hamas, Ihab al-Ghoussein. «*Non à la division!*», scandait la foule.

Hassan, qui n'a voulu donner que son prénom, a affirmé que de jeunes hommes, «*peut-être des éléments des services de sécurité en civil, ont empêché des participants de brandir la bannière jeune du Fatah*», parti de M. Abbas.

«*Ni le Hamas ni le Fatah ne tiennent à mettre fin à la division, chacun poursuit ses propres intérêts et le peuple va continuer à se mobiliser*», a prédit Fawzane al-Chawa, employé de l'Université Al-Azhar.

En Cisjordanie, 3.000 personnes ont défilé sur la place centrale de Ramallah, siège de l'Autorité, 2.000 à Naplouse (nord), et autant à Hébron (sud), selon des journalistes de l'AFP.

«Nous voulons l'unité, nous sommes un seul peuple à Gaza comme en Cisjordanie. Le Fatah et le Hamas doivent écouter le peuple», a déclaré Mohammad Saleh, de Tulkarem (nord), étudiant à l'Université de Bir Zeit près de Ramallah.

«*Nous les jeunes devons participer à cet événement pour obtenir le changement mais nous ne pouvons pas arrêter la division si les politiques ne changent pas d'attitude*», souligne une manifestante, Sama Moussa.

«*Je ne suis ni du Fatah ni du Hamas, je suis venu ici avec mes amis pour dire que la division, ça suffit*», a expliqué à Naplouse Saëd, étudiant de 24 ans.

Les militants des différents mouvements ont détourné les consignes unitaires, ceux du Fatah arborant des keffiehs blanc et noir, ceux de la gauche des keffiehs rouges et des sympathisantes du Hamas des voiles verts.

«*Nous sommes heureux que les jeunes aient participé à cette manifestation, aujourd'hui bien que les membres des différentes factions leur aient montré quelle catastrophe est la division*», a déclaré à l'AFP une des organisatrices, Rand Khdaïr, à Ramallah, où une douzaine de jeunes ont commencé dimanche une grève de la faim, selon leur entourage. (Libération et AFP 15.03)

3- Libye.

Pour Mouammar Kadhafi, qui a entrepris une sanglante opération de reconquête, la cause est entendue, il a gagné. Les rebelles «*n'ont plus d'espoir, désormais c'est une cause perdue pour eux*», a-t-il assuré dans un entretien à Il Giornale. Pour les insurgés, il n'y a que «*deux possibilités: se rendre ou fuir*», a poursuivi le dirigeant libyen, en affirmant que «*ces terroristes utilisent les civils comme boucliers humains y compris les femmes* ». Le leader libyen a également déclaré qu'il s'est senti «*choqué et trahi*» par ses anciens amis européens, qu'il menace de mesures de rétorsion.

Sur le terrain, où l'armée fidèle à Kadhafi progresse vers l'est, la réalité semble tout autre. Mardi soir, l'armée a marché sur Benghazi en «*mission humanitaire*». Le port pétrolier de Brega, dans le golfe de Syrte, cible de nombreux combats ce mardi matin, a fini par tomber. Même scénario à Ajdabiah, désormais sous le «*contrôle total*» des forces fidèles à Mouammar Kadhafi, ont rapporté la télévision libyenne et des témoins.

Un journaliste de Reuters a constaté que des rebelles, dont il n'a pas précisé le nombre, s'étaient retiré de cette localité située à 160 km à l'ouest de Benghazi, fief du soulèvement déclenché il y a un mois contre le régime de Tripoli. Depuis la semaine dernière, les forces de Kadhafi se sont emparées de plusieurs villes qui étaient aux mains des insurgés, comme le port pétrolier de Ras Lanouf, aux prix de raids meurtriers.

A l'autre bout du pays, près de la frontière tunisienne, les kadhafistes ont repris lundi Zouara, une des dernières localités que

les rebelles tenaient dans l'ouest du pays. Depuis une semaine, les fidèles du leader libyen ont gagné 160km sur les insurgés. Les troupes gouvernementales appliquent la même tactique pour reprendre les villes tenues par les rebelles.

Parallèlement, la communauté internationale hésite sur des sanctions à prendre concernant le régime du dirigeant libyen. Lors de la réunion du G8, ce mardi à Paris, les ministres des Affaires étrangères ont appelé à de nouvelles mesures à l'ONU pour «accroître les pressions» sur Mouammar Kadhafi, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé. Mais aucune zone d'exclusion aérienne a été mentionnée.(20minutes.fr 15.03)

4- Bahreïn.

Le roi du Bahreïn, Hamad Ben Issa Al-Khalifa, a proclamé mardi 15 mars l'état d'urgence pour trois mois, au lendemain de l'arrivée de troupes du Golfe venues l'aider à contenir la contestation chiite.

Selon un communiqué retransmis par la télévision officielle, le roi a chargé le commandant des forces armées de rétablir l'ordre en faisant appel à l'armée, aux forces de police, aux unités de la garde nationale et à "*toute autre force, si cela s'avère nécessaire*". Cette dernière mention semble faire référence aux unités envoyées au Bahreïn par ses partenaires de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis qui ont décidé l'envoi de 500 policiers, pour aider la dynastie sunnite à faire face à la contestation populaire.

Des milliers de manifestants se dirigeaient, mardi après-midi, vers l'ambassade saoudienne à Manama pour dénoncer l'arrivée de troupes de la force commune du Conseil de coopération du Golfe, appelée "*Bouclier de la péninsule*". Certains, revêtus de linceuls blancs, brandissaient le drapeau bahreïni, rouge et blanc, et répétaient des slogans hostiles à la monarchie. "*Sunnites et chiites, nous sommes unis*", scandaient également les manifestants partis de la place de la Perle, épicentre de la contestation populaire.

Par ailleurs, dans le village chiite bahreïni de Sitra, plus de 200 personnes ont été blessées par balle lors d'affrontements opposant des manifestants à des "*bandes armées*" soutenues par la police, selon une source médicale locale. "*Plus de 200 personnes reçues ici avaient été blessées par des tirs de chevrotine*", a déclaré à l'AFP un médecin, joint par téléphone. Il a affirmé que l'hôpital était assiégé par "des gangs armés" et des forces de sécurité visant les villageois chiites. Un manifestant a également été tué lors de heurts avec les forces de sécurité dans le secteur de Sitra, situé au sud de Manama, selon des sources médicales et des opposants chiites.

D'après le ministère de l'intérieur, un membre des forces de sécurité a été tué après avoir été renversé intentionnellement par un automobiliste faisant partie des "*fauteurs de trouble*". (Lemonde.fr 15.03)

5- Egypte.

Les nouvelles autorités égyptiennes ont invité mardi les manifestants qui protestent au Bahreïn pour plus de démocratie dans ce royaume chiite gouverné par une dynastie sunnite à suivre l'exemple des Egyptiens de la place Tahrir, au Caire, qui ont renversé le régime du président Hosni Moubarak.

"*En ce qui concerne Bahreïn, cet Etat est un pays ami. L'Egypte soutient entièrement toute nation qui se bat pour plus de liberté*", a dit le nouveau chef de la diplomatie égyptienne, Nabil Alaraby, lors de sa première déclaration publique depuis sa nomination.

"*Tout ce que nous demandons, c'est que cela se déroule de manière pacifique comme l'ont fait les jeunes de la place Tahrir*", a expliqué le ministre égyptien des Affaires étrangères lors d'une conférence de presse commune avec son homologue américaine, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton.

Ouvrant la conférence de presse, Alaraby a déclaré: "*Nous espérons que notre relation de grande proximité avec les Etats-Unis se poursuivra en se développant à l'avenir.*" (Reuters 15.03)

Pas de problème, c'est l'armée qui est toujours aux commandes !

6- Syrie.

Une quarantaine de personnes ont manifesté brièvement mardi à Damas, qui avait jusqu'ici échappé au vent de révolte soufflant dans le monde arabe.

Les contestataires ont défilé dans le souk Al Hamidiyé de la vielle ville avant de se disperser des les rues adjacentes pour échapper à la police secrète, dont la présence a été renforcée depuis les événements de Tunisie et d'Egypte, rapportent des témoins.

Selon le président Bachar al Assad, qui a succédé à son père Hafez en 2000, il n'y a aucune chance que la révolte gagne la Syrie. L'opposition n'y est pas tolérée et l'état d'urgence reste en vigueur. Le parti Baas, dirigé par le chef de l'Etat, est au pouvoir depuis 1963.

Dans un bref document vidéo visible sur YouTube, on peut voir quelques dizaines de personnes défiler après la prière de midi aux abords de la mosquée des Omeyyades en scandant "*Dieu! Syrie! Liberté! ça suffit !*", détournant un slogan pro-gouvernemental. (Reuters 15.03)

Social.

1- France.

1.1- Contre la «flichiatrie» !

Lancé après un faits-divers impliquant un patient à Grenoble, le chantier de l'hospitalisation et des soins psychiatriques arrive à un tournant crucial. Les députés débutent ce mardi l'examen du projet de loi, jugé sécuritaire par le monde de la psychiatrie.

«*Le point de départ, on le sait, est une interrogation présidentielle par rapport à la sécurité de l'entourage des malades psychiatriques*», indique dans Libération le rapporteur UMP du texte, Guy Lefrand, qui parle d'une loi «très technique». Mais le collectif des 39 contre la nuit sécuritaire dénonce une «déraison d'Etat» et refuse la «flichiatrie» proposé, selon lui, par le projet de loi.

Le texte modifie les modalités d'hospitalisation en psychiatrie sans le consentement du patient, supprimant par exemple les sorties d'essai. Il introduit par ailleurs la notion de soins sans consentement en ambulatoire, c'est à dire sans hospitalisation. Après l'intervention du Conseil constitutionnel, un disposition prévoit désormais l'intervention d'un juge des libertés et de la détention pour maintenir un patient hospitalisé sans son consentement.

Après le succès de leur pétition, qui a dépassé les 21.000 signataires, le collectif a organisé une manifestation ce mardi à 16h devant l'Assemblée nationale. Les syndicats de psychiatres publiques, eux, appellent à la grève pour protester contre le projet de loi, jugé sécuritaire et inapplicable. (20minutes.fr 15.03)

1.2- Etat de guerre civile.

Un couvre-feu sera instauré dès mercredi soir pour les mineurs de Gennevilliers et Asnières, après la mort d'un adolescent ce week-end et une série de violences entre bandes rivales de ces communes des Hauts-de-Seine, a annoncé mardi à l'AFP la mairie d'Asnières.

«*Un arrêté de couvre-feu pour les mineurs va être pris à partir de demain (ndlr: mercredi) dans certains quartiers d'Asnières et de Gennevilliers. Les zones et les horaires précis seront déterminés par les maires des deux villes*», Sébastien Pietrasanta (PS) et Jacques Bourgoin (PCF), a indiqué Audrey Emery, porte-parole de la municipalité d'Asnières-sur-Seine.

Cette décision a été prise après de nouvelles violences mardi soir: un adolescent a été poignardé dans le bas du dos avec un tournevis, deux jours après la mort d'un autre jeune de 15 ans. Blessé, ce jeune qui serait originaire d'Asnières pourrait toutefois sortir dès mercredi de l'hôpital Bichat où il a été admis, selon la mairie d'Asnières.

Dans la nuit de samedi à dimanche, Samy est mort après avoir été poignardé au thorax lors d'une rixe entre deux bandes rivales de la cité du Luth à Gennevilliers et du quartier des Courtilles à Asnières.

Après la mort de Samy, sa mère a lancé un appel au calme et à un arrêt des affrontements dans une lettre lue lors d'une conférence de presse et diffusée sur Facebook.

La sécurité a été renforcée avec le déploiement d'une centaine de policiers épaulés de CRS, le survol du quartier par un hélicoptère et une série d'interpellations.

«Les forces de police sont là pour empêcher les groupes de jeunes, qui sont extrêmement mobiles, de s'affronter», avait expliqué le préfet des Hauts-de-Seine, Patrick Strzoda.

Le préfet avait également «*demandé au recteur de faire en sorte que les élèves de Gennevilliers scolarisés à Asnières et ceux d'Asnières scolarisés à Gennevilliers n'aillent pas dans leurs établissements (lundi) pour éviter les tensions*».

Mais cela n'a pas enrayé la spirale de la violence. Dimanche, un homme de 22 ans a été passé à tabac et frappé à l'arme

blanche dans le quartier des Courtilles. Lundi, une marche d'hommage à Samy lundi, qui a réuni plusieurs centaines de personnes, s'est déroulée sous haute tension.

Et mardi, après une bagarre près de la station de métro qui a nécessité l'intervention de la police, un autre adolescent a été poignardé.

Après ce nouvel incident, un attroupement de jeunes s'est formé, sans qu'aucun autre incident notable n'ait toutefois été relevé, a indiqué la mairie d'Asnières. (Libération.fr et AFP 15.03)

2- Irlande. La dictature des banquiers.

Le taux de chômage irlandais a touché son plus haut niveau en 17 ans au quatrième trimestre. Ajusté des variations saisonnières, le taux de chômage a atteint 14,7% entre octobre et décembre.

Par ailleurs, plus de 50% des chômeurs sont sans emploi depuis plus d'un an. "*Le chemin sera long et malheureusement cela dépendra toujours du secteur bancaire. Le problème du chômage ne peut être résolu tant que le système bancaire n'est pas en bonne santé.*" (Reuters 15.03)

Economie.

1- Portugal.

Moody's a abaissé mardi la note de la dette souveraine du Portugal de deux crans pour la porter à A3 et déclaré qu'il pourrait l'abaisser une fois de plus en raison de l'impact de la hausse des coûts de financement et des difficultés de Lisbonne à atteindre ses objectifs budgétaires.

L'agence dit son inquiétude de voir Lisbonne et l'économie portugaise dans son ensemble contraintes de se financer à des coûts élevés. (Reuters 15.03)

Alors que ce sont les agences de notation en abaissant la note de la dette souveraine de certains pays qui font grimper les coûts de financement !

2- Japon.

Sur les deux séance de lundi et mardi, le Nikkei 225 a plongé de 16%, soit sa baisse la plus marquée sur deux jours depuis 1987.

Le principal indice boursier australien a clôturé à un plus bas de plus de six mois, affichant un recul de 2,1%.

A la clôture, la Bourse de Séoul cédait 2,4% et celle de Taiwan abandonnait 3,5%.

La Bourse de Singapour affichait un recul de 3% à la mi-journée, celle de Hong Kong abandonnait 4% et l'indice principal de la Bourse de Shanghai reculait de 2,1%.

En fin de matinée, le marché indien était également orienté à la baisse (-1,3%).

A Paris, le CAC 40 a fini en baisse de 2,51%. (Reuters 15.02)

En réalité, toutes les Bourses plongent...

Haut de page

Le 17 mars

Parole d'internaute

- "Comment peut-on se prononcer sans connaître le programme de chacun ! les sondés se prononcent pour la trombine des supposés candidats ! ce qui est extraordinaire c'est qu'ils se prononcent pour quelqu'un qui ne s'est pas encore déclaré candidat ! C'est fort de café quand même ! ou carrément c.."

Cela vous étonne ? Cela correspond sans doute à quelque chose, grattez-vous un peu les neurones, avouons que ce n'est pas facile pour un lecteur du Figaro... Je vous suggère une hypothèse : Peut-être que cela correspond au niveau de conscience politique de la majorité de la population ? Quelque chose me dit que je suis sur la bonne piste, non ? Ah ! je serais l'un des seuls à l'affirmer aussi ouvertement et à en tenir compte. C'est possible. Mais vous savez que cela ne date pas d'hier ? Vous ne vous êtes pas fait cette remarque, ce n'est pas bien grave, rassurez-vous vous êtes loin d'être le seul et partis comme nous le sommes, ce n'est pas près de changer ! Je veux dire par là que nous nous sommes mal barrés...

Je ne suis pas encore très en forme, je suis sous sédatif, mais je ne peux pas rester plus longtemps sans rien écrire sur la situation.

Et comme quoi je ne viens pas de commencer à réfléchir à la situation, il y a déjà 6 ans j'affirmais que l'Afrique serait la dernière cartouche du capitalisme mondiale, un continent surexploité et pillé littéralement par les multinationales, un continent contrôlé par des dictateurs à la solde de l'impérialisme, j'y voyais la dernière source de plus-values gigantesques à la source avant que les esclaves ne réclament leur dû et se révoltent. En réalité, en 2005 pour ne pas avoir été capable d'aller au bout de mon analyse je ne pouvais pas prévoir les soulèvements révolutionnaires et les révolutions auxquelles nous assistons aujourd'hui, à cette époque ce n'est pas que j'aurais négligé le facteur économique, disons que je ne disposais pas des outils nécessaires pour l'aborder de manière satisfaisante, nous avons tous nos faiblesses. Malgré tout, j'indiquais que c'était de ce côté-là qu'il faudrait avoir les yeux rivés assez rapidement, plus rapidement que je ne le pensais alors.

C'est également en 2005 que j'ai mis en relief le facteur démographique qui n'est pas étranger au développement des forces productives en Chine notamment et à la dernière division internationale du travail en date. J'indiquais que les pays les plus peuplés deviendraient logiquement les pays les plus puissants sur le plan économique, ajoutons sur le plan politique, même si le PIB par habitant reste à la traîne par rapport aux vieux pays capitalistes.

Le soulèvement révolutionnaire en Libye et le tsunami qui vient de frapper le Japon ont fait voler en éclat l'Union pour la Méditerranée et le G20, décidément c'est la guigne pour le capitalisme mondial. Ce n'est pas pour autant qu'ils entendent mettre un frein à leur offensive contre le prolétariat mondial, au contraire aux Etats-Unis comme dans l'Union européenne ils entendent le faire marcher au pas, c'est assurément le meilleur moyen pour qu'il se rebiffe ou que le mouvement ouvrier se recompose sur des bases plus solides, notamment aux Etats-Unis, bref les scènes d'affrontements qui se déroulent quotidiennement au Yémen ou en Bahreïn ne font que précéder les crises révolutionnaires qui vont éclater dans l'Union européenne et dans d'autres régions du monde, car les contradictions du capitalisme sont tendues à l'extrême et la patience des peuples a ses limites.

Tandis que l'offensive de l'armée de Kadhafi pour écraser le soulèvement révolutionnaire en cours marquait des points, les uns se sont prononcés contre toute intervention militaire étrangère, même limitée à des frappes aériennes contre les bases militaires fidèles au despote, les autres préconisaient toutes sortes d'actions allant de l'interdiction du survol de la Libye jusqu'à une opération militaire de grande envergure pour renverser le tyran. Face à ces deux positions extrêmes, j'ai proposé une solution médiane qui consisterait à accepter le bombardement de ses bases navales et aériennes pour permettre de stopper son offensive contre les révolutionnaires. Je ne sais pas si dans le mouvement ouvrier quelqu'un a repris cette proposition, par contre j'ai constaté qu'il y en avait qui n'hésitaient pas pour défendre leur position à faire un amalgame avec l'entrée des troupes saoudiennes en Bahreïn, expliquant que toute intervention militaire en Libye se terminerait fatalement comme en Irak ou en Afghanistan, alors que rien ne permet d'étayer cette hypothèse, les forces révolutionnaires libyennes réaffirmant jour après jour refuser ce genre d'interventions au sol.

Il y a quatre jours aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie, ils ont montré Kadhafi sous sa tente de réception en présence des ambassadeurs de Chine, de Russie et d'Inde, le dictateur leur a proposé d'exploiter son pétrole à la place des multinationales américaines et européennes pour les remercier du soutien de leur pays. Trois jour plus tard, donc hier, cela n'a pas empêché Jupé de déclarer qu'une résolution sur la Libye était en bonne voie au Conseil de sécurité des Nations Unis, à croire qu'il ne suit pas l'activité politique internationale ou qu'il n'y comprend rien.

Pendant ce temps-là, l'Union européenne avançait vers la résolution d'un nouveau "pacte de stabilité" encore plus draconien que le précédent, tandis qu'en France Sarkozy mettait la dernière touche à son projet de "réforme constitutionnelle" qui a pour objectif de subordonner un peu plus l'Etat aux besoins insatiables de l'industrie financière. Aux Etats-Unis la même tentative pour museler les syndicats s'est traduite par des manifestations dans les grandes villes du pays, dont la plus importante manifestation dans le Winconscin depuis la fin de guerre du Vietnam (ou Viêt-nam). En France, le POI a lancé une campagne pour dire non au projet de "réforme constitutionnelle". Au premier abord nous n'avions pas envie de dénoncer cette initiative, puis nous nous sommes dits qu'en se situant dans le cadre d'une bataille de type front unique, soit elle échouerait et nous n'en parlerons plus, soit elle aboutirait et la vie continuerait comme avant, dans les deux cas ce n'est pas vraiment l'objectif que nous poursuivons et nous ne voyons pas quel bénéfice ou enseignement les travailleurs pourraient en tirer. Le non à de Gaulle en 1969 avait-il changé quoi que ce soit fondamentalement ? Rien en l'occurrence, les syndicats au lieu de collaborer avec l'Etat à l'intérieur des institutions continueront à collaborer de l'extérieur, et répétons-le la vie continuera tranquillement comme avant, pas pour tout le monde en réalité, puisque déjà à cette époque des millions de travailleurs et leurs familles continueront de survivre dans des conditions de précarité insupportables dans l'indifférence générale.

On voudrait nous faire croire qu'il suffirait que l'Etat décrète que les revendications salariales seraient désormais illégales pour qu'il

n'y ait plus moyen de faire grève dans le pays, de la même manière il suffirait de décréter interdits les partis qui pronent la violence pour renverser l'Etat qu'ils disparaîtraient, or l'histoire de la lutte des classes de la fin du XIXe et du début du XXe siècle nous enseigne exactement le contraire, avec en prime l'émergence de partis sans concession avec le capitalisme et les régimes en place, ce qui n'est pas franchement le cas des partis et des syndicats actuels. Les dynasties des Romanov en Russie ou des Hohenzollern en Allemagne au XIXe et au début du XXe siècle ont tout tenté pour museler le mouvement ouvrier sans jamais y parvenir tout à fait, en réponse à la répression dont elle fut victime, son avant-garde s'est renforcée et a attiré toujours plus de travailleurs, de nouveaux droits furent arrachés... Cela n'a pas été le cas sous Franco en Espagne pendant presque 40 ans, parce que l'avant-garde fut totalement décimée au cours de la guerre d'Espagne avec le soutien du stalinisme. A ce qu'on sache, aujourd'hui il n'existe pas en France une dictature similaire à celle de Franco et le stalinisme n'a plus les moyens d'empêcher une avant-garde révolutionnaire de se constituer et d'attirer vers elle des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs.

Dans leurs discours et dans leur politique les dirigants du courant (CCI) qui dirigent le POI et avant lui le PT, le PCI et l'OCI, s'emploient systématiquement à déformer la réalité en pratiquant l'outrance, à les écouter depuis 30 ans au moins la Sécurité sociale devait disparaître du jour au lendemain, pareil pour les retraites, l'école publique, etc. quand tous les quatre matins ils ne nous annoncent pas que tout a basculé et qu'on aurait changé de régime, ou encore que les institutions sont à l'agonie, ils le répètent depuis 1958, ils remettent cela avec cette "réforme constitutionnelle", qui, si l'on se réfère au projet de "*réforme du Pacte de stabilité* adopté mardi par les Etats membres de l'UE (lire l'article dans cette page), ne mentionne pas les syndicats, il sous-entend que les Etats devront procéder à de nouvelles contre-réformes des retraites pour ne pas dépasser la dette publique autorisée ou limiter la masse salariale de la fonction publique, exactement comme vient de le faire Sarkozy. On aurait tendance à dire qu'ils peuvent bien proclamer ou écrire ce qu'ils veulent dans leurs traités ou Constitutions, ils ne pourront pas empêcher les travailleurs de s'organiser et de passer à l'action quand ils l'auront décidé et éventuellement de se soulever. Doit-on penser que les dirigeants du POI seraient légalistes au point qu'un tel pacte ou une telle réforme leur ferait faire des cauchemars parce qu'ils les empêcheraient de continuer le combat par crainte de représailles de la part du régime actuel ? On cherche à comprendre ce qui les chagrine tant.

Tenez, un exemple tout frais d'hier. Page 2 du numéro 140 d'*Informations ouvrières*, on peut lire : "*Décider d'inscrire dans la Constitution le respect de l'équilibre budgétaire au prétexte de la réduction des déficits publics exigée par l'Union européenne, c'est, en un mot, rendre illégale et illégitime toute revendication.*". On baigne ici en plein délire, cela tient de la schizophrénie, comme quoi je n'ai rien exagéré plus haut. Qui va croire pareille baliverne ? Ils tiennent exactement le même discours depuis parfois 40 ou 50 ans pour les plus vieux d'entre eux, c'est vraiment grave docteur Freud ! Comment un tel discours pourrait-il être crédible ? Je n'ai pas encore eu le temps de lire ce numéro d'IO.

Et alors, si cette réforme est adoptée, qu'est-ce qu'on fait demain, on ne combat plus pour aucune revendication parce quelle serait déclarée illégale et illégitime ? Quelle affaire ! Ils feraient mieux de dire qu'ils n'ont pas trouvé un autre os à donner à ronger aux militants du CCI-POI ce serait plus honnête. Que l'Etat reconnaisse la légalité ou non d'une revendication, c'est une chose, de manière générale tout dépend s'il reconnaît ou non la lutte des classes, et encore, si par exemple vous revendiquez l'expropriation des capitalistes, je ne suis pas certain que cette revendication se verra attribuer le sceau de la légalité tant convoité, mais la légitimité d'une revendication, en aucun cas on ne peut demander à un Etat capitaliste quel que soit le régime en place de reconnaître la légitimité d'une revendication, elle est uniquement du ressort de la classe qui la pose, elle correspond aux intérêts d'une classe déterminée qui en l'occurrence ne détient pas le pouvoir, la classe ouvrière, donc avec ou sans réforme jamais l'Etat bourgeois ne reconnaîtra la légitimité d'une revendication posée par des ouvriers. Quand vous demandez à un patron de partager avec vous son profit, qu'est-ce qu'il vous répond ? Qu'il est le patron et qu'il en fait ce qu'il veut, c'est légitime de son point de vue de classe, comme il est légitime du votre de lui réclamer votre dû puisque c'est vous qui produisez les richesses. Vous n'allez pas demander à votre patron s'il trouve ou non légitime votre revendication, c'est absurde, pour lui elle ne l'est pas évidemment, comme pour vous il n'est pas légitime qu'il empoche la plus-value que vous avez produite, tandis que dans un geste d'une extrême bonté, il vous verse quelques miettes pour épaissir votre soupe et caler votre estomac. Donc sachez-le camarades, vous voilà prévenus : dès que cette réforme sera adoptée, si elle l'est un jour, c'est un autre sujet, toutes vos revendications seront déclarées illégales et illégitimes, mettez votre mouchoir dessus et bonne nuit ! Ou au trou ! Eux-aussi ils tiennent à voir monter la Le Pen ?

De plus, si l'on observe ce qui se passe en Tunisie, en Egypte et dans d'autres pays où viennent de se produire des soulèvements révolutionnaires, on constatera que les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière ne réclament pas une modification de la Constitution, ils ne se battent pas pour en extraire les articles les plus ouvertement opposés à leurs aspirations, ils exigent tout simplement une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions, la fin des régimes en place et une Assemblée constituante ou un nouvel Etat bâti sur la base de leur mobilisation révolutionnaire. Ils ne disent pas non à une réforme de la Constitution en vigueur, ils exigent son abolition et l'adoption d'une nouvelle Constitution, la leur ! On y reviendra plus tard.

Politique

1- France. Kadhafi fera-t-il tomber Sarkozy ?

Le régime libyen va révéler prochainement les détails des versements faits à Nicolas Sarkozy pour financer sa campagne

électorale de 2007, déclare Saïf al Islam, l'un des fils de Mouammar Kadhafi.

Interrogé par Reuters, l'Elysée a démenti que le chef de l'Etat ait bénéficié de fonds libyens.

Prié de dire ce que lui inspire le fait que la France ait été le premier pays à reconnaître le CNT installé à Benghazi, Saïf al Islam répond: "*Tout d'abord, il faut que Sarkozy rende l'argent qu'il a accepté de la Libye pour financer sa campagne électorale.*"

"*C'est nous qui avons financé sa campagne, et nous en avons la preuve. Nous sommes prêts à tout révéler. La première chose que l'on demande à ce clown, c'est de rendre l'argent au peuple libyen*", ajoute-t-il.

Saïf al Islam affirme que cette aide a été accordée à Nicolas Sarkozy "*afin qu'il oeuvre pour le peuple libyen*".

"*Mais il nous a déçus. Rendez-nous notre argent. Nous avons tous les détails, les comptes bancaires, les documents, et les opérations de transfert. Nous révélerons tout prochainement*", ajoute-t-il. (Reuters 16.03)

2- Libye

L'armée libyenne a donné mercredi jusqu'à 22h00 GMT aux habitants de Benghazi pour s'éloigner des positions tenues par les insurgés et des dépôts d'armes. Un texte est apparu à la télévision libyenne pour annoncer aux habitants du bastion de la rébellion que l'armée arrivait «*pour vous soutenir et pour nettoyer votre ville des bandes armées*».

Désormais, il est en position de force. Dans un entretien au Figaro, le colonel Kadhafi a donc répété qu'il excluait tout changement politique en Libye et qu'il entendait rester le «*guide de la révolution*» dans son pays. (20minutes.fr 16.03)

Les forces de Moammar Kadhafi pilonnaient mercredi celles de l'opposition, tant dans l'est que dans l'ouest du pays, le maître de Tripoli intensifiant son offensive pour reprendre le contrôle de la Libye.

En Libye, les bombardements se poursuivaient sans répit sur Ajdabiya, ville de 140.000 habitants, noeud routier et point d'approvisionnement stratégique pour la rébellion, et verrou de l'est. La chute d'Ajdabiya, totalement encerclée, ouvrirait en effet le chemin de Benghazi, bastion de l'opposition, et risquerait de sonner le glas de l'insurrection.

Misrata, dernière ville tenue par l'opposition dans l'ouest, était elle aussi la cible des tirs des forces gouvernementales depuis mercredi matin, selon le porte-parole de l'opposition à Misrata, Saadoun al-Misrati. Les communications y ont également été coupées. "*Les gens sont furieux. Ils attendent avec impatience une action internationale*", déplorait-il. "*Ce que Kadhafi fait, c'est d'exploiter le fait que la communauté internationale traîne les pieds*", a-t-il ajouté. (AP 16.03)

3- Bahreïn

Les autorités ont décrété mercredi 16 mars un couvre-feu de 16 heures (14 heures à Paris) à 4 heures (2 heures à Paris). L'annonce a été faite par un porte-parole de l'armée sur la télévision officielle, qui a précisé que la mesure serait appliquée à partir de mercredi et jusqu'à nouvel ordre. Il a ajouté que les rassemblements, marches et sit-in étaient interdits à travers le pays. Bravant ces prescription, un groupe de jeunes activistes a appelé au nom de la '*coalition du 14 février*' à une manifestation dans l'après-midi aux abords de la capitale, mais ils y ont apparemment renoncé, le Wefaq ayant invité ses partisans à '*éviter toute confrontation avec les forces de sécurité*'.

Selon des images de la télévision officielle, la police quadrillait la place de la Perle, épicentre de la contestation contre la famille royale des Al-Khalifa, et des bulldozers ont dégagé le quartier financier, dont les accès avaient été barrés par des blocs de béton placés par les manifestants.

La place portait encore la trace de la violence de l'intervention: tentes déchirées, restes de foyers d'incendie et débris éparpillés.

L'assaut est intervenu après la proclamation de l'état d'urgence par le roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa, fort de l'appui des monarchies voisines du Golfe qui ont envoyé des forces pour l'aider à contenir la contestation.

Des centaines de policiers, arrivés à bord de chars, de transports de troupes et de bus, ont pris le contrôle de la place de La Perle après avoir dispersé les manifestants avec des gaz lacrymogènes.

"*Nous avons maintenant trois morts et un grand nombre de blessés*", a déclaré un député de l'opposition. "*La situation est catastrophique. Les forces ont tiré à balles réelles*", a ajouté Khalil Marzouk, du mouvement chiite Wefaq.

Le ministère de l'Intérieur a indiqué de son côté que deux policiers avaient été tués lors de l'assaut, renversés par des véhicules de manifestants, ce qui porte à quatre le nombre de policiers tués de cette manière en deux jours.

Le ministère de l'Intérieur a affirmé que les manifestants avaient mis le feu pendant l'assaut à des tentes et fait exploser des bouteilles de gaz pour retarder la progression des policiers. Il a ajouté avoir repris le contrôle du complexe hospitalier de Soulaymania, le plus grand de la capitale, où étaient retranchés des protestataires.

"*Il n'y avait aucun moyen de résister*", a déclaré l'un des manifestants de la place de La Perle.

Le chef du Wefaq, cheikh Ali Salmane, a dénoncé sur la télévision Al-Jazira, l'assaut et affirmé que "*la solution ne viendra pas des canons*".

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a pour sa part affirmé que l'intervention lundi de forces des pays du Golfe pour mettre un terme à la révolte populaire était "*un acte hideux voué à l'échec*".

De l'Iran au Koweït, les chiites du Moyen-Orient ont condamné mercredi la violente répression menée par la dynastie sunnite au pouvoir contre les manifestants chiites de Bahreïn.

A Bagdad, des manifestants ont défilé mercredi dans les rues pour afficher leur soutien aux Bahreïniens.

En Irak, les rues de Bagdad ont même été le théâtre de manifestations de soutien aux protestataires. A Najaf, centre spirituel du chiisme à 110 km au sud de Bagdad, un des plus hauts dignitaires chiites basés en Irak, l'ayatollah Bachir al-Najafi, a demandé "*l'arrêt immédiat de cette injustice*". (Libération.fr et AFP 16.03)

Le ministre de la santé du royaume, Nizar Baharna, un chiite, a annoncé sa démission, après l'entrée de la police dans un hôpital de Manama où étaient retranchés des manifestants chiites. Selon des témoins, les forces de sécurité ont démantelé un sit-in devant l'hôpital Salmaniyah et pénétré dans l'établissement, harcelant le personnel et les blessés.

Par ailleurs, douze juges chiites ont annoncé leur démission pour protester contre la dispersion violente du sit-in de la place de la Perle, dans le centre de la capitale, qui a fait cinq morts, trois manifestants et deux policiers. Dans un communiqué, ces juges ont indiqué vouloir ainsi protester contre "*l'usage de la force excessive*" contre les manifestants. Ces juges appartenaient à la section en charge des affaires de la communauté chiite au sein du ministère des Affaires religieuses qui a compétence en matière de statut personnel (divorce, mariage, héritage) pour les chiites, majoritaires dans le pays. (Lemonde.fr 16.03)

4- Yémen

Devant l'Université de Saana, les opposants continuent de manifester ce mercredi 16 mars. Le sit-in en cours depuis le 21 février place de l'Université s'est transformé en un immense camp de toile qui déborde sur les rues environnantes.

Dans la ville de Jouf, au nord-est de Sanaa, la capitale, les combats se sont poursuivis pour la troisième journée consécutive entre des partisans du parti au pouvoir, le Congrès populaire général (CPG) et des sympathisants de l'opposition, selon un responsable local. Trois partisans du CPG ont été blessés, selon cette même source.

Les partisans du régime tentaient de déloger ces opposants retranchés depuis lundi dans les bureaux du siège du gouverneur de la province. Un opposant a déjà été tué, et une vingtaine de personnes blessées, mardi dans cette ville, située à la frontière avec l'Arabie saoudite.

Dans la région de Saada, dans le nord du Yémen, des milliers de manifestants ont défilé dans la localité de Dhahyane pour demander le départ du président Ali Abdallah Saleh.

Cette zone, contrôlée par les rebelles zaïdites qui combattent épisodiquement depuis 2004 les forces armées yéménites, connaît de nombreuses manifestations hostiles au régime.

D'après les observateurs, ces affrontements prennent un caractère tribal. Ils ont constaté que des centaines de membres de tribus se sont joints ces deux derniers jours aux manifestants, installant des tentes marquées au nom de leurs provinces. En face, les partisans du régime qui se sont affrontés aux manifestants font partie des tribus d'Al-Hamad et Al-Hadra, alors que les opposants appartiennent à d'autres tribus.

Cheikh Amine al-Akaimi, chef du congrès des tribus de Bakil, a assuré que cette puissante confédération tribale était "*avec la révolution des jeunes et prêtes à les protéger*". "*Nous demandons au président de partir*", a-t-il ajouté. Des chefs de la confédération tribale des Hached, la plus importante du pays à la structure clanique, s'étaient par ailleurs déjà ralliées à

la contestation.

Du côté des autorités, le ministère de l'Intérieur a limogé le chef de la sécurité de la ville d'Aden, le brigadier Abdallah Qiran, après une vague de démissions de responsables locaux en protestation contre la répression des manifestations anti-gouvernementales. (Reuters 16.03)

Des partisans du gouvernement, armés de bâtons, de couteaux et d'armes à feu, s'en sont pris aux manifestants de l'opposition installés en campement sur une place d'Al-Hodeïda, ville portuaire dans le sud du Yémen, les affrontements faisant des centaines de blessés, selon des témoins.

D'après les témoins, les partisans du président Ali Abdallah Saleh étaient au moins 10.000. Il s'en sont pris à environ 4.000 manifestants de l'opposition dans ce port situé sur la Mer rouge. La police est intervenue pour séparer les deux camps à coups de gaz lacrymogènes, la plupart des blessés souffrant d'intoxication après avoir inhalé ces gaz.

Selon des témoins s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, ces assaillants étaient des membres de la police secrète et des "*voyous à la solde du gouvernement*".

Mardi, les pro-gouvernementaux à Al-Hodeïda ont mis le feu au siège local du parti Al-Islah, un des principaux partis d'opposition. Une attaque qui a fait cinq blessés, selon le parti.

Toujours mercredi, mais dans la province de Taïz, huit jeunes femmes ont été blessées lors de la dispersion d'une manifestation étudiante contre Saleh. (AP 16.03)

5- Syrie

Les forces de l'ordre syriennes ont dispersé mercredi 16 mars des dizaines de parents de prisonniers politiques manifestant dans le centre de Damas. Encadrés par un grand nombre de policiers et d'agents des forces de sécurité en civil, ils s'étaient rassemblés sur la place Marjé, jouxtant le ministère de l'intérieur. Au moins cinq manifestants ont été arrêtés puis conduits à bord d'un véhicule.

Une contre-manifestation de soutien au président Bachar al-Assad a réuni des dizaines d'autres manifestants, rassemblés sur la même place. Ils portaient des drapeaux syriens et scandaient des slogans en faveur du président : '*Avec notre âme, avec notre sang, nous nous sacrifierons pour Bachar.*'

Selon des témoins, plusieurs intellectuels qui étaient venus soutenir les familles des détenus ont été interpellés, parmi lesquels l'écrivain Tayeb Tizini, le militant et blogueur kurde Kamal Cheikho, qui avait été libéré dimanche de prison, ainsi que les militants Mazen Darouiche et Nahed Badaouia. A été également interpellé Omar Labouani, fils d'une importante figure de l'opposition, Kamal Labouani, qui purge une peine de douze ans de prison.

Les familles de 21 militants des droits de l'homme avaient annoncé samedi dans un communiqué qu'ils comptaient se rendre au ministère de l'intérieur pour remettre un message réclamant la libération de leurs proches. '*Après une longue attente et des rumeurs sur une proche libération des détenus de conscience en Syrie, nos espoirs se sont envolés. Nous avons décidé de remettre mercredi à midi une lettre au ministre de l'intérieur qui contiendra nos plaintes et souffrances*', souligne le message de familles publié par l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme (OSDH). Parmi les détenus figurent les avocat des droits de l'homme Anouar Bounni et Mouhannad al-Hassni, ainsi que des médecins, ingénieurs et écrivains. (Libération.fr 16.03)

6- Algérie

La police a fait usage mercredi de grenades lacrymogènes pour disperser à Alger de jeunes manifestants armés de pierres et de cocktails Molotov, a constaté un journaliste de l'agence Reuters.

Les protestataires, qui avaient bloqué une artère de l'est de la capitale, ont affirmé ne pas avoir de revendications politiques. Ils souhaitent obtenir des pouvoirs publics de meilleures conditions de logement.

"*On vit comme des chiens. Nous vivons avec toute la famille dans un même appartement et ce depuis les années 1960*", a expliqué à Reuters un jeune homme.

Les manifestants - une soixantaine au départ pour atteindre ensuite 150 environ - venaient pour la plupart de la cité ouvrière de Diar el Mahsoul et demandaient à être reçus par des responsables pour faire part de leurs doléances. (Reuters 16.03)

Social

1- Etat de guerre civile, suite.

Le couvre-feu instauré ce mercredi soir pour les mineurs à Asnières et Gennevilliers, dans les quartiers des Hauts d'Asnières et du Luth, durera jusqu'au 24 mars, a indiqué ce mercredi matin la préfecture du département des Hauts-de-Seine.

Le préfet Patrick Strzoda a précisé le dispositif du couvre-feu: les mineurs qui seraient à l'extérieur entre 20h et 6h du matin, non accompagnés, peuvent être contrôlés et placés en garde à vue s'ils sont armés. Sinon, ils seront remis aux parents et ceux-ci risquent une amende de 38 euros.

Les auteurs des agressions au tournevis et au couteau n'ont pas été arrêtés, a précisé le procureur ce mercredi matin, mais quatre jeunes majeurs doivent passer en comparution immédiate et quatre mineurs doivent être présentés au juge des enfants ce mercredi après-midi. Au total, 39 personnes, dont 22 mineurs, ont été interpellées depuis samedi.

Le parquet a par ailleurs annoncé la constitution d'un groupe local de traitement de la délinquance à Asnières et Gennevilliers. (20minutes.fr 16.03)

2- Apprentis sorciers

Le nombre d'incidents et d'anomalies sur des centrales nucléaires en France a doublé en dix ans et on en a recensé plus de 1.000 en 2010, selon un rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) cité mercredi par Europe 1.

L'échelle internationale des risques nucléaires compte sept niveaux. Selon l'ASN, l'accident en cours dans la centrale japonaise de Fukushima a atteint le niveau 6.

"*En France, plus de 1.000 incidents ont été recensés l'année dernière, pour la majeure partie sans importance. Seuls trois incidents de niveau 2 ont été recensés, mettant en cause des défaillances importantes des systèmes de sécurité*", peut-on lire sur le site internet d'Europe 1.

Ce niveau de gravité "*peut s'apparenter à une contamination importante ou encore à une surexposition d'un travailleur*", ajoute la radio. (Reuters 16.03)

Economie

1- La Bourse ou la vie

La Bourse de Paris et les autres places européennes ont accentué leurs pertes mercredi après-midi pour finir en net repli, affectées par un regain d'inquiétude des investisseurs sur la situation nucléaire au Japon après des déclarations alarmistes de l'AIEA et du commissaire européen de l'Energie.

L'indice CAC 40 a perdu 2,23%. Londres et Francfort ont respectivement abandonné 1,70% et 2,01%. Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a reculé de 2,26% et l'EuroFirst 300 de 1,61%. Wall Street a chuté de près de 2% mercredi. (Reuters 13.03)

2- Grande-Bretagne

Malgré la mauvaise nouvelle du jour et l'annonce que le chômage en Grande-Bretagne avait atteint 8% de la population active soit 2,53 millions, son plus haut niveau depuis 17 ans, le ministre des Finances George Osborne avait un grand sourire . Il faut dire que son invité Angel Gurria, secrétaire général de l'OCDE, a félicité les Britanniques pour leur plan de réduction des déficits publics, avec un plan d'austérité de 95 milliards d'euros sur 4 ans. «*Quand vous avez un budget qui atteint les deux chiffres, il faut agir très vite, frapper très fort pour retrouver l'équilibre*», a répondu Angel Gurria à un journaliste qui lui demandait si les coupes budgétaires engagées par la coalition des Conservateurs et des libdems n'était pas trop brutales.

Mais les louanges de l'OCDE s'accompagnent tout de même d'un important bémol: pour l'organisation le redémarrage de la croissance britannique sera moins fort que ce qu'annonçaient les chiffres officiels du gouvernement.

La croissance du PIB en 2011 ne serait que de 1,5% avant d'atteindre 2% en 2012. Ces chiffres sont malgré tout optimistes sachant que le PIB s'est contracté de 0,6% sur le dernier trimestre de l'année 2010. «*Une reprise générale s'est amorcée à la fin de l'année 2009, mais l'économie devra affronter de puissants vents contraires en 2011*» met en garde le rapport. Les principaux freins pour l'économie seront les coupes faites dès cette année dans un grand nombre d'allocations sociales et la réduction brutales des dépenses publiques dans tous les secteurs. (Lefigaro.fr 16.03)

3- Italie. L'argent n'a pas d'odeur.

L'Italien Eni a appelé mercredi l'Europe à lever les sanctions imposées à la Libye, alors que l'armée libyenne reprend le terrain conquis précédemment par l'opposition au régime de Mouammar Kadhafi.

Le groupe pétrolier italien, très implanté en Libye, est la première société occidentale à demander que les liens soient renoués avec Tripoli, qui pourrait prochainement rouvrir les vannes d'or noir.

Selon Paolo Scaroni, les relations d'Eni avec la Libye ne sont pas remises en cause.

"*Je ne considère pas qu'elles aient été compromises. Nous avons maintenu des relations avec la National Oil Corporation (NOC), qui est notre principal interlocuteur*" en Libye, a-t-il déclaré.

Mercredi, le directeur de la NOC, Shokri Ghanem, a assuré à Reuters que les contrats existants avec les groupes pétroliers occidentaux seraient honorés.

Eni a investi des milliards de dollars en Libye, et l'Italie importait avant le début des violences 500.000 barils de pétrole libyen par jour, soit 22% de sa consommation.

Le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, était considéré comme le plus proche partenaire de Mouammar Kadhafi en Europe, mais l'a récemment appelé à quitter le pouvoir.

Le guide libyen a depuis déclaré se sentir trahi par ses anciens alliés européens.

"*Il me semble que l'on a trop vite misé sur le mauvais cheval et qu'il sera difficile d'en changer*", a déclaré un des conseillers d'une firme d'analyse du risque travaillant sur la Libye.

"*D'un point de vue pratique, je ne vois pas comment des grandes entreprises comme Eni peuvent revenir au milieu des sanctions, même si Kadhafi appelle Berlusconi pour lui envoyer sa bénédiction*", a ajouté cette source, qui ne souhaitait pas être nommée. (Reuters 16.03)

4- Guinée

La société française NCT Necotrans a déposé plainte pour corruption mercredi au parquet de Paris après avoir perdu au début de l'année la concession du port de Conakry, en Guinée, au profit du groupe Bolloré, ont annoncé ses avocats. Lire la suite l'article

Bolloré a signé vendredi dernier un contrat d'une valeur de 500 millions d'euros pour la gestion du port de conteneurs de la capitale guinéenne. Il se refuse à tout commentaire sur la plainte.

Necotrans dit avoir perdu 40 millions d'euros quand le pouvoir guinéen du président Alpha Condé a dénoncé un précédent accord datant de 2008 et a envoyé l'armée réquisitionner les installations.

La société relate dans sa plainte, remise au procureur Jean-Claude Marin, que le groupe Bolloré, via sa filiale Euro RSCG, a financé la campagne électorale d'Alpha Condé.

Il remarque que le chef d'Etat guinéen sera reçu à Paris la semaine prochaine par Nicolas Sarkozy, ami de Vincent Bolloré. Ce dernier avait prêté son yacht au président français élu après son élection en 2007 et il avait prêté son avion au couple Sarkozy-Bruni pour des vacances en Egypte.

Necotrans admet cependant ne pas présenter de preuves matérielles d'une opération de corruption.

La société avait obtenu en 2007 la concession pour 25 ans du port, confiée à sa filiale Getma et entrée en vigueur en 2008.

Le site est stratégique pour les exportations minières. La concession a été renouvelée en janvier dernier, affirme Necotrans, avant, selon elle, un brusque revirement consécutif à un déplacement de Vincent Bolloré à Conakry en février.

"Le Groupe NCT Necotrans, par ses avocats Cédric Fischer et Pierre-Olivier Sur, dépose plainte entre les mains de Monsieur Jean-Claude Marin procureur de la République de Paris et demande l'ouverture d'une enquête préliminaire pour corruption internationale", annonce NCT Necotrans dans un communiqué.

Interrogé mardi soir sur les conditions de l'attribution du nouveau contrat, Vincent Bolloré a répondu, en marge de la présentation des résultats 2010 de son groupe, que la procédure avait été régulière.

"*On était deuxième de l'appel d'offres, le numéro un a été déclaré défaillant, on passe donc en tête, c'est assez courant, ce n'est pas un gré à gré, c'est simplement une défaillance*", a-t-il expliqué.

"*Il n'y a pas le moindre document qui établirait la moindre défaillance, au contraire*", a déclaré de son côté à Reuters Pierre-Olivier Sur, avocat de NCT Necotrans.

"*Même s'il y avait eu défaillance, il faut dans ce cas-là respecter la procédure. Il a des moyens de sortir d'un contrat et rien ne justifie la réquisition ou qu'on envoie l'armée*", a-t-il ajouté.

Bolloré et NCT Necotrans possèdent respectivement les premier et deuxième réseaux logistiques intégrés en Afrique. S'il sont en conflit à Conakry, tous deux sont partenaires dans la gestion d'autres ports africains, notamment au Gabon et au Bénin. (Reuters 16.03)

5- Japon

Pour la troisième journée consécutive, la banque centrale japonaise est intervenue mercredi pour mettre des liquidités sur les marchés financiers, portant le total des fonds injectés en urgence à 55.600 milliards de yens (494 milliards d'euros).

La dernière offre de financement proposée par la Banque du Japon est intervenue alors que la bourse de Tokyo se reprenait après une chute vertigineuse de l'indice Nikkei, après le tsunami et le séisme dévastateur, qui avait perdu 20% en deux jours, pour atteindre son plus bas niveau en près de deux ans. L'indice a finalement terminé mercredi en hausse de 5,7%. (AP 16.03)

Combien va coûter le séisme? Telle est maintenant la grande question que se pose le Japon. Entre 10.000 milliards et 16.000 milliards de yens (140 milliards d'euros), calculent les banques qui ne prennent pas en compte les investissements nécessaires pour la reconstruction du pays. Or, ceux-ci devraient dépasser les 4000 à 5000 milliards de yens, selon les estimations de Credit Suisse. Les Japonais, pour y faire face, vont être tentés de puiser dans leurs réserves à l'étranger qui sont considérables en actions et en obligations. Elles représentent 59% du PIB japonais (3925,9 milliards d'euros), si l'on en croit l'agence de notation Moody's. Un mouvement qui poussera le yen à la hausse risque, souligne Fitch Ratings, d'être «*plus préjudiciable*» aux industriels que la catastrophe elle-même. (Lefigaro.fr 16.03)

Haut de page

Le 18 mars

Bien que la déclaration de l'intersyndicale jaune ne présente aucun intérêt, je l'ai quand même mise en ligne dans le site. Si la situation sociale est "*grave*", c'est bien parce que vous êtes les fossoyeurs du syndicalisme et de nos droits au profit des capitalistes dont vous êtes les valets.

Comme quoi nous nous faisons des illusions sur le compte du PS ou nous n'y comprenons rien.

Lu dans un article de G. Hoffmann (courant socialiste du POI) intitulé *Où se trouve la solution à la crise économique, politique et sociale ?* (IO n°140 page 7) :

"*Nous sommes, bien entendu, comme socialistes maintenus, hostiles à une alliance de la gauche avec le centre et la droite modérée. C'est toute la politique qui a permis la reconstitution du Parti socialiste à l'époque, en rupture avec les errements à droite de la SFIO, qui serait ouvertement reniée.*". Passons sur "*les errements à droite de la SFIO*", son passage avec armes et bagages dans le camp des ennemis de la classe ouvrière le 4 août 1914, sans doute un "détail" qui en vaut bien d'autres... Où est le tour de passe-passe demanderez-vous ? Fastoche : ceux qui ont reproclamé le Parti socialiste en 1971 n'avait pas besoin d'une alliance avec "*le centre et la droite modérée*" puisqu'ils le représentaient ! Le grand bourgeois Mitterrand décoré de la francisque et qui donna l'ordre de bombarder Sétif (Algérie) le 8 mai 1945, qui comptait parmi ses amis un certain Bousquet, n'était-il pas un homme de gauche ?

Mais pourquoi s'emploient-ils ainsi à manipuler l'histoire du PS ? Pardi, pour vous faire croire que ce parti serait un parti ouvrier. Depuis le 4 août 1914, avant en réalité, la SFIO et le PS ont toujours soutenu les institutions et le régime en place, le capitalisme. Le PC n'a jamais agit autrement. Mais ces gens-là s'en foutent, ce n'est pas un problème pour eux parce qu'ils ne situent pas leur combat politique dans la perspective du socialisme, ils n'ont jamais rompu avec l'idéologie bourgeoise et

s'en trouvent bien ainsi, et les "trotskystes" du POI s'en accommodent.

C'était quoi la "*la politique qui a permis la reconstitution du Parti socialiste*" ? Un programme bidon pour affaiblir le PCF, des paroles aussi vite envolées une fois au pouvoir, voilà sur quoi reposent uniquement leurs convictions pour peu qu'ils en aient. A lire monsieur Hoffmann en 1971 les dirigeants du PS étaient sincères, c'est seulement plus tard qu'ils se sont reniés. Remplacez-les par des dirigeants plus honnêtes et le tour est joué, vous voilà avec un PS tout neuf tout propre prêt à reprendre du service pour la bonne cause, CQFD. Hoffmann est un illuisonniste et rien de plus.

Il enfonce le clou en ajoutant "*La solution, pour unifier et gagner, ne peut exister que sur la base des valeurs fondamentales du socialisme.*" auxquelles certains dirigeants du PS tiendraient tant, c'est bien connu ! Des noms, vite ! Tout cela, ne rigolez pas, pour "*battre la droite*" comme en 81, c'est lui qui le précise, attention c'est que l'affaire est sérieuse, car "*c'est en restant fidèles à la politique de rupture avec le capitalisme, qui seule a fait tous les succès du mouvement ouvrier, que se trouve la solution*", traduisons ou rétablissons les faits, il devait vouloir dire qu'en parole "*en restant fidèles à la politique de rupture avec le capitalisme*"... le PS peut "gagner" le jackpot comme en 81, quant à la rupture avec le capitalisme, on sait ce qu'il en a été, Hoffmann le sait pertinemment et les dirigeants du POI aussi, mais ils s'en foutent tous aussi bien les uns que les autres. Après cela on nous accusera de leur faire des procès d'intention ou de les calomnier, franchement, un peu de sérieux. Notez bien que cet article est paru dans la rubrique Tribune libre d'*Informations ouvrières* dans laquelle s'expriment en réalité des adhérents du POI, à croire que les instances de leur parti ne servent pas à grand chose ou qu'elles ne leur permettent pas de s'exprimer librement. Donc cet article ne nous était pas destiné, il concernait uniquement les militants du POI, désolé.

Dans un autre registre mais tout aussi insupportable, le social-patriotisme ou le produisons français, on peut lire en page 16 : "*on apprend, selon une statistique officielle, qu'entre 1980 et 2007, l'industrie française a supprimé 1 910 000 emplois, soit le tiers des effectifs industriels*", quelle horreur mon Dieu ! l'évolution du capitalisme mondiale a suivi son cours à défaut de passer au socialisme, voilà tout. Ce sont des nostalgiques d'un passé révolu pour ne pas avoir été capables d'entrevoir l'avenir, ils vivent dans le passé, ils ont les yeux braqués vers le passé, comment voulez-vous qu'ils saisissent le présent et ses tendances et qu'ils entrevoient l'évolution futur de la société et du monde, difficile, voire impossible de revendiquer (un jour indéterminé et forcément lointain) la direction du mouvement ouvrier, non ? On ne vit décidément pas dans le même monde et on ne peut pas se comprendre.

Page 16 toujours, Michel Sérac écrit "*Les gouvernements s'avouent esclaves de ces « marchés »*", les marchés financiers qui spéculent sur les matières premières dont celles destinées à l'alimentation. Mais c'est leur faire la part belle, c'est encore les épargner, car en réalité ils ne sont pas plus "*esclaves*" que pris dans un "*piège*", tous les gouvernements savent pertinemment qu'ils ont un sale boulot à faire et ils le font consciencieusement. Si nous n'avions pas notre conscience politique nous nous adresserions aux dirigeants de l'UMP en les appelant à ne plus être les "*esclaves*" des marchés, lâchez-vous un peu bordel, un peu d'audace ! Au POI ils en sont arrivés à prendre à la lettre ce que disent d'eux-mêmes les gouvernements en guise d'analyses. Ils doivent être bien fatigués... Tous les gouvernements sont les représentants des marchés et mettent en oeuvre une politique qui correspond à leurs intérêts, point barre, c'est net, précis et plus clair, non ? Voilà ce qui doit être le point de départ de notre analyse de la situation politique.

Politique

1- France. Guéant reconnu par ses pairs, un "***adhérent d'honneur du FN***".

"*Les Français, à force d'immigration incontrôlée, ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux, ou bien ils ont le sentiment de voir des pratiques (...) qui s'imposent à eux et qui ne correspondent pas aux règles de notre vie sociale*", a déclaré M. Guéant jeudi sur Europe-1. "*Nos compatriotes veulent choisir leur mode de vie, ils ne veulent pas qu'on leur impose un mode de vie*".

Pour la présidente du FN, le ministre de l'Intérieur "*pourrait être adhérent d'honneur du FN puisqu'il est touché par la grâce, sauf que cela n'annonce que les prochaines élections*". (AP et Lepost.fr 17.03)

2- Libye.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté jeudi 17 mars au soir en faveur d'un recours à la force contre les troupes du colonel Mouammar Kadhafi, ouvrant la voie à des frappes aériennes en Libye. La résolution de l'ONU a été adoptée avec dix voix pour sur les 15 membres du Conseil de sécurité, et cinq abstentions. La Chine et la Russie se sont abstenues mais n'ont pas utilisé leur veto pour bloquer le texte. Alors que Mouammar Kadhafi a annoncé un assaut contre la ville de Benghazi, fief des rebelles, la résolution adoptée par le Conseil autorise "*toutes les mesures nécessaires*" pour protéger les civils et imposer un cessez-le-feu à l'armée libyenne.

A Benghazi, une foule en liesse s'est rassemblée pour saluer le vote. Des coups de feu ont été tirés en l'air en guise de célébration tandis que de nombreux pétards étaient allumés dans la ville. Plusieurs centaines de jeunes étaient rassemblés devant le siège du Conseil national de transition, l'instance dirigeante mise en place par les insurgés, et brandissaient les drapeaux de la monarchie en vigueur avant la prise du pouvoir par le colonel Mouammar Kadhafi en 1969. "*J'ai vu l'annonce du vote sur Al*

Jazira, c'est le plus beau jour de ma vie, tous les citoyens sont heureux", a déclaré un habitant à l'AFP.

La France avait auparavant annoncé des frappes aériennes dès l'adoption de la résolution. "*Il n'est pas question de faire quelque chose au sol. C'est très clair. L'alternative, elle coule de source : c'est effectivement l'utilisation de la force aérienne*", a précisé avant la réunion du Conseil de sécurité Alain Juppé.

"*C'est une opération en coalition, nous sommes avec d'autres, nous ne sommes pas seuls. Ce n'est pas une opération française, c'est une opération internationale*", a-t-il souligné.

Le pouvoir libyen a de son côté dénoncé la décision du Conseil par la voix du vice-ministre des affaires étrangères Khaled Kaaim. "*Cette résolution traduit une attitude agressive de la communauté internationale, qui menace l'unité de la Libye et sa stabilité*", a déclaré M. Kaïm peu après le vote. Le responsable libyen a dénoncé un "*complot*" de la communauté internationale et "*une volonté de pays comme la France, la Grande-Bretagne et les Etats-unis, de diviser le pays*". Selon lui, la résolution est un "appel aux Libyens à s'entretuer". (Lemonde.fr 17.03)

3- Yémen

Des partisans du gouvernement yéménite, soutenus par les forces de sécurité, ont attaqué jeudi des manifestants dans la capitale Sanaa et la province de Taez (sud), faisant au total quelque 90 blessés, selon des sources médicales.

Dans la province de Taez, la police a eu recours aux gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs milliers de manifestants, et des partisans du gouvernement ont attaqué les protestataires avec des barres en fer, des bâtons et des couteaux, selon des témoins.

"*Des voyous -des membres des forces de sécurité en civil- nous ont attaqués*", a déclaré un manifestant. Quelques heures plus tard, les manifestants de la province ont subi un nouvel assaut. Selon des sources médicales, quelque 80 d'entre eux ont été blessés, dont quatre par balles. (AP 17.03)

4- Bahreïn

Six personnalités de l'aile dure de l'opposition à Bahreïn ont été arrêtées dans la nuit de mercredi à jeudi, au lendemain d'une répression sanglante de manifestations à Manama, a annoncé l'opposition. Il s'agit de cinq figures chiites et d'un opposant de gauche sunnite. "*Ils ont tous été arrêtés dans la nuit*", déclare Khalil Marzouk, député du mouvement chiite Al-Wefaq .

Selon un communiqué officiel lu à la télévision d'Etat, les six opposants arrêtés étaient "*en contact avec des Etats étrangers*" et avaient appelé "*à la chute du régime*". Le texte précise que "*des mesures judiciaires" seront prises à l'encontre de ces six hommes "qui ont incité à tuer des citoyens et détruire des biens publics*".

L'opposition bahreïnie a assuré, jeudi soir, qu'elle va poursuivre ses manifestations "*pacifiques*" pour la démocratie, affirmant qu'elle ne laisserait pas les forces armées étouffer le mouvement de protestation lancé mi-février.

La police bahreïnie a ouvert le feu, jeudi 17 mars, sur des manifestants du village chiite de Deih, à l'ouest de Manama. Selon Nabil Rajab, directeur du centre de Bahreïn pour les droits de l'homme et proche de l'opposition, qui se trouvait sur place, les forces de l'ordre ont tiré au fusil de chasse et lancé des grenades lacrymogènes sur quelques centaines de personnes descendues dans la rue pour une manifestation spontanée.(Lemonde.fr 17.03)

5- Togo

A Lomé, la capitale togolaise, un rassemblement organisé ce jeudi par l'opposition pour dénoncer un projet de loi réglementant les manifestations publiques a été rapidement dispersé par les forces de l'ordre qui ont tiré des grenades lacrymogènes.

6- Sénégal

L'opposition sénégalaise veut manifester samedi sur la place de l'Indépendance, à Dakar.

La date du 19 mars marque le onzième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du président Abdoulaye Wade, qui avait battu Abdou Diouf à l'élection présidentielle de 2000.

L'opposition, qui dénonce les difficultés économiques et les atteintes portées selon elle par le pouvoir aux libertés individuelles, soupçonne Wade, 84 ans, de vouloir briguer un troisième mandat en février 2012.

Les autorités n'ont pas dit si elles autoriseraient la manifestation de samedi. (Reuters 17.03)

Social

France

Environ 500 salariés de l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, ont débrayé jeudi et bloqué les entrées et sorties de camions pour réclamer un projet industriel assurant l'avenir du site.

"*On bloque les trois accès pour les camions, ce qui fait que l'usine tourne au ralenti. Nous avons décidé de passer à une action dure pour que la direction comprenne bien qu'on ne veut plus être pris pour des imbéciles*", a dit à Reuters le secrétaire du comité d'entreprise Gilles Penel (CGT).

Le blocage devait durer toute la journée.

Mardi, 500 salariés avaient débrayé durant 90 minutes à l'appel de l'intersyndicale.

L'usine avait été cédée en février 2009 au groupe allemand HZ Holding dont le plan de fabrication de pièces d'éoliennes a finalement été abandonné.

L'usine, qui continuera de fabriquer des boîtes de vitesse pour Ford jusqu'en décembre 2011, est repassée en janvier dernier sous le contrôle du constructeur américain.

Ford a mis en place un plan social basé sur 368 départs volontaires pour ramener les effectifs autour de 1 000 salariés.

Stéphane Césaréo, porte-parole de Ford-France, a dit qu'un projet qu'il a qualifié de majeur était envisagé par le constructeur mais n'en a pas précisé le contenu.

"*Ce projet est dans sa dernière phase d'étude*", a-t-il dit à Reuters. "*Des ingénieurs de Ford vont venir la semaine prochaine sur place dans ce cadre. Une réponse devrait être donnée d'ici l'été*".

Les syndicats demandent des engagements écrits de la part de la direction et s'opposent à la signature d'un plan social tant que le projet industriel promis n'est pas connu. (Reuters 17.03)

Economie

France

Malgré le début de reprise économique, le ministère de l'Economie a multiplié en 2010 ses interventions dans des restructurations industrielles, jouant un rôle d'intermédiaire dans des dossiers de "*sortie de crise*".

Au total, 79 entreprises ont été suivies par le Ciri (Comité interministériel de restructuration industrielle), soit 122.000 emplois, dit son rapport d'activité annuel présenté jeudi. Elles n'étaient que 69 pour 97.500 emplois en 2009.

Sur ces 79 dossiers, l'organisme revendique 45 issues positives, soit 62.000 emplois préservés.

Le Ciri, qui se concentre sur les entreprises de plus de 400 salariés, cherche donc à faciliter les discussions avec les banques, les fournisseurs et les actionnaires. Et d'éventuels nouveaux investisseurs, financiers ou industriels, lorsque le besoin s'en fait sentir.

L'industrie, de l'automobile au meuble en passant par l'agroalimentaire, a représenté deux tiers des dossiers traités en 2010 et 70% des emplois concernés. (Reuters 17.03)

Haut de page

Le 19 mars

Me voilà rétablis, mon infection dans le cou est résorbée. Je subirai une petite intervention au pied gauche la semaine prochaine, il

ne restera plus que l'oeil droit à traiter... plus tard. J'ai un autre souci d'un autre ordre à régler, informatique.

Me voilà avec deux ordinateurs ne fonctionnant pas avec le même système (XP pro et Window 7 basic) et je voudrais les connecter ensemble pour gagner du temps. Pour le moment je me connecte à Internet avec le modem qui ne fonctionne qu'avec le portable, je charge les dépêches ou articles dans cet ordinateur, je les recopie sur un CR-ROM, ensuite j'insère le CD-ROM dans l'autre ordinateur et j'actualise le site. Une fois que le boulot est terminé, je copie sur le CD-ROM les fichiers que j'ai modifiés, j'insère le CD-ROM dans le lecteur du portable, je me connecte au serveur du site et je peux enfin l'actualiser, cela fait beaucoup de manipulations avec autant de sources d'erreurs.

Je pourrais passer de XP à Window 7 mais je perdrais tous mes logiciels dont je n'ai pas de copie, et je ne sais pas s'il serait possible de faire fonctionner le portable sous XP. L'informaticien que je connaissais a quitté Pondichéry pour aller travailler à Chennai, donc j'hésite à faire intervenir un informaticien que je ne connais pas. L'autre jour un des mes ex-étudiants m'en a présenté un qui revenait de Singapour, il m'a copié des logiciels depuis inutilisables et que j'ai jetés, il devait aussi régler un problème de mémoire qui persiste toujours, il s'agissait d'un "professionnel" avec une longue expérience, vous comprenez ma méfiance. Passons aux choses sérieuses.

Cinq sujets de causeries.

1- Les hésitations et la volte-face des dirigeants du vieux monde face au soulèvement révolutionnaire en Libye, leur empressement à préciser qu'ils n'enverraient pas de troupes au sol pour combattre l'armée de Kadhafi, le refus de Sarkozy d'envisager une intervention militaire contre les positions stratégiques du dictateur sous commandement de l'OTAN, témoignent de leur embarras à aborder et traiter la question de la remise en cause par tous les peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient des monarchies et des régimes dictatoriaux qu'ils soutenaient encore la veille et qu'ils ont armés aveuglément pendant des décennies pour la plupart d'entre eux. Pour ne rien arranger, voilà que des manifestations éclatent au coeur de l'Afrique, au Togo et au Sénégal notamment, et que la situation est en train de dégénérer en Côte-d'Ivoire, après que leur impuissance à faire plier Gbagbo se soit étalée à la face du monde. On pourrait ajouter la hausse vertigineuse des prix des matières premières dont les produits alimentaires de base, qui à terme pourrait se solder par de nouvelles émeutes de la faim en Afrique et en Asie et déstabiliser encore davantage des régimes déjà instables ou fragiles.

Pour les différents impérialistes, après la révolution prolétarienne en Tunisie et le soulèvement révolutionnaire en Egypte qui a eu raison de Moubarak et qui sont loin d'être terminés, il y a urgence à ce que la situation se normalise pour que les affaires reprennent ou continuent comme avant, il y a urgence à ce que les revendications sociales et politiques des peuples de cette région soient étouffées ou satisfaites a minima, afin que l'ordre mondial qui repose sur leur domination ne soit pas à son tour remis en cause, ils sont prêts pour y parvenir à lâcher certains régimes et à soutenir leurs opposants, sachant qu'ils n'ont pas l'intention de remettre en cause les fondements du capitalisme, les maîtres du monde n'ont pas d'autre alternative que d'accepter de voir fondre leurs profits et de voir ainsi les contradictions de leur système économique se tendre davantage à court terme, ce qui dans l'immédiat est pour eux un moindre mal du moment qu'ils conservent l'essentiel, surtout qu'est venue se greffer sur cette situation déjà dangereuse la dévastation de l'économie japonaise par un tsunami dont ils n'ont pas encore mesuré toutes les conséquences sur l'économie mondiale.

Dans les pays dominants, c'est le capitalisme et ses institutions (UE, FMI) qui sont remis en cause par les travailleurs, dans les pays dominés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, ce sont tous les régimes autocratiques qui sont remis en cause par les travailleurs, pour que le tableau soit un peu plus noir et préoccupant pour eux, aux Etats-Unis les travailleurs sont de plus en plus nombreux à refuser la dictature de l'aristocratie financières et se mobilisent pour faire respecter ou valoir leurs droits, et au Japon c'est la gestion du nucléaire par l'Etat (confié au secteur privé) qui pourrait aboutir à la remise en cause de la quasi-militarisation des esprits depuis la fin de la seconde guerre mondiale qui a permis à ce pays de se hisser parmi les pays les plus puissants du monde, le prolétariat japonais particulièrement docile ou discipliné à outrance ayant voué jusqu'à présent sa vie au travail et accepté de sacrifier littéralement toute son existence sur l'autel du capitalisme.

Quant à la dette insoutenable des Etats et leur situation d'insolvabilité à terme pour certains d'entre eux, leur volonté de la faire systématiquement endosser à leur prolétariat respectif et à la petite-bourgeoisie sans avoir les moyens de les affronter directement, la paupérisation grandissante à travers le monde et la détermination des peuples à refuser de nouveaux sacrifices, à obtenir la satisfaction de leurs besoins ou aspirations croissantes face à l'enrichissement colossale d'une infime minorité d'exploiteurs, cela ajouter au tableau qui vient d'être brossé rapidement, on peut affirmer que toutes les conditions d'une crise économique, sociale et politique mondiale sont en train d'être réunies, elles vont alimenter le combat des peuples pour leur émancipation du joug du capitalisme et favoriser la recherche d'une solution politique pour s'en débarrasser définitivement, c'est une nouvelle étape de la révolution socialiste internationale qui est à l'ordre du jour, qui nécessite pour vaincre la recomposition du mouvement ouvrier mondial sur de nouvelles bases conformes aux besoins de l'immense masse des exploités, l'heure de l'affrontement général entre les classes et d'en finir avec le capitalisme mondial approche.

Certains facteurs importants n'ont pas été cités ici parce qu'ils sont sous-jacents à ceux qui ont été évoqués plus haut, l'inflation en hausse dans la plupart des pays, elle frôle les 20% en Inde, le développement économique à marche forcée dans certains pays comme la Chine ou l'Inde a bouleversé le mode de vie de leurs habitants ; les prix et les salaires ont considérablement augmenté au cours des cinq dernières années au point qu'il faille intégrer de nouveaux besoins dans le coût de la force de travail

et son renouvellement, par exemple, hier en Inde un travailleur pouvait se satisfaire d'un salaire quotidien entre 50 et 100 roupies (1 euro = 60 roupies environ), il se déplaçait en vélo ou en bus bon marché, il ne possédait aucun article électrique en dehors d'un ventilateur, un mixeur et un téléviseur, dorénavant il se déplace en moto et doit acheter de l'essence, de l'huile, leur prix n'ont cessé d'augmenter, il doit régler l'assurance, sa facture d'électricité a été multipliée par 3, 5 ou 10, elle ne dépassait pas quelques dizaines de roupies au début des années 2000, dorénavant il doit régler des centaines de roupies, il possède un réfrigérateur, plusieurs ventilateurs, parfois un climatiseur, il a remplacé le bois qui était gratuit (dans les villages) ou le kérosène par le gaz en bouteille, il n'avait pas le téléphone, dorénavant il ne peut plus s'en passer et dépense des centaines de roupies par mois, etc. ses besoins se sont tellement développés qu'il ne peut plus se satisfaire d'un salaire de misère, il lui est impossible de revenir en arrière, il le refuse, du coup c'est le coût de la main d'oeuvre à bon marché qui ont permis aux multinationales de s'enrichir qui est remis en cause...

Pour revenir aux tergiversations des dirigeants du vieux monde face à l'attitude à avoir envers Kadhafi, hormis la crainte d'un embrasement de la région qui est déjà pour ainsi dire un fait accompli, je me demande s'ils ne craignent pas que les images et les reportages quotidiens rendant compte des soulèvement de ces peuples ne donnent pas des idées au prolétariat des pays dominants ou n'alimentent dangereusement leur opposition à la politique antisociale de leur gouvernement au point de rendre la situation totalement incontrôlable, car il leur serait impossible d'intervenir à la fois pour mater leur propre peuple et soutenir les régimes vacillants à travers le monde, les peuples condamnant majoritairement l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak, toute intervention au-delà des frontières ne ferait qu'alimenter la crise politique à l'intérieur de chaque pays.

J'ai mis cette analyse sous forme d'article au format pdf (Acrobat Reader). Je précise que par manque de temps ou comme j'en ai pris l'habitude, je n'ai lu aucun journal, aucune déclaration ou tract (depuis 8 jours) avant de la rédiger, sauf en diagonal très rapidement, les titres me suffisent généralement pour en connaître les contenus. Je me suis contenté des informations délivrées par les agences de presse et les médias nationaux. En lisant 10 articles d'agences de presse sur la situation en Libye, j'en apprends davantage qu'en lisant n'importe quel journal ou tract et c'est ce dont j'ai besoin pour me forger ma propre idée, avec un peu d'expérience cela donne des résultats satisfaisants neuf fois sur dix, en cas d'erreur, on corrige plus tard dans le site, ce n'est pas un problème.

2- Si les dirigeants syndicaux signent le texte sur les retraites complémentaires qui leur est proposé par le gouvernement et le patronat qui prend en compte la contre-réforme de l'automne dernier, c'est comme s'ils la légitimaient... une nouvelle fois !

3- A Bahreïn, le monarque ne peut pas dissoudre le peuple, alors il ordonne de détruire ce qui est devenu le symbole de son soulèvement. Cela pour dire à quel degré d'impuissance ils en sont rendus face à leur peuple.

4- Ce matin j'ai lu ici ou là "*Non à l'agression impérialiste en Libye !*", n'est-ce pas un peu prématuré de crier au loup ?

Sur le plan de la stratégie militaire, les forces révolutionnaires ont semble-t-il commis une erreur en se retranchant dans leurs bastions, une fois pris dans leur propre piège, il ne restait plus aux forces de Kadhafi d'en faire le siège, de les encercler et de les bombarder, une proie facile, au lieu de regrouper leurs forces et d'aller affronter l'armée du dictateur en terrain découvert en essayant de la prendre en tenaille, c'est plus difficile de pilonner une cible en mouvement qu'une cible fixe, au cas où elle essuierait de lourdes pertes, l'armée de Kadhafi pourrait se disloquer... Reste à savoir si les révolutionnaires libyens étaient suffisamment nombreux et bien armés pour mener à bien ce genre d'opérations sans se faire exterminer. Il leur manque le "*Général*", pas de Gaulle évidemment, F. Engels, c'était aussi le surnom de ce fin stratège !

5- Le saviez-vous ? J'ai regardé hier soir sur TV5Monde Asie l'émission *Envoyé spécial*diffusé avant-hier sur France 2. Ils ont affirmé (les physiciens du Crirad) que si la dalle du réacteur de Tchernobyl avait fondu en 1986, c'est la totalité de l'Europe qui aurait été contaminée dans des proportions extraordinaires, pratiquement au point de devoir vider le continent de ses habitants.

Nous sommes toujours dans la préhistoire, l'homme n'a manifestement pas encore commencé à écrire consciemment sa propre histoire. Personnellement, je suis pour la fermeture de toutes les centrales nucléaires, une telle monstruosité n'aurait jamais dû voir le jour.

Politique

1- France. Le CRIF des musulmans !

Alors que le débat sur l'islam et la laïcité n'en finit plus de susciter des polémiques, l'UMP lance, vendredi 18 mars, une "*Union des français musulmans*" (UFM). D'après le communiqué annonçant sa création, ce groupe est né de la volonté de clarifier ce fameux débat."*Certains adversaires politiques ont essayé de faire croire à nos compatriotes français musulmans que ce débat [sur la laïcité] stigmatisait l'islam*", annonce d'emblée le texte.

Réfutant toute tentative "*d'isoler le monde musulman de la communauté nationale", l'UFM veut lancer un appel affirmant "la compatibilité entre islam et laïcité*", tout en demandant "*à nos compatriotes musulmans de renouveler leur confiance au président de la République*". Il promet de rédiger prochainement "*un mémorandum résumant ses préoccupations*".

L'UFM évoque déjà certaines d'entre elles : "*promouvoir l'intégration*", "*veiller au respect de notre religion musulmane dans l'esprit de la laïcité*", mais aussi "*défendre l'émancipation de nos jeunes générations" ou encore "promouvoir l'épanouissement des femmes françaises musulmanes*".

Le texte n'échappe pas à certaines maladresses. Outre le terme de "*monde musulman*" pour décrire les Français de confession musulmane, qui est opposé à la "*communauté nationale*", on peut également relever l'emploi de "*personnalités franco-musulmanes*", terme sémantiquement douteux : l'usage de "*franco-*" est généralement employé pour définir une double nationalité, pas une religion. Parle-t-on en effet de "*franco-catholiques*" ou de "*franco-juifs*" ?

Mais l'UMP ne semble pas au clair : quelques minutes à peine après sa publication sur son site, la page annonçant la création de cette union, qui reprenait les termes du communiqué envoyé à la presse, a été supprimée. A l'UMP, on explique qu'il s'agissait d'une erreur : "*ce n'est pas une initiative de l'UMP, même si M. Stirn la parraine*". (Lemonde.fr 18.03)

Il ne fait pas bon être jeune, vieux, malade, d'origine arabe ou maghrébine, noir, asiatique, lycéen, étudiant, travailleur, retraité, étranger en France, quoi. Voilà qui ne me donne pas très envie de rentrer à la maison, la mauvaise odeur vient d'en haut et elle empeste !

2- Libye

L'armée de Kadhafi n'entrera pas dans Benghazi pour se conformer aux termes du cessez-le-feu, annonce le numéro 2 de la diplomatie libyenne. Selon un membre du conseil de sécurité américain, les forces de sécurité de Kadhafi continuent pourtant de marcher sur la ville, malgré l'annonce du cessez-le-feu. Pour Kadhafi, la résolution adoptée par l'ONU est «*du colonialisme flagrant*»

Le ministre libyen des Affaires étrangères, Moussa Koussa, a déclaré que la Libye entendait se conformer à la résolution 1973 adoptée jeudi soir par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Auparavant, les forces libyennes ont en effet à nouveau pilonné Misrata, principale ville tenue par les rebelles dans l'Ouest libyen, faisant au moins 25 morts, dont des enfants, selon un médecin sur place. Dans l'est du pays, où la rapide contre-attaque des forces de Mouammar Kadhafi les a amenées jusqu'aux abords de Benghazi, fief de l'insurrection lancée il y a un mois, des habitants ont ainsi qualifié l'annonce d'un cessez-le-feu de ruse.

L'intervention militaire consisterait notamment à clouer au sol l'aviation libyenne, détruire ses systèmes de défense anti-aérienne, couper les communications des forces de Kadhafi et entraver leurs déplacements, dit-on de sources diplomatiques.

Avant cela, la France accueillera samedi un sommet tripartite Union européenne-Ligue arabe-Union africaine pour évoquer d'éventuelles actions en Libye. L'Otan, au sein de laquelle la Turquie s'oppose à une intervention militaire en Libye, est pour sa part en train de se préparer à une éventuelle action. (20minutes.fr 18.03)

Plusieurs heures après l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral en réponse au vote, la veille au soir, du Conseil de sécurité de l'Onu, les forces loyales à Mouammar Kadhafi ont continué vendredi à pilonner la troisième ville de Libye, Misrata, aux mains des insurgés.

"*Il y a toujours des combats en cours*", a rapporté Tariq, un médecin vivant en Grande-Bretagne qui est en contact étroit avec des confrères à Misrata, à 215 km à l'est de Tripoli. "*J'ai parlé à mes contacts à Misrata (...) ils peuvent entendre des bombardements*".

Le Dr Tariq a parlé à ses contacts aux environs de 16h40 GMT, soit quatre heures après l'annonce par le chef de la diplomatie libyenne, Moussa Koussa, d'une cessation de toutes les opérations militaires pour protéger les civils et respecter les termes de la résolution de l'Onu.

Le n°2 de la diplomatie libyenne, Khaled Kaïm, a opposé vendredi un démenti formel à ces accusations.

Interrogé à Tripoli par des journalistes sur ces témoignages de résidents faisant état de la poursuite de bombardements de l'armée à Misrata et ailleurs, le ministre a répondu: "*Nous n'avons procédé à aucun bombardement de quelque type que ce soit depuis l'annonce du cessez-le-feu*".

Auparavant, un médecin présent à Misrata, dernier bastion rebelle dans l'ouest de la Libye, avait affirmé que 38 personnes avaient trouvé la mort lors d'un assaut lancé vendredi matin, soit quelques heures après le vote à New York. (Reuters 18.03)

3- Bahreïn

Les chiites enterraient leurs morts vendredi à Bahreïn, théâtre d'une violente répression de l'opposition, et où l'armée a détruit le monument situé place de la Perle à Manama, qui était devenu le symbole du mouvement de contestation.

Le monument blanc haut de 90 mètres, représentant une perle géante posée sur un socle de six pieds, comme des voiles blanches de boutre stylisées, au pied duquel se tenaient les manifestations depuis un mois, était devenu le symbole de l'insurrection des chiites contre la monarchie sunnite.

Sa destruction vendredi, après le démantèlement par la force, mercredi, du campement de l'opposition, vient souligner la détermination du régime à réprimer toute contestation.

Vendredi, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées pour assister aux obsèques d'un manifestant de 29 ans tué mardi à Sitra, plateforme de l'industrie pétrolière, au sud-ouest de Manama, quelques heures après l'instauration de la loi martiale et de l'état d'urgence. Elles brandissaient des photos du défunt, Ahmed Farhan et scandaient des slogans contre la monarchie, allié-clé des Etats-Unis, qui accueille sur son territoire la 5e Flotte américaine.

D'autres funérailles étaient organisées à Karranah, un village à l'ouest de la capitale.

En Irak aussi, des milliers de chiites se sont rassemblés dans plusieurs villes, dont Bagdad, Bassorah et Nadjaf, pour les plus importantes manifestations dans le pays depuis le début des soulèvements dans le monde arabe.

Le grand ayatollah Ali al-Sistani, le dignitaire chiite le plus vénéré et influent au Moyen-Orient, a suspendu les enseignements dans des écoles religieuses en Irak vendredi, en signe de solidarité avec les Bahreïnis.

Selon un de ses représentants dans la ville sainte de Kerbala, les images des violences en provenance de Bahreïn risquent d'enflammer les passions et de conduire à des troubles intercommunautaires dans la région. "*Des forces militaires ont été envoyées à Bahreïn et cette étape a des conséquences mauvaises et dangereuses*", a déclaré Cheikh Abdul-Mahdi al-Karbalaie.

S'il n'existe pas de liens apparents entre l'Iran et l'opposition chiite de Bahreïn, les Etats-Unis et des dirigeants sunnites se sont inquiétés de l'utilisation que Téhéran pourrait faire du mouvement dans le petit royaume pour étendre son influence dans la région. (AP 18.03)

4- Yémen

De nouveaux affrontements ont éclaté dans la capitale du Yémen, Sanaa, lors d'une manifestation antigouvernementale organisée à l'issue de la prière du vendredi, faisant 25 morts selon le ministère de l'Intérieur, une quarantaine selon des médecins.

Selon des sources médicales et des témoins, les forces de sécurité et des tireurs non identifiés ont ouvert le feu sur la foule et l'on déplore 42 morts et au moins 200 blessés.

"*La police n'était pas présente et n'a pas ouvert le feu. Les affrontements ont opposé des citoyens à des manifestants. Il est clair qu'il y a des éléments armés parmi les manifestants*", a déclaré le président Ali Abdallah Saleh lors d'une conférence de presse.

A New York, le Comité pour la protection des journalistes (CPI) a annoncé qu'un photojournaliste avait été tué par balles vendredi dans les manifestations de Sanaa.

Djamal al Charaabi travaillait pour l'hebdomadaire indépendant Al Masdar, précise le CPI en citant des médias locaux et le syndicat des journalistes yéménites. Un autre photojournaliste, employé par le service arabe de la BBC et non identifié, a été blessé à l'épaule, ajoute le CPI.

Selon des témoins, les forces de sécurité ont d'abord tiré en l'air pour empêcher des manifestants antigouvernementaux de quitter un campement érigé devant l'université de Sanaa, devenu le point de ralliement du mouvement contestataire.

Après les premiers coups de feu, les tirs se sont poursuivis et le bilan s'est alourdi. Des témoins ont signalé des tirs venant de plusieurs directions, ce qui rend difficile d'en identifier les auteurs.

Des manifestants et des dizaines de milliers de Yéménites réunis à Sanaa pour des prières ont accusé des tireurs en civil juchés sur des toits d'avoir tiré sur la foule.

Des jeunes gens se sont précipités sur l'un des bâtiments et ont appréhendé sept tireurs qui avaient ouvert le feu sur des manifestants, a rapporté un militant, Mohamed al Charaby.

"*Nous condamnons avec fermeté les attaques meurtrières perpétrées aujourd'hui contre des manifestants à l'université de Sanaa*", a dit le ministère français des Affaires étrangères.

"*Il est maintenant impératif que cessent les attaques des forces de sécurité et de groupes armés pro-gouvernementaux contre des personnes exerçant leur droit d'expression et de manifestation*", ajoute-t-il.

Le président Barack Obama a condamné les tirs et a exhorté les autorités à protéger les manifestants pacifiques.

"Il est plus important que jamais que toutes les parties participent à un processus ouvert et transparent afin de répondre aux préoccupations légitimes du peuple yéménite", dit-il dans un communiqué.

L'opposition yéménite a estimé ne plus pouvoir négocier avec le gouvernement Saleh après ces effusions de sang.

"*Nous condamnons ces crimes*", a dit Yassine Norman, qui assure la présidence tournante d'un groupe d'opposition. "*Il n'y a plus aucune possibilité d'entente avec ce régime et il n'a d'autre choix que de rendre le pouvoir au peuple.*" (Reuters 18.03)

5- Arabie Saoudite. La panique.

Le montant est colossal. 70 milliards de dollars d'aides sociales ont été annoncés par le roi Abdallah en direct à la télévision saoudienne ce vendredi. Un chiffre conséquent pour les 28 millions d'habitants du pays, dont le tiers de chômeurs sont des jeunes de 21 à 29 ans.

Le souverain a promis l'augmentation de salaires minimaux jusqu'à 800 dollars, l'augmentation des primes de chômage jusqu'à 250 dollars, une prime de deux mois de salaire pour chaque fonctionnaire et une prime de deux mois pour les bourses des étudiants. Cependant près de 67 milliards de dollars du plan d'aide - presque la totalité des aides- seront consacrées à l'allocation de fonds pour la construction de 500.000 unités de logement dans tout le pays, et une enveloppe pour le secteur de la santé. Le roi Abdallah a proposé d'injecter plus de fonds dans les crédits immobiliers en les augmentant jusqu'à 128.000 dollars.

Ces injections de fonds publics sans précédent interviennent après l'annonce par le roi le 23 février d'un premier plan de mesures de 36 milliards de dollars. Elles sont devraient aider à diverdifier l'économie saoudienne, largement dépendante des révénus pétroliers.

Dans son discours télévisé de trois minutes, le souverain a également annoncé la création d'un comité de lutte contre la corruption, qui sera mis sous sa supervision et pourrait contrôler tous les secteurs gouvernementaux. Il a aussi évoqué la création de 60.000 nouveaux postes de sécurité en assurant que les forces de sécurité seront prêtes à faire face à «tous ceux qui envisagent de porter atteinte» au royaume. (Lefigaro.fr 18.03)

6- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont dispersé des manifestants dans deux villes du pays vendredi, selon les médias d'Etat.

Des vidéos amateurs publiées sur les sites de partage YouTube et Twitter montrent d'importants groupes de manifestants dans plusieurs villes de Syrie mais l'authenticité de ces documents n'a pas encore pu être déterminée.

La télévision d'Etat a déclaré que des "*infiltrateurs*" avaient causé "*le chaos et des émeutes*", cassé des voitures et endommagé des propriétés dans la ville de Deraa (sud) avant d'être chassés par la police. Une manifestation similaire aurait été dispersée sans incident dans la ville côtière de Banias (nord-ouest).

Deux des vidéos amateurs montrent plusieurs milliers d'hommes qui seraient réunis à Homs (ouest) et Banias.

A Damas, des officiers de sécurité en civil ont forcé à se disperser une dizaine de manifestants qui exigeaient davantage de libertés, selon des militants des droits de l'Homme. Au moins deux personnes auraient été arrêtées. Ce serait la troisième fois en une semaine qu'une manifestation de faible ampleur est dispersée dans la capitale.

Huit organisations syriennes des droits de l'Homme ont affirmé qu'un procureur avait interrogé et accusé d'atteinte à l'image de l'Etat 32 manifestants arrêtés mercredi alors qu'ils demandaient la libération de prisonniers politiques. Ils ont nié.

Les opposants sont régulièrement jetés en prison en Syrie, un pays à majorité sunnite dirigé par une minorité alaouite. (AP 18.03)

Le fondateur et porte-parole du Réseau Voltaire s'est vu récemment décerné un prix des droits de l'homme par le régime iranien que l'on qualifiera d'infréquentable pour ce qui nous concerne, et Thierry Meyssan vit la plupart du temps en Syrie auprès du

dictateur au pouvoir avec lequel il est en excellent terme apparemment, tout comme avec son homologue iranien, vénézuélien ou russe.

J'apprécie les articles diffusés par ce réseau de journalistes pour le contenu des données qu'ils renferment plus que pour les analyses qu'ils contiennent et qui sont sujets à caution ou à rejeter carrément. J'en profite donc pour modifier leur présentation dans le site, dorénavant les articles du Réseau Voltaire figureront dans la rubrique *Documents* au même titre que des articles ou textes provenant de sources très diverses.

La personnalité de Thierry Meyssan m'est particulièrement antipathique évidemment et cela depuis que je connais le Réseau Voltaire, mais cela ne doit pas nous aveugler et nous priver d'informations qui peuvent nous aider à comprendre le monde dans lequel nous vivons. Il nous arrive parfois d'être amené à réfléchir à des questions posées par des gens totalement infréquentables, cela n'engage à rien, surtout pas à partager leurs idées.

Social

France

Le dernier accord sur les retraites complémentaires Arrco (tous salariés du privé) et Agirc (cadres) avait été signé par tous les syndicats, CGT exceptée, en 2009. Une certitude, à l'issue de la dernière négociation qui, hier, a duré une douzaine d'heures : les nouvelles règles du jeu proposées par le patronat ne recueilleront pas le même consensus. Les conditions pour qu'elles entrent en vigueur (au moins une signature syndicale et pas plus de trois opposants) ont néanmoins de bonnes chances d'être réunies. In extremis.

La CFDT - même si elle s'est gardée d'annoncer une décision avant de soumettre le texte à ses instances internes - se montre plutôt partante mais préférerait éviter de signer seule. Elle apprécie notamment, comme FO, que le projet d'accord assure la reconduction des régimes complémentaires jusque fin 2018 - les renouvellements ne dépassent pas deux ans d'habitude. En outre, les nouveautés intégrées hier au texte effacent une dizaine de milliards d'économies sur vingt ans, envisagées il y a une semaine encore ! Le déficit de l'Agirc-Arrco, cumulé de 2011 à 2030, aurait dû atteindre 117 milliards d'euros sans la réforme des retraites. Avec le recul de l'âge légal à 62 ans et du taux plein à 67 ans, le « *trou*» est réduit à 43,6 milliards. L'application du projet élaboré hier aboutirait sensiblement au même résultat.

Conséquence, les réserves seront consommées vers 2030. D'où l'exigence de la plupart des syndicats de relever les cotisations. « *C'était notre seul préalable*», a souligné la CFTC, tout en reconnaissant avoir obtenu en partie satisfaction sur les majorations pour enfants. Le patronat ne voulait pas en entendre parler, il a tenu bon, acceptant tout juste dans la dernière ligne droite d'examiner « *d'éventuelles ressources*» supplémentaires en... 2015, en cas de comptes très dégradés. « *Laurence Parisot passe son temps à demander au gouvernement de ne pas augmenter les cotisations, elle ne peut pas signer elle-même une hausse, décrypte un négociateur syndical. Le Medef sait que, du coup les comptes ne seront pas équilibrés, sauf si l'âge légal est à nouveau relevé en 2018, à l'issue de la réforme actuelle. C'est son pari*». Un cadre de l'organisation patronale tenait effectivement ce raisonnement à demi-mot, il y a quelques jours...

La CFE-CGC figure parmi les syndicats plus virulents. Le syndicat des cadres reproche au patronat... et à la CFDT leur « *égalitarisme obessionnel*», au sujet de l'alignement des rendements entre cadres et non-cadres (lire ci-dessous). La CFDT rétorque qu'il ne s'agit pas « *de défendre un syndicat ou une institution*» (sous-entendu la CFE-CGC et l'Agirc) «mais les salariés». Elle retient plutôt l'arrêt, pour quatre ans, de l'érosion des rendements.

Sans surprise, la CGT ne signera « *probablement pas*». « *Des engagements pas financés, ce sont des promesses qui ne seront pas tenues*», avertit le syndicat, dont le chef de file n'exclut pas de faire jouer son droit d'opposition. (Lefigaro.fr 18.03)

Economie

1- La Bourse ou la vie.

La Bourse de Tokyo a fini sur un rebond de plus de 2% vendredi après l'accord au sein du G7 sur une intervention conjointe pour freiner l'envolée du yen.

Sur la semaine, le Nikkei a perdu 10,2%, soit sa plus forte baisse hebdomadaire depuis la crise financière en 2008, tandis que le Topix a cédé 9,3%.

Les pays du G7 se sont mis d'accord dans la nuit de jeudi à vendredi sur une intervention concertée pour freiner une flambée de la devise nippone qui complique les efforts de Tokyo pour gérer la crise nucléaire et les conséquences du séisme et du tsunami qui ont dévasté une partie du pays.

Cette décision est intervenue après que le yen a touché mercredi un plus haut historique à 76,25 yens pour un dollar dans un marché très agité.

"*C'est la première intervention coordonnée depuis 2000, donc ça aura un effet de résonnance énorme sur le marché*", juge Kathy Lien, de GFT à New York. (Reuters 18.03)

2- Etats-Unis.

2.1- Goldman Sachs va racheter les cinq milliards de dollars d'actions préférentielles de la banque d'investissement que Warren Buffett avait achetées en pleine crise financière pour signifier au marché qu'il fallait continuer à faire confiance à l'établissement.

La banque d'affaires versait 500 millions de dollars de dividendes annuels, soit plus de 15 dollars par seconde, à Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement de Warren Buffett.

Goldman Sachs paiera une prime de 10% pour racheter les titres ainsi qu'un dividende exceptionnel de 1,64 milliard de dollars, ces termes du rachat des actions préférentielles ayant été convenus lors de l'investissement de Berkshire Hathaway.

"*L'investissement de Berkshire Hathaway en 2008 dans Goldman Sachs a été un gage de confiance placé en notre entreprise et nous en sommes très reconnaissants*", a dit Goldman Sachs dans un communiqué.

Berkshire continuera à détenir des certificats ("warrants"), achetés en même temps que les actions préférentielles, lui permettant de porter acquéreur de près de 43,5 millions d'actions Goldman à un prix de 115 dollars jusqu'en 2013.

Goldman Sachs a précisé avoir eu le feu vert de la Fed pour le rachat des actions préférentielles détenues par Berkshire Hathaway. (Reuters 18.03)

2.2- L'établissement supervisant la liquidation des activités de courtage de Lehman Brothers a porté plainte contre Citibank pour récupérer plus de 1,3 milliard de dollars en numéraire et autres actifs.

L'action en justice porte notamment sur un dépôt d'un milliard de dollars exigée par Citigroup pour continuer à fournir des services relatifs à des positions sur le marché des changes de Lehman Brothers Inc (LBI) après que sa maison mère a fait faillite à la fin de l'été 2008.

Citibank, qui fait partie de Citigroup, a également plus de 300 millions d'autres dépôts, selon le plaignant.

Citigroup a estimé que les demandes du "*trustee*" s'occupant de la liquidation de Lehman étaient "*injustifiées et sans fondement*". (Reuters 18.03)

3- Production. Secteur électronique.

Etant donné l'importance du Japon dans la chaîne de fabrication électronique, les problèmes d'approvisionnement en provenance du Japon commencent déjà à avoir un impact au-delà des frontières de l'archipel.

Selon Mirae Asset Securities, la troisième économie mondiale a exporté pour 7.200 milliards de yens (63 milliards d'euros) de composants et pièces électroniques l'an dernier.

Renault a ainsi annoncé qu'il allait réduire de 15% à 20% la production de son usine de Busan, en Corée du Sud.

Opel, filiale européenne de General Motors, a décidé de suspendre sa production pendant huit heures ce vendredi et pendant 24 heures lundi dans son usine de Saragosse, en Espagne.

La filière électronique est concernée au premier chef par ces problèmes.

Plusieurs composants clés de la nouvelle version de l'iPad d'Apple commercialisé depuis la semaine dernière aux Etats-Unis, dont la batterie et la mémoire flash utilisée pour stocker de la musique et des vidéos sur l'appareil, sont fabriqués au Japon, selon le cabinet de recherche IHS iSupply, qui évoque un risque de pénurie pour la firme à la pomme.

Goldman Sachs a de son côté souligné le risque de goulet d'étranglement dans la production de "*wafers*", les plaques de semi-conducteurs dans lesquelles sont gravées les puces destinées aux appareils électroniques, notamment produites par le

groupe japonais Shin Etsu, ainsi que par des filiales de Sony, Hitachi et Mitsubishi.

"*Si la crise au Japon se prolonge, je m'attends à une pénurie de composants électroniques au deuxième trimestre*", a déclaré James Song, analyste de Daewoo Securities, en précisant que ce pays concentre 57% de la production mondiale de wafers.

Le japonais Jamco, qui fabrique des placards pour le future 787 Dreamliner de Boeing, n'a pas exclu des retards de livraison. (Reuters 18.03)

Haut de page

Le 20 mars

Chacun y va de son pronostic après la déclaration de guerre de la coalition impérialiste au dictateur Khadafi. Il y en a qui prédisent déjà la partition du pays, d'autres que cette intervention militaire n'est que le premier pas pour reprendre pied ou plutôt intensifier leur présence dans cette région du monde afin de mieux protéger les intérêts de leurs multinationales, d'autres encore y voit une opération pour mettre la main sur le pétrole libyen convoité par tous les impérialistes de la planète, enfin certains affirment qu'il s'agit pour eux de mieux encadrer des régimes qui leur sont soumis, mais qui ont été fragilisés par la révolution prolétarienne tunisienne et le soulèvement révolutionnaire en Egypte qui font déjà des émules jusqu'au Yémen ou au Togo, les impérialistes américains et européens craindraient de perdre la main sur les richesses de cette région au produit des impérialistes chinois, russes ou indiens dont les besoins en pétrole et gaz ne cessent d'augmenter...

Nul n'est dupe des arrière-pensées qui animent la coalition impérialiste qui intervient militairement en Libye sous de faux prétextes humanitaires.

Que le "gouvernement provisoire" installé à Benghazi soit dirigé par d'anciens fidèles lieutenants de Khadafi n'est un secret pour personne non plus, tout comme le fait que les travailleurs libyens n'ont rien à en attendre de bon. On pourrait affirmer la même chose à propos du gouvernement militaire en Egypte ou du gouvernement provisoire en Tunisie. Dès le débuts des soulèvements révolutionnaires dans ces pays on savait pertinemment qu'ils parviendraient peut-être à chasser les dictateurs en place depuis des décennies, comme on savait que le prolétariat et la paysannerie pauvre de ces pays ne pourraient mener leur révolution jusqu'au bout en l'absence d'un parti révolutionnaire pour les éclairer et leur montrer la voie à suivre pour renverser réellement les régimes en place et avancer vers le socialisme.

Si à aucun moment nous ne nous sommes faits des illusions sur l'objectif final auquel pouvaient prétendre ces soulèvements, il nous était difficile de prévoir à quelle étape de leur développement les partisans du maintien en place du capitalisme et des liens avec les différents impérialistes réussiraient à imposer leur politique au prolétariat et à stopper ces processus révolutionnaires, qui pour autant continuent de s'approfondir.

Que le "gouvernement provisoire" installé à Benghazi et leurs homologues en Tunisie et en Egypte soient vendus à l'impérialisme est une donnée de la situation qui est le produit du manque de maturité politique du prolétariat, qu'ils ne représentent pas vraiment les intérêts des travailleurs ou qu'ils y soient totalement étrangers en est la conséquence directe et inévitable en quelque sorte, est-ce que pour autant il faudrait regretter que ces peuples se soient soulevés sachant pertinemment qu'ils ne pourraient mener à son terme leur révolution, c'est ce que certains suggèrent en Libye notamment en n'hésitant pas à faire un amalgame entre le prolétariat révolutionnaire qui s'est soulevé spontanément pour en finir avec le régime de Khadafi et les valets de l'impérialisme qui ont pris le commandement des opérations à Benghazi pour leur propre compte et celui de leurs maîtres à penser. Maintenant rien ne dit qu'ils pourront manoeuvrer le prolétariat révolutionnaire aussi facilement qu'ils le souhaiteraient, on voit ce qu'il en est en Tunisie par exemple.

Si la première étape du combat du prolétariat en Tunisie et en Egypte vers son émancipation consistait à se libérer du joug des dictateurs en place depuis de longues années, il en est de même en Libye et dans les monarchies du Golfe, sachant que pour franchir l'étape suivante il faudra au préalable que le prolétariat des pays dominants se lance à son tour dans la lutte pour le pouvoir et parvienne à abattre le capitalisme qui au stade suprême de l'impérialisme exploite et opprime tous les autres peuples.

En principe nous condamnons toute intervention impérialiste dans le monde. Certains affirment que le peuple libyen n'a que le choix entre la peste et le choléra, entre continuer de vivre sous la dictature du colonel Khadafi ou vivre sous un régime soumis à l'impérialisme américain, français, britannique, etc... A une autre époque en France nous avions le choix entre continuer de vivre sous une monarchie ou une république démocratique bourgeoise qui ne représente pas les intérêts des masses laborieuses, là aussi le prolétariat et la paysannerie pauvre n'avaient pas d'autre choix que la peste ou le choléra, sauf à vouloir refaire l'histoire et nous faire croire que les conditions d'exploitation des enfants dans les usines et les mines à la fin du XIXe siècle en France et en Grande-Bretagne ne relevaient pas des pires conditions de travail et de vie qu'on ait pu imaginer, à ce moment-là on a estimé que la république valait mieux que la monarchie, qu'elle permettait de libérer les forces qui permettraient de renverser à leur tour le nouveau régime...

Fort de cette expérience qui s'inscrit dans un processus dialectique qui peut s'étaler sur des années, voire des siècles, puisque nous ne sommes toujours pas parvenus à en finir avec le capitalisme plus de deux siècles plus tard, nous nous abstiendrons pour le moment de condamner ou de soutenir l'intervention de la coalition impérialiste en Libye contre les forces de Khadafi, considérant que l'essentiel à l'heure qu'il est, demeure de chasser le dictateur du pouvoir, la suite dépendra de la mobilisation du prolétariat libyen et des objectifs politiques et sociaux qu'il sera capable de se fixer, de sa capacité à construire son parti révolutionnaire pour avancer sur la voie de son émancipation, du socialisme.

Sarkozy et Obama ont martelé devant les travailleurs du monde entier hier, qu'ils laisseraient les Libyens décidés de leur propre sort et qu'ils n'enverraient aucune troupe au sol et qu'ils se contenteraient de bombarder les positions militaires de Khadafi. Si maintenant ils agissaient différemment, nous serions sans doute amené à réviser notre position. On a envie de dire, une fois la chute de Khadafi consommée, place à la lutte des classes en Libye, place à l'organisation indépendante de la classe ouvrière pour défendre ses droits sociaux et politiques, ce qui a été impossible sous la dictature de fer du tyran pendant 42 ans.

Politique

1- Portugal

Des dizaines de milliers de Portugais ont manifesté contre les mesures d'austérité gouvernementales samedi à Lisbonne, à l'appel de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP).

Le syndicat, qui revendique environ 600.000 adhérents, avait appelé à la manifestation contre les hausses des taxes, baisses des salaires et réductions des prestations sociales décidées par le gouvernement pour alléger la dette. (AP 19.03)

2- Libye

Une coalition de cinq armées occidentales a commencé samedi à pilonner des objectifs ciblés du régime de Mouammar Kadhafi en Libye, frappant depuis les airs et la mer Méditerranée.

La France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Italie et le Canada participent pour l'heure à l'opération baptisée "*Aube de l'odyssée*", la plus grosse intervention militaire dans le monde arabe depuis l'invasion de l'Irak en 2003.

Son objectif est, en application de la résolution 1973 adoptée par le Conseil de sécurité de l'Onu, de faire respecter une zone d'exclusion aérienne et un cessez-le-feu en Libye.

Le colonel Mouammar Kadhafi, qui a réprimé dans le sang l'insurrection partie de l'est du pays il y a un mois, l'a qualifiée d'agression "coloniale" et a déclaré que la Méditerranée et l'Afrique du Nord étaient désormais un "*champ de bataille*".

"*Il est désormais nécessaire d'ouvrir les dépôts et d'armer toutes les masses, avec tout type d'armes, pour défendre l'indépendance, l'unité et l'honneur de la Libye*", a-t-il dit dans une allocution télévisée.

L'aviation française a frappé la première dans la foulée du sommet de Paris, qui a réuni samedi à l'Elysée les dirigeants de 22 pays et organisations, dont l'Onu, l'Union européenne et la Ligue arabe;

Une vingtaine d'avions français ont participé à l'opération sur une large zone autour de Benghazi, détruisant plusieurs chars et véhicules blindés des forces loyalistes, a annoncé le ministère de la Défense.

À partir de 19h00 GMT, des navires de guerre et des sous-marins britanniques et américains ont tiré plus de 110 missiles Tomahawk contre plus de 20 sites libyens, afin notamment de mettre hors d'état les défenses antiaériennes de Kadhafi.

Dans l'Ouest, des frappes aériennes ont visé la base aérienne de Mitiga près de Tripoli, rapporte la chaîne Al Djazira, et une base aérienne à sept kilomètres de Misrata, selon des habitants.

Dans la banlieue sud de Tripoli, des milliers de partisans du colonel ont convergé vers le camp militaire de Bab al Azizia, formant un bouclier humain dans la base de Kadhafi.

Quelques heures avant le déclenchement de l'opération alliée, les forces de Mouammar Kadhafi étaient entrées samedi matin dans les faubourgs de Benghazi, deuxième ville de Libye avec 670.000 habitants et "*capitale*" des insurgés.

Les insurgés ont dit avoir repoussé cette attaque terrestre et aérienne contre Benghazi, désertée par de nombreux habitants.

L'opération internationale a suscité les réprobations de la Russie et du Venezuela et les réserves de l'Allemagne - qui ne participe pas à l'opération mais réclame l'application de la résolution 1973 - et de plusieurs analystes militaires, qui craignent une guerre civile prolongée.

L'opération "*Aube de l'odyssée*" est jusqu'à présent sous commandement américain.

"*Nous sommes à la pointe de l'opération militaire de la coalition*", a dit Bill Gortney, directeur de l'état major interarmes américain. "*Ce n'est que la première phase d'une opération qui en comportera plusieurs*", a-t-il ajouté. (Reuters 19.03)

Dans une brève allocution retransmise par la télévision libyenne, le colonel Kadhafi menace d'attaquer des objectifs « civils et militaires » en Méditerranée, appelle les Libyens à s'armer pour la « *révolution* » et annonce que « *les dépôts d'armes sont ouverts pour défendre la Libye* ». L'opération militaire est une « *agression croisée injustifiée* », estime-t-il, et la Méditerranée est devenue « *un vrai champ de bataille* ».

Les attaques aériennes des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, sont « *coodonnées* » à partir d'un quartier-général américain basé à Stuttgart, en Allemagne, indique un responsable français sous couvert d'anonymat.

Selon le Monde, les rebelles ont admis avoir abattu « *par erreur* » ce matin leur propre avion de chasse au-dessus de Benghazi. Selon Al Jazeera, le pilote n'aurait pas survécu.

Outre Benghazi, des combats ont lieu à Misurata. La ville a été la cible de tirs d'artillerie, mais l'armée n'y est pas encore entrée.

Voici les principaux points de la résolution 1973 de l'ONU, adoptée à New York dans la nuit de jeudi à vendredi, autorisant le recours à la force contre le régime de Kadhafi.

Exigence d'un « *cessez-le-feu immédiat et la cessation totale des violences et de toutes les attaques et exactions contre la population civile* ».

Autorisation des Etats membres « *à prendre toutes mesures nécessaires (…) pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya arabe libyenne, y compris Benghazi, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère* ». Interdiction de « *tous vols dans l'espace aérien de la Jamahiriya arabe libyenne afin d'aider à protéger les civils* ».

Autorisation des Etats membres « *à prendre au besoin toutes mesures nécessaires pour faire respecter l'interdiction de vol* ». (Rue89 19.03)

3- Egypte

Les Egyptiens se sont massivement rendus aux urnes samedi pour le référendum sur les amendements constitutionnels proposés par les autorités militaires du pays, qui assument le pouvoir depuis la démission du président Hosni Moubarak.

Les observateurs ont déclaré qu'il semblait y avoir eu une participation sans précédent pour ce scrutin, le premier depuis fort longtemps en Egypte dont l'issue ne soit pas connue d'avance.

"*Il est trop tôt pour dire quel a été le taux de participation, mais il est clair que c'est sans précédent*", a déclaré à Reuters Ahmed Samih Farag, militant des droits de l'homme et observateur pour ce scrutin.

"*J'ai 53 ans et je n'avais jamais voté avant, parce que toutes les élections étaient truquées*", a déclaré Ahmed al Hami, qui attendait son tour pour glisser son bulletin dans l'urne dans un bureau de vote d'une banlieue du Caire. "*Maintenant, je vote en toute liberté*", a-t-il ajouté.

Si le scrutin s'est dans l'ensemble déroulé dans le calme, un incident s'est cependant produit quand l'ex-directeur général de l'AIEA Mohamed ElBaradeï a voulu voter.

Les militaires du Conseil suprême des forces armées, au pouvoir depuis le départ de Moubarak, le 11 février, avaient mobilisé près de 40.000 soldats pour assurer la sécurité.

Au total, 45 millions d'électeurs étaient appelés à participer à ce référendum, une première depuis des générations en Egypte.

La réforme constitutionnelle est un préalable à l'organisation d'élections législatives et présidentielle censées permettre

l'instauration d'un gouvernement civil et élu en Egypte. Mais le vote a divisé la société égyptienne.

Des organisations de la société civile comme la Coalition du 25-Janvier, le mouvement du 6-Avril ou le collectif Kefaya, en pointe lors des journées révolutionnaires, de même que plusieurs candidats à la présidence comme ElBaradeï et Amr Moussa, ainsi que plusieurs partis politiques, avaient appelé à rejeter le projet qui ne répond pas selon eux aux revendications de la révolution.

"*Les révolutions renversent les Constitutions. Cette insistance à organiser un référendum sur un document obsolète revient à vouloir effectuer une greffe d'organe sur un cadavre*", estimait cette semaine Zakaria Abdelaziz, ancien président d'un influent club de juges.

En revanche, les Frères musulmans et les héritiers du Parti national démocratique (PND) de Moubarak, dont les militants sont habitués à rallier le soutien populaire, sont favorables aux amendements, estimant qu'un remaniement complet de la loi fondamentale prendrait trop de temps.

Pour la plupart des Egyptiens, qui n'ont peut-être jamais lu la Constitution auparavant, les implications des amendements peuvent paraître complexes. Elaborées en dix jours par une commission spéciale, ces propositions n'ont été soumises à discussions publiques que pendant trois semaines.

Si elles limitent les mandats présidentiels à deux fois quatre ans et assurent une supervision des élections, elles ne réduisent pas les pouvoirs étendus du chef de l'Etat sur lesquels s'est appuyé pendant trois décennies le pouvoir autocratique de Moubarak, estiment les détracteurs du texte.

Aussi, ajoutent-ils, accepter ce qu'ils considèrent comme des modifications mineures donnerait une légitimité à la Constitution de 1971, trahissant les idéaux de la Révolution du Nil.

Le projet prévoit que le prochain Parlement constituera une commission chargée de réécrire complètement la loi fondamentale.

Les militaires, auxquels Hosni Moubarak a remis le pouvoir en démissionnant, ont établi un calendrier serré de six mois au cours desquels doivent se tenir le référendum, des élections législatives et un scrutin présidentiel suivi d'un nouveau référendum constitutionnel.

Des militants démocrates estiment que ce programme accéléré pourrait permettre à ceux qui ont manipulé l'ancien système de récidiver ou favorise, par sa précipitation, les Frères musulmans et le PND.

En cas d'adoption des amendements, des élections législatives se tiendront fin septembre.

En cas de rejet, le Conseil militaire publiera immédiatement un décret constitutionnel tenant lieu de loi fondamentale provisoire jusqu'aux élections législatives et présidentielle. Les élections seraient alors repoussées à décembre et début 2012 et l'armée resterait au pouvoir jusqu'à la tenue de ces scrutins, disent des sources proches des services de sécurité. (Reuters 19.03)

4- Syrie

La police a interdit les entrées dans la ville de Deraa samedi, dans le sud de la Syrie, après la mort de cinq manifestants tués par les forces de sécurité la veille, selon Mazen Darouiche, un influent militant des droits de l'Homme dans ce pays qui est l'un des plus répressifs du Moyen-Orient.

Le bilan a été fourni par des activistes ayant requis l'anonymat de peur de représailles.

Le président Bachar el-Assad, qui s'est vanté de ce que la Syrie n'était pas touchée par le vent de révolte qui a déjà fait tomber les dirigeants tunisien et égyptien, a dépêché une délégation à Deraa pour présenter ses condoléances aux familles des victimes, selon un responsable syrien.

Un responsable syrien ayant requis l'anonymat a reconnu la mort de deux manifestants et affirmé à l'Associated Press que les responsables seraient jugés "*quel que soit leur rang*".

Un autre responsable gouvernemental a déclaré que les plus hauts responsables syriens avaient décidé samedi de créer une commission d'enquête pour sanctionner les responsables des décès à Deraa. "*Le président syrien est catégoriquement opposé à ce qu'on répande le sang syrien*", a-t-il assuré.

Un député syrien à Deraa, Khaled Abboud, a imputé les violences à "*un groupe d'extrémistes islamistes qui travaillent pour eux ou pour l'étranger*", a-t-il estimé, sans en dire plus.

Un activiste à Damas en contact avec des habitants de Deraa a pour sa part affirmé que les forces de sécurité avaient tiré des gaz lacrymogènes sur des participants aux funérailles qui scandaient "*Seulement Dieu, la Syrie et la liberté*" samedi. Plusieurs personnes auraient été arrêtées.

L'AP n'a pas pu vérifier ces allégations ni joindre des habitants de Deraa au téléphone. La Syrie limite beaucoup les mouvements des journalistes quand il s'agit de questions de sécurité.

Par ailleurs, dix femmes arrêtées mercredi pour avoir manifesté devant le ministère de l'Intérieur à Damas ont entamé une grève de la faim, selon Abdul-Karim al-Rihaoui, qui dirige la Ligue arabe des droits de l'Homme. Un total de 33 personnes ont été arrêtées pour "*atteinte à l'image*" de la Syrie.

Le gouvernement syrien a annoncé samedi qu'il réduisait le service militaire obligatoire de trois mois, le ramenant à 15 mois pour les hommes ayant fait des études secondaires et 18 mois pour les autres. La mesure entrera en vigueur en juin, a précisé l'agence de presse d'Etat. (AP 19.03)

5- Algérie

Le président Abdelaziz Bouteflika a promis samedi une «*nouvelle page sur la voie des réformes globales*», y compris politiques, a rapporté l'agence APS.

Après avoir évoqué la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 19 ans, qu'il avait promise et mise en oeuvre le 25 février, le président, dans un discours lu en son absence à Mostaganem, à 350 kilomètres à l'ouest d'Alger, a déclaré qu'il fallait passer à la vitesse supérieure.

«*Ce sera une nouvelle page ouverte sur la voie des réformes globales (…) qui ne sauront être fructueuses en l'absence de réformes politiques*», a dit le président Bouteflika, dans ce texte lu par un de ses conseillers.

La police algérienne s'est positionnée en force dans la matinée dans le centre d'Alger autour de la Grande Poste, lieu de rendez-vous fixé par de jeunes Algériens sur le réseau Facebook pour marcher vers la présidence de la République. (Libération.fr 19.03)

6- Yémen

Des manifestants samedi à Sanaa ont juré de poursuivre leur lutte contre le président yéménite Ali Abdallah Saleh, traité de «boucher» après la répression sanglante de vendredi qui a fait au moins 52 morts à Sanaa.

Pour protester contre ce «*massacre*», l'ambassadeur du Yémen à Beyrouth, Feyçal Amine Abourrass, et le rédacteur en chef de l'agence officielle Saba, Nasser Taha Moustafa, ont présenté leur démission.

Sur la place de l'Université, les manifestants ont reçu le renfort de milliers d'enseignants venus les rejoindre en dépit de l'interdiction de se rassembler. La police était déployée en force dans ce secteur, mais aucun incident n'a été signalé.

Les manifestants ont également accusé les fils du président Saleh, qui dirigeant l'essentiel de l'appareil de sécurité du régime, pour les violences de vendredi.

Les tirs attribués par les manifestants à des partisans du régime ont aussi fait plus de 120 blessés, selon un dernier bilan de source médicale. Ces incidents ont été les plus sanglants depuis le début fin janvier de la contestation du président Saleh. (Libération.fr 19.03)

7- A Bahreïn, le souverain se dit «prêt au dialogue»

Le souverain de Bahreïn a répété samedi qu'il était prêt au dialogue face à une opposition sceptique: «*La porte reste ouverte pour discuter de tous les sujets qui sont dans l'intérêt de tous les citoyens*», a assuré le roi Hamad ben Issa Al-Khalifa, après plus d'un mois de contestation.

L'opposition dominée par des chiites demande l'instauration d'une monarchie constitutionnelle avec la mise en place d'un gouvernement choisi par les élus, dans ce pays où règne la dynastie sunnite des Al-Khalifa depuis 230 ans.

Les autorités de Bahreïn ont annoncé samedi une interdiction de naviguer la nuit dans les eaux territoriales le long de la côte de l'archipel qui fait face à l'Iran, un pays dont Washington et l'Arabie saoudite redoutent l'influence. (Libération.fr 19.03)

Haut de page

Le 21 mars

A propos du site.

Des militants étudient le marxisme, la preuve avec les statistiques du site (du 12 au 18 mars) :

- textes/RP2010plusinternet.pdf = 91
- marxisme/vletat.pdf = 64 (L'Etat et la révolution)
- marxisme/trotskymarxisme.pdf = 60
- marxisme/revolutionrosalux.pdf = 43
- causeries0111.pdf = 32
- press_03_2011.pdf = 29
- IO140_2.pdf = 29
- TC-ContribRevoArabes.pdf = 26
- causeries1210.pdf = 26
- kmfe.pdf = 25

Vous avez ouvert ou télécharger 500 fichiers au format pdf (Acrobat Reader) en une semaine, pour une moyenne de 95 visites par jour.

Au fait, vous ne pourrez pas dire qu'on manque de courage et d'audace parfois pour analyser la situation. Ce serait sympa de m'indiquer en retour les sites Internet de formations politiques qui procèdent de même. Qui m'aime me suive, trop peu pour nous !

Dans la rubrique chercher le lézard.

A propos de l'intervention militaire impérialiste en Libye, lu le 20 mars sur quelques sites Internet.

LO. Coucou, c'est La Palice !

"*lorsque l'impérialisme intervient militairement, ce n'est jamais dans l'intérêt des peuple*", pardi, sauf que l'impérialisme ne maîtrise pas totalement la situation, dans le cas contraire Ben Ali et Moubarak seraient toujours au pouvoir ! Ils ont l'art d'enfoncer les portes ouvertes en guise d'analyse à LO.

A propos de l'épileptique du Palais "*son soutien au « Conseil de transition » libyen, composé en partie d'anciens ministres de Kadhafi qui ne valent pas mieux que lui, est une sinistre farce*", même remarque qu'au paragraphe précédent, à ceci près que Khadafi bâillonnait le peuple libyen, ce qui sera peut-être plus difficile à faire pour ce « *Conseil de transition* » sur lequel par ailleurs nous n'avons rien de plus à attendre que les travailleurs libyens eux-mêmes.

Toujours à propos de La Talonnette "*Il cherche simplement à placer un remplaçant à Kadhafi plus malléable*", il manque ici une précision importante, pour le compte de qui sachant que seules pratiquement des multinationales européennes exploitaient le pétrole libyen, les multinationales en étaient exclues ou avaient jeté l'éponge : réponse pour ces dernières pardi. A LO ils sont mal informés apparemment (lire les articles du Réseau Voltaire qui fournissent les noms des compagnies et des pays qui exploitent le pétrole libyen)

Le PG. Esprit es-tu là ? Et l'ONU de répondre présent aux médiums du PG !

"*Le Parti de gauche (...) approuve l'application de la résolution 1973 dans le cadre strict de son périmètre*", jusque là rien à dire attendons de lire la suite "*Cette résolution exclue toute forme d'occupation du territoire libyen par des forces étrangères et la participation de l'Otan aux opérations, ce qui serait une escalade contraire à l'esprit de l'ONU*" qui comme chacun sait serait tout à fait respectable et conforme aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Principe que respecte l'ONU méticuleusement en soutenant l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan par exemple, sous la forme bien connu qui suit "*... ne pas légitimer l'application du droit international et considérer qu'il ne faudrait pas intervenir reviendrait à nous positionner comme beaucoup de pays européens le firent au moment de la guerre d'Espagne*", le PG reconnaissant ainsi à l'ONU le droit de s'immiscer dans les affaires des peuples. A l'UMP ils ont Raffarin comme "*serpillière*", dixit Sarkozy 1er, chez ses alliés situés à sa gauche, ils se bousculent pour jouer le même rôle peu enviable, on a le talent qu'on peut !

Ces gens-là sont des légalistes jusqu'au bout des ongles, alors comment peut-on leur prêter l'intention de remettre en cause

le capitalisme et les institutions de la Ve République, même lorsque rien ne les y oblige, il faut qu'ils témoignent leur soumission à notre ennemi de classe. Gageons qu'il leur en sera tenu rigueur et qu'ils en seront récompensés.

PCF. palme de la mauvaise foi dans la plus pure tradition stalinienne.

Il apporte "*son plein soutien aux forces qui agissent pour la démocratie en Libye, avec le Conseil National de Transition*", organisme réactionnaire constitué pour empêcher la révolution de se structurer autour des comités que les travailleurs avaient commencé à constituer dans le pays, reconnu par les représentants des différents impérialistes et qui ne cachent pas son intention de ne pas remettre en cause les liens du régime avec les multinationales implantées en Libye.

Le PCF pose une question non pas déplacée, totalement insupportable quand on a à l'esprit la répression qui s'abat sur tous les peuples qui tentent à leur tour de se soulever en Afrique du Nord ou au Proche-Orient : "*Toutes les possibilités d'aide directe ou par les États arabes à la rébellion ont-elles vraiment été étudiées?*". Face à des avions, des tanks ou des orgues de Staline qui vous bombardent jour et nuit, à part leur destruction, quelle autre "*aide*" le prolétariat révolutionnaire serait-il en droit d'attendre ?

Et comme on n'a pas à faire à des demi crétins qui le revendiquent, ils précisent que "*des experts, des journalistes expliquent déjà qu'il faudra envoyer des forces spéciales au sol et que l'objectif est de faire tomber le régime de Kadhafi*", s'ils le disent, alors... Peut-être que cela les chagrine au PCF que le "*Petit Père du Peuple*" libyen doive quitter le pouvoir si précipitamment après un règne aussi court et une aussi brillante carrière...

Pour finir, ils leur fallaient faire l'amalgame avec l'Irak et l'Afghanistan ! Nous y reviendrons plus loin.

NPA. Impossible de décerner un prix de bonne conduite au gouvernement français ? Non, qui l'aurait cru !

Au peuple libyen "*il faudrait donner les moyens de se défendre, les armes dont il a besoin pour chasser le dictateur, conquérir la liberté et la démocratie. Là n'est pas l'objectif des décisions de l'ONU et de la coalition militaire dirigée par le France et l'Angleterre qui s'apprête à intervenir en Libye*", mais entre les réelles intentions des impérialistes que l'on connaît parfaitement et que nous condamnons évidemment, et la manière dont le prolétariat libyen pourrait se saisir de cette opportunité pour aller plus loin dans son soulèvement révolutionnaire au lieu de se conformer au scénario qu'on a concocté dans son dos, il y a peut-être loin de la coupe aux lèvres. Question : quand on est soumis à une terrible dictature depuis 42 ans, qu'avons-nous réellement à perdre ?

Reconnaissons que nous demeurons fort mal informé sur la situation réelle dans l'ensemble du pays, car on ne nous parle que de quelques grandes villes dans un pays d'1,7 million de km² (plus de trois fois la superficie de la France) qui comporte 6 millions d'habitants.

Ensuite ils s'interrogent à voix haute "*Comment donner un quelconque brevet de sincérité humanitaire au gouvernement français*", parce que vous y tenez vraiment à lui décerner ce brevet ? Serait-ce le sujet à traiter ? On a l'impression qu'ils auraient bien voulu soutenir ou peut-être ne pas condamner cette intervention militaire, mais ils sont tellement maladroits qu'ils en sont incapables. Il n'est pas question de soutenir cette opération militaire ni de la condamner, j'opterais prudemment pour l'heure pour la position wait and see, la suite va dépendre de la réaction du prolétariat libyen, laissons-lui au moins le droit de s'exprimer. C'est quand même extraordinaire de ne pas commencer par là.

Le peuple libyen peut déjà avancer une revendication contre toute nouvelle entreprise impérialiste pour mettre la main sur ses richesses naturelles dont le pétrole et le gaz dans la perspective de la satisfaction de ses revendications sociales : nationalisation ou socialisation du gaz et du pétrole. !

POI. Une position fondée sur une analyse tronquée de la situation en Libye.

Dans sa déclaration du 18 mars il cite les termes du communiqué du 5 mars 2011 de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui affirmait notamment "*Une telle intervention serait non seulement tournée contre le peuple libyen mais aussi contre les révolutions en Tunisie et en Egypte. Elle serait tournée contre la souveraineté de toutes les nations de la région, faisant un pas supplémentaire après l'instauration du dispositif Africom (commandement unifié destiné à coordonner toutes les activités militaires et sécuritaires des Etats-Unis sur ce continent)*", et quand on lit l'intégralité de cette déclaration du 18 mars on s'aperçoit qu'ils occultent totalement qu'une fraction du prolétariat libyen s'est soulevé depuis plus d'un mois pour chasser Khadafi, traitant le peuple libyen comme s'il ne faisait qu'un avec son dictateur, ce qui est pour le moins curieux.

Comme à leur fâcheuse habitude devenue légendaire, ils s'érigent en procureurs généraux du mouvement ouvrier, cela nous manquait franchement depuis la décomposition du stalinisme "*Toute organisation se réclamant de la classe ouvrière, de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui donnerait - sous quelque prétexte que ce soit - sa caution à l'intervention accepterait ainsi de se ranger sous le drapeau des gouvernements américain, britannique et français et se disqualifierait au regard des principes qu'elle prétend incarner*", autrement dit, une fois précisé "*sous quelque prétexte que ce soit*", il serait inconcevable qu'il puisse exister une autre position que celle du POI, même avec une légère variante, alors que l'on

vient de voir que l'analyse du POI comportait de graves lacunes. Nous ne nous sentons en aucune manière concernée par ce diktat adressé aux organisations ouvrières compte tenu que nous ne cautionnons ni désapprouvons pour le moment cette intervention militaire, mais des militants pourraient penser autrement, d'où cette précision.

Par curiosité, je suis allé sur le site Internet national du PS, ils se contentent de s'aligner à la lettre sur le discours de Sarkozy.

Autres aspects de ces déclarations.

1- Tous à des degrés divers rappellent le rôle cynique de l'impérialisme en Irak, en Afghanistan, en Bosni, etc.

A ceci près qu'en Afghanistan et en Irak aucun soulèvement de la population ne s'était produit avant que l'impérialisme intervienne militairement dans ces pays. Certains considèreront peut-être qu'il ne s'agit là que d'un détail, un détail qui peut faire toute la différence dans l'appréciation que l'on peut porter sur la situation ou nous amener à modifier légèrement notre position, à moins qu'il faille considérer toutes situations égales entre elles sans tenir compte de la réalité des faits qui s'inscrivent en contradiction avec cette exigence.

2- La plupart précisent que les participants à cette coalition n'ont pas manifesté le même empressement pour soutenir les soulèvements révolutionnaires en Bahreïn ou au Yémen très violemment réprimés depuis le début du mois de mars.

Certes, mais serait-ce une raison suffisante pour se passer de l'opportunité de liquider Khadafi ? Je ne suis pas du tout sûr que le peuple libyen vous suive quand vous voulez (lui) appliquer un principe (figé) à une situation inédite sans vous être donnés la peine de l'examiner en détail ou sur une analyse tronquée de la situation, j'ai envie de dire que pour lui l'essentiel c'est de se débarrasser du dictateur et advienne que pourra ensuite. C'est peut-être léger comme raisonnement de la part des travailleurs libyens, je vous l'accorde volontiers, mais c'est son état d'esprit présent avec sa part d'illusions ou d'inconscience. Vous pouvez rétorquer que je fais ainsi la part belle à ses illusions, de votre côté vous oubliez que leur priorité c'est de chasser Khadafi et sa clique du pouvoir pour y gagner en liberté et engager ensuite le combat sur le terrain social. Le peuple révolutionnaire libyen n'est pas parfait, il faut donc faire avec au lieu de penser à sa place.

3- Ils rappellent que ce sont aux peuples eux-mêmes à oeuvrer à leur autodétermination.

Mais en Libye il s'y active, il a même repris la route pour reconquérir Ajdabiah et toutes les grandes villes du pays.

Il est quand même curieux que ceux qui se réclament du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne veulent pas tenir compte de la position adoptée par l'avant-garde du prolétariat libyen et pas seulement par le « *Conseil de transition* » qui siège à Benghazi, qui consiste à réclamer et soutenir des frappes aériennes d'où qu'elles viennent, pour leur permettre de continuer leur combat afin d'en finir avec le règne de la terreur qu'infligeait Khadafi au peuple libyen.

4- Ils sont unanimes à mettre en lumière les arrière-pensées qui animent les différents impérialistes impliqués dans cette aventure guerrière. Certains ajoutent que cette intervention militaire s'inscrit dans un projet codifié de longue date.

Parce que les travailleurs libyens seraient assez niais pour ne pas le comprendre également ? Ils n'auraient pas entendu parler de l'agression et de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan par cette coalition impérialiste ? D'après vous pourquoi se méfient-ils comme de la peste du gouvernement provisoire installé à Benghazi soutenu par les impérialismes américain et français notamment ?

Et puis, il y a deux éléments à considérer dans la situation actuelle, d'un côté effectivement il y a les réelles intentions de la coalition impérialisme, de l'autre le fait qu'elle se contente pour l'heure de frappes aériennes qui permettent aux masses révolutionnaires de reprendre l'offensive contre Khadafi. Ajoutons que le rapport de forces sur place se compose de trois éléments :ceux qui restent fidèles au dictateur, ceux qui se sont soulevés et organisés pour le renverser, et enfin ceux qui parmi ceux qui se sont soulevés remettent leur sort entre les mains du gouvernement provisoire constitué à Benghazi par d'anciens membres du régime et de l'armée, tandis que d'autres le rejettent. Le tout en ayant à l'esprit les révolutions ou soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu dans la région depuis trois mois.

C'est donc uniquement en prenant en compte l'ensemble de ces éléments que l'on peut analyser sérieusement la situation, j'ai envie d'ajouter autant que possible, car nous manquons d'informations sur les rapports entre les classes en Libye, sur la situation politique et sociale à l'intérieur du pays avant le déclenchement de l'insurrection, il faut donc accepter le fait qu'il y aura forcément une part d'approximation dans notre analyse et inévitablement des erreurs, mais au moins elle a le mérite d'exister, contrairement à ceux qui se précipitent pour rédiger des déclarations enflammées en s'en remettant uniquement à une théorie gravée dans le marbre pour l'éternité qu'ils agitent comme un hochet.

En complément ce que j'avais rédigé rapidement hier soir.

Tout cela est exact et personne ne peut le nier, nous en tenons compte dans notre analyse. Mais maintenant il y a la situation sur place en Libye et qui est loin d'être uniforme comme certains voudraient nous le faire croire sous prétexte non avouée que le gouvernement provisoire installé à Benghazi serait pourri jusqu'à l'os, ce qu'on n'ignore pas non plus, à notre connaissance, ceux qui se sont imposés aux commandes des opérations lors des soulèvements en Tunisie et en Egypte ne valaient guère mieux non plus. Qu'on se souvienne, c'est la détermination des prolétariats de ces pays et leur degré de mobilisation qui ont conduit à la chute des deux premiers gouvernements provisoires installés à la hâte en Tunisie et précipité le remplacement du Premier ministre égyptien fraîchement nommé...

Tous semblent tabler sur le soutien indéfectible de la majorité du peuple libyen à son bourreau, ce qui s'inscrit à contre-courant des expériences tunisienne et égyptienne, on pourrait encore citer le Yémen ou Bahreïn où le pouvoir est de plus en plus isolé, au point que ce dernier a dû faire appel à l'armée et la police saoudienne (sans doute sous la pression américaine) pour réprimer les manifestations sans parvenir à rétablir un ordre chancelant. Seraient-ils en possession d'informations qui nous font défaut ? Je ne le pense pas.

Il ne viendra à l'esprit de personne que les événements auraient pu prendre une autre tournure en Tunisie et en Egypte, que les soulèvements révolutionnaires auraient pu être retardés ou remis à bien plus tard si les dictateurs en place s'y étaient pris autrement, autrement dit, que rien n'est inscrit d'avance dans un sens ou dans l'autre, que l'histoire ne suit pas un cour linéaire et qu'il suffit parfois ou souvent d'un fait isolé et en apparence bénin pour qu'il bascule. Je trouve cela stupéfiant.

On nous dit encore que l'impérialisme voudrait reprendre la main dans cette région du monde et particulièrement en Libye, à croire donc que ce ne serait pas des multinationales des pays dominants qui exploiteraient le pétrole libyen. Pour en avoir le coeur net, voici un extrait d'un article signé Manlio Dinucci pour le Réseau Voltaire :

"*La Libye possède des réserves de pétrole estimées à environ 60 milliards de barils, les plus grandes d'Afrique, le double des réserves étasuniennes. Les coûts d'extraction sont parmi les plus bas du monde : à peine plus d'un dollar le baril vendu à plus de 100 dollars sur les marchés internationaux. La Libye possède en outre des réserves de gaz naturel estimées à environ 1 500 milliards de m3. Les compagnies qui ont eu les contrats les plus avantageux auprès de la National Oil Corporation libyenne sont européennes, dont l'Eni (Ente nazionale idrocarburi, Société nationale des hydrocarbures, NdT), chinoises et russes. Les étatsuniennes sont restées par contre à la marge ou ont perdu du terrain. Chevron et Occidental Petroleum, qui s'occupaient de la prospection des gisements de pétrole et de gaz, ont décidé en octobre 2010 de ne pas renouveler leurs contrats. Dont s'est accaparée un mois plus tard la compagnie allemande R.W. Dia.*"

Il a oublié Total et d'autres multinationales, peu importe. Le coût d'extraction du pétrole libyen qui est indiqué ici est fantaisiste, il doit être plus élevé. Un jour à la télé dans une émission sur l'environnement, je me souviens qu'au Canada une compagnie pétrolière se plaignait du coût faramineux d'extraction du schiste bitumineux, à l'entendre aux alentours de 100 dollars le baril, autrement dit cette compagnie aurait toujours travaillé à perte dans le passé puisque le baril de pétrole a rarement atteint ou dépassé la barre des 100 dollars sur le marché, sans pour autant faire faillite...

La guerre que l'impérialisme américain mène désormais contre Khadafi n'est qu'un prétexte pour rafler la mise en Libye. Nous assistons simplement à une guerre entre impérialistes interposés qui ne veut pas dire son nom. Le dindon de cette mauvaise farce ne sera pas forcément celui auquel on pense spontanément, le peuple libyen dont les multinationales continueront de piller les richesses, mais Sarkozy, Merkel, Berlusconi et leurs multinationales qui seront évincées si l'impérialisme américain parvient à faire chasser Khadafi du pouvoir par le peuple libyen.

Pourquoi l'Etat israélien s'inquiète-t-il de la démocratisation des régimes au Proche et au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord ? Par crainte d'apparaître comme un régime aussi infréquentable que ceux de Ben Ali, Moubarak ou Khadafi ? Sa raison d'être disparaîtrait comme bras armée de l'impérialisme américain dans la région, comme la présence de la Ve Flotte américaine en Bahreïn, les bases américaines présentes en Arabie Saoudite et d'autres pays de la région n'auraient plus aucune raison d'être, or l'économie d'armement et de guerre demeure l'un des volants d'entraînement de l'économie capitaliste mondial, souvenez-vous du "bon" mot de Dassault ces derniers jours, si l'on vent des armes, c'est bien pour qu'elles servent un jour à quelque chose... et ainsi de suite.

Que craignent également les pays de la Ligue arabe ainsi que les gouvernements tunisien et égyptien inféodés à l'impérialisme américain, qui s'élèvent contre le bombardement des positions des troupes encore fidèles à Khadafi, que cela encourage d'autres peuples à se soulever contre leurs propres tyrans au pouvoir et que la situation dans la région et au-delà dans d'autres pays en Afrique s'en trouve chaque jour un peu plus déstabilisée ou ne deviennent incontrôlable ? Craignent-ils que leur subordination aux Etats capitalistes dominants ne soit mise en évidence par les arrière-pensées qui animent la coalition impérialiste qui intervient en Libye, si elle décidait d'aller plus loin que des frappes aériennes, entraînant dans le même élan des soulèvements contre ceux qui pillent les richesses de leurs pays, qu'un front anti-impérialiste finisse par ne se cristalliser et remette en cause leur propre pouvoir ? N'interprètent-ils pas à la suite de nombreux peuples de la région (non sans réserves) cette intervention militaire en Libye comme un soutien aux soulèvements révolutionnaires en cours, ne craignent-ils pas qu'elle les alimente, qu'ils s'approfondissent encore, qu'ils deviennent de véritables révolutions prolétariennes et socialistes ? Surtout, l'intervention militaire des pays capitalistes dominants en Libye met en lumière la passivité ou l'impuissance des dirigeants arabes, du gouvernement tunisien (issu du sérail du régime de Ben Ali) et égyptien (entre les mains de l'armée) face

à Khadafi, leur dénonciation feutrée et tardive du dictateur, leur véritable nature sociale et politique.

Un dernier mot.

Je n'ai pas trouvé trace ce matin de la manifestation qui a eu lieu hier à Tokyo contre le gouvernement pour sa gestion de la crise après le tsunami, vu hier soir aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie.

Notre prochaine analyse pourrait porter le titre suivant : le prolétariat mondial est en train de prendre conscience de sa gigantesque et irrésistible force.

Bonne semaine à tous.

Politique

1- France. Premier tour des élections cantonales (selon deux sources).

1.1- Pour ce premier tour des cantonales, l'abstention reste «le premier parti de France», et de loin, avec un score estimé autour de 55%. Une participation très faible qui relativise le score de chaque parti. Si le PS vire en tête à l'issue du premier tour, avec environ 25% des voix (1) selon les derniers décomptes du ministère de l'Intérieur, ce n'est pas un triomphe absolu. En 2004, il avait obtenu 26,25% des voix, mais il est vrai qu'il n'avait pas la concurrence d'Europe Ecologie-Les Verts. Le parti écolo, qui souhaitait se positionner comme la deuxième force à gauche, n'a pas réussi son pari. Avec un peu plus de 8,3% des voix, les ex-Verts sont doublés, d'un cheveux, par le Front de gauche, qui obtient autour de 9% des voix. Mais le fait marquant de la soirée, c'est à la fois le tassement de l'UMP, qui tourne autour des 17,13% et la percée du FN, qui talonne le parti majoritaire, à presque 15,26% des voix.

Note 1- Les scores sont ceux donnés par Claude Guéant, le ministre de l'Intérieur. Il a donné Europe Ecologie-Les Verts autour de 8%. Sur la graphique, il est noté 8,6% parce que cela prend en compte le résultat de candidats écologistes non-affiliés à EELV. De même les communistes, sur notre graphique sont crédités de 8%, mais cela ne prend pas en compte l'apport des candidats du Parti de gauche, autour de 1%, le tout constituant le Front de gauche. (20minutes.fr 20.03)

1.2- Selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur (à 21h30), le PS (Parti Socialiste) a obtenu 25% pour ce premier tour des élections cantonales, l'UMP du président de la république Nicolas Sarkozy seulement moins de 16% et le FN (Front National) 15%, les écologistes 6,96%, les communistes 7,87%, le Parti de gauche 0,96%.

A Hénin-Beaumont, terre adoptive de Marine Le Pen, le FN obtient 65% et Eric Ciotti, le très droitier élu UMP dans les Alpes-Maritimes 76,84%.

Lors des élections cantonales de 2004, l'abstention avait été de 36,09% au premier tour, et de 33,51% au second tour, et pour celles de 2008, de respectivement 35,12% et 44,53% au second. Le record d'abstention pour des cantonales reste celui de 1988 : 50,8% au premier tour, 52,9% au second. Les élections européennes de 2009 avaient connu enore pire 59,37% (et 57,24% en 2004).

Sachant que le FN n'était présent que dans 75 % des cantons, cela représente entre 21 et 23 % des voix au niveau national. (précision d'un internaute) (La Tribune 20.03)

A 9h du matin en Inde, 4h30 chez vous, les agences de presse n'avaient pas encore donné de résultats définitifs et détaillés. Il semblerait selon ce que j'ai lu dans une dépêche qu'il faille augmenter le score de l'UMP du fait que certains de ses candidats n'ont pas osé se présenter sour l'étiquette de leur parti par crainte d'être évincé dès le premier tour, ce qui expliquerait les 16% annoncés par La Tribune.

2- Libye

2.1- Il est très clair que les Américains sont aux commandes. Lors d'un briefing organisé samedi au Pentagone, le vice-amiral William E. Gortney a précisé que l'opération a été baptisée Odyssey Dawn (Aube de l'odyssée) et qu'elle est placée sous le commandement du général Carter F. Ham, chef du U.S. Africa Command (Africom), basé à Stuttgart (Allemagne). Une force navale portant la dénomination Task Force Odyssey Dawn est commandée à la mer par l'amiral américain Samuel J. Locklear III, dont l'état-major est embarqué à bord du navire de commandement USS Mount Whitney. À ce stade, les conditions précises de l'organisation de l'opération Odyssey Dawn ne sont pas entièrement définies. Les autorités politiques françaises présenteront sans doute une version les plaçant en tête de gondole, mais la réalité est plus prosaïque : les Américains sont aux manettes et assurent le contrôle opérationnel de l'ensemble du dispositif (OPCON, pour Operational Control) en assurant la coordination de l'ensemble des missions et des moyens qui leur sont attribués. La raison en est simple : alors que la coalition pourrait compter jusqu'à une vingtaine de pays dans les jours qui viennent, seuls les Américains sont en mesure de gérer un tel dispositif.

Les Français sont donc des "*fournisseurs de moyens*" à la coalition qui leur a accordé le "*privilège*" (ou vécu comme tel par Nicolas Sarkozy) de prendre l'air les premiers. (Lepoint.fr 20.03)

2.2- Conséquences des frappes aériennes françaises dans l'Est de la Libye, les bataillons fidèles à Mouammar Kadhafi ont fui les abords de Benghazi, bastion de la rébellion. Les insurgés ont progressé en direction d'Ajdabiah, dont ils ne seraient plus qu'à une dizaine de kilomètres.

«*Nous sommes sortis aujourd'hui et nous avons vu la route ouverte*», a déclaré l'un des combattants, Tahir Sassi, surveillant la zone jonchée de véhicules calcinés et de poteaux électriques tordus ou coupés en deux.

Quatorze chars, 20 véhicules blindés de transport de troupes, deux camions équipés de lance-roquettes et des dizaines de pick-ups étaient éparpillés le long de la bande de bitume témoignant de la puissance de feu déployée. L'un des chars était réduit à un amas de tôle noircie et avait perdu sa tourelle. Un peu plus loin, à une centaine de mètres, des munitions continuaient d'exploser et des flammes léchaient les véhicules et les matériels détruits.

«Kadhafi est comme poulet et la coalition est en train de lui arracher toutes ses plumes, de sorte qu'il ne puisse plus voler. Les révolutionnaires vont lui trancher la tête», dit Fathi Bin Saud, un rebelle de 52 ans armé d'un lance-roquettes. «*C'est fini de battre en retraite. A partir de maintenant, nous allons aller de l'avant*», affirme-t-il. «*La coalition n'a pas tout fait. Nous avons aussi contribué. Ils nous encouragent. Nous combattions avant qu'ils n'arrivent. Ils nous remontent le moral*», ajoute-t-il.

«*Dites aux Occidentaux de détruire Kadhafi doucement, par petits morceaux, comme il nous l'a fait pendant 40 ans*», dit Djamal al Madjbouri, propriétaire d'une ferme voisine.

Mais les blindés de l'armée régulière sont entrés dans le centre de Misrata, la plus grande ville tenue par les insurgés à l'ouest du golfe de Syrte. Le contrôle de la ville faisait l'objet d'une violente bataille ce dimanche. Selon un porte-parole des insurgés, Abdelbasset, Mouammar Kadhafi «recourt à la stratégie de la terre brûlée, incendiant et détruisant tout ce qui se trouve sur son chemin».

Abdelbasset, porte-parole des insurgés de Misrata, a déclaré à Reuters: "*Il y a des affrontements entre les insurgés et les forces de Kadhafi. Leurs chars sont dans le centre de Misrata (...) Il y a tant de victimes que nous ne pouvons les compter*". (20minutes.fr et Reuters 20.03)

3- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a limogé dimanche son gouvernement, 48 heures après la brutale répression d'une manifestation contre son régime qui a fait, selon des sources médicales, une cinquantaine de morts.

Cette violence avait continué à provoquer une hémorragie dans les rangs du régime, en butte depuis des semaines à une révolte populaire croissante visant au départ immédiat de Saleh.

Abdallah Alsaïdi, représentant permanent du Yémen aux Nations unies, avait annoncé dimanche sa démission, de même que la ministre des Droits de l'homme, Houda al Ban, seconde membre du gouvernement à quitter le gouvernement depuis vendredi.

"*Cette situation critique nous empêche de poursuivre notre travail sous un régime qui ne respecte pas les droits de l'homme et les libertés*", a déclaré Ban, disant parler également au nom de son adjoint Ali Tayssir.

Deux autres membres en vue du parti, dont le directeur de l'agence de presse officielle, Nasser Taha Moustafa, avaient, eux aussi, depuis, annoncé leurs démissions.

Dimanche les policiers, auxquels les manifestants imputent le carnage de vendredi, avaient disparu des rues de Sanaa, remplacés par des soldats en treillis, armés seulement de bâtons en signe d'apaisement.

"*C'est le signe de l'échec de la sécurité dans la répression de la révolution et les foules qui étaient présentes aujourd'hui montrent qu'elles sont prêtes à de nouveaux sacrifices*", a déclaré un porte-parole de l'opposition, Mohamed al Sabri.

Des chars et blindés étaient en position autour du palais présidentiel et devant les principaux points névralgiques de la capitale. Mais la tension dans la capitale semblait avoir baissé d'un cran. (Reuters 20.03)

4- Bahreïn

Les principaux mouvements d'opposition à Bahreïn ont assoupli leurs conditions pour un dialogue avec les autorités du royaume

après la répression des manifestations en faveur de changements politiques et sociaux.

Emmenés par le Wefaq, principale force chiite du pays, ces mouvements d'opposition réclament désormais la libération de tous les prisonniers arrêtés depuis mercredi, la fin de la répression engagée ce même jour et le départ des troupes envoyées lundi par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis en soutien à la famille régnante sunnite.

"*Favorisez l'instauration d'un climat sain pour permettre d'engager un dialogue politique entre l'opposition et le gouvernement susceptible de placer notre pays sur la voie d'une véritable démocratie l'éloignant de l'abîme*", écrivent-ils dans un communiqué diffusé samedi soir.

Les opposants demandent aussi aux autorités de ne plus attiser les divisions confessionnelles et de retirer les forces qui encerclent depuis plusieurs jours l'un des principaux hôpitaux du pays.

Les autorités de Bahreïn ont tenté de donner le sentiment d'un retour au cours normal des choses ce dimanche, premier jour ouvré après une semaine de vives tensions.

Le couvre-feu a été allégé, les fonctionnaires ont été priés de reprendre le travail et les écoles et universités ont été invitées à rouvrir leurs portes après plusieurs jours de fermeture.

La télévision publique a été mise à contribution pour donner aux habitants le sentiment que la vie avait repris son cours normal. Elle a diffusé des feuilletons, des documentaires et des reportages au sujet d'expatriés manifestant leur soulagement de se sentir à nouveau en sécurité.

Certains centres commerciaux ont rouvert et le nombre de barrages a été allégé dans les rues, même si des hélicoptères continuaient à survoler la capitale, notamment les quartiers chiites.

L'enterrement ce dimanche de Khalil Radhi, l'un des quatre manifestants décédés cette semaine, a toutefois été la source de nouvelles tensions.

Plus de 2.000 personnes ont manifesté à Sitra, le village chiite dont il était originaire, et réclamé la chute du régime en même temps qu'elles lui rendaient un dernier hommage.

Peu après l'enterrement, le Wefaq a annoncé la mort d'un homme arrêté deux jours plus tôt par les forces de sécurité. La police a appelé sa famille pour lui demander de récupérer son corps, a dit le parti d'opposition.

Par ailleurs, Nadil Radjab, responsable d'une organisation de défense des droits de l'homme qui critiquait la répression dans les médias, a dit avoir été brièvement placé en détention dans la nuit de dimanche à lundi. (Reuters 20.03)

5- Syrie

Une foule de manifestants a mis le feu dimanche au siège du Parti Baas à Deraa dans le sud de la Syrie, ainsi qu'aux tribunaux de la ville, ont rapporté des habitants.

Au troisième jour de la contestation dans cette ville proche de la frontière jordanienne, les manifestants ont également incendié les filiales locales de deux entreprises de téléphonie, dont l'une, Syriatel, appartient à Rami Makhlouf, un cousin du président Bachar el Assad.

Deraa, qui compte dans les 75.000 habitants, est située à une centaine de kilomètres au sud de la capitale Damas.

"*Ils ont incendié les symboles de l'oppression et de la corruption*", a expliqué un militant. "*Les banques, aux alentours, n'ont pas été touchées*", a-t-il ajouté.

Makhlouf, qui dirige plusieurs grandes entreprises, est sous le coup de sanctions américaines en raison de ce que Washington considère comme des actes de corruption et les manifestants, dimanche, l'ont traité de "bandit".

A la tombée de la nuit, les manifestants contrôlaient les vieux quartiers de Deraa, et dans le reste de la ville, on signalait une importante présence policière.

Le président Assad, qui est confronté à la première grande vague de contestation depuis son arrivée au pouvoir, a dépêché des représentants du gouvernement à Deraa pour apaiser la situation, mais des milliers de personnes sont descendues de

nouveau dans les rues, dimanche, pour réclamer la levée de l'état d'urgence, qui est en vigueur depuis 1963 dans le pays.

Selon des habitants, un manifestant a été tué dimanche à Deraa par les forces de sécurité. Vendredi, on avait déjà déploré quatre tués et des dizaines de blessés parmi les protestataires.

"*Non! Non à l'état d'urgence! Nous sommes un peuple épris de liberté*", ont repris les manifestants.

Les forces de sécurité ont tiré dimanche des grenades lacrymogènes et une quarantaine de personnes, intoxiquées, ont dû recevoir des soins à la grande mosquée d'Omari, dans la vieille ville, ont rapporté des habitants.

"*La mosquée est désormais transformée en hôpital de campagne. Les forces de sécurité savent qu'elles ne peuvent pas pénétrer dans la vieille ville sans que le sang coule à nouveau*", a expliqué un habitant.

La Syrie vit à l'heure de l'état d'urgence depuis que le parti Baas, aujourd'hui dirigé par le président Assad, a pris le pouvoir à la faveur d'un putsch en 1963 et interdit toute forme d'opposition.

Des dizaines de personnes arrêtées vendredi ont été relâchées, mais des dizaines d'autres sont encore derrière les barreaux, selon des militants.

Samedi, des milliers de personnes venues pleurer les victimes de la veille avaient appelé à une "*révolution*". Des représentants du pouvoir ont rencontré par la suite des notables de Deraa, qui leur ont remis une liste de doléances, parmi lesquelles la libération des prisonniers politiques.

La liste comprend également le démantèlement du siège de la police secrète à Deraa, le renvoi du gouverneur, un procès public pour les responsables de la tuerie de vendredi et l'abrogation de règles stipulant qu'il faut demander une autorisation à la police secrète pour vendre et acheter des propriétés.

Des petites manifestations ont été signalées ces jours-ci à Homs, dans le centre du pays, ainsi que dans la ville côtière de Banias, où se trouvent deux raffineries de pétrole. (Reuters 20.03)

6- Maroc

Ils devaient être 5000 ou 6000 aujourd'hui à Rabat- et des milliers d'autres à Casablanca, Marrakech, Agadir ou Tanger- à manifester pour le changement et la démocratie.

La manifestation avait été maintenue par ses organisateurs en dépit de l'annonce d'une réforme constitutionnelle faite le 9 mars dernier par le roi. Certains manifestants avaient choisi de descendre dans la rue essentiellement pour exprimer leur vigilance, d'autres pour dire leur méfiance, et les plus jusqu'auboutistes pour crier leur rejet d'une constitution "*octroyée*". Pendant plus de cinq heures, sous un chaud soleil, les manifestants ont brandi leurs pancartes et entonné leurs slogans dans une atmosphère bon enfant, en l'absence de tout déploiement des forces de l'ordre.

Beaucoup de slogans pointaient la corruption et la mainmise de certains proches du roi - à commencer par son secrétaire particulier Mounir Majidi- sur l'économie. D'autres avaient directement trait au projet de réforme de la constitution. Pour réclamer une "*monarchie parlementaire*", un "*roi qui règne mais ne gouverne pas*" et une "*démocratie véritable*". Sur plusieurs pancartes on pouvait lire une allusion très directe aux pouvoirs spirituels du roi: "*Article 19 dégage!*", en référence à l'article 19 de la constitution qui fonde la "*commanderie des croyants*". (Lexpress.fr 20.03)

7- Egypte

La réforme constitutionnelle proposée par le pouvoir militaire égyptien en vue d'organiser rapidement des élections présidentielle et législatives libres et pluralistes a été approuvée dimanche à une majorité de 77% des votants.

Mais le taux de participation au référendum n'a atteint que 41,2% des 45 millions d'électeurs inscrits, reflétant la crainte de nombre d'Egyptiens que seuls l'ex-parti au pouvoir, le Parti national démocrate (PND) et les Frères musulmans, principal mouvement d'opposition structuré, ne profitent d'élections précipitées.

Durant ses trente ans de pouvoir, l'ancien président Hosni Moubarak avait fait le vide politique autour de lui et les groupes d'opposition laïques à l'origine de la révolution qui l'a chassé le 11 février estiment qu'il leur faudra du temps pour s'organiser et se mettre en ordre de bataille. (Reuters 20.03)

Social

France.

1- Pour un salaire de misère...

Jean-Paul Agon, qui cumule depuis vendredi les postes de directeur général et de président du groupe de cosmétique L'Oréal, conservera un salaire inchangé de 2,1 millions d'euros en 2011.

Il s'est vu attribuer pour 6,9 millions d'euros de stocks-options l'année dernière. (Lefigaro.fr 20.03)

2- De quoi vous couper la faim !

Déjà, on avait été alerté par le prix du réveillon à l'Espadon du Ritz: 2.011 euros, beaux vins compris. Au Ritz Club, 750 euros orchestre et DJ compris. Pour la nuit de la Saint-Sylvestre, il y avait des clients radieux, des noceurs partout: recette totale du 31 décembre: 600.000 euros, au bas mot. Oui, le Ritz est unique et le brunch dominical est affiché à 120 euros, jus d'orange, sushis et bar en croûte au menu, sans le vin. Dimanche dernier, le chef Girardin, MOF, a servi 180 mangeurs jusqu'à l'heure du thé.

Les complets se succèdent pour le dîner dans tous les monuments de la bonne chère et l'autre soir, au Cinq du George V, Éric Beaumard, Meilleur Sommelier d'Europe, a vendu deux bouteilles de Pétrus 1982 à 15.000 euros l'unité.

A l'Hôtel Balzac, on frôle les sommets: le damier de Saint-Jacques dans un consommé de poule aux truffes coûte 207 euros, la tourtière d'oignons, châtaignes, lard fumé et truffes à 215 euros, la poularde de Bresse en vessie aux légumes et truffes à 232 euros par personne (il faut être deux), la blanquette de veau fermière traditionnelle au jambon et truffes à 220 euros, un record à Paris tout comme le dessert Richerenches aux truffes, un biscuit soufflé à la vanille, sorbet et sablé à… 116 euros.

Autre trois étoiles pour gourmets très fortunés près du Mans ou dans le Val-de-Loire des tarifs cinglants pour des végétaux, les ravioles potagères en consommé à 62 euros, la betterave de longue cuisson à 50 euros, le gratin d'oignons doux à 60 euros, les légumes en arlequin à 67 euros, la tarte aux pommes brevetée, une gâterie à 40 euros.

Si le déjeuner est à 120 euros, le dîner de huit plats est à 340 euros –comptez 1.000 euros pour deux avec les vins, en étant «*raisonnable*». Huit jours de délai pour le vendredi soir.

Chez Ducasse au Plaza Athénée (à Monaco), le pâté chaud de pintade truffée est facturé à 95 euros –c'est une entrée– les langoustines rafraîchies dans une nage au caviar sont à 175 euros, et l'on peut les avoir en demi, ainsi que le menu à 360 euros, au déjeuner et au dîner. (Slate.fr 20.03)

Avec ce qu'ils dépensent en moyenne pour un repas, j'ai calculé que je tiendrais pratiquement pendant deux ans, un Indien le double !

Economie

Etats-Unis

AT&T a annoncé dimanche le rachat de T-Mobile USA auprès de Deutsche Telekom pour environ 39 milliards de dollars (27,5 milliards d'euros) dans le cadre d'une transaction en numéraire et en actions.

AT&T a dit que, sur une base pro forma, le rachat de T-Mobile faisait passer le chiffre d'affaires des activités mobiles d'AT&T de 58,5 milliards de dollars à près de 80 milliards de dollars.

Deutsche Telekom a déclaré de son côté que le produit de la cession de T-Mobile USA réduirait son endettement de quelque 13 milliards d'euros, soit une baisse de 13%. (La Tribune et Reuters 20.03)

Le 22 mars

A situation exceptionnelle, une causerie ou analyse plus longue que d'habitude (sur la Libye) que vous retrouverez au format pdf (Acrobat Reader). La page d'accueil en est alourdie, mais vous devez tous avoir une connection rapide à Internet.

A propos des résultats (partielles) du premier tour des cantonales.

L'UMP au bord de l'implosion. Le coup de la tenaille.

Sarkzoy et Copé refusent d'appeler à voter PS contre les candidats du FN, sans doute en espérant que le FN s'en souviendra en 2012 au cas où Sarkozy serait au deuxième tour face à un candidat du PS. Fillon et les centristes ne sont pas de cet avis, sans doute estiment-ils que l'amalgame UMP-PS dans la tête des électeurs ne ferait que renforcer le FN donc conduire à l'élimination de leur candidat au premier tour en 2012.

Du côté de l'opposition institutionnelle, sans surprise ou presque ils appellent à se rassembler pour "battre la droite", alors qu'ils appliquent sa politique dans les conseils généraux. Il n'y a que le PG qui renâcle, alors que sans son alliance avec le PCF au sein du Front de gauche, il ne dépasserait pas 1%, sans doute estime-t-il que le contenu de la gamelle n'est pas assez substantiel à son goût !

A propos de la situation en Libye.

Je n'ai pas eu le temps de lire tous les documents qui me sont parvenus ou ceux que j'ai été glanés sur Internet. La presque quasi-totalité condamnent sans appel l'intervention impérialiste en Libye, position pour laquelle nous penchons spontanément évidemment, mais pour le moment j'ai préféré m'en tenir à une position intermédiaire entre ni condamnation ni soutien en l'étayant avec forces arguments, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils n'ont suscité aucun débat jusqu'à présent, comme s'il fallait s'en tenir à un principe et s'interdire de réfléchir, comportement facile ou pratique que je rejette.

Je continue de m'interroger sur la situation chaque heure qui passe, il me reste encore au moins deux éléments à analyser plus en détail avant de reformuler ma position si nécessaire, de la maintenir ou d'en changer pour rejoindre l'ensemble des camarades qui se sont déjà exprimés sur cette question.

Le premier élément concerne le développement du processus révolutionnaire en Libye avant le début de cette intervention militaire, la question étant de savoir s'il s'est développé dans l'ensemble ou une grande partie de la Libye ou seulement dans le fief de "tribus" historiquement opposées à celle de Kadhafi. Apparemment la réponse à cette question est positive, reste à le confirmer.

Le second élément concerne la place du soulèvement révolutionnaire des travailleurs libyens dans ce processus révolutionnaire par rapport au gouvernement provisoire installé à Benghazi et soutenu par l'impérialisme français et américain, la question étant également de savoir si ce soulèvement des travailleurs a été spontané à l'origine ou s'il a été orchestré en sous main par ceux qui détiennent le pouvoir à Benghazi, c'est une question déterminante, on pourrait ajouter une autre question : quels sont les rapports entre les deux forces qui s'opposent à Kadhafi, les travailleurs qui ont constitué leurs propres comités et ce gouvernement constitué autour de l'ex-ministre de la Justice de Kadhafi et des militaires qui l'on lâché, comment les travailleurs libyens engagés dans la révolution perçoivent-ils ce gouvernement provisoire, le reconnaissent-ils ou ils le rejettent ?

Tout le monde a parlé d'une révolution ou d'un soulèvement révolutionnaire en Libye depuis un mois sans jamais évoquer de manipulations à ma connaissance, et tout d'un coup voilà que les travailleurs libyens seraient manipulés depuis le début, certains l'affirment, d'autres le sous-entendent, plutôt curieux comme argument et comportement, non ?

Et puis, encore hier qui parlait de la Libye, qui s'y était intéressé au point de savoir ce qui s'y passait réellement ? Apparemment personne, mais là encore tout le monde fait comme s'il maîtrisait parfaitement son sujet, décidément on ignorait que nos dirigeants possédaient des connaissances encyclopédiques, à se demander à quoi elles leur ont servi jusqu'à présent.

Un troisième élément me vient à l'esprit, il concerne la répercussion de cette intervention militaire sur les soulèvements révolutionnaires en cours et ceux qui pourraient couver comme en Syrie ou dans d'autres pays en Afrique ou au Moyen-Orient. Un journaliste hier soir aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie a expliqué que les yéménites étaient galvanisés par l'attaque contre les forces de Kadhafi, ils y voyaient une légitimité à continuer leur combat jusqu'à la chute de leur propre dictateur, que le même phénomène totalement impensable encore la veille était en train de se produire en Syrie.

Donc si l'on comprend bien, cette décision d'intervenir en Libye pourrait avoir des conséquences tout à fait imprévisibles sur l'interprétation qu'en feraient les peuples ou plutôt sur la manière dont ils l'exploiteraient pour passer eux-mêmes à l'assaut des régimes tyranniques qui les bâillonnent.

Cela n'aurait rien de surprenant, pour qui est habitué à prendre en compte les contradictions et les paradoxes qui découlent à la fois de l'évolution et de la survie du capitalisme mondiale et de l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction politique, et analyse les conséquences sociales et politiques de sa survie sur tous les continents pour tous les peuples.

Pour terminer cette analyse, voyons quelques arguments avancés par des camarades.

1- Les différents impérialistes engagés dans cette guerre, ils "*n'ont pas soutenu l'insurrection libyenne pendant des semaines, au moment où elle était la plus forte*", pardi, vous ne voudriez pas non plus qu'ils prennent la direction de la révolution pour abattre

le capitalisme, grotesque !

2- "*Leur vrai but est de contenir les révolutions arabes et de les mener dans l'impasse de la prétendue « transition démocratique »* ", mais ne sont-elles pas condamnées à finir dans une "impasse" ? A moins qu'on puisse se passer du parti... Peut-être faudrait-il s'attendre à voir une révolution socialiste en Tunisie et en Egypte ?

3- "*Ils veulent contrôler la Libye car sa position géo-stratégique est centrale dans la région*", hier ils disaient tous la même chose de l'Egypte, à croire que le tremblement de terre au Japon à modifier la carte du monde !

4- "*ils préfèrent quelqu'un de plus malléable et veulent briser les acquis de l'indépendance*", qui comme chacun sait profitaient de préférence aux travailleurs en Libye ! Vous lirez avec intérêt peut-être dans un article que j'ai mis en ligne, que Kadhafi employait essentiellement des dizaines de milliers de travailleurs immigrés sous-payés dans l'industrie du pétrole et du gaz, et quant aux recettes de la vente du pétrole et du gaz il tombait dans l'escarcelle de l'Etat, donc dans les poches du clan Kadhafi et des multinationales italiennes, françaises, allemandes, etc.

5- "*Sarkozy et les autres impérialistes ont fini par soutenir l'insurrection après avoir trouvé de prétendus « dirigeants » auto-proclamés qui leur prêtent allégeance* ", il n'a pas dû chercher longtemps pour les trouver !

J'ai l'impression que Sarkozy a commis une grave erreur en surestimant la volonté et la capacité des travailleurs libyens à se débarrasser de Kadhafi, il aurait soutenu les "*« dirigeants » auto-proclamés*" par crainte que le prolétariat libyen prenne le pouvoir et remette en cause les accords passés avec les Etats impérialistes et les multinationales (dont Total), il voulait donc assurer ses arrières d'une certaine manière, après avoir soutenu Kadhafi le plus longtemps possible. Je pense que c'est là l'un des éléments essentiels qui permet de comprendre la situation. Il aurait décidé de soutenir le gouvernement provisoire de Benghazi par crainte qu'il ne soit débordé par le prolétariat révolutionnaire ou que le processus révolutionnaire n'aille plus loin qu'il ne faudrait pour protéger les intérêts de l'impérialisme français.

Qu'il s'y soit pris trop tard brouille la compréhension que l'on peut avoir de la situation aujourd'hui, cela est dû à l'absence d'indépendance de la politique étrangère du gouvernement français, il a besoin de l'aval de l'impérialisme américain pour passer à l'action, ainsi que l'accord de l'ONU qui est une machinerie extrêmement lourde et complexe à mettre en oeuvre avant de parvenir à une décision, et souvent quand elle est mise en application, la situation sur le terrain a évolué, elle s'inscrit en contradiction avec le rapport de forces sur le terrain, c'est ainsi qu'ils commencent à bombarder les forces de Kadhafi non pas au moment où il se trouvait en difficulté, ce qui aurait pu précipiter sa chute et l'affaire était réglée en 48h, mais l'inverse, au moment où l'opposition armée vient de subir défaite sur défaite et s'est repliée sur Benghazi.

Il y aurait bien une autre explication, mais elle ne tient pas un instant. Sarkozy, Cameron et Obama auraient planifié les choses de telle sorte qu'en passant à l'action trop tard, au moment où Kadhafi avait repris le dessus sur la révolution, celui-ci n'aurait pas d'autre stratégie pour rester au pouvoir que de replier le gros de ses forces à l'intérieur des grandes villes du pays pour qu'il soit impossible de le déloger autrement que par une intervention militaire au sol. Mais dans ce cas-là, ce serait une guerre du même type qu'en Irak et en Afghanistan, or tous les peuples les condamnent aujourd'hui, d'autre part ce n'est pas sûr qu'ils en auraient les moyens politiques, ni que l'ensemble des impérialistes (indien, russe et chinois notamment) soutiendraient une telle initiative, ne parlons pas des risques de déstabilisation d'autres régimes déjà fragiles en Afrique, sans parler de la crise économique qui pourrait en résulter avec ses conséquences sociales et politiques cette fois dans tous les pays sur tous les continents.

6- "*Kadhafi était en train de reconquérir le pays, ce qui aurait comme conséquence l'arrêt de l'ouverture aux principaux impérialistes, notamment à la France : il avait menacé de les remplacer par la Russie et la Chine*", voilà encore un argument plus qu'approximatif pour ne pas dire erroné, d'une part "*l'ouverture aux principaux impérialistes*" étaient déjà réalisée et ne date pas d'hier, ensuite il a menacé de remplacer les multinationales européennes par les russes, les indiennes et les chinoises une fois seulement que la menace se précisait sur lui, pas avant.

7- "*C'est aussi une question de crédibilité si les impérialistes veulent que les peuples arabes croient à leurs promesses démocratiques*", comme s'ils ne savaient pas quoi en penser depuis belle lurette, ils n'ont pas en tête leur soutien (et leur armement) à l'Etat sioniste israélien contre le peuple palestinien !

8- "*Si la victoire contre Kadhafi était due aux impérialistes, les insurgés en seraient dépossédés et devraient subir le néo-colonialisme direct comme en Irak et en Afghanistan*", encore un argument plus qu'approximatif puisqu'il n'y avait pas d'insurrection en Irak ou en Afghanistan lorsque la coalition impérialiste a décidé d'attaquer ces Etats. Vous est-il venu un instant à l'esprit qu'ils en seraient dépossédés de toutes manières, car dans le cas contraire il aurait pris la direction de leur révolution au lieu de la laisser aux mains d'anciens dignitaires du régime ou de militaires, si les choses se passent de cette manière, c'est justement parce qu'ils n'en avaient pas les moyens. Et puis, comment pouvez-vous savoir à l'avance comment le prolétariat interprètera cette "*victoire*" sur Kadhafi ? Entre nous, voilà un argument qui pourrait faire évoluer ma position dans votre sens, mais il est encore insuffisant.

Les Irakiens et les Afghans n'ont pas remporté de "*victoire*" sur Saddam Hussein ou sur les talibans pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais trouver les moyens de se mobiliser pour les renverser, de ce fait ils se sont peut-être faits des illusions sur l'issue de ces guerres impérialistes, mais ce n'était que des illusions, ils ne devaient guère en espérer davantage. C'est à se demander qui avaient le plus d'illusions dans l'impérialisme !

9- "*Pour gagner, il leur faut s'organiser politiquement*", quelle bonne blague, il faut, il faut, il faut aller dire cela aux combattants révolutionnaires libyens qui ne doivent pas avoir un niveau théorique ou politique plus élevé que le prolétariat français, s'ils ne le font pas, pourquoi d'après vous ?

Politique

1- France. Elections cantonales

1.1- Avec 55,63%, l'abstention a atteint un niveau record. Alors que plus de 21 millions de personnes étaient amenées à se prononcer, moins de 10 millions d'électeurs seulement se sont rendus aux urnes selon le ministère de l'Intérieur. Le taux d'abstention le plus fort de France a été relevé dans le département de Seine-Saint-Denis avec 67,30%.

Le Parti socialiste est en tête du premier tour avec 25,04% des voix, devançant l'UMP (17,07%) et le FN (15,18%). Le Front de Gauche et Europe Écologie Les Verts ayant obtenu respectivement, 9 et 8% des voix.

14,8% pour les candidats divers droite, c'est le score masqué de ce scrutin, bon nombre de candidats n'ayant pas voulu porter l'étiquette UMP.

Il y aura 394 duels au second tour. Selon l'Expansion, ils seront en «majorité face au PS (204), mais aussi face à l'UMP (89), au PCF (37) ou d'autres candidats, de gauche ou de droite (37)».

5 triangulaires, c'est le nombre de triangulaires entre l'UMP, le FN et le PS. Comme le rapporte le Nouvel Obs, «dans plus de la moitié des cas (204 cantons), le parti d'extrême-droite sera opposé à un candidat du Parti socialiste. Il sera opposé à l'UMP dans 89 cantons. Il y aura 37 duels contre un communiste et aussi 37 confrontations entre le FN et des candidats divers-droite (DVD, majorité présidentielle ou Nouveau centre)». (Slate.fr 21.03)

1.2- Pas d'«*infléchissement*» de la ligne de l'UMP vis-à-vis du Front national pour le second tour des cantonales, dans la perspective des quelque 200 duels qui opposeront PS et FN: ainsi en a décidé Nicolas Sarkozy, lundi matin, lors de la réunion de l'état-major de son parti à l'Élysée. Ce sera donc le «*ni-ni*» - «*ni Front national ni front républicain*» - du moins nationalement. «*Au niveau local, on pourra faire du cas par cas*», a concédé le chef de l'État. Traduction, par Jean-François Copé: «*Il ne sera pas interdit de voter pour un candidat de gauche, ni de s'abstenir.*»

Cette stratégie à double détente a donné lieu lundi à des déclarations plus ou moins contradictoires au sein de la majorité. Hier soir, au bureau politique de l'UMP, le premier ministre a franchi un pas sémantique en appelant clairement à voter «*contre le Front national*» : «*Je le redis, aucune voix de la droite et du centre ne doit se porter sur l'extrême droite, a-t-il martelé. Là où il y a un duel entre le PS et le FN, nous devons rappeler nos valeurs (qui) ne sont pas celles du FN. Nous devons appeler nos électeurs à faire le choix de la responsabilité dans la gestion des affaires locales. Tout cela conduit à voter contre le FN.*»

Mais François Fillon a ajouté que «*cela ne permettait pas de contraindre (les) électeurs (de droite) à mêler leurs voix à celles de l'extrême gauche*», laissant la porte ouverte à l'abstention. «*Il n'est pas favorable au front républicain, mal ressenti par nos électeurs, explique-t-on à Matignon. Mais il ne met pas sur le même plan le "ni FN" et le "ni front républicain". Le FN, c'est non!*» De son côté, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, appelle à «*voter blanc*» en cas de duel FN-PS.

Ces derniers jours, les centristes, mais aussi plusieurs ténors de l'UMP - dont des ministres -, avaient déjà dit qu'«à titre personnel», ils voteraient PS en cas de duel avec le FN. «*Copé nous a laissés libres, chacun fait donc son choix en conscience*», justifie un ministre, qui prédit une multiplication de «*positions personnelles*» d'ici au deuxième tour. Sur le terrain, tout n'est pas clair non plus: Alain Schmitz, président UMP sortant du conseil général des Yvelines, a par exemple appelé à soutenir dimanche tous les adversaires du FN, «*sans exception*». Parmi eux, se trouve… un communiste. Lundi matin, Nicolas Sarkozy a estimé que les prises de position de ceux qui appellent à voter pour le PS n'étaient «*rien d'autre que la volonté de se construire une personnalité sur le dos de sa famille politique*». Le président a également ironisé sur la position des socialistes qui, «*il y a huit jours, disaient pas de front républicain*», avant de changer d'avis en découvrant que le PS devra affronter le FN dans 200 cantons.

De son côté, François Fillon s'est inquiété à l'Élysée de l'abstention record: «*Ce sont nos candidats qui en ont souffert le plus. Il s'agit d'une marque de défiance à l'égard du gouvernement et de la majorité.*» (Lefigaro.fr 21.03)

1.3- Le calcul de Nicolas Sarkozy était simple: préserver la possibilité de bons reports de voix entre Marine Le Pen et lui en 2012 et retenir les très nombreux électeurs UMP de plus en plus tentés par un vote FN. Le président voulait ainsi envoyer un message

fort. Le résultat est illisible. (Lexpress.fr 21.03)

Jean-Louis Borloo a souhaité lundi lors d'une déclaration solennelle que toute "*ambiguïté*" soit levée, jugeant que "*faire barrage au Front national est évidemment indispensable*".

Jean-Christophe Lagarde, président exécutif du Nouveau Centre, exhorte les électeurs à voter pour "*le candidat démocrate restant en lice*" et le MoDem déplore une tactique "*irresponsable*".

Malgré les consignes présidentielles, les ministres Valérie Pécresse (Enseignement supérieur) et Nathalie Kosciusko-Morizet (Ecologie) maintiennent leur décision de voter pour le candidat de gauche en cas de duel au second tour avec le FN. (Reuters 21.03)

1.4- Après la photo de famille de dimanche soir sur une péniche parisienne, la gauche s'est rassemblée, lundi après-midi, au siège du PS et a abouti à un texte commun. «*Nous appelons toutes les forces de gauche (...) à s'unir pour battre la droite et l'extrême droite au deuxième tour des élections cantonales, derrière les candidats de gauche et écologistes arrivés en tête au premier tour* », lancent les cosignataires que sont le PS, Europe Ecologie-Les Verts (EELV), le PCF, le PRG et le MRC.

Sus à la droite et tous derrière le candidat de gauche, quelle que soit sa famille. Sauf que cette belle unité se fissure dans les cantons où deux candidats de gauche se retrouvent face-à-face au second tour. «*Cela concerne une quarantaine de cas, détaille François Lamy, conseiller politique de Martine Aubry. Au PS, nous nous désisterons si notre candidat est arrivé deuxième.*» Une position qui n'est pas partagée par les écologistes, qui ont prévu de se maintenir dans la plupart de ces cas de figure.

Et cette position irrite beaucoup le Front de Gauche, notamment Jean-Luc Mélenchon, qui a snobé la réunion de la péniche dimanche, ainsi que celle rue de Solférino, lundi.

Mais Mélenchon connaît surtout les enjeux locaux de ce scrutin. En se maintenant dans certains cantons de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, deux des derniers bastions du PCF, les écologistes gênent les candidats du Front de gauche. «*Un petit nombre de cas mais dans des endroits très importants*», avoue Pierre Laurent, secrétaire national du PCF qui s'est rendu, «*optimiste*» selon ses propres mots, aux premières réunions de dimanche soir et semble avoir depuis changé d'avis.

«*Il y a des partenaires qui n'ont pas été loyaux à son égard. A peine a-t-il tourné les talons qu'Europe Ecologie décidait de se maintenir partout. (...)?La règle est celle du désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé. Peut-être qu'Europe Ecologie procède d'une autre tradition politique et ne le sait pas*», tance Jean-Luc Mélenchon, presque moins offensif que d'autres, qui voient en sous-main des manœuvres socialistes. (20minutes.fr 21.03)

Voilà donc Benoît Hamon contraint d'appeler les électeurs de gauche à glisser dans l'urne "*le bulletin adéquat*" dimanche prochain dans les cantons où le FN affronte l'UMP : "*celui de l'UMP*". "*Oui, comme en mai 2002*", avait-il admis un peu plus tôt au micro de France Inter. (Lepoint.fr 21.03)

2- Libye

2.1- Les frappes aériennes menées par la puissance occidentales sous mandat de l'ONU commencent à faire l'objet de critiques et l'UE montre ses premiers signes de divisions. Le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a critiqué la résolution 1973 qu'il a jugée «déficiente et imparfaite» et l'a comparée aux «*appels médiévaux à la croisade*». Des propos «*inacceptables*» pour le président russe Dmitri Medvedev. Si les insurgés, eux, ont réaffirmé qu'ils étaient favorables aux frappes contre les troupes kadhafistes, ils ont aussi souligné qu'ils étaient opposés au déploiement de forces terrestres étrangères. (20minutes.fr 21.03)

L'arrivée annoncée de l'OTAN divise la coalition. Actuellement, les opérations de la coalition emmenées par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne sont nationales et coordonnées par les QG américains de Ramstein (Allemagne) et Naples (Italie). Mais de nombreux pays ont répété, lundi, qu'ils souhaitaient que l'OTAN soit présente dans la coalition le plus vite possible. "*Mon pays, comme beaucoup d'autres, n'a qu'un seul moyen de s'engager, c'est dans le cadre de l'OTAN*", a résumé le chef de la diplomatie luxembourgeoise, Jean Asselborn. L'Italie est allée jusqu'à dire que si la question n'était pas réglée, elle reprendrait le contrôle des bases qu'elle a mises à la disposition de la coalition. Jusqu'ici, la France ne souhaitait pas que l'Alliance participe à l'effort militaire, estimant que les pays arabes ne voudraient pas s'y rallier et, pire, finiraient par la dénoncer.

Le secrétaire américain à la défense, Robert Gates, a laissé entendre que son pays se désengagerait des efforts militaires dans les prochains jours, sans préciser de quelle façon, selon des propos rapportés par l'agence Interfax. Il a indiqué qu'il souhaitait que la responsabilité de la coordination des opérations dans les jours à venir soient transmise soit "*à la France et à la Grande-Bretagne*", soit à "*la machinerie de l'OTAN*". Cette "*nouvelle phase*" devrait intervenir "*dans les prochains jours*", selon le président américain, Barack Obama. Washington a répété que le départ du pouvoir de Mouammar Kadhafi "*demeure le but ultime*" des Etats-Unis. Mais à l'heure actuelle, les services américains ont reconnu qu'il était très compliqué, voir impossible de savoir où se trouve Kadhafi. Le premier ministre britannique, David Cameron, s'est dit favorable à ce que l'OTAN prenne "*au bout d'un*

moment" les commandes, tout en évoquant la possibilité qu'un officier britannique, américain ou français soit nommé à la tête de l'opération.

Témoignant de la tension grandissante, la Norvège a annoncé qu'elle "*suspendait*" la participation aux opérations de ses avions F-16 arrivés en Italie puis repartis en Crète, "*à une clarification du commandement*". L'Allemagne et surtout la Turquie ont clairement dit qu'ils ne voulaient pas que l'OTAN, si elle devait finalement intervenir, bombarde à son tour comme la coalition l'a fait depuis 48 heures.

Le chef de la Ligue arabe, Amr Moussa, qui avait soutenu l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, a quant à lui estimé que les bombardements s'écartaient de leur but, avant de changer de ton lundi et d'affirmer que ses propos de la veille avaient été "*mal interprétés*". Les Occidentaux s'étaient félicités d'une participation arabe à cette coalition. Mais seul le Qatar s'est véritablement engagé, les Emirats arabes unis ayant précisé que leur rôle en Libye se limiterait "*à l'aide humanitaire*". Le Conseil de sécurité de l'ONU doit tenir une réunion à huis clos sur la Libye lundi. Ces consultations ont été réclamées par la Chine, qui préside le Conseil.

Selon un diplomate, le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra jeudi une réunion pour débattre de la situation en Libye. (Lemonde.fr 21.03)

2.2- Les forces américaines s'en tiennent à des objectifs purement militaires en Libye et n'ont pas pour mission de soutenir une offensive terrestre de l'insurrection, déclare le général américain Carter Ham. De même, aucune troupe de la coalition n'interviendra sur le sol libyen.

L'Iran «*condamne l'intervention militaire en Libye*» des pays occidentaux qui cherchent «*à mettre la main sur le pétrole*», a déclaré lundi le guide suprême iranien l'ayatollah Ali Khamenei, en affirmant que Téhéran «*soutenait*» la révolte en Libye.

Le chef d'état-major de l'armée britannique, le général David Richards, exclut que les forces de la coalition prennent directement pour cible le colonel Kadhafi, contrairement à ce qu'avaient pu laisser entendre deux ministres, dont celui de la Défense.

Le ministre indien des Affaires étrangères, S.M Krishna, appelle à la fin des raids aériens, estimant que les attaques risquent de toucher plus de «civils innocents, de citoyens étrangers et de missions diplomatiques».

L'Irak, en revanche, apporte son soutien à l'intervention militaire étrangère.

Les rebelles libyens souhaitent la poursuite des frappes aériennes menées par la coalition internationale contre les forces de Mouammar Kadhafi mais ils refusent tout engagement au sol de troupes étrangères, a déclaré lundi un porte-parole de l'insurrection. (Lefigaro.fr 21.03)

2.3- Les violences se sont accrues en Libye, lundi 21 mars, alors que les forces de Mouammar Kadhafi affirment avoir pris Misrata, la troisième ville du pays, où les attaques des forces loyalistes ont fait au moins 40 morts et 300 blessés, selon des personnels médicaux sur place. Trois jours après le début des frappes aériennes pour faire cesser le "*bain de sang*", les pays engagés au sein de la coalition hésitaient sur la façon de prolonger les opérations militaires.

Un porte-parole du gouvernement, Moussa Ibrahim, a cependant affirmé que la coalition internationale avait bombardé la ville de Sebha, à 750 km au sud de Tripoli, fief de la tribu du colonel Kadhafi. "*Depuis samedi, la coalition ennemie a mené des raids aériens et par missiles sur Tripoli, Zouara, Misrata (ouest), Syrte et Sebha, visant notamment des aéroports*", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. "*Sebha a été bombardée aujourd'hui", a-t-il répondu, interrogé sur la date de l'attaque. Il affirme que ces attaques ont fait de "nombreuses victimes*" parmi les civils, notamment à "*l'aéroport civil*" de Syrte.

Des tirs de la défense anti-aérienne suivis d'explosions ont également été entendus dans le secteur de la résidence de Kadhafi à Tripoli lundi soir. Selon des témoins, la base de la marine libyenne de Boussetta, située à 10 km à l'est de Tripoli, aurait été touchée par des bombardements. La télévision d'Etat a annoncé que la coalition internationale bombardait Tripoli.

2.4- Le pouvoir d'achat des Libyens n'est pas particulièrement élevé. Il y a une dévaluation du dinar, les salaires de la fonction publique sont bloqués depuis 1981 à un niveau assez bas. On parle d'un salaire dans le secteur public qui est compris entre 100 et 390 dinars libyens soit 60 à 234 euros (660 à 2574 DH).Mais le secteur privé commence à se développer et beaucoup de Libyens se lancent dans les affaires, ce qui engendre une classe sociale aisée. En revanche, l'Etat en lui-même est particulièrement riche, compte tenu des ventes du pétrole. (http://www.leconomiste.com 20/06/2006)

2.5- La Libye assure 2% de la production mondiale de pétrole et 0,5% de celle de gaz. La région située entre l'Algérie et l'Iran produit 36% du pétrole mondial.

Quelque 3,3% des réserves mondiales et 0,8% de celles de gaz sont situées en Libye, selon les statistiques de BP. (http://

www.swissinfo.ch)

3- Syrie

Pour le quatrième jour consécutif, des Syriens ont manifesté lundi à Deraa, dans le sud de la Syrie, a constaté un journaliste de l'Associated Press sur place. (AP 21.03)

4- Yémen

Des chars et véhicules blindés se sont déployés lundi dans la capitale yéménite Sanaa après la décision de trois officiers de l'armée yéménite de rejoindre les rangs de l'opposition.

Le général Ali Mohsen al-Ahmar, proche du président Ali Abdallah Saleh, était le commandant de la 1ère Division blindée, dont les unités se sont déployées lundi sur la place principale de Sanaa. C'est là que se tiennent les rassemblements de l'opposition depuis le début du mouvement il y a un mois. Le général Al-Ahmar a annoncé sa décision dans un message transmis par un de ses collaborateurs aux dirigeants de l'opposition. Deux autres officiers, des généraux de brigade, ont également quitté l'armée. Tous trois appartiennent à la même tribu que le président Saleh.

Des blindés ont été déployés sur la place de Sanaa, ainsi qu'auprès de la télévision publique, de la Banque centrale et du ministère de la Défense.

Un responsable de l'opposition a affirmé que des discussions étaient en cours avec le président pour trouver une issue pacifique à la crise. L'une des hypothèses envisagées prévoit un départ du président et l'instauration d'un conseil militaire pour diriger le pays jusqu'à des élections présidentielle et législatives. (AP 21.03)

5- Afghanistan

Lundi, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel a finalement décidé de publier trois photographies montrant des soldats américains posant à côté du cadavre d'un civil qu'ils sont accusés d'avoir exécuté.

L'un des clichés montre un militaire américain de 23 ans, Jeremy Morlock, tout sourire près du cadavre d'un homme dont il tient la tête par les cheveux pour la montrer à l'objectif. Sur une autre photo, le soldat de 1ère classe Andrew Holmes, 20 ans, est à genoux sur le même cadavre et tient lui-aussi la tête du mort par les cheveux. (20minutes.fr 21.03)

Dans la rubrique chercher le lézard.

Social

1- France

1.1- N'en jetez plus la cour est pleine !

BNP Paribas a accordé un bonus de 1,67 million d'euros à son directeur général Baudouin Prot au titre de l'exercice 2010, a indiqué lundi le groupe bancaire français dans un document mis en ligne sur son site internet.

La rémunération totale de Baudouin Prot pour 2010 est fixée à 2,7 millions d'euros, indique encore ce document. (Reuters 21.03)

1.2- Vous êtes trop bon monseigneur.

«*Après examen de votre dossier, vous êtes admise à bénéficier de l'allocation de solidarité spécifique à compter du 7 mars. Cette allocation vous est accordée pour un montant net journalier de 0,26 euro pour une période de six mois.*» C'est un montant total de 7,8 euros les mois de 30 jours et 8,06 euros les mois de 31 jours que le Pôle emploi du secteur nord-est de la métropole lilloise a accordé à une chômeuse en fin de droit de Tourcoing. Lire la suite l'article

«*Je ne fais pas l'aumône, je veux un emploi*», a déclaré la bénéficiaire. «*Je travaillais dans un laboratoire de Saint-Amand-les-Eaux. J'étais en intérim. On s'occupait de produire le vaccin contre la grippe A, sauf que la production a été arrêtée*», raconte cette technicienne de laboratoire, qui se déclare prête à accepter un emploi moins qualifié. (20minutes.fr 21.03)

1.3- Pour une augmentation misérable.

Les salariés de la filiale française de Mondadori (Grazia, Télé Star, Closer) ont finalement accepté les propositions de leur direction.

Le mouvement de grève entamé le 14 mars chez Mondadori France (Grazia, Télé Star, Closer) a pris fin ce lundi dans l'après-midi. Les 1000 salariés de la filiale française de Mondadori (344 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010) ont finalement accepté les dernières propositions de leur direction, soit des augmentations de 1,35% à 4,1% applicables à 70% des salariés correspondant à une augmentation de 2,66% de la masse salariale. Ils ont obtenu le versement d'une prime exceptionnelle de 500 euros.

Ce mouvement social fait suite à celui des salariés de Prisma (Gala, Voici, Capital) qui ont obtenu, après un conflit de plusieurs jours au début du mois, une augmentation de salaire conditionnée à la stabilisation du chiffre d'affaires.

Après deux ans de plans de restructuration, les salariés du secteur de la presse comptaient bien profiter de la meilleure santé des groupes, confirmée par les résultats publiés ce lundi par Mondadori et Roularta. (Lefigaro.fr 21.03)

1.4- Mobilisation du monde judiciaire le 29 mars.

Les syndicats de magistrats et une vingtaine d'organisations du monde judiciaire appellent à une nouvelle manifestation nationale, le 29 mars à Paris, pour demander davantage de moyens.

Les magistrats, mais aussi des greffiers, des avocats, des agents de probation, des personnels pénitentiaires manifesteront à Paris entre la place Saint-Michel, près du palais de justice, (5e arrondissement) et l'Assemblée nationale. '*Le mot d'ordre sera 'écoutez-nous !', nous voulons que soient posés les vrais problèmes de la justice en termes de choix politiques et de moyens*', explique Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (majoritaire). (Lemonde.fr 21.03)

1.5- Des services publics en lambeaux

C'est un sévère bilan de l'administration que dresse le Médiateur de la République dans son dernier bilan annuel, lundi 21 mars. "*Le service public ne porte plus son nom. Contacter les administrations est devenu compliqué. L'administration a perdu sa capacité à faire du sur-mesure pour les personnes en difficulté*", déplore Jean-Paul Delevoye. Et de regretter les "*restrictions budgétaires*", le manque de moyens et de personnel qui se traduisent par "*un service dégradé, plus complexe et moins accessible*".

Selon lui, la moitié des quelque soixante réclamations quotidiennes que lui adressent les usagers "*ne sont pas recevables par le Médiateur*", mais devraient être "*réglées d'un simple coup de fil*" auprès "*des structures d'aide existantes*" ou du "*service administratif ad hoc*".

Mais il déplore aussi les "*réformes précipitées*", "*l'empilement législatif*" et la "*jungle normative*" qui "*opacifient l'accès des citoyens à l'information et compliquent la tâche des exécutants*". "*Les enjeux déterminants pour notre avenir ne trouvent pas de réponse politique à la hauteur*", estime le Médiateur, pour qui "*la fébrilité du législateur trahit l'illusion de remplacer par la loi le recul des responsabilités individuelles et de la morale*". "*Les débats sont minés par les discours de posture et les causes à défendre noyées parmi les calculs électoraux*", poursuit-il. Pour lui, "*les ressorts citoyens sont usés par les comportements politiciens*". (Lemonde.fr 21.03)

2- Maroc

Plusieurs centaines d'enseignants ont défilé ce lundi dans les rues du centre de Rabat à l'appui de revendications catégorielles au lendemain d'une série de manifestations dans les grandes villes du royaume, dont Casablanca, contre la corruption et pour des réformes politiques, rapporte Reuters.

Le défilé de ce lundi s'est déroulé dans le calme, comme les manifestations de protestation de la veille. «*Il s'agit d'un sit-in ouvert*», a déclaré Aziz Benjloud, qui fait partie des professeurs qui réclament une hausse des traitements et d'allocations. «*Nous manifesterons quotidiennement jusqu'à l'obtention de nos droits*».

Ce professeur a ajouté: «*Le Maroc compte environ 5.000 enseignants. Aujourd'hui, nous sommes quelque 1.500 à défiler à Rabat et demain d'autres collègues venus de province nous rejoindront*», a-t-il dit. (20minutes.fr 21.03)

Economie

Zone euro

Un accord a été trouvé lundi entre ministres des Finances européens sur la structure de capital du futur fonds permanent de soutien à la monnaie unique, l'une des dernières questions encore en suspens dans la définition d'une réponse "*globale*" à la crise.

Selon l'accord trouvé lundi, le fonds permanent de soutien à la zone euro - le Mécanisme européen de stabilité (MES) - aura une structure de capital de 700 milliards d'euros, dont 620 milliards en garanties et capital souscris et 80 milliards en capital émis, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Cette structure permettra au MES, qui se substituera en 2013 au Fonds européen de stabilité financière (FESF), de se voir attribuer la note de crédit maximale - AAA - tout en disposant d'une capacité effective de prêt de 500 milliards d'euros.

Les ministres des Finances de la zone euro ne sont cependant pas parvenus à un accord sur le relèvement des capacités effectives de prêt du FESF des 250 milliards d'euros actuels aux 440 milliards d'euros envisagés lors de sa création en mai.

Ces discussions interviennent alors que plusieurs sources européennes ont dit à Reuters que l'Irlande pourrait devoir solliciter une aide supplémentaire de l'UE pour soutenir son système bancaire.

Ces sources ont précisé que les membres de la zone euro seraient prêts à fournir une nouvelle aide au delà des 35 milliards d'euros déjà agréés en novembre mais exigeraient que Dublin fournisse une image claire de la restructuration en cours de son secteur bancaire.

"*Il ne suffit pas de remettre de l'argent et que l'on continue comme avant. Ce n'était pas ça l'accord. Si vous lisez bien les engagements, il fallait une vraie restructuration du système bancaire irlandais. On attend toujours*", a dit l'une des sources, tout en précisant que si cette rallonge était nécessaire, "*l'Europe ferait son devoir*".

Un vote sur les dernières mesures d'austérité ne devrait pas avoir lieu avant mercredi au parlement portugais. Il pourrait aboutir à la chute du gouvernement et déboucher sur une crise politique alors que le Portugal tente d'éviter de solliciter l'aide financière de l'Union européenne pour résorber sa dette. (Reuters 21.03)

Haut de page

Le 23 mars

Mon nouveau modem et ma nouvelle connection Internet sont de vrais bijoux, les articles de presse s'affichent en une fraction de secondes, avant cela prenait plusieurs minutes ! Je gagne au moins une heure par jour, sept heures par semaines, trentes heures par mois... J'en profite pour peaufiner mes articles et ce n'est qu'un début !

La causerie, chronique ou analyse qui suit, appelez cela comme vous voudrez, a été mise en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

Il y a quelque chose qui m'agace dans cette précipitation à ne voir qu'un aspect de la situation ou de ne voir la situation que sous un angle étroit, pour ne pas dire par le petit trou de la lorgnette du dogmatisme.

Personne n'est en mesure de savoir au juste comment la situation peut ou va évoluer dans les jours qui viennent en Libye. Bien que personne ne soit dupe que l'impérialisme américain soutient toujours les régimes autocratiques au Yémen et en Bahreïn qui répriment férocement les soulèvements révolutionnaires en cours, il ne viendra à l'esprit d'aucun dirigeant que les masses puissent s'emparer de l'intervention militaire en Libye ou l'interprète à leur manière pour accentuer leur mobilisation et parvenir à la chute des régimes en place.

J'irai même encore plus loin, l'intervention en Libye, qui tranche avec le soutien de l'impérialisme américain aux régimes de Sanaa et Manama, alimente la haine des peuples de ces pays envers l'impérialisme qui y voit deux poids et deux mesures qu'ils estiment injuste. Il s'agit là d'un constat qui prend en compte leurs illusions, alors que nos camarades ne retiennent que ces illusions pour effacer la réalité ou l'état d'esprit de ces peuples parce qu'il ne correspond pas à leurs chers principes, exactement comme ils le font sans cesse à propos de l'état d'esprit ou du niveau de conscience politique des masses exploitées dans leur propre pays.

On nous rétorquera que là n'est pas le problème, une façon comme une autre de ne pas répondre à la question posée et de fuir la discussion.

On notera également que cet engagement militaire est loin de faire l'unanimité au sein des dirigeants du vieux monde, ce qui ne peut que les affaiblir un peu plus politiquement dans leur pays respectif, au moment où une nouvelle crise sociale due à l'augmentation des prix des produits de première nécessité pointe à l'horizon à courte terme.

Comble du paradoxe dont on devrait se réjouir, les chefs d'Etat qui soutiennent cette aventure militaire sont conspués par leurs peuples parce qu'ils sont incapables de régler les graves problèmes sociaux dans leur propre pays (lire plus loin le sondage en France), ils disent qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses de l'Etat et que la population doit se serrer la ceinture, mais ils en trouvent pour faire cette guerre à Kadhafi, et quant à ceux qui la dénoncent et refusent d'y participer, ils sont traités de complices du bourreau Kadhafi !

Dans les deux cas, c'est le capitalisme mondial dans sa version impérialiste qui est sur le banc des accusés, car c'est bien lui qui a soutenu et armé le tyran. Qui s'en plaindrait ?

Les contradictions ou la décomposition du capitalisme ont atteint un tel degré de pourrissement que quoi qu'ils fassent, elles s'exposent désormais crûment à la face du monde et pètent pour ainsi dire au visage des dirigeants du vieux monde pourri.

Elles témoignent ou révèlent, selon le niveau de conscience politique acquis par les prolétaires et de la forme politique qu'a adopté le capitalisme dans chaque pays pour maintenir sa domination de classe, de leur volonté et de leur incapacité de maintenir plus longtemps à la fois l'ordre en place qu'ils font régner sur tous les continents par la force ou par la ruse, par tous les moyens permettant de tromper les travailleurs, ce qui se manifeste concrètement par leur refus de satisfaire les besoins sociaux et les aspirations à la démocratie ou à la liberté des peuples, autrement dit, ils ont de plus en plus de difficultés à maintenir indéfiniment tous les peuples à la fois sous le joug d'un système économique synonyme des pires inégalités et injustices qui soient, chômage, précarité, pauvreté parfois extrême, des pires souffrances et de la guerre, et sous le joug de régimes politiques antidémocratiques ou carrément despotiques pour assurer la survie du capitalisme et plus particulièrement la domination de quelques Etats sur le reste du monde.

Ceci explique pourquoi tous les peuples revendiquent ou se soulèvent à la fois sur le plan social et politique, les deux étant intimement liés désormais dans leur conscience, ce qui représente le plus grand danger pour le capitalisme mondial. Le sursis actuel accordé au capitalisme repose uniquement sur l'incapacité à l'heure actuelle du prolétariat mondial de se doter d'une nouvelle Internationale sur la base du socialisme. On y reviendra demain.

Parole d'internaute.

- Il n'y a pas que les politiques, hommes et femmes de certains partis, énarques, polytechniciens qui savent lire écrire et compter. Il y a également la grande majorité des Françaises et des Français qui n'ont plus aucun sentiment envers ces dirigeants de droite, de gauche, du centre, qui depuis plus de 40 ans nous prennent pour des incultes et des abrutis. Oui des incultes, des abrutis, car ces personnes se permettent de nous donner des consignes de vote, alors que eux sont incapables d'avoir un discourt unique au sein de leur parti respectif, il y a de quoi rêver. Aujourd'hui la majorité silencieuse des Françaises et des Français ne se reconnaissent plus dans ces partis complètement disloqués par des guerres internes.

Si le FN prend de l'ampleur c'est la faute des personnes cités ci-dessus. (de l'UMP et du PS - note du site)

La majorité de ces gens vivent dans une autre sphère celle du bien être, celle ou l'ont ne connait pas de fin de mois difficile, celle ou leurs descendances ne se présentent pas aux guichets de l'ANPE pendant de longs mois pour trouver une place de manutentionnaire en contrat à durée déterminée. (lepoint.fr 22.03)

Politique.

1- France

1.1- A quoi bon voter.

Avec un taux de 67,3 %, la Seine-Saint-Denis a enregistré le record national de l'abstention au premier tour des élections cantonales. Dans quatre cantons, le score dépasse même les 70 % : à Aubervilliers-est, 72,29 % des électeurs ne sont pas allés voter.

La Seine-Saint-Denis concentre en effet un grand nombre de facteurs favorables à une forte démobilisation électorale : c'est un département jeune, alors que le taux de participation augmente avec l'âge, et touché par un fort taux de chômage. Ses habitants ont, souligne Céline Braconnier, maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Cergy-Pontoise et co-auteure de *La démocratie de l'abstention* (Gallimard), un « *niveau de diplôme inférieur à la moyenne nationale* ». A cela s'ajoute, rappelle Philippe Dallier, sénateur UMP du département, un « *grand nombre de non-inscrits* » sur les listes électorales du département.

Hassan Ben M'Barek, porte-parole du collectif *Banlieues respect*, évoque quant à lui un « désaveu » des habitants vis-à-vis de politiques jugés incapables de résoudre leurs problèmes d'emploi et de logement. «*Le débat sur l'Islam et la laïcité a été mal perçu* », ajoute le militant associatif, dans un département où « *beaucoup de gens sont issus de la diversité* ». Philippe Dallier reconnaît le rôle du « *climat politique* » dans cette forte abstention : même certains électeurs de l'UMP ont « *choisi de ne*

pas voter » pour « *envoyer un message clair* » au parti présidentiel, selon le sénateur.

« *Tous les mêmes* », « *ça ne m'intéresse pas* », « *ça ne va rien changer* »… Hassan Ben M'Barek entend régulièrement ces refrains chez les abstentionnistes. Dans ce désintérêt pour l'action politique réside pour Céline Braconnier le moteur essentiel de l'abstention : « *Ces chiffres ne traduisent pas une opposition, mais une indifférence* ». (publicsenat.fr 22.03)

1.2- Vaut mieux supprimer le compteur...

Avec l'arrivée de Jean-François Copé au poste de secrétaire général, le compteur des adhérents à l'entrée du siège national de l'UMP a disparu. "*Dans un souci de transparence*", assure la nouvelle direction.

Au 16 mars, le parti revendiquait 128 000 adhérents. Problème, en novembre 2010, le parti lorsqu'il était dirigé par Xavier Bertrand affichait 240 000 adhérents.

Dans l'entourage du ministre du Travail, on juge tout à fait possible que le chiffre soit passé en dix mois (du 16 mars 2010 au 16 mars 2011) de 107 000 à 240 000 membres. Avant de perdre la moitié de ses effectifs en quatre mois?

Devant une telle guerre des chiffres, il convient de rappeler que l'UMP comptait 370 000 cotisants juste avant la présidentielle de 2007 et que Xavier Bertrand avait fixé un objectif de 500 000 adhérents à atteindre en 2012. (Lexpress.fr 22.03)

Avouons de notre côté qu'avec des zéros en moins, c'est plus facile à compter, et encore !

1.3- Au secours les croisés sont de retour !

Ce mardi, dans un tchat au Figaro.fr, Guéant s'est félicité que Nicolas Sarkozy ait pris « *la tête de la croisade* » pour mobiliser en Libye.

Après le 11 Septembre, George Bush « *Cette croisade, cette guerre contre le terrorisme, va durer longtemps.* »

Un mot a échappé à Guéant ? La belle affaire, dira-t-on. Tout cela ne serait pas en effet si grave si le terme en question ne s'emboîtait pas si parfaitement, telle la pièce d'un puzzle, dans les discours dont le pouvoir nous abreuve sur l'immigration, l'islam, ou les « *racines chrétiennes de la France* ». Ces racines, que Nicolas Sarkozy a décidé de glorifier au Puy-en-Velay, la petite ville d'où est partie, justement, la première croisade. (Rue89 22.03)

1.4- En famille. Une seule et unique politique, un seul camp pour deux partis, chercher l'erreur.

Lors du petit-déjeuner de la majorité, mardi matin à l'Elysée, Nicolas Sarkozy a redit que "*le choix, c'est s'abstenir ou voter PS. La seule chose exclue, c'est de voter FN*", a rapporté en outre le Premier ministre.

"*Quand il y a menace d'une victoire du Front national, il faut choisir le candidat le mieux placé, qu'il soit de l'UMP ou qu'il soit du Parti socialiste*", a dit sur RTL Dominique de Villepin, le président de République solidaire en appelant à un "*vote républicain*".

François Hollande a lui qualifié de "*graves*", sur RMC, les dissonances entre les deux têtes de l'exécutif. (Reuters 22.03)

1.5- Fillon justifie l'intervention militaire française en Libye en affirmant qu'il revient au peuple libyen de "***décider de son destin***"... alors qu'il le piétine en France.

1.5.1- "*Nous ne conduisons pas une guerre contre la Libye mais une opération de protection des population civiles, une opération légitime de recours à la force*" sous l'égide des Nations unies, a expliqué le chef du gouvernement devant les députés.

"*Il s'agit de protéger la population libyenne tout en excluant explicitement l'envoi de forces d'occupation au sol*", a-t-il rappelé.

"*Nous voulons offrir au peuple libyen la possibilité de reprendre courage (...) et de décider de son avenir*", a-t-il assuré. "*C'est au peuple libyen et à lui seul qu'il revient de décider de son destin.*"

Le Premier ministre effectuait mardi une déclaration sur l'engagement militaire français en Libye, suivie d'un débat devant l'Assemblée nationale, avant de réitérer l'exercice au Sénat. (AP 22.03)

1.5.2- Malgré quelques bémols et mises en garde, une quasi-unanimité a prévalu mardi au Parlement dans le débat sur l'intervention militaire en Libye.

A l'exception du Parti communiste, l'ensemble de la classe politique a approuvé les opérations armées lancées samedi pour empêcher le colonel Mouammar Kadhafi d'attaquer sa population.

"*Nous vous demandons solennellement d'assurer que la France ne prendra, en aucune façon, part à un plan caché qui aurait pour objet une seconde phase de l'engagement militaire*", a dit Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée.

"*Le mur de la peur est tombé. Et en tombant, il démontre qu'il n'y a pas de fatalité pour les populations de cette région à être enfermés dans un choix binaire entre pouvoir autoritaire et régime islamiste*", a déclaré Fran,çois Fillon au Sénat. (Reuters 22.03)

Bien sûr que s'il existait "*un plan caché*", Fillon s'empresserait de le révéler !

Le "*mur de la peur est tombé*" en France aussi, les électeurs ne sont plus "*enfermés dans un choix binaire*" UMP-PS, il suffit de voir le score du FN au premier tour des cantonales !

Au fait, les écologistes à 13 ou 15%, c'était du vent ; Mélenchon se voyait déjà passer devant le PS, cela ne mérite même pas un commentaire.

1.5.3- Deux tiers des Français (66%) se disent favorables à l'intervention militaire contre les forces de Mouammar Kadhafi en Libye, selon un sondage Ifop pour France Soir diffusé mardi.

Ce résultat traduit une forte évolution par rapport à une première mesure du même institut réalisée avant l'intervention, les 3 et 4 mars. A l'époque, seules 36% des personnes interrogées étaient favorables à une intervention militaire internationale en Libye, souligne l'Ifop.

L'adhésion mesurée fin mars ne fait l'objet d'aucun clivage partisan : une proportion quasi identique de sympathisants de gauche (69%) et de sympathisants de droite (66%) exprime son soutien. (Reuters 22.03)

1.6- La casserole Longuet passe au grille.

Le parquet de Paris a confirmé à *L'Express* le dépôt d'une "*révélation*" auprès du procureur de la République de Paris, en octobre 2010, par Laurence Zermati, l'ancienne commissaire aux comptes de la société de conseil de Gérard Longuet, Sokrates Group, au sujet des comptes de l'entreprise.

Le dossier qui ne représente "*aucun problème*" pour Gérard Longuet, sera traité par la section financière du parquet. Cette procédure de "*révélation*" de faits délictueux intervient lorsque le commissaire aux comptes d'une société découvre des irrégularités susceptibles de recevoir une qualification pénale. Une nouvelle pierre dans le jardin du ministre, après la plainte contre X déposée, le 4 mars, pour prise illégale d'intérêts, visant sa mission rémunérée pour GDF-Suez alors qu'il était sénateur, membre du groupe d'études de l'énergie. (Lexpress.fr 22.03)

1.7- Mélenchonade.

Jean-Luc Mélenchon appelle «*évidemment*» à voter PS face au FN.

«*Je ne me rallie à rien, le désistement c'est pas un ralliement*», a souligné l'ex-socialiste.

Selon lui, le désistement républicain, «*ça vient de la période où tous les républicains quelle que soit leur allégeance se regroupaient tous au deuxième tour pour empêcher les monarchistes ou les bonapartistes de passer. C'est une vieille histoire, la gauche a toujours fait ça*».

Monsieur Mélenchon oublie que les républicains peuvent se comporter comme des monarchistes et très bien s'accommoder du bonapartisme - note du site.

Mme Duflot «*veut rompre avec cette histoire*», «*cette tradition qui est la nôtre*» mais «*se tirer dans le dos n'est pas une bonne tradition*», a fait valoir le probable candidat du Front de gauche à la présidentielle.

C'est pourtant la tradition du PS envers les travailleurs lorsqu'ils parlent en leurs noms en défendant les intérêts de son ennemi de classe, ça c'est du concret monsieur Mélenchon ! Mais sait-il encore ce que cela veut dire ? - note du site.

«*En politique, on ne s'amuse pas à faire des photos de famille quand on n'a pas réglé les problèmes de fond*», a-t-il ajouté.

(20minutes.fr 22.03)

Parce que voyez-vous, monsieur Mélenchon aurait réglé un jour quelque chose. Sa carrière politique ou son compte en banque, peut-être, non, assurément !

2- Libye

2.1- Les médecins de l'hôpital de Misrata, qui est bondé de blessés, sont contraints d'opérer dans les couloirs les victimes des attaques des forces de Mouammar Kadhafi, qui auraient fait des dizaines de morts.

Selon plusieurs témoins, joints mardi par téléphone, les habitants de Misrata sont terrés chez eux, de crainte, en sortant, d'être atteints par les tireurs embusqués sur des toits ou par les chars qui sont parvenus dans le centre.

Les médecins de l'hôpital de Misrata, qui est bondé de blessés, sont contraints d'opérer dans les couloirs les victimes des attaques des forces de Mouammar Kadhafi, qui auraient fait des dizaines de morts.

Selon plusieurs témoins, joints mardi par téléphone, les habitants de Misrata sont terrés chez eux, de crainte, en sortant, d'être atteints par les tireurs embusqués sur des toits ou par les chars qui sont parvenus dans le centre.

Une demi-douzaine de chars se trouveraient dans la grande artère, la rue Ramdan Souehelli, d'après certains habitants.

Quarante personnes ont été tuées dans les attaques menées lundi par les forces fidèles à Mouammar Kadhafi contre la troisième ville de Libye, située à 200 km à l'est de Tripoli, a rapporté un autre habitant.

Mardi matin, les blindés de Kadhafi tiraient des obus sur Misrata, où quatre enfants figurent parmi les nouvelles victimes, a dit un témoin. (Reuters 22.03)

2.2- Si Al-Jazira a annoncé mardi soir qu'un des chefs militaires de Kadhafi avait été tué à Tripoli par des raids de la coalition, les attaques des troupes fidèles au « *Guide*» restent meurtrières.

La ville de Zentane, non loin de la frontière tunisienne, a également été pilonnée. Un habitant a rapporté que 10 personnes avaient été tuées. La population a fui pour se réfugier dans des grottes dans la montagne. (20minutes.fr 22.03)

- Des insurgés libyens piétinaient mardi à proximité d'Ajdabiah, dans l'Est de la Libye, sans tenter d'avancée sur cette ville stratégique car les forces kadhafistes y restent puissantes en dépit des raids aériens occidentaux.

Les rebelles présents sur la ligne de front à environ 5 km d'Ajdabiah, porte d'accès à la région orientale aux mains des insurgés, expliquent que trois nuits de raids aériens ont détruit une partie de l'armement du colonel Mouammar Kadhafi, mais que ses forces constituent toujours une menace sérieuse.

"*Kadhafi a des chars et des missiles montés sur camions*", explique Ahmed al Aroufi, un insurgé.

La chaîne de télévision qatarie Al Djazira a fait état d'affrontements à Ajdabiah entre insurgés et forces kadhafistes.

"*Nous avons besoin de la zone d'exclusion aérienne afin qu'ils frappent les blindés lourds*", dit Aroufi, en s'empressant d'ajouter que l'intervention de la coalition doit s'arrêter là .

"*S'ils introduisent des forces terrestres, nous laisserons Kadhafi et ils deviendront notre cible suivante*", assure-t-il.

"*Nous ne dépendons de personne d'autre que de Dieu, ni de la France, de l'Amérique. Nous avons déclenché cette révolution sans eux, à la sueur de notre front, et nous la terminerons de même.*"

Face à l'absence de progression rapide, des tensions sont perceptibles sur le front. Aucune structure claire de commandement ne semble en place pour guider un ensemble hétéroclite de combattants enthousiastes mais sans expérience.

Tandis qu'Aroufi s'adressait à l'équipe de Reuters, non loin de lui, un autre insurgé, Rachad Chaafi, lançait: "*Si vous voulez attaquer, allez-y, ou préférez-vous poser devant les caméras?*". (Reuters 22.03)

Mardi 22 mars, des "*affrontements violents*" ont eu lieu dans la région de Yefren entre les rebelles qui contrôlent la région et les forces du régime libyen. A quelques dizaines de kilomètres à l'ouest, à Zentan, les rebelles ont repris une position des

forces gouvernementales qui bombardaient la ville depuis samedi. "*C'est l'euphorie. Les rebelles sont fiers d'avoir fait reculer les forces de Kadhafi sans l'aide de personne. Il n'y a pas eu de frappes de la coalition dans cette zone*", selon un témoin. Il a dit par ailleurs avoir vu "*pas mal de corps à la morgue*", des "*victimes, côté rebelle, des combats des derniers jours*". (Lemonde.fr 22.03)

2.3- Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne se sont mis d'accord sur le rôle de l'Otan dans la mise en oeuvre d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, a annoncé mardi la Maison Blanche.

Les trois dirigeants sont convenus que l'Alliance atlantique doit jouer un rôle important dans cette intervention, sans toutefois lui en confier la direction politique de crainte de heurter les susceptibilités des pays arabes.

"*Ce que nous disons, c'est que l'Otan aura un rôle clé à jouer*", a déclaré Ben Rhodes, conseiller à la Maison blanche pour les questions de sécurité.

Un responsable américain a précisé que pour Washington, il est préférable que l'Otan prenne le contrôle opérationnel des opérations en raison de la qualité de ses structures de commandement.

A Paris, la présidence française a confirmé qu'un accord avait été trouvé sur les modalités de recours à ces structures de commandement de l'Alliance. (Reuters 22.03)

3- Syrie

Le mouvement de contestation s'est étendu mardi dans le sud de la Syrie où des centaines de personnes ont défilé pour réclamer des réformes dans un village jusqu'ici paisible, selon des témoins et des militants.

Ces rassemblements ont eu lieu à Deraa et à Naoua, selon des témoins.

Le gouvernement syrien a tenté de désamorcer le mouvement, premier écho des révoltes populaires qui secouent le monde arabe, en limogeant le gouverneur de la province de Deraa.

Mais ce limogeage n'a pas suffi à calmer la colère populaire et les manifestations ont gagné le village de Nawa, où plusieurs centaines de personnes ont défilé pour exiger des réformes, a confié un militant à l'Associated Press.

Il a expliqué que les forces de l'ordre tentaient d'atteindre la mosquée al-Omari dans le centre historique de Deraa, où les manifestants se sont mis à l'abri. Il a ajouté que les protestataires avaient placé de gros pavés dans les rues près de la mosquée pour bloquer les troupes.

Les manifestations s'étaient étendues lundi aux villes de Jasim et Inkhil près de Deraa, selon des témoins. (Reuters et AP 22.03)

4- Yémen

4.1- Lâché ces derniers jours par une partie croissante de son entourage politique, militaire, tribal et diplomatique, Saleh a dénoncé "*ceux qui veulent prendre le pouvoir par des coups d'Etat*" et prennent le risque d'"*une guerre civile, une guerre sanglante*".

En butte depuis presque deux mois à une révolte populaire qui s'inspire des révolutions tunisienne et égyptienne, qui avaient eu raison en quelques semaines des autocrates Zine Ben Ali et Hosni Moubarak, Saleh a, lui aussi, tenté de lâcher du lest avec l'espoir de calmer la contestation.

Il a ainsi successivement annoncé qu'il ne se représenterait pas à la présidence en 2013, tout en assurant vouloir achever son mandat, et annoncé la semaine dernière une nouvelle Constitution instaurant un véritable régime parlementaire.

Mardi, il a fait une nouvelle concession en faisant savoir qu'il n'entendait pas s'accrocher au pouvoir et qu'il le quitterait après des élections législatives organisées au plus tard en janvier 2012 - une proposition rejetée aussitôt par l'opposition qui prédit que le sort du régime se jouera dans les heures à venir.

Saleh, allié stratégique des Etats-Unis dans la lutte contre Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), a sollicité lundi la médiation de son influent voisin saoudien pour mettre un terme à la crise, mais celle-ci ne semble pas disposée à s'impliquer dans le sauvetage d'un régime qui semble condamné.

Selon un dirigeant de l'opposition yéménite, Saleh s'est vu offrir la perspective d'un départ dans l'honneur et la sécurité si, comme l'ancien président égyptien Moubarak, il acceptait de quitter le pouvoir sans faire davantage de vagues.

A la suite du massacre d'une cinquantaine d'opposants par les tireurs embusqués sur des toits à la sortie de la grande prière hebdomadaire de vendredi dernier à Sanaa, les défections se sont multipliées dans l'entourage de Saleh - ministres, généraux, chefs tribaux et diplomates en vue.

A l'étranger, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a été le premier dirigeant occidental à juger le départ de Saleh "*incontournable*", tandis que le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, s'est déclaré mardi préoccupé par l'instabilité au Yémen.

Une dizaine de milliers de manifestants réclament désormais quotidiennement devant l'université de Sanaa, haut lieu de la révolte populaire yéménite, "*la chute du régime*", reprenant les mots d'ordre des révolutionnaires tunisiens et égyptiens.

Le carnage de vendredi semble avoir été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et les manifestants exigent désormais "*le procès du boucher*".

Si le ministre des Affaires étrangères, Aboubakr al Kirbi, est revenu lundi les mains vides de la mission que lui avait confiée Saleh de solliciter une intervention de Ryad, des chefs tribaux yéménites semblent être encore engagés dans des efforts de médiation.

On ignore les détails de leurs propositions, mais ils semblent centrés sur une "*transition*" en douceur du pouvoir que le président américain Barack Obama a d'ailleurs appelé de ses voeux. Mais, dans ce pays aux structures fortement tribales, aucun successeur évident à Saleh ne semble se détacher.

Cela n'a pas empêché Yassine Nomane, qui assure la présidence tournante de la coordination de l'opposition, de lui proposer mardi une sortie digne: "*Il ne doit pas faire comme Kadhafi en détruisant le pays et en tuant les gens. Après cette longue période de gouvernance, il devrait dire: merci mon peuple, je vous quitte pacifiquement.*"

"*Les jeux sont faits, maintenant. La décision est entre ses mains*", a ajouté Nomane. (Reuters 22.03)

4.2- Les ambassadeurs du Yémen au Pakistan, au Qatar, à Oman et en Espagne ont rejoint les opposants au régime du président Ali Abdallah Saleh, dans un communiqué cité mardi 22 mars par le quotidien Gulf News de Dubaï. "*Nous déclarons notre soutien total aux jeunes et à leurs demandes*", écrivent ces ambassadeurs, accentuant la vague de défections au sein du corps diplomatique yéménite. Lundi déjà, les ambassadeurs en poste à Paris, Bruxelles, Genève, Berlin et Londres, ainsi que le consul à Francfort avaient publiquement demandé la démission du président lui demandant de "*mettre l'intérêt du pays au-dessus du sien*".

Dans leur communiqué de mardi, les quatre ambassadeurs appelent à leur tour "*les dirigeants yéménites, les sages au sein de l'armée, dans les institutions publiques, les penseurs et les religieux à faire prévaloir l'intérêt suprême du Yémen sur leurs intérêts personnels*". Le consul yéménite à Dubaï a également fait défection, selon le Gulf News. Des défections en cascade ont été enregistrées ces derniers jours parmi les cadres de l'armée, de l'administration et même au sein du propre parti de M. Saleh, le Congrès populaire général.

La rédaction du quotidien 14 Octobre, porte-voix du régime yéménite à Aden, a également rejoint la contestation contre le président Ali Abdallah Saleh et décidé de cesser, à partir de mardi, de faire paraître le journal. Cette suspension a été décidée pour "*protester contre les consignes faites par le ministère de l'information*", qui décide de la ligne éditoriale du quotidien, a déclaré à l'AFP l'un des membres de la rédaction. Le PDG de la société éditrice, Ahmed Hobeïchi, a décidé d'arrêter, en signe de solidarité avec les journalistes, le travail dans l'imprimerie où d'autres publications sont confectionnées et de cesser les activités de distribution. (Lemonde.fr et AFP 22.03)

4.3- Lundi, des chars et véhicules blindés se sont déployés dans la capitale yéménite Sanaa après la décision de trois officiers de l'armée yéménite de rejoindre les rangs de l'opposition.

Le général Ali Mohsen al-Ahmar, proche du président Ali Abdallah Saleh, était le commandant de la 1ère Division blindée, dont les unités se sont déployées lundi sur la place principale de Sanaa. C'est là que se tiennent les rassemblements de l'opposition depuis le début du mouvement il y a un mois. Le général Al-Ahmar a annoncé sa décision dans un message transmis par un de ses collaborateurs aux dirigeants de l'opposition. Deux autres officiers, des généraux de brigade, ont également quitté l'armée. Tous trois appartiennent à la même tribu que le président Saleh. (AP 22.03)

Social.

1- Hausse à deux chiffres des prix des denrées alimentaires à venir !

Globalement, les prix des produits alimentaires augmenteront de 2%.

Conséquence de la flambée des cours des matières premières depuis l'été dernier, plusieurs catégories de produits pourraient connaître des hausses de prix à deux chiffres. C'est le cas de la farine (+15% à +20%) ou du café (+10% à +20%), des produits peu transformés dans -lesquels la matière première représente de 50% à 70% du coût de -revient. Rares sont les produits dont les prix resteront stables en 2011: le riz, les plats cuisinés ou encore les eaux minérales.

«*Le seul secteur qui a pu répercuter la totalité de la hausse de la matière première (5% à 6%), c'est celui de la -panification (les pains industriels, NDLR)*», ajoute-t-il. «*Ce qui nous a surpris, c'est qu'un certain nombre d'industriels ont tenté de faire passer des augmentations de prix sous couvert d'augmentation des matières premières*», répond Jacques Creyssel, le président de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), faisant allusion au secteur des pâtes alimentaires. «*Nous avons eu le sentiment que certains industriels qui n'avaient pas obtenu d'augmentations de tarifs dans d'autres pays -essayaient, du coup, de les faire passer en France.*» (Lefigaro.fr 22.03)

2- Hausse du tarif de l'électricté à venir : + 28 à 37% !

EDF a proposé aux pouvoirs publics un dispositif qui amènerait à augmenter la facture d'électricité des particuliers de 5,1% à 6,5% par an jusqu'en 2015, inflation comprise, rapportent *Les Echos* de mercredi.

Ces hausses proposées dans le cadre de la loi réformant le marché de l'électricité reviendraient à augmenter les tarifs de 28% à 37% en cinq ans. (Reuters 22.03)

Prix des prothèses : les dentistes obtiennent gain de cause

Le Sénat a supprimé mercredi l'obligation faite aux dentistes d'indiquer sur leurs devis le coût de revient des prothèses. Les tarifs proposés aux patients varient pourtant quasiment du simple au double selon les praticiens. (Lefigaro.fr 22.03)

La charrette

Alstom a annoncé mardi son intention de réduire les effectifs de sa division Transport de 1.380 postes en Allemagne, en Italie et en Espagne. (Reuters 22.03)

Economie

Etats-Unis

1- La Réserve fédérale des Etats-Unis a réalisé l'an dernier un bénéfice sans précédent de 81,7 milliards de dollars (57,5 milliards d'euros), grâce essentiellement aux investissements destinés à aider l'économie et les banques à traverser la crise financière de 2007-2009. (Reuters 22.03)

2- Un accord des dirigeants européens sur un pacte de compétitivité destiné à mettre un point final à la crise de la dette dans la région renforcerait l'existence d'une Europe à deux vitesses et pourrait menacer la cohésion politique de l'Union européenne, a déclaré mardi l'investisseur américain George Soros.

George Soros écrit dans le Financial Times que cette initiative "*gravera dans le marbre une Europe à deux vitesses*".

"*Cela engendrera un ressentiment qui compromettra la cohésion politique de l'Union européenne*", poursuit-il.

"(L'UE) subira une divergence chronique avec les pays en excédent continuant d'avancer pendant que les pays déficitaires seront tirés vers le bas par le poids de leur dette accumulée", observe-t-il.

Suite à une initiative franco-allemande, les dirigeants de la zone euro se sont entendus la semaine dernière sur une série de mesures invitant les pays européens à fixer les limites de leur endettement dans leur constitution, à revoir les systèmes d'indexation des salaires sur l'inflation et à rendre le marché du travail plus flexible.

"*Les exigences en termes de compétitivité seront imposées sur un terrain inégal, plaçant les pays endettés dans une position intenable*", a estimé George Soros. (Reuters 22.03)

Haut de page

Le 24 mars

Quelques sujets de causerie.

1- Même discours des dictateurs Ben Ali, Moubarak, Saleh, Assad ou Kadhafi en Libye, les opposants sont des "*voyous*", des "*gangs armés*"...

Certains vont jusqu'à faire un amalgame entre ces "*voyous*" et le Conseil national de transition (CNT) en Libye sous prétexte qu'il serait subordonné à l'impérialisme français et américain notamment, certains précisent que ses dirigeants auraient passer un pacte avec Sarkozy pour lui livrer le pétrole libyen - qu'exploite déjà Total - en échange de l'intervention militaire déclenchée depuis quatre jours contre Kadhafi, bref, des secrets de polichinelles qui ne doivent pas occulter l'essentiel.

En l'absence de données précises sur le soutien ou non des travailleurs libyens au CNT, en l'absence d'information sur son rôle exact au cours du processus révolutionnaire en cours, nous nous en remettons au prolétariat libyen pour décider quelle direction il entend se donner afin de parvenir à renverser le dictateur au pouvoir quelle légitimité ils accordent aux CNT, à aucun moment nous parlerons ou déciderons à sa place de quelle manière il entend s'y prendre pour parvenir à ses fins, sachant que les décisions qu'il est amené à prendre ne sont pas sans comporter des illusions de différentes natures qui auront des conséquences plus ou moins graves à terme ou qui l'empêcheront de prendre réellement le pouvoir, de la même manière qu'en Tunisie, en Egypte et au Yémen où il s'agit également d'une véritable révolution prolétarienne.

Que le parvenu de Neuilly-sur-Seine ait choisi le dandy fortuné Bernard-Henri Lévy pour orchestrer une conférence de presse de dirigeants du CNT devant un parterre de furieux va-t-en guerre tel Kouchner est une chose, le contenu du discours des dirigeants du CNT en est une autre. Là encore l'amalgame était trop facile à faire pour qu'on donne le panneau.

2- En Egypte, le référendum sur la Constitution replâtrée organisé l'armée au pouvoir ne remettant pas en cause l'article qui a permis à Moubarak de monopoliser le pouvoir pendant plusieurs décennie, donc ouvrant la voie à la venue au pouvoir d'un autre dictateur, a été boycotté par près de 69% des électeurs et approuvé par 77% de votants, autrement dit, elle a été rejetée par l'immense majorité des travailleurs qui se sont soulevés contre le régime.

En Tunisie, alors qu'il y avait 5 partis politiques autorisés sous Ben Ali, ce nombre est passé à 49 a-t-on appris hier. Du coup on est en droit de se demander comment les travailleurs vont s'y retrouver lors des élections à l'Assemblée constituante, mieux, comment celle-ci pourrait fonctionner sans être immédiatement paralysée, comment elle pourrait être orientée vers la remise en cause de l'Etat bourgeois et ses institutions qui n'ont pas été détruites, comment elle pourrait mettre en oeuvre une politique qui permettrait de satisfaire les besoins des travailleurs.

A ce propos je voudrais préciser que j'ai sous-estimé le rôle de l'UGTT par manque d'éléments sur la radicalisation politique des masses, sans que l'on sache très bien comment elle s'est opérée jusqu'à présent, chaque fois, si on a pu constater une réelle progression de la conscience politique des travailleurs tunisiens sur la base de l'évolution des positions adoptées par la majorité des dirigeants de l'UGTT, on ne sait pas au juste à quelles occasions précises.

Récapitulons. On a souligné depuis déjà plus d'un mois que les revendications sociales qui avaient été à la base des soulèvements révolutionnaires avaient rapidement été rejointes par des revendications politiques dont la principale était la chute des dictateurs avant de déboucher sur la remise en cause des régimes en place. Le premier objectif politique ayant été atteint, la révolution piétine sur les autres, du coup ce sont les revendications sociales qui sont revenues sur le devant de la scène, les unes nourrissant les autres, de telle sorte qu'on s'achemine vers la remise en cause à la fois de ces régimes politiques, du capitalisme de façon limitée à travers des appels à la renationalisation de pans entiers de l'économie, cette formulation est imparfaite, je l'utilise par défaut, car l'Etat demeure entre les mains des capitalistes, et plus significativement du rôle des différents impérialistes majoritairement rejetés par les travailleurs de ces pays.

C'est dans ce contexte qu'il faut également analyser l'intervention de l'impérialisme en Libye.

A travers toutes ces révolutions, les dirigeants du capitalisme mondial ne craignent pas à proprement parler que le prolétariat s'empare du pouvoir, leur crainte réside essentiellement dans la baisse du taux de profit qui en résultera une fois les revendications sociales des travailleurs en partie satisfaites. Ces révolutions alimentent la crise du capitalisme mondial qui pour le moment a été surmonté en concentrant davantage le capital entre quelques mains, au prix de fusions-acquisitions et de restructurationsdébouchant sur des dizaines de millions de travailleurs supplémentaires dans le monde, l'allongement de la durée du travail en reportant l'âge du départ à la retraite ou en allongeant la durée hebdomadaire de travail, en ponctionnant davantage les couches moyennes, en accordant des augmentations de salaire dérisoires, mais ces "remèdes" renferment leurs propres contradictions puisqu'ils conduisent à diminuer le niveau de vie de dizaines de millions de travail qui consommeront moins de marchandises, tandis que dans les pays dominés la forte poussée de l'inflation tend également à réduire la capacité de la population à consommer davantage, pour palier cet inconvénient ils n'ont rien trouvé de mieux que de recourir à son endettement à des niveaux records, conduisant à terme à une crise du même ordre qu'aux Etats-Unis en 2007.

Du coup, pour gagner à nouveau en productivité, ce qui est pratiquement impossible dans les pays dominés, puisque le prolétariat est déjà surexploité dans des limites à peine supportable, on assiste même au phénomène inverse sous la forme de mobilisations sociales en Chine, en Inde, au Bangladesh, au Pakistan et dans de nombreux autres pays, il ne leur reste plus qu'à s'attaquer aux acquis de leur propre prolétariat. Or là aussi ils doivent affronter un problème de taille, outre la paupérisation grandissante dans ces pays, leurs régimes politiques sont en crise et contestés, en France, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grèce, de manière plus limitée en Allemagne et en Grande-Bretagne jusqu'aux Etats-Unis.

Ils ne survivent que grâce à la complicité des partis traîtres du mouvement ouvrier et des appareils des syndicats subordonnés au capitalisme et à l'absence de partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière, qui seuls seraient en mesure de proposer aux travailleurs une issue à la crise de décomposition du capitalisme en avançant sur la voie du socialisme.

Face aux contradictions et à la crise qui minent à terme le capitalisme, comme un seul homme les dirigeants du vieux monde ont opté pour la fuite en avant dans tous les domaines exposés plus haut, ils n'ont pa vraiment le choix, au risque de provoquer une nouvelle guerre, histoire de remettre les compteurs à zéro une nouvelle fois pour assurer la survie de ce système économique usé jusqu'à la corde.

Dès lors plus que jamais, le combat pour des syndicats indépendants de l'Etat et du capitalisme et pour la construction d'un parti révolutionnaire ayant pour objectif l'abolition des institutions de la Ve République et la remise en cause des fondements du capitalisme, s'impose à tous les militants ouvriers oeuvrant pour le socialisme.

Le problème n'est pas la révolution en soi comme on a pu l'observer en Tunisie et dans d'autres pays ces derniers mois, mais la théorie révolutionnaire dont son avant-garde doit se saisir pour la mener jusqu'au bout. Le parti, l'organisation des masses, la question de l'Etat et des institutions, dont l'armée, de la Constitution, des syndicats, autant de questions dont les militants doivent débattre et éclaircir loyalement et fraternellement pour aller de l'avant, partant du principe que la rupture avec le capitalisme et ses institutions internationales (UE, FMI, ONU, etc), la liquidation de l'appareil administratif, judiciaire et militaire de l'Etat sont des questions incontournables, constitue un préalable à toute transformation de la société et du monde.

3- "*D'ores et déjà, des hommes, des femmes et des enfants sont morts sous les « bombes humanitaires ».*" écrit Lucien Gauthier dans un article de la page 2 du numéro 141 d'*Informations ouvrières* paru hier. Mais il ne dit pas un mot dans cet article sur les hommes, les femmes et les enfants qui meurent tous les jours sous les bombes du dictateur Kadhafi depuis des semaines. Comme l'on dit, en terme d'objectivité peut mieux faire ! Le parti pris du POI les rend aveugles de toute évidence et ne fait que fausser leur analyse de la situation, alors que pour l'essentiel nous la partageons.

Les dirigeants du courant communiste internationaliste du POI dont j'ai vanté sincèrement à plusieurs reprises les qualités, présentent le défaut d'être crispés sur des questions théoriques qu'ils ne maîtrisent pas, comportement qui paradoxalement les a sauvé d'une débâcle politique totale, mais qui les empêchent d'aborder sereinement toute situation, de prendre en considération l'ensemble des facteurs qui la composent, ils en font encore ici la démonstration, pour finalement se retrouver le plus souvent sur une position marquée du sceau de l'opportunisme ou du dogmatisme, qui rend leur discours inaudible ou ne peut qu'inspirer la méfiance. C'est un peu comme un excellent élève à l'école qui rendrait un devoir bourré de fautes d'orthographe et à l'écriture tellement mauvaise que sa copie en serait illisible. Dommage, quel gâchis !

Vous voulez un autre exemple, la quatrième de couverture d'Information ouvrière, la couverture ou première page si vous préférez, ils titres en gros : "*Libye : le coût de la guerre 500 millions d'euros ! C'est l'équivalent des 16 000 postes d'enseignants supprimés en 2011*", alors qu'en Libye le prolétariat révolutionnaire ne se livre pas à ce genre de calcul et s'en réjouit ouvertement. Si vous faites lire ce titre à un révolutionnaire libyen, quelle va être sa réaction immédiate selon vous ? Mais ils sont contre nous, ils veulent notre peau ou quoi, c'est un journal réactionnaire, non ? Et pourtant on ne peut pas soupçonner le POI de ne pas être plein de bonnes intentions à l'égard de leur révolution. Je le répète : quelle maladresse, quel gâchis !

Sarkozy, Cameron et Obama, ceux qui ont déclenché cette intervention militaire sont incapables de savoir quelles vont en être les conséquences sur le processus révolutionnaire en Libye et dans d'autres pays de la région. Un jour ils traitent Kadhafi de "terroriste" et d'ennemi public numéro 1, un autre ils l'encensent et lui vendent des armes pour s'en servir contre son peuple, puis peu de temps plus tard ils le bombardent quand ils les utilisent. Ce qui a fait dire à de nombreux commentateurs ces derniers jours, qu'ils ne savaient pas trop ce qu'ils voulaient et que cette décision avait été prise à la hâte, qu'elle était pure folie, pire, qu'elle allait leur revenir à la figure tel un boomerang, d'où le refus de Merkel d'y participer ou d'autres de s'y opposer catégoriquement à l'instar de Bouteflika.

Cette folie guerrière qui a un prix, au lieu de rassembler la population autour du chef de l'Etat comme Sarkozy aurait pu l'espérer, s'est traduite dimanche dernier par la débâcle de l'UMP au premier tour des élections cantonales, l'UMP est plus minoritaire que jamais dans le pays. Du coup elle pourrait déboucher à la fois sur une crise politique et sociale incontrôlable dans les jours ou les semaines qui viennent. Le même constat vaut dans pratiquement tous les pays, en Belgique ils n'ont toujours pas de gouvernement et voilà que c'est au tour du gouvernement portugais de tomber, ce ne sera pas le dernier dans les mois à venir.

C'est donc dans cette perspective que doit se situer notre combat politique, dans la remise en cause du capitalisme et de

la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale, des institutions politiques sur lesquelles reposent sa légitimité, à défaut de pouvoir justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. La révolution socialiste mondiale est en marche.

Soutien inconditionnel à toutes les révolutions et aux processus révolutionnaires en cours dans tous les pays où les peuples ont commencé à se soulever, pour abattre le capitalisme et la domination impérialiste, les Etats fondés sur la domination de classe des capitalistes, place à la révolution prolétarienne, place au socialisme, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, prolétaires de tous les pays unissez-vous et nous vaincrons !

Aucun soutien aux aventures guerrières de l'impérialisme, aucun soutien à des gouvernements provisoires qui seraient subordonnés au capitalisme ou à l'impérialisme, c'est au prolétariat et à sa jeunesse révolutionnaire que revient l'honneur de les combattre et de les vaincre. Organisons-nous, armons-nous théoriquement et politiquement, construisons notre parti et notre Internationale ouvrière, renouons avec la tradition révolutionnaire des syndicats qui avait pour objectif l'émancipation du salariat, armons-nous militairement quand la situation l'impose, unis nous sommes une force invincible et nous triompherons de notre ennemi, divisés nous sommes vulnérables, faibles et nous serons vaincus.

Guerre au capitalisme, à l'impérialisme, guerre à leurs représentants et lieutenants dans le mouvement ouvrier, guerre à toutes les formes d'opportunisme !

Vive le prolétariat révolutionnaire international, vive la révolution socialiste mondiale !

4- Le POI propose dans sa dernière déclaration "*aux travailleurs et aux militants de toutes tendances de constituer ensemble des comités politiques de défense et de résistance. Pour agir en ce sens, il invite celles et ceux qui partagent ses objectifs à prendre leur place dans la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant.*" Nous soutenons cette initiative et nous appelons tous les militants à participer à ces "*comités politiques*" dans la perspective de rassembler la classe pour abattre les institutions de la Ve République. Nos désaccords politiques avec le POI ne doivent pas nous rendre aveugles ou sectaires.

Au moment où certains peuples ont commencé à se soulever contre des régimes tyranniques, où tous les peuples opprimés par des régimes autocratiques sont en passe d'emprunter la même voie de la révolution prolétarienne, où tous ces peuples lorgnent sur les régimes en place dans les vieux pays capitalistes en croyant y trouver un exemple de démocratie à suivre, il est de notre devoir de nous mobiliser pour leur démontrer qu'il ne s'agit que de démocraties au rabais, tronquées, une pure illusion ou tromperie, et que pour parvenir à l'établissement d'une véritable démocratie conforme aux intérêts de la majorité de la population constituée par l'immense masse des travailleurs, il faut impérativement détruire de fond en comble l'Etat des capitalistes, c'est la condition pour que la classe des exploitées deviennent la classe dominante et détienne le pouvoir de mettre en oeuvre une politique basée sur la satisfaction des besoins de la majorité.

Parole d'internaute

(A propos de la hausse des prix des denrées alimentaires.)

- "en plus avec les loyers, les énergies qui augmentent sans justificatifs, comment cela va finir !!!!!!"

Comme en Tunisie, Egypte, Yémen, Bahreïn, etc !

(A propos de la situation au Yémen)

- "Quand il y a plein de jeunes quelque part ils discutent ensemble et se forgent des idées de jeunes. Souvent, il s'agit d'envie de changement, ce que ne comprennent pas les présidents qui eux sont vieux. Ils ne le comprennent pas ou font semblant de ne pas le comprendre. "

La jeunesse est révolutionnaire ! C'est elle qui est aux avant-postes de toutes les révolutions, car elle aspire naturellement à la justice et à la liberté, tandis que les autres générations croulent sous le joug de l'exploitation qui a ravalé leur idéal au rang d'utopie, de fantasme... Ce sont aussi les femmes qui refusent que leurs enfants soient sacrifiés, que leur avenir soit synonyme d'angoisse ou de cauchemar.

Politique

France

1.1- Grosse conne toi-même !

Sophia Aram est revenue mercredi matin sur France Inter sur les commentaires qu'elle a entendus depuis dimanche et le score du

FN aux cantonales. "*J'ai retenu une chose sur laquelle tout le monde semble d'accord. Il faudrait arrêter de culpabiliser les personnes qui votent FN. Il faudrait cesser le genre de raccourcis qui consiste à dire que les électeurs du Front national ne sont que des gros cons.*" (Lepost.fr 23.03)

1.2- La lessiveuse du Palais. Longuet blanchi en 48h. Renaud Van Ruymbeke de nouveau menacé.

1.2.1- Blanchi après des années de démêlés judiciaires, Gérard Longuet ne sera pas inquiété par la justice pour les comptes de sa société de conseil. L'irrégularité concernant un débit du compte courant a rapidement été légalisée. Le parquet de Paris va donc classer le dossier. (Lefigaro.fr 23.03) Il n'a pas encore acquis la longue expérience de Pasqua pour être enfin condamné !

1.2.2- Le ministère de la Justice a relancé des poursuites disciplinaires contre le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke, qui conduit des procédures menaçant l'Elysée, a-t-on appris mercredi de source judiciaire.

Les poursuites avaient été ajournées en 2007 mais ont repris au début de l'année, comme l'écrit *Le Monde* daté de jeudi.

Renaud Van Ruymbeke a été, juste avant cette décision ministérielle, chargé de l'enquête sur une éventuelle affaire de corruption lors de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, dont Nicolas Sarkozy était le porte-parole. Cette affaire pourrait être indirectement à l'origine de l'attentat de Karachi, au Pakistan, où ont péri onze Français en 2002.

Deux rapporteurs vont instruire le dossier puis une nouvelle audience devrait se tenir, devant un nouveau CSM réformé installé en janvier dernier, avec une majorité de non-magistrats, dont deux nommés par l'Elysée. (Reuters 23.03)

1.3- De La Talonnette au garde-à-vous. L'UMP au bord de l'explosion, suite.

Mercredi, en Conseil des ministres, Nicolas Sarkozy a rappelé à l'ordre ses ministres sur la stratégie à adopter face au Front national au second tour des cantonales, rapporte Le Figaro.fr.

"*Si vous voulez combattre le Front national, faites le sur le fond, au lieu de vous placer sur le plan de la morale. Un ministre n'est pas un homme politique comme les autres, il est tenu à un devoir de solidarité dans l'expression collective, surtout en période électorale. Je suis président de la République, je n'ai pas de position personnelle, un ministre n'a pas à avoir de position personnelle. Une ligne a été définie, Il est trop facile de choisir ce qu'on soutient et de prendre ses distances avec le reste*", a lancé le chef de l'Etat.

Le site du quotidien précise que François Fillon est resté silencieux tout au long du Conseil.

Nicolas Sarkozy serait en effet très irrité par la position exprimée par le Premier ministre sur ce sujet. (Lepost.fr 23.03)

Et son aventure guerrière en Libye devrait un peu plus approfondir la crise au sein du parti de l'ordre.

1.4- Les dirigeants syndicaux soutiennent l'Union européenne, ils ne font pas de politique...

"*Nous sommes dans notre rôle syndical quand nous disons qu'il n'y a pas de solution dans le repli national ou l'abandon des réponses européennes*" au niveau social, a déclaré le numéro deux de la CFDT, Marcel Grignard, interrogé sur d'éventuelles consignes de vote pour dimanche.

Pour Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, le Front national "*surfe sur l'insatisfaction sociale*" mais il apporte des "*solutions approximatives, inadéquates et dangereuses*" pour les Français.

"*Cela fait plusieurs années que les syndicats font le lien entre l'absence de construction sociale au niveau européen et la promotion des partis xénophobes*", a-t-il rappelé. (Reuters 23.03)

Nous, nous faisons le "*lien*" entre la présence de fossoyeurs des intérêts de la classe ouvrière à la direction des syndicats avec la montée du FN.

2- Libye

2.1- Une présentation du Comité de transition national (CNT).

2.1.1- Pleinement engagé dans l'affaire libyenne, le philosophe Bernard-Henri Lévy organisait mardi soir une rencontre avec deux opposants au régime kadhafiste, membres du Comité de transition national (CNT), dans un salon de l'hôtel parisien

Raphaël. Tout ce que la capitale compte d'intellectuels et d'écrivains militants des droits de l'homme était présent : Pascal Bruckner, André Glucksmann, Romain Goupil, Yann Moix, Christine Angot... Des politiques étaient également au rendez-vous - Jack Lang, Bernard Kouchner et l'ancien ministre de la Défense Paul Quilés - ainsi que des amis de Bernard-Henri Lévy, dont Pierre Bergé et Claire Chazal. À quoi ressemblent donc ces opposants libyens reconnus par la France comme seule autorité représentative du pays ?

Ali Zeidan, la cinquantaine, joufflu dans un costume sombre, parlant un français impeccable, est membre de la Ligue libyenne des droits de l'homme et "*porte-parole*" en Europe du CNT. Son acolyte, Mansour Saif al-Nasr, cheveux courts et grisonnants, anglophone, est lui un des responsables du comité, exilé aux États-Unis. En introduction de leur présentation, les deux hommes ont tenu à remercier le rôle "*décisif*" de la France et de Bernard-Henri Lévy - qui a favorisé la médiation entre Nicolas Sarkozy et le CNT - dans le vote de la résolution 1973 de l'ONU, qui a ouvert la voie à une intervention militaire de la coalition internationale. "*Aujourd'hui, dans Benghazi, on entend des One, two, three, viva Sarkozy ! Les Libyens remercient la France et des drapeaux français flottent au côté des drapeaux libyens*", rapporte Ali Zeidan. Conscient des interrogations qui entourent la composition du CNT, il assure que le comité "*représente toutes les couches de la population*" : des avocats, des médecins, des professeurs d'université, des petites gens et aussi des membres de la tribu de Kadhafi. Pour exemple, ils citent ce cousin du "*Guide*" libyen engagé dans l'armée et qui a refusé de tirer sur "*ses frères*" avant de rejoindre la résistance et de mourir au combat, tué par les forces loyalistes.

Ils jurent que le peuple libyen est "*ssoiffé de démocratie et de liberté*", qu'il aspire à vivre "*dans la sécurité*". S'agissant du conflit armé, les deux représentants du CNT assurent avoir suffisamment de combattants "*volontaires*" pour tenir tête à Kadhafi, mais ajoutent manquer d'armes. Si les tribus existent en Libye, ils réfutent toute idée de "*tribalisme*" et promettent que le pays, une fois Kadhafi détrôné, ne sombrera pas dans une guerre tribale. Respectueux du droit international, ils souhaitent que le dictateur "*reste vivant*", qu'il soit déféré devant des tribunaux "*pour qu'il paie ses crimes contre l'humanité*". Leur rapport à l'islam est apaisé. Ils considèrent la religion comme "*une affaire privée entre l'homme et son dieu*" et garantissent que le futur État libyen ne sera "pas conduit par des fanatiques" : "*Celui qui veut pratiquer pratique ; celui qui ne veut pas pratiquer sera libre de ne pas pratiquer.*" L'ouverture de la Libye, tel est enfin leur credo : "*Nous avons un pays merveilleux, avec des sites magnifiques. Vous serez les bienvenus !*" Mais pour cela, "*Kadhafi doit partir !*". (lepoint.fr 23.03)

2.1.2- Qui compose ce CNT?

Ce Conseil composé de 31 membres, dont 8 seulement sont connus afin de préserver l'anonymat de ceux qui oeuvrent dans l'ombre dans les zones encore contrôlées par le despote, affirme représenter toutes les régions et tribus, ainsi que toutes les couches sociologiques de la population, et compte en son sein plusieurs femmes. Il se veut instance de transition jusqu'à l'élection du parlement et l'institution d'un Etat démocratique.

"*Kadhafi doit partir; y-a-t-il une seule chose qu'il ait faite de bien?*" ont asséné les deux représentants du CNT. Ajoutant: "*Nous pouvons battre les forces de Kadhafi parce que nous en avons la détermination et que notre peuple aspire profondément à la démocratie. Nous avons les hommes pour mener le combat et reprendre les villes; mais nous manquons d'armement*". Ce qui pose le problème de la 2e phase de l'opération "*Aube de l'Odyssée*", à savoir l'appui terrestre à apporter aux insurgés en l'absence formelle de troupes occidentales (dont l'intervention est interdite par la résolution 1973 de l'ONU).

Le CNT se montre catégorique sur le degré de motivation du peuple libyen, écartant tout risque de partition du pays. "*Nous sommes tous deux issus de tribus traditionnellement alliées à Kadhafi, ont affirmé les deux repésentants du CNT, et pourtant nous sommes engagés contre lui. Ne croyez pas que la Libye soit à ce point tribalisée, elle veut par dessus tout se libérer du tyran*".

La conclusion, rassurante, est que le CNT s'engage résolument à favoriser l'avènement d'une Libye démocratique. "*Nous n'accepterons plus jamais un régime sans démocratie, ni un système dictatorial, ni aucun pouvoir personnel, nous en avons trop souffert. De même nous voulons un Etat laïque*", ont martelé les deux représentants. (lexpress.fr 23.03)

2.1.3- Le président du Mouvement républicain et citoyen a dénoncé le rôle de Bernard Henri Lévy, qui a facilité la rencontre entre Nicolas Sarkozy et les représentants du Conseil national de transition libyen, opposé à Kadhafi.

« *Ce qui était très bizarre c'était l'intervention de M. Bernard Henri Lévy sur le perron de l'Elysée* », souligne le sénateur du Territoire de Belfort.

Devait-il intervenir ? « *Non. Il y a des ministres, une diplomatie, ce sont des choses sérieuses, on ne peut pas engager un pays dans l'improvisation. Tout ça respire un parfum d'amateurisme* », selon Jean-Pierre Chevènement. (publicsenat.fr 23.03)

Chevènement fait partie de ces républicains à la grandeur âme qui n'a rien d'un "*amateur* en politique que ne gênaient pas vraimentles relations entre l'Etat français et les dictateurs africains quand il était au gouvernement sous Mitterrand.

2.2- Des avions de la coalition internationale ont bombardé mercredi des positions tenues par les forces loyales à Mouammar Kadhafi dans la ville libyenne de Misrata, a rapporté un habitant contacté par téléphone.

Ces raids aériens, ajoute-t-on de même source, ont entraîné un arrêt des tirs de l'artillerie et des blindés de Kadhafi sur Misrata.

Mais ce même habitant a indiqué par la suite que des tireurs embusqués des forces loyales à Kadhafi avaient ouvert le feu sur un hôpital, faisant au moins trois morts et trois blessés graves.

La troisième ville de Libye, située à 200 km à l'est de Tripoli, est au main des insurgés mais est le théâtre de violentes attaques des forces régulières qui auraient fait des dizaines de morts.

Selon Saadoun, les raids ont visé une base aérienne située au sud de la ville, où sont regroupées les forces régulières. "*Ils n'ont pas tiré un seul obus d'artillerie depuis cette frappe aérienne*", a-t-il ajouté. (Reuters 23.03)

2.3- Les forces régulières libyennes ont repris mercredi leur bombardement de la petite ville de Zentane, tenue par les rebelles, non loin de la frontière tunisienne, rapportent un habitant.

"*Les brigades de Kadhafi ont repris leur bombardement depuis le secteur nord il y a une heure*", a dit cet habitant, contacté par téléphone vers 11h30 GMT. "*Le bombardement se poursuit, la ville est entièrement encerclée, la situation est très mauvaise*", a-t-il ajouté.

Zentane se trouve à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tripoli. (Reuters 23.03)

2.4- Les forces de Moammar Kadhafi ont intensifié mercredi leur bombardement des positions de l'insurrection en périphérie d'Ajdabiya, ville stratégique au nord de Benghazi, le bastion de l'opposition dans l'est du pays.

Les forces pro-Kadhafi, qui ont assiégé Ajdabiya, une ville de 140.000 habitants considérée comme la porte d'entrée de l'est de la Libye, ont attaqué quelques centaines d'insurgés rassemblés à la périphérie de la ville. Ces derniers ont riposté par des tirs de roquettes Katioucha, mais se sont retrouvés dépassés par la puissance de feu des forces loyalistes.

Des colonnes de fumée s'élevaient dans le ciel de la ville. Les deux camps se font face à Ajdabiya depuis plus d'une semaine, sans aucun n'ait pu jusqu'ici prendre l'avantage pour s'emparer de la ville.

"*Les armes qu'ils possèdent sont des armes lourdes et ce que nous avons ce sont des armes légères*", expliquait Faouzi Hamid, un homme de 33 ans qui avait rejoint l'armée libyenne quand il était plus jeune mais a gagné désormais le camp de l'insurrection. "*Les forces de Kadhafi sont plus puissantes que nous, alors nous dépendons des frappes aériennes*".

2.5- Peu avant le lever du jour, deux explosions ont été entendues mercredi matin à Tripoli, où des tirs de défense anti-aérienne et des déflagrations avaient retenti mardi soir, signalant de possibles nouvelles frappes de la coalition internationale.

Quatre jours après le début de l'opération, la télévision libyenne a diffusé mardi soir des images du colonel Kadhafi, qui promet la victoire. Présentées comme une retransmission en direct, ces images montrent le dirigeant libyen à son balcon, fustigeant la coalition internationale. "*A court terme, nous les battrons, à long terme, nous les battrons*", a-t-il promis lors de cette intervention de moins de cinq minutes, sa première apparition publique en une semaine.

Selon la télévision d'Etat, le colonel Kadhafi s'exprimait depuis sa résidence de Bab Al-Aziziya à Tripoli, un complexe frappé dimanche soir par un missile de croisière. Les journalistes n'ont pas été autorisés à pénétrer dans le complexe alors qu'il parlait. (AP 23.03)

2.6- Si la "*rue arabe*" est incontestablement anti-Kadhafi, le recours à des frappes aériennes, pour l'essentiel occidentales, suscite au Maghreb une grande méfiance.

Beaucoup s'interrogent sur les "*arrière-pensées*" des Occidentaux, accusés de vouloir défendre leurs intérêts économiques. D'autres s'inquiètent des risques d'engrenage. Le précédent irakien est dans tous les esprits.

En Tunisie, la tonalité est la même: compassion à l'égard du peuple voisin, soupçons en ce qui concerne les visées des pays occidentaux.

Les Algériens portent eux aussi dans l'ensemble un regard sévère sur le dictateur libyen, qu'ils sont nombreux à juger "*dérangé*" ou "*sanguinaire*". Mais lorsqu'on leur demande leur point de vue sur la décision des Nations unies, ils sont là encore, pour beaucoup, convaincus que les Occidentaux n'ont qu'une chose en tête: s'assurer du contrôle du pétrole libyen.

Peut-être parce qu'ils se sentent plus proches des insurgés de Benghazi, les Egyptiens semblent avoir mieux accueilli la décision des Nations unies, regrettant même parfois qu'elle ait été si tardive. (lexpress.fr 23.03)

3- Yémen

3.1- Le Parlement yéménite a approuvé mercredi l'instauration de l'état d'urgence, un vote immédiatement rejeté par l'opposition, alors que des blindés d'unités rivales étaient toujours déployés à Sanaa.

Selon les autorités yéménites, 164 députés sur 165 présents au Parlement ont voté pour l'instauration de l'état d'urgence, proclamé le 18 mars par le chef de l'Etat après la mort de 52 manifestants tués par des tirs attribués à des partisans du régime.

Mais un député du parti islamiste al-Islah, Abdel Razaq Al Hejri, a contesté comme "*une falsification éhontée*" le vote du Parlement affirmant que le quorum n'avait pas été réuni, 133 députés seulement sur 301 ayant assisté à la séance, selon lui.

Le chef du bloc du Parti Socialiste Yémenite (opposition, ancien parti unique du sud du Yémen) Aïdarous al-Naqib a affirmé à l'AFP que "*le pouvoir ne pourra pas appliquer la loi d'urgence, car il faudrait pour cela tuer dix millions de yéménites*".

En l'absence d'une loi détaillant ce qu'est l'état d'urgence dans le pays, il n'était pas possible de savoir dans l'immédiat si cette mesure signifiait l'interdiction des manifestations et du sit-in observé par des protestataires depuis le 21 février place de l'Université à Sanaa.

Le parti du président, le Congrès populaire général (CPG) comptait quelque 170 députés, mais entre 40 et 50 d'entre eux sont démissionnaires, selon des sources parlementaires. Ces derniers, ainsi que tous les députés de l'opposition et les indépendants ont boycotté la séance.

"*Un vote en faveur de la loi équivaudrait à approuver le massacre d'innocents*", avait affirmé auparavant un communiqué du mouvement des "*Jeunes pour le changement*" lu par un orateur au micro sur la place de l'Université. (liberation.fr 23.03)

3.2- Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, offrant une nouvelle concession à ses opposants, a proposé mercredi d'organiser l'élection présidentielle dès la fin de l'année au lieu de 2013.

"*Il y aura un référendum sur une nouvelle constitution et ensuite des élections législatives. Les parlementaires élus formeront un gouvernement et les élections pour élire un président de la République se tiendront immédiatement, avant la fin de l'année 2011*", détaille Saleh dans un document transmis à des groupes d'opposition et au général Ali Mohsen, qui a affiché son soutien aux contestataires.

Plus tôt dans la journée de mercredi, des groupes de l'opposition yéménite ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation vendredi pour réclamer la démission du président Saleh, projetant de marcher sur le palais présidentiel de Sanaa.

"*Ce vendredi sera le 'Vendredi de la marche en avant', avec des centaines de milliers de personnes. Nous arriverons jusqu'à vous et nous vous ferons partir*", a dit Mohamed Qahtan, porte-parole de la contestation, s'adressant au dirigeant yéménite par le biais de la chaîne Al Djazira.

La pression de la rue était toujours forte mercredi. "*Non à l'état d'urgence, tu es un boucher*", pouvait-on lire sur une pancarte d'un manifestant, tandis que d'autres arboraient un tee-shirt "*Je suis un futur martyr*".

"*Aussi sûr que le soleil est dans le ciel, il partira*", estime Souleimane Abdoullah, âgé de 28 ans.

La présence militaire était renforcée mercredi aux abords de l'université, où des milliers de manifestants sont présents depuis le début de la contestation en février.

Mais certains soldats avaient placé des roses rouges dans le canon du fusil en signe de solidarité avec les opposants. (Reuters 23.03)

4- Bahreïn

La situation est dans une "*phase très dangereuse*", a déclaré mercredi le ministre des affaires étrangères de Bahreïn, Cheikh Khaled Ben Ahmad Al-Khalifa, à la chaîne de télévision turque NTV. "*Ce qui se passe à Bahreïn constitue une phase très dangereuse. Il y a la stabilité, mais nous redoutons par-dessus tout une division entre les communautés religieuses*", a déclaré le ministre.

Le chef de la diplomatie de Bahreïn, qui s'exprimait en anglais et dont les propos étaient traduits en turc, effectue une visite en Turquie. (lemonde.fr 23.03)

5- Syrie

Au moins quinze personnes ont été tuées mercredi à Daraa dans le sud de la Syrie, théâtre de manifestations sans précédent contre le pouvoir, selon un nouveau bilan donné par des militants des droits de l'Homme.

Le gouverneur de Daraa, Fayçal Khaltoum, a été limogé, a indiqué en fin d'après-midi la télévision syrienne.

Neuf personnes ont été tuées lors des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants avant l'aube, dont deux femmes, un enfant et un médecin, a indiqué l'un des militants.

Six autres personnes ont été tuées lors de funérailles de personnes tuées lors des violences qui ont eu lieu cette nuit, a-t-il ajouté, en enumérant les noms de dix des quinze morts.

«Les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule lors des funérailles», a indiqué un autre militant.

Dans le même temps, des échanges de tirs ont eu lieu entre les forces de sécurité et des protestataires autour de la mosquée al-Omari, devenue leur point de ralliement et autour de laquelle ont eu lieu les affrontements de la nuit, selon un reporter de l'AFP. (liberation.fr 23.03)

6- Egypte

Le nouveau pouvoir militaire égyptien a approuvé mercredi un projet de loi prévoyant des peines de prison et des amendes dans certains cas de manifestations et de grèves, annonce-t-on officiellement.

Les sanctions pourraient s'appliquer aux manifestations qui perturbent les affaires et s'étendre aux personnes encourageant les protestations.

"*Le gouvernement travaille à une nouvelle politique concernant l'emploi et les salaires et dans ce contexte le gouvernement a approuvé un projet de loi qui sanctionnera certains cas de manifestations et de grèves*", dit un communiqué.

Le nombre de grèves est en baisse en Egypte mais des manifestations se poursuivent notamment dans les secteurs de la poste, de la police et de la santé pour réclamer de meilleures conditions de travail et des hausses de salaire.

Le gouvernement estime que ces mouvements doivent cesser car il a déjà répondu aux aspirations des protestataires.

Un autre projet de loi envisage d'autoriser la formation de partis politiques, une demande clé des opposants lors de la révolution qui a chassé du pouvoir Hosni Moubarak le 11 février.

Le pouvoir militaire en place a promis de supprimer les restrictions à la formation de partis politiques après le vote par référendum d'une réforme constitutionnelle samedi dernier.

Pour créer un parti, il faudra réunir 1.000 signatures de membres fondateurs dans au moins dix provinces du pays. Tout parti qui sera discriminant envers une religion, un sexe, une ethnie, une race ou une langue sera interdit.

Les nouveaux partis devront demander une autorisation préalable à un comité formé par un juge et deux membres du Conseil d'état et ne pourront pas percevoir des fonds émanant de gouvernements étrangers et d'étrangers. (Reuters 23.03)

Après le cuisant échec du référendum sur la modification de la Constitution, la junte militaire au pouvoir s'en prend au droit de grève et entend contrôler la "*légalité*" de chaque parti politique qui devrait faire allégeance au régime pour être autorisé.

7- Algérie

La police a tiré mercredi des grenades lacrymogènes sur des jeunes gens qui lui lançaient des pierres et des engins incendiaires pour empêcher des bulldozers de démolir des logements construits illégalement à Alger.

Plus d'une cinquantaine de personnes ont été blessées, dont un bébé, dans ces affrontements entre jeunes d'une cité populaire d'Alger et forces de l'ordre. Les heurts avaient commencé avec l'arrivée d'engins de démolition de baraques illégales dans

la Cité de France. Par ailleurs, la presse indiquait, mercredi, que le pouvoir envisageait de réviser la Constitution pour répondre à la contestation en Algérie. (Lefigaro.fr et Reuters 23.03)

8- Territoires palestiniens

Au lendemain de la mort de quatre militants palestiniens et quatre civils tués par des frappes israéliennes, des militants palestiniens de la Bande de Gaza ont tiré des roquettes et des obus de mortier sur le sud d'Israël mercredi. L'Etat hébreu a riposté par des raids aériens et le Djihad islamique a fait état d'un mort parmi ses combattants.

La police israélienne rapportait qu'un civil israélien avait été blessé par un éclat de roquette à Beersheba, la plus grande ville du sud d'Israël.

Selon le Djihad islamique, ses militants ont tiré des roquettes sur quatre villes israéliennes pour venger la mort quatre militants palestiniens et quatre civils tués par des bombardements israéliens la veille sur la Bande de Gaza.

Parmi eux, figurent trois enfants et leur oncle, tués par des obus qui se sont perdus selon Israël. Le Hamas, au pouvoir dans la Bande de Gaza, a décrété une journée de deuil mercredi et appelé tous les habitants du territoire à participer aux funérailles. (AP 23.03)

Depuis un attentat a été commis à Jérusalem et le Premier ministre a promis une riposte à la hauteur, ce qui risque par se traduire par une nouvelle offensive militaire sur Gaza. A surveiller de très près dans les heures qui viennent.

9- Burkina Faso

Des coups de feu ont été entendus dans la nuit de mardi à mercredi à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, où une source militaire évoque un mouvement de contestation émanant de soldats.

Les tirs, qui ont duré plusieurs heures, provenaient de deux camps militaires de la ville. Ils ont éclaté tard dans la soirée, à un moment où les rues étaient désertes. Plusieurs stations-services ont été pillées.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu dans l'immédiat auprès du gouvernement de Blaise Compaoré, au pouvoir depuis un coup d'Etat en 1987.

Pays de 15 millions d'habitants enclavé dans l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso a été épargné par l'instabilité régionale, même si les autorités ont fait fermer les universités ce mois-ci à la suite de violentes manifestations étudiantes. (Reuters 23.03)

10- Portugal. Crise politique.

Le Premier ministre portugais José Socrates a présenté mercredi soir sa démission après le rejet par le Parlement des mesures d'austérité proposées par le gouvernement socialiste minoritaire.

Tous les partis d'opposition ont voté pour une résolution destinée à rejeter les mesures, qui font partie du programme de stabilité et de croissance pour les années 2011-2014.

Seuls les socialistes, qui détiennent 97 des 230 sièges du Parlement, se sont prononcés en faveur des mesures. (Reuters 23.03)

Social.

1- France. Il faut bien engraisser les actionnaires affameurs.

Farine: +15 à 20%

Elle remporte la palme de la plus forte augmentation de l’année. Une augmentation qui répercute la très forte hausse des cours des céréales lors de ces derniers mois.

Café: +10 à 20% Le grain de café a atteint ses derniers mois des niveaux records, jamais vus depuis 1977. Votre expresso du matin va donc coûter plus cher dans les semaines qui viennent.

Pâtes: +5 à 10%

De même que pour la farine, la hausse des prix des céréales va faire grimper la note des pâtes alimentaires. Seule bonne nouvelle côté féculents: le riz, dont les cours sont restés stables, de même que les prix dans les étals.

Viennent ensuite l'huile végétale, dont le prix devrait augmenter de 5 à 8%, le beurre (4 à 8%) et le fromage (2 à 4%). Le pain va quant à lui augmenter de 5 à 7%, une hausse étonnante alors que le coût des matières premières compte peu dans le prix final de votre baguette.

En ce qui concerne les sucreries, les biscuits vont prendre de 3 à 10% d'augmentation, et le chocolat de 5 à 7%. La faute à la flambée du cacao… et encore et toujours à la hausse des cours du blé. Les viandes (même si elles ne font pas partie des mêmes négociations), vont également prendre cher, puisque leur prix dépend beaucoup du cours des aliments pour animaux et donc des céréales. Comptez par exemple +6% pour le bœuf et +8,4% pour le porc. (20minutes.fr 23.03)

2- Japon

L'inquiétude monte à Tokyo, où les autorités ont demandé de ne plus donner aux bébés de l'eau du robinet, en raison du niveau d'iode radioactive causé par les rejets de la centrale de Fukushima Dai-ichi. La situation sur le site semble toujours très précaire: une nouvelle évacuation a eu lieu mercredi alors que de la fumée noire s'échappait du réacteur numéro 3.

La crainte des conséquences sanitaires de la crise s'est accentuée ces derniers jours avec la découverte de légumes, autres végétaux et de lait cru contaminés dans des zones proches de la centrale mais aussi de niveaux de radioactivité supérieurs à la normale dans l'eau du robinet et même dans l'eau de mer à proximité du site.

Le gouverneur de Tokyo, Shintaro Ishihara, a recommandé de ne plus utiliser l'eau du robinet pour faire boire les bébés de moins d'un an ou préparer les biberons.

Dans le centre de Tokyo, des niveaux de radioactivité liée à l'iode-131 atteignant 210 becquerels par litre ont été décelés, soit deux fois le seuil de 100 recommandé pour les nourrissons, selon des responsables de l'Office de l'eau de la capitale. Le seuil autorisé pour les adultes est de 300 becquerels.

Selon les experts, les concentrations d'iode-131 se dispersent rapidement dans l'air, la moitié disparaissant au bout de huit jours.

Tokyo compte 13 millions d'habitants dans la ville même et 39 millions dans toute l'agglomération. L'annonce des autorités nippones a provoqué une ruée dans les magasins, rapidement à court de bouteilles d'eau minérale. Dans un supermarché du centre-ville, un employé, Toru Kikutaka, expliquait que les achats étaient limités à deux bouteilles de deux litres par personne mais que le magasin avait épuisé son stock presque immédiatement. (AP 23.03)

Economie.

Japon

Le coût du séisme et du tsunami qui ont dévasté les côtes nord-est du Japon pourrait atteindre jusqu'à 309 milliards de dollars (217,4 milliards d'euros), le montant le plus élevé du monde pour une catastrophe naturelle. (AP 23.03)

Haut de page

Le 25 mars

Il n'est pas toujours facile de s'y retrouver à travers les informations contradictoires qui nous parviennent au compte-gouttes sur la question libyenne.

On pourrait se contenter de déclarer : voilà il s'agit d'une guerre impérialiste classique contre un Etat libre et souverain, à bas l'impérialisme et l'affaire est réglée, pourquoi se casser la tête à essayer de comprendre ce qui se passe vraiment en Libye, il est entendu qu'ils veulent mettre la main sur son pétrole, organiser la partition du pays prélude à un redécoupage de l'Afrique prévue de longue date par l'état major américain à Washington pour garantir sa mainmise sur les richesses de ce continent.

Tout cela est exact, à ceci près que les choses ne se passent pas toujours comme ils les ont prévues, parce que non seulement ils ne sont pas en mesure de savoir comment la situation peut évoluer, mais surtout parce qu'ils ont tendance à favoriser un scénario plutôt qu'un autre en partant d'une analyse tronquée de la situation ou des rapports de force sur place, comment, en

se basant sur des éléments qui leur sont favorables ou acquis et en négligeant les autres qui peuvent évoluer et faire basculer la situation dans une direction qu'ils n'avaient pas prévue ou tout du moins pas souhaitée. Ainsi on peut affirmer sans prendre trop de risques, qu'ils doivent se mordre les doigts de ne pas avoir encouragé davantage Ben Ali et Moubarak à engager plus tôt des "réformes" pour rester plus longtemps au pouvoir de façon à assurer leur succession en douceur, ou dans le pire des cas, de ne pas les avoir débarqués plus tôt afin d'éviter que le peuple de ces pays s'en chargent eux-mêmes, le pire scénario pour l'impérialisme évidemment.

En Libye, on ne sait par trop s'ils ont voulu précipiter la chute de Kadhafi avant que la situation leur échappe et que le peuple libyen encouragé par les révolutions tunisienne et égyptienne se soulève à son tour, ou s'ils ont pris le train en marche en tentant de justifier leur intervention militaire sous des prétextes démagogiques qui ne trompent personne finalement, dans les deux cas avec le même objectif, interdire aux peuples de la région de trouver la voie de la révolution socialiste ou tout du moins de procéder à une répartition des richesses entre les classes provenant de l'exploitation des ressources pétrolière de la Libye trop favorable à la classe ouvrière, portant un coup aux gigantesques profits qu'en tirent les multinationales des différents pays de la coalition engagée dans cette guerre, car c'est au bout du compte ce qui les inquiète le plus, même si on ne voit pas comment ces peuples sans partis révolutionnaires pourraient remettre en cause les fondements du capitalisme.

Avant de continuer, un extrait d'un article paru dans le Réseau Voltaire, le 22 mars 2011 :

"*En reconnaissant ce CNLT et en blanchissant son nouveau président, la Coalition se choisit des interlocuteurs et les impose comme dirigeants aux insurgés. Cela leur permet d'écarter les révolutionnaires nassériens, communistes ou khomeinistes. Il s'agit de prendre les devants et d'éviter ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte lorsque les Occidentaux imposèrent un gouvernement RCD sans Ben Ali, ou un gouvernement Suleiman sans Moubarak, mais que les révolutionnaires les renversèrent aussi.*"

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la place et le rôle des différents acteurs en présence pour définir une position conforme aux intérêts des travailleurs en Libye et ailleurs, au lieu de s'en remettre à un principe ou à une théorie qui semble tout droit sorti d'une idéologie figée ou de cerveau sclérosé. Ce principe ou cette théorie qui demeure juste sur le fond, devient totalement incompréhensible quand il est plaqué sur une réalité en apparence contradictoire, car jusqu'à preuve du contraire il ne s'agit pas d'une déclaration de guerre classique d'un Etat impérialiste ou d'une coalition d'Etat impérialiste ou aux intentions impérialistes à un autre Etat, qui plus est appartenant à la catégorie des Etats dominés, la France n'a pas déclaré la guerre à la Libye, elle a déclaré la guerre au colonel Kadhafi, une différence de taille que les uns et les autres ne veulent pas prendre en considération en estimant qu'il suffit de l'éliminer d'un geste du bras pour qu'elle disparaisse, or c'est impossible, car c'est la réalité qui l'emporte, et comme les rapports entre les différents facteurs qui composent la réalité ne correspond pas à celui sur lequel repose la position qui consiste à assimilercette intervention militaire à une guerre classique entre pays dominant et pays dominé, les discours de nos internationalistes professionnels sonnent faux. Et comme ils tombent à côté de la plaque, pour les justifier il ne leur reste plus qu'à enfourcher le cheval du social-patriotisme, de la "*préférence nationale*" chère au FN ! J'exagère, jugez plutôt.

C'est ce que démontre clairement le titre du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°141) : *Libye : le coût de la guerre 500 millions d'euros ! C'est l'équivalent des 16 000 postes d'enseignants supprimés en 2011*

Voilà un exemple flagrant de falsification des faits et de manipulation des militants et des travailleurs que ne renieraient pas les adeptes du "*produisons français*", ou de la "*préférence nationale*", non ?

Guerre à qui ? A un Etat, un pays indépendant, à son peuple ? Ou guerre ciblée à un dictateur bombardant une partie de sa population qui s'est soulevée pour le renverser ? Certains diront, nous n'avons pas à entrer dans ce genre de considération, car nous savons les arrière-pensées qui animent la coalition impérialiste. Mais c'est là tout confondre pour s'interdire de prendre en compte la réalité qui n'est pas aussi simple qu'on voudrait nous le faire croire, c'est en fait réduire la situation et le rapport de forces au combat entre Kadhafi et le CNT, évacuant les travailleurs libyens qui se sont soulevés contre Kadhafi et qui ne se reconnaissent pas dans le CNT composé de gens infréquentables, d'anciens tortionnaires du régime (l'ex-ministre de la Justice et de hauts gradés de l'armée), c'est nier l'exigence du peuple libyen à aspirer à davantage de liberté, à des réformes sociales et politiques, comme si finalement sur le terrain il n'y avait que deux forces en présence et que le peuple libyen devrait se soumettre à l'une ou l'autre, à Kadhafi pour ses partisans et ceux qui voient dans cette guerre une guerre purement impérialiste sans se poser de questions, au CNT pour les différents impérialistes qui le soutiennent.

On nous rétorquera que lorsque l'on parle de guerre ciblée on semble l'approuver. Pas du tout, il faut remettre les choses dans l'ordre, nous avons été placés devant le fait accompli, nous n'avons jamais réclamé ou souhaité cette intervention militaire, entre nous, il y en a plus d'un qui dans son coin hypocritement se réjouit de la racler qu'est en train de prendre Kadhafi, passons c'est tellement minable, il nous faut donc faire avec la situation telle qu'elle est et non telle qu'on aurait voulu qu'elle soit.

J'ai noté un élément qui a été rarement souligné, à savoir que le soulèvement contre Kadhafi était en bonne voie et qu'à partir du moment où le CNT s'est imposé comme direction de la révolution, soudainement il a perdu de la vigueur, Kadhafi est passé à la contre-offensive précipitant l'intervention de la coalition impérialiste. Et j'ai lu ce matin que le CNT peinait à recruter des forces pour continuer la bataille alors qu'il bénéficie du soutien des bombardements aériens des forces de Kadhafi, ses dirigeants ont

indiqué qu'il leur fallait s'unir avec les autres forces qui avaient engagé le combat contre le dictateur, ce qui tend à démontrer d'une part que son pouvoir est loin de faire l'unanimité chez les révolutionnaires libyens, d'autre part que ces révolutionnaires sont organisés dans d'autresstructures du même types qu'en Tunisie associant une plus large part de la population. Ce sont sur cette fraction de la révolution libyenne qu'il faut s'appuyer et qu'il faut soutenir.

Le problème jusqu'à présent, c'est que le CNT occupe le devant de la scène ou est mis systématiquement en scène par la coalition impérialiste pour l'imposer à l'ensemble des révolutionnaires libyens, comme si l'ensemble des forces révolutionnaires se reconnaissaient dans le CNT, ce qui est loin d'être le cas comme on vient de le voir. Du coup, il nous est difficile de soutenir la révolution libyenne qui ne se reconnaît pas dans le CNT sans soutenir ce dernier puisqu'il n'y a que lui qui a le droit au chapitre. Mais là encore, avons-nous véritablement le choix en l'absence d'un commandement militaire unifié des forces révolutionnaires opposées au CNT ? La question est de savoir comment on peut soutenir ces forces révolutionnaires disons indépendantes de l'impérialisme sans soutenir le CNT qui lui est inféodé à l'impérialisme ? Pour répondre à cette question revenons à l'essentiel, quel est l'objectif de cette révolution, qui en est l'acteur principal, qui peut la gagner, qui peut finalement déloger Kadhafi ?

La réponse est simple: la mobilisation de la majorité du peuple libyen en arme pour abattre le dictateur. C'est ce que semble avoir compris les dirigeants du CNT qui se tournent à présent vers les forces révolutionnaires indépendantes qu'ils pensaient manoeuvrer à leur guise et qui seules sont susceptibles de soulever la majorité du peuple libyen. Ils ont cru jusqu'à présent qu'il suffirait d'un coup d'Etat et du ralliement de quelques fidèles du régime pour entraîner la chute du tyran, peut-être que c'est Sarkozy qui leur a soufflé cette idée foireuse, ils se rendent compte maintenant que les choses sont plus compliquées que prévue et qu'il est impossible de déloger Kadhafi sans le soutien de la majorité du peuple. Ils en sont restés à Blanqui et l'on comprend qu'Engels ne soit pas leur tasse de thé !

Voilà la situation à l'heure où nous rédigeons ces lignes.

Essayons de résumer notre position, de l'affiner en fonction de l'évolution de la situation.

Nous ne pouvons pas condamner l'intervention de l'impérialisme sans apparaître comme des partisans de Kadhafi, nous ne pouvons pas la soutenir sans apparaître comme des partisans de l'impérialisme et de Sarkozy notamment, il nous est impossible de soutenir les forces révolutionnaires indépendantes engagés dans ce combat puisqu'elles ne sont pas suffisamment organisées ou structurées pour constituer pour le moment une alternative au CNT, apparemment, soyons prudent, car la propagande et la censure internationale orchestrée par l'impérialisme et le CNT sont à l'oeuvre, nous ne pouvons pas soutenir le CNT inféodé à l'impérialisme, il nous reste comme mots d'ordre : A bas Kadhafi, A bas le CNT aux ordres de Paris et Washington, vive la révolution prolétarienne libyenne ! Ainsi, on ne soutient ni Kadhafi ni le CNT et la coalition impérialiste, on ne soutient que le prolétariat libyen révolutionnaire qui a engagé le combat en vue d'instaurer un régime politique conforme à la satisfaction de ses intérêts sociaux.

Cette ligne politique me paraît claire, cohérente et correcte, elle est conforme au principe d'internationalisme prolétarien qui est le nôtre.

Je ne prétends pas ici avoir traité toutes les questions que pose la situation en Libye. J'y ai réfléchi seul dans mon trou à l'autre bout du monde sans en avoir discuté avec aucun militant, puisque vous préférez vous terrez dans le silence, je respecte votre choix, mais cela ne me facilite pas la tâche.

Certains devaient m'attendre au tournant en se disant : cette fois on le tient Tardieu l'imposteur, pas de bol, ce ne sera pas encore pour cette fois, il faudra qu'ils se fassent une raison. Vous aurez remarqué avec satisfaction peut-être que je me suis abstenu de polémiquer avec les uns et les autres alors qu'il y avait amplement matière à cela.

Il est vrai que si Sarkozy n'avait pas dépensé 500 millions d'euros pour bombarder les forces de Kadhafi dont on n'a rien à foutre finalement, il aurait certainement remis en cause la suppression de 16 000 postes d'enseignants, si, si, puisqu'on vous le fait miroiter... Honte aux dirigeants du POI !

Politique

1- France

Le dictateur, l'uniforme et la pensée unique.

Les usagers des services publics "*ne doivent pas porter de signes religieux*", ni "*manifester une quelconque préférence religieuse*", a déclaré, jeudi matin, le ministre de l'Intérieur Claude Guéant sur i>Télé et Radio Classique. Le ministre était interrogé par i>Télé et Radio Classique sur le débat sur la laïcité et l'islam organisé par l'UMP le 5 avril. (Lepoint.fr 24.03)

Magueswary, mon épouse, porte en permanence un point rouge au milieu du front juste au-dessus du nez, marque distinctive qu'arborent les femmes mariées hindouistes, mais pas seulement, c'est aussi un signe religieux qu'hommes, femmes et enfants revêtent après une prière, certains le portent en permanence d'autres non. Monsieur Guéant, va-t-il falloir qu'elle demande le divorce pour ne plus le porter ou se convertir à votre religion pour pouvoir continuer de prendre le bus ou le train en France ou doit-elle dès à présent faire sa valise et quitter votre pays destiné aux seuls Français comme il faut conformément à la description qu'en donne Marine Le Pen ?

2- Libye

2.1- La coalition internationale a mené mercredi soir et jeudi matin des raids aériens intensifs sur la ville de Sebha, 750 km au sud de Tripoli, fief de la tribu de Guededfa dont fait parti le colonel Mouammar Kadhafi, indique à l'AFP un habitant de la ville.

A Tripoli, le vice-ministre libyen des Affaires étrangères Khaled Kaïm a précisé que les bombardements nocturnes avaient notamment touché le "*complexe militaire*" de Jouffra, une base aérienne située loin de la côte, à l'intérieur des terres.

Sur le terrain, les forces du dirigeant libyen maintenaient toutefois leurs positions aux villes-clé de Misrata (ouest) et Ajdabiya (est). (AP et Libération.fr 24.03)

2.2- En réalité, sous le couvert de porter assistance aux populations civiles, la grande élasticité du texte onusien et l'ampleur du dispositif désignent sans conteste le véritable objectif de l'opération "*Aube de l'Odyssée*": faire chuter le régime de Tripoli et débarrasser le concert des nations d'un homme, Muammar Kadhafi, devenu, dès les années 1970, pour les Européens comme pour certains régimes arabes, un facteur durable de déstabilisation.

Soutien à différents mouvements terroristes de par le monde, tentatives de renversement des régimes voisins africains, rhétorique agressive: les motifs n'ont pas manqué pour mettre le colonel au ban de la communauté internationale. Il aura fallu ce printemps libyen de février 2011 et le risque de voir l'insurrection populaire écrasée dans le sang devant les faubourgs de Benghazi pour que l'ultime assaut soit donné. (Lexpress.fr 24.03)

2.3- Le Libyen Ali Tarhouni, un économiste désigné comme le ministre des Finances du gouvernement de substitution que l'opposition a commencé à mettre en place mercredi, reconnaît que l'insurrection manque d'organisation et a commis des erreurs mais assure qu'elle va s'améliorer et ne manque pas de fonds.

Les rebelles partent de zéro, a-t-il souligné dans une rencontre avec des journalistes mercredi à Benghazi, bastion de l'opposition dans l'est du pays. Car la liberté de réunion et d'expression n'existait pas sous le régime de Moammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969, rappelle-t-il.

Ali Tarhouni, qui enseigne l'économie et les finances à l'Université de Washington, s'est vu confier le poste de ministre des Finances par le Conseil national de transition, qui a commencé mercredi à mettre en place une administration intérimaire sous la direction d'un autre universitaire formé aux Etats-Unis, Mahmoud Jibril.

M. Tarhouni, 60 ans, docteur de l'Université de l'Etat du Michigan, est parti de Libye en 1973 la première fois, puis a quitté le pays pour de bon trois ans plus tard. Il n'est rentré qu'après le début des manifestations contre le régime Kadhafi le 15 février.

"*Jusqu'ici, nous n'avons pas été bons pour ce qui est de définir qui nous sommes*", a-t-il reconnu mercredi, "*je pense que le processus (de transition) a été et est toujours très chaotique*".

En tant que "*ministre des Finances*" notamment chargé de la gestion du pétrole, M. Tarhouni estime que cette ressource ne pose pas de problème pour l'instant, car seuls les seuls revenus significatifs proviennent des gisements de Sarir et Syrte, qui représentent une quantité relativement modeste d'environ 130.000 barils par jour.

"*Pour le moment, il n'y a pas de besoin immédiat et crucial de cash. Nous avons des liquidités qui nous permettent de faire les choses de base*", comme de payer les salariés et répondre aux besoins immédiats, a-t-il assuré. Il a ajouté que de nombreux pays leur avaient consenti des crédits garantis par le fonds souverain libyen et que le gouvernement britannique avait aussi accepté de les laisser accéder à 1,4 milliard de dinars (1,1 milliard de dollars; environ 778 millions d'euros) qui n'avaient pas été envoyés au régime Kadhafi.

Ali Tarhouni a estimé que le Conseil national, formé de représentants des villes de l'Est libyen qui se sont libérées du joug de Tripoli, avait commis de nombreuses erreurs, surtout dues au manque d'expérience des Libyens en matière de libre association notamment. "Il y avait un vide total. Nous allons remettre de l'ordre, je vous le promets", a-t-il dit.

Pour le "*ministre des Finances*", le manque d'organisation vient aussi de ce que l'opposition tablait sur le départ rapide du colonel Kadhafi après le succès initial de l'insurrection. "*Nous avions parié qu'il aurait quitté le pays en 24 heures. Maintenant,*

nous voyons à plus long terme. Il est bien mieux armé et nous ne sommes pas aussi organisés que nous croyions l'être", a-t-il reconnu.

M. Tarhouni a aussi admis que les troupes rebelles étaient faibles et encore en train de s'organiser. "*Je pense (qu'elles) ont un très petit nombre d'hommes, que le nombre de chars est aussi limité et qu'il n'y a pas d'armement lourd*", a-t-il expliqué. De ce fait, elles restent dépendantes des jeunes combattants sans entraînement qui constituent le fer de lance des forces armées de l'insurrection depuis le début du soulèvement. (AP 24.03)

2.4- "*Nous avons besoin d'armes et de munitions. C'est notre seul problème. (...) J'espère que nous aurons les armes nécessaires pour libérer la Libye*", a déclaré le porte-parole des forces armées de la rébellion, le colonel Ahmed Bani.

De nombreux pays ont promis de livrer des armes aux troupes anti-gouvernementales, a ajouté le porte-parole, en refusant de dire lesquels.

Bani a toutefois rejeté toute aide étrangère pour entraîner les forces rebelles sur le terrain.

"*Notre culture ne peut pas accepter des troupes étrangères sur notre sol. Le seul expert étranger que nous avons est Google Earth*", a-t-il dit.

Les forces gouvernementales manqueraient de renforts et les rebelles seraient en train de tenter de convaincre leurs ennemis de se rendre, en utilisant la médiation d'un dignitaire religieux.

"*Nous ne voulons pas tous les tuer. Nous souhaitons les convaincre de faire la paix*", a expliqué Bani.

Le porte-parole des rebelles a également dénoncé la présence de mercenaires serbes aux côtés des forces kadhafistes. Cette affirmation n'a pas pu être confirmée de source indépendante.

Sur le front Ouest, Misrata est toujours aux mains des rebelles, a assuré le porte-parole, réfutant les déclarations contraires.

La principale crainte des forces anti-gouvernementales sur ce front est l'arrivée de mercenaires venus du Tchad pour prêter main forte aux forces kadhafistes. Bani a appelé la coalition à attaquer l'aéroport afin d'éviter ce déploiement.

Bani a en outre annoncé une réorganisation des forces anti-gouvernementales.

Le commandant de la "*nouvelle armée*" sera désormais Khalifa Hefta. Le général Abdoul Fatah Younes, qui a servi pendant 40 ans dans les rangs de l'armée de Kadhafi, sera le chef d'état-major.

"*La révolution a commencé avec le peuple. Il n'y avait pas d'armée. A présent, nous avons un plan pour préparer une nouvelle armée*", a estimé Bani.

Pour la première fois, la conférence de presse s'est déroulée dans un hôtel huppé de Benghazi plutôt que dans leur quartier général en piteux état.

L'objectif déclaré des rebelles est de marcher sur Tripoli, de chasser Kadhafi du pouvoir et d'instaurer la démocratie en Libye. (Reuters 24.03)

3- Syrie

Plus de 20 000 personnes ont participé jeudi à des funérailles à Deraa, dans le sud de la Syrie, où une centaine de manifestants ont été tués la veille par des tirs des forces de sécurité selon des militants des droits de l'homme. Les manifestants, qui se dirigeaient de la mosquée al-Omari vers le cimetière, scandaient : "*Par notre âme et notre sang, nous nous sacrifierons pour toi, martyr.*" Parallèlement, les forces de l'ordre ont arrêté de nombreuses personnes à Deraa, noyau de la contestation en Syrie qui a débordé dans des villes voisines. "*Le nombre des interpellés est énorme*", a dit un militant des droits de l'homme.

Au moins 100 personnes ont été tuées mercredi à Deraa (100 km au sud de Damas) par les forces de l'ordre, ont indiqué, jeudi, des militants et des témoins. "*Il y a sûrement plus de 100 morts, et la ville a besoin d'une semaine pour enterrer ses martyrs*", a affirmé Ayman al-Assouad, militant des droits de l'homme. Un autre militant a affirmé que le nombre de morts à Deraa et dans les localités voisines dépassait "*les 150*". Les autorités avaient imputé, mercredi, les heurts à un "*gang armé*", l'accusant d'avoir tué quatre personnes et d'"*emmagasiner des armes dans la mosquée*" al-Omari à Deraa, point de ralliement des contestataires. Elles ont aussi accusé "*des parties étrangères*" de propager des mensonges et ont affirmé que des messages SMS, envoyés pour la plupart d'Israël, appelaient les Syriens à provoquer des troubles. (Lepoint.fr 24.03)

Le régime syrien a annoncé jeudi qu'il envisageait une levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963 et entendait donner davantage de libertés politiques suite aux manifestations de ces derniers jours à Deraa.

Buthaina Shaaban, conseillère du président syrien Bachar el-Assad, a déclaré que le gouvernement préparait une loi qui autoriserait les partis politiques autres que le parti Baas au pouvoir. Le gouvernement va commencer à examiner une possible levée de l'état d'urgence et la mise en place de mécanismes pour lutter contre la corruption, a-t-elle précisé. Elle a également promis des hausses de salaires pour les fonctionnaires.

Les promesses du régime ont été immédiatement rejetées par de nombreux militants qui appellent à des manifestations dans tout le pays vendredi en réponse à la répression qui, selon les manifestants, a fait plusieurs dizaines de morts à Deraa.

L'accès des médias à la marche funèbre qui a eu lieu jeudi à Deraa avait été restreint par les autorités, mais un reporter de l'Associated Press a entendu des explosions et des tirs sporadiques dans l'après-midi. Presque tous les commerces étaient fermés, les rues quasiment désertes et des soldats et policiers étaient postés à des points de contrôle.

Une foule nombreuse à crié "*Syrie, liberté!*" en marchant vers l'un des principaux cimetières de la ville, a déclaré à l'Associated Press un militant en contact avec des habitants de Deraa. D'autres personnes ont tenu un sit-in dans le quartier d'al-Mahata pour protester contre la mort d'habitants lors d'affrontements entre les forces de sécurité et les manifestants anti-gouvernementaux, a-t-il précisé.

Inspiré par la vague de manifestations pro-démocratie dans la région, le soulèvement à Deraa et dans au moins quatre villages voisins constitue le plus important défi intérieur depuis les années 1970 pour le régime syrien, l'un des plus répressifs de la région.

Jeudi matin, des habitants des villages voisins d'Inkhil, Khirbet Ghazale et al-Harrah ont tenté de se rendre à Deraa, mais les forces de sécurité ont ouvert le feu et les ont frappés à coups de crosse de fusil alors qu'ils approchaient, faisant sept morts et plusieurs centaines de blessés, a déclaré cet habitant s'exprimant sous le couvert de l'anonymat par crainte de représailles.

"*Il y a un couvre-feu non déclaré à Deraa, à chaque fois que les soldats voient quatre ou cinq personnes rassemblées, ils tirent*", a-t-il dit. "*Deraa aujourd'hui est comme une ville fantôme, nous avons très peur.*"

Abdul-Karim Rihawi, qui dirige la Ligue syrienne des droits de l'homme, a déclaré de son côté que les autorités avaient lancé une campagne d'arrestations contre les militants, écrivains et blogueurs dans différentes régions de Syrie. (AP 24.03)

4- Yémen

Des heurts entre militaires hostiles et fidèles au président Ali Abdallah Saleh se sont produits jeudi dans le sud-est du pays, à la veille d'une grande manifestation contre le chef de l'Etat yéménite au pouvoir à Sanaa depuis 32 ans.

Un colonel, dont on ignore de quel côté il se trouvait, a été blessé lors de cet affrontement, qui a eu lieu à Moukalla, une ville de la province l'Hadramaout, sur la mer d'Oman, a déclaré un responsable local.

Parmi les transfuges de poids figurent, outre des ministres, chefs tribaux et diplomates importants, le général Ali Mohsen, considéré comme le second personnage du pays, auxquels les puissants services secrets seraient acquis.

Dans un communiqué diffusé jeudi par Al Djazira, Ali Abdallah Saleh s'est engagé à transférer le pouvoir "*pacifiquement via les institutions constitutionnelles*" et il a annoncé une amnistie générale pour les militaires ayant rejoint les rangs de l'opposition.

La chaîne de télévision panarabe Al Djazira a fait état jeudi de nouveaux signes de délitement du régime. Ainsi dans le Nord du pays, où sévit une rébellion chiite, les gouverneurs des provinces Djouf et Saada, nommés par Saleh, auraient à leur tour tourné casaque.

Des tractations seraient encore en cours entre des groupes de la 'société civile' et le pouvoir. Regroupés sous le nom de "*Bloc civil*", ceux-ci proposeraient la formation d'un conseil transitoire de neuf personnalités "*non impliquées dans la corruption de l'ancien régime*", le temps de préparer des élections dans les six mois.

Mais cette proposition a le défaut, aux yeux des révolutionnaires de Sanaa, de ne pas toucher aux prérogatives de Saleh, arrivé au pouvoir en 1978 au Nord-Yémen avant de devenir en 1990 le président du pays réunifié.

Les principaux mouvements d'opposition se disent désormais las des concessions au compte-gouttes de Saleh, qui avaient débuté en février avec son engagement de ne pas se représenter en 2013, au terme de son mandat actuel.

"*Ces tractations ne visent qu'à retarder l'acte de décès du régime*", a estimé Mohamed al Sabri, porte-parole de la coordination de l'opposition.

Pour l'International Crisis Group, "*le courant politique s'est retourné décisivement contre le président Ali Abdallah Saleh*". "*Ses choix sont limités: il peut s'opposer à sa propre armée, ou négocier un transfert rapide et digne de pouvoir.*"

Ses opposants ont appelé à une "*journée du départ*" vendredi, qui pourrait attirer des centaines de milliers de protestataires dans les rues. Dès jeudi, il étaient une dizaine de milliers à Sanaa à scander "*Fiche le camp, fiche le camp, agent américain!*" (Reuters 24.03)

5- Jordanie

Des centaines de jeunes de tous bords se sont rassemblés jeudi sur une place d'Amman, où ils ont dressé une tente pour appeler à «*des réformes du régime*» et au «*jugement des dirigeants corrompus*». (Lefigaro.fr 24.03)

Social

France

Le projet d'accord sur les retraites complémentaires du privé va s'appliquer alors que Force ouvrière a décidé ce jeudi soir de signer le texte.

C'est désormais quasi-certain : le projet d'accord sur les retraites complémentaires du privé, rédigé vendredi dernier, s'appliquera. Comme l'a révélé lefigaro.fr , Force ouvrière - qui préside l'Arrco en alternance - a décidé ce jeudi soir, lors d'un bureau confédéral, de signer le texte. De quoi soulager la CFDT d'un gros poids : syndicat le plus favorable au projet, la centrale de François Chérèque voulait éviter d'endosser seule la responsabilité d'une signature.

"*Un compromis, ça veut dire qu'on ne remet pas en cause les droits actuels, en particulier la filière seniors, et que la baisse de cotisations doit être conditionnée non seulement à une situation excédentaire sur deux semestres, mais également à une dette réduite*", a résumé le porte-parole de la délégation CFDT Laurent Berger, interrogé jeudi par l'Associated Press.

Elle pourra donc valider le texte sans état d'âme. La délégation FO présente à la négociation avait pourtant jugé «déséquilibré» l'accord qui lui était soumis, déplorant notamment l'absence de hausse des cotisations. Mais l'accord assure le financement des retraites complémentaires jusque fin 2018 et stabilise les rendements pendant quatre ans, a préféré retenir le patron de FO, Jean-Claude Mailly, interrogé ce soir sur BFM-TV. Au risque de provoquer des remous en interne : l'accord entérine de fait le recul de l'âge légal de retraite à 62 ans, alors que le récent congrès de FO s'est fixé pour objectif d'obtenir le retour à 60 ans. (Lefigaro.fr et AP 24.03)

Quel soulagement pour Chérèque... Parisot et Sarkozy !

Le droit de se déplacer librement remis en cause.

Le maire PS de Paris s'est exprimé en faveur de nouveaux péages sur "les autoroutes franciliennes" sur RMC et BFM-TV. Il refuse en revanche d'en installer à l'entrée de la capitale.

Selon lui, "*il serait souhaitable sur les autoroutes urbaines de la métropole parisienne qu'il y ait un péage, et si on pouvait commencer par les poids lourds ça serait bien*".

A terme, "*ce péage, à mon avis, devrait être sur tous les véhicules automobiles et financer l'amélioration des transports en commun*", a ajouté le maire de Paris. (Lexpress.fr 24.03)

Economie

Irlande

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Irlande s'est contracté de 1,6% au quatrième trimestre par rapport au précédent.

En revanche le produit national brut (PNB), considéré par certains économistes comme un indicateur plus précis de l'état de l'économie, a augmenté de 2% sur cette même période

Sur l'année 2010, le PIB est en recul de 1,0%, le PNB recule lui de 2,1%. (Reuters 24.03)

Haut de page

Le 26 mars

Parole d'internaute

- "En soutenant les rebelles libyens la France et les USA incitent tous les autres "révoltés" à descendre dans la rue, à défier leur pouvoir, à semer la pagaille, à paralyser économie et commerce car ils se croient soutenus d'office par cette intervention déplacée en Libye : à jouer avec le feu notre intervention va semer une pagaille incontrôlable demain dans tout l'Orient et Moyen-Orient, et peut-être plus tard en Europe...."

Cet internaute qui est un lecteur du Figaro le regrette, normal. C'est effectivement une des conséquences paradoxales de cette intervention militaire peut-être programmée de longue date mais décidée à la hâte car il y a le feu dans la région, l'impérialisme s'affole. Leurs auteurs n'en maîtrisent ni la portée ni les conséquences possibles ni l'issue d'ailleurs. Finalement au lieu de régler un problème, elle alimente la crise latente ou ouverte sociale et politique de tous les régimes de Casablanca à Sanaa, la lutte des classes et la révolution socialiste mondiale en marche quoi.

Ils ont créé les armes qui les détruiront disait Marx, là ils viennent de décider de mettre en oeuvre une stratégie qui se retourne contre eux, c'était prévisible, tout est dans l'ordre des choses.

Comme quoi ils ne se savent pas eux-mêmes où ils en sont :

"*Je doute que ce soit en jours, je pense que ce sera en semaines, j'espère que ce ne sera pas en mois*", a dit l'amiral Guillaud, apportant un bémol aux propos tenus la veille par Alain Juppé.

Le ministre des Affaires étrangères avait alors parlé de jours ou de semaines avant la destruction des capacités militaires de Kadhafi, mais "*certainement pas en mois*". (Reuters 25.03)

Politique

1- Libye

À Ajdabiya, à 160 kilomètres au sud de Benghazi, une forte concentration de troupes d'insurgés avançait rapidement pour reprendre le contrôle de cette ville clé. Des combats se déroulent à l'intérieur de la ville entre forces de Kadhafi et rebelles.

D'une route située à l'est de la ville, les insurgés ont procédé à des tirs d'artillerie nourris et les forces de Kadhafi ont répliqué en lançant deux ou trois obus qui ont explosé dans le désert, de part et d'autre de la route.

Des chefs de tribus locales ont demandé aux forces du dirigeant libyen de se rendre, lors de pourparlers tenus dans la matinée de vendredi, a raconté à Reuters Ibrahim Faradj, membre du Conseil militaire des rebelles.

"*On leur a dit: 'vous devez vous rendre et déposer les armes et vous aurez la vie sauve'. Ils ont refusé. C'est pourquoi nous prévoyons d'avancer avec des armes lourdes*", a dit Faradj .

Les forces rebelles semblent mieux préparées et mieux organisées que ces derniers jours. De nouvelles routes menant à Ajdabiah ont été bloquées et les rebelles communiquent entre eux par téléphone .

"*Les frappes aériennes de la nuit dernière nous encouragent. C'est la première raison de notre marche (sur la ville). La seconde est l'échec des pourparlers.*"

Le moral semblait bon vendredi parmi un groupe d'une cinquantaine de rebelles rassemblés sur une route menant à Ajdabiah. "*Aujourd'hui nous allons prendre Ajdabiah parce que nous avons avec nous des armes lourdes*", a indiqué Faisal Mhamoud, un des combattants. (Reuters 25.03)

Deux grosses explosions ont retenti près d'Ajdabiya, ville de l'est libyen aux mains des forces pro-Kadhafi, et un énorme panache

de fumée se dégageait à l'horizon, a constaté un journaliste de l'AFP. (libération.fr 25.03)

Les DCA (défense anti-aérienne) sont entrées en action jeudi soir et au moins une explosion a été entendue depuis le centre de Tripoli. Deux autres ont été entendues à Tajoura (à 30 km de la capitale), où une colonne de fumée s'échappait d'un site indéterminé.

Les combats entre pro et anti-Kadhafi se poursuivent aussi à Misrata, troisième ville du pays. Les forces loyalistes y ont tué 109 personnes et en ont blessé plus de 1300 depuis le début de leur offensive vendredi dernier, a indiqué un médecin. (lefigaro.fr 25.03)

2- Yémen

Plusieurs centaines de milliers de militants pro et anti-régime se faisaient face hier à Sanaa au Yémen.

Le "*Vendredi de la tolérance*", rassemblant les partisans de Saleh, s'opposait à la "*Journée du départ*", mot d'ordre des opposants qui ont promis dans la semaine de marcher sur le palais présidentiel.

Vendredi matin, on pouvait rencontrer des fidèles de Saleh armés de pistolets et de poignards. D'autres en deux-roues arboraient des grands posters du président, agitant des drapeaux et jouant de la musique traditionnelle. "*Non au chaos, oui à la sécurité et à la stabilité*", affichaient leurs banderoles.

Dans un autre quartier proche de l'université, haut lieu de la contestation, l'ambiance était tout autre.

"*Je suis venu pour me débarrasser de ce boucher qui a tué mes camarades*", explique Abdoullah Jabali, étudiant de 33 ans, qui ne croit pas aux concessions de Saleh.

"*Je veux juste que le président et sa famille partent pacifiquement. Ils doivent démissionner, pas quitter le pays*", exige Mahdi Mohamed, traducteur de 36 ans originaire d'Aden.

La sécurité était renforcée, avec pas moins de cinq contrôles de police pour rentrer dans la zone où se tenait la manifestation. Des soldats ont tiré en l'air pour empêcher des partisans de Saleh d'atteindre le rassemblement contre le président. Ces tirs n'auraient pas fait de victimes.

Selon l'édition de vendredi du Wall Street Journal, Saleh et le général Ali Mohsen, considéré comme le second personnage du pays et qui a rejoint cette semaine le camp des opposants, auraient évoqué les modalités de leurs démissions afin de parvenir à un gouvernement civil de transition.

Un porte-parole de Saleh a démenti l'information mais a reconnu que le président et le général s'étaient rencontrés ces dernières 48 heures.

Pendant de nombreuses années, Saleh, arrivé au pouvoir en 1978 au Nord-Yémen avant de devenir en 1990 le président du pays réunifié, a été soutenu par les occidentaux et les pays arabes, qui voyaient en lui l'homme idoine pour fédérer les nombreuses tribus qui composent le Yémen.

Les pays occidentaux, dont le Yémen est un allié clé dans la lutte contre Al Qaïda, et l'Arabie saoudite s'inquiètent désormais du vide de pouvoir à Sanaa en cas de départ de Saleh.

Dans ce pays de 23 millions d'habitants, l'opposition dénonce la corruption et la montée du chômage. Quarante pour cent de la population du Yémen vit avec moins de deux dollars par jour et un tiers souffre de malnutrition. Le chômage touche 35% de la population et 50% chez les jeunes. (Reuters 25.03)

3- Bahreïn

Quelques centaines de manifestants ont bravé l'interdiction des rassemblements et défilé vendredi à Bahreïn avant de battre en retraite face à l'arrivée des forces de l'ordre.

Dans le village de Maameer, un homme de 71 ans, Isa Abdullah, est décédé à son domicile après avoir été intoxiqué par des gaz lacrymogènes, a annoncé le groupe d'opposition chiite Wefaq. Il a ajouté que les forces de sécurité bloquaient les issues de Maameer, ce qui avait empêché cet homme de recevoir des soins. Reuters n'était pas en mesure de vérifier la cause du décès.

Dans la capitale Manama, des hélicoptères patrouillaient dans le ciel, des points de contrôle étaient visibles sur les grandes artères et de nombreux soldats indiquaient que le régime comptait faire respecter l'interdiction de manifester.

Dans le village chiite de Diraz, quelques centaines de manifestants se sont brièvement réunis, criant "*à bas le régime*".

Mais à l'approche d'une centaine de forces de l'ordre, qui ont lancé des gaz lacrymogènes, les protestataires ont rapidement battu en retraite.

Dans le village d'Al Dair, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser une centaine de manifestants qui se dirigeaient vers l'aéroport international de Bahreïn. Selon le témoignage de résidents, la police a fait usage de tirs de plomb sur les protestataires.

"Après tous ces morts, tous ces sacrifices, nous continuerons à protester. Nous voulons juste une nouvelle Constitution mais ils (les autorités) ne sont pas prêts pour la démocratie", a confié un habitant, qui a préféré rester anonyme. (Reuters 25.03)

4- Syrie

Des dizaines de milliers de Syriens sont descendus dans les rues de plusieurs villes du pays, aux cris de "*liberté*" et en signe d'hommage et de soutien aux insurgés de Deraa, la ville d'où est partie le mouvement de contestation syrien, il y a une semaine, dans ce sud pauvre et ravagé par la sécheresse.

A Deraa même, l'armée a ouvert le feu après que la foule a incendié une statue de feu Hafez el-Assad, père du "*raïs*" actuel, Bachar el-Assad.

Des tirs nourris continuaient de retentir dans le centre-ville, selon des habitants s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, qui rapportaient des témoignages faisant état de plusieurs victimes.

A Deraa, avant le début de la fusillade, des milliers de personnes, beaucoup venues des villages environnants, avaient investi la place Assad, aux cris de "*Liberté! Liberté!*", brandissant des drapeaux syriens ou des branches d'olivier, ont raconté des témoins.

Des journalistes qui tentaient de se rendre dans la Vieille ville se sont fait refouler hors de Deraa par l'armée, cette dernière leur affirmant que le calme était rétabli.

Un peu plus tard, selon plusieurs témoins, des milliers de manifestants furieux ont réussi à arracher leurs armes aux forces de l'ordre dans la vieille ville, et à reprendre le contrôle de la mosquée al-Omari, coeur du mouvement à Deraa, dont ils avaient été chassés, et de ses environs.

Selon un militant de l'opposition à Damas, en contact avec des militants sur place, il y aurait également eu des tirs à Sanamein, village situé à une quarantaine de km de Deraa, qui selon des témoins auraient coûté la vie à 20 personnes. Aucun des bilans fournis dans toutes les villes du pays n'était vérifiable indépendamment.

Dans la ville côtière de Lattaquieh, où les contestataires étaient un millier, on faisait état d'au moins quatre personnes tuées par balles et de plusieurs autres hospitalisées. Un personnes est morte à Homs, où des centaines d'habitants ont défilé en soutien aux martyrs de Deraa, rapportaient plusieurs militants.

A Damas, devant la célèbre mosquée des Omayyades, un des principaux monuments de la vieille ville, des affrontements ont opposé partisans du régime et manifestants criant leur soutien à ceux de Deraa, se frappant à coups de ceintures de cuir.

Après la tombée de la nuit, les forces de sécurité se sont également mises à tirer sur les manifestants à Maadamiyeh, une banlieue de Damas, a fait savoir un témoin. Un militant des droits de l'homme a dit pour sa part qu'au moins trois personnes avaient été tuées.

La situation avait été tendue toute la journée dans la capitale, sillonnée par des convois de jeunes en voiture, brandissant drapeaux syriens et portraits de Bachar el-Assad dans un concert de klaxons.

Après la grande prière, environ 200 personnes ont défilé aux cris de "*liberté! liberté!*" sur le pont de Thawra, près de la place Marjeh au centre de la ville. Ils ont rapidement été pris en chasse par les "*moukhabarat*" syriens, qui ont passé à tabac certains manifestants et en ont arrêté d'autres, a raconté un militant sous couvert de l'anonymat.

Selon un militant des droits de l'homme, qui faisait état de témoignages sur place, il y avait aussi des milliers de personnes rassemblées à Douma, dans la banlieue de Damas. La foule a été dispersée également par les membres des forces de sécurité.

A Alep, la grande ville du nord, des centaines de fidèles sont quant à eux sortis des mosquées après la grande prière, scandant des slogans favorables au régime, comme "*Dieu, la Syrie, Bachar!*".

On faisait également état de manifestations en faveur des réformes et d'arrestations à Raqqah (nord), ainsi qu'à Zabadani (ouest), près de la frontière libanaise.

Damas, qui se croyait à l'abri, protégé par son rôle de parrain des mouvements contestataires et islamistes de la région, est à son tour atteint par la contagion contestataire partie de Tunisie qui s'est emparée du monde arabe.

Une conseillère du "*raïs*" a ainsi envisagé une éventuelle levée de la législation d'exception en vigueur depuis 1963 et une autorisation des partis politiques, concessions vite rejetées par nombre de dissidents qui ont maintenu l'appel à manifester vendredi.

"*Nous n'oublierons pas les martyrs de Deraa. S'ils croient qu'ils vont nous faire taire comme ça, ils se trompent*", lançait un habitant de la ville interrogé par téléphone.

A Deraa, la répression, impossible à quantifier indépendamment, a fait 34 morts selon le régime, mais peut-être jusqu'à 100 selon l'opposition. (AP 25.03)

5- Jordanie.

Des jeunes qui campaient sur une place d'Amman ont été attaqués et plusieurs d'entre eux blessés dans la nuit de jeudi à vendredi par un groupe de partisans du pouvoir jordanien, sans que les forces de l'ordre n'interviennent, ont annoncé des témoins. Des centaines de "*jeunes du mouvement du 24 mars*", un groupe de différentes tendances, y compris des islamistes, s'étaient rassemblés sur la place "*Jamal Abdel Nasser*" où ils avaient dressé un campement pour appeler le régime jordanien à des "*réformes*" et au "*jugement*" des dirigeants corrompus.

A la tombée de la nuit, la police a tenté de les disperser, puis a coupé le courant électrique sur la place vers 23 heures, heure locale (22 heures, heure française), a constaté une journaliste de l'AFP. "*Près de 50 loyalistes qui s'étaient rassemblés non loin d'eux ont profité de la coupure de courant pour attaquer les jeunes avec des pierres*", a déclaré l'un de ces jeunes, du parti Al-Wahdeh (gauche). "*La plupart [des jeunes touchés] ont été blessés à la tête et ont dû être hospitalisés*", a-t-il dit. Selon un autre témoin, la police qui avait entouré les lieux, n'est pas intervenue.

"*Nous rendons le ministre de l'intérieur responsable de cet incident et nous appelons le roi et le peuple à nous protéger de ces voyous qui nous attaquent*", a déclaré un témoin. Interrogé, le porte-parole de la police a affirmé ne pas avoir été informé de "*blessés*".

En Jordanie, où des manifestations se poursuivent depuis trois mois, l'oppposition islamiste ainsi que les mouvements de gauche et nationalistes, n'ont pas appelé à un changement de régime, mais à de profondes réformes politiques et à la fin de la corruption. Le dialogue national entamé en Jordanie peine à réaliser des progrès, la puissante opposition islamiste ayant refusé de s'y joindre. (lemonde.fr 25.03)

Dans tous les pays où se sont produits des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires, les islamistes, quand ils se sont manifestés, ont pris le train en marche ou ont été marginalisés, la révolution politique et sociale n'est pas leur tasse de thé et ils s'y sentent mal à l'aise, à moins que ce qu'on nous annonçait comme une menace n'a jamais existé ou parce qu'ils n'ont jamais réussi à obtenir l'adhésion d'une grande partie de la population, et quand bien même l'islamisme aurait fait des adeptes sur fond de crise sociale aiguë, la révolution les a convertis à la lutte des classes.

6- Arabie Saoudite

Plusieurs centaines de chiites ont manifesté dans deux villes de l'est de l'Arabie saoudite pour demander la libération de détenus et exprimer leur soutien aux manifestants chiites dans le royaume voisin de Bahreïn, a rapporté vendredi l'agence de presse saoudienne Rasid.

Les manifestants ont défilé dans deux villes de la province de Qatif, selon l'agence chiite. Agitant des drapeaux bahreïnis, ils ont demandé au gouvernement de Riyad de retirer les troupes saoudiennes envoyées à Bahreïn, où elles dirigent une force militaire des pays du Golfe de 1.500 hommes destinée à aider la monarchie sunnite bahreïnie à faire face à la contestation.

Minoritaires en Arabie saoudite, les chiites se disent victimes de discriminations. Ils représentent 10% des 23 millions d'habitants du royaume saoudien. (AP 25.03)

7- Maroc

Des centaines de journalistes se sont rassemblés à Rabat et Casablanca, devant les deux chaînes publiques pour revendiquer une télévision indépendante et l'amélioration de leurs conditions de travail. (Lefigaro.fr 25.03)

Social

France.

1- Gouvernement et patronat pavoisent, ils ont de quoi !

Ambiance satisfaite, vendredi, à la sortie de la dernière séance de négociation de la convention d'assurance-chômage. «*Il y a des éléments positifs, dit Stéphane Lardy (FO). On a évité le pire.*» «*Le texte reprend en partie les objectifs que l'on s'était fixés*» , abonde Laurent Berger (CFDT). Seule la CGT est réservée: «*C'est un texte déséquilibré à l'avantage du patronat*», regrette Maurad Rahbi, qui note toutefois des «*avancées notables*».

L'examen du report de deux bornes d'âge pour les seniors y a été intégré. Le patronat y tenait pourtant, tout comme le gouvernement, car ce changement entérinerait indirectement la réforme des retraites.

Le point le plus épineux portait sur la baisse des cotisations, inscrite dans la convention arrivant à expiration. «*C'est un principe fort sur lequel nous ne voulions pas revenir en raison des charges importantes qui pèsent sur les entreprises*», rappelle Patrick Bernasconi, le chef de la délégation patronale.

Mais pour le Medef, peu importe le délai: l'essentiel est que les syndicats n'abordent plus chaque négociation avec pour objectif d'arracher une hausse de cotisation. Une semaine après l'accord sur les retraites complémentaires, l'entourage de Laurence Parisot savoure sa deuxième victoire sur ce thème quel qu'en soit le prix.

«*Cela fera deux milliards d'euros en moins pour les chômeurs*», déplore néanmoins la CGT, qui voit ainsi «actée» la principale revendication patronale.

Tous les syndicats se prononceront dans les deux semaines qui viennent sur ce projet d'accord. Il pourrait être paraphé par la CFDT, FO, la CFTC et la CFE-CGC. (Lefigaro.fr 25.03)

Savoureux, non ? Hier Le Figaro annonçait déjà que FO allait signer ce texte, les autres syndicats sûrement, la CGT non, le partage des rôles habituel.

2- Sur fond de chômage de masse et de paupérisation croissante.

Une fois n'est pas coutume, les chiffres sont venus confirmer l'impression partagée par nombre de Français. Leur pouvoir d'achat a nettement ralenti en 2010, selon une étude publiée vendredi par l'Insee.

La hausse du pouvoir d'achat a ainsi été divisée par deux par rapport à 2009. «*Mesuré par unité de consommation, ce qui permet de le ramener à un niveau individuel moyen, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a augmenté de 0,4 % (après +0,8 %)*», explique l'Institut.

Car l'augmentation du revenu brut des Français (+2,4% après +1,1% en 2009) a été en grande partie effacée par le retour de l'inflation. Les prix à la consommation ont ainsi progressé de 1,2% sur l'année, après un recul de 0,6%.

En outre, «*les prestations sociales ont ralenti (+3% après +5,3%) et les impôts se sont redressés (+2,6% après -4,4%) du fait notamment de la non-reconduction des mesures exceptionnelles décidées dans le cadre du plan de relance en 2009*», explique l'Insee.

Et les inquiétudes sont vives pour l'année à venir entre la hausse des prix et le chômage qui ne recule pas.

L'opinion des Français «*en matière d'inflation future s'élève*» même «fortement (+15 points), pour atteindre un niveau inobservé depuis juillet 1995», précise l'Insee.

Il faut dire que les perspectives sont moroses. Face à l'envolée des cours des matières premières, certains produits de base vont coûter jusqu'à 20% plus cher dans les semaines qui viennent. Quant aux prix énergétiques, que ce soit pour le carburant, le gaz ou l'électricité, la facture continue de grimper. (20minutes.fr 25.03)

Syndicat

Confusion ?

Franck Pech, employé à la mairie de Toulouse et adhérent à Sud, a tenté dimanche dernier de conquérir le canton de Rieux-Volvestre, en Haute-Garonne. Il a été suspendu en début de semaine par son syndicat, qui a entamé contre lui une procédure d'exclusion.

«*On l'a appris par hasard, en regardant les résultats du premier tour des cantonales*», explique Stéphane Borras, secrétaire adjoint du syndicat départemental Sud des collectivités territoriales. «*Dans la presse locale, il a justifié son adhésion chez nous par le fait que nous serions 'contre la mondialisation', comme lui*».

Pour Sud, syndicat proche de l'extrême gauche, la procédure d'exclusion est d'autant plus aisée que ses statuts exigent, pour être adhérent, la non appartenance à un parti d'extrême droite. (Libération.fr 25.03)

Voilà une précision stupéfiante !

Question : mais pourquoi ces travailleurs se détournent-ils des partis ouvriers qui sont "*contre la mondialisation*" pour se tourner vers le FN ? Le sont-ils vraiment ou leurs discours sont-il à ce point inaudibles pour les travailleurs ?

LO fait dans l'infantilisme débilitant, le NPA dans la caricature grotesque et le POI dans l'élitisme intellectuel.

Economie

1- Zone euro. A la solde de l'aristocratie financière dominée par Wall Street

Face à la crise politique au Portugal, aux incertitudes sur l'état de santé des banques irlandaises et à ses propres difficultés à finaliser les instruments de soutien à l'euro, l'UE s'est donnée vendredi jusqu'à fin juin pour éteindre la crise de la monnaie unique.

Lors d'un sommet consacré de longue date à la réponse "*globale*" à la crise, les Européens ont certes présenté une vaste réforme de la gouvernance économique et des instruments de soutien à l'euro mais ces annonces risquent de ne pas suffire pour calmer les inquiétudes des marchés à court terme.

"*Les avancées enregistrées lors du sommet européen sont, comme attendu, relativement maigres et apparaissent neutres en terme de valorisation des marchés, avec une certaine déception concernant l'Irlande*", expliquent des économistes de Goldman Sachs dans une note publiée vendredi.

Le taux de rendement de l'emprunt portugais à 10 ans a bondi à plus de 8% et touché un nouveau record depuis la création de l'euro. (Reuters 25.03)

2- Portugal. La dictature de l'impérialisme américain.

L'agence Standard & Poor's a annoncé vendredi avoir abaissé la note du Portugal de deux crans, de "A-" à "BBB", et n'a pas exclu un nouveau déclassement la semaine prochaine, quelques heures après une décision d'ampleur similaire de sa concurrente Fitch.

Le Portugal doit remplir les engagements en matière d'économies budgétaires et de réformes structurelles annoncés le 11 mars, a pour sa part déclaré le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet. (Reuters 25.03)

3- Etats-Unis

Washington a revu à la hausse la croissance pour le quatrième trimestre 2010, à 3,1% contre 2,8% estimé précédemment. L'économie américaine a retrouvé ses niveaux de production d'avant-crise. (Lefigaro.fr 25.03)

Haut de page

Le 27 mars

Avec le passage à l'heure d'été chez vous, je n'ai plus que 3h30 d'avance sur vous. Puisque dorénavant j'ai une connection Internet rapide, je peux vérifier que le lien correspondant à chaque document que je mets en ligne fonctionne correctement.

Bon dimanche à tous.

Je recopie des extraits des articles ou dépêches de presse un peu plus longs que d'habitude sur la situation dans les pays où les masses se sont soulevées, afin que les lecteurs puissent se faire par eux-mêmes une idée assez précise de ce qui s'y passe vraiment. J'essaie autant que possible de vous éviter d'avoir à vous demander parfois s'il s'agit d'infos ou d'intox (propagande gouvernementale, pro-impérialisme, états-unienne, onusienne). On peut facilement être manipulé à notre insu, il faut parfois lire une dizaine d'articles sur un sujet précis pour se forger une conviction, faire la part des choses, ne pas sous ou surestimé un facteur, comprendre à quel niveau il intervient, il faut avoir à l'esprit que le rédacteur d'un article n'est pas neutre, qu'il n'a pas notre conscience politique, etc.

Tenez, par exemple la question des islamistes. Ils agissent en coulisse, à découvert c'est plus difficile pour eux, mais ils agissent quand même, pourquoi ne peuvent-ils pas agir en masse à découvert, parce qu'ils sont moins nombreux qu'on nous le dit ou parce que la majorité de la population ne les suit pas ou les deux à la fois, mais on ne peut pas dire qu'ils n'existeraient pas...

L'article d'aujourd'hui sur la Syrie est particulièrement intéressant. Il montre bien que les masses se soulèvent spontanément encouragées par les révolutions et soulèvements révolutionnaires en cours, elles se soulèvent en dehors de toute structure, de manière anarchique, sans dirigeants et sans programme. J'ai noté les précisions suivantes :

1- Les masses se mobilisent "*sans direction revendiquée ou clairement identifiée*".

2- "*Aucun de ces responsables (de la contestation de 2005) n'est aujourd'hui en première ligne. Tous semblent avoir été pris de court, comme le régime, par les manifestations qui ont commencé à essaimer dans le pays*".

3- Il s'agit d'un "*mouvement dépourvu de structures et de dirigeants, la contestation syrienne repose pour l'instant sur une poignée de mots d'ordre*".

Ceci pour tordre le cou à l'intox selon laquelle ce soulèvement en Syrie serait téléguidé par l'impérialisme américain ou l'Etat sioniste d'Israël. De plus, ils ont déjà fort à faire pour endiguer les révolutions ou soulèvements à des degrés divers en Tunisie, en Egypte, au Yémen, à Bahreïn, à Oman, en Jordanie, au Maroc, en Arabie Saoudite, en Libye, pour ne pas en rajouter ! Ils ont aussi d'autres chats à fouetter, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, en Côte-d'Ivoire et d'autres pays africains au bord de l'explosion sociale.

Pour corser le tout, voila que surgissent des manifestations monstres en Grande-Bretagne et en Allemagne, que la crise politique en Belgique s'éternise, et c'est au tour du Portugal, tandis qu'en Irlande la situation économique continue de se détériorer et donne des frissons à l'UE. C'est l'ordre mondial tout entier qui est menacé d'explosion.

On pourrait se demander : mais pourquoi tous ces régimes ne lâchent-ils pas un peu de mou sur le plan social ?

Parce qu'à la fois l'absence de services publics ou leur privatisation, ainsi que la gestion des richesses produites dans ces pays servent de base aux profits gigantesques qu'encaissent le clan au pouvoir ou les quelques familles qui dirigent ces pays ou encore les multinationales étrangères, cet argent sert avant tout à leur bien-être personnel quand il n'est pas investi dans le casino de la spéculation mondiale, le développement de leur pays et le bien-être de leur peuple les laissent aussi indifférents qu'Obama les 40 millions de pauvres que comptent les Etats-Unis ou Sarkozy avec ses cinq millions de chômeurs et ses dix millions d'indigents.

On pourrait se demander : mais pourquoi tous ces régimes ne lâchent-ils pas un peu de mou sur le plan politique ?

Parce que se serait mettre le doigt dans un engrenage infernal pour eux. Accorder des droits politiques à la classe ouvrière et aussitôt elle s'organise, crée des syndicats et des partis pour poursuivre le combat contre le régime en place, ensuite surgissent spontanément des grèves et des manifestations pour obtenir de nouveaux droits sociaux qui vont venir amputer leurs profits et ils n'y tiennent pas du tout, car à terme c'est l'existence du capitalisme lui-même qui sera remis en cause. La conscience de classe des ouvriers et des masses se nourrit de son expérience de la lutte des classes, elle finit par mûrir et trouver la voie pour renverser l'ordre établi, voilà ce qu'ils veulent éviter à tout prix. Cette position est intenable à terme comme on le constate aujourd'hui, ce n'est pas une découverte pour nous évidemment.

Tous les peuples aspirent au progrès social, à plus de liberté, au bien-être.

Hier encore, il leur était possible de museler ces peuples, mais avec l'accélération et l'amplification de la division internationale du travail ou l'évolution du capitalisme des dernières décennies, chacun sait que tous ces pays regorgent d'énormes richesses,

qu'une infime minorité de privilégiés vivent comme des seigneurs pendant qu'eux manquent de tout et connaissent une vie misérable... L'arrivée de la télévision, puis des chaînes satellitaires, et enfin Internet qui permet à chaque travailleur -directement ou indirectement par le bouche à oreille, de savoir ce qui se passe partout dans le monde, y compris dans leur propre pays et qu'on leur cachait minutieusement jusqu'à présent, participent à cette lente maturation des consciences, chacun dans son coin finit par comprendre et être persuadé, il a même la possibilité de le vérifier, qu'il n'est pas le seul à ne plus supporter le régime en place, toutes ces souffrances quotidiennes qu'il endure depuis de nombreuses années et qui lui pourrissent littéralement la vie, il gagne en assurance, ce qu'il n'osait même pas imaginer la veille se transforme en conviction inébranlable, ensemble ils prennent conscience de leur force et finissent par se soulever sans forcément savoir quelle direction donner à leur combat, ils n'ont qu'une seule certitude, un seul objectif, faire tomber le régime en place, ils refusent dorénavant de continuer de vivre comme avant, le processus dialectique de la révolution dont ils sont les principaux acteurs fait son oeuvre, les transporte, plus rien ne peut arrêter ce souffle de liberté qui emporte tout sur son passage, dictateurs, autocrates, monarques, bonapartes...

Ce développement historique de la lutte des classe permet de vérifier et de confirmer au passage le marxisme, la seule théorie révolutionnaire ayant inscrit sur son drapeau : l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

Politique.

1- Grande-Bretagne

Un demi million de Britanniques manifestaient, selon la police, dans le calme samedi à la mi-journée dans le centre de Londres pour protester contre l'austérité. Il s'agit de la plus forte mobilisation en vingt ans.

«*La participation est au-delà de tout ce dont nous avions rêvé. C'est fantastique. C'est la plus grande manifestation depuis une génération à Londres*», s'est enthousiasmé le secrétaire général du syndicat Unite, Len McCluskey. «*Il y a une colère palpable dans ce pays et des centaines de milliers de personnes sont venues ici pour le dire. D'après la police, il y aurait pratiquement un demi million de personnes*», a-t-il assuré.

«*Ne cassez pas la Grande-Bretagne !*», «*défendons nos services publics !*», proclamaient les pancartes des manifestants. Beaucoup étaient venus en famille, avec des poussettes et des vuvuzelas, ces fameuses cornes utilisées par les supporters au moment de la coupe du monde de football en Afrique du Sud. «*Je suis ici parce que le gouvernement nous fait payer pour réparer ce qu'on fait les banquiers. Il est en train de bâtir une société où les riches le sont encore plus et les faibles encore plus démunis*», a expliqué Gillian Siddons, un retraité de 60 ans. «*Nous voulons montrer au gouvernement ce que nous pensons de sa politique*», a renchéri Jim Waters, 62 ans. (Lefigaro.fr et AFP 26.03)

2- Allemagne

Plus de 200.000 manifestants ont défilé samedi dans quatre villes allemandes pour l'abandon de l'énergie nucléaire, sujet qui a été relancé outre-Rhin depuis les accidents à la centrale japonaise de Fukushima-Daiichi.

A Berlin, ils étaient plus de 100.000 à scander des slogans demandant la fin de l'énergie nucléaire, selon les estimations de la police.

Les protestataires étaient 50.000 à Hambourg, 40.000 à Cologne et 40.000 à Munich.

Les organisateurs évoquent la plus grande mobilisation jamais vue en Allemagne sur ce sujet.

Le recul de la CDU, général dans toute l'Allemagne, s'explique en partie par le virage à 180° amorcé par Angela Merkel sur la question de l'énergie nucléaire. Après l'accident japonais, sept des 17 centrales atomiques d'Allemagne ont été fermées pour trois mois, afin de procéder à des contrôles.

La chancelière a décidé lundi de suspendre l'accord prolongeant la durée de vie des centrales nucléaires en Allemagne.

Dimanche se déroule un scrutin difficile pour la chancelière Angela Merkel en Bade-Wurtemberg, fief de la droite allemande depuis 1953. La question du nucléaire pourrait inciter les votants à faire basculer à gauche ce riche Land du sud. (Reuters 26.03)

3- Libye

3.1- La ville stratégique d'Ajdabiya, dans l'est de la Libye, est tombée samedi matin aux mains des rebelles, selon des journalistes de l'AFP sur place. C'est une première victoire essentielle depuis le début des bombardements de la coalition pour des insurgés qui, jusque-là, n'arrivaient pas à vraiment progresser sur le terrain.

Jusqu'à ces dernières heures, les insurgés tenaient le centre-ville, mais étaient soumis aux tirs d'artillerie incessants des forces

pro-Kadhafi postées dans les faubourgs. Vendredi, les avions britanniques et français ont bombardé les environs de la ville, détruisant une batterie d'artillerie et des véhicules blindés.

Dans la foulée, les insurgés ont pris le contrôle de la porte Est vendredi soir, puis de la porte Ouest samedi à l'aube, a rapporté l'un d'eux, Saïf Sadaoui, 20 ans, un lance-roquettes à la main. "*La totalité d'Ajdabiya est libre!*", s'est-il réjoui. "*Sans les avions (étrangers), on n'aurait pas pu le faire. Les armes de Kadhafi sont d'un autre niveau*", a confié Ahmed Faraj, 38 ans, un autre insurgé. "*Avec l'aide de l'aviation, on va foncer vers Tripoli, si Dieu le veut*".

La ville, sur la route entre Benghazi et les terminaux pétroliers de Brega et de Ras Lanouf, avait été repris la semaine dernière par les forces de Kadhafi. (Libération.fr et AP 26.03)

3.2- Les insurgés libyens ont annoncé samedi qu'ils avaient pris le contrôle du port pétrolier de Brega, mais cette information n'a pas été confirmée de source indépendante.

Brega, qui est dotée d'un terminal pétrolier et d'une raffinerie, s'étend sur une vaste zone et il est difficile de vérifier qui en a le contrôle total.

"*Brega est à 100% aux mains des forces de libération*", a déclaré Chamsiddine Abdoulmolah, porte-parole des insurgés à Benghazi. (Reuters 26.03)

3.3- Les Etats-Unis et leurs alliés sont en train d'étudier la fourniture d'armes à l'opposition libyenne, a rapporté samedi le Washington Post.

La France, pour sa part, s'est prononcée pour entraîner et armer les insurgés, selon le Washington Post.

L'Egypte, de son côté, fournirait des armes aux rebelles libyens pour combattre les forces du colonel Mouammar Kadhafi malgré l'embargo sur les armes décrété le 26 février par les Nations unies, avait affirmé vendredi le Wall Street Journal.

Les livraisons d'armes égyptiennes concerneraient essentiellement des armes légères comme des fusils d'assaut et des munitions, selon le quotidien.

Un porte-parole de la rébellion, Mustafa al-Gherryani, a confirmé au quotidien que les forces anti-Kadhafi achetaient des armes, tout en se refusant à préciser leur provenance ni de quels types d'armements il s'agissait. (Libération.fr 26.03)

4- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh s'est dit prêt à quitter le pouvoir "*dignement*", peut-être même dans les prochaines heures, rapporte samedi Al Arabia.

Le chef de l'Etat a toutefois démenti l'imminence d'un accord sur une transition pacifique du pouvoir, ajoute la chaîne à laquelle il a accordé une interview. L'opposition, a-t-il ajouté, a revu ses exigences à la hausse après l'ouverture de négociations. (20minutes.fr 26.03)

5- Syrie

5.1- Comme lors des révolutions tunisienne ou égyptienne, la vague de protestation qui a saisi la Syrie depuis le 18 mars est un mouvement sans direction revendiquée ou clairement identifiée.

En cela, il tranche avec les dernières initiatives contre le régime lancées en 2005 et en 2006.

En octobre 2005, des personnalités de la gauche nationaliste, principalement des avocats et des intellectuels, avaient ainsi rédigé une Déclaration de Damas appelant à des changements drastiques.

Aucun de ces responsables n'est aujourd'hui en première ligne. Tous semblent avoir été pris de court, comme le régime, par les manifestations qui ont commencé à essaimer dans le pays, vendredi 25 mars, même elles sont restées encore embryonnaires dans la majorité des cas.

Ces manifestations ont épargné pour l'instant les régions historiquement rebelles comme le djebel druze, qui se trouve non loin de Deraa, le foyer actuel de la contestation et de la répression. Mountaha Al-Atrach, fille de la grande figure de la lutte contre le Mandat français en syrie et directrice d'une organisation de défense des droits de l'homme, a publiquement interpellé le

président syrien sur les ondes de la BBC.

De même, la région kurde, au nord-est de la Syrie, n'a pas connu pour l'instant de grands rassemblements, sept ans après les émeutes de Qamichli qui avaient contraint le président syrien à des gestes d'ouverture vis à vis d'une minorité très mal intégrée. Selon des observateurs, les principaux responsables kurdes auraient négocié avec les autorités syriennes de pouvoir célébrer librement le 21 mars leur fête de Newroz qui commémore selon la tradition l'affranchissement du joug assyrien.

Mouvement dépourvu de structures et de dirigeants, la contestation syrienne repose pour l'instant sur une poignée de mots d'ordre : la fin de l'état d'urgence imposé en 1963, la libération des prisonniers et la fin de la corruption. Des thèmes que le régime a commencé à évoquer le 24 mars dans l'espoir de porter un coup d'arrêt aux manifestations attendues pour le lendemain, sans pour autant convaincre de sa bonne foi.

La stratégie des manifestants se limite pour l'instant à porter à la connaissance du public, en Syrie et au delà, aussi vite que possible et grâce à Internet, les images des défilés ou des victimes de la répression. Une stratégie primaire mais efficace contre laquelle les autorités syriennes semblent impuissantes. Ainsi, la coupure des réseaux téléphoniques à Deraa n'a pas pu empêcher les manifestants d'utiliser ceux de la Jordanie, toute proche. (Lemonde.fr 26.03)

5.2- Les manifestations de vendredi ont fait entre 13 morts et 25 morts, spécialement dans le sud du pays. Les protestataires sont redescendus dans la rue ce samedi.

Des villageois à Tafias dans le sud de la Syrie ont incendié samedi un siège du parti Baas au pouvoir et une station de police lors des funérailles de trois manifestants tués la veille.

A Deraa, à 120 km au sud de Damas, près de 300 jeunes, torse nu, sont montés sur les restes d'une statue à l'effigie de l'ancien président Hafez al-Assad déboulonnée la veille, en scandant des slogans hostiles au régime, selon des témoins.

Par ailleurs, un appel à une "*révolte populaire*" samedi dans les toutes provinces syriennes a été posté sur Facebook au lendemain des manifestations sanglantes qui ont eu lieu dans les principales cités du pays, spécialement dans le sud.

A Tafas, à dix kilomètres au nord de Deraa, la ville d'où est parti, il y a un peu plus d'une semaine, le mouvement de contestation syrien, les manifestants ont attaqué un commissariat de police et les locaux du parti Baas, a rapporté la conseillère présidentielle Boussaïna Shaaban.

A Lattaquieh, des dizaines de personnes ont manifesté avant de s'en prendre aux bureaux du Baas, a annoncé Ammar Qurabi, dirigeant de l'Organisation nationale syrienne pour les droits de l'homme, exilé en Egypte.

A Sanamein, dans le sud du pays, des habitants ont rapporté que 20 personnes avaient été tuées lorsque des hommes armés ont ouvert le feu sur la foule rassemblée devant un bâtiment utilisé par les services de renseignements militaires.

Au lendemain de nouvelles violences dans le pays, les autorités syriennes ont relâché samedi 260 prisonniers politiques, a annoncé par ailleurs Abdul-Karim Rihaoui, qui dirige la Ligue syrienne des droits de l'Homme. La plupart de ces détenus étaient incarcérés à Saïdnaya, dans la banlieue de Damas, où les prisonniers politiques sont en général écroués, a-t-il ajouté.

La Syrie a relâché de nombreux prisonniers au cours de la semaine écoulée pour apaiser les contestataires et contenir la colère suscitée par la répression violente des manifestations. Mais des dizaines de personnes auraient en revanche été interpellées cette semaine.

Selon Abdul-Karim Riahoui, la plupart des détenus libérés étaient des islamistes, ainsi que 14 militants kurdes. Il a évoqué un "*pas positif*" et exhorté les autorités à libérer tous les prisonniers politiques du pays. Ces libérations n'ont pas été confirmées de sources officielles.

A Deraa, pendant ce temps, les forces de l'ordre se sont repliées en périphérie de la ville, selon un habitant contacté par téléphone. Plus d'un millier de personnes y étaient rassemblées pour un sit-in silencieux à la mosquée al-Omari, coeur du mouvement, utilisé comme hôpital de fortune et refuge par les manifestants. Chassés par un assaut gouvernemental mercredi, les manifestants en ont repris le contrôle vendredi.

Samedi matin, des militants syriens rapportaient qu'environ 200 manifestants avaient été arrêtés dans la nuit de vendredi à samedi alors qu'ils participaient à un sit-in près de Damas.

Le fait que les manifestations aient gagné Lattaquieh est important, la ville étant pour moitié peuplée de sunnites et pour moitié d'Alaouites, cette branche minoritaire de l'Islam chiite, qui ne représente que 10% de la population syrienne mais qui tient

les leviers du pouvoir.

Pour Edward Walker, ancien ambassadeur américain en Egypte, "*les membres de la minorité alaouite, tellement détestés, savent que s'ils perdent le pouvoir, s'ils sont vaincus par la révolution, ils finiront pendus aux réverbères*".

"*Ils sont le dos au mur*", ajoute-t-il.

Abdelhalim Khaddam, ancien vice-président syrien qui a quitté en 2005 le parti Baas, a déclaré samedi que "*le sang des martyrs balaiera ce régime*" et a appelé les forces armées "*à faire un choix patriotique en disant clairement si elles sont avec le peuple ou avec la famille au pouvoir*".

Khaddam, qui n'est pas très populaire dans l'opposition en raison de son rôle passé au service du pouvoir, s'exprimait dans une vidéo diffusée sur le site internet du Beirut Observer.

Maamoun al Homsi, autre figure de l'opposition syrienne en exil, a exhorté vendredi la communauté internationale à intervenir pour mettre un terme "*au massacre des civils*". (Libération.fr, Reuters et AP 26.03)

Economie.

France

Cadeau !

Les 100 lauréats du projet «*Laboratoires d'excellence» se partageront un milliard d'euros, sur dix ans, principalement sous forme de dotations en capital*». Pour François Fillon, «*la connaissance reste le moteur du progrès*». (Lefigaro.fr 26.03)

Rectifions ou précisons, le capitalisme a besoin de la création de nouveaux besoins afin que la population continue de consommer plus ou renouvelle sa consommation, c'est l'une des conditions de la rotation du capital qui dégage chaque fois une nouvelle plus-value.

Capital, production, exploitation, consommation, profit, ce cycle demeure inachevé ou s'arrête s'il n'y a pas consommation, faut-il encore que la consommation corresponde à un besoin, au besoin ils le créent artificiellement.

Ma cafetière électrique a 21 ans et je n'ai nullement l'intention d'en changer, j'ai acheté ma dernière chemise il y a 10 ans, cela fait 20 ans que je n'ai pas mis les pieds dans un cinéma, un théatre ou une salle de concert, je suis un mauvais client pour le capitalisme. Il ne me viendra pas à l'esprit d'acheter une babiole pour la poser sur une étagère, je considère que c'est le comble de la stupidité, alors que je suis obligé de me priver sur pas mal de choses, y compris la nourriture.

En règle générale j'attends que le peu de biens matériels que je possède soient foutus pour les remplacer, à condition que j'en aie encore l'utilité, dans le cas contraire je décide de m'en passer. Comme je suis très limité financièrement, je réfléchis toujours à dix fois avant d'acheter quelque chose, je n'achète que ce dont je suis sûr d'avoir besoin, pas une ou deux fois dans l'année, mais à de multiples occasions, il faut que cela corrresponde vraiment à un besoin que je ne peux pas satisfaire autrement. Je n'étais pas aussi rigoureux autrefois, j'ai mûri sur ce plan là aussi.

Ils profitent du fait que la population est ignorante et incapable de donner un sens à sa vie, consommer devient une fin en soi, un mode de vie, et pour ceux qui en ont les moyens, la consommation ou l'acquisition de biens matériels, les plaisirs éphémères qui naissent de la satisfaction de petits besoins superficiels ou inutiles sans cesse renouvelés font tourner la machine capitaliste, ainsi les esclaves s'emploient inconsciemment à forger leurs propres chaînes et à les entretenir à défaut d'avoir la capacité ou de trouver la voie pour les briser.

Je viens de dépenser plus de 50 000 roupies (800 euros environ) pour le site, à peine plus que le billet d'avion (aller/retour) de Magueswary ou de son allocation mensuelle d'handicapée (700 euros), personnellement je n'avais pas besoin d'un deuxième ordinateur, si cela ne tenait qu'à moi je ne suis même pas sûr que j'en possèderais un car on peut très bien vivre sans. Vous pouvez contribuer même modestement au financement du site puisque vous êtes une centaine à vous connecter quotidiemment, mais ce n'est pas une obligation. A Philippe, tu peux me renvoyer un chèque si tu le souhaitent, parce que le précédent a été perdu manifestement ; surtout bien fermer l'enveloppe, glisser le chèque à l'intérieur d'une feuille de papier pliée en quatre pour qu'il n'apparaisse pas par transparence et écrire très lisiblement mes coordonnées.

Haut de page

Le 28 mars

Politique.

1- France

L'abstention se situait autour de 54,97% après dépouillement de plus de 95% des bulletins exprimés dans un scrutin qui concernait 1.566 cantons. Elle est en léger recul par rapport à celle, record, du premier tour (55,67%) mais progresse de plus de 20 points par rapport au deuxième tour des cantonales de 2004 dans les mêmes circonscriptions.

Le Parti socialiste (PS) est crédité de 35,73% des voix, l'UMP de 20,21% et le Front national (FN), qui avait pu se maintenir dans quelque 400 cantons, de 11,73%. (libération.fr 27.03)

Ces chiffres ne fournissent qu'une indication partielle sur le vote qui s'est exprimé dimanche. Il faut analyser ces résultats sous différents angles.

La majorité de la population n'a pas voté exprimant ainsi un désintérêt ou un rejet grandissant de tous les partis politiques. Ramené au nombre total d'électeurs inscrits sur les listes électorales, le PS obtient 15,75% et l'UMP 9,09%, voilà pour la légitimité des deux partis qui se partagent le pouvoir depuis 53 ans sous la Ve République, ils sont ultra minoritaires dans le pays. Quant au FN, il est peut-être encore plus bas, mais ces 11,73% cachent une autre réalité, où il avait des candidats au second tour ils ont obtenu en moyenne 40% des voix exprimés. Ils nous manquent les chiffres des autres formations politiques, EE-Verts, PC ou Front de gauche.

Après le premier tour, je n'ai même pas cherché à savoir quel pourcentage le NPA et LO avait obtenu, celui du POI figurait dans le IO n°141, tellement il est est ridicule, grotesque quoi. Ces partis, qui n'ont d'indépendant que le nom, paient leur double langage à la remorque des appareils et des institutions, ils ne sont pas crédibles voilà tout. Ils auraient sans aucun doute au moins le même nombre d'adhérents sans se vautrer dans la fange institutionnelle, peut-être davantage, leurs contradictions en moins.

2- Allemagne

Les conservateurs allemands ont perdu dimanche le Land du Bade-Wurtemberg qu'ils contrôlaient depuis 1953, ce qui constitue une cinglante défaite pour la chancelière Angela Merkel, selon les premiers résultats du scrutin régional de dimanche.

Dans un autre Land du sud-ouest de l'Allemagne, la Rhénanie-Palatinat, les sociaux-démocrates, qui dirigent la région depuis 17 ans, perdraient leur majorité absolue mais devraient pouvoir former une coalition confortable avec leurs alliés écologistes.

Dans le Bade-Wurtemberg, des projections créditaient le parti écologiste de 24,2% des voix et le SPD de 23,2%, soit au total de 47,3 % des suffrages exprimés.

Ces deux formations devanceraient ainsi la CDU (39,3%) et ses alliés libéraux du FDP (5%), pour un total de 44,3%.

Le 20 février dernier, les conservateurs allemands avaient déjà perdu la cité-état de Hambourg.

Au delà du nucléaire, les revirements politiques d'Angela Merkel sur la Libye ou encore sur la crise de la dette dans la zone euro ont également transformé ces élections régionales en un référendum sur la politique que la chancelière mène depuis un an et demi avec les libéraux du FDP.

La chancelière n'a plus la majorité au Bundesrat, la chambre haute, où les 16 Länder sont représentés. (Reuters 27.03)

Et le Die Linke, envolé, disparu, au même niveau que le parti de Mélenchon en France ?

3- Libye

3.1- Après avoir repris samedi les villes stratégiques d'Ajdabiya et Brega dans l'est de la Libye, les rebelles ont libéré ce dimanche l'important terminal pétrolier de Ras Lanouf et la ville de Ben Jaouad à 525 km à l'est de Tripoli.

Les combats ont cessé à Misrata, ville aux mains des insurgés libyens située à 200 km à l'est de Tripoli, la troisième ville du pays, a déclaré dimanche à Reuters un insurgé. "*Nous contrôlons 99% de la ville*", a-t-il assuré.

Les raids ont "*préparé le champ de bataille*", et des officiers et soldats ayant rejoint la rébellion ont joué un rôle majeur, a expliqué un porte-parole des insurgés à Benghazi, Chamsiddin Abdoulmolah. Ces militaires ont coordonné leurs attaques avec la coalition, entrant en action entre les salves de tirs aériens.

Les rebelles étaient en fin d'après-midi à Nofilia, petite bourgade entre mer et désert, à 110 km de Syrte, et à plus de 400 km de leur fief, Benghazi. Ils attendent les bombardements internationaux pour s'aventurer jusqu'à Syrte.

Des témoins à Syrte, lieu de naissance du colonel Mouammar Kadhafi, ainsi qu'à Tripoli, ont rapporté avoir entendu des explosions dimanche soir.

Un journaliste de Reuters présent à Syrte, ville à mi-chemin entre Benghazi, aux mains des insurgés, et Tripoli, a dit qu'il était difficile de dire si les quatre explosions qu'il a entendues s'étaient produites dans la ville ou dans sa banlieue.

Syrte est stratégiquement importante parce que l'aéroport civil situé au sud de la ville abrite aussi ce qui semble être une grande base aérienne militaire.

Des images satellite montrent qu'il possède, répartis à chaque extrémité de la piste, une cinquantaine de hangars du type de ceux utilisés habituellement pour des chasseurs.

Les combats autour de Syrte risquent d'être durs car la ville est psychologiquement importante. Elle est non seulement le lieu de naissance de Kadhafi, où habitent de nombreux membres de sa tribu Kadhadfa, mais de plus, il a voulu en faire une deuxième capitale.

3.2- Le Qatar a donné son feu vert aux rebelles libyens pour commercialiser le pétrole extrait dans l'est du pays, contrôlé par les opposants à Mouammar Kadhafi, a-t-on appris dimanche des insurgés.

"*Nous avons conclu un accord avec le Qatar. La prochaine expédition (de pétrole) aura lieu dans moins d'une semaine*", a déclaré Ali Tarhouni, porte-parole pour les questions économiques, pétrolières et financières du gouvernement rebelle.

"*Nous avons contacté la compagnie pétrolière du Qatar et heureusement ils nous ont donné leur accord pour prendre tout le pétrole que nous voulons exporter et le commercialiser pour nous*", a-t-il ajouté.

Tarhouni a également expliqué que la production des puits de pétrole que contrôle l'insurrection, d'environ 100.000 à 130.000 barils par jour, pourrait être portée à 300.000 barils par jour. Il a aussi indiqué que les insurgés ne devaient pas faire face à de sérieux problèmes de liquidité. (source : 20mintes.fr, libération.fr et Reuters 27.03)

4- Yémen

Les négociations sur une transition de pouvoir au Yémen ont été interrompues et ne devraient pas reprendre dans l'immédiat, a déclaré dimanche un collaborateur du général Ali Mohsen, qui s'est rangé dans le camp des opposants au président Ali Abdallah Saleh.

"*Hier soir, ils ont arrêté*", a dit ce collaborateur. Prié de dire s'il s'attendait à une reprise des discussions, il a répondu: "*Pour le moment, absolument pas*".

Un porte-parole de la principale coalition d'opposition yéménite a aussi dit que les discussions étaient interrompues. (Reuters 27.03)

5- Syrie

5.1- Les autorités syriennes ont décidé d'abroger la loi d'urgence en vigueur depuis 1963, a affirmé ce dimanche la conseillère du président Bachar al-Assad, Boussaina Chaabane. Toutefois, aucune date de mise en application de cette décision n'a été donnée.

Cette loi, rédigée en décembre 1962 et instaurée dès l'arrivée au pouvoir du parti Baas en mars 1963, impose des restrictions sur la liberté de réunion et de déplacement, et permet l'arrestation de «suspects ou de personnes menaçant la sécurité». Elle permet aussi d'interroger les personnes, de surveiller les communications et de faire un contrôle préalable sur les journaux, les publications, les radios et tous les autres médias. (lefigaro.fr 27.03)

5.2- Des renforts de l'armée ont été dépêchés à Deraa, épicentre depuis huit jours de la contestation dans le sud de la Syrie, et des militaires patrouillaient dimanche dans les rues de la ville côtière de Lattaquié, dans le Nord, où des affrontements auraient fait douze morts et 200 blessés en deux jours.

Les affrontements à Deraa et dans sa région, près de la frontière jordanienne, ont fait au moins 61 morts en une semaine, selon l'organisation Human Rights Watch. Les obsèques dimanche de plusieurs victimes se sont déroulées sans incidents.

Les violences se sont étendues à Lattaquié, un port du nord du pays où douze personnes - des membres des forces de l'ordre, des civils et deux "*éléments armés*" - ont été tuées en deux jours, rapporte l'agence de presse officielle Sana qui cite une source autorisée.

On affirme de même source que ce ne sont pas les forces de l'ordre qui ont ouvert le feu mais des hommes armés postés sur les toits qui ont tiré sur les civils et les forces de sécurité.

Selon Nadim Houry, de Human Rights Watch, quatre policiers ont été tués alors qu'ils tentaient de s'interposer entre partisans et adversaires du gouvernement. "*Ils ont apparemment été victimes de voyous proches du frère du président*", a-t-il dit.

Aucun blindé ni véhicule de transport de troupes n'était visible dimanche à Lattaquié, où patrouillaient seulement des troupes à pied.

Sur CBS, la secrétaire américaine d'Etat Hillary Clinton a affirmé dimanche que les Etats-Unis ne s'impliqueraient pas pour le moment de la même manière en Syrie qu'en Libye. Soulignant que chaque situation est unique, elle a dans le même temps déploré les violences de ces derniers jours. (Reuters 27.03)

L'impérialiste américain pour assurer sa suprématie sur cette région a autant besoin de l'Etat sioniste israélien que du despote syrien, le régime d'Assad sert à justifier l'existence d'Israël.

Assad avait été reçu en grandes pompes le 14 juillet à Paris, tout comme Kadhafi un autre jour.

Depuis plus de 60 ans et sous six présidents de la République successifs tous les dictateurs de la planète ont défilé à tour de rôle à l'Elysée sans que le peuple y trouve grand chose à y redire finalement.

Il faut dire que c'était chaque fois pour la bonne cause, signer de juteux contrats commerciaux dont ceux d'armement à des tyrans, qui allaient apporter des emplois et financer à bon compte l'aristocratie ouvrière des entreprises nationalisées (depuis privatisées pour la plupart d'entre elles) ou des secteurs de pointe de l'industrie, chacun regardant ce qui tombe dans son assiette ou son compte en banque et se foutant bien du reste, voilà pour le niveau de conscience politique du bon "*peuple travailleur*" que flattent sans cesse les ouvriéristes de tous poils.

Des militants affirment que leurs dirigeants leur ont fait avaler bien des couleuvres ces dernières années ou décennies, s'ils ouvraient un peu plus les yeux, ils se rendraient compte que ce sont plutôt des boas ou des anacondas qu'ils ont engloutis sans broncher ! Pour quel résultat ? Il suffit de constater l'état dans lequel se trouve aujourd'hui le mouvement ouvrier et le niveau de conscience politique des masses pour avoir une réponse assez précise à cette question. Cela n'a rien à voir diront certains. On comprend, c'est la fatalité quoi !

Syndicat. Du jaune au bleu marine.

Après la CGT, FO et Sud, c'est au tour de la CFDT d'entamer une procédure d'exclusion contre un de ses adhérents, pour cause de candidature aux cantonales sous les couleurs du FN.

Daniel Durand-Decaudin, 52 ans, ex-salarié d'une structure d'aide aux adolescents en difficulté en Moselle, est candidat frontiste dans le canton de Boulay. «*Je lui ai expliqué qu'il y avait incompatibilité, pour nous, entre les valeurs de solidarité défendues par la CFDT, et celles d'exclusion prônées par le Front national*», explique Alain Gatti, responsable de la CFDT Lorraine, pour justifier la démarche de son organisation. (libération.fr 27.03)

Social.

1- Obscurantisme et manipulation des masses. Quand une forte émotion peut contribuer à un blocage neuronale ou l'inverse qualifiée de miracle par la curie.

L'Église catholique a reconnu, dimanche, la guérison inexpliquée d'un malade venu prier à Lourdes comme "remarquable" et pouvant représenter un don divin fait à cet homme par l'intercession de la Vierge, ont annoncé les Sanctuaires de la cité mariale. Serge François, un artisan angevin aujourd'hui à la retraite, souffrait depuis des années d'une hernie discale opérée deux fois, d'une paralysie presque totale de la jambe gauche et de douleurs vives quand, le 12 avril 2002, il s'est rendu à la grotte de Massabielle à Lourdes.

Là, à l'endroit où la Vierge serait apparue à 18 reprises à Bernadette Soubirous à partir du 11 février 1858, il a été pris d'une douleur

si fulgurante qu'il a cru mourir, selon son propre récit. Au bout de quelques minutes, la souffrance a fait place à une intense sensation de bien-être et de chaleur. Sa jambe a cessé de le faire souffrir et s'est ensuite progressivement ranimée. Au cours d'un nouveau pèlerinage en 2003, Serge François, réparateur de téléviseurs, a signalé sa guérison au Bureau des constatations médicales de Lourdes. (lepoint.fr 27.03)

Il est bien connu que tout ce qui est du domaine du hasard ou de l'inexplicable serait un don de Dieu et non le produit de l'ignorance de l'homme qui n'est pas un être parfait...

2- Une revendication salariale : un "***dikat social***"

Après une conflit qui dure depuis plusieurs mois, les employés de deux usines ont cessé dans la nuit de vendredi à samedi la production d'électricité à la Réunion. Résultat : le sud, l'ouest puis le nord de l'île se sont trouvés plongés dans le noir. Plus de 100.000 foyers étaient privés d'électricité samedi soir, il seraient toujours 30.000 à 40.000 ce dimanche alors que le préfet a annoncé une reprise partielle de la production.

«*Une tranche de l'usine au Gol est actuellement remise en production*», a indiqué la préfecture, cité par Zinfos974.com. Mais selon le site, une remise en production pourrait prendre entre huit et dix heures. «*Il faut revenir à la discussion et dire non au diktat social*», s'est indigné le préfet Michel Lalande cité par clicanoo.re, tout en se montrant pessimiste sur l'issue du conflit. Les grévistes réclament une prime de vie chère de 53% de leur salaire, comme celle accordée aux fonctionnaires dans l'île. (20minutes.fr 28.03)

Haut de page

Le 29 mars

La médiacratie au banc des accusés.

Lundi sur RMC, Hervé Gattegno, rédacteur en chef au *Point* :

Pour le FN "*à l'arrivée, c'est une défaite assez... catégorique*".

Commentaire lucide de deux internautes :

1- Les chiffres "*montrent que Marine Le Pen n'a pas gagné son pari. Ses candidats étaient présents dans 400 cantons et le FN avait recueilli 15 % au 1er tour ; au second, il est à 11, 7 %*". (...) " *Faire 11, 7% en moyenne nationale alors qu'il n'est que présent sur 400 cantons, ça fait une moyenne dans ces cantons de 36%. Soit en hausse de 26 points par rapport au 1er tour...*"

Surprenant que ce brave monsieur ne mentionne pas ça.

2- "C'est curieux cette espèce de tentative désespérée d'auto-persuasion que le FN a perdu, recule, n'a pas gagné son pari, etc.

Ce que tout le monde a remarqué, c'est qu'au contraire le FN a réussi a faire des 45 % et parfois plus, comme à Henin 52 %, avec contre lui tout le système, les autorités religieuses, Johnny Halliday, l'ensemble des média, les partis politiques... Ce qui n'était jamais arrivé jusque-là !

La réalité est donc toute autre que les désirs des représentants de la classe dirigeante.

Pas besoin d'être grand druide pour prévoir l'avenir. L'UMP va imploser et le FN devenir à droite le grand rassemblement populiste musclé, une sorte de résurrection du SAC.

Faut-il s'en étonner ?

Quel spectacle donnent les "élites" de gauche comme de droite aux yeux du peuple qui souffre, qui craint pour son avenir, qui vit dans la peur de l'insécurité galopante ?

Qu'on fait tous ces gens-là depuis 30 ans, à part se remplir les poches ?"

Ils ont fait leur boulot : assurer la survie du capitalisme et des institutions. Et vivre confortablement, s'enrichir sur notre dos.

Politique..

1- France

1.1- Suite de la revue de presse d'hier sur la défaite de l'UMP et de Sarkozy particulièrement.

Pour *Les Echos* le 27 au soir, il y a le feu au lac : "*Pour l'UMP et Nicolas Sarkozy, il faut tourner la page au plus vite*. et d'ajouter "*si la majorité a limité la casse, le chef de l'Etat et l'UMP sortent un peu plus affaiblis de ces élections locales*", on se demande comment ils peuvent encore parler de "*majorité* " !

Et de préciser "*Surtout, la cacophonie a été vive, au sein même de l'exécutif, sur la position à adopter vis à vis de l'extrême droite. Laissant planer la menace de quitter le giron de l'UMP, Jean-Louis Borloo, le président du parti Radical, a promis de* « tirer les leçons » *des cantonales.* « Il ne faut pas se bercer d'illusions : l'UMP est en très mauvais état. Depuis 2007, nous avons chuté de 50 étages », *insiste un ministre, un autre responsable de la majorité jugeant « irréversible » la popularité du président.*"

« *Le Président ne veut pas comprendre que plus il s'agite sur les questions d'immigration et de sécurité, plus il marque l'échec de son bilan et plus le FN progresse* », s'inquiète un élu UMP, qui « *ne voit pas comment Nicolas Sarkozy peut rebondir* ».

"*Pas question pour autant de délaisser les thématiques chères à la Droite populaireCe sont des sujets de préoccupation des Français* » , tranche l'Elysée. « *La stratégie, grince un ministre, commanderait à Nicolas Sarkozy de prendre un peu de champs. Son caractère fait que c'est impossible...* »

1.2- Quelques réactions à l'UMP après les cantonales. UMP : l'implosion. N'en jetez plus la "*garde-robe est pleine*" ! Bras d'honneur , bras tendu et étoile verte.

1.2.1- Lundi matin, François Baroin, porte-parole du gouvernement, a réclamé l'annulation du débat sur laïcité et l'islam et demandé que l'on "*s'écarte de tout ce qui peut, de près ou de loin, donner l'impression de stigmatiser*". (Lepost.fr 28.03)

1.2.2- Bernard Debré, député UMP de Paris, interviewé par Le Point :

On s'est fait tailler un costard, exactement comme lors des élections régionales de mars 2010... Cela suffit, la garde-robe est pleine ! Ce scrutin est une défaite cuisante pour l'UMP, mais l'abstention massive lors du second tour marque aussi la défaite des grands partis, l'UMP et le PS. C'est un signal très fort qu'envoient les électeurs.

Il faut arrêter de s'agiter pour rallier les Français tentés par le vote frontiste et pour qui la soupe est de toute façon bien meilleure au FN. Cessons de sortir sans cesse des débats sur la laïcité, l'islam ou l'identité nationale. Je suis favorable à la suppression du débat prévu le 5 avril par l'UMP sur la laïcité.

C'est vrai qu'on est très mal parti pour gagner en 2012... On a l'impression que le capitaine a perdu les commandes du navire. Où est donc passé le chef de la majorité ? J'attends du chef de l'État qu'il donne les grandes lignes pour les douze mois à venir et qu'il recadre François Fillon et Alain Juppé pour couper court aux individualités. Quant à Jean-Louis Borloo, s'il décidait de se présenter à la présidentielle, cela ne serait pas très honnête de sa part, mais surtout très dangereux. Cela entraînerait une fracture de l'UMP et le risque évident de se retrouver avec le FN au deuxième tour du scrutin. (Lepoint.fr 28.03)

1.2.3- Le député UMP Etienne Pinte, proche de François Fillon, a indiqué ce lundi sentir le Premier ministre "*très mal à l'aise*" avec le débat sur la laïcité et s'est dit "*totalement d'accord*" avec le porte-parole du gouvernement François Baroin pour souhaiter l'arrêt de ce débat.

1.2.4- Hier soir déjà, Christian Estosi taclait Jean-François Copé, cheville ouvrière de Nicolas Sarkozy dans l'organisation de ce débat. "*Copé a mis en route la machine à perdre*", a lancé le député-maire de Nice, avant d'ajouter qu'"*un seul débat s'impose désormais, autour du thème 'comment allons-nous désormais cesser de perdre?'*" (lexpress.fr 28.03)

1.2.5- «*La logique de Jean-Louis Borloo de constituer une force politique nouvelle se trouve confirmée par la séquence des cantonales*», juge le secrétaire général du Parti radical, Laurent Hénart. Le député voit dans l'échec de l'UMP, l'abstention et le vote extrémiste la traduction «d'une société bloquée», d'un pouvoir qui ne s'occupe pas des vrais problèmes des Français.

«*Cela donne une responsabilité particulière aux radicaux, aux centristes et aux républicains sociaux, dont Jean-Louis Borloo porte l'ambition sociale*», fait-il valoir. L'ex ministre de l'Ecologie et patron des radicaux, qui ne cachait plus ces dernières semaines son intention de quitter l'UMP, devrait s'exprimer en ce sens dans les prochains jours, selon son entourage. «*Il attendait de passer les cantonales pour ne pas être accusé d'avoir favorisé la défaite de son camp*», a expliqué à l'AFP un leader

centriste. (20minutes.fr 28.03)

1.2.6- Le centriste Dominique Paillé s'est déclaré lundi "*extrêmement peiné*" par les propos rapportés de Nicolas Sarkozy contre les centristes.

"*Je suis extrêmement peiné d'entendre des propos*" du chef de l'Etat relatés par "*des gens qui sont proches de lui, du type 'coup de pied de l'âne' de Christian Estrosi*", a déclaré Dominique Paillé sur France Inter. (lepost.fr 28.03)

1.2.7- Leader de la «*droite populaire*», aile droite de l'UMP, le secrétaire d'Etat aux Transports répond à 20 Minutes :

Cette élection, qui n'a pas intéressé les électeurs, a valeur de bras d'honneur pour toute la classe politique. (...)

Nous ne devons pas baisser la garde sur ces thématiques (la laïcité ou l'insécurité). Quand nous les abordions, en 2007, le FN n'a jamais été aussi bas. Il nous faut déplacer aujourd'hui le curseur sur des sujets «*de droite*». (20minutes.fr 28.03)

1.2.8- Nicolas Sarkozy a lancé lundi une mise en garde aux dirigeants de la majorité tentés de prendre leurs distances après le revers de la droite aux élections cantonales, ont rapporté des participants à la réunion hebdomadaire des dirigeants de l'UMP à l'Elysée.

1.2.9- L'ex-conseiller à l'Elysée chargé de la Diversité Abderahmane Dahmane a appelé lundi les musulmans à porter une "*étoile verte*" pour protester contre le débat sur la laïcité et l'islam voulu par l'UMP.

"*L'étoile verte est le signe vestimentaire que les musulmans de France ont décidé de porter pour demander l'annulation du débat sur l'islam et la fin de l'islamophobie de l'UMP de M. Copé (Jean-François)*", selon un communiqué reçu à l'AFP.

Les signataires pévoient de lancer l'opération lors d'une conférence de presse mardi à 11H00 sur le parvis de la Grande mosquée de Paris.

Abderahmane Dahmane, ancien secrétaire national à l'UMP, a été limogé de son poste à l'Elysée le 11 mars après avoir sévèrement critiqué la veille le débat, le qualifiant de "*peste pour les musulmans*" et traité Jean-François Copé de "*néo-nazi*". (libération.fr 28.03)

1.3- A propos du FN

Le Front national a-t-il remporté une victoire, dimanche soir, lors du deuxième tour des cantonales? Il a rassemblé plus de 900.000 voix sur ses candidats, mais n'a finalement emporté que deux sièges de conseillers généraux. Crédité d'un score national de 11,73%, le parti n'était présent que dans environ 402 cantons sur 1.566. C'est-à-dire qu'en moyenne, il a obtenu 40% des voix là où il avait un candidat. Pour Arnaud Mercier, professeur à l'université de Metz, le constat est limpide: «*La percée est majeure, une digue a sauté dimanche soir*», selon le politologue.

Une «*vraie mobilisation*» que souligne également François Miquet-Marty, directeur associé de Viavoice, «*car le FN a réussi à fédérer au-delà de son propre électorat. La nouveauté est qu'il a réussi à mobiliser entre les deux tours électoraux*». Et pourtant, il y avait des obstacles: le mode de scrutin majoritaire à deux tours ne joue pas en faveur des partis sans alliance comme le FN. Autre difficulté: «les cantonales sont typiquement une élection de petits notables locaux. Hors, le Front national n'en a pas, et a placé des inconnus qui ont parfois refusé de montrer leur visage», s'exclame Arnaud Mercier, «*ce qui ne les a pas empêché d'obtenir 40% des voix*».

Selon les calculs du Front national, le parti a progressé de 10 à 15 points, avec un gain de plus de 300.000 voix. Un gain de voix obtenu grâce aux électeurs de l'UMP.

Mais au vu des scores de ces élections, peut-on parler de vote d'adhésion, comme le soutient le FN et nombre de commentateurs? «*Absolument pas, c'est une hérésie!*», s'insurge Arnaud Mercier. «*Parler de lepénisation des esprits est stupide. Premièrement, c'est l'abstention qui a gagné. Ensuite, on est en face d'un vote de désespérance sociale et politique*», ajoute-t-il. Et le politologue de s'exclamer: «*Nicolas Sarkozy a oublié qu'en 2007, il s'est fait élire car il incarnait le président du pouvoir d'achat. Pas sur les relents identitaires. Nous sommes dans une période pessimiste, où les individus ont peur du futur. En votant FN dimanche, les électeurs ont crié au politique «Ecoutez-nous!».* »(20minutes.fr 28.03)

Je retiendrai de cette analyse, tout d'abord que le FN a bien progressé en nombre de voix, ensuite qu'il a enregistré un score très élevé. Maintenant le vote des électeurs est volatile du fait de la faiblesse de leur conscience politique. C'est le petit-bourgeois, le retraité, les couches moyennes qui ont voté FN, les ouvriers pour l'immense majorité d'entre eux se sont abstenus, les autres ont voté pour les partis traditionnellement catalogués à gauche.

1.4- Poupin et Martin remplace le poupon Olivier.

Myriam Martin et Christine Poupin, membres de la direction du Nouveau parti anticapitaliste, ont été désignées dimanche nouvelles porte-parole du NPA, à l'issue du Conseil politique national (CPN) du parti d'Olivier Besancenot.

Depuis plusieurs semaines, Myriam Martin, professeur de lettres et d'histoire en lycée professionnel, était pressentie pour seconder M. Besancenot. Christine Poupin est technicienne dans l'industrie chimique. Olivier Besancenot devrait être candidat pour la 3e fois consécutive à la présidentielle en 2012.

Une conférence nationale, a priori lors du troisième week-end de juin, devra en décider après un "*dernier tour unitaire*" auprès des autres formations de la gauche radicale, du milieu syndical et associatif.

La motion sur les nouvelles porte-parole a été votée par 94% des exprimés (97 pour, six contre, quatre abstentions). Mais près de 30% des membres du parlement du NPA (43 personnes) n'ont pas pris part au vote, souhaitant reporter la décision au CPN de mai. (Lexpress.fr 28.03)

2- Libye

2.1- Les forces de la coalition ont bombardé lundi soir l'ouest de Tripoli, la capitale libyenne, ont rapporté les chaînes de télévision arabes Al Djazira et Al Arabia sans autres précisions.

L'avancée des rebelles libyens a été stoppée lundi matin par les forces de Mouammar Kadhafi à une centaine de kilomètres à l'est de Syrte. L'opposition avait affirmé à tort dans la matinée s'être emparée du fief du Guide mais les journalistes à Syrte ont démenti, notant que le régime de Kadhafi n'avait pas le monopole de la désinformation .

Les rebelles ont d'abord dû refluer à 140 km de là vers Ben Jawad qu'ils ont conquis dimanche, lorsqu'ils ont été pris sous le feu des mitrailleuses lourdes des forces de Kadhafi venues en pick-up. Les insurgés ont été obligés de répliquer à l'artillerie lourde. A en croire la chaîne d'informations al-Jezira, les insurgés ont ensuite grappillé du terrain et se sont emparés de Nofilia, à 120 km de Syrte.

Dans l'après-midi, les rebelles ont repris lentement leur avancée. Fouillant les maisons situées en bord de route, ils semblaient rencontrer moins de résistance de la part des combattants pro-Kadhafi. Ils se trouvent désormais à une centaine de kilomètres de Syrte. (Reuters 28.03)

- Le général Hassi a affirmé que des combats se déroulaient lundi aux portes du hameau de Nofilia, à 100km de Syrte, mais que la route menant à la ville était truffée de mines. Misrata est toujours assiégée par les forces pro-Kadhafi qui l'ont lourdement bombardée lundi, selon des témoins. "*Une partie de la ville est contrôlée par les insurgés et l'autre partie est contrôlée par les forces fidèles à Kadhafi*", a déclaré ce porte-parole sous le sceau de l'anonymat. (AP et Reuters 28.03)

2.2- Le chef du Conseil national de transition (CNT) libyen, Moustapha Abdeljalil, a déclaré lundi soir que Mouammar Kadhafi serait jugé en Libye «*après la victoire*» de l'insurrection. «*Nous jugerons Kadhafi en Libye pour tous les crimes qu'il a commis*», a-t-il affirmé dans une interview diffusée par France 2.

«*Nous essaierons de construire un pays libre, démocratique, qui respecte les droits de l'homme et l'alternance politique*», a-t-il assuré, estimant que le peuple libyen avait fait «*un choix difficile, celui d'affronter un tyran*». Et alors que les combats font toujours rage dans le pays, l'ancien ministre de la Justice - qui vit désormais caché - a fait état pour la rébellion d'un «*besoin urgent d'armes légères*». (lefigaro.fr 28.03)

3- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour tenter de disperser des milliers de manifestants lundi à Deraa, ville d'où est parti le mouvement.

Lundi, à Deraa, les forces de l'ordre auraient lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour disperser quelque 4.000 manifestants défilant pour plus de libertés politiques près du palais de justice, selon des témoins. D'après eux, les forces de sécurité, qui s'étaient repliées ces derniers jours, sont revenues en force, et les chars et véhicules de l'armée encerclaient la ville.

Dans le même temps, à Lattaquieh, autre point chaud de la contestation sur la côte méditerranéenne, des groupes armés inconnus, dont on ne savait pas s'ils dépendaient du gouvernement, semaient la terreur en ville, poussant les habitants à s'armer à leur tour et organiser barrages et patrouilles pour se défendre.

Ces scènes inhabituelles à Lattaquieh, ville balnéaire il y a peu encore hautement touristique, semblaient donner la mesure de l'anarchie en train de s'emparer de la Syrie. Selon les témoignages des habitants, des soldats étaient déployés en ville et pour protéger des bâtiments stratégiques, sièges locaux du parti Baas ou de la Banque centrale.

Mais dans les villages alentour et aux entrées de la ville, des groupes armés qui semblaient être constitués par des locaux bloquaient les routes avec des poubelles et des rochers, demandant leurs papiers aux passants, a précisé un témoin, jugeant cet état de fait "*extrêmement dangereux*" et les accusant de "*terroriser la population*".

Le régime restreint également très sévèrement la couverture des événements par les médias, de nombreuses zones étant interdites et l'octroi de visas très réduit. Lundi, l'agence de presse Reuters a annoncé la libération de deux de ses journalistes, détenus au secret depuis deux jours à Damas. Ayat Basma et Ezzat Baltaji, un producteur et un caméraman, tous deux de nationalité libanaise, ont pu regagner Beyrouth, a fait savoir l'agence sur son site Web. (AP 28.03)

4- Tunisie

La justice tunisienne a rejeté le pourvoi en appel du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), l'ancien parti tout puissant de Zine ben Ali, qui contestait sa dissolution, rapporte lundi l'agence officielle de presse TAP.

Le 9 mars dernier, le démantèlement du RCD et la mise sous séquestre de son patrimoine avaient été prononcés par un juge du tribunal de première instance de Tunis.

La cour d'appel de Tunis a rejeté le recours du parti, qui ne pourra donc pas présenter de candidats lors des prochaines élections, notamment les législatives du 24 juillet dont sortira une assemblée constituante. (Reuters 28.03)

Syndicat.

Partage des rôles. Le gouvernement et le patronat sont satisfaits, c'est l'essentiel !

Après FO, la CFDT a annoncé lundi qu'elle allait signer l'accord sur les retraites complémentaires négocié entre les partenaires sociaux. La CGT, pour sa part, ne signera pas le texte.

Cet accord doit entrer en vigueur le 1er juillet. Il aligne les régimes de retraites complémentaires sur la réforme du régime général qui repousse progressivement, jusqu'en 2018, l'âge de départ à la retraite de deux ans. C'est "*une des principales raisons*" qui amène la CGT à annoncer dans un communiqué, également diffusé lundi, son refus de signer ce texte. (AP 28.03)

Social.

1- Grève et manifestation à La Poste.

«*Le mal vivre au travail : ça suffit !*». Voici le slogan qui devrait fleurir sur les bannières lors de la manifestation nationale du personnel de la Poste (276.000 salariés), demain mardi. L'appel à la mobilisation est lancé par la CGT, SUD, la CFDT, et la CFTC (FO, l'UNSA et la CFE-CGC ayant appelé à la grève séparément). À Paris, une manifestation est prévue à la mi-journée au départ de la place Denfert-Rochereau vers Vaugirard, à proximité du siège du groupe. D'autres rassemblements sont attendus sur l'ensemble du territoire. (lefigaro.fr 28.03)

2- Grève chez General Motors à Strasbourg

Une partie des salariés de l'usine de boîtes de vitesses General Motors de Strasbourg ont engagé lundi une grève illimitée pour demander l'abrogation de l'accord d'entreprise de 2010 qui prévoyait une réduction des coûts de 10%, a-t-on appris auprès de la CGT.

La CGT, qui n'avait pas signé l'accord, mais s'était engagée à ne pas le contester, assure ne pas être à l'origine du mouvement mais dit en soutenir les revendications.

"*Les ouvriers veulent que les accords de juillet 2010 soient liquidés et qu'on revienne aux 35 heures*", a dit à Reuters Menouba Arbouche, déléguée CGT.

"*C'est le ras-le-bol général*", a-t-elle ajouté en évoquant une "*dégradation des conditions de travail*".

L'arrêt de travail toucherait 80% des effectifs de production selon elle, 30 à 40% selon la CFDT, qui était signataire de l'accord.

Celui-ci prévoyait un gel des salaires pendant deux ans, un renoncement à l'intéressement durant trois années et la suppression de six des seize jours de RTT.

Le constructeur automobile américain s'engageait en contrepartie à reprendre son usine française dont il s'était défait lors de sa mise en faillite et d'y poursuivre la fabrication de boîtes de vitesses automatiques sur le site au moins jusqu'en 2013.

La CFDT reconnaît la dégradation des conditions de travail due à des volumes de production additionnels qui interviennent alors qu'un plan de départs volontaires est toujours en cours, mais se désolidarise de la grève.

"*C'est une récupération politique*", estime son responsable, Jean-Marc Ruhland, secrétaire du comité d'entreprise.

La direction a, selon lui, tenu jusqu'ici ses engagements et les profits générés en 2010 par l'usine strasbourgeoise permettront, en dépit de l'accord, de verser en avril aux salariés l'équivalent d'un quatorzième et d'un quinzième mois. (Reuters 28.03)

3- Mobilisation du milieu judiciaire.

Plus de vingt organisations syndicales et professionnelles (se présentant comme le "groupe des 26") – représentant magistrats, greffiers, personnel pénitentiaire, avocats... – ont appelé à se mobiliser mardi et, pour certaines, déposé des préavis de grève. Des manifestants feront le déplacement depuis les régions, notamment de Bordeaux et du Nord - Pas-de-Calais, où deux cars ont été prévus.

Dès lundi, diverses actions ont été organisées dans les juridictions : réunions avec des parlementaires à Créteil, Lyon ou Bayonne et conférences de presse à Nanterre, Bordeaux, Clermont-Ferrand ou Strasbourg. Des journées portes ouvertes, des tables rondes, des assemblées générales et des rassemblements se sont également tenus à Dijon, Montluçon, Grenoble, Saverne, Lille, Boulogne-sur-Mer, Troyes, Metz, Thionville, Caen. Certaines AG ont voté le renvoi mardi des audiences non urgentes.

Partout, un manque criant de moyens et de personnel a été constaté, en lien avec une "*inflation*" de textes législatifs ayant accru ces dernières années la charge de travail des tribunaux. De nombreux magistrats sont "*épuisés et pensent à quitter leurs fonctions*" face aux "*directives incessantes et schizophrènes*", déclarait à Bordeaux Christine Campan, déléguée de l'USM.

Selon Serge Portelli, vice-président du tribunal de grande instance de Paris et membre du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), le constat est catastrophique : "*personnel en souffrance*", "*service public à l'abandon*", "*jeu de dupes*". "*Le tribunal est en faillite*", a renchéri Richard Semas Santal, pour l'USM (Union syndicale des magistrats, majoritaire). Le livre blanc parisien et les "*états des lieux*" dressés par d'autres tribunaux doivent être remis mardi aux parlementaires. (lemonde.fr 28.03)

4- Tarif du gaz. +5%, + 21%, + 61%

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a approuvé, à la demande du groupe GDF Suez, de relever les tarifs du gaz naturel de 5,2% en moyenne au 1er avril, a-t-elle annoncé lundi, ce qui porte l'augmentation des prix à 21% sur un an.

Depuis juillet 2005, les tarifs du gaz naturel ont augmenté de 61%. Sur la seule année écoulée, la hausse des prix s'élève à 21%. 88% des 10,7 millions de foyers abonnés au gaz sont assujettis aux tarifs réglementés.

La France importe 98% du gaz naturel qu'elle consomme. (20minutes.fr 28.03)

Commentaires d'internautes.

- merci la privatisation... 1/ on gave les actionnaires 2/ on supprime tout les services pour faire travailler des boites privés (je vous raconte pas la magouille) ça coute 3 fois plus chere 3/ on investit a l'etrangé et on fait payer les français

- "Quand même on vient d'augmenter le gaz de 21% en un an, les prix sur le marché mondial a été divisé par trois ! Et personne ne dit rien." F. Bayrou - 10 mars 2011

Que font les syndicats dans la CRE ? Ils servent juste à légimiter ces augmentations. Et ils sont grassement rémunérés pour faire ce sale boulot !

5- Médicaments dangereux

L'UFC-Que Choisir a analysé la liste des 77 médicaments placés sous surveillance renforcée, qui a semé le trouble chez de

nombreux patients, et en a extrait une liste de 31 d'entre eux «à éviter», en s'appuyant sur le travail de la revue indépendante Prescrire.

«*31 d'entre eux sont à éviter, dont 8 particulièrement dangereux, sont à retirer du marché sans attendre: Actos (diabète), Arcoxia (arthrose, rhumatologie), Equanil (sevrage alcoolique), Hexaquine (crampes), Nexen (douleur), Valdoxan (dépression), Vastarel (angine de poitrine, vertige, acouphènes) et Zyban (sevrage tabagique)*», assène l'organisation de consommateurs.

«*Plusieurs de ces médicaments sont d'ailleurs d'ores et déjà interdits à l'étranger*», souligne la revue Que Choisir Santé, dans son numéro d'avril, qui juge qu'il y a encore «*trop de médicaments inutiles ou dangereux en circulation*».

Les autres médicaments à éviter sont le Procoralan (angine de poitrine instable) l'Intrinsa (testostérone pour la baisse du désir féminin), le Ferrisat (carence en fer) le buflomédil (Fonzylane et génériques retirés du marché en février, rappelle la revue), le Cymbalta (dépression), le Protopic (dermite atopique), Victoza, Eucréas et Galvus (diabète) , Multaq (fibrillation auriculaire, un trouble du rythme cardiaque), Praxinor (hypotension), Mépronizine, Rohypnol et Noctran (insomnie), Celance (Parkinson), Alli (obésité), Protelos (ostéoporose postménopause), Arixtra et Xarelto (prévention des thrombo-embolies veineuses), Zypadhera (schizophrénie, récidive de trouble bipolaire), Tysabri (sclérose en plaques), Champix (sevrage tabagique) Ketum gel (tendinites superficielles). (20minutes.fr 28.03)

A quand le procès des trusts pharmaceutiques ? Expropriation !

La question est aussi de savoir dans quelles conditions sont pris des médicaments, associés à quels autres, dans quel milieu vit et travaille le patient, son âge et son état de santé général, comment il s'alimente, etc. Autant de questions que la plupart des médecins ne posent pas en dehors de l'âge et des antécédents du patient. Une consultation sur rendez-vous chez un généraliste homéopathe (sérieux) prend en moyenne entre trois quart d'heure et une heure, dix minutes chez un médecin allopathe, cherchez l'erreur.

Hormis les vieux maintenus en vie artificiellement et qui finissent par souffrir de partout, une meilleure hygiène de vie et une meilleure alimentation permettent de rester en bonne santé très longtemps, de maintenir un terrain sain ou un équilibre biologique... C'est l'objectif qu'Hippocrate assignait à la médecine, objectif oublié ou négligé depuis belle lurette par 99% des médecins !

6- Sarkozy vous rackette et organise une " ***hyper répression inutile***".

En matière de sécurité routière, Nicolas Sarkozy demandait fin janvier une multiplication des actions pour "amplifier" les bons résultats de 2010. Cet été, des radars embarqués sur des motos banalisées feront leur apparition. Une initiative du ministère de l'Intérieur, qui n'est pas du goût des avocats d'automobilistes.

Techniquement, ces radars ne sont pas encore homologués: ils doivent être testés en situation réelle pour évaluer leur fiabilité. Mais les avocats des automobilistes émettent déjà des doutes quant à la faisabilité d'embarquer ce genre d'équipement sur des deux-roues. "*Un radar est un matériel encombrant, difficile à manipuler sur une moto. Il n'est pas question que la police utilise ce système avant une homologation*", explique Me Eric de Caumont, porte-parole de l'association Défense du citoyen automobiliste (DCA).

Me De Caumont regrette la politique de répression excessive du gouvernement en matière de sécurité routière. "*Ces motos-radars permettront de racketter un peu plus les automobilistes*", déplore l'avocat. Ce projet de radars embarqués sur des motos est pervers, ajoute l'avocat. La police contrôle la vitesse des voitures par l'arrière "*pour être sûr de ne pas rater les plaques d'immatriculation*", plutôt que par l'avant pour contrôler l'identité des conducteurs. "*Ce système privilégie clairement la rentabilisation*", dénonce le spécialiste de la défense des automobilistes.

Le conseil remet également en cause l'efficacité de cette mesure. Une politique de prévention serait plus efficace que "*cette hyper répression inutile*", conclut le porte-parole de l'association DCA. (lexpress.fr 28.03)

Commentaire d'internautes excédés.

- N'oubliez pas que cette politique de répression routière qui rackette tous les jours un peu plus l'automobiliste est la même que celle qui consiste à faire sillonner quotidiennement les fourrières dans nos villes pour enlever nos voitures. Tout d'un coup nous sommes tous devenus des délinquants routiers ! Tout d'un coup nous sommes tous devenus de dangereux automobilistes ! Tout d'un coup, les fourrières sont partout ! Tout d'un coup les pervenches nous alignent ! Ne trouvez-vous pas tout cela bizarre ? Entre les écolos qui veulent bannir les voitures de nos villes, les bobos qui n'en ont pas besoin car trop bien lottis dans leur quartier, les associations de lutte contre l'insécurité routière qui mettent un peu plus de pression tous les jours, le gouvernement qui s'acharne à mettre des policiers en faction à tous les carrefours pour traquer les automobilistes en faute au lieu

de courrir après les vrais délinquants, les sociétés privées de fourrières qui s'engraissent tous les jours un peu plus sur notre dos et dont les véhicules (de gros camions), eux, ne se gênent pas pour rouler à 100 Km/h dans nos villes et ne se font jamais attrapés (2 poids 2 mesures, c'est drôle non ?)...nous autres automobilistes, nous sommes pris dans un étau, que dis-je, un racket à l'échelle de l'état ! Nous ne pouvons plus accepter cela et nous nous batterons pour retrouver nos libertés face à tous ces gens sans scrupules. On n'en peut plus !!!

- Ras le bol de toute cette répression ! N'en avez-vous pas assez d'être en permanence harcelés et contrôlés par la Police ? Sommes-nous dans un état policier pour la répression routière ? Pourquoi ne manifesterions-nous pas contre de tels abus et de telles oppressions quotidiennes ? Car oui il s'agit bien d'oppression de la part du gouvernement ! Jusqu'où iront-ils ? Comment peut-on accepter être à ce point contrôlés comme des moutons au nom d'une politique sécuritaire menée par des ayatollah du tout sécuritaire et qui anéantit un peu plus tous les jours notre liberté ! Levons-nous et disons STOP à tout ceci...Pensez aussi à tout cela pour les prochaines élections mais ne vous y trompez pas, la gauche et la droite ont le même combat anti-automobilistes.

Il reste une solution, extrême j'en conviens, quand vous prenez la route posez un chiffre ou une lettre magnétique sur les deux plaques minéralogiques. Quant au compteur électrique, il suffit d'ajouter un fil entre les deux fils situés à l'entrée du compteur pour qu'il tourne plus lentement ou s'arrête, ici en Inde la pratique est courante, autant que les coupures d'électricité ! Pour un service de merde, de plus il faut bien que je récupère le fric que me rackette le petit fonctionnaire chaque fois qu'il vient raccorder les fils au poteau situé à l'extérieur de chez moi, deux ou trois fois par an, et son tarif est de plus en plus élevé, la dernière fois il a exigé 150 roupies (2,5 euros environ).

Economie.

France.

Le nombre de projets d'investissement direct étranger (IDE) recensés l'an dernier a rebondi de 22% par rapport à 2009 pour atteindre 782, son plus haut niveau depuis 15 ans.

La France a été en 2010 le quatrième pays d'accueil des investissements directs étrangers (IDE) derrière les Etats-Unis, la Chine et Hong Kong, avec un montant total de 57,4 milliards de dollars investis, selon la Cnuced, la Conférence des nations unies pour le commerce et le développement (http://www.unctad.org/en/docs/webdiaeia20111_en.pdf).

"*Quand on dit que l'économie française est fermée, que nous sommes des protectionnistes, il faut savoir que 49% de l'économie française est sous contrôle étranger*", a ajouté Christine Lagarde.

Vantant les atouts de la France, de ses infrastructures de transports à son "*mix*" énergétique en passant par son niveau d'éducation et sa productivité, elle a promis que les entreprises étrangères disposeraient prochainement d'un guichet unique leur permettant de simplifier et d'accélérer les procédures administratives, notamment d'immigration pour leurs salariés non-français.

Au total, plus de 20.000 entreprises étrangères sont implantées en France, où elles emploient plus de deux millions de personnes, selon les statistiques de l'Insee. Dans l'industrie, le quart de l'effectif salarié total travaille pour une entreprise étrangère. (Reuters 28.03)

La France est devenue un paradis fiscal !

Haut de page

Le 30 mars

Demain si j'en trouve le temps, nous ferons un nouveau point politique sur la question libyenne et la situation dans le monde. Ici il fait près de 40°C cet après-midi, étouffant !

Politique.

1- France.

1.1- UMP. Après la "***fracture sociale***", la déchirure fatale ? Il règne comme une odeur de fin de régime.

1.1.1- La réconciliation spectaculaire, lundi soir, entre le président sortant du conseil général des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian et Jean Sarkozy, le président du groupe de la majorité présidentielle, provoque de nouveaux remous à droite.

Mardi matin, furieux d'avoir été averti par la presse de la rencontre organisée la veille à l'Élysée pour sceller l'accord qui devrait permettre à Patrick Devedjian d'être reconduit, Philippe Pemezec - en opposition notoire avec Patrick Devedjian - a démissionné de son poste de secrétaire de la fédération UMP du département.

«*J'ai peur que la distance vis-à-vis des politiques augmente encore et que la perte de confiance s'aggrave*…» a dit pour sa part le maire divers droite de Neuilly, Jean-Christophe Fromantin, élu dimanche contre la conseillère sortante de l'UMP Marie-Cécile Ménard avec le meilleur score du département (70,26). (lefigaro.fr 29.03) (Côté perte de confiance, il semblerait que le point de non-retour ait été franchi, non ? - note du site)

1.1.2- Furieux contre Jean-François Copé, après la charge de Jean-François Copé contre François Fillon, accusé lundi soir de ne pas jouer «*collectif*», à propos du débat controversé sur la laïcité prévu le 5 avril, le député des Yvelines Etienne Pinte a appelé à la démission du patron de l'UMP sur Canal+ ce lundi matin, «*s'il n'est pas d'accord avec le Premier ministre» (sur le débat sur la laïcité), c'est-à-dire avec un Premier ministre que le président de la République a choisi, il a toujours la possibilité de donner sa démission de secrétaire général de l'UMP, et à mes yeux, plus tôt il le fera, mieux ça vaudra, afin de ne pas être le fossoyeur de l'UMP*».Il a estimé que «*jamais sous la Ve République un secrétaire général d'un mouvement ne s'est attaqué de façon si violente et brutale à un chef de gouvernement*», ajoutant que cette situation «*pose pour la première fois un problème institutionnel*». (Ah non, s'il vous plaît, ne touchez pas aux institutions, la Constitution de la Ve République telle qu'elle est, on y tient vous savez... même dans nos rangs - note du site)

Garder son calme: Ce serait le bon conseil du ministre des Affaires européennes Laurent Wauquiez ce mardi matin sur LCI et Twitter. Il a invité le patron de l'UMP à garder «*son sang-froid*». «*Que le secrétaire général de l'UMP critique le Premier ministre, à un moment où on a besoin d'unité, n'est pas très responsable. Je crois que l'esprit de Jean-François est de travailler en équipe, il serait salutaire qu'on revienne à cet état d'esprit rapidement*», a poursuivi le ministre. Interrogé sur la perspective de la présidentielle de 2012 alors que Nicolas Sarkozy est donné perdant contre pratiquement tous les candidats de gauche, Laurent Wauquiez a défendu la candidature du président.

«*Il n'y a de place que pour une candidature. Et la seule personne crédible qui peut être candidat, c'est le président de la République. Tout autre candidature pour notre majorité serait suicidaire*», a-t-il affirmé.(liberation.fr 29.03) ("*crédible*" ? il est déjà la risée dans le monde, honni en France, contesté dans son propre parti, il y en a toujours qui ne doutent de rien. - note du site)

Le député-maire de Nice Christian Estrosi, a lui-même regretté sur France Inter "*la course à l'échalote avec le FN*". (T'as raison, les carottes sont cuites, ça pue le faisandé dans la cuisine du Fouquet's ! - note du site)

La députée Michèle Tabarot, déléguée générale de l'UMP, a estimé ce mardi que les membres de la majorité «*doivent plus que jamais être rassemblés autour de Jean-François Copé et entendre son appel à l'unité*». Selon elle, «*Jean-François Copé a simplement exprimé le regret de ne pas avoir entendu le chef du gouvernement défendre avec plus de clarté les lignes définies en concertation avec le président de la République, que ce soit concernant le vote au second tour des cantonales ou bien le débat sur la laïcité*». (Pour la bonne raison qu'il n'en veut pas, t'es sourde ou loufedingue ! - note du site)

Quant à Dominique Paillé, ex-porte-parole de l'UMP, a estimé ce mardi que le secrétaire général de l'UMP devait présenter «*publiquement ses excuses*» à François Fillon, après ses attaques contre lui.

Plus virulent, le député Daniel Garrigue, porte-parole de République solidaire, le mouvement de Dominique de Villepin, a lancé ce mardi que «*l'UMP est morte*», incitant «*ceux qui se sentent mal à l'aise dans la majorité à la quitter*». (20minutes.fr 29.03)

1.1.3- «*Quand on fait la politique de l'extrême droite, on donne des voix à l'extrême droite*», a souligné François Fillon lors de la réunion du groupe UMP à l'Assemblée. (S'il le dit, c'est que cela doit être vrai, quel aveu ! Et après on devrait faire preuve de moins de violence dans notre discours envers Sarkozy et sa politique ultra réactionnaire. - note du site)

1.2- Quand un gugusse en cache un autre.

Comment éteindre les incendies que Claude Guéant allume depuis une semaine à chacune de ses prises de parole? Henri Guaino, conseiller de l'Elysée, a trouvé une méthode originale. Interrogé vendredi au micro d'i-Télé et Radio Classique sur la déclaration de Guéant, la veille, préconisant l'interdiction des signes religieux pour les usagers des services publics, Guaino est monté sur ses grands chevaux et s'est désolé de voir le pays «*dériver dans l'hystérie*» et «*la caricature*».

A l'en croire, cette polémique est une construction. «*Vous avez parlé de signes religieux, lance Guaino à son interviewer. J'ai sous les yeux le verbatim de ses propos [de Claude Guéant ndlr] que vous m'avez passé. Il n'est pas question de signes religieux. Claude Guéant dit, c'est peut-être un raccourci, que les usagers ne doivent pas manifester quelque préférence religieuse quand ils sont usagers du service public.*» Et de conclure : «*Pourquoi lui faire dire ce qu'il n'a pas dit ?*».

Tout simplement parce qu'il l'a dit. Jeudi matin, toujours sur Radio Classique et sur i-Télé, Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, avait déclaré exactement ceci: «*Les agents des services publics, évidemment, ne doivent pas porter de signes religieux, manifester une quelconque préférence religieuse, mais les usagers du service public ne doivent pas non plus*.»

Il faut donc un culot majuscule pour affirmer comme le fait Guaino qu'il n'a pas été «question de signes religieux» dans ses propos. Chose extraordinaire, le conseiller de Nicolas Sarkozy prétend même, quand il affirme ce mensonge, s'appuyer sur le verbatim de la déclaration de Guéant. Bizarrement, les deux interviewers ne corrigent pas cette relecture sélective de propos pourtant tenus à leur micro, la veille.

En fait, sitôt les propos de Claude Guéant prononcés jeudi, la totalité des sites d'information avaient bondi sur cette interdiction du port de signes religieux pour les usagers des services publics et en avaient même fait leurs titres. L'Express: «*Signes religieux : Guéant cible les usagers du service public.*» Le Point : «*Laïcité : Guéant s'attaque aux signes religieux.*» Le Figaro : «*Signes religieux : Guéant plus sévère.*» Autant de journaux qui ont donc été, selon Guaino, victimes d'hallucinations. L'entourage de Guéant a dû ramer péniblement pour rattraper le coup, et expliquer que l'expression du ministre de l'Intérieur avait quelque peu dépassé ses pensées.

En fait d'interdiction de port de signes religieux dans les services publics, le ministre visait surtout «l'hôpital», a expliqué un conseiller du ministère à l'AFP, ajoutant : «*Il entendait bien dire que l'organisation du service public s'impose à l'usager et, comme le service public est neutre, un usager ne peut pas récuser un médecin ou quelqu'un d'autre pour un motif religieux.*» Une explication de texte en forme de petit rétropédalage. Guaino, lui, a trouvé une solution plus radicale : vous êtes gêné par les propos d'un ministre gaffeur ? Facile, il suffit d'affirmer qu'il ne les a pas tenus. (libération.fr 29.03)

Dorénavant, la religieuse sera interdite dans les cantines scolaires de la République, et la mante religieuse dite encore prie-Dieu sera exterminée de nos campagnes ! Tolérance zéro, vous vous souvenez ?

Dès le nomination de Guéant, j'ai précisé que le principal danger était ailleurs et venait des conseillers de Sarkozy, de Guaino en particulier, expert en discours populistes digne d'un Goebbels...

"*Comment s'appelle la fiente d'oiseaux marins*" demande un internaute. Le guano, pauvre bête, votre comparaison est déplacée !

1.3- Terre-à-terre .

Les représentants des six grandes religions de France se prononcent contre le débat sur la laïcité voulu par l'UMP dans une tribune commune que publie mercredi *Le Parisien*.

Ce débat, qui se traduira par une convention organisée par le parti majoritaire programmée pour le 5 avril.

Les représentants des cultes catholique, protestant, orthodoxe, juif, musulman et bouddhiste appellent dans le texte "*à ne pas dilapider ce précieux acquis*" que représente selon eux la laïcité.

Ils recommandent "*pendant cette période pré-électorale, de bien garder sereinement le cap en évitant amalgames et risques de stigmatisation*".

"*Le débat est toujours signe de santé et de vitalité (...) mais un parti politique, fût-il majoritaire, est-il la bonne instance pour le conduire seul ?*", demandent-ils. (Reuters 29.03)

Traduction. Ces dignitaires de l'obscurantisme reprochent en fait à l'UMP de ne pas y avoir été associés. Le citoyen lambda attaché à la laïcité et qui se fout de la religion retiendra seulement l'isolement de l'UMP, encore un mauvais coup pour enfoncer un peu plus le parti du président ultra minoritaire dans le pays.

1.4- PS. Un projet "***compatible***"... avec le FMI. Tout un programme !

« *Le projet socialiste sera compatible avec DSK* » c'est un très proche du directeur du FMI qui le dit. Un lien permanent existe entre les équipes de DSK et Guillaume Bachelay, l'homme qui est en charge de l'écriture du projet. (Publicsenat.fr 29.03)

2- Libye.

2.1- La France a dépêché un "*envoyé spécial*" à Benghazi auprès du Conseil national de transition (CNT), a confirmé mardi le ministre français des Affaires étrangères, lors d'un point presse à l'issue de la conférence de Londres sur la Libye. (Reuters 29.03)

En voilà une excellente idée. Laissons-les s'embourber un peu plus dans leurs contradictions, elles vont finir par leur péter à la

figure, on n'attend que cela et cela ne devrait pas tarder.

2.2- A Sofia, où personne n'a oublié l'emprisonnement arbitraire d'infirmières bulgares et d'un médecin palestinien en Libye, entre 1999 et 2007, la composition du Conseil national de transition - reconnu par la France comme "*seul représentant légitime du peuple libyen*" - laisse perplexe.

Son chef, Moustapha Abdeljalil, était ministre de la Justice du colonel. "*Pour nous, il est surtout l'ex-président de la cour d'appel de Tripoli, qui, à deux reprises, a confirmé la peine de mort des infirmières, souligne Gueorgui Milkov, journaliste arabisant familier de l'affaire. C'était un fidèle parmi les fidèles, qui, en récompense de son intransigeance lors du procès, a été nommé ministre en 2007.*"

Quant à Idris Laga, coordinateur militaire du CNT, il est l'ancien président de l'Association des parents d'enfants infectés. "*Officiellement indépendante, cette organisation a été créée par le régime afin de faire monter les enchères, selon Vladimir Tchoukov, l'un des meilleurs spécialistes du monde arabe en Bulgarie. Laga est un homme avide et sans scrupules, ajoute-t-il, animé par une haine profonde de l'Occident. Je souhaite que la France sache bien qui elle soutient en Libye*". (lexpress.fr 29.03)

De notre côté, nous n'identifions pas la révolution libyenne à ces gens-là que nous avons déjà qualifié d'infréquentables.

2.3- La France est prête à discuter avec ses alliés d'une aide militaire aux rebelles en Libye, a déclaré mardi le chef de la diplomatie française, Alain Juppé.

Un peu plus tôt l'administration américaine n'exclut pas d'armer les rebelles libyens, a déclaré mardi la représentante des Etats-Unis auprès des Nations unies, Susan Rice. (Reuters 29.03)

2.4- Les insurgés libyens ont dû se replier mardi à l'est de Bin Djaouad après avoir essuyé des tirs des forces fidèles à Mouammar Kadhafi à l'approche de Syrte, ville natale du dirigeant libyen.

Un combattant de 30 ans reconnaît les lacunes des rebelles, moins bien équipés et moins organisés que l'armée gouvernementale. "*Les commandants sont dans les casernes. Il n'y a pas de commandant !*", déplore-t-il. (20minutes.fr 29.03)

Leurs commandants ne sont peut-être pas sortables ou fréquentables quand on sait qu'ils ont servi fidèlement le régime de Kadhafi pendant des décennies.

Mardi après-midi, deux fortes explosions ont secoué Tripoli, dans le secteur de la résidence du dirigeant libyen. Des avions avaient auparavant survolé la capitale, cible de raids de la coalition internationale depuis le début de son intervention en Libye. En même temps, sept fortes détonations ont retenti à Tajoura, dans la banlieue-est de la capitale. Selon un habitant du quartier, des avions ont largué cinq bombes sur un site militaire situé dans ce quartier. (lefigaro.fr 29.03)

3- Syrie

3.1- Le gouvernement a démissionné mardi afin de permettre au président Bachar el-Assad de constituer une nouvelle équipe à même d'appliquer les mesures de libéralisation promises, à la suite d'un mouvement de contestation sans précédent en Syrie depuis un demi-siècle. Dans le même temps, le pouvoir a mobilisé des centaines de milliers de personnes pour afficher la popularité du chef de l'État, qui doit annoncer incessamment à la nation une série de mesures figurant parmi les revendications des protestataires, notamment l'abrogation de l'état d'urgence, la libéralisation de la presse et l'instauration du pluralisme politique.

"*Le président Assad a accepté aujourd'hui la démission du gouvernement de Mohammad Naji Otri et lui a demandé d'expédier les affaires courantes*", selon l'agence officielle Sana. Le président syrien a néanmoins reconduit le Premier ministre sortant au poste de chef du gouvernement par intérim, annoncent les médias officiels syriens. Le cabinet, qui comptait, outre le Premier ministre, 32 ministres et secrétaires d'État, était en place depuis 2003. Le dernier remaniement remonte à octobre 2010. Bachar el-Assad s'adressera mercredi au Parlement, selon un responsable syrien. La Syrie est régie par un système présidentiel et le gouvernement applique les directives du chef de l'État. La composition du nouveau cabinet devrait être connue d'ici la fin de la semaine. (lepoint.fr 29.03)

3.2- Plusieurs centaines de milliers de partisans du régime de Bachar el-Assad manifestaient mardi à Damas et dans au moins quatre villes du pays, affichant un soutien massif à leur président, confronté à une contestation rapidement réprimée. (AP 29.03)

4- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, dont l'opposition réclame le départ, a appelé ses détracteurs à quitter le pays, dans des propos reproduits mardi par l'agence officielle Saba. "*Je dis à ceux qui demandent aux autres de partir : c'est à eux de s'en*

aller, c'est aux agents stipendiés de quitter le pays", a lancé à l'adresse de l'opposition M. Saleh, de plus en plus contesté.

"*Ils se sont tous ligués pour faire tomber le régime : Al-Qaida, les Houthis (rebelles nordistes), les séparatistes (sudistes) et le Forum commun (opposition parlementaire), a encore dit le président, plaçant tous ses adversaires dans le même panier. Ceux qui veulent le pouvoir doivent se diriger vers les urnes, et si le peuple leur accorde sa confiance, nous leur remettrons le pouvoir*", a-t-il ajouté, dans une nouvelle indication de son refus d'un départ anticipé.

Par ailleurs, l'explosion lundi dans une usine de munitions dans le sud du Yémen a fait au total 150 morts et plus de 80 blessés, selon un nouveau bilan communiqué mardi par un responsable local. Un précédent bilan faisait état, lundi soir, de 76 tués. Les victimes sont des civils qui sont entrés dans l'usine pour tenter de récupérer des armes ou des munitions, mais les circonstances de l'explosion ne sont pas encore éclaircies. (lemonde.fr 29.03)

Syndicat.

Cinq organisations signeront l'accord... Sans doute pour ne pas gâcher leurs chances lors des élections profesionnelles du 20 octobre, dans lesquelles les non-titulaires pèseront lourd. Lire la suite l'article

Ils seront au moins cinq syndicats à signer, jeudi 31 mars, l'accord portant sur les "*non titulaires*" de la fonction publique. La CGT et l'Unsa viennent, en effet, d'annoncer qu'elles s'associeraient à FO, la CFDT et la CFTC sur ce texte conclu le 8 mars après plusieurs mois de discussion avec Georges Tron, le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique.

En jeu, le sort des quelque 872 000 salariés de l'Etat, des collectivités locales ou des hôpitaux qui ne bénéficient pas du statut de fonctionnaires. L'accord prévoit notamment que les personnes qui auront été employées sur une succession de CDD pendant six ans pourront obtenir un CDI. Et celles qui occupent des emplois permanents pourront passer un concours spécifique pour être titularisées au cours des quatre prochaines années. Dans le premier cas, 100 000 personnes pourraient être concernées, et 40 à 50 000 dans le second.

Mais l'accord n'est en rien synonyme de vague de titularisation massive. Et il est très éloigné des ambitions syndicales au départ de la négociation. Pourtant, cinq organisations syndicales ont préféré s'y rallier. Seuls Solidaires et la FSU ont opposé un refus alors que la CGC n'a pas fait connaître son avis.

Ce texte intervient, en effet, dans un contexte de campagne électorale qui s'annonce féroce. Pour la première fois, tous les agents de la fonction publique d'Etat et hospitalière choisiront leurs représentants lors d'un scrutin unique, le 20 octobre prochain. Et les "*contractuels*", admis dans le même corps électoral pour la première fois, pèseront lourd : près de 500 000 votants sur un total de 2,5 millions. Pas question pour les organisations syndicales de se priver de ces précieuses voix. Même si l'accord ne paraît pas tout à fait à la hauteur des ambitions. (lexpress.fr 29.03)

140 à 150 000 sur 872 000, encore un accord scélérat, au rabais ! Ce ne sont pas les syndicalistes qui se sont présentés sur des listes du FN qui doivent démissionner ou être virés, mais l'ensemble des dirigeants syndicaux. On pourraient ajouter les dirigeants des partis qui les ont soutenus lors de leurs congrès, non ? Qu'en pensent les militants de ces partis ? Encore une grosse couleuvre à avaler, attention vous allez finir par vous étouffer !

Leur double langage me fait penser aux cloisons nasales, quand il y en a une de bouchée on peut toujours respirer par l'autre, ce n'est pas très confortable mais on n'en meurt pas. Cela me rappelle Brassens : mourir pour des idées, mais de mort lente... C'était un hymne contre la guerre si je ne me trompe pas. Parfois il arrive que par conviction on meurt brutalement, mais c'est une autre histoire apparemment, on ne doit pas avoir les mêmes convictions.

Social.

1- France

1.1- Plusieurs milliers de personnes, répondant à l'appel de 26 organisations, défilaient mardi en milieu d'après-midi à Paris afin d'exiger "*un plan d'urgence pour la Justice*". Les manifestants étaient 2.600, selon la préfecture de police. (AP 29.03)

Soyons lucide, comme disait Lénine, ils réclament davantage de moyens pour appliquer consciencieusement la justice telle que la conçoit la classe dominante...

1.2- 13,2% du personnel étaient en grève ce mardi selon la direction, 20% à 25% selon le syndicat Sud, et environ 30% selon la CGT. L'intersyndicale dénonce une détérioration des conditions de travail. (lefigaro.fr 29.03)

2- Japon.

Un ingénieur haut placé chez Tokyo Electric Power (Tepco) avait envisagé en 2007 qu'un tsunami excède les capacités de résistance de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi mais l'opérateur n'a pas retenu ses conclusions.

L'ingénieur chargé de la sécurité des installations estimait à 10% la probabilité qu'une vague sismique dépassant les six mètres, limite maximale retenue pour la sécurité du site, frappe la centrale dans un délai de cinquante ans.

Le 11 mars, la vague qui s'est écrasée sur Fukushima-Daiichi était haute de 14 mètres.

Au-delà de cette étude, plusieurs éléments et témoignages attestent que l'opérateur de la centrale n'a pas tenu compte de nombreux avertissements sur ses failles de sécurité et que les régulateurs du nucléaire japonais n'ont jamais contraint les entreprises à adapter les règles de sécurité de leurs centrales.

"*Du fait des incertitudes qui entourent le phénomène des tsunamis, la probabilité existe toujours que l'amplitude d'un tsunami excède la hauteur retenue pour la conception (de la centrale)*", peut-on lire dans le rapport présenté une première fois en juillet 2007, lors d'une conférence à Miami.

En d'autres termes, l'équipe de l'ingénieur Toshiaki Sakai a déterminé qu'il y avait un risque sur dix qu'une vague géante passe au-dessus des murs d'enceinte de la centrale.

Tepco n'en a pas tenu compte.

Fukushima-Daiichi, centrale vieille de 40 ans, est de plus construite près d'une zone sismique du Pacifique qui, selon l'étude, a produit, en 400 ans, quatre tremblements de terre d'une magnitude égale ou supérieure à 8.

Tepco a obtenu que le réacteur n°1 de Fukushima-Daiichi - où le risque d'une explosion de vapeur est aujourd'hui le plus fort - soit prolongé de dix ans en présentant un projet de maintenance.

L'autre point faible des centrales japonaises réside dans leurs systèmes d'aération. Après l'accident nucléaire de Three Mile Island, en 1979 aux Etats-Unis, les opérateurs de centrales américaines ont renforcé leurs systèmes. La Commission japonaise de sûreté nucléaire a jugé qu'il n'était pas nécessaire de l'imposer.

L'aération d'une centrale nucléaire est l'un des derniers moyens d'empêcher la pression de faire exploser l'enceinte d'un réacteur et de laisser échapper des particules radioactives. (Reuters 29.03)

C'est tout simplement monstrueux d'avoir construit des centrales nucléaires dans un ou des pays en proie à des tsunamis ou en zone réputée sismique. En voilà une excellente raison pour en finir avec le capitalisme.

Haut de page

Le 31 mars

Je n'ai pas eu le temps de rédiger un nouvel article sur la situation en Libye. Pour bien faire, il faudrait tout arrêter et y consacrer tout mon temps et je ne le peux pas. Voici en quelques lignes ce qu'on peut dire aujourd'hui. J'ai laissé volontairement de côté la concurrence entre d'un côté les impérialistes français, britannique et américain et de l'autre chinois, russe et indien, que nous traiterons plus tard.

Je continue de collecter des informations sur ce qui se passe dans ce pays pour vérifier si nous devons conserver la même position ou la faire évoluer vers une condamnation sans réserve de l'intervention militaire impérialiste. Il semblerait que la majorité des Libyens ne soient pas prêts à se mobiliser pour se défaire du dictateur Kadhafi. On pourrait très bien se contenter de ce seul constat et décider de passer à une position strictement anti-impérialiste, ce n'est pas l'envie qui nous manque et ce serait tellement plus confortable, cependant la situation ne se réduit pas à ce seul facteur qu'il faut analyser dans sa totalité.

Effectivement à l'ouest du pays, dans le bastion de Kadhafi qui englobe la capitale et où sont regroupés l'essentiel de ses effectifs militaires, la majorité de la population ne s'est pas soulevée contre le régime, il y a eu bien une amorce de mobilisation plus ou moins spontanée mais elle a rapidement été férocement réprimée, ce qui n'a pas vraiment encouragé les masses à se descendre à nouveau dans la rue, d'autant plus qu'il n'existait pas vraiment d'organisations politiques capables de les rassembler ou de les unir contre le despote afin de poursuivre le combat. S'il est un fait que les masses honnissent le régime, elles ne sont pas forcément prêtes à engager le combat pour le renverser, ce qui s'explique en grande partie par l'absence dans ce pays de tout parti

ou syndicat ou toute autre forme d'organisations dans lesquelles la liberté d'expression de la population pourrait s'exprimer.

Sous une dictature, quand bien même il existerait des parties et des syndicats, cela ne suffirait pas forcément pour engager la lutte pour faire tomber le dictateur au pouvoir, compte tenu que ces partis et ces syndicats sont corrompus idéologiquement et reconnus comme tels par les masses, on en a eu la démonstration avec Franco et Pinochet qui se sont maintenus au pouvoir pendant plusieurs décennies. Cependant l'inexistence d'organisations de masses, syndicats ou partis, constitue un handicap ou un obstacle presque infranchissable pour se libérer d'un despote. Quand ils existent, même s'ils sont pourris, les masses peuvent s'en servir pour mener le combat contre le régime au cours de leur soulèvement, ils constituent des pôles de regroupement et leurs dirigeants sont placés dans l'obligation de définir une orientation et des objectifs politiques dont les masses peuvent se saisir s'ils sont conformes à leurs aspirations. Rien de tout cela en Libye ou en tout cas dans le fief de Kadhafi ou encore en dehors de Benghazi et sa région.

Il nous faut constater l'échec de la tentative des insurgés de Benghazi de rallier la majorité des masses de l'ensemble du pays au combat qu'ils ont engagé pour chasser Kadhafi du pouvoir. La question se pose maintenant de savoir si l'on peut laisser tomber la population de Benghazi et les alentours qui s'est soulevée contre le tyran, et qui, si Kadhafi demeurait au pouvoir, serait à nouveau férocement réprimée ou massacrée dans un véritable bain de sang.

Ensuite, la question est de savoir si à l'intérieur de ce facteur on doit privilégier le CNT qui dirige l'insurrection sachant que ses dirigeants sont infréquentables et à la solde de l'impérialisme ou les masses qui se sont soulevées et dont les revendications sociales et politiques sont légitimes. Notre position actuelle repose sur ces dernières, elle privilégie le soulèvement contre Kadhafi au détriment du CNT pro-impérialiste. Notre position reposait sur l'hypothèse de l'extension de la révolution au reste de la Libye. Elle ne reposait pas sur les bombardements aériens de la coalition impérialiste que nous n'avons jamais soutenus ou encouragés encore moins souhaités, mais sur le soulèvement de la majorité de la population contre le dictateur qui pourrait se réaliser dans la foulée de l'avancée des insurgés sur le terrain. Or, il ne semble pas que ce soit le cas, bien qu'on n'ait aucune information sur ce qui se passe vraiment à Tripoli et les principales villes de l'ouest du pays.

Autre question, comment pourrait-il en être autrement ou comment pourrait-il s'y passer quelque chose quand on sait que le dictateur, ses fils et sa clique sèment la terreur dans cette région qu'ils contrôlent, intimidations, enlèvements, tortures, exécutions sommaires, viols, bref tout l'arsenal de la barbarie ?

Autre facteur à considérer, sur le plan social la situation des masses et de la jeunesse n'est pas à l'avantage du régime.

Le chômage tournerait officiellement autour de 14% (chiffre de 2007), celui des jeunes dépasserait les 20%, officiellement, le niveau de vie de la population serait supérieur à ce qui existe dans les pays de la région, mais là encore on est en présence d'éléments contradictoires.

Le 25 mars 2009, un site Internet malien pro-gouvernemental (http://www.maliweb.net) et soutenant ouvertement le régime de Kadhafi, présentait ainsi le 40è anniversaire de la révolution libyenne : " Avec un revenu par tête d'habitant parmi les plus élevés d'Afrique et une santé économique que la crise financière internationale n'est pas parvenue à entamer, la Libye de 2009 fait figure d'Eldorado." S'ensuivait l'apologie du régime avec la description de ses grandes réalisations sociales, puis un peu plus loin on pouvait lire ceci qui trahissait une toute autre réalité, que l'on ne connaît que trop bien dans les pays dits en voie de développement, par exemple en Inde où je vis où existe la même situation : "... les disparités salariales ont été progressivement résorbées depuis plus de quinze ans par un régime de subvention sur certains biens de consommation et services courants comme l'eau, l'électricité et les carburants", autrement dit, 40 ans après la prise du pouvoir par Kadhafi lors d'un coup d'Etat, une partie de la population est toujours tellement pauvre qu'elle continue de vivre sous le régime des tickets de rationnement pour satisfaire ses besoins les plus élémentaires, se nourrir, avoir accès à l'eau, à l'électricité et aux moyens de transport. Les biens de consommation sont en Inde l'huile, le riz, les lentilles, la farine, le kérosène pour faire la cuisine, etc, quant aux vêtements et aux fournitures scolaires, ils sont distribués gratuitement par les différents partis politiques tout au long de l'année, particulièrement avant chaque élection, s'y ajoute même le versement de sommes d'argent pouvant atteindre 1000 roupies par personne. Après cela on vous expliquera que la pauvreté recule en Inde...

Donc sur le plan social, on ne peut pas dire que les masses libyennes avaient de quoi être satisfaites du sort que leur avait réservé le colonel Kadhafi, on est en droit d'estimer qu'elles devaient souhaiter mieux, notamment pouvoir vivre de leur travail quand elles avaient la chance d'en avoir un.

Cela nous amène à une autre question concernant le régime de Kadhafi. Certains, très rares il est vrai, l'ont qualifié de régime colonial parce qu'il employait une masse phénoménale de travailleurs immigrés dans l'industrie pétrolière notamment, qu'il surexploitait en leur versant des salaires misérables, entre 65 et 130 euros par mois pour un travail dans des conditions épouvantables. Selon le dernier décompte que j'ai relevé dans une dépêche, près de 400 000 de ces travailleurs immigrés auraient déjà quitté la Libye. Il y a 6 millions d'habitants dans ce pays. Si le nombre d'actifs est comparable à ce qu'il est en France, cela signifie que Kadhafi employait entre 25 et 30% de travailleurs immigrés dans l'industrie, c'est comme si aujourd'hui en France il y avait entre 6 et 8 millions de travailleurs immigrés travaillant sous contrat que l'on peut comparer aux 200 ou 300 000 travailleurs sans papiers actuellement.

On constate donc en recoupant les deux facteurs précédemment évoqués, que le régime de Kadhafi n'a pas favorisé l'accès au progrès social du prolétariat et de la paysannerie libyenne et qu'il s'est conduit comme les impérialistes à l'époque de la colonisation, de l'intérieur, précisons qu'on ne peut pas comparer cette situation avec celle d'après-guerre en France où il n'y avait pas de chômage et où il existait au contraire une pénurie de main d'oeuvre, d'où le recours en masse à l'immigration en provenance du Maghreb essentiellement. Non Kadhafi a délibérément privé d'emplois la classe ouvrière libyenne au profit de travailleurs immigrés venus d'Afrique ou d'Asie. Pourquoi ? Pour deux raisons, la première parce que ces travailleurs immigrés étaient une masse taillable et corvéable à merci qu'il pouvait rémunérer avec un lance-pierres, sans droits il pouvait les licencier et les remettre dans le premier avion sans autres formalités, mais surtout, il a ainsi empêché qu'une forte concentration d'ouvriers existe dans le pays et qui aurait pu donner naissance à des syndicats puis des partis politiques comme cela s'était passé auparavant dans tous les pays du monde depuis le milieu du XIXe siècle, en a-t-il eu l'idée tout seul ou quelqu'un lui a-t-il soufflé ce conseil, on ne le saura jamais sans doute, peu importe.

On pourrait ajouter encore une pièce à ce triste tableau. Toutes les tentatives de rébellion contre son régime du début des années 90 jusqu'à 2005 se sont soldées par une répression féroce et l'exécution sans procès de tous ses opposants, ils se comptent par milliers.

En conclusion, on ne peut pas soutenir les bombardements de la coalition impérialiste et on ne peut pas laisser tomber le prolétariat libyen qui s'est engagé dans cette révolution pour chasser Kadhafi du pouvoir. Peut-être a-t-il été manipulé par les dirigeants du CNT ou s'est-il laissé emporter un peu vite à croire que cette fois-ci serait la bonne pour en finir avec la dictature, comment pourrait-on lui reprocher après coup, de quel droit, nous qui vivons tranquillement sous les auspices bienveillantes d'une République démocratique bourgeoise, notons au passage que les plus prompts à déballer leur camelote anti-impérialistes n'appartiennent pas vraiment aux couches les plus défavorisés du prolétariat.

Et puis, il est impossible pour eux ou trop tard, semble-t-il, pour faire marche arrière, car la vengeance que leur réserve Kadhafi va être terrible envers tous ceux qui se sont rebellés contre son régime autocratique, s'il demeure au pouvoir. On ne peut pas non plus souhaiter sa chute par n'importe quel moyen, ce qui signifierait soutenir ouvertement l'impérialisme et nous obligerait à rompre avec nos principes ou vendre notre âme au diable comme aurait dit Marx, ne pas condamner les bombardements de l'impérialisme est à la hauteur du sacrifice payé par une partie du prolétariat libyen pour se libérer du tyran, on peut difficilement envisager d'aller plus loin dans notre soutien à cette insurrection, qui si elle devait être écrasée, signifierait tout simplement qu'elle n'avait pas été organisée dans les règles de l'art (politique et militaire) pour espérer vaincre, la responsabilité retomberait sur les membres du CNT qui ont entraîné les masses dans cette aventure sans issue.

Nous maintenons encore notre position bien qu'elle soit fragilisée par le développement de la situation sur le terrain en Libye. Il suffirait qu'une nouvelle fois les rebelles refluent jusqu'à Benghazi et que les masses ne trouvent pas la force de se soulever dans d'autres villes à l'ouest du pays pour qu'on en change.

C'est douloureux à dire, mais il nous faut bien admettre que toutes les révolutions ne peuvent pas se terminer par une victoire, que la lutte des classes ne se réduit pas à ce qui se passe dans un pays mais se déroule à l'échelle mondiale, et que sur ce plan, c'est bien l'impérialisme qu'il nous faut abattre pour avancer vers le socialisme. (A suivre)

Politique.

1- France.

1.1- Crise à l'UMP. Fillon méprise Copé.

Le Premier ministre François Fillon ne participera pas le 5 avril à la convention organisée par l'UMP sur la laïcité, a indiqué mercredi Matignon, en précisant que cette décision avait été prise de longue date en accord avec Nicolas Sarkozy.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé avait pourtant invité le Premier ministre à ce débat, souligne le site du Figaro. (Reuters 30.03)

1.2- Bachelot en mère maquerelle, elle veut transformer les députés en maquereaux.

La ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale Roselyne Bachelot se déclare mercredi "favorable à la pénalisation des clients" de la prostitution. "*Il faut les punir*", estime-t-elle, dans un entretien publié mercredi par "Le Parisien/Aujourd'hui en France".

Roselyne Bachelot évoque l'exemple de la Suède où les clients sont passibles d'amendes et de peines d'emprisonnement pouvant atteindre les six mois. "*C'est aux députés de regarder si et comment pourrait s'appliquer une telle loi en France*", précise la ministre. (Ils peuvent y mettre les yeux, les mains et autre chose s'ils le veulent. - note du site)

Une proposition de loi "*devrait voir le jour rapidement mais, compte tenu du calendrier législatif et parlementaire, elle ne sera pas*

votée et appliquée avant 2012", note Roselyne Bachelot. (AP 30.03)

Pourquoi, parce que les client sont fortunés et votent UMP ? Un impôt sur chaque passe ? En voilà une idée pour remplir les caisse de l'Etat que Sarkozy et la bande du Fouquet's n'ont de cesse de piller.

2- Libye.

2.1- Du côté du terrain, face à une armée régulière supérieure en nombre et meilleure tacticienne, les insurgés libyens ont battu en retraite ce mercredi sur le littoral du golfe de Syrte, montrant leur faiblesse en l'absence d'un appui aérien allié capable de retourner la situation en leur faveur. Ces revers sont intervenus deux jours seulement après un week-end de victoires en série pour les adversaires de Mouammar Kadhafi repoussés de ville en ville sur la route stratégique longeant le littoral méditerranéen en direction de Syrte, ville natale du «Guide Suprême».

L'armée restée fidèle au dirigeant libyen a, dans un premier temps, tendu une embuscade à un convoi hétéroclite de pick-ups et de voitures particulières rebelles devant Syrte avant de les déborder dans le désert à l'occasion d'une manoeuvre demandant la sorte de discipline qui fait entièrement défaut aux insurgés. Les localités de Nofilia, Bin Djaouad et Ras Lanouf sont ainsi rapidement tombées l'une après l'autre dans le cadre de la contre-offensive éclair de l'armée de Mouammar Kadhafi.

Les rebelles n'ont apparemment pas essayé de tenir à Brega, la ville située après Ras Lanouf, et ont poursuivi en direction d'Ajdabiah où certains d'entre eux se sont regroupés. Des dizaines de pick-ups équipés de mitrailleuses se tiennent à la sortie ouest de cette ville où la confusion paraît grande. Interrogé sur ce qui se passe, un insurgé répond: «*On ne sait pas. Ils disent qu'un groupe de partisans de Kadhafi est peut-être en train d'arriver en provenance du Sud.*» Cela voudrait dire un autre mouvement latéral important à travers les immensités désertiques.

Dans toutes les localités, l'armée loyaliste s'est livrée à de violents bombardements de blindés, de pièces d'artillerie et de roquettes Grad montées sur des camions pour faire fuir ses adversaires. Sans soutien aérien occidental, les insurgés semblent incapables d'avancer ou même de tenir des positions face aux blindés de Mouammar Kadhafi. Des avions militaires ont bien survolé mercredi le champ de bataille, sans toutefois bombarder apparemment les forces régulières libyennes.

A l'ouest de Syrte, le blocus du port de Misrata, ville tenue par les insurgés à 220 km à l'est de Tripoli, a été levé, ce qui a permis à deux navires de débarquer de l'aide humanitaire et d'évacuer des blessés, a déclaré un porte-parole des rebelles.
Des escarmouches opposent toujours dans la troisième ville de Libye les insurgés aux forces gouvernementales, dont les chars poursuivent leurs bombardements, a-t-il dit.

«*Cette révolution n'a que cinq semaines, elle est très organisée au plan politique», explique Moustafa Gheriani, porte-parole de l'insurrection à Benghazi. «Il faut normalement six mois pour former un soldat (...) Il s'agit ici de simples citoyens qui prennent des fusils pour défendre leurs biens.*» (20minutes.fr 30.03)

2.2- Des habitants de la localité tunisienne de Ben Guerdane, proche de la frontière libyenne, ont empêché mercredi des camions-citernes venus de Libye de s'approvisionner en carburant, a-t-on appris de sources concordantes.

Ils étaient rassemblés à l'appel de "*l'initiative civile de protection de la révolution*", une association de la ville de Ben Guerdane particulièrement active dans l'aide apportée aux réfugiés qui fuient la Libye.

Selon le syndicaliste Hassine Bettaieb, relayé par l'agence officielle tunisienne TAP, trois gros transporteurs de carburant d'une capacité de 36.000 litres chacun ont été contraints de rebrousser chemin après avoir franchi le poste frontalier de Ras Jédir, dans le sud tunisien.

Les véhicules se dirigeaient vers les ports de Zarzis, Gabès et Skhira, où ils devaient faire le plein, a-t-il précisé.

"*Les habitants de Ben Guerdane ont de manière pacifique barré la route aux camions-citernes de crainte que le carburant ne serve aux forces de Kadhafi contre le peuple libyen*", a déclaré M. Bettaieb joint au téléphone par l'Associated Press.

En revanche, d'autres camions libyens transportant des produits alimentaires achetés en Tunisie ont continué à franchir la frontière sans embûche, a-t-il indiqué. (AP 30.03)

2.3- Le ministre des affaires étrangères libyen, Moussa Koussa, a démissionné, mercredi 30 mars. Selon un de ses proches, il a quitté ses fonctions en raison des attaques du régime de Kadhafi contre des civils. Parti de Tunisie, où il était arrivé lundi, il s'est rendu à Londres dans l'espoir d'y trouver refuge. "*Il a rompu avec le régime*", a expliqué son ami Noman Benotman, analyste au sein du centre de réflexion britannique Quilliam."*Il n'était pas du tout content. Il ne soutient pas les attaques du gouvernement contre les civils*", a-t-il poursuivi, précisant qu'il espérait être "bien traité" à Londres.

Fidèle serviteur du numéro un libyen Mouammar Kadhafi, Moussa Koussa, était ces dernières années sur toutes les négociations et revirements qui avaient permis le retour de la Libye dans le concert des nations fréquentables. Chef des services de renseignements de 1994 à 2009, Moussa Koussa, 59 ans, était un homme fort des comité révolutionnaires, épine dorsale du régime libyen, et un l'homme de confiance de Mouammar Kadhafi.

Il a été chargé des gros dossiers de la Libye notamment en Afrique et en ce qui concerne ses rapports avec l'Occident. Il avait été ainsi un négociateur clé dans l'affaire des infirmières bulgares ayant conduit à leur libération en juillet 2007, ainsi que dans le démantèlement en 2003 du programme nucléaire libyen qui a ouvert la voie à la levée de l'embargo commercial décrété par les Etats-Unis contre la Libye en 1986.

Il est surtout connu pour son rôle dans l'indemnisation des familles des victimes des attentats de Lockerbie (1988, 270 morts) et du DC-10 d'UTA (1989, 170 morts), levant les derniers obstacles à la normalisation des relations de Tripoli avec l'Occident. Après avoir, deux décennies durant, incarné la face sombre du régime Kadhafi, ce Tripolitain symbolisait ces dernières années l'ouverture.

Issu d'une famille modeste, boursier et titulaire d'un master de l'université américaine du Michigan (1978), il a commencé sa carrière dans les services spéciaux comme responsable de la sécurité des ambassades libyennes en Europe du Nord. En 1980, Koussa a été nommé ambassadeur de la Libye à Londres avant d'être expulsé la même année par les Britanniques après avoir affirmé sa détermination à liquider les "*ennemis de la révolution*" sur le sol britannique.

En 1984, il a rejoint, le Mathaba, une Fondation chargé de coordonner les mouvements de libération à travers le monde, particulièrement en Afrique et en Amérique latine. Vice-ministre des affaires étrangères de 1992 à 1994, il a été nommé ensuite à la tête des services de renseignements, poste qu'il occupe jusqu'à 2009, avant d'être chargé des Affaires étrangères, en remplacement d'Abdulrahman Shalgham, ambassadeur de Libye à l'ONU, qui avait fait défection lui aussi il y a quelques semaines. (lemonde.fr 30.03)

2.4- Barack Obama a récemment signé un décret confidentiel autorisant des opérations secrètes de la CIA en Libye pour soutenir les insurgés contre le régime de Mouammar Kadhafi, ont déclaré mercredi quatre responsables américains à Reuters.

Les responsables américains suivant l'évolution de la situation en Libye jugent que ni les forces de Mouammar Kadhafi ni les insurgés, qui réclament des armes aux pays occidentaux, ne semblent en mesure de remporter des victoires décisives.

Les frappes de la coalition internationale ont grandement affaibli les moyens militaires de Mouammar Kadhafi, selon les experts, mais les insurgés semblent de leur côté inexpérimentés, désorganisés et incapables de s'imposer sans un soutien étranger. (Reuters 30.03)

2.5- Lors d'une rencontre avec son homologue français Nicolas Sarkozy, le président chinois Hu Jintao a critiqué mercredi l'intervention internationale en Libye, estimant que le recours à la force ne réglerait pas la crise.

"*Si l'action militaire entraîne un désastre pour les civils innocents, aboutissant à une crise humanitaire encore plus grande, alors cela va à l'encontre de l'intention initiale du Conseil de sécurité*", a déclaré M. Hu au président français, selon la médias officiels chinois.

Cette déclaration inhabituellement ferme dans une rencontre diplomatique est une nouvelle démonstration de l'irritation de la Chine face à ce qu'elle considère comme une utilisation trop large de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU visant à protéger les civils libyens. (Quand on sait comment le régime de monsieur Hu Jintao traite le prolétariat et la paysannerie pauvre chinoise, on se dit qu'il a d'autres préoccupations en tête, les mêmes que Sarkozy et la coalition qui intervient militairement en Libye. - note du site)

De son côté, la Russie a estimé mercredi que la Libye avait besoin d'un autre régime. "*Il est clair*" que la Libye devrait avoir un "*régime démocratique*", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Mais, a-t-il ajouté, c'est aux Libyens de le mettre en place sans intervention extérieure. (AP 30.03)

2.6- Dans la Libye de Kadhafi, à la différence de la Tunisie et de l'Egypte, il n'y avait aucune place pour les partis politiques, les syndicats, les médias indépendants et la société civile était quasiment inexistante. Ce vide politique rend difficile l'émergence de futurs dirigeants au sein de l'opposition. (lexpress.fr 29.03)

3- Yémen

3.1- Des centaines de milliers de Yéménites manifestaient à nouveau mercredi pour réclamer le départ du président Saleh, notamment dans la capitale Sanaa.

La foule protestait également après l'explosion d'une usine de munitions ayant causé la mort d'une centaine de personnes dans le sud du pays.

Des manifestants étaient également organisées à Saada, où les rebelles chiites combattent les forces du président Ali Abdullah Saleh depuis des années, ainsi qu'à Marib, un fief d'Al-Qaïda, et d'autres zones où le gouvernement central a peu d'autorité. (AP 30.03)

3.2- Jour après jour, le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, lâche du lest face à la contestation. Il a proposé à l'opposition de rester à son poste jusqu'à de nouvelles élections tout en transférant ses pouvoirs à un gouvernement de transition, selon une source proche de l'opposition, où l'on continue d'étudier la proposition.

Mais tout accord entre Saleh et les partis politiques risque de se heurter à l'opposition de la rue. La "*Révolution de la Jeunesse*", coalition de groupes de protestataires, a publié ce mercredi un communiqué affirmant qu'ils ne quitteront pas la place qu'ils occupent près de l'université de Sanaa tant que Saleh et ses alliés seront au pouvoir. "*Un conseil présidentiel provisoire de cinq personnes connues pour leur expérience et leur intégrité devrait diriger le pays pendant une période temporaire (de six mois)*", dit le communiqué, ajoutant que le conseil devrait nommer un technocrate pour former un gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes.

Le communiqué réclame aussi des procès pour corruption, la restitution des "*biens publics et privés volés*", la libération des détenus politiques, la dissolution des forces de sécurité de l'Etat et la fermeture du ministère de l'Information - mesures prises en Tunisie et en Egypte après des soulèvements similaires contre des dirigeants au pouvoir depuis plusieurs décennies. Il prône par ailleurs un dialogue entre le Nord et le Sud du Yémen.

Par ailleurs, les opposants au régime soupçonnent que de récents cas de relâchement de la sécurité résultent d'une tentative du gouvernement de montrer aux puissances étrangères que Saleh est seul capable de combattre les islamistes et de maintenir l'unité du Yémen.

Ainsi, des islamistes ont pris le contrôle d'une ville dans le centre du pays dont les forces de sécurité avaient disparu tandis les gouverneurs des provinces de Saada-Nord et de Jaouf abandonnaient eux aussi leur poste, laissant la place à des "*comités populaires*" soutenant le mouvement de protestation. L'opposition affirme que Saleh est responsable de la présence d'activistes, notamment d'Al Qaïda, à Jaar, dans la province d'Abyan, où une explosion dans une fabrique de munitions a fait 140 morts lundi.

Le cheikh Hamid am Ahmar, dirigeant tribal et membre d'Islah, a déclaré mardi à Reuters que l'opposition pourrait, mieux que Saleh, gérer la question des activistes, ajoutant que le gouvernement ne les affronte pas sérieusement. "*Les Yéménites seraient capables de débarrasser le Yémen du terrorisme en quelques mois*", a dit Hamid am Ahmar. (lexpress et Reuters 30.03)

4- Syrie.

Les troupes syriennes ont ouvert le feu mercredi lors d'une manifestation dans la ville portuaire de Lattaquié, dans le nord-ouest du pays, selon des témoins ayant requis l'anonymat de peur de représailles. (AP 30.03)

5- Egypte.

La présidentielle aura lieu un à deux mois après les élections législatives prévues en septembre, a annoncé mercredi le Conseil suprême militaire au pouvoir dans le pays.

Le pouvoir militaire a également annoncé le remplacement de l'ancienne Constitution, suspendue après la démission de Moubarak le 11 février, par un texte intérimaire de 62 articles.

Cette Constitution provisoire prévoit la nomination par le chef de l'Etat d'un vice-président dans les 60 jours après l'élection présidentielle. Une commission de 100 personnes sera également désignée par le prochain Parlement pour rédiger une nouvelle Constitution, qui serait ensuite soumise aux Egyptiens par référendum.

Malgré les demandes de nombreux groupes de jeunes qui ont participé à la révolte contre le régime Moubarak, le nouveau Parlement conservera un quota de 50% de sièges réservés aux "*paysans et ouvriers*".

La Constitution intérimaire conserve de nombreux autres éléments de l'ancien régime contestés par les réformateurs, comme l'article 2, qui stipule que l'islam est la religion d'Etat et que la loi islamique est la principale source de la loi. L'article 4 interdit toutefois les partis politiques fondés sur une base confessionnelle. (AP 30.03)

"*L'issue de la Révolution apparaîtra après les élections, si les gens qui en sont à l'origine réussissent à parvenir au pouvoir, ou si, au contraire, les vestiges de l'ancien régime ou les islamistes prennent le pouvoir*", souligne l'analyste politique Moustafa al Sayyed.

Pour Sayyed Abou el Ela, un des leaders de la Jeunesse révolutionnaire du 25 avril à l'origine de la Révolution du Nil, celle-ci est sans aucun doute incomplète: "*Elle n'a abouti qu'à simplement 10% de ses revendications*", confie-t-il à Reuters.

"*Les gens maintenant se sont repliés sur une réforme, pas sur la Révolution. Mais la jeunesse va continuer à réclamer des changements*", dit-il.

Mais l'analyste Kamrane Bokhari souligne que le Conseil suprême des forces armées (CSFA), auquel la révolution qui a chassé Moubarak a confié les rênes du pouvoir, restera toujours en arrière-plan, comme l'armée de Turquie, qui a joué durant des décennies un rôle de premier plan, et celle du Pakistan, qui continuer à exercer un rôle politique crucial à Islamabad.

Le CSFA a promis la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis l'assassinat, en 1981, d'Anouar Sadate, le prédécesseur de Moubarak, avant les élections. Mais cette promesse, comme plusieurs autres formulées par l'armée, reste à concrétiser. (Reuters 30.03)

Social.

1- France.

1.1- La 26e campagne d'hiver des Restos du Coeur s'achève cette semaine par une nouvelle augmentation du nombre d'inscrits: près de 860.000 personnes ont été accueillies chaque jour, pour 107 millions de repas servis dans toute la France, soit une hausse de plus de 4% par rapport à l'édition précédente.

L'association précise dans un communiqué que sur les trois dernières années, les Restos du Coeur ont accueilli 160.000 bénéficiaires de plus, soit près de 25% d'augmentation cumulée sur la période. (AP 30.03)

1.2-

La revalorisation de 2,1 % des pensions de retraite interviendra vendredi 1er avril.

A la fin 2010, le régime général concernait près de 12,9 millions de retraités, dont la pension moyenne relevant du régime général était de 609 . Le minimum vieillesse, appellation commune de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, augmentera quant à lui de 4,7 % à la même date, a précisé le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, Xavier Bertrand. Cette allocation, que le gouvernement s'est engagé à revaloriser de 25 % en cinq ans, est actuellement fixée à 708,95 par mois pour une personne seule et 1 157,46 pour un couple. (20minutes.fr 30.03)

2- Japon.

La radioactivité enregistrée dans un village situé à 40 km de la centrale nucléaire japonaise de Fukushima dépasse l'un des critères retenus pour l'évacuation des habitants, a annoncé mercredi l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).
Ce développement pourrait relancer les pressions exercées sur le gouvernement nippon pour qu'il élargisse la zone d'exclusion au-delà d'un rayon de 20 km autour de la centrale d'où s'échappent des particules radioactives depuis le séisme et le tsunami qui ont frappé le nord-est de l'archipel le 11 mars.

Le Premier ministre Naoto Kan, auquel est reprochée une gestion médiocre de la crise la plus grave qu'ait affrontée le pays depuis 1945, a affirmé envisager d'élargir la zone d'évacuation pour contraindre 130.000 habitants à partir, en plus des 70.000 qui ont déjà été déplacés. (20minutes.fr 30.03)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril

(la suite de cette causerie et les infos en bref figurent plus bas, j'ai corrigé quelques fautes d'orthographe après relecture) Il est minuit ici, la suite demain matin. En attendant je vous ai mis en ligne des articles d'horizons divers, dont leurs auteurs ont tous pris position contre l'intervention impérialiste en Libye. C'est un camarade qui m'a envoyé l'adresse d'un site Internet dans lequel figuraient les titres de différents articles.

Ne voulant pas me contenter de lire l'article qui figurait à l'écran, j'ai ouvert et lu d'autres articles par curiosité pour en savoir un peu plus sur la tendance, les intentions et le sérieux des idées soutenues par ce site. J'aurais pu me contenter du premier qui mêle vérités et mensonges grotesques présentant Kadhafi comme le sauveur de l'Afrique, pour ainsi dire un bienfaiteur de l'humanité, un saint homme pour son peuple qui l'adore forcément, car cela tourne parfois à la caricature.

Autant je partage en grande partie leurs arguments sur les intentions réelles de la coalition impérialiste qui intervient en Libye, je dénonce une manipulation manifeste des faits qui consiste tout d'abord par nier la véritable nature du régime de Kadhafi, pour ensuite nier qu'un soulèvement spontané se serait produit à Benghazi et dans d'autres grandes villes du pays, pour finir par apporter un soutien inconditionnel au dictateur en place depuis 42 ans en Libye, pays dans lequel il faut rappeler, les syndicats et les partis politiques sont interdits. Si j'en trouve le temps je me livrerai à la critique d'un ou plusieurs de ces articles.

En ce qui me concerne, selon le soutien que les masses libyennes apporteront ou non à la révolution en cours dans le pays dans les jours qui viennent, si ce soutien prenait de l'ampleur je maintiendrais ma position, dans le cas contraire, j'inviterais les révolutionnaires à organiser la retraite dans l'ordre, afin peut-être d'éviter d'être inutilement décapités par le régime dans tous les sens du terme, autrement dit je retirerais mon soutien à cette expérience qui courrait à un désastre politique, car il n'est pas possible de renverser un dictateur sans l'adhésion de l'immense majorité de la population et de gagner une révolution si elle n'est pas organisée, sans direction et orientation politique.

Il est vrai qu'on pourrait toujours estimer que chasser par n'importe quel moyen Kadhafi permettrait par la suite d'envisager l'avènement d'un régime plus démocratique qui permettrait après à la lutte des classes de se développer, à la classe ouvrière de s'organiser indépendamment de l'Etat, même s'il nous répugne de penser que cette avancée démocratique aurait été obtenue par le biais d'une intervention militaire de l'impérialisme, c'est là un des terribles dilemmes de cette histoire, une histoire pleine de paradoxes qui nous joue un sale tour en nous demandant de nous prononcer entre deux positions qui comportent des avantages et des inconvénients et dont aucune n'est pleinement satisfaisante, un peu comme si on nous demandait de prendre position dans une histoire qui ne nous concerne pas.

Il est facile de déclarer : que les libyens se débrouillent entre eux, c'est à eux que revient de prendre leur avenir en mains, quand manifestement on s'aperçoit après 42 ans de dictature qu'ils n'en sont toujours pas capables. Nous non plus après 53 ans de Ve République, ce qui devrait nous inciter à faire preuve de davantage de modestie. Je constate que dans les deux camps,

ceux qui sont favorables à cette intervention militaire et ceux qui sont farouchement contre, on rencontre autant d'arguments fabriqués de toutes pièces ou foireux d'une mauvaise foi incroyable. C'est à cette occasion qu'on s'aperçoit de la faculté limitée de discernement de la plupart des gens, de la dynamique ou de la dialectique qui opère dans la lutte des classes. Nous ne nous intéressons qu'à ceux qui sont contre cette intervention militaire, ceux qui l'approuvent ne nous intéressent pas ici, bien qu'ils ne méritent pas d'être méprisés.

Je n'adopte pas une posture ou je ne cherche pas à me démarquer absolument des autres courants politiques, je me demande seulement pourquoi des dirigeants si sûr de la position qu'ils défendent, ressentent le besoin de recourir à des méthodes malhonnêtes pour les justifier, à de grossiers mensonges ou à procéder par abstractions successives ou encore à comparer des situations sans prendre la peine de s'assurer que les principaux facteurs se présentent bien de la même manière. Cela n'interpelle pas ou ne choque pas la plupart des militants apparemment. Après tout je n'en sais rien, j'ai peu d'échos en retour.

Ce qui distingue ma position de celle de la plupart des camarades, c'est qu'ils ont estimé que le sort de la révolution libyenne était scellé une fois pour toute pour ainsi dire dès le départ des bombardements de la coalition impérialiste, alors que j'ai estimé qu'il fallait un peu plus de temps avant de se prononcer, et qu'il fallait peut-être lui donner l'opportunité, par un détour aussi curieux qu'inattendu de l'histoire, de vaincre Kadhafi. Beaucoup d'arguments avancés par les uns et les autres sont à mesurer au regard des avantages ou des inconvénients que le prolétariat libyen peut ou pourra en tirer dans le présent ou dans l'avenir. En procédant de la sorte on met absolument tout sur la table et pas seulement ce qui nous arrange ou va dans le sens de la position que l'on défend avant même d'avoir réfléchi à la situation ou d'être en possession de suffisamment d'éléments pour se faire une idée précise de la situation, car c'est bien ainsi que les choses se sont passées, aussi incroyable que cela puisse paraître.

Le plus pitoyable encore c'est l'hypocrisie et le manque de courage dont ont fait preuve jusqu'à maintenant, disons les opposants déclarés à cette intervention militaire qui aurait pu faire basculer la révolution en faveur des masses qui s'étaient soulevées, si certaines conditions avaient été réunies ou avaient évolué favorablement, ce qui ne semble pas ou plus le cas aujourd'hui. On ne l'a pas encore évoqué ensemble, mais lors d'une révolution chaque minute compte, son sort tient souvent à peu de choses, à des concours de circonstances favorables, du jour au lendemain l'état d'esprit des masses peut se renverser, à la moindre hésitation ou erreur d'appréciation de la situation vous pouvez perdre en un instant tout le terrain conquis pendant de longues semaines de combats, ne dit-on pas non plus que rien n'est jamais acquis en la matière, vous croyiez tenir la victoire au bout des bras et finalement vous encaissez une défaite aussi soudaine que violente. Sincèrement, lequel d'entre vous avait cela à l'esprit en permanence chaque heure qui passait depuis le début de la révolution libyenne, tout en analysant l'évolution de la situation et du rapport des forces en Libye, afin de déterminer avec le plus de précision possible dans quel sens pouvait évoluer cette révolution, ses chances de triompher ou le risque d'être défaite ? Pour employer un vocabulaire moderne, la révolution est une question de conscience et de détermination, d'organisation, mais aussi de timing, un peu comme la fenêtre de tir pour envoyer un satellite dans l'espace. Je ne veux pas brûler les étapes, mais il semblerait que la fenêtre qui aurait pu permettre à la révolution de l'emporter s'est hélas refermée. Et là je rejoins les camarades, ce qui va compter pour la suite, ce sera la mobilisation contre notre propre bourgeoisie et la coalition impérialiste, qui en finissant par détruire le pays contribuera à renforcer le pouvoir de Kadhafi, lui laissant par la même occasion les mains libres pour mater dans un bain de sang la rébellion.

Si demain je modifiais ma position, j'expliquerais pourquoi ou les explications que je viens de fournir suffiraient, je ne me défilerais pas en me justifiant au nom de grands principes, non, j'annoncerais publiquement que je ne soutiens plus cette révolution qui a avorté faute de combattants et d'organisation, de direction politique pour lui donner une chance de vaincre, qu'elle s'apparente désormais à une aventure tragique conduisant inutilement à une répression féroce, qu'il faut savoir se replier en ordre quand la situation l'impose en attendant des jours meilleurs pour repasser à l'assaut du régime de Kadhafi, que la jeunesse révolutionnaire tire les leçons de cette expérience et construise son parti, dans la clandestinité et l'illégalité, patiemment, lentement, comme l'araignée tisse sa toile pour y piéger sa proie.

Il est 2h25 du matin, j'arrête là. C'est au moment où je devrais aller me reposer que je suis le plus en forme, voilà encore un paradoxe impossible à gérer ! A tout à l'heure pour les infos en bref.

Le 1er avril à la mi-journée.

Les articles de presse avec table des matières du mois de mars seront en ligne au format pdf demain ou dimanche au plus tard.

Comme apparemment des militants pourraient être tentés d'adhérer aux arguments présentés par les admirateurs de Kadhafi et son régime dans les articles que j'ai mis en ligne hier très tard dans la soirée (à 2h30 du matin chez moi en Inde), je ne dis pas cela pour le camarade qui m'a fourni l'adresse de ces articles je tiens à le préciser, en les reprenant un par un je les démonterai dans la mesure où je n'aurai pas à me lancer dans de longues et laborieuses recherches, ce qui sera relativement facile à première vue. Ces articles ou prises de position sont le fait de gens sur lesquels j'ignore tout, je préfère que vous le sachiez. Mais il y a pire, dans nos rangs cette fois, passons sur les positions épouvantables du NPA ou du PG qui en appellent à l'Union européenne ou à l'ONU.

Le POI où l'escalade dans l'opportunisme et le soutien au colonel Kadhafi.

1- A la fin du communiqué de Louisa Hanoune et Daniel Gluckstein, au nom de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, daté du 5 mars 2011 (IO n°139), on pouvait lire : "*Pour l'arrêt de la répression contre le peuple libyen !*"

2- Dans le communiqué du POI daté du 18 mars 2011 (IO n°141), ce mot d'ordre avait disparu, il a cédé la place à l'"*Arrêt immédiat de l'intervention militaire contre la Libye !*".

3- Et dans le IO n°142, le soulèvement révolutionnaire qui a démarré en Libye aux alentours du 17 février en réponse à la répression féroce dont a fait preuve Kadhafi à la suite de manifestations pacifiques, à ma connaissance la première ou l'une des premières manifestations a été celle de femmes sur des revendications sociales, est carrément nié à deux reprises dans un article signé Lucien Gauthier, qui pour ne pas se mouiller a préféré employer des guillemets pour l'évoquer, 1- les *« insurgés »* ; 2- *« l'insurrection »*, assimilant indistinctement les combattants révolutionnaires libyens à une "*milice*" (tout comme ailleurs les combattants de la résistance afghane à des Talibans), autrement dit n'ayant pas grand chose ou rien à voir avec le prolétariat libyen, c'est en tout cas ce que sous-entend son article, méthode commune au dictateur au pouvoir. (les pages de ces trois numéros d'*Informations ouvrières* sont à la disposition des militants dans la *Tribune libre* du site)

Bref, on ne trouve plus trace de critiques de Kadhafi et son régime honni des masses libyennes que sous forme d'allusions en passant, alors qu'il est le principal responsable de l'intervention militaire de la coalition impérialiste en Libye pour avoir maintenu son peuple dans la pauvreté ou l'indigence, tout en lui interdisant la moindre concession sur le plan politique et réprimant dans le sang toute tentative de faire valoir son droit à la liberté d'expression et d'organisation.

Ainsi, le POI n'a pas seulement pris position contre l'intervention militaire impérialiste en Libye, il a pris délibérément position en faveur du bourreau du peuple libyen au pouvoir depuis plus de quatre décennies.

On voudrait qu'on nous explique pourquoi il ne serait pas possible de défendre une position qui soit à la fois contre l'impérialisme, contre Kadhafi et contre le CNT installé à Benghazi, pour la défense de la révolution libyenne ?

Parce que cela serait difficilement saisissable par les militants du POI ? Mais alors s'ils en étaient à ce point-là, ils seraient capables de comprendre quoi au juste à la situation en Libye et ailleurs, en France par exemple ? Il est vrai qu'en France le POI rencontre toutes les difficultés du monde à ne pas se positionner par rapport aux appareils, à se positionner strictement sur le terrain des besoins collectifs des travailleurs. On retrouve le même travers ici en plus accentué encore ou quand l'opportunisme dans sa forme social-patriote et le gauchisme se rejoignent. Apparemment, à la lecture des derniers numéros d'*Informations ouvrières*, les dirigeants du POI rencontrent tellement problèmes avec leurs propres militants ou sympathisants pour justifier leurs positions qu'ils en arrivent à publier dans la tribune libre de leur journal des articles qui les critiquent, ils ne sont pas devenus des adeptes de la démocratie, ils ne peuvent tout simplement plus faire autrement, d'ailleurs on se demande pourquoi la crise qui traverse tous les partis épargneraient par miracle le POI, un parti bourré de contradictions.

Pour nous, le mot d'ordre : A bas l'impérialisme, A bas Kadhafi et A bas le CNT, Vive la révolution prolétarienne libyenne ne pose aucun problème, que l'on maintienne notre position ou qu'elle évolue dans les jours qui viennent, il demeurera valable. Pour être tout à fait honnête, nous avons ajouté *A bas l'impérialisme* pour tenir compte du développement de la situation en fonction des derniers éléments en notre possession sur ce qui se passe véritablement en Libye. Bien que ce ne soit pas un jeu et que je ne sois pas joueur, comme au poker, jusqu'à présent nous étions curieux de voir quelles seraient les conséquences des bombardements de la coalition impérialiste sur le rapport de forces entre le camp de la révolution et celui du régime, nous avons vu et nous adaptons notre mot d'ordre, mais sans épargner pour autant le dictateur au pouvoir dont le renversement demeure l'objectif, demain ou plus tard quand les conditions subjectives seront réunies.

Reconnaissons que sur cette question libyenne plus compliquée que les questions tunisienne ou égyptienne, comme on dit en anglais, on est *on the edge*, sur le fil du rasoir, il suffit de peu de chose, d'un mot ou de l'absence d'un mot, pour basculer dans le camp de l'impérialisme ou de Kadhafi, c'est peut-être ce qui a effrayé plus d'un militant qui ne l'a pas très bien saisi. Par certains aspects la situation en Libye est inédite, ce n'est pas une raison pour ne pas essayer de définir une position qui correspond au mieux aux intérêts du prolétariat libyen, de la région, mondial.

Parole d'internaute.

- "Ok d'accords c'est un pur hasard si les forces de l'ONU prennent le contrôle de l'aéroport, que simultanément les soldats français protègent les quartiers "européens" de la capitale et que les forces pro Ouattara attaquent la capitale, c'est aussi crédible que les marmottes qui emballent le chocolat..."

Au même moment, la France a appelé jeudi Laurent Gbagbo à entendre les appels qui lui ont été lancés "*de manière massive et claire*" à partir. (Reuters 31.03)

En Libye, Sarkonapoléon attaque Kadhafi parce qu'il avait manifesté son intention de commercer davantage et vendre de préférence son pétrole à la Chine, à la Russie et à l'Inde, des concurrents directs des impérialismes français, britannique et américain, sous le prétexte qu'il abusait de la force contre une partie de la population libyenne, autrement dit, qu'il outrepassait

ses droits de président et que cette action contre son peuple était illégitime.

En Côte-d'Ivoire, Sarkonapoléon soutient Ouattara qui s'est déclaré président élu après que la commission électorale qui lui était favorable a rendu public les résultats du second tour des élections présidentielle, Commission électorale qui selon la Constitution ivoirienne n'avait pas le pouvoir de le proclamer président, ce pouvoir revenant au Conseil constitutionnel après vérification du bon déroulement du scrutin, qui en tenant compte des fraudes électorales constatées notamment dans le fief d'Ouattara dans le nord du pays, avait finalement proclamé Gbagbo élu président.

Donc si l'on s'en tient strictement à l'application de la Constitution ivoirienne en vigueur au moment de cette élection présidentielle, la Commission électorale n'a pas outrepassé les pouvoirs qu'elle lui concède, c'est Ouattara qui en s'appuyant sur les résultats qu'elle a fourni au lieu de s'en tenir à ceux fournis par le Conseil constitutionnel, a délibérément violé la Constitution. Peu importe pour le va-t-en-guerre Sarkozy que la Constitution ait été bafoué par Ouattara et qu'il ait mené la Côte-d'Ivoire au bord de la guerre civile, le prétexte "humanitaire" qui prévaudrait pour justifier l'attaque contre Kadhafi n'a pas le droit au chapitre ici, puisque la bande de gangsters qui siègent au Nations Unis et l'impérialisme américain en tête avaient décidé d'avance lequel des deux candidats devrait être le prochain président de la Côte-d'Ivoire.

On est bien d'accord que Gbagbo est une fripouille qui ne vaut guère mieux que Ouattara. L'analyse des faits sert juste à démontrer que l'hystérique du Palais a une conception à géométrie variable de la démocratie, du respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la souveraineté des Etats, en fonction des intérêts matériels de l'impérialisme français notamment, à ce titre il est également responsable des massacres qui ont été commis en Côte-d'Ivoire au cours des dernières semaines et qui risquent de s'amplifier dans les heures ou les jours à venir.

Après que Sarkozy s'est essuyé les pieds sur la Constitution ivoirienne, on peut constater qu'il soutient ouvertement l'entreprise guerrière entreprise par Ouattara pour déloger Gbagbo du pouvoir, alors qu'il a refusé à Kadhafi d'employer les mêmes moyens pour se maintenir au pouvoir, simple constat. Quand il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir, que les Ivoiriens s'entretuent le laisse complètement indifférent.

Notre propos n'a évidemment pas pour objet de soutenir Ouattara ou Gbagbo, Kadhafi ou le CNT installé à Benghazi, mais de démontrer que dans un cas, en Côte-d'Ivoire, Sarkozy accorde le droit à une rébellion (soutenu par l'ONU, l'UE et le FMI) de déloger du pouvoir par la force un président déclaré légitime selon la Constitution de ce pays, et que dans le cas de la Libye il ne reconnaît pas à un président en place la légitimité de mater une rébellion qui use de la force pour le renverser, peu importe ici la nature du régime de Kadhafi, sans que cette contradiction ne le gêne le moins du monde, lui et ses semblables ne sont-ils pas les maîtres du monde, donc du continent africain, de ses richesses ?

De notre côté, nous reconnaissons au peuple libyen la légitimité de s'organiser et de s'armer pour renverser le tyran au pouvoir depuis 42 ans, à condition toutefois que les conditions soient réunies pour avoir une chance de le vaincre et d'instaurer un régime plus démocratique, à défaut de pouvoir instaurer un Etat ouvrier dans l'immédiat.

Dans le cas de la Côte-d'Ivoire, sachant que ni Ouattara ni Gbagbo ne pouvaient représenter les intérêts des masses laborieuses dans ce pays, aucune des solutions qui auraient pu émerger pour éviter un affrontement sanglant entre les deux camps n'aurait été satisfaisante. Cependant, parmi les scénarii possibles pour éviter une nouvelle guerre civile au peuple ivoirien, on aurait pu imaginer un partage du pouvoir, sauf qu'il était inconcevable partant du principe que Gbagbo avait semble-t-il décidé de suivre - en fait de précéder Kadhafi en privilégiant une collaboration économique avec des concurrents de l'impérialisme français et américain, perspective que ces derniers ne voulaient pas entendre parler évidemment, d'où le diktat qu'ils lui ont adressé : quitter le pouvoir ou vous serez renverser par la force, ce qui est en train de se produire aujourd'hui.

Politique.

1- France. Cacophonie à l'UMP. Sarkozy désavoué publiquement.

La liste des personnalités de l'UMP qui bouderont le débat sur la laïcité que le parti majoritaire entend organiser la semaine prochaine s'est encore allongée jeudi.

Dans le sillage de François Fillon, la ministre des Solidarités, Roselyne Bachelot,a annoncé qu'elle n'assisterait pas à la convention programmée pour le 5 avril dans un grand hôtel parisien.

Dominique Paillé, ancien porte-parole de l'UMP, a fait savoir qu'il n'irait pas non plus, de même que le maire de Nice Christian Estrosi.

Le porte-parole du gouvernement, François Baroin, a confirmé son souhait, exprimé lundi, de "*mettre un terme à tous ces débats*".

Le président du Sénat est lui aussi réservé sur la tenue d'un débat que critique l'opposition et qui empoisonne la majorité.

"*Un débat qui stigmatise, c'est le contraire du principe de laïcité. Voilà pourquoi un débat sur telle ou telle religion n'est pas la bonne approche*", a-t-il dit. (Reuters 31.03)

2- Portugal

Le président portugais Anibal Cavaco Silva a annoncé jeudi la dissolution du parlement et fixé au 5 juin la date des élections anticipées un peu plus d'une semaine après la démission du gouvernement socialiste minoritaire du Premier ministre José Socrates. (Reuters 31.03)

3- Koweit

Le gouvernement du Koweït a démissionné jeudi dans le contexte des troubles régionaux, a annoncé l'agence de presse officielle du pays, faisant apparemment référence à la contestation politique au Bahreïn voisin.

L'agence cite "*les développements locaux récents*" et "*les répercussions négatives sur l'unité, la sécurité et la stabilité nationales*" du Koweït.

La démission du gouvernement pourrait relever d'une tentative de trois ministres appartenant à la famille Al Sabah au pouvoir d'éviter des questions sur le fait que le Koweït n'a pas fourni de troupes à la force dirigée par l'Arabie saoudite qui est intervenue au Bahreïn pour défendre la famille régnante.

Le Parlement du Koweït est l'un des plus actifs du monde arabe. Les élus y accusent souvent la famille régnante d'abus de pouvoir, d'irrégularités financières et d'atteintes aux libertés.

Les démissions du gouvernement sont par ailleurs relativement fréquentes dans cet Etat membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Le Koweït est aussi un important allié des Etats-Unis, par où partent la plupart des forces américaines déployées en Irak. (AP 31.03)

4- Libye.

4.1- Depuis 6H GMT, l'OTAN a pris les commandes des opérations aériennes en Libye contre les forces loyales au colonel Kadhafi, ce qui la rend seule responsable des opérations navales et aériennes dans la région.

Les forces libyennes fidèles à Kadhafi ont été réduites «*de de 20 à 25%*» par la coalition mais ne sont «*pas près de la rupture*», selon le chef d'état-major de l'armée américaine Mike Mullen, qui s'exprimait devant une commission du Congrès.

4.2- "*Le sentiment que nous retenons, c'est que le peuple libyen souhaite que l'affaire soit réglée par des Libyens*" a déclaré jeudi Gérard Longuet, le ministre de la Défense.

Interrogé sur l'hypothèse d'une assistance militaire ou de livraisons d'armes à l'opposition libyenne, le ministre a répondu: "*Une telle assistance n'est pas à l'ordre du jour parce qu'elle n'est pas compatible avec la résolution 1973.*" (Reuters 31.03)

4.3- En qualifiant d'«*inadmissibles*» et d'«*inacceptables*» les déclarations de Vladimir Poutine qui avait estimé que «*l'intervention des occidentaux en Lybie fait penser à l'appel des croisés du Moyen-Age*», Dimitri Medvedev a clairement choisi son camp: celui des valeurs occidentales contre le conservatisme anti-atlantiste symbolisé par Vladimir Poutine.

Reste à comprendre les véritables raisons de ce clash et au-delà l'attaque en règle contre les Etats-Unis qui a incontestablement un parfum de guerre froide. La Libye n'est qu'un prétexte. L'abstention russe au Conseil de sécurité qui a permis l'intervention de Libye découle directement d'un changement dans l'attitude russe vis-à-vis de Tripoli. Moscou a interdit le sol russe à Kadhafi et aux membres de sa famille et de son entourage.

En fin stratège, Vladimir Poutine a choisi pour se lancer dans la bataille électorale un terrain qui lui est familier. Il se pose en défenseur non seulement des intérêts de la Russie mais également des valeurs russes face à un président sensible aux sirènes de l'occident. Quant à la population, elle ne comprend ni n'approuve l'attitude de la Russie dans le conflit. Pour preuve, 60% les auditeurs de la radio Echo de Moscou regrettent la décision du chef de l'Etat.

Selon un expert qui souhaite demeurer dans l'anonymat, Poutine a voulu lier les mains de Medvedev à la veille de la visite du secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, à Moscou. Des rumeurs ont couru selon lesquelles, il avait entre autre pour mission de sonder le Kremlin sur une éventuelle participation de la Russie à l'opération en Libye…

Vladimir Poutine n'aurait en outre guère apprécié les conseils du vice-président américain Joe Biden. Lors de son entrevue à Moscou avec Vladimir Poutine, il lui aurait gentiment conseillé de prendre une retraite bien méritée... Des indiscrétions qui n'ont pas été démenties.

Reste que le président Medvedev, au-delà des critiques qu'il a formulées contre Poutine, est contraint bon gré mal gré de tenir compte de l'opinion de son Premier ministre qui jouit du soutien du complexe militaro-industriel et d'une partie de l'establishment. L'appel du ministre de la Défense, un proche de Poutine, pour un cessez-le-feu immédiat en Libye en apporte une preuve supplémentaire. (Slate.fr 31.03)

4.4- Les forces de Moammar Kadhafi poursuivaient leur offensive jeudi avec des tirs nourris d'artillerie contre les rebelles repliés dans la ville pétrolière stratégique de Brega, sur la côte nord-est. Des panaches de fumée s'élevaient au-dessus de la localité.

"*Les forces de Kadhafi sont parvenues à environ 30 kilomètres à l'est de Brega*", a déclaré Fathi Muktar, un combattant insurgé. Il a précisé que les rebelles les avaient temporairement repoussées durant la nuit mais qu'au matin elles se trouvaient aux portes de la ville. (AP 31.03)

Les opposants à Kadhafi, qui ont de nouveau réclamé des armes lourdes, disent ne rien savoir de la présence de soldats étrangers en Libye et reconnaissent qu'un trop net engagement des Occidentaux pourrait nuire à leur crédibilité, comme l'a dit Moustafa Gheriani. (Reuters 31.03)

5- Yémen

Des dizaines de milliers d'opposants au président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, ont manifesté jeudi en mémoire des 82 manifestants morts depuis le début de la contestation dans le pays.

Les manifestants se sont rassemblés à Sanaa, la capitale, et ont une nouvelle fois réclamé le départ du chef de l'Etat, au pouvoir depuis 32 ans.

"*Le peuple veut que le boucher soit jugé*", scandait la foule dans laquelle des manifestants portaient des tuniques blanches avec l'inscription "futur martyr".

La "*Révolution de la Jeunesse*", coalition de groupes de protestataires, a fait savoir mercredi qu'elle souhaitait que les membres du clan Saleh soient traduits en justice.

L'organisation exige une restitution des "*biens publics et privés volés*", la libération des prisonniers politiques, la dissolution des forces de sécurité et la fermeture du ministère de l'Information.

Un haut diplomate occidental a estimé que le président Saleh enchaînait les déclarations contradictoires, laissant un jour entendre qu'il était prêt à quitter le pouvoir et un autre qu'il entendait mener son mandat à terme. (Reuters 31.03)

6- Bahreïn

Les arrestations d'opposants et de blogueurs se sont multipliées ces derniers jours à Bahreïn, où plus de 300 personnes ont été placées en détention et plusieurs dizaines d'autres sont portées disparues, a affirmé jeudi l'opposition.

"*Le gouvernement dit qu'il prend des mesures pour défendre la stabilité et la sécurité, mais c'est tout le contraire qui se passe. Nous nous retrouvons dans une situation des plus dangereuses où il n'y a plus aucune sécurité pour les citoyens*", a dit Mattar Ibrahim

Mattar, membre du parti d'opposition le plus important du pays, le Wefaq.

"*On arrête les gens, on les enlève aux points de contrôle installés un peu partout*", a-t-il ajouté.

De plus en plus de militants d'opposition ont préféré entrer dans la clandestinité pour éviter d'être arrêtés.

"*La situation est dramatique (...) Presque tous les blogueurs et les militants qui ne sont pas en prison aujourd'hui se cachent*", explique Nabil Radjab, qui dirige le Centre bahreïni pour les droits de l'homme.

"*Hier soir, il y a eu des perquisitions dans quinze maisons de mon quartier et ils ont arrêté seulement deux personnes, donc je pense que tous les autres se cachent*."

Mercredi, trois militants actifs sur internet ont été arrêtés. Il s'agit du blogueur Mahmoud al Yousif, du professeur et syndicaliste Sana Abdoul Razzak Zinedine et de l'étudiant et poète Aïat al Kourmozi.

Yousif est depuis des années le chantre de l'unité des Bahreïnis au-delà des clivages confessionnels, sous le slogan "*pas de chiites, pas de sunnites, rien que des Bahreïnis!*". (Reuters 31.03)

Social.

France

1- Suite de la manifestation du milieu judiciaire

"*La manifestation du 29 mars 2011 a constitué une véritable démonstration de force en rassemblant plus de 5.000 personnels du ministère de la Justice*", déclare le collectif d'associations et de syndicats à l'origine de la manifestation nationale du monde judiciaire, mardi à Paris, dans un communiqué diffusé jeudi.

"*Le ministère et le gouvernement doivent désormais entendre la colère de leurs personnels, qui ne peuvent plus assurer leurs missions à moyens constants. Les annonces faites le matin même de la manifestation par le ministre ne peuvent nous satisfaire car elles correspondent à de nouveaux moyens pour de nouvelles missions et non, comme nous l'exigeons, au renforcement des moyens pour les missions à ce jour existantes!*", ajoutent les organisations du collectif.

Elles "*exigent*" notamment l'annonce d'un "*plan d'urgence pour la Justice, qui envisage des moyens de manière pérenne*", et que Michel Mercier reçoive ensemble les organisations du collectif.

Ce dernier précise qu'il se réunira au plus tard le 5 avril pour décider des suites du défilé de mardi dernier. (AP 31.03)

2- Grève des éboueurs de Marseille

Les 139 salariés de deux sociétés privées ne collectent plus les ordures ménagères dans deux arrondissements du centre-ville de Marseille, les deuxième et troisième arrondissements, et dans une partie du premier, apprend-on jeudi de source syndicale.

Réunis en intersyndicale CGT-CFDT-FO et CFTC, les salariés de Véolia Propreté et de Derichebourg-Polyurbaine ont cessé le travail lundi soir pour protester contre "*le projet de la direction de revenir sur différents acquis sociaux, notamment le système de compensation des jours fériés et celui des chèques vacances*". (AP 31.03)

Economie.

1- France

Le déficit public a atteint 7% du Produit intérieur brut (PIB) en 2010, annonce l'INSEE jeudi. La dette publique s'est élevée par contre au niveau record de 81,7% du PIB, à 1.591,2 milliards d'euros.

Le président de la République Nicolas Sarkozy considère, dans un autre communiqué, que ces chiffres "*confortent la stratégie économique du gouvernement fondée sur des réformes favorables à la croissance et une maîtrise stricte et durable de la dépense publique, tout en refusant des hausses générales d'impôts qui seraient préjudiciables à la croissance et à la compétitivité*". (AP 31.03)

2- Irlande

Les quatre banques irlandaises ont besoin de lever 24 milliards d'euros supplémentaires pour pouvoir résister à d'autres pertes potentielles en cas d'aggravation de la situation économique, a annoncé jeudi la Banque centrale d'Irlande. (Reuters 31.03)

3- Portugal

Le déficit budgétaire du Portugal est ressorti à 8,6% du produit intérieur brut en 2010, alors que le gouvernement visait 7,3%, a annoncé jeudi l'institut national de la statistique (INE) portugais.

Le ratio dette/PIB portugais s'est élevé à 92,4% en 2010 et devrait croître pour atteindre 97,3% cette année. (Reuters 31.03)

Haut de page

Le 2 avril

Les causeries, chroniques et infos en bref de mars ont atteint 175 pages, vous ne pourrez pas dire que je n'ai rien foutu ! Oui, je suis absolument tout seul pour actualiser le site, ce travail que je m'impose me permet d'être un peu au courant de la situation pour en parler, apparemment davantage que plusieurs rédactions ou bureaux nationaux réunis !

Tenez, à nouveau depuis hier soir je n'ai plus de téléphone, cela fera la sixième fois que Tata me le remplace en 15 mois, heureusement que j'ai acquis dernièrement un modem indépendant, ce n'était pas un investissement inutile. Merci au passage à Philippe pour son chèque de 60 euros. Dans son courriel il a précisé "*avec le temps, le soutien annoncé aura augmenté de 10 euros !*", tu sais au moins à quoi sert ton argent, et si je peux me permettre, c'est mieux que de le balancer dans des campagnes électorales pour réunir quelque 1% des voix ou de financer des partis oscillant entre social-patriotisme ou gauchisme ou pratiquant en permanence un double langage, prétendant pratiquer la démocratie dans leurs rangs pour s'avérer en réalité de purs dogmatiques ! Vous aussi, si le site vous apporte quelque chose sur le plan politique, soutenez-le financièrement, adressez-nous des contributions politiques, des infos, etc. Merci au camarade qui m'envoie régulèrement des adresses de sites Internet, porte-toi bien aussi.

Un courriel reçu d'un camarade enseignant.

"Il me semble qu'il y a certaines questions essentielles à se poser et auxquelles il convient d'avoir des réponses précises avant de décider d'une position définitive sur la Libye et l'approche à adopter par rapport à l'intervention militaire (condamnation sans condition, ou laisser faire avec éclaircissement des buts réels).

L'armée de Kahafi est elle composée:

- de gens du peuple libyen
- de libyens soldats de métier coupés du peuple lybien
- de mercenaires payés grâce à la fortune cumulée par Kadhafi sur le dos du peuple libyen

ça peut aussi être un mélange de tout ça, et il faut voir dans quelles proportions.

Les villes de l'ouest qui ne se rebellent pas, ne le font-elles pas:

- parce leur population soutient Kadhafi
- parce la population est indifférente en attendant de voir comment ça va évoluer
- parce que la terreur règne sous les forces de répression de Kadhafi

Dans les villes qui se sont rebellées, la rebellion concerne:

- la grande majorité de la population
- quelques groupes armés anti-kadhafi ne représentant pas la population

Les bombardements de l'ONU et l'OTAN s'effectuent:

- uniquement sur les moyens militaires de Kadhafi
- sur l'ensemble des secteurs contrôlés par Kadhafi, y compris sur les civils

Les pro-Kadhafi sont ils constitués:

- d'une partie de la population libyenne
- de libyens intéressés à la survie de la dictature de Kadhafi parce qu'ils en ont toujours été les privilégiés (toute dictature à un minimum de soutien)

Sans avoir d'informations précises on tombe dans le dogmatisme. Je reste à 100% d'accord avec tes positions sur la Libye, et suis effaré du manque d'analyse des partis qui se prétendent révolutionnaires qui semblent totalement oublier la révolution en cours. Ou bien il y a révolution en cours à leurs yeux en Libye, et il faut expliquer pourquoi on abandonne la population en révolte. Ou bien ils considèrent qu'il n'y a pas révolution en Libye, et il convient de donner les éléments et les informations précis qui permettent de l'affirmer."

Ma réponse.

Quand j'étais technicien SAV en bureautique, on devait régler les copieurs couleurs (Canon CLC) qui théoriquement étaient censés proposer à leurs clients 64 millions de couleurs à partir de trois couleurs primaires et secondaires, le cyan, magenta et jaune pour l'encre, plus le noir, pour les filtres, le vert, bleu et rouge. A une autre époque Trotsky expliquait aux gauchistes et aux fétichistes ou dogmatiques forcenés qu'il existait des nuances de gris entre le noir et le blanc... Fidèle à la méthode de Marx et Engels, Trotsky s'employait à couper les cheveux en quatre pour produire des analyses profondes et sérieuses, ce que lui reprocheront ses adversaires politiques peu regardant déjà à l'époque sur la réalité des faits, leur préférant des idées préconçues ou de foutus principes avec lesquels ils s'arrangeaient par ailleurs en guise d'analyse pour justifier leurs positions.

On se retrouve confronter au même problème 71 ans plus tard, comme quoi le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde n'ont en fait réalisé aucun progrès depuis, ils ont même plutôt régressé.

Camarades, vos vaillants dirigeants qui se prétendent internationalistes et se réclament du marxisme vous trompent délibérément, la preuve. Rappel des faits pour les militants atteints par une soudaine perte de mémoire.

Pour répondre à la question d'un camarade, qui par courriel demandait si l'insurrection contre Kadhafi avait gagné l'ensemble de la Libye ou si au contraire elle était restée concentrée à Benghazi et sa région et ne serait que le fait d'une bande de voyous à la solde de Paris et Washington.

Voilà ce que les partisans du colonel Kadhafi passe désormais sous silence, comment ils refont l'histoire à leur manière, la falsifie en réalité pour justifier leur position politique. Il y a comme toujours les militants qui définissent leur position à partir de principes ou de théories, et il y a les militants qui déterminent leur position en analysant méticuleusement la réalité et son évolution...

Quand la réalité ne correspond pas tout à fait aux principes que défendent les premiers, ils passent outre et la violent au lieu d'essayer de voir comment on pourrait adapter nos principes à la réalité sans nous renier. Peu importe ici comment il faut caractériser ce comportement, cela tient de l'incurie politique ou d'intérêts particuliers ou des deux à la fois qui n'ont rien à voir avec les intérêts collectifs du prolétariat.

Infos en bref du site du 24 février.

Les miliciens du colonel Moammar Kadhafi tentaient mercredi de resserrer leur emprise sur Tripoli, la capitale libyenne.

Dans l'autre moitié, les manifestants affirment avoir pris Misourata, qui serait ainsi la plus grande ville de l'Ouest à passer entre leurs mains. Ils appellent à défiler vendredi à Tripoli.

A Sabratha (70km à l'ouest de Tripoli), dont le site archéologique est classé au patrimoine mondial, l'armée libyenne affronte depuis deux jours les manifestants qui ont pris d'assaut des bâtiments officiels, selon un site Internet proche du gouvernement. (Lefigaro.fr et AP 23.02)

Infos en bref du site du 3 mars.

A plus de 240 km dans le désert au sud-ouest de Tripoli, Nalut, petite localité berbère, vit entre peur et espoir: elle est l'une de ces "***villes libérées***" de l'ouest libyen, dans la chaîne montagneuse des Nafusa, près de la frontière tunisienne. Mais à tout moment, elle craint d'être reprise par les forces fidèles au régime de Kadhafi.

Ils constituent la première ligne de défense de leur ville de 18.000 habitants, loin de tout, dans le désert du nord-ouest de la Libye, qui s'est débarrassée des autorités pro-Kadhafi. "*Nalut libérée*", peut-on lire sur des murs de la ville.

Un journaliste d'Associated Press a passé deux jours avec les "*révolutionnaires*" auto-proclamés à Nalut, une des villes "*libérées*" de la chaîne montagneuse des Nafusa, proche de la frontière tunisienne.

Lundi, les habitants travaillaient donc avec acharnement à organiser leur défense. A l'entrée de la ville, au bulldozer, ils ont empilé de la terre et des pierres afin de dresser un barrage. D'autres ont creusé des tranchées pour que ceux qui se préparent à défendre Nalut puissent se protéger.

Plus à l'est dans la chaîne des Nafusa, l'armée est passée à l'offensive lundi soir, attaquant Zintan, autre "*ville libérée*". Les soldats, à bord d'une vingtaine de véhicules équipés d'armes lourdes, ont lancé l'assaut, mais ils ont été repoussés par des habitants armés et des militaires ralliés à l'opposition, selon deux habitants de la ville.

"*Nous n'abandonnerons pas, quelle que soit la forme de terrorisme*" utilisée par Kadhafi, a déclaré un homme à Zintan. "*A partir de maintenant, le peuple n'acceptera plus que la liberté et un Etat démocratique*".

Au moins trois autres localités de ces montagnes, habitées par la minorité ethnique berbère de Libye, sont également passées aux mains de l'opposition, selon des habitants de Nalut en contact avec leurs camarades.

Désormais, les insurgés de Nalut ont pris l'organisation de la vie quotidienne en mains, sous la direction d'un conseil communautaire rassemblant personnalités locales et habitants. Et ils attendent des nouvelles de Benghazi, le centre de l'insurrection dans l'est, pour que, ajoute Abou Sitta, "*nous et les autres frères dans l'Ouest commencions à faire mouvement pour libérer Tripoli*".(AP 02.03)

Infos en bref du site du 9 mars.

D'après un témoin qui a requis l'anonymat, chars et véhicules de combat parcouraient la localité de Zaouia (50km à l'ouest de Tripoli) et tiraient sur des habitations tandis que l'électricité, le téléphone et Internet étaient coupés. "*La ville est en ruines*", a-t-il dit à l'AP après avoir réussi à quitter Zaouia et à gagner un secteur lui permettant utiliser son téléphone mobile. "*Certains bâtiments ont été entièrement détruits*", "*il y a de nombreux blessés mais les hôpitaux vont se trouver à court d'approvisionnements*". (AP 08.03)

Infos en bref du site du 14 mars.

Plus à l'ouest, l'attaque des troupes kadhafistes lancée la veille contre Misrata, troisième ville de Libye à 200 km à l'est de Tripoli, semblait marquer le pas à la suite de mutineries au sein de l'armée, ont déclaré les rebelles. (Reuters 13.03)

Infos en bref du site du 16 mars.

A l'autre bout du pays, près de la frontière tunisienne, les kadhafistes ont repris lundi Zouara, une des dernières localités que les rebelles tenaient dans l'ouest du pays. (20minutes.fr 15.03)

Voilà camarade, tu as là les réponses à la plupart des questions que tu as posées, les réponses à tes autres questions figurent dans les différentes causeries du site ou les nombreux documents d'horizons divers que j'ai mis en ligne depuis le début mars. S'ils y en avaient laissés sans réponses, précise-le, on essayera d'y répondre.

Parole d'internautes.

1- "selon le quotidien Haartz, le gouvernement israélien souhaite le maintien de Bachar Al Assad au pouvoir.. bizarre qu'Israël , Iran et Hezbollah sont tous d'accord sur la même chose..." (libération.fr 01.04)

Non, pas vraiment, ils servent les intérêts de l'impérialisme américain, le régime iranien et le Hezbollah tout comme le Hamas permettent de justifier aux yeux de ce qu'ils appellent l'opinion publique internationale la présence militaire américaine dans la région et l'existence d'Israël, ajoutons les budgets d'armement ou de guerre des différents pays impérialistes. Toujours pour le même enjeu économique en toile de fond : le pétrole, notamment.

2- "Les principaux pays partenaires économiques et financiers de Kadhafi (Russie, Allemagne, Italie, Turquie, Chine) semblent avoir imposé une sorte de "Yalta" partageant la Libye en 2. A l'est, Benghazi bénéficierait du statut de "zone protégée". Le centre (avec le port de Misrata, 3e grande ville de Libye) et l'Est (Yafran, Zita, Nahit, Ghadamès, etc) aurait été abandonnés aux canons de Kadhafi. C'est cet accord secret qui aurait permis l'absence de veto Russo-Chinois et donc, le vote de l'ONU.

Lors de la prise en main par l'OTAN, le 1er Ministre Turc Erdogan a exulté publiquement sur la mise à l'écart de facto de la France (les pays hostiles au bombardement contre les tanks de Kadhafi sont majoritaire à l'OTAN). Conséquence immédiate, depuis ce relai par l'OTAN, les bombardements au sol ont quasiment cessé et ont permis à Kadhafi de reprendre l'offensive sur les 3 fronts (Ouest, centre et est). Les USA reconnaissent que Kadhafi dispose encore de 80% de ses chars et canons qui poursuivent les bombardements.

Question : Pourquoi défendre Benghazi et pas les autres villes ? Pourquoi permettre à Kadhafi d'écraser librement les insurgés du centre et de l'Ouest ? Pourquoi "l'axe Russo-germano-Italo-Turc" interdit fermement la livraison d'armes défensives aux insurgés ? Pourquoi les médias occidentaux n'abordent pas ces points et n'expliquent pas cet incroyable revirement diplomatique et géo-stratégique international sur la Libye et cet abandon des insurgés ? Que des pays africains soient notoirement corrompus par l'argent de Kadhafi et que les pays de l'axe Russo-Germano-Italo-Turc veuillent préserver leurs fructueux liens financiers avec Kadhafi, c'est compréhensible. Mais cet arrêt des intervention Franco-Anglo-US l'est beaucoup moins. Le texte de l'ONU (peu diffusé par les médias) est clair, précis et permet juridiquement de bombarder les tanks et canons de Kadhafi tant que ceux-

ci continuent de tirer sur les villes. Quelqu'un a-t-il une explication ? (lexpress.fr 01.04)

J'ai retenu la formule "*la livraison d'armes défensives aux insurgés*. Il paraîtrait que ce serait la faute du mauvais temps qui règnerait depuis plusieurs jours sur la région qui auraient empêché le bombardement de l'artillerie lourde de Kadhafi et permis ainsi son avancée, c'est l'argument avançé par l'état major de l'Otan.

Politique.

1- Côte-d'Ivoire Des casques bleus de l'Onu ont tué au moins cinq soldats fidèles au président sortant Laurent Gbagbo lors d'un accrochage à Abidjan, révèle un document interne aux Nations unies dont l'agence Reuters a eu connaissance vendredi. (Reuters 01.04)

2- Tunisie

2.1- Des accrochages ont opposé vendredi après-midi à Tunis manifestants et forces de l'ordre au centre-ville et autour de la place de la Kasbah, où se trouve le siège du gouvernement, a constaté sur place un journaliste de l'Associated Press.

Un premier rassemblement a eu lieu dans la matinée devant le théâtre municipal situé sur l'avenue Bourguiba, la principale artère de la capitale. Au cours de cette manifestation pacifique, des revendications à caractère social étaient formulées par des jeunes et moins jeunes.

"*Le gouvernement n'a rien fait de concret. On veut une nouvelle politique qui réponde aux aspirations du peuple*", a lancé K. Gharbi, une fonctionnaire de 46 ans.

Tahar Ouanès, 30 ans, est venu, lui, exprimer son mécontentement pour avoir été "*licencié abusivement*" du temps de l'ex-président Ben Ali. "*Moi, je n'irai pas à Lampedusa, je resterai ici pour lutter pour mon droit au travail*", a-t-il expliqué. (AP 01.04)

2.2- Le ministre tunisien des Finances Jalloul Ayed a annoncé vendredi l'adoption d'un plan de relance économique et social prévoyant notamment la création à court terme de 40.000 emplois.

Adopté en conseil des ministres, ce plan en 17 points comporte un programme de recrutement exceptionnel de 20.000 employés dans la fonction publique, et des mesures en faveur des entreprises pour les inciter à réaliser un nombre d'embauches équivalent.

En outre, 200.000 jeunes bénéficieront d'une allocation mensuelle de 200 dinars (101 euros) sur dix mois dans le cadre de "*mécanismes de la politique active de l'emploi*".

Il a été décidé, par ailleurs, de doubler les montants alloués aux "*programmes d'utilité publique dans les régions*" de l'intérieur du pays et d'y encourager les investissements.

Au niveau social, les aides aux familles défavorisées seront renforcées et des micro-crédits et dotations seront octroyées à 20.000 familles pour améliorer leurs logements.

Quant aux Tunisiens ayant fui la Libye et dont le nombre dépasse les 40.000, une aide leur sera octroyée d'un montant de 400 dinars (202 euros) par personne et de 600 dinars (304 euros) par famille.

Premières mesures concrètes prises par le gouvernement transitoire dirigé depuis environ trois semaines par Béji Caïd Essebsi, ce plan vise à faire face à une situation "*délicate*" malgré "*la bonne tenue des exportations industrielles*", a précisé M. Ayed.

Les secteurs les plus touchés par la quasi-paralysie de l'activité économique depuis fin décembre sont le tourisme, le transport, le commerce, les phosphates et les travaux publics. (AP 01.04)

3- Syrie

En Syrie, au moins quatre personnes ont été tuées et des dizaines blessées vendredi par des tirs des forces de l'ordre à Douma, ville située à 15 km de Damas, où des manifestants s'étaient rassemblés, selon un témoin. Des protestations ont eu lieu dans le Nord, le Sud et à Damas, deux jours après un discours du président Bachar Al-Assad, qui a déçu l'opposition. Le chef de l'Etat n'a annoncé aucune réforme pour calmer la contestation sans précédent contre son régime lancée le 15 mars.

Pour la première fois, des défilés se sont déroulés dans la région à majorité kurde du Nord, à Qamishli, Amouda et Hassaké, selon un militant de défense des droits de cette minorité kurde dont les membres se sont vus dénier depuis un demi-siècle la

nationalité syrienne.

Dans le sud, à Deraa, épicentre de la contestation où plus de cent personnes ont péri depuis le début du mouvement selon des militants des droits de l'homme, des fidèles ont manifesté devant le palais de justice. Ils ont scandé "*la mort plutôt que l'humiliation*", ainsi que des mots d'ordre contre le régime. A Lattaquié, au nord-ouest de Damas, qui avait été également le théâtre de sanglants affrontements, deux cents personnes ont manifesté en faveur de la liberté. (lemonde.fr 01.04)

4- Libye

4.1- En Libye, où le front entre rebelles et forces du dirigeant Mouammar Kadhafi se situait vendredi près du site pétrolier de Brega, les insurgés se sont dits prêts à un cessez-le-feu à deux conditions : "*que nos frères dans les villes de l'Ouest puissent s'exprimer librement et que les forces (pro-Kadhafi) qui assiègent nos villes se retirent*", a déclaré Moustapha Abdeljalil, chef du Conseil national de transition, à Benghazi. Le gouvernement libyen a rejetté, vendredi soir, les conditions de cette trêve et a affirmé que ses troupes ne quitteraient pas les villes.

Selon le plus haut gradé américain, l'amiral Mike Mullen, "*le plus gros problème [de la coalition] ces trois ou quatre derniers jours a été le temps*". Cela a réduit l'efficacité des avions chargés des frappes, qui parfois ne peuvent pas "*voir les cibles avec précision*".

Par ailleurs, Un proche conseiller du clan Kadhafi à Tripoli, Mohammed Ismail, serait en pourparlers avec le gouvernement britannique, le quotidien The Guardian sur son site internet. Peu connu tant en Libye qu'à l'étranger, Mohammed Ismail est un personnage-clé de l'entourage de Saïf al-Islam et a représenté Tripoli dans des négociations d'achat d'armements, selon des télégrammes diplomatiques révélés par WikiLeaks. (lemonde.fr 01.04)

4.2- Les rebelles libyens ont acheminé vendredi du matériel lourd sur le front de l'Est où d'anciens officiers s'efforcent d'organiser les forces insurgées afin de reprendre l'initiative face aux troupes loyalistes.

Dans leur ligne de mire, le contrôle du port pétrolier de Brega, pris alternativement par l'un et l'autre camp ces dernières semaines et où des combats se poursuivent.

A un poste de contrôle installé à la périphérie de la ville, les rebelles interdisent désormais aux jeunes dépourvus d'armes de poursuivre leur chemin.

"*Seuls ceux qui ont des armes lourdes sont autorisés à passer. Pas les civils sans armes*", déclare Ahmed Zaitoun, membre d'une brigade de volontaires qui a été formé au maniement des armes.

"*Aujourd'hui, il y a des officiers avec nous. Avant, nous étions seuls*", ajoute-t-il avant de désigner un homme arrêté au checkpoint: "*C'est un jeune garçon et il n'a pas d'arme. Qu'est-ce qu'il va faire là-bas ?*"

"*Des militaires sont arrivés et ont renforcé les lignes rebelles. Si Dieu le veut, ils commenceront par Ajdabiah et continueront sur Brega et Ras Lanouf*", explique Khaled Fardjani, un capitaine de l'armée de l'air qui s'est rangé du côté de l'insurrection.

Les villes pétrolières de Ras Lanouf et Es Sider sont revenues aux mains des forces loyalistes qui repoussent les rebelles à l'aide de leurs armes lourdes. Malgré les frappes aériennes menées par les Occidentaux, les insurgés n'ont pas réussi à garder le contrôle de leurs gains territoriaux.

Les dirigeants de l'insurrection saluent l'enthousiasme des jeunes, ces "*chebab*" qui foncent vers le front à bord de pick-ups, mais le manque de discipline et de coordination pèse.

Cette nouvelle approche doit encore prouver son efficacité, après la déroute subie cette semaine par les rebelles, qui ont perdu en deux jours les 200 km de route côtière qu'ils avaient gagnés à partir de Brega les deux jours précédents. (Reuters 01.04)

5- Yémen

Des centaines de milliers de Yéménites se sont réunis vendredi dans la capitale et défilaient dans de nombreux villages et villes du pays, dans ce qui semble être les plus importantes manifestations réclamant le départ du président Ali Abdullah Saleh depuis un mois et demi.

Plusieurs mosquées de la capitale étaient fermées, un geste sans précédent pour un vendredi, jour de prières, alors que les fidèles et responsables religieux convergeaient sur la place située devant l'université de Sanaa. (AP 01.04)

6- Bahreïn

Les autorités de Bahreïn ont libéré un blogueur mais arrêté plusieurs personnalités, dont des partisans de l'opposition, dans le cadre de la répression du mouvement de contestation, a-t-on appris vendredi auprès de l'opposition.

D'après Mattar Ibrahim Mattar, élu du Wefaq, le principal parti d'opposition chiite, on dénombrait jeudi 329 arrestations et 31 disparus.

Arrêté mercredi, Mahmoud al Yousif, un blogueur qui milite depuis des années pour l'unité de la population sous le slogan "*pas de chiites, pas de sunnites, rien que des Bahreïnis*", a en revanche été libéré tard jeudi soir.

Contacté au téléphone par l'agence Reuters, il dit avoir été bien traité lors de sa détention. "*Ils ont enquêté sur moi mais n'ont rien trouvé*", a-t-il ajouté. (Reuters 01.04)

7- Oman

Dans le sultanat d'Oman, un manifestant a été tué par des tirs de la police qui a dispersé un cortège de manifestants demandant la libération de prisonniers dans le port de Sohar, à 200 km au nord de la capitale Mascate, selon des témoins. (lemonde.fr 01.04)

8- Egypte

En Egypte, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées sur l'emblématique place Tahrir au Caire pour appeler à "s*auver la révolution*" qui a renversé le président Hosni Moubarak et "*purifier*" le pays des restes de l'ancien régime. (lemonde.fr 01.04)

Ils réclament aujourd'hui un procès pour Fathi Serour, l'ancien président du parlement speaker, Zakariya Azmi, chef du palais présidentiel, et Safwat al-Sherif, l'ancien secrétaire général du parti au pouvoir. (AP 01.04)

9- Jordanie

Une manifestation de centaines de jeunes appelant à des réformes s'est déroulée à Amman, alors qu'une cinquantaine de loyalistes scandaient des slogans à la gloire du roi Abdallah II, sous l'œil vigilant des forces de sécurité. (lemonde.fr 01.04)

Social.

France

Une coordination d'organisations nationales et locales appelle à des rassemblements dans toute la France samedi pour défendre le système de santé et les hôpitaux publics. Près de deux ans après le vote de la Loi Bachelot (HPST), les protestataires dénoncent les fermetures d'établissements et une "*privatisation*" du système de santé.

A Paris, un rassemblement est prévu place de la Bastille à partir de 14h30 à l'appel de la coordination qui regroupe des organisations très diverses, notamment l'AMUF (médecins urgentistes), le PS, la CGT, Solidaires, Act-Up, la Ligue des droits de l'Homme (LDH), Europe écologie les Verts (EELV), le Planning familial, le Parti de gauche, la coordination des élèves infirmiers et "*105 comités, collectifs et syndicats locaux et d'entreprises*", selon l'appel à la mobilisation.

Ailleurs en France, des rassemblements sont prévus dans 20 régions, selon la fédération CGT de la Santé, devant les Agences régionales de Santé (ARS) ou les préfectures, parfois suivis d'un défilé comme à Lyon, Toulouse, Bordeaux, et Rennes.

"*Après des années d'une politique de réduction des moyens et de réformes successives, la mise en place par la loi Hôpital Patients Santé Territoire (loi Bachelot) des Agences régionales de Santé accélère la privatisation de notre système de santé*", estime la coordination.

"*Pour le service public cela se traduit par des fermetures de services, fusions d'hôpitaux et réductions de personnels. Cela aboutit à de véritables déserts médicaux, dans les secteurs urbains comme à la campagne. La permanence des soins est menacée. Pour les malades et leurs proches, les distances augmentent, avec tous les risques et les coûts supplémentaires que cela comporte*", ajoute-t-elle.

Pour la coordination, "*les directeurs des ARS, nommés par le gouvernement, sont des superpréfets sanitaires régionaux. Ils détiennent tous les pouvoirs pour organiser la santé dans son ensemble, en appliquant les directives gouvernementales*".

Les ARS planifient "*la désorganisation et la réduction des soins publics*", et "*favorisent le transfert vers le privé lucratif des soins*

les plus rentables pour le plus grand profit des groupes financiers de la santé et de leurs actionnaires", accuse la coordination.

Quant à la Sécurité sociale, "*de nombreuses mesures ont fait reculer ce principe solidaire: forfaits, franchises, dépassements d'honoraires, pénalités, déremboursements. Ce qui reste à la charge des foyers ne cesse d'augmenter*". "*Tout cela pousse vers l'assurance privée individuelle celles et ceux qui en ont encore les moyens et c'est par millions aujourd'hui que des gens diffèrent ou renoncent aux soins*", selon l'appel.

Dans un communiqué diffusé le 15 mars dernier, la Fédération hospitalière de France (FHF, qui représente les directions des hôpitaux publics) s'inquiétait "*des suppressions d'emploi très importantes*", dans les hôpitaux, "*représentant plus d'un départ à la retraite d'agent sur quatre*".

Sur l'année 2009, "*en dehors du secteur médico-social, plus de 9.800 emplois ont ainsi été supprimés dans les hôpitaux publics, dont près de 5.000 personnels soignants, un chiffre qui devrait encore croître en 2010 au vu de la contraction constatée de la progression des dépenses de personnel dans les comptes des hôpitaux publics*", selon la FHF.

La FHF estimait que cette évolution "*en partie liée à la faible progression de l'enveloppe accordée aux hôpitaux*", est "*considérablement aggravée par la politique de 'convergence' conduite par le gouvernement au bénéfice des cliniques privées*". (AP 01.04)

Economie.

1- FMI.

Le Fonds monétaire international a activé vendredi comme prévu un fonds de crise de 581 milliards de dollars avec le soutien des Etats membres.

"*Les montants disponibles pour le FMI via les mécanismes multilatéraux d'emprunt ont été multipliés au total par dix depuis 2009 (...)*", précise le ministère français de l'Economie et des Finances dans un communiqué. (Reuters 01.04)

2- La Commission européenne et ses commanditaires.

Un porte-parole de la Commission européenne a dit vendredi que la nouvelle Autorité bancaire européenne (ABE) exigerait un ration minimal de fonds propres durs (core) de première catégorie (Tier 1) de 5%.

Ces fonds propres durs sont l'indicateur le plus rigoureux de la santé financière d'une banque et montrent dans quelle mesure elle peut gérer, par exemple, les dépréciations de ses créances.

Trois sources proches du dossier ont dit à Reuters que l'ABE rendrait publique sans doute lundi la définition du capital qu'elle retiendra pour éprouver la santé financière des banques.

Les régulateurs ont récemment accepté d'inclure dans les fonds propres durs des titres hybrides controversés à l'occasion des prochains "stress tests", ce qui doit permettre à des établissements tels que Commerzbank et WestLB de réussir leurs tests de résistance. (Reuters 01.04)

Autant dire qu'ils vont continuer de faire marcher la planche à billets et permettre aux banques de s'endetter jusqu'aux dents, rien de changer, on ne s'attendait pas à autre chose, à rien de leur part en fait.

3- Portugal.

Vendredi, Fitch a abaissé de trois crans, de A- à BBB-, la note portugaise à long terme, soit juste un cran au-dessus de la catégorie des investissements spéculatifs. Elle a également conservé une surveillance avec implication négative sur la note.

Le Portugal a placé vendredi 1,645 milliard d'euros d'obligations à court terme mais a dû proposer un taux de 5,79%, soit 2,5 points de plus que lors des adjudications similaires l'an passé. Cela signifie que pour emprunter dans les 15 mois qui viennent Lisbonne doit payer plus cher que l'Espagne sur 10 ans. (Reuters 01.04)

Haut de page

Le 3 avril

Quel boulot ! J'ai juste le temps de vous souhaiter un bon dimanche.

Vous trouverez plus loin deux citations qui devraient faire réfléchir ceux qui se livrent à un amalgame honteux entre le Conseil national de transition (CNT) et le prolétariat révolutionnaire libyen histoire notamment et inconsciemment de faciliter et justifier le sale boulot de Kadhafi.

Pourquoi dans leurs mots d'ordre on n'en trouve pas un contre Kadhafi et son régime ? Parce qu'en identifiant la révolution libyenne au CNT, ils soutiennent le contre-révolutionnaire Kadhafi et le camp impérialiste (russe, chinois, indien, turc accessoirement) qui le soutient. De la même manière que lorsque Sarkozy, Obama, puis l'UE, ont reconnu le CNT comme un interlocuteur valable, le seul il faut préciser, ils ont indiqué clairement qu'ils soutenaient les gangsters qui détiennent le pouvoir à Benghazi en échange de leur soutien au camp impérialiste occidental contre toute tentative d'indépendance du futur régime libyen, donc contre les aspirations légitimes du prolétariat révolutionnaire libyen.

Un rappel pour les amnésiques et les bonnes consciences à cent balles.

Hier soir aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie, j'ai appris qu'une pièce de théâtre jouée actuellement au théâtre de l'Odéon à Paris était dédiée à F. Mitterrand, le metteur en scène était sur le plateau. Il a expliqué que l'acteur qui joue le rôle de Mitterrand reproduisait les propos exacts de l'ancien président. Je retranscris ici en substance un passage qui m'a interpellé, Mitterrand : " *au Rwanda nous avons envoyé une force humanitaire qui n'avait pas pour mission d'intervenir militairement, imaginez un instant ce qu'on aurait dit si nous étions intervenus au nom du droit à l'ingérence humanitaire dans un pays souverain...*".

On imagine très bien après coup monsieur Mitterrand, il y aurait sans doute eu des centaines de milliers de victimes innocentes massacrés en moins, un détail, rien qu'un infini détail pour les gens farcis de principes figés dans le marbre ou au cerveau complètement sclérosé, vous savez ces internationalistes prolétariens pour lesquels la palette des couleurs se réduit au blanc et au noir, ces grands humanistes en temps de paix qui dès lors que résonnent le bruit effrayant des canons perdent la boule et s'en remettent hypocritement à la boule de cristal de leurs dogmes pour régler une question qui leur échappe totalement ou à laquelle ils ne comprennent rien.

Qui jusqu'en 1994 avait apporté "*son soutien diplomatique, financier et militaire à un régime aux abois qui commettait un génocide à la face du monde, dans l'indifférence de la communauté internationale*", au régime rwandais qui a massacré près de 800 000 Tutsis et Hutus modérés (libération.fr 01.03) ? L'impérialisme français, le même qui par la voix de Mitterrand et Jupé à l'époque ministre des Affaires étrangères (de 1993 à 1995) s'interdira d'intervenir militairement au Rwanda pour faire cesser ce terrible massacre au nom du sacro-saint droit des peuples à décider eux-mêmes de leur destin, le même principe mis en avant en 2011 par nos braves internationalistes prolétariens, qui plus est se réclamant du marxisme et du socialisme, pour laisser Kadhafi massacré tranquillement son peuple qui a osé se dresser contre son pouvoir totalitaire après 42 ans de dictature.

Au Rwanda c'est l'impérialisme qui a armé le bras des génocidaires qui a décidé de ne pas intervenir militairement, en Libye, c'est l'impérialisme qui a armé le dictateur Kadhafi qui maintenant le bombarde. Question : faudrait-il s'en plaindre et soutenir au nom du même principe que Mitterrand a eu raison de ne pas intervenir militairement au Rwanda pour empêcher ou faire cesser ce génocide ? Ceux qui défendent cette position devraient sortir de leur torpeur ou de leur caverne, le monde a subi de profondes transformations depuis un siècle, ce qu'ils semblent ignorer. Le principe qu'ils mettent en avant demeure valable lorsqu'il s'agit d'une guerre entre Etats souverains, plus particulièrement dans le cas d'une guerre déclarée par un pays dominant contre un pays dominé. La différence avec autrefois, c'est qu'il existe dorénavant de nombreux Etats dans le monde dirigés par des dictateurs que l'impérialisme à lui-même armé pour conserver le pouvoir et terroriser sa population. Dès lors, des situations impensables à l'époque où ce principe a été défini et que pour cette raison ses auteurs n'avaient pas pu prévoir peuvent se produire, telle que le retournement de cet arsenal militaire contre son propre peuple. On nous rétorquera que cela a toujours existé, des souverains qui massacrent leur peuple pour demeurer au pouvoir, à ceci près, et ce n'est pas un détail, d'une part qu'ils n'avaient pas été armés par d'autres Etats, d'autre part que l'armement ou la puissance militaire dont ils disposent de nos jours sont sans commune mesure avec tout ce qui a existé dans le passé. Au fil du temps dans ce domaine aussi la quantité s'est transformée en qualité et vice versa, ce qui ne devrait pas être trop compliqué à comprendre pour les camarades qui manient la dialectique.

C'est au regard de cette évolution et de cette réalité qu'il faut adapter notre principe internationaliste, au lieu de faire comme si rien n'avait changé dans le monde en un siècle. Répétons-le une énième fois, ce n'est pas la réalité qui doit s'adapter à la théorie, mais l'inverse, sans pour autant renier nos principes, un exercice apparemment hors de portée des capacités de nos dirigeants malheureusement.

On pourrait nous rétorquer qu'il y a quand même là une contradiction, car en quelque sorte cela reviendrait à soutenir une intervention impérialiste même si à aucun moment on présente notre position de la sorte. Erreur ou confusion camarades, il ne faut pas prendre le train en cours de route et nous accuser ensuite de contradiction, c'est l'impérialisme qui soutenait encore

hier Kadhafi qui doit assumer une contradiction qu'il a créé lui-même, nous de notre côté nous jouons sur un volet de cette contradiction pour la retourner à la fois contre l'impérialisme et contre Kadhafi au profit de la révolution libyenne.

Nous faisons avec le matériel qui existe, désolé, nous n'inventons rien. Cette contradiction, dont l'impérialisme est à l'origine et porte l'entière responsabilité, on a envie de leur dire : poussez-la au maximum... pour que finalement elle vous éclate en pleine figure, car à Paris et Washington ils s'interrogent si vous suivez de près la situation, ils ne savent pas très bien ce qui va en sortir, s'ils ne vont pas être obligés de composer avec Kadhafi une fois qu'ils l'auront suffisamment affaibli, mais pas suffisamment pour que le peuple libyen réussisse à le renverser, si le pouvoir ne va pas échoir entre des mains peu favorables à leurs intentions impérialistes en Libye, si la déstabilisation du pays ne va pas être pire que l'ordre qui régnait sous Kadhafi, ils regrettent peut-être déjà d'avoir été trop gourmands par rapport à leurs concurrents russes et chinois, de n'avoir pas été assez compréhensifs envers les "*fantaisies*" mégalomanes du dictateur, par contre ils n'ont pas à s'en vouloir de ne pas lui avoir accordé plus de respect ou de considération ou de ne pas lui avoir concédé plus de pouvoir dans la région puisqu'ils étaient prêts à lui vendre une centrale nucléaire et des armes notamment.

En résumé, l'impérialisme est empêtré dans une contradiction qu'il a initiée, et il compte développer un des volets de cette contradiction dans l'espoir de tirer les ficelles dans cette affaire, en espérant que cette aventure tournera à son avantage. De notre côté pour lui mettre des bâtons dans les roues, nous appuyons sur la partie de l'autre volet de cette contradiction qui ne rentre pas vraiment dans son plan initial, à savoir le développement de la révolution hors du contrôle du CNT, qui lui-même a impérativement besoin du soutien de la majorité de la population pour renverser Kadhafi. L'impérialisme soutient le CNT contre les forces révolutionnaires indépendantes qui existent dans le pays et contre Kadhafi, de notre côté, nous soutenons le processus révolutionnaire et particulièrement ses éléments indépendants du CNT et de l'impérialisme, de ce fait, nous combattons à la fois le CNT et l'impérialisme, donc Sarkozy et Cie.

Ceux qui condamnent l'intervention impérialiste sans faire preuve du moindre discernement, n'ont en tête que l'objectif et les intentions de l'impérialisme, alors que de notre côté nous privilégions l'objectif des révolutionnaires libyens qui visent au renversement de Kadhafi. On pourrait procéder par analogie et dire, qu'ils surestiment le rôle et le pouvoir des appareils des syndicats et des partis en France par rapport au prolétariat et ses aspirations profondes, prolétariat qui un peu plus tôt un peu plus tard submergera les appareils.

Une dernière objection me vient à l'esprit : ce que vous dites est très bien sur le papier ou à l'écran, mais tout le monde sait d'avance que l'impérialisme va parvenir à ses fins... Qu'en savez-vous au juste ? Là je crains que votre boule de cristal en forme de dogme ne vous sera d'aucun secours ! Et alors, quand bien même en serait-il ainsi, est-ce que ce serait une raison valable ou suffisante pour ne pas défendre une position et un discours qui correspond aux intérêts des masses libyennes, pour les abandonner, pour capituler en rase campagne ? Depuis quand devrait-on s'interdire ou s'abstenir de défendre une cause à partir du moment où l'on estimerait qu'elle serait perdue d'avance ? Pour un peu ne devrait-on pas s'interdire de réfléchir librement pendant qu'on y est ? Mais dites donc, quand vous dites : pas de bombes impérialistes sur les forces de Kadhafi, est-ce que par hasard vous ne lui faciliteriez pas le sale boulot ? Courageux comme vous êtes, vous préférez fermer les yeux et vous boucher les oreilles, du piédestal où vous observez le théâtre des opérations vous décrétez que n'avez pas à répondre à cette question que vous jugez déplacée ou grotesque, désolé, nous nous la sommes posés et nous vous la posons que cela vous plaise ou non on s'en contrefout éperdument.

Le marxisme combat le pessimisme, le scepticisme du petit-bourgeois, il n'a rien à voir non plus avec une forme d'optimisme béat, il est profondément réaliste et tire sa force de la réalité des faits et de ses contradictions, une leçon que nos maîtres nous ont léguée et que de nombreux révolutionnaires ont semble-t-il oublié de nos jours.

Je n'irais pas jusqu'à dire qu'ils se trompent de camp car ce serait les calomnier pour le coup, nous ne tomberons pas dans ce piège qu'ils nous ont tendu, nous dirions tout simplement qu'ils sont incapables de se situer résolument et strictement au côté du prolétariat pour s'en être tenus écartés trop longtemps, quand je parle du prolétariat, j'entends l'ensemble de la classe ouvrière qui ne se limitent pas à quelques couches qui par leurs positions dans la société sont plus proches de la bourgeoisie que de l'ouvrier, les intellectuels, les couches moyennes ou supérieures de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière ou encore un grand nombre de fonctionnaires qui bénéficient de privilèges par rapport au reste de la classe ouvrières, couches qui constituent l'essentiel des syndiqués et des militants des partis politiques en France, soit une infime minorité de la classe ouvrière en réalité. En ayant les yeux toujours rivés ou en s'adressant uniquement à cette minorité pour l'essentiel solidement amarrée au capitalisme et aux institutions, quand ce n'est pas strictement aux syndiqués, aux militants et aux élus des autres partis, on finit par perdre pied avec la réalité et à ne plus être capable de défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière, ce que reflète clairement leur position sur la question libyenne. Leurs discours déconnectés de la réalité, une fois que la mobilisation était manifestement terminée contre la "*réforme*" des retraites vers la mi-novembre 2010, en témoigne si besoin était.

Une dernière chose. Comme quoi nous sommes totalement en phase avec la réalité du terrain en Libye, avant-hier le CNT a déclaré qu'il serait favorable à un cessez-le-feu sous certaines conditions, alors que la veille dans ma causerie j'expliquais que devant une défaite annoncée, il fallait savoir se replier en ordre... Non camarades, je ne vis pas en Libye mais en Inde, je n'ai pas bougé de mon trou !

C'est le meilleur témoignage que l'on pouvait fournir aux militants qui s'interrogeaient légitimement sur le sérieux et le bien-fondé

de notre position. Et nous en sommes fiers !

Les deux extraits de La faillite de la IIe Internationale (1915) de Lénine :

1- "Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme mûri au point que cet abcès bourgeois ne peut plus continuer à subsister comme autrefois au sein des partis socialistes.

Les gens qui ne veulent pas voir la liaison extrêmement étroite et indissoluble du social-chauvinisme avec l'opportunisme se saisissent de faits et de "cas" isolés pour avancer que tel opportuniste est devenu internationaliste, et que tel radical est devenu chauvin. Mais c'est là un argument qui n'a vraiment rien de sérieux quand on discute du développement de courants. Premièrement, le chauvinisme et l'opportunisme ont la même base économique dans le mouvement ouvrier : l'alliance de couches supérieures, peu nombreuses, du prolétariat et de la petite bourgeoisie, qui bénéficient des miettes que leur laissent les privilèges de "leur" capital national, contre la masse des prolétaires, la masse des travailleurs et des opprimés en général. Deuxièmement, le contenu idéologique et politique des deux courants est le même. Troisièmement, l'ancienne division des socialistes en un courant opportuniste et un courant révolutionnaire, qui caractérisait l'époque de la II° Internationale (1889-1914), correspond dans l'ensemble à la nouvelle division en chauvins et internationalistes."

2- "La crise créée par la grande guerre a arraché le voile, balayé les conventions, fait crever l'abcès mûri depuis longtemps, et a montré l'opportunisme dans son rôle véritable d'allié de la bourgeoisie. Il est nécessaire maintenant que celui-ci soit complètement détaché, sur le terrain de l'organisation, des partis ouvriers. L'époque impérialiste ne peut tolérer la coexistence, dans le même parti, des hommes d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et de l'aristocratie semi-petite-bourgeoise de la classe ouvrière, qui jouit de bribes des privilèges que confère à "sa" nation la situation de "grande puissance". La vieille théorie présentant l'opportunisme comme une "nuance légitime" au sein d'un parti unique, étranger aux "extrêmes", est aujourd'hui la pire mystification des ouvriers et la pire entrave du mouvement ouvrier. L'opportunisme ouvertement affirmé, qui répugne d'emblée à la masse ouvrière, est moins terrible et moins nocif que cette théorie du juste milieu, qui justifie la pratique opportuniste par des vocables marxistes, qui entend démontrer par toute une série de sophismes l'inopportunité des actions révolutionnaires, etc."

Politique

1- France

1.1- Pas très "***chrétien***" avec le chanoine de Latran !

Le Parti chrétien-démocrate (PCD) de l'ex-ministre Christine Boutin a annoncé samedi souhaiter présenter son propre candidat à l'élection présidentielle de l'an prochain, tout en se disant prêt à des rapprochements avec d'autres formations.

Une stratégie de candidature unique pour la droite et le centre serait "*irresponsable*", a estimé Christine Boutin dans un communiqué.

Le PCD, qui se présente comme un parti autonome associé à l'UMP, se propose de "*fédérer les intelligences et les énergies*" et précise engager dès à présent des rapprochements avec d'autres formations que le CNIP (Conseil national des indépendants et paysans) et France Ecologie.

Christine Boutin avait recueilli 1,2% des voix au premier tour de la présidentielle 2002 sous la bannière du Forum des républicains sociaux. (Reuters 02.04)

1.1- Après le revers des cantonales, le vert de gris est de retour.

Daniel Cohn-Bendit et José Bové expliquent qu'Europe Ecologie-Les Verts "*vit une crise de croissance assez grave*", dans une tribune publiée sur Libération.fr.

Pour Daniel Cohn-Bendit et José Bové, "*le réseau des coopérateurs d'Europe Ecologie et la société civile toute entière ne peuvent être mis à l'écart des orientations du premier congrès d'Europe Ecologie*" qui se tiendra à La Rochelle du 3 ou 5 juin. Un "*appel*" pour un "*printemps des écologistes*" sera bientôt lancé.

EELV "*doit être une vaste, transparente et démocratique effervescence, pas une cabine de pilotage politicienne réservée à quelques-uns*", concluent-ils. (lexpress.fr 01.04)

L'arbre de la vie n'est pas vert mais gris pour con-bandit et son acolyte. (à l'opposé : « *Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre éternel de la vie.*» parole de Méphistophélès dans Faust de Goethe)

Qu'ils se rassurent, Hulot arrive ! Du vert au bleu marine de l'UMP, si on mélange les deux couleurs cela donne quoi : quelque

chose de bien sombre qui fait penser au crépuscule des Dieux...

2- Libye

Au moins six civils ont été tués samedi à Misrata, où les forces de Kadhafi assiègent et mitraillent sans relâche les insurgés, cherchant à les chasser de la principale ville qu'ils tiennent encore dans l'ouest de la Libye. Parallèlement, la rébellion a indiqué que 13 de ses hommes avaient été tués par erreur par un avion de la coalition internationale près de Brega. L'OTAN a dit avoir ouvert une enquête.

Parallèlement, les forces américains se désengagent de plus en plus des opérations en Libye. Après avoir annoncé jeudi qu'ils retiraient à compter de dimanche leurs avions de combat de la mission désormais sous commandement atlantique, les responsables du Pentagone ont ajouté qu'ils cesseraient également de tirer en Libye des missiles de croisière Tomahawk, qui sont par ailleurs fort coûteux. (AP 02.04)

3- Syrie

Samedi, tandis que quelque 200 personnes manifestaient de nouveau à Deraa (100 km au sud de Damas) épicentre de la contestation lancée le 15 mars au cri de "*La mort plutôt que l'humiliation*", "*Liberté, Liberté*", des dizaines de manifestants ont été interpellés et embarqués à bord d'un autocar, a indiqué un témoin. Quatre contestataires avaient déjà été appréhendés à l'aube : l'architecte Khaled al-Hassan, l'avocat Hassan al-Aswad, l'enseignant Issam Mohammed et Mohammad Fara, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres.

Dans la cité agricole de Douma (15 km au nord de Damas), où une manifestation s'est terminée vendredi dans le sang avec au moins huit morts et des dizaines de blessés, au moins douze personnes ont été interpellées, a affirmé un militant. Enfin, dans la ville industrielle de Homs (à 160 km au nord), où des manifestations ont également eu lieu, l'OSDH a fait état de 17 arrestations. L'OSDH a exigé dans un communiqué que "*soient libérés tous les prisonniers d'opinion, que cessent les arrestations abusives d'opposants politiques et que les citoyens puisse jouir de leurs droits légitimes de se rassembler pacifiquement et de s'exprimer*". (lemonde.fr 02.04)

Allez camarades révolutionnaires encore un petit effort, continuez sur votre lancée : aucun soutien au peuple syrien qui se soulève contre Assad, il est manipulé par l'horrible impérialisme américain ! Je plaisante bien sûr, nous soutenons ces manifestations.

4- Yémen

Les opposants à Ali Abdallah Saleh ont présenté samedi un plan de transition organisant le transfert du pouvoir détenu par le président yéménite et instaurant un gouvernement d'unité nationale avant la tenue d'élections.

Le plan présenté par les opposants prévoit une restructuration de l'armée et des forces de sécurité sous l'autorité d'un vice-président agissant en qualité de chef de l'Etat provisoire.

Des discussions élargies pourraient alors être tenues sur des modifications constitutionnelles, sur un gouvernement d'union et sur de nouvelles élections, précise un communiqué de l'opposition.

Selon les experts, ces mesures visent à réduire l'influence étendue dont jouissent les proches et les alliés de Saleh au sein de l'appareil militaire et parmi les forces de sécurité. (Reuters 02.04)

5- Oman

Des dizaines de personnes ont manifesté samedi à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, réclamant lors d'un sit-in l'ouverture d'une enquête sur les abus présumés des forces de l'ordre lors d'affrontements violents qui ont fait au moins un mort. Lire la suite l'article

Les troubles de vendredi à Sohar, cette ville industrielle du nord du pays où le mouvement de contestation a débuté il y a plus de six semaines, montrent que les concessions du gouvernement n'ont pas répondu aux exigences des manifestants.

Selon des responsables médicaux, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, un jeune homme de 22 ans est mort dans la nuit des blessures reçues vendredi, et quatre autres manifestants au moins ont été blessés.

Un couvre-feu nocturne a été imposé à Sohar (200 km au nord de Mascate, la capitale), où, selon le parquet, les forces de l'ordre auraient riposté à coups de gaz lacrymogènes, canons à eau et balles en plastique, en "légitime défense" face aux manifestants les caillassant et armés de couteaux. Mais selon les manifestants, la police a tiré à balles réelles.

Les manifestants réclament une plus grande liberté de la presse et une plus grande démocratisation. Ils n'appellent cependant pas au renversement du souverain. (AP 02.04)

Quelle horreur, des monarchistes, on ne va pas les soutenir quand même ? Je déconne, bien sûr qu'on les soutient, cela alimente la crise du régime.

6- Tunisie

Un jeune manifestant a été blessé par "*une balle perdue*" samedi lors d'une manifestation à Tozeur dans le sud tunisien, a rapporté l'agence officielle TAP.

Les manifestants s'étaient rassemblés pour réclamer le départ du gouverneur (préfet) et d'autres responsables de la région.

Selon l'agence, les forces de l'armée sont intervenues et procédé à des tirs de sommation en l'air pour disperser la foule à la suite de jets de pierres en direction du bureau du gouverneur et de "*propos portant atteinte au responsable*".

Transporté à l'hôpital de la ville, le manifestant qui a été atteint à la poitrine, a subi une intervention chirurgicale qui a permis d'extraire la balle. Son état est jugé "*stable*" par les médecins.

A Tunis qui a été le théâtre vendredi d'incidents violents, une nouvelle manifestation s'est déroulée au centre-ville sans donner lieu à des heurts avec les forces de l'ordre. Environ une centaine de jeunes scandaient des slogans hostiles au gouvernement et protestant notamment contre la nomination du nouveau ministre de l'intérieur.

Dans un communiqué, le ministère de l'intérieur a accusé un groupe d'environ un millier de personnes d'avoir semé la veille "*la violence et le désordre*".

Les manifestants se sont attaqués aux forces de l'ordre à coups de pierres, en incendiant un commerce et en détruisant des voitures. La "*situation de panique et de terreur ainsi créée a nécessité l'intervention des forces de l'ordre et des unités de l'armée nationale pour protéger les citoyens et les biens en utilisant les gaz lacrymogènes sans occasionner de blessés parmi les manifestants*", ajoute le communiqué. (AP 02.04)

7- Israël

Israël a demandé samedi aux Nations unies l'annulation du rapport rédigé par Richard Goldstone sur le comportement de Tsahal lors de l'opération "*Plomb durci*" dans la bande de Gaza fin 2008-début 2009.

Dans ce document remis en 2009 au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, le magistrat sud-africain estimait qu'Israël tout comme le Hamas au pouvoir à Gaza s'étaient rendus coupables de crimes de guerre lors du conflit.

Vendredi, le juge écrivait dans une libre-opinion publiée par le Washington Post: "*Si j'avais su ce que je sais maintenant, le rapport Goldstone aurait été différent*".

Quelque 1.400 Palestiniens, dont plusieurs centaines de civils, et 13 Israéliens ont péri lors de l'opération lancée par Tsahal en représailles à des tirs de roquettes sur l'Etat juif.

Dans un communiqué publié samedi, le Premier ministre Benjamin Netanyahu demande à l'Onu de procéder à l'annulation de ce rapport. "*Tout ce que nous avons dit s'est révélé exact. Israël n'a pas nui intentionnellement aux civils. Le fait que Golstone se soit rétracté doit aboutir à classer le rapport*", affirme le communiqué.

De son côté, le chef de la diplomatie israélienne, l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, a déclaré sur la deuxième chaîne de télévision que les civils n'avaient pas été pris pour cible. "*Notre système judiciaire a enquêté sur chaque cas (de mauvaise conduite) sans préjugé (...) la vérité a fini par percer*".

Dans sa tribune libre, Richard Golstone écrit que si Israël avait coopéré avec lui au moment de sa mission, il aurait pu montrer que sa politique n'avait pas consisté à cibler délibérément les civils.

Il ajoute dans les colonnes du Washington Post: "*Je regrette que notre mission d'information n'ait pas eu ces éléments expliquant les circonstances dans lesquelles nous avons dit que des civils ont été pris pour cible parce que cela aurait probablement influencé nos conclusions sur le caractère intentionnel et les crimes de guerre*". (Reuters 02.04)

En représaille à des tirs palestiniens de roquettes qui en 10 ans n'ont fait aucun mort côté israélien (à ma connaissance), l'Etat sioniste a massacré 1 400 Palestiens dont plusieurs centaines de civils, ce sont les faits. Gardons à l'esprit que depuis 1947 les sionistes sont les agresseurs-occupants et les Palestiniens les agressés-occupés.

Entre la réalisation et la sortie de ce rapport en 2009 et le 2 avril 2011 le lobbying sioniste aux Etats-Unis et à l'ONU a poursuivi son oeuvre, voilà tout.

Soudain j'ai un affreux doute : est-ce qu'on ne soutiendrait pas d'affreux terroristes en soutenant la cause palestinienne ? Je plaisante une nouvelle fois...

Social.

1- France

Des milliers de personnes ont participé samedi à des rassemblements contre la politique de santé du gouvernement, organisés dans plusieurs villes à l'appel d'un large mouvement d'associations d'usagers, de syndicats et de partis politiques.

A Paris, entre 2000 (selon la police) et 5.000 personnes (selon les organisateurs) se sont rassemblées place de la Bastille, où plusieurs prises de paroles ont eu lieu sur un podium aménagé pour l'occasion, dont celle d'André Grimaldi, professeur à la Pitié-Salpétrière.

A Lyon, un peu plus de 500 personnes (chiffre de la police) ont défilé dans le centre-ville. A Bordeaux, environ 400 personnes ont fait de même, précédés par des handicapés en fauteuil. Elles étaient environ 300 à Toulouse et 450 à Niort. A La Seyne-sur-Mer (Var), un millier de personnes ont formé un H (pour hôpital), pour défendre la maternité de la commune, menacée de fermeture. Des rassemblements ont aussi été organisés à Nancy, Rennes ou encore Lille.

L'initiative de cette journée d'action, lancée par la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux, a reçu le soutien de dizaines d'associations d'usagers, de syndicats de salariés et de médecins, ainsi que de partis de gauche.

"*Un tel mouvement unitaire, c'est du jamais vu*", s'est félicitée lors du rassemblement parisien Françoise Nay, l'une des responsables de la Coordination nationale, ajoutant qu'il y aurait bientôt de nouvelles initiatives.

Sur le podium, l'intervention du Pr André Grimaldi, pourfendeur des suppressions d'emplois et du financement à l'activité dans les hôpitaux, a provoqué les applaudissements de la foule.

"*Si le président Sarkozy, par malheur, reste à la tête de l'Etat en 2012, les hôpitaux publics pourront déposer leur bilan et être vendus*", a-t-il affirmé, avant de fustiger le patron de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France, Claude Evin. (libération et AFP 02.04)

2- Etats-Unis

Le directeur général de Ford Alan Mulally a perçu une rémunération de 26,5 millions de dollars (18,6 millions d'euros) l'an dernier, en hausse de 48%, dont un salaire de 4,8 millions de dollars.

Ford a dégagé un bénéfice net de 6,6 milliards de dollars en 2010. (Reuters 02.04)

Haut de page

Le 4 avril

Le fichier des articles de presse avec table des matières du mois de mars est en ligne. J'ai rajouté quelques articles de sources diverses sur la Libye dans la rubrique *Documents*.

Faut-il encore ajouter quelque chose à ce que nous avons déjà dit sur la question libyenne sans prendre le risque de se répéter ? Notons pour en avoir peu parlé, que le PS s'est aligné sur l'UMP et que PG s'est empressé de lui emboîter le pas, bref, normal, Mélenchon est rentré au bercaille, pour peu qu'il en soit sorti un jour, quant au PS il est resté fidèle à lui-même.

Sombre rappel. La IVe République dominée par le PS et le PCF n'a pas remis en cause le colonialisme de l'impérialisme français, il

a poursuivi sa guerre au Vietnam jusqu'en 1954, 5 ans auparavant Mitterrand avait fait bombarder Sétif en Algérie (8 mai 1945), 6 ans plus tôt le PS (la SFIO) s'était rangé au côté de sa bourgeoisie pour faire la guerre à l'Allemagne (1939), 3 ans plus tôt, le gouvernement de Front populaire n'avait pas mis fin à la colonisation en Afrique et en Asie de l'impérialisme français (1936), 22 ans plus tôt il s'était également rangé dans le camp de la guerre (août 1914)...

Autre réflexion. On a tendance à analyser les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes dans tous les pays à partir de l'évolution des classes dans le pays où l'on vit, sans forcément tenir compte qu'il existe d'énormes disparités d'un pays à un autre selon leur niveau de développement économique et leur histoire. L'exemple le plus flagrant est celui du taux de scolarisation qui déterminerait le degré d'instruction ou de connaissances générales de la population d'un pays, qui pour un peu servirait à déterminer son niveau de compréhension des rapports qui existent dans la société ou du monde dans lequel nous vivons, puisque c'est dorénavant à cette échelle de grandeur qu'il faut appréhender le niveau de conscience de la population. On commet l'erreur d'appliquer à tous les peuples et à toutes les classes la même échelle de mesure, la nôtre puisque généralement on n'en connaît pas d'autres, ce qui fausse totalement l'approche que l'on peut avoir des rapports entre les classes et de la lutte des classes dans des pays forts différents de celui dans lequel nous vivons, c'est pratiquement inévitable. Dès lors on se gargarise de généralités qui sont très éloignés de la réalité.

Quand on a à l'esprit le degré d'ignorance et l'absence de conscience politique de la majorité de la classe ouvrière et des masses en France, il faut se dire que dans un pays comme la Libye c'est cent fois ou mille fois pire. Ce pays est plus proche de l'Inde que de la France par bien des aspects. On critique à juste titre le contenu des manuels scolaires en France, notamment ceux d'histoire, si vous les compariez avec ceux qui existent en Inde, sans hésitation vous destineriez ces derniers à la poubelle. Imaginez les manuels scolaires dans des pays sous l'emprise de dictatures depuis des décennies, ils célèbrent la gloire du régime, l'histoire de la colonisation est diabolisée, pas besoin pour cela de se rendre dans une madrasa ou école coranique, l'histoire du monde est réduite à peu de choses et falsifiée comme il est difficile de l'imaginer. Prenez les télévisions indiennes les plus populaires dans les langues des différents Etats, elles ne proposent aucune émission, aucun reportage ou documentaire étranger à l'Inde, voir même le plus souvent au-delà des Etats où elles sont diffusées, la vie de leurs téléspectateurs, le monde pour eux se limite à quelques centaines de kilomètres carrés. Quand les masses ne sont pas illettrées ou analphabètes, elles sont incultes ou presque, à l'école elles ont appris à lire, écrire et compter, quant au reste elles en ignorent tout. Et ces masses se comptent par centaines de millions, elles votent, devinez comment. Et pour ce qui concerne la petite-bourgeoisie et les couches moyennes, leurs connaissances sont surfaites, elles ne les entretiennent pas et elles cessent d'évoluer le jour même où elles sortent du cycle scolaire jusqu'à leur mort. Le niveau intellectuel ou plutôt la faculté de raisonnement d'un jeune de 20 ou 25 ans qui a suivi des études universitaires est inférieur à un bon élève en CM1 en France, il faut l'avoir constaté soi-même pour le croire tellement cela paraît incroyable. Ici on ne développe pas des facultés intellectuelles pour ensuite s'en servir dans ses jugements ou applications pratiques dans la vie quotidienne, pour s'élever vers un idéal, non, on ne les conçoit pas comme un acquis, elles permettent tout au plus d'accéder à un statut social supérieur qui permettra d'acquérir des produits de consommations ou des biens matériels sur lesquelles on se rue sans réfléchir. Dans leur vie, chaque expérience est vécue comme une abstraction sans lien entre elles, aucun fil ne les relie entre elles, ainsi leur vie n'a strictement aucun sens. C'est bien simple, on a l'impression étrange d'être face à des gens qui ne réfléchissent pas, qui n'ont pas appris à réfléchir, pour lesquels c'est un exercice pénible autant qu'inutile, qui ne rapporte rien en terme de notoriété ou sur le plan de l'enrichissement matériel personnel, au point que la notion de plaisir est quasiment absente de leur existence, si elle existe c'est uniquement par rapport à son contraire (ou son voisin !) qui lui n'a pas besoin d'eux pour se manifester, on est content d'être en bonne santé, parce que ce n'est pas marrant d'être malade, on est satisfait d'avoir fait un bon repas parce que la faim est difficilement supportable, leur notion de plaisir ne va pas plus loin généralement.

C'est le développement intellectuel qui accompagne le développement des forces productives qui engendre dans la vie l'épanouissement ou le développement des notions de bon, de bien, de beau. Pour eux, c'est l'aspect pratique des choses, bassement matériel qui prédomine, ce qui est normal dans des pays où de nombreuses personnes manquent de tout, tout le reste est superflu. Si le développement économique du pays permet désormais de satisfaire des besoins matériels, pour la majorité de la population ce rapide ou soudain bien-être matériel est vécu comme un don du ciel ou de la sainte providence, il ne s'accompagne d'aucune réflexion, leur mode de vie s'en trouve parfois profondément transformé sans qu'elle n'y comprenne quelque chose, elle se laisse porter par une vague qui les transporte dans un autre monde sans qu'elle ait la moindre emprise dessus, du coup elle conserve les mêmes réflexes que par le passé, elle reproduise par mimétisme les rapports qui existaient lors de leur enfance et ainsi de suite, les mentalités n'évoluent pas ou alors extrêmement lentement, par exemple, si hier encore il était normal qu'une procession religieuse bloque la circulation lorsqu'il n'existait pratiquement pas de voitures et très peu de deux roues à moteur, maintenant que plus de 300.000 deux roues et des milliers de voitures circulent dans Pondichéry et sa banlieue engendrant en temps normal des embouteillages, les mêmes processions sont autorisées aux heures de pointes et crées de gigantesques bouchons où l'on suffoque, et bien tout le monde trouve cela tout à fait normal ou ne s'en plaint pas ou en tout cas n'en dit rien, comme si l'un allait de pair avec l'autre et qu'il faille faire avec. On peut juger le niveau d'ignorance et de soumission d'un peuple à la fréquence avec laquelle il manifestera la faculté de s'en remettre à la fatalité pour répondre à des questions qui le dépassent totalement.

Dans tous ces pays-là le développement des forces productives et la satisfaction de besoins nouveaux n'a pas été le produit direct de la lutte des classes qui s'est traduit en occident par des revendications sociales, dont celles de l'accès à tous à un niveau d'instruction de qualité pouvant être développé ensuite. C'est de l'extérieur, par l'impérialisme en important des masses gigantesques de capitaux dans ces pays que leur développement économique s'est réalisé sans que forcément tous les autres rapports évoluent, d'où la présence de rapports semi-féodaux, les castes en Inde, les ethnies, les tribus ou les clans

en Libye ou dans beaucoup d'autres pays, ou encore les rapports entre les hommes et les femmes ou entre les parents et les enfants qui sont littéralement livrés à eux-mêmes en guise d'éducation.

L'Inde est un pays qui vit relativement en paix, bien que j'aie l'habitude de regarder la réalité en face et de ne pas être choqué pour un oui ou un non, je suis également habitué à m'adapter à bien des situations, quand j'observe le comportement des Indiens je suis extrêment surpris de constater que nous n'avons absolument aucune valeur en commun, je rappelle que ma compagne est d'origine indienne et que nous vivons ensemble depuis 21 ans et que j'habite dans un village de pécheurs et non dans le quartier "blanc" de Pondichéry ou un quartier résidentiel de banlieue. Récemment elle a fait une découverte, elle m'a dit : "*j'ai compris que ce n'était pas facile de vivre ensemble quand on n'a pas la même culture*". Elle a mis 21 ans pour s'en apercevoir la pauvre femme, autant dire que ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, j'avais largement eu le temps de m'en rendre compte, disons 20 ans et quelques mois, c'est pour dire la distance qui nous sépare... Je ne lui en fais pas le reproche évidemment, ce serait injuste et stupide.

Maintenant replacez tout cela sur le plan politique et analyser les discours qu'on nous sert sur un tas de pays, ils sont sans doute très juste sur un plan théorique ou sur un plan historique, mais ils ne peuvent s'adresser qu'à une infime minorité de militants qui se comptent sur les doigts de la main dans ces pays-là et ils sont en grande partie totalement déconnectés de la réalité telle que la vit la majorité de la population de ce ces pays. Si l'on ajoute à ce qui a été dit qu'elles n'ont pratiquement aucune tradition dans le domaine de la lutte des classes, que leur histoire passée n'a finalement concerné que l'élite au pouvoir, que dans ces pays où la corruption est généralisée tous les partis politiques sont complètement pourris jusqu'à la moelle, quand ils existent, ce qui n'est pas le cas de la Libye ou de la Syrie par exemple, et vous aurez compris que même l'instauration d'une république démocratique bourgeoise demeure encore au-delà de leur portée, on peut le déplorer, pire le nier, mais c'est hélas ainsi. En France nous sommes passés par cinq Républiques en plus de deux siècles, toutes très imparfaites, c'est un euphémisme, je n'irais pas jusqu'à dire que tous les pays devront en passer par le même parcours avant de parvenir à un niveau de développement similaire ou comparable de la démocratie, mais on ne peut pas l'exclure, sauf encore une fois à prendre ses désirs pour la réalité.

S'il est aussi facile en France à l'UMP et au PS ainsi que ses satellites de manipuler et tromper les masses avec l'aide des médias et autres instituts de sondage, imaginez un peu ce qu'il en est dans ces pays-là, sous des dictatures, des régimes policiers qui terrorisent leur population... En Libye, Kadhafi s'est inspiré des soviets tels qu'ils étaient devenus sous Staline, on pourrait dire aussi qu'il a expérimenté avant l'heure les bienfaits de la démocratie participative chère à Marie-Ségolène Royal, en organisant des comités populaires contrôlés par l'appareil politique du régime, des sortes de comités de quartiers où la population peut s'exprimer à ses risques et périls sur des projets sociaux, ce qui a fait dire à certains illuminés que son régime était un modèle de démocratie ! Vous pouvez prendre aussi des pays comme la Corée du Sud et du Nord, la Chine ou le Japon, des pays où la population est hyper disciplinée, où l'on chante l'hymne national au garde-à-vous au réveil à la gloire de la nation, elle a le cerveau pour ainsi dire bridé, militarisé de telle sorte qu'avant qu'elle entrevoie une issue politique pour mettre fin au régime en place beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts de Paris...

C'est bien de se conformer à des principes appris par coeur à défaut d'être capable de se forger une conviction sur la réalité et la manière dont elle pourrait évoluer favorablement, pour ma part je préfère cette dernière méthode. La théorie et les principes ne servent que d'indicateurs dans notre combat, ils ne peuvent et ils ne doivent en aucun cas remplacer une analyse minutieuse et impartiale de la réalité.

J'ai écrit ces lignes d'un trait, il serait possible de les écrire en corrigeant la syntaxe et le style, je n'ai plus le temps.

Parole d'internaute

(A propos de la Syrie)

- Amin Haddad : "Si le nombre des manifestants est resté limité, la contestation s'est élargie sur le plan géographique". Cette phrase doit être explicitée pour les lecteurs ayant ayant comme base culturelle la démocratie. En Syrie, "manifester" aujourd'hui demande d'accepter le risque de mourir, d'imaginer ses enfants orphelins. Plusieurs milliers de syriens ont ce courage. Ce nombre augmente et avec diminue le risque de mourir jusqu'au point de bascule,où presque tous sortiront pour faire chuter la dictature. (lemonde.f 03.04)

Ajoutons aux "*lecteurs*" du journal Le Monde, les militants qui suivent aveuglément leurs dirigeants. Demain on nous expliquera qu'il n'y a jamais eu de manifestations spontanées en Syrie, comme il n'y a jamais eu une tentative de soulèvement de la population en Libye de la frontière tunisienne à la frontière égyptienne.

Politique

1- Libye

1.1- Les forces loyales à Mouammar Kadhafi ont pilonné dimanche deux localités situées dans une région montagneuse au sud-

ouest de Tripoli et peuplées de Berbères traditionnellement rétifs au régime libyen, ont rapporté des habitants.

Les forces gouvernementales ont tiré avec leurs blindés sur la ville de Zentane, à 160 km au sud-ouest de la capitale.

Deux personnes ont trouvé la mort dans le pilonnage de la localité voisine de Yefren où les troupes loyalistes fouillent les maisons et tuent "*tout ce qu'elles trouvent*", y compris le bétail (moutons et dromadaires), selon le récit des habitants.

"*Les brigades de Mouammar Kadhafi ont bombardé Zentane avec leurs blindés au petit matin. Il s'agit de pilonnages à l'aveuglette du secteur nord (de Zentane)*", a-t-il ajouté.

Les informations concernant ces deux villes sont pour le moment invérifiables de source indépendante, les autorités libyennes interdisant aux journalistes de s'y rendre.

Les Berbères de Libye sont concentrés dans un massif montagneux qui commence à une centaine de km au sud de Tripoli et court vers l'ouest en direction de la frontière tunisienne. (Reuters 03.04)

Dans l'ouest toujours, la terrible bataille de Misrata se poursuivait, selon les chaînes arabes d'information en continu. La troisième ville du pays, la seule à être restée aux mains de l'opposition en Tripolitaine, est assiégée depuis des semaines, pilonnée jour après jour par l'artillerie lourde gouvernementale.

Misrata est la cible de tirs nourris des forces fidèles à Kadhafi qui ont essayé d'entrer en trois point différents. Des bombardements ont repris dimanche matin. «*Ils ont utilisé chars, roquettes, obus de mortier pour bombarder aujourd'hui. C'étaient des bombardements au hasard et très intenses. On ne reconnaît plus la ville. Les dégâts sont indescriptibles*», a déploré un porte-parole de la coalition à Reuters. Selon les rebelles, plus de 200 personnes, essentiellement des civils, sont mortes dans les combats dans cette ville. En outre, une offensive a détruit les principaux entrepôts assurant l'alimentation de la ville, de farine et de sucre.

Les combats entre forces insurgées et troupes gouvernementales se concentraient dimanche autour de Brega, ce site pétrolier stratégique sur le golfe de Syrte, théâtre de combats acharnés depuis trois jours et où la rébellion semblait reprendre du terrain.

Plus à l'est, à Benghazi, "*capitale*" de la Libye insurgée, Abdel-Hafiz Ghoga, vice-président du Conseil national de transition (CNT), a estimé que du fait de ces facteurs combinés -isolement international, frappes et meilleure organisation de la rébellion- la chute du colonel Kadhafi n'était plus qu'une "*question de jours*". L'opposition veut instaurer une démocratie parlementaire, a assuré dimanche à l'Associated Press cet avocat de 51 ans originaire de Benghazi.

Les forces loyales au colonel Kahafi ont également tiré vendredi et samedi des dizaines de roquettes sur la ville de Ketla au sud-ouest de Tripoli, contrôlée par la rébellion, faisant plus d'une trentaine de morts, selon des habitants de la ville. (AP et lefigaro.fr 03.04)

1.2- Le haut diplomate libyen Ali Triki a démissionné de ses fonctions de conseiller de Mouammar Kadhafi et de représentant de la Libye à l'ONU, ont indiqué dimanche des responsables de la Ligue arabe.

M. Triki, un ex-ministre des Affaires étrangères et des Affaires africaines, qui a aussi représenté la Libye aux Nations unies (2003-2009) et en France (1995-2000), s'est entretenu dimanche au Caire avec le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa mais a refusé de parler à la presse.

Doyen des diplomates libyens, il était le "*Monsieur Afrique*" du colonel Mouammar Kadhafi. Il a ainsi joué un rôle important dans la création de l'Union africaine en 1999 et a participé directement à la médiation de plusieurs conflits en Afrique, notamment au Soudan, au Tchad, et entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

Malgré ses 73 ans et ses problèmes de santé, M. Triki avait été nommé début mars par le colonel Kadhafi représentant de la Libye à l'ONU après la défection d'Abdelrahman Chalgham.

Depuis 2004, il occupait la fonction de secrétaire (ministre) aux affaires de l'Union africaine. (liberation.fr 03.04)

1.3- Par ailleurs, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères libyen Abdelati Obeidi, émissaire du gouvernement libyen, va rencontrer dimanche soir le Premier ministre grec Georges Papandreou à Athènes, a indiqué le cabinet du Premier ministre.

"*Il semble que les autorités libyennes cherchent une solution*", a dit le ministre grec des Affaires étrangères Dimitris Droutsas, après une rencontre avec le vice-ministre libyen des Affaires étrangères, Abdelati Obeïdi.

Un responsable gouvernemental a précisé à Reuters qu'Obeïdi a exprimé le souhait de la Libye de voir les combats s'arrêter. Obeïdi a informé Papandréou qu'il va ensuite se rendre à Malte et en Turquie, a ajouté Droutsas.

La Grèce entretient depuis de nombreuses années de bonnes relations avec le régime libyen et le chef du gouvernement grec a eu une série d'entretiens téléphoniques avec des responsables à Tripoli mais également avec ses homologues britannique et turc et avec des dirigeants qataris au cours de deux derniers jours.

Outre le Premier ministre libyen Al-Baghdadi Ali Al-Mahmudi, M. Papandreou s'est également entretenu avec le Premier ministre du Qatar samedi Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al Thani.

Par ailleurs, il a eu dimanche un entretien téléphonique avec le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, a ajouté le communiqué. (liberation.fr et Reuters 03.04)

2- Yémen

La police est violemment intervenue dimanche à Taiz dans le sud du Yémen contre plusieurs milliers de manifestants réclamant le départ du président Ali Abdullah Saleh, selon des médecins et des témoins.

D'après des témoins, la police a chargé la foule à coups de matraques et gaz lacrymogènes contre les manifestants scandant "*notre manifestation est pacifique*". (AP 03.04)

3- Bahreïn

Les autorités de Bahreïn ont décidé dimanche de suspendre le principal journal d'opposition du pays, l'accusant de diffuser de fausses informations sur les manifestations antigouvernementales et la répression.

L'agence de presse officielle BNA et des journaux gouvernementaux ont annoncé que le journal Al Ouasat avait été suspendu.

"*Le journal a adopté comme ligne éditoriale le mensonge, la falsification et le plagiat dans le but de tromper ses lecteurs en publiant des articles et de photos tronqués*", écrit BNA.

"*Cela pose une menace directe et délibérée pour la sécurité et la stabilité du royaume*", ajoute l'agence.

Mansoor al-Jamri, rédacteur en chef d'Al Ouasat, a décidé de démissionner, précisant ne pas savoir si l'autorisation d'imprimer le journal a été révoquée.

"*Nous travaillons dans des conditions extrêmes, notre personnel a été attaqué physiquement et nous avons été menacés*", a-t-il raconté. "*Je suis personnellement l'objet d'attaques à la télévision nationale depuis trois semaines. Cela ressemble à une campagne orchestrée pour faire taire la dernière voix indépendante du pays*", a-t-il ajouté. (Reuters 03.04)

4- Syrie

4-.1- "*Le président Assad a promulgué un décret chargeant Adel Safar de former le gouvernement*", a annoncé l'agence officielle Sana. Le gouvernement précédent, dirigé par Mohammad Naji Otri depuis 2003, n'a pas survécu à la contestation et a présenté sa démission mardi. Membre du parti Baas et âgé de 58 ans, M. Safar est un spécialiste des questions agricoles. Il a été doyen de la faculté d'agriculture de Damas (1997-2000) avant de devenir ministre en 2003.

Quinze jours après le début de la contestation, le discours très attendu du chef de l'Etat, mercredi, les avait déjà déçu : devant les députés, Bachar Al-Assad n'a annoncé aucune mesure de libéralisation, aucune réforme concrète et encore moins, comme espéré, la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963. Il a par contre mis en garde les opposants contre toute forme de sédition.

Peu convaincus par l'arrivée d'un nouveau gouvernement, ces derniers appellent à une nouvelle semaine de mobilisation : une journée de protestation est prévue mardi, une journée de "*boycott*" mercredi, et des rassemblements jeudi devant les sièges du parti Baas à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de ce parti en 1947. Les opposants ont également demandé à leurs partisans de défiler vendredi dans toute la Syrie pour montrer "*le mécontentement du peuple*". Il s'agira du quatrième vendredi où les Syriens sont appelés à descendre dans la rue pour afficher leur mécontentement face à l'absence de libéralisation du régime.

"*La contestation est limitée dans son ampleur mais elle s'enracine*", a affirmé à l'AFP un homme d'affaires syrien qui a tenu à garder l'anonymat. L'épicentre de la contestation reste Deraa (100 km au sud de Damas), avec des milliers de manifestants, mais dans les autres villes des centaines de personnes osent aussi braver l'état d'urgence pour défiler. Et si le nombre des manifestants est resté limité, la contestation s'est élargie sur le plan géographique. Vendredi, des manifestations se sont

ainsi déroulées pour la première fois dans le nord du pays, à majorité kurde.

Même Al-Watan, quotidien privé proche du pouvoir, a reconnu l'importance du mouvement: "*Plusieurs milliers de personnes sont sorties dans la rue sans confrontation, à part ce qui s'est passé à Douma, où selon Sana, des membres de la sécurité et des citoyens ont été victimes des francs-tireurs*". (lemonde.f 03.04)

4-.2- Des milliers de personnes ont accompagné dimanche les dépouilles de huit manifestants tués vendredi à Douma. Les protestataires ont annoncé de nouvelles manifestations cette semaine.

"*Huit morts de Douma ont été enterrés aujourd'hui. Il y a trois autres manifestants tués mais qui sont des villages voisins d'Arbine et Sbinah*", a déclaré Mazen Darwiche, directeur du Centre national de l'information et de la libre expression, fermé depuis 2009, qui était présent aux obsèques.

Selon lui, "*des dizaines de milliers de personnes ont participé aux obsèques. Elles ont scandé des slogans en hommage aux martyrs, réclamé la liberté et s'en sont prises à la presse officielle*".

"*Où sont les gangs*", proclamaient des pancartes pour tourner en dérision la version officielle accusant des "*bandes armées d'avoir ouvert le feu vendredi à partir des toits*".

Quelques appels à la "*chute du régime*" ont été étouffés par la foule. Les obsèques sont parties de la grande mosquée de Douma vers le cimetière en passant par les rues de la ville. Il n'y avait aucune présence visible des forces de sécurité.

Pour sa part, Mountaha al-Atrache, porte-parole de l'organisation syrienne des droits de l'Homme "*Sawasiyah*", qui a aussi participé aux obsèques, a assuré que "*les manifestations se poursuivront. Le peuple ne gardera plus le silence car la barrière de la peur est tombée*". (liberation.fr 03.04)

Social

Gabon

Une grève paralyse le secteur pétrolier gabonais, qui produit d'ordinaire 240.000 barils par jour, a annoncé samedi un représentant syndical.

"*Nous pouvons confirmer ce soir que toute la production est arrêtée*", a déclaré Arnaud Engandji, porte-parole de l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep).

Le syndicat, qui représente 4.000 des 5.000 salariés du secteur, a appelé à cesser le travail vendredi soir après la rupture des négociations sur l'embauche de personnel gabonais.

Les pouvoirs publics ont accepté l'an dernier de limiter à 10% le nombre d'expatriés employés dans le secteur pétrolier et de réserver les postes à responsabilité à des Gabonais, mais le texte n'a jamais été promulgué.

Le président Ali Bongo Odimba s'est dit favorable la semaine dernière à la "*gabonisation*" du secteur, mais a souhaité une approche prudente pour garantir le maintien de la compétitivité.

Le français Total et l'anglo-néerlandais Shell, compagnies étrangères les plus actives au Gabon, ont confirmé vendredi l'arrêt de la production.

Septième producteur africain, le Gabon est aussi le plus mûr, mais ses capacités déclinent depuis 1997. Elles étaient alors de 370.000 barils par jour. (Reuters 03.04)

Haut de page

Le 5 avril

Invitation reçue du Cermtri (Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux).

Conférence - débat, le Samedi 9 avril 2011 à 14 h 15, au Centre d'Histoire Sociale, 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-

Paul), Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol, avec Jean-Numa Ducange, le thème : *Deux visions de la Révolution française*.

Ce que je trouve excellent dans la présentation qui est faite de cette "*conférence-débat*", c'est que d'emblée les organisateurs comparent l'ouvrage qu'y a consacré Kautsky en 1889 (donc avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme, mais quand il était encore bien jeune, il avait 35 ans) qui faisait une centaine de pages, avec les 2 000 pages qu'avait consacrées Jaurès à la Révolution française, en prenant soin de préciser aux militants qui souhaiteraient y participer sans qu'il faille y voir le moins du monde une tentative d'orienter leur jugement, qu'il n'était pas possible de comparer "*l'analyse de Kautsky, ni par son ampleur, ni par la richesse de la documentation, ni par son point de vue, ni par la vision*" avec celle du bien-aimé et regretté Jean Jaurès, la dernière idylle en date après Trotsky des dirigeants du courant communiste internationaliste du POI ou les curés de la Libre Pensée, ne cherchez pas ce sont les mêmes, sans oublier que certains d'entre eux sont francs-maçons pour tout arranger, ceux que Trotsky depuis passé à la trappe voulait "*brûler*", ce sont ces mots. A ce propos, si vous vous connectez sur Internet et que vous vous intéressez à la Commune de Paris, jetez donc un oeil au rôle infâme que les francs-maçons y ont joué, il est rappelé dans plusieurs sites fort bien documentés.

Vous aurez compris que tout comme la Libre Pensée, le Cermtri est un appendice du CCI-POI qui a pour principal objectif de refaire l'histoire à sa manière et ainsi de manipuler les militants de leur courant politique pour les faire adhérer à la ligne politique de ses dirigeants... Pour que vous puissiez vous faire une libre opinion sur leurs réelles intentions et le jugement que je porte sur elles, car je ne vous demande pas d'adhérer aveuglément à l'interprétation que j'en fais, je mets ce courriels en ligne dans la *Tribune libre*, à vous de vous faire votre propre idée. Et s'ils ne m'envoient plus leurs lettres d'information dans l'avenir, tant pis, vous lirez plus loin dans le passage sur la Chine que la liberté d'expression ne peut souffrir aucune exception.

Avant d'en venir aux infos en bref, les affaires reprennent :

- Pfizer vend Capsugel à KKR pour 2,38 milliards de dollars - Reuters
- ING souhaite 30 à 32 euros par action Tognum- Reuters
- Solvay lance une OPA amicale de 3,4 milliards d'euros sur Rhodia - Reuters
- PAI va racheter Kiloutou à Sagard pour 535 millions d'euros - Reuters
- Vivendi rachète le solde de SFR pour 7,95 milliards d'euros - Reuters
- Un nouveau géant mondial de la chimie est né - Le Figaro
- Sanofi clôture son offre sur Genzyme et en récolte 84,6% - Reuters
- Deutsche Börse ignore s'il relèvera son offre sur Nyse - Reuters
- Minmetals offre 6,5 milliards de dollars canadiens pour Equinox - Reuters
- BP poursuit les cessions et vend ARCO Aluminum - Reuters
- Ingenico se renforce aux Etats-Unis avec Hypercom - Reuters
- SABMiller envisagerait une offre sur le brésilien Schincariol - Reuters

Et ce ne sont que les titres d'une seule journée, pas vraiment de la bricole, c'est du gros gibier à exproprier qu'il s'agit à chaque fois ! Impressionnant, non ? Non, vous avez raison, il en faut plus pour nous déstabiliser et nous atteindre au moral.

C'est marrant, ceux qui ne sont même plus capables d'émettre un mot d'ordre contre Kadhafi et son régime sont les mêmes qui disent non à la "*réforme constitutionnelle*" voulue par Sarkozy, à croire qu'on se trouverait bien sous la Constitution de la Ve République telle qu'elle existe aujourd'hui. Vous ne faites pas le lien entre les deux ? Réfléchissez un peu. On y reviendra.

Ce sont les mêmes qui ont fait campagne pour le "*non*" au référendum en 1969 quelque temps avant que l'UDR - l'ancêtre de l'UMP ne détiennent les deux tiers des sièges à l'Assemblée nationale. Cela n'a pas forcément un rapport, je vous l'accorde, par contre quand ils font preuve d'une excellente mémoire pour nous resservir l'histoire de ce référendum, et qu'étrangement ils se montrent amnésiques quant à l'autre événement qui avait marqué cette année 69, vous ne trouverez pas cela plutôt curieux, non ? Non, décidément vous ne voulez pas vous poser de questions, et bien nous allons continuer à les poser à votre place.

Après s'être planté lamentablement dans le n°141 d'*Informations ouvrières* à propos de la commémoration de la Commune de Paris, le POI dans le numéro suivant s'est rabattu sur la Révolution française de 1789 où ils sont manifestement plus à l'aise. Au fait, les révolutionnaires tunisiens ne sont pas des demeurés, ils n'avaient pas besoin qu'on leur explique en quoi consistaient les réformettes prises par la Communes ou des mesures sociales du genre vente de pommes de terre à prix coûtant pour les plus pauvres, ils peuvent décider librement de fixer le prix de la semoule, par contre ils ont peut-être besoin de conseils pour remettre en cause la propriété privée des moyens de production, ce qu'*Informations ouvrières* n'a pas trouvé bon de leur suggérer, ils devaient avoir la tête ailleurs... Un oubli sans doute ? Pensez-vous, Schivardi et ses semblables en auraient fait un infarctus !

Parole d'internaute.

"Les principaux partenaires économiques de Kadhafi (Russie, Allemagne, Italie, Turquie, Chine) ont clamé leur hostilité à l'initiative franco-britannique (elle-même faiblement soutenue par Obama). Ces "pays neutres" semblent avoir imposé un partage de la Libye en 2, via un accord secret ayant permis l'absence de veto Russo-Chinois et donc le vote de l'ONU= A l'est, Benghazi avec un statut de "zone protégée". Le centre (port de Misrata, 3e grande ville de Libye) et tout l'Ouest abandonnés aux canons de Kadhafi.

Lors de la prise en main par l'OTAN, le 1er Ministre Turc Erdogan a exulté publiquement pour "la mise à l'écart de facto de la France" (les pays hostiles aux frappes anti-tanks sont majoritaires à l'OTAN).

Question: Pourquoi "l'axe Russo-Germano-Italo-Turc" refuse la livraison d'armes défensives aux insurgés? Pourquoi défendre Benghazi et permettre l'écrasement des insurgés de Misrata et de l'Ouest? Les USA avouent que Kadhafi a encore 80% de ses chars et canons. Les attaques au sol se sont estompées et ont permis à Kadhafi de reprendre l'offensive sur 3 fronts (Ouest, centre et est). Des pays africains notoirement corrompus par Kadhafi et l'axe Russo-Germano-Italo-Turc veulent préserver leurs fructueux liens financiers avec Kadhafi: c'est compréhensible. La limitation géographique et le ralentissement des frappes Franco-Anglaises puis le retrait des avions d'attaque US le sont moins. Car le texte de l'ONU, clair, précis, permet juridiquement la frappe des tanks de Kadhafi tant que ceux-ci continuent de tirer sur les villes.

Les armes de contrebande et mercenaires doivent être interceptés. La "no fly zone" actuellement dirigée par les "neutres" (hostiles aux frappes) ne couvre que 50% du territoire libyen et prend soin de ne couvrir aucune des frontières avec la Tunisie, l'Algérie, le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Egypte. Une passoire qui laisse librement passer les milliers de nouveaux mercenaires enrôlés par Kadhafi, en totale contradiction avec le texte de l'ONU. Pourquoi AUCUN avion français pour défendre Smirata et l'ouest? Quelqu'un peut-il expliquer cette "hypocrisie organisée" par les "neutres" et l'OTAN? Quels sont les racines de cet incroyable retournement diplomatique et militaire? Merci de nous répondre." (lefigaro.fr 04.04)

Je n'ai plus le temps de répondre aux différentes questions posées ici, il est 16h chez moi en Inde et je n'ai pas décollé de l'écran depuis 7h15 ce matin.

Pour répondre rapidement à la dernière question posée par cette personne, ce n'est qu'une hypothèse, dès le départ ou très rapidement ils ont envisagé la partition en deux de la Libye, se rendant compte qu'ils ne pourront jamais venir à bout de Kadhafi dont les forces sont concentrées à l'ouest du pays, sans devoir se livrer au même carnage qu'en Serbie où ils n'avaient pas frappé les forces militaires mais les infrastructures du pays. Ils ont peut-être cru au départ que les masses libyennes trouveraient la force de se soulever par elles-mêmes à Tripoli et sa région, mais la féroce répression que Kadhafi a déclenchée en réponse aux premières manifestations les ont peut-être persuadés du contraire.

Ne pouvant pas mettre en oeuvre une partition du pays au bout seulement de deux semaines de bombardement, ils font durer le plaisir, et face au constat que tout le monde dressera d'ici quelques semaines qu'il est impossible de venir à bout de Kadhafi d'une part, et qu'il est impossible de le laisser massacrer la population de Benghazi et ses alentours d'autre part, ils passeront à la deuxième étape de leur plan revu et corrigé. Tout dépendra maintenant des ressources dont disposent encore Kadhafi et son régime dans son fief de Tripoli pour continuer cette guerre et de l'attitude à son égard de la population. On y reviendra demain.

Je n'ai pas le temps de corriger les fautes, j'ai écrit directement dans la page d'accueil du site, à l'écran si vous voulez, je me suis juste assuré que le formatage de la page était correct. Pas d'images non plus. Il fait 40°C ici et je crève littéralement.

Politique.

1- France.

1.1- La fuite en avant de la dérive autoritaire du régime.

S'exprimant, lundi 4 avril, en marge d'un déplacement à Nantes (Loire-Atlantique), le ministre de l'intérieur, Claude Guéant, a estimé que '*l'accroissement*' du nombre de musulmans en France et '*un certain nombre de leurs comportements posent problème*'.

'*La question interpelle nos concitoyens : nombreux sont ceux qui pensent qu'il y a des entorses à la laïcité*', a souligné Claude Guéant. 'En 1905, il y avait très peu de musulmans en France, aujourd'hui il y en a entre 5 et 10 millions', a-t-il poursuivi. (lemonde.fr 04.04)

Il y en a 5 ou 10 millions, ce n'est pas vraiment la même chose ! On voit tès bien ici qu'il stigmatise une nouvelle fois les musulmans et que sa réelle intention n'est pas de rappeler à certains qu'ils doivent respecter la loi de 1905. Mais quelle légitimité ont Guéant, Sarkozy et son gouvernement dans le pays ?

Guéant explique par ailleurs qu'il ne touchera pas à la loi de 1905 en en faisant les louanges. Mais qui l'a remise en cause une multitude de fois depuis 30 ans ? Le PS et l'UMP a commencé par Sarkozy lui-même. C'est comme la politique répressive et liberticide des ministres de l'Intérieur qui se sont succédés depuis 2002 qui ont encouragé les policiers à faire du zèle contre les jeunes et les manifestants ou encore l'ensemble de la population lors de contrôles de police, Sarkozy a piétiné la loi de 1905, dès lors les religieux ont été encouragés à l'imiter voilà tout.

1.2- Comment ils ont créé des zones d'exclusion pour ensuite les jeter en pâture à la vindicte publique.

Selon une enquête Ipsos/France Bleu sur les conditions de vie dans les quartiers sensibles rendu public ce lundi, 43% des Français ont le sentiment que la situation des quartiers sensibles -concernant le logement, la sécurité et l'emploi- ne change pas, voire se détériore.

Parmi eux, 16% estiment que les choses se sont beaucoup dégradées. Plus de cinq ans après les émeutes de l'automne 2005, seuls 11% estiment au contraire que la situation s'est améliorée. 42% pensent qu'elle n'a pas vraiment changé.

Ce sondage montre par ailleurs que 21% des habitants des quartiers sensibles (et 13% des Français) jugent que le Front National est le plus apte à apporter une réponse efficace aux problèmes rencontrés dans ces territoires en difficultés.

Les habitants des quartiers sensibles portent néanmoins un regard un peu plus nuancé que leurs compatriotes: 32% (contre 43%) considèrent que la situation s'est dégradée et 18% (contre 11%) perçoivent même une amélioration. Cependant, les trois quarts de ces habitants disent avoir envie de déménager.

Parmi leurs difficultés éprouvées au quotidien: 54% reconnaissent ne pas se sentir en sécurité dans leur quartier, 45% se sentent mis à l'écart ou rejetés en raison de leur quartier de résidence.

Comment améliorer les choses? Les trois principales mesures retenus par les sondés portent sur l'installation d'entreprises qui embauchent dans ces quartiers (44%), une amélioration du système éducatif (36%), avant un renforcement de la présence policière (27%).

Quel est le parti le plus compétent en matière de "*quartiers*"? 36% des Français (et 25% des habitants des quartiers sensibles) considèrent que la Gauche (PC, PS, Verts) est la plus apte à améliorer la situation, tandis que respectivement 15% et 7% d'entre eux désignent l'UMP. C'est moins que les 13% et... 21% du FN révélés par ce sondage. (lexpress.fr et AFP 04.04)

1.3- Quand les médias font grâcieusement la courte échelle aux réacs.

Ils se disent voltairiens, de droite sans être forcément sarkozystes et aucun ne rechigne à se qualifier de '*réactionnaire*'. On les reconnait vite à leur ton, souvent à l'emporte pièce, et plus encore à leurs thèmes de prédilection : une vision catastrophée de l'école, une ironie à l'égard du '*politiquement correct*' (cette autre façon, dans leur bouche, de dire la gauche), un discours parfois très raide sur l'immigration en général et l'islam en particulier et, depuis l'avènement de Marine Le Pen, la certitude affichée que le Front national doit désormais être tenu pour un parti comme un autre.

Entre eux, ils ont vite fait le compte des membres de leur club informel. 'Eric Zemmour est le plus connu et le plus cultivé', récapitule Elisabeth Levy (site Causeur), l'unique femme parmi eux, avant d'énoncer Robert Ménard (ancien secrétaire général de Reporters sans frontières), qui s'apprête à publier un livre carrément intitulé Vive Le Pen, Yvan Rioufol (éditorialiste au Figaro) et Eric Brunet (animateur sur RMC). Cinq donc, c'est évidemment peu dans des médias qu'ils croient 'tenus à 80% par la gauche.' Mais ils cumulent des chroniques régulières dans les télévisions et les radios.

'*Nous faisons trembler la République*', s'amuse Eric Zemmour qui explique avoir '*pénétré dans la machine à propagande par les émissions où se produisent aujourd'hui les nouveaux maîtres à penser : les acteurs, les chanteurs, les people*', en s'inspirant du marxiste italien Antonio Gramsci et des trotskistes français. ' *Je suis dans un combat idéologique et culturel, dit-il, et j'ai retourné contre la gauche ses propres armes.*' (lemonde.fr 04.04)

Il y a une semaine ou 10 jours, Tom Pouce (Marx pour désigner Thiers) en mal d'inspiration et pourtant déjà entouré d'une flopée de réacs pur sucre, a invité quelques "*intellectuels*" dans son somptueux Palais, dont le chroniqueur du Figaro et très réactionnaire Eric Zemmour, condamné récemment pour ses propos racistes tout comme Hortefeux, peu importe pour La Talonnette, il faut qu'il continue de cultiver sa haine des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière pour tenter de piquer des voix au FN ou le faire monter encore plus haut dans les sondages.

1.4- La vie en bleu, accessoirement marine, et en vert ou le candidat écologiste du gang du Fouquet's financé par TF1 et Véolia notamment.

Mécontent du calendrier et du mode d'organisation des primaires écologistes votées par le «parlement» d'Europe Ecologie-Les Verts ce week-end, Nicolas Hulot pourrait se présenter en dehors du cadre imposé par le parti. «*Lui et ses proches réfléchissent à plusieurs hypothèses en conséquence de cet acte politique*», affirme à 20 Minutes Jean-Paul Besset, un très proche de l'animateur. «*Toutes, absolument toutes les options, sont sur la table*», y compris une candidature hors parti, ajoute-t-il. L'ex-initiateur du Pacte écologique devait donner sa décision la semaine prochaine. «*Il n'y a aucune précipitation. Les primaires ont été votées mais on n'en est pas esclave pour autant*», tempère le député européen.

L'animateur d'«*Ushuaïa*» souhaitait des primaires en septembre et ouvertes à tous les sympathisants (et il en compte beaucoup

dans le gang du Fouquet's ! - note du site) Résultat, le «*parlement*» du parti a décidé de primaires en juin, ouvertes aux seuls adhérents du parti. «C'est une logique de boutiquier qui a prévalu: "*on ferme tout*", "*on verrouille*", explique à 20 Minutes Christophe Rossignol, conseiller régional de la région Centre et partisan de la candidature Hulot. «*Il y a eu un vent de panique chez les partisans d'Eva Joly, avec les mauvais sondages, ils veulent limiter les débats*», juge-t-il.

Nicolas Hulot pourrait donc être «*le candidat du peuple de l'écologie*», en dehors d'EELV. Cela pourrait aussi déboucher sur «un appel très vaste» en faveur de primaires ouvertes et en septembre, sous la forme d'une tribune dans un journal. (on lui suggère Le Figaro à tout hasard ! - note du site) (20minutes.fr 04.04)

Commentaire d'un internaute.

- Seul, contre tous, mais avec une certitude : se désister pour Sarko au second tour...(s'il y arrive). La ficelle est un peu grosse !

1.5- Troupes françaises et de l'ONU hors de Côte-d'Ivoire !

Impliquée dans l'opération, la France a autorisé lundi ses unités présentes en Côte d'Ivoire à intervenir aux côtés de la force de l'ONU dans le pays (Onuci) pour neutraliser des armes lourdes de l'armée du président sortant Laurent Gbagbo utilisées contre des populations civiles.

Dans un communiqué, l'Elysée indique que cette intervention répond à une requête du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui a sollicité l'aide de la France dans une lettre à Nicolas Sarkozy. «*Le président de la République a répondu positivement à cette demande et autorisé les forces françaises, agissant conformément au mandat que leur a donné le Conseil de sécurité, à participer aux opérations conduites par l'Onuci en vue de la protection des civils*», lit-on dans le communiqué. (20minutes.fr 04.04)

Contrairement à la Libye, c'est qu'en Côte-d'Ivoire, il y a un président qui s'appelle L. Gbagbo qui a été déclaré élu par la seule institution abilitée selon la Constitution ivoirienne à proclamer les résultats des élections présidentielles, et que c'est son rival qui n'a pas accepté ces résultats, donc qui a violé la Constitution et pris les armes contre le président légitime que Sarkozy et l'ONU soutiennent et veulent renverser.

Sans le soutenir ou l'admettre parce que nous considérons que c'est aux différents peuples eux-mêmes de régler leurs propres affaires, on aurait pu comprendre que l'impérialisme français intervienne pour soutenir le président légitimement élu face à une rébellion armée qui vient de se livrer à un épouvantable massacre dans l'ouest du pays, mais là il fait exactement l'inverse, on ne peut que condamner cette agression de l'impérialisme français contre un Etat souverain.

Question : y aura-t-il des militants qui pousseront la malhonnêteté intellectuelle ou le crétinisme jusqu'à faire un amalgame entre la situation en Libye et celle en Côte d'Ivoire, qui pousseront le cynisme et la démagogie jusqu'à expliquer que l'intervention française en Côte-d'Ivoire serait le produit de son intervention en Libye, alors que la situation est exactement inverse ? Que maintenant elle s'inscrive dans la continuité de celle en Libye qui lui sert de paravent ou de caution "*morale*", nous ne sommes pas abrutis au point de ne pas l'avoir saisi immédiatement, on ajoutera deux précisions, la première, que l'armée française était sur place depuis déjà plus d'un an, je ne sais pas au juste depuis combien de temps, le seconde qui est liée à la première, c'est que cette intervention armée contre Gbagbo aurait eu lieu avec ou sans intervention en Libye, elle était pour ainsi dire déjà programmée avant les élections présidentielles.

2- Libye

2.1- Lundi matin, au lendemain d'intenses combats entre rebelles et forces loyales au dirigeant libyen aux portes de Brega, aucun signe d'affrontements n'était audible à une dizaine de kilomètres à l'est du port pétrolier, situé à 800 km à l'est de Tripoli, selon les journalistes de l'AFP.

"*Peut-être les forces de Kadhafi sont-elles juste un peu plus loin, peut-être que non. Des avions de l'Otan ont survolé la zone ce matin. Aucune bombe n'a été larguée*", explique un rebelle, Mohammad Jahmi. (libération.fr 04.04)

"*Nous avançons. Et aujourd'hui, nous avons le contrôle total de Brega*", a déclaré Salam Idrisi, 42 ans, un rebelle. "Nous sommes plus organisés maintenant et cela a joué un grand rôle" (AP 04.04)

La ville libyenne de Misrata, aux mains des insurgés qui tentent de contenir l'attaque des soldats fidèles à Mouammar Kadhafi, est le théâtre d'un "*massacre*", affirment lundi des rebelles hospitalisés en Tunisie voisine.

"*Regardez ce que Kadhafi et ses fils ont fait, juste parce que l'on manifestait pacifiquement. Je pourrais vivre ou mourir mais je pense à ma famille et à mes amis qui sont bloqués dans l'enfer de Misrata. Imaginez, ils lancent des chars contre les civils. Il (Kadhafi) est prêt à tuer tout le monde là-bas*", dit-il. (Reuters 04.04)

2.2- Le Conseil national de transition (CNT), qui représente les rebelles, a rejeté lundi l'idée d'une transition menée par un des fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, dont le New York Times a fait état.

Au moins deux fils du dirigeant libyen proposent une transition vers une démocratie constitutionnelle qui prévoirait le retrait du pouvoir de leur père, a rapporté dimanche soir le New York Times.

Par ailleurs, L'Italie reconnaît le Conseil national de transition (CNT) libyen comme le "*seul interlocuteur légitime*" et estime que les propositions de sortie de crise du régime de Kadhafi "*ne sont pas crédibles*", a indiqué lundi le chef de la diplomatie italienne Franco Frattini. (libération.fr 04.04)

2.3- Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) profite du conflit libyen pour se procurer des armes, dont des missiles sol-air, et les acheminer clandestinement vers son bastion du nord du Mali, a déclaré à Reuters un responsable des services de sécurité algériens.

Un convoi de huit pick-up parti de l'est de la Libye a traversé le Tchad et le Niger avant de gagner le nord du Mali où il a livré ces derniers jours une cargaison d'armes, a-t-il dit.

Parmi ces armes figurent des lance-grenades antichar RPG-7, de fabrication russe, des fusils d'assaut Kalachnikov, des explosifs et des munitions.

Ce responsable, qui s'exprimait à condition de rester anonyme, a ajouté qu'Aqmi s'était également procuré des missiles russes sol-air "Strela", désignés par l'Otan sous le nom de Sam-7.

"*Nous savons que ce n'est pas le premier convoi et que cela continue*", a déclaré ce responsable.

"*Plusieurs casernes ont été pillées dans la région (de l'Est libyen) avec leurs arsenaux et leurs dépôts d'armes. Les éléments d'Aqmi qui étaient présents n'auraient pas pu ne pas profiter de l'occasion.*"

"*Aqmi, qui maintient d'excellentes relations avec les contrebandiers qui traversent la frontière libyenne dans toutes les directions sans la moindre difficulté, leur confiera probablement la tâche d'apporter les armes*", a-t-il dit.

Selon ce responsable algérien, Al Qaïda au Maghreb islamique exploite le désarroi des troupes fidèles à Mouammar Kadhafi et s'est également infiltré parmi les rebelles.

Le groupe armé islamiste a exprimé à la fin février dans un communiqué sa solidarité avec les insurgés, qui nient de leur côté tout lien avec Aqmi et dénoncent des informations fallacieuses qui servent la propagande de Mouammar Kadhafi.

S'exprimant à ce sujet, l'amiral américain James Stavridis, commandant suprême des forces de l'Otan en Europe (Saceur), a toutefois évoqué la semaine dernière devant le Sénat américain des signes ténus d'une présence d'Aqmi parmi la rébellion libyenne, sans rôle significatif dans le soulèvement.

Le responsable de la sécurité a déclaré que la coalition internationale qui intervient en Libye devait envisager la possibilité de voir Al Qaïda profiter d'un éventuel chaos consécutif au départ de Kadhafi pour étendre son influence vers la côte méditerranéenne.

"*Si le régime Kadhafi tombe, ce sera toute la Libye, en tant que pays aux frontières étanches (...), qui disparaîtra, au moins pendant un bon moment, suffisamment long pour qu'Aqmi se redéploie jusqu'à la Méditerranée*", a-t-il estimé.

"*Dans le cas de la Libye, les forces de la coalition doivent faire un choix urgent. Permettre au chaos de s'installer (...) ou préserver le régime libyen, avec ou sans Kadhafi, pour rétablir la situation sécuritaire antérieure au soulèvement.*" (Reuters 04.04)

2.4- Mais où Kadhafi trouve-t-il les fonds nécessaires pour payer ses mercenaires africains ? La résolution 1973 du Conseil de sécurité déplore leur «*usage systématique*», et de nombreux témoignages sur le terrain le confirment : après la défaite de la «*Brigade 32*» de son fils Khamis, frappée par les avions de la coalition, le Guide libyen préfère garder à Tripoli le gros de ses unités spéciales et envoie au front de plus en plus de soldats de fortunes recrutés en Afrique.

Les mercenaires coûtent cher. Plusieurs centaines de dollars par jour et par homme, affirment des sources libyennes. Payées en cash. Malgré le gel de ses avoirs décrété par la communauté internationale, le colonel n'a apparemment aucun mal à trouver les sommes nécessaires. Il y a d'abord les réserves en billets. Elles sont énormes. Selon le *New York Times*, qui cite une source proche du gouvernement libyen, Kadhafi dispose de «*dizaines de milliards de dollars*» stockés en monnaies variées dans son complexe de Bab Azizia à Tripoli. Ce chiffre astronomique ne doit pas surprendre. Avant la crise, la Libye produisait entre 1,6 et 1,8 million de barils par jour. Kadhafi aurait commencé à réaliser une partie des ventes en liquide dès 2003, date de son retour à

la légalité internationale et de la reprise de la production pétrolière à un rythme normal. Le Guide savait qu'un jour, les sanctions pourraient être réimposées.

Une partie importante des revenus pétroliers était directement ponctionnée par Kadhafi et sa famille, estime l'avocat français William Bourdon. Son association Sherpa, conjointement avec l'ONG Transparence international France, a déposé une plainte à Paris pour plusieurs motifs, dont le «*blanchiment aggravé commis en bande organisée du produit de détournement de fonds publics et autres infractions pénales*». La plainte vise les sommes détournés par Kadhafi, sa femme et ses fils. Mais il n'y a pas que le pétrole, il y a aussi le placement de l'argent du pétrole. « *Kadhafi a été l'un des premiers dirigeants à comprendre comment profiter de la mondialisation financière* », dit Me Bourdon. La Libye, à travers ses sociétés d'investissement à l'étranger et son fonds souverain, a beaucoup utilisé Londres pour les placements financiers et Rome pour les prises de participation dans des entreprises. Là encore, il ne sera pas facile de faire la distinction. Il y a l'argent public libyen, qui doit être gelé, et les sommes carrément volées par les Kadhafi, qui appellent des sanctions pénales. «*Mais les deux se juxtaposent parfois* », explique l'avocat.

Dans tous les cas, l'argent continue de circuler, souvent à cause de la mauvaise volonté des gouvernements. L'Italie traîne les pieds, accuse Me William Bourdon. De nombreux émissaires libyens seraient toujours en train de circuler à travers le monde, transportant des valises de liquide. La presse belge fait aussi état de transferts de comptes libyens en Belgique vers le Tchad et le Soudan.

En outre, l'estimation des ressources en liquide de Kadhafi doit tenir compte d'un trou noir : combien de millions de barils de pétrole ont été vendus sous le manteau ? L'ONU soupçonne le régime d'avoir falsifié les chiffres officiels de la production, en réalité plus élevé. Des millions de barils auraient été négociés en contrebande par Kadhafi et son entourage, entre autres pour se constituer un trésor de guerre.

Ces moyens énormes permettent d'alimenter un flot important de merce-naires. Selon Ali Zeidane, l'un des membres du Conseil national de transition, l'instance politique de la rébellion, ces combattants seraient au moins au nombre de 25.000. Certains, ex-acteurs des nombreuses insurrections africaines soutenues par Kadhafi, -Sierra-Léonais, Libériens, Touaregs Nigériens et Maliens, ont été incorporés dans l'armée libyenne bien avant le conflit. Mais d'autres sont arrivés après le déclenchement de la rébellion, principalement du Tchad voisin dont le président, Idriss Déby, aurait envoyé des éléments d'élite de la garde républicaine.

Selon un porte-parole mili-taire des rebelles libyens, Ahmad Beni, ces combattants aguerris auraient même pris en mains par endroits la direction des opérations loyalistes, ce qui expliquerait la nouvelle tactique «*à la tchadienne*» des forces de Kadhafi, menant des attaques rapides à bord de pick-up Toyota. « *Si nous avons dû reculer mercredi, c'est que nous nous sommes trouvés en face de milliers d'éléments de la garde républicaine tchadienne*», a déclaré le porte-parole. (lefigaro.fr 04.04)

3- Yémen

3.1- Dix-sept manifestants ont été tués par balle, lundi 4 avril, à Taëz, au sud de Sanaa, dans une poussée de violence ajoutant aux difficultés du président yéménite, Ali Abdallah Saleh, qui semble avoir perdu le soutien d'un allié de poids, les Etats-Unis.

Les victimes sont tombées sous les balles des forces de l'ordre mais aussi de civils armés postés sur des toits lors d'une marche sur le siège du gouverneur de province, ce qui a alourdi le bilan des victimes, qui était précédemment de quinze morts. "*On a désormais dix-sept morts et le nombre de blessés se compte par dizaines*", a déclaré un médecin qui dirige un hôpital de campagne soignant les protestataires. Ces derniers demandent toujours le départ du président Ali Abdallah Saleh.

Lundi, à Sanaa, on apprenait que des militaires ralliés à l'opposition ont empêché la police de faire mouvement vers les milliers de manifestants qui campent sur une place de la capitale yéménite depuis le 21 février. Les soldats ont empêché sans violence quelque 200 policiers de s'approcher de la place de l'Université. Les militaires relèvent de la première division blindée, dont le commandant, le général Ali Mohsen Al-Ahmar, avait annoncé, le 21 mars, son ralliement au mouvement de contestation.

Parallèlement, plus de quatre cents manifestants ont été blessés lundi matin par les forces de l'ordre yéménites, qui ont tiré en l'air et fait usage de gaz lacrymogène lors d'un défilé en direction de la résidence présidentielle de Hodeida, sur la mer Rouge, a-t-on appris auprès de médecins.

Selon des habitants, la manifestation, qui a réuni quelques centaines d'opposants vers 1 heure, lundi 4 avril, avait été organisée pour protester contre les dispersions d'autres rassemblements à Taëz, en fin de semaine dernière, qui avaient fait deux morts et plusieurs centaines de blessés. "*[Les protestataires] se sont subitement rassemblés autour du siège de l'administration provinciale et se sont dirigés vers le palais présidentiel, mais la police leur a barré la route en tirant en l'air et à l'aide de gaz lacrymogène, a déclaré un témoin joint par téléphone. J'ai vu beaucoup de policiers en civil s'en prendre à eux également.*"

Des médecins de l'hôpital local ont fait état de 59 blessés, dont neuf par balle, et de 350 intoxications dues au gaz lacrymogène.

3.2- Dans la nuit de dimanche à lundi, les monarchies arabes du Golfe ont proposé leur médiation entre l'opposition et le pouvoir au Yémen.

Dans un communiqué à l'issue d'une réunion extraordinaire à Riyad, en Arabie saoudite, les ministres des affaires étrangères des six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, Oman, le Qatar et le Koweït) ont exprimé "*leur vive inquiétude face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité et l'état de division qui prévaut au Yémen*".

Le gouvernement états-unien est en train de retirer son soutien au président yéménite contesté, Ali Abdallah Saleh, et de faciliter son départ, rapportait, dimanche 3 avril, le *New York Times*, citant des responsables américains et yéménites. Washington, indique le quotidien américain, a soutenu depuis longtemps le président Saleh, au pouvoir depuis 1978, et l'administration du président Barack Obama s'est bien "*gardée de le critiquer publiquement*".

Mais, poursuit le *Times*, des responsables américains ont indiqué à leurs alliés yéménites que sa position était intenable compte tenu de l'important mouvement de contestation populaire auquel il est confronté, et qu'il devrait quitter son poste. Des négociations portant sur son départ ont commencé il y a plus d'une semaine, rapporte le quotidien.

Il s'agirait de proposer à M. Saleh de remettre le pouvoir à un gouvernement provisoire jusqu'à la tenue de nouvelles élections. (lemonde.fr 04.04)

4- Syrie

Les autorités syriennes ont nommé un nouveau gouverneur à Deraa, dans le Sud, épicentre de la contestation qui secoue le pays depuis le 15 mars, a rapporté, lundi 4 avril, l'Agence arabe syrienne d'information (SANA). Mohammad Khaled Al-Hanous a prêté serment devant le président Bachar Al-Assad.

L'ancien gouverneur, Fayçal Kalthoum, honni par la population de la ville, avait été limogé par un décret présidentiel le 23 mars, et sa résidence avait été brûlée, au plus fort des manifestations hostiles au régime, qui s'étaient soldées par des dizaines de morts. '*Ce n'est pas un changement de gouverneur que désirent les habitants de Deraa, mais que les services de sécurité cessent d'opprimer, que la loi d'urgence soit abolie, que les droits de propriété soient respectés, que les détenus soient libérés et que la liberté d'expression soit assurée*', a affirmé un militant des droits de l'homme. (lemonde.fr 04.04)

5- Chine.

Nicholas Bequelin, basé à Hongkong et spécialiste de l'Asie à Human Rights Watch (HRW), s'exprime sur la dernière vague de répression en Chine.

L'artiste Ai Weiwei a été emmené dimanche à l'aéroport de Pékin au moment où il s'aprêtait à prendre un vol pour Hongkong. Comme dans le cas des autres personnes arrêtées, on n'a aucun signe de la part du pouvoir, on ne sait pas d'où vient l'ordre, on ne sait pas ce que ça implique, il n'y aucune information sur les faits qui lui seraient reprochés...la presse chinoise n'en parle pas : en quoi est-ce ces pratiques sont caractéristiques du modus operandi des organes de sécurité chinois?

La détention d'Ai Weiwei et de membres de son studio a certainement été sanctionnée au plus haut niveau, en raison des prévisibles réactions internationales. C'est un signal clair que personne n'est à l'abri de la police, quelle que soit sa renommée, et qui vise à intimider tous les milieux artistiques.

Le recours par l'Etat chinois à des méthodes 'extralégales', ou des arrestations arbitraires sans explications, vise à réaffirmer la toute-puissance de la police politique. La porte-parole du gouvernement l'a d'ailleurs clairement affirmé récemment : pour ceux qui sont considérés comme des ennemis par le pouvoir, '*aucune loi ne peut les protéger*', a-t-elle déclaré.

Le tournant répressif actuel du pouvoir chinois montre la faillite de la diplomatie de l'apaisement des pays occidentaux, basée sur l'illusion que l'absence de pressions sur la Chine favorisait la libéralisation du régime. En fait l'absence de pression a conduit au résultat inverse : l'affaiblissement des réformateurs au profit de l'aile dure, nationaliste et autoritaire. La société civile chinoise paye aujourd'hui le prix de ce manque de soutien de la communauté internationale.

La campagne de répression actuelle a pour la première fois fait 'disparaître' en même temps, une demi-douzaine d'avocats. C'est inédit. (lemonde.fr 04.04)

Qui défendrait demain la Chine dans une guerre contre un autre pays impérialiste ? Ceux qui ont défendu la dictature stalinienne pendant 50 ans ou la dictature castriste au nom de la défense d'un Etat ouvrier dégénéré qui n'avait plus d'ouvrier que le nom depuis les procès de Moscou et la liquidation de l'opposition de gauche en URSS ou dont le nom d'Etat ouvrier a été

usurpé dès le premier jours, en Chine et à Cuba notamment ?

Voilà des dictatures bureaucratiques qui pendant plus d'un demi-siècle ont servi la cause de la contre-révolution mondiale. Ils ont finalement servi de repoussoir aux travailleurs qui auraient pu adhérer au socialisme et au fil du temps ils ont dégoûté du socialisme ceux qui croyaient y avoir adhéré à travers les différents partis dits communistes. Pire encore, avec le régime policier sur lequel repose leur pouvoir, ils ont interdit pendant plus d'un demi-siècle à la classe ouvrière de ces pays de pouvoir s'organiser pour défendre ses droits sociaux et politiques, puisque syndicats et partis indépendant de l'Etat étaient et demeurent interdits. Ces pays étaient et demeurent de véritables prisons pour le prolétariat et la paysannerie. Les capitalistes du monde entier ont compris quels intérêts ils pourraient en tirer en les exploitant dans des conditions dignes du début du XXe siècle en France et en Grande-Bretagne. Kadhafi et son régime, ainsi que bon nombre de dictateurs en Afrique notamment, figurent parmi leurs dignes héritiers.

Le plus incroyable, c'est que ceux qui expliquaient que ces régimes étaient incompatibles avec toute forme d'organisation indépendante de la classe ouvrière les ont finalement soutenus jusqu'au bout, toujours au nom de principes sacrés ou de théories transformées ou pplutôt déformeée depuis fort longtemps en dogmes.

Aujourd'hui, la Chine que certains présentent comme "*l'usine du monde*", sert de point d'appui au combat du capitalisme mondial contre les avantages sociaux conquis par les travailleurs au cours de leurs combats tout au long du XXe siècle principalement dans les vieux pays capitalistes dont la France, quand il ne sert pas cyniquement à le justifier pour préserver leur domination sur le marché mondial.

Aucun régime, aucun Etat quel qu'il soit ne mérite d'être soutenu dès lors que toute tentative de la classe ouvrière pour s'organiser est impitoyablement réprimé. Que ce soit sous Franco, sous Pinochet, Staline, Mao ou Castro, la liste n'est pas exhaustive, la preuve a été largement apportée que sous une dictature il était impossible à la classe ouvrière de s'organiser pour défendre ses droits. On comprend dès lors que ceux qui soutenaient que c'était à la classe ouvrière de les chasser du pouvoir tout en défendant l'Etat tel qu'il existait en URSS, en Chine ou à Cuba et sur lequel s'appuyaient ces régimes dictatoriaux, n'avaient décidément pas compris grand chose à l'évolution du capitalisme mondial et particulièrement à la lutte des classes qui s'était déroulée au cours de la seconde moitié du XXe siècle.

En cas de guerre entre un de ces Etats et un Etat capitaliste, nous appellerions les classes ouvrières de ces deux pays à s'unir et à se soulever pour chasser du pouvoir d'un côté la caste bureaucratique et de l'autre la classe des capitalistes, mais en aucun cas nous ne prendrions la défense d'un Etat ouvrier dégénéré avec lequel se confond un régime dictatorial, de la même manière qu'aujourd'hui nous ne prenons la défense ni de Kadhafi ni de l'impérialisme français ou américain en Libye.

D'après vous camarades, qu'est-ce qui est préférable vivre dans une prison à l'isolement et totalement coupé du monde, donc être condamné à y pourrir jusqu'à la fin de nos jours, ou vivre dans une prison et bénéficier de la liberté d'expression pour espérer un jour en sortir ou s'en échapper ?

Je vous ai raconté un jour l'histoire d'un de mon oncle Roger âgé aujourd'hui de 90 ans et qui avait été enrolé de force dans le STO (service du travail obligatoire) en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale, qui avait adhéré au PCF à cette époque et dont le camp de travail avait été libéré par l'Armée rouge. Il a passé le reste de sa vie sur une chaîne comme OS chez Bernard Moteur à Surennes (92). Pendant toutes ces longues années il est resté adhérent du PCF et de la CGT. Puis, je ne sais plus au juste si c'était juste avant ou après avoir pris sa retraite, le comité d'entreprise de Bernard Moteur avait organisé un voyage en URSS, le pays qu'il idéalisait depuis 1945.

Il s'est inscrit à ce voyage avec ma tante Réjanne son épouse et un autre de mes oncles, Marcel, cantonnier de son état qui vouait également un culte à Staline et à l'URSS. A son retour ou plutôt au cours de ce voyage, il était tombé malade, étrangement il ne voulait parler et voir personne, nous habitions deux maisons mitoyennes, un petit bout de jardin les séparait et il n'y avait qu'une petite porte en bois d'un mètre de hauteur à franchir pour aller chez l'un ou chez l'autre, pour dire à quel point ils étaient proche de mes parents. Même à nous il ne voulait pas parler.

Diable, que c'était-il donc passé pendant ces 10 ou 12 jours au pays du Petit Père des peuple ? Il avait découvert la vérité qu'on lui avait caché pendant près de 40 ans, il lui avait même été interdit de sortir seul de son hôtel sans être accompagné d'un "guide" officiel, un membre de la police politique du régime stalinien pourri. Il nous a raconté cela une dizaine de jours plus tard, la tristesse des gens dans la rue, la grisaille ambiante, la laideur du régime dans toute sa splendeur quoi, lui qui s'attendait à voir les réalisations grandioses du socialisme est tombé de haut. Je n'ai pas osé le questionner à l'époque, par contre mon père gaulliste et anti-communiste primaire et qui avait un caractère aussi rude que la vie de merde qu'il avait toujours connue n'a pas eu la même délicatesse que moi envers lui et lui demanda, je vous relate cela en substance, alors Roger maintenant que tu as vu de tes propres yeux, tu préfères vivre en France ou chez les cocos, mon oncle presque sur le point de s'effondrer à nouveau et au bord des larmes lui a répondu qu'à tout prendre il préférait vivre encore ici, mais... Mais quoi Roger, rien, il avait ajouter "mais" puis plus rien parce qu'il n'avait pas compris toute l'histoire, et il va mourrir sans l'avoir jamais comprise car il est trop tard désormais. J'ai parlé avec lui au téléphone récemment, j'ai évoqué avec lui le STO, il m'a dit simplement qu'à l'époque c'était autre chose que maintenant, tout le monde avait "sa carte du parti", on se battait, on ne se laissait pas faire, par délicatesse et par respect pour son grand âge, je n'ai pas voulu le questionner sur son séjour douloureux en URSS au risque de rouvrir une

plaie sans doute mal refermée, cela aurait été inutile. Il préfère sans doute garder en mémoire la fierté et le courage de son engagement politique à cette époque, c'est son choix et je le respecte, il n'y a rien à ajouter.

Et bien camarades, mon analyse politique et ma position envers l'URSS, la Chine ou Cuba peuvent choquer certains parmi vous, je peux parfaitement le comprendre, je les dédie à mes oncles et tante, à tous les vieux ou anciens militants du PCF qui se sont fait berner par ignorance ou malgré eux par le stalinisme et tous ceux qui ont continué de soutenir ces Etats au-delà du raisonnable ou de ce qui était permis conformément aux intérêts du prolétariat de ces pays ou du socialisme, pour une fois je modère volontairement mes propos, car après tout mes détracteurs que je considère dans la même situation que Roger, sont aussi mes camarades de combat et non des ennemis.

On n'a malheureusement guère le temps d'aborder en profondeur tous les sujets qui nous viennent à l'esprit, il m'en est venu un tas en rédigeant ces lignes. Je ne me défile devant aucune question, on les traite au fur et à mesure dans la mesure du possible. On reviendra sur les questions suivantes : l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, la Yougoslavie et le Kosovo, la guerre de Corée et du Vietnam, les guerres civiles en Afrique au XXe siècle, Ouganda, Tchad, Somalie, la décolonisation en Afrique et en Asie, le pacte Hitler-Staline, la guerre d'Espagne, la révolution hongroise, la révolution chinoise...

Autant de sujets qui ne peuvent pas être abordés à la légère ou sans les avoir étudiés sérieusement au préalable ou à nouveau. On nous a raconté trop d'histoires dont on s'aperçoit plus tard qu'elles ne tenaient pas debout, pour s'y fier une nouvelle fois aveuglément ou sans utiliser les outils qu'on s'est forgé patiemment tant bien que mal à la lumière de l'étude du marxisme ou du matérialisme dialectique et historique, en s'accordant encore le droit à l'erreur parce qu'on en commet toujours, en espérant cependant trouver l'énergie suffisante pour corriger les plus grossières.

Social.

1- Le chiffre 13 porte bonheur.

1. Gérard Mestrallet, PDG de GDF-Suez : -2 985 835 euros
2. Louis Gallois, président d'EADS : -2 277 600 euros
3. Jean-François Cirelli, directeur général de GDF Suez : -1 709 719 euros
4. Henri Proglio, PDG d'EDF : -1 249 920 euros
5. Stéphane Richard, PDG de France Télécom : -1 233 092 euros
6. Jean-Paul Herteman, président du directoire de Safran : -1 051 394 euros
7. Pierre Mariani, président du comité de direction de Dexia : -953 433 euros
8. Carlos Ghosn, PDG de Renault : -887 755 euros (+ de 8 millions en incluant son salaire chez Nissan)
9. Anne Lauvergeon, présidente d'Areva : -715 136 euros
10. Gilles Benoist, directeur général de CNP Assurances : -671 923 euros
11. Pierre-Henri Gourgeon, directeur général d'Air France : -545 100 euros
12. Pierre Graff, président d'Aéroports de Paris : -415 100 euros
13. Luc Vigneron, PDG de Thales : -386 300 euros (Rue89 04.04)

Qu'est-ce qui justifierait ces rémunérations ? Absolument rien, ce sont des parasites et ces entreprises peuvent très bien fonctionner sans eux, c'est du vol pur et simple. Qu'est-ce qui justifierait qu'un dirigeant d'entreprise recevrait une rémunération 20 fois supérieur à celle d'un ouvrier ou d'une employée (la proposition du PS et du PG) ? Absolument rien car ce sont les travailleurs qui produisent les richesses. Ajoutons que le capital qu'un patron investit dans son entreprise (privée) n'est pas tombé du ciel et n'a pas été produit par des anges mais par les travailleurs des générations passées qui ont été spoliés d'une partie du produit de leur (force de) travail.

Qu'est-ce qui peut justifier cette injustice et cette inégalité de traitement entre un ouvrier et un dirigeant ou patron ? Absolument rien en dehors de l'ignorance de l'ouvrier et de son incapacité à les faire cesser immédiatement.

Dans le système capitaliste, l'ouvrier ne mérite pas son salaire, qu'il soit misérable ou non, c'est une faveur que lui accorde généreusement celui qui l'exploite, alors que le dirigeant ou le patron d'une entreprise le mériterait, pas forcément, mais le mériterait tout de même dans 99,99% des cas disons.

Autrefois, lorsque la condition ouvrière était misérable, quand l'ouvrier percevait son maigre salaire, il n'avait pas la possibilité de se poser la question de savoir ce qu'il allait en faire une fois déduit ce qu'il allait dépenser pour assurer sa survie, alors que de nos jours en dehors des couches les plus défavorisés du prolétariat, les ouvriers qui ne sont pas pour autant des nantis se demandent comment ils vont pouvoir dépenser ce qu'il leur reste une fois déduit leurs charges fixes, se retrouvant pour ainsi dire dans le même état d'esprit plus que dans la même situation ou position que les capitalistes qui accumulent toujours plus de capital ou qui se demandent bien ce qu'ils vont pouvoir en faire.

Cela permet de mieux comprendre comment le capital corrompt le travail, comment l'état d'esprit de l'ouvrier a évolué inconsciemment au fur et à mesure que sa condition s'améliorait, pour finalement épouser celui du bourgeois ou du petit-

bourgeois. Quand l'ouvrier était miséreux, son combat s'inscrivait à la fois dans la perspective d'améliorer ses conditions d'existence et d'en finir une fois pour toute avec la condition infernale que lui réservait ses maîtres au quotidien, il était porté à adhérer au socialisme, de nos jours il est davantage porté à combattre pour augmenter la part qu'il lui reste en fin de mois après avoir abandonné la perspective d'en finir avec le capitalisme. Il s'agit là d'un simple constat.

2- Le Président du "***déclin***"... avant la tempête.

Quatre ans après l'élection d'un «*président du pouvoir d'achat*», les frais quotidiens continuent de grimper. A tel point qu'ils pensent réduire leurs dépenses de base: le chauffage, le carburant et même l'alimentation pour un tiers d'entre eux. C'est ce que révèle un sondage CSA/20Minutes, alors que l'Insee annonçait la semaine passée que le pouvoir d'achat avait... augmenté de 1,2 % en 2010.

«*Avec les dépenses alimentaires, on touche au quotidien, à ce qu'il y a de plus vital*», estime Jérôme Sainte-Marie, directeur de CSA. «*Un tiers des Français qui réduit ce budget-là, c'est la preuve d'un malaise profond.*»

Pour cet analyste, les Français vivent «*depuis deux ou trois ans*» dans «*un sentiment de déclin*». Le pétrole, l'énergie, la nourriture deviennent des sources d'angoisse. Beaucoup de foyers vivent même « *avec une double peur : celle de la pénurie, et celle des prix qui montent* ». Pour les Français, les causes de la baisse du pouvoir d'achat sont multiples: passage à l'euro (37 %), hausse du prix des matières premières (36 %), salaires qui n'augmentent pas assez (36 %).

En 2012, le pouvoir d'achat pourrait bien jouer le premier rôle. (20minutes.fr 04.04)

Syndicat.

Sarkozy pourra une nouvelle fois saluer le "***sens des responsabilités***" des dirigeants syndicaux.

Après FO et la CGC fin mars, la CFDT et la CFTC ont annoncé lundi qu'elles signeront la nouvelle convention Unedic qui doit régir les conditions d'indemnisation des chômeurs entre le 1er juin 2011 et le 31 décembre 2013. La CGT, de son côté, devait rendre sa décision "*lundi dans la soirée ou mardi matin*", selon cette confédération.

"*Dans son ensemble, cet accord montre que les partenaires sociaux prennent leurs responsabilités dans le cadre de l'agenda social*", se félicite la CFDT dans un communiqué. (AP 04.04)

Quand c'est un jaune qui le dit, on lui fait confiance, il sait de quoi il parle !

Economie.

1- Le prix du pétrole flambe, les spéculateurs se remplissent les poches.

Le baril de Brent de la mer du Nord a grimpé de plus d'un dollar lundi jusqu'à franchir brièvement la barre des 120 dollars, pour la première fois depuis août 2008. (Reuters 04.04)

2- La Bourse ou la vie. L'union européenne sous-traitant de Wall Street et de la Fed.

Les places financières européennes doivent demeurer fortes à l'avenir et ne pas devenir des sous-traitants, a déclaré lundi le commissaire européen au Marché intérieur, Michel Barnier, au sujet de la bataille entre Deutsche Börse et Nasdaq pour le contrôle de Nyse Euronext.

"*Nous souhaitons que les places financières européennes soient fortes, qu'elles aient une dimension mondiale, qu'elles jouent leur rôle (...) Je ne souhaite pas que l'Europe devienne un sous-traitant*", a-t-il déclaré. (Reuters 04.04)

Ne serait-ce pas déjà le cas par hasard ?

Haut de page

Le 6 avril

Je n'ai pas le temps d'éplucher et faire la critique des propositions du PS, ce serait bien que des camarades s'y collent s'ils en

trouvent le temps ou qu'ils nous fassent parvenir des analyses d'horizons divers, merci d'avance pour nos lecteurs.

Plus le temps d'aborder la situation en Libye ou en Côte-d'Ivoire, d'ailleurs il va falloir que je lève le pied, car je délaisse à nouveau mes affaires et je me retrouve confronter de ce fait à de nouveaux problèmes.

Mélenchon a dit avant-hier que le programme du PS était "*FMI-compatible*", il sait de quoi il cause... et le programme du PG ne vaut guère mieux !

Un rappel ou une précision à la suite de ma causerie d'avant-hier.

Quand je décris de manière réaliste et sans complaisance, dans des termes parfois violents, le comportement en général des Indiens ou les rapports qui existent en Inde, je ne fais que témoigner des rapports que j'ai eu avec des Indiens de toutes classes, âges ou catégories sociales que j'ai eu l'occasion de cotoyés au cours des 20 dernières années tels que la société les a faits et non tels que je les perçois personnellement qui n'a absolument rien à voir.

Des jeunes militants peuvent facilement confondre les deux et des vieux militants formés à une mauvaise école également. Entre la description que j'en fais et qui est strictement fidèle à la réalité et ce que je pense de leur attitude en ayant à l'esprit qu'on appartient à la même classe et qu'on est embarqué dans la même galère, tout un monde les sépare, le vieux monde pourri qui les a rendus tels qu'ils sont et le monde auquel on aspire synonyme de notre émancipation collective du règne de l'exploitation et de l'oppression.

Maintenant il est vrai que lorsque mon voisin me menace ou veut me foutre sur la gueule, ce qu'il met en avant c'est l'individu ignorant tel que la société l'a fabriqué, le plus mauvais qu'elle a produit, si j'affrontais cette situation en me laissant aller à avoir un état d'âme à son égard ou que je lui donnais raison, je serais très mal, autant dire que je légitimiserais son comportement et que je l'encouragerais à persister dans cette voie, ce ne serait pas le meilleur serviec à lui rendre, je peux juste essayer de le raisonner, et s'il persiste et qu'il m'agresse, je n'aurais plus le choix et je me défendrais, je défendrais ma peau qui vaut bien la sienne.

Donc attention de ne pas me prêter un état d'esprit qui n'est pas le mien. Tenez, en rentrant ce matin de Pondichéry il y avait un vieux pécheur de mon village planté à deux pas de chez moi sur la plage. Il me fait signe que quelqu'un est passé me voir en mon absence. Je le remercie et je constate que c'était le facteur parce qu'il y avait une lettre par terre derrière la grille d'entrée. Je rentre la moto et je ne sais pas pourquoi, j'ai été cherché la dizaine de noix de coco qui trainaient dans le jardin depuis plusieurs semaines et je lui ai apportés, comme quoi je suis encore capable de faire la part des choses entre ce que les gens sont et ce qu'ils pourraient être dans une société telle qu'on la conçoit. J'ai d'ailleurs le même comportement avec tout le monde sans distinction, sauf avec les patrons que je hais par dessus tout.

Ce que je viens de dire là a différentes applications. Comme je dis parfois, un ouvrier a le droit de traiter de con un autre ouvrier parce qu'ils sont logés à la même enseigne, pas un patron ou un nantis qui plus est respire la connerie à plein nez, sachant qu'il participe consciemment à la survie du capitalisme dans le seul but d'en tirer profit et qu'il est directement responsable de la décomposition de la société.

Vous comprenez peut-être mieux pourquoi l'ouvriérisme me donne la nausée, et si vous réfléchissez un peu à la manière dont il opère ou à sa signification, vous vous rendrez compte qu'en rendant le plus mauvais service qui soit aux ouvriers les plus arriérés, il agit de la même manière que la collaboration de classes ou poursuit le même objectif qui n'est pas de parvenir à changer un état de fait ou certains rapports sociaux, mais à les perpétuer à l'infini, c'est un peu comme si vous aviez les deux pieds dans la merde, et que pour mieux le supporter et éviter d'être incommodé par son odeur, on déversait dessus un parfum exotique pour que vous y restiez le plus longtemps possible.

Je me souviendrai toujours mes premiers jours d'apprentissage en mécanique dans un garage Renault à Courbevoie (92), c'était en 1971. Grapard qui était l'ouvrier qualifié qui devait me prendre en charge m'a dit : ici on règle les problèmes entre nous, t'as compris, si t'as un truc à dire, quelque chose qui ne va pas, tu m'en parles et si je suis pas là tu en parles à André, t'as bien compris, tu ne vas pas trouver le patron ou le chef de service, les balances on n'aime pas cela, on leur pourrit la vie et il dégage, c'est clair, entre nous on peut tout se dire, tu verras que parfois ça gueule sec entre nous, même si tu as fait une grosse connerie, on s'arrangera et personne ne te fera chier, sinon tu m'en causes ce sera vite réglé crois-moi, et si un jour t'es pas bien ou t'es malade, je t'accompagnerai chez le chef pour qu'il te laisse rentrer chez toi, t'as bien pigé ? J'avais "*pigé*" au quart de tour qu'on était tous pareils et tous solidaires entre ouvriers contre le patron et le chef de service, quelque part j'en fus soulagé, car je n'en menais pas large, j'avais à peine 16 ans. Et surtout quel changement par rapport à mon père, ouvrier également mais dans le bâtiment, qui passait son temps à me taper dessus ! L'usine, l'atelier est vraiment un monde à part dans la classe ouvrière, j'ai presque envie de dire merveilleux. J'ai travaillé dans plus de 45 entreprises différentes sans jamais retrouvé cette ambiance chaleureuse, cette solidarité extraordinaire, sauf deux fois, une fois dans une petite entreprise de mécanique, et l'autre fois quand j'étais technicien à l'atelier chez U-Bix (devenu Konica copieur).

Vous comprendrez également pourquoi cela passe très mal quand on (des intellectuels en général) me fait un procès d'intention parce que je critique le comportement des ouvriers, comme disait encore Grapard : fais attention à tes oreilles et ne t'inquiète pas si

un jour tu vois un marteau traverser l'atelier, c'est que l'autre l'a bien mérité, c'est un avertissement ! Entre nous autres ouvriers ce sont des choses que l'on admet et comprend sans avoir à les justifier, mais dans un parti ou l'on compte les ouvriers sur les doigts de la main, c'est forcément beaucoup plus compliqué.

Politique.

1- France.

1.1- La Talonnette : pied au plancher !

Dans un sondage Paris-Match-IFOPA réalisé après les élections cantonales, à la question "*Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action de Nicolas Sarkozy comme président de la République ?*", 30 % des sondés répondent qu'ils l'approuvent, contre 31 % en mars.

C'est "*un niveau plancher jamais observé depuis le début du quinquennat*", souligne l'institut français d'opinion publique. Nicolas Sarkozy atteint également pour la première fois un autre seuil symbolique, avec 70 % d'opinions défavorables. (lemonde.fr 05.04)

1.2- Scène de guerre civile en banlieue parisienne.

Une voiture de police a été incendiée, touchée par un cocktail molotov ce lundi soir dans le quartier de La Grande Borne à Viry-Châtillon (Essonne), et deux policiers ont été légèrement blessés lors de violences.

Peu avant 20h, alors qu'une patrouille de trois policiers effectuait un contrôle, une dizaine de jeunes gens, cagoulés et gantés, ont surgi de derrière les bâtiments, armés de pavés, cocktails molotovs et boules de pétanque, qu'ils ont lancés sur les fonctionnaires, a précisé une de ces sources.

Les trois hommes se sont abrités derrière la voiture mais l'un d'eux a tout de même reçu un parpaing au visage, un autre a été blessé au bras par un cocktail molotov. Ce dernier a également été aspergé d'essence par ses agresseurs, a-t-on ajouté. Les trois hommes ont été hospitalisés pour examens. La voiture a brûlé.

Des renforts sont rapidement arrivés sur les lieux mais il n'y a pas eu d'interpellation. Après l'incident, le calme est revenu dans le quartier, a-t-on précisé. (lexpress.fr 05.04)

2- Libye.

2.1- Les forces loyales à Mouammar Kadhafi, appuyées par une puissante artillerie, ont repoussé mardi les insurgés à l'est de Brega, au sixième jour de combats pour le contrôle de ce port pétrolier stratégique sur la route de Benghazi, fief de la rébellion.

Contraints de se retirer face à la puissance de feu des troupes gouvernementales, la caravane des pick-up et autres véhicules des rebelles se trouvait mardi soir à l'est de Brega, à mi-chemin de la ville d'Ajdabiah, l'un des derniers verrous vers la capitale de la Cyrénaïque.

Les rebelles libyens ont vivement mis en cause l'attitude de l'Otan, qu'ils accusent de ne pas agir assez rapidement pour leur venir en aide.

"*Soit l'Otan fait son travail correctement, soit nous demanderons au Conseil national de transition (de la rébellion) de soulever la question devant le Conseil de sécurité*" de l'Onu, a dit lors d'une conférence de presse à Benghazi Abdel Fattah Younes, chef des forces insurgées.

L'inaction des Occidentaux, a-t-il ajouté, permet aux forces de Mouammar Kadhafi d'avancer et de massacrer "*chaque jour*" la population de Misrata, la troisième ville du pays à 220 km à l'est de Tripoli.

"*L'Otan opère très lentement, ce qui permet aux forces de Kadhafi d'avancer. L'Otan nous a déçus, elle ne nous a pas donné ce que nous attendions, elle est devenue notre problème*", a poursuivi le chef militaire rebelle.

Au siège de l'Alliance à Bruxelles, le général Mark van Uhm a affirmé que les raids de l'Otan avaient jusqu'ici détruit un tiers des capacités militaires des forces de Kadhafi.

Il a ajouté que ces dernières vingt-quatre heures les attaques occidentales avaient permis de détruire des chars, des véhicules

blindés et des batteries anti-aériennes de l'armée gouvernementale autour de Misrata.

Répondant aux critiques des rebelles, les responsables de l'Alliance assurent que les avions de l'Otan sont toujours aussi présents dans le ciel libyen.

Mais le général Van Uhm a souligné que Kadhafi se servait de civils comme de "*boucliers humains*" et faisait stationner ses troupes blindées dans des zones très peuplées, ce qui force l'Otan à agir avec prudence. "*Quand il y a des boucliers humains, nous ne frappons pas*", a-t-il dit. (Reuters 05.04)

2.2- Par ailleurs, un tanker, d'une capacité d'un million de barils, doit arriver mardi dans le port de Tobrouk pour le premier chargement de pétrole assuré par les rebelles, selon le spécialiste en données maritimes Lloyd's List Intelligence. "*Un tanker devrait arriver dans la journée dans un terminal pétrolier près de Tobrouk*", a indiqué Michele Bockmann, experte des marchés pour Lloyd's List, une publication basée à Londres. "*La taille de ce pétrolier correspond à un million de barils de pétrole*", a-t-elle ajouté. Au cours actuel du baril, une telle cargaison vaut environ 120 millions de dollars. C'est la première fois que les rebelles libyens, qui contrôlent plusieurs ports de l'est de la Libye, mènent une telle opération.

"*Si les revenus (tirés du pétrole et du gaz) ne profitent pas au régime de Kadhafi, alors nous n'avons aucun problème avec les opérations commerciales concernant le pétrole et le gaz libyens*", a dit un porte-parole de la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton. "*Concernant le pétrole, notre ligne de conduite est très claire*", a-t-il poursuivi. L'UE soutient les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU visant à ce que les revenus du pétrole ne parviennent pas dans les mains du régime. "*Pour le reste, ce sont les pratiques commerciales normales qui s'imposeront*", a-t-il conclu.

La Libye produit moins de 2 % du pétrole mondial mais elle recèle les plus grandes réserves d'or noir du continent africain, entre 40 et 60 milliards de barils. Et la qualité de son pétrole, pauvre en soufre, à l'exploitation aisée, est appréciée des raffineurs. Des pays européens, comme l'Italie, la France et l'Allemagne sont les premiers consommateurs de brut libyen, mais aussi de gaz transporté par un gazoduc le long de la frontière tunisienne qui rejoint l'Italie sous les eaux de la Méditerranée.

Les rebelles tiennent dans l'est les champs de la région de Sarir ainsi que des installations de raffinage et d'exportation à Tobrouk et Benghazi, et cette activité représente plus des deux tiers des revenus du secteur pétrolier libyen. Les loyalistes contrôlent les champs d'el Feel, et les installations de Zawiyah et Tripoli. La rébellion a annoncé vendredi dernier avoir passé un accord avec le Qatar pour commercialiser le pétrole brut des zones qu'elle contrôle en échange de livraisons de nourriture, médicaments et carburant. (lemonde.fr 05.04)

3- Yémen.

3.1- Le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, a exhorté mardi au dialogue l'opposition et a appelé à un arrêt des violences, qui ont fait trois nouvelles victimes lors d'affrontements dans la capitale, Sanaa.

Le porte-parole du Pentagone, Geoff Morrell, a déclaré que Washington réclamait "*une transition négociée aussi rapidement que possible*". "*La situation est délicate et plus elle s'éternise, plus elle sera difficile à régler*", a-t-il dit.

Nombre de manifestants estiment que cette offre survient trop tard.

"*Trop tard et vain*", dit ainsi Abdoulsitar Mohamed, un jeune activiste de Sanaa. "*C'est une simple tentative visant à sauver un régime qui sait très bien qu'il doit partir.*"

Selon le ministère de la Défense, trois personnes ont été tuées et 15 autres blessées lors d'accrochages, mardi, entre partisans et adversaires du chef de l'Etat dans la capitale.

Le général Mohsen a vu dans cet incident une tentative d'assassinat, affirmant avoir été pris pour cible par des '*snipers*' alors qu'il sortait pour rencontrer une délégation de médiateurs envoyés par Saleh. "*Il semble qu'il se soit agit d'une ruse pour assassiner Ali Mohsen, des intermédiaires et un groupe de chefs tribaux*", indique un communiqué.

Certains diplomates présents en Arabie Saoudite ont laissé entendre que Riyad souhaitait voir Mohsen remplacer Saleh même si ce dernier a indiqué qu'il n'était pas intéressé par le pouvoir.

"*Ali Mohsen serait sans doute confronté à une opposition intérieure mais aussi internationale s'il cherchait à accéder à la présidence. Dans l'ensemble, les Yéménites voient en lui un homme cynique, préoccupé par ses propres intérêts*", selon une dépêche diplomatique américaine divulguée par WikiLeaks et datée de 2005.

Mardi, des policiers et des hommes en civil ont de nouveau ouvert le feu durant une manifestation qui rassemblait plusieurs

dizaines de milliers de personnes à Taïz, fief de la contestation. De sources médicales, on indique qu'une trentaine de manifestants ont été blessés. (Reuters 05.04)

3.2- L'opposition yéménite a exhorté la communauté internationale et les organisations de défense des droits de l'Homme à mettre fin à la répression sanglante du régime contre les manifestations réclamant le départ du président Ali Abdullah Saleh.

Plus de 120 personnes ont été tuées et 5.000 autres blessées depuis le début des manifestations le 11 février. (AP 05.04)

4- Syrie.

Les militants syriens appellent à une nouvelle vague de manifestations cette semaine pour rendre hommage aux quelque 80 personnes tuées dans la répression des précédents mouvements antigouvernementaux, lancés il y a près de trois semaines.

La page Facebook "*The Syrian Revolution 2011*" appelle à des manifestations dans tout le pays mercredi, jeudi et vendredi, parlant de "*Semaine des Martyrs*". Mardi, la page avait plus de 105.500 fans. (AP 05.04)

5- Haïti

Le chanteur populaire Michel Martelly a remporté l'élection présidentielle à Haïti avec 67,5% des voix contre 31,6% à sa rivale Mirlande Manigat, selon les premiers résultats du scrutin annoncés par le Conseil électoral provisoire (CEP). Les résultats définitifs de l'élection doivent être connus le 16 avril.

A 50 ans, "*Sweet Micky*" Martelly était jusqu'à présent connu pour être un des maîtres du compas, un style de musique haïtien proche du merengue, dansant et très populaire. Il a longtemps joué de sa réputation de fêtard provocateur, amateur de jurons et consommateur de marijuana ou de cocaïne. Un passé révolu, a-t-il souligné durant la campagne électorale. (AP 05.04)

Le sort du peuple haïtien est assurément entre de bonnes mains !

Social.

1- France

1.1- Tartuferie patronale.

Les salariés n'ont jamais été aussi peu satisfaits et peu motivés au travail. Moins d'un salarié sur trois se dit «souvent» heureux au travail, selon le baromètre Ipsos/Edenred que le quotidien La Tribune publie mardi. (20minutes.fr 05.04)

On s'étonnera qu'ils ne soient pas plus nombreux, mais les imbécices heureux cela existent aussi, il faut en convenir, désolé pour les ouvriéristes qui passent leur temps à encenser l'ignorance au lieu de la combattre sur tous les fronts. Quand c'est un ouvrier qui le dit, c'est légitime, quand c'est un patron, c'est inacceptable. Cette précision pour ceux qui ont du mal à faire la part des choses, principalement les intellectuels, entre ouvriers on se comprend très bien et c'est le genre de choses qu'on se dit en face sans problème.

C'est d'ailleurs le genre de sujets et de discussions qui devraient figurer dans un journal ouvrier, l'ambiance dans un atelier ou un bureau, de quoi on cause entre nous et comment on en cause révèle l'état d'esprit de la classe et son évolution, nos intellectuels en général s'en foutent, ils vivent dans un autre monde pour ne pas dire sur une autre planète, celle du conceptuel qui n'a qu'un rapport fort éloigné avec la réalité et les préoccupations des ouvriers.

Prenez un récipient contenant un liquide et divers ingrédients solides de différentes tailles, versez le contenu de ce récipient à travers un filtre ou une passoire, récupérez ensuite le contenu du second récipient pour faire votre tambouille. Le contenu du premier récipient, c'est la réalité dans sa diversité et complexité, le filtre ou la passoire, c'est la théorie, les idées reçues ou préconçues, les a priori, nos connaissances acquises auxquelles se mêlent une part d'inconscience, plus les fibres du filtre seront nombreuses ou serrées ou les trous de la passoire seront étroits, plus ce qui en ressortira sera pauvre en matière première pour interpréter la réalité ou en sera éloigné, étranger dans le pire des cas, où l'on aura du mal à reconnaître les faits qui en sont la matière de base au point de la rendre illisible ou toute lecture impossible.

Pour les gastronomes ou les militants qui sont plus exigeants, passons à l'affinage.

Le contenu de notre premier récipient se compose d'un liquide, les discours, et d'ingrédients solides, les faits, actes ou gestes. Plus les mailles de notre filtre seront serrées plus il retiendra les ingrédients solides et plus notre mixture finale sera liquide, donc notre produit final sera plus liquide qu'épais ou solide et son contenu se composera essentiellement de discours, la majeure partie

des faits étant restés dans notre filtre. On pourrait dire par comparaison plus que par analogie pour être plus précis encore, que la matière que l'on va utiliser à l'arrivée ressemblera davantage à celle qu'utilise les idéalistes pour construire leurs systèmes, procédé qui consiste à discourir sans fin sur les idées qui servent de matériel de base à leur réflexion et à leur interprétation de la réalité ou du monde, qu'à celle du matérialiste qui part des faits et étudient leurs transformations, leurs rapports et ses évolutions.

Conclusion, plus notre produit final sera liquide plus il conviendra aux intellectuels, plus il sera solide plus il conviendra aux ouvriers. Le problème, lorsqu'on prétend s'adresser à la fois aux intellectuels et aux ouvriers, réside donc dans la densité des fibres qui compose notre filtre ou la taille des trous de notre passoire, trouver le bon équilibre entre les faits et la théorie ou plus plus généralement les idées pour résumer.

Terminons dans la bonne humeur, vous aurez compris que je prends également du plaisir à cuisiner depuis plus de 30 ans, comme tous mes livres de cuisine française, indienne et vietnamienne sont partis dans la mer lors du tsunami, dorénavant j'improvise avec les ingrédients et épices que je trouve sur place. Et comme à la base je suis un ouvrier et que je le suis resté quelque part - vous avez dû vous en rendre compte, je déguste avec autant de plaisir une salade verte ou un oeil à la coque qu'un ragoût de mouton ou un carry (ou cari) aux crevettes et pommess de terre agrémenté d'une sauce à la noix de coco. J'ai développé une philosophie ou un art de vivre qui me permet de prendre du plaisir à tout ce que je fais, sans doute parce que j'y mets la même application et détermination, ceci explique cela, y compris quand je balaie ou nettoie la cuvette des toilettes, j'en retire la même satisfaction qu'en vous écrivant ces lignes. Vous devez vous dire que je suis finalement un homme heureux, quelque part oui, mais quand on est très exigeant dans la vie et qu'on a en permanence le sort dramatique de milliards de malheureux dans le monde, bref qu'on a acquis un certain degré de conscience politique, on ne peut jamais l'être totalement.

1.2- Autre tartuferie, le nombre de musulmans en France.

La plupart des enquêtes posant directement la question de l'appartenance religieuse ont été effectuées par des organismes de sondage. Ainsi TNS Sofres avançait en 2007 le chiffre de 3% de la population française. De son côté, CSA donnait 4%. Deux ans plus tard, Ifop donnait le chiffre de 5,8%. Ce qui équivalait tout au plus à 3 ,5 millions.

La dernière étude en date, parue en octobre 2010 sous le titre «Trajectoires et Origines», émane de l'Institut national des études démographiques (Ined) et de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Selon les deux organismes publics, la France compte 2,1 millions de «musulmans déclarés».

C'est l'estimation donnée par le ministère de l'Intérieur, également chargé des cultes. «Aujourd'hui, on estime qu'il y a à peu près 5 ou 6 millions de musulmans en France», affirmait lundi le ministre Claude Guéant, reprenant des chiffres délivrés par la place Beauvau en juin 2010. Mais pour donner cette estimation, le gouvernement, qui n'a pas le droit de poser la question de l'appartenance religieuse, utilise le biais de l'origine géographique des personnes. C'est en comptabilisant le nombre de personnes venant d'un pays à dominante musulmane, ou ayant des parents qui en viennent, qu'il parvient à établir ce chiffre. Or, de l'aveu même du ministère, seuls 33% de ces 5 à 6 millions se déclarent croyants et pratiquants. Soit deux millions, l'équivalent du chiffre de l'enquête Insee/Ined d'octobre 2010. (lefigaro.fr 05.04)

Hier, l'article du monde.fr dont j'ai retranscrit des extraits comportait apparemment une erreur, Guéant n'aurait pas dit qu'il y avait 5 à 10 millions de musulmans en France mais 5 à 6, à moins qu'il s'agisse d'une autre déclaration.

Commentaire d'un internaute

- Infos pour ceux qui pensent être colonisés par les arabes et les musulmans en France. Sachez que ces gens font moins d'enfants que vous ne le pensez, et même dans leurs propres pays. Le taux de fécondité est de 2,1 en France, de 1,71 en Tunisie, de 1,76 en Algérie, et de 2 au Maroc. Désolé pour ceux qui pensaient trouver des boucs émissaires chez les maghrébins...

1.3- Troisième tartuferie, année électorale oblige !

Le gouvernement a fait un geste d'apaisement face au tollé provoqué par la hausse des prix de l'énergie en France en annonçant mardi un gel des tarifs du gaz pendant un an.

L'annonce fait suite au mécontentement provoqué par l'augmentation de 5% des prix du gaz à compter du 1er avril. Une nouvelle hausse qui aurait dû intervenir mécaniquement en juillet et aurait été de 7,5% n'aura pas lieu, a annoncé Matignon.

Pour l'électricité, les factures devraient augmenter au total de 2,9% jusqu'au 30 juin 2012, dit Matignon.

Face à la hausse des prix du carburant, le gouvernement propose d'augmenter les déductions fiscales dont bénéficient ceux qui utilisent beaucoup leur véhicule dans un cadre professionnel.

L'objectif est de revaloriser de 4,6% le barème forfaitaire kilométrique applicable à l'imposition des revenus de l'année 2010.

Cette mesure sera financée par une contribution spéciale des compagnies pétrolières qui sera discutée dans les prochains jours, a indiqué Christine Lagarde de Moscou.

Cette mesure concernera cinq millions de Français, a estimé Eric Besson, repoussant ainsi les critiques de ceux qui attendaient des mesures ciblant les classes modestes, comme des chèques carburant ou un tarif social de l'énergie.

"*Tout ce qui contribue à améliorer le pouvoir d'achat des Français va dans le bon sens*", a déclaré le porte-parole du Parti socialiste, Benoît Hamon. (Reuters 05.04)

Le PS n'en loupe pas une pour louer le gouvernement, normal, il est son plus fidèle allié et poursuit les mêmes objectifs politiques

2- Japon. Apocalypse now version nucléaire.

Une radioactivité plusieurs millions de fois supérieures à la limite légale a été mesurée ces derniers jours le long des côtes japonaises près de la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi, a-t-on appris mardi auprès de TEPCO.

La centrale de Fukushima est fissurée et de l'eau radioactive s'écoule directement dans le Pacifique, dont le rivage n'est distant que de quelques dizaines de mètres. Une brèche de 20cm a été découverte ce week-end dans le béton d'une fosse de maintenance.

Lundi, TEPCO a commencé à rejeter 11.500 tonnes d'eau radioactive accumulée dans les installations accidentées par le tsunami du 11 mars. La procédure devrait durer deux jours. (AP 05.04)

Economie.

Portugal. La dictature du capitalisme financier.

L'agence de notation Moody's a annoncé mardi avoir abaissé d'un cran la notation du Portugal, estimant que le nouveau gouvernement devra demander une aide financière d'urgence à l'Union européenne (UE).

"*Moody's estime que les coûts de financement actuels atteignent des niveaux insoutenables, même à court terme*", apprend-on dans un communiqué.

"*L'abaissement limité de la note à Baa1 (et pas plus bas) décidé aujourd'hui reflète le sentiment de Moody's que les autres membres de la zone euro apporteront une aide si le Portugal a besoin d'un financement d'urgence avant de pouvoir obtenir une aide du Fonds européen de stabilité financière (FESF)*", poursuit Moody's.

Selon le Jornal de Negocios, les principales banques portugaises menacent par ailleurs de cesser d'acheter de la dette souveraine, une décision qui pourrait empêcher le Portugal de se financer sur les marchés et donc contraindre le gouvernement à demander une aide internationale.

Lundi, le directeur de la première banque privée portugaise Millennium BCP Carlos Santos Ferreira a déclaré qu'il était "*indispensable que le pays ait recours à un prêt à court terme*" d'au moins 10 milliards d'euros.

Fitch a annoncé de fait mardi qu'elle déclassait six banques portugaises à la suite du déclassement de la dette souveraine.

Les marchés financiers sont convaincus que le gouvernement portugais va être contraint de demander une aide financière à l'UE et au FMI, à l'instar de la Grèce et de l'Irlande. (Reuters 05.04)

Haut de page

Le 7 avril

Vous n'aurez pas le droit cette semaine aux 2 pages d'*Informations ouvrières* dédiées à la situation en Lybie ou en Côte-d'Ivoire, parce que celles du dernier numéro ne présentent absolument aucun intérêt, ils enfoncent des portes ouvertes ou répètent pour la énième fois le même refrain, ils reprennent leur amalgame favori avec la révolution libyenne et la bande de gangters qui dirige le Conseil national de transition à Benghazi, mieux au chapitre intitulé *Quelle est l'issue ?* , devinez camarades, combattez contre l'impérialisme dans votre propre pays, merci du conseil on n'y aurait pas pensé, voilà qui est faire preuve d'une audace et d'une perspicacité désarmante, je viens juste de les relire avant d'écrire ces lignes.

Quant aux pages sur la Tunisie ou l'Egypte, à peu de choses près vous avez déjà lu la même chose dans les infos en bref de la semaine passée. Si maintenant il y a des militants qui veulent que je leur adresse par Internet, qu'ils me contactent je leur enverrai immédiatement. Passons sur la campagne du POI pour le non à la "réforme constitutionnelle" qui va prendre la forme d'une adresse au PS pour que ses sénateurs ne la votent pas.

Passons également sur la position du POI qui par la voix de Jean-Pierre Raffi justifie le recours à l'énergie nucléaire, une monstruosité aussi grande que défendre l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS avec lequel s'est confondu le stalinisme à partir de la liquidation de l'opposition de gauche ou des procès de Moscou au milieu des années 30. Les centrales nucléaires en construction comporteront une double coque pour des questions de sécurité nous dit-on, ce qui signifie clairement que toutes celles qui ont été construites jusqu'à présent présentent un problème de sécurité à ce niveau-là, alors qu'elles ont toutes été construites quand EDF était une entreprise nationalisée, Raffi balait du bras ce fait incontestable et nous explique que le problème de la sécurité des centrales nucléaires daterait de sa privatisation, encore une grotesque et cynique manipulation. Entre les intérêts de son appareil et les intérêts de la population en danger en présence de centrales nucléaires, le POI a fait son choix.

Il y a peu, nous disions du POI : peut mieux faire, maintenant nous avons plutôt envie de dire qu'on s'attend au pire. Bref, passons, nous perdons notre temps.

Un autre sujet pas vraiment pour se détendre, la situation internationale ne s'y prête pas.

L'insurrection libyenne, une manipulation orchestrée de Paris ou Washington, un fait d'arme d'une minorité de miliciens sortis de nulle part ou plutôt s'étant infiltrés dans l'ouest de la Libye. Un témoignage qui date du tout début du soulèvement prouve à lui seul qu'il s'agissait bien d'une réponse à la répression perpétrée par le régime de Kadhafi suite à des manifestations tout à fait pacifiques de la population excédée de vivre sous une dictature. La suite de cet extrait se trouve plus loin.

- "Le 19 février, 500 étudiants de Misrata sortent dans les rues pour protester contre les tirs sur la foule qui ont eu lieu à Benghazi. La manifestation est attaquée dès le matin, à main nue ou à coups de gourdins par des kadhafistes. Dans l'après-midi, les esprits s'échauffent, l'armée se déploie et tire au 14.5 sur la foule. Il y a un mort du côté des manifestants.

Le lendemain, environ 20 000 personnes envahissent le cimetière pour enterrer le jeune garçon. Une fois la cérémonie terminée, la foule marche sur le centre-ville, avec des bâtons en guise d'armes et attaque systématiquement tous les symboles du régime. C'est le ravage des quelques « lenjen toria », sortes de bureaux du parti « révolutionnaire » kadhafiste, et comme un peu partout en Libye, le départ précipité vers Tripoli d'une large frange des militaires – ce qui fournit aux insurgés leurs premières et seules armes.

Il faut savoir que Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli, était considérée comme une ville commerciale, très calme et exempte d'agitation politique, à l'inverse de Benghazi... "

L'armée se déploie et tire sur des manifestants désarmés, la population réplique, se munit de bâtons et s'en prend aux symboles du pouvoir en place, voilà l'ordre chronologique des faits. A la place de la population, vous auriez fait quoi ? Vous auriez été manifestés paisiblement le lendemain ou vous auriez tranquillement suivi la suite des événements assis devant votre écran de télévision ou d'ordinateur. Moi, j'aurais eu envie immédiatement de prendre les armes. Légitime, non ? Une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse libyenne est révolutionnaire, tandis qu'une grande partie des révolutionnaires en France ne l'est pas tout en croyant l'être.

Mais bon, je vis en Inde depuis près de 20 ans, vous vous vivez en France, on ne porte pas le même regard sur la situation en Libye et ailleurs dans le monde, en dehors du minuscule hexagone qu'on appelle la France. Nous sommes tous animés des meilleures intentions qui soient envers nos frères et soeurs de combat, mais nous n'avons pas tout à fait la même vision de l'évolution du monde. J'ai envie de dire, peu importe, puisque notre voix est inaudible, il ne faut pas se faire d'illusions, on verra bien à l'arrivée lesquels avaient vu juste.

Parole d'internaute.

(à propos de la Côte-d'Ivoire)

- "Les pseudo-négociations avancées par la France et Ouattara : exiger que Gbagbo renie son Conseil constitutionnel et reconnaisse l'élection de son rival. Cela, il ne le fera jamais. Les véritables négociations conduites par l'ONU : reconnaître sa défaite militaire face à la France et l'ONUCI et se retirer. Si les garanties pour lui et ses alliés sont suffisantes, Gbagbo l'acceptera. Aujourd'hui, il est dans la démonstration : "Ouattara et ses Forces Nouvelles ne seraient rien sans le soutien de la France"."

- "Et si Gbagbo avait été élu démocratiquement et que Ouattara qui ne représente qu'une minorité nordiste avait trafiqué les élections ?"

Chut, il ne faut pas le dire !

(à propos de la Libye)

- "On ne peut en premier lieu que s'abstenir de commentaire sur une situation ou des hommes peu armés risquent leur vie face à des militaires entraînés, alors que le seul risque, ici, est de se faire invectiver virtuellement."

T'as raison ! D'autres s'en tapent complètement, qu'ils crèvent bordel, que Kadhafi les bombarde et qu'on n'en parle plus, les principes d'abord ! Après tout qu'est-ce qui leur a pris de se soulever contre un dictateur, franchement ?

Ben Ali et Moubarak aussi étaient des dictateurs, mais ils n'avaient pas réussi à museler totalement la classe ouvrière, en Tunisie et en Egypte il existait des syndicats, alors qu'en Libye tout forme d'opposition au régime était bannie... Sur l'échelle des dictateurs, Kadhafi occupe une place de choix parmi les plus pourris de la planète.

(à propos du gaz de schiste)

- "Quand je vois et j'apprends ce genre de chose, je me dis qu'un système économique basé uniquement sur le profit ne peut tout simplement plus durer sur le long terme, ce système atteint ses limites... Ou plus simple encore: l'humanité sera rayée de cette planète si cela continue dans ces proportions, nous ne pouvons pas survivre face à de telles quantités de pollution...

Mais pour pouvoir créer un autre système plus juste, il nous faut élever nos consciences et davantage ouvrir nos cœurs, réveiller nos consciences, car même des idées extrêmement généreuses et belles (comme l'idée du partage dans le communisme) peuvent être détournées au profit de quelques uns... (Il suffit de voir ce qu'est devenu le communisme en Chine ou en Russie...) !!"

Peut-être, assurément. Les idées progressent parmi la population malgré l'incurie de nos dirigeants, c'est rassurant, non ?

Politique.

1- France

1.1- D'un esclavage à un autre ou tout le monde il est "***bon, gentil et généreux***".

Le poète et homme politique martiniquais Aimé Césaire a reçu mercredi un hommage national au Panthéon en présence de Nicolas Sarkozy.

"*C'est un poète que nous honorons aujourd'hui*", a dit Nicolas Sarkozy au début d'un discours truffé de citations de Césaire, "*homme bon, gentil et généreux*", "*combattant inlassable de la cause martiniquaise et de la négritude*" et "*vieux lutteur politique*". (Au service de la IV et la Ve République pendant 56 ans, une performance qui méritait d'être saluée - note du site)

"*Chez ce poète qui écrivait en français des poèmes antillais qui s'adressaient à tous les hommes, nulle revendication communautariste, nulle tentation de l'entre soi, nul désir de séparatisme, nulle demande non plus de réparation car pour lui le crime était irréparable*", a-t-il souligné. (Ajoutons, et nul combat pour l'émancipation du capital, dans le cas contraire il ne serait jamais entré au Panthéon. - note du site)

"*Une question le hantait : 'Qui suis-je ? Qui sommes-nous dans ce monde de blancs ? Question qui en appelait aussitôt d'autres : Que dois-je faire ? Qu'est-il permis d'espérer ?*'", a dit Nicolas Sarkozy. (un existentialiste à la J-P Sartre dont finalement la liberté de penser n'ira pas au-delà de ce qui était permis ou plutôt compatible avec le vieux monde, pour finir au garde-à-vous devant l'ordre établi. - note du site)

Homme de gauche ayant un temps milité au Parti communiste, Aimé Césaire a été député et maire de Fort-de-France pendant 56 ans. (Reuters 06.04)

Encore un sujet de consensus entre l'UMP et le PS, d'ailleurs le gratin social-libéral était présent au Panthéon hier.

1.2- Au même moment...

Des hélicoptères de la force Licorne sont entrés en action lundi soir pour attaquer les derniers bastions du pouvoir de Laurent Gbagbo à Abidjan et y détruire les armes lourdes "*utilisées contre la population civile*". Cette opération visait à contraindre le président sortant à céder le pouvoir à son rival Alassane Ouattara.

La France ne semblait pas avoir beaucoup le choix. "*Les pays de l'ONU n'étaient pas prêts à se lancer dans le bourbier ivoirien. L'Union africaine impuissante, l'Union européenne inexistante... Une action de l'Onuci (Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire) aurait été préférable mais elle n'a ni les moyens ni l'efficacité de l'armée française*", indique Philippe Hugon.

Pour ce dernier, seuls les Britanniques auraient pu engager des forces militaires dans l'opération Licorne à la place de la France. "*Mais ils n'ont pas voulu, estimant que la Côte d'Ivoire ne fait pas partie de leur champ d'intervention et ils n'ont pas voulu prendre le risque de passer pour le gendarme de l'Afrique*", explique-t-il.

À plusieurs reprises, Nicolas Sarkozy avait assuré que la France ne voulait plus jouer le rôle de "*gendarme de l'Afrique*". "*La France n'a pas vocation à maintenir indéfiniment des forces armées en Afrique. L'Afrique doit prendre en charge les problèmes de sécurité*", avait-il notamment affirmé lors du sommet Afrique-France de juin 2010 à Nice. Plus récemment, il avait assuré lors de ses voeux aux forces armées le 4 janvier que "*les soldats de la France*" n'avaient "*pas vocation à s'ingérer dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire*".

"*La puissance coloniale, fut-elle quelques décennies en arrière est toujours illégitime à prononcer un jugement sur une affaire intérieure de l'ancienne colonie et vous le savez, et tout le monde le sait...*", assurait encore le président français en janvier dernier, pour justifier la non-intervention de la France en Tunisie. (lepost.fr 06.04)

Cacao, seuls les actes comptent ! Les paroles sont faites pour s'assurer le soutien des ignorants ou des crédules, la majorité de la population, quoi.

Vous saviez que l'épouse d'Ouattara était française ? Simple coïncidence évidemment. Avant-hier, j'ai entendu aux infos du soir sur TV5Monde Asie un porte-parole d'Ouattara expliquer que sans le bombardement par la Licorne (sous commandement français) de l'artillerie lourde de Gbagbo, les forces armées d'Ouattara n'auraient pas pu avancer aussi rapidement dans Abidjan et atteindre la résidence de Gbagbo.

2- Libye.

2.1- Les rebelles ont fait état ce mercredi de violents combats avec les forces de Mouammar Kadhafi à une vingtaine de kilomètres à l'est du port pétrolier de Brega, sur la route conduisant à Ajdabiah et à Benghazi, fief de la rébellion. Les combats ont repris à six heures du matin, les soldats de Kadhafi ayant reçu des munitions avant de poursuivre leur progression sur la route côtière.

2.2- Les rebelles ont poursuivi leurs critiques contre l'Otan, accusée de passivité face à la contre-offensive des troupes gouvernementales. À l'entrée occidentale d'Ajdabiah, Hossam Ahmed, un transfuge de l'armée de Kadhafi, s'est plaint de l'inaction des avions de l'Alliance atlantique. «*Il n'y a pas eu de raids aériens. On entend les avions mais ils ne bombardent pas*», a-t-il dit. «*Que fait l'Otan?*» s'interroge un autre rebelle, Khaled al Obeïdi. «*Qu'est-ce que les Occidentaux attendent ? Nos villes sont en train d'être détruites... Ras Lanouf, Bin Djaouad, Brega et Misrata, dans l'Ouest, que Kadhafi est en train de raser*», renchérit Embourak, 43 ans, un habitant d'Ajdabiah.

L'Alliance atlantique affirme pour sa part que ses raids n'ont pas baissé d'intensité mais qu'elle doit être prudente dans ses attaques pour ne pas tuer des civils.

Elle accuse Kadhafi d'utiliser des «*boucliers humains*» et de cacher ses canons et ses blindés dans des zones résidentielles afin de provoquer des «bavures». Une porte-parole de l'Otan, Carmen Romero, a de nouveau souligné ce mercredi à Bruxelles que la priorité de l'Alliance était de soulager les forces rebelles à Misrata. «*La situation sur le terrain ne cesse d'évoluer. Les forces de Kadhafi changent de tactique, utilisent des véhicules civils, cachent leurs blindés dans des villes comme Misrata et se servent de boucliers humains pour se protéger*», a-t-elle dit. Malgré tout cela, «*le rythme de nos opérations ne faiblit pas (...) Misrata reste notre priorité n°1*», a-t-elle ajouté.

2.3- «*Sur le terrain, la situation militaire est confuse et indécise et le risque d'enlisement existe*», a dit le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. (20minutes.fr 06.04)

Hier j'ai fourni une hypothèse en réponse à l'absence des bombardements des forces de Kadhafi les dernièrs jours à Brega et Misrata, la partition possible du pays en deux, il y en a une autre, justifier une intervention terrestre ou un bombardement similaire à celui qui avait eu lieu en Serbie ou en Irak. Ils ne devaient pas s'attendre non plus à ce que le régime de Saleh au Yémen vacille aussi rapidement ou que la situation se détériore en Syrie. Embourbés en Irak et en Afghanistan, intervenant en Côte-d'Ivoire, leur capacité à intervenir sur plusieurs fronts à la fois semble limitée, sans parler de l'endettement déjà vertigineux de tous les Etats engagés dans ces guerres.

3- Yémen

3.1- Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue mercredi à Taëz et Aden, dans le sud du Yémen,

pour demander le départ du président Ali Abdullah Saleh.

Les commerces et les banques étaient fermés dans le cadre d'une grève générale, et la manifestation était présentée par des militants comme la plus importante à ce jour dans la deuxième ville du pays.

Plus de 120 personnes ont été tuées au Yémen depuis le début du mouvement de contestation contre le président Saleh le 11 février. (AP 06.04)

3.2- Les pays du Golfe espèrent conclure un accord sur le départ du président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, et sur la mise en place d'un conseil de transition réunissant dirigeants politiques et chefs tribaux.

Une proposition de compromis est en train d'être adressée au chef de l'Etat yéménite ainsi qu'à l'opposition, a déclaré mercredi le Premier ministre du Qatar, cheikh Hamad ben Jassim al Thani.

La répression par Saleh du mouvement de contestation sans précédent de son régime, en place depuis 32 ans, aurait eu raison de la patience des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite.

Selon plusieurs sources, Washington et Ryad seraient disposés à écarter cet allié de longue date dans la lutte contre Al Qaïda dans la péninsule Arabique (Aqpa) pour tenter de prévenir l'effondrement du pays. (Reuters 06.04)

Les Etats-Unis ont à nouveau averti leur allié yéménite. "*Les Etats-Unis condamnent fermement l'usage de la violence par les forces gouvernementales yéménites contre des manifestants à Sanaa, Taëz et Hodeïda ces derniers jours, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney. Les Yéménites ont le droit de manifester pacifiquement et nous rappelons au président Ali Abdallah Saleh qu'il est de sa responsabilité d'assurer la sécurité des Yéménites qui exercent leur droit universel d'exprimer leurs opinions politiques*". (lemonde.fr 06.04)

Social.

1- France

1.1- Il y en a pour lesquels ça roule...

A 62 ans, après seulement quatre ans de bons et loyaux services (juin 2006-mai 2010), Yves-Thibault de Silguy, l'ancien commissaire européen qui fut chargé du passage à l'euro est assuré de toucher une retraite annuelle de 380 000 euros, en sus de sa pension de fonctionnaire. Les conditions de performance requises ont été remplies.

Au cas où cela ne suffirait pas, le diplomate au carnet d'adresses impressionnant garde un pied chez Vinci, comme vice-président administrateur et surtout comme consultant. En échange de ses conseils avisés, sa société YTSeuropaconsultants facture à Vinci 330 000 euros, selon une convention tacitement renouvelable chaque année. (lexpress.fr 06.04)

1.2- ... et d'autres pour lesquels c'est l'inverse, en plus ils se font rouler ou voler !

Le nombre de crédits immobiliers a ainsi progressé de 18% par rapport à 2009 et retrouvé un niveau supérieur aux années qui ont précédé la crise.

Profitant de l'amélioration de la conjoncture et des conditions de taux historiquement basses, 1,38 million de ménages a emprunté en 2010 pour habiter un logement ou l'acquérir pour le mettre en location, et éventuellement pour le rénover.

Paradoxalement, la proportion des ménages français détenant un crédit n'a plus été aussi faible depuis 15 ans. En 2010, 49,5% des ménages détenaient un crédit fin 2010, soit une baisse de 1,3 point par rapport à 2009 et de 3,1 points par rapport à 2008.

Egalement pour la première fois depuis 15 ans, le nombre de ménages détenant un crédit immobilier (30,5%) est supérieur à celui ayant un crédit à la consommation (30,1%). Jamais, depuis 1996, la part des Français ayant un crédit à la consommation n'avait été si basse.

«*Ce recul est essentiellement dû à l'évolution de l'usage du crédit consommation*», a expliqué Michel Mouillart.

La part des ménages ayant recours à un crédit à la consommation pour financer un projet (équipement pour la maison, automobile, travaux d'amélioration du logement) est restée quasiment stable.

Mais, dans le même temps, l'utilisation des crédits à la consommation pour financer des dépenses de loisirs, de vacances, «*voire de consommation*», a fortement reculé (13,8% en 2010, contre 15,8% en 2009).

L'Observatoire relève également le fort recul des cartes de magasins ou de grandes surfaces, que seuls 6,8% des ménages possédaient en 2010 contre 9,6% deux ans plus tôt.

Autre phénomène saillant, l'évolution du comportement des ménages de moins de 30 ans, qui n'ont jamais eu aussi peu de crédit à la consommation depuis le début de l'Observatoire, en 1989. Ils n'étaient plus que 33,8% en 2010, contre 37,2% l'an passé et plus de 40% il y a 5 ans.

Le repli du crédit à la consommation en général aurait même sans doute été plus spectaculaire si les données de l'Observatoire avait intégré le crédit renouvelable, écarté car jugé d'«*une très grande volatilité*» (les données peuvent varier sensiblement au sein même d'une année donnée), selon Michel Mouillart.

En ralentissement continu depuis le début de la crise, le crédit renouvelable a ainsi atteint en 2010 son plus faible niveau depuis 2001. Il reste en retrait sur les premiers mois de 2011, selon l'Association française des sociétés financières (ASF). (20minutes et AFP 06.04)

1.3- Le droit à la santé recule.

Pour la première fois depuis la généralisation du dépistage organisé il y a sept ans, le nombre de femmes testée est en baisse. L'Institut de veille sanitaire (INVS) a rendu publics hier les chiffres de 2009-2010. Ils révèlent que 4,6 millions de femmes se sont fait dépister, contre 4,7 millions sur la période 2008-2009, soit 52% seulement des femmes de 50 à 74 ans concernées.

Les femmes en situation de précarité demeurent sourdes aux messages de prévention, tandis que les plus aisées privilégient la relation avec leur gynécologue à travers le dépistage individuel.

Un paradoxe alors que le dépistage généralisé est non seulement gratuit, mais offre l'avantage d'une double lecture systématique. Un point non négligeable lorsqu'on sait que 7% des cancers échappent à une première lecture. (20minutes.fr 06.04)

Le dépistage est gratuit, mais la prise en charge de l'ensemble du traitement l'est moins.

1.4- Le machiavélisme des trusts pharmaceuthiques

On savait que le Distilbène, médicament prescrit aux femmes enceintes pour prévenir des fausses couches et retiré du marché en 1977, avait des effets néfastes sur la santé des mères et de leurs enfants. Ce que l'on ne savait pas encore, c'est que les effets du Distilbène «*se font sentir sur la troisième génération. C'est tout à fait nouveau*», confie le professeur Charles Sultan, pédiatre endocrinologue au CHU de Montpellier, au Parisien. «*On sait aussi maintenant que leurs petits-enfants (des femmes à qui le médicament a été prescrit) ont eux aussi des problèmes de santé importants*», ajoute-t-il.

Et par «*problèmes de santé importants*», le professeur parle de malformation du pénis. Le risque est «*cinquante fois*» plus élevé pour les enfants dont la grand-mère maternelle a pris du Distilbène. Les femmes qui ont suivi ce traitement ont souffert de malformations de l'utérus et leurs enfants des malformations des trompes, des cancers du col de l'utérus ou des malformations des testicules.

Par ailleurs, relève Le Parisien, l'association Hhorages, qui regroupe des victimes de l'hormone de synthèse, a réuni 1.610 témoignages. La plupart des femmes et des enfants présentent des troubles psychiatriques et/ou physiques. Seuls 122 enfants n'ont aucun trouble, relève l'association, qui a transmis à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé. (20minutes.fr.06.04)

2- Inde

Naître, vivre et mourir avec des dettes jusqu'au cou. La malédiction des villageois indiens a été largement documentée. Elle ne date pas d'hier. Les pauvres sont familiers de ce cercle vicieux, surtout dans les campagnes. Ils empruntent pour essayer d'améliorer leur sort, qu'il s'agisse de tenter de nouvelles récoltes sur des sols ingrats, ou de monter un tout petit «business». Les premiers s'endettent pour acheter des semences et des engrais ; les seconds, des «*sans- terres*» pour la plupart, s'essaient à des commerces lilliputiens. D'autres ont des ambitions plus élevées: avec une machine à coudre, ils espèrent devenir tailleurs ; avec une moto, ils pourraient être livreurs, avec une voiture, faire taxi etc. Il y a des «*success stories*», bien sûr, mais aussi de dramatiques descentes aux enfers.

«Dans les régions les plus pauvres, les gens qui ont recours au crédit sont sur le fil du rasoir. Il suffit de peu de chose pour que leur

vie bascule: un accident, une maladie, une mauvaise mousson, un père de famille qui se met à boire…», confie Venkat Narayana, professeur d'économie à Warangal, dans l'Andra Pradesh (sud-est). Résultat, poursuit-il, «*d'un seul coup, les gens ne peuvent plus rembourser. Ils prennent d'autres emprunts ailleurs pour payer les premiers. Et ils finissent par ne plus pouvoir rien rembourser. Les créanciers les traitent sans ménagement. Certains finissent par se suicider.*» À l'automne dernier, plus de 54 personnes se sont donné la mort dans la région de Warangal. Toutes victimes du surendettement. «*Il arrive qu'une même famille ait 12 emprunts sur le dos. Cela signifie qu'il faut rembourser tous les jours quelques centaines de roupies* », dit-il.

«En Inde, 120 millions de foyers n'ont pas accès aux banques et autres institutions de crédit. Résultat, ils se tournent vers le microcrédit. Les taux d'intérêt sont élevés (entre 24 et 35%), mais beaucoup moins que ceux des usuriers», relève un observateur étranger. Victime de son succès, le secteur a-t-il dérapé? S'il est critiqué aujourd'hui c'est que le microcrédit s'est détourné de son objectif initial. Souvent, il est devenu un crédit à la consommation, alors qu'il avait pour vocation d'encourager la productivité ; et puis les institutions de microfinance se sont «*commercialisées*», cherchant le profit au lieu de se concentrer sur l'aide. (lefigaro.fr 06.04)

Je peux vous fournir les taux officiels des prêts de particulier à particulier.

Jusqu'à 10.000 roupies, 10% par mois, soit 120% par an. Entre 10.000 et 50.000 roupies, entre 5 et 10% par mois, entre 50.000 et 100.000 roupies entre 3 et 5% par mois, au-delà de 100.000 roupies entre 2 et 3% par mois. Je prête depuis 13 ans à une relation de mes beaux-frères qui est devenu riche en partie grâce à l'argent qu'il m'a emprunté, 500.000 roupies à 3% par mois, je lui ai prêté parfois jusqu'a 1,5 million de roupies à 2% par mois, il est aujourd'hui archi millionnaire, mais apparemment en reconnaissance de l'argent que je lui ai prêté en 1997 pour démarrer son business, il continue de me verser des intérêts, c'est la principale source de mes revenus, il achète des terres qu'il aménage et rend constructibles et qu'il revend ensuite sous forme de lots. Précision, cela fait des années que je lui réclame de me rendre mon capital, en vain. Je peux vivre avec les intérêts que me verse la banque, actuellement 9,25% par an pour un petit capital de, attendez je vérifie car je n'ai pas le chiffre en tête, 2,2 millions de roupies (35.000 euros environ) avec les arrhes que m'a versés l'homme d'affaire qui devait acheter ma maison et que j'ai gardé (1 million de roupies), au total la banque me verse 17 343 roupies par mois très exactement (250 euros environ). Il y a trois jours je vous ai décris les Indiens sous un angle abominable, je n'ai rien exagéré hélas, même entre parents, entre frères ils se prêtent de l'argent à des taux usuraires, c'est pour dire disons 8 ou 9% au lieu de 10 ! Moi, je leur ai toujours prêté de l'argent gratuitement, résultat des courses aucun de mes cinq beaux-frères ne m'a rendu l'argent que je lui avais prêté. Tirez-en la morale ou la leçon que vous voudrez, de mon côté c'est sans appel comme je l'ai dit à Maguewary qui est d'accord avec moi : jamais plus nous ne leur prêterons une roupie.

Personnellement j'ai prêté de l'argent à des dizaines de personnes en 20 ans, essentiellement des patrons (industrie cosmétique, électique, transport, restauration). J'ai toujours refusé de prêté de petites sommes à ces taux prohibitifs ou usuraires. Par contre, il n'est pas possible de prêté de petites sommes à un taux dérisoire, sinon les gens ne vous remboursent jamais le capital qu'ils vous ont emprunté. Un jour en 1991, un vieil Indien se présente chez moi avec sa pelle à la main, il voulait me la laisser en gage en échange de 50 roupies, je lui ai donner ses 50 roupies et j'ai refusé de lui prendre sa pelle qui devait être aussi son outil de travail, je ne sais même pas s'il m'a remboursé, je ne lui ai rien demandé. A l'époque pour un pauvre c'était déjà une somme, les billets de 500 roupies étaient pratiquement inexistants, et quant à ceux de 1.000 roupie, je ne sais même pas s'ils existaient à cette époque. Cela ne fait que 20 ans, mais en 20 ans l'Inde a connu de profondes transformations, aujourd'hui les billets de 500 roupies sont aussi courants que ceux de 50 ou 100 roupies. En 1991, 50 roupies c'était le salaire journalier d'un ouvrier, 25 pour les journaliers qui replantaient le riz, aujourd'hui il se situe entre 250 et 300 roupies, à Pondichéry et au Tamil Nadu, dans les autres Etats je n'en sais rien.

En 1997, avec 500.000 roupies on pouvait acheter un terrain d'un demi-hectare environ, aujourd'hui il faut débourser entre 12 et 14 millions de roupies, cela vous donne une idée de l'évolution économique des 14 dernières années. J'aurais pu devenir très riche, mais je n'étais pas venu en Inde dans ce but, et je préfère encore ma situation à celle de mon emprunteur qui lui l'est devenu. Je suis resté fidèle à mes idées et j'ai la conscience tranquille, c'est l'essentiel.

Syndicat.

1- Quand la "***racaille***" se fait procureur général.

Le comité national fédéral de la fédération des services publics CGT, réuni mercredi 6 avril, a décidé, à l'unanimité de ses membres (58 départements représentés à cette réunion), la désaffiliation du syndicat CGT de la mairie de Nilvange (Moselle).

Cela signifie l'exclusion de fait de Fabien Engelmann, responsable CGT du syndicat des agents territoriaux de la mairie de Nilvange, qui s'était présenté aux élections cantonales, en mars, sous l'étiquette du Front national.

La décision de la fédération concerne non seulement M. Engelmann mais aussi les 26 syndiqués de sa section syndicale. (lemonde.fr 06.04)

A qui le tour ensuite ? Je propose de virer de la CGT manu militari : les ordures d'anarchistes, des terroristes en puissance,

les salopards de trotskystes dits aussi hitléro-trotskystes, la pourriture de maoïstes, partisan du péril jaune, les connards de guévaristes, de dangereux blanquistes dégénérés, bref, tout ce qui ne voue pas un culte à Staline, Blum ou de Gaulle !

Monsieur Engelmann partageait apparemment la position du FN sur la question de l'immigration tout en étant engagé sur le plan social dans un syndicat ouvrier, dorénavant il n'aura plus aucune raison de ne pas épouser la totalité du programme de ce parti d'extrême droite. Les fossoyeurs du syndicalisme font bien le lit du fascisme.

2- Quand les dirigeants du SNUIpp-FSU proposent une action symbolique pour casser la mobilisation contre les suppressions de postes dans l'Education nationale.

Le SNUIpp-FSU, premier syndicat des enseignants du primaire, appelle à une journée de mobilisation avec un rassemblement à proximité du ministère de l'Education nationale à Paris, le 18 mai, pour dénoncer les suppressions de postes prévues dans les écoles maternelles et élémentaires à la rentrée de septembre prochain.

"*Avec 8.967 suppressions de postes pour 8.300 élèves supplémentaires attendus en septembre prochain, la prochaine rentrée se prépare sous de mauvais auspices. Les mesures de suppressions de postes dans les écoles maternelles et élémentaires sont dévoilées une à une dans les départements*", déclare le SNUIpp-FSU dans un communiqué diffusé mercredi.

"*Un peu partout, enseignants et parents tirent le signal d'alarme. Grèves, manifestations, rassemblements, occupations d'école, les actions se multiplient pour dénoncer l'application de la règle intangible du non remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite*", ajoute l'organisation syndicale. (AP 06.04)

Economie.

1- Vous êtes trop bon monseigneur ou quand les pilleurs renâclent à les lâcher.

L'aide fournie par les 23 pays du Comité d'aide au développement (CAD), qui réunit les principaux Etats bailleurs de fonds, a «*atteint 129 milliards de dollars en 2010*», selon son bilan annuel.

Il s'agit du «*niveau le plus élevé jamais atteint en termes réels*» et d'une «*progression de 6,5% par rapport à 2009*», ajoute le club des pays les plus riches de la planète. En 2010, l'APD représentait 0,32% du revenu national brut (RNB) de ces pays, contre 0,31% l'année précédente.

Au sommet de Gleneagles (Royaume-Uni) en 2005, «*les donateurs du G8 avaient envisagé une augmentation de l'APD à destination de l'Afrique de 25 milliards de dollars*», rappelle l'organisation. «*Or les estimations préliminaires indiquent que l'Afrique n'a reçu que 11 milliards supplémentaires.*».

La France, deuxième bailleur mondial en volume avec une aide publique représentant 0,50% de son RNB grâce à une augmentation de 7,3% par rapport à 2009, frôle l'objectif, même si cela est essentiellement dû à une progression des prêts plutôt que des dons. (libération.fr 06.04)

Ils sont généreux, les sommes sont ridicules par rapport aux centaines ou milliers de milliards qu'ils empochent en pillant les richesses des pays dits en voie de développement dans le monde.

Et Sarkozy le pingre, le petit malin, certain disent le nain, mais ce n'est pas très avantageux pour les gens de petites tailles de se retrouver dans la même catégorie que le singe bourré de tiques de Neuilly-sur Seine, il prête plutôt qu'il donne parce qu'il n'y a pas de petits intérêts dans ce bas monde, tout est bon à prendre, y compris sur la misère du monde.

2- Total et le Yémen

Interrogé sur la production de Total au Yémen, Christophe de Margerie a répondu, en marge d'une conférence sur le pétrole : "Pour le moment, elle n'est pas affectée, nous produisons normalement."

La production du groupe au Yémen s'est élevée à 66.000 de barils équivalent pétrole par jour (bep/j) en 2010, pour une production moyenne de liquides et de gaz naturel de 2,378 millions bep/j à travers le monde.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a franchi lundi la barre des 120 dollars pour la première fois depuis août 2008. (Reuters 06.04)

Vous imaginez les profits que se font les actionnaires de Total sur la population du Yémen.

3-Total et Bercy

Total réalise les plus gros bénéfices du CAC40 et ne paie quasiment aucun impôt sur les sociétés.

Selon Les Echos de mercredi, le groupe serait même entrain de négocier avec Bercy la possibilité de réduire à nouveau, voire d'annuler, son imposition d'ici à 2013.

Mais Total bénéficie surtout d'une niche fiscale avantageuse accordée à quelques entreprises tricolores (Total, Essilor, Danone, Saint-Gobain, Schneider Electric): le bénéfice mondial consolidé.

Qu'est-ce que le bénéfice mondial consolidé?

Créé en 1965, ce régime fiscal permet à certains groupes de déduire de leur impôt payé en France les résultats de leurs filiales à l'étranger.

Il est donc surtout intéressant pour les entreprises qui réalisent d'importants bénéfices dans l'Hexagone et sont déficitaires dans les autres pays.

L'agrément est délivré pour une période de cinq ans irrévocable. En cas d'éventuelle demande de renouvellement, la durée du nouvel agrément est de trois ans.

Que demande Total au gouvernement?

Total souhaite bénéficier d'un nouvel agrément jusqu'en 2013. Le groupe rappelle qu'il paye 800 millions d'euros de taxes en France et affirme que le dispositif ne lui a pas profité car il ne réalise pas de bénéfices dans l'Hexagone. Il garde cependant espoir de relancer son activité sur le territoire.

Difficile toutefois de penser que le bénéfice mondial consolidé n'a jamais profité à Total. Comme l'explique aux Echos le président de la commission des Finances, le député socialiste Jérôme Cahuzac, les filiales françaises du groupe pétrolier n'ont pas toujours été déficitaires.

Ce dispositif coûte très cher au budget de l'Etat. Bercy estime que 460 millions d'euros lui seront ainsi consacrés cette année. Un montant sous-évalué, pour Jérôme Cahuzac.

Selon lui, le seul groupe Vivendi aurait reçu 580 millions d'euros l'année dernière en vertu de ce régime avantageux. (20minutes.fr 06.04)

4- Portugal.

La demande du Portugal d'une assistance financière internationale sera traitée le plus vite possible, a indiqué mercredi la Commission européenne.

"La situation est entre les mains du gouvernement portugais (...). Il doit prouver à ses créanciers qu'il prend les bonnes mesures", a déclaré Dominique Strauss-Kahn dans un entretien accordé conjointement au journal El Pais, au Washington Post et à La Repubblica. (Reuters 06.04)

La préoccupation principale de Strauss-Kahn : les intérêts des banquiers, mettre les Etats à leurs bottes. En voilà un programme intéressant pour 2012. Je sens qu'on va réaliser un petit front unique avec cet "affameur" comme dit Mélenchon, cela va parfaitement à Strauss-Kahn, cela lui colle à la peau, on est désolé pour le PS qui passe le fer à repasser pour qu'elle soit bien lisse, presque transparente, en vain, personne n'est dupe de la supercherie. On ne pourra pas dire le voile est tombé parce qu'il est devenu inefficace, il n'existe plus, le PS apparaît à visage découvert tel qu'il est vraiment, il s'inscrit comme un parti de gestion de la société sous le régime capitaliste et le revendique au même titre que l'UMP, au point qu'il s'alligne sur la politique étrangère de Sarkozy en Libye... Les deux doigts de la même main qui frappe les travailleurs en France et dans le monde.

5- My gold !

Vers 07H45 GMT (09H45 à Paris), le prix de l'once d'or s'est élevé jusqu'à 1.459,07 dollars sur le marché au comptant, du jamais vu. (20minutes.fr 06.04)

Haut de page

Le 8 avril

A la mi-journée. Quelques éléments de réflexion.

Extrait du IIe Congrès de l'I.C. - Juillet 1920 : Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales

11. A l'égard des Etats et des pays les plus arriérés, où prédominent des institutions féodales ou patriarcales rurales, il convient d'avoir en vue (...) :

Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérées, la duperie organisée par les puissances impérialistes, avec l'aide des classes privilégiées dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des Etats politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vassaux - aux points de vue économique, financier et militaire. Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un Etat juif, en ce pays où les juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indignée des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre. Dans la conjoncture internationale actuelle, il n'y a pas de salut pour les peuples faibles et asservis hors de la fédération des républiques soviétiques.

(On pourrait faire un parallèle avec le Conseil national de transition en Libye qui est manifestement étranger aux intérêts du prolétariat libyen, et dont les intérêts sont dictés par les intérêts de ses dirigeants issus du régime de Kadhafi une fois devenus les vassaux de l'impérialisme français, britannique et américain.

Toutefois, on se gardera bien de confondre cette clique de réactionnaires et les intérêts particuliers qu'elle défend et représente avec le prolétariat libyen qui s'est soulevé contre le dictateur dans la perspective à la fois de conquérir des droits politiques, de briser le carcan de la dictature, et de faire en sorte que l'exploitation des richesses du pays, principalement le pétrole et le gaz, profite effectivement à la classe des producteurs et non à une minorité d'exploiteurs avec à sa tête Kadhafi et son clan, rompant ainsi avec la soumission du pays à un quelconque Etat impérialiste. - note du site)

12. L'opposition séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître, chez les masses laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs. L'infâme trahison des chefs officiels de la majorité socialiste en 1914-1919, alors que le socialisme chauvin qualifiait du nom de « défense nationale » la défense des « droits » de « sa bourgeoisie » à l'asservissement des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu qu'accroître cette défiance bien légitime. Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparition du capitalisme et de l'impérialisme, dans les pays avancés, et après la transformation radicale de la vie économique des pays arriérés, leur extinction ne peut être que très lente, d'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long, et de voir aussi à consentir à certaines concessions utiles en vue de hâter la disparition de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord et, ensuite, des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations.

(Tout devrait être entrepris pour assurer une solidarité sans faille du prolétariat français avec la fraction révolutionnaire du prolétariat libyen qui s'est soulevé courageusement dans des conditions extraordinairement difficiles contre le dictateur Kadhafi, afin que la majorité du prolétariat libyenne trouve la force et l'énergie suffisante pour se joindre à cette révolution. Au lieu de cela, on assiste à une opération qui consiste à briser cette révolution, à ne voir dans la révolution libyenne qu'une tentative de la bourgeoisie de l'est du pays de s'emparer du pouvoir par un coup de force, niant que dès la mi-février c'était dans l'ensemble de la Libye que le prolétariat avait commencé à se soulever contre le régime honni du dictateur, les auteurs de cette version des faits se plaçant résolument au côté du colonel Kadhafi, dans le camp de la contre-révolution, sous prétexte qu'une coalition impérialiste soutiendrait la bourgeoisie installée à Benghazi. - note du site)

La question nationale dans notre programme - Lénine - Publié le 15 juillet 1903 dans le n° 44 de l'Iskra, Œuvres, t. 6, pp. 475-485

La Nouvelle Gazette Rhénane réserva beaucoup de place à la question polonaise, et elle réclama énergiquement non seulement l'indépendance de la Pologne, mais même la guerre de l'Allemagne contre la Russie pour la liberté de la Pologne. Dans le même temps, cependant, Marx s'en prenait à Ruge qui, s'affirmant pour la liberté de la Pologne au Parlement de Francfort , résolut la question polonaise à l'aide des seules phrases démocratiques bourgeoises sur cette « honteuse injustice », sans faire la moindre analyse historique. Marx n'appartenait pas au nombre de ces pédants et de ces philistins de la révolution qui craignent plus que tout la «polémique» dans les moments historiques révolutionnaires. Marx couvrait de sarcasmes impitoyables l'«humanité» du citoyen Ruge, lui montrant, d'après l'exemple de l'oppression du Sud de la France par le Nord, que toute

oppression nationale n'entraîne pas toujours, du point de vue de la démocratie et du prolétariat, une aspiration légitime à l'indépendance. Marx s'appuyait sur les conditions sociales particulières à la suite desquelles « la Pologne était devenue une partie révolutionnaire de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse... Même la noblesse polonaise, qui se tenait encore en partie sur des assises féodales, se joignit avec une abnégation exemplaire à la révolution démocratique agraire.

(Marx réclamant la guerre de l'Allemagne contre la Russie pour assurer la liberté de la Pologne, il y a des militants qui vont avoir une syncope en lisant ces lignes ! Quant à la seconde partie de ce passage il est intéressant aussi, on pourrait oser un parallèle renversé avec la situation existant à l'est et à l'ouest de la Libye, bien que cela ne reflète pas exactement la situation puisque la classe ouvrière a tenté de se soulever aussi bien dans l'est que l'ouest du pays, on pourrait dire que toute oppression à l'intérieur d'un pays exercée par un dictateur légitime du point de vue de la démocratie et du prolétariat son aspiration à le renverser. Que la révolution libyenne s'avère plus puissante, plus déterminée et mieux armée au fur et à mesure qu'on s'éloigne du siège du pouvoir est semble-t-il logique ou normal pour peu qu'on parvienne à se faire une idée assez précise de ce que signifie vivre sous une dictature impitoyable pendant plus de 40 ans. - note du site)

La causerie du matin.

Je m'excuse pour avoir oublié hier de formater la fin de la rubrique économique des infos en bref. J'ai dû sortir et terminer l'actualisation du site plus tard, du coup cela m'a échappé !

(Hier soir 20h35 en Inde) J'écris simultanément en regardant la télé. Hallucinant, question en direct du journaliste de TV5Monde Asie à un responsable d'ACF (Action contre la faim en Afrique) présent à Duékoué en Cote-d'Ivoire : "*est-ce que vous avez constaté des restes des massacres des derniers jours*", il se reprend "*je veux dire est-ce que vous avez vu des traces de ces massacres, rencontrés des rescapés ?*". Je vais répondre à sa place : Oui, effectivement, j'ai trouvé un morceau de cervelle sanguignolant qui pendait à une branche fraîchement carbonisée, les restes d'un barbecue sans doute, un morceau de bras non identifié dans la gueule d'un chien errant apparemment affamé, la pauvre bête, un gosse au visage hagard qui jouait aux billes avec des yeux de différentes couleurs, à part cela rien à signaler, il est l'heure de déjeûner et tout cela m'a donné une petite faim, ce n'est pas le moment de se laisser abattre...

Plus sérieusement, le journaliste de TVMonde Asie lui a demandé s'il comptait rester en Côte-d'Ivoire, il a répondu bien sûr, pensez donc, se passer d'un tel spectacle, en voilà une vocation pleine de compassion ! A 22h50, on a eu le droit au même reportage avec les mêmes propos du journaliste de TV5Monde Asie, cette petite phrase qui trahissait l'état d'esprit nauséabond du journaliste en moins.

Parole d'internaute.

- "DSK l'hypocrite... Menés aujourd'hui par le "socialiste" Dominique Strauss-Kahn et par Robert Zoellick, deux "philanthropes" accomplis, le FMI et la Banque Mondiale sont toutes deux des organisations sous contrôle des Etats-Unis, et des Occidentaux. Appelons un chat un chat. Ce sont le Fonds Monétaire Occidental et la Banque d'Occident.

Tels sont les termes corrects, que tous les journaux honnêtes devraient utiliser. Ces organismes appliquent des mesures injustes et malhonnêtes à tout le monde (en ce sens, ils sont internationals, mondial) mais travaillent pour les riches, les 400 milliardaires états-uniens et du reste du monde, un club transnational plus puissant que les gouvernements.

Après s'être occupé de nombreux pays, dont la Grèce récemment, il s'est jeté, tel un vautour affamé, sur le Pakistan déjà durement touché par des inondations...

Toute l'Europe se retrouve à présent dans son collimateur. Les médias occidentaux utilisent, pudiquement, le terme de "réformer" . Entendez par là "baisser les prestations sociales, privatiser les services publics, démanteler le droit du travail"."Réformer" est en fait piller, saigner, dévaliser !

Depuis la fin des accords de Bretton Woods, cette institution, le FMI, pilotée par les Etats-Unis (majoritaires en voix) a systématiquement prôné la privatisation et la suppression des politiques sociales (fin des remboursements des frais de santé, fin des services publics etc...). Il n'a jamais présenté un éventail de remèdes disponibles à chaque pays selon sa situation propre. Les populations sont toujours ressorties appauvries de ces cures d'austérité, et cela a parfois été jusqu'à les priver de ressources vitales ! Ainsi au Ghana au début des années 2000, la privatisation de la compagnie nationale de distribution de l'eau, suite à un ajustement structurel, a contraint de nombreux villageois à devoir choisir entre boire de l'eau potable et manger. L'entreprise nouvellement en charge de la distribution avait doublé les prix, voire triplé ou quadruplé selon les villes.

Systématiquement, l'élite locale s'est enrichie tandis que le peuple s'est appauvri. Cette politique est criminelle lorsqu'elle prive des citoyens de soins, d'eau potable, de nourriture, ou d'éducation.

Le transfert de richesses s'opère des pauvres vers les riches. L'argent prêté par le FMI doit être utilisé suivant les conditions fixées

par l'organisme "international" : constructions de centrales électriques, de routes, de barrages, par des entreprises occidentales, états-uniennes. La guerre économique et la corruption des élites nationales suffisent souvent à l'empire anglo-saxon, qui sert les intérêts du complexe militaro-industriel et du système financier occidental, pour arriver à ses fins. Si le FMI et les "assassins économiques" échouent, alors vient le temps des bombes et des assassinats, après une habile manipulation de l'opinion des masses populaires.

Ce que l'on nomme "mondialisation", à ce titre, n'est pas autre chose que l'expansion de l'Empire, le FMI étant une arme parmi d'autres. Les plans moralisateurs et culpabilisants du FMI, les discours des "experts" chargés de lui préparer le terrain, ne doivent pas faire oublier que c'est la recherche effrénée de profits, sans limites, avec la complicité de certains ministres, qui a mené des banques à la banqueroute, et qu'au lieu de sanctionner les irresponsables, juger les escrocs, responsabiliser les institutions fautives et les impliquer durement dans leur remise à niveau, c'est par un transfert de richesses publiques, appartenant à toute la population, que le sauvetage des banques et des gros actionnaires a eu lieu. Le FMI, toujours aidé par les complices du premier vol, restés en place, parfois récompensés et promus, voudrait nous piller une deuxième fois.

Par ailleurs, alors que le Fonds impose des gels (voire des baisses) de salaire un peu partout, celui de son directeur général, le "socialiste" français Dominique Strauss-Kahn, a connu une hausse supérieure à 7% lors de son arrivée, pour se stabiliser à un demi million de dollars par an. (un peu plus en réalité 650.000 dollars - note du site)

Saviez-vous qu'en Ukraine, parce que le gouvernement de Viktor Iouchtchenko avait voulu augmenter de 20% le salaire minimum misérable de sa population, fin octobre 2009, le FMI avait de suite suspendu son programme de "sauvetage" ?

La Roumanie, l''Islande sont des exemples flagrants, récents, de prédation du FMI. Pour obtenir l'argent du FMI, que celui-ci possède déjà par transfert des richesses des pays pauvres vers les pays riches, il faut augmenter ses impôts, tailler dans les dépenses publiques, diminuer les salaires des fonctionnaires et fermer des dizaines d'écoles et d'hôpitaux...." (20minutes.fr 07.04)

Rien à ajouter à cette analyse.

Politique.

1- France.

L'UMP a volé en éclats.

Jeudi soir, lors de l'émission «*A vous de juger*» sur France 2, Jean-Louis Borloo, le patron du parti radical valoisien, associé jusqu'alors à l'UMP, a annoncé qu'il quitte la majorité présidentielle pour créer un nouveau parti.

Cette «*alliance républicaine, écologiste et sociale*» sera une «*alternative au PS et une alternative à l'UMP*». Cette décision doit être validée mi-mai par un conseil national du parti radical valoisien. Jean-Louis Borloo a appelé les «*républicains sociaux, les écologistes modernes, la gauche moderne*» à le rejoindre.

Jean-Louis Borloo a cité plusieurs hommes politiques qui, selon lui, le suivront dans l'aventure: l'ancien ministre de la Défense Hervé Morin, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette ou encore le sénateur Jean-Marie Bockel (ex-PS). (20minutes.fr 07.04)

La crise des institutions et du régime bla-bla-bla, pardi !

On reviendra sur cette info, toujours est-il que si Sarkozy est le candidat de la dépouille de l'UMP et que Borloo ou d'autres de leur camp se présentent, il ne sera pas au second tour en 2012. Inutile de se demander qui seront les cocus de cette mauvaise farce, les travailleurs encore une fois, comme toujours en pareille circonstance.

L'idéal serait que le PS choisisse Strauss-Kahn comme candidat contre Marine Le Pen. Il serait élu sans doute, mais avec un taux d'abstention record jamais atteint depuis 1962, avec ou sans bataille de partis pour le boycott de ces élections. Les travailleurs sachant à quoi s'en tenir ne seraient pas sonnés, cela ne veut pas dire qu'ils se mobiliseraient pour autant, par contre ils pourraient être portés à chercher une voie en dehors des institutions desquelles ils n'auraient absolument rien à attendre. Et puis, les dirigeants pourris des syndicats et des satellites du PS ne pourraient pas le soutenir trop ouvertement, cela leur poserait un gros problème par rapport à leurs bases compte tenu des idées récationnaires qu'incarne Strauss-Kahn, inconvénient qui n'existerait pas avec Aubry.

Strauss-Kahn peut très bien être élu président parce que la majorité de la population honnit Sarkozy, mais sans soutien populaire pour autant, il faut bien saisir cette nuance pour comprendre la situation politique après cette élection si ce scénario se produit.

2- Libye.

2.1- Des combats ont éclaté jeudi soir entre rebelles libyens et soldats fidèles à Mouammar Kadhafi sur un axe menant au port de la ville assiégée de Misrata, dans l'ouest du pays, a-t-on appris auprès des insurgés. (Reuters 07.04)

2.2- Le sénateur républicain, John McCain, partisan d'une plus grande implication américaine, a interrogé le général Ham sur les risques de voir le colonel Kadhafi se maintenir au pouvoir.

Prié de dire s'il considérait que la situation en Libye était dans l'impasse, Ham a répondu : "*Je serais d'accord avec (cette analyse) à l'heure actuelle sur le terrain.*" Donc, a réagi McCain, "*nous sommes actuellement confrontés au risque d'une impasse, ce qui signifie que Kadhafi reste au pouvoir*".

"*Ce qui signifie par conséquent, a-t-il ajouté, que nous allons nous retrouver dans une situation très grave avec M. Kadhafi à l'avenir s'il reste au pouvoir*".

Concernant un éventuel armement des rebelles, Ham a estimé qu'il fallait "*avoir une meilleure connaissance des membres de la force de l'opposition*" avant de prendre une telle décision. (Reuters 07.04)

Social.

France.

1- La chasse aux "***faux***" chômeurs est relancée...

Nicolas Sarkozy a annoncé jeudi un renforcement des contrôles des chômeurs, invoquant un impératif de "*justice sociale*" vis-à-vis de ceux qui "*travaillent dur*".

"*Puisque nous commençons à sortir de la crise, il va falloir faire des contrôles - je suis désolé de le dire mais je le pense - plus précis et plus exigeants pour les chômeurs qui bénéficient d'allocations et qui refuseraient des offres d'emploi disponibles*", a dit le chef de l'Etat.

"*C'est un problème de justice, de justice sociale envers les salariés et les ouvriers qui travaillent dur (...) que de s'assurer que celui qui est au chômage et qui a des allocations grâce a la solidarité nationale fera tous ses efforts pour accepter une offre d'emploi ou pour accepter une formation pour s'en sortir*", a-t-il ajouté.

"*Ne pas contrôler, ne pas exiger des résultats de ce point de vue, me semble-t-il, est injuste*", a-t-il encore dit.

Nicolas Sarkozy s'exprimait lors d'une table ronde avec des industriels auvergnats à l'occasion d'une visite dans l'usine d'aluminium Alcan EP d'Issoire, dans le Puy-de-Dôme. (Reuters 07.04)

Objectif de cette campagne scélérate : dresser les différentes couches de la classe ouvrière les unes contre les autres, dresser les couches moyennes et la petite-bourgeoisie contre les couches les plus défavorisées du prolétariat, bref Sarkozy marche sur les pas de Marine Le Pen ou du Maréchal !

2- ...la chasse à l'ISF aussi.

Le seuil d'entrée à l'impôt sur la fortune passerait de 800.000 à 1,3 million d'euros. Les patrimoines compris entre 1,3 et 3 millions d'euros seraient taxés à 0,25 %, et ceux au-delà de 3 millions à 0,5 %, alors que les taux actuels vont de 0,55 % à 1,8 %.

«*L'idée de ne pas toucher à l'ISF gagne du terrain», reconnaît un haut fonctionnaire de Bercy. Motif ? «Si nous réformons l'ISF a minima nous ne ferons que des mécontents sans en tirer le moindre bénéfice électoral*», justifie un fiscaliste proche de l'UMP.

Ultime avantage de ne rien faire : le gouvernement n'aurait pas à relever d'autres impôts. En effet, réformer l'ISF suppose de trouver 1 à 1,4 milliard de recettes nouvelles en cas d'aménagement, ou 3,2 milliards en cas de suppression.

«*On peut se contenter en 2011 d'exonérer les ménages de la première tranche (800 000 à 1,3 million de patrimoine), ce qui coûterait 300 millions. La refonte du barème serait, elle, appliquée en 2012*», propose le député UMP Hervé Mariton.

Enfin, en cas d'aménagement de l'ISF, le gouvernement ne peut ignorer les quelques perdants de cette option : les ménages dont le patrimoine est compris entre 1,3 et 1,4 million d'euros. «*On s'achemine pour eux vers un dégrèvement au cas par cas qui*

leur assurerait une stabilité de leur facture d'ISF» , explique l'entourage de Gilles Carrez. (lefigaro.fr 07.04)

3- Sarkozy dans le rôle du meilleur dirigeant syndical ouvrier de France.

«*Que des actionnaires gagnent de l'argent, tant mieux! Que des entreprises gagnent de l'argent, tant mieux! Mais je ne peux pas accepter que pour les entreprises du CAC 40 on ait pu distribuer plus de 80 milliards d'euros de dividendes pour les actionnaires et que, en même temps, on explique qu'il n'y a pas d'argent pour les salaires*», a-t-il poursuivi.

«*La valeur d'une entreprise, c'est (...) son tour de main, c'est la qualité des salariés, des ouvriers des cadres (...) s'ils sont heureux, s'ils sont considérés, respectés, s'ils sentent que quand ça va mieux, eux aussi en profitent, c'est tout bénéfice*», a également estimé Nicolas Sarkozy.

«*S'ils ont le sentiment que (...) tout va à l'actionnaire et rien au salarié, alors là, on fissure la communauté entrepreneuriale*», a-t-il conclu.

Régulièrement critiqué pour n'avoir pas respecté sa promesse électorale d'être le «*président du pouvoir d'achat*», le chef de l'État s'est inquiété début mars de la faible évolution des salaires, comparée aux montants importants des dividendes, versés par les entreprises à leurs actionnaires. (lefigaro.fr 07.04)

Les salariés de la plupart des entreprises du CAC 40 ont des rémunérations et des avantages en natures très nettement au-dessus de la moyenne des autres salariés, qui lorsqu'ils ont un salaire mensuel net de 1.000 euros par 13 peuvent déjà s'estimer heureux par rapport aux millions de travailleurs qui perçoivent au mieux le Smic brut sans aucun avantage en nature à côté, pas de primes, pas de CE, etc.

Il ne vous aura pas échappé que le discours de Sarkozy en direction des salariés des entreprises du CAC 40 tranche avec son refus d'augmenter plus fortement le Smic, la chasse aux faux chômeurs et aux fraudes aux allocations familiales qui visent les travailleurs les plus pauvres, ceux-là il les matraque sans cesse. Sarkozy ne hait pas la classe ouvrière, il hait les plus pauvres qu'il considère comme responsable de leur situation, la lie de la société en quelque sorte.

Les syndicats devraient travailler à la solidarité et la fraternité entre toutes les couches du prolétariat, mais cela ne les intéresse pas, unir le travail contre le capital, vous n'y pensez pas, seule leur boutique compte à leur yeux.

Maintenant se battre inlassablement pour la hausse des salaires dans toutes les entreprises est indispensable car elle contribue à la hausse générale des salaires, pas toujours mais c'est un autre problème. Ce qui ne va pas dans les combats menés pour des augmentations de salaire ou d'autres revendications relatives à l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs, c'est qu'ils poursuivent systématiquement et uniquement un object immédiat totalement coupé de la perspective d'en finir avec le capitalisme, le plus souvent isolés, ils ne sont pas organisés, et donc vécus par les travailleurs, comme un maillon, un moment ou une étape du combat de l'ensemble de la classe contre le capital, ils ne sont qu'une suite d'abstractions, ce sont des actions sans lendemain, de telle sorte qu'il est impossible aux travailleurs d'en tirer des leçons et ainsi de faire progresser leur compréhension des rapports sociaux et de la société pour leurs combats futurs.

Après certains feignent de s'étonner ou découvrent que la conscience politique des travailleurs régressent ou n'a pas progressé d'un millimètre au cours des dernières décennies. Normal, tout a été fait méticuleusement et systématiquement pour qu'il en soit ainsi.

4- Mobilisation à EDF et GDF Suez.

Les salariés et les retraités d'EDF et GDF Suez se sont mobilisé en masse jeudi un peu partout en France pour défendre leurs tarifs préférentiels d'électricité et de gaz remis en cause par le patronat, un avantage dont bénéficient près de 300.000 agents et retraités.

La mobilisation des électriciens-gaziers a été très forte, avec près de 80% de grévistes, selon les cinq fédération syndicales de l"énergie (CGT, Force ouvrière, CFDT, CFE-CGC et CFTC) qui appelaient à des actions et des rassemblements dans toutes les grandes villes de France.

Cet avantage permet aux électriciens et gaziers de payer entre cinq et 10% de la facture d'un particulier. Ils ne paient ni taxes d'énergie, ni abonnement. (liberation.fr 07.04)

Société.

Il y a moins de musulmans aujourd'hui qu'en 1905. Un rapide calcul l'illustre: le recensement de 1906 se base sur une population française de moins de 40 millions d'habitants, dont 10% de confession musulmane, soit environ 4 millions. Le ministère

de l'Intérieur avance 5 à 6 millions de musulmans sur près de 67 millions d'habitants, soit, environ 8 à 9% de la population totale.

Et de l'aveu même du ministère, seuls 33% de ces cinq à six millions se déclarent croyants et pratiquants. Soit 1,9 million, l'équivalent du chiffre de l'enquête Insee/Ined d'octobre 2010. A noter que les musulmans qui se définissent comme tels se divisent en trois catégories: 33% de croyants et pratiquants, 38% de croyants non-pratiquants, et 28% d'origine musulmane.

Lu sur Le Figaro.fr, Le Monde diplomatique. (Slate.fr 17.04)

Economie.

1- France.

1.1- Les flambeurs ou comment ils piquent dans la caisse, qui est vide évidemment quand il s'agit de l'école ou de l'hôpital...

1.1.1- Matignon a accordé une aide de 550 millions d'euros au fabricant d'hélicoptères, indique La Tribune. Un coup de pouce pour permettre le lancement du successeur du Dauphin. (jdf.fr 07.04)

1.1.2- D'après un rapport publié par Challenges, l'organisation du sommet de l'Otan à Strasbourg en 2009 a coûté 50 millions d'euros. (jdf.fr 07.04)

1.2- Le déclin est irréversible.

Le déficit commercial s'est creusé pour le quatrième mois consécutif à 6,55 milliards d'euros, un niveau jamais atteint auparavant, après 6,12 milliards en janvier, ont annoncé jeudi les Douanes. Du coup, le déficit cumulé des douze derniers mois plonge à 57,11 milliards.

Selon Alberto Balboni, du cabinet Xerfi, «*la facture énergétique, qui a déjà été le principal facteur responsable de la dégradation du déficit commercial de la France en 2010, contribuera certainement à plomber davantage les comptes extérieurs hexagonaux en 2011*».

En outre, ajoute cet économiste, l'ensemble des matières premières «est actuellement concerné par une envolée des cours».

«*Si l'on considère les échanges de la France en faisant abstraction des hydrocarbures, ceux-ci restent déficitaires de 1,35 milliard d'euros*», explique Juliette Hubert du cabinet Asterès, notant qu'il «*s'agit là encore d'un déficit historiquement fort*».

L'industrie française, dont les exportations ne progressent que très légèrement, a donc également contribué à la dégradation de la balance commerciale. Et l'appréciation de l'euro par rapport au dollar risque de handicaper les exportations françaises vers les autres continents. (liberation.fr 07.04)

1.3- Gaz de schiste.

Le gouvernement va déclarer l'urgence pour que soit examinée par l'Assemblée nationale la proposition de loi, déposée par le président du groupe UMP Christian Jacob, sur l'interdiction de toute exploration et exploitation concernant les gaz de schiste. (lexpress.fr 07.04) Mais peut-être que sous le contrôle de l'Etat le POI n'y verrait pas d'inconvénients, comme pour le nucléaire, les OGM, etc.

2- Fusions acquisitions

Au premier trimestre 2011, les rapprochements entre sociétés ont affiché des niveaux record depuis trois ans, les volumes frôlant 800 milliards de dollars. (jdf.fr 07.04)

3- Pétrole

Les cours du pétrole vont dépasser les 130 dollars le baril d'ici fin 2011, montre une enquête Reuters publiée mercredi, et un trader sur cinq prévoit même un baril à 150 dollars cette année, ce qui, selon certains économistes, pourrait provoquer une récession.

Le ministre saoudien du Pétrole, le cheikh Zaki Yamani, a dit à Reuters mardi que les cours atteindraient 200 à 300 dollars le baril en cas de troubles politiques en Arabie saoudite. (Reuters 07.04)

Haut de page

Le 9 avril

Sous prétexte qu'il n'existerait actuellement aucune solution politique satisfaisante ou véritablement conforme aux intérêts des travailleurs engagés dans le combat contre des dictatures en Libye ou ailleurs, comment pourrait-il en être autrement en l'absence d'un partis ouvrier socialiste et révolutionnaire ou quand on sait que les dirigeants du moindre parti d'opposition sont menacés, pourchassés, enlevés, torturés, massacrés, disparaissent ou son voués à l'exil, vaudrait mieux encore que ces régimes honnis des masses de ces pays déjà sous la coupe des différents impérialistes demeurent en place, voilà en résumé la position de nos braves révolutionnaires de salon. Honte à eux ! Ah oui, pour le coup camarades, on a vraiment envie de se démarquer d'eux par crainte que par une terrible méprise des militants ou des travailleurs nous confondent avec eux, c'est même un devoir !

Ainsi ils confirment la caractérisation que j'en ai donné depuis déjà plusieurs années au-delà de tout ce qu'on pouvait espérer, on savait que l'heure viendrait où les intentions de chacun seraient mises à jour, où les faits viendraient infirmer ou confirmer le bien-fondé des positions défendues par les uns et les autres sans avoir besoin de recourir à des procédés malhonnêtes, lesquels d'entre eux auront le courage et l'honnêteté de reconnaître qu'ils se sont fourvoyés, notre propos n'étant pas de les juger mais juste de rétablir la vérité des faits.

Camarades, on vous manoeuvre, on vous manipule, nous avons osé affirmer que cela dure depuis la disparition de Trotsky, apparemment sans rencontrer d'écho jusqu'à présent ou de façon isolée, vous en avez la preuve sous le nez quotidiennement dorénavant.

Plus loin j'aborde la question de la partition de la Libye qui pourrait solder provisoirement le soulèvement révolutionnaire dans ce pays. Récemment un autre pays africain a fait l'objet d'une partition, le plus grand pays d'Afrique en superficie (2,5 millions de km², 5 fois la superficie de la France pour une population d'environ 35 millions d'habitant, le Soudan.

Là encore nos opportunistes professionnels se sont illustrés d'une bien triste manière en hurlant au crime parce que cette partition était organisée sous l'égide de l'impérialisme et de l'ONU, c'était inévitable et la moins pire des solutions, selon eux il était encore préférable que la population du sud Soudan continue de se faire massacrer par le régime dictatorial de Khartoum, après des décennies de guerres civiles qui se sont soldées par plus de 300.000 morts et plus de 3 millions de déplacés dans la région du Darfour sans parler de la famine, des viols et toutes de sévices atroces qu'a subit cette population littéralement martyrisée.

Voyez-vous camarades, la réalité et l'issue de la lutte des classes partout dans le monde devrait être conforme à la description qu'en font nos grands révolutionnaires, marxistes, trotskystes, à leur conception de la lutte des classes qui reflètent peut-être leurs désirs mais qui n'a pas grand chose à voir avec la réalité et ce que les peuples peuvent en attendre dans l'immédiat à défaut de mieux, puisque y compris dans ce domaine, l'idéal peut être formulée mais demeure à l'état de devenir et risque de le rester encore longtemps en s'y prenant de la sorte ou se transformer en utopie s'ils persistaient dans cette voie.

La partition de la Libye (1,7 million de km²) serait un crime. Et la partition de l'Europe ? Comment s'est constituée chaque nation en Europe ? Comment ont été établies leurs frontières ? A l'issue de guerres le plus souvent, de tractations dans le dos des peuples scindés en deux des deux côtés d'une frontières tracée arbitrairement, il existerait même des pays ou des principautés indépendantes dont on peut se demander comment ils ont pu exister un jour et survivre jusqu'à nos jours, notamment le Liechtenstein, le Luxembourg, la Suisse, la Belgique, le Portugal, Malte, Chypre, sans parler d'Andorre ou de Monaco, etc. On pourrait aussi lister les pays en Europe qui ont une superficie ridicule par rapport à la moitié du Soudan ou de la Libye : Danemark (43 098 km²), Pays-Bas (41 526 km²), Belgique (30 528 km²), Suisse (41 285 km²), laissons de côté les pays issus de l'éclatement de l'URSS, de la Tchécoslovaquie ou de la Yougoslavie, dont la superficie de la plupart n'atteint pas 100.000 km², le cinquième de la France ou environ la superficie de la Bretagne et du Val de Loire. On pourrait dresser le même constat en Asie et en Amérique centrale et bien sûr en Afrique ou au Moyen et Proche-Orient. Ces pays sont-ils pour autant invivables ou voués à vivre sous une dictature, dans tous ces pays est-ce que le prolétariat ne pourrait lutter pour son émancipation du capital, pour le socialisme ? Etrange conception en vérité de la lutte des classes.

Evidemment que nous n'avons jamais souhaité l'émiettement de l'humanité, la division des peuples emprisonnés derrières des frontières, soumis à des institutions toutes plus ou moins démocratiques ou pas du tout dans le cas des dictatures ou des régimes autocratiques. Cependant il nous faut bien faire avec, c'est dans ce cadre (national) que la classe ouvrière s'organise et mène son combat pour conquérir des droits sociaux et politiques, ce qui n'empêche pas de lui donner un contenu international. Des Etats se sont constitués et existent dans la forme où nous les connaissons aujourd'hui plus tôt que d'autres, plus ou moins dans la douleur comme nous l'avons dit précédemment. Parce qu'ils ne correspondraient pas à la conception théorique que nous avons d'un Etat ou à l'objectif du combat que nous livrons et dont la finalité est l'extinction des classes et des Etats, des frontières à la surface de la terre, on devrait s'opposer à un processus conduisant à la formation de nouveaux Etats là où ils existaient des Etats dirigés par des dictateurs pour ne prendre que le cas du Soudan ou de la Libye, de nouveaux Etats où les travailleurs pourront s'organiser plus facilement pour lutter contre le pouvoir en place.

Oui, mais ces Etats seront soumis à une pression permanente et insupportable des Etats dominants, pourrait-on objecter. Certes, tout comme l'Etat français avec ses 500.000 km² et ses 67 millions d'habitants qui se retrouve aujourd'hui livrer à la domination de l'impérialisme américain, ses agences de notation, Wall Street, la Fed, le FMI, l'UE et la BCE, la Banque mondiale, l'OCDE, etc., cet argument n'est donc pas valable pour peu qu'on veuille bien faire preuve d'un peu d'honnêteté intellectuelle.

Quel est l'intérêt des peuples et plus particulièrement des masses exploitées de ces pays-là dans la perspective de leur combat pour se libérer du capitalisme, sachant qu'une telle émancipation ne se réalisera qu'à l'échelle mondiale, car voilà la seule question qui devrait nous aider à déterminer notre orientation politique et à définir notre stratégie. Le combat de ces peuples passera forcément par des étapes intermédiaires qu'ils n'auront pas forcément recherchées encore moins souhaitées, écoutez donc ce que disent les révolutionnaires libyens, ils ne veulent pas entendre parler de la partition de la Libye, pour le moment, et pourtant c'est bien ce qui risque de se produire et ce sera certainement un moindre mal pour eux que de rester sous l'emprise de Kadhafi, espérons qu'ils sauront tirer profit de la formidable expérience qu'ils sont en train de vivre et dont ils sont les principaux acteurs, même s'ils ne sont pas maîtres de leur destin puisqu'ils n'ont pas acquis un degré de conscience politique suffisant pour pouvoir le prétendre, cela semble inéluctable, ni vous ni moi n'y pouvons rien, ainsi va la lutte des classe du prolétariat dans cette région du monde et ailleurs, chaotique, débordante d'énergie et à la fois pleine d'illusions, immature certes, mais oh combien faisant preuve d'un courage et d'une détermination extraordinaires.

Nous ne sommes pas plus comptables que les révolutionnaires libyens du cours de leur révolution et de ce qu'il en ressortira, ils se battent à armes inégales contre le dictateur Kadhafi et de notre côté notre voix est ultra minoritaire, étouffée, inaudible, censurée, y compris dans notre propre camp, etc. soutenons-les contre toutes les forces de la réaction coalisées contre eux, y compris contre l'impérialisme qui s'est placé à leur côté dans un but intéressé, ce qui ne leur a certainement pas échappé, plus loin ils pourront conduire leur révolution et moins l'impérialisme et ses alliés du CNT n'auront d'emprise sur eux, plus ils devront concéder des droits politiques et sociaux à la classe ouvrière, c'est donc notre devoir absolu de les soutenir le plus longtemps possible, au nom du principe de l'internationalisme prolétarien qui nous anime et dont nous ne nous sommes jamais écartés un instant, c'est à eux seuls que revient le droit de décider à quel moment ils décideront de cesser le combat...

Politique.

1- France

1.1- L'Etat français en guerre contre la Côte-d'Ivoire

Des hélicoptères français de la force Licorne ont pilonné vendredi soir le secteur de la résidence du président sortant ivoirien Laurent Gbagbo à Abidjan, ont rapporté des témoins. (Reuters 08.04)

1.2- Les impérialismes français et italien violent l'espace maritime tunisien avec l'accord du gouvernement tunisien illégitime.

L'Italie et la France sont convenues ce vendredi de patrouiller ensemble au large des côtes tunisiennes pour contenir l'afflux de migrants vers l'Europe, a annoncé le ministre italien de l'Intérieur, Roberto Maroni, à l'issue d'une réunion à Milan avec son homologue français, Claude Guéant. (20minutes.fr 08.04)

1.3- Le gang du 92 à nouveau sur le banc des prévenus.

Onze personnes, dont les anciens ministres André Santini et Charles Pasqua, ont été renvoyées en correctionnelle pour des détournements de fonds publics présumés de près d'un million d'euros en 2002 et 2003 dans un projet de fondation d'art contemporain.

L'affaire concerne des fonds publics versés par le conseil général des Hauts-de-Seine et la ville d'Issy-les-Moulineaux, dont André Santini est député-maire, à une société chargée du gardiennage et de l'entretien des oeuvres d'art d'un promoteur immobilier, Jean Hamon.

Une structure publique, le Syndicat mixte de l'île Saint-Germain (SMISG), avait été créée en 2001 par les deux collectivités territoriales pour accueillir la donation de ses oeuvres d'art et pour construire et animer un centre d'art contemporain, qui n'a jamais vu le jour.

Dans son ordonnance, la juge d'instruction Nathalie Andreassian conclut que cette structure était une "*coquille vide*" destinée à recevoir frauduleusement des fonds sans contrepartie, ce que contestent les principaux élus mis en cause, qui parlent de négligence et disent avoir été trompés.

L'instruction retient contre Charles Pasqua 750.000 de détournements de fonds et 740.000 contre André Santini. (Reuters 08.04)

1.4-Un "***secret de Polichinelle*** enfin dévoilé

La direction nationale du PCF a exprimé, vendredi 8 avril, sa préférence pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) à la présidentielle de 2012, mettant fin à un secret de Polichinelle qui courait depuis plusieurs mois. Dans son rapport devant le conseil national à huis clos, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, explique : "*Je pense que la candidature de Jean-Luc Mélenchon peut être envisagée par notre parti dans le cadre d'un accord d'ensemble avec nos partenaires*" du Front de gauche. Cet accord doit "*garantir le respect d'engagements collectifs à la hauteur des enjeux*", "*la diversité de notre rassemblement et la place de notre parti*", notamment dans l'accord pour les législatives, selon lui.

Ce qui fait figure de marathon de désignation pour Jean-Luc Mélenchon se poursuivra lors d'une conférence nationale des délégués PCF (4-5 juin). Puis c'est aux militants PCF que reviendra la décision finale par un vote du 16 au 18 juin. L'autre prétendant à l'investiture du Front de gauche, le député PCF André Chassaigne, a assuré qu'il ne se présenterait pas devant les militants si M. Mélenchon était choisi par la conférence nationale dans un "*vrai processus démocratique*". Deux autres candidats PCF, le député "*orthodoxe*" André Gerin et l'"*identitaire*" Emmanuel Dang Tran, militent eux pour une candidature du seul Parti communiste. (lemonde.fr 08.04)

Ils ont raison, ils ont de la suite dans les ides à la direction du PCF, si Mélenchon se ramasse une grosse gamelle, ce sera de sa faute, pas celle du PCF, vaut mieux prévenir que guérir !

2- Danemark

Les étrangers vivant au Danemark pourraient dans un avenir proche avoir à payer leur droit aux prestations sociales, éducation ou soins par exemple, à la différence des Danois. Cette proposition, faite fin mars par le premier ministre libéral danois Lars Løkke Rasmussen, est largement soutenu par une majorité des Danois. Selon un sondage publié par le quotidien Berlingske, 59% des Danois sont de cet avis.

Selon des informations recueillies par le journal Berlingske, le plan pourrait signifier entre autres que les étrangers devraient avoir une assurance privée pour couvrir leurs soins de santé les quatre premières années de leur séjour.

La proposition du premier ministre est soutenue par son parti libéral et par l'extrême-droite. Mais l'autre parti du gouvernement, le parti conservateur, est sceptique, à l'instar du patronat. Il craint que cette discrimination ne décourage les étrangers de venir travailler au Danemark et que cela cause du tort aux entreprises danoises qui auront du mal à recruter la main d'œuvre dont elle a besoin.

Mais depuis l'entrée de l'extrême-droite au parlement danois en 1998, et son soutien au gouvernement minoritaire libéral-conservateur depuis 2001, c'est une grande partie de la société danoise qui a durci son discours vis-à-vis des étrangers, même si ces derniers sont relativement peu nombreux.

La dette publique est en forte augmentation, même si elle demeure très raisonnable comparée aux autres pays de l'Union européenne. Mais la croissance danoise a aussi été parmi les cinq plus basses des pays de l'OCDE, ces dix dernières années. Et le poids du secteur public, et son coût, sont largement en cause.

"62 % des Danois sont soit employés dans les services publics ou dépendent des allocations chômage ou maladie. Cela laisse très peu d'employés du secteur privé pour financer l'Etat-providence", note Mads Lundby Hansen, économiste et vice-président du Cepos, un groupe de réflexion libéral qui prône une réforme de l'Etat-providence.

Ces dernières années, la période d'indemnisation chômage a déjà été réduite de quatre à deux ans pendant la crise financière et les chèques-enfants sont désormais réservés aux gens vivant au Danemark depuis au moins deux ans.

Le gouvernement voudrait aussi supprimer la pré-retraite et augmenter l'âge de la retraite. Les mesures restrictives concernant l'accès aux services sociaux pour les étrangers vont être discutées dans les mois à venir alors que des élections législatives doivent se tenir au plus tard en novembre prochain. (lemonde.fr 08.04)

Le "*modèle social*" du capitalisme vole en éclat... A relier avec mon analyse plus loin à propos du Portugal et plus généralement du capitalisme mondial. Comme quoi nous sommes bien en phase avec la réalité, ce qui n'est pas le cas de tout le monde...

3- Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont déclaré vendredi qu'il était impossible à ce stade de prévoir si les soulèvements démocratiques qui secouent depuis janvier le monde arabe s'enracineront dans la réalité de ces pays.

Dans son rapport 2010 de 7.000 pages sur l'état des droits de l'homme dans 194 pays, le département d'Etat américain ne revient pas en détail sur les révolutions qui ont renversé les régimes d'Hosni Moubarak et de Ben Ali en Egypte et en Tunisie au début de l'année et qui font chanceler le régime à Bahreïn, en Libye, au Yémen et dans d'autres pays arabes comme la Syrie.

"*Les Etats-Unis continueront à suivre de près la situation dans ces pays, en sachant que la démocratie n'est pas automatique et que cela demandera du temps et une très grande attention.*" (Reuters 08.04)

Un tantinet embarrassantes ces révolutions, qui valaient bien euphémisme pour camoufler que l'impérialisme américain est opposé au développement d'une démocratie même partielle ou limitée dans ces pays. Mais il n'a pas indéfiniment le pouvoir de l'empêcher de naître dans tous les pays.

4- Libye

4.1- Le seul front actif de la guerre, qui englobe les villes de Brega et d'Ajdabiah le long du Golfe de Syrte, est dans l'impasse depuis une semaine. Les deux camps opèrent des percées le jour avant de se replier sur des lignes sûres la nuit.

Le général Carter Ham, chef du haut commandement américain pour l'Afrique, a estimé jeudi que le conflit était dans une impasse et qu'il était peu probable que les rebelles parviennent à atteindre Tripoli pour y renverser Kadhafi.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, s'est exprimé dans le même sens que le général Ham vendredi. "*Il n'y a pas de solution militaire seule. Il nous faut une solution politique*", a-t-il déclaré à la chaîne de télévision Al Djazira.

Oana Lungescu, porte-parole de l'Otan, a tenu des propos analogues en soulignant les difficultés rencontrées pour faire face aux troupes de Kadhafi sans faire de victimes civiles:

"*Le fait est qu'ils utilisent des boucliers humains et placent des chars près des mosquées et des écoles, il est donc très délicat de prendre pour cible du matériel militaire en évitant de faire des victimes civiles.*"

Les rebelles excluent des pourparlers de paix avec Kadhafi.

Les observateurs s'attendent à ce que le conflit perdure et à ce qu'il débouche sur une séparation de l'Est et de l'Ouest.

"*Les forces de l'opposition sont insuffisantes pour sortir de cette impasse et, telles que les choses se présentent, la marche sur Tripoli n'aura pas lieu*", estime John Marks, président du groupe britannique Cross Border Information. (Reuters 08.04)

4.2- L'aviation de la coalition a bombardé aux premières heures de vendredi des dépôts d'armes des forces fidèles à Mouammar Kadhafi près de Zentane, dans l'ouest de la Libye, a rapporté un habitant.

Zentane, situé dans l'intérieur des terres, se trouve à 160 km au sud-ouest de la capitale Tripoli, est l'une des rares villes tenues par les insurgés dans l'Ouest libyen.

Les forces de Kadhafi sont cantonnées dans les environs de Zentane, d'où elles lancent périodiquement des attaques contre la ville, a expliqué cet habitant.

Les frappes aériennes de l'Otan ont visé les dépôts d'armes des forces de Kadhafi vers 00h30 GMT ce matin. Ces arsenaux se trouvent à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Zentane.

Tout comme les insurgés de la ville de Misrata, encerclée par les forces de Kadhafi, Abdoulrahman a réclamé une intervention plus énergique de la part de l'Otan.

"*Elles (les forces de l'Otan) auraient pu par exemple frapper les forces de Kadhafi qui sont toujours stationnées à l'est des dépôts*", a-t-il suggéré.

"*Je vous garantis que je parle au nom de l'ensemble des habitants de Zentane - nous craignons que s'il (Kadhafi) ne part pas et que l'Otan interrompt ses opérations, il reprendra les villes tenues par les insurgés. Et alors, des massacres adviendront*", a-t-il continué. (Reuters 08.04)

Des camarades en France vous enverront de jolies petites lettres de condoléances... Au fait, on nous disait que Misrata était la seule ville de l'ouest aux mains des insurgés...

Quant à l'hypothèse de la partition en deux du pays, on y reviendra plus tard, ce ne serait pas un horrible drame ! J'ai commencé à préparer un article sur ce sujet en prévision, je ne vous en dis pas plus pour le moment, comptez donc le nombre de pays sur chaque continent, prenez en compte la superficie de chaque pays, comment et sur quelles bases leurs frontières ont été constitués, quand et dans quelles conditions, après nous pourrons aborder sereinement cette question au lieu de se balancer à la figure des arguments à l'emporte-pièces. (Rectification : en fait, l'introduction à la causerie d'aujourd'hui écrite plus tard dans l'après-midi remplacera provisoirement cet article.)

5- Syrie.

Des manifestations contre le régime du président Bachar al Assad ont éclaté vendredi à travers la Syrie, où au moins 17 personnes ont été tuées dans la ville méridionale de Deraa, épicentre du mouvement de contestation.

Dans l'Est, des milliers de Kurdes ont de nouveau réclamé des réformes en dépit de la promesse faite par Assad d'assouplir les règles en vigueur qui empêchent nombre de Kurdes de prétendre à la citoyenneté syrienne.

A Kamishli, dans le nord-est du pays, de jeunes Kurdes scandaient : "*Pas de Kurdes, pas d'Arabes. Le peuple syrien est un. Nous saluons les martyrs de Deraa.*"

A Deraa, où les troubles avaient commencé le 18 mars, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des milliers de manifestants selon des habitants. Les protestataires ont incendié un bâtiment du parti Baas au pouvoir et déboulonné une statue du défunt frère du président, Basil.

Selon une liste de noms citée par un bénévole de l'hôpital de Deraa et un militant, 17 personnes ont été tuées. Ce chiffre porte à plus de 90 morts le bilan de trois semaines de troubles.

Des groupes armés ont tué 19 policiers et en ont blessé 75 à Deraa, a affirmé pour sa part la télévision d'Etat syrienne.

Des manifestations ont aussi éclaté à Homs, dans le centre du pays, au nord de Damas.

A Hama, où des milliers de personnes avaient été tuées en 1982, les forces de sécurité ont fait usage vendredi de canons à eau et de bombes fumigènes pour disperser une manifestation d'environ 2.000 personnes, ont dit des habitants.

Selon ces derniers, la manifestation se déroulait dans l'ancien quartier de la ville, qui fut rasé par les forces de sécurité lors du soulèvement de 1982.

Des militants ont par ailleurs fait état de coups de feu vendredi à Harasta, faubourg de Damas. A Douma, autre banlieue de la capitale qui a connu de grandes manifestations ces jours derniers, le réseau téléphonique était hors d'usage vendredi.

A Damas, un Occidental habitant le quartier de Kfar Souseh a dit que la police et les partisans d'Assad avaient attaqué et matraqué des manifestants à la sortie de la mosquée Rifaï. (Reuters 08.04)

Dites-donc cela fait beaucoup "*d'agents de la CIA*" ! De "*miliciens*" monsieur Gauthier, non ? (son article infâme sur la Libye dans IO)

6- Yémen

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé vendredi à Sanaa, la capitale du Yémen, lors de deux manifestations rivales, l'une de soutien au président Ali Abdallah Saleh, l'autre réclamant son départ.

Dans la ville de Taez, dans le sud du Yémen, des témoins ont affirmé que la police avait ouvert le feu, tiré des gaz lacrymogènes et frappé des manifestants qui suivaient les cercueils de victimes d'une manifestation de la semaine dernière. L'un des contestataires a été tué d'une balle dans la tête et plusieurs autres ont été blessés, dont trois gravement, selon le Dr Sadek al-Shuga, qui dirigeait un hôpital de campagne non loin. (AP 08.04)

7- Bahreïn

Le prince héritier de Bahreïn a prévenu qu'il n'y aurait "*aucune clémence*" pour ceux qui cherchent à diviser le royaume du Golfe, secoué depuis la mi-février par un vaste mouvement de contestation.

Cheikh Salman Ben Hamad Al Khalifa, considéré comme un réformateur modéré au sein de la famille régnante, s'est exprimé, jeudi soir 7 avril, à la télévision bahreïnie. "*Dans ce moment important du développement de notre pays, je continuerai (...) à*

rester ferme sur le principe selon lequel il ne peut y avoir aucune clémence pour quiconque cherche à diviser notre société en deux", a-t-il dit.

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a dénoncé vendredi des arrestations arbitraires à Bahreïn et fait état de témoignages d'abus contre des détenus. "*La loi d'urgence n'autorise par les autorités à piétiner les droits humains fondamentaux*", a déclaré Joe Stork, directeur adjoint de HRW pour le Moyen-Orient. (lemonde.fr 08.04)

8- Egypte.

Jusqu'à 200.000 Egyptiens sont retournés vendredi place Tahrir, au Caire, pour réclamer des poursuites judiciaires contre Hosni Moubarak et reprocher aux autorités militaires leur lenteur dans leur lutte contre la corruption.

"*Oh maréchal, nous avons été très patients*", ont-ils scandé à l'adresse du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui a pris les commandes du pays après le départ de Moubarak, le 11 février.

"*Si Moubarak n'est pas poursuivi, nous irons à Charm el Cheikh*", pouvait-on lire sur une banderole brandie au milieu de drapeaux égyptiens. L'ex-président s'est réfugié dans cette station balnéaire sur la mer Rouge.

En fin d'après-midi, la foule place Tahrir était estimée à 200.000 manifestants, soit l'une des principales mobilisations depuis la chute du raïs, au terme de dix-huit jours de contestation.

Avocats et juges ont organisé une parodie de procès de Moubarak et d'anciens proches collaborateurs, poursuivis pour "*avoir corrompu l'Egypte, politiquement et économique, commis la torture et privé le peuple de ses droits*".

Les manifestants ont réclamé en outre la destitution de responsables encore en poste nommés sous Moubarak. Ils ont aussi pris pour cible la justice égyptienne et ses "*procureurs endormis*".

"*C'est un message fort, le signal que la révolution n'est pas encore terminée, qu'elle se poursuit et qu'elle ne calmera pas tant que ses objectifs n'auront pas été atteints*", a estimé Hassan Nafaa, professeur de science politique et figure de proue du mouvement réformateur.

Les collectifs formés de jeunes cyberactivistes, à la pointe de la révolution égyptienne, avaient appelé à cette nouvelle manifestation contre la corruption dans le cadre d'un "*Vendredi de la purification et des responsabilités*". (Reuters 08.04)

9- Arabie Saoudite

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans deux localités chiites de l'est de l'Arabie saoudite, a annoncé vendredi un militant saoudien des droits de l'homme. Lire la suite l'article

Ibrahim Almugaiteeb, de la Human Rights First Society, précise que les deux rassemblements ont réuni principalement de jeunes hommes dans la ville de Qatif et le village voisin d'al-Awamiya.

Les manifestants ont demandé la libération de dizaines d'hommes arrêtés lors de précédentes manifestations, a-t-il indiqué.

Ils ont également réclamé le retrait des troupes saoudiennes déployées à Bahreïn, où elles sont à la tête d'une force militaire des pays du Golfe de 1.500 hommes destinée à aider la monarchie sunnite bahreïnie à faire face à un mouvement de contestation majoritairement chiite.

Les deux manifestations se sont déroulées pacifiquement. (AP 08.04)

10- Emirat arabes unis

Les autorités des Emirats arabes unis (EAU) ont arrêté le blogueur Ahmed Mansour, qui avait signé des pétitions pour demander un Parlement élu et des libertés politiques dans cet Etat du Golfe arabo-persique, a-t-on appris vendredi.

Il a été arrêté vendredi à son domicile de Dubaï, ont déclaré à l'Associated Press son épouse et un autre militant politique.

Dix policiers ont effectué une perquisition à son domicile, saisissant deux ordinateurs portables et plusieurs documents, selon son épouse, Nadia. Celle-ci précise que les policiers ne lui ont pas permis de parler à son mari pendant qu'ils se trouvaient dans la maison et ont refusé de lui dire où ils l'emmenaient.

Le militant politique et avocat émirati Mohammed al-Mansouri a également fait état de l'arrestation.

Les libertés politiques font l'objet de sévères restrictions dans les EAU, fédération de sept émirats, où il n'existe pas d'opposition officielle et où les partis politiques sont interdits.

Le Parlement actuel des EAU, basé à Abu Dhabi, est une instance consultative dont les 40 membres sont désignés directement par les cheikhs au pouvoir ou sont élus par de grands électeurs. (AP 08.04)

Syndicat.

Des carriéristes à la direction d'un syndicat qui n'a d'étudiant que le nom.

Emmanuel Zemmour, 23 ans, seul candidat en lice, doit être élu samedi président de l'UNEF, lors du 82e congrès du principal syndicat étudiant qui se tient à Montpellier depuis jeudi. Il prendra la suite de Jean-Baptiste Prévost.

Emmanuel Zemmour est étudiant en master d'économie à l'Ecole normale supérieure, et élu au Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (CNESER). Il est également vice-président de l'UNEF.

Jean-Baptiste Prévost compte désormais "*se consacrer*" à son "*mandat au Conseil économique, social et environnemental*" où il a été nommé en novembre 2010, et "passer des concours administratifs", a-t-il confié à l'Associated Press.

Le prédécesseur de Jean-Baptiste Prévost, Bruno Julliard, est maintenant chargé de la Jeunesse auprès du cabinet du maire de Paris Bertrand Delanoë et secrétaire à l'Education au PS. (AP 08.04)

Belle carrière en perpective, à peine la vingtaine d'années et leur avenir est assuré !

Social

Burkina Faso

Plusieurs milliers de personnes ont défilé vendredi dans la capitale Ouagadougou et dans plusieurs autres villes du Burkina Faso pour "*exiger des mesures vigoureuses contre la vie chère*".

La Coalition nationale contre la vie chère, organisatrice de la marche, a également appelé à une grève générale qui a perturbé l'activité dans la capitale.

Les établissements d'enseignement, des services du public et du privé et les commerces étaient fermés à Ouagadougou.

Les manifestants, dont le cortège s'étirait sur plusieurs kilomètres à travers les artères de la capitale, brandissaient des pancartes et scandaient des slogans dénonçant la flambée des prix des produits de première nécessité.

"*La vie chère, c'est devenu grave. L'alimentation de base, le mil, le riz, le maïs, tout a augmenté. C'est tout le pays qui souffre. Moi, je suis enseignante et je peux vous dire que quand les enfants ne mangent pas bien, ils ne peuvent pas apprendre leurs leçons*", affirme Marie Noélie Yameogo, professeur de lycée.

Entre autres revendications, la coalition exige par ce mouvement le relèvement des salaires et des pensions de tous les agents du public et du privé, mais elle revendique également des mesures contre l'impunité et pour les libertés.

"*Nous avons tenu aussi à exprimer, en sortant massivement à travers tout le pays, notre mécontentement quant aux agressions contre les libertés démocratiques. Nous disons que le peuple a faim, mais il n'a pas faim seulement de riz et de haricot, il a faim et soif aussi de liberté*", a affirmé le président de la Coalition contre la vie chère, Tollé Sagnon. (Reuters 08.04)

Il y a déjà eu le Togo et le Sénégal dans une moindre mesure récemment, à qui le tour, ce n'est qu'un début, surtout si les prix du pétrole et des matières premières continus de flamber, on va assister à une explosion sociale à l'échelle mondiale, on en a rêvé en se disant que c'était impossible, mais toutes les conditions sont en train d'être réunies pour qu'elle ait lieu plus tôt qu'on ne le pensait.

Economie.

1- France

L'État compense financièrement le départ de ses militaires. Pour aider les collectivités locales à pallier les déménagements de l'armée dans le cadre de la réforme de la carte militaire, engagée en 2008 par le ministre de la Défense d'alors Hervé Morin, 320 millions d'euros seront investis d'ici à 2014. (lefigaro.fr 08.04)

320 millions d'euros qui permettront à des entreprises privées de s'installer tranquillement au frais du contribuable, pendant qu'une partie de cette somme sera partie dans la poche des élus locaux.

2- Portugal. L'union nationale ou de la dictature de l'industrie financière à la dictature tout court.

Les autorités de la zone euro ont précisé, que le plan d'assistance financière du Portugal qui devrait s'étendre sur trois ans, pourrait représenter environ 80 milliards d'euros et que l'Union européenne en prendrait comme pour la Grèce et l'Irlande les deux tiers à sa charge, le reste incombant au Fonds monétaire international.

Ce dernier a fait savoir vendredi qu'il avait reçu une demande d'assistance financière du Portugal. "*Nous sommes prêts à agir avec diligence concernant cette demande et à tenir rapidement des discussions avec le gouvernement portugais, ainsi qu'avec la Commission européenne et la Banque centrale européenne, sur un programme économique soutenu par les principaux partis politiques*", a dit le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn dans un communiqué.

Le programme reposera sur trois piliers : un plan d'ajustement budgétaire ambitieux ; des réformes structurelles visant à restaurer la compétitivité de l'économie portugaise accompagnées d'un programme de privatisations ; des mesures pour assurer la liquidité et la solvabilité du secteur financier.

"*Les préparatifs vont débuter immédiatement pour parvenir à un accord interpartis permettant que le programme d'ajustement soit adopté à la mi-mai et mis en oeuvre de manière rapide après la formation d'un nouveau gouvernement*", est-il indiqué dans un communiqué des ministres des Finances de la zone euro.

Des élections législatives sont prévues le 5 juin mais des échéances de refinancement importantes en avril et juin, ainsi que la pression des banques nationales, ont finalement convaincu le gouvernement en affaires courantes à demander une aide à l'UE et au Fonds monétaire international.

Le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a indiqué que les discussions allaient commencer immédiatement avec tous les partis portugais.

"*Il est essentiel qu'au Portugal un accord entre tous les partis soient trouvé afin d'assurer que le programme puisse être adopté en mai*", a-t-il dit, avant de signaler que l'objectif était de parvenir à un accord lors d'une réunion des ministres des Finances le 16 mai. (Reuters 08.04)

Avez-vous noté le timing ?

1- Les marchés financiers font tomber le gouvernement ;

2- Ils imposent à l'Etat portugais un prêt de 80 milliards d'euros aux conditions qu'ils vont fixer eux-mêmes par la voix de l'UE, privatisations, coupes sombres dans les budgets sociaux de l'Etat, remise en cause d'autres droits ou acquis sociaux des travailleurs ;

3- Une fois ceci acquis avec l'accord des principaux partis politiques, celui de l'ordre et ses complices dits de gauche, sera organisé un simulacre d'élections législatives, qui n'auront rien de démocratiques puisque aucun parti susceptible de remettre en cause cet accord entre l'Etat portugais et l'aristocratie financière ne sera en mesure de faire entendre sa voix ou de l'emporter à ces élections, ces élections ont donc pour seul objectif de légitimer la dictature du capitalisme financier dirigée depuis Washington et Bruxelles pour le compte des banquiers qui de fait contrôlent l'économie mondiale, d'imposer le joug du talon de fer du capitalisme financier au prolétariat portugais.

On aura compris que ce qui est en train de se réaliser au niveau de l'ensemble des pays de l'UE, car la Grèce, l'Irlande et le Portugal n'est qu'un début, est une copie conforme de ce qui existe déjà depuis plusieurs décennies aux Etats-Unis, c'est-à-dire la mise sous tutelle des Etats sous la coupe des banquiers et des rentiers de l'aristocratie financière.

Pour expliquer cette situation, on pourrait évoquer la féroce concurrence que se livrent les principaux Etats impérialistes de la planète, les Etats-Unis, le Japon, la Chine, la Russie, le Brésil et les pays les plus riches de l'UE, pour conserver ou conforter leur place sur le marché mondial, mais cette explication est très insuffisante.

C'est la phénoménale disproportion, la gigantesque contradiction qui existe entre la raison d'être du capitalisme, accumuler toujours plus de capital, donc maintenir des taux profits élevés, accroître toujours plus la productivité, l'exploitation, et l'évolution de la démographie mondiale des 6 dernières décennies qui se traduit par de gigantesques besoins sociaux à satisfaire, concernant une population toujours plus nombreuses, mieux éduquées, dont la patience est à bout, qui refuse de nouveaux sacrifices ce que manifestent actuellement les insurrections en Afrique du Nord et les régions limitrophes, bref, ce sont directement les fondements du capitalisme, les rapports de production ou sociaux sur lesquels repose le système économique actuel qui sont en cause, car ils conduisent infailliblement à une situation intenable à terme, à des relations entre les classes ne vont cesser de se tendre, à l'éclatement du marché mondial, à la guerre et à la révolution.

Ils ont déjà sacrifié des peuples entiers, une grande partie de l'Afrique qu'ils ont maintenue dans un état d'indigence permanent, dans la pauvreté extrême ou pire conduit à la famine, sans parler des guerres et des génocides qu'ils ont orchestrés, ils n'ont cessé de piller systématiquement ses ressources en en tirant des profits gigantesques, mais cela ne suffit plus, ils ont dans le même temps surexploité dans des conditions abominables des centaines de millions de travailleurs en Asie, en Chine, Inde, Indonésie, Sri Lanka, Bangladesh, etc, sans oublier le Japon, mais cela ne suffit plus, il leur faut maintenant appliquer les mêmes méthodes sur tous les continents et dans tous les pays où les travailleurs par leur lutte de classe au cours du XXe siècle ont conquis des droits sociaux et politique, en Europe et en Amérique Latine et du Sud principalement, mais aussi aux Etats-Unis et en Corée du Sud.

Ils en sont arrivés au point où ils sont obligés de rémunérer des centaines de millions de travailleurs (avec leurs familles) à travers le monde qu'ils ont mis eux-mêmes au chômage, de dépenser des sommes colossales pour survenir aux besoins sociaux d'une population toujours plus importantes qui ne produit rien, aucune richesse, donc pas de plus-value ou profit, qui leur coûtent des centaines, voire des milliers de milliards de dollars par an pour simplement ne pas les laisser crever comme des chiens et éviter que la situation sociale ne dégénère en révolution sociale et politique, pour finalement uniquement assurer la survie du capitalisme tandis que ses représentants continuent de s'enrichir toujours plus. C'est cette contradiction qui à terme est intenable, explosive sur le plan économique et politique.

L'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui coïncidait au début du XXe siècle avec la fusion de l'industrie et de la banque sous le contrôle de celle-ci, a atteint ses limites avec la prise de contrôle des Etats par les banquiers, signifiant par là que la démocratie devait s'effacer ou disparaître face aux exigences grandissant du capital. La démocratie est devenue incompatible avec la satisfaction des besoins de l'infime minorité de rentiers qui contrôlent l'économie mondiale et qui doivent malgré eux pourvoir à la survie de milliards de travailleurs pauvres à travers le monde, d'où la nécessité impérieuse de soumettre tous les Etats à leur dictature.

Pourquoi dit-on que ce sont les fondements du capitalisme qui sont directement en cause ?

Parce qu'ils conduisent à la paupérisation une masse grandissante de travailleurs à travers le monde, dans des proportions inégalées dans le passé ou à une échelle gigantesque, aucun pays n'est épargné, parce qu'ils sont incompatibles avec la satisfaction des besoins et des aspirations élémentaires de l'ensemble des masses laborieuses.

Le développement exponentiel de la population mondiale et des forces productives est plus que jamais incompatible avec l'existence du mode de production capitaliste, du coup, les capitalistes détenant toujours le pouvoir, il leur faut détruire toujours plus de forces productives, ce qu'ils savent très bien faire en recourant à la guerre, mais cela ne suffit plus, car ce n'est qu'un aspect de la contradiction qu'ils doivent affronter, il leur faut également endiguer ou contenir la formidable pression, le danger que représente sur leurs profits l'augmentation de la population mondiale et ses besoins attenants, il leur faudrait détruire cette énorme masse potentielle de forces productives qui aujourd'hui leur est inutile et qu'ils doivent entretenir à rien faire, un paradoxe insupportable pour un rentier qui ne vise qu'à exploiter ceux qui ne possèdent rien et s'enrichir sur leur dos.

En résumé, on pourrait affirmer que c'est l'existence de plusieurs milliards d'hommes, femmes et enfants improductifs qui leur pose un réel problème, parce qu'ils n'ont aucune solution pour satisfaire leurs besoins ou pour les liquider tout simplement, les faire disparaître. Il ne leur reste comme ultime recours pour gagner du temps, que de prendre la direction des différents Etats, la principale mission de l'Union européenne en Europe, afin de soumettre le prolétariat à sa dictature. Et ils comptent pour y parvenir sur la soumission des différents partis se réclamant de la classe ouvrière et des dirigeants syndicaux, ce qui est en bonne voie. La chasse aux sorcières engagée par le gouvernement Sarkozy-Fillon pour débusquer les "*faux*" chômeurs ou les "*fraudeurs*" aux allocations familiales sont les derniers témoignages en date qui confirment ce qui a été dit plus haut.

Dès lors, on aura compris qu'il nous faut impérativement lier le combat pour l'abolition du capitalisme au combat pour l'abolition des institutions de la Ve République, et que l'on ne peut concevoir le moindre compromis ou la moindre conciliation avec une quelconque institution du capital en France, en Europe ou dans le monde.

Haut de page

Le 10 avril

Pas vraiment le temps de causer ou de se détendre, je n'ai même pas trouvé le temps de connecter le portable à l'ordinateur, ni même de changer une ampoule sur la moto ! Tenez à ce propos, j'ai enfin reçu mon nouveau permis de conduire, au bout de trois mois et 20 jours et 14 visites exactement au bureau des transports à Pondichéry, j'ai battu le record de Magueswary qui était allée 10 fois au bureau d'immigration pour le renouvellement de son permis de résident.

Quant au problème que j'ai à régler avec le fisc indien depuis la mi-décembre, toujours en attente d'un règlement, je viens de les envoyer chier, disons sur un ton ironique, pour un peu il faudrait que je prenne un avion et que j'aille à Delhi, à plus de 3.000 kms de chez moi pour essayer de leur faire comprendre qu'un Français à deux prénoms mais qu'on n'en utilise qu'un seul en réalité. Vive les pays immenses où l'on n'a aucun recours où l'arbitraire de l'Etat ou du gouvernement central règne en maître absolu, pour ainsi dire impossible à renverser... !

Il fait plus de 40°C à l'ombre ici. Maintenant ils ne coupent plus le courant entre 6 et 8h du matin, ils font plus fort, de 6 à 9h ou de 8 à 10h, cela dépend des jours, plus quelques heures l'après-midi histoire de bien crever de chaud, le ventilateur brasse de l'air chaud...

Philippe, ton chèque est bien arrivé chez Magueswary, merci encore et porte-toi bien ! Les courriels du dénommé Coquéma partent dorénavant directement à la poubelle sans les ouvrir, donc ne perdez pas votre temps à m'insulter ou me calomnier, vous vous userez avant moi je vous assure, je suis blindé et je résisterais même aux obus de Kadhafi, vous voyez de qui je veux parler, n'est-ce pas ?

S'il n'y a pas d'infos urgentes lundi, je n'actualiserai pas le site, il faut bien que je fasse un break et que je m'occupe un peu de mes affaires. J'ai oublié de vous dire qu'il y avait des élections générales fin avril en Inde, mais cela ne présente aucun intérêt. Magueswary, qui regarde la télévision indienne en France, m'a appris qu'il y avait de nombreuses manifestations en Inde contre la hausse des prix, je n'étais pas au courant, je ne décolle pas de l'écran, je vais essayer de penser à acheter des journaux indiens. Vous aurez constaté que j'utilise aussi le site comme mon propre journal, ce n'est pas forcément passionnant, vous pouvez zapper.

Bon dimanche à tous. Passons aux choses sérieuses.

Il est vrai que la révolution libyenne n'a pas démarré dans les meilleures conditions possibles, c'est d'ailleurs généralement rarement le cas il faut rappeler, pour ainsi dire sans véritable organisation, sans préparation politique ou militaire, sans orientation politique ou stratégique. Mais pouvait-il en être autrement sous un régime entre les mains d'un tyran au pouvoir depuis 42 ans, et soutenu par les différents impérialistes qui commerçaient avec lui, déroulaient le tapis rouge sous ses pieds ou satisfaisaient ses caprices les plus extravagants ?

Rappelons encore une fois que les partis politiques et les syndicats étaient interdits en Libye, que toute manifestation de contestation du pouvoir en place était systématiquement férocement réprimée, que depuis le milieu des années 90, des milliers d'opposants ont été arrêtés, enlevés, torturés puis exécutés sans procès, quand ils n'ont pas tout simplement disparu sans laisser de traces. Essayons de nous mettre un instant à la place des travailleurs libyens qui se sont engagés sincèrement et en toute indépendance dans cette révolution. On comprend pourquoi ceux qui se sont soulevés malgré tout n'ont pas envie que Kadhafi demeure au pouvoir demain, pourquoi ils refusent catégoriquement tout compromis avec son régime, car ils savent très bien le sort qui les attend, arrestation, torture, assassinat, et cette fois ils savent aussi qu'ils ne pourront compter sur personne pour leur sauver la mise.

Le régime de Kadhafi est un régime policier, c'est-à-dire que la population est muselée, fichée, cataloguée, surveillée de près en permanence par un système complexe quasi militaire quadrillant l'ensemble du pays, elle est soumise au contrôle de commissaires politiques sévissant dans chaque quartier de chaque ville du pays, d'un réseau d'indicateurs, de policiers en civil, sans oublier la délation, encouragée, récompensée... Au passage, j'ai oublié de vous signaler que Kadhafi avait offert une prime de 1.500 euros à tout insurgé tué ou capturé. Maintenant il est clair que si ce contrôle policier s'étendait effectivement à tout le pays, la répression méthodique des précédents soulèvements le prouve amplement, il était plus lâche ou poreux à l'est du pays, au fur et à mesure qu'on s'éloignait du quartier général du régime, de la capitale Tripoli. Sans aller chercher bien loin, on en a eu la démonstration à travers des soulèvements qui se sont produits dans des villages isolés situés dans des zones désertiques de l'ouest du pays.

Dès lors que les villes de l'ouest et notamment Tripoli n'étaient pas parvenues à se soulever contre le dictateur au point d'entraîner la majorité de la population dans le combat pour le renverser, contrairement à celles de l'est du pays, il aurait fallu décider de remettre à plus tard l'assaut contre le régime. Mais, les insurgés de l'ouest soutenus par la majorité de la population, qui manifestement étaient prêts à combattre jusqu'au bout pour abattre le régime tyrannique de Kadhafi qui les étouffait depuis des décennies, ont dû être encouragés à poursuivre leur lutte sans tenir compte des conditions défavorables exposées précédemment par les potentats locaux de Benghazi, qui en coulisse avaient déjà lié des contacts avec des représentants de l'impérialisme français qui leur auraient promis de les soutenir politiquement et militairement s'ils avançaient vers Tripoli...

Voilà quelques éléments qui permettent de comprendre pourquoi cette insurrection avortée à l'ouest de la Libye s'est malgré tout poursuivie jusqu'à présent. Il faut aussi avoir à l'esprit qu'au départ une révolution n'entraîne qu'une minorité de la classe ouvrière, ses couches les plus déterminées, et que pour vaincre elle doit impérativement parvenir à entraîner la majorité ou l'ensemble de la classe.

Maintenant on a voulu nous faire croire qu'il serait agi d'un coup de force d'une minorité d'excités originaires de Benghazi tous inféodés à l'impérialisme français, on a voulu réduire cette révolution à l'est du pays, pour ainsi dire à une seule ville, Benghazi, et près de deux mois après les premières manifestations, on constate que des villes et des villages de l'est résistent toujours aux forces de Kadhafi où les combats font rage jour et nuit, où la population dresse des barricades de fortunes, creuses des tranchées, etc.

On se dit alors que la population est véritablement excédée et que ce n'est pas une vue de l'esprit, qu'elle n'en peut plus de ce régime pour résister avec une telle hargne, pour risquer sa peau armée de pelles, de bâtons ou de simples fusils contre une armée professionnelle et des mercenaires disposant de chars ou de lance-roquettes, car c'est plus que du courage qu'il faut pour avoir envie de se battre dans de telles conditions, c'est la force du désespoir qui vous y conduit, portée par un objectif que l'on veut absolument atteindre pour tournée la page de décennies de dictature. Combat d'un courage exceptionnel comme nous l'avons déjà souligné ailleurs, qui malheureusement s'accompagne de nombreuses illusions dans la capacité de vaincre Kadhafi, et dans une certaine mesure dans les dirigeants qui ont pris la direction de cette révolution, sur ce point précis, nous ne sommes pas actuellement en mesure de savoir avec précision quelles sont les forces qui suivent aveuglément le CNT et celles qui n'ont aucune confiance dans ses dirigeants, d'ex-représentants du régime principalement.

On sait aussi que les masses ont une mémoire, qu'elles connaissaient parfaitement les faits d'arme de l'ex-ministre de la justice de Kadhafi qui est à la tête du CNT ou les militaires qui le composent, et qui il y a peu les terrorisaient ou leur tiraient dessus. On sait également que les masses engagées dans cette révolution et qui gardent leur distance avec le CNT ne sont pas organisées politiquement ou pas suffisamment, c'est leur principal point faible. On sait aussi que les dirigeants du CNT ne peuvent pas se passer d'elles, que s'ils prenaient le pouvoir en Libye ou sur l'est du pays au détours d'une partition, ils devraient forcément composer avec elles, leur accorder des concessions politiques et sociales pour se maintenir au pouvoir. Ce sont ces masses qui refusent catégoriquement toutes interventions au sol des troupes de l'Otan, qui se montrent les plus anti-impérialistes tout en ayant été obligées d'admettre la nécessité des bombardements de l'artillerie lourde de Kadhafi par la coalition impérialiste pour pallier la faiblesse de leur armement, et avoir ainsi la possibilité de mener leur combat dans de meilleures conditions pour avoir une chance de vaincre le dictateur.

Doit-on les juger et juger leur soulèvement uniquement sur ce dernier point et nier la situation qui prévalait en Libye il y a encore deux mois, de quel droit pourrait-on se le permettre ? Qu'ils aient commis des erreurs, c'est indéniable, qu'ils aient été en partie manipulés, on peut l'admettre aussi, mais peut-on les abandonner en cours de route et les laisser se faire massacrer par Kadhafi, est-ce que ce ne serait pas le meilleur service à rendre à tous les dictateurs, en Syrie, au Yémen, à Bareïn, mais aussi au gouvernement égyptien et tunisien ou encore au gouvernement algérien et bien d'autres en Afrique, sans oublier la Chine, qui n'attendent que cette occasion pour écraser dans un bain de sang les soulèvements ou les mouvements de contestation de leurs peuples ?

On doit analyser sereinement la situation et les rapports qui existent en Libye ou ailleurs en Afrique, au Moyen ou au Proche-Orient. On ne peut que constater que les conditions sont très difficiles pour parvenir à un changement de régime dans ces pays-là, compte tenu notamment du poids ou du rôle de l'armée, sans oublier les interférences des différents impérialistes qui compliquent encore les choses, qu'il est pratiquement du domaine de l'exploit que ces peuples parviennent à faire chuter des dictateurs et à instaurer un régime plus démocratique qui sera loin d'être satisfaisant sur de nombreux points, on ne doit pas le nier, c'est inévitable en l'absence d'un parti révolutionnaire dans ces pays-là, parfois en l'absence de véritables syndicats indépendants de l'Etat, de tout parti ouvrier digne de ce nom, il s'agira certes d'un petit pas, d'une première étape vers leur émancipation complète du capital, mais il permettra dans les mois et les années à venir à la lutte des classes dans ces pays de s'exprimer avec plus de force que jamais, au prolétariat de s'organiser, etc., alors qu'hier c'était totalement impossible, elle était quasi inexistante du fait de la dictature ou immédiatement réprimées...

Ce sont toutes ces raisons qui nous amènent à soutenir inconditionnellement tous ces soulèvements ou mouvements révolutionnaires, même s'ils n'empruntent pas forcément les mêmes formes ou qu'ils ne passent pas par les mêmes étapes que les révolutions que nous avons connues jusqu'à présent, de la même manière finalement que nous ne sommes pas maîtres des rythmes et des délais dans lesquels le prolétariat de chaque pays sur chaque continent prendra son destin en main pour avancer vers le socialisme, le communisme et enfin aboutir au règne de la liberté.

A une autre époque, n'a-t-on pas soutenu des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires que l'on savait perdus d'avance, la Commune de Paris, en Allemagne en 1918, etc. Les choses se passent rarement comme on les aurait souhaitées, encore moins comme on les avait programmées, cela mérite qu'on y réfléchisse à deux fois. Quand chez nous en France on voit où nous en sommes, on ferait mieux de faire preuve de davantage de circonspection au lieu de se hâter de tourner le dos à la révolution libyenne, au nom d'un principe qui lorsqu'il est mal appliqué ou employé sans discernement peut se transformer en son contraire.

Quoi qu'il arrive dorénavant, et si dans le pire des cas la révolution libyenne débouchait sur une partition du pays, la situation ne sera plus jamais comme avant en Libye. Et si un régime plus démocratique voyait le jour uniquement à l'est de la Libye, Kadhafi dans son nouvel Etat réduit à la région ouest de la Libye actuel, aurait beaucoup de mal à contenir très longtemps les aspirations démocratiques de la classe ouvrière. Ajoutons qu'à Benghazi, après les sacrifices immenses qu'ont consenti les travailleurs et la jeunesse en particulier pour conquérir leur liberté, comme au lendemain de la seconde guerre mondiale en France et en Europe, on ne voit pas trop comment l'impérialisme français et américain pourraient s'y prendre pour leur confisquer, sauf à leur imposer une nouvelle dictature, ce qui conduirait l'ensemble des peuples en Afrique à rejeter encore plus résolument la domination de l'impérialisme sur leur propre pays, alimenterait la lutte anti-impérialiste dans le monde.

Les travailleurs révolutionnaires libyens ne sont pas des socialistes ou des communistes, ce qu'on a tendance à perdre de vue, l'impérialisme lui le sait très bien, il sait qu'ils se satisferont de la liberté d'expression qui leur sera accordée ainsi que quelques droits démocratiques bourgeois, quelques concessions ou avantages sociaux pour améliorer leurs conditions de vie, tandis que les affaires reprendront sous un régime qui restera capitaliste... Les uns auront obtenu en partie satisfaction à défaut de prétendre à mieux dans un premier temps, et les impérialistes continueront d'exploiter le pétrole et le gaz libyen dont ils ont tant besoin, à quelles conditions est une autre affaire que les travailleurs libyens doivent régler au mieux de leurs intérêts, plus à leur avantage que par le passé pour financer le développement du pays et leurs besoins sociaux, cette question ne pourra être définitivement réglée de manière satisfaisante que lors de leurs futurs mobilisations, ne nous faisons pas d'illusions, n'emboîtons pas le pas aux gauchistes, ils ne vont pas passer par on ne sait quel miracle du régime (capitaliste) de la terreur sous Kadhafi au socialisme !

Parole d'internaute.

(à propos de la grève massivement suivie chez Carrefour)

- "Bénéfice net en 2010 : 382 millions d'euros pour Carrefour. Comment est-il utilisé ? Une partie pour agrandir lr groupe, une partie pour augmenter le salaire du PDG (275 000€/mois, soit 13 400€/jour, ou 1 916€/heure!!!), et une partie pour les actionnaires. Et les salariés qui font marcher l'entreprise ? Payés au SMIC ou presque. Cherchez l'erreur !"

- " On a là une idée des emplois de la restauration , de la boulangerie, de la grande distribution et autres , des métiers payés (à la ramasse) , et c'est bien pour cette raison qu'il y a tant de demandes d'emplois dans ces métiers, et que personne ne se bouscule pour les exercer."

Politique.

1- France

1.1- L'UMP entre tension et tentation. Le mur se rapproche !

1.1.1- Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a lancé samedi à Arcachon (Gironde) un appel «*au rassemblement*» à «*toute la famille de la droite et du centre droit*», et a ironisé sur «*le bal des prétendants*» à l'approche de l'élection présidentielle de 2012, précisant que «*La division est toujours suicidaire, la division est toujours synonyme d'échec*».

«*Je respecte les ambitions (...), je ne m'attaque à aucune personne. Mais je fais un appel quand même à toute la famille de la droite et du centre droit: ne nous divisons pas, gardons notre cohésion. Si nous multiplions les candidatures au 1er tour*» en 2012, «*nous sommes sûrs d'une chose: c'est que nous irons dans le mur*», a-t-il affirmé.

«*Il faut faire l'union autour de celui qui sera notre prochain candidat à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, autour du gouvernement et du Premier ministre François Fillon*», a-t-il encore affirmé. (20minutes.fr 09.04)

Voilà qui est bien dit !

1.1.2- Le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers menace de ne pas soutenir Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2012 "*si la composante souverainiste de la majorité n'est pas davantage prise en compte*".

"*Si, au cours des prochains mois, ces valeurs ne sont pas réaffirmées sans ambiguïté et si la composante souverainiste de la majorité n'est pas davantage prise en compte, nous ne pourrons plus, dans la perspective des échéances électorales de 2012, apporter notre soutien à Nicolas Sarkozy*", ajoute-t-on.

Le parti créé par Philippe de Villiers en 1994 ajoute toutefois être prêt au dialogue. (Reuters 09.04)

1.2- Propagande du capital et conditionnement des masses.

Une très large majorité de Français (88%) pensent que des hausses d'impôts auront lieu après l'élection présidentielle de 2012, quel que soit le candidat élu, selon un sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche.

Selon l'Ifop, «*ces chiffres massifs et sans équivoque dénotent en creux la maturité de l'opinion sur les questions économiques et fiscales mais également un relatif pessimisme ambiant*». Une large majorité de Français «*appréhende l'hypothèse d'une hausse des impôts avec fatalité, conscients (...) de l'état des finances publiques et soucieux de voir la dette diminuer», analyse l'institut de sondage même s'«il ne semble faire aucun doute qu'une part de résignation apparaît à travers*» les résultats de l'enquête.

La question, pour les candidats, portera donc «*sur qui produira l'effort fiscal supplémentaire*» plutôt que sur la légitimité d'une hausse des prélèvements, relève l'Ifop. (20minutes.fr 09.04)

Donc, si vous êtes contre toute hausse d'impôt qui frappera de préférence comme d'habitude la majorité de la population, donc les masses laborieuses, vous savez ce qu'il vous reste à faire en 2012 : boycott des élections présidentielles et législatives puisque celui et ceux qui seront élus seront favorables à une hausse des impôts ou taxes.

Il n'est pas sûr que les conclusions que tirent à la hâte les économistes de l'Ifop de "*la maturité de l'opinion sur les questions économiques et fiscales*" coïncident vraiment avec celles des travailleurs qui finiront bien par refuser de se sacrifier plus longtemps pour sauver le régime capitaliste au bout du rouleau.

1.3- Manifestation à Lyon contre l'extrême droite.

Environ 2.000 personnes ont manifesté samedi après-midi à Lyon contre "'*extrême droite*" et "*le fascisme*", à l'appel de partis, associations et syndicats de gauche et d'extrême gauche. Objectifs principaux : dénoncer la "recrudescence des agressions fascistes à Lyon" et l'implantation d'un "*local néo-nazi*" dans le quartier du stade de Gerland.

Dans le cortège flottaient des drapeaux ou des banderoles de la CGT, de SUD, du NPA, du PCF, de la Gauche unitaire, d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), de la Fédération syndicale étudiante (FSE) ou encore de mouvements anarchistes.

Les manifestants, jeunes pour la plupart, se sont dispersés en fin d'après-midi. "Il n'y a pas eu d'incident", a indiqué la police.

"*Pas de fascistes dans nos quartiers, pas de quartier pour les fascistes*" et "*c'est pas les sans-papiers, c'est pas les ouvriers, c'est les nazis qu'il faut viser*", ont notamment chanté les manifestants. "*A bas le Front national!*", ou bien encore "*le fascisme, c'est la gangrène*", ont-ils également scandé.

Organisée par le Collectif de vigilance contre l'extrême droite du Rhône, qui regroupe plusieurs dizaines d'organisations politiques, syndicales et associatives, cette manifestation visait à dénoncer en particulier la "*recrudescence des agressions fascistes à Lyon*" et l'implantation d'un "*local néo-nazi*" dans le quartier de Gerland.

"*Ce local doit être fermé et ses occupants doivent passer sous le coup de la loi*" après notamment diverses agressions en région lyonnaise attribuées à des groupuscules d'extrême droite, a déclaré à l'AFP l'un des organisateurs, le conseiller régional Front de gauche Armand Creus. (AFP et libelyon.fr 09.04)

Je préfère ne pas vous dire ce que je pense d'une telle initiative car la plupart des militants ne le comprendraient pas, une initiative conduite par les mêmes qui refusent obstinément de réaliser l'unité pour dresser la classe contre le régime, régime qui de ce fait ils soutiennent.

Une façon comme une autre de se donner bonne conscience sur la misère du monde en évoquant les sans-papiers, par ceux qui sont également responsables de la montée du FN pour la raison évoquée au paragraphe précédent. "*A bas le Front national!*", ajoutons A bas l'opportunisme, "*le fascisme, c'est la gangrène*, ajoutons, le réformisme, c'est la gangrène qui ronge lentement mais sûrement le mouvement ouvrier !

2- Egypte

Des manifestants qui ont résisté à l'intervention de l'armée égyptienne dans la nuit de vendredi à samedi sur la place Tahrir, au Caire, ont réclamé samedi que les militaires rendent le pouvoir à la société civile et exigé le procès de Hosni Moubarak.

Des centaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées la veille sur la place devenue le symbole de la révolution égyptienne pour réclamer des poursuites judiciaires contre l'ancien président et reprocher aux autorités militaires, qui ont pris les rênes du pays, leur lenteur dans la lutte contre la corruption.

Dans la soirée, des incidents ont éclaté alors que les forces de sécurité intervenaient, tirant en l'air et faisant usage de pistolets paralysants et de matraques, pour disperser les derniers manifestants et faire respecter le couvre-feu, en vigueur entre 02h00 et 05h00.

Mais plusieurs centaines de militants sont restés sur les lieux, défiant les forces de l'ordre. Plusieurs véhicules de l'armée ont été incendiés et des pierres ont été lancées par les manifestants.

De sources médicales, on indique que deux hommes ont succombé à des blessures par balles après l'intervention de l'armée.

Celle-ci a démenti avoir tiré à balles réelles sur les manifestants qui refusaient de partir et affirme que son intervention n'a entraîné aucune mort d'homme.

Quoiqu'il en soit, ces incidents illustrent le ressentiment croissant d'un noyau dur de la révolution à l'égard des forces armées, soupçonnées de collusion avec les derniers réseaux du régime de Moubarak.

"*Le conseil militaire fait partie intégrante du régime corrompu. Il est constitué de chefs militaires qui ont tiré profit de Moubarak et de ses trente années de vol au détriment du peuple égyptien*", dénonçait samedi matin Abdallah Ahmed, 45 ans, croisé place Tahrir.

En début de matinée, samedi, aucun signe de présence de l'armée n'était plus visible autour de la place. "*Grâce à Dieu, nous leur avons tenu tête et nous sommes toujours là*", a dit un manifestant.

De plusieurs centaines, le nombre de manifestants a augmenté dans la matinée. A la mi-journée, ils étaient plus de 2.000 sur la place-symbole de la contestation qui a abouti au départ du raïs après dix-huit jours de mobilisation. La participation à la manifestation de vendredi organisée par les collectifs formés de jeunes cyberactivistes, à la pointe de la révolution égyptienne, dans le cadre d'un "*Vendredi de la purification et des responsabilités*", en fait l'une des plus importantes depuis la chute de Moubarak.

"*Nous resterons ici tant que Moubarak n'aura pas été jugé*", a promis Mahmoud Salama, qui travaille dans une agence de voyage.

D'autres réclamaient la démission du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, inoxydable ministre de la Défense sous Moubarak qui dirige aujourd'hui le Conseil suprême des forces armées.

"*Soit le maréchal Tantaoui traduit ces gens - Moubarak, son fils Gamal et les autres - en justice, soit il quitte son poste et laisse quelqu'un d'autre le faire. Car la lenteur du processus rend les gens soupçonneux à l'égard du commandement militaire*", résume Achraf Abdel-Aziz, un commerçant de 36 ans. (Reuters 09.04)

3- Libye.

3.1- Un responsable de l'Otan a annoncé dans la soirée que, vendredi et samedi matin, 15 chars des forces gouvernementales avaient été détruits dans ces attaques près de Misrata et deux autres au sud de Brega, sur le front oriental. C'est apparemment le bilan le plus lourd subi par les soldats de Kadhafi depuis que l'Otan a pris effectivement le contrôle des opérations en Libye le 31 mars.

A Misrata, les forces de Kadhafi ont lancé samedi une offensive sur trois axes, faisant au moins 30 morts parmi les défenseurs, a déclaré un porte-parole des insurgés en citant les témoignages d'habitants et de secouristes. L'attaque des troupes gouvernementales a été repoussée, a-t-il ajouté. (Reuters 09.04)

Malgré l'appui de l'aviation occidentiale, les insurgés libyens ont subi un nouveau revers samedi. Alors qu'ils s'étaient rapprochés dans la matinée à quelques dizaines de kilomètres de Brega, ils ont essuyé des tirs d'obus et de roquettes qui les ont obligés à battre en retraite vers l'est et Ajdabiya, à 80 km.

En fin de journée, les insurgés contrôlaient toujours l'est d'Ajdabiya. (lefigaro.fr 09.04)

3.2- La rébellion a par avance rejeté toute idée d'un cessez-le-feu impliquant le maintien au pouvoir de Mouammar Kadhafi ou de ses fils. «*Nous savons exactement ce que nous voulons. S'ils pensent qu'il peut y avoir une période de transition avec Kadhafi ou ses fils, alors ils doivent se rendre à Misrata (ville théâtre de violents affrontements, ndlr) où des femmes et des enfants ont été violés et leur dire ça*», a averti Moustapha Gheriani, un porte-parole de la rébellion. (lefigaro.fr 09.04)

Dites-le à B-H L. qui doit se rendre à Brega et Adjabia selon libération.fr, vous nous rendrez un service au passage dès fois qu'un sniper de Kadhafi croise son chemin !

4- Yémen

Samedi soir se sont produits à Sanaa de nouveaux heurts entre manifestants et forces de l'ordre, qui ont ouvert le feu et tiré des grenades lacrymogènes. Des dizaines d'opposants ont été blessés et de nombreux autres ont été incommodés par les gaz, ont rapporté des témoins.

Une marche réunissant des dizaines de milliers de manifestants à Taïz, dans le sud du pays, s'est déroulée dans le calme.

Les unités militaires du général Ali Mohsen, qui s'est rallié aux manifestants, s'étaient placées entre la foule et la police pour empêcher tout affrontement, ont rapporté des témoins.

Mais la situation a dégénéré plus tard, lors d'une autre manifestation qui a rassemblé des centaines de personnes. Les forces de sécurité ont ouvert le feu et ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser des protestataires qui tentaient de forcer le cordon de sécurité.

A Aden, dans le Sud, des centaines de jeunes ont défilé dans les rues de la ville, bloquant le trafic et demandant aux commerçants de baisser leur rideau pour protester contre le régime de Saleh. Selon des habitants, la police a tiré en l'air pour disperser les manifestants. (Reuters 09.04)

5- Syrie

Des milliers de personnes ont participé samedi à des funérailles à Deraa (sud), épicentre de la contestation en Syrie, où les forces de l'ordre ont de nouveau tiré sur des manifestants, faisant au moins deux blessés, selon un militant des droits de l'Homme.

Les manifestants, qui portaient dix dépouilles, se sont dirigés de la mosquée al-Omari vers le cimetière de la ville en scandant des slogans hostiles au régime, et rendant hommage aux «*martyrs*», a indiqué ce militant à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

Dans un autre quartier de ville, à Al-Joumrouk, les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants. Ces tirs ont fait deux blessés légers, a-t-il dit.

Dans le nord du pays, les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles dans les premières heures de samedi pour disperser une centaine de manifestants pro-démocratie dans le quartier de Sleibeh, un quartier sunnite de Lattaquié.

Selon un témoin, des camions à eau ont également été employés par les forces de l'ordre pour déloger des manifestants.

"*On ne peut pas faire deux pas dans la rue sans courir le risque d'être arrêté. Il est difficile de savoir s'il y a eu des morts mais nous avons entendu des tirs d'AK-47*", a indiqué un habitant. "*Une chose est sûre. Le régime voyou montre ses crocs. Il ne connait que la brutalité.*"

Le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem, cité par l'agence officielle Sana, a assuré samedi que «*la Syrie respecte le droit à manifester pacifiquement*» mais que des «*saboteurs*» s'étaient «*infiltrés dans les rangs des manifestants*» et avaient «*ouvert le feu sur les manifestants et sur les agents de sécurité*».

Allant dans le même sens, le ministère de l'Intérieur avait parlé auparavant de «*comploteurs, poussés par des parties étrangères*» derrière les heurts, assurant qu'il allait désormais agir fermement.

Les défenseurs des droits de l'Homme contestent la version officielle. «*Ceux qui connaissent la Syrie savent qu'il n'y a pas de bandes armées (…) Le pays est tenu depuis 50 ans par un seul parti, gouverné par l'état d'urgence et possède 17 services de sécurité*», a affirmé M. Qourabi.

Les protestataires réclament notamment l'abrogation de la loi d'urgence qui réduit sensiblement les libertés.

Selon les militants des droits de l'homme, ce communiqué montre que les autorités syriennes ont l'intention d'intensifier la répression des manifestants.

"*Nous craignons qu'après ce communiqué, l'oppression en Syrie (s'intensifie) contre les citoyens sous prétexte d'affronter les groupes armés*", a déclaré Ammar Qurabi, chef de l'organisation nationale des droits de l'homme en Syrie, à Reuters.

M. Mouallem a souligné samedi le caractère «légitime des demandes populaires», affirmant que la Syrie allait adopter «un programme de réformes économiques, politiques et judiciaires» et entendait «*lutter contre la corruption*».

Les diverses annonces de réformes formulées ces derniers jours par le régime n'ont cependant pas entamé la détermination des manifestants.

L'une des figures du mouvement d'opposition et chef de la plus grande tribu du pays, Nawaf Al-Bachir, a lancé une virulente attaque contre le régime, l'appelant à engager un dialogue national sans tarder au lieu «*de s'obstiner à faire couler le sang du peuple syrien*». (liberation.fr et Reuters 09.04)

Question : qui va dénoncer la version officielle contestée pour le moment par les dirigeants du vieux monde, qui la soutiendra si demain ces mêmes dirigeants lançaient une action militaire contre le régime en soutien aux manifestants pour des motifs tout aussi condamnables en soi qu'en Libye ? Une question d'actualité, n'est-ce pas ? C'est mon côté provocateur à destination des bénis oui-oui, et ils ne manquent pas apparemment ! On se détend comme on peut que voulez-vous.

Social.

Zone euro.

Les ministres des Finances de la zone euro ont défendu samedi les mesures d'austérité prises dans plusieurs pays de l'Union européenne, tandis que les syndicats européens manifestaient contre ces mêmes politiques de rigueur.

"*Les gens doivent comprendre que nous ne faisons pas des économies pour les ennuyer, mais pour pouvoir financer l'investissement dans les politiques sociales à l'avenir*", a pour sa part affirmé le ministre du Luxembourg Luc Frieden. "*Il est assez clair que le modèle social européen est protégé*", a estimé de son côté le Suédois Anders Borg. (AP 09.04)

Quand on voit le gouffre qui existe et qui ne cesse de s'approfondir entre leurs discours et la réalité de la situation sociale à laquelle sont confrontés des millions de travailleurs avec leurs familles dans chaque pays, on se dit que forcément il arrivera un moment où le prolétariat demeurera sourd à tout discours, descendra dans la rue et se ruera à l'assaut des régimes en place pour les renverser, c'est inéluctable.

Reste à savoir quand et par quel pays cela commencera, par le maillon le plus faible, celui où la crise du régime et la crise sociale est la plus avancée, où la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie auront été le plus durement frappées, l'Irlande, la Grèce, le Portugal, la France on n'a que l'embarras du choix pour le moment... En fait, une explosion sociale incontrôlable peut désormais se produire dans n'importe quel pays sans qu'on puisse précisément la prévoir.

Haut de page

Le 11 avril

Compte tenu de l'actualité, j'ai brièvement actualisé cette rubrique.

Il y en a qui doivent se demander d'où je sors la position que je défends sur la Libye. Je vous avouerais franchement au risque de vous décevoir que je n'en sais rien, je me suis moi-même posé la question, et en y réfléchissant hier soir en dégustant les deux petits plats que je m'étais cuisiné dans l'après-midi, dans le silence ou presque, on entendait uniquement le ronronnement du compresseur du réfrigérateur et le ressac des vagues sur le rivage, je me suis dit que j'avais dû reprendre inconsciemment la méthode de Lénine dont je m'inspire si souvent, car elle est véritablement une source intarissable d'inspiration pour peu qu'on l'ait étudiée sérieusement. Je ne prétends pas pour autant la maîtriser parfaitement, loin de là malheureusement. Aussitôt après l'être fait cette réflexion inattendue, il m'est revenu spontanément à l'esprit un chapitre de la révolution de 1905 en Russie.

Ceux qui se sont connectés au site au cours des derniers mois de 2010 comprendront assez facilement de quoi je veux parler, quant aux autres militants, je les invite à télécharger les différents textes relatifs à la révolution russe de 1905 afin de pouvoir suivre le développement de ma pensée qui m'a amené à la position que je défends sur la question libyenne.

Sans entrer dans les détails, au début de la révolution d'octobre 1905 en Russie, le prolétariat russe avança des revendications sociales dont la journée de travail de 8 heures et des objectifs politiques. Il se trouva que l'un de ces objectifs politiques était commun à la fois au prolétariat et à la bourgeoisie russe, il concernait l'adoption d'une constitution qui permettrait aux différentes classes de mener le combat à armes égales pour faire bref. Du coup, une alliance s'opéra entre le parti ouvrier social-démocrate de Russie et le principal parti de la bourgeoisie contre le tsar, alliance de circonstance, temporaire et circonscrite à cette question uniquement, l'un et l'autre conservant sa liberté de parole et d'action.

Tandis que la bourgeoisie menait son combat politique contre Nicolas II, de son côté le prolétariat créera son premier soviet sur

la base de ces revendications sociales et politiques. Une grève entre-temps avait éclaté et prenait chaque jour un peu plus d'ampleur, des rassemblements, puis des meetings et enfin des affrontements de plus en plus violents se produisaient avec les représentants de l'ordre, le soviet se renforçait et devenait l'organe de direction de la révolution, les ouvriers commencèrent à imposer dans certaines entreprises la journée de 8 heures... Jusque là, l'espèce de front unique politique constitué entre la bourgeoisie et le prolétariat tint bon, non sans quelques inquiétudes et coups tordus de la part des patrons pour lesquels l'instauration de la journée de 8 heures passait mal. En fait d'alliance politique, il s'agissait plutôt d'une sorte d'accord tacite pour faire front commun contre le tsar.

Puis vain le moment où le tsar fragilisé fit part de son intention de satisfaire l'une de leur principale revendication politique. Aussitôt, il exigera la fin de la grève générale qui commençait à s'essouffler, accentuera la répression et dénoncera la journée de 8 heures, la bourgeoisie saisira la balle au bon et menacera de recourir au lock-out ou de licencier les ouvriers qui ne voulaient pas travailler plus de 8 heures, elle exigera le retour à la situation qui prévalait avant la grève générale, elle demandera au tsar d'envoyer la troupe pour rétablir l'ordre... Constatant que dans de nombreuses entreprises les travailleurs reprenaient le travail, le soviet appellera temporairement à la fin de la grève et à continuer le combat pour obtenir satisfaction sur cette revendication des 8 heures et la chute du tsar...

Je vous raconte cela de mémoire. C'était juste pour vous montrer que des alliances tout à fait inattendues peuvent se conclure et se défaire au cours de la lutte des classes sans pour autant y perdre son âme, pour peu qu'on ne renie pas ses principes et qu'on ne s'écarte pas de l'objectif qu'on s'était fixé, ce qui n'est manifestement pas le cas lorsque des représentants de la bourgeoisie et des dirigeants du mouvement ouvrier participent de manière permanente à des organismes de collaboration de classes comme il en existe tant aujourd'hui et cela depuis de nombreuses décennies, ce que nous dénonçons et combattons sans relâche.

Les dirigeants de la social-démocratie russe n'ont jamais eu l'intention d'essayer de convaincre ceux de la bourgeoisie du bien-fondé de leurs positions, ils ne leur ont rien demandé, c'est la bourgeoisie russe qui a estimé qu'elle avait tout intérêt à soutenir la lutte politique du prolétariat contre le tsar sur une revendication précise, estimant que de son côté elle pourrait aussi en tirer avantage pour continuer son combat à la fois contre le tsar et le prolétariat, tandis que de leur côté les dirigeants ouvriers ont estimé que cette opportunité leur permettrait d'accentuer la pression sur le régime afin de pouvoir conquérir de nouveaux droits politiques qui leur permettraient de continuer le combat à la fois contre Nicolas II et la bourgeoisie.

Finalement, chacun de son côté comptait tirer avantage de la nouvelle situation politique pour continuer son combat dans de meilleures conditions. On a envie d'ajouter : et que le plus fort gagne, la bourgeoisie étant incapable de constituer une alternative au pouvoir féodal et autocratique en place, la classe ouvrière avait tout intérêt à ce genre d'accord dont elle était en droit d'espérer tirer le meilleur parti dans la perspective de la lutte pour la prise du pouvoir qui demeurait son objectif, et ironie de l'histoire, ce ne fut pas vraiment le cas puisque en grande partie la réforme promise par Nicolas II resta lettre morte, par contre cette expérience eu le mérite de démontrer aux ouvriers et aux militants qu'ils n'avaient rien à attendre du côté de la bourgeoisie qui en dernier ressort se placerait toujours au côté du régime par crainte de la révolution et de tout perdre.

En Libye, les révolutionnaires espéraient tirer le meilleur parti des divisions des différents impérialistes sans pour autant leur concéder leur pétrole ou la souveraineté de leur pays, c'était un choix tactique et non stratégique, maintenant quand on confond les deux, il est évident qu'on adoptera une position erronée. Il est facile de prétendre que c'était un pari risqué, à vrai dire, compte tenu de la faiblesse de leur armement face à l'armée de Kadhafi, ils n'avaient pas réellement le choix, c'était simplement une option, une opportunité à saisir pour tenter de chasser le dictateur au pouvoir, sans que l'on puisse dire à l'avance lesquels entre les révolutionnaires et les impérialistes qui bombardent l'armée de Kadhafi tireraient le meilleur parti de cette alliance en principe contre nature.

Quand on observe la tournure que prennent les événements en Tunisie et en Egypte, on peut se dire que quelque part les mêmes impérialistes doivent se mordre les doigts pour ne pas avoir consolidé plus tôt les régimes de Ben Ali et Moubarak dans la perspective d'une insurrection qu'ils auraient peut-être pu affronter dans de meilleures conditions et mâter à défaut de pouvoir l'éviter. En avaient-ils les moyens, cela se discute, pour peu que les dictateurs y mettent les formes et qu'ils lâchent quelques concessions au peuple, il est relativement facile de le manoeuvrer et de faire tenir un régime pourri bien au-delà de ce qui est logiquement concevable ou théoriquement admis, ce ne sont pas les exemples qui manquent dans le monde pour le prouver, par exemple tous les régimes issus de l'éclatement de l'URSS en Asie centrale.

Et bien que les conditions soient sensiblement différentes, aux dictatures en Espagne et en Amérique latine ont succédé des régimes aux contours démocratiques sans passer par des révolutions et sans que les intérêts de la classe dominante ne soient remis en cause, mieux encore, la plupart des institutions qui existaient à l'époque de la dictature existent toujours, les institutions franquistes en Espagne par exemple ou les Constitutions antidémocratiques en Amérique latine, ce qui est normal puisque c'est toujours la même classe qui détient le pouvoir, tandis que des majorités dites de gauche détiennent le pouvoir politique et gèrent le pays pour le compte des capitalistes et des grands propriétaires terriens.

Politique.

1- Islande

Le "non" l'a emporté pour la deuxième fois en Islande lors d'un référendum sur l'accord conclu par le gouvernement pour rembourser la Grande-Bretagne et les Pays-Bas à la suite de la faillite de la banque en ligne Icesave en 2008.

Après dépouillement d'environ 169.000 bulletins de vote, le "non" est en tête avec près de 60% des suffrages, selon les derniers résultats officiels relayés dimanche matin par la télévision islandaise et portant sur cinq des six circonscriptions électorales.

L'Islande compte 230.000 électeurs et on ignore le taux de participation à cette consultation.

Les électeurs de l'île étaient appelés à se prononcer sur un accord portant sur 3,5 milliards d'euros, la somme déboursée par Londres et Amsterdam pour indemniser leurs ressortissants ayant déposé de l'argent sur la banque en ligne gérée par Landsbanki, un des trois établissements du pays emportés par la crise financière.

Le gouvernement islandais assurait que le nouvel accord Icesave avait été mieux négocié qu'un autre arrangement rejeté par un précédent référendum en mars 2010, mais la population refuse d'être mise à contribution pour la faillite de banques jugées irresponsables.

Avec le rejet de l'accord, le dossier Icesave devrait se retrouver devant une cour européenne, une solution qui pourrait coûter davantage au pays, assurent des économistes.

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont fait part de leur déception face à un résultat qui, selon le ministre néerlandais des Finances Jan Kees de Jager, n'est "*bon ni pour l'Islande, ni pour les Pays-Bas*".

"*Le temps des négociations est terminé, l'Islande demeure dans l'obligation de rembourser, la question relève désormais des tribunaux*", a-t-il ajouté dans un communiqué.

"*Nous respectons naturellement la volonté du peuple islandais sur ce sujet et nous allons devoir à présenter discuter avec nos partenaires internationaux (...) Il semble désormais que ce processus finira devant les tribunaux*", a réagi de son côté le ministre britannique du Budget, Danny Alexander, au micro de la BBC. (Reuters 10.04)

La population n'a pas à rembourser les dettes d'une banque privée.

2- Cote-d'Ivoire. Troupes française et de l'ONU : dehors !

Des hélicoptères de la force française "Licorne" et de l'Onuci (Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire) ont ouvert le feu dimanche sur la résidence de Laurent Gbagbo et le siège de la radio-télévision ivoirienne à Abidjan, ont rapporté des témoins.

Selon un porte-parole du président sortant ivoirien, la résidence de Gbagbo dans le quartier de Cocody a été partiellement détruite lors de ces raids. Il n'a pas dit si Laurent Gbagbo se trouvait sur place au moment de l'attaque.

"*Des hélicoptères français et de l'Onu continuent de tirer sur la résidence du président Gbagbo qui est partiellement détruite*", a précisé par téléphone à Reuters Ahoua Don Mello. (Reuters 10.04)

3- Libye

3.1- Des avions de l'Otan ont détruit dimanche des chars de l'armée libyenne aux abords d'Ajdabiah, dans l'est du pays, contribuant à briser une importante offensive des forces de Mouammar Kadhafi contre cette ville stratégique contrôlée par les rebelles. L'Otan a déclaré avoir neutralisé onze chars à la périphérie d'Ajdabiah, que les combattants du guide libyen menaçaient de reprendre, et quatorze autres à Misrata, bastion rebelle assiégé depuis six semaines dans l'ouest du pays. (20minutes.fr 10.04)

3.2- "*Nous espérons que la médiation débouchera sur un dialogue constructif, sur une solution politique de la crise basée sur les aspirations du peuple libyen*", a indiqué le chef de l'État mauritanien, le président Mohamed Ould Abdel Aziz, dans un communiqué publié avant le départ du comité pour Tripoli.

"*Le frère dirigeant a accepté la feuille de route que nous lui avons présentée. Nous devons laisser une chance à l'instauration d'un cessez-le-feu*", a déclaré dimanche soir à Tripoli le président sud-africain Jacob Zuma au nom des médiateurs de l'Union africaine. (Reuters 10.04)

«*Il n'y a pas d'autre solution que la solution militaire, car le langage de ce dictateur est l'anéantissement et que les gens qui pratiquent ce langage n'en comprennent pas d'autre*», a déclaré le porte-parole des insurgés, Ahmad Bani à la chaîne Al-Jjazira. (20minutes.fr 10.04)

Le dictateur Libyen est ton "*frère*", pour le peuple révolutionnaire libyen il est l'ennemi à abattre. Quant aux "*aspirations du peuple libyen*", c'est qu'il n'y aura pas de solution politique tant que Kadhafi (ou ses fils) restera au pouvoir.

4- Yémen

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté dimanche dans les rues de Sanaa, la capitale du Yémen, pour exiger le départ du président Ali Abdallah Saleh. Parallèlement, les ministres des Affaires étrangères du Golfe étaient réunis en Arabie saoudite pour tenter de relancer les efforts de médiation.

Dimanche, les manifestants avaient prévu de défiler vers le siège de la mission des Nations unies dans le pays, non loin du palais présidentiel, mais se sont ravisés par crainte d'une répression violente des autorités.

Le port d'Aden était, lui, paralysé pour la deuxième journée consécutive. Les offices gouvernementaux, les écoles et de nombreux commerces étaient par ailleurs fermés suite à un appel de l'opposition à la désobéissance civile. (AP 10.04)

5 Egypte

5.1- Plus de 1.000 manifestants ont bravé dimanche l'ordre de l'armée égyptienne d'évacuer la place Tahrir, dans le centre du Caire, pour réclamer une transmission rapide du pouvoir à la société civile et une purge des dirigeants corrompus pour le troisième jour consécutif.

Des fils de barbelés bloquaient les rues menant à la place symbole de la révolution qui a renversé le président Hosni Moubarak le 11 février dernier.

"*Révolution! révolution!*", "*Nous voulons un conseil civil*", "*Renversons le ministre de la Défense*", ont scandé les manifestants qui ont brandi une effigie du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, le ministre de la Défense qui dirige le conseil militaire au pouvoir en Egypte.

Dans des scènes renvoyant aux manifestations qui ont eu raison de l'ancien chef d'Etat, les soldats et les policiers ont utilisé des tasers et de bâtons pour tenter d'évacuer de la place Tahrir les manifestants.

N'y parvenant pas, l'armée s'est finalement retirée de la place. (Reuters 10.04)

5.2- L'ancien président égyptien Hosni Moubarak a démenti avoir abusé de son autorité pour accumuler biens et richesses, dans un message audio diffusé dimanche par la chaîne Al-Arabiya.

Hosni Moubarak, dans son message, a assuré ne possèder qu'un seul compte dans une banque égyptienne, et des biens immobiliers seulement en Egypte. (AP 10.04)

6- Syrie

Cinq personnes ont été blessées par balle dimanche matin devant une mosquée dans la ville côtière de Banias, dans le nord-ouest de la Syrie, selon un témoin qui a attribué les tirs à "*des sbires du régime*". Dans l'après-midi, les forces de sécurité ont ouvert le feu dans le quartier sunnite de Ras al-Nabee, selon des témoins, faisant au moins trois morts.

Un militant des droits de l'Homme, Mazen Darwich a indiqué que les forces de sécurité avait déployé au moins quatre blindés dans la ville, sans doute pour protéger la raffinerie locale. Il s'exprimait également sur la base de témoignages d'habitants.

Ces informations étaient difficiles à confirmer, les lignes téléphoniques, Internet et l'électricité étant coupées à Banias.

Un peu plus tôt, l'opposant Haitham el-Maleh avait affirmé que l'armée avait installé des barrages routiers aux entrées de la ville. (AP, Reuters et lexpress.fr 10.04)

Economie.

Banques. Les "***tests de résistance***" ou l'engrenage infernal qui conduit à la révolution.

La solidité des banques est devenue la préoccupation numéro un des gouvernements en Europe.

Et de trois. L'Europe se prépare à soumettre ses banques à un troisième round de tests de résistance. L'objectif est toujours le même: rassurer les marchés sur la solidité du système bancaire européen. Et donc permettre à ce dernier de se financer sans le secours de la Banque centrale européenne.

Il s'agit cette fois pour les 91 banques européennes soumises au «check-up» de franchir une barre plus élevée de 5% de fonds propres «*durs*», même en cas de tempête sur l'immobilier, de remontée brutale des taux ou encore d'augmentation des coûts de financement. En juillet dernier, les investisseurs avaient jugé les stress tests peu crédibles. D'ailleurs, quatre mois après avoir vu leur bulletin de santé tamponné par la BCE, deux banques irlandaises avaient appelé au secours.

L'an dernier, les tests de résistance avaient mis en lumière un besoin de fonds propres de seulement 3,5 milliards d'euros. Depuis, les Deutsche Bank, BBVA et autres Standard Chartered ont augmenté leur capital de 10,5 milliards, en partie pour financer des acquisitions, en partie pour se préparer aux exigences accrues de Bâle 3. Mais on est toujours loin du compte. En additionnant le «trou» de 24 milliards d'euros des banques irlandaises, les 50 milliards que pourraient coûter les «cajas» en Espagne, les 20 milliards estimés sur les banques italiennes, et même les 11 milliards annoncés la semaine dernière par Commerzbank, la barre des 100 milliards d'euros de besoins de fonds propres est franchie allègrement.

Les annonces se succèdent. Outre Commerzbank, l'italien Intesa a dévoilé la semaine dernière son intention de lever 5 milliards.

Les marchés veulent croire que, quatre ans après l'explosion de la bulle du crédit subprime aux États-Unis, le Vieux Continent est en passe de contenir la contagion. Les gouvernements, en effet, ont commencé à se préoccuper de la solidité de leur système bancaire. La perméabilité entre les banques et les États n'a jamais été aussi manifeste. L'hiver dernier, les déboires des Anglo Irish Bank et autres Bank of Ireland contraignaient l'Irlande à demander l'aide de l'Europe et du FMI. Inversement, c'est sous la pression de ses propres banques, étranglées par la dégradation du risque souverain portugais, que Lisbonne a été contraint, la semaine dernière, à accepter la bouée de sauvetage.

Alors, renforcer les fonds propres jusqu'où? Le fossé se creuse entre, d'un côté, les ratios de solvabilité élevés - au-dessus de 10% - fixés par le régulateur suisse, auquel le britannique pourrait emboîter le pas et, de l'autre, les allemands et les français, qui mettent en garde contre le risque de surenchère. Le débat est loin d'être achevé. (lefigaro.fr 10.04)

Analyse.

Le capitalisme se développe et ne peut survivre que grâce au crédit, à l'endettement des banques et des industriels avec l'accord de l'Etat.

Une banque qui prête à ses clients 100 milliards d'euro est tenue au mieux de disposer d'un capital en fond propres correspondant à 5% de cette somme, soit 5 milliards d'euros. Comme garantie annexe ou fond de roulement ou trésorerie en caisse, elle dispose de l'argent des épargnants qui ont placé leur argent en banque. Les banques empruntent aussi de l'argent à d'autres banques ou institutions financière dont les fonds appartiennent à de riches épargnants.

Elles font de l'argent avec l'argent des autres, la différence entre les taux d'intérêts auxquels elles octroient leurs prêts et ceux auxquels elles empruntent de l'argent constituent leurs profits, s'y ajoute la spéculation sur les marchés financiers de la planète, les actions, les produits dérivés et toute une panoplie de transactions financières plus ou moins opaques, sans oublier les monnaies.

Que survienne une crise et qu'elles doivent soudainement rembourser leurs créanciers et elles en sont incapables évidemment, il en a toujours été ainsi, donc rien de nouveau de ce côté-là. En revanche ce qui est nouveau, c'est qu'ils prétendent qu'il serait possible d'éviter une telle situation, ce qui est impossible et s'inscrit en contradiction avec le fonctionnement même du capitalisme qui par nature comme nous l'avons dit au départ vit, se développe et survit uniquement grâce au crédit qu'il s'accorde à lui-même.

Dès lors on comprend qu'il n'y aura jamais de fin à leurs "*tests de résistance* des banques, c'est un engrenage infernal qu'ils ont mis au point et auquel les banques devraient se soumettre pour assurer la stabilité financière des marchés et des Etats, alors qu'en réalité c'est uniquement un prétexte pour exiger des Etats qu'ils saignent à blanc les travailleurs, qu'ils taillent en pièces leurs droits sociaux et privatisent, aux profits de l'aristocratie financière qui exige toujours plus de garanties de solvabilité de la part des banques auxquelles ils prêtent de l'argent, sachant très qu'il sera toujours impossible aux banques de remplir cette condition.

Ils en sont à 5%, il leur reste donc encore pas mal de marge avant de parvenir à 100%, donc ce chantage inique à la crise et au chaos n'est qu'à son début.

L'aboutissement de ce processus est connu d'avance et infaillible : à force de conduire une masse toujours plus grande de la population à la pauvreté, donc à l'insolvabilité pour rembourser ses crédits, à force de pousser la marchandisation de la société à l'extrême jusqu'à inclure les besoins les plus élémentaire de la population, à force d'imposer des conditions de travail de plus en plus insupportables aux travailleurs, car pour survivre ils vont leur imposer des conditions d'exploitation toujours plus intenables,

ils préparent les conditions nécessaires à une révolution socialiste qui aura pour tâche principale de liquider les fondements du capitalisme et les institutions politiques qui servent uniquement à les légitimer.

On est donc en droit d'affirmer que la théorie marxiste qui repose sur l'effondrement du capitalisme et la lutte de classe du prolétariat pour s'emparer du pouvoir se trouve (une nouvelle fois) confirmée par les faits. Ce que nous aurons maintenant rapidement la possibilité de vérifier.

Il ne reste plus à la classe ouvrière qu'à s'organiser et à construire dans chaque pays un parti basé sur cette perspective, sur le marxisme, et une Internationale ouvrière pour éradiquer de la planète le capitalisme. Place au pouvoir des travailleurs, place au pouvoir des producteurs, place à la révolution mondiale et au socialisme !

Haut de page

Le 12 avril

Dites-nous, c'est quoi votre position ?

Comme chacun sait ou devrait le savoir, l'opposition yéménite est infiltrée par Al-Qaida, l'opposition libyenne est dirigée par d'ex-membres du régime infréquentables et également infiltrée par Al-Qaida et d'autres organisations terroristes.

Yémen.

L'opposition yéménite a rejeté lundi le plan de sortie de crise présenté la veille par les pays du Golfe, que le président Ali Abdallah Saleh a pour sa part accepté.

L'opposition a annoncé qu'elle rejetait ce plan, estimant qu'il garantissait au président l'immunité. (Reuters 11.04)

Libye.

Les révolutionnaires libyens ont rejeté le plan de médiation de l'Union africaine (UA).

« *Le peuple réclame le départ de Kadhafi et de ses fils*», a déclaré Moustapha Abdeljalil, le chef du Conseil de transition (CNT) à l'issue de la réunion avec les représentants africains. «*Toute initiative ne tenant pas compte de cette demande n'est pas digne de considération*», a-t-il ajouté.

La délégation de l'Union africaine arrivait directement de Tripoli où, trop heureux de l'aubaine, Kadhafi avait aussitôt accepté la veille le cessez-le-feu et le plan de médiation. (lefigaro.fr 11.04)

Saleh et Kadhafi sont raisonnables, leurs opposants non, ce sont des extrêmistes manipulés... A tout hasard, prépareraient-ils ainsi ce qu'on appelle l'opinion publique à assister à leur massacre ?

Au Yémen, les masses qui se sont soulevées devraient accepter ce plan, donc capituler afin que la vie puisse continuer comme avant, ce serait la solution du moindre mal, et en Libye les masses révolutionnaires devraient accepter ce plan afin que Kadhafi ou ses fils demeurent au pouvoir pendant encore quelques décennies et les massacre discrètement ou non au passage dans l'indifférence générale comme les fois précédentes, ainsi la vie pourrait reprendre son cours comme avant, comme si finalement rien ne s'était passé dans ces deux pays depuis près de deux mois, la vie y était si agréable avant ces foutus soulèvements, quelle idée franchement de risquer sa peau pour si peu, pour en arriver là, honte à ceux qui ont osé défier ces régimes qui sont des exemples de démocratie.

Vous avez le choix entre soutenir cette thèse ou soutenir inconditionnellement les peuples révolutionnaires au Yémen et en Libye qui affrontent héroïquement leurs dictateurs dans des conditions qu'ils n'ont finalement pas choisies, élément qui apparemment a échappé à de nombreux militants. De notre côté, nous continuons de les soutenir.

Eh oui camarades, dans la vie les choses ne se passent pas souvent, pour ne pas dire rarement, comme on le souhaiterait, malheureusement ou heureusement, cela dépend des cas ! Il en va ainsi également en politique ou au cours de la lutte des classes.

Si vous ne l'avez pas encore fait, je vous invite vivement à lire les derniers articles que j'ai mis en ligne sur la situation en Libye,

dont celui d'un journaliste indépendant qui se trouvait à Tripoli au milieu du mois de février. Son témoignage apporte peut-être des réponses aux questions que vous vous posez, notamment celle qui consiste à savoir si la majorité de la population était prête à descendre dans la rue ou soutenait le régime du dictateur.

Politique.

1- Islande.

L'Islande sera en mesure de payer toute somme qui pourrait être imposée par une décision de justice dans le dossier de la faillite de la banque en ligne Icesave en 2008, a déclaré lundi le gouverneur de la banque centrale.

Le produit de la vente d'actifs Landsbanki servira à rembourser la Grande-Bretagne et les Pays-Bas dans les prochains mois.

Il reviendra à l'autorité de surveillance de l'Association européenne pour le libre-échange (ESA), l'organisation européenne dédié au commerce supervisant les coopérations de l'Islande avec l'Union européenne, de décider si les contribuables islandais devront compléter la facture.

"*Je m'attends à ce que l'Islande soit en mesure de payer (...) dans l'hypothèse que le tribunal estime qu'il y a une dette*", a dit Mar Gudmundsson. (Reuters 11.04)

Vous avez dit "non" deux fois, nous ne paierons pas pour les banksters, peu importe, nous allons demander à l'Union européenne de vous forcer à payer, ainsi va la dictature de l'UE qui se confond avec celle du capital.

2- Etats-Unis. Une démocratie ? Laquelle, pour qui ?

«*Est-ce que ça va?*» Cette phrase, Bradley Manning doit y répondre toutes les 5 minutes, le jour, et chaque fois que son geôlier ne voit pas son visage, la nuit. C'est le seul contact humain que ce jeune soldat américain de 23 ans, suspecté d'être à l'origine des fuites diplomatiques de WikiLeaks, a depuis neuf mois. Parmi les soutiens du jeune homme, qui dénoncent les conditions inhumaines de sa détention, d'éminents juristes américains, dont un ancien professeur de Barack Obama.

Le traitement «*dégradant et inhumain*» de Bradley Manning est «*illégal, inconstitutionnel et pourrait même être assimilé à de la torture*», dénoncent dans une lettre ouverte plus de 290 spécialistes, dont Laurence Tribe, qui a enseigné le droit constitutionnel au président américain. «Si Manning est coupable d'un crime, qu'il soit jugé, condamné et puni conformément à la loi. Mais son traitement doit être conforme à la Constitution et au Bill of Rights», réclament les signataires.

Bradley Manning est détenu depuis juillet sur la base des marines de Quantico, isolé dans une cellule dont il n'est autorisé à sortir qu'une heure par jour. Durant cette heure, le suspect est autorisé à marcher en rond, seul, dans une autre pièce. Selon ses soutiens, le «*fuiteur*» présumé a même été contraint la semaine dernière de dormir nu, sans être autorisé à s'habiller lors des inspections de sa cellule.

Des conditions drastiques pour un détenu qui n'a pas encore été jugé. L'administration justifie le placement de Bradley Manning sous le régime de haute sécurité et sa surveillance spéciale par un risque de suicide, alors que les psychiatres ont émis un avis contraire. Quant à la nudité forcée, le porte-parole de la base a refusé de la commenter, arguant qu'il s'agirait là d'«*une violation de la vie privée de Manning*». (20minutes 11.04)

Obama a annoncé qu'il allait se présenter pour un second mandat. On a appris par ailleurs que ses généreux donateurs de Wall Street auraient déjà mis 1 milliard de dollars sur la table pour financer sa campagne électorale. Il n'a pas fermé la prison de Guantanamo et il poursuit la guerre en Afghanistan et en Irak, et évidemment il n'a satisfait absolument aucune des revendications des travailleurs depuis son élection.

Je vous invite à relire attentivement les articles des journaux des différents partis ouvriers parus avant et juste après son élection qui faisaient la part belle aux illusions de l'électorat noir et des syndicats aux Etats-Unis sur le candidat Obama sans dénoncer parallèlement et vigoureusement la formidable manipulation que constituait cette candidature et l'énorme machine de propagande qui allait se mettre en branle pour accréditer l'idée qu'il constituait une alternative démocratique à Bush, alors que le même lobby militaro-financier finançait sa campagne, la campagne de leur candidat, le noir et le blanc étant finalement les deux faces de la même pièce, tous les deux ayant été désignés par leurs pairs comme les meilleurs candidats du capital. Relisez ces articles, vous y verrez avec quelle complaisance le candidat a été présenté à leurs lecteurs et militants, le tout assaisonné du double langage habituel pour que les militants ne se rendent compte de rien.

Se placer sur le terrain des illusions des masses pour soi-disant mieux les combattre et les aider à s'en délivrer est une véritable escroquerie politique qui consiste en réalité à la fois à entretenir ces illusions et à refuser de les combattre en ne disant pas la vérité en face aux travailleurs. A bas Bush, A bas Obama les deux candidats de Wall Street était le seul mot d'ordre conforme

aux intérêts des travailleurs américains. Cette théorie opportuniste a pour qualité ou défaut selon qu'on est pour ou contre, de ne pas poser les véritables questions que se posent les travailleurs et surtout de ne pas y répondre dans le sens de leurs intérêts. Observez et analysez attentivement la méthode et les arguments employés par nos détracteurs sur la question libyenne, ce sont exactement les mêmes.

3- Libye

3.1- Les forces gouvernementales libyennes ont à nouveau bombardé lundi Misrata (ouest).

3.2- Les révolutionnaires libyens ont rejeté le plan de médiation de l'Union africaine (UA). «*L'initiative qui a été présentée aujourd'hui est dépassée. Le peuple réclame le départ de Kadhafi et de ses fils*», a déclaré Moustapha Abdeljalil, le chef du Conseil de transition (CNT) à l'issue de la réunion avec les représentants africains. «*Toute initiative ne tenant pas compte de cette demande n'est pas digne de considération*», a-t-il ajouté.

La foule rassemblée devant l'Hôtel Tibesti, lors de l'arrivée à Benghazi des chefs d'État de l'UA, manifestait dès le début de la rencontre la méfiance des insurgés à l'égard d'un plan dont le premier effet aurait été de permettre à Kadhafi de se maintenir au pouvoir, au moins pendant une période de transition. «*Médiation entre qui et qui? Entre un assassin et ses victimes?*», demande un manifestant. «*On ne négocie pas avec Kadhafi et sa famille*», disent les pancartes.

«*On ne négocie pas avec ce genre d'individus*», dit Moustapha Gheniani, l'un des porte-parole des révolutionnaires. «*On sait très bien que Kadhafi est prêt à signer n'importe quoi pour gagner du temps. Puis, lorsque la zone d'exclusion aérienne sera levée, il va faire deux choses. La première, ce sera d'aller tranquillement, et un par un, arrêter les responsables du soulèvement, et leur faire payer très cher leurs actes. La seconde sera de se venger des Occidentaux. Vous pouvez en être sûrs, c'est comme cela que fonctionne Kadhafi, c'est dans sa mentalité.*»

La délégation de l'Union africaine arrivait directement de Tripoli où, trop heureux de l'aubaine, Kadhafi avait aussitôt accepté la veille le cessez-le-feu et le plan de médiation. Pourquoi pas? Ayant manqué de peu d'être renversé par une révolte populaire qui avait gagné les rues de Tripoli après avoir soulevé tout l'est du pays, le colonel Kadhafi a montré qu'il était plus coriace qu'on ne l'aurait cru. Depuis l'intervention aérienne de l'Otan, n'importe quelle solution qui lui permettrait de rester au pouvoir serait pour lui une victoire.

L'Union africaine n'a pas très bonne presse, ces jours-ci, à Benghazi. «*Vous voyez cette image?*» dit Nasser al-Cheikh, un ingénieur rallié à la révolution, en montrant une coupure de 20 dinars libyens. Sur le billet, on voit Kadhafi en compagnie d'un groupe de chefs d'État arabes et africains. «*Cette image vous rappelle qu'il a acheté tous les chefs d'État de l'Union africaine. Tous ont reçu des valises de billets et en recevront d'autres encore pour l'avoir sauvé. Mais ce plan est un piège. Kadhafi a annoncé clairement dès ses premiers discours qu'il ne nous laissait qu'une alternative: soit je vous dirige, soit je vous tue.*»

«*Lui et sa famille n'ont aucune légitimité. Ils se sont emparés du pouvoir par la force et s'y sont maintenus par les mêmes moyens. Après ce qu'ils ont fait ces dernières semaines, ils n'ont aucun droit de rester au pouvoir dans ce pays*», dit le Dr Iman Bugaighis, l'un des porte-pa-role des révolutionnaires, qui vient de quitter son poste pour s'occuper de la «*société civile*».

Si la Ligue arabe n'a aucune sympathie pour Kadhafi, qui a personnellement insulté ou presque chaque chef d'État du monde arabe, l'Union afri-caine ne nourrit aucun grief particulier pour le généreux pétromonarque libyen. Ses valises de billets sont allées aider bien des dirigeants africains, alors qu'ils étaient dans l'opposition, ou en panne de liquidités. Ses congrès panafricains de Syrte, tous frais payés, étaient des réunions courues. Et ses tournées en Afrique subsaharienne des événements pittoresques.

Sur un continent où les dirigeants élus régulièrement ne sont pas majoritaires, on n'est pas non plus très favorable à ce que l'Occident s'arroge le droit de chasser par la force les autocrates qui ont cessé de plaire. Bref, que Kadhafi trouve une porte de sortie arrange beaucoup de monde. Sauf bien sûr les révolution-naires de Benghazi, qui savent très bien qu'ils ont tout à perdre dans des négociations léonines. Que Kadhafi se maintienne au pouvoir d'une façon ou d'une autre, et c'est la révolution qui échoue. Sans parler du risque de voir la répression s'abattre sur les régions rebelles dès que l'attention de la communauté internationale se sera détournée. (lefigaro.fr 11.04)

4- Yémen

L'opposition yéménite a rejeté lundi le plan de sortie de crise présenté la veille par les pays du Golfe, que le président Ali Abdallah Saleh a pour sa part accepté.

Ce plan mis au point dimanche à Ryad par les Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui réunit l'Arabie saoudite, le Koweït, Oman, Bahreïn, le Qatar et les Emirats arabes unis, prévoit un transfert des pouvoirs de Saleh à son vice-président Abd Rabbou Mansour Hadi et la création d'un nouveau gouvernement dirigé par l'opposition.

L'opposition a annoncé qu'elle rejetait ce plan, estimant qu'il garantissait au président l'immunité.

"*Qui serait assez fou pour offrir des garanties à un régime qui a tué des manifestants pacifiques ? Notre principale exigence est que Saleh quitte le pouvoir avant tout*", a dit l'un de ses porte-parole.

La présidence yéménite, pour sa part, a accepté le document.

"*La présidence accueille les efforts de nos frères du Conseil de coopération du Golfe visant à résoudre la crise actuelle au Yémen*", a-t-elle annoncé dans un communiqué. "*Il (Saleh) n'a aucune réserve sur une transition pacifique du pouvoir dans le cadre de la constitution.*"

Lundi, des milliers de personnes ont manifesté à Sanaa, la capitale, à Houdaïda, à Ibb et dans la province d'Hadramau, dans le sud-est du pays, pour dénoncer l'initiative du CCG, ont rapporté des témoins.

Le général Ali Mohsen, dont les unités ont pris la défense des manifestants et assurent leur protection à Sanaa, a fait savoir par son porte-parole qu'il acceptait, comme le président, le plan des Etats du Golfe. (Reuters 11.04)

5- Syrie

A Damas, la capitale syrienne, des centaines d'étudiants ont manifesté sur le campus de la faculté des sciences. Un militant pro-démocratie dit avoir reçu un SMS indiquant qu'un étudiant avait été tué par les forces de l'ordre qui encerclent la faculté dans le centre-ville, information qui n'a pu être vérifiée.

Au lendemain d'une fusillade au cours de laquelle au moins quatre manifestants anti-gouvernementaux ont été tués et plusieurs dizaines d'autres blessés, des soldats syriens sont entrés lundi dans la ville côtière de Banias (nord-ouest), ont raconté des témoins. Plusieurs milliers de personnes ont participé aux funérailles des quatre victimes de la veille.

"*Les 'chabbiha' sont descendus des montagnes voisines. Les habitants de Banias savent qu'il s'agit de voyous agissant sur ordre et que des divisions confessionnelles conduiraient à des destructions pour tout le monde*", a dit un défenseur des droits de l'homme, selon lequel des sunnites comme des alaouites ont participé aux dernières manifestations en faveur de changements démocratiques à Banias.

"*Les rues de la ville se sont vidées après ces meurtres. Les gens ont peur. Les chabbiha tirent de manière aveugle et on peut voir les impacts de balles sur les bâtiments*", a-t-il ajouté.

"*Banias est une ville de 50.000 personnes. Nous nous connaissons tous et nous le saurions s'il y avait des agents infiltrés*", a dit un professeur d'université.

Un autre militant des droits de l'homme a déclaré que les routes menant à Banias étaient bloquées.

"*Nous avons essayé de rejoindre Banias à partir de l'autoroute longeant la côte mais la police secrète bloquait la sortie principale et forçait les voitures à faire demi-tour. Les routes voisines étaient également bloquées*", a-t-il dit.

"*L'électricité est coupée depuis hier, les gens sont terrifiés*", a déclaré par téléphone à Reuters Anas al Choughri, l'un des organisateurs des manifestations. "*L'armée est déployée dans les rues et il y a des barrages dans tout le secteur.*" (Reuters et AP 11.04)

6- Tunisie.

Le secrétaire général de l'ancien parti au pouvoir en Tunisie, Mohamed Ghariani, a été arrêté et incarcéré lundi, a annoncé l'agence officielle TAP.

L'ancien patron du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) du président déchu Zine El Abidine Ben Ali a fait l'objet d'un mandat de dépôt émis par le juge d'instruction près le tribunal de première instance de Tunis, ajoute l'agence, qui ne précise pas les chefs d'accusation retenus contre l'inculpé.

Cette arrestation intervient au lendemain de celle d'un frère de l'ancien président tunisien, Slah Ben Ali, annoncée dans un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Ce dernier a été arrêté dimanche soir dans une maison à Sousse, à 150 km au sud-est de Tunis, par les unités de sécurité nationale, après trois mandats d'amener lancés contre lui. (AP 11.04)

7- Egypte

Quelques centaines de manifestants refusaient lundi de quitter la place Tahrir du Caire, malgré l'appel de l'armée à évacuer le haut lieu de la "révolution du Nil". Lire la suite l'article

Ces Egyptiens, des jeunes pour la plupart, affirment qu'ils ne partiront pas tant que le conseil militaire au pouvoir n'aura pas transmis les rênes du pays à un gouvernement civil ni procédé à la purge des dirigeants de l'ancien régime soupçonnés de corruption.

Ils bloquent les accès à la place avec du fil barbelé depuis vendredi, jour d'une des plus grandes manifestations depuis le départ il y a deux mois du président Hosni Moubarak, sorti dimanche de son silence.

L'armée reste à distance des contestataires depuis qu'elle a échoué vendredi soir à évacuer la place. Des militants des droits de l'homme l'accusent d'avoir fait, à cette occasion, un usage excessif de la force contre des manifestants pacifiques.

Rien ne laissait entrevoir une nouvelle intervention de l'armée égyptienne lundi matin. Une vingtaine de militaires ont demandé aux manifestants de quitter les lieux mais leur appel n'a pas été entendu.

"*Le défi, c'est d'occuper la place jusqu'à vendredi. L'opposition a prévenu qu'elle manifesterait place Tahrir ce vendredi donc nous ne sommes pas inquiets*", a dit Ismaïl Ahmed, un manifestant.

Les occupants attendent le renfort d'étudiants dans la journée mais s'inquiètent d'être infiltrés par des "voyous". (Reuters 11.04)

Social.

Inde

Près de 500.000 étudiants indiens se sont affrontés le week-end dernier pour 10.000 places à pourvoir au sein du réseau d'universités le plus prestigieux du pays, selon les chiffres publiés lundi qui soulignent la difficulté d'accéder à l'enseignement supérieur.

Selon les organisateurs, l'examen d'entrée aux Instituts indiens de technologie (IIT) a réuni 485.262 étudiants dont 113.926 filles, mais seuls environ 2% d'entre eux seront finalement reçus.

Les IIT, créés en 1950 et spécialisés dans les sciences, les technologies et l'ingéniérie, sont les universités de l'élite indienne.

Selon le gouvernement, l'Inde aura besoin d'ouvrir 1.000 universités supplémentaires d'ici 2020 pour répondre à la demande. Le taux de jeunes indiens poursuivant leurs études devraient passer de 12% à 30% d'ici 2020.

Le Premier ministre, Manmohan Singh, avait proposé l'an dernier un projet de loi permettant aux universités étrangères d'implanter des campus en Inde dans le cadre de l'ouverture du système éducatif indien aux facultés du monde entier. Le texte est encore soumis à l'approbation du parlement.

Près d'un Indien sur trois au sein de la population de 1,21 milliard d'habitants est âgé de moins de 14 ans. (20minutes.fr 11.04)

Syndicat.

Les syndicats CGT, CFDT, FSU, Solidaires et Unsa, qui avaient défilé ensemble le 1er mai 2010, appellent à de nouvelles manifestations unitaires lors de la prochaine Fête du Travail.

Les organisations entendent notamment exprimer leur soutien aux peuples arabes "*qui se soulèvent pour la dignité et la liberté*", et dénoncer "*les politiques imposées par les Etats membres de l'Union et les institutions européennes pour 'assainir' les dépenses publiques*".

"*En France, le 1er mai 2011 se déroule dans un contexte de crise économique et sociale qui creuse les inégalités et mine la cohésion sociale*", ajoutent les syndicats dans un communiqué.

Ils renouvellent leur appel à mettre fin au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, à privilégier des mesures en faveur des jeunes, à améliorer les salaires, les pensions et le pouvoir d'achat, et à lutter contre les discriminations visant les travailleurs migrants. (Reuters 11.04)

Haut de page

Le 13 avril

Je réfléchis à nouveau à alléger le contenu du site, l'actualisation quotidienne me prend trop de temps. Deux sujets de causerie.

Ce qui gêne le plus certains élus ou dirigeants qui quittent l'UMP, ce n'est pas la course de Sarkozy derrière le FN comme ils le prétendent (le sénateur Le Grand), mais l'absence de politique sociale qui est le résultat de la crise du capitalisme et qui va de paire avec l'absence de résultats sur le plan sécuritaire : la violence individuelle étant le produit du chômage, de la précarité et de la pauvreté, des inégalités grandissantes dans le pays dont l'Etat est responsable.

Bref, après avoir accentué la décomposition de tous les rapports dans la société, c'est la dégénérescence du régime qui est mise à nu et qu'ils ne supportent plus. Ils commencent par fouler aux pieds le peu de droits démocratiques dont disposait encore les travailleurs, jusque là ils n'y trouvent rien à redire, et pour affronter les conséquences inévitables qui en résultent sur le plan social, ils recourent à des lois de plus en plus liberticides ou répressives, après s'en être pris aux jeunes, aux chômeurs, aux handicapés, aux vieux travailleurs, aux retraités, etc. pour finir, ils désignent des boucs émissaires qui seraient responsables de cette situation les immigrés, les Roms, les sans-papiers, les étrangers en général.

Les travailleurs au chômage veulent profiter des allocations chômages jusqu'au bout ou du RSA sans travailler, quand ils ne bossent pas au noir, car ce sont des fainéants et des profiteurs qui refusent des emplois précaires, déqualifiés, payés avec un lance-pierres, parce qu'ils sont responsables du chômage et non les capitalistes ; les jeunes qui traînent les rues ou squattent les cages d'escaliers des HLM, qui s'emmerdent à longueur de temps, qui sont victimes de discriminations, brûlent des bagnoles ou agressent les forces de l'ordre, dealent, se droguent, picolent, volent ou se livrent à toutes sortes de trafics sont des fainéants, des voyous qui refusent d'entrer en apprentissage, en stage où ils seraient amenés à fournir le même travail qu'un salarié pour des clopinettes, pas les actionnaires du CAC 40 qui engrangent des milliards d'euros de profits en dormant ; les familles qui profitent indûment de certains droits sociaux pour simplement survivre, qui profitent des failles de l'administration pour récupérer ce que l'Etat ou les patrons leur ont volé, appartiennent à cette espèce de délinquants qu'il faut envoyer derrière les barreaux, pas les Servier, les Pasqua ou les Dumas ; les vieux travailleurs usés jusqu'à la corde parfois arrivé la cinquantaine et qui ont cotisé toute leur vie prétendent prendre leur retraite avant de devenir impotent, quelle prétention grotesque, encore des fainéants ; les mêmes prétendent aussi accéder aux soins dont ils ont absolument besoin et qui coûtent une fortune à la collectivité, qu'ils prennent donc sur eux-mêmes et changent de régime alimentaire au lieu de gaspiller les maigres ressources de la Sécu, pendant que les patrons que les patrons sont exonérés de charges sociales, etc.

Qu'est-ce que c'est que cette plèbe infâme qui prétend avoir des besoins, pire encore, des droits sociaux, qui revendique, se met en grève, manifeste, et puis quoi encore, qu'elle s'estime heureuse du sort que leur réserve l'impérialisme français qui dans son extrême bonté ne les laisse pas crever comme des chiens...

Travailleurs ou jeunes, jeunes ou vieux travailleurs, retraités, handicapés ou immigrés sans-papiers, pour l'UMP vous êtes tous des saloperies de parasites qui voulez ruiner notre pays, mettre à genou son économie, vous n'avez pas honte d'agir ainsi, vous ne savez pas quelle chance de vivre dans un tel pays... L'esclavage, les privations, les frustrations, les multiples souffrances que vous endurez et la dictature que nous vous imposons sont votre lot quotidien, il faut vous y faire, c'est la fatalité, c'est pour votre bien, c'est encore un moindre pire que le socialisme ou le communisme, même le PS et ses satellites l'affirment, les religions aussi, le capitalisme est indépassable, pour l'éternité.

Oui une véritable chape de plomb pèse sur le prolétariat et le mouvement ouvrier, un complot ourdi contre les travailleurs et jeunes par les représentants du capital et leurs valets qui parlent en leur nom et agissent pour le compte des exploiteurs.

Il est impossible d'aborder la moindre question sociale ou de société sans se positionner à partir des besoins de l'une ou l'autre classe en présence, or on constate que pratiquement aucun parti ou aucune formation politique ne prend on compte les besoins des exploités, au mieux quand ils y font référence c'est pour immédiatement en appeler aux PS et ses satellites qui eux se positionnent résolument dans le camp de la réaction, sur toutes les questions nationales ou internationales, du coup les travailleurs ont légitimement l'impression ou la conviction qu'il n'existe plus aucun parti politique dans ce pays pour représenter leurs intérêts, qu'ils sont tous de mèche pour leur faire suer eau et sang jusqu'à la dernière goutte.

Les écologistes soi-disant de gauche sont subordonnés au capitalisme et le revendique, le PS qui se dit socialiste défend des dictateurs en Afrique et exige que les travailleurs paient les dettes des banquiers, le PG et le Front de gauche qui se disent à la gauche du PS s'aligne sur l'UMP, le PS et l'ONU contre la révolution libyenne, refusent de rompre avec le capitalisme et l'UE, l'avant-garde de la classe ouvrière qui se dit socialiste prend la défense du nucléaire et des OGM notamment, etc. bref, après on s'étonne que travailleurs et jeunes vomissent littéralement la politique et tous les partis, mais ils ont raison en l'état actuel des choses.

Du coup, un certain nombre d'entre eux s'abstiennent de plus en plus souvent aux différentes élections, d'autres ou parfois les mêmes basculent ou lorgnent vers l'extrême droite ou se reconnaissent dans certaines idées xénophobes ou ouvertement racistes développées par l'UMP Guéant, Besson, Hortefeux, Sarkozy, etc. La page des faits divers et des crimes atroces ou crapuleux n'a jamais été aussi bien fournie que ces derniers temps. Certains quartiers sont devenus des Etats de non-droit où un climat de violence permanent s'est instauré avec la complicité de l'Etat et des différents partis institutionnels. Le fanatisme religieux et les sectes multiplient leur nombre d'adeptes qui perdent ainsi le peu d'indépendance d'esprit qu'il leur restait, ce sont des masses manipulables à souhait prêtes à se transformer en chaire à canon, à grossir les rangs du lumpenprolétariat. Les médias aux mains de multinationales de la désinformation, la plupart des artistes et des intellectuels qui ne peuvent pas s'en passer pour exister constituent de leur côté des relais utiles pour distiller la propagande du gouvernement ou plutôt de l'Etat. Ils disent parfois qu'ils ne sont rien sans leurs spectateurs, auditeurs ou lecteurs, pure flatterie à deux balles, ils ne sont rien avant tout sans les capitalistes et les banquiers qui produisent leurs spectacles, leurs émissions, leurs films, leurs disques ou leurs livres. On peut dire la même chose de la plupart des associations qui ont cru bon de se substituer aux partis ouvriers et qui sont en fait subventionnées par l'Etat. Que tout ce beau monde vienne à ruer dans les brancards et les robinets seront fermés ! Corruption ou faiblesse des esprits, crasse ignorance, lâcheté et hypocrisie en tous genres rythme la décadence de leur société pourrie.

Tenez, un dernier mot, dans un court métrage tourné au Québec, en voyant des images d'un élevage intensif de porcs, j'ai été pris du même malaise qu'en voyant Ayrault quelques minutes plus tôt, à ceci près que j'ai éprouvé de la pitié pour ces pauvres bêtes et une haine indescriptible envers ce mauvais acteur. Comment peut-on justifier d'infliger à des animaux de tels traitements ? Pour nourrir cette espèce qui chaque jour dans l'indifférence générale nous fait la démonstration de ses qualités si peu humaines. Heureusement qu'il y a encore des peuples qui se soulèvent pour nous rappeler que l'homme est appelé à connaître un grand destin, car en observant son comportement au quotidien on aurait plutôt tendance à en douter ou à l'oublier.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, dans les couloirs de l'Assemblée nationale j'ai vu Jean-Marc Ayrault (PS) apprêté comme un vieux beau du quartier Latin, maquillé semble-t-il comme un acteur de théâtre s'apprêtant à rentrer sur scène pour jouer un personnage mondain dans une pièce de boulevard, d'un air détaché et hautain comme à son habitude, entendre ce philistin au visage lisse et laiteux réaffirmer héroïquement que le PS avait totalement soutenu l'engagement de la France en Côte-d'Ivoire, ce sont ses termes. C'était renversant et tellement pitoyable à la fois que j'ai bien cru un instant sentir l'épaisse crème dégoulinant de ce masque cynique me tomber sur les pieds et souiller le sol de mon bureau, et dire qu'il y en a qui appellent au front unique avec cette pourriture, ne riez pas, pour les démasquer, alors qu'ils claironnent sur tous les toits que c'est leur état naturel, leur masque ne servant pas à camoufler leur imposture puisque ce n'est même pas nécessaire de leurs propres aveux, ils sont comme Narcisse qui a besoin d'un support qui lui renvoie son image pour se sentir exister, une marre ou un miroir, la crème de jour dont ils se parent les protège de toute déformation ou interprétation douteuse qui viendrait ternir leur image qui doit demeurer immuable à leurs yeux. (Au lieu de perdre mon temps à actualiser ce site, je ferais peut-être mieux de me lancer dans l'écriture...)

Le gang du Fouquet's a son candidat écolo : monsieur Hulot, pas celui de Tati hélas ! Un pur produit marketing fabriqué par les médias.

Il est engagé comme photoreporter de 1975 à 1979 par Göksin Sipahioglu, le célèbre fondateur de l'agence de presse Sipa.

Il est journaliste à France Inter de 1978 à 1987 et fait ses débuts à la télévision en 1980 dans une émission pour enfants «Les visiteurs du mercredi». Il rejoint ensuite TF1 comme animateur de l'émission «Ushuaïa, le magazine de l'extrême» sur TF1, qui devient «Ushuaïa Nature», dont il sera en 1998 l'animateur et le producteur et animateur. C'est aussi lui l'inspirateur de la nouvelle chaîne Ushuaïa TV lancée sur le câble en 2005 appartenant au groupe TF1.

La fondation Nicolas Hulot pour la nature et les hommes est sponsorisée par Bouygues, l'Oréal et notamment EDF, le producteur national d'électricité qui possède des centrales nucléaires. La SNCF a aussi participé au financement de son film Le naufrage du Titanic.Nicolas Hulot gagne 30.000 euros par mois à TF1.

(grand ami de Chirac et Sarjkozy) il est décrit comme «le Dominique Strauss-Kahn des écolos» (slate.fr 12.04)

Politique

1- France

1.1- Honte d'être Français quand on est expatrié ou exilé.

"*Je suis fier que la France ait participé à la défense de la démocratie en Afrique*", a déclaré mardi le Premier ministre François Fillon lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, au lendemain de l'arrestation de Laurent Gbagbo à Abidjan. (AP 12.04)

1.2- Grandes manoeuvres. L'UMP c'est fini, vive l'UMP !

Cinq jours après que ce dernier a annoncé son départ de l'UMP, l'ancien ministre de la Défense a reçu mardi le soutien unanime du bureau politique du Nouveau Centre (NC) pour la création d'une nouvelle confédération centriste avec les amis de Jean-Louis Borloo.

Les deux formations ont été rejointes depuis par l'Alliance centriste du sénateur Jean Arthuis et la Gauche moderne de l'ancien secrétaire d'Etat à la Justice Jean-Marie Bockel. (Reuters 12.04)

2- Libye

2.1- Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a estimé mardi que l'Otan ne jouait pas suffisamment son rôle en Libye.

"*Il faut que l'Otan joue pleinement son rôle. L'Otan a voulu prendre la direction militaire des opérations, nous l'avons accepté, elle doit jouer son rôle aujourd'hui, c'est-à-dire éviter que Kadhafi n'utilise des armes lourdes pour bombarder des populations*", a-t-il dit sur France Info.

Sur le front dans l'est du pays, l'artillerie de Kadhafi a bombardé mardi en milieu de journée l'entrée ouest d'Ajdabiah, sur la route de Benghazi.

Interrogé sur BFM-TV, Saïf al Islam, fils du dirigeant libyen, a jugé ridicule toute idée de départ de son père.

"*Le départ du Guide ne changera rien car le peuple libyen ne permettra pas à ces bandes terroristes de diriger la Libye*", a dit Saïf al Islam.

Amnesty International a accusé les troupes kadhafistes d'avoir commis des crimes de guerre. Des corps de combattants rebelles ont été découverts avec une balle dans la tête, les mains liées dans le dos. Les troupes de Kadhafi ont en outre délibérément attaqué des protestataires sans armes et des civils fuyant les combats, affirme l'ONG. (Reuters 12.04)

2.2- C'est l'histoire de Abdul Hakim Hasadi, un Libyen de 42 ans, monté au front contre le colonel Kadhafi depuis le début des soulèvements en Libye. Un «*homme râblé à la longue barbe noire*» (la barbe des islamistes... radicaux ! - Note du site), raconte le journaliste du Daily Beast en Libye. Abdul Hakim Hasadi est un combattant zélé aux commandes d'un groupe d'environ 200 combattants, à l'est du pays.

«*Lorsque les protestations débutèrent le 16 février, Hasadi a rejoint la foule, en espérant que le pays pourrait insuffler des changements à l'image de ceux qui s'opéraient en Tunisie ou en Egypte (…) Lorsque le régime envoya 500 hommes en renfort sur une base aérienne à 15 km de Darnah (…) Hasadi a réalisé que l'opposition aurait besoin d'une force de frappe organisée et efficace*», rapporte le Daily Beast. (tiens donc, il était inspiré au départ par les révolutions libyenne et égyptienne, un aveu ou un argument suspect ? - Note du site)

Il a alors mis sur pieds un camp d'entraînement dans sa ville d'origine, Darnah, réputée l'une des plus pieuses de tout le pays, rapporte le New York Times. Ici, les hommes étaient familiarisés au maniement de l'AK-47 pour qu'ils puissent ensuite être envoyés sur le terrain chaud de Benghazi. Abdul Hakim Hasadi a alors acquis une certaine réputation. (le New York Times qui ne tient pas ses informations de la CIA ou du Pentagone est très bien informé sur tout ce qui se passe et se trame jusque dans le moindre recoin du désert, évidemment on doit le croire sur parole. - Note du site)

Sufian Bin Qumu, ancien détennu de Guantanamo

Mais au travers de cette histoire individuelle, c'est plus largement celle du parcours et du «background» des rebelles que le Daily Beast met en lumière. Car Abdul Hakim Hasadi est un fervent pratiquant de l'islam rompu aux techniques de l'affrontement armé après un stage de cinq ans dans les camps d'entraînement d'al-Qaida, en Afghanistan. (Il y en a mais ils sont minoritaires, pas de quoi monter cela en épingle, tout dépend ce que l'on veut démontrer aux lecteurs, comment orienter leur jugement. - Note du site)

«*Les religieux ne sont pas nombreux parmi les rebelles, mais la présence d'hommes comme Hasadi ayant reçu une formation militaire dans les camps afghans pose la question du passé de ceux qui combattent le régime de Kadhafi*», souligne le Daily Beast. (Ils sont obligés de l'avouer, ils sont peu nombreux. - Note du site)

Un des camarades de Hasani, toujours selon le Daily Beast, n'est autre que Sufian Bin Qumu, un ancien détenu de Guantanamo. Il est aujourd'hui chargé du recrutement et de l'entraînement des volontaires, sous l'oeil de l'état-major américain. (Tiens donc ! Paraît-il que la CIA et Al-Qaida c'est du pareil au même, au fait qui a dit cela, un provocateur ou un illuminé ou il y aurait du vrai là-dedans ? - Note du site)

Dans un récent témoignage, le commandant des forces de l'Otan en Europe, James Stavridis, évoque d'ailleurs des «*soupçons*» quant à une probable présence de djihadistes parmi les combattants libyens, rapporte le Wall Street Journal. Des soupçons confirmés.

Ceux-là même que Kadhafi évoquait dans une allocution du 2 avril. Lors de cette prise de parole, il accusait l'organisation d'Oussama Ben Laden –al-Qaida– d'avoir donner des drogues hallucinogènes aux jeunes manifestants libyens, accusant également de «*petites cellules dormantes d'al-Qaida*» d'avoir déclenché les soulèvements. (Nous y voilà, le brave colonel-dictateur ne dit pas que des conneries. N'était-ce pas pour cette raison en grande partie fabriquée que l'impérialisme américain soutenait Kadhafi il y a peu de temps encore - Note du site)

Sohaib Mahmoud, professeur d'étude islamique à l'université Ghar Younis de Benghazi et spécialiste des mouvements islamistes en Libye explique que les religieux «*rejoindront probablement le parcours des groupes modérés de la région tels que les frères musulmans en Egypte*». (Slate.fr 12.04)

3- Tunisie

3.1- Pendant les troubles qui ont précédé la chute de son régime le 14 janvier dernier, l'ex-président tunisien Zine El Abidine Ben Ali aurait donné des ordres de bombarder la cité Ezzouhour, dans la ville de Kasserine (centre-ouest), pour mâter la révolte populaire.

C'est ce qu'a révélé mardi le président de la commission d'investigation sur les violations et les abus commis pendant cette période, Me Taoufik Bouderbala, lors d'une conférence de presse. (AP 12.04)

3.2- La purge visant les figures de l'ancien régime tunisien balayé par la "*Révolution de jasmin*" a enregistré un coup d'accélérateur après l'adoption lundi soir d'un décret-loi relatif à l'élection de l'assemblée constituante prévue le 24 juillet prochain.

La principale tâche de ce corps consistera essentiellement à élaborer une nouvelle Constitution devant remplacer l'actuelle loi suprême plusieurs fois amendée "*sur mesure*" par l'ex-président Zine el-Abidine ben Ali.

Intervenant après l'incarcération de plusieurs hauts responsables et les poursuites judiciaires engagées pour "*corruption*" contre les proches de Ben Ali et de son épouse Leïla Trabelsi, ce décret a été adopté au terme d'un débat parfois houleux, à la majorité des 155 membres de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique.

Cette commission "*indépendante*" présidée par le juriste Yadh ben Achour a été mise en place au lendemain de la chute du régime Ben Ali. Elle doit proposer de nouveaux textes législatifs devant régir la vie politique et baliser la voie à ce scrutin que les responsables du gouvernement transitoire et les acteurs de la scène politique ambitionnent d'en faire "*le premier réellement libre, honnête et transparent dans l'histoire de la Tunisie*".

En vertu de ce décret-loi qui doit être promulgué par le président par intérim Fouad Mébazzaâ, toutes les personnes ayant occupé, durant les 23 dernières années, soit durant l'ère Ben Ali, des postes de responsabilité au sein du gouvernement ou des structures de l'ex-parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), sont désormais interdites de candidature à la future constituante. Sont également déclarés inéligibles ceux ayant appuyé le président déchu pour la présidentielle initialement prévue en 2014.

Autre point fort du décret-loi, l'exigence de la parité homme-femme parmi les candidats. Comme certains autres membres de la Haute instance, la juriste Zouhour Kourda y a mis néanmoins des réserves. Elle considère que cette condition risque de pénaliser les partis politiques qui ne disposent pas d'un effectif féminin suffisant et pourraient, le cas échéant, être astreints à "faire du remplissage" en faisant appel à des "*candidates de décor*".

Quant au mode électoral convenu, l'instance s'est prononcée pour un scrutin à la proportionnelle, qui rompt avec le mode de listes majoritaires prévalant auparavant et qui favorisait le puissant ex-parti au pouvoir. Le nouveau mode de scrutin bénéficiera donc aux petits partis, dont la plupart des plus de 50 formations que compte le nouveau paysage politique tunisien. (AP 12.04)

4- Egypte

Des soldats et des policiers égyptiens sont intervenus mardi sur la place Tahrir, dans le centre du Caire, pour en évacuer les manifestants qui l'occupaient depuis cinq jours en réclamant un gouvernement civil et un jugement rapide de responsables du régime précédent. (Reuters 12.04)

5- Syrie

Les forces de l'ordre ont ouvert le feu, mardi 12 avril, à Baïda, un village proche de la ville de Banias, dans le nord-ouest de la

Syrie, encerclée par l'armée depuis trois jours et complètement coupée de l'extérieur, après des affrontements meurtriers au cours du week-end.

"*Il y a une pluie de tirs, deux personnes au moins ont été blessées*", a affirmé à l'AFP un témoin. "*Les forces de sécurité ont pénétré dans le village et mènent des perquisitions dans les maisons*", a-t-il ajouté. Un militant des droits de l'homme a ajouté que tous les jeunes hommes de Baïda étaient extraits manu militari des maisons avant d'être arrêtés. "*L'objectif de l'attaque est probablement l'arrestation de Anas Al-Chouhri*", l'un des chefs de file du mouvement de contestation, a indiqué un militant des droits de l'homme. (lemonde.fr 12.04)

6- Yémen

Plusieurs dizaines de milliers de Yéménites ont manifesté mardi dans les principales villes du pays pour protester contre la proposition du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui accorderait l'immunité au président Ali Abdullah Saleh en échange de son départ.

"*L'initiative ne mentionne pas clairement le départ immédiat du chef du régime et n'évoque pas le sort de ses parents qui sont aux commandes d'organismes militaires et sécuritaires qui continuent à tuer des manifestants pacifiques*", a déclaré dans un communiqué l'"*Alliance civile de la révolution de la jeunesse*", une coalition anti-gouvernementale qui regroupe une trentaine de mouvements de jeunes.

Selon cette coalition, les propositions du CCG visent à faire échouer la révolution pacifique.

Les manifestants ont brandi mardi des banderoles indiquant qu'"*après avoir fait couler le sang, Saleh doit être jugé*". Plusieurs centaines de militaires et d'officiers de sécurité en uniforme, qui ont pris fait et cause pour les manifestants, ont participé au mouvement. (AP 12.04)

7- Algérie

La marche de milliers d'étudiants, mardi 12 avril, dans les rues d'Alger, a '*tourné au bain de sang*'. Selon un journaliste d'El-Watan présent sur place, l'intervention des forces de l'ordre pour disperser la manifestation aurait fait une cinquantaine de blessés chez les étudiants, tandis que d'autres ont été arrêtés. '*Les forces de sécurité ont usé de la matraque jusqu'à mettre en danger la vie de plusieurs étudiants qui se sont retrouvés avec de graves blessures à la tête,*' raconte le journaliste. Entre 2 000 et 3 000 étudiants protestaient dans la capitale, où les manifestations de rue sont interdites, contre un nouveau système de délivrance des diplômes et le mauvais fonctionnement de l'université. Lire la suite l'article

Freinés dans leur progression vers la résidence du président Bouteflika, les étudiants ont dû se replier vers la place de la Grande Poste, point de départ du rassemblement dans la matinée. Plus tôt dans la journée, ils avaient en vain forcé plusieurs cordons de policiers déployés dans le centre de la capitale. Venus de plusieurs wilayas du pays (départements), ils s'étaient dirigés vers le palais du gouvernement, où se trouve le premier ministre, mais toutes les ruelles y conduisant avaient été bloquées par un impressionnant dispositif policier.

Les manifestants scandaient des slogans anti-pouvoir, notamment 'y en a marre du ministère, y en a marre de la misère' ou encore '*Harroubia [ministre de l'enseignement supérieur], dégage !*" (LeMonde.fr avec AFP 12.04)

Social

1- France

1.1- La dictature du CAC 40, suite.

Interrogé dans l'édition de mardi du Parisien pour savoir si un super à deux euros le litre était inéluctable, le PDG de Total, Christophe de Margerie a répondu: "*Cela ne fait aucun doute*". (Reuters 12.04)

1.2- Les vrais profiteurs sont les salauds de chômeurs.

Laurent Wauquiez (UMP) a annoncé mardi 12 avril dans Le Figaro le dépôt prochain par des parlementaires de son groupe, '*la droite sociale*', d'une proposition de loi permettant d'expérimenter un RSA accompagné d'une contrepartie.

Ce texte prévoirait '*qu'en contrepartie du RSA [revenu de solidarité active] soit expérimentée dans des départements la possibilité de demander chaque semaine 5 heures de service social : accueil dans les services publics, nettoyage des rivières, surveillance aux abords des écoles...*', a expliqué le ministre des affaires européennes.

Laurent Wauquiez justifie ce principe 'donnant-donnant' dans Le Figaro : '*N'ayons pas la contrepartie honteuse. On ne peut pas donner le sentiment que les gens peuvent tirer des traites sur l'argent public sans un minimum de coresponsabilité*'. (LeMonde.fr 12.04)

Ils vont rétablir le STO, mais dans chaque pays, il y a Cayenne aussi... Je sens que ceux qui se réclament de la Révolution française de 1789 après avoir abandonné la révolution d'Octobre, vont bientôt en appeler à Spartacus !

1.3- Consensus des maquereaux-racketteurs à l'Assemblée nationale, suite.

Prenant l'exemple de la Suède, des députés proposent de créer un délit pour réprimer le recours à la prostitution. Avec un tel délit, les clients des prostituées pourraient être sanctionnés de six mois de prison et d'une amende de 3 000 euros, dans un rapport parlementaire qui sera publié mercredi 13 avril.

Selon la présidente de la mission d'information, la députée (PS) Danielle Bousquet, le rapport devrait déboucher sur une proposition de loi UMP-PS. (lemonde.fr 12.04)

Jusqu'à présent la prostitution n'était pas un délit en France. On peut donc parler de la criminalisation de la prostitution, une nouvelle loi liberticide et répressive, une de plus.

2- UE

Le commissaire européen à la fiscalité, Algirdas emeta, a annoncé lundi un projet de directive européenne qui va mettre en place une taxe carbone minimum dans les 27 pays de l'UE.

Semblable dans son fonctionnement à la TVA, cette taxe doit, si elle est votée, entrer en vigueur le 1er janvier 2013: chaque Français la paiera un peu à chaque achat.

La taxe sera essentiellement visible sur les prix à la pompe. L'électricité, comme les autres énergies, serait taxée. Le charbon qui produit beaucoup de CO2 par rapport à l'énergie qu'il produit serait beaucoup plus taxé.

La commission doit proposer mercredi un document afin de permettre aux 27 de discuter du projet. Mais des pays comme le Royaume-Uni ou l'Irlande y sont d'ores et déjà opposés. (20minutes.fr 12.04)

Economie

France.

«*La France doit rompre définitivement avec la dérive des comptes publics afin d'éviter que la stabilité macroéconomique ne soit menacée.*» L'étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), présentée lundi, livre un verdict sans appel: Paris n'a plus le choix, c'est désormais une question d'équilibre et de crédibilité.

L'OCDE livre sa propre recette: l'effort de réduction du déficit devra porter en priorité sur les dépenses, «*en rendant les administrations publiques plus efficaces et en maîtrisant mieux les dépenses liées au vieillissement*». Côté recettes, il faut continuer d'élaguer les «*niches*» fiscales et sociales inefficaces et «*envisager de relever les impôts les moins nocifs, notamment les taxes sur les externalités environnementales, la propriété et la TVA*», préconise le rapport. Lequel précise que les taux réduits de TVA pour les biens et services (restauration, bâtiment…) ont un coût avoisinant 15 à 20 milliards et qu'il serait bienvenu de les relever.

Pour éviter toute dérive budgétaire, l'OCDE recommande d'inscrire une «*règle d'or*» dans la Constitution - une règle sur laquelle le gouvernement travaille actuellement, mais qui a peu de chance de voir le jour dans la mesure où toute modification constitutionnelle nécessite une adhésion du Parlement aux trois cinquièmes.

Par ailleurs, l'Organisation recommande d'améliorer le fonctionnement du marché du logement mais aussi de poursuivre la réforme du marché du travail «*dans un pays qui souffre d'un fort déficit d'emplois pour les moins de 25 et les plus de 55 ans*». Ces tranches d'âge accusent un déficit de 1,5 million d'emplois par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE. Une amélioration sur ce front «*soulagerait grandement les finances publiques, renforcerait la cohésion sociale et le niveau de vie*», plaide l'organisation.

Elle préconise notamment de «*continuer à s'inspirer de l'expérience danoise de flexicurité*» - des prestations chômage généreuses et un accès renforcé à la formation et à l'aide à la recherche d'emploi, en échange d'une protection de l'emploi limitée et d'une obligation stricte à accepter des offres valables d'emploi. (lefigaro.fr 11.04)

Ben voilà, quand le gouvernement actuel ou le prochain appliquera les recommandations de l'OCDE, il y en aura encore pour déclarer : c'est un coup de l'OCDE, du FMI, de l'UE, de la Banque mondiale, de Washington, de Wall Steet, de la Fed, etc, entendez par là, le gouvernement est pris au piège le malheureux, que le gouvernement soit dirigé par l'UMP ou le PS notez bien, autrement dit c'est une façon comme un autre de le soutenir et de colporter des illusions à la fois dans l'UMP et dans le PS... Discrètement, l'air de rien, et le pire c'est que ça marche à merveille, leurs militants n'y voient que du feu et approuvent ! C'est à se demander parfois si le mouvement ouvrier mérite bien son nom, tellement il est subordonné au capital, non ?

Haut de page

Le 14 avril

"*Travailler plus pour gagner plus*", et c'est reparti !

Tom Pouce y croit tellement qu'il a cru bon d'affimer devant les députés de l'UMP à propos de son hypothétique réélection en 2012 : «*La situation, je la sens bien*», l'immense majorité des travailleurs beuacoup moins, en tout cas pas dans le sens où il l'entend !

Maintenant, qu'est-ce qui permet à Sarkozy de jouer les pères fouettards des patrons qui s'engraissent sur le dos des travailleurs dont certains peuvent à peine survivre avec leur salaire ?

Comment comprendre que les syndicats avancent des revendications salariales misérables entre 3 et 5%, 5% exceptionnellement, tandis que Baroin évoque une prime de "*1.000 euros minimum*", qui certes n'est pas une augmentation de salaire ?

Comment comprendre que les partis ouvriers et les syndicats n'osent même pas avancer la revendication du Smic ou de la retraite minimum à 1.600 euros net par mois, en dehors peut-être accessoirement du NPA ? Ne parlons pas du PS qui se situe ouvertement dans le camp de la réaction.

En même temps, ne nous y trompons pas, selon "*un rapport de l'INSEE, à peine la moitié des grandes entreprises (plus de 5000 salariés) rémunère ses actionnaires. Et seule une PME sur six verse des dividendes, alors que c'est là que travaillent les trois-quarts des actifs*" (liberation.fr 13.04). Sarkozy ne veut pas se couper de l'aristocratie ouvrière dont les voix sont nécessaires pour assurer la stabilité du régime, indispensables aux syndicats qui le soutiennent pour assurer leur propre stabilité politique.

Mais il prend là un gros risque, car de nombreux travailleurs peuvent interpréter cette dernière sortie du ministre du Budget comme une reconnaissance de la légitimité de leurs revendications salariales et les conduire à lever les hésitations qui jusqu'à présent les avaient retenues de ce mobiliser : si on a le feu vert du chef de l'Etat pour réclamer des augmentations de salaires, alors allons-y ! Ils peuvent l'interpréter comme un soutien à leurs revendications salariales.

Sarkozy joue là exactement sur le même registre que l'extrême droite qui fustige les capitalistes qui se goinffrent pendant que les ouvriers pleurent misère ou hurlent aux inégalités, tout cela pour recueillir leur voix et demeurer au pouvoir uniquement. Hitler et son parti encore minoritaire en Allemagne au début des années 30 tiendra le même discours face aux réformistes et aux staliniens qui refuseront de s'attaquer résolument au capitalisme, offrant ainsi un boulevard aux nazis auxquels pour ainsi dire ils remettront le pouvoir et fraieront la voie à la seconde guerre mondiale.

A propos de la question libyenne.

En toile de fond, la Libye est le théâtre d'une guerre inter-impérialistes qui ne veut pas dire son nom et dont le peuple libyen constitue la chaire à canon. Elle est le point culminant à ce jour de la concurrence acharnée que se livrent les différents Etats impérialistes pour contrôler les ressources de la planète afin de conserver leur place sur le marché mondial ou s'accaparer les matières premières dont ils ont impérativement besoin pour assurer leur développement.

D'un côté, les intérêts des impérialismes russe, chinois et indien coïncident avec le maintien au pouvoir de Kadhafi, et de l'autre, les intérêts des impérialismes français, britannique, italien, allemand et américain coïncident avec sa chute et l'arrivée au pouvoir des représentants du Conseil national de transition (CNT) installé à Benghazi.

Concrètement, en faisant régner un régime de terreur, le dictateur Kadhafi peut s'appuyer sur la population qu'il a prise en otage dans son fief à l'ouest de la Libye, tandis que le CNT se livre à un chantage sur les masses révolutionnaires inorganisées qui demeurent malgré tout mobilisées à l'est du pays, dans les deux cas on aura compris que ce sont les intérêts de l'ensemble du peuple libyen qui risquent d'être sacrifiés inutilement.

Ironie du sort, avant-hier le CNT a chargé un premier tanker de pétrole avec l'aide du Quatar à destination... de la Chine, comme quoi les choses sont plus compliquées qu'on nous les présente.

Pour ne pas être accusés de soutenir Kadhafi et les impérialismes dont ils représentent les intérêts, les opposants forcenés au bombardement de son artillerie vont jusqu'à éviter soigneusement de prononcer son nom à l'heure qu'il est (1 fois en passant page 7 IO n°144) pour ne pas à avoir à évoquer la terreur policière qu'il fait régner dans les villes qu'il contrôle, par contre ils sont particulièrement en verve pour rappeler son alliance passée avec les impérialistes qui le combattent aujourd'hui, vous pouvez le vérifier facilement.

De la même manière, ceux qui sont prolixes pour décrire sous un angle peu avantageux les principaux dirigeants du CNT, à juste titre d'ailleurs, se montrent particulièrement silencieux sur la féroce répression avec laquelle Kadhafi avait réprimé les précédentes tentatives de soulèvements contre son régime et qui s'étaient soldés par plus de 1000 morts, dont la plupart étaient des travailleurs et des jeunes et non des agents à la solde de Paris ou Washington.

Quand ils évoquent à longueur de colonnes le passé peu glorieux au côté de Kadhafi et les intentions douteuses des dirigeants du CNT, on a envie de dire aux dirigeants du POI qui comptent dans les instances dirigeantes de leur parti d'ex-responsables ou élus ou militants qui sont restés de longues décennies au PS, à soutenir sa politique et ses dirigeants, qui n'étaient pas sans savoir le rôle infâme qu'a joué le PS depuis un certain 4 août 1914, son implication sanglante dans les deux guerres mondiales, dans la guerre d'Algérie et d'Indochine, sa trahison constante de la classe ouvrière, etc. qu'ils feraient mieux de se taire parfois, car leurs arguments pourraient se retourner contre eux, surtout quand ces responsables du POI rappellent régulièrement qu'ils n'ont pas rompus avec l'idéologie qu'ils soutenaient quand ils étaient au PS, notamment leur rejet de la révolution... Pour notre part, nous ne reprochons pas à ces militants du POI leur passage par tel ou tel parti ni ne préjugeons de leurs intentions, nous les jugeons à leurs déclarations, leurs actes ou leurs engagements présents seulement.

Les discours qui consistent sciemment à réduire ou à identifier la révolution libyenne au CNT, font volontairement l'impasse sur les intérêts fondamentaux du prolétariat libyen qui n'ont rien à voir avec Kadhafi ou le CNT, pour ainsi dire, ils font passer à la trappe la révolution libyenne sous prétexte qu'une coalition impérialiste soutiendrait un des deux belligérants, sans évidemment jamais abordé la question du sort des travailleurs et des jeunes engagés dans cette révolution, ni celui du peuple libyen si Kadhafi se maintenait au pouvoir, pour leurs auteurs, le sort du peuple libyen est déjà réglé, il doit demeurer sous le joug du dictateur et il faut laisser ses opposants se faire massacrer par le tyran de Tripoli. Ils ne leur demandent d'ailleurs pas leur avis, ils ont décidé une fois pour toute qu'il devait en être ainsi.

Pour notre part, nous n'avons pas à prendre position pour l'une ou l'autre coalition impérialiste représentée par Kadhafi ou le CNT, soutenir les bombardements de l'artillerie de Kadhafi signifierait que les travailleurs libyens sont en droit d'attendre quelques choses des impérialistes fançais, britannique, américain, etc. et s'y opposer signifierait qu'ils sont en droit d'attendre des jours meilleurs sous le règne du dictateur soutenu par Moscou, Pékin et Delhi.

Nous nous rangeons derrière le prolétariat révolutionnaire libyen qui entend poursuivre le combat par tous les moyens à sa disposition jusqu'à la chute du dictateur, sachant qu'il a pris le risque de voir sa révolution confisquée, et nous osons défendre cette position en nous appuyant sur l'hypothèse ou la perspective, qu'à l'instar des prolétariats tunisiens et égyptiens, il trouvera les moyens pour renverser un à un les obstacles que les dirigeants du CNT et l'impérialiste dresseront sur son chemin pour le privé des droits politiques et sociaux pour lesquels il combat et s'est soulevé.

Nous ne suivrons pas les donneurs de leçons qui l'appellent à cesser le combat, à déposer les armes, à se rendre, à se livrer à leur bourreau qui exterminera minuitieusement tous ceux qui ont osé braver son régime dictatorial.

Les prolétariats français, libyen ou des autres pays impérialistes qui sont indirectement partie prenante de cette guerre inter-impérialiste n'ont absolument aucun intérêt à voir triompher le camp de l'une ou l'autre coalition impérialiste. Par contre, aucun d'entre eux et le prolétariat mondial n'ont aucun intérêt à ce que la révolution libyenne se termine par un bain de sang sous la botte du dictateur Kadhafi, ce serait une nouvelle défaite pour le prolétariat mondial, qui servirait d'exemple et encouragerait d'autres dictateurs à recourir de la répression sanglante pour mâter férocement les soulèvements en cours dans leur propre pays.

On ne sait que trop bien quelles en seraient les terribles conséquences pour la classe ouvrière et son combat dans ces pays-là : des longues années supplémentaires de dictature, si ce n'est des décennies, une fois l'opposition à ces dictatures décapitée. Les prolétariats espagnol et chilien qui sont passés par là peuvent en témoigner, et à ce jour ils ne s'en sont toujours pas remis, puisque l'avant-garde révolutionnaire est quasi inexistante dans ces pays. Cette situation prévaut également dans tous les pays en Afrique soumis à des dictatures depuis de longues décennies. On pourrait ajouter la Russie et tous les pays de l'ex-URSS ou encore ses ex-satellites des pays de l'Est ou l'opposition est moribonde, demain la Chine qui vit sous une dictature depuis 1949.

Pour l'heure, nous privilégions le sort du prolétariat libyen aux manoeuvres et aux intérêts des différents impérialistes impliqués directement ou indirectement dans cette guerre, sachant que quelle que soit l'issue de la révolution libyenne, les différents impérialistes continueront leur guerre sous une forme ou une autre sans demander l'avis d'aucun peuple, et de notre côté nous continuerons la lutte de classe pour les abattre tous.

Le meilleur moyen d'aider le prolétariat libyen sans donner l'impression que l'on soutiendrait Sarkozy, c'est de continuer le combat à la fois pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République et avec toutes les formes d'opportunismes. C'est d'expliquer aux travailleurs français (et libyens) qu'ils n'ont absolument rien à attendre de bon de Sarkozy, qu'il faut le chasser du pouvoir, pas en 2012, mais tout de suite. La bataille contre sa réforme constitutionnelle pour l'abrogation de la Constitution, et non pour la conserver en l'état, incarne aujourd'hui ce combat en France. Le combat pour refonder la société sur les bases du socialisme.

Pour compléter cet article, je vous propose un extrait de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* Lénine. Il traite justement de la question du pétrole et des monopoles :

- "L'industrie du pétrole fournit un exemple édifiant d'une tentative de repartage de ce genre, de lutte pour ce nouveau partage.

Le marché mondial du pétrole, écrivait en 1905 Jeidels, est aujourd'hui encore, partagé entre deux grands groupes financiers : la "Standard Oil Cie." de Rockefeller et les maîtres du pétrole russe de Bakou, Rothschild et Nobel. Les deux groupes sont étroitement liés, mais, depuis, plusieurs années, leur monopole est menacé par cinq ennemis " : 1) l'épuisement des ressources pétrolières américaines; 2) la concurrence de la firme Mantachev de Bakou; 3) les sources de pétrole d'Autriche et 4) celles de Roumanie; 5) les sources de pétrole d'outre-Océan, notamment dans les colonies hollandaises (les firmes richissimes Samuel et Shell, liées également au capital anglais). Les trois derniers groupes d'entreprises sont liées aux grandes banques allemandes, la puissante "Deutsche Bank" en tête. Ces banques ont développé systématiquement et de façon autonome l'industrie du pétrole, par exemple en Roumanie, pour avoir "leur propre" point d'appui. En 1907, la somme des capitaux étrangers investis dans l'industrie roumaine du pétrole se montait à 185 millions de francs, dont 74 millions de provenance allemande.

On vit alors débuter ce qu'on appelle, dans la littérature économique, une lutte pour le "partage du monde". D'une part, la "Standard Oil" de Rockefeller, voulant tout avoir, fonda en Hollande même une société filiale, accaparant les sources pétrolifères des Indes néerlandaises et cherchant ainsi à atteindre son ennemi principal, le trust hollando-britannique de la "Shell". De leur côté, la "Deutsche Bank" et les autres banques berlinoises cherchèrent à "garder" la Roumanie et à l'associer à la Russie contre Rockefeller. Ce dernier disposait de capitaux infiniment supérieurs et d'une excellente organisation pour le transport du pétrole et sa livraison aux consommateurs. La lutte devait se terminer, et elle se termina effectivement en 1907, par la défaite totale de la "Deutsche Bank", qui se trouva placée devant l'alternative de liquider ses "intérêts pétroliers" en perdant des millions, ou de se soumettre. C'est cette dernière solution qui l'emporta; il fut conclu avec la "Standard Oil" un contrat fort désavantageux pour la "Deutsche Bank" par lequel cette dernière s'engageait à "ne rien entreprendre qui pût nuire aux intérêts américains"; toutefois, une clause prévoyait l'annulation du contrat au cas où l'Allemagne introduirait, par voie législative, le monopole d'Etat sur le pétrole.

Alors commence la "comédie du pétrole". Un des rois de la finance allemande, von Gwinner, directeur de la "Deutsche Bank", déclenche par l'intermédiaire de son secrétaire privé Stauss, une campagne pour le monopole des pétroles. L'appareil formidable de la grande banque berlinoise, avec ses vastes "relations", est mis en branle; la presse, délirante, déborde de clameurs "patriotiques" contre le "joug" du trust américain et, le 15 mars 1911, le Reichstag adopte, presque à l'unanimité, une motion invitant le gouvernement à présenter un projet de monopole pour le pétrole. Le gouvernement se saisit de cette idée "populaire", et la "Deutsche Bank", qui voulait duper son associé américain et améliorer sa situation à l'aide du monopole d'Etat, paraissait gagner la partie. Déjà les magnats allemands du pétrole escomptaient des bénéfices fabuleux, qui devaient ne le céder en rien à ceux des sucriers russes... Mais, premièrement, les grandes banques allemandes se brouillèrent au sujet du partage du butin, et la "Disconto-Gesellschaft" dévoila les visées intéressées de la "Deutsche Bank"; ensuite, le gouvernement eut peur à l'idée d'engager la lutte avec Rockefeller, car il était fort douteux que l'Allemagne pût réussir à se procurer du pétrole en dehors de ce dernier (la production roumaine étant peu importante). Enfin (1913) le crédit d'un milliard destiné aux préparatifs de guerre de l'Allemagne fut accordé et le projet de monopole se trouva reporté. La "Standard Oil" de Rockefeller sortait momentanément victorieuse de la lutte.

La revue berlinoise Die Bank disait à ce propos que l'Allemagne ne pourrait combattre la "Standard Oil" qu'en instituant le monopole du courant électrique et en transformant la force hydraulique en électricité à bon marché. Mais, ajoutait l'auteur de l'article, "le monopole de l'électricité viendra au moment où les producteurs en auront besoin, c'est-à-dire quand l'industrie électrique sera au seuil d'une nouvelle grande faillite; quand les gigantesques centrales électriques si coûteuses, construites partout aujourd'hui par les "consortiums" privés de l'industrie électrique et pour lesquelles ces "consortiums" se voient dès maintenant attribuer certains monopoles par les villes, les Etats, etc., ne pourront plus travailler dans des conditions profitables. Dès lors il faudra avoir recours aux forces hydrauliques. Mais on ne pourra pas les transformer aux frais de l'Etat en électricité à bon marché; il faudra une fois de plus les remettre à un "monopole privé contrôlé par l'Etat", l'industrie privée ayant déjà conclu une série de marchés et s'étant réservé d'importants privilèges... Il en fut ainsi du monopole des potasses; il en est ainsi de celui du pétrole; il en sera de même du monopole de l'électricité. Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de laisser à l'Etat une partie des bénéfices de l'entreprise, mais qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée dont la faillite est imminente ".

Le texte intégral est disponible dans le site à la page *Défense du marxisme*.

Politique.

1- France

La présidente du Front national, Marine Le Pen, a jugé mercredi le projet de l'écologiste Nicolas Hulot compatible avec celui de son propre parti.

Pour la dirigeante d'extrême droite, le Pacte écologique élaboré par l'animateur de télévision, désormais en lice pour l'élection présidentielle de 2012, est beaucoup plus proche du FN que d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV). (Reuters 13.04)

2- Italie

La Chambre italienne des députés a voté mercredi une loi réduisant les délais de prescription judiciaire, mesure qui, si elle est adoptée par le Sénat, aura pour effet d'éviter au président du Conseil Silvio Berlusconi un procès pour subornation de témoin.

Il aurait pour effet d'abréger de huit mois le procès Mills, du nom de l'avocat britannique David Mills auquel le Cavaliere est accusé d'avoir donné 600.000 dollars en échange d'un faux témoignage. Berlusconi s'en défend, mais il est désormais improbable qu'un verdict puisse intervenir avant que l'action soit éteinte. (Reuters 13.04)

3- Libye

3.1- La pression doit être maintenue sur Mouammar Kadhafi pour qu'il quitte le pouvoir et il faut fournir une aide matérielle aux rebelles qui se battent contre lui depuis deux mois, ont estimé mercredi les ministres des Affaires étrangères du "*groupe de contact*" sur la Libye.

"*Kadhafi et son régime ont perdu toute légitimité et il doit quitter le pouvoir pour permettre au peuple libyen de décider seul de son avenir*", dit un communiqué final au ton très ferme dont Reuters s'est procuré une copie.

Ce communiqué, qui marque un succès pour la France et la Grande-Bretagne, souligne que le CNT, "*par contraste avec le régime actuel, est un interlocuteur légitime, représentant les aspirations du peuple libyen.*"

Les membres du groupe se sont aussi entendus avec les représentants du CNT pour réfléchir à la mise en place d'un "*mécanisme de financement temporaire*" pour aider les rebelles à administrer la région orientale qu'ils contrôlent.

Le groupe préconise un règlement politique devant être déterminé par le peuple libyen, l'arrêt des attaques visant des civils et le retrait forces gouvernementales des villes qu'elles occupaient ou assiégeaient, notamment Misrata dans l'Ouest.

Il compte apporter un "*appui matériel*" aux insurgés. Le texte ne donne pas de précisions, mais des diplomates estiment que certains pays pourraient interpréter cette formule comme la fourniture d'armes, objet d'une requête centrale des rebelles.

Le Premier ministre du Qatar, Hamad bin Djassim al Sani, a déclaré à la presse que l'appui matériel pouvait répondre à "*tous les autres besoins, matériels de défense compris*". Le Qatar est un actif partisan arabe du soulèvement libyen.

De leur côté, en Libye, les rebelles ont indiqué qu'ils souhaiteraient exporter davantage de pétrole pour financer des approvisionnements en vivres et en médicaments.

"*Nous faisons face à une situation épouvantable dans l'Est. Manque de nourriture, de carburant, il n'y a aucune source de revenus mis à part le pétrole*", a dit à Reuters un représentant des rebelles chargé de coordonner les livraisons de l'étranger.

3.2- A Ajdabiah, sur le front oriental, les rebelles ont dit être engagés dans des duels d'artillerie avec les forces de Kadhafi à partir d'un secteur situé à 40 km environ à l'est du port de Brega, contrôlé par le gouvernement. Ils ont signalé un raid aérien de l'Otan sur les kadhafistes au nord de la ville.

Les insurgés ont aussi fait état d'intenses combats dans plusieurs secteurs de Misrata, leur unique bastion dans l'Ouest, mais en disant progresser et repousser les kadhafistes vers l'ouest. Il était impossible de vérifier ces informations.

La télévision libyenne a dit que les avions de l'Otan avaient bombardé la rue de Tripoli à Misrata et tué des civils, sans donner de précisions. Elle a ajouté que l'aviation avait aussi attaqué Syrte, ville natale de Kadhafi à l'est de Misrata.

Par ailleurs, les insurgés ont repoussé des unités kadhafistes dans une région montagneuse de l'Ouest à majorité berbère en faisant sept morts dans leurs rangs, a annoncé un autre porte-parole. (Reuters 13.04)

4- Yémen

Des affrontements entre factions rivales de l'armée ont fait deux morts mercredi à Sanaa, la capitale yéménite, a-t-on appris de source militaire.

D'autres heurts entre forces de l'ordre et manifestants ont fait deux morts à Aden et un autre à Yafié, dans le sud du pays, ont rapporté des témoins.

A Sanaa, des soldats fidèles au général Ali Mohsen, chef de la 1re division blindée passé le mois dernier du côté des opposants au président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, ont affronté l'armée régulière.

A Sanaa, la situation reste très tendue près du casernement des forces d'Ali Mohsen, qui ont décidé d'assurer la protection des manifestants antigouvernementaux près de l'université.

Un proche du général Mohsen a dit que les soldats pro-Saleh avaient tiré au lance-grenades et au fusil d'assaut sur les hommes de la 1ère division blindée près d'un barrage routier. Les soldats de Mohsen ont riposté et les tirs ont duré environ une heure, avant que les partisans du président ne se retirent.

A Aden, la police a tiré sur des manifestants, faisant deux morts, ont dit des témoins. Un peu plus tard, les forces de l'ordre appuyées par des tireurs postés sur les toits ont repoussé une foule qui voulait prendre d'assaut un commissariat de police, a rapporté un opposant. Des tirs sporadiques se sont poursuivis à travers la ville.

A Taïz, ville industrielle au sud de la capitale, huit soldats ont été blessés quand leur véhicule a été touché par une roquette, selon l'agence de presse officielle.

A Ibb, également au sud de Sanaa, des policiers en civil ont ouvert le feu sur des manifestants, faisant dix blessés parmi des étudiants qui s'étaient joints au mouvement, rapportent des témoins.

Dans la province méridionale de Lahedj, où opèrent des islamistes d'Al Qaïda et des groupes séparatistes, un homme a été tué alors qu'il tentait d'empêcher un commando de voler des armes à un point de contrôle dans la ville de Yafié. (Reuters 13.04)

5- Syrie

Près de 500 étudiants ont manifesté mercredi à la faculté de lettres de la ville d'Alep, deuxième ville de Syrie et carrefour commercial stratégique à proximité de la Turquie. '*Les forces de l'ordre ont dispersé par la force cette manifestation d'étudiants en faveur de la liberté, qui ont exprimé leur solidarité avec les victimes de Deraa et de Banias*', a indiqué à l'AFP Radif Moustapha, président du Comité kurde pour les droits de l'homme (Rased). '*Les forces de sécurité et les étudiants en sont venus aux mains. Quatre étudiants ont été arrêtés*', selon le militant.

A Damas, une cinquantaine d'étudiants ont manifesté mercredi à la faculté de droit, scandant des slogans pour la liberté, selon le président de la Ligue syrienne de défense des droits de l'homme, Abdel-Karim Rihaoui. '*Les forces de l'ordre sont intervenues rapidement pour les disperser en les frappant avec des bâtons. Il y aurait des arrestations parmi les étudiants*', a-t-il affirmé. (lemonde.fr 13.04)

6- Egypte

Hosni Moubarak a été placé en détention pour 15 jours, a annoncé mercredi la justice égyptienne. La veille, victime d'une «crise cardiaque» au cours d'un interrogatoire, l'ex-chef d'Etat égyptien avait été hospitalisé dans une unité de soins intensifs, avait rapporté la télévision publique. L'ancien «*raïs*», âgé de 82 ans, avait été admis dans un hôpital de Charm el-Cheikh, ville du sud du Sinaï où il est assigné à résidence depuis son renversement du 11 février dernier. Selon l'agence officielle Mena, qui cite une source médicale à l'hôpital, son état de santé serait «*instable*».

Mercredi, les deux fils de l'ex-président, Alaa et Gamal, ont également été placés en détention pour 15 jours dans le cadre de l'enquête sur l'usage de la violence contre les manifestants pendant le soulèvement de janvier et février, a annoncé la télévision d'Etat. Ils sont accusés d'avoir incité à tirer sur les manifestants. Près de 800 personnes sont mortes pendant le soulèvement. (lefigaro.fr 13.04)

7- Swaziland

Un appel au goût amer. Mercredi 13 avril, en milieu de journée, les opposants au roi Mswati III du Swaziland ont appelé à cesser le mouvement de protestation. En cause, la répression subie depuis la veille par les militants pro-démocratie dans ce petit royaume de 1,2 million d'habitants, coincé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique.

"*L'Etat a réagi avec une brutalité extrême et les gens ne se sentent pas en sécurité*", a expliqué, à l'AFP, le secrétaire général du syndicat des fonctionnaires, Vincent Dlamini. "*Dès qu'il y a deux ou trois personnes dans les rues, elles se font arrêter*", a-t-il ajouté, avant de promettre : "*nous serons bientôt de retour*".

Prévu pour durer trois jours, le mouvement de contestation n'a jamais vraiment pu prendre son envol, tué dans l'œuf par un régime qui craint pour sa survie en ces temps troublés pour les dictateurs du monde entier.

Avant la manifestation annoncée sur le réseau social Facebook, mardi, 38 ans jour pour jour après que le père du roi actuel eut banni les partis politiques, les autorités avaient méthodiquement pris leurs précautions. La manifestation avait été interdite. Plusieurs responsables d'associations et de syndicats avaient été arrêtés préventivement.

C'est à l'aide de matraques, de canons à eau et de gaz lacrymogène que les forces de l'ordre ont ensuite dispersé les quelques centaines de manifestants qui tentaient tout de même de se rassembler. La police aurait répondu à des jets de pierres, selon les autorités.

Au pouvoir depuis l'âge de 18 ans, le roi Mswati III, 42 ans, fait face, depuis le début de l'année, à un important mouvement de contestation. Le 18 mars, plusieurs milliers de manifestants s'étaient retrouvés à Mbabane, la capitale de la dernière monarchie absolue d'Afrique.

En raison d'une chute des recettes de l'union douanière régionale, le gouvernement swazi est au bord de l'asphyxie budgétaire. Il a dû faire appel au FMI qui lui a conseillé de dégager des économies. Les autorités ont ainsi proposé de baisser les salaires des fonctionnaires de 5 % à 10 %, puis de les geler pendant trois ans.

Scandalisés, les syndicats exigent que le roi réduise d'abord son train de vie et répartisse les richesses nationales. Mswati III aime les voitures de luxe, et a l'habitude d'emmener ses 13 femmes faire des emplettes, en Asie et dans les pays du Golfe. Le roi disposerait d'un trésor personnel accumulé de 100 millions de dollars (70 millions d'euros).

Près de 20 000 personnes avaient été priés d'assister, le 19 avril 2005, au 37e anniversaire du roi Mswati III dans le stade de Manzini. Les festivités avaient coûté 1,2 millions d'euros à un pays dont 65 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Dans ce pays, 10 % de la population, essentiellement des membres de la famille royale, possèdent 60 % de la richesse du pays, alors que 69 % des Swazis vivent avec moins d'un dollar par jour. En raison du très haut taux de sida, on meurt en moyenne à l'âge de 32 ans au Swaziland.

Les syndicats swazis sont soutenus par leurs voisins sud-africains de la Cosatu (Congrès des syndicats sud-africains) qui réclame la chute du régime. Mais son allié actuellement au pouvoir, l'ANC (Congrès national africain), et le président sud-africain, Jacob Zuma, demeurent sourds à cet appel. (lemonde.fr 13.04)

8- Afrique du Sud. A qui a profité principalement la fin de l'apartheid ?

Cyril Ramaphosa, nouveau propriétaire des 145 restaurants McDonald's d'Afrique du Sud pour les vingt prochaines années, est certes un homme d'affaires comblé, mais reste un politicien et révolutionnaire frustré.

Directeur exécutif de Shanduka, l'un des plus grands fonds d'investissement sud-africains, il possède des actions dans le secteur de l'énergie, des mines, de l'immobilier, des banques, des assurances et des télécommunications. De plus, son adhésion à la Coca-Cola Company faisait de lui un candidat de choix pour leur partenaire McDonald's.

Cyril Ramaphosa n'était pas vraiment disposé à devenir millionnaire —encore moins à s'engager dans les restaurants McDonald's, symbole du capitalisme à l'américaine. Grande figure de la lutte contre l'apartheid, il combat l'injustice sociale et raciale d'abord en tant qu'avocat, puis au sein de l'African National Congress (ANC) comme leader du syndicat national des mineurs (NUM). «*Socialiste convaincu*» autoproclamé, il a gagné le respect et le soutien du parti communiste. Favori de Nelson Mandela qui voit en Ramaphosa «*un homme capable de diriger le pays*», c'est lui qui organise sa sortie de prison en février 1990.

Mais la libération de Nelson Mandela révèle toutes les tensions entre les membres de l'ANC. Les anciens exilés reviennent au pays avec un certain mépris pour ceux restés sur place, et chacun veut sa part du gâteau dans la nouvelle démocratie. Thabo Mbeki, Chris Hani et Cyril Ramaphosa rentrent en course pour la présidence de 1999, avant même que Mandela ne commence

son mandat en 1994. Chris Hani, ardent défenseur de la cause noire et considéré trop à gauche, est assassiné par un extrémiste blanc dans des circonstances douteuses en 1993. Ramaphosa, lui, se voit offrir de nombreuses opportunités financières, via la politique de Black Emporwment Economy (BEE).

Le BEE est un système de quotas qui oblige (entre autres) toutes les entreprises sud-africaines ou qui investissent en Afrique du Sud à avoir des actionnaires non-blancs dans son conseil d'administration. De nombreuses figures politiques en bénéficient encore aujourd'hui et sont devenues millionnaires en quelques années. Le principe, louable, voulait former une élite financière plus «mixte» après cinquante années d'apartheid. Dans les faits, le BEE bénéficie trop souvent aux mêmes, politiquement liés à l'ANC.

Cyril Ramaphosa est le symbole de cette «*nouvelle lutte capitaliste*», comme la désigne son biographe Anthony Butler. Reconverti en homme d'affaires, il oublie peu à peu ses ambitions présidentielles. Ramaphosa se console dans ses millions. (slateafrique.com 13.04)

Economie.

1- FMI. Concentration du capital. Eliminer les banques les plus vulnérables.

Le FMI a calculé que l'État japonais devra cette année emprunter sur les marchés l'équivalent de 56 % de son PIB pour refinancer la dette publique qui vient à échéance en 2011. Le Trésor américain arrive en second avec un besoin de financement égal à 29 % du PIB, suivi par la Grèce, l'Italie, la Belgique, le Portugal et la France dont les programmes d'émissions publiques dépassent 20 % de leur PIB.

Du côté des banques aussi, les besoins sont énormes. Les refinancements venant à échéance sur les deux prochaines années s'élèvent à 3600 milliards de dollars.

Mais, dans le monde, «*30 % des banques examinées par le FMI ont des ratios de fonds propres inférieurs à 8 % (de leur bilan), note José Vinals. En Europe, presque tous les établissements en Grèce, en Irlande, au Portugal, de nombreuses petites caisses en Espagne, quelques banques régionales en Allemagne ont perdu l'accès aux marchés. J'attends beaucoup des 'stress tests'qui seront lancés en juin. J'espère qu'ils seront suffisamment crédibles et stricts. Les banques qui ne sont pas viables ne devront plus exister sous leur forme actuelle*».

Le Fonds n'est en revanche pas trop inquiet des conséquences sur le système financier mondial des séismes au Japon. De même, les risques géopolitiques dans les pays arabes auraient des effets limités. L'exposition des banques américaines, européennes et japonaises est «*d'environ 330 milliards de dollars*», pas plus. Avec cette précision pour les banques françaises, «*exposées à hauteur de 12 milliards de dollars dans les Émirats arabes, 22 milliards au Maroc, 19 milliards en Arabie saoudite et 17 milliards en Égypte*». (lefigaro.fr 13.04)

2- Numéro d'illusionnistes.

Un millier d'économistes de 53 pays ont écrit aux ministres des Finances du G20 pour réclamer la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, a indiqué mercredi l'ONG Oxfam France.

"*Même à des taux très bas de 0,05% ou moins, cette taxe pourrait collecter des centaines de milliards de dollars chaque année et tempérer les excès spéculatifs*", indiquent ces économistes dans cette lettre, selon un communiqué de l'organisation non gouvernementale.

Quelques pays européens, dont la France et l'Allemagne, sont favorables à l'instauration d'une telle taxe, dont les recettes sont évaluées à quelque 200 milliards d'euros par an dans la seule Union européenne. (20minutes.fr 13.04)

3- Etats-Unis

Les Etats-Unis ont accusé un déficit budgétaire de 188 milliards de dollars en mars, a annoncé le Trésor mardi.

Le déficit du premier semestre de l'exercice budgétaire 2011, débuté le 1er octobre dernier, atteint le record de 829 milliards de dollars, soit 16% de plus que la période comparable du précédent exercice. (Reuters 13.04)

Haut de page

Le 15 avril

Infos personnelles. J'ai enfin obtenu hier le document du fisc indien pour ne pas payer de taxes sur les intérêts de mon modeste capital placé dans une banque d'Etat, j'avais engagé cette démarche à la mi-décembre ! En fait les élections locales et législatives ont eu lieu avant-hier au Tamil Nadu, je ne sais pas quels autres Etats étaient concernés, les résultats seront connus le 30 mars. Hier c'était férié également pour cause de Nouvel An au Tamil Nadu.

Chronique.

1- Les petites phrases de Sarkozy hier lors de la visite d'un établissement de réinsertion scolaire, à Bagnères-de-Luchon.

Démantèlement de l'Education nationale :

- «*Il faut aussi laisser faire confiance aux équipes pédagogiques, en introduisant de la liberté*» , a déclaré le chef de l'État, confirmant sa volonté d'aller vers une autonomie plus large des établissements scolaires, fer de lance des réformes engagées par son ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel. (lefigaro.fr 14.04)

Une fatalité qu'il faut accompagner :

- «*Je veux que les enseignants ne perdent pas confiance dans leur mission. C'est un métier magnifique dont on a besoin.» «Il ne faut pas avoir peur du changement. Face à des élèves qui changent, nos méthodes doivent changer. Il n'y a aucun avenir possible dans l'immobilisme.*» (lefigaro.fr 14.04)

2- Les petites phrases jeudi du ministre du Budget, François Baroin.

- Il fallait oser le dire : «*La priorité du gouvernement, c'est améliorer le pouvoir d'achat des Français*». (liberation.fr 14.04)

3- Les petites phrases de Dominique Strauss-Kahn jeudi lors de la réunion annuelle du FMI à Washington.

Poursuivre l'offensive contre le prolétariat mondial :

- «*Le plus important est de faire attention à ne pas se reposer sur ses lauriers*», car «*la crise n'est pas finie*», ce qu'on avait plutôt tendance à croire en observant comment les actionnaires des différentes places boursières se sont goinffrés en 2009 et 2010 et depuis le début de l'année 2011.

Vous avez raison monsieur Strauss-Kahn, la crise n'est pas finie, la preuve :

- JPMorgan Chase & Co a annoncé mercredi une hausse plus forte qu'attendue de son bénéfice net au premier trimestre, 5,6 milliards de dollars. (Reuters 13.04)

L'impérialisme américain a les mains libres pour agir à sa guise...

- Il a jugé «*tout à fait bienvenu*» l'annonce avant-hier d'Obama d'assainir les finances publiques américaines. (lefigaro.fr 14.04), bref qu'il fasse comme il l'entend, le FMI ne lui imposera rien, n'est-il pas à son service ? Une dette abyssale de 14.400 milliards de dollars, qu'est-ce que c'est franchement, un détail, et pour cause...

... ce qui n'est pas le cas des Etats de l'Union européenne :

- Concernant l'Europe, il considère que les stress tests sur les banques, qui seront organisés en juin prochain, «*devront être suivis de recapitalisations*». (lefigaro.fr 14.04), il en connaît le résultat avoir qu'ils aient eu lieu, ce qui montre bien que tout cela est savamment orchestré pour ensuite justifier les coupes sombres dans les budgets sociaux de tous les Etats. Inutile de poser la question, qui va encore casquer, on connaît nous aussi déjà la réponse.

Et pour conclure sur une affirmation qui ne manque pas de cynisme :

- La Grèce devrait "*s'en sortir*", les banquiers quoi, dont le PS est également le représentant.

4- Tous les arguments sont bons pour laisser le dictateur Kadhafi massacrer son peuple et rester au pouvoir.

- Interview de Ted Knight, syndicaliste à Unite (IO n°144 page 7) : "*L'objectif est de mettre en place un gouvernement qui permettra l'exploitation sans restriction des ressources pétrolières du pays et imposera l'économie de marché.*".

Mais qu'a donc fait Kadhafi jusqu'à présent ? Voyez-vous camarades, dans cet immense pays faiblement peuplé, 6,5 millions d'habitants environ, jusqu'à hier Kadhafi dans son extrême bonté a favorisé le développement social de son pays car il aime son peuple par dessus tout, si, si, c'est vrai puisqu'on vous le dit. Non, non, il ne se serait pas mis dans la poche quelque 70 milliards de dollars comme certains l'affirment, les profits de sa rente pétrolière et gazière, et puis vous savez, c'est un socialiste, oui, oui, comme Ben Ali, mais attendez là vous êtes rancunier, pourquoi ne pas avoir rappelé que Mitterrand avait fait bombarder Sétif en Algérie, le 8 mai 45, là vous faites dans la manipulation, c'était de l'histoire ancienne, bien sûr quelques décennies plus tard il a continué à entretenir des relations avec tous les dictateurs africains, mais c'était évidemment encore pour la bonne cause...

Kadhafi et ses rejetons ont toujours confondu les caisses de l'Etat avec leur propre compte en banque, mais bon on peut lui passer ce petit caprice, vous savez il est malade, la mégalomanie ne se soigne pas si facilement... Face à ce genre d'arguments, on reste bouche bée !

5- Le POI au chevet du capitalisme en Tunisie.

"*Pour la première fois au sein de ces comités, lemot d'ordre de « congrès national des comités locaux de protection de la révolution » prend forme. Il établit le diagnostic que les seules forces politiques à même de porter les revendications révolutionnaires devant l'Assemblée constituante ne pourront venir que des comités locaux de protection de la révolution et des syndicats de l'UGTT. Car la souveraineté de la nation exige la satisfaction des revendications ouvrières (titularisations, renationalisations, salaires, emplois) qui sont contradictoires avec l'accord d'association avec l'Union européenne et les plans du FMI.*"

Non, "*la satisfaction des revendications ouvrières*nécessite l'expropriation des capitalistes, la prise de contrôle des secteurs clés de l'économie par les travaillleurs eux-mêmes, la création d'un Etat ouvrier dont les comités locaux de protection de la révolution seraient les piliers. Le cours actuel de la révolution tunisienne et la radicalisation de son avant-garde permette d'avancer cette revendication. Ce n'est apparemment pas l'analyse que font le POI et évidemment les dirigeants de l'UGTT.

L'UGTT contre la remise en cause des fondements du capitalisme. Que dit dans une interview Hacine El Abassi, secrétaire général adjoint de l'UGTT : "*la mobilisation des travailleurs de l'hôtel Méridien, qui se prolonge depuis près de trois mois parce que le patron de cette entreprise refuse toute négociation et pose même l'exigence du licenciement d'une partie du personnel, dont les délégués syndicaux.*", et bien, il n'y a qu'à avancer la nécessité de le mettre dehors et déclarer que l'hôtel Méridien est la propriété de l'ensemble des travailleurs de ce pays... Non, non, on ne touche pas à la propriété privée des moyens de production, vous n'êtes pas fou, une telle perspective est suicidaire... Et le POI qui laisse dire, mieux qui acquiesce par son silence.

L'UGTT appelle à s'en remettre au gouvernement pour ensuite prétendre le combattre, un double langage qui masque mal la trahison de ses dirigeants et leur subordination au capitalisme : "*Ce que nous disons, c'est que le gouvernement doit prendre la véritable mesure des revendications formulées, revendications légitimes de statut, de salaires et s'orienter à les satisfaire, faute de quoi nous sommes disposés à prendre nos responsabilités, toutes nos responsabilités.*".

Ben voyons, ce gouvernement à la solde du capital et de l'impérialisme pourrait prendre les mesures que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire seraient à même de décider ! Ces dirigeants de l'UGTT que le POI encense sont des loques humaines, des agents du capital et rien d'autres, il faut les virer aussi, eux aussi ils ont été élus à leur poste sous Ben Ali !

Parole d'internaute.

(à propos du "*revenu citoyen*" de 850 euros par mois proposé par de Villepin)

- aujourd'hui :

RSA célibataire non SDF = 410€
APL (ville moyenne) = 248€
TOTAL REVENUS = 658€

demain : REVENUS CITOYEN + 850€

amélioration survie 850 - 658 = 192€

Réaction d'un internaute : cette mesure ne profiterait pas particulièrement aux plus pauvres.

Ajoutons, surtout qu'il envisage de leur faire payer des impôts et d'augmenter la TVA !

Politique.

1- France

De Villepin torpillé !

Le jour où l'ex-Premier ministre présente son projet pour 2012, le porte-parole de son mouvement "République solidaire" démissionne.

"Ce qui m'a amené à prendre cette décision, c'est les conditions dans lesquelles Dominique de Villepin a préparé le projet qu'il a présenté aujourd'hui", a expliqué le député de Dordogne. "Je regrette que sur ces dispositions qui posent de vraies questions de fond, il n'y ait pas eu la possibilité d'en débattre. Et, cela je ne peux pas l'accepter", a précisé Daniel Garrigue. (lepost.fr 14.04)

2- Bahreïn

Le gouvernement de Bahreïn a annoncé jeudi avoir engagé des procédures judiciaires pour faire interdire les deux principaux groupes d'opposition chiites.

"*Le ministère de la Justice et des Affaires islamiques fait savoir qu'il a engagé une action en justice en vue de la dissolution du parti Action islamique et du groupe Wefak*", dit un communiqué repris par l'agence de presse officielle de Bahreïn.

"*Cette action est dictée par des infractions majeures à la Constitution et aux lois du royaume, aux activités entreprises pour porter atteinte à la paix sociale, à l'unité nationale et pour inciter au non-respect des institutions constitutionnelles*", ajoute le communiqué gouvernemental. (Reuters 14.04)

3- Yémen

L'opposition yéménite a annoncé jeudi son refus d'aller à Ryad négocier un transfert du pouvoir et a exigé le départ du président Ali Abdallah Saleh dans un délai de deux semaines.

De sources proches de l'opposition, on disait, avant cette réunion, que des discussions pourraient s'ouvrir au plus tôt samedi à Ryad.

Mais l'un des chefs de l'opposition, Mohammed al Moutawakki, a douché ces espoirs de reprise du dialogue en annonçant qu'aucun représentant de son camp ne se rendrait dans la capitale saoudienne.

"*Nous soulignons une fois encore la nécessité d'accélérer le processus afin qu'il (le président Saleh) parte dans les deux semaines. En conséquence, nous n'irons pas à Ryad*", a-t-il dit.

"*Nous avons constaté que les éclaircissements fournis par les ambassadeurs étaient incompatibles avec notre exigence d'un départ immédiat (de Saleh)*", a-t-il ajouté.

"*Il n'y avait rien de nouveau dans ce que nous ont dit les médiateurs du Conseil de coopération du Golfe*", a-t-il précisé.

Selon plusieurs analystes, Saleh, qui a perdu ses précieux alliés qu'étaient les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, croit encore à sa survie politique malgré les manifestations quotidiennes contre son régime.

"*Mon analyse de la stratégie de Saleh est que chaque jour de plus qu'il passe au pouvoir lui permet d'affaiblir ceux qui lui ont fait défaut ou l'opposition*", estime Sarah Phillips, professeur à l'université de Sydney.

"*Des Yéménites, en particulier ceux qui sont très vulnérables aux fluctuations des prix sur les marchés locaux, préféreront peut-être le statu quo à la promesse d'une agitation prolongée*", ajoute la chercheuse, qui prédit que Saleh va "*probablement essayer d'exacerber cette peur*".

"*Toutefois, je suppose que plus il persistera dans cette voie, plus il suscitera de l'animosité.*" (Reuters 14.04)

Social.

1- France

1.1- Le Medef ou le vrai visage du capitalisme.

1.1.1- Jeudi, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a jugé que la proposition du gouvernement de contraindre les entreprises distribuant des dividendes à verser une prime de 1.000 euros à leurs salariés était «*incompréhensible*» et «*dangereuse pour l'emploi*».

«Je ne sais que dire tellement ces propos sont incompréhensibles», a déclaré Mme Parisot, soulignant: «On ne sait pas très bien de quel projet il s'agit».

Les problèmes de pouvoir d'achat «relèvent de la responsabilité des partenaires sociaux», a ajouté la responsable patronale, qui a dit souhaiter «*aller plus loin*» sur les salaires.

«*Dans chaque entreprise, chaque année, c'est obligatoire, c'est la loi, il y a des négociations entre les syndicats et les représentants du personnel (…) et la direction de l'entreprise. A l'issue de cette discussion, il y a dans la plupart des cas un accord (…) qui donne les grandes lignes en matière d'augmentation de salaires*», a-t-elle rappelé.

Laurence Parisot a notamment estimé qu'une telle mesure serait «*anti PME et anti TPE*» (très petite entreprise), estimant par exemple que pour une PME de 300 personnes, 300.000 euros représentaient souvent l'intégralité de son bénéfice. (liberation.fr 14.04)

Argument fallacieux, pour preuve, un rapport de l'INSEE rappelle qu'à peine la moitié des grandes entreprises (plus de 5000 salariés) rémunère ses actionnaires. Et seule une PME sur six verse des dividendes, alors que c'est là que travaillent les trois-quarts des actifs.

Et s'il n'y a pas davantage de grèves, c'est parce que ces "*négociations*" servent à légitimer des augmentations de salaires misérables, qu'ensuite les dirigeants syndicaux dénoncent, cherchez l'erreur. Si vous vous demandiez d'où provient le projet de "*réforme constitutionnelle*" de Sarkozy, vous avez ici une grande partie de la réponse. Ce n'est pas Sarkozy le fossoyeur des syndicats, mais bien les dirigeants syndicaux et ceux qui les soutiennent, d'ailleurs si vous observez attentivement, dans leur littérature vous cherchez en vain cette argumentation.

Je suis pour la liquidatiion de ce qu'ils appellent la "*politique contractuelle*" qui n'est qu'une politique de collaboration de classe entre le syndicat et le patronat au profit du capital. La preuve, une de plus.

Pierre-Yves Chanu, conseiller à la CGT : «on attend de voir», et d'ajouter «si le gouvernement se contente d'incitations, d'appels à négocier, les chances que ce dispositif échoue sont très grandes». Donc il est favorable à ce "*dispositif*". Alors que Christine Lagarde a indiqué la veille que, «*évidemment*», le gouvernement réfléchit «*à des mécanismes d'incitation sur le plan fiscal et sur le plan des charges sociales*»... pour compenser cette prime que les malheureux millionnaires ou milliardaires du CAC 40 ne pourraient pas supporter sans courir tout droit à la banqueroute !

Parmi les réactions des dirigeants syndicaux, la palme revient à FO qui dit redouter un "*effet d'aubaine*" qui permettrait aux employeurs de substituer cette prime à d'éventuelles augmentations de salaires. (Reuters 14.04) Parce que voyez-vous, ils avaient l'intention d'augmenter les salaires, sans même qu'on leur demande, sans la moindre grève, sans la moindre occupation d'usines, oh la vilaine chose que voilà ! De toutes petites miettes dont se satisfont les dirigeants syndicaux... pas les travailleurs.

C'est comme la tarte à la crème de ceux qui veulent taxer davantage le capital au lieu de combattre pour son abolition... Ceux qui disent non au projet de "*réforme constitutionnelle*" de Sarkozy parce qu'il vaudrait mieux conserver la Constitution telle qu'elle existe aujourd'hui, car c'est ainsi que les travailleurs l'interprètent, ceux qui veulent "*interdire les licenciements*" mais qui dans le même temps n'avancent pas la nécessité d'exproprier les capitalistes quand cette question est à l'ordre du jour de la lutte de classe, expropriation qui ne pourrait se produire qu'une fois que la classe aurait pris le pouvoir ; ceux qui veulent "*renationaliser*" l'EDF pour que cette entreprise soit gérée par l'Etat pour le compte des capitalistes, alors que la "*renationalisation*" d'EDF pour que la classe ouvrière en ait vraiment le contrôle et le bénéfice ne devrait se concevoir que dans la perspective d'un Etat ouvrier, ne devrait voir le jour que sous la direction d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, etc. Dans chaque cas, cela s'appelle accompagner le capitalisme et non le combattre, la gangrène du réformisme à l'oeuvre quoi ! Camarades, interdisons le voile des illusions dans le capitalisme dans le mouvement ouvrier !

1.1.2- Sur Canal+, la présidente de l'organisation patronale Medef Laurence Parisot a volé jeudi au secours du PDG de Total Christophe de Margerie, estimant que ses propos, critiqués par le chef de l'Etat, sur le litre de carburant à deux euros se voulaient un «*signal d'alarme*». (liberation.fr 14.04)

1.2- Mouvements sociaux en cours.

Depuis mardi, l'usine française de Ferrero à Villers-Ecalle (Seine-Maritime) est à l'arrêt. Plus aucun produit chocolaté ne sort de l'établissement, qui produit normalement 800.000 pots de Nutella et 1,2 million de barres Kinder Bueno.

Néanmoins, bloquer les lignes de production n'est pas anodin. D'autant plus qu'il s'agit là de la première grève depuis trente-sept ans chez Ferrero, de mémoire de syndicaliste. «*Au départ, nous n'avions pas prévu un mouvement dans la durée. Mais la plupart des salariés nous ont soutenus, parce qu'ils ont vraiment besoin d'une augmentation, alors on poursuit le mouvement*», concède Fabien Lacabanne, délégué syndical de Forces Ouvrières.

Les salariés demandent principalement une augmentation de 90 euros par mois et par personne, ce que l'entreprise a, pour l'instant, refusé. Après avoir proposé une augmentation d'1,2%, elle a avancé une hausse de 2% pour ceux qui gagnent plus de 22.500 euros par an, et une hausse de 50 euros brut pour ceux qui gagnent moins. Mais les syndicats tiennent à voir les salaires augmenter plus que les prix à la consommation, qui croissent de 2% en France à cause notamment de la flambée du prix du pétrole. Ils poursuivent donc ce mouvement, radical, de blocage de la production, pour obtenir gain de cause.

Un peu partout en France, de mêmes conflits touchent les usines françaises pour tenter d'obtenir des augmentations de salaires. Le chantier du grand stade de Lille a été arrêté car les salariés de la société de construction Eiffage souhaitent une augmentation de 85 euros net, contre 25 euros proposés par la direction. Les salariés de l'Usine Toyota d'Onnaing sont en grève depuis douze jours pour demander une prime de 800 euros et un treizième mois. (20minutes.fr 14.04)

1.3- Complément. Quelques mouvements sociaux du 8 mars au 11 avril.

LO pousse un cri de consternation : "*Les médias nationaux ne mentionnent pratiquement pas la grève des travailleurs de Toyota Onnaing, qui a démarré il y a douze jours, pour de meilleures salaires, et encore moins celles qui ont lieu dans de plus petites entreprises.*". (11.04)

Ah ben ça alors, nous non plus on n'en revient pas !

Quelques mouvements sociaux du 8 mars au 11 avril (http://www.clicbox.com). La plupart des articles sont extraits du journal *L'Humanité*, on a envie de dire ironiquement : le principal journal ouvrier qui informe les ouvriers dans ce pays !

- Á compter du lundi 11 avril 2011, les avocats du Barreau de la Seine Saint-Denis seront en grève du secteur aidé

- Argentine. Grève dans tous les hôpitaux publics de Buenos Aires ce vendredi 8 avril 2011. Les médecins municipaux de la capitale argentine ne protestent pas contre la politique de santé ou des réductions budgétaires. Victimes d'un conflit entre le gouvernement et la mairie, sur fond d'élections, ils réclament plutôt le retour des forces de sécurité devant les centres de santé.

- Aujourd'hui 6 avril, à 9h, les agents de Prévention Sécurité de l'entreprise SECURITAS travaillant sur le site du Conseil de l'Europe à Strasbourg se sont mis en grève à l'appel d'une intersyndicale C.G.T., UNSA, FO, C.F.D.T. et C.F.T.C. Les agents revendiquent des augmentations de salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail. Ce mouvement a été initié après communication par M. Mathieu, PDG de SECURITAS, le 17 février dernier dans la presse, sur la bonne santé de l'entreprise...

- 25/03. Paris : Grève et mobilisation devant le siège de l'AP-HP (CGT-FO-CFTC-Sud Santé)

Dans le cadre de la loi HPST, de la création des groupes hospitaliers, de la réorganisation des hôpitaux de l'APHP, déjà des hôpitaux ferment (Jean Rostand, Broussais, St-Vincent-de-Paul). De nouvelles fermetures sont annoncées et programmées (Hôtel Dieu, A.Chenevier, G.Clémenceau, C.Foix), ainsi que la vente du patrimoine de Fernand Widal et du Siège de l'APHP. L'objectif affiché : supprimer des milliers d'emplois à l'AP-HP. C'est un véritable plan social «de licenciements...

- 24/03. La grève continue au centre de tri de Rennes Airlande (Ille et Vilaine) : 3ème jour de grève... (Fapt-cgt-35) Rassemblés en assemblée générale hier soir les postiers du centre de tri de Rennes Airlande ont décidé de poursuivre leur mouvement. Ils ont tous voté une motion s'adressant à la direction qui demande des réponses écrites et concrètes sur au moins 2 points...

- 23/03. Aujourd'hui nous sommes au 3ème jour de grève. La mobilisation est toujours aussi importante (90% du personnel distribution, cabine, motorisation...). LA POSTE a mis en place un centre parallèle à quelques mètres du centre courrier. Ceci afin de casser le moral des collègues, mais cela a eu l'effet inverse et les renforce dans leur conviction (LA POSTE est capable de trouver des fonds pour payer des vigiles, des intérimaires et un local). Sur le piquet de grève il y a une bonne ambiance.

- 23/03. Les personnels contractuels de l'Ecole normal supérieure (ENS) en grève

Depuis le 10 janvier les personnels contractuels de cuisine de l'Ecole Normale Supérieur sont en grève pour l'obtention à la fois

de meilleures conditions de travail mais aussi pour leur titularisation. A ce jour, malgré les interventions de la CGT auprès du Ministre de la Fonction Publique et la promesse d'ouverture de négociations, la Directrice de l'ENS Ulm refuse de recevoir les personnels. C'est pourquoi ces derniers ont décidé de se remettre à nouveau en grève et occupent...

- 22/03. Grève Genlis : la Cgt & l' Ugict-Cgt SigmaKalon France appellent à la solidarité avec les grévistes

En grève depuis le 7 mars 2011, les salariés grévistes de Genlis ont entamé hier matin (21 mars) leur 3ème semaine de grève. Depuis ce jour, ils se battent pour ne pas être tondus comme des moutons par un repreneur peu scrupuleux des droits collectifs conventionnels et autres dispositions sociales des accords collectifs d'entreprise et d'établissement qu'ils ont pu acquérir depuis leur embauche dans l'entreprise ; ID LOGISTICS ayant pour objectif à 9 ans de « ramener le coût de la...

- 09/03. Fin de la grève des salariés à Prisma Presse

Les salariés de Prisma Presse (Geo, Capital, Gala Voici, VSD), ont mis fin mercredi 9 mars à la grève qu'ils avaient entamée il y a près d'une semaine, après avoir approuvé les nouvelles propositions de la direction.

- 09/03. Equipementier - Des bénéfices pour Valeo, un site en grève

Alors que l'équipementier français affiche des résultats en progression, un mouvement social a démarré à Amiens

- 08/03. Négociations salariales chez Decaux : des établissements touchés par une grève nationale

Plusieurs établissements de la société d'affichage JC Decaux ont été touchés mardi par une grève, au terme de négociations salariales qui ont débouché sur des propositions jugées insuffisantes par les syndicats, a-t-on appris de sources syndicales et auprès de la direction. "La mobilisation est très forte, dans des établissements en province comme Marseille, Lyon, Bordeaux ou Toulouse, ainsi qu'à Paris", a déclaré Thierry Bertrand, délégué FO. Elle touche surtout l'exploitation,...

Haut de page

Le 16 avril

Politique

1- France

1.1- L'UMP se délite

Le député-maire de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), René Couanau, a annoncé vendredi qu'il quittait à la fois l'UMP et le groupe UMP de l'Assemblée nationale pour rejoindre les non-inscrits.

"*A un moment il faut être clair. Je ne peux pas continuer à faire semblant d'approuver des choses que je n'approuve pas*", a-t-il poursuivi en faisant référence au débat sur la laïcité ou bien encore au projet de loi visant à inscrire dans la Constitution la "*règle d'or*" de maîtrise des déficits publics.

Pour lui, ce texte "*aura pour effet de ligoter les gouvernement à venir*". (Reuters 15.04)

Il "*ligotera*" celui qui acceptera d'être ligoté par lui !

1.2- Le PS ou l'épouvantail pour dégoûter les jeunes de la politique.

Entendu lors de la conférence « *Conscience Politique et modes d'actions chez les jeunes* » du vendredi 15 avril au TNB, avec comme animateurs Rama Yade, ambassadrice de la France à l'UNESCO et Najat Vallaud-Belkacem, secrétaire national au PS.

Question posée par une personne dans la salle : la possibilité d'instaurer un tirage au sort des députés.

Réponse de Vallaud-Belkacem : « *Il ne faut rien s'interdire* ». (liberation.fr 15.04)

Puisqu'il ne "*faut rien s'interdire*", allons-y, j'ai une proposition à vous faire monsieur Vallaud-Belkacem : la roulette russe ! Attention le chargeur est plein, j'allais oublier de vous le préciser.

2- Algérie

Dans un discours très attendu, le président algérien Abdelaziz Bouteflika a annoncé vendredi soir une prochaine révision de la constitution en vue de «*renforcer la démocratie*». «*Pour couronner l'édifice institutionnel visant à renforcer la démocratie, il importe d'introduire les amendements nécessaires à la Constitution*» de 1996, a affirmé Abdelaziz Bouteflika dans ce discours à la nation de 20 minutes.

«*J'ai exprimé, à maintes reprises, ma volonté de faire réviser la Constitution et j'ai réaffirmé cette conviction et cette volonté à plusieurs occasions*», a rappelé le chef de l'Etat algérien en annonçant la création d'une commission constitutionnelle «*à laquelle participeront les courants politiques agissants et des experts en droit constitutionnel*».

La commission «*me fera des propositions dont je m'assurerai de la conformité avec les valeurs fondamentales de notre société, avant de les soumettre à l'approbation du parlement ou à vos suffrages par la voie référendaire*», a-t-il expliqué.

Abdelaziz Bouteflika a également annoncé une révision de la loi électorale et de la loi concernant les partis politiques. (lefigaro.fr 15.04)

3- Libye.

3.1- Les forces du colonel Mouammar Kadhafi ont de nouveau pilonné ce vendredi les rebelles libyens retranchés à Misrata, dans l'ouest du pays, où la bataille pour le contrôle du port de la ville assiégée fait rage.

D'autres affrontements ont eu lieu dans l'est de la Libye, à un kilomètre de l'entrée ouest d'Adjabiah. De son côté, l'aviation de l'Otan a mené des raids sur Syrte. (20minutes.fr 15.04)

3.2- Dans un appel commun vendredi, Barack Obama, David Cameron et Nicolas Sarkozy affirment que l'avenir de la Libye ne peut être envisagé avec Kadhafi.

3.3- Rony Brauman, l'ex-président de Médecins sans frontières s'insurge contre le « *coup d'Etat humanitaire* » d'une guerre légale mais illégitime.

Un mois après le début des frappes aériennes contre l'armée de Kadhafi, Rony Brauman était vendredi l'invité de L'Info.com, une émission commune de France Info et de Rue89, animée par Mireille Lemaresquier.

Professeur à Sciences-Po Paris et à l'université de Manchester, Rony Brauman critique vertement l'action de l'Otan pourtant autorisée par le conseil de sécurité de l'ONU :

« *Le conseil de sécurité étant la source de la loi internationale, cette guerre est légale. Je ne la trouve pas légitime pour autant, je ne la trouve pas utile pour autant et je ne la trouve pas gagnable pour autant.* »

« ***Je ne suis d'accord ni sur la méthode, ni sur les objectifs*** »

Rony Brauman s'explique :

« *J'aurais très bien compris que l'on exerce une pression autour de Benghazi par une pression militaire, par des survols, par une attitude extrêmement active et déterminée dès lors qu'il s'agissait de prévenir un massacre à Benghazi. L'argument selon lequel cette tuerie était imminent est recevable.*

On parle aujourd'hui de "dizaines de milliers de morts évités", ce qui me semble relever du registre de la propagande, mais la menace du massacres proférés par Kadhafi était à prendre au sérieux, et je comprends très bien que dans le contexte des révoltes arabes, dans le périmètre géographique où cela se situait, il y avait quelque chose à faire.

Mon opposition n'était donc pas à "faire quelque chose", mais au "quelque chose" qui a été décidé. Et cette décision a été de protéger la population libyenne dans son ensemble. Ça n'était plus briser le siège de Benghazi, mais étendre son autorité sur l'ensemble du pays.

Pour moi, cela signifiait le renversement du régime – et je n'ai aucun attachement au régime de Kadhafi –, ce qui signifiait

déclencher une situation politique, une réaction en chaîne sur laquelle on n'avait plus aucun contrôle. D'autant plus que c'était fait à partir des airs.

On entrait dans une guerre – car renverser un régime par la force, c'est un acte de guerre – avec les mains liées dans le dos mais en donnant des coups de pieds partout. C'est-à-dire, en étant sûrs de provoquer un chaos partout, sans pour autant se donner les moyens d'atteindre l'objectif.

Je ne suis d'accord ni sur la méthode, ni sur les objectifs. Je pense que l'époque où il était envisageable d'aller révoquer des dirigeants pour les remplacer par d'autres, de choisir les régimes qui convenaient aux puissants est révolue.

Elle n'est pas seulement révolue sur le plan moral, sur le plan politique, elle est aussi révolue sur le plan pratique. Car le niveau de violence qu'il faut utiliser pour imposer sa volonté est désormais interdit. »

« ***La position que je défends est difficile*** »

« *La position que je défends est difficile. Mais nous n'avons le choix qu'entre des positions difficiles : ne rien faire du tout, faire un peu, ou faire trop.*

- Ne rien faire du tout, c'était extrêmement coûteux, moralement, politiquement ;

- faire un peu, c'était le compromis qui aurait été à mon avis souhaitable, c'est-à-dire affirmer un soutien politique et donner au rapport de force en faveur des insurgés une réalité un peu plus substantielle ;

- entrer dans une guerre, qui est, qu'on le veuille ou non, d'agression, une "guerre juste" au titre de la "responsabilité de protéger" des Nations unies. Je suis de ceux qui critiquent ce mécanisme car plutôt que de "protéger", on devrait plutôt parler de "coup d'Etat humanitaire". »

« ***Donner un peu d'air aux Libyens et éviter un massacre*** »

« *Quand on s'insurge, quand on se soulève, on prend des responsabilités, et il faut être capable de les assumer. Lorsqu'on lutte contre un pouvoir, avec l'idée naturellement de le renverser, il faut se donner un rapport de force interne, il fait le construire. S'il s'agit de s'appuyer sur des forces extérieures, là on rentre dans les rapports entre la minorité et les empires qui a caractérisé l'époque impériale, et on va droit à la catastrophe.*

Je ne crois pas que cela soit un service durable à une insurrection que de venir avec les gros sabots des armées étrangères pour en assurer la consistance militaire.

Notre responsabilité est celle d'intervenant extérieur, de spectateur, de voisin aussi, ce qui n'est pas indifférent. Il fallait faire quelque chose de ponctuel, pour leur donner un peu d'air et éviter un massacre. Mais pour le reste, il fallait assumer publiquement que le renversement de Kadhafi était l'affaire des Libyens et pas celle des puissances étrangères. »

L'Afghanistan, scénario catastrophe de la Libye ?

« *L'intervention d'Afghanistan, il y a dix ans, avait un but irrécusable et accepté par tous, qui était de détruire les bases à partir desquelles l'attaque du 11-Septembre avait été lancée. Ça, personne ne le contestait.*

Ensuite, il s'est agi de détruire le régime, et ensuite de construire une nation, puis de construire la paix, de protéger la population contre les talibans… Et ça donne la guerre la plus longue dans laquelle sont engagés les Etats-Unis.

Nous menons là-bas une "guerre des droits de l'homme" qui se solde par des milliers et des milliers de morts, et des bavures, une haine croissante contre les forces d'occupation étrangères, 200 000 hommes au sol, des milliards de dollars dépensés en pure perte, un régime accusé de corruption, redevenu le premier producteur de drogue au monde.

Bien sûr qu'il ne fallait pas aller en Afghanistan ! Il faut d'ailleurs s'habituer à l'idée que le monde ne nous demande pas comme shérifs, que nous ne sommes pas le juge de la planète, que cette époque est révolue, pour le meilleur et parfois pour le pire.

Je suis scandalisé, révolté, de voir que Obama, Cameron, et Sarkozy, peuvent publier une tribune expliquant que Kadhafi doit partir. De quel droit peuvent-ils dire ça ? Du droit du plus fort ? » (Rue89 15.04)

Commentaire d'un internaute.

- "Une position intelligente, motivée, argumentée.

J'ai lu beaucoup de tribunes sur l'impérialisme occidental, le Sarkozy va-t'en-guerre... Mais assez peu avec un point de vue constructif et posé. C'est ici le cas.

Le problème majeur vient finalement du fait que les insurgés sont trop faibles. Ils semblent donc incapables d'incarner une alternative politique crédible rapidement, et de vaincre l'armée libyenne par les armes.

Et c'est bien là le problème. Si on laisse Kadhafi en place alors que les insurgés ne sont pas totalement organisés, on peut imaginer le sort qu'il leur réservera à plus ou moins long terme.

Intervenir de façon très modérée peut permettre un status-quo, mais ne permet pas un règlement du conflit, alors que Kadhafi et les insurgés ne vont rien lâcher.

Finalement, la position des grandes puissances n'est pas vraiment légitime, mais la position de Mr Brauman ne permet pas de sortie du conflit..."

Commentaire.

Je ne partage évidemment pas toutes les positions de Mr Brauman, loin de là, par contre il a raison de condamner la déclaration commune d'Obama, Cameron et Sarkozy ou d'affirmer que le renversement de Kadhafi est exclusivement l'affaire du peuple libyen lui-même. Par ailleurs, libre à lui de s'identifier aux gouvernements français qui se sont succédés depuis 10 ans quand il dit "*nous menons là-bas*", comme si ces gouvernements avaient eu une quelconque légitimité du point de vue des intérêts de la majorité de la population en France, ce que nous récusons, ils ne représentent que les intérêts du capital, donc ceux d'une infime partie de la population, à ce titre ils étaient antidémocratiques et celui de Sarkozy-Fillon encore plus que ses prédécesseurs...

Il a raison de dire qu'on aurait pu accepter un "*compromis*" qui aurait consisté à ne pas condamner une intervention militaire ponctuelle, afin d'empêcher que la population libyenne qui s'était soulevée contre Kadhafi ne se fasse massacrer, c'est la position que je défends également.

Ce qu'il n'a pas compris, semble-t-il, bien qu'il l'évoque, c'est que c'était prendre le risque de mettre le doigt dans l'engrenage d'une guerre sans fin, sans en mesurer les conséquences au niveau des destructions et des morts qu'elle causerait inévitablement. Il ne tient pas compte non plus que ce soulèvement ne s'est pas réduit à l'est de la Libye, même s'il a été largement étouffé à Tripoli et sa région, tandis que les va-t-en guerre occidentaux avaient misé sur un soulèvement général qui ne s'est pas produit, non pas que la population y était opposée, mais parce qu'elle n'y était pas préparée politiquement, ajoutons militairement puisqu'elle devait affronter une dictature militaire dirigée par un despote qui n'hésiterait pas à la réprimer férocement et la mitrailler à la première tentative de manifestation, pacifique ou désarmée, ce qui s'est d'ailleurs produit à Benghazi à la mi-février et a signifié le début de ce soulèvement.

Mr Brauman fait peut-être preuve d'un certain courage en développant une analyse qui va à contre-courant des positions défendues par ceux qui soutiennent cette intervention militaire et ceux qui y sont farouchement opposés, mais il ne va pas jusqu'au bout. Il ne tient pas compte non plus de la personnalité du dictateur au pouvoir, il ne mentionne pas, dans sa déclaration dont je n'ai eu que des extraits je préfère le préciser, que ce n'est pas la première fois que le peuple libyen tente de se soulever pour renverser Kadhafi et qu'à chaque fois, cela s'est terminé par des milliers d'arrestations ou enlèvements, et que les opposants ou déclarés comme tels par le régime, ont été torturés, puis liquidés froidement ou ont disparu à jamais, sans qu'ait eu lieu le moindre procès, il ne s'est même pas donné la peine de monter un simulacre de procès pour les juger, non, il les a abattus comme des chiens atteints de la rage.

Effectivement nous sommes face à un dilemme, et l'attitude la plus confortable consiste à se ranger dans le camp de ceux qui soutiennent cette intervention militaire ou celui de ceux qui y sont farouchement opposés, dans les deux cas au nom de principes et sans tenir compte de la complexité de la situation sur le terrain. Cet internaute a raison de dire que "*la position de Mr Brauman ne permet pas de sortie du conflit*" parce qu'il ne va pas au bout de son analyse ou parce qu'il ne prend pas en compte la totalité des facteurs qui composent la situation en Libye et la manière dont ils peuvent évoluer ainsi que leurs rapports.

Soit Mr Brauman connaît mal Kadhafi et son régime, soit il parle à la légère. Il n'a pas condamné le soulèvement du peuple libyen contre le dictateur, mais il ne semble pas comprendre que la seule réponse qu'y apporterait Kadhafi serait forcément une répression féroce et sanglante, sans qu'il soit nécessaire ici d'évoquer une intervention militaire extérieure, par ce seul fait, que la population de l'est de la Libye réussisse cette fois à se soulever en masse contre le dictateur, ce que personne ne nie il faut préciser, ne pouvait se terminer que de deux manières possibles : soit Kadhafi envoyait son armée pour écraser ce soulèvement et on n'en parlait plus, soit il ne parvenait pas à l'écraser et le pays se retrouvait divisé entre deux entités : à l'ouest, la Tripolitaire où règne Kadhafi et son clan, à l'est, la Cynéraïque où le soulèvement de la population a été général, avec

Benghazi comme capitale.

En résumé.

Nous ne sommes ni favorable à une intervention militaire extérieure, nous ne sommes pas davantage favorable à une partition de la Libye, mais nous ne sommes pas non plus favorable à l'écrasement de se soulèvement révolutionnaire par le dictateur Kadhadi. Maintenant compte tenu de la personnalité de Kadhafi, de ses "glorieux" faits d'arme passés contre son peuple, de la dictature qu'il lui impose depuis 42 ans, il paraissait évident que la partition du pays était inscrite dés le premier jour comme la conséquence inévitable du soulèvement à l'est de la Libye, à partir du moment où les insurgés conserveraient le contrôle de cette région.

Par contre, nous sommes contre la poursuite des bombardements à l'ouest de la Libye, parce qu'ils sont les préludes et le prétexte à une escalade militaire de la part de l'OTAN dont la population civile sera la principale victime, de la même manière que nous condamnons la déclaration d'Obama, Cameron et Sarkozy. Par conséquent les forces révolutionnaires présentes à l'ouest de la Libye doivent abandonner leurs positions à Misrata et se replier sur Ras Lanouf ou au-delà de cette ville située à proximité de Syrte, un des bastions de Kadhafi, sur une ligne coïncidant avec le passage en territoire Cyrénaïque.

On peut maintenant extrapoler ou refaire l'histoire et regretter que la population de l'ouest de la Libye n'ait pas trouvé la force de se soulever en masse contre le dictateur, nous avons déjà expliqué pourquoi en détails à maintes reprises pour ne pas y revenir ici ; Kadhafi et son clan tenant d'une main de fer son fief, où se trouve la capitale Tripoli, le siège de son pouvoir et le gros de son armée, la population privée de partis politiques, donc pas préparée politiquement à affronter Kadhafi, il était pratiquement inévitable que le dictateur garde la main sur son fief et c'est ce qui s'est produit.

Une dernière chose.

On a le choix entre analyser la situation en Libye en prenant en compte la totalité des facteurs et des acteurs en présence, soit l'analyser à partir d'a priori, de partis pris ou d'idées préconçues, de principes élevés au rang de dogmes, ajoutons y des exemple tirés du passé ou des situations jugées similaires et qui ne le sont pas vraiment, ou de se livrer à des comparaisons pas toujours très judicieuses ou carrément fallacieuses.

On peut aussi analyser la situation en Libye à partir des intentions affichées, supposées ou camouflées des différentes parties en présence ou qu'on leur prête, leur accorder consciemment ou non une prépondérance sur les faits, toujours est-il et quelles que soient les manoeuvres et les efforts déployés par les uns ou les autres pour que la situation évolue dans un sens ou un autre, ce sont finalement les masses qui décident en dernière instance du sort de leur révolution, avec leurs convictions, leur faiblesse politique, et bien sûr leurs illusions.

Cela étant dit, nous refusons de nous substituer aux masses révolutionnaires libyenne et de décider à leur place de quelle manière elles peuvent mettre fin à cet affrontement armé contre Kadhafi, nous refusons de porter un jugement sur les moyens qu'elles comptent employer pour éviter de se retrouver encore pendant de longues années sous le joug du dictateur et en proie à sa terrible vengeance si elles se rendaient, et nous refusons de condamner toute issue politique qui leur permettrait de conserver leur dignité et leur donnerait la possibilité de conquérir des droits politiques et sociaux, les mettant toutefois sérieusement en garde envers les dirigeants du Conseil national de transition (CNT) qui siègent à Benghazi, car c'est à elles seules que revient le droit de former leur propre gouvernement et Etat éventuellement, si la partition du pays devenait effective. Sur la question précise du CNT, on est en droit de faire preuve d'un optimisme mesuré, si on ne surestime pas le niveau de conscience politique des travailleurs et jeunes engagés dans cette révolution, on ne doit pas non plus les sous-estimer et les prendre pour des demeurés, les éléments qui nous sont parvenues sur les dirigeants du CNT, leur passé au côté de Kadhafi, ces travailleurs et jeunes les ont à l'esprit en permanence et les connaissent beaucoup mieux que nous. La même réflexion vaut sur l'idée qu'ils se font des intentions de la coalition impérialiste qui bombarde l'artillerie de Kadhafi ou sur Al-Qaïda

Faisons confiance aux masses, plaçons-nous résolument à leur côté, de toutes manières que vous le vouliez ou non, il est impossible de revenir en arrière, il n'y a que les poltrons, les hypocrites et les crétins pour ne pas en convenir.

4- Yémen

Cent chefs appartenant aux deux tribus les plus importantes et influentes du Yémen ont appelé vendredi le président Ali Abdullah Saleh, contesté depuis deux mois par la rue, à quitter immédiatement le pouvoir et à retirer à son fils le contrôle des forces de sécurité.

Cette annonce confirme l'effritement des soutiens dont bénéficie le chef d'Etat yéménite, au pouvoir depuis 32 ans, après des semaines de manifestations pour réclamer son départ.

Des manifestations anti-gouvernementales ont à nouveau eu lieu vendredi, réunissant des centaines de milliers de personnes après

la prière devant l'université de Sanaa. Des manifestations massives ont également eu lieu dans les villes de Taëz et Aden (sud) et dans la province d'Hadramawt (est).

De son côté, Saleh a rassemblé des dizaines de milliers de partisans près de son bureau, déclarant à la foule que leur présence témoignait de sa légitimité et d'un "rejet du chaos". (AP 15.04)

5- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont fait usage vendredi de bâtons et de grenades lacrymogènes pour empêcher des milliers de manifestants venus des faubourgs de marcher sur la place des Abbassides de Damas.

"*J'ai compté 15 bus transportant des 'moukhabarat' (police secrète). Ces derniers ont été déployés dans les ruelles situées au nord de la place pour traquer les manifestants. Ils hurlaient 'espèce de maquereaux, espèce d'infiltrés. Vous voulez la liberté, on va vous la donner!'*", a raconté un témoin.

D'après un autre témoin qui a accompagné la foule venue des banlieues de la capitale, ils étaient des milliers à scander "*le peuple veut la chute du régime*".

La foule a déchiré de nombreux posters du président Bachar al Assad placardés sur les murs. (Reuters 15.04)

6- Tunisie

Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés vendredi devant l'ambassade d'Arabie Saoudite à Tunis pour réclamer l'extradition de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali.

A lui seul, l'ancien chef d'Etat fait l'objet de 18 affaires pour "*complot contre la sûreté de l'Etat, homicides volontaires, détention et écoulement de drogue*".

Des pancartes brandies par les manifestants appelaient les autorités saoudiennes à "*respecter la volonté du peuple tunisien*" et à "*livrer l'ancien président pour qu'il soit traduit devant la justice pour les crimes qu'il a commis*". (AP 15.04)

7- Burkina Faso

Le chef de l'Etat burkinabé, Blaise Compaoré, qui résiste depuis février à des mouvements de colère multiples, dont ceux de soldats, a été confronté, jeudi et vendredi, à une nouvelle mutinerie de sa propre garde présidentielle, qui s'est étendue à d'autres militaires. Cette mutinerie a entraîné, vendredi 15 avril, la dissolution du gouvernement dirigé par le premier ministre Tertius Zongo, et le limogeage du chef d'état-major des armées, le général Dominique Djindjéré, remplacé par le colonel-major Honoré Nabéré Traoré.

Le mouvement de révolte avait commencé jeudi soir, et a pris fin dans la journée de vendredi après que les soldats eurent finalement reçu le paiement d'une indemnité de logement et d'alimentation qu'ils réclamaient.

Le mouvement avait débuté jeudi dans une caserne située dans le périmètre d'une vingtaine d'hectares du palais présidentiel, les soldats tirant en l'air pendant plusieurs heures. Il s'était ensuite étendu à une deuxième caserne. Le domicile du général Dominique Diendiéré, chef d'état-major particulier du président Compaoré, situé dans cette caserne, avait été saccagé, selon une source militaire.

Il ne s'agit pas du premier mouvement de protestation de militaires. Fin mars, des militaires en colère, qui protestaient contre la condamnation et l'emprisonnement de certains de leurs camarades inculpés dans des affaires de mœurs et de viols, s'étaient emparés d'armes de guerre dans des garnisons de plusieurs villes.

La révolte de ces soldats avait été précédée par un mouvement de contestation de jeunes étudiants à la suite de la mort, fin février, d'un des leurs, tué lors d'une manifestation. D'autres manifestations s'étaient ensuivies dans tout le pays, faisant au moins six morts, dont quatre étudiants. Cette double protestation, des militaires et des jeunes, avait constitué l'une des plus graves crises qu'ait connues le régime du président Compaoré, un ancien militaire arrivé au pouvoir il y a vingt-quatre ans à la faveur d'un coup d'Etat contre son ancien compagnon Thomas Sankara, figure emblématique de l'émancipation africaine. (lemonde.fr 15.04)

Commentaire d'un internaute.

- Soupçonné d'avoir trempé dans l'assassinat de Thomas Sankara, M.Compaoré est un grand démocrate à n'en pas douter et très aimé de son peuple puisque maintes fois réélu avec plus de 80% des voix. C'est sans doute pourquoi notre président-

guerrier-justicier ne cherche pas à guerroyer contre lui ni à le déposer, au contraire, ayant en outre un point commun: ils ont tous les deux aidé à l'installation d'Ouattara en Côte d'Ivoire.

Social

France

1- Quand le voleur crie aux voleurs.

Vendredi, le ministre du Travail : l'Etat se montrera intransigeant avec la fraude sociale. «*Les contrôles des arrêts de travail ont permis d'économiser plusieurs centaines de millions d'euros*», a précisé Xavier Bertrand.

«*Il faut appliquer et alourdir les pénalités existantes*», qui actuellement ne sont pas mises en œuvre partout, a-t-il expliqué lors d'un déplacement à Rennes. «*Elles doivent être appliquées par toutes les branches*». «*Passer à travers les contrôles va devenir mission impossible*», a-t-il plaidé. (lefigaro.fr 15.04)

Commentaire d'un internaute.

- Claude Brémond le directeur de la CPAM de Nantes a démissionné en 2007, écoeuré, après avoir soulevé le lièvre et découvert de vastes systèmes de fraudes impliquant entre autres le corps médical...on lui avait fait comprendre qu'il ne fallait pas faire de vagues...

2- Pour ***Les Echos***, la hausse de 2% du Smic va être un "***choc***" pour les entreprises.

D'après le quotidien économique Les Echos, le Smic pourrait être augmenté de 2% d'ici à cet été. Cela concerne 2,3 millions de salariés.

En cause, la hausse des prix. Lorsqu'elle atteint 2%, le Code du travail prévoit que le salaire mininimum doit être automatiquement revalorisé. Et ce, dès le premier jour du mois suivant la publication de cette hausse. D'après l'Insee (Institut national des statistiques et des études économiques), cette augmentation ne serait pas mise en oeuvre avant le 1er juin.

"*Le choc serait cette fois-ci plus important pour des entreprises déjà confrontées à la hausse des matières premières* " précise le quotidien.

Actuellement, le SMIC horaire brut est de 9 euros, pour un brut mensuel de 1.365 euros. (AP et lexpress.fr 15.04)

Mais qu'ils s'estiment encore heureux de ne pas subir l'électrochoc de leur expropriation ! Pas encore.

3- Sarkopy et Guéant toujours en "***croisade***" !

«*Aujourd'hui il y a à peu près 200.000 étrangers supplémentaires (par an) qui sont autorisés à séjourner en France (...) Mon objectif, c'est de réduire ce nombre de 20.000, c'est-à-dire de passer de 200.000 à 180.000, dans un premier temps*» a déclaré le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, vendredi soir à TF1.

«*Il faut savoir*», a-t-il ajouté, «*que 24% des étrangers non européens qui se trouvent en France sont des demandeurs d'emploi. C'est presque trois plus que le taux (de chômage) national*».

Dans un rapport remis cette semaine au Premier ministre, François Fillon, le président du Haut conseil à l'intégration (HCI), Patrick Gaubert, estime que «l'intégration à la française, ça marche».

«*Si l'on considère des indicateurs tangibles comme le niveau de diplôme des générations suivantes, la mobilité sociale ou les mariages mixtes, la majorité s'intègre*», a-t-il ajouté.

Au total, 11,5 millions d'immigrés ou enfants d'immigrés résident en France, soit 19% de la population et près de 180.000 personnes arrivent dans l'Hexagone chaque année, selon des chiffres du HCI. (20minutes.fr 15.04)

Depuis la fin décembre 2010, le consul de France à Pondichéry n'a par répondu à ma requête en faveur de la demande de visa de mon beau-frère qui avait été rejetée, sans motif puisqu'ils ne sont pas obligés d'en fournir un, c'est la loi, la loi de l'arbitraire !

Economie.

1- Grèce. A vendre au plus offrant, on brade !

1.1- Le premier ministre grec a présenté vendredi les grandes lignes de son programme budgétaire 2012-2015.

Papandréou a ainsi prévenu que de nouvelles mesures d'austérité seraient prises, qui seront détaillées après les congés de Pâques. Elles comprendront des coupes salariales, le renforcement des contrôles des comptes, notamment dans les hôpitaux, et un coup de frein sur les embauches. L'État grec espère ainsi économiser près de 23 milliards d'euros pour arriver à réduire ses dépenses à environ 44 % du PIB.

Malgré les tensions sociales et l'annonce de nouvelles manifestations début mai, le gouvernement a décidé de lancer au plus vite un large programme de privatisation de 50 milliards d'euros d'ici à 2015. (lefigaro.fr 15.04)

1.2- Sans attendre, l'Etat grec a annoncé, vendredi 15 avril, qu'il allait réduire sa part dans le capital de l'opérateur d'électricité DEI.

Autre mesure qui doit prendre effet dès 2011, la baisse de 20 % de la participation de l'Etat dans l'opérateur téléphonique OTE, dont l'actionnaire principal est Deutsche Telekom. L'Etat veut également privatiser partiellement Trainose, la société d'exploitation des chemins de fer.

La compagnie de Gaz Depa sera également partiellement privatisée dans le courant de l'année, l'Etat ne conservant qu'une minorité de blocage de 34 %.

En 2012, l'Etat entend aussi vendre des parts de la caisse des dépôts et "*d'ici 2013*" réduire sa participation dans la banque postale. Les casinos, usines d'armement, ports et aéroports figurent aussi dans le catalogue des ventes d'ici 2013, avec notamment en 2012 l'extension prévue de la concession actuellement gérée par le groupe allemand Hochtief de l'aéroport d'Athènes, où la participation de l'Etat sera encore revue à la baisse. Au total, les cessions doivent rapporter entre 12 et 16,5 milliards d'euros d'ici 2013 : 2 à 4 milliards d'euros en 2011, 5,5 à 7 milliards en 2012, et 4,5 à 5,5 milliards en 2013.

En matière de réduction des dépenses, les mesures prévues, qui doivent être détaillées après Pâques, incluent le passage aux quarante heures dans la fonction publique, contre 37,5 heures actuellement, des baisses de salaire dans les grandes entreprises publiques, et des coupes dans les dépenses de santé et de défense, précise le document. (lemonde.fr 15.04)

Commentaire d'un internaute

- A 18H00 HEC (16H00 GMT), les taux grecs à 10 ans grimpaient à 13,712 %, contre 13,156 % la veille à la clôture. Les taux portugais à 10 ans montaient pour leur part à 8,868 %, contre 8,767 % la veille. "De plus en plus de personnes très écoutées par les marchés évoquent une restructuration de la dette pour plusieurs pays de la zone euro", a commenté Patrick Jacq, stratégiste obligataire chez BNP Paribas. Ainsi, pour Mohamed El-arian, PDG de Pacific Investment Management Company (PIMCO), le plus gros fonds de gestion obligataire au monde, une restructuration des dettes grecque, portugaise et irlandaise est inévitable, alors que l'Espagne devrait être épargnée, selon un entretien accordé jeudi soir à la chaîne américaine CNBC. Portugal : taux des obligations à 10 ans : 8,997 %. Irlande : taux des obligations à 10 ans : 9,709 %. Le plus hallucinant, c'est la Grèce : Grèce : taux des obligations à 2 ans : 18,504 %. Grèce : taux des obligations à 5 ans : 15,696 %. Grèce : taux des obligations à 10 ans : 13,826 %.

2- Irlande

L'agence de notation Moody's a abaissé vendredi de deux crans la note de l'Irlande, la plaçant au plus bas niveau des emprunteurs fiables. La menace d'une restructuration de la dette irlandaise enfle.(lefigaro.fr 15.04)

3- Etats-Unis

La Chambre des représentants américaine a adopté vendredi un projet de budget pour 2012 qui s'en prend violemment aux grands programmes sociaux de l'Etat providence américain pour tenter de résoudre la question des déficits à long terme.

Le projet de budget républicain pour 2012 présenté par le président de la commission du Budget, Paul Ryan, économiserait selon l'élu 4.400 milliards de dollars sur les dix prochaines années et s'efforcerait de diminuer les régulations qui selon les conservateurs entravent la croissance économique.

Le plan appelle à des réductions d'impôts pour les entreprises et les Américains le plus riches, tout en préconisant la maîtrise des dépenses de santé, en réformant les programmes d'assurance-maladie pour les personnes âgées (Medicare) et pour les plus démunis (Medicaid).

Le Medicare serait réformé pour inclure le choix d'une couverture privée. Les prestations du Medicaid seraient transformées, adaptées en fonction des «besoins» des différents Etats.

Sur la Social Security (assurance sociale contenant des prestations retraite et pour les handicapés) les républicains prévoient de forcer le président et le Congrès à garantir la solvabilité du dispositif. (20minutes.fr 15.04)

4- Chine

Le produit intérieur brut (PIB) chinois a augmenté de 9,7% au premier trimestre par rapport à l'année précédente, après avoir progressé de 9,8% au quatrième trimestre 2010.

Les prix à la consommation ont enregistré leur plus fort rythme de croissance depuis juillet 2008, progressant de 5,4% en mars sur un an.

Les prix agricoles ont été le principal moteur de l'inflation, les prix de l'alimentation progressant de 11,7% en mars sur un an.

Ces chiffres montrent par ailleurs que la consommation locale progresse, contribuant à la croissance à hauteur de 5,9 points de pourcentage au premier trimestre, et l'investissement à hauteur de 4,3 points de pourcentage.

Toutefois, le président chinois Hu Jintao a estimé que la croissance économique chinoise était toujours déséquilibrée.

"*Dans les cinq prochaines années, la Chine fournira d'importants efforts pour soutenir la demande locale, notamment la consommation des ménages*", a-t-il déclaré.

De janvier à mars, la Chine a par ailleurs enregistré un déficit commercial de 1,02 milliard de dollars (700 millions d'euros), son premier déficit commercial trimestriel depuis 2004. (Reuters 15.04)

5- Zone euro

Eurostat a annoncé vendredi une inflation annuelle de 2,7% le mois dernier. (Reuters 15.04)

Haut de page

Le 17 avril

Politique

1- France

1.1- Par nature... au-delà des mots, n'en déplaise à Hollande.

Le président du Parti radical, qui a annoncé le 7 avril que sa formation se séparait de l'UMP et qu'il se tenait prêt pour une éventuelle candidature à la présidentielle de 2012, a participé à un débat sur la laïcité organisé par le PRG.

Le président du PRG, Jean-Michel Baylet, y a vu une possible convergence entre le parti radical et sa formation.

"*Nous nous sommes déjà par nature rapprochés en étant ensemble (dans le débat sur la laïcité de samedi-NDLR), nous allons voir si nous avons davantage à faire ensemble*", a-t-il déclaré après le débat qui s'est tenu à Paris.

François Hollande, qui participait au débat organisé par le PRG, a estimé que ce parti faisait partie de la famille de la gauche, une manière de mettre en garde contre une alliance avec Jean-Louis Borloo.

"*Je sais que l'ancrage des radicaux de gauche, comme leur nom l'indique d'ailleurs, est à gauche*", a-t-il déclaré sur I>Télé. (Reuters 16.04)

1.2- Toujours plus minoritaire... et illégitime : dehors !

Au total, 28% des Français approuvent l'action de Nicolas Sarkozy comme président de la République, soit un point de moins qu'en mars. A l'opposé, 72% désapprouvent l'action du chef de l'Etat, ce qui représente une hausse d'un point par rapport au mois précédent, selon le baromètre Ifop pour "Le Journal du dimanche". (AP 16.04)

1.3- L'UMP se délite, suite.

Les 2.000 jeunes du parti radical ont annoncé ce samedi leur départ de l'UMP et leur engagement dans la future confédération de Jean-Louis Borloo. (lefigaro.fr 16.04)

2- Egypte

Un tribunal administratif égyptien a ordonné samedi 16 avril la dissolution du Parti national démocrate (PND), ancien parti au pouvoir, et la saisie de ses avoirs, selon des sources judiciaires. '*Son siège et ses bâtiments seront transférés au gouvernement*', a précisé cette source.

Nombre de ses anciens cadres font l'objet d'enquêtes pour corruption, et plusieurs sont déjà derrière les barreaux. (lemonde.fr 16.04)

3- Libye.

Après quatre jours de frappes aériennes de l'OTAN, et des combats avec les forces de Moammar Kadhafi, les troupes de l'insurrection se trouvaient samedi à proximité des installations pétrolières de Brega, a déclaré le colonel Hamid Hassy.

Il ajouté que les insurgés avaient également tenu pendant quatre jours leurs positions autour de la ville d'Ajdabiya, à une cinquantaine de kilomètres, permettant aux frappes aériennes de l'OTAN d'affaiblir les forces gouvernementales.

Le colonel Hassy a indiqué que les insurgés étaient accompagnés d'ingénieurs pour réparer d'éventuels dégâts causés par les combats sur les raffineries et le terminal pétrolier de Brega, ville qui a déjà changé plusieurs fois de camp depuis le début du soulèvement en Libye.

Plus à l'ouest, les forces de Moammar Kadhafi poursuivaient samedi leur nouvelle offensive sur Misrata. (AP 16.04)

4- Bahreïn

Les autorités bahreïnies ont arrêté samedi un avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme et deux médecins dans le cadre de la campagne de répression du mouvement de contestation.

Pour l'opposition, l'arrestation de médecins représente une tentative des autorités d'intimidation du personnel de santé pour le dissuader de soigner les manifestants blessés. (Reuters 16.04)

5- Syrie

Bachar el-Assad a annoncé samedi que son gouvernement allait abroger la semaine prochaine au plus tard les lois sur l'état d'urgence instaurées il y a près de 50 ans. Mais le président syrien a averti qu'il n'y aurait ensuite plus d'"*excuse pour organiser des manifestations en Syrie*" à la contestation qui secoue le pays depuis un mois. "*Après ça, nous ne tolérerons aucune tentative de sabotage*", a-t-il prévenu.

Le président a ajouté que le nouveau gouvernement allait entre autres faire adopter une nouvelle loi autorisant la formation de partis politiques et combattant la corruption. Tout cela "*contribuera à mon avis à augmenter la participation tout en étendant les libertés en Syrie*", a-t-il assuré.

"*Il y a un fossé entre les institutions gouvernementales et le peuple*", a lancé Bachar el-Assad au nouveau gouvernement. "*Ce fossé doit être comblé, nous devons ouvrir de nouveaux canaux entre le peuple et nous et cela ne peux se faire qu'en construisant la confiance*", a souligné le chef de l'Etat.

Samedi, plusieurs milliers de personnes ont à nouveau manifesté dans la ville portuaire de Banias (nord-ouest) à l'occasion des funérailles d'un manifestant tué la semaine dernière par les forces de l'ordre au cours d'un précédent défilé, selon des témoins. (AP 16.04)

Traduction, le dictateur entend légaliser les partis qui devront lui accorder leur confiance et qui profiteront de la lévée de

l'état d'urgence pour ne plus manifester dans la rue. Autant dire que l'état d'urgence persistera, il sera simplement allégé. Dans son esprit, les partis qui seront autorisés devront jouer le même rôle que ceux qui étaient légaux en Tunisie et en Egypte et qui soutenaient Ben Ali ou Moubarak, qui leur ont permis de tenir quand même quelques décennies au pouvoir.

Erreur monsieur le tyran, car ces partis en rendant allégeance à votre majesté seront (immédiatement) rejetés par la majorité de la population, et ce n'est pas le jeu minable de partis politiques qui remplira des ventres vides ou comblera les aspirations à la démocratie et la liberté la jeunesse et tout un peuple. Les travailleurs syriens veulent un changement de régime et Assad n'a pas sa place dans le régime qu'ils veulent instituer, ce qu'il ne peut pas concevoir ni accepter évidemment, donc seule une révolution prolétarienne peut le chasser du pouvoir...

6- Yémen

Des milliers de femmes ont manifesté samedi à Sanaa ainsi que dans d'autres villes du Yémen contre des propos du président Ali Abdallah Saleh leur reprochant de participer aux côtés des hommes aux manifestations contre son régime en place depuis 32 ans.

Quelque 5.000 manifestantes ont été recensées à Sanaa et un nombre équivalent à Taëz. (Reuters 16.04)

7- Serbie

Quelque 50.000 personnes se sont rassemblées samedi à Belgrade pour réclamer des élections anticipées, à l'appel du principal parti d'opposition, le Parti progressiste serbe (SNS, nationaliste). (AP 16.04)

Social

France

La coordination nationale des collectifs opposés au gaz et à l'huile de schiste organise depuis vendredi et jusqu'à dimanche une série de rassemblements dans le Sud et l'Est, ainsi qu'en région parisienne, dans des zones où le gouvernement a délivré des permis d'exploration ou en a étudié la possibilité.

Quelque 4.000 personnes, selon la gendarmerie et les organisateurs, ont manifesté à Donzère (Drôme), dont le maire est le ministre de l'Energie, Eric Besson.

A Meaux (Seine-et-Marne), ils étaient entre 1.500 selon la police et 2.000 selon les organisateurs. Des rassemblements ont également eu lieu à Rousson (Gard) avec 200 à 300 personnes selon les organisateurs, à Marseille où une cinquantaine de manifestants ont défilé de la préfecture jusqu'au Vieux-Port.

A Lons-le-Saunier (Jura), ils étaient 200 selon des organisateurs et 120 selon la police.

Des rassemblements ont eu lieu vendredi à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) et à Brignoles (Var).

Dimanche, ce sera au tour de Cahors (Lot), Blyes (Ain) et Nant (Aveyron). (liberation.fr 16.04)

Nous sommes évidemment contre l'exploitation du gaz de schiste. Lire dans les archives des articles de presse d'avril un article exploisif sur cette question.

Haut de page

Le 18 avril

A propos du projet de "*réforme constitutionnelle*".

Je n'ai pas encore développé cette argumentation, mais je pense qu'elle mérite réflexion : la question est-elle de savoir si les représentants du capitalisme pourraient dans certaines conditions mettre en oeuvre une autre politique moins antisociale, ou si la politique qu'ils s'apprêtent à mettre en oeuvre ou qu'ils entendent approfondir, généraliser, correspond à une nécessité pour assurer la survie du capitalisme compte tenu du degré atteint par ses contradictions internes de fonctionnement au stade actuel de son évolution ?

Si l'on privilégie la première question, on se situe sur le terrain du réformisme, de l'adaptation au capitalisme. Cette politique réactionnaire serait le produit d'une volonté politique et non d'une nécessité économique impérieuse. C'est nier le développement historique du capitalisme qui conduit à son effondrement et à la paupérisation grandissante dans le monde, c'est le produit d'une analyse idéaliste ou non scientifique de ce processus dialectique

Si l'on privilégie la seconde, on se situe sur le terrain du socialisme, considérant que les capitalistes ne peuvent pas se payer le luxe de mener une autre politique pour préserver leurs privilèges et leur système économique, que c'est une question de vie ou de mort pour eux, et que cette politique ne peut de toutes manières conduire qu'à une nouvelle crise ou un effondrement de l'ensemble du système capitaliste, ce qu'ils savent, mais ne peuvent éviter, ils peuvent tout au plus retarder le moment ou il interviendra.

Les contradictions du capitalisme ne sont pas le produit de la malformation du cerveau des capitalistes ou leurs représentants, ils sont le fondement même sur lequel repose l'ensemble de ce système économique. Dès lors, ce n'est pas seulement leurs représentants qu'il faut virer du pouvoir pour en mettre d'autres à la place, le PS et ses satellites à tout hasard, c'est le système lui-même qui doit disparaître. C'est la seule vraie question qui mérite d'être posée et discutée avec les travailleurs et les militants pour les aider à rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques. C'est sur cette base que le parti doit se construire.

Rompre avec le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, la BCE, l'OCDE, l'ONU, l'UE et j'en passe, qu'est-ce qu'on en a à foutre franchement, si l'on ne rompt pas avec le capitalisme et que l'on conserve la même base idéologique, celle du capital. (A suivre et compléter)

Un autre sujet

Côté jardin.

Le 16 mars le POI flattait le régime algérien qui pour un peu serait socialiste, entre nous, il pouvait dire exactement la même chose du régime de Kadhafi qui a nationalisé le pétrole... pour son propre compte et non celui de son peuple, une précision qui leur a semble-t-il échappé, à moins qu'il ne s'agisse encore d'une manipulation :

IO n°143 page 13 : "*Algérie : 16 milliards de dollars pour relancer l'industrie publique.*

L'Etat algérien va consacrer 1 100 milliards de dinars, soit 16 milliards de dollars, pour restructurer et relancer le secteur industriel public, a déclaré le ministre algérien de l'Industrie, Mohamed Benmeradi. « Le gouvernement a essayé depuis trois ans de mettre de l'ordre dans le secteur industriel public », a-t-il dit, alors que le poids de ce secteur dans l'économie a chuté ces dernières années àmoins de 5 % du PIB.

Les grandes institutions financières internationales pressent au contraire les autorités algériennes de développer le secteur privé, et surtout industriel."

Vous aurez compris que le "*bon*", c'est celui qui favorise le public, et le "*méchant*" c'est celui qui favorise le privé, voilà où ils en sont arrivés au POI, pitoyable ! Peu importe que le "*bon*" confisque les profits pour satisfaire ses propres besoins ou ceux de l'armée.

Au POI il s'en foute, la plupart de leurs militants et dirigeants sont des fonctionnaires, ils pratiquent le culte du capitalisme d'Etat et s'en portent très bien apparemment. Dès lors, pourquoi voudriez-vous que ce journal et ce parti s'adressent à d'autres couches de la classe ouvrière ? De quoi cause un fonctionnaire qui rencontre un autre fonctionnaire, d'histoires de fonctionnaires !

Et la Syrie, cela vous dit-il quelque chose ?

Toutes les citations qui suivent sont extraites des infos en bref des mois de mars et avril du site, chacun peut le vérifier puisqu'elles sont en ligne.

Côté cour.

Je suis remonté jusqu'au numéro 136 du 17 février pour voir s'ils avaient évoqué la Syrie, même le mot Syrie sera banni d'*Informations ouvrières* jusqu'au numéro paru mercredi dernier (n°144), à l'exception dans le n°140, en citant au passage un extrait d'un communiqué du RCD algérien.

Pas un mot sur ce qui se passe en Syrie, alors que la première manifestation a eu lieu le 15 mars 2011 à Damas, suivie d'une autre plus importante dès le lendemain. Nous somme mi-avril, soit un mois plus tard. Pour le POI, il ne faut pas parler de ce qui se passe en Syrie, comme pour le soulèvement en Libye, ils doivent y voir la main du Mossad ou de la CIA. Nous fournirons

une explication plus sérieuse plus loin.

Le 17 mars des manifestations se déroulaient dans deux autres villes dont Deraa.

Le 20 mars, une foule de manifestants a mis le feu dimanche au siège du Parti Baas à Deraa. (Reuters 20.03), le POI reste résolument muet et il est loin d'être le seul, il est vrai que c'est tous les jours que l'on peut voir des manifestants un peu excités foutre le feu aux locaux du parti de l'ordre, au point qu'on n'y fait même plus attention, pas de quoi relater cette information.

Le 21 mars, les manifestations continuent.

Le 22 mars, elles s'étendent aux villes de Naoua, Jasim et Inkhil.

Le 23 mars, au moins quinze personnes ont été tuées mercredi à Daraa (Libération.fr et AFP 23.03). Le numéro 141 d'Informations ouvrières sort le lendemain, pas un mot, c'est délibéré.

Le 24 mars, on compte déjà entre 100 et 150 morts, plus de 20 000 personnes ont participé jeudi à des funérailles à Deraa. (lepoint.fr 24.03) Le numéro 142 d'*Informations ouvières* restera encore muet sur ces événements qui ont pourtant un rapport avec les révolutions ou soulèvement en cours. Il ne doit pas y avoir encore assez de sang versé et de manifestants pour qu'on en parle et en faire un papier.

Le 25 mars, des dizaines de milliers de Syriens sont descendus dans les rues de plusieurs villes du pays. (AP 25.03)

J'écrivais ceci dans ma causerie du 27 mars :

L'article d'aujourd'hui sur la Syrie est particulièrement intéressant. Il montre bien que les masses se soulèvent spontanément encouragées par les révolutions et soulèvements révolutionnaires en cours, elles se soulèvent en dehors de toute structure, de manière anarchique, sans dirigeants et sans programme. J'ai noté les précisions suivantes :

1- Les masses se mobilisent "*sans direction revendiquée ou clairement identifiée*".

2- "*Aucun de ces responsables (de la contestation de 2005) n'est aujourd'hui en première ligne. Tous semblent avoir été pris de court, comme le régime, par les manifestations qui ont commencé à essaimer dans le pays*".

3- Il s'agit d'un "*mouvement dépourvu de structures et de dirigeants, la contestation syrienne repose pour l'instant sur une poignée de mots d'ordre*".

Ceci pour tordre le cou à l'intox selon laquelle ce soulèvement en Syrie serait téléguidé par l'impérialisme américain ou l'Etat sioniste d'Israël.

Le 27 mars, les manifestations de vendredi ont fait entre 13 morts et 25 morts. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, Sanamein, Lattaquieh, Tafa, Deraa. Les affrontements à Deraa et dans sa région, près de la frontière jordanienne, ont fait au moins 61 morts en une semaine. (Reuters et AP 26.03)

Le 28 mars, lundi, à Deraa, les forces de l'ordre auraient lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour disperser quelque 4.000 manifestants. Ces scènes inhabituelles à Lattaquieh, ville balnéaire il y a peu encore hautement touristique, semblaient donner la mesure de l'anarchie en train de s'emparer de la Syrie. (AP 28.03) Au POI ils sont aveugles !

Le 29 mars, le gouvernement a démissionné mardi. (lepoint.fr 29.03) En voilà une affaire, comme chacun sait, cela arrive tous les mois en Syrie !

Le 30 mars, les troupes syriennes ont ouvert le feu mercredi lors d'une manifestation dans la ville portuaire de Lattaquié. (AP 30.03) C'est rangaine à la fin !

Le 1er avril, pour la première fois, des défilés se sont déroulés dans la région à majorité kurde du Nord, à Qamishli, Amouda et Hassaké. (lemonde.fr 01.04) Ca devait être un poisson d'avril pour les dirigeants du POI !

Le 2 avril, les manifestations s'étendent à toutes les couches d'exploités, dans la cité agricole de Douma (15 km au nord de Damas), où une manifestation s'est terminée vendredi dans le sang avec au moins huit morts, et dans la ville industrielle de Homs (à 160 km au nord), où des manifestations ont également eu lieu. (lemonde.fr 02.04) Ah ben alors, si même la plèbe s'emmêle, il va bien falloir qu'on en parle un jour de ce qui se passe en Syrie. Raté, il n'y aura pas un mot dans le IO n°143 paru le 7 avril.

Le 3 avril, même Al-Watan, quotidien privé proche du pouvoir, a reconnu l'importance du mouvement. (lemonde.f 03.04) Mais pas le POI qui garde obstinément le silence.

Le 8 avril, des manifestations ont lieu dans tout le pays, on compte environ 90 morts et des centaines de blessés. (Reuters 08.04)

Le 9 avril , nouvelles manifestations dans plusieurs villes du pays. (liberation.fr et Reuters 09.04)

Depuis les manifestations se succèdent chaque jour touchant de nouvelles villes, tout le pays en somme.

Etrange silence du POI sur la situation en Syrie, non ?

Par contre ils ont fait fissa sur la Libye, ils ont écrit dans le IO n°137 paru le 24 février, soit environ une semaine après les premières manifestations : "*Au moment où nous écrivons, le régime Kadhafi s'est lancé dans une violence sans commune mesure contre la population : snipers, mercenaires, tirs d'obus sur les foules, bombardements par avion. En même temps, la crise du régime s'est ouverte, des généraux se sont démarqués, des chefs de tribu appellent au départ du « Guide suprême », de nombreuses villes ne sont plus sous contrôle du régime.*"

En Syrie le dictateur n'a pas encore eu recours aux obus et aux bombes contre ses opposants, bon, on attendra qu'il y pense pour lire un article sur la situation en Syrie dans *Informations ouvrières*...

Peut-être de la même manière qu'ils identifient abusivement le Conseil nationale de transition à la révolution libyenne, ou encore qu'ils se livrent à un amalgame entre le bombardement de l'artillerie de Kadhafi et le bombardement de l'ensemble du pays sans distinction, comme en Serbie ou en Irak dans le passé, peut-être estiment-ils délicat de s'en prendre au régime dictatorial d'Assad parce qu'il soutient le Hezbollah au Liban et certaines fractions armées dans les territoires palestiniens, s'attaquer à Assad reviendrait à affaiblir la lutte des Palestiniens, allez savoir jusqu'à quel point ils sont capables d'aller au POI pour couvrir ou soutenir une dictature, discrètement, disons silencieusement !

Tenez, à propos du Conseil nationale de transition installé à Benghazi, j'ai lu quelques articles de presse qui en précisait la composition et j'ai constaté qu'il était très hétérogène en réalité, on y trouve des opposants provenant de villes de l'ouest et de l'est du pays, y compris de Tripoli, ensuite sur le plan sociologique, il y a des enseignants, avocats, architectes, médecins, journalistes, techniciens ou cadres, etc, donc pas seulement d'anciens militaires ou d'ex-ministres de Kadhafi, j'ai constaté également que parmi ceux qui avaient servi le régime et qui figuraient dans cet organisme, il y en avait qui s'en étaient écartés depuis plusieurs années, parfois depuis de nombreuses années, certains ont même été emprisonnés par le régime avant d'être réhabilités, quand ce ne sont pas des membres de leurs familles qui ont été exécutés par Kadhafi.

Ceci juste pour rappeler que les choses ne sont pas aussi simplistes qu'on nous les présente pour nous forcer à adhérer par des moyens malhonnêtes à une position politique, car il est parfaitement clair, que sans une certaine expérience du maniement de la dialectique, sans un minimum d'esprit critique, sans avoir l'habitude (ou le temps) de se poser de nombreuses questions, la plupart des militants tomberont forcément dans le panneau qu'on leur tend, tout est soigneusement fait pour qu'il en soit ainsi.

Ce que je viens de dire du CNT, c'est qu'il est lui-même traversé par des contradictions, certains de ses membres sont totalement subordonnés à l'impérialisme français notamment et sont prêts à lui obéir aveuglément, d'autres seront sans doute plus nuancés à son égard, peut-être parce qu'ils sont plus proches du prolétariat et de la jeunesse libyenne. L'impérialisme français est lui aussi en proie à de terribles contradictions, on les minimise, on les faits volontiers passer au second plan, on les évoque pour la forme et puis basta, c'est si facile.

Sarkozy a fait une énorme connerie en lâchant Kadhafi après s'être compromis avec lui, il s'est foutu dans une sacrée merde entre nous et cela nous réjouit, cela va finir par lui péter à la gueule, certains dans les sphères dirigeantes le pensent tout bas, d'autres commencent à l'évoquer publiquement, on en reparlera bientôt. Qu'il ait agi sur incitation de l'impérialisme américain, on veut bien le croire, il n'en demeure pas moins qu'il va bientôt apparaître comme le dindon d'une mauvaise farce, il en sera d'autant plus affaibli politiquement, on n'en demande pas davantage...

Pour revenir sur la manière fallacieuse de présenter les choses ou de ne rien en dire.

J'avais consacré mes premières causeries de 2008 à cette question précise, d'une part pour expliquer ma méthode, d'autre part parce que j'estimais qu'il existait de nombreuses manières de tromper les militants à leur insue, le non-dit en est une et la plus courante ; rapporter des faits ou citations volontairement tronqués ; relater certains faits mais pas d'autres qui contrediraient votre position politique ; partir d'une affirmation pour échafauder une théorie ou justifier une position, sans vérifier au préalable que cette affirmation était correcte, le coup le plus classique est celui du syllogisme foireux, etc.

Vous aurez constaté que j'ai agi exactement à l'inverse de ces méthodes détestables, je me suis appliqué à mettre en ligne tous

les documents qui allaient à l'encontre de ma position, afin de laisser aux militants la possibilité de se faire leur propre idée sur une question précise.

J'ai consacré des pages et des pages à cette question parce qu'elle me semblait déterminantes pour mes rapports avec mes lecteurs, en précisant bien et en rappelant sans cesse que même si nous faisions preuve d'une honnêteté irréprochable, en aucun cas on devait avoir une confiance aveugle envers quiconque, car on peut toujours commettre des erreurs.

A ce propos j'en ai détecté une dans mon argumentation sur l'Iran, quand il y eu la polémique sur la question de savoir si l'Iran pouvait ou non se doter de l'énergie nucléaire civil, j'ai répondu favorablement, or en dehors de l'énergie nucléaire à usage strictement médical, l'énergie nucléaire civil ou militaire devrait être banni de la planète, il fallait donc être plus circonspect et précis sur cette question. A vouloir absolument prendre le parti d'un pays dominé en toutes circonstances contre les prétentions des pays dominants, on en arrive parfois à adopter des positions erronées.

On peut avoir des principes, c'est même franchement recommandé, mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir et parfois si nécessaires de modifier ou amender nos principes...

Politique

1- Finlande

Le Parti de la Coalition nationale (centre droit) a remporté les élections législatives de dimanche en Finlande avec 20,4% des voix, a annoncé la télévision publique YLE après dépouillement de l'ensemble des bulletins.

Le scrutin a été marqué par la forte poussée du Parti des "Vrais Finlandais", eurosceptique et populiste, arrivé en troisième position, avec 19,00%, talonnant les sociaux-démocrates (19,1%)

Le Parti du Centre, principale composante du gouvernement sortant, n'obtient que 15,8% des suffrages.

Le chef des Vrais Finlandais, Timo Soini, a déjà fait savoir qu'il voulait modifier les modalités du plan de sauvetage du Portugal.

Le Parlement finlandais, à la différence d'autres pays de la zone euro, a le droit de se prononcer sur les demandes de fonds de financement de plans de sauvetage de l'Union européenne. (Reuters 17.04)

2- Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont tiré à balles réelles et fait usage de gaz lacrymogènes contre des manifestants dimanche à Sanaa alors que des centaines de milliers de personnes, dont de nombreuses femmes, défilaient dans tout le pays pour réclamer le départ du président Ali Abdallah Saleh et dénoncer ses propos envers les femmes participant à la contestation.

Cette forte participation laisse penser que l'opposition a su tirer parti de l'indignation suscitée par les récentes déclarations d'Ali Abdallah Saleh. Vendredi, ce dernier avait jugé que la mixité lors des manifestations violait les lois islamiques.

A Sanaa, la capitale, les autorités ont tiré à balles réelles sur les manifestants et procédé à des jets de gaz lacrymogène, selon des témoins. Mohammed el-Abahi, médecin-chef à l'hôpital de campagne installé par les manifestants, faisait état d'au moins 30 blessés, dont deux par balles.

A Damar, dans le sud du pays, au moins 18 personnes ont été blessées dans des accrochages avec les forces de sécurité, selon des sources médicales.

Ailleurs, plus de 100.000 personnes ont défilé dans les rues de Taiz, l'un des foyers de la contestation, et des manifestations ont été organisées dans le port d'Aden et plusieurs autres villes du pays.

Un mouvement de jeunesse en tête de la contestation contre le président avait appelé à des manifestations de masse dimanche, pour une journée de "*l'honneur et de la dignité*".

Si une jeune femme avait pris la tête des manifestations contre le chef de l'Etat sur un campus universitaire fin janvier, les femmes yéménites n'ont rejoint en nombre le mouvement qu'à partir de début mars. Leur participation marquait une évolution notable dans un pays où les traditions conservatrices musulmanes restent profondément ancrées.

Mais le président yéménite s'est accroché au pouvoir malgré des manifestations quasi-quotidiennes et la défection de nombre de

ses alliés clé au sein de l'armée, du corps diplomatique et de puissantes tribus yéménites. (AP 17.04)

3- Syrie

Au lendemain de la promesse du président Bachar al Assad de lever l'état d'urgence la semaine prochaine, des manifestations appelant à la démocratisation du régime se sont poursuivies dimanche en Syrie, cette fois-ci à Soueida, dans le sud du pays, selon un témoin.

"*Dieu, Syrie, liberté, c'est tout!*", a scandé la foule des manifestants. Ils ont également scandé "*Même pas peur*" ainsi que d'autres slogans soutenant les habitants de Deraa.

A Deraa, les manifestants étaient des dizaines de milliers à parcourir les rues de cette ville agricole du sud du pays devenue le foyer de la contestation contre le régime syrien, d'après des témoins joints par téléphone. Ils ont rapporté que la foule scandait: "*Celui qui tue son propre peuple est un traître!*" ou "*Le peuple veut renverser le régime*".

A Hirak, 33 km au nord-est de Deraa, ville de l'extrême-sud du pays d'où est partie il y a un mois la contestation du régime, des milliers de manifestants ont crié: "*Liberté!, Liberté! Bachar dehors!*", ont rapporté par téléphone des participants.

A Talbiseh, entre les villes centrales de Homs et de Hama, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur une foule participant aux funérailles d'un homme tué la veille par des hommes du régime, faisant trois nouveaux morts, rapportent des témoins.

A Banias, dans l'ouest, quelque 1.500 manifestants sont descendus dans les rues, confirmant que l'agitation qui touche la Syrie, un des pays les mieux "*verrouillés*" de la région, ne s'essouffle pas.

A Alep, deuxième ville du pays située dans le nord-ouest, plusieurs centaines de personnes ont scandé dimanche "*Le peuple veut la liberté*" sur la tombe du leader indépendantiste Ibrahim Hananou, selon un militant des droits de l'homme présent sur les lieux.

Cette cité - l'une des plus anciennes au monde, située à l'un des principaux carrefours de l'Orient pendant 4.500 ans - a été jusqu'ici relativement épargnée par le vent de révolte qui souffle actuellement sur la Syrie.

L'agitation persiste donc en dépit du discours prononcé la veille par le président Assad promettant la levée de l'état d'urgence dès la semaine prochaine au profit d'une législation antiterroriste qui ne laissera aucune liberté d'action "*au chaos et aux saboteurs*".

Le chef des services de renseignement allemands, Ernst Uhrlau, a déclaré au journal Hamburger Abendblatt que la longévité de la dynastie Assad - Hafez al Assad a régné 30 ans sur son pays - montrait que le régime syrien était peu susceptible de tomber aussi aisément que ceux de Tunisie ou d'Egypte.

Il a rappelé notamment que Hafez al Assad n'avait pas hésité à écraser dans le sang une révolte islamiste en 1982 à Hama, dans le centre du pays, au prix de quelque 30.000 morts. (Reuters et AP 17.04)

Soueida, Deraa, Hirak, Talbiseh, Banias, Alep, personne ne pourra dire ensuite que les manifestations en Syrie n'auraient concerné qu'un foyer d'opposants retranchés dans une ville isolée du reste du pays qui soutenait Assad.

4- Bahreïn

Plus d'une centaine de fonctionnaires du ministère de l'Education ont été limogés de façon sommaire à Bahreïn pour avoir participé aux protestations anti-gouvernementales, rapporte dimanche l'agence de presse officielle.

Ces employés vont aussi être poursuivis pour "*violations flagrantes*" de la législation sur le service public, rapporte l'agence qui ajoute la grève du syndicat des enseignants le mois dernier avait des motivations politiques et était destinée à désorganiser les écoles. (AP 17.04)

Social

France

"*L'Education Nationale n'a pas de problèmes de moyens*", a affirmé Luc Chatel, ministre de l'éducation, dimanche matin sur Europe 1.

Pourtant, entre 1500 et 3000 classes de maternelle et primaire sont menacées par les nouvelles cartes scolaires. L'estimation haute est fournie par les syndicats d'enseignants, l'estimation basse par le ministère.

Toujours est-il que 8967 emplois vont être supprimés à l'Education nationale, annonce *Le Journal du Dimanche* qui consacre sa une au problème.

Mais pour Luc Chatel, ce n'est pas un problème de chiffres. Lui veut miser sur le "*qualitatif*" plutôt que le quantitatif. "*Est-ce que cette fuite en avant de "toujours plus de moyens" a obtenu des résultats ? La réponse est non ! La France - cinquième puissance mondiale - est entre la 22e et la 26e place dans les classements éducatifs*", a-t-il argumenté sur Europe 1.

Il a également regretté que le coût moyen par élève ait fortement augmenté depuis les années 1980 alors que "*le nombre d'élèves qui accèdent au baccalauréat n'augmente plus*".

Quoi qu'il en soit, sur le terrain, élus et parents d'élèves s'organisent pour faire pression sur les rectorats. A Ecole-Valentin (Doubs), par exemple, où 2 classes sont menacées de fermeture. Même le maire, pourtant UMP, est entré dans la bataille. "*On touche à l'avenir de nos enfants, à nos tripes*", explique une mère de famille.

Dans le Doubs, 35 classes devraient être fermées. La mobilisation dure depuis des semaines. Le 12 avril, enseignants et parents d'élèves ont organisé une "manif à reculons" pour protester.

"*Localement, le rapport de force peut éviter la fermeture d'une classe... au détriment d'un autre territoire pour lequel personne ne se mobilise*", affirme Claude Lelièvre, historien de l'éducation, interviewé par Le JDD. Il estime que ces suppressions de postes mettent "*en péril le principe d'égalité des chances*". (lepost.fr 17.04)

Le ministre de la Justice avait tenu excatement les mêmes propos face aux magistrats qui s'étaient mobilisés récemment, *La justice n'a pas de problèmes de moyens*", idem pour le Ministre de l'Intérieur, etc.

Haut de page

Le 19 avril

Au tour du Burkina Faso et de l'Ouganda de s'enflammer...

A quoi bon causer... dans le vide apparemment. On se lasse à répéter toujours les mêmes choses, en vain. Je vous laisse à vos certitudes solidement établies. L'heure de la confrontation générale approche et comme chaque fois nous l'aborderons dans les pires conditions qui soient...

Parole d'internaute.

(A propos de la situation en Syrie)

- "Ce n'est pas une conspiration de l'étranger, mais une révolution ! Croire que des dizaines de milliers de Syriens vont ... obéir à un "mot d'ordre" venu de l'étranger, pour protester contre la dictature en place à Damas relèvent de la fantasmagorie conspirationniste... (liberation.fr 18.04)

Politique

1- Hongrie

Le Parlement hongrois, dominé par une majorité de droite conservatrice emmenée par le Fidesz, a adopté lundi une nouvelle Constitution susceptible, selon des défenseurs des droits de l'homme et la société civile, d'affaiblir l'état de droit dans le pays. (Reuters 18.04)

2- Ouganda

Pour la deuxième semaine consécutive, la police ougandaise a arrêté, lundi 18 avril, les principaux dirigeants de l'opposition et tentait ainsi d'étouffer dans l'œuf des "*marches*" contre la vie chère, susceptibles de se transformer en manifestations hostiles au régime. Kizza Besigye, leader du Forum pour le changement démocratique, (FDC, coalition d'opposition), a été condamné pour comportement inssurectionnel et incitation à la violence devant un tribunal lundi. Il avait été interpellé par la police alors qu'il sortait de chez lui.

Au moins dix-sept responsables de l'opposition ont été arrêtés dans les mêmes circonstances aux premières heures de la matinée, dont Norbert Mao, leader du Parti démocratique, et Olara Otunnu, le dirigeant du Congrès du peuple ougandais (UPC), selon l'opposition. Leur arrestation n'est pas liée à leur participation à des manifestations, mais a eu lieu dans le cadre "*de plusieurs enquêtes en cours*" contre M. Besigye, a affirmé un porte-parole de la police.

Les forces de l'ordre ont également fait usage de gaz lacrymogènes et de tirs à balles réelles pour disperser des protestataires qui tentaient d'ériger des barricades sur une avenue du nord de Kampala et jetaient des pierres. Deux personnes ont été hospitalisées dans ces affrontements, selon la Croix-Rouge ougandaise.

M. Besigye avait été déjà interpellé le 11 avril à la sortie de son domicile et inculpé "*d'incitation à la violence*", après avoir annoncé son intention de "*marcher*" contre l'augmentation des prix des denrées de base. Devant la pression d'un régime toujours prompt à interdire toute manifestation "*illégale*", il s'agissait pour l'opposition de tester une nouvelle tactique de "*happening*" politique : appeler les Ougandais à se rendre au travail à pied, en une "marche" de protestation contre la vie chère. (lemonde.fr 18.04)

3- Burkina Faso.

Le mouvement de colère des soldats au Burkina Faso semblait s'étendre lundi à l'est et au nord du pays, selon les témoignages d'habitants.

Les soldats protestent pour obtenir leur indemnité de logement et leur prime journalière d'alimentation.

Anatole Kiema, un professeur de la ville de kaya, au nord de Ougadougou, a ainsi affirmé que les écoles de la région étaient restées fermées après une manifestation de soldats qui ont tiré en l'air une partie de la nuit.

Tassere Koanda, un habitant de Tenkodogo, une ville à l'est de la capitale, a également rapporté que des soldats avaient tiré en l'air dimanche soir, avant de rentrer à leurs casernes. Les soldats ont également volé des téléphones portables.

Ancien capitaine, Blaise Compaoré est arrivé au pouvoir en 1987 au Burkina Faso lors d'un coup d'Etat sanglant contre son frère d'armes, Thomas Sankara. Il a été largement réélu en novembre dernier lors d'un scrutin contesté par l'opposition, qui a dénoncé des fraudes. (AP 18.04)

4- Syrie

4.1- Au lendemain de violences meurtrières en Syrie, plus de 5.000 manifestants se sont installés lundi sur la place centrale de Homs, troisième ville du pays, déterminés à occuper le site jusqu'à ce que le président Bachar el-Assad quitte le pouvoir.

A Homs, après les funérailles, plusieurs milliers de personnes se sont dirigées vers la principale place de la ville, la place Sa'a Jadida (place de la Nouvelle horloge), où ils ont scandé "*le peuple veut faire chuter le régime*" et "*pacifique, pacifique*", selon des témoins.

"*Un sit-in jusqu'à la chute du régime*", lançaient les manifestants. Comme en écho à ceux qui, campant pendant 18 jours sur la place Tahrir du Caire, finirent par obtenir la démission du raïs égyptien Hosni Moubarak. Selon des témoins, les protestataires comptaient installer des tentes sur la place et certains habitants ont fait don d'eau et de nourriture. (AP 18.04)

4. 2- Des câbles diplomatiques américains diffusés par le site WikiLeaks montrent que le département d'Etat a secrètement financé des groupes d'opposition syriens, rapporte ce lundi le Washington Post.

Selon ces notes, Washington a fourni jusqu'à six millions de dollars depuis 2006 à un groupe d'exilés syriens pour qu'il gère une chaîne de télévision privée par satellite basée à Londres, Barada TV, et finance des activités à l'intérieur de la Syrie.

Un financement commencé sous Bush, poursuivi sous Obama. (20minutes.fr 18.04)

Ils pratiquent de la même manière dans tous les pays où les régimes ne favorisent pas leurs intérêts économiques. Et dans les pays dominants concurrents des Etats-Unis, ils financent depuis 1945 la propagande en direction des intellectuels et de représentants de partis pourris dits de gauche, genre PS et Kouchner, des médias, etc.

5- Yémen

La police a ouvert le feu à balles réelles et tiré des gaz lacrymogènes lors d'une manifestation lundi dans le sud du Yémen, faisant 45 blessés, selon un militant yéménite.

Les violences se sont produites dans la ville côtière d'Hodeïda, sur la mer Rouge, où des milliers de personnes s'étaient rassemblées pour demander le départ du président Ali Abdullah Saleh.

A Sanaa, plusieurs personnalités et députés, dont bon nombre d'anciens membres du Congrès populaire général, le parti de M. Saleh, ont créé lundi un nouveau parti d'opposition, le "*Bloc justice et construction*", et publié un communiqué demandant que le départ du président yéménite.

Mohammed Abulahoum, un des dirigeant de la puissante tribu Bakil, la deuxième du pays, figure parmi les membres fondateurs, de même que Khaled al-Wazir, ex-ministre des Transports ayant fait défection.

La nouvelle formation comprend également plusieurs femmes, dont Huda al-Ban, qui a démissionné le mois dernier de son poste de ministre des Droits de l'homme. Le Bloc justice et construction dit vouloir "*créer une société civile fondée sur la démocratie, le transfert pacifique du pouvoir et le respect des autres*". (AP 18.04)

6- Libye

Trois responsables sécuritaires libyens ont fait défection et sont arrivés en Tunisie, a rapporté lundi l'agence officielle tunisienne TAP.

Selon l'agence, il s'agit d'un colonel, d'un capitaine et d'un sous-officier appartenant au corps de la sécurité intérieure arrivés dimanche au port d'El Ketf de la localité de Ben Guerdane proche de la frontière libyenne.

La TAP avait fait état vendredi de l'arrivée dans le même port de cinq officiers de l'armée libyenne qui se sont réfugiés en Tunisie en compagnie de 13 de leurs compatriotes. (AP 18.04)

Social

1- France

1.1- Participation. Prime à la subordination au capital.

Selon un rapport de l'Insee publié en 2006, seuls 16,4% des PME versent des dividendes, contre 30,6% des entreprises de taille intermédiaires (entre 250 et 5.000 salariés) et 41% des entreprises de plus de 5.000 salariés. En calculant selon les dernières données disponibles, environ 700.000 salariés de PME, 920.000 salariés d'établissements de taille intermédiaire, et 1,35 million de salariés de grandes entreprises sont potentiellement visés. Soit près de 3 millions de personnes, et plus de 10,5% de la population active. (20minutes.fr 18.04)

Je propose qu'en cas de pertes subies par une entreprise, les salaires des travailleurs de ces entreprises soient amputés d'autant. Je plaisante bien sûr. La subordination du travail au capital pour le meilleur et pour le pire. Tout est fait pour maintenir la paix sociale dans ce pays... et assurer la stabilité politique du régime.

1.2- Un gel pour un dégel social ?

Le ministère des finances devrait annoncer, mardi, la poursuite du gel des salaires dans la fonction publique en 2012, selon des informations publiées, lundi 17 avril, par *Les Echos*.

"*Bercy va annoncer la poursuite en 2012 du gel du point d'indice [base de calcul du salaire des agents] déjà acté pour 2011*", lors du "*rendez-vous salarial annuel*" de la fonction publique qui réunira le ministre du budget, François Baroin, le ministre de la fonction publique, Georges Tron, et les syndicats, révèle le quotidien économique.

Le coût budgétaire d'une hausse du point d'indice est évalué à 900 millions d'euros par an par point supplémentaire pour les trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière), qui totalisent 5,2 millions d'agents, selon la même source.

Pour arrondir les angles, Bercy pourrait proposer aux partenaires sociaux la perspective d'un nouveau "*point d'étape*" en fin d'année, avec l'éventualité d'un "*geste futur*", si la croissance a bondi, "*ou si, à l'approche de l'élection présidentielle, l'urgence politique fait bouger les lignes*", écrit le quotidien économique. (lemonde.fr 18.04)

1.3- Pourquoi des centaines de milliers de demandes d'emploi ne sont pas satisfaites, alors qu'il y aurait 7 millions de chômeurs dans le pays?

Le ministre du Travail a annoncé dimanche son intention de réduire la liste des métiers autorisant le recours à la main d'oeuvre étrangère en raison des difficultés de recrutement, estimant prioritaire de "*former les demandeurs d'emplois pour occuper ces postes*".

Un arrêté de janvier 2008 fixe une liste de trente "*métiers en tension*", dont les difficultés de recrutement justifient un recours à des ressortissants de pays tiers, sans que la situation de l'emploi soit opposable.

"*Vous ne pensez pas que ma responsabilité, c'est plutôt de former les demandeurs d'emploi pour occuper ces postes ?*", a déclaré Xavier Bertrand, citant comme exemple la profession de conducteur de travaux du BTP, lors de l'émission Le Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro. Précisant que "*l'immigration liée au travail*" représentait "*à peu près 20.000 personnes*".

Plus du tiers (37,6%) des prévisions d'embauche butent sur des difficultés de recrutement, selon l'enquête annuelle de Pôle emploi, l'agence nationale pour l'emploi, publiée début avril. "*La façon dont je veux réorienter l'action de Pôle emploi et de tous les acteurs de l'emploi, c'est justement de travailler sur ces métiers en tension*", a souligné le ministre, qui estime "*possible de réduire l'immigration légale, notamment liée au travail*".

CFDT et FO dénoncent un discours anti-immigration du ministre du Travail. Le PS s'insurge. (lepost.fr 18.04)

Son discours est politique évidemment, il marche sur les traces de Le Pen avec 2012 en perspective, mais il pose en même temps une question qui ne manque pas d'intérêt dans un pays qui compte des millions de chômeurs désespérément à la recherche d'un emploi fixe et "correctement" rémunéré.

Encore un sujet tabou, sensible, qui fera le bonheur des dogmatiques de tous poils et des tiers-mondistes à la petite semaine, on leur laissera cet os à ronger, ils nous donnent la nausée par les temps qui courent...

Quant aux dirigeants syndicaux, ils feraient mieux aussi de la fermer, car ils participent aux organismes paritaires dédiés à la formation professionnelle, ils sont donc coresponsables de la situation actuelle, des millions de chômeurs d'un côté, 150 000 postes de travail non pourvus de l'autre (Chérèque hier).

1.4- Guaino s'érige en «***juge de gouvernement***».

La nouvelle prise de parole d'Henri Guaino, dimanche, lors de l'émission politique Dimanche+ sur Canal+, a suscité une réaction quasi-épidermique de la part de certains magistrats. Le conseiller spécial du président de la République a déclaré, sur l'affaire d'un automobiliste qui a tué trois personnes samedi soir à Chelles (Seine-et-Marne), que cet homme ne «*devrait jamais sortir de prison s'il est avéré qu'il conduisait sans permis et en état d'ivresse, et qu'en plus, il avait récidivé dans ce domaine*».

Cette dernière déclaration a fait bondir le Syndicat de la magistrature: dans un communiqué publié sur son site ce lundi, le syndicat s'émeut qu'«*il y a tout dans ce "jamais!"*»: le vol de la souffrance et de la parole des victimes, immédiatement dépossédées de leur histoire par les professionnels du storytelling répressif et réduites au rang de prétextes; le vieux fantasme de l'élimination des *"irrécupérables"*».

Pour ces magistrats, «*le message est passé: honte et gare aux juges qui – pour des raisons obscures aux yeux d'un conseiller de l'Elysée – ne prononceraient pas le maximum*» de la peine. Ils estiment qu'Henri Guaino s'érige en «*juge de gouvernement*», avant d'indiquer qu'il «*n'en est pas à son coup d'essai: en novembre 2008, il avait qualifié de «parfaitement incongrue, scandaleuse, moralement inacceptable*» la décision du tribunal de Paris déboutant Nicolas Sarkozy qui demandait l'arrêt de la commercialisation d'une poupée vaudou à son effigie. (20minutes.fr 18.04)

Sans doute encore un pauvre type pas maître de ses actes et conduit inconsciemment à commettre un acte irréparable qu'il regrettera le restant de ses jours. C'est leur société pourrie qui conduit à ce genre de drames, c'est elle qu'il faut commencer par juger, donc Guaino. A bas le capitalisme !

2- Grèce.

La plus grande organisation syndicale du secteur privé grec a lancé lundi un mot d'ordre de grève générale de 24 heures pour le 11 mai afin de protester contre les mesures d'austérité et le plan de privatisation du gouvernement Pasok.

Le 23 février, quelque 100.000 personnes, dont de nombreux retraités touchés par le "*tour de vis*" du gouvernement, avaient défilé dans les rues d'Athènes pour dénoncer la politique d'austérité. (Reuters 18.04)

Economie

1- La "***catastrophe***" annoncée.

1.1- Grèce

1.1.1- La Grèce a une nouvelle fois déclaré lundi qu'elle n'avait aucune intention de restructurer sa dette, le gouverneur de la banque centrale jugeant une telle éventualité catastrophique.

Soumise à la pression croissante des marchés, Athènes a démenti les informations publiées par le quotidien Eleftherotypia, qui rapporte lundi que la Grèce a demandé en début de mois à l'Union européenne (UE) et au Fonds monétaire international (FMI) de restructurer sa dette.

Le journal grec indiquait également que le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, avait dit au ministre grec des Finances George Papaconstantinou qu'une restructuration de la dette de son pays serait nécessaire.

Des sources gouvernementales allemandes considèrent cependant que la Grèce ne passera pas l'été sans une restructuration de sa dette.

Le gouverneur de la banque centrale grecque George Provopoulos estime, dans un rapport destiné aux actionnaires, qu'une restructuration serait préjudiciable aux banques et aux fonds de pension.

"*La Banque de Grèce explique avec clarté depuis octobre dernier qu'une telle option n'est ni nécessaire ni souhaitable*", écrit-il. "*Cela aurait des conséquences catastrophiques*".

Faisant écho au gouverneur de la banque centrale grecque, la ministre française de l'économie Christine Lagarde a dit ce même lundi qu'une restructuration de la dette grecque, ou encore irlandaise ou portugaise, serait "*catastrophique*".

La Commission européenne pour sa part a déclaré qu'il n'y avait aucune discussion en cours sur une restructuration. (Reuters 18.04)

1.1.2- «*C'est une voie sans issue*», affirme Takis Kamboureas, le président de la banque agricole (ATE) qui expose le dilemme: «*Si les mesures d'austérité continuent, les Grecs, déjà saignés à blanc, vont arrêter de travailler par contestation. Mais si on restructure, c'est la faillite du pays et une catastrophe pour le système bancaire grec*», affirme-t-il. Et pour cause, les banques grecques, principales détentrices de titres de dette grecque aujourd'hui, seront les premières touchées par une restructuration. Très exposées à la dette grecque en 2010, les banques françaises et allemandes notamment auraient profité du plan de sauvetage international pour se débarrasser de leurs titres de dettes. Giorgos Provopoulos, gouverneur de la Banque de Grèce, en convient: une restructuration serait d'abord une «*catastrophe pour le système*» financier grec, avant de contaminer le reste de la zone euro.

«*C'est un faux problème, estime, de son côté, Alexandros Paparsenos, le président du Fonds hellénique de développement. Si les déficits grecs restent dans le rouge, on aura beau restructurer, la dette augmentera encore: ce sera le tonneau des Danaïdes!*» (lefigaro.fr 18.04)

1.2- Le Fonds monétaire international prévient que la réponse apportée par les pays émergents aux afflux de capitaux auxquels ils sont confrontés est insuffisante au risque de provoquer un atterrissage en catastrophe de leurs économies. (Reuters 18.04)

Haut de page

Le 20 avril

Service minimum.

Politique

1- France

Négocier, c'est mieux que se mobiliser, encore mieux que se soulever.

"*Le partage de la valeur, j'y tiens parce que c'est une question de justice*", a déclaré M. Sarkozy un peu plus tôt dans la matinée lors d'une visite dans une usine des Ardennes, La Fonte ardennaise, appartenant au réseau OSEO excellence. Il a ensuite insisté

de nouveau sur l'importance de la "*valeur travail*", reprenant un leitmotiv de sa campagne de 2007, lancée à l'époque dans les Ardennes.

"*Quand il y a la reprise, j'affirme qu'il est normal que les salariés et les ouvriers à qui on a demandé des efforts pendant la crise bénéficient de la reprise, c'est un principe sur lequel je ne céderai pas*", a-t-il affirmé. "*Dans les grandes entreprises, s'il y a une forte augmentation des dividendes, il faudra que les salariés en aient une partie et il faut obliger ces entreprises à négocier*", a ajouté Nicolas Sarkozy.

"*Et, dans les petites entreprises où il n'y a pas de distribution de dividendes, si ça va mieux, si le carnet de commandes se remplit, l'entreprise pourra faire une prime aux salariés qui sera exonérée de cotisations*", a-t-il encore indiqué. (lemonde.fr 19.04)

Aucune exigence salariale de la part des travailleurs du secteur privé ou public, aucune revendication ne devrait passer par des "négociations" dès lors que le patronat a manifesté son intention de s'y opposer, immédiatement il faudrait appeler à la mobilisation dans la perspective de la grève (illimitée) et l'occupation jusqu'à satisfaction.

Il est démontré que c'est la détermination des syndicats à aller jusqu'au bout de ce combat qui détermine à son tour le degré de mobilisation des travailleurs et renforce leur unité et leur détermination.

2- Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont ouvert le feu mardi sur des manifestants à Sanaa, la capitale, et à Taiz, la deuxième ville du pays, faisant au moins trois morts, selon des militants et des sources médicales.

Des milliers de personnes défilaient mardi à Taiz, dans le sud du Yémen, lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu.

Plus tard dans la journée, à Sanaa, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont également manifesté, alors que des milliers d'autres défilaient à Aden, Ibb, Al-Hudaïdah et d'autres villes où la plupart des magasins avaient été fermés en signe de soutien aux protestataires.

A Sanaa, la manifestation a pris une tournure violente quand les forces de sécurité ont ouvert le feu et fait usage de gaz lacrymogènes contre des protestataires qui essayaient d'accéder à la principale artère de la capitale.

Khaled al-Ansi, un organisateur de la manifestation, a affirmé pour sa part qu'une soixantaine de personnes avaient été blessées. Des policiers qui avaient rejoint les rangs des manifestants font partie des blessés, selon des témoins. (AP 19.04)

3- Syrie

Le gouvernement syrien a adopté mardi un projet de loi abrogeant l'état d'urgence en vigueur depuis 1963, mais une nouvelle législation régulera "*le droit à manifester pacifiquement*".

Peu après l'annonce de cette mesure, une nouvelle manifestation en faveur de la démocratie a éclaté à Banias, dans l'ouest du pays. "*Ni salafiste, ni Frère musulman. Nous voulons la liberté*", ont scandé des centaines de personnes.

Selon un juriste international, la nouvelle loi régulant les manifestations, qui étaient interdites sous l'état d'urgence, signifie qu'il sera toujours "*nécessaire de demander l'autorisation de la famille Assad pour manifester*".

Les forces de sécurité ont ouvert le feu mardi contre des manifestants anti-gouvernementaux à Homs, importante agglomération du centre du pays où 17 personnes avaient été tuées dimanche soir par des tirs des forces syriennes.

Des militants des droits de l'homme ont rapporté qu'au moins trois autres manifestants avaient été tués par balles mardi matin. Selon Sana, quatre personnes, deux policiers et deux individus armés, ont été tuées dans des affrontements dans la ville.

A l'Ecole de médecine de Damas, des dizaines d'étudiants ont manifesté mardi pour réclamer "*la fin du massacre*" mais, selon des opposants, les forces de sécurité sont intervenues pour mettre fin à la manifestation.

A Deraa, les habitants rapportent que les forces de sécurité, absentes des rues ces derniers jours, ont fait mardi leur réapparition.

Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur invite les Syriens à "*éviter de prendre part à des défilés, manifestations et protestations*", conformément à l'état d'urgence. (Reuters 19.04)

4- Cuba

Le Parti communiste cubain, réuni en congrès pour la première fois depuis 1997, a officialisé mardi l'accession du chef de l'Etat Raul Castro à sa tête, après avoir avalisé de profondes réformes économiques.

Si le choix de Raul Castro, âgé de 79 ans, était attendu pour succéder à son frère aîné Fidel, l'élection au poste de n°2 du parti d'un communiste de la vieille garde, José Machado Ventura, 80 ans, risque de décevoir nombre de Cubains qui espéraient voir de nouvelles têtes au sommet du pouvoir.

Machado Ventura, qui fait partie des guérilleros qui se sont battus pour la révolution castriste de 1959 ayant renversé le régime de Fulgencio Batista, est considéré comme un idéologue communiste pur et dur.

Médecin de formation, il a rejoint les frères Castro au tout début de leur guerre de maquis dans la Sierra Maestra. En sa qualité de premier vice-président du Conseil d'Etat, il succèderait automatiquement à Raul Castro dans l'hypothèse où ce dernier quitterait le pouvoir.

Cela n'a pas empêché l'adoption de plus de 300 réformes, comme prévu, bien que plusieurs soient déjà en vigueur.

Elles visent à relancer une économie étatique croulant sous l'endettement et marquée par une faible productivité, et dont Raul Castro souligne qu'elle a conduit le communisme cubain au bord de l'abîme.

Ces changements incluent des coupes claires dans les effectifs de la fonction publique, les subventions et les dépenses et une ouverture accrue au secteur privé, dont la possibilité pour les petites entreprises d'embaucher leurs propres salariés.

La fin des rations alimentaires distribuées chaque mois aux Cubains depuis plusieurs décennies est un symbole de l'abandon progressif du système paternaliste. Raul Castro a décrit samedi cette ration comme un "*fardeau insupportable*" pour le gouvernement cubain.

Autre réforme radicale, les Cubains vont pouvoir acheter et vendre maisons et voitures, ce qu'ils réclamaient très largement, même si des restrictions accompagneront probablement ce changement. (Reuters 19.04)

5- Egypte

Au moins 846 personnes ont été tuées lors du soulèvement populaire en Egypte qui a conduit à la chute du président Hosni Moubarak, selon la mission d'information du gouvernement égyptien.

Selon le rapport, les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles, posté des tireurs sur les toits et utilisé des véhicules pour faucher les manifestations.

Le rapport fait état de plus de 6.400 blessés. (AP 19.04)

Social

1- France

1.1- "***Une charge de travail inhumaine***"

Jean-Marc Hubert dirige un magasin depuis 30 ans à Lamballe, dans les Côtes d'Armor. Il constate que les cas de troubles musculo-squelettiques se sont multipliés chez ses salariés et que "*la direction impose une charge de travail inhumaine*".

Malade de devoir répercuter les consignes de la direction nationale de Lidl sur son personnel, il a décidé de faire grève. "*On nous demande une charge de travail insoutenable, on est toujours dans l'urgence*", a-t-il expliqué à Europe 1. "*De plus en plus de gens disent 'on en a marre'. On prend une tournure qui devient à mes yeux dangereuse. J'espère qu'on n'arrivera pas jusqu'aux suicides mais il y a des risques*". (lepost.fr 19.04)

1.2- Fonctionnaires.

Conformément aux informations divulguées dès lundi par Les Echos, le gouvernement a annoncé, mardi 19 avril, le gel de l'indice salarial des fonctionnaires en 2012, pour la seconde année d'affilée. Les syndicats en ont été informés lors d'un rendez-vous à Bercy en présence du ministre du budget, François Baroin, et du secrétaire d'Etat à la fonction publique, George Tron. Déçues

par cette annonce, les organisations syndicales ont quitté prématurément la réunion.

"*Il n'y a pas eu ce matin l'ombre d'une négociation*", a déploré Brigitte Jumel, pour la CFDT. "*Nous savons que les personnels sont très déçus et nous ne pourrons pas ne pas être à la hauteur de la déception*", a-t-elle prévenu. Jean-Marc Canon, de la CGT s'est dit lui "*profondément mécontent*" de cette annonce, évoquant "*une mesure sans précédent depuis la Libération*". Selon lui, le gouvernement n'a annoncé "*aucune mesure qui soit réellement intéressante*" et "*n'entend pas ce que lui disent toutes les organisations syndicales*".

De son côté, François Baroin a promis que "*le gouvernement va continuer en 2011 et 2012 à assurer une progression raisonnée du pouvoir d'achat des fonctionnaires*", tout en arguant que "*le point d'indice n'est [qu'] un élément parmi d'autres de l'augmentation du pouvoir d'achat*".

Le point d'indice sert de base au calcul des salaires des 5,2 millions d'agents des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière). Il a été relevé pour la dernière fois le 1er juillet 2010, de 0,5 %. Cette mesure, accompagnée d'un relèvement du minimum de traitement des fonctionnaires (à 1 365,94 euros bruts), avait représenté un effort d'1 milliard d'euros. Le gouvernement avait ensuite annoncé le gel du point d'indice pour 2011.

En octobre, la Cour des comptes avait estimé que le gel "*jusqu'à fin 2013*" semblait "*techniquement nécessaire*" pour "*respecter l'objectif global de maîtrise des dépenses publiques*". (lemonde.fr 19.04)

2- Espagne

"*Nous avons beaucoup amélioré notre image sur les marchés au cours des derniers mois en raison des réformes majeures que nous avons menées, et ce trimestre sera également un trimestre de réformes*", a déclaré la ministre espagnole des Finances, Elena Salgado sur la radio Cadena Ser.

La ministre a précisé que le gouvernement dévoilerait au cours des deux prochains mois des réformes pour réduire le marché noir en Espagne, libéraliser les heures d'ouverture des commerces et modifier le système de retraite des fonctionnaires. (AP 19.04)

3- Inde

Une foule en colère s'en est pris à un hôpital et a incendié des autobus mardi pour protester contre un projet de centrale nucléaire dans l'ouest de l'Inde.

Au moins 20 personnes ont été blessées dans les troubles, rapporte la police. Lundi, déjà, un militant avait été tué dans des tirs de la police.

Les manifestations, dont des hommes politiques de l'opposition avaient pris la tête, ont entraîné la paralysie de plusieurs villes, dont celle de Ratnagiri, proche du site prévu pour la future centrale de 9.900 mégawatts à Jaitapur dans l'Etat de Maharashtra.

"*La situation est très tendue ici*", a déclaré à Reuters l'un des dirigeants des manifestants. Ces derniers ont attaqué et endommagé un hôpital afin d'empêcher une autopsie du militant tué lundi. Selon eux, cette autopsie n'aurait pas été impartiale. Parmi les blessés se trouvent au moins six policiers, a déclaré le chef de l'administration de Ratnagiri.

Dans le secteur de Jaitapur, la colère engendrée par les expropriations s'est intensifiée depuis la catastrophe nucléaire survenue en mars à Fukushima.

La semaine dernière, le ministre indien de l'Environnement, Jairam Ramesh, a réaffirmé l'intention de New Delhi de procéder à la construction de six réacteurs sur le site, pour un coût de 10 milliards de dollars, ce qui en fera le plus grand complexe nucléaire au monde.

En décembre, le groupe français Areva a signé deux accords visant la fourniture d'au moins deux réacteurs nucléaires de type EPR à l'Inde ainsi que du combustible pour 25 ans.

L'Inde souffre d'une pénurie d'électricité à l'heure de pointe, qui freine son économie et provoque des coupures dans une bonne partie du territoire.

Le pays dispose pour l'heure de 20 réacteurs nucléaires, la plupart de petite taille, répartis dans six centrales. D'ici 2032, le pays compte se doter de près de 30 autres réacteurs. (Reuters 19.04)

Il y a eu des élections législatives dans plusieurs Etats dont le Tamil Nadu où j'habite, les résultats seront publiés à la fin du

mois. Avant ces élections tous les matins le courant était coupé entre 6h et 9h ou entre 8h et 10h, or depuis étrangement plus de coupures de courant.

Mon explication : ici c'est déjà l'été et on crève de chaud, à l'heure où j'écris ces lignes, assis face à l'écran à 7h30 du matin, j'ai une serviette pour m'éponger le visage et le ventilateur fonctionne, il fait plus de 30°C, la situation est habituellement, plutôt quotidiennement et en permanence tendue du fait des problèmes récurrents que rencontre la population, on vit sur les nerfs et cela peut dégénérer en émeute à la moindre étincelle, une coupure de courant et les esprits s'échauffent, les autorités craignent des émeutes à l'annonce des résultats de ces élections, alors ils ne procèdent pas à des coupures de courant en espèrant qu'entre temps les esprits se seront refroidis, voire apaisés...

Economie.

1- France

Le ministère de la Défense revoit à la hausse son budget 2011 pour les opérations extérieures. De 700 millions d'euros, il devrait passer à 900 millions, pour cause d'opérations en Libye et en Côte d'Ivoire. L'ONU ne rembourse que 10 % des missions réalisées dans le cadre des résolutions votées... (lexpress.fr 19.04)

2- My gold !

Les cours à terme de l'or ont touché mardi en séance 1.500 dollars l'once, soit le plus haut niveau jamais atteint par le métal jaune, en raison de la faiblesse du dollar et des inquiétudes persistantes autour de la crise de la dette en Grèce. (Reuters 19.04)

3- Ils baignent dedans.

Le groupe britannique de luxe Burberry a annoncé mardi un chiffre d'affaires de 390 millions de livres (445 millions d'euros) au cours du trimestre de janvier à mars. Vers 10h30 GMT, le titre Burberry progresse de 4,89%.

Au même moment, le titre du géant mondial du luxe LVMH, prenait 3,74%, après l'annonce lundi soir d'une forte accélération des ventes au premier trimestre. (Reuters 19.04)

Haut de page

Le 21 avril

J'ai rompu le service minimum, j'ai failli me mettre en grève ! Hier après-midi et aujourd'hui j'ai mis de nouveaux documents en ligne dans la rubrique *Documents*.

Puisque vous ne voulez pas me faire part de vos réflexions politiques, sans doute parce que vous estimez que c'est inutile, comme vous avez estimé qu'il n'était pas utile de donner suite à mes diverses propositions, c'est votre droit, permettez-moi de mon côté de vous demander mais qu'est-ce qui est utile finalement, pas grand chose si l'on devait porter un constat sur l'état du mouvement ouvrier et le niveau de conscience politique de la classe ouvrière, on serait même porté à condamner la conception de la lutte de classe qui prédomine, y compris celle de l'avant-garde au regard des résultats auxquels ils sont parvenus, aucun parti ou aucune formation politique ne peut affirmer qu'ils ont aidé la classe à rompre avec le capitalisme, à en mieux comprendre le fonctionnement, idem pour les institutions. Fatalité, pas vraiment, un faux argument, vous n'avez jamais entendu vos dirigeants dire que l'action de leur parti pesait sur le cours des choses, allez un peu de mémoire, soyez honnête, je m'en souviens encore parfaitement.

L'activisme de certains militants, les diffusions, les tracts et les journaux, les discussions, les réunions, les meetings et les manifestations, ils ont servi à quoi ? A rien du point de vue de l'objectif final de notre combat. A maintenir des acquis, soyez honnêtes, n'oubliez pas tous ceux qui ont déjà été perdus et cela va continuer ; à conserver des syndicats indépendants, soyez honnêtes et convenez qu'ils ont surtout servi à assurer la stabilité politique du régime, des syndicats corrompus jusqu'à l'os ; à améliorer les conditions de vie et de travail, sans doute pour ceux qui ont la chance d'avoir un boulot où ils s'épanouissent, ils ne doivent pas être très nombreux les travailleurs dans ce cas, sans doute les millions qui ont un salaire ou une retraite de misère, allez donc leur raconter vos salades, vous serez bien accueillis, à croire qu'aucun d'entre vous ne se trouve dans cette situation-là ou ne l'a connu un jour.

Il n'existe même pas de parti révolutionnaire digne de ce nom dans ce pays, ne parlons pas de l'Internationale, vous avez entendu parler d'une action coordonnée des sections d'une Internationale dans le monde au cours des dernières décennies,

non, parce qu'en réalité il n'existe pas d'Internationale, même pas un embryon, pas plus de IVe Internationale version CCI-POI que NPA ou d'Entente internationale soi-disant présente dans 70 pays. Le problème n'est pas trop qu'elle n'existe pas que de faire croire qu'elle existe alors que c'est une pure invention. Pourquoi, je vous laisse y réfléchir.

Si l'on comprend bien, du fait que la majorité des travailleurs disposeraient de conditions de vie relativement confortables ou qu'ils tireraient des avantages substantiels de la survie du capitalisme, ils seraient incapables de réfléchir et de comprendre comment fonctionne la société pour la changer, dans ce cas-là il faut aller au bout de ce raisonnement et en tirer les conclusions qui s'imposent, aller un peu de courage et regardons la réalité en face, autrement dit, l'un des principaux facteurs sur lequel repose le socialisme et qui finalement s'avère déterminant pour envisager de vivre dans une société débarrassée du règne de l'exploitation et de l'oppression serait erroné, bref, le socialisme serait une utopie, aucun ou peu d'entre vous y croiraient encore, ce qui expliquerait très bien qu'il ne faille rien changer à votre conception de la lutte de classe, ce qui inclut de suivre aveuglément des dirigeants qui portent la responsabilité de la situation actuelle ou de continuer à "avaler des couleuvres" sans rien dire pour parodier un militant du POI (CCI), c'est politiquement suicidaire. Le socialisme serait une utopie parce que les travailleurs ne parviendront jamais à comprendre les rapports sociaux sur lesquels repose la société capitaliste. Nous nous sommes d'affreux utopistes et nous estimons qu'en y mettant les moyens on peut les aider à y parvenir.

Cela donne bonne conscience de militer, ne sommes-nous pas des socialistes, des communistes ou des trotskystes, de grands révolutionnaires anticapitalistes, nous ne sommes parvenus à rien, peu importe, comme disait Coubertin à propos des Jeux Olympiques, le principal c'est d'y participer, à la lutte des classes, pour le reste, pour le reste nous imitons les ignorants qui s'en remettent à celui qui cause le mieux ou le plus fort, alors que notre seule chance de nous en sortir est de briser cette spirale infernale, ce n'est pas facile ou donner à tout le monde, certes cela nécessite beaucoup d'efforts, de la volonté et de la persévérance, mais parmi les milliers de militants et cadres il s'en trouve bien qui ont les capacités de comprendre qu'on n'a pas cessé de se fourvoyer depuis la mort de Trotsky, quand on n'a pas été littéralement trahi par nos dirigeants.

Comment peut-on prétendre assurer la continuité du marxisme, alors que manifestement on n'en a pas les capacités, je ne prétends pas les avoir non plus loin s'en faut, je dis seulement que ceux qui l'ont prétendu depuis 1940 nous ont conduit dans une impasse, pire, ils ont institué une sorte de pouvoir héréditaire au sein de leurs partis calqué sur les monarchies en désignant à l'avance leur dauphin que personne ne conteste d'ailleurs sous peine d'exclusion. Notez bien que cela vaut également pour de toutes petites formations politiques. C'est à la fois effrayant et désespérant, décourageant parfois il faut bien l'avouer.

Des militants sont portés à penser que nous sommes des gauchistes parce que nous sommes intransigeants sur certains principes, parce que nous refusons toute forme de collaboration de classes, parce que nous livrons une lutte à mort contre l'opportunisme conjointement au combat que nous menons contre le capitalisme et l'ensemble de ses institutions politiques. On ne peut pas lutter contre le régime en appelant au front unique avec des partis qui le soutiennent ouvertement, on ne peut pas lutter contre les appareils des syndicats en n'engageant pas le combat contre leur financement par l'Etat qu'ils sont censés combattre, on ne peut pas lutter contre le capitalisme sans présenter chaque lutte comme une étape du combat pour l'abolir, on ne peut pas lutter contre les institutions ou la Constitution sans indiquer en permanence que notre combat se situe dans la perspective des les abattre, bref, on ne peut pas militer et se prétendre socialiste, communiste ou trotskyste sans indiquer quel est l'objectif final de notre combat, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, la liquidation de l'Etat des capitalistes et la constitution d'un Etat ouvrier.

Prenons un exemple concret. Que vaut une lutte menée contre des licenciements ou une fermeture d'usine si dans le même temps on n'a pas expliqué aux travailleurs concernés, que pour bien faire ils devraient prendre le contrôle de leur entreprise et virer le patron ou les actionnaires, les exproprier, etc., que les conditions soient requises ou non, leur combat devrait toujours se situer dans cette perspective même s'il n'est pas possible de la concrétiser pour le moment, au moins, si chaque fois ils entendaient le même discours, ils finiraient par y comprendre quelque chose et y adhérer, alors oui, là vous pourriez dire, j'ai fait du bon boulot on a recruté de nouveaux militants sur des bases saines et solides, on progresse, on construit véritablement le parti qu'il nous faut pour prendre le pouvoir quand la situation se présentera, cette perspective ne repose plus sur une théorie mais sur quelque chose de concret et de solide, notre idéal prend corps et se matérialise, on fait véritablement un pas en avant dans la bonne direction, vers le socialisme. Au lieu de cela, on a encore en tête les argumentaires misérables sur ce qu'il est possible ou non d'obtenir en régime capitaliste, c'est la manifestation concrète de la désertion du combat pour le socialisme.

Continuer dans cette voie ou en changer radicalement, telle est l'alternative qui se pose à chaque militant. Vous croyez franchement qu'à l'aube du XXe siècle il était facile pour un ouvrier d'entrevoir ce que pouvait être le socialisme, rompre avec le capitalisme ou le régime en place, et pourtant des partis ouvriers se sont construits sur cette base à travers le monde, et on nous explique que ce serait impossible aujourd'hui, balivernes, qu'on nous disent plutôt qu'on ne sait pas comment s'y prendre serait plus honnête et pas déshonorant pour autant. Notre travail est d'y contribuer avec nos faibles moyens.

D'autres réflexions politiques

1- Leur société est irrespirable.

Après les CV anonymes, les CV sans adresse ? - (LePoint.fr 20.04)

Pourquoi pas le salarié anonyme, masqué, sans culture, sans passé, bref sans histoires, taillable et corvéable à merci ?

2- La dernière sortie de Tom Pouce sur les salaires a donné lieu à toutes sortes de commentaires dont la majorité sont hostiles, y compris à l'UMP.

La Talonnette croyait réaliser un coup sur le terrain social à un an des élections présidentielles, alors qu'il est le président le plus impopulaire de la Ve République, au plus bas dans tous les sondages, et à l'arrivée il a réussi l'exploit de se mettre à dos le patronat, ce qui est bien normal, de nombreux travailleurs vont interpréter cette annonce comme un encouragement à revendiquer des augmentations de salaires, l'horreur pour le Medef, les syndicats, parce qu'il empiète sur leur domaine réservé, les fonctionnaires parce qu'ils ne sont pas concernés, on vient de leur annoncer que leurs salaires seront bloqués ou diminueront jusqu'en 2013 inclus, enfin la majorité des travailleurs qui ne seront pas concernés par cette mesure et qui jugent son discours démagogique ou comme une provocation insupportable.

Selon le décompte réalisé par Le Monde hier "*Au total, donc, 2,8 millions de personnes, soit moins de 10 % de la population active française, seraient susceptibles de toucher la fameuse prime.*" (lemonde.fr 20.04) Et encore, les travailleurs en CDD ou en intérim pourraient en être exclus.

Je me demande au final, si l'objectif n'était pas de faire croire à la majorité des travailleurs qu'ils pourraient y avoir droit, et une fois constaté individuellement que ce n'était pas le cas, ils finiraient par se dire : pas de bol c'était sans doute pour mon voisin, qui lui même se dirait la même chose et ainsi de suite, ainsi chacun penserait que nombreux sont ceux qui en auraient profité, alors que ce sera pas du tout le cas, et que leur tour viendra, ce qui n'arrivera jamais évidemment, puisqu'en tout état de cause s'il était réélu en 2012, il poursuivrait la même politique d'austérité.

Un effet d'annonce foireux en quelque sorte, qui aura eu pour seul effet d'exciter un peu plus les rapports antinomiques entre le capital et le travail, une erreur politique quoi.

3- Rien de particulier à ajouter sur la situation en Libye, vous avez dû avoir les dernières nouvelles par les médias nationaux. Je confirme que dans le numéro d'Informations ouvrières (145) paru hier, le POI continue d'ignorer, plutôt de censurer le soulèvement en cours en Syrie. Ils doivent ne rien y comprendre, le mot Syrie ne figure même pas dans ce numéro.

Il est beaucoup question des revendications sociales des travailleurs en Tunisie et en Egypte que leurs soulèvements révolutionnaires n'ont pas réglées. Question : pourquoi ne pas profiter de la situation pour envisager l'expropriation des capitalistes, pourquoi cette perspective est-elle systématiquement écartée en dehors d'une vague référence au passage à des renationalisations ?

Sur quoi repose l'Etat, le pouvoir politique de la classe dominante sinon sur la propriété privée des moyens de production qui lui donnent les moyens de continuer son combat contre la classe ouvrière, de financer sa propagande contre-révolutionnaire et de s'attirer les bonnes grâces des militaires ? L'argent est le nerf de la guerre, il est aussi celui de la révolution et de la contre-révolution. Exproprier les banquiers, les grandes fortunes du pays, les actionnaires des grandes entreprises, assurer le contrôle du commerce extérieur, etc. sont des mesures économique aussi impérieuses que la liquidation des institutions et de la Constitution sont des mesures politiques indispensables pour changer la nature de l'Etat.

On a parlé à tort et à travers de révolutions, mais aucun des soulèvements des derniers mois n'a remis en cause la nature du régime, de l'Etat, pas plus en Bolivie d'ailleurs. En dehors du fait que les travailleurs tunisiens et égyptiens ont chassé les dictateurs Ben Ali et Moubarak, qu'ils ont arraché le droit de pouvoir s'exprimer et s'organiser librement, et encore avec certaines restrictions en Egypte, qu'est-ce qui a changé fondamentalement dans leur mode de vie, rien en réalité, les chômeurs sont toujours en quête d'un travail et ceux qui se tapaient sur le ventre en ne faisant qu'un repas par jour parce qu'ils avaient des salaires misérables restent sur leur faim.

Entendu aux infos sur TV5Monde Asie il y a trois jours à propos de la mobilisation en Syrie, c'est le journaliste qui parle, je cite ces propos : au début les manifestations ont été spontanées, elles étaient non organisées, puis les opposants au régime ont estimé qu'il fallait coordonner leurs actions et rompre avec leur isolement, enfin ils ont commencé à s'organiser et à structurer leur mouvement de protestation, à cette fin ils ont commencé à constituer des comités pour définir leurs mots d'ordre et se donner une orientation politique en liaison avec l'opposition dans chaque ville du pays.

Bref, on est loin d'un coup de force ou d'une provocation montée de toutes pièces par des agents de la CIA comme certains voudraient nous le faire croire, au contraire on assiste à une tentative de la population de s'organiser par elle-même pour contrecarrer les plans d'Assad et se renforcer pour l'obliger à quitter le pouvoir. A ce titre, ce soulèvement du prolétariat syrien est exemplaire et plein d'enseignements pour le prolétariat mondial.

Ceux qui n'en parlent pas, le censurent, pourraient-ils nous expliquer pourquoi aucun soulèvement ne se produit dans les pays durement frappés par les mesures d'austérité imposées par leurs gouvernements, en Grèce, en Irlande, au Portugal ou

en Espagne où il y a officiellement 20% de chômeurs, nous serions curieux d'entendre leurs explications, de notre côté nous avons notre petite idée, ce que j'ai expliqué dans mes causeries au cours de la mobilisation sur les retraites en France notamment en donne une idée assez précises, ce que nous avons écrit alors demeure tout à fait valable, je n'ai pas le courage d'y revenir ici, ceux que cela intéresse peuvent s'y reporter.

4- Dans son éditorial, D. Gluckstein affirme à propos du soutien du PS au projet de "*réforme institutionnelle*" de Sarkozy : "*C'est mettre le doigt dans l'engrenage qui conduit à organiser la liquidation des droits et des garanties de la classe ouvrière*", on croyait depuis longtemps que le PS avait déjà passé la main, le bras et le corps entier depuis belle lurette en se situant en permanence au côté du parti de l'ordre pour combattre les intérêts de la classe ouvrière, on a dû rêver encore une fois.

Mais comme au POI on ne doute décidément de rien, il poursuit : "*Ou bien rester sur le terrain du mouvement ouvrier et de la démocratie*", parce que voyez-vous le PS se situerait sur le "terrain du mouvement ouvrier" et non sur le terrain du capital, en gouvernant de nombreuses années sous la Ve République bonapartiste et antidémocratique, là encore le PS sans le savoir devait se situer sur le terrain de la démocratie. Le double langage habituelle de Gluckstein.

Et pour ne pas être en reste, il appelle "*à la réalisation de l'unité des rangs de la classe ouvrière et de ses organisations afin de faire prévaloir chacune et toutes les revendications*", y compris le PS on présume ! Quel opportunisme ou quelle incurie politique !

Reconnaissons au POI le mérite d'avoir engagé une campagne contre la Constitution de la Ve République même si nous ne partageons pas son orientation, contrairement à tous les autres partis dits ouvriers qui soutiennent le projet de Sarkozy ou se terrent dans un silence assourdissant, qui ne dit rien consent dit, n'est-ce pas ?

Politique

1- France

1.1- La mesure qui va permettre de financer la campagne électorale de Sarkozy à moindre frais... pour le gang du Fouquet's.

Liliane Bettencourt paiera 4 fois moins d'impôt. La nouvelle ne manque pas de faire grincer des dents les contribuables lambda. Mais qu'on se rassure, cela ne devrait durer qu'un an ou deux. Explication.

Grâce à la réforme de l'impôt sur la fortune et l'enterrement de première classe du bouclier fiscal, "*Liliane Bettencourt verra ses impôts divisés par quatre en 2012*" avant que cela remonte en 2013.

La raison de cette subtilité fiscale: pour compenser la suppression du bouclier fiscal, les contribuables fortunés paieront l'ISF nouvelle formule à un taux plus bas...

Sauf que la réforme de l'ISF doit être mise en application dès 2011 alors que la suppression du bouclier fiscal n'intervient qu'en 2013.

Résultat : durant deux ans les contribuables soumis à l'ISF auront donc le beurre et l'argent du beurre, résume Le Canard Enchaîné.

En effet, les contribuables très fortunés verront leur taux d'ISF largement abaissé et seront encore remboursé du bouclier fiscal qui est calculé sur les revenus perçus deux ans auparavant.

Pour la femme la plus riche de France, 2012, période de transition pour l'instauration de la réforme fiscale, sera donc tout benef pour elle. Elle devrait payer 10 millions d'euros d'impôt, soit quatre fois moins qu'en 2010.

Son taux d'imposition s'élève donc à 4%, c'est à dire autant qu'un contribuable touchant 1.300 euros net par mois. (lepost.fr 20.04)

1.2- Même pas besoin de changer de parti.

Selon Le Figaro et Le Canard enchaîné, le député du Pas-de-Calais serait nommé Défenseur des droits. Cette nouvelle attribution consacrerait Lang, 71 ans, comme l'un des plus actifs papys de la République. Et comme le socialiste le plus choyé par Sarkozy.

C'est bien simple : depuis la fin du règne de Mitterrand, Lang n'a jamais été autant sollicité que pendant l'actuel quinquennat. Il s'est prêté à une forme d'ouverture light tout en sauvant les apparences : pas nommé ministre, à la différence d'un Kouchner, il a pu rester membre du Parti socialiste.

Deux mois après son installation à l'Elysée, Nicolas Sarkozy l'invite à rejoindre le « *Comité Balladur* », le groupe chargé de réfléchir à la « *modernisation* » et au « *rééquilibrage des institutions* ».

Suite logique : il soutient la réforme de la Constitution que le Comité Balladur a inspiré. On est en juillet 2008, à Versailles, où les parlementaires sont réunis en Congrès. La réforme passe, à deux voix près. Un seul socialiste a apporté sa voix : Lang. « *Un choix courageux et très respectable* », salue un Sarkozy tout miel.

Scénario similaire en mai 2009, à l'Assemblée nationale : au sein du groupe socialiste, Jack Lang est le seul député à voter en faveur du projet de loi Hadopi.

Entre-temps, il s'est essayé à un nouveau rôle : émissaire spécial du président Sarkozy.

Le premier voyage a eu lieu en février 2008. Une lettre d'apaisement à porter à Ali Abdullah Saleh, le président du Yémen.

Un an plus tard, en février 2009, cap sur Cuba.

A l'automne 2009, Nicolas Sarkozy l'envoie passer cinq jours en Corée du Nord pour « *réfléchir aux initiatives que la France pourrait prendre pour contribuer à la résolution de la crise nord-coréenne* ». Pyongyang accepte « *un échange sur les droits de l'homme* ».

Il est nommé fin août 2010 conseiller juridique de Ban Ki-Moon, le secrétaire général de l'ONU. Il doit trouver un moyen de juger les auteurs d'actes de piraterie maritime. (Rue89 20.04)

2- Syrie

2.1- Le chef de la police de Banias, ville côtière du nord-ouest de la Syrie, a été arrêté après la mort de cinq civils dans la répression de manifestations pour la démocratie qui s'y étaient déroulées la semaine dernière, a rapporté mercredi un mouvement de défense des droits de l'homme.

Des rassemblements d'opposants se sont poursuivis dans la nuit en divers points du pays, notamment dans le faubourg damascène de Zabadini où certains ont réclamé "la chute du régime". On a également signalé des sit-in à Djabla, sur la côte, une manifestation de femmes à Barzeh (Damas) et une procession aux chandelles à Tel, près de la capitale.

A Homs, les manifestants sont à nouveau descendus en nombre en signe de protestation contre la mort de 20 manifestants abattus par les forces de sécurité depuis lundi.

L'opposant Mahmoud Issa a été interpellé à son domicile à Homs vers minuit par des membres de la police politique.

"*Issa est un ancien prisonnier politique connu. L'arrêter quelques heures après avoir annoncé la levée de l'état d'urgence est répréhensible*", a dit Rami Adelrahman, responsable de l'Observatoire pour les droits de l'homme en Grande-Bretagne.

Plusieurs personnalités connues à Homs, creuset intellectuel et artistique, ont signé une pétition appelant l'armée "*à ne pas verser le sang de Syriens honorables*" et démentant des allégations gouvernementales selon lesquelles des groupes salafistes opéreraient dans la ville.

A Alep, deuxième ville de Syrie, des éléments irréguliers soutenant Assad ont dispersé une manifestation d'étudiants à l'université, frappant un certain nombre de ceux-ci et procédant à 37 arrestations, a déclaré un militant des droits de l'homme. (Reuters 20.04)

2.2- Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté mercredi en Syrie contre le régime de Bachar el-Assad, ce qui semble indiquer que le mouvement de contestation ne faiblit pas malgré l'annonce, la veille, de la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963 dans le pays. Les protestataires ont annoncé des manifestations encore plus importantes pour vendredi.

Selon des militants, plusieurs dizaines d'étudiants ont également manifesté à l'université d'Aleppo, dans le nord du pays, où des affrontements ont opposé sur le campus des étudiants pro et anti-gouvernementaux.

A Daraa, un militant a affirmé qu'"*une énorme manifestation*" serait organisée vendredi.

Un habitant de la ville de Homs, dans l'ouest de la Syrie, a aussi annoncé que des préparatifs étaient en cours pour des manifestations vendredi, mais, interrogé par téléphone, il n'a pas voulu donner de détails. Il a aussi observé qu'il y avait une

forte présence des forces de sécurité dans la ville. (AP 20.04)

3- Yémen

Un homme armé circulant à moto a ouvert le feu mercredi sur un camp installé par des manifestants antigouvernementaux dans la ville d'Houdeida au Yémen, tuant une personne. L'assaillant s'est approché de la place abritant le campement à l'aube et a fait usage de son arme alors que les protestataires participaient à la prière matinale dans cette localité située sur la mer Rouge. L'agresseur s'est enfui. Par ailleurs, les services de sécurité indiquent qu'un policier a été tué par des tirs de manifestants à Aden, mercredi. (lepoint.fr 20.04)

Social

Etat policier. Quadrillage policier de certains quartiers.

Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a annoncé mercredi, lors d'un déplacement en Seine-Saint-Denis, la création de "*patrouilleurs*" pour "*donner plus de visibilité à la police*".

L'objectif est de "*créer un climat de sécurité, une ambiance de sécurité, ce qui signifie donner plus de visibilité à la police, faire en sorte que la population ait plus de facilité pour accéder à des policiers*", a expliqué Claude Guéant aux journalistes.

"*Pour cela, il faut qu'ils soient plus nombreux sur la voie publique en patrouilles d'effectif réduit, afin de multiplier les patrouilles. Ce qui font des patrouilles, c'est des patrouilleurs*", a-t-il ajouté. (Reuters 20.04)

Vous ne trouvez pas que le terme "patrouilleur" fait penser à celui de milicien ?

Le ras le bol des éducateurs

Le score est sans appel. La CGT comptait ce matin 100% de grévistes parmi les éducateurs de l'établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) de Meyzieu. Idem hier à Lavaur (Tarn), et aujourd'hui à Marseille. Dans les six EPM français, on profite de la semaine d'action nationale décrétée par le syndicat pour tirer la sonnette d'alarme.

La semaine dernière, une éducatrice a été prise en otage pendant plus de deux heures par un détenu de 16 ans à l'EPM de Meyzieu. C'était l'agression de trop. A Lavaur, la CGT déplore plus de 500 «*incidents*» signalés en 2010, dont trois incendies de cellules. «*Il est à la fois malheureux et regrettable que nos responsables reconnaissent enfin la dangerosité de notre intervention lors de "faits-divers" dramatiques*», indique le syndicat dans un communiqué.

Les éducateurs réclament la prise en compte de la pénibilité de leurs conditions de travail, et «*de certaines règles pénitentiaires comme la protection des femmes enceintes*». Ils demandent également le respect du numérus clausus qui limite à 60 le nombre de détenus par établissement, alors que celui de Marseille en accueille actuellement 67.

Une nouvelle agression a fait monter la tension d'un cran à Meyzieu dans la nuit de lundi à mardi. Des détenus ont cassé des côtes à un surveillant, et en ont giflé un autre. «*On va te crever avec un tournevis!*» ont-ils menacé. Lors de la fouille qui a suivi, les surveillants ont effectivement trouvé un tournevis dans une cellule. Ce matin à 10h30, les équipes régionales d'intervention et de sécurité venaient de quitter les lieux. «*La situation est extrêmement tendue, nous ne pouvons pas reprendre le travail dans ces conditions*», s'inquiète Alain Dru, qui s'est rendu sur place. «*Maintenant que les jeunes ont compris le cirque que crée ce genre d'incident, nous nous attendons à la reproduction de tels faits*», ajoute la CGT dans un communiqué.

En raison d'un grand nombre de congés, Alain Dru, secrétaire général de la CGT-PJJ, pense suspendre le mouvement jusqu'au retour des vacances scolaires. «*Les collègues sont remontés, ils reprendront de plus belle ensuite*», assure-t-il. En attendant, une très forte participation est annoncée pour demain à Orvault (Loire-Atlantique), et vendredi à Porcheville (Yvelines). (libération.fr 20.04)

Mouvement social chez Continental contre le "***chantage***" de la direction.

Les salariés du site Continental Automotive France à Foix ont débrayé pendant deux heures mercredi (Ariège) pour protester contre les dernières propositions faites par la direction dans le cadre des négociations annuelles obligatoires 2011, source d'un nouveau conflit avec les syndicats majoritaires.

Les salariés ont débrayé de 13h30 à 15h30 alors que se tenaient les négociations engagées avec la direction à Toulouse. Des assemblées générales au cours desquelles les salariés se prononceront sur "*les suites à donner*" au mouvement sont programmées, jeudi à Toulouse et le 26 avril à Boussens (Haute-Garonne).

Après un long bras de fer à l'automne, la direction de Continental Automotive France avait retiré son plan visant à obtenir des sacrifices salariaux dans ses trois sites de Midi-Pyrénées en l'échange d'un maintien de l'emploi jusqu'en 2015.

La CFDT et la CGT dénoncent aujourd'hui le "*nouveau chantage*" fait aux salariés et une "*manipulation inacceptable*" des négociations annuelles obligatoires 2011. "*La direction conditionne l'augmentation des salaires à l'allongement du temps de travail avec la suppression de trois jours de RTT et de six jours de banque de temps. Cela équivaut à du travail gratuit. C'est du racket*", a déclaré à l'Associated Press Ouria Tounès, déléguée syndicale CFDT sur le site de Foix.

Implantée à Toulouse, Boussens et Foix, Continental Automotive France emploie au total 2.500 salariés en Midi-Pyrénées. (AP 20.04)

Economie

Etats-Unis

Entre tolérance et pragmatisme, deux poids deux mesures.Le coup politique du FMI et de Standard & Poor's en faveur des républicains et plus généralement de l'impérialisme américain.

Les Etats-Unis manquent d'un plan crédible à moyen terme pour réduire leur déficit, déclare le chef économiste du Fonds monétaire international, Olivier Blanchard, dans un entretien publié mercredi dans Le Monde.

Il ajoute que les pays de la périphérie de l'Europe doivent mener d'importantes réformes structurelles tout en assainissant leurs finances et qu'ils auront entretemps du mal à revenir emprunter sur les marchés financiers.

L'agence de notation Standard & Poor's a provoqué un coup de tonnerre sur les marchés lundi en abaissant de stable à négative sa perspective de crédit sur les Etats-Unis.

"*Le débat entre les deux partis qui s'est conclu le 8 avril par un plan d'économies de 39 milliards de dollars était insuffisant*", dit-il, "*car le fossé idéologique est énorme entre démocrates et républicains sur la façon de traiter le problème*".

(On aura compris où vont les faveurs du FMI : plus de coupes dans les budgets sociaux, ce que réclament les républicains - Note du site)

Quant à l'Europe, "*les pays européens de la périphérie ne se sauveront pas seulement par des sacrifices budgétaires*", estime-t-il.

"*Ils doivent améliorer considérablement leur productivité ou baisser leurs salaires, ou les deux*", et réformer les secteurs protégés qui ont une faible productivité, comme par exemple le secteur immobilier au Portugal. (Reuters 20.04)

Traduisons : l'impérialisme américain fait ce qu'il peut, normal il est encore le maître du monde, quant aux quantités négligeables que représentent à l'échelle de l'économie mondiale des pays comme la Grèce ou le Portugal, ils doivent s'attaquer d'urgent et à nouveau aux acquis sociaux des travailleurs et engager de nouvelles privatisations des services publics, CQFD.

Haut de page

Le 22 avril

Il y en a qui manifestent "*contre la guerre*", à l'opposé pourrait-on dire, nous nous aurions souhaité une manifestation en soutien aux soulèvements révolutionnaires en Libye et en Syrie. Ceux qui manifestent contre ce qu'ils appellent "*la guerre contre la Libye*", dans l'état actuel des choses, on peut affirmer qu'ils manifestent en réalité pour faciliter l'écrasement de la révolution libyenne par le colonel Kadhafi.

Le POI qui a organisé une telle manifestation le 5 avril s'est plaint qu'aucun parti ou aucune formation politique de gauche ou d'extrême gauche ne se soit joint à cette initiative (IO n°145), bien qu'ils ne valent guère mieux pour la plupart, on ne leur reprochera pas, si le POI n'a même pas publié une photo de cette manifestation c'est peut-être parce qu'elle n'a dû rassembler qu'une poignée insignifiante de bénis oui-oui suivant aveuglément leurs dirigeants. On se demande bien ce qu'ils vont encore commémorer au cimetière du Père-Lachaise le 7 mai prochain, l'enterrement de la Commune de Paris, l'enterrement de son premier décret, l'armement du peuple, l'enterrement des leçons politiques qu'en avaient tiré Marx, Engels et Lénine ? De ce côté-là, c'est déjà fait depuis longtemps.

Lisez les infos du jour, la révolution se poursuit également dans l'ouest de la Libye, la résistance au dictateur a profité des dernières semaines pour s'organiser, ce que nous ignorions, nous pensions qu'en dehors de quelques poches de résistance, l'opposition à Kadhafi avait déposé les armes, ce qui n'est pas du tout le cas. Honte à tous les manipulateurs qui pour justifier leur ligne politique opportuniste n'hésitent pas à tronquer et falsifier volontairement les faits, nous condamnons cette méthode.

C'est seulement hier, le 21 avril, que l'on a pu voir sur TV5Monde Asie le reportage tournée à partir du 19 février en Libye par une équipe de journalistes de France 2 pour l'émission Envoyé spécial, soit deux mois auparavant, il a dû être programmé sur France 2 en France il y a quelques jours seulement ou la semaine dernière.

Au fait, est-ce que vous avez la télévision en France, est-ce qu'il vous arrive de la regarder ? C'est une question que je me suis posé et que j'estime légitime au regard de la réaction des partis dits ouvriers, de gauche ou "d'extrême gauche", de certains militants qui semblent encore méconnaître la situation en Libye.

Si je ne m'abuse, vous disposez également de lignes Internet à haut débit qui vous permettent de regardez des reportages effectués avec des téléphones portables en Libye, sur Face book ou U Tube ou je ne sais quelle interface Internet, donc en principe vous êtes parfaitement informés de la situation sur place, alors expliquez-nous pourquoi vous soutenez la ligne politique de vos dirigeants qu'on a bien envie de qualifier de contre-révolutionnaire, seriez-vous victime d'un tel embrigadement ou lavage de cerveau que vous ne seriez pas en mesure de faire preuve d'un minimum d'esprit critique, on n'ose pas le penser, à vous de nous prouver le contraire par vos témoignages, et ne me dites pas que si vous ne vous manifestez pas ce serait parce que vous partageriez ma position, j'aurais franchement du mal à vous croire cette fois, en tout cas pas aveuglément, pas plus que je vous demande de me faire confiance aveuglément notez bien.

Que voyait-on, qu'entendions-nous dans ce reportage ? La voix d'un peuple qui se dresse pour exiger la liberté étouffée par un tyran pendant 42 ans, un véritablement soulèvement révolutionnaire dans la plupart des villes de l'ouest de la Libye. Je ne sais pas si vous avez regardé ce reportage et je ne vais pas ici en faire le récit complet, je ne prendrai qu'un exemple, la ville de Nalout située au sud-ouest de Tripoli, à environ 200 kms de la capitale libyenne.

Le 19 février la population descend dans la rue, la veille une manifestation a été durement réprimée à Benghazi dans l'est du pays. Kadhafi procède de la même manière. La population ne désarme pas et réplique en s'attaquant aux symboles du régime. Les forces de répression dont dispose le dictateur sont trop faibles pour affronter cette marée humaine qui défie son pouvoir. Les jours suivants le bruit court que Kadhafi est en train d'acheminer des troupes et de l'artillerie lourde vers Nalout. Une nuit la population se mobilise et descend en masse dans la rue et s'empare de la caserne de l'armée située aux abords de la ville, les manifestants s'emparent des armes, de quelques chars pour organiser la résistance et affronter si nécessaire l'armée du dictateur. On ne connaît pas la suite, tout ce qu'on sait c'est que l'armée de Kadhafi va déferler sur Nalout, la pilonner avant d'en reprendre le contrôle, l'armement dont disposaient les insurgés n'étant pas en mesure de rivaliser avec celui du despote.

Ce qu'on a vu, ce sont des milliers de travailleurs de tous âges descendre dans la rue et bien décidés à faire chuter le dictateur. Non, ce n'est pas une poignée de mercenaires ou de miliciens qui se seraient emparés de la caserne de Nalout, mais bien le peuple libyen révolutionnaire au cri de "*liberté*".

Ensuite, devant l'ampleur de ce soulèvement qui a été passé sous silence par nos opportunistes de service et qui il faut bien le dire se font en la matière complice du régime honni par la population, comment peut-on croire un instant que l'opposition au dictateur aurait capitulé, qu'elle aurait accepté de se soumettre à son bourreau après avoir vécu une expérience d'une telle intensité, après avoir eu le courage de l'affronter, comment peut-on prétendre ou sous-entendre qu'elle aurait pour ainsi dire totalement disparu, elle aurait pris les armes et serait rentrer tranquillement dans le rang pour se faire oublier du tortionnaire, camarades, cela tient de la falsification des faits, volontaire, et les derniers éléments qui nous sont parvenus hier sur la situation dans l'ouest de la Libye suffisent amplement à démontrer qu'on est face à une opération de désinformation ou d'intoxication des travailleurs et des militants, y compris par le POI.

De notre côté, notre position demeure inchangée : soutien inconditionnel à la révolution libyenne et syrienne, soutien inconditionnel à tous les mouvements insurrectionnels en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient.

En mai 1871 la Commune de Paris et les communards ont été liquidés dans un bain de sang par l'armée coalisée de Tiers et de Bismarck, parce qu'ils ne faisaient pas le poids sur le plan militaire. Aujourd'hui, pour le moment devrait-on préciser, les révolutionnaires libyens profitent des divisions qui règnent dans les rangs des différents impérialistes qui se partagent le monde et qui s'affrontent pour conserver leur place sur le marché mondial. Ils bénéficient momentanément de l'appui militaire d'une coalition qui ne partage évidemment pas leurs objectifs politiques, maintenant, si c'est leur seul moyen pour affronter à armes égals l'armée du dictateur et obtenir leur liberté et si possible le vaincre sur la totalité de la Libye, qu'ils en profitent au maximum, nous continuons de les soutenir et nous en sommes fiers.

Et comme nous avons parfaitement conscience des intentions réactionnaires de Sarkozy notamment, notre devoir est de redoubler d'effort dans le combat que nous menons en France pour le chasser du pouvoir, dans la perspective d'un

gouvernement ouvrier révolutionnaire, qui s'il voyait le jour entreprendrait tout ce qui serait en son pouvoir pour aboutir à la chute de Kadhafi, ce qui passerait par l'armement de la révolution libyenne et l'envoie de milliers de soldats révolutionnaires.

Vive la révolution prolétarienne, vive la révolution mondiale !

Politique

1- Libye

1.1- Misrata, troisième ville de Libye assiégée depuis près de deux mois par les forces fidèles à Mouammar Kadhafi, a été à nouveau bombardée dans la nuit de mercredi à jeudi. (Reuters 21.04)

1.2- Les rebelles ont gagné du terrain dans l'ouest de la Libye jeudi matin en s'emparant d'un des postes frontaliers avec la Tunisie, jusqu'ici aux mains des forces fidèles à Mouammar Kadhafi.

Après de brefs combats, vers 7 h 30, les insurgés se sont emparé des bâtiments du poste-frontière près de Wazzan, sur la route reliant la ville libyenne de Nalout à la localité tunisienne de Dehiba, selon un témoin.

Des combats secouent depuis plusieurs jours l'Ouest libyen. Plus de cent personnes ont été tuées le week-end dernier à Nalout et Yefren, deux villes au sud-ouest de Tripoli, pilonnées par les forces kadhafistes, selon des habitants de cette région, que des milliers de Libyens ont déjà fuie pour se réfugier en Tunisie. Une grande partie de la région d'Al-Jabal Al-Gharbi est contrôlée par la rébellion, selon des habitants. (lemonde.fr 21.04)

1.3- Mouammar Kadhafi a suffisamment renforcé son contrôle du centre et de l'ouest de la Libye pour éviter de perdre la guerre contre les rebelles, estiment des responsables américains et européens.

"*Les proches de Kadhafi sont plutôt confiants. Une partition de facto (de la Libye), pour une longue période,*" est l'issue la plus probable du conflit, résume une source au sein des services de sécurité en Europe, qui suit de près la guerre en Libye.

Ce responsable justifie sa prévision par les progrès récents de Kadhafi dans le centre et l'Ouest, et par la faiblesse de l'opposition.

Le sentiment que les insurgés ne sont pas en mesure de contester à Kadhafi une grande partie du pays les pousse à réclamer toujours plus de soutien des armées occidentales.

Certaines sources de sécurité occidentales affirment que l'armée de Kadhafi sera bientôt suffisamment forte pour tenter une nouvelle offensive contre Benghazi, le bastion de l'insurrection, où des pays de l'Otan et le Qatar ont commencé à aider les rebelles.

La précédente offensive kadhafiste contre Benghazi avait été arrêtée aux portes de la ville par les premières frappes de la coalition internationale, le 19 mars.

"*Personne ne peut prédire ce que peut faire l'un des dictateurs les plus imprévisibles du monde*", dit un responsable américain.

"*Un pan de la stratégie de Kadhafi est peut-être de consolider sa mainmise sur Tripoli et l'ouest de la Libye*", dit-il. "*Il contrôlerait alors une grande partie de la Libye et pourrait ensuite choisir à quel point il veut être offensif dans l'Est, dans des endroits comme Benghazi.*"

Bruce Riedel, ancien expert du Moyen-Orient à la CIA et ex-conseiller de la Maison blanche, estime que Washington et ses alliés ne peuvent laisser le conflit s'enliser trop longtemps.

"*Un statu quo, soit une partition de facto, serait une plaie ouverte dans la Méditerranée, qui serait exploitée par l'extrémisme*", dit-il. "*Les dirigeants américain et européens ne devraient pas permettre ce scénario de se dérouler.*"

Si c'était le cas, il n'y aurait pas beaucoup d'alternatives à une nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, qui autoriserait cette fois le déploiement de troupes au sol pour faire partir le colonel Kadhafi.

"*L'armée de Kadhafi n'est pas si redoutable. Une force composée de plusieurs pays de l'Otan, professionnelle, devrait l'emporter rapidement et pourrait ensuite passer le contrôle à une force de stabilisation de l'Onu avec des contingents musulmans*", dit Riedel. (Reuters 21.04)

Cette appréciation de la situation contredit les derniers développements à la frontière tunisienne au sud-ouest de Tripoli. En fait

nous sommes sous-informés sur la situation sur place, sur l'état d'esprit et la combativité des travailleurs libyens, les infos nous parviennent avec des jours ou des semaines de retard, principalement parce qu'elles sont filtrées par les médias aux ordres qui les distillent ensuite au compte-gouttes.

C'est seulement hier, le 21 avril, que l'on a pu voir sur TV5Monde Asie le reportage tournée à partir du 19 février en Libye par une équipe de journalistes de France 2 pour l'émission Envoyé spécial, soit deux mois auparavant, il a dû être programmé sur France 2 en France il y a quelques jours seulement ou la semaine dernière. Pouvez-vous me le confirmer en regardant sur un programme télé ?

2- Syrie

Le président syrien Bachar Al-Assad a promulgué jeudi 21 mars trois décrets, dont un stipulant la levée de l'état d'urgence, en vigueur dans le pays depuis 1963, a indiqué la télévision publique syrienne.

La levée de l'état d'urgence est la principale revendication du mouvement de contestation sans précédent du régime, lancé le 15 mars. Mais les manifestants, qui réclament aussi la démission de M. Al-Assad, poursuivent la mobilisation.

Le président a promulgué en outre un décret "*stipulant l'abolition de la Cour de sûreté de l'Etat*", un tribunal d'exception dont les jugements sont sans appel, selon la télévision. Enfin, un troisième décret vient garantir "*la réglementation des manifestations pacifiques, qui sont un droit essentiel*".

Des policiers syriens en civil, armés de fusils AK-47, se sont déployés dans la nuit de mercredi 20 à jeudi 21 avril dans les rues de Homs, où est prévue une nouvelle journée de grève, jeudi. Cette ville de plus d'un million d'habitants, au nord de Damas, est devenue, depuis quelques jours, l'un des foyers de la contestation contre le régime du président Bachar Al-Assad.

Cent cinquante étudiants ont organisé, jeudi 21 avril, un sit-in dans la ville de Hassaké, à 600 km au nord-est de Damas, en solidarité avec les manifestants dans les autres régions syriennes, ont indiqué un témoin et un militant des droits de l'homme.

Les manifestants se sont rassemblés près de la faculté des lettres à Hassaké, scandant des slogans "*pour la liberté et l'unité nationale*" et contre le racisme, a dit le militant à l'AFP.

Ils ont affirmé également leur solidarité avec les villes de Deraa (Sud), où a commencé la contestation contre le régime, de Banias (Nord-Ouest), de Homs (Centre) et de Douma, près de la capitale, qui ont connu de violentes manifestations.

A Hassaké, les forces de l'ordre ne sont pas intervenues pour disperser la manifestation, selon ces deux sources. (lemonde.fr 21.04)

3- Yémen

3.1- Un militant des droits de l'homme en vue à Bahreïn, arrêté comme plusieurs centaines d'opposants dans le cadre de la répression des manifestations qui agitent le royaume depuis le mois dernier, a comparu jeudi devant un tribunal militaire, selon sa fille. Lire la suite l'article

Abdulhadi al Khaouadja a été arrêté ce mois-ci avec deux de ses gendres. "*Son procès a débuté aujourd'hui mais nous, membres de sa famille, n'avons pas été autorisés à entrer au tribunal. J'ignore quelles charges ont été retenues contre lui*", a déclaré sa fille, Zaïnab al Khaouadja.

"*Mon père a appelé hier soir. Il n'avait pas l'air bien. Je pense qu'il est blessé à la bouche parce qu'il pouvait à peine parler*", a-t-elle ajouté. Selon le Centre Bahreïni des droits de l'homme, il a été sévèrement battu lors de son arrestation.

Exilé pendant douze ans, Abdulhadi al Khaouadja a été autorisé à rentrer dans son pays il y a plusieurs années dans le cadre d'une amnistie. Arrêté en 2004 pour dissidence, il a ensuite été gracié. (Reuters 21.04)

3.2- Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, fortement contesté dans la rue, s'est vu offrir la possibilité de démissionner dans un délai de 30 jours avec la garantie de ne pas être poursuivi en justice, a affirmé ce jeudi un responsable de l'opposition, Hassan Zayd.

Citant les tractations en cours pour une sortie de crise, Hassan Zayd a fait état d'une proposition prévoyant "*la démission du président Saleh et la promulgation d'une loi d'amnistie*", lui offrant la garantie qu'il ne sera pas inquiété après son départ du pouvoir.

Hassan Zayd est secrétaire général du parti islamiste Al-Haq, membre du Forum commun, une coalition de l'opposition parlementaire qui groupe notamment l'influent parti islamiste Al-Islah et le Parti socialiste yéménite (PSY).

"*Cette offre n'attend que l'accord du président*", a ajouté ce responsable, membre d'une délégation de l'opposition qui a eu dimanche dernier à Ryad des consultations avec les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe (CCG), engagés dans une médiation dans la crise yéménite.

S'il accepte cette offre, le président Saleh devra céder ses prérogatives à son vice-président pour une période de 30 jours, au terme de laquelle il présente formellement sa démission de la magistrature suprême, a-t-il ajouté.

Le vice-président assurera ensuite l'intérim pendant deux mois, une période qui devra être couronnée par des élections prédentielles, a encore dit Zayd en citant une contribution américaine à ce plan. (lexpress.fr 21.04)

4- Egypte

4.1- Le parquet général égyptien a ordonné jeudi que l'ancien ministre de l'Energie Sameh Fahmy et cinq autres hauts responsables de ce secteur soient placés en détention provisoire pour être interrogés dans le cadre d'une enquête sur un marché de fourniture de gaz naturel à Israël, a-t-on appris de sources judiciaires au Caire.

Israël reçoit d'Egypte 40% de son gaz naturel aux termes d'un marché conclu après l'accord de paix de 1979.

Des groupes d'opposition égyptiens affirment depuis longtemps que ce gaz est vendu à des prix préférentiels à l'Etat hébreu.

Dans un communiqué, le parquet précise que l'accord de vente de gaz à Israël s'effectue à des prix très inférieurs à ceux du marchés et a entraîné une perte estimée à 714 millions de dollars pour l'Etat égyptien.

Le parquet a également ordonné la mise en détention d'Hussein Salem, l'un des proches associés d'Hosni Moubarak et principal actionnaire de la compagnie du Gaz de Méditerranée orientale (EMG) qui assure les fournitures à Israël.

Un responsable de Merhav, société israélienne partenaire de l'EMG, a affirmé que "*de tous les pays qui achètent du gaz naturel à l'Egypte, Israël paie le prix le plus élevé au gouvernement égyptien*".

L'Etat hébreu paie plus de trois dollars le million de Btu (British Thermal Unit), soit plus que ce que perçoit le Qatar, le plus gros exportateur de gaz au Proche-Orient, a précisé ce responsable qui a requis l'anonymat.

Le nouveau gouvernement égyptien a indiqué qu'il entendait revoir les contrats de vente de gaz naturel à plusieurs pays, y compris Israël et la Jordanie. Cette révision pourrait entraîner une hausse des recettes estimée à trois ou quatre milliards de dollars. (Reuters 21.04)

4.2- Un tribunal du Caire a ordonné jeudi la suppression des noms du président déchu Hosni Moubarak et de son épouse Suzanne de tous les lieux publics et institutions en Egypte. Lire la suite l'article

La décision, annoncée par le juge Mohammed Hassan Omar, concerne des centaines de stations de métro, écoles, rues, places ou bibliothèques à travers le pays. Le ministre des Transports Atef Abdel-Hamid a réagi en annonçant que le nom du président chassé du pouvoir le 11 février disparaîtrait des lieux dépendant du ministère, dont la station de métro place Ramsès au centre du Caire. (AP 21.04)

Social

France.

A boire ou des matraques, il faut choisir !

Une note interne de la direction supprime le quart de vin ou la bière lors des repas, les CRS protestent...

Le syndicat SGP-FO (premier chez les gardiens de la paix) s'élève ce mercredi dans un courrier contre une note interne du directeur central qui interdit le quart de rouge ou la bière sur les plateaux repas.

«*On veut faire de nous des curés, mais sans le vin de messe*», résume Didier Mangione, secrétaire national SGP-FO chez les CRS, contacté par 20 Minutes. Selon lui, il n'est pas acceptable qu'«*une note interne revienne sur la circulaire Joxe*» qui interdit la consommation d'alcool dans les commissariat mais autorise le vin ou la bière aux repas.

Des photos de CRS buvant de la bière en marge des manifestations lycéennes en octobre dernier avaient ému l'opinion. «*On n'encourage pas la consommation d'alcool, prévient Didier Mangione, mais mes collègues ne sont pas contents et ont l'impression d'être infantilisés.*» D'autant que «*chez les CRS, il n'y a pas plus de personnes touchées par des problèmes d'alcool qu'ailleurs*», affirme le syndicaliste.

«*En 11 ans de présence aux conseils de discipline je n'ai jamais vu de cas de problèmes causés par un collègue en état d'ébriété*», indique Didier Mangione. Un petite quart de rouge, une bière... «*personne n'est en état d'ébriété avec ça*». Déplorant une atteinte à «*la convivialité et aux traditions*», le CRS demande un «*assouplissement*» de la note de sa direction. (20minutes.fr 21.04)

Comment vous avez dit, vous craignez que les CRS soient " *infantilisés*", à de rares exceptions près on pensait plutôt qu'ils avaient subi une lobotisation (du cerveau) pour épouser cette carrière, comment dire, antisociale !

Quant à la "*convivialité*"... autour d'une matraque, qui en redemande ? Et surtout que les CRS ne perdent pas leurs bonnes vieilles "*traditions*" : frapper sur tout ce qui bouge dès lors que la meute est lâchée ! Impayables ces syndicalistes ! Ou non, ils sont bien payés pour faire ce genre de déclarations à vous donner envie de vous enivrer pour oublier qu'ils existent...

«*On veut faire de nous des curés, mais sans le vin de messe*», affirme Didier Mangione, secrétaire national SGP-FO, leur point commun que doit partager Didier Mangione, mieux il doit faire plus fort et cumuler, les premiers ont pour mission d'entretenir l'ignorance des masses, mais comme cela ne suffit manifestement pas pour qu'elles demeurent dociles ou supportent les coups du régimes sans réagir, les seconds qui sont généralement habités par une crasse ignorance viennent à leur secours en matraquant les masses pour qu'elle demeure ignorante... de grès ou de force.

Le sang du Christ ou celui d'un manifestant, ou l'alliance du sabre et du goupillon autour d'un bon verre, cela ne se refuse pas, en toute "*convivialité*", cela va de soi. C'est quand la coupe est pleine que ces gens-là sont heureux, l'heure de la prochaine croisade a sonné !

Economie.

Chine

Le pétrolier chinois Sinopec a conclu jeudi un contrat d'approvisionnement en gaz australien, pour un montant évalué à 85 milliards de dollars sur vingt ans.

L'accord, qui complète un protocole signé en février avec ConocoPhilips et l'australien Origin Energy, prévoit également que Sinopec prendra 15% de leur projet commun dans le gaz naturel liquéfié, dénommé Australia Pacific.

La capacité d'Australia Pacific sera initialement de 4,5 millions de tonnes par an, et à terme de 18 millions de tonnes par an. L'exploitation doit débuter fin 2015.

L'Australie dispose de projets dans le gaz naturel liquéfié pour environ 200 milliards de dollars et la majeure partie des exportations sont destinées à la Chine. (Reuters 21.04)

Haut de page

Le 23 avril

Je vous avoue que j'ai eu un petit coup de fatique ou de déprime passager ces derniers jours, mais nous voilà remonté au front en première ligne. Cette nuit on a essuyé un gros orage avec beaucoup de pluie, la première fois depuis la mi-novembre je crois, pas de courant donc pas de climatiseur, une nuit agitée, du coup je me suis réveillé très tard, à 8h40, la première fois depuis de nombreuses années. J'ai une théorie : vivre à fond, donc peu dormir et crever quand l'heure aura sonné sans essayer de prolonger cette existence brève et passagère au-delà de sa durée normale, sans recourir à la médecine... Bon week-end à tous.

Harcellement. Au fait, monsieur Coquéma, votre dernier courriel a atterri directement dans la poubelle des Spams, un clic et hop disparu, ne vous acharnez pas inutilement contre moi, vous n'aurez jamais le dessus, je suis aussi blindé et déterminé que les gars qui affrontent l'armée de Kadhafi à Misrata !

1- Trois sujets sur lesquels je planche en vue de causeries futures :

1- le rapport entre le développement des forces productives et la lutte des classes, l'évolution de ce rapport dans le temps ;

2- les rapports entre le pouvoir économique et politique sous différents régimes ou Etats ;

3- légalité et légitimité, les rapports et les facteurs qui les déterminent, les travailleurs font-ils bien la distinction entre les deux ?

Vastes questions, effectivement, que l'on ne doit pas hésiter à se poser une nouvelle fois chaque fois que la société ou le monde ont subi de profondes transformations, lorsque la lutte des classes repart de plus belle à l'échelle mondiale, questions ouvertes auxquelles on ne peut pas répondre sérieusement et honnêtement avec des arguments à l'emporte-pièces ou en se référant à une théorie ou des principes.

2- Hommage.

J'y avais pensé mais je l'ai finalement oublié, rendre hommage et témoigner notre solidarité envers les deux journalistes photoreporters Tim Hetherington et Chris Hondros, 41 ans tous les deux, tombés avant-hier à Misrata.

Ils faisaient un boulot formidable et il fallait un courage exceptionnel pour le faire jusqu'au prix de leur vie, ce dont ils avaient parfaitement conscience pour avoir couvert dernièrement les guerres en Afghanistan et en Irak notamment. Nous sommes profondément tristes pour leurs familles. Ils ont rejoint les milliers de martyrs qui combattent au sacrifice de leur vie pour la liberté et les victimes innocentes de la guerre civile déclenchée par le tyran Kadhafi, puisqu'ils ont été tués par un obus de mortier tiré par son armée. Ils figurent dorénavant parmi les 578 journalistes tués lors de reportages sur des guerres ou des révolutions au cours des dix dernières années.

Effectivement, à propos de la LIbye, on doit parler d'une guerre civile initiée par le colonel Kadhafi en réponse à des manifestations pacifiques ou désarmées. C'est lui qui a décidé de réprimer dans le sang les premières manifestations dès la mi-février à l'est et à l'ouest de la Lybie, qui a envoyé l'armée dans l'intention de tuer de simples travailleurs et jeunes qui avaient osé défier son régime dictatorial. L'insurrection et l'armement des opposants à son régime n'ont été que les réponses à cette répression féroce et sanglante, une réponse légitime au bout de 42 ans de dictature.

Ceux qui parlent de guerre entre la Libye et une coalition impérialiste au lieu d'évoquer une guerre civile dont le dictateur est l'instigateur, sont de vulgaires faussaires ou falsificateurs, à ce titre ils méritent le même statut que les révisionnistes de l'histoire qui après coup se sont employés méthodiquement à nier les horreurs commises par les différents Etats impérialistes au cours des différentes guerres ou révolutions au XXe siècle. Honte à eux ! Honte à ceux qui font signer une pétition et osent récolter du fric en prétendant que la France serait en guerre contre la Libye. Bien mal acquis ne profite jamais !

Une note de réconfort ou d'optimisme, hier soir aux infos sur TV5Monde Asie on a pu assister un instant aux combats qui ont lieu en ce moment à Misrata, le journaliste a affirmé que les insurgés étaient de plus en plus nombreux et que le moral ne faiblissait pas, malgré la violence des combats et la faiblesse de leur armement face à l'armée de Kadhafi.

De plus, on a appris que les insurgés étaient repassés à l'offensive dans de nombreuses villes de l'ouest du pays proche de Tripoli, ce qui signifie clairement, si besoin était, qu'il s'agissait bien d'un soulèvement générale de la population contre le dictateur et non d'un coup de force orchestré par une infime minorité retranchée à Benghazi, la thèse que soutiennent les révisionnistes pour justifier leur position politique.

Politique

1- Syrie

Au moins 70 manifestants ont été tués vendredi par les forces de l'ordre syriennes et des partisans armés du président Bachar al Assad, selon le mouvement de défense des droits de l'homme Saouassiah.

Les faits se sont déroulés dans le quartier de Barzeh, à Damas, et dans les localités périphériques de Zamalka, Harasta, Douma, Mouadamiya, Qaboun et Hadjar al Assouad, ainsi qu'à Hama, Lattaquié, Homs et Izra'a, dans le Sud, a précisé un représentant du mouvement interrogé par Reuters. (Reuters 22.04)

2- Yémen

1- Sanaa a connu vendredi le plus gros rassemblement depuis le début des manifestations anti-régime en janvier pour demander le départ immédiat du président Ali Abdallah Saleh. Selon le correspondant de l'AFP, la foule s'étendait sur environ quatre kilomètres dans le centre de la capitale en ce "*vendredi de la dernière chance*". Des responsables du mouvement ont appelé à une grève générale samedi.

A quelques kilomètres de là, les partisans du président ont organisé une marche pour un "*vendredi de la réconciliation*". Des forces de l'armée et de la police étaient déployées en nombre pour empêcher des heurts entre les deux camps. (lexpress.fr 23.04)

2- Les autorités yéménites ont arrêté vendredi des dizaines de militaires qui avaient rejoint le mouvement de contestation contre le président Ali Abdullah Saleh. Deux personnes ont également été tuées lors de nouvelles manifestations.

Des soldats et officiers ayant fait défection assuraient la sécurité de ces opposants au régime. La manifestation de vendredi, à laquelle ont participé de nombreuses femmes, est "*un message (à Saleh) de démissionner immédiatement*", a commenté un militant de l'opposition, Walid al-Ammari.

A Taëz (sud), un foyer de l'opposition, de nombreux manifestants ont également réclamé le départ du chef de l'Etat, selon des témoins.

Lâché par la plupart de ses alliés alors que la rue demande son départ depuis la mi-février, le président yéménite peut compter sur le soutien des meilleures unités de l'armée, dirigées par des membres de sa famille, dont la Garde Républicaine. Il y a un mois, beaucoup d'observateurs pensaient que sa chute n'était qu'une question de jours. Sa propre tribu a demandé son départ et il a enregistré une vague de défections au sein du pouvoir et de l'armée. (AP 23.04)

Au Yémen comme en Libye ou en Syrie après la Tunisie et l'Egypte, l'impérialisme américain et les monarchies du Golfe tentent de récupérer ces soulèvements révolutionnaires à leur avantage, quelque chose leur a soudain échappé, ils n'ont plus le total contrôle de la situation au Yémen et en Egypte, ils manoeuvrent pour que des régimes à leur solde remplacent ceux usés jusqu'à la corde qu'ils ont mis en place ou soutenus depuis de nombreuses décennies, ils craignent par dessus tout que leurs intérêts économiques soient remis en cause dans des proportions incompatibles pour demeurer les maîtres du monde pour ce qui est de l'impérialisme américain en particulier, c'est le fin mot de la politique de tous les Etats impérialistes impliqués en Afrique du Nord, au Moyen- et Proche-Orient.

Comment continuer à piller les ressources naturelles de ces pays-là, comment continuer à profiter du faible coût de leur main d'oeuvre qui a pour corollaire de maintenir à l'écart du progrès social le prolétariat et la paysannerie pauvre ? Comment permettre à nos multinationales de continuer d'engranger des profits gigantesques sur le dos de ces peuples, comment mettre en place des régimes compatibles avec cette exigence dans un monde où les capitalistes de tous les continents se livrent à une guerre économique de plus en plus acharnée ? Comment conjuger profit et sous-développement, comment conjuger un semblant d'ouverture démocratique avec la soif de liberté et de droits politiques de ces peuples qui réclament à juste titre le droit d'accéder à un niveau de vie comparable à celui qui existe dans les pays où le capitalisme est le plus développé ?

Ces peuples sont si excédés par les mauvais traitements qui leur ont été infligés pendant plus d'un demi-siècle par les différents impérialistes et les régimes à leur solde, qu'ils sont prêts désormais à affronter les balles pour conquérir leur liberté et accéder à une vie meilleure. Ils ont pris conscience de la terrible injustice et des inégalités de traitement dont ils ont été victimes pendant trop longtemps, ils ont décidé qu'ils refusaient de se sacrifier plus lontemps pour une cause qui n'est pas la leur, ils réclament leur dû, leur combat est légitime et nous devons les soutenir inconditionnellement.

C'est leur nombre et leur unité qui fait leur force et les rend invincible face à un ennemi armé jusqu'au dent plus que leur tradition de la lutte des classes ou leur niveau de conscience politique. Voilà encore un enseignement intéressant pour la lutte de classe en France, qu'on n'exploite pas suffisamment ou que certains laissent de côté délibérément, par ignorance ou incompréhension.

Comparez l'analyse ou l'argumentation que je viens de développer sommairement avec ce qui figure dans vos journaux attitrés ou les tracts de vos formations politiques, et dites-nous franchement lesquels sont le plus à la portée des travailleurs, lesquels reflètent le mieux la réalité et sont suscepticles d'être saisis par le plus grand nombre.

A la différence de mes détracteurs, je n'ai pas besoin de me référer à telle ou telle théorie pour m'exprimer, j'en appelle à aucun principe en particulier, je peux très bien me passer de citations des marxistes, je ne fais pas non plus appel à des sous-entendus, je n'emploie pas d'arguments à l'emporte-pièces, je ne me livre pas non plus à des comparaisons historiques ignorées du plus grand nombre, les faits suffisent à eux-mêmes la plupart du temps pour définir une position et une perspective politique à partir du moment où l'on conserve en permanence à l'esprit l'objectif politique que l'on s'est fixé une fois pour toute, à chacun de juger sur pièce comme l'on dit, ceux qui y demeurent fidèles et ceux qui s'en sont écartés ou l'ont délibérément abandonné.

Social

France

1- Aucune paix, aucun traité ou aucun accord n'est définitif en régime capitaliste.

Pour faire face à l'afflux de migrants en provenance de la Libye et de la Tunisie, la France envisage, selon une source élyséenne citée par Reuters, de suspendre les accords de Schengen. Ces accords autorisent la libre circulation des personnes et des biens et harmonisent également le contrôle des personnes au sein des Etats signataires des accords.

La présidence française estime que la gouvernance de Schengen est aujourd'hui «*déficiente*», a-t-on dit à l'Elysée. «*Ce qu'il nous semble, c'est qu'il faut réfléchir à un mécanisme qui permette, lorsqu'il y a une défaillance systémique à une frontière extérieure de l'UE, d'intervenir en prévoyant une suspension provisoire, le temps que la défaillance soit réglée*», a-t-on déclaré de même source.

Ce serait la réponse de la France à l'afflux d'immigrés tunisiens et libyens, qui arrivent légalement depuis l'Italie, notamment l'île de Lampedusa. L'Italie a annoncé qu'elle délivrerait des permis de séjour temporaires humanitaires à ces immigrés. Et les Tunisiens, francophones, tentent souvent de se rendre en France.

La France ne veut «*pas subir une vague d'immigration*» tunisienne venue d'Italie où elle renverra des candidats au séjour qui ne rempliraient pas les conditions d'identité et de ressources requises, a prévenu Claude Guéant. Alors que l'Italie se plaignait, l'Union européenne a donné raison à la France. (20minutes.fr 22.04)

L'Union européenne vous protège dormez en paix braves gens martèlent ses initiateurs et ses partisans, alors qu'à travers ce qui pourrait passer pour un banal incident diplomatique entre la France et l'Italie, on s'aperçoit que l'existence de cet organisme censé lier un certain nombre d'Etats par des traités ou des accords ne garantit en rien qu'ils y resteront fidèles indéfiniment, il signifie que tout accord signé peut être détourné ou partir à la poubelle du jour au lendemain selon la volonté d'un chef d'Etat, on le savait déjà, les travailleurs sans doute beaucoup moins, un excellent argument pour alimenter notre combat contre l'Union européenne.

2- La barbarie, la cruauté banalisée, légitimée, encouragée. Insupportable !

Le président de l'Observatoire national des cultures taurines, André Viard, a annoncé, vendredi à Arles, dans les Bouches-du-Rhône, l'inscription de la tauromachie sur la liste du patrimoine immatériel de la France.

Cette décision a été actée par une commission du ministère de la Culture, qui avait donné un avis favorable à cette inscription au mois de janvier.

"*Il s'agit d'un recensement ethnique d'une pratique factuelle. La tauromachie a été inscrite au patrimoine immatériel au même titre que la tarte Tatin, le fest-noz et les parfumeurs de Grasse*" , a précisé à Reuters un porte parole du ministère. "*Cela n'apporte aucune appellation morale particulière, ni aide à cette pratique*".

L'Observatoire des cultures taurines, qui fédère l'ensemble des associations liées à la tauromachie en France, a qualifié d'historique cette décision.

"*La France devient le premier pays taurin à réaliser ce geste*", a dit André Viard. "*Cette mesure constitue la reconnaissance, par l'instance compétente, de la dimension culturelle de la tauromachie telle qu'elle se pratique et telle qu'elle est vécue dans notre pays par les professionnels et par les amateurs qui composent le monde taurin français.*"

Les opposants à la corrida se sont pour leur part déclarés "*surpris et choqués*" par cette décision.

"*Notre gouvernement est le seul à reconnaître au patrimoine immatériel français une activité réprimée par le code pénal partout dans l'hexagone, excepté, par dérogation, dans certaines localités*", s'est indigné dans un communiqué l'Alliance Anticorrida, qui a qualifié de "*honteuse*" cette décision.

"*Chaque année, cela recommence*", a relativisé le vice-président du Comité radicalement anti-corrida (CRAC), Jean-Pierre Garrigues. "*Les pays avaient jusqu'au 31 mars pour proposer de nouveaux dossiers à inscrire au patrimoine immatériel de l'Unesco. La probabilité de voir la France faire une telle proposition est proche de zéro. Le risque est davantage présent avec des pays comme le Mexique*", a-t-il dit.

Introduite en France au milieu du XIX siècle, la corrida est pratiquée dans une quarantaine de villes d'une douzaine de départements français. (Reuters 23.04)

L'espèce humaine dans sa crasse ignorance nous fait horreur parfois, souvent même devrait-on préciser pour être vraiment objectif.

Comment peut-on contempler la souffrance d'un malheureux taureau qui ne vous a rien demandé et y prendre du plaisir ? Pire, payer pour assister à ce misérable spectacle ? Ces gens-la seraient bien des partisans des jeux du cirque de l'Antiquité s'ils

étaient rétablis, où ils pourraient assister en dégustant une glace à la vanille au sacrifice de quelques opposants au régime ayant remplacé les esclaves d'autrefois transformés un moment en gladiateurs.

C'est la décomposition, la décadence, la putréfaction d'une société incapable de dépasser ses contradictions qui s'exprime ici, de quoi haïr un peu plus le monde dans lequel nous vivons et redoubler d'acharnement pour abattre le capitalisme.

Et puis quelle lâcheté, la lâcheté est l'apanage des faibles d'esprit ! Elle fait bon ménage avec l'hypocrisie ou la culture du mensonge qui sont si bien répandues dans la société comme on le constate quotidiennement, y compris dans nos rangs, au point que chacun s'y adonne sans gêne assuré que son voisin les pratique également, d'agir en toute impunité, cela participe à la corruption des esprits, comme la vanité ou la cupidité, la soif de l'argent ou du pouvoir sans lesquels on a le sentiment de ne pas exister.

Dans certain pays comme en Inde où je vis par exemple, c'est si commun qu'on a l'impression qu'un tel état d'esprit est naturel, normal, refuser de s'y soustraire et vous passer pour un excentrique qui veut se faire remarquer, les gens vous évitent de crainte d'entendre de votre bouche ce qu'ils s'emploient à taire ou fuir, vous pensez que j'exagère encore une fois, un Indien cultivé m'a affirmé que cela faisait partie de leur culture, sans plaisanter je vous assure, tellement c'est ancré dans leur mentalité. Je ne porte pas un jugement, ce n'est qu'un simple constat, dérangeant peut-être pour certains, pas davantage que la réalité que nous préférons regarder en face, sinon comment peut-on prétendre vouloir changer le monde si on n'est même pas capable de le regarder tel qu'il est. C'est le cauchemar des dogmatiques ou des esprits sclérosés qui remplacent volontiers l'analyse de la réalité par la théorie ou les principes...

Economie

Etats-Unis

La compagnie américaine Chesapeake Energy, un des principaux producteurs de gaz de schiste de Pennsylvanie, a décidé de suspendre ses opérations de fracturation hydraulique à la suite de l'accident d'un puits qui a entraîné la pollution d'un cours d'eau.

Chesapeake a réussi à combler le puits, endommagé mardi par une explosion, à l'aide de plastique, de boue et de caoutchouc jeudi en fin d'après-midi. Le groupe a ouvert une enquête sur l'origine de l'accident.

La production de gaz de schiste est en pleine croissance aux Etats-Unis. Le président Barack Obama a fait du gaz naturel le pilier de sa politique énergétique qui vise à réduire la dépendance du pays envers le pétrole et les émissions de dioxyde de carbone.

Le gaz de schiste représente aujourd'hui 23% de la production de gaz naturel aux Etats-Unis, alors qu'il était négligeable en 2004.

Mais les défenseurs de l'environnement et les riverains dénoncent les dangers de la technique dite de fracturation hydraulique consistant à injecter un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques pour briser les roches.

Immédiatement après l'explosion, qui s'est produite dans le comté de Bradford (nord-est), des milliers de litres d'eaux usées de forage se sont déversées dans une rivière voisine.

"*C'est le genre d'accident qui devrait à nouveau éclairer le fait qu'en dépit des assurances répétées de l'industrie et des autorités de régulation en Pennsylvanie, les choses continuent à aller de travers*", a estimé Kate Sinding, avocate pour le Conseil de défense des ressources naturelles.

Mais le sénateur républicain de l'Oklahoma Jim Inhofe a défendu la fracturation hydraulique qui selon lui n'a provoqué aucun cas de contamination de nappe phréatique dans son Etat, où la technique est utilisée depuis 1948.

Il a également affirmé à la radio Fox News que l'accident n'avait "*rien à voir avec la fracturation hydraulique*", puisque la fuite s'est produite en surface.

La Pennsylvanie et sa formation schisteuse "*Marcellus*" ont attiré l'attention des grands groupes énergétiques car on estime que la région pourrait contenir de très importantes ressources.

Le débat est également ouvert en France.

Un rapport d'étape publié jeudi estime que les réserves du sous-sol français sont colossales et que cette technologie ne doit pas être écartée, malgré la forte mobilisation ces dernières semaines des habitants des zones concernées. (Reuters 23.04)

Il y a de nombreux pays dans le monde à l'instar de la Hollande qui n'appartient pas particulièrement à la catégorie des pays

sous-développés, qui se passent très bien de l'énergie nucléaire ou du gaz de schiste, simple constat à la portée de chacun

Haut de page

Le 24 avril

Par Internet j'ai essayé de trouver des contacts en Libye, mais toutes mes tentatives ont échoué, je vais essayer à nouveau aujourd'hui. J'ai rajouté des articles dans la rubrique *Documents*

Lu, un article du NPA : *Rassembler les anticapitalistes !* (Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 99 (21/04/11)). Extrait :

- "*Lors des prochaines échéances électorales, le NPA participera au rassemblement le plus large possible des anticapitalistes. À cette étape il met en discussion le contenu, un programme clair, 100 % à gauche, dont les maîtres mots sont la répartition des richesses, la fin du productivisme, la mise sous contrôle des principaux secteurs de l'économie, des banques, des assurances, du crédit, de l'énergie, des transports. Un tel programme peut nourrir des mobilisations sociales mais nous luttons aussi pour qu'un gouvernement, par et pour la majorité de la population, le mette un jour en œuvre. Un gouvernement de cette nature n'a rien à voir avec une coalition gouvernementale mille fois vue et revue avec le PS.*"

Ce rassemblement devrait-il attendre mai 2012 ? N'y aurait-il pas matière à ce qu'ils se rassemblent dès maintenant, pour ne pas dire hier ? Par exemple, contre le projet de "*réforme*" constitutionnelle de Sarkozy par un président ultra minoritaire et de ce fait illégitime.

Une excellente occasion pour concentrer le combat politique contre les institutions de la Ve République et mettre en avant la perspective d'un soulèvement révolutionnaire pour renverser le régime, qui se doterait d'organismes politiques indépendant d'où émergerait un gouvernement ouvrier révolutionnaire...

Pas question pour le NPA, cette question est renvoyée aux calendes grecques "*un jour*" peut-être indéterminé et lointain ils la poseront, alors que la question de l'Etat et du pouvoir politique doit être posée sans attendre que le développement de la situation politique l'impose, car généralement, comme personne n'a été préparée pour y répondre, les masses seront incapables de s'en saisir ou de l'orienter dans la bonne direction.

Quand ils disent "*nous luttons aussi*" pour qu'un gouvernement favorable aux travailleurs voie le jour, tout d'abord le "*aussi*" est de trop et démontre que pour eux ce combat est accessoire, en prime ou en option au choix pour ceux que cela intéresse, sinon on le fait passer à la trappe, ensuite on comprend bien que pour eux il s'agit de deux combats distincts, alors qu'ils devraient être complémentaires ou inséparables et constituer un seul et unique combat pour le socialisme.

Quand vous isolez le combat pour les revendications sociales du combat pour des objectifs politiques ou que vous vous contentez des premières, votre discours est forcément incohérent, mieux vous tendez une perche à vos adversaires qui ne manqueront pas de vous demander comment vous aller financer vos mesures sociales. Question à laquelle vous pourrez répondre de deux manières différentes :

- soit en restant sur le même plan et dans ce cas-là vos mesures consisteront uniquement à modifier légèrement la répartition des richesses en faveur des travailleurs ou certaines couches de travailleurs, il vous sera impossible d'aller au-delà puisque sans révolution sur le plan politique, donc sans que la classe ouvrière soit devenue la classe dominante et impose sa dictature au capital, il vous sera impossible de vous attaquer aux fondements du capitalisme, dont les représentants pendant ce temps-là s'emploieront à saper vos efforts, licenciements massifs, lock-out, fuite des capitaux, propagande effrénée, etc. démontrant ainsi que vos mesures sont dangereuses et conduisent la société au chaos, ce qui aura pour conséquence de diviser la classe ouvrière et de voir se dresser contre elle la majorité de la petite-bourgeoisie, donc avec en prime le danger que la contre-révolution débouche sur une dictature.

On aurait pu se contenter d'affirmer que les travailleurs n'auront jamais le moindre pouvoir ou n'exerceront jamais le moindre contrôle sur l'économie aussi longtemps qu'ils n'auront pas pris le pouvoir politique, prétendre le contraire tient de l'ignorance ou de la charlatanerie ou les deux à la fois ;

- soit vous passez du plan économique et social au plan politique et vous n'avez plus à justifier le financement de vos revendications sociales, car en passant sur le plan politique vous inverser le rapport des classes à la légalité et à la légitimité, vous ne partez plus des besoins des capitalistes mais de ceux des travailleurs, et c'est cette inversion qui va exprimer et permettent justement d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme et une nouvelle perspective politique.

Pour parvenir à ce constat, nous partons du fait que c'est la classe dominante qui définit ce qui est légal et légitime et non la

classe dominée, dont les revendications sociales doivent être compatibles avec le régime capitalisme et les institutions, dès lors qu'elle ne remet pas en cause sa domination sur le plan politique. Demeurer sur le plan social et économique alors que nous sommes sous un régime capitaliste, cela revient à demeurer sur le terrain du capitalisme et ses besoins, donc à demeurer sous la coupe des banquiers qui font en sorte de faire croire aux travailleurs qu'en raison de la crise économique il serait suicidaire de satisfaire des revendications sociales coûteuses, chantage ou argument auquel ne resteront pas insensibles de nombreux travailleurs.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que de nombreux travailleurs estiment qu'ils ont quelque chose à perdre au cas où la crise du capitalisme s'amplifierait ou si elle débouchait sur une crise révolutionnaire aux perspectives aléatoires, ils préfèrent encore rester modérés dans leurs revendications plutôt que de voir leur situation s'aggraver, le capitalisme dans l'état actuel des choses apparaît à leurs yeux comme encore le moindre mal, ils ne sont pas prêts à se lancer dans une aventure révolutionnaire puisqu'ils sont dépourvus d'idéal ou plutôt qu'il leur semble impossible à l'heure actuelle d'en avoir un, changer la société ou vivre dans une société meilleure est pour eux du domaine de l'utopie, vaut mieux en avoir parfaitement conscience camarades et ne pas se bercer d'illusions sur leur niveau de conscience politique ou leur degré de compréhension du monde, pour eux la situation actuelle est sans issue.

C'est la raison pour laquelle il faut absolument réaliser (réaffirmer) l'unité des revendications sociales et politiques, inscrire la satisfaction des revendications sociales dans une perspective politique révolutionnaire rompant à la fois avec le régime capitaliste et les institutions de la Ve République, condition pour que les travailleurs reprennent espoir qu'il est possible de changer la société, que l'idéal d'un monde meilleur n'est pas une utopie et qu'il est à leur portée à partir du moment où ils s'engagent dès maintenant dans le combat politique.

Cela passe par des explications qu'il faut leur fournir pour les aider à comprendre qu'il n'y a pas de fatalité à la décomposition de la société, à toutes les souffrances qu'elle leur fait subir quotidiennement, la question déterminante est de savoir sur quoi repose notre analyse de la société pour définir ce qui est possible ou raisonnable et ce qui ne l'est pas. On doit admettre que généralement pour l'immense majorité des travailleurs leurs propres besoins passent inconsciemment au second plan après ceux des capitalistes, pourquoi, par habitude parce qu'en réalité ils ne détiennent absolument aucun pouvoir dans la société contrairement à ce qu'on leur fait croire ou ce qu'ils imaginent, donc par ignorance bien sûr. Et c'est là qu'on en revient au rapport entre légalité et légitimité.

Ils estiment que ce qui est légitime, c'est uniquement ce qui est légal, mais comme c'est la classe dominante qui décide ce qui est légal et ce qui ne l'est pas, ce qui est légal étant uniquement ce qui lui permet de conserver le pouvoir et de continuer à accumuler du capital, la grande masse des travailleurs en vouant un culte à ce qui est légal, voue également un culte au capitalisme et aux institutions avec lesquels elle doit impérativement rompre pour conquérir sa liberté.

Dès lors que vous avancez une revendication sociale qui n'entre pas dans le cadre de ce qui est légal, elle sera reçue différemment selon le niveau de conscience de classe des travailleurs, par exemple la semaine de travail de 25 ou 30 heures, la retraite à taux plein sans conditions à 50 ans, le Smic et le minimum retraite à 1.600 net par mois. Certes ces revendications correspondent bien à des besoins ou des aspirations bien réelles, mais elles seront jugées délirantes par l'immense majorité des travailleurs, et avec eux ceux qui les avancent qui passeront pour de doux rêveurs ou des excentriques, des gauchistes.

Effectivement elles sont incompatibles avec le capitalisme, mais sont-elles pour autant illégitimes, non évidemment, mais parce que les travailleurs sont avant tout subordonnés à ce qui est légal, au capitalisme, ils ne ne jugeront pas utile de s'engager pour les faire aboutir. Au-delà, leur comportement est compréhensif puisqu'ils ne savent pas ce qu'il faudrait faire pour que leurs besoins soient non seulement légitimes mais deviennent légaux, donc compatibles avec un régime économique qui reposerait sur d'autres fondements dont ils n'ont pas idée ou qui leur échappent totalement.

Bref, ce qui a été défini comme légal et légitime une fois pour toute par le législateur, c'est également ce qui prévaut pour l'immense masse de la population laborieuse. Au-delà, quoi, le vide, le néant, l'aventure, le retour à l'âge de pierre, le chaos, car on trouve toujours une réponse à une question qu'on se pose, correcte ou erronée, peu importe, chaque être humain fonctionne ainsi.

Le plus difficile est donc d'arriver à briser cette limite légale, à entrevoir l'idée qu'il nous faudra la briser pour pouvoir satisfaire nos besoins, briser les chaînes de la servitude, conquérir enfin notre liberté. Même la notion de droit se brise sur le mur de la légalité que fait justement exploser la révolution quand elle éclate. S'en tenir strictement à la notion de droit, c'est demeurer soumis au carcan de la légalité. J'ai le droit de contester mon licenciement, mais je n'ai pas le droit de contester le droit de mon patron de me foutre à la porte quand bon lui semble, encore moins de l'exproprier. J'ai le droit de contester le pouvoir de la classe dominante dans les limites qu'elle a déterminées elle-même, pas au-delà, ce serait violer la légalité...

Le droit est la notion juridique qui légalise, on pourrait dire du point de vue des capitalistes, qui justifie la domination de classe des capitalistes contre laquelle vous êtes impuissant, sauf à renverser l'ordre établi pour instituer un droit (une constitution, des lois) qui repose sur un autre mode de production que le mode de production capitaliste. On ne peut donc envisager une modification du droit ou de ce qui est légal conformément aux besoins que nous estimons légitimes, qu'à partir du moment où l'on envisage de passer du mode de production capitaliste au mode de production socialiste, dans le cas contraire on se soumet

au droit existant et aucun changement radical de la société ne peut se produire.

Dans la conscience collective, ce qui est légal, c'est ce qui est autorisé, permis, admis, possible, ce qui est illégal, c'est ce qui est interdit, prohibé, impossible à réaliser, voire même à concevoir, et à la longue, on finit par ne plus penser notre avenir au-delà de la société telle qu'elle existe, pour le meilleur et plus souvent pour le pire.

C'est seulement lorsqu'on laisse libre cours à ses besoins ou aspirations qu'on s'aperçoit que le respect du droit ou de la légalité, le fonctionnement des institutions et les rapports sociaux de production en vigueur sont incompatibles ou s'opposent à leur satisfaction et qu'il faut au préalable les liquider.

Droit, légalité, légitimité, régime, institutions, tout ces facteurs sont liés en somme, ils ont pour origine les fondements du capitalisme qu'ils expriment de manière contradictoire. Parvenir à le comprendre et le faire comprendre aux travailleurs et jeunes, telle est l'une de nos tâches fondamentales pour aller de l'avant.

Politique

1- Libye

1.1- L'insurrection libyenne a annoncé samedi sa victoire à Misrata, ville portuaire de l'ouest de la Libye assiégée depuis près de deux mois par les forces pro-Kadhafi.

Le régime libyen a annoncé que ses troupes allaient se retrirer de la ville rebelle assiégée de Misrata. Selon le vice-ministre des affaires étrangères, Khaled Kaaim, l'armée est incapable de venir à bout des rebelles en raison des raids de l'OTAN. Tripoli a donc décidé de confier aux tribus loyalistes de la région la mission de mettre fin au conflit dans cette ville par le biais de négociations ou par la force.

L'annonce par le régime de la mobilisation d'habitants des villes environnantes, comme Bani Walid ou Zliten, fiefs de la tribu des Werfella, vise semble-t-il à compliquer la tâche de l'OTAN en impliquant ces "civils". Elle ne devrait cependant pas apporter de changement majeur sur le front, car une grande partie d'entre eux y combattrait déjà, sous la bannière de l'"armée populaire" composée de milices de "volontaires". (AP et lemonde.fr 24.04)

1.2- Les forces de Mouammar Kadhafi ont pris samedi la ville de Yafran, dans la région des Montagnes occidentales au sud-ouest de Tripoli, a annoncé un porte-parole des rebelles.

"*Les brigades de Kadhafi ont pris le contrôle du centre de Yafran mais nous restons dans les villages voisins*", a dit ce porte-parole à la chaîne de télévision Al Arabia.

"*L'armée fait usage de mortiers et de missiles Grad*", a-t-il ajouté, précisant qu'une quarantaine de Grad avaient été tirés en seulement une heure. (Reuters 24.04)

2- Yémen

Le parti au pouvoir au Yémen, où se poursuivent des manifestations contre le régime en place, a informé samedi le Conseil de coopération du Golfe (CCG) qu'il acceptait sans réserves son plan de sortie de crise, qui prévoit un retrait prochain du président Ali Abdallah Saleh.

De son côté, l'opposition yéménite a elle aussi fait bon accueil aux principaux éléments du plan, mais en refusant de participer à un cabinet d'union nationale.

Le projet accorde l'immunité à Saleh, à sa famille et à ses conseillers, qui ne pourraient pas faire l'objet de poursuites judiciaires comme le réclament leurs adversaires.

Cette question posait problème jusqu'ici. Mais la coalition des partis d'opposition qui réclame le départ de Saleh, au pouvoir depuis trente-deux ans, a indiqué samedi qu'elle souscrivait à présent aux principaux points du plan.

A Aden, ville portuaire du Sud, un correspondant de Reuters a constaté que la majorité des magasins, des marchés et des écoles étaient fermés. Les passants étaient rares dans les rues dont la circulation automobile avait pratiquement disparu.

De nombreux commerces étaient fermés à Taïz, troisième ville du pays et fief de l'opposition, et à Hodeidah, sur la mer Rouge. A Al Moukalla, dans la province orientale d'Hadramawt, quelque 6.000 hommes, femmes et jeunes gens ont manifesté pacifiquement dans la rue principale, ont rapporté des témoins. (Reuters 24.04)

3- Syrie

La répression de manifestations vendredi et samedi en Syrie a fait au moins 120 morts, selon un nouveau bilan annoncé par une organisation syrienne de défense des droits de l'Homme. Les dernières violences ont conduit deux députés et le mufti de Deraa (sud) à présenter leur démission, chose extrêmement rare dans le pays.

Plus de 300 personnes ont trouvé la mort en cinq semaines, selon des militants pro-démocratie et des ONG.

Les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles et fait usage de gaz lacrymogène vendredi pour disperser des dizaines de milliers de personnes manifestant contre le régime du président Bachar el-Assad, notamment à Homs (centre) et à Izraa (sud), selon des témoins. Elles ont à nouveau tiré samedi alors que des milliers de personnes étaient rassemblées notamment à Douma, dans la banlieue de Damas, et à Izraa pour les funérailles des protestataires tués la veille.

Ces informations ne pouvaient être confirmées de source indépendante, la Syrie ayant expulsé les journalistes étrangers et restreint l'accès aux sites des manifestations.

Les dernières violences ont conduit deux députés à annoncer leur démission. Nasser Hariri et Khalil Rifaï sont tous deux originaires de Deraa, cette ville du sud du pays d'où est parti le mouvement de contestation. "*Si je ne peux pas protéger la poitrine de mon peuple de ces tirs de traîtres, alors rien ne justifie que je reste au Conseil du peuple. Je donne ma démission*", a déclaré M. Hariri dans un entretien à la chaîne Al-Jazira.

Ces démissions sont largement symboliques dans la mesure où le Parlement syrien n'a aucun pouvoir réel, note Radwan Ziadeh, de l'Institut d'études du Moyen-Orient à l'Université George Washington. Mais elles sont extrêmement rares en Syrie, régime autocratique où la grande majorité des opposants sont soit en prison, soit en exil.

Le mufti de Deraa, Cheikh Rizq Abdul-Rahim Abazeid, a également renoncé à ses fonctions pour protester contre la répression. "*Je ne peux pas tolérer que le sang de nos fils et enfants innocents soit versé*", a déclaré à l'Associated Press le dignitaire religieux musulman. (AP 24.04)

En réalité, le dictateur n'a pas levé l'état d'urgence en vigueur dans le pays depuis 1963, il l'a renforcé !

4- Algérie

Les forces de l'ordre ont bloqué à coups de matraque ce samedi une manifestation de plusieurs centaines d'employés de l'éducation à Alger.

Les forces de l'ordre ont bloqué à coups de matraque samedi uneCoordination nationale pour le changement et la démocratie de l'éducation devant l'Assemblée populaire nationale (APN) à Alger en faveur notamment d'un nouveau statut, ont affirmé les organisateurs. Pratiquement au même moment, une tentative de manifestation organisée par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), tendance partis politiques, était également bloquée par la police à environ deux kilomètres de là.

"*La police a empêché notre rassemblement devant l'APN. Des manifestants ont reçu des coups de matraques*", a déclaré Mourad Fertaki, coordinateur national des surveillants des collèges et lycées. Mais il n'y a "*pas eu de blessé*", a-t-il précisé Un témoin a indiqué avoir vu "*des policiers en train de bastonner des manifestants*" au nombre selon lui "*de plusieurs centaines*".

Selon Mourad Fertaki "*entre 2500 et 3000 personnes ont participé à cette manifestation*" initialement prévue devant la Présidence de la République, sur les hauteurs d'Alger, mais dont l'accès était bloqué par la police. Ces employés, environ 50 000 salariés, réclament le statut de conseillers d'éducation et une revalorisation de leurs salaires.

Place du 1er Mai, la CNCD avait appelé pour la 11e fois et comme tous les samedis à marcher en faveur d'un "*changement de régime*". Une trentaine de manifestants, dont le président d'honneur de la Ligue algérienne des droits de l'homme, Ali Yahia Abdennour, se sont retrouvés encerclés par les forces de l'ordre. (lexpress.fr 24.04)

Social

France

Nicolas Sarkozy a précisé la semaine dernière sa réforme de la fiscalité du patrimoine qui doit être votée cette année.
Pour l'économiste Thomas Piketty, le réaménagement de l'ISF est cependant un gigantesque cadeau fait aux Français les plus riches.

La réforme de la fiscalité doit supprimer le bouclier fiscal, exonérer d'ISF la moitié des quelque 600.000 contribuables assujettis à cet impôt et en baisser les taux.

Thomas Piketty estime toutefois que les contribuables les moins aisés devront payer la facture de la réforme. Car cette dernière pèsera sur les finances publiques, contrairement à ce qu'assure le gouvernement.

«*C'est le plus énorme cadeau fiscal aux plus riches du quinquennat! On remplace un cadeau fiscal, le bouclier, par un autre cadeau fiscal trois à quatre fois plus gros*», a-t-il expliqué dans un entretien publié vendredi par le journal *Le Monde*.

Nicolas Sarkozy assure que le manque à gagner pour l'Etat sera strictement compensé par les contribuables les plus aisés. Mais Thomas Piketty juge que les «*chiffrages sont faux*».

Le gouvernement «*prétend que la perte de recettes sera de 600 millions d'euros avec la baisse des taux, plus 300 millions avec le relèvement du seuil d'entrée à 1,3 million de patrimoine*», a-t-il précisé.

«*En réalité, du fait de ces deux mesures, les recettes d'ISF vont tomber de 4 milliards à 1,8 milliard. La perte sera sans doute encore plus forte (3 milliards) car il faudra aménager les taux pour lisser les effets de seuil*», a poursuivi l'économiste.

Selon lui, «*le plus gros bénéfice sera pour les contribuables ayant plusieurs millions ou dizaines de millions de patrimoine», alors qu'«on va faire payer la baisse de l'ISF par des contribuables non concernés par cet impôt*». (20minutes.fr 24.04)

Haut de page

Le 25 avril

(avec un peu d'avance, suit la causerie du 24)

Hier, en essayant de trouver des contacts en Libye et en tapant le nom de plusieurs villes de l'ouest du pays, je suis tombé par hasard sur plein d'articles dont les titres n'étaient pas apparus dans la page Yahoo news où je pioche quotidiennement des articles pour actualiser le site notamment au mois de mars.

C'est là que j'ai découvert l'ampleur de la mobilisation des travailleurs libyens, en fait à travers tout le pays, les pilonnages quotidiens de l'armée de Kadhafi sur la plupart des villes proches de Tripoli qui n'ont en réalité jamais cessés depuis la mi-février et qui ont fait des centaines, sans doute des milliers de morts dont personne ne parlent non plus, ceux dont la tâche devrait être de nous informer préférant se murer dans un silence.

A ce propos ou plus largement de l'intox qui a envahi Internet, je suis tombé sur un article délirant qui est un modèle du genre, il est daté du 11 avril, nous sommes le 24, il a été publié sur le site Internet Mondialisation.ca, dont les auteurs ont poussé l'audace jusqu'à publier un article intitulé Vérité, propagande et manipulation médiatique pour mettre leurs lecteurs en confiance, il est daté par erreur du 1er mai 2011, donc on ne sait pas à quelle date ils l'ont réellement mis en ligne, peu importe.

En voici le premier paragraphe :

- "*Les voix et les sources d'information honnêtes et indépendantes n'ont jamais eu autant d'importance. En tant que société, nous sommes inondés, submergés par un flot d'informations provenant d'une vaste panoplie de sources, lesquelles servent toutefois généralement de puissants intérêts, ainsi que les individus qui les possèdent.* "

La première phrase nous met en confiance, cependant on ne pourra pas s'empêcher de se demander pour qui ils roulent, vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

L'article en question du 11 avril a été rédigé par un dénommé Rim al-Khatib et dont le titre indiquait à lui seul son orientation politique : Les jeunes syriens ripostent aux tentatives de déstabiliser leur pays. Si l'on ne s'en tenait qu'au titre et qu'on oubliait un instant qu'il s'est écoulé deux semaines depuis sa parution, on serait porté à penser qu'effectivement la mobilisation à laquelle nous assistons en Syrie est orchestrée depuis Washington, Jérusalem ou Beyrouth.

En voici le contenu :

- "Des jeunes hackers syriens ont attaqué le site du Saad Hariri, chef du courant al-Mostaqbal, le mettant en garde de continuer à s'ingérer dans la politique intérieure syrienne et de déstabiliser le pays. Ils ont laissé sur le site une lettre à l'adresse de Saad Hariri et de Badr b. Sultan, l'ancien ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, fauteurs de tous les troubles confessionnels dans la région, et notamment au Liban et en Syrie, leur demandant d'attendre qu'ils aient fini leurs examens pour voir comment la jeunesse syrienne entend riposter à toutes ces attaques étrangères.

Par ailleurs, si les premières revendications populaires syriennes étaient très légitimes, il semble bien que les ennemis des peuples arabes, allant d'une certains opposition syrienne qui a trouvé refuge en France, Belgique, Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ainsi que les puissances étrangères, comme la France, les Etats-Unis et surtout l'ennemi sioniste, via la Jordanie et les groupes "jihadistes", entendent faire plier l'Etat syrien et le peuple syrien, en semant le trouble dans le pays pour l'obliger à se soumettre à l'Etat sioniste et cesser toute aide aux résistances palestinienne et libanaise.

Ils peuvent toujours courir....

Il n'est plus un secret pour personne pourquoi l'association belge, qui se proclame internationale, AFD international, a décidé de lancer une croisade contre la Syrie, via un communiqué des plus provocateurs, appelant à l'intervention internationale contre la Syrie. Après la Libye, cette association soutenue par Abdel Halim Khaddam, ancien premier ministre syrien, réfugié en France après avoir été impliqué dans des crimes de financement de terroristes, aux côtés de ses amis le saoudien Bandar b. Abbas et le libanais Saad Hariri, souhaite plonger la Syrie dans le chaos, profitant des révoltes qui secouent le monde arabe. Abdel Halim Khaddam a récemment décidé de bouger ses quartiers vers la Belgique, puisqu'il était interdit de pratiquer la politique, dans son pays d'accueil. De Belgique, il tire les fils d'une soi-disant révolte populaire, mais en réalité pour revenir au pays porté par les chars américains et s'emparer du pouvoir en Syrie.

Il peut toujours rêver....

En Syrie, ce n'est pas une révolution, mais le trouble et les tentatives de déstabilisation de l'Etat font partie d'une contre-révolution qui s'étend de l'intervention occidentale en Libye, aux tentatives de briser les mouvements au Bahrayn et au Yémen, aux pressions occidentales sur l'Egypte, jusqu'aux tentatives de dépecer la Syrie. Tout cela pour empêcher que l'Etat sioniste ne soit mis en danger par les peuples arabes, qui réclament la fin de la domination occidentale sur leurs pays."

Depuis et après l'épouvantable massacre d'avant-hier réalisé par l'armée syrienne qui a tué plus de 80 manifestants désarmés, le nombre de mort doit dépasser les 300 et chaque jour qui passe depuis plus d'un mois démontre que c'est l'ensemble du pays qui est en train de se soulever contre le dictateur syrien, pas une seule ville n'est en proie à des manifestations quasi quotidiennes, bref, la situation est devenu révolutionnaire, insurrectionnelle et plus personne ne peut le nier, sauf encore à se terrer dans le silence comme savent le faire très bien certains.

Répétons-le encore une fois, ne confondons pas tout, essayons de faire preuve de discernement, plusieurs pièges nous sont tendus quasi quotidiennement par la propagande officielle et ses opposants qui ne savent réagir aux événements qu'en réaction aux déclarations du camp adverse qu'ils entendent ou prétendent combattre et donc se distinguer, parfois sans tenir compte de la réalité des faits ou son évolution, ainsi et à des fins opposées, ils sont tentés d'utiliser les mêmes méthodes détestables que leurs ennemis pour uniquement justifier leur position politique.

On s'interrogera au passage sur l'intérêt qu'ils peuvent avoir de recourir à de telles pratiques à partir du moment où leur position politique reposerait sur des arguments vérifiables et crédibles, incontestables, qui ne prêteraient à aucune confusion, on pourrait en déduire légitimement que leur position ne sont peut-être pas aussi assurée qu'elle le paraît ou qu'ils veulent nous le faire croire.

Pour revenir à l'article que j'ai reproduit plus haut, dans le site de Mondialisation.ca, il précède une mention présente à la suite de chaque article publié Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation., mais là l'opinion mise en avant n'a strictement rien à voir avec l'esprit qui caractérise ce site, cela tient du fantasme d'un auteur dont la tâche est ici de soutenir des dictateurs au pouvoir depuis des décennies, de nier des révolutions qui sont en train de se dérouler sous nos yeux.

Comme quoi et sans tomber dans la paranoïa, il faut demeurer vigilant et ne faire confiance à aucun site Internet, même les plus recommandables en apparence ou qui prétendent combattre pour notre cause ou pour la démocratie en général. Je l'avais déjà signalé à propos de certains sites comme celui du Réseau Voltaire, Le Grand Soir, Médiapart, Rue89, mais ils pullulent sur la toile.

Tant qu'il s'agit de faits vérifiables, on peut facilement recouper les informations provenant de sources diverses et démêler le vrai du faux , mais lorsque les sources sont peu nombreuses et qui plus est anonymes, ce qui est le cas en Syrie puisque les agences de presse et les journalistes ont été chassés du pays par Assad, on peut facilement colporter ou analyser la situation à partir de faits inventés de toutes pièces ou passés volontairement sous silence, donc se planter à l'arrivée !

Avant de terminer la rédaction de cet article, je me suis connecté sur Internet et par curiosité j'ai été voir ce qu'il y avait de nouveau sur le site du Réseau Voltaire, et comme je m'y attendais, en fait je l'espérais un peu, bingo, encore un article sur la Syrie favorable au dictateur, le dernier en date remonte au 4 avril, il était intitulé Washington veut détruire la Syrie pour compenser la perte de l'Égypte. , ni plus ni moins. Rappelons que Thierry Meyssan est persona non grata aux Etats-Unis, mais que par contre il séjournerait une bonne partie de l'année... en Syrie où il a ses entrées chez le dictateur, une simple coïncidence sans doute avec le contenu plutôt douteux de ces articles, non ?

L'article du 19 avril titrait L'opposition syrienne financée par Bush mais aussi par Obama.

Qu'en est-il au juste ? On apprend - en réalité je l'ai déjà lu ailleurs, que "*le département d'État n'a pas cessé de financer l'opposition syrienne*", ah ben en voilà une découverte stupéfiante, comme dans de nombreux pays dans le monde, de la Georgie ou l'Ukraine à la Chine en passant par l'Iran ou le Nigéria par exemple. Et quel était le projet de Washington, que finançait-il ? "*Le Département d'État des USA a financé secrètement des groupes de l'opposition syrienne pour renverser Assad, et leurs projets parmi lesquels la télévision satellitaire Barada basée à Londres, selon des documents diffusés par Wikileaks et publiés hier par le Washington Post*" On n'en saura pas plus sur ces projets diaboliques, plus loin on lira que cet argent avait servi "*aussi pour financer d'autres activités en Syrie*" sur lesquelles nous n'auront aucun détail, aucune preuve en fait.

Cet article date de 5 jours, gardons cela en tête. Aujourd'hui, ceux qui en France ont la télévision ou un écran d'ordinateur ou sont en mesure de lire un journal, ont pu constater ces dernières semaines que des dizaines de milliers de Syriens étaient descendus plusieurs fois dans les rues des grandes villes pour manifester contre le régime parfois au péril de leurs vies. Comment peut-on les assimiler à des personnes bassement manipulées par l'impérialisme américain, la majorité de la population en réalité, il l'aurait achetée, et comme un seul homme au signal d'Obama elle serait sortie se faire massacrer, pour une poignée de dollars, qui peut croire une histoire pareille, des crétins finis ou des militants dont le cas relève désormais de la psychothérapie. On a envie de dire : à un moment donné il faut arrêter les conneries, cela va trop loin, ils jouent avec la vie de millions de travailleurs et leurs familles comme si elles leurs appartenaient, du moment que le régime d'Assad est sain et sauf, c'est semble-t-il l'essentiel pour eux.

Je mets cet article en ligne pour que vous puissiez juger son contenu par vous-même. Tous les articles que je mets en ligne et qui proviennent de sources diverses ne sont pas pour autant à jeter à la poubelle. Selon vous, pourquoi je n'utilise pas le centième des informations qu'ils contiennent, pourquoi je prends cette précaution ? Tout simplement parce que je n'ai jamais eu les moyens de les confronter avec d'autres sources et d'en vérifier l'authenticité, je les garde en réserve en mémoire et si un jour il se présente un ou plusieurs articles qui confirment leurs contenus ou en procédant par recoupement en faisant preuve d'une extrême prudence, là seulement je me déciderai si nécessaire à les utiliser, pas avant, si j'ai un conseil à vous donner, c'est de faire de même.

Si je peux me permettre, camarades, vous avez tort de ne pas échanger vos réflexions, vos questionnements ou vos doutes avec les autres militants en ne voulant pas utiliser à cette fin le site que j'ai mis à votre disposition, c'est parfaitement votre droit du reste. Je me permets de douter de la capacité de nombreux militants à ne pas tomber dans les pièges qui leur sont tendus par des gens qui au premier abord semblent partager tout ou partie de leurs convictions politiques, mais qui en réalité sont animés par d'autres intentions moins avouables.

Encore une fois, je ne vous demande pas de me faire confiance, je vous mets simplement en garde, y compris ceux qui forts de leurs expériences ne se sentiraient pas concernés, souvent ce sont les plus vulnérables à toutes sortes de manipulations comme on a pu le constater à de multiples reprises dans le passé.

Haut de page

Le 26 avril

L'article que j'ai mis en ligne et qui reproduit ce qui figure à la suite de l'info en bref sur la Syrie n'est qu'une approche, un prejet jet, à affiner, approfondir, corriger si nécessaire, vos remarques sont les bienvenues. Vous verrez que son contenu tranche avec le discours qu'on entend partout, y compris celui que j'ai tenu au cours des dernières semaines, sans toutefois remettre en cause mon orientation politique, il y est davantage question de stratégie que de tactique. Il semble que je sois le premier ou le seul a avancé dans cette voie...

On ne peut pas assigner ou proposer comme objectif politique au prolétariat libyen la constitution d'un Etat ouvrier ni même un gouvernement ouvrier, sauf à ignorer les rapports entre les classes, l'existence de rapports féodaux ou semi-féodaux en Libye. Par contre les bases sociales existent pour avancer le mot d'ordre d'une République, qui ne pourrait être à ce stade qu'une République démocratique bourgeoise, elle présenterait au moins l'avantage de permettre à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre de s'organiser sur des bases de classe, de se constituer en classe, dont de créer ses propres syndicats et partis indépendant de l'Etat. (A suivre)

Politique

1- Irak

Une dizaine de personnes ont été blessées lundi dans des affrontements à Mossoul entre les forces de sécurité irakiennes et des manifestants protestant contre le maintien de la présence militaire américaine, rapportent témoins et médecins.

Les forces de sécurité ont fait usage de canons à eau et ont tiré en l'air pour empêcher quelque 3.000 manifestants de rallier la place principale.

La veille, 5.000 personnes avaient manifesté dans la grande ville du nord de l'Irak, pour exiger le respect du calendrier de retrait des forces américaines du pays, prévu d'ici la fin de l'année.

Samedi, des centaines de partisans de l'imam radical chiite Moktada al Sadr avaient défilé dans les rues de Bagdad, menaçant de reprendre la lutte armée si les forces américaines ne quittent pas le pays, comme prévu.

Jeudi dernier, plus de 5.000 personnes avaient aussi défilé à Bassorah, dans le Sud pétrolier, pour lancer le même avertissement aux Etats-Unis. (Reuters 25.04)

2- Yémen

2.1- Les forces de sécurité yéménites ont tué trois manifestants lundi dans les villes de Taïz, d'Ibb et dans la région d'Al Baïda.

A Taïz, au sud de la capitale Sanaa, des milliers de manifestants qui défilaient dans les rues ont été pris pour cibles par des policiers et des hommes armés, a déclaré l'un des organisateurs de la manifestation, Djamil Abdallah.

Selon des témoins, les forces de l'ordre ont ouvert le feu pour empêcher les manifestants de traverser la ville, à 200 km au sud de Sanaa, en suivant un itinéraire qui passait devant un palais présidentiel.

"*Il y avait un cortège de plusieurs milliers de personnes qui venaient de l'extérieur de Taïz, mais la police, l'armée et des hommes armés en civil les ont affrontées en ouvrant le feu et en tirant des grenades lacrymogènes*", a dit Djamil Abdallah.

A Ibb, des policiers en civil ont abattu un manifestant en ouvrant le feu pour mettre fin à une marche de protestation contre le régime du président Saleh. Trente contestataires ont en outre été blessés, huit par balles et les autres par jets de pierres ou à coups de matraque, a-t-on déclaré de mêmes sources.

A Al-Baïdah, au sud-est de la capitale, «des hommes armés appartenant au parti au pouvoir (le Congrès populaire général) ont tiré contre un sit-in de protestation, tuant un manifestant avant de prendre la fuite», a rapporté un témoin.

Des manifestations ont également eu lieu à Hodeïda, sur la mer Rouge, et à Moukalla, dans le sud-est du Yémen. (Liberation.fr et Reuters 25.04)

2.2- Le porte-parole de l'opposition yéménite a annoncé, lundi 25 avril, que celle-ci avait donné son accord au plan de sortie de crise proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG). '*Nous avons donné notre accord final au plan du CCG après avoir obtenu des assurances des frères du Golfe et des amis américain et européens au sujet de nos objections sur certaines clauses du plan*', a déclaré le porte-parole, Mohamed Qahtane.

Une des clauses qui posaient problème prévoyait que la coalition forme un gouvernement de réconcilisation nationale placé sous l'autorité du président Saleh.

Le plan de sortie de crise présenté la semaine dernière prévoit un transfert du pouvoir en trois mois. Les six Etats membres du CCG, alliance régionale militaire et politique, demandent au président Saleh de remettre les rênes du pays à son vice-président dans le délai d'un mois après la signature d'un accord. Un responsable de l'opposition devrait prendre la tête d'un gouvernement intérimaire chargé de préparer l'élection présidentielle deux mois plus tard.

Le projet accorde l'immunité à M. Saleh, à sa famille et à ses conseillers, qui ne pourraient pas faire l'objet de poursuites judiciaires comme le réclament leurs adversaires. (lemonde.fr 25.04)

Vous vous souvenez peut-être, les jours précédents la foule scandait son opposition à cet accord et surtout elle tenait à juger Saleh. Les dirigeants de l'opposition au Yémen ne valent guère mieux que ceux du CNT en Libye ou dans les autres pays où se

sont produits des soulèvements révolutionnaires.

3- Libye

A Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli, les forces pro-Kadhafi ont été repoussées hors de la ville, affirment les rebelles.

Plusieurs chefs de groupes de combattants ont déclaré que les forces gouvernementales, durement pilonnées depuis deux jours, s'étaient retirées de la ville et se trouvaient dans ses faubourgs.

Plus à l'ouest, les forces kadhafistes ont bombardé dimanche après-midi des zones proches du poste-frontière de Dehiba, à la frontière avec la Tunisie, pour tenter de reprendre la ville de Wazzan, selon des témoignages recueillis par l'AFP.

La principale ville de cette zone de montagnes principalement rebelle, Zenten, à 145 km au sud-ouest de Tripoli, a été la cible dimanche soir de tirs de roquettes Grad des pro-Kadhafi, qui ont fait quatre morts et neuf blessés, selon des habitants.

Depuis quelques semaines, les habitants signalent une recrudescence des combats dans cette région, avec des tentatives des forces loyalistes de couper les communications entre les localités de cette région à majorité amazighe (berbère) qui s'est soulevée dès le début de la révolte contre le régime à la mi-février. (liberation.fr 25.04)

4- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont lancé, lundi 25 avril, des opérations de reprise en main de certains foyers de la contestation contre le régime du président Bachar Al-Assad, notamment Deraa, où ont commencé les toutes premières manifestations le 18 mars.

Selon un témoin, au moins 25 personnes auraient été tuées dans cette ville, en plus des nombreux blessés. 'Plus de 3 000' membres des forces de sécurité, appuyés par des blindés, ont pénétré dans la vieille ville lundi matin et continuaient à pilonner le secteur en début d'après-midi, selon des militants des droits de l'homme.

Il y a "*des morts et des blessés*", a indiqué un militant ayant pu entrer en contact avec Deraa. Il a ajouté que les habitants ne pouvaient pas confirmer le nombre de morts car "*les corps sont dans la rue et ils ne peuvent pas les récupérer*". "*Des snipers ont pris position sur les toits et les chars sont dans le centre-ville*", a-t-il ajouté. Un témoin indique que huit chars sont déployés dans la vieille ville et que plusieurs cadavres gisent dans la rue.

Un accrochage aurait opposé les membres des services de sécurité à l'armée. La frontière avec la Jordanie a aussi été bouclée par la Syrie, a annoncé le ministère de l'information jordanien.

Au moins 13 personnes auraient été tuées par balle, dimanche, à Djabla, ville côtière de la province de Lattaquié, par les forces de sécurité et les milices loyales au président Bachar Al-Assad, rapporte lundi l'Observatoire pour les droits de l'homme syrien. Les forces syriennes se sont déployées dans le vieux quartier sunnite de la ville, où avait eu lieu une manifestation en faveur de la démocratie au cours de la nuit précédente, ont précisé des militants des droits de l'homme ayant des contacts à Djabla.

Selon des militants, des opérations des services de sécurité sont également en cours à Douma, à 15 km au nord de Damas, et Al-Maadamiyeh, dans la banlieue de la capitale. "*Une patrouille des forces de sécurité est postée à l'entrée de chaque ruelle et empêche les gens de sortir de chez eux, même pour acheter du pain*", a rapporté un témoin. Selon lui, les écoles sont fermées, les fonctionnaires sont restés chez eux, et "*les obsèques de jeunes tués vendredi et samedi n'ont pas pu se dérouler*". Des arrestations ont également eu lieu dans cette ville, selon ce témoin, qui n'a pu fournir de chiffres.

Selon l'organisation indépendante des droits de l'homme Saouasia et un militant, les forces de sécurité ont également fait une descente dans la maison d'un médecin, Zakraiya Al-Akkad, qui avait évoqué peu avant sur la chaîne de télévision Al-Jazira la situation à Djabla.

"*Une guerre barbare contre les démocrates syriens* ". Depuis plusieurs jours, les services de sécurité ont effectué des descentes dans plusieurs villes, arrêtant des militants hostiles au régime. Dimanche, selon des militants des droits de l'homme, une dizaine de personnes ont été arrêtées notamment à Damas, Homs, Deraa, Lattaquié, Hasaka, Deir-es-Zor et Alep. "*Il est clair que les autorités syriennes ont pris la décision d'une solution militaire et sécuritaire*", a déclaré Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, quelques heures après le début de l'intervention massive des forces de sécurité.

Pour une autre militante, citée par Reuters, "*il s'agit là d'une guerre barbare destinée à annihiler les démocrates syriens. Les intentions du président Bachar Al-Assad sont claires depuis qu'il a publiquement déclaré qu'il était 'prêt à la guerre', dans son discours du 30 mars*". La répression du mouvement de contestation aurait fait environ 350 morts et des dizaines de disparus,

selon des militants des droits de l'homme. (lemonde.fr 25.04)

Commentaire d'un internaute.

- "Tiens !? Pas d'appel à manifestations massives dans toutes les grandes villes de France de la LDH, le NPA, les Verts, le PC, la CGT, la FSU, le MRAP, etc..."

Mieux que cela ou pire encore, c'est l'omerta, silence radio, étrange non, plus de 300 manifestants désarmés abattus par Assad, une bagatelle, c'était tous de dangereux terroristes ou des membres d'Al-Qaida il faut croire, les dirigeants du mouvement ouvrier français sont comme pétrifiés, incapables de la moindre réaction face à la répression sanglante déclenchée par le régime syrien, totalement inexistants, seraient-ils mal à l'aise face au soulèvement révolutionnaire syrien, qu'est-ce qui dérangeraient leur bonne conscience, auraient-il quelque chose à se reprocher qui pourrait surgir à la surface s'ils prenaient position contre le dictateur syrien ? A moins qu'ils ne comprennent rien au développement de la situation des dernières semaines dans ce pays, frappés par une incurie politique irréversible ?

Il existe une contradiction entre le niveau du développement économique et la forme juridique de l'Etat dans la plupart des pays en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient. Pour aborder cette question laissons de côté la période de la colonisation, et partons de la situation qui prévaut depuis et qui a guère évolué.

Quand on évoque le développement économique de ces pays, on ne parle pas de la répartition des richesses ou du niveau de vie de la population, ni de leurs infrastructures, on prend en compte l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leur main d'oeuvre qui se traduit par la production de richesses considérables.

Un pays peut produire d'énormes richesses et la majorité de sa population peut continuer de vivre dans la pauvreté ou être exclue du progrès social. L'exploitation des ressources naturelles d'un pays peut dégager des centaines de milliards de dollars de profits en quelques années ou décennies, tandis que le niveau de vie de la population évoluera très lentement, stagnera ou demeurera misérable.

En Europe au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, le développement des forces productives qui a correspondu avec l'essor de l'industrie s'est traduit par le développement de la lutte de classe du prolétariat pour obtenir une amélioration de ses conditions de travail et d'existence ce qui s'est traduit pas les premiers regroupements ouvriers, puis la création des premiers syndicats, suivis ou précédés selon les pays par la formation de partis politiques. Fort de cette expérience et arrivé à maturité, le mouvement ouvrier déjà engagé dans le combat pour obtenir des droits politiques poussera l'audace jusqu'à remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie, maladroitement ou à tâtons au départ, et c'est uniquement grâce à sa meilleure connaissance du fonctionnement du capitalisme et de la société qu'il parviendra à élaborer une théorie déterminant l'objectif final de son combat politique : abolir le système économique basé sur la propriété privée des moyens de production et s'emparer du pouvoir politique dans un premier temps, dans la perspective d'une société et d'un monde sans classes et sans Etats, débarrassés de l'exploitation de l'homme par l'homme...

C'est uniquement par le biais de sa lutte de classe que le prolétariat a acquis la plupart de ses droits sociaux et la totalité de ses droits politiques.

Rien de tout cela en Syrie, en Libye ou au Yémen notamment.

Dans ces trois pays, la classe au pouvoir s'est enrichie considérablement au cours des dernières décennies mais en étouffant la lutte des classes, en interdisant syndicats et partis ouvriers, en instaurant des dictatures. La forme de l'Etat n'a pas suivi le développement économique de ces pays parce que la lutte des classes a été décrétée hors la loi, ce qui explique aussi la survie de rapports féodaux dans ces pays, de tribus comme se plaisent à le rappeler les médias. Contrairement à des Républiques démocratique bourgeoise où le jeu de la lutte des classes peut s'exercer plus ou moins librement. Avec plus de deux siècles ou un siècle et demi de retard sur la France ou l'Allemagne, le mot d'ordre de République est à l'ordre du jour.

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre n'étant pas organisées sur le plan politique, leur niveau de conscience politique n'étant pas suffisamment développé pour prétendre conquérir le pouvoir, on peut concevoir ce mot d'ordre transitoire sachant que le pouvoir leur échappera et que seule les couches les plus progressistes de la bourgeoisie de ces pays-là peuvent substituer la République (démocratique bourgeoise) aux régimes dictatoriaux actuels qui s'appuient sur les clivages entre tribus ou des rapports féodaux entre les classes pour demeurer en place, ainsi que le soutien de différents Etats impérialistes.

Pour qu'une République voie le jour dans ces pays, il faut que la crise de ces régimes et leurs contradictions internes soient poussées à l'extrême, qu'une fracture ait lieu au sein de la classe dominante et qu'une fraction de celle-ci prenne conscience que seul l'exercice de la démocratie au sein d'une République peut encore la sauver du désastre auquel conduit la dictature, car le peuple et principalement le prolétariat qui a parfaitement conscience des richesses produites dans leur pays ne peut plus accepter d'être traité en esclave servile et exclu du progrès social ou du marché pour les plus pauvres et ils sont nombreux.

Il ne faut pas se leurrer, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre de ces pays sont incapables de prendre le pouvoir, elles n'en ont pas les moyens politiques pour le moment, elles peuvent tout au plus renverser les dictateurs en place et pousser le plus loin possible leur révolution pour obtenir un changement de régime, donc liquider la dictature qui reposait largement sur des rapports féodaux pour la remplacer par une République qui leur garantirait le droit de s'exprimer et de s'organiser pour continuer le combat contre la classe dominante et l'impérialisme, pour le socialisme ajouterons-nous en guise de perspective politique, bien que l'on sache pertinemment encore une fois qu'elles sont à mille lieues d'y penser ou de pouvoir s'en saisir.

Je n'ai pas étudié en profondeur l'histoire de ces pays, je propose là une orientation politique qui comporte deux axes, le premier consistant à combattre pour l'établissement d'une République, le second mené conjointement au premier consistant à combattre contre l'impérialisme qui jusqu'à présent a tiré avantage des rapports quasi féodaux qui prévalaient dans ces pays.

Reste à voir dans quelle mesure cette orientation politique serait valable pour d'autres pays présentant les mêmes caractéristiques. La République présente l'avantage d'être basée sur des rapports de classes et non plus sur des rapports de clans ou de tribus, dont la plus puissante impose sa dictature aux autres. Dans un Etat s'appuyant sur un clan ou une tribu au détriment des autres, ce sont toutes les classes des autres tribus ou clans qui sont mises à l'index, du coup les classes dominantes de chaque tribu peuvent revendiquer le pouvoir et l'une d'entre elles peut se lancer dans le combat pour le conquérir dès lors qu'elle s'estime suffisamment puissante pour espérer y parvenir. Ce genre d'Etat est une source de frustrations et de tensions permanente au sein de ces pays, du coup la classe de la tribu ou du clan ou coalition de tribus ou de clans qui détient le pouvoir doit recourir à la dictature pour assurer la stabilité économique et politique du pays, au-delà pour consolider et conserver le pouvoir.

Tous les Etats autocratiques présentent à peu près les mêmes caractéristiques.

Ben Ali et Trabelsi gouvernaient la Tunisie en despote, mais sans s'appuyer sur une tribu ou un clan particulier, certes ces deux familles constituaient un clan à elles toutes seules, ces membres concentraient le pouvoir et une grande partie des richesses du pays, mais leur nombre était relativement restreint si on les compare avec les 60 000 membres des tribus du centre de la Libye que Kadhafi voulait envoyer à Misrata pour déloger les insurgés. De plus en Tunisie il existait l'UGTT et une République confisquée au profit de ces deux familles, et la bourgeoisie tunisienne dans sa majorité n'était pas organisée en fonction de l'appartenance à un clan ou une tribu mais en fonction d'intérêts de classe.

Donc en Tunisie, le combat sera davantage axé sur le respect (la consolidation) des principes de la République afin de permettre à la classe ouvrière de mener son combat politique sans être inquiétée et prendre le risque d'être emprisonnée ou mitraillée, donc de s'organiser librement en partis. Et si le combat pour une assemblée constituante souveraine s'inscrit dans cette perspective, il ne faut pas imaginer un instant que cet objectif pourrait coïncider avec la prise du pouvoir par le prolétariat ou qu'il coïnciderait avec un changement de régime, elle ne peut être qu'une étape vers cet objectif, qui ne pourra être atteint une fois seulement que la classe ouvrière aura construit son parti révolutionnaire... Nous sommes en présence d'un processus révolutionnaire démocratique bourgeois que nous soutenons, et qui ne peut pas se transformer par miracle du jour au lendemain en révolution socialiste.

Pour terminer sur la Libye.

Le risque est qu'effectivement une partition du pays pourrait conduire à perpétuer le régime féodal et dictatorial actuel à Tripoli et à instaurer un régime semblable à Benghazi, l'objectif de Sarkozy, Cameron et Obama. Ce n'est pas certain, mais il existe un risque. Cependant on voit mal comment les milliers de combattants soutenus par une large masse de la population, qui se sont engagés dans cette révolution au péril de leur vie pour conquérir la liberté, pourraient admettre qu'on leur confisque une fois acquise et les combats terminés après avoir consenti tant de sacrifices.

Kadhafi a appelé les tribus du centre du pays à se soulever et à engager le combat contre les insurgés à Misrata, apparemment sans succès, l'information reste à vérifier, hier soir aux infos sur TV5Monde Asie le journaliste a dit que la majorité de ces tribus s'étaient rangés au côté de la révolution, pendant que le soulèvement révolutionnaire progressait cette fois dans l'ouest du pays à proximité de Tripoli, ce qui laisse à penser que la perspective d'une partition s'éloignerait ou serait écartée, tout du moins à l'heure actuelle au regard des éléments en notre possession.

Maintenant je ne sais pas qui a ressorti le drapeau de la monarchie libyenne, qui dit monarchie dit rapports féodaux, tribus, pas forcément d'ailleurs, il existe aussi des monarchies constitutionnelles. Que les jeunes révolutionnaires lui donnent un autre contenu, c'est possible et même probable, ils n'étaient pas nés quand la monarchie a été renversée par le coup d'Etat de Kadhafi en 1969. Qu'ils se raccrochent à ce symbole parce qu'ils n'en ont pas d'autres à leur disposition, c'est probable également et là n'est pas l'essentiel. Si comme on peut le penser ce sont les notables de Benghazi qui ont ressorti ce drapeau, soyons sérieux, il n'allait pas adopter le drapeau rouge, synonyme de leur propre chute !

Au passage, il ne vous aura pas échappé que c'est dans des pays archaïques ou arriérés à régimes féodaux (Afghanistan) ou semi-féodaux (Inde, Pakistan) que l'islamisme radical et plus généralement le terrorisme se sont développés, ou encore que la religion est mise en avant par les différentes couches de la bourgeoisie pour conquérir ou conserver le pouvoir en divisant, affaiblissant et manipulant la classe ouvrière et la paysannerie, quand la situation ne dégénère pas en génocides

ou massacres, ce qui a été le cas ces derniers jours au Nigéria par exemple.

Compte tenu que la poursuite des combats dans tout le pays contre le dictateur écarte pour le moment la perspective d'une partition de la Libye, compte tenu également qu'on ne peut pas soutenir cette révolution dans la perspective de l'instauration d'un régime féodal à Benghazi, compte tenu que Kadhafi a institué en 1969 un régime dictatorial en s'appuyant justement sur la division du pays en tribus, en perpétuant cette division basée sur des rapports féodaux, l'instauration d'une République démocratique semble correspondre à l'objectif autour duquel l'ensemble des classes (incluant les couches progressistes de la bourgeoisie libyenne) pourraient se rassembler et combattre pour abattre la dictature, l'objectif à cette étape pour la classe ouvrière et la paysannerie pauvre consistant à obtenir les droits politiques lui permettant de s'organiser en syndicats et en partis politique indépendant de l'Etat.

Inutile de préciser que cet objectif s'inscrit en contradiction avec l'intention des différents impérialistes de faire main basse sur la Libye ou d'installer un régime taillé sur mesure pour représenter leurs intérêts, et donc qui permet également de les combattre.

Une autre fois on abordera plus précisément les questions syrienne et yéménite.

Social

Japon. Le comble du cynisme.

Chez Tepco, l'exploitant de la centrale accidentée de Fukushima, tous devront se sacrifier financièrement pour rembourser les victimes de la pire catastrophe nucléaire depuis Tchernobyl.

Le PDG et d'autres hauts dirigeants de Tepco vont voir leurs émoluements annuels être amputés de 50%. Les rémunérations des cadres intermédiaires seront abaissées de 25% et celles des simples salariés de 20%. Tepco avait déjà annoncé qu'il ne verserait pas de dividendes à ses actionnaires ni pour 2010, ni pour 2011.

«*Nous appliquerons ces retenues de rémunération en raison de l'impact sur nos comptes des montants à payer en vertu de la loi sur l'indemnisation pour dommages nucléaires aux personnes qui en ont été victimes, et du fait de l'augmentation des frais pour reconstruire les installations électriques*», a expliqué le groupe dans un communiqué. Tepco escompte ainsi faire une économie annuelle de 54 milliards de yens (455 millions d'euros). Recrutements annulés

Par ailleurs, la compagnie a annulé un plan de recrutement de 1100 personnes. Ces embauches, prévues pour 2012, devaient lui permettre de se développer à l'étranger. (lefigaro.fr 25.04)

Haut de page

Le 27 avril

Depuis un peu plus de deux mois qu'a démarré le soulèvement révolutionnaire en Libye contre le colonel Kadhafi, on nous a baladé de Tripoli à Benghazi, on nous a surtout parlé du dictateur et du Conseil national de transition (CNT), et je me demande si on n'a pas sous-estimé un élément qui nous permettrait de mieux comprendre à la fois la situation et comment une coalition impérialiste en est venue à s'engager militairement au côté d'un des deux belligérants en présence. Je pense à la troisième ville du pays, le coeur économique de la Libye, Misrata.

Cette réflexion m'est venue à peine une heure après avoir actualisé le site hier après-midi, car ce n'est pas parce que j'avais bouclé l'actualisation du site que je cessais de penser à la situation en Libye, en fait je l'ai en permanence à l'esprit, au point, et là vous me croirez ou non, il m'est arrivé un matin de me réveiller en sursaut en plein cauchemar, j'étais au volant d'une voiture et je roulais à tombereau ouvert quand je me suis retrouvé bloqué au bout d'une impasse poursuivi par un tank qui allait m'exploser...

Pourquoi Misrata ?

Après avoir pris connaissance du contenu d'un des articles que je n'avais pas encore eu le temps de lire relatant les combats qui se déroulent dans cette ville depuis deux mois, j'ai réalisé que depuis le premier jour des manifestations contre le régime, les habitants de cette ville s'étaient soulevés, or cette ville est située dans la Tripolitaine, à 200 de la capitale Tripoli et du siège du pouvoir du dictateur, donc à 800 kilomètres environ de Benghazi, le fief réputé historique de l'opposition à Kadhafi. On nous dit que la ville était tombée aux mains des insurgés le 18 février, donc avant que Benghazi ne tombe entre les mains de l'opposition.

Par ailleurs, le même jour et la veille les soulèvements les plus massifs et les plus violemment réprimés par le régime avaient eu lieu

à l'ouest de la Libye, à Al-Baïda et à Rijban située à seulement 120 kms de Tripoli. Du coup la théorie selon la quelle un coup de force aurait été orchestré à partir de Benghazi pour faire tomber le dictateur ne tient pas, c'est bien un mouvement de fond de la population résolue à affronter Kadhafi qui s'est produit à partir du 18 février en réponse à la répression féroce des manifestations qui avaient eu lieu les jours précédents.

Misrata est une ville de plus de 400 000 habitants, elle possédait une caserne et des forces de police en proportion suffisante pour faire régner l'ordre en temps normal. Or là, l'armée et la police se sont retrouvées totalement débordées et incapables de faire face au déferlement d'une véritable marée humaine, là aussi la théorie d'un groupe d'agitateurs extérieurs à la ville qui auraient entraîné la population à se soulever ne tient pas. On peut effectivement concevoir que les masses soient manipulables, mais pas au point qu'elles s'exposent aux balles de l'armée pour ainsi dire gratuitement ou sans être véritablement déterminés par une raison précise pour risquer leurs peaux, de plus, pas quotidiennement pendant des jours, des semaines ou des mois.

On s'est focalisé pendant deux mois sur Tripoli et Benghazi et on n'a pas suffisamment porté notre attention sur ce qui se passait réellement dans les autres villes de l'ouest de la Libye, pire, on a bien failli tomber dans le piège que nous avaient tendu la propagande de Kadhafi, du CNT et des médias occidentaux, sans parler des partis qui ont pris position pour ou contre l'intervention militaire en Libye emmenée par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Etats-Unis.

Pendant toute une période on a totalement occulté les combats qui se poursuivaient dans la plupart des villes de l'ouest de la Libye, les médias ne cessant de répéter que Misrata était la dernière ville de l'ouest entre les mains des insurgés, a pour ainsi dire servi d'écran de fumée pour détourner notre attention des environs de Tripoli. A force d'entendre quotidiennement que Misrata était le dernier bastion assiégé des insurgés à l'ouest du pays, on en était arrivé à la conclusion apparemment hâtive que la situation était perdue à Misrata et dans toute la région ouest de la Libye, et que la révolution et les combats ne concerneraient plus que Benghazi et l'est du pays, ce qui pouvait préfigurer une partition à terme. Il faut bien avouer qu'à défaut de mieux, on se consolait en se disant que cette révolution n'aurait pas servi à rien ou qu'elle n'aurait pas été totalement vaincue sans parvenir toutefois à faire chuter le dictateur, au moins le fief de la rébellion et sa population auraient été préservés d'une terrible et sanglante répression...

En procédant par recoupement en confrontant des témoignages d'horizons divers, on peut affirmer que c'est bien la population de Misrata qui affronte depuis 18 février jusqu'à aujourd'hui l'armée de Kadhafi, et non une bande de mercenaires venus d'on ne sait où, ce qui expliquerait d'ailleurs qu'elle ait tenu aussi longtemps sous les bombardements.

En revanche, Kadhafi redoutant que son armée rechigne à bombarder la population civile a fait appel à des milliers de mercenaires venus des quatre coins de l'Afrique, de chez ses amis dictateurs de l'Union africaine qu'il a arrosé au cours des dernières années ou décennies.

On se demandera aussi si Misrata n'a pas servi de prétexte ou d'appât pour justifier une intervention militaire extérieure, dans le genre : regardez ce qui se passe à Misrata Kadhafi va faire la même chose à Benghazi qui comporte trois fois plus d'habitants, cela va être un vrai massacre, on va compter les morts par dizaines de milliers... Pourquoi n'ont-ils pas envoyé des renforts de Benghazi ?

On pourrait également trouver étrange qu'ils ne trouvent pas suffisamment de combattants à Misrata même. Ce serait méconnaître la nature humaine qui peut adhérer à une idée, mais qui n'est pas prête à se battre du jour au lendemain pour la défendre, on en a des millions d'exemples sous nos yeux quotidiennement en France. Alors imaginez un instant quand vous avez en face de vous des soldats armés jusqu'aux dents, il n'y a que les plus déterminés pour avoir suffisamment de courage pour oser les affronter, certains disent les plus fous, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et consentir de lourds sacrifices pour conquérir la liberté.

Ce qui est frappant, c'est que tous les combattants de Misrata qui ont été interviewés ont insisté sur trois points capitaux : 1- qu'ils ne voulaient pas voir de soldats étrangers sur le sol libyen ; 2- qu'ils combattaient depuis le 18 février sans aucune aide extérieur ; 3- qu'ils tenaient à libérer Misrata car elle incarnait l'unité de la Libye, car ils sont farouchement contre la partition du pays.

Or, le CNT installé à Benghazi tient un discours différent ou pour le moins ambigu sur ces trois points cruciaux, certains ont réclamé une intervention militaire terrestre et ne seraient pas totalement opposés à une partition. On pourrait aussi s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'artillerie lourde de Kadhafi n'a pas été bombardée avant qu'elle ne prenne position dans les rues de Misrata.

Misrata la rebelle qui jusqu'à présent s'en tire relativement bien toute seule, ne démontrerait-elle pas qu'il était possible de résister militairement aux forces de Kadhafi sans une intervention militaire extérieure. Bref, tout n'aurait-il pas été fait pour nous démontrer que cette intervention était indispensable, au prix sans doute de davantage de morts en cas d'attaque de Kadhafi sur les villes de l'est de la Libye, dont Benghazi, mais une guerre civile (ou de libération) ne se gagne jamais sans faire des dizaines de milliers de morts et le plus souvent d'énormes destruction, les nord-vietnamiens en savent quelque chose.

A ce propos on pourrait préciser un point et procéder à un rappel à l'adresse de ceux qui se livrent volontiers à des amalgames ou

des comparaisons foireuses entre la Libye et l'Afghanistan ou l'Irak pour justifier la position de leurs dirigeants. Ils feraient mieux de comparer ce qui peut l'être et de se souvenir que l'on avait combattu contre la présence américaine au Vietnam sans pour autant dénoncer l'aide matérielle fournie par la Chine au Viêt-minh. Une grande partie de l'artillerie lourde que Kadhafi utilise pour bombarder la population est le produit de contrats d'armements passés avec le Russie impérialiste de Poutine ou ses prédécesseurs.

Misrata et ses combattants représentent davantage la révolution et l'unité de la Libye, que Benghazi et ses dirigeants un peu trop prompts à marchander une aide de la part de l'impérialisme tranquillement retranchés à l'abri dans leur bastion.

J'ai visualisé rapidement les infos en bref des deux mois qui viennent de s'écouler, dès le 18 mars Reuters annonçait que Misrata était le "*dernier bastion rebelle dans l'ouest de la Libye*", et finalement ce n'est qu'à partir de cette date qui a correspondu avec l'intensification des combats dans cette ville qu'on a commencé à avoir des informations plus substantielles sur ce qui s'y passait vraiment, en fait depuis à peine deux semaines. Il a fallu que les villes portuaires de Ras Lanouf, Brega et Adjabia soient reprises par Kadhafi pour que les médias se penchent davantage sur Misrata, eh oui nous sommes largement dépendants des médias pour nous faire notre propre opinion sur l'évolution de la situation, comme tout le monde d'ailleurs !

J'avais imaginé en fonction des informations en ma possession qu'il était préférable pour les insurgés d'abandonner Misrata et de se concentrer sur Benghazi, et dans la foulée d'accepter l'idée d'une partition de la Libye, maintenant au regard de l'ensemble de ces éléments, il vaut mieux les encourager à tenir à Misrata et à poursuivre le combat dans la perspective de libérer la totalité du pays de l'emprise du dictateur. Et s'ils peuvent obtenir des armes ou une aide matérielle de l'Egypte, de la Tunisie ou d'ailleurs qu'ils les acceptent et conduisent leur révolution jusqu'à la chute de Kadhafi. On ne gagne pas une guerre civile avec des si ou des principes, mais avec des armes !

En ce qui concerne le CNT et la coalition impérialiste qui bombardent l'artillerie lourde de Kadhafi ou ses bases militaires, si vous avez lu comme moi les nombreux articles que j'ai mis en ligne chaque semaine sur le développement de la situation en Libye, vous avez pu constater que les insurgés étaient très critiques envers le CNT et qu'ils étaient résolument anti-impérialistes, pas question pour eux de livrer clés en main la Libye à Sarkozy, Cameron ou Obama, à défaut de pouvoir faire autrement, faisons-leur confiance.

En conclusion, nous renouvelons notre soutien inconditionnel au peuple libyen et aux combattants révolutionnaires de Nalout à Tobrouk en passant par Misrata.

Politique.

1- France

Benoît Hamon, porte-parole du PS, a indiqué mardi, sur le ton de la plaisanterie, que DSK ne pouvait venir manifester le 1er mai, le jour de la fête du Travail, "*car les statuts du FMI lui interdisent*". (lexpress.fr 26.04)

Strauss-Kahn a choisi ouvertement son camp et c'est très bien ainsi. Ce qui n'est pas le cas du PS qui tente de perpétuer l'illusion qu'il serait un parti ouvrier.

2- Libye

2.1- Les troupes de Mouammar Kadhafi ont bombardé mardi la zone portuaire de Misrata pour tenter de priver les rebelles qui défendent la ville de leur seul lien avec le monde extérieur, selon des habitants et des insurgés.

Abdelsalam, porte-parole des rebelles, a déclaré que ceux-ci semblaient avoir refoulé leurs adversaires après des affrontements intenses ayant fait au moins trois morts et dix blessés. Un raid aérien de l'Otan les y a aidés, a-t-il dit.

Dans l'extrême ouest de la Libye, l'armée de Kadhafi bombarde des villes berbères qui se sont soulevées dès février contre le régime, dans la région des Montagnes de l'Ouest.

"*Notre ville est constamment bombardée par les troupes de Kadhafi. Elles ont recours à tous les moyens. Tout le monde fuit*", a déclaré un réfugié, Imad, qui évacuait sa famille de la région. (Reuters 26.04)

2.2- Les rues de la capitale libyenne Tripoli sont calmes et les marchés peu animés, mais cette tranquillité masque une tension qui monte à mesure que les files d'attente s'allongent aux abords des stations-service.

Des échauffourées ont éclaté dans certaines stations, comme l'ont rapporté certains habitants. Des centaines de voitures attendent, klaxonnent périodiquement, bloquant les rues. Un habitant a dit avoir fait la queue toute la journée de lundi, tout ça

pour apprendre, avant que son tour n'arrive, que les pompes étaient désormais à sec.

"*Je suis ici depuis trois jours. Je dors ici, me réveille ici, en attendant que mon tour arrive*", confie un autre habitant, Mohamed al Marini, qui n'est plus qu'à quelques voitures de la pompe. "*J'ai essayé d'autres stations-service mais elles étaient à sec. J'ai pensé que celle-ci était mieux organisée.*"

Le pouvoir libyen a diminué le prix de l'essence, qui est passé de 0,2 dinar (0,17 dollar) le litre à 0,15 dinar le litre au début des manifestations contre Mouammar Kadhafi, en février. Malgré cette mesure, la colère gronde parmi les habitants face aux pénuries, alors même qu'avant la guerre, la Libye produisait à elle seule 2% du pétrole extrait dans le monde entier.

Avant le conflit, la Libye devait importer de l'essence, sa propre capacité de raffinage ne suffisant pas pour sa consommation intérieure. Maintenant que la raffinerie de Tobrouk, en Cyrénaïque, est aux mains des insurgés, et que celle de Ras Lanouf se trouve sur la ligne de front, Kadhafi dépend pour l'essentiel de celle de Zaouïah pour approvisionner l'ouest du pays, tenu en grande partie par le régime. Cette raffinerie a une capacité de 120.000 litres par jour.

Les sanctions des Nations unies, qui interdisent toute transaction avec la société libyenne des pétroles, compliquent un peu plus la tâche du pouvoir.

Les pétroliers acheminant du carburant sont refoulés par les bâtiments de guerre de l'Otan qui font appliquer les sanctions, déclarent les autorités libyennes.

Le régime libyen contourne les sanctions en faisant livrer de l'essence à la Tunisie, d'où elle est transférée vers la Libye par des navires libyens. Tripoli exploite ainsi une faille dans le régime des sanctions qui permet aux sociétés libyennes ne figurant pas sur une liste des Nations unies de firmes interdites de procéder à des achats.

Malgré cela, la quantité de carburant qui parvient aux régions sous le contrôle de Kadhafi est relativement faible. "*Des retards sont constatés du fait du blocus maritime et cela affecte négativement la vie des populations civiles*", déclare à Reuters Moussa Ibrahim, porte-parole du gouvernement. (Reuters 26.04)

3- Syrie

3.1- Des membres de l'opposition syrienne, réunis mardi à Istanbul, ont demandé à la communauté internationale de les aider à convaincre le président Bachar al Assad de mettre fin à la répression brutale du soulèvement populaire en cours dans son pays.

Les violences se sont intensifiées ces derniers jours avec le déploiement de l'armée à Deraa, berceau de l'insurrection, mais des membres de l'opposition vivant en exil se réjouissent d'informations faisant état de dissensions au sein de l'armée.

"*Il semble que Bachar al Assad ait pris la décision stratégique d'écraser un mouvement non violent en Syrie en ordonnant à son frère, Maher al Assad, de donner l'assaut à Deraa*", a dit Anas Abdah, président du Mouvement pour la Justice et le Développement, basé en Grande-Bretagne.

Maher, considéré comme le personnage le plus puissant en Syrie après le président, commande la Quatrième Division, équivalent des forces spéciales dans l'armée syrienne.

Anas Abdah a fait état d'informations selon lesquelles dans une autre division, des officiers, allant du capitaine au général, auraient tenté d'empêcher la Quatrième Division d'entrer dans la ville.

"*Nous disposons d'informations selon lesquelles certains éléments de la Cinquième Division de répondent pas de la manière dont Bachar et Maher le souhaiteraient et se rangent aux côtés du peuple*", a dit Abdah.

La Cinquième Division est basée dans le sud de la Syrie, dans une plaine surplombée par le plateau du Golan, occupé par Israël. Elle compte dans ses rangs de nombreux sunnites.

Depuis un demi-siècle, le pouvoir et l'état-major de l'armée sont dominés en Syrie par la minorité alaouite, une branche du chiisme, mais les hommes du rang sont en majorité sunnites.

"*L'armée syrienne est une armée nationale. Elle finira par se ranger aux côtés de la population*", prédit Rabhan Ramadan, un Kurde syrien basé en Autriche et travaille avec la Fondation Haitan Maleh, mouvement des droits de l'homme basé à Bruxelles.

Anas Abdah a précisé qu'il se trouvait à Istanbul, lui, en tant que représentant des signataires de la Déclaration de Damas de 2005, instance regroupant l'opposition syrienne et qui dispose d'un programme de réformes économiques et politiques.

Il a néanmoins souligné que si les civils devaient continuer d'être pris pour cibles par le régime syrien, parler de réformes n'aurait aucun sens.

Selon ses informations, un soldat au moins a été exécuté pour avoir refusé de tirer sur des civils à Deraa et certains officiers et soldats auraient fui en Jordanie pour y demander asile. (Reuters 26.04)

3.2- Les forces de sécurité syriennes se sont déployées mardi autour de la ville côtière de Banias, en vue d'une opération possible contre des manifestants, dont 2 à 3.000 scandaient des slogans pour le renversement du régime, a rapporté un militant. 20 civils ont été tués depuis le déploiement de l'armée lundi à Deraa ainsi que dans deux faubourgs contestataires de Damas.

Plus de 2.000 policiers en tenues de combat ont également pris position à Douma, faubourg du nord de Damas, avec des camions équipés de mitrailleuses lourdes, a rapporté un témoin. Les forces de sécurité avaient commencé lundi à se déployer dans ce faubourg et celui de Mouadhami, selon des militants.

Rappel. Environ 30.000 personnes avaient été tuées à Hama en 1982.

Les pays arabes, prompts à critiquer la répression des insurgés en Libye, ont gardé le silence sur la Syrie alors que le bilan de plus de cinq semaines de troubles y dépasse 400 morts, selon l'organisation syrienne des droits de l'homme Saouassiah.

Les critiques occidentales sont restées discrètes, en partie de crainte qu'un effondrement de la minorité alaouite au pouvoir déclenche un conflit interconfessionnel dans ce pays à dominante sunnite, mais aussi parce que Washington espérait que la Syrie s'éloignerait de son allié iranien et s'acheminerait vers un accord de paix avec Israël.

Ali Al Atassi, un militant dont le père a été détenu pendant 22 ans sous le régime de Hafez al Assad, estime qu'"*un autre Hama*" n'est pas possible. "*A l'époque, le monde n'avait pas vu une seule image de cadavre, mais hier toutes les photos ont été mises en ligne quelques heures seulement après l'entrée des chars dans Deraa. Ce régime ne comprend pas que le monde a changé, que la région arabe a changé et que le peuple syrien a changé*", dit-il.

Des images diffusées ces derniers jours sur internet par des manifestants montrent des militaires tirant sur des foules non armées. (Reuters et libearation.fr 26.04)

4- Mauritanie.

Des dizaines de jeunes ont organisé mardi un sit-in devant le siège de la police à Nouakchott, en Mauritanie, pour demander la libération de 20 manifestants arrêtés la veille. Lire la suite l'article

Les jeunes protestataires ont scandé "liberté pour nos amis" avant de se disperser sans incident.

La police mauritanienne a arrêté 20 personnes lundi après une manifestation dans la capitale contre le régime du président Mohamed Ould Abdel Aziz.

La Mauritanie est le théâtre de manifestations depuis que des étudiants ont organisé fin février un sit-in pour demander des réformes politiques et le départ du président. (AP 26.04)

Social

1- France

1.1- Ces entreprises qui conduisent leurs salariés au suicide, suite.

Un salarié de France Télécom-Orange âgé de 57 ans s'est suicidé, mardi 26 avril au matin, en s'immolant par le feu sur le parking d'un des sites de l'entreprise situé à Mérignac, près de Bordeaux. Cliquez-ici !

"*Les secours arrivés sur place n'ont pu que constater le décès de ce salarié*", a précisé la direction du groupe, ajoutant avoir mis en place une cellule psychologique. Arrivée sur place en fin d'après-midi, la directrice exécutive d'Orange France, Delphine Ernotte, a assuré qu'"*une enquête sera[it] diligentée*" sur le suicide du salarié, "*en toute transparence avec les partenaires sociaux*".

L'homme qui s'est suicidé était père de quatre enfants. Il était représentant du personnel pour la CFDT et préventeur, c'est-à-dire chargé des conditions de travail, de l'hygiène et de la sécurité, depuis plusieurs années.

"*L'ensemble du personnel est complètement submergé d'émotion, a indiqué Sébastien Crozier, responsable syndical (CFE-CGC - UNSA) à France Telecom. C'est l'horreur absolue.*" Selon lui, le salarié "*avait été très affectée par la période de redéploiement, de suppression d'emploi*" mise en place par l'ancien directeur du groupe Didier Lombard.

Cette politique de modernisation à marche forcée s'est notamment traduite par la suppression de seize mille emplois entre 2006 et 2008 et des mobilités contraintes. "*Fonctionnaire à France Télécom depuis trente ans, il a changé souvent de poste, a indiqué François Deschamps, responsable CFE-CGC - UNSA de la région Sud-Ouest. Cette mobilité imposée lui avait fait vendre sa maison, il avait écrit à plusieurs reprises à sa direction et il n'avait pas eu de réponse à ma connaissance*."

D'autres syndicats ont fait part de leur tristesse après ce suicide. "*C'est un drame*", a déclaré Pierre Dubois de la CFDT. La CGT a indiqué, de son côté, que ce suicide était "*la démonstration que tout n'est pas réglé à France Télécom*".

Ce suicide ravive en effet une plaie chez les salariés du groupe : le suicide de treize salariés en 2008 puis de dix-neuf en 2009, avait déclenché une importante crise sociale au sein de l'entreprise en 2009. Le système de management avait notamment été mis en cause, et Didier Lombard, PDG depuis 2005, montré du doigt. Il avait eu la maladresse d'évoquer une "*mode du suicide*", au plus fort de la controverse. Depuis, ce dernier a cédé les rênes opérationnelles du groupe, le 1er mars 2010, à l'actuel directeur général, Stéphane Richard, avant d'annoncer son départ définitif de l'entreprise en février 2011.

"*Peut-on toujours détecter quelqu'un en période de fébrilité dans une entreprise de cent mille salariés. Peut-on être infaillible ? La preuve que non*", a reconnu mardi la directrice exécutive, tout en affirmant que "*toute la lumière, pour autant qu'on puisse la faire, sera[it] faite. (...) Si ce drame devait renforcer quelque chose, c'est notre détermination qu'il faut poursuivre dans la voie engagée avec Stéphane Richard et continuer cette reconstruction*."

Selon un décompte de l'Observatoire du stress et des mobilités forcées, créé à l'initiative de deux syndicats du groupe (SUD et la CFE-CGC - UNSA), on a encore déploré un suicide en 2011, survenu en janvier au domicile d'un salarié, et vingt-sept suicides et seize tentatives en 2010. Des chiffres que ne confirme pas la direction, qui dit ne pas vouloir établir de "*comptabilité macabre*". (lemonde.fr 26.04)

1.2- Travailler plus pour vivre plus mal.

L'OCDE dans un rapport se félicite qu'en France à "*plus de 76%, le taux d'emploi des femmes de 25 à 54 ans dépasse aussi celui de nombreux autres pays*" et d'ajouter plus loin "*qu'un adolescent sur quatre vit avec un seul parent ou dans une famille recomposée.*" (lefigaro.fr 26.04)

Il pourrait aussi se féliciter du fait qu'un grand nombre de femmes sont obligées de travailler pour faire vivre leur famille car le salaire de leur compagnon ne suffit, et qu'en conséquence, les deux parents travaillant aucun n'a le temps de s'occuper réellement du foyer et des enfants qui sont livrés à eux-mêmes, à leur société malsaine et en pleine décomposition.

On devrait proposer qu'à partir du moment où un enfant naît dans un couple, l'homme ou la femme ait le droit de ne pas travailler et de bénéficier de l'équivalent du Smic pour s'en occuper jusqu'à sa majorité. Cela permettrait de régler ou d'apaiser certaines tensions dans le couple dues à la vie infernale liée au fait que les deux travaillent, de pouvoir mieux assurer l'éducation de leurs enfants et d'accompagner leur découverte progressive de la société et du monde, enfin cela résoudrait immédiatement la question du chômage en libérant des millions d'emplois.

Mais seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait mettre en oeuvre une telle mesure qui n'aurait évidemment aucun caractère coercitif, ce serait au couple de décider celui ou celle qui cesserait de travailler pour élever les enfants, ce qui lui laisserait suffisamment de temps à côté pour se livrer aux activités de son choix afin de participer à la société tout en s'épanouissant. On pourrait aussi imaginer qu'ils pourraient inverser les rôles, que la femme pourrait commencer par s'occuper de ses enfants quand ils sont en bas âge et qu'ensuite l'homme prenne la relève ou pourquoi pas l'inverse.

2- Tunisie

Le premier ministre tunisien Béji Caïd Essebsi a lancé mardi "*un cri d'alarme*" face à la persistance des troubles sociaux qui entravent le redressement de la situation économique, un peu plus de trois mois après le soulèvement populaire qui a fait chuter le régime Ben Ali.

"*Tous les jours il y a des sit-in et des manifestations, ce qui n'est pas pour encourager les investisseurs étrangers qui ne viendront que si la sécurité est instaurée*", a-t-il déploré lors d'une conférence de presse.

Et de dénoncer "*les abus dans le comportement des citoyens*", notant que le gouvernement préfère ne pas recourir à la force pour y faire face.

"*Pour un oui pour un non, des manifestants bloquent des routes et des voies de chemins de fer*", s'est-il exclamé, en recensant 110 actions de ce type.

"*La révolution n'est pas la démocratie, mais une porte ouverte sur la démocratie*", a-t-il ajouté, soulignant l'impératif de faire réussir la transition démocratique en Tunisie "*car le monde nous regarde*". (AP 26.04)

Economie

1- Russie.

Qui pourrait imaginer que le premier producteur mondial de pétrole souffre de pénurie d'essence ? C'est pourtant le triste sort que connaît la Russie ces derniers jours. Dans l'Altaï, au sud de la Sibérie, les stations-service délivrent le carburant au compte-gouttes. Le réseau local du géant Rosneft le réserve à certains clients pour une quantité ne dépassant pas 20 litres. Certains pompistes indépendants ont fermé boutique, d'autres affichent des prix en hausse de 20 %. Des phénomènes similaires sont recensés à Saint-Pétersbourg, Voronej, Nijni Novgorod ou Sakhaline, réputée pour ses réserves pétrolières.

Vendre de l'essence aux automobilistes russes n'est pas assez rentable. Cet hiver, Vladimir Poutine avait ordonné aux compagnies de baisser les prix à la pompe. Mais Loukoïl et TNK-BP savent très bien compter : avec un brent à 123 dollars, mieux vaut exporter son pétrole que de remplir les réservoirs de Lada à des prix administrés. Face à la colère montante des automobilistes, l'autorité de la concurrence menace de poursuivre les pétroliers. Mais ces derniers ont appris à ne plus craindre les rodomontades du gouvernement. Mardi, ils juraient de leur innocence, tout en espérant que l'État passera à la caisse avant eux. (lefigaro.fr 26.04)

2- Grande-Bretagne

Le Royaume-Uni envisage de supprimer la date de péremption qui figure sur les emballages de certains produits alimentaires comme les pâtes, les céréales, le pain. Une mesure radicale, inspirée par une étude réalisée en 2008 et dont les résultats sont choquants. Chaque année, un tiers des aliments achetés par les Britanniques finirait à la poubelle. L'étude évalue ainsi à sept millions de tonnes environ le poids des aliments gaspillés. Et selon les experts 60% des ces aliments (4,1 millions de tonnes) auraient pu être consommés si les ménages avaient mieux géré le contenu de leurs réfrigérateurs et placards.

Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) qui a réalisé une enquête sur le contenu des poubelles de cuisine des Français, nous jetterions chaque année et par personne, 7 kg d'aliments dont l'emballage n'a même pas été ouvert. Si l'on y ajoute les restes laissés dans les assiettes à la fin des repas, le poids d'aliments gaspillés atteint 20 kg par personne. (lefigaro.fr 26.04)

Cet article était réservé aux lecteurs privilégiés du Figaro !

Chez nous, nous ne jetons rien ou exceptionnellement cela va au chien. Chez mes parents quand j'étais gosse non plus, le pain dur servait à faire de la panade ou ma mère le mettait dans le bouillon du pot-au-feu qui était servi en guise de soupe le soir l'hiver. Alors jeter des aliments, impensable, c'est une mauvaise habitude de nantis. Par contre quand je vivais en couple avec mon ex-compagne et qu'on était très à l'aise financièrement, qu'est-ce qu'on jetait, du pain très souvent.

Autant dire que depuis que je vis en Inde, on ne jette absolument rien, même l'intérieur des sacs plastiques dans lesquels est vendu le lait sont rincés pour récupérer les dernières gouttes, c'est un truc de Magueswary dont la famille a connu la misère. Quant à jeter un paquet de pâtes parce que la date de péremption est dépassée, il faut être sacrément con ou plein de tunes et s'en foutre !

3- Etats-Unis.

Ford Motor a publié mardi son meilleur bénéfice au premier trimestre depuis 13 ans, 2,55 milliards de dollars, porté par des ventes solides aux Etats-Unis et par la demande de véhicules moins gourmands en carburant. (Reuters 26.04)

4- Grèce.

Le déficit public de la Grèce se révèle plus lourd qu'attendu: il a atteint 10,5% de son PIB l'an dernier, selon les chiffres annoncés mardi Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Selon Eurostat, la dette grecque a atteint 142,8% du PIB, le niveau le plus élevé de la zone euro. (AP 26.04)

Haut de page

Le 28 avril

Un lien sur la situation en Syrie hier, en anglais et traduit en français : http://video.liberation.fr/video/iLyROoafzp_q.html

Je rajoute à la causerie du jour les notes que j'ai prises hier soir en regardant les infos sur TV5Monde Asie.

Un journaliste du journal Le Monde d'origine algérienne a disparu en Syrie depuis le 9 avril. Par aileurs, 10 journalistes de nationalités différentes et travaillant pour différents médias ont également disparu. Doit-on attendre qu'*Informations ouvrières* daigne bien vouloir en parler pour fournir cette info ou qu'Assad, Sarkozy ou Obama nous y autorise ?

Ce qui suit est édifiant et sans appel, âmes sensibles ou esprits fragiles s'abtenir !

Le POI ou le comble de la désinformation ouvrière.

Notes de lecture du n°146 d'*Informations ouvrières* paru hier.

Syrie.

Vous avez pu lire dans les dernières infos en bref que le régime barbare d'Assad avait déjà massacré plus de 400 opposants manifestant sans armes. Voici au même moment ce qu'écrit le POI en page 7 du numéro 146 d'*Informations ouvrières* paru le mercredi 27 avril 2011 :

"*Violents affrontements en Syrie. Selon la presse, plusieurs dizaines de morts auraient été dénombrés à la suite de la répression de manifestations dans plusieurs villes de Syrie. Le président Obama a dénoncé cette répression et appelé le président Bachar el-Assad à « écouter son peuple ». Le régime syrien, en réponse, dénonce la manipulation par des officines étrangères de groupes de manifestants.*"

Lemonde.fr titrait le même jour, mercredi 27 avril : "*Syrie: plus de 450 personnes ont été tuées depuis le 15 mars*"

Et ils osent employer le conditionnel, alors que plus de 400 manifestants ont été lâchement assassinés par le régime syrien en non une dizaine. Nous sommes scandalisés, indignés à la lecture de cet article d'*Informations ouvrières*. Plus léger ou pourri encore selon notre humeur et notre sens de la rigueur journalistique et militant, ils donnent la parole à Obama et au boucher Assad, pas un seul mot pour contredire ses infâmes allégations ! Assad ou la parole du prophète !

Pour rappel, la première manifestation a eu lieu dans la capitale syrienne, Damas, le 14 mars, soit un mois et 12 jours plus tôt, et les 5 premiers morts abattus par la police lors d'une manifestation à Deraa remontent au 18 mars. Bien entendu le POI a gardé soigneusement le silence à la suite de ces événements.

Attention, ces gens-là ne doutent de rien, rien ne les arrête, ce sont des professionnels de la manipulation en tous genres, ils rivalisent avec les médias aux ordres ou les staliniens dans ce domaine, ils ont osé écrire dans la même page "*Depuis plusieurs jours, la Côte d'Ivoire semble avoir disparu des médias*", comme la Syrie continue à être absente d'*Informations ouvrières* depuis le 14 mars, puisqu'on ne peut pas sérieusement assimiler les trois lignes reproduites plus haut à un article. Des infos censurées, tronquées, approximatives, frelatées : des bricoleurs, des amateurs, des charlatans quoi !

Et ne leur cherchez pas des excuses, ils n'en ont absolument aucune, aucune, imaginez un instant qu'à moi tout seul, je fais mieux le boulot que toute la rédaction de ce journal composé uniquement de dirigeants expérimentés. Non, ils savent parfaitement ce qu'ils font, ce qu'ils écrivent ou pas et pourquoi, vous non !

Rappel.

- Plus de 120 personnes ont été tuées et 5.000 autres blessées depuis le début des manifestations le 11 février. (AP 05.04)

- En 1982 à Hama, dans le centre du pays, la répression s'était soldée par 30.000 morts. (Reuters 17.04)

Au POI, ils doivent attendre qu'il y ait des dizaines de milliers de morts en Syrie pour oser en parler, condamner le régime d'Assad c'est autre chose apparemment, ils y mettent des réserves apparemment. Et après ils osent dénoncer l'absence de prises de position d'autres partis sur telle ou telle question, mais messieurs les philistins commencez par balayer devant votre porte !

Question : Pour qui roule le POI ? Nous plaignons sincèrement les militants de ce parti. Nous les invitons à se poser de sérieuses questions sur l'ensemble des engagements politiques ou des positions défendues par leur parti, un grand nettoyage s'impose !

Libye.

Une revue de presse bâclée en guise d'analyse, l'incurie intellectuelle des dirigeants du POI s'étale au grand jour un peu plus chaque semaine dans leur journal.

Par contre, ils ont relevé le "*coût financier*" des bombardements qui ne viseraient pas l'artillerie de Kadhafi mais "*tuent chaque jour des civils libyens*", ils préfèreraient sans doute au POI que Kadhafi ait les mains libres pour bombarder encore plus massivement la population de toutes les villes de l'est de la Libye qui échappent à son contrôle. Et par conséquent qu'il reste au pouvoir !

Pire encore, en attendant que Kadhafi noient la révolution dans un grand bain de sang qui soulagera les dirigeants du POI, ils écrivent "*A côté du « coût » humain, c'est-à-dire le nombre de morts tués par les bombardements*" suit leur coût matériel en euros, les morts dus à la coalition impérialiste pas à Kadhafi, vous avez déjà vu le brave colonel toucher à un seul cheveu de ces sujets, alors pensez donc, lui bombarder, massacrer son peuple, mais qui vous a raconté cette fable, ils matent des "terroristes", des membres d'"Al-Qaïda", comme Assad en Syrie et Saleh au Yémen. Nauséabond décidément le POI, ils ont touché le fond, on ne voulait pas y croire, tant pis !

Rappel.

- En 1996, 1.200 prisonniers y étaient massacrés par les forces de sécurités libyennes en représailles d'une révolte de Benghazi contre le régime de Kadhafi. (slateafrique.com 27.04)

Yémen.

Le contenu de leur article est en retard sur les infos transmises par les agences de presse d'avant-hier, mieux si vous avez lu les infos en bref d'hier vous constaterez que le POI passe sous silence la foule scandant son opposition à l'accord concocté par le Conseil de coopération du Golfe sous l'égide de Washington, mieux elle rejetait farouchement l'idée que le président Saleh pourrait quitter le pouvoir tranquillement sans être ensuite jugé pour ses crimes. Etrangement encore une fois, c'est la voie la plus radicale qui s'est exprimée lors des dernières manifestations qui passe à la trappe. Vérifions tout cela immédiatement.

Voici ce qui est écrit page 7 du n°146 d'IO :

- "*Il semblerait que le gouvernement Saleh aurait donné son accord, ainsi que deux des principaux partis d'opposition, le Parti socialiste et le parti islamiste.*"

Voici maintenant un extrait d'un article lemonde.fr daté du 28 mais qui évoque les manifestations des jours précédents :

- "*Lundi, le porte-parole de l'opposition yéménite avait annoncé avoir donné son accord au plan proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui prévoit un départ d'ici quelques semaines du président Saleh. En principe, le pouvoir et le Front commun (une coalition de l'opposition parlementaire) devaient se rencontrer ce mercredi à Riyad pour signer cet accord sur une transition du pouvoir. Mais la date de signature semble désormais incertaine : un responsable du CCG (qui regroupe les monarchies de la région) a indiqué qu'elle interviendrait lundi 2 mai. Afin de "compléter les dispositions pour l'adoption de [leur] initiative", les ministres des affaires étrangères du CCG doivent se réunir dimanche à Riyad.*

C'est contre ce plan de sortie de crise que protestaient justement les manifestants, mercredi, comme ils l'avaient fait ces derniers jours, alors sans incident."

C'est ce qu'on appelle se faire prendre en flagrant délit de manipulation de ses lecteurs et militants.

Ce n'est pas fini, il manquait la cerise sur le gâteau, le comble de l'indécence, cet honneur qu'on ne lui enviera pas revient à Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI, qui en page 15, page consacrée à la commémoration de la Commune de Paris, les communards tombés au champ d'honneur de la révolution prolétarienne vont se retourner dans leurs tombes, il a osé écrire :

"*Je me souviens de l'intervention d'un camarade au bureau national du POI du 12 mars 2011 :* « Combattre l'intervention militaire en Libye, c'est bien, mais qu'est-ce que nous proposons pour défendre le peuple libyen contre toutes les agressions dont il fait l'objet ? » *Dombrowski lui aurait sans doute répondu instinctivement :* « Un peuple opprimé, un peuple en danger… il faut le défendre en le rejoignant et en se battant à ses côtés… Rien n'est plus urgent…».

Cette tradition du mouvement social, après son apogée avec les Brigades internationales de la guerre d'Espagne, se perd, et c'est bien dommage."

Ce n'est pas seulement le "*mouvement social*" qui est dans un état déplorable, mais aussi l'avant-garde de la classe ouvrière, dont on a peine à croire que des opposants à la révolution pourraient en faire partie ou la représenter, et rectifions, il s'agissait d'un mouvement politique et social en 36 en Espagne, car la décision d'exproprier les capitalistes était et demeure une décision politique, une question qui ne peut être réglée que sur le plan politique, car elle touche aux fondements de l'ensemble des rapports sur lesquels repose la société ; la révolution n'est décidément pas la tasse de thé de P. Jeanneney (Je ne suis pas pour le Grand soir, note Pierre Jeanneney - interview du 4 avril 2007), et que le POI lui confie la tâche de rédiger un article sur la Commune de Paris est plus qu'un symbole, cela ne fait que traduire la nature politique petite-bourgeoise de ce parti et conforte au passage notre analyse sur le POI.

Ce constat navrant est davantage le résultat de l'impuissance ou de l'incapacité des dirigeants du POI de définir une position correcte sur la question de la révolution libyenne, car il y avait peut-être une position intermédiaire ou plus nuancée à adopter entre soutenir ou condamner le bombardement de l'artillerie lourde de Kadhafi. "*qu'est-ce que (le POI propose) pour défendre le peuple libyen contre toutes les agressions dont il fait l'objet ?*", rien camarades et c'est bien triste, du vent, une pétition qui partira à la poubelle comme des milliers d'autres dans le passé.

Pire encore, en montant au créneau pour condamner le bombardement des forces de Kadhafi, vous vous mettez à dos une bonne partie des travailleurs qui se placent spontanément au côté des révolutionnaires libyens, votre discours est incompréhensif et contre-productif, car même si vous insistez sur l'hypocrisie de Sarkozy, les travailleurs jugeront qu'il est préférable que le locataire du Palais bombarde Kadhafi que les révolutionnaires libyens, c'est ainsi et vous n'y pouvez rien, il suffit d'être en phase avec l'état d'esprit de la classe ouvrière ou de connaître un tant soit peu comment cela fonctionne dans sa tête pour le comprendre immédiatement, ce qui n'est apparemment pas le cas des dirigeants du POI.

A l'opposé, il était possible de se saisir de la révolution libyenne sur le plan de l'agitation politique en brandissant la nécessité pour la classe ouvrière de se rassembler et de se dresser pour conquérir elle aussi sa liberté, c'est-à-dire le droit politique de décider quelle politique économique et sociale devait être mise en oeuvre dans le pays pour satisfaire ses besoins ou aspirations. C'était et cela demeure tout à fait possible. Pourquoi plutôt sur le plan de l'agitation plutôt que celui de la propagande, parce que c'était plus simple pour aborder et mobiliser les travailleurs et les militants au côté des masses libyennes, ensuite seulement on pouvait entrer dans les détails et expliquer en quoi la tactique de l'impérialisme intervenant en Libye était à double tranchant, car en dernier ressort, c'est le peuple libyen qui décidera de son avenir et personne d'autres à sa place.

Mais pour tenir ce genre de discours, voyez-vous il faut avoir confiance dans les masses libyennes, se placer résolument à leur côté, ne pas craindre éventuellement une nouvelle défaite, il faut aussi considérer qu'il existe en France des pans entiers de la classe ouvrière qui sont prêts à entendre ce genre de discours. Or dans les deux cas, les dirigeants du POI pensent autrement ou le contraire, ils estiment que le sort des masses libyennes est joué d'avance, et en France qu'il n'y a pas de couches entières du prolétariat qui seraient sur le point de rompre avec le capitalisme et les institutions, ce qui est normal de leur part puisque le seul outil qui leur sert à le mesurer ce sont les syndicalistes, qui comme disait Trotsky sont toujours à la droite du parti, donc pas franchement l'avant-garde de la classe ouvrière, malgré les apparences trompeuses en période de réaction sur toute la ligne.

On arrêtera là, car on est au bord de l'asphyxie !

Et nous qui avions tant espéré pouvoir soutenir un parti, le POI de préférence, qui l'avons soutenu à plusieurs reprises, là avec la meilleure volonté du monde c'est franchement impossible et cela risque de l'être de plus en plus rarement dans l'avenir vue la tournure que prend ce parti.

Politique.

1- Syrie

1.1- Selon le militant des droits de l'homme Mustafa Osso, citant des témoins, des troupes supplémentaires sont arrivées tôt mercredi à Deraa.

«*Des chars circulent à Deraa, des hommes armés font des descentes dans des maisons et tuent les hommes (…). C'est un massacre*», a déclaré un Syrien bloqué au poste de Ramtha, à la frontière entre la Jordanie et la Syrie.

Des témoins et militants des droits de l'homme ont également rapporté que des chars étaient déployés à Douma, dans la banlieue de Damas, et dans la ville côtière de Banias, théâtre d'importantes manifestations ces dernières semaines.

A Douma, les forces de sécurité menaient également une opération de ratissage, munies d'une liste de personnes

recherchées, arrêtant leurs proches si elles ne les trouvaient pas, a raconté un habitant.

Dans la ville côtière de Lattaquié, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles sur des manifestants dans un quartier pauvre près du camp de réfugiés palestiniens d'Al-Ramel, selon un militant. Quatre personnes ont été blessées et plusieurs autres arrêtées, a-t-il ajouté. (AP et liberation.fr 27.04)

1.2- Deux cents membres du parti Baas au pouvoir en Syrie ont démissionné dans la province de Deraa et les régions voisines pour dénoncer la répression des manifestations antigouvernementales dans cette ville du Sud.

Quitter le parti Baas au pouvoir depuis 1963 était un geste impensable avant les manifestations démocratiques qui ont débuté le 18 mars à Deraa.

Vingt-huit autres membres de la formation ont également démissionné à Banias, sur la côte, pour dénoncer "*les pratiques des forces de l'ordre à l'encontre d'honorables citoyens (...) ainsi que les actes de torture et les meurtres qu'ils ont commis*", peut-on lire dans une deuxième déclaration transmise à Reuters.

La répression menée par le régime syrien depuis le début de la contestation à la mi-mars a fait plus de 400 morts, dont 120 au cours du dernier week-end, selon les organisations syriennes de défense des droits de l'homme. Le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, Rami Abdul-Rahman, a déclaré que 451 civils et plus de 50 soldats avaient été tués. (Reuters 27.04)

2- Libye

Les forces du colonel Mouammar Kadhafi poursuivent le bombardement de la ville libyenne de Zenten, selon un porte-parole des rebelles.

Une vingtaine de roquettes Grad ont été tirées sur la ville, cible depuis plusieurs jours de bombardements loyalistes, selon des témoignages d'habitants. De nombreuses familles fuient la ville vers l'ouest, en direction de la Tunisie.

Cible mardi d'un bombardement meurtrier des forces du régime, le port de Misrata, situé à douze kilomètres à l'est de la ville, est repassé sous le contrôle des rebelles. Le port de Misrata est essentiel pour ravitailler la ville assiégée depuis deux mois.

La ville reste néanmoins encerclée par l'armée à l'est, au sud et à l'ouest, la seule voie de ravitaillement étant la mer. (lefigaro.fr 27.04)

3- Yémen

La médiation menée ces derniers jours au Yémen par les monarchies du Golfe semblait augurer d'une prochaine sortie de crise. Mais de nouvelles manifestations, mercredi 27 avril, ont été violemment réprimées par le régime : douze personnes, selon un nouveau bilan médical, ont été tuées par balle lorsque les forces de l'ordre ont tiré pour disperser la foule rassemblée à Sanaa, la capitale. Et au moins 130 autres protestataires ont été blessés par des tirs, dont dix se trouvent dans un état grave.

A Aden, dans le sud du pays, des heurts ont également opposé les forces de sécurité à des manifestants armés qui avaient proclamé une journée de '*désobéissance civile*'. Des policiers ont tiré sur des manifestants hostiles au président Saleh qui bloquaient des routes à l'aide de blocs de pierres, tuant un manifestant et en blessant trois autres. La riposte des manifestants a fait deux morts parmi les policiers, selon des sources des forces de l'ordre et médicales.

Lundi, le porte-parole de l'opposition yéménite avait annoncé avoir donné son accord au plan proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui prévoit un départ d'ici quelques semaines du président Saleh. En principe, le pouvoir et le Front commun (une coalition de l'opposition parlementaire) devaient se rencontrer ce mercredi à Riyad pour signer cet accord sur une transition du pouvoir. Mais la date de signature semble désormais incertaine : un responsable du CCG (qui regroupe les monarchies de la région) a indiqué qu'elle interviendrait lundi 2 mai. Afin de "*compléter les dispositions pour l'adoption de [leur] initiative*", les ministres des affaires étrangères du CCG doivent se réunir dimanche à Riyad.

C'est contre ce plan de sortie de crise que protestaient justement les manifestants, mercredi, comme ils l'avaient fait ces derniers jours, alors sans incident.

Social.

France

Chômage

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi sans aucune activité même réduite (catégorie A), en France métropolitaine, a baissé de 0,8% en mars, selon les chiffres communiqués mercredi par le ministère du Travail. Mais en ajoutant les catégories B et C (personnes en activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de 0,1% en mars et de 3,8% sur un an.

Fin mars, le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établissait à 2.680.000 personnes, soit 21.100 de moins qu'en février. Les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie B (c'est-à-dire exerçant une activité réduite de 78 heures au plus dans le mois) étaient en revanche en hausse de 2% en mars. Quant à la catégorie C (activité réduite supérieure à 78 heures dans le mois), elle a progressé de 1,9%.

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus progresse de 1,2%.

En ce qui concerne le chômage de longue durée, pour les catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi a progressé de 0,4% en mars et de 12,7% sur un an.

Plus précisément, le nombre de personnes inscrites depuis plus d'un an et moins de deux ans affiche une hausse de 2,8% sur un an.

Celui des chômeurs inscrits depuis deux à trois ans est en hausse de 36,2% sur un an, tandis que pour ceux inscrits depuis plus de trois ans, la hausse est de 18,1% sur un an. (AP 27.04)

Surendettement.

Plus de dix dettes différentes, et plus de 34.000 euros de créances. Voilà ce qu'ont contracté, en moyenne, les 900.000 ménages surendettés français, selon le dernier rapport de la Banque de France.

Plus de 65% des surendettés français vivent seuls, et la moitié n'ont pas de personnes à charge.

Première conséquence de cette solitude, le loyer occupe une large part du budget. Plus de 80% des surendettés sont en effet locataire de leur logement. Pour plus d'un quart des ménages en difficulté, c'est la seule séparation familiale, indépendamment des autres facteurs, qui entraîne une difficulté de paiement et enclenche la spirale du surendettement.

Si l'on regroupe les personnes au chômage, sans profession, en invalidité ou en congés longue durée, près de la moitié des surendettés ne travaillent pas. L'autre moitié, en emploi, est composée largement d'employés et d'ouvriers.

Par ailleurs, plus de la moitié des surendettés touchent des revenus inférieurs ou égaux au Smic, et seuls 17% touchent plus de 2.000 euros nets par mois. La diminution brutale des revenus est l'autre cause majeure de surendettement. Elle est responsable de 27% des dépôts de dossiers, indépendamment de tout autre facteur.

Les tranches d'âge de 35 à 44 ans et 45 à 54 ans restent les plus représentées (respectivement 28% et 26% des surendettés en 2010). Mais leur part tend à diminuer, contrairement à celle des personnes âgées de plus de 55 ans, note la Banque de France. Seuls 13% des surendettés avaient plus de 55 ans en 2001, alors qu'ils étaient plus de 23% en 2010. Enfin, la part des personnes surendettées âgées de plus de 65 ans s'élève à près de 8% en 2010, contre 4% seulement en 2001.

Dans 95% des dossiers, les personnes surendettées ont contracté un crédit auprès d'une banque. Seuls 7% des dossiers concernent des prêts immobiliers, (pour un endettement moyen de 89.100euros), contre 91% pour les des crédits à la consommation (endettement moyen de 23.700 euros). La moitié des dossiers comportent également des découverts et des dépassements, pour un montant moyen de 1.300 euros. (20minutes.fr 27.04)

Haut de page

Le 29 avril

Trois articles suplémentaires sur la Syrie et le Maroc dans la rubrique *Documents*. Rétablissons les faits, suite.

Une dernière dépêche de Reuters datée d'hier qui confirme ce que j'ai écrit hier à propos de faits tronqués par *Informations ouvrières* sur le Yémen :

-"*Les incidents meurtriers de mercredi soir ont clôturé une journée de manifestations ayant mobilisé des dizaines de milliers de personnes.*

Beaucoup protestaient contre le plan de sortie de crise du Conseil de coopération du Golfe (CCG), approuvé par le gouvernement et l'opposition, qui laisse un mois au président Saleh pour démissionner." (Reuters 28.04

- "*Les jeunes qui campent depuis le 21 février sur la "place du Changement" à Sanaa ont manifesté ce mercredi pour dénoncer le plan du CCG, en raison de la clause accordant l'immunité au président Ali Abdallah Saleh*." (lexpress et AFP)

Donc lorsque l'on rend compte de cet accord, on se doit de préciser qu'il est rejeté par "*beaucoup*" ou la majorité des manifestants qui réclame le départ immédiat du président Saleh et qu'il soit jugé ensuite pour ses crimes, ce que ne prévoit pas cet accord dicté par Washington. Si on ne le précise pas, comment comprendre ensuite pourquoi la mobilisation ne faiblit pas ou s'intensifie au contraire ?

Notre boulot consiste tout d'abord à informer, ensuite à analyser les faits, après à définir une position ou une perspective en fonction des éléments en notre possession, enfin chacun se fait librement sa propre opinion.

Désolé, on ne part d'une position arrêtée ou d'un principe gravé dans le marbre pour voir ensuite quels faits pourraient correspondre ou conforter notre position ou principe, au détriment de ceux que l'on passe volontairement sous silence ou qu'on laisse délibérément de côté sous prétexte qu'ils nous obligeraient à revoir notre position ou modifier notre principe et que certains militants ne le comprendraient pas forcément.

A chacun sa méthode, à chacun d'en assumer les responsabilités. Que cela plaise ou non à certains militants, 30% ont déserté le site ces dernières semaines, ne nous fera pas en changer.

Politique

1- Syrie.

A Deraa, l'armée a ouvert le feu à la mitrailleuse jeudi, selon un habitant. Des tireurs embusqués ont fait une quarantaine de morts depuis l'intervention de l'armée lundi, a-t-il dit.

La répression menée par le régime syrien depuis le début de la contestation à la mi-mars a fait plus de 450 morts, dont 120 au cours du dernier week-end, selon les organisations syriennes de défense des droits de l'homme. (AP 28.04)

2- Libye.

Les forces de Moammar Kadhafi ont repris jeudi après-midi le poste-frontière de Dhiba, situé dans le nord-ouest de la Libye à la frontière avec la Tunisie, qui était sous contrôle des insurgés depuis une semaine, a rapporté l'agence officielle tunisienne TAP.

Mais, environ trois heures plus tard, le poste a été de nouveau repris par les insurgés à la suite d'intenses combats, a déclaré un témoin oculaire à l'Associated Press. (AP 28.04)

Les forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont pilonné dans la nuit de mercredi à jeudi Misrata

L'armée s'est par ailleurs emparée de Koufra, ville du Sud-Est, dans le désert, tenue jusqu'ici par les rebelles "*et l'ont débarrassée des groupes armés*", annonce la télévision publique. L'information n'a pu être vérifiée.

La chaîne qatarie Al Djazira, qui avait auparavant signalé des combats à Koufra, a en outre fait état d'accrochages dans la région orientale de Tobrouk, près de la frontière égyptienne.

Jeudi, la localité de Zentane, qui est située dans l'Ouest et se trouve aux mains de la rébellion, a été pilonnée par des tirs de lance-roquettes à tubes multiples.

"*Les forces de Kadhafi tirent des missiles Grad pour bombarder la ville, dont ses zones résidentielles. Pour la seule journée d'aujourd'hui, 80 missiles sont tombés sur l'agglomération*", a indiqué un porte-parole des insurgés à Zentane prénommé Abdoulrahmane.

"*Fort heureusement, la majorité des habitants de Zentane ont déjà quitté leurs habitations et se sont enfuis soit vers la frontière tunisienne, soit dans des zones sûres à et aux abords de Zentane*", a-t-il dit à Reuters.

A Benghazi, "capitale" des insurgés, le porte-parole du Conseil national de transition (CNT), Abdel Hafiz Ghoga, s'est ému

de l'utilisation de missiles à moyenne portée Grad de fabrication russe tirés en salves le plus souvent de l'arrière de camions.

"*Nombreux sont ceux dans les localités des montagnes de l'Ouest comme Yefrine, Zentane et Kabau qui sont tués par ces bombardements à l'aveugle*", a-t-il dit. (Reuters 28.04)

3- Bahreïn.

Un tribunal militaire du Bahreïn a condamné quatre manifestants chiites à la peine de mort pour la mort de deux policiers lors de manifestations anti-gouvernementale le mois dernier, ont annoncé jeudi les médias officiels.

Trois autres militants chiites ont été condamnés à la perpétuité. Les sept hommes étaient jugés à huis clos pour meurtre de fonctionnaires du gouvernement, des accusations contestées par leurs avocats. (AP 28.04)

4- Yémen.

4.1- Les jeunes qui campent depuis le 21 février sur la "*place du Changement*" à Sanaa ont manifesté ce mercredi pour dénoncer le plan du CCG, en raison de la clause accordant l'immunité au président Ali Abdallah Saleh. "*La mort de manifestants ce jeudi ne fera que renforcer la détermination des jeunes à réclamer la chute du régime et la traduction en justice de tous ceux qui sont impliqués dans ces crimes*", a déclaré jeudi à l'AFP Wassim al-Qirchi, le coordinateur des protestataires à Sanaa.

Amnesty International a estimé que le président Saleh devrait être tenu pour responsable des violations des droits de l'Homme. "*L'immunité ne doit pas être accordée au président yéménite et à ses alliés politiques, en contrepartie d'une issue à la crise*", a estimé l'organisation dans un communiqué.

Les protestataires et le camp présidentiel se préparent à masser vendredi, comme à l'accoutumée depuis le début de la crise, leurs partisans, le camp du président Saleh ayant baptisé vendredi "*journée de la légitimité constitutionnelle*". (lexpress.fr avec AFP et Reuters 28.04)

4.2- L'opposition yéménite a prévenu jeudi le gouvernement que les violences contre les manifestants qui réclament le départ du président Ali Abdallah Saleh risquaient de faire échouer un projet d'accord pour une transition politique.

Les incidents meurtriers de mercredi soir ont clôturé une journée de manifestations ayant mobilisé des dizaines de milliers de personnes.

Beaucoup protestaient contre le plan de sortie de crise du Conseil de coopération du Golfe (CCG), approuvé par le gouvernement et l'opposition, qui laisse un mois au président Saleh pour démissionner.

Les manifestants de Sanaa cherchaient à atteindre un secteur situé hors du quartier où ils campent depuis février et exigeaient un retrait immédiat de Saleh, ont dit des témoins. (Reuters 28.04)

5- Burkina Faso.

Une mutinerie de policiers qui a éclaté mercredi soir à Ouagadougou, s'est étendue ce jeudi à plusieurs villes du Burkina Faso dont Bobo-Dioulasso (ouest), après des mutineries dans l'armée les semaines précédentes.

C'est la première fois que des policiers se mutinent au Burkina Faso

Des tirs en l'air avaient repris ce jeudi matin au camp des CRS (Compagnies républicaines de sécurité, police) de Ouagadougou (capitale) et se sont étendus au commissariat central de la capitale. Les policiers qui tiraient depuis l'intérieur du commissariat dans le centre-ville, avaient également érigé des barricades tout autour.

Des tirs de policiers ont également été entendus mercredi soir et jeudi matin à Bobo-Dioulasso, deuxième ville du pays. Des tirs continuaient également jeudi matin à Fada N'Gourma (est), après ceux survenus dans cette ville mercredi soir. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des policiers ont aussi tiré dans les villes de Dédougou (ouest) et Manga (sud) et à Pô (sud).

La mutinerie de policiers a lieu après une nouvelle manifestation violente de commerçants et de jeunes mercredi à Koudougou, ville du centre du Burkina Faso d'où était partie le 22 février la vague de contestation populaire qui secoue le pays, après la mort d'un jeune dans une manifestation.

Les manifestations de colère contre la vie chère et le régime de Blaise Compaoré au pouvoir depuis 1987, proviennent de la

quasi-totalité des couches de la population: militaires, jeunes, élèves et étudiants, magistrats, commerçants, personnels de santé, producteurs de coton et maintenant policiers. (lexpress.fr 28.04)

Social.

1- France.

En 2008, le salaire médian était de 1.580 par mois pour une personne vivant dans un ménage en France métropolitaine, soit 19.000 euros par an.

Alors que le niveau de vie médian augmentait de 5% par an en moyenne entre 1997 et 2001, la hausse n'est que d'1,6% depuis 2002.

Depuis 2004, le niveau de vie des ménages les moins riches stagne. Celui des plus aisés progresse au contraire sous l'effet de la hausse des revenus du patrimoine. Ces derniers ont ainsi grimpé en moyenne de 11% par an.

Entre la hausse des prix des loyers et des m2, le coût du logement pour les ménages a nettement augmenté depuis 1984.

Sans prendre en compte les aides au logement, le taux d'effort brut médian est ainsi d'un peu plus de 20% des revenus pour l'ensemble des ménages. Mais il dépend étroitement du niveau de ressources et de la situation immobilière.

Pour les locataires du secteur privé, les 25% des ménages les plus modestes ont ainsi un taux d'effort brut médian de 48% contre 24% pour le quart des ménages les plus aisés.

Tous ménages confondus, les locataires du secteur privé consacrent plus de 35% de leurs revenus à leur logement contre moins de 15% pour les propriétaires non accédants. (20minutes.fr 28.04)

2- Ethiopie.

Plus de deux millions d'Ethiopiens ont besoin d'aide alimentaire en conséquence d'une sécheresse provoquée par le phénomène climatique La Niña, ont fait savoir les Nations unies.

Notant que la saison des pluies de mars à mai se révèle très en deçà des besoins dans les basses terres, le Bureau de l'Onu pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) réclame une aide alimentaire de 75 millions de dollars et d'autres formes d'assistance pour deux millions d'habitants.

Un million de personnes de plus nécessitent également une aide humanitaire en Ethiopie. Ce pays compte parmi les principaux destinataires de l'aide extérieure : en 2008, elle représentait plus de trois milliards de dollars, selon l'organisation Human Rights Watch (HRW). (Reuters 28.04)

Economie.

Argent et or.

Les cours à terme de l'argent ont touché un niveau sans précédent jeudi tandis que l'or affichait un nouveau record, le recul du dollar et le maintien d'une politique monétaire accommodante aux Etats-Unis incitant les investisseurs à rechercher une protection contre l'inflation et l'incertitude économique.

L'argent a ainsi frôlé la barre des 50 dollars l'once, à 49,51 dollars, dépassant son précédent record d'il y a 30 ans. L'argent a gagné près de 60% depuis le début de l'année.

"*Le discours d'hier de la Réserve fédérale a été la reconnaissance de la poursuite d'une stratégie de monétisation de notre dette et en fait, de dévaluer le dollar*", explique Robert Lutts, responsable des investissements chez Cabot Money Management, en faisant allusion au discours du président de la Réserve fédérale Ben Bernanke de maintenir les taux d'intérêt à leur niveau très bas aux Etats-Unis.

"*Le marché des métaux entérine ce fait et en tient compte dans les cours. Monétisation veut dire qu'on va avoir plus d'inflation*", ajoute Robert Lutts.

Ajusté de l'inflation, le cours de l'argent est toutefois nettement au-dessous de son record qui équivaut à plus de 100 dollars l'once.

L'or a pour sa part touché un nouveau record à 1.538,35 dollars l'once. (Reuters 28.04)

Fin d'une époque.

Faute de commandes, la dernière usine au monde basée à Bombay a décidé de cesser la fabrication des machines à écrire après plus d'un demi-siècle de production.

L'ordre des touches sur les claviers d'ordinateur est désormais l'ultime vestige de l'ère des machines à écrire. En Inde, la dernière usine au monde fabriquant encore les appareils sur lesquels des générations de dactylos ont abîmé leurs ongles, vient de baisser le rideau.

Le Daily Star a révélé que, faute de commandes, le groupe Godrej & Boyce basé à Bombay a, sans surprise, décidé de cesser la fabrication après plus d'un demi-siècle de production. La faute, évidemment, à l'irrésistible ascension de l'informatique, qui a réduit de 50.000 unités en 1990 à 800 seulement en 2010, le nombre de machines produites annuellement par le conglomérat du sous-continent. (lefigaro.fr 27.04)

Haut de page

Le 30 avril

J'ai ajouté plusieurs articles, dont deux du Réseau Voltaire sur la Syrie. Leurs auteurs prétendent dénoncer la manipulation médiatique occidentale et les coups tordus orchestrés par l'impérialisme américain, français, etc., en cela ils ne nous apprennent pas grand chose qu'on soupçonnait ou qu'on connaissait déjà sans en avoir les détails.

Dans le même temps, ces auteurs caricatures les soulèvements de la population dans différents pays pour n'y voir qu'un affrontement entre des provocateurs armés et payés par les Etats-Unis, Israël, l'Arabie Saoudite ou encore le Liban et les régimes en place, les travailleurs et jeunes avec leurs revendications sociales et politiques ainsi que leurs aspirations à la liberté passant au second plan.

Cette présentation des faits à caractère policier qui va de pair avec leur penchant pour la théorie du complot tend à déformer et occulter totalement le rejet par la majorité de la population de ces pays les dictateurs qui se sont maintenus au pouvoir pendant parfois des décennies en terrorisant leur peuple ou en lui interdisant toute forme d'expression libre, de constituer des syndicats ou des partis indépendant de l'Etat ou de l'Etat. Mieux encore, ils vont jusqu'à expliquer qu'en fait la population soutiendrait les tyrans au pouvoir. En voici la preuve de leurs propres bouches :

- "*C'est le projet de Bachar el-Assad d'instaurer un système régional duquel serait exclu Israël qui est visé. Aussi, la poursuite des réformes, pour isoler les forces déstabilisatrices appuyées et financées par l'étranger, renforcera l'immunité nationale syrienne et permettra l'émergence d'une Syrie forte, indépendante, démocratique et résistante.*" ou encore, c'est "*le président Bachar el-Assad, qui a lancé un vaste chantier de réforme récemment, est allé au-delà des revendications de certaines parties de l'opposition : il a levé l'État d'urgence et autorisé le droit de manifester pacifiquement...*"

Cela présente au moins le mérite d'être clair : le malheureux Bachar el-Assad serait victime de provocations et d'une opération de déstabilisation de la part d'Israël et des Etats-Unis, car voyez-vous ce serait un brave homme qui rêverait d'instaurer la démocratie dans son pays, un véritable réformateur, un progressiste, pourquoi pas un socialiste !

La première assertion n'est peut-être pas fausse et pas nouvelle et concerne un tas de pays à travers le monde. Mais ce qu'ils ne disent pas, c'est que pour que cette provocation ait une chance d'aboutir à la chute du régime, il faut que la population ait une raison valable de se soulever contre le dictateur, or elles ne manquent pas comme chacun sait, et c'est là que les auteurs de ces articles dérapent, car ils nient que ces régimes soient véritablement insupportables pour la majorité de la population, car vivre sous une dictature serait forcément un vrai bonheur, les syriens et les libyens en redemanderaient chaque matin au réveil !

Plus fort encore :

- « *Alors que des centaines de Syriens, civils et militaires, viennent de tomber sous les coups de snipers financés par les saidiris et encadrés par la CIA, les médias occidentaux accusent le gouvernement de Bachar el-Assad de tirer sur sa population et sur ses propres forces de l'ordre.* »

Alors qu'au même moment on voyait les chars et l'armée tirer sur les manifestants à Deera… Question : comment, alors que le pays vit sous un régime policier, ces dizaines de "*snipers*" se seraient-ils introduits dans le pays, ce seraient-ils frayés

tranquillement un chemin à l'intérieur de la population sans que personne ne les remarque ? Etrange, non ?

Allons plus loin. Les auteurs de ces articles comme beaucoup d'intellectuels d'ailleurs interprètent la concurrence à laquelle se livrent les différents Etats ou impérialismes comme le combat entre des blocs, des pays ou des peuples homogènes, niant au passage la réalité de la lutte des classes qui existent à différents degrés dans pratiquement tous les pays, de manières larvées ou souterraines, clandestines sous les dictatures les plus féroces, en surface ou au grand jour dans ce qu'on appelle les républiques démocratiques bourgeoises.

Ils ne peuvent pas comprendre parce que pour eux ce n'est pas l'essentiel, que Bachar el-Assad a annoncé des réformes et la levée de l'état d'urgence suite aux manifestations au cours desquelles des centaines de milliers de travailleurs et jeunes syriens étaient descendus dans la rue, pour un peu spontanément un beau matin le dictateur se serait dit : tient je vais démocratiser le régime pour le bonheur de mon peuple !

En réalité, ce serait plutôt la conjonction de deux facteurs qui l'aurait conduit à contrecoeur à envisager ces mesures qui pour le moment sont restées lettres mortes ou pire ce sont traduites par une terrible répression faisant plus de 450 morts ces dernières semaines. Le premier, effectivement on ne peut pas écarter une tentative de déstabilisation de son régime par les Etats-Unis, sur lequel est venu se greffer le second facteur, la sortie en masse dans la rue de la population contre son régime. Mais pour que des centaines de milliers de syriens osent braver son régime policier, c'est qu'ils avaient de bonnes raisons de le faire comme nous l'avons déjà dit plus haut, on ne nous fera pas croire qu'un mot d'ordre quasi-anonyme balancé sur un blog Internet suffirait à motiver la majorité de la population à affronter un régime dont elle connaît parfaitement la cruauté, non, c'est parce qu'il existait des revendications sociales et politiques profondes et urgentes non satisfaites depuis des années ou des décennies que les travailleurs et jeunes se sont mobilisés, davantage en s'inspirant des révolutions tunisiennes, égyptiennes et libyennes en cours. Si tel n'était pas le cas, soit la population ne serait pas descendus dans la rue, soit elle aurait manifestée son soutien à Assad, or non seulement les manifestants sont descendus dans la rue mais ils ont exigé son départ, il y a bien eu par ailleurs des manifestations en faveur du régime, organisées par le parti de l'ordre, comme à Tripoli ou Sanaa au Yémen.

Maintenant en se plaçant sur le plan de la lutte des classes, ce qui est déterminant, ce n'est pas la poignée de mercenaires ou de tueurs à gage recrutés et rémunérés par la CIA ou le Mossad qui à eux seuls ne peuvent pas décider du sort de la Syrie, mais bien la détermination du prolétariat et sa jeune qui parce qu'ils aspirent à la liberté se sont engagés dans le combat pour chasser le dictateur du pouvoir.

De plus, les auteurs de cette vision policière de l'histoire n'ont pas évoqué une autre hypothèse, celle par laquelle ces tireurs d'élite qui pointent leurs armes sur les manifestants serviraient à provoquer la population pour qu'elle descende encore plus nombreuse dans la rue, afin de fournir un prétexte à Assad pour les réprimer sans ménagement, au nom du maintien de l'ordre qu'elle menacerait. Après tout quel intérêt Israël et les Etats-Unis auraient-ils à vouloir déstabiliser un régime relativement stable avec lequel ils ont commencé à renouer des relations, en partie par l'intermédiaire de la France et du Liban ? Pourquoi déstabiliser un autre pays de la région au moment où de nombreux régimes doivent affronter des soulèvements révolutionnaires ou une opposition de plus en plus virulente ? Quels intérêts auraient-ils à déstabiliser davantage cette région, alors qu'ils ont été jusqu'à présent incapables de stabiliser la situation en Tunisie et en Egypte ?

N'auraient-ils pas senti que le vent de la contestation pourrait prendre une tournure inquiétante au cas où ils ne passaient pas à l'action ou ne devancerait pas la rue, pour ne pas commettre la même erreur qu'en Tunisie ou en Egypte, où ils savaient très bien que ces régimes usés jusqu'à la corde pouvaient tomber du jour au lendemain, et que pour ne pas avoir préparé la relève de ces régimes, ils risquaient de le payer le prix fort, par la mise en place de régime plus critique envers l'impérialisme et plus généreux sur le plan social, sans parler des inévitables avancées politiques que la classe dominante devrait consentir au prolétariat pour conserver le pouvoir.

Souhaitaient-ils faire chuter Assad, ce qui ne semble pas être le scénario le plus avantageux pour eux ou une urgence à l'heure actuelle, ou souhaitaient-ils plutôt lui rendre service en lui fournissant un bon prétexte pour déclencher une répression féroce et ainsi renforcer son pouvoir qu'il savait par ailleurs menacé à plus ou moins brève échéance ?

Peu importe tous ces calculs cyniques réalisés sur le dos du peuple syrien, car l'histoire n'est pas écrite d'avance, leurs coups tordus peuvent très bien se retourner contre eux, car nul ne peut résister au rejet d'un régime par tout un peuple, pas davantage l'armée la plus puissante du monde, au contraire, ils peuvent aiguiser la haine de la population à la fois contre le régime et contre l'impérialisme américain et sioniste.

A la conception étriquée de l'histoire des auteurs de ces articles, étant incapables de saisir que c'est la lutte des classes qui est à l'oeuvre en Syrie, en Libye, etc, il faut ajouter leur penchant pour ainsi dire naturel à donner la priorité ou à surestimer tous les facteurs qui peuvent aboutir à une interprétation des rapports qui existent dans la société sur la base d'une division arbitraire sur d'autres critères que celui des classes, en premier lieu les clans, les tribus (les castes en inde) ou les religions ou encore les conflits inter religions, parce que l'impérialisme ou les tenants de ces régimes s'en serviraient pour se maintenir au pouvoir ou conserver leur influence sur ces pays en montant une partie du prolétariat contre une autre.

Finalement pour les rédacteurs de ces articles, comme pour les médias en général, les conflits majeurs qui voient se lever une masse importante de la population ne pourraient trouver d'issue favorable que par le haut, ils ne pourraient être tranchés que par le régime lui-même ou une couche de la classe dominante entrée en sécession, de préférence subordonnée et soutenue par un impérialiste, la classe ouvrière ne jouant qu'un rôle subsidiaire ou négligeable dans le cours de l'histoire de chaque pays.

C'est là l'interprétation de l'histoire (de la lutte des classes) de gens inféodés au régime capitaliste, car ils ne peuvent pas imaginer un seul instant que la classe ouvrière pourrait jouer un rôle indépendant de la classe dominante ou de l'Etat, à l'instar de cette dernière, ils ne peuvent pas concevoir que le prolétariat pourrait accéder au pouvoir et procéder à un changement radical des fondements de la société, ils s'interdisent même de l'envisager, c'est une utopie, pure folie, un fantasme de gauchiste, pour eux la lutte pour le pouvoir ne peut concerner que les différentes couches de la classe dominante, jamais le prolétariat, ils ont décrété le capitalisme immortel, éternel.

Maintenant on se demandera comment un parti comme le POI a pu en arriver à nier les centaines de morts en Syrie, mieux à les justifier.

Parce qu'ils doivent estimer que le régime d'Assad est en proie à une opération de déstabilisation par l'impérialisme américain, donc il faut se ranger au côté du régime du pays dominé ou le plus faible face à l'impérialisme, et tant pis si des centaines de milliers de travailleurs et jeunes descendent dans le rue pour exiger la chute du régime et se font mitrailler par l'armée et la police du dictateur, ils ont été manipulés, on ne peut rien pour eux.

Le POI a en fait adopté exactement la même position qu'envers la révolution libyenne. Il ne leur est pas venu à l'esprit que les masses syriennes pourraient se saisir des contradictions du régime et de l'impérialisme américains pour mener leur lutte indépendamment des manoeuvres des uns et des autres, ce qu'elles démontrent pourtant tous les jours.

Pour ceux qui seraient curieux de pousser plus loin cette analyse, qu'ils se demandent comment leurs dirigeants (du CCI-POI) ont pu soutenir des Etats qui n'avaient plus d'ouvriers que le nom (URSS, Chine, Cuba) depuis de nombreuses décennies, ils pourront aussi faire la relation avec le curieux penchant de ces dirigeants à privilégier les manoeuvres ou les intentions des impérialistes, en Libye et en Syrie notamment, au détriment du soulèvement des masses dans ces pays, de la même manière que leur attention en France se porte sur les élus ou les syndicalistes ou encore les militants du PS ou du PCF à l'exclusion de l'immense masse de la classe ouvrière qui ne se reconnaît ni dans les uns ni dans les autres, cela devrait vous aider à caractériser plus précisément la nature de ce parti et ses dirigeants.

J'ai rédigé ces lignes à différents moments de la journée hier et aujourd'hui. Pour les compléter il faudrait dresser un tableau des différents acteurs qui se livrent à différentes interprétations de la situation en Libye et en Syrie notamment, leur propagande, et des relais dont ils disposent notamment dans les médias et sur internet. Je l'ai dressé au brouillon et je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir à nouveau.

Disons qu'on est face à un mur de désinformation ou d'intoxication en tous genres, en présence d'un déploiement de moyens exceptionnel pour nous convaincre que les peuples ne seraient bon finalement qu'à faire de la chaire à canons ou à se plier aux injonctions de l'impérialisme ou de tyrans pour demeurer sous leur joug, car tel serait inéluctablement son destin.

Parfois on en sourit quand on repense aux soulèvements révolutionnaires tunisien et égyptien qui se sont joués de tous les pièges qui leur étaient tendus. S'agissant de l'Egypte, je me souviens d'un reportage diffusé sur France 2 lors d'un numéro d'Envoyé spécial, dans lequel on avait entendu comment le responsable d'un blog avait appelé à manifester place Tahir au Caire, ce jeune homme de bonne famille vivant dans un appartement luxueux de la capitale égyptienne... Etait-il manipulé par quelqu'un, était-il en contact avec des membres de l'opposition en exil et lié à l'impérialisme britannique ou américain ? Apparemment personne ne s'est posé la question et tout le monde a applaudi en voyant la place Tahir bourrée de monde et scandant des mots d'ordre contre le régime de Moubarak.

Après coup, tout le monde semble avoir depuis perdu la mémoire et plus personne ne se posera ce genre de questions, trop embarrassantes sans doute. Pensez donc, l'affaire a été bouclée en trois semaines. En Libye et en Syrie les choses s'avèrent plus compliquées et plus longues, plus incertaines surtout, du coup personne n'ose se mouiller et émettre un pronostic. On peut écrire presque sans prendre de risques de longs articles sur la situation en Tunisie et en Egypte, histoire davantage d'endormi le poisson que de se poser des questions sur ce qui se passe réellement en Libye et en Syrie, nous ne sommes pas dupe.

1- Le linge sale de la Ve République.

Le dernier épisode de l'Angolagate qui s'est joué hier au palais de justice de Paris a démontré que l'affaire avait été montée de toutes pièces en 2000 par le juge d'instruction Philippe Courroye, tiens donc, mais ce nom ne nous est pas inconnu, c'est l'actuel procureur de Paris et ami de l'épilectique du Palais.

C'est lui qui avait chargé Pasqua, Falcone et les trafiquants d'armes internationaux Jean-Charles Machiani et d'Arcadi Gaydamak.

A cette époque c'était la rivalité entre Chirac et Pasqua qui avait amené Chirac à saisir la justice et donc lancer cette affaire.

Les trois compères Pasqua, Machiani et Gaydamak s'étaient illustrés en 1995 en participant à une opération commando qui avait abouti à la libération de deux pilotes français retenus prisonniers par les Serbes de Bosnie. Mais voilà que leurs noms se retrouvaient déjà associés dans un trafic d'armes entre la Russie et l'Angola au début des années 90. Il ne restait plus au juge d'instruction de procéder (en 2000) à un amalgame entre les deux affaires pour faire tomber Pasqua, dont le fief était le 92, et qui se trouvait être un des parrains d'un certain... Nicolas Sarkozy, comme par hasard ! Depuis le juge Courroy a renié Chirac et s'est mis au service de Sarkozy, il est actuellement le procureur de Paris.

Au cours de ce procès en appel, on a appris que des pièces apparemment déterminantes du dossier avaient été négligées par le juge d'instruction de l'époque, et étrangement le premier chef d'état-major des armées, le général Jean-Philippe Douin a retrouvé soudainement la mémoire 11 ans plus tard pour charger Chirac...

Falcone, Machiani et Gaydamak qui étaient les principaux acteurs de ce trafic d'armes ont été blanchis, parce que les armes n'auraient pas transitées par le territoire français.

Bref, une histoire qui finit bien, ajoutons, avec les compliments et le soulagement du Palais ! (Source : lefigaro.fr 29.04)

2- Tom Pouce en déplacement hier en Corrèze s'est penché sur la filière bois :

"*Les cours mondiaux remontent, la demande de bois remonte, le besoin énergétique sera considérable, la filière bois a un avenir*", la demande de bois remonte, parce qu'une partie de la population ne peut plus payer ses factures de gaz, de pétrole ou d'électricité, et se rabat sur le bois, et la remontée des cours mondiaux est une mauvaise nouvelle pour elle, je plaisante, à moitié seulement, malheureusement. (source : lepost.fr 29.04)

Politique

1- Syrie.

Malgré un important déploiement de l'armée et des forces de sécurité, des dizaines de milliers de Syriens ont participé à des manifestations à Damas, à Sakba, à Homs dans le centre du pays, dans la ville côtière de Banias, et dans l'est du pays.

Au moins 62 manifestants ont été tués selon des militants des droits de l'Homme. Les autorités ont fait état de leur côté de la mort de sept membres des forces de l'ordre.

Deraa, seize personnes venues apporter des vivres à la ville assiégée depuis lundi ont été tuées et des dizaines d'autres blessées par des tirs des forces de sécurité, selon un militant de droits de l'Homme sur place.Les forces de sécurité ont ouvert le feu aux entrées est et ouest de la ville sur des personnes venues «*par milliers*» des villages voisins «*pour apporter de l'aide et de la nourriture*» aux habitants terrés chez eux depuis cinq jours, ont assuré ces témoins. Vendredi dernier, la répression avait fait plus de 80 morts. Parallèlement, un porte-parole militaire a affirmé que quatre soldats ont été tués à l'aube et deux autres enlevés à Deraa lors d'une attaque par un «*groupe terroriste armé*» contre un poste militaire à Deraa.

A Homs , ville industrielle située à 160 km au nord de Damas, et ses environs, neuf personnes ont été tuées par les forces de sécurité lors d'une manifestation de plusieurs milliers de personnes demandant la chute du régime, a indiqué un militant local des droits de l'Homme.

Un fait nouveau est à noter dans le déroulé de cette journée : les Frères musulmans, mouvement interdit en Syrie et dont la direction vit en exil, ont appelé la population syrienne à descendre dans les rues. Une première pour ce mouvement depuis le début de la contestation.

Dans la matinée, les autorités avaient mis en garde leurs citoyens en interdisant toute forme de manifestation et en prévenant que «*les lois en vigueur en Syrie seront appliquées afin de préserver la sécurité des citoyens et la stabilité du pays*». (lefigaro.fr 29.04) Assad réglemente les manifestations : interdites !

2- Libye.

2.1- Le régime libyen a menacé vendredi 28 avril d'attaquer tout bateau entrant au port de Misrata, affirmant que les aides destinées à la ville devraient désormais être acheminées "*par voie terrestre et sous la supervision de l'armée*" libyenne, selon la télévision officielle.

Tout bateau "*tentant d'entrer au port, quel que soit le prétexte, sera frappé avec force*", a indiqué la télévision. Elle a aussi affirmé

que l'armée libyenne avait "*mis le port hors service*".

Le gouvernement libyen a annoncé vendredi soir qu'il offrait une amnistie aux rebelles de Misrata s'ils déposent les armes d'ici mardi prochain, ajoutant qu'il contrôlait le port maritime de la troisième ville du pays.

Le porte-parole du gouvernement libyen a ajouté qu'aucun navire ne pourrait entrer dans le port sans coordination préalable avec Tripoli.

Vendredi 29 avril, l'OTAN a accusé les forces loyales au colonel Mouammar Kadhafi de miner le port de Misrata, troisième ville libyenne aux mains des insurgés, afin d'empêcher l'envoi d'une aide humanitaire à la population assiégée.

"*Nos navires ont intercepté de petits bateaux qui déposaient [des mines] et nous nous sommes débarrassés des engins que nous avons trouvé*", a affirmé au cours d'un point de presse le général britannique Rob Weighill. "*C'est une nouvelle démonstration éclatante de la façon dont le régime Kadhafi ignore totalement le droit international et tente aussi d'entraver l'envoi de secours humanitaires pour venir en aide à une population assiégée*", a-t-il dit. (lemonde.fr et Reuters 29.04)

22- A Dehiba, ville tunisienne à la frontière avec la Libye, de violents combats ont opposé, vendredi, les insurgés aux forces de Mouammar Kadhafi.

L'armée tunisienne a tenté de s'interposer et de désarmer les combattants libyens, alors que des sources indiquent que de nombreux cadavres jonchaient le sol du poste-frontière, à 5 km de Dehiba.

Selon des témoins, cités par Reuters, les habitants sont terrés chez eux. "*D'intenses fusillades ont lieu en ce moment même dans le centre de Dehiba. Les gens ne peuvent pas sortir de chez eux. La bataille a commencé lorsque les brigades [kadhafistes] ont attaqué les insurgés installés à Dehiba*", a dit l'un d'entre eux.

Un autre homme a déclaré que des obus continuaient de tomber sur des maisons et qu'une Tunisienne avait été tuée.

Jeudi 28 avril, les affrontements avaient lieu aux abords de cette ville, située à environ 200 km au sud de Ras Jdir, principal point de passage entre la Libye et la Tunisie. (lemonde.fr 29.04)

3- Ouganda

Deux personnes ont été tuées vendredi à Kampala lorsque la police ougandaise a ouvert le feu et tiré des grenades lacrymogènes pour disperser des manifestations contre l'arrestation mouvementée, la veille, du chef de l'opposition Kizza Besigye.

Un responsable de la Croix-Rouge, Richard Nataka, a déclaré à la presse qu'une centaine de blessés avaient été soignés dans cinq hôpitaux ou dispensaires, dont 78 à l'hôpital Mulago.

L'opposition proteste contre la cherté de la vie en Ouganda. Le président Museveni, qui impute l'envolée des prix des denrées alimentaires à la sécheresse et la hausse du prix des carburants à un problème local, a prévenu qu'il ne tolérerait pas semblables manifestations. (Reuters 29.04)

Social

Espagne

L'Espagne a battu un nouveau record de chômage pour la zone euro au premier trimestre 2011, à 21,3% de la population active, soit 4,9 millions de personnes sans emploi fin mars, a annoncé le gouvernement vendredi.

Le gouvernement a également annoncé une hausse des prix à la consommation vendredi, avec une inflation de 3,8% en avril en rythme annuel. (AP 29.04)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai

Les articles de presse et les causeries/infos en bref d'avril sont disponibles au format pdf (Acrobat reader)

Le combat contre le régime et les institutions ne suffit pas, il faut combattre également l'opportunisme, un enseignement des marxistes.Le combat contre la manipulation des faits continue. Nous nous répétons peut-être, trop au goût de certains, certes mais ce n'est pas inutile, car nous essayons d'être le plus concis et le plus précis possible, afin qu'aucune fausse interprétation ne soit possible et que personne ne puisse se défiler. Précison que l'exercice qui suit pourrait être exécuté par un élève de CM1.

Yémen.

Page 7 du n°146 d'*Informations ouvrières*, le 27 avril 2011 :

- "*Il semblerait que le gouvernement Saleh aurait donné son accord, ainsi que deux des principaux partis d'opposition, le Parti socialiste et le parti islamiste.*"

Après les dépêches de presse des jours précédents le 27 avril que j'ai déjà mises en ligne, une petite dernière de Reuters du 30 qui confirme leur contenu :

- "*Les principaux partis d'opposition - formations islamistes et de gauche - ont accepté cet accord, rejeté en revanche par les manifestants descendus dans les rues, qui réclament la démission immédiate de Saleh et sa traduction en justice.*"

Constat et conclusion : l'information délivrée par l'hebdomadaire du POI était incomplète ou tronquée, et la nature de l'élément manquant pouvait influencer les lecteurs de telle sorte qu'ils pouvaient croire que les manifestants soutenaient ce projet d'accord concocté par Washington. Nous sommes donc bien en présence d'une manipulation.

Posez-vous ensuite la question : à qui profite le crime et qui soutient le POI au Yémen ?

Syrie.

POI. Paru page 7 du numéro 146 d'*Informations ouvrières*, le mercredi 27 avril 2011 :

- "*Violents affrontements en Syrie. Selon la presse, plusieurs dizaines de morts auraient été dénombrés à la suite de la répression de manifestations dans plusieurs villes de Syrie. Le président Obama a dénoncé cette répression et appelé le président Bachar*

el-Assad à « écouter son peuple ». Le régime syrien, en réponse, dénonce la manipulation par des officines étrangères de groupes de manifestants."

Pourquoi ces gens manifestent-ils, qui sont-ils, quels sont leurs mots d'ordre, leurs revendication ? Comment les lecteurs de ce journal pourraient-ils le savoir, puisque depuis la première manifestation le 14 mars, le POI n'a publié AUCUN article sur la situation en Syrie. Par contre, on apprend ici de la bouche du dictateur Assad que " *des officines étrangères de groupes de manifestants*" seraient entrées à l'action, du coup il n'y a qu'un pas à franchir pour en conclure que ces manifestations sont illégitimes puisque commandées par des buts non avouables avancés en sous-main par Washington.

Posez-vous ensuite la question : à qui profite le crime et qui soutient le POI en Syrie ? Lisez plus loin un extrait d'un article du site lepoint.fr du 30 avril, la réponse y figure en toute lettre à la fin dans le premier paragraphe

NPA. Publié dans *Hebdo Tout est à nous !*, le jeudi 28 avril 2011 :

- "*La répression en Syrie s'est considérablement accentuée au cours de ces derniers jours. (...) Cela fait plus de 400 morts depuis le 15 mars, date du début du processus démocratique.*"

- "*Le pouvoir syrien peut bien, comme le fait également Kadhafi, hurler à un improbable complot salafiste pour justifier la répression des manifestations, il ne peut masquer le ras-le-bol général, notamment d'une partie de la jeunesse qui aspire, comme dans les autres pays qui sont aussi le théâtre de soulèvements populaires, à la démocratie, à la liberté d'expression, à la fin des dictatures. Hugo Chavez peut bien, une nouvelle fois, parler comme pour la Libye, d'un «complot américain», il ne saurait nous convaincre que les jeunes manifestants de Deraa, Latakié et Damas ne sont que des marionnettes manipulées par la Maison Blanche!*"

Inutile de commenter la différence de traitement de la situation en Syrie de la part du POI et du NPA, il n'y a pas photo !

Le Point, sur lepoint.fr du 30 avril 2011 :

- "*Il semble que Londres, comme le gouvernement français d'ailleurs, ait cherché le plus longtemps possible à éviter l'amalgame entre les forces de répression et Bachar el-Assad afin de préserver l'avenir du président syrien."*

- *"Depuis ce jour, ce n'est plus seulement les policiers antiémeute et les forces de sécurité qui interviennent, mais les hommes et les chars de la trop célèbre 4e brigade de l'armée. Une sorte de garde de fer, toute dévouée au régime et dont l'encadrement est composé des fils de ceux qui se sont illustrés de si ignoble façon à Hama. Cette fois, c'est dans la ville de Deraa, où les protestations avaient commencé il y a presque deux mois, que les chars sont entrés. Auparavant, les routes d'accès avaient été fermées, l'électricité coupée, comme l'eau et l'approvisionnement en vivres. Les manifestants blessés se sont même vu interdire l'accès aux hôpitaux par les sbires du régime.*"

Mettre l'accent ou ne citer QUE les provocations, véritables ou supposées, orchestrées par l'impérialisme américain et sans doute le Mossad (services secrets israéliens) ou encore l'Arabie Saoudite, sert avant tout Bachar el-Assad, même le plus crétin des travailleurs est capable de le comprendre, mais après tout, peut- être pas tous les militants une fois bien embrigadés, qui sait ?

Politique

1- Yémen

Le chef de l'Etat yéménite Ali Abdallah Saleh a refusé samedi de signer l'accord de sortie de crise en qualité de président, a déclaré à l'opposition yéménite le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG), Abdoullatif al Zaïani.

Les principaux partis d'opposition - formations islamistes et de gauche - ont accepté cet accord, rejeté en revanche par les manifestants descendus dans les rues, qui réclament la démission immédiate de Saleh et sa traduction en justice.

Des violences ont éclaté samedi au Sud-Yémen, où des inconnus ont ouvert le feu sur des policiers à Aden, faisant deux morts et deux blessés, selon des médias. Des témoins ont rapporté que des hommes armés avaient attaqué un commissariat de police. Des coups de feu ont aussi été entendus près d'une prison voisine.

Peu après, les forces de sécurité sont intervenues pour disperser une manifestation antigouvernementale dans le même quartier, faisant deux morts et une cinquantaine de blessés, a rapporté un médecin, le Dr Kassim Jamil. (Reuters 30.04)

2- Syrie

Six personnes ont péri samedi dans la ville de Deraa assiégée depuis six jours par l'armée syrienne, alors que les militants se préparaient à de nouvelles manifestations dès dimanche, à la septième semaine d'une contestation inédite contre le régime de Bachar al-Assad.

Ils ont appelé à des manifestations dimanche à Deraa, lundi dans les environs de Damas, mardi à Banias et Jableh (nord-ouest) et mercredi à Homs, Talbisseh (centre) et Tall Kalakh, à la frontière avec le Liban. Jeudi, ils entendent organiser des «sit-in nocturnes» dans toutes les villes.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, parmi les 66 civils tués, 36 l'ont été à Deraa, 25 à Homs et trois à Lattaquié (nord-ouest). Depuis le début de la contestation le 15 mars, le nombre des victimes se monte à au moins 539, affirme-t-il.

Le «Comité des martyrs du 15 mars», proche des opposants, a pour sa part décompté au moins 582 morts depuis cette date.

Des militants politiques ont par ailleurs envoyé une liste de 138 nouvelles démissions du parti unique Baas qui dirige le pays depuis 1963 et compte 2 millions d'adhérents. Plus de 230 membres du parti avaient annoncé mercredi leur démission selon des militants. (liberation.fr 30.04)

Economie

Afrique

Ils sont neuf Africains à avoir été répertoriés dans la liste des hommes les plus riches du monde du magazine Forbes. Parmi ces entrepreneurs milliardaires du Nigeria, d'Egypte et d'Afrique du Sud, aucun francophone, et pas de femmes.

L'Afrique et son milliard d'habitants, c'est une classe moyenne évaluée à 100 millions de personnes, contre 27 millions en 1980 selon les estimations de l'Agence française de développement, coiffée d'une minorité ultra-privilégiée de 100 000 millionnaires en dollars, selon le World Wealth Report 2010. (Eco89 30.04)

Commentaire d'internaute :

- "Des rigolos dans Forbes, quand on sait que les 12 banques formant le cartel bancaire de la FED se partage 2500Mds de dollars en moyenne chaque année."

- "Et vous avez oublié les grands milliardaires africains: Moubarak, Mohammed 6, Kadhafi et tous ces autres milliardaires cachés qui enrichissent les banques suisses, françaises, du Liechtenstein ou Monaco."

Haut de page

Le 2 mai

Une petite histoire indienne pour se détendre quelques instants en ce début de semaine.

Comme quoi on peut parfois se fourvoyer involontairement par ignorance ou interpréter quelque chose de travers parce qu'il nous manquait un élément déterminant.

Hier en fin d'après-midi je vois une musaraigne se balader sur le sol à moins d'un mètre de moi. Sur le coup sans mes lunettes je n'ai pas bien distingué s'il s'agissait d'une musaraigne, d'une souris ou d'un rat, la musaraigne ressemble au rat à la différence du museau plus pointu. J'appelle mon chien pour qu'il n'en fasse qu'une bouchée, mais voila-t-y-pas que l'animal la regarde passer sous ses yeux, pour un peu elle allait passer entre ses grandes pattes.

Mon chien est un molosse, mais c'est une vraie crème. J'insiste en lui lançant : va-y Yvan, là devant toi ! Il ne bouge pas et tourne les talons. Alors là je me dis c'est un peu fort, habituellement ils se jettent dessus et les dévorent. Je sombre alors dans une réflexion romantique en me disant qu'il n'attaque que les animaux en fuitent, ce qui n'était pas le cas de cette pauvre bestiole, je me dis qu'il a dû avoir pitié d'elle et qu'il est décidément bien bon, un chien humaniste quoi !

Quelques heures plus tard, Magueswary (mon épouse) m'appelle de France et je lui raconte cette petite histoire. Sur le coup, elle aussi elle me dit qu'Yvan a eu un comportement bien singulier, il a 6 ans, serait-il déjà très vieux, ce genre de chien ne vit que 10 ans en moyenne. On cause ensuite des différences qui existent entre la musaraigne, la souris et le rat, et là elle me dit que

la musaraigne pue, et tout s'éclaire soudain sur l'attitude de ce brave Yvan qui n'est pas plus humaniste qu'un chien sauvage puisque j'ai fait en sorte qu'il conserve son instint naturel de chasseur, il ne voulait pas y toucher par crainte de s'empoisonner ou de bouffer une saloperie, surtout après le copieux dîner que je venais de lui servir, il aurait pu en vomir.

Comme quoi on peut se méprendre facilement. Cela incline à la modestie et à réfléchir à deux fois avant d'écrire une grosse connerie ou de se fourvoyer... ainsi que ses lecteurs. Tout le monde peut se tromper, ce n'est pas un drame, ce qui l'est pas contre, c'est de ne pas corriger ses erreurs ou de se tromper un peu trop souvent, pire de répéter toujours les mêmes erreurs.

Magueswary dans son langage a fait ensuite ce commentaire qui ne m'était pas particulièrement destiné, sachant qu'elle a tendance à vomir la terre entière depuis son opération du coeur et son état de survie artificielle : "*les animaux sont meilleurs que les être humains, ils sont moins bêtes*", à moins que l'espèce humaine soit toujours trop bête et pas encore assez évoluée pour être meilleure, qui sait ?

Autre chose.

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, ils ont diffusé l'interview d'un travailleurs bengladeshi qui disait qu'il manifestait pour revendiquer un meilleur salaire, il est payé actuellement l'équivalent de 43 dollars par mois il en réclame 96, soit plus du double, pour seulement vivre décemment a-t-il ajouté.

Voilà donc des travailleurs qui réclament une augmentation de salaire de plus de 100%, nos dirigeants syndicaux et les dirigeants des partis dits ouvriers feraient bien d'en prendre de la graine, eux qui pour la plupart n'ose même plus mettre en avant le Smic à 1 500 ou 1 600 euros nets par mois, ainsi que la retraite minimum. Il y en a qui se demandent pourquoi les travailleurs ne se mobilisent pas davantage en France, de mon côté je ne supporte pas les augmentations de salaires misérables de 2 ou 5% réclamés par les syndicats, mais peut-être que cela provient du fait que la plupart des travailleurs arrivent encore à s'en sortir, surtout avec deux salaires dans un couple...

Il y a autre chose qui me file la nausée, ce sont les négociations salariales qui se déroulent hors ou sans mobilisation, dans le cadre de ce qu'ils appellent la politique contractuelle, qui profitent de préférence à l'aristocratie ouvrière et la plupart du temps aux fonctionnaires, mais pas aux millions de travailleurs employés dans les petites entreprises ou qui ont des conventions collectives au rabais, ou encore ces distributions de dividendes au titre de la participation dans les grandes entreprises, notamment celles du CAC 40.

Franchement, sachant cela, en tant que militant ouvrier j'aurais honte de les percevoir sans avoir combattu pour les obtenir, car elles proviennent de la surexploitation de ces travailleurs bengladeshi et autres à travers le monde, je considère que la corruption du militant commence là.

Un autre sujet de réflexion.

A propos de la Libye. J'ai lu les dizaines de documents que j'ai mis en ligne sur la Libye et je m'étonne que personne, et là je suis formel pour l'affirmer, je me demande pourquoi personne n'a abordé certains aspects contradictoire de la politique menée par la coalition militaire étrangère qui intervient dans ce pays. Voici au moins trois faits qui ont attiré mon attention :

1- Pourquoi n'a-t-elle pas bombardé toutes les bases militaires de Kadhafi ? Il possédait 800 chars et quelque 200 avions de combat, ils étaient bien stationnés quelque part, cela devait occuper une certaine superficie, avec les renseignements qu'ils ont obtenu de la part des transfuges du régime auxquels il faut ajouter les renseignements qu'ils possédaient déjà, plus les photos fournis par leurs satellites espions, il leur était facile de les localiser puis de les détruire, pourquoi ne l'ont-ils pas fait ?

2- Pourquoi ont-ils laissé toute latitude d'action à la marine de guerre libyenne ?

3- Pourquoi et comment ont-ils pu laisser l'armée libyenne miner le port de Misrata, alors que la flotte de l'OTAN mouille au large ?

J'en déduis qu'ils ont joué la carte de l'enlissement pour ensuite justifier la liquidation de Kadhafi ou le passage à la seconde étape de leur plan qui consiste à occuper la Libye, ce n'est qu'une hypothèse. Ils ont laissé les insurgés s'exténuer à défendre Misrata pour qu'ils comprennent que la partie était perdue d'avance s'ils ne délogeaient pas Kadhafi, sous-entendant que des frappes aériennes n'y suffiraient pas, afin d'amener finalement les insurgés à se ranger à leur stratégie qui inclut une présence au sol de soldats étrangers, c'est une autre hypothèse.

Car comment comprendre avec les moyens dont dispose l'OTAN, il leur soit impossible de venir à bout aussi facilement de Mohamar Kadhafi que Saddam Hussein, il y a là quelque chose qui ne tourne pas rond, d'où les hypothèses que je viens de vous soumettre. Vous pourrez constater ici que j'apporte de l'eau au moulin de ceux qui sont farouchement opposés à toute intervention en Libye, car finalement nous partageons le même rejet de l'impérialisme, avec des variantes que j'accepte contrairement à mes détracteurs qui préfèrent se retrancher derrière un principe au lieu d'essayer de réfléchir à la

complexité de la situation en Libye, qui est inédite à bien des égards, faut-il le rappeler.

J'ai l'impression que les va-t-en-guerre impérialistes ne savent pas trop sur quel pied danser, entre envahir la Libye, ce qui leur coûterait très cher sur le plan financier et politique, et se contenter d'une partition du pays, ils doivent hésiter entre les deux scénarios. Une capitulation des insurgés serait synonyme d'un épouvantable massacre, une victoire totale sur Kadhafi semble inenvisageable, il reste alors l'option d'une victoire partielle sanctionnée par une partition de la Libye. Mais cette solution pourrait ne pas convenir à cette coalition impérialiste, car une fois la partition réalisée, rien ne dit qu'elle pourrait imposer ses vues aux combattants révolutionnaires de Benghazi qui ont sacrifié leurs vies pour obtenir leur liberté, il suffit de voir ce qui se passe depuis les élections au Sud Soudan pour comprendre que la partition ne règle pas tous les problèmes. Il reste une dernière hypothèse, la pire qui rejoint celle d'invasion, le bombardement des infrastructures de l'ouest de la Libye, donc de la population civile comme en Serbie ou en Irak, auquel cas nous rejoindrions les camarades qui ont pris position contre les frappes aériennes des forces armées du dictateur, car il existe un autre moyen de faire chuter Kadhafi, armer les insurgés ou détruire l'arsenal militaire du tyran situé le plus souvent en dehors des villes ou à leur périphérie.

Pour revenir sur notre position, ni soutenir ni condamner le bombardement des forces de Kadhafi. On voudrait nous interdire d'avoir et de défendre cette position. Nos détracteurs soutiennent que cette position revient à soutenir cette opération militaire. Nous ne sommes pas d'accord avec cette interprétation réductrice, mais elle ne nous surprend pas de leur part. Quand on nous propose au vote une mesure ou qu'une élection politique a lieu, on a le choix entre voter oui, non, blanc ou s'abstenir de participer à ce voter ou cette élection, de la boycotter.

Dans tous les cas de figure notre vote ou absence de vote exprime bien une position politique. Vous votez oui, vous soutenez cette mesure, vous voter non, vous la rejetez, vous votez blanc parce qu'elle ne vous convient pas, peut-être que vous aviez une meilleure mesure à proposer, vous vous abstenez, donc vous considérez illégitime ce scrutin ou ceux qui l'organise ou encore vous ne vous sentez pas concernés. Laissez donc chacun pensez librement ce qu'il veut et défendre loyalement, honnêtement, la position qu'il estime être correcte au lieu de vous transformez en procureur, de quel droit au juste dites-nous ? Confrontons fraternellement et librement nos points de vues, nos arguments, les faits sur lesquels ils reposent, au lieu de se livrer à des invectives ou des procès d'intention qui desservent notre cause et ne nous font pas avancer d'un millimètre vers notre objectif. Et si cette discussion prend la forme d'une (violente) polémique, souhaitons qu'elle permette d'éclaircir les idées de chacun pour que tous les militants en profite. Nous ne défendons pas des idées qui nous appartiendraient, nous défendons les intérêts collectifs et fondamentaux de notre classe, on semble parfois l'oublier. Et admettons que nous ne nous exprimons pas tous en employant la même terminologie ou le même style, heureusement d'ailleurs, nous n'avons pas vécu les mêmes expériences et nous n'appartenons pas toujours au même milieu social, essayons de ne jamais l'oublier, c'est difficile, mais il faut faire cet effort.

Une autre réflexion qui n'a qu'un rapport secondaire avec la précédente, mais dont le sujet est d'une extrême importance, le négliger serait criminel ou faire preuve d'inconscience.

On se demandait à propos de tous les Etats vivant relativement en paix avec leurs voisins ou que rien ni personne ne menace, pourquoi au cours des dernières décennies ils ont continué de dépenser des sommes folles dans l'armement, outre les pots de vin et commissions occultes qui accompagnent les juteux contrats de vente d'armes, on voit en Libye et en Syrie à quoi ces armes peuvent servir : notamment à massacrer le peuple quand il se soulève, pour conserver le pouvoir, à nombre de combattants à peu près égal des deux côtés (20 000 du côté de Kadhafi, 17 000 du côté des insurgés), c'est la sophistication de l'armement et sa quantité qui peut faire la différence, donc permettre au régime de vaincre une révolution, d'où la nécessité très tôt au cours de la révolution de programmer ou d'envisager méthodiquement et très tôt la prise d'assaut des casernes et des stocks d'armes lourdes ou leur destruction, sous peine d'être impitoyablement broyé par cette formidable machine de guerre, ce devrait être le premier objectif militaire d'une révolution prolétarienne dès le début de la guerre civile, si elle veut se donner réellement les moyens de vaincre.

En quelque sorte, ici on renoue avec les enseignements de la Commune de Paris et la révolution russe d'octobre 1917, en les adaptant à la situation nouvelle que nous connaissons. Chacun aura compris qu'on ne pourra plus se contenter de gesticulations dans la rue ou de barricades de fortune pour renverser le régime en place, encore moins d'un coup de force du genre blanquiste à une poignée de militants déterminés.

Eh oui, camarades ce ne sera pas au dernier moment qu'il faudra aborder toutes ces questions, car à ce moment-là nous en aurons d'autres toutes aussi urgentes à régler, lors d'une révolution chaque jour compte des années et chaque instant de perdu peut s'avérer fatidique pour l'un ou l'autre camps. De la même manière que notre vision de la situation doit se situer dans le cadre d'une vision globale et historique à l'échelle mondiale.

Aux questions théoriques, tactiques ou stratégiques, pratiques en politiques, il nous faut ajouter les questions d'ordre militaire, sans parler de la discipline que cela requiert impérativement de la part de chaque militant. Plus question de se retrancher derrière ses principes sous peine d'y laisser sa peau inutilement ou bêtement. Je sais que ce discours passe très mal auprès de militants habitués au laxisme ou à posséder leur propre vérité, mais c'est ainsi, et là plus question de tergiverser ou de se quereller pour des broutilles ou encore de confondre ce qui est déterminant de ce qui est secondaire, car dans ces moments-là c'est tout simplement une question de vie ou de mort pour chaque militant et pour la révolution !

Abordons maintenant un sujet encore plus délicat.

Le flic-président et sa police ce sont lancés dans une nouvelle chasse à l'homme, cette fois il s'agit des immigrés en provenance de Tunisie, de Libye ou d'autres pays en Afrique. En réponse, il y en a qui disent : ouvrez grandes les frontières, régularisez tout le monde, cessez les contrôles policiers, c'est généreux de leur part et les honore.

D'un côté maintenant, ces immigrés disent venir en France "*pour travailler*" et la plupart n'ont pas de qualification ou d'expérience, pourquoi pas, le droit au travail est universel. Mais d'un autre côté, on nous dit qu'il y a 7 millions de chômeurs en France (POI), le nombre de chômeurs de longue durée ne cesse de croître, une bonne partie de ces chômeurs n'ont pas de qualification en dehors de l'expérience qu'ils avaient acquise dans l'entreprise qui les employait, et pour finir les idées de l'extrême droite gagnent du terrain dont notamment le racisme, car de nombreux travailleurs ne comprennent pas pourquoi eux devraient rester au chômage, tandis que des gens fraîchement débarqués en France devraient avoir un travail.

Le courage n'étant pas apparemment le point fort des dirigeants du mouvement ouvrier, on s'étonnera que ces farouches partisans de l'internationalisme prolétarien, ces grands humanistes ne commencent pas par montrer l'exemple et par prendre eux-mêmes en charge ces travailleurs immigrés. Après tout en France, il y a suffisamment de syndicalistes et de militants politiques pour accueillir chez eux un de ces travailleurs, ou tout du moins sans aller jusque là bien que cela soit envisageable, les syndicats et les partis dits de gauche pourraient les prendre en charge. Question pourquoi ne le font-ils pas ?

Comme je l'explique plus loin, la Le Pen a un boulevard devant elle, et Sarkozy également. L'incurie politique s'exprime dans les grandes comme dans les petites choses. Laissons faire l'Etat, ils ne disent pas tout à fait cela mais cela revient au même, nous faisons pression sur l'Etat pour qu'il règle cette question favorablement, la solution doit venir de l'Etat, on doit tout attendre de l'Etat, n'est-ce pas le meilleur moyen pour que les travailleurs demeurent subordonnés à l'Etat, aux institutions.

C'est exactement le même procédé opportuniste qui est mis en oeuvre quand ils favorisent la négociation avec le patronat ou le gouvernement au détriment de la mobilisation des travailleurs sur leur propre terrain de classe. En procédant de la sorte ils légitiment les besoins du patronat, alors qu'ils devraient partir uniquement des besoins des travailleurs indépendamment de la situation des capitalistes, de la crise, de la dette qui n'est pas la nôtre, n'avoir de compte à rendre qu'aux travailleurs et non à Sarkozy ou au Medef trop heureux de clamer sur tous les toits que les responsables syndicaux ont un comportement "*responsables*, autrement dit qu'ils privilégient les intérêts du capital auxquels ils n'entendent pas s'attaquer, au détriment des intérêts des travailleurs. D'un côté, il y a la réaction sur toute la ligne, et de l'autre en réponse, l'opportunisme sur toute la ligne, avec cela on est bien barré camarades !

Une dernière chose très vite.

Nous nous permettons de signaler cette dépêche de l'agence Reuters datée d'hier au directeur de la publication *Informations ouvrières*, Daniel Gluckstein, ainsi qu'à son rédacteur en chef, Lucien Gauthier :

- Selon une organisation syrienne de défense des droits de l'homme, au moins 560 civils ont été tués en Syrie depuis le début des manifestations. (Reuters 01.05)

Politique

1- UE. Schengen vole en éclats !

La Commission européenne envisage de permettre aux pays membres de l'UE de renforcer le contrôle de leurs frontières, conformément aux demandes de la France et de l'Italie sur une réforme du traité de Schengen sur la libre circulation des personnes en Europe.

Dans une lettre adressée dimanche au président français Nicolas Sarkozy et au président du Conseil italien Silvio Berlusconi, José Manuel Barroso juge possible de rétablir des contrôles limités aux frontières, abolis depuis l'entrée en vigueur en 1995 du traité de Schengen.

Les nouvelles règles envisagées par la Commission renforceraient la liberté accordée aux Etats, dit-on de source informée de ces projets.

"*A l'heure actuelle, pour réinstaurer des contrôles aux frontières, il faut le justifier par une menace à l'ordre public, a-t-on déclaré de même source. Avec le nouveau système, il n'y aurait plus besoin d'invoquer une menace à l'ordre public. Cela élargirait les possibilités de rétablir les contrôles.*"

L'exécutif européen envisage de soumettre dans les jours à venir ses propositions aux Etats membres.

Si ces projets aboutissent, ils affaibliraient l'un des principaux piliers de la construction européenne, qui permet aux citoyens de l'UE de circuler librement d'un pays à l'autre mais rend plus difficile la lutte contre l'immigration clandestine.

Cette réforme doit toutefois être adoptée par les 27 Etats membres de l'UE et par le parlement européen, ce qui pourrait prendre des mois. (Reuters 01.05)

2- Syrie

Les autorités procédaient dimanche à une vague d'arrestations à Deraa, ville du sud de la Syrie et berceau du mouvement de contestation contre le régime du président Bachar al Assad, ont rapporté des habitants.

Des arrestations ont eu lieu en d'autres points du pays, notamment dans le nord et l'est.

A Rakka, ville du nord de la Syrie, Abdallah Khalil, personnalité en vue chez les militants des droits de l'homme, a été appréhendé par des agents des services de renseignement militaires après avoir critiqué publiquement la réaction des autorités au vent de contestation qui balaie le pays depuis un mois et demi.

A Kamichli, dans le nord-est du pays, les forces de sécurité syriennes ont arrêté deux personnalités kurdes de l'opposition, Abdelkader al Khaznaoui et Abdel Samad Ali, qui avaient appelé à la tenue de manifestations en faveur de la démocratie, a-t-on appris dimanche de source kurde.

A Deraa, des témoins disent avoir vu des autocars bondés de jeunes gens menottés et cagoulés que l'on évacuait vers un vaste centre de détention de la ville, contrôlé par les services de sécurité.

"*Ils arrêtent tous les hommes de plus de 15 ans. Tout ce qu'ils ont, ce sont les vieilles méthodes des services de sécurité, ils cherchent à se venger*", a déclaré un avocat de Deraa, sous le couvert de l'anonymat.

Selon une organisation syrienne de défense des droits de l'homme, au moins 560 civils ont été tués en Syrie depuis le début des manifestations. (Reuters 01.05)

3- Yémen

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a annoncé dimanche le report sine die de l'accord de sortie de crise au Yémen, suite au refus la veille du président Ali Abdallah Saleh de signer le texte. (AP 01.05)

On en connait la raison : la majorité des manifestants sont opposés à cet accord scélérat et exigent qu'il soit jugé pour ses crimes. Il a sous les yeux les exemples tunisien et égyptien où les dictateurs ont été chassés du pouvoir sans toutefois avoir été trop inquiétés par la suite, pour maintenant devoir rendre des comptes à la justice de leurs pays des crimes qu'ils ont commandités et de la corruption dont ils ont largement profité quand ils ne l'ont pas orchestrée eux-mêmes. Il craint donc que malgré cet accord, la pression de la population qui haïssait son régime finisse par avoir sa peau.

4- Libye

Le régime libyen a accusé l'Otan d'avoir voulu tenter d'assassiner Mouammar Kadhafi lors d'une frappe aérienne qui a tué dans la nuit un de ses fils et trois de ses petits-enfants tandis que plus à l'est de Tripoli le port de Misrata, ville assiégée, était en flammes dimanche soir.

Quelques heures après ces frappes, les ambassades d'Italie et de Grande-Bretagne à Tripoli ont été la cible d'attaques.

Selon une correspondante de l'AFP, des manifestants ont mis le feu tôt dimanche aux bâtiments de l'ambassade d'Italie et des résidences de l'ambassadeur d'Italie et de Grande-Bretagne.

La Ligue du Nord, allié clé du gouvernement de centre droit de Silvio Berlusconi, a exigé dimanche que les partisans du Premier ministre italien votent une motion parlementaire fixant une date limite pour les raids aériens auxquels l'Italie participe.

De son côté, Londres a décidé d'expulser l'ambassadeur de Libye à la suite d'«attaques contre l'ambassade britannique à Tripoli et d'autres missions diplomatiques étrangères».

«*Etant donnée l'insécurité*» dans la capitale, les Nations unies ont décidé de retirer l'ensemble de leur personnel de Tripoli, selon une porte-parole de l'ONU.

A Misrata, ville rebelle assiégée depuis deux mois à 200 km à l'est de la capitale, le port était en flammes dimanche soir après de violents bombardements qui ont fait au moins deux morts, ont rapporté des témoins.

A l'autre bout de la ville, les insurgés ont annoncé dimanche être passés à l'offensive et avoir ouvert un nouveau front en attaquant les forces de Kadhafi qui tiennent l'aéroport.

Il se trouve à plusieurs kilomètres au sud de Misrata et les forces de Kadhafi l'utilisent comme base opérationnelle.

A la frontière tunisienne (ouest), l'armée tunisienne déployée dans le secteur de Dehiba a évacué trois positions après l'explosion d'obus tirés de la Libye tombés en territoire tunisien, selon un journaliste de l'AFP. (liberation.fr et Reuters 01.05)

5- Egypte

L'Egypte a l'intention d'ouvrir de manière permanente sa frontière avec la bande de Gaza afin d'alléger les souffrances des Palestiniens soumis à un blocus israélien, mais elle doit encore finaliser les modalités de cette mesure, a annoncé dimanche le ministère des Affaires étrangères.

Cette initiative traduit une nouvelle évolution par rapport à la politique de l'ancien président Hosni Moubarak, dont le gouvernement coopérait avec Israël pour imposer un blocus au territoire contrôlé par le mouvement islamiste Hamas.

L'Egypte n'ouvrait sa frontière que sporadiquement pour laisser passer des vivres, des médicaments ou des personnes, principalement des malades nécessitant des soins médicaux ou des étudiants inscrits dans des universités étrangères.

Ce système était dans l'ensemble resté en place depuis la démission de Moubarak, le 11 février.

Menha Bakhoum, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a déclaré à Reuters que la question était étudiée "*à tous les niveaux*", sans préciser quand l'ouverture permanente pourrait intervenir.

Israël, qui avait formulé l'espoir que les strictes dispositions en vigueur à la frontière entre l'Egypte et la bande de Gaza resteraient en place, s'est montrée très réservée à l'annonce des intentions du Caire.

"*Les Egyptiens sont bien sûr libres de faire ce qu'ils veulent à leur frontière, mais nous voulons croire que, pour leur propre sécurité nationale, ils feront en sorte que des armes et des terroristes ne passent pas du Sinaï à Gaza*", a déclaré un responsable israélien.

L'Egypte a servi d'intermédiaire dans la négociation d'un accord de réconciliation entre factions palestiniennes qui doit être signé cette semaine et le Caire a laissé entendre qu'il était prêt à un rapprochement avec l'Iran alors que les relations diplomatiques avec Téhéran sont rompues depuis une trentaine d'années.

Les observateurs estiment que les nouvelles autorités égyptiennes cherchent en partie, grâce à cette évolution de leur politique étrangère, à gagner en crédibilité auprès d'une population majoritairement pro-palestinienne.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Nabil Elaraby, a qualifié la semaine dernière de "*honteux*" le blocus de Gaza et il a déclaré à la chaîne de télévision Al Djazira que l'Egypte étudierait les moyens d'ouvrir la frontière en 10 jours.

Bakhoum, citée par le journal gouvernemental Al Ahram, a dit que les 10 jours dont parlait Elaraby faisaient référence au laps de temps dont l'Egypte aurait besoin pour étudier les mécanismes d'ouverture de la frontière.

Elle a ajouté que le réexamen de la politique après le renversement de Moubarak ne signifiait pas que le Caire cesserait d'honorer ses engagements internationaux - allusion au traité de paix signé en 1973 avec Israël. (Reuters 01.05)

6- Maroc

Des syndicalistes se sont joints dimanche au Maroc aux appels en faveur de changements politiques dans le royaume chérifien à l'occasion des manifestations du 1er-Mai.

Pour la première fois, des syndicalistes - environ 1.500 - ont apporté un soutien explicite à un rassemblement du Mouvement du 20-Février, l'un des fers de lance de la contestation. Ils étaient issus de l'Union marocaine du travail (UMT), la principale centrale du pays, dont les dirigeants ne se sont toutefois pas joints à cette initiative.

Certains syndicats ont même clairement pris leurs distances avec ce rassemblement.

"*Nous défilons pour défendre un projet social qui n'a rien à voir avec le projet politique du Mouvement du 20-Février*", a déclaré Abdelhak Tafnout, du Syndicat national des banques (SNB). (Reuters 01.05)

Syndicat

1- 1er mai en France.

Dimanche en fin d'après-midi, la CGT déclarait avoir comptabilisé dans toute la France plus de 120.000 manifestants (contre 350.000 en 2010 et 465.000 l'année précédente) au travers de près de 200 rassemblements et défilés. Le ministère de l'Intérieur comptait pour sa part un total de 77.000 manifestants sur tout le territoire contre 195.000 en 2010.

A Paris, 12.000 personnes selon la police, 30.000 selon les organisateurs, ont rallié dans l'après-midi la place de la République et celle de la Nation, derrière une banderole de tête du cortège rappelant les deux mots d'ordre de la journée: "*progrès social*" et "*solidarité internationale*".

L'année dernière, le cortège parisien avait mobilisé entre 21.000 et 45.000 personnes selon les sources, et en 2009 entre 65.000 et 160.000.(AP 01.05)

2- Le refus de l'affrontement avec le régime est à l'origine de la montée de l'extrême droite, du racisme...

Pour le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, le Front national 'offre un cadeau majestueux au patronat avec sa ligne politique principale qui consiste à opposer les travailleurs français de souche aux autres travailleurs'. (lemonde.fr 01.05)

Pour Nadine Prigent, dirigeante de la CGT, la situation est «paradoxale». «*Il y a toutes les raisons de faire un grand 1er mai*», avec un chômage toujours élevé, un pouvoir d'achat en berne, notamment chez les fonctionnaires, et «*le mal-être*» au travail. «*Les salariés se mobilisent sur des questions sur lesquelles ils pensent pouvoir obtenir quelque chose. Mais la convergence interprofessionnelle et nationale est compliquée*» (20minutes.fr 01.05)

"*En réalité, le moment est plus compliqué qu'il n'y paraît*", a jugé pour sa part Mireille Chessa (CGT Marseille). "*Nous vivons ici des luttes très localisées et tellement diverses qu'il est difficile de les faire converger*". (AP 01.05)

"*On est dans une période un peu difficile après la mobilisation sur les retraites et face à un gouvernement qui reste sourd aux revendications*", a déclaré la secrétaire générale de la FSU Bernadette Groison. (AP 01.05)

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a pour sa part estimé que le 1er Mai que "*l'action syndicale ce n'est pas seulement des manifestations*", mais aussi "*des accords interprofessionnels*".(AP 01.05)

Pour François Chérèque, «*le syndicalisme ce n'est pas seulement manifester dans la rue, c'est aussi les accords interprofessionnels*», comme ceux signés ces dernières semaines (assurance chômage, retraites complémentaires, emploi des jeunes). (lefigaro.fr 01.05)

«*Il est très difficile de donner un sens commun à des mobilisations d'ampleur lorsqu'il n'y a pas d'élément fédérateur*» comme les deux années précédentes, expliquait Marcel Grignard, numéro deux de la CFDT. (lefigaro.fr 01.05)

"*Nous sommes à un moment charnière*", a noté Patrick Parra (CFDT marseille). "*Après les fortes mobilisations sur les retraites, les attentes se sont tournées vers 2012 et la présidentielle*".(AP 01.05)

"*On est à un an d'une élection très importante et beaucoup de salariés ont le sentiment que ça va se jouer l'année prochaine par les bulletins de vote, ce qui est quand même largement vrai*", a dit François Hollande.(AP 01.05)

Martine Aubry a déclaré au sujet des défilés clairsemés, que les salariés manifesteraient «*en 2012 dans les urnes*». (lefigaro.fr 01.05)

Commentaire.

Pendant ce temps-là Marine Le Pen paradait, normal tous ceux qui viennent d'être cités lui offrent un boulevard : "*Aujourd'hui, des millions de Français se tournent vers nous, pour nous dire 'délivrez-nous de l'asservissement, brisez nos chaînes, libérez-nous'*", a-t-elle lancé à l'issue du défilé frontiste à Paris. Ou d'entonner '*Sarko t'es foutu, la jeunesse est dans la rue*' en plaçant son défilé 'en l'honneur des travailleurs'. (lemonde.fr 01.05)

Et le refus des dirigeants syndicaux de sortir de la CES, de la CSI et de l'OIT, de rompre leurs relations avec le gouvernement, le patronat et les institutions internationales du capital ou liés au capital, auxquels il faut ajouter les partis dits de gauche qui refusent de réaliser l'unité contre l'Union européenne, permet à Le Pen d'affirmer que l'UE priverait la France de ses "*libertés législative, juridique, monétaire, budgétaire*" et ferait du peuple français son esclave, de se poser en pourfendeur de l'aristocratie financière et de se présenter en défenseur des intérêts de la classe ouvrière.

Et comme il n'y a pas de demi-pourritures mais des pourritures tout court, selon eux, ce serait les travailleurs qui porteraient la responsabilité de la situation sociale difficile ou épouvantable qu'ils connaissent.

Ils expliquent que si les travailleurs ne se mobilisent pas ou pas suffisamment, tout affrontement direct avec le gouvernement est impossible, encore faudrait-il que les dirigeants syndicaux le souhaitent, or l'on sait que cette perspective est un véritable cauchemar pour eux, on en a eu la démonstration à l'automne dernier, et puis les travailleurs feraient une fixation sur 2012, comme s'ils étaient arriérés (politiquement) au point de savoir qu'ils n'ont rien à en attendre de bon, alors qu'en réalité ce sont eux qui se sont calés sur cet agenda à défaut de mobiliser la classe et les masses pour affronter Sarkozy et les institutions.

Un répit d'un an offert au capital, cela ne se refuse pas, cela permet à Sarkozy de pouvoir continuer son oeuvre de démolition sociale, tandis que Marine Le Pen prend ses marques au sein de la classe ouvrière pour mieux la diviser et constituer demain les bataillons du lumpenprolétariat qui s'attaquera à la révolution...

Paradoxe ou ironie tragique de l'histoire, depuis plus de 60 ans nos dirigeants ne veulent pas mener la guerre contre le PS et ses satellites sous prétexte qu'ils seraient de gauche, alors qu'en réalité ils sont les alliés objectifs du parti de l'ordre (UMP), au sein des institutions ces lieutenants ouvriers de la bourgeoisie combattent le prolétariat au côté de l'UMP, et dans la rue ces parasites manifestent au côté de la classe ouvrière pour en fait corrompre ou dévoyer son combat, briser sa résistance, lui interdire toute issue politique indépendante du capital auquel ils sont eux-mêmes subordonnés.

Ils ne veulent pas non plus mener la guerre contre les dirigeants syndicaux qui sont les premiers fossoyeurs des syndicats, contre une conception du syndicalisme mise en place ou réaffirmée après la Seconde guerre mondiale, puis renforcée depuis, qui consiste à privilégier le "dialogue social" et les tractations en coulisses à la mobilisation des travailleurs pour défendre leurs acquis ou obtenir de nouveaux droits sociaux dans la perspective de l'émancipation du salariat, de la liquidation du capitalisme.

De son côté, Marine Le Pen ne s'embarrasse pas de tant de précautions et elle démontre qu'une frange de travailleurs tend une oreille attentive à son discours faussement social. Elle fait ce que nos dirigeants n'osent pas faire mais pour des objectifs diamétralement opposés... en principe, précisons à l'adresse de ceux qui sont tant attachés à leurs chers principes, et qui sur ce sujet sont étrangement silencieux, et pour cause.

Quand la soi-disant gauche et les dirigeants syndicaux ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, c'est l'extrême droite qui prend le relais, on a déjà vu cela en Allemagne au début des années 30 (en fait depuis 1918)...

Extrait du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx :

- "*Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.*".

Une bien mauvaise farce en vérité qui guette au tournant tous les partisans du capitalisme, à brève échéance maintenant compte tenu de la crise que traverse le capitalisme mondial et les difficultés grandissantes qu'il rencontre pour maintenir l'ordre mondial qu'il a institué pour se survivre à lui-même.

Quels que soient les fins calculs, les basses manoeuvres, les gesticulations démagogiques ou les érections oratoires des uns et des autres, le murissement des conditions objectives va pousser des millions de travailleurs et jeunes à se révolter contre leurs conditions de travail et d'existence et précipiter la chute du régime et des institutions. Comme en Tunisie...

La période est donc favorable à la construction d'un parti révolutionnaire (et d'une Internationale). Si nous échouons à le construire, là pour le coup, ce serait bien une nouvelle tragédie qui nous attendrait.

3- 1er mai dans le monde.

A Istanbul, environ 200.000 manifestants se sont rassemblés sur la place Taksim, dans le centre-ville. Il s'agit du plus important rassemblement du 1er Mai depuis 1977, année où la manifestation avait dégénéré en bousculade géante. Les rassemblements n'ont été à nouveau autorisés que l'année dernière.

En Espagne, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Valence pour protester contre l'incapacité du gouvernement à créer de nouveaux emplois. Le taux de chômage s'élève à 23,4% de la population active dans le pays, un record dans l'Union européenne.

Des drapeaux rouges étaient également à l'honneur dans le centre de Londres, théâtre d'un autre défilé, deux jours après le mariage princier. A Paris, le cortège comptait 12.000 manifestants selon la police, 30.000 selon les organisateurs.

A Cuba, plusieurs centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de la capitale La Havane et d'autres villes. Le pouvoir cubain entendait faire de ces défilés une manifestation du soutien de la population aux orientations économiques récemment adoptées lors du VIe congrès du Parti communiste. Le dirigeant du pays Raúl Castro a pris la tête du défilé à Santiago, dans le sud-est de l'île, tandis que son No2 José Ramon Machado Ventura emmenait celui de La Havane.

En Corée du Sud, les manifestants étaient environ 50.000 dans la capitale Séoul pour demander de meilleures protections au travail. Ils exigeaient également du gouvernement qu'il maîtrise l'inflation, une inquiétude croissante en Asie, où les prix alimentaires et du carburant explosent et menacent de pousser des millions de gens dans la pauvreté.

Environ 3.000 personnes ont également manifesté en matinée à Hong Kong, où 5.000 manifestants étaient ensuite attendus dans l'après-midi pour un autre défilé, selon les médias locaux, qui citaient les organisations syndicales. A Taïwan, environ 2.000 personnes ont protesté contre les écarts de revenus, tandis qu'environ 3.000 ouvriers demandaient des augmentations de salaires à Manille, aux Philippines.

Enfin, à Moscou, quelque 5.000 sympathisants communistes et membres de mouvements de gauche ont défilé dans les rues de la capitale russe, munis de drapeaux rouges, à l'occasion de leur fête traditionnelle, connue à l'époque soviétique sous le nom de Journée de solidarité internationale de travailleurs. (AP 01.05)

Social

Egypte

Plusieurs milliers de salariés égyptiens ont manifesté dimanche au Caire sur la place Tahrir, pour réclamer une hausse du salaire minimum mensuel et d'autres droits.

La manifestation était de faible ampleur par comparaison avec celles de janvier et février sur cette même place, qui ont abouti à la démission du président Hosni Moubarak le 11 février.

"*Le salaire minimum à 1.500 livres!*", lisait-on sur l'une des banderoles brandies par la foule. Le salaire minimum mensuel est actuellement de 400 livres égyptiennes, soit 67 dollars.

Les manifestants protestaient d'autre part contre une nouvelle loi restreignant les grèves, les sit-in et les manifestations de travailleurs.

"*Nous ne pouvions pas manifester notre soutien aux salariés sous Moubarak. Maintenant que nous le pouvons, il est de notre responsabilité de le faire*", a déclaré un avocat de 33 ans, Ramy Ghanem, qui avait contribué à l'organisation de cette manifestation du 1er-Mai.

Nombre d'Egyptiens estiment qu'il serait possible d'élever le niveau de vie de la population en récupérant les centaines de milliards de dollars détournés, selon eux, par des fonctionnaires et hommes d'affaires corrompus sous Moubarak.

"*Lorsque la révolution a commencé, c'était au tout début pour des raisons économiques*", a rappelé un homme de 58 ans, Alaa Ibrahim. (Reuters 01.05)

Le 3 mai

Avant de venir à l'actualité du jour je voudrais compléter la causerie d'hier à propos de la Libye et des hypothèses que nous avons émises.

L'impérialisme et les principaux dirigeants du CNT sont de mèche contre la révolution libyenne, mais la partie n'est pas gagnée d'avance pour autant pour eux.

Je ne sais plus dans quelle émission diffusée sur TV5Monde Asie il y a environ une semaine, j'ai entendu un militaire

pilote d'hélicoptère, dont le travail consistait à surveiller les cotes contre les braconniers en mer, expliquer et faire une démonstration intéressante. A l'aide d'une caméra thermique il a montré qu'il était possible de discerner une forme ou un objectif situé à 2,5 kms de la caméra avec une précision inférieure à 50 cms ; il en a fait la démonstration et effectivement, on pouvait discerner clairement tout ce qui se passait à bord d'un navire situé à cette distance.

D'où une question : dès lors il est très facile à l'aide d'un hélicoptère équipé de cette caméra et de lance-roquettes de cibler un véhicule militaire et de le détruire à distance, pourquoi ce matériel n'est-il pas utilisé en Libye ? Vaut mieux peut-être que les insurgés les plus déterminés, la véritable avant-grade de la révolution libyenne, se fassent massacrer les uns après les autres pour qu'à l'arrivée ils acceptent de s'en remettre les yeux fermés au CNT et à la coalition impérialiste qui lorgnent sur les richesses de la Libye ?

Personne ne peut nier qu'il existait une réelle et farouche opposition à Kadhafi à travers tout le pays, après avoir rameuté ses fidèles il n'a pas pu rassembler plus de 2 000 personnes hier à Tripoli pour les funérailles de son fils, lire plus loin l'info. Peut-on affirmer que la mort de Ben Laden annoncée hier serait le prélude à une offensive d'envergure en Libye (ou ailleurs), il est trop tôt pour l'affirmer avec certitude, mais si tel est le cas nous serons rapidement fixé.

Nous ne nous réjouissons pas et nous ne regrettons pas la mort supposée de Ben Laden, car d'un côté c'est un soulagement pour les populations qui subissaient les exactions d'Al-Qaïda, d'un autre côté, pour nombre de populations Ben Laden incarnait la résistance à l'impérialisme américain. Par ailleurs, on condamne sans appel l'incursion de l'armée américaine dans un Etat souverain pour livrer ce type d'actions, le Pakistan, même si les autorités pakistanaises étaient informées et avaient donné le feu vert à son déroulement.

Un dernier mot.

J'ai encore ajouté de nouveaux articles dans la rubrique *Documents*" au chapitre international. Attention, il faut les lire avec une extrême prudence car leurs auteurs participent à leur manière à l'intox générale, ceux qui ne soutiennent pas l'impérialisme américain, britannique, français, etc. disons occidental, soutiennent l'impérialisme russe, chinois, indien, etc, éventuellement les dictateurs arabes ou africains, aucun d'entre eux n'a en tête les intérêts du prolétariat dans quelque pays que ce soit, leur point commun : ils sont absolument tous subordonnées au capitalisme, sans aucune exception.

Abordons maintenant l'actualité du jour.

Nous baignions déjà dedans depuis quelques semaines déjà, voilà que la propagande et l'intox états-unienne est passée au cran supérieur.

Si vous voulez mon avis, les Etats-Unis menacés dans leur rôle de maître du monde de plus en plus contesté par les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), cela annonce une nouvelle offensive sur tous les fronts de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale. Obama a déjà annoncé la couleur en affirmant que le règne de la psychose et de la terreur que fait régner l'impérialisme américain allait continuer, au nom toujours de la lutte contre le terrorisme, bras armé de l'impérialisme pour diviser les peuples et restreindre toujours plus les libertés fondamentales à travers des lois toujours plus liberticides et répressives étendues à tout citoyen.

Un déchaînement de haine après avoir liquidé leur créature ou leur clone, Ben Laden, si c'est bien exact et qu'il n'était pas mort depuis des années.

- "A l'annonce de la mort d'Oussama Ben Laden, des milliers de New Yorkais se sont rassemblés spontanément au Ground Zero jusqu'à l'aube."

Dans la presse américaine :

- «*On a eu le bâtard*», écrit le Philadelphia Daily News. Un journal qui a obtenu trois fois le Prix Pulitzer.

- «*Va pourrir en enfer*», titre carrément le New York Daily News. Lui a eu dix Prix Pulitzer.

A Washington :

- Les envahisseurs se montrent plus vindicatif que jamais par la voix de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton à l'adresse des talibans afghans : «*Vous ne pouvez pas attendre que nous partions, vous ne pouvez pas l'emporter sur nous, mais vous pouvez faire le choix d'abandonner Al-Qaeda.*». Bref l'impérialisme américain est chez lui en Afghanistan !

- Et dans la foulée la force de l'Otan en Afghanistan (ISAF) s'est empressée de promettre sur place des «*mesures appropriées là*

où c'est nécessaire».", annonçant une nouvelle offensive.

- Les Etats-Unis n'avaient pas prévenu les autorités pakistanaises de l'opération contre Oussama ben Laden. Le pays justifie la violation de la souveraineté pakistanaise par «*l'obligation légale et morale d'agir*», indique un haut responsable de l'administration Obama.. On a déjà lu exactement le contraire !

Quand les médias délirent sur la cache supposée de Ben Laden.

- "*un bâtiment de trois étages inhabituellement luxueux et protégé comme une forteresse*".

- "*la forteresse, environ huit fois plus haute que les résidences voisines, protégée par des murs d'enceinte de quatre à cinq mètres et surmontés de fils barbelés*".

- "*Avec ses murs de 5 mètres de haut surmontés de barbelés*".

Quand j'ai regardé les photos prises à l'extérieur et que j'ai lu ces commentaires je me suis bien marré, car en fait cette maison n'avait rien du tout de luxueux, même pas un petit balcon, des fenêtres minuscules comme cela se fait ici, elle était même plus pouilleuse que la mienne et en plus mauvais état aussi. On distingue nettement que les travaux de la terrasse qui surplombe le deuxième étage n'ont jamais été terminés, de plus la peinture des murs blancs était crasseuse.

Une forteresse ? On voit sur les premières photos qui nous sont parvenues que le mur qui entourait cette propriété dépassait à peine le rez-de-chausée dont la hauteur doit être inférieure à 3 mètres. En observant une autre photo sur lefigaro.fr, on s'aperçoit que la maison était située en pleine ville, que des habitants passaient quotidiennement devant, du coup le mur s'expliquait très bien.

Chez moi, mon terrain est fermé par un mur fait de plaques de ciment (la solution la moins onéreuse) qui fait entre 1.70 et 2 mètres de haut selon les endroits, le terrain est en pente et nous sommes sur une plage. On m'a conseillé de le réhausser à cause des voleurs, il est arrivé à deux reprises que des adolescents le franchissent effectivement, j'ai rajouté des feuilles de cocotiers tressés et réhausser ainsi le mur de 80 cms environ, à croire ces journalistes j'habiterais aussi dans une forteresse. Quant aux "barbelés", en fait il s'agissait de deux malheureux fils que l'on appelle bien barbelés qui courraient le long du mur pour empêcher d'éventuels visiteurs de le franchir, généralement ici parce que cela coûte moins cher les maçons ajoutent des tessons de bouteilles tout le long des murs. Cette maison vaudrait un million de dollar, quelle connerie il ne faut pas lire, les Pakistanais de la rue doivent être les premiers à en rire aux éclats !

Décidément cela confirme ce que je pensais, dès qu'il s'agit de traiter une information en dehors de ce minuscule hexagone qui s'appelle la France, les médias étalent leur crasse ignorance, ils ne sont pas les seuls notez bien...

Un assassinat programmé, s'il a véritablement eu lieu bien sûr.

- «*il s'agissait d'une opération destinée à tuer*», a déclaré à Reuters un responsable américain, en soulignant clairement qu'il n'y avait aucune intention de capturer Oussama ben Laden vivant au Pakistan. «*La décision de savoir que faire de Ben Laden [s'il était capturé] n'a jamais été tranchée*», ont indiqué des sources américaines dimanche soir, relaie Politico. Le site américain a rappelé ce lundi une discussion entre les députés et le ministre américain de la Justice Eric Holder sur le sort judiciaire qui serait réservé à Ben Laden. «*Vous parlez d'une hypothèse qui ne se déroulera jamais. La vérité, c'est qu'on lira ses droits au cadavre d'Oussama ben Laden. Il n'apparaîtra jamais devant un tribunal américain. C'est la réalité… Il sera tué par nous ou il sera tué par l'un des siens pour qu'on ne puisse pas le capturer. Nous le savons.*» Pour Politico, la mort de Ben Laden est donc «*une chance politique*» car sa capture aurait soulevé des «*questions épineuses*».

(source : libération.fr, 20minutes.fr et Reuters 02.05)

Questions :

- Pourquoi les autorités américaines n'apportent-elles aucune preuve de la mort de Ben Laden ? Seraient-ils en train de fabriquer un sosi à la tête éclatée mais toutefois reconnaissable, avec un bon logiciel de retouche d'images rien de plus facile à réaliser.

Après de nombreuses années passées enfermé à Guantanamo, ce serait un détenu qui aurait soudainement lâché le morceau, et livrer le nom de son principal coursier et homme de confiance au Pakistan. Une fable sans doute.

- Pourquoi ne l'ont-ils pas capturé vivant ? C'était très facile à réaliser et en un minimum de temps et de moyens, il suffisait de couper l'eau, l'électricité, de faire le siège de cette maison ou éventuellement de l'arroser de dizaines de bombes lacrymogènes pour que ses occupants en sorte et se rendent. Une opération parfaitement à la portée de simples policiers.

- Comment un stratège de premier ordre comme Ben Laden a-t-il pu être inconscient au point de se planquer dans une ville abritant une importante caserne militaire et habitée par de nombreux militaires à la retraite, à seulement 80 kms de la capitale pakistanaise, comment aurait-il pu commettre une telle erreur ? Cela paraît impensable, même en admettant qu'il ait eu d'importants problèmes de santé.

Nous aborderons plus tard la question de savoir pourquoi Washington a choisi cette date et dans quel contexte pour liquider Ben Laden ou pour annoncer sa mort, car selon certains témoignages précédents il serait déjà mort depuis 2005. Le besoin pour l'impérialisme américain de justifier les guerres néo coloniales en cours en Afghanistan et en Irak ou sont engagement militaire en Libye qui pourrait en annoncer d'autres, en Syrie, en Iran...

Parole d'internaute

- " *La longue histoire de la résistance des féodaux arabes à la modernité*

La mort de Ben Laden clôt un chapître important de la longue histoire de la résistance des dirigeants féodaux ou dictatoriaux arabo-musulmans aux idées occidentales de liberté et de modernité.

Comme le raconte avec une grande précision le grand reporter Albert Londres dans son ouvrage extraordinaire "le Juif errant est arrivé", cette histoire commence avec la prise de conscience des dirigeants féodaux palestiniens du danger majeur que constitue pour eux l'installation en Palestine des Juifs d'Europe de l'Est et de Russie.

Les idées socialistes et libérales de ces immigrés représentent en effet un danger majeur de contagion sur le peuple palestinien, qui risque fort de balayer ses dirigeants féodaux si on le laisse s'imprégner des idées occidentales véhiculées par les Juifs occidentaux (à la différences des Juifs orientaux installés depuis longtemps, tout à fait soumis aux dirigeants féodaux et à leur idéologie).

Les dirigeants féodaux palestiniens utilisent alors des mensonges éhontés et le fanatisme religieux pour monter le peuple palestinien contre les Juifs. Ils s'ensuit les terribles pogroms anti-juif de 1929, que le grand reporter Albert Londres décrit dans toute leur horreur.

Mais les immigrés juifs résistent et les dirigeants féodaux ne parviennent pas à les massacrer tous ou à les faire partir.

D'où la seconde étape visant à éliminer physiquement tous les Juifs de Palestine (seul moyen imaginé par les féodaux arabes pour pouvoir continuer à opprimer tranquillement le peuple palestinien, en supprimant les Juifs et donc l'influence occidentale): l'alliance entre les dirigeants féodaux arabes et les nazis pendant la seconde guerre mondiale.

Pas de chance pour eux, les nazis perdent la guerre ...

Suivent de nombreuses tentatives pour étouffer l'état d'Israël dès sa création par l'ONU (dont une ratée d'un cheveu en 1948) puis lors des guerres israélo-arabes, puis via une gigantesque et très efficace campagne de propagande anti-israélienne visant à faire accepter la destruction d'Israël par l'ONU et les pays occidentaux. Là aussi, ils étaient à deux doigts d'y parvenir.

Mais, précisément à ce moment là, à la fin du 20ème siècle survient le phénomène Ben Laden. A cette époque, nombre de dirigeants féodaux arabo-musulmans prennent en effet conscience qu'avec les moyens modernes de communication, le danger de contagion des idées occidentales sur leurs peuples et donc le risque de leur destitution par ces peuples vient désormais au moins autant de l'ensemble de l'occident que d'Israël.

D'où le nouveau crédo d'une partie des féodaux arabes et de Ben Laden qui est leur bras armé: rassembler dans le même opprobre et condamner au même enfer Israël et tous les "chiens" occidentaux. En s'attaquant d'ailleurs davantage aux occidentaux qu'à Israël, car dorénavant le danger majeur de contagion auprès des peuples arabes vient de là. Même phénomène d'opprobre anti-occidental commun depuis l'Iran de Khomeiny, ce n'est évidemment pas un hasard.

Mais autant les féodaux arabes avaint une chance sérieuse de détruire Israël - ils ont d'ailleurs failli y parvenir - autant s'attaquer à tout l'occident était une gageure, même avec les tombereaux de pétro-dollars qu'ils possédaient.

D'où pour finir les échecs de cette lutte des oppresseurs de leurs peuples pour pouvoir continuer à oppresser: la "révolution arabe" d'abord, qui est une révolution "internet" et donc réellement progressiste, puis maintenant la mort de Ben Laden.

Il faut prévoir encore quelques soubresauts dangereux de la bête blessée, mais le résultat final ne fait aucun doute: les jours des dirigeants dictatoriaux ou féodaux arabo-musulmans sont comptés, et les peuples arabo-musulmans vont enfin s'affirmer comme peuples, et non comme marionnettes de leurs dirigeants.

Je m'abstiendrai dans ce post de souligner le rôle particulièrement hypocrite et dangereux de beaucoup d'intérêts occidentaux, qui ont longtemps tout fait pour favoriser les dictateurs ou les féodaux arabo-musulmans pour cause de pétrole; cela s'est terminé en boomerang." (liberation.fr 03.05)

Politique

1- France

Le Parlement français a donné lundi son feu vert au programme de stabilité et de croissance pour la période 2011-2014, que Paris va maintenant transmettre à la Commission européenne.

L'Assemblée nationale a adopté par 163 voix (UMP-Nouveau centre) contre 74 (PS-PC-Verts et apparentés) ce texte que le Sénat avait déjà approuvé le 27 avril par 186 voix contre 151.

Le vote au Parlement a eu lieu en vertu de l'article 14 de la loi de programmation des finances publiques pour 2011-2014, qui dispose "*qu'à compter de 2011, le gouvernement adresse au Parlement, au moins deux semaines avant sa transmission à la Commission européenne, (...) le programme de stabilité*".

Il ajoute que ce programme doit être débattu par le Parlement et suivi d'un vote.

Le ministre du Budget, François Baroin, a saisi l'occasion pour défendre à nouveau le projet de loi, dit "*règle d'or*" budgétaire, visant à inscrire le retour à l'équilibre des comptes publics dans la Constitution, un texte que les députés examinent à partir de mardi en séance publique.

"*Notre objectif est clair et assumé : faire en sorte que la maîtrise de nos finances publiques ne dépendent plus d'engagements politiques de circonstances*", a-t-il souligné. "*Avec cette réforme constitutionnelle, nous exprimons le souhait de léguer à nos enfants un Etat aux finances assainies, un Etat dont le modèle social et la souveraineté nationale seront durablement garantis*".

Hostile à cette réforme, l'opposition conteste la plupart des hypothèses et des prévisions du programme de stabilité et de croissance. (Reuters 02.05)

L'UMP donne le la en chef d'orchestre et la soi-disant opposition bien disciplinée entonne la partition en contestant le rythme auquel il faut la jouer, alors que c'est la partition elle-même qui devrait être rejetée.

Il est question ici de la Constitution et de l'Etat comme le souligne Barouin, raison de plus pour les pilonner et avancer la nécessité politique de les abolir...

2- Libye

2.1- Les troupes pro-Kadhafi ont mené, lundi, une offensive d'ampleur sur Misrata, ville rebelle assiégée depuis deux mois. Quatre ou cinq chars ont tenté d'entrer dans cette ville portuaire, située à 200 km à l'est de la capitale. Les rebelles ont assuré avoir arrêté leur progression. Le port de Misrata, stratégique pour l'approvisionnement en armes et en aide humanitaire de la ville, lourdement bombardé dimanche par les forces gouvernementales, était calme en début d'après-midi, selon des sources rebelles. (lemonde.fr 02.05)

2.2- Lundi, quelque 2.000 personnes brandissant des drapeaux et des portraits de Kadhafi ont assisté aux funérailles du fils cadet de Mouammar Kadhafi et de trois de ses petits-enfants. (Reuters 02.05)

Voilà pour le "*soutien populaire*" au dictateur Mohamar Kadhafi !

3- Syrie

Les forces de l'ordre syriennes ont procédé lundi à près de cent quatre-vingts nouvelles arrestations et ont donné quinze jours aux auteurs d'"infractions" pour se rendre. Selon le site d'opposition Syrian Revolution 2011, les forces de sécurité ont pénétré à l'aube dans la localité de Kafar Nubbol, à 320 km au nord de Damas, perquisitionnant les maisons et arrêtant vingt-six personnes. Elles ont également fait irruption à l'aube à Zabadani et Madaya, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale, et y ont effectué des perquisitions et arrêté cent quarante-sept personnes, selon l'organisation des droits de l'homme Insan.

A Damas, cent cinquante femmes se sont rassemblées en signe de soutien de la ville assiégée de Deraa, foyer de la

contestation contre le régime. Elles ont été dispersées par la force alors qu'une journaliste syrienne a été arrêtée. Les femmes – journalistes, universitaires, artistes et intellectuelles, "de toutes les confessions" – brandissaient des pancartes sur lesquelles il était écrit "*Non à la violence*", "*Non aux tueries*", "*Levez le siège des enfants de Deraa*", selon l'actrice Fadwa Souleimane. (lemonde.fr 02.05)

4- Yémen

Un homme a été tué et un autre blessé lundi à Aden, dans le sud du pays, lors d'une manifestation réclamant la comparution en justice de gardiens de prison soupçonnés d'être impliqué dans la mort d'un détenu.

Dans un communiqué, les jeunes contestataires qui campent sur une place à Sanaa depuis le 21 février pour réclamer le départ du président Ali Abdallah Saleh ont mis en garde contre "*toute tentative du régime de M. Saleh, dont les jours sont comptés, de mener des attentats contre des intérêts étrangers et des les attribuer au terrorisme afin de tenter de se maintenir en place, comme rempart*" contre Al-Qaida. (lemonde.fr 02.05)

5- Algérie

5.1- Plusieurs centaines d'étudiants ont tenté, lundi, de marcher dans le centre-ville d'Alger pour une revalorisation des diplômes et un changement de système, mais ils se sont heurtés à un important dispositif de policiers armés de bâtons et de boucliers. Neuf personnes ont été blessées, dont trois policiers, selon des journalistes de l'AFP. Les étudiants ont manifesté déjà à plusieurs reprises et ont été repoussés de manière musclée, avec des blessés, notamment le 12 avril. (lemonde.fr 02.05)

5.2- Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a annoncé lundi à Alger qu'une commission compétente serait désignée, en vue de la préparation d'un projet de révision de la Constitution, selon ses propos rapportés par l'agence officielle.

"*S'agissant (...) de la préparation du projet de révision de la Constitution, une commission compétente sera désignée par mes soins, pour prendre en charge cette mission*", a déclaré Abdelaziz Bouteflika dans une déclaration à l'ouverture d'un Conseil des ministres.

Une fois son travail achevé, cette commission est appelée à présenter au président de la République le projet de révision constitutionnelle élaboré, dont la mouture finale sera soumise au Parlement. Mais au cas où "*le projet de révision constitutionnelle se révèle profond, le peuple devra, après le Parlement, en disposer en toute souveraineté, par voie d'un référendum transparent*", a souligné le président algérien.

Cependant, a-t-il encore ajouté, la révision ne saurait porter sur le caractère républicain de l'Etat, l'ordre démocratique basé sur le multipartisme, l'islam religion d'Etat, l'arabe langue nationale et officielle, les libertés fondamentales et les droits de l'Homme et du citoyen, l'intégrité et l'unité du territoire national, ainsi que l'emblème national et l'hymne national.

"*Dès lors, hormis ces constantes nationales, les lois qui seront révisées ainsi que le projet de révision de la Constitution refléteront les vues et les propositions qui auront été démocratiquement exprimées par la majorité*", a assuré Bouteflika.

Selon l'agence de presse officielle APS, le projet de révision de la Constitution sera soumis au Parlement après les prochaines élections législatives prévues en 2012. (AP 02.05)

Question : Comment un parti ouvrier pronant en principe la laïcité et la séparation de la religion de l'Etat peut-il voter une Constitution reconnaissant "*l'islam religion d'Etat*" ? Il faudrait poser cette question au PT d'Algérie qui l'a votée et au POI qui le soutient à bout de bras.

Le 4 mai

Zapping sur l'actualité.

Interview à L'Express. Il est bien placé pour en parler.

- Nicolas Sarkozy répète que l'Europe, premier bailleur de fonds de la Palestine, ne peut "*demeurer un nain politique dans ce dossier*". (Reuters 03.05)

Notons que les nains ont habituellement une grosse tête, ce qui n'est pas un gage d'intelligence bien sûr mais ne l'interdit

pas, cependant dans son cas cela se traduit uniquement par la grosse tête rongée par des tiques.

Un monarque en visite à la centrale atomique de Gravelines, dans le Nord-Pas-de-Calais :

- Le chef de l'Etat, qui a visité le bâtiment de stockage du combustible et la salle des commandes du réacteur numéro 4, vieux de 30 ans, a dénoncé la peur "*irrationnelle*" et "*moyenâgeuse*" entretenue selon lui par les détracteurs de l'énergie nucléaire. (Reuters 03.05)

Il est vrai que question rationalisme l'héritier de l'Ancien Régime se pose là, les curés du Moyen-Age étaient mieux placés côté obscurantisme que les enseignants d'aujourd'hui.

Ben Laben. Manipulations grossières.

1- John Brennan, le conseiller de Barack Obama sur l'antiterrorisme au New York Times. «*Si nous avions eu la possibilité de capturer Ben Laben vivant, s'il n'avait pas présenté de danger, les membres du commando étaient capables de l'appréhender*». (lefigaro.fr 03.05)

Contrairement à ses premières annonces, la Maison-Blanche assure que le chef d'al-Qaida n'était pas armé au moment de l'assaut. Quant à son épouse, elle n'aurait pas été tuée, mais simplement blessée. (lefigaro.fr 03.05)

2- Le gouvernement pakistanais s'est défendu des accusations selon lesquelles les mesures de sécurité draconiennes dans le complexe de Ben Laden auraient dû éveiller l'attention des autorités. Il a souligné que la hauteur des murs extérieurs était «conforme» à la tradition «*de la sécurité et du respect de la vie privée*» en vigueur dans le nord-ouest du pays. (lefigaro.fr 03.05)

Ce que j'écrivais hier, réfutant les informations transmises par les journalistes miteux du Figaro, Libération, etc. Regardez bien l'état de la peinture des murs du deuxième étage de la maison où Ben Laden était supposé demeurer. Dégueulasse, le grand "luxe" quoi !

Rectification au passage, le journaliste du Figaro n'a pas dit que cette maison était 8 fois plus élevée que les autres mais 8 fois plus grande en surface, en fait beaucoup plus que cela, passons. Quand au mur d'enceinte, il mesure un peu plus que deux fois la taille d'un policier pakistanais, soit environ 4 mètres de haut. Je ne sais pas si c'est la même chose au Pakistan qu'en Inde, en dessous d'une certaine taille vous ne pouvez pas être recruté dans la police, un de mes beaux-frères en a fait l'expérience, le minimum doit être 1,70 m je crois.

Ils ont encore écrit hier que cette maison était située "*en plein champs*", si vous avez bien regardé la photo que j'ai mise en ligne hier, vous avez pu constater que cette affirmation était fausse, tout dépend de l'endroit où l'on se situe pour la prendre en photo. Même pour d'infimes détails ils racontent n'importe quoi. Qui et quoi croire ensuite ? Difficile !

3- Le chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden était loin d'être seul quand les forces spéciales américaines ont lancé l'assaut contre son complexe au Pakistan, a-t-on appris auprès d'un responsable américain.

Cette source a précisé à l'Associated Press que 23 enfants et neuf femmes se trouvaient dans le bâtiment. (AP 03.05)

Pas moins ! Et bien sûr parmi tout ce petit monde qui vivait tranquillement là depuis 2005, personne n'était jamais malade, pas de visites en ville de médecins, si au Pakistan c'est comme en Inde, ces fainéants de médecin ne se déplacent pas à domicile, même si vous êtes au plus mal vous pouvez crever, seul le fric les intéresse, sauf peut-être contre de grosses sommes d'argent, mais là encore cela pouvait éveiller l'attention, donc prohibé.

Un début d'explication. Un euphémisme grossier lancé à la face du monde qu'ils méprisent.

Barack Obama, très vivement applaudi à la Maison Blanche où sont conviés des élus républicains et démocrates, les appelle à se servir de la mort de Ben Laden pour surmonter leurs différends et raviver l'unité qui a prévalu juste après les attentats du 11-Septembre. «*Je suis conscient que le sentiment d'unité que nous avions ressenti le 11-Septembre s'est un peu étiolé avec les années et je ne me fais aucune illusion quant aux défis et débats que nous allons devoir affronter dans les semaines et mois à venir*», dit-il. (liberation.fr 03.05)

Bien que leur propagande s'étende à tous les moyens de communication à travers le monde, ils ne peuvent pas empêcher que les travailleurs et la jeunesse du monde entier se saisissent des nouveaux moyens de communication à leur portée pour exprimer leurs aspirations dans un premier temps, puis se soulever dans chaque pays.

Ce sont les contradictions du capitalisme sur le plan économique, social et politique qui sont mises à nu petit à petit, du coup la conscience des masses a commencé à mûrir, elle est encore mal assurée, sans direction précise elle demeure pour le

moment enfermée dans le cadre du régime capitaliste, mais en même temps chacune des revendications sociales et politiques avancées tend (inconsciemment) à le dépasser, à le faire exploser, bref, s'avère dangereuse pour la survie du capitalisme.

Avec Internet et l'accès direct aux dépêches de presse, plus besoins des médias officiels qui appartiennent à des holdings ou qui ne peuvent survivre que grâce aux banquiers pour interpréter les faits, pire encore, chacun par ses connaissances ou son expérience, ses déductions ou ses recoupements, ses analyses et les recherches qu'il a effectuées pour répondre à certaines questions, est en mesure de confondre les médias et les porte-paroles des gouvernements qui mentent délibérément à la population ou interprètent les faits en fonction des intérêts qu'ils défendent et qui n'ont rien à voir avec ceux de la population, bref, c'est l'intégralité du dispositif d'embrigadement des esprits qui est mis à mal.

Au bout du compte, c'est la légitimité de tous les gouvernements qui est remise en cause à l'échelle mondiale à des degrés divers selon les pays, et ce processus enclenché progresse sans cesse, demain, ce sera la légitimité du système économique capitaliste déjà bien entamée qui le sera encore davantage pour s'être avéré incapable de satisfaire les besoins et les aspirations de l'ensemble des 6,5 milliards d'habitants que compte notre planète.

Je me souviens ce que mes parents me disaient quand j'étais jeune, il y a 35 ans, surtout ma mère d'un air menaçant :" tu nous énerves, toi tu sais toujours tout mieux que tout le monde ", parce que j'osais remettre en cause les affirmations des journalistes ou des représentants du gouvernements, du patronat, pour eux c'était parole d'évangile...

A cette époque, c'était ma parole contre celles qu'ils entendaient quotidiennement aux 20h à la télévision. A la limite la mienne pouvait être celle d'une organisation politique qui à leurs yeux n'avait aucune valeur, forcément partisane, parce qu'en face elle ne l'était pas, ils ne se posaient pas la question, c'était ainsi point final et une grande claque dans la gueule si j'insistais... et j'insistais lourdement le plus souvent et les coups pleuvaient, c'était mon père avec ses mains de boxeurs qui s'y collait pour la petite histoire, j'en porte encore la trace derrière l'oreille gauche.

De nos jours il leur serait de plus en plus difficile de tenir le même discours, bien que l'on sache qu'il existera toujours des gens bornés et des masses arriérées au dernier degré, car les nouveaux moyens de communication ont pris une telle importance dans la société, que toute information délivrée par une source officielle est immédiatement ou dans un bref délai accompagnée d'une information contenant un message différent ou donnant lieu à une interprétation divergente, de telle sorte que chacun est amené à se poser des questions et à se demander qui dit la vérité et qui ment, qui triche ou cherche à nous embobiner, bref, à remettre en cause la version officielle ou à ne pas croire systématiquement le premier venu et c'est une bonne chose.

Internet doit être un véritable et épouvantable cauchemar pour tous les falsificateurs ou manipulateurs des esprits, un terrible défi qu'ils sont incapables de relever, ils ne peuvent compter que sur la formidable force d'inertie que constitue l'habitude qui rassure ou réconforte, derrière laquelle on se retranche volontiers par facilité ou ignorance, qui permet à peu de frais de se forger une certitude, mais en aucun cas une conviction, cela nécessite plus de temps et de moyens, c'est la seule chose qui peut les sauver, jusqu'à quand, c'est une autre histoire.

Les falsificateurs ou manipulateurs des masses et des militants possèdent une arme supplémentaire pour ne pas être démasqués ou continuer d'agir dans l'ombre : le silence, l'omerta, en dire le moins possible sur certaines questions délicates, lâcher les infos au compte-gouttes, il leur faut encore plus manoeuvrer en coulisses que par le passé, plus discrètement, organiser des réunions à hui clos, réactiver des comités quasi clandestins ou connus d'eux seuls, comme couverture, se déclarer de grands démocrates sert utilement de camouflage à leurs (réelles) intentions inavouables, qui oseraient remettre en doute la probité de dirigeants, d'ici qu'on découvre le pot aux roses, il aura coulé de l'eau sous les ponts, ils ne peuvent espérer mieux car un jour ou l'autre leur véritable nature sera découverte.

Maintenant, en lisant attentivement et en analysant scrupuleusement leurs discours, on parvient quand même à les confondre et à dénoncer leurs manigances car ils commettent toujours des erreurs. Cela nécessite un minimum d'expérience et une méthode, ne s'en tenir qu'aux faits vérifiables, de la détermination, de la persévérance, du temps et beaucoup de patience, mais le résultat vaut franchement le coup, pour peu bien sûr qu'on ne s'égare pas en cours de route en voulant en tirer un bénéfice personnel, auquel cas même si le résultat était concluant il serait immédiatement entâché du sceau de la vanité et perdrait tout intérêt, bref n'atteindrait pas son objectif initial qui est de faire éclater la vérité, qui comme chacun sait est révolutionnaire !

Voilà une excellente raison pour faire connaître le site, sans être obligé de partager les analyses de son animateur et concepteur, cela va de soi.

Libye. Une distinction intéressante.

Le ministre de l'intérieur algérien, Dahou Ould Kablia, a dit s'attendre à des relations "*très tendues*" entre son pays et la Libye si les rebelles libyens et le CNT arrivent au pouvoir. (lemonde.fr 03.05)

Oui, les rebelles libyens et le CNT sont deux choses différentes, et c'est bien ce qui tracasse l'OTAN !

Israël. S'il pouvait dire vrai dans tous les cas de figure...

Lundi soir, le ministre de la défense israélien, Ehoud Barak, a estimé que le régime du président syrien, Bachar Al-Assad, est voué à disparaître à cause de la "*brutalité*" avec laquelle il réprime les contestataires. (lemonde.fr 03.05)

Combien reste-t-il de prisonniers palestiniens emprisonnés arbitrairement dans les geôles de l'Etats sioniste ?

Parole d'internaute

- "Mensonges, manipulations, intox, désinformation, agression cynique, violence criminelle aveugle sur les peuples et les Etats souverains et indépendants, barbarie au nom des "droits de l'homme" (mon cul), tout cela dans la plus stricte impunité pour leurs auteurs. Voilà l'Empire global économico-politico médiatique du début du vingt et unième siècle, bien plus réel et effectif que celui décrit par Michael Hardt et Toni Negri.

Ses armes: la démocratie totalitaire (la forme de gouvernement la plus achevée des dictatures de la planète) et la technologie (en dernière instance toujours à finalité militaire) la plus sophistiquée pour broyer les consciences et les corps, et les réduire à la merci de ses intérêts égoïstes." (lefigaro.fr 03.05)

Politique

1- Territoires palestiniens.

Les factions palestiniennes, dont les rivaux Fatah et Hamas, ont scellé, mardi, leur réconciliation au Caire, mettant un terme à la division entre la Cisjordanie et Gaza. L'accord prévoit la formation d'un gouvernement d'indépendants pour préparer des élections présidentielle et législatives simultanées dans un délai d'un an.

Des représentants de treize groupes ainsi que des personnalités indépendantes ont signé l'accord après des entretiens avec des responsables égyptiens, dont le chef du renseignement, Mourad Mouafi. Des entretiens entre le président Mahmoud Abbas, chef du Fatah, et le chef du mouvement islamiste Hamas Khaled Mechaal, sont attendus en soirée. Ils participeront mercredi à une cérémonie officielle en présence du chef de la Ligue arabe, Amr Moussa, du ministre des affaires étrangères égyptien, Nabil Al-Arabi, et de M. Mouafi. (lemonde.f 03.05)

2- Syrie

Le journaliste algérien Khaled Sid Mohand, qui travaille pour la station de radio France Culture et le quotidien Le Monde, arrêté le 9 avril à Damas a été libéré mardi, a affirmé un diplomate de l'ambassade d'Algérie dans la capitale syrienne. (lemonde.f 03.05)

Les militants anti-régime ont appelé à des sit-in permanents à partir de ce mardi soir dans toutes les villes de Syrie alors que les arrestations massives se poursuivaient pour tenter d'enrayer le mouvement de contestation sans précédent contre le régime du président Bachar al-Assad.

«*Les arrestations massives menées par les autorités syriennes se poursuivent dans les gouvernorats, notamment à Deraa (sud), dans la province de Damas et à Idleb (nord-ouest)*», affirme un communiqué de l'Organisation nationale des droits de l'Homme (ONDH). Selon elle, le nombre de personnes arrêtées ces deux derniers jours dépasse les 1.000. (libération.fr et lexpress.fr 03.05)

3- Libye

La situation devient dramatique pour les habitants de la ville rebelle assiégée de Yafran, dans les montagnes au sud-ouest de Tripoli, privés de vivres, d'eau potable et de médicaments, ont raconté lundi des réfugiés à la frontière tunisienne. Yafran, à une centaine de kilomètres de la capitale, est située dans le djebel Nafoussa, majoritairement peuplé de Berbères, qui s'est soulevé il y a deux mois contre le régime de Mouammar Kadhafi. (lemonde.fr 02.05) Algérie

Quelque deux cents journalistes ont organisé mardi, à l'appel de l'Initiative algérienne nationale pour la dignité du journaliste, un sit-in devant la Maison de la presse, à Alger, pour marquer la Journée de la liberté de la presse. Selon eux, "*la profession est dans un désordre total*", avec l'absence de statut, de carte de presse, de salaires corrects, de formation.

Lundi, le conseil des ministres a pris une série de mesures pour aider les journalistes et abolir le délit de presse entré en vigueur en 2001 et qui permettait l'emprisonnement de journalistes. Dans un message adressé, mardi, aux journalistes algériens, le chef de l'Etat s'est engagé à une "*révision de la loi organique portant Code de l'information*" et à la mise en place de "*lois ordinaires pour un cadrage juridique*" en concertation avec la profession et la société.

Par ailleurs, il a également été décidé, lundi, en conseil des ministres, une hausse de 25 % des dépenses publiques et la suppression de taxes à l'importation sur des denrées de base dans le but de désamorcer une éventuelle contestation sociale. Les dépenses supplémentaires serviront principalement à augmenter les traitements des fonctionnaires, à relever les subventions de l'Etat sur la farine, le lait, l'huile et le sucre, à créer des emplois pour les jeunes et à construire de nouveaux logements. (lemonde.f 03.05)

4- Tunisie.

En Tunisie également, les professionnels de la presse avaient appelé à un rassemblement mardi devant le théâtre municipal, à Tunis. Ils réclament "*l'inscription dans le préambule de la Constitution du droit d'informer*", ainsi que la rédaction d'un code de déontologie et la multiplication de journaux indépendants. (lemonde.f 03.05)

5- Emirats arabes

Les Emirats arabes unis ont dissous l'Association élue des enseignants, soupçonnée de soutenir des réformes démocratiques dans ce pays du Golfe, a déploré mardi Human Rights Watch (HRW). Cette mesure survenue lundi fait suite à la dissolution, le 21 avril, de l'Association des juristes. Ces deux associations avaient, comme d'autres ONG, signé en mars une pétition appelant à des réformes démocratiques, indiquant qu'elles avaient été accusées de participation à des activités politiques et d'avoir nui à la sûreté de l'Etat.

"*Cette attaque contre la société civile est une preuve de plus que les autorités émiraties voient dans chaque partisan des réformes une proie facile*", a estimé Joe Stork, directeur adjoint de HRW pour le Moyen-Orient. Les autorités détiennent cinq militants, arrêtés pour "*non-respect de la loi*" et "*incitation à des actions de nature à affecter la sécurité de l'Etat*". Certains d'entre eux ont signé une pétition en faveur de réformes politiques, inspirée par les revendications de changement dans d'autres pays arabes. (lemonde.f 03.05)

Social

1- France

1.1- PV : + 55% d'augmentation.

À partir du 1er août 2011, l'amende de stationnement passera à 17 euros. C'est ce que stipule un décret du gouvernement qui va paraître prochainement.

Aujourd'hui, un automobiliste qui ne paye pas son stationnement paye une amende forfaitaire d'à peine 11 euros.

Selon les chiffrages de Bercy, cette hausse de l'amende rapportera 24 à 36 millions d'euros par an aux collectivités locales. (lefigaro.fr 03.05)

1.2- Augmentation du prix du timbre.

Le prix du timbre pour les envois de lettres de moins de 20 grammes augmentera de deux centimes le 1er juillet, passant de 0,58 à 0,60 centimes, a annoncé La Poste lundi dans un communiqué. (libération.fr 03.05)

1.3- Augmentation du prix de l'essence.

Le super sans plomb 98 s'est vendu à 1,5849 euro le litre au cours de la semaine dernière. Le sans plomb 95 s'est lui vendu à 154,69. Les prix de ces deux carburants ont grimpé de plus de 60% en seulement un an et demi.

Le prix du gazole a lui légèrement baissé à 1,3596 euro le litre. Une bonne nouvelle, puisque c'est ce carburant qui alimente les voitures de plus de 74% des français. (20minutes.fr 03.05)

1.4- L'Etat des riches : cadeaux !

Le coût du bouclier fiscal pour l'Etat a été en 2010 de 591 millions d'euros, selon des informations publiées mardi par Les Echos.

Au final, 14.443 personnes ont reçu un chèque moyen de 40.908 euros au titre du plafonnement de leurs impôts à 50% de leurs revenus en 2010.

Mais le dispositif a surtout bénéficié à une petite minorité de contribuables les plus aisés. «*Les 1.000 premiers bénéficiaires, soit 7 % du total, ont obtenu 63 % des dépenses liées au bouclier, soit une restitution moyenne de 365.000 euros*», expliquent Les Echos.

Ces ménages ont déclaré les 10% de revenus les plus élevés et possèdent le matrimoines les plus importants, supérieurs à 16,4 millions d'euros.

A l'autre bout de l'échelle du bouclier fiscal, la moitié des contribuables (47 %) a déclaré l'année dernière un revenu inférieur à 3.467 euros par an et n'étaient pas assujettis à l'ISF.

Ces contribuables ont reçu un chèque moyen de 2.686 euros, soit 3% de la dépense totale de l'Etat pour ce dispositif.

«*Restent les cas extrêmes de contribuables possédant un très gros patrimoine mais ayant des revenus très limités. Ils étaient 17 en 2009, et 32 l'an dernier à posséder plus de 16,5 millions de patrimoine pour un revenu déclaré inférieur à 3.467 euros. Ils ont perçu un chèque moyen de 169.000 euros*», précisent Les Echos. (20minutes.fr 03.05)

2- Italie.

La Confédération générale italienne du travail (CGIL) a appelé à une grève générale vendredi dans tous les secteurs d'activité en Italie pour défendre les droits des travailleurs face à la crise économique. (AP 03.05)

Economie.

Portugal

Le Portugal a conclu mardi un accord avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) sur un programme de renflouement de trois ans et d'un montant de 78 milliards d'euros.

Le nouveau gouvernement qui sera issu des élections du mois prochain devra endosser les modalités du renflouement et José Socrates a dit que ce dernier ne nécessitait aucun changement dans la Constitution. (Reuters 03.05)

Le 5 mai

Il y a des jours avec et des jours sans, aujourd'hui coup de bol : c'est un jour avec, la causerie du jour est bien fournie.

Le POI, qui s'est enfin fendu d'un article sur la Syrie, n'a même pas été foutue de l'écrire seule, et la caution de leurs "*correspondants au Moyen-Orient*" ne comblera pas l'absence de prise de position de ce parti sur le développement de la situation politique dans ce pays. Vous pouvez toujours chercher, ils s'en sont bien gardés, sans parler de la dernière phrase qui est plus qu'ambiguë...

Dans l'encadré consacré à la chronologie de la Syrie de 1918 à 2000, curieusement il manque l'un des épisodes les plus tragiques qu'ait connu la population syrienne, la terrible répression orchestrée par Hafez al Assad en 1982 à Hama et qui s'était soldée par quelque 30.000 morts. (dans les infos en bref du 18 avril, source Reuters ou AP 17.04) Admettons que ce soit un oubli, fâcheux, mais un oubli tout de même qu'il fallait signaler à nos lecteurs.

Décidément, l'ancienne version d'*Informations ouvrières* étaient marquée du sceau de la sclérose, la nouvelle sombre dans l'amateurisme ou l'approximation à chaque numéro, tout semble se déliter dans ce parti, dommage !

Contrairement à ce que pensent certains militants ou sympathisant du POI habités par une haine aveugle et qui se comportent volontiers en procureurs généraux envers tous les militants qui osent critiquer leur cher parti, sa ligne politique ou son fonctionnement, je lui rends un fier service ! Oui, oui, je ne plaisante pas. C'est quelque chose qui les dépasse totalement, qu'ils ne peuvent même pas concevoir en rêve, comme quoi ils ont encore pas mal de progrès à faire avant d'accepter une confrontation d'idées franche et sereine. Je vais vous prouver immédiatement ce que j'ai avancé précédemment.

Et le POI de nous annoncer encore la fin du monde ! Markun, l'un des quatre secrétaires nationaux du POI à propos de la "réforme constitutionnelle" : - "*Si le projet constitutionnel devait passer, ce serait la fin de l'indépendance des organisations syndicales, la fin des partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière*" (page 3 IO n°147), donc, camarades du POI apprêtez-vous à déposer les armes si ce projet passait ! Ou à passer dans la clandestinité !

Ils n'ont pas compris apparemment que c'était exactement ce genre d'annonces, que j'ai toujours connues de la part des dirigeants des formations politiques qui ont précédé le POI, qui décrébilisent totalement ce parti. Quand des travailleurs ont lu ou entendu à intervalles réguliers depuis 30 ans que la Sécu allait mourir et qu'ils constatent qu'elle est toujours vivante parce qu'ils y ont recours, bien qu'en mauvais état on est d'accord sur ce constat, ils sont en droit d'être perplexes à l'endroit de ce parti.

Non, il fallait expliquer ou dire que ce projet s'inscrit dans une perspective précise, à la limite programmée de longue date, ce qui n'a pas la même portée et correspond davantage à la réalité comme le souligne justement Gluckstein dans son éditorial. Car lorsque l'on dit aux travailleurs et aux militants, c'est aujourd'hui ou jamais, c'est une question de vie ou de mort, compte tenu de l'état du mouvement ouvrier et du fait qu'il faudra encore attendre pour que les masses descendent spontanément par millions dans la rue, ils seront portés à se dire que c'est foutu d'avance, car plus d'un se le dit déjà dans sa petite tête sans l'avouer ouvertement, à moins qu'on nous prouve que les travailleurs ou les militants seraient portés par un optimisme à toute épreuve en ces temps de réaction sur toute la ligne, vous leur sciez littéralement le moral, il n'y a rien de plus décourageant que ce genre d'annonces, s'ils doutaient qu'on pouvait encore sauver quelque chose, là pour le coup ils vont pouvoir se dire que finalement leur combat ne sert à rien, et certains abandonneront le combat.

Ils manquent aussi décidément de psychologie ou méconnaissent la psychologie des masses, des travailleurs, des militants qui ne sont pas différents des autres travailleurs. Un militant cela se respecte, il a des faiblesses et subit bien des souffrances, il faut le soutenir, il faut le choyer et le former, l'entourer de considérations, en prendre le plus grand soin, lui témoigner de l'affection, de l'intérêt, bon, sans aller jusqu'à le materner mais presque, il faut essayer de lui faciliter la vie, c'est fragile comme de la porcelaine un militant tant qu'il n'est pas devenu un véritable bolchevik, qu'il n'est pas armé de la méthode du marxisme.

Pourquoi l'administration américaine se met-elle aujourd'hui en quatre pour fournir au monde entier la preuve qu'ils ont bien liquidé Ben Laden ? Parce que, d'une part plus personne ne les croit depuis l'histoire inventée des armes de destruction massive de Saddam Hussein qui n'ont jamais existé et a servi de prétexte pour envahir l'Irak, d'autre part, parce qu'à plusieurs reprises depuis 2001 ils ont annoncé sa mort. L'administration américaine n'est plus digne de confiance, quoiqu'elle dise ou fasse, c'est terminé, sauf peut-être aux Etats-Unis ou la majorité des masses est arriérée ou complètement décomposée.

Le POI ne se grandit pas en disant aux travailleurs, je prends trois exemples, que Sarkozy bombarde la Libye, ce qui est faux puisqu'il ne bombarde que les positions de Kadhafi, que le nucléaire serait finalement sans danger si EDF était renationalisé (page 14), ce qui est faux également, et pour finir quand ils font croire que cette réforme constitutionnelle interdirait aux travailleurs de revendiquer de meilleurs salaires "*quand on explique qu'il s'agit de rendre illégale la moindre revendication en matière de salaires ou de postes, la signature de l'appel est immédiate.*" (page 9), tu parles, c'est manifestement un abus de confiance, une contrevérité, imaginez un instant l'état des travailleurs qui ont signé cette pétition le lendemain du jour où ce projet sera adopté, s'il l'est, ils seront KO debout, effondrés, réduits à l'état d'impuissance face au rouleau compresseur des institutions de la Ve République et de l'Union européenne, génial !

On aura du mal à leur faire entendre raison si l'on en juge parce que déclare (page 14) un de ses dirigeants ou cadres, Gilles Champion, ingénieur : "*nous sommes tous d'accord, au POI, pour renationaliser EDF et GDF, pour que l'humanité maîtrise son destin et dispose d'une énergie électrique abondante, bon marché et produite de façon sûre pour les travailleurs, les populations et l'environnement*", parce qu'il n'imaginera pas un instant que l'homme ait pu un jour concevoir puis engendrer une machine infernale qu'il ne maîtrisera jamais totalement, cela ne lui effleure même pas l'esprit, c'est tellement facile d'évacuer cette hypothèse ou plutôt ce constat puisque l'énergie nucléaire représente un véritable danger pour la survie de la vie sur terre, c'est terrible, navrant, pittoyable et effrayant à la fois !

Dans un rayon de 20, 30, 40 kms on ne sait pas au juste, autour de la centrale de Fukushima (comme à Tchernobyl), toute vie sera impossible pendant 48 000 ans, alors que l'homme a réussi jusqu'ici à vivre dans les régions les plus inhospitalière de la planète, c'est la première fois depuis que l'humanité existes qu'il se verra interdit de foulée une partie de son territoire, peu importe, n'en tirons aucune leçon, coulons une bonne couche de béton supplémentaire (double caisson) là-dessus et n'en parlons plus !

Il écrit "*Enfin, en quoi l'ingénieur que je suis et l'ensemble de mes collègues seraient moins « indépendants », donc libres de pensée et de propos*", qu'il nous permette cependant d'émettre une réserve : non monsieur l'homme ne maîtrisera jamais totalement la nature, il demeurera toujours une part d'inconnue au-delà de sa portée, que vous l'admettiez ou non n'y changera rien, pas même les pensées les plus développées ou les propos les mieux intentionnés. Au diktat insupportable selon lequel l'homme propose et Dieu dispose, voilà qu'on renchérit en prétendant que l'homme pourrait décider et la nature lui obéir. Le capitalisme a engendré sa négation, le prolétariat, ne commettons pas l'erreur fatale, s'il n'est pas déjà trop tard, d'engendrer la négation de l'homme tout court.

Ce genre de discours dessert hélas encore une fois la cause que vous défendez et que je partage.

Parole de vieux.

Quand on regarde les photos des meetings et des manifestations en France on a souvent l'impression d'une sortie organisée pour

le troisième âge, regardez la photo de la manifestation contre Assad prise hier à Baniyas en Syrie : jeune, rafraîchissante et pleine d'espoir pour l'avenir.

Au début du XXe siècle le mouvement ouvrier russe était bourré de popes, de flics, d'indics, bref de provocateurs en tous genres, de plus il était férocement réprimé et ne disposait d'aucun droit politique,cela ne l'a pas empêché de parvenir à chasser du pouvoir l'autocrate Nicolas II, avec l'aide du parti bolchevik il faut toutefois préciser, parti qui fait défaut dans tous les pays du monde, c'est bien là le problème de l'heure à résoudre. Avant d'y venir ou d'y revenir, il va falloir que la jeunesse fasse l'amère expérience de ce qu'on appelle les réseaux sociaux (Fesse book, etc) qui ne mènent qu'à une impasse politique.

Se soulever contre un régime autoritaire ou dictatorial, c'est un premier pas qui peut être effectué spontanément, mais il est très difficile de faire le second, installer un régime plus démocratique, quant au troisième qui consiste à instaurer un régime favorable aux travailleurs, il ne faut pas rêver, il sera impossible à réaliser sans une solide organisation centralisée et disciplinée, armée sur le plan théorique et politique, donc un parti ayant la confiance de la majorité des travailleurs et capable de les entraîner au combat pour se lancer à l'assaut du régime en place...

Avant la mort de Ben Laden, c'était normal d'y être...

- Afghanistan : que fait-on encore là-bas ? Il est temps de se retirer - Rue89 (04.05.11)

Un portail de gauche bien sûr puisqu'on vous le répète sans cesse, mais pas une opposition de gauche, révolutionnaire et non réactionnaire comme l'est ce qu'on appelle communément la gauche.

Il faudrait croire sur parole ceux qui mentent comme ils respirent.

- Jay Carney, porte-parole de la présidence, a expliqué que la photo prise peu après la mort de Ben Laden était "atroce" et qu'il fallait ménager les "susceptibilités en ce qui concerne la publication de photographies de Ben Laden". (Reuters 04.05)

Parce que voyez-vous l'Etat terroriste américain, la CIA, le Pentagone, auraient des scrupules, ces gens-là sont des démocrates, de grands humanistes comme chacun devrait le savoir, ils oeuvrent pour le bien-être de tous et la paix dans le monde, qui l'ignore encore... C'est comme lorsqu'ils nous racontent qu'ils se seraient donnés le mal sans le moindre témoin et donc sans y être obligé, d'organiser les funérailles de Ben Laden en respectant les préceptes du Coran, alors qu'ils l'ont tué tandis qu'il ne portait pas d'arme, c'est se foutre de la gueule du monde. Cependant, tordus comme ils sont, ils auraient très bien pu se livrer à une telle mise en scène avec un autre cadavre histoire de dire que de nombreux militaires en ont été témoins, sauf qu'ils n'ont pas pu identifier le corps !

- Une sénatrice américaine, Kelly Ayotte, a déclaré à la presse au Capitole avoir vu elle aussi l'une des photos de la dépouille d'Oussama ben Laden et elle a confirmé qu'il s'agissait bien de lui. (Reuters 04.05)

Parce qu'elle serait capable de le reconnaître alors qu'il n'est pas apparu en public depuis des années, elle serait capable également au premier coup d'oeil de reconnaître une photo originale d'un montage sophostiqué réalisé avec Photoshop par exemple, ben voyons !

- Une fille de 12 ans d'Oussama Ben Laden, détenue au Pakistan avec une de ses épouses et d'autres enfants présents dans la maison au moment du raid, a raconté avoir vu les soldats américains tuer le chef d'Al-Qaeda, a dit à l'AFP un responsable du renseignement pakistanais. (libération.fr 04.05)

A défaut de cadavre et de photos, il faudra vous contenter du témoignage au-dessus de tout soupçon d'un "*responsable du renseignement pakistanais*"!

- Le cerveau d'al-Qaida demande par ailleurs à ses enfants de ne pas rejoindre la guerre sainte. "", écrit-il. À ses femmes - au nombre de quatre -, Ben Laden demande de "*ne pas envisager de se remarier et de se consacrer aux enfants, de les guider sur le bon chemin*" (lepoint.fr 04.05)

Voilà qui devrait en dissuader plus d'un de rejoindre les rangs de cette organisation terroriste et pour un peu ses membres pris de remords seraient prêts à se confesser devant les membres du Congrès américain !

Ce qui est intéressant dans cette histoire, c'est qu'ils sont en train de finir de se déconsidérer aux yeux de la population mondiale, on a franchement envie de les encourager à continuer dans cette voie, car même les plus crédules finiront bien un jour par comprendre qu'on les a manipulés jusqu'à l'os.

En voilà un qui sait de quoi il cause...

Sarkozy : "En Libye, Kadhafi est discrédité pour représenter l'avenir" - L'Express.fr - (03.05.11)

Un des leurs, ils l'affirment...

Question : qui a dit :

- "*D'un côté, le vieux mâle chauvin, politique en fin de course, centriste pour ne pas dire de droite et plus libéral que libertaire.*"

Réponse : Le Figaro (lefigaro.fr 04.05) à propos de Daniel Con-Bandit.

Un régime pris d'incontinence qui se réfugit dans les pissotières.

- (à propos de TF1) "*On en arrive à avoir dix minutes de pub toutes les dix minutes de film. Très franchement on n'a pas envie d'aller pisser toutes les dix minutes.*" (lefigaro.fr 04.05)

Politique.

1- France.

1.1- Quand la nostalgie du colonialisme les torture.

La petite commune de Banyuls-sur-Mer, dans les Pyrénées-Orientales, se déchire après le vote du conseil municipal qui a décidé de baptiser un rond-point du nom du défunt général Marcel Bigeard.

La proposition vient du maire Jean Rède (UMP). Elle avait recueilli quatorze voix pour, sept contre, quatre élus s'abstenant. (AFP 04.05)

1.2- Le Cran d'arrêt du régime.

Le président du Conseil représentatif des associations noires (Cran) Patrick Lozès, compte se présenter à l'élection présidentielle française de 2012, afin de promouvoir «*la dynamique de l'égalité*», a-t-il indiqué à l'AFP dans un entretien téléphonique.

Ce pharmacien de formation, né au Bénin en 1965, est un ancien membre de l'UDF. (libération.fr 04.05)

Histoire de faire perdre des voix à la soi-disant gauche pour faire réélire Sarkozy...

1.3- Ne pas franchir la ligne rouge !

Jean-Pierre Chevènement a confirmé ce mercredi sa candidature à l'élection présidentielle. Le président d'honneur du MRC, âgé de 72 ans, a l'intention de «*faire bouger les lignes*», a-t-il expliqué sur Europe 1 ce mercredi.

En creux, il a fait comprendre que sa candidature s'opposait à celle probable à son sens de Dominique Strauss-Kahn. (20minutes.fr 04.05)

2- Syrie

Le régime syrien a déployé, mercredi 4 mai, des dizaines de chars aux abords de deux places fortes de la contestation et maintenu le siège d'autres villes sans parvenir à briser la détermination des opposants à poursuivre leur "*révolution*".

632 morts, peut-être 8000 arrestations. L'organisation de défense des droits de l'Homme Insan évoque un bilan de 632 morts depuis le 15 mars. Amnesty International parle de 542 morts, un chiffre qui pourrait être, selon elle, plus élevé.

Le nombre de personnes «*détenues ou disparues pourrait dépasser les 8.000*», indique Wissam Tarif, directeur exécutif de l'organisation de défense des droits de l'Homme Insan. Selon lui, Insan avait pu confirmer la détention de 2.843 personnes, dont 891 à Deraa et ses environs. Mais 5.157 autres noms sont en cours de vérification, dont 4.038 à Deraa et ses environs.

A Deraa, "*depuis trois jours, l'armée envoie des renforts à l'entrée nord d'Al-Rastan, place forte de la contestation, a également indiqué un militant. Les renforts continuent d'être déployés et, selon des estimations, il y aurait une centaine de tanks et de*

transports de troupes, sur l'autoroute entre Homs et Hama."

Ce déploiement est intervenu à la suite du refus des habitants de livrer une centaine d'hommes en échange d'un maintien des chars hors de la ville. Les mêmes habitants avaient, il y a quelques semaines, déboulonné une statue de l'ancien président Hafez Al-Assad, père de l'actuel président qui lui avait succédé en 2000.

Le siège de la ville de Baniyas a également été aussi renforcé par les forces de sécurité, lesquelles ont procédé à de nombreuses arrestations aux barrages érigés à l'entrée de la ville et confisqué des camions chargés d'aide humanitaire destinée aux habitants, ont indiqué un militant et un témoin.

"*Nous poursuivrons notre révolution et nos manifestations pacifiques à travers la Syrie jusqu'à ce que nous obtenions notre liberté*", ont affirmé dans un communiqué les comités de coordination des manifestations dans plusieurs villes, dont Baniyas, Douma (près de Damas), Homs et Deraa. Ils ont dénoncé la répression et les récentes arrestations massives de contestataires, faisant état d'au moins cinq cents arrestations par jour à travers le pays.

"*Le régime perd la raison car, en dépit du siège et de la brutalité dont sont victimes plusieurs villes, et les arrestations de centaines de personnes, les manifestations prennent de l'ampleur chaque jour*", ont-ils souligné. Les contestataires, qui exigeaient au départ la levée de l'état d'urgence, la libération des détenus et la fin de la suprématie du parti Baas, réclament désormais la chute du régime.

Manifestation sans précédent à Alep. Hier, plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté avant d'être dispersés par les services de sécurité dans le campus universitaire d'Alep, la deuxième ville dui pays, jusque là très peu touchée par la contestation. (lemonde.fr et libération.fr 04.05)

3- Libye.

Les troupes pro-Kadhafi ont bombardé mercredi la ville rebelle de Zintan, et une route destinée aux approvisionnements dans les régions montagneuses de l'ouest de la Libye.

Près de 40 roquettes Grad ont été tirées mardi soir et mercredi sur Zintan, région montagneuse qui abrite la communauté berbère, a témoigné Khaled Aburaqiqa, un porte-parole de cette communauté. (AP 04.05)

Social.

1- France

1.1- Les fonctionnaires : on les aime !

D'après un sondage TNS-Sofres commandé par la FSU et rendu public mardi matin, 51% des personnes interrogées estiment que l'Etat "*traite mal*" les fonctionnaires, tandis que 39% jugent qu'il les "traite bien". Par ailleurs, 66% pensent que l'Etat leur donne des moyens "*insuffisants (...) pour bien remplir leurs missions*", alors que 26% des personnes interrogés les estiment "*suffisants*".

En outre, 71% des sondés considèrent comme "*une mauvaise chose*" la règle appliquée par le gouvernement du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, et 21% une "bonne chose".

Concernant l'opinion générale qu'ont les Français au sujet des fonctionnaires "*auxquels (ils ont) affaire*", le qualificatif "honnêtes" recueille 75% d'approbation, "*compétents*" 69%, "*au service du public*" 67%, "*à l'écoute*" 63% et "*accessibles*" 59%. (AP 04.05)

1.2- Grève du personnel de La Tribune.

L'horizon s'assombrit pour La Tribune. Son directeur de la rédaction, François Lenglet, et l'un de ses adjoints, Olivier Provost, ont démissionné ce mercredi. D'autres départs pourraient suivre. Motif invoqué : des «*divergences stratégiques*» avec la PDG et propriétaire, Valérie Decamp. S'estimant «*victimes d'un manque d'information*» sur la situation du quotidien, les salariés ont voté la grève. Le journal ne paraît pas ce jeudi.

La Tribune, qui a perdu 9 millions d'euros l'an dernier, a besoin de 15 millions d'euros pour pérenniser son activité. Le trafic du site a, certes, progressé de 57% en un an, mais les recettes publicitaires de latribune.fr ne compensent pas le manque à gagner sur le papier. La diffusion du titre, en retrait de 1,6% en 2010 à 66.185 exemplaires de diffusion France payée, selon l'OJD, a encore décroché de 4,6% de janvier à mars dernier. Les ventes au numéro sont en chute de 15 à 23% depuis le début de l'année.

La double démission d'aujourd'hui intervient alors que la clause de cession ouverte aux journalistes prendra fin vendredi. «*Un sentiment de colère domine* », indique une source interne. La rédaction proteste notamment contre la volonté de la direction de faire passer la part des contributions extérieures, émanant de non-journalistes, de 15% actuellement, à 30 à 40% afin de réduire la masse salariale. Les salariés s'inquiètent des «*propos de Valérie Decamp pour le moins évasifs sur la ligne rédactionnelle, l'emploi et le projet industriel*». Ils craignent qu'une nouvelle réduction d'effectifs n'ouvre la voie à la disparition de la publication papier. Depuis juillet 2010, l'effectif est passé sous la barre des 100 cartes de presse, une quarantaine de journalistes ayant quitté la rédaction. (lefigaro.fr 04.05)

1.3- Comment Merdiator a fait maigrir les finances de la Sécu.

Le Mediator, le médicament utilisé comme coupe-faim à l'origine de 500 à 2 000 morts, a coûté environ 1,2 milliard d'euros de remboursement à la Sécurité sociale, affirme Le Figaro dans son édition de jeudi 5 mai.

Le seul remboursement de cet antidiabétique, dont quelque 145 millions de boîtes ont été vendues en trente-trois ans, a coûté 879 millions d'euros, selon une note confidentielle de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), citée par le quotidien. Les ventes du Mediator n'ont, en effet, cessé de progresser entre 1983 et 2005, un pic ayant été atteint en 2005 avec plus de 9 millions de boîtes vendues.

Le coût de la prise en charge des complications médicales liées à ce médicament, destiné aux diabétiques en surpoids et largement détourné comme coupe-faim, représente, en outre, au moins 315 millions d'euros.

"*Cette estimation part du principe que 1 750 patients ont subi une intervention chirurgicale cardiaque. La CNAM n'a en revanche pas calculé le coût des arrêts de travail liés au Mediator, ni les primes d'invalidité. Elle n'a pas non plus pris en compte les 663 000 courriers envoyés par l'Agence du médicament aux patients ayant pris du Mediator ainsi que les consultations et les échocardiographies qui ont suivi*", raconte le quotidien, précisant que d'autres calculs sont en cours. Contactée par Le Figaro et l'AFP, la CNAM n'a pas souhaité commenter cette information.

Commercialisé en France par les laboratoires Servier de 1976 à novembre 2009, le Mediator, qui a été utilisé par 5 millions de personnes, a été retiré du marché en raison des risques cardiaques qu'il faisait courir aux patients. (lemonde.fr 04.05)

2- Espagne

L'Espagne a battu un nouveau record de chômage pour la zone euro au premier trimestre 2011, à 21,3% de la population active, soit 4,9 millions de personnes sans emploi, a annoncé le gouvernement vendredi. (AP 04.05)

Le 6 mai

En ligne aujourd'hui le n°35 de Révolution socialiste des camarades du Groupe bolchevik, dont je vous recommande vivement la lecture, même si on n'est pas d'accord sur tout, peu importe ici. Vous avez le droit de verser le prix de ce numéro, 1,5 euro, à ce groupe, si vous l'avez trouvé intéressant, cela ne devrait pas trop vous démunir.

Je dis cela à tout hasard, sachant que l'état d'esprit de la plupart des militants n'a apparemment rien à envier à celui du reste de la population : méfiance, mépris, indifférence, suffisance, arrogeance, complexe de supériorité, vanité, individualisme, etc., simple constat tiré de mon expérience personnelle.

A ceux-là je leur dis une chose très simple et sans animosité : c'est comme si vous aviez quelque chose devant les yeux qui vous bouche l'horizon, que vous trainiez un boulet, produit de la société mais aussi de votre propre histoire, que vous le sachiez ou non, que vous l'admettiez ou non, peu importe. Dites-vous bien qu'on ne peut pas progresser politiquement quand on a une telle mentalité, c'est impossible, car pour progesser dans ce domaine comme dans bien d'autres d'ailleurs dans la vie, il faut mettre en adéquation la théorie et la pratique, on ne peut pas avoir dans sa tête de belles et grandes idées progressistes, humanistes, généreuses, etc. et se conduire différemment ou à l'opposé dans la pratique, car ce qui dicte en dernier ressort notre progression intellectuelle, notre émancipation progressive de l'ignorance qui est innée à tout être humain à sa naissance, certains diraient notre élévation spirituelle, dans le sens d'une plus grande prise de conscience du monde dans lequel nous vivons et ce que nous sommes réellement, la place que l'on occupe dans la société, ce ne sont pas nos idées, mais notre comportement et nos rapports dans la vie ou vis-à-vis des autres en général. On ne peut pas évoluer non plus en n'étant pas libre de tout a priori, positif ou négatif d'ailleurs...

Notez bien que je me garderai bien de porter un jugement sur qui que ce soit, et tant pis si ce genre de discours passe très mal... chez ceux sans doute qui se sentent directement concernés. Je sens que je vais encore me faire des amis ! Je me fais à moi-même ces réflexions car je ne me sens pas au-dessus de n'importe quel militant.

Souvenez-vous, il y a quelques jours je vous ai raconté comment je m'étais mépris sur le comportement de mon chien. Vous me direz que cela n'avait pas d'importance, que l'incident était bénin, pour vous peut-être qui n'étiez pas directement concernés, mais pas pour moi qui l'avais très mal pris. Ce fut comme un brutal rappel à l'ordre. Je me suis dit : mon pote, tu ne maîtrises pas assez ta méthode, il y a encore des failles dans ta manière d'appréhender les choses, tu dois corriger cela immédiatement, tu te laisses aller, c'est impardonnable, je ne suis pas aller jusqu'à la mortification je vous rassure.

Alors imaginez dans quel état je suis quand je commets une erreur politique, je ne me laisse absolument rien passer, c'est indispensable pour progresser, sinon on peut être embringué dans une mauvaise voie ou n'importe quelle histoire et persister consciemment en se donnant facilement bonne conscience, en se trouvant des excuses valables, en en inventant si nécessaire, les artifices ne manquent pas quand on a un peu d'imagination, où l'on va alors, de quoi est-on capable encore, car c'est bien ainsi que les choses se passent quand on n'a pas la force ou le courage, la détermination d'affronter la réalité, sa propre réalité aussi.

On doit faire en permanence un travail sur soi-même pour donner le meilleur de soi-même aux autres, sinon on se retrouve mal placé pour espérer que les autres vous donnerons le meilleur d'eux-mêmes, sauf à avoir un comportement possessif, arbitraire ou autoritaire, ce qui m'inspire l'horreur.

C'est un principe ou une règle de vie exigeante que j'ai adopté depuis longtemps et que j'essaie de perfectionner, un travail de toute une vie en somme. J'ai fait assez de grosses conneries dans la vie dont certaines se sont avérées irréparables, comme par exemple le fait d'avoir arrêté mes études en 3e ou le militantisme en 1981 ou d'être parti vivre en Inde, sur un plan plus personnel encore, cela n'a guère été mieux et il n'y a pas lieu d'en être fier croyez-moi, je n'ai fait aucune saloperie à mes compagnes successives, non, j'ai seulement manqué de patience et de discernement à leur égard à un moment donné, au lieu d'être rongé par le remord ou la nostalgie, comme paliatif ou thérapie, pour essayer d'orienter à nouveau ma vie en rapport avec mes idées.

Pour y parvenir, j'ai renoué ou j'essaie de renouer modestement avec la méthode du matérialisme dialectique et de l'appliquer dans tous les domaines, je ne parle même pas de la maîtriser, sans laquelle on est littéralement perdu, ballotté sans cesse entre des certitudes contradictoires ou qui s'annulent de telle sorte qu'on ne progresse jamais, on en arrive à être réduit à l'indécision, à l'impuissance, on se rend compte qu'on est facilement manipulable sans pouvoir l'éviter, bien qu'on prétende le contraire, il n'y a rien de pire que de constater à cause d'erreurs répétées ou reproduites sans cesse, que nos convictions nous conduisent finalement à l'inaction et que la vie que l'on mène ne correspond en rien avec l'idée qu'on s'en était faite, d'où cette nécessité impérieuse d'essayer d'avoir toujours dans la vie une attitude digne des idées que l'on prétend défendre ou représenter, c'est une question d'honnêteté envers soi-même, mais surtout vis-à-vis des autres.

Personne n'est parfait dans la vie, la question n'est pas là, et l'on ne demandera jamais à personne de l'être ou de le devenir, mais quand on a un idéal dans la vie, on doit tout faire pour s'en rapprocher le plus près possible, tout en sachant qu'il nous demeurera toujours inaccessible. Il y a tant de gens de par le monde qui n'ont pas d'idéal et c'est bien triste en vérité, c'est un drame même, c'est un luxe ou plutôt une chance inouie d'en avoir un, alors cultivons-le, entretenons-le soigneusement, cela réclame bien des efforts, eh oui encore et toujours des efforts, Freud et Marx nous ont enseigné que la vie était une lutte incessante, alors luttons, luttons pour une société et un monde meilleur, luttons aussi pour devenir meilleur nous-même, car l'un n'ira pas sans l'autre.

Il y en a qui s'imaginent que je serais un type horrible et infréquentable parce que je polémique ou féraille souvent violemment contre l'opportunisme, mais c'est bien mal me connaître en réalité. Mon combat s'inscrit dans une seule et unique direction : aller toujours de l'avant, briser les obstacles qui nous empêchent de nous rapprocher de notre objectif, mettre un terme à l'oppression et à l'exploitation de la surface de la terre. Donc partager mes connaissances ou mon expérience avec les camarades.

Ce que j'essaie de faire ici, ce qui n'est pas tous les jours facile quand on sent peser sur soi la suspicion, le mépris, le rejet ou la haine, l'incompréhension en un mot, car à la moindre erreur ou au moindre désaccord on vous jette comme un chien, on vous tourne le dos, on vous traite de tous les noms, vous ne valez plus rien du jour au lendemain, le couperet minable du petit juge est tombé, injuste ou illégitime, vous vous sentez bien seul, sur le coup vous pouvez mal le prendre, il faut assumer le choc, et ensuite vous réalisez que cela fait partie de la vie pour être aussi passé par là un jour.

Au sein du mouvement ouvrier, c'est le mépris qui prédomine dans l'état d'esprit des militants, à un degré supérieur chez ses dirigeants, mais pas forcément. Parce qu'on croit avoir compris quelque chose que les autres n'ont pas compris, on se sent supérieur et au bout du compte on se sent autorisé à les mépriser consciemment ou inconsciemment. C'est l'attitude de militants qui ne sont pas capables de défendre les idées qu'ils prétendent représenter, parce qu'elles ne viennent pas d'eux-mêmes ou que fondamentalement ils ne les ont pas comprises, ils ne se sont jamais donnés la peine d'étudier sérieusement et à fond les questions qu'ils abordent publiquement, de même qu'ils sont incapables de comprendre les idées que d'autres militants leur soumettent.

Je terminerai pour aujourd'hui sur un exemple frappant, la question du nucléaire.

Chacun en connaît depuis le début la dangerosité extrêmes et incontrôlable contrairement à ce qu'affirme de dangereux apprentis sorciers, c'est en réalité une monstruosité d'avoir développé cette source d'énergie à grande échelle, mais voilà que le débat est faussé et porte maintenant sur la question de savoir si elle ne serait pas plus sûre si elle était contrôlée par l'Etat au lieu d'être laissée au privé, ce qui ne change absolument rien à notre problème de fond qu'entre temps on a évacué par la petite porte, on n'en parle plus comme si cette question était réglée.

On pourrait faire le même constat et tenir le même discours envers les OGM dont l'humanité s'est très bien passée pendant des dizaines de milliers d'années. Mais voilà, puisqu'ils existent ou qu'ils ont été conçus par le cerveau des hommes, il faut absolument les utiliser, cela ne se discute même pas, l'homme est le maître absolu de la nature et de l'univers.

C'est délirant, grotesque, cynique à souhait, totalement irresponsable, inhumain même, mais tels en ont décidé un panel de scientifiques, chefs d'Etat, capitalistes et militants ouvriers (intéressés très souvent !), y compris parmi ceux qui s'intitulent l'avant-garde de la classe ouvrière, tous ils sont pris dans la spirale infernale que le captalisme a engendré et sont incapables de la remettre en cause pour imaginer que le monde pourrait exister comme hier et survivre demain sans recourir à l'énergie nucléaire ou aux OGM... On a créé littéralement un monstre, mais au lieu de le reconnaître et de le remiser par précaution au musée de l'histoire des sciences et des technologies, non il faut absolument s'en servir, sinon rendez-vous compte le monde scientifique en sera tout retourné et n'y survivra pas. N'y aurait-il pas du bon et du mauvais en toute chose, au point qu'on puisse nier ce qui serait mauvais pour ne conserver que ce qui serait bon, comme si le mauvais côté des choses pouvaient s'évaporer pour autant par miracle. Pour un peu, on croirait entendre la parole divine ! Quand je lis ce genre d'assertions, je suffoque et j'enrage contre leurs auteurs irresponsables, donc illégitimes pour s'exprimer sur ces sujets qu'ils prétendent maîtriser.

Mais où est donc passé dans tout cela l'esprit libre et critique, scientifique et objectif, au service du bien-être collectif des générations présentes et futures ? Vous voyez où cela peut mener quand on se méprend sur le caractère de son chien et qu'on n'en tire aucune leçon ? (lire la causerie 2 mai)

Politique.

1- France. La chute !

Quatre ans après l'élection de Nicolas Sarkozy, seul un Français sur six (17%) juge le bilan de son action "*plutôt positif*", 76% l'estimant "*plutôt négatif*", selon un sondage TNS-Sofres pour l'émission "*La matinale*" de Canal+.

Selon une étude BVA pour BFM, Challenges, Avanquest, à la question "*globalement, depuis quatre ans, diriez-vous que le bilan de Nicolas Sarkozy en tant que président de la République*" est mauvais ou bon, 73% des personnes interrogées répondent "*mauvais*", dans cette étude publiée ce jeudi.

En 2010, Nicolas Sarkozy recueillait 69% de "*plutôt négatif*", et en 2009 63%, rappelle l'étude.

En observant les courbes depuis 1975, on s'aperçoit que Nicolas Sarkozy atteint des niveaux d'insatisfaction records : un an avant l'élection présidentielle, Valéry Giscard d'Estaing était à 43% de jugements "*plutôt positif*" et à un taux égal de jugements "*plutôt négatif*".

François Mitterrand, en 1987, en était à 28% de "*plutôt négatif*". Jacques Chirac en 2001 recevait 36% de jugements "*plutôt négatifs*". (lexpress.fr et lepost.fr 05.05)

Comment un président, pardon, un monarque aussi minoritaire dans le pays, peut-il se permettre de dire ce qui est légitime ou non ? Ne vous fait-il pas penser à ces dictateurs qui gouvernent en s'appuyant sur une minorité (ethnique ou religieuse) depuis qu'ils sont au pouvoir, Kadhafi, Assad, etc. ?

2- Tunisie. La tentation du coup d'Etat militaire pour mater la résistance populaire.

La police a dispersé sans ménagement une manifestation hostile au gouvernement jeudi après-midi à Tunis, procédant dans la foulée à de nombreuses interpellations, a constaté un journaliste de l'Associated Press.

Plusieurs centaines de jeunes s'étaient rassemblés sur l'avenue Bourguiba, principale artère de la capitale, exigeant que soient jugés les "*symboles de la corruption*".

"*On n'a rien vu depuis le déclenchement de la révolution. Bien plus, le pays va en arrière*", a lancé Mohamed Naceur Soussi, un chômeur de 25 ans.

"*On se fout de nous. Aucun parti n'a demandé de tels jugements*", a déploré de son côté Aymen Ben Salem, un autre homme de

25 ans, au chômage technique.

Après plus d'une heure, les manifestants ont été chargés par les forces de l'ordre à coups de gaz lacrymogènes.

Un photographe de l'Associated Press, Hassène Dridi a été violemment pris à partie par des policiers qui l'ont conduit à un poste de sécurité proche, avant de le relâcher dans un état lamentable.

Cette manifestation intervenait au lendemain de déclarations l'ancien ministre de l'Intérieur Farhat Rajhi qui ont provoqué de nombreuses réactions sur Internet. L'ex-responsable de la sécurité dit avoir été démis de ses fonctions par le Premier ministre Béji Caïd Essebsi, qu'il traite au passage de "*menteur*".

Farhat Rajhi affirme que le général Rachid Ammar a été récemment promu chef d'Etat-major des trois armées afin que l'armée prenne le pouvoir au cas où les islamistes gagnaient les élections du 24 juillet prochain ou en cas d'échec du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti au pouvoir sous Ben Ali).

Dans une déclaration à l'agence officielle TAP, le responsable de la communication du gouvernement transitoire Moez Sinaoui a fait part de son "*étonnement*" face à des "*déclarations d'une telle gravité*".

Il a accusé l'ancien ministre de l'Intérieur de propager "*des informations infondées de nature à semer le doute et de porter atteinte à l'ordre public*". Il a déploré que soit mise en cause "*l'intégrité de l'institution militaire qui bénéficie d'un consensus national*" pour le rôle positif qu'elle a joué pendant "*la révolution du jasmin*". (AP 05.05)

3- Syrie

L'armée se retire de Deraa. Trois cent cinquante soldats à bord d'une vingtaine de camions suivis d'une vingtaine de transports de troupes, tous arborant des posters du président Bachar al-Assad, ont quitté Deraa vers 10 h, selon des journalistes de l'AFP présents sur place. L'armée syrienne assiégeait Deraa depuis le 25 avril.

Des chars déployés aux abords de Banias. Les autorités ont déployé des blindés, dont des chars, et d'importants renforts de troupes aux abords de la ville de Banias, dans le nord-ouest de la Syrie, indique un militant à l'AFP.

«Il semble qu'ils s'apprêtent à attaquer la ville comme ils l'ont fait à Deraa», dit un autre militant.

Ainsi qu'autour de deux villes contestataires. Mercredi, des dizaines de charsont été déployés aux abords de deux places fortes de la contestation, Talbisseh et Al-Rastan, situées sur l'autoroute entre Homs et Hama. Il y a quelques semaines, les habitants d'Al-Rastan avaient déboulonné une statue de Hafez al-Assad, père et prédécesseur de l'actuel président.

Le siège de Banias a été aussi renforcé par les forces de sécurité, qui ont procédé à de nombreuses arrestations aux barrages érigés à l'entrée de la ville et confisqué des camions chargés d'aide humanitaire destinée aux habitants, selon un militant et un témoin.

Arrestations dans les hôpitaux. Les forces de sécurité arrêtent des manifestants blessés dans les hôpitaux pour tenter de leur soutirer des informations sur les protestataires, affirme l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

De plus, «*un certain nombre de citoyens arrêtés ces derniers aux alentours de Banias sont portées disparus*», a précisé l'organisation, en demandant aux autorités de «*libérer immédiatement tous les détenus de conscience dans les geôles syriennes*».

Campagne d'arrestations à Saqba. Plus de 300 personnes ont été arrêtées ce matin à Saqba, près de Damas, par les services de sécurité et l'armée syrienne, a indiqué à l'AFP un militant, joint par téléphone depuis Nicosie.

Le «*vendredi du défi*». Les opposants appellent à des manifestations demain, rebaptisé le «vendredi du défi».

«*Vendredi du défi, le 6 mai 2011, Syrie, la liberté approche, le peuple veut faire tomber le régime*», titre le site «The Syrian Revolution 2011» créé par de jeunes militants.

«*Ce vendredi du défi, nous défierons l'injustice, nous défierons l'oppression, nous défierons la peur, nous nous libèrerons*», écrivent-ils. (libération.fr 05.05)

4- Egypte

L'ex-ministre de l'Intérieur égyptien Habib el-Adli, pilier du système répressif sous le président Hosni Moubarak, a été condamné

jeudi à douze ans de prison pour malversations financières par un tribunal du Caire.

Il s'agit de la première condamnation à une peine de prison prononcée contre un haut responsable du régime de M. Moubarak, renversé le 11 février par une révolte populaire.

M. el-Adli a été condamné pour blanchiment d'argent et enrichissement illicite.

L'ex-ministre de l'Intérieur, honni par une grande partie de la population, fait l'objet d'un autre procès, pour des accusations selon lesquelles il aurait ordonné de tirer sur des manifestants durant la révolte anti-Moubarak.

Son arrestation et son jugement s'inscrivent dans une vaste campagne judiciaire visant de nombreuses personnalités politiques et économiques de l'ancien régime.

L'ancien Premier ministre Ahmad Nazif, démis durant la révolte, est également en détention préventive pour des accusations de fraude. De nombreux autres hiérarques du régime déchu et hommes d'affaires proches de la famille Moubarak font aussi l'objet de poursuites. (libération.fr 05.05)

Un coup de canif dans le régime pour rassurer ses opposants qui s'impatientent et leur montrer que l'armée est toujours à leur côté, une concession qui ne lui coûte rien puisqu'elle tient sa légitimité de Washington, tandis qu'elle conserve le contrôle de l'Etat et réprime les manifestations à revendications sociales.

5- Etats-Unis.

Oussama ben Laden et ses compagnons n'ont offert aucune résistance lors de l'assaut, dans la nuit de dimanche à lundi, des forces spéciales américaines contre leur résidence d'Abbottabad, ont affirmé jeudi des responsables pakistanais de la sécurité.

Les versions américaines du déroulement des événements ont fluctué au fil des jours. Après avoir décrit un échange de tirs qui aurait duré une quarantaine de minutes, des responsables américains ont parlé d'un seul homme armé parmi les cinq personnes tuées.

Deux responsables pakistanais de la sécurité ont déclaré qu'ils avaient déterminé après enquête qu'il n'y avait eu aucun échange de tirs parce qu'aucun des habitants n'avait résisté.

"*Les gens à l'intérieur de la maison n'étaient pas armés. Il n'y a eu aucune résistance*", a dit l'un d'entre eux.

Ils ont été tués "*de sang froid*", a répondu l'autre responsable, prié de dire s'il y avait eu échange de tirs. (Reuters 05.05)

Une exécution sommaire, un règlement de compte entre voyous, un meutre quoi !

Je vous ai fait grâce de l'analyse selon laquelle cette opération avait été décidée juste après qu'Obama ait déclaré qu'il se présenterait à la prochaine élection présidentielle, ou encore qu'elle avait pour objectif de faire oublier son désastreux bilan social, ou encore qu'Al-Qaïda était déjà mort politiquement du fait que l'islamisme radical n'a joué aucun rôle majeur lors des révolutions tunisiennes, égyptienne, etc.

J'y vois plutôt l'annonce d'une nouvelle offensive contre le prolétariat mondial une fois qu'Obama ait précisé que le terrorisme n'avait pas disparu pour autant et qu'il fallait continuer de le combattre, autrement dit, la guerre en Irak et en Afghanistan notamment continue, pendant que les multinationales américaines engrangent des milliards de dollars de bénéfices et le chômage de masse persiste. Ressouder l'Amérique autour de ses valeurs : Wall Street, le dollar et la guerre au monde entier ! Viva USA !

Social.

France

1- La monarchie républicaine a enfin ses palaces pour les riches...

La distinction "*palace*" a été décernée, jeudi 5 mai, pour la première fois en France à huit hôtels de luxe censés incarner "*l'excellence à la française*", a annoncé le jury chargé de leur sélection.

La première plaque "*palace*" devait être apposée jeudi en début d'après-midi sur la façade de l'hôtel Le Bristol, à Paris, en présence du secrétaire d'Etat au tourisme, Frédéric Lefebvre. (lemonde.fr 05.05)

2- ... et bientôt de nouvelles prisons pour la plèbe.

L'Etat va construire 25 nouvelles prisons, en rénover 15 et en fermer 36 dans le cadre de son nouveau programme immobilier pénitentiaire, a annoncé jeudi le ministre de la Justice Michel Mercier.

Selon un dossier de presse du ministère de la Justice, ce programme va permettre de créer 7.577 nouvelles places de prison supplémentaires. Il s'agit de parvenir à plus de 70.000 places de prison en 2018, contre 56.500 aujourd'hui. Au 1er avril, 64.148 personnes étaient incarcérées. (AP 05.05)

Un quota de prisons à remplir pour les forces de l'ordre, le ministre de l'Intérieur et celui de la Justice, la caractéristique d'un régime policier, répressif, autoritaire et profondément antidémocratique, réactionnaire. Ce sont les amis bâtisseurs du président qui doivent être ravis. Pour Bouygue, cela compensera la perte d'audience de sa télé merdique TF1 !

3- Qu'il les verse à la Sécu et à ses victimes !

Servier ne pourra pas plaider l'insolvabilité, puisqu'il a 2 milliards d'euros ... dans ses caisses, selon les Echos d'hier.

Le quotidien s'est procuré les comptes du labo, pourtant ultrasecrets. Et ils sont, malgré le scandale, excellents : 2,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2010 (+ 6,4 %), et un profit net multiplié par deux, à 378 millions. Autre surprise : le groupe n'est pas endetté et ne devrait donc pas être contraint de céder des actifs à cause de la crise du Mediator. (libération.fr 05.05)

Jugement d'un tribunal populaire révolutionnaire : Tous les biens et avoirs de cette crapule et ses descendants sont confisqués par l'Etat, son entreprise est nationalisé, tous ses droits civiques lui sont retirés, il lui est interdit de quitter le territoire et il demeurera sous contrôle judiciaire jusqu'à la fin de sa vie, il est également privé du droit à la retraite, qu'il travaille jusqu'à son dernier souffle !

Syndicat.

Luc Béal-Rainaldy, 52 ans, s'est donné la mort mercredi à la mi-journée dans les locaux de la Direction de l'administration générale et de la modernisation des services (DAGEMO), qui dépend du ministère du Travail, dans le XVe arrondissement de Paris.

Le SNUTEFE-FSU a dénoncé jeudi "*le rythme effréné des réformes*" et "*l'incessant simulacre de dialogue social*", au lendemain du suicide de son secrétaire national Luc Béal-Rainaldy, inspecteur du travail.

"*Luc Béal-Rainaldy a 'brutalement' mis fin à ses jours ce mercredi 4 mai 2011, nous laissant désemparés, abasourdis et profondément tristes*", écrit le Syndicat national unitaire travail, emploi, formation, économie (SNUTEFE), membre de la Fédération syndicale unitaire (FSU, premier syndicat de la Fonction publique d'Etat).

Il était secrétaire national du SNUTEFE-FSU (syndicat du travail, de l'emploi et de la formation), regroupant des personnels notamment issus de l'ANPE et du ministère du Travail et «avait un local syndical» dans les bâtiments de la DAGEMO, a-t-elle indiqué.

L'inspecteur, qui exerçait dans les Hauts-de-Seine «*a laissé une lettre à son épouse et ses enfants qui semble laisser penser que c'était pour des raisons personnelles*», a indiqué Nathalie Marthien, précisant qu'une enquête serait menée. (AP et 20minutes.fr 05.05)

Le lieu où il a décidé de mettre fin à ses jours semble indiquer plutôt que ce serait pour des raisons professionnelles.

Economie.

1- Cela valait bien une restructuration et des milliers de licenciements.

1.1- General Motors a publié jeudi un bénéfice net plus que triplé au premier trimestre à 3,2 milliards de dollars. C'est le cinquième trimestre bénéficiaire d'affilée pour le groupe. Le chiffre d'affaires a quant à lui grimpé de 15% à 36,2 milliards de dollars. (Reuters 05.05)

1.2- Continental a annoncé jeudi d'une hausse de 62% de son bénéfice trimestriel. (Reuters 05.05)

2- Portugal.

Le Portugal s'est engagé jeudi dans un plan de sauvetage "*pénible mais juste*" qui le plongera en récession pendant deux ans, avec un possible sursaut en 2013, a déclaré la mission conjointe de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) dans le pays.

Le FMI a annoncé dans un communiqué qu'il avait signé l'accord visant à prêter 26 milliards d'euros au Portugal, soit un tiers des 78 milliards d'euros prévus dans ce plan de renflouement sur trois ans, le reste étant apporté par l'UE.

Les prêts seront vraisemblablement endossés par les ministres des Finances de la zone euro lors de la réunion de l'Eurogroupe de la mi-mai, qui devrait aussi fixer les taux d'intérêt consentis à Lisbonne, principale inconnue qui demeure autour du sauvetage. Le temps est compté car le Portugal doit honorer un remboursement obligataire de 4,9 milliards d'euros le 15 juin.

Le plan, annoncé mardi par le Premier ministre José Socrates, prévoit d'importantes coupes dans les dépenses publiques, une hausse des impôts, des réformes du marché du travail et du système judiciaire ainsi que des privatisations. (Reuters 05.05)

Une formule qui ne trompera personne : ce qui est "*pénible* est réservé à la plèbe, et ce qui est "*juste*" pour les banquiers et capitalistes.

Le 7 mai

J'ai rectifié le lien vers le document : Révolution socialiste n°35. (Groupe bolchevik) (06.05). Avec mes excuses. Je te répondrai demain Philippe.

Affaire Ben Laden. L'intox tout azimut. La voix de son maître ou la version officielle est forcément la bonne.

Vous ne serez pas étonné d'apprendre que cela marche à merveille, tout le monde ou presque croit la fable d'Obama, comme tout le monde a cru à l'époque à celle de Bush sur l'Irak...

Quand je dis tout le monde, je veux parler du mouvement ouvrier qui est en piteux état, c'est un euphémisme. Hier je me suis livré à un petit test, juste pour voir, par curiosité et confirmer ou infirmer l'appréciation que je porte sur le mouvement ouvrier en France, en diffusant à quelques dizaines de militants l'article du Réseau Voltaire qui remet en cause la version de Washington et propose une analyse sur la nouvelle stratégie de l'impérialisme américain.

Bien mal m'en a pris, mais le résultat est instructif à bien des égards, même s'il ne fait que confirmer ce que je savais déjà et que j'ai exprimé à diverses reprises dans le site. En fait, je me suis bien marré. En gros et je n'exagère rien, puisque c'est T. Meyssan qui l'affirme et qu'il a un fâcheux pendant pour la théorie du complot, que j'ai mis en évidence à plusieurs reprises dans le site, tout, je précise bien tout ce qu'il peut écrire est tout juste bon à foutre à la poubelle, ajoutons comme tous ceux qui exploitent ses articles, donc votre serviteur.

Autrement dit et suivant jusqu'au bout ce raisonnement infantile qui témoigne de la médiocrité intellectuelle de ces militants, camarades, ne lisez plus aucun quotidien de la presse nationale, car à travers eux c'est le régime qui vous manipule, ne lisez plus aucune publication provenant d'autres syndicats ou partis que le vôtre, car leurs appareils vous manipulent, désertez les bibliothèques qui regorgent d'ouvrages au contenu tendancieux ou obscur, surtout n'ouvrez pas votre poste de télévision et laissez votre radio éteinte car ils sont la voix du pouvoir en place qui cherche à vous conditionner. N'écoutez pas de musique non plus puisque puisque la plupart de leurs paroles ne sont faites que pour tromper ou endormir le bon peuple, où la personnalité de leurs auteurs présente des similitudes troublantes avec celle des représentants de la classe dominante, fuyez les salles de cinéma et de théâtre pour les mêmes raisons, vous risquez de vous empoisonner l'esprit... Bref, ne lisez pas les articles proposés par le site que j'anime : du monde.fr, libération.fr, de slate.fr, de 20minutes.fr, des agences de presse Reuters, AP et AFP, pire, du figaro.fr, de latribune ou les Echos, quelle horreur des journaux patronaux !

On se croirait dans une caserne ou dans un camp d'internement psychiatrique destiné à redresser les consciences égarées, au moins les neurones emprisonnés dans une camisole de force ne risquent pas de vagabonder librement et de faire de mauvaises rencontres, ils sont bien gardés par ces gardiens de la pensée unique.

Recroquevillés sur eux-mêmes, il ne leur viendra pas un instant à l'esprit tellement ils sont imbus d'eux-mêmes que le complot qu'ils évoquent pourrait venir de leurs propres dirigeants subordonnés à l'ordre capitaliste mondial, contre le socialisme et le communisme qu'ils ont décrété un jour utopique, autoritaire, non conforme à l'objectif du combat du mouvement ouvrier qu'ils ont justement abandonné ou dont ils se sont écartés et qui consistait à mettre un terme à l'existence du capitalisme et à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ils rejettent systématiquement tous les faits ou arguments qu'on pourrait leur soumettre, parce que la source dont ils proviennent ne leur convient pas. Donc si l'on comprend bien, Marx qui a largement tiré partie des ouvrages d'économistes ou d'intellectuels bourgeois, de sacrés réactionnaires le plus souvent, aurait commis une erreur irréparable qui entache à jamais son oeuvre et rend d'avance ses conclusions caducs. En fait, c'est l'oeuvre de tout chercheur ou penseur, qui agit exactement de la même manière que Marx, qui doit être jugé coupable ou suspecté de malversations. Dès lors, on comprend très bien pourquoi ces gens-là sont incapables d'évoluer intellectuellement et politiquement.

Laissons-les macérer dans leur accablante médiocrité. Les militants plus critiques et qui ont manifesté leur capacité à faire la part des choses ne sont pas concernés par mon propos.

Revenons à notre affaire pour tenter d'y voir plus clair.

1- Si une des épouses de Ben Laden affirme que c'est bien lui qui a été tué dans la nuit de dimanche dernier, c'est que c'est forcément vrai, sinon elle ne tiendrait pas ce propos. Cet élément est probant, cela tient debout, on s'incline.

Mais voilà, la famille de Ben Laden avait participé à ses funérailles en décembre 2001. Du coup l'information précédente n'est plus crédible du tout et s'écroule lamentablement.

Qui nous dit que les autorités pakistanaises n'auraient pas fait pression sur cette femme et les personnes qui étaient dans cette maison et qu'ils détiennent maintenant, pour leur extorquer des aveux bidons en échange d'un traitement de faveur ou leur intimant l'ordre de s'exécuter sous peine de mauvais traitements ?

Mais non, mais non, qu'allons-nous inventer là, ils ne seraient pas capables d'une chose pareille. On a déjà oublié que la CIA avait procédé à des enlèvements un peu partout dans le monde, qu'elle avait ouvert des prisons secrètes en Europe où elle aurait détenu pendant des années des prisonniers au secret, qu'elle les aurait torturés, tandis que d'autres auraient tout simplement disparu, ils en seraient morts certainement. Tout le monde le niait jusqu'à ce que cette affaire éclate et que des chefs d'Etat eux-mêmes le reconnaissent. Le coup d'Etat au Chili en 1973 orchestré par Pinochet et la CIA était une fable, puis quelques décennies plus tard l'administration américaine devait le confirmer elle-même, sans que ceux qui prétendaient à l'époque que cette histoire avait été fabriquée par des adeptes de la théorie du complot n'en tirent les conséquences. Ce ne sont que deux exemples bien connus parmi des centaines d'autres.

Ce qui caractérise aussi ces militants, c'est le dilettantisme ou le manque absolu de rigueur intellectuelle, l'amateurisme doublé de l'incapacité ou plutôt le refus de se remettre en question. La vérité des faits ne les intéresse pas, seule leur vérité compte, celle que leur servent leurs dirigeants de préférence.

2- Un internaute qui lui ne manque pas de perspicacité précise :

- "*J'ai une théorie à vous proposer: celle de la théorie de la théorie du complot. Je répète: "la théorie de la théorie du complot". Parce qu'il s'agit d'une théorie. Je m'explique. Chaque fois qu'une thèse se révèle alternative, même si elle est parfaitement étayée, on lui appose immédiatement le label "théorie du complot", par voie que je qualifierais d'officielle, c'est à dire depuis la cellule de communication de l'Etat (américain, souvent) via "l'editocratie" en place dans les médias dominants. C'est le mot "théorie" qui apporte automatiquement le discrédit à votre affaire, quelle qu'elle soit. C'est imparable et l'effet est immédiat.*

La neutralisation du propos qui suit est instantanée, grâce à l'emploi du mot "théorie". Pourquoi, direz-vous ? Parce que dans un monde aussi dégradé sémantiquement (entre autre) que celui dans lequel nous vivons, "théorie" est largement péjoratif, de manière souvent inconsciente, chez une très grande majorité de personnes. Et donc, il suffit que ce mot magique soit placé devant une citation pour que votre attitude ne soit plus neutre, mais méfiante à-priori. "Pratique", au contraire, est un terme vénéré par ces mêmes personnes. Vous remarquerez d'ailleurs qu'elles opposent systématiquement ces deux concepts en un dualisme... Qui n'existe que dans leur esprit.

Platon vous expliquera mieux que moi que La "théorie" se situe dans le monde intelligible et que la "pratique" se situe dans le monde sensible- sans pour autant qu'il y ait un véritable dualisme. Et puisque la grande majorité n'évolue que dans le monde sensible, elle cherche des causes dans ce même monde... Où, malheureusement, il n'y en a pas, ce que Platon vous expliquera également. Ne jamais oublier que pour diriger le monde, même très mal, il faut déployer une grande intelligence. Je vous raconte tout cela parce qu'avec "l'affaire Ben Laden", la bannière "théorie du complot" s'est mise à flotter très vite et très haut sur la marmite." (lexpress.f 06.05)

A propos du consensus UMP-PS, ses satellites et l'ensemble des dirigeants syndicaux, on peut parler d'un vaste complot dirigé contre la classe ouvrière, il est largement reconnu, mais si vous ajouter le mot théorie devant complot, ce consensus disparaît par enchantement ! Pourquoi ? Parce qu'ils ne tiennent pas à les combattre, pardi, ils sont aussi corrompus qu'eux ou ignorants ! Vous avez une meilleure explication ?

3- Un internaute rappelle aux incrédules :

- "*Lundi, version 1 : Ben Laden vivait dans une luxueuse villa évaluée à 1 million de dollars. Il aurait été tué lors d'un échange de tirs nourris, et il aurait utilisé une femme, la sienne, comme bouclier humain, qui aurait également été tuée.*

Mardi, version 2 : Ben Laden n'était pas armé, et n'a pas utilisé sa femme comme bouclier : elle s'est jetée au devant des assaillants. Elle n'est pas morte mais blessée à la jambe.

Mercredi, version 3 : il n'y a pas eu d'échange de tirs. Seul un des messagers de Ben Laden, qui vivait dans la villa, a ouvert le feu dans les premières minutes de l'attaque et a été rapidement abattu. Il est le seul résident à avoir tiré sur les commandos." (lexpress.f 06.05)

Vous croyez que cela va alerter les neurones de nos détracteurs, pensez-vous, ils ont dépassé le stade de la sclérose, ils sont fossilisés !

4- Que pensez de l'affirmation suivante :

"*Ben Laden n'a pas été tué au Pakistan*", aurait déclaré un ancien militaire de l'armée pakistanaise, interrogé par le journal indien Ausaf. Citant plusieurs interviews - réalisées par ses soins ou non, cela n'est pas précisé -, dont une du général Mirza Aslam Beig, et une autre d'un habitant d'Abbottabad, appelé Haidar Ali, l'ancien militaire explique qu'il est impossible que Ben Laden ait pu se trouver dans cette résidence. Une base militaire était installée non loin de la ville, et à Rawalpindi, une garnison était aussi en activité, rapporte le journal. (lexpress.f 06.05)

Et c'est sans compter que le Pakistan est un pays surpeuplé de 200 millions d'habitants. Cela ne vous dira peut-être pas grand chose, en Inde où je vis c'est la même situation, vous ne pouvez pas vous arrêtez sur le bord de la route en pleine campagne pour pisser, sans que deux minutes plus tard un Indien jaillisse de nulle part, c'est imparable au point qu'on en rigole, nerveusement !

Pour les crédules encore, les autorités pakistanaises avaient l'oeil sur cette maison et ses occupants depuis déjà pas mal de temps semble-t-il, ils auraient pu facilement en avoir les oreilles, car au moyen d'appareils très sophistiqués, tout en demeurant à distance de cette demeure, ils auraient parfaitement pu écouter les conversations des personnes qui y logeaient et certifier que Ben Laden s'y trouvait bien. Question : pourquoi ne l'ont-ils pas fait, pourquoi les Américains ne l'ont-ils pas fait ?

J'avais oublié : pourquoi se poser des questions que les représentants de la pensée unique ne posent pas, franchement ?

5- Le double jeu et langage de Washington.

La réaction des dirigeants d'Al-Qaïda est intéressante aussi, si elle provient bien d'eux, l'information selon laquelle Ben Laden serait mort dans la nuit de dimanche à lundi dernier nous vient "*du SITE, organisme de surveillance de ces sites Internet*" (20minutes.fr 06.05), mais admettons-le pour notre démonstration puisque personne ou presque encore une fois ne la remettra en cause.

Ils promettent de venger la mort de Ben Laden et de mettre le Pakistan à feu et à sang, tout en poursuivant le combat en Afghanistan jusqu'au départ du dernier soldat étranger ont-ils affirmé.

Au même moment en Tunisie et en Egypte, mais aussi en Libye et en Syrie, les mouvements islamistes présentés hier encore comme une menace pour ces régimes sont réhabilités par l'impérialisme américain ; hier ils ne voulaient pas livrer d'armes au CNT en Libye sous prétexte qu'elles pourraient tomber dans les mains de membres d'Al-Qaïda au Maghreb, et voilà qu'ils acceptent de les financer... pour en acheter ! Etonnant revirement, non ? En apparence seulement au regard d'autres éléments.

Par exemple, le soi-disant testament de Ben Laden dans lequel il exhortait ses enfants à ne pas lui emboîter le pas, autrement dit, il se renierait et appellerait les combattants d'Al-Qaïda à rentrer dans le rang qu'il ne s'y serait pas pris différemment. A qui s'adressait ce supposé testament sinon à ces derniers ? Contradictoirement, Obama annonçait que le terrorisme n'était pas mort pour autant.

Autre élément, les soi-disant funérailles de Ben Laden organisées en secret par l'armée américaine qui aurait respecté les rites de l'Islam pour ne pas choquer les musulmans. Cette mise en scène n'aurait-elle pas pour objet de rappeler que tout musulman doit être respecté, et que tout compte fait, Ben Laden était certes un terroriste, mais il était un musulman comme un autre, bref que le pire des péchés pouvait toujours être racheté ou que les musulmans pouvaient sans attendre se conduire autrement que des terroristes, là aussi ce message s'adressait apparemment à Al-Qaïda. Servez notre cause contre-révolutionnaire et nous passerons l'éponge sur tous vos crimes.

Ces deux éléments non retenus par Meyssan dans son analyse complètent ceux qu'ils avaient retenus et s'inscrivent dans la perspective qu'il a ébauchée sur la nouvelle stratégie américaine. On verra dans les jours qui viennent s'il y a lieu d'affiner,

de confirmer ou d'infirmer cette analyse, qui ne relève pas de la théorie du complot puisqu'elle oppose l'impérialisme américain allié à des sections de la mouvance d'Al-Qaïda aux acteurs des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires en cours, le prolétariat et sa jeunesse, la paysannerie pauvre de ces pays.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Notons que si de nombreux militants croient la version officielle de la mort de Ben Laden, ce n'est pas le cas de bon nombre de travailleurs inorganisés qui interviennent sur le Webb. C'est paradoxal, en apparence seulement ou bien compréhensif. Devant ce constat consternant, on trouvera normal que les travailleurs et jeunes fuient comme la peste les formations politiques par crainte d'être embrigadés ou manipulés. On le regrette amèrement.

Détendons-nous un instant avant de passer aux infos en bref.

A bas les privilèges et préparer la guillotine !

Louis d'Anjou est un Bourbon, l'arrière-petit-fils d'Alphonse XIII d'Espagne, et le petit-cousin du roi Juan Carlos. Le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, arrière-petit-fils de Franco par sa mère, s'il montait sur le trône, serait appelé Louis XX.

La République, révérencieuse, lui écrit "*À l'attention de Monseigneur Louis Alphonse de Bourbon, duc d'Anjou*". Elle lui fournit même une carte de stationnement gratuit dans Paris. (lepoint.fr 06.05)

Comme disait Prévert, qu'est-ce que c'est que ces gens-là qui ne savent compter que jusqu'à 16 !

Politique.

1- Grande-Bretagne

Les électeurs britanniques ont massivement rejeté le projet de réforme du système électoral qui leur était soumis jeudi à référendum, infligeant un revers supplémentaire aux libéraux démocrates.

Le "*non*" recueillait 12 millions de voix contre 5,6 millions pour le "*oui*" après dépouillement, vendredi soir, dans 429 des 440 circonscriptions.

Organisées le même jour, les élections locales ont également tourné à la déroute pour les libéraux démocrates, qui paient le prix fort pour leur implication dans la politique d'austérité conduite par le gouvernement du conservateur David Cameron.

En Angleterre, où on renouvelait jeudi 279 conseils municipaux - Londres n'était pas concerné -, les libéraux démocrates ont perdu 695 des 1.850 sièges qu'ils défendaient, selon les derniers résultats disponibles.

Les conservateurs progressent un peu et ajoutent 80 sièges aux 5.000 qu'ils remettaient en jeu. L'opposition travailliste est le grand vainqueur du scrutin local. Le Labour, qui avait obtenu 1.600 sièges aux élections de 2007, en gagne 800 de plus.

En Ecosse, le Parti national (SNP) remporte 69 des 129 sièges du Parlement régional et décroche pour la première fois la majorité absolue. Les travaillistes obtiennent 37 élus, les conservateurs 15 et le Lib Dem cinq.

Au Pays de Galles, la coalition unissant les travaillistes aux nationalistes de Plaid Cymru devrait être reconduite: les travaillistes gagnent 4 sièges pour obtenir très exactement la moitié des 60 élus de l'Assemblée galloise. (Reuters 06.05)

2- Syrie.

Vingt-sept manifestants syriens ont été tués par les forces de l'ordre vendredi, décrété "jour du défi" contre le régime du président Bachar al Assad, selon les dernières informations recueillies dans la soirée auprès de militants des droits de l'homme et de témoins.

De Banias sur la côte méditerranéenne, à Kamichli dans le Nord-Est kurde, de nombreux rassemblements ont eu lieu à travers le pays après la grande prière du vendredi.

C'est à Homs, la grande ville du centre, que la répression a été la plus sanglante. Quinze décès y ont été dénombrés, a déclaré Ammar Kourabi, président de l'Organisation nationale pour les droits de l'homme.

Selon la télévision publique, un militaire et quatre policiers y ont par ailleurs été tués par un "*gang criminel*". Citant des témoins, Wissam Tarif, de l'association Insan de défense des droits de l'homme, a fait état de la défection de neuf militaires désormais ralliés aux contestataires, qui pourraient avoir ouvert le feu sur les forces de l'ordre.

A Hama, où la répression d'un soulèvement des Frères musulmans a fait jusqu'à 30.000 morts en 1982, six personnes ont été tuées par balles lors d'un grand rassemblement dans le centre-ville, selon un habitant.

Quatre manifestants ont en outre trouvé la mort à Deir al Zor, localité située dans la région d'où provient l'essentiel de la production pétrolière nationale. Aucun décès n'y avait encore été signalé.

En bloquant l'accès à la capitale Damas les forces de l'ordre, qui sont entrées le 25 avril dans Deraa, berceau des manifestations dans le sud du pays, ont empêché les contestataires de disposer d'un "*lieu phare*" comme la place Tahrir pour les Egyptiens.

"*Le peuple veut le renversement du régime!*", ont scandé 2.000 contestataires à Sakba, banlieue sud de Damas, en réclamant la libération des centaines de personnes arrêtées ces derniers jours, a rapporté un témoin.

Des vidéos diffusées sur internet et par Al Djazira montrent des manifestants reprenant, dans plusieurs villes, les mêmes revendications. Certains défilaient à moto, en agitant le drapeau syrien et en scandant "*Allahou Akbar!*" (Dieu est le plus grand).

Des chars ont été déployés à Barzeh, un quartier damascène, et des militaires ont arrêté Riad Seïf, chef de l'opposition, lors d'une manifestation aux abords de la mosquée Al Hassan, à Midan, autre quartier de la capitale, ont rapporté sa fille et des défenseurs de droits de l'homme.

Agé de 64 ans, l'opposant souffre d'un cancer de la prostate. Il a passé huit ans en détention depuis 2001 pour "*atteinte au moral de la nation*". Il avait été libéré l'an dernier après avoir purgé une deuxième peine de prison. (Reuters 06.05)

3- Yémen

Des dizaines de milliers de partisans et d'adversaires du régime se sont rassemblés à Sanaa, sur la place des Sittine, près de l'épicentre de la contestation. Tandis que les partisans démontraient leur soutien au régime, les protestataires ont de nouveau appelé au départ du président contesté Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis près de trente-trois ans. (lemonde.fr 06.05)

4- Tunisie

Les forces de l'ordre tunisiennes ont violemment dispersé les deux cents personnes venues manifester dans le centre de Tunis pour réclamer la "*démission*" du gouvernement transitoire et "*une nouvelle révolution*". Des grenades lacrymogènes ont été tirées et la police a chargé les protestataires.

"*Nous sommes ici pour réclamer le départ de ce gouvernement qui est malhonnête. Tout est clair maintenant. Nous voulons qu'ils démissionnent afin que nous ayons un gouvernement dont les membres sont uniquement au service du peuple*", expliquait Sonia Briki, une manifestante.

La police était déjà intervenue dans la journée pour disperser des manifestants rassemblés sur l'avenue Bourguiba. La tension est remontée d'un cran en Tunisie après les propos tenus jeudi par l'ancien ministre de l'intérieur, Farhat Rajhi, sur un possible coup d'Etat de fidèles du président déchu Zine El-Abidine Ben Ali en cas de victoire électorale des islamistes d'Ennahda.

Les forces de sécurité s'en sont prises également à des photographes et ont confisqué les appareils de certains d'entre eux. Selon l'Union nationale des journalistes tunisiens, qui dit redouter "un possible retour aux pratiques tyranniques de l'ancien régime", 14 journalistes ont été malmenés lors de manifestations de ces derniers jours.

Trois journalistes de l'agence EPA, Mohamed Hammi, de Reuters Zoubeir Souissi et de l'AFP Fethi Bélaïd, ont été tabassés dans le hall du journal "*La Presse*", et leur matériel a été confisqué. La veille, un photographe de l'Associated Press, Hassène Dridi avait déjà été brutalisé par des policiers.

Au total, 15 journalistes travaillant pour des médias internationaux et tunisiens ont été brutalisés par les forces de l'ordre lors des manifestations de jeudi et vendredi, précise le syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) dans un communiqué.

Il cite notamment trois journalistes de la chaîne qatarie "*Al Jazeera*", et d'autres du journal Achourouk, de la radio privée tunisienne Chems FM, de la chaîne Hannibal TV et du journal El-Sahafa. Le SNJT dénonce "*les agissements des agents de police visant les journalistes*", et évoque "*un crime contre la liberté de la presse*". (lemonde.fr, AP et Reuters 06.05)

Social.

1- France

La grève a été reconduite à 91 %, jeudi 5 mai, à La Tribune "*pour s'opposer aux suppressions de postes envisagées*", tandis qu'une motion de défiance à l'encontre de la direction a été adoptée à 99 %, ont annoncé dans un communiqué des syndicats du quotidien économique. De son côté, Valérie Decamp, PDG du quotidien, a appelé "*à la responsabilité et au dialogue*" à un "*moment crucial*" de l'histoire du journal. (lemonde.fr 06.05)

2- Maldives

La police a bloqué vendredi des centaines de manifestants réunis dans la capitale des Maldives, Malé, interpellant plusieurs personnes participant à la protestation organisée par l'opposition pour dénoncer la hausse des prix.

Environ un millier de milliers de personnes s'étaient rassemblées sur une petite place après la prière du vendredi, pour demander au président Mohamed Nasheed de démissionner et dénoncer les réformes proposées par le Fonds monétaire international, qui ont provoqué une hausse des prix.

C'était la sixième nuit de manifestation consécutive contre le bond des prix imputée à la mauvaise gestion du gouvernement.

Les Maldives, un archipel de 1.200 îles dans l'océan Indien, compte environ 300.000 habitants. (AP 06.05)

3- Inde

Huit personnes ont été arrêtées dans le nord de l'Inde après la lapidation à mort d'un couple de jeunes gens qui s'étaient mariés bien qu'appartenant à des castes différentes, a indiqué la police vendredi.

Le couple s'était enfui dimanche de son village de Nagla Khuru, dans l'État de l'Uttar Pradesh, et n'était revenu que 24 heures plus tard, marié. Ils étaient attendus par une foule, menée par la famille de la mariée, qui les a lapidés jusqu'à la mort.

Les familles estiment que de telles alliances ternissent leur réputation de manière inacceptable. Aucun chiffre officiel n'existe sur ces crimes d'honneur, mais une étude indépendante publiée en 2010 chiffrait à 900 le nombre de ces meurtres commis chaque année pour seulement trois États dans le nord de l'Inde. (lepoint.fr 06.05)

Quand un jour je me suis présenté avec mon épouse Magueswary pour porter plainte contre les voyous de mon village, l'une des premières choses que lui a demandée l'inspecteur de police a été : de quelle caste êtes-vous ?, sans doute histoire de la rabaisser. J'ai répondu à sa place en lui disant que mon épouse n'avait pas à répondre à cette question qui enfreint la Constitution, et que je devrais porter plainte contre lui s'il persistait, il n'a pas insisté, avant de donner raison à ces voyous, ici la police comme les magistrats sont corrompus, je ne vous apprends rien.

Syndicat.

Toutes les fédérations syndicales de fonctionnaires (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) appellent à une journée nationale de mobilisation -rassemblements, manifestations, grèves- le 31 mai prochain contre le gel des salaires dans la fonction publique.

Dans un communiqué commun diffusé vendredi matin, les huit syndicats "*condamnent la politique d'austérité salariale menée par le gouvernement à l'égard des agents publics*". "*Celle-ci aggrave encore un contexte marqué par les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail*", estiment-ils.

Les huit organisations "*dénoncent l'absence de véritables négociations salariales qui auraient dû permettre a minima le maintien du pouvoir d'achat des agents publics pour 2011 et 2012*" et elles "*contestent le discours du gouvernement consistant à laisser croire que la fonction publique connaît de véritables hausses de pouvoir d'achat*".

Les syndicats "*appellent l'ensemble des agents des trois versants de la fonction publique à se mobiliser fortement le mardi 31 mai prochain, sous les formes locales ou sectorielles les plus appropriées: rassemblements, manifestations, grèves*". (AP 06.05)

Trois petits tours et puis s'en vont !

Economie.

1- UE. La pagaille et la panique.

Quelques ministres des Finances européens sont réunis vendredi pour discuter de la crise de la dette dans la zone euro, apprend-on de source autorisée.

La réunion, à Luxembourg, est privée, explique-t-on, et portera sur les problèmes de dette de la Grèce et du Portugal.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble et son adjoint Jörg Asmussen sont présents, dit-on de source proche de la coalition au pouvoir. La réunion n'a pas été rendue publique à l'avance et les identités des autres responsables présents ne sont pas connues.

Le magazine allemand Spiegel Online précise que les ministres des Finances de la zone euro se réunissaient vendredi soir au Luxembourg pour discuter de la crise grecque, avec à l'ordre du jour la possible restructuration de la dette du pays.

Un porte-parole du président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker, Guy Schuller, a démenti à Reuters par téléphone l'existence d'une telle réunion alors que le ministère des Finances français a dit ne pouvoir ni confirmer ni infirmer la tenue d'une réunion.

De source européenne, on a indiqué à Reuters que la réunion de Luxembourg était destinée à examiner une série de questions telles que les situations économiques du Portugal et de la Grèce, ainsi que la question de la présidence de la Banque centrale européenne (BCE). (Reuters 06.05)

Etonnant que le ministère des Finances français ne puisse "*ni confirmer ni infirmer la tenue d'une réunion*", avait-il été tenu à l'écart jusqu'au dernier moment ?

2- Etats-Unis. Je te licencie parce ton salaire me coûte trop cher, et je t'embauche au salaire de base pour réaliser plus de profits sur ton dos.

Wall Street a fini en hausse vendredi après quatre séances de baisse, portée par l'annonce d'un nombre de créations d'emplois nettement plus élevé que prévu le mois dernier aux Etats-Unis, ce qui a rassuré les investisseurs sur l'état de santé de l'économie américaine.

Selon le département du Travail, 244.000 emplois non agricoles ont été créés le mois dernier aux Etats-Unis, ce qui représente un plus haut de 11 mois, alors que les économistes attendaient 186.000. Le taux de chômage a en revanche légèrement remonté à 9%. (Reuters 06.05)

Explication.

Le chômage augmente et le nombre de créations d'emplois aussi, c'est une bonne chose pour les capitalistes.

Les travailleurs embauchés percevront des rémunérations inférieurs à ceux qui sont déjà en poste pour effectuer le même travail, et le licenciement de travailleurs permet d'annuler les augmentations de salaires qui avaient réévalué leurs rémunérations au fil du temps, ils vont se retrouver à la case départ avec le salaire minumum correspondant à l'emploi qu'ils ont trouvé.

De plus, les emplois détruits le sont dans la fonction publique, 24 000 en avril, selon Reuters.

Donc, normal que Wall Street se réjouisse de cette annonce.

Le 8 mai

Au camarade qui m'a envoyé deux fichiers hier : ces articles étaient déjà en ligne dans le site, notamment celui d'une religieuse catholique syrienne racontant qu'Assad était un bon papa pour son peuple qu'il adore, comme chacun sait.

On se doit de diffuser quelques articles favorables aux différents tyrans au pouvoir. Ce qui nous intéresse ce sont les faits et les arguments qu'ils utilisent pour étayer leurs positions ou affirmations, et qui se retournent contre eux dès lors qu'on jette un regard objectif et sans a priori sur la situation. On ne combat pas des arguments ou des positions en se contentant de les nier ou en témoignant du mépris envers leurs auteurs, c'était juste la précision que je voulais apporter ici.

Polémique.

Dans le fichier du site consacré au vieux monde figurent 459 articles.

A ma connaissance, il ne m'est arrivé qu'exceptionnellement au cours des dernières années de m'attarder sur un ou plusieurs articles, toujours à la recherche d'une meilleure compréhension du monde dans lequel nous vivons et non pour alimenter la théorie du complot que certains s'empressent de mettre en avant pour justement ne pas réfléchir sérieusement à des questions qui se rapportent à la lutte des classes.

Donc qu'on ne vienne pas me faire un procès d'intention en prétendant que je serais un adepte de la théorie du complot que l'on retrouve dans les analyses contenues dans certains articles, ceux particulièrement du Réseau Voltaire pour ne pas le nommer, cette accusation ne tient pas, chacun peut le vérifier facilement pour peu qu'il fasse preuve d'un minimum de discernement ou d'honnêteté intellectuelle.

Remettons les choses à leurs places.

C'est l'actualité politique à travers l'impérialisme américain qui a remis Ben Laden et Al-Qaïda sur le devant de la scène. Fallait-il traiter cette actualité ou laisser les représentants du vieux monde et les médias à leurs ordres distiller une histoire invraisemblable qui a obtenu les faveurs des partis ouvriers, peut-être tous je n'en sais rien pour le moment, je n'ai pas eu le temps de le vérifier ? Histoire à la gloire de l'impérialisme américain faut-il malheureusement préciser, et que nos détracteurs remisent allègrement au second plan, comme si cela n'aurait aucune conséquence sur l'appréciation que portent les travailleurs sur le capitalisme, alors que notre combat consiste à les aider à rompre avec lui. Sur cette question précise, nos intellectuels se défilent, ils préfèrent botter en touche pour ne pas aborder les questions politiques sérieuses, par exemple pourquoi nous ne sommes jamais parvenus à construire un parti révolutionnaire en France. On a peut-être ici une partie de la réponse.

Mon intervention sur la version américaine de la mort de Ben Laden n'avait pas d'autre objectif que de montrer qu'elle reposait sur une supercherie à laquelle les plus naïfs croient dur comme fer sans trop se poser de questions, et non de faire la part belle à je ne sais quelle théorie qui nous est totalement étrangère et que nous dénonçons par ailleurs, mais que des esprits tordus nous attribuent gracieusement au passage.

Ce qui ne passe pas, c'est que la plupart des intellectuels se servent allègrement des données qui sont fournis par des journalistes indépendants, sans lesquels très souvent elles auraient été étouffées, pour ensuite, soit ne pas citer leurs sources, soit les dénigrer ou nous expliquer qu'il faut rejeter en bloc le contenu de leurs articles, parce qu'il y serait développé des théories nauséabondes, dont celle du complot, autrement dit, du moment que l'auteur d'un article se livre à une analyse farfelue, foireuse, totalement insupportable, cela suffirait à jeter la suspicion sur la totalité des données ou faits qu'il mentionne, même en citant systématiquement ses sources.

Quand je lis un article du Figaro ou du Monde, est-ce que je devrais mettre en doute systématiquement les informations, faits ou données qu'il contient parce que je sais que ces deux médias nationaux sont favorables au régime en place ? Cette attitude ne coïnciderait-elle pas justement avec celle du complot que dénoncent nos intellectuels en question, n'auraient-ils pas exactement le même comportement que celui qu'ils dénoncent ? Pourquoi ? La réponse est très simple, parce qu'ils sont les seuls consciemment ou inconsciemment à détenir la vérité et que seule la leur mérite de l'attention. On baigne là en pleine crise de décomposition schizophrénique où les rapports au monde réel se réduisent finalement à l'idée qu'on s'en fait sans tenir compte de la réalité.

L'évolution du capitalisme des dernières décennies avec son lot de destructions des valeurs collectives à tous les niveaux de la société, privatisations, individualisation croissante des conditions de travail, etc., le tout accompagné du rejet des partis politiques et des syndicats, conduit de plus en plus à l'isolement chaque individu face à la société et aux problèmes auxquels il est confronté, à son atomisation grandissante, de telle sorte qu'il se retrouve également seul à penser face à lui-même, comme si son sort dépendait uniquement de lui-même, sans avoir les moyens de l'assumer et de comprendre qu'il est aussi ou surtout membre d'une classe sociale, Internet ne fait que renforcer cette tendance dans ce contexte, seul il n'est rien, il est terriblement vulnérable, il est à la merci de cette société qui va le manipuler, l'endoctriner, le broyer, le détruire, en faire un esclave.

Cette affaire Ben Laden ne me passionne pas particulièrement, entre nous, on s'en serait bien passé car on a d'autres questions plus importantes à régler. Cependant, ce qui est intéressant ici, c'est le traitement qu'y réservent les uns et les autres, et comme là il s'agit d'une question fermée à la quelle on répond par oui ou par non, on croit ou pas la version officielle qui nous a été délivrée, il est plus facile de cerner le mode de pensée de chacun qui n'est pas réservée à ce genre d'histoires, mais qui reflète un état d'esprit général, une méthode pour interpréter le monde qu'ils utilisent quotidiennement dans la lutte de classe, elle permet de discerner leurs faiblesses ou leurs lacunes ou au contraire leur sens (aigu) du discernement ou leur capacité à faire la part des choses, ce qui n'est pas inutile au regard de la décomposition actuelle du mouvement ouvrier qui s'inscrit dans le sillage de la société toute entière, du capitalisme.

On arrêtera là notre causerie du jour.

Je précise à l'adresse de l'auteur d'un courriel que j'ai reçu qui s'étonne que je fasse référence à des "*renseignements sur les services secrets pakistanais que personne n'a en sa possession*, s'il avait pris la peine de lire jusqu'au bout l'article en question, il aurait pris connaissance des sources qui figuraient en bas de page, personne n'est parfait.

Continuons encore le décryptage de la propagande officielle sur cette affaire.

1- Parmi la quinzaine de personnes arrêtées par les autorités pakistanaises figurent trois femmes du chef d'Al-Qaida et des enfants. L'une d'entre elles, identifiée comme Amal Ahmed Abdoulfattah, a affirmé aux enquêteurs pakistanais qu'elle avait vécu au moins cinq ans avec Oussama Ben Laden à Abbotabad, soit à peu près depuis 2005. Auparavant, ils auraient passé environ deux ans et demi dans le village de Chak Shah Mohammad, dans le district de Haripur dans le nord du pays. Ce qui voudrait dire que Ben Laden aurait quitté les zones tribales bordant l'Afghanistan depuis 2003, pour s'installer, sans être inquiété, dans les zones urbaines du nord du Pakistan.

Ces révélations faites sous couvert d'anonymat par des responsables pakistanais, rapportées par l'agence Reuters et le New York Times. (lemonde.fr 07.05)

Pour un peu il aurait été faire son marché entouré de ses femmes le dimanche matin, ben voyons !

Elles auraient vécu "*au moins cinq ans avec Oussama Ben Laden à Abbotabad*", elles n'en sont pas très sûres, c'est vrai que cinq ans c'est une éternité ! Et pendant ces quelques années passées dans un village avec toute sa smala, ses femmes et ses nombreux enfants, personne n'aurait rien remarqué d'étrange dans leur comportement, aucun gosse ne serait sorti et n'aurait prononcé un mot de trop, les médecins qui devaient s'occuper de Ben Laden faisaient bien sûr partie de la troupe, quand on sait que dans ce genre de villages les gens passent leur temps à s'épier mutuellement et à dégoiser sur le dos de son voisin, car cela doit être la même chose qu'en Inde, cet élément semble des plus farfelu et fabriqué encore une fois.

2- Cinq vidéos sans son, provenant du matériel saisi dans la résidence d'Oussama Ben Laden à Abbottabad (Pakistan) par les forces spéciales américaines, ont été présentées à des journalistes lors d'une conférence de presse.

L'une d'elles, dont la date de réalisation n'a pas été déterminée (...) Assis par terre, il utilise sa télécommande pour passer d'une chaîne à l'autre (...)

Ces images sont connues: Ben Laden en treillis et bâton en main, descendant le long d'une pente, ou le chef terroriste en djellaba blanche accroupi, s'apprêtant à tirer avec une Kalachnikov.

Cette séquence, dont la date de réalisation n'a pas été déterminée (...) Une autre vidéo, réalisée vraisemblablement entre le 9 octobre et le 5 novembre 2010 selon les responsables américains, montre Ben Laden s'adressant à la caméra comme lors des messages vidéo qu'il a périodiquement transmis depuis 10 ans. (libération.fr 07.05)

Pas de date de réalisation, c'est préférable ! Le journaliste de Libération, qui gobe apparemment tout ce que l'administration américaine raconte, fait référence aux "messages vidéo qu'il a périodiquement transmis depuis 10 ans", mais oublie de préciser qu'au cours de ces dix dernières années, il n'est jamais apparu publiquement, en dehors des dirigeants d'Al-Qaïda ou des talibans ainsi que la Maison Blanche, absolument personne jusqu'à présent n'avait certifié l'avoir rencontré au cours des dix dernières années.

Commentaire d'un internaute :

- " Sur le site des "most wanted" du FBI Ben Laden est identifié comme gaucher. Sur leur vidéo, l'homme qui parait tellement vieux par rapport à Ben Laden est un droitier visiblement. Une des autres vidéos est presque identique à une autre parue en 2007 et pour une troisième, semblable à une publiée en 2002 : même allure, même vêtements, etc., sans parler du site qui dans le passé a publié les vidéos dites de Ben Laden dont les serveurs sont localisés à Washington, entre le Département de la Sécurité Intérieure et l'Ambassade israélienne." (lepoint.fr 07.05)

Attention cher monsieur, vous avez cité le FBI et le Département de la Sécurité Intérieure et l'Ambassade israélienne : vous voilà atteint par la théorie du complot !

3- Après les tentatives infructueuses de l'impérialisme américains de "*négocier*" avec des talibans "*modérés*", l'entrée dans le gouvernement du pantin des américains Karzaï de chefs de clans réputés pour leur cruauté et liés au narcotrafic, voilà venu le temps du retour en grâce des talibans. Extrait d'un article de Reuters daté d'hier :

La mort d'Oussama ben Laden pourrait être un "*facteur de changement*" dans le déroulement de la guerre en Afghanistan, a déclaré vendredi Robert Gates, le secrétaire américain à la Défense.

S'exprimant devant des militaires sur une base aérienne de Caroline du Nord, Robert Gates a prédit que l'armée américaine pourrait probablement évaluer les conséquences de la mort du chef d'Al Qaïda dans un délai de six mois.

"*Ben Laden et (le chef des taliban afghans) le mollah Omar avaient une relation personnelle très proche et il y en a d'autres au sein du mouvement taliban qui se sont sentis trahis par Al Qaïda, (qui ont le sentiment) que c'est à cause des attentats d'Al Qaïda aux Etats-Unis que les taliban ont été renversés en Afghanistan*", a poursuivi le patron du Pentagone. (Reuters 07.05)

Embourbés en Afghanistan, ont-ils une autre solution pour en sortir et conserver un régime à leur botte sans avoir à désavouer cette guerre qu'ils ont initiée ?

Commentaire d'un autre internaute :

- "Le retour en force de la barbarie d'Etat On ne me fera pas croire qu'il était impossible de l'avoir vivant. Gaz, taser, siège, les options sont nombreuses. Il faut donc voir dans l'opération une intention délibérée d'assassinat. La soit-disant "guerre au terrorisme" a servi de justification au retour de la torture, aux mesures de guerre fascistes en sol Américain, à la chasse à l'homme (Assange), à toutes les diabolisations et maintenant au lynchage. Pas de quoi se réjouir." (liberation.fr 07.05)

Politique.

1- Libye

Les forces loyales envers Mouammar Kadhafi ont attaqué samedi la petite localité pétrolière de Djalou, dans le désert libyen, aux environs d'Adjabiah, qui est toutefois restée entre les mains de la rébellion, a annoncé le porte-parole du Conseil national de transition (CNT, regroupant les insurgés), Abdel Hafiz Ghoga.

Cette oasis isolée a déjà subi plusieurs attaques des forces loyalistes depuis le début, à la mi-février, du soulèvement contre le Guide libyen.

Les fidèles de Kadhafi ont aussi attaqué dans le passé la localité voisine d'Aoujilah. Les deux villes sont proches d'importants gisements pétrolifères aux main des insurgés.

Des combats ont également éclaté dans le passé dans l'oasis de Koufra, au sud-est de la Libye, non loin de la frontière égyptienne.

Les affrontements qui font rage depuis plusieurs jours entre insurgés et brigades de Kadhafi au niveau de la région de Ghézaya, dans l'ouest libyen, se sont rapprochés samedi à environ un demi-kilomètre de la frontière tunisienne, a rapporté l'agence gouvernementale TAP.

L'agence fait état de la chute de 80 obus de mortier dans des zones inhabitées proches de la localité tunisienne de Dhéhiba.

Les combats tournent autour du poste frontalier de Dhéhiba/Wazen vital pour le ravitaillement des rebelles qui l'ont pris aux troupes loyalistes il y a plus d'une semaine. (Reuters et AP 07.05)

2- Syrie

Six civils au moins ont été tués samedi à Banias lors de l'attaque de cette ville côtière par l'armée appuyée par des chars, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Quatre femmes figurent parmi les victimes, tuées lors d'une manifestation organisée aux abords de Banias. (Reuters 07.05)

3- Yémen

Un manifestant a été tué et onze autres blessés samedi dans une localité du sud du Yémen, où la police a ouvert le feu pour disperser plusieurs milliers de personnes qui réclamaient le départ du président Ali Abdallah Saleh, a rapporté un militant.

Nouh al-Wafi a précisé que les forces de l'ordre avaient fait usage de gaz lacrymogène et tiré à balles réelles pour disperser le rassemblement à Al-Maafir, dans la province de Taez.

Samedi, bureaux et commerces étaient fermés dans plusieurs villes du pays -dont Aden, Saada et Hodeida- dans le cadre d'une campagne de désobéissance civile à l'appel de l'opposition afin d'accentuer la pression sur le chef de l'Etat, après pratiquement trois mois de manifestations quasi quotidiennes.

Le mouvement de la jeunesse à la tête de la contestation a diffusé samedi un communiqué réclamant à nouveau le départ immédiat du dirigeant. (AP 07.05)

4- Tunisie

Le gouvernement provisoire tunisien a instauré samedi un couvre-feu nocturne dans la capitale à la suite des nouvelles manifestations réprimées par les forces de l'ordre.

Le nouveau pouvoir issu de la "révolution de jasmin" a également limogé un ancien ministre de l'Intérieur, Fahrat Rajhi, de son poste à la tête du Haut Comité sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, un organisme financé par l'Etat.

Samedi, pour la troisième journée consécutive, des échauffourées ont opposé à Tunis des policiers armés de matraques et de grenades lacrymogènes à des centaines de manifestants réclamant la démission du gouvernement de transition.

Les nouvelles manifestations sont organisées par une frange de la population qui craint que le gouvernement de transition revienne sur ses promesses de démocratisation.

"*Il nous faut maintenant une révolution qui succède à la révolution (du jasmin)*", a estimé Abdoulrahim Djalouli, en montrant son téléphone portable sur lequel il disposait de photos où l'on voit des policiers pourchassant des jeunes dans les rues, près du centre de la capitale.

"*Vous voyez! Les policiers sont comme avant. Rien ne change!*", a-t-il ajouté.

"*Les jeunes sont toujours en colère. Ils réclament une nouvelle révolution*", a déclaré de son côté un patron de café. "*Les choses sont loin d'être revenues à la normale*". (Reuters 07.05)

Le 9 mai

J'ai mis en ligne *L'Internationaliste* n° 109 du groupe GSI que j'ai reçu hier.

Je n'ai pas le temps de répondre aux courriels que j'ai reçus ces derniers jours. J'en ai reçu un très long d'un militant du POI dont je ne vous donnerai pas d'extraits car il est trop personnel, peut-être dans quelques jours si cela peut servir à développer une causerie. Il confirme mon analyse du mouvement ouvrier français et en grande partie celle que je fais du POI.

L'affaire Ben Laden n'est pas non plus sa tasse de thé, à nous non plus répétons-le, ce qui nous intéresse ici c'est le traitement que les uns et les autres réservent à une information et qui révèle un mode de pensée qui ne s'applique pas seulement à une information isolée, au-delà leur rapport à l'impérialisme, leur conception de la lutte des classes...

Notons que pour ne pas être catalogués à tord ou à raison parmi les partisans de la théorie du complot, tous sans exception ont plus ou moins lâchement adopté la version officielle délivrée par Obama, Sarkozy, l'UMP, le PS et bien entendu l'ensemble des médias à leurs ordres. Dès lors, il nous est impossible de soutenir qu'un seul serait digne de confiance et l'on comprendra très bien pourquoi le prolétariat n'a jamais réussi à se doter d'une nouvelle direction.

Les dirigeants du POI, mais aussi du NPA ou LO, se retranchent derrière des théories ou des principes qu'ils se sont employés à figer à défaut d'être capables d'analyser les importantes transformations qu'ont subit la société et le monde, les rapports entre les classes et les rapports à l'intérieur même des classes, l'évolution des mentalités et des comportements, de l'état d'esprit de la classe et des masses, ils ont cru qu'en utilisant les mêmes discours, les mêmes mots et la même conception de la lutte de classe à un siècle d'intervalle sans tenir compte de ces profonds changements la classe et les masses les suivraient ou adhèreraient à leur parti, or c'est tout l'inverse qui s'est produit, c'est le constat d'une faille qu'on a sous les yeux, qu'ils ne veulent pas reconnaître, car un intellectuel reconnaîtra rarement qu'il s'est fourvoyé, un dirigeant l'admettra d'autant moins, c'est là tout le drame que nous vivons parce que nous en sommes les otages et dont ils portent l'entière responsabilité.

J'ai presque envie de dire avec ce militant du POI que le "*mouvement ouvrier est mort*", ce sont ces mots, ses dirigeants sont morts politiquement assurément en partageant un mensonge aussi grossier et en trompant ainsi travailleurs et militants, on a envie de leur retirer toute légitimité au nom de la classe ouvrière, ils n'en sont pas dignes, étonnant comme constat de la part d'un

militant par ailleurs syndicaliste, c'est dire à quel degré de décomposition le mouvement ouvrier et son "avant-garde" en sont arrivés, disons qu'ils agonisent... en attendant de renaître...

Qu'avaient-ils à craindre ces dirigeants à refuser ou témoigner tout du moins une certaine réserve envers la version de l'administration américaine dans l'affaire Ben Laden, sinon s'alliéner les masses les plus arriérées qui gobent systématiquement tout ce qu'on leur raconte du moment que cela vient d'en haut et qui de toutes manières ils sont incapables d'atteindre par leurs discours, et s'attirer la sympathie des travailleurs les plus avancés qui ne croient plus un mot de ce qu'on leur raconte du moment que cela provient d'un dirigeant du vieux monde. Leur soumission à l'impérialisme en est d'autant plus insupportable. Ils ont encore loupé une bonne occasion de se démarquer de la pensée unique qu'ils cultivent maintenant à leur tour, simple constat.

On ne s'étonnera pas que dans ce contexte, un type comme Onfray dans l'émission *On n'est pas couché* diffusée en différé avant-hier sur TV5Monde Asie, ait pu affirmer sans être contredit, que le capitalisme a toujours existé, faisant référence à la période lointaine au cours de laquelle les coquillages faisaient encore office de monnaie, donc avant son apparition, occultant au passage que les membres d'une même tribu pratiquait ce que l'on a appelé le communisme primitif, qui consistait à mettre en commun les moyens de production qui étaient alors un bien collectif, tandis que le produit du travail était réparti ou distribué entre tous les membres de la collectivité en fonction de leurs besoins respectifs et non en fonction de leur productivité individuelle ou de facteurs subjectifs, et qu'à cette époque-là ni les classes ni l'Etat n'existaient.

Ce n'est certainement pas en cautionnant les fables cyniques et haineuses de l'impérialisme américain qu'on parviendra à ranimer la flamme du socialisme au coeur du mouvement ouvrier.

Consensus avec l'impérialisme.

Comme si depuis le début des années 90 le triomphe du capitalisme sur le communisme sous couvert d'un amalgame frauduleux avec le stalinisme ne leur suffisait pas pour endiguer la résistance des peuples qui luttent pour que soient satisfaits leurs besoins sociaux et faire valoir leurs droits politiques, place au triomphe du mensonge d'Etat avec le soutien de l'ensemble des partis du mouvement ouvrier français (notamment).

On pourrait reprendre à notre compte ce constat édifiant et accablant d'alterinfo.fr : "Hallucination. Ils voient des conspirationnistes partout et des conspirations nulle part."

POI. (IO n°147 page 7 - 4 mai)

- "Dix ans après avoir désigné Ben Laden comme l'ennemi numéro 1, des « unités spéciales » américaines l'ont abattu dans sa coquette villa à 50 kilomètres de la capitale du Pakistan."

NPA. (communiqué du 4 mai)

- "Le gouvernement américain a supprimé celui qui fut son allié contre l'intervention militaire soviétique en Afghanistan." (...) "Les attentats du 11 septembre contre le World Trade Center ne servaient en rien les intérêts des peuples opprimés."

Besancenot a déclaré qu'il ne serait pas le candidat du NPA en 2012 car il préférait se recentrer sur les questions internationales au sein du NPA, c'est plutôt mal barré !

LO. (article du 2 mai)

- "Ben Laden était une crapule et il n'y a certainement pas lieu de pleurer sa mort. Les attentats de 2001 ont été une infamie ..."

PCF. (article du 2 mai)

- "La mort de Ben Laden, devenu le symbole du terrorisme mondialisé, est un événement important pour toutes les familles des victimes des attentats du 11 septembre 2001."

PG. (article du 2 mai)

"Après dix années d'une chasse à l'homme couplée d'un guerre illégale, Ben Laden a été tué par une opération des forces spéciales états-uniennes et des services pakistanais. "

Je vous invite à lire l'article consacré à la déclaration fracassante de "*Steve R. Pieczenik, ancien sous-secrétaire adjoint au ministère des Affaires étrangères sous trois administrations différentes (...), Nixon, Ford et Carter, tout en travaillant sous Reagan et Bush père, et travaille toujours comme consultant pour le ministère de Défense. Ancien capitaine de la marine de guerre,*

Pieczenik a obtenu deux prix Harry C. Salomon prestigieux à la Harvard Medical School, en terminant simultanément son doctorat au MIT. ".

Il accuse l'administration américaine d'avoir orchestré les attentats du 11 septembre 2001 et il explique quand et sans doute comment et où Ben Laden est mort vers la fin 2001. Pour avoir travaillé avec Nixon, il ne doit plus être tout jeune, on n'a pas à faire à un inconnu ou un farfelu, il n'a rien à perdre, il lâche le morceau. Mais il s'en trouvera encore pour mettre en doute ce témoignage, à ceniveau-là, ils sont irrécupérables.

J'ai bouclé cette causerie. Un dernier mot qui servira de réflexion aux causeries à venir.

Quand on regarde bien la situation des deux camps en présence, aucun n'est en situation de l'emporter dans les pays comme la Tunisie, l'Egypte, la Libye, la Syrie, le Yémen, etc, aucune classe n'est en mesure de l'emporter sur l'autre, du coup seule la classe dominante par un coup de force (militaire) peut prendre ou plutôt conserver le pouvoir, elle ne peut pas revendiquer le soutien du peuple après avoir soutenu des régimes dictatoriaux, elle est trop faible et haïe par les masses.

De son côté la classe ouvrière est désarmée théoriquement, politiquement et pratiquement puisqu'elle n'a même pas un parti ouvrier pour représenter ses intérêts fondamentaux, elle n'a aucune idée du développement historique du capitalisme mondial qui conduit à la barbarie ou au socialiste, sa conscience politique ne dépasse pas le stade de ses besoins alimentaires sans être capable de déterminer par quel moyen politique elle pourrait parvenir à les satisfaire, ce qui nécessiterait à la fois de remettre en cause les fondements du capitalisme et liquider ceux du régime, l'Etat, pour construire un Etat ouvrier sur ses ruines.

On est là au coeur du problème que doit résoudre non seulement la classe ouvrière dans cette région du monde, mais dans chaque pays à l'échelle mondiale : liquider le capitalisme et les institutions politiques qui lui permettent de survivre. Mais sans partis révolutionnaires construits sur les bases du marxisme, section d'une Internationale ouvière révolutionnaire, il sera impossible d'atteindre cet objectif, dès lors, ce devrait être notre tâche prioritaire et toute notre activité militante devrait y être subordonnée.

Quelque part la situation est sans issue pour toutes les classes, ce qui a de quoi inquiéter les différents impérialistes qui voient à juste titre une menace dans la radicalisation politique des masses qui cherchent une voie pour s'en sortir malgré tout, ce qui risque par se traduire par une instabilité politique néfaste pour les affaires, la recrudescence de revendications sociales incompatibles avec la survie du capitalisme. D'où aussi la tentation de recourir à des provocations en tous genres (dont Al-Qaïda ou les Frères musulman, etc.) pour justifier le recours à l'armée et rétablir l'ordre.

Politique.

1- France

1.1- Excentricité.

Samedi, au palais des congrès de Versailles, Hervé Morin, Jean-Marie Bockel, Hervé de Charette et Jean-Louis Borloo ont signé l'acte de naissance de leur confédération.

Louant le «*printemps des centres*», le numéro deux du Nouveau Centre, Jean-Christophe Lagarde, se prend à rêver «*d'une force politique qui n'essaye pas de monter les Français les uns contre les autres*». Jean-Marie Bockel, au nom de Gauche moderne, fustige pêle-mêle «*le repli, la frilosité, le discours de Grenoble, la fin de l'ouverture et la stratégie du clivage*».

«*Nous partageons avec beaucoup de Français une amère déception*», témoigne Hervé de Charette, deux ans après sa rupture avec l'UMP. Pour le président de Convention démocrate, «*le ressort de la majorité est brisé*».

Jean-Louis Borloo garde à l'esprit que, dimanche prochain, il devra convaincre ses troupes de rompre avec l'UMP, ce que beaucoup redoutent. «*Je ne vous propose pas de constituer une force supplétive tout juste bonne à faire de la figuration, explique-t-il aux néocentristes. Je vous propose l'indépendance*.» «*Ce n'est pas un accord de boutiquier, ni une alliance de circonstance. Ce sont des retrouvailles, c'est une refondation*», insiste-t-il avant de conseiller à ses «*amis de l'UMP*» : «*N'ayez pas peur d'avoir des alliés indépendants et forts car nous ne nous tromperons pas d'alliance ni de camp.*».

«*Si pour passer le premier tour, le candidat de l'UMP doit être le seul à représenter la majorité, c'est soit que nous avons déjà perdu, soit que le candidat n'est pas le bon*», lance enfin Morin.

Un pilonnage en règle que le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, accueille avec flegme. «*Il faut avancer dans la vie avec un peu moins de certitudes et un peu plus de réserve par rapport à l'avenir*», a-t-il expliqué à propos du pari de Morin, exprimé dans Le Parisien, de voir l'UMP exploser en 2012. (lefigaro.fr 08.05)

1.2- Excentricité, suite.

Interrogé au "Grand Rendez-vous" Europe 1/Le Parisien-Aujourd'hui en France pour savoir s'il rejoindrait cette confédération en cours de création, -à laquelle le Nouveau centre (NC) présidé par Hervé Morin a adhéré samedi- François Bayrou a répondu : "*Je ne laisserai jamais ce combat (du centre, ndlr) s'enliser dans l'ambiguité, dans les entre-deux*".

"*Qu'est ce que ça veut dire d'avoir été hier empli jusqu'au-delà du bord de louanges, d'admiration pour Nicolas Sarkozy, de l'avoir applaudi (...) et puis après, le lendemain, parce que les sondages baissent ou parce qu'il vous a viré de se retourner contre lui en disant que jamais il y a eu quelqu'un d'aussi méprisable dans la vie politique?*", a interrogé le député des Pyrénées-Atlantiques.

"*Ce que Nicolas Sarkozy est aujourd'hui, il l'était en 2007. Simplement, à l'époque, il y avait des gens qui avaient le sentiment que leur carrière passait par l'applaudissement et la lèche à Nicolas Sarkozy et qui aujourd'hui pensent que leur carrière passe par les attaques*", a-t-il conclu. (lexpress.fr 08.05)

En Gros, tous ces partis issus de l'UDF sont plus à droite que l'UMP sur le plan économique, et moins à droite que lui sur le plan politique... en parole. Rappelons que l'UDF est avec le PS à l'origine du projet du Traité constitutionnel européen qui a été rejeté en mai 2005, ils demeurent les plus chauds partisans de l'Union européenne et en réclament toujours plus. Dans les années 70-80, j'estimais qu'ils étaient encore plus réactionnaires que le RPR (ex-UMP), et ce n'est pas un hasard si c'est au sein de l'UDF que se sont regroupés les ex-nazillons des années 60 Devedjian, Madelin, etc.

2- Maroc

Des milliers de manifestants ont défilé dimanche dans les rues de Marrakech pour exiger des réformes au Maroc mais aussi pour s'opposer à la violence terroriste après l'attentat qui a ensanglanté un café-restaurant de cette ville touristique le 28 avril.

La branche nord-africaine d'Al Qaïda, Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique), a affirmé samedi qu'elle n'était pas responsable de l'attentat de Marrakech, premier attentat de ce genre dans le royaume chérifien depuis ceux de Casablanca en 2003.

Un responsable gouvernemental a parlé de quelque 3.000 manifestants dans les rues de Marrakech mais, de source indépendante, on parlait de 8.000 participants.

Parmi la foule apparaissaient des pancartes avec ce genre de slogans: "*Nous sommes pour la liberté et la sécurité!*", "*Nous nous opposons au terrorisme et à toute forme d'intimidation!*". D'autres banderoles s'insurgeaient contre la corruption.

"*Ce genre de manifestation doit avoir lieu tous les jours afin que notre pays avance dans la lutte contre la corruption*", a déclaré un homme de 44 ans, en marge du cortège.

"*Nous sommes ici aujourd'hui pour dénoncer le terrorisme et soutenir les jeunes qui réclament des changements. Il y a bien trop de corruption et beaucoup d'autres mauvaises choses*", a estimait pour sa part une manifestante, Marie Atif, Française qui habite à Marrakech depuis 1993.

Un groupuscule de 25 à 40 personnes au sein du principal cortège, dont beaucoup avaient le visage masqué, ont scandé des slogans en faveur du renversement du gouvernement et de la monarchie. Cette dernière est populaire chez de nombreux Marocains.

"*Nous voulons la chute du régime et de l'ensemble de ses institutions*", a déclaré à l'agence Reuters un manifestant sous couvert de l'anonymat. "*Nous avons besoin d'une assemblée constituante ouvrant la voie à de véritables élections et à un régime tirant sa légitimité du peuple*", a-t-il ajouté.

Un défilé a rassemblé dans la soirée environ 8.000 personnes, selon des témoins, dans la médina de Casablanca, la capitale économique du royaume, pour réclamer des réformes constitutionnelles et la fin de la corruption.

Les participants ont également demandé le limogeage de deux des plus proches collaborateurs du roi Mohamed VI - Fouad Ali Himma ainsi que le secrétaire particulier du souverain, Mohamed Mounir Majidi - qu'ils accusent d'abus de pouvoirs et d'affairisme. (Reuters 08.05)

3- Tunisie

La police tunisienne a tiré des gaz lacrymogènes, dimanche, pour disperser une manifestation antigouvernementale dans le centre de Tunis, cela pour la quatrième journée consécutive.

De son côté, le Premier ministre par intérim, Beji Caïd Essebsi, a évoqué pour la première fois un éventuel report, pour des raisons techniques, des élections législatives prévues le 24 juillet.

Lors de la manifestation, des jeunes ont scandé des slogans en faveur de la démission de Beji Caïd Essebsi et de son équipe, sifflant et huant les policiers auxquels ils étaient confrontés dans le centre de la capitale.

Les autorités ont répliqué aux dernières manifestations en imposant samedi soir un couvre-feu nocturne.

Dimanche, les forces de l'ordre ont tiré des grenades lacrymogènes pour chasser les dizaines de jeunes manifestants de l'avenue Bourguiba, la grande artère du centre-ville.

"*Nous ne sommes intervenus que lorsqu'ils ont lancé des pierres, pas quand ils nous ont insultés*", a déclaré un policier en civil.

Dans la soirée et malgré l'imposition du couvre-feu, les forces de sécurité se sont heurtées à des bandes de jeunes qui se livraient à des actes de pillage dans plusieurs quartiers déshérités de la capitale. Des coups de feu ont été tirés. (Reuters 08.05)

D'un côté des manifestations légitimes contre le régime, de l'autre des provocateurs payés par l'ex-RCD de Ben Ali qui tente de faire annuler les élections à l'Assemblée constituante prévue le 24 juillet prochain et desquels ses dirigeants ou anciens élus sont écartés.

Social.

1- France

Le ministre des affaires européennes, Laurent Wauquiez, a indiqué dimanche 8 mai au cours de l'émission BFM TV 2012-Le Point-RMC que son groupe "la Droite sociale" déposerait "*dans les 10 jours*" à l'Assemblée une proposition de loi pour contraindre les bénéficiaires du RSA à "*assumer*" cinq heures hebdomadaires de "*service social*". (C'est plus que ne pourrait supporter en une vie, un patron qui perçoit un salaire annuel équivalent à 350 fois le smic (Renault) -note du site)

Dénonçant les "*dérives de l'assistanat*", qu'il qualifie de "*cancer de la société française*", il a émis l'hypothèse "*de plafonner le cumul de tous les minima sociaux à 75 % du Smic, pas plus*". "*Aujourd'hui, un couple qui est au RSA, en cumulant les différents systèmes de minima sociaux, peut gagner plus qu'un couple dans lequel il y a une personne qui travaille au SMIC, a-t-il avancé. Ça c'est la société française qui tourne à l'envers.*"

Le maire du Puy-en-Velay a ensuite jugé anormal que le système de protection social, "*le plus généreux d'Europe*", permette aux étrangers, "*très facilement, de bénéficier de nos différents outils de solidarité*". "*Il est normal que quelqu'un qui vienne en France bénéficie de notre système à condition qu'il ait un minimum contribué*", a-t-il estimé, suggérant d'établir une durée minimale de travail - cinq ans - pour pouvoir y prétendre. L'objectif est, d'après M. Wauquiez, que ces propositions soient expérimentées avant la présidentielle de 2012, et puissent nourrir le débat de la campagne.

En contrepartie, afin de promouvoir le "*sens de l'équilibre (...) au bénéfice des classes moyennes*", le ministre s'est prononcé pour que chaque citoyen résidant plus de trois mois en France soit assujetti à l'impôt, contre six mois actuellement.

A propos du revenu de solidarité active (RSA), il a réaffirmé qu'en contrepartie "*il faut que chacun assume chaque semaine cinq heures de service social*". Cela ne représente "*pas grand-chose*" mais montre que, "*en face des droits (...), pour vous il y a des devoirs*". "*Nous plaidons pour que ce soit une obligation, et on déposera dans les 10 jours qui viennent une proposition de loi en ce sens*", a-t-il indiqué. Il a évoqué comme possibles missions les sorties d'école, les travaux de nettoyage ou encore "*l'accueil de service public*". (lemonde.fr 08.05)

Il y a largement de quoi mener un combat contre le régime sur les salaires à partir de tous les éléments en notre possession. Question : pourquoi partis et syndicats s'y refusent ? Cela ne concerneraient pas des millions et millions de travailleurs ? Apparemment, non !

2- Grande-Bretagne

Malgré la crise, les 1000 plus grandes fortunes britanniques ont vu leur richesse gonfler en moyenne de 18 % sur les douze derniers mois, qui atteint 452 milliards d'euros, selon le classement annuel du Sunday Times . (lefigaro.fr 08.05)

Le 10 mai

Au fait, les résultats des élections en Inde seront rendus publics dans trois jours. Le porte-parole des voyous de mon village, le Chief minister du Tamil Nadu, M. Karunanidhi (DMK) est donné battu par tous les sondages. Espérons que son candidat dans mon district le sera aussi.

Fin (provisoire) de la polémique sur la mort de Ben Laden.

La vérité est révolutionnaire !

Demandez donc à vos dirigeants ou cadres qui l'ont scandé pendant des décennies et qui la piétinent ce qu'ils en pensent. Demandez-leur comment ils peuvent expliquer un tel revirement inexcusable, injustifiable. Demandez-vous aussi à qui profite le grossier mensonge d'Obama. On se demandera également au passage, si ceux qui le cautionnent ne défendraient pas finalement les mêmes intérêts. Question osée, provocatrice, tabou, mais oh combien nécessaire de se poser ! Reliez ensuite la réponse à cette question à tous ce que j'ai écrit à leur sujet depuis 6 ans, vous verrez que tout se tient... hélas, entre incurie politique légendaire et lieutenants du capital.

Dorénavant plus rien ne sera plus comme avant, plus aucun militant ne pourra plus avoir confiance dans ses dirigeants. La sanction est terrible mais largement méritée, on regrettera seulement qu'elle intervienne un peu tard, beaucoup trop tard pour influer sur l'orientation du mouvement ouvrier et servir à sa recomposition sur des bases politiques correctes.

Espérons seulement que les jeunes militants qui constitueront demain l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, conserveront présent à l'esprit le plus longtemps possible cet épisode qui va encore détourner des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier.

Parole d'internaute

- "La bonne nouvelle, c'est que tous les jeunes que je rencontre ne gobent pas du tout la version officielle relatée sans aucun esprit critique par l'ensemble de la presse." (médiapart 08.05)

- " C'est fatiguant de se faire traiter de conspirationnistes sous prétexte que l'on met en doute les services de presse des États qui nous gourvenent" (médiapart 08.05)

- " On aurait aimé que Médiapart ne soit pas sur un tel sujet, à l'unisson d'une presse vouée au spectaculaire et dévouée aux puissants."

Notons que Médiapart, financé en partie par l'Elysée, se range derrière la version officielle. Le plus fort, c'est qu'il y a des internautes connectés sur Médiapart qui dénoncent la version officielle sans s'apercevoir ou qui ont déjà oublié que Médiapart y adhérait ! Après tout, bon nombres de militants pourraient bien les imiter. Dilettantes, sans rigueur, sans réelle formation théorique à part celle frelaté qu'on leur a servi sur un plateau, quand on se souvient que les dirigeants du POI n'ont pas hésité à présenter les anarchistes comme des membres à part entière de la Première Internationale en revendiquant l'héritage du marxisme, alors que Marx et Engels les avaient virés, on se dit qu'il est décidément trop facile de les manipuler.

Hier j'ai encore téléchargé dans mon disque dur une dizaine d'articles sur ce sujet, je verrai plus tard si quelques-uns méritent d'être mis en ligne dans le site, ils proviennent tous de Médiapart ou du site Le Grand Soir.

Je vous ai dit qu'il y avait des militants qui avaient déserté le site récemment, apparemment suite à ma prise de position sur la Libye qu'ils n'ont pas pris le temps d'analyser à fond, peu importe, vous constaterez que je ne fais absolument rien pour retenir ceux qui s'y connectent encore. Cela ne me dédourage pas, au contraire cela me stimule, je redouble de violence dans la polémique pour tester leur résistance, car on a besoin de forger des combattants révolutionnaires capables de résister à toutes les épreuves et non des branquignoles ou des lavettes qui se sauvent en courant en appelant leur mère à la première alerte. Je n'ai rien à vendre, pas d'appareil à défendre et je ne demande à personne d'adhérer aux idées que je défends.

Vos dirigeants pratiquent la politique du qui m'aime me suive, moi je pratique la politique inverse, qui m'aime aveuglément n'a pas sa place à mes côtés et ferait mieux d'aller voir ailleurs si j'y suis. Ferme sur les principes, souple dans leur mise en oeuvre, telle fut la méthode de Lénine pour construire le parti, encore faut-il que les militants se reconnaissent dans ces principes. La promotion et le respect de la vérité en fait partie.

Refuser la vérité, c'est s'interdire toute discussion. Un procédé pratique quand on veut éviter que les militants se posent trop de questions ou confrontent leurs idées. On vous fournit gracieusement un cadre de discussion, vous vous dites que vous êtes en présence de grands démocrates, vous voilà comblés. Mais essayez donc de poser une question qui n'entre pas dans ce cadre, essayez donc de contester les éléments qu'on vous a fournis, essayez donc d'en introduire qui n'en faisaient pas partie, et immédiatement on vous remettra en place ou on vous répondra que vous êtes hors sujet, des milliers de militants peuvent

en témoigner, on a déjà fait cette expérience, alors épargnez-nous de gros mensonges pour essayer de nous convaincre du contraire.

Passons à un autre sujet.

Le document mis en ligne aujourd'hui *The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa.* (le milieu de la pyramide : les dynamiques de la classe moyenne en Afrique), est en anglais, mais il comporte de nombreux tableaux qui permettent de mieux comprendre à partir de facteurs économiques et sociaux pourquoi des soulèvements révolutionnaires ont eu lieu dans certains pays et pas d'autres. Cette étude est datée du 20 avril 2011.

Dans certains tableaux est comparée la place qu'occupe dans la société de chaque pays les différentes classes. Un extrait avec une traduction de certains passages.

Pour commencer, voilà ce qu'ils caractérisent par classe moyenne "*The middle class can be defined in relative or absolute terms. In relative terms, the middle class is defined as individuals or households...*" (La classe moyenne peut être définie en termes relatifs ou absolues. En terme relatif, la classe moyenne représente des personnes seules ou des ménages) (...) "*Using the absolute approach, the middle class is usually defined as individuals with annual income exceeding $3,900 in purchasing power parity (PPP) terms3 or with daily per capita expenditure between $2 to $4 and those with daily per capita expenditures between $6 and $10*" (Concernant l'approche absolue, la classe moyenne est généralement définie commes des personnes disposant d'un revenu annuel supérieur à 3.900 dollars en terme de pouvoir d'achat ou possédant pour leurs dépenses quotidiennes entre 2 et 4 dollars [ramené au nombre de membres d'une même famille] et ceux qui disposent [globalement] d'un capital entre 6 et 10 dollars pour leurs dépenses journalières)

C'est la première définition qui est retenue également ailleurs au-delà d'un certain niveau de revenu, et dont on ne tient pas compte la plupart du temps quand on analyse la situation sociale dans un pays. On parle volontiers de pauvres ou de travailleurs pauvres, qui le sont moins lorsqu'ils vivent en couple ou cumulent deux salaires dans un ménage.

Terrible erreur qui fausse évidemment notre analyse des rapports entre les classes et à l'intérieur des classe, et c'est à partir de cette grossière erreur qu'il faut analyser la tactique et la stratégie des différents partis politique, sinon on racontera n'importe quoi à leur sujet. On l'avait évoquée à l'occasion de la mobilisation sur les retraites si vous vous souvenez, ou encore pour expliquer et comprendre pourquoi les masses ne se mobilisaient pas davantage alors qu'elles étaient durement frappées par les mesures antisociales du gouvernement depuis des années.

Par exemple, on n'a pas tenu compte que c'est à partir du début des années 70 en France que les femmes ont rejoint massivement le marché du travail, comme on n'a pas tenu compte non plus qu'entre 1978 à 2001 le nombre de cadres a triplé en France, selon une étude de l'Insee (merci au passage au camarade qui m'a fourni cette donnée dans un courriel), au-delà, comme on continue de considérer qu'un travailleur employé dans le secteur des services serait identitique à un travailleur travaillant dans une mine ou une usine dans les années 50-60, qu'ils auraient le même état d'esprit, le même mode de pensée, les mêmes réflexes face au capital, ce qui n'est pas le cas. La remise sur les rails du mouvement ouvrier devra impérativement intégrer ces données notamment, sous peine de reproduire indéfiniment les mêmes erreurs.

On comprendra parfaitement, qu'on ne peut pas à la fois les avoir ignorées pendant des décennies et prétendre comprendre comment fonctionne la classe ouvrière dans sa tête, le démenti le plus cinglant à cette prétention provenant justement de la classe qui ne se reconnaît dans aucun parti ouvrier. Ce n'est certes pas la seule explication, mais un des facteurs les plus importants qui permet de le comprendre. Quand j'expliquais qu'on ne pouvait pas concevoir la lutte des classes de la même manière qu'autrefois, c'est tout ce que je voulais dire, en prenant en compte les profondes modifications que la société et les classes avaient connu au cours des 4 ou 5 dernières décennies jusqu'à aujourd'hui, comme dans les années 60 à 80, on ne pouvait déjà plus aborder la lutte des classes exactement de la même manière qu'au début ou lors de la première moitié du XXe siècle. L'atomisation du mouvement ouvrier ou l'existence d'une multitude de formations politiques en est directement le résultat. Là non plus ce n'est pas la seule explication, mais l'une des principales.

Revenons à notre sujet du jour qui vous intéressera sûrement davantage que le cas Ben Laden.

En dehors du Botswana et du Gabon, c'est en Tunisie et en Egypte suivis du Maroc et de l'1Algérie que la classe moyenne est la plus importante en Afrique : "*North African countries have a much higher concentration of the middle class among their population with Tunisia having the highest at 89.5% followed by Morocco and Egypt at 84.6% and 79.7% respectively*". (L'Afrique du Nord a la plus grande concentration de membres de la classe moyenne parmi la population en Tunisie, au Maroc et en Egypte respectivement.)

Mais la situation est loin d'être iddylique pour la classe moyenne dont une partie importante risque de se prolétariser : "*However, a significant number of this middle class belong to the floating category, living on less than $4 per day with the ever present danger of falling into poverty in the event of exogenous economic shocks. This is evident in the Tunisian situation where approximately half of the middle class is in this situation.* (Cependant un nombre important de membres de la classe moyenne parmi la catégorie flottante, vivant avec moins de 4 dollars par jour, est toujours en proie au danger de tomber dans la pauvreté à la suite d'un choc

créé par un événement exogène.)

Ce qui caractérise l'instabilité économique et sociale mais aussi politique de l'Afrique : "*Africa's middle class is characterized by a high concentration in the lower ranks with per capita expenditure levels of $2-$4 per day, thus putting many of these households in a vulnerable position and facing the possibility of dropping back into the poor category in the event of any exogenous shocks.*" (La classe moyenne africaine se caractérise par un niveau très bas de ressources entre 2 et 4 dollars par jour, ce qui rend vulnérable de nombreux ménages confrontés à la possibilité de tomber dans la catégorie pauvre au cas ou un choc choc exogène interviendrait)

Et "*The results of this study show that about 21% of Africa's population falls in this category and remain barely above the poverty line.*" (Les résultats de cette étude montrent que 21% de la population africaine appartenant à cette catégorie demeurent tout juste au-dessus de la ligne de pauvreté.) A tout moment un membre de la classe moyenne peut basculer dans la pauvreté, la perte de l'un des deux emplois par exemple. D'où sa motivatisation à rejoindre les rangs de la classe ouvrière qui se soulèvent contre les régimes en place au lieu de le soutenir.

S'agissant des inégalités dans la répartition des richesses en Afrique : "*However, income inequality in Africa remains very high. About 100,000 Africans had a net worth of $800 billion in 2008 or about 60% of Africa's GDP or 80% of sub-Saharan Africa's.*" (Cependant, l'inégalité des revenus en Afrique demeure très élevée. Environ 100.000 Africains possèdaient 800 milliards de dollars en 2008 ou à peu près 60% du PIB de l'Afrique ou 80% de celui de l'Afrique sub-Saharien.)

Politique.

1- Libye

1.1- Des représentants de vingt-cinq villes libyennes sous contrôle des forces du colonel Mouammar Kadhafi ont affirmé leur soutien à la rébellion lors d'une réunion lundi à Abou Dhabi. Les soixante-dix personnalités représentant les localités de l'ouest, du centre – dont Tripoli – et du sud de la Libye ainsi que les tribus de ces régions ont "*proclamé leur allégeance au Conseil national de transition (CNT)*", organe politique de la rébellion.

Les combats se déroulent toujours à l'ouest de Misrata, grande ville côtière assiégée par les forces de Kadhafi à 200 km à l'est de Tripoli, dans la localité de Bourgueya. Dans le port, une immense colonne de fumée noire se dégageait toujours des dépôts de carburant en flammes après un bombardement samedi matin. Une roquette Grad s'était abattue sur l'un des réservoirs de gasoil près du port, et l'incendie s'est propagé aux dépôts voisins. Par crainte de pénurie, des queues commençaient à se former devant les stations-service.

1.2- Les blessés des combats en Libye soignés au dispensaire de Debiha, à la frontière tunisienne, racontent des pilonnages à l'aveugle sur le Djebel Nefoussa, aux mains des insurgés, ce que corrobore Human Rights Watch.

Le Djebel Nefoussa, ou Montagnes de l'Ouest, peuplé de Berbères, a été l'un des premiers à se soulever contre Mouammar Kadhafi.

Les combats s'y sont intensifiés depuis que les insurgés se sont emparés le mois dernier du poste frontière de Dehiba qui leur a ouvert une voie de ravitaillement vers la Tunisie.

Mais la position des rebelles est précaire et il semble difficile qu'ils puissent progresser face à une puissance de feu très supérieure.

Les forces kadhafistes tiennent les vallées dans le désert, d'où ils tirent obus de mortier et roquettes sur les hauteurs les surplombant.

La plupart des obus d'artillerie semblent avoir été tirés à l'aveuglette et, samedi, des dizaines d'entre eux sont tombés dans le désert, près de la frontière tunisienne et de Dehiba.

L'ONG Human Rights Watch a accusé lundi les forces gouvernementales d'avoir lancé des "*attaques à l'aveuglette répétées*" sur des quartiers résidentiels des villes de Nalout, Takout et Zentane.

Les réfugiés décrivent "*un mode d'attaque violant les droits de l'homme*" avec des obus frappant des mosquées, des installations de distribution d'eau, des maisons, une école et les abords d'un hôpital, rapporte HRW.

Un journaliste de Reuters en a vu l'illustration à Nalout, à 70 km de la frontière tunisienne, où la façade d'une maison érigée dans l'enceinte d'une mosquée a été touchée par un bombardement. (Reuters 09.05)

1.3- Cinquante-sept membres des forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont été tués et 17 véhicules militaires détruits lundi lors d'importants combats à l'ouest d'Ajdabiah, a annoncé un chef militaire rebelle, le commandant Hamed al Hafi.

Les combats se sont déroulés aux abords d'Al Arbaïne, un poste avancé à mi-chemin entre Ajdabiah et le port stratégique de Brega, aux mains de l'armée régulière, a-t-il précisé dans un entretien accordé à la chaîne de télévision Al Djazira. (Reuters 09.05)

1.4- Les Libyens devront désormais obtenir un visa pour entrer en Egypte, a indiqué dimanche le ministère des affaires étrangères égyptien, une décision qui rend ainsi plus difficile l'arrivée dans le pays de Libyens fuyant le conflit.

Le ministère a précisé qu'il s'agissait d'une réponse à des mesures similaires prises par Tripoli il y a deux ans. Les polices terrestre, de l'air et de la mer vont appliquer immédiatement cette directive, a indiqué à l'AFP une source aéroportuaire. (lemonde.fr 09.05)

2- Syrie

Des centaines de femmes sont descendues dans la rue à Banias pour réclamer la libération de leurs proches arrêtés ces derniers jours dans la ville, où le mouvement de contestation a appelé à "*un mardi de solidarité avec les détenus*", en dépit de la répression. "*Les perquisitions dans les maisons se sont poursuivies dans la nuit et lundi*", selon Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé à Londres. "*Des milliers d'hommes ont été conduits par les forces armées et de sécurité dans le stade municipal pour interrogatoire. Ils y sont frappés alors que plus de 400 personnes sont toujours détenues par les autorités sécuritaires*", a-t-il affirmé. Des chars s'étaient déployés dimanche sur la corniche et dans les quartiers sud et s'y trouvaient toujours

Mouadamiya, une localité à l'ouest de Damas, est "*encerclée par les forces armées et de sécurité*". Des tirs ont été entendus lundi matin, alors que les communications téléphoniques ont été coupées, selon un militant des droits de l'homme. Dans la capitale, quelque 200 personnes ont manifesté lundi soir pour demander la levée du siège des villes syriennes, avant d'être dispersées par les forces de sécurité qui ont procédé à plusieurs arrestations, dont l'écrivain et journaliste Ammar Daioub et le médecin Jalal Nofal, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Selon les organisations de défense des droits de l'homme, le bilan de la répression des manifestations de l'opposition au régime avoisiné les 630 morts depuis le début de l'insurrection en mars dernier. (lemonde.fr et AP 09.05)

3- Yémen

Les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les milliers de manifestants qui protestaient contre le régime au Yémen, faisant cinq morts et des dizaines de blessés, lundi 9 mai.

Les forces de l'ordre ont lancé, tôt lundi matin, des bombes lacrymogènes et tiré pour déloger des centaines de personnes qui observaient depuis dimanche soir un sit-in sur la principale avenue cette ville située à 250 km au sud de Sanaa.

Les manifestants, rejoints par des centaines de protestataires qui campaient depuis des semaines sur la place de la Liberté à Taëz, ont ensuite dressé des tentes sur l'avenue Jamal, principale artère de la ville, où ils ont passé la nuit, selon des habitants.

Dimanche, les forces de sécurité, soutenues par des unités de l'armée, avaient ouvert le feu sur des manifestants à Hodeïda (ouest) et Taez, faisant trois morts, alors que des dizaines de milliers de personnes étaient descendues une nouvelle fois dans les rues de plusieurs villes pour réclamer le départ du président Saleh. (lemonde.fr et AP 09.05)

4- Tunisie

Plusieurs dizaines de journalistes ont manifesté lundi 9 mai dans le centre de Tunis pour dénoncer les violences dont ils ont été victimes lors des manifestations, qui ont fait au moins un mort ce week-end.

"*Liberté, Liberté pour la presse tunisienne*", ont scandé des journalistes à la face de policiers, qui ont formé un cordon de sécurité sur l'avenue centrale Habib-Bourguiba, à proximité du ministère de l'intérieur, entouré de barbelés et où sont stationnés des blindés depuis plusieurs mois.

"*C'est un mouvement de protestation pour dire au gouvernement que nous refusons ses excuses et que nous exigeons un engagement ferme pour préserver la liberté de la presse dans le pays et que nous exprimons notre refus du verrouillage des médias*", a précisé le syndicaliste Zied El Hani. Le ministère de l'intérieur avait présenté vendredi soir dans un communiqué "*ses excuses aux journalistes et aux citoyens agressés involontairement*", affirmant son "*respect pour le travail journalistique*". (lemonde.fr 09.05)

Social.

France

Haro sur les pauvres ! Le dernier bouc émissaires du gouvernement. Salopards de pauvres, profiteurs !

En France, 2,2 millions de ménages percevaient en 2008 au moins un des minima sociaux (revenu minimum d'insertion (RMI), allocation de parent isolé (API), allocation aux adultes handicapés (AAH), minimum vieillesse ou allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa), note l'Insee.

En moyenne, ces ménages bénéficiaire se voient attribuer 4.700 euros par an, soit 390 euros environ par mois. C'est moitié moins que le seuil de 75% du Smic (804 euros nets) évoqué par Laurent Wauquiez.

Un seuil que très peu de ménages parviennent à dépasser, assure Alice Brassens, responsable des projets RSA à l'Ansa (Agence nouvelle des solidarités actives). Seuls les couples ayant à charge au moins trois enfants y parviennent.

Et pour dépasser le Smic, soit 1.073 euros par mois, comme le donne en exemple Laurent Wauquiez? C'est impossible. Il faut en fait intégrer les prestations sociales dans le calcul du revenu pour dépasser le Smic. C'est à dire prendre en compte les allocations familiales, les aides au logement, etc… Dans ces conditions, seuls les couples au RSA en charge d'au moins trois enfants perçoivent toutes aides confondues 1.166 euros, soit près de 100 euros de plus qu'un couple sans enfant dont une seule personne touche le Smic, selon les calculs de l'Expansion.

Mais comparer un couple sans enfant et un couple qui en a trois semble peu logique. Car, à nombre d'enfants égal, le couple qui travaille touche toujours plus. De plus, plafonner les revenus de ce ménage de cinq personnes à 75% du Smic, soit 800 euros, semble «injuste» alors que le seuil de pauvreté pour une seule personne s'élève à 950 euros, fait valoir Alice Brassens. (20minutes.fr 09.05)

Apparemment, les derniers boucs émissaires n'ayant pas fait recette, les malheureux Tunisiens qui ont échoué en France ces dernières semaines et auxquels le gouvernement a fait savoir qu'ils n'étaient pas les bienvenus sur le territoire français, il a décidé de s'en prendre à nouveau aux travailleurs les plus pauvres qui seraient des fainéants et d'horribles profiteurs qui préfèreraient crouler dans la misère plutôt que travailler, et à côté desquels les nantis du CAC40 qui ne doivent leur richesse qu'à leur dur travail seraient à plaindre.

Il risque, que dis-je, c'est une certitude, il va se mettre à dos une partie des masses arriérées qui faisaient partie de son électorat tradictionnel (ma mère par exemple) et qui par leur situation perçoivent des aides ou des allocations de l'Etat qui leur permettent tout juste de survivre. C'est le meilleur moyen de les pousser dans les bras de l'extrême droite ou dans les rangs des abstentionnistes. Son message s'adresse avant tout à la petite bourgeoisie et à la classe moyenne dont la majorité est actuellement plus proche du PS et des centristes que de l'UMP.

Rappelons que pour le parti de l'ordre et le régime, le plus grand danger serait que la petite bourgeoisie et à la classe moyenne se rapprochent de la classe ouvrière, la crainte de se prolétariser peut les conduire à épouser les thèses de l'extrême droite, mais elle peut aussi les conduire dans une direction opposée. L'UMP surfe sur le fait qu'aucun parti ouvrier n'émerge du lot et ne peut emporter l'adhésion de la petite bourgeoisie et à la classe moyenne.

Economie.

Grèce

L'agence de notation Standard & Poor's a abaissé lundi les notes de crédit de la Grèce à court et long terme, évoquant un risque accru qu'Athènes doive se résoudre à restructurer sa dette.

La note à long terme a été abaissée de deux crans au sein de la catégorie spéculative, de BB- à B, tandis que la note de court terme passe à C contre B précédemment. (Reuters 09.05)

Le 11 mai

A propos du site. Le nombre de connections est remonté en flèche à son plus haut niveau, pourquoi, je n'en sais rien. Le courriel groupé que j'ai adressé à quelques personnes, la fin de vacances scolaires ? Ou peut-être la recherche de la vérité dans un monde rongé par le mensonge et l'hypocrisie, qui sait ?

Je suis désolé de poursuivre brièvement sur l'affaire Ben Laden. J'applique la même méthode que pour traiter tout autre sujet,

une question en appelle une autre et ainsi de suite, ce que les adversaires de Trotsky appelaient couper les cheveux en quatre, celle employée également avant lui par Marx et Engels, une méthode scientifique associée au matérialisme dialectique et historique rappelons-le à l'origine du socialisme scientifique. Mais rien ne vous empêche de passer directement aux infos en bref.

Au fait, les adeptes de la théorie du complot ou de la conspiration, ce ne seraient-il pas ceux non plus qui affirmaient que la révolution était pour demain en France dans les années 60-70, qui entrevoyaient plus tôt une troisième guerre mondiale comme si on y était déjà, qui nous racontaient qu'une révolution politique était possible dans l'ex-URSS ou ses satellites de l'Est, qui nous ont expliqué que l'Irak était voué à la partition ou encore que la Ve République est à l'agonie depuis des décennies ou qui nous expliquaient que l'arrivée au pouvoir d'un président issu d'un autre parti politique que l'UDR (ex-RPR et UMP) était incompatible avec son existence, on a vu ce qu'il en était en réalité avec Mitterrand et j'en passe et des meilleures ?

Ne faudrait-il pas faire l'inventaire de toutes ces théories qui ont germé dans la tête de soi-disant "héritiés" de Lénine et Trotsky et qui se sont toutes avérées fausses ou farfelues, en tirer une bonne fois pour toute les conséquences pratiques ?

Quelques éléments sur le traitement de l'affaire Ben Laden.

1- Un démenti.

- Al-Qaïda affirme dans une vidéo mise en ligne ce mardi, que les vidéos diffusées samedi par les autorités américaines, sont fausses. "*Il faut être vigilant: l'Amérique ment*", affirme le site Shoumoukh al-Islam.

Il s'agit d'"*une réponse à la vidéo diffusée par des médias arabes et étrangers montrant Oussama Ben Laden regardant des images de lui-même*".

Selon le site islamiste, la vidéo montre les différences, notamment au niveau des oreilles et des yeux, entre le chef d'Al-Qaïda et l'homme qui apparaît sur les images dont la barbe est blanche. (lexpress.fr 10.05)

2- Le script de chacun des acteurs et leurs réactions étaient déjà écrits de longue date.

- D'après le quotidien britannique, les deux pays (Etats-Unis et Pakistan - Ndlr) auraient conclu un accord secret il y a presque 10 ans pour permettre aux Etats-Unis d'intervenir sur le sol pakistanais, si elles savaient où Ben Laden se cachait.

L'accord, aurait été conclu entre l'ancien président pakistanais, Pervez Musharraf et le président George W. Bush suite à la fuite de Ben Laden dans les montagnes de Tora Bora à la fin 2001.

Un ancien officier pakistanais affirme aussi au Guardian à propos du raid sur la villa de Ben Laden:

«*Pour ce qui est de nos amis américains, ils ont simplement mis en oeuvre l'accord.*»

Accord qui stipulait que le Pakistan protesterait ensuite vigoureusement contre cette intrusion. D'après un ancien responsable militaire américain, les protestations par le Pakistan sont la «*face publique*» de l'accord:

«*Nous savions qu'ils allaient nier cette affaire*.» (Slate.fr 10.05)

Tout était ficelé de longue date, merci, on avait compris.

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier, le journaliste a expliqué que c'était l'armée qui allait enquêter sur les éventuelles complicités dont aurait bénéficié Ben Laden pour demeurer tranquillement pendant de longues années au coeur d'une ville-caserne. Il a ajouté qu'aucune enquête confiée dans le passé à l'armée n'avait jamais abouti, par exemple après l'assassinat de Benazir Bhuto.

Effectivement, c'est le meilleur moyen d'étouffer l'affaire, le fait que les sommets de l'armée pakistanaise étaient parfaitement au courant de l'opération orchestrée depuis la Maison Blanche, comme du fantôme de Ben Laden à Abbottabad ce 1er mai 2011.

3- Une maison munie de caméras de surveillance, mais ouverte à tous les vents...

- L'armée pakistanaise tente d'imposer le silence autour de son dernier refuge en interdisant aux voisins de parler et aux médias d'approcher.

L'armée pakistanaise a arrêté le fils d'Haji Zain, Shamrez, employé de temps en temps par les occupants de la maison Ben Laden pour s'occuper du jardin. Il a finalement été libéré vendredi, mais sa détention l'a dissuadé de parler aux médias. «*Il a quitté*

la ville, il est très loin», assure son fils, Qasim Mohammad. (20minutes.fr 10.05)

Il est dit ailleurs dans cet article qu'il s'agissait d'un gosse. Si l'on comprend bien, la maison où soi-disant Ben Laden résidait depuis 5 ou 6 ans avec pas moins de 40 personnes dont 23 enfants était en réalité ouverte à tous les vents, et bien entendu durant ces nombreuses années, absolument rien n'aurait filtré vers l'extérieur, personne parmi les personnes abilitées à y pénétrer dont des gosses n'aurait jamais rien remarqué d'anormal ou rien entendu qui aurait pu parvenir ensuite aux oreilles des autorités pakistanaise ou les alerter, jamais personne n'aurait commis la moindre imprudence qui aurait pu être fatale à son prestigieux locataire, mais non, mais non, puisqu'on vous le dit.

4- Rien n'y fait au royaume des aveugles et des sourds. La voix de son maître, suite.

4.1- La Riposte (PCF) remporte la palme de la soumission à l'impérialisme américain par la voix d'Alan Woods :

- "*Or, en réalité, ses assaillants ne lui ont donné aucune chance de se rendre. Il a reçu une balle dans le crâne et une autre en pleine poitrine.* "

- "*Le lieu de résidence de Ben Laden a confirmé les soupçons des Américains à l'égard de l'ISI.*"

La parole d'Obama est parole d'évangile pour ces philistins qui prétendent défendre le marxisme (voir dans leur site Internet. Ce sont ces gens-là qui témoignent ici qui en sont les principaux fossoyeurs.

4.2- La Tendance Claire du NPA rivalise avec les médias en donnant la parole à Noam Chomsky :

- "*Il est de plus en plus clair que cette opération consistait en un assassinat prémédité qui viole de multiples façons les lois internationales.*"

- "*On a également beaucoup parlé du fait que le Pakistan n'avait pas livré Ben Laden, alors que certains éléments de l'armée et des forces de sécurité étaient sans doute au courant de sa présence à Abbottabad.*"

Obama peut être fier de son coup d'arnaque.

Une personne vous raconte qu'elle a été témoin d'un accident et vous décrit avec maints détails ce qu'elle a vu précisément, une autre qui n'a pas été témoin de cet accident vous sort une autre version à dormir debout qui lui aurait été rapportée par une tierce personne.

Question : Laquelle allez-vous croire ? Spontanément j'aurais tendance à croire la première. Et bien si vous aviez le même réflexe que moi, sachez que vous seriez dans l'erreur. Pourquoi ? Je l'ignore absolument, mais c'est le tour de force qu'a réussi Obama en faisant croire à la confrérie des naïfs réunis que Ben Laden était mort le 1er mai 2011.

Bravo, c'est un coup de maître, de maître du monde !

Parole d'internaute

- "Laurent Wauquiez est normalien et major de l'agrégation d'histoire, il a également fait Sciences Po et l'ENA dont il est également sorti major, et enfin il a fait un petit tour à Harvard, aussi. Vous parliez de diplômes et d'intelligence ?"

- "Il est issu d'une famille d'industriels de la région de Tourcoing , il est le fils de Philippe Wauquiez, ancien directeur d'Indosuez Scandinavie et gérant d'une société de conseil en investissement, et d'Eliane Wauquiez-Motte, actuelle maire du Chambon-sur-Lignon. Après des études secondaires au lycée Louis-le-Grand et au lycée Henri-IV" (libération.fr 10.05)

Normal que Wauquiez déteste tant les chômeurs et les pauvres.

Si la "droite sociale" à laquelle appartient Wauquiez incarne en réalité une politique profondément antisociale et ultra réactionnaire, seul le socialisme incarne une politique sociale et révolutionnaire, alors vive le socialisme !

Vous savez pourquoi est-il si important de dénoncer le mensonge d'Obama ? Pour inciter les travailleurs et les militants à aller plus loin et à remettre en cause tout ce qu'on a pu leur raconter comme mensonge, notamment sur le socialisme et le communisme, démolir l'amalgame savamment entretenu entre le socialisme et le stalinisme sous ses différents masques.

Je prends ici le contre-pied d'un camarade qui apparemment est tombé dans le piège qui lui était tendu, et qui m'a dit hier

au téléphone, puis par courriel, qu'il ne croirait plus en rien ou plus personne dorévanant...

Au contraire, il faut se saisir de ce grossier et gigantesque mensonge pour inciter les travailleurs à davantage réfléchir aux discours mensongers qu'on leur sert tous les jours à travers les médias officiels, à ne prendre en considération ou à partir de leurs besoins et aspirations dans leurs réflexions, au lieu de partir de ceux du capital et de se demander si leurs revendications sociales et politiques sont vraiment raisonnables ou compatibles avec le régime pour finalement se contenter de ce qu'ils ont...

Sur cette question précise comme sur bien d'autres, l'objectif est d'aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme et ses institutions. Tout le monde parle de cette affaire, alors parlons-en, saisissons-nous en comme une arme en la retournant contre les tenants du capitalisme qui la brandissent pour nous soumettre à l'ordre mondial en place.

Dites-vous bien camarades qui êtes pris d'un affreux doute, que si Obama a monté cette grotesque comédie, c'est bien parce que l'impérialisme américain rencontre les pires difficultés qui soient à imposer sa domination au prolétariat mondial. N'oubliez pas, le temps joue contre eux et le futur nous appartient, quoi qu'ils disent quoi qu'ils fassent. Vous n'en êtes pas convaincus ? Lisez plus loin, l'ONU vient d'annoncer que "*la population des pays les plus pauvres devrait doubler d'ici 2050*", voilà ce qui mène inéluctablement le capitalisme à sa perte ou traduit sa faillite.

Politique

1- France

1.1- A bas l'esclavage, à bas le capitalisme !

Sarkozy qualifie de 'premiers crimes contre l'humanité' la traite et l'esclavage. (lemonde.fr 10.05)

Il a raison, l'exploitation de l'homme par l'homme, donc le capitalisme, la forme moderne de l'esclavage est un crime, il faut donc l'abolir ! Les moyens de production devraient être déclarés dans la Constitution bien social collectif inaliénable au service des besoins de l'ensemble de la population.

1.2- A quoi peut servir la mise en scène de la mort de Ben Laden ? Réponse : Pragmatique, Sarkozy ne perd pas de temps...

Sept membres présumés de milieux islamistes ont été placés en garde à vue à la suite d'un coup de filet mené tôt mardi matin par la police française, a appris Reuters de source proche de l'enquête.

Les suspects ont été interpellés dans le cadre d'une enquête sur des filières islamistes au Pakistan.

BFM TV affirme que le coup de filet a été réalisé à la suite l'arrestation en janvier dernier de deux Français à , la ville pakistanaise dans laquelle Oussama Ben Laden a été tué il y a plus d'une semaine.

Ce coup de filet intervient alors que le ministre de l'Intérieur a estimé la semaine dernière que la France pouvait être visée par des «*représailles*» d'Al-Qaida après la mort de Ben Laden. Bernard Squarcini, le patron de la DCRI, avait lui assuré que la France était la «*cible n°2 d'Al-Qaida*» après les Etats-Unis. (20minutes.fr 10.05)

1.3- Un projet de loi constitutionnel qui ne changera rien au cours de l'histoire.

Les députés français ont adopté mardi par 321 voix contre 229 le projet de loi constitutionnelle qui vise à inscrire le retour à l'équilibre des comptes publics dans la Constitution, à l'instar de ce qui existe en Allemagne. (Reuters 10.05)

Nous sommes évidemment contre ce projet de loi, comme nous sommes contre la manipulation du POI qui consiste à faire croire aux travailleurs et militants que s'il était adopté les travailleurs ne pourraient plus revendiquer des augmentations de salaire ou des améliorations de leurs conditions de travail, la preuve en est qu'en Allemagne les travailleurs continuent de revendiquer comme si cette "réforme constitutionnelle" n'avait jamais été adoptée.

Bismarck avait été jusqu'à pondre une loi interdisant le socialisme ou toute référence au socialisme, pour faire bref. Le mouvement ouvrier allemand ne s'en est jamais mieux porté et a continué de se développer... Simple constat qui n'est pas isolé, puisque Nicolas II en Russie qui traquait à l'aide d'indics le mouvement ouvrier réduit à la clandestinité, ses dirigeants exilés, emprisonnés, condamnés à mort, etc., n'a pas pu empêcher la construction du parti bolchevik et la révolution d'Octobre.

2- Yémen

Le Yémen a suspendu sa production de pétrole en raison du mouvement de contestation qui agite le pays, a déclaré un responsable du gouvernement mardi.

Le Yémen produit environ 290.000 barils de brut par jour, une faible quantité à l'échelle mondiale, mais les revenus issus de la vente de pétrole représentent au moins les trois quarts du budget de l'Etat.

Les opposants au régime, dont de puissantes tribus, semblent user de l'arme pétrolière pour tenter d'obtenir la démission du chef de l'Etat. Des représentants des services de sécurité ont déclaré que des tribus avaient empêché des camions-citernes de traverser leur territoire et que des lignes à haute tension avaient été attaquées.

Un haut responsable a déclaré sous couvert de l'anonymat que l'instabilité, les mouvements de grève et des attaques contre des oléoducs avaient provoqué un arrêt de la production pétrolière. (AP 10.05)

3- Syrie

3.1- Dans tout le pays, de la ville de Deraa au Sud, berceau de la contestation, à Banias dans le Nord, les autorités syriennes resserrent chaque jour davantage l'étau sur les manifestants.

Il devient de plus en plus compliqué pour les opposants et les militants, inspirés par les révolutions qui ont renversé les présidents tunisien et égyptien en début d'année, de se déplacer dans le pays.

La plupart des opposants ont été arrêtés ou réduits au silence. L'accès aux principales villes du pays est bloqué par les chars de l'armée et l'accès à internet et au réseau téléphonique est coupé dans de nombreuses régions.

"*Le régime serre les rangs et tente d'étouffer l'opposition*", souligne Patrick Seale, biographe du père du chef de l'Etat, Hafez al Assad. "*Le régime va devenir de plus en plus impopulaire en utilisant ces méthodes brutales mais va se maintenir.*"

La loyauté de l'armée, qui tire à balles réelles sur des manifestants sans armes, et la faible probabilité d'une intervention de la communauté internationale devraient permettre à Assad de garder la main, sauf en cas de rébellion d'officiers sunnites.

Mais le prix de ce maintien au pouvoir par la force grimpe de jour en jour. "*Tant que l'armée et les forces de sécurité restent loyales à Bachar, il survivra mais sa réputation sera ternie*", note Patrick Seale.

Nadim Houry, directeur de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch à Beyrouth, en vient à la même conclusion.

"*Même en ne tenant pas compte de la répression des manifestants par l'armée et par les forces de sécurité, quelque chose s'est brisé en Syrie entre le régime et une large frange de la population*", dit-il.

"*Ça ne peut pas être réparé par la répression. Le régime se leurre en pensant que les tanks peuvent résoudre ce problème. Peut-être pour étouffer les manifestations mais ils ne peuvent rien faire pour régler la situation.*"

Depuis le début des protestations, à l'exception d'interventions au parlement et devant le gouvernement, Bachar al Assad garde le silence.

"*Certains pensent qu'il a été supplanté, qu'il a perdu du pouvoir face aux plus radicaux de la famille*", estime Patrick Seale.

"*Il ne s'est pas adressé au peuple. Il n'a pas dit ce qu'il voulait faire. Il a laissé ça aux forces de sécurité. Quelqu'un pourrait en déduire qu'il ne détient plus les rênes du pouvoir*".

Même perplexité auprès des puissances occidentales qui n'arrivent pas à savoir qui a donné l'ordre de tirer sur les manifestants. Qui de Bachar, ou de son jeune frère Maher, le chef de la quatrième division mécanisée, ou de son beau-frère, Assef Chaoukat, chef d'Etat-major adjoint de l'armée, orchestre la répression ?

En adoptant des sanctions contre des proches du chef de l'Etat sans le nommer, l'Occident semble toujours être d'avis que le président syrien est un réformateur dont la bonne volonté est mise à mal par ses proches.

Moins optimistes, les étudiants syriens considèrent qu'il y a peu de chance que la minorité alaouite, qui dirige un pays dont 75% de la population est sunnite, accepte des réformes.

L'organisation d'élections libres et l'application de la loi signeraient la fin du clan Assad, indiquent-ils.

"*C'est un régime minoritaire. S'ils introduisent de véritables réformes politiques, comme des élections libres, alors ils prennent le risque d'être chassés su pouvoir. Ils ont peur d'être massacrés*", résume Patrick Seale. (Reuters 10.05)

3.2- Le Premier ministre turc Tayyip Erdogan, qui entretenait des liens étroits avec Assad et a, après le début des manifestations, envoyé des émissaires en Syrie pour discuter de possibles réformes, a contesté la version officielle des violences. "*Il n'est jamais juste pour un gouvernement de tirer sur sa population, parce que ce n'est pas sur un groupe armé que vous tirez (...) Ce sont seulement des gens dans ce cas*", a-t-il déclaré lundi soir à la télévision, selon l'agence de presse Anatolienne. (Reuters 10.05)

4- Libye

Mardi, le calme régnait dans le secteur de Zentane, où aucun raid de l'Otan ni aucun bombardement de la ville par les forces régulières n'a été signalé, a déclaré ce porte-parole.

"*Les révolutionnaires ratissent le secteur d'Aouïnia où des brigades (pro-Kadhafi) tiendraient solidement des positions*", a-t-il dit. Cette localité se trouve à 25 km environ à l'est de Zentane.

Les forces de l'Otan ont également bombardé à plusieurs reprises certains points aux abords de Misrata, grande ville de l'Ouest assiégée par les forces de Kadhafi.

De nouveaux combats ont éclaté mardi, dans le secteur de Souk al Arab au sud de Misrata, ainsi que dans le quartier d'Al Ghiran, non loin de l'aéroport que tiennent les kadhafistes, a déclaré un porte-parole des insurgés, Belkacem.

"*Les révolutionnaires (rebelles) sont entrés dans Souk al Arab (...). Des affrontements sont en cours*", a dit ce porte-parole à Misrata.

Les insurgés se sont d'autre part emparés lundi de la localité de Zarik, à 25 km à l'ouest de Misrata.

Un chef militaire de l'insurrection a annoncé à la chaîne de télévision Al Djazira que ses hommes avaient tué 57 soldats et détruit 17 véhicules militaires lors d'un important engagement survenu lundi au niveau d'Al Arbaïne, à l'ouest d'Ajdabiah, localité que tiennent les insurgés et qui représente le dernier "*verrou stratégique*" avant leur fief de Benghazi.

Ce même chef a fait état de deux insurgés tués dans ces combats, qui ont eu lieu à mi-chemin entre Ajdabiah et le terminal pétrolier de Brega, tenu par les kadhafistes.

Il a expliqué à Al Djazira qu'au cours des trois dernières semaines, les insurgés avaient réorganisé leurs forces en vue de repasser à l'attaque.

Le journal Brniek, dirigé par l'opposition, a rapporté pour sa part que des insurgés s'étaient soulevés dans les faubourgs de Tripoli. Ils auraient reçu des armes d'officiers des services de sécurité qui seraient passés à la rébellion.

L'information diffusée sur le site internet du journal n'a pas pu être vérifiée de source indépendante. Un responsable du gouvernement de Kadhafi l'a démentie. (Reuters 10.05)

Social

France

1- Appel à la grève chez Carrefour Market

Après ceux de ses hypermarchés le 9 avril dernier, c'est au tour du personnel des 500 magasins Carrefour Market appartenant au groupe. L'appel à la grève est lancé par la CGT pour le samedi 14 mai. Des débrayages de deux heures sont prévus dans les magasins. Les clients seront aussi sollicités avec des pétitions.

«*Nous souhaitons que les salariés de Carrefour Market bénéficient des mêmes droits que ceux des hypers, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui*», explique Laurent Lamaury, délégué syndical national de la CGT. «*Nous n'avons pas de tickets resto, nous n'obtenons notre prime de vacances qu'après 6 ans d'ancienneté alors que dans les hypers, il faut moins de temps*», précise-t-il.

Mais surtout, la CGT demande à ce que les bases de l'accord salarial négocié à l'échelle du groupe, à savoir la prime exceptionnelle de 200 euros net au 31 juillet, le passage à 10% de la remise sur achats accordée au personnel et le projet de revalorisation de la prime de vacances, s'appliquent au salarié de cette entité. Même si elle les juge encore insuffisantes : «*Cet accord n'est pour nous qu'un point de départ. Nous voulons plus, notamment sur les salaires*».

Contrairement à FO, majoritaire dans les hypers Carrefour, la CGT n'avait pas signé ce projet d'accord qui prévoit une hausse des salaires de 2%. «*Nous réclamons une hausse de 5 à 10% car les 2% ne représentent que la revalorisation à venir du SMIC, le salaire de la plupart des employés ici*».

Enfin, la CGT souhaite saisir cette occasion pour dénoncer les conditions de travail des salariés. «*La nouvelle méthode du 'tous commerçants', basée sur la polyactivité des employés, est très mal vécue. Elle implique une surcharge de travail, une pression supplémentaire et une désorganisation des magasins pour la clientèle*».

Majoritaire dans les Carrefour Market, la CGT veut faire monter la tension d'un cran avant les négociations annuelles obligatoires du 18 mai prochain. Le syndicat attend une mobilisation aussi importante que celle du 9 avril même si «certains salariés ont la pression de la direction qui leur dit d'attendre les négociations», note Laurent Lamaury.

D'après le syndicaliste, l'après-négociation sera justement l'occasion de renforcer la pression sur la direction du groupe, d'autant plus que deux autres réunions sont prévues les 31 mai et 9 juin. «*Nous allons lancer un appel intersyndical à la grève qui, nous l'espérons, sera suivi*», prévient-il. (lefigaro.fr 10.05)

2- Grève chez Continental pour des augmentations de salaires

Les trois sites de Midi-Pyrénées de Continental Automotive France, la filiale française de l'équipementier allemand Continental, étaient en grève mardi matin pour obtenir 5% d'augmentation de salaire dans le cadre des négociations annuelles obligatoires 2011, a-t-on appris auprès de la CFDT.

Après le vote de la grève lundi dans les sites de Toulouse et Foix (Ariège), le personnel de l'usine de Boussens (Haute-Garonne) s'est joint au mouvement mardi matin.

Alors que la direction prévoit 2,4% d'augmentation et un "talon" (l'augmentation minimale) de 50 euros, les salariés demandent 5% d'augmentation de salaire avec un talon de 150 euros ainsi que l'embauche des intérimaires et sous-traitants qui le souhaitent dans les trois sites. Ils seraient 600 au total, selon les syndicats.

"*Après dix séances de négociations, aucune organisation syndicale n'a signé le texte proposé par la direction. Cette grève est l'expression d'un ras-le-bol général. Les résultats du groupe sont de plus en plus importants, ils étaient de 32 millions d'euros en 2009, de 53 millions d'euros en 2010. En 2011, les prévisions portent sur plus de 70 millions d'euros. Les salariés demandent un juste retour pour leur travail*", a déclaré à l'Associated Press Sami Hamida, délégué syndical central CFDT.

Ce conflit fait suite au bras de fer qui a démarré à l'automne dernier entre les syndicats et la direction qui prévoyait de réduire le coût du travail dans les trois sites de Midi-Pyrénées en l'échange d'un maintien de l'emploi jusqu'en 2015. Les deux syndicats majoritaires CGT et CFDT, qui avaient fait valoir leur droit d'opposition pour faire avorter le plan de la direction, dénoncent aujourd'hui "*la manipulation inacceptable*" opérée par la direction sur les négociations annuelles obligatoires.

Implantée à Toulouse, Boussens et Foix, Continental Automotive France emploie au total 2.500 salariés en Midi-Pyrénées. (AP 10.05)

3- Le président des riches contre les pauvres

Que les riches se rassurent: ils sortiront, globalement, encore plus riches de la réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), dont le projet de loi est présenté demain en Conseil des ministres.

Contrairement à ce que laissait croire le gouvernement ces dernières semaines, toutes les tranches actuelles de l'ISF vont ainsi profiter financièrement de la baisse des taux, couplée à la suppression du bouclier fiscal.

Selon les premières estimations basées sur l'ISF 2010 (réalisées par Gilles Carrez, rapporteur UMP du Budget à l'Assemblée nationale), et dont Libération a obtenu une copie, le gain global pour les quelque 600.000 contribuables les plus fortunés de ce pays s'élèvera à 660 millions d'euros.

Pour les redevables de la première tranche (patrimoine compris entre 790.000 et 1,29 million d'euros), qui est supprimée, le gain devrait être, en moyenne, de 1086 euros par personne.

Mais pour les 1700 contribuables de la dernière tranche (patrimoine supérieur à 16,5 millions), le gain sera 30 fois plus important! Ces ultra riches devraient ainsi gagner, là encore en moyenne, près de 30 000 euros suite à la réforme. Car même si une partie d'entre eux y perdront avec la suppression du bouclier fiscal, d'autres profiteront de l'importante baisse des taux d'imposition (de 1,8 à 0,5% pour cette tranche).

Et encore, ces gains ont été calculés sans prendre en compte la niche fiscale liée à l'investissement dans les PME, dont le mécanisme, même réduit, devrait être reconduit l'année prochaine.

Au total, suite à la réforme de l'ISF et à la suppression du bouclier fiscal, l'économie pour les plus riches devrait approcher les 1,1 milliard d'euros. Ou comment la suppression d'un cadeau fiscal peut en cacher un autre... encore plus gros. (libération.fr 10.05)

Economie

1- France

Un géant de la complémentaire santé est né vendredi dernier. Baptisé Istya, il rassemble cinq grandes mutuelles de fonctionnaires, celles de l'Éducation nationale (MGEN), des hospitaliers (MNH), de l'environnement et des territoires (MGET), des Affaires étrangères (MAE) et la mutuelle territoriale (MNT). Istya protège ainsi 6 millions de personnes. Il a dégagé l'année dernière un chiffre d'affaires consolidé de 3,5 milliards d'euros.

Par définition, les mutuelles ne disposent que des capitaux apportés par leurs sociétaires. Elles ne fusionnent donc pas au sens des sociétés cotées. Leur union s'organise, depuis 2008, dans le cadre d'Union mutualiste de groupe (UMG). «*Le but de notre rapprochement est de promouvoir et défendre notre modèle mutualiste, a affirmé Gérard Vuidepot, président du groupe MNH. Aucune des cinq mutuelles ne connaît de difficulté financière, l'année dernière, toutes ont dégagé des bénéfices*.».

L'assurance française, divisée entre sociétés d'assurance, mutuelles d'assurance, mutuelles de santé et institutions de prévoyance, reste marquée par les lois sociales de l'après-guerre. Mais aujourd'hui tous les acteurs sont soumis au même corpus prudentiel européen, Solvabilité II. Pour s'adapter à ces exigences qui entreront en vigueur en 2013, les mutuelles poursuivent une concentration à marche forcée.

En 2005, on dénombrait ainsi 1.300 mutuelles de santé, contre environ 850 à la fin de l'année dernière. Les petites mutuelles encore indépendantes vont se regrouper peu à peu autour des grands pôles tels qu'Istya ou son rival Harmonie Mutualité, qui couvrira, en 2012, 4 millions de personnes. (lefigaro.fr 01.05)

2- Portugal

Olli Rehn a souligné que le taux d'intérêt pour le Portugal serait "supérieur à 5,5% mais clairement en dessous de 6%".

Sur un total de 78 milliards d'euros d'aide, les pays de la zone euro et l'Union européenne financeront 52 milliards d'euros, les 26 milliards d'euros restants provenant du Fonds monétaire international.

Le FMI a annoncé la semaine dernière que le taux d'intérêt de ses prêts oscillerait entre 3,25% et 4,25%.

La Grèce doit actuellement payer un peu plus de 4% d'intérêts pour le plan de sauvetage de 110 milliards d'euros mis en oeuvre l'an dernier, tandis que le taux d'intérêt des aides à l'Irlande, autre pays ayant bénéficié d'un soutien financier international, est de 5,8%. (AP 10.05)

3- Chine

Les exportations de la Chine ont atteint un nouveau record en avril. Elles s'élèvent à 155,7 milliards de dollars. Ces exportations, en hausse de 29,9 % sur un an, ont permis au premier exportateur mondial de dégager un excédent commercial confortable : 11,4 milliards de dollars le mois dernier.

Pour Ken Peng, économiste chez Citigroup, c'est le résultat "*d'importations plus faibles dues à des prix plus faibles des matières premières et d'une demande ralentie en Chine*". Les importations ont en effet également progressé, mais de seulement 21,8 %, pour atteindre 144,3 milliards de dollars. Selon l'analyste, il faut s'attendre à un excédent encore plus important en mai. (lemonde.fr 10.05)

4- Le capitalisme s'impose par la violence aux hommes, la nature s'impose à l'ignorance des hommes.

Les catastrophes naturelles ont déjà causé plus de 300 milliards de dollars de dégâts depuis le début de l'année, soit autant que

pour l'ensemble de 2010, a indiqué une porte-parole de l'Onu, qui cite des statistiques fournies par le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (Cred), organisme qui coopère avec les Nations unies. (Reuters 10.05)

5- La paupérisation ou la faillite du capitalisme.

La population des pays les plus pauvres devrait doubler d'ici 2050 pour atteindre 1,7 milliard d'habitants, selon les prévisions des Nations unies.

Lors de la 4e conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (PMA), qui se tient depuis lundi à Istanbul, les responsables des Nations unies ont prévenu que cette poussée démographique risquaient d'accentuer la pression sur les services essentiels comme la santé et l'éducation. Selon l'ONU, 60% de la population de ces PMA (48 pays les plus pauvres de la planète - 33 pays africains, 14 pays asiatiques et Haïti) est âgée de moins de 25 ans. (AP 10.05)

Le 12 mai

Intox.

- "*Selon une étude du département américain du Travail publiée en avril, le coût salarial horaire moyen d'un travailleur chinois représentait en 2008 seulement 4% de celui d'un salarié américain. Et seulement 3% du coût salarial moyen pratiqué en zone euro.*" (lefigaro.fr 11.05)

Le titre de cet article : "*L'industrie américaine quitte la Chine pour les États-Unis*". Cherchez l'erreur !

Notez toutefois que les chiffres fournis sont justes. En Inde où le coût de la main d'oeuvre est sensiblement le même qu'en Chine, le salaire d'un ouvrier se situe entre 50 et 100 euros, les fonctionnaires ont des salaires plus élevés. Comparé au smic à 1.300 euros, avec ou sans charges dites patronales on arrive aux mêmes chiffres que ceux fournis par le département américain du Travail.

Un de mes beaux-frères est au chômage depuis un mois pour avoir osé demander une augmentation de 500 roupies (9 euros) en compensation de ses dimanches travaillés, car très souvent il travaille 7j/7 pour un salaire de 5.500 roupies (90 euros environ) sans aucun avantage social. Le patron qui l'employait depuis de nombreuses années comme chauffeur-livreur de copieurs Canon à travers tout le sud de l'Inde, l'a viré sur le champ ! Un recours ? Aucun !

En Inde la revendication sociale prioritaire devrait être la diminution et la limitation de la durée du travail hebdomadaire et l'octroi de deux jours de repos par semaine, applicable à la totalité des salariés. Actuellement la durée du travail est fixée à 8h par jour, mais elle n'est appliquée que chez les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises. Quand vous travaillez autant sur 6, voire 7 jours, vous n'avez pas le temps (ni l'énergie ou la force) à rien ensuite, vous n'êtes qu'une machine à produire et à consommer, tandis que les nantis profitent de la vie.

Les travailleurs ici ont une vrai vie d'esclaves, alors quand trouveraient-ils le temps de lire ou de s'instruire ? Vous imaginez ce qu'il leur passe par la tête, leur vie rime avec souffrance en permanence, d'où la violence latente omniprésente et les explosions qui se produisent à la moindre étincelle.

Je ne le vis pas directement, mais suffisamment à travers les rapports pourris que cela engendre, pour témoigner que c'est insupportable. C'est aussi pour cette raison que je suis très souvent sur les nerfs ou que j'explose moi aussi. Il est vrai que je pourrais facilement employer un ton moins agressif, un style plus feutré comme le font très bien les bureaucrates qui vous causent de la lutte de classe d'un air distant, mais je préfère être honnête jusqu'au bout et montrer qu'il est difficile de se contrôler quand on partage la vie des masses exploitées. Je commets peut-être là une erreur, je l'assume, je préfère rester naturel et me présenter tel quel, agir autrement et j'aurais l'air de tricher, cette idée ou celle de jouer un personnage m'est insupportable.

Parole d'internaute

- "Les américains sont loin d'être stupides et si ils font une comm de merde c'est uniquement parce qu'ils savent pertinemment que ça n'a aucune importance.

Bien sûr qu'ils pourraient faire bien mieux, c'est à la portée de n'importe quel infographiste de faire mieux.

Ils ont compris depuis longtemps que c'est la puissance de feu de l'info qui compte, il savent que les médias soucieux de répéter leur comm reprendront 100000 fois leurs mensonges pour que ça finisse par devenir LA réalité. et que comme le déclarait Joseph Goebbels : « Un mensonge répété mille fois, finit par devenir une vérité ! »

De toutes façon ceux qui n'y croient pas seront vite rangés dans la catégorie des conspirationnistes négationnistes, donc au ban de la société et au risque de ruiner sa carrière aucun faiseur d'opinion (journalistes, homme publics...) ne souhaite être rangé dans cette catégorie" (agoravox.fr)

On connaissait la paix des braves avec ceux qui ont semé la guerre, maintenant il faudra compter avec la paix des lâches qui prétendent combattre les guerres impérialistes !

La voix de son maître, suite

Moïstes (http://servirlepeuple.over-blog.com)

- "*Dans la nuit du 1er au 2 mai, la nouvelle est donc tombée. Après 10 ans de traque (une durée incroyable alors qu'il se trouvait dans une énorme villa, à 50 km de la capitale pakistanaise), Oussama Ben Laden a été liquidé par les forces spéciales US*."

Quelle naïveté !

http://www.contrepoints.org

- "*La mort d'Oussama ben Laden a de nouveau mis en lumière le rôle trouble des services secrets pakistanais dans la lutte contre le terrorisme.* "

Quelle crédulité !

Vidéos de Ben Laden : Les Pakistanais n'y croient pas. (http://www.agoravox.fr/)

Les autorités américaines ont diffusé samedi 7 mai plusieurs vidéos du leader d'Al-Qaïda.

Dans ce reportage de la BBC, il est dit que sur 50 personnes interrogées à Abbottabad, seule une croit à la version des Américains, selon laquelle le vieil homme à la barbe blanche devant sa télé serait réellement Ben Laden. Autrement dit : 2% de confiants et 98% de sceptiques...

A noter, à la 45e seconde, un passant interrogé dans la rue prétend reconnaître l'homme sur la vidéo, il s'agirait de son voisin, dont il donne même le nom, rien à voir selon lui avec Ben Laden.

Politique

1- France

1.1- Institutions

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a présenté mercredi devant le Conseil de ministres le calendrier des élections nationales prévues en 2011 et 2012, qui confirme les dates des dimanches 22 avril et 6 mai pour les deux tours de la présidentielle de 2012.

Les élections législatives auront lieu les 10 et 17 juin suivants, a précisé le porte-parole du gouvernement François Baroin en rendant compte à la presse des travaux du Conseil.

Quant aux élections sénatoriales programmées en 2011, elles auront lieu le 25 septembre prochain, a annoncé François Baroin. (libération.fr et AFP 11.05)

1.2- Encore l'armée, elle revient souvent ces temps-ci...

Les familles des 95 victimes de l'accident d'une Caravelle d'Air France, faisant la liaison Ajaccio-Nice en 1968, ont réclamé mercredi que les débris de l'avion soient tirés du fond de la mer, en mettant en avant un nouveau témoignage accréditant la thèse d'un tir de missile militaire.

Un ancien dactylographe de l'armée a affirmé mardi soir, dans un entretien au journal télévisé de TF1, que l'accident avait été provoqué à l'époque par un missile désarmé tiré depuis l'île du Levant, qui abrite le Centre d'essais de lancement de missiles Méditerranée (CELM). Cet homme, Michel Laty, indique

avoir tapé le rapport de l'armée, classé secret-défense, lorsqu'il travaillait à la préfecture maritime de Toulon. «***On a abattu un avion civil au lieu d'abattre une cible programmée pour ça***», a-t-il déclaré.

L'accident de la Caravelle, survenu le 11 septembre 1968 au large d'Antibes (Alpes-Maritimes), avait fait 95 morts. Les familles soupçonnent de longue date l'accident d'avoir été provoqué par un tir de missile accidentel sur l'avion. (AFP et liberation.fr 11.05)

2- Etats-Unis. Ils revendiquent la barbarie.

L'ancien vice-président américain Dick Cheney a plaidé dimanche pour un retour aux techniques d'interrogatoire musclées instaurées par ... l'administration Bush pour lutter contre le terrorisme. «***Les responsables du renseignement ont tous dit d'une manière ou d'une autre que le programme d'interrogatoires poussés avait joué un rôle***», précise le républicain, en référence à l'élimination d'Oussama ben Laden par un commando américain.

Il a rappelé que «***certains des premiers indices***» qui auraient conduit à la cache du chef d'Al-Qaeda au Pakistan provenaient d'informations obtenues de suspects soumis à la simulation de noyade. Une méthode considérée par beaucoup comme une forme de torture et interdite par Obama. «***Dire que c'est de la torture est faux,a affirmé Cheney. Il est clair que les techniques que la CIA a employées ont marché. Les avoir supprimées […] est sans doute une erreur.***» (libération.fr 11.05)

3- Libye

Après de violents combats avec les forces de Mouammar Kadhafi, les insurgés ont pris le contrôle de l'aéroport de la ville-clé de Misrata, dans l'ouest de la Libye, mercredi 11 mai, selon un correspondant de l'AFP sur place.

A Tripoli, des explosions ont retenti mercredi matin pendant près d'une heure. Vers 14 h 30, heure de Tripoli et de Paris, un témoin indiquait que plusieurs missiles venaient de toucher l'est de la capitale, après un survol intense du secteur par des avions.

Depuis la fin du mois de mars, l'OTAN a pris le commandement des opérations militaires de la coalition internationale, lancées le 19 mars, menant en deux mois plus de 2 300 frappes, sous mandat de l'ONU.

A Genève, mercredi matin, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé un appel en faveur d'un "***cessez-le-feu immédiat et vérifiable***". Il a indiqué avoir appelé, lors d'une conversation téléphonique mardi soir avec le premier ministre libyen Al-Baghdadi Ali Al-Mahmoudi, les autorités libyennes à cesser de viser les civils et mettre fin aux combats "***à Misrata et ailleurs***" dans le pays, estimant qu'il fallait "***poursuivre le dialogue politique***".

Mais son appel au cessez-le-feu a été rejeté mercredi par les insurgés libyens. "***Nous n'avons aucune confiance en Kadhafi (...) De toute façon, il ne respecte jamais les cessez-le-feu. Son régime parle de cessez-le-feu et bombarde aussitôt les populations civiles***", a déclaré par téléphone à Reuters Zintane Abdoulrahman, porte-parole des insurgés dans le Djebel Nefoussa, dans l'ouest du pays.

L'Union européenne a par ailleurs annoncé mercredi l'ouverture d'un bureau à Benghazi afin d'apporter de l'aide à l'opposition libyenne.

Cette annonce intervient au moment où le dirigeant rebelle libyen du Conseil national de transition, Mahmoud Jibril, effectue cette semaine une visite à Washington pour y rencontrer divers responsables. (lemonde.fr avec AFP et Reuters 11.05)

4- Syrie

Les chars du régime de Bachar al Assad ont bombardé mercredi des quartiers résidentiels de deux villes de Syrie, qui a vécu l'une de ses journées les plus meurtrières depuis le début du mouvement de contestation avec 19 morts recensés par des défenseurs des droits de l'homme.

Treize personnes ont été tuées à Harra, à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Deraa, a déclaré Ammar Kourabi, de l'Organisation nationale pour les droits de l'homme en Syrie.

La plupart d'entre elles sont mortes lorsque des obus de chars se sont abattus sur quatre maisons. Un enfant et une infirmière ont en outre été victimes d'une fusillade, a dit Kourabi.

Des chars ont aussi bombardé mercredi un quartier de Homs, la troisième ville de Syrie dans le centre du pays, faisant au moins cinq morts dans le quartier de Bab Amro, a dit un militant des droits de l'homme sur place, Nadjati Taïara.

Un chrétien a en outre été tué par un tireur embusqué dans un quartier voisin, Inchaat, a dit Taïara en ajoutant que les autorités cherchaient à attiser les tensions intercommunautaires dans l'espoir de saboter le mouvement de contestation.

L'homme a été tué alors qu'il se tenait devant chez lui. "***Les forces de sécurité terrorisent les centres urbains***", a déclaré Nadjati Taïara.

A Damas, un dirigeant de l'opposition, Mazen Adi, a été arrêté, ont annoncé mercredi des militants des droits de l'homme. Il est membre du Parti démocratique du peuple fondé par Riad al Turk, une figure de l'opposition syrienne. (Reuters 11.05)

5- Yémen

La tension monte à Sanaa, la capitale yéménite, où des militaires et des civils armés ont tiré mercredi 11 mai sur des milliers de personnes qui participaient à une marche de protestation contre le régime du président Ali Abdallah Saleh, blessant des dizaines de manifestants. Partis de la place du Changement, épicentre de la contestation, les protestataires marchaient vers le siège de la présidence du gouvernement.

Des militaires et des civils ont alors tiré sur la foule, a indiqué à l'AFP un des organisateurs, Taoufik al-Himyari. "***Il y a eu des dizaines de blessés***", a rapporté un témoin. "***Des tireurs embusqués participaient à l'attaque contre les manifestants***", a précisé un autre témoin.

Plus tôt dans la journée, deux manifestants avaient été tués par balle et cinq autres blessés à Taëz, au sud de Sanaa, deuxième ville du pays. Les forces de l'ordre ont tiré sur des manifestants qui observent depuis dimanche soir un sit-in sur la principale avenue de la ville, située à quelque 250 km de la capitale. Au total, sept contestataires ont été tués depuis dimanche à Taëz.

Dans plusieurs villes du sud du Yémen, des heurts ont opposé des manifestants et des forces gouvernementales. Un appel à la grève générale avait été lancé par les organisateurs de la contestation populaire.

A Aden, principale ville du Sud, deux manifestants ont été blessés par balle lorsque des militaires ont ouvert le feu sur la foule, qui bloquait l'accès à certaines artères de la ville par des blocs en ciment, selon des témoins. Les commerces ont baissé leurs rideaux dans la plupart des quartiers de la ville où des tirs étaient entendus par intermittence jusqu'en milieu de journée.

Dans la province voisine de Lahej, la grève était bien suivie selon les habitants. A Ibb, également dans le Sud, des centaines de protestataires ont pris d'assaut le siège du gouvernorat et placardé sur la façade du bâtiment "***Fermé par décision du peuple***", ont indiqué des témoins. (lemonde.fr et AFP 11.05)

6- Israël

Israël a révoqué le droit de résidence de 140 000 Palestiniens de Cisjordanie ayant séjourné à l'étranger entre 1967 et 1994 en utilisant une procédure confidentielle, a indiqué mercredi le quotidien Haaretz en citant des documents du ministère de la Justices déclassifiés.

Du début de l'occupation de la Cisjordanie après la guerre de 1967 jusqu'au début de l'application des accords d'autonomie palestinienne en 1994, les Palestiniens qui souhaitaient se rendre à l'étranger via la Jordanie devaient laisser leur carte d'identité au poste frontière situé sur le pont d'Allenby. En échange, ils obtenaient une carte les autorisant à passer. Mais la validité de ce document était limitée à trois ans et ne pouvait être renouvelée que trois fois.

Les habitants qui ne revenaient pas en Cisjordanie dans les délais impartis entraient dans la catégorie

de ceux qui "***ne sont plus résidents***", a ajouté le journal qui précise que les documents du ministère de la Justice n'évoquent aucune information qui aurait pu être fournie aux Palestiniens sur cette procédure. Les Palestiniens pouvaient revenir chez eux six mois après l'expiration de la carte en faisant appel à une commission d'exemptions israélienne.

Interrogé par le Haaretz, le général de réserve Danny Rothshild, ancien coordinateur des activités israéliennes dans les territoires palestiniens de 1991 à 1995 a affirmé ne pas avoir été tenu informé de cette procédure durant l'exercice de ses fonctions.

"***Si on ne m'a pas mis au courant à l'époque, il y a tout lieu d'imaginer que les habitants des territoires occupés ne l'ont pas été non plus***", a affirmé cet ancien militaire.

Actuellement, une procédure du même type est appliquée pour les résidents de Jérusalem-Est, qu'Israël a annexée. Les habitants palestiniens, qui ont un statut de résident et détiennent une carte d'identité israélienne contrairement aux habitants de Cisjordanie, perdent leur droit au retour s'ils séjournent durant plus de sept ans à l'étranger. Quelque 130 000 Palestiniens sont actuellement inscrits sur une liste de ceux qui ne sont plus résidents.

Par ailleurs, le journal a indiqué qu'un nombre inconnu de Palestiniens de la bande de Gaza ont également perdu leur statut de résident, mais les statistiques les concernant restent secrètes.

Le Centre de Défense des Particuliers, une association israélienne, qui avait demandé la divulgation des documents du ministère de la Justice au nom de la loi sur la liberté de l'information, a estimé dans un communiqué que "***l'Etat d'Israël devait réparer ses torts et restaurer les droits de résidence***" aux Palestiniens.

Israël a révoqué le droit de résidence de 140 000 Palestiniens de Cisjordanie ayant séjourné à l'étranger entre 1967 et 1994 en utilisant une procédure confidentielle, a indiqué mercredi le quotidien Haaretz en citant des documents du ministère de la Justices déclassifiés.

Du début de l'occupation de la Cisjordanie après la guerre de 1967 jusqu'au début de l'application des accords d'autonomie palestinienne en 1994, les Palestiniens qui souhaitaient se rendre à l'étranger via la Jordanie devaient laisser leur carte d'identité au poste frontière situé sur le pont d'Allenby. En échange, ils obtenaient une carte les autorisant à passer. Mais la validité de ce document était limitée à trois ans et ne pouvait être renouvelée que trois fois.

Les habitants qui ne revenaient pas en Cisjordanie dans les délais impartis entraient dans la catégorie de ceux qui "***ne sont plus résidents***", a ajouté le journal qui précise que les documents du ministère de la Justice n'évoquent aucune information qui aurait pu être fournie aux Palestiniens sur cette procédure. Les Palestiniens pouvaient revenir chez eux six mois après l'expiration de la carte en faisant appel à une commission d'exemptions israélienne.

Interrogé par le Haaretz, le général de réserve Danny Rothshild, ancien coordinateur des activités israéliennes dans les territoires palestiniens de 1991 à 1995 a affirmé ne pas avoir été tenu informé de cette procédure durant l'exercice de ses fonctions.

"***Si on ne m'a pas mis au courant à l'époque, il y a tout lieu d'imaginer que les habitants des territoires occupés ne l'ont pas été non plus***", a affirmé cet ancien militaire.

Actuellement, une procédure du même type est appliquée pour les résidents de Jérusalem-Est, qu'Israël a annexée. Les habitants palestiniens, qui ont un statut de résident et détiennent une carte d'identité israélienne contrairement aux habitants de Cisjordanie, perdent leur droit au retour s'ils séjournent durant plus de sept ans à l'étranger. Quelque 130 000 Palestiniens sont actuellement inscrits sur une liste de ceux qui ne sont plus résidents.

Par ailleurs, le journal a indiqué qu'un nombre inconnu de Palestiniens de la bande de Gaza ont également perdu leur statut de résident, mais les statistiques les concernant restent secrètes.

Le Centre de Défense des Particuliers, une association israélienne, qui avait demandé la divulgation des documents du ministère de la Justice au nom de la loi sur la liberté de l'information, a estimé dans un communiqué que "***l'Etat d'Israël devait réparer ses torts et restaurer les droits de résidence***" aux Palestiniens. (Reuters 11.05)

Commentaire d'internautes

- Ce genre de pratique porte un nom : ça s'appelle le nettoyage ethnique

- Ou est l'ONU? où sont les droits de l'homme? Où est Al jazeera, où est CNN ? Là on ne dit rien: Israël bafoue toutes les résolutions des Nations Unies mais aucun réaction des Occidentaux. Quelle honte!

7- Afghanistan

La disparition du patron d'al-Qaida pourrait «***rendre le processus de transition plus facile et aider la réconciliation***», a estimé mercredi le ministre des Affaires étrangères afghan, Zalmaï Rassoul. Partant du principe que le lien entre al-Qaida et les talibans afghans repose en grande partie sur la relation personnelle entre les chefs des deux mouvements - Ben Laden et le mollah Omar - le général David Petraeus espère lui aussi que la disparition du premier mènera les hommes du second à rompre avec l'organisation terroriste.

Cette séparation pourrait, selon le commandant des forces internationales en Afghanistan, favoriser l'ouverture de négociations entre le gouvernement d'Hamid Karzaï soutenu par les États-Unis et les talibans. (lefigaro.fr 11.05)

Social

1- France. L'Etat nous rackette pour servir les banquiers.

1.1- La France est l'un des pays où la pression fiscale sur les salaires est la plus élevée, selon un rapport publié mercredi par l'OCDE. Une situation qui met à mal le pouvoir d'achat des ménages.

La part totale des impôts payés par les salariés et les employeurs, diminuée des transferts en espèces, est ainsi supérieure d'au moins 13 points à la moyenne de l'OCDE, quelle que soit la composition du foyer.

Et l'écart avec la moyenne s'est creusé depuis 2000, précise cette étude.

Pour un célibataire sans enfant, le total des impôts et des cotisations sociales, qu'ils soient payés par l'employeur ou par le salarié, atteignait ainsi 49,3% du salaire moyen en France l'an dernier.

Ce taux, en très légère hausse par rapport à 2009 (+0,14 point), est supérieur de 14,4 point à la moyenne de l'OCDE (34,9%).

Elle place la France au deuxième rang du classement des pays membres de l'organisation, derrière la Belgique (55,4%) et juste devant l'Allemagne (49,1%).

A l'autre extrémité du classement figurent le Chili (7%), le Mexique (15,5%) et la Nouvelle-Zélande (16,9%).

La pression est moins forte pour un couple marié avec deux enfants et ne disposant que d'un seul salaire. Mais la France occupe la première place du classement pour cette catégorie, avec un taux de 42,1%, supérieur de plus de 17 points à la moyenne (24,8%).

Dans son rapport, l'OCDE estime donc que «***les gouvernements devraient envisager de modifier la structure fiscale en mettant plus l'accent sur les impôts indirects que sur les impôts directs***». (20minutes.fr 11.05)

1.2- A l'issue du 4e comité interministériel de la sécurité routière, mercredi 11 mai, qui se tenait dans un contexte de forte hausse du nombre de tués sur les routes en avril, le gouvernement a notamment décidé de durcir les sanctions contre la vitesse et l'alcool au volant.

Pour lutter contre "***le comportement irresponsable de ceux qui s'autorisent à rouler à des vitesses très abusives***", les avertisseurs de radar seront interdits et les panneaux indiquant la présence de radars fixes seront supprimés, indiquent les services du premier ministre dans un communiqué. Les cartes d'implantation de radars ne seront plus non plus rendues publiques pour renforcer la vigilance des conducteurs et mille nouveaux radars seront déployés avant la fin 2012. Il s'agira de radars troisième génération, mobiles, permettant de contrôler la vitesse des usagers à partir de véhicules en circulation.

Les excès de vitesse de plus de 50 km/h seront par ailleurs désormais des délits, dès la première infraction, alors qu'ils n'étaient jusqu'à présent qualifiés ainsi qu'en cas de récidive. Le conducteur fautif sera passible du tribunal correctionnel. Actuellement, un excès de vitesse de plus de 50 km/h est sanctionné d'une amende de 1 500 euros et d'un retrait de six points du permis de conduire. En cas de récidive, le véhicule est confisqué et l'automobiliste risque trois mois de prison, 3 750 euros d'amende et six points en moins.

Selon des statistiques de la sécurité routière, conduire avec une alcoolémie supérieure au taux légal multiplie par huit le risque d'accidents mortels. La conduite sous l'emprise de l'alcool est ainsi la première cause de mortalité au volant. Le gouvernement a décidé qu'un taux d'alcool supérieur à 0,8 g/l serait sanctionné par un retrait de huit points sur le permis de conduire, contre six actuellement.

Les autres comportements "***à risque***" comme l'utilisation d'un téléphone au volant, l'envoi de textos, la visualisation d'internet ou d'autres écrans pendant la conduite seront plus durement sanctionnés. Téléphoner en conduisant, l'appareil à la main, sera puni d'un retrait de trois points au lieu de deux actuellement. En France, près d'un accident de la route sur dix est lié à l'utilisation du téléphone au volant.

Les sanctions pour conduite avec un appareil à écran en fonctionnement dans le champ de vision de l'automobiliste - autres qu'une aide à la conduite de type GPS (un lecteur de DVD par exemple) - sont aggravées. L'infraction sera sanctionnée d'un retrait de trois points et d'une amende de 1 500 euros alors que l'amende est actuellement de 135 euros assortie d'un retrait de deux points.

Certaines de ces mesures devront passer devant le Parlement, a précisé à l'AFP l'entourage du premier ministre, sans autre indication.

Le nombre de morts sur les routes françaises a augmenté de 19,9 % en avril (355) par rapport au même mois de 2010. Le nombre de tués sur les routes est en hausse de 13 % pour les quatre premiers mois de l'année.

Les mesures-phares :

Radars. Les panneaux indiquant la présence de radars fixes vont être supprimés et les cartes d'implantation des radars ne seront plus rendues publiques. Les avertisseurs de radar seront interdits et 1 000 nouveaux radars seront déployés d'ici à la fin de l'année 2012.

Contrôle de la vitesse. Un excès de vitesse de plus de 50 km/h par rapport à la vitesse autorisée va devenir un délit dès la première infraction.

Deux-roues : Les usagers de moto qui n'ont pas conduit au cours des cinq dernières années devront désormais suivre une formation. Les plaques d'immatriculation pour les motos et scooters seront de plus grande taille, afin de rendre plus efficaces les contrôles radar. Les conducteurs de moto et de tricycles devront porter un équipement rétro-réfléchissant.

Alcool. Une alcoolémie supérieure à 0,8 g/l serait sanctionnée par un retrait de huit points sur le permis de conduire, contre six actuellement. L'utilisation d'un éthylotest anti-démarrage sera rendue obligatoire sans délai pour l'ensemble des transports en commun de personnes.

Téléphone. Téléphoner en conduisant, l'appareil à la main, sera puni d'un retrait de trois points au lieu de deux actuellement.

Bande d'arrêt d'urgence. La circulation sur une bande d'arrêt d'urgence - interdite - sera désormais sanctionnée d'un retrait de trois points et d'une amende de 135 euros. (lemonde.fr avec AFP et Reuters 11.05)

L'Etat : toujours plus liberticide et répressif. On lui appliquera bientôt la même punition, mais dans un autre contexte, notre vengeance sera terrible !

2- Grèce

Environ 10.000 personnes selon la police ont battu le pavé à Athènes contre les sacrifices imposés au pays.

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, les syndicats - GSEE pour le privé, Adedy pour les fonctionnaires ainsi que le front syndical communiste Pame - protestaient contre un durcissement de la cure d'austérité, assorti d'une intensification des privatisations (50 milliards d'euros d'ici 2015), un plan qui est actuellement évalué et discuté avec les représentants des bailleurs de fonds du pays (zone euro et FMI), présents à Athènes.

"***Les nouvelles mesures frappent unilatéralement les travailleurs et l'emploi et pas les possédants ni les banquiers, ni tous ceux qui ont fait la crise et en profitent***" a déclaré à l'AFP Stathis Anestis, secrétaire général adjoint de la GSEE.

"***Après un an (d'aide internationale), nous sommes hélas dans une situation pire, le chômage a explosé, les salaires sont au plus bas niveau et le pire c'est qu'il n'y a aucune perspective d'issue,***" a-t-il ajouté.

"***On veut nous supprimer des acquis sociaux de plusieurs siècles***" a renchéri Vangelis Papadoyannis, 46 ans, employé d'Intracom, une société de nouvelles technologies.

"***Dans mon entreprise, on a eu une vague de licenciements, une centaine en janvier, ils nous ont changé nos conditions de travail, ils nous ont baissé le salaire de 15% et ça continue (...) Ce mémorandum (le prêt de l'UE et du FMI) qui selon le gouvernement devait nous sauver, est allé aux banques***", a-t-il regretté.

"***Non au bradage***" indiquaient certaines banderoles critiquant le programme de privatisations qui prévoit d'ouvrir le capital des grands groupes publics (électricité, eau...) afin de réduire la dette, qui a explosé au dessus de 340 milliards d'euros et doit atteindre 152% du PIB d'ici la fin de l'année.

"***Si c'était au profit de l'Etat, on serait prêt à des concessions, mais ils ne nous bradent que pour rembourser nos créanciers***", a regretté Tassoula Carabina, 48 ans, employée du groupe d'électricité DEI-PPC.

"***Le programme de réformes a échoué***," a dit mercredi à l'AFP Platon Monokroussos, économiste pour Eurobank selon qui le gouvernement est en train de négocier "un nouvel accord" .

Les Européens planchent sur les moyens d'empêcher un défaut grec au cas où les taux d'intérêt imposés au pays, actuellement prohibitifs à plus de 15%, continueraient de l'empêcher de se refinancer sur les marchés en 2012. (AFP et 20minutes.fr 11.05)

3- Affameurs et assoiffeurs.

Instaurer une bourse de l'eau au même titre que pour les autres matières premières contribuerait à régler le problème des pénuries de ce bien précieux, a estimé mardi Peter Brabeck, président de Nestlé.

Brabeck (...) relève que la forte augmentation du cours du pétrole, qui a dépassé en avril les 127 dollars le baril de Brent, pourrait en faire baisser la demande. "***Vous voyez ce qui se passe lorsque la demande augmente. Le marché réagit et les gens commencent à utiliser le pétrole de manière plus efficace***.(...) "***Le prix de l'eau est une chose qui ne bouge pas du tout***", note-t-il. (Reuters 11.05)

C'est l'été, vous consommez plus d'eau, le prix de l'eau grimpe, donc vous réduisez votre consommation d'eau pour ne pas alourdir votre facture, mais comme vous ne le pouvez pas, vous payez plus cher votre eau. Voilà ce qu'il préconise ! Pour notre bien évidemment, c'est ce qu'il expliquait ensuite dans sa déclaration.

Le 13 mai

Manipulation des masses. On a le droit d'en rire.

- James Inhofe, un sénateur républicain, a déclaré à CNN que les photos étaient "plutôt horrible" : "Le cerveau sortait de l'orbite", a-t-il déclaré, expliquant qu'une balle avait dû entrer par l'oreille et exploser, ou ressortir par le globe oculaire.

James Inhofe reste pourtant catégorique, malgré les blessures, c'était bien le corps d'Oussama Ben Laden.

Au total, 15 photos auraient été montrées aux élus : neuf juste après le raid à Abbottabad et trois sur le porte-avion américain, ainsi que trois photos de Ben Laden avant sa mort, à titre de comparaison, d'après Le Figaro. (lepost.fr 12.05)

Il est vrai qu'il n'y a rien de plus évident que comparer deux photos montrant un type avec la tête entière et un type avec la tête complètement éclatée !

Sérieusement, vous vivez en France, si vous avez regardé attentivement les photos prises dans les rues d'Abbottabad par le photographe de la BBC lors de leur reportage réalisé après le 2 mai, vous aurez remarqué sur seulement quelques clichés que plusieurs personnes présentaient la même silouhette que Ben Laden. Ici en Inde, à 4 kms de Pondichéry où je vis, je n'ai pas eu besoin de chercher bien loin pour trouver un type qui lui ressemble, un boucher musulman où j'achète parfois du poulet lui ressemble comme deux gouttes d'eau, car le look Ben Laden est devenu à la mode chez certains musulmans depuis 2001. Ici dans le sud de l'Inde, à plus de 4.000 kms d'Abbottabad, alors que dire au Pakistan et en Afghanistan : c'est la guerre...des sosies de Ben Laden ! Ce qu'ignore la plupart des personnes qui seront facilement manipulables.

- M. Gates précise que lui et la secrétaire d'Etat Hillary Clinton craignaient que les photos de Ben Laden ne soient retouchées de telle manière que cela puisse provoquer de vives réactions et mettre en danger les ressortissants américains, notamment les militaires, à l'étranger. (AP 12.05)

N'était-ce pas à l'adresse des esprits faibles le meilleur moyen pour qu'on ne les accuse pas d'avoir produit des photos trafiquées ? Ils nous font le coup du voleur qui crie au vol, du menteur qui exige que la vérité soit faite ! Et dire qu'il y en a qui tombent dans ce panneau plus gros que le nez au milieu du visage. Après cela on aura confiance en leurs capacités de discernement et d'analyse, vous peut-être, pas nous !

Les nostalgiques du régime de Vichy se sentent pousser des ailes, encouragés par Sarkozy et sa bande de nazillons.

Les héritiers de Renault ont déposé une assignation devant le tribunal de grande instance de Paris afin de contester la légalité de la nationalisation de Renault en 1945 et obtenir des indemnités, a-t-on appris jeudi auprès de leur avocat, confirmant une information du Monde.

«L'ordonnance de confiscation des biens est contraire aux principes fondamentaux du droit de la propriété», droit inclus dans la déclaration universelle des Droits de l'Homme, a déclaré l'avocat des héritiers, Me Thierry Lévy.

L'avocat a déposé une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) pour contester l'ordonnance de nationalisation prise en 1945.

Si l'ordonnance est inconstitutionnelle, le tribunal pourra dire que la nationalisation constituait une «voie de fait», a dit Me Levy, dont les clients demandent par conséquent une indemnistation. (AFP et libération.fr 12.05)

Merci de rappeler que la déclaration universelle des Droits de l'Homme est en réalité un hymne à la propriété privée des moyens de production, au régime capitaliste, à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Creusez un peu dans votre mémoire et recensez parmi vos dirigeants ou cadres ceux qui se réclament de ce texte. Il y en a, je ne citerais pas de noms ici, ils sont connus. Les mêmes prétendent combattre pour en finir avec le capitalisme. Cela ne vous pose pas de problèmes ? Vous n'y voyez pas une contradiction ? Creusez donc du côté des libres penseurs, des anarcho-syndicalistes... Encore une nouvelle "couleuvre" à avaler, camarades ! Ce qui est franchement étonnant, c'est que leur venin ne vous ait pas déjà été fatal, à moins qu'il l'ait été et que vous ne vous en soyez jamais rendu compte, au point de ne plus être en mesure de discerner la vérité d'une grossière manipulation. A l'opposé, dans mon jardin j'ai déjà tué quelques serpents, je ne les compte plus.

Pour info, j'ai reçu un courriel et un fichier relatifs à cette info. J'ai effacé le courriel et conservé que le fichier, ils devaient provenir du PCF. Je vous en donne la teneur :

Mardi 24 Mai 2011 de 17heures à 20 heures, à l'Assemblée Nationale, 126 rue de l'université salle 6403 - Louis Renault, *Contre la falsification de l'histoire de l'occupation et pour un droit de réponse* - Introduction à la discussion : Michel Certano syndicaliste de Renault-Billancourt, Annie Lacroix-Riz historienne , une Assemblée présidée par : André Gerin député (PCF)

Parole d'internaute

- "Ce qui m'étonne toujours depuis quelques temps, c'est l'aveuglement des électeurs de Sarkozy en 2007. Ce dernier avait déjà ce penchant pour l'extrême droite. Personne ne l'a vu? n'a compris? Ce n'est pas nouveau cette lepénisation de Sarkozy, c'était son grand succès d'avoir chopé toutes ses voix..." (20minutes.fr 12.05)

La petite-bourgeoisie n'est pas une classe indépendante.

La petite-bourgeoisie a voté en masse, pour ne pas dire comme un seul homme pour Sarkozy en 2007, en se moquant bien de savoir s'il était de droite, d'extrême droite, de gauche ou d'extrême gauche, la petite-bourgeoisie se moque de ce genre de considérations, elle va, penche ou vote du côté où ses intérêts semblent le mieux représentés, telle est sa morale également, on pourrait dire qu'elle n'en a pas.

Elle est laïque, libre penseur, humaniste quand le mouvement ouvrier à le vent en poupe, elle peut même devenir révolutionnaire en certaines occasions, mais quand le mouvement ouvrier enchaîne les défaites, qu'il reflue, qu'aucune issue au capitalisme ne pointe à l'horizon, elle balance par dessus bord tous ces principes et devient réactionnaire sur toute la ligne.

A elle seule, elle est l'antithèse de la lutte des classes. Les positions qu'elle adopte sont fonction du rapport de force entre les deux seules classes véritablement indépendantes, la bourgeoisie et la classe ouvrière, elle est incapable de définir des principes ou de défendre des positions qui lui soient propres.

De nos jours, par rapport aux travailleurs pauvres, elle est particulièrement bien lotie la petite-bourgeoisie, elle vit confortablement et a accumulé des biens matériels non négligeables sous ce régime. Elle peut avoir l'impression d'avoir quelque chose à perdre et refuser de se faire à cette idée, ainsi les conditions sont réunies pour qu'une grande partie d'entre elle bascule à l'extrême droite.

L'avocat Gilbert Collard qui était plutôt étiqueté à gauche vient de rejoindre le FN. Il a expliqué que ce n'était pas lui qui avait changé mais ce parti d'extrême droite. Il a donc suffit que ce parti repeigne sa façade pour qu'un membre de la petite-bourgeoisie le rejoigne, ce qui confirme ce qui vient d'être dit plus haut.

Le petit-bourgeois est une contradiction à lui tout seul. Il est prêt à tout pour parvenir à ses fins, faire taire ses convictions, se renier, peut lui importe, seul le résultat immédiat compte pour lui et peu importe les moyens de l'atteindre, il est prêt à se vendre au plus offrant, on disait autrefois comme une pute, mais c'est bien ce qu'ils sont.

On ne peut pas dire que le petit-bourgeois serait pris dans un dilemme cornélien dans lequel le relatif s'opposerait à l'absolu, parce que pour lui l'absolu, c'est le tout de suite ou maintenant, le relatif et l'absolu se confondent ou se dislovent dans l'immédiat. C'est un être misérable qui en fonction des circonstances fait ou défait sans hésitation ce qu'il a fait la veille, se construit une bonne conscience en fonction de la direction où souffle le vent pour satisfaire ses besoins ou conserver son mode de vie.

Il s'arrange avec sa conscience particulèrement malléable ou élastique, et par dessus tout, il n'est pas digne de confiance.

Politique

1- France.

1.1- Leur morale et la nôtre.

1.1.1- Invité du 19h de Public Sénat, Eric Woerth a affirmé « Il faut toujours se méfier de ceux qui se présentent comme des chevaliers blancs. En général, ils sont beaucoup moins blancs qu'on veut bien le croire. Ceux qui donnent des leçons de morale, en général, en ont plus à recevoir qu'à en donner. C'est une constante dans la vie. Ceux d'ailleurs qui vivent dans une moralité, une intégrité totale, ne donnent pas de leçons. En général, ils ne jugent pas ».

L'ancien ministre s'en prend vivement à la presse : « *En tout cas je pense que nous devons retrouver des règles morales dans la manière de traiter l'information et les faits. Il y a pas de raison qu'on soit une puissance, quand on est la presse, et qu'on ne réponde pas à ce moment là à un certain nombre de responsabilités* ». (publicsenat.fr 11.05)

1.1.2- Marie-Ange Contart raconte comment, le 6 février 1998, elle a échangé un regard avec l'homme qui était en train d'achever le préfet Érignac.

Tandis que la voiture continue sa lente progression, la passagère accroche le regard de l'assassin. Elle le décrira ainsi: la trentaine, 1,70 m environ, blond cendré, la raie au milieu, une barbe naissante de la couleur des cheveux, qui lui paraissent naturels, un visage fin, de petits yeux enfoncés, un regard perçant, une bouche fine et étirée, des plis entre le nez et la commissure des lèvres. La mère et la fille s'éloignent.

Ce témoin n'a pas varié depuis 1998. Quand, en 2003, Yvan Colonna est arrêté, on lui demande si elle reconnaît en lui le tueur de la rue Colonel-Colonna-d'Ornano. «*Non*», affirme-t-elle sans hésiter. «*J'ai eu de gros soucis à partir de ce moment, explique-t-elle. Les policiers sont devenus agressifs, mon appartement a été visité, j'ai été suivie, mise sur écoute…*» Paranoïa? Quoi qu'il en soit, la jeune femme, entendue auparavant à de multiples reprises, refuse désormais de collaborer pleinement. Elle s'en tient au

principal: l'homme qu'elle a dévisagé le 6 février 1998 n'est pas le berger de Cargèse.

Pas un seul des témoins oculaires ne l'a reconnu, d'ailleurs. (lefigaro.fr 12.05)

1.2- La "***lepénisation***" de l'UMP.

Sur Europe 1, Yves Jégo, l'ex secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-mer, également vice-président du Parti radical, explique va «*quitter l'UMP ce week-end*».

«*Je souhaite que le Parti radical prenne la décision de quitter l'UMP ce week-end, pour construire une nouvelle famille politique, avec les nouveaux centres et la gauche moderne*», insiste le député de seine-et-Marne. Il veut un «*parti de la responsabilité sociale, des valeurs républicaines*». Surtout au moment où il juge qu'il « *y a une forme de gangrène de "lepénisation" qui est en train de gagner l'UMP*». (20minutes.fr 12.05)

2- Libye

Jeudi le consul de Libye au Caire, Faradj Saïd al Aribi, a rallié la rébellion. (Reuters 12.05)

3- Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont ouvert le feu pour disperser des manifestants jeudi à Taëz (250 km au sud de Sanaa), faisant des dizaines de blessés, ont rapporté des témoins et des sources médicales.

Des soldats de la garde républicaine et de la sécurité centrale, fidèles au président Ali Abdallah Saleh, ont ouvert le feu sur les manifestants qui réclamaient le départ du chef de l'Etat dans la rue Jamal, la principale artère de la ville.

Deuxième ville du pays, Taëz est un des principaux foyers de la révolte. Ces dernières 24 heures, 16 manifestants hostiles au chef de l'Etat ont été tués par les forces de l'ordre au Yémen. (AFP et libération.fr 12.05)

4- Syrie

Les soldats et les chars syriens se déployaient jeudi dans tout le pays, notamment à Hama, théâtre d'une révolte sunnite qui avait été écrasée dans le sang en 1982, ou encore à Alep (nord), la plus grande ville du pays.

L'armée et les services de sécurité ont pénétré jeudi 12 mai dans des villages proches du foyer de la contestation, à Baniyas, et y ont procédé à des dizaines d'arrestations, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Il sont intervenus à Al-Bayda et Al-Qariri, où ils ont arrêté des "*dizaines*" de personnes, a précisé le groupe basé à Londres. Plusieurs chefs de file du mouvement sont détenus et d'autres continuent d'être pourchassés.

A Alep, ville qui s'était jusqu'à présent plutôt tenue à l'écart de la contestation, les forces de l'ordre ont dispersé à coups de matraque un rassemblement de deux mille étudiants qui manifestaient en faveur de la démocratie, selon un témoin. Selon un autre habitant, la police secrète a bouclé la grande artère qui mène du centre au campus universitaire, situé dans le quartier de Fourkan, dans l'ouest de la ville.

D'après un bilan provisoire établi par des organisations de défense des droits de l'homme, quelque 757 civils ont été tués dans tout le pays en six semaines, depuis le début de la répression.(lemonde.fr et AP 12.05)

5- Tunisie

Les autorités tunisiennes ont décidé mercredi de déférer devant un tribunal militaire le président déchu Zine ben Ali, a annoncé l'agence officielle TAP.

"*Son ancien ministre de l'intérieur et un haut cadre de la sécurité*" devront également répondre de leurs actes devant une juridiction militaire, a précisé la même source.

Tunis a annoncé le mois dernier avoir engagé 18 actions en justice contre l'ancien chef d'Etat, notamment pour "*homicide volontaire*", "*complot contre la sûreté intérieure de l'Etat*", "*incitation à provoquer le désordre, le meurtre ou le pillage sur le territoire tunisien*" et "*trafic et usage de stupéfiants*". (Reuters 12.05)

Social

1- France

1.1- Manifestation des sages-femmes.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté pour une meilleure reconnaissance des sages-femmes, jeudi 12 mai à Paris, à l'appel d'une intersyndicale de la profession et de collectifs d'usagers. Les manifestants (2 900 selon la police, 5 000 à 6 000 selon les organisateurs) ont défilé de Port-Royal aux Invalides derrière une grande banderole proclamant 'une femme, une sage-femme'.

Les sages-femmes, dont le mouvement était soutenu par le conseil de l'ordre de la profession, réclament une autonomie de leur formation initiale au sein de l'université, comme les médecins et les dentistes. Elles souhaitent aussi une évolution de leur statut avec la reconnaissance de leur niveau d'étude (bac +5) ainsi qu'une revalorisation de leur salaire et des cotations de leurs actes médicaux.

Un appel à la grève avait également été lancé à l'occasion de la manifestation, qui coïncidait avec la journée internationale des sages-femmes. Le nombre de grévistes, qui peuvent être réquisitionnés dans les hôpitaux publics, n'étaient pas disponibles en début d'après-midi.

Actuellement, 23 870 sages-femmes exercent en France, dont moins de 2 % d'hommes, selon les chiffres officiels. Le traitement net mensuel d'une sage-femme de classe normale dans la fonction publique hospitalière est de 1 621 euros en début de carrière et de 2 691 euros en fin de carrière, primes et indemnités comprises. (lemonde.fr 12.05)

1.2- L'impôt le plus injuste.

«*... le système socio-fiscal est progressif jusqu'à 20.000 euros de niveau de vie (...), puis il est proportionnel jusqu'à 50.000 euros; au-delà, le système est très probablement dégressif*», a résumé Didier Migaud, le premier président de la Cour des comptes, devant des députés.

(...) L'IR (l'impôt sur le revenu -ndlr) ne pèse plus que 2,6% de la richesse nationale, deux fois moins qu'au milieu des années 1980. Le budget 2011 prévoit que l'impôt sur le revenu rapportera à l'Etat 52,1 milliards d'euros, soit 20,5% des recettes globales, contre 130,6 milliards (51,3% des recettes) pour la TVA. (20minutes.fr 12.05)

1.3- RSA : RAS !

Sur près de 1,8 million de foyers français bénéficiant du RSA au 31 décembre dernier, 1,15 million de personnes n'exerçaient aucune activité.

Or, il y a 12 ans lorsque le RMI existait, le nombre d'allocataires était déjà de 1,1 million, souligne la Fédération nationale des association d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars). Autrement dit, le «*noyau dur*» des exclus du marché du travail (familles monoparentales isolées, chômeurs de très longue durée…) n'est pas plus important aujourd'hui avec le RSA (mis en place en 2009). On n'assisterait donc à aucune diffusion du «cancer de l'assistanat» dans le corps social. (slate.fr 12.05)

1.4- Jugeons-le : Servier emprisonné et condamné à absorber à forte dose du Merdiator jusqu'à ce que mort s'en suive !

Le laboratoire Servier était au courant «*depuis au moins 1995» de la nocivité du Mediator*», écrit Le Monde dans son édition datée de vendredi, sur la base d'un rapport interne au groupe que le quotidien a consulté, une affirmation que Servier réfute fermement.

«*Un rapport de la filiale britannique de Servier établissait, en 1993, que, une fois absorbé par l'organisme, le Mediator donnait un composé, la norfenfluramine, dont il a été établi en 1995 qu'il était dangereux*», écrit Le Monde.

«*Cela n'a pas empêché la firme de continuer à affirmer, en 2008, la tolérance cardio-vasculaire "satisfaisante" du benfluorex, le nom scientifique du Mediator, dans le document de référence remis à ses délégués médicaux*», poursuit le quotidien.

La norfenfluramine, rappelle Le Monde, «*est aussi le composé actif obtenu dans l'organisme lors de la prise de fenfluramine (Ponderal) ou de dexfenfluramine (Isoméride): deux produits de Servier dont il sera établi en 1995 qu'ils sont responsables de graves effets secondaires puis retirés du marché*».

«*Le laboratoire Servier ne pouvait ignorer, depuis au moins le début des années 1990, que le Mediator était dangereux puisqu'il se transformait en norfenfluramine. Il s'est pourtant constamment employé à minimiser ce fait*», poursuit le quotidien. (libération. fr 12.05)

2- Grèce

Le taux de chômage de la Grèce a grimpé à 15,9% en février contre 15,1% en janvier et 12,1% un an plus tôt, atteignant un nouveau record, selon les services statistiques nationaux. (Reuters 12.05)

Le 14 mai

Un aveu.

- "*Terra Nova constate «le divorce» entre la gauche et la classe ouvrière.*" (lefigaro.fr 13.05)

- "*La gauche sans le peuple n'est plus la gauche*", dixit Claude Bérit-Débat, sénateur PS de Dordogne. (publicsenat.fr 13.05)

Ben Laden. Quand l'intox se fait grotesque.

- Une collection de contenu pornographique aurait été découverte dans le complexe où se cachait Ben Laden par les commandos américains qui l'ont tué, selon des sources officielles américaines citées par Reuters. (Slate.fr 13.05)

C'est très sérieux, même que ces "*sources officielles américaines*" se sont demandés qui pouvait bien être porté sur le cul dans cette maison, sinon Ben Laden !

- Après l'opération de la Navy SEALS, on n'a retrouvé pas moins d'une centaine de clés USB dans la forteresse pakistanaise, contenant des archives d'échanges de mail. Malgré un millier de messages archivés et quelques centaines d'adresses e-mail et numéros de téléphone, il n'est pas sûr que les Etats-Unis puissent remonter jusqu'aux interlocuteurs de Ben Laden, car il y a tout lieu de penser que la majorité de ces messageries ont été désactivées à l'annonce de sa mort. (Fluctuat.net 13.05)

Pas de bol ! Mais heureusement qu'il leur a laissé à titre postume un carnet bourré de renseignements et dans lequel il signait par avance ses futurs forfaits, au moins quand ils se produiront, s'ils se produisent un jour, ils pourront dire qu'ils possèdaient la preuve que c'était bien un coup d'Al-Qaïda et non de la CIA.

- Après de longues hésitations, Islamabad a finalement donné son feu vert. "*Les Etats-Unis ont eu accès aux femmes d'Oussama Ben Laden détenues au Pakistan*", a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche Jay Carney, sans donner plus de détails. Mais un autre responsable a précisé que "*rien de particulier*" n'était ressorti de ces entretiens. (lemonde.fr 13.05)

Pas de bol décidément ! Facile de répliquer qu'ils ne se vanteraient pas si le contraire s'était avéré...

Et lemonde.fr de préciser que "*les autorités américaines tentent désormais de rassembler les pièces du puzzle*", il aurait fallu écrire : fabriquer les pièces manquantes de leur puzzle, pour tenter ensuite de rendre plus crédible leur rocambolesque histoire inventée de toutes pièces, car très nombreux sont les gens dans le monde qui n'y ont pas cru une seconde, chat échaudé, craint la pluie !

Parole d'internaute

Liberté pour Yvan Colonna !

- "Pourquoi vouloir que l'assassin soit cet homme alors qu'il n'y a aucune preuve contre lui et que les témoins ne le reconnaisent pas ??? pourquoi ne pas croire Les témoins et aller même jusqu'à se moquer d'eux ??? pourquoi écouter leurs déclaration ??? Pourquoi Mme Erignac veut absolument le condamner sans arriver à prouver que c'est lui qui à tuer son mari???? pourquoi Sarkozy l'accuse depuis le début sans preuve ???? pourquoi cet homme a été condamné à perpétuié et est en prison depuis 10 ans alors qu'il clame son innocence ???? Il y a beaucoup de pourquoi dans ce procès plutôt louche et sur la façon de le mener. Tient bon Yvan" (lexpress.f 13.05)

Vous ne trouvez pas étrange que le mouvement ouvrier ne se soit pas mobilisé pour exiger la libération de ce type qui croupit en prison depuis 10 ans, alors qu'aucun témoin ne l'a reconnu et que le parquet ne dispose d'aucune preuve contre lui. Mais où sont donc passés les défenseurs de la vérité, de la justice, de la démocratie ?

Nos dirigeants ont soutenu la version d'Obama sur la mort de Ben Laden pour ne pas être assimilés aux adeptes de la théorie

du complot, de la même manière qu'ils n'ont pas soutenu Colonna, sans doute pour qu'on ne les accuse pas de soutenir la branche armée du mouvement indépendantiste Corse. Question : Jusqu'où iront-ils dans le reniement par crainte d'un fâcheux amalgame ?

Autrefois ils n'avaient pas hésité à défendre des républicains irlandais emprisonnés (Bobby Sand notamment, ma première bataille politique.)... Vous me direz que cela se passait en Irlande et non en France. Mais comment donner une image respectacle de leur parti et y gagner un républicain, un démocrate, un syndicaliste réformiste, des élus ou des adhérents du PS ou du PCF notamment, tous les quatre fort respectueux des institutions et subordonnés au capitaliste, en soutenant la présomption d'innocence d'un homme accusé par l'Etat d'avoir tué un haut fonctionnaire ? Apparemment cela vaut bien de brader la vérité, telle n'est pas notre position.

Politique

1- Yémen

Des manifestants hostiles au président du Yémen sont descendus en masse vendredi dans les rues de plusieurs villes du pays pour l'exhorter à quitter le pouvoir après des mois de protestations qui ont conduit le pays au bord de la faillite.

Trois personnes ont été tuées et 15 autres blessées lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants à Ibb, une ville du Sud, selon des témoins et des médecins. Des coups de feu ont éclaté dans la troisième ville du pays, Taïz.

Des véhicules blindés, des soldats et des étudiants de l'école militaire armés de bâtons ont été déployés dans les rues de Sanaa pour contenir la marée de manifestants. (Reuters 13.05)

2- Egypte

2.1- Des milliers d'Egyptiens manifestaient, vendredi 13 mai, sur l'emblématique place Tahrir, au Caire, pour 'l'unité nationale' entre musulmans et chrétiens, après des violences confessionnelles qui ont fait quinze morts la semaine dernière.

'Unité nationale', proclamait une énorme banderole accrochée à l'un des immeubles surplombant la place et arborant une croix et un croissant symboles du christianisme et de l'islam entrelacés, selon des images en direct de la télévision d'Etat. (lemonde.fr 13.05)

2.2- L'agence égyptienne de lutte contre la corruption a annoncé vendredi qu'elle avait ordonné le placement en détention de l'ancien président Hosni Moubarak et de son épouse Suzanne, soupçonnés de corruption. (Reuters 13.05)

3- Libye

Les manifestations, combinées avec des pénuries d'essence entre autres, laissent penser à l'opposition que la maîtrise des pro-Kadhafi sur la capitale est compromise.

D'après un militant anti-gouvernement à Tripoli, interviewé vendredi, des manifestations ont eu lieu cette semaine dans au moins trois quartiers de la capitale, avec des échanges de coups de feu avec les pro-Kadhafi. (AP 13.05)

4- Syrie

Des soldats et des membres des services de sécurité sont déployés en force, vendredi, dans les foyers de la contestation. Près de 3 000 personnes ont commencé à manifester après la prière du vendredi à Kamichli, dans le Nord-Est , et 2 500 autres dans un village voisin, Derbassyié, a indiqué un autre militant. Des manifestations pro-gouvernementales devaient par ailleurs se dérouler à Deraa, selon l'opposition. Deux manifestants ont été tués à Homs (centre), et un troisième à Damas par des tirs des services de sécurité lors de la dispersion d'une manifestation, a indiqué un militant sur place.

Selon un autre militant, dans la ville côtière de Baniyas, encerclée depuis samedi par l'armée, "plus de deux mille soldats sont déployés sur la place où manifestent les habitants ainsi que dans les rues adjacentes". Depuis samedi, neuf personnes ont été tuées par les forces de l'ordre dans cette ville de 50 000 habitants. Le ministre de l'information, Adnane Mahmoud, a cependant indiqué en milieu d'après-midi que l'armée avait commencé à se retirer de Baniyas et de Deraa. (lemonde.fr 13.05)

5- Inde

La coalition de centre-gauche au pouvoir en Inde, formée autour du parti du Congrès, est sortie vendredi victorieuse de plusieurs scrutins régionaux, avec notamment un succès symbolique dans l'Etat du Bengale-Occidental gouverné depuis 30 ans par les communistes.

Selon les projections des chaînes de télévision, l'alliance formée autour du Congrès a aussi remporté les Etats d'Assam et de Kérala et le territoire de Pondichéry.

Elle a en revanche perdu l'Etat du Tamil Nadu mais cet échec est avant tout celui de l'allié régional du Congrès, le Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), particulièrement impliqué dans le scandale de corruption lié à l'attribution de licences de téléphonie mobile.

Les principaux partis nationaux ne disposent généralement pas de majorité absolue au parlement fédéral et il leur faut nouer des alliances avec des formations régionales.

Les prochaines élections fédérales sont prévues en 2014. (Reuters 13.05)

Je ne suis pas sorti hier et ma connection à la télé par satellite ne fonctionnait pas, donc je ne sais pas si le voyou du DMK qui dirigeait le district où j'habite a été également battu. C'est important pour moi, car je comptais sur sa défaite pour essayer d'obtenir le papier qu'il me manque pour vendre facilement ma maison, en casquant évidemment. A suivre.

Economie

Dans quarante ans, les quelque 9 milliards d'être humains consommeront 140 milliards de tonnes de minerais, d'hydrocarbures et de biomasse (bois, cultures, élevage), selon le rapport du PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement). Soit 16 tonnes de ressources naturelles englouties chaque année par chaque habitant de la planète. «Les responsables politiques comme le grand public ne sont toujours pas convaincus des limites physiques absolues de la quantité de ressources disponibles pour l'humanité», notent les auteurs, une dizaine d'experts dirigés par une Autrichienne et un Sud-Africain.

Cette croissance durable suppose des investissements massifs dans «l'innovation technologique, financière et sociale». L'une des difficultés tient aux disparités considérables de l'exploitation des matières premières. Un habitant d'un pays industrialisé consomme en moyenne 16 tonnes par an, quatre fois plus qu'un Indien.

Au sein des pays riches, les écarts sont aussi impressionnants. Un consommateur du Qatar, d'Australie ou des États-Unis engloutit 40 tonnes de ressources naturelles par an quand un Français, un Allemand ou un Italien en utilise environ 15 tonnes. Ces chiffres ne reflètent la réalité que partiellement, notent les rapporteurs de l'ONU. Car une tonne de cuivre extraite au Chili sera imputée dans leur calcul au consommateur chilien même si elle est employée pour fabriquer un produit vendu en Chine ou en Europe. Ces faiblesses méthodologiques ne modifient cependant pas le risque d'épuisement mondial des ressources naturelles. Même si les pays industrialisés parvenaient à diviser par deux leur consommation de matières premières d'ici à 2050, à 8 tonnes pas habitant, et que les pays en voie de développement rejoignaient ce niveau sans le dépasser, le total s'élèverait à 70 milliards de tonnes, soit 40 % de plus qu'aujourd'hui.

La tendance mondiale à l'urbanisation est paradoxalement favorable à une meilleure utilisation des ressources naturelles. Une zone densément peuplée est plus économe par tête en matériaux de construction, en énergie et en transports, avancent les experts.

Autre motif d'espoir, les pays émergents sauteront certaines étapes du développement en adoptant directement des technologies ou des modèles moins gourmands en matières premières, à la façon dont ils ont adopté le téléphone mobile sans avoir fini de bâtir le réseau de téléphone fixe. (lefigaro.fr 13.05)

Le 15 mai

Nouvelles d'Inde.

Au Kerala et au Bengal oriental, le CPI (M) (Communist party of India - Marxiste) au pouvoir depuis plus de 30 ans a perdu le pouvoir au profit de l'UDF (Union democratic front) coalition constituée autour du Parti du Congrès.

Au Tamil Nadu où j'habite, le parti au pouvoir (DMK), allié de la coalition formée autour du Parti du Congrès et qui dirige le pays, a été littéralement pulvérisé lors des élections législatives qui viennent d'avoir lieu : AIADMK + ses alliés = 203 élus, DMK + ses alliés = 31 élus, dont 22 seulement du DMK. (Deccan Chronique du 14 mai)

Ce résultat est à la fois le produit du rejet de la corruption élevée au rang de méthode de gouvernement par le Chief minister Karunanidhi et son clan, la première fortune du Tamil Nadu (+ de 55 millions d'habitants), corruption généralisée qu'a illustré le scandale appelé ici 2G scam et dans lequel sa fille est directement impliquée, et la condamnation de l'inflation ou de

la hausse des prix qui se poursuit depuis plus d'un an. En relation avec ce second facteur, le Parti du Congrès allié du DMK a enregistré une défaite historique au Tamil Nadu puisqu'il n'aura plus que 5 élus à l'Assemblée à Chennai (la capitale, ex-Madras).

Dans mon district aussi le candidat du DMK a été balayé, le candidat des voyous de mon village qui pour cette raison bénéficiait du soutien ou de la couverture de la police jusqu'à présent. C'est une excellente nouvelle pour moi et mon épouse qui espérons toujours pouvoir quitter un jour ce village une fois vendue notre maison. Le candidat du DMK a également dégagé au niveau régional. Je vais rapidement effectuer des démarches pour obtenir ce foutu papier qui me manque pour vendre ma maison facilement, en casquant, c'est obligatoire ici, mais je m'en fous, la liberté et la tranquillité d'esprit n'a pas de prix, vous ne savez pas ce que c'est que de vivre en permanence avec une menace au-dessus de la tête et sans le moindre recourt. La présidente de l'AIADM et dorénavant Chief minister du Tamil nadu a dit que c'était une victoire contre la corruption et pour la démocratie, je vais la prendre au mot. Entre nous, elle est aussi pourrie que le président du DMK, c'est l'une des plus grosses fortunes du Tamil Nadu, je vais jouer l'un contre l'autre en feignant la naïveté, ensuite on verra.

Une bonne nouvelle avant le retour en Inde de Magueswary (mon épouse) le 18 au petit matin, elle sera peut-être plus détendue. Tous les jours ou presque elle m'appelle inquiète d'Aubagne : "*ça va, pas de problèmes*", mais non Manju, rassure-toi, ils n'ont pas encore eu ma peau, il fait juste un peu chaud, très chaud... Elle vit dans l'angoisse permanente qu'il m'arrive quelque chose, la pauvre femme.

Sur ce, bon dimanche à tous, peu de news à se mettre sous la dent aujourd'hui, habituellement c'est le lundi qui est plus calme, je vais en profiter pour mettre de l'ordre dans mon disque dur où c'est un vrai foutoir !

Politique

1- France

Depuis 2002, le Parti radical de Jean-Louis Borloo était associé à l'UMP. C'est désormais terminé. Réuni en congrès samedi après-midi, le parti a voté son indépendance vis-à-vis de l'UMP.

La mesure a recueilli 96% des voix des militants et des élus radicaux. La motion prévoit la participation du plus vieux parti de France à une Confédération des centres. Et, par voie de conséquence, son départ de l'UMP.

Le texte voté demande également à "*Jean-Louis Borloo de se porter candidat à l'élection présidentielle de 2012*". "*J'ai bien entendu le message. Laissez-moi y réfléchir encore un peu car ce sont des choses graves, des responsabilités importantes qui n'engagent pas que moi-même*", a ajouté l'ancien ministre de l'Écologie.

Toutefois, le leader centriste a nuancé son émancipation vis-à-vis du parti majoritaire : "*C'est une déclaration d'indépendance, pas une déclaration de guerre !*" précisait-il dans un entretien accordé samedi au Figaro.

"*On aurait pu continuer à faire un bout de chemin ensemble, mais ce que l'on appelle communément la majorité a besoin de ses deux piliers, de ses deux forces, de ses deux sensibilités. Or, petit à petit, l'UMP s'est droitisée*", affirme aussi Jean-Louis Borloo.

La stratégie de Borloo ne fait l'unanimité chez les radicaux. Ainsi le député Jean Leonetti restera à l'UMP et affirme représenter une majorité de parlementaires radicaux, ou encore l'eurodéputée Véronique Mathieu qui ne soutiendra pas "*le choix stratégique de rupture de Jean-Louis Borloo*" et restera à l'UMP. (lepost.fr 14.05)

2 Syrie

Au moins huit personnes ont été tuées vendredi et samedi en Syrie par des tirs des forces de l'ordre, en dépit de consignes officielles de ne pas ouvrir le feu sur les manifestants.

Au moins trois personnes ont été tuées samedi et plusieurs autres blessées à Tall Kalakh, près de Homs (centre), par des tirs des forces de l'ordre, a indiqué un témoin à l'AFP.

«*Les forces de l'ordre, qui encerclent depuis ce matin Tall Kalakh, tirent à l'arme automatique*», a-t-il affirmé. (libération.fr 14.05)

3- Yémen

Des hommes en civil ont ouvert le feu samedi sur des manifestants à Taïz, dans le sud du Yémen, blessant au moins quinze personnes, ont rapporté des témoins.

Des tireurs postés sur les toits dans la troisième ville du pays ont tiré sur les manifestants qui réclamaient le départ du président

Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis trente-trois ans.

Vendredi, des soldats avaient ouvert le feu sur la foule à Ibb, au sud de Sanaa, faisant trois morts et quinze blessés.

Ces décès portent à au moins 170 le nombre des personnes tuées depuis le début des troubles au Yémen fin janvier.

Les forces de sécurité ont arrêté samedi Ahmed al Moussaibli, responsable de l'audiovisuel qui avait quitté la télévision nationale pour travailler dans une chaîne de l'opposition, ont déclaré des témoins. (Reuters 14.05)

4- Oman

Plusieurs dizaines d'Omanais qui manifestaient pour l'emploi et les salaires ont été arrêtés samedi à Salalah, ville portuaire du sud du sultanat où des heurts avec les forces de l'ordre ont lieu depuis plusieurs jours.

Des manifestants qui campaient devant les bureaux du gouverneur de la province avaient été ont dispersé jeudi et des dizaines, voire des centaines d'entre eux, avaient déjà été interpellés. D'autres affrontements ont eu lieu vendredi.

"*Les forces de l'ordre ont fait usage de leurs bâtons et ont emporté des manifestants à bord de trois cars de l'armée*", a rapporté un témoin joint par téléphone.

"*Les services de sécurité étaient toujours là samedi matin pour s'assurer que les manifestants ne reviendraient pas. Mais on nous dit que la plupart des gens arrêtés jeudi ont été relâchés*", a ajouté un autre témoin.

Après deux mois de manifestations inspirées des révoltes tunisienne et égyptienne, le sultan Qabous, au pouvoir depuis quarante ans, a promis en avril de débloquer 2,6 milliards de dollars pour répondre aux revendications de l'opposition.

En mars, il a remercié douze de ses ministres, dont celui des Finances, et a promis de céder à un conseil partiellement élu certains pouvoirs législatifs. (Reuters 14.05)

5- Cameroun

Le Cameroun invite à partir de lundi une quinzaine de journalistes français qui célébreront la fête nationale du 20 mai autour de l'inamovible président Paul Biya.

On a tout lieu de craindre que l'emprisonnement d'opposants, la corruption, la déforestation massive ou la longévité du dictateur au pouvoir (plus de 28 ans) seront moins évoqués dans leur reportages que les supposées avancées de ce pays africain.

C'est le quotidien camerounais Le Jour qui révèle l'information, dans un article daté de vendredi. La quinzaine de journalistes, « *triés sur le volet, et issus, pour la plupart, de la presse quotidienne et hebdomadaire française* », bénéficieront d'un traitement de choix pendant leur séjour : nourris, logés, nantis «*d'un chauffeur pour des balades bien encadrées* ». « *Tout cela aux frais du contribuables camerounais* », ajoute le journal.

La plupart du temps, le fait d'accepter un publi-rédactionnel (facturé plusieurs dizaines de milliers d'euros, voire une centaine de milliers dans le cas de cahiers publiés dans des journaux à grand tirage) pousse les médias à taire les aspects problématiques de la gouvernance de ces pays.

Il y a aussi le cas très particulier des médias du groupe Bolloré, qui n'ont pas besoin d'accueillir de la publicité pour se montrer complaisants : Direct Matin, Direct Soir ou Direct 8 déroulent régulièrement le tapis rouge à Paul Biya (entre autres dictateurs africains) afin de servir les intérêts industriels du groupe, qui gère de nombreux ports et plantations en Afrique.

Il va de soi que cette opération de communication s'inscrit dans la préparation de cette prochaine élection. Une nouvelle opération de « *blanchiment d'image* » d'un régime autocratique, comme le fait l'Ouzbékistan, par exemple.

Le quotidien *Le Jour*, lui, parle de « *propagande* » et d'une volonté de « *polir l'image* » du Cameroun. (Rue89 14.05)

Social

1- France

Ce samedi, les salariés de 150 à 200 magasins -selon les syndicats - sur les 600 Carrefour Market en France ont répondu à l'appel

à la grève de la CGT. Ils veulent être logés à la même enseigne que leurs 65.000 collègues des hypermarchés Carrefour, à savoir bénéficier de tickets-restaurants. Ils réclament aussi des augmentations salariales de 5 à 10%. «*5%, c'est vraiment le minimum. Vu les augmentations qu'il y a partout, nous, on ne peut plus vivre avec ça*», a soutenu Laurent Lamaury,délégué syndical national CGT. (lefigaro.fr 14.05)

2- Tunisie. Chantage au lock-out.

Premier producteur de gaz naturel en Tunisie, British Gas a menacé samedi de fermer ses usines installées dans le sud du pays, en raison de blocages sociaux qui persistent depuis plusieurs semaines.

Dans un communiqué, son PDG, Ian Perks, en appelle aux autorités pour qu'elles trouvent une solution rapide, alors que se poursuivent des sit-in menés par des membres des populations locales devant les locaux de l'entreprise à Nakta, au sud de Sfax (côte est). L'entrée du site Hasdrubal/Hannibal de traitement de gaz aurait également été forcée.

A partir des champs qu'elle exploite dans le golfe de Gabès, BG Tunisia dit fournir plus de la moitié de la demande locale et juge sa production "*essentielle*" pour les centrales électriques du pays. Pour répondre aux revendications des populations du cru, qui réclament des embauches locales, BG Tunisia affirme avoir recruté 60 personnes et débloqué des fonds pour l'octroi de micro-crédits dans le cadre d'un programme évalué à deux millions de dollars. (AP 14.05)

Economie

Grèce

Le programme de privatisations du gouvernement grec est devenu l'une de ses premières priorités, explique le Premier ministre Georges Papandréou dans un entretien publié samedi par le Corriere della Sera.

"*Au départ, les privatisations n'étaient pas une priorité. Maintenant, elles sont en tête de l'ordre du jour. Nous allons démontrer que nous sommes capables d'honorer les échéances de notre dette avec une série de projets de développement*". (Reuters 14.05)

Le 16 mai

A propos du site.

73 visites en moyenne par jour. Les 15 fichiers les plus consultés ou téléchargés la semaine passée :

- marxisme/ical.pdf (L'Internationale communiste après Lénine)
- dossier/espagne_300411_rv.pdf
- ldc_sociopoliti_0410.htm
- service/texte_280411.pdf
- tribune/libye_cr_030411.pdf
- dossier/bn_090511.pdf
- dossier/gladio6.pdf
- archives2010/causeries0411.pdf
- vletat.pdf (L'Etat et la révolution)
- tribune/IO148_2.pdf
- causeries0511.htm
- dr052-13-05-11.pdf
- marxisme/trans.pdf (Programme de transition)
- tribune/RS35_A4.pdf
- tribune/IO148_3.pdf

Après la rocambolesque mise en scène de la mort de Ben Laden orchestrée par l'impérialisme américain, voilà qu'à moins d'un mois de la date limite du dépot des candidatures des candidats du PS à l'élection présidentielle de 2012 en France, l'un de ses principaux compétiteurs donné gagnant contre Sarkozy dans tous les cas de figure par tous les sondages publiés depuis des mois, Strauss-Kahn pour ne pas le nommer, serait soudainement disqualifié par une obscure affaire de moeurs sur laquelle nous ne nous prononcerons pas faute d'éléments suffisants pour nous faire notre propre idée sur cette affaire, qui évidemment nous passionne tout autant que celle de Ben Laden !

On a envie de dire que cela tombe vraiment à pic, trop même ! A qui profite le crime ? Devinez ! Coïncidence troublante, quelques jours plus tôt les Américains présentaient Ben Laden comme un adepte de la pornographie ! Autre coïncidence

étonnante, cette affaire fait suite à l'acharnement des médias sur le train de vie de Strauss-Kahn qu'ils connaissaient déjà très bien.

S'il s'avérait que les faits reprochés à Strauss-Kahn étaient vérifiés, nous ne pleurerions pas sur son sort, nous dirions qu'il avait la langue bien mieux pendue que sa queue ! Au passage, on se demandera quand même comment une femme non consentante peut ainsi ouvrir la bouche suffisamment grande pour introduire un corps étranger et ne pas profiter de l'occasion pour le mordre violemment pour se sortir de cette situation inconfortable...

Rappelons que de notre côté nous appelons au boycott de l'élection présidentielle de 2012 qui ne sert qu'à légitimer la monarchie républicaine ou le système bonapartisme en place sous la Constitution de la Ve République instaurée en 1958.

La voix de l'Amérique ou la voix de son maître ayant été cautionnée dans l'affaire Ben Laden des deux dernières semaines par la totalité des partis politiques en France de l'extrême droite à l'extrême gauche, pourquoi l'impérialisme américain ne serait-il pas tenté de pousser son avantage plus loin ? Fort de cette légitimité universelle et inespérée, Obama et sa clique de gangsters de Wall Street auraient tord de se gêner puisque leur parole est d'or. Il faut battre le fer tandis qu'il est chaud. Légitimité qui est très loin de faire l'unanimité parmi la population faut-il préciser.

Au même moment, son plus fidèle allié (britannique) annonçait qu'il allait falloir bombarder les infrastructures et la population libyenne pour venir à bout de Kadhafi, projet qui nous conduit aujourd'hui à modifier notre position et à condamner l'intervention militaire impérialiste en Libye.

J'ai lu plein d'articles et de commentaires sur l'affaire DSK depuis hier soir, sur les Etats-Unis et la pudibonderie hypocrite anglo-saxonne, un Etat qu'on ne peut pas qualifier de démocratique, pas plus que l'Inde.

Une petite histoire indienne pour pimenter cette affaire du jour.

Successivement un vieil Allemand et un vieux Belge, banquier à la retraite, ont séjourné dans mon village. Tous les deux étaient homosexuels et tous les deux ont loué à un moment la même maison. Une maison que je connais bien pour y avoir habité avec Magueswary pendant un peu plus d'un mois après le tsunami.

Le premier avait entrepris des travaux colossaux pour rénover cette ancienne maison sans confort, pas de cuisine, pas d'eau courante et pas de réservoir, pas de toilettes, pas de salle de bain, jusqu'à changer les poutres en teck et faire refaire l'installation électrique. Le second a continué à embellir cette vieille maison qui ne manquait pas de charme. Les deux avaient acheté des meubles et avaient rempli des armoires de vaisselles et autres effets à usage domestique. Tous les deux avaient également avancé le loyer sur cinq ans.

Le premier a été accusé de pédophilie par le propriétaire, résultat : il a été expulsé d'Inde, et comme, lorsqu'il a demandé un nouveau visa en Allemagne il lui a été refusé, il s'est suicidé, le propriétaire de la maison conservant la totalité de ses biens et les cinq ans de loyer payé d'avance, trois ans en fait puisqu'il avait séjourné deux ans dans cette maison.

Le second a également été accusé de pédophilie par le propriétaire, mais cette fois il a eu recours à un autre scénario pour mettre la main sur ses biens. Il a attendu qu'il retourne en Belgique pour refaire son visa pour le dénoncer aux autorités indiennes qui ont averti leur amabassade en Belgique, qui évidemment ont refusé de lui délivrer un nouveau visa.

Un jour un salopard de mon village m'a balancé à la figure qu'il allait répandre le bruit que j'avais des rapports sexuels avec des gosses, j'ai réagi sur le champs et informé immédiatement le consulat de France à Pondichéry. Plus tard il s'est excusé en disant qu'il avait été trop loin dans ses paroles, cela devant témoins, c'est pour vous dire à quelle sorte de crapules j'ai à faire ici.

J'ai acquis une réputation d'incorruptible, de militant contre la corruption, contre la surexploitation des plus pauvres par les plus riches, ils me craignent car ils savent que j'ai une grande gueule et qu'à la moindre menace même voilée j'en fais un scandale histoire de creuver l'absès dans l'oeuf qui finalement les ridiculise. C'est la meilleure défense que j'ai trouvée, elle a été efficace jusqu'à maintenant.

Donc, sans tomber dans la parano, il faut éviter de se retrouver dans des situations qui pourraient être exploitées contre nous, il faut toujours être vigilant. J'ai un avantage sur ces ordures et ils le savent, ce qui explique pourquoi ils hésitent maintenant avant de m'emmerder ou de me menacer, je m'entoure de précautions, je note tout ce qu'ils disent, mieux, j'enregistre leurs propos et parfois je les prends en photos, ainsi je peux apporter les preuves de ce que j'avance en cas de pépin. Vous comprenez peut-être mieux maintenant pourquoi je ne veux plus avoir aucune relation avec les gens de ce village et je refuse que l'un d'entre eux mette les pieds chez nous.

Au fait, le propriétaire de la maison en question est un des ex-élèves de l'Alliance française, une sacrée ordure. Jusqu'au mois d'octobre dernier il venait régulièrement chez moi, comme il était très bavard et idiot il me racontait toutes les histoires pourries du village, il me racontait aussi ses petites histoires personnelles, à vomir, à aucun moment je lui ai montré que

je désapprouvais son comportement pour qu'il m'en dise le plus possible et cela a bien fonctionné, au-delà de ce que j'avais imaginé.

Avec un de ses potes un soir il me raconte qu'il faisait venir des prostituées qu'ils se tapent à plusieurs, de superbes filles très jeunes de Bangalore ou Mumbay (ex-Bombay), pas chère la nuit, 500 roupies, moins de 10 euros. Il me demande si je serais d'accord d'en amener chez moi en précisant que j'en aurais une pour moi tout seul, un coup de fil au maquereau et elles seraient là dans 30 minutes, à ce moment-là mon épouse Magueswary était en France, je lui ai tout raconté par téléphone le lendemain. Je lui ai répondu que je n'étais pas contre mais que je préfèrerais un autre jour, entre temps il m'avait donné maints détails sur leurs orgies dégueulasses, que j'avais accueillis en souriant comme si j'en redemandais pour ne pas laisser paraître ce que j'en pensais réellement.

Je n'avais pas du tout l'intention de donner suite à cette offre, et dès le lendemain, ayant flairé le coup pourri qu'ils avaient tramé et me disant qu'ils étaient vraiment prêts à tout pour s'emparer de ma maison, j'ai rompu définitivement mes relations avec ce sale type, il a 28 ans, marié depuis depuis deux ans à peine et père de deux petites filles. Imaginez que je sois tombé dans ce piège et j'étais expulsable pour peu que la prostituée ait été mineure, ils pouvaient ensuite se saisir de ma maison et mon terrain gratuitement, génial non ?

Quand nous avons acheté ce terrain qui comportait une maison à moitié en ruine, on nous a raconté que les anciens locataires étaient des étrangers et qu'ils étaient partis après avoir eu des problèmes avec les autorités pour avoir eu de mauvaises relations avec des enfants. J'apprendrais quelque temps plus tard que les gens du village leur avaient mis dans les pattes des gosses avec lesquels ils auraient eu des rapports sexuels, avant de les chasser et leur voler tous leurs biens.

Après trois affaires du même genre, je n'allais pas tomber dans le panneau (les prostituées), à moins d'être très con. Je me souviens également que très peu de temps après notre installation des pécheurs du village nous tendaient leurs gosses en nous disant : prenez-les, on vous les donne, vous n'en avez pas. Maintenant nous savons où ils voulaient en venir, cela ne faisait pas un mois que nous avions emménagé. Dorénavant, dans ce village de merde ou n'importe où en Inde, je ne touche même plus la tête d'un gosse en signe de tendresse et je garde soigneusement mes distances avec les femmes.

On est bien loin de l'Inde exotique des cartes postales ou des agences de voyage, cette Inde idyllique des babas cool, ces soixante-huitards attardés qui ne viennent en Inde que pour se défoncer la gueule, ou d'autres pour vivre sans rien foutre, exploiter la misère du monde ou satisfaire leurs besoins pervers.

Parole d'internaute

- "Question naïve : est-il possible d'arrêter "manu militari" un président du F. M. I. (sur simple dénonciation), sans que la présidence des U. S. donne le feu vert ?" (lepoint.fr. 15.05)

Politique.

1- Libye. La limite est franchie.

L'Otan doit élargir l'éventail de ses cibles en Libye sous peine de ne pas parvenir à évincer du pouvoir Mouammar Kadhafi, estime le chef d'état-major de l'armée britannique dans un entretien publié dimanche.

Dans son entretien accordé au Sunday Telegraph britannique, le général David Richards qualifie de "*succès important*" les opérations militaires menées jusqu'ici mais juge nécessaire de les faire passer sur un plan supérieur.

"*Si nous n'augmentons pas la mise, Kadhafi risque de s'accrocher au pouvoir*", estime-t-il.

"*Pour l'instant, l'Otan n'attaque pas les infrastructures en Libye. Mais si nous voulons accentuer la pression sur le régime de Kadhafi, il faut sérieusement envisager d'élargir le champ de nos objectifs*", ajoute le chef d'état-major britannique.

Réagissant sur la BBC aux propos du général David Richards, le ministre britannique de la Défense, Liam Fox, a déclaré: "*Je pense qu'il voulait faire comprendre qu'un certain nombre de pays membres de l'Otan ne sont pas très satisfaits de certaines des cibles choisies et de certains des bâtiments détruits*".

D'autres campagnes de l'Otan, en particulier celle du Kosovo à la fin des années 1990, ont montré que des frappes plus vigoureuses pouvaient être efficaces tout en exposant les populations civiles à des risques accrus.

Selon l'agence tunisienne Tap, un bateau est arrivé dans le port de Zarzis avec à son bord trois officiers libyens qui ont rompu avec les forces gouvernementales. Elle ne précise pas leurs grades mais ajoute qu'ils ont rejoint plusieurs autres officiers libyens arrivés en Tunisie par bateau ces derniers jours, signe possible de divisions croissantes dans l'armée libyenne. (Reuters 15.05)

Répétons ici ce que nous avons dit plus haut, compte tenu de cet élément nouveau, le bombardement pour ainsi dire annoncé des infrastructures et de la population civile libyenne, nous condamnons sans réserve l'intervention impérialiste en Libye.
Si maintenant cette annonce n'était pas suivie d'effets, nous demeurerions sur la position que nous avons défendue depuis le début du soulèvement en Libye, c'est-à-dire, ni soutien et ni condamnation des bombardements des forces militaires du dictateur.

2- Syrie

Sept civils au moins ont été tués dimanche dans le bombardement par l'armée syrienne de la ville de Tel Kelakh, proche de la frontière libanaise, afin de réprimer un soulèvement en faveur de la démocratie, a rapporté un groupe d'activistes.

Les bombardements se sont concentrés sur les quartiers d'al-Bourdj, Ghalioun, Souk et Mahata, dit un communiqué des comités locaux de coordination.

Les comités ajoutent que les blessés n'ont guère accès aux soins parce que le principal hôpital de la ville est bouclé par les forces de sécurité et que la principale route conduisant au Liban est bloquée.

Les comités ont par ailleurs affirmé dimanche que le "dialogue national" annoncé par les autorités ne pourrait s'ouvrir qu'une fois que les tirs auraient cessé.

"*Les manifestations pacifiques et la désobéissance civile se poursuivront (...) Il est moralement et politiquement inacceptable d'avoir un dialogue national avant que cessent toutes les formes de tueries et de violences contre des manifestants pacifiques (...) que l'état de siège des villes soit levé et que tous les prisonniers politiques soient libérés*", dit un communiqué des comités adressé à Reuters.

Les chars de l'armée ont tiré au moins 85 obus à Tel Kelakh depuis samedi, a déclaré dimanche par téléphone un habitant de la ville frontière, Mohammad al Dandachi. "*Il semble qu'ils tirent au hasard, sans viser un quartier particulier... Ils nous punissent parce que nous avons manifesté contre le régime*", a-t-il dit. Il a précisé qu'une quinzaine de soldats étaient postés sur le toit de l'hôpital.

Dans leur première déclaration depuis le début de la contestation, douze partis kurdes ont appelé les autorités à mettre fin aux violences contre des manifestants pacifiques. "*La Syrie se réveille. Le vaste mouvement national en faveur d'un changement démocratique exige des réformes fondamentales, l'arrêt de la répression et la fin du régime de parti unique*", disent-ils. (Reuters 15.05)

3- Maroc

Les forces de l'ordre ont chargé dimanche à la matraque pour disperser une manifestation de quelques dizaines de personnes à la périphérie sud de Rabat réclamant davantage de démocratie au Maroc, a constaté un journaliste de l'agence Reuters.

Les protestataires, membres du Mouvement du 20 février, entendaient organiser un pique-nique contre ce qu'ils appellent un centre de détention secret où seraient retenus des islamistes.

La police anti-émeutes a poursuivi les manifestants avant même que le rassemblement ne débute, frappant certains d'entre eux à l'aide de longues matraques en caoutchouc.

On ne signale pas d'arrestations lors de cette manifestation, qui avait été interdite par le pouvoir qui nie l'existence de tout centre de détention secret.

Une autre manifestation, prévue dans la soirée à Casablanca, la capitale économique, est également interdite par les autorités. (Reuters 15.05)

4- 63e anniversaire de la "Nakba"

Des violences ont marqué dimanche aux confins d'Israël, du Liban, de la Syrie et de la bande de Gaza le jour de la "Nakba", la "*catastrophe*" que représente pour les Palestiniens la création de l'Etat hébreu en 1948.

Ces affrontements ont fait au moins huit morts et des dizaines de blessés.

Les forces israéliennes ont ouvert le feu sur des réfugiés palestiniens venus de Syrie qui voulaient franchir la clôture frontalière érigée sur les hauteurs du Golan, faisant quatre morts et plusieurs blessés, rapportent les médias israéliens.

La fusillade a éclaté dans le village de Madjdal Chams, du côté de la frontière contrôlé par les Israéliens. Dolan Abou Salah, le maire du village, a précisé à la radio qu'entre 40 et 50 manifestants avaient tenté de franchir en force la clôture frontalière.

Selon la télévision syrienne, ce sont quatre ressortissants syriens qui ont été tués alors qu'ils participaient à une manifestation anti-israélienne du côté syrien de la ligne de démarcation.

La radio israélienne a déclaré pour sa part qu'un Syrien avait été tué et trois Israéliens avaient été blessés dans la fusillade.

Israël a conquis sur la Syrie le plateau stratégique du Golan, qui domine le lac de Tibériade, durant la guerre des Six-Jours de juin 1967 et l'a annexé fin 1981. Cette annexion n'est pas reconnue par la communauté internationale.

La Syrie, où le régime du président Bachar el Assad est confronté depuis deux mois à une contestation populaire sans précédent, abrite 470.000 réfugiés palestiniens.

Pour un responsable du gouvernement israélien, "*les autorités syriennes cherchent délibérément à provoquer une crise à la frontière afin de détourner l'attention de l'opinion publique des problèmes internes qu'elles rencontrent*".

A la frontière entre le Liban et Israël, quatre Palestiniens ont été tués par les tirs de soldats israéliens qui voulaient empêcher des manifestants de pénétrer en Israël, ont rapporté des témoins. Des soldats de l'armée libanaise avaient auparavant tiré en l'air pour tenter de contenir la foule.

"*C'est de la pure provocation, inspirée par les Iraniens, à nos frontières avec la Syrie et le Liban, à l'occasion de la 'Nakba'*", a estimé le porte-parole de Tsahal, le lieutenant-colonel Yoav Mordechaï.

Au sud-ouest d'Israël, à la frontière avec la bande de Gaza contrôlée depuis 2007 par les islamistes du Hamas, les tirs israéliens sur une foule qui s'approchait de la clôture de sécurité ont fait une soixantaine de blessés, a-t-on appris de source médicale.

Des jeunes rassemblés près d'un barrage israélien aux abords de Ramallah, en Cisjordanie, ont lancé des pierres en direction des militaires, qui ont riposté en tirant des balles en caoutchouc et de grenades lacrymogènes.

Samedi, un Palestinien de 17 ans blessé par balle la veille lors d'une manifestation à Jérusalem avait succombé à ses blessures. Il avait été blessé dans le quartier de Silouane, haut lieu de tensions, alors que des Palestiniens lançaient des pierres en direction de policiers et de colons israéliens. (Reuters 15.05)

Social

France

Jean-François Copé : je propose un service civique obligatoire de 4 mois pour tous les jeunes entre 18 et 25 ans. L'objectif est que chaque jeune s'engage pour les autres et pour son pays. Il se ferait en deux parties. Un tronc commun de 15 jours - temps de mixité sociale – dédié à la citoyenneté et au cours duquel chaque jeune définirait son projet personnel. Le service proprement dit suivrait. Il s'agirait de missions de service public. Les jeunes seraient rémunérés 350€ par mois. (20minutes.fr 15.05)

Des centaines de milliers d'apprentis, de stagiaires, d'élèves ou d'étudiants en alternance en entreprises, demain peut-être des centaines de milliers de travailleurs au RSA obligés de fournir gratuitement ou pour des cacahuètes 5 heures de travail, auxquels il faudrait ajouter des centaines de milliers de jeunes soumis à un "*service civique obligatoire*" pendant 4 mois pour un salaire de misère de 350€ par mois.

Rétablissez donc l'esclavage tel qu'il existait dans l'Antiquité, les galères et Cayenne pour les récalcitrants !

Le 17 mai

Les agences de presse et les médias sont tous branchés sur la queue de Strauss-Kahn, à croire qu'ils sont tous frustrés ou jaloux !

Aux Etats-Unis, dans cette "*grande démocratie*", la présomption d'innocence n'existe pas, c'est au présumé coupable de prouver son innocence, autrement dit, si pour une raison ou une autre et elles ne manquent pas, vous n'êtes pas clair dans votre déclaration ou pire, vous vous contredisez sous le coup de l'émotion, ou encore que votre avocat n'est pas à la hauteur, vous êtes

bon pour la prison.

A mon avis et fort de mon expérience en Inde (ma causerie d'hier), il se peut que la femme de chambre qui n'était pas sans connaître l'identité du locataire de cette suite, savait parfaitement qu'il ne l'avait pas encore quitté, elle aurait manigancé de le provoquer pour lui imputer ensuite une tentative de viol qui aboutirait en justice à un arrangement financier en sa faveur et dont le montant se chifferait en centaines de milliers de dollars ou davantage encore. J'en suis arrivé à cette hypothèse après avoir lu une vingtaine d'articles sur ce sujet en deux jours, et comme toujours j'ai coupé les cheveux en quatre.

Bref, elle le provoque, il se prend au jeu sans flairer le coup tordu et lui saute dessus, elle se débat et hurle au viol, elle l'accuse, il nie, mais comme aux Etats-Unis c'est l'accusation qui l'emporte contre la présomption d'innocence, tous les soupçons s'abattent sur le soi-disant coupable et aucun sur la présumée victime, le coup classique sans jeu de mots.

Une affaire minable pour soutirer un maximum de fric à une personnalité plein au as, banal, trop apparemment puisque je ne l'ai lu nulle part, y compris dans les commentaires d'internautes. Ajoutons qu'il s'agissait d'une hôtel dans lequel il avait l'habitude de descendre (Selon cette même source, Dominique Strauss-Kahn s'est rendu six fois en dix-huit mois dans l'établissement new-yorkais, dont cinq fois en 2010. C'était son premier séjour cette année - libération.fr 16.05), le personnel de l'hôtel comme celui de toute entreprise n'est pas muet, qui plus est les salariés d'un hôtel de luxe où descendent des personnalités du monde entier, ils doivent en permanence avoir beaucoup de petites choses à se raconter et il est impensable qu'ils aient ignoré la présence dans cet hôtel de l'homme présenté par les médias américains comme le plus puissant de la terre après Obama. Ils viennent de nous faire le coup avec les autorités et l'armée pakistanaise qui ne savaient pas qu'elles hébergeaient Ben Laden depuis 5 ans dans une ville caserne à 80 kms de la capitale...

La femme de chambre serait une sainte femme à en croire son employeur, la police new-yorkaise ou encore les médias :

- Ophelia, la femme de chambre, originaire du Ghana et qualifiée de «*très fiable*» par les enquêteurs (lefigaro.fr 16.05)

- «*C'est une femme bien, très agréable, très amicale. Elle est en état de choc*», a déclaré une de ses collègues de l'hôtel Sofitel au journal.

- Cité par le New York Times, le concierge de l'immeuble où elle réside a raconté qu'elle avait emménagé récemment. «*Ce sont de braves gens*» (liberation.fr 16.05)

- "*elle est triste*". "*Prenez-la simplement dans vos bras lorsqu'elle revient*", aurait ajouté la direction. (lemonde.fr 16.05)

La mienne aussi se fait passer pour un ange, une femme pieuse et croyante, d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon, plus en France qu'ici car cela marche à fond là-bas, le mouvement ouvrier compte plus de pigeons que le Vatican de Saints, alors qu'elle m'avait caché son handicap quand on s'est rencontré il y a 22 ans, une paille ! elle est partie en France pour s'y installer sans me prévenir, un détail ! elle m'a menacé un jour de me faire casser la gueule par frères parce que je ne lui cédais pas, je ne me souviens plus pourquoi d'ailleurs car elle a souvent des idées à la con qu'elle abandonne aussi vite qu'elles lui sont venues à l'esprit, une autre fois de prendre tout le fric et de se barrer avec, génial ! elle a été jusqu'à faire établir dans mon dos un document remettant en cause le titre de propriété qui était à mon nom, elle a entrepris des démarches auprès du consulat de France à Pondichéry dans l'intention de faire venir deux de ses frères en France et avec lesquels elle vivrait ensuite, toujours en cachette, et quand plus tard je lui ai demandé où j'irais vivre si je voulais retourner en France, elle m'a répondu que ce n'était pas son problème et que je n'avais qu'à aller chez ma mère, quand ma fille et sa mère sont venues en vacances chez nous il y a 3 ou 4 ans, elle leur a joué la comédie de la femme malheureuse et je me suis retrouvé sous l'oeil réprobateur de ma fille et mon ex-épouse, depuis je crois qu'elles ont compris qu'elles s'étaient faites avoir, car la comédie ne se limite pas à des mots, y sont associés la posture pour les rendre plus crédibles, les sanglots, les lamentations jusqu'aux larmes, sans fournir le moindre détail qui permettrait de la confondre avec ses mensonges, tout est du domaine de l'émotion et de la subjectivité, c'est très subtil et pervers à la fois, pas un doigt d'objectivité dans tout cela et vous voilà accusé de tout et n'importe quoi.

Je vais vous dire un truc imparable qui corrobore ce que je viens de raconter.

Quand il y a un décès ici, les rôles entre les hommes et les femmes sont bien répartis : les hommes s'occupent des funérailles, les femmes pleurent et poussent des cris. Sont invités à participer à cette mascarade des gens qui n'avaient pas forcément des relations intimes ou proches avec le défunt, les voisins, les collègues de travail, les amis ou copains des membres de la famille, parmi lesquels des femmes qui spontanément se mettent à verser des torrents de larmes et se mettent à gémir, se frappent la poitrine et j'en passe tellement c'est lamentable.

Lors des mariages ou d'autres évènements familiaux, vous assistez à des scènes exactement inverses où chacun se répand en compliments et sourires stupides ou hypocrites, vous vous dites que tous ces gens-là se connaissaient bien, en fait pas du tout, cela fait partie du spectacle que l'on appelle ici (et ailleurs) culture, culture de l'hypocrisie poussée au point qu'il faut être un observateur avisé pour en comprendre le mécanisme ou la démasquer. La tromperie est totale puisqu'absolument personne ne se permettrait d'aborder ce sujet.

Cela fait 17 ans (au total) que je vis en Inde et il m'arrive encore de me faire berner par des gens qui jurent dirent la vérité et me demandent de les croire sous peine de les froisser et d'hurler au scandale, alors qu'elles mentent comme des arracheurs de dents, j'aurais presque envie de dire qu'il faut le vivre pour le croire tellement cela paraît incroyable, incensé, cela dépasse l'entendement.

Dire la vérité est considéré comme un acte de faiblesse ici, c'est Magueswary qui m'a expliqué cela, alors que mentir est normal pour se protéger puisque tout le monde ment. Argument imparable pour se justifier ensuite, pour tout justifier, et moi de répondre que c'est vraiment une vie, des rapports et un pays de merde, car on ne peut jamais vivre avec la conscience tranquille en agissant de la sorte, ce n'est pas possible, jusqu'au moindre petit plaisir qui est littéralement gâché car plane toujours dessus l'ombre de l'hypocrisie.

Ce que je vous ai raconté ici est terrible mais strictement fidèle à la vérité, hélas !

Vous en voulez une petite dernière si vous n'avez pas déjà gerbé.

Le sale type qui devait acheter notre maison et qui avait légalement trois mois pour nous régler la totalité du montant de la vente sur lequel nous nous étions mis d'accord sous peine de perdre les arrhes qu'il nous avait versés, maintenant il m'accuse d'avoir été malhonnête avec lui parce qu'il a changé d'avis et ne veut plus l'acheter, tout cela pour que je lui rende ses arrhes, alors que j'ai respecté à la lettre notre accord.

Mais c'est même dans les choses les plus infimes qu'ils agissent de la sorte, ils n'ont aucun scrupule, absolument aucune dignité et se foutent de passer pour des voleurs.

Avant-hier j'achète des citrons 5 roupies pièce à un marchand où je me rends une ou deux fois par semaine depuis 11 ans, je suis donc un bon client, il me connaît bien, je lui fait la réflexion qu'ils sont plutôt chers ces citrons, il m'assure que c'est le prix normal. Hier j'en ai achetés à un autre boutiquier à cinq cent mètres de l'échoppe du précédent commerçant et je les ai payés moitié moins chers !

Vous voulez savoir ce que me répondrait le boutiquier qui m'a fait payé 5 roupies mes citrons si je lui expliquais que le lendemain je les avais payés moitié moins chers ailleurs ? Je le sais pour l'avoir entendu de la bouche de plus d'un boutiquier. Il me répondrait avec un aplomb extraordinaire, que je lui ai acheté des citrons au prix qu'il me les avait proposés, imposés en fait, et que j'étais libre d'accepter ou non et d'aller voir ailleurs, il ne m'a pas forcé à les acheter, donc il ne m'a pas volé, c'est moi qui ait accepté d'être volé en quelque sorte, après tout je n'ai à m'en prendre qu'à moi-même, c'est moi le coupable, alors que je ne pouvais pas deviner le prix d'un citron pratiqué sur le marché. Ce n'est jamais eux les fautifs, eux ils sont parfaits, de braves et honnêtes gens, qui plus est se rendent au temple, à la mosquée ou à l'église chaque semaine, en réalité ils ont la foublardise dans le sang et gare à celui qui ne le sait pas.

Cela étant dit, la palme du crétinisme toutes catégories confondues revient à la féministe, ouvriériste et tiers-mondiste de service :

- Christine Poupin, porte-parole du NPA, se dit «*choquée par les réactions de compassion à DSK, sa famille et ses proches. Et la femme (de ménage) alors?*». «*La première chose si les faits sont avérés, c'est que ce serait une agression contre une femme*» et donc «*quelque chose d'extrêmement sérieux*» qui «*renvoie aux violences faites aux femmes*». (libération.fr 16.05)

Pensez-vous, une malheureuse femme de ménage face à l'affreux directeur du FMI, il n'y a pas photo, c'est forcément lui le coupable ! C'est marrant, quand un ou des militants de base remettent en cause leurs dirigeants ou leur politique, ce sont forcément ces derniers qui ont le dernier mot ou raison. Voilà qui va encore encourager les travailleurs à s'organiser, bravo ! Quelle médiocrité !

Vous allez peut-être penser que je perds mon temps ici comme avec l'affaire Ben Laden, pas vraiment selon moi, car cela permet de mieux cerner qui est qui, de jauger les capacités intellectuelles de chacun et les facultés psychologique des uns et des autres si importantes en politique et pas seulement dans les actes de la vie quotidienne.

Vous aurez noté que je n'ai pas prononcé d'accusation définitive dans un sens ou un autre à défaut d'éléments suffisants pour affirmer quoi que ce soit, j'ai simplement recadré un aspect de cette histoire qui étrangement a échappé à tous les commentateurs, à l'exception toutefois des adeptes de la théorie du complot qui délirent sur cette affaire, alors qu'ils avaient parfaitement raison dans celle sur Ben Laden. Comme quoi toute hypothèse ou théorie mérite notre attention jusqu'à preuve du contraire et cela sans a priori dans un sens ou un autre.

Je vous ferai grâce de toutes les contrevérités qui ont pu sortir dans les médias sur cette affaire ou sur Strauss-Kahn en général.

Notons que si le NPA a remporté haut la main la palme du crétinisme, l'UMP a remporté celle de l'ordure par la voie de

Bernard Debré :

- "*Il faut sortir de l'hypocrisie. Ce n'est pas la première fois que DSK se livrait à ce genre d'agissements au Sofitel. C'est là qu'il descendait toujours. Ça s'est produit plusieurs fois et depuis plusieurs années. Tout le monde le savait dans l'hôtel*", déclare Bernard Debré, actuellement en déplacement en Chine.

"*Les employés étaient sur le point de se révolter, ajoute-t-il. La direction était au courant mais jusque-là n'osait rien dire. Elle a étouffé toutes les autres affaires. D'autres femmes de chambre avant Ophelia - une femme charmante de 32 ans qui travaillait très bien - avaient été agressées*". (lexpress.fr 16.05)

- Le démenti de Sofitel

La direction d'Accor s'incrit en faux contre les accusations répétées du député UMP de Paris, Bernard Debré, qui évoquait des précédents.

Si, en 2010, le patron du FMI est descendu à cinq reprises au Sofitel de New York, dont une fois en septembre, une en octobre et une en novembre, aucun incident n'a été signalé.

Passons aux infos en bref, on causera politique demain pour nous changer les idées !

Politique

1- Syrie

Une fosse commune a été découverte, lundi 16 mai, à Deraa, dans le sud de la Syrie, par des habitants de la ville, a annoncé un militant des droits de l'homme. Le 25 avril, l'armée avait investi la ville, située à 100 km au sud de Damas, pour mater la contestation, avant d'entamer son retrait, le 5 mai.

"*L'armée a autorisé aujourd'hui des habitants à sortir de leur maison deux heures par jour*", a précisé Ammar Qurabi, de l'Organisation nationale pour les droits de l'homme en Syrie, joint par téléphone par l'AFP en Egypte. "*Ils ont découvert une fosse commune dans la vieille ville, mais les autorités ont aussitôt mis en place un périmètre autour de la zone pour empêcher les habitants de chercher les corps, promettant que certains seraient remis plus tard*", a-t-il ajouté. M. Qurabi a dit ignorer le nombre de personnes enterrées dans la fosse commune.

La répression des manifestations a fait, selon les organisations des droits de l'homme, au moins sept cents morts, dont plusieurs centaines à Deraa.

L'organisation américaine Human Rights Watch a indiqué que le régime traque désormais les proches des opposants politiques et des défenseurs des droits de l'homme. "*Les dirigeants de la Syrie parlent d'une guerre contre des terroristes, mais ce que nous voyons sur le terrain, c'est une guerre contre des Syriens ordinaires – des avocats, des militants des droits de l'homme, des étudiants – qui réclament une réforme démocratique*", a déclaré dans un communiqué Sarah Leah Whitson, directrice de l'organisation pour le Proche-Orient.

Selon l'ONG, les forces de sécurité ont dans certains cas détenu des proches et des voisins d'opposants au régime du parti Baas afin de savoir où ces derniers se trouvent. "*Le gouvernement syrien exploite toutes les solutions possibles pour détenir et punir ceux qui appellent à des réformes civiques dans le pays*", a dit Mme Whitson, ajoutant que beaucoup de militants avaient en réponse décidé de cacher leur famille. (lemonde.fr 16.05)

2- Egypte

La police anti-émeutes a fait usage de gaz lacrymogènes et ouvert le feu au Caire dans la nuit de dimanche à lundi pour disperser plusieurs milliers de manifestants pro-palestiniens rassemblés devant l'ambassade d'Israël. Au moins 353 personnes ont été blessées et 185 interpellées, selon le ministère égyptien de la Santé et un responsable des services de sécurité.

Les manifestants rassemblés au Caire ont mis le feu à un drapeau israélien, scandé des slogans hostiles à Israël et réclamé l'expulsion de son ambassadeur ainsi que la fermeture de la mission diplomatique. (AP 16.05)

3- Algérie

Le ministre algérien des Anciens combattants, Mohamed Chérif Abbas, a estimé dimanche que les massacres perpétrés le 8 mai 1945 par les troupes coloniales françaises à Sétif et sa région (Est) envers des manifestants indépendantistes "*resteront à jamais*

une honte dans l'histoire de ce pays". M. Abbas, qui s'exprimait à l'université de Guelma (540 km à l'est d'Alger) à l'ouverture d'un colloque international consacré à ces événements, a ajouté que des "*crimes d'une telle atrocité et d'une telle sauvagerie ne peuvent être oubliés ou faire l'objet d'une quelconque prescription*", selon des propos rapportés par l'agence officielle APS. Il s'agit, a affirmé le ministre, "*d'une page douloureuse de l'histoire que l'Algérie ne peut tourner*".

Le 8 mai 1945, alors que la France célébrait la victoire sur le nazisme, des manifestations d'Algériens ont eu lieu à Sétif, Guelma et Kherrata pour réclamer l'indépendance. Elles seront réprimées dans le sang par l'armée française et des milices pendant plusieurs jours. Selon les sources, la répression a fait entre 20.000 et 45.000 morts, alors qu'une centaine d'Européens ont été tués.

Lancé par des députés de la majorité présidentielle, une proposition de loi criminalisant le colonialisme a été gelée par le gouvernement. A ce jour, le texte n'est toujours pas programmé à l'agenda du Parlement en raison de "*considérations diplomatiques et juridiques*", d'après le président de l'Assemblée nationale, Abdelaziz Ziari.

Ce projet se veut comme une réponse à la loi française controversée du 23 février 2005 dont l'article 4 vante le "*rôle positif*" de la colonisation. Les relations entre Alger et Paris sont régulièrement parasitées par la polémique sur le passé colonial de la France en Algérie. Ancienne colonie française de 1830 à 1962, l'Algérie a obtenu son indépendance au bout de sept ans et demi de guerre (1954-1962). (lepcf.fr 09.05)

Quel était alors le ministre qui ordonna ce massacre ? Un certain François Mitterrand. Ce qui n'empêcha pas le PCF de s'allier avec le PS ou d'autres formations politiques d'appeler à voter pour lui en 81. Au diable les principes quand on a une conception de la lutte de classe à géométrie variable en fonction des intérêts de son appareil, que l'on fait volontiers passer pour les intérêts de la classe ouvrière.

Social

France

Un mouvement de grève débute mardi dans les crèches parisiennes, à l'appel de six syndicats (CFDT, CFTC, CGT, Supap-FSU, UCP et Unsa). Ces derniers protestent contre un manque d'effectifs dans la capitale.

«*Les personnels sont très fatigués. Il nous est impossible de travailler dans ces conditions, nous sommes obligés de pallier au quotidien le manque d'effectif*», expliquait Françoise Riou, une porte-parole de l'intersyndicale dans Le Parisien. «*Nous réclamons la création d'un volant de remplacement équivalent à deux personnes par établissement et le remplacement de la prime d'assiduité par une prime forfaitaire de 1.500 euros par an.*»

Le mouvement devrait se poursuivre jusqu'à vendredi. (20minutes.fr 16.05)

Le 18 mai

Je suis resté éveillé jusqu'à l'arrivée de ma compagne à 4h30 du matin, ensuite nous avons déballé et rangé ses affaires ce qui nous a emmené jusqu'au lever du jour sur les coups de 6h, ensuite je n'ai dormi qu'1h30 avant de me mettre au boulot, donc je suis claqué pour la journée. Je n'ai pas eu le temps de fignoler cette causerie que je complèterai demain.

J'ai reçu plusieurs courriels dont un assez long sur Strauss-Kahn auquel je réponds ici. C'est intéressant d'observer comment des camarades peuvent faire une lecture totalement différente, voire opposée de ma causerie d'hier. Si je me suis attardé longuement sur la possible manipulation dont il aurait pu être victime de la part d'une femme de chambre, j'en ai expliqué les raisons en faisant un parallèle avec ce que je vis en Inde, et je n'ai pas écarté pour autant qu'il pourrait être coupable des faits qui lui sont reprochés, rappelant qu'en l'absence d'éléments déterminants pour fonder notre opinion, nous nous abstenions de porter un jugement définitif sur cette affaire en cours.

Que le personnage nous soit peu sympathique, c'est un euphémisme, car non seulement il incarne l'ennemi que nous combattons, mais il incarne aussi la pourriture qui a gangrené le mouvement ouvrier. Que son sort nous laisse indifférent, est un truisme, il peut pourrir en prison le restant de ses jours qu'on n'ira pas pleurer sur son sort. En revanche, on ne peut pas se réjouir du traitement que lui inflige le législateur ou les médias en bafouant la présomption d'innocence, car dans le cas contraire on devrait légitimer qu'ils appliquent le même procédé envers des militants du mouvement ouvrier injustement emprisonnés faute de preuves suffisantes pour les innocenter dès le départ d'une instruction judiciaire. La haine qu'on éprouve envers les représentants du capitalisme et la soif de vengeance que suscitent légitimement les injustices et les inégalités qu'ils nous font subir, ne doivent pas nous aveugler au risque de cautionner des pratiques que l'on réprouve et qui pourraient se retourner contre nous.

La conception de la justice du législateur aux Etats-Unis ou ailleurs est une conception de classe qui sert avant tout à protéger

les intérêts fondamentaux de la classe dominante, il ne faut pas le perdre de vue. Pour un Bernard Tapie ou un Bernard Madoff envoyé en prison, des centaines de Tapie ou Madoff passent à travers les mailles du filet de la justice, tandis que les prisons sont pleines de pauvres types qui n'appartiennent pas à leur milieu social et que la société a conduit à commettre des délits. Leur justice s'avère ainsi très sélective envers les nantis, mais implacables envers la plèbe.

On ne peut même pas se réjouir d'un rendu de justice favorable ou correspondant à l'idée qu'on s'en fait, dans la mesure où le reste du temps la main du bourreau s'abat sur les plus faibles, histoire de bien faire comprendre à la classe ouvrière qu'elle n'a pas intérêt à remettre en cause l'ordre établi sous peine d'un sévère châtiment, et il faut avouer que cela fonctionne très bien, puisque les masses témoignent d'un respect presque sans borne pour les institutions et le régime en place.

Quand les représentants du capitalisme se font justice eux-mêmes, ils signifient par là à l'adresse du bas peuple : voyez comme nous sommes puissants, ne vous avisez pas à nous provoquer car nous serions impitoyables à votre égard, restez sagement à votre place, acceptez tranquillement votre (triste) sort et tout ira bien pour vous, et si vous avez des droits à faire valoir, utilisez les outils de la démocratie que nous avons mis à votre disposition à cet effet.

Quand un juge ou un jury condamne un patron, c'est leur justice à travers ses lois et ses institutions qui le condamne et non la nôtre ou les nôtres, car il ne faut jamais oublier qu'elle agit au nom et pour le compte des intérêts de la classe dominante même si elle prétend agir au nom de l'intérêt général, or ce n'est pas notre classe qui est dans cette situation mais bien celle des capitalistes et l'intérêt général correspond à leurs intérêts spécifiques. Non, la justice ne se retourne pas contre ceux qui l'ont forgée, on peut facilement se leurrer à cet égard et se réjouir hâtivement, car elle incarne seulement la domination d'une classe sur autre qui dispose de tous les pouvoirs.

Les lignes suivantes ont été rédigées dans la nuit.

Si on peut justifier que le plus pauvre s'en prenne à moins pauvre que lui et ainsi de suite, c'est la jungle, dans ce cas-là veut mieux opter pour le gangstérisme que la lutte des classes pour s'en sortir. D'autant plus qu'il s'agit d'un moyen individuel pour régler un cas individuel qui ne règle en rien le problème collectif que nous avons à résoudre.

Partant de ce principe n'importe qui peut se considérer frustré ou victime d'une injustice par rapport à son voisin, et à partir de là juger légitime de lui faire la peau par exemple. On met là me semble-t-il le doigt dans un engrenage qui ne connaît pas de limite et doit se terminer par l'extermination des plus faibles par les plus puissants.

C'est d'ailleurs ce qui se passe avec le droit américain que les médias présentent comme impartial en expliquant que le plus faible et le plus puissant sont traités de la même manière et peuvent se retrouver derrière les barreaux, alors qu'en réalité ce sont uniquement quelques brebis galeuses parmi les puissants dont l'élimination ne pose aucun problème, qui subiront un jour ce traitement ou châtiment, pendant que les véritables maîtres du pays, ceux qui détiennent des fortunes colossales ne seront jamais inquiétés.

La débauche ou la perversité sexuelle, l'abus de pouvoir qu'autorise l'argent, sont parmi les aspects les plus sordides du capitalisme avec la luxure. Ils sont l'apanage des puissants qui ont fait des lois pour les châtier sans pour autant qu'elles puissent les atteindre, sauf cas exceptionnellement rare, ce sont plutôt leurs agents, dont leurs représentants politiques, les traders ou autres intermédiaires, qui peuvent facilement être rattrapés par ces lois, dès lors que leurs maîtres n'ont plus besoin de leurs services ou qu'ils sont devenus trop encombrants, c'est un moyen légal de les éliminer.

Bien que j'éprouve une haine viscérale pour le capitalisme et ses représentants, je n'arrive pas à éprouver cette sensation envers Strauss-Kahn dans cette affaire en admettant qu'il soit coupable. Pourquoi, je n'en sais rien, peut-être parce que j'ai trop de mépris à son égard ou parce qu'il ne représente pas grand chose en réalité. Il n'est qu'un vulgaire pion sur un échiquier, que la façade d'une institution dont l'impérialisme américain tire les ficelles. Certes il est riche à millions, mais à ma connaissance il n'est pas propriétaire ou actionnaire majoritaire d'une banque, d'un fond de pension, d'une compagnie d'assurance ou d'une multinationale, en dehors de sa fonction et son titre il n'est rien et ne détient aucun pouvoir. Obama n'est qu'une marionnette entre les mains du club des milliardaires américains qui contrôlent l'économie américaine, comme tous ses prédécesseurs. Au cours de la guerre qu'ils mènent entre eux, ils peuvent être amenés à supprimer un président (JFK) ou le faire chuter avant la fin de son mandat (Nixon).

Pour préciser ma pensée, j'éprouve davantage d'indifférence envers DSK que du mépris, ce qui est pire encore. Je méprise un adversaire qui se présente sans masque, par exemple l'UMP, et je réserve mon indifférence à ceux qui défendent les mêmes idées en les camouflant derrière un masque, par exemple le PS, chez eux c'est à la fois le contenu et le procédé qu'ils emploient pour parvenir à leurs fins qui sont antinomiques avec notre combat et notre objectif politique.

Sarkozy, il annonce la couleur, il est le président des riches, très bien, au moins nous sommes fixés. Au PS ils se présentent comme des représentants des intérêts du peuple, alors qu'en réalité ils représentent avant tout les intérêts des capitalistes, de manière à faire croire que la démocratie existerait pour le plus grand nombre dans le pays, alors qu'elle est réservée à une minorité de nantis. Les jeunes tunisiens fraîchement arrivés en France sont en train de comprendre qu'on les a trompés sur la

marchandise qu'on leur a vendue, ils sont en train de réaliser que la démocratie en général est une façade de la dictature du capital contre laquelle ils ont lutté dans leur pays et dont Ben Ali n'incarnait qu'un aspect parmi d'autres.

L'existence du PS ne sert qu'à légitimer cette démocratie étriquée et assurer sa survie, car s'il n'existait pas, on se retrouverait dans une situation où il n'existerait plus au niveau institutionnel que des partis ouvertement pro capitalistes et il serait alors impossible de faire passer un tel régime pour une démocratie, sans compter que de nouveaux partis ouvriers cette fois verraient le jour et pourraient contester ensuite le pouvoir en place...

Strauss-Kahn peut sortir libre vendredi prochain ou retourner en cellule en attendant d'être juger et de prendre une lourde peine de prison, cela m'indiffère totalement.

Sur le plan politique, je n'ai pas suivi de près les gesticulations des uns et des autres depuis déjà des mois au PS, on avait franchement d'autres questions plus importantes à traiter au quotidien, le développement de la situation révolutionnaire en Afrique du Nord et au Moyen et Proche-Orient notamment.

Si maintenant on doit consacrer une partie de notre temps déjà compté à l'élection présidentielle plus d'un an avant qu'elle ait lieu, autant dire que notre combat politique va se retrouver confiné sur le plan institutionnel. Le jeu qui consiste à savoir quel sera le meilleur pion pour incarner une politique que l'on connaît à l'avance présente peu ou aucun intérêt, on a mieux à faire à dénoncer et combattre l'alliance passée entre l'UMP et le PS pour combattre la classe ouvrière et soutenir le capitalisme et les institutions.

Laissons les choses se décanter, ensuite on pourra tirer à boulets rouges sur la politique incarnée par les candidats à la candidature au PS pour 2012. D'ailleurs, je ne suis pas sûr que cela passionne vraiment les travailleurs qui ont d'autres questions à régler quotidiennement.

Un dernier mot. Un camarade ne partage pas l'appréciation que j'ai portée hier sur la sortie de Christine Poupin, porte-parole du NPA, j'en reproduis ici un extrait :

- «*La première chose si les faits sont avérés, c'est que ce serait une agression contre une femme*» et donc «*quelque chose d'extrêmement sérieux*» qui «*renvoie aux violences faites aux femmes*». (libération.fr 16.05)

Aurait-il agressé un homme dans d'autres circonstances qu'on n'en parlerait même pas, mais là il s'agit d'une femme, qui plus est une femme d'origine africaine, donc le cas mérite forcément une attention soutenue, il doit être jugé "*extrêmement sérieux*. Peut importe qu'elle mesure 1,80 et qu'elle ait 32 ans face à un vieux crouton plus petit qui ne parvient plus tout à fait à maintenir la tête haute au-dessus de ses deux épaules sans fatiguer, et qui présente les mêmes tics ou spasmes au niveau des yeux et des arcades sourcilières que les personnes atteintes du syndrome de Stelle Richardson ou une autre maladie dégénérative du cerveau ou peut-être annonciateurs d'un état grabataire précoce et qui lui donne un regard débile, j'en fus frappé en me souvenant que mon père atteint de cette terrible maladie avait la même expression, mais à un stade avancé il l'avait en permanence.

Une femme serait forcément un être faible et sans défense, vulnérable, alors qu'un homme serait un rustre ou une brute épaisse. Il se trouve que je mesure 1,65m et que j'ai vécu pendant dix ans avec une femme qui mesurait 1,80, qui parfois était prise de crises d'hystérie au cours desquels elle m'envoyait à la figure ce qui lui tombait sous la main, c'est arrivé rarement, mais je m'en souviens suffisamment pour avouer que je n'en menais pas large quand cela se produisait. Bref, on va loin avec de tels clichés.

Je ne tiens pas particulièrement à accuser cette femme de chambre, je remets simplement les choses à leurs places en démolissant des contrevérités grotesques. Je ne me lancerai pas dans la défense des hommes, je préciserai cependant que les femmes ont d'autres cordes à leur arc pour pourrir la vie des hommes ou les tenir à leur merci dont les hommes ne disposent pas, notamment le harcèlement ou le chantage psychologique qui présente l'avantage de ne pas laisser de traces, mais peut provoquer des ravages dans la tête d'un homme, de le pousser à la faute pour obtenir un divorce en sa faveur et la garde des enfants par exemple, le coup classique.

Ne reconnaissant nullement l'égalité des hommes et des femmes sur le plan biologique, morphologique ou psychologique, comme il m'est impossible de reconnaître une égalité dans tous les domaines entre deux hommes, je ne m'aviserai pas à déterminer sans connaître avec précision ce qui s'est réellement passé dans cette suite, lequel des deux était en position de force par rapport à l'autre. A ce stade de l'enquête, bien malin celui qui peut répondre à cette question et peu importe qu'on soit en présence d'un homme et d'une femme, seuls les faits comptent.

J'ai lu ce matin que la direction de l'hôtel diffusait à ses employés la liste des VIP (Very important person), c'est elle qui a communiqué cette information, donc la présence de Strauss-Kahn dans cet établissement était connu de tous les employés, ce qu'a nié cette femme qui ignorait son identité, pourquoi pas.

J'ai lu également qu'elle avait traversé plusieurs pièces avant de se retrouver dans la chambre de DSK située tout au fond de cette suite sans avoir remarqué le moindre effet personnel qui lui aurait laissé penser que quelqu'un était encore présent dans les

lieux et s'en assurer à haute voix des fois qu'une personne s'y trouverait encore, pour ensuite se retrouver face à lui tout nu sortant de son bain.

Pourquoi n'a-t-elle pas fait immédiatement demi-tour ou ne s'est-elle pas aussitôt enfuie en courant, car visiblement elle s'était retrouvée dans une situation plutôt embarrassante, pour un peu il aurait pu porter plainte contre elle à la direction de l'hôtel, pourquoi est-elle restée plantée là ? S'est-il dit que l'occasion était trop belle pour tirer un coup à moindre frais le sachant porté sur la chose ? Nul ne le sait et on s'en fout, encore une fois ce qui nous intéressait ici c'était le traitement qui était réservée à une information qui en dit davantage que de longs discours.

Assez avec cette histoire.

Sur le PdG et mai 81

Le 10 mai 81 vu par Jean-Luc Mélenchon (Lundi, 16 Mai 201)1)

- Que faisiez-vous en mai 1981 ?

- Comme tous les socialistes partisans du programme commun et de la candidature de François Mitterrand qui l'incarnait : je militais. Nous militions. Intensément. Seuls contre tous, au premier tour. Car même au PS, beaucoup s'attendaient à une défaite.

Tiens donc, pour autant que je me souvienne, de notre côté nous étions sûrs de la victoire de Mitterrand. Mais bon, à la différence de Mélenchon, lui quand il dit qu'il militait il veut dire par là qu'il brassait du vent dans les allées des institutions de la Ve République, tandis que nous nous tapions tous les matins et soirs, porte à porte dans les HLM, diffusion sur le marché, à l'entrée des boîtes, distribution de tracts, collages, etc. En écoutant les réactions des travailleurs, nous anticipions que Giscard allait être battu.

- Quel souvenir gardez-vous du 10 mai ?

- Aucun autre que ceux de tout le monde. J'étais cependant glacé par l'immensité de l'évènement. Rappelez-vous ce que vous avez ressenti le soir du 29 mai 2005 quand vous avez appris la victoire du « Non ». Ajoutez-y un programme révolutionnaire victorieux et vous comprendrez ce que je cherche à décrire.

Tu parles, je m'en souviens parfaitement comme si c'était hier, absolument aucun travailleur parmi les centaines et centaines avec lesquels j'ai été en contact pendant la période électorale ne m'a sorti un truc pareil, à savoirs que le PS aurait eu un programme révolutionnaire, pas un seul travailleur n'a cru un instant que le PS allait changer radicalement la société, c'est une pure vue de l'esprit, une invention de Mélenchon.

- Qu'est-ce qui a permis le 10 mai 81? On présente cette victoire comme celle d'un homme ; est-ce aussi simple ?

- L'homme y avait sa part. Son opiniâtreté, sa solidité intellectuelle, son art du combat avaient été décisifs.

T'as raison, valait mieux ne pas s'apesantir sur son passé peu glorieux ou ses effets d'arme franchement réactionnaires. Passons sur ses fréquentations qui étaient encore pire.

A aucun moment il ne dira que les travailleurs avaient ainsi exprimé leur rejet de la politique réactionnaire menée par Giscard (UDF), il oubliera aussi de citer les grèves qui commençaient à se répandre à travers tout le pays. Et pour cause, Mitterrand ne fera que la reprendre à son compte par la suite.

- Un documentaire-fiction sur le 10 mai, réalisé par Serge Moati, explique que l'espoir était trop grand pour ne pas être déçu, qu'en dites-vous ? Est-ce que la rigueur était inévitable ?

- (...) Mai 1981 est une révolution citoyenne qui a gelé sur pied. Mais rien n'était écrit d'avance. Ceux qui dirigeaient notre combat avaient une pratique trop institutionnelle du changement politique et social. L'implication populaire fut absente. Elle ne fut aucunement stimulée.

Gardez-la bien au frais, elle n'est pas près de dégeler ! Remarquable comme réponse pour camoufler que Mélenchon a exactement la même conception de la lutte des classes que ceux qu'ils dénoncent ici, quand on lui parle de réaliser l'unité et d'organiser la montée sur Paris contre les licenciements ou la contre-réforme des retraites, il répond qu'il va déposer un amendement à l'Assemblée nationale ou que la loi est votée et qu'il faut faire avec ! Sa réponse à la question suivante le confirme.

Quand il dit que "*l'implication populaire fut absente*", il ment comme je l'ai rappelé plus haut puisqu'au même moment il y avait de nombreux mouvements sociaux à travers tous le pays. Plusieurs scandales avaient également émaillé la mandature de

Giscard, l'affaire Elf déjà et les avions renifleurs, les diamants de Bokassa notamment. Pour un peu, si Mitterrand n'a pas mis en oeuvre une politique ouvrière, ce serait de la faute des travailleurs eux-mêmes, véritable parole de renégat qui ne vaut guère mieux que les staliniens.

- Quelles leçons tirez-vous pour le futur, 2012 ?

- (...) Il faut un programme de rupture avec le capitalisme et une stratégie politique en cohérence.

Exactement comme en 81, pile poil au mot près ! Ayons un programme qui donne l'impression que l'on va changer quelque chose en profondeur, cela ne mange pas de pain, on va berner les plus naïfs ou profiter de leur profond rejet de Sarkozy, ensuite on poursuivra la politique de Sarkozy à la manière de Papandréou ou Zapatero par exemple, après au nom de la fatalité on expliquera qu'on ne peut pas faire autrement, sinon on collera cela sur le dos des travailleurs qui n'auront aucune raison de se mobiliser autour du PS, pas plus qu'en 81 quand ils n'avaient déjà plus d'illusions dans ce parti. Le procédé qui consiste à prêter des illusions aux travailleurs qui n'en ont pas, permet de camoufler ses réelles intentions qui coïncident justement avec ces illusions. S'il fallait en chercher, c'était du côté des militants du mouvement ouvrier, de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes plutôt que chez les travailleurs en général.

A l'époque, la majorité de la classe ouvrière était déjà bien embourgeoisée, le mot d'ordre unité PS-PCF avait effectivement un sens pour les travailleurs, uniquement dans la mesure où il leur permettait d'espérer que cette tendance se confirmerait sous Mitterrand, mais à aucun moment ils n'ont émis l'hypothèse qu'il pourrait remettre en cause les fondements du capitalisme, ils n'y pensaient même pas, tout comme aujourd'hui ils ignorent totalement ce que cela pouvait signifier et quelles en seraient les conséquences sur la société.

En réalité, en 1981 comme en 2011 tout le problème est là, l'absence totale de conscience politique et de compréhension du fonctionnement de la société par la quasi-totalité des travailleurs manuels ou intellectuels, et aujourd'hui pas un seul parti ouvrier ne popularise les idées ou le contenu du socialisme, et pour cause, ils rejettent cette analyse.

On devrait leur décrire pas à pas et en détail en quoi consisterait le mécanisme et la dynamique qui conduiraient à la transformation de la société sur la base de la remise en cause des fondements du capitalisme, en quoi consisterait précisément cette remise en cause, afin qu'ils comprennent qu'on ne leur propose pas de se lancer à l'aveuglette dans une aventure dont on ne maîtriserait pas les tenants et les aboutissants, mais qu'au contraire on maîtrise parfaitement notre sujet et on sait parfaitement par quelles étapes il faudra impérativement passer pour aboutir à l'objectif que l'on s'est fixé. Sinon inévitablement on passe pour des bricoleurs, des amateurs, des dilettantes, des charlots ou des charlatans et c'est tout à fait normal, j'aurais la même réaction qu'eux à leur place.

On fera ceci, on fera cela, vous verrez que vos revendications seront satisfaites, on se contente de slogans bon marché, mais personne va vous croire sur parole, les travailleurs exigent un programme économique et social qui tienne la route, ils ont l'impression d'avoir quelque chose à perdre, c'est leur état d'esprit, il faut donc faire avec, ils ne sont donc pas prêts à se lancer dans une aventure qui pourrait se solder par la perte de ce qu'ils possèdent, c'est en tout cas ainsi qu'ils réagissent à tout discours de militants bornés et dogmatiques ou des arguments à l'emporte-pièces. Ils préfèrent encore voter par dépit pour des partis susceptibles de parvenir au pouvoir, tout en sachant qu'ils sont pourris et qu'ils n'ont rien à en attendre fondamentalement. Ce n'est pas logique comme attitude au premier abord ou paradoxalement, ils expriment à leur manière leur subordination non pas à des partis, mais dans le régime et les institutions dans une moindre mesure.

Soit il faut que les conditions de travail et d'existence des exploitées se détériorent dans des conditions telles qu'ils ne peuvent plus vivre comme avant ou s'en sortir au quotidien pour commencer à se poser des questions sur leurs conditions d'esclave ou se révolter carrément, c'est le terrain à partir duquel ont démarré des soulèvements révolutionnaires en Afrique du Nord, soit il faut qu'ils prennent conscience des rapports qui régissent la société pour entrevoir les moyens pour les changer.

Comme ni l'une ni l'autre de ces conditions n'est réunie encore moins la combinaison des deux, il n'y a absolument aucun changement politique à espérer dans un avenir proche, d'autant plus que le parti révolutionnaire est quasiment inexistant. Ne pouvant pas compter sur une très violente et profonde dégradation des conditions de travail et de vie des travailleurs dans les mois à venir pour les faire réagir, on ne peut compter que sur le facteur subjectif pour aller de l'avant pas à pas en relation avec la défense de leurs acquis, en gagnant patiemment un par un les travailleurs au socialisme.

Le bêtisier du jour.

- La chanteuse Juliette : «*Pour vivre heureux, soyons ce que nous sommes profondément*» (20minutes.fr 17.05)

C'est assurément ce que doivent se dire les clochards tous les matins au lever du soleil !

Politique

1- France

Un ancien agriculteur cité au procès d'Yvan Colonna a accusé ce mardi des policiers d'avoir «*fabriqué de fausses preuves*» au cours de leur enquête sur l'assassinat du préfet Erignac en 1998, alors qu'ils se concentraient sur la piste dite «*agricole*».

Pendant les mois qui ont suivi l'assassinat de Claude Erignac, le 6 février 1998 à Ajaccio, les enquêteurs avaient soupçonné le milieu du syndicalisme nationaliste corse, qui militait alors pour une annulation des dettes du secteur.

Serge Garracio travaillait à l'époque avec Dominique-Mathieu Filidori, agriculteur et leader syndicaliste, qui avait été arrêté et mis en examen pour complicité d'assassinat, avant de bénéficier d'un non-lieu en 2002.

Parmi les éléments retenus contre Dominique-Mathieu Filidori, figuraient des explosifs hors d'usage découverts sur son domaine agricole lors d'une perquisition en septembre 1998.

Serge Garracio a affirmé, devant la cour d'assises spéciale de Paris, que Roger Marion, ex-patron de la police antiterroriste, et Eric Battesti, de la direction centrale des renseignements généraux, l'avaient contraint à déposer ces explosifs. Roger Marion «*m'a donné les explosifs et un détonateur, et m'a dit de les déposer*», a-t-il assuré. «*M. Marion a fabriqué de fausses preuves*».

«*Avez-vous été entendu par l'IGPN?*», a demandé Me Eric Dupond-Moretti, l'un des avocats d'Yvan Colonna à Serge Garracio, qui a répondu par la négative.

Depuis les premières auditions des policiers et gendarmes ayant enquêté sur l'assassinat, la défense d'Yvan Colonna conteste les méthodes des enquêteurs.

«*Ce sont les mêmes procédures, les mêmes hommes, les mêmes façons de faire*», a affirmé l'un des conseils du berger de Cargese, Me Gilles Simeoni, devant la presse. «*L'enquête a été polluée par ce type de comportements*».

Vincent Andriuzzi, l'un des deux enseignants condamnés en 2003 comme commanditaires du crime, mais acquittés en appel en 2006, a pour sa part évoqué une «*hystérie*» des policiers l'ayant interrogé durant sa garde à vue en mai 2009.

Il a relaté comment le commandant Georges Lebbos, un ancien de la Division nationale antiterroriste (DNAT), avait mimé devant lui une scène de corrida pour lui montrer ce qui lui arriverait aux assises, et avait «prétendu» qu'il était passé aux aveux alors qu'il a contesté tous les faits qui lui étaient reprochés.

Son épouse avait également été placée en garde à vue. Vincent Andriuzzi a affirmé que pour la faire parler, un policier lui avait collé la tête sur son bureau, sur les photos du préfet assassiné, en lui disant: «*Regarde où était ton mari le 6 février!*». (20minutes.fr 17.05)

2- Italie

"*Une gifle*", c'est ainsi qu'est qualifiée la mise en ballottage défavorable de la droite à Milan, fief de Silvio Berlusconi, dans un éditorial en "une" du quotidien milanais Il Corriere della Sera, mardi 17 mai. Alors que le chef du gouvernement italien avait fait de cette élection municipale un test de popularité, elle fragilise l'alliance cruciale de son parti, le Peuple de la liberté (PDL, centre droit), avec la Ligue du Nord.

A la surprise générale, la candidate du parti de M. Berlusconi, la maire sortante Letizia Moratti, à 41,6 % des voix, a été largement devancée par le candidat de la gauche, l'avocat Giuliano Pisapia (48 %), lors du premier tour de municipales partielles italiennes dimanche et lundi. "*Surprise à Milan, Pisapia en tête*", titre Il Corriere della Sera.

"*Le ballottage à Milan est humiliant, surtout pour Silvio Berlusconi, qui faisait du résultat un référendum sur sa personne et son gouvernement. Il reçoit une gifle personnelle et politique*", écrit l'éditorialiste Massimo Franco. Dans l'attente du second tour prévu les 29 et 30 mai, ce résultat "*fait prévoir une période d'instabilité et d'autres règlements de compte dans le centre-droit*" dont M.Berlusconi "*risque de devenir le bouc-émissaire*", annonce-t-il.

En attendant, la gauche, habituée aux défaites face à Berlusconi, ne boude pas son plaisir : "*Les chiffres montrent clairement que nous gagnons et qu'ils perdent*", s'est félicité Pier Luigi Bersani, chef du Parti démocrate (PD, gauche), principale formation de l'opposition. Il évoquait notamment les victoires de la gauche, dès le premier tour, à Bologne et Turin.

Le silence persistant de Sivlio Berlusconi est encore plus éloquent quant à l'impact des résultats du week-end. "*Le conte de fées est terminé, commente, lapidaire, l'éditorialiste du journal de gauche La Repubblica, Massimo Giannini. La réponse des électeurs est sans équivoque : le président du Conseil a perdu son référendum.*" Même son de cloche dans les pages du quotidien modéré

La Stampa, propriété du groupe Fiat, qui décrit un Cavaliere "*déçu, amer, stupéfait*" : "*La forteresse Berlusconi montre des fissures visibles*", conclut le quotidien. (lemonde.fr 17.05)

3- Syrie

L'opposition en Syrie a lancé un appel à la grève générale pour mercredi, défiant une nouvelle fois une répression qui ne faiblit pas: l'armée maintient son siège de la ville de Tall Kalakh, où les forces de sécurité sévissent depuis plusieurs jours.

"*Ce sera une journée de punition pour le régime*", ajoute le texte. "*Faisons de ce mercredi un vendredi (jour habituel de manifestations), avec des manifestations massives, pas d'école, pas d'université, pas de commerces ou de restaurants ouverts et même pas de taxis*".

L'appel à la grève survient alors que des informations font état de dizaines de corps et de blessés gisant dans les rues de la ville de Tall Kalakh (ouest) assiégée par l'armée depuis plusieurs jours.

Des bombardements et des tirs ont été entendus par ailleurs lundi soir dans le quartier de Deir Baalba à Homs (centre), également assiégée par l'armée. "*Tout cela est une riposte aux manifestations qui ont lieu tous les jours et qui sont rapidement réprimées par les forces de sécurité*", a affirmé mardi un témoin ayant requis l'anonymat.

L'agence de presse officielle Sana a fait état de la mort de deux officiers de police lundi à Deir Baalba tués par des tirs d'un "*gang terroriste armé*" sur leur voiture. (lexpress.fr 17.05)

4- Yémen

Mardi, les manifestations se sont poursuivies au Yémen et des dizaines de protestataires ont été blessés par les forces de sécurité, selon des militants.

A Damar notamment (100km au sud de Sanaa, la capitale), un contestataire a été blessé par balle et 14 autres ont été touchés dans des jets de pierres lorsque des hommes ont tenté de disperser un rassemblement.

Six personnes ont été blessées à Aden, ville portuaire du sud du pays, où les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants protestant contre des coupures de courant, a-t-on appris de sources médicales.

A Taez, plusieurs bureaux publics ont dû fermer en raison de manifestants, a déclaré un militant, Bushra al-Maktari. (AP 17.05)

5- Libye

5.1- De violents combats ont opposé mardi rebelles et soldats pro-Kadhafi près de la frontière avec la Tunisie, selon l'agence officielle tunisienne TAP qui fait état d'obus tombés à l'intérieur du territoire tunisien.

Les affrontements ont pour enjeu le contrôle du point de passage de Wazen, proche de la localité tunisienne de Dhéhiba, repris depuis plusieurs semaines par les insurgés. (AP 17.05)

5.2- Le ministre du pétrole libyen Choukri Ghanem, un cacique du régime de Mouammar Khadafi, a '*quitté*' la Libye, et se trouve actuellement en Tunisie, voisine, a indiqué mardi 17 mai une source proche du gouvernement tunisien. Il '*réside actuellement dans un hôtel à Djerba (île touristique dans le sud de la Tunisie) et il n'a pas essayé de contacter les autorités tunisiennes*', a ajouté cette source. (lemonde.fr 17.05)

6- Aghanistan

Les Etats-Unis accentuent leurs efforts pour négocier un règlement politique du conflit afghan avec les talibans, rapporte le Washington Post mardi. Un représentant américain a participé à au moins trois réunions au Qatar et en Allemagne, dont l'une il y a huit ou neuf jours avec un émissaire considéré comme un proche du mollah Mohammad Omar, le chef des "*étudiants en religion*", précise le quotidien, qui cite un responsable afghan.

Selon le Washington Post, le gouvernement américain espère progresser dans les discussions avant juillet et l'annonce par le président Barack Obama d'un premier retrait de troupes américaines du pays, dans le cadre du transfert de la sécurité aux forces afghanes d'ici à 2014. Les négociations pourraient être facilitées par la mort d'Oussama Ben Laden, tué par un commando américain le 2 mai au Pakistan, car il serait alors plus facile pour les talibans de rompre leurs liens avec Al-Qaida.

Les talibans ont abrité Oussama Ben Laden pendant des années en Afghanistan, avant leur renversement à la fin 2001. Le Washington Post explique que les discussions avec les talibans ont été organisées par des intermédiaires non gouvernementaux et l'entremise de gouvernements arabes et européens.

Les talibans ont insisté pour obtenir des négociations directes avec les Américains et ont proposé d'ouvrir un bureau formel. Le Qatar a été évoqué. Les discussions en sont au stade préliminaire, poursuit le Washington Post, selon qui les talibans ont transmis une longue liste d'exigences, parmi lesquelles la libération d'une vingtaine de leurs combattants emprisonnés à Guantanamo. Les insurgés réclament aussi le retrait de toutes les troupes étrangères et la garantie d'obtenir un rôle important au sein d'un futur gouvernement. (lemonde.fr et Reuters 17.05)

Social

1- France

Selon nos informations, la France vient de battre le record du nombre de détenus emprisonnés. Au 1er mai, ils étaient ainsi 64.584 à dormir à l'ombre.

Avec 56.150 places opérationnelles, le taux d'occupation des prisons françaises est donc de 115,02% au 1er mai 2011.

Depuis le mois de janvier, le nombre de détenus ne cesse d'augmenter dans toutes les directions interrégionales des services pénitentiaires.

"*C'est l'affaire Tony Meilhon qui explique cette hausse,*" confie une source à l'administration pénitentiaire. "*Depuis le meurtre de Laëtitia à Pornic, on a demandé d'insister sur l'exécution des peines. Tous les détenus qui traînaient sont donc amenés petit à petit dans les prisons.*" (20minutes.fr 17.05)

2- Nouvelle-Calédonie

Plusieurs milliers de personnes ont défilé, mardi 17 mai, dans les rues de Nouméa pour dénoncer la "*vie chère*" et réclamer une réforme structurelle du système économique.

Fiscalité obsolète, opacité des prix, monopoles, protection de marchés, faible taxation du capital au détriment du travail et évasion de capitaux figurent au rang des griefs mis en avant par six des sept syndicats représentatifs de Nouvelle-Calédonie qui ont appelé à participer à cette manifestation qui a rassemblé sous une pluie battante entre 6 000 et 10 000 personnes selon les sources policières et syndicales. Trois jours de grève générale ont été décrétés et des manifestations similaires sont prévues mercredi et jeudi dans la province Nord, à Koné, et à Lifou, aux îles Loyauté.

"*La mobilisation est là. Nous ne voulons plus de discours, nous voulons des décisions importantes, qui doivent faire l'objet d'accords économiques et sociaux*", a déclaré Didier Guénant-Jeanson, leader de l'Usoenc, proche de la CFDT. Dans un communiqué, la Ligue des droits de l'homme, qui avait appelé à rejoindre cette manifestation, a dénoncé le creusement "*des disparités entre riches et pauvres au cours des dernières années*" et le risque "*à court ou moyen terme d'une explosion sociale*".

"*La France a construit dans tous ses départements et territoires d'outre-mer une économie de transfert aux ménages, un peu artificielle*", a déclaré sur la chaîne de télévision NC Première Mathias Chauchat, professeur de droit public à l'université de Nouvelle-Calédonie. "*Les prix ont tendance à s'adapter à une demande solvable élevée, ce qui génère beaucoup d'injustices. C'est un modèle qui est en échec*", a-t-il ajouté. La semaine dernière, le gouvernement local a annoncé une baisse des prix sur vingt-cinq produits phares. Il s'est engagé, dès le retour à la stabilité des institutions prévue d'ici un mois, à adopter un plan global de lutte contre la vie chère. (lemonde.fr et AFP 17.05)

Le 19 mai

Affaire DSK, suite.

Sur le fond, on se fout de cette affaire, sur la méthode par contre, elle permet de mettre en lumière la capacité des uns et des autres à faire ou non la part des choses ou de faire preuve ou non de discernement, ce qui nécessite comme dans l'affaire Ben Laden un esprit libre de tout a priori ou dogmatisme, de maîtriser notre inconscient, de ne pas juger une situation ou un fait à partir d'éléments figés quelque part dans notre cerveau et qui s'imposent à nous à notre insu ou avec notre consentement pour ne pas remettre en cause les certitudes que nous nous sommes forgées, et sur lesquelles reposent notre fragile équilibre psychologique et parfois notre bonne conscience.

Qu'avons appris de nouveau ?

- Les conseils de Dominique Strauss-Kahn envisageraient de plaider l'acte sexuel consenti, selon le New York Post. (20minutes.fr 18.05)

Il ne nie pas les faits mais la manière dont ils se sont passés. Impossible en effet de faire autrement après une analyse ADN.

- «*Quand les jurés vont entendre son témoignage et la voir, quand elle pourra enfin raconter son histoire publiquement», ils réaliseront que «les allégations faisant état d'une relation sexuelle consentie ou de rendez-vous sont fausses*», a assuré son avocat, Jeff Shapiro sur NBC. (20minutes.fr 18.05)

Parce que les jurés devraient la croire sur parole, pourquoi pas, mais alors pourquoi ne pas faire de même envers l'accusé ? En quoi la parole de cette femme serait-elle plus digne de foi que celle de cet homme ? Parce qu'elle est pauvre et lui riche, parce qu'elle est supposée être la victime et lui le coupable, dès lors un procès est inutile et il faut le déclarer définitivement coupable et on n'en parle plus. Mais qu'on ne nous parle pas de justice ensuite.

- L'avocat et le frère de la jeune femme assure qu'elle ne sait pas à qui elle avait à faire en entrant dans la suite 2806 du Sofitel de New York. Mais les affirmations d'une femme de ménage de l'hôtel mettent à mal ces affirmations.

Cette employée de l'hôtel Sofitel ignorait l'identité du patron du FMI jusqu'au lendemain de son agression présumée (dimanche), a affirmé mardi l'avocat de la plaignante. (20minutes.fr 18.05)

Mais elle savait peut être que c'était un VIP...

C'est ce que laisse entendre une femme de chambre de l'hôtel interrogée par un reporter du *Figaro*. Selon cette dernière, la photo de DSK "*avait été affichée avant sa venue dans l'hôtel dans le local où nous nous changeons*".

Une mesure qui aurait été prise par la direction de l'hôtel afin d'offrir un accueil approprié au "*client VIP*", qui -si elle était confirmée- contredirait donc l'accusation. (lepost.fr 18.05)

Savait, savait pas, serait-elle demeurée, aveugle ? Si elle a menti, pourquoi ?

- Selon *Le Figaro* de jeudi, un employé de l'hôtel (room service) se trouvait dans la chambre au moment où la femme de ménage est entrée –ce qui expliquerait pourquoi elle n'a pas frappé. Le premier employé serait ensuite parti et dit qu'il ignorait que DSK se trouvait dans la salle de bain. (20minutes.fr 18.05)

Encore un employé suffisamment distrait et qui aurait parcouru les différentes pièces de cette suite avant de parvenir à la chambre sans remarquer le moindre objet ou vêtement appartenant au client qui l'occupait, sa valise ou son sac de voyage devait être minutieusement soustrait au regard d'un éventuel visiteur sans doute, étrange pour quelqu'un sur le point de quitter cet hôtel, de plus je crois me souvenir qu'il avait oublié un de ses 7 téléphones portables que le personnel de l'hôtel a trouvé juste après son départ, où était-il, planqué au fond d'un tiroir ou posé quelque part bien en vue ?

Attendons la suite.

Depuis le début j'ai ma propre version des faits sous le coude, mais je ne l'ai pas avancée pour voir, comme au pocker, pour voir la réaction que susciteraient mes causeries. C'est vicieux, une basse manoeuvre dira-t-on, je m'en défends, c'est une technique comme une autre pour mieux cerner la manière dont les uns et les autres interprètent la réalité. Parfois on n'a pas le temps d'analyser une question, alors temporairement on s'en remet à l'analyse formulée par une tierce personne réputée faire preuve de perspiciacité ou pour son esprit critique, son impartialité en toutes choses.

A mon avis, Strauss-Kahn a pété les plombs tout simplement. Comment cela a pu arriver, c'est très facile à comprendre et ne demande pas beaucoup d'imagination pour se le représenter. Il s'est retrouvé soudainement dans une situation totalement inattendue, inespérée dans le cas d'un type particulièrement porté sur le sexe, et les repères qui fonctionnaient habituellement pour l'empêcher d'aller trop loin ou lui signalaient les limites à ne pas franchir, n'ont pas opéré cette fois-ci.

Il s'est fait tout bonnement piéger par l'idée qu'il avait de lui-même et ses pulsions sexuelles tout juste contrôlables en temps normal ou dans un autre contexte. L'inimaginable se produisant, se retrouver seul nu dans une chambre d'hôtel face à une folie jeune femme, le fantasme étant devenu réalité, il a perdu le contact avec celle-ci et commis l'irréparable.

Les faits divers ou les affaires de moeurs sordident dont nous gratifient quotidiennement les médias montrent qu'ils ne sont pas l'apanage d'une classe particulière. Si les hommes sont responsables des agressions sexuels, c'est en partie parce qu'ils sont sous l'emprise de pulsions qui sont disponibles en permanence, alors que chez les femmes elles ont besoin d'un contexte psychologique particulier ou favorable pour être disponibles et s'exprimer. Voyez comment nos plus proches cousins, les bonobos, pratiquent l'acte sexuel en apparence de manière débridée, alors qu'en réalité ils agissent ainsi pour maintenir la cohésion de leur communauté ou régler des conflits, il ne viendrait pas alors à l'dée d'une femelle de se soustraire à cet exercice pratique qui semble combler à la fois les désirs et les besoins des mâles et des femelles.

Strauss-Kahn illuminé par le pouvoir illusoire qu'il incarnait en tant que directeur général du FMI, a dû confondre la société des bonobos avec celle des humains qui réagissent autrement à travers d'autres règles sociales. Dorénavant il aura le temps de méditer à cette question.

Ce n'est qu'une hypothèse, à mon avis la plus crédible, la suite le confirmera ou l'infirmera.

Passons à un autre sujet.

Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI, page 14 IO n°149 du 18 mai 2011 :

- "*Réclamons tout de suite une Assemblée constituante qui permette enfin aux citoyens français de jouir d'une Constitution démocratique ! Une vraie Constitution qui garantisse à tous les citoyens sans exception ce qu'ils attendent d'une démocratie basée sur la liberté, l'égalité et la fraternité. Une vraie Constitution qui leur permette de contrôler et de révoquer leurs élus qui franchissent la ligne jaune et qui ne vivent pas comme eux et au milieu d'eux…Une vraie Constitution qui les aide à lutter contre la dictature financière organisée aux niveaux mondial et européen pour les exploiter au profit de ces mêmes parasites qui sévissent depuis l'éternité et qui semblent indestructibles !*"

Question : en quoi une Assemblée constituante constituerait-elle en soit la garantie d'une vraie "Constitution démocratique" ? En rien en réalité. Et la suite le confirme.

Question : qu'est-ce que c'est "*une démocratie basée sur la liberté, l'égalité et la fraternité*", entre patrons et ouvriers qui seraient logés à la même enseigne, bénéfieraient des mêmes droits, alors que ce seraient toujours les mêmes qui détiendraient le pouvoir, le pouvoir réel, celui de l'argent que procure la propriété privée des moyens de production, sans oublier l'armée toujours aux ordres de la classe dominante, celle des capitalistes ? On sait ce que cela donne, on le vit quotidiennement.

La révolution tunisienne nous a enseigné que sans l'armement du prolétariat, sans le désarmement de l'armée au service du capitalisme, le pouvoir ne changerait pas de mains, la même classe demeurerait au pouvoir. On le savait depuis la Commune de Paris et la révolution russe de 1917, on vient d'en avoir confirmation un siècle plus tard. Il ne peut y avoir d'issue politique, de révolution prolétarienne victorieuse, la classe ouvrière ne pourra jamais devenir la classe dominante et s'emparer véritablement du pouvoir aussi longtemps qu'elle n'aura pas vaincu son ennemi les armes à la main, l'ignorer c'est criminel et conduire le prolétariat à une défaite sanglante.

Question : mais de quoi ou de qui serait donc composée une Assemblée constituante, de quelle nature sociale serait une Constitution qui serait contrainte de comporter un article réservé aux élus qui franchiraient "*la ligne jaune*" ? Pourquoi cette précaution, ces élus auraient-ils des intérêts distincts ou différents de la classe ouvrière, seraient-ils en réalité peu fréquentables avant même d'être élus au point de devoir brandir la menace de les sanctionner ? A croire qu'ils ne seraient pas vraiment digne de confiance, alors de là à penser que cette Assemblée constituante et la Constitution qui en serait issue ne vaudrait guère mieux il n'y a qu'un pas, non ?

Question : Comment peut-on prétendre pouvoir mettre en oeuvre "*une vraie Constitution*" alors que l'aristocratie financière n'aurait pas été expropriée (sans indemnité) et n'aurait pas été dépossédée de son pouvoir de nuisance ? Parce que par dessus le marché il faudrait croire la fable selon laquelle elle permettrait à une nouvelle Constitution contraire à ses intérêts de voir le jour ?

Mieux encore, comment peut-on concevoir qu'une véritable Assemblée constituante, qui serait capable de constituer comme disait Lénine, donc de légiférer en toute indépendance en faveur des exploités et au détriment de la classe des exploiteurs, serait compatible avec le maintien ou l'existence de la "*dictature financière*" ?

Extrait de l'appel du POI du 13 mai :

" *Et tous les partis politiques portugais susceptibles de gagner l'élection du 5 juin se sont vu intimer l'ordre de signer un engagement à appliquer ce plan, quel que soit le résultat de l'élection. Cela veut dire qu'il n'y a plus de souveraineté nationale au Portugal et qu'il n'y a plus aucun contenu démocratique au suffrage universel dans ce pays. Un processus semblable a eu lieu en Grèce. Hier, la Grèce, aujourd'hui, le Portugal, demain, la France ?*"

En réalité, le suffrage universelle n'avait plus depuis belle lurette de "*contenu démocratique*" au Portugal ou dans les autres pays de l'Union européenne, il n'en a jamais eu sous la Constitution bonapartisme et antidémocratique de la Ve République en France. Que signifie faire croire le contraire ?

On nous explique dans cet appel que si le projet de réforme constitutionnel était adopté "*la Constitution pourrait ainsi être opposée aux droits des organisations syndicales à représenter les intérêts de la classe ouvrière et à négocier sur la base de ses revendications.*

Ce serait donc une atteinte d'une gravité exceptionnelle contre la démocratie."

Cela aurait au moins le mérite de remettre les pendules à l'heure et obligerait les opportunistes qui tiennent un double langage :

1- à nier toute légitimité aux institutions de la Ve République, donc à boycotter les élections organisées dans le cadre de cette Constitution,

2- à rompre avec la conception de la lutte de classe qui consiste à négocier avec l'Etat ou le patronat au lieu de mobiliser les travailleurs sur leurs revendications, à organiser le combat classe contre classe au lieu de se compromettre dans des accords pourris passés sur le dos des travailleurs,

3- à lier leur combat à la nécessité d'abolir la Constition et les institutions politiques du capital ou à lier le combat pour les revendications sociales à la perspective de renverser l'ordre établi et à la nécessité d'instaurer un Etat ouvrier ou social, socialiste,

3- à rompre leurs relations avec l'Etat et le patronat, à rompre avec les appareils pourris des syndicats et des partis dits ouvriers tels le PS et ses satellites,

4- à engager le combat contre les appareils pour de véritables syndicats de lutte de classe.

En filigrane, la lecture de cet appel respire la subordination à l'ordre établi que ses auteurs affirment cependant combattre.

Comment une orientation politique pourrait-elle être à la fois conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs et satisfaire des "*démocrates*" ou des "*partisans de la République* qui n'ont nullement l'intention de remettre en cause la Ve République ou le régime capitaliste ? Mission impossible évidemment. Mais le POI a-t-il vraiment l'intention de les remettre en cause ? Tout tend à démontrer le contraire.

Le POI prétend combattre pour l'instauration d'une "*authentique démocratie*" et dans les faits, au lieu de combattre résolument contre la Constitution de la Ve République, pour son abolition, il en défend une mouture qui serait plus démocratique contre une autre qui le serait moins, son combat se situe dans les limites définies par la Ve République elle-même, au lieu de se situer dans une perspective révolutionnaire, on appelle aussi cela faire acte de soumission.

En refusant de s'engager dans cette voie qui aurait le mérite de sceller le sort de la Ve République ou de répondre à la question : mais que deviendrait-elle si une Assemblée constituante voyait le jour, la revendication d'une Assemblée constituante semble tomber du ciel ou sortir de nulle part, un ersatz au vernis plus démocratique sans qu'aucune question de fond n'ait été réglée, qui satisferait peut-être les couches de travailleurs qui constituent le fond de commerce des syndicats et des partis ouvrier dont le POI, mais certainement pas l'immense majorité des travailleurs dont le sort resterait inchangé, exactement comme sous un régime plus démocratique, la IVe République par exemple, ou les années "glorieuses" de la Ve République jusqu'au début des années 80.

Les jeunes travailleurs tunisiens qui ont débarqué récemment en France pensaient que le régime en France était plus démocratique qu'en Tunisie sous Ben Ali, qu'on les traiterait mieux et dignement. Ils viennent de réaliser que tel n'était pas le cas, et qu'en France aussi il va falloir faire une révolution sociale, une révolution qui cette fois ne devra pas se contenter de virer le chef de l'Etat ou de réformer les institutions en place, mais qui devra faire table rase du passé en liquidant les rapports sociaux de production qui sont à la base de tous les rapports dans la société, pour enfin pouvoir satisfaire nos besoins et nos aspirations légitimes.

La question de la réforme constitutionnelle pose directement la question de l'Etat et du pouvoir politique et comment la résoudre. En décidant de ne pas l'aborder sous cet angle, le POI n'y répond pas franchement pour se concilier des "élus", des "démocrates", des "républicains", comme dirait Schivardi, de tous bords ou de tous partis politiques, y compris de droite (avril 2008).

Cela étant dit, constatant (une nouvelle fois) que le POI est le seul parti à combattre ce projet de réforme constitutionnelle, nous estimons que tous les militants ouvriers convaincus de la nécessité d'engager le combat contre les institutions de la Ve République peuvent s'y associer sans avoir à en rougir ou renier leurs convictions. Il ne pourrait y avoir de "bons" prétextes pour demeurer dans l'inaction ; la critique est aisée, l'art difficile, alors employons-nous à devenir des artistes ! La confrontation des idées nourrit la réflexion et permet de l'approfondir, comme la contemplation de la nature toujours changeante nourrit

l'imagination chez l'artiste.

Politique

1- Syrie

L'appel à la grève générale en Syrie a été peu suivi, mais la mort de plusieurs civils a été déplorée dans l'ouest du pays, alors que le président Bachar al-Assad assurait que la crise était «*en passe d'être terminée*».

Au moins huit civils ont été tués mercredi à Tall Kalakh (ouest), ville assiégée depuis plusieurs jours, ont indiqué à l'AFP deux militants des droits de l'Homme. Ils ont fait état de bombardements sur la ville et de tirs à l'arme automatique, ajoutant que de nombreux blessés gisaient dans la rue sans pouvoir être évacués.

S'exprimant mardi devant des responsables locaux, le président Assad «*a donné des assurances que la crise avait été surmontée et que les événements étaient en passe d'être terminés*», selon des déclarations publiées par le journal Al-Watan. Mais il a aussi reconnu des méfaits de la part des services de sécurité, les attribuant au manque d'entraînement. Depuis le début des violences, les autorités attribuent les troubles à des «*salafistes*», des «*gangs criminels*» ou à «*des groupes terroristes armés*», dont certains liés à l'étranger. (20minutes.fr 18.05)

2- Afghanistan

Douze personnes ont été tuées et 80 autres blessées en Afghanistan mercredi lors de violentes manifestations de protestation contre la mort de quatre personnes dans une opération des forces internationales, rapportent les autorités afghanes.

Les manifestants, armés de haches et de piques, sont descendus dans les rues de Taloqan, ville habituellement calme du nord de l'Afghanistan, en scandant "*Mort à l'Amérique*". Ils ont tenté de prendre le contrôle d'une base militaire étrangère située à proximité.

Les forces de sécurité afghanes ont ouvert le feu pour disperser les manifestants, au nombre de 3.000 selon le chef de la police provinciale.

Selon la police locale et les habitants de Taloqan, les quatre personnes tuées dans une opération des forces étrangères sont des civils. L'Isaf (Force internationale d'assistance à la sécurité) parle pour sa part d'insurgés armés.

Le président afghan, Hamid Karzaï, a condamné la mort de ces quatre personnes, qui étaient selon lui des membres d'une même famille.

Le président, dont les manifestants de Taloqan ont conspué le nom, a exigé des explications du général David Petraeus, commandant des troupes américaines et de l'Otan en Afghanistan.

"*Malgré des avertissements répétés du président afghan pour éviter de malencontreuses opérations de l'Otan, il semble que ce genre d'incidents continue*", dit la présidence dans un communiqué.

La semaine dernière, trois jeunes civils afghans ont été tués par erreur par l'Isaf. (Reuters 18.05)

3- Yémen

Après cinq mois de crise politique au Yémen, l'opposition et le président Ali Abdallah Saleh ont accepté hier de signer le plan de transition élaboré par les pays du Golfe. Cette cinquième version du texte légèrement modifié après l'intervention de diplomates américains et européens prévoit le départ de Saleh de la présidence dans un délai d'un mois. Il lui accorde aussi l'immunité ainsi qu'à ses proches collaborateurs.

Reste à voir si Saleh, qui garde le soutien de certaines tribus, quittera définitivement la scène politique. « *Son immunité pourrait lui permettre de revenir, ce qui serait une menace pour le futur gouvernement* », relève Hasni Abibi. (20minutes.fr 18.05)

Social

1- France

1.1- L'Assurance-maladie ne supporte plus la « *dérive* » des dépassements d'honoraires de certains médecins. Hier, l'organisme a publié une étude aux résultats éloquents, qui montre que les honoraires des spécialistes de secteur 2 (ceux qui ont le droit de

fixer leurs tarifs) ont doublé en vingt ans par rapport aux tarifs « *standards* » remboursés par la Sécurité sociale.

En 2010, le montant total des dépassements d'honoraires s'est élevé à 2,5 milliards d'euros. « *Le système dérive depuis trente ans* », a déclaré Frédéric Van Roekeghem, le directeur de l'Assurance-maladie, qui souhaite « *réformer* » le secteur cet été, lors d'une négociation avec les médecins libéraux.

Plus de quatre spécialistes sur dix sont installés en secteur 2. Parmi eux, gynécologues, ophtalmos, chirurgiens et pédiatres sont ceux qui pratiquent le plus le dépassement d'honoraires, surtout en région parisienne, dans les Alpes-Maritimes, le Rhône et l'Alsace. Certaines cliniques privées vont même jusqu'à facturer « *dix fois le tarif standard* », explique le directeur de l'Assurance-maladie. (20minutes.fr 18.05)

1.2- «*On nous casse tout, on nous dit rien. Plus on avance, plus on en a moins*.» C'est sur l'air d'une chanson bien connue de Jacques Dutronc qu'ont défilé ce mercredi après-midi près de 500 enseignants du premier degré aux abords du ministère de l'Education nationale à Paris.

Ils étaient accompagnés de parents d'élèves et de quelques élus locaux venus dénoncer les 9.000 suppressions de postes prévues à la rentrée 2011 dans le premier degré et les 1.500 fermetures de classes. «*Si le gouvernement continue à appliquer le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ce seront 5.000 classes qui fermeront en 2012*», prévient Sebastien Sihr, secrétaire général du Snuipp, principal syndicat du premier degré. Seule solution d'éviter cette perspective selon lui: multiplier les mobilisations partout en France. (20minutes.fr 18.05)

1.3- L'ensemble exceptionnel de papiers de travail de Robespierre et le fonds du Conventionnel Philippe Le Bas ont été préemptés mercredi pour un total de 979.500 euros par les Archives nationale de France lors d'une vente aux enchères de livres et de manuscrits chez Sotheby's à Paris, selon un communiqué de la maison de vente.

Ces brouillons rédigés entre janvier 1792 et juillet 1794 étaient composés de "*116 pages biffées, barrées, corrigées, de la petite écriture bien lisible du chef des Jacobins et conservées durant plus de deux siècles par les descendants de son ami Le Bas*", souligne Sotheby's. (AP 18.05)

2- Portugal

Le taux de chômage au Portugal est monté à 12,4% de la population active au premier trimestre, période pendant laquelle le pays est entré en récession technique.

Le taux de chômage au Portugal est à son plus haut niveau depuis au moins le début des années 1980. (Reuters 18.05)

Economie.

En 2025, six pays émergents réaliseront plus de la moitié de la croissance mondiale. Ainsi, l'euro et le yuan traiteront d'égal à égal dans un environnement monétaire «multipolaire», prévoit la Banque mondiale.

Le calcul est rapide. En 2025, six pays émergents réaliseront plus de la moitié de la croissance mondiale. La place du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de la Russie, de l'Indonésie et de la Corée du Sud dans le commerce mondial deviendra prépondérante. Ainsi, le système monétaire international ne sera plus dominé par le seul billet vert, estime la Banque mondiale dans un rapport publié mardi . L'euro et le yuan traiteront d'égal à égal dans un environnement monétaire «multipolaire», ajoute l'institution.

Entre 2011 et 2025, les économies émergentes vont croître de 4,7% en moyenne, contre 2,3% de croissance prévu dans les pays développés. Ces puissances en devenir tireront la croissance dans des pays plus pauvres, en dopant les échanges Sud-Sud, via des opérations commerciales mais aussi financières bilatérales.

Mais elles devront revoir la structure de leur développement économique, pour le rendre durable, en le faisant reposer davantage sur la demande intérieure et la hausse de la productivité. Actuellement, elles sont encore souvent dépendantes des investissements étrangers et des exportations.

La Banque mondiale estime que les institutions financières doivent s'adapter rapidement à cette nouvelle donne. (lefigaro.fr 18.05)

Le 20 mai

Hier nous avons abordé l'affaire Strauss-Kahn sous un angle plutôt subjectif. Aujourd'hui nous l'aborderons sur un plan objectif,

des faits et des témoignages des différents protagonistes. Nous n'apportons aucun crédit aux déclarations des médias ou de personnes qui ne sont pas directement impliqués dans cette affaire. Précision : parfois il est difficile de savoir qui est à l'origine d'une info.

Dans une lettre rendue publique par le conseil d'administration du FMI, Dominique Strauss-Kahn nie à nouveau les accusations.

"*Je pense tout d'abord à ma femme, que j'aime plus que tout, à mes enfants, ma famille, et mes amis. Je pense aussi à mes collègues du Fonds. Ensemble nous avons accompli de si grandes choses depuis plus de trois ans".*

"VA tous, je veux dire que je nie avec la plus grande fermeté toutes les accusations portées contre moi", écrit Dominique Strauss-Kahn. "*Je veux protéger cette institution que j'ai servie avec honneur et dévotion, et surtout surtout, je veux consacrer toutes mes forces, tout mon temps et toute mon énergie à prouver mon innocence*". (AP 19.05)

Quelques contradictions relevées dans les déclarations du directeur et des employés de l'hôtel et de la police new-yorkaise :

- Il y avait une caméra dans le couloir qui aurait filmé la femme de chambre sortant en trombe de la suite de DSK, puis plus de caméra !

- la femme de ménage aurait frappé avant d'entrer, puis on apprend que la porte était déjà ouverte parce qu'un employé se trouvait déjà dans sa suite donc elle n'aurait pas frappé. Précaution inutile dans une suite de 150 m², à moins de se trouver à ce moment-là à proximité de la porte d'entrée ;

- personne n'avait indiqué à l'employé qui se trouvait déjà dans la suite que son occupant avait quitté les lieux, lui-même ne l'avait pas vérifié à l'accueil, alors pourquoi a-t-il affirmé à la femme de chambre que la suite était vide, une simple erreur d'appréciation ?

- elle était seule et sans famille à New York, puis elle avait un frère, et voilà que ce ne serait pas son frère, mais qu'elle aurait une soeur aînée, dixit la police ! Celui qui se serait présenté comme son frère serait son petit ami. Bien entendu la police n'avait pas vérifié son identité.

- son mari serait mort, puis il serait toujours vivant ;

- Guinéenne, elle serait passée par le Ghana afin d'obtenir des papiers pour se rendre aux Etats-Unis. Inutile de vous faire un dessin sur la manière de s'y prendre pour obtenir un certificat de réfugié politique de la part des autorités d'un des pays les plus corrompus du monde, en l'achetant. Je ne remets pas en cause le procédé, chacun se démerde comme il peut pour arriver à ses fins ;

- elle ne savait pas qui était DSK, puis on apprend que sa photo avait été diffusée aux employés de l'hôtel par la direction avant les faits ;

- on attend les explication de la direction de l'hôtel qui a mis près d'une heure avant d'appeler la police (911) après le départ de DSK de l'hôtel. A qui a téléphoné la direction de l'hôtel avant de prendre la décision d'appeler la police : Sarkozy, la Maison Blanche ?

- cette jeune femme serait un colosse d'1,80 m et de 90 kilos.

Il y a un truc qui ne colle pas sans vouloir accabler cette femme, je me demande comment le sexe de DSK a pu atterrir dans sa bouche, c'est étrange. Vue sa corpulence, il suffisait qu'elle lui balance un grand coup de coude dans la figure pour qu'il aille voler et puis s'enfuir ou saisir un objet et lui fracasser la tête avec.

Il y en a qui parle d'un complot, je ne suis pas cette piste, je pencherais plutôt pour un concours de circonstances favorables qui a pu permettre de monter cette affaire en épingle pour évincer DSK de la présidentielle, et dont la direction de l'hôtel aurait joué un rôle majeur.

Imaginons, une heure c'est long, on a le temps d'en passer des coups de fil, de réfléchir aux conséquences possibles d'un tel scandale, aux avantages ou inconvénients que les uns et les autres pourraient en tirer, qui avait intérêt à ce que cette affaire prenne une telle tournure ? Certainement pas l'hôtel pour sa réputation, Obama pour reprendre la direction du FMI, Sarkozy donné battu contre DSK en 2012, j'écarte la femme de chambre dont les intérêts ne pèsent pas lourd pour le coup face à Obama ou Sarkozy.

On a encore en mémoire comment Sarkozy est parvenu à déloger Gbagbo au profit d'Ouattara. Surtout on se souvient que c'est seulement les tous derniers jours avant la chute de Gbagbo que les relations entre Sarkozy et Ouattara ont été révélées par les médias ou qu'elles ont refait surface, quand le sort de Gbagbo était scellé, à aucun moment il n'en avait été question pendant

les longs mois qui s'étaient écoulés depuis les élections présidentielles en Côte d'Ivoire, sans doute pour ne pas gêner les manoeuvres de l'Elysée et de monsieur Bolloré, l'ami du président.

De la même manière, c'est seulement maintenant qu'on apprend que DSK était un maniac du cul et que certaines femmes victimes de ses avances un peu trop pressantes se réveillent pour le charger. Apparemment au PS tout le monde était au courant de ces écarts qui pouvaient à tout moment remonter à la surface et leur péter à la figure, mais cela ne les a pas dissuadé de prendre leurs dirstances avec lui, mieux encore, ils le voyaient bien en candidat à la présidentielle. Attendons la suite.

Aucun effet personnel en vue ?

Un autre témoignage pourrait expliquer pourquoi la femme de chambre est entrée dans la suite de DSK sans vérifier que l'ex-patron du FMI en était bien sorti. En effet, un employé du Sofitel de New York était déjà samedi dans la chambre, occupée par Dominique Strauss-Kahn, lorsque la femme de chambre qui accuse le patron du FMI de l'avoir agressée sexuellement est entrée.

La victime présumée de DSK s'est présentée samedi devant la suite 2806 du Sofitel de Manhattan et a constaté que "*la porte était entrouverte*", a expliqué une source policière.

La jeune femme "*a poussé la porte, un employé était en train de débarrasser le petit-déjeuner dans la suite et il lui a dit qu'elle pouvait nettoyer la chambre*", a poursuivi la source proche du Sofitel.

L'accusatrice de l'ancien patron du FMI est ensuite "*revenue dans la chambre avec son chariot et l'autre employé est parti*", a ajouté cette source.(lexpress.fr 19.05)

Parole d'Internaute

- "A quoi joue la police de NY ?

1- La police de NY distille depuis quelques jours des informations [...] qui s'avèrent presque toutes fausses et malveillantes :

- Agression située aux alentours de 13h : rectification deux jours plus tard pour faire coïncider avec l'heure de départ de DSK (peu après 12h)

- Fuite précipitée de DSK : contredite par une cliente française du Sofitel et le déjeuner avec sa fille

- Femme de ménage sortant affolée de la suite de DSK : il n'y a aucune caméra de vidéo-surveillance dans les couloirs

- Traces de griffures sur le torse de DSK : information contredite par un grand journal de NY (Daily News je crois)

A-t-on interrogé l'employé du Sofitel qui était dans la suite ? DSK avait il déjà quitté les lieux pour qu'il invite cette femme à faire le ménage ? Sinon il y a incohérence, faute professionnelle ou... machination.

A-t-on réfléchi au fait qu'un homme de 62 ans qui n'est ni un colosse, ni un sportif ne peut pas physiquement contraindre une femme de 32 ans, grande (1m80), corpulente (témoignage d'un chauffeur de taxi) et probablement très forte physiquement (habituée aux travaux pénibles).

Je crois qu'on ne va pas tarder à découvrir que cette histoire a été inventée de toutes pièces par cette femme. Reste à savoir ses motivations : a-t-elle été payée (mafieux ou adversaires politiques) ou espérait elle se faire un maximum de fric sur le dos d'un VIP dont la photo était publiée à l'office depuis quelques jours ?"

2- "Je suis patronne d'hôtel restaurant, je confirme que le ménage est fait quotidiennement, en l'absence des clients. Quand la chambre est rendue le jour même le ménage est fait une fois que le client a restitué les clés, pas avant, sinon, on est bon pour recommencer ! DSK devait prendre un avion dans l'après-midi, il était donc prévu qu'il restitue la chambre avant que le ménage ne soit effectué, c'est une règle de base."

Souvenirs personnels. Vous pouvez passer cette séquence très personnelle.

Je me souviens quand j'étais délégué syndical chez U-Bix (Konica) qu'au moins 5 femmes m'avaient fait des avances et je n'ai pas rêvé à l'époque.

L'une d'entre elle qui était assise à un mètre de moi dans le même bureau quand je travaillais au service logistique, avant de passer

à l'atelier pour devenir technicien SAV, m'a carrément dit qu'elle était seule et qu'elle cherchait à se caser et que je lui plaisais bien. Une autre qui travaillait dans le bureau voisin m'a fait la même déclaration et ne me lâchait plus, elle a fini par se mettre avec un employé du service informatique.

Une autre, un matin dans le parking sousterrain très sombre, elle a garé sa voiture juste derrière la mienne et m'a fait des appels de phare et a attendu que je la rejoigne, elle attend toujours, en fait elle s'est mise à la colle avec le juriste de la boîte, c'était une suberbe femme mais un peu timbrée.

Une autre, la secrétaire du PDG japonais, la quarantaine passée avec une forte poitrine, je me suis retrouvé dans son bureau un soir, je me tenais debout, elle s'est approchée de moi tellement près que ses seins touchaient mon thorax, sa bouche était à portée de mes lèvres, j'ai reculé et je suis sorti quelques instants plus tard.

Une autre encore, la direction avait organisé une fête dans un hôtel à Rueil, une commerciale que je connaissais un peu a dansé avec moi, puis elle a retiré un de ses bas et l'a fourré dans la poche de ma veste en m'adressant un baiser sur une joue, je n'ai pas donné suite, elle était grande et superbe aussi.

Une petite dernière, un jour dans le local réservé aux élus du personnel, madame P. est entrée et à fermer la porte à clé derrière elle, la quarantaine mais déjà bien marquée et bourrée de problèmes, j'étais occupé de mon côté, un moment donné, elle me tournait le dos, elle était debout penchée en avant vers une table basse, elle tourne la tête en ma direction et me fixe du regard sans parler, je lui jette un coup d'oeil distrait et je continue de bosser et je m'aperçois qu'elle ne me quitte plus du regard, elle finit par mettre une main sur ses fesses et me dit : tu viens, allez viens on est tout seuls, j'ai décliné l'invitation, j'adorais ma compagne, mon ex-épouse, et j'étais comblé sur tous les plans, donc je ne voyais pas l'intérêt d'avoir une aventure avec cette femme ou une autre d'ailleurs, aucune n'aurait pu me procurer ce que ma chère compagne partageait avec moi, comme dirait A. Breton, c'était l'amour fou !

Quelques années plus tard, je venais de décrocher un poste de responsable technique chez un revendeur Canon, en fait j'occupais la fonction d'un directeur technique. Six mois plus tard, l'épouse du patron, Anna, une jolie blonde de 40 ans environ d'origine allemande, a commencé à m'entreprendre, j'avais appris qu'elle avait déjà couché avec plusieurs directeurs de la boîte. Elle m'a invité à plusieurs reprise au restaurant en tête-à-tête, nous partions dans sa voiture, un coupé Volvo, nous allions dans des restaurants très chics, c'est elle qui payait toujours l'addition, mais pas de bol je venais d'épouser Magueswary et j'étais comblé, donc je ne tenais pas à avoir une aventure avec elle ; épilogue, ayant la majorité des parts de la boîte, elle fera en sorte que je sois viré deux mois plus tard, je n'ai aucun regret, mais je me doute qu'à ma place plus d'un n'auraient pas eu les mêmes scrupules que moi. Je suis un mec bourré de principes, je n'ai pas changé, c'est pour cela quand on me sort en politique qu'un principe ferait office d'analyse politique, je ne marche pas, je fais notamment référence à la situation en Libye et la position que j'ai adoptée.

Toujours dans la même boîte, quand je cherchais une secrétaire, son mari reçut avec moi plusieurs candidates dans son bureau. Lui il faisait la même chose que son épouse dans son coin, ils étaient au moins d'accord là-dessus. Une candidate mignonne se présente, elle avait l'air frivole au premier abord et son allure était plutôt provocante, elle en rajoutait même dans ses expressions, au point que lorsque nous nous sommes retrouvés seuls dans le bureau le patron et moi, il m'a dit : tu ne veux pas la prendre celle-là, au moins tu pourras la baiser, c'est une salope, cela se voit au premier coup d'oeil, embauche-la et on la virera si elle ne fait pas l'affaire, etc. Je lui ai répondu qu'elle foutrait le feu dans le service et que cela foutrait le bordel, je tenais à mon job, donc j'ai refusé cette offre. En fait, je trouvais le procédé particulièrement dégueulasse, mais je n'ai pas osé lui dire pour ne pas le heurter de front et me faire virer, déjà que je n'appréciais pas vraiment ses familiarités envers moi, de quoi me faire détester un peu plus les patrons.

J'ai bossé dans plus de 45 boîtes, donc j'en ai vu et entendu des trucs pour en parler en connaissance de cause. Il y en a que je ne peux pas raconter ici. J'ai retenu qu'il suffisait d'avoir un statut particulier (délégué syndical et du personnel) ou d'occuper une fonction supérieure (cadre), pour qu'on vous trouve des qualités que vous n'avez pas forcément, pour qu'on vous flatte ou vous fasse des propositions plus ou moins avouables. Il est donc facile d'user de ces situations pour se livrer à la débauche, le pas que franchissent certains et d'autres non dont je fais partie.

A partir du moment où une relation est faussée dès le départ par un élément parasite, il est méprisable de l'accepter. Tout dépend maintenant de la conception que l'on a des rapports entre les hommes et les femmes, je conçois que cela se discute, ce qui n'était pas mon cas autrefois. J'étais figé dans des principes qu'on m'avait inculqués, mais même avec le recul je ne regrette rien, si j'avais agi autrement avec ces femmes, je me serais toujours reproché de ne pas avoir donné le meilleur de moi-même à celle avec qui je partageais mon existence, j'aurais eu la conviction d'avoir trahi sa confiance, une idée insupportable. Je pensais qu'elle était aussi forte que moi pour continuer à vivre ensemble jusqu'au bout cette expérience, qui a bien des égards laissait penser qu'on avait atteint un idéal, mais tel ne fut pas le cas malheureusement.

On ne peut pas avoir des principes et se conduire autrement dans la vie, tout comme en politique on ne peut pas prétendre adhérer à une théorie et en dévier ou s'en écarter dans la pratique. Il n'est pas toujours facile de ne pas être trop ferme ou trop souple sur certains principes, trouver la bonne mesure s'apprend avec l'expérience. Abuser de la faiblesse de quelqu'un est condamnable dans tous les cas de figure.

Le mensonge, l'hypocrisie, la dissimulation de faits (ou de preuves) pour tromper les autres, sont autant d'attitudes à rejeter catégoriquement et définitivement, sauf envers un patron qui veut vous virer bien sûr, l'exception qui confirme la règle. On ne peut pas prétendre lutter pour un monde meilleur et se comporter n'importe comment dans la vie, c'est incompatible avec la vie d'un militant, comme se bourrer la gueule ou se défoncer à longueur de temps, battre ses gosses, sa femme ou son chien, vivre dans la crasse ou se complaire à rien foutre au lieu de bosser. Pour autant, on n'a pas le droit de juger nos semblables qui tombent dans ces travers, s'ils agissent de la sorte, c'est qu'ils n'ont jamais trouvé les moyens d'agir autrement, on ne leur en a pas donné la possibilité dans cette société pourrie.

Dire les choses telles qu'elles sont aussi dures soient-elles à entendre, permet d'éviter la rancoeur et le mépris, d'être aigri ou injuste envers les autres, c'est parfois difficilement soutenable, certains prétendent que ce ne seraient pas souhaitables dans certains contextes, sans doute, mais cela devient vite un prétexte pour ne jamais les dire et les regarder en face. Tout dépend de la façon dont on veut conduire sa vie, progresser et aller de l'avant en étant le plus léger possible, de manière à se rapprocher le plus près possible de son idéal, ou trainer un boulet qui devient de plus en plus pesant au fil du temps et qui finit par vous tirer en arrière, vous paralyser.

Chacun se trouve constamment placé face à sa conscience. Le respect des autres passe par le respect de soi-même, se leurrer sur soi-même et l'on perd vite pied avec la réalité, c'est peut-être ce qui est arrivé à DSK, dont répétons-le, le sort nous indiffère totalement.

Si ma fille qui se connecte parfois sur le site lit ces lignes, elle s'apercevra que depuis plus de 20 ans ma version des faits n'a pas varié d'une virgule.

Parole d'Internaute

(après le discours hier d'Obama évoquant un Etat palestinien "démilitarisée")

- "Pourquoi pas Israël démilitarisée? après tout ils ont volé les terres, expulsé et massacré les palestiniens, construit un mur déclarée illégale par la cour internationale de justice, attaqué en eaux internationales des citoyens européens, bombardé Gaza avec des armes interdites par l'ONU (bombes à fragmentation, phosphore blanc), assassinats ciblés avec passeports européens, violé depuis 48 les résolutions de l'ONU qui n'ont pas été bloqués par les USA, détiennent la bombe nucléaire sans être signataire du TNP (traité de non prolifération), attaqué le Liban, Syrie, Egypte, Jordanie, Irak.....et pourtant les médias et les lobbys sioniste (CRIF, AIPAC, American jewich comite...) arrivent à faire croire que Israël est victime de ces méchants palestiniens." (libération.fr 20.05)

Cette personne a raison, cet Etat est une monstruosité, il n'aurait jamais dû voir le jour, le pire ce sont encore ceux qui le soutiennent sans que cela ne choque grand monde apparemment.

En très bref.

Yémen

L'accord entre le président yéménite, Ali Abdallah Saleh, et l'opposition sur une transition du pouvoir sera signé dimanche à Sanaa, a annoncé jeudi 19 mai un responsable du parti présidentiel, Soltane Al-Barakani. Voilà ce qu'on peut lire dans une dépêche AFP reprise par *Le Monde*, alors qu'hier soir, donc quelques heures plus tôt, aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a démenti cette information expliquant que Saleh avait réaffirmé qu'il ne quitterait jamais le pouvoir autrement que par les urnes. Question : qui croire ?

Espagne

En Espagne les jeunes se saisissent d'Internet pour se mobiliser contre le gouvernement et plus généralement contre l'Etat et les institutions en appelant au boycott des élections qui doivent avoir lieu dimanche prochain, rejetant la politique d'austérité que le Parti populaire ou le PSOE veut leur imposer ou plutôt continuer de leur imposer. La déroute du PSOE étant annoncée, est-ce que les organisateurs de ces manifestations sont manipulés pour l'accentuer encore plus ? Je n'en sais rien. Ils ont appelé les électeurs à voter pour les "*petits partis*" dénonçant la corruption du Parti populaire et du PSOE.

Il ne peut y avoir d'issue politique dans le cadre des institutions en place, il faut les reverser, faire une révolution sociale et politique, s'attaquer aux fondements du capitalisme et aux institutions (Cortes et vestiges du franquisme), décider qu'elles sont illégitimes, pour ensuite les déclarer illégales et les dissoudre, c'est la voie de la révolution qui conduit à la prise du pouvoir qu'on a peine à imaginer aujourd'hui, qui se matérialisera par la mobilisation et l'organisation des masses pour constituer leurs propres institutions, leur propre Etat, celui de l'ensemble des travailleurs et leurs familles.

Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi un parti qui met en avant la nécessité de liquider les institutions en place et propose la convocation d'une Assemblée constituante souveraine, n'explique pas que sans un puissant parti révolutionnaire la révolution n'a aucune chance d'être menée à son terme, pourquoi le parti qui occupe une place déterminante dans un processus révolutionnaire et l'issue d'une révolution est relégué au second plan.

Immigration

Plus de 300 000 Libyens ont franchi la frontière tunisienne au cours des deux derniers mois sans que cela pose des problèmes insurmontables. Quelques centaines de Tunisiens parviennent jusqu'à la capitale de la France et le ministre de l'Intérieur est sur le pied de guerre pour les chasser !

Le 21 mai

Vous saviez qu'il existait une organisation qui militait depuis des années pour une Assemblée constituante ? Voir les deux articles du jours dans la *Tribune libre*. On en causera plus tard.

Etats-Unis : Etat antidémocratique, mafieux, voyou, terroriste ou quand le pire cauchemar devient réalité.

Après l'homme invisible "balancé" à la mer, Ben Laden, place à la femme invisible.

Certains commentateurs expliquent que la justice serait plus équitable ou juste aux Etats-Unis qu'en France, la preuve en est qu'un personnage très puissant serait traité de la même manière qu'un pauvre type et pourrait se retrouver en prison.

Baliverses, aux Etats-Unis c'est à l'accusé de prouver son innocence et pour avoir une chance d'y parvenir il faut mener une enquête pendant des semaines, voire de longs mois ou des années, déployer des moyens considérables, payer des détectives et des avocats, mieux encore, il faut pouvoir verser une importante caution pour espérer rester en liberté le temps de cette enquête et pouvoir organiser sereinement sa défense.

C'est possible quand on dispose de dizaines ou plutôt de centaines de millions de dollars en banque comme c'est le cas pour DSK, cela le serait moins pour le pauvre type comme nous qui moisirait en prison en attendant de passer en jugement et qui risquerait de passer le restant de ses jours en prison pour un crime qu'il n'aurait pas forcément commis.

Plus fort et injuste encore. Le riche peut plaider coupable et indemniser sa victime (réelle ou non) et retrouver la liberté, tandis que la plèbe qui n'en a pas les moyens en sera privé et croupira en tôle. Autrement dit, un riche coupable d'un crime peut espérer s'en sortir grâce à l'argent dont il dispose, tandis qu'un pauvre pas forcément coupable demeurera en prison pour avoir commis la faute impardonnable de ne pas être riche.

A part cela, il serait exagéré d'affirmer que la justice américaine favoriserait les nantis au détriment de la plèbe.

Pourquoi ne parle-t-on pas du combat contre la corruption aux Etats-Unis ? Parce qu'elle est intégrée dans la Constitution américaine sous couvert du pouvoir que procure l'argent.

Au fait, c'est le procureur de New York qui instruit le dossier à charge et c'est lui qui le premier a porté plainte contre DSK. Aux Etats-Unis les procureurs ne sont pas nommés par le président comme en France, mais élus au suffrage universelle. Or celui qui instruit cette affaire doit repasser devant les électeurs l'année prochaine et serait pratiquement sûr d'être réélu au cas où DSK serait déclaré coupable.

Tenez, le peuple révolutionnaire tunisien peut attaquer le gouvernement provisoire pour ne pas avoir rompu ses relations avec cet Etat voyou qui va jusqu'à employer une armée de mercenaires ayant pignon sur rue aux Etats-Unis destinés à mener des actions illégales et criminelles sur tous les contients, fromenter des contre-révolutions, assassinés des opposants politiques, poser des bombes et tuer des civils innocents, etc.

Ce ne sera certainement pas le cas du Conseil national de transition libyen corrompu qui protège et va remettre en liberté les barbouzes ou hommes de main de Sarkozy, selon un article du monde.fr d'hier :

- Les quatre Français détenus par les rebelles depuis le 11 mai à Benghazi, dans l'est de la Libye, après une arrestation qui s'est soldée par la mort du patron français d'une société de sécurité privée, vont être "très bientôt" expulsés du pays, selon la rébellion. "*L'enquête suit son cours et ils n'ont pas encore été expulsés. Mais ils vont l'être très bientôt*", a déclaré vendredi 20 mai Jalal Al-Gallal, un porte-parole du Conseil national de transition (CNT), l'instance dirigeante de la rébellion libyenne.

Le représentant français à Benghazi, Antoine Sivan, devait rencontrer ce vendredi les quatre détenus, qui seront aidés dans leurs démarches par un agent consulaire français.

La rébellion a accusé les cinq hommes, membres et patron de la société Secopex, dont le siège se trouve à Carcassonne, d'avoir menacé la sécurité de la Libye. Selon plusieurs sources européennes et libyennes, ils étaient soupçonnés d'"*espionnage au profit de [Mouammar] Kadhafi*". (lemonde.fr 20.05)

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire les aurait jugés et exécutés, ce que n'est pas et ne fera pas le CNT à la solde de l'impérialisme français.

Parole d'Internaute

- "La valeur d'une monnaie d'un pays sur le marché des changes est inhérente au solde de sa balance commerciale. Lorsqu'un pays a une balance excédentaire sa monnaie s'apprécie et inversement. La France à l'heure actuelle a une balance commerciale déficitaire mais sa monnaie s'apprécie, cela n'est possible que par un chômage élevé et de l'emprunt public et privé. Indubitable, une dépréciation de la monnaie de la France favoriserait ses exportations et pénaliserait ses importations en réduisant son chômage.

Tous les économistes ou banquiers vous confirmeront que la lutte contre l'inflation seul mandat de la BCE, se fait avec du chômage et que cela ne sert que ceux qui ont du cash en grande quantité, donc les banques. Le projet européen se résume donc à ces quelques vérités simples et intangibles." (lepoint.fr 20.05)

Politique

1- Espagne

La rigueur économique, le chômage de masse et l'imminence des élections locales a provoqué, depuis dimanche dernier, l'émergence d'un large mouvement populaire parmi la jeunesse espagnole cette semaine. «Los indignados», autrement dit les Indignés, comme ils se surnomment, occupent depuis dimanche dernier la place madrilène Puerta del Sol. Le mouvement s'est répandu à travers l'Espagne sous le mot d'ordre «Toma la plaza» (Prend la place). Il est présent dans 57 villes, a compté le quotidien espagnol el Pais.

Cette mobilisation spontanée, aussi appelée Mouvement du 15 mai, s'est organisée, comme les révoltes arabes, via les réseaux sociaux en ligne Twitter et Facebook et sur le principe du «droit à s'indigner». Mercredi soir, El Pais avait dénombré 10.000 participants à Madrid. Les mots d'ordre: la mainmise des grands partis sur la vie politique espagnole, l'injustice sociale et la «corruption des politiciens». En toile de fond, un taux de chômage de 21,19%, le plus élevé de la zone euro, qui touche presque la moitié des moins de 25 ans.

«*Nous ne voulons pas renverser les politiciens, juste les ramener au niveau des préoccupations de la rue*», a expliqué à El Pais Gandara, un des porte-parole du mouvement. «*Nous ne sommes ni des anarchistes, ni des opposants au système. Nous sommes justes des gens normaux.*» Ils réclament une forme de démocratie participative. À minuit vendredi soir, les manifestants sont appelés à s'immobiliser dans «*un cri muet*», la bouche scotchée. (lefigaro.fr 20.05)

2- Syrie

Plusieurs civils, dont un enfant, ont été tués, vendredi 20 mai, par les forces de l'ordre syriennes, qui ont ouvert le feu pour disperser les manifestations pour la démocratie à Homs et dans la région de Deraa, ont rapporté des témoins à l'AFP. Des militants des droits de l'homme font état d'une trentaine de morts. "*Quatre personnes, dont un enfant, ont été tuées lorsque les forces de sécurité ont tiré pour disperser plusieurs manifestations dans la ville de Homs*", a indiqué l'un des témoins. Une cinquième personne est morte dans la ville de Sanamein, dans la province de Deraa, a indiqué un groupe syrien de défense des droits de l'homme. (lemonde.fr 20.05)

3- Yémen

Le président yéménite s'est prononcé pour la tenue d'une élection présidentielle anticipée devant une foule de partisans vendredi à Sanaa, alors que des milliers d'opposants rassemblés sur une place voisine ont scandé des slogans hostiles au chef d'Etat, au pouvoir depuis 32 ans.

"*Nous appelons à des élections présidentielles anticipées pour arrêter l'effusion de sang et préserver les traditions*" de manière "*démocratique*", a déclaré Ali Abdallah Saleh devant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Mais il a également accusé le mouvement de contestation, qui réclame son départ, de "*trahison*", et a promis de rester "*ferme*".

On ignorait dans l'immédiat si le président Saleh avait discuté de la tenue d'une présidentielle anticipée avec l'opposition. Il n'a donné aucune date pour le scrutin ni mentionné la médiation des pays du Golfe, qui ont proposé qu'il quitte le pouvoir en échange d'une immunité judiciaire. (AP 20.05)

4- ONU.

Le Koweït figure parmi les 15 pays élus vendredi 20 mai au Conseil des droits de l'homme des Nations unies après la décision de la Syrie, dont le gouvernement est confronté à une vague de contestation sans précédent, de reporter à 2013 sa candidature.

Les 192 pays représentés à l'Assemblée générale de l'ONU étaient appelés à renouveler comme tous les ans un tiers des 47 sièges du Conseil, principale instance de l'ONU chargée d'examiner périodiquement la situation des droits de l'homme dans les pays membres. (lemonde.fr 20.05)

Social

France.

1- L'UMP soigne son électorat.

Enfin ! Les députés ont terminé l'examen de la loi Fourcade. Il s'agissait de rectifier le tir de la «*loi Bachelot*», votée il y a moins de deux ans par la même majorité, et qui avait agacé les médecins libéraux. Dès avril, l'Assemblée a retiré les dispositions les plus contestées : obligation pour les généralistes de déclarer leurs vacances et amende pour ceux qui refusent d'aller régulièrement en renfort de leurs confrères de banlieue ou de campagne, débordés.

Exit, donc, les mesures contre les déserts médicaux, le nouveau ministre de la Santé, Xavier Bertrand, estimant que la contrainte aurait pour seul effet de diminuer encore les vocations de généralistes. (lefigaro.fr 20.05)

Commentaire d'un internaute : "L'exemple type de laxisme et de lacheté des politiciens face à une corporation qui ne voit que par le dieu argent !!!! Hypocrate doit s'être suicidé dans sa tombe tellement la honte doit l'éclabousser. Aussi une des raisons qui poussent les gens dans la rue."

Je suis toujours à la recherche d'un bon avocat qui au regard du dossier médical de Magueswary accepterait de poursuivre gratuitement (au départ) en justice le chirurgien qui l'a opérée du coeur, ainsi que le médecin qui la bourre de médicaments (9 le soir et 5 le matin !). La faute médicale est avérée, une hémorragie au niveau du coeur juste après son opération qui a nécessité de la réouvrir à nouveau, une couture qui avait lâché, de ce côté-là la culpabilité du chirurgien ne fait absolument aucun doute, une transfusion sanguine qui se solde maintenant par de l'asthme, du cholestérone dans des proportions affolantes, elle a tellement grossi qu'elle se déplace avec peine, un problème aux reins et j'en passe, autant de problèmes qu'elle n'avait jamais eu avant son opération.

Suite à son opération du coeur il lui était absolument interdit de porter ou de se fatiguer jusqu'à la fin de sa vie, or une assistante sociale lui a intimé l'ordre de déménager dans un délai très bref pour atterrir dans un appartement situé dans le quartier le plus pollué de la ville au point qu'elle n'ouvre jamais la fenêtre, Magueswary qui ne voulait pas avoir d'ennui s'est exécutée en déménageant à pied une bonne partie de ses affaires, résultat depuis ce jour-là sa situation n'a cessé d'empirer. Elle ne m'avait pas raconté cet épisode, je viens de l'apprendre. Je l'ai engueulée en lui disant qu'elle n'avait pas à obéir à une assistante sociale débile qui mettait sa vie en danger, merde alors, elle m'a dit qu'en plus elle l'avait traitée comme un chien.

Magueswary n'a pas encore compris qu'elle était littéralement en état de survie, que sa santé était extrêmement précaire, elle n'a pas mesuré la gravité de sa situation. Je lui ai dit que la prochaine fois que quelqu'un voulait lui imposer quelque chose qu'elle ne peut pas faire, elle devrait refuser et porter plainte sur le champ si la personne persistait, contre un fonctionnaire ou n'importe qui s'il le faut, on s'en fout, c'est une question de vie ou de mort. Elle est méconnaissable et je suis extrêmement inquiet, je ne lui ai pas dit évidemment, même ses frères qui sont venus la voir avant-hier n'en reviennent pas de la trouver aussi changée et faible, ils ont même refusé à leurs enfants actuellement en vacances scolaires de rester chez nous pour ne pas la fatiguer. Pendant les 4 mois qu'elle va passer en Inde, je vais continuer à tout me taper à la maison comme si elle n'était pas là, repos total obligatoire, je suis obligé de la traiter comme une gosse, sinon je ne lui donne pas longtemps à vivre, elle respire difficilement, ne peut plus marcher, c'est dingue quoi.

Qu'on ne vienne pas nous parler des médecins (en France), à part détecter une affection courante, et encore, 90% sont des charlatans, des escrocs. Son médecin lui a prescrit du Doliprane à prendre 3 fois par jour, hier elle est allée faire une prise de sang pour contrôler sa pression sanguine auprès du cardiologue indien qui l'avait opérée la première fois en 1986, il lui a dit qu'il fallait supprimer le Doliprane, car à raison de 3 fois par jour son estomac ne résisterait pas longtemps ! Ce n'est qu'un début, sur Internet je vais chercher à quoi correspondent tous les médicaments que son médecin traitant lui a prescrits, si par hasard il y en avait un qui figurerait sur une liste de médicaments interdits dans d'autres pays, on le supprimerait immédiatement, une fois

rentrée en France il faudrait qu'elle trouve un autre médecin, mais où, lequel, pour tomber sur un autre médecin véreux ?

Une prof indienne du lycée français que j'avais remplacée avait consulté un excellent homéopathe indien qui lui avait donné un traitement qui s'était avéré efficace pour dissoudre d'énormes calculs rénaux, je ne savais pas que l'homéopathie pouvait résoudre ce problème et je m'était montré sceptique quand elle m'en avait parlé, mais face au résultat concluant j'ai dû admettre que c'était possible. Je vais aller le consulter avec Magueswary, sinon nous irons consulter la clinique privée la plus réputée du sud de l'Inde à quelques kilomètres de chez nous. Plusieurs fois je lui ai dit d'aller à l'hôpital (public) à Aubagne ou Marseille, elle m'a répondu que c'était impossible, il y avait des mois d'attente ! Merci Sarkozy, Evin, Le Guen et Cie., quand on vous jugera pour crimes ne vous attendez pas à la moindre clémence de notre part : fusillés !

2- Déremboursé mais pas interdit, car trop d'argent en jeu. Criminel !

Commercialisé dans l'Hexagone depuis octobre 2010, et remboursé à 65 %, le traitement de l'arythmie cardiaque Multaq pourrait ne plus être remboursé en France. Le ministère de la Santé en décidera dans les prochaines semaines.

À la suite d'insuffisances hépatiques graves diagnostiquées chez des utilisatrices du Multaq en Allemagne et aux États-Unis, la Commission de la transparence a lancé un processus de réévaluation du service médical rendu (SMR) par ce traitement et elle a émis fin avril un projet d'avis négatif, selon *La Tribune*. Si l'avis final de cette instance est défavorable, le médicament sera logiquement déremboursé.

«*Il est destiné à des pathologies peu courantes, son développement et son lancement ont été compliqués et il a peu de chances, de toutes façons, de devenir un block-buster, c'est-à-dire un médicament dégageant plus d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires*», estime l'un d'entre eux. Au premier trimestre 2011, le Multaq a dégagé 63 millions d'euros de chiffre d'affaires dans 29 pays, dont les États-Unis et les principaux États européens, précise Sanofi. (lefigaro.fr 20.05)

Economie

Grèce

L'agence de notation Fitch a abaissé de trois crans sa note sur la Grèce, désormais en territoire "*hautement spéculatif*", à "B+", la ramenant ainsi à un niveau similaire à celui retenu par S&P et Moody's pour leurs notes grecques.

L'aggravation des difficultés du pays est à nouveau au coeur des préoccupations des dirigeants européens. Selon bon nombre d'analystes, la Grèce ne pourra pas échapper à une forme de restructuration de sa dette.

Cité par la presse autrichienne, Christine Lagarde a déclaré qu'il n'y aurait pas de rééchelonnement de la dette grecque, tout en disant que le pays risquait la faillite si son programme de privatisations n'avançait pas. (Reuters 20.05)

La Grèce est déjà en état de faillite, alors si seule le programme de privatisations peut l'en sauver, ce n'est que provisoire, une fois qu'ils auront privatisé tout ce qui peut l'être, qu'adviendra-t-il ?

Le 22 mai

Je vous ai raconté hier que ma compagne Magueswary était mal en point, qu'elle avait grossi énormément ce qui inquiétait vivement son cardiologue. Hier j'ai pris la liste des dix médicaments qu'elle prend quotidiennement. J'ai laissé de côté le préviscan qu'elle prend pour réguler sa pression sanguine. (Sa mère vient d'arriver et fond en larmes en la voyant, c'est pour dire). Sur Internet j'ai recherché des indications sur les 8 autres médicaments, et comme je le supposais, je suis tombé sur une aberration totale.

Son médecin traitant lui a prescrit du Mansérine Téva, de Séroplex et du Lysanxia, plus du Doliprane qu'on a déja supprimé hier. Voilà trois anxiolytiques ou antidépresseurs, outre le fait qu'ils font double usage et que les doses s'additionnent, dans les trois cas il est spécifié qu'ils peuvent entraîner une prise de poids, des problèmes urinaires ou respiratoires, or aujourd'hui ce sont exactement les problèmes qu'elle rencontre et qu'elle n'avait pas avant son opération du coeur.

J'ai décidé qu'elle réduirait de moitié la posologie quotidienne de ces trois médicaments pendant un mois ou deux, pour ensuite les supprimer totalement. Il faut y aller progressivement pour ne pas provoquer un choc, en cas de problème on peut toujours revenir en arrière.

Elle prend aussi du fer comme si elle serait anémiée en permanence, on va faire une prise de sang pour vérifier le taux de fer dans

le sang, si c'est satisfaisant on arrêtera aussi cet espèce de complément alimentaire prescrit par son médecin.

Elle prend aussi deux médicaments pour les aigreurs d'estomac et les reins, or ces problèmes pourraient être causés par le Doliprane et ces saloperies d'antidépresseurs. Mieux encore, celui pour l'estomac (Inexium) peut provoquer des problèmes rénaux, donc elle prend un médicament pour soigner un organe mais qui en attaque un autre, ce qui nécessite la prise d'un autre médicament et ainsi de suite, c'est dingue ! Stop ! On va attendre un peu avant de prendre la décision de les arrêter. Si tout va bien, elle va passer progressivement de 9 médicaments à 2 ou 3. En principe, 4 ans après la pose de ces deux valves cardiaques, elle ne devrait plus prendre que les médicaments permettant un bon fonctionnement du coeur et la régulation de la pression sanguine. Je viens de lire le bilan sanguin et cardiaque qu'elle a fait avant-hier, tout est impeccable. Ce sont ces médicaments qui la détruisent ou plutôt ce charlatan de médecin, criminel !

Je lui ai demandé si elle avait montré la liste de ces médicaments à son cardiologue, elle m'a répondu affirmativement, sans qu'il n'émette la moindre remarque, ce qui est scandaleux, esprit corporatiste oblige, un médecin ne doit pas critiquer un autre médecin, où va-t-on avec ce principe débile ? J'ai failli m'étendre sur ce sujet en m'attaquant à d'autres catégories sociales, puis j'ai tout effacé car j'allais oublier que les militants ne sont pas des patients potentiels, leurs enfants des élèves potentiels, etc. Les travailleurs et leurs enfants non plus, ils ne tombent jamais malade et ne vont pas à l'école... Il ne faut pas culpabiliser les médecins, les enseignants, etc, d'ailleurs moi-même, quand j'écris de grosses conneries, je ne culpabilise pas, je ne suis pas plus responsable que n'importe qui après tout, et oui il faut me l'accorder et pousser votre logique jusqu'au bout, alors je fais comme tout le monde, je m'en tape éperdument, je dirai que c'est la faute du système, de la société, etc.

La prise de conscience collective d'intérêts collectifs ne peut passer que par la prise en compte de ce que vivent individuellement les travailleurs au quotidien, la façon dont ils le vivent, pour ensuite les amener sur un terrain de classe, au lieu de le nier, c'est ce que je voulais dire. Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil en dehors des affreux patrons et les membres du gouvernement, je ne suis pas sûr que ce genre de discours soit très productif.

Un autre sujet.

Les féministes nous emmerdent ! Ce qu'elles réclament ce ne sont pas des droits égaux pour les hommes et les femmes, mais des droits supérieurs pour les femmes, tout comme les capitalistes sur les travailleurs.

Il suffit de constater qu'en cas de divorce, dans 90% des cas, le juge confiera la garde des enfants à la mère, ou encore se sera à l'homme de verser une pension alimentaire à la femme, qui pour avoir refusé de satisfaire les besoins sexuels de son compagnon pourra facilement prouver qu'il a été voir ailleurs pour les satisfaire, par exemple. Je suis passé par là, cela c'est très bien passé et lorsque le juge a proposé d'emblée la garde de notre fille à mon ex-épouse, je n'ai même pas essayé de m'y opposer, j'ai compris que la chose était entendue d'avance, de toutes manières on s'était déjà mis d'accord sur ce point entre nous et nous avions pris le même avocat, un divorce à l'amiable, le moins cher, le plus intelligent et le moins douloureux pour l'enfant.

Ces gens-là sont plus prompts à se mobiliser pour opposer une catégorie de travailleurs à une autre, mais quand il s'agit de se mobiliser contre le régime, là ils répondent aux abonnés absents, simple constatation encore.

Leur société fonctionne selon le principe des vases communicants : elle prend aux uns pour donner aux autres, elle s'en prend aux uns pour ne pas s'en prendre aux autres, elle entretient ainsi un fragile équilibre qui lui permet d'assurer sa survie pendant que les différentes couches d'exploités passent leur temps à s'étriper entre elles, ce qui fait le bonheur des tenants du régime en place.

Les féministes reproduisent les rapports entre les classes. Les femmes sont faibles, dominées, sans défense, il faut donc des lois répressives pour leur assurer un statut égal aux hommes qui sont forts, dominateurs et armés jusqu'aux dents. Quelle connerie ! Le législateur qui est au service d'une société qui a engendré ce genre de rapports ne demande pas mieux.

Plus il y aura de lois pour fixer les règles de conduites des deux sexes et asservir les uns ou les unes et les autres, plus ils seront encadrés et dépossédés de la faculté d'agir librement, moins ils seront tentés de réfléchir à la nature sociale des rapports entre hommes et femmes qui prévalent dans la société, plus ils demeureront soumis à l'ordre établi, cela procède d'un tout qui consiste à retarder le moment où ils prendront enfin conscience de leurs propres conditions d'existence et combattront ensemble pour les changer.

Il y a toujours quelque chose de pernicieux ou contradictoire à réclamer quelque chose au législateur, à recevoir quelque chose de l'Etat, à voir satisfaite une revendication par le gouvernement, défendu ou reconnu un droit par leur justice, par notre ennemi de classe. Tout dépend du contexte et dans quelle perspective ces situations surviennent. Ce qu'on admet généralement avec beaucoup de légèreté ou une certaine inconscience, préférant en tirer un profit immédiat, plutôt que se demander si à terme un avantage consenti ou arraché ne pourrait pas se transformer en son contraire et s'avérer pire encore. La situation des femmes seules qui élèvent leurs enfants est l'une des plus insupportables dans la société, et elles sont nombreuses dans ce cas-là.

Les plus malhonnêtes ou inconscients vont jusqu'à affirmer qu'en obtenant des droits nouveaux on disposerait de nouvelles armes pour combattre notre ennemi. Pas forcément, on n'en disposerait pas en réserve pour continuer notre combat qu'on

les inventerait, les plus efficaces consistant dans les lieutenants bourgeois du mouvement ouvrier qui servent soigneusement leurs intérêts et justement ne situent pas ces avancés juridiques ou sociales dans la perspective d'abolir le régime en place.

En travaillant la femme est l'égal de l'homme et peut revendiquer son indépendance, dans un couple, elle peut retrouver sa liberté ou le plaquer à tout moment, certes, pour ensuite se retrouver davantage sous la coupe de cette société qui est impitoyable aussi bien avec les hommes que les femmes qui travaillent. Elle ne conquière pas sa liberté, elle se forge de nouvelles chaînes en régime capitaliste.

Ce qui est marrant, c'est que ceux qui nous expliquent qu'il ne faut pas céder devant la fatalité, fatalité qui est un concept fabriqué par la classe dominante pour en tirer profit, donc il faut combattre cette fatalité sur le plan politique, ils nous expliquent qu'un droit acquis en régime capitaliste peut se transformer en son contraire et qu'on n'y peut rien, que ce serait une fatalité en quelque sorte, un processus inévitable, sans aller jusqu'à dire qu'il faut s'y résigner mais que les choses sont ainsi. Alors qu'en réalité, elles ne sont que le produit de l'abandon du combat pour changer la société ou pour le socialisme, le refus de situer chaque combat dans cette perspective, du coup on se retrouve enfermer dans cette société ou effectivement les rapports tendent en permanence à dresser les différentes couches d'exploités les unes contre les autres.

On constate, on commente la réalité de ces rapports comme des individus impuissants à agir dessus, mais on n'essayera pas de comprendre pourquoi ils ont pris cette tournure, comment on en est arrivé là. Le combat pour des droits spécifiques aux femmes devrait se situer dans la perspective de l'émancipation de la classe du capitalisme et non simplement pour améliorer leur sort, ce qui est un leurre au regard de ce qu'elles subissent quotidiennement de la part du régime, la même chose que les hommes livrés au système d'exploitation et d'oppression capitaliste.

Les actes les plus simples de la vie quotidienne s'inscrivent dans un processus dialectique dont le contenu deviendra compréhensible ou passera à l'état conscient qu'à partir du moment où on les conçoit comme des éléments ou des étapes qui forment un tout ou un ensemble, pris séparément ou isolément ou encore comme des abstractions, ils n'ont qu'une valeur limitée et demeurent incompréhensibles tant qu'on ne les considèrent pas dans leurs rapports qui interagissent les uns sur les autres ou les influences réciproquement. C'est le mouvement qui permet de définir dans quelle direction est orientée une action, qui permet d'en fournir la signification précise au-delà de ses qualités propres, qui ne doivent pas être négligées pour autant.

Combattre pour une augmentation de salaire en soi ne présente aucun intérêt, sauf celui d'être plus sûrement enchaîné au capitalisme. C'est l'ensemble de la conception de la lutte de classe qui est à revoir pour renouer avec la tradition révolutionnaire de la fin du XIXe siècle et le début du XXe. La crise et la décomposition du capitalisme devrait nous y aider. (A suivre)

Inutile de répondre aux propos infâmes des défenseurs de DSK, les Jean-François Kahn, Bernard-Henri Lévy ou Jack Lang : tirons la chasse !

A bas les partis des riches : l'UMP, le Modem, le FN, le PS !

Et dire qu'il s'en trouve encore pour faire signer des pétitions ou organiser des délégations en direction des élus pourris du PS, qui hier encore appelaient à voter PS, honte à eux ! Et après on s'étonnera que les travailleurs se détournent des partis politiques et finissent par penser comme en Espagne : tous pourris ! Ils font tout pour méthodiquement, consciencieusement pour en arriver-là.

Même plus besoin de faire semblant ou de le camoufler : L'Union européenne : une appendice de l'impérialisme américain.

- Le Prochain Président de la BCE (Banque Centrale Européenne) Mario Draghi est l'ex-vice Président de Goldman Sachs Europe. (un internaute sur liberation.fr 21.05)

Politique

1- France

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy est remontée d'un point en mai par rapport à avril à 29% d'opinions favorables.

Selon le baromètre mensuel Ifop à paraître dans le Journal du dimanche, 4% (+1) des personnes interrogées se déclarent «très satisfaites» du chef de l'Etat et de son action et 25% «plutôt satisfaites» stable). Dans le camp des mécontents, 34% (-4) des sondés se disent «plutôt mécontents» et 37% «très mécontents» (+3). (20minutes.fr 21.05)

Bling-bling peut faire et dire ce qu'il veut dorénavant, la situation sociale et l'atmosphère nauséabonde qu'il s'est employé à créer l'emportent. Il ne profite même pas de la chute de DSK. C'est un signe avant-coureur qui ne trompe pas. L'annonce de la maturation en profondeur en cours, qui lorsqu'elle atteindra la surface explosera dans un mouvement révolutionnaire incontrôlable. La détérioration des conditions objectives a atteint un tel degré que Sarkozy n'inspire plus que le rejet.

On peut très bien avoir encore de quoi vivre presque normalement et en avoir plus que ras le bol de la société, qui en pleine décomposition, rend la vie de plus en plus problématique dans tous les domaines à la majorité de la population. C'est la transformation de la quantité en qualité qui est en train d'opérer au détriment de La Talonnette qui ne dispose plus d'aucun levier pour inverser la situation. Encore un peu de patience...

2- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont tiré samedi à Homs sur une foule qui enterrait des manifestants tués la veille, faisant un mort et plusieurs blessés selon un témoin.

L'enterrement de dix opposants tués vendredi dans cette ville du centre de la Syrie était une nouvelle occasion pour la foule de réclamer "*la chute du régime*", a relaté à Reuters un témoin présent lors de la cérémonie.

Des dizaines de personnes ont été blessés, a dit le témoin, qui a vu cinq personnes touchées par balles et conduites à l'hôpital.

Les forces de l'ordre ont aussi tiré sur des manifestants à Sakba, une banlieue de Damas, a dit un témoin.

"*Une grande manifestation réclamant la chute du régime se déroulait depuis l'après-midi. On aurait dit que tout Sakba était dans la rue, a-t-il dit. Les forces de sécurité sont arrivées dans la soirée et ont commencé à tirer.*"

Oualid al Bounni, un dirigeant d'opposition, estime qu'il est encore temps pour Bachar al Assad de sauver la face.

"*Le président peut encore essayer de se racheter en faisant ce qu'ont fait plusieurs dirigeants d'Europe de l'Est (à la fin de l'ère soviétique), c'est-à-dire en procédant immédiatement à la transition démocratique et en se présentant lui-même, s'il le souhaite, à des élections équitables*", a-t-il dit.

"*Avec tout ce sang que le régime fait couler, les manifestations grandissent et s'étendent géographiquement (...) Les Syriens ont été humiliés et ils ne se tairont plus*", a ajouté Oualid al Bounni.

Des manifestations ont été signalées vendredi dans des banlieues de Damas, à Banias et Lattaquié sur la côte méditerranéenne, dans la région pétrolifère de Deir al Zor, à Kamichli dans l'Est et dans la plaine du Hauran au Sud.

Des arrestations arbitraires ont eu lieu dans plusieurs foyers de révolte, selon des témoins.

Les forces de sécurité auraient par exemple arrêté 12 membres du Parti démocrate assyrien, de la minorité chrétienne de Syrie, dans leurs bureaux de Kamichli.

Plusieurs défenseurs des droits de l'homme ont souligné la violence de la répression à Idlib, une région agricole et prospère, où des centaines d'opposants ont été arrêtés.

Parmi la vingtaine de victimes figurent cinq manifestants tués par les forces de sécurité alors qu'ils se rendaient d'Ariha à Idlib pour rejoindre une autre manifestation.

Un activiste raconte : "*Ils ont pris leurs morts et sont rentrés à Ariha où ils ont brûlé les sièges de la sécurité et du parti Baas (au pouvoir) ainsi qu'une agence de Syriatel*", le premier opérateur mobile du pays appartenant à un cousin du chef de l'Etat. (Reuters 21.05)

3- Tunisie

La torture continue en Tunisie depuis le renversement de Zine ben Ali mais elle ne semble pas être systématique, a déclaré samedi le rapporteur spécial des Nations unies.

La Tunisie devra enquêter "*énergiquement*" sur la torture massive pratiquée sous le règne autoritaire de Ben Ali, renversé le 14 janvier par une révolution populaire, a ajouté Juan Mendez.

L'avocat envoyé par l'Onu concluait une mission d'une semaine en Tunisie, durant laquelle il a rencontré le gouvernement intérimaire, des associations et des victimes. Il a déclaré que les nouveaux dirigeants du pays étaient d'accord avec le fait que la torture devait être éliminée et il les a pressés d'agir rapidement.

"*Il y a encore des cas (de torture) et le gouvernement ne devrait pas être pleinement satisfait*", a dit Mendez à la presse. "*Je ne pense pas que l'on puisse dire que c'est généralisé ou systématique*", a-t-il ajouté.

Sur les centaines de Tunisiens arrêtés au début du mois en marge de manifestations dénonçant la lenteur des réformes, l'avocat argentin a souligné, sur la base des informations obtenues, que 66 avaient été sévèrement traités.

Ces personnes, dont un tiers de mineurs, ont été détenues pendant 12 heures sans pouvoir parler à un avocat ou à leur famille, a dit Mendez.

"*Elles ont été forcées de s'agenouiller et de rester dans des positions inconfortables*", a-t-il dit, ajoutant qu'il y avait des preuves de passages à tabac et de brûlures de cigarettes.

Le rapporteur de l'Onu s'est par ailleurs inquiété de l'avancée, trop lente selon lui, des poursuites contre les dirigeants de l'ancien régime.

"*Je m'inquiète que nous n'ayons entendu parler jusqu'à présent que de poursuites contre M. Ben Ali et une poignée d'anciens ministres et conseillers*", a-t-il dit, ajoutant que les enquêtes en cours visaient 60 hauts dirigeants.

"*Nous aimerions en savoir davantage sur les motifs des poursuites, par quel tribunal, le rythme de l'enquête.*" (Reuters 21.05)

Social

France

Régime policier. Acharnement, sadisme...

Salariés, faites gaffe ! Le Comité national consultatif d'éthique vient de se montrer étonnamment compréhensif. Dans un avis rendu public hier, il ne s'oppose pas à un «*dépistage médical de l'usage des produits illicites en milieu de travail*». Il ajoute même qu'il est «*souhaitable et justifié pour les postes de sûreté et de sécurité*». Et il suggère que ce dépistage soit élargi pour ces mêmes postes «*à l'abus et même à l'usage de l'alcool*».

Le comité insiste sur le fait que le salarié doit avoir été prévenu qu'il pourra être un jour dépisté. Ces précautions mises à part, voilà un coup de canif inédit «*au principe de respect de la liberté des personnes*». (libération.fr 21.05)

Le législateur ignore que la consommation d'alcool, de certaines drogues et de médicaments est une thérapie ou un palliatif pour des millions de travailleurs qui ne supportent plus leurs conditions de travail et d'existence, tout comme la cigarette déjà interdite sur les lieux de travail.

Suer et souffrer en silence, ne cherchez pas à y échapper, c'est votre lot... C'est une manière de pousser à bout les travailleurs et de précipiter l'affrontement inéluctable entre capital et travail.

Les Fleurs du mal de Baudelaire réhabilitées.

Interdite durant près d'un siècle en France sous son nom et dans sa composition d'origine, l'absinthe ou "fée verte", qui a inspiré nombre d'artistes séduits par ses effluves anisées réputées rendre fou, vient d'être définitivement réhabilitée.

Cette décision, publiée cette semaine au Journal Officiel, découle de la "*loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit*" abrogeant celle du 16 mars 1915 qui interdisait cette boisson, titrant 72 degrés d'alcool et contenant une molécule "*épileptisante*", la thuyone.

Née dans le Jura, à Pontarlier (Doubs) en France et à Couvet en Suisse, elle avait été autorisée à nouveau en 1988 en France, avec un taux réduit de thuyone de 35 mg par kilo (illimité auparavant), à la suite d'une directive européenne mais dans une version aussi alcoolisée que sa version d'origine (titrant de 40 à 72 degrés), selon la FFS.

L'abrogation de la loi de 1915 vise à contrer le projet suisse de déposer la dénomination "*absinthe*" comme indication géographique.

En France, une quinzaine de distilleries fabriquent encore l'absinthe, dont Emile Zola a décrit les ravages dans "*L'Assommoir*".

Appelée aussi "*herbe aux vers*" ou "*herbe des vierges*", l'absinthe est issue d'une variété d'armoise, plante aromatique aux fleurs jaunes, à la tige verte argentée et aux feuilles grises et blanches.

Utilisée comme plante médicinale aux bienfaits thérapeutiques reconnus (notamment vermifuges) depuis la Haute Antiquité, elle a aussi souvent été associée au poison et à la mort, notamment dans la Bible. Les poètes grecs utilisaient le mot "absinthion" pour désigner quelque chose d'impossible à boire, puis tout sentiment empreint d'amertume.

C'est la thuyone, présente dans de nombreuses plantes mais reconnue comme substance toxique favorisant l'épilepsie, qui a longtemps été incriminée.

"*L'interdiction de 1915 était motivée par des raisons de santé publique en dépit de l'absence d'étude scientifique sérieuse sur les dangers réels de la thuyone dans l'absinthe*", explique Mme Benech.

"*Son succès était réel. Les gens en consommaient beaucoup donc beaucoup d'alcool. On peut lire qu'à Paris, les rues du Quartier Latin embaumaient l'absinthe... Mais elle faisait aussi beaucoup d'ombre aux viticulteurs alors frappés par une crise viticole*", ajoute-t-elle.

Supposé ou pas, l'effet psychologique de la "*fée verte*", proche de celui de la marijuana pour certains, et lié à un savant rituel, a séduit Baudelaire, Rimbaud, Verlaine, Toulouse-Lautrec, Modigliani, Van Gogh, Picasso et beaucoup d'autres. Tous se sont délectés de la boisson anisée, obtenue en versant de l'eau sur le liquide concentré au travers d'une cuillère en argent perforée contenant un sucre. (AFP 21.05)

En quantité modérée et prise le soir seulement, c'est mieux pour l'équilibre psychologique et le moral que ces saloperies d'anti-dépresseurs ou psychotropes aux nombreux effets secondaires à court ou long terme selon les cas. Pourquoi c'est mieux, parce que cela permet d'alimenter l'imagination en panne chez les gens dépressifs, problème auquel ne remédie pas la pharmacopée chimique, de plus, en prise modorée cela agit comme un stimulateur de l'esprit d'analyse au lieu de vous rendre apathique.

Le législateur ne voit dans la consommation de l'absinthe ou de la marijuara que l'aspect euphorisant, alors qu'elles possèdent des qualités supérieures à bien des médicaments sans en avoir les inconvénients, dont celui de calmer les angoisses, soulager bien des maux et de pouvoir dormir paisiblement. A consommer avec modération bien sûr sans en faire une fin en soi, cela doit être éventuellement, car on peut aussi s'en passer, davantage un moyen de développer sa personnalité en gardant les pieds sur terre, de se développer intellectuellement. A côté, s'ennivrer ou se défoncer ne procure qu'un bref répit artificiel sans intérêt, à éviter.

Le 24 mai

Je suis malade depuis avant-hier soir, et pour tout arranger ma belle-mère et deux de mes nièces se sont incrustées chez nous, elles ont foutu un tel bordel que la maison est méconnaisable, avec l'accord de mon épouse évidemment qui leur donne raison, j'ai juste le droit de fermer ma gueule, en Inde, même chez moi je suis un étranger, normal quoi ! Qu'on ne me parle jamais d'intégration ou de conneries du même genre, on a aucune valeur en commun. Bref, je suis encore sur les nerfs et j'en ai jusqu'au 12 septembre ! Et ce n'est pas la situation politique qui va me détendre, la barbarie a encore de beaux jours devant elle.

Alors qu'a sonné la plus gigantesque crise de l'histoire du capitalisme à l'échelle mondiale, le mouvement ouvrier est toujours en dessous de tout, et comme il fallait s'y attendre pour ne pas se retrouver totalement isolé, chaque parti en rajoute une couche en s'employant à démontrer qu'il n'a pas l'intention de rompre avec le capitalisme ou les institutions, tout en prétendant le contraire à l'adresse des travailleurs qui les avaient rejoints dans cette perspective, double langage qui apparemment passe très bien au niveau de leurs militants qui s'en accommodent, n'y comprennent rien ou en sont parfois les otages malgré eux. Pas autant que cela, puisque tous ces partis demeurent des passoires, gagnent des militants sur "un coup" et en perdent autant une fois que le soufflé est retombé. La minorité qui s'accroche à ces partis, 3.000 militants environs, constituent l'appareil (historique) de ces partis, LO, NPA, POI.

On a le choix entre suivre l'un de ces partis ou adopter une politique différente qu'aucun ne défend et se retrouver inorganisé ou livré à soi-même.

Pourquoi ces partis ne sont-ils pas crédibles, pourquoi sont-ils incapables depuis des lustres de gagner la confiance des travailleurs ? Entre le travailleur complètement arriéré qui refuse de réfléchir parce qu'il est soumis à l'ordre établi et le travailleur à l'esprit plus libre et plus développé, il existe des échelons intermédiaires qui recouvrent des millions de travailleurs. Comment expliquer qu'une question de logique aussi simple à aborder, faire avec ou sans le capitalisme, demeure hors de leur portée, qu'ils soient incapables de s'en saisir ? Que dire de ces intellectuels bien pensants qui osent se prétendre de gauche et pour lesquels le capitalisme est l'horizon indépassable ?

Répétons-le une énième fois, le socialisme repose sur la capacité de la classe ouvrière et des masses à saisir le développement

du capitalisme qui mène l'humanité à la barbarie, et à se doter d'une avant-garde pour liquider le capitalisme et réorganiser la société sur de nouvelles bases... Jusqu'à présent, elles n'ont été capables ni de se hisser au niveau de cette compréhension, ni de s'organiser en conséquence. Si ces conditions ne devaient jamais être réunies la barbarie l'emporterait, la civilisation humaine et au-delà toutes formes de vie sur terre deviendraient impossibles et le socialisme n'aura été qu'une magnifique utopie.

Chacun fort de son expérience quotidienne sent bien que le système économique en vigueur est responsable des problèmes qu'il rencontre, mais chacun se dit aussi que c'est dans le cadre de ce même système que leurs conditions d'existence se sont améliorées par rapport aux générations précédentes, donc chacun se demande pourquoi ce qui était possible hier ne le serait pas aujourd'hui ou demain en conservant le même régime, peut-être qu'il suffirait de rééquilibrer la distribution des richesses entre le travail et le capital pour que tout redevienne comme avant ou mieux encore, personne n'a compris que ce qui leur a permis de vivre mieux hier l'a été au détriment d'autres peuples dont on ignorait le mode de vie misérable. Or depuis un peu plus de deux décennies une nouvelle division internationale du travail est intervenue qui a bouleversé la donne, le prix payé par les patrons pour la force de travail dépensée par un ouvrier chinois correspond à ce qui est nécessaire à la reproduction de sa force de travail, à ses besoins quotidiens qui se réduisent à peu de choses comparés à ceux d'un ouvrier français, il faut donc raboter les besoins de l'ouvrier français, d'où les coups portés contre l'école publique au profit de l'école privée payante, les coups portés contre la Sécurité sociale, l'instauration d'une franchise médicale, le non-remboursement de centaines de médicaments, la privatisation de l'eau et de l'électricité qu'il va payer plus cher, la remise en cause du Code du travail, l'annualisation du temps de travail, etc, toutes les mesures prises pour augmenter la productivité, amplifier l'exploitation en échange d'un salaire qui n'augmente pas ou très peu, quand il ne baisse pas en valeur absolue sous le coup de la hausse de certaines taxes ou impôts, etc, tandis qu'à l'autre bout du monde, des millions et millions d'ouvriers ne tirent aucun profit de la vente à l'exportation des marchandises qu'ils produisent, au contraire, ils sont toujours soumis à des cadences de travail infernales pour des salaires de misère pendant que les patrons et actionnaires encaissent des profits mirobolants, le nombre de milliardaires s'accroît sur le dos des esclaves modernes en Chine comme en France ou ailleurs.

La mise en concurrence dans tous les secteurs d'activité des ouvriers du monde entier n'a pas pour objectif de permettre à terme aux uns et aux autres de vivre mieux ou de travailler dans de meilleures conditions, mais d'enrichir toujours plus les capitalistes qui demeurent une infinie minorité par rapport au reste de la population. C'est la raison d'être du capitalisme d'accumuler toujours plus de profit, le système est ainsi fait, celui qui n'accumule pas du profit ne disposera pas demain des moyens indispensables pour se développer pour en engranger davantage et disparaîtra, on comprendra facilement qu'aucun capitaliste ne souhaite disparaître, c'est un engrenage infernal dont il n'est pas possible de sortir sans briser à la base les rapports sociaux sur lesquels ce système économique repose, la propriété privée des moyens de production qui doivent devenir propriété ou bien collectif de l'ensemble des travailleurs ou de la population.

Ceux qui détiennent le pouvoir sont capables de réduire le monde à feu et à sang comme ils l'ont déjà fait à deux reprises au XXe siècles pour conserver leurs privilèges, pour que le système capitaliste survive. Aujourd'hui il serait possible de satisfaire tous les besoins et aspirations de tous les peuples sur la terre, de vivre en paix et en harmonie les uns avec les autres, de supprimer les frontières, les Etats et les classes, l'argent, mais tel n'est pas le cas parce que ceux qui détiennent les richesses en ont décidé autrement et préfèrent dilapider des dizaines et dizaines de milliers de milliards de dollars dans la spéculation, les guerres, etc. leur objectif n'étant pas le bonheur des hommes, mais leur propre enrichissement et le pouvoir.

Il y a incompatibilité entre la satisfaction des besoins des capitalistes et la satisfaction des besoins du reste de la population, avec la paix et l'harmonie entre les peuples, le bien-être de chacun, voilà ce qu'il faut parvenir à incrustrer dans la tête des travailleurs. Le capitalisme ou le profit fonctionne un peu comme une source qui produirait un liquide pour peu qu'on ne cesse d'en extraire en toujours plus grande quantité, et qui cesserait d'en produire pour peu qu'on ralentisse l'extraction de ce liquide jusqu'à se refermer ou se tarir. Mais la meilleure image pour illustrer ce qu'est le capitalisme, c'est encore le casino qui ne fait jamais faillite parce qu'il engrange plus d'argent qu'il n'en redistribue, il fonctionne selon ce principe qui enrichit leur propriétaire et l'Etat.

On devrait cultiver les métaphores sur ce sujet pour rendre plus accessible le fonctionnement du capitalisme aux travailleurs. Je me demande toujours pourquoi on ne le fait pas. A force de lorgner les uns sur les autres, tous les partis finissent par se ressembler, par présenter les mêmes défauts ou travers, ce qui n'échappe pas aux travailleurs. Bref, je comprends la lassitude qui gagnent certains camarades, et si je devais leur dire franchement ce que je pense, je leur dirais qu'on est vraiment très mal barré pour s'en sortir, à ce jour, ne nous leurrons pas, nous sommes dans une impasse totale. Et ce n'est pas les développements que vous allez lire ci-dessous qui seront matière à démentir ce constat, hélas !

Politique

1- Tour d'horizon en Europe.

1.1- Une Assemblée constituante qui ne changera rien.

Tout a commencé en Islande, ancien pays de cocagne sévèrement frappé par l'effondrement des banques privées après la crise des subprimes américains. Furieux, les citoyens n'ont pas voulu faire les frais de la crise économique et sont descendus dans les rues. A deux reprises, ils ont rejeté par référendum un arrangement destiné à dédommager les investisseurs étrangers au détriment du contribuable local. Puis, ils ont viré les conservateurs au pouvoir, et élu une Assemblée constituante chargée de modifier

la Constitution. Une «*révolution citoyenne*», ont affirmé certains médias.

1.2- Une manifestation sans orientation politique qui débouchera sur rien.

En Grande-Bretagne, le 27 mars, 250 000 personnes protestaient à Londres contre la politique d'austérité du gouvernement et les coupes à tout-va dans les budgets publics. Un quart de million de personnes, soit un raz-de-marée à l'échelle du Royaume-Uni dont le mode préféré de contestation n'est pas la rue, loin s'en faut. La coalition de gouvernement entre les conservateurs et les libéraux n'a pas reculé. Les coupes annoncées sont bel et bien mises en œuvre. Les travaillistes n'ont pas gagné en audience. Et deux mois plus tard, c'est le calme plat.

1.3- Une mobilisation sans structure, sans programme, sans direction qui aboutira à rien

En Italie, les scandales s'accumulent mais les jeunes blogueurs qui entretiennent la vague d'indignation contre le président du Conseil, Silvio Berlusconi, et plus généralement contre la «caste dirigeante» n'ont jamais réussi à remobiliser les centaines de milliers de personnes qui, le 5 décembre 2009, s'étaient réunis dans les rues de Rome pour participer à un No Berlusconi Day. Acclamé par la foule, le cinéaste Mario Monicelli avait lancé à cette foule : «*Nous sommes ici pour virer toute cette classe dirigeante, Parti démocrate compris.*» Faute de structures, de programme détaillé et de vrai leader, cet élan spontané né sur la Toile s'est en partie évaporé. «*Le mouvement a baissé d'intensité, reconnaît le sociologue Antimo Farro, il ne s'est pas transformé en une expression politique classique. Mais, à travers les nouvelles technologies et le Web, les promoteurs mènent des actions plus ciblées sur des thèmes plus précis comme celui de la lutte contre la précarité.*»

Antisystème. Organisé autour de l'acteur comique Beppe Grillo, le mouvement antisystème «Cinq étoiles», qui avait organisé le «Vaffanculo Day» (la journée du va-te-faire-foutre) contre les politiciens corrompus et carriéristes, s'est en revanche enraciné. Les «grillini» - pour l'essentiel des jeunes, dont beaucoup de diplômés - se réunissent ponctuellement, chattent en continu mais se présentent aussi aux élections. Lors des dernières municipales, le mouvement Cinq étoiles a obtenu près de 10% à Bologne, un bastion de la gauche.

1.4- Une mobilisation qui ne s'inscrit pas dans la perpective de la rupture avec le régime aboutira à rien.

En Grèce, la contestation des mesures de rigueur prises par le gouvernement ne faiblit pas. Au-delà du ras-le-bol ou de l'indignation des jeunes ou des moins jeunes, elle est avant tout dirigée contre une politique qui a conduit à un chômage de masse.

1.5- Une mobilisation "***apolitique***" dont il n'y aura rien à attendre.

En Espagne. Le mouvement, qui rassemble beaucoup de jeunes, mais aussi des citoyens de tous horizons, a émergé dès le 15 mai via les réseaux sociaux, pour très rapidement s'amplifier, gagner tout le pays et se structurer. Spontané, coloré, pacifique, laboratoire d'idées pour des réformes à venir, ce mouvement citoyen, qui se veut apolitique, dénonce l'injustice sociale, les dérives du capitalisme, la "*corruption des hommes politiques*".

Mais surtout, il trahit l'angoisse de millions d'Espagnols face au chômage, qui atteint 21,19 % et touche près de la moitié des moins de 25 ans sans emploi. Il montre aussi une grande défiance envers les grands partis politiques.

Les manifestants qui ont pris possession de la place de la Puerta del Sol, au cœur de Madrid, ont décidé, dimanche, de poursuivre pendant au moins une semaine cette occupation. Dans la soirée, une foule de plusieurs milliers de personnes a, comme chaque jour, envahi la place autour du village alternatif de bâches bleues et de tentes devenu le cœur de la contestation. (liberation.fr et lemonde.fr 23.05)

Et en France ? Ma retraite, mon salaire, mon logement, ma classe, mon statut, etc... moi, moi, moi ! Voilà pour le niveau politique. Quelle est la nature sociale de cette Assemblée constituante, quelle est la nature sociale de ces manifestations ou moibilisations ? En aucun cas elles ne sont révolutionnaires ou socialistes, elles sont toutes bourgeoises ou s'inscrivent dans le cadre de la préservation du régime capitaliste en place.

2- France

2.1- Plus on est de fous plus on rit... ou plus on pleurt !

Trente-sept nouveaux partis politiques ont été agréés en France depuis le 1er janvier. Ce qui porte leur nombre à près de 320. Du jamais vu pour la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), qui publie, ce matin, son rapport annuel d'activité. Ce document - que 20 Minutes s'est procuré - consacre un chapitre entier aux micro-partis. Il y a les structures purement locales. Et puis, il y a les micro-partis créés par les ténors de la politique en marge de leur engagement traditionnel. Ils disposent des mêmes droits que l'UMP ou le PS…

Les gros financent les petitsIls peuvent ainsi présenter un candidat à une élection et recevoir des dons de la part des particuliers. Un citoyen peut verser jusqu'à 7 500 € à chaque parti existant. Les organisations sont ensuite libres d'en faire ce qu'elles veulent. Notamment transférer l'argent à un autre parti « *affilié* ». Depuis l'affaire Woerth-Bettencourt, les micro-partis ont la réputation de n'exister que pour recueillir des dons avant de les reverser aux gros partis. « *En fait, ce sont plutôt les gros qui financent les petits* », dément Jean-Louis Méré, chef du service juridique à la CNCCFP. A gauche, le PS a prévu de verser de l'argent aux candidats aux primaires. A droite, les fonds servent à financer les différents courants et à nourrir le « *débat d'idées* », selon un responsable de la majorité. « *Tous ces micro-partis sont une bonne nouvelle pour la démocratie, poursuit Jean-Louis Méré. Mais nous n'avons pas réussi à leur donner une définition claire.* » (20minutes.fr 23.05)

2.2- Voter PS, c'est voter FMI ou UMP !

Plusieurs responsables français, y compris la socialiste Martine Aubry, se sont prononcés dimanche en faveur d'une candidature de Christine Lagarde à la direction générale du Fonds monétaire international.

La première secrétaire du PS, Martine Aubry, a assuré sur France 2 que «*ce serait bien que ce soit la France qui ait ce poste et je crois que madame Lagarde, au-delà des divergences que l'on peut avoir (...), est une femme respectable*».

«*Si l'Europe peut avoir ce poste et si une Française peut l'obtenir, je crois que ce serait une très bonne chose pour notre pays et pour l'Europe*», a-t-elle ajouté. (20minutes.fr 22.05)

Travailleurs, militants, vous rejetez la politique d'austérité du gouvernement complice du FMI, fuyez le PS et tous les partis qui tournent autour, ne signez pas les pétitions destinées aux élus du PS, refusez de vous joindre aux délégations en direction des élus du PS, la seule issue politique possible passe par la rupture avec tous les partis institutionnels à la solde du capitalisme, avec les institutions de la Ve République et le capitalisme.

Le problème une fois qu'on a dit cela, en France comme dans les autres pays évoqués plus haut, c'est qu'il n'existe aucun parti combattant sur cette ligne politique.

3- Italie

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), avec 27,81 % des voix, arrive très loin derrière les conservateurs du Parti populaire (PP, avec 37,58 %), selon des résultats quasi définitifs. L'abstention a été de 33,7%.

Les socialistes ont perdu Barcelone, la deuxième ville du pays, qu'ils contrôlaient depuis 1979 et les premières élections de l'après-franquisme. Ils y sont devancés par la coalition nationaliste conservatrice Convergencia i Unio (CiU). Ils sont également battus à Séville, la quatrième ville espagnole.

Parmi les régions, les socialistes ont perdu l'un de leurs fiefs historiques, la Castille-Manche. Après ces élections, ils ne pourraient gouverner seuls que dans une seule des dix-sept régions d'Espagne, l'Andalousie. La droite conserve sans surprise Madrid et Valence, la troisième ville du pays. (lemonde.fr 23.05)

A la prochaine étape ils rétabliront le franquisme ?

4- Maroc

La police antiémeutes marocaine a pourchassé dimanche à Rabat et Casablanca des centaines de contestataires qui avaient enfreint une interdiction de manifester.

"*Manifester est un droit, de quoi le Makhzen (terme désignant l'appareil d'Etat) a-t-il peur ?*", criait la foule à Casablanca. "*Dehors le Makhzen. Non au despotisme.*"

Les langues se délient pour critiquer le roi Mohammed VI mais les manifestations n'ont pas l'ampleur de celles des rues de Tunis ou du Caire.

À Rabat, les manifestants avaient l'intention de camper devant le parlement mais les autorités sont soucieuses d'éviter la création d'une nouvelle place Tahrir, la place centrale du Caire où les opposants ont campé jusqu'au renversement du président égyptien Hosni Moubarak.

Les policiers, armés de matraques et de boucliers, ont dispersé la manifestation avant même qu'elle ne commence, les contestataires se divisant en petits groupes pourchassés dans les rues de Rabat, comme à Casablanca.

Un journaliste de Reuters a vu sept policiers s'en prendre à un homme, le frappant à la tête et au corps. Le manifestant, âgé d'une trentaine d'années, était en sang.

Le Maroc, longtemps considéré comme une monarchie stable, est agité par de plus en plus de troubles, inspirés des révolutions tunisienne et égyptienne.

Les manifestants réclament davantage de droits et une plus grande répartition des fruits de la croissance. Six contestataires sont morts ces derniers mois.

Vendredi, un groupe d'étudiants au chômage a réussi à approcher le roi Mohammed VI aux cris de "*Votre majesté, nous voulons du travail*". Une inhabituelle violation du protocole, dans un pays où le portrait du roi orne les murs des échoppes et des grandes places et où Mohammed VI est décrit comme le descendant du prophète Mahomet.

Le Maroc a le plus faible produit intérieur brut par habitant du Maghreb et près de la moitié de sa population est illettrée. (Reuters 23.05)

5- Tunisie

C'est désormais chose faite : le président de la Haute Instance indépendante, chargée de superviser l'élection de l'Assemblée constituante prévue le 24 juillet, a proposé hier de reporter le scrutin au 16 octobre. Ces élections seront les premières réellement libres dans l'histoire de la Tunisie : elles doivent désigner l'assemblée chargée de rédiger la loi fondamentale de la future IIe République. Des enjeux aussi importants ne pouvaient s'accommoder d'une consultation organisée à la va-vite et dont les résultats pourraient être facilement contestés.

Les experts électoraux qui se succèdent en Tunisie le répètent à l'envi : il faut un minimum de vingt-deux semaines entre l'adoption d'une nouvelle loi électorale et un scrutin pour qu'il se déroule dans de bonnes conditions. Or, la loi électorale n'a été adoptée par le gouvernement que le 10 mai. Il ne restait donc que dix semaines pour réviser les listes électorales. C'est nettement insuffisant. Une solution consistait à faire voter les Tunisiens avec leur simple carte d'identité, dans la circonscription de leur domicile, sans avoir à s'enregistrer. Mais 2 millions d'entre eux ne disposeraient pas de ce document et 300 000 autres auraient des papiers périmés.

Le report des élections n'est pas seulement un problème technique, mais politique. Partisans et opposants du report se divisent en deux camps tranchés. Les islamistes d'Ennahda, mais ils ne sont pas les seuls, sont les plus pressés d'aller aux urnes : mieux organisés, ils ont démarré la campagne plus tôt et sont au plus haut dans les sondages, qui leur prédisent entre 30 et 40% des voix. Ennahda profite notamment du désarroi d'un grand nombre de Tunisiens dépolitisés et laissés orphelins par la disparition de l'ancien parti quasi unique au pouvoir sous Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique, dissous et interdit depuis la révolution de janvier. En face, la gauche, dont le Parti du travail, proche de la centrale syndicale UGTT, et né il y a une semaine, demande du temps pour faire connaître ses idées, mener campagne, voire constituer une coalition anti-islamiste.
Le gouvernement de transition doit publier demain le décret convoquant les électeurs. (liberation.fr 23.05)

6- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a refusé dimanche de signer un accord sur la transition et menacé d'une guerre civile, amenant les monarchies du Golfe à suspendre leur médiation.

Un manifestant a été tué et un autre blessé sur la route de l'aéroport par des tirs de partisans du président Saleh, qui se sont déployés par centaines dans la capitale, bloquant les principales artères de la ville et faisant craindre le pire aux habitants.

Ali Abdallah Saleh a mis en garde l'opposition contre une «*guerre civile*», multipliant les conditions pour signer l'accord de sortie de crise élaboré par le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et prévoyant son départ dans un mois. Réunis en soirée à Ryad, les ministres des Affaires étrangères du CCG ont annoncé avoir «décidé de suspendre leur initiative en l'absence des conditions propices» pour la réussite de leur médiation. Incidents à Sanaa

Cette mesure survient alors que le président Saleh a refusé dimanche de signer un accord sur une transition du pouvoir au Yémen, paraphé la veille par l'opposition et dimanche par le parti présidentiel et ses alliés en présence du secrétaire général du CCG, Abdellatif Zayani. Abdellatif Zayani a quitté en début de soirée Sanaa pour Ryad sans avoir obtenu la signature par le chef de l'Etat de l'accord.

Le médiateur a été évacué par hélicoptère, avec l'ambassadeur des Etats-Unis à Sanaa Gerald Michael Feierstein, de l'ambassade des Emirats arabes unis où ils avaient été encerclés par des centaines de partisans armés du régime yéménite. Les deux hommes ont assisté au palais présidentiel à la signature par des responsables du parti au pouvoir et de ses alliés -

n'engageant pas le président Saleh - de l'accord sur la transition.

L'ambassadeur américain a ensuite regagné, par hélicoptère, l'ambassade des Emirats d'où il avait pu sortir en milieu de soirée avec ses homologues de Grande-Bretagne, de l'Union européenne et de pays du Golfe, après une intervention des autorités, selon un diplomate du Golfe. Le chef de la diplomatie émiratie, cheikh Abdallah Ben Zayed Al-Nahayane, avait demandé instamment à Sanaa d'assurer la sécurité de l'ambassade et des diplomates qui s'y trouvent. Pour protester contre cet incident, un haut responsable du Congrès populaire général (CPG), le parti de Ali Abdallah Saleh, Ahmed Soufane, a annoncé dimanche à l'AFP sa démission du bureau politique du parti.

Les rues de la capitale étaient vides dimanche soir à l'exception des partisans du régime armés. «*Nous avons peur, la situation peut tourner à l'anarchie avec les hommes de tribus armés acheminés par le président*» à Sanaa, a affirmé un habitant, Nabil Sadek. L'opposition, qui avait signé samedi soir l'accord sur la transition, a averti Ali Abdallah Saleh qu'il serait «*chassé du pouvoir*» sous la pression de la rue s'il ne signait pas l'accord. 181 morts depuis le début de la révolte

Les opposants à Ali Abdallah Saleh ont organisé sur la place du «*Changement*» la plus grande manifestation qu'ait connue la capitale depuis janvier pour réclamer le départ immédiat du président, selon le correspondant de l'AFP. Quelque 1,5 million de personnes ont pris part à ce rassemblement, selon des estimations concordantes dans les milieux de l'opposition. Les manifestants ont maintenu leur sit-in en soirée, protégés par les hommes du général Ali Mohsen al-Ahmar, qui a fait défection en mars et s'est rallié aux contestataires. (20minutes.fr et AFP 23.05)

Social

France

1- Christian Charpy, directeur général de Pôle emploi, a indiqué lundi que les contrôles de recherche d'emploi aboutissent à «*environ 2.000 radiations*» des listes de demandeurs d'emploi par mois. Dans un entretien au quotidien économique Les Echos, Christian Charpy rappelle les formes de contrôle: refus d'emploi, refus de formation ou refus de deux ORE (offre raisonnable d'emploi, c'est-à-dire une offre qui se situe dans un périmètre de 30 km autour du domicile et correspond globalement à ses qualifications, ndlr), actes positifs de recherche. (liberation.fr 23.05)

2- L'Association des maires de France (AMF) a annoncé aujourd'hui son intention de demander au gouvernement l'arrêt des suppressions de postes à l'école primaire. Les maires souhaitent faire part "*de leur vif mécontentement*" concernant la réduction de 8 967 postes d'instituteurs et la suppression de 1500 classes prévues pour la rentrée 2011. Jacques Pélissard, député-maire UMP de Lons-le-Saunier et président de l'AMF, estime que s'il est trop tard pour 2011, il faut éviter de nouvelles suppressions en 2012. (lemonde.fr 23.05)

Economie

1- Grèce

Le gouvernement grec a annoncé lundi une série de nouvelles mesures budgétaires visant à économiser plus de cinq milliards d'euros et à ramener le déficit public à 7,5% du produit intérieur brut (PIB) grec en 2011.

Pour sortir de la crise budgétaire, la Grèce va réduire sa participation dans OTE Telecom et dans l'Hellenic Postbank d'ici la fin de l'année, a fait savoir lundi le ministère grec des Finances.

Le gouvernement procèdera également à la cession immédiate des ports du Pirée et de Thessalonique.

"*Le programme (de privatisations) doit immédiatement s'accélérer*", a estimé le ministère des Finances dans un document transmis au gouvernement. "*Nous voulons lever le terrible fardeau de la dette qui pèse sur le peuple grec*".

Le ministère des Finances a enfin annoncé la création d'un fonds souverain pour accélérer les privatisations et les ventes de biens immobiliers publics.

Ces nouvelles mesures seront détaillées la semaine prochaine, a ajouté le porte-parole du gouvernement. (Reuters 23.05)

2- Italie

Rome n'aura pas tardé à réagir à l'avertissement de l'agence de notation Standard & Poor's. Après que celle-ci a menacé, vendredi soir, de dégrader la note de la dette italienne, le gouvernement a laissé entendre ce lundi qu'il présenterait un plan de rigueur de 35 à 40 milliards d'euros en juin, selon l'agence Reuters qui cite une source gouvernementale. À en croire cette dernière,

la date de présentation des mesures a été avancée pour donner «*un signal aux marchés*», à savoir que l'Italie tient fermement les cordons de son budget. (lefigaro.fr 23.05)

Le 25 mai

J'ai corrigé la date de mise en ligne des derniers articles de presse datés par erreur de janvier (01) au lieu de mai (05).

Note de lecture :

- *Ennemis de l'OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye*. L'auteur de cet article paru sur le site du Réseau Voltaire s'emploie à vouloir nous convaincre que la présence en Irak de 112 "*djihadistes*" provenant du nord-est de la Libye suffirait à en faire la "*capitale mondiale des djihadistes*" ou "*la plus grande concentration de candidats kamikazes*", pensez donc, pas moins de 52 sont issus de la ville de Darna ou de Benghazi, sur une population (de la région) estimée à près de 2 millions d'habitants, pour prouver que les insurgés sont des terroristes et justifier son soutien à Kadhafi. Le reste de l'article est intéressant sur le plan sociologique et politique pour mieux comprendre ce pays, car il revient sur la constitution des différentes tribus en Libye et leurs relations avec le pouvoir avant et depuis l'arrivée de Kadhafi au pouvoir.

- *Les missionnaires de l'AfriCom*. Article très court qui mériterait son pendant sur le rôle de l'Unesco en Afrique, par exemple.

- *Israël, principale référence de la politique des États-Unis au Proche-Orient*. Quelques réactions au Proche-Orient après le discours d'Obama le 19 mai.

Extraits des "*Notes éditoriales*" de CPS n°43 du groupe Pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, du 11 mai.

Directions syndicales : signature tous azimuts avec le gouvernement et le MEDEF, prise en charge de sa politique et « actions » d'accompagnement de celle ci.

(...) FO a tout signé dans les dernières semaines, jetant par-dessus bord la posture faussement radicale adoptée sur les retraites à l'automne dernier. FO signe sur les retraites complémentaires, signature qui valide la contre réforme. FO signe sur l'assurance chômage qui prévoit, certes sous conditions, la baisse des cotisations patronales (Parisot se félicite particulièrement de cette signature ci). FO signe sur l'insertion des jeunes dans le marché du travail (une nouvelle mouture de l'alternance). Et enfin FO signe sur le protocole précarité dans la Fonction Publique.

Les dirigeants CGT et FO prennent en charge la liquidation du statut général de la Fonction Publique ; résistances dans la FSU qui ne peut signer

Nous renvoyons sur ce dernier point à ce qui est écrit dans l'article enseignement à ce propos et qui indique qu'en réalité, il s'agit d'une attaque majeure contre le statut de la Fonction Publique. Notons tout de même que les dirigeants CGT et FO n'ont pu signer que par un coup de force à l'intérieur même des fédérations concernées. La CGT Collectivités territoriales, première concernée par l'accord, était contre. La consultation des syndiqués n'a été qu'un simulacre. Et là où ils ont pu se saisir de la question, ils se sont prononcés contre l'accord. Dans FO, tout s'est décidé dans le secret de l'appareil. Remarquons que dans FO, il n'y a pas trace d'un combat ouvert des militants du POI qui y occupent pourtant des positions importantes. Remarquons encore que, très prolixe contre l'accord avant la signature de FO, Informations Ouvrières, le journal du POI, après la signature de l'accord devient … muet comme une carpe, n'a aucune position et se contente… d'une revue de presse sur l'accord ! C'est parce que le fonctionnement de la FSU rend très difficile une décision dans les mêmes conditions que celles qui prévalent dans la CGT et dans FO (en particulier du fait de l'existence du droit de tendance), que l'appareil n'a pu passer par-dessus l'opposition virulente d'un certain nombre de syndicats (administratifs, enseignement supérieur, recherche, assistants sociaux, notamment).

Une question centrale aujourd'hui : la question des salaires

Des grèves parfois massives, parfois longues se sont développés et se développent pour les augmentations de salaire : Eiffage, Toyota, Carrefour. Mais là encore, même si, ici ou là, les travailleurs peuvent arracher des concessions, les combats sont cadenassés par l'appareil. Carrefour constitue un exemple typique. Souvent la grève a été délibérément limitée par l'appareil à quelques heures, le dirigeant CFDT indiquant ouvertement que le but n'était pas « de mettre en difficulté l'entreprise ». FO a signé pour 2 % tout de suite et une prime de 220 euros quand les travailleurs réclamaient 5 % (le patron proposait lui-même 2 % en deux fois dans l'année).

Par ailleurs aucune direction syndicale n'avance le mot d'ordre que la situation impose, et qui permet la centralisation du combat contre le gouvernement et le patronat : celui de l'échelle mobile des salaires ; alors même que le gouvernement dans son propre domaine de responsabilité a décidé le gel du point d'indice pour la Fonction Publique en 2012. Mieux même, les

dirigeants syndicaux négociant depuis des mois avec le patronat sur le terrain du « partage de la valeur ajoutée » ont facilité l'opération Sarkozy sur la prétendue « prime » dans les entreprises où les dividendes des actionnaires sont en augmentation. Cette prime sera, pour peu qu'elle existe, payée par l'Etat via les exonérations fiscales. Et, alibi commode au refus de toute augmentation générale, elle sera un instrument de baisse du salaire réel. Mais il faut dire que, négocier le « partage de la valeur ajoutée », qu'est ce d'autre que soumettre les revendications de salaire à la bonne marche de l'entreprise et au-delà à la bonne marche du capitalisme ? Une telle négociation est donc parfaitement contradictoire à tout combat pour les salaires.

Armer politiquement une avant-garde pour les combats de classe à venir

Il faut dire la vérité. Pour le moment, en Europe, le prolétariat reste cadenassé par les appareils, et c'est encore plus vrai en France même. L'onde de choc qui s'est produite en Egypte, en Tunisie, qui se propage aujourd'hui en Syrie ne s'est pas encore répercutée dans la vieille Europe. L'unité mondiale de la lutte de classes n'exclut pas les inégalités dans son développement. Mais, puisque l'avenir prévisible est celui d'une brutale aggravation des conditions d'existence pour les masses comme conséquence immédiate d'une nouvelle étape de la crise ou d'une nouvelle vague d'attaques anti – ouvrières – ou de leur combinaison – chômage, vie chère -, le prolétariat et la jeunesse seront poussés à réagir avec force et à briser le carcan constitué par les appareils syndicaux et les partis ouvriers contre révolutionnaires.

C'est dans la perspective de cette modification qu'il faut agir. Et pour cela, il faut combattre en premier lieu contre l'« union nationale » en défense de l'impérialisme français, de ses interventions guerrières en Libye, en Côte d'Ivoire, en Afghanistan. L'ennemi est dans notre propre pays. L'ennemi, c'est le gouvernement Sarkozy Fillon. Préparer l'affrontement avec ce gouvernement pour le vaincre et le chasser, c'est aujourd'hui combattre partout de manière à chaque fois adaptée à la situation concrète pour imposer aux dirigeants syndicaux la rupture du dialogue social avec ce même gouvernement et le MEDEF.

Ce combat est inséparable de celui visant à mettre en évidence l'actualité du combat pour le socialisme. Jamais autant qu'aujourd'hui, n'était apparu aussi clairement le fait que l'impérialisme, c'est « la réaction sur toute la ligne » (Lenine). Du Japon aux Etats Unis, du Portugal à la Grèce, la leçon des événements est claire : il faut en finir avec le capitalisme ; il faut combattre pour le socialisme !

Cet article a le mérite de remettre les choses à leurs places, notamment le rôle de l'appareil de FO qui n'est pas différent des autres syndicats. Par contre, je ne suis pas du tout certain que le rôle contre-révolutionnaire des appareils suffise à expliquer la situation sociale et politique actuelle. La révolution tunisienne a démontré qu'il ne suffisait pas de chasser celui qui incarnait le pouvoir ainsi que son parti pour modifier la nature sociale de l'Etat, que mettre en avant un certain nombre de revendications sociales ou politiques n'aboutissait pas forcément à une issue politique conforme aux intérêts fondamentaux du prolétariat ou que la classe ouvrière soit en mesure de se saisir du programme de la révolution socialiste qui se traduirait par la liquidation de l'ensemble des institutions de l'ancien régime et la remise en cause des fondements du capitalisme.

C'est le manque de maturité politique du prolétariat qui n'a pas permis à ce jour de faire les premiers pas dans cette perspective. Maturité politique qui ne peut pas jaillir spontanément, une conscience politique qui ne peut pas s'improviser ou se forger en quelques mois à partir de zéro ou presque, sans qu'un puissant parti ouvrier révolutionnaire éclaire les masses sur les tâches et les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer pour avancer vers leur émancipation. On peut se soulever et mener tous les combats qu'on veut contre le capitalisme ou le régime en place, mais sans le parti pour guider et organiser les masses, il sera impossible de les abattre, c'est l'absence ou l'existence du parti qui détermine l'avenir de la révolution dès lors que la majorité de la classe est mobilisée. On peut faire sauter le carcan des appareils sans jamais parvenir à faire sauter le régime et le capitalisme, ou alors le parti n'est pas aussi indispensable qu'on le prétend et il faut changer de stratégie dans notre lutte pour le pouvoir, abandonner les enseignements de la révolution russe de 1917, il faut choisir.

Et puis cessons de mener les militants et les travailleurs en bâteau : sans discipline et organisation centralisée, sans un commandement militaire pour vaincre l'appareil répressif de l'Etat, sans l'armement du prolétariat et son organisation en milices sous la direction du parti, jamais il ne sera possible d'abattre notre ennemi et de s'emparer réellement du pouvoir politique pour pouvoir s'attaquer ensuite au pouvoir économique des capitalistes, c'est-à-dire les exproprier et saisir tous leurs biens, anéantir leur capacité de résistance et de nuisance, les mater, les réprimer si nécessaire, autant de conditions et d'objectifs qui nécessitent un haut niveau de conscience politique qui ne seront jamais réunis par une Assemblée constituante qui par nature s'inscrit dans le cadre du régime en place.

Ce qu'il y a de particulièrement malsain dans l'avant-garde du mouvement ouvrier en général, c'est cette propension à laisser les militants et les travailleurs rêver ou monter des scénarios de toutes pièces qui ne correspondent rien ou certainement pas à la réalité, qui ne s'appuient pas sur l'expérience des dernières révolutions, comme si par miracle certains facteurs tel que l'armée n'existerait pas finalement ou serait un facteur secondaire, peut-être pour ne pas les effrayer à l'avance devant les obstacles qu'il nous faudra impérativement abattre pour vaincre. J'estime ce comportement irresponsable et contre-productif, car en réalité, c'est l'ensemble de ces tâches, de ces objectifs, des difficultés qu'il faudra affronter qui justifie la construction du parti révolutionnaire. La révolution tunisienne et le soulèvement révolutionnaire en Egypte ont placé sur le devant de la scène politique le rôle déterminant de l'armée, et au lieu de traiter comme il se doit cette question, on préfère l'ignorer, je ne dis pas cela pour ce groupe, je parle en général, je vais au-delà des questions qu'il a abordées.

On nous rétorquera que si l'on aborde la question du renversement du régime sous cet angle, les masses ne nous suivront pas. C'est un faux argument puisque vous pouvez l'aborder sous n'importe quel angle, aujourd'hui personne ne vous suivra, sauf les éléments les plus déterminés du prolétariat qui n'ont plus rien à perdre. Or, c'est justement à ces couches du prolétariat que personne ne s'adresse ou auxquelles on est toujours incapable de s'adresser, ce ne sont certainement pas des fonctionnaires ou des éléments des couches moyennes ou de l'aristocratie ouvrière qui estiment avoir quelque chose à perdre et qui constituent le fond de commerce des syndicats et des partis ouvriers ou encore des différents groupes de militants, qui auront envie demain de s'engager dans cette voie, assez d'hypocrisie ou d'arguments foireux d'une mauvaise foi incroyable.

Tout le monde avait les yeux rivés sur l'armée pendant les premiers mois de la révolution tunisienne et personne n'a osé aborder ce sujet comme je le fais ici. A l'époque, j'ai écrit sur la guerre civile en reprenant les enseignements de la Commune de Paris et de la révolution russe, je ne suis pas un dirigeant ni un cadre de parti, mais j'estime avoir assumé mes responsabilités, afin que les militants ne se fassent aucune illusion sur le cours de la révolution tunisienne. - Oui mais nous nous avions besoin d'y croire diront peut-être certains militants, comme la grève générale en France à l'automne dernier, eh bien qu'ils aillent brûler un cierge dans la première église venue et cela leur fera le même effet que de reprendre en coeur un cantique dans la chapelle de leur parti !

Politique

1- France

1.1- Les radars de la discorde.

François Fillon a déclaré ce mardi midi aux députés de la majorité qu'ils seraient «*entendus*» sur leurs propositions sur la sécurité routière mais qu'il «*ne reviendrait pas sur la fin de la signalisation systématique des radars*», selon des participants à la réunion du groupe UMP à l'Assemblée.

Quelques minutes après, le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a néanmoins annoncé que le démontage en cours des panneaux signalant les radars fixes était suspendu jusqu'à ce que se tienne «*une concertation locale*». Il a ajouté qu'un «*radar pédagogique*», non pénalisant, remplacerait à terme chaque panneau, selon des participants à la réunion du groupe UMP à l'Assemblée.

Le président du groupe UMP à l'Assemblée, Christian Jacob, a estimé que la cause était désormais entendue. «*C'est-à-dire qu'avant chaque radar fixe, il y aura un radar pédagogique*», a précisé Christian Jacob. «*Il y aura aussi parfois des radars pédagogiques sans radar fixe mais il y aura un radar pédagogique avant chaque radar fixe*».

Mais l'entourage de Claude Guéant a précisé ultérieurement que les radars pédagogiques ne remplaceraient pas systématiquement les panneaux de signalisation des radars fixes. «*Ils seront parfois un peu avant, parfois un peu après*», en fonction du terrain, a-t-on ajouté de même source.

Les déclarations des deux responsables sur les nouvelles mesures concernant la sécurité routière semblent contradicatoires. Néanmoins, l'entourage de Claude Guéant a souligné qu'il n'y a «*aucune divergence*» entre le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur. (20minutes.fr 24.05)

On imagine déjà d'ici comment ils gèreraient une crise politique ouverte. Camarades, rira bien qui rira le dernier, et notre tour arrive, au galop, encore un peu de patience...

1.2- Un mouvement spontané ?

Plusieurs dizaines de jeunes français regroupés tous les soirs depuis quelques jours place de la Bastille par solidarité avec les "*indignés*" espagnols appellent à un vaste rassemblement à Paris dimanche prochain.

Des rassemblements sont prévus d'ici à là un peu partout en France mardi et mercredi, notamment à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Strasbourg, Nantes ou Bordeaux.

Le mouvement "*Démocratie réelle, maintenant !*" estime que la mobilisation citoyenne des jeunes Espagnols, qui occupent depuis le 15 mai des places jour et nuit, concerne tous les Européens, qui doivent devenir "*acteurs de cette dynamique de changement.*"

"*La révolte des pays arabes a traversé la Méditerranée. Le réveil du peuple espagnol envoie un message clair à tous les Européens, à nous de saisir cette opportunité*", écrit-il sur son site internet.

"*Nous sommes pris à la gorge par les plans d'austérité qui se multiplient partout en Europe*", ajoute-t-il, estimant que la crise économique et financière "*touche tout le monde*".

"*Démocratie réelle, maintenant !*" estime qu'en France, où les profits du CAC 40 ont doublé, le chômage des jeunes atteint 25 %. "*En Espagne, c'est 40 % des moins de 35 ans qui sont sans emploi.*"

Le mouvement a reçu le soutien de Génération précaire, qui souligne qu'en France aussi, "*les jeunes en ont ras-le-bol*".

"*Nous sommes des millions. Le mouvement est suivi dans toute l'Europe avec des manifestations en Grande-Bretagne ou encore en Grèce sous le slogan " People of Europe Rise Up* " (Peuples d'Europe, soulevez-vous !), écrit le mouvement dans un communiqué.

Pour l'association, les jeunes, premiers touchés par la crise, "*se révèlent une véritable variable d'ajustement et revendiquent un droit au travail qu'on leur refuse sous prétexte de crise économique mondiale.*" (Reuters 24.05)

Je n'en sais pas suffisamment sur ce "*mouvement*" pour en parler. Je me demande comment on peut créer une page sur Facebook ou un autre support et se retrouver du jour au lendemain propulsé sur le devant de la scène et être connu par des milliers ou plus d'internautes. Je crois avoir compris que des camarades avaient créé de telles pages sans jamais avoir jamais rencontré un tel succès. Je suis peut-être naïf ou hors circuit dans mon trou à l'autre bout du monde, je voudrais bien qu'on m'explique ou m'éclaire sur cette question. Je n'ai pas d'a priori, je cherche juste à comprendre.

2- Egypte

L'ex-président égyptien Hosni Moubarak et ses deux fils Alaa et Gamal seront jugés devant un tribunal pénal pour meurtres de manifestants lors les trois semaines de Révolution du Nil ainsi que pour abus de pouvoir et gaspillage de deniers publics, a annoncé mardi le parquet.

L'un des chefs d'accusation, celui de meurtre prémédité, est passible de la peine capitale.

Cette décision met fin aux spéculations voulant que l'ancien raïs de 82 ans ait obtenu la garantie de se voir épargner une humiliation publique de la part de l'armée qui l'a poussé vers la sortie le 11 février dernier sous la pression de la rue après 30 ans de pouvoir, et a repris en main les affaires du pays.

L'ancien chef des services de renseignement Hussein Kamal al Dine Ibrahim Salem, est lui aussi poursuivi pour les mêmes faits, mais il est en fuite.

La décision de juger les Moubarak a été annoncée trois jours avant une nouvelle démonstration de force des révolutionnaires de la place Tahrir du Caire, coeur de la Révolution du Nil, qui ont obtenu leur éviction à l'usure grâce à la bienveillance de l'armée.

Cette manifestation avait pour objet de demander à l'armée, qui a promis de remettre rapidement les rênes du pays à un pouvoir civil démocratiquement élu, d'accélérer le rythme des réformes et le jugement public de Moubarak et de son clan.

"*Chaque fois que la jeunesse menace de retourner sur la place Tahrir en masse, ils font quelques concessions*", note Hassan Nafaa, un politologue critique de longue date du régime de Moubarak. (Reuters 24.05)

3- Libye

3.1- Le colonel Mouammar Kadhafi serait prêt à abandonner le pouvoir à condition qu'il puisse rester en Libye, écrit France Soir dans son édition de mercredi.

Citant des "*sources sûres, proches du pouvoir libyen*", le quotidien affirme que des émissaires du colonel Kadhafi rencontrent depuis quelques semaines, dans le plus grand secret, des responsables occidentaux, y compris français, "*chaque partie voulant en finir vite*".

Interrogé par Reuters, le ministère français des Affaires étrangères n'a pas confirmé l'existence de contacts avec des responsables français.

Selon France Soir, le colonel Kadhafi a été "*traumatisé par la mort de son plus jeune fils et de trois de ses petits enfants dans un bombardement de l'Otan le 1er mai dernier et est las d'être traqué*".

"*Dans ce contexte, Kadhafi serait prêt à céder le pouvoir, d'autant plus que son entourage aurait désormais envie de tourner la page*", ajoute-t-il.

Mouammar Kadhafi se sentirait "*comme un lion en cage*" et souffre de l'impossibilité de se déplacer, notamment dans le désert qu'il affectionne.

"*Il passe chaque jour plusieurs heures sur internet en arabe, en anglais ou en italien. Il veut savoir ce qui se dit, savoir de quoi on parle, et quelles sont les dernières informations sur le web*", ajoute France Soir. (Reuters 24.05)

Info ou intox ?

3.2- Le ministre libyen du Pétrole, Chokri Ghanem, n'a pas fait défection et travaille en secret pour Mouammar Kadhafi afin de rester en contact avec les grandes compagnies pétrolières, a appris Reuters auprès de plusieurs entreprises occidentales.

Deux sources, dans l'opposition libyenne et chez un acteur majeur du secteur pétrolier, ont rapporté que Ghanem avait invité des représentants de compagnies pétrolières à venir le rencontrer la semaine dernière en Tunisie pour discuter des contrats d'approvisionnement. (Reuters 24.05)

4- Tunisie

Le gouvernement tunisien de transition a décidé de maintenir au 24 juillet l'élection cruciale d'une Assemblée constituante, contre l'avis de la commission électorale qui proposait de la reporter au mois d'octobre pour des raisons techniques et logistiques.

«*Le Conseil des ministres a discuté longuement de la proposition de la Haute instance pour les élections et il a décidé de respecter la date fixée par le gouvernement et le président, c'est-à-dire l'organisation des élections le 24 juillet*», a déclaré le porte-parole du gouvernement Taïeb Baccouche. «*La Haute instance a proposé ce report sans discuter avec le gouvernement*», a-t-il souligné. (liberation.fr 24.05)

5- Yémen

Le mouvement de contestation contre le président Ali Abdullah Saleh se durcit au Yémen. Des combattants membres d'une des plus grandes tribus du pays ont bloqué l'accès à des bâtiments gouvernementaux et barricadé des rues dans le centre de Sanaa mardi, affrontant les forces gouvernementales.

Les combattants tribaux semblaient avoir pris le contrôle d'un quartier de Sanaa où se trouvent notamment des ministères et le siège du parti au pouvoir, après les combats les plus violents enregistrés depuis le début du soulèvement il y a trois mois. Au moins 12 personnes ont été tuées dans des affrontements ces deux derniers jours, selon des chefs tribaux et des sources médicales.

La décision du cheikh Sadeq al-Ahmar, chef de la puissante tribu des Hached, d'impliquer ses hommes dans le conflit renforce la pression contre le président Saleh, et pourrait entraîner une confrontation encore plus meurtrière entre les milices tribales fortement armées et les troupes pro-Saleh. Le président yéménite a refusé de quitter le pouvoir malgré trois mois de soulèvement presque ininterrompu.

Les combattants tribaux, armés de Kalachnikov, ont dressé des barricades dans le quartier d'Hassaba, où des bâtiments ont été criblés de balles.

Les affrontements ont commencé après que les forces gouvernementales eurent essayé de rentrer dans la maison de Sadeq al-Ahmar, dans le quartier d'Hassaba. Après avoir repoussé les forces pro-Saleh, il a prévenu le président qu'il devait rappeler ses troupes, faute de quoi il s'exposerait à des combats plus violents.

"*Nous faisons preuve de retenue*", a déclaré Sadeq al-Ahmar à l'Associated Press. "*Nous appelons le régime à retirer ses troupes.*"

Certains chefs de l'armée ont déjà rejoint l'opposition. Mais le choix de Sadeq al-Ahmar de s'impliquer dans les combats pourrait entraîner le Yémen dans une voie dangereuse en contraignant les autres chefs de clan du pays à prendre partie, et à encourager d'autres dirigeants de l'armée à se désolidariser du gouvernement.

Le Yémen est un patchwork de tribus disposant de puissantes milices dont le soutien est essentiel pour le président Saleh, qui est aussi membre de la tribu des Hached. (AP 24.05)

Média

Le monarque dans le rôle de tartuffe ou quand un bouffon se fait remettre en place par ses maîtres.

Nicolas Sarkozy a appelé mardi au dialogue entre les acteurs de l'internet et les Etats en vue de définir des règles communes pour encadrer la "révolution" du web sans en brider le développement, dans le cadre d'un e-G8 dont les conclusions s'annoncent toutefois vagues.

"***Le document final n'a pas besoin d'être un document consensuel. Il peut présenter des contradictions. Il pourra présenter des désaccords***", a déclaré Maurice Lévy, président du directoire de Publicis et organisateur de l'événement.

"***Nous avons besoin de comprendre vos attentes vos aspirations, vos besoins. Et vous avez besoin d'entendre nos limites, nos lignes rouges***", a-t-il expliqué, citant la protection des enfants, la lutte contre le terrorisme ou encore la propriété intellectuelle parmi les thèmes à aborder.

Conscient des craintes suscitées par l'initiative française d'inscrire internet au menu du G8, Nicolas Sarkozy a insisté sur le fait que son intention n'était pas de nuire à la croissance d'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mondiale.

"***Vous avez changé le monde au même titre que Colomb et Galilée***", a-t-il lancé à l'assistance. Mais les acteurs de l'internet doivent comprendre qu'ils ne peuvent s'affranchir "***de valeurs minimum, de règles minimum***", a-t-il nuancé.

"***Je pense que le gouvernement a effectivement un rôle à jouer pour encourager l'innovation sur internet : c'est de rester hors de notre chemin***", a dit à Reuters Jimmy Wales, le fondateur de Wikipedia.

Le président de Google Eric Schmidt a pour sa part mis en garde contre toute précipitation dans l'adoption de mesures de régulation, en soulignant que les innovations technologiques apportaient parfois des solutions plus efficaces.

"***Le point le plus important aujourd'hui c'est de ne pas faire de mal***", a souligné de son côté le directeur général de Dailymotion, Martin Rogard, en marge du Forum. "***Il faut faire attention à préserver un écosystème dans lequel les lois ne changent pas tous les six mois***". (Reuters 24.05)

Social

1- Corée du Sud

Des milliers de policiers anti-émeute, soutenus par des canons à eau et des hélicoptères, sont intervenus mardi dans une usine de pièces automobiles, fournisseur du constructeur Hyundai, pour déloger une partie des employés en grève, a indiqué la police.

Quelque 2.700 policiers, soutenus par cinq canons à eau et quatre hélicoptères, sont intervenus à l'usine Yoosung, à Asan, à 80 km au sud de Séoul, selon un communiqué de la police. Plus de 500 employés s'étaient mis en grève pour obtenir une amélioration des salaires et des conditions de travail et occupaient l'usine. Plus d'une centaine d'entre eux ont été interpellés et les autres ont été dispersés, selon la police.

"***La police est intervenus dans l'usine, pour le moment sans violences***", a indiqué à l'AFP une porte-parole de la police de Asan. L'intervention s'est produite alors que l'usine était bloquée depuis six jours. Selon la direction de Yoosung et la police, le blocage de l'usine de Asan était illégal dans la mesure où les grévistes empêchaient les non-grévistes d'entrer dans l'usine et occupaient les lieux.

Yoosung fabrique des éléments pour moteurs, notamment des segments de pistons et des arbres à cames pour différents constructeurs automobiles sud-coréens, dont certains, en rupture de stock, avaient dû suspendre leur production. La grève avait sérieusement affecté le premier constructeur sud-coréen, Hyundai qui a indiqué mardi avoir arrêté, dans son usine de Ulsan (sud-est), la production sur deux chaînes de moteurs diesel équipant ses modèles SUV Starex, Santa Fe et Tucson et camions Porter. Selon l'agence Dow Jones Newswires, Hyundai redoutait un déficit de production de 50.000 véhicules, soit 14% de ses ventes mensuelles, si la grève se poursuivait jusqu'à la fin mai. Il n'a pas été précisé quand la production à l'usine de Yoosung allait reprendre. (20minutes.fr 24.05)

2- Japon

2.1- Le combustible nucléaire a fondu dans les réacteurs 1, 2 et 3 de Fukushima, a reconnu mardi l'opérateur de la centrale, Tokyo Electric Power (Tepco), alors que des experts de l'AIEA entamaient une enquête sur la grave crise qui frappe le site.

Tepco avait déjà annoncé la semaine dernière que les barres de combustible du réacteur 1 avaient fondu, dans les jours qui ont suivi la panne des systèmes de refroidissement suite au tsunami du 11 mars.

L'analyse des dernières mesures effectuées sur les réacteurs 2 et 3 de Fukushima Dai-ichi (Fukushima 1) montre que les barres de combustible sont dans le même état, a déclaré mardi une porte-parole de Tepco, Aya Omura.

Les techniciens de Tepco ont pompé des tonnes d'eau dans les coeurs des réacteurs pour les refroidir. Conséquence, les conteneurs provisoires destinés à recueillir l'eau radioactive sont presque pleins, ce qui fait craindre un risque de nouvelles fuites d'eau contaminée dans le Pacifique. (AP 24.05)

2.2- Il faudrait encore évacuer quelque 70.000 personnes résidant au Japon dans des zones contaminées par les retombées du panache radioactif de la centrale nucléaire de Fukushima, estime l'Institut de radioprotection et de sécurité nucléaire (IRSN).

Au delà de la zone des 20 km située autour de la centrale accidentée qui a déjà été évacuée, des dépôts importants d'éléments radioactifs ont été relevés dans la direction du nord-ouest, avec une radioactivité de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions de becquerels au mètre carré. (libération.fr 24.05)

Economie

1- France

Comme nous l'indique la dernière enquête de l'association de consommateurs UFC-Que choisir, c'est lors des incidents de paiement effectués avec les cartes bleues (qui ne sont pas encore indispensables, mais presque) que les banques se servent largement en frais bancaires : pas moins de 2,7 milliards d'euros de frais bancaires sur les incidents de paiement.

Et c'est une marge de 83 % qu'elles font sur ces opérations. Pas mal non ?

L'UFC-Que choisir trouve ces frais disproportionnés, mais les banques, par l'intermédiaire de la Fédération Française des banques, se justifient : l'alimentation et la sécurité des distributeurs coûtent cher : 3 milliards d'euros par an. (lepost.fr 24.05)

2- Chine

La Chine a dépassé fin avril les 900 millions d'utilisateurs de téléphone portable, dont près de 70 millions utilisant la 3G (téléphonie mobile à haut débit de 3e génération), a annoncé mardi le ministère de l'Industrie et de l'Information.

La semaine passée, le gouvernement chinois a également annoncé une hausse de 20 millions du nombre d'internautes, à 477 millions. (AFP 24.05)

Le 26 mai

Je vous proposerai demain une analyse politique.

Politique

1- Grèce

1.1- Quinze mille Grecs inspirés par les "*indignés*" d'Espagne se sont rassemblés mercredi devant le siège du Parlement, à Athènes, pour protester contre les mesures d'austérité aux cris de "*voleurs!*".

"*Dehors, la junte du FMI!*", clamait l'une des banderoles brandies lors de cette première manifestation apolitique depuis le début de la crise liée à la dette publique. (Reuters 25.05)

1.2- La Grèce n'organisera pas de référendum sur les nouvelles mesures d'austérité ou sur l'euro, a dit mercredi le porte-parole du gouvernement d'Athènes.

"*Il n'y pas d'intention particulière, pas plus que de projet précis, de procéder à un référendum*", a déclaré Georges Petalotis, lors d'une conférence de presse. (Reuters 25.05)

Que craignent-ils donc ?

2- Espagne

Après l'euphorie de la première semaine, la mobilisation des jeunes '*indignés*' commençait à s'essouffler, mercredi 25 mai, sur la Puerta del Sol à Madrid, selon l'un des porte-parole du mouvement lancé le 15 mai sur le Web.

Si le '*village alternatif*' installé sur la place madrilène continue à s'étendre, les rassemblements qui réunissaient tous les soirs de la semaine dernière des milliers ou des dizaines de milliers de personnes ont moins d'ampleur cette semaine.

'*L'esprit reste intact mais la mobilisation a un peu baissé après l'euphorie du début*', a indiqué l'un des porte-parole de ce mouvement. '*Maintenant, on travaille plus calmement, on continue à se structurer pour que le mouvement continue même si le campement sur la Puerta del Sol disparaît*', a ajouté ce biologiste au chômage depuis cinq mois.

Le mouvement a décidé le maintien du rassemblement jusqu'à au moins dimanche prochain. '*Pour la suite, nous n'avons encore rien arrêté*', a indiqué mercredi Pablo Prieto. '*L'idée est de créer des assemblées dans tous les quartiers pour diffuser nos propositions pour une démocratie plus juste*', a-t-il précisé.

Les '*indignés*' prévoient d'organiser samedi des réunions dans les différents quartiers de Madrid, avant de décider dimanche de la suite de la mobilisation. (LeMonde.fr avec AFP 25.05)

3- Egypte

L'Egypte rouvrira sa frontière avec la bande de Gaza au point de passage de Rafah "*sur une base quotidienne*" à compter du 28 mai afin d'alléger les restrictions pesant sur la population palestinienne de cette étroite bande côtière soumise à un blocus israélien, a annoncé mercredi l'agence de presse officielle Mena.

Cette mesure, qui a toutes les chances de soulever des objections de la part de l'Etat hébreu, est, semble-t-il, une nouvelle illustration de l'inflexion de la politique égyptienne depuis "*la révolution du Nil*" qui a renversé le 11 février le président Hosni Moubarak.

Sous le "*raïs*" aujourd'hui déchu, les autorités égyptiennes n'entrouvraient que périodiquement le poste-frontière de Rafah pour faire entrer des vivres, des médicaments ou des personnes, essentiellement des blessés ou des étudiants cherchant à se rendre en Egypte ou dans des pays tiers via ce pays.

La nouvelle décision - la frontière sera ouverte tous les jours, sauf vendredi, jour férié, de 09h00 à 17h00 - s'inscrit "*dans le cadre des efforts déployés par l'Egypte pour faire cesser les divisions entre Palestiniens et mettre un point final à leur réconciliation*", a ajouté l'agence égyptienne.

Début mai, le ministère égyptien des Affaires étrangères avait annoncé que Le Caire envisageait d'ouvrir le poste-frontière de Rafah de manière permanente pour soulager la vie du million et demi de Palestiniens soumis au blocus israélien. (Reuters 25.05)

4- Yémen

Des partisans d'un chef tribal rallié à l'opposition ont pris, dans la nuit de mardi 24 à mercredi 25 mai, le contrôle de l'agence de presse officielle yéménite SABA. De violents combats opposent depuis lundi, à Sanaa, les partisans du chef de la puissante tribu des Hached, Cheikh Sadek Al-Ahmar, aux forces fidèles au président contesté Ali Abdallah Saleh. Ces affrontements auraient fait au moins 44 morts dans la capitale.

Les hommes de Cheikh Al-Ahmar ont également pris le contrôle de la compagnie aérienne nationale Yemenia et tenté d'occuper le ministère de l'intérieur, a ont indiqué un haut responsable et des témoins. D'intenses combats se sont poursuivis tard dans la nuit à Sanaa. (lemonde.fr 25.05)

5- Grande-Bretagne. Déjà ! Ils n'ont pas changé.

Une nouvelle exposition, Pirates: l'histoire du capitaine Kidd, s'est ouverte à Londres le 20 mai. Elle révèle une connivence de haut niveau entre les hommes d'affaires et les «*pirates*» au XVIIe siècle. Ces «*pirates*», pour la plupart, avaient été enrôlés dans la marine pendant la guerre; au chômage ensuite, ils auraient alors été payés par les élites britanniques pour piller leurs ennemis et protéger la compagnie des Indes orientales.

Tom Wareham, conservateur du musée des Dockland de Londres, espère mettre fin aux mythes qui perdurent encore aujourd'hui sur les pirates. Il explique:

«*Lorsque la Grande-Bretagne a commencé à étendre son empire, les pirates pouvaient très bien se trouver marchant dans les rues de Londres. […] Il y avait dans cette ville des affaires louches avec des bailleurs de fonds mystérieux et puissants [qui avaient] financé une grande partie de la piraterie dans le monde entier.*»

L'exposition révèle que le célèbre capitaine Kidd était en fait la marionnette de l'élite londonienne la plus riche. Tom Wareham raconte:

«*C'était en fait un corsaire, un mercenaire autorisé par le gouvernement à piller les navires marchands, arborant les couleurs des ennemis de l'Angleterre –principalement la France et l'Espagne.*»

Ce pirate était en fait embauché par cinq leaders politiques britanniques. «*C'était un arrangement qui puait la corruption*», explique l'historien Angus Konstam.

Cependant, lorsqu'il est devenu gênant, il a été liquidé. Il menaçait alors les intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne. Officiellement jugé pour le meurtre de William Moore, il n'aura pas le droit de témoigner lors de son procès, le 23 mai 1701. Il avait alors tenté d'obtenir un sursis en écrivant une lettre qui proposait de partager un trésor caché, constitué de butins pillés. Le capitaine Kidd avait alors été pendu, recouvert de goudron et abandonné en mer dans une cage de fer en guise d'avertissement pour les autres pirates. Son «*trésor*» n'a jamais été retrouvé. (slate.fr 25.05)

Le 27 mai

La causerie qui suit n'a rien à voir avec ce que j'envisageais d'écrire hier. J'ai rédigé un autre article qu'il me reste à compléter avant de le mettre en ligne demain. A vrai dire je n'en suis pas satisfait, mais bon, je ne suis pas très en forme en ce moment.

J'ai entendu une réflexion intéressante hier sur TV5Monde Asie, un Bulgare vivant au Québec a écrit un livre sur son pays d'origine en disant que c'était la distance qui l'avait aidé à prendre conscience de certains aspects de la vie de son pays natal, qu'elle avait été l'instrument sans lequel il en aurait été incapable, qu'il avait fallu en sortir pour le percevoir ou en avoir une approche différente, plus objective. J'ai trouvé cette réflexion très juste. On ne peut se représenter la forme de la terre que vue d'une certaine hauteur ou distance, et plus on s'en éloigne et mieux on peut discerner qu'elle est ronde. On doit analyser les choses sous des angles différents pour pouvoir se les représenter dans leur totalité, c'est un peu comme le regard que l'on porte sur une surface plane qui sera différent d'un objet que l'on scrute en trois dimensions. Vive la dialectique, quoi ! Passons à notre sujet du jour, improvisé et sans brouillon ou notes.

Au sein du mouvement ouvrier deux théories s'affrontent, la première qui consiste à affirmer que le capitalisme pourrait s'y prendre autrement s'il le voulait bien, la crise du capitalisme correspondrait à une crise de mauvaise volonté de la part des affreux capitalistes et non à l'évolution du capitalisme en proie à des contradictions exacerbées liées à ses lois de fonctionnement interne, à ses origines ou fondements, auxquels il ne faut évidemment pas s'attaquer, la crise du capitalisme aurait une origine purement subjective ou idéaliste, pour ainsi dire immatérielle ; la seconde reposant justement sur ces contradictions qui poussées à l'extrême conduisent infailliblement à la paupérisation, à la guerre et à la barbarie conduisant le prolétariat à se soulever pour renverser l'ordre établi et instaurer le socialisme...

Entre les deux on trouve les nihilistes, les philosophes en mal d'idéal et les illuminés de tout ordre qui finalement se situent sur le même plan que ceux qui nient le développement historique du capitalisme qui conduit l'humanité à la barbarie.

S'indigner... mais en demeurant apolitique, tout un programme ! C'est sans nul doute le meilleur moyen pour ne jamais changer la société.

Après avoir créé de toutes pièces la plupart des mouvements terroristes dans le monde dont Al-Qaïda, encouragé, soutenu et financé le mouvement altermondialiste, financé partis et syndicats corrompus qui servent de remparts aux institutions et

au capitalisme, les représentants du vieux monde pourri seraient-ils en passe de servir la soupe aux anarchistes et autres capitalistes libertaires (Onfray) pour tenter de soulager la pression qui ne cesse de monter dans la société et qui risque de l'emporter à la moindre étincelle ?

Ils ont acquis une solide expérience dans l'art de canaliser, détourner et étouffer la révolte de la jeunesse. Ce mouvement en fait-il partie ? Je n'en sais rien. Leurs initiateurs peuvent être honnêtes et sincères et facilement se faire manipuler à leur insu, dès lors qu'ils ne possèdent aucune expérience sur le plan politique ou de la lutte des classes, selon leurs propres témoignages.

Troublante coïncidence qu'il soit né en Espagne à peine une semaine avant les élections municipales et régionales, sachant qu'il allait favoriser l'abstention et permettre au parti de l'ordre, le Parti populaire, de remporter une victoire encore plus large sur le PSOE. Cela dit nous ne verserons pas une larme sur le PSOE à la botte du FMI et de l'UE, du capitalisme en général ou des institutions héritées du franquisme qu'il a soigneusement conservé au lieu de les abolir.

Aussi troublante que l'affaire DSK qui intervient à peine un mois avant la clôture du dépôt des listes des candidats à la candidature à l'élection présidentielle de 2012 au PS, alors qu'il était donné largement favori devant tous les autres candidats potentiels.

Tout comme la coïncidence tout aussi troublante entre la soi-disant présence de Ben Laden pendant des années dans une ville-caserne située à 80 kms de la capitale pakistanaise, et la présence de Ratko Mladic dans une maison située au beau milieu d'un village à moins de 100 kms de la capitale serbe, dont l'arrestation intervient une semaine avant une importante réunion entre les autorités serbes et les représentants de l'Union européenne, à mettre en parallèle avec les difficultés croissantes que rencontre l'impérialisme américain pour maintenir sa domination en Afrique du Nord, au Moyen et Proche-Orient à travers des régimes dictatoriaux et corrompus jusqu'à la moelle.

On pourrait aussi évoquer le cas de la Libye ou de la Syrie. Avant cela déjà en Egypte et en Tunisie, des opposants s'improvisant bloggeurs et apparemment sortis de nulle part, avaient réussi l'exploit de se retrouver en première ligne sur le Net, avant qu'on apprennent qu'ils avaient déjà des contacts avec des représentants de l'impérialisme britannique, américain ou français. Ils ont pris le mouvement en route (Tunisie) ou ils l'ont plus ou moins initié avant qu'il ne les dépasse (Egypte et Syrie).

Quoi que fasse l'impérialisme pour manipuler les masses, les faits démontrent que l'impérialisme, malgré les puissants moyens financiers, militaires ou de propagande dont il dispose, ne peut empêcher indéfiniment qu'une tension croissante s'exerçant sur un régime ne débouche pas sur une explosion sociale inaugurant un processus révolutionnaire posant à terme la question de sa liquidation.

Le développement de la situation au Yémen le prouve une nouvelle fois.

Il prouve que l'impérialisme est incapable de maintenir en place un régime qui lui était acquis ou dont il avait favorisé la mise en place au-delà d'une certaine limite, sous les coups de butoirs des masses exploitées confrontées à des difficultés sociales grandissantes dès lors qu'elles se soulèvent. Si Saleh n'a pas voulu signer l'accord concocté par l'impérialisme américain et les monarchies du Golfe, c'est parce qu'il craint par dessus tout qu'une fois débarqué du pouvoir les masses n'en restent pas là et réclament malgré tout sa tête. Il a sous les yeux le sort qui est maintenant réservé à Ben Ali et Moubarak qui devraient être jugés et lourdement condamnés et il n'a pas du tout envie de subir à terme le même traitement. Il aura été soutenu à bout de bras jusqu'au bout par l'impérialisme américain, en vain.

D'une certaine manière, tous ses plans ont également échoué en Irak si on y regarde de plus près, car aucun des scénarios qu'il avait concoctés pour l'après Saddam Hussein n'ont pour le moment abouti parce qu'à chaque fois les Irakiens se sont dressés pour les faire échouer, ils ont tout juste mené le pays au chaos, or ce n'était certainement pas leur objectif, même si temporairement il en retire un bénéfice substantiel à travers l'exploitation du pétrole qui a redémarré.

Pour qu'il puisse y avoir un régime stable en Irak, il faudrait que l'Etat soit souverain et qu'il ait les moyens financiers pour satisfaire les besoins sociaux élémentaires de la population et reconstruire les infrastructures du pays, ce qui aurait pour conséquence de réduire le pouvoir politique des différents clans ou des différentes factions qui sèment la terreur dans le pays, pour y parvenir rapidement il ne pouvait compter que sur la nationalisation du pétrole et autres richesses du pays, or ce sont les multinationales américaines (notamment) qui en retirent le plus grand profit, du coup la guerre et le chaos se poursuivent.

Maintenant un autre problème se trouvait posé en Irak, que la dictature de Saddam Hussein n'avait réussi à contenir qu'en recourant à la répression ou en faisant régner la terreur et qu'il avait pour ainsi dire contribué à masquer de la sorte, le fait que le développement de ce pays reposait essentiellement sur l'exploitation du pétrole, alors qu'il demeurait largement sous-développé en dehors des grandes villes ou des centres industriels et que les rapports féodaux ou semi féodaux se perpétuaient, rapports moyenâgeux dont se nourrissent aujourd'hui les différentes factions (ethniques ou religieuses) qui s'affrontent les armes à la main et qui rendent l'unité et la gestion du pays quasiment impossible.

Pas plus hier sous Saddam Hussein qu'aujourd'hui sous domination impérialiste, l'Irak présentait les caractéristiques d'un pays économiquement développé capable de passer d'un régime féodal ou une monarchie à une république démocratique bourgeoise.

Il a été révélé que le niveau de développement économique atteint par l'Irak n'étant pas diversifié et uniforme au niveau de tout le territoire, reposant essentiellement sur une mono industrie, celle du pétrole, il était impossible que le niveau juridique et la forme politique de l'Etat s'élève au-dessus des rapports sociaux moyenâgeux qui continuaient d'exister dans le pays sur fond de divisions religieuses qui les alimentaient en sous-main.

On retrouve la même situation et les mêmes rapports à des degrés divers en Libye et dans de nombreux pays en Afrique et au Moyen et Proche-Orient.

A l'époque de la décolonisation il aurait été possible de faire en sorte que les choses se passent autrement, que les énormes profits issus de l'exploitation des richesses du sous-sol de tous ces pays participent au développement de leurs infrastructures et au bien-être de leur population, afin d'aboutir à un développement économique plus équilibré permettant de satisfaire la majeure partie des besoins de leur population, mais tels ne furent pas les intentions ou les objectifs des impérialistes ou des dictateurs qui les remplacèrent à la tête de ces pays.

Leur objectif était de conserver ces pays dans un état de sous-développement permanent pour mieux continuer de les dominer et tirer profit de la surexploitation de leur main d'oeuvre, tout en vendant des quantités monstrueuses d'armes aux nouveaux régimes en place pour qu'ils puissent faire régner l'ordre dans leur pays et que les affaires se poursuivent tranquillement, leur stabilité étant impossible à garantir par d'autres moyens que la force, puisque de leur côté, les militaires, clans, ethnies ou tribus parvenus au pouvoir devaient accaparer l'essentiel des richesses ou profits qui revenaient à l'Etat, vouant leur peuple à la misère, à végéter ou à s'entretuer.

Chacun savait que s'il mettait le doigt dans l'engrenage du développement économique et des insfrastructures, les besoins de la population en matière d'éducation et de santé notamment suivraient automatiquement, que les masses réclameraient sans cesse une amélioration de leurs conditions de travail et de leur niveau de vie pour profiter du progrès social rendu possible par le développement économique, c'est pour éviter ou pour retarder le plus possible cette échéance qu'ils ont mis en place ou soutenu des dictatures ou des régimes archaïques ou des monarchies autoritaires et d'un autre âge.

Aujourd'hui tous les peuples sont en train de prendre conscience qu'on les a bernés pendant des décennies, qu'on les a maintenus dans la misère uniquement à la suite d'un froid calcul qui avait pour seul objectif de permettre à la fois aux différents impérialistes de continuer de dominer le monde en pillant notamment leurs richesses, pendant que des régimes fantoches et corrompus à leur solde maintenaient l'ordre par la force.

Il est permis de penser que le développement des réseaux de télévisions par satellite et Internet a contribué à accélérer cette prise de conscience, notamment chez la petite-bourgeoisie et les jeunes diplômés jusqu'à se répandre au fin fond du prolétariat et de la paysannerie, et qu'il est dorénavant impossible d'arrêter de manière autoritaire ce processus en pleine maturation, encore moins de revenir en arrière.

Il est dit que le capitalisme a engendré sa négation, qu'en naissant il a fait naître la classe qui viendra à bout de sa domination un peu plus tôt un peu plus tard, on se rapproche à grand pas désormais de cette échéance qui sera fatal au capitalisme. Il ne reste plus à la classe ouvrière internationale qu'à renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, ainsi que les enseignements de la révolution russe de 1917, pour trouver enfin la voie qui lui permettra de vaincre le capitalisme à l'échelle mondiale.

On poursuivra cette causerie dans les jours qui viennent en évoquant la situation en Europe.

Un dernier mot

Lu dans l'éditorial (Internet) de J-C Mailly daté du 25 mai :

- "*Aujourd'hui, si l'Europe est de plus en plus impopulaire, c'est bien parce qu'elle est restrictive, qu'elle suit la doctrine du capitalisme libéral, qu'elle est génératrice de chômage, de précarité et d'inégalités croissantes.*

C'est d'ailleurs pourquoi mobiliser pour l'Europe sociale c'est revendiquer une autre Europe, avec d'autres modalités, une Europe facteur de progrès social. C'est le sens de la revendication de clause sociale dans les traités."

La même Europe, l'Union européenne pourrait être "*facteur de progrès social*", si elle le voulait bien, ben voyons ! Il suffirait d'inclure une "*clause sociale dans les traités*" et le tour serait joué, envolée la crise du capitalisme !

Et pour parvenir à ce fabuleux miracle "*Cela exige des syndicats au niveau européen, donc de la CES, une combativité, une fermeté et une détermination.*", alors qu'elle est une création de l'UE des multinationales !

Ce n'est pas fini, et l'espoir est permis, sans rire "*le congrès d'Athènes a montré que la CES prenait ce chemin,*, ah ben alors, nous voilà rassurés, ouf !

Bref, cela mérite bien un consensus avec l'appareil pourri de FO, n'est-ce pas messieurs les dirigeants du POI ?

Au fait, bon congrès aux camarades du POI. Sans aucune illusion !

Politique

1- Serbie.

L'ancien chef militaire des Serbes de Bosnie Ratko Mladic a été arrêté jeudi en Serbie, seize ans après son inculpation pour le massacre de Srebrenica, la pire atrocité en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Son arrestation, annoncée par le président serbe Boris Tadic, lève un obstacle majeur au rapprochement de Belgrade avec l'Union européenne, a souligné Bruxelles.

L'arrestation de Mladic était une condition posée par l'Union européenne à l'intégration future de la Serbie et le commissaire européen à l'Elargissement, Stefan Füle, a confirmé que sa capture levait un obstacle majeur.

L'ancien général a été appréhendé tôt jeudi dans une ferme appartenant à un proche dans le village de Lazarevo, à une centaine de km au nord-est de Belgrade, près de Zrenjanin, a précisé un responsable de la police serbe.

La communauté internationale a salué une victoire du droit.

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a parlé de "*jour historique pour la justice internationale*", d'"*étape importante dans notre combat collectif contre l'impunité*".

L'annonce de son arrestation à une centaine de kilomètres de Belgrade ne devrait pas manquer de susciter des interrogations sur la manière dont il a pu échapper pendant des années à la justice. Sa capture aurait été permise grâce à un informateur anonyme. (Reuters 26.05)

Cela ne vous fait pas penser à une autre affaire récente du même genre ? Hier soir le journaliste aux infos sur TV5Monde Asie a dit qu'il habitait dans une maison située au milieu du village dans l'artère principale, un endroit discret, à l'abri des regards, incognito, comme Ben Laden au milieu d'une ville-caserne, et absolument personne ne savait où il se trouvait pendant ces longues années, ben voyons. Le journaliste a ajouté qu'une importante réunion devait avoir lieu dans une semaine entre les autorités serbes et l'Union européenne. Cela tombe à pic pile poil, quel heureux hasard vraiment !

2- Georgie

La police géorgienne a fait usage de grenades lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de canons à eau dans la nuit de mercredi à jeudi à Tbilissi pour disperser des centaines d'opposants réclamant la démission du président Mikheïl Saakachvili.

Les affrontements ont également fait au moins 37 blessés.

Ancienne alliée de Saakachvili, Nino Bourdjanadze a déclaré à la télévision que l'opposition poursuivrait son mouvement contre le chef de l'Etat.

La manifestation avait lieu dans le centre de la capitale géorgienne, devant le siège du Parlement, sous une pluie diluvienne.

L'opposition réclame depuis des jours le départ du chef de l'Etat, accusé de monopoliser le pouvoir depuis "la révolution de la rose" de 2003, et la tenue d'élections anticipées. (Reuters 26.05)

3- Tunisie

L'élection d'une assemblée constituante en Tunisie aura lieu le 16 octobre, a annoncé jeudi le président de la commission électorale indépendante, Kamel Jandoubi.

Mardi, le gouvernement intérimaire avait pourtant déclaré que le scrutin serait maintenu au 24 juillet, la date initiale.

"*Il nous faut beaucoup de temps pour les élections (...) il ne nous reste pas assez de jours pour organiser la consultation. De ce fait, le scrutin aura lieu le 16 octobre*", a déclaré Kamel Jandoubi.

"*Il y a beaucoup de problèmes, comme le fait que près de 400.000 Tunisiens ne disposent pas dans le pays de carte d'électeur (...) En outre, nous devons recruter près de 24.000 agents pour organiser le scrutin (...) ils doivent être formés (...) tout cela prendra beaucoup de temps*", a-t-il ajouté.

Il y a deux jours à peine, le gouvernement avait maintenu la date du 24 juillet, répondant ainsi favorablement aux demandes exprimées par la rue au début du mois. (Reuters 26.05)

4- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont tiré à balles réelles jeudi soir sur des centaines de manifestants qui s'étaient rassemblés dans les rues de Deraa, dans le sud du pays, pour réclamer le départ du président Bachar Al-Assad, ont rapporté deux témoins.

Des manifestations ont lieu quotidiennement le soir, désormais, à Deraa et dans d'autres villes du pays, pour mieux échapper, à la faveur de l'obscurité, à l'important dispositif de sécurité qui s'est mis en place ces dernières semaines pour étouffer le mouvement de contestation. (Reuters 26.05)

5- Yémen

Une quarantaine de Yéménites ont trouvé la mort à Sanaa jeudi dans des affrontements entre forces de l'ordre et adversaires du président Ali Abdallah Saleh qui menacent de dégénérer en guerre civile.

Déflagrations et tirs d'armes automatiques ont retenti dans la journée aux alentours de la place où plusieurs milliers d'opposants campent pour demander au président Saleh de quitter le pouvoir.

Le parquet a ordonné l'arrestation des dirigeants "*rebelles*" de la famille de Sadik al Ahmar, puissant chef tribal qui a rejoint l'opposition et dont les hommes affrontent depuis lundi les forces gouvernementales dans la capitale.

Un représentant du gouvernement a déclaré sans plus de détail que le siège de la chaîne de télévision de l'opposition avait été "*détruit*".

"*Ali Abdallah Saleh est un menteur, un menteur, un menteur!*", a déclaré Sadik al Ahmar, interrogé par Reuters. "*Nous sommes intraitables. Il quittera ce pays pieds nus*", a-t-il poursuivi, excluant toute médiation. (Reuters 26.05)

Social

France

Les personnels de la petite enfance réclament une augmentation des effectifs ainsi qu'un nouveau calcul de la prime d'assiduité.

Les personnels des crèches parisiennes ont déposé un préavis de grève pour ce jeudi, vendredi et lundi prochain. Ils réclament une augmentation des effectifs ainsi qu'un nouveau calcul de la prime d'assiduité.

Concernant les effectifs, ils réclament une augmentation de 250 personnes alors que la Mairie de Paris en propose 90. Quant à la prime d'assiduité, elle comporte une part forfaitaire de 60% du montant et une part variable de 40%. Alors que la municipalité propose un calcul à 50/50, les personnels ont voté en assemblée générale un partage 80/20.

Le préavis de grève de ce jeudi concerne les auxiliaires puéricultrices, les personnels de service et des éducateurs de jeunes enfants. Tous les personnels sont appelés à la grève de ce vendredi. Une AG se tiendra à Paris pour se prononcer sur la reconduite éventuelle de l'action.

Au cabinet du maire de Paris, on indique que les négociations "*se poursuivent*". Les organisations syndicales seront reçues ce jeudi à 15h par l'adjoint au maire chargé de la petite enfance, Christophe Najdovski.

Au 31 décembre 2010, il y avait 6651 personnels affectés aux établissements de la petite enfance dans la capitale. (lexpress.fr 26.05)

Economie

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir !

La vague de fusions-acquisitions qui déferle sur le luxe devrait se poursuivre, portée par la nécessité pour les acteurs du secteur d'accroître leurs parts d'un marché mondial en pleine expansion.

Dans une industrie gorgée de liquidités et qui connaît des taux de croissance dont peu de secteurs peuvent s'enorgueillir, les grands groupes de luxe veulent renforcer leurs positions et compléter leurs portefeuilles d'actifs.

Le montant des opérations de fusion-acquisition réalisées depuis janvier (près de 6,0 milliards de dollars) dans le secteur a déjà atteint le double de celui de l'ensemble de l'année 2010 (2,9 milliards), selon les données de ThomsonReuters.

Bulgari repris par LVMH, numéro un mondial du luxe, Jean-Paul Gaultier par l'espagnol Puig, Cerruti par le chinois Trinity, dont la holding Li & Fung a également acquis Robert Clergerie, le chausseur anglais Jimmy Choo racheté par l'allemand Labelux, autant d'opérations permises par la croissance et les liquidités.

"*Les groupes disposent d'une trésorerie très importante, accumulée grâce à la croissance et aux restructurations opérées pendant la crise. Elles doivent l'utiliser*", explique François Arpels, directeur général de la banque d'affaires Bryan Garnier.

Pour les acteurs du private equity (capital investissement), il y a des perspectives de création de valeur, ajoute-t-il.

Lors du sommet de Reuters, le distributeur chinois Trinity s'est dit à l'affût d'autres marques européennes, tandis que Roberto Cavalli et Zadig et Voltaire ont tous les deux déclaré qu'ils repoussaient régulièrement les propositions de fonds d'investissement.

"*La crise est clairement derrière nous, la confiance est revenue, les bilans des entreprises regorgent de cash. La consolidation va se poursuivre*", a estimé pour sa part Scilla Huang Sun, gérante de Swiss & Global Asset Management, lors du sommet.

Les groupes de luxe ont dépassé toutes les attentes au premier trimestre, en dépit de la triple catastrophe qui a frappé le Japon en mars.

Portés par une dynamique qui ne se dément pas dans les pays émergents, en Asie bien mais aussi au Brésil, par une nette reprise de la consommation aux Etats-Unis et par d'importants flux touristiques en Europe, ils ont publié des taux de croissance interne souvent supérieurs à 20%.

Cette croissance est d'autant plus remarquable qu'elle intervient après un très vif rebond du secteur en 2010 (+19% pour Hermès, +24% pour Richemont +13% pour LVMH, +12% pour PPR).

Sauf choc exogène majeur susceptible d'entraver la consommation ou les flux touristiques, le luxe devrait, aux dires des analystes, profiter de taux de progression largement supérieurs à sa moyenne historique (+7%). (Reuters 26.05)

Le 28 mai

Je vous en parlais il y a quelques jours.

- Quimper : atteint d'un cancer, un patient est soigné... du mauvais poumon -

La direction du centre hospitalier de Quimper a réagi : "C'est une erreur rare et grave. Dans cette affaire, la direction de l'hôpital et l'équipe ne peuvent que reconnaître et assumer l'erreur". (LePost.fr 27.05)

Au bout de 40 séances de chimiothérapie tout de même, mieux vaut tard que jamais !

Je vous ai raconté que le médecin traitant de mon épouse Magueswary habitant à Aubagne, lui avait prescrit une quinzaine de médicaments à prendre quotidiennement, et que dans cette liste j'avais trouvé notamment pas moins de trois psychotropes ou antidépresseurs, plus du Doliprane à prendre trois fois par jour.

Depuis quatre jours, elle a cessé d'en prendre 7 sur les 15 prescrits et abandonné le Doliprane et ne s'en porte pas plus mal, elle se sent même mieux dit-elle. Quotidiennement on observe ensemble l'évolution de son état de santé, règle obligatoire à appliquer à cause de ces deux valves cardiaques. Elle est allée faire son deuxième contrôle sanguin depuis son retour en Inde le 17 mai,

la pression est stable et son cardiologue indien est satisfait. On décidera dans un mois si l'on peut encore supprimer certains médicaments, espacer les prises ou réduire les doses de certains, on procède progressivement afin d'éviter tout accident qui pourrait mettre sa vie en danger.

Les trois quarts au moins des médecins sont tout juste bons à remplir des ordonnances, je le sais depuis très longtemps. Ils n'ont pas choisi ce métier par vocation mais uniquement pour s'assurer une rente à vie et vivre confortablement, la notoriété due au statut étant la cerise sur le gâteau si l'on peut dire. En Inde, les médecins prescrivent systématiquement peu de médicaments à leurs patients, parce qu'ils savent qu'ils n'auront pas forcément les moyens de les acheter. Ce ne sont pas pour autant de meilleurs médecins, nous ne commettrons pas l'erreur de le penser. Ce que nous faisons, en fonction de ce que nous disent les médecin français et indien, nous tranchons, d'où camarades l'intérêt d'être en mesure de faire la part des choses encore plus ici qu'en politique, cela ne s'improvise pas non plus, je conseillerais donc à personne de nous imiter aveuglément.

A la place des psychotropes et autres saloperies d'antidépresseurs qui vous pourrissent les reins, l'estomac, le sang et parfois même le cerveau, faites comme certains médecins qui le prescrivent à leurs patients (aux Etats-Unis), essayez donc le cannabis en petite quantité le soir, vous passerez une bonne nuit sans effets indésirables à long terme, je ne plaisante pas. Ces mêmes médecins prescrivent depuis des décennies à leurs patients atteints d'artériosclérose de boire un verre de Bordeaux rouge (riche en tanin) à chaque repas, sans qu'ils deviennent alcooliques pour autant. Tout est une question de mesure. Le thé vert présente les mêmes propriétés, encore faut-il qu'il soit de bonne qualité.

Si j'écarte le cursus des sciences du langage que j'ai suivi tardivement à l'âge de 45 pour passer mon premier diplôme universitaire, je suis autodidacte depuis plus de 31 ans, j'ai donc acquis une solide expérience, une méthode qui a fait ses preuves pour examiner une question et pousser le plus loin possible la réflexion sur n'importe quel sujet, ce qui nécessite pour mener à bien une telle étude de n'avoir aucun a priori et de faire preuve de beaucoup de modestie, jusqu'à admettre ne rien connaître ou presque sur une question précise ou dans un domaine de recherche.

Je me sers ici exactement du même outil qui me sert en politique, le matérialisme dialectique que l'on nomme parfois et à tort marxisme. Sans la lecture d'Anti-Dühring d'Engels, je ne pense pas que je serais parvenu à forger cet outil exceptionnel par mes propres moyens, sauf à me prendre pour ce que je ne suis pas, ce qui n'est pas le cas. J'en ai parfaitement conscience, et c'est la raison pour laquelle je serai éternellement reconnaissant à Marx et Engels pour ce qu'ils m'ont apporté, que j'estime irremplaçable et d'une valeur inestimable.

La valeur d'un intellectuel ne se juge pas à ses diplômes, au cursus universitaire qu'il a suivi, au nombre de livres qu'il a écrits, à l'emploi qu'il occupe ou la fonction qu'il remplit, mais à sa capacité à aborder n'importe quel sujet et à émettre une réflexion satisfaisante à l'issue de son analyse, étude ou recherche. Elle se juge surtout à son comportement face à une question qu'il ne maîtrise pas, à sa capacité à refuser de répondre à une question à laquelle il n'a pas de réponse. On juge surtout un intellectuel à sa modestie, la plupart ignore même l'existence de ce mot, qu'on ne me catalogue pas parmi ceux qui les envient car tel n'est pas du tout le cas, je préfère de loin demeurer un ouvrier qui essaie de penser par lui-même.

Avant de savoir penser, il est préférable de savoir se servir de ses mains, c'est parfois une question de survie et c'est très pratique dans la vie quotidienne. L'homme ou l'hominidé a survécu et s'est développé avant d'apprendre à penser et de pouvoir parler, de s'exprimer, je crois que parfois on a tendance à l'oublier ou à inverser l'ordre du développement propre à l'espèce humaine, ce qui est impardonnable quand on se prétend matérialiste. Dommage qu'on n'ait pas le temps d'approfondir cette question sur le plan anthropologique en liaison avec le développement économique ou social vers la fin du paléolithique.

Chez l'homme, il y a le côté brut, animal, sauvage, instinctif, émotionnel, matériel, pratique, et il y a l'aspect raffiné, esthétique, réfléchi, intellectuel, organisé, rêveur, imaginatif, spirituel, les deux sont plus ou moins présents ou développés, cohabitent en permanence ou sont mis au service des uns ou des autres de telle sorte qu'on ne sait plus très bien ce qui appartient à quoi, à quoi correspond tel comportement ou geste, de quoi ils sont faits en réalité, qu'est-ce qui les compose, dans quelle proportion ces différentes facultés sont présentes, dans quels rapports, etc.

Le développement des forces productives a abouti à la division du travail, il en est plutôt le produit, à la division de la société en classes distinctes puis en Etat. Cette dichotomie a pris la forme du travail manuel et intellectuel au point de les rendre antagoniques, de s'exclure mutuellement plutôt que d'être en concurrence, l'ouvrier est incapable de penser sa condition et l'intellectuel est incapable de penser sa nature qui n'est pas différente de celle de l'ouvrier, les deux évoluent côte-à-côte comme deux droites parallèles qui ne se rencontrent jamais comme s'ils ne puisaient pas leur existence au même tronc commun, à la même source, l'inconscience de l'un rivalisant avec celle de l'autre, à ceci près que contrairement à l'ouvrier, l'intellectuel dispose en principe des moyens lui permettant d'appréhender sa nature dans sa complexité ainsi que celle de l'ouvrier, or on s'aperçoit que pour des raisons économiques ou sociales il en est incapable ou il ne le souhaite pas, il se considère différent ou supérieur à un ouvrier, alors qu'en réalité ils sont uniquement complémentaires, mieux encore, ils sont indispensables l'un à l'autre, encore qu'au stade de développement auquel nous sommes parvenus, le boulanger n'a pas besoin de l'intellectuel pour vivre, ce qui ne sera pas le cas de l'intellectuel qui ignore tout de la panification.

L'intellectuel veut bien reconnaître que le cantonnier est utile et qu'il ne peut pas se passer de ses services, mais il n'ira pas jusqu'à estimer que son travail et sa vie ont autant de valeur que la sienne. Au contraire, il estimera normal qu'après de

longues années d'études il perçoive un salaire deux, trois ou dix fois supérieur à celui de l'OS en usine qui a quitté l'école à 16 ans et remplit une tâche répétitive qui ne réclame qu'un effort physique mais aucun effort intellectuel, l'aspect intellectuel ayant selon lui une valeur supérieure au côté physique.

Les intellectuels le revendiquent, pire, le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde le revendiquent, en expliquant très hypocritement que les salaires supérieurs des uns tireraient l'ensemble des salaires vers le haut, ce qui est parfaitement faux, ou alors il faudrait qu'on nous explique pourquoi 75 ou 80% des salariés ont des salaires inférieurs, équivalents ou à peine supérieur au smic.

Ils justifient ces différences de traitement en reprenant les mêmes arguments avancés par les intellectuels, arguments, qui lorsqu'on y regarde de plus près ressemblent étrangement à ceux avancés par les capitalistes pour justifier la plus-value qu'ils extorquent aux travailleurs ou encore la division de la société en classes sociales. Ce n'est pas tout, leur bonne conscience ne s'arrête pas là, comme ils sont parvenus à quasiment institutionaliser leur position dans la société ou qu'ils bénéficient tous de statuts particuliers, ce qui n'est pas le cas de la plupart des ouvriers, on ne leur reconnaîtra que le statut d'esclave salarié, ils s'appuient sur ces statuts pour continuer de profiter des privilèges que la société leur acccorde, ils se mobilisent pour les défendre afin de perpétuer la situation existante, se moquant bien que l'ouvrier doit s'user la santé et se démener comme un forcené pour tout juste survivre, chez l'intellectuel seul son intérêt comptera.

Bien que ce ne soit pas mon propos ici, allez donc imaginer devant un intellectuel une société où les travailleurs manuels et intellectuels seraient traités exactement de la même manière, il pousserait des hurlements de désapprobation tellement est ancré dans leur cerveau que la vie d'un ouvrier ne vaut pas celle d'un intellectuel. La question ne serait pas de diminuer les salaires des intellectuels mais de hausser ceux des ouvriers à la hauteur des leurs une fois confisqués les profits des capitalistes et réorganisée la production et mis fin à l'anarchie qui y règne...

Nous savons parfaitement que ce sont des intellectuels qui sont à l'origine de tous les partis ouvriers depuis le milieu du XIXe siècle, donc la question n'est pas de s'en passer, mais de leur faire comprendre que de nos jours ils sont à côté de la plaque, qu'ils ne comprennent par grand chose à l'ouvrier, et que, comme pour réussir une révolution il est impossible de se passer des ouvriers, ils ont intérêts à se bouger les méninges ou revoir la manière dont ils perçoivent la classe ouvrière, leur manière de l'aborder et les rapports qu'ils ont avec elle, car il y a là de toute évidence un énorme problème à régler.

On ne peut pas mettre en doute la sincérité ou l'honnêteté intellectuelle de tous les dirigeants de tous les partis ouvriers dont la plupart sont des intellectuels, ce serait stupide et injuste, par contre on est en droit de s'interroger sur leur capacité à appréhender correctement le milieu ouvrier, à comprendre comment cela fonctionne dans la tête d'un ouvrier ou d'une employée à notre époque, comment il ou elle appréhende à leur tour la société et le monde, il semblerait qu'ils aient beaucoup de mal à le saisir malgré tous les efforts qu'ils font pour y parvenir.

Cette causerie n'est pas celle que j'avais prévue de publier aujourd'hui, elle est totalement improvisée. On verra donc demain, si l'article dont je vous ai parlé hier sera terminé.

Quelques sujets en très bref.

1- Le résultat des courses à Deauville nommées G8 pour l'occasion et qui a coûté la bagatelle de 20 millions d'euros :

- Les Etats-Unis abandonnent leurs menaces contre le roquefort - Libération.fr

Quand on vous le dit que l'argent n'a pas d'odeur : le pétrole, le roquefort...

2- Les camarades de Démocratie révolutionnaire ont écrit dans leur dernier numéro à propos de l'affaire Strauss-Kahn : "*des faits eux-mêmes, qui semblent de toute évidence vrais, univers des puissants de ce monde qui croient que tout leur est dû, univers de l'argent roi, du mépris des faibles et des femmes*"

Qu'est-ce qui seraient "*vrais*" ? Vous en savez quoi ? Rien de plus que nous à ce que je sache, étonnant comme déclaration. Et que vient faire là-dedans le "*mépris des faibles et des femmes* ? Parce qu'on serait une femme, on devrait avoir plus de droits qu'un homme ? Je ne suis pas certain qu'on se situe là sur le terrain de la lutte des classes, mais plutôt sur celui d'un féminisme de bas étage qui nous répugne tout autant que l'injustice sous couvert d'ouvriérisme.

Sous prétexte d'être une femme, d'être faible, un ouvrier par exemple, d'être un étranger, d'être noir, comme mon épouse, on serait différent des autres, pour un peu on serait forcément meilleur et on mériterait plus d'égards dans cette société. Mais dans quel monde vivez-vous ? Vous réclamez quoi au juste de cette société pourrie qui applique votre principe à sa façon ? Qu'elle les applique à l'inverse de ce qu'elle fait actuellement, c'est-à-dire au profit des hommes, des forts ou des puissants, des "bons" Français, des "Blancs", parce que vous imaginez qu'elle pourrait tenir compte de vos observations. Autrement dit, la société telle qu'elle existe pourrait suffisamment se transformer de manière à résoudre les problèmes que vous avez soulevés,

sans avoir besoin de la changer radicalement ? Lors d'un reportage réalisé aux Etats-Unis et diffusé sur TV5Monde Asie il y a déjà quelque temps, on a pu constater que la discrimination envers les Noirs n'avait pas disparu 50 ans après qu'ils aient obtenu des droits civiques, comme quoi il en faudra beaucoup plus pour que justice soit faite aux plus faibles, aux femmes, etc.

Tenez, on vient d'apprendre que les avocats de la présumée victime pourraient finalement praider au civil, ce qui pourrait rapporter au bas mot un million de dollars à la femme de chambre. On a appris, mais je n'ai pas vérifié cette info, que la femme de chambre serait entrée dans la suite de DSK pour y faire le ménage, alors qu'elle n'avait pas amené avec elle le chariot et le matériel pour la nettoyer. On a appris également que deux policiers accusés de viol par une femme viennent d'être relaxés par le parquet de New York, et contrairement à DSK on ne leur a pas passé les menottes, ils n'ont pas été incarcérés et n'ont pas été jetés en pâture aux médias, ils sont rentrés tranquillement chez eux. Mieux encore, ils ont reconnu avoir utilisé un préservatif qui fait partie des pièces à conviction, selon elle, ils auraient profité pour la pénétrer qu'elle était dans un semi-coma dû à l'alcool, alors qu'ils prétendent qu'il s'agissait d'un acte sexuel consenti.

Dans l'affaire DSK, pour le moment nous sommes en présence d'un présumé innocent et d'une présumée victime et nous nous en tenons là.

Politique

1- Syrie

1.1- Les forces de sécurité syriennes ont ouvert le feu vendredi sur deux manifestations antigouvernementales dans la province de Deïr al Zor, dans l'est du pays, ont rapporté des témoins et des militants des droits de l'homme.

Dans la ville d'Albou Kamal, à la frontière irakienne, des manifestants ont brûlé des photographies du chef du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, qui a prononcé cette semaine à Beyrouth un discours favorable au président Assad.

Près de la frontière libanaise, à Zabadani, cinq manifestants ont par ailleurs été blessés par les tirs des forces de l'ordre, a déclaré un habitant de la ville.

Des tirs ont également retenti à Homs, dans le centre du pays, où des milliers de personnes se sont rassemblées. (Reuters 27.05)

1.2- L'opposition est de plus en plus structurée: 15 comités locaux se sont rassemblés en une coordination, LCC Syria (pour «Local coordination committees»). Ils ont créé un service médias, alimentant les journalistes en informations, sélectionnant parmi les nombreuses vidéos amateurs, recensant les victimes. Le pays est toujours complètement fermé aux journalistes. (liberation.fr 27.05)

2- Egypte

Trois mois et demi après la démission de Moubarak, des dizaines de milliers d'Egyptiens sont de retour place Tahrir, au Caire. Des appels à manifester «*pour une seconde révolution*» et pour «*mettre fin à la corruption politique*» ont été lancés. Une partie de la population notamment la jeunesse, est frustrée de la lenteur du processus de démocratisation, en colère contre l'armée qui poursuit des manifestants devant des tribunaux militaires. Elle demande un jugement plus rapide des responsables du régime. (liberation.fr 27.05)

3- Jordanie

Des Jordaniens ont manifesté, vendredi 27 mai, à Tafileh, dans le sud du pays, pour demander la chute du gouvernement et dénoncer la corruption, ont affirmé des participants. A l'appel des '*Jeunes de Tafileh*', les manifestants ont scandé '*le peuple veut la chute du gouvernement*', ou bien encore '*nous ne nous tairons pas et nous continuerons à dénoncer la corruption*'. Ils étaient environ un millier, selon des participants.

Le roi Abdallah II a violemment critiqué mercredi '*ceux qui prennent pour excuse la dénonciation de la corruption pour porter atteinte à la réputation des gens*'. Il a également sommé le gouvernement de '*protéger les victimes innocentes de la diffamation et de la haine, y compris même des membres de [s]a famille, malgré leur représentativité symbolique, nationale et noble*'.

Le premier ministre, Maarouf Bakhit, a pour sa part affirmé jeudi que '*le gouvernement prendra[it] les mesures légales nécessaires contre tous ceux qui accusent des officiels de corruption, sans avoir de preuves*'. (lemonde.fr 27.05)

4- Yémen

Des avions militaires ont bombardé, vendredi 27 mai, un barrage militaire de la garde républicaine au nord-est de Sanaa,

pris quelques temps plus tôt par des combattants tribaux.

"*Nos hommes ont attaqué tôt le matin trois barrages militaires de la garde républicaine dans la zone de Fardha [à environ 75 km au nord-est de Sanaa]. (...) Nous avons réussi à prendre le contrôle de l'une de ces positions*", a déclaré une source tribale, qui a également indiqué que six assaillants ainsi qu'un militaire ont été tués lors de ces affrontements. L'attaque a été menée, selon lui, par la tribu des Naham.

L'armée a lancé des raids aériens sur la zone pour tenter de reprendre le contrôle de cette position et rouvrir la route entre la capitale et Marib, a indiqué une autre source tribale. (lemonde.fr 27.05)

Social

France

Les conditions de vie des étudiants se dégradent, un quart d'entre eux déclarant rencontrer des difficultés pour "*joindre les deux bouts*" pour leurs dépenses courantes et pour se soigner, révèle une enquête de la LMDE publiée jeudi.

La précarité sociale des étudiants est aujourd'hui un véritable fait de société et la période des études n'est plus "*une sorte de sas d'insouciance dorée entre l'adolescence et l'entrée dans la vie active*", souligne Gabriel Szeftel, président de La Mutuelle des étudiants.

Les étudiants sont 26% à déclarer avoir "*rencontré de réelles difficultés pour faire face aux dépenses courantes*": alimentation, loyer ou encore factures d'électricité.

Ils dépendent dès lors beaucoup de leur famille puisque pour 73% des étudiants, celle-ci "*constitue la principale source de revenus loin devant les aides sociales*" dont bénéficient "*seulement 38% des étudiants*" (bourses sur critères sociaux, aide au logement, allocations familiales)".

Le salariat étudiant "*ne permet pas d'éviter la précarité*" car près de la moitié des étudiants vit avec moins de 400 euros par mois.

En matière de santé, l'enquête témoigne d'un "*accès aux soins des étudiants en recul et d'un niveau de protection sociale insuffisant*": un étudiant sur cinq renonce à se soigner et de nombreux étudiants ne bénéficient pas d'un niveau de protection sociale suffisant.

Seuls 32% des étudiants déclarent avoir bénéficié d'une visite médicale obligatoire, en recul puisqu'en 2008, ils étaient 59%. "*Cet affaiblissement du suivi sanitaire à l'université se retrouve aussi dans l'enseignement secondaire*".

Par ailleurs, près d'un tiers des étudiants montre des "*signes de mal-être*". Près de quatre étudiants sur 10 (38%) "ont ressenti un sentiment constant de tristesse ou de déprime dans les 12 derniers mois: perte d'intérêt pour tout, sentiment de tristesse durant toute la journée...

Enfin, près des trois quarts des étudiants ont "*le sentiment d'être une génération sacrifiée*". "*Plus que leur propre regard sur la société, c'est bien le regard de la société sur les jeunes qui leur apparaît défavorable*".

Cette troisième enquête nationale de la LMDE devait être présentée lors de son congrès qui se tient jusqu'à vendredi à Tours. (AFP 26.05)

Economie

Grèce

La pression s'accroît sur la Grèce. Sommée par ses partenaires d'accélérer ses réformes, Athènes se voit aussi menacé d'un possible gel de l'aide du FMI en cas de manque de garanties financières.

Vendredi, les partis politiques locaux ont échoué à s'entendre sur un nouveau plan d'austérité. Les représentants des formations politiques devaient se -prononcer sur un programme de rigueur mêlant accélération des privatisations - télécoms, Banque postale - et coupes budgétaires à hauteur de 6 milliards d'euros.

Ce programme est pourtant un préalable au déblocage, fin juin, de la cinquième tranche de 12 milliards d'euros sur les 110 milliards de prêts consentis l'an dernier. Une mission de la troïka BCE-UE-FMI envoyée sur place devrait rendre son verdict dans les jours

à venir. «*Il y a des règles spécifiques au FMI et l'une de ces règles est que le FMI ne peut agir pour débloquer une tranche de prêts que lorsqu'il y a une garantie de refinancement pour les douze mois suivants*», a souligné jeudi soir le patron de l'eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Une règle confirmée à Washington par une porte-parole du Fonds

Or la Grèce doit théoriquement retourner dès 2012 sur les marchés pour lever 30 milliards d'euros - une hypothèse de plus en plus irréaliste, compte tenu des taux prohibitifs qu'elle devrait affronter. Bref, l'horizon s'obscurcit.

Si le FMI n'obtient pas les assurances nécessaires au déblocage de son prêt, le problème tournerait au casse-tête, le Fonds estimant qu'il reviendrait aux Européens de prendre en charge cette part de l'aide. «*Ce ne sera pas possible car dans certains Parlements nationaux, en Allemagne, en Finlande, aux Pays-Bas et dans d'autres pays, on n'est pas prêts à faire cela*», a prévenu Juncker. Dimanche, le premier ministre grec, Georges Papandréou, a averti qu'un refus de versement équivaudrait «*selon toute probabilité à la banqueroute*» du pays. Un saut dans l'inconnu pour l'ensemble de la zone euro. (lefigaro.fr 27.05)

Le 31 mai

J'ai rédigé l'essentiel de cette causerie hier matin, mais suite à la chaleur écrasante et une coupure d'électricité (et d'eau) de 9h du matin à 18h, j'ai préféré garder la batterie pour les ventilateurs, et puis je n'ai toujours pas connecté l'ordinateur au portable.

Au fait, la fréquentation du site est remontée à son plus haut niveau, peut-être que certains sont venus voir si j'avais des infos sur la préparation du congrès du POI, ils seront déçus, je n'ai contacté sur cette question aucun militant du POI qui se connectent régulièrement sur le site, j'ai estimé que cela ne présentait aucun intérêt, je suis comme tout le monde, à un moment donné on se lasse. J'ai décidé de ne jamais harceler les militants et je m'y tiens. Je pense qu'ils apprécient aussi ma discrétion.

Je n'ai pas mis non plus en ligne les pages d'*Informations ouvrières* dédiées à leur congrès, puisqu'il n'était question que de signatures sur des pétitions qui partiront à la poubelle, comme chaque fois ou presque. Il faut bien occuper les militants à défaut de prendre le temps de les former par exemple ou d'envisager d'autres formes d'actions en direction des travailleurs. La tête et les jambes... L'essentiel, c'est d'avoir l'impression d'être utile à quelque chose, peu importe le résultat. Vous comprendrez aisément qu'on ne puisse pas adhérer à une telle conception de la lutte de classe, avant tout par respect pour les militants.

J'ai mis en ligne l'article dont je vous avais parlé avant-hier, il n'est pas terrible, mais bon, il fait une chaleur à crever et je n'ai qu'une hâte, c'est de quitter au plus vite le bureau. Il n'a rien à voir avec la causerie qui suit. J'ai supprimé provisoirement la rubrique *Actualité en images* pour gagner du temps.

Trouvé dans la poubelle de la Ve République.

- "Le capitaine Paul Barril, subordonné du Commandant Prouteau, créateur de la cellule anti-terroriste de l'Elysée, déclare en audience publique le 29 avril 1997 : « Je me rappelle qu'on nous avait alerté pour stopper l'enquête sur le réseau pédophile « Coral » à cause des personnalités mises en cause. » Parmi ces personnalités présumées : Jack Lang, le ministre de la culture, mais aussi le neveu du président Mitterrand. Ce réseau Coral impliquait plus de 340 personnalités dans le monde politique, artistique, judiciaire et journalistique qui auraient abusé d'enfants handicapés et autistes. Coïncidence, le comité de soutien de Roman Polanski comprend plusieurs personnalités mises en cause dans le réseau Coral.

Déjà en 1977, Jack Lang défendait ses amis pédophiles en signant une pétition publiée dans Le Monde appelant à libérer trois hommes ayant eu des 'relations sexuelles sans violence' avec des mineurs de moins de 15 ans, garçons et filles. En plus, ces trois hommes se sont amusés à photographier leurs 'jeux sexuels'. Tout cela n'était pas bien grave, selon les signataires... on y retrouve des politiciens (Jack Lang), des médecins (Bernard Kouchner), des psychiatres et psychologues, des intellectuel-le-s (J-P Sartre, Simone De Beauvoir). Ces signataires défendaient alors un discours similaire à celui tenu aujourd'hui par des associations pro-pédophilie (NAMBLA aux USA, Paidika aux Pays Bas, ... en France ?) plaidant pour la décriminalisation de la pédophilie." (lefigaro.fr 28.05)

Cela ne vous tente pas un petit front unique avec ces gens-là ? Allez, c'est pour la bonne cause... Question : Laquelle ?

Oui, le PS a toujours été une saloperie immonde, infréquentable, à vomir, notez bien que publiquement leurs dirigeants ne s'en cachaient même pas, par contre les militants de LO, de la LCR ou de l'OCI (dont je faisais partie) transformés en activistes forcenés et qui n'avaient pas le temps de lire autre chose que la littérature de leur parti respectif n'en sauront rien, contrairement à leurs dirigeants qui épluchaient quotidiennement la presse et étaient parfaitement au courant du degré de pourriture de ce parti, au-delà des questions purement politiques. Le quotidien *Le Monde* est le journal par excellence des intellectuels comme chacun sait.

Jeunes militants nous avons été bernés, trompés par nos dirigeants, qui de plus entretenaient dans notre dos des relations avec

ceux du PS notamment, lire à ce propos le témoignage d'ex-dirigeants de l'OCI en ligne dans le site. C'est marrant que ce soient les mêmes qui soient les plus enclins à se dresser contre la théorie du complot, alors qu'on a l'impression ou plutôt la certitude en recoupant les informations qui nous sont parvenues avec hélas quelques décennies de retard, qu'ils faisaient partie d'un vaste complot contre la classe ouvrière ou tout du moins, que leur incurie politique légendaire les avait conduits à faire la courte échelle au PS au détriment des principes et du programme qu'ils prétendaient représenter et défendre.

Que dire de ceux qui ont adhéré au PS à cette époque, dans les années 70-80, et qui par leur position sociale ne pouvaient pas ne pas savoir où ils mettaient les pieds et qui aujourd'hui se retrouvent à la direction du POI par exemple, nous dirions la même chose s'il s'en trouvait au NPA ou à LO, mais il semble que ce ne soit pas le cas. Que dire de ces ex-dirigeants de l'OCI (ou PCI) ou de la LCR qui étaient bien placés pour savoir qui étaient vraiment les dirigeants du PS et qui n'ont pas hésité à rejoindre ce parti.

Heureusement que ces organisations ou partis ne se réduisaient pas à leurs dirigeants, mais on ne peut pas s'empêcher de penser qu'ils se sont servis de leurs militants à des fins personnelles qui n'avaient rien à voir avec ceux collectifs affichés par leurs partis et dont seuls les militants relevaient le flambeau. Cela vous dit la théorie de la tête et les jambes dans les partis...

J'ai déjà raconté dans le site que j'avais été amené à soutenir la candidature de Mitterrand en 81 en tant que militant de l'OCI, alors que j'ignorais absolument tout de son passé, alors que je lisais *Informations ouvrières* toutes les semaines comme on apprend une leçon par coeur, ainsi que la malnommée revue théorique de cette organisation *La Vérité*. J'accuse les dirigeants de l'OCI, que l'on retrouve aujourd'hui à la tête du courant communiste internationaliste du POI, d'avoir sciemment trompé leurs militants sur la nature du PS et ses dirigeants incompatible avec tout soutien aux candidats de ce parti. Nous avons été utilisés, manipulés à seule fin de porter Mitterrand au pouvoir ainsi qu'une majorité de députés du PS et du PCF. Vous comprendrez ou non qu'on ne l'ait jamais digéré, peu importe, cela ne passera jamais.

De nos jours et le temps passant les langues se délient, certains règlent publiquement leurs comptes ou égrènent leurs souvenirs nauséabonds, on dispose de plus de temps et d'autres moyens pour mieux s'informer qu'autrefois, malheur à ceux qui demeurent enfermés dans leur parti ou suivent aveuglément leurs dirigeants, qui ne prennent pas le temps nécessaire pour s'informer auprès de différentes sources.

Trotsky avait raison de dénoncer l'activisme qui sévissait dans certains partis, il expliquait en substance qu'un militant qui ne peut pas se développer sur le plan personnel ne sera jamais un bon militant, parce qu'il aura en permanence l'esprit occupé par des questions personnelles qu'il n'aura pas eu le temps de résoudre, ajoutons-y qu'il ne pourra pas non plus se développer librement sur le plan politique. Demandez-vous à qui profite un tel parti à part son appareil.

C'est par le biais de l'activisme que les appareils tiennent bon nombre de militants, qui évidemment ne s'en rendent pas compte ou refuseraient de le reconnaître si notre discours parvenait jusqu'à eux, je ne parle même pas de ceux qui y trouvent un intérêt personnel par la place qu'ils occupent au sein des instances de leur parti et/ou leur syndicat, car ces militants à qui on n'a jamais appris à penser par eux-mêmes ou auxquels on n'a jamais réellement donné l'occasion ou le temps pour y parvenir, sont totalement incapables d'aborder une question sous un autre angle que celui de leurs dirigeants. Vous constaterez chez eux jusqu'à l'existence d'un mimétisme pratiquement parfait dans la terminologie utilisée, comme si finalement ils n'avaient aucune personnalité, qu'ils avaient tous été fondus dans le même moule et connus les mêmes expériences, alors que dans la vie on est amené à rencontrer des travailleurs ou jeunes qui abordent un tas de questions sous des angles différents, inattendus ou qu'on n'a pas forcément imaginés, au point de constater que la véritable liberté de penser nécessaire à la confrontation des idées pour progresser sur le plan politique, il faut la rechercher ailleurs que dans ces partis ou parfois parmi les militants qui ne sont organisés dans aucun courant, chez les travailleurs et jeunes, chez lesquels ce qu'ils disent correspond à ce qu'ils vivent réellement et comment ils le vivent avec leurs illusions, sans artifice, sans tricher, sans arrière-pensées, sans but précis, sans détours ou avec une franchise admirable.

La force du parti bolchevik et particulèrement de Lénine reposait au contraire sur sa capacité à s'émanciper de cette contrainte ou de la dépasser, et c'est parce qu'il avait confiance dans les idées qu'il défendait autant que dans la classe ouvrière, parce qu'il estimait que les militants de base de son parti adhèreraient finalement à ses analyses si effectivement elles correspondaient à la réalité, qu'il n'avait pas besoin de recourir à des moyens coercisifs envers les militants pour qu'ils reprennent à leur compte les positions qu'il défendait le plus souvent contre la majorité des dirigeants du parti. Mais le fonctionnement du parti bolchevik était véritablement démocratique, contrairement à tous ces partis.

Lénine (et le parti bolchevik) développait sa politique indépendamment des autres partis et des institutions. C'était sa force contrairement à tous les partis que nous connaissons aujourd'hui et qui sont sans cesse en train de lorgner sur les militants et les appareils des autres partis ou les institutions, qui n'ont d'indépendant que le nom, ce qu'on peut expliquer par la faiblesse théorique de leurs dirigeants ou la met en lumière. Ce ne sont pas les travailleurs qui sont incapables de saisir la politique que leur proposent les différents partis ouvriers, ce sont plutôt ces partis et leurs militants qui sont incapables de se mettre à la portée des travailleurs et jeunes.

Les partis s'imaginent que les travailleurs seraient des machines à militer en puissance tout comme leurs militants, ils se trompent lourdement, la simple lecture de leurs journaux et le résultat auquel ils sont parvenus le prouvent suffisamment depuis plus d'un demi-siècle. Les dirigeants du PCF et de LO l'ont compris mieux que d'autres, ce qui expliquent en partie pourquoi

ils continuent d'exister, c'est plus vrai pour LO.

Un parti ne peut pas prétendre s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière, quand dans son journal il emploie la même terminologie ou tient le même discours qu'envers ses militants, ce n'est pas possible. Ne pas l'admettre ou le comprendre alors que cela saute aux yeux, c'est à désespérer.

On n'a décidément pas la même conception de la lutte de classe, on ne prend pas en compte les mêmes facteurs ou on ne leur attribue pas la même importance ou place dans la société, on ne combat pas pour construire le même parti et finalement on ne partage ni la même tactique ni la même stratégie pour nous rapprocher de notre objectif. On ne porte pas non plus le même regard sur les transformations qu'ont subies la société et le monde depuis un siècle ou les rapports à l'intérieur des classes, bref, plus le temps passe et plus j'ai l'impression de m'éloigner du parti où j'ai milité, plus je me sens proche des idées et des objectifs, des moyens pour les atteindre que je défendais autrefois.

Je ne prétends pas détenir la vérité, après avoir affirmé à de multiples reprises que les différents courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier en détenaient une partie et que l'ensemble de ces parties y contribuaient, mais hélas il semble que les dirigeants de ces courants ou tendances ont tous été formatés dans le même moule et qu'ils sont incapables de porter un regard critique dessus ou d'en sortir. Ils en font une affaire personnelle, d'appareil, ce qui m'est totalement étranger et ne peut en rien nous aider à rassembler nos forces et aller de l'avant.

Entendu avant-hier à la Bastille.

- «Démocratie réelle maintenant», «Paris, réveille-toi», «Paris debout, soulève-toi», «Mai 1968 demandait l'impossible, mai 2011 réalisera l'impossible».

- «Tous ces jeunes là réclament la démocratie réelle maintenant. On demande un renouvellement démocratique»

- «Il faut que les jeunes s'investissent davantage et exigent un Etat social contre la précarité et le chômage mais aussi pour les droits des femmes et le logement.»

- «Tout le monde peut parler, donner son opinion, on n'est pas embrigadé par les partis politiques et c'est ce qui est intéressant car notre mouvement est apolitique.» (Reuters 29.05)

- Ils sont un millier d'«Indignés» à avoir tenté d'imiter leurs camarades de Madrid dimanche à la Bastille à Paris, avant d'être contraints en début de soirée de quitter la place emblématique de la gauche française. Après une journée de contestation des institutions et de rêves de démocratie directe, ils ont laissé sans heurts la police évacuer la place vers 21h30, démonter les tentes et faire descendre les protestataires des marches de l'Opéra. (20minutes.fr 29.05)

Un mouvement qui se cherche, les masses exploitées et leurs différentes couches cherchent une issue politique conforme à leurs intérêts, mais sans représentation, donc sans parti politique, il ne peut qu'échouer face à un Etat régit par des partis politiques, une classe dominante consciente de ses intérêts et organisée en puissants partis politiques, dont le parti de l'ordre, l'UMP.

Les institutions ont pour fonction de permettre aux rapports entre les classes de s'exprimer par le biais de leurs représentants organisés en partis politiques lors d'élections, de telle sorte que dans ce cadre (ou carcan) il soit impossible de remettre en cause le régime en place et de permettre aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires, de la même manière qu'il est impossible qu'un parti ouvrier (révolutionnaire) représentant réellement les intérêts des exploités y obtienne la majorité et renverse le rapport de force au sein des institutions favorable à la classe dominante depuis leur avènement.

Ces institutions ont été forgées pour permettre au parti de l'ordre ainsi qu'à ses valets accessoirement d'exercer directement le pouvoir pour le compte des capitalistes, leurs fondements reposent donc sur la propriété privée des moyens de production qu'ils ont pour mission de perpétuer. Dès lors on comprend pourquoi ces institutions sont incompatibles avec les intérêts de la classe ouvrière, et pourquoi le remise en cause des fondements du capitalisme est incompatible avec l'existence de ces institutions. Un pommier est fait pour donner des pommes et ne donnera jamais des cerises, c'est facile à comprendre.

En résumé. Les partis sont l'expression organisée des intérêts d'une classe sociale distincte. Les institutions sont l'expression du pouvoir économique d'une classe sociale déterminée organisée en partis politiques.

Mais alors pourquoi la classe et les masses ne parviennent-elles pas à renverser l'ordre établi qui est nuisible à leurs intérêts ? Parce que d'un côté vous avez une classe organisée qui est consciente de ses intérêts, celle des bourgeois ou capitalistes, alors que de l'autre côté nous trouvons une classe très hétérogène toujours incapable de prendre conscience de ses intérêts spécifiques, et qui de ce fait demeure très largement inorganisée, donc incapable de devenir la classe dominante bien qu'elle regroupe l'immense majorité de la société.

A partir du moment où l'on ne possède pas une conscience de ses intérêts de classe, on peut facilement se faire manipuler et défendre ou prendre position pour des intérêts qui vont à l'encontre des nôtres, sans s'en apercevoir ou en estimant qu'on ne peut pas faire autrement ou que ce serait la moins pire des solutions qu'on nous propose, au nom éventuellement de la fatalité.

Et si maintenant les partis et les dirigeants syndicaux qui sont censés représenter la classe des exploités en sont incapables, si ces partis continuent d'exister malgré de multiples reniements ou trahisons, et si des lieutenants de la bourgeoisie sont toujours à la direction des syndicats, si les uns et les autres ont failli à leur mission ou sont corrompus, s'ils représentent finalement les intérêts des capitalistes, il ne faut pas en chercher les raisons du côté des capitalistes ni même de celui des dirigeants des partis ouvriers et des syndicats qui sont ce qu'ils sont, c'est avant tout le produit de la faiblesse de la conscience politique de l'immense majorité des masses exploitées qui demeurent inorganisées et subordonnées au capitalisme, mais c'est aussi le produit de la faiblesse de la conscience politique des travailleurs qui ont commencé à se poser des questions sur le fonctionnement de la société capitaliste et les institutions ou qui ont commencé à prendre leur destin en main (non sans illusions ou souvent sous un angle corporatiste, individualiste), à s'organiser, qui sont tout autant subordonnés au capitalisme et aux institutions.

S'il y avait davantage de travailleurs conscients et syndiqués dans le pays, les dirigeants des syndicats ne pourraient pas se permettre indéfiniment de soutenir le régime en place, à un moment donné ils seraient mis en minorité et balayés, de la même manière on peut expliquer la faiblesse de l'avant-garde du mouvement ouvrier par l'incapacité des travailleurs à comprendre les rapports de production et le fonctionnement des institutions, au-delà le même argument permet également d'expliquer la crise que traverse la direction de l'avant-garde depuis 71 ans, incapable d'assurer la continuité du marxisme ou d'adapter ses enseignements en fonction des profondes transformations qu'a subi la société depuis le milieu du XXe siècle, incapable de supporter la confrontation des idées pour finalement se diviser à l'infini à coup d'exclusions ou d'excommunications à la manière des staliniens, pour à l'arrivée s'affaiblir davantage et demeurer marginale, voire totalement inconnu de la majorité des travailleurs.

Le régime, les institutions, les partis pourris dits de droite ou de gauche, les dirigeants des syndicats, leur pouvoir repose toujours sur l'ignorance des masses qui se traduit par leur inorganisation. Quant à celui de partis comme le POI, le NPA ou LO, le pouvoir de leurs appareils et la faiblesse de ces partis reposent sur le refus de leurs dirigeants d'admettre qu'eux-mêmes présentent de graves faiblesses ou lacunes, qu'ils n'ont jamais été capables de trouver la bonne formule pour s'adresser aux masses exploitées et de les organiser.

La faiblesse de ces partis s'exprime aussi à travers leur incapacité d'attirer des intellectuels ou des éléments de la petite-bourgeoisie en rupture avec le capitalisme ou encore des bourgeois évincés par des concurrents plus puissants, contrairement aux partis ouvriers du milieu du XIXe siècle ou de la première moitié du XXe. On peut mettre cela sur le compte du développement de la situation politique, mais cette réponse reste insuffisante.

Les masses vouent un culte aux puissants, à ceux qui détiennent le pouvoir, à leurs représentants. J'ai été élevé dans une famille ouvrière qui pratiquait ce culte aveuglément et j'étais bien parti pour lui emboîter le pas jusqu'à l'âge de 19 ans. J'ai pour ainsi dire été chassé de chez mes parents à 20 ans parce que je commençais à contester la société, du coup et par un concours de circonstance favorable je me suis radicalisé et j'ai trouvé la voie de la politique et du marxisme.

Je sais ce que cela signifie que vivre dans un milieu borné et arriéré au possible, entouré de gens qui n'ont jamais évolué au cours de leur vie, qui n'ont connu que la soumission et le respect de l'ordre établi. Je sais à quel point il est difficile de leur faire admettre quoi que ce soit qui ne leur a pas été dicté par en haut, je connais leurs arguments par coeur et je sais sur quoi ils reposent, ils se basent sur la notoriété ou le statut social de la personne qui s'adresse à eux ; par exemple, ma mère qui se bourrent de médicaments depuis des décennies est devenue obèse notamment, elle souffre de partout aussi, il ne me viendra jamais à l'idée de lui dire que son état pourrait provenir de ces médicaments, car la parole de son médecin est quasiment divine et ne souffre aucune contestation possible, surtout provenant d'une personne comme moi qui n'est pas médecin, pour elle je suis un pauvre type qui ne sait pas de quoi il parle et qui ferait mieux de la fermer, ce que je fais d'ailleurs.

A l'OCI puis au PT par exemple on a eu des dirigeants qui étaient des intellectuels tels des professeurs d'université ou des historiens, des médecins, etc, et au lieu de les mettre en avant, on leur a préféré un Lambert employé de la Sécu, un Cauquelin ou un Gluckstein professeur des écoles ou un petit-patron maçon, peut-être histoire d'imiter le PC avec son conducteur de train ou son boulanger, comme si on en était encore à l'époque de Pagnol et Marius, ou encore LO avec Laguiller employé du Crédit Lyonnais. Je sais qu'il y en a qui vont dire qu'un ouvrier doit représenter les ouvriers, c'est exact mais pas en toutes circonstances, pas en tant que porte-parole d'un parti qui s'adresse aussi bien à la classe qu'aux masses en général. On veut absolument aborder les masses sous un angle politique, alors qu'elles n'ont pas une conscience politique suffisamment développée pour le supporter, il faut déjà commencer par franchir l'obstacle psychologique qu'elles ont intégré comme facteur politique par le biais de leurs illusions pour les mettre en condition, pour qu'elles soient prêtes ensuite à entendre le discours politique qu'on leur adresse. C'est ainsi qu'elles fonctionnent, dès lors on en tient compte ou non.

On pourrait aussi se demander pourquoi le discours élémentaire et direct du NPA et de LO fonctionne mieux en direction des travailleurs et jeunes, beaucoup moins bien quand on s'y cantonne. Pourquoi les ouvriers lisent Le Parisien ou France Soir et les intellectuels Le Monde ou le Figaro, les jeunes plutôt Libération ?

Quel intérêt y a-t-il à répéter sans cesse que les partis et les dirigeants sont pourris ? Aucun si on n'a pas compris qu'ils se nourrissent de l'ignorance des masses et que c'est à ce facteur qu'il faut s'attaquer en priorité, mais pour cela faudrait-il encore être capable de s'adresser à eux sous un angle et dans des termes dans lesquels elles se reconnaissent, dont elles peuvent se saisir. C'est comme si l'on s'adressait à un ouvrier ou un jeune des banlieues en tentant un exercice de style, en utilisant un langage soutenu digne de la littérature du XVII ou du XVIIIe siècle et qu'on s'étonne ensuite qu'il trouve cela très beau mais qu'il n'accroche pas au bout du compte, normal il vit dans un autre monde !

Le manque d'indépendance ou d'autonomie des militants constitue le second facteur dont se nourrissent les appareils, leur manque d'expérience politique, leur faiblesse théorique, mais surtout leur manque de maîtrise de la dialectique ou du matérialisme dialectique pour penser librement ou se faire leur propre opinion. Recevoir une formation théorique et politique ne garantit en rien qu'on sera capable un jour de penser par soi-même, or ce devrait être l'objectif de tout militant, de tout ouvrier qui aspire au socialisme, à la liberté.

Sans un minimum de maîtrise du matérialisme dialectique, on sera incapable d'utiliser nos acquis théoriques et de les adapter aux transformations de la société, de les faire évoluer, on sera incapable d'utiliser à bon escient l'ensemble des connaissances que nous avons acquises ainsi que notre expérience de la vie, on deviendra un militant au cerveau sclérosé, aux connaissances figées, un dogmatique, bref on sera incapable d'évoluer aussi bien en tant que militant qu'en tant qu'homme ou femme. De ce fait on ne supportera pas la confrontation des idées avec d'autres militants, on ne supportera pas non plus la critique, on sera aussi incapable de corriger nos erreurs, encore moins de les reconnaître.

Je porte un regard sur ces partis de l'extérieur, un regard sur ma propre expérience de militant au sein d'un de ces partis à la fin des années 70. Ma réflexion repose aussi sur les nombreux témoignages que des camarades militant dans ces partis m'ont adressés au cours des six dernières années, je n'en ai publié dans le site qu'une infime partie.

Vue de l'extérieur, à travers la presse hebdomadaire qui sert de vitrine à ces partis, on a très vite l'impression à leur lecture qu'on entre dans un autre monde, qu'on y aborde un tas de questions sous un angle bien déterminé qu'on ne parvient pas à saisir, on se demande où veulent en venir les rédacteurs de ces articles, comme on n'y parvient pas une impression désagréable s'empare de nous, on ne doute pas forcément de la véracité du contenu des articles qu'on nous propose, on se prend à douter des intentions de leurs auteurs ou plutôt on se dit qu'ils savaient à l'avance ce qu'ils allaient écrire et on se demande si leur seul objectif ne serait pas de nous influencer ou de conduire notre réflexion dans une direction précise, ce qui ne serait pas un problème en soi si on nous disait clairement en quoi elle consiste, or là on n'obtient pas de réponse, on se trouve confronté à un mystère, du coup on en arrive à se demander à quoi et à qui servent ces partis, qu'est-ce qu'il y a derrière qu'on nous cache peut-être, finalement ne sont-ils pas comme les autres partis, aucun ne vise la prise du pouvoir ou de participer à un gouvernement, peut-être sont-ils finalement destinés à demeurer éternellement marginaux, ultra minoritaires ou inconnus du plus grand nombre, à demeurer dans l'ombre, à jouer indéfiniment les aiguillons des syndicats et des autres partis dit de gauche, apparemment ils ne manifestent pas du tout l'envie de sortir de cette situation dans laquelle ils semblent se complaire, impression renforcée par le fait que tous les articles semblent sortis du même moule, écrits par la même personne à quelques exceptions près, à l'arrivée on se demande ce qu'ils veulent, ce qu'ils cherchent, pourquoi ils existent, autant de questions pour ainsi dire laisser sans réponses ou qui sont diluées dans la masse des articles, qui ne sont pas de nature à créer un climat de confiance ou de sérénité.

Le plus frappant à la lecture de ces journaux, bien qu'ils abordent des questions qui nous préoccupent, on ne s'y retrouve pas, les faits sont présentés suivant une logique qui est étrangère à la manière dont les travailleurs abordent la réalité ou la vivent tout simplement, tout est si fluide et s'enchaîne si admirablement qu'on a l'impression d'être face à quelque chose qui semble aller de soi, alors que les chose nous paraissent plus compliquées, on se dit qu'on a dû louper quelque chose, qu'il y a quelque chose qui nous échappe sans pouvoir mettre un nom dessus, l'incompréhension et un malaise nous submergent, parfois on se dit qu'on a bien compris de quoi on nous parle, mais sans savoir quoi au juste, on est d'accord mais on reste sur sa faim, on se dit qu'on est en présence de quelque chose de vivant, d'un processus dynamique, mais on est incapable de situer dans quelle direction il est orienté, à quoi il peut mener, c'est évoqué ou cela transpire du journal, mais on est incapable de lui donner un nom, cela demeure insaisissable, immatériel, pour ainsi dire idéaliste, pour un peu une vue de l'esprit, une vision brillante comme une étoile filante qui serait figée dans le ciel ou une utopie qu'on croyait enterrée pour toujours et à laquelle on nous inviterait à se raccrocher en désespoir de cause, pas de quoi avoir envie d'y consacrer du temps ou son énergie.

Combien de militants s'entendent dire : c'est bien ce que vous faites, je suis d'accord avec ce que vous dites ou écrivez, mais de là à vous imiter, il y a un pas que nous n'avons pas envie de franchir, j'essaie ici simplement de comprendre pourquoi.

Un dernier mot.

A Madrid, « *les jeunes réinventent les principes libertaires* » - (Rue89 29.05)

Pas vraiment puisque les jeunes vomissent les partis institutionnels mais appellent en revanche à renforcer les "*petits partis*", alors que les anarchistes ne construisent pas de partis, ce n'est pas leur objectif ; logique puisqu'ils n'entendent pas non plus remplacer l'Etat des capitalistes par un Etat ouvrier ou social, selon eux on pourrait se passer de l'Etat et des institutions ou passer du règne de la nécessité à celui de la liberté du jour au lendemain, mettre fin à des siècles d'exploitation et d'oppression se décrèterait et les mentalités suivraient automatiquement...

Comment analyser cette mobilisation spontanée de milliers de jeunes et travailleurs ? Est-elle si spontanée qu'on nous l'explique ? Que des jeunes et des travailleurs s'y rallient spontanément, c'est certain, cela l'est moins du côté de ceux qui appellent à ces rassemblements qui peuvent être manipulés.

Ce mouvement se veut "*apolitique*", donc n'entend pas remettre en cause l'ordre existant. En même temps il avance des mots d'ordre contradictoires : il se veut apolitique mais réclame la "*démocratie maintenant*", or la démocratie est incompatible avec le maintien de l'ordre en place, la démocratie est incompatible avec le maintien de la classe des capitalistes au pouvoir, la démocratie est incompatible avec la dette de l'Etat que l'aristocratie financière entend nous faire payer jusqu'au dernier centime, la démocratie ne peut être que le produit d'une révolution sociale renversant l'ordre établi une fois abolis la Constitution, les institutions, l'Etat capitaliste, la démocratie demeurera en devenir ou un objectif impossible à atteindre ou mettre en oeuvre aussi longtemps que la classe ouvrière ne sera pas devenue la classe dominante, donc tant qu'elle n'aura pas chassé du pouvoir les représentants du capital et pris en main le contrôle de l'économie, expropriée (sans indemnité) les capitalistes...

Ce mouvement véhicule de nombreuses illusions même si son orientation semble correcte, contre le gouvernement, le FMI, la BCE, l'UE, etc. On peut l'encourager et y participer sans occulter ses faiblesses et ses limites, car sans représentation politique aucun mouvement ne peut vaincre. Il peut servir de tremplin pour construire le parti, à condition qu'un parti revendique le pouvoir ou la direction de la classe ouvrière, or aucun parti n'est sur cette ligne. Là encore, on peut douter de la capacité des partis existant à trouver les bonnes formules pour s'adresser à ces jeunes sans qu'ils s'enfuient en prenant leurs jambes à leur cou !

A force de dire que cela va péter, cela va bien finir par arriver un jour, et à ce moment-là la confrérie réunie des opportunistes de s'écrier en coeur : vous voyez, on vous l'avait bien dit, comme s'ils avaient toujours eu raison et qu'il s'agissait d'une fin en soi, comme en mai 68, or ce n'est pas notre objectif, notre objectif doit être la liquidation de la Constitution et des institutions couplée à l'expropriation des banquiers et des capitalistes des grandes entreprises, la constitution d'une République sociale ou socialiste, un Etat ouvrier ou qui ne soit plus capitaliste. Notre objectif nécessite dès le début de la mobilisation révolutionnaire des masses un haut niveau de conscience politique. Est-ce le cas aujourd'hui en Espagne, au Portugal, en Grèce ou en France ? On est en droit d'en douter fortement.

Ce qu'il faut proclamer, c'est qu'il nous faut faire une révolution à la fois sociale et politique et qu'une fois lancé à l'assaut du pouvoir, plus rien ne doit nous arrêter ou nous faire reculer, les travailleurs et jeunes doivent prendre conscience que c'est les armes à la main une fois organisés qu'ils conquièreront leur émancipation, pas avant et pas autrement. La révolution pacifiste ou par les urnes, cela n'a jamais existé, n'existe pas et n'existera jamais où alors il ne s'agit pas d'une révolution.

Ce qu'il ne faut surtout pas faire, c'est soutenir un mouvement populaire en mettant dans notre poche le programme de la révolution socialiste. Le mouvement en cours échappe au contrôle des appareils, il est également dirigé contre eux, cependant en étant incapable de rompre avec le capitalisme et les institutions, initié par des éléments de la petite bourgeoisie étranger au socialisme, il démontre par là que sa nature demeure bourgeoise, autrement dit, il ne résoudra par lui-même aucun des problèmes auxquels est confrontée la classe ouvrière.

Politique

1- France

1.1- Le changement dans la continuité

Martine Aubry a appelé les socialistes à "*rester soudés dans l'adversité*" lors de la convention réunie à Paris, ultime étape avant la primaire.

Le projet socialiste pour l'élection présidentielle de 2012 a été adopté samedi à l'unanimité, lors d'un vote à main levée, par les délégués de la convention réunie à Paris par le parti de Martine Aubry. Le projet baptisé "*Le Changement*", qui compte trente propositions pour "*redresser la France*" et "*rassembler les Français*", a été adopté à l'unanimité des délégués, qui brandissaient leurs cartons rouges. Quelque 2.000 personnes étaient présentes à la Halle Freyssinet (Paris XIIIe). (lexpress.fr et AFP 28.05)

Avec un tel titre "*Le changement*", ils vont faire un tabac ! Leurs mots d'ordre ont comme un relent insupportable d'union nationale, vous ne trouvez pas : "*redresser la France*", "*rassembler les Français*" ?

1.2- Le parti de l'union nationale.

La Confédération des centres, alliance des centristes de la majorité qui entendent présenter un candidat en 2012, est entrée en vigueur samedi avec l'adhésion de la Gauche moderne, de Jean-Marie Bockel, qui a appelé les socialistes, orphelins de DSK, à la rejoindre.

Le parti de l'ancien secrétaire d'Etat (ex-PS) a voté son adhésion à la Confédération à la quasi-unanimité (95%) des 91 membres de son conseil politique national, dans le cadre de la convention qu'il organisait samedi à Paris devant quelque 130 personnes. Ce rassemblement, qui portera le nom de "l'Alliance" (pour "Alliance républicaine, écologiste, sociale") comprend désormais le Nouveau centre d'Hervé Morin, le Parti radical de Jean-Louis Borloo, la Convention démocrate d'Hervé de Charette et donc la Gauche Moderne de Jean-Marie Bockel.

Jean-Louis Borloo a expliqué à une salle conquise: "*vous êtes les véritables héritiers de Jaurès, Mendès et Blum. Vous êtes en train de construire cette véritable sociale-démocratie introuvable que le PS ne sait pas assumer*". (lexpress.fr et AFP 28.05)

C'est fou le nombre de gens qui se disent les héritiers de Jaurès, comment une telle récupération est-elle possible demanderons-nous ironiquement. A la place de certains militants on se poserait de sérieuses questions, les intéressés se reconnaîtront.

1.3- La contre-révolution en marche.

L'UMP "*concentre ses forces pour faire de ces quatre années de changement le socle d'une transformation durable et solide du modèle français*", a dit Fillon qui, devant un millier de cadres du parti présidentiel, a de nouveau assuré la promotion du bilan de son gouvernement.

Comme il avait eu l'occasion de le faire pour le 4e anniversaire de l'élection de Nicolas Sarkozy, au début du mois, il a insisté sur la quantité et la profondeur des réformes entreprises depuis 2007.

"*Nous avons tenu la quasi-totalité des engagements (...) malgré la crise*". "*Surtout, nous avons fait évoluer en profondeur la société française*", a-t-il fait valoir, évoquant une "*révolution culturelle*".

A titre d'exemple, il a mis en avant les reformes relatives à l'autonomie des universités, au dialogue social et à la représentativité syndicale, au service minimum et aux retraites.

"*Ce sont des réformes structurelles, profondes qui ne génèrent pas des résultats immédiats mais qui changent la société française*", a martelé le Premier ministre. (libération.fr 28.05)

Bref, que des "*réformes*" qui puent la régression sociale, réactionnaires !

2- Espagne

2.1- Vendredi 27 mai, plus de 2 000 personnes ont afflué sur la place de la Puerta del Sol, au centre de Madrid, pour crier leur colère et se montrer solidaires des manifestants de la capitale catalane, dont la police avait fait évacuer, dans un climat très tendu, le campement pour faire "*place nette*" avant les célébrations de la finale de la Ligue des champions.

Pendant près de deux heures, la foule a agité des fleurs et des bouquets de toutes les couleurs, les mains souvent peintes de blanc, pour signifier son refus de la violence, scandant "*Barcelone n'est pas seule*" ou "*Nous ne sommes pas des délinquants mais des citoyens*" et brandissant des pancartes indiquant "*Moins de policiers et plus d'éducation*". Aux abords de la place, les forces de l'ordre se tenaient immobiles, devant une dizaine de fourgons.

"*Il est inadmissible qu'une telle manifestation de violence ait eu lieu à l'encontre d'un mouvement qui n'a cessé d'être pacifique, s'offusque Eduardo, psychologue de 33 ans. Les autorités ont voulu nous faire peur. Mais nous n'avons pas peur !*". "*Cela ne change en rien notre mobilisation, confirme Miquel, professeur d'histoire de 56 ans. Au contraire, ces événements vont renforcer le mouvement, nous souder davantage.*"

A Madrid, les manifestants sentent d'autant plus solidaires que la police a déjà tenté de les déloger de la place emblématique de la ville, où campent encore plusieurs centaines de personnes. Le ministre de l'intérieur, Alfredo Perez Rubalcaba, a aussi annoncé que les autorités "étudiaient" une éventuelle évacuation de la place, suite aux demandes insistantes du gouvernement régional et des commerçants.

"*Le maintien d'une adhésion forte au mouvement du 15-Mai dépendra en grande partie du comportement des autorités,* souligne Jaime Pastor Verdu, politologue espagnol. *Si elles se livrent à la répression et évacuent les campements, la mobilisation gagnera en force et bénéficiera d'une solidarité accrue de la population.*" (lemonde.fr 28.05)

Les Indignés espagnols ont voté la poursuite de l'occupation de la Puerta del Sol, dans le centre de Madrid, et leur mouvement contre la gestion de la crise économique et financière fait des émules en France et en Grèce.

La prolongation de l'occupation, au moins jusqu'à jeudi, a été décidée tard dimanche soir par les centaines de personnes qui se trouvaient sur la place.

3- Allemagne

L'Allemagne fermera toutes ses centrales nucléaires d'ici 2022, a décidé la coalition gouvernementale lors d'une réunion qui s'est achevée aux premières heures de la journée de lundi.

Lors d'une réunion dimanche soir entre l'Union chrétienne démocrate (CDU) de la chancelière, son alliée bavaroise de la CSU et les libéraux du FDP, la coalition gouvernementale a décidé la fermeture définitive des huit plus vieux réacteurs d'Allemagne, qui en compte 17 au total.

Des responsables de l'opposition, sociaux-démocrates et Verts, ont participé à cette réunion afin de dégager le consensus le plus large.

L'objectif principal prévoit de diminuer de 10% la consommation électrique de l'Allemagne d'ici 2020.

La décision prise dimanche soir doit être validée par le parlement. Elle risque d'être vivement contestée par les compagnies RWE, E.ON, Vattenfall et EnBW, qui exploitent les 17 centrales d'Allemagne, notamment en raison du maintien envisagé d'une taxe sur le combustible nucléaire.

Avant la fermeture provisoire des centrales les plus anciennes en mars, le nucléaire fournissait à l'Allemagne 23% de son électricité. (Reuters 30.05)

4- Italie

Revers cinglant pour Silvio Berlusconi. Les candidats de droite soutenus par le président du Conseil italien ont été battus à Milan et Naples au second tour des élections municipales, selon les résultats définitifs annoncés lundi.

A Milan, bastion berlusconien dirigé depuis près de 20 ans par la droite, la maire sortante Letizia Moratti (Peuple de la liberté, PDL) a recueilli environ 45% des voix, contre 55% à son rival de centre-gauche, Giuliano Pisapia (Parti démocrate).

A Naples (sud), troisième ville du pays, le candidat du petit parti de gauche Italie des Valeurs, Luigi de Magistris, l'a emporté encore plus largement avec 65% des voix contre 35% pour le candidat pro-Berlusconi, l'entrepreneur Gianni Lettieri (PDL).

Silvio Berlusconi espérait une victoire de son candidat à Naples alors que la ville, dirigée de longue date par le centre-gauche, est confrontée à une crise récurrente liée au ramassage des ordures et à un chômage élevé, notamment chez les jeunes.

Ces élections étaient considérées comme un test pour le président du Conseil, qui avait appelé les Italiens à exprimer leur soutien à son gouvernement en votant pour les candidats de son parti, le Peuple de la liberté.

5- Egypte

L'ancien président Hosni Moubarak et deux autres anciens responsables égyptiens ont été condamnés samedi à une amende de 540 millions de livres égyptiennes (90,64 millions de dollars) pour avoir suspendu internet et le réseau de téléphone mobile pendant les manifestations de janvier, a-t-on appris de source judiciaire.

Le tribunal administratif a condamné Moubarak à une amende de 200 millions de livres, l'ancien Premier ministre Ahmed Nazif à 40 millions de livres et l'ancien ministre de l'Intérieur Habib al Adly à 300 millions de livres pour atteinte à l'économie nationale, dit-on de même source.

Le ministre des Communications et de la Technologie, Magued Osman, a déclaré que son ministère avait l'intention de verser une indemnisation estimée à une centaine de millions de livres aux opérateurs de téléphonie mobile pour les pertes causées par la suspension du service, rapporte l'agence officielle Mena en précisant que la somme a été calculée par des instances indépendantes.

Le parquet égyptien a par ailleurs inculpé samedi l'ancien ministre de l'Information Anas el Fekky pour avoir privé l'Union de radio-télévision (RTU) d'environ 1,9 million de dollars de revenus en exemptant des stations de télévision privées de redevances pour la retransmission en direct de matches de football pendant la saison 2009-2010 et au début de la saison 2010-2011.

Selon l'acte d'inculpation, Fekky a agi de la sorte "*par intérêt personnel pour tenter d'imposer son contrôle et sa politique à ces stations*", alors qu'à l'époque la RTU était endettée à hauteur de 14 milliards de livres (2,4 milliards de dollars). (Reuters 28.05)

6- Yémen

Au moins 30 personnes sont mortes dans le sud du Yémen depuis dimanche, opposants tués par les forces de sécurité à Taëz ou militaires et civils disparus dans les combats pour le contrôle de Zinjibar.

Trois militaires ont péri lundi dans une embuscade près de Zinjibar a dit une source de sécurité, et le bilan de la répression à Taëz s'élève à 15 morts au moins, selon des sources médicales.

Treize habitants de Zinjibar ont également été tués par les bombardements de l'aviation yéménite.

"*La ville est dévastée. Tous les habitants sont partis, même les animaux l'ont abandonnée*", a dit un membre de l'opposition locale sous le sceau de l'anonymat.

Des milliers d'habitants se sont réfugiés à Aden.

La ville côtière de 20.000 habitants, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Aden, est contrôlée depuis plusieurs jours par des centaines de combattants affiliés à Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa).

La situation reste tendue dans la capitale où la trêve semble toutefois tenir entre les forces loyales au président, au pouvoir depuis près de trente-trois ans, et les membres d'une puissante fédération tribale ralliée à l'opposition, après une semaine de violents combats qui ont fait 115 morts.

Des explosions ont été entendues dans la nuit de dimanche à lundi dans le quartier de Hassaba.

Taëz, fief de la contestation qui secoue le pays depuis le mois de janvier, a été le théâtre dimanche d'une violente répression des forces de sécurité.

Les soldats ont ouvert le feu sur des manifestants réunis pour réclamer la libération d'un des leurs arrêté la veille, rapportent des témoins. Il y a eu au moins 15 morts et des centaines de blessés, la plupart par balles, mais certains aussi renversés par des bulldozers, a-t-on appris auprès des hôpitaux.

Al Djazira a fait état de 57 morts à Taëz depuis dimanche, sans citer de source.

Les militaires ont incendié les tentes installées sur la "*place de la Liberté*" par les manifestants et interpellent des dizaines d'habitants, pour empêcher de nouvelles manifestations.

"*Les forces de sécurité ont bouclé les accès à la ville et pourchassent les jeunes dans les ruelles*", a déclaré un militant pro-démocratie, Bochra al Maktari.

Sadik al Ahmar, le chef de la fédération tribale Hached désormais opposée au chef de l'Etat, a condamné un "*nouveau massacre de Saleh*" à Taëz. (Reuters 30.05)

7- Libye

7.1- Huit officiers de l'armée libyenne ont donné lundi une conférence de presse à Rome pour annoncer leur défection, précisant qu'ils faisaient partie d'un groupe de 120 militaires qui refusaient de continuer à servir Mouammar Kadhafi contre la population libyenne.

Les huit officiers - cinq généraux, deux colonels et un commandant - ont dénoncé, lors de cette conférence de presse organisée à la hâte par le gouvernement italien, le meurtre de civils par l'armée libyenne et les violences dont sont victimes les femmes.

"*Ce qui arrive à notre peuple nous terrifie*", a déclaré le général Oun Ali Oun. "*De nombreux meurtres, un génocide (...), des violences contre les femmes... Aucune personne sensée, douée de raison, avec un minimum de dignité, ne peut accepter ce que nous avons vu de nos propres yeux - et qu'il (Kadhafi) nous a demandé de faire*", a-t-il ajouté.

Le général Salah Giouma Yahmed, pour sa part, a souligné que l'armée de Kadhafi, de plus en plus affaiblie, n'avait plus que 20% de ses capacités opérationnelles.

"*Les jours de Kadhafi sont comptés*", a-t-il dit. (Reuters 30.05)

7.2- Le Conseil national de transition (CNT), représentation politique de la rébellion libyenne, ne veut pas exercer le pouvoir après la chute éventuelle du dirigeant libyen. « *Je mets l'accent sur une décision du Conseil qui interdit à chacun de ses membres de briguer un poste dans la période suivant la chute de Kadhafi* », a expliqué samedi Moustapha Abdeljalil, le président du CNT. « *Je garantis à tout le monde que nous ne recherchons pas le pouvoir* », a-t-il poursuivi, indiquant que l'objectif en cas de victoire sera de rédiger une Constitution et d'organiser des élections dans un délai d'un an. (20minutes.fr 30.05)

7.3- l'ancien ministre Roland Dumas et Jacques Vergès, ont annoncé dimanche à Tripoli qu'ils comptaient déposer plainte contre le président français, Nicolas Sarkozy, pour "*crimes contre l'humanité*" en Libye.

Au cours d'une conférence de presse à Tripoli, un représentant du ministère de la justice libyen a indiqué que les deux avocats s'étaient portés "*volontaires*" pour soutenir une plainte des familles des "*victimes des bombardements de l'OTAN*" contre le président Sarkozy, dont le pays a pris la tête des opérations de la coalition internationale en Libye.

"*Les deux avocats vont porter plainte au nom des familles libyennes devant les tribunaux français*", a déclaré Ibrahim Boukhzam, en présence d'une trentaine de représentants de familles qui ont signé des procurations aux deux avocats. Me Dumas, ancien ministre socialiste, a indiqué avoir été "*stupéfait de constater que cette mission [de l'OTAN] qui vise à protéger les civils est en train de les tuer*".

Il a dénoncé "*une agression brutale contre un pays souverain*", et affirmé qu'il était prêt à défendre le colonel Mouammar Kadhafi au cas où il serait jugé par la Cour pénale internationale. Qualifiant les pays de l'Alliance atlantique d'"*assassins*", Me Vergès a fustigé de son côté un "*Etat français conduit par des voyous et des assassins*". "*Nous allons briser le mur du silence*", a-t-il dit. (lemonde.fr 30.05)

8- Syrie

Pour la première fois depuis le début du mouvement de contestation contre le régime du président Bachar el-Assad, des habitants ont pris les armes pour résister aux troupes gouvernementales dans deux villes du centre de la Syrie, rapportent des militants syriens.

Selon ces sources, des habitants des villes de Talbiseh et de Rastan, qui sont assiégées par l'armée depuis dimanche dans la province centrale d'Homs, ont décidé de riposter avec des tirs de fusils automatiques et de grenades RPG. Au moins quatre civils ont été tués, d'après ces militants.

"*Ils ont pensé qu'ils ne pouvait plus rester sans rien faire et prier Dieu qu'il les aide*", expliquait un habitant d'Homs possédant des contacts étendus dans la province. Il a requis l'anonymat par crainte de représailles, comme tous les habitants interrogés par l'Associated Press.

"*L'armée rencontre une résistance armée et ne peut pas entrer dans les deux villes*", a expliqué l'habitant d'Homs. "*L'armée est encore à l'extérieur des villes et on m'a dit que des véhicules de l'armée, dont des véhicules blindés de transport de troupes, avaient été incendiés*".

Un second militant a confirmé que des habitants avaient riposté, mais précisait de son côté qu'ils s'agissait d'habitants qui tentaient individuellement de se défendre et pas d'une résistance armée organisée. "*Les manifestations ont démarré pacifiquement mais les pratiques des forces de sécurité qui humilient les gens ont fini par conduire à l'usage des armes*", a-t-il dit. Il ajoutait qu'il était courant que les Syriens possèdent chez eux des armes légères, précisant que ces dernières années des armes sont passées en contrebande de pays voisins comme le Liban et l'Irak.

Les Comités locaux de coordination en Syrie précisaient que les forces du régime avaient frappé Tabliseh tôt lundi avec des tirs d'artillerie et que des tireurs étaient postés sur les toits des mosquées. Les troupes syriennes, appuyées par des chars, mènent des opérations à Tabliseh, Rastan et la ville voisine de Teir Maaleh depuis dimanche.

"*La situation est complètement désespérée*", racontait un habitant de Rastan, joint par téléphone chez lui où il disait s'être barricadé. "*Il y a des cadavres dans les rues et personne ne peut aller les chercher*", a-t-il dit. "*La ville est complètement encerclée par les chars*", a-t-il hurlé avant que la ligne ne soit coupée. (AP 30.05)

Social

France

Le ministre de l'Education, Luc Chatel, juge probable la suppression d'au moins 16.000 postes l'an prochain dans l'Education nationale, soit autant que cette année, par non-remplacement d'un départ en retraite sur deux.

Dans un entretien au Journal du Dimanche, il ajoute qu'il souhaite que le nombre de classes de primaire soit maintenu à la rentrée 2012, après 1.500 fermetures de classes cette année. (Reuters 28.05)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin

J'ai ajouté des articles dans les rubriques politique et internationale. Les articles de presse de mai et les causeries de mai sont en ligne au format pdf (Acrobat reader).

Non D. Gluckstein, jusqu'à preuve du contraire les travailleurs n'ont rien à perdre et rien d'autre que leur force de travail leur appartient, absolument rien ne leur appartient pas plus en Grèce qu'en France ou ailleurs : "*Alors on vend, on brade tout le patrimoine du pays, comme en Grèce*" (extrait de l'éditorial d'*Informations ouvrières* n°151 paru ce jour. Aurait-il une mentalité de propriétaire ? Désolé, en tant qu'ouvrier on ne sent pas concerné.

J'ai lu les extraits de leur congrès qu'ils ont publiés : à mourir d'ennui, on se croirait davantage dans un syndicat que dans un parti politique, c'est la première remarque. Ensuite, pas le début d'une analyse sur les rapports entre les classes, encore moins à l'intérieur des classes. Pas un mot non plus sur l'état d'esprit et le niveau de conscience politique des travailleurs, des différents couches de travailleurs, cela ne les intéresse pas apparemment, ils ont les yeux rivés sur les appareils et le PS et ses satellites, on ne peut pas avoir les yeux partout, on comprend. Avant-hier j'ai relu quelques passage du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx, là au moins on avait une image précise et détaillée des différents acteurs qui constituaient la situation, on pouvait se faire une idée exacte de leur rôle et du fonctionnement des institutions. Si Marx et Engels avaient été aussi bornés que ces dirigeants, leur littérature aurait tenu en un seul feuillet qu'il aurait suffi ensuite de reproduire à l'infini !

Le POI appelle à combattre pour la défense de la démocratie et en même temps pour la liquidation de la Ve République qui serait incompatible avec la démocratie. De deux choses l'une, soit le combat pour la défense de la démocratie peut déboucher sur un succès et dans ce cas-là, il est infondé de dire que la Ve République serait incompatible avec la démocratie, soit le combat pour la défense de la démocratie ne peut déboucher que sur un échec et il n'a aucun sens.

En réalité, la démocratie (ouvrière) ne verra le jour que sur les cendres des institutions de la Ve République et ne se gagnera que les armes à la main, ce qu'on nous a vendu jusqu'à présent pour la démocratie n'était qu'une forme assouplie de la dictature du capital qui reposait sur les profits qu'octroyaient au capitalisme français ses positions sur le marché mondial et qui lui ont permis de financer les droits sociaux conquis par la lutte de classe du prolétariat des générations passées et de corrompre les chefs du mouvement ouvrier... Cette époque étant révolue, le POI, au lieu de porter son regard vers le futur, demeure les yeux braqués sur le passé dont il est nostalgique.

La lutte pour le pouvoir engagé entre les différents Etats capitalistes à l'échelle mondiale, sous la direction de l'aristocratie financière qui favorise les économies réalisant le maximum de profit sur le coût du travail, est incompatible avec le maintien des oripeaux de la démocratie, ainsi la fraction la plus réactionnaire de la classe dominante est engagée dans une lutte à mort contre le prolétariat mondial pour le soumettre en esclavage, et pour y parvenir elle s'appuie sur les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier.

On peut constater que l'immense majorité des travailleurs se détournent des syndicats et des partis ouvriers, que les appareils constituent ou non un obstacle à la mobilisation des masses exploitées ne règle en rien la question de leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société qui demeure trop faible pour envisager une issue politique qui romprait avec le capitalisme et ses institutions politiques.

On est dans la même situation qu'un renard qui aurait réussi à détourner l'attention du propriétaire d'un poulailler, mais qui ne saurait pas encore comment faire pour en ouvrir la porte et atteindre sa proie. Le POI est obnubilé par la majorité des syndicalistes qui n'ont toujours pas compris le manège du propriétaire de notre poulailler, tandis que la majorité des travailleurs l'ont compris depuis belle lurette. Comme la majorité de ces syndicalistes seront parmi les derniers à le comprendre parce qu'ils ne figurent pas parmi les catégories de travailleurs les plus affamés, d'ici là notre renard aura eu le temps de crever de faim !

Participera ou ne participera pas aux élections de 2012, apparemment les dirigeants et les militants du POI sont divisés sur cette question. Depuis l'époque de l'OCI dans les années 70, ils ont dépensé une énergie et des sommes folles dans des campagnes électorales qui ont servi strictement à rien sinon cautionner l'existence des institutions en place. (A suivre)

Indigeste. Le plus court chemin du Tron à la Lang.

Sur le plateau du «Grand Journal» de Canal+, lundi soir, l'ancien ministre de l'Education, Luc Ferry, a rappelé l'histoire d'«un ancien ministre qui s'est fait poisser à Marrakech dans une partouze avec des petits garçons» il y a quelques années.

« L'affaire m'a été racontée par les plus hautes autorités de l'Etat, en particulier par le Premier ministre», affirme Luc Ferry, qui refuse cependant de citer quelque nom que ce soit. Déclarant n'avoir aucune preuve de ce qu'il avance, l'ex-ministre assure pourtant détenir «des témoignages des membres de cabinet au plus haut niveau». (20minutes.fr 31.05)

Les anciens n'ont pas oublié l'histoire étouffée des "ballets bleus" auxquels était mêlée la mère Pompidou s'envoyant des gamins sur la Riviera française...

A l'époque du capitalisme ascendant ses représentants soutenaient un idéal philosophique qui s'exprimait dans les arts où pouvait s'épanouir l'illusion d'un monde meilleur pour tous à l'horizon, un mirage produit de la colonisation... Quelques guerres et crises plus tard, il ne reste plus de cet idéal que les miasmes immondes liés au culte du pouvoir et de l'argent que l'aristocratie financière a monté au pinacle.

La morale infâme et perverse de l'esclavagiste n'a pas disparu avec le passage d'un mode de production à un autre au cours des siècles ou des millénaires, de rustique ou raffinée à l'époque de l'Antiquité glorieuse puis décadente, à l'aube de la civilisation humaine, elle est devenue violente et glauque à son crépuscule, la merveilleuse époque dans laquelle nous vivons...

Le règne de l'exploitation et de l'oppression à travers les différentes formes qu'il a pris au cours de la préhistoire de la civilisation humaine, dans cette société divisée en classes dominante et dominée, le législateur s'est constamment employé à encadrer et policer les moeurs et les rapports auxquels devaient se soumettre les plus faibles, la plèbe, au nom de la morale chrétienne ou plus précisément pour des raisons économiques, tandis que les détenteurs du pouvoir pouvaient les enfreindre en toute liberté et satisfaire leurs fantasmes en toute impunité.

Aux orgies de l'Antiquité a succédé le libertinage et la prostitution des courtisanes à l'époque de la monarchie absolue, pour sombrer de nos jours dans la prostitution tout court des consciences qui inclut toutes les formes de prostitutions qu'on a du mal à imaginer et qui de ce fait se trouveraient justifiées sans avoir de compte à rendre à personne.

L'ère de la domination du capitalisme financier est synonyme de pouvoir absolu exercé par une infime minorité, de dictature, d'absence de démocratie et de tolérance zéro envers les plus faibles condamnés à vivre dans d'effroyables conditions et disparaître dans l'indifférence générale, elle est synonyme de dégénérescence et de réaction sur toute la ligne, un seul mot suffit à la résumer : barbarie.

A l'heure où le capital abandonne les oripeaux de la démocratie tout en prétendant agir hypocritement en son nom, nous ne devons pas revendiquer la démocratie dont il se réclame également, nous ne devons pas combattre pour la démocratie qui lui a permis d'assoir sa domination, nous n'exigeons rien de son bourreau, de notre bourreau, qu'il l'épargne pour mieux perpétuer sa domination sur les masses exploitées, nous ne nous reconnaissons pas dans cette soi-disant démocratie en trompe l'oeil, cette démocratie qui s'est prostituée avec tous les dictateurs au pouvoir au XXe siècle en Afrique, en Asie ou en Amérique, nous devons engager le combat pour le terrrasser et le vaincre définitivement, l'éradiquer de la surface de la planète, ensuite seulement une véritable démocratie pourra s'épanouir.

D'où la nécessité impérative de rompre toutes relations avec le capital et ses représentants, ses institutions politiques nationales, européennes ou internationales, de mener une guerre impitoyable contre toutes les formes d'opportunisme qui

se traduisent par des compromis avec notre ennemi et ses valets, les appareils des syndicats, le PS et ses satellites inféodés au capital.

Gare à ceux qui n'auraient pas suivi l'évolution du capitalisme mondial ou voudraient nous tromper plus longtemps et qui seraient tentés comme hier encore de mettre de l'eau dans le vin du capital pour le rendre plus supportable, car désormais ce vin est devenu un puissant acide qui au contact de l'eau leur explosera à la figure, les pulvérisera.

Je vais vous dire un truc, quand on a connu la pauvreté, la misère même, le chômage, qu'on a vécu toutes sortes de frustrations et d'humiliations au cours de sa vie ou au travail, au milieu des années 70 j'ai même testé la soupe populaire à l'angle de la rue Richelieu à Paris; dans une immense salle au 1er étage je m'en souviens encore, une autre fois je suis resté trois jours sans manger bien que je travaillais, quand on a accepté n'importe quel emploi à n'importe quel salaire pour tout juste survivre, notamment balayeur dans une entreprise du bas de Rueil, on ne peut éprouver que le plus profond rejet des institutions, de leur société, et je suis absolument certain que c'est la conviction qui habite des millions de travailleurs qui connaissent aujourd'hui la même situation ou pire encore.

Quand on a cet état d'esprit, je peux vous dire que tout ce qui pourrait améliorer notre vie quotidienne nous semble aléatoire, artificiel, illusoire, tellement insuffisant tant notre souffrance est grande et permanente. On a tellement l'impression d'être totalement impuissant face au sort qui nous est réservé, à cette terrible injustice, qu'on se sent étranger à toutes les couches d'exploités qui s'en tirent mieux que nous et que les syndicats et les partis ouvriers mettent tout le temps en avant ou dont ils se préoccupent, alors que notre propre sort ne les intéresse pas du tout. Rien que voir leurs dirigeants à la télé vous donne la nausée, les entendre parler de négociations, d'augmentations de salaire ou d'élections vous met littéralement en rage, vous ne pouvez pas vous empêcher de penser qu'ils se moquent de vous, qu'ils sont finalement tous complices, tous vendus, corrompus par le système qui vous pourrit la vie et les engraisse, à côté les représentants du parti de l'ordre semblent presque plus honnêtes, au moins ils affichent la couleur et on sait à quoi s'en tenir.

Les syndicats et les partis dits ouvriers, y compris le POI, le NPA et LO, ne représentent pas la classe ouvrière, ils ne représentent que l'aristocratie ouvrière, les couches privilégiées de la classe ouvrière, les couches moyennes, les fonctionnaires qui bénéficient de la garantie de l'emploi, les intellectuels à la bonne conscience, les petits bourgeois en général attachés à leurs avantages et qui se foutent bien du reste.

Je suis d'autant bien placé pour tenir ce discours, que lorsque j'ai cessé de militer en 1981, au cours des années suivantes avec mon ex-compagne nous disposions d'un tel niveau de vie, qu'à aucun moment nous avons éprouvé le besoin de participer à une action politique, pas une manifestation, pas une réunion, pas un meeting, pas même la lecture d'un journal traitant de politique, alors que nous étions auparavant des activistes forcenés qui militions 24h/24. Par contre nous étions tous les deux syndiqués et représentants du personnel.

Avant-hier je me suis fait cette réflexion : si nous ne nous étions pas séparés, aujourd'hui nous disposerions d'un revenu confortable d'environ 5 000 euros net par mois (13e et 14 mois inclus), pour des charges fixes d'environ 2 000 euros mensuelles, il nous resterait 3 000 euros pour vivre à l'aise, nous vivrions en HLM (3 pièces, 75m²), nous aurions chacun une mutuelle qui nous rembourserait à 100%, nous bénéficierions tous les deux de la garantie d'emploi, de la générosité de nos comités d'entreprise, location d'un studio à la montagne pour une bouchée de pain, un voyage au bout du monde à un prix imbattable une fois tous les trois ans et j'en passe, j'aurais une voiture de fonction (2 places) que je pourrais utiliser toute l'année y compris pendant les vacances, en cumulant nos mandats, on bosserait à trois quart ou quart temps en ce qui me concernerait, et la cerise sur le gâteau, avec l'ancienneté on aurait aujourd'hui une sixième semaine de congés payés, elle ne serait pas belle la vie ! C'est évidemment ce que se disent tous ceux qui sont aujourd'hui dans cette situation qui n'a rien d'extraordinaire. Ils seront tentés de se laisser vivre, si vous avez cru qu'ils descendraient dans la rue l'automne dernier pour défendre leurs retraites, vous vous êtes mis le doigt dans l'oeil. Mais dites-moi, à 1 000 ou 1 500 euros près en moins, c'est la situation dans laquelle se trouvent tous les couples ou ménages de notre âge qui cumulent deux salaires et qui ne vivent pas au-dessus de leurs moyens, non ?

Restos, bonne bouffe et bons vins, fringues de luxe, meubles de style, week-end à la campagne, sports d'hiver, vacances d'été exotiques au soleil, la routine quoi, et surtout pas un centime de dette et des dizaines de milliers d'euros d'économie placés et qui vous rapportent, on ne sait jamais... La retraite, on se la paie, et puis on va hériter de la maison des parents en Bretagne, de leur compte en banque qui doit dépasser les 100 000 euros, pourquoi se casser la tête, on la prendra le plus tôt possible, on revendique parce qu'on ne veut pas régresser socialement, et puis il faut bien justifier nos mandats, c'est plus un réflexe comparable à l'instinct de survie que le produit d'une prise de conscience, une fois pour toute on sait que le monde est pourri et qu'on ne pourra pas le changer, on s'est fait une raison, on a déjà donné...

C'est terrible d'avoir cet état d'esprit-là, n'est-ce pas ? Il n'a rien à envier à celui des bureaucrates ou des dirigeants qui n'auront finalement bossé que quelques années au cours de leur vie, les permanents planqués dans les organismes sociaux ou les comités d'entreprise. N'allez pas croire que j'aurais soudain l'impression d'être passé à côté de quelque chose, surtout que la vie que je mène en Inde depuis 1996 n'a rien du bagne, je ne me plains pas, je n'en ai pas le droit, disons que contrairement à beaucoup de gens qui ont fait une croix sur leur passé, je n'en ai pas perdu une miette, c'est même une source d'inspiration politique inépuisable. J'ai commis beaucoup d'erreurs dans ma vie et j'essaie d'en tirer des enseignements au lieu de les nier ou les minimiser.

Quand on a connu tout cela et qu'on sait à quoi on a échappé, la routine est mortelle, qu'on a bossé dans plus de 45 boîtes, qu'on a été viré à de multiples reprises pour ses idées, qu'on a fini par s'exiler pour ne pas finir dans la rue, on ne peut pas porter le même regard sur la société et le monde, sur la luttte des classes et le mouvement ouvrier, que quelqu'un installé à son bureau et qui a passé sa vie à attendre la retraite ou pour qui la misère du monde ou la précarité n'a finalement été qu'un concept, la lutte de classe un moyen accessoire de briser cette routine sans trop se soucier du résultat.

Pourquoi par millions les travailleurs ont désertés les syndicats et les partis pour se rabattre sur des associations ? Pourquoi ce sont ces associations qui sont chargées de prendre en charge les plus malheureux, les plus démunis parmi les nôtres ? Pourquoi portent-ils un regard si négatif sur les syndicats et les partis en général ? Pourquoi n'avons-nous pas été foutus de construire un parti révolutionnaire digne de ce nom en un demi-siècle ? Pourquoi l'avant-garde est-elle éparpillée ou atomisée dans une nuée de formations politiques ? Pourquoi aujourd'hui n'existe-t-il aucune issue politique au capitalisme ? Pourquoi aucun parti n'aborde-t-il pas ouvertement ces questions ? Parce que la responsabilité de leurs dirigeants pourraient se trouver mise en cause ?

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, entre la classe ouvrière et les appareils, la conception de la lutte de classe telle que l'ont défini et mis en oeuvre nos dirigeants ainsi que leur interprétation du monde, n'ont jamais été orientés de telle sorte qu'ils auraient pu permettre aux couches les plus déterminées du prolétariat de rompre avec le capital et les institutions, de s'organiser et contruire le parti. C'est ce constat d'échec qu'il faut analyser au plus vite pour corriger le tir, s'il n'est pas déjà trop tard.

Politique

1- France

1.1- Ah le bon vieux temps des dictateurs !

Gérard Longuet ne cèdera pas. Mis en cause pour un séjour en Tunisie tout frais payés par le régime de Ben Ali en 2006, le ministre de la Défense a exclu ce mardi toute démission, se disant toutefois prêt à rembourser. L'information a été révélée par le magazine Les Inrockuptibles et confirmée à l'AFP par un responsable de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT). (20minutes.fr 31.05)

1.2- Décomposition politique. Populisme et infantilisme.

Daniel Cohn-Bendit, dont la motion n'a recueilli que 27% des voix (contre 50% pour celle de Cécile Duflot), a décidé de ne pas participer au congrès d'Europe Ecologie-Les Verts à La Rochelle ce week-end. (Rue89 31.05)

Commentaire d'un internaute :

- "Cohn-Bendit, pense que de nombreux services publics comme celui de l'énergie doivent être privatisés. Il est très à l'aise avec les patrons de la finance et autres industriels qui le trouvent gentil garçon. Danny prône une «croissance verte», et une «écologie de marché», normal, dans ses déclarations on apprend qu'il est pour le capitalisme avec tout ce qui va avec, du travail le dimanche aux délocalisations."

2- Espagne

Interview de Daniel Innerarity, professeur de philosophie politique et sociale à l'Université de Saragosse, extraits :

Quel est l'avenir du mouvement?

Le mouvement aborde un virage décisif. Lorsqu'on discute autour d'idées générales et de lieux communs, il n'y a pas de compromis à trouver ni de négociations à mener. Tout le monde est d'accord. C'est ce que faisait jusqu'alors le mouvement des Indignés. Maintenant, ils doivent concrétiser leur opposition, et envisager des solutions concrètes. C'est à ce moment-là que des divisions peuvent apparaître. Le mouvement a besoin aujourd'hui d'une organisation, d'une structure semblable à celle d'un parti politique. Le mouvement est face à un dilemme. Soit il reste en dehors du système politique et il se conforte dans les belles paroles sans être efficace, ou alors il rentre dans le jeu politique. Si les Indignés choisissent cette solution, ils devront alors prendre des positions et avancer vers une certaine efficacité par la compromission.

Le mouvement a-t-il un avenir en dehors du système politique?

Malheureusement je ne crois pas. Il faut que le mouvement trouve un moyen d'entrer dans le système politique et de le renouveler.

En restant en marge de la politique, la critique est trop théorique, trop généralisée, et elle devient inefficace. Elle est alors instrumentalisée par les partis d'opposition et sert à stabiliser le fonctionnement du système. En cela, si l'Indignation reste en marge de la politique et de ses décisions, elle ne permet pas le changement auquel elle aspire et devient une posture conservatrice.

Cette situation est-elle différente en France?

Le mouvement des Indignés aurait plus de chance d'intégrer la sphère politique en France. Ainsi, son influence en serait plus grande.

Le système politique espagnol, composé de deux grands partis, est plus rigide qu'en France. Il est imperméable. Les deux partis nationaux espagnols (PSOE à gauche et PP à droite) représentent 80% des voix. Intégrer le système politique français, est plus facile car il est plus diversifié. Les Indignés pourraient trouver des alliés et faire entendre leur voix. D'ailleurs, l'une des propositions intéressantes du mouvement espagnol est d'améliorer la représentativité des petits partis. Mais les deux partis traditionnels n'ont pas intérêt à modifier ces règles électorales. (lexpress.fr 31.05)

3- Yémen

De violents combats ont repris, mardi 31 mai, dans le nord de Sanaa autour de la résidence du plus puissant chef tribal yéménite, le cheikh Sadek Al-Ahmar. Des tirs de mortier ont d'abord été entendus, suivis par des échanges de tirs. Les combats se sont concentrés autour du quartier général de la police militaire, dans l'avenue de la Ligue-Arabe, et autour de la résidence du cheikh Ahmar. Selon des sources médicales, sept personnes auraient été tuées.

D'autres heurts se sont déroulés près du siège de l'agence officielle d'information SABA. Les autorités ont accusé Sadek Al-Ahmar d'avoir rompu la trêve qu'il avait annoncée vendredi après trois jours d'affrontements, qui avaient fait soixante-huit morts. Le site Internet du ministère de la défense, 26sep.net, a affirmé que les hommes du chef de la tribu Hached ont pris le contrôle du siège du Congrès populaire général (CPG, parti du président Ali Abdallah Saleh) et de celui de la compagnie des eaux.

Des sources proches de Sadek Al-Ahmar ont accusé au contraire les autorités d'avoir repris les tirs sur sa résidence. Des témoins ont indiqué qu'une colonne de fumée noire s'élevait de la résidence du chef tribal. Aucune indication n'a pu être obtenue pour le moment sur d'éventuels morts ou blessés dans ces nouveaux combats.

De violents affrontements touchent également la ville de Taëz. Selon le Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, plus de cinquante personnes y sont mortes depuis dimanche, "*tuées par l'armée yéménite, la garde républicaine et d'autres éléments affiliés au gouvernement*". (lemonde.fr 31.05)

Social

France

Malgré un appel lancé par tous leurs syndicats, la moblisation des fonctionnaires contre le gel des salaires, mardi, n'aura été que symbolique. Le gouvernement a comptabilisé environ 5% de grévistes et les rassemblements et manifestations organisés un peu partout en France ont rassemblé peu de monde.

A Paris, plusieurs centaines de fonctionnaires (750 selon la police) se sont rassemblés à la mi-journée devant leur ministère de tutelle avant un défilé dans le calme jusqu'à la place de la Bastille. La mobilisation a été similaire un peu partout en France, selon des sources syndicales.

Certaines organisations (FSU, CGT et Solidaires) avaient déposé des préavis de grève chacune de leur côté, mais aucun appel national unitaire à cesser le travail n'avait été lancé. Le ministre du Budget et de la Fonction publique François Baroin a rejeté la demande de négociations sur le point d'indice -qui sert de base de calcul au salaire des fonctionnaires- formulée par les huit fédérations à l'origine de cette journée. Assurant vouloir maintenir le "*dialogue*" avec les syndicats, il a notamment promis la semaine dernière de poursuivre la discussion, "*mais pas sur le point d'indice*".

Avec cette mobilisation, les fédérations de fonctionnaires CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNSA entendaient condamner "*la politique d'austérité salariale menée par le gouvernement à l'égard des agents publics*", alors que les salaires dans la Fonction publique seront gelés en 2012 pour la deuxième année consécutive. (AP 31.05)

Economie

Grèce

La Grèce s'est entendue avec l'Union européenne, le FMI et la BCE sur une baisse de la TVA, a déclaré mardi une source de la coalition au pouvoir en Allemagne, décision visant à rallier l'opposition grecque et à éviter un défaut de paiement.

Le quotidien financier grec Imerissia écrit que la troïka autorise la Grèce à abaisser le taux plafond de TVA de 23% à 20% et le taux plancher de 13% à 10%.

L'opposition n'a pas tardé à réagir. L'un de ses responsables a dit mardi à Reuters que la baisse de la TVA serait bienvenue mais ne suffirait pas à relancer l'économie et à assurer au gouvernement la bienveillance de ses adversaires politiques.

"*La baisse de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés que nous proposons aurait davantage de répercussions, coûterait moins et n'aurait pas d'impact immédiat sur le cash flow*", a expliqué un responsable du parti Nouvelle Démocratie. (Reuters 31.05)

Haut de page

Le 2 juin

La vocation du parti et du militant, sa raison d'être, son devoir, sa mission, son objectif numéro 1 sans lequel les autres ne seraient que dilettantisme, aventurisme ou gauchisme, c'est d'aider par tous les moyens possibles à sa disposition la conscience de classe des travailleurs à progresser, pour finalement au cours de la révolution être capable de s'élever au niveau du programme du socialisme pour vaincre son ennemi et s'emparer du pouvoir.

Le principal obstacle à la mobilisation révolutionnaires des masses exploitées réside dans leur subordination au capitalisme et aux institutions. Donc notre objectif est de tout faire pour les aider à rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques, à se défaire de leurs illusions qui sont le produit de leur ignorance du fonctionnement de la société.

La question est ensuite de savoir si on doit se transformer en porte-parole de ces illusions en les reprenant à notre compte comme si elles traduisaient la réalité sous prétexte que c'est ainsi que les masses se la représente (à travers le prisme déformant de leurs illusions), ou se refuser à leur présenter la réalité sous cet angle et se situer exclusivement sur le terrain conscient de la lutte des classes.

Ces illusions traduisent la difficulté ou l'impossibilité de se situer sur un terrain politique correspondant effectivement à leurs intérêts de classe, ainsi elles traduisent la confusion entretenue notamment par la propagande gouvernementale et patronale, selon laquelle l'ensemble des classes sociales aurait finalement les mêmes intérêts ou des intérêts communs supérieurs aux intérêts spécifiques de chaque classe, de manière à ce que la classe exploitée reprenne à son compte les intérêts de la classe dominante ou s'incline devant. Ces illusions traduisent un état de soumission (éducation, habitude, inertie de l'histoire...) envers la classe des capitalistes et ses institutions politiques.

Dès lors, doit-on ou peut-on employer dans nos discours écrits ou oraux le même langage, la même terminologie, les mêmes formules utilisées par les représentants des capitalistes qui ne servent qu'à tromper les travailleurs et les tenir solidement enchaînés au capitalisme ? Ne serait-ce pas contradictoire et antinomique avec l'objectif que nous nous sommes fixés ?

S'agirait-il que d'un compromis linguistique, les mots et la syntaxe perdraient leur signification, ce qui est bien sûr un argument insoutenable. Prenons un exemple.

On nous dit que le pays n'est pas à vendre, que l'Etat brade le patrimoine ou encore que les patrons délocalisent à tour de bras, quelle horreur ! En réalité voilà un affreux constat, qui formulé de la sorte, partageront les nationalistes de tous poils, y compris les plus réactionnaires d'entre eux, les social-nationalistes du FN, les partisans du capitalisme d'Etat parmi lesquels les républicains bourgeois, y compris les monarchistes, enfin les champions en titre du produisons français, les staliniens.

Mais le pays il appartient à qui, le patrimoine il appartient à qui, les entreprises ils appartiennent à qui, pas aux travailleurs à ce qu'on sache, eux ils ne sont propriétaires que de leur force de travail, or on emploie un langage qui perpétue l'illusion que les travailleurs bénéficieraient d'un statut égal à celui des patrons, des riches actionnaires, des châtelains et autres collectionneurs d'art.

"*Le consensus est l'ennemi de la démocratie*" lit-on dans la lettre adoptée par le IIIe congrès du POI, très bien, mais dans ce cas-là toutes les formes de consensus avec l'ennemi sous quelque masque qu'il revêt sont les ennemis de la démocratie, y compris

dans le langage que l'on emploie pour traduire la place qu'occupe chaque classe dans la société, laissons de côté ici les consensus qui peuvent exister entre les appareils des partis ouvriers avec ceux des syndicats, laissons de côté la participation des partis ouvriers aux institutions et autres organismes qui en sont issus au côté du parti de l'ordre et qui consiste à légitimer en coeur ces institutions...

Le consensus entre les classes est avant tout l'ennemi de la révolution prolétarienne et socialiste. Il n'a pas seulement un contenu réactionnaire, il s'inscrit dans une perspective contre-révolutionnaire. Le consensus traduit l'illusion que l'ensemble des classes sociales en présence auraient les mêmes intérêts, c'est une supercherie. Le consensus entretient cette confusion, l'alimente.

On ne peut pas adhérer à cette formule "*Le consensus est l'ennemi de la démocratie*", car elle sous-entend que ce consensus n'a pas toujours existé et que par conséquent hier encore existait dans ce pays une démocratie avec laquelle on pouvait s'accommoder, or hier comme aujourd'hui cette démocratie n'a pas changé de nature sociale, ce qui a changé en revanche, c'est que sa véritable nature de classe apparaît plus clairement, s'exprime plus violemment, ce dont on devrait se féliciter car du coup il va devenir plus facile d'en prendre conscience et de l'opposer à la démocratie ouvrère, de la dénoncer pour ce qu'elle est vraiment et la combattre plus efficacement.

Pire encore, cette formule tend à masquer le fait ou à nier qu'il a toujours existé un consensus entre l'ensemble des partis institutionnels dits de droite ou de gauche, consensus sur le fond et c'est bien ce qui nous intéresse pour aider la conscience de classe du prolétariat à progresser, à rompre avec tous ces partis pour se tourner vers le ou les partis ouvriers combattant pour le socialisme, l'objectif prioritaire demeurant la construction du parti à ce stade.

Le défaut de cette formule, c'est qu'elle est trop approximative lorsqu'elle s'adresse à des travailleurs ou des militants qui n'ont pas un niveau politique suffisant pour l'interpréter correctement. Le capitalisme au stade suprême de l'impérialisme, dans sa phase descendante, en décomposition, n'est-il pas l'ennemi de la démocratie, ne l'a-t-il pas toujours été dès lors qu'il avait pris conscience de la puissance de la classe ouvrière, sa négation, encore faut-il se demander laquelle, pour qui, pour comprendre de quelle démocratie on parle, pour ne pas parler de la démocratie telle que la conçoit la bourgeoisie, Lénine fustigeait violemment ceux qui en appelaient à la démocratie en général.

A l'adresse des militants aguerris, on pourrait dire que la démocratie est incompatible avec le pouvoir absolue de l'aristocratie financière, pour laquelle la soif insatiable de profit nécessite la liquidation de tous nos droits ou acquis sociaux et politiques, dont les syndicats et les partis ouvriers, leur soumission totale à l'ordre établi, un consensus avec la Bourse, leur intégration au sein des institutions, processus largement entamé depuis 1945. Attention, soumission qui n'a jamais pu empêcher la lutte des classes de continuer d'exister, voir les Etats policiers qui existaient en Allemagne et en Russie à la fin du XIXe siècle par exemple.

L'ennemi de la démocratie n'est pas en soi le consensus des syndicats et du PS ainsi que ses satellites avec le parti de l'ordre, ce sont les lieutenants du capital qui dirigent les syndicats, les soi-disant partis ouvriers inféodés à l'ennemi de la classe ouvrière, le capital, qui en sont les mettre d'oeuvre, prétendre autre chose signifierait que ces dirigeants syndicaux pourris et ces partis pourraient un jour défendre les intérêts fondamentaux du prolétariat, qu'ils pourraient rompre avec le capitalisme, alors que cela ne se produira jamais (voir le Programme de transition), une illusion criminelle que nous refusons de colporter auprès des travailleurs et des militants.

Les dirigeants du POI ne peuvent pas partager cette analyse, parce qu'à travers le front unique ils s'emploient à entretenir cette illusion, le front unique qu'ils appellent de leur voeu ne fait que la traduire, la perpétuer depuis 70 ans avec le succès que l'on sait.

Jamais aucun gouvernement, aucune Assemblée constituante issue de la "*mobilisation de millions de travailleurs*" majoritairement composé de représentants de ces partis, dont l'existence repose uniquement sur le régime en place, ne rompra avec le capitalisme et les institutions, ne prendra "*les mesures d'urgence et de sauvegarde du peuple et de la démocratie*" contrairement à ce qu'affirme le POI. Comment un tel gouvernement, une telle Assemblée constituante pourrait-elle seulement voir le jour et incarner un autre pouvoir que celui de la classe dominante toujours au pouvoir à défaut de l'avoir préalablement mâtée, réprimée, écrasée militairement, vaincue définitivement ? Qu'on nous fournisse un seul exemple tiré du passé qui prouve le contraire de ce que nous avançons ici.

Nous ne sommes pas bornés et nous sommes prêts à étudier sérieusement et sans a priori les arguments sur lesquels reposent les perspectives politiques qu'on nous propose, encore faut-il que ces arguments existent et qu'ils ne sortent pas de l'imagination de leurs auteurs, qu'ils ne posent pas davantage de questions qu'ils n'en résolvent ou les laissent sans réponse.

Le POI pose correctement la question des déficits publics, mais son argumentaire est incomplet.

Jusqu'à présent les impôts directs et indirects que nous payions servaient à financer l'école publique, les hôpitaux, etc, disons les budgets sociaux de l'Etat, notamment mais pas seulement. En quelque sorte cet argent que nous versions à l'Etat provenait de

nos salaires, il correspondait à la part de la plus-value engendrée par notre travail que nous reversions à l'Etat en échange d'un service qui prenait la forme d'une classe, d'un lit d'hôpital, d'une route ou d'une ligne électrique par exemple, l'Etat en était le dépositaire mais il nous appartenait, il nous était rendu en partie sous forme de services qui pour cette raison nous n'avions pas à payer ou plus exactement, que nous n'avions pas à payer au prix fort, l'école était gratuite, le droit à la santé était garantie pour tous, de même que le prix de l'électricité, du gaz, de l'eau et du téléphone, etc. était le même pour tous...

Ces services étant le monopole de l'Etat, ils n'étaient pas assujetis aux lois de la concurrence et de la spéculation qui existaient dans le secteur privé, le marché n'ayant pas de prise sur ce secteur des services, c'était la notion de service qui l'emportait sur celle de la recherche du profit maximum, et de fait que l'on soit riche ou pauvre, qu'on ait contribué dans des proportions minimines ou importantes au budget de l'Etat, peu importait, nous avions tous droit à la même qualité de service, aux mêmes droits, pour ainsi dire l'inégalité des salaires était en partie compensée par cette redistribution des richesses sous forme de services ou droits sociaux.

Voilà ce à quoi l'aristocratie financière a décidé de mettre fin, estimant qu'il était anormal qu'un service ne soit pas réglée à sa valeur réelle par une partie de la population, la moins bien nantis et la plus nombreuse de la société, tandis que les privilégiés réglaient cette part à sa place, elle a estimé que cette injustice envers les plus riches devaient cesser et que le meilleur moyen pour y remédier serait de privatiser petit à petit tous ces services, et en attendant, à la fois d'en augmenter toujours le coût et de détourner l'argent que l'Etat y consacrait chaque année pour les mettre littéralement en faillite, d'où le recours au marché pour les financer, autrement dit créer un déficit en augmentation constant une fois les patrons ayant bénéficié de baisses d'impôts, et d'exonérations de cotisations sociales pour ce qui est des comptes des organismes sociaux conduit artificiellement cette fois à la banqueroute.

Ce que je voulais expliquer par là, c'est que la partie de notre salaire que nous versions jusqu'à présent à l'Etat et dont une partie nous revenait sous forme de services, ne devait plus servir qu'à financer les missions régaliennes de l'Etat, son appareil bureaucratique, judiciaire et policier, et que tout le reste devait être livré à la rapacité des marchés.

Hier encore, on percevait un salaire, puis on reversait une partie de notre salaire à l'Etat qui nous en rendait une partie sous forme de services, d'écoles, d'hôpitaux, etc, donc à ce qui nous restait une fois déduit les impôts directs et indirects (dont la TVA) que nous payions, l'ensemble constituait la part de la plus value total que nous avions perçue en échange de notre travail, je simplifie ici pour faire bref, aujourd'hui, de cet ensemble il faut déduire la part qui ne nous revient plus sous la forme de services puisque nos impôts ne couvrent plus ces services, pour se faire soigner il faut payer une franchise médicale, les frais d'hospitalisation sont de plus en plus à la charge du patient de même que ses médicament qui ne sont plus remboursés, les frais d'inscription à l'université ne cessent d'augmenter tout comme le prix de l'électricté ou du gaz, etc. bref, nos impôts qui couvraient en grande partie nos dépenses correspondant à des services ne les couvrent plus, non seulement cet argent est détourné de sa raison d'être par l'Etat, mais il faut débourser toujours plus pour satisfaire nos besoins élémentaires, la société est de plus en plus inégalitaire, pire, elle est ouvertement basée sur cette inégalité de traitement entre les riches et les plus pauvres. L'Etat perçoit toujours l'impôt qu'il redistribue généreusement aux banquiers et aux capitalistes ou qu'il gaspille pour assurer son train de vie de monarchie républicaine dégénérée.

En fait, l'évolution du capitalisme des dernières décennies n'a pas seulement mis en concurrence les travailleurs du monde entier dont les revenus s'étalaient sur une échelle allant de 1 à 100, tandis qu'un ouvrier chinois ou bangladeshi perçoit un salaire mensuel compris entre 50 et 100 euros pour 48 h de travail hebdomaire, son équivalent en France perçoit un salaire d'environ 1000 ou 1500 euros cotisations sociales (ouvrières) inclues pour 35h de travail hebdomadaire, je n'ai pas inclu ici les cotisations sociales dites patronales puisque les patrons en sont exonérés, il a mis en concurrence également tous les services auxquels ils pouvaient prétendre de la part de l'Etat et qui s'étalaient sur une échelle équivalente à celle des salaires, par exemple le coût de la prise en charge d'un collégien sera infime en Chine ou en Inde par rapport à ce qu'il est en France, cela vaut aussi pour le prix de l'eau, des transports en commun par exemple, il faut ajouter à cela les exonérations de cotisations sociales dont bénéficie le patronat et que prend en charge l'Etat français et qui n'existe pas en Chine.

En résumé, ce n'est pas seulement le prix de la force de travail qui a été mis en concurrence à l'échelle mondiale tel qu'on le perçoit à travers sa feuille de paie, mais le taux d'exploitation net tel qu'il ressort une fois pris en compte l'ensemble des facteurs qui le constituent une fois qu'on y a intégré la part que l'Etat redistribue à chaque travailleur sous forme de services. Il manque à cette analyse brouillon que je viens d'improviser, la différence au niveau des impôts payés en Chine et en France par la population que je ne connais pas. En Inde par exemple, je paie mensuellement 1,5 euro l'eau à volonté, et seulement 1,5 euro de taxe d'habitation par an, quant à la TVA je n'en sais rien, autour de moi personne n'en sait rien, je crois qu'elle est prélevée à la source et tourne autour de 20%, les transports en commun sont bon marché, une centaine de roupies pour aller de Pondichéry à Chennai, 2 000 en taxi.

Ce ne sont donc pas seulement les salaires qui sont écrasés en France ou en Europe, mais aussi l'ensemble des services qui correspondent à des besoins élémentaires, que demain les plus pauvres ne pourront même plus satisfaire.

Les déficits publics sont le produit de la mise en concurrence de la force de travail à l'échelle mondiale ainsi que la marchandisation de tous les besoins humains accentuant les inégalités entre les riches et les pauvres, conduisant à la paupérisation une masse toujours plus importante de la population qui ne peut être atténuée ou en partie masquée que par l'accentuation

de l'exploitation à laquelle vont être livrés tous les travailleurs. Affirmer que le capital nous a déclaré la guerre est un euphémisme.

Politique

1- Syrie

Les forces syriennes ont tué mardi 41 civils à Rastan, dans le centre du pays, au cours d'une opération de répression des manifestations en faveur de la démocratie, a déclaré mercredi à Reuters Razan Zaitouna, une avocate de la cause des droits de l'homme. (Reuters 01.06)

2- Yémen

Des explosions ont été entendues mercredi dans le nord de Sanaa, la capitale du Yémen où s'affrontent les groupes tribaux opposés au président Ali Abdallah Saleh et les troupes fidèles au pouvoir.

Des fusillades ont également eu lieu pendant la nuit près de l'aéroport de Sanaa, qui a brièvement été fermé la semaine dernière.

Quatorze soldats ont été tués, dit le ministère de la Défense sur son site internet. Au moins cinq autres personnes sont mortes dans les derniers combats, a-t-on appris de source médicale.

De même source, on ajoute que l'opposition dispose désormais de blindés, laissant à penser que l'armée a subi de nouvelles défections. (Reuters 01.06)

3- Libye

Le ministre libyen du Pétrole Choukri Ghanem a indiqué mercredi à Rome avoir "*quitté son pays*" pour rejoindre la rébellion et "*combattre pour un Etat démocratique*", selon l'agence italienne Ansa.

"*Dans la situation actuelle, on ne peut plus travailler, j'ai donc quitté mon pays et mon travail pour rejoindre le choix des jeunes Libyens de combattre pour un Etat démocratique*", a déclaré M. Ghanem. (libération.fr 01.06)

Social

La méthode Coué au secours de la collaboration de classes.

La 100ème Assemblée de l'organisation créée en 1919 (qui s'est réunie parfois plus qu'une fois par an depuis) doit être selon l'OIT "*historique*".

"*Plus de 90 ans après la naissance de l'organisation (...), nos valeurs et nos politiques sont toujours indispensables pour mettre en place un monde meilleur et plus juste*", explique M. Somavia dans un rapport réclamant "*une nouvelle ère de justice sociale*".

Pour cela, "*le moteur doit changer*", a-t-il martelé, estimant que le tripartisme de l'OIT, composé de représentants des gouvernements, employeurs et travailleurs, "*est à même de faire intervenir le changement*".

Elle marque de fait une nouvelle légitimité de l'organisation qui a retrouvé, avec la crise, une place au premier rang des institutions internationales, à commencer par le G20.

Cette nouvelle autorité est illustrée par le panel important d'invités de marque, parmi lesquels la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre russe Vladimir Poutine attendus les 14 et 15 juin. (AFP 01.06)

Où a-t-il vu un "*un monde meilleur et plus juste*" ? Sous l'égide de l'ONU dont l'OIT est issue ? De Merkel et Poutine, de l'heure de travail rémunérée 1 euro et du chef d'un Etat mafieux ? L'OIT intégrée au G20 et il faudrait en attendre quelque chose ? C'est une blague ou une provocation ?

Le tripartisme, c'est la collaboration de classes à laquelle s'adonnent quotidiennement les dirigeants syndicaux depuis plus d'un demi-siècle et que nous combattons. Que penser de ceux qui mettent en avant la rupture avec le capitalisme et ses institutions et qui soutiennent l'OIT, l'ONU ? Qu'ils ne sont plus à une contradiction près.

Economie

Grèce

Moody's a abaissé mercredi la note de la dette souveraine grecque de trois crans pour la ramener à un niveau extrêmement spéculatif (Caa1), jugeant qu'une restructuration était probable et prévenu que d'autres dégradations n'étaient pas à exclure. (Reuters 01.06)

Haut de page

Le 3 juin

La crise, quelle crise, pour qui ?

(en France)

1- Près de 300 kilomètres de bouchons ce jeudi midi - 20minutes.fr

(au Portugal)

2- À 41 ans, mère d'un garçon de 7 ans, Veronica est sans emploi, comme son mari qui a dû fermer sa microentreprise. Criblé de dettes, le couple dispose pour tout revenu de 400 euros d'allocation chômage, pour 2500 euros de charges de remboursement ! Ils n'ont pas moins d'une dizaine de crédits sur les bras : immobilier, auto, personnel, cartes d'achat… sans compter le passif de l'entreprise, arriérés de sécurité sociale et d'impôt. Aujourd'hui, Veronica ne voit plus d'autre issue que de déclencher une procédure d'insolvabilité. «*Pour repartir à zéro, espère-t-elle. Tous nos biens seront confisqués, on sera sous tutelle d'un administrateur pendant cinq ans, mais ensuite finies les dettes, elles seront effacées.*»

Si Pedro recourt à Deco, c'est pour tenter de renégocier deux crédits : un prêt à la consommation de 8500 euros contracté auprès de Cofidis et une hypothèque de 15.000 euros à la Caisse centrale des dépôts qu'il n'a pu rembourser malgré la vente de sa maison en août 2010. «*J'espère obtenir un rééchelonnement, voire payer uniquement les intérêts, le temps de remonter la pente.*»

Les difficultés pour ce jeune professeur ont commencé après le licenciement de sa femme en 2009, puis en janvier il a perdu 200 euros sur son salaire, résultat des premières mesures d'austérité du gouvernement, si bien qu'aujourd'hui ses revenus n'excèdent pas 1500 euros, pour payer un loyer de 650 euros, les charges courantes et les études universitaires de ses deux enfants. «*On n'y arrive plus. On a bien demandé l'aide de la famille, mais c'est dur pour tout le monde* », confesse le quadra. *Pour la première fois de ma vie, je suis allé à la banque alimentaire*.»

Des exemples comme ceux de Pedro ou de Veronica, l'association en reçoit plus de vingt par jour, sans compter les nombreux courriers. Ils ont entre 30 et 45 ans, ils sont ingénieurs, professeurs, avocats, simples employés… un niveau d'études secondaires ou supérieures, un revenu moyen de 1500 euros, en moyenne cinq crédits à leur passif mais souvent bien plus. En 2010, Deco a reçu 17.372 demandes, soit deux fois plus qu'en 2008, dues pour beaucoup à une perte d'emploi.

En 2009, selon la Banque du Portugal, le taux d'endettement des ménages s'élevait à plus de 130 % de leur revenu disponible. Et, pour Natalia, c'est sûr, le problème va s'amplifier dans les prochains mois avec la récession et les mesures de restriction imposées par l'accord FMI-UE. «*Il y aura un effet cumulatif entre la suppression des abattements fiscaux, les coupes des aides sociales, les gels de salaires et pensions, la hausse des prix et des taux d'intérêt* », détaille la responsable de la division du surendettement chez Deco. (lefigaro.fr 02.06)

Les ouvriéristes de service vont les plaindre, c'est dégueulasse ce qui leur arrive... C'est surtout très con quand on est professeur ! Moi je suis un ouvrier, mais je ne me suis jamais foutu dans une telle merde, franchement à ce niveau-là, il faut le chercher. Je n'ai jamais vécu au-dessus de mes moyens, je n'ai jamais voulu péter plus haut que mon cul bien que je ne sois pas très grand !

Je me souviens encore lorsque je vivais avec mon ex-épouse, nous avions deux salaires supérieurs au smic par 14 mois (elle était sténodactylo dans une caisse de retraite et j'étais technicien SAV en bureautique), tous les mois on était sollicité par la BNP pour nous endetter. On vivait très simplement et on évitait de gaspiller, on vivait confortablement mais sans superflu, plus fort encore, plus on dépensait et plus on économisait. Explication : pendant que mes collègues achetaient chaque années quatre à cinq paires de chaussures à 200 ou 300 francs la paire, donc dépensaient au bas mot 1000 francs par an, j'en achetais une seule en solde à 1500 francs (Bailly made in Suisse, genre Church, rue du Louvre à Paris) qui me ferait au minimum 10 ans, je les ai encore et elles sont impeccables, eux en 10 ans ils auront dépensé 10 000 balles en chaussures. Comme je n'avais qu'une seule

paire de chaussures pour aller travailler, je la faisais ressemeler le samedi matin et je la récupérais en fin de journée. Je n'en avais rien à foutre de porter toujours la même paire de chaussures, puisque j'étais bien dedans et qu'elles me plaisaient, après tout les chaussures c'est fait uniquement pour marcher, pas pour se mirer dedans ! Mes principes : confort et esthétique, ceux de mes collègues, quantité et esbroufe. Je suis un conservateur et je préfère la qualité à la quantité. Et puis je sais compter !

Idem pour les fringues, ils achetaient tous les mois des vestes et des pantalons histoire de frimer ou d'avoir l'air riche, moi j'avais acheté deux vestes et pas une de plus, Yves Saint-Laurent, j'ai oublié le prix, 2500 balles environ la veste. 5000 balles pour deux vestes, payées cash évidemment, toujours cash, cela peut paraître cher, mais sur 10 ans, cet investissement m'a coûté 41 francs par mois là où mes potes dépensaient 4 ou 5 fois plus avec des dettes sur le dos par dessus le marché et pas un rond en poche à la fin du mois. Ce n'est pas une question de savoir gérer son budget, c'est une question de mentalité, d'art de vivre et un peu d'intelligence.

J'avais le même salaire que mes collègues, leurs compagnes travaillaient également, tandis qu'ils étaient toujours dans la merde et couverts de dettes, avec ma compagne non seulement nous n'avions pas de dettes mais nous avions des dizaines de milliers de francs à la banque, et on ne se privait pas, resto deux fois par semaine, mais à 40 balles le menu dans une pizzeria de quartier, apéritif et vin compris, souvent le pousse café gratuit en supplément, pas la brasserie ou le resto gastronomique 3 ou 4 fois plus cher, les vacances en camping deux étoiles seulement ou dans des campings municipaux, etc.

Dans les années 70 jusqu'au début des années 80, nos salaires augmentaient tous les ans de 10 à 30% par le biais des augmentations générales ou de promotions, chaque fois que je changeais de boîte je m'arrangeais pour que mon salaire augmente, il n'y avait pas de chômage à l'époque. Notre secret, c'est que nous n'avons jamais changé nos habitudes parce que nous avions plus de fric pour vivre, nous avons continué de vivre modestement. Nous n'avons jamais acheté de camescope ou de magnétoscope par exemple, nous n'avons jamais loué une cassette vidéo, et pour changer de téléviseur ou de réfrigérateur nous attendions qu'ils soient foutus, on recousait nos chaussettes au lieu de les jeter, mais quand notre fille s'est mise sérieusement au piano, on n'a pas hésité à acheter cash un piano Yamaha à 40 000 balles. Elle n'est pas belle la vie des couches moyennes, des petits bourgeois, franchement ?

En Inde je vis exactement de la même manière. J'économise tous les mois, et par exemple je ne mange plus de mouton parce que le prix est prohibitif, imaginez, 6 euros le kilo pour se voir servir 500 grammes d'os et de gras, je préfère manger du poulet trois fois moins cher que je cuisine moi-même et dont je me régale.

Le capitalisme c'est le miroir aux alouettes, un mirage qui nourrit la cupidité.

Pour revenir à l'extrait de l'article du figaro.fr, ces travailleurs sont enchaînés plus que jamais au capitalisme, au-delà même de ce que les capitalistes avaient rêvés eux-mêmes. Par des moyens sournois et intéressés on les a poussés à s'endetter, entre nous, il n'a pas été nécessaire de beaucoup les y pousser. Un ignorant aura l'esprit médiocre d'un comptable sans idéal, qui parce qu'il passe son temps à additionner des pertes ou des profits croit sans cesse s'enrichir. Acquérir sans cesse des biens matériels nouveaux, les renouveller pour les modèles dernier cri, les accumuler sans forcément les utiliser, les stocker dans un coin puis les jeter encore en bon état serait une source de plaisir supérieure à tout autre, de pouvoir, une liberté qui donnerait un sens à notre vie. Cela fait surtout marcher la machine capitaliste et entretient l'esclavage salarié !

En fait une faiblesse récurrente, le témoignage d'un malaise, d'un complexe d'infériorité dans une société basée sur le superficiel, le clinquant, et qui flatte l'inconscience, toutes les tares de l'être humain tel que la société l'a façonné, ne sachant pas par quel bout exister, le pauvre bougre qui n'est pas forcément un crétin - ingénieurs, professeurs, avocats, il est écrit plus haut, va s'employer à serrer la corde qu'on lui a passé autour du cou jusqu'à s'étouffer lui-même, au lieu de la laisser suffisamment lâche pour se donner un peu d'air et rechercher son salut ailleurs, se donner un idéal plus élevé et trouver la force nécessaire pour se donner les moyens de l'atteindre, ce qui est impossible quand on est à l'agonie.

Le travailleur ignorant creuse ainsi sa propre tombe, n'ayant pas suffisamment souffert dans le passé apparemment, il en redemande et il va être servi au-delà de toute espérance, il s'emploie méthodiquement à se pourrir davantage l'existence tout en croyant bien faire, et si vous lui demandiez à quoi cela rime au bout du compte, il serait bien en peine de vous répondre, il n'est plus en l'état pour y réfléchir, il ne l'a jamais été et c'est bien son drame, le fin mot de cette tragédie.

A défaut de conscience pour nous guider dans l'existence, on singe les autres sans imaginer un instant qu'on n'est pas forcément exactement dans la même situation. Le prolétaire qui a cru accéder au même statut que le bourgeois a oublié qu'en dernière instance on ne prête qu'aux riches dans cette société, même aux riches endettés, mais pas au pauvre définitivement insolvable.

Je ne crois pas être parano ni différent de mes frères de classe, je me dis que lorsque l'on observe dans quel état sont la société et le monde, de quelle manières ils évoluent dangereusement, on se doit d'envisager l'avenir avec la plus extrême prudence, sans cesser de vivre pour autant entendons-nous bien, je ne prône pas l'ascétisme, on se doit de ne pas s'engager à l'aveuglette pour des années au point de risquer de mettre un jour en péril son existence et celle de sa famille, on doit savoir raison garder en toutes circonstances ce que le commun des travailleurs est malheureusement souvent incapables de penser ou de faire.

La vie nous prend souvent en traître ou plutôt leur société pourrie, alors que c'est quand on est encore jeune qu'il faut se donner un idéal, qu'il faut établir la liste des critères, des qualités, des principes qui nous semblent les plus importants dans la vie, la fougue de la jeunesse nous pousse à croire que tout est possible, alors que ce n'est pas le cas et on déchantera plus tard, bien plus tard sans comprendre comment on a pu se mettre dans une merde pareille, parce que depuis on a oublié le jour où on a mis le doigt dans cet engrenage infernal qui a fini par nous broyer littéralement.

Nos semblables sont suffisamment à plaindre pour ne pas avoir besoin de juger leur comportement, cela n'a jamais été notre propos d'ailleurs. On voudrait juste les aider à remettre les pendules à l'heure en leur signalant que l'heure du crépuscule du capitalisme responsable de tous leurs malheurs a sonné, et qu'il n'est pas encore trop tard pour rejoindre les rangs de ceux qui le combattent afin de précipiter sa chute finale et le plus tôt sera le mieux.

Inutile de se morfondre dans son coin, de chercher des coupables ici ou là, de s'accuser mutuellement, le seul responsable et coupable est le capitalisme, il faut trancher et extraire le mal à la racine qui gangrène toute la société, c'est une question salutaire pour tous les exploités, une question de salut public pour la civilisation humaine et l'humanité entière.

Ce genre de discours tranche avec celui qu'on a l'habitude d'entendre. Il s'adresse aux travailleurs sous un angle très personnel, mais il n'en demeure pas moins politique, bien plus politique en réalité que bien des discours politiques que les militants reprennent en boucle à l'adresse des travailleurs. Si j'employais le même discours que celui que vous trouverez dans la Tribune libre du site, j'aurais l'impression de répéter ce que d'autres ont fort bien dit, cela ne présenterait aucun intérêt. Non, volontairement j'emploie le discours de l'ouvrier qui pense tout haut tel qu'il perçoit la société.

Il y a d'autres sujets que j'aurais bien voulu aborder dans le site, mais je n'ose pas par crainte d'être incompris. Ce sont des sujets d'actualité dont les travailleurs parlent forcément, mais curieusement pas les militants qui ne savent pas par quel bout les aborder, du coup comme des crécelles ils entonnent leur refrain habituel qui fait un flop. Du coup la réaction a le champ libre pour propager tranquillement dans les masses ses saloperies. Je pense notamment aux déclarations du ministre de l'Intérieur qui emploie la même méthode que les dirigeants du FN pour monter les différentes couches d'exploités les unes contre les autres.

Les constats qu'ils dressent sont souvent justes, en revanche leurs conclusions sont insupportables, et comme on ne sait pas comment faire pour aborder ces questions sans prendre le risque d'être accusés d'aller sur leur terrain, on préfère nier leurs constats, on se retranche derrière un principe en guise d'analyse, mais le travailleur qui est au prise avec un problème soulevé par Guéant, lui il ne peut pas nier son existence, il ne peut pas se satisfaire de l'énoncé d'un principe, il veut qu'on lui propose une solution pour le résoudre, il va écouter de préférence ceux qui osent aborder de front ses problèmes et se détournera de ceux qui les fuient ou leur parlent d'autres choses.

Ainsi Guéant ou Le Pen apparaissent aux yeux des travaileurs comme des gens qui détiennent un certain pouvoir et qui peuvent régler leurs problèmes, alors que le militant leur apparaîtra comme quelqu'un d'impuissant qui pour cette raison leur parle de tout sauf des questions qui les intéressent, sous l'angle qu'ils ont choisi de les aborder, maladroitement certes, du coup votre argumentation aussi valable soit-elle tombera à côté de la plaque ou sonnera creux.

Quand Guéant dit par exemple "*on n'a pas besoin de maçons en France*", il a parfaitement raison, et nous ici en Inde on n'a pas besoin de "*spécialistes français*" pour nous montrer comment faire un trou dans le sol pour trouver de l'eau ! Il y a 5, 6 ou 7 millions de chômeurs en France, alors pourquoi des centaines de milliers d'offres d'emploi ne sont pas pourvus ? Si une entreprise cherche un maçon et n'en trouve pas, c'est normal qu'elle en fasse venir un de Tunisie, et si une entreprise tunisienne ne trouve pas un technicien en informatique, c'est normal qu'elle en fasse venir un de France, où est le problème ? La France manquerait de main d'oeuvre mais pas de chômeurs. Le problème ne serait-il pas là ?

Pourquoi tandis qu'il manque de médecins en France, ils en recrutent à l'étranger ? Parce que depuis des décennies par l'intermédiaire du numerus clausus ils ont limité le nombre de places au concours de recrutement des étudiants en médecine, pendant que la population augmentait, il manque maintenant de médecins en France. Vaut mieux qu'un médecin soit formé à l'étranger, sa formation n'aura rien coûté à l'Etat français, un autre aura payé à sa place ou l'étudiant lui-même selon le pays d'où il vient. Ce serait donc simplement un problème purement comptable, mesquin ? Exactement.

A quoi bon faire venir des étrangers qui se retrouveront au chômage et que l'Etat devra prendre en charge ensuite, donc la collectivité comme ils disent. Mais pourquoi viennent-ils, pourquoi quittent-ils leur pays, pourquoi étaient-ils déjà au chômage dans leur pays, dans leur pays n'y aurait-il pas par hasard des multinationales étrangères qui exploiteraient ses richesses, ceux qui sont à la tête du pays ne seraient-ils pas complices du régime corrompu qui sévit dans leur pays ? Chacun tente sa chance, essaie de s'en sortir comme il peut, c'est humain, naturel, ne sommes-nous pas tous dans la même situation à défaut de détenir le pouvoir de changer cette situation ? La vrai question ne serait-elle pas celle-ci : comment faire pour changer la société et le monde ?

La violence dans les banlieues ouvrières, la décomposition de pans entiers de la jeunesse voués à la misère, à la drogue ou à l'obscurantisme, sans autre avenir, ce n'est pas une fatalité, elle est à l'image de la violence de l'Etat et du régime capitaliste qui interdisent à l'ensemble des travailleurs de travailler et de pouvoir vivre décemment de leur travail, aux jeunes de pouvoir suivre les études de leur choix, d'apprendre un métier et de préparer un diplôme tout en recevant un vrai salaire et non une aumône.

Ils ont fabriqué des monstres pour mieux les jeter ensuite en pâture à la vindicte publique, pour après dénoncer leur refus ou leur incapacité à rentrer dans le rang. A qui la faute, à ces jeunes désoeuvrés qu'ils ont pourris ou à l'Etat qui était responsable de leur avenir ? L'Etat a manqué à tous ses engagements envers ces jeunes, il a failli à ses responsabilités, c'est lui le véritable responsable et coupable de la situation actuelle, ce n'est pas à ces jeunes ou leurs parents qui ne disposent d'aucun pouvoir pour inverser la situation qu'il faut s'en prendre, mais à cette racaille cynique et infâme qui dirige le pays, qui possède les richesses.

On nous dit que chacun serait maître de son destin. Or c'est totalement faux dans une société qui n'a jamais connu un tel niveau d'inégalités et d'injustices. Et encore, pour s'en sortir il faut accepter de consentir d'énormes sacrifices, il faut adopter une mentalité individualiste et marcher sur la tête de son voisin qui est en concurrence avec nous. (A suivre)

Ceux qui se prénomment les indignés de Madrid à Athènes en passant par Paris, accusent les partis institutionnels, les partis de la IIe Internationale et leurs satellites qui en sont issus ainsi que les débris du stalinisme et les dirigeants syndicaux d'être corrompus par le capitalisme, et au même moment on nous demande de combattre pour réaliser l'unité avec eux, mais c'est vouloir sciemment tirer la conscience des masses en arrière.

Il faut leur répondre qu'ils ont parfaitement raison, qu'ils n'ont définitivement rien à attendre de ces partis qui défendent les intérêts des capitalistes contre ceux du prolétariat et sa jeunesse, pas davantage des institutions politiques du capital, des dirigeants syndicaux tout aussi corrompus qu'il faut chasser des syndicats, que leur avenir repose uniquement sur leur propre mobilisation révolutionnaire et leur capacité à se tourner vers les partis ouvriers qui ont inscrit dans leur programme et qui luttent quotidiennement pour la rupture avec le capitalisme et la liquidation de ses institutions politiques, pour la rupture avec le FMI, la BCE, l'UE.

A eux de voir quel parti incarne le mieux leurs intérêts fondamentaux, combattre à ses côtés ou le rejoindre, car seul un gouvernement dirigé par ce parti et issu de leur mobilisation sera à même de les guider pour vaincre le capitalisme, prendre le pouvoir et ensuite décider des mesures à mettre en oeuvre pour enfin pouvoir satisfaire leurs revendications sociales et leurs aspirations.

En France, seul le POI est engagé dans une voie proche de celle que nous préconisons (depuis des années) et que par conséquent nous soutenons, avec toutefois la réserve suivante : nous rejetons son appel à l'unité en direction des dirigeants des partis qui combattent la classe ouvrière au côté du parti de l'ordre, par contre nous soutenons son appel à constituer des comités d'action politique et nous appelons tous les militants à y participer.

La lutte engagée contre le gouvernement, les institutions, le FMI, la BCE et l'UE prendra à la prochaine étape la forme et le contenu de la lutte pour le pouvoir, voilà à quoi nous devons nous préparer et préparer les travailleurs.

Politique

1- Yémen

Les combats entre les forces fidèles au président Ali Abdallah Saleh et les groupes tribaux ralliés à l'opposition se sont poursuivis dans la nuit de mercredi à jeudi à Sanaa, portant le bilan des affrontements à 135 morts au moins en dix jours.

Le trafic à l'aéroport de Sanaa a été suspendu pendant plusieurs heures, avant de reprendre dans l'après-midi.

Les forces présidentielles et les combattants de la puissante fédération tribale Hached s'affrontent dans les rues à coups de mitrailleuses, de mortiers et de lance-grenades.

La capitale est divisée entre le nord contrôlé par les groupes tribaux ralliés à l'opposition et le sud tenu par les forces loyalistes.

Les habitants estiment que des dizaines de combattants ont probablement été tués dans les dernières batailles de rue pour le contrôle des bâtiments gouvernementaux et des bases utilisées par les ennemis de Saleh.

A Taëz, foyer de la contestation à 200 km au sud de Sanaa, les soldats yéménites ont effectué des tirs de sommation jeudi face à une foule de manifestants. (Reuters 02.06)

Syrie

La répression se poursuit en Syrie: les forces syriennes ont tué au moins 15 personnes jeudi dans la ville de Rastan (centre), selon les Comités de coordination locaux en Syrie, qui participent à l'organisation des manifestations.

On ne faisait pas état de nouvelles protestations jeudi à Rastan. Mais l'opposition syrienne a appelé à la tenue de nouvelles manifestations vendredi, jour de prière pour les musulmans, pour rendre hommage à la trentaine d'enfants tués dans les violences.

Les autorités syriennes ont libéré mercredi plusieurs centaines de prisonniers politiques et mis en place une commission en faveur d'un dialogue national, afin de tenter de mettre fin au mouvement de révolte en cours depuis dix semaines. Mais les concessions ont coïncidé avec des attaques meurtrières dans des localités considérées par Damas comme les foyers les plus menaçants de l'insurrection. (AP 02.06)

3- Burkina Faso

Des soldats se sont livrés à des pillages jeudi à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du Burkina-Faso, ont affirmé des témoins.

Des habitants de la ville ont brûlé des voitures et se sont également livrés à des pillages pour protester contre le comportement des militaires. Le gouverneur a décrété un couvre-feu de l'aube au coucher du soleil. (AP 02.06)

Economie

1- Grèce

La Grèce a accepté de prendre de nouvelles mesures d'austérité budgétaire pour 2011, représentant 6,4 milliards d'euros.

"*Les mesures comprennent une baisse des exonérations d'impôts sur le revenu, la suppression d'autres exonérations et éventuellement une taxe sur les boissons et le gaz naturel*", a déclaré jeudi à Reuters un haut fonctionnaire du gouvernement. (Reuters 02.06)

2- UE. Le Talon de fer.

L'Union européenne doit envisager de développer la centralisation de ses politiques économiques si elle ne parvient pas à juguler la crise de la dette dans la zone euro, a déclaré jeudi le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet.

A l'occasion de la remise d'un prix pour sa contribution à l'unification européenne, Jean-Claude Trichet a avancé plusieurs idées comme la formation d'un ministère des Finances européen ou un droit de veto européen sur certaines décisions économiques nationales.

"*Dans un premier temps, il est justifié de fournir une assistance financière dans le cadre d'un programme d'ajustement fort*", a déclaré Jean-Claude Trichet. "*Mais si un pays n'y arrive toujours pas, je pense que tout le monde est d'accord pour dire que le deuxième stade doit être différent*", a-t-il poursuivi.

"*Irait-on trop loin si on envisageait, à ce deuxième stade, de confier aux autorités de la zone euro un droit de regard plus marqué et qui fasse autorité dans la définition des politiques économiques d'un pays, si celles-ci dévient dangereusement?*"

Poursuivant son raisonnement, Trichet a dit: "*On pourrait imaginer que les autorités européennes aient un droit de veto sur certaines décisions de politique économique nationale. Cette attribution pourrait concerner en particulier certaines dépenses budgétaires majeures et des choix essentiels à la compétitivité du pays*".

A plus long terme, Jean-Claude Trichet a suggéré la création d'un ministère central des Finances pour l'UE, dans la lignée du marché unique, de la monnaie unique et de la banque centrale européenne.

"*Pas nécessairement un ministère des Finances chargé d'un important budget fédéral. Mais un ministère des Finances qui aurait des responsabilités directes dans au moins trois domaines*".

"*Premièrement, la surveillance des politiques budgétaires et de compétitivité. Deuxièmement, toutes les responsabilités typiques du pouvoir exécutif en ce qui concerne le secteur financier intégré de l'UE. Troisièmement, la représentation de la confédération européenne auprès des institutions financières internationales*", a-t-il détaillé. (Reuters 02.06)

Haut de page

Le 4 juin

A bien des égards Sarkozy et l'UMP font penser à Louis Bonaparte et la société du Dix décembre au gang du Fouquet's, le parti de la finance et de la Bourse, et l'élection de La Talonnette en 2007 a constitué une sorte de coup d'Etat à froid comparable à celui du 2 décembre 1851.

Lisez et relisez attentivement le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx, vous constaterez peut-être comme moi que ces parallèles parmi bien d'autres sont en grande partie justifiés et riches en enseignements pour mieux comprendre la situation politique actuelle.

Dans un autre registre, personne n'est obligé de lire les articles du Réseau Voltaire, mais à la lecture par exemple des derniers articles mis en ligne sur les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis ou encore avec la Chine, on est bien obligé d'admettre qu'une grande partie des analyses qui nous ont été proposées ont été confirmées par les faits et permettent de mieux comprendre comment se disposent les différents impérialistes et dans quelle perspective à l'échelle mondiale. Vous pouvez le vérifier sur le champ en lisant dans cette page les deux articles parus à quelques jours d'intervalle sur les dernières tensions entre la Chine et les Etats-Unis.

Il n'y aura que les indécrotables dogmatiques ou des intellectuels bornés et sclérosés pour n'y voir que la théorie du complot et les rejeter en bloc, alors qu'on peut facilement identifier pas à pas en toile de fond la lutte des classes et la lutte que mènent les différents Etats pour le pouvoir à l'échelle mondiale. (spécialement à l'adresse du crétin qui continue de me harceler avec ces courriels débiles.)

On peut évidemment faire l'économie de la lecture de ces articles comme on peut se passer des enseignements du marxisme, mais dans ce cas-là on se demandera qu'est-ce qui nous resterait pour interpréter correctement le monde, sur quoi reposerait l'interprétation qu'on en fait, au-delà, pourquoi notre propre interprétation serait plus crédible que d'autres ou digne de confiance. Nous mettons en ligne ces articles qui regorgent d'informations, afin que chaque militant puisse s'en servir pour se forger sa propre opinion, c'est cela la démocratie.

Notez bien que certains dirigeants s'en servent allègrement sans toutefois les nommer, imaginez un instant que cela se sache... Du coup les militants un peu naïfs se disent : que nos dirigeants ont de grands yeux, que nos dirigeants ont de grandes oreilles, que nos dirigeants ont de gros cerveaux, comme ils en savent des choses, ben oui gros balot, les informations dont ils disposent ne sont pas tombées du ciel, et avant eux d'autres ont souvent déjà produit les mêmes analyses ou des analyses similaires, ils n'ont plus qu'à les reprendre à leur compte ou à en modifier la perspective pour qu'elles soient compatibles avec ce qu'on est en droit d'attendre d'un parti ouvrier et le tour est joué.

Souvenez-vous, Marx n'avait fait que mettre en lumière des facteurs et leurs rapports décrits auparavant par des économistes bourgeois en les situant dans une autre perspective, tandis que ces partisans du capital les avaient naturellement (aveuglément) interprétés en faveur de la classe à laquelle ils devaient leur statut dans la société... Marx a corrigé leurs erreurs parce qu'il était dépourvu d'a priori, mais il leur doit toutes les données sans lesquelles il n'aurait pu mener à terme son oeuvre génial, ce qu'il n'avait pas manqué de signaler lui-même. Ce rappel figure dans une des notes de la préface de 1885 d'Engels du *18 Brumaire de Louis Bonaparte*.

Marx était très modeste, son pouvoir reposait uniquement sur ses qualités et particulièrement sur sa faculté à analyser en profondeur n'importe quelle question, il n'avait pas besoin de recourir à des méthodes déloyales ou malhonnêtes pour que ses interlocuteurs soient convaincus de sa supériorité intellectuelle ou pour que sa théorie s'impose finalement.

Ne vous étonnez pas de trouver dans la rubrique *Social* des *Infos en bref* deux articles signés tf1.fr, ces infos étaient disponibles dans la News letter de Yahoo.com consacrée aux grèves et mouvements sociaux en cours.

Aveu : le pire c'est de mourir con ! Le terrible drame des nantis du vieux monde.

- Jean-François Kahn : "*Il faut admettre le droit à la connerie*" - LePost.fr - ven. 3 juin 2011

Un peut trop facile quand la connerie ne vous coûte rien, à l'opposé le plébéien la paie toujours comptant !

Non monsieur Kahn, car à votre niveau la connerie se nourrit exclusivement de la misère du monde dans laquelle vos amis le maintienne ou l'ont plongé, et si vous en étiez une de ses victimes vous la condamneriez sans appel.

Cela dit, les intellectuels de votre trempe, qui demeurent incapables d'envisager le monde autement que placé sous le joug de la barbarie capitaliste, une fois avancée la contrevérité selon laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme aurait toujours existé, méritent bien qu'on les traîte pour ce qu'ils sont : de cons !

Vous pensiez peut-être qu'en vous faisant juge et partie, vous éviteriez ainsi qu'on vous juge pour ce que vous êtes, c'est raté, vous auriez dû savoir que la misère humaine est sans pitié envers ses maîtres et leurs laquets dont vous faites partie.

En fait d'élévation intellectuelle, vous venez de faire la démonstration que parvenu au crépuscule de votre vie vous n'aurez aucun mal à retourner en enfance pour n'en être jamais réellement sorti, tout du moins dans ce domaine-là, et comme la vie est fort injuste ou plutôt votre société, vous n'aurez même pas à souffrir de cet atterrissage qui s'effectuera tout en douceur. Et une, deux ou trois marches plus bas, vous serez arrivé à votre destination finale, votre point de départ en somme que vous n'avez jamais vraiment quitté. On ne vous envie pas monsieur Kahn. En guise d'adieu, on ne vous salue pas et sachez qu'on vous méprise bien bas.

Parole d'internaute

- "Elle est tragique, la France des assistés : Liliane Bettencourt, dans le besoin a dû être secourue par une aide de 30MEUR de l'Etat français ; tous ces actionnaires qui doivent compter sur des dividendes pour assurer leurs fin de mois ; tous ces managers qui seraient en détresse sans leurs indemnités de départ et leur retraite chapeau ; ces banques qu'il a fallu secourir.

Heureusement que les salariés sont là pour financer par leur travail et leurs impôts cette solidarité nécessaire.

Une chose m'inquiète cependant. Tout ces rentiers et actionnaires contribuent-ils au développement de la France ?

Les rentes et dividendes réinvestis en produits financiers ou dans l'immobilier ne contribuent pas à ce développement. Et les dividendes obtenus en accroissant la rentabilité par des délocalisations ou des licenciements n'augmentent pas la richesse du pays.

Danger : en perpétuant ce système, il n'y aura plus de salariés pour assurer cette solidarité envers nos riches.

Question : Combien coûte le RSA à l'Etat et aux collectivités ? A combien s'élèvent les bénéfices des sociétés du CAC40 et des banques ? Et les dividendes perçus par leurs actionnaires ?" (lefigaro.fr 03.06)

Politique

1- France

1.1- Une seule issue : la révolution socialiste !

La "French revolution" est-elle en marche ? C'est en tout cas ce qu'espèrent ces milliers d'"indignés" français qui tentent de reproduire le mouvement espagnol lancé le 15 mai dernier.

En dehors de Paris, où la place de la Bastille a du être évacuée par la police le 30 mai, de nombreuses autres places dans des villes françaises sont devenues le lieu de réunion de ces indignés depuis le début du mouvement espagnol.

À Quimper, Lille, Besançon ou encore Dijon, la presse régionale fait état de différentes mobilisations sur les grandes places de ces villes. En général, les personnes se rassemblent plusieurs fois par semaine en assemblée générale et en diverses commissions ou initiatives.

Au total, entre 20 et 30 villes sont concernées par le mouvement, selon l'agenda mis en ligne sur le site Réelle Démocratie. (Lepost.fr 03.06)

1.2- Terrorisme d'Etat et exécutions sommaires.

Philippe Legorjus, ancien patron du GIGN, affirme que des indépendantistes kanaks ont été exécutés en 1988 lors de l'assaut de la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie. "*Je n'ai pas assisté aux exécutions mais j'ai vu des choses. Par exemple la manière dont Alphonse Dianou a été traité après l'assaut. Il est mort d'un manque de soins*", déclare l'ancien militaire dans les Nouvelles Calédoniennes. "*Pour les autres [deux Kanaks], les debriefings ont bien montré qu'il y avait eu exécution. Effectivement*", ajoute-t-il.

Emmené par le militant indépendantiste Alphonse Dianou, un commando du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste) a attaqué le 22 avril 1988 la gendarmerie de Fayaoué, tuant quatre gendarmes. Les activistes avaient ensuite emmené une quinzaine d'otages dans la grotte de Gossanah, en pleine élection présidentielle française.

Le 5 mai 1988, l'opération "Victor" était déclenchée pour libérer les otages. Deux militaires trouvèrent la mort et 19 Kanaks

étaient tués, suscitant ensuite une vive controverse sur les conditions de leur mort. "*Il y a eu une loi d'amnistie dans le mois qui a suivi. Je trouve cela aberrant*", déclare également Philippe Legorjus, qui a quitté la gendarmerie peu de temps après le drame d'Ouvéa. (lemonde.fr 03.06)

Qui a donné l'ordre de ce massacre en règle, le décoré de la francisque, le boucher de Sétif ? (Mitterrand)

1.3- Voilà à quoi on en arrive quand on gère la société pour le compte du capitalisme.

Le maire écologiste de la ville, Stéphane Gatignon, a provoqué un choc jeudi en réclamant une force d'intervention de type «casques bleus» dans Sevran, où des écoliers ont été privés de récréation en raison de coups de feu répétés.

«*C'est Chicago. Il y a eu des tirs samedi, des tirs lundi, des tirs mercredi. La situation ne peut plus durer comme ça*», a-t-il dit en réclamant une présence de l'armée «s'il n'y a pas assez d'effectifs pour installer des agents 24h/24h».

«*Dans un Etat démocratique, c'est à la police républicaine, sous le contrôle de la justice, de rétablir la sécurité*», a répliqué Claude Guéant en se rendant dans la cité Montceleux, point névralgique du trafic de drogue.

Stéphane Gatignon a fait le parallèle vendredi entre Sevran et des pays en guerre, estimant que les gardiens de la paix ne sont plus suffisants.

«*Aujourd'hui on envoie des gens en mission dans le monde entier pour justement s'interposer entre des belligérants pour éviter qu'ils ne s'entretuent. Eh bien là je dis à Sevran, dans d'autres endroits bientôt, c'est un peu la même chose*», a-t-il dit sur France Info. (20minutes.fr 03.06)

Communiqué de presse du POI - 29 mai 2011 : "*Le rétablissement de la démocratie réelle passe par une Assemblée constituante souveraine chargée d'instaurer une vraie République.*"

Heureusement que Guéant est là pour donner une signification hautement révolutionnaire à ce mot d'ordre ! Accessoirement, mais à voix basse, osons vive le socialisme ! Si vous lisez ce communiqué sur leur site Internet, ne cherchez pas le mot socialisme, il n'y figure pas, tandis que République y figure une fois et démocratie deux fois.

2- Grèce

Des manifestants se sont emparés vendredi matin du bâtiment abritant le ministère des Finances à Athènes, déployant sur la façade une immense banderole appelant à la grève générale, à l'heure où la Grèce boucle des négociations difficiles avec des responsables internationaux sur de nouvelles mesures d'austérité.

Quelque 200 protestataires de l'organisation syndicale PAME soutenue par le parti communiste ont bloqué à l'aube l'entrée du ministère, empêchant les employés de pénétrer dans le bâtiment. Ils ont déployé une banderole géante sur la façade de l'immeuble et enlevé le drapeau européen au sommet du ministère pour le remplacer par le drapeau de leur syndicat, précisant que leur action durerait toute la journée.

3- Tunisie

Le président déchu tunisien Zine el Abidine Ben Ali et son épouse Leila Trabelsi seront jugés par contumace «*dans les jours ou les semaines à venir*» pour deux premières affaires, a déclaré vendredi à la presse un porte-parole du ministère de la Justice.

«*Les juges d'instruction ont terminé leurs enquêtes. Elles seront transférées à la cour pénale «dans les jours ou les semaines à venir*», a-t-il ajouté. Le premier procès portera sur «*la découverte d'armes et de drogues dans le palais présidentiel de Carthage*», selon lui.

La deuxième action en justice portera sur les 27 millions de dollars en liquide découverts en février par la commission tunisienne anti-corruption dans un palais de Ben Ali à Sidi Bou Saïd, dans la banlieue nord de Tunis.

Au total, 88 enquêtes sont en cours concernant le couple Ben Ali, sa famille et d'anciens ministres et responsables du régime déchu, a indiqué le porte-parole du ministère de la justice.

Ces affaires concernent des cas d'homicides volontaires, d'abus de pouvoir, de malversation, de trafic de pièces archéologiques, de blanchiment d'argent et de violation de la réglementation sur les marchés publics. (20minutes.fr et AFP 03.06)

4- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a été blessé vendredi dans le bombardement de son palais.

Dans un discours dont seul le son a été diffusé, il a annoncé que sept personnes avaient trouvé la mort dans cette attaque, qu'il a imputée à la fédération tribale des Hached, dirigée par Sadek al Ahmar, qui affronte ses forces dans Sanaa.

"*Je salue nos forces armées et nos forces de sécurité qui se sont tenues fermement pour faire face au défi lancé par cette bande hors-la-loi qui n'a rien à voir avec la soi-disant révolution de la jeunesse*", a dit le président yéménite.

Selon la chaîne de télévision Al Arabia citant un responsable de son parti, Saleh a été soigné dans un hôpital militaire.

Les forces loyalistes ont répliqué au bombardement du palais en pilonnant les résidences des chefs tribaux Hached, a-t-on appris de source proche des services de sécurité.

Sadek al Ahmar, ancien allié de Saleh, a démenti catégoriquement que ses hommes soient responsables des tirs et a dénoncé en retour une manipulation de Saleh pour envenimer la situation.

Les affrontements ont fait 370 morts depuis le début des troubles, dont 155 au cours des dix derniers jours dans les affrontements entre miliciens tribaux et les troupes loyalistes qui ont fait basculer le pays dans la guerre civile à Sanaa et dans d'autres régions du pays.

Des combats acharnés se poursuivaient vendredi dans la capitale yéménite dont les habitants restaient à couvert chez eux tandis que la ville était secouée par des explosions. (Reuters 03.06)

5- Syrie

Alors que des dizaines de milliers de personne ont de nouveau manifesté vendredi en hommage aux enfants "martyrs" du mouvement de contestation contre le régime de Bachar Al-Assad, le réseau Internet n'était plus accessible vendredi matin à Damas et à Lattaquié, dans le nord-ouest du pays. Selon un premier bilan des associations de défense des droits de l'homme, 34 personnes auraient été tuées dans le pays au cours des manifestations.

D'après un militant anti-Al-Assad cité par l'AFP, plus de 50 000 personnes ont manifesté à Hama, à quelque 200 km de Damas.

Les forces de sécurité ont "*ouvert le feu directement*" sur les manifestants près du siège du parti Baas au pouvoir, selon des militants. Cette ville, hautement symbolique pour le mouvement de contestation, avait été le théâtre de violents affrontements lors de la révolte de 1982, entre les Frères musulmans et l'armée syrienne. Entre 10 000 et 25 000 civils avaient alors été tués pendant les vingt-sept jours de siège.

La plus importante mobilisation. Selon des militants, il s'agit de la plus importante mobilisation depuis le début du mouvement mi-mars.

Manifestations dans le Nord. Dans le Nord, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à Maaret al-Nouman, a déclaré un militant sur place. Plus de 5 000 personnes ont également manifesté à Qamichli, Amouda et Ras al-Aïn, a affirmé un militant kurde des droits de l'homme.

Des milliers de manifestants étaient aussi réunis à Damas et dans des localités proches, a déclaré le chef de la Ligue syrienne des droits de l'homme, Abdel-Karim Rihaoui.

Dans le Sud, les forces de sécurité ont tiré en l'air pour disperser une manifestation à Jassem, près de Deraa, le foyer de la contestation, selon un militant des droits de l'homme. (lemonde.fr 03.06)

6- Libye

Les rebelles libyens ont marqué des points en mettant fin au siège imposé par les forces de Moammar Kadhafi à deux villes du Djebel Nafoussa, zone de montagnes située dans l'ouest du pays, et avec l'annonce d'un premier contact diplomatique entre la Chine et le Conseil national de transition, a-t-on appris vendredi.

Le colonel Jumaa Ibrahim, un chef rebelle, a déclaré vendredi que ses troupes avaient brisé le siège de Yefren et Chakchouk, une ville abritant une importante centrale électrique qui alimente un certain nombre de localités dans la région.

Les forces de Kadhafi avaient coupé le ravitaillement des deux villes et les soumettaient à des bombardements depuis le mois d'avril, a-t-il précisé dans un entretien via Skype.

Il a expliqué que les insurgés avaient libéré les deux villes jeudi avant de faire mouvement vers le nord pour affronter les forces gouvernementales dans le village de Bir Ayyad. "*Notre objectif est la capitale*", a-t-il dit. Il est toutefois peu probable que les rebelles de la zone, relativement peu nombreux, soient en mesure de prendre Tripoli, située à 70 km au nord-ouest. (AP 03.06)

7- Bahreïn

La police a fait usage vendredi de gaz lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc alors que des manifestants marchaient en direction de la place de la Perle à Manama, capitale de Bahreïn, ont rapporté des témoins sous couvert d'anonymat.

La marche organisée vendredi à Manama intervient deux jours après la levée de l'état d'urgence par les autorités. La mesure avait été imposée en mars pour réprimer les rassemblements, organisés par la majorité chiite en vue de réclamer plus de libertés, sur le modèle de précédents soulèvements dans le monde arabe. (AP 03.06)

Social

France

1- Tout est parti, mercredi, d'un comité d'entreprise extraordinaire au sein de l'équipementier automobile MBF Technologies. Selon les syndicats, la direction de cette entreprise basée à Saint-Claude, dans le Jura, a annoncé 199 suppressions de postes sur 450 salariés. Mais les salariés craignent que la crise n'aille plus loin encore. Aussi, pour protester contre "*la fermeture à terme de l'usine*" et demander une "*pérennité de l'emploi sur le bassin de Saint-Claude*", ils ont décidé de retenir le directeur, Christophe Eded, et le directeur des ressources humaines, Georges Escamilla, à l'intérieur de leurs bureaux.

La séquestration dure depuis mercredi soir. Près d'une centaine de salariés bloquent toutes les entrées et sorties du site. Du côté de la direction, on veut faire preuve de compréhension vis-à-vis de l'angoisse qu'expriment les salariés. "*Il n'y a pas de débordements, ni de pression particulière sur nous et nous ne cherchons pas à provoquer les salariés, dont nous comprenons et respectons l'émoi*", a témoigné le directeur des ressources humaines, Georges Escamilla. Mais si la direction a admis qu'une réorganisation et une restructuration étaient en cours, elle n'a ni confirmé ni infirmé le chiffre de 199 suppressions de postes, estimant qu'il fallait "*respecter une certaine confidentialité*" sur ces données.

La crise dure en fait depuis longtemps à MBF Technologies. Ce sous-traitant automobile spécialisé dans la fonderie sous pression fait partie du groupe Arche depuis juillet 2007. Ses principaux clients sont Peugeot et Renault. En 2009, 76 postes avaient été supprimés et l'entreprise a régulièrement connu des périodes de chômage partiel depuis décembre 2008. En février, les salariés avaient suivi plus d'une semaine de grève. Ils avaient repris le travail contre l'assurance du maintien d'une activité suffisante sur le site si la conjoncture automobile le permettait. Et aujourd'hui, d'après Nail Yalcin, délégué CGT de l'entreprise et secrétaire du CE, la direction estime la restructuration nécessaire parce que le sous-traitant automobile "*n'arrive pas à être rentable*". (tf1.fr 03.06)

2- La question des salaires est source de crispations croissantes chez Carrefour. L'une après l'autre, les diverses branches du groupe de distribution sont touchées par des mouvements sociaux plus ou moins durs.

Ce vendredi, et pour deux jours, ce sont les salariés des 600 Carrefour Market (soit environ 32.000 personnes) qui sont appelés à cesser le travail.

L'appel à la grève émane de la CGT, syndicat majoritaire, et vise à peser sur les négociations salariales, alors que la troisième réunion de négociation obligatoire a eu lieu mardi. Pour la direction, "*les négociations continuent*". La CFDT, qui avait appelé à une grève le 14 mai, n'appelle pas à la mobilisation cette semaine.

La direction a proposé une augmentation de deux pour cent au 1er juillet, ce qui fait seulement un pour cent sur l'année, ainsi que des titres restaurant de quatre euros pour les salariés avec plus de deux ans d'ancienneté, a indiqué Laurent Lamaury, délégué CGT. "*Les titres restaurant, ce n'est pas négligeable, mais l'augmentation de deux pour cent au 1er juillet, c'est insuffisant. La CFDT n'appelle pas à la grève ce week-end, on veut d'abord consulter la base. Par contre, tous les collègues qui voudront la faire, on ira les soutenir*", a expliqué Franck Dutertre, délégué CFDT.

La direction du groupe indique pour sa part que lors de la réunion de négociation mardi, elle a proposé 2,5% d'augmentation salariale pour la majorité des salariés, de plus de six mois d'ancienneté, et deux pour cent pour les autres. Autre concession, selon elle : une hausse de 7% à 10% de la remise sur les produits vendus dans l'enseigne. (tf1.fr 03.06)

2- Sri Lanka

Des centaines de moines bouddhistes ont manifesté vendredi devant la résidence du président du Sri Lanka pour réclamer le rétablissement des droits des travailleurs et des étudiants, après la répression violente par la police d'une manifestation qui a causé la mort d'un ouvrier.

Lundi, la police a tiré des coups de feu et des gaz lacrymogènes pour mettre fin à une manifestation contre des propositions du gouvernement sur les retraites. Une personne a été tuée et près de 200 ouvriers et policiers ont été blessés. (AP 03.06)

Rappel : le Sri Lanka fait partie dorénavant des alliés de la Chine depuis l'assaut lancé contre le LTTE, alors qu'elle était précédemment celui de l'Inde, et bien que les Etats-unis aient débarqué en force à l'occasion du tsunami qui avait ravagé la côte sud du pays, apparemment ils n'ont pas réussi à prendre pied au Sri Lanka.

La manifestation ouvrière de lundi était légitime, celle des moines de vendredi est en revanche à prendre avec des réserves, car leur démonstration peut s'inscrire dans la perspective de déstabiliser le pays au profit des Etats-Unis, comme en Chine où ils sont manipulés sur fond de question tibétaine.

Economie

1- Grèce.

1.1- La Grèce recevra sans doute en juillet une nouvelle tranche d'aide de la part de ses bailleurs de fonds internationaux, ce qui lui permettra d'éviter le défaut, en échange d'un nouveau train de mesures d'austérité.

Après avoir examiné pendant un mois entier la mise en oeuvre par la Grèce du premier plan de sauvetage de 110 milliards d'euros décidé en mai 2010, les inspecteurs représentant la Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne ont déclaré vendredi que la Grèce avait accompli des progrès considérables mais qu'il fallait accélérer les réformes structurelles.

Une des conditions pour la poursuite de l'aide sera que les porteurs d'obligations du secteur privé aident eux aussi la Grèce, mais sur la base du volontariat, a précisé Jean-Claude Juncker. Il n'a pas dit comment. Cette question fait l'objet de très vifs débats.

Le gouvernement grec a esquissé un projet de budget à moyen terme qui prévoit de nouvelles réductions de dépenses, des mesures pour accroître les recettes de l'Etat et la vente plus rapide des actifs publics.

C'est ce plan que George Papandréou à présenté à Jean-Claude Juncker durant leur réunion de deux heures. Athènes a accepté notamment de créer une agence indépendante pour gérer les privatisations.

L'idée d'un nouveau programme d'austérité a suscité une forte opposition des syndicats et des jeunes ainsi que de certains membres du Pasok, le Parti socialiste au pouvoir de George Papandréou.

Les nouvelles réductions devront être ratifiées par le Parlement, où les socialistes au pouvoir disposent de la majorité. Plusieurs députés socialistes ne se sont cependant pas privés d'émettre de vives critiques, poussant le gouvernement à annuler cette semaine deux rendez-vous prévus avec ses parlementaires.

Seize députés socialistes ont en effet signé une lettre appelant à un vaste débat sur les nouvelles réductions proposées avant leur ratification, l'un des signataires, Thomas Robopoulos, menaçant même vendredi sur la chaîne de télévision NET de ne pas voter les mesures si le texte était présenté au Parlement "*sans discussions préalables*". (Reuters et AP 03.06)

Discuter de ces mesures antisociales afin de leur donner un vernis légitime, démocratique, et les présenter comme une fatalité, pour ensuite les faire accepter par les masses exploitées, CQFD ! Pas sûr que cela suffira pour qu'elles les acceptent...

1.2- La crise grecque profite aux banques suisses. Le ministre grec des Finances, Georges Papaconstantinou, chiffre entre 10 à 15 milliards d'euros par an le montant de la fraude fiscale à destination de la Suisse. Un mouvement qui s'accélère avec la traque contre la fraude et la perte de confiance dans les banques grecques.

Dimitris Kouselas, le secrétaire d'État au ministère grec des Finances, évalue à «*280 milliards d'euros, soit 120% du PIB grec*» les fonds helléniques en Suisse. Il a récemment indiqué au quotidien économique allemand Handelsblatt: «*Depuis dix-huit mois, les comptes courants en Grèce ont perdu 38 milliards d'euros, transférés en majorité vers la Suisse.*» (lefigaro.fr 03.06)

Haut de page

Le 5 juin

A propos du site

2 600 connections, 10 000 documents lus ou téléchargés.

Les documents les plus téléchargés, le titre puis le nombre entre parenthèses.

1- tribune/RS35_A4.pdf (504)
2- archives2010/causeries2009.pdf (216)
3- marxisme/ical.pdf (161)
4- marxisme/vletat.pdf (103)
5- eco/Crise_2008_Wiki.pdf (92)
6- archives2010/causeries0411.pdf (90)
7- dossier/espagne_300411_rv.pdf (82)
8- presentation.htm (81)
9- service/texte_280411.pdf (79)
10- causeries0511.htm (67)

Vous avez plébiscité le dernier numéro de *Révolution socialiste* du Groupe bolchevik avec 504 téléchargements et entre le 1er et le 2 juin vous avez déjà été 125 a téléchargé le numéro 101 de *L'Internationaliste* du Groupe GSI. Comme le fichier des deux pages du numéro 147 d'Informations ouvrières paru début mai n'a été téléchargé que 23 fois, j'en déduis que c'est en grande partie des militants du POI, puis du NPA et de LO qui ont effectué ces centaines de téléchargements, bravo camarades !

Pour vous encourager à nouveau à lire et étudier le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx (1852), un extrait de la préface d'Engels de 1885 :

En effet, c'était un travail génial. Immédiatement après l'événement qui surprit tout le monde politique comme un éclair dans le ciel serein, qui fut maudit par les uns avec des cris d'indignation vertueuse, et accueilli par les autres comme l'acte apportant le salut hors de la Révolution et comme le châtiment du trouble provoqué par elle, mais fut un objet d'étonnement et d'incompréhension pour tous, Marx en fit un exposé court, épigrammatique. Il y expliquait toute la marche des événements survenus en France depuis les journées de Février dans leurs rapports internes, montrait comment le miracle du 2 Décembre n'était que le résultat naturel, nécessaire de ces rapports, sans avoir besoin de traiter le héros du coup d'État autrement qu'avec un mépris bien mérité. Et le tableau était brossé avec une telle maîtrise que toutes les révélations faites depuis n'ont fait qu'apporter de nouvelles preuves de la fidélité avec laquelle il reflète la réalité. Cette compréhension remarquable de l'histoire quotidienne vivante, cette intelligence claire des événements, au moment même où ils se déroulaient, est, en effet, sans exemple.

Qui doute encore du génie de Marx ?

Le parti, notre parti, le parti de la révolution socialiste, il est encore très faible mais il existe, il est seulement éclaté par la volonté de nos dirigeants qui en portent la responsabilité. Souvenez-vous de l'état du parti bolchevik en avril 1917 quand Lénine retourna en Russie. Il était sur une ligne opportuniste et quand Lénine soumit ses fameuses thèses qui étaient aux antipodes des positions défendues par la majorité du comité central, il ne se trouva pas un dirigeant du parti pour se ranger au côté de Lénine. Un mois plus tard la direction du parti avait repris à son compte les thèses de Lénine et avait effectué un virage à 180°. En voilà une formidable leçon de démocratie ouvrière dont nos dirigeants feraient bien de s'inspirer.

Lénine seul contre tous, il n'a pas été viré du parti bien qu'il fut unaniment traîté de fou furieux, pas par les militants de base ou les cadres intermédiaires du parti notez bien. Les dirigeants qui ont organisé la résistance contre les thèses de Lénine devenues majoritaires au bout d'un mois après d'âpres discussions et qui s'opposaient de fait à la perspective de la prise du pouvoir et sa préparation, question oh combien déterminante tout le monde en conviendra, ces dirigeants qualifiés de contre-révolutionnaires par Lénine n'ont pas été virés, ils n'ont même pas été démis de leurs mandats quand ils se sont retrouvés minoritaires à leur tour, mieux encore, à quelques exceptions près ils ont tous adopté la ligne défendue par Lénine tout en continuant de la combattre pour certains, il aurait été possible et facile de déclarer qu'un tel comportement était inacceptable et contraire aux principes de fonctionnement du parti et les exclure, il n'en sera rien.

La ligne politique défendue par Lénine correspondait au développement de la situation et à l'état d'esprit des masses et de la majorité des militants du parti, dès lors elle était légitime et majoritaire, alors pourquoi pour combattre celle qui s'y opposait (c'était à la bourgeoisie de prendre le pouvoir et non à la classe ouvrière) il aurait fallu exclure des dirigeants et provoquer une crise dans le parti à un moment décisif de la révolution, laissons faire la démocratie dans nos rangs et tout se passera pour le mieux, pas besoin de prendre des décisions autoritaires ou arbitraires pour combattre cette ligne opportuniste, faisons confiance aux masses

et aux militants, ayons confiance dans la ligne que nous défendons et la vie fera le reste, telle fut la ligne de conduite de Lénine et les faits lui donnèrent raison.

Pourquoi nos dirigeants (successsifs) sont-ils incapables depuis 70 ans de reprendre à leur compte cette méthode qui a fait ses preuves ? Parce qu'ils n'ont pas le talent, le charisme, l'autorité d'un Lénine pour défendre leur ligne politique ? Que craignent-ils au juste, que l'opportunisme s'empare de leur parti, diable, mais il n'a cessé de dominer alternativement à la direction du parti ouvrier social-démocrate de Russie ou du parti bolchevik avec la ligne révolutionnaire défendue par Lénine sans lui être fatal ou l'emporter pour autant. Le parti de Lénine était tout sauf un parti monolithique, sclérosé, antidémocratique. Le parti est un corps vivant dont la bonne santé repose sur un fragile et savant équilibre, qui fabrique ses anticorps pour se défendre contre des agressions venues de l'intérieur et de l'extérieur du parti, Lénine fut sans conteste le plus puissant anticorps pour combattre l'opportunisme et assurer la survie du parti, comme parti devant prendre la direction de la révolution socialiste et assurer sa victoire.

Comme quoi nos dirigeants manquent singulièrement de perspicacité. Ils savent pertinemment que sans Lénine la révolution d'Octobre n'aurait pas vaincu, Trotsky l'a signalé à plusieurs reprises. Cela peut paraître incroyable qu'une révolution ou plutôt son sort repose sur un seul homme, mais c'est ainsi, voilà, on fait avec la réalité au lieu de la nier ou de la réécrire parce qu'elle ne nous convient pas en l'état. On ne peut pas soupçonné Trotsky d'avoir pratiqué le culte de la personnalité envers Lénine au regard de leurs relations personnelles qui n'étaient pas aussi idylliques qu'on le croit souvent par ignorance, je rappellerai seulement que lorsque Lénine fut alité entre 1922 et 1923 pendant près d'un an et qu'il logeait chacun à une extrémité de la Place Rouge, Trotsky fut le seul dirigeant bolchevik à ne pas rendre une seule visite à Lénine.

Ils savent que depuis la disparition de Lénine puis l'assassinat de Trotsky par Staline, pas un seul dirigeant dans le monde de leur trempe n'a vu le jour jusqu'à présent, qu'aucun d'entre eux n'a réuni leurs qualités ou ne possèdent leur charisme et leur maîtrise du marxisme. Partant de ce constat qui n'a rien d'humiliant ou de choquant, ils auraient dû s'en tenir à une direction collégiale de leur parti afin de palier leurs faiblesses ou lacunes en mettant en commun leurs compétences, de telle sorte que le meilleur de chaque dirigeant soit mis au service du parti, ainsi auraient-il pu peut-être combler l'absence d'un dirigeant de la hauteur d'un Lénine ou Trotsky, réunir les conditions qui à une certaine époque étaient contenues dans un seul homme.

Pourquoi se sont-ils détournés de ce constat, pourquoi ne l'ont-ils pas conservé précisieusement à l'esprit en permanence, rien que cette faiblesse inexcusable leur enlève toute autorité sur les militants. Pourquoi au contraire n'ont-ils pas cessé de se déchirer entre eux, de se diviser pour aboutir à la situation que nous connaissons aujourd'hui où finalement il n'existe plus aucune autorité ou direction qui mérite la confiance des militants.

L'absence d'un dirigeant capable d'analyser le développement de la situation en France et à l'échelle mondiale avec la même profondeur d'esprit qu'un Marx, Engels, Lénine ou Trotsky et de ralier les autres dirigeants à son analyse, a été paliée par le recours à des méthodes indignes d'un parti se réclamant des enseignements du marxisme. La direction du parti s'est cristalisée autour d'un dirigeant qui ne le méritait pas, une cour s'est formée ensuite autour de lui qui est devenue l'appareil du parti. Ce processus a été favorisé par la faiblesse de l'avant-garde après guerre en bute à l'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier.

A l'intérieur du parti bolchevik, il existait un contre-pouvoir à celui de l'appareil dirigé par les adversaires politiques de Lénine, ses milliers ou dizaines de milliers de militants révolutionnaires en contact avec le prolétariat, ces militants qui avaient été formés à l'école du combat théorique et politique contre toutes les formes d'opportunisme, principalement contre les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes, ces militants à qui on n'avait pas demandé aveuglément de prendre partie pour telle ou telle position, mais qui avaient appris à se déterminer librement sous le feu de la violente polémique entretenue par Lénine contre l'opportunisme, en fait Lénine n'a fait qu'entretenir la flamme révolutionnaire qui les habitaient et que les opportunistes s'employaient à atténuer ou vouloir éteindre par crainte de la révolution elle-même...

Alors qu'en 1945 et les années suivantes, l'avant-garde en France se réduira à une poignée de militants, ceux possédant le plus d'expérience s'autoproclamant dirigeants.

Hier soir j'ai expliqué à Magueswary, qui ne comprenait pas pourquoi deux femmes avec un homme passaient leur temps à se jalouser ou s'engueuler, que si elles étaient plus nombreuses ce problème n'existerait pas et que ce serait sans doute le meilleur ou le seul moyen de le résoudre, sauf que cette société ne peut accepter ce genre de rapports où les hommes et les femmes disposeraient librement de leurs corps et de leur sexualité, car pour que les capitalistes exploitent les hommes et les femmes il faut que tous leurs rapports soient solidement encadrés ou régimentés par le législateur, cette loi ne doit souffrir aucun exception sous peine de créer une brèche dans le système de servitude qu'ils nous imposent, et que le souffle de la liberté ne s'y engouffre et finisse par avoir raison du capitalisme lui-même, vaut mieux encore une société d'esclaves frustrés où la perversité, le viol, la prostitution prospèrent.

Bref, on aurait pu dire tout simplement, plus on est de fous plus on rit, mais cela ne ferait pas très sérieux et ce serait faux en l'occurrence, car je ne pense pas que les militants qui sont plus nombreux aujourd'hui aient de quoi être particulièrement optimistes en observant l'état lamentable du mouvement ouvrière, l'éparpillement de nos forces et le regard critique que portent sur lui de très nombreux travailleurs qui préfèrent s'en détourner.

Le fait d'être peu nombreux présente le danger qu'un désaccord politique se transforme en bataille d'ego dans laquelle on ne s'affronte pas sur le terrain politique mais sur un plan personnel, du coup l'intérêt collectif qui doit guider le combat politique cède la place à l'intérêt individuel qui n'a rien à voir avec notre combat et notre cause, au-delà tous les coups et toutes les manoeuvres sont permises y compris les plus tordues. Parvenu à ce stade, un dirigeant a perdu toute légitimité, il n'est plus que l'ombre de ce qu'il était censé représenter précédemment.

C'est pour éviter cet écueil que j'ai prôné une direction collective du parti. Mais qui dit direction collective du parti ne doit pas signifier dilution et affaiblissement de son niveau théorique, de devoir brader nos principes ou notre programme, au contraire, elle devrait être conçue pour les renforcer afin que chaque militant puisse s'en saisir et que leur niveau politique progresse. Il ne s'agit pas de changer la nature ou de type de parti, si la Commune de Paris fut la forme enfin trouvée de l'Etat ouvrier dont s'inspireront les bolcheviks lors des révolutions russes, le parti bolchevik a été et demeure le type de parti dont il faut s'inspirer pour construire notre parti, en l'adaptant à nos époques, dans un tout autre contexte.

Notre problème, ce n'est pas la société ou le monde tels qu'ils sont devenus, ce n'est pas la nouvelle division internationale du travail, ce n'est pas la dictature que l'aristocratie financière veut nous imposer, ce n'est pas non plus l'embourgeoisement de larges couches des masses exploitées, ce n'est pas davantage les appareils pourris des syndicats ou les partis corrompus par le capitalisme s'exprimant au nom des travailleurs, notre problème ce sont les faiblesses de nos dirigeants, leur manque de crébilité et de légitimité qui se reporte sur leurs partis et se traduisent par l'émiettement de l'avant-garde et un formidable gaspillage d'énergie qui finalement décourage les militants, plus précisément c'est le refus de ces dirigeants de l'admettre, d'admettre leur terrible responsabilité dans l'absence du parti aujourd'hui. Cela s'adresse aux dirigeants du POI, du NPA et de LO mais aussi des formations politiques qui en sont issus dont les responsables reprennent les mêmes travers à des degrés divers.

Mon propos n'est pas d'accuser qui que ce soit, c'est simplement d'expliquer simplement pourquoi nous sommes toujours incapables de faire un pas en avant vers notre objectif. Personnellement je n'ai pas l'étoffe d'un dirigeant et je ne me considèrerai jamais comme tel, si je n'avais pas à l'esprit mes propres faiblesses et limites je ne tiendrais pas ce genre de discours, je n'ai donc aucun souci avec cette question, par contre les dirigeants actuels de ces partis ont le droit, que dis-je le devoir de se la poser sérieusement.

J'ai encore en tête des accusations ou des menaces portées contre des militants que j'ai entendues quand je militais à l'OCI, j'ai également en tête celles que nous ont rapportées d'autres militants qui ont été exclus ou qui ont démissionnés du parti dans lequel ils s'étaient sincèrement investis parfois durant de nombreuses années, j'ai aussi en tête toutes les erreurs politiques qui ont été commises par ces dirigeants, j'ai aussi en tête de quelle manière ils les ont couvertes, les méthodes condamnables qu'ils ont employées pour se séparer de militants devenus trop encombrants parce qu'ils posaient trop de questions...

On pourrait dresser un tribunal révolutionnaire et les juger, les déclarer coupables pour tous ces crimes, mais je ne pense pas que ce serait le meilleur moyen à l'heure actuelle pour aller de l'avant et résoudre notre problème. Je me dis au contraire qu'il existe des dirigeants ou des cadres de grande valeur qui séparément ne possèdent pas les qualités suffisantes pour diriger un parti ou définir sa ligne politique, son fonctionnement, leur passé synonyme d'incurie politique qu'on peut leur opposer joue plutôt contre eux, mais qu'ensemble et animés des mêmes principes, débarrassés de l'esprit de cour qui règne dans leur parti, des bassesses, des flatteries, de la culture du mystère et des manoeuvres mesquines qui l'empoisonnent, une fois débarrassé de ce fatras tout serait possible.

Quand on se trouve fasse à un gosse qui ne sait pas trop ce qu'il deviendra plus tard, qui n'a aucune idée sur ses prédispositions pour autant qu'on puisse en avoir, on se dit qu'il y en aura forcément une qu'il pourra développer un jour pour peu qu'on l'encourage et dès lors qu'il fera preuve de persévérance, mais on n'exigera pas de lui qu'il développe les dispositions requises pour devenir pilote d'avion ou dessinateur, boulanger ou archéologue, pianiste de concert ou théoricien de la lutte des classes, on sait d'avance qu'il ne pourra jamais réunir les conditions ou les qualités pour remplir toutes ces fonctions. Beaucoup de prétendants mais peu d'élus, tout le monde n'est pas Léonard de Vinci, tout le monde ne devienvra pas Diderot ou d'Alembert, donc on ne peut pas l'exiger de nos dirigeants, à eux d'en prendre conscience et de réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Un autre sujet. Elections législatives au Portugal.

- ... les principaux partis se sont engagés à respecter strictement les conditions du prêt de 78 milliards d'euros accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange d'un exigeant programme de rigueur et de réformes. (liberation.f 04.06)

Boycott ! A bas le Parti social-démocrate (PSD, centre-droit), le CDS-PP (parti de droite), le PS ! A bas les institutions inféodées au FMI, à la BCE, à l'UE, aux agences de notation américaines, à bas la Bourse et le capitalisme, tout le pouvoir aux travailleurs !

Et en France en 2012, ne serait-ce point la même situation qui pointe à l'horizon, les dés ne sont-ils pas déjà jetés, tous les partis institutionnels ayant déjà annoncé qu'honorer la dette de l'Etat était leur priorité absolue ? Boycott des présidentielles et des législatives, tout autre position devrait être interprétée comme un moyen de légitimer les institutions politiques qu'il faut

abattre pour enfin pouvoir s'attaquer au capitalisme et satisfaire nos besoins et aspirations.

A bas la dictature du capital, à bas la dictature des institutions politiques du capital ! A bas tous les partis inféodés au capital !

Politique

1- France. Un Nicolas peut en cacher un autre.

"*Nicolas Sarkozy a cherché à me voir il y a quelques semaines*", a confié Nicolas Hulot lors d'un dîner, vendredi, à La Rochelle, en marge du congrès écologiste. L'ex-conseiller officieux du chef de l'État et désormais candidat à la présidentielle a décliné l'invitation. S'il a accepté de voir DSK (avant l'affaire new-yorkaise), Borloo et Bayrou, Hulot concède qu'avec Sarkozy, c'est plus délicat. "*Là (pendant la campagne des primaires), ce n'est pas le moment, mais...*" Mais, l'écologiste inclassable n'exclut rien pour l'avenir. "*Il est chef de l'exécutif, il y a des sujets sur la table, comme l'énergie...*" Et de préciser : "*On a convenu qu'on se reparlerait plus tard.*"

Nicolas Hulot, candidat à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), a assuré ce samedi qu'un partenariat avec Jean-Louis Borloo, qu'il avait un temps envisagé, était encore possible si ce dernier disait «*très clairement qu'il est en phase avec les valeurs de la gauche*».

Après avoir la veille révélé qu'il avait caressé pendant un «*court temps*» l'idée d'un tandem avec le président du Parti radical pour 2012, Nicolas Hulot a déclaré sur Europe 1 que cette hypothèse avait été «*très vite écartée*», le positionnement de l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy n'ayant pas été jugé «*compatible*» avec celui d'Europe Ecologie-Les Verts.

«*La priorité et la cohérence pour moi c'est de travailler avec EELV et il aurait fallu pour envisager cette hypothèse (d'un partenariat) que Jean-Louis Borloo s'affranchisse très clairement de la majorité et passe dans ce camp-là*», a dit Nicolas Hulot. Il s'est toutefois refusé à rejeter cette possibilité.

«*La cohérence et la logique aujourd'hui c'est d'envisager plutôt un partenariat avec le socialistes. Mais pour autant, si dans quelques mois Jean-Louis Borloo - par rapport à nos propositions, par rapport au programme d'EELV - veut nous rejoindre, je ne vois pas pourquoi il faudrait (lui) fermer la porte. Mais enfin on n'en est quand même pas là*», a-t-il dit.

Il faudrait que le patron du PR «*dise très clairement qu'il est en phase avec les valeurs de la gauche*», a insisté Nicolas Hulot. «*De la même manière qu'on a tous évolué (...) si demain il y a une plus grande convergence et cohérence, je pense qu'Europe Ecologie-Les Verts sera ravi d'élargir son territoire. Mais c'est aux uns et aux autres à venir vers nous, et pas le contraire*», a encore dit le responsable écologiste. (lepoint.fr et 20minutes.fr 04.06)

Laissons le soin à une adepte de l'enfumoir de commenter cet aveu qui n'en est pas un, Voynet : «*Il faut qu'il apprenne à gérer sa parole*», à ne pas dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas ou fait. Il a le droit d'être sur la même ligne que Borloo ou Sarkozy, mais chut, il ne doit pas le dire !

2- Grèce

Seul un millier de Grecs sont descendus dans la rue samedi pour protester contre de nouvelles mesures d'austérité. Les syndicats, qui avaient appeler à défiler massivement, semblent peiner à mobiliser.

«*Nous résistons*». Voila ce qu'on pouvait lire sur la pancarte de l'un des manifestants descendus dans les rues d'Athènes ce samedi, pour protester contre les mesures additionnelles d'austérité adoptées par le gouvernement grec afin d'assainir ses comptes publics. Répondant à l'appel des deux principaux syndicats du pays, la GSEE (salariés du secteur privé) et Adedy (secteur public), le millier de manifestants recensé a dénoncé la «*barbarie sociale*» issue de la tutelle renforcée des institutions internationales sur leur pays. «*Nous nous opposons au gouvernement et au mémorandum pour ces mesures barbares et antisociales*» a déclaré Gregoris Kalominis, un responsable d'Adedy. Dans un communiqué commun diffusé en marge de la manifestation, les deux organisations syndicales ont appelé à «*une politique économique différente, avec des mesures de développement et des mesures sociales qui préservent les emplois et augmentent nos droits sociaux et économiques*».

Après neuf grèves générales, la mobilisation a donc été modérée ce samedi. Les manifestants étaient essentiellement des salariés de la compagnie électrique publique PPC, des employés du port et des enseignants. Une manifestation qui s'est déroulée sans heurts. Rien à voir avec les débordements constatés lors de précédentes manifestations.

La mobilisation et la dégradation du climat social semble plutôt se déplacer sur un autre front, moins encadré par les organisations syndicales ou les partis politiques. Déjà expérimenté en Espagne, un mouvement spontané parti d'internet illustre le ras-le-bol des Grecs, celui des «*Indignés*». Désormais, ceux-ci n'hesitent pas à prendre à parti publiquement et physiquement la classe politique, responsable selon eux de la situation actuelle. Depuis une dizaine de jours, ces «*Indignés*» se rassemblent

chaque soir sur la place de la Constitution, juste devant le Parlement Grec. (lefigaro.fr 04.06)

Commentaire d'un internaute

- "Ceci s'appel de la désinformation. Depuis plus de dix jours les indignés grecs se rassemblent sur plusieurs places, dans plusieurs quartiers des grandes villes du pays. Selon le reportage d'une chaine parmi les plus objectives du pays (skai), environ 300 000 personnes avaient participé au rassemblement (trans-classe, trans-age, et trans-courant) de la place Syntagma (devant le parlement), depuis le début. Depuis trois jours les attaques physiques contre les députés se multiplient (jeudi la foule empêchât à une vingtaine de députés de sortir du parlement)."

3- Vaticanerie. Le pape VRP de l'UE !

"*Je pense que la majorité des Croates pense avec une grande joie*" au moment de la prochaine adhésion à l'UE, a déclaré le pape dans l'avion qui le conduisait vers Zagreb. "*Depuis ses origines, votre nation appartient à l'Europe*", a-t-il lancé ensuite sur le tarmac de l'aéroport, en s'adressant au président croate Ivo Josipovic. Il a vanté "*treize siècles de liens forts et spéciaux*" avec le Saint-Siège. "*Puisse cette chère nation contribuer à ce que l'Union européenne valorise pleinement sa richesse culturelle et spirituelle*", a-t-il encore insisté.

"*À vingt ans de la proclamation de l'indépendance et à la veille de la pleine intégration de la Croatie dans l'UE, l'histoire passée et récente de votre pays peut offrir un motif de réflexion à tous les autres peuples du continent, en aidant chacun d'eux et tout son ensemble à conserver et à revivifier l'inestimable patrimoine commun des valeurs humaines et chrétiennes*", a-t-il dit à l'aéroport. Il faisait une référence transparente à l'indifférence religieuse et au refus de certains dirigeants européens de reconnaître leurs "*racines chrétiennes*".

Benoît XVI a décrit à nouveau la culture contemporaine de manière pessimiste. Elle est, selon lui, caractérisée "*par le peu de stabilité, (...) un individualisme favorisant une vision de la vie sans obligations et la recherche continue d'espaces privés*". (lepoint.fr 04.06)

Qu'on ne s'y trompe pas, le chantre de l'anticommunisme international est favorable à tout principe collectif du moment qu'il est coercitif envers la population, et il est opposé à toute forme indépendante ou libre de pensée qu'il nomme individualisme.

4- Yémen

Blessé la veille lors du bombardement de son palais de Sanaa par des insurgés, le président yéménite Ali Abdallah Saleh est en route pour l'Arabie saoudite afin d'y recevoir des soins, a déclaré samedi un responsable saoudien sous le sceau de l'anonymat.

"Il est en route. Il arrivera ce soir. Il vient pour se faire soigner. Nous sommes le pays le plus proche et nous avons les capacités", a-t-il ajouté.

Prié de dire si Saleh quittait le pouvoir, le responsable a répété: "Il vient pour se faire soigner".

Quitter le Yémen en pleine instabilité, même pour des soins médicaux, pourrait être considéré comme une première étape de transfert du pouvoir et rendre difficile un retour de Saleh à la tête d'un pays qu'il dirige depuis près de 33 ans.

Le cessez-le-feu paraissait respecté samedi soir et le calme régnait dans les rues de Sanaa.

Selon la BBC, qui cite des "*sources proches du président*", Saleh aurait reçu un éclat de shrapnel long de 7,6 cm sous la région coeur et serait brûlé au second degré au thorax et au visage.

On ignore qui gouverne le pays si Saleh est effectivement parti.

Des milliers d'habitants de Sanaa ont fui samedi la capitale.

Le chef de la fédération tribale Hached, Sadek al Ahmar, a démenti pour sa part être derrière le bombardement du palais présidentiel.

Les forces loyalistes ont riposté à l'attaque du palais en pilonnant les résidences des chefs tribaux incriminés, qui mènent une guérilla urbaine contre le régime, parallèlement aux manifestation pacifiques pour la démocratie qui se déroulent quasi quotidiennement depuis le début de l'année. (Reuters 04.06)

5- Syrie

Plusieurs dizaines de milliers d'habitants de Hama, dans le centre de la Syrie, ont participé samedi aux funérailles des dizaines de victimes tuées la veille par les forces de sécurité syriennes, qui ont ouvert le feu sur une manifestation contre le régime de Bachar el-Assad.

Samedi après les prières de la mi-journée, des dizaines de milliers de personnes sont sorties des mosquées, portant des cercueils vers les deux principaux cimetières de la ville, a expliqué M. Abdul-Rahman. La plupart des magasins étaient fermés, en signe de solidarité.

"*Les gens sont en état de choc*", a témoigné un habitant sous couvert de l'anonymat, par crainte de représailles. "*Dieu sait s'ils vont tuer encore plus de gens lors des obsèques*", a-t-il ajouté. Selon les organisations syriennes de défense des droits de l'Homme, au moins 1.270 personnes ont été tuées depuis le début du soulèvement. (AP 04.06)

D'autres sources ont fait état de 100 000 manifestants. A ce niveau, on peut dire tout un peuple contre un dictateur, au-delà des manoeuvres provocatrices orchestrées par l'impérialisme américain pour déstabiliser le régime. Il y loin de la coupe aux lèvres, il a échoué au Vietnam, contre Cuba, il n'a pas pu maintenir Moubarak au pouvoir, etc. rien ne dit que demain il parviendra à ses fins en Syrie et en Libye, on en reparlera.

6- Tunisie

Trois personnes ont été tuées et 90 autres ont été blessées dans de violents affrontements dans la nuit de vendredi à samedi entre des factions tribales à Metlaoui, ville minière du sud-ouest tunisien, a rapporté samedi l'agence officielle TAP.

Selon l'agence, ces violences ont éclaté à la suite de "rumeurs" relatives à la politique de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), principal employeur dans la région.

Citant "une source militaire de haut niveau", l'agence a indiqué que les forces de sécurité et l'armée avaient été empêchées de s'approcher des lieux des affrontements dans la ville, où les membres des factions ont utilisé des cocktails Molotov et des fusils de chasse.

Les belligérants ont dressé des barricades aux entrées de la ville, barrant la route aux renforts sécuritaires et militaires, ajoute la TAP, qui fait état de dégâts importants occasionnés par les affrontements. Des locaux commerciaux ont été pillés et incendiés. (AP 04.06)

Haut de page

Le 6 juin

Dit autrement. Arguments.

1- La théorie de la fatalité à laquelle adhère encore la majorité des masses exploitées est le produit de leur incapacité à se saisir du socialisme qui constitue la seule alternative au capitalisme.

Le soutien que les couches moyennes et la petite bourgeoisie accorde encore au PS et à ses satellites, témoigne qu'elles estiment encore possible une redistribution des richesses en leur faveur dans le cadre du régime capitalisme auquel elles sont subordonnées et qu'elles soutiennent. Par conséquent, elles ne sont pas encore poussées à rechercher une issue politique au-delà du capitalisme et ses institutions politiques.

S'adresser notamment à cette fraction des exploitées ne constitue pas une erreur politique, se tourner vers elle ou déterminer sa politique en fonction de ses intérêts en est une dans la mesure où elle a toujours les moyens de les satisfaire, ce qui n'est pas le cas des ouvriers et des employés qui doivent se battre quotidiennement pour assurer leur survie.

Un parti dit ouvrier doit se tourner résolument vers la classe ouvrière, vers ses couches les plus exploitées, les plus durement frappées par la crise du capitalisme, définir sa politique en fonction de ses besoins dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, perspective à laquelle ne peut adhérer que des travailleurs ayant conscience de n'avoir rien à perdre à la chute finale du capitalisme et des institutions, ce qui ne sera pas le cas du petit bourgeois qui doit son niveau de vie actuel relativement confortable au régime en place.

La crise actuelle du capitalisme et la dette de l'Etat qui servent de prétexte à la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques

sont présentées comme des fatalités avec lesquelles il faut faire avec, autrement dit il faudrait accepter sans broncher de vivre de plus en plus en plus mal en sachant que le pire est encore à venir parce qu'il existerait aucune alternative économique et politique à la situation actuelle.

Soit on se borne à ce constat et on dépose les armes, soit on tire la conclusion que la crise du capitalisme et la question de la dette de l'Etat ne peuvent trouver une issue politique qu'en remettant en cause les fondements économiques de la société qui reposent sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, en rompant avec le capitalisme.

La situation économique et sociale pose directement la question de la liquidation du capitalisme, question que la classe et les masses demeurent incapables d'aborder car trop complexe en apparence, elle leur semble inaccessible, ce qui est normal puisqu'elle implique un changement radical de la société et de tous les rapports que nous connaissons aujourd'hui et qui règisssent notre vie quotidienne. Le poids des habitudes constitue une formidable force d'inertie qui agit comme un obstacle à tout changement social ou politique.

En quoi consisteraient les premières mesures économiques que prendrait un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour permettre de satisfaire dans un premier temps les revendications sociales portées par la révolution socialiste.

- annulation de la dette de l'Etat et des ménages envers les gangsters de l'industrie financière ;

- expropriation sans indemnité des propriétaires ou des actionnaires des grandes entreprises, dont l'ensemble des banques, assurances et institutions financières, confiscation de tous leurs biens et avoirs ;

- fermeture de la Bourse, la spéculation et l'évasion fiscale seront décrétée hors la loi et sévèrement réprimées ;

- planification de la production en fonction des besoins de la population afin de pouvoir les satisfaire, moyens qui permettra d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, de faire disparaître la violence individuelle et les comportements anarchiques qui sévissaient sous l'ancien régime en réponse à sa politique antisociale.

L'ensemble des institutions financières et des grandes entreprises passeraient sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes et leurs syndicats, l'Etat aurait le monopole du commerce extérieur, les prix et les loyers seraient bloqués dans un premier temps, l'impôt serait progressif en fonction des revenus, les plus hautes revenus seraient plus lourdement imposés en attendant la suppression de la TVA...

On ne va pas entrer ici dans les détails, je voulais juste montrer qu'on pouvait avancer quelques mesures qui permettraient d'assurer le travail et le salaire de chaque travailleur, le fonctionnement de la société, et que la remise en cause du capitalisme ne se traduirait pas obligatoirement par le chaos ou une vie pire qu'aujourd'hui.

Maintenant il faudra aller plus loin avec les travailleurs qui poseront d'autres questions, des questions très précises et elles ne manqueront pas, c'est légitime et salutaire.

S'agissant de la réaction des nantis et des moyens dont ils disposeront pour organiser la résistance et combattre ces mesures économiques, empêcher qu'elles se concrétisent, ils disposeront dans un premier temps de l'appareil judiciaire et répressif de l'Etat, ces tribunaux d'exception et ses prisons, la police, les forces spéciales et l'armée pour tenter de briser le processus révolutionnaire, s'ils s'en servent, en situation de légitime défense pour défendre la révolution, immédiatement le gouvernement décrètera l'armement générale de la population et la dissolution de toutes les forces de répression nées sous l'ancien régime.

L'ancien régime prendra l'initiative de la répression armée contre la mobilisation révolutionnaire des masses, de déclencher la guerre civile, dès lors la seule réponse possible sera l'armement des masses pour y mettre un terme rapidement et écraser les forces de la réaction. On va nous rétorquer qu'il s'agit là d'un scénario de guerre, effectivement, un scénario de guerre civile inévitable car les nantis n'accepteront jamais de bonne grâce ou pacifiquement qu'on les dépouille de leurs privilèges et leur pouvoir au profit des masses laborieuses.

2- La théorie de la fatalité à laquelle adhère encore la majorité des masses exploitées est aussi le produit de leur embourgeoisement qui se traduit par leur subordination au capitalisme, condition qui s'oppose à la nécessité de rechercher une alternative au capitalisme.

On pourrait dire aussi que les conditions objectives ne sont pas encore mûres pour la révolution, les conditions matérielles d'existence des masses ne se sont pas dégradées au point d'envisager de devoir engager le combat contre le régime. On comprendra très bien que cette absence de maturité des conditions objectives se traduit sur le plan des conditions subjectives, leur état d'esprit, leur combativité, la manière dont elles perçoivent les syndicats, les partis et les institutions, la situation politique en général.

Bien entendu, il y a des couches entières du prolétariat qui sont au bout du rouleau et qui ont déjà dépassées ce stade depuis longtemps, mais il n'existe aucune représentation politique dans laquelle elle pourrait se reconnaître, elles demeurent inorganisées, elles n'intéressent personne, ni syndicat ni parti qui les considèrent comme des parias ou pire les assimilent au lumpenprolétariat, elles forment le gros des troupes des abstentionnistes lors de chaque élection.

L'absolue nécessité de lier chaque revendication à la perspective de la liquidation du capitalisme est capitale, car elle matérialise le combat contre les illusions que les masses ont encore dans le capitalisme pour les aider à s'en défaire, à prendre conscience que leur condition ne pourra pas s'améliorer dans le cadre du capitalisme, que persister à croire le contraire c'est creuser leur propre tombe. Elles n'ont point de salut à attendre sous le régime capitaliste et leur situation ne peut qu'empirer année après année, des milliers et des milliers de travailleurs et jeunes peuvent le comprendre et s'organiser sans attendre d'être confrontés à une situation encore plus difficile que celle qu'ils vivent aujourd'hui.

L'être humain étant ce qu'il est, il est malheureusement à prévoir qu'il faudra attendre que le capital frappe encore beaucoup plus fort et plus violemment les masses exploitées pour qu'enfin elles se soulèvent contre le régime. Bien entendu on ne peut pas rester les bras croisés à attendre que cette condition se réalise. La question est de savoir quelle orientation politique on propose aux travailleurs dans la perspective d'un affrontement direct entre les classes, pour les y préparer, pour qu'elles soient prêtes à aborder cette situation dans les meilleures conditions.

Un sujet que l'on pourra aborder plus tard (encore une fois) : République bonapartiste contre République sociale.

Bonne semaine à tous.

Politique

1- France

1.1- UMP ou PS, la dictature en marche.

Extrait de l'interview de Marie-Ségolène Royal parue sur lemonde.fr 05.06 :

- Violence urbaine à Sevran : "*Moi, le maire demande l'intervention de l'armée, il a parfaitement raison.* " - Cannabis ; "*On ne peut pas relâcher la répression sur le trafic. Pas de légalisation.*"

- Question : Des policiers en permanence dans les quartiers, c'est ça ?

Réponse : Bien évidemment. Le maintien de l'ordre public c'est le rôle de la police républicaine. (lemonde.fr 05.06)

Commentaire d'un internaute : "*Heureusement que les metteurs en page de Lemonde.fr n'ont pas oublié, cette fois-ci, d'écrire qui parle. J'ai cru un instant que c'était Marine Le Pen. A part le paragraphe Strauss-Kahn, tout y est: envoyer l'armée, réprimer sans faillir, non au non-droit, fermer les frontières...*"

Le PS, le FN, le front populaire et le fascisme, les derniers remparts contre la révolution socialiste pour sauver les institutions et le capitalisme. Flics, soldats, barbelés, prisons, etc. le programme du PS pour accompagner la faillite du capitalisme responsable de tous les maux de la société dont les plus faibles sont en premier les victimes...

1.2- Imprévu. Mélenchonade et grandes manoeuvres.

Tout devait se passer comme prévu entre la direction du PCF et Jean-Luc Mélenchon.

- Pierre Laurent se prononçait pour la candidature du dirigeant médiatique du PG la veille du conseil national du PCF les 7 et 8 Avril

- Le Conseil National se prononçait largement pour Mélenchon

- L'Humanité et le site national du PCF mettait en avant les compte-rendu de sections et fédérations favorables à Mélenchon pour créer un courant sur sa candidature

- et la conférence nationale allait parfaire le processus en votant massivement pour Mélenchon, conduisant Chassaigne à se retirer

- le vote des communistes étaient alors un plébiscite pour la stratégie en plein succès de la direction nationale

Pierre Laurent avait donc bien raison de répondre à tous les médias "*il y aura un candidat soutenu par le PCF aux présidentielles, Jean-Luc Mélenchon*"

Jean-Luc Mélenchon avait déjà organisé son arrivée triomphante à la conférence nationale du PCF, ovationné par les délégués venant de le désigner, bras dessus bras dessous sur sa gauche avec Pierre Laurent, sur sa droite avec Marie-Georges Buffet...

Mais que s'est-il passé ?

Si le conseil national a bien voté à 75% pour Mélenchon (avec 7% d'abstentions et ... 46% d'absents !), la conférence ne lui accorde qu'un résultat étonnamment bas de 64% (avec 3% d'abstentions et 16% d'absents...), et surtout, la direction a du se résoudre à un vote ouvert avec l'ensemble des candidats, vote demandé par plus de la moitié des interventions...

Si entre les 126 votants du conseil national et les 672 de la conférence, Mélenchon perd déjà 11%... on se demande ce qu'aurait donné un cumul des votes des conférences fédérales, et encore plus ce que donnera le vote des communistes eux-mêmes... à 10% de moins par niveau de délégation, Mélenchon se retrouve minoritaire largement à la base !

André Gerin, qui a annoncé se retirer pour permettre le rassemblement des communistes, avait bien raison d'interroger la direction nationale, "*faut-il prévoir un second tour si aucun candidat n'obtient la majorité...*"

Dans ce contexte, pas d'ovation pour Mélenchon, il a du faire annuler son déplacement à Montreuil... (lepcf.fr 05.06)

2- Portugal

Selon des résultats officiels portant sur 80% des circonscriptions, le Parti social-démocrate (PSD, centre-droit) a recueilli 40,6% des voix. Il devance ainsi largement le Parti socialiste au pouvoir, qui obtient 28,5% des suffrages. Le parti minoritaire de droite CDS-PP reste la troisième force politique du pays avec 10,9% des voix. La gauche antilibérale enregistre un net revers par rapport aux dernières législatives de 2009, avec 7,2% pour la coalition communistes-verts CDU et 4,5% pour le Bloc de gauche. (lefigaro.fr 05.06)

Complétons cet article : L'abstention 40% aura été le principal vainqueur des élections législatives de dimanche au Portugal (Rue89 05.06)

Il m'a fallu lire cinq articles pour enfin en trouver un où figurait le taux d'abstention. Il faut vraiment de la détermination et consacrer de plus en plus de temps pour fournir une information la plus complère possible et donc exploitable ensuite.

Donc en réalité le PSD et le CDS-PP gouverneront avec une majorité de... 30%. Et la réaction poivoise : on a gagné, repris en boucle par les médias aux ordres. Pas sûr que cela suffira pour tromper les masses qui se déterminent avant tout par rapport aux conditions objectives (matérielles et morales) qu'elles subissent.

3- Grèce

Plusieurs milliers de personnes se sont de nouveau rassemblées dimanche dans le centre-ville d'Athènes pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité prises par le gouvernement face à la crise de la dette du pays.

La manifestation de dimanche était la 12e en autant de jours dans la capitale grecque, où le centre-ville est occupé par les manifestants. (AP 05.06)

4- Espagne

Les jeunes «indignés» qui participent à une fronde sociale inédite en Espagne ont maintenu dimanche leur campement de la Puerta del Sol à Madrid, symbole de ce mouvement alternatif soutenu par l'opinion publique mais menacé d'asphyxie.

Faute de consensus sur le maintien ou non du village de tentes, des représentants du mouvement ont annoncé que le campement «*restait en place*», malgré des dissensions de plus en plus visibles dans leurs rangs, le temps d'organiser d'autres manifestations pour les semaines à venir.

«*C'est une évolution. Nous avons fini notre travail et maintenant nous essayons d'avancer*», expliquait Raquel Pintado, une étudiante en effets spéciaux de 28 ans, occupée à déménager des monceaux de matériel. «*Nous voulons occuper moins d'espace, moins déranger*», disait-elle.

Le mouvement des «indignés», vecteur du malaise de millions d'Espagnols étranglés par le chômage (21,29% des actifs) et la précarité sociale, continue à bénéficier d'un large soutien trois semaines après son apparition le 15 mai.

66% de la population éprouve de la «*sympathie*» pour le mouvement contre 21% qui exprime son «rejet», selon un sondage publié dimanche par El Pais.

81% estiment que les manifestants «*ont raison*» sur le fond, selon ce sondage effectué les 1er et 2 juin auprès d'un échantillon de 1.001 personnes.

Depuis vendredi, les représentants de 56 «acampadas», les campements organisés sur les places de toute l'Espagne pour protester contre les retombées de la crise et «*l'inaction*» des politiques, se sont relayés à la Puerta del Sol pour témoigner des actions menées dans leurs villes et villages.

Les «*indignés*» espèrent ainsi «*étendre le mouvement aux quartiers, aux villages, aux villes et à tous les citoyens*» à travers l'Espagne, a expliqué un porte-parole, Paco Andres.

Des manifestations sont prévues le 11 juin, le jour où les maires désignés lors des élections locales du 22 mai prendront leurs fonctions, avant une journée nationale de manifestations le 19 juin.

Ce jour-là, cinq «*caravanes*» devraient quitter différentes régions d'Espagne et parcourir le pays pour converger à Madrid lors d'une grande manifestation le 17 juillet. (AFP et 20minutes.fr 05.06)

5- Palestine. Tir à bout portant sur des Palestiniens désarmés ou assassinats ouvertement revendiqués

Des soldats israéliens ont ouvert le feu dimanche sur des centaines de Palestiniens qui tentaient de pénétrer sur la partie du Golan conquise en 1967 par Israël, faisant 18 morts et plus 200 blessés, selon un dernier bilan de l'agence de presse officielle syrienne.

Selon la radio israélienne, un grand nombre de Palestiniens ont été victimes d'une mine antichar dont l'explosion a été déclenchée par un feu de broussaille à Kouneïtra, la principale ville du Golan, un des lieux de rassemblement des protestataires.

"*J'ai donné pour instructions à nos forces de sécurité d'agir avec détermination, avec le maximum de retenue mais avec détermination afin de protéger notre souveraineté, nos frontières, nos communautés et nos citoyens*" a déclaré dimanche le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou lors du Conseil des ministres.

«*Quiconque essaiera de franchir cette frontière sera tué*», ont prévenu par haut-parleurs les militaires israéliens déployés face à la foule des Palestiniens qui entendaient marquer le 44e anniversaire du début de la guerre des Six-Jours.

En Cisjordanie, une centaine de manifestants ont marché en direction d'un point de contrôle israélien. Les soldats ont tiré des cartouches de gaz lacrymogène et la foule s'est dispersée. De source médicale palestinienne, on fait état de 14 protestataires blessés par des balles de caoutchouc. (20minutes.fr et AP 05.06)

6- Yémen

Deux personnes sont mortes et 15 autres ont été blessées dimanche à Sanaa dans une attaque à la grenade contre une installation utilisée par le général Ali Mohsen, opposé au président Ali Abdallah Saleh, a-t-on appris d'une source médicale.

Une source militaire a toutefois mis en doute l'hypothèse d'une attaque, ajoutant que l'explosion était peut-être d'origine accidentelle.

Des tirs nourris et des explosions ont retenti dimanche dans la capitale yéménite, au lendemain d'une trêve obtenue par l'Arabie saoudite, rapportent des témoins.

Les tirs étaient concentrés dans le quartier de Hassaba, principal théâtre des affrontements qui opposent depuis deux semaines les forces loyales au président Ali Abdallah Saleh aux combattants de la confédération tribale Hached. (Reuters 05.06)

7- Syrie

Vingt-cinq personnes -19 civils et 6 agents de sécurité- ont été tuées en 24 heures en Syrie dans la région de Jisr al-Choughour (nord-ouest) où des opérations se poursuivent, a indiqué dimanche Rami Abdel-Rahmane de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

«*Vingt-cinq personnes ont été tuées dans des tirs dans la région de Jisr al-Choughour: 10 hier et 15 aujourd'hui*», a affirmé le chef de l'Observatoire à l'AFP. (Liberation.fr 05.06)

Economie

Grèce

Une nouvelle aide à la Grèce pourrait dépasser les 100 milliards d'euros, écrit Der Spiegel, dans un article à paraître lundi.

Le ministère des Finances allemand et la "troïka" (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne) estiment possible un tel montant si la Grèce doit encore s'appuyer sur l'aide internationale en 2013 et 2014, ajoute le magazine. (Reuters 05.06)

Haut de page

Le 7 juin

Précision.

Grèce.

La police a déclaré que plus de 80.000 personnes s'étaient rassemblées dimanche sur la place Syntagma, devant le parlement. (Reuters 06.06)

Parole d'internaute.

1- Ado-pitbull

- "Le plus simple est de télécharger un logiciel libre de peer-to-peer, je vous conseille aussi de télécharger un proxi qui s'intercalera entre votre bécane et celles avec lesquelles vous échangez des fichiers, vous deviendrez très difficilement décelable pour les hadopittbull." (lefigaro 06.06)

Ecrire pit-bull ou pitbull. (Le Grand Robert de la langue française).

2- Dictature de l'aristocratie financière. Réaction à un article du banquier du PS, J. Attali, paru hier sur Slate.fr.

- "Vous ne dites rien du système inique de la BCE qui prête à - de 1% des sommes folles à des organismes Européens qui ensuite vont prêter ces mêmes sommes à des taux de 8% ou plus à aux EM de l'Union...empochant au passage la différence...

Je ne vais même pas m'étendre sur l'idée de "démocratie financière" qui est absurde par essence, comment accepter en se disant démocrates que des étrangers des technocrates fmieste ou Banque mondialiesque ou même BCEsque décide de l'avenir d'une nation, et se dire en même temps démocrates ?

Le système international des marchés ou des organisations "politiques" c'est l'absence de démocratie."

Vous avez raison, la démocratie financière est un oxymore, la démocratie est incompatible avec la prise du pouvoir par le lumpenprolétariat de la bourgeoisie (Marx), l'aristocratie financière. (Oxymoron ou oxymore : Figure qui consiste à allier deux mots de sens incompatibles pour leur donner plus de force expressive. Ex. : Une douce violence. « Cette obscure clarté… » (Corneille). (Le Grand Robert de la langue française).

L'inquiétude hypocrite mais bien réelle manifestée ces derniers jours par l'ONU, suites à l'envolée des prix des matières premières destinées à l'alimentation sur les marchés, qui est le produit de la spéculation orchestrée par l'industrie financière, témoigne à la fois de sa complicité avec les voyous de la finance internationale et de son impuissance à prévenir (à terme) les explosions sociales et la déstabilisation politique de régimes déjà fragiles qui viendrait s'ajouter aux soulèvements révolutionnaires en cours depuis le début de l'année, et qui posent la question de la survie du régime capitaliste ou s'inscrivent dans la perspective de la remise en cause de ce système économique sur fond de chômage de masse et de corruption généralisée.

L'ONU craint que dans sa folie l'aristocratie financière mette le monde à feu et à sang et finisse par créer les conditions favorables au regroupement des exploités pour abattre le capitaliste, à la révolution socialiste.

Ils ont dû prendre connaissance d'un sondage effectué en Grèce pour le journal To Vima le week-end dernier relaté par leparisien.fr le 4 juin : "*seulement 40% jugent qu'un "gouvernement élu démocratiquement" est capable de faire face à la crise, 30% souhaitant "un groupe d'experts et de technocrates" et 22,7% préférant un "dirigeant puissant auquel parlement et élections ne puissent pas faire obstacle". Plus inquiétant, les sondés sont 57% à "approuver ou plutôt approuver" les agressions verbales et physiques contre les responsables politiques.*".

Ce qu'indique ce sondage, c'est que le temps des discours est terminé ou sur le point de l'être, que les masses laborieuses ne veulent plus rien entendre, que le temps de l'action, de l'action violente pour régler nos problèmes est venu, est en train de s'imposer à la majorité des masses exploitées qui ne supportent plus la violence de l'Etat qui veut leur imposer toujours plus de sacrifices, que la situation est en train de mûrir pour devenir révolutionnaire et menace l'édifice des institutions, l'Etat des capitalistes et le capitalisme lui-même, et qu'une telle brèche une fois ouverte pourrait constituer rapidement un appel d'air pour le prolétariat de chaque pays soumis à la même dictature à se soulever pour remettre en cause l'ordre établi, s'engager dans la lutte pour le pouvoir et trouver les moyens pour vaincre.

Les médias aux ordres ne s'y sont pas trompés lorsqu'ils ont généreusement couvert les mouvements sociaux qui ont pris le nom des "*indignés*", parce qu'ils y voyaient une soupape de sécurité salutaire à la colère grandissante des masses pour le capitalisme qui les effraie. Ils s'en sont faits les relais (intéressés) quasi quotidiennement, parce qu'ils estimaient qu'ils ne présentaient pas un danger pour les institutions en place puisqu'ils n'étaient pas dirigés par des partis révolutionnaires, que sans orientation ou objectifs politiques précis, ni représentation, ils se termineraient fatalement dans une impasse, tandis que les partis dits ouvriers et les syndicats continueraient de soutenir le régime et feraient tout pour empêcher les travailleurs de trouver une issue politique à la crise du capitalisme.

De notre côté, peu importe jusqu'à un certain point que ces mouvements sociaux aient été et ou soient manipulés ou qu'ils aient vu le jour à l'initiative de personnes incapables d'inscrire leur action dans une perspective politique consciente, de toutes manières ils sont incapables de contrôler de quelle façon les travailleurs et jeunes qui y participent l'interprètent et quelles leçons ils vont en tirer pour la suite.

Cette mobilisation spontanée alimente la crise politique dans chaque pays et nourrit la réflexion de chaque travailleur ou jeune qui cherche la voie du combat politique pour résoudre les problèmes sociaux auxquels ils sont confrontés. Confrontés à des conditions d'existence et de travail qui vont continuer de se dégrader, ils auront le choix entre continuer de se mobiliser sans objectif politique précis pour finalement se résigner à vivre de plus en plus mal ou chercher la voie de l'affrontement avec le régime qui passera forcément par le regroupement et l'organisation pour le renverser et ouvrira l'ère des révolutions socialistes. A condition toutefois qu'au cours de ce processus ils parviennent à construire le parti révolutionnaire sans lequel il leur sera impossible de vaincre...

Répétons ce que nous avons dit hier : l'évolution du capitalisme mondial et ses conséquences dramatiques pour le prolétariat international pose aujourd'hui directement la question de l'abolition du système économique capitaliste et la liquidation de la totalité des institutions politiques existantes qui ont pour seule raison d'être d'assurer la pérénité du capitalisme. Le sort du prolétariat mondial et de l'humanité entière repose sur la capacité des masses exploitées à s'élever au niveau de la compréhension de la nécessité d'éraditer le capitalisme de la surface de notre planète.

Ces mouvements sociaux sont révolutionnaires dans la mesure où ils réclament l'impossible aux capitalistes, ils sont bourgeois dans la mesure où ils ne s'inscrivent pas dans la perspective de l'abolition du capitalisme et des institutions.

Politique

1- France. Attac, sa véritable nature, confirmation.

L'association altermondialiste Attac a proposé lundi sa propre coprésidente, pour prendre la succession de Dominique Strauss-Kahn, à la direction générale du Fonds monétaire international (FMI).

"*Le FMI joue un rôle décisif dans la régulation, ou plutôt l'absence de régulation, de la finance internationale. C'est pourquoi l'association Attac a décidé de proposer une candidature*", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La candidate d'Attac propose une réorientation fondamentale du FMI pour lutter contre la spéculation financière qui "*fait aujourd'hui rage sur les matières premières et les titres des dettes publiques*". (libération.fr 06.06)

Touchant, confondant, Attac se propose de diriger l'institution du capitalisme mondial à la pointe du combat pour la destruction de

tous les droits sociaux des travailleurs au profit des gangsters de la finance internationale et organise la marchandisation des besoins élémentaires des peuples en prônant ou exigeant la privatisation des services publics.

Attac est une organisation contre-révolutionnaire au service du capital, était-il besoin de le démontrer ? Normal que cette organisation postule à la direction du FMI qui incarne le capitalisme, honnit des travailleurs du monde entier.

2- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique a bien l'intention de mener à terme son plan de rigueur. Quitte à durcir le droit de grève si les syndicats répliquent à sa politique par un mouvement social, a prévenu lundi le ministre des Entreprises, Vince Cable.

La cure d'austérité dévoilée par le gouvernement de David Cameron prévoit une réduction des dépenses publiques de 91 milliards d'euros environ sur les quatre prochaines années. Ce tour de vis pourrait se traduire par la disparition de plus de 300.000 emplois et une baisse des pensions de retraite.

Face à cette menace, des syndicats de la fonction publique menacent d'appeler à une journée de grève le 30 juin. Devant les délégués du syndicat GMB, qui l'ont sifflé, Vincent Cable a appelé au sang froid.

Rappelant que les journées perdues pour cause de grève étaient retombées à leur plus bas niveau depuis les années 1930, le ministre Lib Dems a également déclaré: «*Sur cette base, et à condition que cette tendance se poursuive, il n'y a nulle contrainte à changer la loi sur le droit de grève. Cependant, si cela devait changer et si des grèves devaient infliger des dégâts sérieux à notre tissu économique et social, la pression nous poussant à agir s'accentuerait.*»

Pour Len McCluskey, secrétaire général d'Unite, la principale organisation syndicale du pays, «*évoquer une répression contre les travailleurs, c'est un cirque imaginé par un gouvernement qui n'a pas la moindre idée des véritables problèmes auxquels le pays est confronté*». (20minutes.fr 06.06)

Len McCluskey, le mauvais clown : dégage ! Le gouvernement sait parfaitement ce qu'il fait et c'est bien pour cette raison qu'il brandit cette menace, parce qu'il n'est pas au service du pays comme vous dites, le contraire signifierait qu'il tiendrait compte des besoins de toutes les classes, alors que seuls ceux de la classe dominante qu'il représente l'intéressent... pour les satisfaire.

Len McCluskey craindrait-il de perdre le contrôle de son syndicat si le gouvernement mettait sa menace à exécution et que les travailleurs passaient outre, ce qui entraînerait une réaction violente du gouvernement et une réponse tout aussi violente des masses ? Que craint-il le plus, la réaction du gouvernement ou celle des travailleurs ou les deux à la fois parce qu'elles sont liées ?

3- Maroc

De nouvelles manifestations antigouvernementales ont eu lieu dimanche au Maroc, à Rabat et Casablanca, et la police ne les a pas dispersées violemment contrairement aux précédentes.

Le mouvement a semblé prendre de l'ampleur, quelque 60.000 personnes ayant défilé à Casablanca selon les organisateurs, et 10.000 à Rabat.

La police antiémeutes a été discrète, tandis qu'elle avait arrêté et frappé de nombreux manifestants ces dernières semaines.

"*Ils ont fait les choses tactiquement et intelligemment, pour ne pas réveiller la colère contenue qu'a suscité la répression policière lors des précédentes manifestations*", a dit Mounaim Ouihi, l'un des organisateurs.

A Rabat, les manifestants criaient "*Le peuple veut la fin de la tyrannie ! Le peuple veut la fin de la corruption !*".

Lors des révolutions tunisienne et égyptienne, la répression n'avait fait que renforcer le mouvement d'opposition.

Dimanche, la police a calmement regardé les défilés, où les manifestants réclamaient la chute du gouvernement et davantage de travail, de protection sociale et d'éducation. (Reuters 06.06)

4- Yémen

Des groupes d'hommes armés ont abattu sept soldats et en ont blessé 12 autres lundi à Zindjibar dans le sud du Yémen, ont rapporté un responsable et des témoins.

Une unité de l'armée a tenté de reprendre le contrôle de cette ville de 20.000 habitants, chef-lieu de la province d'Abyan.

En mai, des dizaines d'hommes en armes, qui appartiendraient à Al Qaïda, ont fait irruption dans Zindjibar, en chassant les forces de sécurité et s'emparant des bâtiments officiels. (Reuters 06.06)

5- Syrie

Des combats entre les forces de sécurité syriennes et des centaines d'hommes en armes à Djisr el Choghour, une ville du nord-ouest de la Syrie, ont fait au total 120 morts, a rapporté lundi soir la télévision d'Etat syrienne.

Quatre-vingts des morts sont des membres des forces de sécurité, a affirmé la télévision.

Djisr el Choghour, ville de 50.000 habitants, est située sur la route reliant la ville portuaire de Lattaquié, sur la côte méditerranéenne, à Alep, la deuxième ville de Syrie. Sa population est majoritairement sunnite mais, selon des militants, la région compte des villages alaouites (une branche du chiisme, dont est issu le clan Assad, au pouvoir) et chrétiens.

Des groupes armés ont mis le feu à des bâtiments officiels de cette ville, où ils ont dérobé cinq tonnes de dynamite et tiré sur des civils et sur les forces de sécurité à la mitrailleuse et avec des lance-roquettes, a continué la télévision officielle.

Selon elle, "*Les forces de sécurité ont réussi à lever le blocus d'un des quartiers (de la ville) qui était sous le contrôle des groupes armés, et elles sont passées à l'attaque pour lever le blocus d'autres quartiers*".

C'est la première fois que les autorités syriennes font état d'une confrontation d'une telle ampleur en onze semaines de contestation du régime autoritaire du président Bachar al Assad.

Un peu plus tôt, des militants de l'opposition avaient déclaré qu'une opération de sécurité était en cours dans la ville depuis samedi, et qu'au moins 37 habitants et dix policiers avaient péri.

Selon des habitants, les violences à Djisr el Choghour ont éclaté samedi quand des tireurs embusqués sur le toit de la poste centrale ont ouvert le feu sur un cortège funèbre dont les participants portaient en terre six manifestants tués la veille.

Les membres du cortège funèbre ont alors mis le feu à la poste, a témoigné un habitant de la ville. La télévision d'Etat a indiqué que huit membres des forces de sécurité avaient été tués dans l'attaque de la poste. (Reuters 06.06)

6- Libye

Les insurgés libyens sont entrés lundi dans la ville de Yafran, à environ 120 km au sud-ouest de Tripoli, a rapporté un photographe de Reuters sur place.

La ville, qui était assiégée depuis plus d'un mois par les forces de Mouammar Kadhafi, semble avoir été désertée par les troupes fidèles au colonel libyen, visées il y a quatre jours par un raid des forces britanniques.

Yafran est située dans le djebel Nafoussa, région montagneuse dont la population majoritairement berbère s'est soulevée contre le régime de Tripoli. (Reuters 06.06)

7- Pérou

Le candidat de gauche Ollanta Humala a revendiqué la victoire à l'élection présidentielle au Pérou et a adopté aussitôt un ton conciliant à l'adresse des investisseurs et de ses adversaires, inquiets d'assister à un coup d'arrêt de la croissance économique du pays.

Après dépouillement de 87,8% des bulletins de vote, Ollanta Humala, 48 ans, était crédité dimanche soir d'une courte mais croissante avance de 2,5 points sur son adversaire de droite Keiko Fujimori. Les sondages de sortie des urnes lui attribuaient près de 53% des voix.

"*Nous voulons instaurer un gouvernement d'unité nationale*", a-t-il lancé devant plusieurs milliers de ses partisans lors d'un rassemblement dans le centre de Lima qui s'est prolongé jusqu'aux premières heures de la journée de lundi. "*Nous voulons la croissance économique avec un volet social. Nous pouvons construire un Pérou plus juste pour tous*", a-t-il ajouté.

L'ancien officier, qui a troqué l'uniforme pour le costume-cravate et les armes pour un chapelet, s'efforce d'adopter un style conciliant et acceptable par les milieux financiers.

Il a promis de maintenir un budget en équilibre, d'inclure dans le gouvernement des technocrates expérimentés et de respecter les investisseurs étrangers qui prévoient d'injecter 40 milliards de dollars dans des projets miniers et pétroliers au cours de la prochaine décennie.

"*C'est la fin de la droite traditionnelle et des hommes d'affaires tout puissants*", juge l'universitaire Cesar Lecca qui estime que Humala a affiné son discours politique.

Le candidat de la gauche a également promis d'accorder aux pauvres une plus large part de la richesse nationale et de mettre fin aux conflits sociaux récurrents.

Les milieux d'affaires craignent, pour leur part, que le futur chef de l'Etat ne soit tenté par une politique interventionniste et un accroissement des dépenses sociales qui plomberaient le succès économique du Pérou ces dernières années.

Ses détracteurs assurent qu'il reste un dogmatique dans l'âme et ne renoncera pas à la tentation des nationalisations et d'une réforme constitutionnelle pour se maintenir au pouvoir, à l'instar du Vénézuélien Hugo Chavez. Certains redoutent même d'assister à un retour à l'époque militaire.

Ollanta Humala soutient que son passé marxiste est derrière lui, promet qu'il n'accomplira qu'un seul mandat et a fait de nombreux efforts pour apparaître comme un modéré, à l'image du Brésilien Luis Inacio Lula da Silva. (Reuters 06.06)

Social

France.

Jean-François Copé (UMP) propose que certains des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) travaillent "*entre cinq et dix heures par semaine*" au service d'une collectivité, sans quoi ils pourraient le voir progressivement diminuer, dans un entretien à *La Voix du Nord* à paraître mardi 7 juin.

Marc-Philippe Daubresse, secrétaire général adjoint de l'UMP, précise ce projet dans un entretien au *Parisien* à paraître mardi : "*Le principe novateur du RSA, visant à ce que toute personne qui travaille, ne serait-ce qu'une heure, gagne plus qu'en ne faisant rien, n'est pas apparu clairement. (...) Nous allons proposer un contrat d'utilité sociale rémunéré de cinq a dix heures par semaine*", indique-t-il, estimant que cette idée "*répond aux interrogations de Laurent Wauquiez, mais garde la philosophie de la loi Hirsch*".

"*C'est un élément de valorisation et d'insertion pour les personnes, et c'est un premier pas dans le retour vers l'emploi*" continue Jean-François Copé. "*Voilà une des pistes que nous ouvrons. Nous ferons mercredi avec Marc-Philippe Daubresse d'autres propositions pour une politique sociale plus juste et plus efficace*", ajoute-t-il. (lemonde.fr 06.06)

Haut de page

Le 8 juin

J'ai mis en ligne quelques articles dans les rubrique Justice, Economie, International. J'ai actualisé la page Economie du site.

A propos des articles politiques du Réseau Voltaire, Mondialisation.ca et Alterinfo.net. Leurs auteurs réduisent parfois ou souvent la situation à un affrontement entre Etats, nouvelle mouture de la théorie des blocs, au détriment de la lutte des classes, ce qui est logique de leur point de vue puisque pour eux une seule classe ne peut accéder au pouvoir, celle des capitalistes, du coup leurs analyses sont faussées en partie ou en totalité.

Ils ne se souviennent de l'existence des masses laborieuses, que lorsqu'elles se sont mobilisées et ont contrecarrées les plans minutieusement mis au point par les représentants de l'ordre. Leurs analyses peuvent indiquer une tendance, des intentions ou rappeler un penchant de certains acteurs, sans pour autant que la réalité ou l'évolution de la situation politique s'y conforme ou y corresponde obligatoirement.

Mes causeries des derniers jours n'étaient pas fameuses parce que je suis de nouveau accaparé par des problèmes personnels qui s'accumulent, donc j'ai un peu l'esprit ailleurs.

Hier soir je me suis dit que notre priorité devrait portée sur l'éducation politique des travailleurs parallèlement à celle des militants, et qu'on ne pouvait évidemment pas l'aborder sous le même angle.

Si l'on partage le constat que le problème numéro un demeure la faiblesse du niveau de conscience politique des travailleurs, il faut chercher sur quoi elle repose, comment elle se manifeste, dans quel contexte, pour déterminer les moyens qui permettraient de la faire progresser rapidement et durablement.

Autrefois on avait le choix entre se résigner ou adhérer à un parti ouvrier, leur nombre était limité à partir de 1905, SFIO ou PC, après la stalinisation du PC au milieu des années 20 plusieurs groupes puis partis se réclamant du trotskisme virent le jour au cours des années 40, de 1945 à 1958 le PS et surtout le PC dominaient (contrôlaient) le mouvement ouvrier et apparaissaient toujours aux yeux des travailleurs comme des partis représentant leurs intérêts, de 1958 à 1980 la confiance des travailleurs dans ces partis ne cessa de s'effriter ou plutôt elle prit un autre contenu, les travailleurs sachant dorénavant qu'ils ne changeraient jamais radicalement la société, bien avant les années 80 pour la majorité des travailleurs le socialisme n'était plus qu'une utopie ou un vague souvenir, ils étaient devenus incapables de lui donner un contenu précis tant les social-libéraux et les staliniens s'étaient employés à le déformer ou l'avaient carrément abandonné.

A partir des années 80, les travailleurs se détournèrent davantage de ces partis sans pour autant se tourner vers les différents partis se réclamant du trotskisme ou du maoïsme, parallèlement une multitude d'associations et d'organisations allaient voir le jour, organisations politiques et associations dites apolitiques. Si pendant plus de 20 ans les travailleurs n'avaient cessé de se détourner du socialisme, ce n'était pas pour y adhérer du jour au lendemain à partir de mai 81, la théorie opposée qu'on nous avait servi jusqu'en 1981 était erronée ou carrément farfelue.

L'Etat a compris tout l'intérêt qu'il aurait à encourager et financer généreusement une miriade d'associations qui ne se donnaient pas pour objectif d'abolir le capitalisme, mais agir pour accompagner sa décomposition en atténuant ses conséquences sur les travailleurs de manière finalement à assurer la stabilité politique du régime, processus que ne pouvait évidemment pas comprendre les travailleurs et qui devait contribuer utilement à affaiblir davantage les partis PS-PC, ces partis étant le plus souvent à l'origine de la création de ces associations.

Le but de l'opération consistait à diluer la question du pouvoir, à en éloigner le plus possible les travailleurs, à la faire disparaître littéralement, de manière à renforcer l'impression qui prédominait déjà chez les travailleurs que dorénavant il faudrait faire avec le capitalisme et qu'il n'existait aucune alternative à ce système économique, qu'il faudrait définitivement accepter de vivre sous un régime capitaliste. En détournant les travailleurs des partis politiques, ils renforceront l'idée qu'il n'existait pas de solution collective à la crise du capitalisme, que c'était uniquement au niveau individuel qu'il fallait chercher une solution à nos problèmes, cet état d'esprit présentera l'avantage de faciliter la privatisation des entreprises et des services publics entreprise par les gouvernements successifs depuis les années 80.

En procédant de la sorte, chaque problème est traité comme une abstraction de manière à ne pas avoir à se demander quelle en est l'origine, pour ne pas pouvoir remonter à sa racine, autrement dit aux fondements du capitalisme qu'il ne fallait surtout pas remettre en cause. Désormais on ne devait s'attaquer qu'aux conséquences de la survie du capitalisme pour tenter de les atténuer pour maintenir en place l'ordre établi. Rompre le lien de cause à effet était pour eux une priorité, rompre le fil qui reliait chaque difficulté auxquelles le prolétariat était confronté, de façon à ce que tout mouvement social ne puisse se cristaliser contre l'Etat et les institutions, contre le capitalisme, qu'il n'ait aucune orientation politique de manière à pourrir sur place ou à être récupéré facilement par les valets du capital que sont le PS et ses satellites.

Empêcher à tout prix et par n'importe quel moyen que les travailleurs et jeunes accèdent à la compréhension du fonctionnement de la société, leur interdire de chercher une issue à la crise du capitalisme, les couper du socialisme, favoriser l'individualisme, l'atomisation des masses exploitées, faire en sorte d'opposer leurs différentes couches de travailleurs entre elles pendant que le capital tirait les ficelles, renforcer l'esprit corporatiste, opposer les travailleurs du secteur public à ceux du secteur privé, opposer les générations entre elles, diviser pour mieux régner, le procédé classique quoi, bien que plus raffiné et sournois qu'autrefois.

Ils se sont employés à faire en sorte que les travailleurs considérent leurs problèmes par n'importe quel bout sans qu'ils soupçonnent un instant que les rapports de production pourraient en être à l'origine. Les travailleurs y ont été encouragés par les syndicats qui ne situaient plus le combat pour les revendications sociales comme un moment ou une étape du combat pour l'émancipation du capital, ils ont définitivement abandonné cette perspective ou objectif. Tous les partis à des degrés divers leur ont emboîté le pas, chaque combat, chaque bataille qu'ils ont menée sur une question sociale ou politique était totalement détachée de la question du pouvoir qui n'apparaissait plus que dans leur programme inconnu des travailleurs ou hors de leur portée.

L'amélioration du niveau de vie général n'a fait que renforcer l'illusion qu'on pourrait toujours s'en sortir individuellement et a contribué à subordonner davantage les travailleurs au capitalisme, en aucun cas elle leur a permis de mieux comprendre son fonctionnement puisqu'ils étaient inconscients du processus qui était en train de se dérouler sous leurs yeux, ils ont

été encouragés à se détourner de cette question, laissant les différents partis qui se relayaient au pouvoir s'en occuper à leur place.

A la multitude de formations politiques, puis d'associations, vient se greffer maintenant ce qu'ils appellent les "réseaux sociaux" sur le Net qui se disent apolitiques. L'explosion des sites et des blogs marque l'apogée et la limite du processus initié au milieu des années 80 avec le déferlement d'associations en tous genres. De façon déformée et désordonnée, elle témoigne de la volonté de la population de prendre en main son destin, de pouvoir s'exprimer librement, et bien que ce soit souvent un mode d'expression individuel, paradoxalement il a pour but de partager des expériences, de rompre avec un certain isolement qui pèse de plus en plus lourdement au fur et à mesure que la crise sociale s'amplifie, de rompre avec le silence et être entendu.

Si le narcissisme accompagne la création artistique et libère l'imagination de l'artiste, il est permis de penser que le même phénomène se produira chez l'internaute qui a notamment besoin de s'exprimer librement autant qu'il quête à découvrir la vérité qu'on lui cache, à se saisir de cet outil de communication dans un but avant tout pratique. Il est en train d'en faire l'expérience, et à la prochaine étape il se rendra compte des limites de cet outil dans sa forme actuelle, que l'éparpillement de la pensée et des actions, que l'addition d'individualités ne peut pas concurrencer des partis politiques, ébranler les institutions ou le capitalisme, ne garantit pas une interprétation correcte (consciente) du monde dans lequel nous vivons, ne suffit pas pour constituer un organisme de pouvoir et changer la société.

Avec Internet, on a l'impression de vivre à la fois dans un monde réel et virtuel, le virtuel domine logiquement chez l'individu qui n'a pas encore pris conscience de sa situation, cela peut l'occuper pendant un temps, mais le monde réel va le rattrapper, il n'a jamais complètement rompu avec lui puisqu'il y ait violemment confronté quotidiennement. La question est donc d'hâter le moment où il prendra son sort en main. Il se fourvoie, il perd son temps et s'égard sur Internet, cela ne servirait à rien à essayer de le dissuader de changer ses habitudes, laissons-le épuiser ainsi toutes ses illusions. Notre responsabilité est de l'aider à trouver la voie du combat politique quand il remet les pieds sur terre, puisque finalement c'est le seul moyen qui existe pour changer la société.

Une fois l'individualisme poussé à l'extrême, une fois épuisé ce moyen pour s'en sortir et constaté que c'était impossible par cette voie-là, il restera à chaque travailleur à se convaincre qu'il n'y a rien de tel que la vieille recette du parti qui a déjà fait ses preuves. Pourquoi y reviendrait-il plus qu'hier ou aujourd'hui ? Parce qu'entre temps il aura acquis une expérience critique qui le mettra en confiance. Eh oui ! on en revient toujours à la même question, le manque de confiance en soi des masses.

Et qu'on ne nous dise pas qu'elle reposerait sur son expérience de la lutte de classe, c'est vrai en partie seulement ou prête à de nombreuses réserves. Quand un travailleur n'est pas capable de tirer les leçons d'une expérience, c'est comme s'il ne l'avait jamais vécue, il n'y a que les dogmatiques pour croire encore le contraire, et cela vaut dans la vie en général. Une formule foireuse parmi des dizaines d'autres que des dirigeants incapables se sont employés à incruster dans le cerveau de militants qui ne se sont jamais donnés la peine d'en vérifier la véracité ou qui en étaient incapables eux-mêmes, je sais ce que c'est pour être passé par là.

En conclusion, il nous faut éduquer les travailleurs, les aider à prendre en main leur destin, à considérer que leurs besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes contrairement à ce que martèlent les représentants du capitalisme et leurs valets, à renouer avec l'idéal du socialisme.

Dictature du capital.

Côté jardin.

- Fillon contre l'intégration des œuvres d'art dans l'ISF - (Liberation.fr 07.06)

Côté cour.

- Jean-François Copé veut lier le RSA à un travail obligatoire - (Liberation.fr 07.06)

Politique.

1- France.

1.1- La soumission à l'ordre établi par la force en guise d'éducation et de prise de conscience.

« *Il y a quelques propositions qui me semblent intéressantes pour réinsérer des délinquants multi-récidivistes. Je pense à l'encadrement militaire, je l'ai toujours dit.* » Questionné sur son alignement sur Ségolène Royal qui propose elle-aussi l'encadrement militaire, il a répondu par l'affirmative. « *Oui mais je pense effectivement qu'il y a des moyens, on l'a déjà dit, moi je l'ai écrit. Il y a des moyens pour retirer des jeunes multi-récidivistes, pour éviter même qu'ils soient en prison parce que la prison, telle qu'elle est aujourd'hui, surchargée, c'est plutôt une école du vice qu'une école de la réinsertion.* »

Ségolène Royal est d'ailleurs revenue sur le sujet ce matin sur Canal + : « *Oui je suis favorable à l'encadrement militaire des [jeunes] délinquants et d'ailleurs je propose que ce soit expérimenté dans la région Poitou-Charentes que je préside* », a précisé la candidate à la primaire socialiste.

Selon François Rebsamen, que des délinquants fréquentent l'armée pendant quelques temps ne peut que leur permettre une meilleure réinsertion. « *Les écarter ou les retirer de la société pendant un an ou deux, pour leur permettre d'acquérir une formation, d'apprendre les règles de la vie en société, ce ne sont pas des choses qui me choquent.* » (publicsénat.fr 07.06)

Finalement, l'épileptique du Palais pourrait très bien être réélu en 2012, non ?

1.2- Une troublante coïncidence, non ?

Un journaliste américain, spécialiste de la police, décrit sur son blog les nombreux liens, qui existent entre le chef de l'Etat français et l'un des principaux protagonistes de l'affaire DSK.

Dans l'affaire DSK, les premiers rôles sont joués par l'accusé, la victime, les avocats, le procureur, mais aussi les policiers new-yorkais, et particulièrement leur chef, Ray Kelly.

Or, un journaliste, spécialiste du milieu policier new-yorkais, Leonard Levitt raconte sur son blog, que le même Ray Kelly est proche de Nicolas Sarkozy. De quoi alimenter la théorie, selon laquelle des fuites préjudiciables à DSK seraient organisées en haut lieu.

Leonard Levitt écrit qu'en 2006, le Président français, alors ministre de l'Intérieur, a décoré l'Américain de la légion d'honneur pour sa lutte contre le terrorisme.

Cet ancien responsable des douanes américaines sous Bill Clinton, francophile, a été également invité l'été dernier par le Président à la remise de la légion d'honneur à Alain Bauer, criminologue et expert français des questions de sécurité. Ce qui fait dire à Leonard Levitt que les relations du chef d'Etat et du commissaire ont "prospéré" depuis 2006, soulignant la tendance de Ray Kelly à accorder des faveurs aux "*personnes puissantes et influentes qui sont susceptibles de lui rendre des services*".

Il pointe ensuite le manque d'entrain de Ray Kelly à identifier l'origine des fuites concernant l'ancien directeur du FMI, aux conséquences pourtant dévastatrices pour l'accusé, alors qu'il avait déployé des moyens considérables lors de fuites similaires dans l'affaire Imette St. Guillen.

Sur la base de cet article de Leonard Levitt, Bruno Roger-Petit, chroniqueur politique du *Nouvel Observateur*, s'interrogeait ce matin sur le silence de la presse française à propos de cette amitié. Une connivence décrite comme "*éclairante*" dans la lecture du traitement de l'affaire DSK.

A ces informations sur le lien entre la police new-yorkaise et l'Elysée, est venue s'ajouter la révélation, le 3 juin par le site du Point, d'une rencontre le 16 mai (deux jours après l'arrestation de DSK), à New York, entre le procureur en charge de l'affaire, Cyrus Vance Jr. et le procureur de Paris Jean-Claude Marin. Le magistrat français a eu beau rappeler qu'il était invité de longue date pour une réunion sur la coopération anti-terroriste et assurer n'avoir pas abordé le sujet DSK, l'information est venue relancer les soupçons de manipulation par l'Elysée. (lexpress.fr 07.06)

2- Grèce

Le gouvernement grec n'est pas parvenu mardi à convaincre les députés sceptiques au sein du Parti socialiste au pouvoir (Pasok) de soutenir le plan d'austérité exigé par le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

Vasso Papandreou, qui préside la commission des Affaires économiques au parlement, a évoqué Mirabeau, figure de la Révolution française, pour résumer ce qu'elle avait dit au ministre des Finances.

"*D'après Mirabeau, lorsque le parlement est soumis à du chantage, c'est la démocratie qui est soumise à du chantage*", a rapporté aux journalistes cette responsable n'ayant pas de lien de parenté avec le Premier ministre, George Papandreou. "*Vous n'avez aucun projet (...) Ce que vous entreprenez ne vous mènera pas très loin.*"

Ces députés socialistes relaient l'hostilité d'une grande partie de la population à l'égard des projets du gouvernement après avoir déjà subi une cure d'austérité depuis un an dans le cadre du premier plan de sauvetage décidé par le FMI et l'UE.

La réunion avec les députés socialistes a duré si longtemps qu'elle a entraîné le report à mercredi du conseil politique du Pasok. La réunion ministérielle censée donner le feu vert du gouvernement au plan d'austérité pour le faire examiner par le parlement a de même été repoussée d'une journée, de mercredi à jeudi. (Reuters 07.06)

3- Syrie

De nombreux Syriens fuyaient Jisr al-Choughour dans le nord du pays mardi, craignant des représailles sanglantes du régime au lendemain de la mort de 120 membres des forces de sécurité. Damas accuse des groupes armés, mais des habitants et activistes évoquent une mutinerie sans précédent contre la répression du soulèvement anti-gouvernemental.

La thèse de Damas, selon laquelle des "*groupes armés*" auraient attaqué Jisr al-Choughour, n'explique pas comment des officiers lourdement équipés ont pu subir de telles pertes.

Un homme se faisant appeler Abdul-Razzaq Tlass et se présentant comme un déserteur de l'armée syrienne a appelé mardi les autres soldats à protéger les manifestants contre le régime. "*Souvenez-vous de votre devoir*", a-t-il lancé sur la chaîne panarabe Al-Jazira.

Selon l'habitant interrogé par AP, les tensions à Jisr al-Choughour remontent surtout à la semaine dernière, lorsque les forces de sécurité et des tireurs isolés ont ouvert le feu sur des manifestations pacifiques puis les funérailles des victimes, tuant une trentaine de personnes.

Un certain nombre de soldats auraient finalement fait défection, révoltés par le comportement des redoutées milices pro-gouvernementales, les "*Shabiha*", chargées de terroriser la population et d'attiser les tensions religieuses. La région est à majorité sunnite mais compte aussi des villages chrétiens et alaouites. Les Alaouites sont une branche du chiisme à laquelle appartiennent les Assad et les élites au pouvoir, qui représente environ 11% de la population syrienne.

Des militants des droits de l'Homme ont eux aussi fait état d'une mutinerie à Jisr al-Choughour, où des soldats ayant tourné casaque se seraient défendus contre les attaques des forces de sécurité.

Selon d'autres témoignages, de nombreux habitants auraient pris eux-mêmes les armes pour se défendre. Une thèse jugée peu crédible par un habitant de Jisr al-Choughour réfugié dans un village voisin. "*Les habitants de Jisr al-Choughour n'ont plus le droit de posséder des armes, même des fusils de chasse, depuis les années 1980. Comment pourrait-il y avoir une résistance armée?*", a-t-il réagi.

Un militant en exil influent, possédant des contacts dans la région a pour sa part affirmé que la mort de manifestants avait amené de nombreux Syriens à s'armer mais que les affrontements des derniers jours avaient surtout opposé des sympathisants des Frères musulmans aux forces de sécurité. Les armes passent selon lui par la Turquie et "*les forces de sécurité syriennes ont de fait perdu le contrôle de la zone*".

Ammar Qurabi, chef de l'Organisation nationale des droits de l'Homme en Syrie, a de son côté déclaré qu'on ignorait comment un grand nombre d'officiers avaient pu être tués à Jisr al-Choughour. Il a privilégié l'hypothèse d'affrontements au sein des forces armées mais a ajouté qu'il était possible que des habitants aient individuellement pris les armes pour se défendre contre les soldats. (AP 07.06)

4- Yémen

Quatre mille personnes environ ont manifesté mardi devant la résidence du vice-président yéménite à Sanaa pour exprimer leur refus du retour du président Ali Abdallah Saleh, évacué samedi en Arabie saoudite après avoir été blessé la veille dans une attaque contre son palais.

Le vice-président Abd-Rabbou Mansour Hadi assure l'intérim à la tête de l'Etat et de l'armée. Il a déclaré lundi que Saleh, qui a été opéré en Arabie saoudite, rentrerait dans les prochains jours.

"*Le peuple veut qu'on forme un conseil transitoire. Nous ne dormirons pas, nous n'arrêterons pas avant que ce conseil soit formé*", ont scandé les manifestants, qui réclament depuis cinq mois que Saleh quitte le pouvoir.

"*Notre révolution est yéménite, pas du Golfe ou d'Amérique*", proclamaient certaines banderoles agitées par les manifestants qui ont juré d'assiéger la résidence du vice-président jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction. (Reuters 07.06)

Syndicat

L'union syndicale Solidaires, qui réunit notamment les syndicats SUD, tient à partir de mardi son 5e congrès, qui s'annonce plutôt paisible et se concentrera sur son développement, dans un paysage où il tient une place encore modeste.

Trois cents délégués débattront pendant trois jours à Villefranche-sur-Saône (Rhône) de l'avenir de l'organisation, qui "va passer la barre des 100.000 adhérents" à l'occasion de ce congrès triennal, selon Annick Coupé, l'une des deux porte-parole, et tirera le bilan des dernières années, marqué par une notoriété en expansion.

Porteur d'"*un syndicalisme de lutte*", le plus contestataire des syndicats bénéficie d'"*une visibilité médiatique assez forte*", selon l'universitaire Jean-Michel Denis, qui les suit depuis plusieurs années et se dit "*assez bluffé par leur capacité à mobiliser dans les manifestations ces dernières années*".

On a vu ses militants nombreux dans les cortèges lors du conflit sur les retraites de l'automne 2010, même s'ils ne jouent pas dans la cour des grands (CGT et CFDT).

"*Depuis trois ans, on a réussi à bien marquer l'identité de Solidaires*", affirme Annick Coupé.

Solidaires a recueilli près de 4% des voix aux élections prud'homales de 2008. Mais il dispose de positions fortes dans le secteur public (SNCF, La Poste, la santé...).

Né en 1998 du regroupement de syndicats autonomes (de fonctionnaires notamment) et de syndicats SUD rejoints par de nombreux dissidents de la CFDT, Solidaires a su s'intégrer dans le paysage, grâce notamment à sa participation pleine et entière à l'intersyndicale, qui toutefois végète depuis l'échec du mouvement sur les retraites.

Sa présence dans cette structure unitaire ne fait pas débat dans ses rangs. Solidaires y a plaidé sans succès pour un durcissement du mouvement face à l'intransigeance gouvernementale tout en reconnaissant que le mot d'ordre de grèves reconductibles ne prenait pas.

Solidaires a su aussi établir des liens privilégiés avec la FSU, avec des colloques communs sur le partage des richesses, l'écologie, la précarité.

Quelques changements au secrétariat national interviendront lors ce congrès. Les départs les plus notables sont ceux de Pierre Khalfa, par ailleurs figure de l'association altermondialiste Attac, qui prend sa retraite, et de Jean-Michel Nathanson, le responsable de la fonction publique. (lepoint.fr 07.06)

Haut de page

Le 9 juin

Il est tard ici, 17h50 et je n'ai plus le temps de me relire, tant pis pour les fautes, j'ai perdu 2 heures ce matin à régler une affaire de famille et d'argent qui traînait depuis... 5 ans, vous ne m'en tiendrez pas rigueur j'espère. Une histoire indienne dont je vous causerai plus tard. Hier à Mysore dans le Karnataka, dans le sud de l'Inde pas très loin de chez moi, deux éléphants se sont faits la belle en pleine ville massacrant plusieurs vaches au passage, tuant un homme et détruisant tout ce qui leur tombait sous la trompe... Réflexion avec Magueswary : il n'y a qu'en Inde que ce genre de choses peut arriver !

Education des masses. Argumentaire.

Vous devez tout à la lutte de classe des générations précédentes. Les travailleurs ignorent d'où viennent les droits sociaux et politiques dont ils bénéficient....

Les travailleurs ignorent pourquoi en Inde par exemple un salarié travaille 48 heures par semaine sans congés payés, ne dispose d'aucun avantage social, aucun droit, même pas un contrat de travail, il peut être viré comme un chien sur le champ sans aucun recours, alors qu'en France il travaille 35 heures, bénéficient de congés payés, d'un contrat et d'un certificat de travail, il peut saisir l'inspection du travail, les prud'hommes pour défendre ses droits, etc. En France le salarié à le droit à la retraite, en Inde ce droit n'existe pas (sauf dans la fonction publique et dans les grandes entreprises).

C'est parce que les travailleurs se sont organisés massivement en syndicats et en partis politiques et qu'ils se sont mobilisés contre l'Etat des capitalistes par la grève, les meetings et les manifestations dans la rue, qu'ils ont réussi à obtenir tous ces droits sociaux ou politiques dont sont privés les travailleurs en Inde.

Parfois il est arrivé que par crainte qu'une trop puissante mobilisation des travailleurs se produise et mette en péril l'Etat des capitalistes, les représentants des capitalistes négocient avec les représentants des travailleurs des avantages sociaux ou politique, leur objectif étant de préserver le système économique capitaliste. Sans un rapport de forces favorable aux

travailleurs, jamais l'Etat n'aurait accepté de céder le moindre avantage social aux travailleurs, il faut que les travailleurs en prennent conscience.

Il est arrivé autrefois que les capitalistes décident eux-mêmes d'améliorer le sort des exploités, mais c'était parce que sans régler des problèmes comme l'élévation du niveau des connaissances de la classe ouvrière, il aurait été impossible d'élever son niveau de formation professionnelle pour faire tourner les usines, utiliser des machines de plus en plus perfectionnées. De la même manière, pour amplifier l'exploitation des travailleurs, il fallait résoudre le problème de l'absentéisme pour cause de maladies à répétition et la faiblesse physique des travailleurs lié à des conditions de vie et de travail épouvantables, ils ont été obligés de prendre des mesures pour améliorer les conditions d'hygiène et de santé, de logement des travailleurs, par par souci de leur bien-être, mais pour mieux pouvoir les exploiter.

Jamais depuis que le capitalisme a vu le jour un patron ou un capitaliste n'a pris une mesure sociale (gratuitement) en faveur des travailleurs, il a toujours agi en fonction de ses seuls intérêts pour soutirer le maximum de profit de leur force de travail. Ainsi c'est un leurre de croire qu'il existerait de bons et de mauvais patrons, il n'existe que des exploiteurs qui vivent au dépend des exploités. C'est seule l'ignorance des travailleurs qui permet à cette forme moderne d'esclavage qu'on appelle salariat de continuer d'exister. (A suivre)

Pour développer et peaufiner cet argumentaire il faudrait y consacrer tout son temps, comme pour toutes les questions que j'aborde dans le site, seul un parti a les moyens de le faire sérieusement, les camarades peuvent le comprendre. Du coup ici on se contentera chaque fois d'aborder certaines questions sous un angle seulement.

En lisant les articles de presse des derniers jours ou des dernières semaines, on ne peut que constater que les facteurs d'une gigantesque crise du capitalisme à l'échelle mondiale sont sur le point d'être réunis aussi bien sur le plan économique, social que politique frappant de nombreux pays, dont les Etats-Unis, le Japon et l'UE.

A de multiples reprises on a expliqué que la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007 n'était pas terminée, et que ce n'était pas les quelques dizaines de millions de chômeurs supplémentaires dans le monde qui suffiraient à atteindre le feu qui couve et empêcher la formidable explosion sociale qui se prépare d'avoir lieu, les soulèvements révolutionnaires en Afrique du Nord n'en sont que les symptômes apparents.

On en veut pour preuve que les tenants du capitalisme mondial n'ont rien trouvé de mieux que de faire chauffer à blanc la planche à billets pour tenter de juguler la crise qu'ils avaient provoquée, en fait ils n'ont fait que l'alimenter, jeter des braises dessus pour la rendre à terme encore plus gigantesque et incontrôlable. Chaque capitaliste entend recevoir une part du gâteau toujours plus grande, leur nombre a augmenté, leur rapacité aussi, mais à l'opposé le nombre d'affâmés à qui il faut bien distribuer une part de ce gâteau à défaut de les laisser crever ou de les faire disparaître a augmenté encore plus vite, c'est cette contradiction, cet antagonisme tendu à l'extrême qui menace d'exploser à tout moment.

On a déjà expliqué en long en large et en travers ce processus au cours des causeries des derniers mois, on en donne ici qu'un modeste aperçu.

Maintenant il existe deux conceptions de la lutte de classe du prolétariat, l'une consistant à lutter pour faire payer les capitalistes, obtenir des concessions de leur part, c'est celle adoptée par tous les partis quand on y regarde de près, l'autre pour leur faire rendre gorge et abolir le capitalisme reprise par aucun parti, parce qu'elle serait à contre-courant de l'état d'esprit des masses subordonnées au capitalisme, occultant le fait qu'elle colle parfaitement à la réalité de la crise que subit le capitalisme.

On en a un parfait exemple dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* qui se réjouit de la "belle victoire" obtenue par les salariés des hôpitaux Sainte-Marie, bataille qui a aucun moment ne s'est inscrite dans la perspective de la rupture avec le capitalisme ou l'expropriation des actionnaires de ces établissement hospitaliers privés, on en veut pour preuve le compte-rendu qui en a été donné, dans la présentation de cette bataille, comme si finalement le combat pour une revendication partielle était une fin en soi, une pure abstraction totalement coupée du combat politique, dès lors il ne faudra pas s'étonner que la conscience politique des travailleurs qui y ont participé n'évolue pas. Son orientation politique n'est pas difficile à identifier : vivre mieux ou faire en sorte de mieux supporter le capitalisme, et au diable le combat pour le liquider. Ces travailleurs sont satisfaits, ils ont obtenu le maintien de leur accord d'entreprise, ils peuvent aller dormir le combat est terminé pour eux. On est très heureux pour eux, bravo, la question n'est pas là. De leur côté, les capitalistes ont perdu une bataille mais conservé l'essentiel, ce n'est que partie remise, pas de quoi en faire un plat la vie continue comme avant.

Des centaines de milliers de travailleurs ont été confrontés à des situations similaires au cours des 50 dernières années, ont fait grève ou participé à des mouvements sociaux sans jamais en retirer le moindre enseignement politique, sans que jamais leur conscience politique progresse. Cela ne vous interpelle pas, cela ne vous pose aucun problème ? Vous ne vous dites pas qu'il y a quelque chose qui cloche quelque part, non, du moment qu'on appuie sur le bouton et que l'ampoule s'allume tout va bien. Dites-vous bien que pour certains il ne se passe rien et que ce n'est pas nouveau. Ce serait un autre problème, facile de se défiler quand on a le ventre plein.

Mais, mais, bégaient-ils, on ne peut pas concevoir le syndicalisme, une action syndicale dans une telle perspective, cela diviserait les syndicats et les travailleurs, on n'arriverait à rien, avec de la mauvaise volonté en effet on arrive toujours à rien, mais si c'était à prendre ou à laisser, et si cela correspondait à ce que de nombreux travailleurs pensent tout bas ou qu'ils se disent sans l'avouer ou encore qu'ils n'osent même pas imaginer mais qu'ils ont à l'esprit, la petite lumière qui brille au fin fond de chacun se serait-elle éteinte à tout jamais, secrètement l'idéal d'une société meilleure qui a jailli un jour au cours de notre adolescence aurait-il disparu pour toujours au fil des ans, les travailleurs seraient-ils résignés à vivre dans cette société sans espoir de la changer un jour tout en constatant quotidiennement qu'elle devient de plus en plus pourrie, si c'est le cas, abandonnons le combat pour le socialisme, décrétons que le marxisme était une mauvaise farce.

On voit ici que ce qui prime pour le POI ce n'est pas l'élévation du niveau de conscience politique des travailleurs dans la perspective d'abattre le capitalisme, mais des résultats immédiats qui sont les seuls objectifs de leur combat. Tandis que les va-t-en-guerre capitalistes orchestrent des guerres qui ne devraient faire aucune ou peu de victimes dans leurs rangs, de nos jours toute forme de souffrance doit être bannie, déclarée illégitime dans cette société psychotique et en proie à une paranoïa généralisée, les partisans de la lutte des classes dans les rangs du mouvement ouvrier adoptent la même conception, ils veulent bien concevoir la lutte de classe à partir du moment où elle devrait se traduire par une victoire, peu importe son contenu, qu'elle ait ou non une valeur politique, ils s'en moquent, cet objectif est une victoire en soi, cela leur suffit, leur horizon s'arrête là, tout le reste, leurs discours sur le socialisme n'est que du baratin auquel ils ne croient pas eux-mêmes, ils ne cessent d'en faire la démonstration. C'est un peu comme si on disait : moi je suis bien pourvu, je ne manque de rien, tout va bien merci, si cela pouvait être encore mieux je ne cracherais pas dessus, à défaut en attendant on se contentera de ce qu'on a. J'ai l'impression que leur combat pour le socialisme se réduit à cet état d'esprit.

Mais si on enregistre une défaite au lieu d'une victoire, et bien quoi, ce serait un drame, un de plus voilà tout, tous les jours dans le pays des batailles se terminent par des défaites, et pourquoi êtes-vous défaitistes à ce point, vous ne la voyez donc plus luire cette petite lumière dans chaque travailleur ? Victoire ou défaite, au point où nous en sommes, qu'est-ce que cela change ? Rien, alors qu'est-ce que cela nous coûterait de situer chaque bataille dans une perspective politique, sans confondre les deux bien sûr, ne soyez pas de mauvaise foi et ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, j'ai seulement voulu dire qu'on pouvait se battre sur une revendication sociale tout en la situant dans un contexte politique qui n'est pas figé et qui dans certaines conditions pourrraient devenir favorable aux travailleurs, autrement dit que leur expérience sur le plan social pourrait leur profiter sur le plan politique, que les enseignements qu'ils pourraient tirer de leur bataille pourraient leur servir sur le plan politique, n'est-ce pas l'objectif que nous nous sommes fixés en tant que militants révolutionnaires, à moins qu'un peu de beurre dans les épinards suffisent à faire notre bonheur, dans ce cas-là on évitera de se proclamer révolutionnaire, réformiste serait plus approprié.

Je ne sais pas si je me suis correctement exprimé, je ne remets pas en cause le combat pour des revendications sociales, je dis seulement que ce qui n'était qu'une tendance autrefois, une déviation de l'objectif du mouvement ouvrier défini par les combattants révolutionnaires au milieu du XIXe siècle et confirmé au début du XXe, est devenu un penchant opportuniste sans cesse accentué depuis, au point que cet objectif a totalement disparu de toute bataille sociale, de tous les discours syndicaux, même la grève générale ne devrait plus avoir de contenu et d'objectifs politiques.

Une dernière réflexion très vite sur l'Assemblée contituante et la République.

Sur la République, dès lors qu'elle est chapeautée par un président de la République ou du Conseil ou tout autre personnage qui s'octroie un pouvoir absolu, la République n'est plus que l'ombre d'une République, ce qui n'a pas échappé à tous ceux qui s'en sont réclamés du haut de leur trône. Une monarchie sans couronne ni roi, un régime autocratique.... Pour approfondir cette réflexion, voyez le nombre de pays qui se proclament des républiques et la nature de ces régimes, les Etats-Unis, l'Iran ou la Chine par exemple. Autant dire que c'est le contenu plus que la forme de ces régimes qui en détermine la nature ou plutôt le fonctionnement, nature en dernière analyse déterminée par les rapports de production...

Prenez la IVe République sans le président du Conseil ou la Ve République sans le président de la République et le Conseil constitutionnel, et vous voilà flanqués d'une Assemblée constituante, un vrai bonheur paraît-il ! Il en faut de l'audace et de l'imagination pour avancer une telle perspective, une connaissance aiguë de la lutte des classes des trois derniers siècles...

Il paraîtrait que Papandréou envisagerait d'organiser un référendum sur sa politique d'austérité, cela doit être une farce ou il est complètement inconscient, à moins qu'il s'inspire de l'Irlande et de la France pour transformer un non en oui, sauf que là l'exercice va s'avérer autrement plus risqué dans un contexte plus explosif encore...

Il faut rompre avec le capitalisme, c'est la seule idée qui doit s'inscruster profondément et durablement dans la tête de tous les travailleurs en Grèce comme ailleurs. Tout le reste est secondaire, hormis la liquidation des institutions politiques qui va avec.

Rompre avec le FMI ou la BCE, c'est bien, mais cela veut dire quoi dans la tête d'un travailleur, rien, ils ne savent même pas ce qu'est le FMI, d'où il vient, depuis quand il existe, comment il fonctionne et qui tirent les ficelles, admettons qu'ils n'aient pas besoin de se poser ces questions, d'accord, mais le FMI, ce n'est pas ici, c'est ailleurs, où, aux Etats-Unis, c'est loin, inabordable, c'est une institution au fonctionnement plus ou moins opaque, nous ici on a des institutions, un gouvernement et un parlement qui appliquent une politique antisociale que l'on rejette, ce sont eux que l'on doit virer, renverser, remplacer pour faire une autre politique...

A bas le FMI, des travailleurs le disent, c'est bien, ce serait peut-être mieux si le FMI était de notre côté, il y en a qui doivent en rêver chaque nuit, je ne pense pas que cela va les avancer à grand chose. En attendant certains parmi les chantres du capitalisme ont saisi l'occasion pour faire parler d'eux.

Quand Attac nie que les fondements, le fonctionnement et l'évolution du capitalisme reposent uniquement sur le profit.

Lemonde.fr : Attac, au début, plaidait pour une suppression du FMI. Vous voulez maintenant le diriger : vous avez évolué ?

Aurélie Trouvé : Non. Depuis le début, nous proposons une refondation totale du FMI et c'est le sens de ma candidature : nous voulons revoir les fondements et la gouvernance du FMI. Les fondements, c'est rompre avec la politique libérale qui impose depuis de nombreuses années des plans d'austérité drastique en échange des prêts accordés aux pays en difficulté.

Dans les années 80, cette politique s'appelait "ajustements structurels" et s'appliquait aux pays pauvres. De façon générale, dans les milieux économiques et politiques, on considère que cela a été un échec. Pourtant, c'est ce que le FMI applique aujourd'hui aux pays européens. C'est inefficace : par exemple, la dette de la Grèce a continué d'augmenter ces derniers mois, malgré les plans d'austérité. C'est aussi injuste : on fait payer la crise aux salariés, aux chômeurs et aux retraités, alors que les banques, elles, ont recommencé à augmenter leurs profits. (lemonde.fr 08.06)

La satisfaction des besoins de 6,5 milliards de travailleurs et les familles est incompatible avec l'accumulation du capital par quelques dizaines de millions de nantis qui accaparent toutes les richesses produites à travers le monde, voilà tout.

Le capitalisme était encore viable ou il avait encore de beaux jours devant lui quand quelques centaines de familles en Europe et aux Etats-Unis dirigeaient le monde qui n'était peuplé alors que de quelques centaines de millions d'êtres humains. Quand la population mondiale a atteint les un milliard, il y a eu la Première guerre mondiale, au seuil des trois milliards il y a eu la Seconde guerre mondiale, une fois dépassée les six milliards, l'existence du capitalisme est devenue impossible, pire encore, c'est la civilisation humaine et toute forme de vie sur la planète qui sont menacées de disparaître.

Sur un air de déjà vue, une nouvelle ère de guerres et de révolutions vient de s'ouvrir. Socialisme ou barbarie capitaliste, telle est la seule alternative dont dispose l'humanité.

L'économie mondiale en titre. L'effondrement annoncé.

- Wall Street termine en baisse pour la sixième fois de suite - Reuters
- La Fed entraîne l'Asie boursière dans le rouge - LeFigaro.fr
- Bernanke constate un ralentissement de l'économie américaine - Reuters
- L'économie du Japon devrait se contracter de 0,7% cette année, selon le FMI - AP
- La France enregistre un déficit commercial record - LeFigaro.fr
- Grèce : une restructuration jugée inévitable et effrayante - LeFigaro.fr

Politique.

1- Libye

Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a déclaré mercredi que l'Alliance atlantique n'enverrait pas de troupes au sol en Libye pour maintenir l'ordre, une fois le conflit terminé.

Il s'est exprimé au premier jour d'une réunion des ministres de la Défense des 28 pays membres de l'OTAN qui se tient jusqu'à jeudi à Bruxelles. (AP 08.06)

2- Yémen

Les rues de Zinjibar, dans le sud du Yémen, sont le théâtre de violents combats entre forces gouvernementales et activistes islamistes, a rapporté mercredi un responsable local.

Dans la capitale yéménite, une trêve conclue entre les forces de Saleh et les combattants du cheikh Sadek al Ahmar, chef de la puissante fédération tribale Hached, semble tenir.

Certains adversaires de Saleh l'ont accusé d'avoir délibérément laissé des militants d'Al Qaïda prendre la ville pour démontrer les risques encourus s'il venait à perdre le pouvoir.

Des informations contradictoires circulent par ailleurs sur l'état de santé du président yéménite Ali Abdallah Saleh, soigné en Arabie saoudite après avoir été blessé vendredi à Sanaa dans le bombardement de son palais. (Reuters 08.06)

3- Syrie

France 24 a diffusé mardi un message audio dans lequel une personne présentée comme l'ambassadrice de Syrie à Paris annonce sa démission. Lamia Shakkour dément et accuse la chaîne de désinformation et de falsification. (Reuters 08.06)

Manipulation impliquant les plus hauts sommets de l'Etat ? Lequel ou lesquels ? Paris, Washington ? Les paris sont ouverts...

4- Tunisie

Les élections en Tunisie pour désigner une Assemblée constituante auront finalement lieu le 23 octobre, a annoncé mercredi le Premier ministre tunisien, Beji Caid Essebsi.

En effet, les autorités doivent notamment inscrire 3 millions d'électeurs supplémentaires sur les listes électorales; et plus de 400.000 Tunisiens n'ont toujours pas de carte électorale. En outre, "*La commission électorale estime que les listes du ministère de l'Intérieur sont incomplètes, et constituées sur des critères non démocratiques*", explique Slah Jourchi, politologue tunisien.

Il faudra également organiser l'inscription des Tunisiens de l'étranger, appelés à voter pour la première fois. Quelque 19 sièges sur 218 leur seront réservés au sein de l'Assemblée constituante. Puis, le jour de l'élection, 8.000 bureaux de vote et 40.000 agents scrutateurs devront être prêts, et "*il faut encore mettre le système électronique en réseau*", explique le président de la Commission de réforme politique, Yadh Ben Achour, qui juge la tâche simplement "*inconcevable*" en deux mois.

"*Le plus important, c'est la transparence des élections (...) notre mission consiste à organiser des élections qui soient libres et transparentes. Nous devons préserver les acquis de la révolution*" a estimé le Premier ministre, qui dans un premier temps était favorable au maintien du scrutin en juillet. (lexpress.fr 08.06)

Si cet agent de l'impérialisme revendique "*la transparence*" pour reporter cette élection, c'est sans doute qu'ils estiment que les conditions ne sont pas réunies pour obtenir les résultats qu'ils escomptaient pour museler cette Assemblée constituante ou qu'elle soit à la botte de la classe dominante. On en aura confirmation au fil des jours jusqu'au 23 octobre, ils doivent compter sur le pourrissement de la situation qui profiterait aux partis issus du RCD, pour les propulser sur le devant de la scène...

Social.

1- France

1.1- AFP en grève

Une grève de 24 heures à l'Agence France-Presse a été votée mercredi 8 juin en assemblée générale à l'appel de plusieurs syndicats pour s'opposer à une proposition de loi visant à réformer la gouvernance de l'AFP. Une mise à l'ordre du jour de cette proposition de loi doit être décidée mercredi soir par la Conférence des présidents du Sénat.

Les présidents de groupe peuvent soit l'inscrire à l'ordre du jour de la session ordinaire qui s'achève fin juin, soit repousser cette décision à la rentrée parlementaire à l'automne. L'appel à la grève de 24 heures, qui concerne la diffusion de la production de l'AFP sur la France, a été lancé par les syndicats CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, SAJ-UNSA et SUD. De leur côté, le SNJ et la CFDT avaient appelé à deux heures d'arrêt de travail de 19 heures à 21 heures pendant la tenue de la Conférence des présidents du Sénat.

L'arrêt de travail, qui a débuté à 14 heures, sera suspendu si la proposition de loi n'est pas mise à l'ordre du jour, ont indiqué les syndicats. L'ensemble des syndicats regrette notamment que cette proposition de loi n'ait pas fait l'objet de débats internes à l'AFP et estime que son contenu menace l'indépendance de l'Agence en renforçant le rôle de l'Etat, tant du côté de la gouvernance que du contrôle des finances de l'entreprise.

La proposition de loi relative à la gouvernance de l'Agence France-Presse a été déposée le 17 mai par le sénateur Jacques Legendre (UMP, Nord). Cette proposition amende la loi de 1957 portant création de l'AFP en prévoyant en particulier une modification de la composition du conseil d'administration de l'Agence et la mise en conformité de sa mission d'intérêt général avec les règles européennes en vigueur. (lemonde.fr 08.06)

1.2- Le personnel des crèches en grève à Paris

L'intersyndicale de la petite enfance de la Ville de Paris a lancé un nouveau préavis de grève pour la journée de mercredi. Alors que le conflit entre dans sa troisième semaines, les grévistes restent fermes sur leurs revendications.

Elles portent notamment sur le calcul de l'ancienne prime d'assiduité transformée en "prime petite enfance". La mairie propose que celle-ci soit composée à 60% d'une part forfaitaire et à 40% d'une part variable basée sur l'assiduité. Les syndicats demandent un partage 80/20. En outre la municipalité propose l'embauche de 90 personnes mais les syndicats en réclament 250.
Les professionnels de la petite enfance touche cette prime deux fois par an avec une part fixe et une autre variable selon la présence. (lexpress.fr 08.06)

1.3- La Bourse n'a plus la cote, tant mieux !

Les Français sont de plus en plus méfiants à l'égard de la Bourse et rechignent à y placer leurs économies. C'est ce qui ressort de l'enquête TNS Sofres pour la Banque Postale et *Les Echos* publiée aujourd'hui par le quotidien économique.

A l'appui, *Les Echos* citent une autre étude réalisée en mars 2011 auprès de 12 000 personnnes, qui indique que la population des actionnaires individuels (hors actionnariat salarié) est passée au printemps sous la barre symbolique des 10 % contre 13,8 % en décembre 2008. En exprapolant ces données, cela signifierait que ce sont pas moins de 2,2 millions de petits porteurs qui ont abandonné la Bourse depuis 2008. Ils ne seraient plus que 4,2 millions actuellement.

Cette désaffection s'explique par la frilosité constatée actuellement à l'égard des marchés boursiers. 87 % des personnes interrogées jugent les placements en bourses risqués. Dans ce contexte, les sondés préfèrent des placements prudents tels que les livrets et comptes épargnes : 83 % d'entre eux déclarent en posséder. (lemonde.fr 08.06)

2- Grèce.

Le taux de chômage grec a augmenté en mars pour atteindre 16,2% de la population active. En mars 2010, le taux de chômage grec était de 11,6%.

Athènes a également publié les chiffres de sa production industrielle. Elle a chuté de 11% au mois d'avril après une baisse de 8% en mars. (Reuters 08.06)

3- Espagne. La baudruche sans orientation politique ni représentation se dégonfle.

Les manifestants, qui occupent depuis le 15 mai dernier la place madrilène, ont décidé de quitter leur campement dimanche

De tous âges et de tous milieux, le «réveil espagnol» avait attiré au total plusieurs dizaines de milliers de personnes. Néanmoins, ces dernières semaines le mouvement avait perdu de la vitesse et les indignés se sont fait moins nombreux. Seules quelques dizaines de manifestants continuaient d'assurer les permanences nocturnes.

Bien décidés à quitter la Plaza del sol, les manifestants n'ont pas pour autant l'intention de laisser s'éteindre leur mouvement: « *Notre révolution ne disparaît pas, elle évolue juste vers une nouvelle approche*», soulignait sur Twitter l'un des porte-parole du mouvement. «*La lutte ne peut pas s'arrêter là. Les actions des indignés seront plus ponctuelles mais nous souhaitons qu'elles soient inscrites dans la durée*», précise le jeune militant. (20minutes.fr 08.06)

Tu parles d'une "*révolution*" ! Twitter et Facebook (prononcer fesse book) : le parti, encore le parti, toujours le parti !

Economie.

1- France

Le déficit commercial de la France a inscrit un niveau record en avril, creusé par l'effet conjugué de la baisse des exportations et de la hausse des importations sur fond d'appréciation de l'euro.

Le solde de la balance commerciale a atteint 7,144 milliards d'euros après 5,906 milliards (révisé) en mars, selon les données CVS/CJO publiées mercredi par les Douanes.

Quant au taux de couverture, le rapport entre exportations et importations, qui gomme l'impact de la croissance des volumes d'échanges, il continue de se dégrader à 82,8% en avril contre 88,4% en moyenne en 2010.

Une dégradation qui découle d'un double mouvement de hausse des importations (+1,4% en avril à 41,5 milliards) et de baisse des exportations (-2% à 34,4 milliards).

Le déficit commercial cumulé depuis le 1er janvier s'établit à -25,7 milliards d'euros, soit dix milliards de plus que sur les quatre premiers mois de l'an dernier. Et sur les 12 derniers mois, la balance commerciale accuse un solde négatif de 61,3 milliards d'euros.

"*Les exportations vers la zone euro représentent pratiquement 60% de nos exportations, il n'y donc pas de risque de change*", a déclaré à Reuters François David, le président de l'assureur crédit Coface. "*À cela, vous pouvez ajouter les marchés sur lesquels les entreprises françaises sont en concurrence avec des entreprises de la zone euro et où, par conséquent, la question du taux de change ne se pose pas.*"

"*Donc, finalement, l'impact de l'euro ne concerne qu'un quart de nos exportations; c'est important mais ce n'est pas essentiel, sauf bien sûr pour quelques secteurs comme l'aéronautique.*" (Reuters 08.06)

2- Grèce

La zone euro a fait un pas de plus vers un compromis sur un deuxième plan d'aide à la Grèce qui verrait créanciers privés être invités à échanger leurs titres de dette souveraine contre des obligations à maturité plus longue.

Plusieurs banques européennes, dont le Crédit agricole fortement impliqué en Grèce avec sa filiale Emporiki, se sont déclarées favorables à un allongement de la dette souveraine du pays, une solution qui permettrait à Athènes de disposer de plus de temps pour atteindre ses objectifs budgétaires tout en évitant une restructuration plus radicale.

La Banque centrale européenne (BCE), qui pendant des mois avait manifesté son opposition à toute forme de restructuration, s'est ralliée cette semaine à l'idée d'une prolongation des échéances ("rollover") sur la base du volontariat des détenteurs de dette grecque. (Reuters 08.06)

Ils n'ont pas vraiment le choix. Et puis c'est une aubaine pour les banques, car au cours des années supplémentaires elles continueront de percevoir des intérêts à un taux exhorbitant, allez trouver des placements garantissant un rendement supérieur à 10% par an pendant 10 ou 15 ans, cela n'existe pas ou plus. A moins que l'économie mondiale s'écroule entre temps...

Haut de page

Le 10 juin

Note personnelle

Il y a environ 5 ans j'avais soldé les dettes de mes beaux-frères en proie à des usuriers en échange d'une parcelle de terrain minuscule, hier j'ai enfin réussi à m'en débarrasser. Non seulement je n'ai pas gagné une roupie dans cette transaction, j'ai plutôt perdu des dizaines de milliers de roupies que m'aurait rapporté cet argent si je l'avais placé en banque il y a 5 ans. Bref, je ferais un piètre capitaliste ! C'est sur ce terrain de 12m sur 18 qu'était située la maison où vivait la famille de Magueswary avant qu'elle ne soit détruite lors d'une rixe, le dernier bien qu'il leur restait. L'économie indienne tourne au ralentit, j'en ai eu la preuve hier en constatant que le bureau où sont enregistrés les actes de vente était quasi désert en fin de matinée, alors qu'il y a quelques années encore il y avait une cohue indescriptible du matin au soir. A cause de l'inflation galopante.

J'attends une réponse d'un jour à l'autre du type qui doit nous acheter la maison, j'ai accepté de baisser encore le prix pour m'en débarrasser.

Depuis 10 jours on héberge mon beau-frère qui est au chômage, sa tendre épouse lui a dit que s'il n'était pas capable de trouver un boulot payé au moins 8.500 roupies par mois, il pouvait dégager, ce qu'il a fait sur le champ. Depuis il veut divorcer. C'est tellement courant ici que les deux avocats qu'il a contactés n'ont rien pu lui dire sur la démarche à suivre ! Il n'est pas perdu puisqu'il a rejoint sa mère que nous hébergeons aussi. Je suis peut-être loin du terrain en France, mais pas de la vie quotidienne des travailleurs indiens.

Depuis que Magueswary a arrêté de prendre la moitié des médicaments que son médecin lui avait precrits, elle ne se porte pas plus mal, même plutôt mieux. Je lui ai prescrit de la pomme et de l'orange en guise de traitement à son obésité. En jetant un coup d'oeil sur le Net, j'ai peut-être découvert d'où vient sa surproduction de cholestérole, du cortisol produit par les glandes surrénales. Cela peut provenir du stress, à défaut de pamplemousse inexistant ici ou pas comestible, pour remédier à

ce problème on s'est rabattu sur la pomme riche en flavonoïdes.

La plupart des médecins ont rompu avec le serment d'Hippocrate en se contentant de bourrer de médicaments leurs patients, ce sont des charlatans. Et ceux qui ironisaient il n'y a pas si longtemps sur la propagande gouvernementale ou médiatique en faveur des légumes et des fruits pour rester en bonne santé ne valent guère mieux, ce sont des ignares, les mêmes qui ont rompu avec les principes du marxisme et l'objectif du combat du mouvement ouvrier pour finalement prescrire aux travailleurs le réformisme ou une amélioration progressive de leurs conditions de vie et de travail.

J'ai rajouté provisoirement une rubrique Dictionnaire dans la page d'accueil du site, histoire de vous faire profiter du Grand Robert de la langue française que Magueswary m'a ramené de France sous forme de CD-ROM.

Un mot rapide de politique.

Le capitalisme n'est pas en faillite. Si vous tenez ce genre de discours aux travailleurs, comme ils identifient le capitalisme et la société, ils vont croire que la société est en faillite ou au bord de la faillite et se terrer chez en attendant que le ciel leur tombe sur la tête !

Je l'ai affirmé également, entre nous on se comprend et ce n'est pas erroné, il faut donc trouver une autre formule à destination des travailleurs. Cela n'a l'air de rien mais si l'on n'y prête pas attention, c'est ce genre de petits détails qui peut rendre un discours audible ou insaisissable. Les capitalistes s'emploient à créer les conditions d'une faillite pour faire accepter aux travailleurs de nouveaux sacrifices, mais en réalité il n'y a jamais eu autant de richesses produites en France et dans le monde, le seul problème c'est qu'une minorité de nantis se les accaparent, n'en ont jamais assez et veulent en accumuler toujours plus...

D. Gluckstein s'émeut dans son dernier éditorial (IO n°152) : "*les Parlements nationaux perdraient tout zeste de souveraineté*" si l'UE imposait "*leur veto à certaines décisions de politique économique nationale*", à croire que les "*décisions de politique économique nationale*" qu'adoptent ces parlements nationaux quand ils sont souverains seraient favorables aux travailleurs. Voilà encore une sortie maladroite qui tend à légitimer les institutions en place. Qu'il faille combattre la dictature de l'UE et freiner par tous les moyens possibles la construction de l'UE pour empêcher qu'on se retrouve dans une situation similaire à celles des différents Etats-Unis, on est d'accord, mais pas sur la manière.

Il est tellement embourbé dans ses contradictions, certains diraient ses compromis honteux avec les institutions de la Ve République, qu'il lui est impossible d'affirmer à la fin de son article qu'il faut rompre avec la Ve République qu'il identifie encore avec la démocratie, car "*des Parlements soumis à un veto supranational* signifierait "*la suppression de la démocratie*, démocratie assurée ou qu'il faut croire garantie sous la Ve République, qu'il ne nous reste plus pour ainsi dire qu'à vénérer ou lui souhaiter encore une longue existence.

Pour se sortir des griffes de l'UE, il en appelle à la Ve République, il tient le même discours qu'en 2005, lorsqu'il avait vanté les mérites de la Constitution de la Ve République par rapport au projet de Constitution européenne (TCE) n'hésitant pas à en appeler à de Gaulle ! Comme quoi Gluckstein n'a pas dérapé une nouvelle fois, c'est une constante chez lui.

Contrairement aux militants qui lisent ce genre de discours comme s'il leur était adressé, je le lis comme s'il était adressé aux travailleurs, et quand on le lit de cette manière on ne peut s'empêcher de constater que le POI colporte autant d'illusions dans les institutions ou le capitalisme qu'il ne les combat par ailleurs. Il y a là sans doute une contradiction ou tout du moins une confusion quelque part direz-vous, effectivement, elle n'est pas de mon ressort, je ne fais que la mettre en lumière.

De mon côté, je me demande si je ne dois pas corriger mon approche de l'OIT, j'avais aussi brocardé le POI sur ce sujet, peut-être à tort et vous allez comprendre pourquoi.

Ce n'est pas un canular. L'Entente Internationale ses travailleurs et des peuples a organisé une rencontre à Genève en défense des conventions de l'OIT et de l'indépendance des syndicats, excusez la longueur de l'intitulé. On peut lire dans le compte-rendu qui a été publié dans le n°152 d'Informations ouvrières à la page 12 :

"*Refuser l'intégration de l'OIT (et singulièrement des syndicats) aux institutions de la gouvernance mondiale, tel est bien l'enjeu*"

Vous avez bien lu, or l'OIT est une création de l'ONU qui figure bien parmi les "*institutions de la gouvernance mondiale*". Oui ou non, vérifions-le encore une fois en se connectant sur le site de l'OIT (http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/lang--fr/index.htm), voici ce qu'y figure :

- "*L'Organisation internationale du Travail est l'organisme chargé au niveau mondial d'élaborer et de superviser les normes internationales du travail. C'est la seule agence des Nations Unies dotée d'une structure tripartite qui rassemble des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, pour élaborer ensemble des politiques et des programmes et promouvoir le travail décent pour tous.* ". Précisons qu'elle a été crée par les États signataires du Traité de

Versailles en 1919 sous l'égide de la Société des Nations (SdN).

Il est bien écrit que c'est une " *agence des Nations Unies*". Et selon le POI il faudrait veiller à ce que l'OIT ne soit pas intégrée dans les "*institutions de la gouvernance mondiale*, mais peut-être ne considèrent-ils pas que l'ONU en fasse partie, mais qu'est-ce donc alors ?

Je me suis livré à une rapide recherche dans les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (1919 à 1922), pas trace de l'OIT. Ni Lénine ni Trotsky n'ont envisagé un seul instant que les syndicats puissent adhérer à une institution fondée par le capital. Or tous y adhèrent de nos jours sans que cela ne pose aucun problème aux dirigeants du POI. Que font les syndicats dans l'OIT, ils collaborent avec les représentants des Etats et du patronats qui sont en nombres supérieurs à ceux des travailleurs, vous pouvez le vérifier en consultant les statuts de l'OIT en ligne dans le site.

Donc nos trotskistes de service se sont employés année après année à réhabiliter l'ONU à travers une de ses agences. Pourquoi ? Parmi les réponses que l'on peut apporter à cette question, je vous en propose une. Une fois liquidé le PCI et enterré leut téhorie foireuse de "*l'imminence de la révolution*" au milieu des années 80 au profit du PT puis du POI, ils ont considéré que le combat politique devait passer au passé au second plan au profit du combat syndical. Ils ont abandonné pendant plus de deux décennies la question du pouvoir (pour y revenir timidement aujourd'hui) pour privilégier les revendications sociales dans lesquels pouvaient se reconnaître des militants du PS et du PCF ainsi que des syndicalistes.

Chacun aura pu remarquer qu'en dehors des grandes déclarations prononcées à l'issue de manifestations politiques, le PT puis le POI n'avançait aucun objectif politique qui aurait pu effrayer les militants sur lesquels il avait jeté son dévolu, se transformant ou apparaissant de plus en plus comme un syndicat plutôt qu'un parti politique, ses militants étant appelés à se conformer à se tournant ou aller voir ailleurs.

Quand vous lisez les interventions des militants du POI dans la lutte des classes dans *Informations ouvrières*, sauf depuis la bataille engagée contre le projet de "réforme constitutionnelle" et nous y reviendrons plus loin, ils se comportent exclusivement comme des syndicalistes, en terme politique cela s'est traduit par l'abandon des enseignements de la révolution d'Octobre au profit du socialisme réformiste que combattirent sans relâche les marxistes de Marx à Trotsky que traduit parfaitement la perspective d'une Assemblée constituante s'inscrivant dans le cadre de la préservation du capitalisme.

S'agissant de la bataille qu'ils ont engagée contre le projet de "réforme constitutionnelle", ils lui ont donné un contenu qui pourrait convenir à des militants n'entendant pas rompre avec les institutions de la Ve République pour ne pas se les mettre à dos, une fois de plus ils ont bradé leurs principes et leur programme pour flatter les illusions de leur fond de commerce comme de vulgaires boutiquiers.

En se contentant de dire non à cette réforme, que disent-ils ou plutôt comment ceux qui signent peuvent l'interpréter, sinon comme un appel à ne pas rompre avec la Constitution de la Ve République, à conserver leurs illusions dans les institutions, de la même manière qu'il ne faut pas rompre avec l'OIT, donc l'ONU, comment le pourrait-on d'ailleurs une fois qu'on a éliminé toute alternative au capitalisme et ses institutions, qu'on a fait passer à la trappe le socialisme, le léninisme dont le parti, les enseignements de la révolution russe et les soviets ou comités qui constitueraient les piliers d'un Etat ouvrier.

De reniements en concessions, les dirigeants du POI (CCI), comme ils sont bien obligés de constater que cela ne suffit pas ou ne fonctionne pas, ils en viennent à réécrire l'histoire, peut-être s'agissait-il d'une maladresse, une de plus qui s'ajouterait à beaucoup d'autres, à la longue un penchant devient une tendance, qui lorsqu'elle se confirme prend la forme d'un état permanent ou d'un fait accompli, on a encore en mémoire comment ils ont réhabilité Bakounine et ses amis anarchistes virés de la Première Internationale par Marx et Engels pour justifier à la fois la forme de leur parti et justifier la présence d'anarcho-syndicalistes à sa direction, voilà maintenant qu'ils prétendent que l'ONU ne serait pas une *institution de la gouvernance mondiale*, jusqu'où vont-ils aller pour justifier les liens de leur appareil avec celui des syndicats dont celui de FO ? Si au moins cela se traduisait par la construction du parti dont la classe ouvrière aura impérativement besoin pour vaincre, on leur accorderait le bénéfice du doute, mais ce n'est pas le cas, de telles manoeuvres ne servent en rien notre cause.

Cela dit, doit-on défendre ou non l'existence de l'OIT. A priori je répondrais non, pour les mêmes raisons avancées autrefois par Lénine et Trotsky. Oui, mais, car il y a un mais, dans certaines circonstances précises et très rares des travailleurs ont eu gain de cause en s'appuyant sur les conventions de l'OIT. Certes, mais là encore c'est favoriser le mouvement spontané des masses au détriment de leur prise de conscience de l'objectif politique pour lequel ils doivent combattre. C'est favoriser le recours à une institution du capital au détriment de la mobilisation pour faire valoir nos droits. Comment voulez-vous les convaincre de rompre avec le capital quand ils doivent leur salut à une de ses institutions ? Comment souhaiter la mort de celui qui vous nourrit ?

Ce tour de force ressemble à s'y méprendre à un tour de passe-passe qui consiste à occulter le fait qu'on a changé d'objectif, qu'on ne combat plus vraiment pour abattre le capitalisme, et qu'on s'accommoderait bien de quelques arrangements à la marge qui nous permettraient de vivre relativement confortablement, non ?

Après on s'étonne que des travailleurs soient gagnés lors d'une bataille et qu'ils disparaissent quelque temps plus tard ou que

les partis comportent plus d'adhérents que de militants sur le modèle des syndicats, les syndiqués paient leur timbre une fois par an, voilà à quoi se réduit généralement leur activité syndicale.

Cela dit, mes critiques ne m'aveuglent pas ou ne m'empêchent pas de faire la part des choses et je soutiens toujours le POI. Je crois quelque part être plus honnête en exposant mes désaccords avec le POI que bien des militants ou des sympathisants de ce partis qui me considèrent comme un "ennemi" du POI, et qui, si je peux me permettre modestement et sans animosité, pourraient en prendre de la graine.

On se détend un peu. On essaie !

La République flanquée d'un bicorne, c'est les cornes sans la République ! Les islamistes radicaux ont raison de nous traiter d'infidèles ! Ainsi le Français tient plus du taureau que du coq ! Les Anglais de la fourmi, les Italiens du paon, les Indiens du corbeau... A compléter. Les Japonais n'entre pas dans ce bestiaire, aucun animal n'a l'air suffisamment martial, il dame le pion aux Allemands dans l'ordre et la discipline, un militaire au pays de l'empereur.

Qui dirige le monde ?

Ploutocratie, définition du Grand Robert : Gouvernement par les plus fortunés (timocratie). État d'une société où l'influence politique des riches, la puissance de l'argent sont prépondérantes. - La monstrueuse ploutocratie d'un pays.

J'appelle ploutocratie un état de société où la richesse est le nerf principal des choses, où l'on ne peut rien faire sans être riche, où l'objet principal de l'ambition est de devenir riche, où la capacité et la moralité s'évaluent généralement (…) par la fortune, de telle sorte, par exemple, que le meilleur critérium pour prendre l'élite de la nation soit le cens. RENAN, l'Avenir de la science, OE. compl., t. III, p. 1060.

Politique

1- Grèce. La réaction mobilise ses intellectuels.

Osez ! Osez gouverner, osez privatiser, osez licencier ! C'est, en substance, la supplique adressée au gouvernement d'Athènes par 32 personnalités grecques des arts et des lettres, de gauche comme de droite. A l'heure où des "indignés" hostiles aux mesures d'austérité remplissent par dizaines de milliers les places du pays, cette lettre ouverte constitue un pavé dans la mare. "Notre initiative n'a rien à voir avec l'aide supplémentaire demandée par la Grèce", explique l'écrivain Petros Markaris, le très populaire "Simenon" grec. "Le gouvernement accuse un retard inadmissible dans les réformes à mener et il n'ose pas dire aux Grecs combien la situation est tragique, ajoute-t-il. Quant à l'opposition, elle multiplie des propositions irréalistes car elle veut gagner des voix."

Les auteurs de ce manifeste s'adressent au gouvernement en particulier, mais aussi à la classe politique en général. "Un peu de sérieux, quoi! s'emporte Markaris. Peu importe la dureté des mesures. Qu'ils les appliquent! A force de se concentrer sur l'arbre, à savoir le mémorandum d'austérité, on perd de vue la forêt, à savoir l'avenir de la Grèce."

Takis Théodoropoulos, écrivain et chroniqueur dans le quotidien Ta Nea, proche du pouvoir, enfonce le clou: "*Nous disons à voix haute ce que le gouvernement craint d'expliquer. Ce n'est pas un hasard si les "indignés" se réunissent chaque jour devant le Parlement. Nos dirigeants ne sont pas capables de gérer cette crise, et les gens l'ont compris.*"

Dans leur texte, plutôt court, les 32 signataires ne proposent pas de solutions mais tirent la sonnette d'alarme: "*Changez de mentalité, cessez de naviguer à court terme avec pour seule boussole les intérêts politiciens de chacun et dites vraiment aux Grecs les choses telles qu'elles sont! Il est encore temps de sauver le pays si on se met réellement au travail.*" (lexpress.fr 09.06)

Commentaire d'un internaute grec (j'ai corrigé les fautes de français sans changer un seul mot) :

- "... Je suis Grec et je dois signaler à la rédaction et aux lecteurs que ce drôle de manifeste du 'groupe de personnalités des arts et des lettres de tous bords ' comme vous le désignez n'a connu que la moquerie et le mépris de la majorité des Grecs vu que ca n'a point correspondu ni à la profondeur à la complexite non plus de l'état social, économique et politique actuel en Grèce en ce moment difficile. Connaissez vous chers rédacteurs que certains 'membres' de ce groupe ont 'osé' proférer à la télé grecque des éloges de la dictature des Colonels (67-74) peu de jours après ce manifeste?

Faites une petite enquetes sur les ...Grecs BHL et de Vargas Yosa des articles néolibéraux de El Pais....Le démérite de la plupart des ces...'sages' est déjà préétabli à la concience des Grecs il y a bien longtemps de la rédaction de cette bourde...Déjà où étaient-ils depuis tant d'années....je pourrais y répondre...pas mal de ceux ils dévoraient des subventions étatiques soit aux facultés (faites une petite enquête....) soit en offrant 'leurs services' au même pouvoir politique corrompu et pourri...Surtout messieurs Markaris dont vous citez les bourdes et un si grand auteur agenouillé à ses patrons allemand de la maison d'édition, si digne de

son manager (quel pensée profonde et néo-liberale!!!), qul a 'accepte' pex à changer la fin de son livre à la traduction allemande et bien évidemment il crie depuis longtemps que la Grece doit payer absolument ses dettes surtout aux banques allemandes.... ça vend bien là-bas...Alors chers rédacteurs approfondissez votre reportage et j'espère bien que le prochain article là-dessus intègrerait le démérite de ce groupe comme il est bien exprimé par des dizaines de blogs et d'articles dans la presse..."

2- Yémen

Barack Obama a décidé d'intensifier la guerre secrète que mènent les Etats-Unis au Yémen, nous apprend le New York Times. Profitant du chaos ambiant, les forces américaines multiplient les attaques sur les militants d'al-Qaida à partir de drones et d'avions de combat.

Pendant que le Yémen s'enfonce dans la guerre civile et que le président Saleh, allié des Etats-Unis, soigne ses graves blessures en Arabie saoudite, le rythme des attaques américaines contre les membres du groupe terroriste s'accélère.

Les opérations sont menées par le commandement interarmées des opérations spéciales en étroite collaboration avec la CIA. Les équipes au sol disposent d'un poste de commandement à Sanaa, duquel elles traquent les militants d'al-Qaida et identifient les cibles à frapper.

Le président Saleh avait donné son feu vert à ces frappes au Yémen en 2009, tout en déclarant publiquement qu'elles étaient conduites par l'armée de l'air yéménite, rappelle le journal. (slate.fr et lemonde.fr 09.06)

Bien que j'ai lu les titres de dizaines d'articles et lu des dizaines articles en entiers depuis des semaines consacrés au Yémen, jamais je n'ai soupçonné que l'impérialisme bombardait le sud du Yémen, Reuters et Associated Press ont su rester particulièrement discrets !

Social

Santé

1- L'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a décidé de suspendre l'autorisation de mise sur le marché du Nizoral (kétoconazole), un traitement des infections provoquées par un champignon, en raison de la toxicité de cet antifongique pour le foie. (AP 08.06)

2- Les antidiabétiques Actos et Competact, responsables d'une augmentation significative du cancer de la vessie chez les hommes, sont "*suspendus du marché immédiatement*", a annoncé, jeudi 9 juin, le directeur général de l'Agence du médicament (Afssaps). (lemonde.fr 09.06)

Economie

Grèce

Le gouvernement grec a donné jeudi 9 juin son feu vert pour le dépôt au Parlement du plan budgétaire pluriannuel 2012-2015 comprenant de nouvelles mesures d'austérité et une vague de privatisations.

Après de longs débats dans les organes politiques du parti socialiste, le Pasok, et dans la commission parlementaire socialiste, le conseil des ministres a finalement approuvé ce plan, dicté par l'Union européenne et le Fonds monétaire international et comprenant des économies de 28,4 milliards d'euros d'ici 2015, dont 6,4 milliards à réaliser en 2011. Très attendu par les créanciers du pays, ce feu vert doit être suivi par le dépôt jeudi soir au Parlement du texte, qui doit être voté d'ici la fin du mois. Les socialistes ont une majorité de 156 sièges sur un ensemble de 300.

Le plan prévoit l'accélération des privatisations (qui doivent rapporter 50 milliards d'euros d'ici 2015) ainsi que de nouvelles hausses d'impôts, la réduction de la masse salariale de la fonction publique et de certaines allocations sociales.

Le projet de loi prévoit également l'introduction d'une contribution obligatoire exceptionnelle. Cette mesure de dernière minute remplace l'abaissement du plafond d'exemption sur l'impôt sur le revenu qui avait initialement été annoncé. Une augmentation exceptionnelle pour 2011 des taxes sur les signes extérieurs de richesse que sont yachts, piscines et voitures de luxe est également prévue, tandis que certains produits qui bénéficiaient jusqu'à présent d'une TVA réduite à 13 % vont rejoindre le taux commun à 23 % à partir du mois de septembre.

Les retraités de moins de 60 ans touchant une pension sont soumis à une contribution fiscale exceptionnelle de 8 %, qui doit apporter 176 millions d'euros sur 2011 et 2012. Le gouvernement prévoit un renforcement du contrôle du travail au noir, qui

doit rapporter 1,3 milliard d'euros à partir de 2013, et ce jusqu'à 2015. Au chapitre des privatisations, le gouvernement a avancé dès cette année la date d'une cession cruciale initialement prévue en 2012 : celle de l'organisme de paris sportifs du pays. (lemonde.fr 09.06)

Haut de page

Le 11 juin

J'avais écrit une très longue causerie personnelle, puis j'ai décidé de ne pas la mettre en ligne, je crois qu'à trop parler de soi nuit plus à notre échange politique qu'autre chose. C'est peut-être un moyen de briser mon isolement, j'ai décidé de m'en passer définitivement. Et puis vous en savez déjà plus sur moi que sur n'importe quel dirigeant ou militant.

Déjà que les causes de désaccords politiques ne manquent pas entre nous, alors si on ajoute ceux qu'on peut avoir sur la vie en général, on n'est pas près d'avancer ! J'oublie souvent que tout le monde n'est pas en mesure de prendre du recul quand c'est nécessaire, je corrige donc cette faiblesse.

Bon week-end à tous.

Un peu de politique.

"*Le Conseil constitutionnel s'est transformé progressivement, de l'aveu même de son président, M. Jean-Louis Debré, en véritable « Cour suprême » semblable à celle des Etats-Unis.*"a écrit Fabrice Toscan dans la Tribune libre du n°152 d'*Informations ouvrières*.

En réalité, c'est la crise du capitalisme qui prend à un moment donné la forme d'une crise sociale et politique qui met en lumière l'aspect antidémocratique de la Constitution, qui conduit les représentants de l'Etat à recourir en dernière instance à cette autorité suprême, ce pouvoir d'exception digne d'une monarchie absolue ou d'une dictature dirigée par un bonaparte.

Non, le Conseil constitutionnel ne s'est pas "*transformé progressivement*", c'est la situation politique qui s'est modifiée, la crise du capitalisme qui s'est accentuée au point que l'Etat s'en remet de plus en plus souvent à ce pouvoir d'exception pour gouverner en lieu et place du Parlement qui n'est plus apte à remplir cette mission.

Puis il cite "*l'adoption de la procédure dite de la question préalable de constitutionnalité (QPC), qui donne le pouvoir au Conseil constitutionnel de « casser » chacune des lois en vigueur dans la République.*"

Elle date de 2008. Avant l'adoption de cette modification de la Constitution, le Conseil constitutionnel se prononçait sur la constitutionalité des projets de loi qu'on lui soumettait. Depuis il peut agir avec effet rétroactif sur des lois déjà votées pour annuler s'il le décide. Si cette modification n'existait pas, il leur suffisait de rédiger une nouvelle loi qui par son contenu annule la précédente et le tour était joué .

Il pose ensuite une question : "*Qui l'a voulu ? Personne ne peut répondre à cette question tant on est surpris par le résultat du jeu des forces aveugles qui agissent sur les institutions de la République.*"

Aveugle est qui ne veut pas voir, la Constitution date de 1958 quand même.

Et de constater que "*les députés ont peut-être signé là une certaine mort de leur fonction.*"

On ne s'en plaindra pas, les choses sont plus claires ainsi, même pour les aveugles !

Pour terminer par le constat : "*Les chefs de l'Etat qui se sont succédé depuis des décennies se sont ainsi rendus coupables du coup d'Etat permanent dénoncé en sont temps par l'un d'entre eux.*"

Et la lumière fut ! Et oui, la Constitution de la Ve République est profondément antidémocratique, bonapartiste, depuis le jour où elle a été rédigée puis adoptée il y a plus d'un demi-siècle.

Pendant la période allant de 1958 au début des années 90, sur fond de reconstruction du pays et de reconstitution du capitalisme français après quatre années de guerre dévastatrices et de pillage continu des richesses en Afrique et en Asie, il y avait du "*grain à moudre*" pour les réformistes, staliniens et tous les collaborateurs du système capitaliste, pour que le jeu de la lutte des classes et des institutions fonctionne sans avoir à recourir au pouvoir suprême du Conseil constitutionnel pour museler

la démocratie.

Depuis, la démographie mondiale galopante, les génération d'après guerre étant parvenues à l'âge adulte dans les pays où la population a le plus augmenté, pour satisfaire leurs besoins et leurs aspirations au progrès social, elles ont été appelées à participer à la nouvelle division du travail qui a profondément modifié l'ordre social mondial établi depuis le début du XXe siècle ou la première moitié du XIXe siècle, processus toujours en cours, et dont la principale conséquence pour les travailleurs se traduit par la remise en cause de tous leurs droits sociaux et politiques incompatibles avec le taux d'exploitation en vigueur dans les nouveaux pays capitalistes développés où une grande partie de la production industrielle notamment a été délocalisée.

L'accélération de la construction de l'Union européenne à partir de 1992 signifiait que l'époque au cours de laquelle les articles de la Constitution reconnaissant la lutte des classes était sur le point d'être révolue, que le vernis démocratique dont l'avaient parée ses rédacteurs allait bientôt disparaître, tandis que la dictature qu'elle incarne allait violemment apparaître au grand jour et s'imposer sous les traits notamment du pouvoir du Conseil constitutionnel dont les membres ne sont pas élus. Il faut préciser que si le régime s'était retrouvé en grande difficulté dans les années 60, 70 ou 80, les représentants de l'Etat auraient agi de la même manière qu'ils le font aujourd'hui. En passant, comme quoi la question de l'Etat et du pouvoir n'aurait jamais dû être occultée ou remisée au placard comme ce fut le cas.

L'auteur de cet article termine par cette phrase : "*Mais en mettant au centre de leur système la question de la Constitution, ils rendent aveuglante la nécessité d'une Assemblée constituante souveraine*".

Pardi, mais ce fut le cas à une multitude de reprises dans le passé, lors de chaque modification de la Constitution depuis 1958, lors de la signature de chaque traité, lors de chaque élection, lors de chaque référendum, etc. Ce ne sont pas les occasions qui ont manqué en un demi-siècle pour lier le combat politique à cette question, mais la volonté politique de nos dirigeants qui a fait défaut, ces véritables moulins à poivre qui pouvaient faire éternuer le patronat jusqu'aux larmes sans inquiéter pour autant le régime.

Présentée de cette manière l'objectif stratégique de l'Assemblée constituante souveraine ne manque pas d'intérêt, encore faut-il préciser qu'il s'agira de liquider toutes les institutions inclues dans la Constitution de la Ve République, toutes les institutions antidémocratiques, dont les représentants n'ont pas été élus directement par le peuple ou dont le peuple ne peut exercer aucun contrôle sur leurs mandats. Comme il faut préciser que cette Assemblée constituante souveraine ne pourrait exister ou fonctionner véritablement conformément aux intérêts des masses exploitées, qu'à partir du moment où elle s'appuierait sur la mobilisation du prolétariat révolutionnaire, où elle en serait l'émanation. J'arrêterai là, car c'est ici que mon point de vue diverge avec cet objectif, car on ne voit pas comment une institution dans laquelle les représentants de l'idéologie bourgeoise seraient finalement majoritaires, pourrait permettre au prolétariat d'exercer un contrôle sur ses activités, c'est antinomique.

Pour conclure, voici les articles de la Constitution consacrés au Conseil constitutionnel. Elle figure en ligne en entier dans la page d'accueil du site. (Rubrique Documents, chapitre politique)

Titre VII LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

ARTICLE 54. Si le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, par le Premier ministre, par le président de l'une ou l'autre assemblée ou par soixante députés ou soixante sénateurs, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution. ARTICLE 56. [Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application (article 46-I de la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)] Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable à ces nominations. Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée concernée.

En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens Présidents de la République.

Le président est nommé par le Président de la République. Il a voix prépondérante en cas de partage.

ARTICLE 58. Le Conseil constitutionnel veille à la régularité de l'élection du Président de la République. Il examine les réclamations et proclame les résultats du scrutin.

ARTICLE 59. Le Conseil constitutionnel statue, en cas de contestation, sur la régularité de l'élection des députés et des sénateurs.

ARTICLE 60. Le Conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations de référendum prévues aux articles 11 et 89 et au titre

XV. Il en proclame les résultats.

ARTICLE 61. Les lois organiques, avant leur promulgation, les propositions de loi mentionnées à l'article 11 avant qu'elles ne soient soumises au référendum, et les règlements des assemblées parlementaires, avant leur mise en application, doivent être soumis au Conseil constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.

Aux mêmes fins, les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du Gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.

Dans ces mêmes cas, la saisine du Conseil constitutionnel suspend le délai de promulgation.

ARTICLE 61-1. [Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application (article 46-I de la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)] Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se prononce dans un délai déterminé.

Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

ARTICLE 62. Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61 ne peut être promulguée ni mise en application.

Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est abrogée à compter de la publication de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une date ultérieure fixée par cette décision. Le Conseil constitutionnel détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause.

Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

Juste un dernier mot.

En résumé, le Conseil constitutionnel est garant des traités, des lois, des institutions, de la Constitution, et de l'élection du Président de la République, de l'Etat des capitalistes. Bref, c'est cette institution qui détient la quasi totalité du pouvoir et qui en temps normal dirons-nous, le délégue aux différentes institutions de l'Etat, qui sont chargées à leur tour d'appliquer une politique conforme aux besoins de la classe dominante, d'assurer la pérénité du régime. La position du curseur correspondant au pouvoir qu'assume telle ou telle institution et il est appelé à changer de place en fonction de l'évolution de la situation économique, voilà tout.

Plus la crise du capitalisme s'amplifie et nécessite des mesures radicales contre la classe ouvrière, plus l'illusion de la démocratie qui s'exprimait à travers les joutes oratoires des représentants des différents partis politiques s'estompe au profit d'une dictature sous la direction du Conseil constitutionnel qui concentre tous les pouvoirs.

Les rapports entre les classes ne jouent qu'un rôle auxiliaire ou secondaire dans cette affaire, dans la mesure où ils sont faussés du fait que les partis censés représenter la classe ouvrière ne prendront jamais aucune mesure ou ne proposeront jamais aucune loi remettant en cause le capitalisme ou les institutions. Comme il est impossible qu'un véritable parti ouvrier devienne majoritaire un jour au sein de l'Assemblée nationale ou des institutions, ce qui justifie si besoin était la nécessité de liquider cette Constitution et la totalité des institutions de l'Etat.

Une dernière précision, le Conseil d'Etat, qu'il ne faut pas confondre avec le Conseil constitutionnel, n'a qu'un rôle consultatif dans la Constitution, c'est la plus haute juridiction administrative du pays, il rend des avis ou conseille le gouvernement sur un certain nombre de questions.

Pour ou contre le redoublement au collège ?

-...le redoublement coûte cher : il a été évalué à un milliard d'euros, l'équivalent de 25.000 postes d'enseignants par Philippe Meirieu, sociologue de l'éducation. (lefigaro.fr 10.06)

On a bien compris l'objectif de cette question... il est chiffré !

Politique

1- France

Ce sont donc un peu moins de 33 000 sympathisants écologistes qui pourront départager les quatre candidats à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts qui se tient courant juin par Internet et par courrier.

Outre les favoris Eva Joly et Nicolas Hulot, sont candidats l'élu alsacien Henri Stoll et le militant anti-nucléaire Stéphane Lhomme.

Ils seront environ "32 900" à pouvoir participer à la primaire, dont 15 000 adhérents, 16 000 "coopérateurs" EELV (sympathisants non adhérents) et 600 militants venus du Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter, a indiqué Alexis Braud, responsable de la commission primaire à EELV.

Ce chiffre n'est "pas tout à fait définitif", a-t-il précisé, soulignant que le nombre final ne serait connu qu'en fin de soirée après des dernières vérifications. La date limite d'inscription était fixée à vendredi 14h00.

En 2009, les écologistes ne comptaient que 8000 adhérents. Ils étaient 15 000 militants et seulement 2000 "coopérateurs" il y a encore un mois. (lexpress.fr 10.06)

Commentaire d'un internaute

- "Un peu comme avec les primaires socialistes, on se demande combien de "trolls" se sont inscrits pour saboter ou orienter le vote...."

Entre nous, qu'est-ce que cela change ? Rien !

2- Otan. Militarisation du monde, budget de guerre.

L'Alliance atlantique s'exposera à un risque d'"*inutilité militaire collective*" si ses membres européens n'augmentent pas leurs dépenses militaires, a dit vendredi le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates.

Au total, les pays de l'Otan, y compris les Etats-Unis, comptent plus de deux millions de soldats sous les drapeaux. Mais, note Gates, le commandement allié éprouve des difficultés à maintenir entre 25.000 et 45.000 militaires en Afghanistan.

"*Pas seulement des soldats sur le terrain, insiste-t-il, mais aussi des moyens de soutien cruciaux comme des hélicoptères, des avions de transport, des unités de maintenance, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance.*"

Rappelant que les Etats-Unis contribuent à hauteur de 75% aux dépenses de défense de l'Otan, Robert Gates prévient que le débat en cours à Washington sur le déficit budgétaire et les moyens de le juguler n'est pas de nature à conduire les Etats-Unis à "*dépenser de plus en plus de fonds précieux au nom de nations qui ne veulent visiblement pas allouer les ressources nécessaires ou entreprendre les changements nécessaires pour devenir des partenaires sérieux et capables pour ce qui relève de leur propre défense*".

Robert Gates s'exprimait devant le Security and Defense Agenda, un groupe d'étude et de réflexions de Bruxelles, au terme de deux jours de réunion des ministres de la Défense de l'Otan dans la capitale belge. (Reuters 10.06)

3- Libye

Le bilan des affrontements opposant vendredi les forces gouvernementales libyennes aux insurgés contrôlant Misrata, la grande ville de Tripolitaine aux mains des insurgés, s'établit à 31 morts, a annoncé un médecin travaillant à l'hôpital Hekma.

Les insurgés rapportent que les forces kadhafistes ont aussi bombardé jeudi soir leurs positions dans le djebel Nefoussa.

Un autre porte-parole des insurgés, Juma Ibrahim, a déclaré que les villes de Yafran et de Nalut avaient aussi été bombardées et que les forces kadhafistes se massaient près de la frontière tunisienne pour tenter de reprendre aux rebelles le point de passage de Wazin. (Reuters 10.06)

4- Yémen

4.1- Des dizaines de milliers de Yéménites sont descendus dans les rues de Sanaa vendredi pour réclamer, les uns, que

revienne rapidement le président Ali Abdallah Saleh, les autres, séparément, qu'il reste à l'étranger.

Sur l'avenue Sitine, au coeur de Sanaa, la capitale, des milliers d'opposants à Saleh ont réclamé vendredi que celui-ci se démette au profit de Mansour Hadi.

Un plus petit nombre de manifestants se sont rassemblés parallèlement près du palais présidentiel après la grande prière hebdomadaire pour appeler de leur voeux son retour. (Reuters 10.06)

4.2- L'attentat dont a été victime le président yéménite, Ali Abdallah Saleh, le 3 juin était une tentative d'assassinat probablement montée de l'intérieur, ont affirmé, jeudi 9 juin, des experts du renseignement américain.

Le cabinet Stratfor affirme que l'explosion a été provoquée par une bombe placée dans la mosquée faisant partie du complexe présidentiel à Sanaa, et non par un obus tiré par mortier ou par char.

La thèse des experts est fondée sur l'analyse de photos prises à l'intérieur et à l'extérieur du site de l'explosion, et obtenues mardi. '*En regardant ces images de très près, nous avons pu établir qu'il s'agissait bien d'un engin explosif, et non d'une munition militaire*', a déclaré Scott Stewart, vice-président chargé du renseignement tactique chez Stratfor.

Les photos montreraient, en particulier, que les briques du bâtiment ont été poussées vers l'extérieur plutôt que vers l'intérieur. Il en est de même pour les encadrements de fenêtres. (lemonde.fr 10.06)

Ils sont très forts ces "*experts du renseignement américain*" pour établir un diagnostic sur simple photo, leur argumentation semble tenir la route. C'est marrant, le 11 septembre 2001 pas le plus infime débris du Boeing qui se serait écrasé sur un bâtiment du Pentagone, pas le moindre morceau d'un passager ou d'une valise, d'un sac, d'un vêtement n'a été retrouvé sur place, ce qui n'a pas empêché ces experts de soutenir la thèse officielle livrée par Bush, alors qu'il était sur place.

5- Syrie

Des hélicoptères de combat ont, pour la première fois, été utilisés vendredi par le régime syrien du président Bachar al Assad afin de réprimer une manifestation de masse en faveur de la démocratie dans la localité de Maarat al Noumaane, entre Alep et Hama.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme a déclaré que les aéronefs ont ouvert le feu sur la foule après la mort de cinq manifestants tués par les forces de sécurité au sol, mais qu'apparemment ils n'auraient fait aucune victime.

Selon un témoin, au moins cinq hélicoptères ont tiré à la mitrailleuse pour disperser des dizaines de milliers de protestataires. "*Les gens se sont précipité à couvert dans les champs, sous les ponts et dans les maisons mais les tirs se sont poursuivis durant des heures sur les rues quasi désertes.*"

"*Il y a eu des manifestations pacifiques aujourd'hui pour réclamer la liberté d'expression et la chute du régime. Les forces de sécurité nous ont d'abord laissés manifester, mais quand elles ont vu que la foule grossissait, elles ont ouvert le feu pour nous disperser*", raconte un autre témoin.

"*Durant la manifestation, deux officiers et trois soldats ont refusé d'ouvrir le feu, alors nous les avons portés en triomphe. Après cela, nous avons été surpris de voir des hélicoptères tirer sur nous*", a ajouté ce manifestant de Maarat al Noumaane.

Selon des groupes de défense des droits l'homme, les combats dans cette région du nord-ouest du pays opposaient des militaires loyalistes à des mutins et ont fait des dizaines de victimes civiles, dont encore 28 à Djisr al Chougour pour la seule journée de vendredi.

Ailleurs dans le pays, les manifestations se sont également poursuivies. Il y a eu deux morts et de nombreux blessés dans le village de Bousra al Harir, dans le Sud, et un autre tué à Lattaquié, sur la côte méditerranéenne.

A Damas, les tirs des forces de sécurité sur une manifestation dans le quartier de Kaboune ont fait deux morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Des milliers de manifestants réclamant "*la chute du régime*" ont également manifesté à Daïr az Zour, dans l'Est, à Hama et à Homs dans le centre, et dans la région de à Rakka, dans le Nord, à Alep et dans des faubourgs de Damas. (Reuters 10.06)

Haut de page

Le 12 juin

Un camarade a répondu par courriel à ma causerie d'hier dans laquelle j'annonçais renoncer à publier des infos personnelles :

"*Non! non! c'est communiquer! , quand ont apprend la vie des dirigeants à qui on a fait confiance pendant des années il est trop tard pour constater que c'était des cons.*

Je ne suis pas un dirigeant. Il est vrai que si l'on avait pris connaissance plus tôt comment certains se comportaient dans la vie de tous les jours, on se serait peut-être posé plus tôt des questions sur leur conception du fonctionnement du parti ou leur politique.

Ce que je voulais dire, c'est qu'il y avait des militants qui pouvaient être amenés à porter un jugement sur mes positions politiques , plus qu'à les analyser sérieusement, à partir de renseignements que je fournissais sur ma façon de vivre la société et qui pouvaient les indisposer, tout confondre quoi. Avec toutes les données que je vous ai fournies sur moi dans le site, mon passé et mon mode de vie, vous en savez plus que mes proches ou certains membres de ma propre famille, à côté une fiche des RG ferait pâle figure !

Cela dit, ce n'est pas parce que quelqu'un à un comportement que l'on jugera inqualifiable, qu'il serait dénué de talents, voyez A. Rimbaud, poète, marchand d'armes et d'esclaves ou J-J. Rousseau qui a abandonné les quatre ou cinq gosses qu'il a faits à des femmes différentes. En politique cela passe plus mal ou présente une certaine gravité, car il s'agirait de taire un comportement qui trahirait des intentions inavouables ou incompatibles avec les idées ou la cause que l'on défend. Maintenant personne n'est parfait. J'ai connu des militants qui bastonnaient leur compagne, on trouvait cela insupportable, par contre un cadre qui méprisait ouvertement des militants, cela passait relativement bien.

Non, le plus grave c'est de faire en sorte de se caser pour ne pas bosser et avoir une vie relativement confortable, sans forcément s'enrichir, devenir simplement un bon gros bureaucrate vers la trentaine en légitimant cette situation au moyen d'arguments politiques, ce ne sont pas les exemples qui manquent. J'aurais pu embrasser autrefois cette carrière peu enviable à force de persévérance et de soumission, j'ai choisi une autre voie plus indépendante et je ne le regrette pas. Je suis du genre à tout dire et rien cacher, donc cela n'aurait jamais pu coller. C'est aussi pour cela que j'ai bossé dans un tas de boîtes et que j'ai atterri dans ce trou en Inde.

Ce qui est le plus significatif, c'est le caractère et la personnalité des dirigeants auxquels on nous demande d'accorder un minimum de confiance, et qui déteignent sur la direction et le fonctionnement de leur parti. Vous n'avez jamais remarqué à quel point les non-dits étaient nombreux dans les partis. Les militants s'interdisent de poser certaines questions somme toute souvent banales, pourquoi selon vous, la réponse figure au début de ce paragraphe. Oser porter un jugement sur les capacités d'un dirigeant est un crime de lèse-majesté intolérable, oser mettre en doute ses intentions relève du procès d'intention ou de la calomnie, c'est insupportable et mérite l'exclusion, bref, fait ce qu'on te dit et ferme ta gueule, voilà comment cela se passe encore dans tous les partis à des degrès divers. Cela n'encourage pas les travailleurs à s'engager dans un parti, mille fois hélas !

Ce qui importe ce n'est pas que l'on commette de petits ou gros mensonges que l'on taira par exemple, mais l'état d'esprit général d'un individu. Je vais vous avouer un truc. La causerie d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle que je n'ai pas publiée hier, j'improvise totalement.

Je vis au quotidien depuis de nombreuses années dans un milieu arriéré au possible, à côté les plus arriérés des travailleurs en France sont de véritables lumières, je ne plaisante pas, ce fut mon milieu pendant toute mon enfance et une grande partie de mon adolescence chez mes parents. Je ne le supporte pas toujours très bien évidemment, je me retrouve confronté à des situations invraisemblables, à devenir dingue, où mes faiblesses et ma vulnérabilité sont mises à rudes épreuves, je me retrouve totalement désarmé pour les affronter, donc parfois il m'arrive d'avoir des pensées peu enviables qu'il vaut mieux garder pour moi, d'autant plus que je me corrige, je ne me passe absolument rien, s'il y a au moins un domaine ou je fais preuve de rigueur c'est bien celui-là, et bien je suis sûr que si je vous révélais ces réflexions et les corrections que j'y avais apportées immédiatement, il y en aurait parmi vous qui privilégieraient ces mauvaises pensées et oublieraient la manière dont je les ai corrigées pour en déduire que je suis un sale type.

Voyez-vous le langage n'est pas quelque chose de parfait, et chacun comprend ce qu'il peut ou veut bien entendre, c'est ainsi et je dois en tenir compte.

J'ai mauvaise conscience quand un oisillon meurt dans le creux de ma main, parce que je n'ai rien pu faire pour le sauver, cela a bien dû m'arriver une douzaine de fois en Inde. L'autre jour, je n'ai pas eu le courage d'achever un petit caméléon que des corneilles (gros corbeaux) avaient attaqué et crevé les yeux, je l'ai balancé de l'autre côté du mur pour ne plus le voir souffrir. C'est pour vous dire à quel point je suis attentif et sensible au moindre détail, mon attitude m'a dégoûté pour tout vous dire, la prochaine fois que je tomberai sur un animal blessé, je ferai en sorte de réduire au minimum sa souffrance, c'est l'enseignement que j'ai tirée de cette expérience. Pour me convaincre, je me suis dit : si tu n'es pas capable de le faire, tu n'es qu'un pauvre

type incapable d'évoluer. J'ai suffisamment de courage pour affronter seul 50 pécheurs armés de machettes au risque de ma vie, mais je n'en ai pas suffisamment pour achever un petit animal. Ce n'est pas une question existentialiste, c'est plus qu'un cas de conscience, c'est une épreuve, un véritable problème qu'il me faut résoudre pour progresser dans la vie.

Etant donné que j'affronte chaque expérience de la même manière, pour autant que j'en trouve le temps, je me questionne à l'infini de la même manière qu'en politique. Donc je ne suis presque jamais satisfait, je ne le serai jamais de moi même, du coup j'ignore ce que signifie avoir bonne conscience, cela pourrait être un idéal à se fixer à défaut de l'atteindre. Jamais rien ni personne ne sera parfait dans ce bas monde, les choses seront toujours ainsi et quelque part tant mieux, car dans le cas contraire on se retrouverait dans un monde uniforme et sans avenir où l'on s'ennuierait à mourir.

Pour conclure, ce camarade a raison, à ceci près que les militants ne vous jugent pas forcément par rapport à vos qualités personnelles qui en principe devraient être reléguées au second rang, et quand ils le font ils commettent souvent l'erreur d'inverser les valeurs, étalez vos faiblesses, faites état de vos limites, soyez modeste en toute circonstance et ils vous tourneront le dos ou vous prendront pour un fanfaron, ils préfèrent avoir à faire à des dirigeants plutôt autoritaires, qui ont l'air armés de connaissances jusqu'aux dents, qui assurent comme l'on dit, qui ont réponse à tout, qui enchaînent les mots sans hésitation aucune comme d'autres enfilent des perles machinalement, cela les rassure, ils se sentent en confiance, c'est ce qui leur manque le plus peut-être, c'est leur propre faiblesse que par aveuglement ils reconnaîtront davantage dans mon comportement, avec lequel ils s'identifieront et qu'ils détestent.

On reproche souvent aux autres ce que l'on est soi-même, comme on reproche à d'autres ce qu'ils sont devenus et que l'on a été incapable de devenir soi-même. En psychologie, le premier travail consiste à analyser ses propres pulsions ou ses propres réactions, au lieu de s'occuper de celles des autres qui sont souvent inconsciemment le reflet des nôtres. On devrait y consacrer sa vie pour ne pas perturber inutilement celle de notre entourage. Je suis bien placé pour savoir ce que signifie *loin des yeux loin du coeur*, et témoigner qu'il est en réalité plus difficile de penser aux autres en leur présence qu'en leur absence... ou de les supporter parfois !

Politique

1- France. En famille, on se rend visite, on se rend service...

Lors d'une visite du musée qui lui est dédié à Sarran (Corrèze), Jacques Chirac, accompagné de François Hollande, président PS du conseil général de Corrèze, a lancé samedi : "*Je vais voter pour lui [M. Hollande], sauf si Juppé se présente parce que j'aime bien Juppé*". Comme M. Hollande lui désignait les micros penchés au dessus d'eux, l'ancien chef de l'Etat a répliqué en disant : "*Je peux dire que je voterai Hollande*".

Devant la presse, M. Hollande a mis sur le compte de la plaisanterie la déclaration de l'ancien président. "*C'est une plaisanterie, c'est pour énerver ses amis, c'était sur le mode du sourire*", a-t-il dit en faisant valoir qu'il ne fallait "*pas voir là une déclaration*". Interrogé par BFMTV sur cette déclaration de M. Chirac signifiant ainsi qu'il ne voterait pour Nicolas Sarkozy en 2012, le député PS Jean-Marie Le Guen a fait valoir que celle-ci "*exprim(ait) la disponibilité de beaucoup de Français qui ne veulent pas d'une solution sarkozyste en 2012*".

François Hollande affirme ne pas vouloir qu'un tel compliment soit «*instrumentalisé*» ou «*récupéré*». «*Ca serait le pire service que je pourrais rendre, et à son livre et à ma candidature.*» (lemonde.fr et lefigaro.fr 11.06)

Une partie de la bourgeoisie française pourrait penser que pour affronter la tornade qui s'annonce sur l'économie mondiale et celle de la France en particulier, le candidat du PS serait mieux à même de défendre le capitalisme, les institutions et d'affronter le prolétariat, que son propre candidat Sarkozy.

Chirac incarne le capitalisme industriel français, Sarkozy le capitalisme financier. C'est le capitalisme financier, qui domine le capitalisme mondial et dont les Etats-Unis est le chef de file, qui a pris le pouvoir. Cependant il est impossible de concevoir un pays comme la France sans industrie, d'où la concurrence féroce que se livrent partisans du capitalisme industriel et financier.

Le courant politique qu'incarne Chirac plonge ses racines dans le capitalisme industriel, tout comme le PS (SFIO) dont les origines remontent au développement de l'industrie. Maintenant ni l'un ni l'autre n'entend s'opposer à la main mise du capitalisme financier sur le capitalisme et l'Etat, car c'est l'évolution naturelle du capitalisme qui a conduit l'industrie financière à prendre la direction du capitalisme, s'y opposer signifierait lutter contre un régime avec lequel ils s'identifient et auquel ils doivent tout, ce serait comme s'ils signaient leur arrêt de mort, impensable évidemment.

Chirac devient vieux, gâteux, comme tous les vieillards il a ses caprices et personne n'ose s'y opposer, personne ne peut lui imposer de se taire. En 1981, il paraîtrait que l'UDR (ex-UMP) avait donné la consigne de faire voter Mitterrand pour faire chuter Giscard (UDF), en cas de bataille au second tour en 2012 entre un candidat de l'UMP et du PS, Chirac vient simplement d'appeler ses amis à récidiver.

Après tout, les institutions de la Ve République dont certains affirment à tort et à travers qu'elle serait à l'agonie depuis des lustres a très bien résisté à cette épreuve, soi-disant qu'elle ne survivrait pas si le chef de l'Etat n'était pas le candidat du parti de l'ordre, la réalité a démontré le contraire, Chirac est rassuré et peut dormir tranquille sur ses deux oreilles si Hollande devait être élu en 2012.

La connivence qui existe entre l'UMP et le PS dépasse amplement et depuis belle lurette (depuis toujours en fait) le consensus qu'ils affichent au sein des institutions contre le prolétariat. On aurait dû avoir de cesse de la mettre en lumière depuis 1958, on aurait dû montrer aux travailleurs de quelle manière quotidiennement ils s'y prennent pour les duper au profits des capitalistes, les partis dits ouvriers auraient dû démonter minutieusement ce mécanisme, cette supercherie, chaque semaine dans leur journal.

Ils ne l'ont jamais fait ou pas suffisamment, pourquoi, on peut oser l'explication suivante : en procédant de cette manière envers le PS et le PCF, de nos jours il faut y ajouter ses autres satellites, il aurait été impossible de mettre en avant ensuite le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF qui selon leurs auteurs incarnait au plus haut niveau le front unique ouvrier, ils se seraient retrouvés sans stratégie politique et auraient dû se couper des appareils pourris des syndicats avec lesquels ils avaient tissé des liens, pour masquer cette compromission et cette démission politique pour ne pas dire pire encore, ces dirigeants expliqueront aux militants que c'était pour ne pas se couper des masses, pour répondre à leur aspiration ou leurs illusions, les leurs en réalité, et comme dès cette époque la plupart des militants étaient déjà gangrenés par le socialisme réformiste ou étaient incapables de penser par eux-mêmes, d'interpréter un texte autrement qu'à la lettre ou de manière dogmatique, ils reprendront en coeur ce mot d'ordre, j'en ai fait partie hélas !

Il n'est pas exagéré de parler d'un complot permanent contre la classe ouvrière. Comme d'habitude, on s'est attaqué à la face visible de la collaboration de classes, notamment en dénonçant les briseurs de grève, aux conséquences de la survie du capitalisme, mais on ne s'est pas employé suffisamment à montrer aux travailleurs et aux militants comment le parti de l'ordre et le PS s'y prenaient en amont, sur le plan institutionnel, au sein des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat notamment qui peaufinaient les projets de loi qui allaient être adoptés, comment ces commissions fonctionnaient et fonctionnent encore à huis clos.

Dans ces commissions les élus peaufinent surtout les discours qu'ils vont ensuite tenir publiquement, le jeu de rôle ou la mauvaise farce qu'ils vont jouer au peuple, ils s'entraînent comme des comédiens au théâtre et s'entraident en quelque sorte, de quelle manière les élus des différents partis vont se répartir les rôles de façon à faire croire à leurs auditeurs sans expérience que sont les travailleurs ou qui ignorent tout de ce qui se trame dans leur dos, qu'ils assistent à un véritable exercice de la démocratie.

Ils s'entendent comme larrons en foire, qui, comme de vulgaires voleurs s'échinent au moment du partage du butin. De même qu'au sein du parti de l'ordre, leurs désaccords portent essentiellement sur la manière de mieux servir les intérêts du capital sans être lésés sur le plan politique, au moment de passer devant les électeurs les apparences doivent être sauvées, le salut du régime en dépend, l'essentiel.

Cohn-Bendit aurait bien voté Strauss-Kahn au premier tour en 2012, il n'aura qu'à voter pour Sarkozy qu'il voyait bien en Président de l'Union européenne si cette fonction existait, Hulot se verrait bien ministre dans un gouvernement présidé par Borloo, il n'aura qu'à voter pour son clone du PS, Chirac voterait bien pour Hollande s'il était candidat à la présidentielle, un juste retour des choses après avoir appelé à voter pour lui lors du deuxième tour de la présidentielle en 2002, le PCF n'a plus de candidat du tout, on ne le regrettera pas, il appellera à voter PS au second tour pour maintenir artificiellement en vie son cadavre, le Front de gauche qui n'a eu aucune peine à se frayer un chemin jusquà leur table pour l'avoir toujours fréquenté, compte bien en présentant son propre candidat récolter quelques miettes du festin permanent que réserve la Ve République à ses serviteurs ou laquais, surtout si le candidat du PS était élu.

Tout cela n'est pas nouveau, cela date de l'époque déjà lointaine ou le PS et le PC étaient passés armes et bagages dans le camp des ennemis de la classe ouvrière.

Vous remarquerez le mimétisme presque parfait qui existe entre les discours des dirigeants de tous les partis, qui un beau matin nous font le coup de découvrir une situation ou des rapports qui existaient en réalité depuis des lustres et qu'ils ont couverts de différentes manières, par le silence ou en s'adressant à eux comme s'il fallait en attendre quelque chose.

Il faut matraquer sans relâche quotidiennement l'UMP, le PS et ses satellites, montrer aux travailleurs qu'au fil des ans ils ont soigneusement tissé des liens et des rapports qui ne servent qu'à maintenir solidement prisonnière leur proie, qu'il ne s'agit pas de faits isolés, de simples coïncidences, de banals incidents de parcours, mais l'expression de la volonté de servir au mieux le régime pour assurer sa survie et la leur du même coup.

Leur République est une forfaiture, leur démocratie une imposture, seul le socialisme pourra les réaliser pleinement une fois que par sa révolution la classe ouvrière aura pris le pouvoir et liquidé les institutions de la Ve République.

L'élection d'un Président de la République est incompatible avec La République, les institutions de la Ve République sont incompatibles avec la démocratie puisque la majorité du peuple et ses intérêts se retrouvent évincés du pouvoir, niés, dès lors participer à l'élection présidentielle, c'est cautionner cette forfaiture, participer aux élections législatives, c'est légitimer

cette imposture.

Autrefois il suffisait qu'un seul élu maîtrise l'éloquence et possède suffisamment de charisme pour que sa voix résonne au-delà de l'hémicycle de l'Assemblée nationale et enflamme jusqu'aux chaumières les plus reculés du pays, avec la toute puissance des médias ce temps-là est définitivement révolu, son discours est littéralement étouffé, ses paroles ne parviennent qu'aux oreilles de ses partisans, sa prestation, malgré ses talents, est devenue inutile.

2- Etats-Unis. L'Empire contre-attaque ou quand l'impérialisme américain ne supporte pas la concurrence d'un prédateur aux besoins insatiables.

L'Afrique doit prendre garde au "*nouveau colonialisme*" incarné par la Chine, a déclaré samedi la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton à Lusaka, première étape d'une tournée de cinq jours en Afrique.

Interrogée par la télévision zambienne sur l'influence croissante de Pékin sur le continent, la chef de la diplomatie américaine a estimé que les Africains devraient se méfier de partenaires qui ne traitent qu'avec les élites.

"*Nous ne voulons pas voir un nouveau colonialisme en Afrique*", a-t-elle dit. "*Nous ne voulons pas voir (les investisseurs) saper la bonne gouvernance en Afrique*." (Reuters 11.06)

Commentaire d'un internaute

- "En Haïti, suite au séisme, les USA ont pris le pays en otage. 92% des contrats à la reconstruction sont attribués à des entreprises américaines. Le président de la Commission pour le Reconsturction est le mari de Mme Clinton, Bill, ceci expliquant cela. Un étranger à la tete d'une commission nationale ! Ces dernières années, les Etats-Unis, toujours en Haïti, ont éradiqué la production nationale de riz afin de la remplacer par les importation de riz américain en utilisant un savant système de montant compensatoire en leur faveur. Les USA ont un monopole économique complet sur Haïti.

Mme Clinton affirme que la Chine traite en Afrique avec les élites ! Depuis quand les Etas-Unis négociaient leurs investissements avec les pauvres ? En vérité, l'Occident est à court d'argument devant l'influence chinoise."

Voilà encore une manifestation de la tension grandissante entre les Etats-Unis et la Chine.

Social

France

Chez Carrefour Market, l'appel à la grève ce samedi a été «*très suivi, notamment en région parisienne*», d'après la CGT. Un constat des syndicats que ne partage pas la direction. Pour la première fois, FO et la CFDT ont rejoint le mouvement. Les salariés de ces magasins principalement en centre-ville, dénoncent des hausses des salaires insuffisantes et réclament l'attribution de titres-restaurants à l'ensemble du personnel. Ils souhaitent être traités comme leurs collègues des hypermarchés Carrefour.

Depuis le samedi 14 mai, la CGT appelle les 32 000 salariés à des débrayages tous les samedis. Cette semaine, la centrale syndicale elle a été rejointe par FO et la CFDT. «*On n'avait jamais vu une telle mobilisation chez Carrefour Market*, a dit de son côté Jean-Marc Robin de FO. *Certains magasins ont été bloqués comme à Reims.*» Laurent Lamaury, délégué syndical national CGT, premier syndicat chez Carrefour Market, a estimé le nombre de magasins touchés, à divers degrés, par le mouvement social à quelque 300- 350. Certains salariés ont décidé d'observer une grève toute la journée, d'autres ont débrayé quelques heure. «*Le mouvement est très suivi, notamment en région parisienne*», se réjouit-il.

La direction a fait état de 50 magasins touchés. Seuls «2 à 4% des salariés» du groupe, «*étaient en grève*», a-t-elle affirmé à l'AFP à la mi-journée. «*Tous les magasins sont ouverts et accueillent les clients de façon normale*», selon elle. La direction avait accordé fin mai entre 2% et 2,5% d'augmentation salariale selon l'ancienneté, applicable au 1er juillet. Les syndicats ont jugé la mesure insuffisante, 2,5% d'augmentation au 1er juillet ne se traduisant que par 1,25% de hausse sur l'année. (leparisien.fr 11.06)

Economie.

France

La note maximale accordée à la France, 'AAA', pourrait être menacée à l'horizon 2020, indique l'agence de notation Standard & Poor's. '*Si les autorités françaises ne poursuivent pas la réforme des retraites, ne continuent pas de modifier la Sécurité sociale et ne consolident pas le budget face au risque d'accroissement des dépenses liées aux retraites et à la santé*', alors 'il est incertain que Standard & Poor's maintienne la note AAA', souligne une étude consacrée aux conséquences du vieillissement de la population.

Si la France parvient à équilibrer ses comptes publics d'ici 2016, la France pourrait conserver son 'AAA' jusqu'en 2050 environ, '*toutes choses étant égales par ailleurs*', ajoute-t-elle.

A l'inverse, en l'absence de réformes, Standard & Poor's évoque une éventuelle dégradation progressive de la note à long terme du pays, passant à 'AA' à l'horizon 2020 et entrant dans la catégorie des investissements spéculatifs (inférieure à 'BBB-') avant 2040. Sans mesures de redressement, la dette du pays atteindrait presque 370 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2050, anticipe l'agence. (lemonde.fr 11.06)

2020, 2040, 2050, ils sont complètement cinglés décidément ! Ils poussent à l'affrontement violent entre les classes, ils savent aussi qu'on n'est pas prêt pour affronter une telle situation.

J'ai lu quelque part qu'ils s'étaient félicités de la chute de Lehman Brothers qui avait donné le signal de la crise financière en 2007. Ils l'auraient provoquée pour rebattre les cartes et permettre ainsi à l'impérialisme américain de reprendre la main, alors que sa domination sur le monde était de plus en plus contestée. Son offensive en Afrique (Libye, Syrie) et en Asie (Ben Laden Pakistan) rentrerait dans cette stratégie.

A l'approche des élections en France, les agences de notation vont faire pression sur le gouvernement pour qu'il adopte un plan d'austérité encore plus drastique contre les masses, et sur lequel les différents candidats devront se prononcer pour le rendre incontournable, comme ils l'ont déjà fait avec l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne.

Haut de page

Le 13 juin

J'ai reçu un nouveau courriel du camarade qui m'en avait déjà envoyé un avant-hier, il se termine par ces mots : "*je t'en pris continue comme avant tes causeries.*". Alors c'est bien pour toi. Quant aux militants que cela emmerdent, ils peuvent zapper cette rubrique ou se contenter de télécharger les fichiers qui les intéressent, on ne leur en voudra pas.

Dans le dernier numéro (152) d'*Informations ouvrières*, le mot socialisme ne figure pas une seule fois, par contre le mot socialiste a été employé 13 fois, chaque fois associés aux partis de la IIe Internationale ou des gouvernements dirigés par eux, cherchez l'erreur ! Les mots république et démocratie ont été employés respectivement 13 et 14 fois.

Le socialisme, laisson les partis de la IIe Internationale l'incarner... Un socialisme subordonné à l'évolution du capitalisme mondial, un socialisme qui au mieux défend quelques avancées sociales à la marge, pendant que des pans entiers de nos acquis sociaux collectifs disparaissent. Un socialisme qui progresse à rebours pour ne pas mettre des bâtons dans les roues du capitalisme.

Un socialisme qui au mieux défend quelques avancées sociales à la marge et qui trouve son pendant ou son complément dans le socialisme version POI, NPA ou LO qui se réduit finalement à la défense de nos acquis sociaux. Il ne s'agit pas là de faire un amalgame, mais simplement de mettre en évidence que ces deux versions du socialisme se complètent ou s'inscrivent dans la continuité l'une de l'autre plus qu'elles ne s'opposent, parce qu'elles ont en commun de ne pas se situer dans la perspective de l'abolition du capitalisme.

Si maintenant on avance l'objectif politique d'une Assemblée constituante souveraine, il faut expliquer pourquoi, autrement qu'en se contentant de déclarer que les institutions de la Ve République seraient antidémocratiques.

En bref, en quoi la Constitution de la Ve République est-elle antidémocratique ?

- Un Président de la République concentre les mêmes pouvoirs qu'un monarque ou un empereur, par exemple il a le pouvoir de décider l'entrée en guerre du pays, donc il dispose du droit de vie ou de mort sur ses sujets comme à l'époque de la royauté ou de l'empire ;

- Un Conseil constitutionnel dont les membres non élus constituent la cour du monarque, une véritable institution d'exception qui dispose d'un pouvoir discrétionnaire ou supérieur à celui des élus du peuple ;

- Une Assemblée nationale dont les députés sont élus par le peuple, mais qui peut être dissoute sur simple décision du locataire du Palais de l'Elysée, c'est comme s'il avait le pouvoir de dissoudre le peuple ;

- Un Sénat non élu par le peuple qui constitue un contre-pouvoir arbitraire à l'Assemblée nationale dont les membres sont élus par

le peuple.

- Le Conseil économique, social et environnemental non élu par le peuple, assemblée consultative qui constitue l'arrière-cour des laquais du monarque et légitime son pouvoir ;

Dans une monarchie ou un régime impérial, c'est le roi ou l'empereur qui détient le pouvoir, alors que dans une république c'est le peuple qui détient le pouvoir. Or, on vient de voir que sous la Ve République c'est le Président de la République et le Conseil constitutionnel qui concentrent ou exercent le pouvoir et non les élus du peuple qui ne sont que la caution légale qui légitime leur pouvoir.

La forme de la domination de classe que peut prendre la domination de classe de la classe dominante correspond à la nature sociale de l'Etat, Etat qui ne se situe pas au-dessus des classes mais exprime ou se confond avec les intérêts de la classe dominante, la classe qui détient le pouvoir économique détient et excerce sous une forme ou une autre le pouvoir politique nécessaire à sa domination de classe, là en l'occurence la classe des capitalistes pour continuer d'exploiter les travailleurs et accumuler toujours plus de profits.

Le mode de production en rapport avec le niveau de développement des forces productives et la lutte des classes, plus précisément les rapports entre les classes, déterminent quelle forme politique prendra l'Etat pour assurer le domination de classe de la classe dominante sur la classe dominée, mais c'est en dernier lieu la lutte des classes et le rapport de force entre les classes qui détermineront le degré de républicanisme et de démocratie existant dans un pays.

La lutte des classes et le rapport de force entre les classes à un moment donné peut se traduire par l'adoption de mesures ou de lois favorables à la classe dominée, qui continueront d'exister quand bien même ce rapport de force se sera inversé. A partir de ce moment-là, le législateur, autrement dit le monarque au pouvoir, sera tenté de revenir sur ces mesures ou ces lois défavorables aux intérêts de la classe qu'il représente. Cela peut déboucher ou non sur un nouveau développement de la lutte des classes ou l'alimenter.

Le flux et le reflux de la lutte de classe du prolétariat est fonction à la fois de son niveau de conscience politique et de son niveau d'organisation, les deux sont intimement liés. Voyons comment ils peuvent interagir.

- Un bas niveau de conscience politique et d'organisation ne sera pas propice à une action de masse.

- Un bas niveau de conscience politique et un haut degré d'organisation pourra être propice à la mobilisation, mais pas forcément si les dirigeants qui contrôlent le mouvement ouvrier privilégient ou s'appuient sur le bas niveau de conscience politique des militants, en tout état de cause dans ce cas de figure, en cas de mobilisation ils en garderont le contrôle et la conduiront dans une impasse.

- Un haut niveau de conscience politique et un bas degré d'organisation ne pourra se traduire que par une mobilisation limitée.

- Un haut niveau de conscience politique et un haut degré d'organisation réunissent les conditions pour une mobilisation massive et une issue victorieuse, encore faut-il déterminer ce qu'on entend par un haut niveau de conscience politique, au minimum il correspondra à l'expression politique indépendante des masses, c'est-à-dire que la classe et les militants se disposent uniquement par rapport à leurs besoins, indépendamment de ceux des capitalistes et de leurs valets au sein du mouvement ouvriers qui soutiennent le régime, à un degré plus élevé, qu'ils situent leur combat dans une perspective politique ou qu'ils lient leur combat à des objectifs politiques, ce qui leur permettrait de poursuivre leur mobilisation au-delà des objectifs initiaux qu'ils s'étaient fixés.

C'est seulement quand ces conditions seront réunies qu'il sera possible de submerger tous les obstacles, y compris celui des appareils pourris du mouvement ouvrier.

L'erreur commise le plus souvent consiste à oublier que l'une de ces conditions n'est pas réunie, parce nous militants, nous disposons de ce haut niveau de conscience politique (en principe !) et nous sommes organisés (en principe !). Cela transpire à chaque page de la littérature qui figure dans les documents de la Tribune libre du site si vous voulez le vérifier, à moins qu'elle ne s'adresse qu'à des militants aguerris ou une élite d'intellectuels.

Il semble qu'à l'heure actuelle, le principal obstacle à la mobilisation des masses, que je distingue de la mobilisation des militants du mouvement ouvrier, soit principalement leur subordination au capitalisme, cela vaut également pour les militants, mais dans leur cas ce n'est pas le seul.

En réalité, l'obstacle des appareils n'est pas un obstacle en soi pour les militants, il est obstacle dans la mesure seulement où ils n'ont pas franchi le premier obstacle qui se présentait à eux, en amont, et que nous devrons tous franchir un jour pour espérer aller de l'avant. Il consiste à déterminer librement nos propres besoins ou accepter l'idée que nos aspirations sont parfaitement légitimes en toute circonstance, ce qui doit traduire un minimum de prise de conscience du fonctionnement du capitalisme et non

correspondre à un caprice ou être le produit d'un comportement infantile, petit bourgeois ou anarchique.

J'ai vécu jusquà l'âge de 20 ans dans un milieu ouvrier profondément arriéré, j'étais apparemment destiné à demeurer arriéré toute ma vie, mes soeurs le sont restées en reproduisant le mode de vie et de pensée de mes parents. Je ne soupçonnais pas un instant vivre dans un tel état d'arriération que j'avais commencé à reproduire arrivé à l'adolescence. C'est en me faisant des copains à l'esprit critique ou plus libre envers la société, que j'ai découvert brutalement à quel point j'étais arriéré au dernier degré. J'en ai été tellement choqué, humilié, que je ne me suis pas contenté de réduire l'écart intellectuel qui existait entre mes potes et moi, j'ai décidé de découvrir pourquoi, j'étais habité par une résolution inébranlable, je ne voulais plus simplement ne pas reproduire le mode de vie ou de pensée de mes parents, ne pas vivre comme eux en résumé ou vivre mieux, et c'est à partir de cette démarche que j'en suis arrivé au marxisme, à comprendre l'origine de ma condition d'esclave à laquelle je ne pourrai pas échapper malgré tout, mais armé d'une conscience politique pour changer la société, mon bien le plus précieux.

J'aurais très bien pu me contenter de lectures et de persévérer dans les études pour devenir ingénieur, avoir une vie confortable et m'estimer arrivé à quelque chose dans la vie, sauf que mon passé et mon milieu me collaient à la peau, je n'étais pas issu du même milieu que mes potes, je ne pouvais pas me contenter des apparences, de biens matériels, je voulais absolument comprendre pourquoi la société produisait des riches et des pauvres, pourquoi il existait tant d'inégalités et d'injustice dans la société et le monde, je ne pouvais arrêter ma réflexion en chemin, c'était impossible de laisser des questions sans réponses satisfaisantes, je devais aller à la racine de mes problèmes et de mes souffrances, je voulais savoir, tout savoir.

Très naïvement voilà ce qui m'a poussé à progresser depuis 1974, sans plus jamais me demander ce que cela pourrait me rapporter sur le plan matériel, je ne me suis plus jamais posé cette question - ce qui m'a joué bien des mauvais tours, dès lors que mon combat contre l'ignorance occupait toute ma vie. Savoir qu'on ne sait pas, l'admettre et s'atteler à changer cette situation est vraiment la plus riche et la plus formidable expérience que l'on peut faire dans la vie. On sait quand elle a commencé et on n'a pas besoin de se demander quand elle prendra fin, le dernier jour.

Après cette digression, revenons à notre sujet.

L'obstacle des appareils est le produit de l'ignorance des militants, de leur trop faible niveau théorique et politique qu'ils partagent avec les masses exploitées. C'est de cette faiblesse que se nourrissent les appareils, c'est principalement cette faiblesse qui leur permet d'exister, tout comme le régime et non l'inverse. C'est la raison pour laquelle les militants feraient bien de revoir sérieusement leur copie avant de tout mettre sur le dos des appareils, car on a l'impression qu'ils prennent les problèmes à l'envers.

Les appareils recyclent ou se font l'écho quotidiennement de la propagande gouvernementale ou patronale en direction des syndiqués (et des travailleurs), mais ce n'est pas pour cette raison que les syndiqués y adhèrent majoritairement, mais bien parce que leur niveau de conscience politique correspond au discours qu'on leur sert, parce qu'ils sont toujours incapables de comprendre comment fonctionne le capitalisme et la société, quelle place ils occupent dans les rapports (sociaux) de production. Oui, mais si les dirigeants n'étaient pas ce qu'ils sont, avec des si on peut tout imaginer au lieu de s'attaquer aux véritables problèmes que nous avons à régler.

Si un gosse pose la main sur une plaque de fonte et se brûle, c'est parce qu'on ne lui a jamais appris qu'elle pouvait être froide ou brûlante et non parce qu'elle est brûlante. Ceux qui nous expliquent que les appareils constituent l'obstacle à la mobilisation des masses sont en vérité de piètres pédagogues, car ils commettent cette erreur. On en a eu une démonstration flagrante au moment de la mobilisation sur les retraites. Tout serait possible, ben voyons ! Comment est-ce possible ?

Que fait le gamin qui se brûle, comment faut-il traiter cette situation ? La brûlure doit-elle être traitée de préférence comme le produit ou la conséquence de son ignorance ou parce que cette plaque de fonte était chauffée à blanc, parce que son état pouvait changer ? Quand on commence à militer, avant cela même, le jour où l'on commence à se poser de sérieuses questions sur son avenir dans cette société, sur les problèmes quotidiens que l'on rencontre, on cherche avant tout à les résoudre, on cherche quelles réponses il existe, on fait face aux conséquences de rapports sur lesquels on ignore tout et on s'attaque tête baissée à ces conséquences pour ne pas avoir à les subir indéfiniment.

On est comme le malade qui prend des médicaments pour recouvrer la santé, c'est son seul objectif et c'est à la fois la seule chose qui le préoccupe, accessoirement il se demandera pourquoi il est tombé malade sans trop s'attarder sur cette question parce qu'il n'est pas médecin. Or, s'il ne veut pas un jour retomber malade pour les mêmes raisons, il ferait bien d'en chercher l'origine ou de s'attaquer sérieusement à sa cause.

Le travailleur ou le militant qui subit les conséquences de la crise du capitalisme va s'attaquer à ces conséquences en combattant par exemple pour conserver ses acquis, mais cela ne l'aidera en rien à découvrir l'origine ou à comprendre les causes de cette offensive du capitalisme, du coup il est vulnérable, on pourra lui raconter n'importe quoi qui entamera sa détermination, le fera douter, qu'il gobera ou qui l'incitera à accepter de supporter de nouveaux sacrifices selon les cas, il n'a pas le choix, il n'a pas les moyens de contredire l'explication qu'on lui a fournie puisqu'il ne s'est jamais penché sérieusement sur cette question.

On a bien conscience qu'on s'attaque toujours aux conséquences d'un problème avant de s'attaquer à sa ou ses causes dans la vie en général, mais on commet une grave confusion en estimant que le niveau politique des travailleurs progresseraient par le seul fait de s'attaquer aux conséquences de la crise du capitalisme, comme si cela allait de soi ou serait automatique, comme disait Lénine cette prise de conscience ne peut venir que de l'extérieur, du parti, de militants qui ont déjà acquis cette conscience et qui la transmettent aux travailleurs pour qu'ils réfléchissent plus profondément à leurs conditions.

Mais si maintenant on se contente uniquement de s'attaquer aux conséquences sans jamais viser les origines d'un problème social, jamais la conscience de classe des travailleurs ne progressera, jamais elle ne sera en mesure de se hisser au niveau du programme de la révolution socialiste.

Comment mieux expliquer pourquoi des millions de travailleurs de différentes générations au cours des décennies passées ont participé à des grèves ou des mouvements sociaux sans jamais parvenir à comprendre le fonctionnement de la société ?

On nous reproche parfois de trop poser de questions, de couper les cheveux en quatre, une manie pompée (une approche scientifique) sur Marx que personnellement j'avais adoptée avant même de faire sa connaissance ou plutôt ses ouvrages, un procédé qui appliqué aux choses matérielles et à la société ne peut que nous conduire à découvrir la loi unique qui régit toute chose et tout être, le monde, la nature, l'univers, le matérialisme dialectique et historique.

Une question en entraîne une autre et ainsi de suite, qui du pain nous conduit à la graine que l'agriculteur a semé quelques mois plus tôt en passant par toutes les étapes qu'elle a subie pour finir sur notre table, un formidable voyage qu'on ne peut pas explorer, dont l'entendement nous échappe en contemplant un grain de blé ou un morceau de pain, à moins d'être poète, mais c'est un autre exercice.

Même les questions existentielles méritent d'être posées, pour se rendre compte de leur inanité ou qu'elles ne mènent nulle part, et passer rapidement à des choses plus sérieuses, plus terre à terre (ou terre-à-terre).

Le socialisme, le nôtre, celui de Marx et Engels, est scientifique, on ne prétend pas qu'il aurait une base scientifique pour se faire plaisir ou se faire passer pour de grands intellectuels, on se fout bien de ce qu'on peut penser de nous, mais tout simplement parce qu'il décrit la réalité matérielle (sociale) et son évolution, tout ce qui en est issu d'immatériel, abstrait, idéologique, théorique, etc. le mouvement qui est la loi suprême qui régit toute chose, inhérente à toute chose et sans laquelle rien n'existerait, y compris le capital qui ne peut pas y échapper, la réalité sur laquelle on peut avoir une emprise dès lors qu'on en a compris le fonctionnement, qu'on en a pris conscience pour la changer, sinon à quoi bon. C'est seulement quand on est animé par un idéal très élevé qu'on estime à notre portée, qu'on trouve la force pour vouloir changer le monde, sinon on s'arrête en cours de route. (je devrais me spécialiser dans les aphorismes !)

La loi du mouvement explique à peu près tout à elle toute seule, c'est pour cela que lorsqu'on commence à maîtriser cette méthode pour interpréter le monde qu'on appelle marxisme ou plutôt le matérialisme dialectique, qui ne fait que traduire de quelle manière elle s'applique, on comprend un peu mieux dans quel monde on vit et l'on n'a plus à se demander qui nous sommes ou d'où nous venons, nous avons trouvé les réponses à ces questions.

J'ai improvisé cette causerie que j'ai rédigée d'une traite. J'y ai passé quelques heures évidemment, je ne récite pas une leçon que j'ai apprise par coeur, j'en suis incapable et c'est très bien ainsi.

On passe aux infos en bref, c'est lundi pas grand chose à se mettre sous la dent.

Politique

1- Espagne. Plouf !

Les "Indignés", ces jeunes Espagnols qui campaient sur la Puerta del Sol à Madrid depuis près d'un mois pour dénoncer le chômage et la corruption politique, ont quitté la place dimanche non sans promettre de poursuivre leur action. (AP 12.06)

Eh non, le miracle n'a pas eu lieu ! Nous n'avions pas suivi ceux qui avaient manifesté un intérêt démesuré à ce mouvement social et nous avons eu raison. On va bien être obligé d'en revenir aux fondamentaux de la lutte de classe du prolétariat, au marxisme, au léninisme, encore un peu de patience camarades.

2- Turquie

Les élections législatives en Turquie ont offert une victoire attendue au parti conservateur AKP du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan qui n'obtient toutefois pas le nombre de sièges requis pour convoquer un référendum constitutionnel.

Après le décompte de 99,7 % des bulletins, le parti conservateur est crédité de 49,9% des suffrages, mais cela n'est pas suffisant pour réunir les 330 élus nécessaires sur les 550 que compte le Parlement.

Selon les projections, l'AKP devrait obtenir 325 sièges, soit cinq de moins que le nombre exigé pour la convocation d'une consultation référendaire.

Le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche) obtient 25,9% des suffrages (135 sièges) et la troisième force politique du pays, le parti du Mouvement nationaliste (MHP) est crédité de 13,1% des voix (54 sièges).

Quinze partis concourent à ces élections pour 7.695 candidats, y compris les indépendants.

Pour obtenir une représentation au Parlement, un parti doit obtenir au moins 10% des voix sur le plan national. Ce seuil, l'un des plus élevés au monde, empêche beaucoup de petites formations d'avoir des députés. (Reuters 12.06)

Haut de page

Le 14 juin

Avant de commencer la lecture de cette longue causerie que je viens tout juste de terminer, une bonne nouvelle, en principe ma maison sera vendue la semaine prochaine et je déménagerai la semaine suivante.

C'est la deuxième fois que mon ordinateur me plante en quelques jours, et comme j'écrivais sur un bloc-notes où il n'y a pas de sauvegarde automatique, tout ce que j'avais écrit depuis la dernière sauvegarde a été effacé, 30 minutes de boulot à recommencer.

Du coup je bascule du Notepad (bloc-notes) à Word, décision que j'aurais dû prendre depuis des années, comme quoi on se trimballe bien des mauvaises habitudes ou qu'on manque parfois singulièrement d'à propos, pour ne pas dire de rigueur. Je trouvais bien pratique le Notepad, tant pis.

Ce qui s'est passé, c'est que j'ai commencé à bosser à 6h du matin et il est déjà 10h50, il fait déjà 35°C et je n'ai pas nettoyé l'intérieur de l'ordinateur depuis quelques mois, du coup la poussière s'est accumulée au niveau du ventilateur du microprocesseur, la température a atteint 56°C activant une sécurité qui déclenche la coupure de l'alimentation à l'entrée de l'ordinateur. Il y a quelques jours, je ne l'ai pas nettoyé, j'avais mis en route la climatisation et c'était reparti 15 minutes plus tard à mon grand soulagement.

J'avais écrit que j'avais reçu ces derniers jours plusieurs courriels de différentes organisations, et qu'hier j'en ai reçu de plusieurs camarades, dont un d'un militant qui me demande à ce que notre correspondance demeure confidentielle, ce sur quoi il peut compter, je suis une tombe ! Par contre je vais lui demander si je peux évoquer le contenu de son ou ses courriels à venir pour en faire profiter les militants, en respectant bien sûr les règles habituelles et strictes de discrétion que je me suis imposé et qui n'ont jamais posé de problèmes à aucun camarade depuis 2005.

Tout d'abord, partant du constat que le site comporte ses propres limites, que sa fréquentation est confidentielle et le restera si on ne développe pas les moyens pour le faire connaître, on doit se poser la question de savoir s'il ne pourrait pas servir à autre chose qu'à informer et échanger des réflexions, si à un moment donné il ne pourrait pas une tournure pratique, laquelle je n'en sais rien encore. J'ai toujours pensé que le site ne pourrait pas déboucher sur une forme d'organisation, mais avec l'intérêt croissant que portent les travailleurs et les jeunes à Internet, je me demande si on ne pourrait pas s'orienter vers cet objectif ou quelque chose d'informel qui permettrait aux militants qui se connectent sur le site de se rencontrer et pourquoi pas agir ensemble.

Ensuite, je ne suis pas informaticien et je ne connais rien à ce qu'ils appellent les réseaux sociaux, Facebook, Twitter, etc., par contre je suis sûr que des camarades sont branchés sur ces nouveaux moyens d'information. Quand on voit quel impact ont eu ces réseaux sociaux dans les soulèvements des derniers mois, on se dit que cela doit être un moyen d'entrer en contact avec des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs et jeunes à condition de savoir s'y prendre.

On pourrait créer une page sur ces différents supports qui renverraient au site. Mais si ces pages s'adressaient aux travailleurs en général, contrairement au site qui ne s'adresse qu'à des militants, il faudrait que le contenu de ces pages soit rédigé dans leur langage pour ne pas les rebuter, un peu comme je le fais parfois dans mes causeries quand je n'emploie pas la terminologie politique du militant, mais celle du simple travailleur qui exprime directement ce qu'il ressent ou s'exprime dans des termes compréhensibles par tous.

Mais en renvoyant au site, il faudrait que de mon côté je modifie la présentation du site, j'ai commencé à y réfléchir hier soir.

La difficulté est de trouver la bonne formule pour s'adresser aussi bien à des ouvriers qu'à des intellectuels. La difficulté est double, parce qu'il ne s'agit pas seulement de la terminologie à employer ou du niveau de langue, de la tournure syntaxique, mais aussi du contenu proprement dit. Un ouvrier va lire Le Parisien, un jeune Libération, un intellectuel Le Monde. Les deux premiers emploient de préférence des phrases courtes, le troisième développe davantage par exemple. Le premier emploie un langage plus proche de la langue orale et des mots d'usage courant, plutôt que la langue écrite et des termes moins connus dans le troisième.

Et puis il ne s'agit pas seulement d'une question de compréhension des expressions employées, mais de faire en sorte que le lecteur trouve agréable à la lecture les articles qu'on lui propose, qu'il ne se dise pas que c'est mal écrit ou à l'opposé que c'est trop compliqué à lire. Existe-t-il un style qui convienne à tous les types de lecteur ? Ce n'est pas certain. Celui de Marx, Engels et Lénine par exemple, mais je ne possède pas leurs qualités pour m'exprimer avec autant de clarté et de profondeur à la fois. On peut s'inspirer de leur style qui est finalement le produit de leur développement intellectuel puisque nous marchons dans leurs pas, même sans prétendre rivaliser avec eux, ce serait un bon compromis.

Sinon il y aurait bien une autre solution, distinguer dans le site ce qui s'adresserait aux ouvriers et serait rédigé dans un style plus relâché et au contenu moins théorique, de la partie réservée à des lecteurs avertis ou qui ont suffisamment de connaissances pour lire, qui comporterait des articles mieux construits et au contenu plus soutenu, mais sans dresser une barrière entre les deux, en conservant l'unité du site qui s'adresserait aussi bien au bleu de travail qu'au col blanc, de manière à ce que personne pense que le site reproduirait ce qui se passe dans la plupart des partis où il existe la tête et les jambes, ou encore reproduire dans le site les rapports entre les classes, ce qui serait intolérable. Un site populaire pour intellectuel dans lequel les ouvriers se reconnaîtraient en résumé.

Il y a sans doute de nombreux militants qui ne comprennent pas la finalité du site tel qu'il existe aujourd'hui, qui sont sceptiques sur son utilité, puisqu'il ne débouche pas sur des actions ou ne se traduit pas en terme d'organisation il ne sert à rien, c'est de la masturbation intellectuelle ou une érection d'eunuque, c'est l'œuvre d'un type isolé que l'on ne connaît pas et qu'on ne peut même pas rencontrer, qui n'est organisé nulle part et qui n'a aucune légitimité, etc. bref, il ne mérite pas qu'on lui accorde la moindre importance.

Ceux-là ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre que l'organisation est une chose, élever son niveau de conscience politique pour être capable de penser par soi-même en est une autre, et que c'est uniquement à cette tâche qu'était dédié le site jusqu'à présent, favoriser la libre réflexion des militants et si possible confronter les idées des uns et des autres pour progresser ensemble sachant que l'on combat pour la même cause. Ceux-là doivent être les mêmes qui considèrent que les appareils seraient le seul obstacle à la mobilisation des masses, alors que ce n'est pas le cas.

Ils ont oublié ce que disait Trotsky, qu'il serait beaucoup plus difficile dans l'avenir pour le prolétariat de s'emparer du pouvoir et que pour y parvenir, il faudra impérativement qu'il ait élevé son niveau de conscience politique à un niveau beaucoup plus élevé qu'il en fallut au prolétariat russe pour vaincre, autrement dit que ce facteur dans un contexte totalement différent serait amené à jouer un rôle encore plus déterminant que par le passé. C'est à partir de ce constat ou de cette réflexion, que je me suis dit il y a quelque temps déjà que ce facteur pourrait peut-être contrebalancé le manque de maturité des conditions objectives qui déterminent le passage à l'action des masses...

Avant d'en venir à modifier le site, les militants qui se connectent sur le site pourraient essayer de le faire connaître autour d'eux, sur Internet où ils vont tous les jours. Par exemple en intervenant dans des blogs d'information, ceux des médias nationaux ou dans ceux comme Médiapart, Le Grand Soir, Agoravox, etc. en laissant chaque fois l'adresse du site. On laissera tomber les blogs des partis car vous seriez censurés immédiatement, ce serait une perte de temps. Vous devez bien lire des articles dans lemonde.fr ou libération.fr, non ? Cette proposition rejoint ce que j'ai dit plus haut. Si vous ne le faites pas, c'est que vous n'êtes pas convaincus de l'utilité du site, bien qu'apparemment vous en tiriez quelque chose, vous avez des convictions mais vous doutez de tout, mais si vous refilez votre doute aux autres, ce n'est pas ainsi qu'ils auront davantage confiance en eux-mêmes.

Je ne fais pas le site pour m'amuser ou me distraire parce que je n'aurais rien de mieux à foutre, pour me donner bonne conscience, qu'est-ce que vous croyez, il y a mille manières de se rendre utile sans faire de politique, avec tous les domaines que j'ai étudiés depuis 36 ans je n'aurais que l'embarras du choix, je suis un passionné, je pourrais me lancer à fond dans l'ethnologie ou l'anthropologie, je voudrais bien savoir ce que sont devenus les Trobriandais étudiés jadis par B. Malinovski, la linguistique ou les médecines dites parallèles, l'astrophysique et les phénomènes dits paranormaux comme la télékinésie, la physique quantique et l'étude des ondes invisibles, les ondes hertziennes n'ont été découvertes qu'à la fin de XIXe siècle, c'est relativement récent sans cette découverte extraordinaire pas de télévision ni radio, pas de téléphone portable, pas d'Internet, je suis persuadé qu'il doit exister d'autres forces physiques sous formes de fluide ou d'ondes dont on ignore encore l'existence et qu'il y a des chercheurs qui planchent pour les découvrir. J'étais aussi passionné de photo et de musique, en mélomane seulement, il n'y a que la biographie de Beethoven que je connais à fond…

Au départ je pensais faire ce site pour rendre service aux militants, je ne pensais qu'un jour je m'exprimerais dedans, je suis plutôt du genre effacé, second rôle, demeurer dans l'ombre me va très bien. Ensuite je me suis rendu compte que de nombreux militants étaient inorganisés tandis que d'autres se trouvaient mal à l'aise dans leur parti, certains étaient au bord du désespoir, cela m'a bouleversé pour tout vous dire. Et voilà que maintenant des camarades me supplient de continuer comme si le site était

leur seule planche de salut, je vous dis la vérité, je n'oserais pas plaisanter sur ce sujet vous vous doutez bien. C'est pour cela que parfois je laisse éclater ma rage contre les dirigeants, plus que je ne leur en veux pour quoi que ce soit d'ailleurs, ils devraient être capables d'écouter ces (vieux) militants qui sont des gars honnêtes, sincères et d'une grande valeur pour notre combat.

Moi je vous propose quelque chose, cela vous intéresse on essaie de voir ensemble comment on peut avancer, si vous avez d'autres idées, soumettez-les moi on y réfléchira ensemble, qu'est-ce que je peux vous proposer de mieux, rien, cela ne vous intéresse pas, tant pis, je continue comme avant.

Ce qui me motive aussi et je l'ai évoqué hier, c'est le fin fond de l'ignorance d'où je suis sorti, seul sans l'aide de quiconque, en disant trois ans à peine, il y a plus 35 ans. J'en ai déjà parlé dans d'autres causeries car je considère que cela à valeur d'exemple. Imaginez un type totalement abruti, ignare au possible, même pas capable de comprendre une ligne de cette causerie parce que le vocabulaire lui fait défaut, qui est né et a grandi dans un milieu complètement arriéré, qui a été à l'école mais n'a pas appris grand-chose, certainement pas à réfléchir, qui n'a jamais ouvert un livre en dehors des manuels scolaires qu'ils apprenaient par cœur pour avoir la moyenne et passer dans la classe supérieure l'année suivante, idiot, crétin, stupide, le demeuré quoi, c'était moi à 19 ans.

De droite bien sûr, comme mon père, réactionnaire par mimétisme, pas vraiment porté à m'intéresser au sort d'autrui, à rien du tout en fait à part les courses de bagnoles, petit voyou un court moment à 16 ans, un brin alcoolique pour imiter mes potes à 17, puis camé au cannabis avec d'autres potes à 18, sans perspective dans la vie, sans idéal, sans avenir, voué à végéter toute sa vie, sans imagination, pas vraiment une épave, le type voué à avoir une vie de merde toute sa vie, à vivre en HLM et à rester scotché devant sa télé après une journée passée à l'usine, bref, à finir ses jours à s'abrutir.

Je mets souvent sur le compte des paradis artificiels (un clin d'œil à Baudelaire que j'aborderai plus tard grâce à A. Breton et les surréalistes) le déclic qui s'est produit dans ma tête, c'est possible mais je ne peux rien affirmer, peu importe, entre la fin de 1973 où j'ai ouvert un manuel scolaire de philosophie qu'un pote m'avait prêté (il est mort, il s'est tiré une balle dans la tête 10 ans plus tard), et le moment où j'ai découvert Marx il s'est passé seulement trois ans et demi ou quatre ans tout au plus, puisqu'en 1976 j'avais déjà pris contact avec un militant de l'OCI, Albert, un vieux pote à Lambert. De l'abruti fini que j'étais encore en 1973, en 1976 j'étais devenu un jeune travailleur voulant s'engager dans le combat pour le socialisme. Bordel, quel chemin parcouru en si peu de temps, et je le répète sans avoir échangé la moindre réflexion avec quiconque, mes potes planaient, à part se défoncer, la musique et les concerts, les sorties, les filles et les vacances, ils se foutaient du reste ou causaient à tort et à travers, c'est donc tout seul en continuant de vivre dans le même milieu arriéré que j'ai réussi à progresser. Et c'est à force de lire et d'étudier sans cesse pendant plus de 30 ans que j'en suis arrivé où j'en suis, très modestement avec les casseroles que je traîne derrière moi, des faiblesses et des lacunes que je ne pourrais jamais combler, j'en ai parfaitement conscience.

Du coup, je me dis que c'est possible à quiconque le décide d'évoluer, de passer de l'obscurité à la lumière, surtout quand quelqu'un vous encourage, vous aide, vous pousse à persévérer. Et ce qui est marrant, c'est que dès le premier jour où j'ai découvert le marxisme je me suis dit : bordel quel boulot nous attend pour changer le monde, la tâche s'annonçait titanesque, cela dépassait tout ce que j'aurais pu imaginer à l'époque, c'était très décourageant en fait, je me souviens avoir subi un véritable choc ce jour-là, ce fut terrible, un coup à faire une dépression, comme si à peine après être sorti de l'obscurité j'allais y replonger, mais je me suis vite repris en ne lâchant plus jamais le fil qui m'avait sauver d'une noyade assurée…

Il faut préciser que je vivais chez mes parents et que ce ne sont pas mes conditions matérielles d'existence qui auraient joué un rôle décisif dans ma démarche, même si quelque part je haïssais déjà la société, dites-moi quel jeune porte dans son cœur la société, hier comme aujourd'hui aucun en dehors des rejetons des privilégiés, mes potes (à 19 ans) qui étaient issus de la petite bourgeoisie ou des couches moyennes pour la plupart vomissaient la société. Non je crois que ce qui a été décisif, ce fut le fait que dans leur société il était impossible de donner un sens à sa vie, de se raccrocher à un idéal et que la perspective de vivre ainsi une vie entière était insupportable.

A y regarder de plus près, nous sommes tous dans ce cas-là, nous les exploités, voués à vivre toute notre vie sous le joug d'exploiteurs, à être humiliés par des patrons à qui il faut dire merci en plus ou des petits chefs misérables qu'il faut saluer chaque matin, à courber l'échine sans cesse, à obéir à ou respecter un ordre débile et malsain, à ne jamais réaliser nos rêves, même quand on a des aspirations raisonnables, et à vivre dans un état de frustration perpétuel, quand bien même on a des besoins limités, à voir bafouer tous nos droits, même les plus élémentaires, à être réduits à l'impuissance ou être traités comme les sujets d'un monarque, réduits à l'état de pions, rien quoi ou plutôt esclaves, opprimés, voilà notre statut d'être inférieur que nous réserve leur société pourrie.

En fait, notre destin serait déterminé dès notre naissance, leur société en aurait décidé ainsi une fois pour toute à notre place et il n'existerait aucun moyen d'y échapper. Voilà la terrible fatalité qu'ils voudraient nous faire avaler et contre laquelle nous devons lutter par tous les moyens à notre disposition, et l'un d'entre eux est de s'élever à la compréhension du fonctionnement de leur société. Ce n'est pas seulement leur République qui n'est pas la nôtre, leur démocratie qu'il faut renverser, c'est le vieux monde dans sa totalité dont il faut faire table rase pour conquérir notre liberté. Vive le socialisme !

Yes, we can do it ! Oui, nous pouvons le faire si nous le décidons et que nous nous y tenons.

J'arrête là pour aujourd'hui.

Un dernier mot.

Je ne vous l'ai jamais dit je crois, il y a des camarades qui pensent que j'aurais une dent contre les fonctionnaires, ils se trompent lourdement.

Entre 1978 et 1981, le seul travailleur que j'ai recruté à l'OCI était un fonctionnaire, un contrôleur de la SNCF que j'avais rencontré lors d'un porte-à-porte au foyer des jeunes travailleurs de la SNCF situé à Clichy (92). Il était jeune, il s'appelait Patrick Braquier, il était du Mans je crois, et j'avais accroché un de ses potes qui était de la Mayenne. Il a ensuite été rattaché à la cellule de Paris Saint-Lazare et je l'ai perdu de vue. Cela m'est revenu hier et je me suis dit que cette précision ne serait pas inutile pour éviter les malentendus entre nous.

Manipulation.

La blogueuse, qui se faisait appeler "Amina Abdallah Arraf", était en fait Tom MacMaster, un barbu américain de 40 ans qui étudie en master à l'Université d'Edimbourg, en Ecosse.

Un Américain de 40 ans étudiant en Ecosse a avoué se cacher derrière la jeune lesbienne blogueuse de Damas, devenue icône du mouvement démocratique en Syrie, semant la colère parmi ceux qui avaient soutenu l'opposante et illustrant une nouvelle fois les dérapages de la Toile.

Son blog, intitulé "Gay Girl in Damascus" ("Une lesbienne à Damas") était suivie par des dizaines de milliers de personnes, émues du combat mené par cette soi-disant jeune militante pro-démocratie contre la répression du régime syrien.

Un vent de solidarité avait soufflé sur les réseaux sociaux quand, sur le même blog, une personne se présentant comme un parent de la blogueuse annonçait il y a une semaine qu'elle avait été "enlevée" à Damas. Un groupe "Libérez Amina Abdallah" avait réuni sur Facebook près de 15.000 membres.

Tom MacMaster milite depuis des années pour la cause démocratique au Moyen-Orient. Sa femme étudie également à Edimbourg en vue d'un doctorat sur l'économie syrienne.

Selon le Washington Post, Tom MacMaster utilise le pseudonyme "Amina" depuis au moins cinq ans et a démarré le blog "Gay Girl in Damascus" en février dernier.

La révélation du faux blog a suscité la colère parmi les partisans de la "Syrienne" qui s'était mobilisée après son "enlèvement". "A M. MacMaster, je dis: Honte à vous!!!... Ce que vous avez fait en a heurté beaucoup et nous a tous placés dans un position dangereuse", écrit l'éditeur syrien du site "GayMiddleEast.com".

Le faux blog soulève une nouvelle fois la question de la fiabilité des réseaux sociaux sur internet, largement utilisés dans le cadre de la couverture du "Printemps arabe", où l'accès à l'information sur le terrain est très restreint. (liberation.fr 13.06)

Ce monsieur a été approché par le Washington Post qui semble bien informé sur son passé, étrange, vous ne trouvez pas ?

Ca pète de partout

Espagne.

Un engin explosif placé devant le bureau du parti populaire espagnol (PP) en Galice a brisé les vitres, sans faire de blessé, a annoncé lundi la police. (AP 13.06)

Turquie

Onze personnes fêtant la victoire de candidats kurdes aux élections législatives en Turquie ont été blessées dimanche soir par l'explosion d'une bombe assourdissante dans le sud-est du pays, ont déclaré des responsables policiers et hospitaliers. (Reuters 13.06)

Pakistan

Une bombe, placée sur une route, a explosé lundi au passage d'un convoi militaire dans une zone tribale du Sud-Waziristan, près

de la frontière avec l'Afghanistan, tuant trois soldats, ont annoncé des responsables des renseignements pakistanais. (AP 13.06)

Irak

Quatre personnes ont été tuées lundi par un kamikaze, qui a projeté son véhicule rempli d'explosifs contre un bâtiment de la police à Bassora, dans le sud de l'Irak, ont annoncé des responsables irakiens. (AP 13.06)

On pourrait rajouter à cette liste, l'Afghanistan, le Mexique, la Somalie, le Nigéria and so on (etc.). Sur tous les continents, le capitalisme, un vrai cauchemar pour tous les peuples !

Politique

1- France.

On va lire ensemble un article de Libération d'hier, dont j'ai surligné en gras les expressions qui fournissent des indications sur les réelles intentions qui animent la personne interviewé, en ajoutant quelques remarques entre parenthèses.

José Bové est le leader de l'aile altermondialiste au sein de la coopérative d'Europe Ecologie - les Verts (EE-LV). Il explique pourquoi il soutient Nicolas Hulot à la primaire écologiste. (quoi de plus naturel : l'altermondialisme et Hulot sont financés par des multinationales !)

Pourquoi choisissez-vous Nicolas Hulot ?

Dans le contexte de 2012, il est le candidat le mieux à même de représenter la diversité de l'écologie. A partir des européennes de 2009, nous avons entamé une évolution qui a permis, à l'initiative de Dany Cohn-Bendit et avec le soutien de Cécile Duflot, d'élargir le champ politique de l'écologie. Rassembler des gens qui étaient membres de partis et issus du mouvement associatif ou social, comme Eva Joly, Yannick Jadot ou Sandrine Bélier, a permis de montrer que tous ces engagements allaient dans le même sens, même s'ils avaient pris des chemins différents (en se situant tous à droite, puisqu'aucun n'entend rompre avec le capitalisme) . Ce mouvement s'est renforcé aux régionales avec Robert Lion à Paris, Philippe Meirieu à Lyon ou Laurence Vichnievsky à Marseille. A chaque fois, on a démontré notre capacité à ouvrir et à élargir. Si on veut être fidèle à cette dynamique, c'est avec Nicolas Hulot comme tête de liste. (Fidèle à l'idéologie qu'ils partagent)

On vous attendait plus du côté d'Eva Joly, l'ex-juge en lutte contre les puissants, qu'avec Hulot, à l'image plus consensuelle**...**

J'ai dit pendant des mois que le meilleur candidat, c'était Eva Hulot ou Nicolas Joly. Je ne les oppose pas. Eva fait déjà partie de la grande famille de l'écologie. Si aujourd'hui on veut être capable de faire un saut qualitatif de plus pour permettre à des tas de gens de voter pour la première fois écologiste (détourner les travailleurs des questions politiques déterminantes au profit de questions de sociétés que le capitalisme pourrait régler, une escroquerie politique de fait, autrement dit ils roulent pour le capital) , à mon sens, c'est avec Nicolas. Il peut incarner les nouveaux électeurs d'EE-LV grâce à son parcours : il a été animateur de télé, sa fondation a été subventionnée par de grands groupes, mais il est arrivé à un engagement clair dans la famille écologiste. Et il est pour l'heure impératif de renforcer le vote écologiste au premier tour, afin d'aboutir non pas une alternance, mais une alternative politique en 2012.

(l'opération consiste à la fois a attiré les jeunes électeurs qui pourraient être tentés de voter FG, NPA ou LO, et à détourner les couches moyennes attentives aux questions environnementales qui seraient tentées de voter PS, bref d'affaiblir tous ces partis pour le compte du candidat de l'UMP qui risquerait sinon de ne pas passer le 1er tour, autrement dit ils roulent pour le candidat officiel du capital, Sarkozy.)

Qu'il ait envisagé un duo avec Jean-Louis Borloo ne vous chiffonne pas ?

Il n'a jamais caché avoir rencontré Borloo et en avoir tiré la conclusion qu'il n'y avait pas de possibilité de ce côté-là d'avancer vers la mutation écologique à laquelle il aspire. Et il a refermé la porte. A La Rochelle, il a joué la transparence, et un mauvais procès d'intention lui a été fait. Le même avait été intenté avant les européennes à Eva Joly, quand certains s'étaient offusqués qu'elle ait eu des contacts avec Bayrou.

(Le seul fait de rencontrer deux représentants du capital suffit à comprendre quels intérêts représentent EE-LV : ceux du capital auxquels ont lié leur sort les couches de la petite bourgeoisie qu'EE-LV représente.)

En 2007 vous étiez candidat «antilibéral», comme Olivier Besancenot. Vous vous êtes recentré à Bruxelles ?

Moi, j'ai l'impression de ne pas avoir changé. Il est vrai que quand on se regarde, on trouve que ça va toujours ! (autrement dit, derrière sa fausse modestie, il reconnaît faire partie du club des imbéciles heureux !) La vraie rupture c'est ce qu'il s'est passé en 2009 : la capacité à proposer une alternative globale avec l'écologie, tout en étant pragmatique dans la façon d'y parvenir. J'ai toujours dit qu'il fallait être radical et pragmatique. Je ne change pas. Et Nicolas Hulot dit la même chose, à sa manière. Dans son dernier film, le Syndrome du Titanic, il est dans une critique globale et sans ambiguïté du mode de développement.

(on sent poindre chez Bové l'impatience vulgaire du petit bourgeois qui est prêt à tout pour arriver à ses fins, ici pragmatique à même valeur qu'éclectisme, et chez lui dans la pratique le pragmatisme l'emporte sur la radicalité qui n'est qu'une posture, une forme d'opportunisme, c'est ce que prouve son soutien à Hulot qui n'a pas changé dit-il, l'ami des Bouygue et du gang du Fouquet's, merci au passage pour cette précision qui ne s'imposait pas. En fait, on a à faire à l'idiot du village qui estime que pour faire avancer les valeurs auxquelles on croit, on devrait saborder nos principes, notre idéologie et notre morale et adopter ceux de la classe dominante, car les leurs seraient finalement compatibles avec nos valeurs, un non-sens de toute évidence, sur le plan politique une capitulation ou un ralliement au capitalisme.)

2- Grèce

Plus de 20.000 Grecs ont manifesté dimanche pour la 19e journée d'affilée dans Athènes pour dénoncer la politique d'austérité tandis que les employés de la compagnie de services PPC annonçaient leur intention de se mettre en grève contre les projets de privatisation.

Les manifestants ont de nouveau convergé vers la place Syntagma, dans le centre de la capitale, devant le Parlement, aux cris de "*Voleurs !*"

"*Nous ne partirons pas si vous ne partez pas*", pouvait-on lire sur une des banderoles déployées devant le parlement. "*Nous ne devons rien, nous ne paierons rien*", proclamait une autre.

"*Nous sommes hostiles à la liquidation de notre pays. Nous ne fermerons pas les yeux*", prévient le syndicat GENOP DEH qui appelle à une grève de 48 heures chez PPC (compagnie d'électricité) à compter de lundi.

Les manifestations sont désormais quotidiennes. Une journée nationale de grève et de mobilisation est programmée par ailleurs pour mercredi prochain. (Reuters 13.06)

3- Italie

Humilié aux municipales, Silvio Berlusconi a essuyé un nouveau revers lundi en raison d'une mobilisation des Italiens aux référendums promus par l'opposition sur l'abolition de son immunité pénale, l'interdiction du retour au nucléaire et la privatisation de l'eau.

La participation au vote organisé dimanche et lundi jusqu'à 13H00 GMT en Italie a été très forte, environ 57%, soit bien davantage que le quorum, le taux indispensable pour que les référendums soient valables, selon des résultats officiels portant sur la moitié des villes italiennes. Cela faisait 16 ans que le quorum (50% plus une voix) n'était pas atteint en Italie pour ce type de référendums d'initiative populaire.

En outre, d'après un sondage de l'institut EMG, une écrasante majorité d'Italiens - plus de 90% sur chaque question (94 à 96 % selon Le Monde) - a rejeté les lois de M. Berlusconi prévoyant un retour au nucléaire, l'ouverture au privé pour la gestion et la distribution de l'eau et une forme d'immunité pour le chef du gouvernement.

Mis en cause dans trois procès, dont celui portant sur le scandale sexuel Rubygate, le président du Conseil italien redoutait également référendum prévoyant l'annulation d'une loi dite d'"*empêchement légitime*", qui lui permet de ne pas se présenter en justice en raison de ses obligations de chef du gouvernement.

Les médias ont souligné à quel point la position de l'homme fort du pays ne faisait pas l'unanimité dans son camp. Alors qu'Umberto Bossi, le numéro un de la Ligue du Nord, principal allié du Cavaliere, disait "*espérer que les gens n'aillent pas voter*", l'un des ténors de son parti, Luca Zaia, président de la région Vénétie, a été aux urnes pour s'opposer au nucléaire, à une privatisation de l'eau et même à l'immunité du chef du gouvernement. (20minutes.fr et lemonde.fr 13.06)

Il y a là de quoi écrire un article sur l'illégitimité des institutions et de la Constitution.

4- Tunisie

Le tribunal de première instance de Tunis a condamné lundi le directeur de deux journaux, Abdelaziz Jéridi, à quatre mois de prison ferme et une amende de 10.000 dinars tunisiens (près de 6.000 euros) pour diffamation envers un journaliste, a-t-on appris auprès de l'avocat du plaignant Chawki Tabib.

La plainte a été déposée par le journaliste tunisien Mohamed Krichène de la chaîne qatarie Al-Jazira à la suite de plusieurs articles jugés "*diffamatoires*" publiés sous le régime Ben Ali dans les hebdomadaires "*Kol Ennass*" (Tous les gens) et "*Al Hadath*" (L'Evénement). Le dernier en date était paru le 1er janvier dernier à deux semaines de la fuite du président déchu.

Dans ces écrits, dont plusieurs portaient la signature du patron de presse, le journaliste était traité tantôt de "*traître*" tantôt "*d'agent des islamistes*".

Le plaignant s'est déclaré "*satisfait*" de ce jugement qu'il considère comme "*un signe positif quant au recouvrement par la justice de son intégrité*". "*C'est aussi un message rassurant qui signifie que nul ne pourra désormais bénéficier de l'impunité en cas d'atteinte à l'éthique de la profession journalistique*", a-t-il dit l'Associated Press. (AP 13.06)

Donc si demain en Tunisie vous écriviez dans un journal, que le gouvernement provisoire trahissait la révolution tunisienne en faisant acte de soumission envers l'Union européenne par exemple, vous seriez poursuivi en justice par un gouvernement illégitime !

5- Syrie

Un habitant de Jisr al-Choughour réfugié en Turquie indique avoir vu des chars syriens s'affronter entre eux dimanche lors de la prise de la ville. "*Les soldats [syriens] sont divisés. Quatre chars ont fait défection et les chars ont commencé à tirer les uns sur les autres*", explique Abdullah, un Syrien de 35 ans, qui se trouvait dimanche à Jisr al-Choughour, et qui est entré clandestinement en Turquie pour chercher de la nourriture.

Les troupes syriennes "*ont d'abord encerclé la ville avec les chars*". "*Ils ont commencé à tirer depuis l'extérieur, ils ont arrosé avec des mitrailleuses, ils ont utilisé des armes lourdes. Ils sont entrés, ils avaient dit qu'il y avait des hommes armés à l'intérieur, mais en fait il n'y avait personne. La ville était vide*", poursuit ce témoin, qui se présente sous le seul prénom d'emprunt d'Abdullah. Un autre réfugié syrien en Turquie, Ali, 27 ans, avait déjà fait état dimanche de conflits au sein de l'armée syrienne. "*Il y a maintenant une séparation au sein de l'armée et un groupe essaie de protéger les gens : ils ont fait sauter deux ponts à Jisr al-Choughour*", avait déclaré le jeune homme, affirmant tenir son information de personnes ayant fui la ville le jour même. Abdullah a par ailleurs affirmé que des forces de sécurité syriennes sont arrivées "*à 6 km de la frontière turque*".

"Ils ont brûlé les récoltes avec des munitions incendiaires, ils ont tué les chèvres, les vaches. Dans la ville, les épiceries, les supermarchés ont été pillés, il ne reste plus rien. Les portes sont défoncées", a-t-il témoigné. "*Ils ont bombardé la prison, l'ont détruite. Ils ont tiré sur les mosquées, ils ont tiré sur certaines maisons. Les bâtiments publics aussi ont été dévastés : l'état civil, la poste.*" "*Les habitants de Jisr al-Choughour et des alentours n'ont pas le droit d'aller ailleurs, vers une autre ville. Il y a des postes de contrôle sur les routes de Lattaquié, d'Alep. Les entrées et les sorties sont interdites. Ils arrêtent ceux qui veulent passer et on ne sait pas ce qu'il advient d'eux. Tout ça parce qu'on veut la liberté*", a ajouté ce témoin. Il explique que "les soldats n'ont pas approché les villages alaouites" [communauté à laquelle appartient le président Bachar Al-Assad]. "*Ce sont les villages sunnites qu'ils ont attaqués. Les villages sunnites ont été détruits… Les gens, les enfants, sont sous la pluie, beaucoup sont tombés malades*", a-t-il dit.

Le principal groupe d'opposants syriens a annoncé dimanche que la répression a entraîné la mort de 1 300 civils et plus de 1 0000 arrestations depuis la mi-mars. Dans une déclaration traçant les grandes lignes d'une solution politique à la crise, le Comité de coordination nationale estime que le pouvoir doit être remis à l'armée et souhaite la tenue d'une conférence sous l'égide de la communauté internationale dans les six mois pour rédiger une nouvelle Constitution et "*empêcher la Syrie de sombrer dans le chaos et garantir un transfert pacifique du pouvoir*". (lemonde.fr avec AFP et Reuters 13.06)

6- Liban

Le Liban a un nouveau gouvernement. Le Premier ministre sunnite désigné Najib Mikati a annoncé lundi, après cinq mois de négociations ardues, un nouveau gouvernement de 30 ministres dominé par le puissant Hezbollah chiite et ses alliés.

«*Nous avons surmonté les obstacles et nous allons nous mettre tout de suite au travail*», a affirmé Najib Mikati à la presse à l'issue de l'annonce de la formation du gouvernement. Le Hezbollah et ses alliés, notamment le chrétien Michel Aoun, se sont taillés la part du lion avec 19 portefeuilles, dont la Justice et la Défense, le reste (11) étant réparti entre les partisans du président chrétien de la République Michel Sleimane, de M. Mikati et du leader druze Walid Joumblatt, considérés comme «neutres». Message d'unité

Sur ces 19 postes, deux vont au Hezbollah, les 17 autres reviennent à ses alliés. Le nouveau cabinet est boycotté par le camp de l'ex-Premier ministre Saad Hariri, désormais en minorité parlementaire et dans l'opposition. «*Que vous soyez au pouvoir ou dans l'opposition, c'est votre gouvernement à tous (...) ce gouvernement sera celui de tout le Liban et œuvrera pour tous les*

Libanais», a affirmé M. Mikati, dans un message d'unité. (20minutes.fr 13.06)

Aux infos hier soir ils ont annoncé qu'un des ministres alliés du Hezbollah avait déjà démissionné. Et même que les Belges sont jaloux parce qu'ils ne peuvent pas en dire autant !

Social

1- France

Le syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civilesyndicat autonome (SNMSAC), organisation autonome qui regroupe des personnels chargés de la maintenance des appareils, appelle à un arrêt de travail '*de durée illimitée*' à partir de 5 heures pour obtenir des augmentations de salaires. '*Il y aura des arrêts de travail, pas forcément la journée complète*', a annoncé à l'AFP l'un des responsables du SNMSAC, Marc Saladin.

Le syndicat réclame des revalorisations salariales d'un montant brut de 200 à 300 euros. Trois réunions avec la direction n'ont pas permis de trouver une solution, la compagnie jugeant la revendication '*irréaliste*', selon M. Saladin. (lemonde.fr 13.06)

2- Espagne

La police espagnole a annoncé lundi que des pirates informatiques avaient brièvement bloqué son site Internet, apparemment en représailles de l'arrestation de trois membres présumés du collectif de cyberactivistes Anonymous.

Selon la police, l'attaque informatique contre son site s'est produite vers 2h du matin lundi (0h gmt) et été revendiquée par les Anonymous. La police avait arrêté vendredi trois membres présumés du groupe, considérés comme les responsables du collectif en Espagne. (AP 13.06)

Avant-hier c'était les ordinateurs du FMI qui avaient été visés par des "*pirates informatiques*", vrais ou faux, allez savoir !

Economie

1- France

La diffusion de la presse magazine a baissé de 2 % en 2010, selon les chiffres fournis par l'Office de justification de la diffusion (OJD). Certaines familles s'en sont mieux sorties que d'autres. C'est le cas des magazines féminins, qui ont progressé de 2,13 %. D'autres secteurs ont souffert : la presse de l'informatique, des jeux et d'Internet (- 11,75 %) ; du voyage et du tourisme (- 10,87 %) ; la presse pour adolescents (- 9,97 %). La presse people, après avoir atteint un pic en 2008, connaît un certain déclin (- 4 %).

Si les ventes au numéro baissent, la diffusion par abonnement résiste bien. Les plus gros titres restent les magazines de télévision, qui se situent au-dessus du million d'exemplaires : dans le peloton de tête, on trouve Télé Z, Télé 7 jours, Télé Loisirs et Télé Star. Mais même ce secteur souffre, avec une baisse de diffusion de 2,97 % en 2010.

Le directeur général délégué du groupe Marie Claire tire un bilan contrasté de l'année 2010. "Certaines familles de presse ont souffert, mais 2010 a aussi vu l'explosion des sites des marques de presse sur Internet. La publicité s'est aussi bien comportée avec une hausse de 6,3 % en volume et de 9,1 % de chiffre d'affaires et 146 700 pages."

"*La presse magazine résiste bien,* confirme Xavier Dordor, délégué général du SPM. *De janvier à mai, le chiffre d'affaires publicitaire a progressé de 3,9 % quand les télévisions nationales sont à 4 % de progression. Elle apparaît comme un média stable, en qui les annonceurs peuvent avoir confiance.*"

Chaque jour, 54 % des Français lisent au moins un magazine, affirme le SPM. Celui-ci a trouvé un autre argument choc pour prouver que ses journaux résistent à la crise : "On vend chaque jour plus de magazines que de yaourts !" (lemonde.fr 13.06)

2- Grèce. La casino va fermer, the game is over !

1- Les banques européennes qui ont de la dette grecque au bilan semblent s'acheminer vers un accord de reconduction (rollover) par lequel elles prendraient possession de nouveaux titres de dette se substituant aux obligations arrivées à échéance.

L'Allemagne a proposé la semaine dernière un échange de titres obligataires qui, dans les faits, reviendrait à proroger les échéances de la dette grecque de sept ans. Mais les banques paraissent privilégier l'option plus douce du "*rollover*".

La participation du privé dans un deuxième plan d'aide à la Grèce serait de l'ordre d'une trentaine de milliards d'euros, avaient dit des sources officielles de la zone euro. Le reste des 120 milliards d'euros du plan d'aide serait financé par des privatisations et de nouveaux prêts d'urgence du Fonds monétaire international et de l'Union européenne.

Peu de banques se sont pour l'instant prononcées publiquement pour un rollover, soit un allongement de la dette publique grecque, à l'exemple du Crédit Agricole, propriétaire de la banque grecque Emporiki.

"*C'est une solution bancale mais c'est la moins pire des solutions, parce que c'est celle qui permet d'éviter de s'aventurer dans des phénomènes de restructuration-défaut qui pourraient être assez violents sur le marché et le secteur bancaire*", explique Pierre Nebout, responsable de la gestion actions européennes chez Edmond de Rothschild AM.

On estime que les investisseurs privés détiennent à peu près les deux tiers des 270 milliards d'euros de dette souveraine grecque en circulation, les banques grecques à elles seules représentant une cinquantaine de milliards d'euros, selon IFR, un service de nouvelles et d'analyses de Thomson Reuters.

Les banques non grecques détiendraient elles aussi 50 milliards de dettes, 35 milliards étant propriété d'assureurs et 55 milliards de fonds tels que fonds de pension et FCP. On ne sait pas si assureurs et fonds, à l'exemple des banques, seraient sollicités.

Les banques françaises et grecques sont le plus exposées à la dette grecque, selon la Banque des Règlements internationaux. On pense que des hauts fonctionnaires aux Finances sondent les banques pour savoir jusqu'à quel point elles participeraient à la manoeuvre, et ce avant une réunion des ministres des Finances européens le 20 juin.

Pour convaincre les banques, il se peut que les autorités financières doivent lâcher du lest, par exemple leur apporter l'appui du Fonds européen de stabilité financière (FESF), comme le suggère Jacques Cailloux. (Reuters 13.06)

2- Standard & Poor's a abaissé lundi la note grecque à long terme de trois crans à CCC, jugeant que le pays risque de plus en plus de devoir restructurer sa dette d'une manière que l'agence de notation qualifierait de défaut.

Un partage de la charge de la dette avec le privé par le biais d'un échange de titres ou d'une prorogation des échéances serait considéré comme un défaut de facto, explique S&P. (Reuters 13.06)

Haut de page

Le 15 juin

Je n'ai plus le temps d'ajouter trois articles de presse intéressants qui seront mis en ligne demain, dont un consacré à la sortie d'Hollande sur la "*démocratie sociale*". Plus des articles sur la Syrie, l'Irak et la Grèce.

Pour revenir sur la causerie d'hier.

Vous pouvez parcourir tous les continents, vous constaterez qu'on est des milliards à savoir que la société est pourrie, à affirmer que les gouvernements et tous les partis qui gouvernent ou ont déjà gouvernés sont tous pourris, et pourtant rien ne change. Voilà qui à de quoi sérieusement nous questionner, non ? Non, parce qu'on y répond en dogmatique avec des formules, des principes ou des thérories prêtes à l'emploi ou passe partout qui ne fonctionnent pas, qui sont justes pour la plupart mais incompréhensible au plus grand nombre, simple constat.

Avant d'écrire ces lignes, j'en ai fait un exposé orale à mon épouse Magueswary pour voir si elle comprenait ce que je voulais expliquer ici, je suis parti du commentaire que j'ai rédigé à la suite de l'info économique sur la France que vous trouverez plus loin. Vous pouvez peut-être le lire et revenir ensuite à cette causerie. Pour vous montrer qu'elle a bien compris mon discours, elle vient de me relater la discussion qu'elle a eu ce matin avec son frère qui parcourait tout le sud de l'Inde comme chauffeur-livreur, et qui lui a raconté qu'il suffisait de faire 500 kilomètres pour se croire dans un autre pays.

Le problème n'est pas de savoir qu'on vit dans un monde pourri, on en est tous convaincus, on le vit quotidiennement, le problème c'est que personne ne comprend comment il fonctionne.

Dites à un gosse qui fait une bêtise : ne fais pas cela, ce n'est pas bien, c'est dangereux, si je te le dis c'est que c'est vrai, tu dois m'obéir... Si vous ne lui expliquez pas pourquoi, il ne risque pas de comprendre pourquoi et de vous obéir ou de changer d'attitude. Et bien là c'est un peu pareil. S'il joue avec des allumettres et que vous lui sortez une théorie savante sur

l'invention du feu pour le convaincre de ne pas recommencer, cela serait étonnant qu'il vous écoute et qu'il ne recommence pas. Maintenant allumez une allumette, approchez un morceau de papier ou de plastique de la flamme et demandez-lui d'observer ce qui se passe et s'il a envie que ses doigts finissent pareil, il y a fort à parier qu'il n'aura pas vraiment envie de tenter l'expérience. S'il vous semble qu'il ne soit pas encore convaincu après cette démonstration, demandez-lui d'approcher un doigt de la flamme pour qu'il constate par lui-même le résultat, là vous pouvez être garantie qu'il aura compris.

Quand j'ai écrit qu'il fallait éduquer les travailleurs, je voulais dire par là que le problème n'est pas de les convaincre de quelque chose, de leur imposer quelque chose, mais qu'ils parviennent par eux-mêmes à comprendre la société, notre rôle étant de les aider à y parvenir, puis de les organiser, etc. Mais comment peut-on les aider si on ne se met pas à leur portée ?

Vous imaginez mon épouse, elle est issue des couches parmi les plus arriérées de la planète et par bien des côtés y appartient toujours, comparez son niveau de connaissance avec le mien ou notre niveau de développement intellectuel, notre niveau de conscience politique, vous admettrez qu'il y a autant de différence entre nous qu'il peut y en avoir entre une frêle embarcation, une barque en bois, et un trimaran de course. Et pourtant tous les deux ont déjà traversés les océans, alors pourquoi nous ne pourrions pas renouveler cette expérience dans un autre domaine que la navigation ?

Les premiers navigateurs ne se dirigeaient pas au pif sur les océans avant l'invention des premiers outils de navigation, ils se servaient de l'observation des planètes et de la voute céleste qu'ils se transmettaient oralement. Ils ont bien dû se servir d'un moyen de communication adapté à leur niveau de développement pour se transmettre ces connaissances. Comme outils ils ne disposaient que de leurs yeux et de la parole.

Nous disposons exactement des mêmes moyens qu'eux quelques milliers d'années plus tard en plus perfectionnés, et parce qu'ils sont plus perfectionnés nous sommes infoutus de nous en servir correctement pour entraîner les masses d'un rivage à l'autre. Nous sommes dans la même situation qu'un mathématicien qui expliquerait à un enfant de quatre ans que la fonction logarithme est la fonction réciproque de la fonction exponentielle pour qu'il réalise rapidement des progrès en mathématiques, et qui s'étonnerait ensuite que cela ne marche pas ou prendra plus de temps que prévu. Normal, non ?
En commençant par les algorithmes de bases (addition, soustration, etc) notre mathématicien serait sans aucun doute plus utile à cet enfant qui aurait une chance de progresser et d'apprendre à compter.

Il y a le contenu qui pose problème et la manière de le présenter. Si notre mathématicien réalise son erreur et s'en tient sagement aux algotithmes élémentaires mais qu'il utilise son jargon d'intellectuel, le gosse n'y comprendra strictement rien et il n'aura rien à se reprocher, la faute incombera uniquement à ce piètre pédagogue.

Donc, outre le contenu des connaissances à transmettre qui doit être en rapport avec le niveau de développement intellectuel de la personne à laquelle il s'adresse, se trouve poser la question du moyen le plus approprié pour véhiculer jusqu'à elle ces connaissances, si on veut qu'elles lui parviennent vraiment et lui soient utiles à quelque chose ensuite. On a décidé qu'on allait commencer par apprendre à cet enfant à compter en commençant par l'addition, 1+1=2, ensuite on lui a présenté un cube en lui faisant répéter un cube, on en a pris un second en répétant la même chose, ensuite on les a réunis en disant un cube plus un cube égal deux cubes en lui demandant de répéter lui-même l'opération et ainsi de suite une fois qu'il a bien enregistré la première leçon, ensuite seulement on passera à la table d'addition. A deux ans, ma fille Maggy savait lire, écrire et compter lorsqu'elle est entrée en maternelle, aujourd'hui elle est institutrice, je me sers ici de cette expérience qui a apparemment bien fonctionnée.

Comment faire avec les masses en l'absence de recette miracle ? En procédant méthodiquement, en adaptant la méthode que je viens de décrire. Les choses ne sont aussi simples quand on s'adresse à une multitude d'individus, évidemment. Une fois qu'on a déterminé le contenu et la méthode pour transmettre des connaissances on a déjà fait les trois quarts du boulot, il reste à déterminer le moyen, par le langage écrit ou oral, le journal, les tracts, les affiches, Internet, sites, blogs, etc.

On a vu que notre enfant bénéficiait d'une structure, l'école, le travailleur aussi il a besoin d'une structure, le parti ; on a vu que notre enfant bénéficiait d'un encadrement, un professeur, le travailleur aussi il a besoin d'un encadrement, le militant ; notre enfant bénéficiait d'un support pour faire son apprentissage, les cubes, les travailleurs aussi ont besoin d'un support, les documents que le parti met à sa disposition, qu'il va fabriquer avec une attention toute particulère spécialement pour lui tout, tout comme les cubes ont été fabriqués spécialement pour les tous petits enfants.

Chez l'enfant la théorie et la pratique se rejoignent et s'affermissent à travers le jeu, c'est la même chose chez le travailleur à travers le militantisme qui ne doit pas devenir une contrainte ou une obligation, mais l'expression de plus en plus consciente de son propre engagement et développement et de celle du parti, l'un et l'autre étant lié.

On continuera cette causerie une autre fois car il est déjà tard, cependant je viens m'apercevoir que ma démonstration était incomplète. On n'a pas abordé le contenu des connaissances à transmettre.

Notre gamin qui apprend à compter, il additionne un cube plus un cube et ainsi de suite, il apprend également que trois est supérieur à deux et deux supérieur à un par exemple, il n'apprend donc pas seulement à additionner mais aussi à comparer des quantités

entre elles, il se dote d'un outil logique qui ne va simplement lui servir à comparer des quantités de cubes mais pour n'importe quelle quantité nombrable par la suite (nombrable : que l'on peut compter ou additionner, contrairement à la farine qui est indénombrable, on ne compte pas une, deux, trois farines, mais son poids).

Les travailleurs que nous sommes appelés à rencontrer juste après une journée de boulot, on ne va pas leur farcir la tête avec des chapitres de la lutte des classes des siècles passés, n'importe quel support fera l'affaire, on va s'employer à les aider à acquérir des outils logiques pour parvenir à penser par eux-mêmes, et qu'ils pourront ensuite employer pour analyser n'importe quelle situation ou aborder n'importe quelle question, y compris ou surtout dans leur vie quotidienne, car ces outils logiques ne sont pas seulement valables en politique.

On ne va pas leur faire un cours didactique sur les différents outils qui existent pour réfléchir à un sujet donné, c'est bon pour les étudiants ou des intellectuels qui présentent des lacunes, mais pas avec les travailleurs en général, ce serait rébarbatif ou incompréhensif. On va repérer avec eux comment sont mis en oeuvre les différents éléments qui composent le matérialisme dialectique en partant de situations simples ou de leurs propres expériences, la manière dont ils vivent la société et l'interprètent, pas à pas, tranquillement mais sûrement.

On partira des faits pour commencer, notre matière à réflexion en éliminant tout le reste, rien que cela demande déjà une attention de chaque instant, c'est déterminant pour la suite, car si l'on part sur une mauvaise base, c'est inutile d'aller plus loin. Il faudra déterminer précisément ce qu'on appelle des faits pour ensuite déterminer à quelle catégorie de faits appartient chaque acte, un mouvement, un geste, une discussion, un discours, une rencontre, une activité, un écrit, une décision, etc. On apprendra à repérer les différents éléments qui constituent une situation, en premier ceux qui sont repérables facilement, qu'on a sous les yeux, en second ceux qui sont sous-jacents, des éléments qui interviennent ou influent sur la situation qu'on examine sans être présent directement, dans le discours sous forme de sous-entendus ou que notre interlocuteur est censé connaître ou savoir, ce qui est du domaine de l'implicite. Au fur et à mesure on apprendra à déterminer à quel type de facteurs appartient chaque élément.

On étudiera parallèlement quels rapports il existe entre ces différents élements et facteurs, mais avant on se sera posé la question de leur propre évolution, des limites dans lesquels ils évoluent. Une fois cette étape franchie, on s'attaquera à l'évolution de ces rapports, quelles tendances ils ont développées, dans quelle direction. A chaque étape de ce processus, on se sera attelé à détecter les contradictions qui ressortent de la situation qu'on analyse, les paradoxes quand il en existe, les anachronismes, tout ce qui semble incompréhensible ou inexplicable au premier abord. On verra chaque fois comment la quantité se transforme en qualité et l'inverse...

Parvenu à ce stade, on commencera à maîtriser les lois qui sont à l'oeuvre dans l'évolution et la transformation de la matière ou de la société, agir pour changer la société et nous débarrasser du capitalisme nous apparaîtra comme une nécessité qui s'inscrit comme la suite logique d'un processus historique qui a ses racines dans la nuit des temps, on aura acquis le niveau de conscience suffisant pour rendre ce changement possible et faire en sorte que le socialisme ne soit pas seulement un idéal ou une utopie.

Nationalisme, populisme, démagogie, hypocrisie, mensonges...

- L'Etat veut obliger Air France à acheter Airbus – lefigaro.fr 14.06

J'ai lu dans un commentaire d'un internaute que les Boeings étaient plus confortables que les Airbus, alors je vote Boeing ! 30% sont fabriqués en Europe.

- Sarkozy veut "*faire le ménage*" sur le marché des matières premières – lemonde.fr 14.06

Voilà que cela lui reprend, La Talonnette maître du monde, ils doivent se marrer les JP Morgan, Citigroup et Cie !

- L'Assemblée nationale adopte la taxe sur les transactions financières – lemonde.fr 14.06

Les voyous de l'aristocratie financière en tremblent déjà !

- Guéant va renforcer l'arsenal des polices municipales – lefigaro.fr 14.06

A éviter !

Secret de polichinelle et intention sans lendemain.

- Un an après s'être engagée à réduire le pouvoir des agences de notation financière, l'Union européenne reste à leur merci alors que les mesures promises tardent à venir. (Reuters 14.06)

- Un procès à Lisbonne contre Moody's, Fitch et Standard & Poor's ? On n'y est pas encore, mais le procureur général de la République portugaise a déjà rassemblé des éléments à charge et étudie la possibilité de donner suite à des plaintes déposées par des économistes. (liberation.fr 14.06)

Comme si personne ne savait qui se cache derrière ces agences de notation : les milliardaires américains qui se disputent la Maison Blanche depuis plus d'un siècle.

Parole, parole, parole...

"*Notre première préoccupation concerne l'approvisionnement et la production de matières premières*", a affirmé M. Sarkozy. "*En 2050, la planète comptera 9 milliards d'habitants : pour les nourrir, il faudra augmenter la production agricole de 70 % et nous n'en sommes pas encore capables*", a-t-il fait remarquer.

Le président français a dénoncé la "*financiarisation*" des marchés qui fait que les spéculateurs peuvent échanger chaque année en produits dérivés jusqu'à "*46 fois la production annuelle mondiale de blé*", "*24 fois celle du maïs*" et "*35 fois celle du pétrole*".

"*Qu'est-ce qui peut justifier cela ?*" s'est-il interrogé. A ses yeux, "*il ne s'agit pas d'interdire cette financiarisation, ni d'intervenir sur le niveau des prix*" mais "*de prévenir certains abus*". "*Si un pays ne combat pas les mafias, doit-on renoncer à combattre les mafias ?*" n'a-t-il pas hésité à lancer.

Enfin, il a soutenu l'introduction de limites de positions sur ces marchés et de limites à l'effet de levier, en imposant un dépôt minimal en cash pour chaque transaction. "*Il ne s'agit pas d'interdire [la] financiarisation, ni d'intervenir sur le niveau des prix, mais de s'assurer que le processus de formation des prix fonctionne correctement*", a-t-il insisté. (lemonde.fr 14.06)

"*Qu'est-ce qui peut justifier cela ?*", le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme : rien, c'est la raison pour laquelle il faut l'abolir.

Parole d'internaute

- « A bas les OGM, laissons donc la nature faire comme depuis l'origine des temps sa sélection naturelle et adaptons nous à elle, au lieu de vouloir tout modifier artificiellement au risque de créer des anomalies difficilement contrôlables et peu être irréparables »

Politique

1- France

1.1- La course à la gamelle

Les quatre formations de la nouvelle Alliance centriste ont installé mardi leur direction collégiale, avec pour perspective la présentation d'un candidat à la présidentielle 2012, malgré l'opposition de l'Elysée. «*Cette alliance a vocation à élargir considérablement la majorité sur son aile sociale, républicaine, européenne et écologique*», a déclaré à la presse l'ancien ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, qui fait figure de favori pour incarner cette candidature. Réunissant le Nouveau Centre (NC) d'Hervé Morin, le Parti radical de Jean-Louis Borloo, la Gauche moderne de Jean-Marie Bockel et la Convention démocrate d'Hervé de Charette, l'Alliance républicaine, écologique et sociale (Ares) fera ses premiers pas avec la présentation de candidats communs aux sénatoriales de l'automne.

Interrogé mardi matin sur Europe 1, l'ancien ministre avait reconnu subir «des pressions» pour le dissuader d'être candidat à la présidentielle, Nicolas Sarkozy et l'UMP estimant qu'une multiplication des candidatures de droite au premier tour compromettrait les chances du président sortant d'accéder au second. «*Les menaces et les pressions n'ont jamais empêché les idées d'avancer*», a-t-il dit à l'issue de la réunion de la direction de l'Ares. (20minutes.fr 14.06)

1.2- Vous auriez un doute ?

Selon le directeur de campagne d'Eva Joly, sur les 32 896 personnes inscrites officiellement pour voter à la primaire, près de 8 000 sympathisants non adhérents au parti n'ont "*pas transmis de justificatif d'identité*". Or, c'est là une condition pour pouvoir participer à la primaire, rappelle-t-il dans une lettre envoyée mardi à la secrétaire nationale d'EELV, Cécile Duflot, et au président du conseil fédéral, Philippe Meirieu.

L'équipe d'Eva Joly a fait savoir que cette question ne devait pas être traitée de manière "*désinvolte*", car "*si les règles acceptées par tous n'étaient pas in fine respectées, je crains qu'on n'ouvre la porte à la contestation et à la suspicion, malheureusement.*"

L'anti-nucléaire Stéphane Lhomme, également candidat à la primaire, a publié un communiqué dans lequel il dit "*s'attendre à un coup de force du clan Hulot par l'intermédiaire d'un vote électronique opaque*". Il a jugé "*impensable d'accepter le vote de 8 000 inconnus*"…

Pour M. Meirieu (président du conseil fédéral), le vote se fait au contraire dans "*une grande clarté*" avec des "*garanties de procédures*" sur le "*plan technique et déontologique*" par une "*entreprise spécialiste qui a les meilleures références*" en la matière. (lemonde.fr 14.06)

1.3- Ils en pissent de rire dans leur culotte à Wall Street !

Les députés français ont adopté mardi 14 juin à la quasi-unanimité (477 voix contre deux) une résolution européenne visant à instaurer au niveau de l'Union une taxe sur toutes les transactions financières, un pas supplémentaire mais largement symbolique vers la création d'un tel instrument visant à financer l'aide au développement.

Issu d'une initiative conjointe du Parti socialiste français et du Parti social-démocrate (SPD) allemand, le texte prévoit l'instauration d'une taxe de 0,05 % couvrant la totalité des transactions financières, au comptant comme à terme, boursières et non boursières, qu'elles portent sur des actions, des obligations, des produits dérivés, ou des monnaies. (libération.fr 14.06)

Commentaire : La tarte à la crème qui revient périodiquement sur le devant de la scène depuis… 1978 ! Les États-Unis, le Canada, le Japon et la plupart des pays émergents y sont farouchement opposés, donc même en admettant qu'elle soit adoptée un jour, dans quelques décennies, d'ici là l'économie mondiale aura déjà explosée depuis longtemps.

Les représentants de la Bourse taxer la spéculation, c'est une plaisanterie pour distraire le bon peuple… Mais qui illustre la guerre de clans qui existent y compris au sein de l'aristocratie financière. Qui a eu la peau de Lehman Brothers et s'est partagé sa dépouille, pas la classe ouvrière, mais ses concurrents américains.

2- Portugal

Le Parti social-démocrate (PSD) portugais a conclu mardi un accord avec le CDS-PP (droite) pour constituer une coalition de gouvernement, a annoncé mardi une source proche de Pedro Passos Coelho, futur Premier ministre et chef de file du PSD. "*Les deux partis sont prêts à signer dans la semaine et en public un accord politique et une ébauche de programme gouvernemental*", a-t-on déclaré de même source. (Reuters 14.06)

3- Tunisie. Ne touchez pas à l'armée !

La mobilisation grandit autour du cas de Samir Feriani, officier de police arrêté le 29 mai 2011. Le policier, rappelle Afrik.com, avait dénoncé dans une lettre au ministre de l'Intérieur Habib Essid les agissements de l'Agence de renseignements de Tunisie et du ministère de l'Intérieur durant les manifestations du début d'année qui ont mené à la chute du président Ben Ali, reprochant à certains d'avoir laissé tuer des protestataires sans être inquiétés. Il avait également critiqué la corruption au sein du ministère de l'Intérieur et la destruction de dossiers sensibles de la période Ben Ali.

Une manifestation de soutien a été organisée dimanche 12 juin avenue Bourguiba, à Tunis, par l'association de lutte contre la torture en Tunisie (ALTT) et l'ONG Human Rights Watch (HRW). Selon Cibletrade, elle a réuni la famille de l'officier ainsi que des internautes ayant répondu à l'appel lancé, entre autres, sur Facebook.

Samir Feriani avait également pointé du doigt la répression menée à l'encontre de sites Web jugés trop critiques à l'égard de l'armée. La réapparition de la censure d'Internet, évoquée par Afrik.com, a donné lieu à la fermeture récente de plusieurs pages Web à la demande de l'armée.

Feriani est accusé devant le tribunal militaire, en vertu du code pénal, de porter atteinte «*à la sécurité extérieure de l'Etat*» et de répandre des «*informations susceptibles de nuire à l'ordre public*», toujours selon Afrik.com.

«*En le détenant, les autorités découragent d'autres personnes qui voudraient alerter l'opinion, et révèlent à quel point il est urgent, pour la Tunisie post-Ben Ali, d'amender ses lois répressives, en particulier celles qui prévoient des peines de prison pour des délits liés à la liberté d'expression*», souligne Sarah Leah Whitson, directrice de la division Afrique du Nord de HRW. (slateafrique.com 14.06)

4- Syrie

L'offensive de l'armée syrienne contre la rébellion hostile au parti Baas au pouvoir depuis 48 ans s'est poursuivie mardi près de la frontière avec la Turquie, qui doit faire face à un exode inédit de réfugiés syriens.

Selon de nombreux opposants, les combats ont en fait opposé les troupes fidèles à Bachar al Assad à des militaires qui refusaient d'ouvrir le feu sur la foule des opposants.

L'armée régulière a repris le contrôle de la ville rebelle dimanche et semble désormais se diriger vers Maarat al Noumane, entre Alep et Hama, sur l'axe principal nord-sud menant à Damas.

Osmane al Bedeïoui, professeur de pharmacie dans cette ville, a déclaré à Reuters que des hélicoptères avaient transféré des troupes dans la camp d'Oued al Deïf, non loin de là.

"*Nous avons rencontré le gouverneur aujourd'hui et il nous a assuré que l'armée n'entrerait que pour arrêter 360 personnes figurant sur ses listes, mais les gens de Maarat sont sceptiques. Mon nom est sur la liste alors que je n'ai jamais porté une arme de ma vie*", a-t-il précisé.

Pour leur part, les Etats-Unis, qui ont dénoncé les "*actes barbares*" commis à Djisr al Chougour, ont sommé Assad de présider à une libéralisation de son régime ou bien de quitter le pouvoir.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, estime de son côté que le gouvernement syrien a réagi par des "*attaques horribles*" au désir de changement de son peuple et que la situation dans ce pays est pour lui un motif de "*grande préoccupation*". (Reuters 14.06)

5- Libye

L'Allemagne et le Canada deviennent les treizième et quatorzième pays à reconnaître le CNT, après les Emirats arabes unis dimanche, et, avant eux, la France, le Qatar, le Royaume-Uni, l'Italie, la Gambie, Malte, la Jordanie, le Sénégal et l'Espagne, l'Australie et les Etats-Unis. (lemonde.fr 14.06)

6- Yémen

6.1- Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté mardi au Yémen, réclamant des poursuites judiciaires contre la famille et les proches collaborateurs du président contesté Ali Abdallah Saleh.

Des dizaines de milliers de jeunes se sont rassemblés à Sanaa devant la résidence du président par intérim Abed Rabbo Mansour Hadi, promettant de rester sur place tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Certains ont averti qu'Hadi devrait endosser "*la responsabilité légale et éthique de tous les crimes qui pourraient être commis*" par les défenseurs du régime.

A Taëz, deuxième ville du pays, des affrontements ont opposé les manifestants à des unités de la garde républicaine en charge de la sécurité du palais présidentiel de la ville. Il n'y avait pas de bilan officiel concernant d'éventuelles victimes dans l'immédiat. Des manifestations ont également eu lieu dans l'Hadramaout et à Hodeida, Ibb, Damar et Saada. (AP 14.06)

6.2- Un colonel de l'armée yéménite fidèle au président Ali Abdallah Saleh, Mouti'a al Sayani, a été tué mardi dans l'explosion de sa voiture à Bouraïka, non loin d'Aden, a-t-on appris de source autorisée sur place. (Reuters 14.06)

Social

France

1- Front unique Medef, la CGPME et l'UPA

Les députés devaient entamer mardi soir l'examen en séance de la création d'une «prime contre dividendes» imposée par Nicolas Sarkozy. Cette prime sera obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés qui distribuent des dividendes en hausse par rapport à la moyenne des deux dernières années et assortie d'exonérations de charges jusqu'à 1200 euros de plafond. Facultative dans toutes les autres, elle est combattue par le Medef, la CGPME et l'UPA qui ont - fait unique - publié lundi un communiqué commun pour rappeler leur opposition. « *Ce projet méconnaît la réalité économique des entreprises, pour lesquelles le versement de dividendes répond à de nombreux critères, et ne dépend pas seulement du niveau du résultat ou de la performance de l'entreprise*», ont martelé les trois organisations. «*Le mécanisme envisagé par le gouvernement n'est pas efficace, pas juste, pas équitable», a précisé mardi Laurence Parisot, parlant d'un dispositif «dangereux et néfaste*». Selon le ministère du Travail, quatre millions de salariés pourraient être concernés.

«*Tout sera une question de tuyauterie et de vases communicants*», selon Jean-René Boidron, PDG de DL-Santé, leader français de l'informatique des laboratoires de biologie médicale qui emploie 200 ingénieurs, par ailleurs numéro deux de l'association patronale CroissancePlus. Pour lui, l'employeur ne modifiera pas l'enveloppe globale de rémunération qu'il a prévue et arbitrera entre les différents éléments qui la composent. «*Il jouera sur les augmentations de salaire à venir, le plan d'intéressement ou le nombre d'actions gratuites distribuées, juge-t-il. Il provisionnera cette année le montant à distribuer et se récupérera l'année prochaine. Ce dispositif va faire le bonheur des avocats fiscalistes qui vont bidouiller les résultats pour que l'actionnaire garde le même avantage sans que l'entreprise ait à verser de grosses primes.*»

«*La majorité des entreprises assujetties verseront une prime dont le montant sera dérisoire afin de ne pas trop dégrader leurs résultats*», pronostique quant à lui Daniel Martins, directeur de la prospective chez Leyton, société spécialisée dans l'optimisation de coûts. Pour lui, la pression sera telle que les négociations avec les syndicats échoueront et le patron décidera unilatéralement de son montant. (lefigaro.fr 14.06)

2- Peugeot

De nouveaux documents, publiés mardi par Mediapart, montrent que PSA Peugeot Citroën a bien envisagé de fermer son site d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Dans ce document interne de PSA, qui a servi de base à une réunion du comité de direction générale de PSA le 13 juillet 2010, le coût de la fermeture du site d'Aulnay est précisément chiffré, et le document retrace les différentes étapes avant la fermeture de l'usine.

Selon ce document, à partir de septembre 2010, le nombre des équipes devrait être passé de trois à deux par jour, et une partie de la production transférée à Poissy (Yvelines). Ce document prévoit ensuite d'annoncer à l'automne 2012 "la constitution d'un pôle industriel majeur en région parisienne" à Poissy, selon Mediapart.

Début 2013, les équipes se réduiraient à une par jour, et l'usine d'Aulnay serait fermée fin 2013, début 2014, toujours selon ce document. L'avenir du site de Madrid et de ses 2 550 salariés, en Espagne, serait aussi menacé.

Ces documents confirment donc les informations de la note de synthèse interne de PSA dévoilée la semaine dernière par la CGT et dont PSA a expliqué qu'elle était caduque.

La CGT du Nord-Pas-de-Calais a lancé mardi un appel à la grève pour le 7 juillet dans l'ensemble des entreprises industrielles du Nord pour dénoncer les projets de fermeture, "*afin d'exiger le maintien du site de Sevelnord et sa pérennisation avec la mise en production de nouveaux modèles.*"

"*Il est important de marquer le coup et de se mobiliser au plus tôt afin de marquer notre détermination à ne pas laisser PSA délocaliser*", a annoncé Jean-Pierre Delannoy, responsable régional CGT. Lundi 13 juin, une vingtaine de représentants syndicaux des entreprises automobiles du Nord-Pas-de-Calais s'étaient réunis à Valenciennes pour évoquer la possibilié d'une mobilisation. Le syndicaliste Jean-Pierre Delannoy a déjà prévu trois assemblées générales avec les représentants syndicaux CGT entre le 22 juin et le 1er juillet, afin d'organiser la lutte syndicale. (lemonde.fr 14.06)

3- Carrefour épinglé

Le tribunal de police d'Evry a condamné mardi 14 juin l'enseigne de grande distribution Carrefour à 3,66 millions d'euros d'amendes pour non-respect du smic auprès d'environ 1 200 salariés en France, a-t-on appris de source judiciaire.

Carrefour Hypermarchés a été déclaré coupable de 'paiement par un employeur de salaire inférieur au minimum mensuel garanti', ce qui constitue une infraction. Douze magasins sont concernés dans l'Essonne, la Seine-et-Marne, le Gard, les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes et le Rhône.

La direction de Carrefour n'aurait pas pris en compte le forfait pause pour atteindre le niveau du smic. Une étude de l'inspection du travail avait évalué le manque à gagner de 4,53 euros à 45,148 euros par mois, selon les catégories de salariés.

Le tribunal de police d'Evry a condamné Carrefour à verser des amendes de 2 000 euros. Le nombre d'amendes a été calculé magasin par magasin, en fonction des salariés lésés. L'enseigne a dix jours pour faire appel. (lemonade.fr 14.06

Economie

1- UE.

Les ministres des Finances de la zone euro et de l'Union européenne ne sont pas parvenus mardi à résoudre leurs divergences sur l'implication du secteur privé dans un deuxième plan de soutien à la Grèce, à dix jours d'un sommet européen décisif.

De nouvelles réunions de l'Eurogroupe et du conseil Ecofin auront lieu lundi prochain à Luxembourg afin de parvenir à un accord final les 23 et 24 juin lors du Conseil européen.

Elles devront également permettre de finaliser les négociations sur ce dossier ainsi que sur les détails de la création d'un mécanisme permanent de stabilité financière, sur le réhaussement des capacités du mécanisme temporaire créé en mai 2010 et sur la réforme du Pacte de stabilité.

La réunion de mardi devait notamment permettre de faire un tour de table politique sur l'idée de l'Allemagne d'offrir aux créanciers privés la possibilité d'échanger leurs obligations grecques actuelles contre de nouvelles, dont la maturité serait allongée de sept ans. Une majorité de pays européens, ainsi que la Banque centrale européenne, sont contre l'idée allemande d'un "*swap*" entre obligations existantes et de nouvelles.

Ils font valoir qu'il s'agirait d'un "*événement*" de crédit dont les conséquences pourraient être incalculables pour la zone monétaire unique.

Berlin, appuyé par la Finlande et les Pays-Bas, estime de son côté que ce plan déclencherait sans doute de nouvelles dégradations de la note de la dette souveraine grecque mais qu'il ne s'agirait pas d'un "*défaut*" au sens strict.

La Commission européenne travaille à une solution répliquant l'"*initiative de Vienne*" qui avait vu au début de la crise les banques et autres créanciers privés maintenir de manière volontaire leur exposition aux pays d'Europe de l'Est afin de les aider à traverser les turbulences.

Plusieurs banques françaises et allemandes ont d'ailleurs dit récemment soutenir une telle initiative si elle était appuyée par une large base d'investisseurs.

Selon plusieurs sources proches des négociations, il s'agirait d'obtenir des créanciers privés un engagement sur une somme totale d'environ 30 milliards d'euros, qui s'ajouterait à 30 milliards d'euros tirés du programme de privatisations annoncé en janvier et à 60 milliards d'euros de nouveaux prêts de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI). (Reuters 14.06)

2- France.

La France devrait accélérer la réduction de son déficit public pour renforcer sa qualité de crédit, tout en améliorant sa compétitivité, selon le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer.

Si ces questions sont traitées, les perspectives économiques sont favorables pour le pays, dont le système bancaire est solide, estime Christian Noyer, qui est également membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

Rappelant l'engagement de la France de ramener son déficit public à 3% du produit intérieur brut en 2013, Christian Noyer met en garde contre la tentation de différer cet ajustement "*dans un contexte de difficultés économiques et sociales*".

"*Il est primordial, au contraire, de garder fermement le cap*", écrit-il dans une lettre aux autorités françaises diffusée mardi. "*Il est même hautement souhaitable d'accélérer le rythme de baisse des déficits, en profitant de toutes les opportunités permises par la croissance*".

Christian Noyer pointe en particulier du doigt les déficits des comptes sociaux, qui, souligne-t-il, constituent intégralement des dépenses courantes. "*Leur financement par l'emprunt est un non-sens économique*", écrit-il.

La Cour des comptes a estimé en février que des mesures supplémentaires seraient nécessaires pour parvenir à réduire le déficit à 3% fin 2013.

S'appuyant sur des prévisions de croissance moins élevées que celles du gouvernement, la commission des Finances du Sénat chiffrait quant à elle fin avril l'effort supplémentaire nécessaire à 6 à 10 milliards d'euros en 2012. "*La qualité de la signature française est aujourd'hui reconnue et respectée, c'est un atout qu'il faut défendre et préserver*", poursuit Christian Noyer.

L'Etat français est noté "*triple A*", la meilleure note possible, par les trois principales agences de notation financière internationales, ce qui lui permet d'emprunter à des taux avantageux sur les marchés financiers pour couvrir ses déficits et refinancer sa dette publique.

Christian Noyer souligne que l'ajustement budgétaire est essentiel pour anticiper une remontée des taux d'intérêt, dont le niveau actuel est historiquement bas, ce qui n'est pas durable. "*Les politiques monétaires très accommodantes conduites dans les*

pays avancés vont, tôt ou tard, prendre fin".

Autre "*condition de notre prospérité future*", le renforcement de la compétitivité de la France, dont la performance peu favorable est illustrée par la faiblesse persistante de la balance des paiements.

Outre la maîtrise des évolutions des salaires, Christian Noyer estime que les autorités peuvent agir pour contenir la hausse des prix du logement qui "*contribue à donner le sentiment d'une perte de pouvoir d'achat et avive les revendications salariales*" susceptibles de peser sur la compétitivité. (Reuters 14.06)

Voilà le fin mot de l'histoire. Chut ! Ce n'est pas le genre de discours qu'il faut tenir à 11 mois d'élections présidentielles ! Il tient le même discours que Trichet (BCE) sur les salaires, normal.

Que ce soit l'UE ou l'économie mondiale, ils sont condamnés à connaître des crises et à terme à exploser, et la différence des coûts salariaux n'est qu'un élément parmi bien d'autres des disparité économiques qui existent entre les Etats capitalistes.

Matières premières (abondantes ou plus rares, importées ou exportées), richesse du sous-sol (réserves plus ou moins importantes ou inexistantes), climat (tempéré, aride, désertique, montagneux), industrie lourde, industrie de transformation, industrie dédiée au marché local, industrie dédiée à l'exportation, industrie technologique à haute valeur ajoutée, coût de l'électricité, du pétrole, de l'eau, des télécommunications, des transports (variable selon les pays), impôts et taxes, coût de la santé, de l'éducation, du logement (variable selon les pays), coût de l'alimentation, de l'habillement, des biens d'équipement des ménages (variable selon les pays), législation du travail et sociale (variable selon les pays), droits politiques (existance ou absence de syndicats et de partis indépendants, etc.

Au premier coup d'oeil et sans avoir eu besoin d'avoir fait de hautes études, en partant de ces différents facteurs on se rendra compte immédiatement que finalement aucun pays ne ressemble à un autre et se comporte de la même manière, alors que l'UE et l'impérialisme américain qui domine le marché mondial veulent imposer les mêmes lois ou règles à tous les pays, obligatoirement cela ne peut pas fonctionner ou mal prendant un certain temps seulement, entraînant des tensions sociales ou politiques à l'intérieur de chaque pays et entre tous les pays, d'où les guerres incessantes depuis que le capitalisme existe ou qui ont prises le relais des guerres qui avaient lieu à l'époque de la féodalité. Ceci parce que c'est la recherche du profit qui sert de point de repère à la politique de chaque Etat ou de chaque capitaliste en concurrence permanente avec tous les autres, chacun voulant détenir une place plus importante que les autres sur le marché mondial.

3- Grèce

Le déficit budgétaire de la Grèce a augmenté de 13% sur la période janvier-mai, par rapport à la période comparable de 2010, dépassant l'objectif intermédiaire fixé par le plan de sauvetage du pays, a annoncé mardi le ministère des Finances.

Ce déficit représente 10,28 milliards. Ce déficit exclut les collectivités locales et la sécurité sociale. Il est différent du déficit public qui sert de base à l'Union européenne pour établir son diagnostic du programme de politique économique de la Grèce.

Les recettes nettes ont diminué de 7,1% à 18,36 milliards d'euros sur la période, alors que l'objectif était 20,52 milliards. Les dépenses, avant service de la dette, ont augmenté de 4,3% à 21,29 milliards d'euros (objectif: 19,92 milliards d'euros).

La hausse des dépenses, en dépit d'un an de rigoureuse austérité, est, elle, due au déblocage d'une ligne de crédit de 375 millions d'euros pour acquitter une part des lourdes dettes des hôpitaux, et au poids du service de la dette, avec des dépenses en hausse de 8,3 % sur un an, à 5,844 milliards.

Frappée par l'austérité, l'économie grecque a subi une contraction annuelle de 5,5% au premier trimestre. L'UE et le Fonds monétaire international ont révisé leur projection de contraction du PIB grec en 2011 la semaine dernière. (lemonde.fr et Reuters 14.06)

4- Portugal

Un procès à Lisbonne contre Moody's, Fitch et Standard & Poor's ? On n'y est pas encore, mais le procureur général de la République portugaise a déjà rassemblé des éléments à charge et étudie la possibilité de donner suite à des plaintes déposées par des économistes. «*Déjà, on crée un précédent. Tout le monde courbait l'échine face aux agences de notation. Maintenant, elles sont dans le viseur de notre colère citoyenne.*» José Manuel Pureza, professeur de fac à Coimbra et député du Bloc de gauche (BE), est l'un des quatre plaignants portugais. Il se fait le relais d'un sentiment d'hostilité généralisé contre les agences de rating américaines, qui n'ont cessé d'abaisser la note de l'économie portugaise.

La centaine de mesures d'austérité (dont la baisse des salaires et la hausse de la TVA) imposées par le FMI n'a fait que renforcer cette aversion contre les agences. Dans les débats télévisés, sur les bancs des facs ou dans les réseaux sociaux, le

sujet est devenu omniprésent.

Pour José Reis, autre plaignant, également économiste à Coimbra, «*ces trois agences ont péché à trois titres : elles concentrent 90% de la notation financière, ce qui est une entrave à la libre concurrence ; elles possèdent des fonds d'investissement, il y a donc conflit d'intérêts ; et elles bénéficient d'infos privilégiées. Nul ne conteste les problèmes structurels de l'économie portugaise, mais nous refusons que des intérêts privés dictent notre sort*».

Même analyse de Manuel Brandão Alves, prof d'éco à Lisbonne. «*A travers ces agences, nous voulons pointer du doigt leurs clients, les principaux responsables : intermédiaires financiers, fonds de pension, et même certains Etats…*» (liberation.fr 14.06)

Une idée à reprendre par les syndicats et les partis ouvriers, non ? Lesquels, lequel ? Je donne ma langue au chat !

Haut de page

Le 17 juin

On a eu deux sales coupures de courant qui ont provoqué la fermeture de l'ordinateur, malgré le convertisseur de courant relié à une batterie qui prend en principe le relais automatiquement et délivre une tension correcte et un signal pur, et l'onduleur sur lequel était branché l'ordinateur. Ils ont dû couper le neutre au lieu de couper la phase en premier ! On a pas eu de courant le reste de la journée jusqu'à 18h, alors qu'il faisait plus de 40°C, je suis complètement crevé, j'écris ces lignes jeudi soir.

Bref le boulot de la journée a été perdu, l'ordinateur fonctionne, par contre le sytème est bloqué, je verrai cela demain, je travaille donc avec l'autre l'ordinateur de secours que j'ai acheté il y a quelques mois.

Je n'ai pas eu le temps de terminer la critique de l'article de F. Hollande sur sa conception de la "*démocratie sociale*" qui conduit en fait au corporatisme.

A propos du site.

Provisoirement, pour la journée seulement peut-être, je suis obligé de mettre en ligne des documents au format word, parce que je n'ai pas de copie d'Adobe Acrobat pour les enregistrer au format pdf. J'ai perdu aussi plusieurs logiciels et pas mal de documents que je n'avais pas sauvegardés sur un support externe. En principe un informaticien que je connais doit passer ce soir chez moi.

Je travaille sous le système Windows 7 au lieu d'XP, en anglais évidemment, il faut donc que je m'y habitue. Vous excuserez les défauts d'affichage ou d'autres petits problèmes que je n'aurais laissé passer.

Dans quel pays je vis ?

Entendu avant-hier soir aux infos de TV5Monde Asie : 1 milliard de personnes sous-alimentées dans le monde, 40% des enfants sous-alimentés dans le monde vivent en Inde, 1000 enfants meurent de faim chaque jour en Inde, 80 millions d'enfants sous-alimentés en Inde, 20 millions de tonnes de céréales sont jetés faute d'être distribués ou conservés dans de bonnes conditions et qui pourrissent.

Cette misère me ronge. J'ai quitté la France pour y échapper personnellement, tout en sachant très bien ce qui m'attendait en Inde pour y avoir déjà vécu deux ans auparavant, de plus la famille de Magueswary était très pauvre. C'est quelque chose à laquelle on ne peut pas s'habituer, surtout quand on l'a connue soit-même, vous me direz que la plupart des gens qui en sont sortis ont oublié ce que cela signifiait, ce n'est pas mon cas parce que je ne crains pas de baigner dedans et je la combats. Pour rien au monde on voudrait être à la place de ceux qui en sont responsables. Le plus étonnant encore, ce sont les gens qui s'emploient à soulager la misère du monde et qui ne se rendent pas compte qu'elle ne cesse de s'étendre, et que tous leurs efforts ne servent pas à grand chose ou sont réduits à néant.

Un mot de politique sur la situation en Grèce. Je vais essayer de retrouver les idées que j'avais exposées hier et que je n'ai pas eu le temps de sauvegarder.

La violence des coups portés par le gouvernement aux travailleurs grecs ne peut conduire qu'à leur radicalisation politique et à se soulever. C'est à partir de ce constat et dans cette perpective qu'il faut définir des mots d'ordre, une tactique et une stratégie, intervenir dans la lutte des classes en Grèce.

Les mesures dictées par le FMI et l'UE déjà adoptées par le gouvernement, n'ont faites qu'aggraver la situation dans tous

les domaines économique, social et politique. Il a ainsi démontré que le PASOK était incapable de rompre avec le capital et ses institutions internationales qui sont dirigées par les Etats capitalistes dominants, en premier lieu par l'impérialisme américain, qui, à travers ses agences de notation, s'érige en maître du monde et indique à tous les gouvernements dans quelle voie ils doivent s'engager, pour ne pas contrarier l'évolution du capitalisme mondial qui a placé à sa direction l'industrie financière et qui est tributaire des lois de fonctionnement du capitalisme.

Le gouvernement a épuisé toutes ses cartouches, il est placé le dos au mur. Avec des taux d'intérêt à 10 ans qui dépassent les 17%, il est la proie et le complice des usuriers, les banquiers qui se goinffrent sur le dos des travailleurs grecs.

Lors des dernières élections législatives l'abstention a été massive, essentiellement populaire. La crise couve au sein du PASOK, une crise stérile puisqu'aucun député de ce parti n'a jusqu'à présent avancé la nécessité d'annuler cette dette de plus de 330 milliards d'euros. Une crise politique à laquelle le gouvernement et aucun parti n'est en mesure de faire face. Papandréou peut remanier son gouvernement, cela ne fera pas faiblir la détermination des travailleurs qui refusent de nouveaux sacrifices, eux aussi ils ont dorénavant le dos au mur et n'entendent rien céder. Il peut difficilement dissoudre le Parlement puisqu'il vient tout juste d'être élu. Il peut tenter de s'allier avec le parti de l'ordre, mais jusqu'à présent celui-ci préfère que le PASOK se débrouille seul face aux travailleurs mobilisés, il serait l'ultime recours avant que les militaires reviennent au pouvoir.

En l'absence d'un parti révolutionnaire construit, en l'absence de l'organisation des masses exploitées, que faire ?

On peut évidemment avancer les mots d'ordre de rupture avec le FMI et l'UE, proposer l'annulation de la dette, mais il faut y adjoindre un ou des objectifs politiques, une perspective politique. Il est impensable de proposer un gouvernement des partis ouvriers qui comprendrait le PASOK puisqu'il est déjà occupé à gérer la crise du capitalisme pour le compte de l'aristocratie financière. De plus aucun parti ouvrier ne peut prétendre avoir la confiance de la majorité des travailleurs ou même prendre la direction du mouvement ouvrier. Dans le cas contraire, il aurait été possible d'avancer le mot d'ordre d'un gouvernement des partis et organisations ouvrières luttant pour la rupture avec le FMI et l'UE qui incarnerait la rupture avec le capital, sans être pour autant en contradiction avec le refus précédemment d'avancer ce mot d'ordre ou cette perspective, quand la situation change brutalement il faut savoir adapter sa tactique et sa stratégie si nécessaire... Ici la question ne se pose pas pour les raisons évoquées plus haut.

Au précédent mot d'ordre, il faut ajouter la nécessité de liquider la Constitution et les institutions en place qui servent à légitimer la gestion de la crise du capitalisme par le gouvernement, qui ne servent que les intérêts de la classe dominante, les travailleurs en font l'expérience quotidiennement. La servilité des institutions vis-à-vis du FMI et de l'UE n'est plus à démontrer, il n'y a rien de plus à en attendre que dans le gouvernement qu'il faut chasser également.

Le problème qui se trouve posé aux travailleurs grecs, mais aussi à ceux de tous les pays de l'UE, c'est qu'il n'existe aucune solution à leurs problèmes dans le cadre du régime capitalisme et qu'ils n'en ont pas encore pris confiance. En rejetant tous les partis institutionnels, tous les partis qui sont en position de gouverner, finalement ils sont parvenus à la fin d'un processus politique, ils ont sciés les piliers sur lesquels reposent les institutions qui sont en train de s'effondrer, les partis qui en assurent le fonctionnement. Jusqu'à présent ce processus s'est largement déroulé inconsciemment, il leur reste à en prendre conscience et c'est le plus difficile en l'absence du parti pour les y aider.

Si maintenant la Constitution et les institutions ont fait la démonstration qu'elles ne pouvaient pas servir pour résoudre cette crise sociale et politique, il faut envisager la création d'un organisme politique indépendant du capital qui serait composé de représentants élus de travailleurs organisés ou non, et dont l'activité ou le mandat serait contrôlé par les travailleurs eux-mêmes, cela pourrait être une Assemblée constituante souveraine ou autre chose, c'est aux travailleurs grecs avec leurs partis et organisations d'en décider.

L'idéal - c'est un luxe d'employer ce terme ici, serait que lors de leur mobilisation ils se dotent de ce genre d'organismes politiques indépendants, que leur mobilisation débouche sur leur organisation pour capitaliser leur expérience au lieu de repartir chaque fois de zéro ou presque, car à ce rythme-là il ne risque pas d'aller bien loin. On pourrait imaginer que les partis ouvriers et les syndicats appellent dans chaque ville du pays les travailleurs à participer à une Assemblée populaire qui élirait ses délégués, et l'ensemble de ces délégués éliraient à leur tour un gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire, ainsi ils se doteraient de véritables organes de pouvoir pour envisager la suite de leur combat et définir des tâches, des objectifs politiques et sociaux.

Maintenant, dans ces assemblées où des travailleurs proposeraient leurs candidatures, il existe un moyen qui permettrait d'éviter qu'un trop grand nombre de délégués inféodés au stalinisme ou au réformisme soient élus, on pourrait envisager que des mesures ou des projets de loi soient proposés au vote de l'Assemblée populaire avant le vote des délégués, ainsi ces délégués seraient les véritables porte-parole et maître d'oeuvre des mesures sociales adoptées par la majorité des travailleurs, ces mesures constitueraient le contenu du mandat qu'ils devraient impérativement respecter à la lettre sous peine de leur être retiré immédiatement. En procédant de la sorte on découragerait la racaille et les provocateurs de présenter leurs candidatures, les travailleurs conserveraient le contrôle du processus révolutionnaire engagé pour le mener à son terme.

Cette proposition s'inspire des enseignements de la révolution russe de 1917 en les adaptant à la situation grecque, en tenant

compte de l'absence à ce stade du parti qui ne peut pas assumer le pouvoir temporairement pour le compte des masses exploitées tout en s'appuyant sur leur mobilisation révolutionnaire. On conserve les comités ou soviets, mais au lieu que ce soit un gouvernement issu d'un ou plusieurs partis qui au départ concentre le pouvoir en attendant que les comités ou soviets en soient capables, c'est le gouvernement issu de ces comités ou soviets qui en a le mandat et assume cette tâche.

On peut ajouter pour s'assurer que les délégués et le gouvernement respectent le mandat que leur ont confié la majorité des travailleurs, qu'ils doivent chaque mois convoquer dans leur ville l'Assemblée populaire pour rendre compte aux travailleurs de l'avancée de leurs travaux, et se voir renouveler leur mandat ou renvoyer. Une alternative à la proposition précédente : chaque Assemblée populaire doit se doter d'une structure et d'un bureau qui aura notamment pour mission d'appeler les travailleurs à se réunir chaque mois ou chaque fois que nécessaire, afin de débattre de la situation et d'entendre les délégués leur rendent compte de l'avancée de leurs travaux, ce qui permettra de contrôler qu'ils respectent bien le mandat qui leur a été confié, d'en modifier le contenu éventuellement...

A côté, la proposition d'une Assemblée constituante souveraine fait pâle figure ou si on la conserve prend davantage de consistance. Il est hors de question d'envisager l'élection d'une Assemblée constituante sur le modèle de celui de l'Assemblée nationale ou ce qui est en train de se passer en Tunisie, ne parlons pas de la Bolivie de Morales. Comme il est hors de question de conserver en France en l'état les institutions telle que le maire, le conseil départemental, régional, etc. chers aux Schivardi et Cie.. A partir du moment où l'on part des besoins de la population, c'est à elle seule que revient pas à pas de déterminer la politique sociale qui sera appliquée, il est impensable qu'un maire dispose d'un pouvoir discrétionnaire pendant des années comme c'est le cas aujourd'hui, il s'agit de faire table rase du passé et de tout ce qui symbolise le vieux monde et non de copier le modèle d'institutions qu'il nous aura légué. Le maire et le conseil municipal avec sa majorité et son opposition ne sont que des caricatures de la démocratie que nous devons mettre en place.

Tout repose sur la capacité ou non des masses grecques à s'organiser. J'ai oublié de signaler au passage que le processus que je viens d'évoquer permettait de briser l'obstacle des appareils, de les marginaliser avant de leur retirer tout pouvoir de nuisance. Si par exemple une Assemblée populaire prenait position contre la fermeture de tout service public et pour la réouverture de tous ceux qui ont disparu, tous les parasites social-libéraux et staliniens ou leurs semblables qui soutiennent le capitalisme ou ont participé à des gouvernements qui les ont fermés, seront systématiquement écartés par les travailleurs eux-mêmes, ainsi évidemment que tous les représentants du parti de l'ordre quel que soit le masque sous lequel ils se présenteraient, seuls des travailleurs ou des militants ayant rompu avec le capitalisme et ses institutions politiques pourraient prétendre à être élus délégués d'une Assemblée populaire souveraine.

L'air de rien, vous ne pensez pas qu'on avance ! J'allais écrire à pas de géant, mais je n'ai pas osé.

Manipulation.

Ben Laden: le Pakistan arrête des informateurs de la CIA titre Associated Press le 15 juin. On se dit, tiens, ils seraient en mesure de fournir un témoignage probant de la présence de Ben Laden vivant au Pakistan le 2 mai dernier, alors qu'on le croyait mort depuis longtemps, aurions-nous été manipulé dans l'autre sens ? Voyons de quoi il retourne.

Les services de renseignements pakistanais ont interpellé le propriétaire d'une maison louée à la CIA pour surveiller Oussama ben Laden, avant qu'un commando américain abatte le chef d'Al-Qaïda, ainsi qu'une "poignée" de Pakistanais, a annoncé mardi soir tard un responsable américain. (parce que le propriétaire savait que Ben Laden était présent dans cette maison, il l'aurait vu, non, la CIA lui a soufflé qu'il était forcément là puisque qu'une partie de ces proches y étaient -note du site)

Au Pakistan, un responsable occidental a confirmé l'information rapportée par le "New York Times" selon laquelle cinq informateurs pakistanais, qui avaient travaillé pour la CIA, avant l'opération du 2 mai dernier, avaient été arrêtés par la puissante direction pour le renseignement d'inter-services (ISI).

Parmi les personnes interpellées, figurerait un commandant de l'armée pakistanaise, d'après un article posté sur son site internet mardi soir. L'officier aurait communiqué les plaques d'immatriculation des voitures entrant dans le complexe où vivait Ben Laden quelques semaines avant l'opération commando. (En voilà un témoignage, un militaire qui devait se demander ce qui se trafiquait dans cette maison et qui avait relevé les plaques d'immatriculation des voitures qui en sortaient, savait lui aussi forcément que cette maison abritait Ben Laden, par déduction sans doute. Ne s'agirait-il pas plutôt pour la CIA de mettre la main sur toutes les personnes susceptibles dans l'avenir de livrer des détails qui compromettraient définitivement la version officielle fournie par Washington, de les intimider pour qu'ils n'en fassent rien ou les faire disparaître avec la complicité des hauts gradés de l'ISI ?)

La jeunesse sacrifiée, réduite en esclavage.

Statistiques de l'OCDE au premier trimestre 2011:

- chômage des 15-24 ans: 36,1% des jeunes actifs

- chômage total: 14,1%

- moyenne européenne pour le chômage jeune: 20,6%

Pour Glenda Quintini, économiste à l'OCDE et spécialiste de la politique de l'emploi des jeunes en Europe, la situation en Grèce et en Espagne est assez similaire:

« *(...) c'est un problème de précarité. Je ne parle pas forcément de CDD, mais aussi de stages, ou de "faux emplois": on demande à un jeune de travailler officiellement à son propre compte alors qu'en réalité, il travaille pour un employeur qui ainsi, ne paie pas de charges.* »

La ministre du travail grecque Louka Katseli a récemment défendu la mise en place d'une mesure qui diminue le salaire des travailleurs de moins de 25 ans de 20% (passant de 839 euros à 592 euros mensuels) et permet leur licenciement sans indemnités pendant les trois premières années d'embauche. «Le taux de chômage des 18-25 ans est de 40%, a-t-elle justifié selon l'agence EFE. La mesure n'a pas pour but de réduire le coût du travail, mais d'inciter les entreprises à créer des emplois pour ceux qui, aujourd'hui, n'ont aucun revenu.» (Slate.fr 15.06)

Accélération de la décomposition de la société.

Charline Delporte, Présidente de l'Association de défense des familles et des individus(ADFI) du Nord-Pas-de-Calais Picardie, réagit au rapport du gouvernement rendu public mercredi. Interview à l'express.fr 15.06.

Les dérives sectaires ont-elles de beaux jours devant elles?

Notre rapport d'activité fait état d'une augmentation de l'offre sectaire de 63% entre 2009 et 2010. Un tel bond est affolant! Notre société se cherche et est en demande. Une faiblesse dont les gourous se servent. Ils font ensuite tout pour répondre aux différentes demandes. Mais les méthodes actuelles sont souvent des reprises d'anciens leaders de sectes parfois décédés et des profils types se retrouvent. Souvent il ou elle est bardé(e) de diplômes obtenus aux Etats-Unis, propose des concepts nouveaux de bien-être... Le réseau n'est pas immense et les noms finissent par se croiser.

Comment expliquer le succès de ces manipulations?

Si Internet est un outil formidable sur de nombreux points, c'est aussi une niche à dérives sectaires. Son utilisation aisée est donnée à tout à chacun. Quiconque a un peu de bagou, une sacrée dose d'imagination et un minimum de charisme pourra créer un site déviant. L'étendue de la Toile multiplie et diversifie cette offre. Le prosélytisme reste toutefois l'outil le plus fort. Les adeptes d'une secte vont évoquer des pseudo-miracles réalisés par leur "*maître*" autour d'eux et le système du bouche à oreille s'enclenche.

L'OIT, une tribune pour un Etat mafieux.

- Le chef du gouvernement russe, Vladimir Poutine, s'est vanté mercredi devant l'Organisation mondiale du travail (OIT) d'avoir réduit le chômage dans son pays. (Reuters 15.06)

Politique

Grèce

Selon la police, plus de 20 000 personnes ont manifesté au total à Athènes, alors que la ville était paralysée par une grève générale observée par les principaux syndicats. Une forte mobilisation a été observée, notamment dans le secteur public et les transports maritimes et urbains. Les médias grecs évoquent pour leur part une manifestation qui aurait rassemblé plus de 40 000 personnes.

«*La Grèce est en danger, c'est la plus importante mobilisation dans le pays*» depuis les années 70 contre la junte militaire, estime Maria Chira, une brune trentenaire, enroulée dans un drapeau grec, qui a rejoint le mouvement des Indignés depuis fin mai. Elle dit n'avoir jamais appartenu à aucun parti ni syndicat auparavant.

L'agence de notation Standard and Poor's a annoncé ce mercredi avoir abaissé de trois crans la note de quatre banques grecques à «CCC», et averti de la possibilité d'une crise de liquidités à court terme affectant tout le système bancaire de ce pays.

Ces quatre banques, la Banque nationale de Grèce, l'Eurobank EFG, Alpha et Piraeus, sont «exposées à des risques renforcés

en raison de la détérioration de la solvabilité de la Grèce», relève l'agence.

Problème, d'un côté, les marchés lui interdisent l'accès au refinancement. De l'autre, ses créanciers, l'UE et le FMI, lui demandent des efforts d'austérité en échange de leur secours financier.

Les Européens eux cherchent ainsi à boucler un nouveau plan d'aide financière pour la Grèce au bord de la faillite, mais ils ne parviennent pas pour le moment à s'entendre sur les modalités. La question d'une participation du secteur privé au sauvetage d'Athènes notamment divise les esprits.

Le chef économiste de la BCE, Jürgen Stark, a répété le refus de la Banque centrale européenne de toute solution qui serait contraignante pour les créanciers privés. «*Nous ne sommes pas opposés à une implication du secteur privé, mais elle doit être totalement volontaire*».

Mais, d'un autre côté, il «*comprend très bien l'argument*», avancé principalement par l'Allemagne, d'une répartition nécessaire de l'aide entre secteur privé et secteur public. Mardi, plus de six heures de réunion n'ont pas permis aux ministres de parvenir à un accord.

Pour le moment, le gouvernement socialiste de Georges Papandréou a décidé de poursuivre la rigueur.

Ce mercredi a commencé l'examen du projet de loi budgétaire comprenant un nouveau volet d'austérité d'ici à 2015.

Le Premier ministre Georges Papandréou a répondu à la mobilisation en soulignant qu'il allait «*assumer ses responsabilités*» et «*continuer d'avancer et prendre les mesures nécessaires pour sortir le pays de la crise*».

Il s'est ensuite entretenu au téléphone avec son rival de droite, Antonis Samaras, et selon la télé publique Net, les deux hommes ont entamé un intense marchandage autour d'une ouverture du gouvernement au delà des rangs socialistes.

Pour l'instant, c'est donc toujours le parti socialiste qui tient le pouvoir, mais il est de plus en plus dans l'embarras. Mardi soir, le député de la majorité Georges Lianis a démissionné de son groupe parlementaire, en déclarant que le gouvernement «avait échoué». Sur 300 sièges, les socialistes n'en ont plus que 155 alors que le plan budgétaire doit être voté fin juin.

«*Le Pasok a atteint ses limites*», a titré du coup ce matin le journal libéral Kathimérini. Pour le quotidien de gauche Elefthérotypia «*le gouvernement tient à un fil*».

Selon le gouvernement, le vote par le Parlement du plan budgétaire est la condition pour le versement de la cinquième tranche du prêt de 110 milliards d'euros accordé en 2010 par l'UE et le FMI, dont 53 milliards au total ont été versés à ce jour au pays.

Les investisseurs s'inquiètent de plus en plus des conséquences que pourrait avoir la crise grecque sur le secteur financier européen. L'agence d'évaluation financière Moody's envisage d'abaisser la note des banques françaises BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole du fait de leur exposition à la Grèce. La belge Dexia serait également menacée.

Le Crédit Agricole est concerné via sa filiale Emporiki et est donc principalement touché par des créances privées. Pour BNP Paribas et Société Générale, en revanche, c'est avant tout le portefeuille de titres d'Etat qui est concerné. Il atteignait, fin mars, 2,5 milliards d'euros pour Société Générale et 5,0 milliards pour BNP Paribas.

Le ministre français des Affaires européennes Laurent Wauquiez a minimisé ce mercredi les risques liés à la menace de Moody's d'abaisser la note de trois banques françaises, soulignant que le secteur bancaire français était «*moins exposé*» que l'allemand.

Selon des chiffres publiés le 6 juin par la Banque des règlements internationaux (BRI), les banques allemandes détenaient fin 2010 un total de 22,6 milliards de dollars (15,3 milliards d'euros) de dette publique grecque, contre 15 milliards de dollars (10,5 milliards d'euros) pour les banques françaises.

L'euro perdait du terrain face au dollar ce mercredi, mais selon l'économiste en chef de la BCE, Jürgen Stark, le destin de la monnaie commune européenne «ne dépend pas» de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande.

«*La Grèce contribue pour 2,5% à la création de valeur*» de toute la zone euro, «*si vous ajoutez le Portugal et l'Irlande on arrive à 6%*», a-t-il expliqué.

Selon Derek Halpenny, analyste chez Bank of Tokyo-Mitsubishi, il «*devient de plus en plus évident que les dirigeants européens ne parviennent toujours pas à trouver un accord sur un nouveau plan de sauvetage de la Grèce*», donc la pression contre l'euro

devrait s'accentuer dans les jours à venir. (lemonde.fr avec AFP et liberation.fr 15.06)

2- Espagne

Des responsables politiques catalans ont eu recours mercredi à des hélicoptères de la police pour accéder au parlement de la région, que près de 2.000 manifestants ont tenté de bloquer, en signe protestation contre les réductions budgétaires dans l'éducation et la santé.

La situation était extrêmement tendue à l'arrivée des députés, aux abords du parc de la Ciutadella, dans le centre de Barcelone, a souligné une porte-parole de la police. Le président de la région Artur Mas et une dizaine de politiciens sont arrivés par hélicoptère. Des incidents ont éclaté quand la police a repoussé les manifestants pour permettre aux députés arrivés à pied d'entrer dans l'enceinte du parlement.

Les politiques ont été chahutés et au moins deux aspergés de peinture, a précisé la policière, qui n'a pas relevé de blessé. Le quotidien "El Pais", qui cite des sources médicales, évoque 23 personnes traitées pour des blessures.

Environ 400 policiers avaient été déployés dans le parc de la Ciutadella. (AP 15.06)

3- Côte-d'Ivoire. Le dictateur de Neuilly.

Les anciennes Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) forment désormais l'ossature de la nouvelle armée depuis la chute de l'ancien président Laurent Gbagbo le 11 avril dernier.

"*Le manque de discipline et la violence de la part de l'armée nouvellement établie, les FRCI, qui est composée de différents groupes sans claire structure de commandement, sont (...) une source de sérieuse préoccupation*", a déclaré dans un communiqué Navi Pillay, haut commissaire aux droits de l'homme des Nations unies.

"*Des témoignages accusent ces soldats d'implication dans des violations des droits de l'homme à Abidjan comme dans le reste du pays, incluant des exécutions sommaires, des arrestations arbitraires, des actes de torture, des viols, des pillages et de l'extorsion*.".(Reuters 15.06)

4- Biélorussie

Près d'un millier de personnes ont manifesté mercredi à Minsk contre la politique économique du gouvernement biélorusse, malgré l'avertissement du président Alexandre Loukachenko.

La police avait fermé les accès à la place d'Octobre, où se trouvent les principaux bâtiments administratifs de la capitale, mais les manifestants se sont rassemblés dans les rues adjacentes.

Ils répondaient à un appel relayé sur les réseaux sociaux dont les auteurs s'en prennent violemment au chef de l'Etat. De telles manifestations sont rares en Biélorussie.

Tapant en rythme dans leurs mains, les contestataires n'ont scandé aucun slogan et sont restés pratiquement muets. La police n'est pas intervenue.

Le chef de l'Etat avait promis la veille de "*réprimer fermement*" les manifestations contre les mesures d'austérité destinées à sortir le pays de la crise.

La situation économique et sociale s'est dégradée dans l'ancienne république soviétique où la crise a provoqué fin mai une dévaluation du rouble de 36% et entraîné une forte hausse de l'inflation.

Durant le week-end, la police a dispersé sans ménagements des rassemblements organisés à la frontière polonaise pour protester contre la décision des autorités de restreindre les quantités d'essence et d'autres produits qui peuvent être revendus hors du pays.

Les appels à manifester se multiplient via les réseaux sociaux sur internet et, la semaine dernière, des automobilistes se sont rassemblés dans le centre de Minsk pour dénoncer la hausse du prix de l'essence.

Une vidéo de l'opposition diffusée sur internet appelle la population à manifester dans la capitale et à entamer une grève générale à compter du 3 juillet.

Minsk estime que l'inflation pourrait atteindre 39% cette année et la banque centrale biélorusse a perdu depuis janvier un quart de ses réserves de change en essayant de soutenir le rouble.

La Biélorussie, qui vient de relever ses taux directeurs de 14 à 16%, attend de la Russie une assistance financière de l'ordre de trois milliards de dollars (deux milliards d'euros), en échange d'un plan de privatisations. (Reuters 15.06)

5- Etats-Unis. La CIA-Al-Qaïda veut étendre son pouvoir de nuisance au Moyen et Proche-Orient.

Les Etats-Unis construisent une base aérienne secrète pour la CIA dans la région du golfe Arabo-persique afin de combattre des terroristes d'Al-Qaïda au cas où les forces américaines seraient chassées du Yémen, selon des informations obtenues par l'Associated Press auprès de responsables américains.

A la demande de ces sources, qui ont requis l'anonymat du fait que les missions de l'armée et de la CIA au Yémen sont partiellement classées secret-défense, l'AP ne précisera pas la localisation exacte de la base.

La Maison Blanche a déjà renforcé le nombre d'officiers de la CIA au Yémen en prévision d'une éventuelle victoire des factions anti-américaines. Elle a aussi accéléré le calendrier de construction de la base, ramené de deux ans à huit mois. D'après un responsable américain, des groupes d'opposition yéménites ont prévenu qu'ils mettraient fin au programme américain de contre-terrorisme s'ils arrivaient au pouvoir.

Pour l'heure, c'est une unité militaire du contre-terrorisme, le Commandement interarmées des opérations spéciales (Joint Special Operations Command, JSOC), qui mène les attaques contre Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), avec le soutien du renseignement de la CIA. Le JSOC a obtenu en 2009 l'autorisation du gouvernement yéménite pour réaliser des frappes limitées sur son territoire.

Récemment, les alliés du président Ali Abdallah Saleh ont également permis aux Etats-Unis d'utiliser des drones (avion sans pilote commandé à distance) et même des avions de combat afin de frapper des membres d'Al-Qaïda qui veulent profiter du soulèvement contre le régime pour prendre le pouvoir dans certaines régions.

Le directeur de la CIA, Leon Panetta, a déclaré la semaine dernière que des officiers de l'Agence travaillaient au Yémen avec le JSOC, ainsi que dans d'autres zones d'activité d'Al-Qaïda. La CIA a cependant refusé de confirmer que la Maison Blanche ait décidé de construire la base ou d'étendre les opérations de la CIA au Yémen.

La construction d'une nouvelle base suggère un engagement à long terme des Etats-Unis contre Al-Qaïda dans la région, sur le modèle du Pakistan, où des drones de la CIA armés de missiles traquent les djihadistes avec l'accord tacite du gouvernement d'Islamabad.

Les autorités yéménites préfèrent des drones plutôt que la présence sur leur sol d'équipes du contre-terrorisme américain, qui passe mal auprès des populations locales. Mais la nouvelle base permettrait de poursuivre des opérations sans l'approbation du Yémen.

Si les Yéménites cessaient de coopérer avec les forces contre-terroristes américaines, la CIA prendrait probablement la direction de la traque d'Al-Qaïda au Yémen, estiment de hauts responsables américains.

Pendant que le débat sur cette stratégie se poursuit à Washington, les forces spéciales américaines basées aux frontières du Yémen visent presque quotidiennement des membres d'Al-Qaïda que les troubles amènent à sortir davantage de leurs repaires. Grâce à des renseignements américains, les forces yéménites ont arrêté des agents qui ont fourni des informations sur les opérations et caches du réseau, permettant de se rapprocher d'une cible majeure, l'imam extrémiste d'origine américaine, Anwar al-Awlaki, ont affirmé les sources américaines. Trois tentatives de l'atteindre ont cependant échoué depuis le début mai.

Les forces américaines ont aussi intensifié leurs attaques parce que le gouvernement yéménite les y encourage pour essayer de garder le pouvoir, ajoutent les mêmes sources.

Les Etats-Unis doivent maintenir la pression pour briser l'élan d'AQPA, a estimé mardi Daniel Benjamin, coordinateur du contre-terrorisme au Département d'Etat (Affaires étrangères). Il a fait état d'une inquiétude croissante de voir Al-Qaïda profiter des troubles pour s'armer et renforcer ses relations avec les milices somaliennes al-Shabab, dont certains membres ont fait allégeance au réseau terroriste. (AP 15.06)

Social

1- France

1.1- Cheminots manifestation.

1.1.1- Les fédérations syndicales de cheminots CGT, CFDT, UNSA et Sud-Rail appellent à une manifestation nationale, jeudi à Paris, contre les restructurations à la SNCF et la poursuite de l'ouverture à la concurrence du secteur ferroviaire. Les syndicats, qui attendent 25.000 manifestants, réclament aussi l'ouverture de négociations sur l'emploi et accusent la direction d'avoir supprimé plus de 22.000 postes à la SNCF "en moins de 10 ans".

Les manifestants sont appelés à se rassembler à partir de 13h place d'Iéna pour un défilé jusqu'aux abords de la gare Montparnasse, où se trouve le siège de la SNCF. Cette mobilisation ne s'accompagne pas d'un mot d'ordre national de grève. La direction de la SNCF, jointe par l'Associated Press, ne prévoit pas de perturbations particulières.

"*L'exemple de Fret SNCF est particulièrement éloquent sur les effets néfastes de l'ouverture à la concurrence. Depuis la libéralisation du transport ferroviaire de marchandises, la part modale de la route n'a cessé d'augmenter, et cela à l'opposé des orientations du 'Grenelle de l'Environnement'*", déclarent les quatre fédérations de cheminots dans un communiqué commun.

"*Aux dégâts économiques et écologiques s'ajoutent des conséquences sociales dramatiques avec la suppression massive et continue d'emplois à la SNCF, avec des conditions sociales des cheminots tirées vers le bas*", ajoute le communiqué. "*Ainsi, et ce dans toutes ses activités, la SNCF a supprimé en moins de dix ans plus de 22.000 emplois, créant ainsi les conditions d'un affaiblissement de la qualité de service et une dégradation sans précédent des conditions de vie et de travail des cheminots*".

Les quatre syndicats dénoncent également "*de nouveaux cadeaux fiscaux (...) aux grosses fortunes*", et dans le même temps, "*une cure d'austérité et de rigueur pour les fonctionnaires, les cheminots, les services publics*".

"*A l'instar des mobilisations contre les réformes de retraites en 2007 et 2010 et celles engagées sur les questions des salaires*", les fédérations estiment que "*les cheminots sont légitimes à exiger la préservation et l'amélioration de leurs conditions sociales*". (AP 15.06)

1.1.2- Plusieurs milliers de cheminots, dix-huit mille selon la CGT, ont manifesté, jeudi, pour exprimer leur opposition à l'ouverture à la concurrence dans le transport régional de voyageurs et leur attachement au service public.

Les cheminots ont quitté à 14 heures la place d'Iéna, siège du Conseil économique, social et environnemental (CESE), en direction de la gare Montparnasse et du siège de la SNCF. Dans le même temps, se tenait au CESE un colloque sur l'ouverture du rail à la concurrence, au cours duquel ont été annoncées la saisine du CESE sur ce thème et des assises nationales du ferroviaire à la rentrée.

Selon Gilbert Garrel, secrétaire général de la CGT Cheminots, ces deux initiatives seront "*une opportunité de prolonger le débat*". Pour autant, il a déploré auprès de l'AFP qu'avant même d'entamer le débat, "*on s'attaque déjà aux droits du salarié*", faisant allusion à un propos de la ministre des transports, Nathalie Kosciusko-Morizet. Celle-ci a déclaré lors du colloque que la SNCF ne pouvait pas "*faire durablement l'économie de l'adaptation à de nouvelles organisations du travail*". (lemonde.fr et AFP 16.06)

Traduisez : Prolonger la collaboration de classes, à quoi d'autre pourrait servir le CESE ?

1.2- Monoprix en grève.

Officiellement, Monoprix indique sur des affichettes qu'il doit faire face à "des problèmes de transport" de marchandises. En réalité, l'enseigne est confrontée depuis plusieurs mois à un conflit social.

"*Il n'y a pas de problèmes de transport, il y a une grève des salariés. Nous bloquons les entrepôts parce que la direction refuse d'intégrer 50 euros de prime par mois sur les salaires*", fustige sur Libération Douha Manoubi, déléguée CGT d'une plate-forme logistique de Samada, une filiale de Monoprix.

Le contentieux concernant les primes des salariés remonte au 15 avril dernier. A l'époque, les employés de Samada avaient organisé un premier blocage des entrepôts. "*A la suite de ce mouvement, nous avions eu la promesse orale que les 1.000 salariés obtiendraient leur prime de 50 euros*", explique au Post Douha Manoubi.

Finalement, seuls 600 des 1.000 employés ont bénéficié de cette prime de 50 euros. Explication de la direction : les 400 autres employés n'étaient, soit pas assez anciens, soit pas assez productifs.

Contacté mercredi soir par Le Post, la déléguée syndicale de la CGT assure que les employés ont voté la reconduction du blocage en AG. (lepost.fr 15.06)

1.3- La crise sert aussi à dégraisser le cacao.

Fin de partie pour les 182 salariés de la chocolaterie marseillaise Netcacao, tous anciens de Nestlé. L'entreprise créée pour poursuivre la production de chocolat sur un site où le groupe suisse s'était installé en 1952 a finalement été mise, mercredi, en liquidation par le tribunal de commerce de Marseille après moultes rebondissements. Depuis l'annonce de Nestlé, en mai 2004, de son intention de fermer l'usine qui employait 425 personnes, les salariés ont remués ciel et terre pour conserver leurs emplois.

«*Cela fait cinq ans que tout le monde veut que nous nous cassions la figure. Nestlé notamment qui est encore en conflit avec d'anciens salariés* », commente amère Véronique Théry, l'ancienne présidente. Pour cette dernière, « *Il y a deux coupables, le procureur qui a rejeté le projet de fiducie qui aurait permis un projet de reprise et le tribunal de commerce qui a fait trainer le dossier, nous condamnant à une mort à petit feu*». Cette dernière pointe du doigt des appétits immobiliers, pour des actifs qu'elle estime entre 15 et 25 millions d'euros.

Un groupe de repreneurs s'était pourtant manifesté mais il n'a pas convaincu le tribunal. (lefigaro.fr 15.06)

Le retour du travail des enfants en France ou la fin de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans annoncée. On n'arrête plus le progrès!

Les députés examinent à partir de mercredi une proposition de loi UMP sur le développement de l'apprentissage, destinée à booster l'emploi des jeunes, dont un article controversé propose d'abaisser à 15 ans l'âge minimum d'accession à cette formation.

L'exécutif a engagé la procédure accélérée pour l'examen de ce texte présenté par Gérard Cherpion (UMP, Vosges) portant sur "*le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels*" dont le vote est prévu le 21 juin.

Les moins de 16 ans doivent avoir "*accompli la scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire*" avant d'entrer en apprentissage. (AFP 15.06)

2- OIT : la domesticité à l'honneur.

Les 183 Etats membres de l'Organisation mondiale du travail (OIT) ont adopté jeudi une Convention "*historique*" sur les travailleurs domestiques, destinée à améliorer le cadre de protection de millions de personnes dans le monde, sous-payées et soumises à des horaires extensibles.

Pour l'OIT, l'adoption de cette 189ème convention constitue de fait une réalisation majeure dans la mesure où il s'agit du premier instrument juridique contraignant concernant ces travailleurs de l'ombre dont le nombre ne cesse de grandir. (Faux, les mesures adoptées par l'OIT n'ont aucune valeur coercitive sur les Etats, c'est écrit dans ses statuts - note du site)

Selon les données de son secrétariat (BIT), les domestiques -- essentiellement des femmes dont beaucoup sont des migrantes -- représentent un minimum de 52,6 millions de personnes dans le monde, soit 4 à 10% de l'emploi dans les pays en développement et jusqu'à 2,5% dans les pays industrialisés.

Un chiffre qui a augmenté de 89% entre 1991 et 2008 et pourrait même déjà atteindre les 100 millions de personnes, certains pays sous-évaluant leurs statistiques, selon le BIT.

Nombre d'entre-eux sont sous-payés, le travail domestique faisant partie des professions les plus faiblement rémunérés, d'après le BIT, sans horaire ni protection sociale.

Ainsi, 56% des travailleurs domestiques n'ont pas de lois fixant des limites d'heures de travail tandis que 45% n'ont pas de jour de repos, a rappelé M. Somavia, soulignant qu'il était grand temps de s'attaquer à cette part informelle de l'économie pour la rendre enfin visible.

La convention prévoit comme mesure principale de garantir à ces femmes de ménages, gardes d'enfants ou cuisiniers... un traitement similaire à celui dont bénéficient les autres catégories d'employés.

Elle stipule également de leur assurer un jour de repos par semaine et entend empêcher leurs employeurs de les obliger à rester sur leur lieu de travail pendant leurs congés.

Le document doit désormais être ratifié par au moins deux pays pour entrer en vigueur. Pour ces derniers, il aura un caractère contraignant.

Ainsi, "*son approbation n'a pas été une tâche facile*", a reconnu M. Somavia.

Si la grande majorité l'ont accepté y compris les pays du Golfe, l'Inde, l'Indonésie ou encore le Bangladesh, très réticents au départ, certains pays se sont abstenus, comme la Grande-Bretagne.

La représentante britannique a expliqué que Londres "*ne sera pas en mesure de ratifier le texte*", offrant déjà selon elle "*une large protection aux travailleurs domestiques*".

Malgré tout, la directrice du programme sur les conditions d'emploi du BIT, Manuela Tomei se veut optimiste quant à la ratification du texte qui a été conçu, selon elle, avec beaucoup de "*flexibilités*" pour pouvoir être plus facilement adaptable aux lois nationales.

"*La volonté politique est là*", a assuré Mme Tomei. D'ores et déjà, les Philippines et l'Uruguay ont fait part de leur intention de le ratifier.

Reste, selon les ONG, que la partie n'est pas encore gagnée.

"*Il y a encore beaucoup à faire*", a reconnu la responsable du Réseau international des travailleurs domestiques, Myrtle Witbooi, se félicitant malgré tout "*de ce grand jour*". (AFP 16.06)

Quand on lit que des pays comme les pays du Golfe, l'Inde, l'Indonésie , le Bangladesh ou les Philippines auraient l'intention de ratifier ce texte et d'en respecter le contenu, on se dit que c'est une bien mauvaise blague quand on a à l'esprit que dans ces pays-là justement les travailleurs toutes catégories confondus sont traités comme des esclaves, et qu'ils n'ont jamais respecté aucune des conventions précédemment signées avec l'OIT, alors pourquoi respecteraient-ils celle-là ?

Haut de page

Le 18 juin

On a eu une coupure de courant de 7 heures hier, et apparemment c'est reparti ce matin depuis déjà 10 heures. Du coup l'informaticien n'est pas passé chez moi hier soir, le courant est revevu à 21h15. On s'est dépêché de remplir le réservoir d'eau ce matin avant la coupure, car on n'a pas pu le remplir hier. C'est vraiment galère et malgré la chaleur écrasante je n'ose pas trop utiliser le ventilateur dans le bureau de crainte de vider la batterie et qu'ils ne remettent pas le courant le soir s'il pleuvait, le temps peut tourner à l'orage à cette saison, je la garde pour la nuit car sans ventilateur, c'est impossible de dormir, et quant à dormir dehors, avec les moustiques c'est risqué ! Bref, je bosse et je transpire !

J'ai modifié une donnée de l'affichage du fichier des causeries du mois de juin, car j'ai cru repérer un problème en travaillant sur un écran d'une nouvelle dimension et une résolution d'écran différente, avertissez-moi si cela causait un problème.

Hier j'ai oublié quelque chose à propos de la Grèce.

Apparemment l'aristocratie financière a décidé de ne rien lâcher, quitte à provoquer un affrontement direct entre les classes. En nommant le ministre de la Défense à l'Economie, le Premier ministre Papandréou a indiqué hier qu'il se disposait ouvertement dans cette perspective. A la prochaine étape ce sera un militaire qui occupera ce poste. Les travailleurs ne sont pas prêts malheureusement à affronter cette situation et leur ennemi le sait très bien.

A deux reprises au XXe siècle, ils ont démontré qu'ils étaient prêts à mettre le monde à feu et à sang pour assurer la survie du capitalisme, oseront-ils récidiver ? Pendant ce temps-là, chacun s'interroge sur l'avenir du monde, les conséquences de la survie du capitalisme provoque une profonde réflexion chez les travailleurs du monde entier qui n'est pas encore parvenue à maturité.

L'affrontement entre les travailleurs et l'Etat en Grèce est en train de démontrer aux travailleurs engagés dans un processus révolutionnaire en Afrique du Nord, qu'il ne suffit pas de combattre pour la démocratie pour pouvoir satisfaire des revendications sociales, mais qu'il faut lui donner un contenu politique, fixer des objectifs politiques à leur combat pour lui donner un contenu, objectifs qui une fois atteints permettra ensuite de prendre les mesures sociales qui s'imposent pour pouvoir enfin satisfaires leurs besoins sociaux, car il sera impossible de satisfaire leurs revendications sociales sans exproprier les capitalistes, et il sera impossible d'avancer dans cette voie tant que l'Etat qui a été fondé pour servir les intérêts des capitalistes n'aura pas été démoli pièce par pièce.

Pourquoi faut-il absolument liquider au préalable l'Etat des capitalistes ?

Parce que les appareils judiciaire et policier de l'Etat ont pour principale fonction d'assurer la pérénité du capitalisme, vous ne pouvez pas exproprier un patron ou des actionnaires sans vous attirer les foudres de leur justice et sans vous exposer aux balles

de leur soldatesque. La Constitution - donc la totalité des institutions dont l'armée permanente, et les lois en vigueur doivent être abolies, ensuite seulement, lorsqu'une nouvelle Constitution a été rédigée et adoptée, de telle sorte que l'Etat se compose désormais des institutions démocratiques créés par la nouvelle classe dominante, la classe ouvrière, institutions qui concentrent et exercent le pouvoir, Etat qui ne représente plus les intérêts de la classe minoritaire des capitalistes, mais ceux des masses exploitées qui composent l'immense majorité de la population, donc lorsque rentre en vigueur une Constitution qui entérine l'inversion des rapports entre les classes en faveur de la nouvelle classe dominante, quand le nouvel appareil judiciaire et policier est au service des travailleurs et non plus à celui des capiitalistes, le pouvoir et la légitimité ont changé de camp, et il est désormais possible de s'attaquer aux fondements du capitalisme, de mater ou réprimer la résistance des capitalistes en se servant du nouvel Etat créé notamment pour en venir à bout et avancer sur la voie du socialisme.

Il est impossible de s'attaquer au capitalisme en conservant des institutions et des lois favorables aux capitalistes, la loi est de leur côté, elle protège la propriété privée des moyens de production, et si malgré tout vous passez outre, ils en appelleront à l'armée pour faire respecter la propriété privée des moyens de production. C'est la raison pour laquelle il faut commencer par abolir la Constitution qui définit le rôle et le fonctionnement de chaque institution au service du capitalisme. En abolissant la Constitution, les institutions ne peuvent plus se prévaloir de la moindre légitimité, elles tombent sous le coup de l'illégalité, elles ne peuvent plus justifier leur existence autrement qu'en se référant au régime qui vient d'être renversé par une révolution prolétarienne.

Il faut donc commencer par faire une révolution politique qu'on appellera une révolution prolétarienne, avant de pouvoir faire une révolution sociale qu'on appellera une révolution sociale. On commence par se doter d'un outil politique qui nous permettra ensuite de s'attaquer aux fondements du capitalisme proprement dit, à la source des rapports entre les classes qui sont déterminés par les rapports sociaux de production, en prenant le contrôle des piliers de l'économie (institutions financières et grandes entreprises), de façon à pouvoir réorganiser la production à partir des besoins de la population pour pouvoir les satisfaire.

L'intervalle ou le temps qui s'écoulera entre la révolution prolétarienne et la révolution socialiste, sera déterminé sur le plan objectif par le niveau de développement économique du pays et son degré d'intégration dans le capitalisme mondial. Dans le cas de pays comme la Grèce ou la France, ce délais sera d'autant plus court qu'il est devenu impossible de satisfaire la moindre revendication sociale collective sans s'attaquer directement aux fondements du capitalisme, en rompant immédiatement avec la soumission de la production et plus généralement de l'économie au marché mondial dominé par l'aristocratie financière, en ne cherchant plus à rivaliser avec les capitalistes du monde entier, en brisant la spirale infernale de la concurrence à laquelle se livrent les différentes économies qui a été à l'origine de la situation sociale catastrophique des masses exploitées et les a amenées à renverser le régime en place, puisque le nouvel Etat (ouvrier ou social) sera animé dès le départ par une autre préoccupation que la quête effrénée du profit, la satisfaction des besoins ou des aspirations des masses laborieuses, leur bien-être, vivre en paix et en harmonie avec tous les peuples. Bien entendu, ce délais dépendra surtout du degré de maturité politique des masses et de leur niveau d'organisation, de leur capacité à les développer pour s'élever au niveau des tâches et des objectifs du programme de la révolution socialiste.

En observant ce qui se passe aujourd'hui en Grèce, on a un avant-goût de ce qui nous attendra en plus brutal quand la révolution pointera son nez, pour la faire échouer et la réprimer : évasion des capitaux, chute de la Bourse, épuisement du crédit bancaire, fermeture des marchés à l'importation et à l'exportation, envolée des prix, lock-out et licenciements massifs, organisation de la pénurie de produits de première nécessité, recours aux forces spéciales et à l'armée pour tenter de maintenir l'ordre et réprimer les manifestants, emprisonnements arbitraires de militants, tortures, assassinats ou disparitions de dirigeants ouvriers, suspension des libertés publiques, des institutions, interdiction des partis et organisations ouvrières, etc.

Et cela dès le jour où le régime se sentira menacé, alors imaginez le niveau de mobilisation de la réaction le jour où elle sentira que le pouvoir lui échappe, quand on s'attaquera aux institutions, puis au capitalisme, pour parvenir à la vaincre, il n'y aura pas d'autre alternative que d'anéantir par la force son pouvoir de nuisance, lui retirer un à un tous ses pouvoirs, ce qui ne se fera pas en un jour et nécessitera une détermination sans faille des dirigeants de l'avant-garde, un niveau de mobilisation et d'organisation exceptionnel des masses.... Quand on constate qu'ils sont prêts à déduire un pays pour mettre la main sur ses richesses, que ne seront-ils pas tentés de faire le jour où ils seront menacés de tout perdre.

La liste des questions qu'il faudra régler sur le champ, la multitude des obstacles que nous devront affronter que je viens de dresser rapidement, pose la question suivante : sachant que des décisions ou des décrets devront être pris et appliqués sans délais et dont dépendra le cours et le sort de la révolution, comment peut-on envisager qu'une assemblée de plusieurs centaines de délégués provenant d'horizons politiques divers disposera d'un niveau de conscience suffisant, d'une compréhension globale de la situation, de son développement et de son orientation, de l'évolution du rapport de force entre les classes à chaque instant, etc. pour prendre les décisions qui s'imposeront, ajoutons et ce n'est pas la moindre des choses, en l'absence du parti ? Est-ce franchement raisonnable de prêter une telle capacité, un tel niveau de conscience politique à des délégués fraîchement élus, et dont la plupart n'ont qu'un rapport lointain avec le marxisme ou qui ignorent tout ou presque du socialisme ? (A suivre)

Politique

1- France

1.1- L'UMP se délite, suite.

1.1.1- Après un vote au conseil de Paris, la liste UMP dissidente pour les sénatoriales est en mesure d'emporter un siège. Une voix UMP s'est même portée sur la liste PS… La guerre de tranchées continue, sur fond d'ambitions municipales pour François Fillon. (publicsenat.fr 17.06)

1.1.2- L'instance pour coordonner la majorité présidentielle résiste difficilement aux tensions qui traversent la droite. Depuis qu'il a quitté le gouvernement, Jean-Louis Borloo s'est attaché à créer son «Alliance» des forces centristes et se présente comme son «*candidat naturel*» pour 2012. Hervé Morin et Jean-Marie Bockel l'ont rejoint dans cette aventure. Frédéric Nihous, lui, a franchi le pas en annonçant jeudi son entrée dans la course présidentielle. Christine Boutin, qui n'en faisait plus mystère depuis plusieurs mois, officialisera sa candidature mercredi. Et le Mouvement pour la France est à la recherche du successeur à Villiers qui pourra relever le gant. Une multiplication de candidatures qui rend plus d'un nerveux à l'UMP (lefigaro.fr 17.06)

1.1.3- Mercredi dernier, le ministre de l'Industrie a quitté le plateau en plein enregistrement de l'émission «Capital», présentée par Guy Lagache sur M6. Alors qu'il était invité pour échanger sur le thème du nucléaire (...), le ministre, en désaccord avec le journaliste, a subitement quitté le plateau en déclarant: «*Allez, je vous laisse. Je me casse*». (lepost.fr 17.06)

1.1.4- La démission de Rama Yade de son poste d'ambassadrice de l'Unesco pour participer aux côtés de Jean-Louis Borloo à la compétition présidentielle a ravivé jeudi à l'UMP les craintes d'un 21 avril à l'envers, soit une élimination de son candidat dès le premier tour. (lexpress.fr 17.06)

2- Maroc

Le roi Mohammed VI a annoncé vendredi la tenue d'un référendum le 1er juillet au Maroc sur un projet de nouvelle Constitution censée renforcer les pouvoirs du gouvernement. (Reuters 17.06)

3- Syrie

Les manifestations contre le régime du président Bachar al Assad se sont poursuivies en Syrie vendredi, jour de la grande prière hebdomadaire, malgré la répression menée par l'armée qui a poussé 10.000 personnes à se réfugier en Turquie.

Au total, les forces de sécurité ont abattu en une journée 16 protestataires à travers le pays, rapportent les Comités de coordination nationale.

Un manifestant a pour la première fois été tué à Alep, deuxième ville syrienne et grand carrefour commercial.

Deux manifestants qui arrachaient des portraits du président Bachar al Assad et de son père Hafez ont été tués par des agents des services de renseignement militaires à Daïr az Zour, dans l'est du pays, ont rapporté des témoins.

Trois soldats qui refusaient de tirer sur la foule ont par ailleurs été blessés par les hommes du renseignement militaire, ont-ils ajouté. La télévision publique syrienne fait état d'un membre des forces de sécurité blessé par des hommes armés dans la même ville.

Des dizaines de milliers de personnes se sont de nouveau rassemblées dans la province méridionale de Deraa, berceau du mouvement de protestation, ainsi que dans les régions kurdes de l'est du pays.

Des rassemblements on également eu lieu dans les villes de Homs et de Hama, au nord de Damas, et dans des faubourgs de la capitale.

Dans le Nord, l'armée encercle toujours les villes de Khan Sheikhoun et de Maarat al Noumaan, sur la route Damas-Alep, cinq jours après l'occupation par les soldats de la ville rebelle de Djisr al Choghour. (Reuters 17.06)

Social

France

1- Le Revenu de solidarité active (RSA) était versé fin mars 2011 à 1,82 million de foyers en France métropolitaine (2.006.000 en comptant les DOM), soit une hausse de 5% sur un an, selon les chiffres diffusés vendredi par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Sur ce total, en France métropolitaine, 1.179.000 foyers percevaient le RSA socle seul, c'est-à-dire sans exercer une activité, un chiffre en hausse de 4% depuis mars 2010. Par ailleurs, 198.000 foyers percevaient un RSA socle et activité fin mars 2011 (en

hausse de 9% depuis fin mars 2010), et 443.000 un RSA activité seul (hausse de 6.

En comptant les DOM, sur la France entière fin mars 2011, 1.340.000 foyers percevaient le RSA socle seul, 208.000 un RSA socle et activité et 458.000 un RSA activité seul. (AP 17.06)

2- Le gouvernement français prévoit de supprimer environ 30 500 postes de fonctionnaire en 2012, en vertu de la règle de non-remplacement d'un départ en retraite sur deux, annoncent, vendredi 17 juin, Les Echos et Le Figaro. Le ministère du budget et de la fonction publique de François Baroin s'est refusé à commenter cette information dans l'immédiat. (lemonde.fr 17.06)

Economie

1- Italie

Moody's a annoncé vendredi examiner la note souveraine italienne Aa2, pour éventuellement l'abaisser ensuite, jugeant l'économie transalpine mal préparée à un relèvement de taux d'intérêt par la Banque centrale européenne.

Fragile, l'économie italienne aurait du mal à affronter une hausse du loyer de l'argent dans un contexte marqué par la difficulté de plus en plus forte de se financer pour les Etats européens fortement endettés, explique l'agence de notation.

Des taux d'intérêt plus élevés, conjugués à une croissance économique faible, pourraient en outre compliquer la génération des excédents nécessaires à la réduction des ratios dette/Produit intérieur brut, écrit-elle encore.

Le communiqué publié par Moody's évoque les fragilités structurelles de l'Italie, comme sa faible productivité ou "*les rigidités de sa législation sur le travail et les marchés*" qui ont plombé la croissance au cours des dix dernières années. (Reuters 17.06)

A qui le tour ?

2- Etats-Unis

Le Fonds monétaire international a abaissé vendredi ses prévisions de croissance pour les Etats-Unis, qu'il met également en garde, comme les pays européens, contre les risques de ne pas maîtriser leurs déficits publics.

Le FMI déplore notamment le manque d'orientation politique claire sur des dossiers tels que la crise de la dette grecque ou le plafond de financement de celle des Etats-Unis.

"*L'économie mondiale ne peut se permettre de voir reporter ces décisions importantes; ce serait vraiment jouer avec le feu*", a mis en garde José Vinals, directeur du département "marchés monétaires et financiers" au sein du FMI.

"*Nous sommes très clairement entrés dans une nouvelle phase de la crise financière, qui est selon moi la phase politique*", a-t-il ajouté. (Reuters 17.06)

Le FMI ne fait que relayer ici la voix des plus extrémistes de la finance américaine, à moins qu'il ne relaie l'inquiétude de certains Etats dont les BRICS ou les deux à la fois.

Haut de page

Le 19 juin

Hier j'ai commis une erreur en téléchargeant les deux fichiers d'*Informations ouvrières*, j'ai rectifié le contenu de ces fichiers ce matin, la rédaction d'*Informations ouvrières* et le POI m'excuseront.

Un informaticien est passé hier soir, non seulement il n'a résolu aucun problème mais il a foutu un vrai bordel dans mon portable ! Je l'ai fait causer et avec les renseignements qu'il m'a fournis, je vais essayer de m'en sortir. En attendant je dois jongler entre les deux ordinateurs et le serveur du site, et le risque est grand que je commette des erreurs. Par chance, l'autre ordinateur a redémarré sans qu'on y touche à noueau, par contre il refuse d'ouvrir le modem, c'est un nouveau problème. Bref, je vous passe les détails, je perds déjà un temps fou. Du coup, j'ai du mal à me concentrer sur notre sujet. Hier encore on a eu une coupure de courant qui a duré 7 heures, c'est très pénible.

La vérité qui tue !

Jean-Claude Juncker, président de l'eurogroupe : «*Nous savons tous ce qu'il faut faire. Ce que nous ne savons pas, c'est comment être réélus si nous le faisons.*» (slate.fr 18.06)

Parole d'internaute

"....En France, par l'article 25 de loi du 3 janvier 1973, sous la présidence de Pompidou et de son ministre de l'économie de l'époque Giscard d'Estaing, un changement important s'opère sans que les citoyens soient consultés. Il passe totalement inaperçu du grand publique. L'Etat Français n'est plus autorisé à emprunter pour ses investissements à sa banque centrale (La Banque de France).

Ce que cela a changé :

Avant 1973, la France empruntait régulièrement à sa banque centrale (la Banque de France) pour permettre a l'Etat d'investir dans des infrastructures d'interet général (autoroutes, hôpitaux, écoles...). La Banque de France créait par exemple 1 milliard de francs (toujoursà partir de rien) et cela sans intérêt puisque la Banque de France appartient à l'Etat. L'Etat remboursait le milliard emprunté et l'argent qui avait été créé, était ensuite détruit par la Banque de France (monnaie scripturale). Le temps de l'emprunt, il y avait 1 milliard de francs en plus en circulation. Le fonctionnement permettait à l'Etat d'anticiper ses besoins futurs et cela sans avoir à augmenter les taxes et impôts. Mais les banques commerciales qui avaient déjà le quasi monopole de la création de l'argent scriptural (prêt aux particuliers et aux entreprises) en voulaient encore plus, et voyaient d'un mauvais oeil que l'Etat ait le contrôle sur l'économie du pays. Le lobby très puissant des banques commerciales, après des années de lutte acharnée contre Charles De Gaulle pour interdire à l'Etat de recourir à la Banque de France pour financer ses investissements, réussit son coup après son départ de l'Elysée avec l'aide de son successeur (G.Pompidou). Au passage, notons que Georges Pompidou a été à 2 reprises directeur général de la Banque Rothschild.

Un calcul de l'INSEE a dressé un comparatif de ce que serait la dette de l'Etat en 2006 si l'ancien système (avant 1973) n'était pas tombé et avec le nouveau système (après 1973). Pour les mêmes emprunts et les mêmes remboursements :

L'ancien système, si il était toujours en place, la dette de l'Etat serait nulle, et il y aurait environ 100 milliards d'euro en positif dans les caisses.

Nouveau système (le systeme actuel) : La dette en 2006 était d'environ 1150 milliards d'euro avec environ 45 milliards d'euro d'intérêt par an.

L'Etat a payé depuis 1973 environ 1200 milliards d'euro d'intérêt. En fait, il ne fait que rembourser les intérêts. Les finances publiques ne permettent pas de rembourser le capital. Si l'on fait le bilan des finances publiques en France, on s'aperçoit que ce qui nous met dans le rouge, ce sont les intérêts de la dette. Le système est très pervers, il ne permet pas de rembourser le capital et oblige l'Etat a emprunter plus pour rembourser.

Ce que nous coûtent les intérêts de cette dette par an, est environ équivalent a l'impôt sur le revenu de tous les ménages français.

Contrairement à une société (dépôt de bilan) ou un particulier (décès), un état est immortel et a une solvabilité colossale. L'intérêt qu'il paie (enfin que nous payons par le biais des impôts et taxes) n'est ni justifié sur sa capacité à rembourser (qui est très bonne car la France est solvable), ni sur la compensation au préteur (puisque l'argent est créé toujours à partir de rien).

La valeur de la France par Français est d'environ 170 000 euros (ne sont pas pris en compte les biens personnels, mais uniquement les biens publiques). La dette de l'Etat par français est de 18 000 euros. L'endettement n'est pas très important au final (environ 10%). Le problème est qu'il y a un transfert progressif (qui a commencé grâce à la loi du 3 janvier 1973) de nos biens publiques au secteur privé. Nous vendons et nous vendrons pour stopper cette gangrène qui nous grignote avec les intérêts de cette dette, nos bijoux de famille : patrimoines immobiliers de l'Etat, France Télecom, La Poste, Air France, Les auto-routes, EADS, SNCF, EDF.... Nous sommes en train de nous faire vampiriser nos biens nationaux pour payer cette foutue dette qui n'a pas lieu d'être.

Alors pourquoi nos gouvernements successifs (de droite ou de gauche) ne changent-ils pas ce système ? Parce qu'ils n'en ont pas intérêt ou parce qu'ils n'en ont plus le pouvoir ? Je pense que les 2 réponses sont bonnes. D'un coté les banques commerciales, les assureurs, les multinationales... ont maintenant plus de pouvoir que les Etats. Un homme politique avec des idées réformistes sur le système financier et monétaire ne percerait pas. Le corporatisme politico-affairiste est trop bien en place pour laisser des chaises vides à d'éventuels râleurs aux visions humanistes.

Un nouveau Bretton Woods? Pas encore malheureusement, car nous n'avons pas encore touché le fond. Quand les actifs de l'Etat qui peuvent être bradés l'auront étés, alors on passera par une phase d'augmentation des taxes et impôts pour régler les intérêts de

la dette. Le peuple sera dans la rue quand cela lui deviendra insupportable (baisse méchante du pouvoir d'achat). Le système changera sûrement en mieux, mais le transfert du patrimoine publique vers le privée sera déjà terminé. Il ne restera à la charge de l'Etat que la police, la justice, l'éducation... enfin en résumé, ce qui n'est pas ou peu commercialisable. Cette société, c'est l'Europe du libéralisme à l'excès. Elle est très loin de l'Europe à laquelle j'aspire.

La non-connaissance du grand publique du fonctionnement de l'argent dette est la force du système. Documentez-vous, parlez-en, notre seule force est notre nombre. Si le sujet était connu de tous, les politiques n'auraient d'autre choix que de mettre le débat sur la table.

Petit exemple de ce que l'Etat pourrait faire si il pouvait emprunter à la Banque de France (création monétaire). Imaginons un prêt de 100 milliards d'euros (sans intérêt), pour fabriquer du logement. Ce qui représente environ 1 million de logement pour une famille de 4 personnes. L'Etat fabrique par le biais d'entreprises privées des logements (= emplois + recettes fiscales :TVA + IS+ IR...). Les loyers modérés, moins les charges de fonctionnement et entretient seraient d'au minimum 200 euros par foyer pour l'Etat et par mois. Il faudrait entre 20 et 30 ans pour rembourser le prêt à la Banque de France. L'Etat serait à terme propriétaire d'un parc immobilier beaucoup plus important, qui lui rapporterait du bénéfice net après plusieurs décennies. Les loyers du parc privé baisseraient ainsi que les prix des biens à la vente. La part du budget des foyers pour le logement ne serait plus asphyxiante, la qualité de vie augmenterait au lieu de baisser. Un seul verrou, le monopole des banques commerciale à créer de l'argent dette pour le secteur publique." (lefigaro.fr 18.06)

Politique

1- France

1.1- Leur cauchemar.

Devant 2 000 personnes réunies à l'Acropolis de Nice (Alpes-Maritimes), le premier ministre a lancé vendredi soir un appel sans concession à l'union de la majorité pour 2012.

«*Le nombre de nos adversaires nous interdit de multiplier les candidatures à la présidentielle, nous interdit de fractionner la majorité au gré de nos sensibilités, aussi légitimes soient-elles*», a averti François Fillon.

S'adressant implicitement à l'ancien numéro deux du gouvernement, Jean-Louis Borloo, qui veut s'imposer comme le porte-drapeau des idées centristes et radicales en 2012 (sans dire s'il sera candidat pour le moment), le chef du gouvernement a martelé : «*L'unité n'est pas une faculté, elle n'est pas une option parmi d'autres, elle est une nécessité vitale ! Le morcellement de la majorité n'a aucun sens, ni électoral ni idéologique !*» (lefigaro.fr 18.06)

Cela pourrait s'adresser à monsieur Hulot qui avait envisagé de s'allier à Borloo, donc avec le PR qui est une composante de l'UMP, à Marie-Ségolène Royal qui avait envisagé en 2007 de s'allié avec Bayrou, donc avec le MoDem issu de l'UDFqui tout comme le Nouveau Centre partage la même idéologie.

Alors que les candidatures au trône se multiplient dans le camp des "*adversaires*" de l'UMP, que craint-il donc, que leur poulain, pardon, que leur poney ne franchisse pas le premier tour malgré tout ? C'est qu'ils s'attendent à recevoir une sacrée râclée. Seule l'abstention des masses populaires pourra désormais peut-être les sauver d'une débâcle annoncée.

1.2- Vampirisme. La mélenchonade a pris.

Jean-Luc Mélenchon a été élu candidat du Front de gauche pour 2012 par les militants communistes, devenant ainsi le premier non communiste à représenter le PCF à une présidentielle depuis François Mitterrand en 1974.

Avec «*près de 60%*» des voix des quelque 130.000 adhérents communistes revendiqués et une forte participation, selon l'ex-ministre des Sports, l'eurodéputé et coprésident du Parti de gauche est donc largement élu par les communistes, mettant ainsi fin à son parcours du combattant.

Faisant suite à la «préférence» affichée début avril par Pierre Laurent après des mois de faux suspense, les 670 délégués communistes avaient déjà approuvé, le 5 juin dernier, à 63,6% des voix, le choix de l'ex-sénateur et ex-ministre socialiste pour représenter le Front de gauche (FG) en 2012. Mélenchon était opposé à deux candidats: André Chassaigne, député PCF du Puy-de-Dôme favorable au Front de gauche (FG) et l'«*identitaire*» Emmanuel Dang Tran, responsable d'une section PCF parisienne, opposé au Front de gauche (très minoritaire).

Il faut remonter à 1974, avec le soutien des communistes dès le premier tour à François Mitterrand et au «*programme commun*», pour trouver une présidentielle sans candidat PCF. Depuis 1981 et Georges Marchais (15,3%), le score du PCF a lourdement chuté: 6,7% pour André Lajoinie en 1988, 8,6% puis 3,37% pour Robert Hue en 1995 et 2002, avant le calamiteux 1,93% de

Marie-George Buffet en 2007.

Dans les sondages, Jean-Luc Mélenchon recueille entre 4 et 7% des intentions de vote au premier tour de la présidentielle, une des raisons pour lesquelles les militants communistes se sont prononcés pour lui, encore traumatisés par le score de Buffet en 2007. (lefigaro.fr 18.06)

Où l'on va bien se marrer, cela va être entre les deux tours de la présidentielle. Le PCF sera obligé d'appeler à voter pour le candidat du PS s'il parvient au second tour pour espérer conserver des députés dans la foulée, suffisamment pour constituer un groupe à l'Assemblée nationale. Là vous verrez que Laurent, Chassaigne et Guérin s'entendront comme larrons en foire... y compris avec Mélenchon !

2- Grèce

2.1- Des milliers de manifestants ont défilé samedi en direction du parlement grec, dans le centre d'Athènes, signe que le remaniement gouvernemental effectué par le Premier ministre socialiste Georges Papandréou n'a pas calmé la colère de la population contre le nouveau plan d'austérité.

Espérant apaiser la grogne au sein de sa propre formation, le Pasok (Parti socialiste), Papandréou a remplacé l'impopulaire ministre des Finances Georges Papaconstantinou par Evangelos Venizelos.

Papandréou veut faire adopter un plan d'austérité sur cinq ans, condition préalable fixée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) pour débloquer autour de 120 milliards d'euros d'aide à la Grèce pour l'aider à se financer jusqu'en 2014.

Le nouveau gouvernement Papandréou devrait remporter mardi soir un vote de confiance à la Vouli, le parlement, et boucler ensuite son plan d'austérité, qui prévoit 28 milliards d'euros de hausse d'impôts et de réductions de dépenses publiques d'ici 2015.

La plus grande centrale syndicale grecque, GSEE, qui représente deux millions de salariés du privé, a appelé à une grève de 48 heures autour de la période où le parlement se prononcera sur le plan. Le gouvernement espère qu'il sera adopté d'ici la fin du mois.

Samedi, 5.000 sympathisants de l'organisation communiste PAME ont manifesté samedi jusqu'à la place Syntagma en scandant des slogans comme "*Les mesures (d'austérité) nous tuent*!"

"*Qu'est-ce qui a changé avec le remaniement? Rien!*", s'exclamait un étudiant de 22 ans, qui campe sur la place Syntagma depuis le début du mois. "*Nous ne comptons pas partir de là tant que les mesures n'auront pas été retirées*."

Papandréou semble avoir eu raison de la fronde au sein du Pasok, en incluant dans son nouveau gouvernement certains des plus ardents détracteurs du plan d'austérité, ce qui risque d'affaiblir les réformes exigées par Bruxelles et le FMI.

Peu après sa nomination, Venizelos a déclaré qu'il se rendrait dimanche à Bruxelles pour demander aux bailleurs de fonds de la Grèce certaines "*améliorations (...), au nom de la justice sociale*", en ce qui concerne le plan d'austérité.

Le même jour, les ministres des Finances de la zone euro doivent s'entendre à Luxembourg sur le déblocage d'une tranche d'aide de 12 milliards d'euros, dans le cadre du plan convenu en mai 2010.

"*Ils ont gagné du temps jusqu'en septembre*", a estimé Howard Wheeldon, stratège chez BCG Capital Partners à Londres, à propos des dirigeants grecs.

De son côté, le président de l'eurogroupe Jean-Claude Juncker, a estimé que les pressions de l'Allemagne pour inclure les créanciers privés dans le mécanisme d'aide à la Grèce faisaient augmenter le coût de son sauvetage financier.

"*Parce que nous devons rechercher la contribution des créanciers privés du fait de la politique intérieure allemande, tout coûtera plus cher*", a-t-il dit, cité samedi par le journal allemand Süddeutsche Zeitung.

"*Nous jouons avec le feu*", a-t-il dit, ajoutant que dans le pire des cas, les agences de notation pourraient déclarer la Grèce en état de banqueroute, ce qui aurait des conséquences désastreuses pour l'union monétaire, a-t-il expliqué.

"*La contagion d'une telle banqueroute pourrait gagner le Portugal et l'Irlande, et ensuite, à cause de leur dette élevée, l'Italie et la Belgique, avant même l'Espagne*", a-t-il poursuivi. (Reuters 18.06)

2.2- Près de la moitié des Grecs souhaitent le rejet au Parlement du nouveau plan d'austérité élaboré par le gouvernement pour obtenir une nouvelle aide internationale et éviter une faillite des comptes publics, selon un sondage à paraître dans l'édition dominicale de To Vima.

Ils sont ainsi 47,5% à souhaiter l'échec parlementaire du projet, la dissolution du gouvernement et la tenue d'élections anticipées. Les partisans de l'adoption sont quant à eux 34,8%. L'enquête de Kapa Research a été effectuée avant le remaniement ministériel de vendredi.

Pour Constantinos Routzounis, directeur de l'Institut de sondage, les Grecs ne sont pas hostiles aux mesures d'austérité proprement dites, mais jugent les plus modestes trop lourdement mis à contribution, alors que les nantis, les adeptes de l'évasion fiscale et les responsables politiques corrompus sont, selon eux, épargnés.

«*Les gens ne veulent pas que la Grèce quitte la zone euro. Ils veulent des mesures d'assainissement budgétaire, mais des mesures justes*», souligne-t-il. (20minutes.fr 18.06)

3- Maroc

Le Mouvement du 20-Février pour la démocratie au Maroc a appelé à manifester dimanche dans le pays pour demander davantage que les réformes constitutionnelles présentées vendredi soir par le roi. Le projet annoncé par Mohammed VI, qui va selon lui dans le sens d'une "monarchie constitutionnelle, démocratique, parlementaire et sociale", sera soumis à un référendum le 1er juillet.

Dans cette nouvelle Constitution, le souverain demeure le chef des armées, mais un nouvel article officialise son rôle de Commandeur des croyants. "*Avant, nous avions un monarque absolu. Maintenant, nous avons un monarque absolu qui, en plus, est pape*", a réagi Elaabadila Chbihna, militant du Mouvement du 20-Février, dénonçant des changements "cosmétiques". Le Mouvement du 20-Février, qui organise des manifestations chaque semaine dans tout le pays, appelle les jeunes à protester dimanche dans un message sur son site Web.

La nouvelle Constitution attribue de nouveaux pouvoirs au Premier ministre, désormais "chef du gouvernement" et issu du parti politique arrivé en tête des élections au lieu d'être simplement choisi par le roi.

Le Premier ministre pourra proposer et démettre les membres de son gouvernement. Il pourra aussi choisir certains autres responsables gouvernementaux, même si la nomination des puissants gouverneurs des provinces demeure une prérogative royale. Le roi présidera le conseil des ministres, comme c'est déjà le cas, ainsi que le Conseil suprême de sécurité nouvellement créé.

Les pouvoirs du Parlement sont également renforcés en matière d'enquête sur des responsables et de motion de censure contre les ministres. La justice devrait devenir plus indépendante grâce à un Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, présidé par le roi mais dont la vice-présidence est exercée par le président de la Cour de cassation et non plus le ministre de la Justice. (AP 18.06)

4- Etats-Unis

Les Etats-Unis, qui doivent entamer en juillet un début de retrait de leurs troupes d'Afghanistan, sont en contact avec les taliban concernant un possible règlement de la guerre qui dure depuis près de 10 ans dans ce pays, a déclaré samedi Hamid Karzaï.

"*Des négociations de paix sont en cours avec les taliban. Des militaires étrangers et en particulier les Etats-Unis participent à ces négociations*", a dit le président afghan lors d'un discours.

Environ 100.000 soldats américains se trouvent actuellement en Afghanistan, contre 34.000 lorsque Barack Obama est arrivé à la Maison blanche en janvier 2009.

Karzaï s'est exprimé samedi quelques heures après la décision du Conseil de sécurité des Nations unies de scinder en deux la liste des taliban et des membres d'Al Qaïda visés par des sanctions de l'Onu. Cette initiative vise à inciter les taliban à se joindre à des négociations de paix.

Alors que Karzaï intervenait à Kaboul pour évoquer ces contacts, trois kamikazes vêtus d'uniformes militaires ont attaqué samedi un commissariat du centre de la capitale, tuant neuf personnes et en blessant 12 autres, ont annoncé les autorités. Les taliban ont revendiqué cette attaque. (Reuters 18.06)

Après voir orchestré la soi-disant liquidation de Ben Laden et écarté leur création, Al-Qaïda, ils vont nous faire croire que les taliban sont des gens tout à fait respectables avec lesquels il est possible de s'entendre. Entre voyous et en leur proposant un

partage du pouvoir et l'impunité pour leurs crimes dont l'impérialisme américain se fout bien, cela ne devrait pas trop poser de problèmes à l'arrivée.

Social

France

Après la fronde parlementaire, la contestation dans la rue. Décidement, les dernières mesures gouvernementales en matière de sécurité routière sont très loi de faire l'unanimité.

Des milliers d'usagers de la route, essentiellement des motards, ont manifesté samedi à l'appel de plusieurs associations, contre les récentes mesures gouvernementales en matière de sécurité routière.

Selon les organisateurs, les manifestants étaient environ 15.000 à Paris, 7.000 à Lyon, 5.000 à Lille. La préfecture de police n'en a comptabilisé que 6.000 dans la capitale, partis dans un concert de klaxon de l'esplanade du château de Vincennes (Val-de-Marne) en direction du Trocadéro, où devaient les rejoindre des automobilistes et piétons.

Selon la préfecture des Bouches-du-Rhône, ils étaient un millier à Marseille et selon le Centre régional d'information et de coordination routières (CRIRC), le quart nord-ouest a vu défiler quelque 10.000 participants à Caen, Rouen, Le Mans, Rennes, Quimper, Chartres et Nantes. Dans le nord-est, environ 5.600 usagers ont occupé le bitume de Strasbourg, Besançon, Belfort et Nancy contre environ 6.500 dans le sud-ouest, notamment à Bordeaux.

Partout les motards ont fourni l'essentiel des troupes: seulement 15 voitures comptabilisées dans la manifestation nantaise parmi 1.500 motos. En revanche, 2.800 piétons se sont joints au défilé. (20minutes.fr 18.06)

Cette info, juste pour montrer que les travailleurs et ici les jeunes en particulier se mobilisent contre le gouvernement dès qu'ils en ont l'occasion.

Haut de page

Le 20 juin

J'ai ajouté dans l'article que j'ai publié hier les commentaires que j'ai récupérés dans l'ordinateur qui était tombé en panne. J'ai ajouté plusieurs articles dans la rubrique *Documents* chapitre *International*. Il va me falloir encore au moins 2 ou 3 jours de boulot pour mettre le portable aux normes de l'autre ordinateur pour pouvoir passer de l'un à l'autre sans perdre des données ou oublier d'actualiser des dossiers.

Dernières nouvelles, l'autre ordinateur est complètement hors service, un problème physique, carte mémoire ou je ne sais quoi, on verra cela demain.

Il est 18h, je bosse depuis 7h du matin et je n'ai plus le courage de me relire pour corriger. J'ai bossé sans la climatisation parce qu'il manque deux phases au compteur électrique, il fait 38°C dans le bureau, je suis claqué !

Parole d'internaute

- " Heu, c'est quoi, votre solution ? On dit "merde" aux créanciers, et on arrête de payer ? Bon, et ensuite ? Plus aucun financement n'ira vers la Grèce et au contraire tous les capitaux ficheront le camp à vitesse grand V. Vous voulez la guerre civile ? Votre réaction est typique du déni de réalité des gens qui, pour des raisons purement idéologiques, sont prêts à plonger un pays dans la guerre civile. Votre logique, c'est la Terreur, le communisme de guerre, la Révolution maoïste... " (lemonde.fr 19.06)

Parce que pour des "*raisons purement idéologiques*" il faudrait accepter d'être réduit en esclavage ou revenir aux conditions de travail et de vie du début du XXe siècle ? Capitalisme ou socialisme, la société doit-elle être organisée en fonction des besoins ou aspirations de l'immense majorité des exploités ou pour qu'une infime minorité d'exploiteurs monopolisent les richesses produites et vivent comme des seigneurs ?

De quel côté est la légitimité, du côté de la minorité qui se gave sur le dos de la majorité selon l'idéologie bourgeoise ou du côté de la majorité qui refuse les sacrifices que la minorité veut lui imposer selon l'idéologie prolétarienne ?

La légitimité appartient à la majorité qu'elle en ait conscience ou non, elle appartient particulèrement à ceux qui parmi eux ont conscience des intérêts collectifs de cette majorité et s'en font les porte-parole, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

La légitimité appartient à la classe majoritaire dans la société et non à la classe minoritaire qui détient le pouvoir, pouvoir qui repose uniquement sur l'ignorance de la majorité du fonctionnement de la société.

Le problème en régime capitaliste, c'est que la classe minoritaire, celle des capitalistes, est la classe qui détient le pouvoir économique et en a parfaitement conscience, qui pour cette raison est la classe dominante sur le plan politique. A l'opposé, la classe majoritaire, la classe ouvrière qui englobent l'ensemble des exploités, est la classe qui ne détient aucun pouvoir économique, sa survie dépend uniquement de la vente de sa force de travail quotidiennement et n'en a pas conscience, qui pour cette raison est la classe dominée sur le plan politique.

Quelle légitimité peut-on accorder à un Etat dans lequel la classe minoritaire exerce ou impose son pouvoir sur la classe majoritaire ? Aucune !

Quelle légitimité peut-on accorder à un Etat dans lequel la classe dominante concentrant le pouvoir politique est la classe minoritaire dans la société ? Aucune !

La classe qui détient le pouvoir économique détient également le pouvoir politique, elle concentre tous les pouvoirs, puisque c'est la classe des capitalistes qui détient ces pouvoirs, l'Etat est façonné et fonctionne de telle sorte que cette classe conserve le pouvoir.

Il est évident que le jour où la majorité exigera d'exercer le pouvoir économique, la classe minoritaire qui le détient en appelera à l'Etat dans lequel elle exerce le pouvoir politique, pour que par la force si nécessaire elle conserve ce pouvoir. Autrement dit, c'est la classe minoritaire des capitalistes qui par son refus de transmettre le pouvoir économique à la classe majoritaires des exploités, en appellera à l'Etat qui prendra l'initiative de déclencher la guerre civile.

On comprendra immédiatement qu'un tel Etat se dressant violemment contre la majorité pour préserver les intérêts de la minorité, ne pourra jamais servir les intérêts de la majorité, que par conséqence il doit être liquidé et que sur ses cendres il faudra bâtir un nouvel Etat, un Etat ouvrier.

C'est la crise du capitalisme qui conduit à la guerre civile en s'opposant violemment à la satisfaction des besoins et aspirations de la majorité de la population, et c'est à l'Etat que reviendra la charge de l'organiser pour le compte de la classe dominante, d'où la nécessité de renverser cet Etat par une révolution prolétarienne et socialiste. (A suivre)

Vous remarquerez camarades que toutes les questions que j'aborde depuis des mois dans le site sont soulevées les unes après les autres par des gens qui interviennent sur le Net, comme quoi je ne suis pas le seul à qui elles sont venues à l'esprit, parce qu'elles sont directement le produit de la situation sociale et politique.

Certains d'entre vous ont dû penser que je soulevais des questions qui n'étaient pas à l'ordre du jour et que c'était une forme de gauchisme... Grave erreur, le rôle de l'avant-garde n'est pas de commenter l'actualité ou d'attendre qu'une question émerge pour la poser, son rôle est d'indiquer aux militants et aux travailleurs dans quelle direction la situation peut évoluer ou évoluera forcément, afin d'être prêt à y répondre le moment voulu sur le plan pratique, après s'y être préparé sur le plan théorique et politique. Contrairement à ce que pensent ces camarades, c'est ne pas avoir posé ces questions à temps qui aboutit au gauchisme ou à l'aventurisme. La révolution ne s'improvise pas.

On ne peut pas aborder une révolution en s'en remettant à des principes ou une théorie, il n'existe aucun manuel qui nous indiquerait la marche à suivre pour la mener à son terme. La révolution est l'expression d'un processus dialectique très long qui est parvenu à un certain degré de maturité, un processus dont il faut être capable d'appréhender chaque transformation, chaque étape, pour intervenir dans la lutte des classes en tenant un discours qui part de la réalité et prend en compte chacun de ses facteurs et leur évolution probable.

L'Etat, le gouvernement, les capitalistes s'arc-boutent sur leur pouvoir qu'ils sentent menacer à terme si la crise actuelle prenait la forme d'une lutte pour le pouvoir entre les classes. Ils l'évoquent plus ou moins ouvertement, certains représentants de la classe dominante l'expriment sur le Net, preuve s'il en est que je ne raconte pas d'histoire.

Si maintenant ils se demandent ce qui se passeraient si les masses déferlaient par millions dans la rue, de quelle manière ils s'y prendraient pour les affronter, s'ils émettent cette hypthèse, c'est que cette question est dans l'air ou qu'ils sont en train d'y réfléchir, en réalité cela fait des décennies qu'ils s'y préparent, ils ne vont pas attendre que ce jour arrive pour y réfléchir et prendre le risque de se retrouver le dos au mur. Alors pourquoi de notre côté nous devrions l'aborder complètement désarmé, sans avoir jamais pris la peine d'y réfléchir sérieusement, sans l'avoir inscrite dans notre perspective politique. Quand l'heure de la révolution aura sonné, nous serons totalement accaparés par des tâches pratiques urgentes à définir et à mettre en oeuvre, des questions d'organisation, on n'aura pas un instant ou très peu à consacrer à des questions théoriques qui devront déjà avoir

été résolues, et je suis prêt à parier que ce jour-là, les militants, qui aujourd'hui s'écharpent sur des questions secondaires qu'ils ont décrétées de la première importance, trouveront minables leurs désaccords de la veille, car je crois fermement à l'unité de toutes les forces révolutionnaires que compte le pays le jour de la révolution.

Aucun parti ouvrier n'aborde aujourd'hui la question de l'Etat, des rapports entre les classes dans ces termes. Aucun n'ose dire ouvertement aux travailleurs qu'il va leur falloir affronter l'Etat et son appareil policier, personne ne parle du rôle et de la place de l'armée qui sera déterminant au cours de la révolution. Tout semble être fait pour que les travailleurs et les militants découvrent les problèmes qu'ils devront résoudre au dernier moment, quand ils y seront directement confrontés, ce qui est irresponsable ou criminel. Aucun ne veut dire aux travailleurs ce qui les attend, cela revient à leur cacher la vérité, à les envoyer au casse-pipe désarmés.

De toutes manières une chose au moins est sûre, c'est que l'affrontement direct et violent entre les classes aura bien lieu, qu'on le veuille ou non. Ce qui est en train de se passer dans plusieurs pays (Grèce, Espagne) va également se produire en France et dans bien d'autres pays dans un délai assez rapproché maintenant, c'est inévitable. Observons attentivement ce qui se passe dans ces pays, comment la situation évolue, dans quelle direction elle peut évoluer, dans quelle direction elle ne manquera pas d'évoluer quand certaines conditions seront réunies, lesquelles, etc.

Qu'on fait les régimes en Tunisie et ailleurs lorsqu'ils se sont sentis menacés ? Face à la mobilisation de plus en plus massive du prolétariat révolutionnaire, ils ont tenté de la briser en recourant à des nervis et aux forces de police, et voyant que cela ne suffirait pas, ils ont fait appel à l'armée pour neutraliser provisoirement la révolution, en l'absence d'une solution politique de rechange, ils ont gardé l'armée en réserve pour défendre l'Etat et prendre le pouvoir au cas ou la révolution prendrait une tournure socialiste.

Dans des pays comme la Grèce, l'Espagne ou la France les choses se passeront autrement, parce que les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes sont différents.

En Tunisie, la classe ouvrière n'a pas fait l'expérience d'une république démocratique bourgeois, du parlementarisme, les travailleurs tunisiens croient que le parlement ou une Assemblée constituante permettra à la lutte des classes de s'exprimer, de telle sorte que leurs revendications sociales pourraient être satisfaites, c'est jusqu'à un certain point une illusion, et la période de transition qu'ils sont en train de vivre jusqu'aux élections de l'Assemblée constituante leur donne un avant-goût de ce qui les attend.

Si aujoud'hui la majorité des travailleurs tunisiens estiment que c'est pas la voie du parlementarisme qu'ils parviendront à obtenir satisfaction à leurs revendications sociales et politiques, les travailleurs grecs, espagnoles ou français sont en train de prendre conscience qu'ils n'ont plus rien à en attendre, ils en ont déjà fait l'expérience pendant de longues années, des décennies, le parlement et l'ensemble des institutions de l'Etat est leur ennemi, l'ennemi qu'il va falloir qu'ils abattent pour prendre le pouvoir, ce qu'ils ignorent encore.

Tout conduit infaillement à ce que cette situation devienne réalité à court terme, d'un côté, l'intransigeance des gouvernements et de l'aristocratie financière qui ne veut rien céder, qui ne peut rien céder serait plus juste, de l'autre, le refus des masses laborieuses d'accepter de nouveaux sacrifices et dont des couches de plus en plus nombreuses se retrouvent acculées à la misère, tandis que d'autres plus favorisées refusent de voir leur mode de vie remis en cause gravement et sans perspective d'amélioration dans le futur.

Cette intransigeance des deux camps en présence traduit ou est le produit de l'exacerbation des contradictions du capitalisme poussées à l'extrême, qui ne pourra trouver une issue que dans un affrontement entre ces deux classes et dont l'un sortira victorieux.

La question qui nous intéresse n'est pas de savoir quand cette explosion se produira, mais d'y préparer les militants et les travailleurs pour aborder cette nouvelle situation dans les meilleures conditions possibles, pour avoir une chance de vaincre, encore faudra-t-il qu'ils aient trouvé la voie et les moyens appropriés, ce qui nécessite de tout faire pour élever au plus vite leur niveau de conscience politique.

Pour y parvenir, on n'a pas le droit d'évacuer des questions qui figurent dors et déjà en toile de fond de la situation. Des questions qui se trouvent posées ou auxquelles on arrive forcément dès qu'on se demande pourquoi il est impossible de satisfaire nos revendications sociales, pourquoi une usine ferme et laisse sur le carreau des centaines d'ouvriers et leurs familles, pourquoi ils s'en prennent aux malades, aux vieux, aux retraités, aux jeunes, aux travailleurs immigrés, à toutes les couches de travailleurs que compte le pays, à leurs enfants ou petits-enfants, pourquoi les banksters et les gangsters du CAC 40 continuent de se gaver comme si de rien n'était, pourquoi le gouvernement les couvre de cadeaux somptueux pendant qu'il décide le déremboursement de médicaments que ne peuvent plus se payer les plus pauvres, etc.

Ajoutons, pourquoi tous les partis institutionnels ou qui participent aux institutions soutiennent la politique du gouvernement ou proposent une politique similaire, pourquoi aucun dirigeant syndical n'explique qu'il faut s'attaquer aux fondements du capitalisme, exproprier les patrons ou les actionnaires des grandes entreprises, pourquoi il n'existerait aucune autre issue à la crise

du capitalisme que vivre toujours plus mal, alors qu'il n'y a jamais eu autant de richesses produites dans le monde, que les riches n'ont jamais été aussi nombreux et qu'ils n'ont jamais été aussi riches ?

Pourquoi ? Pourquoi nous retrouvons-nous dans une impasse ou face à un mur apparemment infranchissable en posant toutes ces questions ? Serait-ce inscrit quelque part, l'humanité serait-elle vouée finalement au chaos et à la barbarie avant de disparaître, serait-ce inévitablement son destin ? Tout cela pour cela, des millénaires de développement pour finir ainsi ? On n'y pourrait rien, on serait impuissant à inverser cette tendance suicidaire, une terrible fatalité se serait abattu sur la civilisation à sa naissance et auquel elle ne pourrait pas échapper ?

C'est le scénario que l'on voudrait nous faire avaler, où ne règnerait plus que la loi du plus riche et du plus fort, un régime permanent de terreur et d'esclavage sordide, la loi de la jungle à laquelle serait soumise l'humanité, après avoir réalisé des progrès gigantesque pour sortir de l'obscurantisme qui l'habitait autrefois, l'homme serait voué à régresser sans cesse...

Dès lors, nous avons le choix entre : subir passivement et inexorablement la dégradation de nos conditions de travail et d'existence, la décomposition de la société à laquelle nous sommes promis, du moment où l'on se figure que le capitalisme est éternel ou qu'il a toujours existé (Onfray), qu'il est indépassable, aussi infranchissable que notre mur, qu'on est incapable ou qu'on se refuse à envisager le contraire ou toute autre perspective ; et se dire que toute société repose bien sur quelque chose qu'on ignore peut-être et dont il faut prendre conscience, que tout développement pour avoir lieu doit partir de quelque part, que tout développement comporte ses propres lois de fonctionnement, comporte une origine, des racines, des fondements ou qu'il repose sur des rapports qu'il nous faut découvrir, et qu'en les modifiant on pourrait envisager une toute autre société, on pourrait sortir de la spirale infernale dans laquelle on s'enfonce un peu plus chaque jour, franchir ce mur réputé infranchissable.

Bref, on peut rester enfermés dans la logique du capitalisme pour le meilleur si on appartient à la classe des exploiteurs, des banquiers, etc. pour le pire si on appartient à la classe des exploités qui triment quotidiennement pour survivre, ou envisager d'en sortir.

Voilà la question qui est posée aujourd'hui à chaque travailleur ou militant avec plus d'acuité encore que dans le passé. Il faut rompre avec l'idéologie bourgeoise ou capitaliste, avec le capital et ses représentants, ses institutions politiques.

Un dernier mot.

Il y a des camarades qui doivent s'y perdre entre idéologie, théorie, doctrine. Pour faire bref, cet internaute en reprochant à une personne de nier la réalité pour des raisons idéologiques, lui a reproché d'interpréter la réalité à partir de ses propres besoins au lieu de l'interpréter à partir des besoins exprimés par les capitalistes, interprétation qu'il partage en retour des privilèges que la société doit sans doute lui accorder ou par crasse ignorance.

L'idéologie repose sur des rapports qu'elle s'emploie à justifier, ainsi figés, elle les théorise et forme le corps d'une doctrine. Je ne sais pas si cela correspond à la définition habituellement admise, c'est la mienne.

L'idéologie bourgeoise repose sur la propriété privée des moyens de production, elle justifie l'exploitation capitaliste, la domination de classe de la bourgeoisie qui est minoritaire dans la société, les inégalités, elle est par définition antidémocratique. C'est son fond de commerce. Elle justifie l'existence des classes, de l'Etat avec lequel se confond le pouvoir des capitalistes. Elle justifie tout comme les religions, l'existence des pauvres et des riches. Elle justifie le recours à la force, à la violence, à la guerre pour soumettre les récalcitrants, les plus faibles, les peuples rebelles à sa domination si nécessaire. Elle est prête à tout faire et tout justifier pour que les capîtalistes conservent le pouvoir, leurs biens et privilèges. Elle est impitoyable envers les plus faibles qu'elle traite comme de la vermine, et extermine ceux qu'elle estime nuisible à ses intérêts ou dont elle n'a plus besoin.

Elle ne reconnaît la lutte des classes que pour mieux se soumettre la classe dominée, lorsque c'est devenu impossible ou que ce n'est plus nécessaire (provisoirement), comme elle est prête à suspendre tous les droits politiques conquis par la classe ouvrière, elle peut recourir à l'armée pour assurer la pérénité de sa domination de classe.

L'idéologie bourgeoise ne reconnaît comme juste et légitime que l'idée qu'elle se fait elle-même du pouvoir, d'elle même comme produit d'une classe consciente de ses intérêts distincts par rapport aux autres classes de la société, de son propre pouvoir, pouvoir qu'elle estime de droit divin et que personne ne doit lui disputer. L'idéologie bourgeoise est la doctrine des esclavagistes des temps modernes.

L'idéologie bourgeoise soutient la théorie que par le pouvoir que confère la possession des moyens de production aux capitalistes, elle seule à travers ses représentants est à même d'exercer le pouvoir et d'établir les lois auxquelles tous ses sujets devront se plier, de gouverner le pays et le peuple, elle interdit à quiconque de revendiquer ce pouvoir, elle implique la soumission des autres classes à sa volonté, ses fantaisies ou ses pires caprices.

L'idéologie bourgeoise doit dominer la société, envahir les esprits, polluer les pensées, empêcher que germe dans les têtes

l'idée qu'elle pourrait être vulnérable, et lorsqu'elle est bien obligée d'admettre quelques imperfections, ellle s'empresse d'affirmer qu'ils sont accidentelles ou dues seulement aux hasards de l'existence, elle refuse de reconnaître sa responsabilité, elle ne prétend pas être parfaite mais refuse de reconnaître ses défauts, elle se comporte comme si elle l'était pour finalement mieux asseoir son pouvoir, sa dictature.

L'idéologie bourgeoise a une conception du progrès et de toute manifestation ou tout rapport dans la société qui correspond à ses intérêts du moment. Elle peut revendiquer certains principes un jour et les rejetter le lendemain sans autre forme de procès... Quant à sa morale, elle est pareille à une femme qui vendrait son corps par cupidité pour se faire de l'argent sans en avoir vraiment besoin, et un bénitier servira le plus souvent de récipient pour recueillir sa bonne conscience.

L'idéologie dominante dans la société est l'idée de la classe dominante, l'idéologie bourgeoise, celle des capitalistes. On ne rompt pas totalement du jour au lendemain avec l'idéologie bourgeoise qui empoissonne notre existence depuis notre naissance, qui se manifeste à travers tous les rapports dans la société, elle est omniprésente, envahissante, et s'en défaire ou ne pas tomber dans les mailles de son filet réclame une attention et un effort de chaque instant pour ainsi dire.

Il ne suffit pas d'adhérer à un parti ou de militer pour se croire à l'abri de l'idéologie bourgeoise. Elle s'infilte partout, s'invite au théâtre, au cinéma, dans tous les arts qu'elle voudrait à son image ou qui devraient célébrer sa gloire et sa toute puissance, jusque dans sa décadence et sa médiocrité elle les entraîne, comme elle entraîne dans son sillage toute la société. Ce qui est somme toute normal, puisqu'en refusant d'admettre que le développement des forces productives et la lutte des classes conduit à sa déchéance, c'est comme si elle voulait suspendre la loi suprême du mouvement qui régit toute chose, effort inutile et vain puisque toute chose entrera un jour en putréfaction.

L'idéologie bourgeoise fait mauvais ménage avec l'idée qu'on peut se faire de la liberté qui doit demeurer emprisonnée dans son carcan. Si elle ne supporte pas la contradiction, elle est aussi anti-dialectique et privilégie l'idéalisme au matérialisme, attention, quand cela l'arrange, quand il s'agit de créer de nouveaux besoins pour faire tourner la machine capitaliste, elle chevauchera l'un et l'autre à la suite sans que cela lui pose un cas de conscience, une figure qu'elle ignore autrement.

On pourrait écrire des pages et des pages sur ce sujet, car ce qui caractérise fondamentalement l'idéologie bourgeoise en dehors de l'aspect économique et politique, c'est l'art de produire des contradictions à l'infini et de se mouvoir à l'intérieur, de dire et faire tout et son contraire selon son bon plaisir ou les circonstances. C'est un object dialectique à elle seule, qu'on aura du mal à saisir parce qu'elle revêt de nombreux masques, il est ainsi difficile de décrypter à quel moment ou quel occasion elle s'insinue sournoisement et s'incruste ensuite dans les esprits pour ne plus en sortir.

Elle a aussi l'art de privilégier les apparences, ce qui flatte l'ego, frappe de préférence les esprits faibles pour mieux les manipuler et les gagner à sa cause, car elle livre un véritable combat dans la peau de l'acteur qu'elle a corrompu à son insu, du comédien, du chanteur, de l'humoriste, du poète, de l'écrivain, du scénariste, du réalisateur, du metteur en scène, du journaliste, de l'animateur télé ou radio ou de portail webb, du publicitaire, du patron, du syndicaliste, du militant, etc. ils doivent tous être à son service et reproduire à l'infini les mêmes pensées, les mêmes mots, les mêmes gestes pour que toutes les générations s'en imbibent jusqu'à la nausée.

Ainsi bien imprégnié de cette idéologie, plus personne ou presque n'ose contester sa supériorité qui semble remonter à la nuit des temps, seules les conditions objectives seront en mesure de contrarier ses plans cyniques quand elles parviendront à maturité, quand se dressera face à elle le pendant de la classe dont elle représente les intérêts, l'immense masse des exploités qui armée de l'idéologie socialiste la terrassera... On n'a pas seulement une classe, un ennemi à vaincre, mais aussi l'idéologie qui l'a accompagnée durant toute son existence.

Pour terminer en apothéose le cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme que célèbre l'idéologie bourgeoise, nous lui promettons une fin digne de tous les crimes qu'elle a commis ou justifiés, à côté desquels les jeux du cirque de l'Antiquité, l'inquisition et la guillotine passeront pour de pâles divertissements.

Politique

1- France

Le ministre de l'Intérieur juge que la consultation organisée par le Parti socialiste pour désigner son candidat en vue de 2012 est légale. Mais il souhaite que les listes des participants soient rapidement détruites après le scrutin.

Le conseiller de Nicolas Sarkozy, Franck Louvrier, avait dit jeudi vouloir éviter «*un détournement politicien des fichiers électoraux*». Vendredi, le député Édouard Courtial a fait part de son intention de saisir la Cnil. Dimanche enfin, dans un entretien au Journal du Dimanche, Jean-François Copé a de nouveau dénoncé «un gigantesque fichage politique».

Dimanche soir, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a voulu mettre les choses à plat. Il a fait part de son souhait d'obtenir

des garanties sur la destruction «*rapide*» des listes des participants. «*Il y a un problème qui se pose : la possession de la liste électorale comme la possession de la liste d'émargement, après la consultation, (...) va permettre d'obtenir une sorte de liste des opinions politiques des Français*», a relevé Claude Guéant dans le cadre de l'émission «*Dimanche soir Politique*». «*La loi informatique et libertés condamne absolument cette éventualité*», a-t-il rappelé, cité par l'agence Reuters . « *Je pense que ce n'est pas l'objectif, évidemment, du Parti socialiste que d'aboutir à cela*», et «*ce que je demande, pour éviter tout malentendu, toute suspicion, c'est que le Parti socialiste dise très clairement comment il va détruire ses listes, très vite, tout de suite*». Alors que la Commission nationale informatique et libertés (Cnil) a donné un mois au PS pour détruire les listes après la primaire, le ministre y voit un délai trop long.

Les sympathisants de gauche appelés à participer à la primaire, système inédit en France, doivent être inscrits sur les listes électorales et pourront voter moyennant une contribution minimum d'un euro et la signature d'une charte d'adhésion aux valeurs de la gauche. Le vote est prévu les 9 et 16 octobre prochains. (lefigaro.fr 19.06)

Je me demande si à l'UMP ils ne craignent qu'on découvre que des milliers de leurs adhérents et sympathisants participent à ce scrutin, pour faire élire le candidat qui poserait le moins de problèmes à leur propre candidat, Sarkozy ?

Après l'abolition du vote censitaire, ce parti, partisan de l'économie de marché, est en train d'inventer le vote payant, on n'arrête plus le progrès... à l'envers ! La marchandisation jusqu'au bulletin de vote, en voilà un bel exemple de démocratie ! Imaginons qu'il y ait 3 millions de votants, cela fera 3 millions d'euro qui iront dans les caisses du PS, il n'y a pas de petits profits ! Une mentalité de vulgaire boutiquier, détestable !

2- Grèce

2.1- Le Premier ministre grec Georges Papandréou a demandé dimanche au Parlement de lui accorder sa confiance à un "*moment crucial*" pour le pays plongé dans la crise de la dette. Il a souhaité un référendum à l'automne sur des "*modifications du système politique*", comprenant une révision de la Constitution grecque.

En ouverture de trois jours de débat parlementaire qui s'achèveront mardi soir par un vote de confiance, le chef du gouvernement a mis en cause le secteur public grec dans la crise de la dette et promis de profonds changements. Il a ajouté que la révision de la Constitution faciliterait les poursuites contre des responsables du gouvernement.

"*Une faillite ou une sortie de l'euro auraient des conséquences catastrophiques immédiates pour l'immobilier, les banques et la crédibilité du pays*", a-t-il expliqué.

"*Je demande un vote de confiance parce que nous sommes à un moment crucial (...) la dette et les déficits sont des problèmes nationaux qui ont placé la Grèce dans un état de (souveraineté limitée) qui a pu nous protéger de la faillite mais dont nous devons sortir*", a-t-il expliqué.

"*A l'automne, nous nous dirigerons vers un référendum sur les grandes réformes engagées dans ce pays*", a ajouté le chef du gouvernement. (AP et Reuters19.06)

2.2- Des milliers de personnes de tous âges ont manifesté devant le parlement à Athènes pour le quatrième dimanche consécutif à l'appel du mouvement paneuropéen des 'indignés' contre l'austérité. Cette manifestation a rassemblé vers 19 h 30 locales (18 h 30 à Paris) près de 3 000 personnes, selon la police, un nombre beaucoup moins important que dimanche dernier où 15 000 personnes avaient manifesté sur les lieux.

Aux cris de '*Voleurs*', en sifflant et en brandissant des drapeaux grecs, les manifestants se sont rassemblés devant le parlement où quelques heures plus tôt le premier ministre grec, Georges Papandréou a demandé le vote de confiance des députés à son nouveau gouvernement, nommé vendredi lors d'un remaniement ministériel. (lemonde.fr 19.06)

3- Espagne

Contre la crise et le chômage, des dizaines de milliers d'Espagnols de tous âges et tous horizons ont envahi ce dimanche les rues de Madrid, aux cris de «*cette crise nous ne la paierons pas*», un mois après la naissance du mouvement des «indignés» qui s'est propagé à tout le pays.

La foule, arrivée en six cortèges de tous les quartiers de Madrid, s'est rassemblée près du parlement, dans le centre, face à une rangée de barrières bleues et à une douzaine de fourgons de police barrant la rue.

«*Contre le chômage. Organise-toi et lutte. Marchons ensemble contre le chômage et le capital*», proclamait une grande pancarte ouvrant la marche de la «*colonne sud-ouest*», partie le matin de Leganes, une ville-dortoir à une quinzaine de kilomètres au sud de Madrid.

«*Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiciens et des banquiers*», affirmait une autre banderole en lettres rouges.

Les cibles: le pacte de stabilité de la zone euro et ses impératifs de rigueur budgétaire, les hommes politiques accusés de corruption et de ne pas entendre la voix des citoyens, le chômage qui frappe 21,29% de la population active en Espagne, presque la moitié des moins de 25 ans.

«*Nous devons préparer une grève générale. Nous allons paralyser ce pays*», lançait un orateur au micro.

«*Les banques et les gouvernements qui ont provoqué cette situation doivent savoir que nous ne sommes pas d'accord avec les mesures et les coupes budgétaires, que nous avons l'intention de nous faire entendre, et que nous le ferons*», assurait la plate-forme appelant à manifester dans toute l'Espagne.

Dans le cortège qui descendait la grande avenue de la Castellana, traversant Madrid du nord au sud, des manifestants de tous âges, familles avec poussettes, jeunes, chômeurs et retraités, venaient témoigner d'une même lassitude face à la crise qui étrangle la société espagnole. Et de l'espoir que cette fronde soudaine, qui a surpris le pays il y a un mois, sera entendue de la classe politique.

Cinq semaines après l'apparition du mouvement, la mobilisation ne semblait pas faiblir puisque la foule était estimée à plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le quotidien El Mundo, citant la police, avançait le chiffre de 35.000 à 40.000 manifestants.

«*Ils appellent cela démocratie, mais ce ne l'est pas*», «*cette crise nous ne la paierons pas*», hurlait la foule rassemblée dans le calme près du parlement, alors que des dizaines de cars de police étaient stationnés dans les rues voisines.

«*Nous n'en pouvons plus. Tous les politiciens se renvoient la balle, mais ils ne font rien*», remarquait une chômeuse de 36 ans, Yolanda Garcia, qui survit comme des millions d'Espagnols grâce à quelques petits boulots au noir.

«*Je pense que ce mouvement peut changer les choses s'il continue de cette façon, et s'il a le soutien des gens d'en bas*», assurait-elle.

Dimanche dernier, les «indignés» avaient démantelé leur campement de la Puerta del Sol à Madrid, symbole de cette vague de contestation. Profitant d'un large soutien populaire, ils veulent maintenant consolider leur mouvement via des assemblées de quartier et d'autres manifestations ponctuelles.

«*Nous devrions prendre la rue vraiment*», affirmait Braulio Lopez, un employé du métro de 45 ans. «*Il faut leur dire que nous en avons assez, aux hommes politiques, aux grands chefs d'entreprise qui les contrôlent. Ce mouvement va changer les choses. Je viendrai à chaque fois qu'il se passera quelque chose*».

«*Je pense qu'ils finiront par nous entendre et que quelque chose sortira de tout cela*», lançait Gloria Fernandez, une enseignante de 50 ans.

D'autres manifestations étaient prévues en fin de journée, notamment à Barcelone et Valence, ainsi que dans plusieurs villes étrangères, dont Paris où près de 450 «indignés» se sont rassemblés. (20minutes.fr 19.06)

4- Maroc

Une manifestation évaluée de plusieurs milliers de personnes a dénoncé dimanche 19 juin à Casablanca le projet de réforme constitutionnelle présenté vendredi par le roi Mohammed VI. Les manifestants avaient répondu à l'appel du Mouvement du 20 février qui exige des réformes politiques et l'avènement d'une véritable monarchie parlementaire au Maroc.

'Nous ne lâcherons pas prise', a assuré Ahmed Mediany, l'un des membres de la section locale du Mouvement, en commentant les réformes annoncées par le roi qui prévoient notamment un rôle accru pour le premier ministre. 'Ce projet de réforme est insuffisant car il ne permet pas au Maroc de passer de la monarchie absolue à la monarchie parlementaire', a-t-il ajouté.

'*Non à l'injustice*', '*Nous voulons une vraie démocratie*', '*constitution dégage*', criaient les manifestants.

Des centaines de personnes favorables au projet de constitution, brandissant des drapeaux et des portraits du roi Mohammed VI, ont tenté d'empêcher les manifestants mais ces derniers ont changé de quartier pour éviter l'affrontement. A Rabat, des dizaines de manifestants du Mouvement se sont trouvés face à d'autres manifestants favorables au projet du roi dans le quartier populaire de Takadoum.

Economie

Grèce

La zone euro a renvoyé dimanche soir la balle dans le camp de la Grèce en refusant de débloquer la cinquième tranche de l'aide à Athènes et de valider un second plan d'aide au pays tant que le parlement grec n'aurait pas voté un nouveau programme d'austérité.

Alors que la date de ce vote n'est pas encore arrêtée, les ministres des Finances de la zone euro, qui se sont réunis huit heures durant à Luxembourg, se sont donnés jusqu'à début juillet pour prendre une décision sur ces deux dossiers, faute de quoi la Grèce ferait défaut sur sa dette dans les jours suivants.

Ils ont en revanche d'ores et déjà clarifié la manière dont les créanciers privés seraient associés à un second plan de soutien. Il s'agira d'une participation informelle et volontaire, correspondant à ce que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel avaient décidé à Berlin vendredi. (lemonde.fr 19.06)

Haut de page

Le 21 juin

En très bref.

1- Côté pile, le FMI, l'UE, la BCE, côté face l'Otan, l'ONU, les deux faces de la même pièce. Les masses en Europe sont en train d'en faire l'amère expérience, ce qui alimente leur réflexion politique. Il ne leur reste plus qu'à se retourner contre leur gouvernement et leur Etat qui en sont les complices, les valets, les exécutants de la politique concoctée par l'aristocratie financière américaine pour son propre compte, pour assurer la pérénité de l'hégomonie de l'impérialisme américain sur le monde.

2- Le président du Nouveau centre a dévoilé hier son projet économique pour 2012, en voici un aperçu : suppression du CDI et des 35 heures, augmentation de la TVA de 3%, instauration d'une taxe carbone européenne, diminution des charges sociales patronales, déduction de l'impôt sur le revenu jusqu'à 200.000 euros investis dans une PME, inscription dans la Constitution d'une «règle d'or» stipulant que le déficit public structurel ne doit pas dépasser 0,50% du PIB, aller vers un fédéralisme budgétaire au sein de la zone euro. (source : lefigaro.fr 20.06)

J'ai écrit récemment que j'estimais à la fin des années 70, que l'UDF, dont est issu le Nouveau centre, était plus à droite encore que l'UDR (ex-UMP), disons que depuis ils se sont rejoints : la réaction sur toute la ligne !

3- A Kasserine, en Tunisie, foyer de la révolution.

- «*L'emploi passe avant les revendications politiques*», «*Un emploi ou la révolution*».

- La politique ne leur semble pas être la solution. «*On n'en veut pas, et jusque-là, on n'a rien compris*», dit l'un, citant le nombre de partis politiques (82) parmi lesquels il faudra choisir, lors de l'élection de l'Assemblée constituante, le 23 octobre. (libération.fr 19.06)

La politique est justement la "*solution*", mais ils en sont encore trop éloignés pour en avoir conscience. Il faut résoudre la question du pouvoir politique, la question de la nature sociale de l'Etat, pour ensuite pouvoir s'attaquer au règlement des questions sociales, voilà tout.

Observez comment se disposent tous les partis ouvriers depuis un demi-siècle, ils sont tous arc-boutés sur des questions sociales et chez eux les questions politiques figurent en option, résultat des courses, ces réflexions désabusés de travailleurs tunisiens qui pourraient être celles de travailleurs français, grecs, espagnoles, etc.

En l'absence de conditions favorables pour faire prendre conscience aux travailleurs des questions politiques qu'ils auront à résoudre le moment venu, on a préféré les laisser de côté, on les a volontairement négligées, terrible erreur politique en réalité que dans tous les pays les travailleurs paient comptant aujourd'hui.

Les militants des partis ouvriers se sont transformés en simples syndicalistes, même quand ils abordent la question du projet de "*réforme constitutionnelle*" ils sont incapables d'aborder la question de l'Etat et du pouvoir politique, leur discours pour l'essentiel tournent tous autour des revendications sociales qu'il ne serait soi-disant plus possible de défendre si ce projet était

adopté. Ils croient ainsi faire de la politique, alors qu'ils en sont réduits à faire du syndicalisme dans une situation qui met au premier plan des questions politiques, toute cela pour coller à ce qu'on appelle le mouvement spontané des masses, ce qui relève de l'opportunisme ou de la capitulation politique, car il n'aide pas le niveau de la conscience politique des travailleurs à progresser.

L'illusion des masses consiste à croire que sans un changement radical sur le plan politique il serait possible de satisfaire leur revendications sociales, or c'est impossible, et au lieu de leur dire d'emblée qu'ils se trompent on préfère qu'ils conservent cette illusion. Vous savez pourquoi ? Cela relève de la théorie qu'en mûrissant cette illusion débouchera bien un jour d'elle-même sur des questions politiques, spontanément, or les questions sociales dont celles des salaires et de l'emploi qui préoccupent l'ensemble des travailleurs relèvent des entreprises, des rapports sociaux de production, alors que les question politiques relèvent de l'Etat, des institutions, de la Constitution, elles ne situent pas sur le même plan. Imaginez que vous voliez avec un vieux coucou des années 20 à quelques centaines de mètres d'altitude et qu'on vous disent que demain ce ne sera plus possible et que vous devrez voler à 10 000 mètres d'altitude, il vous faudra bien changer d'avion pour atteindre cette altitude.

C'est comme si on prétendait que, parce qu'un paysan s'est endetté auprès d'une banque pour cultiver du blé et élever des vaches, il devrait forcément un jour parvenir en comprendre le fonctionnement du monde de la finance, ce sera impossible s'il ne se met pas à étudier sérieusement les bases de l'économie, ce dont il sera toujours incapable sans l'aide d'une personne qualifiée en économie.

Autant prendre un manuel d'agronomie pour interpréter l'économie, c'est stupide, un non-sens. Cela vous fait marrer, mais c'est le non-sens qu'on reproduit à l'infini depuis des décennies.

Il faut bien faire la distinction entre la politique menée par les partis ouvriers qui s'abstiennent de combattre sur des objectifs politiques, et l'évolution de la crise économique et sociale qui débouche sur une crise politique.

Ce n'est pas parce que la crise économique se transforme en crise sociale, puis prend la forme d'une crise politique, que les masses seraient forcément en mesure de prendre conscience de ce processus dialectique, encore moins d'envisager comment cette crise politique pourrait évoluer favorablement. Encore trouveraient-ils la voie conduisant à une issue politique, qu'ils seraient incapables de l'emprunter sans se retrouver immédiatement confrontés à des obstacles quasi insurmontables du fait qu'ils n'ont pas un niveau de conscience politique correspondant à une vue d'ensemble de la situation, qu'ils découvrent au fur et à mesure. Or, leur ennemi et leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier en ont parfaitement conscience et ils sont puissamment armés pour y faire face, ils mettront tout en oeuvre pour leur interdire d'avancer dans cette voie, ils en ont les moyens, ils disposent de l'Etat, des médias, des finances, du soutien de tous les partis institutionnels de "droite" comme de "gauche", des appareils des syndicats, pour arriver à leur fin, corrompre la mobilisation révolutionnaire des masses, la faire refluer, la conduire finalement dans une impasse avant qu'elle retombe, s'ils ne la répriment pas dans un bain de sang.

C'est l'absence du parti révolutionnaire qui est responsable de cette situation sans issue politique. Il n'y pas si longtemps, quand on expliquait que la politique du parti devait être entièrement subordonnée à sa construction, on passait pour des illuminés, des enragés du léninisme, des dogmatiques nostalgiques de la révolution d'Octobre qui ne voulaient pas admettre que ses enseignements étaient avariés, obsolètes, inappropriés, etc. Pour ne pas accepter de faire une priorité le combat pour les revendications sociales, nous passions pour des ennemis de la classe ouvrière, je n'exagère rien je vous assure. Au diable le parti, autrement dit le léninisme, l'époque ouverte par la révolution d'Octobre a pris fin avec la disparition de l'URSS, etc.

Tout le monde a traité la question du parti par dessus la jambe, à distinguer de celle de leur appareil qui elle a été privilégiée, au point que finalement on pouvait construire n'importe quel type de parti avec pratiquement n'importe qui, le PCI et la LCR ont été remodelés pour mieux coller aux revendications sociales en abandonnant le programme de la révolution socialiste, parce que l'heure de la révolution n'était pas prête de sonner, il valait mieux s'occuper de questions plus terre-à-terre, alimentaires, en réalité leurs dirigeants n'ont jamais réussi à articuler les questions sociales et politiques pour construire le parti, encore moins de s'adresser à la classe ouvrière dans un langage qu'elle aurait pu saisir, à moins que cela n'ait jamais été leur objectif.

Ils ont ouvert leurs partis à différents courants politiques ou militants opposés à la révolution socialiste, sous prétexte de rassembler les travailleurs et les militants qui entendaient résister à la politique réactionnaire du gouvernement une fois que le PS et le PCF avaient refusé de mener ce combat. Résultat : le PT devenu POI et le NPA comptent autant de militants que le PCI et la LCR 30 ans plus tôt, je ne parle que des militants, pas de leurs adhérents fantômes ou qui n'ont aucune activité politique. Donc ils ont bradé leurs partis et le programme de la révolution pour mieux coller (notamment) aux appareils des syndicats en pure perte, pour rien, ces partis demeurent totalement marginalisés, pratiquement inexistants en dehors des lieux de travail où ils interviennent.

Ne leur dites surtout que cela suffit amplement à démontrer leur erreur stratégique et leur incurie politique, leurs dirigeants vous répondront qu'on aurait déjà pu leur adresser les mêmes reproches 30 ans auparavant. Je confirme, avec des réserves pour la stratégie et je vais expliquer pourquoi, mais assurément pour leur incurie politique.

La stratégie des années 60 à 80 n'était pas totalement erronée, ce qui l'était, c'était de ne pas avoir saisi que les conditions objectives n'étaient pas mûres pour déboucher à bref délai sur une révolution, et qu'au lieu de tenter de relier les revendications sociales à la perspective imminente de la révolution, il aurait mieux valu consacrer ces longues années à éduquer les militants et les travailleurs dans la perspective de la révolution pour qu'ils y soient préparés le moment venu, à renforcer le parti,

à améliorer la formation et le niveau politique des militants, à tisser des liens permanents avec des dizaines de milliers de travailleurs afin d'en recruter des milliers au fur et à mesure, entretenir sans cesse ces liens mêmes distendus, pas forcément sur un plan politique formel, un peu comme je le fais dans le site en abordant des questions de société, etc. ainsi ces partis auraient sans doute pu conserver dans leurs rangs des milliers de travailleurs qu'ils avaient recrutés et qui les ont quittés à la première occasion, sans parler des exclusions à répétition qui n'étaient pas forcément justifiées d'un point de vue politique. Quel énorme gâchis et perte de temps ! Finalement pour rien, notez-le bien, pour absolument rien puisque tout fout le camp quand même !

Aujourd'hui on se retrouve dans une situation où le parti n'existe pas, où les masses se sont détournées des partis et de la politique, donc de l'Etat, des institutions, de la question du pouvoir, après on s'étonnera qu'elles n'y comprennent rien ou qu'elles se tournent encore une fois en désespoir de cause vers les partis institutionnels ou un sauveur suprême à l'occasion des élections présidentielles...

Si tout n'est pas perdu pour autant, nos dirigeants n'y sont pas pour grand chose, c'est dû uniquement au mûrissement des conditions objectives à l'échelle du capitalisme mondial qui poussent les masses à se mobiliser ou à passer à l'offensive parce que pour elles c'est devenu une question de survie, encore que, ce n'est pas parce que la situation est en passe de devenir révolutionnaire dans un certain nombre de pays qu'une révolution verra forcément le jour, encore moins qu'elle pourra vaincre, il faudrait qu'elles trouvent la voie de l'organisation et posent correctement la question de l'Etat, ce qui n'est pas gagné d'avance, que le parti se construise au cours du processus révolutionnaire...

Un peu plus tôt, un peu plus tard elles y parviendront, notre combat doit consister à les aider à avancer dans cette voie et à se donner les moyens pour briser les obstacles qui se dresseront sur leur chemin. Aux sceptiques qui ne croient que ce qu'ils voient ou qui ont tourné le dos à la révolution socialiste pour se réfugier dans l'inaction, à l'optimisme béat des dogmatiques, opposons le réalisme du marxisme qui s'appuie résolument sur la capacité des masses à s'élever au niveau du programme de la révolution socialiste. Les adeptes du front unique à toutes les sauces sont les premiers à se déchirer entre eux depuis des lustres, à détruire le parti plus qu'à le construire, cela aussi devrait faire réfléchir les militants.

Un internaute a écrit quelque part à la suite de la mobilisation des travailleurs en Grèce et en Espagne : et en France ? Et en France , en France, mais où avez-vous la tête c'est bientôt les vacances, puis les élections présidentielles...

Un thème de réflexion que je vous propose et qui fera l'objet d'une autre causerie.

La Grèce, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande, sont de petits pays, faiblement peuplés, qui ne possèdent pas de matières premières ou très peu, de par cette situation ces pays devraient se trouver au même niveau que bon nombre de pays africains ou asiatiques qui présentent les mêmes caractéristiques, si on excepte les richesses qu'ils renferment et que pillent les multinationales étrangères.

Ces pays-là vivent donc au-dessus de leur moyen au regard de la nouvelle carte du marché mondial qui privilégie les pays plus grands et fortement peuplés (forces productives et marché intérieur), ils ne méritent plus la place qu'ils occupaient encore hier sur le marché mondial, ils doivent rétrograder de gré ou de force.

Demain, ce sont les pays densément peuplés ou qui possèdent des richesses naturelles en abondance qui devraient se tailler la part du gâteau du marché mondial. Une fois que des pays comme la France auront perdu l'avantage qu'ils possèdaient grâce à leur avance technologique, ils devraient suivre le même chemin que la Grèce, le Portugal, etc.

Avec un demi-siècle de retard, la décolonisation politique est en train de donner naissance à la décolonisation économique de certains pays sous l'impulsion des masses qui aspirent au progrès social, les autres pays devraient suivre dans les années ou décennies à venir. Cette profonde modification du rapport de force entre Etat est engagée, elle pourrait encore s'accélérer à l'occasion de révolutions en Europe... La bête immonde n'est pas encore à l'agonie, des tensions, des guerres et des révolutions peuvent hâter sa fin. C'est dans cette perspective qu'il faut analyser les soulèvements des peuples en Afrique du Nord, au Moyen et Proche-Orient, ou encore l'intervention militaire de l'impérialisme français, britannique, italien et américain en Libye.

A vos claviers pour nous faire part de vos réflexions ou si vous disposez d'analyses sur l'orientation du capitalisme mondial, vous pouvez nous les adresser afin qu'on les publie dans le site.

Parole d'internaute

1- A propos de la condamnation d'Yvan Colonna.

- "Cette condamnation est inacceptable en regard de ce que la justice sait

Cette décision me semble entachée de forfaiture

Personne à ce jour ne peux être capable de prouver la culpabilité d'Yvan Colonna

Contrairement à ce que pensent certains, plusieurs témoins - ni Corses, ni bergers, ni douaniers ni comploteurs, ni mafieux - n'ont varié dans leurs témoignages innocentant Y Colonna.

Et cette concordance des témoignages, en Droit - tel que je l'ai appris - devait suffire à l'innocenter.

Et devrait le faire acquitter, si le verdict n'avait pas été rendu sous les lambris Parisiens

Les pistes à suivre pour tenter de trouver les commanditaires de cet assassinat d'une lâcheté sans nom existent encore aujourd'hui.

Il suffit de se souvenir que le Préfet Erignac en suivait une - explosive - menant à des institutions et à ses dirigeants, qui mixaient politique, délits financiers et détournements de fonds et de subventions publiques.

Cette piste était qualifiée de "particulièrement dangereuse" tant les hommes impliqués étaient influents, le système rodé et les sommes en jeu colossales.

J'ajouterai - simple fait du hasard ? - que cette enquête était sur le point d'aboutir.

Dans une affaire d'état aussi dramatique, aucune piste ne peut être négligée..

Quelque soit la main qui a appuyé sur la détente, il faut trouver le cerveau qui a armé ce bras.

Je ne crois pas encore aujourd'hui à la thèse d'autonomistes radicaux, assassinant un préfet pour une cause perdue.

La raison est ailleurs, plus complexe et plus opaque que toutes les omertas et que tous les taiseux identifiés.

Ce préfet n'était en aucun cas, l'ennemi d'une Corse diverse et pacifiée; il était apprécié de toutes les mouvances et courants - souvent contradictoires - dans l'île.

Sans doute une raison supplémentaire de le faire disparaître." (Reuters 20.06)

2- L'impérialisme américain dans sa course folle conduit le monde à l'abîme.

- "99,99% des articles concernant la crise de la dette dans la zone Euro adoptent la grille de lecture anglo-saxonne (Financial times and Wall St Journal). Or la crise de la dette est AUSSI ET SURTOUT une opération spéculative visant à dénigrer l'euro pour présenter le dollar comme monnaie de secours par le biais des bons du trésor US. Les US ont ABSOLUMENT besoin sous peine d'une crise de défaut majeure que tous les investisseurs du monde entier continuent à leur acheter des dollars même dévalués." (Le Monde économique 20.06)

Politique

1- Tunisie

La chambre criminelle du tribunal de première instance de Tunis a condamné lundi soir par contumace l'ex-président tunisien Zine El Abidine Ben Ali et son épouse Leïla Trabelsi à 35 ans d'emprisonnement chacun pour des délits de détournement de fonds publics et de malversations, a-t-on appris de source judiciaire.

La Cour a condamné également l'ancien chef de l'Etat à une amende de 50 millions de dinars (environ 25 millions d'euros) et son épouse à 41 millions de dinars (environ 20 millions d'euros), et ce dans l'affaire relative au palais de Sidi Dhrif.

L'affaire relative au palais de Carthage a été reportée au 30 juin à la demande de la défense. (AP 20.06)

2- Maroc

La Confédération démocratique du travail (CDT), l'un des principaux syndicats marocains, a lancé lundi un appel au boycott du référendum constitutionnel promis la semaine dernière par le roi Mohammed VI.

"*Le projet de Constitution renforce ce qui a toujours eu cours par le passé et ne répond pas à ce qui a été promis*", a jugé Noubir Amaoui, secrétaire général de la CDT.

Trois autres petits partis politiques de gauche et le Mouvement du 20-Février, qui regroupe les jeunes contestataires inspirés du "*printemps arabe*", avaient déjà appelé au boycott de la consultation.

"*Ce que nous voulons, c'est une démocratie au sens large et une totale transparence, dont personne ne serait exclu. Qui plus est, la copie définitive (du projet de réforme constitutionnelle) ne correspond pas à celle qui nous a été remise. Certains articles ont été modifiés sans que nous ayons été consultés*", a poursuivi Noubir Amaoui.

Le syndicaliste juge en outre le délai trop court pour que les Marocains comprennent les conséquences de la réforme.

"*Ils utilisent encore la vieille tactique de la surprise (...) Certaines personnes semblent ne pas comprendre les changements qui ont lieu autour d'eux*", a-t-il ajouté. (Reuters 20.06)

Social

1- France

La CGT propose l'organisation d'une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle unitaire "*fin septembre, début octobre*" pour la défense des salaires et du pouvoir d'achat.

"*Les préoccupations liées au pouvoir d'achat et à l'emploi restent prioritaires chez les salariés et les retraités et se traduisent par un développement des luttes dans les entreprises, parfois de manière inédite dans certains secteurs comme le commerce*", déclare la CGT dans son communiqué.

"*En Europe, le contexte est marqué par la résistance des peuples concernés par les mesures d'austérité (Grèce, Espagne, Portugal, etc.) et par la préparation de nouvelles politiques visant à réduire les garanties sociales des populations. L'affrontement entre les logiques financières et les justes revendications sociales sont plus que jamais d'actualité*", ajoute l'organisation syndicale.

"*Dans ce cadre*", la CGT "*réaffirme son opposition au pacte Euro Plus préparé par les chefs d'Etat et de gouvernement et aux recommandations de la Commission Européenne pour peser sur les politiques économiques des Etats*".

La confédération estime qu'il "*y a urgence sur la question des salaires*", et "*dans ce sens*" réclame "*un SMIC mensuel brut à 1.700 euros*", contre 1.365 euros actuellement.

La CGT se prononce donc "*pour l'organisation d'une journée d'action interprofessionnelle unitaire à la rentrée de septembre destinée à obtenir un autre partage des richesses créées*".

"*Outre la question des salaires et du pouvoir d'achat, cette journée sera l'occasion pour les salariés de s'exprimer sur les conditions de travail et l'emploi, la protection sociale et la défense des services publics. Cette initiative se situerait fin septembre-début octobre*", précise la confédération. (AP20.06)

Haut de page

Le 22 juin

Hier il a fait près de 45°C, il fait tellement chaud que mon chien en perd l'appétit. Je dois renouveler mon visa avant le 23, c'est-à-dire demain, donc pas de causerie ce matin. Je sais, j'ai attendu le dernier jour, le bureau de l'immigration, c'est l'horreur ! En principe vendredi je dois me déplacer pour enregistrer la vente de notre maison, cela ne se passe pas comme en France devant un notaire, c'est l'administration qui s'en charge directement, pas de bol ! Si tout se passe bien, samedi je devrais aller à la banque déposer l'argent de la vente en espèces, surtout pas de chèque malheureux, le type m'en avait déjà filer un... en bois !

A la banque, avant de me donner mon reçu ils vont compter les billets, ils ont une machine pour cela, mais ils s'y reprennent à 2 ou 3 fois, j'aurai le temps d'aller faire des courses pendant ce temps-là ! Ici dans un magasin une caissière doit vous rendre 3 billets de 10 roupies par exemple, elle en prend 3 dans la caisse, elle les recompte une fois, puis une seconde fois, en fait elle les aura comptés trois fois au total avant de vous les tendre. Je ne les recompte pas évidemment, mais tous les Indiens les recomptent systématiquement en les examinant soigneusement, on ne sait jamais ! C'est cocasse parfois.

La semaine prochaine je déménagerai et le site ne sera peut-être pas actualisé un jour ou deux.

Je n'ai pas terminé de formater l'ordinateur portable sur le modèle de l'ordinateur de bureau. Tout est une question d'organisation et d'ordre ou de discipline pour s'y retrouver, et de rigueur bien sûr. L'affichage du site n'est pas terrible et mes connaissances en informatique sont très limitées, cependant avec les fonctions disponibles avec les navigateurs, il est relativement facile de calibrer l'affichage en fonction de la taille et de la résolution de votre écran. Si cela vous pose un problème, vous pouvez me contacter.

Un dernier mot avant de me mettre à mes affaires personnelles, quelle angoisse !

Vous avez été 446 militants à télécharger les pages du n°153 d'*Informations ouvrières* (IO153_2) et 303 (IO153_3) du 15 au 21 juin, bravo camarades ! Si des camarades du NPA et de LO m'adressaient les journaux de leur parti respectif en pdf, j'en mettrai également en ligne quelques pages. Rien de telle que la confrontation des idées.

Sans orientation politique, sans objectif politique, sans représentation politique, sans direction politique, absolument rien ne changera, c'est ce qu'il faut dire en face aux travailleurs qui descendent spontanément dans la rue pour manifester leur ras-le-bol de la politique d'austérité du gouvernement en Grèce, en Espagne et partout en Europe.

Il faut leur dire aussi, voyez ce qui s'est passé en Tunisie ou en Egypte ou plus récemment en Espagne. Est-ce que les questions du chômage, de la précarité, des salaires, etc a été réglée dans ces pays ? Non. Les travailleurs se sont-ils donnés les moyens politiques pour pouvoir y répondre ? Réponse : non. Les travailleurs disposent-ils de davantage de pouvoir politique qu"hier ? Réponse : non. Sont-ils parvenus à infléchir la politique social de leur gouvernement ? Réponse : non.

Récapitulons ensemble : les partis qui sont censés représenter les intérêts des travailleurs se sont placés au côté du FMI et de l'UE, des banquiers. Donc vous aviez raison de ne leur accorder aucune confiance. Vous êtes descendus spontanément dans la rue par centaines de milliers ou millions sans y être appelés par des partis ouvriers, parfois pendant plusieurs jours ou semaines de suite et cela n'a rien changé. Il faut donc en déduire qu'il devait manquer quelque chose à votre mobilisation pour qu'elle prenne encore plus d'ampleur et qu'elle ait une chance d'aboutir à de premiers résultats, non ? Tous ces mouvements se sont déroulés dans le cadre des institutions, sans appeler à leur dissolution, sans objectif précis (en Grèce, Espagne, Portugal), ils sont demeurés inorganisés, sans orientation ni objectifs politiques, sans un parti pour les soutenir et le représenter.

Tout a été fait pour vous détourner de la politique pendant des années, des partis en général, le problème ne serait-il pas qu'il n'existe aucun puissant parti ouvrier pour représenter et exprimer les intérêts des travailleurs, pour les rassembler dans l'unité par millions, pour leur proposer un programme d'action qui prennent en compte leurs revendications sociales et propose des objectifs politiques pour les atteindre, qui ne se situeraient pas dans le cadre des institutions en place et du capitalisme sachant qu'ils ont fait la démostration qu'il n'y avait absolument rien à attendre dans ce cadre, ce ne sont ni des élections ni un changement de gouvernement qui changera quelque chose ?

Ne serait-il pas urgent de se doter d'un tel parti, de rejoindre ceux qui depuis des décennies luttent quotidiennement au côté des travailleurs, s'opposent au paiement de la dette, de se soumettre au FMI et à l'UE, qui s'opposent aux guerres impérialistes et à la dictature des agences de notation, des banquiers, des actionnaires, de la Bourse ? Pourquoi les travailleurs ne se sont pas tournés vers ces partis ? Parce que ceux qui monopolisaient et monopolisent encore le pouvoir et les médias vous les ont présentés comme des partis peu sérieux, dangereux, gauchistes ou d'extrême gauche, ce sont qui n'ont cessé de vous mentir quotidiennement qui vous les ont présentés ainsi et vous les avez crus, c'était une erreur que vous payez très cher aujourd'hui et ce n'est qu'un début...

Pourquoi aucun parti ne s'adresse-t-il pas aux travailleurs dans ces termes ? En quoi ce discours présenterait-il un problème ? Ces partis qui n'ont eu de cesse d'entonner le front unique pendant des décennies ne seraient-ils pas en grande partie responsable du désarroi dans lequel se trouvent aujourd'hui plongés les travailleurs qui cherchent une issue à la crise du capitalisme ? Adressez-vous aux dirigeants ou aux élus du PS et du PCF (en France), et après ? Après rien, le néant, des travailleurs et jeunes qui se regroupent sur une place où ils passent leur temps à piétiner et broyer du noir face à une impasse politique.

Chut ! pour faire passer la pillule amère à leurs propres militants qu'ils ont menés en bâteau, les dirigeants de ces partis ont mis provisoirement en sourdine le front unique, ils l'ont remisé silencieusement au fond d'un placard, sans fournir la moindre explication à leurs militants notez bien, sans un mot d'excuse pour les avoir embarqués dans une galère sans lendemain pendant parfois des décennies, cette stratégie s'avère aujourd'hui avoir été une véritable catastrophe pour le mouvement ouvrier et son avant-garde, le passage obligé qui atterrit dans le goulot d'un entonnoir bouché par l'épaisse vase des illusions qu'on y a déversée méticuleusement pendant de longues années.

La plupart des militants ne s'en rendent même pas compte, parce que souvent ils ont été les premiers à en bénéficier sur le plan syndical ou tout simplement parce qu'ils n'ont jamais été confrontés à des difficultés insurmontables, acculés comme le sont les couches les plus défavorisées du prolétariat, par effet de miroir ou inconsciemment le front unique sur le plan politique leur semblait aussi naturel que sur le plan syndical.

Allez dire aux travailleurs grecs *gouvernement des partis ouvriers*, ils vont vous jeter des pierres ! Les partisans de cette formule droitière l'ont mise en sourdine, on ne les entend plus, ils ont raison de se faire oublier, qu'ils revoient leur copie, tout le monde peut se tromper.

Mais alors, si la stratégie du front unique et le mot d'ordre du gouvernement des partis ouvriers étaient ce qu'on pouvait proposer de pire aux travailleurs en terme d'illusion, ajoutons la subordination de la stratégie à la tactique ou la confusion entre les deux, le fait de sacrifier le combat politique pour des revendications alimentaires, de refuser d'inscrire son combat systématiquement dans une perspective politique, de faire l'impasse sur les objectifs politiques, méthode éculée qui allait finir de gangrener le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, de l'éloigner le plus possible du socialiste au profit du réformisme, mais alors, constatant le résultat misérable auquel on est parvenu, cela signifie qu'il aurait peut-être fallu s'y prendre autrement, subordonner notre combat à un autre objectif, à un objectif politique à notre portée, bien que cela ne nous protège en rien de l'opportunisme remarquez bien, il se trouve qu'il existait bien un objectif à notre portée, moins spectaculaire que la chute des institutions il est vrai, mais pour autant tout aussi solide et déterminant pour la suite de notre combat, la construction du parti, construction du parti dont je disais hier qu'elle avait toujours été conçue dans le sillage des partis PS et PCF ou des appareils des syndicats, jamais en totale indépendance et sur la base du programme de la révolution socialiste qui inclue le programme transitoire des revendications démocratiques bourgeoises, et je persiste et signe des deux mains, j'affirme qu'on n'a jamais été capable de s'adresser aux travailleurs, qu'on ne s'en est jamais donné les moyens ou pire qu'on n'en a jamais eu réellement la volonté, les seuls qui savaient le faire c'était les staliniens et dans une moindre mesure Lutte ouvrière jusqu'à la caricature.

Lorsque j'ai commencé à entretenir une corrrespondance avec des militants et quelques cadres à partir de 2005, j'ai eu l'occasion de m'en apercevoir immédiatement, le mimétisme était tellement bien rôdé, pour ainsi dire si parfait, que je n'ai eu aucune peine à me reconnaître tel que j'étais quand je militais à l'OCI 25 ans plus tôt. J'en ai été troublé, bien que j'y aie été préparé après avoir constaté à la lecture du premier numéro d'Informations ouvrières en 2002, que j'avais pour ainsi dire sous les yeux le derner numéro que j'avais lu 20 ans plus tôt, avec les mêmes refrains à chaque page, les mêmes formules dans chaque article, la même syntaxe en boucle parsemée de syllogismes qui ne vous invitent pas à réfléchir par vous-mêmes, c'est ce détail qui m'a mis le plus mal à l'aise.

Car pendant les 20 ans qui s'étaient écoulés depuis ma démission de l'OCI, j'avais continué d'étudier et de penser par moi-même, je n'étais parvenu à aucune vérité, ce n'était plus mon objectif, tout du moins sur le plan politique, j'étais définitivement convaincu de la justesse du marxisme que j'avais compris très imparfaitement autrefois et j'en étais resté là, je ne pouvais plus me reconnaître dans un mode de pensée, dans un discours, dans un journal et dans un parti qui ne parlaient pas le même langage que moi, celui d'un simple travailleur et non celui d'un militant puique je vivais déjà en Inde depuis 6 ans, ils me paraissaient étrangers, et je suis absolument convaincu que 9 nouveaux lecteurs 10 devaient ressentir exactement la même chose que moi, et je peux vous assurer que j'ai renoué avec la politique et le PT avec les meilleures dispositions qu'on peut imaginer, je me suis malgré tout abonné immadiatement à Informations ouvrières.

Ce que je ne pouvais plus supporter surtout, c'était le fait qu'on ne m'expliquait pas le pourquoi de telle ou telle position que j'ai malgré tout reprise à la lettre au début à défaut d'être armé théoriquement pour comprendre ce qu'elles recouvraient, j'étais prêt à adhérer les yeux fermés au PT. Ce n'est qu'en lisant très attentivement le journal armé d'un solide sens critique, que je suis parvenu à comprendre ce qui n'était qu'un malaise au début à la lecture du journal, et qui allait prendre la forme d'un désaccord de fond aussi bien sur la question du parti que sur son orientation politique et sa stratégie une fois que je me serais réapproprié les bases du marxisme à raison de lecture/étude à un rythme effréné, à deux heures du matin je lisais La Capital, je ne ferai plus que cela pendant trois ans 12 à 15 heures par jour.

Certes, j'avais loupé un épisode important en ne militant pas de 1981 à 2001, je vivais et travaillais en France quand même, je n'ai pas vécu sur une autre planète ou totalement coupé de l'actualité sociale et politique, au cours de ces 20 années je n'ai vécu que 7 ans en Inde. Je veux bien admettre que je sois passé à côté de quelque chose, mais depuis en 10 ans j'ai largement eu le temps de rattrapé le temps perdu en lisant des tas de documents sur cette période. Je me suis réapproprié l'essentiel, les faits, la matière qui sert de base à notre réflexion, et je me suis employé à essayer de maîtriser la méthode du marxisme avec plus ou moins de bonheur, je crois quand même avoir saisi comment il fallait s'y prendre pour pousser une analyse à fond, notamment à travers toutes les questions que j'ai abordées ensuite dans le site à partir de 2008.

Tout cela pour dire qu'aujourd'hui je suis davantage un travailleur et un militant conscient qui s'est formé à force d'observations et d'études, d'expériences, formé à l'école de la vie quoi, plus proche du travailleur inorganisé ou lambda que du militant, dont le mode de pensée et le discours ressemblent davantage au contenu d'un livre plutôt qu'à la réalité telle que les travailleurs la vivent quotidiennement, militants et discours dans lesquels je ne me reconnais pas plus que les travailleurs en général.

Ces militants sont enfermés dans un discours pour ainsi dire hermétique, qu'eux seuls et leurs semblables peuvent comprendre, il ne semble destiné qu'à des militants ou des intellectuels qui ont acquis des connaissances sur la lutte des classes ou en sociologie ou en histoire. Ils savent de quoi ils causent et causent souvent très bien en s'adressant à des gens qui ne possèdent ni leurs connaissances ni les outils pour décrypter leur langage, alors dites-moi comment pourraient-ils se comprendre, comment la personne à laquelle ils s'adressent pourrait-elle les comprendre, dites-moi comment la transmission des connaissances pourrait-elle se réaliser, c'est quasiment impossible.

Il m'est arrivé de faire quelques remplacements au lycée français de Pondichéry comme prof de français. J'avais des élèves de 6e, 5e, seconde et terminale, donc des gosses de 10 ou 12 ans et des adolescents jusqu'à 17 ou 18 ans. D'une heure à l'autre je passais d'une classe de 6e à une classe de terminale, je ne pouvais pas m'adresser de la même manière à ceux qui venaient d'entrer au collège et ceux qui allaient en sortir, comme dirait l'autre, sans transition et sans filet je devais changer d'attitude et de langage pour faire mon boulot correctement et ne pas être ridicule, c'est plus facile quand on affecte une rigidité et une certaine distance avec ses élèves, pour ne pas dire un certain mépris ou complexe de supériorité, ce qui n'était pas mon cas, je les considérais tous comme mes propres gossses et ne souhaitais que leur réussite. C'est une formidable expérience, dont je n'ai pas perdu une miette, cela m'a fait dire que j'avais raté ma vocation, c'est pour dire que l'ai vécue passionnément. Et que je l'ai analysée à fond aussi.

Et bien c'est un peu la même chose dans le militantisme, dans le parti même, sauf que nos partis n'ont pas ce réflexe, comment dire, ce recul suffisant, comme si le travailleur devenu militant n'était plus vraiment un travailleur comme les autres, il ne l'est plus tout à fait puisqu'il a commencé à prendre conscience du monde et s'est organisé pour le changer, mais pour un travailleur vous demeurer un travailleur, vous n'êtes pas différents de lui, de la même manière que le gosse de 6e à 11 ans n'était pas différent du gosse que j'étais à 11 ans , comme l'adolescent de 17 ans n'était pas foncièrement différent de celui que j'avais été à son âge, à aucun moment en classe je me suis comporté comme un gosse de 11 ans ou de 17 ans, cela aurait été le bordel car j'aurais perdu toute autorité sur eux, mais à aucun moment j'ai oublié que l'un n'avait que 11 ans et l'autre 17 pendant que j'en avais 50, si je peux me permettre, je crois que c'est la bonne recette pour que la sauce prenne.

Je me sens évidemment très proche des camarades des différents partis ou groupes de militants, je comprends parfaitement leurs discours, ils sont parfaits pour un congrès ou une réunion entre militants, parfait sur le plan théorique, mais ils manquent d'envergure pour s'adresser à de simples travailleurs, même des intellectuels très souvent, vous savez que très souvent l'être humain se détourne à la première occasion qui lui tombe sous la main de ce qui réclame de sa part un effort, qui plus quand il s'agit d'un effort intellectuel, soit parce qu'il en fournit déjà trop au boulot, soit parce qu'il n'y est pas habitué, il a le cerveau saturé ou plutôt lent à la détente comme l'on dit.

Si je comprend le discours des camarades, je me refuse à entrer dans leur logique ou à les imiter, j'aurais littéralement l'impression d'étouffer, d'être pris dans un cercle infernal qui défie ou contrarie la dialectique, je ne peux pas ou plus me fondre dans un moule d'où sortent des idées déjà formatées ou en grande partie formatées, j'ai absolument besoin de penser par moi-même, de relier chaque facteur qui constitue la réalité en fonction de ma propre expérience de la vie et de la société, et je pense que c'est de la sorte que chaque travailleur l'appréhende également. (A suivre)

En fait, après être revenu du bureau de l'immigration sur les coups de 13h, j'ai cassé la croute vite fait et je me suis remis au boulot, j'arrête il est 18h10.

Parole d'internaute

(Les fraudes sociales estimées à 20 milliards d'euros par an - lefigaro.fr 21.06)

- "La différence entre la fraude fiscale et la fraude sociale, c'est aussi que les professionnels qui profitent de la première vivent souvent déjà bien, et surtout votent bien ; ceux qui profitent de la seconde sont souvent plutôt pauvres, et ne votent pas ou mal.

Les priorités du gouvernement découlent de cette constatation banale."

Les patrons du CAC 40 n'ont même pas besoin de frauder : c'est cadeau, et des sommes colossales !

Politique

France.

1- Douste-Blazy et Servier, une amitié de longue date.

Des lettres saisies lors d'une perquisition au siège des laboratoires Servier le 7 février dans le cadre de l'enquête sur le Mediator montrent que le groupe a financé des activités promues par l'ancien ministre Philippe Douste-Blazy, révèle, mardi 21 juin, le Canard enchaîné.

Dans son édition datée du 22 juin, le Canard enchaîné cite des extraits de lettres témoignant de liens d'intérêt répétés entre Jacques Servier et Philippe Douste-Blazy, au cours des années 1990. Dans l'un de ces courriers, datant de 1992, M. Douste-Blazy écrit ainsi au fondateur du groupe Servier pour le remercier "*très sincèrement*" d'une subvention mise "*à la disposition du Forum européen de la santé afin d'organiser la première université de la santé*".

Dans une autre lettre, datée du 19 février 1993, l'ancien ministre demande un financement pour le "*projet Monica*" consacré à

l'étude "*des infarctus du myocarde de Haute-Garonne*". Financement accordé quelques mois plus tard, avec un chèque de 85 392 francs [13 000 euros], selon le Canard enchaîné.

Autre échange évoqué par le quotidien satirique : un chèque de 300 000 francs [46 000 euros] signé par Servier le 10 avril 1998 à l'attention de la section rugby du FC Lourdes, ville dont M. Douste-Blazy était alors le maire. Réponse de l'ancien ministre dans un courrier : "*Merci pour votre amitié, que je savais déjà fidèle." Auditionné le 5 mai par la mission parlementaire sur le Mediator, Philippe Douste-Blazy a juré n'avoir jamais eu de "liens d'intérêt (...) vis-à-vis du laboratoire Servier*". (lemonde.fr 21.06)

2- Le prix de la guerre

Environ 100 millions d'euros sur trois mois : c'est l'estimation des surcoûts liés à l'intervention de la France en Libye, selon le ministre français de la défense, Gérard Longuet. Cette information est délivrée trois mois après le début des opérations, le 19 mars, alors que dans les pays de la coalition la presse s'interroge sur la légitimité et le coût de l'intervention.

Cette somme ne sera pas supportée par le budget du ministère de la défense, a-t-il précisé mardi lors d'une conférence de presse au salon aéronautique du Bourget. "*Tout dépassement des Opex (opérations extérieures de l'armée) par rapport à la prévision de 630 millions d'euros*" du budget 2011 "*ne sont pas à la charge de la défense mais à la charge du gouvernement*", a-t-il indiqué. (lemonde.fr 21.06)

Social

France.

1- Salauds de pauvres !

Début juin, le ministre du Travail Xavier Bertrand estimait à «*plusieurs milliards d'euros*» le montant des fraudes sociales et des abus annuels, détectés ou non. Ce mardi, un rapport parlementaire publié par l'AFP donne un chiffre un peu plus précis : plus de 20 milliards d'euros. «*Soit 44 fois plus que la fraude actuellement détectée*», écrit le rapporteur des travaux de la Mission d'évaluation des comptes de la sécurité sociale (Mecss) de l'Assemblée nationale, Dominique Tian, député UMP des Bouches-du-Rhône.

Effectivement, la Mecss, qui a procédé depuis près d'un an à 28 auditions et six déplacements dans les régions, avait détecté l'an dernier 458 millions d'euros de fraudes. Le parlementaire se dit «convaincu que la fraude sociale représente des montants financiers bien plus importants que ce que les premières évaluations réalisées laissent supposer».

Concrètement, le rapport évalue la fraude aux prélèvements (cotisations patronales et salariales non versées en raison du travail au noir) entre 8 et 15,8 milliards et celles aux prestations (indemnités d'arrêts maladie, allocations familiales, RSA etc..) entre 2 et 3 milliards. Pour ce qui est travail illégal, l'élu UMP juge que «*la pratique est courante, pour ne pas dire banalisée, dans certains secteurs de l'économie*». Selon lui, «*entre 10% et 12% d'entreprises sont en infraction et entre 5% et 7% de salariés ne sont pas déclarés*». Le rapport s'inquiète aussi du développement d'«*escroqueries organisées par des réseaux de fraudeurs*».

En matière d'arrêts maladie abusifs, le rapport suggère de développer les «contre-visites» dans le privé et ce qui serait nouveau, chez les fonctionnaires. (lefigaro.fr 21.06)

28 auditions et 6 déplacements ont donné 458 millions d'euros de fraudes, alors pour 12, 18, 24 déplacements disons 1 milliard d'euros, 2, 5, 10, 20, qui dit mieux, personne, 20 milliards d'euros adjugé !

2- Les centres d'appels se mobilisent.

Hier, les salariés des centres d'appels étaient appelés à se mobiliser partout en France à l'appel de plusieurs syndicats (CFDT, CGT, CFTC, FO et SUD). Des débrayages et des manifestations ont donc eu lieu dans plusieurs villes de France. En tête des revendications : la question de la rémunération. « *Près de 80 % des salariés des centres d'appels sont payés au niveau du smic et le dernier accord salarial remonte à 2008* », explique Isabelle Lejeune-To, secrétaire nationale de la CFDT, en charge de ce secteur.

Autre source de mécontentement : les conditions de travail jugées difficiles par beaucoup, à l'instar de Xavier, téléconseiller en région parisienne : « Pour satisfaire ses clients, l'entreprise nous demande d'être de plus en plus flexibles. On peut commencer à travailler un jour à 7 h et le lendemain à 14 h. C'est destructeur pour la vie de famille et pour la santé. » delphine bancaud (20minutes.fr 21.06)

3- La pitrerie électorale.

Nicolas Sarkozy a annoncé lors d'un déplacement la fin des suppressions de classes dans le primaire.

Selon le SNUipp-FSU, "*si le budget 2012 maintient le recrutement de seulement 3 000 postes au concours de professeurs des écoles alors que 11 000 départs à la retraite sont programmés au 1er juillet 2012, ce sont 8 000 postes d'enseignants du primaire qui seront encore supprimés l'année prochaine*". (lexpress.fr 21.06)

Qui croit-il encore pouvoir tromper ?

Economie

Espagne.

Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré mardi que l'assainissement de l'économie espagnole restait incomplet et que les risques pesant sur celle-ci étaient considérables.

"*Il ne peut y avoir aucun relâchement dans le rythme des réformes, y compris dans l'amélioration de la crédibilité de la consolidation budgétaire et dans l'accomplissement de la restructuration du secteur financier*", déclare le Fonds dans un rapport publié à l'issue de sa visite annuelle dans le pays.

Même si les réformes engagées ont contribué à apaiser partiellement les craintes, la prime exigée par les investisseurs pour détenir de la dette espagnole plutôt que des Bunds allemands stagne à un plus haut depuis la création de la zone euro.

Selon le FMI, les réformes doivent donc être renforcées, y compris dans le secteur de l'emploi et des retraites. (Reuters 21.06)

Science et technologie

Informatique

Un super-calculateur japonais, développé par le groupe informatique Fujitsu et un institut de recherche nippon, a été classé premier du Top 500 mondial des ordinateurs les plus performants. Une première depuis 2004, dont se sont félicités, lundi 20 juin, les concepteurs du super-ordinateur K. Ce 37e classement mondial a été révélé lors de la conférence internationale sur les super-calculateurs (ISC'11) qui se déroule à Hambourg, en Allemagne.

Le système informatique K, actuellement en phase de configuration, totalise 68 544 processeurs. Il s'agit d'un super-ordinateur "*entièrement fabriqué au Japon, de la recherche au développement des processeurs, en passant par la conception du système et sa fabrication*", ont insisté ses créateurs. Cet ensemble, encore inachevé, affiche déjà une performance de calcul de 8,162 petaflops (8,162 millions de milliards d'opérations en virgule flottante par seconde).

Cet exploit "*résulte de l'intégration, dans le super-calculateur K, d'un nombre massif de processeurs, des méthodes d'interconnectivité qui les unit et du logiciel capable de faire ressortir les meilleures performances du matériel*", ont insisté Fujitsu et l'institut Riken.

Le super-calculateur K doit être exploité conjointement par ses codéveloppeurs à partir de novembre 2012, date à laquelle il est censé atteindre une capacité de calcul de 10 petaflops. K sera utilisé dans une variété de domaines des sciences informatiques, comme la recherche climatique, la météorologie ou la prévention des catastrophes.

Le classement Top 500, créé en 1993, est mis à jour deux fois par an, en juin et en novembre. Lors du dernier classement, la Chine était apparue comme l'une des puissances émergentes dans le secteur des super-ordinateurs. Le pays compte désormais deux machines en deuxième et quatrième place. Le Tera 100 français, du Commissariat à l'énergie atomique, figure en neuvième place du classement de juin. (lemonde.fr 21.06)

Génial le cerveau humain, non ? Pour le meilleur et le pire !

Haut de page

Le 23 juin

J'ai avancé dans le bandeau défilant en haut de l'écran le mot d'ordre : "*tout le pouvoir aux travailleurs*", parce qu'il répond le mieux

à l'état d'esprit actuel des travailleurs. Lire plus loin dans quelle perspective politique il faut le situer.

A l'unanimité les députés du PASOK ont voté l'adoption de nouvelles mesures d'austérité contre les travailleurs, la confirmation du 3 août 1914 quand la social-démocratie passa avec armes et bagages du côté de la réaction en votant les crédits de guerre. 53 ans plus tard, ce fut le début de la dictature des colonels. 64 ans après une dictature succède à une autre : celle du capital. En réalité, la même dictature sous un autre masque...

J'ai écrit il y a un ou deux ans qu'il faudrait dorénavant parler d'une crise permanente du capitalisme, et non plus de crises qui revenaient périodiquement tous les 10 ans, puis 7, 5 ou 3 ans. J'estimais que le capitalisme était entré dans sa dernière phase de décomposition. J'indiquais que les dixaines de millions de chômeurs supplémentaire dans le monde ne suffirait pas pour clore la crise ouverte en 2007. J'ai ensuite précisé que la distorsion entre la poignée de riches à un pôle et le gigantesque développement démocraphique mondial à l'autre pôle, constituait une contradiction insoluble pour le capitalisme, qu'il signifiait son arrêt de mort, encore faudrait-il l'abattre pour qu'il disparaisse.

J'ai lu hier qu'on sera 7 milliards à la fin de l'année 2011, confirmant que le temps joue contre le capitalisme, que cette contradiction ne va cesser de se tendre jusqu'à la rupture, ouvrant la voie à une nouvelle période de guerres et de révolutions. Un peu plus tôt j'avais expliqué que l'Afrique (y compris le Moyen et Proche-Orient) serait la dernière cartouche du capitalisme mondial. Depuis des soulèvements révolutionnaires ce sont produits en Afrique et le capitalisme mondial sous sa forme impérialiste a manifesté son intention de garder la main mise sur ce continent particulièrement riche en matière première et en main d'oeuvre bon marché.

La Chine hier a reconnu le CNT (en Libye) indiquant par là qu'elle ne comptait pas jouer le rôle de figurant en Afrique tant ses besoins en matières premières sont gigantesques, confirmant son implantation sur ce continent et la rivalité qui existe entre les principaux Etats impérialistes. J'avais également soumis l'idée en 2005 ou 2006 que la hausse des prix en Chine se traduirait par la hausse des salaires par le biais du développement de la lutte des classes dans ce pays, on en a eu la confirmation à plusieurs reprises depuis, dont encore les derniers jours. Je m'étais basé sur ce que je pouvais observer en Inde où je vis, pour en conclure qu'un processus similaire se produirait en Chine et les autres pays soumis aux mêmes conditions économiques et sociales.

Les camarades qui se connectent sur le site depuis des années peuvent le vérifier pour le confirmer, j'ai peut-être écrit des conneries ici ou là, mais je ne leur ai pas raconté de blagues sur l'évolution à venir du capitalisme mondial, ce qui pouvait notamment les aider dans leur combat politique quotidien.

Hier on a eu confirmation de cette tension croissante entre les deux pôles de la principale contradiction du capitalisme, à savoir le milliard qui à travers le monde vivent dans un état de sous-alimentation, estimation officielle, auxquels il faut ajouter plusieurs milliards de prolétaires qui survivent en étant soumis à des conditions d'exploitation et d'oppression de plus en plus insupportables, et une poignée de privilégiés qui entendent continuer à se gaver comme si de n'était. Voici ce qu'on pouvait lire dans un article du monde.fr daté d'hier, extrait :

"Le monde comptait, en 2010, 10,9 millions de millionnaires en dollars, un record qui surpasse même le niveau atteint juste avant la crise financière, selon une étude, publiée mercredi, par Merrill Lynch Wealth Management et le groupe français de conseil Capgemini. La population concernée est celle des individus qui disposent d'un patrimoine financier de plus de un million de dollars, hors résidence principale, biens durables et collections.

Après un très fort rebond en 2009, la progression enregistrée en 2010 a été moindre, mais elle a permis de dépasser le chiffre de 10,1 millions observé en 2007, avant la crise financière. En 2009, le nombre de millionnaires dans la région Asie et Pacifique avait égalé celui de l'Europe. Un an plus tard, l'Asie-Pacifique compte 3,3 millions de millionnaires, contre 3,1 millions en Europe. La région Amérique du Nord conserve néanmoins la tête des principales zones du monde, avec 3,4 millions.

Quant à la fortune cumulée de ces millionnaires, elle a aussi dépassé le niveau de 2007, avec 42 700 milliards de dollars, soit un patrimoine moyen de 3,9 millions de dollars par millionaire.

Par pays, le palmarès reste dominé par les Etats-Unis (3,1 millions de millionnaires), le Japon (1,7) et l'Allemagne (0,9). Encore à distance, la Chine poursuit sa progression soutenue (+12 %, à 535 000). "

Un internaute a écrit en réaction à cet article :"*Ce qu'ils appellent "crise" n'est rien d'autre qu'un transfert de richesses*, un transfert de 7 milliards d'exploités avec leurs familles en direction de 11 millions de nantis prêts à tout pour conserver les privilèges qu'il nous faut absolument abolir, soit 0,15 % de la population qui impose sa dictature au reste du monde...

Question : en quoi la politique que veut imposer 0,15% de la population au reste du monde pourrait-elle être légitime ? Voilà un argument de taille à opposer à tous les serviteurs du régime qui estiment qu'il serait légitime, démocratique ou agirait dans le sens de "*l'intérêt général*".

Quelque 11 millions à un pôle qui monopolisent les richesses produites, près de 7 milliards à l'autre pôle qui devraient se contenter des miettes tombées de la table des capitalistes. Plus le nombre de millionnaires croît, plus le nombre de miséreux s'accroît dans le monde dans des proportions phénoménales, cela débouche forcément sur des tensions sociales et politique, une situation explosive à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent des tensions sociales voyaient le jour périodiquement dans certains pays ou continents en particuliers pendant que les autres étaient épargnés, dorénavant cette époque est révolue, ces tensions concernent tous les pays et continents sans exception.

Le rejet du capitalisme est international, sauf peut-être en Chine où l'élévation du niveau de vie des travailleurs dans les grandes métropoles est due à la réintroduction du capitalisme dans le pays, et où les travailleurs chinois associent (encore) inconsciemment le développement économique et le développement de leur lutte de classe, tandis que le régime hésite à réprimer brutalement leur mobilisation pour obtenir de meilleures conditions de travail et d'existence, leur accordant quelques concessions pour garder la situation sous contrôle...

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la mobilisation spontanée de millions de travailleurs en Europe contre la politique d'austérité imposée par leurs gouvernements aux ordre du FMI et de l'UE, qui pose la question de leur organisation et de leur représentation politique, pas seulement pour faire entendre leur voix, mais pour obtenir satisfaction à toutes leurs revendications sociales et politiques. Au niveau nationale, cette question de l'organisation et de la représentation politique des masses pose directement la question du parti, et au niveau internationale, elle pose la question de l'Internationale ouvrière pour coordonner l'action du prolétariat mondial contre le capitalisme mondial, pour le vaincre et l'éradiquer de la surface de la terre.

Dès lors on aura compris l'extraordinaire responsabilité qui pèse sur chaque militant, cadre ou dirigeant du mouvement ouvrier et son avant-garde, sur les partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, seule alternative possible au capitalisme, dans le rôle déterminant qu'ils vont avoir à jouer pour organiser, rassembler et guider les masses quand les combats décisifs pour le pouvoir vont s'engager. Est-ce que chacun d'entre nous en a vraiment pleinement conscience ?

En ce qui me concerne, j'ai décidé conformément aux engagements que j'ai exprimés à plusieurs reprises dans le site, de soutenir le POI qui me semble être le parti le plus approprié pour remplir cette mission et défendre notre cause dans l'état actuel des choses. J'invite les camarades à s'associer au combat qu'il a engagé contre la Constitution de la Ve République, à adhérer au POI s'il estime pouvoir y trouver leur place. On y reviendra.

N'y voyez aucune malice ou manoeuvre de ma part, je m'adresse là tout particulièrement aux camarades du POI, je n'ai jamais souhaité la destruction du PT ou du POI, et les militants qui l'ont quitté et qui vont lire ces lignes peuvent en témoigner, avant ou parfois après avoir pris leur décision que j'ai toujours respectée, j'ai toujours essayé de les maintenir dans leur parti, avec des arguments loyaux et sincères, je les ai invités à réfléchir et réfléchir encore avant de prendre une décision lourde de conséquences pour eux et leur parti. Très souvent ces camarades avaient déjà arrêté leur décision avant de m'en parler et je n'ai rien pu faire pour les convaincre d'en changer, il faut dire que la distance qui nous séparait ne jouait pas en mon avantage. De plus, généralement ces militants ont mis leur responsable devant le fait accompli également, ils n'ont parlé ensemble qu'une fois qu'il était trop tard, on pourrait encore s'interroger sur les relations qui existaient dans ce parti.

J'ai toujours dit ce que j'avais à dire à propos de ce parti et je n'ai pas l'intention de changer de comportement. J'entends conserver ma liberté de parole ou d'opinion, maintenant la critique et la polémique sont une chose, le combat politique proprement dit en est une autre, j'entends désormais privilégier cet aspect de mes relations avec ce parti en espérant que de nombreux militants rejoindront son combat ou s'y associeront, d'une certaine manière je montre l'exemple et je ne me contente pas de bonnes intentions à l'égard de ce parti ou d'étaler mes divergences avec lui. Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et pourquoi on combat réellement et en être digne, telle est ma ligne de conduite que certains ne comprendront pas ou de travers, c'est inévitable, cela fait partie de la vie.

Ma pensée, dont je vous fais part dans mes causeries, a évolué au fil du temps et n'a pas suivi un chemin rectiligne tracé d'avance, c'est la raison pour laquelle j'ai recommandé à plusieurs reprises aux militants de ne m'accorder aucune confiance aveugle, c'est aussi la raison pour laquelle j'ai été si prolixe à vous livrer son cheminement parfois chaotique. J'ai toujours indiqué que chaque militant devait se faire sa propre idée sur les analyses que je proposais à la réflexion en fonction de sa propre expérience, j'ai même pris la précaution de préciser qu'en procédant autrement, toute évolution ou tout changement de position de ma part pourrait devenir incompréhensible et qu'on me le reprocherait ensuite, ce en quoi je refuserai d'endosser la moindre responsabilité, j'ai déjà assez à faire pour détecter mes propres erreurs et les corriger, je ne tenais pas à ce qu'on me colle ensuite sur le dos les errements de certains militants ou les décisions qu'ils avaient prises à un moment donné et qu'ils pouvaient regretter par la suite, ma seule responsabilité à consister à toujours essayer de m'exprimer le plus libre possible et le plus explicitement ou simplement possible, ce à quoi je crois m'être tenu à la lettre par respect envers tous les militants et sans me prendre pour ce que je n'étais pas.

Je n'ai pas eu le temps de lire le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (154). Avant de formater les fichiers que j'allais mettre en ligne extrait de ce journal, j'ai lu quelques lignes d'un article de la page 2 signé Christel Keiser qui m'a fait pousser un cri de protestation tellement il est teinté d'illusions envers les députés du PASOK : "*Une vraie guerre contre les députés du Pasok qui hésiteraient à voter le plan*", tu parles, les faits viennent justement de démontrer exactement le contraire, où elle a vu jouer cela, ne viendrait-elle pas du PS, même le titre de cet article est à côté de la plaque, "*Grèce : un nouveau gouvernement pour, coûte*

que coûte, imposer un consensus", quel consensus, pas au Parlement en tout cas, alors que l'opposition a refusé de voter avec le PASOK dans la nuit de mardi à mercredi... Quelle manque de perspicacité, quelle approximation ou erreur d'analyse ! (la suite demain si j'ai le temps)

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai la conviction que l'heure des combats décisifs se rapprochent à grand pas, peut-être pas en France au début, mais la France suivra forcément, il est donc indispensable de resserrer les rangs dans cette perspective au lieu de se disperser et de gaspiller son énergie. Tous les matins en me levant, j'ai hâte de prendre les dernières nouvelles du vieux monde dès fois qu'il aurait commencé à sombrer pendant mon sommeil.

Un dernier mot sur la situation en Grèce au lendemain du vote de confiance des députés du PASOK au gouvernement, on devrait ajouter au FMI et à l'UE.

Ainsi, le PASOK, le gouvernement, les institutions grecques ont démontré qu'ils étaient à la solde des créanciers internationaux qui estiment que pour renflouer les caisses de l'Etat capitaliste et honorer sa dette qui dépasse les 330 milliards d'euros, les travailleurs devraient consentir de nouveaux sacrifices, alors qu'ils viennent de les saigner à blanc.

Ils ont signifié par là au prolétariat grec qu'aucune issue politique favorable à leurs revendications sociales ne pouvait être envisagée dans le cadre de l'Etat tel qu'il existe, qu'il constituait au contraire un obstacle à la satisfaction de leurs revendications. Dès lors il ne peut concevoir une issue politique qu'une fois renversé ou aboli cet Etat, ses institutions et la Constitution dans laquelle se trouvent codifiés leur place et leur rôle. Cette issue politique ne descendra pas du ciel, elle ne peut être que le produit de sa mobilisation révolutionnaire et de son organisation, il faut donc se donner comme objectif le renversement du Parlement illégitime et de se doter d'organismes politiques capables d'assumer le pouvoir et de former un gouvernement ouvrier révolutionnaire, une Assemblée constituante souveraine ou une Assemblée populaire souveraine qui constituera l'un des piliers du nouvel Etat social (ou socialiste).

C'est à l'ensemble des partis et organisations ouvrières luttant pour l'émancipation du capital, la rupture avec le FMI et de l'UE, ainsi que les syndicats ouvriers, d'appeler les masses exploitées à se mobiliser pour constituer ces organismes de pouvoir politique et élire leurs délégués à l'Assemblée constituante souveraine, une fois adopté le programme social et politique qui constituera le mandat de ces délégués, de cette Assemblée constituante et du gouvernement qu'elle constituera. Ils doivent commencer par appeler dans l'unité l'ensemble des masses laborieuses à se préparer à marcher en direction du Parlement, dans cette perspective ils doivent appeler les travailleurs à se mobiliser et à s'organiser dans chaque ville et village afin d'élire leur Assemblée constituante ou populaire qui aura pour tâche de préparer le soulèvement contre le régime en place et prendre le pouvoir.

Voilà à grands traits ou brièvement la ligne et les objectifs politiques que le prolétariat révolutionnaire et ses organisations doivent se fixer en Grèce.

Parole d'internaute

- "Les Grecs peuvent déprimer, car c'est eux qui trinquent, leurs dirigeants, ceux qui les ont plongés dans la mouise, ceux-là se portent bien, tout comme ces fichus banquiers toujours responsables mais jamais punis. Cependant, au-delà de la déprime,qui rend passif, il faut que les Grecs réagissent, se serrent les coudes, jettent à terre leur classe dirigeante, refusent ce que leur dicte l'Union européenne, ce que leur impose le FMI et fassent une réelle révolution en brisant leurs chaînes. Un beau rêve!" (lemonde.fr 22.06)

Une seule solution : la révolution ! Voilà qui est bien parlé ! Une idée qui lentement mais sûrement va germer dans la tête de millions de travailleurs à travers toute l'Europe et finira pas s'imposer. Dommage qu'elle ne soit pas déjà relayée avec les mêmes mots par nos dirigeants.

Politique

1- France. La tentation est un vilain péché !

Christine Boutin, la présidente du Parti chrétien-démocrate - mouvement associé à l'UMP - s'est déclarée ce matin candidate à l'élection présidentielle de 2012, lors d'une conférence de presse organisée à Montfermeil, en Seine-Saint-Denis.

"*Aujourd'hui, la situation de la France m'oblige. Je vous le dis donc, je suis candidate à l'élection présidentielle* ", a-t-elle annoncé. " *J'invite les Français à résister à leurs peurs, j'invite les Français à construire sans crainte leur avenir* ", a-t-elle scandé devant une centaine de personnes.

Estimant que " *le clivage droite-gauche est totalement dépassé* ", Christine Boutin a indiqué que le gouvernement a essayé de " *faire passer le cap de la mondialisation*", mais que " *les questions essentielles* " ont été laissées de côté. " *Trop souvent, les effets d'annonces ne sont souvent que des annonces* ", a expliqué l'ancienne député des Yvelines. (elle.fr 22.06)

Je n'y suis pour rien si Yahoo a été pécher cette info dans ce magazine. Ex-ministre, ex-député, elle doit se refaire comme un joueur : à la gamelle, youpi !

2- Grèce

Le gouvernement socialiste grec a remporté dans la nuit de mardi à mercredi un vote de confiance au parlement, une victoire qui ouvre la voie à l'adoption d'un plan d'austérité, condition sine qua non pour obtenir l'aide financière du FMI et de l'UE.

Plus de la moitié des 300 députés du parlement (155 voix pour, 143 contre, deux abstentions) ont apporté leur soutien au gouvernement socialiste du Premier ministre Georges Papandréou qui a procédé à un remaniement de gouvernement la semaine dernière pour faciliter l'adoption de nouvelles mesures d'austérité.

Tous les députés du parti socialiste ont accordé leur confiance au gouvernement.

Le vote de confiance était le premier des trois tests à réussir pour éviter la faillite au pays. Le gouvernement devra faire adopter d'ici mardi prochain le principe d'un ensemble de mesures d'économies s'élevant à 28 milliards d'euros sur cinq ans, décidées avec l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI).

Les lois d'application de ces diverses mesures - économies, hausses d'impôts et privatisations - devront ensuite être adoptées avant un Eurogroupe exceptionnel le 3 juillet. Il s'agira probablement de l'obstacle le plus difficile à franchir.

Les ministres des Finances de la zone euro ont décidé de n'accorder la prochaine tranche d'aide (12 milliards d'euros) à Athènes qu'en cas d'adoption de ce plan d'austérité.

Dans un communiqué, l'actuel directeur général du FMI, John Lipsky, a fait savoir que le FMI était déterminé à aider les économies de la zone euro si ces dernières continuaient à mener des réformes.

La chancelière allemande Angela Merkel s'est pour sa part déclarée optimiste sur un règlement de la crise grecque et a réaffirmé la position de l'Allemagne, qui demande une contribution des créanciers privés.

"*La compétitivité de la Grèce doit être améliorée, la dette grecque doit être réduite et le gouvernement doit prendre les bonnes décisions au Parlement*", a-t-elle dit lors d'une conférence de presse organisée mardi à l'issue d'une rencontre à Varsovie avec son homologue polonais, Donald Tusk.

Plus de 20.000 manifestants anti-austérité assiégeaient mardi soir à Athènes le parlement grec. (Reuters 22.06)

C'est aux cris de « *voleurs, voleurs !* » que le très prévisible verdict a été accueilli vers 1 h du matin : la confiance a été votée.(20minutes.fr 22.06)

3- Bahreïn

Le Bahreïn a condamné mercredi à la prison à perpétuité huit dirigeants politiques chiites, accusés de complot en vue de renverser le gouvernement.

Vingt et un dirigeants d'opposition étaient jugés pour leur rôle lors des grandes manifestations du début de l'année, dont six par contumace.

Parmi les condamnés figure le dissident chiite Hassan Mouchaimaa. Ce chef du parti d'opposition Hak avait pu rentrer d'exil au printemps après avoir été grâcié par le roi au sujet de précédentes accusations de préparation de coup d'Etat.

A aussi été condamné à la réclusion à perpétuité Abdel Wahab Hussain, chef du Wafa, autre mouvement ayant réclamé en février et mars, comme le Hak, l'abolition de la monarchie et l'instauration d'une république.

Ibrahim Charif, dirigeant sunnite du parti laïque de gauche Waad, a été condamné à cinq ans de prison. Comme le Wefak, premier parti chiite de Bahreïn, le Waad avait réclamé des réformes dans le royaume, où ont eu lieu plusieurs manifestations d'envergure.

Au total, quelque 400 personnes ont été traduites en justice pour leur rôle dans les manifestations, a affirmé le Wefak au début du mois, et certaines ont été exécutées.

Après le verdict, les accusés ont, selon des témoins, levé le poing et promis de continuer à réclamer des réformes "*de manière pacifique*".

L'agence de presse officielle a rapporté qu'ils étaient accusés de "*tentative de renverser le gouvernement par la force en liaison avec une organisation terroriste à l'étranger*", allusion voilée à l'Iran.

La sentence devrait attiser les tensions dans le pays, où des manifestations de moindre envergure ont eu lieu depuis la levée de la loi martiale, le 1er juin. Après le verdict, de petites manifestations dans des villages chiites ont été dispersées par les forces de l'ordre, ont rapporté des témoins.

Un dialogue politique doit être organisé en juillet avec l'opposition, sous l'égide du roi Issa ben Hamad el Khalifa.

Lors d'une conférence de presse, le Wefak s'est dit inquiet pour la bonne tenue de ce dialogue après les condamnations de mercredi et n'a pas exclu de boycotter les discussions.

"*Ces condamnations ne contribuent pas à une atmosphère de dialogue (...) Les condamnés représentent une partie importante de notre mouvement. Comment peut-il y avoir un dialogue s'ils sont en prison?*", a dit le porte-parole du parti, Khalil al Marzouq. (Reutesr 22.06)

Social

1- France.

Dans un rapport daté de septembre 2010 et consacré à la fraude, la Cour des comptes évoquait le cas particulier de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), qui a fait l'objet, en 2009, d'une évaluation précise à partir d'un échantillon de 10 000 dossiers. La fraude aux prestations atteindrait, d'après cette étude, 675 millions d'euros par an. Mais elle touche de manière très inégale les différentes prestations : la Cour évalue ainsi à 0,46 % des allocataires la fraude aux allocations familiales, à 0,24 % la fraude à la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). L'allocation parent isolé (API) ou le revenu de solidarité active (RSA) afficheraient des taux plus importants, de l'ordre respectivement de 3,1 % et 3,6 %. Qu'on peut là encore rapporter aux 10 % à 12 % estimés d'entreprises fraudeuses.

Le rapport de M. Tian parle des manques à gagner dus à la fraude mais fait l'impasse sur un point pourtant essentiel : la récupération de ces sommes. Dans son rapport de 2010, la Cour des comptes précise ainsi que pour la CNAF, le montant de 675 millions d'euros de fraude est à relativiser : une "*part importante de ces montants (...) aurait été détectée et les indus correspondants récupérés pour la plus grande part. Le préjudice financier final lié aux fraudes serait donc plus limité, de l'ordre de 170 millions d'euros*".

Le président de la CNAF, Jean-Louis Deroussen, avait pris position en avril 2010 sur la question, expliquant que ses services récupéraient "*quasiment 90 %*" des montants des fraudes. De fait, les efforts de la majorité sur ces questions de "*triche*" ont conduit à une augmentation des détections et donc des sommes récupérées : 458 millions pour 2010, selon Xavier Bertrand, le ministre du travail.

Autre question, celle de l'intentionnalité des fraudes : à partir de quand peut-on parler d'une volonté délibérée de toucher une allocation indue plutôt que d'une mauvaise déclaration ou d'un changement de statut envoyé en retard ? La question est difficile à trancher. Sur 60 milliards de prestations versées en 2009, le président de la CNAF estimait que la fraude délibérée représentait "*environ 80 millions d'euros*", soit 0,13 % du total.

Entreprises et fiscalité en tête des fraudes détectées

Selon les chiffres dévoilés par le ministre du budget François Baroin mercredi 22 juin, 3,3 milliards d'euros de fraude ont été détectés en 2010. Sur cette somme, 2,4 milliards, soit 72%, sont attribués à la fraude fiscale. Les 457 millions restants concernent les cotisations et prestations sociales. Dans le détail, les fraudes aux cotisations sociales ont représenté à elles seules 186 millions d'euros (+43% par rapport à 2009), celles à l'assurance-maladie 156 millions (+3%) et celles aux caisses d'allocations familiales 90 millions (+5%), les autres fraudes ne représentant chacune que quelques millions d'euros. (lemonde.fr 22.06)

Commentaire d'internautes.

1- Qui ferme les yeux sur la fraude ou négocie à l'amiable au coup par coup pour l'évasion fiscale, si ce n'est la droite au pouvoir ? Qui pleure au déficit public, clame haut et fort la nécessité de la rigueur budgétaire, et fait cadeau à son électorat de la moitié de l'ISF, si ce n'est Sarkozy ? Qui, dans ce rapport, occulte habilement la responsabilité du patronat dans le travail au noir, si ce n'est

un député UMP ? Et le rôle de Mme Lagarde dans ses petits arrangements avec l'ami Tapie ?

2- Merci pour cet article qui propose une réelle analyse du rapport publié. Les comparaisons avec les chiffres de la cour des comptes sont particulièrement utiles. La conclusion inéluctable est que ce rapport de la majorité est douteux sur ses chiffres, flou sur sa méthode, injuste et inefficace dans ses propositions, et trompeur dans son utilisation médiatique. Bref, un pur produit de l'UMP !

2- UE. Le grand écart ou la quadrature du cercle.

Eurostat a publié mardi ses premières estimations sur les écarts de richesse en Europe pour 2010. Et le fossé continue de se creuser entre les pays du Nord et du Sud.

Mesuré en «*parités de pouvoir d'achat*», c'est-à-dire hors effets de l'inflation, le PIB par habitant varie ainsi de 43% par rapport à la moyenne de l'UE pour le pays le plus pauvre, la Bulgarie, à 283%, pour le pays le plus riche, le Luxembourg. (20minutes.fr 22.06)

J'ai abordé cette question sous différents angles il y a trois jours dans une causerie.

Economie

G20

Les pays du G20 se sont mis d'accord mercredi sur des mesures pour lutter contre la volatilité des cours des matières premières agricoles, mais pas sur l'aspect régulation financière du dossier, a-t-on appris de sources proches du forum.

"*Sur la question de la spéculation, le jury est encore divisé*", a déclaré la ministre britannique de l'Agriculture Caroline Spelman.

"*Je pense qu'elle n'est pas seule responsable de la volatilité des cours. Je pense que c'est surtout l'offre et la demande et c'est pourquoi il nous faut nous préoccuper des fondamentaux du marché si nous voulons avoir des prix stables*", a-t-elle dit.

Les propositions françaises ont suscité également des réticences du Brésil et l'Argentine s'agissant de la prévention des crises alimentaires, ainsi que de la Chine et de l'Inde pour ce qui est du partage des données agricoles. (Reuters 22.06)

Ils veulent "*réguler*" quoi, décider l'ordre dans lequel les droit sociaux et politiques des peuples devront être sacrifiés pour assurer la survie du capitalisme...

Haut de page

Le 24 juin

"*En France, c'est l'un des principaux dirigeants parlementaires de l'UMP, le député Gilles Carrez, qui « déconseille formellement » à Sarkozy d'aller plus avant dans la procédure d'examen du projet de « règle d'or » constitutionnelle interdisant les déficits publics.*

En effet, au Sénat, le PS a voté contre, François Hollande avançant pour 2012 son propre projet", peut-on lire dans un article signé Yan Legoff.

Pas de problème, le PS imitant le PASOK fera voter cette "règle d'or" concoctée par l'UMP ou sont équivalent s'il parvient au pouvoir en 2012. Pourquoi ne pas le dire franchement ? Après tout, vaut mieux que ce soit un parti qui se dit de gauche qui fasse le sale boulot, l'UMP sera toujours prêt à prendre le relai ou à servir de force d'appoint si nécessaire.

A Athènes le PASOK disposait de la majorité absolue pour s'opposer au nouveau plan d'austérité annoncé par Papandréou, il n'a même pas eu besoin de l'apport des voix du parti de l'ordre pour le faire adopter, comme un seul homme à l'unanimité les députés du PASOK l'ont voté.

Après tout qui sait peut-être qu'il se trouverait de la graine de révolutionnaire dans ce parti et que les intéressés eux-mêmes l'ignoreraient encore, qui sait ce qu'on pourrait tenter de vouloir nous faire croire. Une question, entre nous à voix basse dans le creux de l'oreille camarades : dans quel but, que recouvre cette illusion ? Je vous laisse y réfléchir, par contre j'affirme que les dirigeants de ce parti (PASOK, PS, etc) et leurs élus entre rompre avec le capitalisme ou nous livrer pieds et mains liés à notre ennemi n'hésiteront pas un instant, comme ils l'ont fait autrefois, hier et remettront cela demain si nécessaire.

On nous rebat les oreilles avec le "consensus" entre l'UMP et le PS ou leurs équivalents dans les autres pays de l'UE, comme s'il y avait besoin que les dirigeants de ces partis le clament haut et fort pour qu'il existe. En réalité, il constitue la toile de fond de la situation politique depuis, depuis quand au fait, depuis des décennies, près d'un siècle en vérité.

On nous rétorquera qu'il est bien arrivé que le PS rue dans les brancarts et rompent ce consensus, c'est exact, quand ce n'était pas une question de vie ou de mort pour le régime, or aujourd'hui s'opposer frontalement aux mesures pronées par l'industrie financière qui détient le pouvoir, c'est s'exposer à de terribles représailles de sa part qui forcerait les partis de l'Internationale jaune à se démasquer encore davantage devant les travailleurs et de prendre si la situation politique dégénérait, des mesures répressives pour tenter de faire refluer leur mobilisation, ce qui aurait pour conséquence de précipiter des pans entiers de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie vers les partis ouvriers pour le moment encore marginaux et qui sont engagés dans la lutte contre le capital et ses institutions ou les conduiraient à rechercher activement une issue politique indépendante de l'Etat, ce qui reviendrait au même à l'arrivée, scénario à éviter à tout prix et qui tournerait au cauchemar pour le régime qui se retrouverait plus menacé que jamais jusque dans ses fondements.

En Grèce, ils ont gardé le parti de l'ordre comme dernier recours, alors qu'il adhère évidemment à cent pour cent à la motion adoptée par le PASOK, qui pourrait en douter un seul instant, personne. Le consensus entre la Nouvelle démocratie et le PASOK existe sans même avoir besoin d'un vote. Ils se partagent les rôles à défaut de pouvoir toujours se partager les places au sein des institutions comme chacun le voudrait, l'essentiel, c'est que le régime soit préserver, et au diable la droite et la gauche qui forment les deux faces de la même pièce frappée aux effigies de l'euro dont l'original se trouve à Washington.

Dans un autre article Christel Keiser a écrit : "*Si les mots ont un sens, cela ne devrait-il pas se traduire dans le combat pour l'unité pour le retrait du plan du gouvernement, premier pas vers la rupture avec la politique de la troïka ?*", pour que les travailleurs qui se sont massivement abstenus lors des dernières élections législatives se tournent à nouveau vers le PASOK, pour que les travailleurs qui ont manifesté d'une certaine manière leur rejet des institutions se tournent à nouveau vers elles et renouent avec les illusions qu'ils avaient commencé à abandonner ?

Il est hors de question d'exiger quoi que ce soit de ce gouvernement haït par les masses et qui n'en attendent plus rien, Christel Keiser se croit au PS ou quoi ? On croirait qu'une issue politique favorable aux travailleurs passerait par ce gouvernement, qui plus est serait amené à rompre avec le FMI, la BCE et l'UE, on croit rêver !

A l'inverse, on doit combattre pour exiger le retrait de ce plan d'austérité et les précédents déjà adoptés en expliquant aux travailleurs que c'est seulement par leur mobilisation massive qu'il serait possible d'atteindre cet objectif.

Comparez les deux lignes politiques.

Dans le premier cas, c'est le gouvernement qui prendrait l'initiative de retirer son plan suite à la mobilisation des travailleurs, c'est lui qui reprendrait la main ou plutôt la conserverait, dans le second nous rejetons l'idée que le gouvernement pourrait retirer son plan en expliquant que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent s'en charger en se mobilisant et en s'organisant dans l'objectif d'abattre les institutions, conditions sans laquelle ils ne pourront pas former leur propre gouvernement révolutionnaire qui décidera l'abrogation de toutes ces mesures d'austérité qui étouffent les masses exploitées.

Dans le premier cas, la mobilisation des travailleurs se situe dans aucune perspective politique, si le gouvernement retirait son plan face à une mobilisation massive, il tomberait et à la faveur de nouvelles élections marquées par un taux d'abstention encore plus élevé, il passerait le témoin à l'opposition pour le faire passer, et si celle-ci n'y parvenait pas, il n'y aurait plus qu'à s'en remettre aux militaires pour y parvenir.

Dans le second cas, la mobilisation des travailleurs s'inscrit dans une perspective politique qui ne laisse place à aucune illusion dans les partis institutionnels et les institutions elles-mêmes, elle est conçue comme un moment ou une étape du combat de la classe ouvrière dont l'objectif doit être le renversement du régime et la prise du pouvoir, et non comme une abstraction qui ne serait reliée à aucun objectif politique.

Si maintenant à un moment donné le niveau de mobilisation des travailleurs grecs s'avère suffisant pour que le gouvernement retire son plan, en admettant que cela soit possible, immédiatement la propagande gouvernementale relayée par l'ensemble des médias qui pèse encore un poids considérable sur l'état d'esprit des travaiilleur se mettra en branle pour expliquer que finalement il n'est pas aussi borné et sourd que certains veulent le faire croire, et qu'à aucun moment il n'a souhaité que la situation sociale des travailleurs empire, il regagnera en légitimité auprès de certains travailleurs, en fera douter d'autres sur les réelles intentions du PASOK, de telle sorte que l'unité des rangs ouvriers se fracturera ou retrouvera son niveau de division des derniers mois, en aucun cas les travailleurs n'auront pu tirer des enseignements de cette expérience et leur degré de conscience politique n'aura pas progressé.

En revanche, dans la même situation, si les travailleurs prennent conscience que c'est uniquement par leur mobilisation qu'ils sont parvenus au retrait des plans d'austérités parce qu'elle s'inscrivait dans une perspective politique précise, ils pourraient être amenés à se poser la question des moyens à mettre en oeuvre pour aller plus loin, car le retrait de ces plans ne changeraient

rien au chômage, à la précarité et à la pauvreté qui s'étaient déjà développés avant leur adoption, ils pourraient prendre conscience que c'est parce qu'ils se sont fixés des objectifs politiques que le gouvernement a finalement pris peur et reculé, pour les empêcher d'avancer dans une voie qui indiquait clairement aux masses exploitées qu'une issue politique en rupture avec les institutions et le capitalisme existait.

Le combat ou la mobilisation contre les plans d'austérité du gouvernement doit être subordonné à des objectifs politiques, ce n'est pas ce qu'on nous propose ici, car la solution aux problèmes sociaux que rencontrent les travailleurs se situe au niveau politique, or en ne leur fixant pas des objectifs politiques, on fait comme si une solution pourrait exister à un autre niveau, c'est comme si l'on estimait que le retrait de ces plans serait une fin en soi et que la question du régime ou du pouvoir ne devait pas être posée, qu'elle figurerait en option, bref que continuer à vivre sous ce régime ne constituerait pas vraiment un problème, question : pour qui, en répondant à cette question vous trouverez la réponse à la question de savoir qu'elle est le contenu social de cette ligne politique, petite bourgeoise puisqu'elle serait susceptible de satisfaire uniquement ceux qui peuvent encore vivre confortablement sous ce régime, ce qui n'est pas le cas de millions de travailleurs et leurs familles.

Que ce soit en France, en Grèce ou ailleurs, aucun parti ouvrier a suffisamment d'influence sur le mouvement ouvrier et le prolétariat pour influencer l'orientation de leur combat, sauf à se leurrer. Alors, je voudrais qu'on nous explique pourquoi dans chaque pays les formations politiques qui se prétendent être l'avant-garde organisée de la classe ouvrière, devrait s'abstenir de situer la ligne politique qu'ils proposent aux travailleurs et militants dans une perspective qui ne serait pas politique, sans lier systématiquement leur combat pour des revendications sociales à des objectifs politiques puisque qu'ils le fassent ou non cela ne changera rien au degré de mobilisation des travailleurs, à son contenu et à son orientation, les travailleurs se mobilisent uniquement sur la base de leur vécu quotidien et la façon dont ils l'interprètent et non après avoir entendu les discours de ces partis qui la plupart du temps ne sont même pas parvenus jusqu'à eux.

Par contre, en liant revendications sociales et objectifs politiques, on indique aux travailleurs et aux militants qui sont susceptible de nous lire ou nous entendre quel contenu et quelle orientation politique ils doivent donner à leur combat, on les aide à l'entrevoir au-delà du régime en place, à entrevoir une issue à la crise du capitalisme, à renouer avec l'idée qu'un avenir meilleur est possible, que c'est possible de changer la société, on favorise l'élévation de leur niveau de conscience politique qui pour le moment est prisonnier du régime.

Notre objectif n'est pas le retrait de ces plans qui seraient remplacés par d'autres équivalents, la chute du gouvernement qui serait remplacé par un autre pratiquant la même politique, notre objecif est de se saisir de ces plans et le rejet qu'ils suscitent chez les travailleurs pour qu'au cours de leur mobilisation les plus déterminés d'entre eux cherchent une issue politique et s'organisent ensuite pour qu'elle finisse par s'imposer à la majorité des masses exploitées, autrement dit, notre objectif est à la fois d'aider le niveau de conscience politique des travailleurs les plus avancés à progresser et les organiser pour construire le parti.

On nous propose la même ligne politique que lors de la mobilisation sur les retraites à l'automne dernier, alors qu'entre temps le POI l'a modifiée en intégrant l'objectif politique de la chute des institutions faisant place à une Assemblée constituante souveraine, on se retrouve donc en présence d'un double discours de la part de dirigeants du POI, dont les articles devraient figurer dans la Tribune libre comme l'expression d'un courant politique, au lieu de figurer comme la ligne politique du POI. J'ai cru comprendre que le POI était à l'initiative de la constitution de comités d'unité politiques, qui comme son nom l'indique inclus un contenu politique, une perspective et des objectifs politiques, dès lors la ligne d'intervention dans la lutte des classes du POI et ces comités doit demeurer fidèle à ce discours ou ces déclarations, ce qui n'est pas le cas ici.

Il y en a qui estiment que l'objectif c'est de faire descendre dans la rue des millions de travailleurs. Bien, cela s'est déjà produit dans plusieurs pays sans qu'aucun parti n'en ait tiré le moindre profit en terme de construction, sans que la classe ouvrière n'en ait tiré le moindre enseignement, simple constat.

A ce stade, le parti, qui n'en a pas les moyens, n'a pas pour objectif de soulever les masses par millions, mais de construire l'outil qui permettra demain de guider le prolétariat sur la voie qui le conduira à la prise du pouvoir. Notre objectif n'est pas d'aider les masses à mieux supporter le joug du capitalisme, car ce serait le meilleur moyen d'assurer sa pérénité ou de retarder sa chute, mais de trouver la voie et les moyens pour l'abattre ainsi que les institutions politiques à son service.

Les travailleurs et jeunes indiquent l'objectif à abattre, le Parlement grec devant lequel ils manifestent tous les jours depuis des semaines ou campent, histoire de conquérir la liberté politique que le régime a confisqué à son profit, de conquérir la liberté tout court. Ils montrent la voie, il n'y a plus qu'à persévérer dans cette voie, où se trouve le pouvoir politique, pour prendre la place, c'est plus que symbolique, c'est déterminant, car si l'on reste dans un état d'exploitation et d'oppression, de soumission, on ne risque pas de vivre mieux et libre un jour.

Annulation de la dette, retrait du plan de la troïka (CE, BCE, FMI), mais quel gouvernement prendra ces mesures, un gouvernement issu des partis institutionnels dans le cadre des institutions inféodées au capital ou un gouvernement ouvrier révolutionnaire issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat avec les partis ou organisations qui luttent à ses côtés ?

Deux lignes politiques s'affrontent au sein du mouvement ouvrier pour répondre à cette question, une seule correspond vraiment

aux intérêts de la classe ouvrière.

En très bref pour se détendre.

1- Aux ordres de Washington !

- Après les Etats-Unis, la France annonce son retrait d'Afghanistan (LeMonde 23.06)

2- Pédagogie en période pré-électorale.

- Les panneaux signalant la présence d'un radar seront supprimés et remplacés par des radars pédagogiques, indiquant la vitesse mais ne sanctionnant pas. (lexpress.fr 23.06)

Parole d'internaute

-"il ne faut pas s'y tromper, l'UE cherche à sauver les banques, ni l'Etat Grec, ni le peuple.

Que va t il se passer ? on va obliger la Grèce à accepter un plan d'austérité phénoménal pour leur prêter de l'argent afin qu'ils remboursent des préteurs privés. Ensuite, comme ils ne pourront se redresser on annulera une partie de leur dette contractée auprès d'investisseurs publics (...nous !!!) et hop, les peuples européens paieront pour des banquiers affamés trop proches des pouvoirs.

La cerise sur le gâteau, c'est que la Grèce va se séparer de ses "bijoux de famille" : loterie nationale, etc... vendus pour une misère... au privé !!" (20minutes.fr 23.06)

Politique

1- France

Seulement 3.100 militants du Nouveau parti anticapitaliste ont voté lors des congrès locaux qui ont précédé la conférence nationale du parti, qui se tient ce week-end à Nanterre et doit décider de la stratégie et du candidat du NPA pour 2012.

En février dernier, lors de son congrès à Montreuil, le NPA avait indiqué qu'il comptait officiellement 6.000 adhérents, mais seulement 4.500 à jour de cotisation.

Lors du lancement du NPA en février 2009, sur les bases de la Ligue communiste révolutionnaire (3.000 adhérents), plus de 9.000 militants étaient revendiqués par le parti d'Olivier Besancenot alors en pleine dynamique.

«*3.100 militants ont participé au vote sur les trois textes issus du Conseil politique national (CPN, parlement) et des textes locaux*», indique le NPA dans un communiqué.

«*On est passé de 9.000 membres au congrès de fondation à 3.000 votants maintenant, on n'est plus très loin de la LCR, ça devrait inquiéter tout le monde et provoquer un sursaut dans le NPA*», s'inquiète Pierre-François Grond, du comité exécutif. Cette «*nouvelle baisse de participation et sans doute des effectifs, n'est une bonne nouvelle pour personne*», selon lui.

Mais d'autres à la direction minimisent ce chiffre, estimant que «*toute une partie des militants ne sont pas intéressés par les congrès et donc ne votent pas*».

Lors de ces congrès locaux, les adhérents se sont prononcés à 50,20% des voix pour le «texte A» soutenu notamment par Olivier Besancenot et la porte-parole Christine Poupin. Porté notamment par l'autre porte-parole Myriam Martin et Pierre-François Grond, le «texte B», qui plaide pour une poursuite des discussions avec le reste de la gauche radicale dont le Front de gauche, contrairement au «texte A», a recueilli 40,20%. Le «texte C» pour un vrai «pôle révolutionnaire», a obtenu 5,75% et les plateformes locales 3,85%.

La conférence nationale, qui réunit les délégués du NPA samedi et dimanche à Nanterre, devrait confirmer ces chiffres. (liberation.fr 23.06)

C'était écrit d'avance, il n'y avait absolument aucune illusion à avoir dans le NPA, pas davantage dans LO. Sans même parler de politique, une fois que l'on a lu un peu la littérature du POI, du NPA ou de LO ou qu'on a discuté avec leurs militants, on s'aperçoit immédiatement que le POI est le seul parti vraiment sérieux, je parle en général, car il existe des militants formidables

dans les trois partis.

A force de les lire, j'en suis arrivé à la conclusion qu'ils étaient d'accord sur l'essentiel, et que c'était seulement pour des raisons purement personnelles qu'ils ne se trouvaient pas dans le même parti. Pour certains au NPA comme dans les groupes issus du PCI ou du PT, j'ai l'impression qu'ils se trouvent bien dans une petite structure qui leur permet de faire et dire ce qu'ils veulent sans avoir de compte à rendre à personne, comme s'ils se sentiraient noyer dans la masse d'un parti plus important, frustrés qu'on ne les considère pas à leur juste valeur, valeur dont ils devraient être les seuls juges, peut-être qu'ils n'ont pas totalement tort et que les torts sont partagés, je ne suis pas là pour jouer le rôle de procureur, d'aucun militant d'ailleurs, c'est dommage qu'on ne soit jamais parvenu à dresser une passerelle entre tous ces camarades pour qu'ils militent ensemble, ils y viendront un jour pour la plupart d'entre eux.

On pourrait me reprocher de leur ressembler et de ne pouvoir m'intégrer dans aucune structure, je rejette catégoriquement ce reproche dans la mesure où je demanderais mon adhésion au POI (CCI) si je retournais en France. En admettant que ma demande ne serait pas refusée d'emblée, je demanderais juste à être traité comme n'importe quel militant, à savoir que mes compétences et mon expérience profitent à l'ensemble du parti sans rien réclamer en échange, si cela m'était refusé je verrais ensuite si je pourrais vraiment trouver ma place dans ce parti, en cas de réponse négative j'envisagerais de reconsidérer ma demande d'adhésion.

Je ne suis pas du genre à me battre comme un forcené pour qu'on veuille bien avoir l'obligence de seulement m'écouter, encore moins pour imposer mes idées ou convaincre qui que ce soit. Je pars du principe que je m'adresse à des dirigeants suffisamment intelligents pour comprendre où sont les intérêts de leur parti, et que dans ce parti chaque militant sincère et honnête peut trouver sa place et s'y sentir bien, pour peu qu'on prenne en compte son expérience et ses compétences, s'il en a qui peuvent profiter au parti. Je ne suis pas du genre à vouloir forcer le destin à tout prix. Comme le militant doit le faire en s'adressant aux travailleurs, je m'en remets au meilleur des dirigeants, à moi aussi d'être capable de faire appel chez eux à ce qu'ils ont de meilleur, sans manoeuvrer ou faire appel à des moyens déloyaux car cela me fait horreur, c'est peut-être naïf de ma part ou une erreur, mais c'est ainsi, je suis incapable de procéder autrement au risque de me faire jeter, j'en ai pleinement conscience quand des dirigeants ont autres choses en tête que les seuls intérêts du parti ou la cause commune pour laquelle nous sommes censés nous battre, c'est le risque que je prendrais et advienne que pourra.

Je me dis en dernière analyse que soit nos arguments tiennent la route et ils finiront par s'imposer, soit ce n'est pas le cas et il faut revoir sa copie car ils ne méritent pas d'être pris en compte. On doit admettre ses faiblesses, ses lacunes, ses limites, ne pas nier les erreurs qu'on a pu commettre dans le passé, ne pas se prendre pour ce qu'on n'est pas, ne rien réclamer encore moins exiger, comme dans la vie en général c'est sur soi-même qu'il faut travailler pour être digne d'un minimum de confiance de la part des autres, cela se mérite effectivement, cela doit être la consécration d'un travail de longue haleine pour s'élever à un niveau de conscience supérieur, un militant capricieux, envieux, autoritaire, méprisant, mérite ni l'estime ni la confiance de ses camarades, il peut demeurer dans le parti mais sans prétendre à des responsabilités tant qu'il n'aura progressé et changé de comportement. Un ouvrier comme moi peut l'admettre facilement pour avoir toujours été considéré au travail comme un sous-produit de la société par sa hiérarchie, un intellectuel l'admettra beaucoup plus difficilement ou devra se faire violence pour le supporter plus ou moins bien, d'où les conflits incessants entre dirigeants ou aspirants à le devenir parmi les intellectuels.

Un ouvrier sait qu'il a une petite tête et qu'il est programmé pour obéir, qu'on le considère de la sorte ne lui posera pas forcément de problèmes, il y est habitué depuis sa naissance, alors qu'un intellectuel a plutôt la grosse tête et ne supporte pas qu'on lui tienne tête ou qu'on le contredise, il estimera que s'il a fait des études, c'est pour occupé un poste à responsabilité, disposer d'un minimum de liberté pour prendre des décisions, y compris dans le parti. Le rôle des dirigeants d'un parti devrait être de veiller en permanence à ce que l'ouvrier ne manifeste pas une attitude de soumission et que l'intellectuel fasse preuve d'une modestie exemplaire, sinon le parti tend à reproduire (inconsciemment) les rapports sociaux qui existent dans la société jusqu'au jour ou l'ouvrier et l'intellectuel se sentent tellement mal dans leur peau qu'ils quittent le parti.

Voilà pourquoi j'évoque parfois l'éducation des militants, comme le faisaient autrefois Lénine et Trotsky notamment, faut-il le rappeler. Il ne s'agit pas de stigmatiser une couche ou une autre de militants, mais de développer les rapports et facultés psychologiques permettant aux unes et aux autres de vivre en bonne intelligence dans le même parti, puisqu'un parti ouvrier ne peut pas se construire sans ouvriers ou sans intellectuels.

2- Grèce

2.1- La Grèce a trouvé un accord avec les inspecteurs dépêchés à Athènes par le Fonds monétaire international et l'Union européenne sur un plan d'austérité sur cinq ans, qui sera présenté au parlement la semaine prochaine, a annoncé jeudi le gouvernement grec.

Le gouvernement grec prévoit notamment d'abaisser le seuil minimum d'imposition sur le revenu à 8.000 euros par an au lieu de 12.000 euros actuellement.

L'abaissement du seuil d'imposition n'épargnera que les jeunes de moins de 30 ans, les retraités de plus de 65 ans au revenu

annuel inférieur à 12.000 euros par an, et les handicapés.

Un impôt exceptionnel de solidarité sur les revenus sera également instauré. Il sera compris entre 1% à 5% des revenus en fonction de leur montant.

Les taxes seront aussi augmentées sur le fuel de chauffage, plus lourdement pour les entreprises, tandis qu'une taxe exceptionnelle de solidarité de 1 à 5% frappera les revenus de plus de 12.000 euros annuels. Les professions libérales et auto-entrepreneurs seront en outre astreints à une taxe professionnelle «*en moyenne de 300 euros par an*». Le ministre a reconnu que ces mesures allaient exercer «*une forte pression surtout sur les classes moyennes qui devront soulever un poids très lourd*» et étaient «*susceptibles d'avoir un effet négatif sur la croissance*».

Evangélos Vénizélos a indiqué que le texte incluant ces mesures, et comprenant également un plan de privatisation, sera déposé lundi au parlement, en vue d'un vote jeudi 30, comme le pays s'y est engagé auprès de ses créanciers. «*Nous devons prouver notre crédibilité et prouver que nous tenons nos engagements*», a-t-il insisté, alors que l'eurozone a conditionné à cette échéance la poursuite de la protection du pays contre la menace d'un défaut.

Il a appelé l'opposition de droite en Grèce à soutenir le plan d'austérité du gouvernement socialiste. «*Cela a marché en Irlande et au Portugal, pourquoi ça ne marcherait pas en Grèce?*», s'est-il interrogé. Mais le chef de file de l'opposition, Antonis Samara, a refusé à nouveau à Bruxelles, critiquant les hausses d'impôts prévues qui vont à ses yeux aggraver la récession. «*Cela pose des problèmes évidents*», a-t-il dit. (Reuters et 20minutes.fr 23.06)

2.2- Les principales centrales syndicales grecques ont appelé jeudi à une grève générale les 28 et 29 juin, lors du vote au parlement du nouveau plan pluri-annuel de rigueur exigé par la zone euro.

«*En vue du vote du plan budgétaire à moyen terme (...) convenu entre le gouvernement et ses créanciers usuriers, nous avons décidé une grève générale de 48 heure les 28 et 29 juin*», annonce un communiqué de la GSEE, la principale centrale syndicale grecque.

L'Adedy, la centrale des fonctionnaires se rallie à cette protestation.

Le principe d'une grève générale, la quatrième de l'année contre l'austérité, prolongée cette fois sur 48 heures, avait été annoncé depuis plusieurs jours par les syndicats, mais les dates exactes en ont été fixées à la suite de la publication mercredi par le ministère des Finances du calendrier du débat et vote au parlement.

Les «indignés» grecs qui campent devant le parlement depuis le 25 mai et ont été à l'orgine, début juin, d'imposants rassemblements de citoyens contestant le nouveau plan d'austérité et de privatisations ont également appelé à de nouvelles manifestations aux mêmes dates que les syndicats. (liberation.fr 23.06)

3- Sénégal

Face à la contestation, le président sénégalais Abdoulaye Wade a renoncé jeudi à l'intégralité de son projet de réforme électorale, y compris la disposition prévoyant la création d'un poste de vice-président, a annoncé le ministre de la Justice.

Abdoulaye Wade avait déjà retiré quelques heures auparavant sa proposition consistant à abaisser de 50% à 25% des suffrages le seuil nécessaire pour être élu président dès le premier tour de scrutin.

Cette disposition, ainsi que le projet de création d'un poste de vice-président, ont conduit l'opposition à manifester jeudi et de violents affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre.

Estimant que la réforme du code électoral favoriserait sa réélection face à une opposition morcelée au scrutin présidentiel de février 2012, les adversaires politiques du chef de l'Etat avaient menacé de déclencher un soulèvement populaire.

"*Je pense que le gouvernement ne s'attendait pas à une réaction aussi forte de l'opposition et de la société civile*", a estimé l'analyste politique Djiby Diakhaté. "*Derrière tout cela, il y a les problèmes quotidiens des Sénégalais - les coupures de courant, les inondations, la corruption et le coût de la vie.*"

Pour l'opposition, le projet de création d'un poste de vice-président visait à transmettre le pouvoir au fils du chef de l'Etat, Karim, qui est déjà "*super ministre*" et chargé du quart du budget de l'Etat.

Elle s'est réjouie de l'abandon du projet de réforme électorale.

"*Nous saluons la détermination du peuple sénégalais qui a rejeté la forfaiture. Maintenant, la moitié du programme des forces vives de la nation est atteint, il reste maintenant le départ de Wade que nous exigeons*", a déclaré Ibrahima Sène, l'un des représentants de Benno Siggil Senegaal, la coalition au sein de laquelle s'est regroupée l'opposition.

Des milliers d'étudiants et d'autres protestataires s'étaient rassemblés devant l'Assemblée nationale, criant "libérez le Sénégal" et lançant des pierres. Des incidents ont été signalés en d'autres points de Dakar.

"*Ecoutez-nous, nous sommes la voix du peuple !*", a crié un manifestant à un rang de policiers en tenue anti-émeute.

Des journalistes de Reuters ont vu plusieurs véhicules en flammes. Des accrochages sporadiques ont aussi opposé des adversaires et des partisans du président Wade. (Reuters 23.06)

4- Afghanistan

Les Etats-Unis ont annoncé le départ de 33.000 soldats d'ici à l'été 2012, la France a fait état du rappel d'un millier d'hommes jeudi, l'Allemagne et la Grande-Bretagne prévoyant également de retirer des contingents dans les prochains mois.

Le président américain Barack Obama a déclaré mercredi soir que le retrait américain commencerait comme prévu en juillet, avec 5.000 hommes, suivis par 5.000 autres d'ici à la fin de l'année, puis, d'ici septembre 2012, par les quelque 20.000 soldats envoyés en renfort en décembre 2009.

Il restera encore près de 70.000 militaires américains en Afghanistan mais, même après la fin prévue de la mission de combat en décembre 2014, une bonne partie des hommes pourraient prolonger leur séjour, avec un rôle différent.

Après un entretien téléphonique entre le président Nicolas Sarkozy et M. Obama, Paris a annoncé jeudi "*un retrait progressif de renforts envoyés en Afghanistan, de manière proportionnelle et dans un calendrier comparable au retrait des renforts américains*".

Cela correspondra, a précisé le ministre de la Défense, Gérard Longuet, à un millier des 4.000 hommes actuellement déployés en Afghanistan, principalement dans l'est du pays.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a seulement souligné de son côté que son pays comptait réduire son contingent composé de 4.900 hommes à la fin de l'année.

Quant à la Grande-Bretagne, elle a déjà prévu de retirer ses près de 10.000 soldats d'Afghanistan d'ici à 2015 au plus tard, voire un an plus tôt, et environ 450 hommes en mission ponctuelle devraient être partis d'ici février.

En Afghanistan, le président Hamid Karzaï a salué l'annonce de Barack Obama, qualifiant le plan de "*bonne mesure*" et affirmant que les forces afghanes étaient prêtes à prendre le relais.

Aux Etats-Unis, le calendrier de retrait partiel présenté par Barack Obama est jugé trop lent par de nombreux élus de la majorité démocrate qui insistent sur le poids de cette guerre sur l'économie américaine encore fragile. Or les chances de réélection du chef de la Maison Blanche reposent largement sur sa capacité à relancer l'emploi alors même que le pessimisme économique gagne du terrain. (AP 23.06)

Social

1- France

Le Samu social, soumis à des restrictions budgétaires par l'Etat, son principal financeur, a annoncé jeudi qu'il fermerait le 30 juin son seul centre d'hébergement d'urgence parisien accueillant des femmes, "*une population tout particulièrement vulnérable*".

La direction générale du Samu social a confirmé l'information: "*Certaines femmes seront envoyées dans des hôtels, ou dans d'autres centres d'hébergement d'urgence d'autres associations. Mais le fait est qu'on n'aura plus ces 38 places*", qui ne seront pas totalement compensées par d'autres structures.

Les locaux du centre Yves Garrel, "*extrêmement vétustes, étaient mis à disposition par la Ville de Paris. En attendant la construction d'ici 4 ou 5 ans d'un nouveau centre - très hypothétique -, un bâtiment provisoire a été trouvé dans le XVe arrondissement pour accueillir les hommes. En revanche l'Etat refuse de financer un centre pour les femmes*", explique Julia Peker.

Le Samu social est financé à 92% par l'Etat. L'hébergement des sans abri à l'hôtel fait lui aussi l'objet de drastiques

restrictions budgétaires, de 25%.

Quant aux centres d'hébergement, c'est-à-dire accueillant des précaires dans leurs murs, ils sont "*totalement saturés*", selon la mairie de Paris, qui estime "*qu'il manque 13.000 places en Ile-de-France*".

"*C'est plein, archi-plein toute l'année*", renchérit la direction du Samu social.

"*La politique est de créer zéro place d'hébergement d'urgence, la priorité est donnée au logement d'abord. Mais dire que l'hébergement d'urgence n'a pas d'utilité, c'est une erreur*", déplore la même source.

D'autant que les femmes concernées, "*souffrant de pas mal de problématiques*" (femmes battues, alcooliques, jeunes filles rejetées par leurs familles...), sont "*souvent des personnes qui ne sont pas en capacité de supporter un hébergement autonome*". "*On les a informées officiellement de la fermeture du centre, mais beaucoup ont même du mal à se projeter jusqu'au 1er juillet*", ajoute-t-on à la direction du Samu social.

"*Totalement engorgés, les rares centres des autres associations ne pourront en aucune manière compenser*" cette fermeture, estime Julia Peker, accusant le Samu social de se rendre "*coupable d'une discrimination envers une population tout particulièrement vulnérable, négligée depuis des années et aujourd?hui totalement abandonnée*". (AFP 23.06)

Il n'y a pas de petites économies, surtout sur le dos de la plèbe !

Economie

1- France

La capitalisation boursière des 37 entreprises françaises du CAC 40 était détenue à 42,4% par des non-résidents fin 2010, soit 2,2 points de moins qu'en 2009, selon une étude publiée jeudi par la Banque de France.

Ces 42,4% représentent 395,5 milliards d'euros sur une capitalisation boursière de ces sociétés de 933,2 milliards.

Le taux de détention des actions françaises du CAC 40 par des non-résidents a eu tendance à progresser sur la période allant de 1999 à 2006, avant un net fléchissement en 2007 et nouvelle une hausse en 2008 et 2009.

A 41,6% fin 2010, le taux de détention des actions cotées françaises dans leur ensemble suit une évolution globalement similaire à celui des sociétés françaises du CAC 40, poursuit l'étude. (Reuters 23.06)

2- Suède

Saab a annoncé jeudi qu'il ne pouvait verser les salaires du personnel, faute de financements.

L'usine Saab de Trollhattan, dans le sud de la Suède, a été en chômage technique deux autres semaines au moins, pendant que le constructeur discute avec ses fournisseurs.

Swedish Automobile a accepté ce mois-ci une proposition de renflouement de Saab soumise par deux sociétés chinoises, Zhejiang Youngman Lotus Automobile et Pangda. Les problèmes de financement à long terme seraient résolus par cette proposition si elle était approuvée par les autorités chinoises et européennes. (Reuters 23.06)

3- Etats-Unis

Les investisseurs américaines sont toujours inquiété par le discours pessimiste de la Fed, hier. À l'issue d'une réunion de deux jours, la Réserve fédérale américaine a réduit sa prévision de croissance, qu'elle voit entre 2,7 % et 2,9 % sur 2011, contre plus de 3 % auparavant, et décidé de laisser inchangée sa politique monétaire. Par ailleurs, un rapport du bureau du budget du Congrès (CBO) publié mercredi met en garde contre une explosion de la dette publique nette, susceptible d'atteindre 100% du produit intérieur brut en 2021 si rien n'est fait pour corriger la trajectoire actuelle.

Toujours du côté macrocéconomique, une mauvaise nouvelle est tombée sur le front de l'emploi: les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté aux Etats-Unis lors de la semaine au 18 juin, à 429.000, a annoncé jeudi le département du Travail.

Les ventes de logements neufs ont de leurs côtés reculé de 2,1% au mois de mai, pour la première fois depuis trois mois, selon les chiffres du département du Commerce.

En Chine, le ralentissement de la croissance se confirme aussi. L'expansion de l'activité manufacturière est tombée en juin dans ce pays à son plus faible niveau en 11 mois, enregistrant une quasi-stagnation. (lefigaro.fr 23.06)

4- Bangladesh

Depuis l'indépendance, en 1971, Dacca est passée du statut de ville provinciale de 300.000 habitants à celui de mégapole de 15 millions d'âmes, selon la Banque mondiale. Entre 1990 et 2005, la taille de Dacca a doublé, passant de six à 12 millions.

Cette explosion s'est produite de manière quasi anarchique: Dacca n'a connu que deux plans d'urbanisation, en 1959 et en 1995.

La ville, la 9e plus grande du monde, grossit de 4% par an et devrait abriter 20 millions de personnes en 2025 selon les Nations unies. Parmi les mégapoles dans le monde (villes de plus de 10 millions d'habitants), elle est celle qui grossit le plus vite, selon la Banque Mondiale.

La plupart du demi-million de nouveaux arrivants chaque année s'installent dans de tentaculaires bidonvilles.

Mais la croissance sans plan d'ensemble a aussi rendu la vie infernale pour des millions de membres de la classe moyenne.

"*Vivre ici est vraiment dur*", confie Sultana, dont les problèmes au quotidien sont le lot des résidents de tous les nouveaux quartiers ayant poussé "*spontanément*", selon un spécialiste de l'urbanisation, A.K.M. Abul Kalam.

Les autorités municipales sont mal organisées, sous-financées et manquent de main d'oeuvre pour faire appliquer le plan de développement de Dacca, estime cet expert, à la tête du département d'urbanisme à l'université Jahangirnagar.

Les lois d'aménagement du territoire sont systématiquement bafouées et les quartiers résidentiels ont été construits sans système d'évacuation des eaux, dénonce M. Kalam.

En raison des pénuries chroniques de gaz et d'électricité, la gouvernement a interdit depuis fin 2009 les nouvelles connections, ce qui signifie que de nombreux nouveaux arrivants ne peuvent tout simplement pas avoir accès aux services publics.

Mais même pour ceux qui ont la chance d'être connectés aux réseaux de distribution, la rapide expansion de Dacca et la croissance économique ont créé ce que l'on a appelé "*la pire crise mondiale des services publics en temps de paix*".

Dacca manque chaque jour de 2.000 mégawatts pour répondre aux besoins de la population, ce qui correspond à la moitié de la production moyenne quotidienne du pays tout entier.

"*On a quatre ou cinq heures de coupure par jour. S'il fait chaud, les coupures sont plus fréquentes, c'est terrible*", lâche Mahamudal Hasan, 25 ans, qui vit à Keraniganj depuis quatre ans et possède une échoppe de téléphonie mobile.

La capitale a besoin de 2,2 milliards de litres d'eau par jour mais la compagnie des eaux de la ville ne peut en fournir que 1,9 milliard, selon les chiffres officiels.

"*L'eau du robinet est verte et sent mauvais. Je dois attendre deux heures pour avoir une eau claire*", se plaint Rukia Begum, employée de la compagnie pétrolière PetroBangla.

Le gaz manque aussi cruellement: la demande par jour est d'environ 70 millions de m3 alors que l'offre disponible n'est que de 56 millions de m3.

Pour mettre fin à la crise énergétique à Dacca, le gouvernement a accéléré la procédure permettant à des groupes étrangers d'installer de nouvelles centrales de production.

"*Il y a une amélioration. Nous avons ajouté au cours des trois derniers mois quelque 1.800 megawatts*", assure le président du Conseil de développement énergétique, Alamgir Kabir. (AFP 23.06)

5- Matières premières.

Le terbium, le dysprosium, ou l'holmium, vous connaissez? Pas sûr. Pourtant, l'écran que vous regardez actuellement, vos ampoules basses consommation où la batterie de votre voiture en contiennent probablement. Ils font partie de la famille des «terres rares», composée de 17 métaux précieux utilisés dans la fabrication de très nombreux produits récents.

Problème: même s'ils sont présents en assez grande quantité à la surface de la terre, beaucoup plus par exemple que le plomb ou l'argent, leur coût d'extraction est très élevé. La Chine est l'un des seuls pays à en extraire aujourd'hui, grâce notamment à son gisement géant de Bayan Obo, et exporte à elle seule 95% des «terres rares» en circulation aujourd'hui.

Depuis plusieurs mois, la Chine a commencé à réduire les volumes exportés. Ces derniers ont déjà reculé de 72% entre les deuxièmes trimestres 2009 et 2010, révèle le Figaro. Et Pékin a annoncé à la fin mai de nouvelles restrictions. Si bien que les prix ont explosé depuis, dépassant les 100% de croissance en un mois seulement par exemple pour plusieurs d'entre eux.

Produits chimiques ou pétroliers: Plus d'un tiers des «terres rares» mondiales servent de catalyseurs, c'est-à-dire qu'ils sont indispensables à la préparation de produits chimiques ou à la transformation de produits pétroliers. Des substituts existent, mais ils sont beaucoup moins efficaces.

Ampoule basse consommation: Le terbium permet de réduire de 80% la consommation d'électricité. Autant dire qu'il n'y aurait pas d'ampoule à basse consommation sans terbium. Sauf que les ressources en terbium sont assez faibles, et son prix a augmenté de 128% depuis trois semaines.

Voitures électriques, lasers… et réacteurs nucléaires: Pour fabriquer un moteur électrique, il faut des aimants. Plus de 10% des «terres rares» mondiales, notamment le dysprosium, qui a l'avantage d'être très léger, sont consacrées à cet usage. Ce métal est aussi très utile pour les réacteurs nucléaires, les lasers et les sonars. Depuis début mai, son prix est passé de 700 dollars le kilo à près de 1.500 dollars.

Ecrans LCD ou tubes fluorescents: Pas d'écran fin sans europium. Le recours à ces métaux représente 10% de la consommation annuelle de «terres rares». De même, pour les éclairages fluorescents, il faut du terbium ou de l'europium. Deux matériaux dont les prix ont plus que doublé en un mois.

Téléphones portables, disques durs, éoliennes: Là encore, il faut des aimants (le plus souvent du neodyme mais aussi du terbium, gadolinium ou dysprosium). C'est grâce à un alliage entre une «*terre rare*» et un métal ferromagnétique que les disques durs ou les téléphones portables fonctionnent. Problème, le prix du neodyme a augmenté de 74% depuis début mai.

Seule bonne nouvelle, cette augmentation pourrait pousser les entreprises à développer le recyclage de ces métaux. Aujourd'hui, la pratique est quasi inexistante alors que l'extraction des terres rares provoquent de véritables ravages environnementaux. (20minutes.fr 23.06)

Haut de page

Le 25 juin

Tous pareils, tous pourris, ils s'engueulent devant les caméras mais derrière ils s'entendent comme cul et chemise, en fait ils sont tous d'accord pour nous faire payer la crise, ils nous prennent vraiment pour des cons, franchement, combien de fois lors de chaque diffusion les militants entendent ce discours ou plutôt ne veulent pas l'entendre ?

Le consensus entre le parti de l'ordre et le PS se décline à l'infini sous différents masques selon la situation et les époques. Les travailleurs le savent parfaitement, plus particulièrement ceux qui sont réputés pour être les plus arriérés politiquement et qui les mettent dans le même sac, qui s'abstiennent lors des élections, tirent à pile ou face pour lequel des deux ils vont voter, quand ils ne sont pas tentés de voter pour une liste "extrême", NPA, LO ou FN.

Partant de ce constat, on se demandera quel intérêt les travailleurs auraient-ils à participer à un combat contre ce consensus, et quels enseignements pourraient-ils en tirer ? Aucun, sinon de faire naître dans leurs têtes des illusions dans le PS, leur faire croire que toute issue politique devrait passer par ce parti, après avoir exprimé le contraire notez bien.

Ainsi on piétine, on a l'impression de ne jamais avoir décollé de la case départ.

La légitimité du PS repose uniquement sur le fait qu'il est présenté comme le pendant de l'UMP, alors qu'il n'est qu'un côté de la même pièce. Il tient sa légitimité du régime qu'il représente et défend, tout comme l'UMP, et qu'il nous faut abattre.

Ce consensus se briserait qu'il se reformerait aussitôt sous un nouveau masque, parce que l'existence du PS repose sur celle du régime dont par conséquent il doit assurer la survie par n'importe quel moyen, et de son côté le régime a bseoin de ce consensus pour assurer sa stabilité.

On s'est souvent posé parfois la question de savoir si ce parti voulait vraiment gouverner, beaucoup en doutaient en se disant qu'il vivait finalement très bien cantonné dans son rôle d'opposition parlementaire. Sauf qu'il est arrivé parfois qu'il ait plus à gagner en terme d'élus, de prébendes et autres avantages en nature à passer de l'opposition au pouvoir. Pour se faire, il lui a fallu entretenir l'illusion qu'il était différent de l'UMP, qui servirait à justifier le jour des élections à justifier le vote par dépit des électeurs en faveur de son ou ses candidats, vote qui n'aurait aucune valeur de soutien à ce parti ou à son programme, ce dont il ne doute pas lui-même et se fout bien.

A une autre époque, après guerre, il a participé au pouvoir sous la IVe République, il y a été porté par la lutte de classe des ouvriers qui majoritairement s'étaient tournés vers le PC. La IVe République s'était donnée comme tâche prioritaire de reconstruire le capitalisme français pour qu'il soit en mesure de maintenir la place qui était la sienne sur le marché mondial avant la guerre de 39-45. A aucun moment de 1946 à 1958 le PS ou le PCF ne se sont engagés dans la voie de la rupture avec le capitalisme quand ils détenaient le pouvoir.

Sous la Ve république et dans un autre contexte, ces partis ont démontré aux travailleurs qu'ils n'étaient bons qu'à gérer la société pour le compte du capital, dans le respect des institutions. Ils ont été jusqu'à accepter de se placer sous l'autorité d'un président issu du parti de l'ordre, Chirac, histoire de témoigner de leur soumission totale au régime.

Et voilà que maintenant ils se plient volontiers à la dictature de la dette orchestrée depuis Washington et relayée par Bruxelles que les travailleurs devraient payer en acceptant de nouveaux sacrifices.

Récapitulons, depuis 1914 pour le PS, le milieu des années 20 pour le PC, ces partis participent à un consensus permanent avec la bourgeoisie (ou temporairement avec le Kremlin pour le PC jusqu'à la disparition de l'URSS) contre la classe ouvrière. Chaque génération de travailleurs au fil des décennies écoulées a pu constater et mesurer les effets de cette amère expérience, davantage depuis le début des années 80 où le capital s'est lancé dans une nouvelle offensive pour regagner le terrain qu'il avait perdu en raison de la guerre...

Tout comme le PC n'a jamais été véritablement un parti communiste (Lénine et Trotsky), la SFIO ou le PS n'a jamais été un parti socialiste au sens marxisme du terme, malgré leurs programmes aux relents communiste ou socialiste où figuraient la rupture avec le capitalisme, jusqu'en 1983 en ce qui concerne le PS.

Qu'est-ce que les travailleurs pourraient attendre de la rupture de ces partis avec le parti de l'ordre sachant qu'ils sont subordonnés au régime, en terme de conscience de classe, d'organisation, de construction du parti, car notre objectif n'est pas qu'ils rompent ce consensus pour que les travailleurs supportent mieux les conséquences de la crise du capitalisme ?

Absolument rien, sauf à sauver ces partis et le régime avec, et ce qu'ils craignent le plus, c'est que les masses exploitées aillent encore plus loin dans leur rupture avec ces partis et finissent par rompre avec les institutions, trouver la voie qui conduit à la liquidation du régime.

A l'inverse, au lieu de dénoncer ce consensus, il faut s'en servir pour accélérer le processus qui conduira à une recomposition du mouvement ouvrier où le PS sera marginalisé ou exclu, ce sera plus long ou plus difficile avec le PC, notre objectif est à la fois la liquidation du régime et de ces partis qui se confondent avec lui, pilonner le PS et le PCF aidera les masses à finir de se détacher de ces partis, à s'orienter vers d'autres partis.

On ne doit laisser croire ou faire naître dans la tête des travailleurs l'illusion qu'ils auraient quelque chose à attendre de la rupture de ce consensus.

Quels sont les arguments en faveur du combat contre ce consensus ?

Le principal argument repose sur une analyse fausse des rapports entre la classe ouvrière et les masses avec le PS (et accessoirement le PCF) qui remonte aux années 45 à 81 lorsque le PCF et le PS étaient à leur apogée, période définitivement révolue, aujourd'hui plus aucun travailleur n'a confiance dans ces partis, sauf exceptions qui confirment la règle. Le consensus rompu ouvrirait une crise politique. Parce que le PS et ses satellites ne se précipiteraient pas pour colmater les brèches apparues dans le régime, en se partageant les rôles comme d'habitude.

Maintenant, quand on compare la situation économique en 1981 et en 2011, on s'aperçoit qu'en 1981 le PS croyait disposer encore d'une marge de manoeuvre, ce que confirmait d'une certaine manière son programme et se traduira par l'adoption de quelques mesures sociales comme la retraite à 60 ans ou la cinquième semaine de congés payées, avant de faire volte-face en 1983 et d'adopter officiellement l'économie de marché, donc de rompre avec la perspective de remettre en cause les fondements du capitalisme, avec le socialisme, décision qui sera finalement conforme à sa nature de classe (bourgeoise), qui ne fera que la confirmer, qui signifiera également que ce parti n'a jamais eu l'intention de rompre le consensus de fond qui le liait depuis toujours au capital et aux institutions bonapartistes de la Ve République dans lesquelles il se fondra totalement.

En 2011, la crise du capitalisme mondial est entrée dans une nouvelle phase, la dernière avant sa chute finale, la financiarisation de toutes activités humaines à l'échelle de la planète n'a fait que renforcer les contradictions du capitalisme et la rapacité des différents capitalistes, qui pour assurer leur place sur le marché mondial et se partager un gâteau qui demeure limité doivent s'assurer de nouvelles sources de profits, livrer à la marchandisation, privatiser tout ce qui peut l'être encore, et comme ce n'est pas encore suffisant, il leur faut abaisser le coût du travail et augmenter la productivité dans les pays où les travailleurs bénéficient de rémunérations et de conditions de travail supérieures à ceux des travailleurs des pays dits émergents, bref, les pays appartenant à la catégorie des pays capitalistes dominants ne peuvent plus espérer tirer profit comme autrefois des pays où sont concentrées les matières premières qu'ils ont pillées et qui ont participé à leur développement, du fait que ces pays sont en train de développés leur marché intérieur, une classe moyenne et d'élever le niveau de vie de toutes les couches de la population, et que pour le financer les gouvernements et les capitalistes entendent conserver l'essentiel ou une partie de plus en plus grande des profits issus de l'exploitation des travailleurs de leur pays.

Le capitalisme mondial privilégie les nouveaux marchés au détriment des marchés déjà existant qui sont saturés et présentent moins d'intérêt qu'hier. Les pays dits émergents ont d'énormes besoins en terme d'infrastructures et d'équipements en tous genres qu'il faut financer en se servant des profits extorqués aux travailleurs, et comme cela ne suffit pas, souvenons-nous que par définition le capitalisme se développe et ne vit qu'à crédit, les profits soutirés aux travailleurs du monde entier doivent être injectés dans l'économie de ces pays-là pour produire et que la population consomme davantage, toujours plus car c'est un cycle infernal qui ne peut pas connaître de répit, sinon l'économie capitaliste ralentit, tombe en panne ou en récession et doit face à une nouvelle crise.

Les capitalistes sont contraints de mener une guerre sur plusieurs fronts à la fois qui nécessite de mobiliser des sommes colossales d'argent, ils mènent cette guerre impitoyable contre leurs principaux concurrents, contre ceux qui sont en passe de les rattraper, ils doivent disposer de fonds pour réaliser de nouvelles acquisitions, pour moderniser les outils de production, pour développer la recherche et créer sans cesse de nouveaux besoins, pour développer des marchés inexistants ou encore balbutiants, sans oublier qu'il leur faut honorer leurs dettes, disposer d'une importante trésorerie de réserve pour palier les imprévus, et pour finir, pour spéculer et se faire de l'argent facilement.

S'ils négligent par malheur un de ces secteurs économiques, ils savent que cela sera au profit d'autres capitalistes prêts à leur faire la peau, du coup ils sont tous engagés dans une course folle au profit qui prend l'allure d'une fuite en avant, qui dans les pays où le capitalisme était le plus avancé prend la forme d'une formidable régression sociale et politique.

Une fois planté le décor, on comprendra au premier coup d'oeil qu'à côté du gigantesque et nouveau défit que doit relever le capitalisme mondial, nos acquis et nos revendications sociales ne pèsent décidément pas lourd dans la balance, et il n'est pas besoin d'être devin ou de sortir d'une grande école pour comprendre que le gouvernement issu des élections de 2012 quel que soit le parti ou les partis au pouvoir n'entrendra rien qui puisse contrecarré les intérêts du capitalisme mondial, sachant par ailleurs que sa marge de manoeuvre pratiquement nulle, sauf par naïveté ou ignorance ou encore par opportunisme lui prêter des intentions qui ne seront jamais les siennes.

Dès lors, la question est-elle de combattre pour briser ce consensus ou au contraire de combattre pour liquider le régime sur lequel repose ce consensus, donc faire d'une pierre deux coups, abattre le régime et les partis qui le soutiennent. Je vous laisse le soin de caractériser ces deux lignes politiques contradictoires ou antinomiques.

La stratégie du front unique en direction des dirigeants et élus du PS et ses satellites qui va de pair avec la première proposition, mérite la même sanction et la même caractérisation, parce qu'elles aboutissent au même résultat.

Combattre pour briser ce consensus, c'est explicitement prétendre que les travailleurs auraient quelque chose à attendre de cette rupture ou d'un des partis y participant, c'est en tout cas la manière dont les travailleurs pourraient l'interpréter. Alors qu'en leur fixant comme objectif politique la liquidation du régime, on signifie par là au prolétariat qu'il n'a rien à attendre des partis qui participent aux institutions, confortant cette idée qui a commencé à germer dans sa tête et qui ne demande qu'à mûrir au profit de l'approfondissement de la crise du capitalisme.

Certes, sur une telle ligne politique nous ne pouvons pas pour le moment espérer soulever les foules, mais il est possible d'apporter un début de réponse aux travailleurs qui cherchent une issue politique, n'est-ce pas l'essentiel ? (A suivre)

Politique

1- France. Manipulation des masses : flagrant délit.

Révélée sur le site de France Info, TF1 a diffusé jeudi au JT de 13h un sujet sur le contrat de responsabilité parentale (CRP), dispositif mis en place de la loi contre l'absentéisme scolaire et qui «rappelle aux parents leurs devoirs, les oblige à s'engager concernant le comportement de leur enfant sous peine de sanction». Dans le reportage, selon la radio, on voit une mère qui «exprime sa détresse face à l'absentéisme de son enfant et son soulagement de voir son désarroi pris en charge par ce dispositif».

Or, révèle France Info en citant Jacques Victor, président du groupe communiste au Conseil général, cette femme n'a pas d'enfant et, de surcroît, elle est attachée de presse du président du Conseil général, le député UMP Eric Ciotti. «*Je n'étais pas au courant. C'est une faute professionnelle*», déclare Eric Ciotti au site Web de la radio, précisant que sa collaboratrice était intervenue «*à la demande de TF1*». Ce n'est cependant pas la rédaction de TF1 qui a réalisé le sujet, mais des journalistes de Nice Matin, souligne la chaîne.

«*On a subi un préjudice assez important, a réagi à l'AFP Catherine Nayl, la directrice de l'information de TF1. Je suis en colère par rapport à la façon dont les journalistes de Nice Matin, qui travaillent dans le cadre de nos accords avec la presse quotidienne régionale, ont réalisé leur reportage*.»

Contacté par l'AFP, Frédéric Touraille a souligné que l'affaire ne concernait «*absolument pas*» la rédaction de Nice Matin. «C'est une filiale qui réalise les reportages dans le cadre de contrats de correspondance avec TF1, pas la rédaction. Je ne veux pas que cette affaire lui porte préjudice», a insisté Touraille, gérant de la filiale en question, NMTV. «*J'ai rencontré les jounalistes [auteurs du reportage] brièvement ce soir et je dois les revoir mardi pour avoir leur version des faits, précise et circonstanciée, qui me semble nécessaire*», a-t-il expliqué, évoquant des faits «*regrettables*» s'ils étaient avérés. (20minutes.fr et AFP 24.06)

2- Grèce

Lors d'une conférence de presse au sommet européen vendredi à Bruxelles, George Papandréou a dit ne pas douter que malgré la protestation populaire les députés socialistes feront preuve de maturité et voteront le plan. Il a une nouvelle fois souligné que le système fiscal grec lui apparaissait d'une grande injustice et a promis de le réformer.

Le Premier ministre s'attend par ailleurs à ce que le second programme d'aide à la Grèce soit à peu près équivalent en taille aux 110 milliards d'euros du premier. "*C'est un prêt gigantesque*", a-t-il dit. "*Le second prêt - je ne peux donner de chiffre particulier - pourrait être l'équivalent (du premier)*".

L'un des députés socialistes, Thomas Robopoulos, a annoncé qu'il voterait contre le plan d'austérité. "*Des commerces ferment tous les jours et on veut prendre des mesures qui bloquent la croissance*", a-t-il déploré. "*Je vais prendre la parole au parlement pour dire qu'il faut faire quelque chose. Il faut former un gouvernement d'unité nationale et Papandréou ne peut pas le faire tout seul*", a-t-il dit à Reuters.

La Nouvelle Démocratie a annoncé qu'elle voterait contre le plan mais son chef, Antonis Samaras, a précisé que son parti était favorable à certaines mesures, notamment sur les privatisations. (Reuters 24.06)

3- Portugal

Le nouveau Premier ministre portugais Pedro Passos Coehlo a annoncé vendredi que son gouvernement de coalition se préparait à accélérer et peut-être à élargir les mesures d'austérité promises par Lisbonne en échange d'un plan d'aide de 78 milliards d'euros sur trois ans accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Pedro Passos Coelho, qui a pris ses fonctions cette semaine à la tête d'une administration de centre-droit, a précisé qu'il envisageait également une réorganisation plus rapide des entreprises publiques déficitaires.

A l'issue du Conseil européen à Bruxelles, il a déclaré qu'il annoncerait les détails des mesures prévues la semaine prochaine.

"*Le Portugal, aujourd'hui, grâce au consensus de sa classe politique, peut faire face à ses différentes échéances*", a estimé le président français Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse après le Conseil. (AP 24.06)

4- Etats-Unis

La Chambre des représentants, à majorité républicaine, a rejeté vendredi une résolution autorisant pendant un an une participation limitée des Etats-Unis à l'intervention militaire en Libye. (20minutes.fr 24.06)

5- Yémen

Des dizaines de milliers de Yéménites ont manifesté vendredi à Sanaa pour réclamer la démission du président Ali Abdallah Saleh, en convalescence en Arabie saoudite après avoir été victime d'un attentat, le 3 juin dans son palais.

L'explosion d'une voiture piégée a par ailleurs fait cinq morts - quatre soldats et un civil - et 16 blessés, dont 13 militaires, dans la cité portuaire d'Aden, a-t-on appris de source médicale et auprès de témoins.

Selon une source proche des services de sécurité, l'explosion a été causée par une voiture piégée à un poste de contrôle de l'armée.

Peu auparavant à Aden, les forces de sécurité avaient abattu un manifestant et en avaient blessé six autres en tirant sur la foule aux funérailles d'une personne morte en prison, ont rapporté des témoins.

A Sanaa, la capitale, des partisans de l'opposition ont envahi le centre-ville à l'occasion d'un "*Vendredi de la Volonté révolutionnaire*".

"*La liberté ne consiste-t-elle pas à choisir nos propres dirigeants ainsi que vous le faites dans vos pays?*", a lancé, à l'adresse des pays occidentaux, le prédicateur présidant la grande prière du vendredi.

Des manifestations similaires ont été signalées dans d'autres villes, notamment à Taëz, Ibb et Hodeïda, sur la mer Rouge. (Reuters 24.06)

6- Syrie

Des dizaines de milliers de personnes sont encore descendues dans les rues de Syrie vendredi pour manifester contre le régime de Bachar al Assad, ont rapporté des témoins et des défenseurs des droits de l'homme, qui font état d'une quinzaine de morts.

Les Comités de coordination régionale, un groupe militant, a dit avoir une liste de 14 civils tués à Homs, à Kissoua, au sud de Damas, et à Barzeh, un quartier résidentiel de Damas.

Un autre manifestant a été tué par balle à Kousair, a rapporté un mouvement de défense des droits de l'homme.

A Barzeh, un témoin a rapporté que des tireurs embusqués de la police avaient abattu trois manifestants.

"*La sûreté a d'abord utilisé des gaz lacrymogènes puis ils ont tiré des toits quand les slogans hostiles à Assad se sont poursuivis*", a dit cet habitant, Houssam, contacté par téléphone. "*Trois jeunes ont été tués et j'ai vu deux corps touchés à la tête et à la poitrine.*"

Des défilés ont également eu lieu à Homs et Hama, dans le centre du pays, où les manifestants ont crié "*le peuple veut la chute du régime*", à Deraa, berceau du mouvement dans le Sud, ainsi que le long de la côte méditerranéenne et dans les provinces orientales de Kamichli et de Daïr az Zour.

A Deraa, les manifestants ont invité les habitants de Damas à suivre leur exemple. La capitale a jusqu'à présent été relativement calme. "*Peuple de Damas, ici à Deraa, nous avons renversé le régime*", ont-ils scandé. (Reuters 24.06)

Social

France

Les fédérations syndicales FO et CGT appellent les salariés de l'ensemble des transports routiers (marchandises, voyageurs, convoyeurs de fonds) à une grève nationale à partir de lundi pour dénoncer le recul de l'âge de leur départ en retraite de 55 à 57 ans à partir du 1er juillet.

Dans un communiqué commun diffusé vendredi, les deux organisations syndicales dénoncent un accord conclu fin mai concernant leurs congés de fin d'activité (CFA). FO et la CGT -opposés à ce texte signé côté syndicats par la CFDT, la CFTC, la CGC et la FNCR- appellent donc à une grève "Và partir du lundi 27 juin à 0h".

"*Pour la durée du mouvement, on ne s'interdira rien. Tout dépendra des forces mobilisées*", a déclaré vendredi à l'Associated Press Dominique Cornil, l'un des porte-parole de la CGT transports.

Les signataires, de leur côté, mettent notamment en avant le fait que l'accord permet de maintenir un départ cinq ans avant l'âge légal de la retraite, qui va passer progressivement de 60 à 62 ans pour tous les salariés du régime général à compter du 1er juillet. (AP 24.06)

Haut de page

Le 26 juin

A propos du site.

J'ai repéré un problème d'affichage dans certains fichiers sous Windows 7 (système d'exploitation) qui n'existait pas apparemment sous XP, en dessous des sous-titres le premier lien s'affichait avec un décalage dans une police et une taille différente, j'ai rajouté une balise (écriture) après celle figurant à l'endroit du sous-titre et le problème est résolu. J'en ai profité, en prenant mon courage à deux mains, pour vérifier les pages d'accueil de toutes les rubriques avec Internet Explorer et Firefox, j'y ai passé toute l'après-midi. Je les ai actualisées. J'ai regroupé tous les fichiers sur l'économie dans le même fichier et j'ai amélioré un peu la présentation.

La semaine qui vient, on abordera des sujets qui ne nous passionnent pas mais qui sont d'actualités, notamment la question du cannabis et du mariage gay.

Politique

1- Espagne.

Le mouvement espagnol des "indignés" s'apprête à organiser, mercredi 29 et jeudi 30 juin, une assemblée populaire sur la Puerta del Sol, à Madrid, portant sur l'état de la nation et visant à créer un espace de réflexion sur les questions de citoyenneté, rapporte El Pais. (lemonde.fr 25.06)

2-Grèce.

Le gouvernement grec a appelé samedi les députés récalcitrants du Parti socialiste (Pasok) à "*faire leur devoir*" la semaine prochaine au Parlement, en adoptant le nouveau plan d'austérité réclamé par les bailleurs de fonds de la Grèce.

Le vote devrait être serré mercredi prochain lorsque les députés se prononceront sur le plan d'austérité de cinq ans mis au point avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (UE). Ils voteront le lendemain sur la loi d'application de ce programme.

Le gouverneur de la banque centrale de Grèce, Georges Provopoulos, a estimé samedi que le temps était compté pour la Grèce, qui doit en finir avec les débats et prendre des mesures concrètes pour redresser son économie et rassurer ses partenaires ainsi que les marchés financiers.

"*Désormais, nous devons convaincre, par des actes, du fait que la Grèce ne veut pas s'autodétruire, nous devons sortir de la rhétorique et lancer des réformes*", a-t-il dit au journal Kathimerini.

Selon lui, il est illusoire de croire qu'il y aurait une sortie indolore de la crise. Il a écarté l'idée qu'il existerait une autre solution que les mesures d'austérité ayant fait l'objet d'un accord avec l'Union européenne et le FMI.

Au parlement, la majorité du gouvernement Papandréou est réduite: le Pasok au pouvoir compte 155 députés sur 300.

Deux députés socialistes ayant annoncé qu'ils voteraient contre ces mesures, la majorité ne tient plus qu'à trois voix.

Après les élections législatives d'octobre 2009, les socialistes comptaient 160 députés mais les mesures d'austérité, contestées tous les jours dans la rue, ont provoqué cinq défections.

Le nouveau ministre des Finances, Evangelos Venizelos, a proposé de discuter avec tous les députés hésitants.

"*Je pense que le sens de responsabilité l'emportera au final; le Dieu de la Grèce est grand*", a-t-il dit sur la chaîne de télévision grecque Alter.

Pour le ministre de la Justice Miltiadis Papaioannou, les élus socialistes "*doivent boucher leurs oreilles face à toutes les critiques et faire leur devoir.*"

L'un des dissidents, Thomas Robopoulos, n'est pas de cet avis. "*Des commerces ferment tous les jours et on veut prendre des mesures qui bloquent la croissance*", a dit à Reuters ce concessionnaire de Thessalonique, l'un des rares hommes d'affaires membres du Parlement.

Les mesures d'austérité ont fait plonger la Grèce dans la récession, la plus violente depuis 37 ans, avec un produit intérieur brut en baisse de 4% l'an passé. Le chômage a atteint le niveau record de 16,2% en mars, et 43% chez les jeunes.

Une grève générale de 48 heures est organisée la semaine prochaine, coïncidant avec les votes du Parlement. (Reuters 25.06)

3- Egypte.

La justice égyptienne a condamné samedi par contumace l'ancien ministre du Commerce Rachid Mohamed Rachid à une peine de cinq ans de prison, rapporte l'agence de presse égyptienne Mena.

Rachid, qui a également été condamné à payer l'équivalent de 1,10 million d'euros d'amendes, était poursuivi pour réalisation de bénéfices excessifs et dilapidation de fonds publics. (Reuters 25.06)

Et les militaires corrompus ?

4- Tunisie

Le directeur de la radio tunisienne Kalima, dissidente sous le régime Ben Ali, Omar Mestiri, a annoncé samedi avoir décidé d'entamer une grève de la faim illimitée pour protester contre ce qu'il qualifie de "*déni d'existence légale*".

Dans un communiqué transmis à l'Associated Press, Radio Kalima s'élève contre la non obtention de l'autorisation devant lui permettre d'accéder aux fréquences, malgré une promesse faite par le gouvernement. Elle déplore également "*l'inertie*" de la nouvelle instance de réforme de l'information et de la communication (INRIC).

La direction de la radio estime que "*six mois après la révolution, l'audiovisuel est toujours accaparé par les mêmes monopoles mis en place par la volonté de l'ancien président*" tunisien Zine El Abidine Ben Ali, qui a fui en Arabie Saoudite en janvier dernier à la suite d'un soulèvement populaire.

Elle considère comme "*un paradoxe*" le fait que "*les médias alternatifs qui ont combattu l'appareil*" du régime "*et contribué à le discréditer, en payant le prix fort, demeurent rejetés hors de l'espace médiatique légal*". "*La scène publique a vu apparaître plus de 90 nouveaux partis politiques, mais aucun média audiovisuel*", regrette le communiqué.

Les responsables de la station proclament leur refus d'utiliser des fréquences pirates ce qui "*serait une insulte à la Révolution tunisienne*", optant pour un "*combat pour la légalité et une reconnaissance légale de Kalima et de toutes les radios libres*".

Opposante notoire au régime de Ben Ali dont elle dénonçait régulièrement les atteintes aux libertés et aux droits de l'Homme, la fondatrice de cette radio, Sihem Ben Sédrine, a été emprisonnée et longtemps en butte aux harcèlements de la police du président déchu qui avait fermé les locaux de la station et saisi ses équipements. (AP 25.06)

Voilà une question à creuser. Le régime se veut démocratique et légalise plus de 80 partis, mais refuse qu'ils puissent faire entendre leur voix par le biais de médias indépendants qui leur permettraient de toucher la totalité de la population, ce que la diffusion de journaux ou de tracts usr un trottoir ne permet pas. Que ou qui craint-il ?

Au lieu de dépenser des sommes colossales inutilement dans des campagnes électorales, un parti ouvrier ferait mieux de se doter d'une radio et si possible d'une chaîne de télévision pour fidéliser ses sympathisans et en gagner d'autres.

5- Afghanistan

L'Afghanistan s'est enfoncé samedi un peu plus dans la crise politique avec le limogeage par les députés des cinq juges les plus haut placés à la Cour suprême, dont son propre président.

Il s'agissait pour les parlementaires de riposter à la décision de la cour spéciale nommée par décret du président Hamid Karzaï d'invalider jeudi pour fraudes 62 députés élus l'an dernier.

Les adversaires du président afghan reprochent à celui-ci d'avoir nommé cette cour spéciale - contestée en Occident - après les élections controversées du 18 septembre pour minimiser les gains politiques qu'ils y avaient enregistrés.

La décision de Karzaï, actuellement en Iran, de remettre en cause le quart du parlement, a amené les députés à évincer les cinq principaux membres de la Cour suprême, dont son président Abdul Salam Azimi, pour ne s'être pas opposés à la décision de cette cour spéciale à la main du président.

Fatima Aziz, une parlementaire de la province de Kunduz, a déclaré que 183 de ses collègues sur 190 avaient voté en faveur de

la destitution des cinq juges suprêmes.

L'assemblée élue en septembre 2010 n'a pas siégé avant le 26 janvier dernier et cela lui a pris des semaines avant de choisir Ibrahimi comme président.

Pour sa part, Karzaï n'est toujours pas en mesure de nommer un gouvernement complet en raison de l'opposition qu'il rencontre au parlement. En attendant, plusieurs portefeuilles clés sont aux mains d'intérimaires. (Reuters 25.06)

Social

1- France

Se promener place Wilson à Toulouse une canette à la main fait désormais de l'assoiffé moyen un contrevenant.

Il est en effet interdit depuis vendredi 24 juin de consommer de l'alcool «sur l'espace public dans tout l'hyper-centre». Toulouse ville étudiante, au régime nord-américain depuis la Garonne jusqu'aux boulevards et du palais de justice jusqu'à la place Arnaud Bernard.

La maire PS Pierre Cohen n'est pas un «sécuritaire». Il dit à qui veut l'entendre que la répression, c'est pas son truc. Il vient pourtant de signer cet arrêté. Lequel arrêté est assorti d'un deuxième point: Les «établissements de vente à emporter», autrement dit des enseignes se présentant comme épiceries de nuit mais distribuant de l'alcool pour l'essentiel, seront contraints de tirer le rideau à 2h en semaine et 3h les samedi et dimanche.

Le Capitole durcit ainsi la règle imposée en février par la justice administrative, obligeant déjà les bars de Toulouse à fermer à 3h le week-end plutôt que de rester ouverts toute la nuit comme il y était exception. Plus d'alcool, donc, jusqu'à pas d'heure.

Ce n'est pas encore la prohibition, mais cela pourrait y ressembler. Le décès d'un étudiant, tombé ivre dans les eaux du fleuve au mois de mai et les mauvaises humeurs des riverains de la place Saint-Pierre semblent avoir fait basculer le pouvoir municipal.

Il n'est pas rare dans les rues de New York ou de Montréal où les agents ne rigolent pas avec cette règle, de croiser un passant, ou une passante, biberonnant la bouteille. Mais une bouteille emballée dans un sac de papier non transparent... C'est parce qu'il sait que toutes les règles peuvent être contournées et que la répression n'est pas toujours la solution que le maire a tardé à sévir.

Pour ne pas se laisser doubler sur ce terrain là par Pierre Cohen, le leader de son opposition municipale, l'UMP Jean-Luc Modenc a tout de suite proposé que l'interdiction de consommer de l'alcool sur l'espace public soit étendu de l'hyper-centre à toute la ville. Non, mais ! (libetoulouse.fr 26.06)

Commentaire de quelques internautes.

1- Et bien, c'est du joli...ça promet une France socialo ... on va pas vraiment voir la différence !!!!!!!

2- Avec un type qui se différencie aussi peu de l'UMP, c'est une raison de plus de ne pas voter socialiste.

3- Une société qui contrôle, encadre, réprime à ce point sa jeunesse est une société réactionnaire. Cohen n'aura plus jamais mon bulletin de vote.

4- Le PS va vous surprendre lorsqu'il sera au pouvoir, par les mesures qu'il sera "obligé" de prendre si on eut que notre société demeure un peu agréable et vivable.

5- De toute façon cet arrêté municipal vise surtout à chasser de l'hyper-centre, non pas les étudiants, mais les clochards et autres SDF imbibés. Chassez ces pauvres que nous ne saurions voir! Merci pour cette leçon de "socialisme réel" Mr Cohen.

6- Ce maire de gauche a raison de faire une politique de droite puisque c'est nécessaire. D'ailleurs, ce n'est pas une loi liberticide puisqu'il s'agit de défendre la liberté des uns contre celle des autres: ceux qui veulent une ville propre et conviviale contre ceux qui veulent pouvoir beugler ivre et pisser partout. Vive la droite, même sous étiquette PS.

Braves gens, si Mr Cohen était vraiment socialiste, croyez-vous qu'il prendrait ce genre de mesures ? Cet élu comme ses semblables de "gauche" gère sa ville dans l'intérêt de la société bien pensante, qui vit confortablement, se plaint la panse pleine et le compte en banque bien garni, ces gens qui ne supportent pas les dérives qui sont le produit de l'idéologie à laquelle ils adhèrent...

Les témoignages d'incivilité incommodent tout le monde un jour ou l'autre. Mais apparemment pas le chômage, pas la précarité, pas la pauvreté, pas la jeunesse sacrifiée, désoeuvrées, sans avenir...

Messieurs et mesdames du PS, s'il vous plaît, changez le nom de votre parti, bannissez de votre langage le mot socialiste, bannisez de vos discours toute référence au socialisme ou alors disparaissez ! Sinon, de deux choses l'une : soit vous finirez comme Allende, soit le peuple aura votre peau le moment venu !

Non, nous ne nous trompons pas d'ennemi. Vous avez décidé de gérer la société pour le compte du capitalisme, de vous ranger à ses côtés, personne ne vous y a forcés, vous avez pris vos responsabilités, vous avez décidé de les assumer jusqu'au bout, demain vous enverrez la mitraille pour mater la révolution prolétarienne, ne nous loupez pas car nous ne ferons peuve d'aucune indulgence à votre égard, et ne comptez pas sur votre étiquette de socialiste pour tenter de vous en sortir, nous veillerons scrupuleusement à vous faire payer tous vos crimes, ainsi que ceux dont vous avez été les complices.

La survie du capitalisme entraîne la décomposition de toutes les couches et classes de la société. Plus de lois liberticides, toujours plus d'interdictions, plus de policiers, plus de surveillance, plus de répression, plus de prisons, etc. voilà tout ce que vous avez trouvé pour assurer la tranquillité des classes dominantes.

Dites-donc braves gens, qu'est-ce qu'il y a de socialiste là-dedans ? Rien, c'est le mode d'emploi d'un régime antisocial, profondément réactionnaire. Cette racaille a mis la main sur l'étiquette socialiste, demandez-vous s'ils ne l'ont pas volée, si ce ne seraient pas une escroquerie, une imposture, une forfaiture...

Grande-Bretagne

«C’est un appel aux armes», assure solennel Dave Prentis, secrétaire général d’Unison, le plus important syndicat britannique de la fonction publique (1,2 million de membres), qui n’a pas fait dans la dentelle. «*Nous espérons le meilleur, nous espérons des négociations, mais nous nous préparons pour le pire*», a-t-il emphatiquement déclaré devant ses délégués réunis à Manchester pour leur congrès annuel. Le pire, a-t-il promis, sera la plus importante grève générale qu’ait connue le Royaume-Uni depuis 1926. Et ce pour protester contre la politique d’austérité du gouvernement de coalition (conservateurs et libéraux-démocrates) en général et la réforme des retraites en particulier.

La grève de 1926, lancée par les mineurs qui protestaient contre une réduction de leurs salaires, avait duré neuf jours. Mais le gouvernement conservateur n’avait pas cédé et les mineurs avaient été contraints d’abandonner leur mouvement. Les dernières grandes grèves au Royaume-Uni datent de 1984-1985, à nouveau initiées par les mineurs. Et, encore une fois, le gouvernement, alors dirigé par Margaret Thatcher, avait remporté le bras de fer. «Mais cette fois-ci, ce sera différent, parce que nous gagnerons», a affirmé Dave Prentis.

Le premier pas vers une grève générale historique se tiendra donc le 30 juin avec l’appel à l’arrêt de travail de plus de 750 000 employés de la fonction publique, essentiellement des enseignants. Ironiquement, Unison ne participera pas à cette grève… pour des raisons techniques. Pour déclencher un mouvement, les syndicats britanniques doivent organiser un scrutin auprès de tous leurs membres, puis déposer un préavis d’au moins sept jours. Avec plus d’un million d’adhérents, «*nous avons besoin de 17 semaines pour voter une grève*», explique une porte-parole d’Unison. Les enseignants souhaitant faire grève avant les vacances scolaires d’été, Unison a été pris de court. «*Mais ce n’est que partie remise, nous prévoyons un automne de grèves si les négociations n’avancent pas.*» Ces négociations, qui doivent reprendre lundi, concernent le report de l’âge de la retraite pour le secteur public et des pensions. Le gouvernement propose de repousser le premier de 60 ans actuellement à 66 ans à partir d’avril 2020, et d’augmenter la contribution des fonctionnaires au régime des secondes.

«*L’attaque contre les retraites du secteur public pourrait être l’élément qui rassemble l’opinion*» autour d’un vaste mouvement de protestation générale, a affirmé Liz Chinchen, porte-parole du Trade Union Congress (TUC), la confédération des syndicats britanniques. La réforme des retraites entre dans le cadre du vaste programme d’austérité entamé juste après l’arrivée au pouvoir, il y a exactement un an, du gouvernement du conservateur David Cameron.

Pourtant, en dépit de coupes sévères dans tous les budgets, de gels des salaires et d’une économie toujours très fragile, la réaction de l’opinion publique est restée jusqu’à présent modérée. Certes, le pays a connu en mars sa plus grande manifestation du secteur public jamais vue, avec un demi-million de personnes dans la rue. Pourtant, les syndicats espèrent contraindre le gouvernement à faire machine arrière, confortés par une série de revirements récents de la coalition.

Le gouvernement a en effet renoncé successivement aux points les plus polémiques de sa réforme du système de santé publique (NHS) et vient également de revenir sur celle de son système de justice. «*Au Royaume-Uni, nous avons cette tradition qu’un gouvernement se doit de poursuivre les mesures qu’il a préconisées, même quand elles sont clairement mauvaises. Thatcher l’a fait avec la poll-tax [impôt local non modulé sur le revenu, ndlr] et cela a précipité sa fin, Tony Blair l’a fait avec la guerre en Irak et cela ne l’a pas particulièrement aidé, explique Tony Travers. David Cameron semble pencher vers l’opposé, en positivant ses revirements ; c’est une attitude qui pourrait à terme payer.*»«*Je ne vais pas m’excuser d’écouter les gens et de vouloir changer les choses*», s’est défendu le Premier ministre. Et c’est sur cette capacité à réagir face à la grogne sociale que comptent sans

aucun doute les syndicats. (liberation.fr 25.06)

Economie

France. Détournement de fonds publics, cadeau aux patrons, corruption, mode d'emploi.

Les autorités françaises ont annoncé vendredi le lancement d'un "*Fonds national d'amorçage*" doté de 400 millions d'euros destiné à soutenir les jeunes entreprises innovantes.

Ce fonds ne financera pas directement les entreprises mais investira dans 15 à 20 fonds qui investiront eux-mêmes, poursuit le communiqué conjoint du ministère de l'Economie, du Commissariat général à l'investissement et de la Caisse des dépôts.

Le Fonds national d'amorçage sera géré par CDC Entreprises, filiale de la Caisse des dépôts, et les 15 à 20 fonds par des équipes de gestion professionnelles.

Ce régime d'intervention publique en capital-investissement auprès des jeunes entreprises innovantes a été validé par la Commission européenne le 20 avril, précise le texte. (Reuters 25.06)

Commentaire d'un interanaute

- "15 à 20 fonds qui se serviront grassement au passage, il va rester combien des 50 millions pour les entreprises, c'est la crise mais des millions apparaissent .. et disparaissent."

Haut de page

Le 27 juin

Mais dites-moi, j'ai cru comprendre que la France nous avait rejoint sous les tropiques, il fait une chaleur à crever chez vous, non ? Ici on se maintient entre 40 et 45°C, et je ne sais pas ce qui se passe : pas de coupures de courant depuis deux jours, étrange ! La signature de la vente de notre maison a encore été reportée d'une semaine...

Au fait, bonnes vacances à ceux qui ont la chance d'en prendre. Vous êtes les bienvenus si vous passez dans le coin, mais apparemment cette destination n'est pas prisée par les militants, il faut dire qu'en juillet et août le prix des billets d'avion augmente de 50 à 90% !

Un article de libération.fr d'hier et un commentaire pour se mettre en forme dès le lundi, car ici on continue de bosser !

La manière d'exercer la justice est un marqueur parfait d'une époque et d'un pays. Pour connaître l'état des mœurs d'une société, rien ne vaut les arrêts de jurisprudence, révélateurs des seuils de tolérance d'une population à un moment donné de son histoire. Voilà pourquoi la justice et la délinquance sont un terrain privilégié des politiques qui font là leur miel de tout «accident» capable d'émouvoir une opinion malléable. Les faits divers, que jadis la presse qualifiait de «chiens écrasés», font la part belle aux cruelles aptitudes des humains.

En période électorale, le crime devient le filon idéal pour faire trembler les chaumières et prétendre apporter la solution au «mal». C'est exactement le sens de la réforme des tribunaux, adoptée vendredi, qui joue les jurys populaires contre les juges professionnels. Une réforme qui renoue avec l'archaïsme de la seule sanction pénale et refait de la loi du talion la potion magique, censée apaiser les victimes des délinquants décrétés irrécupérables. Ce cercle vicieux, vieux comme la politique pseudo-vertueuse dénoncée par Michel Foucault, est remis au goût du jour : flatter les instincts de vengeance ne relève pas seulement du paternalisme de bas étage. C'est aussi un mépris de la conscience d'un peuple diminué par l'exploitation de la peur. Nier la peur n'a guère plus de sens. Apprendre au contraire à la maîtriser est le seul moyen de vivre dans un monde réel, parfois sauvage. Inconvénient majeur : il faudrait dire la vérité. (liberation.fr 25.06)

Alors disons la vérité : le régime qui ne doit son salut qu'à l'ignorance des masses exploitées, flatte l'ignorant, le frustré, le faible, le complexé, l'envieux, le couard, pour mieux le maintenir dans sa condition en le dressant contre lui-même ou ses semblables. Il lui balance un os à ronger en lui désignant un bouc-émissaire, sur lequel l'ignorant peut se venger de l'injustice ou des inégalités que le régime lui fait subir et dont il n'a pas conscience.

On pourrait écrire longtemps sur les imperfections et les faiblesses de l'homme, mais ce qu'il faut retenir, c'est que quel que soit son degré d'ignorance ou sa condition il demeure assoiffé de justice, et s'il aspire au progrès social à notre époque, c'est parce

qu'il estime injuste d'en être écarté ou de ne pas en profiter au même titre que les nantis.

Le gouvernement et les médias exploitent la violence issue de la décomposition de la société pour faire oublier qu'ils en sont responsables et en tirent profit. Cette exploitation nauséabonde et cynique de la misère humaine leur sert à manipuler la conscience des masses afin de dresser leurs différentes couches les unes contre les autres, car ils ne craingnent rien de plus que leur unité qui coïnciderait avec la prise de conscience de leur force qui les rendrait invincible.

L'ignorant qui se livre à la violence aveugle ne fait que reproduire les rapports sociaux de production en agissant de la même manière que la classe dominante envers la classe dominée. L'homme fort frappe sa femme plus faible, qui bat ses enfants, qui martyrisent leur chien. Dans un film d'Alain Resnais récemment diffusé sur TV5Monde Asie, le réalisateur s'exprimait en toile de fond et affirmait que les instincts de domination et de possession étaient fondamentalement étrangers à l'homme, que c'était la société qui avait fait naître en lui ce genre de rapports destructeurs dans leurs têtes, rapports dont on a souligné l'origine plus haut.

Ce film, dont je n'ai pas relevé le titre, se terminait par cette phrase : l'homme ne sera vraiment libre que le jour où il aura réussi à vaincre cette domination, autrement dit, lorsque la société ne reposera plus sur des rapports basés sur la domination d'une classe par une autre, lorsque le capitalisme aura été éradiqué de la surface de la terre et que les classes auront disparu.

Autre réflexion.

Les intellectuels qui interviennent sur le Net sont des fainéants à l'esprit étroit ou borné hantés par le stalinisme qu'ils identifient au socialisme ou au communisme. Du coup, ils s'en trouvent de plus en plus parmi eux qui se demandent comment on pourrait sortir du capitalisme sans se tourner vers ce qu'ils croient être le socialisme et qui leur fait horreur, et qui avancent l'idée d'un monde sans argent.

Je l'ai noté, car j'avais avancé l'idée en 2005 que cela règlerait effectivement tous nos problèmes, et j'avais émis un instant l'hypothèse qu'on pourrait peut-être passer directement du capitalisme à une société démonétisée, ce qui demeurera malheureusement irréalisable aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été vaincu à l'échelle mondiale. Cependant, c'est un fait que cette idée peut gagner les esprits plus facilement que celle du communisme plus compliqué à mettre en oeuvre, une utopie économique dans le sens où elle dispense de réfléchir à la manière dont on pourrait changer le monde en attendant qu'elle se réalise et cesse d'être une utopie.

Quand on entend Marie-Ségolène Royal (plus loin) se réclamer du socialisme, on a instantanément envie de lui faire connaître le même sort que Jeanne d'Arc pour qu'elle se taise définitivement.

En entendant par hasard sur TV5Monde Asie le panégyrique d'Inès de la Fressange par le maire de Paris, Bertrand Delanoë, à l'occasion d'une sauterie donnée en son honneur, on se serait cru retourné trois siècles en arrière à Versailles en présence d'un bouffon poudré à l'éloquence empoulée flattant les riches atours de la reine, j'ai ressenti la même impression à vomir qu'en présence d'une crème solaire au beurre de karité qui aurait tourné, je me suis demandé s'il était possible d'être plus ridicule et de tomber plus bas sur l'échelle de la médiocrité humaine. Je me suis demandé également comment un type aussi pitoyable avait bien pu devenir maire de Paris, les mystères de Paris !

Ces gens-là n'appartiennent manifestement pas au même monde que nous, ils ne sont pas prétentieux, ils sont carrément hautains, suffisants, méprisants, ce sont des bourgeois qui transpirent la haine de la plèbe, ils le portent sur eux, au point qu'on en soit incommodé avant même qu'ils aient prononcé le moindre mot. On se dira alors qu'il ne faut pas avoir grand chose dans la tête pour ne pas s'en apercevoir au premier coup d'oeil ou qu'il ne faut pas avoir beaucoup de principes pour les supporter ne serait-ce qu'un instant, qui plus est pour adhérer à leur parti. Ce sont les champs lexicaux de l'hypocrisie et de la forfaiture dans lesquels ils se complaisent qui leur sied le mieux.

Vous me direz que ceux qui adhèrent au PS se moquent de ces critères, et qu'ils le rejoignent sur un critère idéologique qu'ils partagent avec lui. Sans doute, ce qui signifie qu'ils partageaient déjà cette idéologie avant d'y adhérer, ce qui expliquerait qu'ils se trouvent à l'aise dans cette assemblée de dandys et d'arrivistes qui sont entrés en politique uniquement pour faire carrière et goûter du pouvoir. Ce qui me fait dire que ceux qui en sortent n'ont eu aucun effort à produire pour se séparer de l'idéologie qui les habitait quand ils y sont entrés, puisqu'ils la possédaient avant même d'y adhérer et l'on conservé en réalité après en être sorti, sauf exceptions rarissimes. Ils quittent le PS sans jamais (totalement) se défaire de l'idéologie qui leur sert de point de repère pour interpréter la société. Leur mode de pensée, leur statut social, leur mode vie, chacun de leur geste porte l'empreinte de cette idéologie bourgeoise décadente. Les en priver ou s'en défaire serait vécu par eux comme une castration aurait dit Freud, ce n'est pas Delanoë qui me contredira sur ce point !

Que l'on puisse laisser cette vermine paumadée parler au nom du socialisme est une véritable torture, pire, la fréquenter ouvertement ou discrètement comme on arpente à pas feutrés les allées du pouvoir à l'insu des militants, alors que rien ne vous y oblige, révèle un attachement à des illusions profondément enracinées ou relève d'une régression généralisée sur les principes et sur le plan idéologique.

Je n'avais pas prévu d'écrire cette causerie. Il nous restera cette semaine à aborder la question du cannabis (un article dans IO et ma réponse) et du mariage gay. Sur ce sujet, je n'ai rien à dire de particulier, hormis qu'il me semble que le développement de l'homosexualité dans la société va de pair avec sa décomposition, qu'il en est un des aspects, au même titre qu'à l'époque de la décadence de la Grèce antique ou de l'empire romain, mais je peux me tromper.

Quant au cannabis, sachant qu'il est consommé par des millions de personnes dont une majorité de jeunes, l'interdire, verbaliser, cela ne revient-il pas à pratiquer une répression de masse spécialement en direction de la jeunesse ? Pour la sauver, contre elle-même, franchement, vous y croyez ? S'il faut l'interdire sous prétexte que certains en font un mauvais usage aux conséquences parfois dramatiques, dans ce cas-là il faut absolument tout interdire ! Et qui peut l'interdire ou verbaliser ? L'état. Quel état ? Le nôtre, non, alors contentons-nous de nous occuper des problèmes qui sont de notre ressort et il y a du pain sur la planche, au lieu de mêler notre voix à celle d'un état policier.

A ce que je sache, à une autre époque tous les paysans ne sont pas devenus systématiquement des alcooliques invétérés, la petite bourgeoisie et les poètes qui pouvaient s'envoyer en l'air en buvant de l'absynthe ou en fumant de l'opium n'ont pas tous fini leurs jours au fond d'un caniveau, alors laissons chacun s'enivrer comme il le souhaite pour oublier un moment ce vieux monde pourri à défaut de pouvoir le changer dans l'immédiat.

Eh oui, c'est encore un paradoxe de leur société qu'il nous faut essayer de gérer au mieux, sans juger ou jouer au procureur ou au gendarme ! Hier ils ont interdit le port du voile, demain comme hier ils traiteront de putains les femmes qui portent des mini-jupes. Puritain ou libertin, c'est les deux faces de la même pièce frappée du sceau du pouvoir que l'argent octroie.

Bonne semaine à tous.

Politique

1- France

1.1- L'erreur !

Ségolène Royal a fait officiellement dimanche acte de candidature pour la primaire socialiste pour la présidentielle de 2012 en assurant avoir compris les erreurs de sa précédente campagne.

Ségolène Royal a assuré vouloir être "*la présidente des solutions, celle de la morale de l'action, celle du socialisme qui marche et qui obtient des résultats*". (Reuters 26.06)

Démagogie délirante produit de l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme.

1.2- Le NPA à hue et à dia.

1.2.1- Philippe Poutou, ouvrier dans l'automobile, a été élu samedi soir candidat du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) pour la présidentielle de 2012, par 53% des délégués réunis à Nanterre en conférence nationale, succédant ainsi à Olivier Besancenot.

Selon le décompte final, 122 délégués ont voté pour sa candidature, 50 contre, il y a eu 11 abstentions et 47 personnes n'ont pas pris part au vote, donnant un score de 53% sur le total des délégués et de 66,67% des exprimés.

Ouvrier de l'usine automobile Ford de Blanquefort (Gironde), où il est syndicaliste CGT, M. Poutou a déjà été tête de liste du NPA aux élections régionales en Aquitaine (2,52%) mais aussi aux législatives de 2007 (2,7%) en Gironde sous l'étiquette de la Ligue communiste révolutionnaire (devenue NPA).

En début de semaine, la commission de candidatures du NPA s'était "*majoritairement prononcée*" pour Philippe Poutou pour remplacer Olivier Besancenot qui s'est retiré début mai après avoir représenté deux fois la LCR, en 2002 (4,25%) et 2007 (4,08%).

Réunis à l'université de Nanterre en conférence nationale, sorte de mini-congrès, les délégués ont donc confirmé, après des débats longs et parfois tendus, la candidature de M. Poutou.

A la tribune, plusieurs militants se sont toutefois demandé pourquoi aucune des deux femmes porte-parole, Christine Poupin ou Myriam Martin, n'avait été désignée. Mme Martin a estimé que la commission des candidatures qui a récemment sorti le nom de M. Poutou, avait été mise en place pour "*éviter*" la sienne.

Un vote serré dans une ambiance de division. Les délégués ont en effet confirmé le vote des congrès locaux, coupant quasiment

en deux le NPA : 50,4% des militants soutenant la ligne "*identitaire*", contre 40,1% favorables à des discussions avec le reste de la gauche radicale dont le Front de gauche (FG), pour l'après-2012.

Le premier texte était soutenu notamment par Mme Poupin, MM. Besancenot et Poutou, le deuxième étant porté par Myriam Martin et Pierre-François Grond. (Liberation.fr et AFP 26.06)

1.2.2- Très pugnace, cet homme de 44 ans a en tout cas toujours su mener de front aussi bien ses activités syndicales que politiques. Aujourd'hui, il est secrétaire CGT de Ford Aquitaine Industrie (FAI) alors que pour le compte du NPA, il s'est déjà présenté à trois élections. C'est à partir de 2007 que le nom de Philippe Poutou, alors délégué CGT à l'usine, a commencé à apparaître dans les médias, quand Ford a annoncé la fin de la production en 2010 de boîtes automatiques sur le site de Blanquefort, faisant planer des menaces pour l'emploi de quelque 2 000 salariés.

Toujours disponible, excellent orateur, cet homme au look très décontracté s'est vite imposé comme un interlocuteur privilégié des journalistes au sujet de l'avenir de ce site. Aux côtés d'autres syndicalistes, il a participé à des dizaines de réunions avec la direction ainsi que les représentants politiques de tous bords. Le combat a fini par payer, puisque début mai, le géant de l'automobile américain a confirmé un plan industriel permettant de pérenniser 955 emplois au sein de FAI. (lemonde.fr 26.06)

2- Azerbaïdjan. Bruit de bottes.

Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, s'est engagé dimanche à accroître les dépenses militaires de son pays et à reprendre le contrôle des territoires revendiqués et occupés par l'Arménie.

Il a fait ces déclarations au cours d'un défilé militaire dans la capitale Bakou, le plus important depuis la fin de l'Union soviétique et l'accession à l'indépendance en 1991.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie, qu'une guerre a opposés avec pour enjeu la région du Haut-Karabakh, ont conclu un cessez-le-feu en 1994. Depuis ce conflit, qui a fait environ 30.000 morts de part et d'autre, les Etats-Unis, la Russie et la France ont tenté de rapprocher les positions des deux camps, en vain.

"*Je suis totalement persuadé que nous recouvrerons notre intégrité territoriale, quels qu'en soient les moyens*", a dit Aliev, dont le discours et le défilé militaire ont été retransmis par la télévision nationale. "*Par conséquent, il nous faut être encore plus fort*", a-t-il ajouté.

Le Haut-Karabakh, région d'altitude peuplée majoritairement d'Arméniens de souche, faisait partie du territoire de l'Azerbaïdjan. Des troubles y ont éclaté dès 1988, avant même l'éclatement de l'URSS, et les Arméniens de souche en ont chassé les troupes de Bakou.

Dans son intervention, Aliev a indiqué que son pays, producteur de pétrole et de gaz, porterait dès cette année ses dépenses militaires à 3,3 milliards de dollars, contre 2,15 milliards l'an dernier et seulement 160 millions en 2003.

"*Le Haut-Karabakh est un pays traditionnellement azerbaïdjanais, il l'a toujours été, mais il est temporairement sous occupation, ce qui ne pourra pas durer éternellement*", a déclaré Aliev, en ajoutant que Bakou allait poursuivre ses efforts diplomatiques.

Bakou et Erevan ne sont pas parvenus à s'entendre sur un accord cadre fixant les conditions d'une résolution de leur conflit, lors d'un sommet en présence du président russe Dmitri Medvedev, vendredi dernier à Kazan au Tatarstan russe. Les deux pays rivaux se sont rejeté la responsabilité de cet échec. (Reuters 26.06)

3- Yémen

Des dizaines de milliers de personnes ont une nouvelle fois manifesté à Sanaa dimanche, demandant à Saleh de quitter le pouvoir et condamnant la politique des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite, accusés de ne pas prendre nettement position contre le chef d'Etat.

"*La position des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite est contre notre révolution (...) Nous voulons voir la mise en place d'un conseil de transition et le départ des suppôts du régime*", glisse Imar Naji, un manifestant. (Reuters 26.06)

4- Syrie

Trois mois après le début de la révolte syrienne, le président Bachar el-Assad n'a pas réussi à mettre fin à la contestation, malgré une répression sanglante. Mais les opposants ne sont pas parvenus non plus à faire pencher la balance en leur faveur; pour cela, il leur faudrait le ralliement des classes moyennes, un tel basculement pourrait alors pousser l'armée à se soulever contre le régime.

Plus de 1.400 Syriens ont été tués par les forces de l'ordre et 10.000 autres emprisonnés depuis le début des révoltes, selon le bilan des organisations de défense des droits de l'Homme.

Certes, la contestation essaime dans toute la Syrie. Mais pour l'instant, elle n'a pas gagné les grandes villes, faute d'avoir convaincu les classes moyennes.

Le pays de 22 millions d'habitants est un puzzle fragile de sunnites, de chiites, d'alaouites, de chrétiens, de Kurdes, de Druzes, de Circassiens et d'Arméniens, entre autres. Bachar el-Assad tente de se présenter comme le seul rempart contre le chaos, jouant sur la peur de conflits communautaires qui dégénéreraient en une guerre civile à la libanaise.

En outre, la Syrie jouit de sa position stratégique au Proche-Orient. Frontalière de cinq pays, elle entretient des liens étroits avec l'Iran et avec des groupes palestiniens comme le Hezbollah (Liban) et le Hamas (Bande de Gaza). Elle contrôle l'alimentation en eau de l'Irak, de la Jordanie et d'une partie d'Israël. Même si elle est officiellement en guerre avec l'Etat hébreu, qui occupe son Plateau du Golan depuis 1967, elle a gardé avec lui des contacts discrets qui ont parfois contribué à éviter un embrasement. Nombre d'acteurs régionaux n'ont donc pas envie de voir une Syrie déstabilisée.

Les sunnites sont majoritaires dans le pays et parmi les militaires du rang. Mais les hauts gradés sont majoritairement des alaouites. Cette branche du chiisme est minoritaire (11% de la population syrienne) mais elle est présente à tous les postes clefs.

La famille el-Assad est alaouite, tout comme la plupart des hauts gradés dans l'armée, et les "*chabiha*", les miliciens à la solde du régime. La Garde républicaine, chargée de la sécurité de la capitale, Damas, est aussi majoritairement alaouite, tout comme la 4e Division qui, sous la direction de Maher el-Assad, le frère du président, écrase les manifestations d'ampleur.

Tandis que les sunnites se plaignent de discriminations à l'emploi, les alaouites considèrent, eux, qu'ils seraient opprimés pour hérésie s'ils venaient à perdre le pouvoir.

Pour que les officiers alaouites tournent le dos à Bachar el-Assad, il faudrait d'abord que les classes moyennes fassent de même. Or, pour l'heure, le président syrien peut compter sur le soutien de cette part, petite mais croissante, de la population.
Ces commerçants et ces petits entrepreneurs, qui vivent surtout à Damas et à Alep, ont vu leur niveau de vie augmenter depuis que Bachar a succédé à son père Hafez el-Assad en 2000 et que l'économie du pays s'est ouverte.

"*Jusqu'à maintenant, ils pensent que le régime d'Assad assure la stabilité*", analyse Hilal Khashan, professeur de sciences politiques à l'Université américaine de Beyrouth. "*S'ils parviennent à la conclusion qu'Assad n'est pas leur homme et qu'ils ne peuvent pas se reposer sur le régime, ils se joindront au mouvement de protestation*".

C'est alors que les militaires pourraient entrer en jeu. (AP 26.06)

Haut de page

Le 28 juin

Je suis retourné ce matin au bureau de l'immigration, je croyais mon dossier complet, pas de bol, ils me réclament le certificat de naissance en anglais de Magueswary et un certificat de mariage traduit en anglais visé par le consulat de France à Pondichéry et certifié par the ministry of External Affaire à Chennai, de mieux en mieux, je suis reparti pour un marathon adminstratif ! On est mariés depuis 21 ans et ils ont déjà reçu en plusieurs exemplaires les documents qu'ils me réclament. No comment !

Quelques sujets en très bref.

1-- Des tâches d'intérêt commun comme nouvelle sanction scolaire - Liberation.fr (27.06)

Effectuées gratuitement à la place d'un employé de service ou un chômeur ? J'oubliais que les chômeurs sont tous des fainéants en puissance, de vulgaires profiteurs... Après cela ils vont aimer l'école, c'est sûr !

2-- Dimanche, lors de l'émission politique Le Grand Jury/RTL/LCI/Le Figaro, Alain Juppé a estimé "*utile*" de revenir aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, dans le cadre du projet de l'UMP pour la présidentielle de 2012.

"*Quelles sont les valeurs de l'UMP? Tout simplement, les valeurs de la République. (...) Liberté, égalité, fraternité. On se rend compte que quand on décline ces trois thèmes, on retrouve leur modernité, leur actualité*", a ajouté Alain Juppé.

A l'occasion d'un point de presse, le maire de Bordeaux a également redit qu'il était favorable au mariage homosexuel, reconnaissant qu'"*on n'a pas aujourd'hui sur le mariage homosexuel, le même regard que celui qu'on avait il y a 20 ou 30 ans*".

"*Les responsables politiques ne sont pas toujours là pour suivre l'opinion, mais ils doivent malgré tout tenir compte, en démocratie, de l'évolution de l'opinion et dans ce domaine, l'opinion a beaucoup évolué*", a-t-il déclaré. (AFP 27.06)

C'est surtout "*utile*" en campagne électorale, puisque Marine Le Pen se réclame de la République, c'est pour dire que ce terrain est une planche pourrie ! En revendiquant une République sociale, on donne un autre contenu de classe aux valeurs de la République...

3-- La jeunesse d'aujourd'hui est toujours rêveuse mais moins idéologue. Elle tourne pragmatique: elle veut des solutions. L'utopie est belle pour qui a un job. Des générations n'en n'ont pas. Les jeunes veulent du concret, du possible. Les ONG en proposent, pas le NPA. (slate.fr 27.06)

Erreurs :

1- Avec l'approfondissement de la crise du capitalisme, l'idéologie va de plus en plus alimenter les discussions dans les mois et années à venir. Quand la jeunesse s'oppose au racisme ou à la xénophobie, elle mène un combat sur le terrain idéologique, même si en grande partie elle l'ignore ;

2- La jeunesse "*veut des solutions*", mais il n'en existe pas sous ce régime ;

3- Si les travailleurs et les jeunes qui ont un emploi avaient une utopie en tête cela se saurait, le problème c'est justement qu'ils n'en ont pas ;

4- Le "possible", un salaire de misère, la surrexploitation, occuper un emploi sans rapport avec sa qualification ou ses diplômes, etc., il faut l'état d'esprit d'un esclave pour s'en trouver bien ou celui d'un larbin comme l'auteur de cet article, Eric Le Boucher (Les Echos, Le Monde notamment) ;

5- Les ONG proposent d'accompagner la destruction des services publics et les conséquences de la crise du capitalisme dont sont victimes les travailleurs au lieu de les combattre en s'attaquant à leurs racines.

Les ONG, financés par les liquidateurs de nos droits sociaux, gouvernements et capitalistes, ont pour fonction d'associer des travailleurs inconscients à leur oeuvre destructrice, afin de la légitimer et de renforcer l'idée que le meilleur et surtout le pire relève d'une terrible fatalité contre laquelle évidemment nous serions impuissants, un sparadrap sur une jambe de bois.

Le Boucher n'a pas inventé le fil à couper le beurre, tout le monde aspire à une solution à ses problèmes, tout de suite, immédiatement, mais par le fait qu'il n'en existe pas de satisfaisantes sous ce régime, cela force chacun à réfléchir davantage sur sa condition, la place qu'il occupe dans la société, à la société elle-même, comment elle fonctionne, c'est ainsi que mûrit l'idée qu'il existe bien une solution, mais au-delà de ce régime qu'il faut commencer à abattre.

La crise du capitalisme est une aubaine, car elle conduit des millions de travailleurs et jeunes à se poser un tas de questions qu'ils ne se seraient pas posés autrement, à chercher une issue politique...

4-- "*La Libye (...) n'accepte pas les décisions de la CPI (Cour pénale internationale) qui est un instrument du monde occidental pour poursuivre les dirigeants du tiers-monde*", a déclaré le ministre de la Justice, Mohammed al Kamoudi, lors d'une conférence de presse à Tripoli. (Reuters 27.06)

Le CPI est un tribunal d'exception, illégitime, qui a pour fonction de juger des bouc-émissaires du capitalisme mondial parmi ceux aqui le représentaient encore hier, et dont il n'a plus besoin aujourd'hui ou qu'il estime devenu trop encombrants. Bush devrait être condamné à mort par la CPI pour avoir bombardé et envahi l'Irak sous un faux prétexte, l'existence d'armes de destruction massive qui en réalité n'ont jamais existé, non ?

Parole d'internaute

(A propos d'Arnaud Montebourg)

- "Si, si je le connais, je l'ai rencontré plusieurs fois dans le TGV Paris -Le creusot. j'ai rarement vu quelqu'un d'aussi arrogant dans son attitude et c'est aussi le seul homme politique que j'ai rencontré dans le train qui n'avait aucun dossier et qui a bullé tout le temps du trajet." (slate.fr 27.06)

Cet internaute confirme ce que j'ai écrit hier à propos des dirigeants puants du PS.

Politique

1- France

Jean-Louis Borloo, président du Parti radical, continue de jouer avec les nerfs de l'UMP. Il inaugurait, dimanche 26 juin à Epinay (Seine-saint-Denis), la nouvelle confédération des centres baptisée Alliance républicaine, écologiste et sociale (Ares).

Ce mouvement pérenne se veut "*une force politique alternative entre un PS dépassé par les enjeux du XXIe siècle et une UMP qui s'est rétrécie, incapable d'entrer dans l'action*", a lancé celui qui était encore numéro deux du gouvernement il y a huit mois.

"*Nous avons un cap, une vision, des valeurs*", a souligné Jean-Louis Borloo. Notre "*force doit avoir un candidat à l'élection présidentielle*", a-t-il ajouté. "*J'en ai marre de la politique de dénonciation de l'autre et de la politique spectacle. Nous avons une obligation d'action immédiate et concrète*", a-t-il lancé, en présentant l'union des centres comme "*la force anti-FN*". "*C'est nous la force anti-21 avril parce qu'on répond aux Français par l'action. Si on laisse s'affronter le vainqueur de la primaire entre énarques socialistes et l'UMP actuelle, je vous garantis qu'on aura un FN au second tour*", a-t-il prédit, retournant l'argument de ceux qui l'accusent de favoriser une percée de l'extrême droite en divisant la majorité.

Sur RMC, Xavier Bertrand, le ministre du travail, a également mis en garde son ex-collègue centriste. "*S'il est candidat, c'est de la division. S'il y a de la division, il y a effectivement le risque que la droite et le centre ne soient pas représentés au second tour.*" Sur France 2, Nadine Morano, ministre de l'apprentissage et fidèle sarkozyste, a aussi expliqué que la candidature de son ancien collègue au gouvernement n'avait pas de sens."*Il n'y a aucune différence entre Jean-Louis Borloo et nous. Nous sommes vraiment dans la même famille politique*", a-t-elle conclu. (Le Monde.fr avec Reuters et AFP 27.06)

Mais nous n'en avons jamais douté, ce qui n'est pas le cas de tout le monde...

2- Espagne

La chambre basse du Parlement espagnol a approuvé lundi le projet de loi du gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero reculant l'âge de la retraite de 65 à 67 ans.

Le texte doit a présent être examiné dans les prochaines semaines par le Sénat, qui peut l'adopter ou le renvoyer avec des amendements vers la chambre des députés.

Les Espagnols, selon la législation actuelle, peuvent prendre leur retraite à taux plein à 65 ans après 35 années de cotisations à la sécurité sociale. Si le projet de loi est définitivement adopté par le Parlement, l'âge de la retraite sera progressivement reculé à 67 ans à partir de 2013, avec 37 ans de cotisations. Il sera possible de partir en retraite à 65 ans, mais 38,5 années de cotisations seront nécessaires. (AP 27.06)

Antisocial le PSOE, le PASOK, le Labour Party, le PS, etc, mais non, mais non, vous n'avez pas envie de monter une petite délégation en direction des élus de ces partis, comment, le front unique ne vous tente plus, non, mais alors dites-nous, il va falloir que vous nous expliquiez pourquoi.

3- Syrie

Quelque 190 intellectuels et critiques du régime syrien se réunissaient lundi à Damas pour discuter des stratégies permettant une transition pacifique vers la démocratie. Ce rassemblement d'une journée est le premier d'opposants au régime du président Bachar el-Assad.

Les autorités syriennes ne se sont pas opposées à la tenue de cette réunion, dans un hôtel du centre de Damas. Elle a commencé par l'hymne national, avant une minute de silence à la mémoire des victimes de la répression.

"*Nous sommes ici pour mettre en avant une vision sur les moyens de mettre fin à la tyrannie et assurer une transition pacifique et sûre vers l'Etat espéré: un Etat de droit, de démocratie et d'égalité*", a déclaré l'écrivain Louay Hussein, une des figures de l'opposition syrienne et un des organisateurs du rassemblement. Le régime de Bachar el-Assad doit "*disparaître*", a-t-il lancé.

D'autres militants de l'opposition, en Syrie et à l'étranger, ont critiqué la tenue de cette réunion. Le gouvernement syrien va "*l'exploiter*" pour faire croire à sa volonté réformatrice et "*dissimuler les arrestations, les meurtres et les tortures quotidiens*", a ainsi estimé Walid al-Bunni. Il dit ne pas avoir été invité à la conférence, en raison du "*véto*" mis par les autorités syriennes à la présence de certaines personnalités.

"*Nous aurions été plus heureux si les organisateurs de la conférence avaient été libres d'inviter qui ils voulaient. En tant que telle, ce n'est pas une conférence de l'opposition*", a-t-il dit à l'Associated Press.

La Coordination de la révolte syrienne, un autre mouvement d'opposition, a également exprimé son mécontentement, estimant qu'on donnait au gouvernement syrien une occasion de propagande.

Rami Abdul-Rahman, directeur de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, a lui appelé l'opposition à surmonter ses divisions. "*Cette rencontre à Damas est consultative. Ce n'est pas une rencontre avec le régime syrien*", a-t-il souligné. "*L'objectif est de trouver une transition vers la démocratie, d'arrêter le glissement vers la guerre civile*".

Michel Kilo, un des écrivains et militants syriens pour la démocratie les plus reconnus, a appelé le régime à autoriser les partis d'opposition et supprimer l'article de la Constitution instituant la prééminence du parti Baas de Bachar el-Assad dans "l'Etat et la société".

Le salut ne peut venir que d'une transformation politique pacifique, a de son côté déclaré lors de la conférence l'universitaire Munther Khaddam. "*L'alternative est sinon l'inconnu, et la destruction de la société*", a-t-il ajouté. (AP 27.06)

4- Soudan

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé lundi à l'unanimité le déploiement de 4.200 militaires éthiopiens dans la région soudanaise d'Abyei, pour une durée initiale de six mois.

Cette résolution, soumise par les Etats-Unis, doit répondre à la multiplication des conflits dans cette région riche en pétrole, source d'un contentieux entre le gouvernement de Khartoum et le Sud-Soudan.

Khartoum a envoyé ses blindés en mai dans la région, provoquant un exode de dizaines de milliers de personnes. Le Sud doit proclamer son indépendance le 9 juillet.

Les deux gouvernements ont conclu un accord prévoyant la démilitarisation de la région et le déploiement de la force éthiopienne. Cette force tampon sera distincte de la mission des Nations unies au Soudan (Minus), dont Khartoum exige le départ avant le 9 juillet. (Reuters 27.06)

Une mesure pour protéger les puits de pétrole ?

Social

France

"*On a l'impression qu'on nous pousse dehors*", témoigne Agnès, enseignante en mathématiques et mère de trois enfants. 30 000 fonctionnaires, mères de trois enfants, partiront en retraite anticipée au 1er juillet 2011, a révélé Les Echos. C'est "*deux fois plus qu'une année classique*", selon le quotidien économique. Un afflux prévisible après la réforme des retraites. Mais ni avec une telle ampleur ni avec ce sentiment de malaise.

Jusqu'ici, les mères fonctionnaires de trois enfants et plus pouvaient partir en retraite anticipée après quinze ans de service. La loi du 10 novembre 2011 supprime ce droit à compter du 1er juillet 2011, date de l'entrée en application de la réforme des retraites.

En clair, les fonctionnaires, mères de trois enfants ont eu un choix à faire: profiter de ce droit immédiatement ou y renoncer complètement. Sans poids, ni mesure. "*Si je ne prenais pas ma retraite cette année, je perdais tous mes avantages. Du coup, je me suis sentie obligée de signer, même si je me sens encore capable de continuer quelques années*", raconte Agnès, jeune retraitée âgée de 50 ans.

"*Je n'ai pas spécialement bien vécu cette réforme. Les règles du jeu ont changé en cours de route, raconte Florence, conseillère d'orientation-psychologue. J'envisageais de prendre ma retraite vers 56 ans et je la prend à 48 ans. Je vais toucher 49% de mon traitement comme pension, si j'avais pu continuer cinq ou six ans de plus, j'aurai pu toucher 65%. C'était ça ou continuer jusqu'à 62 ans*."

Même phénomène à l'hôpital. Le directeur de la Caisse de retraite des agents des hôpitaux et des collectivités territoriales (CNRACL), cité par Les Echos , indique que "*18 900 départs sont intervenus durant le premier semestre*" dans les hôpitaux. (lexpress.fr 27.06)

Economie

France

La volatilité des prix des produits alimentaires va obliger les agriculteurs à "*jongler entre les bonnes et les mauvaises années*", conclut un rapport sur les prix et les marges du secteur, qui constate les tensions croissantes entre producteurs, industriels et distributeurs.

Ces derniers, constate ce rapport, ont fortement accru leurs marges sur un certain nombre de produits de grande consommation, comme le beurre, l'emmental ou la viande de porc par exemple.

Ce document de 240 pages remis lundi au ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Bruno Le Maire, synthétise les travaux de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires, créé à l'automne dernier dans le but d'assurer un "*juste équilibre*" dans la répartition de la valeur ajoutée des filières concernées, au profit des producteurs.

Et les données compilées dans le rapport permettent de mesurer l'ampleur du chantier. Elles montrent entre autres une tendance régulière à la hausse des marges brutes des grands industriels des produits laitiers d'une part, de celles des distributeurs d'autre part sur les dix dernières années.

Ainsi, entre 2001 et 2011, la marge brute de la distribution en grands magasins spécialisés a augmenté de près d'un tiers pour l'emmental, d'environ 50% pour la côte de porc et de quasiment 100% pour le beurre en plaquette.

L'exemple de la longe de porc, cité par Les Echos, illustre bien cette répartition et ces évolutions. En 2000, 45 % du prix final du produit revenait à l'éleveur, qui touche aujourd'hui seulement 36 %. La part de l'industriel, chargé de l'abattage, a également chuté, passant de 11 % à 8,8 %, tandis que le distributeur a augmenté sa marge, passant de 39 % du prix final en 2000 à 55 % aujourd'hui.

Parmi les premières réactions à la publication du rapport, les chambres d'agriculture de France estiment que l'Observatoire "*démontre que souvent les producteurs ne peuvent tout simplement pas vivre de leur travail*".

"*Si les professionnels ont systématiquement répercuté les hausses de prix agricoles en 2007, ils se sont bien gardé de faire de même pour les baisses observées dès le deuxième semestre 2008*", constate l'UFC-Que Choisir dans un communiqué. (Reuters et lemonde.fr 27.06)

La Talonnette a montré l'exemple en augmentant son salaire de 172% en arrivant au Château, les banksters et les gangsters du CAC 40 lui ont emboîté le pas, tous leurs semblables qui pouvaient les imiter s'en sont donnés à coeur joie, normal.

Haut de page

Le 29 juin

Suite de mon calvaire administratif en Inde. Je suis allé ce matin au consulat de France avec une copie en anglais de mon acte de mariage (1990) pour leur demander de le certifier. Impossible, je dois écrire à la mairie où nous nous sommes mariés pour obtenir un acte de mariage intégral, ensuite je devrai le faire traduire en anglais par un avocat à Pondichéry, après je devrai retourné au consulat pour qu'ils le certifient, le tout étant à mes frais évidemment. Ce matin j'ai reçu mon nouveau passeport (biométrique) après un délai de 3 semaines. Impossible de changer l'adresse dessus, donc si je déménage dans une semaine, je devrai retourner au consulat avec des photos, attestation de domicile, etc. et attendre à nouveau 3 semaines. A ce rythme-là, j'aurai mon nouveau visa dans 3 mois car il va me falloir remplir de nouveaux formulaires avec les références de mon nouveau passeport, etc. Restons calme !

On va laisser tomber le cannabis, le mariage gay et les autres questions de société secondaires pour se recentrer sur l'économie dans les jours qui viennent. J'ai commencé à écrire quelques lignes, mais sans électricité et plus de 40°C, je crève littéralement, j'arrête de bosser et je sors de cette fournaise. En attendant j'ai mis en ligne dans la rubriques *Documents* section *Economie*, un article intéressant qui résume bien la situation : *Sortir de l'impasse monétaire*. Son auteur revient sur les modifications intervenues au niveau de la banque, la monnaie et l'Etat de 1945 à 2010. Il et facile à lire et comprendre par tous les militants.

En très bref.

1- Chine. Colossal !

Selon un premier rapport public, les collectivités locales chinoises ont en effet accumulé une dette de 1.160 milliards d'euros fin 2010. Un chiffre colossal qui représente 27% du produit intérieur brut (PIB) et ferait grimper le total de la dette chinoise à plus de 80% de son PIB, selon les calculs de plusieurs experts.

En cause, les milliards prêtés par les banques de l'empire du Milieu en 2009 et 2010 pour accompagner le plan de relance adopté fin 2008, alors que le pouvoir central redoutait un ralentissement économique. (lefigaro.fr 28.06)

2- Grèce. "***Il n"y a pas de plan B***"

2.1- "*Les investisseurs anticipent une issue favorable (du vote en Grèce) et un règlement d'une manière ou d'une autre. Personne n'a vraiment envie que la Grèce fasse défaut parce qu'on est incapable de prédire l'impact qu'aurait un défaut de l'un des pays de la zone euro*", a commenté Anita Paluch, trader d'ETX Capital.

Eclipsant les nouveaux affrontements à Athènes entre forces de l'ordre et manifestants anti-austérité, plusieurs facteurs ont contribué à cette embellie, au premier rang desquels les progrès apparents dans les discussions sur la participation du secteur privé au nouveau plan soutien financier à Athènes.

Principale difficulté de ces pourparlers : ils doivent aboutir à un engagement volontaire des créanciers privés d'Athènes à reconduire une partie de leur prêts; dans le cas contraire, les agences de notation pourraient en effet considérer leur contribution au plan comme le déclencheur d'un défaut de la Grèce sur sa dette de 340 milliards d'euros. (Reuters 28.06)

2.2- Les marchés d'actions en Europe ont fini en hausse mardi, dopés par un optimisme croissant sur les chances de résolution de la crise grecque, notamment sur le vote au Parlement d'un nouveau plan d'austérité dans le pays.

L'annonce dans le Wall Street Journal, qui cite des sources au gouvernement, que le Portugal compte renforcer ses mesures d'austérité, destinées à réduire le déficit public, a également contribué à une accélération des gains en fin de séance.

Les valeurs bancaires, profitant de l'optimisme concernant la crise de la dette grecque, ont figuré parmi les plus fortes hausse du CAC. (Reuters 28.06)

2.3- Si le parlement grec ne vote pas le programme d'austérité présenté par le gouvernement, cela aura pour conséquence que le pays se retrouverait immédiatement dans une situation de défaut, a déclaré mardi Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires.

"*La seule manière d'éviter un défaut immédiat consiste en ce que le Parlement soutienne la nouvelle version du programme économique (...) Il doit être approuvé pour que la prochaine tranche du plan d'assistance financière soit versée*", souligne-t-il dans un communiqué.

"*A ceux qui spéculent sur d'autres options, je dis clairement, il n'y a pas de plan B pour éviter un défaut*", ajoute Olli Rehn. (Reuters 28.06)

3- NPA. La crise.

Entendu lors du congrès du NPA. «*Nous ne sommes pas au bord de la scission mais il y a une fracture*», dit, amer, Frédéric Borras, membre de la direction.

Les derniers unitaires ont pactisé avec ceux qui tenaient la barre du parti, aujourd'hui minoritaires, comme Pierre-François Grond : «*On ne peut pas passer de 9 300 à 3 000 votants en disant que tout va bien ! Un petit parti en crise ne peut pas être une réponse à lui seul.*» La crise ? «*Un passage obligé*» pour Besancenot.

Les féministes hurlent au scandale d'avoir choisi un homme alors que deux femmes porte-parole ont été nommées en avril. Candidate potentielle mais victime du «*tout sauf*», l'une d'elles, Myriam Martin, sort de l'amphi en retenant ses larmes après son intervention. (liberation.fr 27.06)

Rageant, on récolte ce qu'on a semé, non ? Des illusions.

Parole d'internaute

- "la Grece n'était pas un pays surendettés jusqu'au sauvetage des banques par le gouvernement précédent, suite a la crise des subprimes (80 miliard de dette en 2008, contre 350 miliards actuellement). Sans cette dette contractee pour renflouer les banques, le budget grec sera equilibre !

Donc non on ne peut pas dire que les contribuables européens financent les fonctionnaires grecs, ni la Grèce en général. ils financent plutôt les banquiers à cette heure-ci." (lefigaro.fr 28.06)

Politique

Sénégal

Des soldats ont été déployés, mardi 28 juin, autour des bâtiments publics de Dakar. Des véhicules blindés gardaient la présidence et au moins un hélicoptère de combat survolait la capitale sénégalaise au lendemain d'une nuit d'émeutes provoquée par des coupures de courant chroniques et prolongées.

De nombreuses maisons et entreprises de la capitale étaient toujours sans courant trente heures après la rupture de l'électricité, exacerbant le ressentiment envers les autorités, jugées incapables d'assurer l'alimentation normale des foyers.

Dans la nuit de lundi à mardi, plusieurs bâtiments publics de Dakar et des environs, notamment ceux de la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec), ont été incendiés par des habitants excédés par les coupures d'électricité de plus en plus longues et fréquentes.

Dans le quartier des Parcelles assainies, les locaux de la Senelec étaient également en feu et les rues étaient jonchées de pierres et de débris, signe du passage de manifestants en colère, qui n'étaient plus présents sur place, pas plus que les forces de l'ordre. La mairie de ce quartier a aussi été saccagée et brûlée.

Dans la banlieue de Pikine-Guiédawaye, c'est le siège des services fiscaux qui a été totalement saccagé et incendié. Les pompiers tentaient de maîtriser l'incendie.

Un policier présent sur les lieux a affirmé que les manifestants "*ont tout emporté avec eux, y compris le coffre-fort*". Selon lui, "*c'est toute la ville de Dakar qui s'est embrasée*", avec des bâtiments de la Senelec également incendiés dans les quartiers de Yembeul et de Daroukhane. Un peu partout dans la ville, des pneus incendiés étaient visibles.

Plus tôt dans la journée de lundi, des manifestations de colère populaire contre la Senelec s'étaient également produites à Mbour, ville du littoral située à environ 80 kilomètres au sud de Dakar. Des forces de l'ordre étaient intervenues pour les disperser à coups de grenades lacrymogènes. Les protestataires s'étaient ensuite disséminés dans les quartiers, bloquant des voies, brûlant des pneus, et saccageant les locaux de la Senelec.

"*Tout est cassé à la Senelec*", ordinateurs et véhicules, a raconté un témoin ajoutant que "*les vingt-sept quartiers de Mbour ont chacun*" leur foyer de tension. Il a parlé d'"*émeutes des délestages*".

Le Sénégal est en proie à des coupures régulières d'électricité depuis des mois, qui se sont aggravées ces dernières semaines, durant parfois deux jours d'affilée dans certaines zones. Ces "*délestages*", qui touchent la plupart des villes, ont un impact négatif sur l'activité économique, en particulier pour les petits commerces, très nombreux.

Ces manifestations de colère ont éclaté quatre jours après une journée d'émeutes, jeudi, à Dakar, provoquée par un projet de loi du président Abdoulaye Wade visant à permettre, dès février 2012, l'élection simultanée d'un président et d'un vice-président avec un minimum de 25 % des voix au premier tour. (lemonde.fr 28.06)

Hier, chez nous (en Inde), ils ont encore coupé le courant de 6h à 9h du matin, on y est habitué depuis près d'un an, à cette heure-là la température est supportable. A 20h hier soir à l'extérieur le thermomètre affichait encore 38°C, la journée il a dû faire aux alentours de 45°C. Tenez, ils ont recoupé à midi, il est 16h30 et on n'a toujours pas de courant, donc pas de climatisation, quant au ventilateur, il brasse de l'air bouillant, vaut mieux encore sortir à l'ombre d'un cocotier et profiter du brin d'air qui va qui vient...

Le problème, c'est la faiblesse de la production alors que la consommation a fortement augmenté avec l'élévation du niveau de vie de la population d'une part, et d'autre part la consommation industrielle qui a explosé avec l'implantation de nombreuses usines étrangères dont Ford et Renault au Tamil Nadu où j'habite.

Egypte

Un tribunal égyptien a ordonné mardi la dissolution de plus de 1.750 conseils municipaux considérés comme l'un des derniers

vestiges du régime d'Hosni Moubarak.

La décision du tribunal administratif, annoncée par le juge Kamal el-Lamei, répond à l'une des revendications majeures du mouvement de contestation qui a entraîné la chute du président Moubarak en février.

Les instances locales, dont les sièges sont pourvus lors d'élections largement considérées comme truquées, étaient l'un des puissants soutiens du parti au pouvoir de Moubarak.

Elles étaient devenues particulièrement importantes après les amendements constitutionnels de 2005, qui exigeaient des candidats à la présidentielle d'obtenir l'appui d'un certain nombre de représentants des conseils locaux ainsi que de membres du Parlement égyptien.

La décision, qui fait suite à une action en justice intentée par un ingénieur, Hamdi el-Fakharani, peut encore faire l'objet d'un appel, mais l'opposition populaire pourrait rendre difficile toute contestation émanant des militaires actuellement au pouvoir en Egypte.

D'après Hamdi el-Fakharani, qui dit avoir été rejoint dans son action par dix membres indépendants des conseils attestant de faits de corruption au sein de ces instances, 97% des membres des conseils municipaux appartenaient au Parti national démocratique, la formation de Moubarak désormais dissoute.

Un important rassemblement doit avoir lieu la semaine prochaine en signe, notamment, de soutien en faveur de la dissolution des conseils à l'approche des législatives prévues en septembre. (AP 28.06)

Social

France

En mai, Pôle emploi a enregistré, en France métropolitaine, 17.700 demandeurs d'emplois supplémentaires en catégorie A, ceux qui n'exercent aucune activité. Soit une augmentation de 0,7% par rapport à avril.

Ce fort revond concerne aussi ceux qui exercent une activité réduite: +0,7% pour la catégorie B (moins de 78h travaillées dans le mois), +2,2% pour la catégorie C (plus de 78h).

Au total, catégories A,B,C confondues, 4.078.500 personnes sont considérées comme demandeurs d'emplois. Leur nombre n'a jamais été aussi élevé depuis au moins 14 ans, selon nos calculs. Sur un an, il augmente de 1%.

Si l'on inclue des départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emplois dans les catégories A, B et C atteint 4.341.400. Un chiffre en hausse de 0,9% sur un mois et de 4,1% sur un an.

Fait notable: les jeunes (et en particulier les hommes) sont particulièrement concernés par cette hausse: +1,3% pour les moins de 25 ans (catégorie A). Un retournement complet par rapport à la tendance observée sur un an (-6,6%). C'est la classe d'âge la plus touchée ce mois-ci. Avec les plus de 50 ans (la hausse est de 0,9% sur un mois et elle atteint 12,3% sur un an) qui, catégories A,B,C confondues, enregistrent la même hausse.

Qu'est-ce qui explique cette remontée brutale du nombre de demandeurs d'emploi? Pas les licenciements économiques (-7%). En revanche, le nombre de «premières entrées» a fortement augmenté: +15,7%. le nombre de démissions, de reprises d'activité, de fins de mission d'intérim aussi. Les fins de CDD fournissent toujours le gros des arrivées.

Autre tendance confirmée: l'importance du chômage de longue durée. Le nombre de personnes inscrites au chômage depuis un an ou plus a augmenté de 0,8% en mai pour les catégories A, B et C et affiche une progression de 10,5% par rapport à mai 2010. (liberation.fr et Reuters 28.06)

Economie

1- FMI

Christine Lagarde, choisie mardi pour diriger le FMI, a déclaré que son objectif premier serait que l'institution continue dans la même voie et a appelé à une entente nationale en Grèce.

Christine Lagarde, première femme à diriger le FMI après dix hommes, a été soutenue par l'Europe, les Etats-Unis et des pays dits émergents comme la Chine, la Russie et le Brésil.

"*L'action du FMI doit être pertinente, proactive, efficace et légitime, pour assurer une croissance plus forte et durable, la stabilité macroéconomique et un avenir meilleur pour tous*", a dit Christine Lagarde dans un communiqué.

"*Le FMI a été au service de ses 187 pays membres pendant la crise économique et financière mondiale, ce qui l'a amené à évoluer profondément. Mon objectif premier à la tête de notre institution sera de faire en sorte qu'elle continue dans cette voie avec la même détermination et le même engagement*", poursuit-elle.

Sur TF1, la ministre française a appelé l'opposition grecque à une entente nationale avec le parti au pouvoir pour sortir le pays de la crise.

"*Si j'ai un message à faire passer ce soir concernant la Grèce, c'est un appel à l'opposition politique grecque pour qu'elle rejoigne dans une entente nationale le parti qui est actuellement au pouvoir. Il y va vraiment du destin d'un pays, de sa sécurité*", a dit la ministre.

Interrogée sur une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro, elle a répondu : "*C'est le scénario du pire qu'il faut impérativement et par tous les moyens éviter*". (Reuters 28.06)

La voix de Washington ! Un "*avenir meilleur pour tous*", ben voyons, les Grecs n'y croient plus et bientôt les travailleurs de l'ensemble de l'UE, du monde !

2- Nouveau coup tordu de la BCE.

Une banque européenne sur six pourrait échouer aux tests de résistance, a-t-on appris mardi de sources de la zone euro au fait du dossier.

Ces résultats, dont la Banque centrale européenne (BCE) espère qu'ils persuaderont les investisseurs que l'UE est finalement au clair avec ses problèmes bancaires, devraient inciter les Etats réticents à soutenir celles de leurs banques qui ne peuvent se financer elles-mêmes.

Selon les sources interrogées, l'Autorité bancaire européenne (ABE) devrait annoncer dans les semaines à venir qu'entre 10 et 15 des 91 banques qui ont passé ces stress tests ont échoué. Il s'agit notamment de banques grecques, allemandes, portugaises et espagnoles.

Les tests 2011 ont cherché à déterminer si les établissements européens possédaient les fonds propres nécessaires pour faire face à des scénarios de chocs économiques sévères avec leurs conséquences telles que des prêts non remboursés. Ils ont également mesuré l'impact d'une dépréciation des titres détenus par les banques, notamment de ceux émis par la Grèce.

Les banques européennes doivent afficher un ratio de fonds propres "*durs*" supérieur à 5% pour réussir les nouveaux tests de résistance qui simulent une récession de deux années, dans le cadre d'une opération visant à rassurer les contribuables et à redorer l'image du secteur.

"*Combien de banques devraient échouer? Je dirais entre dix et 15*", a déclaré une source de la BCE, laquelle a élaboré les tests conjointement avec l'ABE.

Selon une autre source, l'ABE souhaite que le nombre d'échecs approche ce niveau afin de prouver que ces tests sont sérieux. Toutefois, le nombre de banques en échec ne devrait pas être plus élevé car l'ABE ne veut pas provoquer une panique sur les marchés, susceptible d'aggraver la crise budgétaire européenne.

"*Afin de démontrer que ces tests sont crédibles, l'ABE devra montrer que le nombre d'échecs est significatif sans être considérable*", a dit une source. "*Un chiffre autour de dix semble adéquat*".

Ces tests ont également une envergure politique.

"*Tous les régulateurs nationaux se battront pour qu'aucune de leurs banques ne figure sur la liste*", commente une source. "*C'est une marque d'incompétence*".

L'ABE s'efforcera toutefois de ne pas concentrer la pression uniquement sur les pays les plus fragiles, comme l'Espagne, pour ne pas créer une aversion des créanciers internationaux envers ces pays et leurs banques.

"*Ils vont éviter de faire ressortir un épicentre*", explique une source. "*Si c'était l'Espagne, ce serait une très mauvaise nouvelle.*

Un échec de banques allemandes aux stress tests serait beaucoup moins risqué."

En attendant les résultats officiels, dans les ministères des Finances des Etats européens, on se prépare désormais à agir pour soutenir les banques qui n'auront pas réussi les tests. (Reuters 28.06)

Il s'agit pour la BCE, à partir de critères arbitraires choisis pour l'occasion, de démontrer que certaines banques dans certains pays présenteraient des faiblesses afin de légitimer leur renflouement par les Etats concernés, qui ainsi verront leur endettement augmenter, pour justifier ensuite des coupes claires dans leurs budgets sociaux, de nouvelles privatisations, l'adoption de nouvelles mesures d'austérité...

La BCE, la Fed, Wall Street et les agences de notations américaines, on a compris, c'est la même boutique.

3- France. La dictatiure des trusts.

Lactel, Président, La Laitière, Rondelé… Toutes ces marques appartiennent au même groupe, Lactalis. Son nom, méconnu, n'est pas présent sur les étiquettes. Mais ses dizaines de produits sont partout dans les étals et en font un géant multinational du lait. En achetant l'italien Parmalat ce mardi, le groupe pourrait même bien devenir le numéro un mondial. (Dernière minute: Le groupe Lactalis a bien pris le contrôle de Parmalat mardi à 19h)

Déjà présent dans 148 pays, où il collecte près de 10 milliards de litres de lait chaque année, le groupe Lactalis pourrait en effet atteindre avec cette acquisition un chiffre d'affaires de 14 milliards d'euros, et devancer Danone et Nestlé, ses deux concurrents. Une ambition de plusieurs décennies pour ce groupe familial né en commercialisant Président, le premier camembert pasteurisé, dans les années 60. (20minutes.fr 28.06)

4- Portugal

Le nouveau gouvernement portugais de centre-droit a présenté mardi au parlement un programme sur quatre ans visant à remplir ses obligations liées au plan d'aide international de 78 milliards d'euros.

Comme convenu avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (UE), le gouvernement veut céder des participations de l'Etat dans la société de services aux collectivités Energias de Portugal (EDP) et dans l'exploitant du réseau d'électricité REN en 2011.

L'Etat devrait également se défaire de l'activité assurance de Caixa Geral Depositos, ainsi que de la compagnie aérienne TAP, mais n'a pas donné de calendrier pour ces deux cessions.

"*L'Etat portugais doit scrupuleusement remplir toutes les obligations attendues à l'international et nécessaires pour pouvoir se financer sur les marchés et pour renouer avec la croissance et la création d'emplois*", lit-on dans le programme, qui sera discuté par le parlement jeudi et vendredi.

La presse portugaise estime que l'application de ce plan pourrait être accélérée afin d'atteindre l'objectif fixé pour 2011 de ramener le déficit à 5,9% du produit intérieur brut.

Le document ne mentionne cependant pas de dates butoirs pour la plupart des mesures, qui incluent également le relèvement de la TVA sur certains produits, la suspension du projet de liaison grande vitesse entre Madrid et Lisbonne, et une réduction des contributions sociales patronales. (Reuters 28.06)

5- Soudan.

Le président soudanais Omar Hassan al Bachir est arrivé mardi à Pékin pour une visite d'Etat qui devrait se focaliser sur les conséquences de la partition du pays et de l'indépendance prochaine du Sud-Soudan.

Le président soudanais devrait profiter de cette visite de quatre jours pour rassurer les dirigeants chinois au sujet de la pérennité de leurs investissements au Soudan, notamment dans le secteur énergétique, malgré la sécession du Sud-Soudan, dont l'indépendance sera proclamée le 9 juillet.

La Chine est un grand acheteur de pétrole brut soudanais, dont les réserves sont majoritairement situées dans le Sud, et Pékin voudra s'assurer que ses approvisionnements ne seront pas perturbés par d'éventuels affrontements Nord-Sud.

"*Les deux parties discuteront des moyens de consolider l'amitié traditionnelle entre les deux pays dans un nouvel environnement*", a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Hong Lei.

Dans ses interviews accordées aux médias chinois, Bachir a à la fois affirmé sa détermination à garantir une sécession pacifique le 9 juillet et prévenu que celle-ci comportait des risques.

Il y a de nombreuses "*bombes à retardement*" dans la division du Soudan et la possibilité d'un nouveau conflit Nord-Sud, après la guerre civile de 1983-2005 qui a fait deux millions de morts, ne peut être exclue, déclare ainsi le président soudanais dans un entretien publié lundi par le Quotidien du Peuple.

Les échanges commerciaux entre Chine et Soudan se sont envolés à 8,6 milliards de dollars en 2010, en hausse de 35% par rapport à 2009. Cette augmentation s'explique en partie par la hausse en valeur des importations pétrolières chinoises, selon les statistiques des douanes chinoises.

Le Soudan était l'an dernier le sixième fournisseur de pétrole brut de la Chine, avec 12,6 millions de tonnes, à comparer aux 44,6 millions de tonnes de son premier fournisseur, l'Arabie saoudite.

L'émissaire spécial de la Chine en Afrique, ancien médiateur au Darfour, Liu Guijin, a confié la semaine dernière que Pékin avait beaucoup oeuvré pour persuader le Nord d'appliquer l'accord de paix de 2005 qui a mis fin à la guerre civile et d'accepter le référendum d'autodétermination du Sud.

Le 21 mai dernier, les forces nordistes se sont emparées de la région pétrolifère d'Abyei, à cheval entre Nord et Sud, faisant craindre une reprise des affrontements.

Mais les armées des deux camps ont convenu la semaine dernière de retirer leurs troupes pour les remplacer par une force éthiopienne de maintien de la paix. (Reuters 28.06)

Ne serait-ce pas plutôt l'ONU qui aurait imposé aux deux belligérants la présence de son armée d'occupation pour préserver les intérêts des multinationales occidentales ?

Haut de page

Le 30 juin

Ils ont recoupé le courant depuis 10h ce matin, il est 14h et je cuis littéralement. Ils avaient déjà coupé de 6 à 9 heures. Vous avez vue ce qui s'est passé au Sénégal , dites-vous que je suis dans le même état d'esprit prêt à foutre le feu au bureau d'électricité de mon district et je ne dois pas être le seul. Comment voulez-vous bosser, merde à la fin !

Juste un mot très bref sur les dernières mesures adoptées par la Commission européenne (CE). Dans plus plusieurs pays la TVA a augmenté ou devrait l'être un jour ou l'autre, la CE a décidé d'augmenter le pourcentage de la TVA qu'elle prélevait dans chaque pays, donc cela viendra en déduction des recettes des Etats, attention trop de recettes pourraient tuer la dette ! ; la taxe sur les transactions financières doit bien faire rire les banquiers : leur soutirer de l'argent d'une poche qui atterira dans l'autre, un tour de passe-passe pour amuser la galerie ! ; le gel des volumes financiers alloués à la PAC se traduira par la disparition des exploitations agricoles les moins rentables.

Acte de contrition. Après avoir consacré une page à E. Badinter bien connue pour son combat contre le capitalisme, fille du richissime patron de Publicis, Marcel Bleustein-Blanchet, les mêmes "*trotskystes*" qui conspuaient hier Andreï Sakharov et Elena Bonner pour être des suppôts de l'impérialisme américain consacrent aujourdhui une pleine page à Elena Bonner après son décès. J-J Marie peut y mettre les formes, cela ne change rien. C'est marrant que vous n'ayez pas les mêmes attentions envers des dirigeants du mouvement ouvrier décédés en France ou encore l'avocat Dechezelles qui a combattu à vos côtés. Une mémoire et une conception de la fraternité à géométrie variable qui ne vous grandit pas.

Au fait, comme il cite le combat que nous avons mené pour la libération du mathématicien Léonid Pliouchtch en 1976, j'étais au meeting à la Mutualité, c'est maintenant que j'apprends que vous étiez en relation avec Andreï Sakharov et Elena Bonner, comme il m'a fallu attendre plus de 20 ans pour apprendre que Jospin faisait de l'entrisme dans le PS ou que vous arpentiez discrètement les allées du pouvoir sous Mitterrand. La tête et les jambes...

Grèce. J'avais vu juste, même dans les détails, non ?

Même pas besoin d'un "*consensus*" pour faire passer le principe d'un nouveau plan d'austérité en Grèce, pas de bol pour Christel Keiser (IO n°155 page 5). Je rappelle à l'occasion que je suis contre l'analyse qui tend à présenter "droite" et "gauche"

ou gouvernement et "opposition" comme faisant partie de deux camps qui s'affrontent et que le mot "*consensus*" valide. Dès lors que l'on considère que la Nouvelle Démocratie et le PASOK en Grèce figurent dans le même camp, celui du capital, il est incorrecte de parler de consensus car cela pourrait faire naître des illusions dans la tête des travailleurs, à moins qu'ils vous rient au nez et vous prennent pour des charlots !

Le front unique FMI-BCE-PASOK a fonctionné à merveille, comme prévu. Les partis de l'Internationale jaune n'ont pas le choix, ils sont pieds et mains liés non pas par le FMI ou la BCE, mais par l'idéologie qu'ils ont adoptée et que par conséquent ils doivent soutenir jusqu'au bout, surtout en période de crise aiguë.

Les dirigeants de ces partis n'appartiennent pas ou sont étrangers au mouvement ouvrier, quand ce ne sont pas carrément des bourgeois ce ne sont pas des travailleurs comme les autres, ils ont adopté une idéologie en parfaite connaissance de cause contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, Dès lors, ils sont passés consciemment dans le camp des ennemis de la classe ouvrière et ils doivent être traités et combattus de la sorte au même titre que le parti de l'ordre.

Nous ne sommes pas en présence de gens qui aurait un jour sincèrement adopté l'idéologie socialiste, et qui parce qu'ils ne sauraient plus très bien où ils en sont, se seraient fourvoyés un temps. Non, il s'agit chez eux d'une constante, d'un engagement conscient au service du capitalisme dont ils tirent personnellement profit.

Aujourd'hui, adopter l'idéologie socialiste cela signifie concrètement rompre avec la politique impulsée par l'impérialisme américain relayée par le FMI et l'UE, avec la dictature de l'aristocratie financière qui a conduit tous les Etats de l'UE à la faillite au profit des banquiers, rompre avec le capital.

Quand on dit qu'il y a incompatibilité totale entre les deux idéologies en présence, cela signifie qu'il est pratiquement impossible de passer de l'une à l'autre sans se renier totalement. Quand des gens tirent personnellement profit de l'idéologie qu'ils ont adoptée, rien ne les fera en changer, sauf exception très rares qui confirme la règle.

Question : doit-on baser notre ligne politique, notre tactique, notre stratégie et notre intervention dans la lutte des classes sur ces exceptions rarissimes ou en tenant compte de la règle évoquée plus haut ?

Doit-on définir notre politique en fonction des illusions que l'on prête aux masses exploitées, quitte à les entretenir au lieu de réellement les combattre si toutefois elles existent, ou au contraire doit-on se disposer en fonction des tâches que le prolétariat devraient accomplir dans une situation sociale et politique donnée, afin de réaliser un pas vers l'objectif final de son combat, la prise du pouvoir, un pas qui consiste à réunir les conditions sujectives qui nous permettraient d'aborder une situation révolutionnaire dans les meilleurs conditions possibles pour vaincre notre ennemi.

La politique qui consiste à se disposer en fonction des illusions (supposées ou inventées) des travailleurs, coïncide avec la recherche de résultats immédiats ou accessibles, qui une fois atteints, s'ils le sont, demeurera sans lendemain et sans profit aussi bien sur le plan de la conscience politique des travailleurs qui auront le sentiment d'avoir obtenu gain de cause, ils sont avant tout pragmatiques et ne pensent pas leur condition sur le long terme, ils sont donc incapables d'en tirer des enseignements politiques pour la suite de leur combat, que par conséquent sur le plan de la construction du parti , car les rares qui seront tentés de le rejoindre le feront encore sur la base d'illusions en croyant qu'en renouvelant la même expérience il serait possible d'obtenir des résultats sur des revendications qui concernent l'ensemble de la classe (licenciements, retraite, Sécu, etc), or, comme il en sera rien, déçus ou se lassant et découragé un jour ils disparaîtront dans la nature. Et ceux qui ne m'emprunteront pas ce chemin, ils resteront dans le parti uniquement parce qu'il combat pour défendre leur statut en permanence menacé par le régime, leur niveau de conscience politique ne va pas plus loin.

Voilà comment on aboutit à un parti passoire dont le turn over frôle les 50% tous les deux ou trois ans (POI), quand il ne s'écroule pas (NPA), tandis que la base de ses militants se compose pour moitié de révolutionnaires, l'autre moitié étant composée de réformistes, pour lesquels le parti doit davantage jouer le rôle d'un syndicat qu'un parti politique, et lorsqu'il engage une bataille sur le plan politique, au-delà des grandes déclarations qui se terminent parfois par l'énumération d'objectifs politiques, chaque fois il faut que cette bataille se situe sur le terrain des illusions des masses pour ne pas heurter leur susceptibilité, pas question d'aller à contre-courant de leurs illusions, on évitera de lier ces objectifs politique à cette bataille par crainte de ne pas pouvoir les mobiliser ou obtenir un nombre significatif de signatures sur une pétition, la dictature du chiffre, caricature ou détournement du principe objectif résultat, on dit non à un projet de "réforme constitutionnelle" mais sans le placer systématiquement dans la perspective de l'abolition de la Constitution de la Ve République, on est dans le domaines des apparences, de la posture, de la légalité qui rassure.

Il n'y a pas de politique plus opportuniste que celle qui consiste à s'adresser aux élus du PS et ses satellites. Imaginez-vous un instant militer en Grèce. Si la majorité des travailleurs grecs avaient eu la moindre illusion dans le PASOK, c'est par centaines de milliers qu'ils auraient manifesté hier devant le Parlement pour exiger qu'ils ne votent pas le nouveau plan d'austérité concocté par la CO, la BCE et le FMI. Or, ils n'étaient que quelques dizaines de milliers. Allez donc leur faire signer une pétition en direction des élus du PASOK, au mieux ils vont vous rire au nez, au pire vous allez être accueillis à coup de pierres !

Bien des militants seront portés à penser que cela tient à la situation actuelle, gravissime erreur qui pour le prouver nécessiterait une longue démonstration.

Disons pour le moment que la pire chose qui pouvait nous arriver, c'était qu'ils parviennent à avancer dans la construction de l'Union européenne, et que cette politique opportuniste qui a donné des résultats à une autre époque en permettant d'améliorer la condition ouvrière a largement contribuer à endormir les masses, pendant que dans leurs dos les capitalistes fourbillaient leurs armes dans la perspective de s'attaquer à tous nos droits sociaux, ils étaient tranquillement en train de réunir les conditions politiques qui leur permettraient le moment venu étape par étape, de nous imposer la dictature du capital dans sa version la plus brutale et impitoyable jusqu'à nous oter pour ainsi dire tout pouvoir politique pour finalement nous livrer pieds et mains liés à l'UE, politique constante adoptée par le PS et ses satellites.

Pendant que sur le plan objectif les masses exploitées n'avaient pas trop à se plaindre de leurs conditions matérielles d'existence, à l'exception toutefois des couches du prolétariat les plus défavorisées qui ont toujours été sacrifiées sur l'autel du réformisme, sur le plan politique, institutionnel et jurique, notre ennemi peaufinait sa stratégie et avançait un à un ses pions sur le plan économique à moyen terme pour rafler la mise à l'arrivée, ce qui est en train de se produire en Grèce et au Portugal, les autres pays de l'UE vont suivre évidemment le même chemin.

Formidable, bravo, vous avez fait en sorte que certains acquis sociaux demeurent en vie plus longtemps que l'aurait voulu ou l'escomptait notre ennemi, c'est ce qui figure dans un plateau de la balance, mais il faut regarder ce qui figure dans l'autre avant de crier victoire, et dans l'autre qu'y a-t-il, un ennemi armé jusqu'au dent avec l'euro et la BCE et prêt à nous terrasser, ainsi que des masses dont le niveau de conscience politique et d'organisation n'a pas évolué malgré la crise qui durent depuis 2007. Hier l'aiguille de la balance penchait en faveur de la politique que vous appliquiez, cela pouvait donner l'illusion aux travailleurs qu'il en serait toujours ainsi, mais voilà ce n'est plus le cas et plus personne n'y comprend rien, les masses se font matraquer et sont totalement désarmées politiquement pour y répondre.

On nous rétorquera que si on avait laissé filer nos droits sociaux - ce qui ne veut pas dire qu'on n'aurait pas combattu pour les préserver, disons qu'on aurait subordonné ce combat à des objectifs politiques - on aurait été finalement dans la même situation qu'aujourd'hui. Faux, car à l'époque, il y a 30 ou 40 ans en arrière ou plus, l'Union européenne ne disposait pas des moyens qu'elle a aujourd'hui pour soumettre les peuples en Europe, les disparités dans tous les domaines entre les Etats et la situation politique internationale ne permettaient pas de passer à l'euro et de créer la BCE...

Objection : mais cela ne dépendait pas de nous. Il faudrait savoir, un jour on nous dit que les appareils on été obligés de se positionner par rapport à l'avant-garde et quand cela nous arrange on prétend l'inverse ! Maintenant, que l'état d'esprit des travailleurs ait été différents dans les années 60-70-80, c'est un fait que l'on ne peut nier, mais on ne peut nier non plus que la construction du parti n'a pas été au centre de la politique du parti contrairement là encore à ce qu'on a pu croire par erreur ou nous faire croire. D'ailleurs, je ne me souviens pas quand je militais à la fin des années 70, que l'on se soit vraiment soucié du rôle croissant qu'allait jouer l'Union européenne, et la loi de 1973 qui modifiait une nouvelle fois les rapports entre l'Etat et la Banque de France ou plutôt les banques et le marché, dont on voit aujourd'hui dans quelle perspective elle s'inscrivait, jusqu'à récemment je n'en avais jamais entendu parler.

En réalité à cette époque nous oscillions en permanence entre réformisme et gauchisme comme à continuer à le faire la LCR et LO par la suite, le PT privilégiant le réformisme en adoptant la ligne politique de la défense de la démocratie. Soit nous nous battions pour des revendications sociales et les objectifs politiques passaient à la trappe, soit nous avancions des objectifs politiques qui n'étaient pas reliés à la situation sociale, nous ne disposions même pas d'un programme transitoire de revendications sociales. On avait adopté le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF (sans ministres bourgeois) car il était censé intégrer les illusions que les travailleurs avaient dans ces partis, alors que leurs illusions concernaient essentiellement les institutions et le capitalisme lui-même, ce qui explique que la "trahison" du PS et du PCF ne se traduisit pas la mobilisation des masses, elles s'en détournèrent aussi vite qu'elles avaient voté pour eux, sans se tourner pour autant vers le PCI, la LCR ou LO pour au moins deux raisons, la première parce que ces partis avaient encore une existence très marginale, la seconde, parce que les illusions limitées qu'elles pouvaient avoir dans le PS et le PCF se confondaient avec les revendications sociales qu'elles souhaitent voir satisfaites immédiatement et non un changement de régime, dit autrement, c'étaient normal que les masses se tournent vers des partis qui étaient en situation de pouvoir accéder au pouvoir et il était normal qu'elles se détournent des partis qui n'étaient pas dans cette situation, puisque leur niveau de conscience politique n'allait pas plus loin que leurs revendications alimentaires ou immédiates. L'attitude des masses témoignait principalement leur subordination au capitalisme et aux institutions, tout comme 30 ans plus tard. En février 1917, ce sont les masses russes qui avaient porté au pouvoir les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui se sont empressés de le remettre à la bourgeoisie, elles avaient de profondes illusions dans ces partis alors qu'elles se détournaient du parti bolchevik, et c'est seulement une fois qu'elles commencèrent à se défaire de ces illusions avec l'aide des bolcheviks qu'elles se tournèrent vers le parti de Lénine, elles n'avaient pas d'illusions dans le régime, le tsar avait abdiqué laissant vacant le pouvoir.

Pour les militants qui militaient à l'époque à l'OCI puis au PCI, ils se souviennent sans doute qu'on nous avait expliqué aussi que ce mot d'ordre gouvernement PS-PCF était une manière de poser la question du pouvoir, or les travailleurs y donnaient un tout autre contenu comme je viens de le rappeler, sauf que nous, pauvres pommes qu'on était encore jeunes militants, nous nous imaginions à la suite des discours de nos dirigeants que les conditions étaient réunies pour que la situation et les

masses deviennent révolutionnaires du jour au lendemain, ce qui ne se produisit pas parce qu'en réalité les conditions objectives n'avaient même pas commencé à mûrir, nos dirigeants avaient tout simplement ignoré le b.a-ba du marxisme.

On s'aperçoit aujourd'hui à travers l'expérience grecque et espagnole pour le moment, que c'est seulement lorsque tous les acquis sociaux des travailleurs sont remis en cause, que leurs conditions de travail et d'existence, leur moyens d'existence ne leur permettent plus de vivre normalement ou comme avant qu'ils se dressent en masse contre le régime, que sinon ils ne se mobiliseraient pas davantage qu'en temps normal ou pas du tout. Aujourd'hui dans tous les pays les travailleurs sont durement frappés par des plans d'austérité sans avoir les moyens politiques de s'y opposer, car à aucun moment ils n'ont été préparés à affronter cette situation, on pourrait dire que dans le cas contraire cela se verrait à travers le parti révolutionnaire et l'Internationale qu'ils auraient largement eu le temps de construire au cours des 3, 4 ou 5 décennies écoulées, mais qui n'existent pas hélas !

On a cru peut-être échapper à un mal pour être finalement confrontés à une situation encore plus difficile, pire que tout ce qu'on a pu imaginer, et ce n'est pas faute d'avoir été mis en garde par Trotsky.

Il ne fait aucun doute qu'ils ne sont qu'au début d'une vaste offensive contre le prolétariat européen pour briser sa résistance et réduire ses conditions d'existence, les coups vont redoubler d'intensité dans tous les pays les uns après les autres dans les mois qui viennent, c'est donc dans cette perspective qu'il faut se disposer.

Comment notre ennemi procède-t-il ?

Ils se serrent des institutions nationales et des partis qui participent à leur fonctionnement pour imposer la dictature de Bruxelles et Washington. C'est donc à la fois contre les institutions, le parti de l'ordre et l'ensemble des partis qui refusent d'avancer le mot d'ordre de l'annulation de la dette qu'il faut mener le combat, tout en indiquant aux travailleurs qu'il n'existe aucune issue politique sous ce régime qu'il faut par conséquent balayer, et que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire issu de leur mobilisation révolutionnaire rompra avec la dictature du capital incarnée par le FMI et l'UE.

Au-delà, on doit préciser que sans un puissant parti profondément enraciné dans toutes les couches exploitées de la société et incarnant cette rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, un tel gouvernement ne verra jamais le jour, c'est la raison pour laquelle sans attendre chaque travailleur ou jeune doit prendre ses responsabilités et rejoindre un des partis qui combat dans cette perspective ou l'incarne à ses yeux, sans attendre un jour de plus.

C'est triste à dire, on a l'impression de pisser dans un violon, car aucun parti n'est encore capable aujourd'hui de tenir un tel discours aux travailleurs et jeunes. Absolument aucun parti ne précise la place et le rôle qu'il devrait occuper ou remplir au cours d'un processus révolutionnaire, cela doit être une question en option !

Dans la "*Lettre aux comités et aux adhérents du Parti ouvrier indépendant* du 18 juin (IO n°154 page 9) , le bureau national du POI a effectué une reculade, plus question de l'abolition des institutions de la Ve République, elles aussi elles doivent jouer un rôle secondaire dans la situation actuelle il faut croire, dans ces conditions on se demandera comment il serait possible d'"*ouvrir la voie à la reconquête de la démocratie*" ? Le POI ne s'adresse pas à l'ensemble de la classe ouvrière, il continue de s'adresser aux élus du PS et du PCF, aux syndicalistes et aux intellectuels quitte à " *partager ou non l'ensemble des positions du Parti ouvrier indépendant*", peu importe, on a franchement l'impression que leurs dirigeants s'en foutent, comme si les non-dits pouvaient passer à la trappe, notamment celui évoqué au début de ce paragraphe et à la fin du paragraphe précédent, pour ne conserver que les seuls mots d'ordre "*« Dehors la dictature des déficits publics », « Dehors l'Union européenne, le FMI et la BCE », « Oui aux droits et revendications des peuples d'Europe »*".

Si on parvient à s'en sortir malgré tout et c'est loin d'être gagné, ce sera surtout parce que le temps jouait contre le capitalisme mondial.

Ils respirent... pour combien de temps ?

- La Grèce vote le plan d'austérité 2012-2015 - LeFigaro.fr - mer. 29 juin

- Les Bourses européennes en forte hausse, Paris gagne 1,88% - Reuters - mer. 29 juin

Parole d'internaute

- "Christine Lagarde ne serait pas jugée avant plusieurs années" et "Parmi les potentiels candidats au poste de procureur général figure Jean-Claude Marin, considéré comme proche de l'actuelle majorité" Aucun risque pour Lagarde, c'est ce qu'on appelle la réforme de la justice réalisée par Sarkozy." (lefigaro.fr 29.06)

- "Tout le monde sait que la CJR (Cour de justice de la République) n'a jamais condamné personne à une peine exemplaire.

Pourquoi les ministres auraient droit à une justice spéciale, avec au final des copains pour rendre la sentence. On est vraiment dans une république de crapules. (lefigaro.fr 29.06)

Politique

1- France.

1.1- Histoire incestueuse.

Bertrand Delanoë a un argument bien particulier pour expliquer à ses proches pourquoi il soutient Martine Aubry et non François Hollande, son ex-allié du congrès de Reims: "*Jacques Delors a eu deux enfants spirituels, l'une est de gauche, c'est Martine, et l'autre est de droite, c'est François.*" (lexpress.fr 29.06)

1.2- Des têtes sans corps.

Eva Joly a frôlé l'exploit. L'ancienne magistrate, dont les sondages prédisaient depuis des semaines la défaite a déjoué les pronostics et failli mettre fin avant l'heure à la primaire écolo.

Le sourire légèrement crispé, Cécile Duflot, soutien de Nicolas Hulot, détaille les résultats. Eva Joly obtient 49,75% (12 571 voix), l'ancien animateur 40,22% (10 163 voix), Henri Stoll 5,02% (1269 voix) et enfin Stéphane Lhomme clôt la marche avec 4,44% (1172 voix). Malgré sa déception apparente, Cécile Duflot s'est félicitée du "*grand succès de cette primaire tant par le nombre de personnes inscrites (32 896 ndlr) que par le formidable taux de participation, 77,33%*".

"*Personne ne connait vraiment le corps électoral d'Europe-Ecologie*", souligne l'eurodéputé Yannick Jadot. "*La base militante des Verts a fait le choix du repli identitaire plutôt que celui de l'ouverture, c'est regrettable!*", soupire l'un des rares partisans d'Hulot présents dans la salle. (lexpress.fr 29.06)

2- Grèce

Le Parlement grec a adopté, mercredi 29 juin, le nouveau plan d'austérité proposé par le gouvernement sur l'insistance du FMI et de l'Union européenne. Le texte a obtenu 155 voix pour, 138 contre et cinq abstentions sur un total de 298 députés présents (sur 300).

Un seul député Pasok, le parti socialiste au pouvoir, a fait défaut. Panayotis Kouroublis, qui a refusé de cèder au '*chantage*' de la zone euro. Son retrait a été compensé par la voix de la députée de Nouvelle Démocratie, Elsa Papadimitriou qui a voté en faveur du plan, contrairement aux consignes de son parti.

Les députés ont voté à main levée, égrénant chacun un 'oui' ou un 'non', dans une ambiance silencieuse au début, qui est devenu plus chahutée quand l'un des principaux opposants au plan, Alexandros Athanasiadis, est revenu sur son choix et a pris la parole pour annoncer qu'il votait oui, sous les applaudissements de ses collègues.

Immédiatement après le vote, le Premier ministre, Georges Papandréou, a annoncé l'exclusion du groupe parlementaire de Panayotis Kouroublis . Celui-ci avait lancé peu avant le vote qu'il ne «*pouvait pas accepter le chantage*» posé par la zone euro entre la faillite du pays et l'adoption du plan jugé «*injuste*». (lemonde.fr et liberation.fr 29.06)

Lisez ou relisez les analyses parues ces derniers jours dans vos journaux préférés et dites-nous lequel avait pronostiqué ce qui vient de se passer en Grèce. Je ne parle pas des médias nationaux qui avaient formulé leur voeux à voix haute.

3- Sénégal

L'armée sénégalaise a annoncé mercredi qu'elle avait déployé des soldats aux points stratégiques de Dakar pour mettre fin aux émeutes qui ont semé le chaos ces derniers jours dans la capitale.

D'ordinaire paisible, le Sénégal a été secoué par des manifestations contre des coupures de courant répétées qui ont dressé une partie de l'opinion contre le président Abdoulaye Wade. La police anti-émeute a par moments été débordée par cette explosion de mécontentement.

"*A présent nous ne plaisantons pas*", a dit à Reuters Serigne Mbacké Ndiaye, porte-parole du chef de l'Etat, en confirmant le déploiement de l'armée aux points clés de la ville.

Un autre responsable a dit que le déploiement militaire libérerait de 4 à 500 policiers anti-émeute et gendarmes qui pourraient

ainsi faire face à des émeutiers en cas de besoin. (Reuters 29.06)

4- Egypte

Des affrontements entre plusieurs centaines de jeunes et la police qui ont débuté mardi au soir au Caire ont fait un millier de blessés, rapporte mercredi le ministère égyptien de la Santé.

Pour certains, les violences sont à mettre sur le compte de fauteurs de troubles décidés à en découdre avec la police. Pour d'autres, les motifs sont politiques.

"*Les gens sont furieux que les poursuites contre les hauts responsables soient sans cesse retardées*", a expliqué Ahmed Abdel Hamid, employé d'une boulangerie âgé de 26 ans.

L'ancien ministre de l'Intérieur Habib al Adli a été condamné début mai à douze ans de prison pour blanchiment d'argent et corruption mais il n'a pas encore comparu en justice pour la mort des manifestants tués pendant les 18 jours de contestation qui ont poussé Hosni Moubarak vers la sortie, le 11 février.

Les affrontements se sont poursuivis mercredi. En début de matinée, des jeunes ont lancé des pierres sur la police alors que les Cairotes se rendaient au travail et des manifestants ont par la suite érigé des barricades de pneus auxquelles ils ont mis le feu aux abords du ministère de l'Intérieur.

D'autres rassemblements, motivés par la répression de ceux de la vieille, ont par ailleurs eu lieu mercredi place Tahrir.

"Je suis ici aujourd'hui parce que j'ai appris que la police avait agi violement contre la foule, cette nuit", a expliqué un manifestant. (Reuters 29.06)

Social

Le PDG du constructeur d'automobiles japonais Nissan, Carlos Ghosn, a annoncé mercredi avoir perçu 8,4 millions d'euros pendant l'année 2010-2011, ce qui fait de lui l'un des patrons les mieux payés du Japon.

Cette somme en yens, en hausse de 10% sur un an, recouvre uniquement les rémunérations touchées au cours de l'exercice du 1er avril 2010 au 31 mars 2011 en tant que PDG de Nissan, et ne comprend pas les honoraires perçus en tant que responsable du constructeur français Renault, dont M. Ghosn est également PDG.

Détenu à 43,8% par Renault, Nissan a multiplié par plus de sept son bénéfice net lors de l'année budgétaire 2010-2011, à 319 milliards de yens (2,8 milliards d'euros), grâce à des ventes record de voitures. (20minutes.fr 29.06)

Economie

Etats-Unis. Juge et partie.

Le Fonds monétaire international a appelé mercredi les parlementaires américains à relever le plafond d'endettement des Etats-Unis, avertissant que ne rien faire pourrait provoquer une hausse des taux d'intérêt nuisible à l'économie américaine et aux marchés financiers internationaux.

Ce plafond, fixé à 14.300 milliards de dollars (9.900 milliards d'euros), représente le montant maximal que l'Etat fédéral peut emprunter pour financer ses activités. Les Etats-Unis l'ont atteint en mai et pourraient faire défaut sur leur dette s'ils ne la relèvent pas d'ici le 2 août.

La limite doit être relevée "*rapidement pour éviter un choc sévère pour l'économie et les marchés financiers mondiaux*", déclare le FMI dans son rapport annuel sur l'économie américaine.

Le dossier oppose le président américain Barack Obama et les parlementaires républicains. Ces derniers demandent en préalable des coupes budgétaires substantielles, notamment dans le programme d'assurance-santé aux personnes âgées Medicare. Les démocrates estiment de leur côté que tout accord doit inclure des hausses d'impôts.

Le FMI note dans son rapport que la hausse des déficits publics américains représente un risque pour l'économie, mais prône une stratégie de longue haleine pour les résorber. Réduire le déficit trop rapidement pourrait ralentir la faible reprise de l'économie américaine, explique-t-il.

Les agences de notation Standard & Poor's et Moody's ont récemment averti qu'elles pourraient dégrader la note de crédit des Etats-Unis en l'absence d'accord sur le plafond de la dette et de progrès dans la lutte contre les déficits.

La dégradation de la note américaine aurait des "*répercussions mondiales importantes*" étant donné "*le rôle central des obligations du Trésor américain sur les marchés financiers mondiaux*", souligne le FMI. AP

Le FMI ne demande pas à l'impérialisme américain de réduire son endettement comme il le fait envers les pays de l'UE, mais de relever son prafond, autrement dit à s'endetter encore plus.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet

Des partis inféodés au capitalisme depuis un siècle.

- Ce jeudi, tous les députés socialistes, plus la députée conservatrice Elsa Papadimitriou qui avait apporté la veille sa voix au gouvernement pour l'adoption du plan-cadre d'austérité, ont approuvé le texte «*sur le principe*». (lefigaro.fr 30.06)

Il y a des militants qui croient lorsqu'on affirme qu'il n'y a rien à récupérer dans les partis de l'Internationale jaune, que c'est une gravissime erreur de refuser de s'adresser aux élus et aux dirigeants de ces partis, que notre position reposerait sur un a priori ou je ne sais quoi défavorable envers ces partis, alors que notre analyse repose uniquement sur des faits vérifiables et connus de tous.

Quand je reçois des courriels, comme ce fut le cas encore hier, je m'étonne toujours que les militants esquivent systématiquement les arguments sur lesquels reposent nos positions pour répéter en boucle ce que leur rabâchent depuis des années leurs dirigeants. Chaque fois que dans une causerie je mets le POI face à ses contradictions, le lendemain je reçois un ou plusieurs courriels de militants du POI qui les escamotent, dès lors toute discussion est impossible entre nous.

La démocratie dans un parti consiste à discuter et réfléchir à toutes les questions soulevées par les militants, j'ai envie d'ajouter, y compris ou surtout celles qu'ils ne posent pas, car lorsqu'on est un militant libre, à partir d'une question posée d'autres questions que personne n'a posées ne peuvent manquer de surgir et ainsi de suite, c'est seulement ainsi que l'on peut vérifier la validité des arguments que l'on avance et sur lesquels repose la ligne politique que l'on a adoptée. On ne justifie pas une position par une formule ou un principe ou en appelant à la rescousse Marx, etc.

On doit rejeter toute méthode qui consiste à ne prendre en compte que les arguments sur lesquels repose notre analyse politique dans le seul but de confirmer son bien-fondé, en excluant d'avance tous les arguments ou facteurs qui ne rentreraient pas dans ce cadre, pardi, qui sait, on pourrait arriver à la conclusion que cette ligne politique pourrait être bancale ou erronée.

Dans ce cas de figure, le seul but de la discussion est de convaincre le maximum de militants d'adhérer à la ligne politique définie par la direction et non de vérifier si elle est juste ou non. Maintenant il suffit d'avoir défini un cadre assez large dans lequel la discussion devait avoir lieu pour donner l'impression que la démocratie s'exercerait réellement dans le parti, et les voix discordantes qui pourraient se faire entendre seront noyées dans cette masse hétérogène, au point qu'elles n'auront aucune chance d'être prises en compte, même si elles correspondaient à une analyse sérieuse et profonde de la situation, mais généralement ce genre de militants préfèrent garder le silence. Toutes les voix peuvent se faire entendre, à condition qu'elles arrivent toutes aux mêmes conclusions.

L'intérêt d'avoir dans le même parti des militants qui prônent la révolution et des militants qui y sont farouchement opposés, c'est de pouvoir camoufler les véritables intentions de ce parti et ses dirigeants, et de proclamer pour rendre cette manoeuvre encore moins évidente aux yeux des militants, que c'est la preuve que la démocratie fonctionne dans le parti, alors qu'en réalité la seule chose qui fonctionne c'est que la direction parvienne à ses fins ou l'objectif qu'elle s'est fixée.

L'éclectisme et l'arbitraire sont antinomiques avec le fonctionnement démocratique d'un parti pour les mêmes raisons : dans le premier cas vous pouvez dire ce qui vous passe par la tête, seul ne sera retenu ce qui entre dans le cadre qu'on vous a fixé, comme la majorité des militants s'y conforment, vous n'avez aucune chance d'être entendu, votre voix sera étouffée, et dans le second ce sera la même chose, sauf que vous serez exclu sous un prétexte ou un autre. Je n'invente rien, les militants qui m'écrivent en sont les meilleurs témoins qui soient pour ce qui est de l'éclectisme, pour ce qui est de l'arbitraire ma propre expérience me suffit.

Pendant des décennies vous avez entraîné des travailleurs et des militants en direction des élus ou dirigeants du PS qui s'avèrent être viscéralement et définitivement (on finit par ne plus savoir dans quelle langue il faut s'exprimer pour se faire comprendre !) des suppôts du capitalisme, ce qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer avec une constance sans faille au fil des décennies depuis près d'un siècle. Apparemment cela n'est toujours pas suffisant ! Pour quel résultat en terme de construction du parti ? S'agissant du POI pour un nombre de militants équivalents ou nettement inférieurs à ce qu'il était il y a 30 ans plus tôt. A l'époque avec nos contacts, l'équivalent pour ainsi dire des adhérents aujourd'hui, on remplissait l'ancienne salle du Zénith à Paris ou lors de Journées d'étude sur deux jours (samedi et dimanche) on remplissait la Mutualité. A cette époque-là aussi on visait déjà les 10 000 militants.

Le consensus qui nous intéresse, ce n'est pas celui entre l'UMP et le PS, mais celui de tous les partis institutionnels avec le capitalisme et ses institutions politiques nationales ou internationales. Décidément on n'a pas la même conception de la lutte de classe.

Qui se tournent vers le PS, qui le rejettent ? Ce sont les petits bourgeois qui se tournent vers le PS, dont les étudiants qui une fois qu'ils auront leurs diplômes espèrent bien partager le mode de vie des bourgeois plutôt que celui des ouvriers, sinon à quoi bon avoir fait des études pendant de longues années. Ils espèrent que le PS fera en sorte que les miettes tombées de la table des capitalistes seront plus substantielles que celles que leur réserve l'UMP. Ce sont les ouvriers et les employés qui rejettent à la fois l'UMP et le PS parce que par expérience ils savent qu'ils n'ont rien à en attendre.

Les premiers ne sont pas disposés à rompre avec le capitalisme et les institutions ce que signifient leurs illusions dans le PS, illusions qui seront de toutes manières en grande partie satisfaites que ce soit l'UMP ou le PS qui soit au pouvoir, car il y a quand même relativement peu d'avocats, de médecins ou d'ingénieurs, etc. qui partagent les conditions de vie des ouvriers dans la société actuelle. Les seconds en se détournant du PS et de l'UMP indiquent clairement non seulement qu'ils n'ont plus d'illusions dans ces partis, mais qu'ils en ont de moins en moins dans les institutions et le capitalisme qui n'arrêtent pas de les matraquer violemment.

Les premiers arriveront toujours à s'en sortir d'une manière ou d'une autre, quitte à faire l'impasse sur certains besoins, alors que les seconds se retrouvent littéralement pris à la gorge et se demandent quotidiennement comment ils vont pouvoir nourrir leur famille et payer leurs factures. Les premiers seront les derniers à chercher une voie pour rompre avec le capitalisme et les institutions, je parle en général, tandis que les seconds sont dors et déjà disponibles pour entendre un discours qui rompt avec le consensus ambiant ou la pensée unique, encore faut-il être capable de s'adresser à eux dans des termes qu'ils peuvent saisir, ce qui est encore loin d'être le cas.

En Grèce et en Espagne, la situation économique et sociale s'est tellement dégradée que la petite bourgeoisie et les étudiants ont commencé à se détourner du PASOK et du PSOE, ce sont eux comme en Tunisie ou en Egypte hier, qui ont initié ce qui a été appelé le mouvement des "indignés". Et s'ils sont pour le moment incapables de se doter d'une représentation politique, c'est parce qu'elle ne pourrait pas s'assigner des objectifs dans le cadre des institutions en place, elle devrait se donner pour objectif de les briser pour rompre ensuite avec le capitalisme, or elles n'y sont manifestement pas prêtes, il leur manque le parti qui pourrait les guider sur cette voie ou leur ouvrir le chemin, ils en sont encore à espérer qu'un miracle se produise en guise de conscience politique. Mais l'ouvrier ou l'employé qui a déjà le dos au mur et à qui on annonce que sa situation va encore empirer dans les mois et les années à venir, il a conscience ou il est en train de prendre conscience qu'il n'a plus rien à perdre, il est pour ainsi dire mûr pour la révolution.

Le petit bourgeois s'agite parce qu'il a plus à perdre que l'ouvrier, servez-le et il redeviendra un serviteur servile ou zélé du régime. On en a eu la démonstration en 68 en France. L'ouvrier, c'est la crainte du ventre vide qui le fait adhérer au début au socialisme, alors que le petit bourgeois s'est l'idée qu'il s'en fait (du ventre vide) qui le rapproche du socialisme ou l'en éloigne lorsque cette idée lui est sortie de la tête parce que sa condition s'est améliorée. Je n'ai peut-être pas été très clair, j'ai trouvé une meilleure démonstration.

On dit que lorsque les conditions objectives sont mûres les masses passent à l'action. Bien, on est tous d'accord là-dessus. Question : d'après vous, parmi les masses exploitées lesquelles vont connaître les premières des conditions matérielles d'existence les plus difficiles, les couches les plus défavoriées du prolétariat ou ses couches supérieures, les couches moyennes ou la petite bourgeoisie, à toutes les époques notez bien ? Dès lors vers quelle classe ou couches faut-il se tourner de préférence

pour construire le parti ? Je vous laisse répondre à ces questions, selon moi les seules réponses valables qu'on peut y apporter étaient déjà valables il y 70 ans et pas seulement aujourd'hui, or on n'en a jamais tenu compte, simple constat.

A toutes les époques des millions d'ouvriers et leurs familles ont connu des conditions d'existence extrêmement pénibles ou précaires, plus insupportables que toutes les autres couches ou classes de la société, je peux en parler à mon aise puisque c'est le milieu dans lequel je suis né et j'ai passé toute mon enfance jusqu'à mon départ de chez mes parents à 20 ans, pour me retrouver dans la même situation qu'eux en plus grave encore puisque je n'avais même pas de quoi bouffer tous les jours. J'attends que quelqu'un veuille bien répondre à cette question : pourquoi nous ne nous sommes jamais tournés vers ces millions de travailleurs, pourquoi ? Ceux qui sont en train de les rejoindre ne comprennent pas ce qui leur arrive, et ils ne risquent pas de le savoir en le demandant à ceux qui connaissent ces conditions dramatiques depuis des lustres, puisqu'on les a condamnés à croupir dans leur ignorance.

On n'a plus le temps d'aborder la désindustrialisation et la baisse de la syndicalisation, les modifications importantes qui ont eu lieu au sein du prolétariat au cours des 40 dernières années, la prépondérance du secteur tertiaire par rapport à l'industrie, on verrait qu'en mettant tous ses oeufs dans le même panier, on a fini par faire une omelette au goût plutôt amer ou insipide !

Deux dernières réflexions rapidement.

Pour rappel, sous la IVe République il exista un consensus MRP-PS-PC qui perpétuera la politique coloniale de la France en Algérie et au Vietnam notamment... Alors qu'on ne vienne pas nous faire croire que le consensus entre le parti de l'ordre et ses laquais de "gauche" daterait des années 2000.

C'est marrant, les travailleurs seraient capables de comprendre pourquoi on appelle au front unique PS-PCF, bien que ces partis soient passés avec armes et bagages dans le camp de la réaction, mais ils n'en seraient plus capables dès lors qu'on se servirait du consensus entre ces partis et le parti de l'ordre pour leur indiquer les objectifs politiques qu'ils devraient se fixer. En réalité, à partir de la ligne politique ou la tactique qu'on a décidé d'adopter, les travailleurs n'auraient plus le même niveau de conscience politique, plutôt étrange, non ?

Ils ont décidé de frapper très fort. Racket de l'Etat en faveur des banquiers : "***Voleurs***" !

- Pedro Passos Coelho, qui faisait sa première apparition au Parlement depuis son élection le 5 juin, a déclaré que le gouvernement imposerait en 2011 un prélèvement de 50% sur l'ensemble des primes de fin d'année, soit la moitié d'un salaire mensuel, reçues par les Portugais.

Cette taxe exceptionnelle devrait permettre de lever 800 millions d'euros.

Le Premier ministre a précisé que seuls seraient exonérés ceux qui perçoivent le salaire minimum. (Reuters 30.06)

Un internaute précise que "*celle-ci va être appliquée sur le montant dépassant le salaire minimum (485, 00 €uros).*"

Parole d'internaute

- "La dette repose sur un un mensonge : elle ne vient pas d'une orgie de dépenses publiques, mais de l'érosion organisée des recettes fiscales. Les niches et les cadeaux consentis aux ménages les plus riches et aux grandes entreprises se sont multipliés à l'infini. En empruntant sur les marchés financiers pour financer ces déficits, les États se sont encore enfoncés davantage, puisqu'ils ont dû payer des taux d'intérêts souvent excessifs. Cette dette est donc largement illégitime.

La crise financière de 2008, la récession et le sauvetage des banques ont alourdi le boulet. Affolés par l'envolée des dettes publiques les marchés financiers se sont alors mis à spéculer contre les États qui les ont sauvés. Dans toute l'Europe, des plans d'austérité drastiques déferlent pour « rassurer les marchés ». Mais en voulant nous faire payer la crise financière, les gouvernements nous enfoncent dans la récession et sacrifient les investissements vitaux pour la reconversion écologique de l'économie. D'autres solutions sont possibles à condition de s'attaquer à la mainmise des marchés financiers. Il faudra replacer la création monétaire sous contrôle démocratique et promouvoir un autre partage des richesses, sans hésiter à dénoncer une partie de la dette. La manière dont sera traitée la dette publique dans les années qui viennent, loin d'être une question technique, déterminera en grande partie l'avenir de nos sociétés." (lefigaro.fr 30.06)

Politique

1- France

1.1- La cote dans les talonnettes !

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy a progressé de trois points en juin, avec 25% de Français satisfaits de l'action du président contre 73% de mécontents, selon le baromètre de juillet de l'institut TNS Sofres pour "Le Figaro Magazine" en kiosque samedi. Le Premier ministre François Fillon gagne deux points, à 35%.

C'est le deuxième mois consécutif de remontée pour le chef de l'Etat, dont la popularité avait atteint son niveau le plus bas en mai dernier, à 20%. (AP 30.06)

Je n'avais pas suivi et je ne savais pas qu'il était tombé si bas dans les sondages.

1.2- Comment ils se partagent le sale boulot.

Le Conseil constitutionnel a rejeté jeudi les requêtes de plusieurs départements gérés par la gauche, qui exigeaient de l'Etat la compensation financière d'allocations de solidarité nationale dont la charge a été transférée aux conseils généraux ces dernières années.

Les Sages ont écarté quatre questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) présentées par les départements de la Seine-Saint-Denis, de la Somme, de l'Hérault et des Côtes-d'Armor, concernant le financement de quatre allocations: RMI, RSA, APA (allocation personnalisée d'autonomie) et PCH (prestation de compensation handicap).

"*Le Conseil a estimé que les questions qu'on lui soumettait n'étaient pas de nature constitutionnelle*", a-t-on expliqué au Conseil. Il s'est appuyé, a-t-on ajouté, sur sa jurisprudence constante concernant la libre administration des collectivités territoriales.

L'article 72-2 de la Constitution, dont les dispositions étaient bafouées selon les requérants, "*n'impose pas, au fil du temps, une compensation glissante et permanente des charges transférées, il appartient seulement à l'Etat de maintenir le niveau des ressources transférées*", selon un communiqué des Sages. En bref, l'Etat n'a pas à suivre l'explosion des dépenses sociales, conséquence de la crise financière. (lexpress.fr 30.06)

1.3- La lobotomie pratiquée par les sectes encouragée par l'Union européenne.

La France a été condamnée jeudi pour violation de droit à la liberté de religion des Témoins de Jéhovah par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) dans une affaire de redressement fiscal liée aux dons reçus par cette association. Cet arrêt de la Cour est susceptible d'appel.

L'association Les Témoins de Jéhovah contestait la taxation par le fisc français à hauteur de 60% des dons qu'elle avait reçus de 1993 à 1996 alors qu'elle demandait à bénéficier de l'exonération fiscales dont bénéficient les associations cultuelles.

En France, Les Témoins de Jéhovah revendiquent 250.000 fidèles et ont été catalogués comme secte en 1995 par un rapport parlementaire. En mai 1998, les témoins de Jéhovah se virent notifier un redressement fiscal d'environ 45 millions d'euros, dont la moitié au titre des indemnités de retard. La justice française avait débouté ce mouvement chrétien de ses recours.

La CEDH a considéré que la taxation des dons, constituant "*la source essentielle de son financement*", a coupé les "*ressources vitales*" de cette association, la privant "*d'assurer concrètement à ses fidèles le libre exercice de leur culte*", selon un communiqué du greffe de la CEDH.

"*La Cour de Strasbourg reproche à l'Etat français d'avoir détourné la législation fiscale de sa finalité. La taxation des offrandes des fidèles a été conçue pour priver l'association de ses ressources financières*", a indiqué dans un communiqué l'avocat des Témoins de Jéhovah, Me Philippe Goni. (AP 30.06)

J'ai croisé un jour un Témoins de Jéhovah. Un ouvrier de Citroën d'une quarantaine d'année accompagné de sa soeur devait reprendre le T1 que je louais rue d'Alsace à Clichy en 1978. Ils ont rapidement fait le tour des lieux, je me suis ensuite adressé à ce monsieur à l'air craintif ou très timide, qui a bafouillé quelque chose d'incompréhensible, j'ai demandé à sa soeur de traduire, elle s'est excusée en me disant que le pauvre n'avait pas toute sa tête, qu'il était incapable de prendre une décision seul parce qu'il était sous l'emprise des Témoins de Jéhovah depuis des années. J'ai observé une dernière fois discrètement ce pauvre monsieur, il était recroquevillé sur lui-même et manifestement très mal à l'aise.

La Cour européenne des droits de l'Homme est illégitime au même titre que l'ensemble des institutions de l'Union européenne

2- Grèce

Après une première victoire hier aboutissant à l'adoption du texte par 155 voix contre 138, le gouvernement socialiste de

George Papandréou vient de franchir avec succès la dernière étape : le vote de la loi d'application de ce nouveau plan-cadre. Le projet de loi a recueilli 155 voix contre 136, soit la majorité absolue au parlement, où siègent 300 députés.

Ce jeudi, tous les députés socialistes, plus la députée conservatrice Elsa Papadimitriou qui avait apporté la veille sa voix au gouvernement pour l'adoption du plan-cadre d'austérité, ont approuvé le texte «*sur le principe*». Les 136 députés présents de l'opposition de droite et de gauche ont voté contre, tandis que cinq dissidents centristes de l'opposition conservatrice votaient blanc. Le vote a été marqué par l'écart d'une députée socialiste, Chryssa Arapoglou, qui a voté «*non*» sur des dispositions relatives aux privatisations.

Les députés du grand parti d'opposition de droite Nouvelle-Démocratie ont par contre tempéré leur rejet «*sur le principe*» d'un soutien à 22 articles du texte. Leur consigne de vote était de soutenir les privatisations, l'exploitation du foncier d'Etat et les baisses des dépenses de l'État. Mais il ont rejeté le volet fiscal de la loi d'application.

Pour le ministre des Finances grec, Evangelos Venizelos, ce vote est un soulagement: «*Je suis très satisfait parce que je peux rencontrer l'Eurogroupe, renforcé par un vote de confiance et deux projets de loi approuvés*», a déclaré le ministre. (lefigaro.fr 30.06)

3- Allemagne

Le Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand, s'est prononcé jeudi à une écrasante majorité en faveur d'une sortie de l'Allemagne du nucléaire à l'horizon de 2022.

L'opposition composée des sociaux-démocrates (SPD) et du parti des Verts ont joint leurs voix à celles des élus de la coalition de centre droit soutenant la chancelière Angela Merkel lors de la troisième et dernière lecture du projet de loi gouvernemental. (Reuters 30.06)

4- Italie

Le gouvernement italien prépare un plan d'austérité de 47 milliards d'euros destiné à montrer aux marchés financiers et à l'Union européenne qu'il est déterminé à équilibrer le budget de l'Etat.

Le plan concocté par le ministre des Finances Giulio Tremonti devait être annoncé après une réunion du gouvernement jeudi.

Selon la presse, ce plan inclut de nouvelles taxes sur les transactions financières, une supertaxe sur les 4x4, l'extension d'un gel des embauches dans la fonction publique, la réduction des budgets des ministères et des mesures contre l'évasion fiscale.

Ce nouveau tour de vis budgétaire intervient après des mesures de 25 milliards adoptées l'an dernier pour les années 2011-2012. (AP et liberation.fr 30.06)

5- Pologne

Au moins 20.000 personnes ont défilé jeudi dans les rues de Varsovie pour réclamer relèvements de salaires et hausse de prestations sociales, un jour avant que la Pologne assume la présidence tournante de l'Union européenne.

Les manifestants ont scandé "*voleurs, voleurs*" et d'autres slogans en passant devant le Parlement, où ils ont mis le feu à une pile de chaises en plastique, et devant les bureaux du Premier ministre Donald Tusk.

Comme d'autres pays européens, la Pologne, où des élections sont prévues en octobre, fait face à une aggravation du chômage et à un important déficit budgétaire bien qu'elle soit le seul Etat de l'UE à avoir évité une récession durant la crise financière internationale.

"*Nous sommes ici pour obtenir des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail dans notre usine, et pour être mieux traités que cela n'a été le cas jusqu'ici*", a déclaré un manifestant qui a demandé à garder l'anonymat.

Des responsables syndicaux ont fait état de 80.000 personnes mobilisées environ, mais des médias locaux ont estimé le nombre des manifestants aux alentours de 20.000. Un porte-parole de la police de Varsovie a dit qu'elle ne disposait pas d'estimation en propre. (Reuters 30.06)

Social

Grande-Bretagne

Des centaines de milliers de professeurs et de fonctionnaires ont fait grève et ont défilé jeudi en Grande-Bretagne dans le cadre d'une journée d'action contre la réforme des retraites du secteur public.

Le mouvement, qui fait écho à la contestation des mesures d'austérité adoptées ailleurs en Europe, a entraîné la fermeture de nombreuses écoles, de quelques tribunaux et autres services administratifs. Des milliers de personnes ont aussi défilé dans les villes du royaume.

Le gouvernement a jugé l'impact du mouvement limité en notant que beaucoup de fonctionnaires ne s'étaient pas joints aux débrayages.

"*La journée d'aujourd'hui a montré que la vaste majorité des employés du service public n'a pas soutenu cette grève prématurée et s'est rendue au travail*", a déclaré Francis Maude, membre du Parti conservateur du Premier ministre David Cameron.

Les cortèges ont été de taille modeste et n'ont pas donné lieu à des débordements, contrairement aux manifestations de décembre et de mars derniers. Quelques échauffourées ont cependant conduit la police à procéder à 35 interpellations.

Selon les forces de l'ordre, environ 15.000 personnes ont manifesté dans les rues de Londres.

Le PCS, l'un des grands syndicats de la fonction publique, a qualifié la journée d'action "*de plus grande grève du service public depuis une génération*", ajoutant que 84% de ses 285.000 adhérents avaient suivi l'appel à la protestation. Environ la moitié des écoles anglaises et galloises sont restées portes closes.

Le plan d'austérité prévoit entre autres la suppression de quelque 500.000 emplois publics et une baisse importante des prestations sociales. En outre, l'âge de la retraite sera repoussé de 65 à 66 ans d'ici 2020, soit quatre ans plus tôt que prévu, ce qui représente une économie potentielle de cinq milliards de livres (5,6 milliards d'euros).

L'opposition travailliste juge également les grèves prématurées du fait de la poursuite des négociations, mais l'agitation sociale reste une étape délicate pour l'équipe de David Cameron.

La coalition au pouvoir, première du genre en Grande-Bretagne depuis 65 ans, a dû renoncer récemment à ses projets de réorganisation du système de santé publique (NHS) sous la pression du lobby médical et des libéraux démocrates, partenaires des conservateurs au gouvernement.

"*Cela pourrait être le début d'une assez longue série de grèves*", estime Alastair Newton, analyste politique au bureau d'études Nomura.

Les organisations syndicales britanniques ont en grande partie perdu leur puissance depuis les batailles remportées dans les années 1980 par le gouvernement de Margaret Thatcher contre les syndicats des mines ou du livre, épreuves qui ont transformé le monde du travail dans le pays.

Aujourd'hui, le Royaume-Uni ne compte plus qu'environ sept millions de syndiqués, contre 13 à l'époque et, selon Craig Phelan, professeur d'histoire moderne à l'université de Kingston.

Certains représentants de la droite du parti préconisent un durcissement législatif pour limiter les grèves. Le maire conservateur de Londres, Boris Johnson, affirme quant à lui que des grèves sont votées avec une "*très faible*" participation et qu'il faut durcir le code du travail pour empêcher cela.

Même le chef du Parti travailliste, Ed Miliband, qualifie la grève d'"*erreur*" et de "*signe d'échec des deux camps*" sur son blog. Les syndicats font valoir que les règles en vigueur sont déjà très restrictives. (Reuters et AP 30.06)

Economie

1- FMI. Commencez par balayer devant votre porte !

M. Carstens, gouverneur de la banque centrale du Mexique, a déclaré que sa candidature à la direction du FMI avait été un 'vote de protestation' contre la manière dont les pays industrialisés gèrent les questions d'importance.

'*La réalité, c'est que ces institutions nous ont toujours demandé de faire acte de transparence. Elles nous ont demandé d'adopter*

des principes démocratiques qu'elles n'appliquent pas elles-mêmes', a-t-il dit à la radio mexicaine.

'*Il est difficile à nombre de pays membres de recevoir, a fortiori d'accepter les recommandations du Fonds s'ils ne constatent pas que ces recommandations sont formulées par les meilleures personnes qui soient*', a-t-il continué. (lemonde.fr 30.06)

2- France

La dette publique de la France a augmenté de 54,9 milliards d'euros au premier trimestre pour atteindre fin mars 1.646,1 milliards, soit 84,5% du PIB, montrent les statistiques publiées jeudi par l'Insee.

Ce ratio dette/PIB correspond à une hausse de 2,2 points par rapport au trimestre précédent.

La dette de l'Etat a augmenté de 41,5 milliards d'euros sur la période janvier-mars pour s'élever à 1.286,5 milliards, précise l'Insee dans un communiqué.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens de Maastricht inclut celles des administrations de sécurité sociale (191,2 milliards fin mars) des administrations publiques locales (156,5 milliards) et des organismes divers d'administrations centrales (11,9 milliards).

La dette nette des administrations publiques s'élève à 1.504,8 milliards d'euros fin mars, soit 77,3% du PIB, contre 76,5% fin décembre, en progression de 26,2 milliards sur trois mois, ajoute l'Insee.

"*L'écart de 28,7 milliards entre cette hausse de la dette nette et l'augmentation de 54,9 milliards de la dette brute traduit notamment la forte augmentation de la trésorerie de l'État (+22,0 milliards) et de celle des organismes de sécurité sociale (+4,2 milliards)*", explique l'Institut national de la statistique. (Reuters 30.06)

3- Grande-Bretagne

Lloyds a annoncé jeudi la suppression de 15.000 postes, des réductions de coûts et des ventes d'actifs dans le cadre d'une nouvelle stratégie destinée à redynamiser la banque britannique, qui a été partiellement nationalisée pendant la crise financière.

A la suite de la présentation de ces orientations, le titre Lloyds bondissait vers la mi-journée de 8,6%.

"*Nous anticipons une réduction de 15.000 postes à la suite d'un programme de simplification*", précise la société dans un communiqué.

La banque espère dégager quelque 1,5 milliard de livres (1,67 milliard d'euros) d'économies annuelles à partir de 2014, ce qui lui permettrait d'investir deux milliards de livres de plus dans son coeur de métier qu'est l'activité de détail. Lloyds prévoit également de réduire sa présence à l'étranger.

L'Etat britannique détient 40,6% de la banque depuis qu'il a volé à son secours au début de l'année 2009. A l'époque, Londres avait également sauvé de la faillite Royal Bank of Scotland, désormais publique à quelque 83%.

Les nouvelles suppressions d'emploi annoncées porteront à 27.000 le total des postes supprimés depuis la crise financière de 2008. Lloyd's emploie à l'heure actuelle 103.000 personnes. (Reuters 30.06)

4- Italie

Banco Popolare a annoncé jeudi prévoir un quasi-doublement de son bénéfice net d'ici 2013 (603 millions d'euros) grâce à un nouveau plan stratégique entraînant notamment la suppression de 1.120 emplois, une annonce qui fait bondir le titre de la banque italienne de quelque 2,5%.

Banco Popolare a précisé qu'elle fusionnerait trois de ses filiales bancaires, rationaliserait les activités de son siège social, tout en procédant à la fermeture de 180 agences.

La banque, qui emploie actuellement quelque 20.000 personnes, a achevé en février une augmentation de capital de deux milliards d'euros. (Reuters 30.06)

5- Turquie

Le produit intérieur brut (PIB) de la Turquie a bondi de 11% en rythme annualisé au cours du premier trimestre.

Les données publiées jeudi par Ankara mettent en outre en évidence l'une des faiblesses de l'économie turque : son déficit commercial de plus en plus marqué.

En mai, ce dernier s'est accru de 104% pour atteindre 10,06 milliards de dollars, après une hausse de 42,6% des importations et de 11,7% des exportations.

Le rythme de la croissance du PIB devrait ralentir pour le reste de l'année, pour finalement s'établir à 5,7% sur l'ensemble de 2011. En 2010, il avait atteint 8,9%.

Les analystes craignent que la politique mise en place en décembre par la banque centrale turque ne soit pas adaptée à la situation. Depuis janvier, celle-ci a maintenu son taux directeur à 6,25%, un plus bas historique en Turquie. (Reuters 30.06)

Haut de page

Le 2 juillet

Et cela continue, pas de courant depuis hier soir 22h, il est 13h15. Il a plu quelques gouttes et il y a eu un peu de vent, c'est suffisant. Le boulot est terminé, j'arrête car la batterie va être à plat dans peu de temps, bonne lecture et bon week-end.

Parole d'internaute

A propos de l'affaire Strauss-Kahn. Aux ouvrièristes qui ont hurlé avec les loups.

- "Se faire violer par un homme dans une chambre. Puis aller, comme si de rien n'était, faire le ménage dans une autre chambre. Et ensuite revenir dans la chambre des tortures pour en sortir, crachant, pleurant, dénonçant l'acte odieux dont on a été victime,…"

- "1m80 32 ans force de la nature fellation obligée par un obèse de 62 ans qui se tape les putes de luxe du monde entier quand il veut ? hôtel de luxe ? on rentre quand le client est là ?" (liberation.fr 01.07)

On ne s'était pas planté en doutant de la version de cette brave femme de chambre, bien que tout accusait son "agresseur" qui n'en demeure pas moins infréquentable. Il y a quelque chose qui me dit que nos partis vont encore ressortir grandis de cette histoire pour avoir une nouvelle fois manqué singulièrement de perspicacité. Ceux qui ont soutenu même à mot couvert la version officielle, c'est à dire tous les partis, sont les mêmes qui n'hésitent pas à s'encanailler avec les élus ou dirigeants du PS, cherchez l'erreur. Quelle confiance leur accorder ?

Reste à savoir si cette femme a monté ce scénario toute seule ou si on lui a soufflé. Autre question, dès que les faits ont été connus par la direction de l'hôtel, quelle rôle a-t-elle joué précisément, qui a-t-elle joint par téléphone, depuis combien de temps le procureur savait qu'elle avait passé juste après un coup de fil à un gangster ?

Cette affaire surgit alors que le FMI est en proie à d'importantes contradictions, alors que tous les sondages le donnent gagnant contre Sarkozy en 2012, et elle s'arrête alors que son remplaçant à la tête du FMI vient d'être désigné et les candidats à la candidature du PS viennent de se manifester, simple coïncidence ou coup monté ou les deux à fois l'occasion faisant le larron ? Je pencherai pour la dernière version, l'occasion était trop belle pour se débarrasser de lui à la fois à la tête du FMI et d'un candidat sérieux à l'élection présidentielle, il ne restait plus qu'à déterminer l'ordre dans lequel serait rendu public les différents chapitres d'un scénario inespéré, de façon à en faire porter le chapeau à la femme de chambre qui serait le dindon de cette mauvaise farce et la boucle était bouclée. Elle va garder pendant longtemps le goût amer de cette expérience !

Encore un mot.

Il est de plus en plus difficile de démêler le vrai du faux. Non seulement les dépêches de presse ou les articles des médias sont de moins en moins fiables, ceux qui paraissent dans les journaux des partis ouvriers ne le sont pas davantage, parce que leurs infos proviennent des mêmes sources ou parce que leurs comités de rédaction se laissent berner facilement, on a envie de dire parfois sans aucune excuse quand ces infos datent de plusieurs jours et auraient dû être soigneusement analyser avant d'être diffusées.

Nous ne faisons évidemment pas exception à la règle et il ne nous viendrait pas à l'esprit de le prétendre, en présence d'une information à polémique où dont la source peut avoir été manipulée la prudence doit être de rigueur, il faut s'interroger dans quelle contexte elle nous parvient et quels sont les intérêts en jeu, il faut prendre un maximum de recul et ne pas réagir précipitamment, autrement c'est là que le pif fait la différence.

On peut facilement être trahi par ses propres intentions ou penchants conscients ou inconscients. Il m'arrive assez souvent de laisser passer plusieurs jours avant de réagir à une infos, cela me laisse le temps de réunir suffamment d'éléments, d'y réfléchir tranquillement pour ensuite me prononcer, ce qui ne garantit rien à 100%.

Il existe un autre écueil à éviter. Quand on récupère ces infos sur le Net, elles sont souvent suivies de commentaires d'internautes qui peuvent aussi bien nous aiguiller dans la bonne direction que nous induire en erreur, là aussi il faut être d'une extrême prudence et ne pas se laisser emporter par l'avis général qui s'en dégage, parce qu'il correspondrait à l'interprétation des faits qui nous arrangerait.

Quand l'enjeu est important, il faut lire plusieurs articles d'horizons divers à plusieurs jours d'intervalle pour comparer leur contenu, ensuite seulement on commence à se faire une idée sur ce qui a bien pu se passer réellement. C'est un vrai boulot d'investigation qui prend beaucoup de temps, et c'est d'autant plus ingrat qu'on est tributaire des infos qu'on veut bien nous donner et qui nous parviennent souvent au compte-gouttes. Sur un tas de sujets, quand l'actualité est très chargée, on laisse forcément passer un tas de contre-vérités qui sont rectifiées au fur et à mesure, encore faut-il pour que les lecteurs en soient informés que l'on suive ces sujets jour après jour et que l'on continue de lui délivrer ces infos, ce fut le cas notamment sur la Libye, la Syrie mais aussi la Tunisie ou l'Egypte. J'ai laissé de côté la propagande gouvernementale que l'on prend toujours avec des précautions extrêmes.

C'est un avantage et un inconvénient d'être loin de la France, d'être loin de tout en fait car je vis totalement isolé dans mon trou en Inde, disons que l'on manque parfois d'infos mais on évite aussi le trop plein qui constitue une pression constante, peut nous embrouiller et facilement nous induire en erreur, c'est plus facile de prendre du recul sur tous les sujets d'actualité.

Tenez, au moment même où je vous écris ces lignes, j'entends des tambours qui résonnent sur la plage car la fête annuelle du temple de mon village a débuté hier, je ne peux pas ne pas les entendre et j'y prête attention quelques instants malgré moi, je décroche de notre sujet pour l'aborder à nouveau dans un autre état d'esprit. Inconsciemment je viens de passer d'un monde à un autre, c'est parfois suffisant pour qu'une ou plusieurs questions qui ne m'étaient pas venues à l'esprit précédemment surgissent pour ainsi dire de nulle part, une fois dégagées du contexte contraignant dans lequel ma pensée évoluait la minute d'avant. Pour un peu je dirais que cela aide à réfléchir sans avoir à produire beaucoup d'efforts, les idées jaillissent et il n'y a plus qu'à suivre le fil.

J'avais déjà remarqué que c'est lorsque je jardine ou que je sirotte un cocktail le soir, que je n'ai l'esprit occupé à rien de particulier, qu'il suffit que je pense à un sujet pour que les idées affluent à un rythme effréné, comme si ce moment de détente suffisait au cerveau pour remettre de l'ordre dans sa boutique, pour ensuite mener encore plus loin notre réflexion ou l'enrichir. Le cerveau a besoin de se reposer, de faire le vide autour de lui avant de recharger ses batteries. Mais c'est peut-être aussi parce que j'ai une petite tête !

Du foutre à... va te faire foutre !

- François Hollande s'est quant à lui montré ouvert à un report de la clôture des candidatures à la primaire. "*Je suis tout à fait prêt à ce que cette date soit reportée à la fin du mois d'août pour qu'il n'y ait aucune réserve, aucune restriction*" à une candidature DSK en cas de retour de ce dernier dans le jeu politique, a-t-il dit sur France-2. (AP 01.07)

Je ne pensais pas si bien dire les derniers jours : ils sont à vomir ! Vous imaginez un instant un candidat à l'élection présidentielle se présentant au nom du socialisme ayant le train de vie d'un seigneur sous l'Ancien régime et considérant toutes les femmes comme des putains. Pour l'ensemble des dirigeants du PS ce n'est pas vraiment un problème, autant dire qu'ils ne valent guère mieux. A bas le PS !

Politique

1- France. La "***carotte***" ou le nerf de la collaboration de classes

L'UMP n'a pas vraiment renoncé à se débarrasser des 35 heures. Après avoir lancé le débat au début du mois de janvier, le secrétaire général du parti majoritaire, Jean-François Copé, avait calmé le jeu devant les réticences de sa propre majorité et de Nicolas Sarkozy. Mais, têtu, il va remettre le sujet sur le tapis, mardi, à l'occasion d'une convention consacrée à "*la refondation du dialogue social*".

Chargé de la préparation de la convention, le secrétaire général adjoint du parti veut donc contourner le problème en proposant, après l'élection présidentielle, des "*assises de la démocratie sociale*" pour inciter "*les partenaires sociaux à discuter de la représentativité des syndicats, de leur financement et de leur niveau d'autonomie par rapport à l'exécutif*". Et "*redonner ainsi une place éminente aux contrats par rapport à la loi*", notamment sur le temps de travail... Dans ce schéma, ce n'est plus l'État qui fixerait la durée du travail, mais des accords de branche ou d'entreprises, comme "*dans les autres pays européens qui fixent*

le temps de travail à ces niveaux plutôt que par la loi", souligne Hervé Novelli, qui détaillera la façon de les imiter dans un document mardi.

Encore faut-il convaincre les partenaires sociaux de s'emparer de ce sujet. Or, ni les syndicats ni le patronat (qui n'entend pas perdre les allègements de charges liés aux 35 heures) n'y sont pour l'heure favorables. Pour les convaincre, l'UMP a prévu d'agiter une carotte : la possibilité d'augmenter le financement public des syndicats qui accepteraient de négocier sur le temps de travail. Mardi, les partenaires sociaux seront d'ailleurs tous présents pour se voir exposer le deal de l'UMP. (lepoint.fr 01.07)

Les syndicats appelés à fixer la durée du travail en collaboration avec le patronat, autant dire le degré d'exploitation que les travailleurs devraient consentir... L'exploitation à la carte qui permettrait aux patrons des entreprises où les travailleurs ne sont pas représentés ou faiblement de les exploiter davantage.

Quant à la "*carotte*" du financement public, elle contribue largement à la corruption des syndicats dans tous les sens du terme. A quand une campagne contre le financement public des syndicats pour qu'ils retrouvent leur indépendance vis-à-vis de l'Etat ? Allez, un peu de courage et d'audace camarades ! Affimer que les syndicats seraient indépendants alors qu'ils sont financés par l'Etat est une escroquerie pure et simple, puisque ce sont leurs appareils dirigés par des bureaucrates à la solde du régime qui en sont les principaux bénéficiaires, appareils qu'on serait censé combattre.

2- Espagne.

L'Espagne a adopté un arrêté rendant les dépenses publiques dépendantes de la santé de l'économie.

Cette mesure de contrôle du déficit a été annoncée vendredi par le vice-président du gouvernement Alfredo Perez Rubalcaba à l'issue d'un conseil des ministres hebdomadaire.

Le cabinet a invité les autorités régionales semi-autonomes à faire de même, mais n'a pas le pouvoir de leur imposer la mesure.

Les déficits de certaines régions sont devenus une source de préoccupation alors que l'Espagne tente de dissiper les craintes sur la nécessité d'un sauvetage financier semblable à ceux que la Grèce, l'Irlande et le Portugal ont été contraints de demander.

A l'heure où le taux de chômage s'élève en Espagne à 21,3%, le gouvernement a également adopté des réformes destinées à aider les propriétaires ne pouvant s'acquitter de leurs remboursements d'emprunt. (AP 01.07)

Un, cela ressemble comme deux gouttes d'eau à la "règle d'or" que Sarkozy veut inscrire dans la Constitution, deux, si l'Etat n'a pas le pouvoir de restraindre les dépenses des régions, en revanche il peut continuer de les asphyxier économiquement....

3- Portugal

Le Parlement portugais a adopté vendredi le plan d'austérité présenté par le nouveau gouvernement, l'opposition n'ayant pas soulevé d'objection qui aurait nécessité l'organisation d'un vote formel.

Le gouvernement de Pedro Passos Coelho, arrivé au pouvoir le mois dernier, a promis d'honorer les engagements pris par son prédécesseur en l'échange de l'octroi d'une aide par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne.

"*Le gouvernement dispose désormais du soutien complet du Parlement pour son programme*", a déclaré le Premier ministre portugais.

Paulos Portas, le ministre des Affaires étrangères, a loué "l'esprit de compromis et l'ouverture qui ont marqué les discussions au Parlement". (Reuters 01.07)

Ils sont tellement cul et chemise qu'ils ont fait l'économie d'une discussion au Parlement ! Il y en a qui vont devoir revoir sérieusement leur copie, non ? Au fait, vous discutez de quoi au juste dans vos partis ?

4- Tunisie

La commission de réforme politique tunisienne a annoncé vendredi l'adoption à la majorité d'un "pacte républicain" visant à servir de socle à la future constitution, qui stipule notamment le refus de toute forme de normalisation avec Israël.

La presse arabophone a publié le contenu de ce pacte qui définit la Tunisie comme un pays démocratique et libre, sa langue est l'arabe et sa religion est l'Islam. (liberation.fr 01.07)

La nouvelle constitution est rédigée par une commission désignée par un gouvernement illégitime avant même l'élection à l'Assemblée constituante, autant dire qu'ils sont en train de définir avec le RCD et les militaires quel sera son champ d'action et les limites à ne pas dépasser pour maintenir sous une forme plus ou moins déguisée le régime en place. Problème : les revendications sociales des travailleurs qui demeureront largement insatisfaites...

5- Syrie

Les forces de sécurité ont fait onze morts et au moins 12 blessés parmi les centaines de milliers de manifestants qui ont défilé contre le régime dans toute la Syrie.

Plus d'un demi-million de personnes ont manifesté vendredi 1er juillet à Hama, dans le centre de la Syrie, pour appeler à la liberté, ce qui constitue "*la plus grande manifestation*" depuis le début du mouvement de contestation dans ce pays, le 15 mars, ont affirmé des militants sur place.

A Homs, à 160 km au nord de la capitale syrienne, «plus de 100.000 personnes ont participé aujourd'hui aux manifestations dans plusieurs quartiers», a raconté un militant des droits de l'Homme.

Des milliers de personnes se sont en outre rassemblées dans la province d'Idleb (nord-ouest) et dans les régions kurdes du Nord-Est, à Amouda et à Hassaké. A Alep, deuxième ville de Syrie, les forces de l'ordre ont arrêté trois contestataires. (liberation.fr 01.07)

6- Yémen

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté ce vendredi au Yémen pour demander le départ des proches du président Ali Abdallah Saleh, hospitalisé en Arabie saoudite.

"*Nous voulons le départ de ce qui reste du régime pour accélérer la mise en place d'un Conseil présidentiel de transition*", a déclaré à Sanaa Ouassim al-Quorachi, porte-parole des "*Jeunes de la révolution*". Il faisait allusion à l'entourage familial du chef de l'Etat qui ne veut pas lâcher les rênes du pouvoir en dépit d'une contestation de six mois. "*Marchons main dans la main pour atteindre notre objectif*" et "*le peuple veut un Conseil de transition*", ont scandé les manifestants à Sanaa, dont le nombre a été évalué par les organisateurs à environ 250.000 personnes. Le défilé a eu lieu dans le nord de la capitale sous la protection des soldats du général dissident Ali Mohsen al-Ahmar.

Les partisans de Saleh ont, quant à eux, renouvelé leur "*fidélité*" au chef de l'Etat au cours d'un rassemblement dans la capitale Sanaa après la prière du vendredi. Dans le sud de Sanaa, des dizaines de milliers de partisans de Saleh se sont rassemblés, brandissant des portraits du président et proclamant leur fidélité à sa personne et à l'institution militaire, dont les unités d'élites sont dirigées par son fils Ahmed et ses cousins.

A Taëz, au sud de la capitale, les manifestants ont scandé des slogans hostiles à l'Arabie saoudite, soupçonnée de freiner une véritable transformation du régime yéménite. "*Dites à l'Arabie saoudite que le Yémen est une république*", a repris la foule en affirmant que "*le Yémen n'est pas Bahreïn*", où les Saoudiens ont envoyé des troupes pour aider à contenir la contestation de la famille royale des Al-Khalifa.

D'autres manifestations ont eu lieu à Saada, dans le Nord, et dans la province du Hadramout, dans le Sud-Est, tandis que dans le Sud la situation reste tendue autour de Zinjibar, aux mains depuis fin mai, de combattants présumés d'Al-Qaïda. (lexpress.fr 01.07)

Social

Grande-Bretagne. Colonialisme et esclavagisme moderne.

Le ministre britannique du Travail a appelé vendredi les entreprises à employer en priorité les jeunes chômeurs britanniques, avant les travailleurs immigrés au Royaume-Uni, dans un discours à Madrid.

Plus de la moitié des nouveaux emplois créés au Royaume-Uni depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition libérale-conservatrice en mai 2010 ont été pourvus par des étrangers, a reconnu le ministre Iain Duncan Smith, lors d'une conférence devant une fondation de recherche sociale espagnole près de Madrid.

Selon les statistiques officielles, ce sont 87% des 400.000 nouveaux emplois créés pendant la première année au pouvoir de la coalition libérale-démocrate, qui sont allés à des travailleurs immigrés. (AFP 01.07)

Pourquoi, parce que les emplois créés sont sous-payés, les conditions de travail insupportables et les travailleurs britanniques refusent d'être réduits en esclavage, tandis que les travailleurs immigrés n'ont pas vraiment le choix ?

Haut de page

Le 3 juillet

Un courriel reçu d'un militant du POI.

(J'ai corrigé la ponctuation) - "*Cher camarade. Il est naturel que nous soyons attentifs aux problèmes de la transition. J'observe que tu vilipendes nos dirigeants parce que ils seraient réformistes et j'en passe. Dans mon comité POI, il y une vraie discussion sur ces problèmes de transition qui ne sont abordés dans aucun autre parti.*

Tu nous décris comme ayant, militants de base, aucune expérience alors que beaucoup d'entre nous lisons, discutons et diffusons depuis des dizaines d'années ; contrairement à ce que tu dis nous nous préparons à ce qu'ont vécu nos ancêtres il y a 220 ans y compris en passant par une constituante où siégeaient dans le tiers état 80% de monarchistes constitutionnels mais avec le peuple des faubourgs au cul ! Je te suggère de revenir dans notre pays pour préparer avec nous le changement décisif que tu réclames, nous ne sommes pas de trop. Bien cordialement."

Ma réponse.

Tout d'abord je te remercie pour ton courriel.

Chacun prend dans ce que j'écris ce qui correspond à sa situation et dont il a plus ou moins conscience. Mon discours ne s'adresse pas forcément à tous les militants, souvent je vise une catégorie particulière de militants, il peut arriver que je ne le spécifie pas clairement, autant pour moi dans ce cas-là.

220 ans tu dis, tu fais donc référence à la Révolution de 1789 et non à la Commune de Paris de 1871, merci de cette précision. Drôle de préparation, non ? Si j'ai bien compris ton raisonnement, avec une Assemblée constituante composée à 80% de partisans du capitalisme, en réalité pratiquement 100%, tout serait possible dès lors que les masses seraient mobilisées, y compris rompre avec le capitalisme. Quelle illusion !

Je te rappelle que c'est une minorité qui en a remplacé une autre au pouvoir en 1789, alors que la révolution prolétarienne a pour objectif de porter au pouvoir une classe qui constitue la majorité de la population, donc les tâches que le prolétariat aura à résoudre ne se poseront pas du tout dans les mêmes termes. C'est la raison pour laquelle il est impossible de prendre la révolution de 1789 comme modèle, sauf si l'on n'a pas vraiment l'intention de porter la classe ouvrière au pouvoir.

Qui vous met ces idés dans la tête ? Je ne doute pas que vous discutiez dans votre parti, mais de quoi au juste ? Des monarchistes qui avaient rallié la révolution et la bourgeoisie, qui ont perdu leurs privilèges mais ce sont vu restituer leurs biens par la suite, ceux qui ont coupé la tête à Robespierre et ses amis ? Vous ne vous tromperiez pas de révolution et d'époque par hasard ?

Je ne me suis pas penché sur cette question, mais il me semble que des constituantes ont vu le jour depuis dans pas mal de pays (en Amérique latine ou en Afrique) avec le résultat que l'on sait, est-ce cela qui vous sert de modèle ?

Qu'est-ce qui s'est passé en Espagne au cours du mois écoulé ? Des milliers de travailleurs et jeunes, qui n'ont confiance dans aucun parti politique, sont descendus dans la rue, puis ils ont constitué l'ébauche d'une assemblée populaire, ensuite ils ont élu ou désigné (?) des délégués pour lui donner un semblant d'existence permanente, un début de représentation politique.

Ce début d'organisation politique indépendante des masses a été largement improvisé et a dépassé les attentes de leurs organisateurs, qui ont été incapables de définir des tâches et des objectifs politiques à ce mouvement pour qu'il s'amplifie et s'unisse au niveau national, parce qu'il n'a pas été capable d'entraîner le gros des troupes du prolétariat, et si celui-ci ne s'est pas mobilisé, c'est parce qu'il n'y était pas préparé, reste à savoir pourquoi, sur quel plan, objectif, subjectif ou politique ou les deux à la fois.

Cela me fait penser à une de mes récentes causeries, dans laquelle j'émettais l'hypothèse que la classe ouvrière et sa jeunesse pourraient se doter d'un organisme politique indépendant au cours de leur mobilisation, et qu'elles pourraient s'en servir comme moyen dans leur lutte pour abattre les institutions en place et prendre le pouvoir, à condition d'y associer les partis et organisations ouvrières qui luttent à leur côté pour le socialisme, et j'ajouterai, d'obtenir la participation des syndicats, comités de grève, etc.

Maintenant, j'affirme que la classe ouvrière ne parviendra jamais à prendre le pouvoir dans le cadre d'un tel processus ou

par l'intermédiaire d'une Assemblée constituante en l'absence du parti qui seul pourra les guider dans la bonne direction et prendra les premières mesures sociales et politiques révolutionnaires. Je ne remets pas en cause ce processus mais son contenu. Par exemple, en Espagne il était possible d'y participer en lui donnant un contenu révolutionnaire, dirigé contre les institutions, sans se faire d'illusions sur ce qu'on pouvait en espérer pour le moment, l'essentiel étant d'intervenir au cours de ce processus politique sur cette base, pour à la fois aider la conscience de classe du prolétariat à progresser et construire le parti.

On peut tout improviser, sauf la lutte pour le pouvoir qui requiert pour vaincre un niveau d'organisation et de conscience politique supérieur auquel ne parviendra jamais le processus évoqué plus haut ou une Assemblée constituante. Qu'est-ce qui peut l'incarner le mieux que le parti ? Une leçon de léninisme que beaucoup ont oublié ou ne connaissent pas. Chacun peut évidemment avancer n'importe quelle théorie en dehors du temps et de l'espace ou sans tenir compte de la réalité, et imaginer que les choses se dérouleront selon son bon vouloir ou que l'histoire se renouvellera à l'identique pour ne pas nous contredire, c'est sans doute le meilleur moyen de se préparer à une terrible défaite.

Autant on peut imaginer possible d'improviser avec succès de faire descendre des centaines de milliers de travailleurs dans la rue sans objectif politique précis, autant il sera impossible d'engager la lutte pour renverser le régime et affronter son appareil policier, d'abolir les privilèges de la classe dominante et la réprimer pour l'empêcher d'organiser des actions contre-révolutionnaire, donc de vaincre notre ennemi sans y avoir préparé les masses, sans une solide organisation, sans un puissant parti révolutionnaire, croire le contraire relève de l'utopie ou de l'aventurisme. Des gros malins vont s'exclamer : mais nous le savons, vous nous prenez pour des débiles ou quoi, pas du tout, alors pourquoi en faire un mystère, pourquoi ne pas le dire aux travailleurs et aux militants pour lesquels cela ne coule pas de source ? Ce n'est pas une question à l'ordre du jour. Parce que tous les matins, en se levant il y aurait des travailleurs qui penseraient à l'Assemblée constituante ? Non, et pourtant il faut bien leur fixer un objectif politique ou poser la question du pouvoir ou de l'Etat. C'est au moins le mérite du POI par rapport au NPA et à LO ou même à toutes les autres organisations.

On peut bien sûr formuler un tas d'objections pour rejeter la stratégie que je propose, comme à l'opposé on peut exagérer les forces dont notre ennemi disposera au moment de la révolution ou les obstacles qu'il nous faudra abattre ou contourner, il n'en demeure pas moins que la question de la place et du rôle du parti sera déterminante. Qui en a conscience aujourd'hui ? Vous, moi, j'ai envie de vous répondre qu'on s'en fout, ce qui nous intéresse c'est de savoir où en est le niveau de conscience politique des travailleurs pour le faire progresser, et de trouver le moyen d'intégrer cette question du parti dans leur réflexion puisqu'il en est absent. Les médias martèlent sans cesse que les travailleurs se sont détournés des partis et de la politique, et bien raison de plus pour marteler qu'ils se trompent, qu'on les a trompés...

Au lieu d'avancer la perspective de l'élection à une Assemblée constituante encore une fois en direction d'une poignée d'initiés, car pas un travailleur sera foutu de vous dire ce que cela signifie au juste, pour clarifier les choses et répondre aux questions que les travailleurs peuvent se poser, on ferait peut-être mieux d'insister sur la nécessité de s'organiser et de construire le parti dans la perspective de rompre à terme avec les institutions, en attendant de voir quelle forme prendra concrètement leur organisation lorsque la lutte pour le pouvoir sera engagée. Je veux bien admettre que l'Assemblée constituante à le mérite de préciser la forme que pourrait prendre un Etat ouvrier ou une République sociale ou socialiste, mais cela demeure très flou et peut prêter à confusion.

Je n'ai aucun a priori sur l'Assemblée constituante, je ferais seulement remarquer que ceux qui la réclament sont incapables d'expliquer en quoi elle serait différente de l'Assemblée nationale, tant sur son fonctionnement que sur sa composition, ce qui ne favorise pas l'adhésion à cet objectif politique. En dehors de l'affirmation qu'elle serait souveraine, c'est-à-dire qu'elle concentrerait le pouvoir législatif et exécutif, qu'elle n'aurait de compte à rendre à aucune autre institution ou à aucun bonaparte ou monarque, on ne voit pas très bien ce qui la distinguerait de l'Assemblée nationale dont il faut se débarrasser, ni comment le mandat de ses élus pourrait être contrôlé par le prolétariat.

En Bolivie, il y a un parlement élu et un gouvernement qui appliquent une politique favorable aux capitalistes, et à côté le peuple est appelé à se rassembler dans des assemblées populaires qui n'ont aucun pouvoir réel et qui tournent à la farce, tandis que l'ensemble des institutions existantes avant l'élection de Morales et de ce parlement sont demeurés en place, y compris la constitution.

En conclusion, si le mouvement amorcé en Espagne peut servir d'exemple à suivre dans une certaine mesure ou d'indicateur sur l'état d'esprit des masses pour les pays similaires, on ne pourra pas en dire de même de l'expérience bolivienne qui mène à une impasse ou prépare le retour de la réaction au pouvoir.

Pour répondre à la fin de ton courriel, si je rentrais en France, je serais considéré comme un paria ou pire encore par les membres de ton parti, franchement je crois que je supporterai mieux ce statut en Inde ! Et à 56 ans, je vivrais de quoi, comment ? Ici je peux vivre normalement avec quelques centaines d'euros jusqu'à la fin de mes jours, qui osera me le reprocher ? Je ne rentrerais en France que si la situation politique en France prenait une tournure franchement révolutionnaire, et encore, j'y réfléchirais à deux fois car à mon âge on n'a plus le droit à l'erreur.

Ils annoncent la couleur, bleu marine !

- L'UMP veut la fin des 35 heures si Sarkozy l'emporte en 2012 - Liberation.fr

- Si Sarkozy gagne en 2012, les 35 heures seront supprimés - L'Express.fr

Enfin travailler plus pour gagner...toujours moins ! (lire dans cette page l'intervention de Novelli et mon commentaire)

Le saviez-vous ?

- Il faut dire que la Constitution chilienne est encore celle dictée par le général Augusto Pinochet. (lire l'article complet dans cette page) (Rue89 02.07)

Tiens donc, depuis la fin de la dictature n'y aurait-il pas eu un parti de l'Internationale jaune au pouvoir dans ce pays ? En Espagne ils ont conservé les institutions hérités du franquisme... Tous pourris jusqu'à la moelle ces partis issus de la social-démocratie ! Tout comme les partis issus des Partis communistes stalinisés. Qu'ils disparaissent tous !

Politique

1- Maroc

Les Marocains ont voté, vendredi, à une écrasante majorité pour le "oui" au référendum sur le projet de révision constitutionnelle. Plus de 98 % des électeurs ont voté pour le "oui" dans 94 % des bureaux de vote, a déclaré le ministre de l'intérieur marocain, Taib Cherkaoui. Ce dernier a également indiqué que le taux de participation a atteint 72,65 %.

Le Mouvement des jeunes contestataires du 20 février, qui revendique plus de 62 000 membres et qui avait appelé au boycott, a contesté ce résultat. "*C'est un référendum illégal car il a été marqué par des violations massives du princip démocratique. Les autorités ont profité des conditions sociales des gens et les ont forcés à aller voter pour le "oui"", a déclaré Najib Chaouki, un membre du Mouvement du 20 février. Le Mouvement va manifester pacifiquement dimanche pour protester contre ce résultat ridicule*".

Les Etats-Unis - un allié du Maroc et des monarchies arabes - a salué l'organisation du référendum, le département d'Etat estimant qu'il s'agissait d'"*un pas important dans le développement démocratique en cours au Maroc*". Plus enthousiaste, le ministre des affaires étrangères français Alain Juppé a parlé d'une "*décision claire et historique*". (lemonde.fr 02.07)

Commentaire d'un internaute.

Comment voulez-vous croire à "*une réforme démocratique*" avec des tel résultats ? 98% de oui ! Personne n'est dupe... Les Ben Ali et autres Moubarak doivent bien se marrer dans leur lit d'hôpital respectif !

2- Jordanie.

Le gouvernement jordanien du Premier ministre Marouf al Bakhit a été profondément remanié samedi à la suite d'une cascade de démissions, dont celle de trois ministres dans un scandale de corruption. (Reuters 02.07)

3- Syrie

Bachar al Assad a limogé samedi le gouverneur de la province de Hama, au lendemain d'une une manifestation qui a réuni plusieurs dizaines de milliers d'opposants au président syrien, rapporte l'agence de presse officielle. (Reuters 02.07)

Haut de page

Le 4 juillet

Parole d'internaute

A propos de la Grèce et de la dictature du capital financier.

1- "Malheureusement la lecture d'ouvrages concernant la composition de la Feds aux states et sur les délits d'initiés pour les

grandes banques américaines comme Goldman and Sachs me font dire, que les complotistes qui voient la mainmise de quelques dynasties de banquiers cupides anglo saxon (...) sur les nations occidentales et par là sur une partie du monde, sont fondées. Le monde va vers une nouvelle guerre."

2- "Mes chers amis d´Europe, vous êtes en plein dans les programmes d´ajustement structurel que les Chicago boys avaient expérimentés dès les années 1970 au Chili sous le régime sanguinaire du sinistre Pinochet, installé au pouvoir après le meurtre de Salvador Allende. Après le Chili, ces programmes ont été étendus à toute l´Amérique latine sous des dictature militaires pro-américains d'une grande cruauté. après l'Amérique latine, ça été le tour de l'Afrique depuis les années 1980.

La conséquence en a été la casse de l´économie, la privatisation sauvage des ports, des aéroports, des entreprises publiques, de la gestion des hôpitaux et des universités ; la mise sous tutelle des pays, les guerres civiles (Congo, Sierra Leone, Rwanda, Tchad, Côte d´Ivoire, etc.). On en est encore là aujourd´hui.

Le problèmes est l´Europe des peuples a refusé d'écouter le cri de détresse des Africains. Les économistes, les sociologues, les philosophes d'Afrique et d'Amérique latine ont réalisé des travaux de qualité sur l´ajustement structurel. comme toujours, ces travaux n'ont reçu aucun écho dans les pays du nord où ils ont éte accueillis avec le plus grand mépris.

Peuples d´Europe, lisez donc l´économiste ègyptien Samir Amin (l´un des plus grands économistes de notre temps). lisez la sociologue malienne Amina Traoré; lisez le philosophe camerounais Nkolo Foé, et vous comprendrez ce qui vous arrive; ce que les prédateur du capitalisme vous imposent...." (Reuters 03.07)

Politique

1- Thaïlande

Cinq ans après avoir été renversé par l'armée, l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra tient sa revanche. Son parti, le Pheu Thaï, a nettement remporté les législatives de dimanche et sa soeur Yingluck Shinawatra, son "*clone*", devrait devenir la première femme à diriger ce pays du Sud-Est asiatique. Reste à savoir quelle sera la réaction des élites, notamment au sein de la monarchie et de l'armée.

Après le dépouillement de 98% des bulletins, le Pheu Thaï (Parti pour les Thaïs) de Thaksin Shinawatra obtenait une large majorité, avec 264 sièges sur les 500 de la chambre basse du Parlement, selon les résultats préliminaires communiqués par la Commission électorale. Le Parti démocrate du Premier ministre sortant ne récoltait que 160 sièges.

Quelque 47 millions d'électeurs avaient été appelés aux urnes pour ces législatives censées ramener la stabilité dans un pays en crise politique depuis cinq ans et le départ forcé de Thaksin.

Le scrutin s'est résumé essentiellement à un duel entre le parti Pheu Thaï, piloté à distance par Thaksin, et le Parti démocrate au pouvoir. Troisième mouture du parti Thaï Rak Thaï de Thaksin, Pheu Thaï défend traditionnellement les populations rurales du pays, notamment du nord, tandis que le Parti démocrate rassemble les élites urbaines et la classe moyenne, notamment à Bangkok et dans le sud. (AP 03.07)

2- Syrie.

2.1- Appel au boycott de Bernard-Henri Lévy et les complices de la vermine sioniste.

Invitées à participer à un meeting organisé par la revue La Règle du jeu de Bernard-Henri Lévy, lundi 4 juillet à Paris, plusieurs personnalités représentatives de l'opposition syrienne à l'étranger, ont renoncé publiquement à leur présence à cette manifestation. «*Car le message de soutien aurait pu être entendu si l'identité du messager n'était pas si problématique,* » selon l'un d'entre eux.

« *Celui qui se fait l'ennemi des droits d'un peuple ne peut prétendre soutenir une révolution fondée sur les mêmes droits* », écrit Suhair Atassi, figure emblématique de l'opposition de l'intérieur depuis sa cachette syrienne.

Dans un texte diffusé samedi matin par ses amis, elle « *appelle les Syriens qui ont accepté de participer à la conférence de Paris lundi, organisée avec l'appui dudit Comité pour le salut de la Syrie, mis en place par Bernard-Henry Lévy, à se retirer et à déclarer publiquement leur retrait* ».

« *De même, j'appelle les Syriens libres et toutes les vraies consciences à boycotter cette conférence et à expliquer les raisons de ce boycott.* »

Malgré leur difficile combat pour la liberté dans leur pays, les opposants syriens ne transigent pas sur certains principes. Rejetant le « *scénario libyen* », ils sont hostiles à ce qu'ils considèrent comme une récupération de leur cause par BHL et certains de ses amis qui ont souvent affiché un soutien actif à Israël.

Suhair Atassi rappelle :

« *Bernard-Henri Lévy a considéré les enfants tués à Gaza comme des* " dommages inévitables de la guerre contre le terrorisme " *et en réponse au massacre dans le camp de réfugiés de Jénine en 2002, il avait visité le camp à bord d'un char israélien et la presse avait publié ses photos et sa déclaration selon laquelle :* " L'armée israélienne est l'armée la plus humaine de l'histoire moderne."

Il a en outre transmis au gouvernement de Netanyahou une fausse promesse de la part du Conseil libyen de transition d'établir des relations diplomatiques avec Israël, obligeant le CLT à démentir l'information. A quel titre vient-il maintenant soutenir une révolution pour la liberté. »

Fin mai déjà, trois des intellectuels les plus consensuels de l'opposition syrienne en France avaient signé un appel titré : « *Bernard-Henri Lévy, épargnez aux Syriens votre soutien !* »

Burhan Ghalioun, écrivain, professeur à la Sorbonne, Subhi Hadidi, écrivain et journaliste, et Farouk Mardam Bey, éditeur ont considéré les initatives de BHL comme : « *Des manœuvres sordides qui visent à détourner l'opposition démocratique syrienne de ses objectifs et portent atteinte à sa crédibilité devant son peuple.* »

Une soirée à Paris avec le seul BHL ? Ils se disent piégés.

Alertés par leurs amis en France, plusieurs invités syriens venant des Etats-Unis, d'Egypte ou d'ailleurs ont renoncé à participer au meeting.

Parmi eux :

- Ammar Qorabi, qui dirige l'Organisation nationale des droits de l'homme, exilé au Caire ;
- Omar Al-Azm, anthropologue, professeur à l'université de l'Ohio ;
- Adib Shishakli, petit fils d'un ancien président de la République syrienne, également installé aux Etats-Unis,
- Georgette Alam.

Conviés à Paris pour rencontrer des responsables français, ces personnalités se sont aperçues qu'il n'y avait d'autre rendez-vous sur leur agenda que cette soirée aux côtés de BHL.

Ils considèrent avoir été piégés par les partenaires syriens de La Règle du jeu, des militants séduits par la force de frappe politico-médiatique de BHL qui ont semé la discorde au sein de l'opposition.

Plusieurs groupes d'opposants syriens en France, dont Souria Houria (Syrie-Liberté) ou le Collectif Urgence solidarité Syrie ont en effet clairement signifié leur hostilité à cette réunion.

Sur le site de La Règle du jeu, le programme de la soirée est ainsi présenté :

«Prendront la parole, entre autres, Laurent Fabius, Bertrand Delanoë, Cécile Duflot, François Bayrou, Rama Yade, Fadela Amara, Axel Poniatowski, ainsi qu'André Glucksmann, Bernard Kouchner, Kendal Nezan, Aalam Wassef et Bernard-Henri Lévy.

L'opposition syrienne s'exprimera par la voix de plusieurs témoins récemment sortis de Damas ou d'autres villes de la Syrie martyre.

Des témoignages écrits, également venus de l'intérieur de la Syrie, seront lus par les acteurs Xavier Beauvois et Jane Birkin. » (Rue89 03.07)

Commentaire d'un internaute

Je connais un opposant au régime syrien, exilé en France depuis plus de vingt ans, qui a vu son nom sur cette liste d'opposant qui devaient soit-disant faire partie de cette réunion de BHL. Il m'a demandé comment il pouvait faire pour que son nom n'apparaisse plus dans cette mascarade qu'il n'a jamais souhaitée.

2.2- Hama : un nouveau massacre en perspective ?

L'armée syrienne a déployé des chars aux entrées de la ville de Hama, deux jours après une manifestation de grande ampleur contre le président Bachar al Assad, ont rapporté dimanche des habitants et des militants.

"*Des dizaines de personnes ont été arrêtées dans les environs de Hama. Les autorités semblent avoir opté pour la solution militaire afin de soumettre la ville*", a dit Rami Abdel Rahman, président de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme.

Hama, située à 210 km au nord de Damas, a été le théâtre de la plus sanglante répression dans l'histoire moderne de la Syrie. Lors d'une intervention en 1982, l'armée avait tué près de 30.000 personnes afin de mater un soulèvement islamiste contre l'ancien président Hafez al Assad.

Un habitant a dit que les communications avaient été coupées dans Hama, à l'image de ce qui a été fait dans d'autres villes avant des interventions de l'armée. Cet habitant a ajouté que les forces de sécurité et des miliciens à la solde du régime avaient été aperçus dans plusieurs quartiers.

"*Ils ont tiré à l'aveuglette ce matin dans le quartier de Machaa. Les arrestations ont essentiellement eu lieu dans des secteurs proches du stade de football et dans le quartier de Sabounia*", a dit cet habitant, un commerçant disant s'appeler Kamel, interrogé au téléphone par Reuters dans un secteur en périphérie de Hama où les communications n'ont pas été coupées.

3- Algérie. Armement du régime. Le premier client en Afrique des marchands d'arme.

Le conseil de sécurité du gouvernement allemand a donné son feu vert à la vente de matériel militaire à l'Algérie pendant 10 ans, a déclaré dimanche une source industrielle à Reuters.

Sont concernés quatre projets représentant au total une dizaine de milliards d'euros, a ajouté la source. (Reuters 03.07)

Commentaire d'un internaute

- Selon Roman Trotsenko, président du Groupe unifié de construction navale russe (OSK), la Russie construira deux corvettes Tigre pour l'Algérie, rapporte jeudi l'agence de presse russe RIA NOVOSTI. Selon cette source, cette nouvelle vente d'armement à l'Algérie a été conclue entre les deux parties "*lors du Salon naval de Saint-Pétersbourg avec le soutien de l'agence russe d'exportation d'armements Rosoboronexport*".

Pour l'heure, on ignore toujours le montant déboursé par l'Algérie pour acquérir ces deux nouvelles corvettes. Cependant, cette nouvelle acquisition d'armement russe confirme que le premier fournisseur de l'Algérie reste la Russie.

Il faut savoir que le dernier rapport de l'Institut international de recherche de Stockholm pour la paix (Sipri) a révélé que l'Algérie représente 13 % des ventes d'armes russes sur la période 2006-2010. Ce rapport a souligné également que l'Algérie est le huitième acheteur d'armes au monde sur cette même période et le premier acheteur d'armes du continent africain devant l'Afrique du Sud.

Il est à signaler enfin que 48 % du total des armes vendues en Afrique sont achetées par l'Algérie !

Social

France. Travailler toujours plus et plus longtemps.

1- Travail le dimanche

Le travail du dimanche est de moins en moins exceptionnel. En 2009, plus de 6 millions de salariés, soit 27,5% d'entre eux, travaillaient ce jour-là en France. Principalement dans le secteur tertiaire, mais également dans l'industrie. Certes, la plupart - 15,2% de l'ensemble des salariés - ne le font qu'«*occasionnellement*».

Reste que la proportion de Français contraints de se lever le jour du Seigneur pour se rendre au travail ne cesse d'augmenter depuis vingt ans. Ils n'étaient ainsi que 5,4% à œuvrer «*habituellement*» le dimanche en 1990, selon le ministère du Travail, contre 12,2% aujourd'hui. Une progression qui se double d'un autre phénomène : le cumul avec le travail du samedi. Ainsi, plus de 95,3% de ceux qui travaillent «*habituellement*» le dimanche sont également sollicités la veille… Bref, pour près de 2,5 millions de salariés en France, c'est l'ensemble du week-end qui est compromis. (liberation.fr 03.07)

2- Retraite

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) va rendre un avis préconisant un nouvel allongement de la durée de cotisation nécessaire pour une pension à taux plein, à 41,5 années pour les générations nées à partir de 1955, a affirmé le *Figaro* dimanche sur son site internet.

Cette durée de cotisation est actuellement de 40 ans et trois trimestres (pour la génération 1951) et doit passer en 2012 à 41 ans (pour la génération 1952). La réforme des retraites de 2010 a prévu qu'elle passerait ensuite à 41 ans et un trimestre en 2013 (pour les générations 1953 et suivantes), mais rien n'est encore décidé pour après, et le COR doit justement donner un «*avis technique*» sur ce point mercredi.

Selon le Figaro, il se prononcera pour un allongement à 41,5 ans pour les générations nées à partir de 1955. Ce chiffre résulterait d'une «*application mathématique*» de la réforme Fillon de 2003, qui prévoit que la durée de cotisation doit être relevée quand l'espérance de vie à 60 ans augmente. Si le gouvernement décidait de suivre un tel avis, il devrait publier un décret en ce sens avant la fin de l'année.

Créé en 2000, le COR est une instance indépendante composée de représentants des partenaires sociaux, des parlementaires et de l'Etat. Il a un rôle d'expertise et de consultation. Ses rapports en 2010 avaient notamment évalué les besoins de financement des retraites en amont de la réforme. (20minutes.fr 03.07)

Economie

1- Grèce

La Grèce est confrontée à de sévères limitations de sa souveraineté et doit privatiser, autant que cela a été fait pour les entreprises d'Allemagne de l'Est dans les années 1990 après la chute du communisme, a déclaré le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker.

"*La souveraineté de la Grèce sera énormément restreinte*", déclare-t-il au magazine allemand Focus, dans un entretien publié dimanche, ajoutant que des équipes d'experts de toute la zone euro se rendraient en Grèce.

"*Pour la vague de privatisations à venir, il leur (aux Grecs) faudra, par exemple, une solution qui se fonde sur le modèle de la 'Treuhand' allemande*", explique Juncker, faisant référence à l'organisme qui avait vendu 14.000 firmes est-allemandes de 1990 à 1994.

Le Parlement grec a voté jeudi la création d'une agence de privatisation conformément à un programme d'austérité convenu avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) qui a provoqué de violentes manifestations dans les rues d'Athènes.

Une nouvelle expérience Treuhand risquerait d'être amère pour les Grecs, qui souffrent déjà d'un chômage élevé dans le contexte d'une récession qui dure depuis trois ans.

La Treuhand était censée revendre les actifs publics en faisant un bénéfice mais elle a clôturé ses comptes sur un énorme déficit de 270 milliards de marks (172 milliards de dollars, 118,4 milliards d'euros), un souvenir fort déplaisant pour les milliers d'Allemands qui y perdirent leur emploi.

Quatre millions d'Allemands étaient salariés des entreprises passées dans le giron de la Treuhand en 1990. Seulement 1,5 million d'emplois demeuraient lorsque l'agence ferma en 1994.

Christian Noyer, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), a dit avoir bon espoir que la Grèce applique son programme d'austérité et de rallier les banques au deuxième plan de sauvetage.

"*La quasi-totalité des banques et des autres entités financières qui pourraient prendre part au renflouement de la Grèce en tireraient avantage*", dit-il à l'hebdomadaire grec Proto Themas. (Reuters 03.07)

Tous les pays sont appelés à perdre leur souveraineté dans le cadre de l'Union européenne, elle a été construite dans cet objectif, afin d'interdire aux différents prolétariat de pouvoir poser la question du pouvoir une fois placées sous la coupe d'un Etat fédéral du type de celui qui existe aux Etats-Unis notamment.

Remettre en cause l'Etat serait rudement plus compliqué et difficile, alors qu'il l'est déjà tellement dans le cadre d'Etats peuplés de seulement quelques dizaines de millions d'habitants. C'est l'hypothèse formulée par Trotsky que l'on peut lire dans *Défense du marxisme* qui est en train de se réaliser sous une forme légèrement différente, mais dont les conséquences seraient exactement les mêmes ou pires encore pour la classe ouvrière.

Pas de quoi pour autant défendre l'Etat dans sa forme actuel, sous aucun prétexte (République, démocratie, statuts, etc), le meilleur moyen de combattre les intentions affichées de l'Union européenne est de combattre pour le renversement du régime dans chaque pays dans la perspective des Etats-Unis socialiste d'Europe. Notre seul salut repose sur la liquidation des Etats capitalistes avant qu'ils ne parviennet à leur fin. Après, on n'ose même pas imaginer la suite. D'ici là, ils ont encore du pain sur la planche... (A suivre)

Haut de page

Le 5 juillet

J'ai mis en ligne un document qui retrace (en date) une partie de l'histoire de l'économie française depuis la création de la Banque de France jusqu'à l'euro, de 1800 à 2005, à partir de quelques documents que j'ai trouvés sur le Net. Cela permet de mieux comprendre comment la financialisation de l'économie s'est réalisée à partir du milieu des années 80 (sous Mitterrand), comment l'aristocratie financière a étendu son pouvoir sur les entreprises ou encore comment ils ont organisé sous couvert de l'indépendance de la Banque de France la subordination du budget de l'Etat à la BCE via les marchés financiers dominés par l'impérialisme américain, qui à travers ses agence de notation qui servent de paravents aux banquiers américains, ont conduit les Etats à s'endetter auprès des marchés au point de se retrouver en faillite, et de justifier pour y échapper (en vain) les plans d'austérité que tous les gouvernements mettent en place les uns après les autres contre les travailleurs dans chaque pays. C'est également dans ce cadre et à cette fin que fut créé l'euro.

La perte du pouvoir des Etats d'agir sur leur politique monétaire se traduit par l'obligation pour l'Etat d'emprunter sur les marchés à des taux d'intérêts fixés par ses créanciers eux-mêmes (supérieurs à l'inflation), l'augmentation exponentielle ou sans fin de la dette de l'Etat avec l'accord de la BCE suite à la baisse des recettes due aux concessions accordées aux capitalistes (baisse de l'impôt sur les bénéfices, exonérations de cotisations sociales prises en charge par l'Etat, cadeaux fiscaux accordés aux plus riches, etc.), au point que le service de la dette (les intérêts versés par l'Etat à ses créanciers, banquiers et institutions financières) est devenu le premier poste budgétaire de l'Etat.

Non seulement ce sont des centaines et des centaines de milliards d'euros qui sont ainsi détournés en quelques années des caisses de l'Etat, en privant l'Etat de l'outil financier qui lui permettait d'emprunter sans intérêts (privatisation du crédit au profit des banques privées), de dévaluer sa monnaie (depuis le passage à l'euro), de financer à moindre frais des grands travaux (la BCE l'interdit), l'Etat se retrouve dans une situation où il ne peut plus faire face à l'augmentation de ses dépenses courantes, ce qui est dû notamment à la revalorisation de l'euro par rapport au dollar qui augmente le coût de ses importations, on peut ajouter le coup social de sa politique d'austérité qu'il est obligé de prendre en charge pour que les plus pauvres ne se révoltent pas ou assurer un minimum de stabilité sociale, du coup son endettement ne peut que croître.

Si l'Etat français en est réduit à cette situation avec des taux d'intérêts relativement modestes consentis par les marchés financiers, comment pourrait-on imaginer que l'Etat grec puisse s'en sortir, alors qu'il doit faire face à des taux usuraires entre 12 et 20% ? Impossible. Et le pire ou le meilleur est à venir sur le plan social en Grèce, car les privatisations qui vont intervenir vont en grande partie servir à payer les intérêts que l'Etat doit verser aux prédateurs de la finance, tandis qu'ils vont se traduire obligatoirement par une importante montée du chômage qui a déjà atteint des records ou un niveau insupportable pour le prolétariat et particulièrement sa jeunesse, c'est ce qui s'est produit à partir du milieu des années 80 en France. D'autres pays sont dans la même situation que la Grèce, le Portugal et l'Espagne qui bat tous les records de chômage en Europe.

L'annulation de la dette doit être reliée à la question des salaires et du chômage de masse qui va s'amplifier dans toute l'Europe et qui va prendre à la gorge littéralement les travailleurs et les pousser à passer à l'action. Maintenant la question de l'annulation de la dette pose directement la question de la rupture avec le capitalisme et les institutions politiques à son service, la question de l'Etat et du pouvoir.

On ne doit pas la mettre en avant à la manière des réformistes qui font de la question de la dette la condition préalable à la satisfaction des revendications salariales ou de la baisse du chômage, un leurre ou une illusion criminelle qui une fois avérée, pousserait les travailleurs à se tourner vers le FN ou les conduirait au désespoir, ce qui reviendrait au même.

A l'opposé, il faut expliquer aux travailleurs que la question de la dette qui sert de moyen de chantage à l'Etat (le gouvernement et l'ensemble des partis qui participent aux institutions) pour imposer sa politique d'austérité, cette question et celle des salaires et du chômage sont intimement liées, et que pour cette raison elles ne peuvent trouver une solution qu'au niveau politique, au niveau de l'Etat, des institutions contre lesquels il faut combattre, il faut s'organiser dans la perspective de les renverser et prendre le pouvoir.

L'Etat et les institutions étant totalement soumis à la dictature de l'aristocratie financière incarnée par l'UE (le FMI, etc.), pour qu'une issue politique favorable aux travailleurs voie le jour, il faut abattre les institutions de la Ve République pour briser cette machine infernale qui nous lie à l'UE afin de pouvoir reconstruire la société sur de nouvelles bases, autrement dit s'attaquer

aux fondements du capitalisme...

Tout le monde prétend que la sortie de la Grèce de l'euro est impossible sans remettre en cause l'existence de l'Union européenne ou créer une telle crise que son existence serait menacée. Admettons-le, bien que je n'en sois pas du tout convaincu. La sortie en soi de l'euro ne résoudrait aucun des problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés . Alors que la fin des institutions mettrait du même coup un terme aux traités signés par l'ancien régime avec l'UE, permettrait à l'Etat de retrouver sa souveraineté pleine et entière, briserait le lien qui unissait précédemment l'Etat aux marchés financiers, et permettrait de poser les fondements d'une société basée sur la satisfaction des besoins de la population.

Si notre objectif est la prise du pouvoir politique, c'est pour ensuite pouvoir s'attaquer au capitalisme, notre objectif final est bien l'abolition du capitalisme, son pouvoir étant incarné par des institutions, en lui retirant ce pouvoir il n'a plus les moyens de son existence.

Dans une voiture, il y a un moteur qui fonctionne grâce à l'essence. Si maintenant vous disposez d'essence mais que vous n'avez plus de moteur pour propulser votre voiture, votre essence ne vous servira à rien et fera du surplace (ou sur-place). L'essence c'est le capitalisme, le moteur, les institutions, la voiture, la société de consommation sur laquelle est basée le capitalisme ou sans laquelle il ne serait pas viable (voir le cycle complet du capital).

La crise du capital et la crise du pouvoir politique sont liées à un niveau jamais atteint dans le passé dans les pays où le capitalisme est le plus développé, avec des répercussions à l'échelle mondiale. C'est l'ordre mondial qui est menacé d'explosion.

La rupture avec l'UE ou la sortie de l'euro ne changerait absolument rien aux conditions d'exploitation que connaissent les travailleurs. Sans détenir le pouvoir politique, il est impossible d'agir sur les rapports sociaux de production, or ce n'est ni l'UE ni l'euro, mais les institutions qui sont garantes du bon fonctionnement du capitalisme, ce sont donc elles qu'il faut liquider pour retirer toute légitimité (institutionnelle) à l'existence du capitalisme, toute justification possible à cette terrible injustice que constitue l'exploitation de l'homme par l'homme, l'existence du pauvre et du riche, du misérable et du nantis.

La question de la dette, dans la mesure où elle a été imposée à l'Etat par l'évolution du capitalisme mondial, où les représentants de l'Etat l'ont repris à leur compte parce qu'ils sont subordonnés au capitalisme (PS et ses satellites) ou parce qu'ils en sont les représentants officiels (UMP), pose la question de la rupture avec le capitalisme, question qui ne peut pas être abordée directement (encore moins résolue) mais qui passe par l'abolition des institutions politiques dans chaque pays.

Le PS et ses satellites prétendent à l'inverse, que l'évolution du capitalisme mondial ne serait pas le produit de ses propres lois de fonctionnement, qui n'ont pas changé depuis que ce système économique a vu le jour, mais celui de capitalistes avides de profits qu'il serait possible de rendre à la raison, mais comme cette explication à laquelle ils ne croient pas eux-mêmes ne tient pas la route, à défaut de pouvoir envisager une rupture avec le capitalisme, ils en arrivent logiquement à se ranger au côté des capitalistes et à admettre que les travailleurs devront payer cette dette quitte à formuler quelques aménagements, par exemple répartir leurs sacrifices sur une durée plus longue pour que ses conséquences soient moins brutales sur le moment, pour finalement parvenir au même résultat.

L'ensemble de ces éléments et leur développement à court terme permet d'affirmer que l'heure de l'inévitable affrontement entre les classes se rapprochent à pas de géant.

Pourquoi perdre son temps à discuter sans fin avec des militants qui n'appartiennent pas aux couches les plus défavorisées du prolétariat, et qui pour cette raison notamment entendent accompagner le capitalisme dans sa chute au lieu de rejoindre les militants qui le combattent ainsi que les institutions pour les abattre, pendant qu'il y a des millions et millions de travailleurs et jeunes qui parce qu'ils sont frappés violemment par la crise du capitalisme se posent des tas de questions pour essayer de comprendre pourquoi on leur inflige un traitement aussi injuste et sur la manière d'en sortir, en d'autres termes cherchent une issue politique ?

Politique

France

1- Mediapart dans le rôle de l'imbécile heureux utile au régime.

Le ministre du Travail Xavier Bertrand a été mis en examen jeudi dernier pour diffamation à la suite de ses propos en pleine affaire Bettencourt contre le site Mediapart, qu'il avait accusé de "*méthodes fascistes*", ont annoncé lundi ses avocats. (AP 04.07)

Bientôt, grâce à des gens comme Mediapart, on ne pourra plus qualifier pour ce qu'ils sont selon nous les agissements d'une personne, d'un dirigeant ou d'un élu, d'une formation plitique ou d'une simple association, sans se voir traîner devant les tribunaux pour diffamation. Merci monsieur Plénel pour votre perspicacité, vous rendez un fier service au régime !

Vous vous plaindrez ensuite que la liberté d'expression est muselée dans ce pays, après avoir apporté votre concours à ceux qui n'attendaient que ce genre d'occasions pour légiférer et la restreindre davantage, à défaut de ne pouvoir la supprimer... pour le moment.

2- Les sionistes imposent leur dicature jusque dans les manuels d'histoire.

Des passages de nouveaux manuels d'histoire contemporaine à destination des classes de première générale, contestés par des associations juives, vont être "*modifiés*" à l'occasion de l'impression des versions définitives, a indiqué lundi l'éditeur Hachette Education.

Ces passages étaient relatifs au "*partage de la Palestine*", a-t-on précisé de même source. Ils étaient inclus dans des manuels "*spécimens*" dont la version définitive reste à imprimer, avant distribution aux classes de premières L, S et ES à la rentrée 2011, dans le cadre de nouveaux programmes.

Or, "*après relecture, il est apparu que certains passages contestables devaient être modifiés. A l'occasion de l'impression, ils seront changés*", a-t-on ajouté, sans préciser le détail des passages mis en cause ni la teneur des modifications.

Contacté par l'AFP, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier, a évoqué une "*présentation du conflit israëlo-palestinien tout à fait scandaleuse*".

Il a notamment dénoncé "*une idéologisation*", via par exemple l'emploi du mot "*nakba*" ("catastrophe", selon l'appellation dans le monde arabe de la création de l'Etat d'Israël en 1948 et de l'exode des Palestiniens qui s'en est suivi), quand le terme Israël "*n'apparaissait pas*".

Il a par ailleurs dénoncé "*des erreurs factuelles*", sans préciser lesquelles.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) a reproché aux auteurs du manuel "d'interpréter les faits historiques, de tronquer la vérité, de prendre parti". (AFP 04.07)

Commentaire d'un internaute :

- "Je suis prof d'Histoire. J'en tire une leçon immédiate : je ne prends plus les manuels Hachette."

On peut avancer que tous les manuels scolaires de français, d'histoire, de géopraphie et de sciences de la vie sont conforme à la propagande du règime et ceux qui en tirent profit, à l'idéologie de la classe dominante.

C'est bien ce que dit ce prof, à ceci près que cela a toujours existé sans qu'ils réagissent contre, entendez par là qu'ils ont contribué à remplir le cerveau de leurs élèves de telle sorte qu'ils en ont fait des ignorants soumis au régime, et c'est seulement quand les choses prennent une tournure disons plus radicale, systématique et public, quand il est trop tard qu'ils réagissent.

Si j'étais prof d'histoire, à partir du programme qui est imposé, je fabriquerais chacun de mes cours sans tenir compte d'aucun manuel scolaire, bien qu'il faudrait bien en choisir un parmi ceux proposés par les éditeurs. On peut fabriquer chaque cours à partir de nos connaissances personnelles, en puisant dans différentes sources, livres disponibles dans les bibliothèques, documentaires de l'INA, etc.

Je vous avais raconté que j'avais trouvé scandaleux quand je travaillais au lycée français de Pondichéry que des élèves ayant un contrôle sur la "guerre froide" n'aient jamais entendu parler des accords de Yalta et Potsdam. Je m'étais demandé ce que leur prof d'histoire avait bien pu leur raconter sur la période d'après-guerre.

L'école ne fabrique pas des hommes ou des femmes libres, elle formate des esprits qui seront soumis au régime, dans la mesure où elle ne leur enseigne pas les moyens d'acquérir la méthode qui leur permettrait de comprendre comment fonctionne la société et le monde, elle leur enseigne une interprétation du monde fidèle à l'idéologie bourgeoise.

Maroc

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche dans les grandes villes du Maroc - Casablanca, Rabat ou encore Tanger - pour protester contre les réformes constitutionnelles défendues par le roi Mohammed VI, qui, à leur avis, ne vont pas assez loin.

A Tanger, à 450 km au nord de la capitale Rabat, 10.000 manifestants, selon l'estimation d'un journaliste de Reuters, ont défilé dans un quartier de banlieue, Beni Mekada. Un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur a assuré de son côté qu'il n'y avait eu

qu'un millier de manifestants de l'opposition à Tanger, tandis qu'un autre cortège, fort selon lui de 3.000 personnes, défilait en faveur des réformes approuvées par référendum.

"*Le ministre de l'Intérieur est un menteur!*", ont scandé les manifestants tangérois hostiles au référendum. Ils brandissaient d'autre part des boîtes vides et criaient "*Vides, vides, les urnes étaient vides!*"

"*Nous voulions faire comprendre que même après ce référendum frauduleux, nous sommes toujours ici*", a expliqué un manifestant de l'opposition.

Le mouvement de contestation du 20-Février, inspiré par les soulèvements populaires de Tunisie et d'Egypte, organise régulièrement des rassemblements de protestation, depuis plusieurs mois. Les manifestations de dimanche étaient les premières depuis la tenue du référendum.

A Casablanca, selon des militants du mouvement du 20-Février, 20.000 personnes se sont rassemblées pour protester contre le référendum. Un membre du conseil municipal de la ville a parlé quant à lui de 8.000 manifestants.

Le fonctionnaire du ministère de l'Intérieur a dit de son côté que 20.000 personnes avaient manifesté à Casablanca en faveur des réformes constitutionnelles.

Dans la capitale, Rabat, un journaliste de Reuters a estimé à 4.000 le nombre de manifestants, que la police a tenus à distance de plusieurs centaines de partisans du gouvernement. Le ministère de l'Intérieur a parlé de 1.500 manifestants de l'opposition. (Reuters 04.07)

Tunisie

1- Le porte-parole du ministère tunisien de l'Intérieur, Néji Zaïri, a été remplacé par un officier de la police, le colonel Mohamed Hicham Mouaddeb, a annoncé le ministère sur son site Facebook lundi. L'intéressé a confirmé sa démission à l'Associated Press.

Journaliste de formation, M. Zaïri était connu pour son esprit d'ouverture envers les médias. Sa décision est survenue à la suite d'un point de presse le week-end dernier au cours duquel il avait critiqué l'attitude des agents de l'ordre lors de l'attaque, par des islamistes salafistes présumés, d'une salle de cinéma à Tunis où devait être projeté un film sur la laïcité.

Il avait admis que les policiers de service avaient fait montre de laxisme avant d'intervenir tardivement pour mettre fin aux violences, et assuré que les agents incriminés seraient traduits devant un conseil de discipline pour être éventuellement sanctionnés.

"*Peut-être que c'était utopique de ma part, mais j'aurais souhaité une plus grande marge de manoeuvre pour fournir aux journalistes les informations dont ils ont besoin*", a-t-il confié à l'AP, se disant un peu "*démoralisé*". (AP 04.07)

Un militaire porte-parole du ministère de l'Intérieur, ça commence à sentir très mauvais en Tunisie...

2- L'ex-président tunisien Zine Ben Ali a été condamné lundi à 15 ans de prison par contumace pour possession de drogue et d'armes. (Reuters 04.07)

Egypte

Des centaines d'Egyptiens attaquaient lundi un tribunal du Caire qui venait de libérer sous caution des policiers accusés de la mort de manifestants pendant le soulèvement anti-Moubarak.

Des proches des opposants tués ont par ailleurs bloqué la circulation sur la route reliant Le Caire à Suez en s'allongeant sur la chaussée.

Dix policiers ont comparu lundi pour le meurtre de 17 manifestants à Suez. La cour les a libérés sous caution et a repoussé leur procès au 14 septembre.

Près de cinq mois après la chute du président Hosni Moubarak, seul un policier a été reconnu coupable de la mort d'au moins 846 personnes au cours de la répression gouvernementale de la contestation. Il était jugé par contumace. (AP 04.07)

Syndicat

France

Les fédérations de retraités CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, UNSA et la Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGR-FP) appellent à une journée de manifestations le 6 octobre prochain pour une prise en charge de la dépendance par la Sécurité sociale et une hausse du pouvoir d'achat des retraités.

"*Le gouvernement annonce une réforme de la prise en charge de la perte d'autonomie, dont le débat en cours peine à faire percevoir des mesures de financement innovantes, ne permet pas de réduire le reste à charge des familles et ne répond pas à l'ampleur des besoins*", dénoncent les syndicats dans un communiqué commun diffusé lundi.

Par ailleurs, "*à la dégradation de la situation des retraités, pensions, pouvoir d'achat, santé, autonomie, vont s'ajouter les effets du pacte européen d'austérité (...) mis en place par le Conseil européen pour faire face à la crise économique, politique et sociale actuelle*", ajoutent-ils.

Pour les syndicats, "*ce pacte (...) fait peser de nouvelles menaces sur la retraite et la protection sociale, dénonce 'une trop grande protection de l'emploi' en France, prône une modération du salaire minimum, dessinant une nouvelle dégradation de la situation des salariés et des retraités Français*".

Les fédérations syndicales de retraités appellent donc à manifester le 6 octobre pour "*une prestation universelle de compensation de la perte d'autonomie quel que soit l'âge*", "*la prise en charge par la solidarité nationale, dans le cadre de la Sécurité sociale*", "*une augmentation significative des retraites, en particulier pour les basses retraites*" ou encore "*un minimum de pension au niveau du SMIC*". (AP 04.07)

Une nouvelle journée d'action sans appel à la grève ce jour-là ?

Social

France. Coup d'Etat contre les retraites.

Un fois publié, mercredi, l'avis du Conseil d'orientation des retraites, le décret officialisant le passage à 41,5 ans de cotisation dès la génération 1955 pourrait être pris rapidement. La Cnav le demande, pour informer au plus vite ses ressortissants. Les bénéficiaires du dispositif «carrières longues» nés en 1955 sont, en effet, susceptibles de partir en retraite dès le 1er janvier.

Le ministère du Travail ne semble pas y voir d'objection, estimant n'avoir de toute façon guère de choix : «*La loi Fillon est rédigée de façon très impérative. Les choses s'appliquent mécaniquement, en fonction de l'espérance de vie*», analyse un responsable. (lefigaro.fr 04.07)

Il leur suffira sur ordre des banquiers, assureurs, fonds de pension et agences de notation de décréter que l'espérance de vie à augmenter pour repousser toujours plus près de la mort l'âge du départ à la retraite.

Russie

Le nombre de Russes qui vivent sous le seuil de pauvreté a bondi au premier trimestre 2011 de 26,5 %, soit 4,8 millions de personnes, par rapport au quatrième trimestre 2010, et de 11,2 % par rapport au premier trimestre 2010, pour s'établir à 22,9 millions de personnes, selon des chiffres du service russe des statistiques (Rosstat).

Au total, sur les trois premiers mois de l'année, 16,1 % de la population russe vivait sous le seuil de pauvreté officiel. Le minimum vital, déterminant ce seuil, était fixé entre janvier et mars à 6 473 roubles (160 euros) par mois, en hausse de 9,7 % par rapport aux trois mois précédents.

Cette augmentation est due à l'envolée des prix alimentaires et des services, soulignent les quotidiens Vedomosti et Novye Izvestia.

L'inflation s'est déjà établie depuis le début de l'année à 5 %, une hausse qui pèse sur le revenu réel disponible des ménages russes, qui lui, selon des estimations révisées de Rosstat, a baissé en mai de 5 % sur un an.

Pour Mikhaïl Deliaguine, directeur de l'Institut des problèmes de globalisation, interrogé par Novye Izvestia, cette tendance est inquiétante dans la mesure où elle intervient dans un contexte de reprise économique. '*Le nombre de pauvres augmente aujourd'hui alors que les prix du pétrole sont élevés, il n'est donc pas possible de mettre cela sur le compte de la dégradation de la conjoncture*', a-t-il déclaré. (lemonde.fr 04.07)

Grande-Bretagne. Les salariés Kleenex.

Le constructeur aéronautique et ferroviaire canadien Bombardier doit annoncer la perte de 2.000 emplois dans son usine de Derby, dans le nord de l'Angleterre, a annoncé lundi Sky News.

Bombardier emploie actuellement 3.000 personnes sur ce site, a déclaré une porte-parole.

Les licenciements résultent de la perte d'un important contrat ferroviaire à Londres, son rival allemand Siemens ayant été préféré par le gouvernement britannique pour le contrat Thameslink, explique Sky. (Reuters 04.07)

Economie

Allemagne. Marchand de canons.

L'Arabie saoudite achètera à l'Allemagne 200 de chars d'assaut Leopard 2A7+, ont révélé lundi des sources militaires saoudiennes.

L'Etat pétrolier du Golfe a déjà acheté 44 chars Leopard dans le cadre de cet accord, a indiqué l'une des sources.

Les chars d'assaut sont construits par Krauss-Maffei Wegmann et par Rheinmetall.

Der Spiegel avait révélé dimanche que le conseil de sécurité du gouvernement allemand avait donné son feu vert la semaine dernière à cette transaction. (Reuters 04.07)

Grèce

Standard & Poor's a jeté lundi de nouveaux doutes sur l'issue de la crise grecque en prévenant que les solutions proposées par Paris pour rééchelonner la dette grecque par des échanges de titres reviendraient à placer Athènes en situation de défaut sélectif.

Après le court répit de la semaine, les primes de CDS (credit default swaps) de la Grèce sont d'ailleurs repartis à la hausse. D'après le fournisseur de données Markit, les CDS à cinq ans, qui protègent contre un défaut de la dette publique grec, ont augmenté lundi de 48 points de base.

En Allemagne, on explique que les déclarations de S&P présentent quelques aspects positifs.

"Elles donnent une direction à suivre pour les banques allemandes sur ce qu'elles doivent modifier pour éviter un défaut", a réagi dans un communiqué l'association des banques publiques allemandes. (Reuters 04.07)

Rectifions la dernière infos : les déclarations de S&P donnent une direction à suivre pour les banques allemandes pour qu'elles ne capitalisent que les profits et non les pertes ou que leurs profits soient garantis quoi qu'il arrive.

Haut de page

Le 6 juillet

J'ai dégotté (ou dégoté) quelques infos sur la Grèce dans un blog grec en français (A propos de la dette de la Grèce. - 10.12.09), elles datent de la fin 2009, mais c'est très intéressant, il y est aussi question de l'endettement des différents pays "riches", du PIB et du PNB, etc.

Par exemple : "*La Grèce en 1980 avant d'entrer dans l'U.E n'avait que 22,9% de dette publique, en 1985, elle était déjà passée à 47.8%, en 1990 elle avait déjà atteint 79.6 %*", 10 ans plus tard elle est à 150% du PIB.

Quand je recopie des extraits de blogs ou des commentaires d'internautes en général je corrige l'orthographe ou complète les mots (problèmes pour pbs), cela prend du temps, mais je ne peux franchement pas vous livrer des textes en l'état.

Gauchitude

Invité de Rue89, Manuel Valls :

- Quant au mot « socialiste », oui, je crois qu'il est dépassé. Autant le mot gauche, la « scierda », la « sinistra » […] est un mot magnifique et je regrette qu'on se soit fait piquer par Mélenchon le mot de « Parti de gauche ». Le mot « socialiste » a fait vibrer des millions des gens mais je pense qu'il ne veut plus dire grand-chose.

Mais ces partis organisés en sections, en fédérations, tels qu'on les imaginait à la fin du XIXe siècle comme une classe sociale pour lutter contre la bourgeoisie, contre le capitalisme… Tout cela, à l'heure d'Internet, est dépassé. (Rue89 05.07)

Ce qui n'est pas dépassé, c'est le capitalisme !

Carry trade ou à quoi sert l'euro.

- «La première explication qui justifie que l'euro se renforce et que le dollar s'affaiblit réside dans les taux d'intérêts : en Europe, ils vont vraisemblablement être relevés jeudi prochain par la BCE, pour atteindre 1,50% tandis que ceux de la Réserve fédérale américaine restent et vont encore rester longtemps entre 0 et 0,25%», note Bruno Rodier, banquier privé et gérant de portefeuille à la banque Pictet & Cie. Ce différentiel de taux incite les investisseurs à profiter du «carry trade», cette technique qui permet de dégager des rendements en empruntant en dollar, à un taux exceptionnellement bas, et de le placer en euro, qui rémunère mieux.

«Il y a aussi l'effet 'fin de la suprématie mondiale' du billet vert qui joue, avec notamment le rapport de la Banque mondiale qui a récemment anticipé que d'ici à 2025, c'est-à-dire demain, le marché des devises sera dominé aussi par le yuan chinois, et non plus seulement par le dollar et l'euro», relève Vincent Juvyns, stratégiste chez ING IM. (lefigaro.fr 05.07)

Extrait d'un article intitulé ***Gauche ou Droite, le politique ne fonctionne plus*** par Omar Aktouf (mondialisation.ca) - 13 mai 2011

"(...) aucune «politique» ne semble en mesure de sortir notre monde du marasme, aggravé depuis 2008. Cela parce que l'idéologie économique dominante a atteint ses ultimes limites.

(...) tout l'édifice économique néoclassique, devenu néolibéral, est avant tout basé sur la prémisse insoutenable qu'il peut y avoir croissance infinie. Nul n'est besoin de savantes démonstrations pour comprendre que dans le monde fini qu'est le nôtre, il ne saurait exister quoi que ce soit d'infini. Nul ne peut réaliser d'infinis profits sur l'exploitation de forêts infinies, ni de bancs de morues infinis. Notre planète ne donne rien de maximum ni d'infini. L'idée de «croissance permanente» ne se peut que si l'on accepte celle de destruction permanente : les «profits» impliquent désormais, globalement, moins de qualité de vie, d'emploi, de santé de la nature… et plus de spéculations financières donnant les résultats que l'on sait depuis 2008.

(...) la biologie nous enseigne que la nature «fonctionne» selon la loi incontournable des équilibres stationnaires et des boucles de rétroactions négatives. Ainsi, si nous prenons un bosquet avec loups et lièvres, cette loi implique que les populations de ces deux espèces évoluent entre deux seuils : celui où les loups dépassent la capacité de reproduction des lièvres et celui où les lièvres permettent aux loups de se nourrir et se reproduire. Rien d'infini, rien de maximum. Il ne viendra à l'idée d'aucun loup de «lancer une entreprise» pour capturer le maximum de lièvres, sous hypothèse que leur croissance est constante! Le premier loup venu comprendrait que ce serait là, à terme bref, la fin des loups eux-mêmes.

(...) lois de l'énergie. En effet, la thermodynamique montre (principe d'entropie) que nous ne faisons que dégrader l'énergie qui est, en termes utilisables, constante à l'échelle de l'univers. Nul ne saurait «fabriquer» du pétrole, du gaz naturel ou de la houille ! Nous ne pouvons que les utiliser. Toute autre forme d'énergie devient «liée» (non utilisable directement comme les énergies fossiles) nécessitant une autre énergie avant d'être utile : panneaux pour l'énergie solaire, centrales nucléaires pour celle de l'atome… ce à quoi il faut ajouter l'énergie nécessaire pour contrôler les conséquences d'usage des énergies liées : déchets et accidents nucléaires par exemple avec leurs retombées inestimables sur la nature, l'air, l'eau, la santé... C'est la non-durabilité et la fuite en avant vers des sources d'énergie de plus en plus… énergivores et destructrices.

(...) la financiarisation de l'économie. La crise de 2008 a montré la différence entre économie réelle et économie virtuelle. On s'est mis à parler de «capitalisme financier» et ses «débordements». Il s'agit de l'inévitable transformation de pans entiers de l'économie réelle en économie de spéculation (croissance oblige). Les profits continus-maximaux ne sont pratiquement que bricolages financiers et produits dérivés, de bulles en bulles, jusqu'aux subprimes en 2008. «Économie-casino» qui ne peut durer sans «crises» plus dévastatrices. Les plans de sauvetage du système financier mondial n'ont été que réalimentation de l'insoutenable cercle vicieux : «offre de crédit – emprunt-dette – consommation». "

Commentaire.

C'est marrant qu'ils soient tous incapables de remettre en cause le système économique capitaliste. Du coup ils passent à côté de l'essentiel, d'une contradiction insoutenable : à un pôle, 11 millions de millionnaires en dollars dans le monde qui s'accaparent les richesses produites, à l'autre pôle près de 7 milliards d'hommes, de femmes et d'enfants dans le monde revendiquent la

satisfaire de leurs besoins qui ne cessent d'augmenter.

Il est évident que l'homme doit cesser de se reproduire à cette cadence, que la population mondiale doit redescendre à ce qu'elle était au tournant du XXe siècle, soit un milliards d'habitants. Il est évident que les ressources de la planète ne sont pas inépuisables. Il est évident que consommer ne doit pas être une fin en soi, encore faut-il que les besoins élémentaires de chacun soit satisfait ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

On vit vraiment dans un monde d'ignorants qui s'imaginent que la terre pourrait supporter un jour 10, 15, 20 ou 30 milliards d'humains. Si on se laissait aller à formuler un état d'âme, on dirait que c'est effrayant.

Extrait d'un article intitulé ***Pourquoi la crise frappe l'Union européenne*** par Éric Toussaint (mondialisation.ca) - 28 juin 2011

"Plus largement, elle est la conséquence des logiques qui dominent l'intégration européenne : la primauté donnée aux intérêts des grandes entreprises industrielles et financières privées, la large promotion des intérêts privés, la mise en compétition à l'intérieur de l'espace européen d'économies et de producteurs qui ont des forces tout à fait inégales, la volonté de retirer aux services publics un nombre croissant de domaines d'activité, la mise en concurrence des salariés entre eux, le refus d'unifier vers le haut les systèmes de sécurité sociale et les règles du marché du travail. Tout cela poursuit un objectif précis, celui de favoriser l'accumulation maximum de profits privés, notamment en mettant à disposition du Capital une main d'œuvre la plus malléable et précaire possible.

(...) alors que les besoins de crédit des gouvernements des autres pays développés, dont celui des Etats-Unis, peuvent être satisfaits par leur banque centrale, notamment par l'intermédiaire de la création monétaire, les pays membres de la Zone euro ont renoncé à cette possibilité. De par ses statuts, la Banque centrale européenne a l'interdiction de financer directement les États. De plus, en vertu du traité de Lisbonne la solidarité financière entre les États membres est formellement interdite. Selon son article 125, les États doivent assumer seuls leurs engagements financiers, ni l'Union ni les autres États ne pouvant les prendre à leur charge : « *L'Union ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique. Un État membre ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un autre État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique.* » L'article 101 du traité de Maastricht, repris intégralement par le traité de Lisbonne dans son article 123, ajoute : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres […] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales, aux autres autorités publiques* ».

L'UE se place donc volontairement au service des marchés financiers puisque les gouvernements des pays de la Zone euro dépendent totalement du secteur privé pour leur financement. Les investisseurs institutionnels (banques, fonds de pension, assurances) et des hedge funds se sont attaqués en 2010 sur la Grèce, maillon le plus faible de la chaîne européenne d'endettement, avant de s'attaquer à l'Irlande, au Portugal et à l'Espagne. En agissant de la sorte, ils ont réalisé de juteux profits car ils ont obtenu de ces pays une rémunération importante en termes de taux d'intérêt versés par les pouvoirs publics pour pouvoir refinancer leurs dettes. Parmi ces investisseurs institutionnels (les zinzins), ce sont les banques privées qui ont fait le plus de profit car elles pouvaient directement se financer auprès de la Banque centrale européenne en lui empruntant des capitaux à 1% de taux d'intérêt (1,25% depuis fin avril 2011), alors que dans le même temps elles prêtaient sur une durée de trois mois à la Grèce à des taux d'environ 4 ou 5%. A dix ans, elles n'acceptent d'acheter des titres grecs, irlandais ou portugais que si l'intérêt dépasse 10%. En lançant leurs attaques contre les maillons les plus faibles, les *zinzins* étaient également convaincus que la Banque centrale européenne et la Commission européenne devraient d'une manière ou d'une autre venir en aide aux Etats victimes de la spéculation en leur prêtant les capitaux qui leur permettraient de poursuivre les remboursements. Ils ne se sont pas trompés. La Commission européenne a plié et a octroyé, en collaboration avec le FMI, des prêts aux Etats membres de l'Eurozone. Elle n'a donc pas respecté à la lettre l'article 125 du Traité de Lisbonne."

Commentaire.

Comme il arrive parfois, l'analyse de la situation est correcte, mais les conclusions qu'en tire son auteur son défectueuse, je vous en fais grâce, de même que dans l'extrait précédent.

La Grèce est endettée à hauteur de 300 milliards d'euros environ, le FMI et la BCE vont lui prêter 100 milliards d'euros, sans doute beaucoup plus à terme, elle va devoir rembourser en plus de ce capital de 400, 450 500 milliards d'euros, les intérêts qu'elle verse déjà à un taux usuraire aux marchés financiers plus ceux qu'elle doit verser au FMI et à l'UE, déduction faite des privatisations annoncées qui permettra d'alléger le poids sous lequel elle croule, alors que l'augmentation du chômage qui suivra ces privatisations conduira à une baisse des recettes de l'Etat, donc annulera en partie l'effet escompté par les privatisations. Dès lors on voit mal comment l'Etat grec pourrait s'en sortir, cela semble totalement impossible.

Parole d'internaute

Il faut prendre en compte les quantités en jeu, par exemple les QE de la FED rajoutent des dollars dans le circuit monétaire, affaiblissant d'autant le dollar, car la production économique restant à peu près fixe s'il y a plus de monnaie alors cette monnaie vaut moins(car devant toujours refléter la même quantité de production réelle), ce qui se concrétise en général avec un temps de décalage par de l'inflation pour le consommateur(les prix s'adaptent car la monnaie vaut moins).

A la base, si une monnaie monte ou baisse c'est lié aux quantités émises en circulation, ce n'est pas lié "directement du moins" à la santé du pays émetteur.

Par exemple si un pays exporte beaucoup de machine-outils, il reçoit en contrepartie une monnaie étrangère, l'acheteur a du emprunter (pour cet investissement) ce qui a augmenté sa quantité de monnaie en circulation, et donc la monnaie de l'importateur baisse, faisant du même coup remonter celle de l'exportateur si on compare cette parité.

Si un pays émet peu de monnaie supplémentaire (à cause d'une crise économique par exemple) face à un autre qui en émet beaucoup (car il est émet beaucoup de monnaie), la monnaie du 1er va monter et celle de l'autre va baisser.

Il est tout à fait logique que l'eurodollar monte, les américains ayant quasiment doublé leur masse monétaire circulante en quelques années(les américains se prennent l'inflation en pleine poire), en fait pour faire baisser l'euro il faudrait que la bce émette des QE comme la FED, ou alors que l'euro soit menacé dans son existence et alors les possesseurs d'euro vont se dépêcher de les revendre (on vide les réserves), augmentant alors temporairement la masse d'euros en vente. (lefigaro.fr 05.07)

Politique

1- France

1.1- La cour du monarque ne connaît pas l'austérité.

Le Sénat a décidé d'attribuer fin juin une prime exceptionnelle de 3.531,61 euros aux sénateurs, selon un document de la questure dont l'AFP s'est procuré mardi une copie.

Cette somme correspond, selon le document, «à un rattrapage exceptionnel sur un complément d'Indemnité représentative de frais de mandat (IRFM) versé en une seule fois fin juin».

Un sénateur touche une indemnité de base mensuelle de 5.514,68 euros bruts, à laquelle s'ajoute une indemnité de résidence de 165,44 euros et une indemnité de fonction de 1.420,03 euros, soit 7.100 euros brut au total. A cette somme s'ajoute l'IRFM d'un montant de 6.240,18 euros par mois au 1er mai 2011, destinée à «faire face aux diverses dépenses liées à l'exercice du mandat».

Les dignitaires, présidents, vice-présidents, questeurs et secrétaires disposent d'une indemnité supplémentaire. Cette indemnité est de 5.170 euros brut par mois pour les questeurs qui touchent chacun, en plus, des frais de représentation de 11.600 euros par an. (liberation.fr et AFP 05.07)

1.2- En vacances ou en campagne électorale ou les deux à la fois ? Echange de bons procédés.

Nicolas Sarkozy a confié à l'ancien Premier ministre Edouard Balladur la mission d'envoyé du G8 pour la mise en oeuvre du "*partenariat de Deauville*" en faveur des pays arabes.

Réunis en sommet à Deauville (Calvados), le 27 mai dernier, les pays du G8 se sont engagés à fournir une aide à long terme - 40 milliards de dollars - en faveur des pays qui suivraient l'Egypte ou la Tunisie sur la voie de la démocratisation. (Reuters 05.07)

2- Syrie

Les tirs de l'armée syrienne ont fait dix morts mardi à Hama, ville assiégée dont la population a entrepris d'ériger des barricades, ont rapporté des témoins.

Des chars ont pris position autour de Hama, ville de 650.000 habitants dans le centre-ouest du pays. Les tirs des forces gouvernementales mardi se sont concentrés sur deux quartiers au nord du fleuve Oronte qui partage la cité en deux.

L'armée est par ailleurs intervenue au nord-ouest de Hama, dans des villages de la province d'Idlib proches de la frontière

turque, tandis que les forces de l'ordre multipliaient les arrestations. Un demi-millier de personnes ont ainsi été interpellées en quelques jours, selon les mouvements de défense des droits de l'homme.

Parmi elles figure Ahmad Touma, ancien prisonnier politique et secrétaire général de la Déclaration de Damas, signée en 2005 par plusieurs personnalités de l'opposition pour réclamer la démocratie. Il a été arrêté à Daïr az Zorn, dans l'Est, selon des proches interrogés par Reuters. (Reuters 05.07)

Social

France

Quatrième fortune mondiale d'après le magazine américain Forbes , Bernard Arnault reste l' homme le plus riche de France, selon un classement établi par le magazine Challenges . Avec une fortune estimée à 22,76 milliards d'euros, le PDG de LVMH devance Gérard Mulliez, le fondateur d'Auchan et ses 19 milliards, et l'héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt dont le patrimoine s'élève à 14,45 milliards. A noter que la quatrième place est occupée par un dirigeant d'un autre groupe de luxe, Bertrand Puech, le porte-parole des familles actionnaires d'Hermès , qui fait l'objet d'un intérêt grandissant de LVMH .

Le top 10 est compléte par un certain nombre d'héritiers de grand groupes comme Louis-Dreyfus (5e avec 8,5 millions d'euros), Serge Dassault, propriétaire du Groupe Figaro (6e avec 6,8 millions) ou encore François Pinault de PPR, (7e avec 6,2 millions d'euros). Le très controversé Jacques Servier est neuvième avec 3,8 millions d'euros. Selon une étude Société Générale Private Banking/Forbes, deux tiers des grandes fortunes françaises sont héritées alors que deux tiers de leurs homologues américains, chinois ou brésiliens, sont à l'origine de leur propre fortune.

Challenges précise que «*la fortune totale des 500 plus gros patrimoines professionnels français a augmenté en un an de 25%, passant de 194 à 241 milliards d'euros*». (lefigaro.fr 05.07)

Economie

1- France

Les grandes entreprises composant l'indice CAC 40 bénéficient d'une pression fiscale inférieure de 20 points à celle que subissent les petites et moyennes entreprises, selon un rapport d'information de l'Assemblée nationale que s'est procuré le quotidien Les Echos.

Ce document, que doit présenter mercredi le député UMP Gilles Carrez, rapporteur général du budget à l'Assemblée, met notamment l'accent sur les écarts d'impôt sur les sociétés acquitté par les groupes du CAC 40 et par les PME, ajoute le quotidien économique.

En moyenne, précise-t-il, les 40 groupes composant l'indice phare de la Bourse de Paris n'ont payé que 86 millions d'euros d'impôt sur les sociétés par an (pas même 1 % de leur chiffre d'affaires - Les Echos) entre 2007 et 2009 et quatre d'entre eux n'ont "rien payé du tout".

A titre de comparaison, les profits du CAC 40 ont atteint 82,3 milliards d'euros en 2010. (Reuters 05.07)

2- Portugal

L'agence de notation Moody's a abaissé mardi de quatre crans la note souveraine du Portugal de Baa1 à Ba2, avec perspective négative.

La dette souveraine à long terme de Lisbonne se trouve donc désormais en catégorie spéculative ("junk").

Le gouvernement portugais a aussitôt réagi à la décision de Moody's, qui selon Lisbonne met en évidence la vulnérabilité de l'économie portugaise dans le contexte de la crise de la dette. (Reuters 05.07)

3- Chine

3.1- Un panel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) juge que les restrictions à l'exportation de certaines matières premières appliquées par la Chine sont contraires au droit du commerce international.

Cette décision annoncée mardi constitue une victoire pour les Etats-Unis, l'Union européenne et le Mexique.

Les USA, l'UE et le Mexique avaient saisi l'OMC en 2009, estimant que ses restrictions à l'exportation sur des minerais tels que la bauxite et le magnésium procuraient un avantage indû aux producteurs chinois vis-à-vis de leurs concurrents.

Cette décision était très attendue par les sidérurgistes comme ThyssenKrupp et ArcelorMittal dont la production dépend largement des importations de coke en provenance de Chine, également réduites par Pékin.

La Chine produit 97% des terres rares dans le monde, des éléments vitaux pour les secteurs high tech. Pékin a réduit les quotas d'exportation de 35% au premier semestre, en sus de précédentes limitations. (Reuters 05.07)

3.2- Le distributeur YGM Trading envisage d'acquérir des marques de luxe européennes pour accroître son portefeuille en Chine, un marché prometteur qui pourrait bien devenir le premier au monde en l'espace de 10 ans.

D'après les analystes, YGM dispose d'une trésorerie largement suffisante pour se lancer dans des acquisitions, soit 54,85 millions de dollars au dernier exercice fiscal, près du double de l'année précédente.

La semaine dernière, YGM a fait état d'un bénéfice annuel en hausse de 42,4% pour l'exercice fiscal achevé fin mars, à 36 millions de dollars. Porté par une forte demande en Chine, son chiffre d'affaires est ressorti en hausse de 16,4%. (Reuters 05.07)

Haut de page

Le 7 juillet

J'ai mis en ligne plusieurs documents sur la dette ou la situation économique aux Etats-Unis et au Japon. Ils figurent dans la rubrique *Documents* de la page d'accueil. Ils proviennent de divers horizons. La date qui figure à côté du titre de l'article est la date de sa parution sur le Net et non la date de la mise en ligne dans le site. Les articles ne sont pas classés par ordre chronologique parce que je les mets en ligne au fur et à mesure que je les découvre. Dommage que vous ne m'envoyez pas des articles trouvés sur le Net ou que vous ne vouliez pas participer à cette chronique quotidienne. Je ne peux pas avoir la tête partout à la fois !

Là encore, malgré la richesse des données que contiennent ces articles, les analyses intéressantes que fournissent leurs auteurs et qui fourmillent évidemment d'illusions, constatons qu'ils ne sont pas encore parvenus à la conclusion que l'issue à la crise du capitalisme sera politique ou ne sera pas. Ils ne veulent dédidément pas s'attaquer aux fondements du capitalisme, ils veulent faire avec à croire qu'ils s'en trouvent bien ainsi, il faudra donc qu'un parti s'en charge ou montre la voie aux masses...

Complément à la causerie d'hier sur la Grèce.

Dans les arguments avancés hier pour expliquer que l'Etat grec courrait inéluctablement au défaut de paiement, j'ai évoqué les privatisations qui se traduiraient par une augmentation du chômage, donc une baisse des recettes pour les organismes sociaux, une baisse de la consommation une fois le niveau de vie réduit de ces travailleurs, qui aura pour conséquence une baisse des recettes dûes à la TVA rentrant dans les caisses de l'Etat.

On peut ajouter que les entreprises auront les pires difficultés qui soient pour financer leur développement, y compris à l'exportation, si elles ne peuvent pas accéder au crédit ou s'endetter encore plus, ce qui se traduira par la perte de contrats et la baisse ou la stagnation du PIB.

Ajoutons que la baisse de la consommation de la population sera amplifiée par le refus de s'endetter par ces temps incertains de crise ou le refus des organismes de crédit d'accorder de nouveaux prêts à des gens souvent déjà très endettés. Pour finir, ce n'est pas la tension sociale de plus en plus explosive dans ce pays qui va tenter les touristes éventuels, alors que ce secteur d'activité est important pour l'économie grecque.

Pour s'en sortir, ne pouvant pas jouer sur la monnaie il leur reste l'arme de l'inflation, mais dans la situation actuelle elle prendrait la forme d'un boomerang qui leur reviendrait en pleine figure, la hausse des prix se traduirait par le renchérissement des marchandises entraînant une baisse de la consommation, des exportations, sans compter qu'elle se combinerait avec des revendications salariales, car il n'est pas dit que les travailleurs grecs accepteront encore de nouveaux sacrifices.

L'UE freine des deux pieds pour éviter que l'augmentation de la masse monétaire ne se traduise par la hausse de l'inflation dans la zone euro, mais à terme cela paraît inévitable, c'est en tout cas ce que l'on commence à constater, notamment en Allemagne.

Bon, je pense qu'on a fait le tour de l'essentiel sur cette question.

L'annulation de la dette, l'expropriation des banquiers et des actionnaires des grandes entreprises, la fermeture de la Bourse, la confiscation des biens et avoirs des grandes fortunes , la liquidation des institutions et de la Constitution forme un tout indissociable et cohérent.

Ce n'est pas seulement la dette qui est illégitime, c'est le gouvernement et le Parlement qui veut imposer aux travailleurs de la payer, les institutions, les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises, le capitalisme qui sont illégitimes.

Il y en a qui réclament un moratoire sur la dette des Etats, d'autres un rééchelonnement, d'autres encore de "*placer les banques sous contrôle citoyen*" afin "*de permettre que la BCE finance directement les Etats*", parce qu'elle n'aurait pas été créée de même que l'euro, comme moyen pour liquider la souveraineté des Etats et mieux les asservir au marché, à l'aristocratie financière...

Conséquence de la crise aux Etats-Unis

Depuis 2006, année du début de la chute des prix des maisons, on estime que 14,4 millions de familles se sont trouvées dans l'impossibilité de rembourser et ont perdu leur logement. Cela explique la baisse de 20 % depuis 2007 de la richesse des ménages, la plus importante jamais enregistrée depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, l'effondrement de l'industrie de la construction a entraîné la perte de plus de 2 millions d'emplois.

Au total, la récession a détruit près de 8 millions d'emplois. Si l'on considère le chômage et le sous-emploi, qui concernent 16,1 % de la population économiquement active, les États-Unis comptent plus de 25 millions de personnes en situation de précarité relative à l'emploi. Dans un pays où la couverture santé dépend de l'emploi, un taux aussi élevé de sous-emploi est véritablement dramatique. (source, un portail québécois, un article du 21 juin 2011 : http://www.pressegauche.org)

La dette de l'Etat en France

A la fin 2003, la dette de l'État est composée à 98 % de titres négociables sur les marchés financiers contre 47 % en 1980. (l'Etat dépend donc à 100% des marchés pour se financer.)

La dette de l'État était de 64 milliards d'euros en 1980, 799 milliards d'euros en 2003, 1 646 milliards d'euro en 2009, elle dépasse les 1 700 milliards d'euro en 2011.

L'augmentation de la dette de l'État a progressé de 14,9 % du PIB en 1980 à 51,3 % du PIB en 2003. (Le décrochage s'est accéléré entre l'endettement de l'Etat et la création de richesse)

Les charges d'intérêt de la dette sont passées de 4 % du budget général de l'État en 1980 à 15 % en 2003. Elles augmentent de plus de 2 % par an depuis 2001. Depuis le service de la dette a explosé à quelque 50 milliards d'euros par an. (http://www.vie-publique.fr)

Rectificatif sur la mobilisation en Espagne.

J'ai peut-être sous-estimé l'importance du mouvement des "indignés" en Espagne.

Certes il a pris la forme de comités dans les quartiers et d'assemblées générales hebdomadaires sur le plan local, mais il demeure incapable de se doter d'une ligne politique et de se fixer des objectifs politiques. Pour le moment, il en est réduit à organiser des actions ponctuelles limitées, dont les participants pourraient bien finir par se lasser s'il en restait là, mais il pourrait se transformer en organisation de l'insurrection contre le régime s'il parvenait à se doter d'un contenu politique contre les institutions, encore faudrait-il qu'un parti ou des militants lui donnent une telle orientation.

Ce que ce mouvement réalise correspond à ce que j'avais proposé dans une causerie récemment, à savoir qu'on devrait s'adresser directement aux masses autrement qu'à une élite de militants ou d'intellectuels afin des les organiser sur le plan local puis national. Les travailleurs étant souvent alergiques aux partis, des comités politiques déjà constitués dans des communes ou des militants pouvaient prendre une telle initiave.

J'ai remarqué que lors de ces assemblées générales hebdomadaires les participants proposent des revendications ou des actions qui sont ensuite soumises au vote avant d'être adoptées ou rejetées, ce que j'avais aussi proposé, en précisant qu'ainsi les délégués pour représenter ces assemblées générales seraient élus sur la base de ces mandats et qu'ils devraient en rendre compte lors des assemblées générales suivantes ce qui permettraient de contrôler qu'ils le respectent. J'avais employé l'expression d'assemblée populaire, cela revient au même.

L'évolution actuel de ce mouvement en Espagne est important pour le prolétariat de l'UE (et du reste du monde), car il leur indique la voie à suivre pour se mobiliser dans l'unité contre le régime, à la fois en contournant l'obstacle des appareils des partis soit-

disant ouvriers qui le soutiennent, et en se situant sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat. Je ne peux pas en dire plus, parce que j'ignore comment fonctionne exactement ce mouvement, qui en est vraiment à l'origine, je me suis même peut-être trop avancé avec le peu d'infos dont je dispose.

Parole d'internaute

(A propos des agences de notation)

- A toutes fins utiles, je rappelle que Fitch est une agence de notation désormais française (et non américaine comme semble le dire l'article), que des dizaines d'agences de notation existent déjà à travers le monde et que rien n'oblige une société ou un Etat de se faire "noter". Certaines sociétés cotées sur Euronext Nyse ont d'ailleurs toujours refusé de se faire noter et ne s'en portent pas moins bien. Cela change quand même un petit peu les données du problème... (Reuters 06.07)

Je n'ai pas eu le temps encore de vérifier l'info à propos de Fitch

Politique

1- France

1.1- Il existe encore !

Le président du Parti radical de gauche, Jean-Michel Baylet, sera candidat à la primaire socialiste pour la présidentielle de 201. Ce n'est pas lui qui l'annonce, mais le sénateur PRG Yvon Collin lors de l'émission «Preuve par trois» AFP-Public Sénat. (liberation.fr 06.07)

1.2- Quand tradition rime avec réaction.

Frédéric Nihous, le candidat de Chasse, pêche, nature et traditions, s'arroge pour la présidentielle les services d'un homme issu de l'extrême droite : Bruno Larebière. Ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire Minute et ancien dirigeant du Bloc identitaire, celui-ci devient "*conseiller en communication*", selon Frédéric Nihous, interrogé par le blog *Préférence nationale*.

C'est notamment sous la direction de Bruno Larebière que Minute était entré en conflit ouvert avec Marine Le Pen, la présidente du FN. L'hebdomadaire avait même été interdit d'accréditation au dernier congrès du parti.

M. Larebière est aussi un ancien du Bloc identitaire, le petit parti d'extrême droite qui a fait de la dénonciation de l'islam son principal cheval de bataille, co-organisant notamment les controversés apéros "*saucisson-pinard*". Certains de ses membres ont entretenu des contacts avec le Front national, à l'ombre duquel le parti tente de se faire une place, comme le rappelait récemment le blog du Monde Droite(s) extrême(s).

Depuis 2009, CPNT est membre du comité de liaison de la majorité présidentielle et a présenté des listes communes avec l'UMP aux régionales de 2010. (lemonde.fr 06.07)

Commentaire d'un internaute.

- Un ancien rédac'chef de Minute devient le conseiller en communication du très droitier Frédéric Nihous, candidat du groupuscule Chasse, Pêche, Nature et Traditions (1,15 % en 2007)... Quoi d'étonnant ou de scandaleux ? En revanche, il est toujours désopilant de rappeler que Patrick Buisson, ancien journaliste puis dirigeant du même Minute de 1981 à 1987, est, depuis 2005, conseiller très proche de Nicolas Sarkozy.

2- Egypte

Des centaines de personnes ont criblé de pierres des bâtiments officiels mercredi dans la ville égyptienne de Suez, où un tribunal avait rejeté un appel contre la libération sous caution de dix policiers accusés d'avoir tué des manifestants, ont dit des témoins.

On n'a pas signalé de blessés dans ces incidents, au cours desquels des proches de certains des manifestants tués lors du soulèvement qui a renversé en février le président Hosni Moubarak ont attaqué à coups de pierres le tribunal et le siège de la police de Suez.

"*Le palais de justice, les bureaux de la direction de la sécurité et des dizaines de véhicules de police ont été endommagés*", a déclaré un témoin à Reuters. Il a ajouté qu'environ 300 manifestants étaient restés devant les locaux surveillés par des soldats.

Des dizaines de personnes ont participé à un autre rassemblement dans le centre-ville.

Une série de manifestations sont prévues vendredi en Egypte, où beaucoup de militants accusent le Conseil supérieur des fores armées au pouvoir de retarder les procès de représentants du régime déchu et la mise en oeuvre de réformes.

Un tribunal pénal du Caire avait décidé lundi de libérer sous caution les dix policiers, qui étaient accusés d'avoir délibérément tué des manifestants en janvier. Le tribunal de Suez examinait un appel interjeté contre cette décision par le procureur général.

Le tribunal cairote avait aussi repoussé à septembre l'audience à charge contre les dix policiers, parmi lesquels figure l'ancien chef de la sécurité de Suez.

La décision a ulcéré des centaines de parents et de proches des victimes qui étaient venus de la capitale. En repartant, ils ont bloqué plusieurs heures la principale route reliant Suez à la capitale. (Reuters 06.07)

Social

1- France

1.1- 10% de parasites à éliminer.

Selon l'Insee, les 10% des Français les plus riches reçoivent plus d'un tiers de leurs revenus grâce à leur patrimoine, et cette part atteint même 66% pour les 3.500 Français les plus riches. Grâce à l'envolée de la Bourse, mis à part l'année ayant suivi la faillite de Lehman Brothers, et à la flambée du prix de l'immobilier, note l'hebdomadaire Challenges. (20minutes.fr 06.07)

A bas les privilèges des nantis ! Il faut tout prendre à ces voleurs !

1.2- Grève à La Tribune.

La Tribune était absente des kiosques mercredi 6 juillet. Les salariés du quotidien économique se sont mis en grève pour protester contre un plan social présenté le 28 juin par la direction, qui prévoit la suppression de dix-sept postes à la rédaction du quotidien économique, dont treize au service "édition". La Tribune compte aujourd'hui 181 salariés, dont 85 journalistes.

Actuellement, les cinq plus hauts salaires de l'entreprise se partagent une enveloppe annuelle de 900 000 euros.

1.3- Pourquoi le Medef est contre la remise en cause des 35h qui a ouvert la boîte de Pandore

Lors de la convention de l'UMP mardi après-midi.

À la tribune, le représentant du Medef, Stéphane Brousse, n'a pas mâché ses mots. "*Le retour en arrière est impossible (...) c'est gravissime et ça nous inquiète*", a-t-il lâché devant les responsables UMP. Il faut dire que le parti entend profiter de la fin de la durée légale de travail pour revenir sur les allègements de charges pour les entreprises liés aux 35 heures, soit, selon ses calculs, 12 milliards d'euros sur un total de 22 accordés en faveur des emplois à bas salaires.

"*On ne pourra pas dire à nos salariés de retourner travailler 39 heures pour le même salaire !*" explique Stéphane Brousse, interrogé par Le Point.fr. Et si, au contraire, tous les salariés devaient être payés plus, alors le gain pour la compétitivité des entreprises serait nul à cause de la baisse des allègements de charges.

Sa volonté de revenir sur les 35 heures s'explique en fait par la nécessité de redresser les finances publiques. Jean-François Copé et son secrétaire général adjoint, Hervé Novelli, estiment qu'il n'est plus possible de faire un cadeau de 12 milliards d'euros pour financer la réduction du temps de travail, à l'heure où la note souveraine de la France AAA pourrait être remise en cause par les marchés. "*La question de l'augmentation de la durée du travail, ce n'est pas un sujet tabou, tout le monde en parle. On en parle en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne, on en parle en Italie ; on en parle en fait dans tous les grands pays d'Europe*", a expliqué Jean-François Copé aux militants du parti. Les allègements sont d'autant moins justifiés qu'ils bénéficient autant aux secteurs protégés par la concurrence qu'aux autres, ajoute Hervé Novelli, à l'origine de la proposition du parti.

Un argument qui ne convainc pas vraiment le Medef. Les entreprises à forte concentration de main-d'oeuvre, dans le nettoyage ou le bâtiment par exemple, certes non délocalisables, sont déjà "*très pénalisées par la réforme de la taxe professionnelle*", assure Stéphane Brousse. Selon lui, elles pourraient souffrir fortement d'une éventuelle baisse des allègements de charges sur les bas salaires et pénaliser l'emploi. En réalité, le patronat se satisfait plutôt de la situation actuelle, dans laquelle "*il n'y a pas une entreprise qui applique le même temps de travail*", grâce notamment aux heures supplémentaires défiscalisées. (lepoint.fr 06.07)

La durée du travail est largement déréglementée et convient parfaitement au Medef, le patronat profite de l'allègement fiscale sur les heures supplémentaires, il peut ainsi moduler le temps de travail sans avoir à embaucher ou licencier, c'est toujours cela de gagner en plus...

Non mais imaginez un peu, passer de 35 à 39 en augmentant d'autant les salaires, vous n'y pensez pas, vous voulez notre ruine ou quoi s'exclament en coeur les négriers patronaux.

2- Grande-Bretagne.

Comment réduire la masse salariale ? La municipalité britannique du Shropshire, un comté anglais des West Midlands, a trouvé une solution simple pour faire des économies : licencier la totalité de ses 6 500 employés, avant de les réembaucher avec une baisse de salaire de 5,4 %.

'*Nous ne sommes pas la seule municipalité à faire cela,* a-t-il affirmé. *Nous sommes un peu en avance par rapport à d'autres, mais il y a des municipalités qui sont en train de faire la même chose que nous.*'

Unison, le principal syndicat de la fonction publique au Royaume-Uni, envisage de consulter ses membres pour décider ou non d'un mouvement social parmi les employés du conseil de Shropshire. (lemonde.fr 06.07)

Cornélien, en voilà une question : l'employeur de 6 500 salariés décide de réduire leur salaire et un syndicat se demande s'il faut ou non réagir !

Economie

1- UE

1.1- La Commission européenne a vivement critiqué mercredi la décision de Moody's de placer la note du Portugal en catégorie spéculative et a prévenu qu'elle allait désormais sévir contre les agences de notations.

Le président de l'exécutif communautaire, José Manuel Barroso, a accusé les trois agences Standard & Poor's (McGraw Hill), Moody's et Fitch (Fimalac) d'encourager la spéculation au sein de la zone euro et a dit qu'il était souhaitable de les rendre responsables devant les juridictions civiles et de les mettre en concurrence avec une nouvelle agence européenne.

José Manuel Barroso a de son côté expliqué qu'il était aussi envisageable de rendre les agences civilement responsables de leurs décisions et qu'une nouvelle agence européenne pourrait être créée pour concurrencer la suprématie américaine en matière de notation financière.

Même si cette réforme est réclamée une majorité d'Etats membres de l'UE et par les eurodéputés, elle a toutefois peu de chance d'aboutir rapidement.

Suspendre la notation d'un pays bénéficiant d'un plan d'aide ou rendre les agences civilement responsables se heurtent à une série de problèmes techniques et les points de vue sont extrêmement divergents sur la forme et les missions d'une éventuelle agence européenne, indique-t-on à Bruxelles. (Reuters 06.07)

Ouf, quel soulagement, pour un peu il y en a qui y aurait cru !

1.2- La décision de l'agence de notation Moody's de déclasser mardi le Portugal en catégorie "junk" a choqué les marchés financiers mercredi et jette une ombre sur les efforts européens en vue de renflouer les pays en difficulté de la zone euro sans restructurer leur dette.

Le coût d'assurance contre un défaut pour l'ensemble des pays les plus faibles de la zone euro a augmenté. L'écart de rendement entre l'emprunt à 10 ans portugais et son équivalent allemand a atteint un record post-euro. Lisbonne a dû payer plus cher pour adjuger des bons à trois mois.

Ce déclassement, intervenu alors même que Lisbonne avait annoncé peu auparavant un programme d'austérité allant au-delà des exigences de bailleurs de fonds internationaux, remet en cause la stratégie de l'Union européenne face à la crise de la dette souveraine.

Moody's estime que le Portugal aura peut-être besoin d'un second plan de renflouement, alors que les gouvernements et les banques négocient un tel plan pour la Grèce, laquelle a un ratio d'endettement bien plus élevé.

Une analyse de Reuters publiée la semaine passée estimait qu'il faudrait également à Dublin un deuxième plan de renflouement car la croissance ne serait sans doute pas suffisante pour revenir sur le marché en 2013 comme projeté.

Moody's évoque la gestion de la crise par l'Union européenne, et plus particulièrement le projet de faire partager au privé la charge financière de tout futur renflouement, pour justifier son déclassement abrupt de quatre crans.

Pour l'agence, un tel choix risque de décourager toute implication du privé dans des financements futurs de la dette publique et accroît le risque économique des investisseurs, empêchant ainsi le Portugal de revenir rapidement sur le marché dans des conditions acceptables.

Les marchés ont de plus en plus le sentiment, combattu publiquement par les pays de l'UE, que la Grèce, et peut-être aussi le Portugal et l'Irlande, devront tôt ou tard restructurer leur dette et obliger les souscripteurs obligataires à passer d'importantes pertes.

Mais selon des sources du FMI, les pays membres non européens du Fonds sont de plus en plus fébriles à l'idée de financer une crise dont le dénouement paraît lointain.

"*Je pense que c'est une mauvaise nouvelle, pour l'Italie et l'Espagne également*", en conclut Jay Bryson (Wells Fargo Securities). (Reuters 05.07)

Le privé veut bien participer au financement futurs de la dette publique de la Grèce, le problème n'est pas là, à condition que ce soit sans risque et qu'ils puissent continuer à se goinfrer tranquillement.

1.3- Les rendements de la dette portugaise sont mercredi en forte hausse, au lendemain de la décision de Moody's d'abaisser la note souveraine du Portugal de quatre crans, pour la placer en catégorie spéculative.

Le cours des obligations à deux ans a plongé, faisant bondir leur rendement de 121 points de base, à 14,60%. Le rendement de la dette à dix ans gagne 50 pdb à 12,68%.

La dette irlandaise à dix ans gagne quant à elle onze points de base, à 11,88%.

Les swaps de défaut de crédit (CDS) sur les titres portugais à cinq ans avancent de 82 points de base à 850 pdb.

Egalement sur la dette à cinq ans, les CDS atteignent 1.975 pdb pour la Grèce (+59), 780 pdb pour l'Irlande, (+42), 297 pdb pour l'Espagne (+21) et 220 pdb pour l'Italie (+24).

Les signes de contagion envoyés par les marchés poussent les investisseurs à se réfugier sur les Bunds, dont les contrats à terme gagnent 42 "ticks", à 126,04. (Reuters 06.07)

2- France

Les PME ne sont pas très loin du taux de 33 % d'IS [impôt sur les sociétés]. Les grandes entreprises, au-delà de 2 000 salariés, c'est 13 %. Les sociétés du CAC 40, c'est seulement 8 %. La plus grande entreprise de France, Total, c'est 0 %.

En 2009, l'IS a rapporté un peu plus de 50 milliards d'euros, chiffre en baisse à cause de la crise.

Que faire ? "*Il est possible qu'en loi de finances pour 2012, on revoie, voire on supprime le bénéfice mondial consolidé (BMC)*", a avancé M. Carrez. Le BMC a permis à Total d'échapper à l'IS en France en 2010, malgré quelque dix milliards d'euros de bénéfice.

La chasse aux niches fiscales doit être "*progressive*", a estimé M. Carrez (UMP) : "*L'intérêt national commande que les grands groupes soient les plus compétitifs*". (lemonde.fr 06.07)

Commentaire d'un internaute.

- Quand on aura compris que le bonheur (relatif) des salariés des grandes entreprises (publique également) est bâti sur la précarité et la flexibilité dans la myriade de PME sous traitantes on aura bien avancé en France. Non seulement ces grandes entreprises paient très peu d'impôts mais elles bénéficient de tous les dégrèvements et avantages sociaux que leur offrent nos lois complexes.

3- Vietnam

Une jeune femme en robe argentée moulante pose devant une berline haut-de-gamme, au salon de l'automobile de Hanoï. Cette voiture représente près de deux siècles de salaire pour un Vietnamien moyen, mais les Audi et autres Mercedes se multiplient dans les rues de la capitale.

Un signe des inégalités sociales grandissantes et de la "*consommation ostentatoire*" dans un pays communiste qui s'est ouvert progressivement à l'économie de marché depuis 1986, selon John Hendra.

"*L'écart de richesse augmente entre les riches et les pauvres*", soulignait-il récemment avant de quitter son poste de patron de l'ONU dans le pays.

Jadis, le communisme vietnamien considérait les bourgeois comme des ennemis du peuple. Mais désormais, la richesse est acceptable, qu'elle provienne de la bulle immobilière, du commerce, de l'industrie ou d'une corruption endémique. Et les vendeurs de voitures en profitent.

"*Nous doublons nos ventes chaque année et je pense que nous allons continuer*", se réjouit Laurent Genet, directeur général d'Automotive Asia Ltd, importateur officiel d'Audi.

Au total, la vente de voitures particulières et de 4x4 a augmenté de 38% sur un an lors des quatre premiers mois de l'année, selon l'Association des constructeurs automobiles du Vietnam.

Si le Vietnam connaît depuis de nombreuses années une forte croissance, il se bat aussi contre de graves déséquilibres: 12,4 milliards de dollars de déficit commercial en 2010, une monnaie en chute libre et une inflation qui a atteint en juin 21% sur un an. (AFP 06.07)

Haut de page

Le 8 juillet

J'ai rajouté dans la *Tribune libre* le fichier suivant que j'avais oublié de mettre en ligne, ces camarades du NPA m'en excuseront : Débat révolutionnaire n°55. (animé par des militants du NPA) (24.06). J'ai mis en ligne plusieurs articles dans la rubrique *Economie* qui permettent de mieux comprendre la gigantesque crise actuelle du capitalisme. Ces articles ont été rédigés par des économistes et non des journalistes.

De mon trou en Inde.

Tous les jours en ce moment on subit jusqu'à une dizaine de coupures de courant par jour qui vont de quelques minutes à quelques heures, c'est délirant, parfois on a trois coupures en dix minutes ! J'ai rempli à moitié de bouteilles d'eau le compartiment congélateur du réfrigérateur pour éviter que la température monte trop dans la partie réfrigérateur en cas de longues coupures. Dès que le courant revient on se précipite pour mettre en route le moteur qui alimente le réservoir d'eau ; souvent une lumière reste allumée toute la nuit ; la nuit quand la climatisation est coupée on met en marche le ventilateur pour pouvoir dormir, puis 30 minutes plus tard le courant revient, alors il faut se relever pour éteindre le ventilateur, cela parfois 2 ou 3 fois dans la même nuit ; je n'ose même plus utiliser l'ordinateur de bureau la journée, je ne travaille plus que sur le portable dont je recharge la batterie quand il y a du courant ; la journée j'hésite à utiliser le ventilateur quand il n'y a pas de courant car on ne sait jamais s'ils vont le remettre dans 10 minutes ou 10 heures, du coup je crève littéralement dans la petite pièce où je bosse, j'ai une serviette à portée de la main pour m'éponger ; je programme de regarder le soir une émission ou un film sur TV5Monde Asie, pas de bol pas de courant où ils coupent à ce moment-là ; hier soir j'ai encore dîné dehors éclairé par une lampe de secours rechargeable, il faut aussi penser à la recharger systématiquement, etc. tout cela n'est pas bien grave, certes, mais quand vous essayez de vous concentrer sur un sujet et qu'en permanence vous devez penser à autre chose, cela vous perturbe, bref, il y a de quoi être sur les nerfs !

Le prix de la bouteille de gaz est passé de 340 à 410 roupies, le litre d'essence dépasse 1 euro, le litre d'huile végétale a atteint 1,5 euro, le kilo de boeuf et de poulet hier encore très bon marché dépasse les 2 euros le kilo, bref tout augmente ou presque à une allure folle et dans des proportions inconnues jusqu'alors. Hier il y a eu une manifestation à Pondichéry contre le chômage, plein de boîtes ferment ou sont menacées de fermeture. Je confirme que les salaires ont pratiquement doublé en 2 ou 3 ans, alors les boîtes qui fonctionnaient jusqu'à présent grâce à la main d'oeuvre bon marché ferment les unes après les autres.

Depuis un mois on héberge un de mes beaux-frères au chômage et qui s'est séparé de son épouse qui le harcelait en permanence pour qu'il trouve un emploi mieux pays. Je croyais que son salaire devait tourner autour de 3 000 roupies, alors que son dernier saliare était de 5 000 roupies, son épouse lui a demandé d'en trouver un à 8 000 roupies ce qui est quasiment impossible pour un chauffeur-livreur. On a décidé qu'après la vente de la maison on lui achèterait une voiture d'occasion, pour

qu'il fasse le taxi à son compte et puisse emmener Magueswary (mon épouse) à l'hôpital chaque semaine ou quand elle doit se déplacer hors de Pondichéry parce qu'elle n'est plus en état de faire de longs trajets en moto, quant aux transports en commun (le bus) il vaut mieux ne pas y penser ! Me voilà avec une nouvelle charge familiale sur le dos, mais j'estime que c'est normal.

En principe mon beaux-frère va rester vivre avec nous, il occupe le premier étage de la maison. Quand Magueswary sera repartie en France on va rester seuls tous les deux, je ne sais pas comment va se passer la cohabitation, normalement sa vieille mère devrait nous rejoindre et lui préparera ses repas, car un Indien est totalement incapable de s'assumer, depuis sa naissance il est assisté et on ne lui demande rien, sa mère et ses soeurs quand il en a lui servent de bonniches. Il lave lui-même son linge, c'est déjà pas mal, une excentricité pour 99% des Indiens, je parle des hommes qui considèrent leur épouse comme leur esclave, les femmes en général.

Infos économiques en très bref

1- Officiellement l'inflation est de 2,7% dans l'UE.

2- Les grandes banques internationales, sous la pression des autorités gouvernementales européennes pour s'entendre sur un roulement volontaire de la dette grecque, se sont réunies jeudi à Rome sans parvenir à un accord au lendemain de discussions inabouties à Paris. (Reuters 07.07)

3- A qui appartiennent les agences? Moody's est une société américaine cotée et indépendante, détenue à hauteur de 13% par le milliardaire Warren Buffett. Fitch appartient en majorité à la société financière française Fimalac, fondée par Marc Ladreit de Lacharrière et à hauteur de 20% au groupe Hearst. Standard & Poor's est détenu par l'éditeur américain McGraw-Hill Companies. (lefigaro.fr 07.07)

Social

1- France

1.1- Etre pauvre et vieux est une tare dans leur société.

Déclarée grande cause nationale en 2011, la solitude touche 4 millions de Français de plus de 18 ans, soit 9% de la population, selon la Fondation de France.

Ce nombre est multiplié par deux chez les personnes pauvres, selon une étude de la Fondation de France publiée mercredi. "*18% des personnes déclarant des revenus inférieurs à 1.000 euros par mois, sont en situation d'isolement objectif*", souligne le rapport

"*La déficience de moyens financiers engendre un accès restreint aux transports, à des lieux de sociabilité et une réticence à accueillir des invités à domicile, par manque de place notamment*", note Odile de Laurence, responsable de l'observatoire de la Fondation de France, citée par le journal catholique La Croix.

Ainsi, les personnes pauvres ont plus de mal à créer ou à entretenir des relations stables, qu'elles soient familiales, amicales, professionnelles, associatives ou de voisinage, note la Fondation de France. (AFP 07.07)

1.2- Comment casser la mobilisation avant qu'elle ait lieu, mode d'emploi.

Ce jeudi 7 juillet était une journée d'action pour les salariés de PSA Peugeot Citroën confrontés à une menace de fermeture des sites d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et de Sevelnord (Nord).

A Aulnay, qui produit actuellement la Citroën C3 et où 3 600 salariés travaillent, environ 600 salariés ont débrayé pendant une heure, de 8 h 30 à 9 h 30. "*Toute l'usine a été à l'arrêt complet, tous secteurs confondus*", a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT. Les salariés de l'équipe du soir sont également appelés à cesser le travail jeudi entre 16 h 50 et 17 h 50.

La centrale souhaite obtenir un "*engagement devant le gouvernement et les syndicats*" : "*Nous nous sommes donné rendez-vous en septembre pour exiger des garanties écrites de la part de PSA pour maintenir l'emploi jusqu'en 2016*", a indiqué Jean-Pierre Mercier. Lors d'un comité paritaire stratégique, représentants syndicaux et direction se rencontreront le 19 juillet prochain pour évoquer le sort de l'usine.

En parallèle, environ 1 200 personnes, selon les organisateurs, ont défilé jeudi matin à Valenciennes à l'appel de la CGT pour protester contre les délocalisations industrielles et le projet supposé de fermeture du site Sevelnord d'Hordain, qui compte 2 800 salariés et fabrique des monospaces et des utilitaires. Les salariés et des sous-traitants avaient été appelés à débrayer deux heures pour participer à la manifestation.

"*Il s'agit de marquer le terrain et réaffirmer notre position de fond, c'est-à-dire le maintien et le développement de l'outil et la projection d'un nouveau véhicule sur les chaînes de Sevelnord pour 2014*", a indiqué Jean-Pierre Delannoy, responsable CGT Nord - Pas-de-Calais.

Selon lui, la mobilisation a été notamment forte chez les petits équipementiers. "*Les salariés des PME-PMI sont très réactifs parce qu'ils savent que d'ici la fin de l'année il y a un risque très important pour le site. Entre 10 000 et 11 000 personnes pourraient être impactées*", selon M. Delannoy.

Toujours selon la note confidentielle dévoilée par la CGT, deux options auraient été examinées par la direction concernant ce site : fermer le site avec la reprise de l'activité par l'usine de Vigo, en Espagne, ou par une nouvelle unité dans un pays où la main-d'œuvre est moins chère, et maintenir la production avec le soutien financier de l'Etat. (lemonde.fr et AFP 07.07)

2- Ukraine

Des milliers de personnes ont manifesté jeudi devant le siège du Parlement ukrainien avant l'adoption finale par les députés d'un projet de réforme visant à repousser progressivement l'âge légal de la retraite de 55 à 60 ans pour les femmes et de 60 à 62 ans pour les hommes. (lemonde.fr 07.07)

3- Maroc

Les forces de sécurité marocaines ont utilisé jeudi matraques, canons à eau et gaz lacrymogènes pour disperser de nouvelles manifestations de chômeurs dans le centre du pays.

Ces incidents se sont déroulés dans la région de Khourigba, riche en phosphates, dont le Maroc détient les plus importantes réserves mondiales. En mars, des manifestations similaires avaient eu lieu à Khourigba devant le siège de l'Office chérifien des phosphates (OCP).

Le responsable local de la principale organisation de défense des droits de l'homme au Maroc, Hadjaj Assal, a rapporté qu'une trentaine de manifestants avaient été arrêtés depuis mardi et que certains d'entre eux étaient passés devant des tribunaux jeudi.

"*Les émeutes continuent dans un quartier de Khourigba et dans les villes voisines de Hattan et de Boujniba*", a-t-il dit à Reuters.

"*Elles ont commencé lorsque l'OCP a publié une liste d'attribution d'emplois destinés à quelques centaines de personnes, alors qu'il y avait plus de 30.000 candidats. Ceci a beaucoup déçu les jeunes de la région*", a-t-il ajouté.

Des habitants de Khourigba ont confirmé ces informations.

"Plusieurs personnes ont été blessées parmi les manifestants et la police. Les manifestants jetaient des pierres et les forces de l'ordre utilisaient des canons à eau et des gaz lacrymogènes", a confié l'un d'entre eux sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 07.07)

Economie

France. Déficit commercial record.

A 7,42 milliards d'euros, le déficit aggrave encore un peu sa précédente pire performance, enregistrée le mois précédent lorsqu'il avait franchi pour la première fois le seuil des sept milliards (7,17). Le déficit cumulé des 12 derniers mois s'établit à 63,42 milliards.

Sur les cinq premiers mois de l'année, le déficit commercial français s'établit ainsi à 33,4 milliards: un chiffre en hausse de 60% sur un an et qui représente déjà près des deux tiers du déficit annuel 2010 (51,4 milliards).

Le commerce extérieur français file donc à toute vitesse vers une nouvelle année noire après le solde négatif de 2010 (-51,5 milliards). En 2011, le déficit devrait même battre, et de loin, le record de plus de 55 milliards atteint en 2008, au plus fort de la crise.

Ce creusement accéléré s'explique notamment par la conjonction des faiblesses françaises à l'export et de la vigueur de ses importations.

"*La France est, parmi les grandes économies industrialisées (hormis le Japon), celle qui a affiché la plus faible croissance de ses exports après le creux de la crise*", souligne Alberto Balboni économiste du cabinet d'études Xerfi.

Alberto Balboni, du cabinet d'études Xerfi, prévoit un chiffre proche des 70 milliards, qui devrait peser sur la croissance. "*L'environnement économique actuel ne laisse pas présager d'amélioration*", prévient l'économiste, qui énumère les facteurs négatifs: ralentissement du commerce mondial, prix de l'énergie "*à des niveaux historiquement élevés*", et un euro fort par rapport au dollar, qui pénalise les exportations.

Parallèlement, les importations s'installent à plus de 41 milliards par mois, un niveau supérieur à celui d'avant crise. Cela s'explique entre autres par l'envolée des prix des hydrocarbures, qui gonfle la facture énergétique de la France.

Mais ce facteur structurel ne suffit pas à lui seul à expliquer la dégradation régulière de la balance commerciale: il ne fait qu'amplifier la faiblesse persistante de l'industrie française à l'export.

Ainsi, alors que le déficit commercial de l'industrie manufacturière a plus que doublé en moins d'un an (à 4,8 milliards en mai), l'excédent des matériels de transport a été divisé par trois et celui des industries agroalimentaires a augmenté de moins de 200 millions d'euros.

Pour le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Pierre Lellouche, cette évolution traduit la concurrence de plus en plus vive à l'échelle mondiale dans des secteurs comme le transport ferroviaire ou le nucléaire.

"*Pendant très longtemps, les faiblesses du commerce extérieur en France ont été masquées par ce qu'on appelait les 'grands contrats'*", a-t-il déclaré jeudi à des journalistes. "*Mais les clients d'hier sont devenus les compétiteurs d'aujourd'hui.*"

Même si les services se portent probablement mieux que le secteur manufacturier, ces chiffres confirment un ralentissement marqué de la croissance économique au deuxième trimestre, estime Dominique Barbet, économiste senior chez BNP Paribas.

"*La croissance du produit intérieur brut au deuxième trimestre (+0,3% au mieux) devrait être très inférieure à celle du premier (+0,9%)*", écrit-il dans une note de recherche. (liberation.fr et Reuters 07.07)

Haut de page

Le 9 juillet

J'ai reçu hier un long courriel d'un ex-militant du POI (CCI). Je vais voir avec lui si je peux évoquer son contenu (ou une partie) dans le site. On a l'impression de vivre sous le régime de Beria ! Les robespierristes du POI feraient bien de réserver la terreur à notre ennemi de classe. Passons. "*Briser le consensus pour ne pas être brisé par lui*" écrit Gluckstein dans son dernier éditorial, si je me suis exilé en Inde il y a 15 ans, c'était justement parce que ce "consensus" menaçait de briser ma vie, cela ne date donc pas d'hier, et il en avait déjà brisée bien d'autres au cours des décennies précédentes, un simple rappel pour ceux qui l'ignoreraient encore.

Sur ce, bon week-end à tous.

Les masses restent mobilisées en Espagne et en Grèce, mais leur mouvement piétine ou peine à progresser. Les travailleurs des autres pays de l'UE observent ce qui se passent dans ces pays, et ils peuvent constater que la mobilisation des dernières mois en Espagne et en Grèce n'a donné aucun résultat, donc ils ne sont pas franchement poussés à les imiter en France, tout du moins pour le moment. On a vu également que ces mouvements n'étaient pas hostile aux syndicats ou aux "petits partis" ouvriers, parfois ils les ont rejoints ponctuellement.

Les masses exploitées cherchent manifestement une issue à la crise du capitalisme qui les frappe violemment, ils rejettent tout nouveau plan d'austérité qui ne pourrait qu'aggraver leur situation déjà extrêmement précaire (à des degrés différents selon les pays). Pour le moment, elles se sont détournées des partis institutionnels, mais elles demeurent incapables de se retourner contre les institutions, contre l'Etat, contre les fondements du capitalisme. Si elles sont désarmées politiquement, elles doivent commencer à comprendre qu'elles ne trouveront pas d'issue dans le cadre du régime en place, il leur faut le balayer par une révolution prolétarienne et socialiste. Elles n'en sont pas encore à se poser cette question du pouvoir aussi nettement, alors la question est de savoir comment on pourrait les aider à avancer dans cette voie, comment faire en sorte qu'elle s'empare de cette question et qu'elle mûrisse au sein de toutes les couches d'exploités.

C'est en dressant ce tableau hier soir qu'il m'est venu une idée qui pourrait débloquer la situation. Tous les soirs je fais le point de la journée à la manière d'un bureau politique, je fais le tour de l'actualité du jour et j'essaie de tracer une perspective politique ou d'affiner mon analyse de la situation.

En Espagne et en Grèce les masses et la jeunesse ne comptent pas vraiment sur les partis institutionnels ou les dirigeants syndicaux pour les aider à aller de l'avant. Ils n'ont pas vraiment confiance non plus dans les "petits partis" ouvriers qu'ils ne connaissent pas la plupart du temps. Jusqu'à présent ils ne sont pas parvenus à fédérer leur mouvement et à lui donner une orientation politique, encore moins des objectifs politiques clairs auxquels la majorité du prolétariat pourrait adhérer, ils ne sont pas parvenus non plus à entraîner la majorité des travailleurs dans leur mouvement. Leur faiblesse est à la fois organisationnelle et politique.

Faire sauter l'obstacle des appareils et virer les bureaucrates, c'est possible.

On ne peut pas les orienter vers les partis pourris réformiste ou stalinien, par contre les avant-gardes révolutionnaires grecque et espagnole pourraient s'adresser à eux dans ces termes : il existe dans notre pays des syndicats qui sont trop faibles pour remplir leur rôle, de plus ils sont dirigés par des bureaucrates ignares ou corrompus par le système, adhérez-y par centaines de milliers ou millions et alors ce qui vous paraît impossible aujourd'hui ne le sera plus demain, vous serez en position d'imposer votre point de vue, vous en prendrez le contrôle et ferez sauter cet obstacle à la mobilisation générale de notre classe contre les capitalistes et leurs institutions, rejoignez en masse les "petits partis" ouvriers qui combattent pour la rupture avec le capitalisme, l'UE, le FMI et les institutions en place dans le pays, pour constituer la force politique qui servira de guide à la révolution...

Nous sommes tous des "indignés" face à la politique d'austérité du gouvernement complice de l'aristocratie financière et que nous rejetons en bloc... C'est en s'adressant aux travailleurs et aux jeunes dans les mêmes termes que ceux qui ont initié ces mouvements populaires de protestation qu'il serait possible de les toucher, de les organiser et de les recruter pour construire le parti, et non par un discours élitiste destiné à une minorité. Ce mouvement des masses n'aurait-il pas permis de vérifier le bien-fondé de la tactique que je n'ai de cesse de proposer en vain ? Il aurait été appelé directement par un parti qu'il n'aurait pas été suivi, on a déjà pu le vérifier en France. Il faut donc contourner cet obstacle et s'adresser aux masses (localement) à partir des "comités politiques de résistance" ou à partir d'une assemblée de travailleurs sans qu'elle paraisse pilotée par un parti, mais sans non plus faire passer le parti à la trappe, la mention avec le soutien de tel ou tel parti ou telle ou telle organisation suffirait.

Je pense ici à la France où la situation est sensiblement différente toutefois. Il semblerait que seules certaines couches de la classe ouvrière soient durement frappées par la crise, et que le chômage n'ait pas atteint un niveau insupportable pour que les travailleurs se sentent aussi concernés qu'en Grèce ou en Espagne pour se poser la question de leur mobilisation, ou que leur niveau de vie n'ait pas suffisamment baissé du fait qu'il y a souvent encore deux salaires qui entrent dans un ménage et qui permettent de régler leurs dépenses.

Les travailleurs veulent résister mais inorganisés ils sont désarmés pour affronter l'Etat, il est donc impératif qu'il trouve la voie de l'organisation, c'est le discours qu'il faut leur tenir, tout le reste est du baratin qui entre par une oreille et ressort par l'autre sans qu'il en reste quelque chose.

On attend qu'un parti veuille bien daigner prendre en compte sérieusement cette orientation politique, je n'ai fait qu'en tracer les grandes lignes, j'allais écrire on espère, mais cela ne serait pas sérieux de notre part. C'est aux militants du POI, du NPA et de LO de l'imposer à leurs dirigeants. Tous les militants ne sont pas des militants professionnels, et les travailleurs ne sont pas des militants, le jour où nos dirigeants auront compris cela, on aura fait un bond en avant dans la bonne direction. J'ai envie de dire aux militants : faites parler votre coeur, soyez spontanés et direct au lieu de jouer aux théoriciens de la lutte de classe, vous verrez que cela marche mieux.

Tous les jours sur le Net on peut lire le témoignage de dizaines de travailleurs espagnols ou grecs qui expliquent qu'ils n'ont jamais fait grève de leur vie, qu'ils n'ont jamais participé à une manifestation ou une réunion politique, et qui se retrouvent là à piétiner sur une place avec des dizaines de milliers de travailleurs dans la même situation qu'eux, et d'ajouter qu'ils n'auraient jamais pensé un jour descendre dans la rue, ils en sont les premiers surpris, apparemment ils ne sont pas les seuls. Si nous ne sommes pas capables de tirer les premiers enseignements des expériences que sont en train de vivre les travailleurs de ces pays et qui nous serviront demain, c'est qu'on n'a pas les qualités requises pour diriger un parti ou qu'on va entraîner les militants de son parti dans une nouvelle impasse. Cela mérite réflexion, non ?

Politique

1- Israël. Dictature sioniste sans frontière.

1.1- Des associations ont obtenu d'Hachette la modification de deux pages concernant la question palestinienne de son manuel d'histoire.

A Hachette, Myriam Simonneaux, adjointe au directeur de la communication, cherche à désamorcer la polémique qui enfle depuis le 5 juillet. Oui, des associations se sont plaintes de la manière dont le chapitre consacré à la Palestine (« L'ONU et la question de la Palestine ») était traité et oui, Hachette en a tenu compte : « *L'éditeur et l'auteur l'ont examiné de près et ont décelé sur deux pages des mots et des imprécisions qui peuvent prêter à interprétation.* » Et d'ajouter : « *Les modifications sont en train d'être effectuées en toute indépendance, il n'y a aucune raison de s'exprimer sur un processus en cours.* »

Les deux pages constituent un corpus de cinq photos, textes et cartes choisis pour que les élèves de première générale travaillent sur la question suivante : « *Comment l'Organisation des Nations unies (ONU) a-t-elle tenté de régler la question palestinienne ?* »

Cette présentation des faits déplaît fortement à l'association pro-israélienne (et hostile aux Etats arabes de la région) Europe-Israël. C'est l'été et les professeurs doivent choisir le manuel scolaire avec lequel ils travailleront à la rentrée.

Certains, proches de l'association, l'ont alertée après avoir lu la double page. Le président Jean-Marc Moskovicz n'est pas resté les bras croisés : « *J'ai tout de suite envoyé une lettre au président d'Hachette, au Premier ministre et au ministre de l'Education nationale.* »

Jean-Marc Moskowicz est scandalisé : selon lui, le professeur qui a dirigé la rédaction de l'ouvrage « a pris des positions pro-palestiniennes ». Il déplore qu'Israël ne soit cité « qu'une fois en tout petit » et que le terme « *nakba* » (« catastrophe » en arabe) soit utilisé. La définition donnée, selon laquelle les populations palestiniennes ont été expulsées par l'armée israélienne pendant la guerre de 1948, est pour lui un pur mensonge : « *Ce sont les armées arabes qui ont appelé les Arabes de Palestine à s'enfuir. Tous ceux qui ont voulu revenir après la guerre ont pu le faire. C'est la Transjordanie, le Liban et la Syrie qui ont parqué les réfugiés dans des camps et les ont empêchés de revenir. Israël n'a expulsé personne.* »

D'autres associations se sont jointes à l'appel d'Europe-Israël. Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) et son président Sammy Ghozlan redoutent que « *cet enseignement puisse amener les enfants à interpréter l'histoire, à haïr les juifs* ». Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) conteste également le contenu des pages.

L'auteur, Pascal Zachary, professeur dans un lycée de Nancy, est lui très agacé par cette polémique. Contacté par Rue89, il rappelle que le dossier ne porte pas sur la création d'Israël, qui n'est pas au programme, mais qu'il fait partie du chapitre « *Espoirs de paix au lendemain des conflits* », qui aborde le rôle de l'ONU. Selon lui, la polémique est creuse et il refuse de s'exprimer davantage. Il assure n'avoir subi aucune pression de la part d'Hachette.

L'historien Henry Laurens, titulaire de la chair « *Histoire contemporaine du monde arabe* » au Collège de France et qui a rédigé de nombreux ouvrages sur le question de Palestine, regrette que l'éditeur soit influencé par les critiques qui ont été formulées par le président d'Europe-Israël, connu pour sa lecture extrêmement partiale de l'histoire du conflit israélo-palestinien. Pour l'historien, sollicité par Rue89, les arguments avancés ne tiennent pas la route : « *Cela fait longtemps qu'il existe un consensus chez les historiens sérieux, israéliens compris, pour dire que les expulsions ont bien eu lieu. Il y a aussi eu des départs volontaires, mais comme c'est le cas à chaque conflit. Les populations veulent éviter les combats, comme en France en 1940 en France. Les Palestiniens ne sont pas gentiment partis de chez eux.* »

Il admet néanmoins que les deux pages rédigées sont maladroites : « *Il est dur de résumer un problème aussi complexe en deux pages. Cela manque d'une mise en contexte. Il ne faut pas oublier qu'en 1947, l'ONU est encore une petite institution qui n'a pas de pratique pour régler ce genre se situation.* »

Les modifications demandées par Europe-Israël sont cependant pires selon lui que la rédaction initiale de la double page. Pourtant, des changements vont bien être opérés. Selon Les Inrocks, la définition de la nakba sera étayée, pour préciser qu'il y a aussi eu des départs volontaires. L'expression « *conflit entre deux nations* » devrait être modifiée en remplaçant « *nations* » par « *peuples* ». (Rue89 08.07)

1.2- Environ 200 militants pro-palestiniens n'ont pas été autorisés à monter vendredi à bord d'avions à destination d'Israël, où les autorités ont mis en place un dispositif pour expulser ceux qui parviendraient tout de même à rejoindre l'Etat juif, a déclaré la police israélienne.

Plus de 300 passagers ont été interrogés vendredi à leur arrivée à Tel Aviv et ont été autorisés à rester tandis qu'au moins 65 personnes ont été expulsées, a dit Micky Rosenfeld, porte-parole de la police israélienne.

Après le blocage par la Grèce d'une flottille visant à briser le blocus maritime imposé par Israël à la bande de Gaza, des militants avaient prévu d'envahir l'aéroport Ben-Gourion, près de Tel Aviv, pour défier les restrictions d'accès imposées par les autorités à la Cisjordanie occupée. (Reuters 08.07)

2- Grèce

De crainte que ne soit perturbée la saison touristique qui vient de s'ouvrir dans la capitale grecque, le maire d'Athènes, Georges Kaminis, a appelé, vendredi 8 juillet, les représentants des '*indignés*' '*à trouver une solution pour rétablir l'image de la place*' Syntagma, dans le centre-ville, où ils campent depuis un mois et demi, en marge d'une mobilisation populaire inédite.

Selon le bureau de presse de la mairie, M. Kaminis a organisé une rencontre vendredi soir avec des représentants des

commerçants, des '*indignés*' et des employés municipaux pour '*trouver une solution et faire partir les campeurs sans violence*'. L'objectif est '*de rétablir en pleine période touristique l'image de la place Syntagma*', où la relève de la garde présidentielle des evzones constitue une attraction prisée des visiteurs, a ajouté une responsable du bureau de presse.

Les représentants des '*indignés*', qui doivent faire le point ce week-end sur la suite à donner à leur mouvement, ont réservé leur réponse à l'invitation du maire. Les '*indignés*' grecs, qui se sont inspirés des précurseurs espagnols de Madrid, ont rassemblé lors du lancement du mouvement, fin mai, des dizaines de milliers de sympathisants, mais ont vu leur nombre se réduire fortement ces dernières semaines.

La place Syntagma, située devant le Parlement, ainsi que des bâtiments voisins, dont deux hôtels de luxe, ont subi des dommages lors de violents incidents en marge d'une manifestation organisée le 29 juin contre le vote d'une loi d'austérité controversée. La mairie avait dit avoir recensé trois cents poubelles détruites et avoir ramassé plus de 20 tonnes de pierres et fragments de marbre, arrachés des trottoirs et de façades, utilisés comme projectiles tant par les manifestants que par des policiers. (lemonde.fr 08.07)

3- Egypte

Une manifestation monstre a pressé, vendredi, l'armée à rompre plus rapidement avec l'ancien régime.

Initialement convoquée par les forces libérales et laïques pour réclamer une nouvelle Constitution avant les élections législatives (programmées fin septembre), la manifestation de vendredi a donc changé d'objectif. Un recentrage qui a convaincu les Frères musulmans et les salafistes de revenir sur Tahrir, pour la première fois depuis de longs mois.

Sur la place, redevenue une gigantesque agora, n'en cohabitent pas moins des demandes diverses. Certaines sociales, comme la hausse du salaire minimum. D'autres politiques, comme la purge du ministère de l'intérieur et des médias officiels, ou l'exclusion des prochaines élections des membres de l'ex-parti au pouvoir.

Vendredi soir, les plus déterminés des manifestants ont promis de rester sur la place jusqu'à ce que toutes leurs demandes soient satisfaites. (lefigaro.fr 08.07)

4- Syrie

Des centaines de milliers de manifestants ont défilé vendredi sur la place al-Assi, dans la ville rebelle de Hama, dont le pouvoir tente depuis une semaine de reprendre le contrôle.

«*Plus de 150.000 personnes défilent sur la place al-Assi en affirmant le refus du dialogue avec le pouvoir et en appelant à la chute du régime* », a d'abord indiqué le chef de l'OSDH Rami Abdel-Rahmane.

Une estimation revue à la hausse quelques minutes plus tard: ils étaient en fait quelque 450.000, selon Abdel Karim Rihaoui, chef de la Ligue syrienne des droits de l'Homme. «*Aucune présence des forces de sécurité n'a été signalée*», a-t-il ajouté.

«*L'ambassadeur américain a rencontré à Hama des saboteurs (...) qui ont érigé des barricades, coupé des routes et empêché les citoyens d'aller à leur travail. L'ambassadeur a incité ces saboteurs à la violence, à manifester et à refuser le dialogue*», accuse au contraire le ministère de l'Intérieur syrien.

«*Nous sommes franchement un peu consternés*», a réagi en retour le secrétariat d'Etat.

On apprend également ce vendredi que l'ambassadeur de France, Eric Chevallier, s'est lui aussi rendu à Hama, jeudi, pour témoigner de «*l'engagement de la France aux côté des victimes, de la population civile*».

«*Eric Chevallier s'est rendu notamment dans l'un des principaux hôpitaux de la ville où il a rencontré les équipes médicales, des blessés et leurs familles*», a déclaré à la presse le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero.

Le secrétarait d'Etat américain a affirmé que ces deux visites n'avaient pas été coordonnée entre les deux diplomates.

Au moins treize civils ont été tués, selon des militants. Dont deux dans le quartier Midane à Damas.

Les forces de sécurité ont tiré à balles réelles dans la ville côtière de Banias pour y disperser une «grande manifestation». «Les manifestants sont sortis des mosquées des quartiers sud de cette ville et des dizaines d'entre eux ont été arrêtés», selon l'OSDH.

Plus au nord, à Lattaquié, plus de 1.000 manifestants ont défilé de la Mosquée al-Rahmane. «*Les services de sécurité, armés, sont venus dans plus de 20 cars, ont dispersé les manifestants et ont arrêté certains d'entre eux*», a indiqué un militant sur place dans cette ville côtière.

A Alep (nord), peu touché par les manifestations jusqu'à présent, «*des milliers de personnes ont manifesté à Seif al-Daoula et Salheddine. Ils ont été attaqué par les forces de sécurité et la milice pro-régime*», a indiqué un témoin à l'AFP.

Des manifestations ont eu lieu également à Homs (centre), à Qatana: «*Plus de 7.000 manifestants ont défilé à Qatana, une localité au nord de Damas*», ainsi qu'à Saqba et à Jdeidet Artouz, dans la province de Damas.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, la ville de Homs est «*en ébullition*». «*Les manifestants ont recommencé à défiler dans cette ville*» en fin de journée, en protestation contre «*la répression*». «*D'intenses tirs ont été entendus dans le quartier d'al-Qoussour*», selon la même source, qui a précisé qu'«*un grand nombre d'agents de sécurité sont déployés*».

Dans la ville de Raqqa (nord), «*les forces de sécurité ont tiré à balles réelles et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser plus de 1.000 manifestants. Au moins un d'entre eux a été blessé*», selon un militant sur place qui a requis l'anonymat.

Des milliers de manifestants ont défilé dans les régions kurdes: 4.000 à 5.000 personnes à Qamechli, et des milliers à Amouda. Ils ont exprimé leur solidarité avec Hama, et appelé à la chute du régime, a indiqué le militant des droits de l'Homme Radif Moustapha. (libération.fr 08.07)

5- Biélorussie

Le décor avait pourtant été particulièrement soigné. Des milliers de soldats alignés au millimètre près, des citoyens sagement regroupés dans les tribunes officielles, un défilé d'engins militaires savamment orchestré et une immense estrade dressée à la démesure de celui qui se trouvait en son centre : Alexandre Loukachenko, l'homme fort de la Biélorussie. Ce dernier, souvent qualifié de "*dernier dictateur d'Europe*", se livrait comme d'habitude à une diatribe contre l'opposition biélorusse, contre l'Europe, contre le monde entier...

Tout semblait bien rodé, donc, pour ce jour de fête de l'Indépendance, le 3 juillet dernier. Sauf que quelque chose d'inhabituel s'est produit pendant cette cérémonie. Un détail qui aurait presque pu passer inaperçu. Le silence. Un silence assourdissant qui s'est abattu sur le discours du président Loukachenko. Aucune réaction du public, aucun cri, aucune manifestation de joie ou même, pourquoi pas, de colère. Et surtout, aucun applaudissement. Chaque envolée lyrique de l'orateur se concluait par un blanc, aussi pesant qu'inhabituel (voir la vidéo ci-dessous). Alexandre Loukachenko, de son côté, ne semblait guère ému par cet apparent désintérêt à son discours. Et pour cause, c'est lui qui a interdit à son peuple de l'applaudir.

Un pays "*à bout de souffle*"

Une décision qui ne doit rien à un sursaut d'humilité du dictateur biélorusse. Bien au contraire. Loukachenko a pris cette mesure inédite après que ses détracteurs eurent décidé d'un moyen d'action plutôt inédit : des applaudissements incessants, dans toutes les villes du pays, comme signe de protestation au régime en place. L'appel a été largement diffusé à travers les réseaux sociaux du pays, Facebook, mais aussi son équivalent russophone Vkontakte. Et dans un pays confronté à sa plus grave crise depuis l'arrivée au pouvoir d'Alexandre Loukachenko, en 1994, l'idée a fait tache d'huile. Ainsi, pendant plusieurs semaines, en juin, les rues de Minsk et des autres villes du pays ont offert l'étonnant spectacle de passants applaudissant à tout rompre un spectacle de pauvreté et de désespoir. (lepoint.fr 08.07)

Social

1- France

Avec la crise, les Français ont changé leurs comportements alimentaires, créant des listes d'indispensables, faisant la chasse aux promos et achetant plus de sec que de frais ou encore des saucisses plutôt que de la viande rouge, indique vendredi une étude de FranceAgrimer.

Selon cette étude qualitative portant sur 2008 et 2009 et réalisée par le cabinet CCCM, les familles frappées par la crise ont modifié leur rapport à l'approvisionnement: augmentation du temps consacré aux courses, établissement d'une liste d'indispensables, montant à ne pas dépasser, utilisation plus importante des tickets de réduction ou chasse aux promos.

Dans le même temps, la cuisine "*maison*" a progressé alors que les sorties au restaurant ont baissé, selon l'établissement public.

La viande n'est plus indispensable à tous les repas et la viande rouge a été délaissée au profit de la viande blanche moins chère.

De même un transfert s'est opéré des produits carnés vers des produits dérivés: saucisses, nuggets, raviolis ou boulettes.

Quant aux produits de la mer, ils ont eu du mal à résister à la baisse de revenus des ménages, les espèces les moins chères comme la sardine étant préférées au thon. Côté fruits et légumes, les produits hors saison sont sortis du panier de la ménagère et le reste plutôt acheté chez les discounters etc.

La part de l'alimentation dans les dépenses des ménages français est passée de 34,6% dans les années 60 à 19,8% en 2009, soit le deuxième poste derrière le logement (25,7%, contre 11,8% il y a 50 ans). (AFP 08.07)

2- Corne de l'Afrique

Un demi-million d'enfants risquent de mourir de faim rapidement dans l'est de l'Afrique en raison de la sécheresse et de la hausse des prix des denrées alimentaires, a prévenu vendredi l'Unicef.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance souligne que, sur l'ensemble de la région, plus de deux millions d'enfants souffrent de malnutrition.

Il ajoute que la situation s'est fortement dégradée en raison de "*la pire sécheresse qu'ait connue la région en 60 ans, (de) la hausse des prix des denrées alimentaires de base et (du) conflit qui déchire la Somalie depuis des années*", ce qui provoque de *"grands déplacements de population*".

Le taux de malnutrition dans la Corne de l'Afrique a ainsi augmenté de 50% au cours de l'année écoulée.

"*Nous avons plus de deux millions d'enfants qui souffrent de malnutrition. Un demi-million de ces enfants sont en danger de mort à l'heure actuelle*", a dit Marixie Mercado, porte-parole de l'Unicef, au cours d'une conférence de presse. (Reuters 08.07)

3- Etats-Unis

L'économie américaine a créé très peu d'emplois au mois de juin et le taux de chômage s'est accru, douchant les espoirs de ceux qui pensaient voir se confirmer la reprise économique des Etats-Unis.

Le mois dernier, 18.000 emplois non-agricoles ont été créés, selon les statistiques officielles publiées vendredi par le département du Travail.

"*Cela indique que la stagnation de l'économie se poursuit. La croissance des revenus est marginale et rien n'indique donc une dynamique*", commente Pierre Ellis, analyste chez Decision Economics à New York.

Le département du Travail a en outre révisé à la baisse les chiffres des mois d'avril et mai, qui indiquent désormais 44.000 créations d'emploi de moins qu'initialement annoncé.

Le seul secteur privé a créé en juin 57.000 postes, et contribue à l'ensemble de la hausse mensuelle, puisque la fonction publique a de son côté supprimé 39.000 emplois.

Pour simplement absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail, il faudrait entre 125.000 et 150.000 créations d'emploi par mois.

Et il paraît difficile de compter sur la Réserve fédérale pour donner un coup de coupe dans la mesure où celle-ci a bouclé la semaine passée son deuxième programme d'assouplissement quantitatif, qui a passé par l'achat de 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor.

La durée hebdomadaire du travail a diminué à 34,3 heures en moyenne contre 34,4 heures. Le patronat hésite à faire travailler plus au vu de l'incertitude qui entoure la reprise.

Le salaire horaire moyen a diminué d'un penny, signe que l'inflation par les salaires n'est pas un réel problème. (Reuters 08.07)

Economie

1- UE.

1.1- Les pays de l'Union européenne s'apprêtent à promettre de soutenir les banques ayant échoué aux tests de résistance dans

le cas où elles ne pourraient pas lever des capitaux dans les six mois, selon un projet de document préparé pour les ministres des Finances.

"*Dans le cas où les banques concernées sont incapables de mettre en oeuvre un plan crédible en fonds propres aux dates spécifiées, il est prêt à prendre les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité financière*", lit-on dans le document obtenu par Reuters. (Reuters 08.07)

1.2- Les pays de la zone euro devraient renoncer à leur souveraineté en matière d'émission de dette et confier ces pouvoirs à Bruxelles, a déclaré vendredi Lorenzo Bini Smaghi, membre du directoire de la Banque centrale européenne.

Il souhaite que le pouvoir d'émettre des obligations d'Etat soit confié à Bruxelles, ce qui éviterait que les membres aillent au-delà des limites qui devraient être les leurs. "*Les Etats membres pourraient transférer leurs droits d'émission à une autorité supranationale, jusqu'à un certain point qui serait fixé par le Conseil.*" (Reuters 08.07)

2- France

2.1- Quelle crise ?

Les valeurs européennes du luxe ont atteint des plus hauts vendredi portées par les récentes fusions et acquisitions, les anticipations de bons résultats semestriels, les marchés émergents et par l'appétit des investisseurs pour des entreprises disposant d'une bonne marge de fixation de leurs prix.

Alors que les premières publications semestrielles vont commencer la semaine prochaine, des analystes s'attendent à une année record pour le luxe européen en termes de ventes et de marges. (Reuters 08.07)

2.2- Patrons voleurs.

75.468 foyers fiscaux ont déclaré détenir un ou des comptes à l'étranger sur leur déclaration de revenus 2009, faite en 2010, contre 29.612 deux ans plus tôt!

D'une manière générale, le contrôle fiscal est une activité rentable pour les finances publiques: en 2010, il a rapporté 16 milliards d'euros, d'après Bercy. Selon la même note de la Direction générale des finances publiques, les contrôles fiscaux externes, c'est-à-dire les contrôles avec visite dans l'entreprise ou chez les particuliers, qui vont plus loin que les simples contrôles sur dossier, ont à eux seuls généré 7,95 milliards d'euros de redressements d'impôt.

Les redressements d'impôt sur les sociétés (IS) suite à un contrôle externe ont atteint 3,4 milliards en 2010, au lieu des 2,5 milliards retrouvés habituellement chaque année. Et l'IS a dépassé l'an passé la TVA comme principale source de redressement. Comme les années précédentes, l'impôt sur le revenu a représenté à peine 9% des redressements. Il est vrai que sur les 51.572 contrôles externes, un peu plus de 3800 ont concerné des particuliers. Le fisc se concentre d'abord sur les entreprises. (lefigaro.fr 08.07)

2.3- Ménager les trusts pharmaceutiques au détriment des plus pauvres.

La baisse en France du taux de remboursement de certains médicaments devrait avoir un impact limité sur les grands groupes pharmaceutiques mais elle pourrait affecter les petits laboratoires dont le portefeuille de produits est plus ancien et moins diversifié.

Afin de réduire la facture de la Sécurité sociale, l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a décidé de passer au crible 100 à 200 molécules avant la fin 2011 afin de juger de leur efficacité.

Au total, l'ensemble des produits qui on eu une autorisation de mise sur le marché avant 2005, soit 4.000 médicaments, sont potentiellement menacés de déremboursement si, selon le jargon de la Haute Autorité de Santé (HAS), leur "service médical rendu" était jugé insuffisant où faible.

L'Afssaps se prononce à partir des préconisations de la commission de la transparence de la Haute Autorité de santé (HAS) qui, régulièrement, passe en revue toute la pharmacopée française.

Ces mesures ont abouti l'an dernier à la réduction de 35% à 15% du taux de remboursement de près de 200 médicaments.

Sur fond de suspicions d'effets secondaires hépatiques entourant le médicament, la HAS vient également de juger insuffisant le service médical rendu par le Multaq, l'anti-arythmique de Sanofi, aujourd'hui remboursé à hauteur de 65%.

Cette recommandation ouvre la voie à un déremboursement d'un médicament que le champion tricolore avait un temps classé comme un produit pouvant générer un milliard d'euros de ventes annuelles.

En présentant en juin dernier sa réforme du médicament, le ministre Xavier Bertrand avait été clair : la collectivité cessera de prendre en charge les produits au service rendu insuffisant.

"*On va travailler dans ce sens et passer au crible à terme la pharmacopée et tous ceux qui feront l'objet d'un service médical insuffisant feront l'objet d'un déremboursement. C'est un processus qui est assez long*", souligne-t-on au ministère de la Santé.

Toutefois, l'impact de cette décision est jugé marginal sur la santé d'un secteur dont la croissance est alimentée par les défis liés au vieillissement et par une demande de nouveaux médicaments.

De fait, commente l'analyste d'une grande banque, "l'impact des déremboursements est limité pour les grands laboratoires car ils concernent la queue de portefeuille, surtout des produits de confort, et non des produits innovants".

En tout état de cause, les laboratoires dont les médicaments ne seront plus remboursés auront toujours la possibilité de vendre leurs molécules en libre accès là où les prix ne sont pas réglementés ce qui peut permettre de compenser partiellement la baisse de volume liée aux déremboursements.

Reste que les plus petits laboratoires ne sont pas toujours équipés pour poursuivre la vente de leurs produits dans ce circuit. (Reuters 08.07)

Décryptage :

1- ils déclarent que des médicaments ne sont pas efficaces.

2- ils décident de moins les rembourser.

3- pour palier la perte de certains clients (leur vocabulaire), les plus pauvres, ils vont mettre ces médicaments en vente libre plus chers pour ceux qui auront les moyens de les acheter, cela compensera la baisse de leur chiffre d'affaires dûe à la baisse de la consommation des plus pauvres, sinon ces derniers se saigneront pour soulager leurs souffrances.

4- épuration, en procédant au déremboursement des médicaments de petits laboratoires qui ne vivent que grâce à la vente de ces médicaments, ils vont les évincer du marché ou les obliger à se faire racheter par un trust pharmaceutique.

3- Chine. Endettement massif, bulle immobilière, inflation, un coktail explosif à terme.

Le risque lié au gonflement de la dette "*cachée*" des régions et entreprises parapubliques chinoises s'apparente à la crise des "subprimes" que personne n'avait vu venir, estime le directeur des gestions d'Amundi.

Cette dette périphérique en forte croissance risque un jour d'être ramenée dans le périmètre de la dette souveraine de la Chine à la faveur d'un dégonflement de la bulle immobilière, a expliqué Romain Boscher lors d'une interview accordée à Reuters.

"*La hausse de la dette s'est faite surtout dans les régions chinoises. On parle de "shadow accounting", une part de la dette est laissée dans l'ombre. C'est un peu comme les "subprimes" qui étaient une dette que l'on n'avait pas trop vu grandir parce qu'elle était portée par des véhicules hors bilan*", a-t-il dit.

"*En Chine, c'est un peu cela aussi : quand on voit des régions ou des entreprises parapubliques s'endetter, cela n'apparaît pas trop dans les chiffres. Comme ces régions ont vécu, un peu comme en Espagne, sur la bulle immobilière, si celle-ci se calme, elles ne pourront pas rembourser leur dette, qui risque de revenir dans la périmètre de la dette d'Etat.*"

"*Les 'subprimes' du moment, c'est un peu toute cette dette périphérique chinoise. On se demande à quel moment elle va être reconnue comme étant une dette d'Etat*", a-t-il précisé.

Face à un manque de transparence, le risque de mauvaises surprises en provenance des pays émergents sur la question de la dette, mais aussi de la croissance et de l'inflation, fait peser des incertitudes bien plus lourdes sur les marchés financiers que la crise de la dette européenne, estime Romain Boscher.

"*C'est dans les zones émergentes qu'il y a un risque inflationniste, un risque de dette cachée.*"

"*On a deux mondes: un monde de valeurs financières toujours enfermé dans une problématique qui est le risque d'augmentations de capital, (...) alors que dans le monde non financier, au contraire, non seulement il n'y a pas d'augmentations de capital, mais au contraire des rachats d'actions*", a-t-il dit.

A moyen terme, la capacité des pays occidentaux à juguler leur surendettement sans provoquer de crise systémique dépendra beaucoup du rythme de la croissance mondiale, a-t-il ajouté.

"*Le vrai risque est que la croissance ne nous permette plus de rembourser notre dette, pas seulement en Grèce*", a-t-il dit. (Reuters 08.07)

Haut de page

Le 10 juillet

Une assemblée constituante, pourquoi pas, mais pour quoi faire nous interrogions-nous dernièrement, réponse :

Un article du 2 juillet du journal algérien *Le Soir*, à propos du 21e anniversaire du Parti des travailleurs (PT).

Titre : *Algerie : Louiza Hannoune représentant personnel du président de la République?*

"*... le parachèvement du processus de réconciliation nationale passe à ses yeux par la* «dissolution du Parlement» *et la tenue d'une «assemblée constituante». «C'est la seule voie qui nous mènera à en finir avec les résidus du parti unique»,* a-t-elle déclaré. Une démarche, ajoute- t-elle, que partage le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. "Lui-même est partisan de cette idée et a avoué qu'il était nécessaire d'aller vers une assemblée constituante, que l'actuelle législature est invalide pour rédiger une nouvelle Constitution*."* "

(http://iferhounen.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/07/02/algerie-louizahannoune-representant-personnel-du-president-d.html)

Ah ben si même Bouteflika est favorable à l'élection d'une assemblée constituante, c'est forcément qu'il doit y trouver son compte quelque part, sans oublier la classe qu'il représente et l'armée, non ?

Et puis il peut exister deux sortes d'assemblée constituante : une qui a pour seule tâche la rédaction d'une nouvelle constitution, et l'autre qui en principe constitue ou légifère, mais en réalité dans les deux cas l'assemblée constituante s'inscrit dans le cadre du régime en place sans le remettre en cause, elle s'octroie des pouvoirs et prend des mesures qui seront soumises au contrôle des institutions existantes et qui en aucun cas ne devront porter atteinte à l'ordre établi sous peine d'être dissoute ou d'être réduite à l'impuissance par un moyen ou un autre.

Il faut bien comprendre qu'au moment de sa formation, l'assemblée constituante ne peut être composée dans son immense majorité que de partisans de l'ancien régime ou du capitalisme, elle est ainsi une institution typiquement bourgeoise, ce qui explique et permet de comprendre pourquoi la bourgeoisie n'est pas finalement contre sa convocation, bien qu'elle préfèrerait garder les institutions en l'état et s'en passer, car elle sait qu'à l'arrivée elle lui sera favorable. Une assemblée constituante ainsi composée ne prendra jamais des décisions révolutionnaires ou socialistes. En imaginant un instant le contraire, l'armée interviendrait immédiatement pour la dissoudre.

J'attendais avec une certaine impatience l'assemblée constituante en Tunisie pour remettre les pendules à l'heure sur cette question ou ajouter cette précision à mon argumentaire, c'est fait plus tôt que prévu grâce à Louiza Hannoune et Abdelaziz Bouteflika.

Un fait divers, une loi liberticide ou plutôt un arrêté municipal qui a valeur de loi. Une milice privée.

L'arrêté municipal a été pris, le 19 mai, à la suite de deux affaires graves qui ont marqué le village et concerné de jeunes adolescentes : un coma éthylique et un viol.

Lassé de la tournure prise par les événements, Gérard Schivardi a décidé de prendre une décision, dont il a fait contrôler la légalité par les services de l'État. Il interdit de fait aux moins de 17 ans de circuler dans les rues du village entre 22 h et 6 h.

À défaut de police municipale, c'est lui-même qui patrouille quotidiennement pour vérifier le respect de ce texte. Et depuis lors,

selon lui, le calme est revenu. (midilibre.fr/ 06.07)

Et Schivardi d'en rajouter une couche dans un autre article du *Midi Libre* : "Si on remettait la peine de mort pour les barbares qui s'en prennent aux gamins, je serai d'accord. Je pense aux parents du garçon dont on a retrouvé une jambe (NDLR : à Pau)."

Communiqué de Gérard Schivardi

J'étais au Parti socialiste lorsqu' en 1981 le ministre Badinter a fait voter une loi interdisant la peine de mort dans notre pays.

Je me suis félicité à l'époque de cette loi du gouvernement Mitterrand (l'une des rares mesures de progrès à mettre à son actif) qui reste en vigueur aujourd'hui. Je m'en félicite encore aujourd'hui.

On comprendra que les propos qui me sont prêtés par la presse selon lesquels je serais favorable au rétablissement de la peine de mort ne correspondent ni aux propos que j'ai tenus comme maire de Mailhac ni aux positions du Parti ouvrier indépendant dont je suis l'un des secrétaires nationaux. Mailhac le 7 juillet 2011

Schivardi dit une chose puis sort un communiqué pour nier qu'il l'aurait dit. Voilà où en est rendu le POI !

Précisons que ces incidents ont eu lieu dans l'après-midi du 1er mai dans le premier cas, dans le second nous n'en savons rien. Messieurs, personne ne vous oblige à vous présenter aux élections municipales (ou législatives) pour ensuite devoir jouer au justicier (ou au milicien) dans votre commune, faire respecter par tous les citoyens la Constitution bonapartiste de la Ve République ou appliquer la politique du gouvernement. Ayez au moins le courage d'en affronter les conséquences. La participation aux institutions antidémocratiques de la Ve République a un prix et vous le connaissez parfaitement, de notre côté nous refusons d'y participer car nous considérons cette concession totalement inacceptable et contraire au combat politique que nous menons.

En tant qu'élu vous êtes amené à exécuter les basses oeuvres que le régime est incapable d'accomplir ou dont il vous délègue la responsabilité, ainsi que vous le vouliez ou non vous en êtes bien le complice. La décomposition de tous les rapports dans la société est le produit de la survie du capitalisme qui conduit à la barbarie, jusque dans les actes les plus insignifiants de la vie quotidienne rendant l'existence quasiment insupportable à la population. Vous n'êtes pas sans le savoir, n'est-ce pas ?

Vous pouviez vous contenter de combattre le régime en place, ce ne sont pas les moyens qui manquent, mais pour des raisons politiques qui nous paraissent totalement injustifiées vous avez décidé de mettre la main à la pâte en participant aux institutions qui le supportent, du coup vous voilà contraint d'emprunter ses méthodes pour réprimer une partie de la population dont le comportement est l'expression et le produit de la décomposition de la société. En passant vous faites le jeu des adeptes des milices de la Droite populaire de l'UMP et du FN.

Schivardi n'est pas un maire comme les autres, il est un des quatre porte-parole du POI et sans doute le plus connu dans le pays. J'ai lu derrnièrement plusieurs articles parus dans le Midi Libre (disponible sur le Net) dans lesquels les journalistes assuraient que Schivardi était déjà en campagne électorale pour la présidentielle suite aux discours qu'il leur avait tenus, alors que le POI n'a pas encore pris la décision de participer ou non à la prochaine élection présidentielle. Les camarades du POI apprécieront sans doute, trois ans auparavant c'était par les médias qu'ils avaient appris que leur parti, le PT, allait disparaître par la voix de monsieur Schivardi qui ne faisait même pas partie du PT, une conception plutôt curieuse de la démocratie, mais qui ne nous étonne pas du tout. Les militants de ce parti qui estiment que le POI est démocratique ont vraiment de gros problèmes politiques à régler, à moins qu'ils ne fassent l'autruche.

Interdire à des jeunes de moins de 17 ans de sortir de chez eux après 22h me rappelle les terribles frustrations que j'ai connues quand j'avais cet âge et lorsque mes parents m'interdisaient de sortir le soir, alors que mes potes allaient au cinéma à la scéance dite de minuit, mais qui en réalité se situait entre 22 et 22h30, et tous les week-end ils sortaient jusqu'à 23h ou minuit pendant que je ruminais ma haine contre mes parents. Du coup mes copains me tenaient un peu à l'écart, je ne faisais pas vraiment partie de la bande, je ne partageais pas les mêmes distractions qu'eux, je n'avais rien à raconter le lendemain, au point de se demander pourquoi ils acceptaient ma présence parmi eux, pour un peu j'étais devenu un paria (déjà, quel destin !), leur souffre-douleur comme il y a des têtes de Turc à l'école. J'ai terriblement souffert de cette discrimination, la solitude est aussi difficile à supporter quand on est jeune que lorsqu'on est vieux.

Heureusement, j'ai réussi à reporter la haine que je vouais à mes parents sur la société, mais si j'en juge par le constat que chacun a pu déjà faire depuis longtemps, ce n'est pas le cas de la majorité des jeunes qui sont à la fois plus fragiles et plus matures qu'autrefois, donc même sur ce plan-là on ne peut pas soutenir la décision de Schivardi. De plus son arrêté municipal est particulièrement discriminatoire envers les jeunes de sa commune, car les jeunes des communes environnantes iront passer leur soirée ailleurs qu'à Mailhac, tandis que les jeunes de cette commune resteront cloîtrés chez eux après 22h, y compris pendant les week-end et les vacances scolaires ou d'été, ce qui est une injustice qui s'ajoutent à bien d'autres dont les jeunes sont victimes. Imaginez un instant les gosses de Mailhac qui ont entre 15 et 17 ans et qui ont des potes dans les communes environnantes ou l'inverse : plus possible d'envisager une sortie le soir ensemble, ils devront rester cloîtrer dans leur village respectif.

Schivardi fait penser à ces maires hypocrites qui prennent des arrêtés pour chasser de la vue des citoyens repus ou à la bonne conscience les épaves que la société a produites et qui dérangent leur petit confort, je parle des clochards de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes qui déambulent ivres, camés, bruyants ou agressifs dans les centres villes et que chaque maire verrait bien en dehors des murs de sa commune. Place nette comme à Madrid ou à Athènes !

Monsieur Schivardi, à votre place je démissionnerais car voyez-vous, plus la société va se décomposer et plus la situation qui consiste à avoir un pied dans chaque camp va devenir intenable. Vous voilà pris à votre propre piège, cela va en faire marrer plus d'un je vous assure ! En 1937 les "*socialistes*" ont envoyé la mitraille contre les manifestants à Clichy pour faire respecter l'ordre dit républicain dont vous vous réclamez également, demain vous serez amené à prendre la même décision pour maintenir l'ordre dans votre commune.

On ne peut pas se réclamer du socialisme et prendre des mesures policières contre une partie de la population pour maintenir l'ordre en vigueur qui n'est pas le nôtre. D'où contrairement à vous, notre refus de défendre cette République dans laquelle vous vous reconnaissez.

Il rétorquera que cela n'a rien à voir avec le régime, qu'il s'agit d'un problème de "*salut public*", il aurait employé cette expression. On vous accorde volontiers d'être animé de bonnes intentions envers les jeunes de votre commune ou les jeunes en général, loin de nous l'idée de le remettre en cause, la question n'est pas là, elle est politique, vous militez dans un parti politique et vous êtes le porte-parole d'un parti politique qui combat sur une ligne politique pour des objectifs politiques, donc chaque décision que vous prenez se charge d'un contenu politique.

Là en l'occurrence il s'agissait d'une question qui avait un rapport direct avec la situation dans laquelle se trouve la société, particulièrement sa jeunesse, fragile et fougueuse par essence, un rapport entre la jeunesse et les valeurs morales minimums que chacun devrait respecter dans la société pour qu'elle ne retourne pas à l'état de sauvagerie qu'elle connaissait à l'aube de la civilisation humaine, valeurs que l'Etat lui-même et ses représentants piétinent à longueur de temps. C'est donc contre l'Etat qu'il fallait mener ce combat au lieu de vous substituer à lui, en intervenant de la sorte vous êtes sorti du terrain de la lutte des classes sur lequel devrait se mener notre combat, pourquoi, parce qu'il vous faut à tout prix trouver un rémède à un problème qui vous dépasse et pour lequel il n'existe pas de solution dans l'état actuel des choses, en dehors de la répression que manie à loisir le régime contre la jeunesse.

Quand on réfléchit un peu, on constate que l'attitude de Schivardi est conforme à la politique menée par les dirigeants du POI et leurs prédécesseurs depuis toujours, qui consiste à favoriser le mouvement spontané des masses, à privilégier la recherche de résultats immédiats, à subordonner les objectifs politiques à des revendications sociales au lieu de faire l'inverse, pour finalement abandonner ces objectifs politiques et se retrouver 70 ans plus tard au même point. Des administrés de votre commune vous interpellent sur une question, au lieu de vous en tenir à la lutte des classes et de leur répondre sur le terrain politique, vous prenez un arrêté liberticide pour leur donner satisfaction et finalement emboîter le pas à Sarkozy, Guéant et Cie. vous avez tout faux sur toute la ligne.

Démissionnez monsieur Schivardi, cela s'adresse à tous les élus qui prétendent combattre pour le socialisme, sinon demain vous serez amenés à prendre en charge les conséquences des dérives du régime et à vous en faire le complice. Voudriez-vous être assimilé à la députée-maire de Montaubant, lire ci-dessous ?

Politique

France

1- Montauban des accusés.

Brigitte Barège, députée-maire de Montauban a fait savoir à la presse qu'elle allait prendre deux arrêtés.

Le premier arrêté "*interdira de se promener torse nu hors des lieux de baignade*" et sera applicable jusqu'au 4 octobre prochain.

Le deuxième arrêté "*interdira les rassemblements et attroupements troublant manifestement l'ordre public*", annonce la Maire

La Dépêche rappelle les interdictions qui sont déjà en vigueur dans cette ville : "*il est interdit de mendier, de consommer de l'alcool sur les lieux publics, d'étendre du linge aux fenêtres, de faire du bruit hors certains horaires, de cracher, de laisser traîner ses poubelles... et la circulation des mineurs est également réglementée...* " (lepost.fr 09.07)

1.2- Ordre, légalité, arbitraire, abus de pouvoir.

Hermann Fuster, condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir empoigné par la veste Nicolas Sarkozy, a été

suspendu provisoirement de son emploi au Conservatoire de musique et de danse d'Agen et passera en conseil de discipline, a indiqué samedi 9 juillet la mairie de la ville.

Hermann Fuster est '*un employé de la mairie d'Agen, titulaire de la fonction publique territoriale et donc soumis, comme tous les fonctionnaires, à des obligations', explique dans un communiqué le député-maire d'Agen, Jean Dionis du Séjour, qui estime que 'par rapport à ces obligations, l'acte d'H. Fuster est clairement une faute avérée*'. '*C'est pourquoi, en application des textes en vigueur, la municipalité d'Agen a décidé de saisir le conseil de discipline de la mairie qui sera présidé par un magistrat du tribunal administratif*', poursuit le maire.

Estimant la présence du jeune homme 'non souhaitable parmi le personnel municipal', la mairie lui a notifié vendredi 'sa suspension a effet immédiatjusqu'à la réunion du conseil de discipline', dont la date n'a pas été précisée.

Hermann Fuster, 32 ans, a été condamné à six mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel d'Agen pour avoir violemment agrippé par la veste le président de la République Nicolas Sarkozy, lors du déplacement de ce dernier, le 30 juin, à Brax, à côté d'Agen. Le tribunal a assorti sa peine d'une mise à l'épreuve de trois ans, d'une obligation de soins en milieu hospitalier et d'un stage de citoyenneté de deux jours. Le parquet n'a pas fait appel de cette condamnation.

A l'audience, l'employé municipal avait assuré avoir plutôt voulu pousser '*un coup de gueule*' que '*mettre un poing dans la gueule*' du président de la République qui n'a pas porté plainte. (lemonde.fr 09.07)

Monsieur Fuster n'était pas en service à ce moment-là, donc le maire exerce un abus de pouvoir. Il faudrait défendre ce monsieur. Qui en aura le courage ?

Un jour discutant avec une secrétaire du consulat de France à Pondichéry et abordant une question politique, elle a refusé de me dire ce qu'elle pensait en ajoutant "*je suis fonctionnaire, je ne fais pas de politique*". No comment.

2- Belgique. On ne veut pas lui "***enlever***", on lui laisse !

Dans un long entretien à la revue française Politique Internationale qui paraîtra le 12 juillet, le leader indépendantiste flamand Bart De Wever confie à plusieurs reprises son admiration pour Nicolas Sarkozy et affirme que s'il vivait en France, il serait membre de l'UMP. Pour le chef de l'Alliance néo-flamande (NVA), dont l'essentiel du propos est publié samedi 9 juillet par La Libre Belgique, le président français fait preuve "*de conviction, d'intelligence et de travail". "Il ose réformer et a une authenticité qu'on ne peut lui enlever*", ajoute M. De Wever, seulement surpris par "*le style plutôt latin*" de M. Sarkozy.

La NVA veut, poursuit M. de Wever, "*une politique plus sévère en matière d'asile (racisme et xénophobie -ndlr), une justice plus efficace (moins laxiste plus répressive -ndlr), la réduction de la dette publique (austérité renforcée -ndlr), l'augmentation des pensions (stabilité électorale - ndlr), une réduction des impôts les plus élevés d'Europe (pour les riches - ndlr)*". (lemonde.fr 09.07)

3- Italie

La cour d'appel de Milan a condamné samedi le groupe Fininvest du Premier ministre italien Silvio Berlusconi à 560 millions d'euros de dommages et intérêts au groupe CIR, qui avait été évincé du rachat de la maison d'édition Mondadori au début des années 1990. Cette sanction est un peu moins forte que les quelque 750 millions infligés en première instance en 2009.

Dans cette affaire, trois proches de M. Berlusconi ont été condamnés pour avoir notamment corrompu un juge afin qu'il casse un jugement favorable à l'industriel Carlo De Benedetti dans la bataille pour le contrôle de Mondadori. (AP 09.07)

4- Tunisie

Les incidents qui ont empêché la tenue du meeting du PCOT, le dimanche 3 juillet à la Cité Ettadhamoun ont fait couler beaucoup d'encre. Le chef de ce parti, Hamma Hammami a accusé les forces de l'ordre de ne pas être intervenues à temps et annoncé son intention de porter plainte contre le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, M. Hichem Meddeb s'est inscrit en faux contre ces accusations au cours d'un briefing avec la presse jeudi, affirmant que «ce parti n'avait pas informé son département de la tenue de cette réunion comme le stipule la loi de 1969. (http://www.leaders.com.tn 07.07)

5- Malaisie

La police a procédé à plusieurs centaines d'arrestations et tiré des gaz lacrymogènes samedi à Kuala Lumpur en Malaisie, où plus de 20.000 manifestants se sont rassemblés à l'appel de l'opposition pour réclamer des réformes électorales.

Interdite par le gouvernement, la manifestation était organisée par plusieurs organisations, mouvements et partis d'opposition unis sous la bannière de la coalition Bersih, qui réclame des lois électorales plus équitables et transparentes pour les prochaines élections générales attendues d'ici 2013. La Malaisie, pays d'Asie du Sud-Est de 28 millions d'habitants, est dirigée depuis son indépendance en 1957 par une coalition, le Front national.

La manifestation a rassemblé 50.000 personnes selon les organisateurs, 6.000 selon la police. D'après les observateurs sur place, entre 20.000 et 30.000 personnes ont défilé en plusieurs endroits de la capitale malaise. La police, qui affirme avoir procédé à 1.667 arrestations, a tiré à plusieurs reprises des gaz lacrymogènes pour tenter de disperser la foule, également visée par des canons à eau. Selon des témoins, des policiers armés de bâtons ont frappé des manifestants avant de les emmener dans des camions. (AP 09.07)

6- Israël.

6.1- Israël va expulser samedi au moins 120 passagers soupçonnés d'être des militants pro-palestiniens venus apporter leur soutien à la cause palestinienne à l'aéroport de Tel Aviv, a rapporté un porte-parole de la police.

"*Plus de 120 passagers ont été interdits d'entrée et sont dans l'attente de leur expulsion pour des raisons de sécurité, ils quitteront le pays dans les prochaines 48 heures*", a indiqué le porte-parole de la police, Micky Rosenfeld.

Vendredi, des militants pro-palestiniens de plusieurs pays européens avaient tenté d'embarquer à bord d'avions pour Tel Aviv où ils entendaient envahir l'aéroport Ben-Gourion pour défier les restrictions d'accès imposées par les autorités israéliennes à la Cisjordanie occupée.

Cette manifestation survient après le blocage par la Grèce d'une flottille visant à briser le blocus maritime imposé par Israël à la bande de Gaza.

Des centaines de passagers ont été interrogés à leur arrivée à l'aéroport Ben-Gourion de Tel Aviv vendredi et ont été autorisés à rester, a indiqué Rosenfeld. Les derniers militants pro-palestiniens sont arrivés tôt samedi matin en Israël. (Reuters 09.07)

6.2- Cent vingt personnes ont été interpellées après s'être rassemblées samedi 9 juillet après-midi près de l'Hôtel de Ville de Paris pour demander la libération de militants pro-palestiniens arrêtés vendredi à Tel-Aviv. Les manifestants ont été évacués de la place vers 16 heures et conduits dans différents commissariats de la capitale française. Ils n'avaient pas déclaré leur rassemblement auprès des autorités, a expliqué une source policière.

Réunis derrière une banderole '*Halte au fascisme israélien. Honte à la France complice*', vêtus de tee-shirts verts ('Free Palestine', 'Palestine vivra') et équipés de pancartes ('Non au blocus de Gaza'), ils ont scandé des slogans hostiles à Israël et demandé la libération des militants pro-palestiniens. Selon les services de l'immigration israéliens, 124 militants de la cause palestinienne arrivés d'Europe et interdits d'entrée en Israël restaient détenus samedi dans l'attente de leur expulsion. (liberation.rf 09.07)

Economie

Chine

La hausse des prix en Chine s'est accélérée en juin à 6,4 %, son plus haut niveau en trois ans.

Un coup dur pour les autorités chinoises qui font de la lutte contre la hausse des prix leur priorité économique numéro un. Et pour cause : l'inflation qui érode la valeur de l'épargne, très élevée, des Chinois, et frappe d'abord les ménages les plus pauvres a provoqué par le passé des remous sociaux dans le pays.

A cet égard, l'évolution des prix des produits alimentaires est particulièrement inquiétante : ils ont enregistré, en juin, une hausse de 14,4 %, soutenue notamment par une flambée du prix du porc (+ 57,1 %), la première viande consommée dans le pays, a rapporté le Bureau national des statistiques (BNS). Cette envolée des prix s'explique notamment par les intempéries qui ont frappé la Chine au printemps, mais aussi par le rôle joué par les capitaux spéculatifs sur les marchés agricoles. (lemonde.fr 09.07)

Haut de page

Le 11 juillet

Politique

1- Maroc

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 10 juillet à Casablanca et Rabat à l'appel du Mouvement du 20 février qui revendique des changements politiques et une plus grande justice sociale au Maroc.

A Casablanca, dans le quartier populaire d'Oulfa, plus de 8 000 personnes, selon un journaliste de l'AFP, ont scandé pacifiquement des slogans hostiles à la classe politique marocaine, réclamant '*moins de corruption et une répartition équitable des richesses*'. Né dans le sillage des révoltes arabes au début de l'année, le Mouvement du 20 février regroupe, en plus des islamistes du groupe Justice et bienfaisance, un important mouvement illégal mais toléré, des 'cyber-militants' indépendants et des militants d'extrême-gauche.

'*Non au cumul de la fortune et du pouvoir*', '*La souveraineté au peuple*', '*Nous voulons plus d'égalité*', scandaient les manifestants à Casablanca qui étaient encadrés par un imortant dispositif policier. A Rabat, la capitale du royaume, plus d'un millier de personnes dont des islamistes ont également manifesté à la place Bab El Had, dans le centre ville. (lemonde.fr 10.07)

2- Egypte

Les manifestants qui occupent la place Tahrir au Caire ont promis, dimanche, de poursuivre leur mouvement en faveur de plus de réformes et de justice, en dépit de mesures d'apaisement annoncées samedi soir par le Premier ministre, Essam Charaf.

Les manifestants, qui ont passé leur deuxième nuit dans un village de tentes au milieu du vaste carrefour fermé à la circulation, se sont déclarés déterminés à ne pas quitter les lieux avant d'avoir obtenu satisfaction. «Plus nous resterons sur la place, plus on répondra à nos revendications», lance Dina Mohammed, une militante.

Plusieurs mouvements de jeunes pro-démocratie, très actifs sur Internet, ont également appelé à la poursuite de l'occupation entamée vendredi de ce haut lieu du soulèvement contre le président Hosni Moubarak en début d'année. Un piquet de grève a été formé au sud de la place devant la «Mougamma», immense complexe gouvernemental, emblématique de l'appareil administratif tentaculaire du pays.

Après deux semaines de tensions marquées par des affrontements entre la police et les manifestants, le Premier ministre s'est engagé à satisfaire certaines revendications lors d'un discours télévisé. Il a ainsi annoncé le renvoi des policiers accusés d'avoir tué des manifestants lors du soulèvement anti-Moubarak. Et promis une justice plus rapide et plus ferme pour les personnes tenues responsables de ces violences -qui ont fait officiellement près de 850 tués civils- ainsi que pour les notables de l'ancien régime jugés pour corruption.

Au sujet des réformes sociales, il s'est cependant contenté d'annoncer avoir demandé au ministre de la Solidarité sociale de prendre en charge les problèmes de sécurité sociale, d'éducation, de salaires et de retraites.

Ce discours a été fraîchement accueilli par les manifestants, qui accusent Premier ministre d'être trop faible face au Conseil militaire qui dirige le pays.

Les manifestants continuent d'exiger le renvoi et la mise en examen de tous les policiers impliqués dans des affaires de meurtres ou de torture, pendant les événements de janvier-février mais aussi avant et après cette période. La fin des procès militaires pour les civils et l'éviction de l'ensemble des membres de l'ancien régime encore présents dans sphères du pouvoir figurent également parmi les revendications principales.

A la périphérie du Caire, environ 300 manifestants ont bloqué l'autoroute principale menant à Suez, à l'est de la capitale, et ont menacé de multiplier les actions si leurs exigences n'étaient pas satisfaites. (liberation.fr 10.07)

3- Algérie

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika s'est engagé dimanche à prendre en considération les contributions et les propositions recueillies par la commission des réformes politiques qu'il a mise en place en mai. Critiquée par l'opposition, cette instance doit oeuvrer à la révision de la Constitution et à la réforme de la loi sur les partis politiques.

"*Les contributions et vues recueillies seront prises en considération dans l'élaboration de tous les projets de textes, y compris celui relatif à la révision de la Constitution, en ayant à l'esprit les principes, les constantes et les intérêts de la nation*", a assuré M. Bouteflika en ouverture du conseil des ministres. (AP 10.07)

Social.

Le maire (UMP) de Thonon-les-Bains, en Haute-Savoie, a décidé de «restreindre» à la rentrée prochaine l'accès des enfants de chômeurs aux cantines scolaires en raison «du manque de place», a dénoncé vendredi un parent d'élève.

«*Lorsque j'ai voulu inscrire mon fils de 10 ans à la cantine pour la rentrée, comme je le fais depuis quatre ans, on m'a rétorqué que quatre jours par semaine ce n'était pas possible car j'étais au chômage*», a raconté Christophe, demandeur d'emploi depuis le mi-mai, confirmant une information du Dauphiné Libéré. «*Il est difficile d'expliquer à un enfant que d'un seul coup, parce que son père est au chômage, il n'a plus le droit d'aller à la cantine. C'est une affaire d'adulte qui ne le regarde pas*», a souligné le père de famille joint par l'AFP. (liberation.fr 09.07)

Eh oui quel que soit le parti auquel ils appartiennent, les élus gèrent la crise du capitalisme qui se répercute jusqu'au niveau de la mairie ! Ils pratiquent une forme infâme de sélection naturelle : les plus faibles ou les plus démunis dérangent, considérés comme des parasites pour ces gestionnaires du capitalisme, ils doivent dégager.

Tous ceux qui se présentent comme candidats le savent pertinemment, ils devront faire face à de cruels dilemmes, ils devront se faire les complices du système en place, mais cela ne les empêchera pas de dormir pour autant, ils trouveront toujours un argument valable à leurs yeux pour justifier leurs décisions, moi je suffoquerais, cela m'empêcherait de respirer, comme quoi on n'appartient pas vraiment au même monde. Ce que beaucoup de militants ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre, c'est que lorsqu'on a mis le doigt dans l'engrenage, on est foutu, dès lors on peut tout justifier, même les pires injustices.

Quand j'étais technicien j'avais la belle vie, bien payé sur 14 mois plus encore des primes, voiture de fonction à l'année, je ne bossais pas trop, en moyenne 5 à 6 heures par jour pendant plus de 10 ans. Puis un jour, parce que j'en avais les capacités, j'ai postulé pour un poste de cadre, responsable technique. Bien mal m'en a pris, je n'avais pas pensé que j'occuperais une place intermédiaire entre les salariés de mon service et la direction et que je devrais appliquer sa politique, donc mettre en oeuvre des mesures allant contre les intérêts des techniciens. Quand ce moment fatidique arriva, et il arrive toujours rapidement, cela prit moins de 6 mois, j'avais le choix entre défendre mes principes et convictions politiques ou tailler à la hache dedans en me disant que ce n'était que provisoire et limité au risque de ne plus me reconnaître, d'abandonner tout ce que en quoi je croyais. Finalement je n'ai pas pu et j'ai été viré, c'est cette expérience qui m'a décidé de partir en Inde.

L'hypocrisie et le mensonge envers soi-même (et les autres) me font horreur, s'en accommoder est un signe de faiblesse, c'est trahir le regard ou la confiance que le autres vous portent, ils vont vous prendre pour ce que vous n'êtes pas vraiment, c'est une tromperie consciente donc détestable. Vous me direz que les gens vous prêtent souvent des idées qui ne sont pas les vôtres, certes, mais la différence ici c'est que c'est vous qui directement les induisez en erreur, vous en portez la lourde responsabilité.

La plupart des gens se disent pour avoir bonne conscience : si ce n'est pas moi qui le fait ou qui suis à cette place, ce sera un autre et cela reviendra au même, mieux encore, certains se disent qu'il vaudrait mieux que ce soient eux plutôt que d'autres pour limiter les dégâts, alors qu'il n'en est rien en réalité... Les principes de ces gens-là se situent au niveau du caniveau ou ils reposent sur des sables mouvants. Ils oublient une chose essentielle, c'est qu'en se comportant de la sorte, ils brisent les bases sur lesquels reposaient leurs principes, ils se retrouvent dans une situation qui leur interdira de les défendre par la suite, et quand ils prétendront en être les représentants on leur rira au nez ou on ne pourra plus les prendre au sérieux, ils se seront définitivement déconsidérés aux yeux des autres dont ils ne méritent plus la confiance.

Un principe n'a de valeur quà partir du moment où on le met en pratique, si maintenant dans la vie quotidienne on a un comportement qui contredit ce principe, il ne vaut plus rien, pour soi en premier, pour les autres ensuite. Quand on en arrive à la situation où l'on tire profit ou avantage du reniement à un principe, généralement il est trop tard pour faire marche arrière et c'est la dégringolade.

Etre ferme sur les principes et souple dans leur application ne signifie pas qu'on peut tout se permettre. Prenons par exemple un couple qui a adopté un certain nombre de principes dont celui de la fidélité, le jour où l'un d'entre eux aura trompé l'autre, leurs relations ne seront plus jamais les mêmes, cela vaut uniquement pour ceux qui auraient adopté ce principe que je ne défends pas particulièrement ici, ce n'est qu'un exemple.

C'est comme le militant qui a accepté de prendre des responsabilités dans son syndicat à condition tacitement ou ouvertement de ne pas défendre des positions contraires à celles de ses dirigeants, soit il se conforme à cet engagement qui limite volontairement son terrain d'action, soit il le viole et accepte de perdre ses mandats et de redevenir un militant de base ou un simple délégué syndical. Est-ce que cela signifie que l'on ne pourrait pas accéder à certaines positions dans les syndicats sans forcément passer des compromis sur nos principes ? Généralement oui, sûrement au niveau des permanents, mais c'est aussi un moyen efficace pour corrompre les meilleurs militants dont l'état d'esprit suivra une évolution qui les écartera de plus en plus de leurs principes, ils deviendront consciemment ou non un rouage de l'appareil qu'ils étaient censés combattre.

Le brave candidat à l'élection municipale est plein de bonnes intentions, admettons le pour notre démontsration, puis lorsqu'il a été élu, il se retrouve à la merci d'un système sur lequel il n'a pratiquement aucune emprise, il ne lui reste plus qu'à évoluer à l'intérieur

de ce système qui le domine, il est totalement impuissant pour mettre en oeuvre ses bons principes qu'il va devoir troquer contre d'autres, qui la veille encore lui faisaient horreur, il mettra cela sur le compte du système lui-même, car voyez-vous lui il n'a pas changé, puisqu'il l'affirme admettons-le, cela signifie qu'en réalité il ne tenait pas plus à ses principes qu'à une vieille chemise, que ses convictions ne reposaient pas comme il le prétendait fièrement auparavant sur quelque chose de très sérieux ou de fondé, en un clin d'oeil il sera devenu le porte-parole des idées qu'il combattait encore la veille et qu'il partage dorénavant avec ses ennemis d'hier, qui ne manqueront pas d'ironiser sur son comportement contradictoire et sa manière de le justifier maladroitement, Schivardi vient d'en faire une démonstration éclatante.

Etre ferme sur les principes et souple dans leur application ne doit pas signifier que leur application serait élastique à l'infini, et que finalement on pourrait se permettre de faire n'importe quoi sous prétexte qu'on pourrait le justifier, on perd de vue que la dialectique est à l'oeuvre dans ce domaine là aussi, et la plupart du temps, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que cette justification emprunte le même mécanisme qui nous a amené à renier nos principes, mais pas forcément en intervenant sur le même plan ou en se réfèrant à des situations différentes, du coup personne ne trouve rien à y redire, c'est normal, cela passe comme une lettre à la poste, d'autant plus facilement que le commun des mortels agit exactement de la même manière quasi-quotidiennement. Franchement, vais-je dénoncer ou condamner un comportement qui est le mien également ?

On passe déjà notre vie à consentir des concessions à notre ennemi dans sa société pourrie, on n'a pas le choix, raison de plus pour ne pas en rajouter. Un emploi est à pourvoir dans une entreprise, vous êtes assis dans une salle d'attente en présence d'une vingtaine de travailleurs qui postulent au même emploi que vous, eux aussi ils sont au chômage et ont besoin de ce boulot pour faire vivre leur famille. On se regarde, on estime la chance qu'on a par rapport aux autres de décrocher le gros lot. Chacun va se battre pour l'obtenir sans se soucier des autres qui sont dans le même cas que nous. C'est un cas de conscience camarades, combien de fois j'ai vécu cette expérience éprouvante, il m'est arrivé d'engager la conversation avec certains candidats et de m'apercevoir qu'ils étaient dans une situation encore plus délicate que la mienne pour finalement leur céder ma place, si je n'avais pas agit ainsi j'aurais eu l'impression de leur enlever le pain de la bouche, j'étais franchement mal à l'aise alors que je n'y étais pour rien, et d'autres fois je suis passé à mon tour parce qu'il fallait bien que je bosse aussi.

On milite dans un syndicat sans situer son action dans la perspective de l'abolition du capitalisme, puisqu'aucun syndicat ne situe son intervention dans cette perspective, je ne fais pas de vague non plus en n'engageant pas de campagne dans mon syndicat contre son financement par l'Etat pour ne pas déplaire à mes dirigeants, et à côté je suis un brave militant révolutionnaire qui lutte occasionnellement avec mon parti pour abattre le capitalisme et les institutions, alors que la plupart du temps je continue de me comporter en syndicaliste pour me conformer à la ligne de mon parti et ne pas déplaire à mes dirigeants. Tous les partis s'en accommodent parfaitement puisqu'ils se composent essentiellement de syndicalistes, les autres militants (du secteur privé) démissionnent à la première occasion ou deviennent des adhérents fantômes. Ainsi ils restent entre eux, en famille, personne pour les contredire...

Ainsi, d'une concession à une autre on finit complètement corrompu par des idées qui au départ n'étaient pas les nôtres, la meilleure, au nom des principes qu'on prétend avoir conservés intact et vous voudriez que l'on gobe cela ? A force de marcher plier en deux, on finit à plat ventre ou par se vautrer, ne serait-ce pas plutôt cela la réalité qu'on ne tient pas à regarder en face ? Vous haïssez les militants qui posent ces questions embarrassantes, et c'est bien normal comme me l'a rappelé un militant dans un courriel avant-hier.

Ce qui pour nous est primordial, c'est l'éducation politique des masses exploitées, nous estimons que notre intervention dans la lutte des classes devrait y être subordonnée pour construire un parti de combattants révolutionnaires conscients capables demain de prendre la direction de la révolution.

Les manoeuvres malhonnêtes et les calculs merdiques des appareils ne nous intéressent pas contrairement aux partis qui s'en repaissent. Nous ne sommes pas des girouettes qui changeons de principes quand le vent souffle dans une autre direction, et nous avons prouvé à une multitude de reprises depuis quelques années déjà que c'était en maintenant ce cap qu'on pouvait éviter de se fourvoyer.

Nous ne suivons pas la mode si répandue de nos jours qui consiste à reprendre à notre compte, à flatter le mouvement inconscient des masses qui les conduit tout droit dans un mur. Nous ne craignons pas de marcher à contre-courant du mouvement des masses qui espèrent encore sauver leur peau dans le cadre du régime en place. Tout comme les prédicateurs et diseuses de bonnes aventures qui pullulent à notre époque, les donneurs de leçons ne manquent pas non plus qui assènent des vérités qu'ils abandonnent aussitôt dans la pratique ou dont ils ne savent pas quoi faire eux-mêmes, au choix.

La dictature de l'aristocratie financière impose à tous les élus quelles que soient l'institution qu'ils représentent, de ramper comme des gastéropodes sans se retourner sur les traces visqueuses qu'ils laissent sur leur passage, qui sèchent aussitôt, mais qui procurent de profondes blessures à leurs innocentes victimes. Nous préférons nous passer de cette opportunité malsaine qui prête à confusion, nous plions l'échine mais nous demeurons debout pour continuer le combat.

A l'heure où la question qui est posée aux travailleurs est celle de la rupture avec le capitalisme et les institutions, à combattre exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, on comprendra aisément que pour aider leur conscience de classe à progresser, on doit s'interdire plus que jamais toute conciliation avec le régime, qu'il faut être parfaitement claire dans notre

discours et nos positions, et que le moindre écart par rapport à ce principe ne pourrait qu'embrouiller les esprits et desservir la cause pour laquelle nous combattons.

Ces derniers temps on n'entend plus clamer que Sarkozy et le gouvernement sont minoritaires, que les institutions sont illégitimes tout autant que l'existence du capitalisme, pourtant cela devrait figurer dans tous les tracs et journaux des partis ouvriers, non ? Deux petites lignes, c'est trop ? Apparemment oui, demandez-vous pourquoi...

Je profite de cette causerie pour aborder un autre aspect de la faiblesse humaine.

Je viens de m'entretenir au téléphone avec la personne qui me sert d'intermédiaire avec l'hypothétique acheteur de ma maison. J'ai adressé hier à ce dernier une lettre de quatre jours retraçant tous les mensonges qu'il m'a sortis depuis le mois d'avril en le traitant de pourri (bastard en anglais) au passage, cette histoire a commencé à la mi-octobre 2010 et elle aurait dû être terminée le 1er décembre, nous sommes le 11 juillet. Cet ordure nous voue ouvertement un mépris qui mériterait une bonne correction, ses salariés le haïssent m'a-t-on dit, normal.

Mon intermédiaire m'a dit qu'il allait le rencontrer ce soir. Je l'informe sur la teneur de ma lettre et je lui explique qu'il ne doit pas se laisser faire, que si ce sale type estime les termes de ma lettre inacceptables, il faut lui répondre que c'est la réponse à son comportement insupportable depuis des mois, où chaque semaine on s'apprêtait à déménager pour finalement en être toujours au même point, ce qui fait qu'on a les nerfs à fleur de peau, qu'il n'inverse pas les rôles et qu'il porte l'entière responsabilité de la situation actuelle, y compris ma réaction qui est demeurée mesurée jusqu'à présent, puisque je ne m'en suis tenu qu'à des mots.

Ce garçon n'a rien compris, il a donc fallu que je lui explique lentement une seconde fois en m'assurant qu'il suivait bien le cheminement de ma pensée. Il est habitué à courber l'échine depuis sa naissance, c'est dans leur éducation ; dès qu'ils sont en présence d'une personne réputée avoir un statut supérieur à eux, ils baissent la tête, écoutent et acquiessent sans rien dire, ils sont pour ainsi dire tétanisés de trouille, ce garçon à 40 ans et il est père de famille, il connaît ce sale type depuis qu'il était dans la même classe à l'école, alors imaginez s'il ne le connaissait pas.

Bref, ils vivent dans un état de soumission absolue qui fait de la peine à voir, on en est malheureux pour eux. J'ai terminé en disant à ce garçon de ne pas se faire piétiner par ce vaurien bourré de fric et qu'il valait mille fois mieux que lui. Il est tellement timide qu'il n'osera pas lui dire la moitié de ce que je lui ai dit, comme d'habitude.

Tout cela pour dire que ce garçon est tellement habitué à avoir un tel comportement, qu'il lui a été très difficile de comprendre un discours qui sortait de l'ordinaire et le conduisait indirectement à se mettre en avant, il s'agissait simplement de remettre les choses à leur place, de ne pas confondre cause et conséquence, quelque chose somme toute assez facile à comprendre, et Augustin n'est pas le crétin du coin, il est responsable du département français dans une importante société d'édition sur le Net et son épouse est institutrice, quand j'ai écrit plus haut que je m'y étais repris à deux reprises pour lui expliquer la situation, en réalité j'ai dû m'y reprendre à plusieurs reprises, car il ne comprenait pas ma démarche qui se résumait à dire que c'était ce sale type qui était à l'origine de tous nos problèmes et non pas nous qui en étions les victimes impuissantes, situation banale et commune quoi.

Je me suis fait la réflexion qu'il était extrêmement difficile pour la plupart des gens d'admettre qu'il puisse exister un autre mode de pensée que le leur, je ne parle même pas de leur en faire changer mais d'accepter seulement l'idée que cela puisse exister, cela demande un effort gigantesque de la part de ces personnse. Alors de là à imaginer qu'elles pourraient changer de comportement du jour au lendemain ou interpréter différemment le monde, il ne faut pas rêver.

Ce garçon, Augustin, avec lui je parle souvent politique ou de l'économie mondiale, de l'Inde et la corruption, des inégalités et des injustices encore plus criantes ici qu'en France, il n'est pas idiot et comprend bien les choses dès lors que j'emploie un langage simple, j'ai eu l'occasion de m'en apercevoir à travers nos échanges ou ses propres réflexions, mais il manque terriblement de logique.

Vous avez peut-être entendu parler du "karma", la théorie selon laquelle on serait le produit de nos actions passées ou que chaque action aura une conséquence heureuse ou malheureuse sur notre existence. Une forme de yoga y est consacrée. Les Indiens y croient, mais étrangement, pour eux généralement cela demeure une théorie qu'ils sont incapables d'utiliser sur le plan pratique. Je crois savoir pourquoi, à cause de la religion qui leur interdit de passer de l'un à l'autre, de la théorie à la pratique ou de comprendre leur relation, puisque leur destin est fixé à l'avance par un dieu, et ce qui leur arrive dans la vie demeure du domaine du mystère dès qu'ils en cherchent l'origine, alors que c'est la société telle qu'elle est qui en est responsable.

Comme on est loin du socialisme ici, n'est-ce pas ? Cela pourrait en décourager plus d'un de baigner en permanence dans un gigantesque océan d'obscurantisme, moi au contraire cela me stimule. Plus je suis convaincu de vivre dans un milieu, un pays en fait éloigné du socialisme, plus je m'en rapproche, non pas par esprit de contradiction, mais parce que par cette expérience que je vis au quotidien et qui me ramène à une étape ancienne de l'évolution du capitalisme et de la société, je peux tester, vérifier la puissance et la justesse d'analyse de la méthode du marxisme.

Bon, n'exagérons rien, ce n'est quand même pas une partie de plaisir de vivre en Inde, pas plus en France d'ailleurs, vous

avez l'avantage de militer dans un pays qui est à l'avant-garde de la lutte des classes et demain de la révolution, même si parfois il vous arrive d'en douter fortement, pour moi c'est une certitude.

Haut de page

Le 12 juillet

J'ai passé une nouvelle nuit blanche à cause d'une panne de courant, un cable mal fixé au transformateur du village ! Normal, ils étaient déjà intervenus pour le même problème en journée il y a 8 jours. Il y a quelques mois j'ai renouvelé mon stock de shorts, j'ai dû tous les porter chez un couturier parce qu'ils se sont tous décousus entre les jambes. C'est cela l'Inde pour les petites ou grandes choses c'est la même punition, ici tout le monde se fout de tout et c'est normal, c'est la norme, la médiocrité. Hier encore un train a déraillé provoquant quelques dizaines de morts. Il y en a officiellement 300 par ans, on n'y prête même plus attention. Je n'ai jamais pris le train en Inde.

Je suis complètement crevé donc pas très disposé pour causer. J'ai vu à la télé que des gosses (en pleurs) de 16 et 17 ans avaient été emprisonnés en Israël avant d'être expulsés, ils faisaient partie d'un groupe qui voulait se rendre en Cisjordanie. Les parents et les organisateurs sont inconscients ou totalement irresponsables de les avoir emmenés dans cette galère. Un Français d'une trentaine d'années également arrêté en Israël ne s'attendait pas à connaître un tel traitement, il dit qu'il s'est fait traiter d'"*ordure, de chien, de petit pédé, d'enculer*" et j'en passe, par des soldats israéliens.

Mais qu'est-ce qu'il croyait, ils ont la même mentalité que les nazis en 39-45, la même que les geôliers de Guantanamo ou que les généraux d'Amérique latine dans les années 70-80 ou encore les dictateurs africains et leur garde prétorienne, on peut ajouter un paquet de policiers et de CRS en France, plus Hortefeux, Guéant, Besson, Sarkozy, Devedjian, Madelin, Longuet, j'en oublie un tas de saloperies finies, la Droite populaire de l'UMP, le FN, etc.

Vous voulez changer le monde en tendant un bouquet de fleurs ou en offrant un paquet de bonbons à ceux que vous voulez déloger du pouvoir : vous êtes morts, ce sont des barbares ! Vous l'ignoriez, tiens donc, ouvrez donc vos yeux et vos oreilles, la démocratie se conquerra les armes à la main au prix de nombreux sacrifices au cours de la guerre civile... Les branleurs, les couilles molles, les trouillards en tous genres

A propos du site.

Le site a reçu 2600 visites au mois de juin, soit 87 visites par jour en moyenne.

Le palmarès des 10 premiers téléchargements en juin :

- IO153_2 : 451
- I_110 : 316
- IO153_3 : 307
- justice_78 : 252
- causeries0211: 186
- causeries0411:132
- auclairedelalutte8 : 123
- causeries2009 : 93
- causeries0311 : 91
- IO151_2 : 87

J'ai mis en ligne quelques articles sur la monnaie, l'inflation et la planche à billet qui sont accessibles aux militants. (rubrique économie)

Quelques éléments pour comprendre l'économie.

1- L'inflation est en fait simplement la croissance de la masse monétaire. La hausse des prix n'est qu'une conséquence de l'inflation. De nos jours, mêmes les économistes les plus réputés mélangent ces deux concepts.

Évidemment, si la quantité de biens en circulation augmente, cela fait baisser les prix.

Ces baissent de prix devraient normalement engendrer une hausse du pouvoir d'achat et du niveau de vie, mais celles-ci sont accaparées par les banques et par l'État qui crée de la monnaie pour exproprier cette richesse. (http://owni.fr)

2- L'État introduit ces nouveaux billets en s'endettant pour financer ses dépenses.

Il émet des titres de dette qu'il échange à la banque centrale en échange d'argent frais, puis il introduit cette nouvelle monnaie dans l'économie en la dépensant.

Le prêt ne sera jamais remboursé, il sera sans cesse renouvellé. Et l'argent du prêt est créé ex nihilo par la banque centrale. (http://owni.fr)

3- "sur les banques " Celles-ci ont le pouvoir de convertir des dettes en actifs et de générer un rendement sur ces actifs".

Qu'est-ce que cela veut dire ?"

Cela veut dire que lorsque vous déposez votre argent à la banque dans un compte chèque, cet argent vous appartient toujours, mais la banque peut quand même l'utiliser pour faire un prêt. L'argent est donc à deux endroits en même temps…

"j'ai toujours entendu dire que les banques n'aimaient pas l'inflation, car cela permet au gens de rembourser plus facilement leurs crédits. Or là, c'est l'inverse. La première affirmation est vraiment fausse ?"

Les banques aiment que les prix montent lentement (2% par an). Elles ne veulent pas d'hyperinflation car elles savent que cela aura des conséquences catastrophiques sur l'économie et sur leurs profits.

Lorsque l'inflation accélère, les taux d'intérêt augmentent, ce qui compresse les marges de profit des banques.(http://owni.fr)

4- The Economist du 26 mars dernier:

« L'un des facteurs qui devraient recevoir plus d'attention est le rôle du secteur financier. Les banques centrales ont constamment réduit ou maintenu bas les taux d'intérêt au cours des dernières 25 ans en tentant de survolter les profits des banques et propulser à la hausse les prix des actifs. Avec cette subvention en place, est-il surprenant que les salaires des financiers ont crû plus rapidement que les salaires des autres emplois requérrant des compétences?

Les tentatives d'éliminer cette subvention ont rencontré des menaces des banques. Un peu comme les services de protections de la mafia: 'c'est une belle économie que vous avez là; il serait dommage qu'il lui arrive quelque chose de mal…' »

Effectivement, il serait temps que la population réalise que l'inflation est inéquitable et que le système bancaire actuel consiste en l'octroi d'une immense subventions aux banques, financée à même le pouvoir d'achat de la monnaie. (http://owni.fr)

Politique

Egypte

Plus de 2.000 Egyptiens ont bravé la chaleur lundi pour descendre dans les rues du pays pour le quatrième jour consécutif et réclamer une accélération des réformes et des procédures judiciaires contre l'ancien président Hosni Moubarak et ses alliés.

Le trafic a été interrompu sur la place Tahrir du Caire, épicentre de la contestation populaire qui a chassé l'ancien chef d'Etat du pouvoir le 11 février dernier. Des tentes ont été dressées à l'endroit même où il y a quatre mois des campements avaient été érigés au coeur de la capitale égyptienne.

A Alexandrie, une centaine de manifestants ont installé des tentes sur l'une des places principales de la deuxième ville du pays. (Reuters 11.07)

Social

France

1- Les fédérations de cheminots CGT, UNSA, Sud-Rail et CFDT menacent d'appeler à une grève à la SNCF à l'automne prochain, avec des revendications portant sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la restructuration du fret ou encore l'avenir du service public ferroviaire, selon un communiqué intersyndicale diffusé lundi.

Dans ce communiqué, les quatre fédérations annoncent "*mettre en débat*" auprès des cheminots la "*perspective*" d'une

mobilisation nationale de "*haut niveau*", c'est-à-dire une grève dans le langage syndical à la SNCF, pour "*fin septembre/ début octobre*".

Cette période correspond à celle que vise la CGT pour une mobilisation interprofessionnelle et intersyndicale unitaire. Le 20 juin dernier, la confédération de Bernard Thibault a en effet proposé l'organisation d'une journée nationale de mobilisation "fin septembre, début octobre" pour la défense des salaires et du pouvoir d'achat. Le syndicat réclame notamment un SMIC mensuel brut à 1.700 euros.

Cette question est actuellement en débat au sein de l'intersyndicale nationale CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires. (AP 11.07)

2- Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL, majoritaire) a confirmé lundi avoir déposé un préavis de grève couvrant toutes les compagnies françaises pour la période du 5 au 8 août prochain. Le SNPL réclame la publication d'ici fin juillet des décrets d'application de la réforme de la caisse de retraite des personnels navigants.

L'information a été révélé par le quotidien "La Tribune" paru lundi. "Nous avons déposé ce préavis car nous voulons que le gouvernement tienne ses engagements de publier ces décrets à l'été. Cette réforme date de 2008", a déclaré à l'Associated Press le président du SNPL Yves Deshayes.

La réforme prévoit un allongement de la durée de cotisation en échange d'une augmentation des pensions versées.

Outre les discussions ardues avec le gouvernement, ce dossier fait également l'objet d'un désaccord entre les pilotes et les syndicats de personnels navigants commerciaux (PNC) qui estiment que cette réforme conduira à une forte hausse des pensions des pilotes, au détriment des autres catégories de personnels navigants. (AP 11.07)

Economie

1- France

Sans donner d'estimation de la hausse, le patron de Total, Christophe de Margerie, assure que pour l'instant elle ne serait "*pas énorme*". Mais, précise-t-il : "*Les prix étant plutôt à la hausse, il ne faut pas s'attendre à ce que sur le long terme les prix baissent*", et d'ajouter : "*si on ne répercute pas la hausse du baril, la boîte coule*". (lepost.fr 10.07)

2- Italie

Les marchés d'actions en Europe ont terminé en forte baisse lundi, plombées par une peur croissante de contagion de la crise de la dette grecque à d'autres pays voisins, tels que l'Italie notamment.

"*On est en train de partir sur une crise du souverain élargie avec contagion à des pays comme l'Italie, l'Espagne, la Belgique et pourquoi pas la France*", renchérit un analyste d'un grand broker, basé à Londres, qui n'a pas voulu être identifié.

D'après la Banque des règlements internationaux, les banques françaises sont les plus exposées à l'Italie avec une exposition de 393 milliards de dollars, soit près de 36% de l'exposition consolidée des banques étrangères à l'Italie.

Dans un mouvement de "*flight to quality*" sur le marché obligataire, le taux à 10 ans italien est passé de 4,91% lundi dernier à 5,63% ce lundi, alors que le taux 10 ans allemand est passé sous les 3%, de 3,02% à 2,67%il y a une semaine. Les taux des obligations espagnoles ont atteint un plus haut depuis début 2000, à 5,95%, et le Portugal et l'Irlande ont également été malmenés. (Reuters 11.07)

3- Grèce

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schaüble, a insisté lundi auprès de ses pairs de la zone euro pour que l'option d'un échange d'obligations grecques existantes contre de nouveaux titres aux maturités allongées soit de nouveau étudiée, a dit une source familière des positions allemandes.

Cette option, qui permettrait de réduire de manière conséquente le fardeau de la dette grecque via une participation du secteur privé, avait déjà été discutée début juin avant finalement d'être écartée car elle impliquait un "défaut sélectif" de la Grèce, auquel s'opposait la BCE et la France.

"*Nous avons besoin d'une participation du secteur privé (...) ce qui est différent d'un renflouement des banques. Nous avons un modèle (les "bond swaps") sur la table qui permet cela*", a déclaré cette source en marge de la réunion mensuelle de l'Eurogroupe, qui doit avancer sur les contours d'un second plan de soutien à la Grèce. (Reuters 11.07)

4- Grande-Bretagne

Le plus gros opérateur privé de maisons de retraite au Royaume-Uni, en état de quasi-faillite, a annoncé, lundi 11 juillet, la fermeture progressive du groupe et le transfert vers d'autres structures des 750 établissements sous son contrôle. Dans le même communiqué, le groupe a annoncé la suspension immédiate de sa cotation à la Bourse de Londres.

Southern Cross était en discussion depuis plusieurs semaines avec ses créanciers pour trouver une issue à des problèmes financiers devenus quasi inextricables, mais seule une restructuration totale du groupe s'est révélée possible.

Avec la crise économique, Southern Cross s'est retrouvé incapable de faire face à des loyers en hausse continue tandis que ses revenus baissaient. Le groupe avait financé sa rapide expansion au début des années 2000 en vendant ses locaux afin de générer des fonds, mais s'est ainsi retrouvé à la merci de ses propriétaires.

Environ un tiers d'entre eux sont des opérateurs de maisons de retraite concurrents et devraient reprendre les activités de ces établissements, a assuré Southern Cross. Pour les autres, des arrangements sont en cours et "*des annonces seront faites en temps utile*", a indiqué le groupe, tout en assurant que l'avenir des 31 000 pensionnaires et de ses 44 000 employés étaient "*une priorité*".

Southern Cross avait provoqué une onde de choc nationale en annonçant fin mai qu'il se trouvait dans un "*état financier critique*" et suspendait une partie du paiement de ses loyers. Le premier ministre, David Cameron, avait alors dû publiquement intervenir pour promettre qu'aucun pensionnaire ne se retrouverait à la rue.

Les difficultés de Southern Cross ont aussi relancé le débat sur les conséquences du désengagement, depuis vingt ans, de l'Etat britannique de secteurs clés liés à la santé. Les maisons de retraite britanniques sont désormais contrôlées aux deux tiers par le secteur privé, le service public de santé et des associations se partageant le dernier tiers. (lemonde.fr 11.07)

Société

Légalement !

De plus en plus de drogues de synthèse sont apparues en un an dans l'Union européenne, où elles sont vendues légalement malgré leurs dangers et leurs effets similaires à l'ecstasy ou la cocaïne, a dénoncé lundi la Commission européenne.

Selon un rapport de la Commission publié lundi, quelque 41 substances de ce type ont été recensées dans l'UE en 2010, contre 24 un an plus tôt.

Ces nouvelles drogues sont souvent basées sur des produits chimiques qui ne font l'objet d'aucune réglementation sur le plan international.

Quelque 5% des jeunes Européens (15-24 ans) déclarent en avoir consommé, une statistique qui atteint 16% en Irlande, 9% en Pologne et Lettonie et 8% au Royaume-Uni et 7% au Luxembourg. En France la proportion est de 5%. (AFP 11.07)

Haut de page

Le 13 juillet

Parole d'internaute

1- "*en faisant baisser le pouvoir d'achat des populations, le consommateur n'a plus le choix entre les biens pourris produits en Chine et ceux haut de gamme produits en Europe.*

Tout cela est le fruit d'une manipulation de gande ampleur destinée à faire cautionner ces situations aux peuples en les paupérisant. Du coup, en consommant chinois sans autre choix, nous creusons nous mêmes notre tombe." (liberation.fr 12.07)

Je ne sais pas si le taux de profit est supérieur dans la production de "biens pourris" que dans celle de produits "haut de gamme", ce qui est certain en revanche, c'est que les produits "bien pourris" et moins chers sont destinés à davantage d'acquéreurs potentiels, donc à l'arrivée à court terme donnant lieu à un profit total supérieur.

2- "*Malheureusement -comme bien souvent- deux choses sont indispensables pour qu'un humain commence à réfléchir sainement :*

- une bonne information et un bon esprit critique.

- un estomac vide.

J'ai peur donc qu'il faille attendre la pire des extrémités pour que les occidentaux (le ventre vide) ou les exploités (au cerveau "vide") commencent à réfléchir et à agir en conscience." (liberation.fr 12.07)

C'est à craindre, c'est l'hypothèse la plus probable qui nous vient spontanément à l'esprit et que rien ne permet d'infirmer jusqu'à présent.

C'est la raison pour laquelle en tant que militant ou parti politique on n'a pas le droit de se lamenter sur la situation sociale qui ne cesse de se dégrader ou la crise actuelle du capitalisme, qui sont une aubaine pour faire prendre conscience aux travailleurs manuels et intellectuels du fonctionnement de la société.

L'être humain est ainsi fait qu'il n'apprend et progresse en général qu'à travers sa propre expérience, en l'ocuurence ici qu'en étant confronté lui-même aux difficultés de l'existence que la société lui fait subir. Allez donc faire comprendre à un enfant ce que vivent les adultes ou les vieux, c'est tellement difficile qu'une fois vieux ils s'en prennent aux jeunes dont ils ne comprennent pas les difficultés, ce qui prouvent au passage qu'ils n'ont pas compris grand chose au cours de leur existence, qu'ils sont passés à côté de tout ou de l'essentiel, dans le cas contraire nous n'en serions pas là.

3- "*Que reste t il de pays communistes ? la Corée du Nord ? quand la Chine se dit communiste, il y a de quoi se marrer, esclavagiste oui ! conditions de vie et protection sociale quasi nulles salaires aussi nuls tout cela pour inonder le monde de produits ou inutiles ou pourris. Où est le temps de la "Révolution Culturelle" qui faisait tant rêver nos soixante huitards ....de Mao qui envoyait ses médecins et ingénieurs repiquer du riz dans les "camps de rénovation par le travail" au PC chinois d'aujourd'hui il ne reste pas grand chose.*

Le Parti s'est emparé du pouvoir et ne le lâchera pas, le mot "communiste " est une monumentale dérision de l'idéal de ceux qui y ont cru. Pire que les plus capitalistes de la Planète."

Tenez, encore une réflexion sur le communisme, comme quoi bien des gens sont en train de repasser au crible de la critique toutes les théories, maladroitement, certes, c'est inévitable à ce stade du développement de la lutte des classes, mais cela prouve qu'il suffirait que le mouvement ouvrier renoue avec sa tradition révolutionnaire pour que des millions de travailleurs révisent l'idée fausse qu'ils se faisaient jusqu'à présent du socialisme ou du communisme, et s'emparent de cet idéal synonyme de bien-être, de justice, de paix et d'harmonie entre les peuples, de liberté.

Exercice pratique : copiez ce passage en trois parties, distribuez-le dans les boîtes aux lettres de votre quartier ou sur un lieu de passage très fréquenté de votre commune, appelez à une réunion pour discuter et approfondir librement et fraternellement les idées qu'il contient. Ajoutons, en étant guidé (dans votre tête) par un seul objectif : construire le parti, la prise du pouvoir.

Politique

1- France.

1.1- Le consensus des va-t-en-guerre.

Le gouvernement a aisément obtenu mardi le feu vert du Parlement pour poursuivre l'intervention de l'armée française en Libye afin de faire plier le régime de Mouammar Kadhafi, une "*cause juste*" selon lui.

Le "*oui*" l'a emporté à l'Assemblée nationale avec une très large majorité de 482 voix contre 27. Le Sénat a ensuite donné son feu vert par 311 voix contre 24.

Au 30 juin, l'opération militaire en Libye a coûté 104 milions d'euros, a précisé le ministre de la Défense Gérard Longuet. (AP et Reuters 12.07)

Cela fait un moment que je ne me suis pas exprimé sur ce sujet, j'attendais de voir la suite. Après le parachutage récemment d'armes aux rebelles et l'envoyé de conseillers militaires, on ne peut que condamner cette intervention militaire étrangère.

Nous constatons également qu'au bout de quatre mois d'un conflit armé entre une partie de la population libyenne et le

dictateur Kadhafi, la majorité de la population n'a toujours pas rejoint les rangs de l'opposition au tyran. Nous en déduisons donc qu'un gouvernement issu de la rébellion qui ne serait pas soutenu par la majorité des Libyens ne pourrait consituter une solution politique satisfaisante susceptible de répondre aux problèmes sociaux et politiques que rencontraient les Libyens sous le régime de Kadhafi.

Cette guerre est à la fois une réponse aux revendications de plus en plus pressantes sociales et politiques du prolétariat africain, afin de lui interdire toute expression politique indépendante qui mettrait à mal la domination des différents impérialistes sur la région, après la révolution tunisienne et les soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu depuis le début de l'année en Afrique du Nord et au Moyen et proche-Orient, et l'expression de la concurrence effrénée qui s'est accélérée ces dernières années entre les différents impérialistes de la planète, pour s'assurer le contrôle des matières premières dont regorge ce continent, afin de poursuivre leur développement ou de conserver leur place sur le marché mondial soumis à des tensions et des contradictions quasi insurmontables.

Nous avons voulu donner une chance au peuple libyen de se défaire (rapidement et à moindre frais) du dictateur Kadhafi au pouvoir depuis 42 ans, nous pensions que le bombardement de son artillerie pourrait décider la majorité des travailleurs libyens à se ranger au côté des rebelles, tel ne fut pas le cas, dont acte.

L'analyse sur laquelle reposait notre position jusqu'à présent, ni soutien ni condamnation des bombardements, privilégiait la chute du dictateur suite à l'adhésion de la majorité du peuple libyen au processus révolutionnaire sans soutenir pour autant le CNT installé à Benghazi. Pour nous dans cette histoire, le principal acteur était le peuple libyen et non Kadhafi ou le CNT ou l'Otan, c'est aussi lui qui sera le dindon de cette mauvaise farce. Manipulé par le CNT d'un côté, manipulé par Kadhafi de l'autre, il demeure encore trop arriéré politiquement pour se sortir à la fois des griffes du dictateur et de l'impérialisme qui intervient sous le masque du CNT.

L'impérialisme a littéralement acheté le CNT en faisant miroiter un avenir meilleur aux opposants à Kadhafi, pendant que Kadhafi faisait preuve de largesse envers la population sous son contrôle pour la convaincre de ne pas rejoindre les rebelles, deux opérations largement couronnées de succès. Voilà où nous en sommes aujourd'hui.

Comment la situation va évolué dans les mois à venir et quelle en sera l'issue, il est difficile de le dire. Une chose est sûre, c'est qu'une solution politique intervienne avec ou sans Kadhafi, il y a tout lieu de penser que les masses libyennes tireront profit de cette guerre pour imposer des réformes politiques qui lui permettront de s'organiser (syndicats et partis) et de continuer le combat sous une autre forme, ce qui aurait été inenvisageable si la rébellion avait été écrasée par l'armée libyenne à Bengahzi.

Nous disons aux camarades qui ont eu le courage et l'audace de partager notre position - une toute petite minorité, qu'ils n'ont pas à rougir de la position que nous avons adoptée, car désormais plus rien ne sera plus comme avant en Libye et c'est bien là l'essentiel. Oui, nous sommes fiers de la position que nous avons adoptée dès le début du soulèvement libyen, remarquez bien qu'on aurait pu se tromper, quant à ceux qui ont défendu aveuglément le principe de la non intervention militaire, ils ne peuvent pas en dire autant, si les choses s'étaient passées comme ils l'entendaient, Kadhafi aurait noyé dans un terrible bain de sang le soulèvement de Benghazi et de la province à l'ouest de Tripoli, et les Libyens seraient partis pour conserver le dictateur au pouvoir ou ses fils pendant encore des décennies, là au moins ils échapperont à ce châtiment et ils seront plus libres pour s'exprimer et mener leur combat politique.

S'agissant maintenant des plans des différents impérialistes, avec ou sans Kadhafi, c'était se faire une grave illusion que de croire qu'ils auraient pu y renoncer ou qu'ils n'auraient pas pu les mettre en oeuvre avec Kadhafi au pouvoir, on ne sait pas qui est à l'origine de cette théorie foireuse ou de ce coup de force. Ce serait trop d'honneur de l'imputer à Sarkozy, disons que la stratégie adoptée par le trio américano-franco-britannique correspond à leur manière de concevoir la région sur le plan politique pour garantir la satisfaction de leurs besoins énergétiques ou en matières premières. Il n'en changera pas pour autant, car il s'agit d'une question cruciale pour eux comme pour les impérialistes russes, chinois ou indiens.

Kadhafi ne constituait pas vraiment un obstacle à leur plan, qu'ils aient voulu se séparer d'un associé lunatique ou un peu trop encombrant, on peut le concevoir, à la place ils devront affronter les travailleurs libyens, qui une fois organisés en syndicats et en partis, n'accepteront pas aussi facilement qu'ils l'imaginaient de voir spolier leurs intérêts Au lieu de devoir composer avec un dictateur, ils vont devoir compter avec la lutte des classes qui n'existait pas jusqu'à présent en Libye, je ne suis pas du tout certain qu'ils y aient gagné au change, l'avenir nous le dira.

Je peux me tromper, il ne faudra pas attendre longtemps pour le constater, la chute du dictateur sera tellement chargé d'espoir de liberté et d'une vie meilleure, même de la part de ceux qui seront restés jusqu'aux derniers jours sous le joug du tyran, souvent parce qu'ils étaient terrorisés à l'idée d'affronter la police politique du régime, que ceux qui sont intervenus militairement en Libye pourraient le regretter amèrement, car le peuple libyen pourrait bien suivre les exemples tunisiens et égyptiens et ne pas s'en tenir à la chute du dictateur, et exiger notamment des réformes sociales radicales qui n'entraient pas dans les plans de l'impérialisme ou contraire à ses intérêts, réformes sociales qui ne pourraient être financées que par la manne pétrolière et gazière sur laquelle l'impérialisme comptait justement.

1.2- Les liens mafieux des dirigeants de l'UMP.

Mediapart vient de révéler des liens étroits qui lient plusieurs proches de Nicolas Sarkozy à Ziad Takkiedine, l'un des protagonistes majeurs de l'affaire Karachi : intermédiaire présumé dans des contrats d'armement, il est au coeur des enquêtes menées par des juges d'instruction parisiens.

Un peu comme les Français qui partent en vacances chez des amis ou la famille pour économiser de l'argent. Jean-François Copé et Brice Hortefeux ont pu décompresser grâce au sulfureux homme d'affaire.

Mediapart dévoile plusieurs photos inédites qui attestent de liens jusqu'ici insoupçonnés avec le premier cercle du chef de l'État. L'ancien ministre de l'intérieur Brice Hortefeux, l'ancien conseiller de Sarkozy Thierry Gaubert, l'actuel secrétaire général de l'UMP et ex-ministre du budget Jean-François Copé, et Dominique Desseigne, le patron du Fouquet's, où Nicolas Sarkozy a célébré sa victoire à l'élection présidentielle en mai 2007.

En août 2003, Jean-François Copé, Brice Hortefeux et leurs épouses sont partis en mer sur "*La Diva*", le yacht de Ziad Takkiedine :

Jean-François Copé a séjourné dans la villa du cap d'Antibes de l'intermédiaire en ventes d'armes, comme ici en août 2003 également :

En octobre 2003, Ziad Takieddine fait aussi visiter le Liban à Jean-François Copé, celui qui est alors secrétaire d'État des relations avec le Parlement :

On ne choisit pas sa famille, mais ses amis oui. Et Ziad Takieddine n'est peut-être pas la meilleure fréquentation pour des hommes politiques. Suite à la publication de ces clichés, les familles des victimes de l'attentat de Karachi ont réclamé, lundi l'audition de Copé et Hortefeux par la justice. (lepost.fr 12.07)

1.3- Verte est l'illusion "***au-delà des frontières politiques***"

Eva Joly a remporté une victoire assez large face à Nicolas Hulot à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts, avec 58,16% des voix.

"*Eva Joly a fait une campagne interne très axée sur la gauche identitaire, maintenant son salut pour la campagne présidentielle c'est d'être ouverte et se servir de la complémentarité avec Nicolas Hulot*", souhaite Virginie Votier, récemment passée du MoDem à EELV, qui milite pour une écologie "*au-delà des frontières politiques*". (liberation.fr 12.07)

2- Egypte.

2.1- Le Conseil militaire égyptien, qui assure l'intérim à la tête du pays, a lancé une mise en garde aux manifestants qui font le siège du plus important bâtiment gouvernemental au Caire et menacent de s'installer dans d'autres lieux de la capitale.

Ils ne doivent pas "*nuire à l'intérêt public*", a prévenu le Conseil alors qu'une manifestation était prévue dans la journée pour demander une vaste purge des membres du régime déchu du président Hosni Moubarak, chassé par la rue en février après quasiment 30 ans au pouvoir, et la comparution devant la justice des policiers accusés d'avoir tué des manifestants pendant la révolte. (AP 12.07)

2.2- Le chef du gouvernement égyptien Essam Charaf a accepté la démission de son vice-Premier ministre, Yehia el Gamal, réclamée par les manifestants, a annoncé mardi le gouvernement sur sa page Facebook. (Reuters 12.07)

Economie

1- UE. De nouveaux cadeaux aux banquiers en perspective

Alors que les résultats des tests de résistance bancaire doivent être dévoilés vendredi, l'Union européenne s'est d'ores et déjà engagée à soutenir les banques qui échoueraient. "*Le Conseil a confirmé que des mesures appropriées seraient prises pour remédier à la situation*", indique un texte adopté mardi 12 juillet par les ministres européens des finances lors d'une réunion à Bruxelles.

Ces mesures incluront une participation du secteur bancaire lui-même mais aussi "*un soutien des gouvernements*" européens "*en cas de besoin*" et dans le respect des règles de concurrence en Europe, pour ne pas avantager certains établissement en difficulté, ajoute-t-il.

Les banques européennes sont très exposées à l'Italie. Le secteur financier allemand est engagé à hauteur de 116 milliards d'euros dans ce pays, selon les chiffres de la Bundesbank. Les établissements français seraient pour leur part exposés "*à hauteur*

de 290 milliards", selon un analyste parisien s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

Les tests de cette année menés sont présentés comme plus "*sévères*" que les précédents et concernent 91 banques représentant 65 % des actifs bancaires européens. (lemonde.fr 12.07)

2- Euro. "***roll-over***" ou plutôt game over !

La réunion mensuelle de l'Eurogroupe n'a pas permis de clarifier quelle participation des banques, compagnies d'assurance et fonds d'investissements était envisagée pour aider la Grèce et les ministres se sont limités à charger un groupe technique de les étudier au cours des prochains jours.

Surtout, ils sont revenus sur leur promesse d'éviter coûte que coûte un "*événement de crédit*" et un "*défaut sélectif*" en Grèce, perspective qui avait pourtant été spécifiquement écartée lors d'une précédente réunion de l'Eurogroupe puis par les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept.

Seule l'opposition de la Banque centrale européenne à cette possibilité a été reprise dans la déclaration finale, laissant le champ libre à l'Allemagne, aux Pays-Bas, à l'Autriche et à la Finlande pour faire passer le message, en public ou en privé, qu'il fallait désormais l'envisager sérieusement.

De source gouvernementale française, on indiquait mardi que le sujet ne serait pas tant de savoir s'il fallait choisir entre l'option française ou allemande de participation du secteur privé à un second plan d'aide à la Grèce, les deux étant jugées comme un défaut de crédit, mais d'apaiser les marchés.

Cette dernière solution, qui permettrait de réduire de manière conséquente le fardeau de la dette grecque, avait déjà été proposée par Berlin et discutée début juin avant d'être finalement écartée car elle impliquait un "*défaut sélectif*" de la Grèce, auquel s'opposaient la BCE et la France.

L'ensemble de la zone euro s'était rallié à cette position après un accord entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel mais ce consensus a volé en éclat lundi, une semaine jour pour jour après que l'agence de notation Standard & Poor's n'indique que la troisième option, celle proposée par la France d'un "roll-over" de la dette grecque arrivant à maturité d'ici 2014, entraînerait également une situation de défaut.

De manière inattendue, les ministres ont en revanche décidé de revoir à nouveau les conditions et le champ d'intervention du fonds de sauvetage "*zone euro*" (FESF), via notamment un allongement des maturités et un abaissement des taux d'intérêt des prêts versés au pays en difficulté.

Mardi matin, le Premier ministre français François Fillon a par ailleurs assuré que l'UE, si besoin, pourrait encore augmenter la capacité effective de ce fonds, qui vient d'être portée à 440 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent des prêts du Fonds monétaire international.

Pour la première fois depuis 1997, le rendement de la dette à dix ans de l'Espagne comme de l'Italie a franchi la barre des 6,0%. (Reuters 12.07)

3- Irlande

L'agence de notation financière Moody's a annoncé mardi avoir rétrogradé la note de l'Irlande en catégorie spéculative avec perspective négative, soulignant que le pays aura sans doute besoin d'un nouveau plan de sauvetage.

La dette de l'Irlande, qui était notée Baa3, tombe à Ba1, le grade le plus élevé dans la catégorie spéculative.

L'agence américaine explique sa décision par la probabilité accrue à ses yeux d'un nouveau soutien financier qu'il faudra accorder au pays après le plan de sauvetage accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international. (Reuters 12.07)

4- Etats-Unis

Le déficit commercial américain s'est creusé à 50,23 milliards de dollars en mai, a annoncé mardi le département du Commerce. Il est le plus élevé depuis octobre 2008.

Les importations ont progressé de 2,6% à 225,1 milliards de dollars. Quant aux exportations, elles ont reculé de 0,5% par rapport à avril pour s'inscrire à 174,86 milliards de dollars. (Reuters 12.07)

Haut de page

Le 14 juillet

Quelques réflexions très rapidement.

1- En Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, en France, les partis de l'Internationale jaune dévoilent au grand jour leur véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire, renvoyant à leurs études les partisans du front unique...

2- A propos de la sortie de l'euro. Elle est souhaitable évidemment, tout dépend dans quelles conditions ou quel contexte elle pourrait se produire, question que les partisans de la sortie de l'euro n'abordent pas ou pas suffisamment. Ils agitent ce slogan comme un hochet en dehors du temps et de l'espace. On se demande s'ils ont vraiment réfléchi aux conséquences qui en découleraient dans tous les rapports économiques au niveau national et international. On rompt avec l'euro et on verra ensuite comment on gère la situation, un caprice de petit bourgeois ou d'aventurier en mal d'imagination. A les entendre on a l'impression que le pays serait seul au monde ou qu'il pourrait imposer sa loi aux autres qui s'empresseraient de la respecter, ben voyons, ce n'est pas sérieux.

L'euro empêcherait de résoudre les problèmes du chômage, de la précarité et de la pauvreté selon Jacques Nikonoff (son article : «Aucune politique de gauche n'est possible avec l'euro»), on se demandera pourquoi lorsque le PCF était au pouvoir avec le PS et que le franc était en vigueur ils ne les ont pas résolus, tout simplement parce qu'ils n'en ont jamais eu l'intention. L'euro aurait "bloqué" la croissance, il a oublié que cette tendance était largement amorcée dès le milieu des années 80, alors que le franc était en vigueur et que la production en Asie était en train de supplanter la production industrielle en Europe.

A l'écouter, il suffirait d'une décision politique dans le cadre des institutions en place (après une "*victoire électorale*", encore un adepte de la "*révolution par les urnes*"), de quelques mesures économiques auxquelles s'associeraient de bonne grâce banquiers et assureurs pour que le tour soit joué, quelle criminelle illusion ! Encore un nostalgique de l'époque de "*la Libération*", de la IVe République, il fait l'impasse sur le plan Marshall, il passe sous silence l'augmentation de la productivité due au remplacement de l'outil de production (obsolète) détruit pendant la guerre (sinon à quoi bon une guerre !), plus loin il confond la situation au début des années 70 avec le monde d'aujourd'hui ou encore Dubaï et l'Argentine avec la France, comme d'autres confondent la situation sociale dans un pays comme la Norvège faiblement peuplé avec sa rente pétrolière, et des pays qui ne disposent pas de matières premières et qui comptent des dizaines de millions d'habitants. Franchement, cela fait penser à quelqu'un qui veut absolument imposer son point de vue et qui est à court d'arguments pour le défendre honnêtement.

Il suffirait de créer de la monnaie à tour de bras pour résoudre tous les problèmes, de la monnaie de singe dont aucun pays ne voudrait, alors expliquez-nous comment vous feriez pour vous fournir en matières premières sur le marché mondial si personne ne voulait de votre franc ? Pas de problème dit-il en tentant de s'en sortir avec une pirouette : tous les pays imiteraient la France, et si tel n'était pas le cas, en attendant vous feriez quoi ? Sans blague, il compte sur Chavez pour lui vendre du pétrole à bon prix ou lui échanger contre des marchandises, alors que les clients du Venezuela se trouvent être les différents impérialistes, dont les Etats-Unis. Dans son délire, il passe au cran supérieur et prévoit de monter les stocks de pétrole de 90 jours à un an, pourquoi pas dix pendant qu'il y est ! Il faudrait prendre la même mesure pour le gaz et la plupart des matières premières importées, le pays se transformerait en un gigantesque entrepôt ! Et le coût du stockage, encore un regrettable oubli, passons.

Il n'est pas plus crédible quand il suggère de ressortir la Charte de la Havane enterrée avant même d'avoir vu le jour. Et pour cause, elle était inapplicable, car elle impliquait (sur le papier) une sorte de répartition des richesses équitable à l'échelle mondiale antinomique avec les lois de fonctionnement du capitalisme qui privilégient l'accumulation du capital entre les mains des plus riches, et non une répartition des richesses entre les différents pays pour assurer le bien-être de leurs peuples, dont les capitalistes n'ont strictement rien à foutre, un point essentiel que Nikonoff a négligé. Selon cette Charte, tous les pays auraient été solidaires les uns des autres pour assurer un développement harmonieux de chacun, le monde aurait baigné dans le bonheur sans remettre en cause le capitalisme, dont les lois ne s'appliquent pas seulement au niveau d'un pays mais à l'échelle mondiale, par exemple un pays qui ne produirait que des cacahuètes se verrait livrer par les autres pays en échange de sa production toutes les matières premières et les marchandises à hauteur de ses besoins, décidément des philanthropes les capitalistes de Wall Street ; je n'ai pas lu en détail cette Charte, je dirais une utopie destinée à rester lettre morte, une illusion ou une forfaiture, une profession de foi pleines de bonnes intentions sans lendemain, j'en fais peut-être ou sans doute encore une lecture trop généreuse.

Point besoin de révolution, une élection fera l'affaire, on conserve les institutions et la Constitution de la Ve République retoquée, donc point besoin d'un parti révolutionnaire, pas de guerre civile, et pour cause il n'est pas question d'exproprier les capitalistes (sans les indemniser). Nikonoff stalinien for ever !

Nous nous sommes écartés de notre sujet, la sortie de l'euro. Elle serait envisageable au plan intérieur, le franc servirait aux échanges au plan national, tandis que l'euro serait conservé comme monnaie de change pour les transactions internationales pour ne pas se retrouver du jour au lendemain coupé du marché mondial. On peut interpréter cela comme une concession au

capitalisme dans la mesure où il serait impossible de procéder autrement, en attendant que le prolétariat d'autres pays se soulève et que la révolution sorte de son isolement qui à terme signifierait sa mort.

Il y a les principes et il y a la réalité qui nous impose d'ajuster nos principes, refuser de l'admettre serait suicidaire... L'essentiel, c'est d'inscrire cette mesure, qui d'une certaine manière nous serait imposée, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, de la révolution permanente à l'échelle mondiale.

En famille. Plus royaliste que le roitelet.

François Hollande : «*Alors moi, je vais prendre un engagement devant vous : c'est que, si je suis élu président de la République, ma première priorité (...), ce sera de réduire et de maîtriser la dette publique*» a-t-il dit sur Europe 1.

«*Parce que la dette publique, c'est l'ennemie de la gauche et c'est l'ennemie de la France*» a-t-il ajouté. (20minutes.fr 13.07)

Raison de plus pour boycotter les élections de 2012 ! Annulation de la dette, c'est non négociable !

L'ennemi de la "gauche", c'est celui qui veut faire payer la dette de l'Etat aux travailleurs au lieu de la faire payer aux banquiers, à l'aristocratie financière et aux capitalistes en général.

Vous avez dit hystérique ?

«*C'est à ne rien y comprendre,* soupire Sylvain Broyer chez Natixis. *Car il n'y a pas de raison objective de s'attaquer à l'Italie. Ses finances publiques ne mettent pas en péril ce pays qui a su, contrairement à d'autres, faire certaines réformes.*»

Pour Jean-Luc Proutat, chez BNP Paribas «*Les marchés sont simplement devenus hystériques*». (liberation.fr 13.07)

Ils veulent le beurre, l'argent du beurre et le cul de la crémière en prime, c'est marrant que ces gens-là dont c'est le métier de comprendre l'économie n'y comprennent finalement pas grand chose. C'est ce qui arrive à tous les gens qui croient détenir la vérité !

Comment ça marche.

L'anarchie du capitalisme concerne aussi la finance. Tous les gouvernements complices mais aucun ne veut assumer, normal.

Alors que l'Europe se déchire autour des plans de sauvetage, les fonds d'investissement internationaux spéculent sur l'avenir incertain de la Grèce, de l'Italie ou encore de l'Irlande. En face, les détenteurs de Credit Default Swaps (CDS) misent sur la faillite.

La dictature de l'euro et la lutte des classes en question.

Leurs finances au bord de la faillite sont au coeur du débat européen. Cette instabilité résulte principalement d'un manque de souplesse de leurs mécanismes d'ajustement face à un euro fluctuant. D'autre part, ces pays souffrent d'une situation sociale conflictuelle née d'un taux de chômage élevé.

Les hedge funds... comme au casino.

Les banques d'un État surendetté craignent pour leurs propres finances. Elles cherchent donc à se défaire rapidement de leurs dettes. Entrent alors en jeu de nouveaux investisseurs prêts à prendre des risques. C'est le créneau des hedge funds. Ils rachètent cette dette à moindre coût en pariant sur une amélioration de la situation.

Spéculer, une "*réaction normale*".

Rien de scandaleux à cela, selon les investisseurs. "*Ce n'est pas de la spéculation, mais une réaction normale aux signaux du marché. Ceux qui sont à blâmer sont les gouvernements de ces pays qui ont laissé filer leur déficit. Si cette situation se présentait dans le cadre d'une entreprise, celle-ci aurait fait faillite depuis longtemps*", nous confie le président d'une société d'investissement française. (Faux : avant son "redressement" la dette de General Motor dépassait les 70 milliards de dollars et la plupart des grandes entreprises fonctionnent à crédit, cela ne pose pas de problème en temps normal, mais quand les ventes baissent durablement, c'est la faillite. - note du site)

Quand le malheur des uns fait le bonheur des autres.

Autres profiteurs potentiels, les détenteurs de CDS. Cette prime à l'assurance peut s'avérer extrêmement rentable si l'acheteur a anticipé les difficultés financières de l'État. Il touchera cette prime et les bénéfices liés en cas de rupture de contrat si le pays fait défaut.

Opportunisme.

Les fonds d'investissement sont souvent montrés du doigt, accusés d'avoir un comportement opportuniste face aux pays en crise. S'il est clair qu'ils ont gros à jouer dans les pays endettés, les conséquences de leur implication ne sont pas forcément néfastes. (pour qui ? - note du site)

Tirer profit d'un cadavre.

La participation du secteur privé dans le rachat de la dette profite indirectement aux institutions financières, notamment au FMI et à l'UE, qui voient le montant qu'elles auront à déverser, si le pays fait défaut, diminuer à vue d'oeil.

Ceux qui misent sur la faillite.

À l'inverse, les détenteurs de CDS tentent d'influer sur la confiance des investisseurs en soulignant les faiblesses du pays concerné afin de le conduire à la faillite.

Juge et partie à la fois ou marché de dupes.

Les notes attribuées à chaque pays par les agences de notation pèsent directement sur la confiance des investisseurs. Or, les anticipations de ces derniers sont auto-réalisatrices. S'ils jugent qu'un pays est en passe de faire faillite, ce pays fera effectivement faillite. "*Le résultat dépendra donc de celui qui aura été le plus convaincant.*"

La crise de la dette se résumerait donc à un vaste terrain d'affrontement entre des agents économiques aux intérêts opposés. Le jeu d'influence des deux parties explique notamment les difficultés rencontrées par les institutions financières et l'Union européenne pour trouver un accord et le mettre en pratique. Leur décision de sauver ou non les pays endettés sonnera la fin du combat. (lepoint.fr 13.07)

Politique

1- France

"*Ce qui va peser, parmi bien des paramètres, c'est la façon dont chacun se comportera durant les dix prochains mois*", a estimé François Fillon devant les députés et sénateurs de l'UMP et du Nouveau centre à l'Hôtel de Matignon.

François Fillon s'est dit persuadé que la "*crédibilité*" de Nicolas Sarkozy fera la différence en 2012. (lexpress.fr 13.07)

Que sous-entend et dit Filllon ?

Ce qu'il sous-entend. Que si lors du Congrès (députés et sénateurs) le PS ne vote pas l'introduction de la "règle d'or" dans la Constitution, il portera la responsabilité de la dégradation économique des comptes de l'Etat après avoir été sanctionnée par les agences de notation, parce qu'il estime que la majorité de la population serait convaincu du bien-fondé de cette modification de la Constitution. Dans ce cas-là pourquoi n'organise-t-il pas un référendum ? Parce qu'il en connaît d'avance le résulat qui serait négatif.

Ce qu'il dit. En évoquant la "*crédibilité*" de l'épileptique du Château qui plafonne à 30% dans les sondages, il compte sur la propagande du gouvernement relayée en boucle quotidiennement jusqu'au mois de mai 2012 par les médias aux ordres pour faire oublier son bilan catastrophique. On fait confiance à l'UMP pour user de tous les moyens à sa disposition pour orchestrer une campagne délétère contre son principal adversaire à l'élection présidentielle, le PS pour ne pas le nommer, pour redorer le blason de La Talonnette littéralement haït par l'immense majorité.

Cette bataille de chiffonniers ne nous intéresse pas, qu'ils s'étripent entre eux, on comptera les points. Par contre, on mettra en lumière leurs coups tordus pour mettre en garde les travailleurs contre ce qui les attendra quand ils se soulèveront contre le régime, histoire de leur montrer de quoi ils sont véritablement capables, en leur précisant qu'ils n'ont encore rien vu, qu'ils n'ont là qu'un avant-goût des méthodes qui caractérisent la mentalité misérable de ces représentants du lumpenprolétariat de la bourgeoisie aux abois.

2- Espagne

Les députés espagnols ont approuvé mardi soir la limite de budget pour 2012 (117,353 milliards d'euros), qui prévoit un recul des dépenses de 3,8% par rapport à 2011, le gouvernement souhaitant poursuivre sa politique d'austérité afin de réduire son déficit public. (liberation.fr 13.07)

3- Italie

Le ministre italien de l'Economie et des Finances, Giulio Tremonti, a annoncé mercredi que le plan de rigueur (40 milliards d'euros) allait être "*renforcé*" et "*approuvé d'ici vendredi*" par le parlement afin de rassurer les marchés qui craignent une contagion de la crise de la dette à l'Italie.

"*Le décret sera renforcé sur les quatre années*", soit de 2011 à 2014, et "*approuvé d'ici vendredi*" par le parlement, a déclaré le ministre lors de l'assemblée de l'association bancaire italienne à Rome, sans donner plus de précisions.

L'Italie inquiète les marchés en particulier en raison de son énorme dette publique de près de 1.900 milliards d'euros (environ 120% de son PIB) qui est l'une des plus élevées du monde en valeur absolue.

Répondant à l'appel à l'unité du président de la République Giorgio Napolitano et du chef du gouvernement Silvio Berlusconi, majorité et opposition sont tombées d'accord mardi pour accélérer l'adoption du plan par le Parlement. (liberation.fr 13.07)

4- Egypte

Le ministre de l'Intérieur égyptien Mansour el-Issawi a annoncé mercredi le limogeage de 587 officiers supérieurs de la police, ce qui était l'une des revendications des manifestants campant place Tahrir depuis six jours pour réclamer une accélération des réformes.

Dans le même temps, l'agence de presse officielle a annoncé que les élections législatives, dont on attendait la tenue en septembre, devraient avoir lieu un ou deux mois plus tard, un report annoncé par la junte assurant l'intérim du pouvoir et qui va également dans le sens des demandes des manifestants.

Selon la télévision publique, 37 des officiers limogés seront inculpés pour avoir tué des manifestants. (AP 13.07)

5- Algérie.

Le mouvement de grève des personnels navigants commerciaux (PNC) d'Air Algérie, entamé lundi, s'est radicalisé mercredi avec l'annulation de l'ensemble des vols intérieurs et extérieurs, a annoncé mercredi la radio algérienne, recommandant aux voyageurs "*d'appeler avant de se déplacer à l'aéroport*".

Devant la tournure dramatique prise par cette grève mardi soir, le directeur général d'Air Algérie, Mohamed Salah Boultif, avait annoncé que "les meneurs de la grève sont licenciés et leur réintégration se fera au cas par cas après la reprise du travail".

Cette radicalisation a également poussé la Coordination des sections syndicales de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à lancer "*un appel à la sagesse et à l'apaisement des esprits*".

"*La revendication du personnel navigant commercial, même légitime, ne peut aboutir que dans un cadre consensuel et concerté entre tous les syndicats et l'entreprise*", ajoute la Coordination de son communiqué.

Par ailleurs, l'Associated Press a appris mercredi par la voix d'un haut responsable de l'Union générale de travailleurs algérien (proche du pouvoir) que "*des discussions sont en cours actuellement pour débloquer rapidement la situation dans la journée*".

Le syndicat revendique une augmentation des salaires de l'ordre de 106%, alors que le nouveau directeur général Mohamed Salah Boultif, avait expliqué lundi qu'"*il ne pouvait aller au-delà de 20% d'augmentations pour tous les personnels de la compagnie, faute de quoi l'équilibre financier, au demeurant très fragile de l'entreprise, risque d'être affecté*". (AP 13.07)

6- Israël. Boycott !

La loi adoptée par la Knesset (Parlement israélien), qui érige en infraction le fait d'appeler à un boycott contre l'État d'Israël ou ses colonies de Cisjordanie, aura un effet délétère sur la liberté d'expression en Israël, a déclaré Amnesty International mardi 12 juillet.

Cette loi controversée, votée dans la nuit du 11 juillet, érige en infraction civile le fait d'appeler au boycott économique, culturel ou intellectuel de personnes ou d'institutions en Israël ou dans les territoires palestiniens occupés pour des motifs politiques.

Toute personne appelant à un tel boycott peut faire l'objet de poursuites et être frappé d'une amende (jusqu'à 50.000 shekels, environ 10.000 euros).

Les partisans de cette loi, initialement présentée en juillet 2010 par le député de la Knesset et président de la coalition Ze'ev Elkin, ont clairement fait savoir que ce texte visait principalement à sanctionner les personnes qui appellent à boycotter pour faire campagne contre les colonies illégales d'Israël dans les territoires palestiniens occupés ou dénoncer les violations des droits des Palestiniens actuellement induites par ces colonies.

« *Bien que ses partisans allèguent le contraire, cette loi est une tentative flagrante de museler la dissidence et le travail de campagne pacifiques en attaquant le droit à la liberté d'expression, que tous les gouvernements se doivent de respecter* », a indiqué Philip Luther, directeur adjoint du Programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International.

« *La définition vague du boycott peut s'appliquer à tout citoyen utilisant cet outil de dissidence non violente pour critiquer une personne ou une institution impliquée dans des atteintes aux droits humains ou des violations du droit international en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.* »

Plusieurs ONG israéliennes de défense des droits humains ont fait savoir qu'elles comptaient se pourvoir devant la Haute Cour de justice israélienne.

Les parties qui portent plainte n'auront pas à prouver que l'appel au boycott a engendré des dommages réels : les tribunaux pourront ordonner aux personnes ou aux organisations concernées de verser des dommages et intérêts indépendamment des torts causés.

En outre, la loi autorise le ministre des Finances à annuler l'exonération d'impôts des ONG appelant à un boycott, ce qui menace le financement de nombreuses ONG israéliennes de défense des droits humains. Les sociétés ou les associations prenant part à un boycott risquent également de perdre le droit de postuler pour des contrats gouvernementaux. (Amnesty International 12.07)

Social.

France

Déjà en forte augmentation au premier trimestre, l'indice de référence des loyers (IRL) qui sert de base à la révision des loyers a poursuivi sa croissance entre mai et juin. Les locataires doivent s'attendre à une progression de 1,73%. (lefigaro.fr 13.07)

Economie.

1- UE

La zone euro continuait mercredi d'être divisée sur la question d'un possible défaut grec, qui devrait finalement être tranchée la semaine prochaine lors d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 17 pays de la monnaie unique.

Berlin, qui avait mercredi matin largement refroidi les espoirs de voir une telle réunion être organisée, a fini par en accepter le principe, a indiqué une source diplomatique de haut rang, qui a ajouté que la date finale dépendrait de l'avancement des discussions en cours sur la participation du secteur privé à un second plan d'aide à la Grèce.

Pratiquement au même moment, l'agence de notation Fitch annonçait l'abaissement de la note de la Grèce, qui était déjà en catégorie spéculative, de B+ à CCC en invoquant l'absence d'un programme crédible dans le pays.

" *Le principe d'avoir une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro est accepté par les principaux acteurs, dont l'Allemagne* ", a dit ce diplomate, avant de préciser que le sommet aurait lieu la semaine prochaine et non vendredi comme évoqué initialement.

Il a par ailleurs indiqué que la date finale en serait arrêtée en fonction de l'état d'avancement des discussions en cours entre les membres de la zone euro sur le double dossier de la participation du secteur privé et d'un " *défaut sélectif* " de la Grèce qui serait déclaré par les agences de notation et dont les conséquence potentielles sont incalculables.

Apportant de l'eau au moulin allemand, le Fonds monétaire international a estimé que cette participation privée à un nouveau plan grec était primordiale alors que la dette du pays devrait atteindre un pic à 172% en 2012, contre 159% précédemment attendu.

Selon plusieurs diplomates, trois idées restent sur la table: celle d'un rachat d'obligations grecques sur le marché secondaire avec l'aide du fonds de soutien "zone euro" (FESF), celle d'un " *swap* " d'obligations existantes pour de nouveaux titres à la

maturité allongée, poussée par l'Allemagne, et celle d'un " *roll-over* " de la dette grecque, soutenue par la France.

Au-delà des cas grecs, irlandais et portugais, les trois pays bénéficiant d'un plan d'aide, c'est aussi et surtout désormais les situations de l'Italie et de l'Espagne, des pays jugés trop gros pour être secourus, qui inquiètent les marchés.

Avant de se replier légèrement mercredi, les rendements des obligations italiennes et espagnoles ont touché des plus hauts historiques ces derniers jours. " *Les grands pays sont désormais en crise. Cela devient assez dangereux* ", a estimé un trader. (Reuters 13.07)

2- Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis est prête à poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire en cas de faiblesse économique et de recul de l'inflation, a déclaré mercredi le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke.

Il présentait devant la commission des services financiers de la Chambre des représentants son exposé semestriel sur l'état de l'économie.

" *Il reste possible que la récente faiblesse économique se montre plus tenace que prévu et que les risques déflationnistes ressurgissent, induisant la nécessité d'un soutien monétaire supplémentaire* ", a déclaré Ben Bernanke.

Il a souligné que les prévisions de la Fed de juin, déjà nettement révisées à la baisse par rapport à celles d'avril, ne comprenaient pas les derniers indicateurs et notamment les chiffres très décevants de l'emploi en juin.

Wall Street a bondi aussitôt après ce discours, sur l'espoir d'un nouvel assouplissement monétaire. Les trois grands indices avaient gagné plus de 1% en matinée. Ils restaient en hausse dans l'après-midi mais avaient réduit leurs gains.

Prié de dire si la Fed serait disposée à relancer un programme de rachat d'obligations si la situation économique se dégradait, Bernanke a répondu: " *Tous les choix doivent être disponibles; nous ne savons pas comment l'économie va évoluer* ".

Questionné sur le budget, le président de la Fed a répété que si le plafond de la dette n'était pas relevé, ce serait un gros coup dur pour la reprise économique mondiale.

" *Réduire des programmes ou relever les impôts de telle manière que cela diminue la demande cumulée (...) voilà qui ralentira l'économie* ", a-t-il expliqué. (Reuters 13.07)

Haut de page

Le 15 juillet

En famille. Édouard de Rothschild est de gauche, si, si...

Selon le directeur de la publication et de la rédaction du quotidien *Libération*, Nicolas Demorand, dans une interview publiée par L'Express, Libération est '*aujourd'hui en France le seul grand quotidien de gauche*' et '*a pour vocation de restituer la totalité des débats qui peuvent traverser cette famille politique*'. (lemonde.fr 14.07)

Consommer toujours plus...

La France compte 16,6 millions d'abonnés à une offre payante, selon Médiamétrie. (lefigaro.fr 14.07)

Parole d'internaute

(Sur le bras de fer entre démocrates et républicains aux Etats-Unis.)

- "*Je ne comprends pas comment une banque qui possède 1 dollar peut en prêter 30 voire 32. Il fallait que cela pète. Aux US, les Bush Tax cuts depuis 10 ans ont eu un impact négatif sur l'economie: très peu de croissance économique, l'emploi n'en parlons plus, et les recettes du Gouvt ont baissé + le cout des guerres... Un courrier d'investisseur récent dit que cette crise de la dette va déboucher sur "a Major Global financial Collapse", un effondrement global du système financier très douloureux.*" (lemonde.fr 14.07)

Mais cher monsieur, c'est ainsi que fonctionne les banques et le capitalisme en général. Lire plus loin l'article sur JP Morgan Chase.

- "*Imaginez vous que les républicains ont refusé un plan de réduction de $4T composé de 85% d'économies et de 15% d'extra revenus....car la proposition de la Maison Blanche proposait 87%/13%. Tout est la*." (lemonde.fr 14.07) (4T signifie 400 milliards de $ - notde du site)

Imaginez un instant ce que représente 2% en plus d'impôt sur des dizaines et dizaines de milliards de dollars de bénéfices...

- " *L'impôt sur le revenu est le plus bas depuis plusieurs décennies aux USA. Reagan lui-même avait augmenté les impôts, d'ailleurs. Non, ce qui coince aujourd'hui, ce sont ces républicains intransigeants (fanatiques?) dont la ligne est de garder les avantages fiscaux pour les ménages gagnant plus de $250k/an. Voyez vous, si les républicains cédaient, le "Tea Party" s'en prendrait à coeur joie et pourrait même se présenter seul à la présidentielle. Je crois que c'est ça, le cauchemar des républicains*." (lemonde.fr 14.07)

Vous avez dit "*fanatiques*, c'est le mot correct, et ce sont des fanatiques qui a deux reprises ont mis le monde à feu et à sang au XXe siècle, ont orchestré le 11 septembre 2001 pour justifier la guerre contre l'Afghanistan puis l'Irak, puis la Libye...

Quel sale type...

- "*N'est ce pas M. Sarkozy qui a décoré de la légion d'honneur le 1er janvier dernier ce grand patriote qu'est Marc Ladreit de Lacharrière, patron de Fitch. Le même dont l'incompétence est affigeante et reconnue, et dont on peut dire qu'il est en partie responsable de la crise de subprimes. On ne comprend toujours pas pourquoi une procédure judiciaire n'a pas été ouverte contre ce type*."

Contre qui, la particule ou La Talonnette ou les deux ?

Le stalinisme n'est pas mort. Le plus sérieusement du monde, quand leur trahison devrait servir de guide aux travailleurs !

Le PRCF prône l'alliance du drapeau de la Commune avec celui tricolore de ses bourreaux, les Versaillais, sans rire : "*pour marcher au socialisme dans les conditions de notre époque*" !

Côté cour : "*En un mot, engager la rupture totale avec l'Union européenne du capital et avec le système capitaliste*."

Côté jardin : "*Comme nous l'ont appris Maurice Thorez et Jacques Duclos à l'époque du Front populaire, réapproprions-nous l'alliance victorieuse du drapeau tricolore et du drapeau rouge frappé des « outils » pour remettre la classe travailleuse à l'offensive face à l'énorme crise du capitalisme, de l'UE et de l'euro qui ne cesse de s'aggraver.*

Vive la République sociale, souveraine et fraternelle qui permettra à notre peuple d'en finir avec le capitalisme destructeur pour marcher au socialisme dans les conditions de notre époque !" (extrait d'un tract daté du 12 juillet reçu hier)

Le PRCF se réfèrent aux responsables du Front populaire qui ont refusé de rompre en 1936 avec le capital et la IIIe République et qui ont livré le prolétariat français au régime de Vichy, à Hitler, comme quoi on ne se refait pas.

Si dans le site vous ne trouvez plus de documents émanant du Front syndical de classe, c'est parce qu'ils ne m'en envoient plus, ils ont dû juger mes critiques et mes rappels historiques un peu trop embarrassants, ils doivent avoir comme bien d'autres une conception amnésique ou sélective, étriquée de la démocratie. Il faut dire qu'ils sont issus du même tonneau que les dirigeants du PRCF et qu'ils ne s'en cachent pas en faisant référence au stalinien Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992, successeur et dauphin désigné du stalinien de choc Georges Séguy, conspué, éjecté en mai 68 avec les dirigeants de la CGT de l'usine Renault de Boulogne Billancourt...

Pour nous la démocratie ne se décrète pas et ne serait se limiter à un moment particulier de la lutte des classes, elle englobe la totalité de l'activité des partis et de leurs dirigeants. Si certains sont incapables d'assumer leurs discours et leurs actes dans le temps, nous n'y pouvons rien, c'est du domaine de leur responsabilité et non de la nôtre, car de notre côté, nous n'avons absolument rien à cacher aux militants et aux travailleurs, y compris nos erreurs quand nous en avons commises.

Si le PRCF demeure un pur produit du PCF, je m'interroge sur le courant ou la tendance qui se prénomme *La Riposte* dont autant les analyses, la phraséologie et la terminologie sont étrangères au PCF, pour tout dire, elles ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles du courant CCI du POI ou à celui issu de la LCR au sein de la tendance 1 ou 2 du NPA, ou encore l'association *Le Militant* ou les militants qui en sont issus (ex- La Lettre de Liaisons) et ont rejoint le Parti de gauche (dont Vincent Présumey, Raymond

Debord et Eric Augnet). Lisez leur article intitulé *Il y a 90 ans : la naissance du PCF* et vous en serez totalement convaincu, il ne peut pas avoir été écrit par un cadre ou dirigeant du PCF, car un tel parti ne peut sécréter de tels militants ou de telles analyses.

Ce courant ou cette tendance fait la retape auprès des militants et des travailleurs pour s'évertuer à présenter le PCF comme un parti révolutionnaire ou un véritable parti communiste qui se serait égaré du droit chemin (sic !), car ils doivent estimer que ce parti est indispensable et qu'aucune solution politique conforme aux intérêts des travailleurs ne serait possible sans qu'y soit associée le PCF et bien entendu le PS, c'est nous qui ajoutons cette précision. Lors récemment de l'élection par les militants du PCF de leur candidat à la candidature du Front de gauche pour les présidentielles de 2012, ils ont soutenu un apparatchik du PCF depuis 30 ans, André Chassaigne, sans doute un "*vrai communiste*".

J'ai lu quelques-uns de ses discours et tout comme dans ceux que j'ai lu de La Riposte, il y ait bien question de renationalisations et quelques autres réformes, de la rupture avec l'Union européenne, mais nulle part je n'ai trouvé trace de la nécessité de mener le combat pour l'abolition des institutions de la Ve République, pas plus que l'expropriation sans indemnité des capitalistes, il faut que je précise que je n'en ai lu qu'une dizaine sur leurs sites ou différents blogs. Le PRCF tient exactement le même discours, le Comité Valmy ou l'Arc également.

La méthode. Les staliniens et les crypto-staliniens avancent des revendications qui se veulent radicales sans l'être vraiment quand on y regarde de plus près, dans l'objectif de répondre partiellement à l'état d'esprit de l'avant-garde du prolétariat et acquérir leur confiance ou endormir leur méfiance, mais ils y manquent toujours le petit quelque chose qui inscrirait ces revendications dans la perspective d'une rupture avec le capitalisme qui passera obligatoirement par une solution politique, la liquidation des institutions et l'élévation de la classe des exploités au rang de classe dominante. Cela fait penser à la technique de marketing des supermarchés qui mettent en tête de gondole des produits bon marché pour attirer le client et dont on pourrait très bien se passer, tandis que plus vous avancez dans leur boutique vous décrouvrez que les produits qui vous intéressent sont hors de portée de votre bourse. On aurait pu prendre l'exemple des morceaux de poisson disposés au fond d'un casier métallique pour attirer des proies, et dont ils ne peuvent plus s'échapper.

La technique bien rodée consiste à avancer des revendications sociales quand il est évidemment impossible de les satisfaire, pour les abandonner quand les conditions sont réunies pour les satisfaire sous divers prétextes fallacieux. Ce fut le cas en 36, 47, 68, 81 et lors de chaque mouvement social d'ampleur nationale (Sécu, retraite, etc). Et comment procèdent-ils pour s'en sortir ? C'est très simple, en prétendant que les conditions (le rapport de forces par exemple) ne sont pas réunies alors qu'elles le sont, ce que les militants peuvent difficilement comprendre, puisqu'on ne leur a jamais expliqué en quoi consistaient vraiment ces conditions, conditions qui se situent sur le plan politique, souvenez-vous, un plan qui a été volontairement délaissé au profit des seules revendications à caractère social. A ce stade, les militants qui n'ont pas vraiment de repères (politiques) doutent, se divisent, et l'appareil du parti en profite pour liquider le mouvement engagé et soutenir à fond le régime l'air de rien.

On pourrait affirmer que c'est la raison d'être du PC et du PS et ses satellites. Ce sont des partis fondamentalement contre-révolutionnaires, qui ont pour seul objectif d'attirer vers eux les travailleurs en rupture partielle ou totale avec le régime, à la fois pour les dégoûter et les détourner du socialisme, leur interdire de trouver une issue politique en dehors du régime (les institutions), les empêcher de se tourner vers d'autres partis ouvriers du type POI, NPA ou LO, pour finalement assurer la survie du régime en place.

Cela ne signifie pas que l'on ne puisse pas combattre avec des militants de ces partis qui peuvent être parfaitement sincères dans leurs intentions, mais cela signifie aussi qu'il est impossible de proposer une politique de front unique en direction de ces partis ou leurs dirigeants dont il n'y a absolument rien à attendre, ce que l'immense majorité des travailleurs ont compris depuis belle lurette.

L'entrisme dans ces partis qui conduit à les présenter autrement que ce qu'ils sont vraiment ou qui conduit à faire naître l'illusion dans la tête des travailleurs que ces partis et leurs dirigeants pourraient évoluer favorablement, est une entreprise criminelle vouée de toutes manière à l'échec, comme les expériences passées l'ont amplement prouvées.

Je rajoute quelques lignes après avoir trouvé quelques renseignements intéressants sur le Net.

C'est difficile de s'y retrouver dans cette multitude de courants, après réflexion bien que je ne puisse rien affirmer, La Riposte serait bien pilotée par des militants du courant *Le Militant* qui pratique l'entrisme dans différents partis. (http://www.marxist.com)

Dans sa présentation on peut lire ceci :

- "*Les communistes sont tous d'accord sur la nécessité de lutter contre le capitalisme et d'en finir avec ce système. C'est un acquis très important, qui forme le socle commun de l'ensemble du parti.*".

L'"*ensemble du parti*" lutterait pour en finir avec le capitalisme, il y en a qui sont déjà en train d'étouffer de rire en lisant cela, voilà à quelle falsification honteuse on en arrive pour justifier sa place dans le PCF et ne pas s'en faire éjecter.

- "*nous avons besoin d'un PCF puissant et doté d'un programme et d'une stratégie qui frappent au cœur du problème, c'est-à-dire à la propriété capitaliste des banques, de l'industrie et de la grande distribution.*"

Pas une seule référence aux institutions de la Ve République qu'il nous faut abattre, je confirme. (A suivre)

Extrait de Wikipédia :

- Le Militant est une association, créée en 2004, issue de la tendance trotskiste internationale « Militant » de Ted Grant, dont ils ont tiré un bilan critique.

Ses adhérents sont également membres du Parti socialiste, du Parti communiste français, du Parti de Gauche et des responsables syndicaux de la CGT de FO et de la FSU

A la différence d'autres tendances issues du trotskisme, les rédacteurs de Militant cherchent à combiner présence dans les partis de gauche (PCF, PG), construction des organisations syndicales (principalement CGT et FO) et action à la base dans les milieux populaires délaissés.

Sur le site www.marxist.com, j'ai commencé à lire un article fort intéressant où j'ai appris qu'il existait deux tendances principales au sein de la IVe Internationale en 1946, une prétendant que le capitalisme en Europe (et dans le monde) allait connaître une nouvelle période de stabilité et de développement, donc que la révolution ne serait pas à l'ordre du jour pendant toute cette période ou qu'elle n'aurait aucune chance de vaincre, ce qui fut amplement confirmé par ce qui a été appelé les *Trente glorieuses* et l'échec de tous les mouvements sociaux ou politique à caractère plus ou moins révolutionnaire, et l'autre prétendant exactement le contraire défendu notamment par Pierre Lambert (ex-dirigeant de l'OCI-PCI-PT), autrement dit la théorie foireuse de "*l'imminence de la révolution* qu'on nous concoctait encore à l'OCI à la fin des années 70 ne datait pas de la veille, elle était le produit d'un dirigeant névrosé qui s'était toujours avéré incapable d'analyser correctement les conditions objectives, cela vaut évidemment pour tous ceux qui l'ont suivi aveuglément et son dauphin, D. Gluckstein.

Je suis capable de faire la part des choses et je ne partage pas pour autant les positions opportunistes défendues par ce courant politique.

Ce qui est totalement intolérable dans cette histoire, ce n'est pas que Lambert ait commis une erreur, cela arrive à tout le monde, mais qu'il se soit entêté dans son erreur pendant 30 ans, que pendant 30 ans il ait trompé des milliers et milliers de militants, dont votre serviteur, qu'il ait systématiquement écarté ou exclu les militants, cadres ou dirigeants qui osaient remettre en doute son analyse de la situation qui était foireuse. C'est terrible camarades, terrible !

J'avais déjà abordé ce sujet dans plusieurs articles ou causeries, mais j'ignorais jusqu'à présent à quelle époque précise elle remontait. Lambert n'était pas un crétin, il avait largement eu le temps de se rendre compte de son erreur et pourtant il a persisté dedans pendant trois longues décennies, à ce stade-là, ce n'était plus une simple erreur d'appréciation passagère, mais un penchant avéré, délibéré, conscient à tromper les militants de son parti.

Je répète que je ne partage pas les positions souvent brouillonnes ou opportunistes défendues par ce courant, cependant par moment ils ont des moments de lucidité sur la situation, dont d'ailleurs ils sont incapables de tirer partie, on en recausera sûrement prochainement. Ils développent une analyse conforme au marxisme que tout développement du capitalisme se traduit à un moment donné par le développement de la lutte des classes, et qu'il faut s'attendre à ce développement dans les pays comme la Chine, ce que nous avons commencé à observer ces toutes dernières années, d'où la nécessité pour nous de nous pencher davantage sur l'évolution de la situation en Chine et les pays dits émergents. (A suivre)

Politique

1- France. Surprise, surprise.

Mercredi, cinq soldats français ont été tués et quatre autres grièvement blessés dans un attentat en Afghanistan, dans la province de Kapisa (nord-est). Ces morts portent à 69 le nombre de soldats français tués dans ce pays depuis 2001.

La veille, Nicolas Sarkozy s'était rendu en visite surprise en Afghanistan.

Nicolas Sarkozy a expliqué avoir décidé de réunir un conseil de sécurité jeudi midi à l'Elysée pour organiser "*les nouvelles conditions de sécurité du travail de nos soldats, dans la période de transition qui s'ouvre entre aujourd'hui et le départ des forces françaises d'Afghanistan*".

"*Nous sommes maintenant davantage face à des actions de type terroriste que seulement des actions militaires*", a constaté le chef

de l'Etat à l'issue de cette visite. "*Il y a donc un nouveau contexte, et face à ce nouveau contexte il faut de nouvelles mesures de sécurité*". (AP 14.07)

Foirée la parade militaire de Sarkonapoléon, pas de bol !

En France, quand un fait divers défraie la chronique, le parvenu de Neuilly se jette dessus et pond dans la foulée une nouvelle loi liberticide qui ne change rien aux conditions à l'origine de ce fait divers, en Afghanistan, à défaut de pouvoir pondre une loi dont les Afghans se foutraient éperduement, après la mort de ces soldats le voilà qui requalifie une guerre en acte terroriste pour masquer l'impuissance ou l'incapacité de l'armée d'occupation de vaincre la résistance afghane.

2- Egypte

L'idée insolite de lancer des chameaux et des chevaux contre les manifestants de la place Tahrir au Caire en février faisait partie d'un plan élaboré par l'ancien président de la Choura (Sénat), Safouat el-Chérif, un proche du président Moubarak, ont indiqué jeudi des enquêteurs.

La commission chargée d'enquêter sur les événements de la journée du 2 février, l'une des plus violentes du soulèvement, a déterminé que M. el-Chérif, également chef du parti présidentiel, était le «cerveau» d'une vaste opération visant à briser la contestation ce jour-là.

M. el-Chérif fait partie d'un groupe de 25 personnes que le parquet a décidé la semaine dernière de traduire en justice pour avoir orchestré les violences ce jour là. On y trouve également l'ancien président de la chambre des députés, Fathi Sorour. (liberation.fr 14.07)

Economie

1- Grèce

Après l'agence de notation Standard & Poor's, c'est au tour de Fitch de dégrader de trois crans la note souveraine de la Grèce à CCC, contre B+ auparavant. (lemonde.fr 13.07)

2- Etats-Unis

2.1- Faites sauter la banque.

La deuxième banque américaine, JP Morgan Chase, a inscrit un bénéfice net de 5,4 milliards de dollars (3,80 milliards d'euros) au deuxième trimestre.

Le produit net bancaire a progressé de 7% à 27,4 milliards de dollars.

L'encours de créances était de 689,74 milliards de dollars à la fin du trimestre contre 686 milliards fin mars. (Rreuters 14.07)

Le produit net bancaire est une dénomination spécifique aux établissements bancaires, équivalent au chiffre d'affaires. Il s'agit de la somme des produits d'intérêts et des produits non productifs d'intérêts. (http://www.boursereflex.com/lexique/pnb)

2.2- Deux poids et deux mesures

La tension est brusquement montée autour de l'impasse du débat budgétaire aux Etats-Unis. Le pays risque en effet de perdre sa note de crédit maximale AAA dans les semaines qui viennent si le Congrès ne parvient pas à trouver un accord pour relever le plafond de la dette nationale, a annoncé l'agence de notation Moody's, mercredi 13 juillet.

Les risques d'un défaut de paiement sur les obligations d'Etat américaines, qui passent pour être l'investissement le plus sûr au monde, ont augmenté depuis que l'Etat a atteint, le 16 mai, le plafond légal d'endettement de 14 294 milliards de dollars.

Les républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, refusent de voter un relèvement et demandent qu'on s'attaque au déficit. Ils ne se satisfont pas des coupes dans les dépenses sociales proposées par M. Obama, car le président démocrate souhaite également augmenter la fiscalité des plus riches, un chiffon rouge pour ses adversaires, partisans de faire des économies mais tenants d'une ligne anti-impôt. Les réunions quotidiennes organisées depuis dimanche à la Maison Blanche n'ont jusqu'ici abouti à aucun résultat concret.

Le sous-secrétaire au Trésor chargé des finances intérieures, Jeffrey Goldstein, a réagi en déclarant que l'annonce de Moody's était un rappel opportun de la nécessité pour le Congrès de s'accorder avec la gouvernement pour éviter un défaut de paiement des Etats-Unis.

La réunion quotidienne de négociations s'est ensuite tenue à la Maison Blanche, dans une ambiance très tendue. En guise de conclusion à la réunion, Barack Obama leur aurait signifié qu'il ne ferait plus de concession, même s'il devait mettre son mandat en péril. "*J'en suis arrivé au stade où je dois dire : 'ça suffit !' Est-ce que Ronald Reagan resterait assis ici ? J'ai atteint mes limites. Cela peut peut-être entraîner la fin de ma présidence, mais je ne céderai pas sur ce point*", a-t-il affirmé selon l'attaché parlementaire républicain. (lemonde.fr 14.07)

Moody's ne s'en prend pas à la dette faramineuse des Etats-Unis comme il le fait envers l'Irlande, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, tous les pays de la zone euro, non? il presse les républicains et démocrates à s'entendre pour en relever le plafond ! Et qui paiera ? Les travailleurs des pays déjà cités.

2.3- La quadrature du cercle.

Des coupes claires trop profondes dans les dépenses publiques risquent de mettre à mal une reprise déjà fragile aux Etats-Unis, a prévenu le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke jeudi.

"*Tout ce que je demande, alors que le Congrès examine le calendrier et les modalités des amendements au budget, c'est que ce dernier prenne en compte qu'à très court terme la reprise reste fragile et que des coupes profondes et excessives à très court terme seraient préjudiciables à cette reprise*", a-t-il dit, devant la commission bancaire du Sénat.

Ben Bernanke a ajouté qu'un défaut sur la dette américaine serait dévastateur. "*Ce serait un résultat calamiteux*", a-t-il dit. "*Cela créerait un grave choc financier qui aurait des répercussions non seulement sur l'économie américaine mais aussi sur l'économie mondiale*".

Ne pas relever le plafond de la dette dans les temps constituerait une "*auto-mutilation*" pour l'économie, a-t-il jugé. (Reuters 14.07)

Haut de page

Le 16 juillet

Schivardi qui a toute notre sympathie n'a décidément pas de bol, c'est une véritable source d'emmerdements pour le POI -il ne doit pas être le seul dans ce cas-là, le préfet de l'Aude vient de le contraindre à retirer son arrêté municipal, interdisant aux jeunes de moins de 17 ans non accompagnés de figurer dans la rue après 22h dans sa commune de Mailhac.

Messieurs les dirigeants du POI, avant de prendre un arrêté municipal d'une telle portée, on commence par consulter les lois en vigueur ou un spécialiste dans ce domaine si l'on ne s'en sent pas capable ou qu'on n'est pas sûr de son coup, excusez-nous, vous vous êtes comportés là comme des amateurs ou de vulgaires aventuriers.

Rappel. On peut parler d'un véritable acharnement de l'Etat contre le POI. Après l'invalidation des affiches du POI sur lesquelles figurait la mention "*candidats des maires*", l'annulation lors des cantonales de son poste de conseiller général de Ginestat dans l'Aude pour quelque 235 euros qu'il avait déboursés de sa poche, voilà que c'est son arrêté municipal qui est retoqué, alors que dans le fief sarkoziste de Montauban, la maire a fait passer une batterie de lois liberticides... mais légales.

Pour des gens qui respectent scrupuleusement la légalité et qui n'hésitent pas à exclure sur le champ tout militant qui ne s'y conforme pas (pour usage de drogue par exemple), cela la fout plutôt mal et doit jeter le trouble dans la tête de plus d'un militant du POI.

Et presque chaque fois que Schivardi ouvre la bouche, il en rajoute une couche !

Dans le portail *Forum des marxistes révolutionnaires*, un dénommé Loriot qui se présente comme un militant du POI, courant CCI, a écrit le 27 juin à 22h29 : "*Tu penses sérieusement que le tournant Schivardi a été applaudi par tous les militants du POI et particulièrement du CCI ? Je te laisse le soin de prendre comme indicateur de ce tournant les abonnements IO depuis 4 ans, c'est à dire avant et après, inutile d'en dire plus ...*" et plus loin répondant à un autre militant du POI intervenant sur ce forum (NPA) "*Et Schivardi, et la campagne du candidat des maires de France pour 400k €, ça t'a pas fait mal au c.. ?*". Quel gâchis en terme d'énergie dépensée par les militants et d'argent gaspillé, pour quel résultat ?

Camarades du POI, Gluckstein et les vieux cerveaux sclérosés révisonnistes qui dirigent le CCI vous feront boire le calice de la honte jusqu'à la lie ! Remuez-vous, réagissez ! "*On aurait bien dû s'apercevoir que quand on renverse une bouteille, la lie monte et gâte le vin !* " (Balzac, les Paysans)

Extraits de quelques passages du *Programme de Transition* (1938) qu'ils n'ont jamais été capables d'interpréter correctement. Ils s'y fient à la lettre, alors que les conditions décrites par Trotsky n'existent plus ou ont subi de profondes transformation.

On ne peut pas mettre leurs erreurs répétées inlassablement depuis 70 ans sur le compte de Trotsky, puisqu'il n'a pas vécu assez longtemps pour corriger son programme ou le refondre en fonction des modifications intervenues immédiatement après-guerre, comme il ne pouvait pas prévoir quelle forme prendrait la lutte des classes à partir de 1945 en France et dans le monde.

Ajoutons qu'il faut être d'une mauvaise foi incroyable ou pratiquer le culte de la personnalité pour ne pas s'en apercevoir au cours d'une simple lecture ; en comparant de quelle manière il décrivait l'évolution prévisible de la société ou du monde à l'issue de la guerre et ce qui s'est passé réellement, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que cela n'avait pas grand chose à voir, notamment sur la question clé des conditions objectives et des ressources dont disposerait encore le capitalisme pour assurer sa survie pendant plus de sept décennies supplémentaires. A partir d'une analyse basée sur ce programme et qui n'allait rien avoir à voir avec la situation telle qu'elle allait se présenter à partir de 1945, fatalement la stratégie qui allait être adoptée pour construire le parti ne permettrait jamais d'atteindre cet objectif ou allait s'avérer désastreuse. C'est là qu'est la véritable origine de la crise de la IVe Internationale qui a éclaté en 1952-53, on y reviendra une autre fois.

1- "*Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes.*"

En réalité les forces productives ont continué de croître, même si une partie s'est transformée en forces destructives ; au contraire les nouvelles inventions et les progrès techniques ont conduit à un accroissement de la richesse matérielle dont presque chacun peut profiter en France et dans les pays similaires, sous forme de biens d'équipement (voiture, réfrigérateur, téléviseur, téléphone, machine à laver, etc. ; quant aux privations et aux souffrances, elles ne concernent pas les masses mais uniquement les couches les plus défavorisées du prolétariat, Trotsky n'a pas connu la société telle qu'elle existe aujourd'hui et depuis déjà plusieurs décennies où les hommes et les femmes travaillent, où deux salaires dans un ménage vous placent au rang des couches moyennes vivant confortablement, etc.

2- "*La crise actuelle, qui est encore loin d'avoir dit son dernier mot, a pu déjà montrer que la politique du New Deal aux États-Unis, pas plus que la politique du Front populaire en France, n'ouvre aucune issue dans l'impasse économique.*"

Ce constat concernait uniquement la période qui allait déboucher sur la seconde guerre mondiale, mais en aucun cas la période suivante au cours de laquelle l'extraordinaire potentiel industriel des Etats-Unis et son vaste marché intérieur allait tenir le rôle d'entraînement du capitalisme mondial... Trotsky n'a jamais affirmé qu'il serait impossible qu'une nouvelle période de prospérité (et de stabilité) du capitalisme voie le jour après guerre ou alors c'était une erreur.

3- "*Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir.*"

C'est exact, tout dépend à quoi on se réfère. D'un point de vue historique ou théorique, c'est exact, si maintenant on fait référence aux conditions objectives que connaissent les masses c'est faux, il faudrait que les conditions de travail et d'existence du prolétariat retombent au niveau qu'ils étaient autrefois pour que cette affirmation soit correcte. Les Lambert, Gluckstein et Cie. ont tout simplement confondu les deux en permanence jusqu'à nos jours. C'est seulement si la crise actuelle devait s'approfondir encore et encore que cette affirmation retrouverait toute sa justesse. Comme disait Marx à Bismarck : allez-y mesdames et messieurs Sarkozy, Cameron, Zapatero, Merkel, etc. frappez, frappez encore plus fort sur la tête du prolétariat, vous allez réussir l'exploit de déclencher une révolution prolétarienne dans votre pays...

4- "*Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution.*"

On les chercheraient en vain de nos jours et depuis belle lurette, en tout cas en France ou en Europe.

5- "*L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier*"

Précision qui est tombée dans l'oreille d'un sourd nommé Lambert, puis Gluckstein. C'est la dégradation des conditions objectives des masses qui les conduisent à passer à l'action, or elles n'ont cessé de s'améliorer entre 1945 et le début des années 80, ce que Trotsky ne pouvait pas prévoir évidemment, par contre les dirigeants qui se réclament du trotskisme ont vu se dérouler

ce processus sous leurs yeux sans en tenir compte, ils ont continué d'agiter ce programme comme un fétiche.

6- "*Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière*".

On est passé depuis à 8% en incluant les cadres, 5% seulement dans le secteur privé ou marchand, dont les trois quart sont concentrés dans les grandes entreprises où les ouvriers sont les mieux payés ou disposent d'avantages importants par rapport aux autres travailleurs, leurs luttes ont généralement un caractère purement corporatiste, tout comme les fonctionnaires.

7- "*C'est pourquoi les sections de la IVe Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées ("progressistes"). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne.*"

En totale contradiction avec ce qui est écrit ici, il existe des liens organiques entre l'appareil du POI et celui de FO notamment. Ainsi nos valeureux "trotskystes" respectent à la lettre un programme qu'ils ont élevé au rang de dogme quand cela les arrangeait, et s'en détournait ou l'interprètait à leur manière quand il leur posait problème. Vous imaginez Gluckstein et ses amis s'engager dans la voie d'"*une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats*"...

8- "*Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée ni artificielle, c'est ce que démontrent amplement les vagues d'occupations d'usines qui ont déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inévitables dans un prochain avenir. Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste.*"

Vous en avez entendu parler lorsque le POI a lancé sa campagne pour l'interdiction des licenciements ? Non. Là le *Programme de transition* n'était plus une référence pour nos "trotskystes" à l'esprit ramoli, de même qu'ils ne mettront jamais en avant le mot d'ordre d'expropriation sans indemnité ni rachat.

9- "*Les comptes entre le capitaliste isolé et la société constitue un secret du capitaliste*", beaucoup moins de nos jours, depuis la création des Comités d'entreprise après guerre, puis notamment les lois Auroux au début des années 80, mais comme les syndicats sont contrôlés par des syndicalistes subordonnés au capitalisme, ces informations leur servent à mieux asservir les travailleurs au capitalisme au lieu de les aider à le combattre. Donc ce qui devait être un avantage s'est transformé en son contraire, un moyen supplémentaire pour subordonner les revendications des travailleurs à la bonne marche de l'entreprise. D'outil de combat contre le patronat, il est devenu un élément essentiel de la collaboration de classes, au même titre que la politique contractuelle.

On poursuivra plus tard cette lecture commentée du *Programme de transition*. J'ai rédigé ces lignes très rapidement, elles demandent à être complétées ou corrigées.

Trotsky avait rédigé ce programme sans tenir compte suffisamment de la place et de l'importance que prendrait le stalinisme après guerre, notamment dans les syndicats, il ne pouvait pas le deviner non plus. Un certain nombre de questions qu'il proposait de mettre en avant ne tenait pas compte de ce facteur.

Je ne sais pas si l'on peut dire qu'il a sous-estimé la nature bourgeoise que prendrait inévitablement le combat du mouvement ouvrier pour l'amélioration de la condition ouvrière, dès lors qu'il serait dirigé par des réformistes ou des staliniens principalement, et qui aurait pour conséquence de rendre aux ouvriers le capitalisme plus supportable et de les éloigner d'autant du socialisme et des conditions objectives indispensables pour qu'une révolution ait lieu. Trotsky a commis l'erreur selon moi de ne pas avoir tenu compte des conditions dans lesquelles la lutte des classes se développerait pendant une période de prospérité du capitalisme, sachant que le mouvement ouvrier serait dirigé par des lieutenants de la bourgeoisie, à sa décharge il ne pouvait pas prévoir que cette période allait durer environ 30 ans.

Il faut tenir compte aussi qu'il a écrit ce programme lorsque l'agriculture occupait encore environ un travailleur sur deux dans le pays, que l'industrie n'en occupait qu'un sur quatre ou légèrement plus et que le dernier quart ou légèrement moins concernait le secteur des services, vous corrigerez cette approximation, alors que de nos jours, les actifs dans le secteur de l'agriculture représentent à peine 4% de la totalité des travailleurs du pays, ceux du secteur des services 65 à 75%, et le reste dans l'industrie proprement dit.

Cela pour dire qu'on ne peut comparer que ce qui peut l'être, et qu'une grande partie de ce programme s'est avérée dépassée dès le lendemain de la guerre et bien davantage depuis, ce qui n'enlève rien aux analyses qu'il contenait et qui se sont avérées

exactes bien entendu. Il contient encore quelques éléments dont nous pouvons encore nous servir, mieux, certains qui ne correspondaient plus à la réalité d'hier et qu'ils auraient fallu abandonner, vont de nouveau se retrouver d'actualité. On ne jette pas le bébé avec l'eau du bain, on prend la peine de réfléchir avant.

Pour nous le marxisme n'est pas un dogme, aucun programme, au ouvrage rédigé par un marxisme ne doit être pris à la lettre, on peut en tirer des enseignements pratiques pour notre combat ou théoriques pour comprendre l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes, de la société et du monde en général, mais pas davantage.

A ceux qui estiment insupportables de critiquer les oeuvres des marxistes ou leurs chers dirigeants, nous leur disons ceci : imaginez ce que serait devenu le Capital de Marx, quel usage il en aurait été fait s'il était paru dans sa version inachevée où des chapitres entiers comportaient de grossières erreurs d'analyse, excusez du peu, un volume sur trois selon Engels qui a juste eu le temps de le corriger avant de disparaître à son tour, vous l'auriez appris par coeur, vous l'auriez récité pendant des décennies, peut-être même toute votre vie, et bien dites-vous qu'ils ont dû laisser derrière eux pas mal d'erreurs qu'ils n'ont pas décelées ou qu'ils n'ont pas eu le temps de corriger.

Ajoutons qu'on ne peut pas leur imputer l'usage qui a été fait par la suite de leur oeuvre par une tripotée d'incapables ou d'opportunistes en tous genres, pour tromper les travailleurs, prendre le pouvoir ou tout simplement assurer la survie alimentaire de leur appareil. Ceux qui prétendent ne pas détenir la vérité, précisons à seul fin de mettre en confiance les militants, les ignorants ou les naïfs, sont généralement ceux qui se comportent comme s'ils la détenaient, ce n'est pas une affirmation, un simple constat, par expérience.

En famille. La réaction parade.

Qu'est-ce qu'il y a de plus réac qu'un dirigeant UMP-PS-FN admirateur de la police ou de l'armée ?

Touche pas à mon armée ! Pour défendre l'ordre des prédateurs, des affameurs, des parasites, des privilégiés, des ordures qui ruinent quotidiennement la vie de millions de travailleurs et leurs familles et bien davantage dans le monde et qu'il faut balayer de ce vieux monde pourri aurait dit Lénine.

«*Je pense que le temps est venu de supprimer les défilés militaires du 14 juillet parce que ça correspond à une autre période*», a déclaré la candidate d'Europe Écologie - Les Verts pour 2012, Eva Joly, fustigeant «*cette France guerrière*».

«*Si chaque année nous rendons hommage à nos forces armées le jour de la fête nationale, c'est parce que nous rendons hommage à une institution qui assure la défense des valeurs de la République française, de la liberté, de la fraternité, de l'égalité*», a estimé le premier ministre. «*Les forces armées françaises concourent au bon fonctionnement de la démocratie dans notre pays et c'est normal de leur rendre hommage. Je pense qu'il y a bien peu de Français qui partagent l'avis de Mme Joly*».

La présidente du Front national, Marine Le Pen, n'a pas non plus mâché ses mots sur RTL. «*Et pourquoi pas des stands pour fumer le chichon ?*», a-t-elle ironisé. «*Les propos d'Eva Joly sont consternants et démontrent qu'elle ne comprend pas le lien très profond qui existe entre les Français et leur armée. L'armée est le synonyme de notre liberté*», a-t-elle déclaré, assurant que l'ancienne magistrate n'était pas «*légitime*» pour la présidentielle.

Le rendez-vous de la honte.

Manuel Valls a jugé sur Twitter que «*tout cela n'est pas très sérieux*». Harlem Désir, le premier secrétaire du PS par intérim, a quant à lui évoqué sur France info «*un grand moment de rencontre entre la défense nationale et les citoyens*» et un «*grand rendez-vous*».

Un avis partagé par Ségolène Royal, également candidate à la primaire PS, qui a jugé sur France info qu'il était «*normal qu'on rende hommage au moins une journée par an à nos forces armées*». (source : lefigaro.fr 15.07)

Quelle grande famille quand même, sur tous les fronts ils se retrouvent, jusque dans les bas fonds de l'ignominie ! A bas l'armée des Versaillais, à bas la guerre, à bas toutes les forces de répression de ce régime qui tournent à la dictature.

Politique

1- Italie

Les députés italiens ont adopté vendredi un plan d'austérité de 70 milliards d'euros.

Il comprend notamment une augmentation de la participation aux soins de santé, des réductions des avantages fiscaux et des retraites les plus élevées, un report de l'âge de la retraite et des gels des salaires dans le secteur public. Le gouvernement

souhaite aussi privatiser des groupes publics comme les chemins de fer ou la police, une fois le pic de crise passé.

L'opposition italienne estime que le plan d'économies pèse injustement sur les faibles et a voté contre. Elle n'a toutefois pas présenté d'amendements qui auraient pu empêcher son adoption accélérée. Quant au président Giorgio Napolitano, qui avait demandé une approche non partisane du traitement de la crise, il a qualifié le vote du Sénat de "*miracle*". (AP 15.07)

2- Tunisie

La police tunisienne a tiré vendredi des grenades lacrymogènes pour disperser des centaines de manifestants venus demander une accélération des réformes, six mois après la chute de l'ancien président Zine ben Ali.

Plus de 700 manifestants se sont rassemblés sur la place de la Casbah à Tunis, le quartier historique de la ville, là où se trouvent les bureaux du Premier ministre Béji Caïd Essebsi, avant d'être chassés par les forces de l'ordre.

Les manifestants scandaient des slogans tels que "*Nous n'avons pas peur*" lorsque la police tentait de les disperser.

Des manifestations ont également eu lieu à Sidi Bouzid, où s'est immolé en décembre Mohamed Bouazizi, dont le geste a été le facteur déclenchant de la révolution tunisienne.

"*Nous voulons une nouvelle révolution*", criaient les manifestants, déçus par la lenteur des réformes qu'ils attendent maintenant depuis des mois.

"*Les gens sont en colère. Rien n'a changé et la frustration est bien là, chez tout le monde*", a dit à Reuters l'un d'entre eux, Mehdi Alharchana. (Reuters 15.07)

3- Egypte

Des milliers d'Egyptiens se sont massés vendredi place Tahrir, au Caire, afin de maintenir la pression sur les dirigeants militaires pour qu'ils accélèrent la démocratisation et jugent au plus vite l'ancien président Hosni Moubarak, ainsi que ses anciens collaborateurs.

Mais au-delà de ce grand rassemblement, l'absence des Frères musulmans, le mouvement politique le plus structuré de l'Egypte post-révolutionnaire, a été particulièrement remarquée.

Présents lors de la dernière grande manifestation organisée il y a une semaine en Egypte, les Frères musulmans ont justifié leur décision en expliquant qu'il fallait du temps aux autorités pour répondre aux demandes du peuple.

Selon les analystes, l'actuelle prudence de la confrérie des Frères musulmans s'expliquerait par le fait que ses responsables ne souhaitent pas froisser l'armée, qui dirige le pays depuis la chute du président Hosni Moubarak, en février.

"*Les jeunes rejettent en bloc le langage des menaces employé par le Conseil suprême des forces armées. Il rejettent aussi ce mode de dialogue*", a dit Mohamed Adel, un responsable du mouvement du 6-Avril.

Les mécontents de la place Tahrir, dont certains campent depuis une semaine à cet endroit, ont dit n'avoir pas du tout apprécié le ton utilisé cette semaine dans des communiqués de presse diffusés par l'armée, au sein desquels les manifestations étaient décrites comme des menaces pour l'ordre public.

Les autorités égyptiennes avaient prévenu qu'elles utiliseraient tous les moyens légaux, sans violence, pour faire cesser ces mouvements. Mais pour l'heure, aucune action dans ce sens n'a été mise en oeuvre à travers le pays.

Place Tahrir, vendredi, les slogans hostiles au pouvoir intérimaire ont fusé.

"*A bas le régime militaire!*", scandait notamment un groupe de personnes venues manifester.

D'autres demandaient que soient jugés tous les policiers qui ont tué des manifestants pendant les grands mouvements de contestation du début d'année.

Tous avaient un point commun, celui de demander que leurs revendications, en termes de démocratie et de justice, ne restent pas lettres mortes. (Reuters 15.07)

4- Syrie

La Syrie a été le théâtre vendredi des plus importantes manifestations depuis le début, en mars, du soulèvement contre le régime de Bachar al Assad, dont les forces de sécurité ont abattu au moins 20 contestataires pour cette seule journée, ont rapporté des témoins et des opposants.

Malgré une répression ayant coûté la vie à 1.400 civils depuis mars, selon le bilan des opposants, des centaines de milliers de Syriens sont descendus dans les rues après les prières hebdomadaires et la contestation semble désormais avoir atteint Damas, pourtant plus aisée et mieux quadrillée par l'appareil de sécurité.

Encouragés par cette évolution, les opposants restés en Syrie et ceux vivant en exil devraient tenter de se structurer samedi en créant un Conseil national de 75 membres.

"*Il s'agit des plus grandes manifestations à ce jour. C'est un défi lancé ouvertement aux autorités, notamment quand on voit la forte affluence enregistrée pour la première fois à Damas*", a déclaré Rami Abdelrahman, directeur de l'ONG Observatoire syrien des droits de l'homme.

La police n'a pas hésité à tirer à balles réelles sur la foule à Damas et dans ses faubourgs, où 11 personnes ont été tuées, ainsi qu'à Deraa, berceau de la contestation dans le sud de la Syrie, où l'on déplore quatre morts, ont rapporté des témoins et des militants de l'opposition. Trois autres personnes ont été tuées par balles dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, et deux autres à Homs.

A Hama, grande ville où en 1982 le régime baassiste a durement réprimé un soulèvement, une foule immense s'est rassemblée sur la place centrale, place de l'Oronte, en scandant: "*Le peuple veut le renversement du régime!*", pouvait-on voir sur des vidéos. La présence de blindés aux entrées de la métropole n'a pas dissuadé les contestataires de descendre dans les rues.

Au moins 350.000 personnes ont manifesté en outre dans la province orientale de Daïr az Zour, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Bien qu'étant le coeur de la modeste industrie pétrolière syrienne, la province de Daïr az Zour est l'une des régions les plus pauvres de ce pays de 20 millions d'habitants. Cette zone désertique souffre de pénuries d'eau depuis six ans, phénomène dû essentiellement, selon des experts, à une mauvaise gestion et à la corruption ambiante.

Parallèlement à cette répression, Bachar al Assad a promis d'engager des réformes et lancé un "dialogue national", qui a été boycotté par ses principaux opposants.

"*Les autorités sont en train de réagir au refus de l'opposition de participer au dialogue que le régime souhaitait mettre en place pour couvrir ses meurtres*", a déclaré Louay Hussain, personnalité de l'opposition restée à Damas et interrogée au téléphone par Reuters.

Des opposants ont prévu d'organiser une conférence samedi à Istanbul, en coordination avec une autre réunion d'opposants prévue à Damas.

Radouane Ziadeh, l'un de ces opposants, a déclaré à Reuters que cette conférence déboucherait sur l'élection d'un Conseil national de 75 membres, dont 50 issus de l'opposition restée en Syrie et 25 de celle en exil.

"*C'est la première fois que nous aurons un dialogue commun (entre) l'opposition en Syrie et les Syriens exilés*", a-t-il dit d'Istanbul. (Reuters 15.07)

5- Libye

Les pays de l'Otan et les puissances arabes membres du groupe de contact sur la Libye, réunis à Istanbul, ont reconnu vendredi le Conseil national de transition (CNT) mis en place par les insurgés comme seule instance représentative du peuple libyen.

Les puissances occidentales ont parallèlement annoncé qu'elles allaient accroître la pression militaire contre le régime de Mouammar Kadhafi et prévenu qu'il n'y aurait pas de pause pendant le ramadan, le mois de jeûne de la religion musulmane, qui commence cette année le 1er août.

La reconnaissance des insurgés de Benghazi comme "*autorité gouvernante légitime en Libye*" est d'importance: elle pourrait conduire au déblocage de milliards de dollars d'avoirs libyens actuellement gelés (plus de 34 milliards de dollars sont gelés aux Etats-Unis). (Reuters 15.07)

6- Bahreïn

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé vendredi à un rassemblement du Wefaq, principal parti de l'opposition chiite à Bahreïn, pour réclamer des réformes politiques dans le royaume.

Après avoir écrasé par la force un soulèvement majoritairement chiite en février et mars, la famille régnante sunnite a ouvert un dialogue national depuis deux semaines.

Devant environ 30.000 partisans agitant des drapeaux bahreïnis et scandant "un homme, une voix", le chef du Wefaq, le cheikh Ali Salman a réclamé vendredi des réformes offrant au peuple davantage de pouvoir dans la conduite des affaires du pays.

"*La véritable victoire est de parvenir à un consensus national sur de profondes réformes démocratiques répondant aux exigences du peuple en faveur de la justice et apportant sécurité, stabilité et développement*", a-t-il dit.

Il a aussi annoncé que le Wefaq déciderait dimanche du maintien ou non de sa participation au dialogue national.

Les délégués de cette formation ont claqué la porte des discussions mardi après l'emploi par un représentant sunnite d'un terme péjoratif pour désigner les chiites. Quelques heures plus tard, ils ont annoncé qu'ils souhaitaient se retirer définitivement des consultations, déjà contestées en raison du faible poids donné à l'opposition, représentée par 35 délégués sur 300.

Le gouvernement s'est engagé à poursuivre ce dialogue même en cas de départ du Wefaq mais un retrait de cette formation perçue comme modérée fragiliserait le processus.

Le Wefaq doit prendre en compte le poids croissant au sein de la communauté chiite des plus radicaux réclamant l'abolition de la monarchie et l'instauration d'une république. Ces derniers soulignent la faiblesse des résultats obtenus par le Wefaq avec son approche plus modérée.

"*Nous ne sommes pas pour renverser le régime, nous sommes pour le réformer*", a répété vendredi Ali Salman, ce qui a conduit certains radicaux à quitter le rassemblement de dépit.

"*Mais soyons clairs, nous sommes pour de profondes réformes démocratiques*", a-t-il ajouté.

La colère continue de gronder au sein de la communauté chiite, majoritaire dans le pays. Des manifestations bourgeonnent quotidiennement dans les villages entourant Manama, la capitale, et la police anti-émeutes tente de les disperser à l'aide de grenades assourdissantes, de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes. (Reuters 15.07)

Social

1- Grande-Bretagne

Les journalistes de la BBC ont entamé une grève de 24 heures, vendredi 15 juillet, contre les suppressions d'emplois programmées au service international, le prestigieux World Service, du fait des coupes budgétaires imposées par le gouvernement.

Le programme d'information du matin de la radio nationale Radio 4 a été très perturbé. Selon un porte-parole de la BBC, 387 postes doivent être supprimés au World Service du fait de la baisse du financement gouvernemental.

La plupart seront des départs volontaires mais 'plus de 100 postes devront être supprimés de façon contraignante', a affirmé ce porte-parole.

'*Nous poursuivrons nos efforts pour réduire le nombre de licenciements, mais il semble impossible de l'éviter complètement*', a précisé un communiqué de la BBC. Le syndicat NUJ (National Union of Journalists) a jugé '*honteux*' que la direction 'provoque' la grève pour des suppressions d'emplois qui pourraient, selon lui, être évitées en négociant des départs volontaires.

Le World Service est financé par le ministère des affaires étrangères, qui a exigé 16 % d'économies sur quatre ans à compter de 2011. Le service international a perdu l'an dernier 14 millions d'auditeurs, à la suite de la fermeture de plusieurs services de langues.

Dans le monde, 166 millions de personnes ont écouté le World Service chaque semaine en moyenne pour l'exercice 2010-2011 terminé en mars, contre 180 millions en 2009-2010.

En juin, le gouvernement britannique a rétabli 2,5 millions d'euros de fonds qui avaient été ponctionnés sur le service arabe de la BBC au nom de l'austérité. (lemonde.fr 15.07)

2- Ethiopie

Cinq millions de personnes sont exposées au risque de choléra en Ethiopie, pays touché par une grave sécheresse et où des cas de diarrhées aiguës, l'un des symptômes de cette maladie, ont été signalés, a fait savoir vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

"*Au total, 8,8 millions de personnes sont exposées au paludisme et cinq millions au choléra (en Ethiopie)*", a déclaré le porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic.

Les autorités sanitaires éthiopiennes ont confirmé des cas de diarrhées aiguës dans les régions de Somali, d'Afar et d'Oromiya, a-t-il dit à Reuters.

La sécheresse qui frappe la Corne de l'Afrique touche actuellement une dizaine de millions d'habitants, aussi bien en Ethiopie, à Djibouti, au Kenya qu'en Somalie, et elle aggrave le risque de propagation de maladies infectieuses comme la polio, le choléra et la rougeole, précise l'OMS. (Reuters 15.07)

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que pendant ce temps-là les marchands de canon continuent de vendre des armes au régime éthiopien corrompu.

Economie

1- UE

1.1- Huit banques européennes (sur 90) ont échoué aux tests de résistance qui devaient évaluer leur réaction en cas de récession prolongée, a annoncé vendredi l'Autorité bancaire européenne.

Ces examens, qui ne prenaient pas en compte l'hypothèse d'un défaut de la Grèce.

Ils ont révélé que les banques qui ont échoué avaient besoin de 2,5 milliards d'euros de capitaux frais, bien moins que ce qu'anticipaient la plupart des analystes.

Cinq banques espagnoles, deux grecques et une autrichienne ne sont pas parvenus à surmonter le scénario le plus rude.

"*Avec seulement huit banques qui échouent, et la nécessité pour ces banques de lever 2,5 milliards d'euros de capital, ce n'est pas la solution si l'on veut restaurer la confiance*", a commenté Michael Symonds, analyste credit de Daiwa Capital Markets à Londres.

"*Ce dont nous avions besoin, c'était de voir davantage de banques échouer et devoir à terme lever davantage de capital.*"

Les banques qui ont échoué ont désormais jusqu'au mois de septembre pour détailler la manière dont elles comptent combler leur déficit en fonds propres, tandis que leurs gouvernements doivent se tenir prêts à intervenir, avec de l'argent public si besoin.

"*Les résultats des stress tests montrent que les banques européennes sont plus fortes et mieux à même de résister aux chocs*", ont réagi les commissaires européens au Marché intérieur et aux Affaires économiques et monétaires Michel Barnier et Olli Rehn dans un communiqué commun.

L'opération n'est pas sans détracteurs. Ces derniers soulignent l'absence de l'hypothèse d'un défaut, même partiel, de la Grèce, qui entraînerait de lourdes pertes pour les banques françaises et allemandes.

La crainte que la crise grecque s'étende à l'Espagne et à l'Italie a fait s'envoler les taux de rendement de la dette de ces deux pays et de leurs banques. (Reuters 15.07)

Commentaire.

Ils ont réalisé ces tests à partir d'un scénario particulièrement optimiste qui n'a pas lieu d'être, et qui sera démenti dans les jours ou semaines à venir, preuve de leur désarroi et de leur impuissance à juguler cette crise qui finira bien un jour par prendre une tournure incontrôlable, un peu de patience...

1.2- Le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy a annoncé vendredi avoir convoqué un sommet extraordinaire des dirigeants des pays de la zone euro pour le 21 juillet sur la crise de la dette et l'aide à la Grèce.

«*J'ai décidé de convoquer une réunion des dirigeants des Etats de la zone euro jeudi 21 juillet à 12H00 (10H00 GMT) à Bruxelles*», a-t-il indiqué sur son site de messageries twitter. «*Notre ordre du jour sera la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble et le futur financement du programme (d'aide) grec*», a-t-il précisé. (20minutes.fr 15.07)

Vendredi, un consensus ne semblait toutefois pas encore à portée de main entre les membres de la zone euro sur les contours d'un second plan d'aide à la Grèce et notamment sur la double question d'une participation du secteur privé et d'un possible "*défaut sélectif*" du pays.

"*Nous supposons que Van Rompuy a lancé l'invitation en jugeant qu'une solution pour la Grèce aurait été trouvée d'ici là*", a déclaré une porte-parole du gouvernement allemand. (Reuters 15.07)

2- Etats-Unis.

Citigroup (la troisième banque américaine par les actifs) a fait état vendredi d'une hausse de près de 24% de son bénéfice net au deuxième trimestre à 3,34 milliards de dollars (2,36 milliards d'euros).

C'est le sixième bénéfice trimestriel consécutif pour Citigroup, qui avait bénéficié de l'injection de 45 milliards de dollars d'aide fédérale américaine pour s'extirper de la crise financière.

Ces résultats ont été publiés au lendemain de ceux de JPMorgan Chase & Co, également ressortis meilleurs qu'attendu.

Citigroup a fait savoir que son produit net bancaire au deuxième trimestre ressortait à 20,6 milliards de dollars. (Reuters 15.07)

Haut de page

Le 17 juillet

Voilà comment ces gens-là s'en sortent avec une pirouette.

Selon le comédien et metteur en scène Denis Podalydès qui a interprété Nicolas Sarkozy dans "La conquête", Beckett répondait à la question "*pourquoi écrivez-vous ?*" : "*Bon qu'à ça*", pour justifier son refus de s'engager en politique ou plutôt pour justifier son ignorance du fonctionnement de la société avec laquelle d'ailleurs il s'accommode très bien.

A cette catégorie des masses on peut ajouter les membres des professions libérales (médecin, avocat, architecte, etc) qui sont très souvent dans le même cas et qui utilisent les mêmes subterfuges pour justifier leur choix politiques ou leur ignorance. Cela ne concerne pas seulement la politique, en dehors de ce qui se rattache à l'exercice de leur profession, ils sont pratiquement incultent dans tous les domaines ou dans le meilleur des cas en dehors d'un hobby ou deux ils ne possèdent que des connaissances superficielles qui suffisent à assouvir leurs petits besoins quotidiens. Ils sont en fait dans la même situation que les nantis du régime qui appuient sur un interrupteur et qui s'exclament : Youpi et la lumière fût !

Allez demander à un intellectuel de réparer une prise de courant ou de changer la courroie de l'alternateur de sa bagnole, la plupart en sont incapables, ils ne savent rien faire de leurs dix doigts.

Tous ces gens-là sont des handicapés de la vie qui en imposent par leur statut social dans cette société, et ils ne méritent certement pas le statut supérieur que leur attibuent les ouvriers, qui eux n'ont pas à rougir du leur mais qui manquent singulièrement de confiance en eux, c'est là que je voulais en venir, sans évidemment exclure ces gens-là du combat que nous menons contre le régime.

Que dit ce comédien, parce qu'il se consacre à son métier il n'aurait pas de temps à consacrer pour essayer de comprendre comment fonctionne la société, car c'est cela également la politique. Donc lorsqu'il va voter ou doit s'exprimer sur une question sociale traiter au niveau politique, il le fait en toute inconscience, en fait sa décision est uniquement guidée par des considérations d'ordre purement individuelles, du genre : à titre personnel quel intérêt ai-je à soutenir telle ou telle idée ou mesure, qu'est-ce que cela va me rapporter, en s'en foutant pas mal de savoir si elle va nuire à la majorité, il l'ignore et ne tient pas à le savoir, car sa bonne conscience ne peut exister sans une bonne dose d'hypocrisie.

A la question de savoir qui doit diriger la révolution, quelle classe doit prendre le pouvoir, la réponse est claire, certainement pas

ces couches de petits bourgeois dont le niveau de compréhension de la société se limite à ce qui leur permet de vivre confortablement en régime capitaliste et se résume finalement à leur nombril.

Le film *La conquête* dans lequel ce comédien interprètait Sarkozy a été un bide, paraît-il, tant mieux, conseillons à ce comédien et aux autres de consacrer davantage de leur temps à étendre leur champs de connaissances au-delà de leur panse...

Le combat contre l'ignorance ne concerne pas uniquement les ouvriers ou les employés, ils s'adressent à toutes les couches exploitées de la société.

Bien dit

- Dette : Hollande s'aligne sur l'objectif du gouvernement - LeFigaro.fr (16.07)

Pas d'ostracisme, tous les candidats du PS sont sur la même ligne politique réactionnaire, d'ailleurs à l'unanimité ils ont adopté récemment le programme que leur direction leur a soumis.

Politique

1- France.

En famille. Comment préparer les esprits à une nouvelle de cure d'austérité encore plus brutale que la précédente. Mode d'emploi.

Dans *Le Monde* daté du 17 juillet, François Hollande estime que le déficit de l'Etat doit être réduit à 3% dès 2013, soit l'échéance fixée par l'actuel le gouvernement

Le député de Corrèze explique qu'il ne s'agit pas de céder à une quelconque pression des marchés ou des agences de notation, mais de créer les conditions pour que la France retrouve confiance en elle.

"*Nous ne pouvons pas laisser gonfler la dette publique au risque de faire de la charge de nos intérêts le premier budget du pays, ce qui altèrerait toutes nos marges de manoeuvre*", explique-t-il.

François Hollande assure que s'il est élu, la première réforme du quinquennat sera la réforme fiscale. "*Le candidat qui annonce qu'il n'y aura pas d'effort supplémentaire après 2012 sera un président qui se parjurera*". (Reuters 16.07)

Traduisons : Hollande est sur la même ligne réactionnaire que Sarkozy, parce qu'il partage avec lui son interprétation de la situation économique et sa détermination à faire payer cette crise aux travailleurs. Il le revendique et s'en défend à la fois, exercice périlleux qui ne trompera que ceux qui veulent bien l'être, il le revendique "*pour que la France retrouve confiance en elle*", les marchés ne fonctionnent qu'à la confiance c'est bien connu, Hollande en est un représentant, il s'en défend parce que lui s'il était élu il disposerait de "*marges de manoeuvre*", mais comme c'est un grossier mensonge, il doit bien admettre qu'il y aura un *effort supplémentaire (à faire) après 2012*", inévitablement évidemment, lui il n'y est pour rien le philistin, c'est de la faute à Sarkozy responsable de l'envolée de la dette et du déficit, alors qu'il vient de nous expliquer qu'il allait en réalité poursuivre sa politique. En tant que représentant des intérêts de la même classe sociale, celle du CAC 40, a-t-il vraiment le choix ?

Pourquoi affichent-ils tous ainsi la couleur pour l'après 2012 ?

D'une part, parce qu'ils sont tous soumis aux lois du marché, à l'UMP, puisque c'est naturel chez eux ils ne prennent pas trop la peine de le camoufler ou de le nier, au PS comme cela l'est moins du côté de leurs électeurs par rapport à ses dirigeants totalement inféodés au capitalisme, ils louvoient en permanence entre des vérités qui ne sont finalement que des constats et des contre-vérités (fatalité) qu'ils enrobent pour donner l'illusion que leur parti et leur programme seraient différents de l'UMP, et si les lois du marché s'imposent également à eux, voyez-vous c'est bien malgré eux... après s'en être réclamées, quand on boit le calice de l'infâmie mesdames et messieurs c'est jusqu'à la lie !

D'autre part, c'est pour préparer les esprits à ce qui attend les travailleurs à partir de mai 2012 et les empêcher de trouver une issue politique à la crise du capitalisme en dehors dur régime en place, ils n'auraient le choix qu'entre la peste et le choléra à défaut de pire, le FN par exemple... ou la révolution.

Hollande et les autres candidats du PS tiennent sur le fond exactement le même discours tout en se réclamant du socialisme qu'ils foulent aux pieds en permanence ou qui leur est totalement étranger. Si leur candidat est élu en 2012, il va appliquer au nom du socialisme la même politique que Papandréou ou Zapatero contre la classe ouvrière.

Dès lors je suggère qu'à partir de cette date tous les partis, organisations, groupes, comités de militants qui se réclament du socialisme et de la révolution prolétarienne unissent leurs forces et leur énergie, concentrent tous leurs moyens matériels, humains et financier, dans une énorme campagne nationale pour réhabiliter le socialisme et démontrer point par point aux travailleurs que le socialisme se situe aux antipodes de la politique antisociale appliquée par le gouvernement, que les partis qui sont au pouvoir et se réclament du socialismes y sont en réalité totalement étranger, en appelant à construire ensemble un parti ouvrier révolutionnaire sur les bases et dans la perspective du socialisme.

Pour ainsi dire, au lieu de participer à cette farce électorale inique dont on connaît l'enjeu, on vient de l'évoquer, le POI, le NPA ainsi que LO devraient dès maintenant étudier cette proposition et se préparer à mener cette bataille tournée évidement contre la Constitution et les institutions de la Ve République, histoire de montrer aux travailleurs qu'il existe bien une alternative au capitalisme et au régime bonapartiste en place : le socialisme.

Cette campagne pourrait parfaitement s'inscrire dans le prolongement de la bataille engagée par le POI contre le projet de "réforme constitutionnelle" présenté par Sarkozy, parallèlement à celle qui vient d'être lancée par des syndicalistes en défense des syndicats, deux batailles que nous soutenons en invitant tous les militants à y participer quel que soit le parti ou le syndicat dans lequel ils militent ou s'ils sont inorganisés.

Nous sommes face à un problème politique et c'est au niveau politique que se situe l'issue à la crise du capitalisme.

Nous ne quémandons pas des miettes au régime pour mieux le supporter demain, notre objectif est de l'abattre et d'avancer sur la voie du socialisme, de la démocratie et de la liberté, afin de sortir un jour du royaume de la nécessité qui nous réduit en esclavage depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe, et compromet gravement de nos jours jusqu'aux moyens d'existence des générations futures que le capitalisme s'emploie quotidiennement à hypothéquer pour assurer sa survie.

Les travailleurs sont en proie à une grave crise de confiance en eux, parce qu'ils sont incapables de relier leurs besoins ou leurs aspirations à une perspective politique, qui, si elle se réalisait leur permettrait d'entrevoir les conditions dans lesquelles il serait enfin possible de les satisfaire. A chacun de prendre ses responsabilités.

En étant confronté quotidiennement à des problèmes de plus en plus insolubles et dramatiques, les travailleurs doivent déployer des génis d'imagination pour contourner ces obstacles et trouver des solutions partielles et temporaires pour survivre.
Alors accompagnons leur démarche, nourrissons-là, faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à entrevoir le bout du tunnel, le meilleur moyen c'est encore de les aider à donner une orientation politique correcte à leur résistance ou à leur combat.

On a beau dire ce qu'on voudra, on ne se dresse pas contre l'infâmie, si quelque part on n'a pas conscience qu'on n'est pas seul à partager cet état d'esprit et qu'on finira bien un jour par en venir à bout.

Organisez-vous, syndiquez-vous, rejoignez le parti politique qui semble le plus proche de vos convictions, qui entend rompre avec les institutions de la Ve République, avec l'UE et toutes les institutions internationales du capital, rejoignez les comités qui regroupent des travailleurs et des militants qui combattent pour la même cause que la vôtre.

Aider la classe à prendre confiance en elle-même, de sa gigantesque force qu'aucun régime ne peut vaincre dès lors qu'elle est en marche et orientée dans la bonne direction, l'aider à rompre avec son isolement, son atomisation qui en fait une proie facile pour les diseuses de bonnes aventures, du genre Hollande, Aubry, Laurent, Mélenchon, la propagande gouvernement relayé par les médias aux ordres, telle est la tâche de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat organisée.

2- Yémen

Les manifestants yéménites hostiles au président Ali Abdallah Saleh ont mis sur pied samedi un conseil de transition constitué de personnalités de l'opposition, chargé de conduire les efforts visant à contraindre le chef de l'Etat à renoncer à ses fonctions.

Des groupements de jeunes, qui ont été à la pointe des manifestations anti-Saleh depuis le début de l'année, ont déclaré lors d'une conférence de presse que ce conseil, fort de 17 membres, comprendrait l'ancien président Ali Nasser Mohamed et des dirigeants de plusieurs organisations d'opposition, dont des exilés.

Un responsable de la coalition des partis traditionnels d'opposition a fait savoir qu'elle ne soutiendrait pas le nouveau conseil provisoire.

"*Ce conseil ne reflète pas (nos points de vue), car nous avons un projet différent. Il ne représente que ceux qui l'ont créé*", a déclaré à Reuters Hamid Assim, secrétaire général adjoint d'un parti nationaliste d'opposition. (Reuters 16.07)

Economie

Chine-Iran

L'Iran et la Chine ont signé samedi 16 juillet une série d'accords pour des projets d'infrastructures, d'un montant total de 4 milliards de dollars, dans les domaines de l'énergie, de l'eau, de l'industrie, des mines et de l'environnement, ont rapporté les médias iraniens.

La Chine doit notamment vendre à l'Iran une soixantaine d'incinérateurs avec récupération d'énergie, d'une valeur de 500 millions de dollars, qui seront installés d'ici un an dans les grandes villes du pays et le long de la région touristique de la mer Caspienne. Pékin doit de son côté augmenter ses importations de minerais iraniens, selon la télévision d'Etat.

'*La Chine est désormais le premier partenaire économique de l'Iran et il est prévu de faire passer le volume des échanges de 30 milliards de dollars l'année dernière à 100 milliards de dollars dans le futur*', a déclaré, sans donner d'échéance, le vice-président iranien Mohammad Javad Mohammadi-Zadeh à la télévision d'Etat. Selon l'ambassadeur de Chine à Téhéran cité par Irna, '*les échanges bilatéraux vont atteindre plus de 40 milliards de dollars cette année*' (2011).

La Chine a fortement renforcé sa présence économique et commerciale en Iran au cours des dernières années, notamment dans le secteur pétrolier et gazier, profitant de l'embargo occidental qui a obligé de nombreux partenaires européens de l'Iran à se retirer. Pékin achète désormais près de 20 % du brut iranien. (lemonde.fr 16.07)

Haut de page

Le 18 juillet

Monsieur Coquéma je ne répondrai pas à votre courriel qui est parti directement à la poubelle, sans lecture je précise, vous comprendrez que je n'ai pas de temps à perdre avec des gens complètement sclérosés.

Un camarade (ex- POI-CCI) m'a adressé un courriel contenant des infos et des liens en rapport avec la polémique intervenue à la suite de l'arrêté municipal pris par G. Schivardi, puis retiré sur ordre de la préfecture de l'Aude, et je me suis demandé si je devais les traiter ou les utiliser ou non, et si oui de quelle manière. En réalité c'est très délicat, mais pas impossible à condition de bien faire la part des choses, ce que je vais essayer de faire ici.

Que des gens aussi infréquentables que l'organisation d'extrême droite Egalité et Réconciliation d'Alain Soral (http://www.egaliteetreconciliation.fr) soutiennent Schivardi a de quoi questionner plus d'un militant du POI. Maintenant il faut être honnête et reconnaître qu'il était pratiquement inévitable que des personnes animés par des idées à mille lieux de celles du POI récupèrent cette affaire, précisons, dans certaines proportions seulement. Donc attention de ne pas tomber dans le piège de l'amalgame

Si le POI se serait bien passé de cette publicité plutôt embarrassante, on est quand même en droit de se demander comment ce parti a-t-il pu en arriver à s'attirer le soutien d'une formation d'extrême droite, sans parler de certains élus de l'UMP qui ont dû applaudir des deux mains à cet arrêté municipal.

Maintenant si l'on se demandait d'où venait cet engouement pour le POI de la part de gens d'extrême droite, on s'apercevrait qu'il ne datait pas d'hier. S'ils se sont reconnus dans cet arrêté municipal, c'est parce que pour eux il s'inscrit dans la continuité de leur combat pour la défense de la nation que partage effectivement le POI et d'autres formations politiques soit-disant de gauche précisons, le MRC de Chévènement par exemple, mais aussi plusieurs formations politiques de droite issues de l'UMP.

De notre côté, nous n'avons jamais manqué une occasion d'indiquer selon nous que la ligne politique consistant en la défense de la démocratie, de la République, de la nation tel que le POI la concevait constituait une dérive droitière en rupture avec le marxisme, dans la mesure où elle n'était pas orientée systématiquement dans la perspective d'une République sociale ou socialiste ou d'un Etat ouvrier.

Nous avons aussi pointé à plusieurs reprises que le POI concentrait son intervention dans la lutte des classes sur ces valeurs ou principes, la démocratie et la République au détriment du socialisme qui passait systématiquement ou presque à la trappe. Du coup, il est tout à fait normal que des gens de droite ou d'extrême droite se reconnaissent dans le POI, s'en disent très proches ou sympathisants, certains affirment même avoir adhéré un temps au POI.

On se souviendra des interviews de Schivardi qui ne prêtaient à aucune confusion sur les intentions des dirigeants du POI, ce qui nous fait dire aujourd'hui qu'ils ont récolté ce qu'ils ont sem, deux extraits suffiront :

1- "*Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement*" (interview de Schivardi - Le Midi Libre -

décembre 2008).

2- A propos de la transformation du PT en POI "*Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant, dont le congrès fondateur se tiendra les 14 et 15 juin à Paris. Ce sera un parti des Français pour les Français, dans une Europe des pays libres.*" (Interview de Schivardi - France Soir 24 avril 2008)

Pas de quoi s'étonner quelques années plus tard que l'on trouve ce genre de commentaires dans la bouche d'une personne se présentant comme un "*sympathisant du POI*" dans le site Egalité et Réconciliation :

"*De mémoire, Alain Soral a mentionné quelques fois le POI dans d'anciennes interviews :*

"La nation est le dernier rempart contre la mondialisation libérale, et ça même les trotskystes l'ont compris. Les trotskystes intelligents hein, le POI, pas Besancenot".

"On a envoyé une délégation E&R au POI. Ils ont refusé notre main tendue sous prétexte qu'on a été proches du FN, alors qu'on est d'accord sur tout".

Peut-être Alain pourrait-il nous éclairer un peu plus ? Sinon, bravo à E&R pour ce soutien. "

Un adhérent de cette formation politique enchaînait :

- "*Est ce qu'il y aurait pas une pétition à signer pour soutenir M. Schivardi ? (Je sais que les pétitions ne mènent nul part mais c'est surtout un geste en guise de soutien)*"

Question : comment est-il possible qu'un adhérent de ce mouvement d'extrême droite en arrive à la conclusion à propos du POI "*on est d'accord sur tout*", sinon parce que le POI privilégie l'aspect nationaliste de sa ligne politique au détriment du socialisme dans lequel ces gens-là ne pourraient pas se reconnaître ?

Cependant les choses ne sont pas aussi simples, car l'extrême droite s'approprie une grande partie des idées du socialisme pour détourner les travailleurs des partis ouvriers et constituer une armée de lumpenprolétaires qui demain combatteront au côté de la réaction contre la révolution, ce en quoi le POI ne porte aucune responsabilité évidemment.

Gageons seulement que si le POI et avant lui le PT avait engagé le combat pour la rupture avec l'UE strictement dans la perspective de l'abolition des institutions de la République et l'établissement d'un Etat ouvrier, le socialisme, il y a fort à parier un, que des gens comme Schivardi ou des "*gens de droite*" n'auraient jamais adhéré à un tel parti, ce que le passage du PT au POI devait permettre et confirme mon analyse sur l'origine de cette opération lamentable, je le rappelle au passage ; deux, qu'aucune confusion n'aurait pu s'installer (durablement) dans la tête de travailleurs entre les intentions et les objectifs politiques du POI et une formation d'extrême droite ou qu'elle aurait été rapidement dissipée, au lieu de se maintenir pendant des années comme on peut le constater ici.

C'est sur ce plan-là que la politique droitière du POI est insupportable, inexcusable et doit être combattue. Les dirigeants du POI en portent l'entière responsabilité. L'opportunisme sans frontière entre les classes ne peut aboutir qu'à la plus grande confusion possible dans la tête des travailleurs, alors que notre combat doit consister à les aider à y voir plus clair parmi tous les partis qui parlent en leur nom ou se réclament abusivement du socialisme.

Non, on ne peut pas faire feu de tout bois sous prétexte de combattre contre l'Union européenne afin de freiner sa construction. Le POI peut se défendre d'avoir franchi la frontière qui existe entre les classes, cependant la collusion qui existe dans sa ligne politique aux relents nationalistes dans laquelle se reconnaissent des formations politiques de droite ou d'extrême droite revient finalement exactement au même, autrement dit, ce que ses dirigeants critiques chez d'autres partis, le PS et ses satellites en l'occurrence.

Quel militant du POI pourrait soutenir un instant, que si le POI avait situé son combat pour la défense de la souveraineté de la France, puisque c'est bien de cela dont il s'agit à l'opposé du régionalisme intégré à l'UE faisant disparaître les nations ou les Etats indépendants, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, qui peut soutenir sérieusement que dans cette perspective que ne partagent évidemment pas ces gens d'extrême droite ou de droite, ceux-ci se seraient précipités pour soutenir Schivardi ou auraient affirmé être sur la même longueur d'onde que le POI ? Impossible évidemment, dès lors qu'ils sont férocement contre la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, mot d'ordre révolutionnaire qui implique l'abolition du système capitaliste dont ils sont des représentants.

Les dirigeants du POI et avant eux ceux du PT ou du PCI, en fait les mêmes ou leurs disciples, n'ont cessé avec une remarquable constance au cours du demi-siècle passé, de prendre bien soin de séparer le combat pour des revendications

sociales ou transitoires des objectif politiques pour lesquels le prolétariat devrait combattre pour s'émanciper du capital, reprenant à leur compte la méthode des réformistes ou des staliniens qui devait aboutir à mieux subordonner la classe ouvrière au capital, ce que l'on retrouve dans leur combat pour la défense de la nation qu'ils ne situent pas dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe qu'ils ont troqué pour une "*Europe des nations*" ou une "*Europe des pays libres*" compatible avec le programme de formation de droite ou d'extrême droite.

On pourrait ajouter à ce palmarès qu'on n'enviera pas, les staliniens du PRCF avec lesquels les dirigeants du POI flirtent ouvertement (Compte-rendu de la rencontre POI-PRCF du 25 juin 2011 sur Internet), au nom du front unique, mais cela vous l'aviez déjà deviné.

Le PRCF vient encore de s'illustrer en hurlant avec les loups (Sarkozy, Fillon, Le Pen, Valls et Cie) contre les propos tenus par Eva Joly à l'occasion du défilé militaire du 14 juillet, il estime que "*son attaque contre le défilé militaire du 14 juillet n'a d'autre sens que de démolir ce qui demeure une expression de l'indépendance et de la souveraineté nationale*", donc sous prétexte de défendre l'existence de la nation contre la tentative de l'UE de la faire disparaître, ils en arrivent à soutenir une manifestation à la gloire de l'armée française, pourquoi, parce que comme au POI, pour eux la défense de la nation est un principe supérieur à celui du socialisme, alors qu'à l'opposé nous estimons que la défense de la nation devrait être subordonnée au combat pour le socialisme, l'inverse consistant en pratique à abandonner le combat pour le socialisme. Ils en sont restés à la révolution de 1789, au drapeau tricolore, à la Marseillaise, ceci explique cela.

Le PRCF revendique un opportunisme tout azimut qui n'a rien à envier au POI lorsqu'il affirme "*s'adresser aux forces progressistes, républicaines, qui combattent pour la sortie de l'euro et de l'UE*", y compris des gaullistes précisant qu'"*il est d'ailleurs engagé présentement dans la démarche de l'Arc républicain de progrès*", tandis que le POI s'encanaillent avec le Parti Radical (membre de l'UMP) de Borloo à l'Assemblée nationale au sein d'un comité pour la défense de la laïcité par le biais de la Libre Pensée, à la direction de laquelle les militants du POI ont élu un pur produit de l'anticommunisme d'après-guerre et bureaucrate syndical de son état, Marc Blondel, sans oublier leur appartenance revendiquée à la franc-maçonnerie où se retrouve côte à côte représentants du capital et de soit-disant trotskystes, ainsi la boucle est bouclée, on a envie de dire que les uns ne valent pas grand chose de mieux que les autres tellement ils se ressemblent finalement.

Contrairement aux dirigeants du POI, ceux du PRCF ont cru bon de préciser que leur politique tournée contre l'UE ne constituait pas un « *repli national* », dés fois que des militants un peu trop curieux auraient pu croire le contraire ou percer leurs véritables intentions, ils ont préféré prendre les devants en avançant un argument partagé par le POI, selon lequel : "*sortir de l'UE peut contribuer à l'ouverture de la crise révolutionnaire. Si la France ou un autre pays sortait de l'UE, cela provoquerait une onde de choc au moins continentale.* ", alors qu'en réalité cela ne changerait absolument rien aux conditions objectives que connaissent les masses ni à leur niveau de conscience politique, deux facteurs qui ne sont manifestement pas mûrs si l'on en juge par leur faible niveau de mobilisation ou d'organisation. La France sort de l'UE, elle adopte le franc, le dévalue et la vie continuerait comme avant sous la Ve République... A ce que je sache, la Grande-Bretagne n'a pas adopté l'euro, question : la situation du prolétariat est-elle plus enviable que celle du prolétariat des pays de la zone euro ? Non ! Etc. etc. etc.

Le PRCF a cru bon de préciser lors de cette rencontre avec le POI, que son objectif n'était pas "*d'en revenir à une situation de type 1945*", ce qu'on aurait pu deviner sans peine après s'être encanaillé avec des gaullistes pur jus qui ne doivent pas être des adeptes forcenés de la IVe République !

A l'opposé, nous affirmons que le combat politique devrait se concentrer contre les institutions de la Ve République qui sont les représentants politiques du capitalisme, les piliers de l'Etat, et subordonner notre activité dans la perspective de les abattre, notre combat consistant à aider les travailleurs à se saisir de cet objectif politique, à donner une orientation politique correcte, révolutionnaire à leur combat, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui comme hier, chacun a pu le constater lors de la dernière mobilisation sur les retraites. Passons sur le fait qu'il peut très bien exister une situation révolutionnaire sans que les masses trouvent la voie de la révolution, ce qu'ont cure ces messieurs.

Sous prétexte que la révolution et le socialisme n'était pas pour demain, ils ont abandonné cette perspective, ils n'ont pas voulu y préparer les masses ou les organiser dans cette perspective, et le jour où la situation sera révolutionnaire, vous verrez qu'ils seront les premiers à s'étonner que les masses s'avèrent incapables de s'en saisir ou d'orienter leur combat dans la bonne direction, on leur rétorquera qu'ils ont vraiment tout fait pour qu'il en soit ainsi et qu'ils en portent la responsabilité.

Comme je l'expliquais dans une précédente causerie, Lambert et sa cour n'ont pas été capables d'assurer la continuité du marxisme après l'assassinat de Trotsky en 1940 qu'ils ont confondu avec l'application à la lettre du contenu du *Programme de transition* de 1938, programme d'action qui s'est avéré dépassé par bien des aspects dès 1945.

D'après ce que j'ai cru comprendre en lisant des documents retraçant les discussions ayant eu lieu à cette époque au sein de la IVe Internationale, ni Lambert ni Pablo n'ont été capable d'analyser correctement la situation qui allait naître à la sortie de la guerre et les décennies qui allaient suivre. Lambert a commencé par faire une interprétation réductrice du *Programme de transition* sans tenir compte du contexte dans lequel il avait été rédigé et de la période spécifique qu'il concernait, s'en apercevant rapidement et pour rompre avec l'isolement dans lequel il était avec la poignée de militants qui le suivaient, il a offert ses services aux réformistes farouchement anticommunistes, moyennant quoi il s'engageait à bien séparer le combat syndical du combat politique

pour montrer sa loyauté et leur inspirer confiance, engagement qu'il théoriera sous la forme de l'indépendance des syndicats par rapport au parti, peut-être en s'appuyant sur quelques citations des marxistes sorties de leur contexte, mais cela ne résolvait pas son principal problème, comment exister sur le plan politique, reconstruire un appareil dont il serait l'unique dirigeant, qu'il contrôlerait sans partage, il ne trouva rien de mieux que d'élever la tactique du front unique au rang de stratégie ou d'unique objectif à atteindre, quitte à balancer les uns après les autres les principes qui étaient à l'origine du programme dont il continuera de se réclamer, à devenir un renégat, ce qui n'a rien d'exceptionnel en soi, Bernstein, Kautsky, Plekanov et bien d'autres dirigeants avaient emprunté le même chemin bien avant lui. Vous connaissez la suite de 1981 à nos jours sous les traits de son dauphin D. Gluckstein qui marche dans ses pas.

Une fois le front unique devenu une stratégie ou l'unique objectif à atteindre de son combat, le PS et le PCF devenaient forcément plus fréquentables, il faudrait dire plus ouvertement fréquentables aux yeux de ses militants, car les militants de son organisation ignorait qu'ils se rencontraient derrière leur dos on l'appris que plusieurs décennies plus tard, l'objectif du front unique qu'il s'était donné il le dire lui-même devait coïncider avec l'arrivée au pouvoir de Mitterrand. Du coup une fois cet objectif atteint, le PCI n'avait plus aucune raison d'exister, il le liquidera tout simplement. Mais il se retrouvait confronté au même problème qu'autrefois, comment continuer à exister (son appareil), une fois la théorie foireuse de l'immense de la révolution s'étant évaporée, il allait la remplacer par celle de la défense de la démocratie et de la République en s'adressant aux élus et aux dirigeants du PS et du PCF, ce qui lui permettait de donner un nouveau souffle à la théorie du front unique usée jusqu'à la corde, cette fois en désignant un objectif quasiment impossible à atteindre, pour ainsi dire surréaliste, la rupture avec l'Union européenne. Cette tâche s'avérant plus ardue que prévue et les concessions consenties lors du passage du PCI au PT n'y suffisant pas, le tandem Lambert-Gluckstein liquida le PT pour fondé le POI, autrement dit ils en rajoutèrent une couche (de concessions) pour finalement obtenir l'adhésion à leur parti d'une poignée d'ex-élus du PS et peut-être quelques cadres du PCF.

La création du PT et du POI, qui devait permettre à d'autres courants du mouvement ouvrier de rejoindre le courant trotskyste de leur parti, s'est avéré un échec sur toute la ligne 26 ans plus tard. Voilà le bref et rapide constat que l'on peut dresser. Je vous concède volontiers qu'il est approximatif, mais l'esprit ou dans les grandes lignes il doit être exact, c'est cela l'essentiel. Cependant, toutes ces concessions droitières au programme de la révolution socialiste n'ont pas eu que des aspects négatifs, elles ont permis au moins à ce parti de se maintenir à flot, de renouveler ses militants, de recruter des syndicalistes qui sont sur une ligne réformiste ou franchement réactionnaire, de nos jours les deux se confondent, donc de faire vivre son appareil et ses permanents.

Lambert et ses amis se sont employés en permanence à préserver l'existence du PS et du PCF, à faire croire que ces partis seraient encore des partis ouvriers, pire encore, qu'ils pourraient un jour devenir de véritables partis socialiste ou communiste, de leurs côtés au NPA et à LO ils n'ont jamais douté qu'il en fut ainsi un jour dans un passé lointain, encore une légende à laquelle avaient tordu le cou Lénine et Trotsky, des partis ouvriers sans aucun doute, des partis socialiste ou communiste c'est une autre affaire, ne confondons pas tout.

C'est leur incapacité à construire un véritable parti ouvrier récolutionnaire au cours des 71 ans écoulées depuis la mort de Trotsky, donc l'inexistence de ce parti qui explique en grande partie pourquoi le PS et le PCF ont finalement pu donner naissance à des partis qui à leur tour se réclament du socialisme ou du communisme, le Parti de gauche et le PRCF, on pourrait ajouter le courant La Riposte du PCF, sans généraliser à la ribambelle d'organisations, de groupes ou de comités qui auraient tout de même vu le jour comme à chaque époque dans tous les pays.

Les militants du POI sont peut-être passés à côté de la polémique entre Jean-Jacques Marie et Domenico Losurdo (PRCF ?) à propos de "*l'imminente médiocrité*" (Trotsky) nommée Staline. Vous trouverez l'article en question sur le site du PRCF si cela vous intéresse, il date du 28 juin.

Cette causerie s'éternisant je serai bref, j'ai noté cette phrase qui résume à elle seule l'état d'esprit de Domenico Losurdo : "*Trotski se convainc (à tort) qu'il y a eu une contre-révolution à Moscou et agit en conséquence.*" à propos de la mainmise de Staline sur l'appareil du parti bolchevik et de l'Etat avant ou juste après la mort de Lénine en janvier 1924.

Domenico Losurdo s'emploie ensuite à faire passer Staline pour un fin stratège, pour un peu sans lui l'armée rouge n'aurait pas vaincu l'armée du Troisième Reich :

"*Je démontre que cette liquidation totale de Staline (sur le pan intellectuel en plus de moral) ne résiste pas à l'enquête historique, en réclamant l'attention sur deux points : d'éminents historiens (dont aucun ne peut être suspecté d'être pro-stalinien) parlent de Staline comme le « plus grand leader militaire du vingtième siècle ». Et vont plus loin encore : ils lui attribuent un « talent politique exceptionnel » et le considèrent comme un homme politique « extrêmement doué » qui sauve la nation russe de la décimation et de la mise en esclavage auxquelles la destine le Troisième Reich ; et ceci grâce non seulement à son accorte stratégie militaire mais aussi à des discours de guerre « magistraux », parfois véritables « morceaux de bravoure » qui arrivent dans des moments tragiques à stimuler la résistance nationale. Ce n'est pas tout : des historiens fervents anti-staliniens reconnaissent la « perspicacité » avec laquelle il traite de la question nationale dans son écrit de 1913 et l' « effet positif » de sa « contribution » sur la linguistique (p. 409).*"

Bref, Staline était un génie, Lénine et Trotsky ne s'en seraient pas aperçus les malheureux, Jean-Jacques Marie non plus, quel

crime abominable ! Question que peut se poser tout militant : qu'est-ce que les dirigeants du POI ont-ils à faire avec ces gens-là ? C'est encore au nom du front unique qu'ils les fréquentent ? Comme ils savent si bien dire hypocritement : "*on cherche à comprendre*" !

Pour terminer et revenir une dernière fois sur l'histoire de l'arrêté municipal de Schivardi, je répète qu'il ferait mieux de démissionner.

Qui ignorait que les maires étaient placés directement sous les ordres des préfets, véritables gardes-chiourmes des institutions ? Les maires sont un des rouages des institutions, qui l'ignorait ? A ne vouloir considérer la réalité que sous l'aspect qui nous intéresse sous des prétextes plus ou moins avouables, on est pris un jour ou l'autre à son propre piège car elle finit par nous rattraper et nous rappeller à l'ordre...

Comme d'habitude j'ai rédigé cette causerie d'un trait, alors qu'il aurait fallu y consacrer plusieurs jours pour rendre une copie satisfaisante et plus consistante. J'assume les imperfections qu'elle comporte.

On pourrait poursuivre une autre fois sur le thème : la lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale par son contenu, en repartant du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels... adaptée à notre époque.

On vous la laisse telle qu'elle est bien volontiers !

Valls ne laissera pas "*la Nation à la droite et l'extrême droite*" - L'Express.fr - (17.07)

A bas la nation du gang du Fouquet's et des Versaillais, vive la République socialiste française membre des Etats-Unis socialistes d'Europe !

Cela m'étonnerait que l'extrême droite reprenne à son compte ce mot d'ordre !

Politique

France

En famille.

Ségolène Royal a déclaré dimanche sur France 2 qu'elle s'efforcerait de rassembler jusqu'aux gaullistes, si les primaires socialistes la désignent comme candidate du PS pour l'élection présidentielle de 2012.

«*Et nous rassemblerons ensuite, bien sûr, les écologistes, l'extrême-gauche, mais aussi les centristes humanistes, mais aussi la droite gaulliste*», a-t-elle ajouté. (20minutes.fr 17.07)

Commentaire d'un supporter de Royal : "*Attention Ségolène a vouloir ratisser trop large, tu risques de ne plus être crédible.* "

Mais monsieur, c'est le cas d'absolument tous les partis à des degrés divers.

2- Syrie

Les forces syriennes, appuyées par des hélicoptères et des blindés, encerclaient dimanche la ville de Bou Kamal, dans l'est du pays, où des dizaines de milliers de manifestants, encouragés par des défections au sein de l'armée, sont descendus dans les rues pour dénoncer le régime de Bachar al Assad.

Selon certains activistes, le mécontentement grandit au sein de l'armée, majoritairement sunnite, et la mort de civils, tués en grande partie par une unité ultra-loyale commandée par le frère d'Assad, Maher, a entraîné des défections jusqu'ici inimaginables.

Dans la nuit de samedi à dimanche, un millier de soldats et de forces de sécurité, épaulés par des blindés et des hélicoptères, ont encerclé Bou Kamal, située près de la frontière avec l'Irak, au lendemain de la mort de cinq manifestants, dont un adolescent de 14 ans, tués par des agents du renseignement militaire.

Face à cette nouvelle vague de répression, plusieurs milliers d'habitants sont descendus dans les rues de Bou Kamal, ville de la vallée de l'Euphrate, pour dénoncer le régime de Bachar al Assad, qui a succédé à son père en 2000.

Selon des habitants, une centaine de membres des renseignements des forces aériennes syriennes et les militaires d'au moins quatre blindés ont rejoint les rangs de la contestation.

"*Les manifestants ont fait état de plusieurs défections de soldats aujourd'hui. Le régime sait qu'il va rencontrer une forte résistance s'il attaque Bou Kamal et que les tribus irakiennes de l'autre côté de la frontière viendront en aide à leurs frères*", a indiqué un militant qui a requis l'anonymat.

"*L'ensemble des habitants de Bou Kamal sont descendus dans les rues après la mort (des manifestants). Plusieurs soldats sont venus dans le centre de la ville pour les en empêcher avant de finalement rejoindre leurs rangs*", a ajouté un autre militant.

Dans la ville de Zabadani (sud-ouest), les forces de sécurité et les unités de l'armée ont mené plusieurs raids sur des habitations dans la nuit de samedi à dimanche et ont arrêté 70 personnes, ont rapporté les habitants.

"*Ils les ont poussées dans des bus. Les arrestations étaient arbitraires. Beaucoup n'avaient rien à voir avec les manifestations. Un homme handicapé et son fils de 15 ans ont été emmenés*", a dit à Reuters par téléphone un médecin de Zabadani. (Reuters 17.07)

Haut de page

Le 19 juillet

Ils essaient de se rassurer à coup de tests bancaires bidons disions-nous récemment, c'est confirmé avec la chute des principales places boursières. A ce jeu-là ils ne peuvent se leurrer éternellement affirmions-nous, la réalité a une longueur d'avance sur eux, non seulement elle les rattrape mais elle court plus vite qu'eux, et quand ils courent après c'est généralement mauvais signe, pour eux bien entendu et l'on s'en réjouit, par les temps qui courent on prend son plaisir où l'on peut, c'est si rare.

- Les Bourses européennes ont lourdement chuté lundi, pénalisées par les valeurs financières, les résultats des tests de résistance des banques n'ayant pas dissipé les craintes de contagion de la crise de la dette souveraine dans la zone euro. (Reuters 18.07)

On nous dit que la crise est le produit de l'accumulation du capital au cours de la période qui a commencée tout juste après la dernière crise jusqu'à maintenant, et on nous dit également que cette crise correspond à une faillite, bref c'est à rien n'y comprendre et nous sommes certains que 90% au moins des militants n'y comprennent rien, j'aurais pu écrire 99% puisque même chez les économistes dont c'est le métier le même pourcentage ne savent plus où en est l'économie ni où elle va.

En fait, le capitalisme est riche de ses dettes qu'il a contracté sur le futur.

Il y a d'un côté des milliardaires et des millionnaires en dollars ou euros qui ont forgé leur fortune sur l'endettement des sociétés qu'ils contrôlent, sur l'endettement des banques et des institutions financières qui leur ont octroyé des centaines de milliards de crédits, sur l'endettement des citoyens ou des ménages qui se sont vus octroyer des crédits par les banques et institutions financières pour acheter les marchandises ou biens d'équipement qu'ils produisent, l'endettement de l'Etat auprès des marchés financiers qu'ils contrôlent également.

La fusion du pouvoir politique et de la finance conduit à une situation où l'entité, le clan ou la personne qui décide du niveau d'endettement total d'un pays (établissement financier, entreprises, Etat, particuliers) et celle qui empoche les intérêts versés sur cette dette est la même.

Plus la dette est importante, plus les intérêts versés aux créanciers sont importants en volume, ajoutons plus il y a d'argent en circulation pour spéculer, argent qui prend artificiellement de la valeur par le biais de la spéculation, alors que la valeur de l'actif n'a pas changé en réalité. Plus la distorsion entre la valeur réelle d'un actif et sa valeur sur le marché s'accroît plus le risque s'accroît également que l'emprunteur se retrouve un jour dans l'impossibilité de rembourser son créancier, cela s'explique par le fait qu'il a acquis un bien à une valeur surévaluée qui incluait l'hypothéque de ces conditions de remboursement dans les années ou décennies à venir, cela correspond à une traite tirée sur l'avenir que le banquier a émise qui inclut le capital et les intérêts qu'il a déjà perçus par le biais de différents mécanismes financiers, donc en se basant sur une vision optimiste de l'évolution de la situation économique sans qu'elle soit forcément en rapport avec la réalité ou pas du tout, réalité représentée par la solvabilité ou non à terme du débiteur, pour être complet ajoutons que le créancier s'en moque tant que l'argent rentre dans ses caisses.

Rien ne peut justifier qu'une maison qui valait 100.000 euros en 2000 en vaille le double ou davantage encore dix ans plus tard, alors qu'au cours des décennies précédentes sa valeur n'avait que modestement progressé. La personne qui en 2011 va l'acheter 200.000 euros, dans ces 200.000 euros est inclus une partie de la plus-value qu'elle sera censée percevoir au cours des décennies suivantes sous forme de salaire, cela sous-entend que la personne continuera de travailler et de percevoir au moins le même salaire ou un salaire supérieur puisque le coût de la vie ne cesse d'augmenter, cela implique aussi que la valeur de

sa maison sur le marché augmentera de telle sorte qu'il pourra la revendre en cas de besoin ou par nécessité.

Quand le banquier vous a prêté 200.000 euros, il a créé dans sa comptabilité une ligne de crédit d'une valeur de 200.000 euros, mais il ne dispose pas de cet argent, il n'existe pas, il le crée de toutes pièces, c'est comme s'il avait fabriqué cet argent avec la planche à billet. Dans ces 200.000 euros, il y a la partie qui correspond à la valeur réelle de la maison, plus celle correspondant à sa valeur fictive produit de la spéculation immobilière, et c'est sur l'ensemble qu'il va calculer les intérêts que vous allez lui verser pendant 20 ou 30 ans.

La partie fictive de la valeur de votre maison que vous lui versez plus les intérêts correspondent à une ponction sur vos revenus futurs, donc sur la plus-value qui sera dégagée par l'entreprise qui vous emploie durant toute la durée de votre emprunt, ce qui suppose d'une part que cette entreprise sera toujours en mesure de produire plus de plus-value pour survivre, d'autre part qu'elle en produira suffisamment pour régler votre salaire durant toute cette période.

Donc tout ce mécanisme repose uniquement sur la confiance que le système économique a en lui-même, dans sa capacité à produire toujours plus de richesses sans connaître de failles ou de crises, crises qui correspond en partie à une perte de confiance des investisseurs dans le marché, et dans l'intenabilité à terme de la distorsion grandissante entre la valeur réelle des richesses produites et la valeur fictive que lui attribue le marché par le biais d'une spéculation effrénée qui est à la base de l'enrichissement rapide et colossale de ceux qui contrôlent le marché, enrichissement qui n'a là rien de fictif, mais qui repose à son tour sur un endettement abyssal de l'ensemble de la société, et si maintenant on compare cet enrichissement personnel de quelques dizaines de milliardaires ou millionnaires dans le monde avec cette dette qui se chiffre en centaines de milliers de milliards de dollars, on se rend compte immédiatement que même en confisquant toutes les richesses accumulées par ces milliardaires, il serait impossible de rembourser 1% du total de la dette mondiale des banques, des institutions financières, des entreprises, des Etats et des particuliers.

Voilà en gros pourquoi on peut parler de faillite du capitalisme, tandis qu'une poignée de nantis ont accumulé des dizaines de milliards de dollars qui à l'échelle de l'économie mondiale ne pèse pas aussi lourd qu'on pourrait le penser.

La faillite du capitalisme correspond à l'impossibilité grandissante des débiteurs à travers le monde de régler cette dette qui se chiffre en centaines de milliers de milliards de dollars.

Quand on dit que la crise est le produit de l'accumulation du capital, je pense qu'il faut entendre par là capital réel et capital fictif. La crise éclate lorsqu'un établissement financier demain un Etat) fait défaut ou la Bourse s'écroule, mais en réalité la crise n'a cessé de creuser son sillon ou d'être alimentée au cours des années précédentes et c'est seulement lorsqu'elle atteint un certain stade, qu'elle s'emballe ou se propage, que l'on parle à proprement dit de crise.

Qui décide : le parlement européen, la Commission européenne ou les chefs d'Etat ?

Vous me direz si j'ai loupé un chapitre, depuis que la crise grecque a éclaté, ce sont les chefs d'Etat et leurs ministres de l'Economie qui la gèrent directement au niveau de l'UE, la Commision européenne est relayée au second plan et le parlement européen s'est littéralement évaporé, pincez-moi si je me trompe.

On nous dit que c'est le FMI ou l'UE qui ont imposé une politique d'austérité à la Grèce, alors qu'en réalité c'est Sarkozy, Merkel, etc. en tant que représentant des intérêts des banquiers et de l'aristocratie financière. Et en France, c'est encore Sarkozy qui refuse d'augmenter le smic le 1er août, qui octroie cadeau sur cadeau aux patrons...

Contradiction ou paradoxe.

- Lyon: colère des commerçants après l'interdiction de la vente d'alcool le soir - AFP (18.07)

Côté consommateur, l'avis est quasiment unanime : cet arrêté, "*c'est une atteinte à la liberté*" ! (Reuters 18.07)

La survie du régime conduit à un individualisme débridé ou des comportements insupportables ou asociaux, et dans le même temps chacun revendique plus de liberté parfois au détriment de celle des autres. Les problème engendrés par la survie du régime sont quasiment inextricables, ingérables autrement que par la répression ou des lois de plus en plus liberticide dans la mesure où elles s'adressent à tous indistinctement.

D'où l'impossibilité de participer aux institutions, sauf à vouloir jouer au procureur ou au justicier contre la majorité de la population dès lors que les lois restreignant les libertés touchent absolument tous les domaines et toute les catégories de la population.

Vous vous voyez maire face à des demandes urgentes de logement et décider à quelle famille il en sera attribué un et laquelle devra rester sur la touche, vous aurez beau le justifier comme vous voudrez, vous apparaîtrez toujours comme l'exécutant de la politique du gouvernement, à juste titre ajoutons puisque personne ne vous a forcé à tenir ce rôle.

A ne pas confondre avec certains boulots ingrats, gardien de prison est un emploi comme un autre, il faut bien bosser pour survivre, le maton n'est pour rien dans l'état de la société. On ne dira pas la même chose du contrôleur de la SNCF ou du policier, qui n'ignorera pas que la définition de fonction de son poste comporte un volet répressif dont il a parfaitement conscience, à eux d'en assumer les conséquences.

Je me souviens que lorsque notre fille était toute petite et marchait à peine, nous avions été interpellés violemment par le gardien du parc de Clichy, parce qu'elle avait osé poser ses petite pieds sur l'herbe. Avec sa mère nous l'avions envoyé chier vertement !

Parole d'internaute

- "Il ne manque plus qu'à faire signer aux électeurs de la primaire une charte d'adhésion aux valeurs de résignation de la droite. On comprend mieux Emmanuel Todd lorsqu'il disait qu'au dernières présidentielles il y avait eu trois candidats de droites si on compte le PS" (lemonde.fr 18.07)

Soyez l'avant-garde, osez dire que le candidat du PS est de droite, osez dire que le PS est étranger à la classe ouvrière.

Politique

1- France. En famille.

1.1- Quand il s'agit de défendre notre patrimoine, les hommes politiques parviennent parfois à dépasser les clivages partisans. Lundi, le député socialiste des Landes Henri Emmanuelli et le président de Chasse Pêche Nature et Tradition (CPNT) Frédéric Nihous l'ont une nouvelle fois prouvé en protestant unanimement contre la décision du Salon agroalimentaire de Cologne de ne pas accueillir en octobre les producteurs de foie gras.

Dans un communiqué, le président du conseil général des Landes, s'élève contre "*cette discrimination qui pénalise notamment une dizaine d'entreprises du sud-ouest et landaises en particulier et tous les producteurs*".

"*Au nom de la sécurité (en raison des opposants au gavage), je ne peux accepter cette entrave aux règles de la concurrence, ceci d'autant plus que l'industrie agroalimentaire allemande est importatrice et exportatrice de produits de la filière gras et que les exportations françaises à l'international sont en progression*", ajoute Henri Emmanuelli.

Dans une autre communiqué, le patron de CPNT s'emporte contre des "*extrémistes anti-gavage*" qui "viennent ainsi, grâce à quelques bien-pensants allemands, de remporter une victoire dans leur combat obscurantiste". (lexpress.fr 18.07)

1.2 La maire de Lille a adopté la même position que son principal rival : "*Nous nous sommes engagés, dans le projet socialiste, à respecter les engagements de la France, 3 % en 2013 puisque c'est la règle aujourd'hui*", a assuré dimanche 17 juillet la maire de Lille lors du "*Grand Rendez-Vous Europe 1-Le Parisien*", se félicitant de son "*accord*" avec M. Hollande sur la question. Elle ajoutait que le PS a "*construit le quinquennat et la première année, sur laquelle nous travaillons actuellement, sur ce principe-là*".

Benoît Hamon, porte-parole du PS et soutien de Martine Aubry pour la primaire, a expliqué lundi 18 juillet que son parti respecterait l'objectif de retour sous les 3% avant 2013. (lemonde.fr 18.07)

2- Egypte

2.1- Plus de cinq mois après la chute d'Hosni Moubarak, l'armée égyptienne célébrée en février pour son rôle dans l'éviction du raïs est désormais accusée de tarder à mettre en oeuvre les changements démocratiques. Pour un nombre croissant d'Egyptiens, les méthodes du Conseil suprême militaire au pouvoir ressemblent de plus en plus à celles du régime du président déchu.

Depuis le 8 juillet, des manifestants occupent de nouveau la place Tahrir du Caire, épicentre de la révolution en début d'année, accusant l'armée de détourner le processus de transition et de rechigner à mener une purge contre les membres de l'ancien régime.

Pour ne rien arranger, des informations font état de violations des droits de l'Homme par les militaires. De nombreux cas de torture de détenus ont été rapportés. En cinq mois, plus de 10.000 civils ont été traduits devant des tribunaux militaires, dont des manifestants, des militants et au moins un journaliste auteur d'un article critique sur l'armée, selon des organisations de défense des droits de l'Homme. Le recours à ces tribunaux, connus pour leurs jugements expéditifs, atteindrait ainsi un niveau sans précédent.

"*La révolution a été volée*" par le Conseil suprême des forces armées au pouvoir, estime Issam, le "*chanteur de la révolution*" qui

avait galvanisé la foule en début d'année place Tahrir, en jouant des chansons politiques à la guitare. "*Nous avons fait la révolution et nous l'avons donnée au Conseil militaire sur un plateau en argent. Mais tout le monde doit savoir que nous avons appris à dire 'non'.*"

L'armée était déjà un des piliers du régime Moubarak. Le Conseil est composé de généraux âgés d'une soixantaine d'années pour les plus jeunes et de plus de 80 ans pour les plus anciens, tous nommés par l'ancien président.

Après la chute du raïs, le Conseil militaire s'est présenté en "*protecteur*" de la révolution, profitant de sa décision de ne pas tirer sur les manifestants durant le soulèvement.

Le Conseil dit vouloir instaurer le changement démocratique auquel le peuple aspire et assure consulter fréquemment l'ensemble des partis politiques. Mais, bien souvent, il n'a modifié son plan de transition ou pris des mesures contre des cadres de l'ancien régime que sous la pression de nouvelles manifestations de rue. Et même ainsi, ses concessions sont restées limitées.

En réponse au nouveau campement de protestation installé place Tahrir, le général Mohsen el-Fangari, un membre du Conseil, a répété à la télévision la promesse des militaires de transférer le pouvoir après la tenue d'élections démocratiques. Il a toutefois averti que l'armée n'accepterait pas des "*écarts*" des manifestants susceptibles de "*nuire aux intérêts de la nation*".

Peu d'Egyptiens pensent que le Conseil, dirigé par le maréchal Hussein Tantaoui, veuille continuer à diriger le pays après les élections. Mais les manifestants craignent que l'armée ne cherche à préserver autant que possible ce qu'il reste de l'ancien régime et à maintenir son rôle d'arbitre suprême. (AP 18.07)

2.2- Le Premier ministre Essam Charaf a désigné dimanche un nouveau ministre des Affaires étrangères, nouvelle étape du vaste remaniement promis lors de sa dernière allocution. Mohammed Kamel Amr remplace Mohammed Al-Orabi, qui avait démissionné samedi.

Amr a été ambassadeur de son pays auprès de l'Arabie saoudite et a également travaillé à l'ambassade d'Egypte à Washington. Il a également été le représentant de l'Egypte auprès de plusieurs organisations africaines et de la Banque mondiale.

Selon des sources gouvernementales une vingtaine de ministres seraient remplacés. Charaf s'est déjà choisi samedi deux adjoints à la tête du gouvernement, un économiste expérimenté, Hazem Beblawi, et Ali al-Silmi, un membre influent du Wafd, un parti libéral dans l'opposition. Beblawi supervisera la politique économique dans le futur gouvernement remanié et Silmi sera chargé des questions liées à la "*transition démocratique*".

Le très médiatique, mais controversé, secrétaire d'Etat aux Antiquités, Zahi Hawass, déjà en place sous Moubarak, est lui aussi donné partant, selon des sources gouvernementales.

Finalement, la liste des ministres est publiée sur le quotidien égyptien Masry al-Yioum(en anglais). (lexpress.fr 18.07)

3- Jordanie

Le ministre jordanien de l'Intérieur Mazen Saket a déclaré lundi qu'une manifestation qui s'est tenue vendredi à Amman présentait un risque de conduire à un "*renversement du régime*", a rapporté un député jordanien.

M. Saket s'est exprimé lors d'une réunion à huis clos avec la commission des droits de l'homme du Parlement, a précisé le député Jamil Nimri.

Vendredi, des affrontements ont opposé des policiers à des manifestants qui tentaient d'installer un campement de protestation à Amman, faisant au moins 15 blessés. C'est l'incident le plus sérieux depuis que les manifestations ont commencé en mars dans le pays.

M. Saket a fait état de craintes de la sécurité jordanienne selon lesquelles "*la manifestation de vendredi pouvait conduire à un sit-in illimité susceptible de troubler l'ordre public et de conduire au renversement du régime*", a déclaré M. Nimri, qui a participé à la réunion.

M. Saket a précisé que les autorités avaient été informées que certains manifestants voulaient faire monter le niveau de violence pour que des "*civils soient tués dans des affrontements avec la police*", a ajouté M. Nimri.

Inspirés par les révoltes en Tunisie et en Egypte, les Jordaniens descendent régulièrement dans la rue depuis plusieurs mois pour demander des réformes.

Les manifestants ne demandent pas le départ du roi Abdallah II, mais réclament celui du Premier ministre Marouf al-Bakhit, un ancien général accusé de tarder à mettre en oeuvre des réformes politiques. Les manifestants veulent également davantage de libertés politiques, des créations d'emploi et la fin de la corruption au sein de l'Etat. (AP 18.07)

4- Yémen

Des affrontements entre les forces de sécurité et des membres de l'opposition ont fait six morts lundi à Sanaa, la capitale du Yémen, ont rapporté des opposants au président Ali Abdallah Saleh.

Sanaa n'avait plus connu de tels affrontements depuis le départ, en juin, du président pour se faire soigner en Arabie saoudite, après avoir été blessé dans l'attaque de son palais présidentiel. (Reuters 18.07)

Social

France

Un préavis de grève des hôtesses et des stewards d'Air France a été déposé pour une période allant du 29 juillet au 1er août, annonce lundi l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, SNPNC, SUD, UNAC et UNSA. Les syndicats accusent notamment la direction de la compagnie aérienne de vouloir revenir sur les accords sociaux de 2007 et d'appliquer le modèle des low-cost au personnel navigant commercial (PNC).

"*Nous refusons de devenir les victimes de la productivité. Nous refusons de sacrifier la sécurité des vols. Nous refusons que la direction, sous couvert de règles européennes ultralibérales (...) impose unilatéralement ses projets au mépris de l'intégrité physique et psychologique des PNC*", dénonce l'intersyndicale dans un communiqué en affirmant qu'une augmentation de la charge de travail est "*inadmissible*". (AP 18.07)

Economie

1- UE.

Les banques européennes pourraient devoir lever 80 milliards d'euros, pour rassurer les marchés. Un rapport de JPMorgan Cazenove, piloté par l'analyste Kian Abouhossein, estime que, si le niveau des réserves obligatoires est strictement respecté à 7%, près de vingt banques devront lever de l'argent frais. Les banques françaises Société Générale, BNP Paribas et Crédit Agricole auraient besoin de vingt milliards d'euros.

Mais les banques françaises ne sont pas les seules à être montrées du doigt par JPMorgan Cazenove, qui chiffre les besoins en capitaux frais à 25 milliards d'euros pour les établissements britanniques et 14 milliards d'euros pour les prêteurs allemands, dont la Deutsche Bank. L'italienne UniCredit, Crédit Suisse et l'espagnole Santander sont également citée dans le rapport.

Cette étude est dévoilée après les résultats des tests de résistance publiés vendredi dernier par l'Autorité bancaire européenne. Ces tests, bâtis sur des exigences de fonds propres de 5% seulement, ont conclu à un besoin de refinancement de 2,5 milliards d'euros pour huit des 90 banques évaluées, dont aucune française. Mais les investisseurs jugent ces tests insuffisants, les critiquant notamment pour ne pas avoir suffisamment pris en compte le risque de défaut de la Grèce. JPMorgan Cazenove souligne ces critiques dans son étude, indiquant que ces stress tests ont «*une valeur limitée*».

En mars dernier, l'agence de notation Standard & Poor's avait mené ses propres tests de résistance. Sa conclusion : les banques européennes auraient besoin de 250 milliards d'euros de capitaux supplémentaires. (lefigaro.fr 18.07)

2- Etats-Unis.

L'agence de notation Moody's a suggéré lundi aux Etats-Unis d'éliminer simplement le plafond imposé à la dette extérieure du pays afin de réduire l'incertitude chez les détenteurs d'obligations souveraines.

Moody's souligne avoir toujours jugé le risque d'un défaut américain comme très faible, car le Congrès a déjà autorisé une dette plus élevée à de nombreuses reprises depuis des dizaines d'années, le plus souvent sans grande controverse.

N'hésitant pas à s'immiscer plus avant dans le débat politique, Moody's suggère aux Etats-Unis de s'inspirer d'autres exemples, et cite notamment le cas du Chili, généralement considéré comme le bon élève de l'Amérique latine en matière de politique budgétaire.

"*Ailleurs, le niveau des déficits est déterminé par une 'règle budgétaire', ce qui signifie que le creusement de la dette est restreint, mais pas limité techniquement*", ajoute Moody's en précisant que ce système s'est montré efficace au Chili.

L'agence de notation évoque également le critère de Maastricht en vigueur pour l'Union européenne, qui fixe à 60% du produit intérieur brut le seuil à ne pas dépasser pour le volume de la dette. Moody's indique toutefois que cette règle est fréquemment enfreinte par les Etats membres. (Reuters 18.07)

Haut de page

Le 20 juillet

J'ai actualisé les pages d'accueil des différentes rubriques du site en ajoutant tous les liens qui figent dans cette page.

Nous attendons d'en savoir un peu plus sur le scandale News of the World en Grande-Bretagne avant d'aborder ce sujet, car cela ressemble davantage à un coup tordu de la part des concurrents (aux Etats-Unis) de Rupert Murdoch pour démenteler son empire et mettre la main dessus ou tout du moins pour réduire son influence, et non un coup porté en direction de Cameron, sachant que les travaillistes sont aussi mouillés que les conservateurs dans cette affaire.

Qui décide de soutenir l'Etat grec, d'engraisser en fait les prédateurs de la finance qui l'ont conduit à la faillite et d'en faire payer le prix aux travailleurs, la Commission européenne, la BCE, le FMI ? Réponse :

- "Nous n'avons cessé depuis un mois de faire des propositions aux gouvernements", a souligné le président de BPCE (Banque populaire-Caisse d'épargne), François Pérol, lors d'une conférence de presse. (Reuters 19.07)

Tiens donc "les gouvernements", cependant il semblerait que dans aucun pays le mouvement ouvrier oriente son combat contre le gouvernement et les institutions en place, pincez-moi si je me trompe. Tous ces gouvernements sont illégitimes, tous les partis institutionnels sont rejetés par la majorité des travailleurs et jeunes, et malgré cela aucun parti n'a osé poser la question de la nécessité de les chasser du pouvoir... Même lorsque Sarkozy était au plus bas dans les sondages aucun parti n'a osé titrer : qu'il dégage !

Question : si aucun parti ne combat sur cet axe, il y a bien une explication, alors formulons une hypothèse : cela ne proviendrait-il pas du fait que plus aucun parti ne combattrait dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, sans l'avouer ouvertement, évidemment ? Pourquoi construire un parti dans cette perspective si on n'y croit pas soi-même, n'est-ce pas ? Cela se tient, non ? Reliez bout à bout tous les éléments que nous vous avons fournis au cours des mois et des années précédentes, réfléchissez-y encore une fois sérieusement et il se pourrait bien que vous en arriviez vous-même à cette conclusion, épouvantable, nous vous l'accordons et partageons ce triste constat avec vous. Si de mon côté je soutiens le POI, c'est vraiment sans la moindre illusion...

Parole d'internaute

(Après la mise en examen de Berlusconi hier)

- "Mais il y a tout de même une question que je me pose. Comment les populations, et c'est valable pour la France aussi, arrivent à mettre des gens aussi cons au pouvoir ? Parce que pour moi, franchement, ça reste un mystère..." (Reuters 19.07)

Le plus étonnant c'est de se poser ce genre de questions depuis le temps que cela dure, non ? C'est le genre de réflexion qu'on peut se faire quand on se fie aux apparences, ce qui n'est pas non plus le témoignage d'une intelligence très développée...

Cela prouve le niveau de médiocrité de la conscience politique des masses exploitées qu'une belle gueule ou un bon discours plein de promesses qu'on voulait entendre suffit à convaincre. Un simple constat que tout les opportunistes et gauchistes rejettent, car prétendre de nos jours que les masses sont ignorantes est une infâmie pour les ouvrièristes, du coup on comprend pourquoi ils préférent affirmer que la faible mobilisation ou le faible niveau d'organisation des masses serait uniquement de la responsabilité des appareils, parce qu'ils sont incapables de regarder la réalité en face et de s'adresser aux masses dans des termes saisissables par elles. Et s'il en est ainsi, c'est également parce qu'ils prêtent aux masses un niveau de compréhension de la société qui n'est pas le leur, inconsciemment le plus souvent, ils leur prêtent volontiers leur propre niveau de conscience, ce qui explique qu'à l'arrivée ils ne comprennent pas grand chose à la situation.

Notez bien qu'ils commettent la même erreur quand ils analysent les conditions objectives des masses, généralisant et considérant que les masses dans leur majorité en sont déjà réduites pour ainsi dire à un état d'indigence, alors qu'en réalité la majorité continue de vivre comme avant, ils en ont tellement peu conscience qu'ils commettent ensuite une double erreur : ils produisent un discours en direction des travailleurs qui finalement leur ressemblent, en direction de la majorité, dans des termes

(la forme) inadaptés à la plupart des travailleurs qui sont inorganisés ou n'ont aucune expérience du militantisme, et dont le contenu s'adresse davantage à ces travailleurs (de par leur condition) qu'à ceux auxquels ils s'adressent dont l'état d'esprit est avant tout corporatiste.

Dit autrement, leur tournure sémantique est étrangère aux plus larges masses, alors que le contenu de leurs discours sera saisi par les couches de travailleurs qui ne figurent pas parmi les plus défavorisés, cherchez l'erreur.

Politique

1- France.

L'horizon politique s'est brusquement éclairci sur le front de la défense de la note "*triple A*" de la France, les principaux prétendants à l'Elysée s'accordant sur la nécessité d'assainir les comptes publics dans un contexte de très forte tension sur les marchés financiers.

Après des mois d'incertitude, les socialistes ont clarifié leur position, les deux favoris de la primaire du parti pour la présidentielle de 2012 promettant de respecter l'engagement français de ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013. (Reuters 19.07)

Après cela, il s'en trouvera encore pour emmener des travailleurs en délégation en direction des élus du PS, front unique oblige ! Ces militants et dirigeants sont les seuls dans le pays à spéculer sur les intentions du PS.

2- Espagne

Le chef de file de l'opposition espagnole, le conservateur Mariano Rajoy, administrera une "*thérapie de choc*" au pays en cas de succès lors des prochaines élections, a-t-on appris auprès de membres du Parti populaire (PP).

"*Il y aura une thérapie de choc pour convaincre les marchés que nous pouvons stimuler la croissance économique*", a promis un élu du parti conservateur.

Mariano Rajoy, qui caracole en tête des sondages avec 14 points d'avance sur les socialistes, s'est déjà dit prêt à affronter la colère de la rue et à résister à des manifestations et des grèves s'il est porté jusqu'à la Moncloa, le siège de la présidence du gouvernement.

"*Les mesures seront dures et nous allons avoir des problèmes avec beaucoup de personnes mais les gens devront comprendre que nous vivons au-dessus de nos moyens. Les Espagnols comprendront*", a assuré un membre du PP.

Parmi les propositions déjà actées figure le projet de libéraliser davantage encore le marché de l'emploi, en créant un seul contrat de travail souple, permettant aux sociétés d'embaucher et de licencier plus facilement. Le PP souhaite également réduire les impôts payés par les PME et encadrer davantage la dette et les dépenses des 17 régions autonomes espagnoles. (Reuters 19.07)

Italie

Le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, a été mis en examen dans le cadre de l'affaire "*AnnoZero*", du nom d'une émission politique qu'il aurait tenté de faire supprimer, a-t-on appris mardi de sources judiciaires.

Le chef du gouvernement italien est soupçonné d'avoir fait pression pour que l'émission politique, présentée par le journaliste et polémiste Michele Santoro, critique déclaré de la politique de Berlusconi, soit retirée de l'antenne en 2009, la jugeant trop favorable à l'opposition, ont précisé ces sources.

L'ancien directeur général de la RAI, Mauro Masi, et l'ancien responsable de l'autorité des communications AGCOM, Giancarlo Innocenzi, ont également été mis en examen, a-t-on appris de mêmes sources.

Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont ouvert le feu mardi sur une procession funéraire à Homs, dans le centre du pays, faisant au moins dix morts, ont affirmé des militants syriens.

Selon des militants, cette nouvelle fusillade survient au lendemain de raids au cours desquels les forces de sécurité ont tué dix personnes à Homs. Et depuis samedi, les violences ont fait une cinquantaine de morts dans cette ville, d'après des militants, des mouvements des droits de l'Homme et des témoins. (AP 19.07)

Social

France

1- Qaund l'Etat "***méprise***" ceux qu'elle a réduits à l'état d'épaves.

Dans un entretien à paraître mercredi dans l'hebdomadaire satirique "*Charlie Hebdo*", où il annonce sa démission, M. Emmanuelli estime que la situation du Samu social "*n'est plus gérable*" après la baisse, depuis le printemps dernier, des moyens attribués par l'Etat.

Cette annonce intervient alors que le 29 juin dernier, une trentaine d'associations d'aide aux plus démunis ont dénoncé dans un communiqué des dizaines de suppressions de places d'hébergement "*conséquence de réductions budgétaires inacceptables en 2011*", parlant de "*mépris*" de la part des "*plus hautes instances de l'Etat*".

Les associations, parmi lesquelles la Fondation Abbé Pierre, Emmaüs, Médecins du Monde ou encore le Secours catholique et la FNARS, disaient avoir "*vu se multiplier, ces dernières semaines, des mesures d'une grande brutalité*", en premier lieu la "*fermeture de places d'hébergement et d'hôtel, sans qu'aucune solution ne soit proposée aux personnes*". (AP 19.07)

2- Comment join-dre les deux bouts ? Génération sacrifiée.

Quelque 100.000 personnes, des rabatteurs ou petits dealers, vivent en France grâce au trafic de cannabis, une "*économie de survie*" ou de la "*débrouille*", loin des gros revenus des caïds de la drogue, estiment policiers, chercheurs et élus.

Il y a 1,2 million de fumeurs réguliers de cannabis en France, selon l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies. Et le chiffre d'affaires du trafic est estimé entre 700 millions et un milliard d'euros.

Un "*secteur économique*" hiérarchisé, qui compte au bas de l'échelle quelque 100.000 personnes, des petits dealers, selon Christian Ben Lakhdar, économiste des drogues à l'Université catholique de Lille. Ils gagneraient entre 4.500 et 10.000 euros par an.

A leur côté, le guetteur, souvent un adolescent, est payé en moyenne 100 euros par jour, et la nourrice, un habitant du quartier où a lieu le deal, touche quelques centaines d'euros par mois pour stocker.

Ils sont loin des grossistes et des premiers intermédiaires, quelques centaines ou milliers de personnes, dont le chiffre d'affaire est estimé à plusieurs dizaines voire centaines de milliers d'euros par an.

"*En bas de l'échelle, beaucoup vivotent, se font un peu d'argent, c'est l'économie de la débrouille*", dit Christian Ben Lakhdar. "*Le taux de chômage dans les quartiers est très élevé, il faut bien manger*" et "*l'argent de la drogue vient en complément du chômage, du RSA, des petits boulots*", poursuit l'économiste.

Ces petits trafiquants souvent âgés de moins de 25 ans ont pour la plupart grandi dans les quartiers populaires, sont en décrochage scolaire ou au chômage. Mais ce sont aussi parfois des actifs qui arrondissent leur petit salaire.

Le trafic "*rapporte à ceux qui en vivent directement, les trafiquants en premier lieu, et à une partie de leurs proches pour faire les courses*", selon une source policière.

"*La majorité gagne peu, l'équivalent d'un Smic, ce qui est énorme quand les parents sont au chômage, ça permet d'accéder à la consommation, de faire vivre des familles*", explique-t-on au parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

"*C'est l'économie de la survie*", poursuit cette source, qui raconte que lors des perquisitions, "*il n'y a rien à saisir, (...) il y a très peu de signes de richesse, peut-être un écran plat, mais c'est tout*".

"*Dans les commerces (de Sevran), beaucoup de clients paient en liquide, et pas mal de cet argent vient du trafic*", affirme Stéphane Gatignon, maire (EELV) de cette ville de Seine-Saint-Denis, un des principaux lieux du trafic de cannabis en France. Il milite pour une dépénalisation.

Une source policière de Seine-Saint-Denis se dit persuadée que "*le trafic de cannabis, souvent mêlé à d'autres trafics comme la cocaïne, soutient l'économie des quartiers*", où le chômage des jeunes peut atteindre 40%.

Dans ce département, il y a du deal dans 42 cités, selon cette source policière. Si plus de 1.000 personnes ont été interpellées pour trafic de stupéfiants en 2010, il y aurait une quarantaine de gros trafiquants, qui tiennent des halls, dont le chiffre d'affaires peut atteindre 15.000 euros par jour.

Pour Etienne Apaire, président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt), les petits dealers sont les "manoeuvres de la drogue": "*Tous les risques sont répartis sur les jeunes dans la rue ou dans les cages d'escalier*".

"*Ils pensent qu'ils vont passer au stade du dessus, mais il y a une sélection impitoyable*".

Pour le magistrat, l'enjeu est de "*convaincre que la formation est plus payante*", qu'"*il est plus sûr d'avoir 1.000 euros avec un petit emploi plutôt que 600 euros sur une semaine, puis plus rien, puis prison*". (AFP 19.07)

Ces jeunes se savent rien faire d'autre le plus souvent. Si le cannabis était légalisé cela leur enlêverait le pain de la bouche, il ne leur resterait plus qu'à se rabattre sur les bracages ou les vols pour survivre ainsi que leurs familles, à verser dans le banditisme.

Un gouvernement ouvrier leur proposerait d'entrer en apprentissage moyennant un revenu équivalent au smic à 1600 euros net par mois dès le premier jour, histoire de les sortir de ce cycle infernal...

Economie

1- UE

Les négociations menées à un rythme inédit entre financiers privés et autorités publiques en Europe ont débouché sur un document intitulé «*proposition pour une initiative de long terme*». Ce texte formule une réponse technique à l'exigence politique de Berlin: faire participer le secteur privé à l'effort européen en faveur de la Grèce, dans le cadre du second plan de sauvetage qui doit lui allouer 90 milliards d'euros supplémentaires sur la période 2011-2014. Concrètement, il propose que tous les créanciers privés d'Athènes puissent choisir entre trois options: échanger leurs créances contre de nouvelles obligations à 5 ans, participer au «*plan français*» initial qui prévoit de nouveaux crédits à Athènes à 30 ans, ou vendre leurs créances sur la Grèce à 60% de leur valeur faciale lors d'une opération de rachat que financerait le Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Cette solution panachée signifie que l'Europe prendra le risque d'un «*défaut sélectif*» de la Grèce. En tablant sur le fait que son consensus politique permettra de fléchir la position de la BCE et convaincra les marchés que le défaut de la Grèce sera cantonné dans le temps.

Plusieurs capitales, dont Paris, mettent aussi sur la table une proposition de taxe bancaire, assise sur les revenus de chaque banque européenne (produit net bancaire). Une idée «*étrange*», ironisait mardi François Pérol, le patron du groupe BPCE et président de la Fédération bancaire française (FBF). La Fédération allemande des banques s'y est opposée elle aussi: si taxe il y a, elle devra «*s'appliquer à tous les concitoyens*», argumente-t-elle. De fait, il n'est pas impossible qu'outre-Rhin, une taxe bancaire dédiée au renflouement grec pose un problème constitutionnel.

Un de ses confrères, en privé, ne décolère pas: «*On est en train de saccager la monnaie européenne, alors que nous avions l'opportunité d'en faire une grande devise, face au dollar dont l'hégémonie commençait justement à être battue en brèche! Entre la baisse des actions européennes et la hausse des taux d'emprunts, cette crise a déjà eu un coût astronomique. Dans le meilleur des cas, celui où les États trouvent bien un accord jeudi, il nous faudra dix ans, vingt ans peut-être pour reconstruire la crédibilité de l'Europe*».

Ce qui manque, c'est la cohésion politique. Jeudi, les dirigeants de la zone euro devront «parler d'une seule voix, une seule fois, pour dire clairement quelle est leur stratégie», plaidait mardi François Pérol.

"*On nous a indiqué que cette implication du secteur privé devait se faire dans un cadre volontaire*", a-t-il rappelé.

"*S'il s'agit d'un cadre volontaire, il faut que les investisseurs, en fonction de leurs positions, aient un intérêt à venir aux opérations qui leur sont proposées.*"

"*Il appartient aux autorités européennes de décider ensemble, en parlant d'une seul voix et en parlant une seule fois, ce qu'est leur stratégie (...) pour l'euro*", a insisté François Pérol. "*Ce n'est pas un sujet technique, c'est un sujet politique.*"

"*Les marchés ont besoin d'être guidés. C'est aux autorités politiques de les guider.*" (lefigaro.fr 19.07)

Résumons par une lecture entre les lignes ou les mots :

1- S'il doit y avoir une nouvelle taxe, pas question qu'elle s'applique aux banques, elle devra «s'appliquer à tous les concitoyens» ;

2- Effectivement dans l'esprit des fondateurs de l'UE puis de l'euro, cette institution supranationale et cette monnaie n'avaient pas

pour objectif de rivaliser avec les Etats-Unis ou le dollar ;

3- Quant au manque de "*cohésion politique*", elle fait plutôt l'affaire de Washington tant que tous les Etats n'accepteront pas de céder leur souveraineté, en revanche la cohésion politique est souhaitable (ponctuellement) quand le diktat de l'impérialisme américain est appliqué à la lettre.

4- Une fois constaté avec quelle délicatesse les chefs d'Etat s'adressent aux banquiers et bien des ronds de jambes, on est absolument convaincu que ce sont plutôt les marchés qui guident les "autorités politiques", n'en sont-ils pas les représentants. S'ils prétendent le contraire, c'est uniquement pour ne pas saper ouvertement l'autorité de l'Etat dans chaque pays (auprès de la population) qui doit continuer de faire illusion en attendant que l'Union européenne soit en mesure de prendre le relai.

2- Etats-Unis

2.1- Wells Fargo a annoncé mardi un bénéfice trimestriel en hausse de 30%, après avoir de nouveau puisé dans les fonds initialement alloués aux créances douteuses.

La quatrième banque américaine a ainsi dégagé un milliard de dollars de ces réserves, comme au premier trimestre, ce qui lui a permis de publier un bénéfice net de 3,73 milliards de dollars (2,62 milliards d'euros). (Reuters 19.07)

2.2- Bank of America a fait état mardi de la plus lourde perte trimestrielle de son histoire, 8,8 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros) et annoncé une chute de ses marges de crédit en raison de la faiblesse des taux d'intérêt.

BofA avait indiqué fin juin prévoir une charge de plus de 20 milliards de dollars après le règlement de son contentieux Countrywide.

La banque a soldé la quasi-totalité d'un contentieux relatif à des titres liés à des créances hypothécaires (MBS) de la société de crédit immobilier Countrywide, moyennant le versement de 8,5 milliards de dollars en cash.

La première banque américaine par les actifs a donc fait état mardi d'une perte nette de 8,8 milliards de dollars. Hors éléments exceptionnels, la banque a dégagé un bénéfice de 3,7 milliards de dollars au deuxième trimestre.

Le produit net bancaire a plongé de 54,0% pour tomber à 13,5 milliards de dollars en raison de la provision passée dans le cadre du règlement du litige portant sur les MBS. En excluant cette charge, le produit net bancaire serait ressorti à 26,5 milliards de dollars.

Les revenus tirés des intérêts sont quant à eux ressortis en nette baisse. Son encours de crédit s'est fortement réduit en raison notamment de la distorsion entre taux longs, auxquels prête la banque et qui baissent, et taux courts auxquels la banque emprunte.

"*C'est le reflet d'une banque qui essaye de s'en sortir, mais qui reste empêtrée dans ses problèmes de crédit immobilier*", a réagi Rick Meckler, président de LibertyView Capital Management.

"*Ce n'est pas aussi négatif que ce beaucoup pensaient, cela montre qu'il y a une certaine stabilité dans cette banque*." (Reuters 19.07)

Haut de page

Le 21 juillet

Encore une nuit blanche car pas d'électricité ! Du coup à 5h30 ce matin j'avais terminé d'actualiser le site. En attendant le lever du soleil je vous écris un petit mot.

On est crevé, sur les nerfs, bref la routine ici. Comme il a fait environ 40°C hier, les murs en brique ont conservé la chaleur, il fait plus de 30°C à l'intérieur de la maison, impossible d'ouvrir les fenêtres à cause des moustiques et impossible de sortir car il a plu hier soir. Quelle patience il faut avoir pour vivre dans ce pays ! Et j'en manque souvent, parfois, de moins en moins mais il arrive qu'on soit poussé à bout.

En France on est habitué à ce que tout roule ou fonctionne, démarre au quart de tour, on appuie sur le bouton et hop c'est bon, ici c'est tout le contraire, quand quelque chose fonctionne normalement on est surpris, on se dit que cela ne va pas durer et presque à tous les coups on gagne !

Voilà qu'il fait jour, il est 5h45. C'est le réveil en fanfare avec les corneilles et quelques oiseaux, on entend à peine la mer. Ce qui est agréable en revanche, c'est que neuf fois sur dix après une soirée pluvieuse on a une journée ensoleillée. J'arrête là, je vais économiser la batterie du portable sur lequel je travaille, car je ne sais pas à quelle heure le courant va revenir, à 8h, à 10h, à midi ? Bonne journée à tous et bonne continuation.

Nous avions annoncé que nous allions nous recentrer sur l'économie, actualité oblige, nous continuons donc par quelques extraits provenant de la lecture des articles que j'ai mis en ligne dernièrement et que vous n'avez peut-être pas eu le temps de lire, je vous avoue que je n'avais pas eu le temps de les lire attentivement non plus jusqu'à présent, je m'étais contenté de les lire en diagonal pour voir s'ils présentaient un intérêt avant de les mettre en ligne.

1- Clés pour comprendre.

Ils peuvent créer de l'argent à gogo, mais pas de la richesse.

Qui est la principale victime de l'inflation ?

- Penser la valeur des actifs réels (or, pétrole, et ainsi de suite) en monnaie (dollar), est trompeur. La bonne approche consiste à concevoir la valeur de la monnaie en terme d'actifs (or, pétrole), car ces actifs sont la richesse. La Fed peut créer de l'argent, mais elle ne peut créer de la richesse.

Les banquiers centraux sont suffisamment avisés pour savoir que s'ils peuvent créer de l'argent, ils ne peuvent créer de la richesse. Pour arrimer la monnaie à la richesse, les banques centrales doivent lutter contre l'inflation comme s'il s'agissait d'une peste. Mais la règle de base de la croissance économique indique que pour créer de la richesse grâce à la croissance, une inflation doit être tolérée.

La solution consiste alors à faire subir aux salariés pauvres le poids de l'inflation, en donnant aux riches une plus grande part de la richesse monétaire nominale créée par l'inflation, de sorte que la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation est principalement supportée par les bas salaires et les salariés pauvres et non pas par les détenteurs du capital, dont la valeur monétaire est mise à l'abri de l'inflation par les bas salaires. Ainsi, les salariés pauvres sont les perdants, à la fois durant les périodes de croissance et de récession. (Par Henry C K Liu, Asia Times, 27 mai 2009)

2- Clés pour comprendre.

Les forces productives ne peuvent être contenues dans le mode de production capitaliste.

L'outil de production est surdimensionné par rapport au marché.

Le marché ne peut absorber toutes les marchandises produites. Surproduction permanente.

Les bas salaires responsables de l'insolvabilité des débiteurs qui sont endettés, de la rétraction du marché.

- L'inflation est considérée comme bénigne par le monétarisme aussi longtemps que les salaires augmentent à un rythme plus lent que les prix des actifs. La loi d'airain monétariste sur les salaires a prévalu durant l'ère industrielle, dans laquelle les capacités excédentaires résultantes étaient absorbées par la consommation ostentatoire de la classe aisée - même si cette époque a été également celle des révolutions. Mais la loi d'airain des salaires ne fonctionne plus à l'ère postindustrielle dans laquelle la croissance ne peut venir que de la demande de masse, car la surcapacité de production a augmenté au-delà de ce que peut absorber dans une démocratie économique la capacité de consommation ostentatoire d'une minorité.

Cela a été le problème fondamental de l'économie mondiale au cours des trois dernières décennies. Les bas salaires, même en période de croissance ont conduit le monde dans son triste état actuel de surcapacité, masquée par une demande non soutenable résultant d'une bulle de la dette qui a finalement implosé en Juillet 2007. Le monde entier produit désormais des biens et des services avec des travailleurs à bas salaires qui ne peuvent se permettre d'acheter ce qu'ils produisent, sauf à avoir recours à la dette sur laquelle ils ont fini par faire défaut parce que leurs faibles revenus ne leur permettaient pas de la rembourser.

Toutes les relances budgétaires de tous les gouvernements perpétuent ce dysfonctionnement. Il n'y aura pas de reprise économique en provenance de ce système financier dysfonctionnel. Seules des réformes vers le plein emploi et la hausse des salaires sauveront cette économie complètement malade. (Par Henry C K Liu, Asia Times, 27 mai 2009)

3- Clé pour comprendre.

La dette est celle du secteur privé.

L'Etat complice.

L'économiste Paul De Grauwe rappelle que la dette souveraine n'a gonflé qu'en raison de l'insouciante prodigalité du secteur privé et non du public. « Derrière chaque euro supplémentaire de dette publique, il existe un euro de dette privée qui a été repris ou soutenu par l'Etat, » note-t-il.

«Les marchés contraignent aujourd'hui les gouvernements à s'engager trop tôt à réduire leurs dettes et les déficits, mettant ainsi en danger la solvabilité d'une grande partie du secteur privé. ».

4- Clés pour comprendre.

La crise. Un optimisme excessif. Endettement massif.

Avant la crise, les marchés financiers ont donné à croire que la valeur des actifs allait augmenter indéfiniment et que les risques étaient faibles. Cette sous-estimation systématique des risques a conduit à une accumulation excessive de la dette privée et s'est finalement terminée par un crack.

5- Clés pour comprendre.

La crise de la dette a été sciemment provoquée.

Les marchés financiers et les agences de notation sont de retour, et cette fois-ci se vengent. A ceci près que cette fois, ils font exactement le contraire de la façon dont ils agissaient avant l'irruption de la crise. Ils estiment désormais qu'un nombre croissant d'obligations souveraines sont à haut risque, ce qui conduit les investisseurs à vendre ces obligations, précipitant ainsi une crise de la dette dans la zone euro.

6- Clés pour comprendre.

L'accumulation de capital conduit à la crise.

Une seule solution : la fuite en avant.

Valorisation excessive (artificielle) des actifs (subprimes).

Elle est le résultat des déséquilibres macroéconomiques mondiaux, particulièrement de l'afflux massif des réserves de capitaux en provenance des économies émergentes d'Asie (notamment la Chine), des exportateurs de pétrole, de quelques pays à haut revenus, auquels sont venus s'ajouter les surplus de trésorerie des entreprises de nopmbreux pays.

Dans cette perspective, les banques centrales et les marchés financiers n'ont fait que réagir à l'environnement économique global. L'excès d'épargne induit non seulement des taux d'intérêt réels bas, mais crée aussi le besoin de générer une offre face à cette demande dans les pays importateurs de capitaux, au premier rang desquels se trouvaient les Etats-Unis.

Le dilemme de la Fed a été que le seul moyen dont elle disposait pour soutenir la demande intérieure à un niveau suffisamment élevé pour faire face à cet afflux de capital (d'état et du secteur privé), était d'entretenir le boom du crédit.

Celui-ci a entraîné une valorisation excessive du prix des actifs, particulièrement dans l'immobilier.

La prolifération des liquidités a changé en profondeur le fonctionnement du capitalisme. (Par Martin Wolf, Financial Times, 22 septembre 2008)

7- Clé pour comprendre.

L'inflation

L'inflation est une hausse durable du niveau des prix : le résultat de trop d'argent (ou de pouvoir d'achat) cherchant à acquérir des biens et des services offerts en trop petit nombre. L'envol ponctuel des prix des matières premières n'est pas de l'inflation. Et cet évènement ne devrait pas nécessairement provoquer une inflation. Par contre une hausse continue du prix relatif des matières premières est un symptôme d'un processus inflationniste.

Comment pouvons-nous avoir un début de processus inflationniste mondial alors même que l'économie américaine et celles des autres grands pays à fort niveau de revenu sont en ralentissement ? La première raison est que leur poids relatif dans l'économie mondiale est bien moindre qu'auparavant. Mais l'explication des causes sous-jacentes est à rechercher dans les forces qui influent sur l'offre et la demande au niveau global.

8- Clé pour comprendre.

Pourquoi il n'y a plus de "grain à moudre".

Désindustrialisation.

L'Etat ne peut être le garant de l'intérêt général.

(...) les échanges marchands dans le modèle fordien et dans celui qualifié de « Wall Street » ne sont pas de même nature. Dans le premier cas, il s'agit d'une division effective du travail aux fins d'élévation effective de la productivité. Dans le second, il s'agit d'une division, non pas pour partager le risque, mais bien plutôt pour le transférer.

D'où la difficulté de mesurer le gain de productivité qui serait associé à l'échange. Il existe néanmoins un fait objectif : c'est bien le transfert du risque lui-même - résultant de la marchandisation de tous les actifs imaginables - qui a permis l'endettement croissant, et en retour une valorisation accrue des patrimoines, autorisant une croissance continue de la consommation. Plus brutalement exprimé, si dans le fordisme les gains de productivités pouvaient être redistribués, et donnaient naissance à ce qu'on a appelé les « trente glorieuses », c'est l'endettement croissant, qui tient lieu de gain de productivité dans le modèle « Wall Street ». C'est le processus de titrisation généralisée, qui a permis la mondialisation, comme la société de capitaux au 19ième siècle a facilité la révolution industrielle.

Mais si la révolution industrielle a pu déboucher sur le fordisme, évidemment avec le recours des marchés politiques, la mondialisation n'a pas encore débouché, ou ne pourra pas déboucher sur un fordisme mondial, le fonctionnement des marchés politiques, s'enracinant encore sur des bases étatiques nationales.

Au niveau des Etats, l'utilisation de la contrainte publique à des fins privées, a donné lieu à un nouveau type de fonctionnement, largement favorable aux entrepreneurs de la finance, et interdisant la vieille redistribution des gains de productivité. L'entreprise mondiale titrisée, fragilisée dans son corps en raison de la titrisation possible de chacune de ses parties, obéissant à de nouvelles normes comptables, elles-mêmes mises en place dans le cadre d'une adéquation avec la titrisation généralisée, n'a plus à redistribuer aux salariés les gains de productivité. La mondialisation (concurrence) comme les actionnaires (nouvelle gouvernance) sont d'ailleurs là pour lui interdire. Si l'entreprise fordienne générait des débouchés par redistribution des gains de productivité, l'entreprise titrisée laisse la place à la finance pour assurer, par un endettement croissant, les débouchés dont elle a besoin. Pour être juste, la mondialisation qui s'est servie de la titrisation généralisée, assure aussi un « revenu supplémentaire » résultant du prix bas des marchandises importées ... mais qui tuent le fordisme ancien. Comme quoi la titrisation généralisée, avec tout ce qu'elle implique, notamment la liberté de circulation du capital, est cause essentielle de la désindustrialisation des anciens pays fordiens.

La croissance était ainsi - pour l'essentiel - non plus tirée par les gains de productivité, mais par un endettement croissant reposant sur le transfert généralisé du risque, et impulsant un effet d'enrichissement.

Les produits politiques (dépenses budgétaires) étant affectés de façon croissante au service de la dette publique, imprudemment titrisée depuis trente années, les entrepreneurs politiques deviennent ainsi massivement délégitimés, car devenus incapables de promulguer l'idéologie d'un intérêt général. (Réflexion sur le gigantisme financier, par Jean Claude Werrebrouck)

9- Clés pour comprendre

Comment la "mondialisation" a commencé.

Comment l'aristocratie financière a pris le pouvoir sur les Etats.

Le point de départ du nouveau paradigme est la fin de Bretton Woods, fin proclamée par le président des Etats Unis le 15 août 1971. Désormais il n'y aura plus de limite au « déficit sans pleurs » (Rueff) et l'aventure de la mondialisation peut commencer, avec ce que nous appelons l'édification des « autoroutes de la finance ». La construction est un fait juridique, lourd et massif, donc produit par les entrepreneurs politiques. Ce sont les Etats qui vont fabriquer les marchés financiers et la mondialisation. Ce sont donc les entrepreneurs politiques qui vont choisir de « renverser le monde », et de ne plus avoir une finance enkystée dans les Etats, mais des Etats enkystés dans la finance. (...)

Ce partenariat exemplaire, faussement libéral et tout aussi faussement keynésien, entre financiers et entrepreneurs politiques développe deux conséquences.

La première est la plus évidente : les Etats se font dans le monde des apparences beaucoup plus petits, et la finance complètement tentaculaire....avec les revenus correspondants. La réalité est autre : le gigantisme financier est le moyen nouveau de l'aventure étatique. Ce sont toujours les Etats et leurs entrepreneurs qui tiennent les ficelles règlementaires, et donc fixent les règles du jeu. Et un jeu qui permet au moins de gagner du temps, c'est-à-dire de prolonger un fordisme - désormais malade car amputé dès la fin des années 70 de ses magiques gains de productivité - par d'autres moyens : maintenir l'emploi en stimulant les demandes globales par le fantastique développement du crédit, donc de la dette privée (USA, Irlande, Grande Bretagne, Espagne, etc.) ; maintenir l'Etat providence malgré les pertes de ressources fiscales du fordisme déclinant en développant une dette publique d'autant moins couteuse qu'elle se trouve davantage internationalisée (France notamment) ; et en raison des mêmes causes et avec les mêmes moyens, maintenir la puissance (USA). Le fordisme triomphant n'avait guère besoin d'une finance développée. Son agonie, et l'affolement des entrepreneurs politiques qui s'en nourrissaient, justifient de la part de ses mêmes entrepreneurs, un fantastique investissement vers une finance qui deviendra tentaculaire. Le politique ne s'efface pas, derrière un faux libéralisme et la gigantesque construction financière, et ses entrepreneurs ont besoin de pérenniser un partenariat équilibré avec les banques : Il faut sauver ces dernières durant la crise... pour que les entrepreneurs en question se sauvent eux-mêmes. Clientélisme et irresponsabilité, restent les objectifs du mariage entre désormais le « petit Etat » et la « grosse Banque ». Mariage qui jusqu'ici ne supporte pas l'infidélité.

La seconde ne concerne pas directement cet article centré sur le gigantisme financier. Pour autant elle est aussi la conséquence du partenariat entre banquiers et entrepreneurs politiques. Dans le fordisme devenu mutant, le citoyen va apparaitre à tout le moins dissocié. Jadis, en fordisme, au centre de trois cercles concentriques (citoyen/salarié/consommateur), il est désormais, en tant qu'enfant du « petit Etat » et de la « grosse Banque » un être dissocié : il tue involontairement son statut de salarié, en satisfaisant ses désirs consuméristes de marchandises mondialisées acquises à l'aide d' un crédit facile ; Il aime ce sous produit du mariage des Etats et de la finance qu'est la drogue-euro, laquelle lui procure un pouvoir d'achat élevé, souvent invisiblement dissocié de sa productivité... dissociation dangereuse pour son emploi ; partiellement issu d'obscures pyramides financières (CADES, ACOSS etc.), il sait que le service public dont il est usager pourrait s'effondrer ; Par ailleurs Il ne voit plus pourquoi il financerait par l'impôt le service d'une dette qui gave la finance et aggrave son gigantisme. Jadis enchâssé dans le politique et les institutions de la nation, il se sent à la fois perdu et libéré et veut chaque jour se libérer davantage.

Il creuse sa tombe, non, la nôtre !

Mélenchon : "*Nous serons alors le coeur d'un nouveau front populaire*". (lexpress.fr 20.07)

Politique

1- France

1.1- Ils vont placer La Talonnette sur des échasses.

1.1.1- Est-ce un début de retour en grâce? Depuis deux mois, la popularité de Nicolas Sarkozy est orientée à la hausse.

Selon le directeur général d'Ipsos-Public Affairs, Jean-François Doridot, "*c'est une remontée certes spectaculaire, mais qui part de très bas!*"

Nicolas Sarkozy a été au plus bas en avril, avec 29% d'opinions positives, après le gros décrochage des régionales 2010. Peut-être l'actualité nationale, moins conflictuelle en ce moment, favorise-t-elle cette remontée. On est plutôt dans un retour à la normale, qui demande confirmation à la rentrée. (libération.fr 20.07)

1.1.2- Soixante-six pour cent des Français ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy soit réélu en 2012, contre 29% qui sont d'un avis contraire, selon un sondage Ipsos pour le magazine Le Point.

L'institut souligne que "*Nicolas Sarkozy accuse un très net déficit de soutien chez les jeunes (près de 80% des moins de 35 ans ne souhaitent pas sa réélection), les plus diplômés (72% du même avis), que ne compense pas le ralliement finalement pas si unanime que cela de son socle électoral traditionnel*". (Reuters 20.07)

1-2- Le temps des colonies...

Dans une interview à LCI, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a indiqué que Kadhafi pourrait être autorisé à rester en Libye à condition de renoncer clairement à toute activité politique dans le pays.

Un tel engagement du dirigeant libyen permettrait de déclencher le processus politique du cessez-le-feu, a-t-il ajouté.

"*J'entends dire qu'il ne veut pas quitter la Libye. Mais l'une des hypothèses qui est envisagée, c'est effectivement qu'il séjourne en Libye à une condition, c'est que très clairement il se mette à l'écart de la vie politique libyenne*", a expliqué le chef de la diplomatie française. (Reuters 20.07)

2- Italie. Berlusconi trafiquant d'armes.

Le gouvernement italien a officiellement bloqué l'enquête sur une mystérieuse disparition d'un stock d'armes, révèle le Corriere Della Sera, repris par The Independent.

Le procureur qui enquêtait sur la disparition de ces stocks a été rappelé à l'ordre par le bureau du président du Conseil Silvio Berlusconi en invoquant les lois sur le secret d'Etat. De fait, aucune information sur le sujet ne peut être rendue publique.

Les armes disparues provenaient d'une saisie sur un navire en provenance d'un pays de l'ex-URSS et à destination de la Croatie en 1994, en plein période de guerre dans les Balkans.

Selon le Corriere Della Sera, la cargaison contient «*assez de matériel pour équiper une armée entière*». Dans les détails, il s'agit d'un arsenal pesant plus de 19 tonnes avec 5.000 roquettes Katiouchas, 400 missiles Fagot (aussi appelés AT-4 Spigot), 30.000 AK-47 (Kalashnikov) et de 11.000 roquettes anti-char. (slate.fr 20.07)

Social

1- France-Italie. Interdire la grève et grève interdite.

1.1- En cette période de chassés-croisés estivaux, la compagnie Air France est confrontée à plusieurs menaces de conflits prévus pour la fin de juillet et le début d'août. Une situation à laquelle le député UMP des Alpes-Maritimes, Lionnel Luca, propose de mettre fin en interdisant la grève durant les périodes de grands départs ou de retours de vacances, à l'instar de l'Italie, qu'il cite en exemple.

Pour Lionnel Luca, cofondateur avec Thierry Mariani, le ministre des transports, du collectif Droite populaire, '*ce mépris pour ceux qui ne sont en rien responsables du conflit avec la direction et les pouvoirs publics est insupportable*', et '*la seule solution est (...) l'interdiction de la grève durant les périodes de départs et de retours massifs de vacances*'. (lemonde.fr 20.07)

1.2- La législation italienne sur la réglementation des grèves dans les transports est destinée à concilier deux droits fondamentaux inscrits dans la constitution transalpine : le droit de grève et les libertés individuelles dans lesquelles s'inscrit le droit à se déplacer librement. Adoptée en 1990 et confirmée en 2000, la législation interdit les grèves dans les entreprises de transport aussi bien privées que publiques - même les taxis y sont soumis - durant les périodes de vacances.

Les périodes protégées sont du 19 décembre au 7 janvier pour les fêtes de Noël, du jeudi précédant Pâques au jeudi suivant la fête religieuse, du 24 avril au 2 mai pour la fête nationale italienne, du 27 juin au 4 juillet pour les premiers départs en vacances, du 27 juillet au 5 septembre pour l'exode des aoûtiens et du 30 octobre au 5 novembre pour la Toussaint.

La loi prévoit également une interdiction de grève dans les transports trois jours avant et trois jours après les consultations électorales. En dehors de ces périodes appelées "*franchises*", la législation impose en cas de grève dans les entreprises de transport la suspension de l'arrêt de travail de 7 heures à 10 heures du matin et de 18 heures à 21 heures.

Une autorité indépendante, dont les membres sont nommés par le président de la République, est chargée de faire respecter la législation. En cas de non-respect des règlements, elle peut sanctionner pécuniairement les syndicats en suspendant les financements publics qu'ils reçoivent.

Elle peut également imposer individuellement des amendes aux grévistes, sans toutefois arriver jusqu'à un licenciement. Les sanctions sont rares, car tous les grands syndicats qui ont participé à son élaboration la respectent.

Mais la liberté de se déplacer des Italiens peut également être limitée par des grèves induites par des sociétés de transport étrangères qui desservent la péninsule. Rome a donc fait les premiers pas pour étendre sa législation aux réglementations européennes. (lepoint.fr 20.07)

2- France

L'Office national des forêts (ONF), gestionnaire des forêts publiques, a perdu plus du tiers de ses effectifs en 25 ans, des

réductions qui devraient se poursuivre, provoquant un mal-être croissant chez les 9.500 agents, selon les syndicats. Ce malaise s'est traduit par plusieurs suicides ces dernières années - dont trois depuis le 20 juin - touchant surtout des agents patrimoniaux, les ex-gardes forestiers. Direction et syndicats comptabilisent 23 cas depuis 2005, même si tous ne sont pas liés au travail.

Tout en essayant d'enrayer le malaise des agents, l'Office, qui gère un quart des forêts françaises (4,7 millions d'hectares), voit ses effectifs baisser. Cet établissement public sous double tutelle (Agriculture et Environnement) comptait 15.000 employés en 1986 contre 6.300 fonctionnaires (dont 3.000 agents patrimoniaux) et 3.200 ouvriers privés aujourd'hui. Or le Contrat d'objectifs 2012-2016, soumis mercredi au Conseil d'administration de l'ONF, prévoit près de 700 nouvelles suppressions de poste.

La CGT-Forêt y voit «*l'arme qui va servir à l'assassinat prémédité de l'ONF*». Le Snupfen-Solidaires réclame que ce contrat avec l'Etat soit examiné au Parlement «*pour un véritable débat démocratique et citoyen*». Au cours d'un Comité central hygiène et sécurité (CCHS) le 12 juillet, les syndicats (Snupfen-Solidaires, CGT-Forêt, FO et Unsa) ont réclamé «un moratoire immédiat» sur les baisses d'effectifs. Ils redoutent à terme une privatisation de l'ONF, depuis la divulgation d'une note de la direction du Trésor, datée de décembre, évoquant la possibilité de «*déléguer la gestion des forêts communales à des prestataires privés*». Mais le gouvernement a assuré à plusieurs reprises être opposé à cette idée.

Le directeur général de l'ONF, Pascal Viné, a expliqué à l'AFP que l'Office ayant «*fait le choix de rester un établissement public*», il devait appliquer «*les règles générales des établissements publics*», soit une baisse des effectifs «de 1,5% par an par le non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite».

Mais pour les gardes forestiers, c'est la nature même du travail qui a changé, la surface à leur charge ayant augmenté depuis une réforme de 2002, selon Jean-Noël Schmidt (SNTF-FO). Pour François Sittre (Snupfen), le travail des forestiers, «*garants d'un fragile équilibre entre la production de bois et son renouvellement*», «*n'a plus aucun sens*». «*La réforme de 2002 nous a basculés dans la marchandisation. On essaye de faire de nous des commerciaux. Du coup, on n'est plus en forêt*», déplore ce quinquagénaire qui gère près de 14.000 hectares en Franche-Comté. «*C'est un métier qui fout le camp. On oublie nos missions de forestiers, de police et de surveillance, pour faire du chiffre*», affirme Claude Ammerich (CGT), agent dans le Val-d'Oise.

L'Office, qui produit chaque année plus de 14,5 millions de m3 de bois, a enregistré un déficit de 14 millions d'euros en 2010 pour un budget de 700 millions. (20minutes.fr 20.07)

3- Somalie.

L'Onu a décrété mercredi l'état de famine dans deux régions du sud de la Somalie et prévenu que d'autres zones de la Corne de l'Afrique pourraient connaître pareil sort dans les prochaines semaines.

"*Si nous n'agissons pas maintenant, la famine va s'étendre aux huit régions du sud de la Somalie d'ici deux mois, en raison des faibles récoltes et de la multiplication des foyers d'infections*", a estimé Mark Bowden lors d'une conférence de presse organisée à Nairobi.

"*Chaque jour de retard dans l'acheminement de l'aide est au sens propre une question de vie ou de mort pour les enfants et les familles des zones touchées par la famine*", a-t-il ajouté.

Selon l'Onu, près de 3,7 millions de Somaliens, soit environ la moitié de la population du pays, sont en situation de danger.

Dans les zones les plus exposées, près d'un enfant sur deux souffre de malnutrition. "Il est probable que des dizaines de milliers d'enfants soient déjà morts", a estimé Mark Bowden. (Reuters 20.07)

Aux infos du soir sur TV5Monde Asie, ils ont dit avant-hier que 250.000 enfants étaient menacés de mort à brève échéance. On a vu des enfants décharnés portant la mort dans leur regard, des mères désespérées, c'est terrible, dégueulasse, et pendant ce temps-là ils dépensent des milliards de dollars dans la guerre...

Haut de page

Le 22 juillet

Les banques se sont octroyées, pardon, se sont vus octroyer une rente de 30 ans sur la dépouille grecque, elle n'est pas belle la vie ! Avec de l'argent qui ne leur appartient pas de préférence, qu'elles créeront pour la circonstance ou qu'elles emprunteront elles-mêmes à un taux inférieur de celui qu'elles pratiqueront envers la Grèce, quelle aubaine ! Passagère tout de même, car si tous les commentateurs bourgeois poussent un cri de soulagement, il n'en demeure pas moins que la dette grecque n'a pas

disparu pour autant.

Le Figaro jubilait hier :

- Français, quel que soit le prochain président de la République, préparez-vous à vous serrer la ceinture ! Jeudi, selon les documents servant de base à la négociation, Paris s'apprêtait à prendre l'engagement, comme toutes les capitales de la zone euro qui ne sont pas sous le coup d'un programme d'aide, de passer sous la barre de 3 % de déficit public en 2013 «au plus tard». Un chiffre inscrit dans le traité de Maastricht en 1992, piétiné depuis des années, et qui semble donc sur le point de revivre…

Un avant-goût du "***Front populaire***" avancé par Mélenchon et une bonne raison de s'y opposer :

- Quant au Parti socialiste, déjà en campagne pour sa primaire, il va devoir rapidement détailler comment il compte respecter un engagement qui s'impose désormais à tous les camps politiques s'il revenait au pouvoir l'an prochain. Parce qu'il veut jouer la carte du sérieux, l'objectif d'un retour à 3 % en 2013 est aussi inscrit dans son programme. Mais, pour cela, il insiste moins sur une réduction des dépenses que sur une pression fiscale accrue de 50 milliards. (lefigaro.fr 21.07)

Le Front de gauche en annonçant qu'il se désisterait en faveur du candidat du PS au second tour de la présidentielle de 2012, a de fait adopté le programme du PS qui sur le fond ne se distingue en rien de celui de l'UMP. Tout le reste est du baratin... électoral !

Politique

1- Egypte. Le peuple propose, l'armée dispose.

Le nouveau gouvernement égyptien du Premier ministre Essam Charaf a prêté serment jeudi dans le cadre d'un remaniement réclamé depuis plusieurs jours par les manifestants de la place Tahrir, qui exigent une accélération des réformes.

Les ministres ont prêté serment devant le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige l'Egypte depuis la chute de l'ancien président Hosni Moubarak, le 11 février.

"*Cela risque de calmer un peu le peuple et ce n'est toujours pas suffisant car (...) les gens attendaient des changements aux ministères de l'Intérieur et à la Justice*", confie un expert à la tête d'un groupe de réflexion égyptien, Adel Soliman.

"*Mais il est évident que le Premier ministre ne dispose pas des pleins pouvoirs pour les remplacer et qu'il est sous pression*", ajoute cet analyste. (Reuters 21.07)

2- Sénégal

Les autorités sénégalaises ont interdit jeudi tout rassemblement politique dans le centre de Dakar, à deux jours d'une manifestation programmée par l'opposition pour protester contre l'intention du président Abdoulaye Wade de briguer un nouveau mandat en février 2012.

Des observateurs craignent que cette mesure d'exception exacerbe les tensions entre les membres de l'opposition et les partisans d'Abdoulaye Wade, d'autant qu'une marche prévue par ces derniers dans la banlieue de la capitale sénégalaise ne tombera pas sous le coup de cette interdiction.

Jeudi, le ministre de l'Intérieur a expliqué que la décision d'interdire tout rassemblement politique à Dakar avait été prise pour des raisons de sécurité.

L'annonce de cette mesure intervient quelques jours après la promesse d'Abdoulaye Wade de réprimer durement toute manifestation qui s'inscrirait dans la lignée de celles de la fin du mois de juin.

"*Cela prouve que les positions se durcissent au gouvernement contre les manifestants qui lui sont hostiles*", a dit à Reuters un diplomate basé à Dakar. (Reuters 21.07)

3- Malawi

Au moins dix personnes ont été tuées dans des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre au Malawi, théâtre depuis deux jours d'un mouvement de contestation inédit du régime du président Bingu wa Mutharika, rapportent des responsables et des proches de victimes.

Sept personnes auraient été tuées par balle par la police, mercredi 20 juillet dans la ville de Mzuzu, a affirmé jeudi un militant des droits de l'homme, qui se trouvait jeudi matin à la morgue de l'hôpital de la ville.

Selon lui, les victimes ont été tuées lorsque la police a tiré sur une foule qui s'attaquait à des magasins appartenant à des Chinois et à des bureaux du Parti progressiste démocratique, le parti du président Mutharika.

Selon le témoignage de ses proches, un homme a également été tué par balle à Blantyre, la capitale économique du pays, où policiers et soldats ont tiré des gaz lacrymogènes pour tenter de disperser la foule de manifestants venus réclamer la démission de Mutharika. Dans la capitale, Lilongwe, des heurts ont éclaté pour la deuxième journée consécutive entre les manifestants et les forces de l'ordre, selon la radio privée locale MIJ.

D'après l'AFP, deux mille personnes environ étaient rassemblées dans les rues de chacune de ces deux villes. Le bilan n'a pas été confirmé par la police et Amnesty International fait état de plusieurs enfants présentant des blessures par balle. (lemonde.fr 21.07)

Social

France.

1- Usine occupée.

Les salariés de Veninov, premier producteur européen de toile cirée, placé en liquidation judiciaire, ont voté jeudi 21 juillet l'occupation de l'usine de Vénissieux, en banlieue lyonnaise, pour empêcher le départ des machines, a-t-on appris de source syndicale.

'*Pour nous, l'usine est viable, on préfère attendre un repreneur, on ne va pas nous enlever notre outil de travail tant qu'on a encore un espoir de redémarrer l'activité*', a déclaré à l'AFP Stéphane Navarro, délégué syndical CGT.

Comme prévu, le tribunal de commerce de Nanterre a entériné jeudi la liquidation judiciaire de Veninov, aucune offre de reprise n'ayant été déposée dans les délais impartis pour cette filiale du groupe allemand Alkor-Venilia, qui emploie 87 salariés dans son usine de Vénissieux.

Les lettres de licenciement seront envoyées le 28 juillet par le liquidateur judiciaire à l'ensemble des 88 salariés, avec effet au 1er août, a précisé M. Navarro.

Créée en 1874, l'entreprise Veninov réalisait près de 20 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont environ un tiers à l'export, selon son site Internet. (lemonde.fr 21.07)

2- La servilité récompensée.

Après des mois de négociations, l'Assurance-maladie et les médecins libéraux ont signé dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juillet un protocole d'accord comprenant un projet complet de nouvelle convention médicale. Le texte ouvre la voie à une généralisation des primes à la performance pour les médecins et jette les bases d'un "secteur optionnel", nouveau secteur tarifaire permettant d'encadrer les dépassements d'honoraires de certains spécialistes.

L'accord "*est loin d'être parfait*", a estimé le président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), Michel Chassang. "*Mais c'est une convention qui va bouleverser l'exercice médical*", a-t-il ajouté. "*Nous généralisons un mode de rémunération dont l'objectif est de soigner mieux*", s'est félicité de son côté le directeur de l'Assurance-maladie, Frédéric van Roekeghem. Pour mettre en œuvre la convention qui régira pour cinq ans les relations entre les médecins et la Sécu, les instances des syndicats doivent encore se prononcer, ainsi que le gouvernement et les complémentaires santé (mutuelles, assurances privées).

Les nouvelles primes à la performance sont réservées pour l'instant aux médecins généralistes, mais elles ont vocation à s'étendre à d'autres spécialités. Elles généralisent une formule comparable déjà proposée à titre individuel aux généralistes depuis 2009, qui complète le paiement à l'acte. Une liste d'une trentaine d'objectifs a été établie. Pour engranger des points, un médecin devra par exemple atteindre un taux défini de patientes de 50 à 74 ans participant au dépistage du cancer du sein, prescrire une proportion donnée de génériques ou encore transmettre suffisamment de feuilles de soins électroniques.

En atteignant l'ensemble des objectifs fixés, les 45 000 généralistes éligibles pourront espérer toucher une prime d'un peu plus de 9 000 euros par an.

Le point le plus difficile de la négociation aura été l'encadrement des dépassements d'honoraires, qui s'est soldé par un résultat

en demi-teinte. La Sécu et les médecins sont convenus de ressusciter le projet d'un "*secteur optionnel*", un nouvel espace tarifaire à mi-chemin entre les actuels secteurs 1 (médecins pratiquant les tarifs Sécu) et 2 (honoraires libres). L'enjeu est de régler le problème croissant d'accès aux soins posés par les dépassements, qui ne sont pas remboursés par la Sécu et le sont de manière inégale par les complémentaires santé.

Le secteur optionnel ne concernerait que les chirurgiens, anesthésistes et obstétriciens actuellement en secteur 2 (sauf exceptions). Les médecins qui choisiraient d'y exercer s'engageraient à plafonner leurs dépassements, dans une limite de 50 % au-dessus du tarif opposable qui sert de base de remboursement à la Sécu. Ils s'engageraient aussi à réaliser un minimum d'actes (30 %) sans dépassements. Les complémentaires santé s'engageraient quant à elles à prendre en charge ces dépassements encadrés pour leurs assurés. Mais elles n'ont pas paraphé le texte d'accord Sécu-médecins, exigeant au préalable une série d'engagements de la part du gouvernement.

La mise en œuvre du secteur optionnel reste donc une nouvelle fois suspendue. Ce dispositif avait déjà été négocié dans les mêmes termes en 2009... sans jamais entrer en vigueur. Ce projet a été qualifié de "*désastreux*" par l'association de consommateurs UFC-Que Choisir, qui y voit une "*aubaine*" pour les médecins, mais estime que les patients verraient leurs cotisations aux complémentaires santé exploser. (lemonde.fr 21.07)

Syndicat

France. Allégeance aux institutions.

Six syndicats (CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, SNPST, Solidaires) demandent aux parlementaires de l'opposition de saisir le Conseil constitutionnel afin "*d'obtenir le retrait*" de deux articles du texte de loi réformant la médecine du travail, qui, selon eux, remettent en cause ses missions et l'assujettissent aux employeurs.

Le texte relatif à l'organisation de la médecine du travail a été adoptée par le Sénat le 8 juillet, en deuxième lecture, après avoir été adopté par l'Assemblée nationale le 5 juillet.

Dans un communiqué diffusé jeudi, les six organisations syndicales dénoncent le fait que "*l'article 1er confie aux présidents des SST (Services de santé au travail), émanation des employeurs, qui génèrent les risques professionnels, la mission de 'conseiller les employeurs, les travailleurs et leurs représentants*' et d'assurer ' *la surveillance de l'état de santé des travailleurs en fonction des risques*'".

"*L'article 13 subordonne l'équipe pluridisciplinaire au projet de service approuvé par le conseil d'administration, réduisant les professionnels à n'être que de simples exécutants de celui qui génère les risques professionnels*", poursuivent les syndicats.

Ils estiment que cet article "*heurte frontalement le code de déontologie médicale, qui stipule*" que "*le médecin ne peut aliéner son indépendance sous quelque forme que ce soit*".

Les six organisations syndicales demandent donc aux députés et sénateurs de l'opposition "*de saisir, de toute urgence et selon les formes appropriées résultant de l'article 61 de la Constitution, le Conseil constitutionnel, afin d'obtenir le retrait de ces dispositions, qui menacent la prévention de la santé des salariés et l'indépendance médicale*". (AP 21.07)

Haut de page

Le 23 juillet

Ils en rêvent tout bas, mais le disent tout haut...

De quoi au juste ? Pardi, de "*plus d'intégration européenne*", d'un "*gouvernement économique supranational*", d'un Etat à l'américaine, les Etats-Unis capitalistes d'Europe, l'antithèse des Etats-Unis socialistes d'Europe

Pour se faire "*Le pacte de stabilité ne suffit plus*" selon un haut responsable européen rapporte *Le Figaro*.

Mais il leur faut avancer masqué "*les propositions franco-allemandes en faveur d'une meilleure gouvernance européenne mettront de côté toute option supranationale* ", pourquoi, parce que "*les opinions publiques ne sont pas prêtes* ", ah c'est là que ça coince, encore cette foutue lutte des classes !

C'est que l'on ne peut pas confier à n'importe qui la gestion politique de ce monstre qu'est l'UE, mais au fait qui s'en charge ?

Le Parlement européen, apparemment non "*Sylvie Goulard (MoDem), défend l'idée d'une association du Parlement européen aux grandes options fiscales*", parce qu'il en est exclu, ?

La Commission eupéenne, cela n'est pas le cas et certains s'en plaignent "de nombreux «*fédéralistes*» estiment qu'il faudrait confier plus de moyens à la Commission européenne" selon la même source.

C'est donc toujours les chefs d'Etat qui dirigent l'UE, des chefs d'Etats indépendants dont l'existence et le pouvoir proviennent de la Constitution de leur pays respectif et non de l'UE, c'est cette contradiction incontournable entre l'existence des Etats indépendants qui possèdent leurs propres contraintes et de l'UE qui possède les siennes qui mine la construction européenne.

Un internaute disciple du *Figaro* et admirateur de cette cynique institution européenne à l'américaine exprime à haute voix ce que les Sarkozy, Merkel, etc. pensent tout bas : "*Il faut un vrai gouvernement fédéral supranational d'une Europe unie homogénéisée et ce gouvernement doit être élu par l'ensemble des citoyens européens; il prendra les décisions non seulement économiques mais aussi politiques majeures. L'UE sera la première puissance économique et politique mondiale.*" (lefigaro.fr 22.07)

Il a oublié une chose au passage : c'est que la place est déjà prise par l'impérialisme américain et que l'impérialisme chinois est déjà sur les rangs pour la revendiquer à brève échéance.

Mais alors, cela signifie qu'ils ne sont pas près d'en voir le bout, et que d'ici là cet édifice bancal pourrait s'écrouler, éclater, disparaître, tout est possible tant qu'ils ne sont pas parvenus à leurs fins.

Il ne faut pas s'emballer pour autant, certes on sait que le temps joue contre eux, chaque jour qui passe à la faveur de la crise permet à chaque travailleur de s'interroger afin de mieux cerner comment fonctionne leur société, cependant de notre côté et dans l'état actuel des choses, si tout demeure possible cela inclut le meilleur comme le pire, le meilleur serait que les travailleurs trouvent la voie de l'organisation sur la base d'une orientation politique posant la question du pouvoir, de l'Etat et la remise en cause des fondements du capitalisme, le pire serait qu'ils n'y parviennent pas et qu'ils plébiscitent une solution contraire à leurs intérêts, autrement dit l'extrême droite rejointe par une partie de la petite bourgeoisie.

Maintenant on ne peut pas tenir ce genre de discours et ne pas soutenir ou participer aux comités politiques mis en place par le POI. Pourquoi ceux-là plus que d'autres ? Déjà parce que par leur dénomination ils annoncent la couleur si je puis dire, si ces comités présentent un caractère politique ce n'est pas pour se cantonner à avoir des discussions uniquement à caractère social ou de type para-syndical, ils doivent permettre aux travailleurs et aux militants de confronter leurs idées, de réfléchir aux moyens à mettre en oeuvre pour sortir de cette crise du capitalisme, de comparer les différentes hypothèses en présence, de voir sur quoi elles reposent, l'objectif étant que ces travailleurs et militants arrivent à la conclusion qu'il existe bien une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme, le socialisme, et que c'est en unissant nos forces, en organisant toujours plus de travailleurs et militants que cette idée finira par s'imposer à la majorité des travailleurs du pays, condition sans laquelle il sera impossible de vaincre notre ennemi de classe, parce que nous aurons été incapables de construire le parti indispensable à la victoire de la révolution.

Des camarades rétorqueront que bien des militants du POI sont opposés à cette perspective. Je leur répondrai qu'il en existe un certain nombre dans ce parti qui y sont favorables, donc en rejoignant ces comités, vous aurez la possibilité d'exposer et en défendre loyalement vos idées, et si de la sorte vous soutenez également indirectement le courant révolutionnaire qui existe au sein du POI et qui partagent vos idées, je ne vois pas où il y aurait un problème, au contraire, en additionnant vos voix cela donnera plus de poids à vos idées qui seront ensuite partagées par davantage de travailleurs et militants, donc tout le monde y gagnera à l'arrivée.

On ne milite pas pour satisfaire des intérêts particuliers ou pour imposer ses idées aux autres, on milite uniquement pour convaincre les travailleurs et militants de la justesse des idées que l'on défend, donc l'orientation et les objectifs politiques qu'on leur propose...

On milite pour une cause qui nous est commune et qu'on estime juste, une cause qui incarne les intérêts collectifs de l'ensemble des masses exploitées, une cause qui repose sur un processus dialectique et historique, une cause qui repose donc sur une base scientifique et non sur un coup de tête, une cause qui ne correspond pas à une lubie, on ne milite pas pour se faire plaisir ou pour passer le temps, pour avoir l'impression de seulement exister dans une société qui tend à broyer la personnalité de chacun.

On milite en gardant toujours à l'esprit qu'il nous faut toujours faire des efforts pour progresser sur le plan théorique et politique, qu'on est perfectible, ce qui nécessite de faire preuve en permanence d'une très grande modestie, par exemple avant de réfléchir à une question, seul ou en présence de travailleurs ou de militants on doit systématiquement remettre les compteurs à zéro, c'est une méthode sûre qui va nous permettre (une nouvelle fois) de vérifier sérieusement et honnêtement la validité de nos principes ou des théories sur lesquels reposent nos convictions, et si maintenant lors d'une discussion il s'avère que l'on ne soit pas sûr de soi, qu'on doute et qu'on ne sache plus quoi penser, il n'y a pas de quoi à en avoir honte ou en faire un drame, ce n'est pas non plus une raison pour se recroqueviller sur soi-même et se mettre à égréner des vérités toutes faites qui ne convaincront personne,

qui au contraire vous feront passer pour un dogmatique ou un sectaire, dans ces cas-là on y gagne à dire la vérité, qu'on n'a pas suffisamment étudié une question pour se prononcer, évidemment cela ne doit pas être un moyen employé pour se défiler, quand ce cas de figure se présente on ajoute qu'on en reparlera ensemble, on se fixe un nouveau rendez-vous, bref, on garde la maîtrise de soi, on reste digne, on ne se ridicule pas, on ne culpabilise pas, on témoigne qu'on ne fait pas de notre combat politique une affaire personnelle.

Quand on milite depuis des années ou des décennies, on s'imagine qu'on a acquis suffisamment d'expérience pour savoir forcément de quoi on parle, or c'est rarement le cas, parce les militants n'ont pas abordé ou étudié sérieusement de nombreuses questions, ou les réponses qu'on leur a fournies étaient calquées sur une théorie réputée infaillible et gravée dans le marbre, en contradiction avec les profondes transformations que la société et le monde ont connues depuis qu'elles ont vu le jour, théorie encore juste par endroits et fausse ou dépassée ailleurs, qui de ce fait aurait nécessité une nouvelle étude.

On se croit capable d'avoir réponse à tout, de se prononcer sur tous les sujets, de concurrencer les dirigeants de notre partis, alors que bien souvent ce sont les illusions que l'on avait placées dans notre militantisme et dont on n'avait pas conscience qui nous conduise à adopter cette attitude, qui en réalité ne fait qu'exprimer notre impatience d'aboutir à certains résultats ou objectifs qui tardent à venir, plus généralement notre incompréhension de la situation, ce que l'on refusera d'admettre évidemment.

Des militants m'écrivent qu'ils vont quitter leur parti ou qu'ils l'ont déjà quitté, je leur réponds que cela ne m'intéresse pas du tout, par contre je voudrais bien savoir pourquoi sur le plan politique uniquement, quels étaient leurs désaccords politiques avec leur parti, voilà ce qui peut intéresser les militants en général car cela participe de la confrontation des idées, pour les faire avancer. Je vous avoue que neuf fois sur dix les arguments avancés par ces militants ne tiennent pas la route ou ne sont pas très sérieux, sans leur dire (comme cela c'est fait !) je ne partage pas leur attitude qui consiste à reporter sur leur parti leurs propres incompréhensions ou impatience, ce qui ne signifie pas que leur parti et ses dirigeants ne portent pas en partie la responsabilité de leur état d'esprit et de leur décision. S'ils croient trouver en moi un opposant farouche ou pire un ennemi du POI, ils se mettent profond le doigt dans l'oeil, cela je l'ai déjà dit, je le martèle ici.

Quand l'affrontement direct entre les classes va se déclencher, il sera d'une rare violence dont la plupart des militants ne peuvent même pas imaginer l'intensité, ce jour-là, il sera plus urgent que jamais que les militants révolutionnaires se regroupent, dans les pires conditions, vers quel parti vont-ils s'orienter, vers le PCF, ils sont morts, vers LO, autant disparaître ou s'enfermer tout de suite dans une cave, vers le NPA, s'ils se sont forgés une mentalité de martyrs inutiles, il retera quoi d'autres comme parti à ceux qui n'ont pas un état d'esprit suicidaire à part le POI, je vous pose la question, réfléchissez bien camarades.

Je ne tenais pas exactement les mêmes propos avant cette crise du capitalisme qui ne peut déboucher que sur une situation révolutionnaire à court terme dans la plupart des pays de la zone euro, mon propos est de se disposer dans cette perspective, se s'y préparer dans tous les domaines, de l'aborder si c'est encore possible dans les meilleures conditions, ce qui implique le regroupement de nos forces, de siffler la fin de la récréation, certes pas tout à fait inutile au cours de laquelle les militants ont privilégié au mieux leurs désaccords politiques, au pire leur conception de la lutte de classe qui les a conduit très souvent à reproduire sur une échelle réduite ce qu'ils reprochaient au parti qu'ils avaient quitté sans pour autant faire progresser le mouvement ouvrier dans la bonne direction.

Comme je sais également que bien des militants ont la rancune coriace, j'invite de leur côté les militants et cadres du POI qui se connectent sur le site à bien réfléchir également aux questions que je viens d'aborder et à modifier leur comportement envers les militants de leur parti, ainsi qu'envers les militants qui pourraient les rejoindre.

Qu'on se comprenne bien, je ne prends parti ni pour les uns ni pour les autres, je ne me sens concerné ni par l'attitude des militants qui reprochent tout et son contraire au POI, ni par celle des militants ou cadres du POI qui se prennent pour des êtres supérieurs sans en avoir forcément les qualités, je suis dans la peau du militant qui partage une partie des positions de ce parti tout en se montrant très critique envers ses dirigeants et certaines de leurs positions ou méthodes de fonctionnement que je partage pas, j'essaie comme dans toute chose de faire la part des choses afin de ne pas sacrifier l'essentiel à ce qui me paraît secondaire, et dans l'ordre des choses, on peut effectivement reprocher beaucoup de choses au POI, mais a-t-il changé de position face à l'Union européenne, face à la dette, face au gouvernement et au patronat, à quel moment s'est-il compromis avec les partis pourris institutionnels, vous connaissez la réponse, jamais, n'est-ce pas cela l'essentiel ?

Maintenant on peut trouver intolérable la manière dont il se comporte avec les appareils des syndicats, je suis d'accord pour estimer que c'est une grave défaillance sur une question essentielle, je vous l'accorde, cependant je ne vais pas renier ce que j'ai écrit ailleurs où j'expliquais que le faible taux de syndicalisation dans le pays reléguait finalement cette question au second plan, il me semble qu'on en a eu la preuve lors de la mobilisation sur la contre-réforme des retraites, on peut aussi observer ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal ou dans d'autres pays similaires pour constater que les syncalistes peuvent se mobiliser une multitude de fois sans entraîner une modification du rapport de force en faveur des travailleur du pays concerné, et je ne parle même pas de leur comportement le jour où ils devront affronter la mitraille, je ne suis pas sûr qu'il faille compter ce jour-là sur la mobilisation de beaucoup de syndiqués pour entraîner le gros des troupes des masses, tout comme les "démocrates" et les "républicains" qui se volatiliseront au premier coup de canon tiré en leur direction, laissant seule la véritable avant-garde du prolétariat organisée ou non affronter le régime.

Bien que je ne conteste pas la place déterminante des syndicats au sein du mouvement ouvrier, je ne vais pas les idéaliser tels qu'ils existent aujourd'hui, surtout à l'heure où toute lutte va prendre de plus en plus une tournure politique qui débordera du cadre du syndicalisme pour se situer sur le plan politique, plan sur lequel il faut impérativement se situer pour entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme.

Je comprends que lorsqu'on ne partage pas cette analyse, on puisse se focaliser sur les relations entre le POI et les appareils des syndicats et décider de tourner le dos à ce parti, j'estime que c'est une erreur politique pour les raisons que j'ai évoquées plus haut.

Le problème de ce parti et ses dirigeants, c'est que jusqu'à présent ils ont été incapables de développer ce genre de discours avec leurs militants et leurs contacts. Ils ont négligé la formation des militants pour se concentrer sur des questions purement politiques, alors que l'évolution du niveau d'instruction des travailleurs et l'existence de nouveaux moyens d'informations à leur disposition mettaient à l'ordre du jour de nouvelles tâches au sein même de leur parti pour résoudre des problèmes qui se posaient sans doute autrement autrefois, admettons-le bien que je pense que ces problèmes ont toujours existés sans jamais avoir été abordés sérieusement.

La formation des militants, des cadres et des dirigeants ne devrait pas concerner que des questions de théorie ou de politique, elle devrait aborder aussi la question des rapports entre les militants dans le parti, avec les militants des autres partis, avec les travailleurs en général, sans oublier l'acquisition de la méthode du matérialisme dialectique et historique, l'approfondissement de l'acquisition de cette méthode pour interpréter le monde afin de parvenir à la maîtriser le mieux possible.

Le mouvement des "indignés" intitié à partir des "réseaux sociaux" a fait long feu, Facebook est plus un foutoir qu'un guide pour s'orienter politiquement ; le milieu associatif est tout juste bon à accompagner le capitalisme dans sa chute ; la baudruche du NPA s'est dégonflée aussi, bref, rien ne peut remplacer le parti, et demain, espérons avant qu'il ne soit trop tard, on s'apercevra qu'on a absolument besoin d'un parti de militants conscients, disciplinés, au caractère trempé comme l'acier, aux convictions et à la détermination inébranlable pour entraîner les masses au combat, on chantera les louanges du léninisme un peu vite enterré au profit de formules ou de raccourcis foireux pour construire le parti.

L'esprit de cette causerie se veut fidèle à la méthode de Lénine, fermeté sur les principes, souplesse dans leur application, ce qui implique que le parti soit capable d'aborder et de prendre en charge les différents niveaux de conscience qui s'y côtoient, je ne parle pas sur le plan politique, je parle sur un plan plus général, ce qui est d'autant plus indispensable de nos jours que tous les rapports se délitent à une vitesse folle dans la société. Il faut comprendre que ces rapports prennent le dessus ou interfèrent sur le comportement, les décisions où les positions que privilégient les militants, qui pour cette raison apparaissent incompréhensibles ou la discussion impossible. J'ai laissé de côté volontairement l'appréciation portée par certains militants qui m'écrivent que tout va très bien au POI, laissant entendre que je me ferais des idées, alors que davantage de militants m'ont écrit exactement l'inverse, toujours anonymement par crainte de représailles ou de se faire casser la gueule, ce qui témoigne de la bonne santé de ce parti et de ses militants...

Politique

Egypte

Des centaines d'Egyptiens ont bravé les fortes chaleurs vendredi pour manifester contre le Conseil militaire au pouvoir, refusant de démanteler le campement qu'ils ont installé il y a deux semaines au centre du Caire.

"*A bas, à bas le pouvoir des militaires*", ont-ils scandé après une séance de prières organisée place Tahrir, épicentre de la contestation qui a renversé le président Hosni Moubarak en février.

Les manifestants continuent à protester malgré le remaniement ministériel intervenu jeudi et les promesses officielles d'accélérer les réformes. (Reuters 22.07)

Syrie

Des centaines de milliers de Syriens ont défilé dans les rues vendredi à l'issue des traditionnelles prières hebdomadaires, ont rapporté des témoins et des membres de l'opposition, plus que jamais déterminés à faire plier Bachar al Assad malgré sa politique de répression.

Le régime syrien a répliqué et le bilan de la journée fait état de 11 personnes abattues par les forces de sécurité, selon des militants des droits de l'homme.

Les principaux rassemblements appelant au départ du président syrien ont eu lieu à Damas, Homs, Latakié, Deraa ainsi qu'à Daïr az Zour, ont rapporté des témoins. (Reuters 22.07)

Syndicat

France.

Le syndicat FO appelle les salariés de l'ensemble des transports routiers (marchandises, voyageurs, convoyeurs) à une semaine de grève fin septembre pour exiger des augmentations salariales et la prise en compte de la pénibilité, alors que des mobilisations sont en préparation dans plusieurs secteurs pour la même période.

Dans un communiqué diffusé vendredi, l'organisation syndicale appelle ainsi à une "*semaine de mécontentement social des salariés du transport par route et activités auxiliaires*", du dimanche 25 septembre à partir de 22h au vendredi 30 septembre.

Cet appel de FO intervient alors que la CGT, au niveau confédéral, propose une journée nationale de grève unitaire interprofessionnelle "*fin septembre début octobre*" contre les plans d'austérité et pour la défense des salaires et du pouvoir d'achat.

Un mot d'ordre de grève nationale à la SNCF pour cette période est en discussion depuis le 11 juin dernier parmi les fédérations syndicales de cheminots. La proposition de la CGT est également en débat au sein de l'intersyndicale nationale interprofessionnelle CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires qui doit se réunir le 18 août.

Par ailleurs, les principales fédérations d'enseignants (FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education et FERC-CGT) appellent d'ores et déjà à une journée de grève nationale le 27 septembre contre les suppressions de postes et les restrictions budgétaires à l'Education nationale. (AP 22.07)

Je n'ai plus le temps de commenter cette info, notons que la mobilisation sociale semble se focaliser à la fin septembre, en désordre évidemment et sous la forme de journées d'action, pour les dirigeants syndicaux il faut à tout prix éviter la jonction de tous ces mouvements sociaux...

Social

France. Allégeance aux institutions. Les inégalités et les injustices sont constitutionnelles.

Le Conseil constitutionnel a jugé vendredi que les dispositions de la Journée de solidarité, destinée à financer la prise en charge des personnes âgées et dépendantes, respectent le principe de l'égalité devant la loi et l'impôt, ce que contestaient des salariés.

Deux questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) avaient été soulevées pour contester les dispositions de la Journée de solidarité créée en 2004. «*L'ensemble des dispositions*» visées a été jugé conforme à la Constitution, a indiqué le Conseil constitutionnel dans un communiqué.

Les requérants, dont le syndicat des services CFDT du Maine-et-Loire, estimaient qu'en s'appliquant exclusivement aux salariés et fonctionnaires et en exonérant les professions libérales et les retraités, la Journée de solidarité «*portait atteinte au principe d'égalité*» devant la loi et devant les charges publiques. Selon eux, «*la dimension nationale de la Journée de solidarité devait être rétablie en la faisant supporter par tous les Français et non par les seuls salariés*».

Le Conseil constitutionnel a pour sa part reconnu au législateur la possibilité de «*faire spécialement appel à l'effort*» des salariés du privé et agents du public.

Le principe d'égalité «*n'interdit pas au législateur de mettre à la charge de certaines catégories de personnes des charges particulières en vue d'améliorer les conditions de vie d'autres catégories*», a expliqué le Conseil constitutionnel. (libération.fr 22.07)

Ils s'attendaient à quoi ? A bas le Conseil constitutionnel : abolition des institutions de la Ve République !

Economie

UE. Ils s'offrent un répit... jusqu'à quand ? Qui va payer, devinez ?

Les grandes banques européennes sont parvenues à limiter leurs pertes sur la dette grecque à 5,4 milliards d'euros, en négociant une décote de 21% sur leurs avoirs lors des débats sur le deuxième plan de sauvetage.

C'est la française BNP Paribas qui devrait subir les plus lourdes pertes du secteur, avec l'évaporation d'environ 950 millions d'euros

de ses créances. La première banque française est l'établissement européen le plus exposé à la dette d'Athènes, hors Grèce.

Le fait que les pertes du secteur bancaire ne soient pas plus lourdes a soulagé les investisseurs et apaisé les craintes d'une contagion de la crise à l'Espagne et à l'Italie.

"*Le danger d'un défaut (grec) incontrôlable est écarté. Cela ne signifie pas que tout va bien, seulement qu'une catastrophe a été évitée*", a déclaré Oliver Flade, gestionnaire de fonds chez Allianz Global Investors.

"*Une décote de 40-50% aurait été logique sur le plan économique. Mais entre les banques qui voulaient 0% et les dirigeants politiques qui demandaient bien plus, un consensus de 21% a été conclu. Pour les banques, c'est mieux que ce qu'elles pouvaient espérer.*"

Le coût pour les assureurs européens, qui détenaient en fin d'année dernière 24 milliards d'euros de dette grecque, devrait être similaire à celui des banques.

Mais la crainte d'un alourdissement des pertes anticipées par les banques demeurent. Les obligations grecques s'échangent actuellement à un cours impliquant une décote de 45%, contre 50% la semaine dernière.

"*Nous pensons depuis longtemps que l'issue la plus probable est que les détenteurs de dette grecque devront subir d'abord une petite décote, puis une plus importante plus tard. Pour que la Grèce ait une chance de s'en sortir, ils devront probablement renoncer à environ 65%*", a estimé Gary Jenkins, du cabinet d'analyse Evolution.

Quatre possibilités s'offrent aux créanciers, notamment des offres d'échange de titres et de roulement (rollover), ainsi qu'un dispositif de rachat de dette.

Le programme reposant sur le volontariat afin d'éviter un défaut complet, certains établissements pourront tout à fait ne pas y participer.

La dette grecque détenue par le secteur privé atteint environ 150 milliards d'euros. Une participation de 90% permettrait d'agir sur 135 milliards d'euros, dont environ 54 milliards d'ici à la mi-2014.

La contribution nette du secteur privé équivaudra à ce montant de 54 milliards, minoré du coût, assumé par la Grèce, du service des nouvelles obligations à 30 ans.

BNP Paribas détient 4,5 milliards d'euros de dette grecque. Elle est suivie par la franco-belge Dexia et la chypriote Marfin, toutes deux à 3,4 milliards d'euros.

Ces deux banques pourraient donc subir une perte de 700 millions d'euros chacune.

On trouve ensuite Commerzbank avec 3 milliards d'euros d'avoirs, et Société générale, avec 2,4 milliards. Leurs pertes devraient atteindre respectivement 630 millions et 500 millions d'euros.

Les assureurs les plus exposés sont l'italien Generali, avec 3 milliards d'euros, le français CNP Assurances avec 2 milliards et l'allemand Allianz, avec 1,3 milliard d'euros, selon les chiffres de Barclays Capital. (Reuters 22.07)

Haut de page

Le 24 juillet

J'ai mis en ligne quelques articles économiques trouvés sur le Net.

Généralement leurs auteurs commettent l'erreur de sous-estimer les facteurs social et politique, très souvent s'y étale l'impuissance du capitalisme face à ses contradictions poussées de nos jours à l'extrême, le reste du temps ils préconisent des solutions impossibles à metttre en oeuvre et témoignent de l'angoisse que suscite chez eux la fuite en avant à laquelle on assite depuis 2007, avec des taux d'endettements abyssaux qui grèvent à l'avance toute croissance économique dans les pays dits développés sur fond de chômage de masse, pour un peu, on pourrait croire qu'ils n'attendent plus que l'apocalypse s'abatte sur le monde, qui coïncidera avec la chute annoncée du capitalisme mondial ... sur fond de révolution ! Place au socialisme !

Pour revenir sur ma causerie d'hier.

Elle avait pour seul objectif d'inciter les militants inorganisés à participer activement au combat politique, certainement pas de blanchir les dirigeants du POI, notamment Gluckstein et son courant politique que je tiens responsable de l'inexistence du parti.

J'ai consacré une partie de la matinée à relire des articles de sources diverses, notamment d'anciens cadres ou dirigeants sur les trois partis issus du trotskysme depuis les années 40. Ce qui en ressort ou l'impression générale qui se dégage de cette lecture : LO : autoreproduction, secte, scéloré ; LCR/NPA : crypto-stalinisme, guévarisme, gauchisme, opportunisme, réformiste au sens réactionnaire du terme ; OCI/POI/PT/POI : culte de la personnalité, centralisme bureaucratique, esprit d'appareil, éclectisme, aventurisme.

Ces partis peuvent guère avancer la question du pouvoir, parce que leurs dirigeants sont trop occupés par la question de leur propre pouvoir à l'intérieur de leur parti. Les caméléons remportent logiquement la palme de l'opportunisme tout azimut, la LCR/ NPA suivi de près par OCI/POI/PT/POI.

Le retard considérable pris par la révolution socialiste au cours de la seconde moitié du XXe siècle a donné naissance à toutes sortes de cuisines gauchistes ou franchement droitières de la part des dirigeants de ces partis. Quand on observe leur parcours on est pris de vertige, on se dit qu'il ne s'est jamais trouvé un dirigeant capable de les orienter dans la bonne direction, d'où cette profusion de dirigeants ou cadres voulant imposer leurs points de vue pour finalement atterrir au PS (ou au PG), faire carrière dans les médias ou pire encore, car ils ne valaient pas mieux que les dirigeants qu'ils critiquaient, ce qu'ils ont prouvé amplement par la suite.

Ce constat a franchement de quoi donner la gueule de bois ou plutôt cela ressemble à un cauchemar, car évidemment on aurait souhaité que les choses se passent autrement. Le plus singulier, c'est leur propension à renier leurs principes et leurs convictions dont on se demandera sur quoi elles avaient bien pu reposer, pas grand chose de sérieux il faut en déduire.

Même en cas d'incapacité (intellectuelle), la moindre des choses auraient dû être de le reconnaître humblement, en tout cas c'est ainsi qu'aurait dû agir tout dirigeant responsable et honnête, au lieu de s'en tenir à des vérités qui n'en étaient pas et que chacun finirait bien un jour par découvrir. C'est la personnalisation du pouvoir au sein de ces partis qui les a pourris pour l'essentiel. On retrouve le même travers dans les syndicats.

Dans ces partis, ce qui importe le plus, c'est que les militants adhèrent à la ligne politique impulsée par la direction et non la manière dont les militants analysent la situation, autrement dit, seuls ce qui se traduit par des objectifs quantitatifs, comptables ou matériels importe pour eux, nombre de journaux vendus, signatures et collecte d'argent, notez bien ce qui permet d'assurer l'existence de leur appareil, par contre l'aspect qualitatif de la construction du parti ne les intéresse pas, la formation des militants et les discussions qu'ils peuvent avoir dans leur parti sont uniquement conçus comme des supports permettant d'atteindre ces objectifs matériels, et non de permettre aux militants de progresser dans la maîtrise de la méthode du marxisme pour interpréter le monde, on comprend pourquoi cela ne peut pas constituer un objectif pour leurs dirigeants puisqu'eux-mêmes ce sont écartés du marxisme, l'ont abandonné ou l'ont renié. Même un principe aussi élémentaire que la fraternité n'existe pas dans ces partis, pas davantage dans les syndicats d'ailleurs, ou quand elle s'exprime c'est toujours de manière intéressé, une sorte d'humanisme au rabais.

Bref, tous bien entendu étaient en mesure de justifier leurs reniements ou leurs égarements qu'ils se refusaient à reconnaître, mettant cela sur le compte du stalinisme ou des conditions objectives ou plus généralement sur la situation qui serait "difficile", jamais à aucun moment ces dirigeants ne se remettront en question, jamais il ne leur viendra à l'idée que ce seraient eux le véritable problème et obstacle à la construction du parti, non, ils sont au-dessus de toute critique ou considération de cet ordre, ils sont intouchables, après avoir bien ancré cette idée dans la tête de leurs militants, ils peuvent faire la pluie ou le beau temps dans leur parti sans produire une vague qui les submerge et les emporte, ils le savent, en usent et en abusent à loisir.

Hier je lisais dans le dernier numéro de *Débat révolutionnaire* que des militants faisant partie de la tendance majoritaire du NPA en appelaient à la "*refonte du NPA*", deux ans à peine après sa fondation, afin d'adopter une nouvelle stratégie, etc. Voilà qui va s'ajouter à la déjà longue et tortueuse histoire de la LCR que personnellement je n'ai jamais pris au sérieux. Cette histoire figure dans Wikipédia, elle est franchement à couper le souffle, une telle constance, une telle détermination dans l'opportunisme tout azimut mérite de figurer dans le Guinness book des records !

Le plus extraordinaire, c'est que les militants s'en accommodent, c'est valable partant de ce constat, on comprend qu'ils pensent la même chose vis-à-vis des travailleurs envers le capitalisme, car dans ces conditions ils ne peuvent pas croire un instant que les travailleurs trouveront la voie pour briser leurs chaînes, dès lors qu'eux-mêmes sont prisonniers d'un parti qui ne sera jamais en mesure de prendre la direction de la révolution pour la mener à la victoire.

On milite dans un but bien déterminé sans être tributaire des rythmes et des délais pour l'atteindre, ce qui ne veut pas dire qu'on pourrait s'en écarter ou le ranger au fond d'un tiroir en attendant des jours meilleurs, c'est ce qu'on fait ces trois partis avec la question déterminante du pouvoir, dont Lénine rappelait qu'elle n'avait pas besoin d'être d'actualité pour être posée. Sur

quoi reposait le léninisme, qu'est-ce qui a permis de construire le parti bolchevik, qu'est-ce qui a assuré la victoire de la révolution russe en 1917, sinon le respect indéfectible par Lénine des principes qu'il avait adoptés, qu'il appliqua au parti bolchevik, puis au soviets, et qui servit de fil conducteur à la révolution.

Il y a des militants qui vont jusqu'à expliquer que la révolution russe a vaincu parce qu'elle aurait bénéficié de conditions extraordinairement favorables, c'est oublier un peu vite ou ignorer qu'il existait aussi des conditions toutes aussi défavorables en Russie, la preuve en est que ce sont les mêmes qui ont fait la révolution d'Octobre qui se sont retournés contre elle en portant Staline au pouvoir, si ce n'est pas un témoignage de l'extrême faiblesse des conditions qui avaient prévalu lors de la révolution russe, alors qu'est-ce que c'est ?

Clandestinité, déportation ou emprisonnement des principaux dirigeants, régime policier, libertés d'expression baillonnées, répression sanglante, mouvement ouvrier réprimé, mainmise de l'église othodoxe sur la classe ouvrière et la paysannerie, alcoolisme endémique, illettrisme ou analphabétisme des masses, moyens d'information désuets par rapport à ce que nous connaissons aujourdhui, etc. voilà les conditions autrement plus difficiles que de nos jours dans lesquelles le parti bolchevik s'est construit.

Contrairement aux trois partis dont il a été question plus haut, le parti bolchevik ne s'adressait pas à une catégorie particulière de travailleurs, à son élite cultivée, aux intellectuels, aux couches supérieures du prolétariat, aux syndiqués, aux militants des autres partis, mais à l'ensemble des travailleurs. Toute la différence est là.

Et qu'est-ce qui s'est passé entre février et octobre 1917 ? Le gouvernement formé en février 1917 et dirigé par les menchevik et les socialistes-révolutionnaires avaient été portés au pouvoir principalement par les couches de travailleurs citées dans le paragraphe précédent. Ce sont les masses (en partie sous l'uniforme) qui n'avaient pas participé à la révolution de février qui s'y sont engouffrés par la suite sur l'impulsion du parti bolchevik alors minoritaire dans les soviets, qui ont permis de balayer le gouvernement Kerenski.

Dans la première phase de la révolution, les travailleurs qui avaient chassé le tsar avaient donné le pouvoir à des partis qui estimaient que l'heure n'avait pas encore sonné pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir, mais que c'était à la bourgeoisie que devait revenir le pouvoir et de prendre des mesures pour satisfaire leurs revendications sociales. La quasi-totalité des dirigeants bolcheviks étaient sur la même ligne politique liquidatrice de la révolution. C'est seulement à partir d'avril 1917 et le retour de Lénine en Russie, que le parti bolchevik opérera un revirement à 180 degrès de sa stratégie pour mettre à l'ordre du jour le combat pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le parti qui l'incarnait, refusant toute participation au gouvernement bourgeois de front populaire, rejetant tout compromis avec les partis qui y participaient parce qu'il aurait été perçu à juste titre par les masses comme une trahison, Lénine est resté inflexible sur ces principes et c'est de la sorte qu'entre avril et octobre des centaines de milliers de travailleurs ont rejoint le parti bolchevik, ajoutons-y les dizaines de milliers de militants qui étaient organisés dans une multitude de formations politiques, ainsi que l'aile gauche des partis menchevik et socialiste-révolutionnaire.

Ce qui a payé à l'arrivée, cela n'a pas été la recherche de raccourcis pour construire le parti, cela n'a pas été des manoeuvres d'appareil, cela n'a pas été de réduire le programme de la révolution à une peau de chagrin, cela n'a pas été de remiser au fond d'un tiroir la nécessité d'abattre le régime et de rompre avec le capitalisme, cela n'a pas été de s'encanailler avec des démocrates ou je ne sais quels éléments progressistes de la société, cela n'a pas été de lorgner sur les militants des autres partis, c'est tout simplement de n'avoir jamais changé de principes, de cap, d'objectif, d'avoir toujours tenu le même discours aux travailleurs, de montrer à la face de la Russie toute entière qu'il existait un parti capable de tenir ses engagements jusqu'au bout, ce qu'aucun parti en France ne peut revendiquer aujourd'hui.

Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et se donner les moyens de l'atteindre, voilà tout.

On est dimanche, on se détend un instant.

Lorsque j'ai quitté la France pour l'Inde la première fois en décembre 1990, je n'étais pas fier, croyez-moi, je partais en terre inconnue, mal armé pour affronter les difficultés de ce pays, mais je m'étais convaincu du contraire, un peu comme l'on veut toujours avoir raison, sinon je n'aurais pas pris cette décision. Je vous passe les détails, ce fut un échec et je retournai en France deux ans plus tard.

Trois ans plus tard je repartai armé de cette expérience que j'avais eu le temps d'analyser attentivement, depuis il s'est écoulé 15 ans et je vis toujours en Inde où j'ai réussi à faire mon trou, très modestement. Honnêtement je ne voyais pas comment j'aurais pu m'en sortir en France, alors qu'en faisant preuve de détermination et fort de cette expérience j'avais estimé que c'était jouable.

J'ai galéré pendant ces 15 années pour me maintenir à flot, mais l'embarcation a tenu le coup. J'ai dû affronter bien des obstacles, j'ai connu des moments de découragements, de déprimes, mais jamais je n'ai pensé faire marche arrière, le capitalisme avait voulu ma peau en France, il ne l'aurait pas en Inde, j'étais déterminé plus jamais à lui faire la nique et emporter le morceau, j'en avais fait une question de vie ou de mort rien de moins.

Que je renoue avec la politique et le militantisme à partir du 11 septembre 2001, 20 ans après avoir cessé de militer, était la suite logique de cette aventure, à laquelle je ne m'attendais pas du tout. Ma détermination à vaincre le capitalisme sur le plan personnel, s'est transformé depuis en la rage de le vaincre sur le plan politique. Mes illusions ou mon aveuglement ont bien failli faire capoter mon projet de m'installer en Inde et peut-être me coûter la vie, vous comprendrez d'autant plus que je ne sois pas disposer à connaître ce sort sur le plan politique.

Il y a des gens qui s'accommodent de tout, avec leur bonne conscience surtout, je n'appartiens pas à cette espèce sans principe et je n'y appartiendrai jamais, je crois même que c'est le seul endroit où je place un peu de fierté. Si nos dirigeants étaient capables de modestie, d'humilité, de reconnaître leurs erreurs, d'admettre leurs lacunes et leurs faiblesses, de cesser de faire de leur combat politique une affaire personnelle avant tout, il y a tout lieu de penser qu'on pourrait encore s'en sortir, en disant on je pense évidemment à tous les exploités, qu'ils mériteraient la confiance des militants et qu'ils parviendraient à construire le parti qui nous fait terriblement défaut aujourd'hui. C'est à eux de prouver qu'ils en sont capables.

Plus fort que l'avant-garde organisé du prolétariat.

- Témoins de Jéhovah : 25.000 fidèles rassemblés à Villepinte - AFP (23.07)

UE et le capitalisme à bout de souffle.

Grèce. Une goutte d'eau dans un océan de dettes.

- "*Total: 26 milliards d'économies pour Athènes sur 9 ans, soit 12% du PIB grec, selon Laurence Boone économiste en chef Europe de Bank of America Merrill Lynch. Ça paraît peu par rapport aux 350 milliards (160% du PIB).*"

Toujours plus endettée... mais dans le temps !

- "*On lui accorde de nouveaux prêts, moins chers, mais qu'il faudra quand même rembourser, autrement dit l'austérité va se poursuivre à Athènes, l'emploi et les salaires vont encore être rabotés et la croissance va toujours manquer.*" - "*... toute solution se résume à accroître l'endettement des pays, même si les remboursements sont lissés dans le temps, (comme pour un foyer qui, pour s'endetter plus sans augmenter ses remboursements mensuels, négocie un plus longue durée de crédit).* "

Austérité à vie

-"*... ce nouveau plan de sauvetage qui ajoute de la dette à la dette (...) a l'ambition de régler le cas de la Grèce avec une promesse de trente ans d'austérité. Quel gouvernement peut s'engager sur de telles durées?*"

La quadrature du cercle.

- "*Comment rétablir une croissance équilibrée dans une zone de pays disparates avec une seule monnaie, des cultures, des histoires, des structures et des productivités différentes et sans mobilité intérieure des travailleurs comme aux Etats-Unis?*"

Ils sont loin d'en avoir vu le bout.

- "*Mais évidemment, derrière la crise financière, les problèmes économiques demeurent.* "

Et en France, cela vaut guère mieux

- "*L'explosion de la dette publique en Europe rend inaccessible son remboursement. Prenons le cas de la France. Par rapport au PIB, la dette publique a augmenté du tiers en trois ans. Mais surtout, le service de la dette –45 milliards en 2009, un peu plus aujourd'hui– atteint des sommets où l'on tombe par asphyxie.*

Il s'agit, comme pour tout emprunt, des intérêts que l'Etat doit payer dans l'année. Lorsque les montants étaient de l'ordre de 15 à 20 milliards d'euros voilà vingt ans, les débats allaient bon train pour dénoncer le niveau insupportable du service de la dette qui pénalisait la croissance. Aujourd'hui, à 45 milliards et plus, on semble pouvoir le supporter. Impossible! Malgré tout, les responsables politiques gardent le silence.

Si les contribuables doivent faire les frais des restructurations à venir, ils n'accepteront pas indéfiniment d'être placés devant le fait accompli.

... pour eux, les périodes de vaches maigres commencent. Et pour longtemps, si l'on en croit la Cour des comptes qui tire la sonnette d'alarme dans son rapport annuel, pronostiquant une dette à 100% du PIB et des intérêts de 90 milliards d'euros dans le cas d'une gestion au fil de l'eau."

L'impossible issue politique sous le régime actuel

- "*C'est là qu'une autre politique s'impose. La logique financière a atteint ses limites. A de tels niveaux, un Etat ne peut continuer à recourir à l'endettement, à s'interdire toute stimulation de l'économie et à pénaliser les générations à venir uniquement pour ne pas remettre en question un modèle d'économie libérale dont les excès placent les populations sous pression.* "

De nouveau la quadrature du cercle.

- "*Pas de manichéisme: il ne s'agit pas d'opposer un système collectiviste à un système libéral, mais à introduire de vraies régulations, au niveau au moins européen.* "

- "*Les gouvernements ne pourront longtemps conserver leur légitimité s'ils continuent à pratiquer des politiques fondées sur des logiques uniquement financières au détriment de leurs électeurs et de leurs aspirations sociales.*"

La même politique appliquée directement par l'Union européenne à la place des gouvernements des Etats.

- "*La solidarité européenne devra bien être consolidée par de véritables structures politiques et pas seulement laissée à l'appréciation des gouvernements en place, en fonction du moment. Ce qui passera par des abandons de souveraineté nationale (sur la fiscalité, par exemple).* "

(source (deux articles) : Slate.fr 23.07)

Parole d'internaute

- "Qui a de bonne raisons d'en vouloir aux Norvégiens????

Bref rappel:

1- ils ont refusé de rentrer dans l'Union Européenne et ils n'a pas été possible de magouiller une "adhésion en entrant par la fenêtre" (comme pour la France et l'Irlande.
2- ils ont refusé d'abandonner leur monnaie pour l'Euro, et leur économie va bien.
3- ils ont accepté une 1ere fois de donner (200 millions?) de l'argent aux banquiers internationaux pour "sauver la Grèce". A nouveau sollicités pour remettre ça ils ont répondu: "non merci".
4- ils sont décidés à reconnaitre officiellement l'état de Palestine.
5- ils ont annoncé leur retrait total des opérations de guerre illégales (qui enfreignent les résolutions de l'ONU) contre la Libye à compter du 1er aout.

Ont-ils contrarié des "terroristes islamistes"?

Oui: les Al-Qaeda de Benghazi qui essayent de mettre BHL à la place des Kadhafi au pouvoir en Libye et de saisir les tonnes d'or de la Banque Nationale de Tripoli (qui garantissent la valeur du Dinar-or libyen).

Mais le blond aux yeux bleus a agi seul bien sûr: juste une "bonne" coincidence au bon moment..." (Reuters 23.07)

C'est le mouvement de jeunesse du Parti travailliste norvégien qui était visé.

Paradoxe ? Cela tombe à pic pour casser la campagne électorale du FN et renforcer inopinément l'UMP. Tout dépendra si les médias utiliseront ce massacre en mettant l'accent sur la place prise par les travailleurs immigrés dans la société auquel cas cela renforcerait le FN, et au cas où ils mettraient en avant le massacre d'innocentes victimes sans les désigner précisément, cela produira le résultat inverse.

Haut de page

Le 25 juillet

Nous avons rendez-vous à 16h aujourd'hui pour signer la vente de notre maison, sauf rebondissement de dernière minute toujours possible, et en principe nous devrions commencer à déménage à partir de demain ou après-demain. On doit organiser le démontage de la climatisation et son installation le même jour et on doit s'assurer que le chien ne pourra pas sortir du jardin.

Comme quoi il arrive qu'on manque d'à propos, en anglais on me disait que ce chien était un great dane, un grand danois, en allant sur Internet j'ai compris que c'était en fait un dogue allemand, à ceci près qu'il n'a ni les oreilles ni la queue coupées. C'est une belle bête très calme et affectueuse, au caractère agréable contrairement à bien des roquets auxquels on ne peut pas tirer une oreille ou la queue sans qu'ils essaient de vous mordre. Il fait le bonheur de tous les gosses qui nous visitent, cependant il n'est pas joueur contrairement au berger allemand ou d'autres chiens, il obéit quand il a le temps, bref, il est indépendant, comme son maître qui est aux petits soins avec lui. L'espace canin est clos, passons aux choses sérieuses.

Temps pourri sur la France, la grenouille monte, monte...

Il y a 6 ou 8 mois, feignant la naïveté je trouvais étrange que les instituts de sondage à la botte du régime situent Sarkozy aussi bas, j'ajoutais qu'il devait s'agir d'une opération consistant à le faire descendre très bas conformément à l'opinion qu'en avaient les gens, pour ensuite le faire remonter au fil des mois jusqu'à l'approche des élections où il devrait se situer en bonne position pour espérer l'emporter au second tour, leur objectif quoi. On y est, en un mois selon Ipsos il aurait grimpé de 6 points pour atteindre 36%. Qu'ils ne s'emballent pas tout de même, car à ce rythme-là il dépassera les 50% avant la date fatidique... et pourrait redescendre pour de bon cette fois !

On a souvent tendance à oublier que l'on vit dans une société et un monde largement dominés par l'ignorance des masses. On le sait mais on l'oublie volontiers quand on formule nos analyses parce que l'on baigne dans un milieu politisé ou l'on ne fréquente que des militants, on s'imagine alors que la plupart des travailleurs partagent notre mode de pensée alors que ce n'est pas du tout le cas, bref on s'illusionne inconsciemment et notre analyse de la situation est erronée.

C'est peut-être moins vrai aujourd'hui qu'à l'époque où je militais sur le terrain car en comparaison la situation est devenue franchement exécrable en France, du coup c'est plus difficile de se leurrer soi-même sur l'état d'esprit réel des masses, quant à leur niveau de conscience politique, comme toujours j'imagine il vaut mieux ne pas se poser la question de crainte de s'apercevoir qu'on fait fausse route ou qu'on est à côté de la plaque.

On a là la différence que je soulignais il y a quelque temps entre état d'esprit et conscience politique, l'état d'esprit fluctue au gré de l'évolution de la situation, l'état de conscience est plus profondément ancrée en soi, enracinée, plus stable également, plus réfléchie, davantage inscrite dans la durée, moins sujette aux variation saisonnières ou aux états d'âme passagers comme l'on dit.

Le Figaro d'hier précise que "*dans ce sondage, le président reprend aussi du terrain chez les retraités, les commerçants et les artisans qui constituent le cœur de son électorat.* ", la partie de l'électorat (pas toute) qui craignait hier que ses petites économies ou ses placements boursiers ne partent en fumée avec la crise, et qui le coeur soulagé se tourne à nouveau vers son sauveur suprême, cela existe plus qu'on ne le croit, il ne faut pas se leurrer.

Rien ne remplace la compréhension du fonctionnement de la société que l'on peut situer dans la même catégorie que le savoir que l'on a acquis (durablement) dans des domaines très divers. C'est là que le bât blesse et sur lequel on devrait concentrer nos efforts d'éducation des masses. Je n'insiste pas sur ce sujet puisque tout le monde s'en fout...

Un autre sujet de réflexion.

Pour ajouter un mot à la causerie des deux derniers jours, vous vous souvenez peut-être que j'avais expliqué il ya quelque temps que le POI était en fait le PT plus Schivardi, c'était schématisé mais pas vraiment faux, j'ai retrouvé un extrait d'une interview de D. Gluckstein par Christine Ockrent du 1er avril 2007, dans France Europe Express sur France 3 qui le confirmait :

- Christine Ockrent : (...) C'était déjà, me semble-t-il, votre plate-forme en 2002.

- Daniel Gluckstein : C'est exact, mais à l'époque, il n'y avait pas de maire qui se présentait : c'est ce qui fait la différence...

Donc le POI, c'est bien le PT de 2002, plus les braves élus de "*tous bords*" (Schivardi et Cie.) et de nouvelles concessions sur les principes à la clé, sinon à quoi bon changer de parti pour accueillir ces gens-là qui ne sont pas franchement ni des communistes ni des révolutionnaires.

Des mauvaises langues avaient cru bon d'affirmer que la transformation du PT en POI avait pour seul objectif de faire une place à des élus de différents partis afin de garantir les 500 signatures nécessaires pour pouvoir présenter un candidat lors des élections présidentielles à venir, les travailleurs n'ayant rien à attendre de ces élus en dehors peut-être d'arrêtés

municipaux liberticides, on se demande après coup s'il n'y avait pas du vrai dans tout cela, une misérable manoeuvre pour renforcer l'aile droitière du POI sur fond de nationalisme, voire de patriotisme, le tout pour présenter le POI comme un parti institutionnel, un parti comme les autres, en vain.

Un sujet de société qui doit exiter les mâles, je déconne, le lundi c'est le lendemain de dimanche et l'actualité est moins chargée, alors on en profite pour se détendre à défaut de vacances !

Le vrai visage du féminisme. Des "salopes", non, oui, peut-être, des provocatrices irresponsables assurément.

C'est à Toronto, au Canada, que le mouvement a démarré, en avril. Lors d'un exposé sur la sécurité, un officier de police déclare aux étudiants d'une école de droit : 'Les femmes ne doivent pas s'habiller comme des salopes si elles veulent éviter de subir des violences.' Des propos qui provoquent aussitôt un tollé un peu partout dans le monde. (lemonde.fr 24.07)

La réaction d'une internaute censée :

- "Je suis une femme mais je me pose des questions sur la relation homme/femme. Que veulent ces femmes exciter les hommes en les provoquant de façon outrancière mais qui'ls ne les touchent pas. On va où comme ça ? Certes un détraqué n'a pas besoin d'une mini jupe pour violer mais par contre celui qui n'y pensait pas aura l'idée en pensant que c'est une fille facile, comment savoir ce qu'a dans la tête une fille habillée/maquillée de telle sorte ?

Sans revenir au mode de nos grands mères avec les robes longues ou à la burka un peu de retenue à l'extérieur ne ferait pas de mal, chez soi ou sur les plages on peut se promener à moitié à poil mais pas dehors, dans les rues, les magasins, les lieux publics les seins à moitié dénudés, le nombril à l'air la jupe jusqu'aux fesses, pensez qu'il y a des hommes sans femme en manque de sexualité, en sachant se respecter on vous respectera."

A agir sans tenir compte du contexte dans lequel on se trouve, une société décadente en pleine décomposition, il arrive qu'on en paie le prix fort et cash. Leur société est ainsi faite, elle sécrète un puritanisme nauséabond qui rappelle les heures noires de l'inquisition, et à l'autre extrême elle sécrète un libertinage qui s'ignore ou souvent inconscient qui nourrit malheureusement l'esprit perverse ou les fantasmes sexuels de déséquilibrés que la société a produits.

Une bonne nouvelle n'arrive jamais seule.

Titre d'un article du Figaro.fr d'hier : *La Grèce coûtera moins que prévu aux banques*, ouf quel soulagement ! Mais qu'en est-il au juste ?

Il faut savoir tout d'abord que "*le débat sur le sauvetage d'Athènes continue* au sein de l'UE, on l'aurait deviné car sur le fond ils n'ont rien réglé du tout ! A se repasser la patate chaude elle va bien finir par atterrir dans les mains d'un pigeon, un pigeon qui pourrait les plumer à l'arrivée, chinois par exemple, c'est marrant, ils n'en parlent pas, de la même manière que la plupart des travailleurs dans le monde ignorent que c'est la Chine qui finance le déficit américain, la guerre en Irak, en Afghanistan ou en Libye notamment. Vous aurez remarqué qu'ils ont également totalement occulté les centaines de milliards d'euros que les capitalistes grecs avaient placés en Suisse dès le début de la crise en Grèce, j'avais lu cela dans un article.

Un aveu. Les chefs d'Etat de l'UE à la botte des banquiers.

"*Les banques et les assureurs avaient milité pour un menu à la carte permettant de choisir à quelle sauce ils seraient mangés. Les dirigeants européens ont accepté.*", on se disait aussi qu'il y avait une large part d'esbroufe dans la déclaration de Sarkonapoléon qui ne devait avoir qu'une valeur électoraliste.

Ils s'en sortent bien.

"*Ces dernières semaines, en effet, les analystes soucieux de calculer la perte potentielle des banques et des assureurs avaient appliqué à leurs engagements sur la Grèce une décote massive de 50%, en ligne avec les transactions observées sur les marchés. Finalement, les créanciers s'en sortent avec une perte économique de 21%. Mais cela le vaut bien pour les acteurs privés: à ce stade, grâce au programme européen financé largement par l'Europe et le FMI, les engagements sur l'Irlande, le Portugal et surtout l'Espagne et l'Italie semblent sécurisés*"... avec de l'argent public, mais cela *Le Figaro* ne pouvait pas le mettre en lumière, car qui financent l'Europe et le FMI sinon les Etats avec les impôts directs et indirects des contribuables.

Une bonne intention dans la bouche d'un banquier n'est jamais gratuite, foi de banquier !

"*Les banques françaises ont d'ores et déjà fait savoir qu'elles participeraient à l'effort en faveur de la Grèce*, en réalité elles n'ont pas

le choix puisqu'elles sont impliquées dans les emprunts grecs.

Et un jeu d'écritures comptables plus tard...

"*BNP Paribas pourrait devoir passer une provision avant impôt de 945 millions d'euros. Pour la Société générale, l'addition s'élèverait à 368 millions d'euros avant impôt.* ", ces banques déclareront moins de profits et paieront moins d'impôts ou pas du tout, pour un peu c'est une aubaine pour sauver leurs peaux, surtout que c'est de l'argent qui ne leur appartient pas.

Et puis il y a urgence à reprendre la titrisation (spéculation) sur les dettes des Etats encore solvables, histoire de se refaire, comme au casino quoi !

"*Mais au-delà de l'impact sur les profits, le véritable enjeu de la crise pour les banques réside dans la réouverture des marchés obligataires. Depuis quelques semaines, en effet, les émissions à moyen et long terme se sont taries, comme cela avait été le cas en 2008 après la faillite de Lehman.* ", nous y voilà.

(Marché des obligations alimenté principalement par l'Etat et le secteur public. Selon le groupe de cotation auquel appartiennent les obligations, la cotation s'effectue en continu par le système NSC ou par fixing. Les opérateurs admis à négocier sur le marché obligataire sont les banques ou les sociétés de Bourse. Les particuliers doivent passer par ces intermédiaires. - http://www.boursereflex.com) Le marché obligataire correspond au compartiment du marché financier où s'échangent les titres de créances à moyen et long terme. - http://www.vernimmen.net)

Ensuite Le Figaro explique ouvertement comment les banquiers et les gangsters de la finance ont réalisé des profits "***faciles***" sur le dos de l'Etat grec, donc des travailleurs grecs.

"*C'est d'ailleurs cette crise précédente qui avait incité les banques à acheter à tour de bras des obligations souveraines, grecques notamment. Les régulateurs avaient conclu que les emprunts d'État étaient plus sûrs que tout autre placement. À l'époque, cela arrangeait tout le monde. Les banques trouvaient là de bons rendements pour placer les ressources fournies à bas prix par la BCE. Et ces profits «faciles» devaient leur permettre de renforcer leurs fonds propres afin de faire face aux nouvelles exigences des régulateurs. Quant aux États, ils bénéficiaient d'une demande infinie pour leurs émissions de dette, toujours plus grandes. Les Cassandre avaient prédit que cette situation n'était pas tenable. Mais elle a explosé plus vite que prévu, au vu des mécomptes de la Grèce.*", prévisibles évidemment vu le niveau d'endettement de l'Etat ! Ces obligations remplissaient le rôle d'actifs avec la garantie d'un Etat, et en plus ils encaissaient des profits, spéculaient avec, le bonheur quoi !

On va se cotiser pour sauver les banques

"*Les banques, dès lors, se retrouvent face à une équation difficile. Car si les profits sont entamés, les régulateurs, eux, n'ont pas baissé la garde. Ainsi la semaine dernière, alors même que les résultats des tests de résistance étaient accueillis par une quasi-panique boursière, la Commission européenne a chiffré à 84 milliards d'euros les fonds propres supplémentaires que les 8200 banques européennes devront réunir d'ici à 2015 afin de se conformer aux règles de Bâle 3. D'ici à 2019, le besoin de capitaux est porté à 460 milliards. Au-delà de la crise souveraine et de ses risques immédiats, c'est bien cela que les Bourses sanctionnent: l'inéluctable glissade de la rentabilité des banques européennes.*"

Faisons un petit calcul savant : 84 milliards d'euros divisés par 82 000 banques divisés par 3 ans (2012-13 et 14) égal la somme faramineuse de 341 463 euros par banque et par an à réunir en fonds propres, mais mon bon monsieur où les malheureux banquiers vont-ils pourvoir trouver une telle somme ! Non, ce n'est pas se foutre du monde, ils ont tout, ils veulent tout et ils ne veulent pas qu'on taille dans leurs privilèges, c'est tout.

En attendant l'or a continué de grimper comme quoi les marchés ne sont pas aussi rassurés qu'ils le prétendent. A suivre...

Politique

Espagne

Des milliers d'"indignés" ont envahi de nouveau ce week-end la place de la Puerta del Sol dans le centre de Madrid, point de ralliement de manifestants venus de plusieurs villes d'Espagne, dont certains ont parcouru plusieurs centaines de kilomètres pendant des semaines.

Cinq cortèges ont convergé samedi vers la place au coeur de la capitale espagnole, où des manifestants avaient campé pendant trois semaines au mois de mai pour exprimer leur révolte devant conséquences de la crise économique dans le pays, qui frappe durement les jeunes et les plus pauvres.

Après avoir salué les douze coups de minuit à l'horloge de l'hôtel de ville, la foule s'est dispersée, des centaines de manifestants dressant leurs tentes ou déroulant leurs sacs de couchage sur le Paseo del Prado, un grand boulevard au coeur de Madrid.

Un grand rassemblement célébrant l'arrivée des marcheurs était prévu dimanche plus tard dans la journée. Certains envisageaient désormais de continuer jusqu'à Bruxelles. (AP 24.07)

Egypte. Qui perdra patience en premier ?

Des milliers d'Egyptiens ont marché samedi dans le calme sur le ministère de la Défense au Caire pour exiger de l'armée une accélération du processus de réformes au lendemain de la dispersion par la force d'une manifestation à Alexandrie, ont rapporté des témoins.

Des véhicules de l'armée bloquent le principal accès au ministère de la Défense, où siège le CSFA, et des gendarmes armés de Tasers et de matraques sont déployés pour faire face aux manifestants.

"*Si on ne nous laisse pas passer, nous resterons jusqu'à ce qu'ils perdent patience*", a prévenu un manifestant.

Le maréchal Tantaoui a quitté son ministère avant l'arrivée des manifestants.

Les gendarmes ont par la suite procédé à des tirs de semonce en l'air après des incidents entre radicaux et partisans du régime devant le ministère de la Défense, ont rapporté des témoins.

"*Le peuple veut le départ du maréchal Tantaoui*", scandaient des manifestants en se dirigeant sur le ministère de la Défense tout en paralysant la circulation.

Les jeunes Egyptiens qui campent depuis deux semaines sur la place Tahrir ont juré de rester jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

A la veille du 23 juillet, la gendarmerie a tiré en l'air et battu des manifestants qui bloquaient une rue d'Alexandrie vendredi, selon des témoins.

Un autre accrochage dans la ville portuaire de Suez a alimenté la colère des jeunes révolutionnaires. (Reuters 24.07)

Lettonie. Au-delà des parlementaires ce sont les institutions qui sont illégitimes.

Les Lettons ont massivement approuvé samedi par référendum un projet de dissolution du parlement qui débouchera sur des élections anticipées un an seulement après les législatives d'octobre 2010.

Selon un décompte des voix publié par la commission centrale électorale et portant sur 822 des 1.028 bureaux de vote de cet Etat balte, le "oui" l'emporte à 94,7% des quelque 475.000 suffrages exprimés.

Le référendum, le premier du genre dans l'histoire de la Lettonie, a été organisé à l'initiative de Valdis Zatlers, alors chef de l'Etat, qui a prononcé fin mai la dissolution face au refus des députés de lever l'immunité parlementaire d'un homme d'affaires accusé de corruption.

Aux termes de la Constitution, la dissolution du Parlement doit être confirmée par référendum.

Valdis Zatlers, battu début juin lors de l'élection du président par les députés, accuse les parlementaires de veiller davantage aux intérêts d'une petite élite oligarchique représentée par un trio de riches hommes d'affaires, dont deux sont au parlement, qu'aux intérêts de la population.

"*Le Parlement a fait preuve d'irrespect et de méfiance à l'égard des compétences des autorités judiciaires*", a-t-il expliqué en annonçant sa volonté de dissoudre et de demander aux électeurs de soutenir sa décision.

Zatlers, qui a fondé son propre parti et gagné en popularité depuis son coup d'éclat, pourrait rejoindre un nouveau gouvernement si sa formation obtient un bon résultat aux législatives. Un sondage paru vendredi le créditait de 17,5% des intentions de vote, en première place à égalité avec un parti représentant la minorité russe.

Un tel résultat placerait l'ancien président en position de former un nouveau cabinet, d'autant que l'assise électorale du parti le

plus puissant de la coalition au pouvoir, Unité, est tombée à 9%, contre 31% aux dernières élections d'octobre 2010.

Son chef de file, le Premier ministre Valdis Dombrovskis, a voté en faveur de la dissolution.

La Lettonie émerge à peine de la pire récession économique des pays de l'Union européenne - son PIB a chuté de 18% en 2009 du fait de coupes claires dans la dépense publique pilotées par Dombrovskis. Le pays balte s'est fixé pour objectif d'adhérer à l'euro en 2014.

Dombrovskis s'est allié il y a un an avec l'Union des verts et des paysans, qui avait alors recueilli près de 20% des voix mais que les sondages ne créditent plus que de 8% aujourd'hui.

L'Union des verts et paysans est dirigée par Aivars Lembergs, maire de la ville portuaire de Ventspils et l'un des trois hommes d'affaires dont Zatlers promet d'éliminer l'influence sur les affaires du pays. (Reuters 24.07)

Cela fait penser au 92% de députés et sénateurs qui étaient favorables au TCE en France en mai 2005. C'était largement suffisant pour affirmer à l'époque que les institutions de la Ve république étaient illégitimes. Qui l'a dit ? Personne évidemment, pire encore, il y en a qui ont trouvé le moyen de vanter la Constitution de la Ve République, D. Gluckstein pour ne pas le nommer. Les militants ont la mémoire courte ou sélective, on va s'employer à leur rafraîchir autant qu'il le faudra.

Iran. Cible du terrorisme d'Etat

Les autorités iraniennes ont imputé dimanche aux Etats-Unis et à Israël l'assassinat la veille à Téhéran d'un physicien iranien spécialiste du nucléaire, rapporte l'agence de presse Fars.

Darioush Rezaie, docteur en physique âgé de 35 ans, a été abattu devant son domicile à Téhéran par un homme circulant à moto.

Le président du Parlement, Ali Larijani a imputé à "*l'aventurisme américain*" la mort de plusieurs membres des Gardiens de la révolution, dont un commandant de cette force d'élite, tués vendredi dans une explosion.

"*Les Américains considèrent que ce type d'opérations est acceptable dans le cadre de leur prétendue gestion du monde, ils devraient bien réfléchir aux conséquences*", a poursuivi le président du Parlement iranien. (Reuters 24.07)

Haut de page

Le 26 juillet

Hier enfin nous avons signé la vente de notre maison, la fin d'un cauchemar qui dure depuis des années. Nous l'avons vendue à un type riche qui va construire un hôtel à 50 mètres des premières vagues, l'argent rend fou décidément ! Je changerai mon adresse postale dans le site dans quelques jours. J'ai placé l'argent de cette vente sur un compte rémunéré à 9,50% par an dans une banque d'Etat, ce qui devrait assurer mes vieux jours, sans faire de folies évidemment. Du coup j'envisage de faire un voyage en France au printemps prochain...

Chercher l'erreur ou la manip

1- Les Bourses européennes ont clôturé la séance en net recul, les investisseurs s'inquiétant de l'enlisement des négociations sur le budget américain et doutant de l'efficacité du nouveau plan d'aide à la Grèce.

Les valeurs bancaires européennes, notamment les françaises particulièrement exposées à la Grèce, retombent lundi après leur fort rebond de la semaine dernière, les investisseurs doutant encore de l'efficacité de l'accord européen visant à contenir la crise de la dette en zone euro. (Reuters 25.07)

2- ... le chef de l'État (Sarkozy - ndlr) -auréolé du succès du plan de sauvetage de la Grèce- veut apparaître comme au-dessus de la mêlée et soucieux de l'intérêt général. (lefigaro.fr 25.07)

Un internaute résume bien la situation, la comparaison animalière en moins, bien que... : - "*Zut! J'avais cru comprendre qu'il fallait rassurer les marchés. Si même eux n'y croient pas... Mais rassurons l'opinion, les veaux se sentiront mieux...*" (Reuters 25.07)

Très souvent un évèvement est traité à deux niveaux, l'un en direction des acteurs du marché ou des décideurs politiques,

l'autre destiné aux médias via l'opinion publique qu'il faut façonner pour qu'elle demeure subordonner à l'idéologie dominante. Oui, on part du postulat que la majorité de la population est subordonnée à l'idéologie dominante, de la réalité telle qu'elle existe, et non pas telle qu'on voudrait qu'elle soit ou de notre idéologie opposée à celle de la classe dominante.

Il ne vous aura pas échappé que le ton emprunté ces dernières semaines par les médias témoignent qu'ils sont entrés en campagne pour faire réélire l'épileptique du Château, on en a la preuve ici.

On trouve davantage d'analyses correctes ou de raisonnements fidèles à la réalité chez certains internautes que chez les agences de presse et autres médias.

Parole d'internaute

1- "Qui a dit que faire des crédits pour payer d'autres crédits étaient une bonne solution ? Le cumule de crédit n'est pas uniquement fatal aux citoyens ! Pour les pays c'est la même chose mais à une autre échelle ! L'Europe est comme un requin dans l'eau, une fois sorti, elle n'est guère plus plus dangereuse qu'un poisson rouge ! L'heure de payer l'addition approche !" (Reuters 25.07)

Ne vous emballez pas quand même, si vous examinez la situation des Etats-Unis et du Japon vous constaterez que le premier survit avec un endettement de plus 14 500 milliards de dollars et le second supporte une dette qui atteint ou dépasse 200% de son PIB.

Le réel danger pour ces Etats et l'UE, ce sont les conséquences sociales de cette situation qui pèsent d'un poids de plus en plus considérable sur les épaules des travailleurs, le point de rupture qui sera atteint quand leur capacité à accepter toujours plus de sacrifices dans la perspective de vivre demain encore plus mal qu'aujourd'hui aura atteint sa limite.

L'économie capitaliste repose en grande partie sur la consommation de marchandises (inclu les serrvices), dans le sens où le cycle du capital est achevé quand une marchandise trouve un acquéreur solvable ou pouvant accéder au crédit. En résumé, pas de profit sans production, pas de profit sans consommation des marchandises produites.

Le marché mondial n'est pas extensible instantanément, autrefois il fallait un demi-siècle pour développer un nouveau marché, hier, quelques décennies suffisaient, aujourd'hui il faut à peine dix ans pour parvenir au même résultat, mais dix ans c'est encore trop puisque les crises du capitalisme qui hier encore se produisaient tous les dix ans en moyenne tendent à se reproduire dorénavant dans un lapse de temps de plus en plus réduit, la crise latente ou rampante du capitalisme telle qu'elle existe depuis pratiquement sa naissance tend à devenir permanente au fur et à mesure que s'épuisent les expédients qu'ils ont inventés pour assurer la survie du capitalisme, dont l'endettement généralisé de la société (Etats, entreprises, banques, particuliers).

Recourir à cet expédient devient de plus en plus risqué parce que la société est globalement surendettée, tout totalement cependant car tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, une bonne partie de la population dispose encore de revenus supérieurs à ses besoins quotidiens, la question est donc pour les tenants du capitalisme de faire en sorte que cette partie de la population solvable consomme davantage, dépense plus, s'endette encore et encore.

La marchandisation des services publics procède de cette logique, hier l'école était gratuite, demain vous paierez pour envoyer vos enfants à l'école, idem pour la santé, le logement, etc. Mais là aussi la limite est vite atteinte, au-delà c'est le fragile équilibre social qu'ils ont construit qui pourrait être remis en cause et qui pourrait remettre en cause l'existence du régime, ce qui n'est pas souhaitable de leur point de vue.

Pour pousser la population solvable à consommer davantage, ils l'incitent à renouveller ses besoins existants et à s'en créer de nouveaux qui demain lui sembleront tout aussi indispensables que ses besoins élémentaires d'autrefois et d'aujourd'hui, personne ne pouvait plus se passer du téléphone hier seulement, depuis et très rapidement c'est le téléphone mobil qui est devenu indispensable.

Le capitalisme en est rendu à l'étape où la population doit consommer de plus en plus et de plus en plus rapidement, tout s'accélère. On pourrait penser que l'épargne de la population solvable qu'utilisent les banques pour spéculer sur les marchés financiers serait une aubaine pour elle, c'est vrai et faux à la fois, dans la mesure où seule la production de richesses dégage des profits réels et non fictifs comme dans la spéculation, car à l'arrivée pour tout dollar ou euro créé artificiellement doit correspondre son équivalent en valeur réelle, en plus-value produit de la force de travail dans le cycle de production. (A suivre)

2- "l'Union européenne est née sur des bases économiques. Elle s'est basée sur des principes faussés au départ. Les règles économiques on été perverties, par un usage qui remonte à des décennies, alors que les conditions de ses applications ont évoluées. D'autant plus que cette perversion entra?ne l'appauvrissement des pauvres par l'enrichissement des riches parmi les pauvres se trouvent également les Etats ! Autant les USA que la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Irlande... et la France.

Ces règles, autrefois encore inoffensives se trouvent affectées aujourd'hui de deux défauts, hélas, bien implantés dans l'esprit de la plupart des citoyens du pays et du monde. Et que confortent les économistes et les structures économiques tel l'Institut National des Statistiques et des Études Economiques

- 1er mensonge : l'inflation est l'augmentation des prix à la consommation

- 2ème mensonge : les PNB et PIB sont faussés

A priori, cela semble bien anodin, mais l'exposé ci-dessous montrera qu'ils induisent la dégaradation catastrophique de l'économie.

1) l'inflation : serait l'augmentation des prix. Faux, L'augmentation des prix n'est que la conséquence de l'inflation. L'inflation est la production excédentaire de monnaie.

Ainsi, incontestablement, la richesse du pays ou du groupe de pays, est produite par les salariés et les travailleurs indépendants (produits productifs). Cette richesse devrait donc être représentée par une masse de monnaie M, saine, répartie dans la population.

Du temps des 30 glorieuses,c'est-à-dire de 1945 à 1975 les profits financiers ne représentaient qu'une petite part m prise sur M en produisant de la monnaie pour les rétribuer.

La richesse M produite par les travailleurs n'est plus représentée par M monnaie, mais par (M+m) soit déjà une perte de valeur de la monnaie, relativement minime, mais inflationniste.

Depuis que la production s'est exportée en pays en voie de développement, produisant donc un chômage de plus en plus abondant, la spéculation, les investissements financiers, les prêts aux entreprise financières, donc les profits financiers ont remplacé, de façon de plus en plus importantes les profits productifs (travail des salariés et indépendants).

Pour financer ces produits financiers, il a donc fallu accroître, de façon exorbitante la production de monnaie, donc une inflation clandestine, que l'INSEE cache derrière les 120 ou 130 articles de très grande consommation. Les brutales montées des prix des œuvres d'art en sont une flagrante c,onséquence, ainsi que tous les produits de luxe et produits sortant de cette liste INSEE.

Exemple l'emprunt Giscard d'Estaing

Lancé en 1972 pour un montant de 4 milliards de francs , indexé sur l'or, intérêt de 7% Remboursé 100 milliards au bout de 15 ans soit une inflation de 17%(occulte, non publiée). Evidemment cette expérience révélatrice ne fut pas renouvelée publiquement

2)- Le pire est que l'INSEE additionne (revenus financiers + revenus salariaux + revenus producteurs indépendants) dans le Produit Intérieur Brut (PIB) alors que la réalité devrait l'amener à soustraire les produits financiers des revenus productifs de richesse puisque pris sur eux

Les gouvernements successifs se satisfont d'avoir un PIB mensongèrement en progression ou ± stables, alors que les multinationales, et les investisseurs de tout poil, nous grugent par leurs profits financiers. Il y a là une énorme tromperie qui permet de faire croire que la situation économique est satisfaisante alors qu'au contraire elle se dégrade inexorablement.

Bref, à cause de ce processus mensonger, pour s'enrichir toujours plus les riches appauvrissent les pauvres sans que l'on s'en aperçoive, ce qui est absolument intolérable.

Les finances publiques, aussi sont appauvries par ces profits financiers. D'où l'accroissement des des dettes de l'Etat, qui laisse prévoir une faillite du pays si l'on n'y remédie pas.

Pour atténuer, puis éliminer les effets néfastes de la course , de plus en plus effrénée, aux profits financiers, il est absolument nécessaire de les juguler, jusqu'à les supprimer.

Responsables donc des dettes des États européens et autres, ce sont les banques et les spéculateurs qui devraient aider sans contrepartie, les pays à gestion conforme mais en difficultés financières." (Reuters 25.07)

Politique

1- France. En famille.

Manuel Valls : "*Si nous voulons gagner – et je le souhaite –, gouverner dans la durée – c'est nécessaire pour mener des réformes –, notre rassemblement devra aller au-delà des rangs de la gauche*" et d'ajouter "*je reste convaincu que des hommes et des femmes comme Dominique de Villepin, Français Bayrou ou Corinne Lepage, pour ne citer qu'eux, peuvent faire partie, s'ils le souhaitent, d'une majorité de large rassemblement.*" (lemonde.fr 25.07)

Quel dommage que Chirac, Pasqua, Giscard, etc. soient trop vieux pour figurer sans son gouvernement idéal !

2- Syrie

Le gouvernement syrien a approuvé un projet de loi instaurant le multipartisme et autorisant la formation de partis politiques adhérant aux "*principes démocratiques*", rapporte lundi l'agence officielle de presse Sana.

"*La fondation d'un parti doit reposer (...) sur un engagement à respecter la Constitution, les principes démocratiques, l'état de droit et les libertés et droits fondamentaux*", écrit l'agence.

Le parti Baassiste a interdit les partis d'opposition après le coup d'Etat militaire qui l'a porté au pouvoir, en 1963.

Mais pour Yasser Saadeldine, figure de l'opposition syrienne en exil dans un pays du Golfe, cette nouvelle loi "a été conçue pour montrer sur le papier que le régime tolère les opinions dissidentes tout en poursuivant les meurtres et la répression".

"*Chaque fois que ce régime est soumis à une pression internationale, il entreprend de fausses mesures de réforme pour tenter de se donner des références démocratiques. Mais les arrestations de militants se poursuivent et la répression s'accentue*", a-t-il ajouté. (Reuters 25.07)

3- Yémen

Plusieurs centaines de milliers de personnes manifestaient lundi dans la capitale du Yémen, Sanaa, et dans plusieurs autres villes du pays pour réclamer un changement de régime.

Le chef tribal Sadeq al-Ahmar, qui a rejoint les protestataires exigeant depuis quatre mois le départ du président yéménite, a mis en garde l'armée lundi, lui demandant de ne pas attaquer les milliers d'étudiants qui campent près de l'université de Sanaa.

Selon un mouvement de jeunesse, le gouvernement s'apprête à intervenir dans ce camp. (AP 25.07)

4- Libye. Le bourbier.

L'OTAN est actuellement dans une '*impasse*' en Libye, a estimé lundi 25 juillet le chef d'état-major interarmées américain, l'amiral Michael Mullen, tout en affichant son optimisme sur la réussite finale de la stratégie de l'Alliance. Les raids de l'OTAN 'ont considérablement amoindri' les forces du colonel Kadhafi et ont constitué '*une pression supplémentaire*' sur l'armée loyaliste, a-t-il relevé. '*A long terme, je pense que c'est une stratégie qui fonctionnera (et permettra) de chasser Kadhafi du pouvoiR* ', a-t-il affirmé. (lemonde.fr 25.07)

Economie

1- La Bourse ou la vie.

Les Bourses européennes ont clôturé la séance en net recul, les investisseurs s'inquiétant de l'enlisement des négociations sur le budget américain et doutant de l'efficacité du nouveau plan d'aide à la Grèce.

Autre conséquence, les écarts de rendements entre les obligations des pays dits périphériques de la zone euro et les Bunds allemands se sont creusés lundi.

Les valeurs bancaires européennes, notamment les françaises particulièrement exposées à la Grèce, retombent lundi après leur fort rebond de la semaine dernière, les investisseurs doutant encore de l'efficacité de l'accord européen visant à contenir la crise de la dette en zone euro.

"*Il y a un problème de crédibilité du plan (européen) : pour nous il devrait rassurer, mais les investisseurs en demandent encore davantage. Depuis que le risque de contagion à l'Italie et à l'Espagne est avéré, la charge de la preuve est plus élevée*", commente un analyste parisien qui n'a pas voulu être identifié.

"*Le marché se demande aussi comment le Fonds européen de stabilité financière (FESF) va mener de front le refinancement de la Grèce et le soutien aux autres pays avec les moyens dont il dispose*", ajoute-t-il pour expliquer les prises de profit. (Reuters 25.07)

That is the question !

2- Or

Le cours de l'or a atteint lundi un nouveau record en réaction à l'enlisement des négociations sur la dette américaine, à quelques jours seulement de la date butoir à laquelle Washington pourrait connaître une situation de défaut. (Reuters 25.07)

3- Grèce

Moody's a abaissé lundi la note souveraine de la Grèce de "Caa1" à "Ca", le dernier cran au-dessus du défaut, perspective dont l'agence de notation évalue désormais la probabilité à "virtuellement 100%".

Comme Fitch la semaine dernière - qui a indiqué qu'elle placerait la note grecque en défaut partiel - Moody's a précisé qu'elle réexaminerait la note grecque à la suite de l'échange de dette. (Reuters 25.07)

4- Inde

Alors que l'Inde est traversée par un vif débat sur l'évasion fiscale, l'agence de presse indienne Press Trust of India, citant la banque centrale suisse, révèle que des entreprises et de riches particuliers indiens détiennent 1,95 milliard de francs suisses (environ 1,7 milliard d'euros) sur des comptes en Suisse.

Ces chiffres sont divulgués dans un contexte particulièrement sensible. La Cour suprême indienne a en effet ordonné ce mois-ci l'ouverture d'une enquête sur la fuite de capitaux, tout en accusant le gouvernement de "sérieux manquements" dans la lutte contre les fonds illégaux à l'étranger.

En novembre, un groupe de réflexion basé aux Etats-Unis, Global Financial Integrity, avait estimé qu'entre 2004 et 2008, la fuite illégale de capitaux avait fait perdre à l'Inde 19 milliards de dollars par an.

Le problème de "*l'argent noir*", de l'argent placé sur des comptes à l'étranger et soupçonné de provenir de pots-de-vin ou de transactions illégales, agite depuis des mois la vie politique indienne.

Selon des chiffres de la banque centrale suisse, des Indiens ont retiré depuis 2008 quelque 500 millions de dollars déposés sur des comptes en Suisse. L'organisme bancaire n'a pas précisé les raisons de ces retraits, mais selon des sources officielles indiennes, il pourrait s'agir d'un transfert vers des comptes plus difficiles à repérer, comme à Singapour ou à Dubaï. (lemonde.fr 25.07)

Ils viennent de découvrir l'existence des paradis fiscaux !

Haut de page

Le 27 juillet

Pas le temps de causer, j'ai ajouté un long commentaire politique après l'article sur Sarkozy et sa "*règle d'or*". Je devais déménager, sauf que le propriétaire a loué la maison à une autre personne sans m'avori averti, génial ! Bref, je cavale pour trouver au plus vite une autre baraque où loger.

Parole d'internaute

1- "*je pense qu'un jour il faudra faire beaucoup plus que s'indigner, c'est incroyable ce qu'un peuple peut supporter avant de vraiment se révolter, la coupe n'est pas encore tout à fait pleine...*"

Faire une révolution par exemple ! Si l'idée vous vient à l'esprit alors que vous n'avez rien d'une révolutionnaire ou d'une militante de choc, c'est que vous devez être de plus en plus nombreux à le penser. Question : quel parti est prêt à accueillir cette catégorie de travailleurs ? Réponse : aucun.

2- "*Il y a deux ans,environ, j'ai été le témoin d'une scène qui ne devrait pas être dans un pays comme la France. Une jeune*

femme, son bébé dans les bras, sous la pluie à Montreuil, sans logement, et sans un sou. Personne ne s'est occupé d'elle, ni les services sociaux de la ville, ni les pompiers, ni la police, ni le samu. J'avais un parapluie, je le lui ai donné avec aussi un peu d'argent pour acheter, à manger et au moins du lait pour le bébé. J'en garde encore aujourd'hui beaucoup d'amertume contre ceux qui devraient être là pour secourir les gens dans cette situation. C'est insupportable mais il semble que nos politiciens, nos banquiers qui s'empiffrent sans vergogne s'en foutent. Du moment qu'on fait du pognon, le reste n'a pas d'importance!"

Vous êtes une brave dame et votre geste vous honore. Les institutions de la Ve République légitiment et justifient la situation insupportable que vous décrivez, et hélas tout les partis politiques se précipitent pour y participer.

3-"*Les dirigeants actuels du PS prétendent défendre les pauvres et les exclus mais ne poussent pas le devoir jusqu'à les fréquenter. Comme pourrait dire DSK les pâtes c'est très bon, mais c'est quand même meilleur quand il y a des truffes dedans.*"

La PS est un parti de bourgeois, alors d'autres qui roulent pour lui s'en chargent à sa place, vous ne l'avez pas encore compris ?

4- "*La démocratie ne résoud finalement pas tous les problèmes...*", donc vous ne croyez pas un mot ou vous ne comprenez rien au discours qui consiste à dire qu'il faut "*rétablir la démocratie*", parce que vous êtes convaincue de vivre en démocratie...

Politique

France

"*Le candidat socialiste devra gagner ou bien le parti risque vraiment cette fois de disparaître. Nous ne sommes pas au gouvernement depuis 10 ans, et cela fait 23 ans qu'un socialiste n'a pas été élu à l'Elysée*", avertit M. Hollande dans une interview pour le quotidien italien Il Corriere della Sera. (lexpress.fr 26.07)

Qu'il disparaisse, bon débarras !

Israël

Confronté à un déferlement de protestations contre la hausse vertigineuse des prix du logement, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a tenté mardi d'apaiser l'opinion en annonçant un plan d'urgence pour résoudre la crise.

Le Parlement doit voter la semaine prochaine une réforme législative "*énorme*", qui permettra "*de faire sauter les verrous freinant la planification et la mise sur le marché des logements*", a affirmé M. Netanyahu lors d'une conférence de presse.

Il s'est prononcé contre "*le monopole*" des terrains à bâtir détenus par l'Administration foncière, qu'"*elle libère au compte-gouttes*".

Le Premier ministre a aussi annoncé la construction en an et demi de 50.000 logements, dont 10.000 à prix réduit "avec l'aide du gouvernement" et réservés à l'acquisition ou à la location à prix modéré.

Son plan prévoit enfin de subventionner les transports publics pour les étudiants sur l'ensemble du territoire national "*afin qu'ils puissent facilement se rendre aux universités*".

En un an, les prix du logement ont bondi de 32% à Tel-Aviv et de 17% à Jérusalem, une tendance qui vaut pour l'ensemble du pays, alors que les salaires stagnent.

Il a ainsi répondu à "*la révolte des tentes*" déclenchée par des dizaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans la rue depuis une douzaine de jours et ont créé des campements de toile dans les grandes villes du pays.

Celui de Tel-Aviv s'étend sur plus d'un demi-kilomètre dans un quartier huppé, et compte des centaines de tentes igloo.

Des milliers de jeunes Israéliens clament en outre tous les jours leur détresse en défilant dans les rues de Tel-Aviv, Holon, Jérusalem ou Beersheva, bloquant le trafic automobile et scandant des slogans hostiles à M. Netanyahu.

Mobilisés par le biais de Facebook, ils reprennent ce mot d'ordre: "*Nous luttons pour un toit*". Samedi soir, 30.000 d'entre eux se sont rassemblés à Tel-Aviv, et le lendemain un millier d'autres ont bloqué les accès de la Knesset (Parlement).

Selon un sondage publié mardi par le journal Haaretz, 87% des Israéliens soutiennent ce mouvement, et 54% se disent "*mécontents*" de la gestion de cette crise par M. Netanyahu, contre 32% qui l'approuvent et 14% sans réponse.

Israël jouit paradoxalement en moyenne depuis 2004 d'un taux de croissance de 4,5%, et le chômage est tombé à 6%, mais la très forte hausse du coût de la vie, notamment dans l'immobilier, a provoqué la colère.

En particulier au sein des classes moyennes, laissées-pour-compte de la prospérité, qui supportent l'essentiel de la charge fiscale et constituent le vivier électoral de prédilection du parti Likoud de M. Netanyahu.

"*Les membres des classes moyennes ont beaucoup contribué au développement du pays et ne parviennent plus aujourd'hui à boucler leurs fins de mois*", a déclaré mardi le chef de l'Etat Shimon Peres.

Selon le sondage de Haaretz, en cas d'élections, le Likoud conserverait 27 mandats, comme en 2009. En revanche, le parti travailliste, jusqu'ici en chute libre, remonterait à 12 sièges sur 120 au total. (AFP 26.07)

Social

France

1- La France du début du XXe siècle.

La Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) a analysé sur la seule journée du 20 juillet les réponses apportées aux personnes sans abri qui sont à la recherche d'un hébergement d'urgence. Et ces chiffres font froid dans le dos. On s'aperçoit que seule une demande sur trois aboutit : sur 1701 demandes, seules 596 personnes ont eu un toit au-dessus de la tête pour la nuit. Encore plus inquiétant : la majorité des familles ont effectivement été laissées sans hébergement. Le 20 juillet, si 780 personnes avec enfants ont appelé le 115, 576 d'entre elles n'ont pu être prises en charge. La cause ? Pas de place disponible. Les femmes seules avec enfants sont ainsi 60% à ne pas avoir obtenu de solution d'hébergement. Il y a donc en France, en 2011, des enfants qui dorment à la rue. (elle.fr 26.07)

Rappel d'une internaute

"... Nicolas Sarkozy a promis, lundi 18 décembre au soir (2006), que "plus personne ne serait obligé de dormir sur le trottoir" d'ici à deux ans s'il est élu président de la République.

"Je veux si je suis élu président de la République que d'ici à deux ans plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid", a lancé le président de l'UMP lors d'un meeting à Charleville-Mézières, dans les Ardennes.

"Le droit à l'hébergement, c'est une obligation humaine. Si on n'est plus choqué quand quelqu'un n'a plus un toit lorsqu'il fait froid et qu'il est obligé de dormir dehors, c'est tout l'équilibre de la société, où vous voulez que vos enfants vivent en paix, qui s'en trouvera remis en cause", a ajouté M. Sarkozy, sans expliquer comment il ferait pour atteindre cet objectif..."

2- Décomposition de tous les rapports sociaux.

Le "3919", numéro d'appel national destiné aux victimes de violences conjugales, a traité 50.396 appels en 2010, soit 50,2% de plus qu'en 2009, a annoncé mardi la Fédération nationale Solidarité femmes (FNSF) qui gère la plateforme téléphonique.

La majorité des appels au 3919 (violences conjugales info, VCI) donnant lieu à une fiche spécifique, soit 19.707 appels, concernait les violences conjugales, indique dans un communiqué la FNSF, fédération de 68 associations d'aide aux femmes victimes de violences.

Dans 95% des appels pour violences conjugales, il s'agit d'une femme victime d'un homme, et dans 2,1% des cas d'un "*homme victime/femme-auteure*".

En 2010, année où la lutte contre les violences faites aux femmes a été désignée "Grande cause nationale", 223 victimes déclarent avoir été visées par une tentative de meurtre, contre 122 en 2009.

Sur 91.308 appels reçus dont 50.396 traités en 2010, 1.873 mentionnaient d'autres violences (viols, mariages forcés, harcèlement au travail, etc.), et 2.255 étaient relatifs à des informations ou renseignements.

Les violences psychologiques sont présentes dans 87,1% des appels, les violences physiques dans 79,6% et les violences sexuelles dans 5,3% des appels. L'étude révèle en outre que 397 viols conjugaux ont été mentionnés, soit 30% de plus qu'en 2009.

La FNSF note par ailleurs que seulement 42,6% des victimes ont effectué des démarches auprès de la police ou la gendarmerie

(une baisse de 7,2% par rapport à 2009), et que près d'un tiers des victimes ont consulté un professionnel de santé (-3%).

Le nombre d'appels par jour pour violences conjugales a été deux fois plus important lors des campagnes médiatiques, qui "*participent incontestablement à une meilleure connaissance du numéro d'écoute par les femmes en particulier*" mais aussi par les enfants.

La fédération relève aussi un nombre croissant d'appels de jeunes femmes (environ 25% ont moins de 30 ans), "*de plus en plus sensibilisées*".

Sur deux ans, 663.000 femmes ont été victimes de violences physiques ou sexuelles au sein de leur ménage, selon une étude de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales publiée mi-juillet. Moins d'une victime sur dix a déclaré avoir appelé un numéro vert ou rencontré des membres d'une association d'aide aux victimes.

Depuis 1992, la FNSF gère le service téléphonique national d'écoute "Violences Conjugales - Femmes Infos Services", et depuis mars 2007, le service VCI répond au 3919. Les appels sont gratuits et anonymes. (AFP 26.07)

Haut de page

Le 28 juillet

Cette semaine vous n'aurez le droit qu'aux deux pages d'*Informations ouvrières* consacrées à la Tunisie, l'Egypte et la Libye, déjà que j'avais hésité à mettre en ligne leur dossier 4 pages *spécial été 2011* tellement je le trouvais médiocre, leur compte rendu de la "crise" grecque gérée la semaine dernière par les chefs d'Etat et l'UE associé au FMI est en dessous de ce que vous avez pu lire dans le site, je ne sais pas si c'est le site qui s'améliore ou si ce sont eux qui s'enfoncent dans la médiocrité, aux lecteurs d'en juger librement.

De mon côté, j'ai décidé de mettre le paquet sur le volet économique et d'y consacrer le peu de temps libre qu'il me reste, pour essayer de pénétrer davantage dans les rouages les plus complexes de l'économie mondiale afin d'en mieux comprendre le fonctionnement. La plupart des outils financiers qui existent de nos jours existaient déjà à l'état embryonnaire à l'époque où Marx et Engels ont rédigé le Capital, dans certains cas ils figuraient seulement dans le cerveau d'économistes car ne trouvant pas d'applications pratiques au regard du développement de l'économie mondiale à la fin du XIXe siècle, ainsi on peut y puiser des éléments qui peuvent nous mettre sur la bonne piste pour comprendre certains mécanismes, l'examen de passage consiste à ne pas s'y perdre !

En attendant je dois résoudre mon problème de logement, c'est en bonne voie. Pour me faire perdre encore du temps, j'ai appris ce matin au bureau de l'immigration que je dois aller dans un ministère à Chennai (ex-Madras) pour faire valider mon extrait de mariage, traduit en anglais, déjà visé par un notaire, le consul de France à Pondichéry, alors que nous sommes mariés depuis 21 ans, bref, je vais y passer la journée aller/retour. Ils sont devenus complètement cinglés avec leurs formalités débiles, du coup, alors que mon dossier était prêt trois jours avant l'expiration de mon visa (24 juin), cela fait maintenant cinq semaines que je vis en Inde sans visa ! D'ici qu'ils rejettent sur moi la responsabilité de cette situation... Je m'attends à tout de leur part, ils ne doutent de rien. Bref, de la patience, encore de la patience, toujours plus de patience !

Lu dans l'éditorial de D. Gluckstein (IO n°159)

Ce n'est pas une question de volonté, mais une nécessité.

"*Isolé, déstabilisé, le gouvernement Sarkozy oserait-il s'engager dans cette voie périlleuse si, la semaine passée, les dirigeants du Parti socialiste ne s'étaient pas prononcés pour le retour aux 3% dès 2013 ? Poser la question, c'est y répondre.*"

Minoritaire, illégitime, le gouvernement Sarkozy l'est assurément, mais il ne s'agit pas de cela ici, "*isolé, déstabilisé*", ah bon, Sarkozy vient de recevoir le soutien de De Villepin et de Bayrou, et Borloo est apparu ces derniers jours au côté de je ne sais plus quel dirigeant de l'UMP, alors qu'on les croyait fâchés !

Pardi, Sarkozy se gênerait, d'ailleurs Hollande, Aubry, Valls et Cie. n'avaient même pas besoin de réaffirmer que le PS s'alignerait sur le programme réactionnaire de l'UMP à partir de 2012, car en réalité si on reprend toutes leurs déclarations depuis août 2007 (début de la crise), à aucun moment ils n'ont manqué de soutenir le gouvernement, cadeaux aux banquiers, paiement rubis sur l'oncle des intérêts de la dette, "sauvetage" de l'euro, de la Grèce, de l'UE, guerre en Libye ou en Afghanistan, etc. Décidément Gluckstein ne sait plus quoi dire ou inventer, c'est pathétique.

Par ailleurs, et c'est là notre plus grande divergence avec le POI, nous estimons qu'il ne s'agit pas là d'une question de volonté ("oser"), c'est une nécessité pour le représentant du capitalisme en France de s'aligner sur les exigences formulées par l'impérialisme américain qui domine le capitalisme mondial pour lui permettre de placer ses pions et conserver ainsi son rang, ce qui nécessite que les travailleurs de toute la zone euro acceptent de nouveaux sacrifices pour que l'Amérique continue de consommer au même rythme effréné qu'avant la crise, puisqu'au trois quart son économie repose (à coup d'endettement et grâce à la planche à billet) sur sa consommation intérieure, consommation qui absorbe (tant bien que mal) le surplus de la production mondiale dont une partie importante provient de la zone euro.

On aurait pu penser que face à l'avalanche de coups portés par le gouvernement contre les travailleurs, le POI aurait axé son combat contre lui et les institutions, vous n'y êtes pas du tout, les travailleurs doivent chercher le responsable du côté de "*la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne*", et pour à la fois faire diversion et éviter qu'on se demande pourquoi dans cette énumération il manque étrangement le gouvernement et les institutions de la Ve République, Gluckstein pousse l'opportunisme jusqu'à situer sa ligne politique opportuniste "*dans le cadre de l'internationalisme ouvrier*", une manière de la justifier à défaut d'autres d'arguments, ce qui en imposera sans doute aux naïfs ou aux ignorants qui ne comprennent pas ou ne cherchent pas à comprendre pourquoi le mouvement ouvrier est réduit à l'impuissance... C'est dur de porter un regard objectif sur le passé, n'est-ce pas ? On vous y encourage tout de même, c'est dans la souffrance qu'on trouve les remèdes à nos problèmes.

Il y a quelque temps déjà un militant du NPA m'avait soufflé que si on ne parvenait pas à construire un parti dans chaque pays en Europe, il faudrait peut-être s'orienter vers la construction d'un parti ouvrier européen, je lui avais répondu sur un ton ironique qu'il n'a semble-t-il pas apprécié, pourquoi pas un parti mondial pendant qu'il y était, cela permettrait du même coup de résoudre aussi la question de l'Internationale. Bref, rien de sérieux dans tout cela.

Strasbourg, Bruxelles, Washington, non, Paris et ses Palais, c'est moins loin et plus pratique, l'Elysée, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel, le Conseil économique et social...

Procédons dans l'ordre s'il vous plaît, chaque chose en son temps, nous sommes des inconditionnels de l'ordre, de la discipline, de la rigueur, du respect des principes que nous avons adoptés, des objectifs que nous nous sommes fixés, à bas l'opportunisme dans sa version aventurisme ! Il y en a que les grandes phrases ou déclarations impressionnent, désolé.

Je n'ai pas trouvé utile de revenir sur le fait que c'était les chefs d'Etat qui avaient directement négocié à quelle sauce seraient mangé les travailleurs grecs, pas un militant qui se connecte sur le site n'est censé l'ignorer. Lisez attentivement l'interview de J-C Trichet dans cette page, il rappelle qu'il a attendu que Sarkozy et Merkel le sifflent pour accourir, on ne peut être plus explicite, après il faut être d'une malhonnêteté intellectuelle incroyable pour nier dans quel ordre les décisions sont prises au niveau de l'UE et de chaque pays.

Parole d'internaute

A propos de Lagarde et le rapport sur la France du FMI publié hier.

- "*Après 4 ans à Bercy, la liste des records battus par la vice-recordwoman (derrière V.G.E.) de durée au ministère de l'économie et des finances est impressionnante et atteste de son immense compétence, vantée urbi et orbi par la nomenklatura financière internationale et ses médias, et tout à fait digne de celle de son illustre prédécesseur à la tête du F.M.I.:*

(1) Le déficit public français est passé de 56 milliards d'€ en 2008 à 150 milliards d'€ en 2010 et de 2,7 % du P.I.B. en 2007 à 7 % en 2010.

(2) D'après le magazine Challenges du 22 Juin 2011, la dette de la France dépasserait les prévisions en 2011 et 2012. Elle devrait s'établir cette année à 85,4% du produit intérieur brut, avant de culminer (on peut toujours rêver) en 2012 à 86,9%. D'après l'INSEE, la dette française à la fin 2007 était de 1 211,6 milliards d'euros, soit 64,2 % du PIB.

(3) Le déficit du commerce extérieur vole de record en record. En Avril 2011 il dépasse pour la première fois la barre des 7 milliards d'€ mensuels, et bat un nouveau recors en Mai à 7,42 milliards..

(4) Le chômage a augmenté de 0,7 % en Mai, progression record depuis octobre 2009 dans cette catégorie. Sur un an, la hausse atteint 3,8% et représente 151.000 chômeurs de plus inscrits en catégorie A, B et C, ce qui donne un total officiel de 4,1 millions de chômeurs en France métropolitaine et 4,3 avec les domtom.

(5) L'âge de la retraite a été reculé à 62 ans pour permettre aux seniors de cotiser plus longtemps aux caisses de retraite. Or le nombre des chômeurs de plus de 50 ans a progressé de 14,1% en un an avec un nouveau bond de 1,3% en mai.

(6) En 2010, le déficit de l'assurance vieillesse a été de 9,3 milliards d'€ ce qui a servi de prétexte au recul de l'âge de la retraite et l'assurance maladie enregistre un déficit record de de 13,1 milliards d'€, ce qui a servi de prétexte à demander aux français

une économie de 2,5 milliards d'€ sur leurs dépenses de santé en 2011, afin de financer l'augmentation de la consultation de 1 € qui va coûter exactement cette somme à la sé@#$%.

(7) Les achats de biens des ménages français ont diminué de 0,8 % en mai après s'être repliés de 1,4% en avril et de 0,9% en mars. Il faut remonter à l'été 2008, juste avant l'éclatement de la crise financière, pour retrouver trois mois @#$%écutifs de baisse de la consommation en France.

(8) La croissance française est revue à la baisse : 0,9 % au premier trimestre et la BdF prévoit un ralentissement au deuxième trimestre à 0,4 %.

(9) Suite au dessaisissement par lagarce de la justice ordinaire pour un tribunal d'exception, tapie a reçu des contribuables français une somme de 285 millions d'€ d'indemnités, dont la somme record de 45 millions d'€ non imposables pour "préjudice moral". Il est vrai qu'il a sans doute partagé la somme.

Mais restons optimistes. Comme le dit l'adage : les records sont fait pour être battus." (Reuters 27.07)

Politique

France.

Le procureur de la République de Paris Jean-Claude Marin a été nommé mercredi en conseil des ministres procureur général près la Cour de cassation, selon le communiqué diffusé à l'issue du conseil.

Ce poste était vacant depuis le départ à la retraite, le 30 juin, de Jean-Louis Nadal.

Jean-Claude Marin avait été proposé le 6 juillet à ce poste par le ministère de la Justice. Le 19 juillet, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), organe de nomination et de discipline des magistrats, a émis un avis favorable à cette nomination.

M. Marin, 61 ans, pourrait être installé d'ici la mi-septembre dans ses nouvelles fonctions. (AP 27.07)

Chine

Des émeutes ont éclaté dans une ville du sud de la Chine après la mort d'un vendeur de fruits handicapé qui aurait été battu à mort par la police municipale, rapporte le quotidien officiel China Daily.

Des milliers d'habitants de la ville d'Anshun, dans la province de Guizhou, ont exprimé leur colère en jetant des pierres sur la police et en renversant un véhicule gouvernemental, précise le journal.

Les habitants soupçonnent des agents de la gestion urbaine, une sorte de police locale chargée de la lutte contre la mendicité et les infractions mineures, comme la vente à la sauvette, d'avoir frappé à mort le vendeur à l'entrée d'un marché.

Une trentaine de manifestants ont été arrêtés et dix policiers blessés, selon l'agence Chine nouvelle. Les émeutes de ce genre se sont multipliées ces dernières semaines en Chine. (Reuters 27.07)

En réalité il y en aurait de la sorte en permanence que cela ne m'étonnerait pas, c'est le lot quotidien en Inde et personne n'en parle, il faut qu'un incident hors du commun se produise ou un événement particulier intervienne pour que les médias en parlent et le reste du monde en soit informé.

En Inde, au quatre coin du pays se produisent des émeutes quotidiennement, des centaines de manifestations, la précarité touche plus des trois quart de la population et les inégalités sont tellement criantes que la tension est permanente, la violence latente peut exploser à tout moment à n'importe quelle occasion, malheur à celui qui par exemple renverse un piéton ou est impliqué dans un banal accident de la circulation même sans gravité, attroupement, échange de coups, destruction de la moto, de la voiture, du camion ou du bus par des gens qui n'ont rien vu et n'ont aucun lien avec l'accident en question, ils saisissent cette occasion pour se venger aveuglément de l'injustice qu'ils subissent en permanence sur le premier venu.

Et si vous avez le malheur d'être blanc ou étranger par dessus le marché, vous risquez le lynchage pour une simple égratignure à un bras, donc par précaution je ne sors jamais sans emmener un couteau histoire de tenir à distance d'éventuels assaillants, j'ajouterais que ce genre d'incident m'est déjà arrivé et les policiers n'ont rien trouvé à redire que je brandisse un poignard pour assurer ma sécurité face à un individu déchaîné, comme quoi cette précaution n'était pas le fait d'un parano mais était motivée par l'état d'esprit arriéré de la population.

Il faut être blindé ou complètement inconscient pour ne pas angoisser dès que l'on sort de chez soi en Inde, car on risque à tout moment d'être impliqué dans un accident qui peut très mal tourner et vous coûter très cher. A Pondichéry peut-être moins qu'ailleurs en raison de la présence du consulat de France, disons qu'il faut bien tomber, mais bon on ne compte pas sur la chance pour rester en vie !

La plupart du temps on ne peut avoir qu'un point de vue très approximatif de la situation qui existe dans chaque pays, il nous faut donc prendre les informations qui nous parviennent avec beaucoup de prudence avant de les analyser. (Reuters 27.07)

Social

France

1- Le chômage toujours en hausse.

Le chômage a augmenté en juin pour le deuxième mois consécutif en France, les jeunes, les seniors et les chômeurs de longue durée étant particulièrement touchés, montrent les statistiques publiées mercredi par le ministère du Travail et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité au cours du mois) en France métropolitaine a augmenté de 33.600 (+1,3%) pour s'établir à 2.720.400. Sur un an, la hausse est de 1,5%.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a ainsi atteint en juin son plus haut niveau depuis décembre 2010.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la hausse du nombre de demandeurs d'emploi atteint 0,6%, soit 25.200 personnes de plus en un mois, pour atteindre 4.103.700. En rythme annuel, la hausse est de 4,0%.

En juin, les jeunes, les personnes âgées de plus 50 ans et les chômeurs de longue durée ont été particulièrement touchées.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an en catégories A, B ou C a ainsi augmenté de 1,0% en France métropolitaine, portant la hausse sur un an à 10%.

En fonction de l'âge, le nombre de personnes de moins de 25 ans inscrites a augmenté de 1,4% (-4,4% sur un an) en catégorie A et de 1,2% en catégories A, B, C (-1,8% sur un an).

Le nombre des plus de 50 ans a quant à lui augmenté de 2,0% (+13,0% sur un an) en catégorie A et de 1,5% (+14,3% sur un an) en catégories A, B et C. (Reuters 27.07)

2- Voleurs «***au fil de l'eau***».

Mercredi soir, le rapporteur du budget à l'Assemblée, l'UMP Gilles Carrez, qui juge que le compte n'y est pas, a présenté à Valérie Pécresse ses propositions pour trouver 5 milliards d'euros en plus (2 milliards sur les dépenses et 3 milliards sur les niches). Il plaide pour un nouveau coup de rabot de 10 %, visant «*non pas à réduire les taux de chacune des niches mais l'abattement en bout de course*». Ainsi, un contribuable pouvant jusqu'ici déduire 10.000 euros de son impôt sur le revenu n'aura plus droit qu'à 9000 euros. Il prône, concernant la partie non risquée des placements d'assurance-vie, une récupération «*au fil de l'eau*» des prélèvements fiscaux, comme c'est déjà le cas pour les cotisations sociales.

Il suggère également de rendre moins favorables les abattements de prélèvements sur les plus-values immobilières (le gouvernement pourrait par exemple décider que ces prélèvements, qui ne frappent pas les résidences principales et sont réduits au fil des ans, ne soient plus annulés au bout de 15 ans mais de 25 ans). Carrez veut encore mettre fin à certaines pratiques d'optimisation fiscale des grosses entreprises.

Côté dépenses, le rapporteur du budget suggère trois mesures. D'abord, «*équilibrer le bonus-malus automobile qui coûte encore 500 millions d'euros*». Ensuite, «*appliquer un rabot à tous les crédits qui vont aux opérateurs de l'État*» (CSA, Cnil, AMF, Conseil de la concurrence...). Enfin, réduire de 70 % à 50 % la part des économies découlant du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux «*rendue*» aux agents sous forme de hausses de salaires catégorielles. (lefigaro.fr 27.07)

Vous ne trouvez pas qu'ils font preuve de plus d'imagination ou d'audace que nos dirigeants moux, frileux, légalistes, etc. ?

Economie

Or

Le cours de l'or a poursuivi mercredi son irrésistible ascension, s'approchant de 1.630 dollars l'once, dans un marché toujours inquiet de l'impasse des discussions aux Etats-Unis sur le plafond de la dette fédérale.

Les inquiétudes persistantes sur la zone euro contribuaient également à renforcer le marché de l'or. "*L'accord de la semaine dernière sur la dette grecque ne semble pas avoir apaisé le marché, et on voit les taux longs italiens et espagnols continuer de monter... Cela soutient le prix de l'or*", a observé Kathleen Brooks, analyste de Forex.com. (liberation.fr 27.07)

France - FMI

A neuf mois de l'élection présidentielle en France, le FMI invite implicitement les candidats à poursuivre une politique mêlant rigueur et soutien à l'économie et prône une autre réforme des retraites.

Le Fonds monétaire international salue dans son rapport annuel sur la France publié mercredi l'effort de redressement finances publiques engagé dans le pays et juge sa poursuite "*cruciale*" pour soutenir la note "*triple A*" qui lui permet d'emprunter sur les marchés à des taux avantageux.

L'adoption d'une "*règle d'or*" budgétaire accroîtrait la crédibilité de l'engagement des autorités françaises à réduire les déficits, poursuit le FMI, au moment où majorité et opposition se querellent sur le sujet.

"*Le programme de stabilité français trouve un bon équilibre entre les préoccupations de croissance et de soutenabilité*", écrit le FMI, en soulignant qu'"*une importante consolidation budgétaire a été mise en mouvement*" pour réduire le déficit à 3% du PIB en 2013 et 2% en 2014.

Selon l'institution, "*la France ne peut prendre le risque de rater ses objectifs budgétaires à moyen terme, étant donné le besoin de renforcer la mise en oeuvre du Pacte de stabilité et de conserver les coûts d'emprunts à un niveau peu élevé en confortant sa note AAA*".

Garantir la "*soutenabilité*" des finances publiques de la France à long terme nécessitera de réformer plus profondément les systèmes de retraite et de santé, ajoute le FMI.

"*Une nouvelle hausse future de l'âge légal de la retraite liée à l'accroissement de l'espérance de vie éviterait la poursuite de la pression budgétaire*", écrit-il, en soulignant que les travailleurs français passent plus de temps à la retraite que tous leurs homologues des pays avancés.

Le FMI avait déjà appuyé en 2010 la décision de la majorité de reporter de 60 à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite sous le règne de son ancien directeur général, le socialiste Dominique Strauss-Kahn, s'attirant des critiques au PS.

Quant aux dépenses de santé, "*des gains de productivité continus sont nécessaires pour éviter une hausse non-soutenable des dépenses de santé et de soins de longue durée*", lit-on.

La France doit aussi s'améliorer sur d'autres fronts déjà bien connus, poursuit le FMI, en relevant sa compétitivité et en facilitant l'emploi des jeunes et des personnes peu qualifiées. (Reuters 27.07)

Chypre

L'agence de notation a abaissé de deux crans la note de Chypre, membre de la zone euro. La destruction d'une centrale électrique et la dépendance de l'île à l'économie grecque fragilise le plan de réduction de sa dette.

Sa dette est désormais évaluée à Baa1, contre A2 auparavant, décision assortie d'une perspective négative. En clair, Chypre, qui se retrouve désormais à deux crans de la catégorie «spéculative», pourrait encore être abaissée dans les prochains mois. (lefigaro.fr 27.07)

Grèce

Standard & Poor's a annoncé mercredi un nouvel abaissement de la note de crédit de la Grèce, la ramenant de "CCC" à "CC" ce qui relègue un peu plus encore le pays en catégorie spéculative.

L'agence de notation, qui a attaché une perspective négative à sa note, a souligné que le plan de restructuration de la dette du pays contenu dans le deuxième sauvetage de la Grèce plaçait cette dernière dans une situation de "*défaut sélectif*".

Selon la restructuration proposée pour la Grèce, qui demandera aussi une contribution des détenteurs d'obligations du secteur privé estimée à 50 milliards d'euros d'ici la mi-2014, les banques et les assureurs pourront volontairement échanger leurs obligations grecques contre des titres à échéances allongées et à taux plus bas.

"*A notre avis, les termes de l'échange et aussi les termes du roulement semblent défavorables aux investisseurs*", écrit S&P qui considère la Grèce comme un emprunteur en difficulté.

"*Selon nos critères, nous caractérisons un emprunteur en difficulté comme ne pouvant, sans aide, rembourser sa dette à temps et en totalité*".

S&P ajoute "*la probabilité d'un défaut futur sur les nouveaux titres devrait rester élevée*."

"*Nous pensons que nous assignerons une notation basse en catégorie spéculative à la Grèce, compte tenu du fait que nous pensons que la Grèce continuera à être affectée par un niveau élevé de dette par rapport à son produit intérieur brut (PIB), à un peu moins de 130% du PIB à la fin 2011 et par des perspectives de croissance incertaines même après la conclusion de la restructuration de la dette*," écrit l'agence. (Reuters 27.07)

Ce qui les rongent littéralement ou ce que ces parasites ont du mal à digérer, c'est qu'ils vont devoir moins se gruger que prévu sur la bête en étant conduit à échanger leurs obligations grecques contre des titres à échéances allongées et à taux plus bas comme il est dit plus haut. Ils ont trop tiré sur la corde, ils doivent donc lâcher du lest pour éviter qu'elle ne rompe et prendre le risque de tout perdre.

Ils se rattraperont sur le prolétariat des autres pays de l'UE que les différents gouvernements s'apprêtent à nouveau à saigner. Maintenant la question est de savoir où se situe la limite au-delà de laquelle la classe ouvrière refusera tout sacrifice supplémentaire, avec la poursuite de la hausse du chômage et des prix dans tous les pays de l'UE à l'exception de l'Allemagne, il arrivera bien un jour où cette limite sera atteinte, alors la quantité se transformera en qualité et débouchera sur une explosion sociale incontrôlée, sur l'ouverture d'une crise révolutionnaire,

Ils ne pourront pas échapper à ce processus dialectique inéluctable, la question qui devrait nous occuper devrait être de s'y préparer et d'y préparer les travailleurs pour affronter cette situation dans les meilleures conditions possibles, ce qui est loin d'être le cas...

On se demandera aussi s'ils ont bien mesuré quelles seraient les conséquences d'une révolution dans un pays de l'UE ou de la zone euro, je n'en suis pas du tout certain. Souvenons-nous qu'à la veille de la Seconde guerre mondiale, les Français et les Britanniques ont espéré qu'Hitler n'irait pas jusqu'à mettre le monde à feu et à sang, alors que la chose était entendue et que rien ne le ferait reculer, l'industrie de guerre tournant déjà à plein régime...

Plus proche de nous, on aura à l'esprit que la chute de Lehman Brothers a été sciemment provoquée par des requins de la finance et concurrents qui préfèraient que la bulle immobilière dont ils avaient parfaitement conscience éclate pour ainsi dire sous contrôle plutôt qu'à l'improviste, afin jugeaient-ils de pouvoir garder la maîtrise de cette nouvelle crise et définir eux-mêmes les moyens d'en sortir, les imposer aux différents gouvernements qui s'en feraient sans surprise les complices.

Cette analyse n'a guère été reprise par les partis ouvriers incapables de prendre du recul sur les évèvements, car pour eux il est inimaginable que les auteurs du déclenchement d'une crise soient ceux qui en profiteront eux-mêmes, alors que cela tombe sous le sens quand on y réfléchit un instant, il n'est pas obligatoire que les choses se passent ainsi, mais là cela fut bien le cas.

Lehman Brothers avaient camouflé des actifs pourris en quantité colossale, ses concurrents également, dans le milieu de la finance tout le monde le savait plus ou moins, certains économistes avaient tiré la sonnette d'alarme depuis un moment déjà, d'autres avaient préféré faire l'autruche, Les J-P Morgan, Goldman Satch, City groupe et Cie. ont eu sa peau, ils se sont partagés sa dépouille à moindre coût et les affaires sont reparties de plus belles comme si rien ne s'était passé.

On peut ajouter comme élément clé à cette argumentation, que les agences de notation avaient attribué la note AAA à Lehman Brothers la veille de sa chute, tout comme à ses concurrents, alors qu'elles étaient particulièrement bien placées pour savoir à quel niveau ces banques et institutions financières s'étaient livrées à la titrisation d'actifs douteux susceptibles à tout moment de devenir pourris les défauts de paiement de leurs clients devenant chaque mois plus nombreux. Normal, puisque les acteurs qui sévissent dans les agences de notation américaines sont les mêmes qui dominent les marchés financiers et qui occupent une place dominante au sein de la Fed. On comprend mieux comment fonctionne ce mécano quand on a à l'esprit que la Fed, les principaux établissements financiers et les marchés ne font qu'un, ce qui n'empêche pas évidemment les différents secteurs financiers de se livrer à une guerre sans merci.

Et si on se demandait pourquoi les agences de notation avaient maintenu malgré tout la plus haute note à ces institutions financières, c'était tout simplement pour éviter d'affoler leurs millions de clients qui sinon se seraient précités à temps pour retirer le capital qu'ils y avaient déposé ou solder leur plan de retraites ou d'assurance vie, il était entendu qu'ils devraient être les

principaux perdants de cette vaste escroquerie, le solde de l'ardoise serait payé par les travailleurs du monde entier, principalement par ceux des pays où ils disposent d'un niveau de vie supérieur aux autres, ceux de la zone euro en priorité.

Un autre exemple me viens à l'esprit, General Motor endettée à hauteur de 70 milliards de dollars, colossale n'est-ce pas ? Un simulacre de cessation de paiement, l'Etat renfloue GM, la firme américaine ferme des milliers de points de vente, quelques usines, licencie des dizaines de milliers de salariés avec l'argent reçu de l'Etat, et quoi, deux ans plus tard elle renoue avec les bénéfices et les actionnaires se remplissent à nouveau les poches. Cela fait penser à un dérapage contrôlé.

Les choses auraient pu mal tourner cependant, loin de nous l'idée de le nier, on ne prétend pas qu'ils peuvent tout prévoir ou maîtriser, car il ne suffit pas de provoquer le déclenchement d'une crise pour en conserver le contrôle, il faut aussi que les acteurs les plus violemment frappés par cette crise soient neutralisés ou réduits à l'impuissance, ce qui est rendu possible avec des syndicats corrompus et des travailleurs qui ont un niveau de conscience politique au ras des pâquerettes, sans parti pour organiser leur résistance et leur mobilisation, c'est valable pour les Etats-Unis comme pour les autres pays du monde à des degrès différents en fonction du développement du mouvement ouvrier.

Haut de page

Le 29 juillet

Notre prochaine causerie portera sur la Fed (la banque centrale américaine), si j'en trouve le temps. En attendant je mettrai en ligne les articles les plus intéressants que j'ai trouvés sur le Net. J'ai réussi à faire repartir le système de l'ordinateur de bureau.

En principe je déménage le 1er, le 2 ou le 3 août. Lundi matin je dois encore me rendre au bureau d'immigration et cette après-midi je dois aller faire un tas de photocopies pour compléter mon dossier. Ce matin j'ai essayé de téléphoner au Minister of external affaires à Chennai pour éviter d'y aller et de perdre une journée, en vain, la ligne téléphonique était trop mauvaise ! Ici la moindre petite chose prend des proportions sidérantes, c'est à se taper la tête contre les murs.

Hier je vous disais qu'en Inde il y avait des centaines de manifestations quotidiennement à travers tout le pays, en jetant un coup d'oeil à l'écran du téléviseur pendant que Magueswary regardait les infos sur une chaîne en tamoul, en dix minutes, j'ai vu des images de trois manifestations qui s'étaient déroulées dans la journée dans des grandes villes du Tamil Nadu, vous ajoutez celles qui ont eu lieu dans des villes moins importantes et vous multipliez le total par 24 ou 25 Etats incluant les Territoires de l'Union indienne et vous dépasserez la centaine de manifestations par jour.

L'article que j'ai évoqué sur les "retrouvailles" entre Sarkozy et Bayrou datait du 27 juillet.

La méthode Coué a du plomb dans l'aile ou quand la réalité les rattrape plus vite que leur ombre !

Un vrai régal... ou un cauchemar.

Le 21 juillet Sarkonapoléon avait "*sauver l'euro*" lors d'un accord "*historique*", du coup miraculeusement il remontait de 6 points dans les sondage, et patatras voilà qu'une semaine plus tard on nous dit à propos de la Grèce et de la zone euro qu'absolument rien ne serait réglé et que la situation pourrait rapidement dégénérer, dans "*un jour ou deux comme celui-ci et le pays se retrouvera dans une situation pire qu'avant*» selon Paul Donovan, économiste chez UBS, tandis que chez Bank of America Merril Lynch on "*estime qu'il faudrait 290 milliards d'euros pour défendre l'Italie et l'Espagne s'ils étaient attaqués par les marchés. Or, il n'a que 220 milliards d'euros à disposition.*".

Plus fort encore, "*Un membre de la Banque centrale européenne (BCE) a estimé qu'il faudrait augmenter l'enveloppe du FESF (Fonds européen de stabilité financière) jusqu'à 1000 milliards d'euros. Les économistes du centre d'étude européen CEPS estiment pour leur part le besoin à 4000 milliards d'euros.*", qui dit mieux, en fait le niveau d'endettement de l'UE devrait atteindre ou dépasser celui des Etats-Unis, la course folle vers l'abyme est en train de prendre une tournure aux conséquences imprévisibles et incontrôlable. Car il faut ajouter à ce scénario plutôt pessimiste l'effet combiné que produirait un défaut des Etats-Unis sur leur dette colossale, pour que les choses s'emballent à l'échelle mondiale et que leur systèmes'écroule pour de bon, 2007 n'ayant été qu'une répétition générale avant le grand saut dans l'inconnu que constituerait la dislocation du marché mondial.

A quoi bon produire plus si on ne peut pas consommer davantage, non, il faut tout détruire et tout reconstruire... Vous ne pensez pas que plus d'un parmi les maîtres du monde se livrent à ce cynique calcul ? Seront-ils assez dingues pour le mettre en pratique ? S'ils jugent qu'il en va de leurs intérêts fondamentaux, on peut craindre le pire.

La volonté ne fait que suivre la nécessité.

On ne confondra pas avec la situation du pauvre type qui accepte n'importe quel emploi uniquement par nécessité, pour survivre, il n'a pas le choix sur le plan économique et humain, c'est son existence qui est en jeu, contrairement aux capitalistes auxquels la nécessité ne s'applique que sur le plan économique, pour préserver leurs privilèges, c'est d'ailleurs uniquement sur ce plan-là qu'ils peuvent s'employer à les justifier, même si rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. Et quand la doctrine sociale de l'Eglise justifie l'existence des riches et des pauvres, elle se place sur le même plan que les capitalistes pour justifier l'existence du système économique actuel avec les inégalités et les injustices qui l'accompagne, et non sur un plan strictement humain qu'elle revendique mais qui lui est totalement étranger, car rien ni personne ne peut justifier l'esclavage.

Politique

France

Europe Ecologie-Les Verts. Hulot : Un déchet des multinationales non recyclable.

Evoquant un «*immense gâchis*», Nicolas Hulot estime que «*cela ne sert à rien d'insister*», «*si je ne leur apporte pas grand-chose (à EELV)*» et que dans ce cas, «*il vaut mieux que je reprenne une autre forme d'engagement*».

«*La personnalisation de la politique, on peut la regretter. Mais dans ce cas-là, à quoi bon me faire la danse du ventre pendant des années pour que je vienne les rejoindre? C'est tout le paradoxe de leur attitude*», poursuit Nicolas Hulot. «De Jean-Vincent Placé à Dany Cohn-Bendit, en passant par Cécile Duflot et Noël Mamère, ils n'ont eu de cesse de me demander de les rejoindre. Mamère m'a dit que j'étais le seul candidat possible. Et pourtant, il fut le premier à m'envoyer des banderilles à partir du moment où je me suis présenté. À un moment, je ne sais pas quel diplôme de psychologie il faut avoir pour comprendre leur fonctionnement», insiste-t-il.

«*Les médias sont conditionnés par la façon traditionnelle de faire de la politique. Les électeurs aussi. Et plus que les électeurs, les militants. Ils aiment les formules, ils aiment les ennemis désignés. Prononcez cinq fois le mot Sarkozy dans un discours: vous provoquez des orgasmes…*», estime-t-il. Et d'ajouter: «*Ce qui est très étonnant chez les écologistes, c'est que certains ne s'appliquent pas à eux-mêmes les valeurs qu'ils prônent pour les autres. La sensibilité écologiste dans la société ouvrait une voie royale à Europe Écologie. Mais, à mon avis, là, tel que c'est parti, c'est raté.*» (liberation.fr 28.07)

Il lui reste ses amis Borloo, Chirac, Sarkozy, Bouygue, etc. Ce type-là est répugnant, il incarne la négation de la lutte des classes, l'état de conscience du petit bourgeois prêt à tout pour préserver son petit confort, un cadre de vie agréable. On pourrait se dire que ce n'est pas une tare et que tout le monde aspire légitimement au bien-être.

Le problème, c'est que ces gens-là s'en foutent que le prolo n'ait pas les moyens de se poser ce genre de questions parce qu'ils croulent sous un tas de problèmes liés à la précarité et la pauvreté. Ils font partie des petits bourgeois qui conçoivent qu'il faut s'attaquer aux conséquences désastreuses de la survie du capitalisme, celles qui les concernent directement, mais sans jamais s'attaquer à leurs origines qui poseraient la question de la nécessité d'abolir le capitalisme.

Comme ils mettent en avant des questions qui concernent l'ensemble de la population, ils peuvent facilement se faire passer pour des défenseurs de l'intérêt général, alors qu'en réalité ils ne visent que leur petit bien-être qu'ils tiennent à préserver et qui coïncide avec celui de la classe dominante. Leur niveau de conscience ne va pas plus loin que la plupart des militants qui finalement se contentent de défendre leurs intérêts particuliers ou leurs statuts et qui prétendent défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière.

Les rôles sont ainsi bien répartis entre ceux qui défendent l'intérêt général et qui se réclament ouvertement du marché, et ceux qui défendent les intérêts collectifs de la classe ouvrière et qui s'accommodent du capitalisme. On aurait pu ajouter concernant ces derniers, au nom du socialisme.

Estrosi et Borloo des anti-FN ? Pas vraiment.

Borloo, l'anti-Le Pen? Il n'en a pas toujours été ainsi. Dans une interview parue le 10 février 1993 dans l'hebdomadaire Minute, "*Jean-Louis Borloo avec Le Pen, pourquoi pas?*", celui qui est alors maire de Valenciennes est interrogé sur ses alliances. "*Personnellement, j'ai des rapports corrects avec les gens du FN de ma région, et je ne serais pas contre, répond Jean-Louis Borloo. Mais s'il devait y avoir des alliances, il faudrait que toute la droite suive. Celui qui prendrait cette initiative tout seul se ferait descendre politiquement*."

Tout à sa volonté de se démarquer de "*l'ambiguïté de l'UMP vis-à-vis du Front national*", Jean-Louis Borloo aime rappeler ces temps-ci qu'il "*avait refusé de devenir président de la Région Nord-Pas-de-Calais grâce à l'appui d'une voix FN en 1992*". Le conseiller régional du Nord, Jean-Pierre Gendron, conteste cette version. "*Nous avions passé un accord avec Jean-Louis Borloo, alors sans étiquette, pour lui donner nos voix afin que la présidence de la région ne bascule pas à gauche, explique l'élu FN. L'accord a achoppé à cause d'un maire RPR de la région, mais Borloo était d'accord sur le principe.*" Après avoir quitté

Génération Ecologie, Jean-Louis Borloo cherchait à se repositionner au sein du jeu politique afin de préparer les élections législatives de 1993.

En mars 1998, Christian Estrosi, le futur ministre de l'Industrie de Nicolas Sarkozy plaidait pourtant pour une alliance entre le RPR et le FN en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). L'ancien maire frontiste de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, raconte: "*Christian Estrosi avait participé aux négociations et aurait été mon vice-président en cas d'entente.*" Mais Jean-Marie Le Pen a finalement rejeté les conditions de la droite et l'accord a capoté.

Malgré la stratégie du cordon sanitaire édictée dès les années 1980 par Jacques Chirac, de nombreux accords locaux ont été signés. Selon le politologue Erwan Lecoeur, les régionales de 1998 sont un moment particulier dans la relation entre la droite et l'extrême droite. "*Lors des législatives de 1997, le FN avait réussi à se maintenir dans 133 circonscriptions et avait provoqué de nombreuses triangulaires. En 1998, l'idée d'une alliance avec le Front apparaissait comme l'unique alternative pour que les régions ne basculent pas toutes à gauche*". Dans cinq d'entre elles, défiant la consigne nationale, la droite pactise alors avec les élus frontistes.

Avec l'essor de la Droite populaire au sein de l'UMP, c'est la fin d'une certaine imperméabilité idéologique, selon l'historien Stéphane François. "*Au nom d'un combat contre le politiquement correct, un grand classique de l'extrême droite, la frange réactionnaire de l'UMP fait tomber certains tabous, rendant floues les frontières entre la droite de gouvernement et l'extrême droite.*" (lexpress.fr 28.07)

Economie

Japon

Dommage collatéral de la crise «sans précédent» que connaît le Japon, selon le gouvernement, le pionnier nippon Sony vient d'annoncer un vaste plan de restructuration censé lui faire économiser 830 millions d'euros. Résultat : il va supprimer 8 000 emplois (sur 160 000).

«Quasi impuissant». Le groupe vient de fermer son usine de bandes magnétiques en France (à Dax) et se prépare dans la douleur à une réduction de 30 % de ses investissements l'an prochain (notamment en Europe). Cadors traditionnels de leur secteur, les rivaux japonais de Sony, maîtres de la puce, de l'informatique, des télécoms ou des écrans plats, vacillent eux aussi, déstabilisés par une concurrence étrangère, surtout asiatique, beaucoup plus agressive. «*C'est très simple, résume Jacques Colleau, consultant Asie et Japon en électronique. Depuis des années, le Japon constate, quasi impuissant, le grignotage incessant de ses parts de marché par ses voisins coréens et chinois dans le domaine des technologies B2C [de professionnels à consommateurs, ndlr]*». Le voici par exemple distancé dans les écrans plats par la Corée du Sud, nouveau champion incontesté, avec ses leaders mondiaux Samsung - auquel Sony a été contraint de s'associer - et LG allié au néerlandais Philips. Malgré son savoir-faire dans les écrans plats, un fleuron japonais comme Sharp souffre. Autre exemple frappant, celui de la télévision sur téléphones mobiles, devenue possible au Japon… trois ans après la Corée du Sud. «*Quant à la Chine, assure Jacques Colleau,elle rattrape son retard dans bon nombre de niches de pointe, comme les nanotechnologies, à un rythme souvent très impressionnant. Les élèves ne sauraient tarder à dépasser le maître.*»

Pionniers. Ce n'est pas tout. L'effondrement de la demande mondiale dans les composants et l'électronique grand public (micro-ordinateurs et téléphones portables surtout) et la forte et récente hausse du yen (face au dollar et à l'euro) pénalisent gravement la compétitivité et les exportations des industriels électroniques nippons soudain contraints, comme les douze constructeurs automobiles japonais (Libération de mardi), de stopper carrément la production ou de licencier en masse. La production industrielle du Japon s'est effondrée de 8,1 % en novembre par rapport à octobre, soit le pire recul enregistré depuis cinquante-cinq ans, et affiche un repli de 16 % sur un an. Le pays a essuyé un déficit commercial de 1,8 milliard d'euros, le deuxième d'affilée, en raison de la chute abyssale des exportations vers les Etats-Unis, l'Europe et la Chine.

Hitachi (premier ou second fabricant d'électronique grand public selon les niches au Japon) et Toshiba (premier fabricant nippon de semi-conducteurs), qui avaient déjà supprimé 20 000 emplois chacun entre 2002 et 2004, s'apprêtent à licencier de nouveau. Idem au sein des pionniers Nec et Fujitsu, contraints à de nouvelles réductions d'effectifs. L'électronique japonaise n'en finit pas de tomber de son piédestal. (liberation.fr 28.07)

Haut de page

Le 30 juillet

J'ai ajouté quelques articles sur la Fed, le cartel des banques américaines, décapant, stupéfiant, à couper le souffle, à tomber littéralement sur le cul ! Je n'ai pas encore eu le temps de les lire. Je verrai par la suite si j'ajoute des articles en anglais et

des vidéos. Pour le coup, on va de nouveau revoir entièrement notre copie pour voir s'il faut lui apporter des modifications, à quel niveau et lesquelles.

Faire tourner la machine capitaliste, forger ses chaînes...

Entre 2005 et 2010, le marché mondial a très largement été soutenu par le passage du tube cathodique à l'écran plat. L'avancée technologique, visible à l'œil nu, constitue un véritable avantage pour l'utilisateur. Est ensuite venu le passage de l'analogique au numérique (TNT). La télé en 3D devait prendre le relais. (lefigaro.fr 29.07)

Les partisans de la décroissance crient au scandale et les adeptes du productivisme hurlent à l'hérésie dès qu'on évoque une baisse de la production. Les uns et les autres ont raison et tort... mais pas au bon endroit ! Les premiers pratiquent l'amalgame, ils prennent en compte la croissance globale sans tenir compte qu'une grande partie de la population mondiale n'a pas accès au marché, tandis que les seconds procédent par abstraction et refusent de prendre en considération qu'une partie de la population surconsomme, gaspille les ressources de la planète qui ne sont pas illimitées, comme si le fait qu'elle consomme toujours plus serait un facteur de progrès, on se posera la question pour qui, alors que c'est exactement l'inverse qui est vrai, tant qu'elle continuera de surconsommer le reste de la population pourra continuer de végéter et de fournir aux marchés les matières premières et la manoeuvre à bon marché.

Bref, on aura compris que pour les uns et les autres, l'essentiel c'est que les couches de la population qu'ils représentent continuent de consommer en s'en foutant bien du reste, leurs discours servent également à se donner bonne conscience.

Nous condamnons la théorie de la décroissance, mais pas pour une raison idéologique ou aveuglément. Les arguments avancés par les adversaires de la décroissance font penser à ces gens qui défendent leur droit de pouvoir consommer à outrance et qui se mobilisent pour défendre leurs privilèges par rapport aux autres couches de travailleurs, en se moquant bien de savoir si tout le monde peut consommer au même niveau qu'eux et peut se mobiliser pour des revendications sociales ou leur situation qui ne les concernent pas directement.

C'est cet état d'esprit qui règne majoritairement dans la population et le mouvement ouvrier notamment, qu'on nous permette de ne pas le partager et de faire preuve d'un peu plus de conscience de classe et de discernement. Voilà qui va faire hurler les ouvrièristes et opportunistes de tous poils, cela tombe bien car c'était le but de cette réflexion.

De la même manière que nous prenons en compte la situation sociale de l'ensemble des travailleurs à l'échelle mondiale, nous considérons que l'ensemble des exploités forme un tout indivisible, travailleurs du secteur public et privé confondus, qu'ils devraient bénéficier des mêmes droits et de la même protection sociale. Le faire comprendre aux travailleurs et aux militants devrait être une de nos tâches dans le cadre de leur éducation politique.

Les arguments des uns et des autres ne peuvent que conduire à diviser les masses exploitées qui devraient être unies dans un même combat à la fois contre le patronat et l'Etat. Difficile à imaginer quand on a des syndicats financés par l'Etat et quand les fonctionnaires ignorent qu'ils ont un patron ou que l'Etat n'est pas au-dessus des classes mais possède une nature sociale, celle de la classe dominante.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, la crise actuelle conduit tous les acteurs à enchaîner les analyses économiques, mais apparemment aucun parti ne tient vraiment à la relier aux contradictions qui constituent les fondements du capitalisme, du coup et c'est logique, ils minimisent ou font abstraction du rôle de l'Etat et des institutions, cela se tient, non ?

On a là une occasion rêvée pour faire prendre conscience aux travailleurs et jeunes comment fonctionne la société capitaliste. On a essayé dans ces causeries d'aborder très simplement les questions économiques qu'il est essentiel de comprendre pour analyser correctement la situation et de quelle manière elle pourrait évoluer.

Dans le bandeau défilant en haut de l'écran : « *Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.* » (Henry Ford), allez donc dire cela à nos dirigeants...

La plupart de ces causeries étaient accessibles à la plupart des travailleurs et des militants. On a volontairement laissé de côté les questions relatives aux rapports de production, au procès du capital, etc. pour se concentrer sur les manifestations de cette crise telles qu'elles apparaissent au grand jour. Nous n'allons pas y revenir ici, c'était juste pour signaler qu'un parti ouvrier digne de ce nom aurait dû profiter de la réflexion qui parcourt toutes les couches de la société pour les aider à comprendre que le capitalisme repose sur le vol, le pouvoir arbitraire qu'il s'attribue de créer de la monnaie (de l'endettement surtout) pour assurer sa survie, de spéculer sur le bien d'autrui, de l'hypothéquer pour s'enrichir davantage, etc. le tout le plus légalement du monde et justifier par les institutions politiques qui sont à son service...

L'Etat, les banques, les institutions financières, les grandes entreprises disposent de pouvoirs exhorbitants que n'a pas le simple travailleur qui pourtant produit les richesses, et gare à lui s'il s'avise de remettre en cause ces privilèges. Au nom de quoi,

il n'existe pas de réponse satisfaisante à cette question, les partisans du capitalisme le savent très bien, c'est la raison pour laquelle un des leurs l'a dit explicitement récemment en affirmant que le capitalisme avait toujours existé (Onfray, lors d'un passage à l'émission *On n'est pas couché*), une manière comme une autre d'évacuer cette question déterminante et de se donner bonne conscience au passage, ses maîtres auront apprécié à n'en pas douter.

On peut également assimiler le capitalisme à un coup de force permanent, à une violation d'un droit fondamental, celui de disposer librement de l'intégralité du produit de son travail, de déterminer à quoi va servir son travail, à une guerre de rapine, à une guerre de classe qui se déroule à armes inégales, le capitaliste n'ayant pas à justifier le recours à l'exploitation de la force de travail, pourquoi, comment, combien, pour qui il produit des marchandises (services inclus) tandis que celui qui crée les richesses a tout juste le droit de se plier aux exigences du capitaliste, d'en subir la loi, comme s'il n'était qu'un pion insignifiant dans la société que l'on peut facilement remplacer par un autre en période de chômage de masse.

Le capitaliste peut s'endetter à coup de millions ou milliards d'euros, il fixe le prix de la force de travail, des matières premières, des marchandises qui seront vendues aux producteurs, il dispose de tous les pouvoirs, tandis que le travailleur n'en dispose d'aucun dans les domaines qui viennent d'être cités. Une infime minorité dispose donc de tous les pouvoirs y compris politiques et impose sa loi à une majorité qui n'en dispose d'aucune, voilà pour leur république et démocratie.

Le capitaliste a la liberté d'imposer sa loi, le travailleur a la liberté de refuser de s'y plier et de crever de faim. Parler ensuite d'égalité entre eux est grotesque et indécent, en quoi consiste-t-elle au juste, le capitaliste a le droit d'être ce qu'il est ou son contraire, il a donc le droit de revendiquer son statut et les privilèges qui vont avec, c'est son choix librement consenti d'exploiter des travailleurs ; du côté du travailleur, il a le choix entre sa situation ou devenir à son tour capitaliste, ah ben non, cela ne fonctionne pas ou très rarement dans ce sens, comme c'est étrange, l'égalité n'existe pas alors, c'est un leurre ! Quant à la fraternité entre l'affameur et l'affamé, le licencieur et le licencié, le propriétaire et son locataire expulsé, l'exploiteur et l'exploité, on ne doute pas un instant qu'elle alimente les discussions chez les réformistes, les social-libéraux, les altermondialistes, les francs-maçons, etc. c'est une misérable escroquerie, tous ceux qui s'en réclament pratiquent en fait la collaboration de classes. (A suivre)

Si j'ai un conseil à donner aux lecteurs : lisez les articles que j'ai mis en ligne sur la Fed et le cartel des banques américaines à la lumière de cette causerie et des précédentes qui traitaient d'économie et dites-nous franchement qui de nous ou des partis ouvriers s'activent le plus pour aider les militants à comprendre la situation. Avons-nous raison ou tort d'être intransigeant sur les principes face à un ennemi au pouvoir tentaculaire et aux moyens phénoménaux pour le conserver ? Comment ne pas comprendre ou ne pas être convaincu qu'on aura absolument besoin d'une armée de combattants révolutionnaires conscients pour terrasser notre ennemi ?

Lisez attentivement ces articles, je le répète, c'est démentiel, cela dépasse tout ce qu'on pouvait imaginer (qu'on savait déjà plus ou moins, les détails en moins), pas de quoi pour autant baisser les bras. J'ai l'impression qu'on est vraiment des bricoleurs du dimanche, pour ne pas dire des charlots, je veux parler des partis ouvriers qui possèdent ces données mais ne les ont jamais exploitées, encore une fois il faut hélas se poser la question : pourquoi ? Pourquoi ? Et dire que 99,99% des militants et travailleurs en ignore tout... Les mots nous manquent...

Politique

1-France

1.1- En famille. Quand le flic-président reçoit un soutien Royal...

Eric Ciotti, député et secrétaire national de l'UMP en charge de la sécurité, a déclaré vendredi au quotidien *Le Parisien* qu'il avait déposé une proposition de loi visant à créer une sorte de service citoyen pour les mineurs récidivistes, encadré par d'ex-militaires, une mesure "*voulue*" selon lui par le chef de l'Etat.

Mme Royal, a relevé que "*Nicolas Sarkozy se rallie à une de mes propositions de la présidentielle de 2007 et d'aujourd'hui*" et elle le met au défi d'agir.

"*J'ai trouvé une solution, la droite s'en empare, qu'elle le fasse tout de suite, les Français en ont assez des promesses sans lendemain*", a déclaré Mme Royal en marge d'une visite dans le quartier sensible du Mirail à Toulouse.

M. Ciotti a indiqué que sa proposition "*consiste, pour un mineur de 16 ans qui a été condamné, à exécuter sa peine au sein d'un Etablissement public d'insertion de la Défense (Epide)*".

Pour Ségolène Royal la proposition de loi de M. Ciotti "*est un prétexte pour reporter la mesure à des lendemains incertains*".

Elle a aussi demandé un "*moratoire sur la fermeture des régiments car on ne peut pas dire à la fois qu'on va mettre en*

place l'encadrement éducatif militaire des jeunes délinquants et, de l'autre côté, continuer à fermer" les casernes. (lexpress.fr 29.07)

Ne vous frottez pas les yeux, vous avez bien lu ! Alors on le fait ce front unique avec cette racaille militariste ? A bas le PS, le bras gauche du parti de l'ordre !

1.2- Racket de l'Etat et impunité des patrons.

35 euros. C'est ce qu'il faudra débourser en timbres fiscaux à partir du 1er octobre pour pouvoir engager une procédure aux prud'hommes – juridiction chargée de statuer sur les litiges entre employeurs et salariés. La mesure a été votée le 6 juillet au Sénat lors de l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 2011.

L'article 1635 bis Q.-I. précise qu'«*une contribution pour l'aide juridique de 35 euros est perçue par instance introduite en matière civile, commerciale, prud'homale, sociale ou rurale devant une juridiction judiciaire ou par instance introduite devant une juridiction administrative*».

Les autres instances étaient déjà payantes mais, historiquement, l'accès aux prud'hommes avait toujours été gratuit.(liberation.fr 29.07)

1.3- Lagarde et le fisc français n'était pas sans le savoir.

Les affaires de Bernard Tapie recèlent encore quelques zones d'ombre. Selon une enquête de Charlie Hebdo complétée par Rue89, l'homme d'affaires aurait cherché à se soustraire au fisc en transférant une partie de ses avoirs en Belgique.

Cette opération aurait été réalisée en deux fois. En octobre 2010 tout d'abord, Bernard Tapie créé en Belgique une société baptisée «GBT Holding» dotée, selon Rue89, d'un capital de seulement 20.000 euros. En atteste un acte consigné par le greffe de Bruxelles et dont le site s'est procuré la copie.

Deux mois plus tard, l'homme d'affaire procède à une augmentation de capital de cette holding, en lui transférant 60.999 parts du Groupe Bernard Tapie (GBT) basé en France, pour une valeur de plus de 215 millions d'euros. Une façon discrète de transférer son patrimoine à l'étranger, dans un pays où la fiscalité est plus avantageuse. Rue89 relève par ailleurs qu'à la même période, Bernard Tapie assurait au député socialiste Jérôme Cahuzac qu'il ne lui restait que 100 à 120 millions d'euros de patrimoine…

Ventures Limited, pour dissimuler des sommes d'argent à l'expert-comptable chargé de liquider ses dettes, révèle cette semaine le Canard Enchaîné. L'avocat de Bernard Tapie dément l'existence même de cette société. De son côté, le journal satirique, qui ne cite pas de source, fournit un extrait de bordereau de virement en provenance de Superior Venture Ltd.

Filiale d'une société établie en Malaisie et détenue pour moitié par Bernard Tapie et pour moitié par André Guelfi, homme d'affaires notamment condamné dans le cadre de l'affaire Elf pour abus de biens sociaux, Superior Ventures Limited encaissait notamment les revenus liés à ses prestations musicales - 120.000 euros de droits d'auteur pour avoir chanté «C'est beau la vie» sur un album de Doc Gyneco - et publicitaires - 250.000 euros de cachet pour la campagne des magasins Connexion -.

Grâce à la Superior Ventures Limited, Bernard Tapie aurait également perçu 12.000 euros par mois de salaire entre 1997 et 2000. Selon l'expert-comptable interrogé par le journal satirique, cette société ne serait jamais entrée dans le périmètre de liquidation des dettes de Bernard Tapie. (lefigaro.fr 29.07)

2- Espagne

Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a annoncé vendredi que des élections législatives anticipées auraient lieu en novembre, soit quatre mois plus tôt que prévu.

L'opposition conservatrice est donnée favorite du scrutin et les analystes notent que la seule question douteuse est de savoir avec quelle marge de manoeuvre.

"*Les marchés réagiront sans doute positivement au départ, jusqu'à ce qu'ils s'aperçoivent qu'il n'y aura peut-être pas de plan de rechange comme on l'espérait*" estime David Bach, l'économiste à l'école de commerce IE.

Une étude du Centre d'enquêtes sociologiques menée du 4 au 11 juillet crédite les socialistes d'une cote de popularité de 36%, contre 43,1% pour le Parti populaire (PP, opposition).

En ce qui concerne José Luis Rodriguez Zapatero, 81,5% des personnes interrogées ne lui font pas confiance, ou peu.

(Reuters 29.07)

3- Egypte

Une trentaine de partis politiques et de mouvements laïques ont quitté la manifestation organisée vendredi sur la place Tahrir, dans le centre du Caire, en accusant les islamistes de l'avoir détournée de son but.

Des slogans religieux comme "*il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah*" ou "*l'Egypte est islamique*" ont été scandés par les Frères musulmans et les salafistes

De nombreux manifestants présents vendredi sur Tahrir appartenaient à des mouvements fondamentalistes salafistes.

Un communiqué signé par une trentaine de partis politiques et de mouvements laïques, libéraux ou de gauche, a dénoncé la mainmise des islamistes sur la manifestation.

Selon le texte, tous les participants s'étaient mis d'accord sur un ordre du jour dénonçant "*les tentatives du Conseil militaire (au pouvoir) de diviser les révolutionnaires et de déformer leur image*", mais les islamistes ont "*violé cet accord*".

Des jeunes Frères musulmans, en conflit ouvert avec leur hiérarchie, ont cependant exprimé leur malaise.

"*Il y a certainement des membres de la confrérie qui sont agacés par la façon dont les groupes salafistes ont pris le contrôle de la place*", a-t-il assuré.

Certaines banderoles proclamant que "*la loi islamique est au-dessus de la Constitution*" ont ravivé l'inquiétude des libéraux et des laïques qui craignent que les islamistes ne cherchent à imposer un Etat religieux s'ils remportent les élections législatives de l'automne prochain.

Selon le calendrier fixé par l'armée et validé en mars par référendum, le Parlement désignera une assemblée constituante qui sera chargée de rédiger la nouvelle Constitution.

Les libéraux plaident pour l'adoption d'un Etat "*civil*" et moderne, mais ils ont peu de chances d'être entendus.

Les tensions entre salafistes et laïques ont gagné d'autres villes du pays, notamment Suez (est), où le parti libéral Wafd et la Coalition révolutionnaire de Suez ont également quitté la manifestation.

"*Nous avons décidé de ne pas y participer quand il est devenu évident que les groupes religieux tenaient à scander des slogans qui sèment la division*", a expliqué Ali Amin, un membre du Wafd, cité par l'agence officielle Mena.

Les islamistes disent vouloir laisser du temps à l'armée, alors que les libéraux, comme le Mouvement du 6-Avril, entendent maintenir la pression pour obtenir une accélération des procès des symboles de l'ancien régime, la purge des institutions étatiques ou la fin des procès devant des tribunaux militaires. (Reuters 29.07)

4- Syrie

Deux civils ont été tués et des dizaines blessés par des tirs des forces de sécurité lors de manifestations réclamant la chute du régime et dénonçant l'inertie de la communauté internationale face à la répression menée par Damas. Un jeune homme est mort à Lattaquié, un autre à Deraa.

Les défilés ont débuté, comme chaque vendredi depuis la mi-mars, après la prière musulmane hebdomadaire, cette fois sous le slogan «*Votre silence nous tue*», les militants pro-démocratie ayant dédié cette journée au manque de réaction, selon eux, du reste du monde face aux violences secouant la Syrie.

A Hama (centre), «plus de 500.000 personnes ont participé aux manifestations», a indiqué Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Il n'a pas fait état de violences dans cette ville.

En revanche, les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants dans un quartier de Homs, ainsi qu'à Harasta, près de Damas. A Deir Ezzor (est), au moins 50.000 personnes auraient défilé en hommage aux quatre personnes tuées la veille dans cette ville.

Selon des militants, des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs villes dans l'Ouest à majorité kurde, dans le gouvernorat d'Idleb (nord-ouest), à Maarat al-Naamane (ouest), Douma (sud), Boukamal (est) et Hassakeh (nord-est). (liberation.

fr 29.07)

5- Yémen

Plusieurs dizaines de milliers d'adversaires et de partisans du président Ali Abdallah Saleh, ont manifesté dans le calme à Sanaa, la capitale.

Rassemblés massivement pour une journée de «patience et de résistance», les premiers ont manifesté sur la rue Sittin, jouxtant la «*place du Changement*», près de l'Université de Sanaa, épicentre de la contestation.

Les deuxièmes étaient moins nombreux que d'habitude. Leur rassemblement était placé cette fois sous le signe de «la fidélité» au président Saleh.

Des manifestations hostiles au régime ont par ailleurs eu lieu dans plusieurs provinces du pays, dont Taëz, Ibb, Chabwa, Marib et Saada. (liberation.fr 29.07)

6- Libye

Des centaines de personnes ont participé vendredi à Benghazi aux funérailles du chef militaire des rebelles libyens, Abdel Fattah Younès, tué la veille dans des circonstances mystérieuses. Selon un rebelle, il aurait été tué par une faction de l'insurrection.

Un neveu, Hisham al-Obaidi, qui assistait aux obsèques, a raconté à l'Associated Press, que des hommes armés avaient tiré sur Younès, avant de lui trancher la gorge, de mettre le feu à son corps et de l'abandonner près de Benghazi, le fief de rebelles dans l'est de la Libye.

Younès a été tué alors qu'il avait quitté son quartier général, proche de la ligne de front dans l'est du pays, pour Benghazi, où il devait être interrogé.

Mohammed Agoury, un membre des forces spéciales sous le commandement de Younès, a accusé une faction rebelle de l'avoir tué. Il a déclaré vendredi à l'Associated Press qu'il était présent lorsque des membres de cette faction, la Brigade des martyrs du 17 février, sont arrivés dans son QG avant l'aube mercredi et l'ont emmené pour l'interroger.

La Brigade des martyrs du 17 février est composée de centaines de civils qui ont pris les armes pour rejoindre la rébellion. Ses hommes participent aux combats sur le front contre les troupes de Kadhafi, mais le groupe fait également office de force de sécurité intérieure officieuse de l'opposition.

Une partie de ses dirigeants sont issus du Groupe de combat islamique libyen (LIFG), qui a mené une campagne de violence contre le régime Kadhafi dans les années 1990. Selon Mohammed Agoury, la Brigade en voulait à Younès, car ce dernier, ancien ministre de l'Intérieur de Kadhafi, avait été impliqué dans la répression contre le LIFG.

Quelques heures avant l'annonce de sa mort, le porte-parole des rebelles Mohammed al-Rijali avait déclaré que Younès avait été emmené à Benghazi pour être interrogé sur des suspicions de liens entre sa famille et le régime de Kadhafi.

Sa mort suscite toutefois des craintes à Benghazi, où des coups de feu ont retenti tôt vendredi. Des habitants redoutent qu'elle n'affaiblisse les forces rebelles. Des querelles intestines entre rebelles pourraient également saper la crédibilité du CNT auprès des 32 pays, dont les Etats-Unis, qui l'ont reconnu il y a deux semaines comme le gouvernement légitime de la Libye.

Les Etats-Unis ont appelé vendredi l'opposition libyenne à rester unie face au régime de Kadhafi. Le porte-parole du département d'Etat américain Mark Toner a estimé à Washington qu'il était important que les rebelles "*respectent leurs promesses et leur engagement en faveur de l'unité et de la représentation de l'ensemble du peuple libyen*". (AP 29.07)

7- Tunisie

L'ancien président tunisien Zine el Abidine ben Ali a été condamné par contumace à 16 ans de prison jeudi soir dans deux affaires relatives à des malversations immobilières remontant à 2006.

Sa fille Nesrine et son gendre, l'homme d'affaires Sakhr Matéri, ont écopé respectivement de huit ans et 16 ans de prison pour avoir bénéficié, "*sur intervention personnelle*" du président déchu, de "*l'acquisition frauduleuse*" de deux terrains situés dans un quartier chic de Tunis à des prix nettement inférieurs à leur coût réel, a-t-on précisé de source judiciaire.

Les trois accusés ont été en outre condamnés à verser à l'Etat des dommages et intérêts d'environ 25 millions d'euros dans la première affaire, et 47 millions d'euros dans la deuxième.

Zine el Abidine ben Ali a déjà été condamné à 50 ans de prison dans deux autres affaires, et son épouse, Leïla Trabelsi, réfugiée avec lui en Arabie Saoudite, à 35 ans de prison. (AP 28.07)

8- Bahreïn

Le principal groupe de l'opposition chiite de Bahreïn, Al-Wefaq, a rejeté les conclusions du dialogue national, remises vendredi 29 juillet au roi Issa Ben Hamad Al-Khalifa. L'organisation a estimé en effet que ce dialogue ne représentait pas la volonté du peuple.

Dans un communiqué mis en ligne sur sa page Facebook, le Wefaq écrit que les conclusions du dialogue, dont il s'était retiré deux semaines après son lancement, sont '*nulles*' et '*ne le concernent en rien*'. Le forum du dialogue auquel avaient été conviées trois cents personnalités, avec l'ambition de relancer les réformes politiques après la violente répression à la mi-mars d'un mois de protestations populaires '*ne représente pas la volonté du peuple*' bahreïni, ajoute-t-il.

Le Wefaq a réclamé de nouveau '*un gouvernement élu*', '*une Assemblée élue disposant des pleines prérogatives pour légiférer et contrôler*' l'action de l'exécutif, '*une justice honnête et indépendante*' et '*la sécurité pour tous*' à Bahreïn, un pays à majorité chiite, dirigé par une dynastie sunnite.

Il a prévenu que les conclusions du dialogue risquaient de '*compliquer la crise politique*', alors que le roi a exprimé son 'appui' à ces conclusions.

En recevant, vendredi, un rapport final sur le dialogue national, le souverain bahreïni a déclaré avoir donné des directives pour sa mise en oeuvre dans le cadre '*des institutions constitutionnelles*', et a annoncé une hausse des salaires des fonctionnaires et des soldes des militaires. (lemonde.fr 29.07)

9- Turquie

L'ensemble de la direction militaire turque a démissionné, vendredi 29 juillet, pour protester contre la position du gouvernement concernant la promotion de généraux incarcérés pour leur implication supposée dans des complots contre le pouvoir, ont rapporté les chaînes de télévision du pays.

Outre le chef d'état-major, le général Isik Kosaner, les commandants des armées de terre, air et mer ont quitté leur poste, ce qui constitue une première en Turquie, pays membre de l'OTAN.

Quarante-deux généraux et plusieurs dizaines d'officiers d'active ou à la retraite sont actuellement en prison dans le cadre de divers complots présumés visant à renverser le gouvernement affilié au Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002.

L'armée souhaiterait que ces militaires puissent a priori bénéficier d'une promotion, même s'ils sont en prison dans l'attente de la fin de leur procès, alors que le gouvernement pousse pour qu'ils partent en retraite. (lemonde.fr 29.07)

Social

France

Une dizaine de familles sans logis avec des enfants ont été évacuées par la police d'un square où elle dormait, dans le VIIe arrondissement de Paris, vendredi 29 juillet, a-t-on appris de source policière.

Les familles '*ont été invitées à quitter les lieux*', un trottoir qu'elles occupaient rue de Sèvres, juste devant le square Boucicaut, et '*raccompagnées au métro le plus proche*', a indiqué la source policière, affirmant par ailleurs qu'il n'y a eu '*aucun incident et aucune interpellation*'. (lemonde.fr 29.07)

Economie

1- Espagne

C'est un nouveau signal d'alarme pour l'Espagne et l'ensemble de l'union monétaire : vendredi 29 juillet, l'agence de notation financière Moody's a annoncé qu'elle envisageait de dégrader dans les trois mois la note souveraine de la quatrième économie de

la zone euro, actuellement à "Aa2".

L'agence américaine met en avant les tensions persistantes auxquelles Madrid est confronté pour emprunter de l'argent sur les marchés financiers et boucler ses fins de mois. Tensions qui risquent d'être exacerbées avec l'accord adopté par les dirigeants européens, le 21 juillet, pour voler au secours de la Grèce en mettant à contribution les créanciers privés (banques et compagnies d'assurance). Les agences ont maintes fois averti qu'une telle participation risquait de faire basculer la note de la dette grecque dans la catégorie "défaut" et constituerait un dangereux précédent pour les autres pays vulnérables de la zone euro.

Moody's s'inquiète aussi de la situation budgétaire des dix-sept régions autonomes espagnoles. Celles-ci sont très endettées (121 milliards d'euros en cumulé) et se sont montrées jusqu'à présent peu enclines à réduire leur déficit. L'agence a d'ailleurs simultanément abaissé d'un cran, vendredi, les notes de six régions, dont l'une des plus puissantes du pays, la Catalogne.

Pour continuer dans cette série noire, Moody's a menacé de dégrader les notes de quatre banques espagnoles, dont la numéro un en zone euro, Santander, ainsi que celle de la Confédération des caisses d'épargne espagnoles.

Les marchés ont immédiatement réagi à ces annonces : les taux auxquels le pays se finance en faisant appel aux investisseurs sont repassés au-dessus de la barre des 6 %. (Le Monde 29.07)

2- Etats-Unis

Le produit intérieur brut (PIB) de la première puissance économique mondiale n'augmenté que de 1,3% (taux annuel) au cours du deuxième trimestre.

Les économistes jugent en général qu'il faut une croissance minimale de 2,5% pour que le taux de chômage connaisse une embellie.

La consommation, qui représente environ 70% de l'activité économique américaine, a connu là son rythme de croissance le plus faible depuis sa sortie de récession, il y a deux ans.

La croissance enregistrée sur les trois premiers de l'année a en outre été révisée très fortement pour faire ressortir une hausse limitée à 0,4% contre 1,9% annoncé précédemment.

Les chiffres du quatrième trimestre 2010 ont également été révisés en baisse à +2,3% contre +3,1% estimés lors de précédentes estimations, ce qui montre que l'économie américaine connaissait déjà des signes d'essoufflement avant même que les prix de l'essence ne repartent à la hausse et que ne se fassent sentir les retombées du séisme qui a ébranlé le Japon au mois de mars.

Ces chiffres montrent également que la récession observée entre 2007 et 2009 a été bien plus grave que ne le montraient les précédentes statistiques avec, par exemple un recul de 5,1% de la production au lieu de 4,1%.

Entre 2007 et 2010, l'économie américaine s'est contractée à un rythme annuel moyen de 0,3%. (Reuters 29.07)

Haut de page

Le 31 juillet

Je n'ai pas le temps d'actualiser les infos en bref, on verra cela demain matin. Mon déménagement pourrait être repoussé de quelques jours, c'est encore une galère ! Mon dossier pour le service de l'immigration est prêt, 25 pages sans compter les pages recto/verso, en deux exemplaires, on frôle le délire ! J'ai passé ma journée assez perturbée par plusieurs visites à écrire un article que je vous soumets, il est disponible au format pdf.

Quand j'avais découvert à quel niveau se situait la propagande de l'impérialisme américain notamment à travers les articles du Réseau Voltaires entre autres, les moyens qu'il avait déployés depuis les années 30-40 jusqu'à nos jours pour finalement assurer la survie du capitalisme, j'ai cru recevoir un coup de massue sur la tête.

En découvrant au détour d'articles d'horizons divers, dont une partie a été rédigés par des économistes, les mécanismes complexes et véreux que l'aristocratie financière a inventés pour contrôler (toujours plus) l'économie mondiale et soumettre tous les peuples à sa dictature, je me suis demandé si je ne rêvais pas, si j'étais en pleine science fiction ou s'il s'agissait bien de la réalité dont on nous parle tant, mais dont finalement nous savons si peu de choses, bref, les bras m'en sont tombés comme vaincus par un ennemi au pouvoir invincible, avant de me reprendre aussitôt je vous rassure.

Il y a des gens que plus rien n'étonne dans la vie, je n'en fais pas partie, pour un peu on serait émerveillé par l'ingéniosité dont font preuve les voyous de la finance.

Voici l'article en question que j'ai rédigé d'un trait.

A propos de la dictature de l'aristocratie financière.

"*Le monétarisme n'est pas la conséquence du capitalisme mais d'une élite qui veut affaiblir les peuples en déconnectant la monnaie de la production réelle.*" (un internaute sur agoravox) Faux !

Le développement du capitalisme fait face à une contradiction, d'une part il induit le développement du marché, d'autre part il favorise l'apparition de nouveaux concurrents. Mais le capitalisme, qui a précédé les autres et qui est le plus puissant, ne peut envisager de se voir ravir ses parts de marché, autrement dit de perdre son rang, il lui faut donc s'émanciper des limites imposées par le marché qui se développe sans qu'il en maîtrise tous les paramètres (le contexte nationale, géographique, historique, institutionnel de chaque pays).

L'un des moyens qu'il a trouvé pour parvenir à ses fins, c'est de déconnecter artificiellement la production et le contrôle de la monnaie de la production de marchandises (y compris de l'or qui est une marchandise comme une autre et lié par les mêmes lois) qui est à l'origine de la création de la richesse (capital et plus-value ou profit), puis de créer un système de pouvoir politique qui lui soit entièrement soumis au plan national comme international (UE).

Concrètement, cela s'est traduit par la possibilité de fabriquer à volonté de la monnaie sans la moindre contrepartie et sans aucun contrôle, sans limite finalement.

Maintenant cet argent en soi n'a aucune valeur, plus précisément pas davantage que la force de travail qui a été nécessaire pour le fabriquer, pour qu'il acquière de la valeur il faut qu'il soit introduit dans le marché ou le circuit économique déjà existant en échange de marchandises bien réelles, mais en procédant de la sorte il va parasiter le marché et l'économie toute entière, puis les vampiriser ou en tirer des profits puisque c'est son objectif.

Pour atteindre cet objectif, cet argent créé artificiellement va servir à faire main basse sur la majeure partie de l'économie et de la production de marchandises, afin que les capitalistes les plus puissants continuent d'accroître leur richesse et leur domination sur l'économie mondiale, pour être plus précis, il va leur permettre de demeurer à la tête des banques et des institutions financières dont dépend la quasi-totalité de la production de marchandises.

En étant à la fois maître de la création monétaire et des secteurs de la production déterminant de l'économie mondiale, ces capitalistes vont pouvoir manipuler à leur guise les Etats, les secteurs productif et financier, leur pouvoir est tellement gigantesque et tentaculaire qu'ils sont en mesure de décider quel pays se développera et à quel rythme, dans quelle secteur d'activité, en fonction de critères sociaux et politiques précis, une fois seulement cette condition remplie.

Les capitalistes américains ont investi leur monnaie de singe dans des pays au pouvoir fort ou des dictatures, des pays où la main d'oeuvre n'était pas seulement bon marché et inorganisée, mais était réputée docile, obéissante, disciplinée, à l'esprit militarisée, qui plus est, nombreuse et bien formée, les "Dragons" et les "Tigres" asiatiques. Cela leur a permis de liquider des pans entiers de leur production nationale trop coûteuse ou pas suffisamment rentable et d'empocher des profits mirobolants.

Ainsi ils ont recyclé leur monnaie de singe en développant artificiellement et à marche forcée la production industrielle d'un pays, par exemple la Corée du Sud. Il faut préciser que ce développement n'a pas été purement artificielle, il a bien fallu qu'il soit réel dans certains domaines qui dépassaient les fins pour lequel il avait été provoqué, la réalisation d'infrastructures était indispensable au développement industriel, mais l'emploi induit qu'allait en faire la population devait lui échapper ainsi que les conséquences sur son niveau de vie, la hausse des prix, etc. et alimenter l'aspiration croissante et légitime de la population à vivre mieux...

En résumé, si les investisseurs américains étaient à l'origine de ce processus, dès lors que leur monnaie de singe allait entrer dans le cycle du capital (productif), elle devait infailliblement subir les mêmes contraintes et contradictions inhérentes au fonctionnement du capitalisme pour faire bref. Une fois ces contradictions parvenues à un certain niveau au bout d'environ une décennie, ils allaient revouveler la même opération dans d'autres pays, dans les mêmes secteurs d'activité ou en l'étendant à d'autres, la Chine notamment, dans le domaine de la production de biens de consommations courantes destinées à l'exportation vers des pays développés afin de dégager des marges gigantesques. Pendant que dans ces pays développés, soit la production sera à son tour délocalisée, soit elle disparaîtra tout simplement, d'où le chômage de masse permanent.

La facilité qui est accordée aux institutions financières (également aux industriels) de créer des lignes de crédit correspondant à la valeur (réelle, fictive ou hypothétique) des actifs qu'elles ont en portefeuille, s'assimile à de la création monétaire.

Un Américain veut acheter une maison qui vaut 300 000 dollars. Il se présente chez son banquier pour lui emprunter. Ce dernier ne dispose pas de cet argent, il va donc le créer sur le champ pour lui prêter. Il en a le droit puisque cet argent correspond à un actif d'une valeur équivalente, cette maison. Dans ce cas de figure, c'est l'acquéreur de cette maison qui s'endette sur plusieurs décennies, le banquier ne se retrouvera endetté que si son client ne peut pas honorer ses créances, car une fois que l'argent qu'il a créé est entrée dans le cycle de l'économie, pour équilibrer son bilan, il faut qu'il récupère cet argent, dans le cas contraire il devra inscrire en négatif le solde manquant dans ses comptes, une perte.

Donc tant que le créancier peut rembourser son prêt, les comptes du banquier s'équilibrent et la création d'argent n'apparaît pour ainsi dire nulle part, c'est seulement en cas d'insolvabilité de son client que la perversion de tout le système éclate au grand jour. Pourquoi ? Tout simplement parce que en dernier ressort le fonctionnement de la banque est régi par les mêmes lois que toute entreprise en régime capitaliste. On pourrait dire encore que la dette de la banque était virtuelle tant que son client était solvable, et elle devient réelle dès lors qu'il devient insolvable. Est-ce suffisamment clair ?

A tout dollar créé et en circulation doit correspondre un actif à l'état réel (ou fictif). La spéculation par le biais de la titrisation tend à donner une valeur virtuelle à un actif de plus en plus éloignée de sa valeur réelle ou qui n'a plus rien à voir avec sa valeur réelle.

On a vu que la population s'endettait parce que la banque était autorisée à s'endetter, si maintenant la valeur de la maison à laquelle le client de la banque l'a acquise correspondait davantage à sa valeur fictive ou spéculative plutôt qu'à sa valeur réelle, si sa valeur sur le marché devait chuter un jour au point de ne pas pouvoir la revendre en cas d'insolvabilité de son client, l'acheteur de cette maison aurait tout perdu et la banque qui la saisirait devrait la revendre en enregistrant une perte.

Ce qui vaut pour un particulier vaut pour les entreprises et l'Etat à des degrès divers et des mécanismes particuliers. Ainsi, c'est l'ensemble de l'économie qui fonctionne à crédit, le développement du capitalisme ou plutôt sa survie est financée à crédit en prévision d'une croissance hypothétique (ou réelle) à venir.

Pour que la dette du particulier ne se transforme pas en perte, il faut qu'il demeure solvable, donc que son revenu augmente en rapport avec la hausse du coût de la vie ou qu'il ne subisse aucun incident de parcours pendant des décennies dans le cas de l'achat d'une maison ou d’un appartement, chômage, divorce ou séparation, accident, maladie, etc.

Pour que la dette d'une entreprise ne se transforme pas en perte, il faut que le marché sur lequel elle intervient ne flanche pas ou ne devienne pas encore plus concurrentiel, elle doit conserver ou accroître ses parts de marché, conserver ses marges et condolider ses profits pour rembourser ses dettes et obtenir de nouveaux prêts pour financer son développement, créer une chaîne de nouveaux produits...

Quant à l'Etat, pour qu'il conserve la maîtrise de sa dette et la réduise, il a le choix entre réduire ses dépenses et augmenter les recettes (impôts directs et indirects) ou procéder sur les deux plans à la fois, si maintenant sa dette ne cesse d'augmenter, les intérêts de la dette vont croître également, jusqu'au jour où il ne lui sera plus possible de rembourser ni sa dette ni le capital qu'il a empruntés aux marchés et sera déclaré en état de faillite.

En cédant la faculté de créer de la monnaie aux banques, aux institutions financières et aux grandes entreprises (obligations), l'Etat a perdu tout contrôle sur l'économie du pays et le pouvoir politique. Laissons de côté ici le rôle des banques centrales qui est différent d’un pays à l’autre.

Le capitalisme américain a emprunté cette voie une fois constaté qu'il ne suffisait plus de faire endosser à l'économie mondiale le poids de ses propres contradictions, il lui fallait désormais que l'ensemble du monde dont en premier lieu la zone euro, lui emboîte le pas sur la base des règles qu'il avait lui-même édictées afin de conserver son statut de première puissance mondiale. Par ce biais, il lui est possible de pénétrer et de parasiter l'économie de pays ou de continent entier qui sera la proie des voyous de l'aristocratie financière américaines…

La méthode est simple à comprendre, elle consiste à transformer tous les pays à l'image du modèle américain, totalement dérégulé sur le plan financier, les services privatisés au maximum, insignifiant sur le plan social, le rôle de l'Etat devant se réduire strictement à ses fonctions régaliennes, tandis que sur le plan politique, seuls les partis inféodés au secteur financier auraient le droit de citer et de prétendre gouverner, les syndicats étant réduits à être des rouages des institutions et de ces partis.

C'est le prix à payer pour tenter de compenser - en partie seulement, car cela ne suffira pas - l'écart gigantesque qui existe entre le développement de l'économie fictive et l'économie réelle au cours des deux décennies précédentes et qui risque à tout moment de se traduire par la dislocation de l'économie mondiale.

C'est la raison pour laquelle il est faux d'affirmer que l'impérialisme américain aurait le choix ou que l'orientation prise par le capitalisme depuis le début des années 70 serait uniquement le produit de la volonté de quelques banquiers américains qui auraient perdu la tête.

Le salaire horaire des travailleurs américains, leurs conditions sociales, leur niveau d'endettement, l'arrivée sur le marché mondial de nouveaux concurrents plus compétitifs, etc. ce sont tous ces facteurs qui ont conduit les prédateurs de la finance américaine à passer à la vitesse supérieure dès le début des années 90 (une fois l'URSS et ses satellites disparus) dans la perspective de réduire à l'état de vassal le reste du monde, ajoutons avec la complicité des autorités chinoises et des pays émergents qui y trouvent leur compte provisoirement.

Mais en s'engageant dans cette voie, tous les pays seront rapidement amenés à connaître les mêmes contradictions que les Etats-Unis, sauf qu'à ce moment-là il n'existera pour eux plus aucun exutoire pour s'en sortir, aucun pays ou ensemble de pays où il sera possible de saigner les travailleurs pour éviter la faillite.

Les prédateurs et leurs disciples vont se livrer une guerre sans merci qui pourra déboucher sur des tensions politiques extrêmes, des guerres, des révolutions dans un proche avenir. Ils comptaient sur la Chine pour les sortir d'affaire, mais elle est en train de suivre le même chemin que la Corée du Sud avec une inflation galopante, hausse des prix en général, hausse des prix des matières premières, des revendications sociales de plus en plus pressantes, un colossale endettement des régions et des membres de la classe moyenne, le vieillissement de la population, etc.

L'endettement de l'impérialisme américain a atteint un niveau insupportable pour l'économie mondiale, alors que tout ce qui peut être endettés dans le monde a déjà atteint une limite impossible à franchir. A bout de souffle, il leur reste la microfinance pour endetter les plus misérables, qui évidemment ne pourront jamais honorer leurs créances dans des pays où l'inflation annule les hausses de salaire et où les aléas de l'existence atteignent des sommets en l'absence de toute protection sociale et une législation du travail favorable aux esclavagistes.

Je me demande si Marx et Engels avaient prévu ce scénario, je veux dire aussi précisément, franchement je n'en sais rien, je ne le pense pas, pas à ce niveau-là en tout cas, Trotsky l'avait entrevu sans développer à fond son analyse, il avait envisagé un autre scénario où le monde serait dirigé par une bureaucratie totalitaire sur le modèle stalinien, alors que le modèle vers lequel s'oriente le capitalisme consiste dans la fusion de l'Etat et de l'industrie financière sous la direction de celle-ci, pour le pire à venir uniquement, il ne faut pas oublier de préciser.

Pour le meilleur, il ne faudra compter que sur les forces du prolétariat, sa capacité de résistance, son refus de nouveaux sacrifices, sa faculté à trouver la voie de l'organisation et du socialisme. Chacun comprendra après ce qui vient d'être dit ici, qu'il est totalement illusoire et grotesque de prétendre à des réformes progressistes dans le cadre de la domination du monde par l'aristocratie financière dont le cynisme est impitoyable et sans borne.

De la même manière, il apparaît complètement illusoire et criminel de prétendre affronter et vaincre un tel ennemi avec un parti fait de bric et de broc. Je ne pensais pas parvenir à une telle conclusion au terme de cette analyse qui demeure très succincte, j'ai envie de dire que l'acharnement dont faire preuve le capitalisme à détruire méthodiquement toutes les valeurs sociales ou démocratiques qui ont émergé au cours de la lutte des classes depuis le milieu du XIXe siècle, suffit à témoigner sa détermination farouche à éliminer par tous les moyens à sa disposition tous ceux qui oseront se dresser sur son chemin, d'où la nécessité impérieuse de renouer avec le léninisme et de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik.

Ils nous ont déclaré la guerre, ils se sont donnés les moyens de la mener, ils iront jusqu'au bout, et nous de notre côté on devrait tenir des discours mielleux aux travailleurs, employer un ton mesuré, on devrait adopter une attitude apte aux compromis, on devrait s'encanailler avec des gens qui ont un pied de chaque côté de la barricade ou qui refusent d'analyser à fond la situation par crainte d'arriver aux mêmes conclusions que nous, on devrait brader nos principes et notre programme, on devrait s'abstenir de s'armer d'un parti de combattants conscients, de guerriers au caractère trempé comme l'acier, de mercenaires prêts à se sacrifier pour notre cause, bref, on devrait s'abstenir de livrer cette guerre au même niveau que notre ennemi, on devrait demeurer faible et désarmé théoriquement, mais ce serait le meilleur moyen pour qu'à la fin il nous liquide et nous impose un ordre équivalent à la loi de la jungle !

Nos dirigeants n'en ont pas conscience apparemment, malheureusement, ils sont dépassés par les évèvements ou ils sont corrompus par le capitalisme, à moins qu'ils y trouvent personnellement des compensations qui leur rend supportable, à moins encore qu'ils ne croient plus dans le socialisme qu'en parole.

Vous est-il déjà arrivé au cours de votre vie de vous retrouver face à des gens complètement enragés ? Je ne vous souhaite pas de vivre une telle expérience, cela m'est arrivé à plusieurs reprises depuis que je vis en Inde. Selon le contexte, soit j'ai simulé une rage supérieure à la leur et ils en ont été surpris ce qui les a calmés, soit j'ai simulé l'indifférence et ils se sont calmés eux-mêmes, dans le troisième cas un affrontement a eu lieu à armes égales sans qu'il y ait de vainqueur ou de vaincu, eux craignaient de finir en prison et moi de me faire expulser d'Inde.

Face à la dictature de l'aristocratie financière, on ne peut pas feindre l'indifférence car l'on sait que rien ne l'arrêtera, elle nous piétinera sans même se retourner sur nos cadavres, il ne reste plus comme méthode que se préparer à l'affronter dans un combat à mort et que le meilleur gagne.

Je vais sans doute passer pour un enragé ou un cinglé auprès des militants aux cerveaux ramolis par les discours de leurs dirigeants ou qui refusent de regarder la réalité en face, ce n’est pas mon problème, ces lignes sont destinés uniquement à des militants qui sont sincèrement convaincus qu'ils n'ont rien à perdre à la disparition du capitalisme, d'ailleurs je pense que ce sont les seuls militants réellement capables de saisir ce genre de discours, la jeune génération qui prendra la relève de notre combat quand nous ne serons plus là.

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

1er août

J'ai reçu quelques courriels sur lesquels nous reviendrons dans quelques jours quand j'aurai réglé des affaires personnelles urgentes. En attendant un camarade s'interroge à juste titre sur l'origine des articles économiques que j'ai mis en ligne et qui proviennent du blog "nouvelordremondial.cc". Je ne dispose pas de plus d'informations. D'après la liste des rubriques qui figurent dans ce blog, je classerais ce blog dans la même catégorie que le Réseau Voltaire.

Ce camarade écrit "*une analyse critique nécessite de savoir clairement à qui l'on a affaire* ".

La question est de savoir ce que l'on recherche dans ce genre d'articles et d'autres en général. Je pense qu'il ne faut pas y chercher des analyses ou retenir celles qui y figurent, mais uniquement des faits ou des données précises dont on vérifiera la véracité ailleurs si nécessaire.

Il est parfaitement clair et les camarades doivent en avoir conscience, que si nous disposions d'une organisation, nous utiliserions le matériel contenu dans ces articles pour rédiger nos propres analyses et articles, à défaut d'organisation ou de parti, on fait au mieux en se contentant de diffuser une information pour enrichir les données à la disposition des militants et qui les aideront à parfaire leurs propres analyses.

Ce genre de blogs ou de sites se veut critique par rapport au capitalisme et ses représentants, mais ils ne sont pas animés par des marxistes ou des gens qui ne partagent qu'une partie de notre interprétation du monde, ils sont généralement anticommunistes par ignorance ou intérêt, je dirai qu'ils sont animés par des humanistes ou des démocrates progressistes qui ne vont pas jusqu'au bout de leurs analyses, les conclusions de leurs articles sont du domaine de l'utopie ou ils n'ont aucune alternative au capitalisme à proposer, donc leur idéologie est bourgeoise.

En principe, si le lecteur tient compte des précisions que je viens d'apporter, il ne devrait pas se fourvoyer et reprendre à son compte les analyses qui figurent dans ces articles et dont l'orientation ne correspond pas à l'objet de notre combat ou notre objectif politique. Régulièrement dans le site j'ai mis en garde les lecteurs sur l'utilisation qui pouvait être fait de ce genre d'articles.

Ce camarade aborde ensuite deux questions qui devraient intéresser les militants :

"*J'ai toujours pensé que l'une des tâches prioritaires d'une organisation luttant contre le capitalisme était d'armer théoriquement ses militants sur les questions économiques en produisant régulièrement des analyses économiques à jour, et en formant les militants aux bases économiques pour les aider à comprendre.*

Je me souviens que dans les années 90, à une époque où je militais encore, j'avais rédigé un document proposant de la manière

la plus simple possible une analyse économique du moment montrant l'impasse du capitalisme et la nécessité d'en finir avec ce système économique et politique, sur la base duquel j'abordais des jeunes du patelin où je vivais, et que c'est cette approche, plus que tout discours sur des bases revendicatives ou sur les campagnes du moment décidées par la direction du PT, qui les intéressait. Tu as donc tout a fait raison d'y accorder de l'importance. Il resterait à écrire un document, une sorte de cours d'économie politique, fournissant aux militants les concepts de bases permettant de comprendre clairement les économies monétaires et boursières, les plus ardues mais aussi les plus fondamentales aujourd'hui, et comment elles s'articulent avec les concepts de base de l'économie productive développées par Marx. Si des marxistes formés aux questions économiques voulaient s'y atteler, ce serait un outil incomparable. "

Si tu as lu mes causeries où je traitais de l'économie, tu as pu constater qu'effectivement on peut aborder cette question très simplement de manière à ce qu'elle soit abordable pour tous les militants et les travailleurs. C'est d'autant plus déterminant que c'est cette question qui alimente toutes les discussions depuis des mois ou les quatre dernières années et que forcément les travailleurs et disons 99% des militants n'y comprennent absolument rien.

De plus les gouvernements à la solde de l'aristocratie financière justifient la politique d'austérité qu'ils appliquent à partir de facteurs économiques, il est donc pratiquement impossible d'aborder la situation sociale avec des travailleurs si l'on n'est pas capable de leur expliquer simplement comment fonctionne le système capitalisme.

Si maintenant on en est incapable, les travailleurs et militants, qui est-il besoin de le rappeler sont toujours subordonnés au capitalisme, se demanderont consciemment ou non si quelque part le gouvernement n'a pas raison, s'il n'a pas des raisons valables qu'ils ignorent, car ce n'est pas avec des slogans ou des arguments à l'emporte-pièce qu'ils comprendront grand chose à l'économie et ce qui motive le gouvernement d'agir de la sorte.

La manière d'aborder la situation par le POI, le NPA et LO est affligeante à plus d'un titre, pour ne pas dire qu'une fois de plus leurs dirigeants sont en dessous de tout. La crise est une aubaine, la dette des Etats permet d'aborder facilement la question des fondements du capitalisme qu'il nous faudra abolir et qui constitue l'objectif du combat du mouvement ouvrier depuis la seconde moitié du XIXe siècle, objectif dévoyé (répartition des richesses, renationalisation partielle ou au compte-gouttes) ou abandonné puisque non relié aux revendications sociales et à la nécessité d'abattre au préalable les institutions de la Ve République.

On est en présence d'un système économique pratiquant l'arbitraire dans le seul but de permettre à une infime minorité d'accumuler toujours plus de capital, un système basé sur le vol, un système voyou et illégitime dont rien ne peut justifier l'existence, un système qui octroie des privilèges (lignes de crédit, création de monnaie, endettement) aux banques et institutions financières, etc. pendant que le chômage de masse continue de se développer, ainsi que la précarité et la pauvreté, pendant que la majorité de la population connaît des conditions de vie et de travail de plus en plus insupportable.

Le pouvoir politique a abdiquer son pouvoir en faveur de la mafia de l'aristocratie financière, l'Etat ou les institutions politiques lui sont acquises. C'est elle qui décide de la valeur de l'habitation que vous voulez acquérir, du taux d'intérêt qui sera appliqué à votre emprunt, du montant de votre salaire, du prix des matières premières, de toutes les marchandises et services dont vous avez besoin, de la durée pendant laquelle vous allez travailler, etc. C'est aussi elle qui décide dans quel pays il doit y avoir la guerre, dans quel pays la population va connaître une famine effroyable, dans quel pays le terrorisme va se développer puisque c'est elle qui l'arme directement, etc.

Bref, l'aristocratie financière concentre tous les pouvoirs et elle bénéficie du droit de vie ou de mort sur les 7 milliards d'habitants de la planète, planète qu'elle s'emploie en plus à pourrir pour compléter le sombre tableau de ses forfaits.

De quel droit ? Voilà la question déterminante, de quel droit. Faut-il la laisser faire en sachant que le pire reste à venir ou faut-il lui confisquer tous ses privilèges, la réduire à l'impuissance pour qu'elle cesse de nuire à l'humanité toute entière ?

Pour revenir sur ton courriel, à travers ta propre expérience de militant, tu as pu constater que ce que je m'acharne à expliquer répondait à un besoin réel, qu'aborder les travailleurs à partir de grandes théories - la plupart transformées en dogmes insipides, ne permettait pas de les aider à comprendre comment fonctionne la société, ce qui vaut pour l'économie est également valable sur le plan social et politique.

Je n'ai malheureusement pas le temps d'écrire un petit manuel d'économie à destination des travailleurs et des militants. Je n'ai même pas le temps de compiler tout ce que j'ai écrit ces derniers temps sur ce sujet, en y mettant de l'ordre on aurait peut-être les grandes lignes d'un tel manuel.

Le capitalisme repose sur quelque chose de si simple à comprendre, de si évident ou banal que personne ne s'en aperçoit ou ne veut le croire, du coup personne n'y comprend rien, ce n'est pas plus compliqué que cela. Que ce système ne soit qu'une vaste escroquerie paraît impensable et pourtant c'est la stricte vérité. Pourquoi faire compliqué pour expliquer l'économie capitaliste quand on peut faire simple ? Si nos dirigeants n'étaient pas si étrangers à la classe ouvrière, s'ils étaient en mesure de prendre conscience de leurs besoins et de leur état d'esprit, on n'aurait pas besoin d'aborder de la sorte ce genre de questions.

Ce camarade abordait une autre question essentielle.

"*L'autre point fondamental, que tu abordes régulièrement, est celui de la place de l'Etat et de la prise du pouvoir. Il est curieux de constater que ce sont 2 points qui étaient abordés dans la formation marxiste que j'ai eue lorsque je suis entré à l'OCI dans les années 70 et considérés comme fondamentaux à l'époque, et que ce sont généralement ceux les plus occultés par les organisations se réclamant du mouvement ouvrier aujourd'hui alors qu'elles devraient faire l'objet de points systématiques dans la presse de ces organisations.*"

J'irai plus loin encore, la question du pouvoir dans sa forme la plus rudimentaire, la nécessité d'abattre les institutions de la Ve République et d'abolir la Constitution n'aurait jamais dû cesser d'être présent tout au long de notre combat depuis 1958. En toutes circonstances comme disait Lénine.

Pourquoi Lénine en avait fait une question de principe ? Pourquoi avait-il en permanence cet objectif à l'esprit, y compris dans ses écrits ou ses discours ? Pourquoi était-il tendu vers cet objectif ? Parce qu'il construisait un parti dans cet unique objectif, chasser le tsar du pouvoir, abattre les institutions semi-féodales en Russie, permettre à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, il avait tiré de l'expérience de la Commune de Paris et de la révolution de juin 1848 en France, que sans ce parti il serait impossible de vaincre, la débâche de la social-démocratie en août 1914 lui donna raison, le cours de la révolution russe ensuite.

Tout se tient, c'est d'une logique (dialectique) implacable, car basée uniquement sur les faits. Maintenant, dès lors qu'on ne construit pas ou plus un parti sur le modèle du parti bolchevik qui a fait ses preuves, on peut se débarrasser également de la question du pouvoir ou la remiser au placard ou encore ne plus en faire une question de principe, un objectif non négociable, tout comme la méthode pour l'atteindre, la révolution prolétarienne et socialiste, dit autrement ou plus simplement, ne plus contruire ce type de parti revient dans la pratique à abandonner l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, à ne plus combattre dans cette perspective puisque les deux sont intimement liés et indissociables.

Tout a été fait depuis 1945 pour que le niveau de conscience politique des travailleurs retombe à celui qu'avaient les ouvriers au détour de la fin du XIXe siècle, la perspective du socialisme en moins toutefois, autrement dit, pour qu'ils considèrent que le processus qui avait conduit à l'amélioration de leurs condtions d'existence et de travail au cours des décennies qui ont suivies la fin de la guerre, se perpétuerait dans l'avenir à l'infini, qu'aucun retour en arrière ne serait possible, bref, que c'était la voie toute tracée pour aller progressivement vers une société où les inégalités et les injustices seraient aplanies ou disparaîtraient, pour un peu le capitalisme réaliserait le socialisme. Si cela n'a pas toujours été dit de façon aussi explicite par nos dirigeants ou que cela ne sautait pas aux yeux en pratique comme c'est le cas aujourd'hui, la manière dont ils ont mené la lutte de classe contribuait à ce que les masses exploitées en arrivent à cette conclusion, soyons honnête et précisons qu'ils n'ont fait que s'adapter à l'état d'esprit ambiant majoritaire, vous savez, le fameux *mouvement spontané des masses* qui sert à justifier les dérives opportunismes, droitères, les compromis pourris ou tous les reniements.

La dictature de l'aristocratie financière telle qu'elle s'exprime de nos jours avec plus de cruauté que jamais, dont le gouvernement et les institutions sont le bras armé contre la classe ouvrière, pose directement la question du pouvoir.

La soumission des institutions et de tous les partis institutionnels aux gangsters de la finance pose directement la question de l'abolition des privilèges de cette classe de parasites aussi inutiles que nuisibles à la société, quelle classe doit s'emparer du pouvoir pour y mettre un terme le plus tôt possible.

De son côté LO et le NPA posent la question d'une meilleure répartition des richesses, mais ils se refusent à lier cet objectif à la nécessité au préalable de liquider les institutions de la Ve République, tandis que de son côté le POI le fait figurer discrètement dans certaines déclarations pour l'oublier aussi vite sur le terrain, comme en témoigne chaque semaine dans leur journal les comptes rendus de l'intervention de leurs militants dans la lutte des classes, ce que j'ai déjà signalé dans plusieurs causeries.

Ces partis ne cherchent pas à recruter l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat prête à en découdre et qui pourrait se saisir de cette perspective, non, ce qui les intéressent ce sont les militants ou les travailleurs qui n'entendent combattre que sur le terrain social, pour être plus précis, pour leurs intérêts individuels, pour leurs statuts, leurs acquis particuliers, à aucun moment il n'est question des intérêts collectifs de l'ensemble des exploités qui dès lors qu'on les met en avant posent ou devraient déboucher sur la question du pouvoir ou du gouvernement ouvrier dont l'existence coïnciderait avec le règlement de l'ensemble des questions sociales et politiques auxquelles la classe ouvrière est confrontée et qu'elle doit résoudre.

Et quand bien même ils combattraient pour des revendications sociales à caractère collectif (retraites, Sécu, etc.), ils s'arrangent toujours pour qu'elles ne débordent pas sur le terrain politique, allant jusqu'à faire croire aux travailleurs que tout serait possible sous ce régime. Ainsi ils agissent consiemment ou non comme de bons petits soldats du réformisme, d'où la caractérisation petite bourgeoise de ces trois partis.

Si un chien ne fera jamais un chat, un réformiste ne fera jamais un combattant révolutionnaire prêt à se sacrifier pour une cause, le socialisme. Mourir pour une cause, d'accord, mais de mort lente (Brassens), tant qu'on peut continuer à vivre comme avant, ce

n'est pas vraiment un problème, nos principes et nos convictions peuvent bien attendre aussi… que la gangrène les emporte !

Ce courriel et ma réponse figure dans le site au format pdf (1Acrobat Reader). Demain nous traiterons le courriel d'un autre camarade, si j'en ai le temps car je dois régler la question de mon déménagement, le propriétaire avait loué gratuitement sa maison à une famille indienne de sa connaissance jusqu'au 25 juillet, or elle ne veut plus quitter les lieux jusqu'à la fin de ses vacances, début septembre, et la personne qui a acheté ma maison me tane pour que je dégage le plus rapidement possible. Le propriétaire arrive à Pondichéry demain, j'espère qu'il va tenir parole. Quant au bureau de l'immigration, j'y ai passé plus d'une heure ce matin, une prise de tête incensée, je croyais mon dossier complet, et voilà qu'ils me demandent de fournir de nouveaux documents, cela dépasse l'entendement, je n'ai jamais vu des gens aussi tarés et je mesure mes paroles, je parle du responsable de ce bureau.

Les causeries du mois et les articles de presse seront prêts au format pdf demain ou dans deux jours au plus tard. Je vis à un rythme de dingue !

Un régime de plus en plus liberticide.

- Les trois-quarts des Français veulent bannir la cigarette des bords de mer, affirme un sondage Ifop. (lexpress.fr 30.07)

400 de trop.

- la fortune des quelques 400 milliardaires (1370 milliards $) équivaut au revenu annuel de plus de 3 milliards d'individus les plus pauvres soit 45% de la population mondiale. (agoravox.fr 28.07)

Politique

Syrie

1- Des chars appartenant aux forces syriennes ont bombardé Daïr az Zour, la grande ville de l'est du pays, tuant cinq civils, rapporte samedi un groupe d'activistes.

"*De nouvelles colonnes de chars se dirigent vers Daïr az Zour (environ 130.000 habitants). En utilisant des armes lourdes, les forces de sécurité partent en guerre contre leur propre peuple*", a déclaré le groupe de l'Union de la coordination de la révolution syrienne, dans un communiqué envoyé à Reuters. (Reuters 30.07)

2- "*Cent civils ont été tués dimanche à Hama par des tirs des forces de sécurité qui accompagnaient l'armée lorsqu'elle a pénétré en force dans la ville de Hama*", a déclaré Abdel Karim Rihaoui, président de la Ligue syrienne de défense des droits de l'Homme (LSDDH). (AFP 31.07)

Egypte

Près d'une trentaine de partis politiques et d'organisations de jeunesse égyptiennes ont annoncé dimanche leur décision de suspendre leurs manifestations durant la période du ramadan, qui débute lundi et tombe cette année en plein dans les fortes chaleurs estivales.

La majorité des groupes qui ont décidé de faite une "*pause*" pendant le ramadan sont ceux qui ont quitté, vendredi, la grande manifestation organisée sur la place Tahrir du Caire après avoir accusé les islamistes d'avoir "*pris en otage*" le rassemblement. (Reuters 31.07)

Israël

Des dizaines de milliers d'Israéliens ont protesté samedi contre le coût de la vie et ont demandé au Premier ministre Benjamin Netanyahu de lancer des réformes économiques d'envergure.

Selon la police, plus de 60.000 personnes ont défilé à Tel Aviv, Haïfa, Jérusalem, Beersheba et dans six autres villes, dans ce qui est perçu comme la colère de la classe moyenne.

"*Les personnes avant le profit*", pouvait-on lire sur une affiche, tandis que les manifestants scandaient "*Le peuple veut la justice sociale*".

"C'est le printemps israélien", indiquait une autre pancarte, allusion au "printemps arabe".

Au lendemain de manifestations monstres en Israël contre la cherté de la vie, le gouvernement de Benjamin Netanyahu a répondu que l'application des réformes demandées conduiraient le pays à une crise économique similaire à celle que traverse l'Europe et les Etats-Unis.

Dimanche, le directeur général du ministère israélien des Finances, Haim Shani, a démissionné sur fond de contestation sociale grandissante contre le coût de la vie.

"*J'ai pris cette décision difficile en raison de désaccords de longue date sur des questions essentielles et sur la gestion globale*", explique Shani dans un communiqué. (Reuters 31.07)

Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie le journaliste a parlé de 100 à 150 000 manifestants et non 60 000.

Economie

Italie.

L'ancien président de la Commission européenne et ancien premier ministre italien, Romano Prodi, accuse l'Allemagne de faire preuve d'"*égoïsme*' à travers la vente massive d'obligations italiennes par la Deutsche Bank, dans une tribune publiée samedi 30 juillet dans Il Messaggero (non disponible en ligne).

Selon l'ancien chef du gouvernement italien, les taux élevés auxquels l'Italie est contrainte d'émettre ses obligations en raison des turbulences du marché rendent '*vaines*' les mesures d'austérité entérinées à la mi-juillet par le Parlement.

'*Nous devons réagir face à l'égoïsme allemand*', écrit M. Prodi, citant des chiffres récemment publiés par le Financial Times selon lesquels la Deutsche Bank a vendu la presque totalité de ses avoirs en obligations italiennes d'une valeur de 8 milliards d'euros. Cette décision constitue '*un signal impressionnant d'absence de confiance*' en direction des investisseurs, regrette M. Prodi, qui presse le gouvernement italien de protester contre cette cession massive d'obligations auprès du gouvernement allemand. (lemonde.fr 30.07)

Haut de page

Le 2 août

Les articles de presse et les causeries de juillet sont disponibles en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

Ce matin, j'ai lu les titres des articles économiques en ligne sur le Net et j'en ai sélectionné six en me disant que cela devrait être suffisant pour traiter l'accord entre les démocrates et les républicains sur le relèvement de la dette américaine. J'ai lu et relu ces articles (Reuters, AP, lemonde.fr) car je ne trouvais pas un élément précis dont j'avais absolument besoin, en vain, chaque fois il y était question de la réduction de la dette qui était chiffrée, mais étrangement pas celle du relèvement du prafond de cette dette gigantesque.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont dit que le relèvement de la dette américaine correspondait aux 2 400 milliards de dollars de coupes budgétaires prévues sur dix ans et que dans le meilleur des cas ce nouveau plafond de la dette serait atteint dans deux ans posant à nouveau la question de son relèvement car les dépenses continueront de croître plus rapidement que les recettes, et personne ne croît que le gouvernement pourra tailler à la hache dans les budgets sociaux à hauteur de 240 milliards de dollars par an, on peut ajouter au tableau la croissance du PIB quasiment au point mort.

Pour confirmation de ce qui a été dit plus haut, l'agence Reuters rapportait hier que "*le Trésor américain a annoncé lundi qu'il prévoyait d'emprunter 331 milliards de dollars (232 milliards d'euros) lors du troisième trimestre 2011*", et "*selon Troy Davig, économiste de Barclays Capital, l'accord annoncé ne réduirait les dépenses publiques que de 25 à 30 milliards de dollars au cours de la première année, ce qui pourrait entamer la croissance économique d'un dixième de point de pourcentage.*". 331 milliards de dollars d'un côté, 25 à milliards de dollars de l'autre, le compte n'y est pas !

Bref, la fuite en avant continue, parce qu'ils n'ont pas d'autre alternative, sinon de déclencher l'effondrement de l'économie mondiale dans leur sillage qui interviendra tôt ou tard, parce qu'il arrivera bien un moment où le prolétariat européen acculé refusera tout nouveau sacrifice, ce qui entraînera la panique chez les investisseurs dont la réaction brutale provoquera des réactions en chaîne qui se traduiront par des faillites en cascade, donc une violente dégradation de la situation sociale déjà tendue à l'extrême et alimentera la mobilisation des masses...

Ce qu'il faut bien comprendre, pour répondre birèvement à un long courriel qu'un camarade m'a posté hier après-midi, c'est que du côté de ceux qui détiennent le pouvoir, il leur est toujours possible d'assurer artificiellement la survie du capitalisme en augmentant l'endettement générale, de l'Etat, des banques, des institutions financières et des grandes entreprises, mais il leur sera impossible d'en faire porter le fardeau au prolétariat mondial (dont celui de la zone euro) indéfiniment, il arrivera un moment où il se soulèvera.

Effectivement, c'est notamment ce facteur sur lequel repose la perspective du socialisme et qu'il faut toujours garder à l'esprit, qui fera que le socialisme se réalisera ou qu'il n'aura été finalement qu'une belle utopie, et si tel était malheureusement le cas, l'humanité serait condamnée à connaître une barbarie effroyable qui précèderait la fin de la civilisation humaine et peut-être toute forme de vie sur la planète. Tout militant doit en avoir parfaitement conscience, et notre devoir est d'aider les travailleurs à en prendre également conscience, car l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-même, personne d'autres pourra accomplir cette tâche à leur place.

Pourquoi croyez-vous que nous soyons si remonter contre le POI, le NPA et LO, si ce n'est que leurs dirigeants semblaient agir apparemment comme s'ils n'en avaient pas pleinement conscience ?

Vous vous plaignez quotidiennement que tout se délite dans la société en France, mais camarades, en Inde où je vis depuis de longues années j'ai envie de dire que j'ai une petite longueur d'avance sur vous, je vis (ou mon entourage, ma famille) au quotidien ce qui vous attend, c'est terrible, cauchemardesque, je peux vous garantir que vous ne connaissez plus un seul moment de répit, vous ne pouvez pas savourer plus d'un instant une bonne nouvelle, chaque plaisir est littéralement gâché avant même que vous pouviez en profiter, tellement vous croulez sous des problèmes inextricables ou vous faites face à une situation insupportable sans qu'aucune solution n'existe à l'horizon, tellement les rapports avec les gens sont pourris, mais cela vous ne pouvez pas l'imaginer, à ce point je pense que c'est pratiquement impossible sans y être confronter, je généralise volontairement et je sais parfaitement ce que je dis, la guerre ou la guerre civile en moins, c'est déjà l'enfer !

En France, vous êtes déjà les champions du monde de la consommation d'anxiolytiques et autres antidépresseurs, personnellement je n'en ai jamais pris de ma vie, dites-vous qu'en Inde ils ne vous seraient d'aucune utilité parce que dès que vous ouvririez un oeil le matin vous vous retrouveriez accablés par le même cauchemar que la veille. La plupart des peuples sur tous les continents vivent déjà une telle situation à des degrès divers, jusqu'à présent seuls les pays de la "*vieille*" Europe étaient relativement épargnés par ce triste sort, alors si vous ne tenez pas un jour à rejoindre ce club livré à l'arbitraire et à la barbarie, vos dirigeants ont intérêt à changer immédiatement et radicalement leur approche de la lutte des classes, sinon vous serez broyés comme les autres peuples. A chacun ses responsabilités, c'est à vous de mettre vos dirigeants aux pieds du mur. (A suivre)

Je suis obligé d'arrêter là aujourd'hui car la location que j'avais en vue est annulée, je vous passe les détails, cela confirme ce que j'ai écrit plus haut. Je me demande si je ne vais pas être finalement obligé en catastrophe d'acheter une petite maison, selon l'adage : un petit chez soi vaut mieux qu'un grand chez les autres !

Je répondrai aux courriels des camarades quand j'en trouverai le temps, ils m'excuseront pour ce délai, au fait, en attendant Philippe, porte-toi aussi bien que possible, ce camarade est à nouveau en traitement pour un cancer.

Politique

Egypte.

L'armée a dispersé lundi le campement installé depuis plus de trois semaines sur la place Tahrir, la grand-place du Caire devenue l'épicentre de la contestation politique en Egypte.

Les partis politiques et organisations de jeunesse ont décidé vendredi d'évacuer cet important carrefour pendant la durée du mois de ramadan, qui s'est ouvert lundi, mais quelques centaines d'irréductibles y poursuivaient leur mouvement.

Selon des images de la télévision, des véhicules militaires ont pris position sur la place où tentes et estrades ont été démontées. On ne signale pas de violence, hormis quelques tirs en l'air.

Vendredi, les islamistes, salafistes en tête, avaient fait une démonstration de force sur Tahrir, obligeant les partis et organisations laïques à quitter la manifestation. (Reuters 01.08)

Quand les islamistes préparent le terrain à l'armée...

Syrie.

Des blindés de l'armée syrienne ont fait irruption lundi, peu après les prières du soir, dans la ville de Zabadani, près de la

frontière libanaise, ont rapporté des témoins.

Une vingtaine de chars et de blindés de transport de troupes sont entrés dans cette ville située au pied des montagnes de l'Anti-Liban, à la suite d'une manifestation des habitants qui voulaient marquer leur solidarité avec la population de Hama, foyer de la contestation de nouveau bombardé lundi par les forces gouvernementales. (Reuters 01.08)

Social

Grèce

Les chauffeurs de taxi ont bloqué lundi les principaux axes routiers à travers la Grèce, intensifiant leur mouvement de protestation contre les réformes imposées par le gouvernement à la demande de l'Union Européenne et du FMI et perturbant l'activité touristique en pleine saison estivale.

Les manifestants, qui ont arrête le travail il y a deux semaines, s'opposent aux projets de libéralisation des secteurs réglementés de l'économie exigés par les Vingt-Sept et le FMI en échange d'une importante aide financière. Parmi ces mesures, l'une consiste à délivrer de nouvelles licences de taxi.

Les propriétaires de taxi ont occupé le pont suspendu le plus long du pays à Rio, qui relie la Grèce continentale au Péloponnèse, et ont bloqué la route reliant Athènes à Patras, important port vers l'Italie..

D'autres taxis ont bloqué les routes conduisant à l'aéroport d'Héraklion, en Crète, obligeant les touristes à marcher 500 mètres avec leurs bagages pour prendre des bus ou d'autres transports en commun.

Dimanche, les propriétaires de taxi avaient empêché 1.600 passagers d'un bateau de croisière de visiter le site archéologique de Cnossos, en Crète.

L'association grecque des hôteliers a fait savoir que la grève était sérieusement en train de mettre à mal le tourisme, grand pourvoyeurs de devises, ainsi que les efforts entrepris pour remettre à flot une économie en pleine récession.

Elle a également accusé le gouvernement socialiste de George Papandréou d'être incapable d'arrêter le mouvement de protestation sociale.

Le gouvernement a quant à lui menacé de prendre des mesures drastiques contre les manifestants. "*Cela ne peut pas durer*", a déclaré son porte-parole, Ilias Mosialos, sur le média public TV Net. "*Le problème ne se limite pas aux chauffeurs de taxi. Il concerne la société grecque dans son ensemble et son économie* ", a-t-il dit. (Reuters 01.08)

Economie

L'Union européenne au chevet de l'impérialisme américain, son maître à penser.

Alors que plusieurs agences de notation ont menacé d'abaisser la note de la dette du gouvernement américain, qui dispose aujourd'hui de la note la plus prestigieuse l'autorisant à emprunter aux taux les plus bas, le président de l'Eurogroupe, M. Juncker affirme qu'"*on n'a jamais vu un État de la taille et de la nature des États-Unis perdre la meilleure note. Il est évident qu'une telle décision des agences de notation viendrait ajouter la méfiance à une absence déjà perceptible de confiance*", dit-il. "*Et il serait surprenant que le reste de la planète, l'Europe en particulier, échappe aux répercussions.*"

Dix jours après le sommet de la zone euro, le président de l'Eurogroupe réaffirme que "*tout sera fait pour garantir la stabilité de la zone*". "*Si des lacunes sont constatées, elles peuvent être réparées*", précise-t-il. Mais il met en garde les gouvernements de la zone euro en soulignant qu'"*il n'y aura ni automatisme ni chèque en blanc*" après le plan de sauvetage de la Grèce. "*Les gouvernements créanciers sont responsables devant leur Parlement. À la solidarité des créanciers répond la solidité des engagements des débiteurs. Cela veut dire des conditions clairement édictées, appliquées et vérifiées*", explique-t-il. (lemonde.fr avec AFP et Reuters 01.08)

Mais qui sont les véritables "*débiteurs*", ceux qui vont payer une dette qui n'est pas la leur et qui n'ont jamais pris des "*engagements*" pour la régler à la place des gangsters de l'aristocratie financière.

Qui paie la facture quand les banquiers sont priés de mettre la main au portefeuille ?

Après Goldman Sachs, Lloyds Banking ou Intesa Sanpaolo, HSBC s'apprête à son tour à donner un sérieux tour de vis dans ses effectifs : le géant britannique envisage de supprimer 25.000 emplois dans le monde d'ici à deux ans, en plus des 5000

déjà annoncées en Amérique latine, États-Unis, Grande-Bretagne et France.

Les établissements tentent de s'ajuster à leurs nouvelles contraintes réglementaires et à l'environnement économique houleux, qui minent les profits de leurs activités de financement et d'investissement.

Au total, environ 10 % des effectifs d'HSBC seront concernés par la vague d'économies. «*Une restructuration brutale qui plonge des milliers d'employés dans l'incertitude*», selon le syndicat Unite. L'objectif de l'établissement est de réduire d'ici à deux ans ses coûts fixes d'au moins 2,5 milliards de dollars.

Les marchés ont exprimé leur satisfecit : dans un environnement boursier très déprimé, le titre de la banque a bondi lundi de 2,19 %. Les investisseurs saluaient au passage la publication de résultats semestriels de bonne facture, marqués par un bénéfice imposable de 11,5 milliards de dollars (8 milliards d'euros), en hausse de 3 % sur un an.

Le plan d'économies d'HSBC doit aussi préparer l'établissement aux réglementations bancaires à venir. Plus exigeantes en termes de mobilisation de fonds propres et de liquidités, les nouvelles règles ont incité les banques à revoir à la baisse leurs niveaux d'activité. Les perspectives économiques mondiales moroses, alimentées par la crise de la dette, poussent également les dirigeants à la prudence. D'autant que pour profiter de la reprise, les établissements avaient massivement embauché il y a deux ans, dans les activités de trading, notamment.

Depuis le printemps, l'industrie bancaire multiplie donc les annonces de réduction d'effectifs. Goldman Sachs va se séparer pour des «raisons économiques» d'environ mille employés à partir de septembre. Barclays aurait supprimé 600 postes dans sa division de banque d'investissement, BarCap, et 2 000 dans ses activités de détail, depuis le début de l'année. Son compatriote Lloyds Banking Group s'apprête à se délester de 15 000 emplois afin de se recentrer sur le Royaume-Uni. L'irlandais Allied Irish Bank a prévu de son côté de se passer de 2 000 salariés. L'allemand Commerzbank a déjà supprimé 7 400 postes. Credit Suisse anticipe 2 000 suppressions de postes dans sa banque d'in-vestissement, Intesa Sanpaolo 3 000… (lefigaro.fr 01.08)

1- leurs profits diminuent en raison de la crise qu'ils ont provoquée, rendez-vous compte,ils n'ont réalisé qu'un "bénéfice imposable de 11,5 milliards de dollars (8 milliards d'euros), en hausse de 3 % sur un an" ;

2- ils en veulent plus, toujours plus ;

3- pour remédier à ce terrible drame, car 11,5 milliards de dollars ce n'est pas suffisant : ils licencient massivement ;

4- ils vont récupérer 2,5 milliards de dollars principalement sur la masse salariale ;

5- dans cette perspective alléchante, les investisseurs (actionnaires) jubilent, le titre bondissait en bourse.

On a là en quelques lignes une démontration qui permet de comprendre comment fonctionne aujourd'hui le système économique, dont l'unique raison d'être n'a pas changé depuis que le capitalisme existe : permettre à une poignée de nantis de s'enrichir toujours plus, objectif que rien ni personne ne peut justifier en dehors des intéressés eux-mêmes, cela va de soi.

Haut de page

Le 3 août

Le bonjour à une lectrice de choix qui m'a adressé un courriel hier, ma chère et tendre fille à qui je pense tous les jours. Elle a appris que j'avais vendu la maison en se connectant sur le site parce que je n'ai pas trouvé le temps de l'en informer.

J'ai ajouté deux articles sur la Chine dans la rubrique *International* et un dans celle *Justice*. Il est 7h43 et j'ai terminé l'actualisation du site. Je me suis levé plus tôt pour pouvoir aussi m'occuper de mes affaires dans la journée. Quelques petites histoires indiennes... pas vraiment pour se détendre !

Quand vous êtes en présence de personnes qui s'accusent mutuellement d'être des menteurs après un incident ou dans une affaire à laquelle vous êtes mêlé malgré vous et dont vous êtes la victime, et que ces gens se retournent contre vous en vous accusant d'être également un menteur et d'être à l'origine d'un incident à leur place, quelle est votre réaction ? Pour moi c'est très simple, sans hésitation je romps immédiatement mes relations avec ces gens-là qui ne sont qu'une source d'emmerdements. C'est ce qui vient de m'arriver avec le propriétaire de la maison que je devais louer.

Avec ce monsieur, un Indien vivant en France, j'ai eu une discussion plutôt virulente. Quand intervient un incident entre Indiens et

que vous y êtes mêlés, comme ils sont incapables d'assumer leur responsabilité et qu'ils se ressemblent, je veux dire par là qu'ils sont aussi menteurs l'un que l'autre, systématiquement cela se termine qu'ils se retournent contre vous, le "Blanc", l'étranger.

J'en ai discuté le soir avec mon épouse Magueswary, je lui ai dit notamment, tu vois ces gens-là agissent ainsi en France comme en Inde, ils ont un comportement détestable, ils ne respectent rien et piétinent nos valeurs, ils ignorent le sens ou l'existence du mot respect, je n'ai jamais rencontré en 20 ans un Indien qui agissait autrement, en France ils alimentent le racisme ou fournissent des arguments à des gens qui n'ont pas grand chose dans la tête et qui sombrent facilement dans le racisme. Sans conscience de classe, ils reproduisent en France les rapports pourris qui leur tenaient lieu d'éducation dans leur pays.

Je sais de quoi je parle mais il pourrait encore s'en trouver pour douter des faits que je relate, alors je vais enfoncer le clou. Mon épouse dont l'hypocrisie est légendaire m'a encore joué un sale tour pas plus tard qu'avant-hier. Comme nous venons de toucher l'argent de la vente de la maison, étrangement presque chaque jour un de mes beaux-frères nous rendait visite depuis plusieurs semaines. Dans mon dos, elle a prévu de donner 200 000 roupies à un de ses frères pour qu'il puisse aller travailler en Allemagne, je l'ai appris au dernier moment parce qu'elle était bien obligée de m'en parler, lorsqu'il a fallu qu'il verse une avance de 100 000 roupies. J'étais prêt à lui avancer cette somme, la question n'est pas là, mais c'est le fait de préparer leur coup dans mon dos que je ne supporte pas, cela a donné lieu à une énième explication car ce n'est pas la première fois qu'elle agissait ainsi, en fait depuis 22 ans que je la connais. Alors imaginez jusqu'où cela peut aller quand il s'agit d'une personne qui n'a aucun lien avec vous.

J'ai mis en garde mon beau-frère en lui donnant cet argent : tu vas aller travailler en Allemagne, mais sais-tu quel salaire on va te verser, pour combien d'heures de travail par jour, car en Allemagne tu pourras te retrouver à travailler 10 heures par jour pour un salaire de misère, non seulement il ne te permettra pas de vivre décemment, tu ne pourras pas envoyer d'argent à ton épouse et tes deux filles et tu ne pourras jamais me rembourser, sais-tu que tu pourrais travailler pour un salaire horaire de 1 euro, à raison de 10 heures par jour sur 24 jours, ton salaire mensuel serait de 240 euros, soit environ 14 000 roupies (son salaire en Inde est d'environ 10 000 roupies) tout en vivant dans des conditions épouvantables, il est prévu qu'il partage une maison avec une vingtaine d'Indiens, à raison de 5 personnes par chambre qui dorment à même le sol sur des nattes ou des matelas de fortune, comme en Inde quoi, il m'a répondu qu'il n'en savait rien (à propos du salaire, le reste c'est lui qui me l'a raconté), qu'il n'avait posé aucune question, pour lui l'essentiel c'était de partir et rien d'autre, parce qu'il en a marre de son épouse et ses gosses qui lui rendent la vie impossible, je me devais de le préciser.

Je vous avais déjà expliqué que les rapports étaient pourris en Inde, c'est à ce niveau là, entre époux ils se haïssent, y compris leurs enfants, et contrairement aux Indiens en général, ils se sont choisis, ils ont fait un mariage d'amour et non un mariage forcé comme c'est encore la règle dans plus de 90% des cas.

J'ai essayé de le mettre devant ses responsabilités, je lui ai exposé en détail et calmement la situation, il m'a répondu par un sourir l'air de dire qu'il n'en avait vraiment rien à foutre. Il est technicien en climatisation avec 15 ans d'expérience, mais il ignore tout des critères de qualité exigés en Allemagne, ici il fait un boulot de merde, ce n'est pas un problème puisqu'on trouve mieux nulle part. Chaque fois qu'il intervient sur mon climatiseur, il fait une connerie et doit repasser le lendemain, de plus il dégueulasse le mur et le sol que je dois nettoyer ensuite, etc. Mieux encore, il ne faut rien lui dire, il a toujours raison, c'est la raison pour laquelle il ne progresse pas, tout le problème est là, c'est récurrent et il n'y a rien à faire, du coup j'ai laissé tomber depuis longtemps au lieu de m'engueuler avec lui. J'ai essayé de lui rendre service, en vain.

Je lui ai demandé s'il avait une petite idée, pourquoi un technicien Indien en climatisation irait travailler en Allemagne alors que dans ce pays il y a plus de 8 millions de chômeurs, sinon que les travailleurs allemands refusaient de travailler pour 1 euro de l'heure, pour un emploi qualifié, car avec un tel salaire il est impossible de vivre dans ce pays, de payer un loyer, etc. Il ne m'a pas répondu, je pense qu'il ne me croit pas, comment le pourrait-il puisqu'ici tout le monde ment pour un rien, il doit penser que puisque je n'étais pas favorable à son départ en Allemagne, je raconte n'importe quoi pour l'en dissuader, bref, un dialogue de sourd. Vous voyez par quoi il faut en passer pour essayer de faire comprendre quelque chose à un Indien, en pure perte (de temps), vous comprendrez que je n'ai pas la même patience avec tous les Indiens ou que j'ai franchement mieux à faire, c'est malheureux à dire, c'est ainsi.

J'ai connu un Indien informaticien qui était parti en Allemagne et qui a vite déchanté, lui aussi il avait un salaire médiocre et il devait partager une maison avec 25 autres Indiens, sauf que lui il était issu de la classe moyenne en Inde, il a signé deux contrats, puis à la première occasion il est parti rejoindre son épouse enseignante et son flis en Russie pour essayer de vivre une vie normale.

On fera un peu de politique demain ou on continuera sur la méthode pour interpréter la société et son évolution.

Du particulier au général et du général au particulier, cela vous cause ou non ? Je dis cela puisqu'on s'évertue à traiter les conséquences de la survie du capitalisme ou de la crise et qu'on délaisse ses origines, ses fondements. Comment pourrait-on comprendre l'un sans comprendre l'autre ? Comment annuler un effet si on n'en connaît pas la cause ? Dans ce cas-là il est impossible de rompre avec le capitalisme et les institutions.

Ceux qui ont pour fond de commerce les fonctionnaires, à quel moment font-ils leur éducation en leur expliquant la nature, la place, le rôle et le fonctionnement de l'Etat, de quelles manières ils ont évolué ? On se bat pour défendre son statut et basta, le reste ne nous concerne pas, c'est cela ? Un véritable syndicalisme de classe devrait être tourné résolument contre l'Etat, est-ce vraiment le cas, je n'en ai pas vraiment l'impression, un euphémisme ! Ils sont prolixes quand il s'agit du capitalisme en général, mais dés qu'on évoque l'Etat employeur complice des banquiers, on touche à un tabou, ils esquivent la question...

Dés lors que le syndicalisme ne s'inscrit pas dans la perspective du socialisme qui inclut la liquidation de l'Etat tel qu'il existe, un syndiqué estimera que l'Etat doit rester en l'état, sinon qui est-ce qui va régler son salaire à la fin du mois ? Ils ont vidé le syndicalisme de sa substance révolutionnaire, il ne faut donc pas s'étonner qu'il ait un contenu ou une orientation bourgeoise ou réactionnaire, c'est l'un ou c'est l'autre qu'on le veuille ou non.

Ce que je me demande aussi, c'est qu'est-ce que peuvent bien foutre les délégués et autres cadres syndicaux en dehors des périodes de mobilisation sur un thème précis (Sécu, retraites, etc), sachant qu'ils ne doivent pas non plus passer leur temps à combattre pour des revendications ayant obtenu un refus de l'Etat ou des patrons, ils rabâchent toujours les mêmes choses dans leurs tracts, ce que les travailleurs savent déjà ou qu'ils ont déjà entendu ailleurs, des tracts qu'ils ne lisent même plus ? Puisqu'ils ne peuvent pas faire avancer ces revendications, ils font quoi au juste d'utile pour les travailleurs en dehors de régler des questions alimentaires, administratives ? En quoi les aident-ils à rompre avec le capitalisme et l'Etat, c'est la seule question qui nous intéresse et qui mérite d'être posée, non ?

C'est une obsession me direz-vous. Effectivement, et le jour où elle sera partagée par la majorité des militants, le mouvement ouvrier sera de nouveau en ordre de bataille pour affronter dans de meilleures conditions notre ennemi et si possible le vaincre ou lui infliger des défaites, c'est bien ce que souhaitent tous les militants, n'est-ce pas, alors il faut s'en donner les moyens.

Le saviez-vous

- Depuis fin 2010 la Banque fédérative du Crédit mutuel (BFCM) est devenu le premier groupe français de presse quotidienne régionale, elle détenait notamment L'Alsace-Le Pays, Le Républicain lorrain, Le Progrès, Le Dauphiné libéré, Le Journal de Saône-et-Loire et Le Bien public. Elle a ajouté à son portefeuille L'Est républicain, Vosges Matin, Le Journal de la Haute-Marne et Les Dernières Nouvelles d'Alsace. (lemonde.fr 02.08)

Rien de tel, si besoin était, pour propager l'idée que la défense des intérêts des banquiers est prioritaire et correspond à l'intérêt général !

La propagande sur la dette américaine en titres.

- Les Etats-Unis repoussent à 2013 le spectre du défaut de paiement - LeMonde.fr

Quel soulagement ! Mais...

- Dette américaine: Pourquoi l'accord ne règle pas tout - 20minutes.fr

Ah bon, pas même jusqu'en 2013 !

- Dette américaine : qui sont les gagnants, qui sont les perdants ? - LeMonde.fr

Devinez ?

Dette américaine: Une baisse de la note des Etats-Unis pourrait passer (presque) inaperçue - 20minutes.fr

Tiens donc ! Mais...

L'économie américaine continue d'inquiéter les marchés financiers - AP

Qui l'aurait cru !

La propagande sur la dette de la zone euro en titres.

- Le plan européen n'aidera que modérément la Grèce, estime l'OCDE - Reuters

N'était-il pas pourtant le produit d'un accord "*historique*" (Sarkozy) ?

- Crise de la zone euro : Aucun plan de sauvetage pour l'Espagne, l'Italie et Chypre - 20minutes.fr

Pas nécessaire ils prétendent, et demain ils diront le contraire ! Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir !

En consultant les titres des dépêches de presse à plusieurs moments de la journée, on peut constater que d'une heure sur l'autre ils écrivent tout et son contraire : ouf tout va pour le mieux, c'est signer écrivent-ils, et deux heures plus tard, rien n'est réglé pour autant, du coup je compte les points et j'attends que la situation se stabilise pour comprendre réellement ce qui s'est passé, sinon un coup sur deux on va commenter une information fausse ou tronquée et raconter des conneries à notre tour.

C'est très délicat de traiter l'information à chaud. Les journalistes doivent prendre l'initiative d'écrire un article, puis leur direction doit confirmer ou infirmer leur orientation d'où ces changements incessants, je m'avance en disant cela mais je ne dois pas être loin de la vérité, les journalistes pratiquent aussi l'auto-censure.

Grâce au décalage horaire, je consulte les infos le soir et je recommence au réveil le lendemain matin, je ne garde que les infos les plus fraîches, mais parfois je constate aussi que certains éléments intéressants ont bizarrement disparu entre temps, je les intègre dans mes propres infos en fournissant la source, mais si vous cherchez cette dépêche ou article sur le Net vous ne le trouverez pas forcément s'ils se sont empressés de le retirer. Il arrive même parfois que l'on clique sur un titre et que la page ne s'ouvre pas, l'article a déjà disparu, cela m'est arrivé hier, c'était un article du monde.fr ou de libération.fr, je me suis senti frustré, je plaisante !

Politique

Espagne.

La place Puerta del Sol a été évacuée au petit matin, ce mardi. Une décision prise au nom de l'ordre public par le ministère de l'Intérieur et le maire de la ville.

"*Reveillez-vous, vous avez cinq secondes pour ramasser vos affaires et quitter la place.*" Voilà ce qu'on dit les policiers aux "indignés" de Madrid, ce mardi, au petit matin. Le ministère de l'Intérieur espagnol et la mairie de Madrid ont décidé d'un commun accord de l'évacuation totale de la place Puerta del Sol et celle du Prado. La police a donc évacué les campeurs en deux heures "*sans incident*", selon le quotidien espagnol *El Pais*. La semaine dernière, la tentative d'évacuation avait avorté.

C'est une question d'ordre public selon le gouvernement et le maire de la ville. Certains indignés se demandent si cette évacuation n'est pas liée à la visite du pape prévue dans la capitale entre le 16 et le 21 août. Avec cette évacuation, les indignés perdent un lieu devenu un symbolique de la lutte pour un meilleur pouvoir d'achat, pour plus d'Etat providence. (lexpress.fr 02.08)

Social

France.

Les employés des Samu sociaux ont fait grève et ont manifesté mardi dans plusieurs villes de France pour protester contre la diminution des places d'hébergement d'urgence, a-t-on appris auprès de syndicats ayant appelé à ce mouvement. L'appel à la grève était "*bien suivi*", selon Sud Santé-Sociaux, tandis que la CGT Santé faisait état d'une "*assez bonne mobilisation*". (AP 02.08)

Chine. Terrorisme ? Non, «***la vraie question est celle de la justice sociale***».

L'enquête menée par la police pour déterminer les circonstances et l'origine des violences qui ont fait 19 victimes ce week-end à Kashgar, dans la province du Xinjiang, n'a pas traîné. Quelques heures après les faits, il était certain pour le gouvernement local que les deux attaques, qui interviennent moins de quinze jours après les émeutes de Hotan, étaient des actes «*terroristes*».

Seule la chaîne privée Phoenix TV a souligné que, certes, «*des terroristes cherchaient à diviser*», mais aussi que les divisions existent déjà entre Chinois hans et ouïghours qui se sentent marginalisés. Et que «*la vraie question est celle de la justice sociale*». (libération.fr 02.08)

Economie

1- La Bourse ou la vie. Ou quand la "***réalité***" les rattrape !

1.1- Les Bourses européennes ont clôturé la séance de mardi sur leur plus forte baisse en 11 mois, les avancées sur la

dette américaine ayant été largement occultées par les craintes d'un ralentissement de l'économie mondiale et de la contagion de la crise de la dette à l'Italie.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a chuté à son plus bas niveau de clôture depuis la fin du mois d'août 2010. (Reuters 02.08)

1.2- L'indice phare de la Bourse de Milan a touché mardi son plus bas niveau depuis 27 mois, plombé par la chute des banques affichant une forte exposition à la dette italienne.

La pression des marchés sur l'Italie s'est intensifiée mardi, mettant en danger la capacité du deuxième pays le plus endetté de la zone euro à se financer et poussant les autorités italiennes à se réunir d'urgence.

Le rendement des obligations italiennes à 10 ans a atteint en séance son plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique, il y a 11 ans, atteignant sensiblement le même niveau que le taux du papier espagnol de même échéance, lui aussi en hausse, soit respectivement 6,101% et 6,273%. (Reuters et lefigaro.fr 02.08)

1.3- En Espagne, le président du gouvernement José Luis Rodriguez Zapatero a décidé mardi de retarder son départ en vacances, afin de suivre les derniers développements de la crise, et notamment la nouvelle envolée de la prime de risque attachée à la dette de Madrid.

L'écart de rendement entre les obligations espagnoles et allemandes à 10 ans est passé au-dessus du seuil symbolique des 400 points, un niveau jamais atteint depuis la création de la zone euro, avant de se replier.

De son côté, le papier italien à 10 ans a vu son rendement dépasser la barre des 6% au-delà de laquelle se sont accentuées les inquiétudes sur la capacité de Rome à se financer.

"*La barre des 6% était vue comme une ligne jaune pour les rendements italiens et maintenant qu'elle est franchie, les gens ne veulent accepter aucun risque à part l'Allemagne*", juge un trader.

Conséquence de cette forte demande d'obligations allemandes, le Bund à 10 ans a cessé mardi d'offrir une prime vis-à-vis de l'inflation, une première depuis plus d'un demi-siècle. (Reuters 02.08)

1.4- Le regain de tension sur les taux italiens et espagnols est d'autant plus spectaculaire qu'au même moment l'Allemagne bénéficie sur les marchés de conditions d'emprunt historiquement généreuses. C'est ainsi que le taux de rendement du Bund (à dix ans) est tombé à 2,395%, un chiffre qui est en deçà du taux d'inflation en Allemagne sur les douze derniers mois (2,4%). Un tel cas de figure est totalement inédit, depuis 1957 que les statistiques existent. «*Les écarts de taux s'élargissent au sein de la zone euro, les investisseurs concentrant leurs achats de titres d'État sur l'Allemagne et dans une moindre mesure sur la France, car les gérants ne peuvent pour des raisons techniques ne posséder que du papier allemand!*», explique Jean-Christophe Caffet, économiste à Natixis. Du coup, les taux de rendement sur les OAT françaises à dix ans sont de nouveau orientés à la baisse (3,12% mardi), même si l'écart avec l'Allemagne a doublé depuis le début de l'été, dépassant désormais les 70 points de base. (lefigaro.fr 02.08)

1.5- Les valeurs américaines ont fini en nette baisse mardi, les investisseurs s'interrogeant sur la croissance économique aux Etats-Unis et craignant de voir le pays perdre sa note triple A malgré le vote au Congrès du compromis sur le relèvement du plafond de la dette.

L'indice S&P, la référence des gérants de fonds, a accusé sa septième séance de baisse d'affilée, tombant sous sa moyenne mobile à 200 jours, un mauvais présage pour les marchés. Il s'agit de la plus longue baisse de l'indice S&P depuis octobre 2008, au plus fort de la crise financière.

"*Les investisseurs sont passés de Washington à ce que j'appelle les réalités économiques*" commente Fred Dickson, spécialiste des marchés chez Davidson. (Reuters 02.08)

2- Etats-Unis. L'intox, décryptage.

2.1- Après la Chambre des représentants la veille, le Sénat américain a adopté à son tour mardi le compromis sur le relèvement du plafond de la dette américaine. Sans un accord au Congrès avant mardi minuit, les Etats-Unis se seraient retrouvés en défaut de paiement. (en réalité ils y sont depuis des lustres, depuis les années 60 le plafond de la dette a été relevé plus de 70 fois ! - note du site)

Le chef de la Maison Blanche avait un peu plus tôt salué l'adoption du compromis, estimant qu'il s'agissait d'un premier pas permettant aux Etats-Unis de vivre dans la mesure de leurs moyens. (traduction : continuer de dépenser ou consommer sans

compter comme si de rien n'était et en faire porter le fardeau au reste du monde - note du site)

Il avait cependant estimé que les parlementaires devaient encore fixer leur attention sur la bonne santé de l'économie et la création d'emplois. (accessoirement ! - note du site). Il a estimé que le budget ne pouvait être équilibré sur le dos de ceux qui ont "*fait les frais*" de la "*récession*". (alors que c'est justement sur leurs dos que ce compromis pourri a été trouvé entre démocrates et républicain ou l'art de dire le contraire de ce qu'on fait à l'intention des marchés et non des travailleurs américains qui ne seront pas dupes. - note du site)

Issu de négociations de dernière minute qui ont abouti à un compromis ce week-end, le relèvement du plafond de la dette américaine s'accompagne d'un plan drastique de réduction des dépenses de plus de 2.000 milliards de dollars (1.408 milliards d'euros) sur dix ans. (d'une dépêche à l'autre ce chiffre fluctue entre 2.000 et 2.400 milliards de dollars, par contre pas question de donner le chiffre du relèvement de la dette qui est en fait équivalent à celui de la réduction des dépenses. - note du site)

Pour autant, les marchés financiers continuent de s'inquiéter devant la crise de la dette en Europe. (si nous devions chercher qui selon eux doit faire les frais de cette politique de fuite en avant, nous avons la réponse : l'ensemble des travailleurs de la zone euro. - note du site) (AP 02.08)

2.2- Les États-Unis pourraient perdre leur note de crédit triple "A" auprès d'une agence de notation au moins cette année, mais, au bout du compte, ceci pourrait finalement s'avérer être un non-événement. (il existe donc deux poids et deux mesures selon le pays. - note du site)

Aussi étrange que cela puisse paraître, une dégradation de la note américaine pourrait presque passer inaperçue dans les salles de marchés alors qu'un tel abaissement n'a cessé d'être présenté comme un cataclysme par des responsables politiques et monétaires au cours des derniers mois. (un psychodrame orchestré à destination des travailleurs pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée de se rebeller contre le système. - note du site)

L'histoire nous apprend qu'une dégradation ne susciterait sur le marché obligataire aucun des remous que certains redoutent tant. Le Japon a perdu son triple "A" il y a plus d'une décennie et bénéficie toujours des taux d'intérêt les plus faibles des économies développées.

Comme cela fut le cas pour le Japon, le problème majeur pour les marchés est surtout la faiblesse de l'économie américaine, qui pourrait ralentir davantage en réaction aux réductions de dépenses décidées en contrepartie du relèvement du plafond de la dette.

Cette rigueur budgétaire pourrait restreindre la consommation, les créations d'emploi et l'inflation. (c'est en fait la spirale infernale. - note du site)

Pour les investisseurs, la situation des États-Unis n'a rien à voir avec celle de pays en crise comme la Grèce. Aussi endetté soit-il, le pays est toujours en mesure de payer ses factures, tandis que les obligations du Trésor américain bénéficient toujours d'une demande et d'une liquidité solides. (si la Grèce pouvait s'endetter à l'infini sans avoir de compte à rendre, elle pourrait encore tenir quelque temps ainsi, mais la BCE lui interdit. - note du site)

Le marché obligataire est l'arbitre ultime des inquiétudes entourant les dettes souveraines. Or la faiblesse actuelle des rendements des Treasuries ne traduit aucunement l'anxiété qui avait fait flamber les coûts d'emprunt de la Grèce au plus fort de sa crise budgétaire.

Les rendements de l'emprunt américain de référence à dix ans atteignent actuellement 2,74%, soit seulement 0,7 point de pourcentage au-dessus de leur plus bas historique. (le Trésors emprunte aux marchés à 2,74% qui eux-mêmes empruntent à la Fed à 0,5% environ, la différence sur des centaines de milliards de dollars représente un sacré paquet de dollars acquis à moindre frais, sans risque et en dormant ! C'est ainsi également que la dette de l'Etat ne cesse de croître, volontairement, là encore c'est un cercle infernal. - note du site) (Reuters 02.08)

Haut de page

---

4 août

Le POI n'est qu'un satellite du PS ou l'art d'entretenir les illusions dans un parti représentant les intérêts du capital. Mode d'emploi.

Dans son dernier éditorial (IO n°160), D. Gluckstein commence par donner la parole à un "*sympathisant du PS*" réel ou fictif

qu'il nomme "*camarade*", on l'imagine déjà appeler Dominique Strauss-Kahn (Ex-FMI et grand bourgeois), Pascal Lamy (OMC), Jacques Attali (banquier) ses "camarades", le ton est donné.

Et que dit de si intéressant ce brave "*sympathisant du PS*", je vous le donne en mille, Gluckstein a dégotté (ou dégoté) une personne - on n'ose pas dire un travailleur, qui ignore encore ce qu'est réellement le PS et quelles sont ses réelles intentions : "*j'ai l'impression que, sur le fond, les candidats proposent la même politique, pas très différente d'ailleurs de celle de Sarkozy.*".

Non, franchement, vous le croyez vraiment, vous avez encore un doute, comme la vie est cruelle, vous appartenez à la minorité des masses exploitées qui ne savent toujours pas qu'ils n'ont rien à attendre de ce parti viscéralement inféodé au capital. Cela tombe bien c'est justement le fond de commerce sur lequel spécule le POI.

Et au lieu de tenter de l'en convaincre, Gluckstein va s'employer à nourrir ses illusions dans ce parti de la Ve République.

Comment procède-t-il ?

Il revient sur les conditions dictées par le PS pour participer aux primaires qui départageront les candidats (PS et PRG) à la présidentielles de 2012, qui consisteront à "*verser un euro et signer la « charte d'engagement aux valeurs de la gauche »*".

Puis après avoir énuméré ce qui selon lui seraient des "*valeurs de la gauche*", il revient sur les déclarations récentes d'Aubry et Hollande qui sont dans la droite ligne de la politique de Sarkozy : "*Non, les seules valeurs qui sont ici défendues sont celles, bien palpables, des actions, obligations, devises et autres produits dérivés qui s'entassent dans les coffres- forts des banquiers et des spéculateurs. Le reste n'est que rideau de fumée pour tromper le peuple.*"

A ce stade, on se dit qu'effectivement le soutien aux banquiers et au marché financier affiché par le PS le situe clairement dans le camp de l'UMP et des capitalistes contre les intérêts de la classe ouvrière, donc il n'y a rien à attendre d'un tel parti. Mais ce n'est pas du tout ce que veut dire Gluckstein ou la conclusion qu'il en tire, bien au contraire, bande d'ignares (cela s'adresse aux militants et travailleurs qui n'ont aucun illusion dans le PS), vous ignorez que le PS serait en réalité un parti ouvrier qui s'ignore, si, si, en lui forçant un peu la main cela s'entend, un véritable parti socialiste, dans ce bas monde tout peut arriver, même les miracles : "*Pourtant, « valeurs de la gauche » se chargerait d'un tout autre contenu si cela se traduisait par un appel à la mobilisation pour rejeter la dictature de la troïka*", ben voyons, le PS appelant la classe ouvrière à se débarrasser de la tutelle du FMI, de la BCE et de la Commission européenne, alors qu'il n'y a pas plus farouche partisan de l'Union européenne !

Il va réussir par faire vomir ou s'étouffer les militants de son propre courant politique...

Attendez, ce n'est pas terminé, après l'hors d'oeuvre et le plat de résistance tout aussi indigeste, il va vous falloir avaler le dessert, prenez votre respiration avant : "*Ces valeurs-là reposent sur les principes de la lutte de classe, qui fondent l'existence du mouvement ouvrier. Il est à craindre qu'on ne les retrouve pas au fond de l'urne des élections primaires*" (du PS-PRG). Sans blague !

Vous avez bien lu camarades : "*il est à craindre*" que les véritables valeurs de la gauche ne se "*retrouve(ent) pas au fond de l'urne des élections primaires*", laissant planer le doute qu'elles pourraient y figurer, par quel miracle serait-ce possible, lui seul le sait !

Comment imaginer un seul instant que le PS s'engagerait un jour dans une voie par laquelle "*puisse s'ouvrir une issue conforme aux besoins du peuple.*", on frôle le délire ou il a perdu la tête se dit-on en lisant ces lignes, non, non, le professeur a bien pesé chaque mot, vous ne rêvez pas. Quand il prête des illusions dans le PS à ce "*sympathisant du PS*", c'est pour qu'on ne l'accuse pas d'en avoir autant dans ce parti, c'est classique comme méthode.

Les choses sont suffisamment claires ici pour que plus aucun militant n'ait de doute sur les véritables intentions de ce dirigeant, qui n'a rien à envier aux parasites qui se sont employés méticuleusement à gangrener le mouvement ouvrier au nom du socialisme ou du trotskysme pour qu'il finisse par être totalement subordonné au régime. Chimères, illusions, miracles ou hypothèses insensées, attrape-nigauds, voilà sur quoi repose notamment l'orientation politique du POI.

Ce qui est formidable avec ce genre d'articles, c'est qu'on n'a pratiquement pas besoin de l'interpréter pour que les militants en comprennent la signification et au passage les intentions de son auteur. On ne critiquera pas les militants qui caractérisent le POI comme un satellite du PS ou le placent dans le même panier de crabes, nous en sommes sincèrement désolés pour les militants de ce parti.

On comprend mieux pourquoi des militants inorganisés ou non ayant rompu ou ayant été exclus du PCI ou du PT qui sont prêts sincèrement à combattre au côté des militants du POI, s'y refusent catégoriquement. C'est franchement désolant d'en arriver là.

Ce genre d'articles brise net d'un coup tous les efforts que j'ai pu entreprendre pour essayer de convaincre des militants isolés ou non de s'associer aux batailles engagées par le POI, il faut que les militants du POI le sachent et ne le perdent pas de vue. Vouloir

à tout prix associer le PS et ses satellites à la perspective d'une issue politique favorable à la classe ouvrière est totalement insupportable.

Les militants du POI doivent prendre conscience de ce que cela signifie : que leurs dirigeants ne construisent pas un parti dans la perspective de la révolution et de la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans lesquelles ils ne croient pas ou plus ou encore n'ont jamais cru, mais qu'au contraire leur engagement politique ne sert qu'à faire la courte échelle à ces partis dans des formes moins explicites qu'autrefois, avant 1981 ; qu'ils se souviennent pour les plus vieux d'entre eux qu'en 1972, soit à peine un an après le Congrès d'Epinay, Pierre Lambert dans un interview donné à l'Express ou au Point (je n'ai pas réussi à remettre la main sur cet interview sur le Net après que le disque dur de mon ordinateur a brûlé) répondant à un journaliste avait dit que son objectif était de porter le PS au pouvoir, car déjà à cette époque pour lui et les autres dirigeants de l'OCI, porter le PS au pouvoir ouvrirait une crise révolutionnaire, autrement dit, indirectement le fait de porter au pouvoir PS et le PCF suffirait à ouvrir une issue politique à la crise du capitalisme, stratégie qu'ils avaient été jusqu'à théoriser et connue des militants comme concrétisant la période de "l'imminence de la révolution", on connaît la suite.

Ainsi, Gluckstein n'invente rien, c'est le clone de Lambert, ils sont toujours scotchés sur la même ligne opportuniste, cela démontre aussi qu'ils n'ont jamais corrigé leurs erreurs et qu'ils sont incapables d'en tirer le moindre enseignement, je suis désolé d'affirmer que plusieurs décennies plus tard ils en ont parfaitement conscience et c'est incurable.

On a essayé de croire le contraire, on a voulu sincèrement y croire, certains militants m'en veulent d'ailleurs pour cette raison, on ne pourra pas m'accuser d'avoir manqué de patience ou d'avoir usé d'arguments à l'emporte-pièce pour arriver à ce bien triste constat. Les camarades comprendront qu'en se rapprochant rapidement du déclenchement de l'affrontement violent entre les classes, on ne peut plus se permettre de tergiverser ou d'entretenir artificiellement un espoir dans un parti qui ne le mérite pas ou dont les dirigeants s'acharnent à tout faire pour dégoûter les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière de le rejoindre.

Dans ces conditions, ne craignons pas de regarder la réalité en face et d'affirmer que non seulement aucune issue à la crise du capitalisme ne verra le jour avec la bénédiction du PS et ses satellites, et quand la situation sera révolutionnaire le mouvement ouvrier sera incapable de vaincre, puisque tout aura été entrepris pour qu'il en soit ainsi.

Je vois déjà des camarades sortir leurs mouchoirs et se lamenter, rassurez-vous chers camarades, c'est dans la douleur et au prix de grands sacrifices que les solutions apparaissent et l'horizon se dégage enfin, certes nous allons encore connaître de terribles et douloureuses défaites dans un proche avenir, espérons qu'elles coïncideront ou donneront un élan suffisant à la recomposition sur des bases saines du mouvement ouvrier et de son avant-garde révolutionnaire.

Le capitalisme n'a pas d'avenir, gardez patience, demeurez intransigeants sur les principes, gardez à l'esprit les précieuses connaissances que vous avez acquises, qui sont indestructibles et sur lesquelles reposent ou devraient reposer vos convictions, ne vous laissez pas envahir par des états d'âme ravageurs ou démoralisateurs, nous vaincrons, et peu importe si nous ne serons plus là pour voir le socialisme triompher, nous ne menons pas ce combat à des fins individuels, mais pour libérer l'humanité du cycle infernal de l'exploitation de l'homme par l'homme, tel est le sens et le seul objectif de notre engagement politique, soyons en digne en y restant fidèle jusqu'au bout.

La lecture rapide du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (160) ne m'a pas convaincu de l'intérêt de mettre en ligne une page de ce journal. Je m'y suis repris à trois fois avant de le décider. Entre la feuille de chou syndicale et la gazette des maires : ça suffit !

J'ai mis en ligne (pdf) cet article sous le titre : *Où va le POI?*

Parole d'internaute.

- "Les mécanismes actuels mènent à la catastrophe générale, chacun le sait. Le pouvoir politique doit retrouver la main en affirmant sa souveraineté et en décidant une re négociation générale des dettes. Les créditeurs et même la Chine comprendront vite qu'il vaut mieux négocier et s'assurer de quelque chose en permettant aux économies de repartir, plutôt que de risquer de tout perdre... " (lemonde.fr 03.08)

Politique

France.

1- Corruption. Woerth l'amnésique.

Trois services de l'Etat avaient averti l'ancien ministre du budget Eric Woerth de la sous-estimation de l'hippodrome de Compiègne, rapporte *Le Canard enchaîné*, documents à l'appui, mardi 2 août. Accusé d'avoir '*bradé*' le domaine à la société des courses de Compiègne pour un montant de 2,5 millions d'euros, Eric Woerth avait pourtant affirmé n'avoir '*jamais connu d'autre évaluation*'.

Les courriers du directeur de l'Office national des forêts, Bernard Gamblin, et du président de la commission pour la transparence des opérations immobilières de l'Etat, Philippe Dumas, avaient déjà été diffusés par l'hebdomadaire. Ces notes, rédigées en juillet 2009 et en mars 2010, précisent notamment que '*la valeur réelle de ces terrains est au moins dix fois supérieure à l'estimation*' faite par les fonctionnaires de France Domaine.

Un troisième courrier de Philippe Parini, directeur général des finances publiques, envoyé le 1er septembre 2009, insiste quant à lui sur le caractère indispensable d'un appel d'offres. Il note également qu'il est '*indispensable de recourir à une expertise privée pour établir la valeur de ce bien*'.

Le Canard enchaîné publie ces documents alors qu'Eric Woerth a annoncé début juillet son intention de déposer une plainte contre le journal pour diffamation. L'ancien ministre reproche en effet au journal satirique d'avoir écrit que l'hippodrome de Compiègne a été vendu '*pour un prix préférentiel et sous-évalué*'. Depuis le début de l'affaire, Eric Woerth affirme en effet n'avoir commis aucune erreur dans ce dossier. '*Si j'avais à refaire ce que j'ai fait sur Compiègne, je le referais immédiatement aujourd'hui*', avait déclaré l'ancien ministre du budget, lors d'une conférence, avant d'ajouter : 'J'ai bien fait et je le referais tel quel.' (lemonde.fr 03.08)

2- Qu'est-ce qui les motive ? Pardi, la gamelle.

La division aux sénatoriales guette aussi l'opposition. Dans le rôle des mécontents prêts à dégainer des listes concurrentes : Jean-Luc Mélenchon et son Parti de gauche (PG). L'ancien sénateur de l'Essonne n'apprécie pas de voir l'union entre socialistes, communistes et écologistes n'offrir aucune place éligible à son parti. «*Il est hors de question que le Parti de gauche disparaisse du Sénat*», tempête Eric Coquerel, secrétaire national du PG.

Sérieusement remontés depuis le printemps, Mélenchon et les siens ont sorti la semaine dernière l'arme de dissuasion massive : présenter une liste concurrente dans la capitale emmenée par Danielle Simonnet, conseillère de Paris. Si elle est exécutée, la manœuvre ferait une victime : Pierre Laurent, rien de moins que le patron du PCF… neuvième sur la liste d'union de la gauche - soit la dernière place éligible si la droite reste divisée en septembre. Il suffit de quelques voix de grands électeurs en faveur d'une éventuelle liste PG, et l'entrée de Laurent au palais du Luxembourg échouerait. Pour des camarades alliés au sein d'un «Front de gauche» pour la présidentielle derrière Mélenchon, la division ferait quelque peu désordre… «*Pour le moment, on en est au stade pédagogique*», prévient Coquerel.

Au PCF, on parle plutôt d'«arme nucléaire». Si le PG est aussi menaçant sur Paris et dans d'autres départements d'Ile-de-France, c'est qu'il s'estime maltraité en Essonne. Dans l'ancien fief socialiste de Jean-Luc Mélenchon, le PG revendique la deuxième place pour sa sortante Marie-Agnès Labarre. Or, emmenée par l'écologiste Jean-Vincent Placé, la liste compte, en numéro 2, une sénatrice PS, Claire-Lise Campion, suivie du communiste Bernard Vera, eux aussi élus en 2004. «*En Essonne, le PCF c'est 250 grands électeurs, et le PG c'est 31, pointe Lydie Benoist, responsable des élections au PCF. Nous n'avons aucun souci avec Marie-Agnès Labarre, mais elle a remplacé Jean-Luc Mélenchon qui lui avait été élu en tant que socialiste ! Sauf à décider que nous aurons un parlementaire en moins, ce qui n'est pas concevable, on ne peut pas laisser cette place.*»

Le PG réclame une «*réouverture des négociations*» jugée pour l'instant inconcevable par ses partenaires. «*Le PG ne peut pas en rester à un simple pouvoir de nuisance, alerte Christophe Borgel au PS. Faire perdre un siège à la gauche, c'est prendre le risque de laisser le Sénat à droite*.» «*Ce sont les forces de gauche qui ont négocié cet accord qui prennent ce risque*», rétorque Coquerel, reprochant au PS, au PCF et à Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) de ne pas avoir associé son parti aux discussions. «*Il n'y a pas eu de demandes particulières*», renvoie Borgel. «*C'est un problème que le Front de gauche doit résoudre, appuie Jean-Vincent Placé à EE-LV, pour qui chacun doit s'occuper de ses satellites. Le PCF doit traiter le PG en tant que partenaire, comme nous le faisons avec le Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter ou le PS avec le PRG.*»«*Ce n'est pas avec le PCF qu'il faut qu'on règle ce problème mais avec toute la gauche !*» défend Coquerel. (libération.fr 02.08)

Satellite of love chantait Lou Reed dans les années 70, pas vraiment le cas ici !

Ces gens-là se détestent royalement rongés par la seule chose qui les intéresse : des postes et les prébendes qui vont avec. Au-delà de la défense du régime en place qu'ils ont en commun, si on cherchait les réels intentions de ces laquais du capital, elles sont exposées ici, et s'ils se bouffent le nez entre eux, c'est parce que les places sont limitées et chères et que chacun estime qu'en retour des services rendus à leurs maîtres il a le droit à sa part du gâteau.

A défaut d'aller bosser, ces parasites préfèrent faire carrière au service de la Ve République, on pourrait les classer au bas de l'échelle dans la catégorie des prostituées, car tout ce qu'ils ont à vendre relève de l'escroquerie.

Economie

France

Ce n'est pas sur le crédit à la consommation qu'il faudra compter pour améliorer la morosité ambiante. Selon les chiffres publiés mardi par la Banque de France, le montant de ces crédits accordés en France sur douze mois ont atteint en juin leur plus bas niveau depuis 2006. Une tendance confirmée par l'étude de l'Association des sociétés financières (ASF), parue le mois dernier. Il en ressort notamment une baisse moyenne de 1,7% de la production de crédit au deuxième trimestre 2011 après quatre trimestres consécutifs de progression (+9,3% au 1er trimestre 2011).

Quant au crédit renouvelable réformé par la loi Lagarde, il poursuit et accélère sa décrue. En 2010, son poids dans la production totale de crédits à la consommation est passé de 40% à 37% puis de 37% à 34% sur le 1er semestre 2011.

Par ailleurs, la consommation en berne de ces derniers mois n'améliore pas la situation. À défaut de renoncer à acheter, les consommateurs français optent pour des produits moins chers et empruntent donc moins. Les financements des biens d'équipements des foyers reculent ainsi de 10,3% au 2e trimestre. Et, pour couronner le tout, le taux moyen sur les crédits remonte progressivement depuis le début de l'année (6,2% en juin). (lefigaro.fr 03.08)

Haut de page

Le 5 août

Je n'ai pas trouvé le temps de traiter les deux derniers courriels que j'ai reçus, on verra cela plus tard. Ce matin je dois encore me rendre au bureau d'immigration et je n'ai pas encore trouvé de quoi me loger.

J'ai mis en ligne le fichier de juillet contenant les articles de presse (9, 24 pages) traitant de l'économie.

Il y a à peine 4 ou 5 ans on hésitait à aborder les questions économiques, parce que nous avions conscience de nos faiblesses dans ce domaine, depuis on s'est employé à essayer de combler cette lacune, et on continue avec la même détermination ! Marx s'était planté sur tout un chapitre du *Capital* qu'Engels a corrigé par la suite, ne prétendant pas rivaliser avec eux, qu'on nous accorde de nous tromper parfois. Cela ne nous gêne pas de l'avouer contrairement à bien d'autres qu'il n'est plus nécessaire de citer. Ce n'est pas de la fausse modestie, il faut bien regarder la réalité en fasse pour se corriger et progresser, sinon c'est impossible.

L'actualité et la lutte des classes nous imposent de consacrer plus de temps à l'économie qu'à l'ethnologie, à la biologie, à l'astrophysique ou aux nanotechnologies par exemple, c'est plus ingrat et moins passionnant, mais on n'a pas le choix ! Passons à l'actualité justement.

Difficile de faire boire un âne qui n'a pas soif dans une version légèrement modifiée pour l'occasion, on ne peut pas forcer la population à consommer quand elle n'en a pas les moyens, quand elle est endettée jusqu'aux dents ou quand elle craint pour son avenir. Autrement dit quand la réalité revient au galop ou s'impose, les rattrape. A force de tirer sur la corde, elle va bien finir par se casser. Leur crise nous inspire ! Sauf le respect, cela va de soi.

Chômage massif, généralisation de la précarité au travail, hausse des salaires nulles ou presque, paupérisation grandissante, endettement massif de la population, insécurité sociale généralisée, le tout pousse à la réduction de la consommation, donc à la baisse de la production qui conduit à une augmentation du chômage, etc. le cycle infernal de la crise qui prépare les conditions d'une gigantesque explosion sociale.

Si elle n'a pas encore eu lieu, c'est le fait de la combinaison d'au moins deux facteurs, la capacité de la majorité des masses exploitées à y faire face, donc l'absence de prise de conscience de la nécessité de rompre avec le capitalisme, et l'absence d'alternative au capitalisme que traduit le manque de confiance des travailleurs dans les partis parlant en leur nom ou l'absence d'un parti révolutionnaire incarnant le socialisme.

La question des appareils, qui servent d'obstacles à la mobilisation des masses contre le régime, se nourrit du premier facteur, le mouvement ouvrier sur le plan syndical n'est pas orienté vers la rupture avec le capitalisme mais s'en accommode, tandis qu'elle conduit à l'impuissance ou dans une impasse sur le plan politique les partis ouvriers incapables de rompre le cordon ombilical avec le PS et ses satellites, ainsi que les institutions. Entre ceux qui prétendent que tout serait possible et ceux qui affirment au contraire que rien n'est possible, les travailleurs ont de quoi être perplexes ! Ce qui est possible, c'est de relier chaque revendication sociale au combat pour l'abolition des privilèges de l'aristocratie financière et des capitalistes en général que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire réalisera une fois abattues les institutions de la Ve République.

La crise, la dette, les bas salaires, l'exploitation, le chômage, les attaques incessantes contre l'école, l'hôpital, etc sont les conséquences des privilèges que le système octroie aux capitalistes, privilèges qui remontent jusqu'aux fondements de ce

système économique, sans lesquels il ne pourrait pas fonctionner ou survivre. Par ailleurs, ce sont ceux qui profitent de ces privilèges et leurs représentants qui justifient ou légitiment leur existence, d'où la nécessité politique de mettre un terme à leur capacité de nuisance, donc de rompre avec les institutions de la Ve République et ses partis dans un premier temps, dans la perspective de les liquider par la suite.

La dette de l'Etat correspond aux intérêts sur emprunts (obligations) versés aux marchés financiers au cours des dernières décennies, à des prêts consentis à des banquiers et des industriels, aux cotisations sociales versées par l'Etat à la place des patrons, à la réduction de l'impôt sur les bénéfices des entreprises par le biais de mécanismes les conduisant à ne plus payer d'impôts ou presque, donc en aucun cas cette dette ne peut être imputée aux travailleurs, elle est de la seule responsabilité de l'Etat qui représente les intérêts de la classe des capitalistes. C'est facile à expliquer et à comprendre.

C'est l'Etat (ses institutions, ses partis, ses représentants) qui a accepté de se soumettre à la BCE, c'est l'Etat qui a accepté de se soumettre à la loi des marchés financiers, c'est donc en direction et contre l'Etat que nous devons concentrernotre combat. En développant cette orientation politique, la question du gouvernement ouvrier révolutionnaire, de l'Etat ouvrier qu'il va nous falloir construire coule de source ou n'est plus qu'une formalitée.

Pour un militant la difficulté est de faire le lien entre les revendications sociales, le fonctionnement du capitalisme, la question de l'Etat et celle du gouvernement ouvrier qui inclut celle du parti. La crise aplanit cette difficulté dans la mesure où le régime apparaît de jour en jour tel qu'il est réellement, permettant ainsi à un plus grand nombre d'en prendre conscience à des degrés divers.

Si maintenant on n'est pas capable de faire ce lien ou qu'on s'y refuse, cela revient à analyser un processus en s'arrêtant en cours de route, une telle analyse ne peut être que d'aucune utilité aux travailleurs, chacun en tirera les conclusions qu'il veut ou qui correspondent à sa situation personnelle, sans que l'on puisse évoquer une élévation de leur niveau de compréhension du fonctionnement du capitalisme et ses institutions, bref, on n'aura pas avancé d'un pouce.

Politique

France

Après avoir deux fois reporté sa décision, la Commission des requêtes de la CJR (Cour de justice de la République) a annoncé jeudi, par la voix de son président Gérard Palisse, qu'elle émettait "*un avis favorable à une mesure d'instruction concernant Mme Lagarde*". Un avis immédiatement transmis au parquet général de la Cour de cassation.

Ce dernier, tenu de suivre l'avis, a précisé que les chefs retenus par la Commission des requêtes de la CJR étaient ceux de complicité de faux et de complicité de détournement de biens publics.

Au cours de l'arbitrage Tapie/Crédit Lyonnais, "*il y a modification des termes d'un document à deux stades de la procédure", explique-t-on au parquet général, qui y voit là "une anomalie de nature à constituer un faux*".

Ces deux chefs sont plus graves que celui d'abus d'autorité qui avait été retenu par l'ex-procureur général de la Cour de cassation, Jean-Louis Nadal, aujourd'hui à la retraite, lorsqu'il avait saisi la CJR le 10 mai. La complicité de détournement de biens publics est passible de dix ans de prison.

Par ailleurs, "*quelqu'un a bénéficié de fonds publics qu'il n'aurait pas dû obtenir*", ajoute-t-on de même source, en évoquant les "*centaines de millions d'euros*" perçus par Bernard Tapie.

Cécile Petit, qui fait fonction de procureure générale à la Cour de cassation, va saisir "*dans les prochains jours*" la commission d'instruction. Au cours de cette information judiciaire pour complicité de faux et complicité de détournement de biens publics, Christine Lagarde, actuellement directrice générale du FMI (Fonds monétaire international), ne pourra être entendue qu'en tant que témoin assisté ou mise en examen.

En octobre 2007, Christine Lagarde, alors ministre de l'Economie, avait accepté un recours à l'arbitrage dans le litige opposant Bernard Tapie au Consortium de réalisation (CDR), chargé de liquider le passif du Crédit Lyonnais, au sujet de la vente d'Adidas en 1994 par la banque.

Le 7 juillet 2008, trois juges arbitres, dont l'un a vu ensuite son impartialité mise en cause, avaient accordé à Bernard Tapie près de 400 millions d'euros (285 millions d'euros dont 45 pour préjudice moral, auxquels s'ajoutent les intérêts de retard).

Pour M. Nadal, le CDR, structure privée mais filiale de l'Etablissement public de financement et de restructuration (EPFR), ne pouvait pas recourir à l'arbitrage, le Code civil interdisant le recours à un tribunal arbitral pour les structures publiques. (AP 04.08)

Espagne

La police anti-émeutes espagnole a interdit, jeudi 4 août, pour la troisième journée d'affilée, l'accès à la place de la Puerta del Sol à Madrid pour empêcher les protestataires de s'y réinstaller. La police avait évacué, mardi à l'aube, le campement emblématique des 'indignés' de la Puerta del Sol, où était né, le 15 mai, le mouvement de protestation contre les effets de la crise et la politique du gouvernement socialiste.

Des policiers munis de boucliers étaient alignées en rangs derrière des barrières dans les rues menant à la place pour en bloquer l'accès. La station de métro de la place, la plus fréquentée de la ville, a été fermée pendant plusieurs heures, de même que l'arrêt d'un train de banlieue.

Environ deux cents manifestants se sont rassemblés, jeudi en fin de journée, face aux policiers en scandant '*Honte, honte*' ou '*Jamais le peuple uni ne sera vaincu*'. Ils se sont ensuite dirigés vers le centre-ville et ont bloqué plusieurs fois la circulation en s'asseyant au milieu de la rue. (lemonde.fr 04.08)

Social

Somalie

Plus de 29.000 enfants de moins de cinq ans sont morts à cause de la famine provoquée par la sécheresse en Somalie, a affirmé Nancy Lindborg, une responsable de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

D'après l'ONU, 640.000 enfants somaliens sont extrêmement mal nourris, ce qui laisse penser que le nombre d'enfants en bas âge qui vont mourir va augmenter. (AP 04.08)

Economie

La Bourse ou la vie

La Bourse de New York a fini en baisse de 4,31%, le S&P-500, plus large, a perdu 4,78%, sa plus mauvaise performance sur une séance depuis le 10 février 2009, et le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 5,08%.

L'indice de la volatilité, parfois surnommé indice de la peur, a bondi de 35,41%.

L'indice CAC 40 a clôturé en chute de 3,9%, son plus bas niveau depuis le 25 mai 2010.

Les Bourses de Londres et Francfort ont toutes les deux perdu 3,43%, tandis que l'indice paneuropéen Eurostoxx 50 (-3,32%) est tombé à son plus bas niveau depuis juillet 2009.

La Bourse d'Athènes (-1,35%) retrouve ses niveaux d'il y a 14 ans et la place de Lisbonne (-3,26%) ceux d'avril 2009. Milan - 3,21%, Ruzich - 3,61%, Amsterdam -3,17%, Bruxelles - 2.94%

Depuis le début de la semaine, les marchés d'actions européens ont perdu environ 290 milliards d'euros de leur valeur, soit deux tiers des 440 milliards dévolus au Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Or

Du côté des métaux, l'once d'or a touché un nouveau plus historique à 1.677,90 dollars. (Reuters 04.08)

Pétrole

Les prix du pétrole ont fortement chuté jeudi 4 août à New York, plombés par les craintes pour la santé de l'économie mondiale et donc pour la demande d'or noir. Le baril a clôturé à son plus faible niveau depuis le 18 février, chutant de 5,8 %.

Les signes de ralentissement de l'économie américaine, premier pays consommateur d'or noir au monde, font craindre aux marchés un ralentissement de la demande mondiale de pétrole.

'Il est difficile de s'accrocher aux marchés du pétrole si l'on estime qu'il n'y a pas de croissance', a noté Rich Ilczyszyn, de MF Global. (lemonde.fr et Reuters 04.08)

BCE

"*Il y a deux points importants dans le discours de Jean-Claude Trichet qui sont assez contradictoires: la volonté de maîtriser l'inflation, ce qui signifie à terme un nouveau relèvement des taux; et l'injection de possibles liquidités à travers le rachat d'obligations*", indique Alexandre Baradez, analyste marchés chez Saxo Banque.

Si la partie du discours de Jean-Claude Trichet sur les rachats d'obligations était attendue par le marché, permettant aux indices d'effacer alors une partie de leurs pertes, le discours sur l'inflation n'est pas nécessairement ce qui est le plus approprié dans le contexte actuel, explique Alexandre Baradez.

"*L'inflation ronge la dette et une hausse des taux ne serait pas très adaptée alors que leur niveau est déjà élevé en Europe. On voit d'ailleurs que l'on ne se pose pas cette question aux Etats-Unis*", souligne-t-il. (Reuters 04.08)

La BCE n'a pas réussi, jeudi 4 août, à calmer les marchés. La Banque centrale européenne va pourtant prolonger sa politique de liquidités « accommodante », et son programme de rachats d'obligations publiques des pays en difficultés de la zone euro n'est « *pas en sommeil* », a indiqué Jean-Claude Trichet. L'ampleur de l'intervention ne sera connue que lundi au plus tôt, la BCE ne communiquant qu'une fois par semaine à ce sujet.

Jusqu'ici la BCE n'a jamais acheté d'emprunts d'Etat des deux pays récemment en difficulté, Espagne et Italie, même si des hypothèses d'opération sur des titres italiens agitaient les marchés, jeudi après-midi. On sait seulement que, depuis mai 2010, la BCE a acquis des titres portugais, irlandais et grecs pour un total de 75 milliards d'euros environ.

La Banque centrale européenne va donc en outre lancer une opération exceptionnelle de refinancement sur six mois dès 9 août, en réaction aux «*tensions renouvelées sur certains marchés de la zone euro*», a annoncé son président. L'allocation illimitée de crédits aux banques, à taux fixe et sur des périodes allant jusqu'à trois mois, est quant à elle prolongée d'un trimestre, jusqu'à janvier 2012, a ajouté Jean-Claude Trichet. « *Des données récentes indiquent une certaine décélération dans le rythme de la croissance* », a-t-il par ailleurs relevé, mais les risques pour l'économie restent « *équilibrés dans l'ensemble*», a-t-il estimé. (Les Echos 04.08)

«*Les investisseurs paniquent, ils ont perdu tous leurs repères*», explique Djillali Hacid, analyste technique chez XTB France. Comme sur les marchés d'actions, les opérateurs ne semblent pas convaincus par les différents plan de sauvetage destinés à sécuriser les dettes souveraines, en Europe et aux États-Unis. «*Pour les investisseurs, il n'y a pas d'issue pour ces problèmes de dettes. Ce qui est proposé est du rafistolage qui ne rassure pas et qui ne semble pas en mesure d'éviter la contagion*», assure l'analyste. (lefigaro.fr 04.08)

Commission européenne

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, a plaidé jeudi pour une réévaluation des mécanismes de soutien européen, y compris de la taille du Fonds, dans un courrier daté de mercredi adressé aux dirigeants de l'Union européenne. (Les Echos 04.08)

Italie

La justice italienne a annoncé jeudi enquêter sur les agences de notation Standard & Poor's et Moody's, à la suite de plaintes d'organisations de consommateurs concernant d'importantes fluctuations sur les marchés financiers.

Des perquisitions ont eu lieu dans des bureaux en Italie des deux agences. Certaines de leurs notes et commentaires équivalaient à mettre l'Italie en "*faillite*" avant même que le gouvernement puisse agir et "alors que les marchés étaient ouverts", a déclaré le procureur Carlo Maria Capristo. (AP 04.08)

Etats-Unis

Une barre symbolique est franchie. Le Trésor des Etats-Unis a indiqué aujourd'hui avoir fait passer la dette publique au-delà du seuil de 100% du produit intérieur brut, dès le relèvement mardi par le Congrès du plafond de la dette. Les chiffres publiés mercredi confirment ce que disait l'exécutif depuis plusieurs mois: au soir du 2 août, le Trésor aurait été pratiquement à sec de liquidités s'il avait dû continuer avec le même plafond de la dette.

Selon le point quotidien sur les finances publiques publié par le ministère, la dette de l'Etat fédéral à la date de mardi a grimpé de plus de 238 milliards de dollars en une journée, pour atteindre 14.580,7 milliards de dollars et dépasser le PIB de 2010 (14.526,5 milliards).

La dette de l'Etat fédéral a dépassé 10.000 milliards de dollars en septembre 2008, 12.000 milliards en novembre 2009, et 14.000 milliards en décembre 2010.

Les Etats-Unis rejoignent le groupe des quelques pays dont la dette publique est supérieure au PIB, qui compte selon les données du Fonds monétaire international le Japon (229%), la Grèce (152%) ou encore la Jamaïque (137%). (lefigaro.fr 04.08)

Japon

Les autorités japonaises sont intervenues jeudi sur le marché des devises pour freiner la progression du yen qui fragilise la reprise de l'économie nipponne après le séisme et le tsunami du mois de mars.

Le ministre japonais des Finances, Yoshihiko Noda, a indiqué que le Japon avait prévenu ses partenaires mais qu'il était intervenu de façon unilatérale pour mettre un terme à des mouvements spéculatifs sur les changes.

Au cours du mois écoulé, la devise japonaise s'était appréciée de près de 5% face au billet vert, flirtant lundi avec son niveau record et pénalisant dangereusement les exportations japonaises.

L'intervention japonaise survient au lendemain de l'initiative prise par la Banque centrale suisse pour contrer ce qu'elle considère comme une "*surévaluation extrême*" du franc suisse. (Reuters 04.08)

Haut de page

Le 6 août

Ceux que la polémique effraie peuvent aller voir ailleurs, la causerie d'aujourd'hui n'est pas destinée aux âmes sensibles ou aux esprits faibles farcies de vérités toutes faites, je préfère prendre les devants et vous prévenir.

Rappelons que nul n'est obligé de se connecter sur ce site, et nul n'est obligé de partager les idées de son auteur, encore moins de lui faire confiance aveuglément. Ce site s'adresse uniquement à des militants et des travailleurs qui entendent réfléchir librement et se forger leurs propres convictions. La seule devise qui nous guide : *l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*, ce qui inclut l'émancipation intellectuel des dogmes et des sectes.

En guise de réponse au crétin qui m'a envoyé un courriel que je n'ai pas ouvert, mais dont le titre était prometteur (Ah les Indiens!), j'ai mis en ligne un article sur la corruption en Inde, corruption sous forme sonnante et trébuchante mais pas seulement, corruption qui touche l'éducation, les idées, les valeurs, les principes, tous les rapports dans la société au point de la rendre détestable, invivables, j'en fais l'expérience quotidiennement depuis de nombreuses années et je peux affirmer qu'elle concerne la totalité des classes de la société. C'est tellement ancré dans la mentalité de la population qu'il est naturel par exemple de mentir effrontément, de manquer de respect envers les autres indistinctement, d'essayer de tirer profit ou tromper son semblable ou plus faible que soi, toutes les occasions sont bonnes à prendre, y compris vis-à-vis de la personne qui partage votre vie, vos enfants, votre famille, vos voisins, vos collègues de travail, etc. bref, un seul mot d'ordre : ma gueule avant tout, tout le reste passe après, n'a pas aucune importance ou n'existe pas, la loi de la jungle quoi !

Ce serait un crime d'affirmer qu'un brave fonctionnaire profite de sa situation pour extorquer de l'argent à plus pauvre que lui, car voyez-vous pour un certain nombre d'intellectuels et de militants à l'esprit sclérosé ou corrompu -sans doute eux-mêmes fonctionnaires de leur état, un petit fonctionnaire a des excuses, on ne doit pas le critiquer, allez donc raconter cela au pauvre type à qui il soutire du fric sans se demander s'il a les moyens de nourrir correctement ses enfants, alors que les fonctionnaires forment le gros des troupes de la classe moyenne en Inde.

Désolé de prendre la défense du plus pauvre, du plus faible, pas pour le monter contre les fonctionnaires corrompus, mais contre l'Etat et les classes dominantes.

Quand maintenant vous êtes vous-même confronté à ce genre de situations, c'est-à-dire quotidiennement en Inde, ce serait un crime de défendre vos propres intérêts, vous devriez non seulement accepter de vous faire escroquer, vous devriez remercier celui qui vous a ainsi soulager par un procédé malhonnête pour ne pas être en contradiction avec vos idées, pour un peu on devrait l'encourager et se laisser dépouiller, voilà ce que préconisent nos valeureux intellectuels à l'esprit borné ou ignorants.

Contrairement à eux j'ai la conscience parfaitement tranquille, car lorsque je prends à partie un de mes semblables je n'en fais jamais une affaire personnelle, je n'ai aucun effort à faire pour situer mes propos ou mes actes dans une perpective générale ; ce n'est pas parce que les classes dominantes se conduisent comme des vauriens qu'il serait justifié de les imiter, sinon on finit par

vivre dans une société infernale, il suffit de faire référence aux rapports qui existent déjà en Inde pour que notre interlocuteur le comprenne très bien.

Quel crime y aurait-il à conseiller aux gens de faire preuve d'un minimum d'honnêteté, pour leur propre bien-être et celui de leur entourage, car mes propos se limitent à cela en réalité ? Je partage leur vie, je ne vis pas dans une bulle entourée de "Blancs" ou de privilégiés, s'ils estiment qu'ils ont le droit de vouloir me tromper ou de me voler, j'ai de mon côté le droit de résister et de refuser de marcher dans cette combine pourrie. Je termine toujours cette démonstration en leur expliquant que si leur pays ne se développe pas, c'est avant tout parce qu'il est rongé par la corruption, à commencer par l'Etat, les classes dominantes et leurs partis politiques, car finalement mes intentions comme mon discours demeurent toujours sur le terrain de la lutte des classes, même quand je défends mes intérêts individuels, je ferais mieux de dire, au détriment de mes intérêts personnels, puisque ce n'est pas parce je tiens ce genre de discours à un Indien qu'il change pour autant de comportement envers moi, s'il y a une victime ou un pigeon dans cette affaire à l'arrivée, c'est bien moi, ce dont j'ai conscience sans en faire un drame personnel.

Je m'en tiens au rôle du militant qui essaie d'éduquer les masses tout en devant bien défendre sa peau, ici des masses complètement arriérées, profondément malheureuses, croulant sous d'inombrables difficultés de leur naissance à leur mort.

Vous aurez remarqué qu'à aucun moment je n'ai prétendu que ma vie valait mieux que la leur sous prétexte d'avoir un niveau de conscience politique supérieur, s'il ne s'agissait pas de moi je dirais que c'est une erreur politique, faut-il encore admettre que mon activité présente un intérêt pour notre cause, ce que je pense mais que je ne me permettrai pas d'affirmer, je laisse le soin aux militants d'en juger. Ma démarche est totalement désintéressée, ce que certains ne parviennent apparemment pas à comprendre, comme quoi ils ont été formés à mauvaise école.

Cela en fait chier plus d'un au POI que je me permette de critiquer la classe à laquelle j'appartiens, voyez-vous ces procureurs généraux vont jusqu'à s'arroger le droit de me refuser cette légitimité. Qui sont-ils? Pour qui se prennent-ils, peut-être qu'ils ne se sentent pas vraiment à l'aise pour se permettre de critiquer des ouvriers parce qu'ils auraient un problème à régler avec leur conscience ou ils se sentent étrangers à cette classe au nom de laquelle ils osent pourtant s'exprimer. On ne peut rien pour eux, qu'ils consultent un psychothérapeute ou revoient leur conception de la lutte des classes.

On ne peut pas plaire à tout le monde comme l'on dit, ce n'est pas l'objet de mon engagement politique. Je me contente des messages d'encouragement que m'adressent régulièrement des militants de différents partis, y compris du POI, du CCI plus précisément, leurs témoignages valent plus que toutes les accusations que peuvent porter contre moi des militants déjà morts politiquement.

Je vous mets des adresses d'articles qu'un camarade (ex-POI-CCI) m'a adressées récemment.

A propos de Schivardi :

http://fr.novopress.info/92005/je-suis-un-homme-en-colere-entretien-avec-gerard-schivardi-audio/

http://www.ndf.fr/la-une/21-07-2011/gerard-schivardi-je-defends-ma-population-cest-ma-famille

http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=24299&returnto=accueil/main&artyd=2

A propos du PT d'Algérie :

http://www.tsa-algerie.com/diplomatie/les-messages-de-jean-francois-cope-aux-dirigeants-algeriens_16486.html

http://www.djazairess.com/fr/elwatan/147055

http://www.leaders.com.tn/article/les-incidents-qui-ont-precede-la-tenue-du-meeting-du-pcot-a-la-cite-ettadhamoun-la-version-du-ministere-de-l-interieur?id=5702

http://iferhounen.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/07/02/algerie-louizahannoune-representant-personnel-du-president-d.html

A propos de l'AJR. (un courriel interne de l'AJR, l'organisation de jeunesse du POI) :

TRÈS IMPORTANT : MODIFICATION DU LIEU DU CAMP D'ÉTÉ DE L'AJR :

Camarades,

Ces dernières semaines, une importante campagne de presse, qui va en s'accroissant, entoure Gérard Schivardi, dirigeant du Parti ouvrier indépendant (POI), et maire de Mailhac, lieu où devait se tenir le camp de l'AJR.

Cette campagne de presse relais des propos prêtés à Gérard Schivardi que l'AJR ne peut cautionner, bien qu'il existe dans cette opération médiatique sans aucun doute une part importante de manipulation pour contrer la politique menée par le POI et l'AJR. Quoiqu'il en soit, tous les ingrédients sont réunis pour qu'une provocation éclate contre Gérard Schivardi, et en fait derrière lui le POI et l'AJR, et ce dans les prochaines semaines.

Dans ces conditions, il apparaît que nous ne sommes plus en mesure de tenir notre camp d'été à Mailhac, pour des raisons de sécurité sur place, mais également pour se préserver au maximum des provocations qui ne manqueront pas de venir. Déjà, des camarades AJR ont fait état de provocations de la part de petits groupes d'extrême-droite. Pour l'instant marginal, ceci pourrait se multiplier, et ce d'autant plus si nous restions à Mailhac. Nous voulons éviter de donner du grain à moudre à nos ennemis, qui n'en demandent pas tant pour nous calomnier.

Comme il n'est absolument pas question d'annuler le camp de l'AJR lui-même, nous travaillons actuellement à chercher un nouveau lieu pour l'organiser. Celui-ci ne se trouvera de toute façon pas dans la même région que Mailhac, mais probablement plus proche de la région parisienne. C'est pourquoi nous demandons :

- à tous ceux qui avaient d'ores et déjà pris des billets de train pour Narbonne, de nous prévenir, afin que les frais éventuels d'annulation soient pris en charge ;

- à tous ceux qui se sont inscrits de confirmer que la modification du lieu (qui ne modifierait pas les jours et les heures auxquels il se tiendra) n'empêche pas leur participation.

Nous vous tiendrons au courant au plus vite dès que nous aurons avancé dans nos recherches. Pour toute question à ce sujet, n'hésitez surtout pas.

Amitiés révolutionnaires,

La permanence nationale de l'AJR

Si l'on comprend bien, Schivardi ferait mieux de la fermer ! Il parle trop, dommage, car il ne dit pas que des conneries loin de là, par exemple à propos de l'euro, on partage apparemment la même position qui n'est pas celle des dirigeants du courant communiste internationaliste qui dirigent de fait le POI. Eux ils veulent rompre avec l'euro, alors que Schivardi veut conserver cette monnaie pour les transactions internationales à côté du franc comme monnaie intérieure. Comme ils ne le supportent pas, vont-ils le traduire devant une commission de discipline ou vont-ils le forcer à se livrer à une séance d'auto-critique pour expier ses horribles crimes ?

C'est qu'ils ont une conception de la démocratie bien particulière, généralement quand les militants s'en aperçoivent, c'est qu'il est trop tard. La même punition vaut pour les cadres ou dirigeants qui voudraient prendre leur distance avec l'appareil ou développeraient soudainement un esprit critique. Il leur sera reproché d'avoir été les complices de ce qu'ils dénoncent un peut tardivement et seront balayés. Car ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en ayant couvert la politique opportuniste de leur direction ou ses méthodes antidémocratiques pendant parfois des décennies, ils ont commis une erreur fatale, ils ont mis le doigt dans l'engrenage qui va finalement les broyer.

La technique est classique : ce ne sont pas eux mais les dirigeants qui détiennent le pouvoir dans leur parti, et ces derniers ne vont pas s'accuser eux-mêmes, comme rien ne les arrête ils pourraient porter les mêmes griefs envers ces militants, cadres ou dirigeants qu'on pourrait leur reprocher à eux-mêmes, mais ils s'en garderont bien, non, ils les vireront pour avoir eu cette faiblesse, il leur sera reproché d'avoir camouflé leur opposition à la politique impulsée par leur direction, d'avoir manqué de loyauté envers leur parti, et qui sait peut-être pire encore, il ne restera plus ensuite qu'à les jeter en patûre à la meute inconsciente des militants qui sanctionneront leur exclusion, avec l'expérience qu'ils ont acquise dans ce domaine, ils peuvent faire virer un dirigeant pour ainsi dire sans mettre la main à la pâte, il leur aura suffi d'initialiser le processus et de le piloter de près pour que leur objectif soit atteint. La méthode est bien rodée.

Il n'y a pas que dans un parti que cette méthode existe, dans les entreprises ou dans des rapports avec des gens malhonnêtes à l'esprit tordu ou qui ne tiennent pas à ce qu'on révèle leurs véritables intentions ou leurs propres faiblesses. J'ai vu des employés imiter leur patron ou leurs chefs sans qu'ils leur disent quoi que ce soit jusqu'au jour où ils ont saisi ce prétexte pour les virer ou les forcer à démissionner, ces employés sont tombés des nus, "je croyais que c'était autorisé...", grave erreur, mais il était trop tard quand ils comprirent ce qui leur arrivait.

C'est la même chose qui se produit dans un pays régit par des lois sans rapports avec le développement économique de la société, en principe vous devriez respecter un tas de règles mais vous êtes trop pauvre pour cela, et puis personne ou presque ne

les respecte, c'est l'anarchie tout le monde s'en fout, pardons, c'est la démocratie paraît-il, les gardes-chiourmes du régime ferment les yeux car ils devraient verbaliser à tour de bras et ils n'en ont que deux, croisés la plupart du temps pour ne pas les perdre ou se donner de la contenance au choix, mais si par malheur vous osez leur tenir tête ou que vous avez une tête qui ne leur revient pas, ils vous récitent vos droits et vous rappellent à vos devoirs et vous n'avez plus qu'à la fermer, vous pouvez invoquer leur laxisme pour vous défendre, rien n'y fait, ils ont le droit ou le pouvoir de leur côté, je vous en parle par expérience puisque c'est le cas en Inde.

L'éclairage des voitures de police est souvent défectueux, un phare seulement fonctionne ou il n'y a pas du tout de lumière à l'arrière de leur véhicule, peu importe, la plupart des véhicules à moteur en circulation présentent aussi ce genre d'anomalies, peu importe aussi, ils passent devant un commissariat ou un policier en faction dans la rue sans problème, mais si par malheur un tel véhicule est mêlé à un accident après la tombée de la nuit, crac la législation se rappellera au bon souvenir de son conducteur qui risquera gros ! C'est injuste, oui, c'est la loterie, il ne faut pas tirer le mauvais numéro ou être au mauvais moment au mauvais endroit, comme il est injuste de reprocher aux autres de faire quelque chose que l'on fait soi-même, absolument, et nous avons honneur des injustices.

Schivardi dit librement ce qu'il pense, c'est tout à son honneur, le déshonneur retombe sur ceux qui ne le supportent pas dans leur parti, en le recrutant et en en faisant leur égérie, leur porte-parole, ils savaient parfaitement à qui ils avaient à faire et ce qu'ils faisaient, qu'ils assument leur responsabilité s'ils en sont capables.

Les dirigeants du POI prennent des libertés avec la vérité, les faits, l'histoire de la lutte des classes comme il nous est arrivé de le signaler à plusieurs reprises, ils sont donc bien mal placés pour reprocher quoi que ce soit à leurs militants. Quand on s'y entend pour donner des leçons aux autres, on commence par balayer devant sa porte. En fait, ce qui leur arrive ici n'est que le produit de leur propre comportement.

Parole d'internaute

Tous les commentaires qui suivent ont été postés hier à la suite d'un article de l'agence Reuters sur la chute des Bourses en Europe et un autre du Figaro d'hier.

Si vous les lisez attentivement vous constaterez que de plus en plus de travailleurs s'interroge sur l'origine de la crise dont ils font les frais, et ce qui est intéressant, c'est qu'ils n'hésitent pas à revenir sur le passé et à remettre en cause les interprétations des faits qui leur avaient été donnés officiellement et qu'ils avaient crues à cette époque.

Vous souvenez-vous que j'ai écrit à plusieurs reprises que rien ne justifiait de brader nos principes et notre programme ou de les conserver au fond d'un placard, qu'il ne fallait pas craindre de faire la propagande pour le socialisme, mieux, que rien ne justifiait l'abandon de la construction d'un parti révolutionnaire sur le modèle du parti bolchevik car ce serait ce type de parti dont nous aurons absolument besoin pour vaincre, les commentaires qui suivent le confirme, certes avec des illusions ou en partie inconsciemment, les masses cherchent à tâtons la voie pour en finir avec le capitalisme.

Voilà un démenti cinglant adressé aux aventuriers qui dirigent le POI qu'aucun militant ne pourra nier, et ce n'est qu'un début, ceux qui ont suivi aveuglément leurs dirigeants n'ont pas fini de de s'apercevoir qu'on les a trompés ou qu'ils se sont gravement fourvoyés pendant parfois de longues années, des décennies. Comme disait le groupe Trust dans une chanson, "le temps perdu qu'on ne rattrape plus", cependant rien n'est joué et une réaction salutaire de leur part serait la bienvenue, salutaire pour notre cause commune, si c'est encore possible.

Cela s'adresse également aux militants révolutionnaires du NPA, de LO et pourquoi pas du PCF et de tous les groupes de militants issus de ces partis : rassemblez-vous, constituez un authentique parti communiste avec autant de tendances qu'il faudra, constituez des organismes de lutte de classe pour accueillir tous les travailleurs et militants qui ne sont pas encore gagner par le souffle de la révolution mais qui entendent remettre en cause les fondements du capitalisme et les institutions, une fois cette dynamique lancée le mouvement ouvrier et son avant-garde se remettront rapidement en ordre de bataille sur une orientation politique correcte pour affronter le capital.

Lisez bien ces commentaires, que disent-ils : et si on nous avait menti sur toute la ligne, et si on avait été "manipulés" (au pluriel on ayant le sens de nous) ou on s'était laissé manipuler ? (laissé invariable quand il est suivi par un verbe à l'infinitif) A l'issue de leur réflexion qui s'approffondit et mûrit, se nourrit de la crise, ils en arriveront au constat qu'il existe bien une alternative au capitalisme : le socialisme ! Ce serait dramatique qu'à ce moment-là ils ne puissent pas se tourner vers un parti qui incarne la révolution et le socialisme parce qu'il n'existe pas.

A l'heure actuelle aucun parti n'incarne ces objectifs politiques, tous ceux qui existent se sont trop fourvoyés dans le passé pour inspirer confiance à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et aux travailleurs en général, aucun parti ne sera en mesure de les regrouper, on a voulu croire le contraire trop longtemps, en vain, il nous faut un nouveau parti expurgé de ces éléments corrompus par le capital, liés aux institutions ou aux appareils, un parti irréprochable, honnête ou sans tâches, dont l'activité doit être subordonnée à l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, un parti dont le programme ne serait

rien d'autre que le programme de la révolution socialiste mondiale et le drapeau celui de la Commune de Paris et de la révolution russe d'octobre 1917.

Dans l'immédiat on peut se saisir de la dette (et ses conséquences) pour dresser les travailleurs contre l'Etat, ensuite poser la question du pouvoir, du gouvernement ouvrier et du parti coule de source ou devient naturel, s'impose logiquement, dialectiquement. Certes on n'a pas encore les forces nécessaires pour les entraîner concrètement dans cette voie et on ne leur cachera pas, mais en leur proposant cette perspective et ces objectifs politiques, on précise les outils à construire pour réunir les conditions qui permettront de les atteindre, dont le parti et un réseau de comités politiques et populaires à construire à travers tout le pays pour appeler les masses exploitées à la résistance et à la mobilisation générale.

Je viens d'expliquer cela très simplement à mon épouse Magueswary qui n'a aucune expérience politique, les gens ont identifié le socialisme au stalinisme, par erreur, faiblesse ou manque de discernement, je lui ai demandé si elle avait compris, elle m'a répondu oui en ajoutant que c'était toujours ainsi que les choses se passaient, la vérité est révolutionnaire !

1- "Tout cela n'est que profits au bénéfice que des riches. Et pourquoi ne pas annuler la dette de tous les pays. On repart à zero.L'argent ne devrait qu'etre un moyen pratique d'échanges."

2- "L'heure est grave le monde est en crise ! Les gouvernement maquillent tout !

Les pays de l'Europe (et même le monde) est dans le rouge comme depuis longtemps et c'est la faute des gouvernement qui n'ont pas prient les mesures contre.

Ce qui me fait rire c'est que les pays "riches" de l'Europe se réunissent pour aider les pays "pauvres" de l'Europe alors qu'on est tous dans le même panier !

Quand on sera dans le cas de la Grèce qui va nous aider !? La mère Michel et le père Lustucru !?

"Nous nous sommes battu en mai 68, vous devrez vous battre pour garder ses acquis" c'est ce que disait les revolutionaires mais nous nous sommes pas battu depuis, donc le gouvernement nous reprend tout !

Des hommes comme Coluche et M.Balavoine disaient la vérité sur cette politique et ils ne sont plus de ce monde ! Et personne est là pour les remplacer ?

C'est pas en restant chez soi en écrivant des commentaires que cela changera ! Il faut faire pression sur le gouvernement avec une révolution ! Et ne pas attendre qu'il s'écroule !"

3- "Jusqu'à quel degré d'impudence ou d'hypocrisie un homme tolère-t-il le mépris dont il est accablé ? La question devrait se poser à ces représentants du peuple qui, n'ayant jamais représenté qu'eux-mêmes, ne représentent plus aujourd'hui que les intérêts des multinationales, dont ils sont les hochets, fièrement ou piètrement agités, de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'hémicycle.

La même question s'adresse à ceux qui les élisent, à ces citoyens graduellement dépouillés des acquis sociaux au bénéfice d'une économie qui pressure le vivant, en soutire un lisier financier et le deverse dans les égouts de la spéculation boursière: « Jusqu'à quel degré de résignation et d'avilissement allons-nous tolérer d'être spoliés du droit à la santé, à l'éducation, au logement, à une alimentation naturelle, à la retraite ? »

C'est à nous de briser la mainmise des agioteurs sur l'enseignement, sur la santé, sur l'alimentation, la sécurité, le logement, la culture, le textile, la métallurgie, les services publics et les prestations sociales d'entraide et de solidarité. Et cette emprise, nous ne l'anéantirons pas si nous ne proclamons pas: Ces biens n'appartiennent ni aux intérêts privés ni à l'état qui les leur solde, ils sont à nous, nous les avons acquis par nos luttes, par notre travail, par les taxes et impôts que nous payons, et par dessus tout, par l'usage humain que nous prétendons en faire. Puisque la gestion des gouvernants consiste à les envoyer à la casse au nom des économies budgétaires cotées (de plus en plus mal) en bourse, nous allons les gérer nous-mêmes. C'est cela l'autogestion."

4- "C'est l'implosion du système libéral . Un système qui ne tient pas compte de l'élément Humain est voué a l'échec ! A ce rythme, le monde sera bientôt géré par une poignée d'individus ! et l'Etre Humain deviendra un numéro pas plus!"

5- "Une seule chose.

La puissance économique et sociale de l'Europe a été vendue aux financiers par la faute très grave de certains dirigeants européens, français y compris et c'est même pas la peine de citer de noms. Alors que l'Europe devait être avec l'euro, un monde de stabilité et de prospérité, c'est tout l'inverse qui s'est produit. Les tergiversations boursières ne sont rien en comparaison de la souffrance de plus en plus grande des populations. Nous n'entendons plus que "satisfaire les marchés" Or, les marchés

détruisent tout. Alors quand vous aurez compris ça une fois pour toutes, ce sera déjà bien.

Et pour la France, rien ne va s'arranger. 40 milliards d'euros de déficit commercial pour le premier semestre 2011. Pourquoi ? Parce qu'à force de délocaliser pour faire plaisir aux marchés, on ne fabrique plus rien de bon dans ce pays. Alors il faut que tout cela cesse. Et c'est à nous qu'il revient le devoir d'expliquer à nos dirigeants actuels que nous avons compris leur petit manège et que maintenant, c'est terminé ! Ou bien ce pays bouge une fois pour toutes, ou bien ce sera la misère. Et pour très longtemps."

6- " Au vu des commentaires que je découvre au jour le jour, j'en arrive à penser que nous devrions faire un retour en arrière, jusqu'aux" années de plomb" et demander la réhabilitation des membres de "la bande à Baader", des "brigades rouges", et"action directe". Aucun d'eux n'a essayé de vous "piquer" votre porte-monnaie. Nous ne les avons pas suivis, par soucis de démocratie, mais nous étions manipulés, nous baignions dans l'imaginaire collectif. Force est de reconnaitre,qu'aujourd'hui, cette démocratie n'a plus que le nom et devrait s'écrire : démocrassie, la démonstration de la crasse. On est en train de nous refaire le coup de la crise!!! Pourquoi pas? Ca a très bien marché,les pauvres en ont "pris plein la tronche", les riches s'en sont mis plein les poches,bingo! De quelque coté que vous vous tourniez, les "maquereaux" sont là pour "relever les compteurs". Pour le départ de vos vacances, Paris-Marseille, 130 euros, attendez lundi : 80 euros. Total a détourné dix milliards sur la misère humaine,sans état d'ame.

Qui sont les véritables criminels de ce monde? Les prisons du monde entier sont surpeuplées, ça prouve bien que la solution est inadaptée. On incarcère les puces du dragon au lieu de lui trancher le cou... On prete cette phrase à notre président : "Méfions nous,le peuple français est un peuple régicide". Et si nous lui donnions enfin raison? Sans haine particulière pour ce monsieur qui n'est qu'un rouage parmi tant d'autres, une molécule du dragon,poussé aux fesses par une foultitude de"meme que lui", déterminée à lui piquer son job. Je crains fort que l'indignation,très à la mode, ne soit un "détonateur"suffisant, il va falloir passer un cran au-dessus. "

7- "Privatiser les profits, et nationaliser les pertes. Voilà ce que les marchés financiers exigent. En vertu de quelle légitimité ? Tout simplement parce qu'ils nous tiennent en otage. Si on les laisse se débrouiller avec le pétrin où ils se sont mis, ils nous feront couler avec eux."

8- "Cet article démontre, s'il en était besoin, le niveau de corruption idéologique des grands organes de presse.

On en arrive à souhaiter que cette nouvelle crise produise pour de bon ce chaos dont elle nous menace en permanence avec son chantage baissier. Alors nous verrons bien qui rira le dernier : les Etats ne réitéreront jamais ce cadeau qu'ils ont fait en 2008 de nationaliser les pertes et il faudra bien que quelqu'un paye.

Or, j'ai bien peur que cette fois-ci, le corps social ne cherche à ce faire payer en nature avec "une livre de chaire"...

9- "Quand les marchés financiers imposent leur dictature, il est urgent d'imposer une nouvelle nuit du 4 Août.

La crise c'est eux, la solution c'est nous.

P.S : Bravo à l'essentiel des réactions que je viens de lire. Celà montre un niveau de compréhension et d'un refus des manipulations."

10- "J'adore le titre "L'aléa politique dans les marchés doit disparaître" ! Et si on commençait par faire disparaître l'aléa des marchés ?? En mettant en prison tous les financiers, et en les remplaçant par des gens qui ont un tout petit peu une vision humaine du monde ?" (le titre était du Figaro ! - note du site)

Politique

Ukraine

Agissant sur ordre d'un juge, la police ukrainienne a arrêté vendredi l'ex-chef du gouvernement Ioulia Timochenko pour violations de la procédure dans le cadre de son procès pour abus de pouvoir devant un tribunal de Kiev.

L'ex-Premier ministre âgée de 50 ans est accusée d'avoir abusé de son pouvoir en signant en 2009 un contrat d'importation de gaz avec la Russie à des tarifs jugés trop élevés. Ioulia Timochenko se dit innocente, affirmant être victime d'un complot fomenté par Viktor Ianoukovitch pour l'écarter des prochains scrutins législatifs et présidentiel et écraser l'opposition. (AP 05.08)

Egypte

La police militaire a dispersé vendredi soir par la force un repas de rupture du jeûne de ramadan organisé sur l'emblématique place Tahrir, dans le centre du Caire, ont indiqué des témoins. Plusieurs militants démocrates se trouvaient à cet 'iftar',

auquel participaient également des familles.

'*Nous étions environ 150 personnes, réunies près de la mosquée Omar Makram, quand la police militaire, armée de bâtons, nous a dispersés et a commencé à nous frapper*', a affirmé Ahmed Farès, qui se trouvait sur place. '*Après l'iftar, certaines personnes ont commencé à lancer des slogans et à appeler à la pendaison de Moubarak. Les policiers sont intervenus avec des bâtons, nous avons dû courir nous réfugier dans la station de métro*', a précisé Ahmed Naïm, un autre militant. (lemonde.fr 05.08)

Economie

1- La Bourse ou la vie

1.1- Les marchés européens ont terminé sur des baisses prononcées, qui portent leur repli hebdomadaire à des niveaux sans précédent depuis près de trois ans, sur fond de double crainte de la crise de la dette et du ralentissement des grandes économies mondiales.

A Paris, le CAC 40 a perdu 1,26% . C'est la dixième séance de baisse d'affilée pour le CAC, qui a abandonné 10,6% au cours de la semaine écoulée. Il a perdu 17% en un mois. (lefigaro.fr 05.08)

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a perdu 1,78%, clôturant au plus bas depuis 13 mois, en recul de 9,8% sur la semaine, sa plus forte baisse hebdomadaire depuis octobre 2008.

Les reculs à la clôture atteignent 2,71% à Londres et 2,78% à Francfort.

En ce qui concerne les Bourses des pays "*périphériques*" de la zone euro, déjà très éprouvées jeudi, le recul a atteint 1,2% à Lisbonne et 2,25% à Athènes, mais Milan et Madrid ont fini sur des replis plus légers de 0,70% et 0,18% respectivement. (Reuters 05.08)

1.2- Pour Benoît de Broissia, gérant de KBL Richelieu interviewé par Le Figaro.

- Ce qui est sûr, c'est que le phénomène de baisse est tellement violent et rapide qu'il apparaît clairement que les marchés financiers ont intégré un scénario que jusque-là tout le monde n'avait pas voulu voir : la récession économique mondiale. Et par conséquence la révision à la baisse des bénéfices des entreprises. Cette situation ressemble fortement à une capitulation. La visibilité économique manque, la volatilité est très élevée, les volumes d'échanges également. Nous sommes rentrés dans un «bear market» (marché baissier sur une longue période).

Comment réinstaurer la confiance sur les marchés financiers ?

Tout le monde attend que la BCE soit le pompier de service. Mais Jean-Claude Trichet n'a jamais été très efficace pour rassurer les investisseurs. La Banque centrale européenne réagit souvent avec retard et sous la pression des marchés. Sa politique monétaire est trop calquée sur celle de l'Allemagne. Une politique plus expansionniste et donc plus favorable à celle des pays fragiles financièrement serait plus judicieuse puisque le risque d'inflation, alimenté par une hausse des matières premières et une reprise de la croissance vigoureuse, est en train de disparaître.

(Sachant que tous les pays sont frappés par cette crise, il dit que le seul recours qu'il leur reste consiste à fragiliser ceux qui le sont moins que les autres, jusqu'au moment où ils en seront tous rendus au même point... de non-retour ! - note du site)

Le rachat d'actifs n'est-il pas de nature à rassurer les marchés ?

Les actions de la BCE, à savoir l'injection de nouvelles liquidités à douze mois dans le système bancaire et le rachat de titres italiens et espagnols, sont insuffisantes. Elles ne soulageraient que temporairement les marchés financiers. Le stress que nous connaissons actuellement n'est plus seulement un stress de liquidités mais de confiance. Et pour redonner de la confiance aux investisseurs aujourd'hui, il faut rétablir l'équilibre budgétaire.

(mission impossible ! Il nous dit tout de suite pourquoi. - note du site)

Le retour de la confiance est-il donc de la responsabilité des responsables politiques ?

Tout à fait. La responsabilité des dirigeants politiques est forte dans la dégringolade des marchés financiers. Jusque-là, ils ont plus réagi qu'agi. Et surtout ils ont plus provoqué la panique chez les investisseurs qu'instaurer une certaine sérénité. Les Européens ont du mal à trouver un consensus solide et durable pour la zone euro. De même, l'accord de dernière minute entre les républicains et les démocrates est trop fragile. Devant l'ampleur de la chute des marchés, il serait temps que les

responsables politiques adressent un signe fort et ramènent un peu de calme. Il faut se débarrasser de l'aléa politique et pour cela, faire des réformes institutionnelles comme la «règle d'or». Mais comment mettre en place une politique budgétaire restrictive avec une croissance faible ? L'équation sera difficile à résoudre. Surtout en cette période pré-électorale.

(Le marché mondial n'est pas extensible à volonté, de plus il y a de plus en plus de concurrents pour se partager le gâteau, ce qui complique encore la situation. Les solutions qu'il préconise ne peuvent que conduire à accroître la proportion de la population n'ayant pas accès au marché ou à une consommation de masse, donc à accentuer la crise actuelle.

Pour que leur "*équation*" voie le jour, il leur faudrait infliger une grave défaite au prolétariat ou supprimer les acquis politiques dont il bénéfice, liquider ses organisations et ses partis, afin d'imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs, mais même en admettant qu'ils y parviennent, ils ne profiteraient que d'un court répit car les travailleurs ne le tolèreront pas indéfiniment, dans ce domaine-là aussi il existe une limite au-delà de laquelle la quantité se transforme en qualité. - note du site)

1.3- Les marchés d'actions américains ont terminé vendredi leur plus mauvaise semaine en plus de deux ans au terme d'une séance particulièrement volatile qui a vu les principaux indices new-yorkais souffler le chaud et le froid.

Près de 16 milliards d'actions ont été échangées sur la seule séance de vendredi, du jamais vu en plus d'un an.

Les dégagements observés cette semaine ont avant tout reflété les craintes d'investisseurs qui redoutent que la première économie mondiale renoue avec la récession alors que les dirigeants politiques américains et européens apparaissent de plus en plus impuissants face à la crise de la dette souveraine.

En Europe, les principaux chefs d'Etat et de gouvernement ont multiplié les coups de téléphones et les déclarations selon lesquelles il est urgent de mettre en oeuvre les décisions prises lors du sommet européen du 21 juillet afin d'endiguer la propagation de la crise de la dette. (ajouter de la dette à la dette, leur solution ! - note du site)

Sur la semaine, le Dow a cédé 5,8%, le S&P 500 -7,2% et le Nasdaq -8,1%. (Reuters 05.08)

2- Etats-Unis

2.1- L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé vendredi pour la première fois la baisse de la note souveraine des Etats-Unis à AA+, en raison notamment du déficit public croissant du pays. La perspective est négative, a ajouté S & P, ce qui indique que la note pourrait être à nouveau dégradée entre les 12 et les 18 prochains mois.

L'agence avait évalué à 4.000 milliards de dollars sur dix ans le montant nécessaire pour pouvoir confirmer la note triple A des Etats-Unis. L'accord finalement conclu mardi dernier au Congrès sur le relèvement du plafond de la dette jusqu'en 2013 prévoit moins de 2.500 milliards de dollars d'économies budgétaires. (20minutes.fr 05.08)

2.2- Alors que les investisseurs célèbrent l'accord entre Démocrates et Républicains sur le relèvement du plafond de la dette par une reprise sur les marchés, le célèbre chroniqueur économique du *New York Times*, Paul Krugman, fustige ce lundi 1er août une "*capitulation*" du président Barack Obama et prédit des conséquences désastreuses sur l'économie américaine.

"*L'accord, compte tenu des informations disponibles jusqu'à présent, est un désastre, et pas seulement pour le président Obama et son parti. Il causera des dommages à une économie déjà en crise. Cela va probablement aggraver, et non améliorer, le problème de déficit des Etats-Unis sur le long terme*", s'inquiète le Prix Nobel d'économie 2008. Et de prédire plusieurs années de déclin pour l'activité américaine.

"*La pire chose que vous puissiez faire dans ces circonstances est de réduire les dépenses du gouvernement, car cela aggravera encore plus la dépression économique. Ne tenez pas compte de ceux qui invoquent la fée 'confiance', et qui prétendent que la rigueur budgétaire rassure les investisseurs et les consommateurs, les encourageant à dépenser plus. Cela ne marche pas comme ça, l'Histoire l'a déjà prouvé de nombreuses fois*", écrit-il, avant d'ajouter: "*Ceux qui demandent aujourd'hui des coupes dans les dépenses sont comme les docteurs du Moyen-âge qui traitait les malades en les saignant, les rendant au final encore plus malades*".

"*Ne vous y trompez pas, nous assistons ici à une catastrophe sur plusieurs niveaux*". Economique et politique, précise l'économiste, les Démocrates venant de prouver qu'ils étaient incapables de faire pression sur leurs opposants Républicains. Mais pire encore, s'inquiète Paul Krugman, "*comment la démocratie américaine peut-elle fonctionner quand un parti, suffisamment préparé pour être impitoyable et pour menacer la sécurité économique de la nation, parvient à dicter sa politique ?*". (challenges.fr 01.08)

2.3- Fannie Mae a annoncé vendredi qu'il demanderait 5,1 milliards de dollars supplémentaires (3,6 milliards d'euros) au Trésor, la fragilité du marché de l'immobilier contribuant à creuser les pertes du géant américain du rehaussement de crédit.

Le numéro un américain a par ailleurs fait état vendredi d'une perte nette part du groupe de 5,2 milliards de dollars, soit 90 cents par titre, au deuxième trimestre.

Avec le chômage élevé et la poursuite des saisies immobilières, Fannie Mae prévoit que le marché immobilier continue de rencontrer des difficultés avec des pressions baissières sur les prix. (Reuters 05.08)

Haut de page

Le 7 août

On essaie de se détendre un peu, c'est dimanche.

Je n'ai pas pu aller visiter une maison que j'ai en vue hier et aujourd'hui, parce que ce sont de "*mauvais*" jours ! Ici la superstition est omniprésente, c'est directement un produit de la religion, une forme d'obscurantisme qu'entretiennent les classes dominantes, Magueswary m'a dit que le propriétaire possédait "*une grosse bagnole*" et qu'il était sans doute le plus riche et le plus influent du village. Gageons une fois de plus qu'il faille employer ce superlatif associé à toutes les valeurs négatives qui nous passent par la tête sans craindre de se tromper, au bout de 17 ans passé en Inde le taux de réussite s'est révélé être de 100%, on m'excusera de ne pas croire aux miracles.

Pas davantage quand le gouvernement indien prétend en finir avec la corruption, car si c'était le cas, l'Inde se retrouverait dans la même situation que la Belgique, c'est-à-dire incapable de former un gouvernement !

La corruption a tellement rongé les esprits qu'elle les a rendus inaptes à fonctionner normalement. Vous demandez à quelqu'un de fixer un rendez-vous, il va vous répondre à 14h lundi, mais il aurait pu très bien vous dire à 17h jeudi, cela n'a aucune importance puisque votre interlocuteur n'est pas en mesure lui-même de savoir s'il n'aura pas mieux à faire pour ne pas se rendre au rendez-vous qu'il vous aura fixé. Vous lui posez une question, il vous répond, estimez-vous satisfait et n'en demandez pas plus. S'il se présente à ce rendez-vous, tant mieux pour vous, s'il ne s'y présente pas vous n'aurez rien à lui reprocher puisqu'il avait mieux à faire, et si vous osez lui reprocher de vous avoir posé un lapin, vous vous ferez salement engueulé pour prétendre savoir mieux que lui ce qu'il avait de mieux à faire, non mais franchement !

Je me rends au bureau d'immigration avec le dossier qu'on m'a réclamé, je l'ai préparé méticuleusement pour ne pas avoir à y retourner une énième fois. Le responsable de ce bureau le consulte, il épluche chaque document, il recommence au moins trois fois, puis il trouve le moyen de me dire qu'il n'est pas complet, qu'il y figure des documents qu'il ne m'a pas demandés et qu'il y manque certains papiers. Bref, l'histoire va durer une heure montre en main, la meilleure c'est que c'est lui qui me le signale l'air de dire que je lui ai fait perdre son temps, car en plus d'être tordu, débile et malhonnête, il ne manque pas d'air, s'il est incapable de faire son boulot correctement, c'est de ma faute ! C'est comme avec l'histoire du rendez-vous manqué, c'est de votre faute, vous avez été trop con de croire que la personne s'y rendrait ! Ah mais c'est que cela va très très loin. J'ai eu à faire en 17 ans à des médecins, des avocats, des ingénieurs, des commerçants, des dirigeants de grandes entreprises ou de cliniques, des directeurs de banques, des hauts fonctionnaires, des élus de différents partis, des intellectuels en tous genres, profs, artistes, etc. tous agissent indistinctement de la sorte, j'ai oublié les policiers, mais chez eux c'est normal.

L'autre jour Mageswary prend soin de téléphoner à son cardiologue pour lui demander si elle pourra le consulter après sa prise de sang hebdomadaire, il lui répond positivement à partir de 10h du matin. Elle attendra dans sa clinique jusqu'à 18h30 et retournera à la maison dans un tel état d'épuisement qu'elle ira directement se coucher. Elle m'a dit qu'une femme qui crachait du sang était arrivée à la clinique à 5h du matin et l'avait attendu toute la journée. Et puis, si cela ne vous plaît pas personne ne vous a sonné, vous n'étiez pas obligé de vous rendre dans cette clinique, vous avez le droit d'aller vous faire voir ailleurs ! Voilà pour la notion de respect made in India ! Et je vous assure que tout ce que je vous raconte là est rigoureusement exact, je ne caricature pas.

Je dois écrire une formule sur un papier timbré d'une valeur de 100 roupies à destination du bureau de l'immigration. Je me rends à Pondichéry pour acheter ce papier timbré, je tombe sur une femme qui m'en propose un à 250 roupies, je lui réponds qu'un à 100 roupies me suffira, elle me répond que cela n'existe pas et que c'est à prendre ou à laisser. Je la traite de voleuse comme il se doit, puis je me renseigne ailleurs. Je trouve enfin un endroit où je peux me procurer ce foutu papier. La femme me dit que deux feuilles à 50 roupies chacune fera l'affaire, je lui dis d'accord, elle me tend les deux pages, je lui donne 100 roupies, elle me dit alors que cela fera 120 roupies, alors que la valeur des papiers est de 100 roupies, elle baragouille quelque chose que je ne comprends pas, comme je n'ai pas de temps à perdre pour 20 roupies, je lui donne et je m'en vais toujours en la traitant de voleuse.

J'achète une douzaine d'oeufs dans une petite échoppe où je me rends plusieurs fois par semaine depuis 11 ans. Le boutiquier me tend un petit sac plastique transparent avec les oeufs dedans, je le prends délicatement évidemment et au moment de le

ranger dans mon sac je m'aperçois qu'il y en a un de casser et qui commence à couler dans le sac, je parcours les quelques mètres qui me séparent du commerçant et je lui tends le sac en lui montrant l'oeuf cassé, il le prend et enlève les oeufs qu'il place dans un autre sac, pendant ce temps-là je regarde ailleurs, enfin je récupère mes oeufs et je rentre à la maison. Arrivé chez moi je sors les oeufs de leur emballage et à ma surprise je constate qu'il en manque un. Car évidemment c'est moi qui avait cassé l'oeuf manquant et non ce boutier de merde qui ne tenait pas à perdre 3 roupies, une somme rendez-vous compte !

Je continue ou cela n'est pas la peine ? Une petite dernière.

Hier j'ai enfin pu changer la batterie de l'onduleur qui était à l'agonie. Précédemment à trois reprises j'étais allé à la boîte qui me l'avait vendue et chaque fois le type qui m'avait reçu m'avait répondu de repasser le lendemain car il n'en avait pas en stock, les deux fois précédentes j'ai commis l'erreur de le croire et j'étais repassé le lendemain pour rien, cette fois j'ai laissé passer une dizaine de jours et j'ai pu obtenir cette batterie. Le mec, il s'en fout complètement que je me sois déplacé à trois reprises dont deux fois pour rien, si j'ai été assez con pour le croire à deux reprises je n'ai qu'à m'en prendre qu'à moi-même !

Quand vous leur demandez poliment et calmement je précise, s'ils ne se foutraient pas de votre gueule par hasard, vous savez ce qu'ils vous répondent systématiquement : mais monsieur ici vous êtes en Inde, c'est comme cela, c'est partout comme cela, vous ne le saviez pas ? Si vous vous énervez vous avez le droit à un complément : retournez dans votre pays, agréable, non ? L'anarchie et l'arbitraire qui règne dans ce pays, qu'on ne peut pas qualfier d'Etat de droit, est le prétexte tout trouvé pour justifier ce genre de rapports et le manque de respect généralisé envers les autres, et je dois m'estimer heureux, car en tant qu'étranger on me traite avec égards, si, si vous ne vous en êtes peut-être pas aperçus dans les exemples que je vous ai fournis plus haut, alors imaginez leur comportement quand ils ont en face d'eux un pauvre bougre...

J'en vois déjà qui doivent se dire : on n'en est pas encore là en France heureusement, cela va venir camarades... J'ai oublié d'inclure dans la liste des différentes catégories de gens que j'ai rencontrés en Inde, les Indiens qui vivent en France depuis de nombreuses décennies et qui se comportent exactement de la même manière que s'ils n'avaient jamais quitté l'Inde, quelque part ils sont même encore pire, ce sont généralement les plus prompts à vous traiter de racistes ou à vous dire que c'est déjà bien beau que l'Inde vous ait accueilli les bras ouverts et que si vous n'êtes pas comptant personne ne vous retient ici, c'est charmant comme relations !

Ce que je vous raconte là est une tranche de vie, il ne faut pas le prendre autrement, vaut mieux le préciser.

Je crois qu'il vaut mieux toujours regarder la réalité en face avant d'adopter une position que l'on pourrait être amenée à regretter par la suite. Il faut partager un minimum de valeurs pour envisager des relations avec des gens, sinon c'est totalement impossible. Il y a des gens qui ont font l'expérience mais se refusent à l'admettre, ce sont de dangeureux apprentis sorciers.

Dans ce contexte la lutte des classes se présente sous un angle encore plus déformé qu'en France. Elle existe en Inde comme partout ailleurs dans le monde, mais en partant de beaucoup plus loin ou bas, dans une confusion totale, sans points de repère, sans même pouvoir prendre appui sur les valeurs fondamentales qui constituent le socle de la civilisation humaine ou de la démocratie. Développer le mouvement ouvrier en Inde s'avèrera forcément une tâche extrêmement compliquée et longue, j'avoue que je n'ai jamais eu le temps de m'y intéressé étant trop pris par l'actualité des pays plus développés. Pour paraphraser Trotsky qui évoquait avec F. Zeller les dirigeants de l'avant-garde en France dans les années 30, je sais qu'il nous faut faire avec la classe telle qu'elle est à défaut de mieux, c'est possible dans un pays où le prolétariat a une longue expérience derrière lui de la lutte des classes, cela le sera beaucoup moins dans un pays comme l'Inde, notez bien que je n'ai pas dit que ce serait impossible.

Il nous faut évidemment soutenir le mouvement ouvrier indien, mais vaut mieux savoir où l'on met les pieds et ne pas se bercer d'illusions, c'est tout ce que je voulais dire. Il y a tant de militants qui se sont leurrés sur l'issue des mouvements révolutionnaires des derniers mois en Afrique du Nord et dans le Moyen et Proche-Orient, qu'il valait préciser certaines choses.

Souvenez-vous encore de la mobilisation sur les retraites à l'automne dernier où soi-disant tout était possible et comment de nombreux militants se sont fourvoyés ou leurrés. Si leurs dirigeants leur avaient donné une analyse correcte de la situation et de l'état d'esprit des masses, ils auraient compris que la position des dirigeants syndicaux reposait sur le manque de maturité politique de la majorité de la classe et la faiblesse de son organisation pour briser le carcan des appareils, et que l'accord passé entre ces derniers et Sarkozy nécessitait d'orienter le combat contre les institutions pour aider les masses indécises ou désorientés à comprendre qu'elles ne pourraient vaincre qu'en unissant leurs forces sur un objectif politique, chasser Sarkozy. Ils ont préféré s'en tenir aux arguments avancés par leurs dirigeants pour lesquels seul l'obstacle des appareils posait problème, sans chercher à comprendre sur quoi reposait au juste cet obstacle. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient subordonné leur combat à un objectif immédiat qu'ils pensaient possible d'atteindre, au lieu d'en faire un moment de la lutte de classe sur le chemin du combat pour la prise du pouvoir, en subordonnant la tactique à la stratégie ils ne pouvaient que faire naître des illusions dans la tête des militants.

Si les travailleurs en ont marre de Sarkozy et du régime, des institutions et des élus en général, s'ils n'ont aucune confiance dans les partis ouvriers ou dits ouvriers, pas davantage dans les dirigeants syndicaux, comment se fait-il alors qu'ils ne se mobilisent

pas davantage, comment se fait-il que par millions ils ne cherchent pas la voie de l'organisation pour mettre un terme à une situation qu'ils disent ne plus supporter ? Ils ne peuvent plus la supporter ou ils espéraient avoir une vie meilleure ? Ils ne la supportent plus mais tant bien que mal continuent-ils de vivre comme avant, oui ou non ? Qu'est-ce qu'ils ne supportent plus au juste, de devoir vivre dans la pauvreté et l'indigence ou de devoir aller au restaurant et au cinéma moins souvent, de devoir passer deux semaines de vacances sous les tropiques au lieu de trois ou de devoir se passer de viande un jour sur deux, de devoir attendre les soldes pour acheter à leur gosse une paire de baskets à 100 euros au lieu de 150 ou de craindre de l'envoyer à l'école nus pieds à la rentrée ?

Le b.a.- ba de la lutte de classe nécessite d'être capable de répondre précisément à ces questions, de connaître et tenir compte de la nature humaine dont la capacité d'adaptation à la souffrance est plus grande que l'on ne pense. Si maintenant on ne veut prendre en compte que leur faculté de résistance à la remise en cause de leurs acquis sociaux, on se plante forcément. Vivre dans la précarité et la pauvreté n'est pas une partie de plaisir, mais si à côté l'Etat fait en sorte qu'elle soit supportable à moindre frais avec des aides diverses, après tout pourquoi pas en profiter si on peut assumer le quotidien sans bouger le petit doigt, combien de travailleurs font ce calcul ?

Ecrasées sous le poids des inégalités et des injustices qu'elles ont toujours connues, il arrive un moment ou les masses finissent par devenir fatalistes et se complaisent dans cette situation, qui n'a rien d'enviable on est bien d'accord, c'est ainsi et il faut le savoir, pas par le biais d'un libre choix consenti mais parce qu'elles y sont contraintes, elles se disent que leur situation pourrait être pire encore, ce qui explique pourquoi il leur arrive de remercier ou soutenir leurs bourreaux ! Ce qui ne les empêche pas d'être révoltées contre le sort injuste que la société leur a réservé et de le faire savoir à travers des explosions sporadiques et isolées, car au fond d'elles-mêmes elles aspirent au même bien-être que les autres classes de la société.

La révolution est possible, mais une situation révolutionnaire ne donne pas lieu forcément à une révolution. Pourquoi le plus nombreux et le plus puissant demeure soumis à la domination d'une minorité plus faible ? Parce que cette minorité a conscience de ses intérêts de classe et s'organise pour les défendre, alors que la majorité n'a pas confiance en elle-même et demeure faiblement organisée pour imposer la satisfaction de ses besoins. On en revient toujours à ces deux facteurs liés à la question du parti qui nous fait défaut et à l'absence de perspective politique.

Vous n'avez pas remarqué que généralement les travailleurs agissaient comme si tous les acquis sociaux dont ils profitent leur tombaient tout cuits dans le bec sans se poser de questions, tenez, encore une fatalité, sauf qu'ils n'ont pas existé de toute éternité. Leur vie se réduit à ce qu'ils vivent au présent, bien peu sont capables de se pencher sur le passé et encore moins de se projeter dans l'avenir. Faire leur éducation est un travail de longue haleine pour qu'ils se réapproprient leur propre existence, qui n'est pas seulement aliénée par le travail mais par la société toute entière. Imaginez que l'on pourrait remédier à ce problème ou le résoudre du jour au lendemain au détour d'une situation révolutionnaire est du domaine de l'utopie. Faire l'économie de ce travail ou en laisser le soin à d'autres qui sont également subordonnés au capital et leur niveau de compréhension de la société n'évoluera jamais ou pas suffisamment pour envisager de pouvoir changer la société.

La question du parti ne se réduit pas à former une armée de combattants révolutionnaires conscients qui demain assumeront des tâches de direction dans la nouvelle société que nous voulons construire, elle doit aussi consister à associer ces millions de travailleurs à notre combat dans la perspective du socialisme, c'est d'autant plus important qu'ils sont les seuls à avoir conscience de n'avoir rien à perdre à la liquidation du régime, contrairement aux travailleurs qui se sont embourgeoisés et qui s'estiment plus ou moins heureux de leur sort, même au prix de sacrifices, par exemple quand dans un ménage, les deux doivent impérativement travailler et n'ont pas de temps à consacrer à l'éducation de leurs enfants. C'est d'autant plus important de conquérir la confiance de ces travailleurs, qu'ils formeront au cours de la révolution les bataillons ouvriers les plus déterminés qui entraîneront à leur tour le gros des troupes des masses exploitées au combat, y compris les couches les plus arriérées.

La France demeure le pays par excellence de la lutte des classes. Même déformé, l'état d'esprit des travailleurs est plus développé que dans la plupart des autres pays du monde, en comparaison avec l'Inde, il existe une base solide ou des repères propices au mûrissement de leur conscience de classe.

On reviendra sur la situation en France sous un angle disons plus politique dans quelques jours. Contrairement à ceux qui considèrent que la notion de parti serait dépassée, si nous souhaitons la disparition du PS et ses satellites ce n'est pas pour les remplacer par un désert, mais bien par un parti ouvrier authentiquement révolutionnaire et construit sur les bases du marxisme ou du léninisme.

Cette causerie n'a pas la valeur d'un article de fond, n'y prêtez pas plus d'importance qu'elle en a ou que je lui accorde, dites-vous simplement que c'est le genre de propos qui entrent dans la catégorie d'une discussion à bâtons rompus entre militants.

Dans l'actualité à suivre les prochains jours, la suite de la crise aux Etats-Unis et en Europe bien sûr, Standard & Poor's roule pour les républicains, c'est tellement évident que le correspondant de TV5Monde Asie à Washington l'a reconnu aux infos hier soir, ensuite les rapports de plus en plus tendus avec la Chine, lire l'article que j'ai mis en ligne aujourd'hui.

Emplette d'été avant la tempête d'automne ou du printemps.

- Pistolets automatiques et fusil d'assaut de type kalachnikov sont vendus 700 euros en moyenne, d'après une source syndicale policière. (Reuters 06.08)

Mais on peut aussi attendre les soldes du printemps ! Au fait, c'est à Marseille, pas à Kaboul, Mogadiscio ou Beyrouth !

Hier la résistance afghane a abattu un hélicoptère de l'armée d'occupation américaine, bilan 38 morts dont 31 soldats américains. Je me suis toujours demandé pourquoi ils n'utilisaient pas leurs lance-roquettes ou leurs lance-missiles pour descendre tout ce qui volait à leur portée, pas vous ?

Parole d'internaute

1- "Après les récentes critiques de Poutine qui reproche aux Américains de vivre au-dessus de leurs moyens (via les crédits "poubelles" ou autres credit default swap, créés par la JP Morgan) et mettant ainsi en danger toute l'économie au niveau mondial, c'est au tour de la Chine de fustiger les Américains. Bon. On peut s'attendre, pour très bientôt, à un monde coupé en deux : les pays B.R.I.C. et l'US/UE (avec ses dettes abyssales) qui coulera inévitablement. Un grand merci à Rotschild & Co qui se sont bien servis de nous pour s'enrichir en mettant le chaos à notre économie. Attendons-nous à une vraie descente en enfer. Sortons vite de ce "serpent" avant qu'il ne soit trop tard et mettons fin à l'emprise de tous ces imposteurs, inventeurs de ces soi-disant crises economiques." (lefigaro.fr 06.08)

J'ai mis en ligne ce commentaire pour la citation de Poutine, et un peu plus tard je me suis dit qu'il allait peut-être y avoir des petits malins pour nous ressortir l'histoire de l'affrontement entre deux blocs en guise de lutte des classes pour fourvoyer le mouvement ouvrier dans une nouvelle impasse...

2- "La Chine suggère à Washington de réduire ses dépenses militaires et sociales.

C'est marrant de la part d'un pays "communiste" de dira ça!!" (Reuters 06.08)

Communisme et réduction des dépenses sociales sont incompatibles, merci de le relever, mais il faut aller plus loin et en conclure que le régime chinois n'a pas grand chose à voir avec le communisme qui reste à découvrir. Dépêchez-vous, c'est l'avenir !

Politique

France

1- Pathétique

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy remonte, mais ne se porte toujours pas au mieux. Le baromètre mensuel Harris-Interactive pour Le Parisien donne trois points de mieux au chef de l'Etat (à 24%).

Quelque 70% de Français restent toutefois mécontents de l'action du chef de l'Etat mais ses proches s'en satisfont après des mois de stagnation autour de 21%. (lexpress.fr 06.08)

Et l'Express devra faire avec ! Que d'efforts déployés pour camoufler qu'en dehors des nantis l'immense majorité n'en peut plus de ce régime.

2- Double rejet !

Selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche, alors qu'on leur présentait deux hypothèses de finale en 2012, Sarkozy-Aubry ou Sarkozy-Hollande, les sondés étaient invités à dire à laquelle des deux personnalités ils font «le plus confiance pour réduire la dette et le déficit publics si elle est élue président de la République en 2012».

Dans la première hypothèse, 52% des personnes interrogées ne font confiance à aucun des deux sur ce chapitre. 28% font confiance à Nicolas Sarkozy et 20% à Martine Aubry.

A la même question concernant le second scénario, 48% disent ne faire confiance ni à l'un ni à l'autre, 27% font confiance au président sortant et 25% à François Hollande. (liberation.fr 06.08)

Ce qui s'est exprimé ici, c'est plus que le rejet des trois candidats du capital, c'est le rejet de la dette elle-même, car il est certain que si à la question posée il avait été précisé que ce serait aux travailleurs de la payer à la place des voyous de la finance, le pourcentage du rejet serait monté à 80 ou 90%.

On ne peut pas demander à un institut de sondage de poser correctement une question, même en tentant de manipuler les personnes sondées en la posant de travers ils ont toutes les peines du monde à obtenir le résultat qu'ils escomptaient, là en l'occurence il est inexploitable.

Il ne vous aura pas échappé que ces personnes interrogées n'ont pas plus confiance dans l'UMP que dans le PS pour trouver une solution à la crise et à leurs difficultés croissantes.

3- La voix du caniche

Premier Etat à réagir en Europe, la France a affirmé samedi sa "*totale confiance*" dans la solidité de l'économie des Etats-Unis, dont la note souveraine a été dégradée par Standard and Poor's, et dans la capacité du gouvernement américain à sortir de "*cette mauvaise passe*".

"*La France pour sa part a une totale confiance dans la solidité de l'économie américaine. On a confiance dans les fondamentaux de cette économie qui est l'une des plus puissantes au monde et dans la détermination du gouvernement américain à mettre en oeuvre le plan qui a été approuvé par le Congrès cette semaine*", a ajouté François Baroin. (Reuters 06.08)

Le caniche est docile et facile à dresser, il colle aux basques de ses maîtres, c'est le chien à la baballe, ma grand-mère a toujours eu des caniches et un de ses frères (Dédé) présentaient un numéro de cirque avec des chiens et des perruches que l'on pouvait voir notamment à la télé à la Piste aux étoiles. Je préfère mon chien (un dogue allemand) parce qu'il est plus indépendant et inspire le respect... contrairement à ce gouvernement.

Israël

Deux cent mille manifestants à Tel Aviv, plus de 300 000 dans l'ensemble d'Israël sur une population de sept millions d'habitants : samedi soir, le « Printemps israélien » a fait le plein une nouvelle fois, trois semaines après le début d'un mouvement spontané de protestations contre la vie chère qui a pris l'allure d'un vaste happening social et culturel.

Samedi soir, plus de 10000 manifestants défilaient en direction de la résidence du premier ministre, comme l'indiquait le site +972 sur Twitter.

Jusqu'ici, le mouvement a largement conservé un caractère apolitique, et évité la récupération par les partis politiques existant, même si, dans les sondages, la gauche et l'extrême gauche retrouvent des couleurs qu'elles avaient perdu ces dernières années.

Les grands rassemblements de ce type étaient jusqu'ici le fait des pacifistes de La paix maintenant ; Mais la question de la paix avec les Palestiniens est largement absente de cette mobilisation, même si certains tentent de l'inclure. Qu'il s'agisse des partisans de la paix, comme des colons juifs des territoires occupés qui tentent de profiter de la situation pour pousser leur agenda.

Cette semaine, d'ailleurs, le gouvernement israélien a autorisé la construction de nouveaux logements dans un secteur contesté de Jérusalem-Est, s'attirant la condamnation des grandes capitales étrangères et des Palestiniens.

L'absence de politisation de ce mouvement social est à la fois sa force, lui permettant de rassembler dans la rue et dans les sondages une large proportion des Israéliens ; C'est aussi sa faiblesse potentielle, puisque, comme le rappelle dans le quotidien Haaretz ce weekend, le professeur Zeev Strernhell, une grande figure pacifiste, les mouvements spontanés qui ne se donnent pas de perspective politique sont voués à se désintégrer, citant en exemple … mai 68 (Sternhell a fait ses études en France !).

L'ampleur de la mobilisation est, quoi qu'il en soit, historique, et il est évident qu'elle aura un impact politique dans un pays situé au coeur du Proche Orient, dans une région en pleine ébullition, entre révolution égytienne qui se cherche, le massacre à huis-clos en Syrie, et des territoires palestiniens prêts à exploser si, une nouvelle fois en septembre, ils se voient privés de toute perspective étatique. (Rue89 06.08)

Le professeur Zeev Strernhell a bien résumé la situation qui vaut également pour tous les pays. Nous non plus nous ne tenons pas à renouveler l'expérience de mai 68 qui s'est soldée par un échec.

Au fait, hier soir aux infos sur TV5Monde Asie ils ont montré des images de la nouvelle mobilisation qui a eu lieu samedi en Espagne où les masses ont réinvesti les places des principales villes du pays. Je n'en ai pas trouvé traces ce matin dans les articles de presse proposés sur le Net.

Le boulot d'hier après-midi mis en ligne hier vers 13h en France.

Avec un peu d'avance sur demain, pour ainsi dire en temps réel, je vous fais profiter de mon travail.

Comme il est beaucoup question de l'UE et la BCE, enfonçons le clou et démontrons si besoin était qu'en réalité ces institutions aussi indépendantes soient-elles, sont dirigées par les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE et qu'elles n'existent que par leur volonté en tant que représentants des intérêts de la classe des capitalistes, d'où la nécessité d'orienter dans chaque pays le combat contre l'Etat et non contre l'UE, la BCE ou le FMI, ce que se refusent obstinément tous les partis dits ouvriers.

Voici le bref article que je viens de réaliser.

Qui de l'Union européenne ou des Etats nationaux détient réellement le pouvoir ?

Pour ne pas orienter le combat politique contre l'Etat et ses institutions, principalement l'Assemblée nationale et les partis qui y participent, on nous explique depuis de nombreuses années que l'Etat aurait abdiqué son pouvoir au profit de l'UE, ce qui justifierait de concentrer notre combat contre l'UE. Qu'en est-il vraiment ?

Nous allons voir qu'il n'en est rien en réalité.

Le pouvoir dont dispose l'Union européenne lui a été accordé selon le principe de subsidiarité qui lui a été accordé par le Traité de Maastricht (1992). Le pouvoir dont elle dispose et qui leur a été délégué par les Etats n'a rien de définitif, il demeure du bon vouloir des Etats de faire en sorte que l'UE continue d'assumer ce pouvoir ou de le réintégrer dans leurs prérogatives en tant que nations souveraines. Nul accord ou traité n'a une valeur éternel, de la même manière que ce qui a été fait un jour peut être défait à une autre occasion.

Le fonctionnement de l'ensemble de l'Union européenne y compris la BCE respecte ce principe.

La BCE peut se prévaloir d'être indépendante, il n'en demeure pas moins que la composition des instances décisionnaires de la BCE relève des chefs d'Etat, autrement dit, l'existence et le fonctionnement de la BCE demeure suspendu au bon vouloir des chefs d'Etat des 27 pays de l'UE.

S'agissant maintenant de la primauté accordée au droit international sur le droit national, cela ne date pas d'hier, ce principe existe depuis 1946, donc depuis la IVe République, sous réserve toutefois est-il précisé dans la Constitution de la Ve République "*pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie*".

Donc cette supériorité du droit international ne date pas d'hier et demeure librement consenti par les Etats qui à tout moment peuvent le dénoncer ou refuser de s'y plier au nom de l'intérêt supérieur de la nation par exemple.

Ce bref aperçu suffira à prouver aux militants qu'en réalité l'Union européenne et la BCE ne doivent leur indépendance et leur pouvoir qu'à la volonté des chefs d'Etat des 27 pays qui en sont partie prenantes, et que ce sont donc ces Etats qui disposent toujours du pouvoir de décider si l'existence de l'UE et de la BCE est pertinente ou non, de leur participation ou non à ces institutions, car finalement rien ne les y oblige, si ce n'est les engagements que leurs représentants ont pris auprès de la classe des capitalistes dont ils défendent les intérêts.

Ce n'est pas parce qu'un Etat abdique un certain nombre de ses pouvoirs au profit d'une institution internationale qu'il perdrait sa qualité d'Etat ou que l'Etat n'existerait plus en tant que tel, puisque c'est le chef de l'Etat et les parlementaires qui ont le pouvoir d'en décider, ce sont eux qui abdiquent leur propre mandat ou souverainement en tant qu'élus ou plutôt leur légitimité au profit d'institutions dont les membres n'ont pas été élus par les citoyens. Donc pour que l'Etat retrouve sa souveraineté par rapport à une institution supranationale et antidémocratique, pour rompre avec cette institution, ce sont bien ses représentants qu'il faut commencer par chasser du pouvoir.

Quand vous lirez les passages suivants, ne perdez pas de vue par la grâce de qui telle institution dispose de tel pouvoir, sinon votre interprétation des rapports entres les Etats et ces institutions sera forcément erronée et au-delà les conclusions politiques que vous en tirerez.

Pour étayer cette argumentation, vous trouverez ci-dessous des extraits de documents officiels émanant de l'Union européenne ou de l'Etat français avec leurs sources Internet, afin que chacun puisse vérifier par lui-même que l'auteur de cet article n'a pas cherché à les manipuler.

On ne va pas demander à Sarkozy de rompre avec l'UE ou la BCE, quoique cela puisse se discuter, tout dépend dans quelle perspective on situerait un tel mot d'ordre, en revanche on peut mettre en avant la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire et d'un Etat qui rompent avec l'UE et la BCE.

(http://europa.eu/about-eu/institutions-bodies/ecb/index_fr.htm)

Structure - Les instances de décision de la BCE sont les suivantes:

1- Le Directoire en assure la gestion quotidienne. Il comprend six membres (le président de la BCE, le vice-président et quatre autres membres), désignés par les chefs d'État ou de gouvernement des pays de la zone euro pour un mandat de huit ans.

2- Le Conseil des gouverneurs définit la politique monétaire de la zone euro et fixe les taux d'intérêt auxquels les banques commerciales empruntent des fonds auprès de leur banque centrale. Il comprend les six membres du Directoire et les gouverneurs des seize banques centrales de la zone euro.

3- Le Conseil général contribue aux travaux de consultation et de coordination de la BCE et assiste les nouveaux pays souhaitant adopter l'euro. Il est composé du président et du vice-président de la BCE, ainsi que des gouverneurs des banques centrales nationales des 27 États membres de l'UE.

La BCE est totalement indépendante. Ni la BCE, ni les banques centrales nationales de l'eurosystème, ni les membres de leurs instances de décision ne peuvent solliciter ou accepter d'instructions d'un autre organisme. Les institutions de l'Union européenne et les gouvernements des États membres sont également tenus de respecter ce principe.

(http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/action/euro/quel-est-role-banque-centrale-europeenne.html)

La BCE est par ailleurs chargée de la conduite de la politique de change arrêtée par le Conseil Ecofin, réunissant les ministres de l'Économie et des Finances de l'Union.

(http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/fonctionnement/france-ue/comment-constitution-francaise-preserve-t-elle-primaute-ordre-juridique-interne.html)

Par son article 54, la Constitution préserve néanmoins sa primauté dans l'ordre juridique interne : si le Conseil constitutionnel déclare « qu'un engagement international comporte une clause contraire à la constitution », une révision de celle-ci doit précéder sa ratification ou son approbation.

C'est pourquoi la ratification du traité de Lisbonne a nécessité une révision de la Constitution française. Le Conseil constitutionnel ayant jugé le traité de Lisbonne contraire à la Constitution dans sa décision du 20 décembre 2007, une révision de celle-ci était nécessaire avant de débattre de la ratification du traité de Lisbonne.

(http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/fonctionnement/france-ue/quelles-sont-relations-entre-droit-europeen-droit-national.html)

Cette situation est la conséquence de la supériorité du droit international sur le droit national. En effet, depuis la Constitution de 1946, le droit français n'est plus considéré comme indépendant du droit international (conception dualiste) ; tous les deux forment un ordre juridique uniforme (conception moniste). Et l'article 55 de la Constitution de 1958 reconnaît aux « traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés […] une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie ».

En France, depuis l'arrêt Nicolo du 20 octobre 1989 pris par le Conseil d'État, les juridictions administratives doivent vérifier la compatibilité des dispositions de la loi avec les engagements internationaux, une exigence déjà exprimée par la Cour de cassation et le Conseil constitutionnel.

(http://www.credit-ssima.fr/credit-immobilier/actualites/actualite-credit-immo_1157.html)

Le capital de la BCE vient des banques centrales nationales qui sont des actionnaires. La BCE dispose d'un portefeuille de fonds propres et tire des revenus du placement des réserves de change. La BCE perçoit une commission sur l'encours de billets en circulation, vend de l'or et perçoit des revenus sur son activité de prêt aux établissements bancaires.

La BCE joue un rôle très important pour le crédit : lorsqu'elle abaisse son taux directeur, elle réduit le taux minimum auquel les banques lui empruntent des fonds. Cette action permet un refinancement à moindre coût pour les banques, ce qui se traduit par l'octroi de crédits plus avantageux aussi bien pour les entreprises que les particuliers.

La suite demain, bon week-end à tous en attendant.

Haut de page

Le 8 août

Pas de courant toute la journée, pas le temps de causer !

Parole d'internaute

- "Allez encore tout le monde à genou devant les "marchés". Notre vie dépend que des "marchés" : je pers mon boulot à cause des "marchés", je paie encore plus d'impôts pour rassurer les "marchés" etc... Etait ce cela l'esprit initial du capitalisme?" (Reuters 07.08)

Accumuler toujours plus de capital, de profit, de richesse, par n'importe quel moyen, effectivement c'est "l'esprit initial du capitalisme" et sa finalité, son seul objectif depuis qu'il existe.

Vous voyez bien camarades que la crise pose la question du fondement du capitalisme, qu'elle y conduit fatalement la réflexion de tout travailleur normalement constitué, alors pourquoi ne pas mener campagne sur ce thème pour aider la classe à ce poser cette question, et lui proposer une réponse qui posera à son tour la question du pouvoir politique : qui produit les richesses, qui décide quelles richesses il faut produire, qui doit gouverner, de quel Etat avons-nous besoin, etc ? Doit-on produire pour permettre à une minorité de s'enrichir et dicter sa loi à l'ensemble de la société qu'elle prend en otage ou au contraire faut-il produire en fonction des besoins de la population pour les satisfaire ?

- "Tout ce remue ménage confirme que c'est bien les banques qui dirigent les Etats, et non le contraire. Nos politiques ne sont donc que des pauvres pions depuis le Traité de Mastricht. On est à la botte d'une poignée de voyous bien pire que les petits loubards de banlieue. Honte à nous car comme dans la scène du film Le jouet où le patron disait : quel est le monstre, moi qui vous demande de baisser votre pantalon ou vous qui vous apprêtiez à le faire ?" (Reuters 07.08)

La réflexion des masses mûrit. Petit à petit chacun en arrive à remettre en cause l'ensemble du régime qu'il supportait il y a peu encore et personne ou presque n'imaginait un jour en arriver à cette conclusion qu'il réservait généralement aux gauchistes ou aux anarchistes.

L'Etat complice des voyous de la finance pires que ceux des banlieues ouvrières, nous avions une longueur d'avance en évoquant le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'aristocratie financière, à la suite de Marx, vous vous souvenez camarades. Quant à savoir qui a baissé son froc, j'ai une autre réponse à proposer : nos dirigeants !

Politique

France

Interview de Borloo par Le Figaro hier : "*Au-delà de la règle d'or, il faut jouer l'union nationale chez nous et l'union sacrée en Europe*". (lefigaro.fr 07.08)

Social

1- France. Etat antisocial.

Le ministre du Travail et de la Santé, Xavier Bertrand a emboîté le pas de Thierry Mariani dimanche. Dans des propos rapportés par Le Figaro, il a annoncé la mise en place d'"*un fichier unique des allocataires sociaux avant la fin de l'année*", selon lui "*la meilleure façon de renforcer la lutte contre des fraudes sociales*". "*Je suis tout à fait d'accord avec Thierry Mariani*", a-t-il affirmé.

"*On saura exactement qui touche quoi. On pourra éviter les doublons et on s'apercevra des incohérences de versement*" des prestations (indemnités d'arrêts maladie, allocations familiales, RSA...), a-t-il ajouté. Xavier Bertrand a également souligné sur le fait que la lutte contre les fraudes visaient "*aussi bien celles sur les prélèvements (cotisations patronales et salariales non versées en raison du travail au noir, ndlr) que sur les prestations*". (lepost.fr 07.08)

2- Grande-Bretagne. Etat antisocial.

2.1- Un commissariat de police éventré, un bus à impériale réduit à une carcasse fumante, des magasins d'électronique et de

sports saccagés, des bâtiments rasés par les flammes : le quartier de Tottenham, dans le nord de Londres, ressemble à un champ de bataille. De violentes émeutes ont secoué, dans la nuit de samedi 6 à dimanche 7 août, ce quartier pauvre du nord de Londres, lors des pires incidents que la capitale britannique ait connus depuis des années.

Les troubles ont éclaté dans la foulée d'une manifestation organisée samedi soir pour réclamer "*justice*" après la mort d'un homme de 29 ans, Mark Duggan, tué jeudi par la police à Tottenham. Les pompiers s'activaient encore dimanche en fin de journée pour venir complètement à bout des incendies. Les affrontements ont cessé au petit matin seulement.

Les fauteurs de troubles ont aussi saccagé des distributeurs de billets et des magasins, d'où des personnes cagoulées sont sorties en poussant des chariots remplis de marchandises, et s'en sont pris aux forces de police à coups de cocktail Molotov et autres projectiles.

Downing Street a dénoncé ces violences "*totalement inacceptables*". "*Il n'y a aucune justification pour les agressions auxquelles la police et le public ont été confrontés et pour les dégâts*" causés, a affirmé le bureau du premier ministre, David Cameron.

La famille du jeune homme tué jeudi a appelé au calme, dimanche. "*Nous ne tolérons pas ce genre d'actions*", a déclaré le frère de la victime, Shaun Hall, sur Sky News. "*Je sais que les gens sont frustrés, ils sont en colère en ce moment, mais je vous dis 's'il vous plaît arrêtez'.*" "*Ce gars n'était pas violent. Certes, il était impliqué dans des trucs, mais ce n'était pas une personne agressive*", a affirmé une amie du jeune homme sur Sky News.

Mark Duggan a été tué lors d'une opération de la police contre la criminalité au sein de la communauté noire. Sa mort est "*absolument regrettable*", a estimé dimanche un responsable de Scotland Yard, Adrian Hanstock, "*mais cela ne donne pas le droit à une minorité de délinquants de détruire des commerces (...) et de voler*".

Selon plusieurs habitants, la colère montait depuis un certain temps contre les contrôles policiers. "*J'habite à Broadwater Farm depuis vingt ans et depuis le premier jour, la police soupçonne toujours les Turcs et les Noirs*", a expliqué à Reuters un travailleur social d'origine turque. Un habitant d'une cinquantaine d'années disait comprendre les émeutiers : "*Nous savons que le gouvernement nous prend pour cibles, nous néglige. Quand on met un million de jeunes au chômage, comment voulez-vous que nous nous taisions ?*"

Tottenham compte un grand nombre de minorités ethniques et certains secteurs affichent des taux de chômage parmi les plus élevés de Londres. Le quartier avait déjà été le théâtre de très violentes émeutes en 1985, après une descente de police chez des particuliers, qui s'étaient soldées par le décès d'une femme de 49 ans à la santé fragile. Lors des affrontements qui avaient suivi, un policier avait été tué à coups de machette. (lemonde.fr 07.08)

2.2- Des groupes de jeunes ont attaqué dimanche soir des magasins et des voitures de police dans le nord de Londres, au lendemain d'émeutes dans le quartier de Tottenham.

Les violences ont éclaté à Enfield, à quelques kilomètres au nord de Tottenham. Plusieurs personnes ont été arrêtées, selon la police. (20minutes.fr 08.08)

Qui sème vent récolte la tempête ! Les jeunes et les travailleurs immigrés sont les principales victimes de la cure d'austérité imposée par tous les gouvernements en Europe. A la moindre étincelle la contestation du régime prend la forme d'une émeute, normal. Ce n'est qu'un début ou un avant-goût de ce qui les attend avant que la société toute entière s'embrase.

La misère sociale plus la répression policière : trop c'est trop !

Ce qui me fait sourire ce sont les commentaires postés par des membres des couches moyennes qui suivent les aléas de la crise en espérant que les dirigeants du vieux monde vont y apporter une solution sans spolier leurs intérêts, et qui oublient systématiquement le facteur social qui en est l'obstacle.

Quand on regarde bien la société américaine dont s'inspirent les dirigeants de la planète, on s'aperçoit que la marchandisation de tous les besoins et services de la population nous ramène aux conditions d'existence qui prévalaient au du XIXe siècle dans tous les pays industriels, et qui n'avaient rien à envier à celles qui existaient dans les pays à dominante féodale.

Au-delà d'une certaine limite ou d'un certain développement à l'échelle mondiale, l'évolution du capitalisme n'est plus synonyme que de régression sociale ou de réaction sur toute la ligne.

3- Allemagne

Les contrôleurs aériens allemands, qui réclament une augmentation de salaires, vont faire grève six heures mardi matin, a annoncé

ce lundi leur syndicat, GDF.

GDF, qui avait menacé d'une grève semblable jeudi dernier avant d'y renoncer, a appelé à une grève de tous les salariés à travers le pays de 6h à midi. Le syndicat, qui représente plus de 3.000 des 5.500 contrôleurs aériens du pays, réclame une augmentation de leurs salaires de 6,5%. Mais il demande aussi de «meilleures conditions de travail» dans l'intérêt de «la sécurité de l'espace aérien allemand», a-t-il fait valoir dans son communiqué.

La direction allemande de la sécurité aérienne, la DFS, leur employeur, qui s'était pourvue avec succès en justice contre la première tentative de grève, avait évoqué sur son site internet des salaires annuels compris «*entre 72.000 et 130.000 euros*». Le personnel nécessaire sera toutefois mis à disposition pour une partie des vols prévus, afin de garantir un service minimum, a ajouté le syndicat. (20minutes.fr 08.08)

Ben alors les gars, et la "*règle d'or*" en vigueur depuis 1949, elle ne vous empêche de revendiquer et de vous mobiliser, je n'y comprends plus rien, le POI ne nous avait-il pas expliqué que cela ne serait plus possible (en France)... Mais les contrôleurs aériens dépendent du droit privé, ce ne sont plus des fonctionnaires depuis 1992. Je comprends mieux, en fait elle ne concerne que les fonctionnaires, tout du moins sur la question salariale ou des conditions de travail.

C'est étrange, on avait cru qu'elle concernait l'ensemble des travailleurs telle que le POI l'avait présentée, on avait peut-être mal lu, vérifions-le : "*Le gouvernement adopte le 16 mars un projet de réforme constitutionnelle. Par ce texte directement dicté par l'Union européenne et les marchés financiers, il voudrait interdire, au nom de la « réduction des déficits », toute revendication.* " (IO n °140 page 2) Nous avions bien lu "*toute revendication*" privé et public confondu, c'était faux alors ou inexacte, évidemment, puisque l'Etat ne peut pas dicter la politique salariale des entreprises privées. Cela explique qu'ils ont recentré leur bataille en direction des fonctionnaires. Et les 75% qui travaillent dans le privé ? Qui ? Connaît pas !

4- Syrie

L'armée syrienne a poursuivi dimanche sa répression sanglante de la contestation populaire, lançant un raid sur la ville de Deir el-Zour (est) et donnant l'assaut à Houleh (centre), faisant au moins 52 morts, selon des militants syriens.

Parallèlement, l'armée maintenait dimanche le siège de Hama, l'un des principaux foyers de contestation, où l'électricité, le téléphone et l'Internet sont coupés depuis sept jours. Selon les organisations de défense des droits de l'Homme, au moins 100 personnes ont été tuées dans la ville. (AP 07.08)

Economie

1- La Bourse ou la vie

Après le plongeon de 5,5% à la Bourse de Ryad samedi, à Tel-Aviv, le principal indice a chuté de 7% ce dimanche. De Dubaï à Abou Dhabi, tous les compteurs sont au rouge.

En fin de journée, l'indice de la Bourse de Dubaï a terminé en baisse de 3,69%. Dans l'émirat voisin d'Abou Dhabi, la Bourse a clôturé en baisse de 2,53%. La Bourse du Koweït a clôturé sur une baisse de 1,61%. Le marché de Bahreïn reculait de 0,33% à la clôture et celui d'Oman de 2,08%. (lefigaro.fr 07.08)

La Bourse de Tokyo a perdu 2,18 %. La Bourse de Séoul a fini sur une baisse de 3,8 %, après avoir chuté de plus de 7 % en séance. La Bourse de Bombay a chuté de 3 % et a atteint son plus bas niveau depuis juin 2010. "L'atmosphère ne pourrait pas être pire", a résumé un analyste d'une société de gestion de fonds à l'agence Dow Jones Newswires.

La Bourse de Hongkong finissait également en chute à la clôture, l'indice hang seng abandonnait 3,8 %. La Bourse de Shanghaï perdait 3,79 %. La Bourse de Sydney a clôturé en baisse de 2,9 %. Elle avait déjà perdu 4 % vendredi. (lemonde.fr 08.08)

2- Euro.

Paris et Berlin ont affirmé l'engagement de l'Europe à mettre en oeuvre rapidement la réforme du FESF décidée le 21 juillet, encouragé l'Italie et l'Espagne à agir, et souligné l'importance du rôle de la BCE, à quelques heures de l'ouverture des marchés asiatiques.

La déclaration commune de la présidence française et de la chancellerie allemande n'évoque en revanche pas la situation des Etats-Unis, dont la dégradation de la note souveraine par S&P constitue l'autre point de tension le plus brûlant.

Une conférence téléphonique des responsables financiers membres du G20 s'est tenue dimanche matin, selon la Corée du

Sud, tandis qu'une source britannique jugeait probable une conférence téléphonique des responsables des finances du G7 dans la soirée, avant l'ouverture des marchés en Asie à 00h00 GMT.

De sources proches de la Banque centrale européenne, l'institution devait pour sa part tenir dimanche une conférence téléphonique sur la question en suspens d'éventuels achats de titres de dette espagnols ou italiens, dont les taux ont bondi à leurs plus hauts niveaux en 14 ans.

"En ligne avec les décisions du 21 juillet, la France et l'Allemagne sont confiantes dans le fait que l'analyse de la BCE constituera le fondement approprié pour des interventions sur le marché secondaire dans la mesure où elle contribuera à déterminer le cas où il existe un risque pour la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble", lit-on dans la déclaration commune. (Reuters 07.08)

3- G20. Communiqué diffusé lundi par le ministère français des Finances.

"Nous, ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des pays du G20, affirmons notre engagement à prendre toutes les initiatives nécessaires de manière coordonnée pour soutenir la stabilité financière et promouvoir une croissance économique plus forte dans un esprit de coopération et de confiance. Nous resterons en contact étroit au cours des semaines à venir et coopérerons en tant que de besoin, en étant prêt à prendre les actions assurant la stabilité financière et la liquidité des marchés financiers. De plus, nous continuerons à travailler intensément pour obtenir des résultats concrets en faveur d'une croissance forte, durable et équilibrée dans le contexte du Cadre du G20 pour la croissance." (20minutes.fr 08.08)

4- G7.Communiqué diffusé dans la nuit de dimanche à lundi.

"Face au regain des tensions sur les marchés financiers, nous, ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des pays du G7, affirmons notre engagement à prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir la stabilité financière et la croissance dans un esprit de coopération étroite et de confiance. "Nous nous engageons à réagir pour apaiser les tensions créées par les défis récents auxquels nous sommes confrontés s'agissant de nos déficits budgétaires, notre dette et notre croissance, et nous saluons les actions décisives prises aux Etats-Unis et en Europe.

"Les Etats-Unis ont adopté des réformes qui génèreront à moyen terme des réductions substantielles du déficit. En Europe, le sommet de la zone euro a adopté le 21 juillet un ensemble complet de mesures visant à améliorer la situation de la Grèce et des autres pays faisant face à des tensions pour leur financement, notamment en accordant plus de flexibilité dans le fonctionnement de la FESF. Nous sommes maintenant concentrés sur la mise en oeuvre rapide et complète des décisions prises. Nous saluons la déclaration de la France et de l'Allemagne à cet effet. Nous saluons aussi la déclaration du Conseil des Gouverneurs de la BCE.

"Nous sommes déterminés à agir de manière coordonnée chaque fois que cela est nécessaire, à assurer la liquidité et soutenir le bon fonctionnement des marchés, la stabilité financière et la croissance économique. Ces actions, jointes à la poursuite des efforts de discipline budgétaire, assureront la soutenabilité de nos finances publiques à long terme. Aucun changement dans les fondamentaux ne justifie les tensions financières subies récemment par l'Italie et l'Espagne. Nous saluons les mesures additionnelles annoncées par l'Italie et l'Espagne pour renforcer leur discipline budgétaire et soutenir l'activité économique et la création d'emplois. "Les chefs d'Etat et de Gouvernement de la zone euro ont clairement indiqué que l'implication du secteur privé dans le cas de la Grèce est une mesure exceptionnelle liée à des circonstances uniques et ne sera en aucun cas appliquée à un autre membre de la zone euro.

"Nous réaffirmons notre intérêt commun dans un système financier international fort et stable, et notre soutien pour des taux de change déterminés par les marchés. Une volatilité excessive et des mouvements désordonnés des taux de change a des implications négatives pour la stabilité économique et financière. Nous nous consulterons étroitement sur les actions sur les marchés des changes et coopérerons en tant que de besoin. "Nous resterons en contact étroit au cours des semaines à venir et coopérerons en tant que de besoin, prêts à prendre toute action nécessaire pour garantir la stabilité et la liquidité des marchés financiers." (20minutes.fr 08.08)

Haut de page

Le 9 août

Comme je suis crevé (lire plus loin) et que je vis sur les nerfs, j'ai trouvé la force de compléter le boulot de la nuit dernière en ajoutant une causerie sur la dette que voici.

La dette de l'Etat correspond notamment aux exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons, à la réduction de l'impôts sur les bénéfices des entreprises, au train de vie de l'Etat auquel on peut ajouter ses entreprises guerrières. On

pourrait ajouter l'argent soi-disant investi dans la recherche et le développement qui va en réalité dans la poche de certaines entreprises et que l'on peut considérer comme des cadeaux.

On peut donc considérer que la dette de l'Etat se résume en une opération consistant à augmenter la plus-value ou profit des entreprises en détournant une partie du salaire différé et nos impôts que nous réglons avec notre salaire. Il s'agit donc d'un pillage en règle des travailleurs au profit des nantis de la finance et des capitalistes en général.

Les patrons ne pouvant pas imposer directement aux travailleurs une augmentation brutal de la productivité et une baisse des salaires ou du coût du travail, ils y parviennent par le biais de ce mécanisme mis au point conjointement par les Etats, les institutions internationales (UE, FMI) et les marchés financiers. Pour le justifier ils avancent la nécessité de demeurer compétitif sur le marché mondial face à leurs concurrents asiatiques afin de sauver des emplois et éviter des délocalisations, tandis que le chômage continue d'augmenter, donc la disparition de pans entiers de la production.

C'est la division internationale du travail qui concerne dorénavant pratiquement tous les secteurs d'activité et l'immense réserve de main d'oeuvre dont disposent les pays émergents dont la Chine, qui se traduit par l'amplification de la concurrence des travailleurs entre eux à l'échelle mondiale, et exerce un forme de chantage ou une pression croissante à la baisse sur les salaires et les conditions de travail et de vie dans les pays capitalistes les plus développés.

Quel intérêt aurait un capitaliste à produire en France une marchandise identique à celle qu'il peut produire en Chine à un moindre coût ? Le prolétariat français est voué à la misère ou à disparaître, voilà les seules perspectives que le capitalisme peut offrir de nos jours aux travailleurs.

Dans un proche avenir, il n'y a aucune raison que ce processus s'inverse, au contraire il devrait s'amplifier quand le coût de la main d'oeuvre en Chine aura atteint le niveau où il deviendra plus rentable de recourir à des machines ou des robots pour les remplacer, comme cela s'est produit progressivement dans les pays développés au cours du XXe siècle, sauf que là la transition pourrait intervenir plus rapidement et plus brutalement puisque la technologie et les machines existent déjà, laissant sur le carreau des dizaines et dizaines de millions d'ouvriers avec tous les risques sociaux et politiques que cela comportera pour le régime.

Dans le pire des cas, si le mouvement ouvrier (international) s'avérerait incapable de se doter d'une nouvelle direction, on pourrait imaginer à l'échelle mondiale une société composée d'une poignée de riches ou nantis, une importante classe moyenne et une gigantesque armée de prolétaires en guenilles, les premeirs et les seconds soutenant des régimes dictatoriaux.

Au cas où le prolétariat opposerait une farouche résistance au destin qu'ils lui ont réservé, l'impérialisme américain, qui demeure le pays le plus puissant de part son implantation militaire dans le monde, pourrait décider avec ses alliés qu'une guerre mondiale serait salutaire pour procéder à de gigantesques destructions et évincer au passage leurs principaux concurrents, procéder à un nouveau partage du monde, ce qui permettrait de donner un nouveau souffle au capitalisme mondial.

Aujourd'hui le plus inquiétant en France, c'est qu'aucun parti ouvrier ne mène campagne en mettant en évidence le fait que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays et illégitime, comme s'ils tenaient à tout prix à les protéger.

La causerie de la nuit et du petit matin.

Le courant est revenu en fin de journée hier, pas le temps de recharger la batterie de secours qu'ils ont recoupé à cause de la pluie, résultat plus du tout de courant à 4h du matin, plus de ventilateur, trop chaud, impossible de dormir... J'ai actualisé le site jusqu'à 7h30, je suis crevé donc pas de causerie.

Parole d'internaute

(Suite aux émeutes en Grande-Bretagne.)

1- "À opprimer ses minorités et à rejeter ses pauvres dûment créés depuis des décennies, le réveil de la Grande-Bretagne va être dur !" (lemonde.fr 08.08)

2- "Les gens qui n'ont rien ne peuvent pas payer la dette, faite par les gouvernements et les spéculateurs. Comment ces gens croient-ils que vit le peuple qui n'a rien?" (lemonde.fr 08.08)

Vous aurez remarqué qu'ils ne condamnent pas le recours à la violence des jeunes qui n'en peuvent plus.

(A propos de leur dette)

3- "Pourquoi serait-ce aux Etats (donc aux citoyens) de combler ce trou en non à ceux qui se sont gavés sur leur dos durant des années dans un systeme ou les bénéfices étaient privatisés et les pertes mutualisées ! Le systeme ultra libéral s'écroule, basé sur une croissance infinie pour nourrir la spéculation à court terme qui masquait le peu de rentabilité productive réelle des entreprises." (Reuters 08.08)

Politique

1- France

1.1- En famille, une "***règle d'or***".

L'ancien ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo a estimé que la France devait ramener ces déficits dès 2012 à 3% de son produit intérieur brut et le socialiste Manuel Valls a appelé le gouvernement à "*prendre dès à présent*" les mesures nécessaires au rétablissement des comptes publics.

Dans Les Echos de mardi, François Hollande "*Le risque aujourd'hui est celui de l'éclatement de la zone euro. Il n'y a plus de temps à perdre. Il faut faire fort, vite et clair !*"

1.2- Record infâme !

Le ministre de l'Intérieur a ainsi jugé lundi que si son objectif de 30.000 reconduites d'étrangers en situation irrégulière était atteint en 2011, il s'agirait du "*meilleur résultat historiquement enregistré*" par la France. Alors qu'en début d'année, l'objectif fixé par son prédécesseur Brice Hortefeux "*avait été fixé à 28.000 reconduites, j'ai décidé de (le) remonter à 30.000*", a-t-il rappelé.

"*Pour l'instant, il semble que nous puissions atteindre cet objectif*", a-t-il estimé, et "*si nous l'atteignons, ce sera le meilleur résultat que nous aurons historiquement enregistré*", a souligné Claude Guéant.

"*A ce jour, sur les sept premiers mois de l'année, nous avons reconduit 17.500 étrangers en situation irrégulière, soit 4% de plus que l'année dernière*", a indiqué le ministre. (lexpress.fr 08.08)

2- Grande-Bretagne

Londres, sous le choc, a connu une troisième journée consécutive de violences et de pillages, qui ont gagné plusieurs quartiers de la capitale ainsi que la ville de Birmingham.

De nouveaux affrontements ont éclaté lundi dans le quartier défavorisé de Hackney, dans l'est de la capitale, après les premières violences survenues samedi à Tottenham et tout au long du week-end dans plusieurs quartiers.

Selon le reporter du Guardian Paul Lewis, qui rend compte des événements sur son compte Twitter, les violences à Hackney sont pires qu'à Enfield la nuit dernière : "*Des émeutiers ont pris le contrôle d'une propriété. Ils ont monté des barricades sur plusieurs routes*", explique-t-il dans le live de la BBC. Les scènes de violence menaçaient de s'étendre en dehors de la capitale lundi en soirée. Des incidents ont éclaté à Birmingham, dans le centre de l'Angleterre, a annoncé la police. Elles auraient également gagné Leeds.

La police a également dû intervenir à Croydon, Lewisham et Peckham, dans le sud de Londres. A Peckham, des commerces étaient en feu et les flammes menaçaient de se propager à d'autres immeubles alors que des jeunes ont tenté de mettre le feu à un autobus à impériale, selon des images de télévision.

La nuit précédente, des petits groupes de jeunes ont harcelé les forces de l'ordre dans d'autres quartiers, endommageant plusieurs de leurs véhicules, détruisant des devantures et pillant des magasins. "*Des actes criminels inspirés*", selon les services de sécurité, par ceux survenus samedi dans le quartier multiethnique et déshérité de Tottenham (nord).

A Walthamstow, Enfield, Islington (nord), Brixton (sud) et même à Oxford Circus, en plein cœur du Londres touristique, les mêmes scènes se sont reproduites.

"*C'est parti visiblement de ce qui s'était passé à Tottenham... Mais ça ressemble fort à une excuse, ça n'a vraiment pas de sens*", a déploré Williams Falade, 28 ans, responsable d'un club de gym à Brixton.

Un sentiment partagé par le numéro deux du gouvernement, Nick Clegg, qui s'est rendu à Tottenham lundi et a condamné une "*vague de violence gratuite*", n'ayant "*absolument rien à voir avec la mort de Mark Duggan*", un père de famille.

Une commission de contrôle indépendante a ouvert une enquête sur les circonstances de la mort de Mark Duggan, alors que certaines informations de presse laissaient entendre que les forces de l'ordre avaient ouvert le feu sans avoir été attaquées. Les résultats des expertises balistiques sont attendus mardi.

Abattu par la police alors qu'il se rendait en taxi chez son amie, l'homme transportait une arme à feu, selon les premiers éléments de l'enquête. Au cours de la fusillade, un officier de police avait été blessé par balle, mais d'après des sources policières, la balle pourrait avoir été tirée par un autre officier de police. L'IPCC s'est refusée à commenter l'avancée de l'enquête, mais devrait annoncer d'ici à mardi soir si Mark Duggan avait ou non utilisé une arme avant d'être abattu.

Si les photos de bâtiments en feu faisaient la "*une*" lundi de tous les journaux britanniques, beaucoup se gardaient de toute interprétation trop rapide. A Tottenham, la question faisait aussi débat parmi les habitants. "*On ne peut pas se contenter de dire que ces évènements sont dus simplement à ce décès ou à des criminels*", estime Osagyefo Tongogara, un résident de longue date. "*J'appelle ça une rébellion. Les gens sont frustrés et en colère*". (lemonde.fr 08.08)

3- Libye

3.1- Les rebelles libyens ont dissous leur gouvernement en raison d'"*erreurs administratives*" de certains de ses membres dans la gestion de l'assassinat de l'ancien chef militaire des insurgés, Abdel Fattah Younès, a annoncé lundi un porte-parole.

Les 14 membres du comité exécutif du Conseil national de transition (CNT), dont les responsables de la défense et de l'intérieur, ont été limogés, et le Premier ministre Mahmoud Djibril a été chargé de former un nouveau gouvernement, a précisé le responsable presse du CNT, Chamsiddine Abdoulmolah.

"*Ils ont tous été limogés. Il y a eu des erreurs administratives pour lesquelles ils ont été tenu responsables*", a-t-il expliqué.

Un autre porte-parole du CNT, Abdelhafez Ghoga, avait auparavant déclaré sur la chaîne Al Jazira que la décision de remplacer le gouvernement avait été prise en raison de "*l'insuffisance de la performance de certains membres du comité exécutif dans la gestion de la crise*" provoquée par l'assassinat d'Abdel Fattah Younès. (Reuters 08.08)

3.2- La moitié des Français (51%) se disent défavorables à la participation de la France à l'intervention militaire en Libye, selon un sondage Ifop paraissant mardi dans "L'Humanité". Quarante-neuf pour cent des personnes interrogées disent être favorables à cette intervention.

La précédente enquête Ifop, menée les 21 et 23 juin, montrait la même répartition. Fin mars, au début de l'intervention alliée, le soutien était de 66% pour 34% d'opposition. (AP 08.08)

4- Yémen

Le journal Achark al Aoussat, basé à Londres, cite des sources américaines selon lesquelles Washington serait parvenu à convaincre le président Saleh de revenir sur sa décision de rentrer au Yémen.

Selon ces sources, il a été très affecté par le spectacle de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak traduit en justice sur une civière la semaine dernière au Caire.

L'ambassadeur des Etats-Unis au Yémen, Gerald Feierstein, a demandé au département d'Etat de ne pas donner trop de visibilité aux pressions exercées sur le président yéménite parce qu'il s'agit d'une "*personne obstinée*" que l'on ne "*peut pas mettre au coin*". (Reuters 08.08)

Economie

1- La Bourse ou la vie

Le Dow Jones a fini sa journée en recul de 5,42 %. Le Nasdaq a reculé de 6,83 %.

Le CAC 40 a perdu 4,68 % lundi soir.

En passant de 3842,70 points à 3125,19 points en onze jours, le Cac 40 a chuté de 18 %. Il n'y a pas de définition économique précise d'un krach mais, dans la pratique, cette expression s'applique à une baisse soudaine et précipitée des actions (plus de 20 % en quelques jours).

A Londres, le Footsie-100 a terminé en baisse de 3,39 % à la clôture. La Bourse de Francfort a clôturé sur un plongeon de 5,02 %. La Bourse de Madrid a terminé sur un repli plus modéré que les autres places européennes, perdant 2,44 %. La Bourse de Milan a perdu 2,43 %. La Bourse d'Athènes a achevé sa séance sur un plongeon de 6 %. La Bourse suisse a terminé la séance avec un net repli de 3,95 %.

Les deux Bourses de Moscou ont clôturé sur un plongeon, alors que les prix du pétrole étaient en nette baisse. Le RTS a terminé la séance sur une chute de 7,84 % .

En Amérique du Sud, les places financières de Sao Paulo (8%) et Buenos Aires (10,73%) ont plongé. Au Chili, la Bourse de Santiago (-6,96%) n'avait pas enregistré pareille baisse depuis 13 ans. A Lima, un recul de 7,03% a même entraîné une suspension des cotations d'une demi-heure pour enrayer la panique peu avant la clôture. En Amérique centrale, la bourse de Mexico a subi une chute de 5,88%, soit la baisse la plus forte enregistrée sur la place depuis septembre 2008. (lemonde.fr 08.08)

Commentaire d'un internaute.

- "*Pour mémoire, suite à la formation d'une bulle spéculative dite « bulle Internet », le CAC 40 atteint son plus haut historique le 4 septembre 2000 à 6 944,77 points en séance, avant de s'effondrer jusqu'à 2 401,15 points le 12 mars 2003 (son plus bas niveau en séance depuis 1997)* "

2- Matières premières

Les investisseurs se détournant des actifs les plus risqués comme les actions, l'or a touché un nouveau plus haut historique au-dessus de 1.715 dollars l'once, son onzième record en 19 séances.

L'or a gagné plus de 20% depuis le début de l'année.

L'indice Reuters-Jefferies CRB, une référence pour les prix des commodities qui prend en compte 19 matières premières, reculait de 1,86% vers 15h45 GMT, après avoir chuté de près de 4,5% la semaine dernière, son plus fort recul depuis début mai.

Le baril de pétrole a perdu un temps plus de 4% et l'étain plus de 6,4%. Le cuivre a enregistré une baisse de 2,68% à Londres. Les cours du cuivre avaient déjà reculé de 7,9% la semaine dernière.

"*A notre avis, le plus gros risque dans l'immédiat pour les cours des matières premières n'est pas la dégradation (de la note américaine) mais la poursuite de la montée de l'incertitude en ce qui concerne l'économie mondiale et le risque politique*", a résumé Walter de Wet, analyste chez Standard Bank, dans une note à sa clientèle. (Reuters 08.08)

3- BCE et banques centrales

3.1- Des banques centrales européennes ont procédé dans l'après-midi à des rachats d'obligations italiennes et espagnoles, ont dit lundi à Reuters plusieurs traders.

Ces mouvements surviennent au lendemain de la décision de la BCE de racheter de la dette italienne et espagnole pour tenter d'enrayer la crise budgétaire qui secoue la zone euro.

"*J'ai vu des banques centrales - la Banque d'Italie et d'autres - de nouveau actives sur le marché*", a rapporté un trader.

Selon des professionnels, la BCE avait procédé dans la matinée à des rachats de dette italienne et espagnole sur le marché par tickets de 20 à 25 millions d'euros. Elle devrait en avoir acquis pour plusieurs milliards d'euros en fin de journée.

Selon une note des analystes de la Royal Bank of Scotland, la BCE pourrait racheter une moyenne de 2,5 milliards d'euros de bons espagnols et italiens chaque jour, soit l'équivalent de 600 milliards d'euros en un an. (Reuters et AP 08.08)

3.2- Alors que la Banque centrale européenne (BCE) a commencé le rachat de la dette publique de pays de la zone euro, le quotidien italien Il Corriere della Sera révèle les conditions que pose l'institution financière pour venir en aide à l'Italie.

Une lettre "*secrète*" adressée au chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, et révélée, lundi 8 août, par le quotidien, détaille les exigeances de la BCE : une libéralisation de l'économie et la privatisation des sociétés municipales qui, en Italie, gèrent souvent les transports publics, la collecte des déchets ou la distribution d'électricité et de gaz. Fait nouveau, la BCE demande également une réforme du marché du travail italien et ne se prive pas pour détailler ses exigeances.

"*Moins de rigidité sur les contrats à durée indéterminée, interventions sur l'emploi public, modification du modèle fondé sur l'extrême flexibilité des jeunes et précaires et la totale protection des autres, contrats de travail stimulant la productivité*", écrit-elle notamment dans cette missive envoyée jeudi ou vendredi, selon le Corriere, qui n'hésite pas à qualifier le document de quasi "*programme de gouvernement*". (lemonde.fr 08.08)

4- France

Le coût de l'assurance sur un défaut de paiement de la France a atteint un niveau record lundi, le déclassement de la note des Etats-Unis par l'agence Standard & Poor's suscitant l'inquiétude quant à la capacité des autres émetteurs de dette "triple A" à conserver la confiance des agences de notation.

Les CDS ("credit defaut swaps") à cinq ans sur la dette française ont bondi en séance de 15,5 points de base à 160 points de base, un niveau sans précédent, d'après les données Markit. Cela signifie qu'il en coûte 160.000 euros pour assurer 10 millions d'euros d'exposition aux obligations françaises. (Reuters 08.08)

5- Etats-Unis

American International Group (AIG) poursuit Bank of America, lui réclamant plus de 10 milliards de dollars (7 milliards d'euros) pour des pertes liées aux crédits hypothécaires, peut-on lire dans le texte de la plainte.

Selon ce document, dont Reuters a obtenu copie, AIG estime avoir été induit en erreur par la banque à propos de valeurs mobilières adossées à des crédits hypothécaires, ce qui a occasionné des pertes.

L'assureur veut poursuivre Bank of America devant la cour suprême de l'Etat de New York, à Manhattan. (Reuters 08.08)

6- OCDE

En juin par rapport à mai, "*des signaux plus forts d'inversion des cycles de croissance ont fait leur apparition aux Etats-Unis, au Japon et en Russie*", relève l'OCDE dans un communiqué. Le climat de dégradation est général dans les principales économies mondiales, souligne l'organisation.

"*Les [indicateurs] CLI pour le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, le Brésil, la Chine et l'Inde continuent à pointer vers des ralentissements de l'activité économique*", commente-t-elle. L'organisation économique des pays développés base ses observations sur son indicateur composite avancé (CLI), conçu pour anticiper les retournements économiques. Les inversions de tendance de l'indice précèdent généralement les inversions de l'activité économique d'environ six mois, selon l'OCDE.

Pour les 34 pays membres de l'OCDE, ainsi que pour les économies du G7, l'indice s'est dégradé en juin pour le troisième mois de suite, selon les chiffres de l'OCDE. (lemonde.fr 08.08)

Haut de page

Le 10 août

L'Etat n'a pas capitulé devant la BCE ou le FMI, il en est le complice. L'UE, la BCE et le FMI n'ont aucun pouvoir ou pour être plus précis, le pouvoir qu'ils détiennent leur a été donné par l'Etat, ils n'existeraient pas sans la volonté de l'Etat de leur déléguer ses pouvoirs, et de les financer. C'est donc contre l'Etat qu'il faut orienter notre combat, c'est l'Etat et sa dette qui concentre les contradictions du régime capitaliste dominé par les gangsters de la finance.

De la même manière, si l'Etat n'a plus le pouvoir de battre monnaie ou aucune influence sur la politique monétaire, c'est parce qu'il a abdiqué ce pouvoir au profit de la BCE qui roule pour l'aristocratie financière et les multinationales.

L'Etat détient le pouvoir de défaire demain ce qu'il a fait hier, s'il ne le fait pas c'est parce que cela l'arrange. Il en serait autrement si les chefs d'Etat cessaient de nommer les dirigeants de l'UE, de la BCE et du FMI. La soumission de l'Etat à la dictature du capital financier aboutit à la fusion de l'Etat (du pouvoir politique) et des marchés financièrs qui de fait dirigent le monde et imposent sa loi à tous les peuples.

Un dernier mot qui nous tient particulièrement à coeur et que partagerons tous les camarades j'en suis sûr au-delà de nos divergences.

Tous les Etats, tous les gouvernements, tous les partis qui détiennent la majorité au sein des parlements sont aujourd'hui coupables de laisser crever de faim et de soif le peuple somalien, quel atroce et injuste destin, les mots nous manquent devant l'ampleur du désastre ! tandis qu'ils financent à coup de milliards la guerre en Afghanistan et en Libye notamment. Voilà le véritable visage du capitalisme, sordide, inhumain, un véritable cauchemar, synonyme de famines, de guerres et mille autres souffrances infligées à d'innocentes victimes.

Nous faisons nôtres les paroles de Trotsky "*le léninisme guerroie des pieds à la tête*" (Cours nouveau - 1923) : guerre au capitalisme, guerre à ses représentants officiels, guerre à tous ceux qui le soutiennent en prétendant s'exprimer au nom des opprimés, en France le PS et ses satellites qui profitent de l'ignorance des masses exploitées pour justifier leur soumission à la BCE, à l'UE, à l'ONU.

Oui "*l'heure est au combat politique contre l'union sacrée*", oui il faut "*aider politiquement la lutte de classe à surgir et à balayer les plans meurtriers*", oui "*le peuple travailleur, mobilisé et organisé, a la capacité (...) d'ouvrir la voie à un véritable gouvernement des travailleurs et de la démocratie appuyé sur une authentique Assemblée constituante, rompant avec l'Union européenne et le FMI*" (D. Gluckstein dans son dernier éditorial), ajoutons-y de balayer les institutions de la Ve République au cours de sa révolution.

Je n'ai plus le temps, je voudrais juste préciser un point.

Autant on doit dire la vérité aux travailleurs, il nous faut être le plus précis possible dans notre discours, ainsi on devrait éviter de parler de "*faillite*" du capitalisme, pas par crainte qu'ils en soient effrayés, mais parce qu'ils peuvent l'interpréter comme la faillite de la société tout court, autrement dit qu'elle ne disposerait pas de moyens pour s'en sortir, ce qui est faux une fois qu'on aurait exproprié les capitalistes et qu'on aurait liquidé leur faculté de nuisance sur la société. La société n'a jamais produit autant de richesses que de nos jours, il est possible de satisfaire l'ensemble des besoins de la population, la question est juste de s'emparer du pouvoir politique pour pouvoir s'en rendre maître à titre collectif...

Il y a plein de petites choses comme celles-ci qui peuvent induire les travailleurs en erreur ou nourrir leur indécision, la crise par exemple, on dit qu'elle est inévitable, mais en même temps on dit qu'ils la provoquent, c'est à n'y rien comprendre, alors qu'en réalité les deux affirmations sont vraies, elles se complètent et ne s'excluent pas, la crise est rendue inévitable parce que le capitalisme repose des contradictions qu'ils ne peuvent pas maîtriser, les capitalistes qui la provoquent espèrent qu'ainsi ils pourront s'en sortir mieux que les autres, les Goldman Sachs, JP Morgan et Cie. ont coulé Lehman Brothers, puis ils se sont partagés sa dépouille à moindre frais ou plutôt au frais du contribuable... La crise est inévitable parce qu'il arrive un moment où elle prend la forme d'une panique générale des investisseurs qui retirent tous leurs billes en même temps, sauve qui peut, quoi. Elle est inévitable parce qu'ils n'ont pas les moyens politiques pour affronter le prolétariat et lui imposer une brutale régression sociale, ils sont obligés de s'y reprendre à plusieurs fois, de faire traîner les choses sur des décennies. Elle est inévitable parce que le marché n'est pas extensible au doigt et à l'oeil, là aussi il faut des décennies pour qu'il se développe, pour qu'une nouvelle classe moyenne voie le jour, etc. C'est la lutte de classe du prolétariat le principal obstacle, son propre développement (du capitalisme) au cours duquel il a forgé son antithèse, l'arme qui en viendra à bout s'il n'y prend pas garde... Il n'y aurait plus d'argent, cela dépend pour qui, alors que l'accumulation et la concentration du capital entre quelques mains atteint des sommets, etc.

Une réflexion sur l'agriculture. On nous dit que pour nourrir la population mondiale qui ne cesse d'augmenter la solution passerait forcément par les OGM, après qu'on nous ait fait le même coup autrefois avec l'agriculture intensive à coup d'engrais, pesticides, herbicides chimiques ou de synthèses. Bref, on n'aurait plus le choix et Monsanto serait le sauveur de l'humanité ! Alors qu'en réalité une agriculture intelligente basée sur la rotation des cultures, l'utilisation de fertilisants naturels à base de plantes, d'algues, de composte (copeaux de bois, poussière d'os, de plumes, etc) présente un rendement égal ou supérieur à l'hectare sans dénaturer ou appauvrir les sols ou polluer les nappes phréatiques, sans compter que la valeur biologique et gustative des céréales, légumineuses, fruits ou légumes s'en trouve préserver.

Hier j'ai commis une affreuse erreur en affirmant qu'au PS ils étaient tous sur la même longueur d'onde que Hollande plus royaliste que Sarkozy sur la dette (lire plus loin), j'avais oublié qu'Arnaud Montebourg était un farouche opposant à la "règle d'or" et un militant sincère de la cause ouvrière, au point qu'il aurait même quelques problèmes avec la réalité, ce qu'on n'osera pas lui reprocher, c'est un "socialiste", quand il estime qu'il faudrait procéder à "*la mise sous tutelle du système financier avant que celui-ci ne nous mette sous tutelle lui-même*" (lexpress.fr 09.08), car voyez-vous ce ne serait pas déjà le cas... depuis fort longtemps !

Ne serait-ce pas en 1983 que le PS avait instauré l'austérité par crainte de la réaction des marchés ? 38 ans déjà, ça fait un bail dites donc ! Chut, il ne faut pas le dire vous allez briser le moral des militants plutôt naïfs ou ignorants qui hier encore misaient tout sur le front unique avec le PS, vous savez ce parti ouvrier sans ouvriers, ce parti qui n'a de socialiste que le nom depuis un siècle...

Autre chose.

Accepter ou refuser de "*garantir la note AAA de la France*", telle est effectivement la question qui est posée à la classe ouvrière et ses partis ou organisations (IO n°161 page 6)

Mais que vaut un article qui se termine par cette alternative, alors que nulle part le POI n'explique aux travailleurs et militants quelles seraient les conséquences d'un refus, par quoi cela se traduirait concrètement dans la vie de tous les jours des travailleurs, qu'est-ce qu'impliquerait un refus sur le plan économique, social et politique, etc.

Le gouvernement, le PS et ses satellites ainsi que les médias mettent en garde les travailleurs contre un tel refus qui signifierait le chaos et la faillite, une situation pire que celle qu'ils connaissent aujourd'hui, ce qui a de quoi les faire douter ou ébranler leur détermination.

Une explication à deux niveaux.

La première concerne la réaction des institutions financières, de la Bourse, des agences de notation, des patrons.

La seconde se rapporte à leurs conséquences pour les travailleurs.

Qu'est-ce qui se passerait si l'Etat refusait de se plier au diktat des marchés financiers ? Chacun se pose cette question ou peut être amené à se la poser, et chacun est incapable d'y répondre, sauf à envisager un scénario catastrophe du genre 1929 propre à effrayer les plus déterminés à refuser de payer cette crise à la place des capitalistes. Du coup, une large partie de la population est prête à se ranger derrière ceux qui incarnent à des degrés divers ou plus ou moins ouvertement la dictature du capital. Tout d'abord, pourquoi ne pas le dire, serait-ce devenu un crime que se livrer à un simple constat ?

Il serait possible de dresser les travailleurs contre la dette qu'on veut leur faire payer en ignorant leur état d'esprit et les questions qu'ils se posent forcément, c'est bien ainsi que procède une fois de plus le POI, le NPA et LO n'agissent pas autrement il faut préciser. A quoi cela aboutirait-il ? Forcément à rien, à un imbroglio inextricable ou une impasse. Chacun élabore dans son coin son propre scénario sans tenir compte de la réalité, parce que personne ne veut prendre en compte les illusions des masses exploitées et finalement les combattre. Cette gesticulation ou cet activisme forcené ne peut avoir pratiquement aucun effet, peu importe, la recherche à tout prix d'un résultat même médiocre est leur seul objectif, ils brassent du vent en donnant l'impression de faire quelque chose c'est l'essentiel pour continuer d'exister politiquement, et puis il faut bien occuper les militants.

Si maintenant ils expliquaient aux travailleurs et militants qu'un refus de régler cette dette se traduirait obligatoirement par un effondrement de tout le système économique, la fermeture de milliers d'entreprises et des millions de chômeurs supplémentaires, la ruine de tous les petits épargnants, etc. la suspension des institutions et des libertés fondamentales, la guerre civile, etc. ils prendraient le risque qu'ils leur tournent le dos et ne signent pas leur pétition, n'achètent pas leur journal et ne leur versent aucun soutien financier, les seuls objectifs de ces partis. S'ils fournissent une argumentation tronquée aux travailleurs, c'est parce qu'ils visent un objectif immédiat qu'ils prétendent pouvoir atteindre, c'est lui qui leur dicte leur ligne de conduite et celle de leur parti. On à là la traduction de la subordination de la tactique à la stratégie.

Il en serait autrement s'ils ajoutaient que tôt ou tard cela se produira, parce qu'il existe une limite au-delà de laquelle les contradictions de l'économie mondiale conduiront à son explosion... Mais pour avancer et s'appuyer sur cet argument, il faut subordonner son action à la perspective de la chute du régime et de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Oui, pour s'émanciper de la dictature du capital qui s'exprime aujourd'hui à travers le diktat de la dette, pour mettre en place une véritable démocratie, avancer sur la voie du socialisme et conquérir notre liberté, il va falloir endurer des sacrifices, se donner les moyens pratiques de vaincre notre ennemi de classe, il faut s'organiser, construire un parti, jour après jour inlassablement il faut aider nos frères et soeurs de classe à comprendre comment fonctionne le capitalisme et ses institutions pour qu'ils rompent à leur tour avec avec eux, car ils n'offrent aucune perspective aux travailleurs, ils leur réservent un avenir pire que tout ce qu'ils ont connu ou qu'ils ont pu imaginer un jour.

Oui, nous devons construire un parti de travailleurs qui doivent avoir conscience que se libérer du joug du capitalisme ne sera pas une partie de plaisir.

Vous ne voulez pas leur dire la vérité par crainte de les effrayer, mais de quoi au juste, c'est se leurrer camarades, car les travailleurs n'ont pas attendu après vous pour se dire en observant quotidiennement la détresse dans laquelle se débattent des millions de travailleurs et leurs familles dans le monde, qu'ils ont de la chance de ne pas connaître le même sort. Ils disposent des mêmes informations que vous, alors si vous leur racontez des histoires ou que vous les laissez désarmés face aux doutes qui les rongent ou que vous ne voulez pas leur apporter des réponses parce qu'elles sont pénibles à entendre, excusez-moi, mais c'est normal qu'ils ne vous accordent pas leur confiance.

Les commentaires postés sur le Net tous les jours par des travailleurs suite à des articles de presse traitant de l'actualité économique et sociale, démontrent qu'ils se posent des questions de plus en plus précises sur l'origine de la crise du capitalisme, qu'ils n'hésitent plus à remettre en cause les versions qui leur ont été données ici ou là, ils exigent des réponses claires et cohérentes à leurs questions, mieux encore, ils vont jusqu'à remettre en question leurs propres convictions qui reposaient jusqu'à présent sur une interprétation erronée de la société, ce processus est en marche, notre devoir est de l'encourager et les

aider à le mener à terme, c'est-à-dire se réapproprier le socialisme.

De la même manière qu'on ne peut pas se contenter de plaquer le mot socialisme dans un éditorial, sans jamais expliquer en quoi il changerait la vie des travailleurs par rapport à ce qu'ils connaissent aujourd'hui. Surtout quand on sait qu'il a pour eux une connotation négative la plupart du temps.

Autrefois les travailleurs devaient se fier à se qu'on leur racontait, tandis que les militants devaient se fier à ce que leur racontaient leurs dirigeants, dorénavant cette époque est révolue, tout le monde ou presque a accès aux mêmes informations et peut recouper les dire des uns et des autres et se forger plus facilement sa propre conviction, ce qui ne garantit pas qu'elle soit correcte, mais au moins on peut le vérifier ensemble, il est plus difficile de manipuler impunément très longtemps les masses et les militants.

Un dernier mot.

"*la BCE, comme le FMI, partage avec le capital financier le même objectif : faire pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent rapidement des plans de régression sociale* (IO n°161 page 2), c'est exact, mais il ne faudrait pas oublier de préciser qui finance la BCE et le FMI : les Etats, et qui financent les Etats déjà endettés, les marchés financiers, et qui finance les marchés financiers, les banques centrales en faisant marcher la planche à billet... avant de repasser la patate chaude aux Etats et ainsi de suite, à eux ensuite de faire payer la note aux travailleurs.

Parole d'internaute

- "Faux-cul, voilà le mot qui s'impose. Hollande se rallie au principe de la règle d'or. En plus, pour masquer son ralliement, il fait de la surenchère, il propose d'anticiper son adoption. "Respecter sa trajectoire", qu'est-ce donc ce charabia? Quand il dit "nous socialistes avons" : c'est aller plus vite que la musique. On peut douter que son "amendement" fasse consensus au sein de son parti. Peu à peu, il va être difficile de discerner ce qui le différencie de Sarkozy si n'est un jeu de postures." (lemonde.fr 09.08)

Lisez bien ou écoutez bien les propos de l'ensemble des dirigeants du PS, sur le fond ils tiennent tous le même discours.

Politique

1- France

Sur France Info et dans un entretien aux Echos, François Hollande "*Je suggère que soit ajouté au projet de loi de finances pour l'an prochain un amendement dans lequel la France s'engage à respecter sa trajectoire de retour sous la barre des 3 % en 2013*".

Selon lui, cet amendement "*montrerait la détermination de l'ensemble de la nation à tenir les engagements pris. Le débat politique en 2012 porterait alors sur les moyens d'y parvenir et sur les conditions d'un retour à la croissance*". Sur France Info, le président du conseil général de Corrèze ajoute que "c'est dans le budget 2012 que nous aurons à donner nos positions respectives. Le gouvernement a fixé son calendrier et nous socialistes avons aussi à dire comment nous ferons pour atteindre ces 3 %. Nous aurions là un grand débat".

Pour M. Hollande, la question n'est plus de savoir s'il faut augmenter les impôts, mais quels impôts augmenter. "*Un effort collectif sera nécessaire. Le débat en 2012 ne sera pas entre ceux qui veulent augmenter les impôts et ceux qui le refusent, mais entre ceux qui voudront augmenter certains impôts et ceux qui voudront baisser beaucoup de dépenses*", estime-t-il, rappelant qu'il y a "*d'ores et déjà des niches fiscales qui vont être rabotées, supprimées, et donc il y aura des augmentations d'impôt*".

"*La seule question qui vale c'est qui va payer l'effort ? Est-ce que ce sont toujours les mêmes – c'est-à-dire une grande majorité de nos concitoyens – ou est-ce que ce sont ceux qui ont quand même beaucoup gagné grâce aux cadeaux accordés par Niocolas Sarkozy depuis 2007 ?*" ajoute M. Hollande sur France Info.

Le programme du Parti socialiste prévoit de remettre à plat la fiscalité et de revenir sur les niches fiscales et sur certaines mesures mises en place par Nicolas Sarkozy, comme la défiscalisation des heures supplémentaires. Les socialistes chiffrent les gains à 50 milliards d'euros, et promettent d'en affecter la moitié à la réduction de la dette. Les socialistes qui jugeaient jusqu'au début de l'été l'objectif de ramener le déficit sous les 3 % avant 2013 "*irréaliste*" s'y sont discrètement ralliés les uns après les autres. (lemonde.fr 09.08)

Autrement dit, ils sont bien tous sur la même longueur d'onde... que Sarkozy, tout le reste est du baratin de philistins !

2- Grande-Bretagne

La vague de violence qui a saisi la Grande-Bretagne semble révéler un mal-être profond de la jeunesse auquel il sera difficile de répondre à court terme.

Autant les soulèvements populaires qui secouent le monde arabe depuis le début de l'année sont motivés par l'espoir de changement, autant les émeutes en Angleterre prennent une tonalité nihiliste, se traduisant davantage par des pillages que par un réel désir de changement.

"*C'est triste de voir tout ça*", résume Adrian Anthony Burns, un électricien de 39 ans. "*Mais ces gamins n'ont pas de boulot, pas d'avenir et les coupes budgétaires n'ont fait qu'empirer la situation (...) Ce n'est que le début.*"

En Grande-Bretagne, les mesures d'austérité mises en place par le gouvernement pour résorber un déficit public record sont venues s'ajouter aux tensions sociales existantes.

Touchée de plein fouet par la crise économique, la jeunesse des pays développés ne trouve souvent pas d'emploi conforme à ses qualifications. Loin d'être inédites, les émeutes londoniennes rappellent celles qui ont éclaté en 2005 dans les banlieues françaises, ou encore en Chine ou en Amérique latine.

La couverture médiatique de la nuit d'émeutes à Tottenham et le bouche à oreille sur internet et les réseaux sociaux ont pu inciter d'autres jeunes britanniques à faire de même.

Pour John Bassett, ancien haut responsable à l'agence de renseignement britannique, "*il semble que les réseaux sociaux modifient l'équilibre des pouvoirs entre l'Etat et le citoyen, que cela se traduise par un changement de régime au Caire ou dupillage à Tottenham*".

"*On a une génération qui est comme chez elle sur les réseaux sociaux et des responsables gouvernementaux qui s'en méfient.*"

Pendant les périodes de prospérité, les gouvernements européens ont eu tendance à répondre aux soulèvements populaires en renforçant la présence policière ou en débloquant des fonds pour les secteurs défavorisés.

Mais sur fond de crise économique, cette approche se révèle être un casse-tête pour des pays comme la Grèce, l'Espagne ou l'Italie, qui se sont engagés à toujours plus de rigueur pour rassurer marchés financiers et créanciers.

"*Ce qui ressort de tout cela est le même mécontentement des jeunes, qui sont les seuls à avoir l'énergie de descendre dans la rue et de participer à des émeutes. Et pas seulement en Grande-Bretagne*", note Louise Taggard, spécialiste de l'Europe chez AKE, une entreprise de consultants de Londres.

"*Si les autorités ne règlent pas les problèmes à l'origine du mécontentement, elles courent le risque de voir le mouvement prendre de l'ampleur*."

"*Une grande partie des problèmes qui se posent aujourd'hui reflètent un manque d'intégration socio-économique et culturelle (...) qui a conduit à des privations et à une ghettoïsation*", estime Peter Buzzi, psychologue et économiste.

A court terme, forces de l'ordre, chefs d'entreprise et dirigeants politiques feraient bien de se préparer à un mouvement de contestation d'ampleur.

"*Il y a des causes économiques et politiques (à ces évènements) mais on ne peut pas vraiment dire qu'il s'agit d'un mouvement politique*", note toutefois Carino O'Reilly, spécialiste de la sécurité européenne chez IHS Jane's.

"*C'est un mouvement nihiliste et criminel. Avec des jeunes, souvent de très jeunes, qui sont en colère, et pauvres et qui ont réalisé qu'ils pouvaient faire ça et s'en tirer*." (Reuters 09.08)

Commentaire d'un internaute.

- "La vérité c'est : Touchée de plein fouet par la crise économique, la jeunesse issue des pays du tiers monde et/ou des anciennes colonies européennes ne trouve souvent pas d'emploi conforme à ses (généralement faibles) qualifications et en prime refuse de s'intégrer à la culture dominante du pays d'accueil!"

Ceci est la cause de cela il serait plus juste de dire, mais le constat est juste.

Libye

Plusieurs dizaines de civils, dont des enfants, ont été tués dans un raid de l'Otan lundi soir dans le village de Madjar, près de Zlitane, à 150 km à l'est de Tripoli, affirme mardi la télévision d'Etat libyenne.

Un porte-parole de l'Otan a reconnu que l'Alliance avait mené un raid à Zlitane dans la nuit de lundi à mardi. "*Nous menons une enquête (...) L'Otan fait tout son possible pour éviter les victimes civiles, contrairement au régime de Mouammar Kadhafi qui les vise délibérément*", a-t-il dit.

Le gouvernement libyen a décrété trois jours de deuil après cette attaque, ajoute la télévision d'Etat. (Reuters 09.08)

Ceci n'excuse pas cela. Finalement l'Otan bombarde de plus en plus souvent des infrastructures causant la mort de nombreux civiles, comme elle l'avait fait systématiquement en Irak ou en Serbie. C'était prévisible à partir du moment ou les Libyens s'avèreraient incapables de se dresser dans l'unité contre Kadhafi, perspective sur laquelle nous avions tablé au départ et qui malheureusement ne s'est pas réalisée, ce qui nous a conduit à modifier notre position et à condamner ces bombardements.

Economie

La Bourse ou la vie

Les Bourses européennes ont fini mardi en ordre dispersé mais en meilleur état que la veille, Londres, Paris et Milan ayant rebondi sensiblement tandis que Francfort et Madrid ont clôturé en légère baisse au lendemain de l'effondrement de lundi.

Commentant la séance de mardi, un trader souligne la "*très forte volatilité du marché*", un marché de panique, qui ne savait pas comment digérer l'effondrement de Wall Street.

"*Aujourd'hui on a vu les valeurs défensives craquer et des flux se porter sur les cycliques qui ont été massacrées depuis le début de la chute des marchés commencée il y a deux semaines*", explique-t-il.

"Normalement, cela devrait être le signe d'un rebond technique qui pourrait durer quelques jours. Mais, dans le marché de panique que nous connaissons aujourd'hui, on ne peut pas prévoir la tendance", ajoute-t-il. (Reuters 09.08)

Grande-Bretagne

La production industrielle britannique a chuté contre toute attente en juin, tandis que le déficit commercial du pays a atteint son plus haut niveau depuis décembre, selon les chiffres publiés mardi par l'Office national de la statistique.

La production industrielle a signé sa plus forte baisse trimestrielle depuis mai 2009.

Le déficit du commerce extérieur britannique vis-à-vis du reste du monde a quant à lui atteint son plus haut niveau depuis décembre, ressortant en juin à 8,873 milliards de livres (10,18 milliards d'euros). (Reuters 09.08)

Allemagne

L'Allemagne a appelé mardi à la création d'un "*conseil de stabilité*" pour la zone euro qui pourrait imposer des sanctions aux pays membres trop dépensiers.

Le vice-chancelier Philipp Rösler, également ministre de l'Economie, souhaiterait également que les Etats membres soient soumis à des tests de compétitivité pour mesurer entre autres la souplesse de leurs marchés du travail.

"*Nous avons besoin d'un nouveau pacte de stabilité pour l'euro*", a-t-il déclaré, précisant que l'objectif est d'assurer la stabilité à long-terme de l'euro. Il présentera cette proposition à ses homologues européens lors de leur prochaine réunion.

Il proposera entre autres l'introduction d'un frein budgétaire, basé sur le modèle allemand. (Reuters 09.08)

On vous prête de l'argent à condition que vous introduisiez plus de "*souplesse*" dans votre marché du travail, on a là selon eux la réponse à la question *qui doit payer* : pardi ceux qui travaillent, pas les nantis qui s'enrichissent en dormant.

Fed

La banque centrale américaine promet de maintenir ses taux entre 0 et 0,25 % jusqu'à la mi-2013, signe de la gravité de la

situation économique. De nouvelles mesures de soutien sont envisagées.

Selon elle, «*les risques pour l'économie se sont accrus*» et la croissance est «*considérablement plus lente que prévu*».

«*La Fed joue une partie difficile avec les mots: elle doit montrer qu'elle prend la situation au sérieux, sans en faire trop pour ne pas que les marchés s'inquiètent d'un retour dans la récession*», commente Philippe Bruneau, directeur central de la banque Neuflize OBC. .

"*En s'engageant à maintenir des taux d'intérêt à un niveau extrêmement bas jusqu'à une date éloignée dans l'avenir, la Fed sous-entend qu'elle anticipe une période de faible croissance beaucoup plus longue que prévu*", a estimé Omer Esiner, analyste marchés chez Commonwealth Foreign Exchange

Il n'est pas sûr que le message de ce soir de la Réserve fédérale rassure. D'autant que trois membres du comité monétaire ont voté contre la décision de maintenir les taux entre 0 et 0,25 % jusqu'en 2013. Preuve que la division règne aussi désormais au sein de la banque centrale. Jamais depuis une réunion de novembre 1992, trois membres du comité de politique monétaire s'étaient opposés aux décisions prises par le comité dans son ensemble.

Prenant acte du ralentissement à l'œuvre, la Fed a indiqué envisager «d'autres mesures pour promouvoir une croissance économique plus forte». Mais sans en dire davantage. «*Ben Bernanke était obligé d'envoyer un message aux investisseurs pour leur dire qu'il continuera à soutenir le prix des obligations d'État américaines, fragilisées par la décision de S & P* », explique Antoine Brunet, directeur d'AB Marchés. Mais en ne prenant pas d'engagements précis, Ben Bernanke montre combien sa marge de manœuvre est étroite pour mettre en pratique cette nouvelle politique non conventionnelle.

La Chine, premier prêteur des États-Unis dont elle détient plus de 1300 milliards de dollars de dette, est farouchement opposée à ces mesures, et en particulier au quantitative easing, qui consiste pour la Réserve fédérale à acheter directement la dette du Trésor américain. «*Faire marcher la planche à billets permet aux États-Unis de s'endetter sur le dos des créditeurs extérieurs à faible coût*», résument les économistes de HSBC. En outre, «*cela permet de maintenir le dollar à des niveaux faibles et met la pression sur les devises émergentes, le yuan notamment*». Les autorités chinoises se retrouvent alors face à une alternative : laisser leur devise s'apprécier ou empêcher ce mouvement, ce qui nécessite de créer à leur tour de la monnaie. Une action contradictoire avec leur objectif de lutte contre l'inflation. «*Dans un sens comme dans l'autre, la Chine est perdante*», concluent les experts de HSBC. La précédente campagne de quantitative easing avait été très mal accueillie en Chine. Une nouvelle pourrait provoquer un véritable casus belli. Avec à la clé la menace, par Pékin, de ne plus acheter de bons du Trésor américain. (lefigaro.fr et Reuters 09.08)

Il y a toujours un pigeon ou un cocu dans ce genre d'histoires. On pourrait en rire si on ne savait pas à l'avance qui en fera les frais, toujours les mêmes, les travailleurs.

Haut de page

Le 11 août

En France les émeutes des banlieues ouvrières à l'automne 2005 avaient précédé de peu la mobilisation de la jeunesse contre le CPE au printemps 2006. En Grande-Bretagne, c'est l'inverse qui se produit après la mobilisation de la jeunesse contre la hausse des inscriptions à l'université. Il ne manque plus que la liaison s'effectue entre le milieu ouvrier et la jeunesse pour que la crise économique, sociale et politique prenne la forme d'une situation révolutionnaire.

A Santiago au Chili les jeunes et leurs parents se mobilisent massivement pour exiger le respect du droit aux études et la grauité de l'école bafoué par le régime de Pinochet et qui ne leur a pas été accordé par le précédent gouvernement Bachelet qu'on n'osera pas appeler socialiste.

Nouveau plan d'austérité en Italie annoncé le 18 août, idem en France le 24 août. L'automne s'annonce très chaud pour eux ! (A suivre)

Je suis obligé d'écourter cette causerie d'une part parce qu'il n'y a pas de courant depuis hier soir 21h, il est 10h du matin, et d'autre part je dois retourné pour la 7é fois au bureau d'immigration, avant je dois refaire des photos d'identité, ils m'en demandaient deux, maintenant ils en veulent trois, je dois retourner à la banque car ils ont commis une erreur en transmettant un chèque au bureau d'immigration à Chennai correspondant au tarif de mon visa, et enfin je dois à nouveau refaire des photocopies de plusieurs documents, bref, où comment perdre son temps ! On a trouvé une location, on déménage en principe dans dix jours, en principe il vaut mieux préciser !

Parole d'internaute

- "Les tribunaux, les mairies, les préfectures, les hôpitaux, la police, les pompiers, et surtout l'éducation....on n'a pas besoin de ça pour un pays. Il a raison sarko, il faut liquider tous ces servics publics inutiles. Par contre, ne surtout pas toucher aux banques. Il est normal qu'elles fassent des bénéfices, car ce sont elles qui produisent la richesse, en travaillant durement. J'espère qu'on arrivera à un pays de rentiers, où personne ne travaille et tout le monde spécule: c'est comme ça qu'une société tourne. Courage, tous avec sarko!"

Vous avez raison, tous contre Sarkozy, c'est contre le gouvernement et les institutions à la botte des marchés financiers qu'il faut se dresser. A bas la Ve République, à bas le capitalisme, pour une République sociale, tout le pouvoir aux travailleurs, vive le socialisme !

Politique

1- France

1.1- La France adoptera le 24 août de nouvelles mesures destinées à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de réduction des déficits publics, a annoncé mercredi le ministre de l'Economie, François Baroin.

"*Le président de la République a réaffirmé à cette occasion la détermination absolue de la France d'atteindre les objectifs en matière de déficits publics*", a déclaré François Baroin dans la cour du palais de l'Elysée.

"*Ce qui est intangible, c'est ce qui est fixé pour l'exercice du budget 2011. Ce qui est intangible, c'est ce qui est fixé dans le cadre de la loi triennale pour la perspective 2012. Ce sont ces objectifs de déficits publics qui constitueront la matrice des mesures que nous serons amenés à prendre.*" (Reuters 10.08)

1.2- Dans une interview dans l'édition de jeudi du Figaro, Jean-François Copé estime en outre que l'Assurance maladie et les collectivités, et pas seulement l'Etat, doivent être mises à contribution pour la réduction des déficits publics.

Evoquant la préparation du projet de budget 2012, Jean-François Copé estime qu'il faudra faire "un double effort sur les niches fiscales et sur la poursuite de la réduction des dépenses", ajoutant : "*Mais il ne faut plus se limiter à l'État : la Sécurité sociale comme les collectivités locales doivent être concernées*". (Reuters 10.08)

2- Italie

Silvio Berlusconi s'est engagé, mercredi 10 août, à faire adopter d'ici au 18 août de nouvelles mesures d'économies, sous la pression intense de la BCE (Banque centrale européenne), qui a accordé un répit à l'Italie en rachetant une partie de sa dette mais a exigé en contrepartie une cure d'austérité plus sévère.

Le gouvernement entend recourir à la procédure du décret-loi, plus rapide qu'un projet de loi classique. "*Nous devons faire vite, nous avons pris des engagements douloureux", a souligné M. Berlusconi. Dans une allusion aux turbulences sur les marchés, parmi lesquels Milan a été la lanterne rouge, mercredi, avec une chute de plus de 6 %, son éminence grise, Gianni Letta, a souligné combien la situation est en train de "se précipiter*".

Le Cavaliere a aussi rappelé que Rome voulait insérer au plus vite dans la Constitution la règle d'or de l'équilibre des comptes publics, soulignant que "*le travail était déjà en cours*".

Les nouvelles mesures visent à économiser 20 à 25 milliards d'euros de plus que la cure d'austérité de 48 milliards d'euros sur trois ans adoptée à la mi-juillet par le Parlement.

Parmi les hypothèses envisagées figurent un plan de libéralisation des services publics locaux – gaz, électricité, transports publics – ainsi que la cession de participations de l'Etat dans de grandes entreprises, ou encore une hausse de l'impôt foncier sur les résidences secondaires. La taxe sur les revenus financiers pourrait aussi monter à 20 % et une réforme du droit du travail est à l'étude.

D'autres mesures comporteront des coûts politiques pour M. Berlusconi, déjà très affaibli au Parlement. Ainsi, une réforme des retraites est envisagée avec notamment le passage de l'âge de départ à la retraite des femmes à 65 ans dans le privé ou l'adaptation accélérée de l'âge de la retraite à l'espérance de vie.

Le gouvernement pourrait ainsi réduire le nombre de parlementaires, mais aussi faire disparaître des provinces. La seule mesure annoncée officiellement par le gouvernement italien jusqu'à présent est l'anticipation d'un an d'une réforme prévue de

l'aide sociale, qui devrait permettre d'économiser 20 milliards d'euros. (lemonde.fr 10.08)

Social

1-Grande-Bretagne

1.1- Lorsque les premières émeutes ont éclaté samedi soir, certains journaux et politiques britanniques ont immédiatement dénoncé les «gangs», à l'origine des attaque selon eux. Quatre jours plus tard, alors que les violences et les pillages se sont propagés en dehors de la capitale, la réalité semble plus complexe. Si une majorité des émeutiers sont bien de jeunes hommes issus des quartiers pauvres, les premières comparutions révèlent des profils très atypiques.

Parmi les personnes qui ont défilé à la barre, un homme qui s'apprête à intégrer l'armée, un chauffeur de chariot élévateur, un graphiste, un ouvreur dans un opéra de Londres. Un cuisinier d'un restaurant bio âgé de 43 ans et son frère de 47 ans ont également comparu pour avoir dévalisé une enseigne de restauration rapide à Clapham, un quartier relativement aisé du sud de Londres. La plupart des accusés ont un casier judiciaire vierge, rapporte le Times.

D'autre part, les différents témoignages recueillis par les journalistes britanniques montrent que l'origine ethnique des émeutiers est très diverse. Les pilleurs sont indifféremment asiatiques, noirs, blancs ou d'origine turque. Les foules de casseurs ne sont pas plus anarchistes ou altermondialistes. Le manque de revendications politiques est patent.

Mais les parents censés aider la police à ramener le calme n'ont pas été les derniers à descendre dans les rues. «*J'étais dans les émeutes et c'est ma fille de 16 ans qui m'appelait pour savoir où j'étais*», glousse Jackie, une mère de famille de 39 ans. Elle n'est pas la seule femme à avoir participé, loin s'en faut. Une autre mère avec deux enfants a par exemple été filmée par une caméra en train d'essayer des chaussures qu'elle venait de dérober dans un magasin de sport de Tottenham, au nord de Londres.

En dépit de la grande variété des situations et des profils identifiés, David Cameron persiste à incriminer les «*gangs*», comme s'ils formaient une entité homogène. «*Il n'est que trop clair que nous avons un grand problème avec les gangs dans notre pays*», a déclaré le premier ministre mercredi matin, ajoutant qu'ils n'étaient «*en rien représentatifs de l'énorme majorité des jeunes gens de notre pays qui les méprisent.*» (lrfigaro.fr 10.08)

Qu'il méprise les pauvres n'étonnera personne, c'est pour cette raison qu'ils se révoltent !

1.2- Dans le quartier de Hackney, un jeune homme de 29 ans se présente à un journaliste du Parisien sous le nom de Yemoko Baboss. Lundi à 16 heures, il était sur Mare Street, là où les émeutiers s'étaient donné rendez-vous. "*Il faut se révolter, assène-t-il avant d'argumenter : Les taxes sont trop élevées, on n'a pas de travail et il y a eu trop de coupes dans le budget. Pour le gouvernement aujourd'hui, les jeunes sont d'abord un problème. Il ne faut pas s'étonner de ce retour de bâton.*"

"*Il y a des Noirs, mais pas seulement, affirme-t-il. J'ai vu des gens de toutes les origines.*" Pour lui, participer aux émeutes, c'est avant tout entrer en guerre contre "*le système*". En "*ciblant les richesses*", en mettant l'économie "*à terre*", le jeune homme espère faire bouger les choses.

Mais, lucide, il sait que tous les émeutiers ne partagent pas cette conviction : "*Il y en a qui profitent de l'opportunité. Quand tu es jeune et qu'il y a des affaires sympas à prendre, c'est sûr que tu te sers.*"

Le Financial Times cite une femme sortant d'un magasin, une télévision sous le bras : "*Je récupère ce que m'ont pris les impôts*".

Celui qui se présente au New York Times sous le nom de Louis James a 19 ans. Lundi, il participait aux émeutes à Camden.

S'il a pris part aux pillages, c'est parce qu'il est "*en colère contre tout ce système*". Son seul butin : un sweatshirt de la marque Fred Perry. Après coup, il se sent un peu coupable de l'avoir volé. Il insiste : "*Je voudrais juste trouver un travail.*" (lemonde.fr 10.08)

2- Chili

Une nouvelle manifestation pour une réforme du système éducatif a eu lieu mardi 9 août au Chili, réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Des affrontements entre manifestants et policiers ont éclaté en marge de la mobilisation, faisant trente-neuf blessés, dont vingt-trois policiers, et deux cent soixante-treize personnes ont été arrêtées, selon le ministère de l'intérieur chilien.

Le cortège, composé majoritairement d'étudiants, a rassemblé dans la capitale cent mille protestataires selon les organisateurs, soixante mille selon la police. Des cortèges ont également défilé dans les villes de Calama, La Serena, Arica, Concepcion et Valparaiso. A Santiago, le défilé s'est déroulé d'abord dans le calme, les manifestants arborant des pancartes réclamant notamment la gratuité dans l'enseignement public.

Le président Sebastian Piñera est confronté depuis plusieurs mois à la colère du monde étudiant contre les frais de scolarité. Il a tenté d'amadouer les manifestants en proposant un fonds de quatre milliards de dollars pour l'éducation ainsi que diverses réformes. Ces propositions ont été jugées insuffisantes par le mouvement étudiant, qui veut la garantie constitutionnelle d'une éducation publique gratuite et de qualité.

Le ministre de l'éducation, Felipe Bulnes, a signalé que l'heure du dialogue est à ses yeux passée.

Au plus bas dans les sondages, Sebastian Piñera ne bénéficie plus que de 26 % d'opinions favorables. Car, outre les étudiants, le président millionnaire, qui a fait fortune dans le transport aérien, doit également affronter la colère des écologistes et des mineurs. (lemonde.fr 10.08)

3- Ouganda

La police ougandaise a tiré des grenades lacrymogènes, mercredi, pour disperser des milliers d'opposants qui dénonçaient les prix élevés des produits alimentaires et de l'essence à Masaka, une ville du sud-ouest du pays. (Reuters 10.08)

Economie

La Bourse ou la vie

Le Dow Jones a perdu 4,68 % et le Nasdaq, 4,12 %.

Le CAC 40 a perdu 5,45 %. L'indice Footsie-100 des principales valeurs était en clôture en baisse de 3,05 %. L'indice vedette de la Bourse de Francfort a plongé de 5,13 %. L'indice Ibex-35 de la Bourse de Madrid est reparti à la baisse mercredi, abandonnant 5,49 %. L'indice vedette de la Bourse de Milan, le FTSE Mib, a plongé de 6,65 %.

A Tokyo, l'indice Nikkei a fini la journée en hausse de 1,05 % après avoir perdu plus de 7,5 % lors des trois précédentes séances. Séoul a rebondi de 4,22 % à l'ouverture, avant de finir en hausse de 0,27 % alors que Sydney restait sur sa lancée de mardi et prenait 2,6 %. (lemonde.fr 10.08)

Or

Pour la première fois de son histoire, les futures sur l'or ont dépassé le seuil des 1.800 dollar l'once. (Reuters 10.08) France

L'activité de l'industrie dans son ensemble a baissé de 1,6% après la progression de 1,9% enregistrée en mai, montrent les statistiques publiées mercredi par l'Insee.

La production manufacturière, c'est-à-dire hors énergie mais en incluant l'agroalimentaire, a reculé plus nettement encore, de 1,9% après une hausse de 1,4% en mai.

Le détail des statistiques de juin montre entre autres un recul de 3,8% de la production d'équipements électriques, électroniques, informatiques et autres machines et de 2,8% de celle des matériels de transport, même si l'activité du secteur automobile est restée quasi-stable (+0,1%).

L'activité des biens de consommation durables a reculé au total de 3,3%, celle des biens intermédiaires de 2,4%.

Avec le recul subi en juin, le niveau de la production industrielle est de nouveau inférieur de plus de 10 points à son pic du printemps 2008, avant la crise financière.

Parallèlement au secteur industriel, l'activité de la construction a reculé de 0,1% en juin après une baisse de 0,8% le mois précédent. Elle diminue de 1,5% sur l'ensemble du deuxième trimestre par rapport aux trois mois précédents mais progresse de 0,6% sur un an. (Reuters 10.08)

Chypre

Le gouvernement chypriote a présenté mercredi un plan d'austérité de 600 millions d'euros pour lutter contre son déficit public dont l'ampleur pourrait le forcer à solliciter une aide extérieure.

Fitch Ratings a dans le même temps annoncé avoir abaissé de deux crans sa note sur Chypre, de "A-" à "BBB", avec

perspective négative, en estimant probable que le pays appelle à l'aide pour assurer ses besoins en financement, ce qui en ferait le quatrième membre de la zone euro à demander un plan de sauvetage international.

Les principales mesures d'austérité présentées sont une hausse de deux points de la TVA, à 17%, le passage de 30% à 35% du taux de prélèvement pour les contribuables gagnant au moins 60.000 euros par an et une augmentation de la taxation des intérêts bancaires.

Dans la fonction publique, les traitements seront gelés pendant trois ans et les recrues entameront leur carrière avec des traitements moins élevés et des charges sociales plus lourdes, a-t-il ajouté. (Reuters 10.08)

Haut de page

Le 12 août

Un truc à 2 balles sur la présidentielle de 2012.

Le nombre de candidats dits de gauche ou assimilés sera proportionnel ou supérieur à ceux de droite afin que Sarkozy ait une chance de figurer au second tour. L'UMP donnera des consignes aux maires pour qu'ils parainnent des candidats qui sinon n'obtiendraient pas les 500 signatures nécessaires pour se présenter au premier tour et le tour est joué !

Du coup, le PS va pouvoir justifier de faire campagne sur le thème du vote utile pour "*battre la droite*", mot d'ordre qui sera repris sans surprise par les valets de "gauche" et "d'extrême gauche" du régime !

On ne doit a priori évacuer aucune question ou plutôt, en fonction de l'évolution de la situation on doit se poser à nouveau des questions auxquelles on avait apporté des réponses pour vérifier si ces réponses sont toujours correctes ou d'actualité.

Nous aurions bien été tentés d'appeler à voter pour le candidat du PS (voir plus loin dans quels termes) s'il figurait au second tour, mais en quoi cela favoriserait-il l'organisation et la mobilisation des masses contre le régime, en quoi cela aiderait-il leur niveau de conscience politique à progresser, dans quelle situation sommes-nous exactement et dans quelle direction peut-elle évoluer, quels sont les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, en quoi cela servirait-il la construction du parti ? Qu'est-ce qui se passe dans des pays comparables, comment les choses se sont déroulées dans le passé à situation similaire ou presque ? Quel est l'état d'esprit des masses, leur niveau de conscience de classe ?

Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à attendre de l'UMP, pas davantage dans le PS. Que représente le PS, de quoi est-il composé, au-delà quelles couches ou classes de la société le supportent sans toutefois y adhérer ? Quelle serait leur attitude une fois qu'elles auraient constaté que le PS au pouvoir et poursuit la politique de Sarkozy ou imite Zapatero ou Papandréou ? Comment interpréteraient-elles après coup cet appel à voter pour le candidat du PS ? Ne nous reprocheraient-elles pas d'être son complice et de valoir guère mieux ? En quoi cela favoriserait-il la rupture de pan entier de la petite bourgeoisie et des couches moyennes avec le capitalisme et les institutions ? Est-ce que pour autant elles se dirigeraient vers un autre parti tel le POI embourbé dans ses contradictions, plus probablement vers le PG, certainement pas vers le NPA ou le PCF en pleine décomposition, encore moins vers LO ?

Il y a des militants qui croient que l'on adopte des positions sur un coup de tête ou pour se distinguer des autres ou je ne sais quoi encore, à la légère pourquoi pas, alors qu'en réalité on se pose de très nombreuses questions avant de définir quelle tactique ou stratégie on va adopter. Si d'un côté cette élection tend à légitimer la Constitution et les institutions, d'un autre côté on sait que les conditions objectives conduisent inexorablement les masses à s'y opposer. Quel degré de maturité ont atteint les conditions objectives ? Si elles ont atteint le niveau qui précède le soulèvement des masses, quel est le niveau des illusions qu'elles placent encore dans les institutions ?

Si on estimait que les conditions objectives étaient mûres pour une mobilisation générale du prolétariat et de la petite bourgeoisie contre le régime, il faudrait en conclure que le PS au pouvoir pourrait se retrouver rapidement face à un mouvement de contestation qui pourrait prendre la forme d'une grève générale suivie d'un soulèvement révolutionnaire, au cours duquel l'avant-garde se regrouperait et le parti pourrait se construire, on ose encore l'espérer, on n'a pas vraiment le choix, dans ce cas-là on aurait tout intérêt à ce que le candidat du PS soit élu.

Et l'obstacle des appareils dans lequel interviennent le PS et le PCF, qu'est-ce que vous en faite ? Il volerait en éclat, et si tel ne fut pas le cas en 1981, c'est tout simplement parce que les conditions objectives n'étaient pas mûres, les conditions de vie des travailleurs ne s'étaient pas suffisamment dégradées. Ils se détournent des appareils ou subissent moins leur influence quand leurs conditions de vie et de travail se sont nettement dégradées, ils interprètent leurs appels au compromis ou à la modération comme une trahison.

La question est de ne sous-estimer ou surestimer ni les facteurs objectifs ni les facteurs subjectives ce qui nécessite une analyse précise de la situation et de l'état des différentes forces en présence, ce qu'il est impossible de faire sérieusement en quelques dizaines de minutes.

Si nous arrivions à la conclusion qu'il vaudrait mieux que le candidat du PS l'emporte en 2012, nous n'appellerions pas à voter pour lui, nous appellerions à chasser Sarkozy comme nous le faisons depuis qu'il a été élu président du gang du Fouquet's, pas davantage, en précisant qu'il ne s'agirait en aucun cas d'un soutien au candidat du PS ou son programme qu'on continuerait de matraquer.

Si maintenant nous estimons que les conditions objectives ne sont pas encore suffisamment mûres pour que les masses se soulèvent à brève échéance, dès lors la question posée ici n'a plus lieu d'être, nous nous en tiendrons à l'appel au boycott de ces élections.

Quant aux conditions subjectives, elles sont encore loin d'être mûres si l'on en juge par l'état d'esprit des masses que résume plus loin Mélenchon en s'en remettant à Sarkozy pour combattre l'emprise des marchés financiers sur l'Etat et la société et leur faible niveau d'organisation. Il faut observer comment les travailleurs interprètent la crise du capitalisme, plus que les conséquences dont ils sont les principales victimes, selon eux quelle est la nature ou l'origine de cette crise et sur quoi ils fondent l'espoir d'en sortir si ils en ont une petite idée, s'ils s'en remettent au capitalisme lui-même et aux instiutions pour en sortir ou s'ils leur tournent le dos sans savoir vers quoi au juste s'orienter et les remplacer. Il faut observer pour cela les grèves et les mouvements sociaux en cours, quelles catégories de travailleurs ils concernent, dans quels secteurs d'activé, combien de travailleurs cela concerne-t-il, etc. Quelle est l'attitude de la petite bourgeoisie et des couches moyennes ? L'absence de perspective politique n'est pas forcément un obstacle à la mobilisation des masses, en revanche l'absence d'une orientation correcte constitue un obstacle (division) pour aller de l'avant ou vaincre.

On part des faits uniquement, tout en sachant d'une part qu'il ne suffit pas que les conditions objectives soient mûres pour qu'un soulèvement des masses se transforme en révolution, et d'autre part que l'absence du parti représenterait un obstacle insurmontable pour vaincre, cependant la conscience des masses peut mûrir très rapidement et rien n'est joué d'avance.

On sait également que la subordination des masses au capitalisme et aux institutions constitue la toile de fond de leurs illusions, donc la position que nous devons adopter doit concourir à les aider à s'en défaire et non à les renforcer. Mais cela risque de ne pas être suffisant comme je l'ai écrit récemment, il faut qu'elles entrevoient par quoi il serait possible de les remplacer, d'autant plus si elles estiment qu'elles ont encore quelque chose à perdre.

Il n'est pas non plus dans notre intention de forcer le cours des choses, de toutes manières aujourd'hui personne n'en a les moyens.

J'ai encore rédigé cette causerie en cavalant, bon, j'espère avoir été suffisamment clair, j'avais autres choses à ajouter on verra cela demain ou plus tard. Ce serait plus facile et plus rapide si nous étions borné ou dogmatique ou que nous avions réponse à tout, ce qui n'est pas le cas.

Je suis obligé d'arrêter là car je n'ai même pas pris le temps d'aller visiter la maison que mon épouse a louée, en espérant qu'elle n'a pas fait une grosse connerie, en principe on déménage vendredi prochain.

La déliquescence de l'impérialisme britannique

- Scotland Yard estime à 250 le nombre de gangs dans la capitale britannique (lefigaro.fr 11.08)

Comment en sommes-nous arrivés là ? Un ou deux gangs peuvent passer inaperçus, dix c'est déjà plus difficile, alors 250 relève de la volonté délibérée des autorités de les laisser fleurir. On devrait plutôt dire que c'est le produit de l'évolution du capitalisme qui en a parfaitement conscience et qui lui servira de prétexte le moment donné pour réprimer l'ensemble du prolétariat, lors d'une crise par exemple, quand il s'agira d'en faire payer les conséquences à la classe ouvrière en tentant de monter ses différentes couches les unes contre les autres.

A la profonde crise sociale qui sévit en Grande-Bretagne et frappe les plus pauvres qui se révoltent, Cameron n'a qu'une réponse : la répression !

Hier soir, aux infos sur TV5Monde Asie, un journaliste rapportait les propos de Cameron qui était décidé à expulser de leurs logements sociaux les familles des jeunes ayant participé aux émeutes des derniers jours, que l'Etat leur couperait les allocations auxquelles elles avaient le droit, pire encore, que leurs employeurs seraient contactés pour qu'ils les licencient, ce sont les mots employés par ce journaliste et que j'ai retrouvés ce matin dans un article du Figaro.fr, comme quoi j'ai bien entendu et vous ne rêvez pas en lisant ces lignes. Passons sur le renforcement de la police et le recours à l'armée lors des prochaines émeutes.

On se souvient des conditions de travail et de vie effroyables que connaissait le prolétariat britannique au milieu du XIXe siècle ou au début du XXe, ce qu'on sait moins c'est que ce cauchemar sous une autre forme a refait surface depuis des décennies, peut-être depuis les années 70 et qu'il n'a cessé de s'amplifier avec les crises successives du capitalisme.

Et quand on décrit les Etats-Unis comme une dictature davantage qu'une démocratie, on oublie qu'ils n'ont fait que copier le modèle britannique connu pour son cynisme et sa haine froide et farouche de l'ouvrier, du pauvre antithèse de la City et de Wall Street, le tout justifier par les différentes églises protestantes qui ne font que mettre en pratique la doctrine antisociale de l'église catholique

Le visage hideux, cynique du capitalisme.

Alors qu'on nous dit qu'il faudrait 1,6 milliards de dollars pour répondre aux besoins alimentaires d'urgence de millions de Somaliens frappés par une terrible famine, et qu'il est apparemment impossible de trouver cette somme ridicule à côté des milliers de milliards engloutis par les banques centrales pour venir en aide aux voyous de la finance mondiale, on apprend selon le Wall Street Journal qu'en une semaine le fonds américain Bridgewater Associates aurait gagné 3 milliards de dollars. (lefigaro.fr 11.08)

Une seule question mérite d'être posée : qu'est-ce qui peut justifier une telle situation, l'existence d'une telle société basée sur une si terrible et si violente injustice ? Un tel système économique doit-il continuer à exister ou doit-il disparaître de la surface de la planète ?

Il s'agit d'une question fermée à laquelle on ne peut répondre que par oui ou par non, il n'existe pas de demi-mesures ou d'échappatoires possible, oui et il est normal qu'un enfant meurt de faim ou de sous-nutrition toutes les 20 secondes dans le monde, non et on s'engage dans le combat politique pour en finir avec le capitalisme.

Politique

1- France

1.1- En famille. Ils font campagne... pour Sarkozy.

Marie-Noëlle Lienemann et Paul Quilès, animateurs du club "*Gauche avenir*" appellent à la tenue "*d'un sommet des dirigeants de la gauche*" pour proposer "*une stratégie de sortie de crise commune*".

"*Nous demandons que soit convoqué de toute urgence un sommet des dirigeants de la gauche, afin de déterminer un 'socle' commun de propositions, présentant une stratégie de sortie de crise et susceptible de mobiliser une majorité de Français, pour répondre à leur inquiétude et à leur désarroi*", expliquent les deux anciens ministres.

Selon eux, "*la grave crise qui affecte le système économique international aura des conséquences de grande ampleur en France, notamment sur le plan social. Pour la gauche, qui aspire à gouverner en 2012, rien ne serait pire que de présenter un front désuni, alors que l'histoire s'accélère à ce point*".

Crée en mai 2007 après la défaite de la gauche à la présidentielle, "*Gauche Avenir*" regroupe des personnalités notamment du PS, du PCF, du Parti de gauche et de la société civile. (lexpress.fr 11.08)

Qu'est-ce qui les unit ? Les critères de Maastricht et la soumission à l'UE, aux marchés financiers !

Ainsi bien des électeurs non éclairés se diront en 2012 qu'entre l'original et la copie, il vaut mieux encore choisir l'original, même à contrecoeur si le locataire actuel du Palais leur donne envie de vomir.

1.2- Quand Mélenchon donne des conseils à... Sarkozy !

Selon Jean-Luc Mélenchon, «*la bande d'hypocrites à la tête de l'Europe, qui aujourd'hui jette des grosses larmes sur les agences de notation, c'est elle qui a décidé - M. Barroso et les autres, c'est-à-dire M. Sarkozy, Mme Merkel - de donner des pouvoirs étendus aux agences de notation*».

«*On a institué des agences comme une espèce d'autorité indépendante qui décide à la place des peuples, des gouvernements, des parlements! Vous avez vu M. (Jean-Claude) Trichet (à la tête de la Banque centrale européenne, ndlr) donner des ordres aux Italiens? Mais qu'est-ce que c'est que cette affaire? C'est les banquiers qui commandent maintenant?*», a-t-il poursuivi.

«*Non, je crois que ce sont les peuples. Donc, je dis à M. Sarkozy, à Baroin et aux autres: ne cédez pas, résistez, donner des coups puisqu'on va vous en donner*».

«*Le président de la République française, qui n'est pas un petit pays, qui est la deuxième économie du continent, a les moyens de taper du poing sur la table et de dire: "maintenant ça suffit. Les agences de notation, à la niche"*», s'est-il exclamé. (20minutes.fr 11.08)

Il a raison, les chefs d'Etat donnent aux agences de notation ou aux marchés financiers en général l'importance et le pouvoir qu'ils veulent bien leur donner pour finalement se soumettre à leur volonté, ce qui est tout à fait normal puisqu'ils sont les représentants du capitalisme, ce que par contre Mélenchon semble ignorer ou feindre d'oublier, peut-être parce qu'il ne peut pas faire autrement étant lui-même un de ses agents, ce qu'il confirme d'ailleurs lui-même en s'en remettant à son représentant officiel en France : Sarkozy !

On a là la vrai nature sociale du PG et du Front de gauche, merci monsieur Mélenchon pour cette sortie, on voit que ses vacances lui ont été profitables.

Voilà ce qui arrive quand on ne veut pas rompre avec le capital, on s'en remet à ses représentants !

Quand on lit attentivement la prose de Mélenchon on se rend compte qu'il se fout de ce qu'il dit, ses approximations ou contre-vérités trahissent ses véritables intentions, par exemple quand il dit "*On a institué des agences*" comme si elles existaient depuis hier seulement alors que Moody's a été fondée en 1909, Standard & Poor's a été formée en 1941, FitchRatings en 1997. (dans le site à la rubrique économie)

Ce que je disais hier ou avant-hier est également valable pour vous monsieur Mélenchon : c'est terminé l'époque où les dirigeants pouvaient raconter n'importe quoi aux travailleurs et aux militants, on a dorénavant les moyens de vérifier 90% de vos affirmations. La vérité vous pose un problème, soyez donc révolutionnaire et elle ne vous en causera plus !

Social

1- France

«*Interdit de mendier et de fouiller les poubelles*». Dans la banlieue de Lille, le maire de La Madeleine, Sébastien Leprêtre (UMP), vient de signer deux arrêtés municipaux destinés aux Roms, qu'il traduit en roumain et en bulgare. Il évoque «*des actes de mendicité avec des enfants*» et une fouille «*systématique et organisée*» des poubelles. Il parle d'une «*réalité visible*», résultat de «*comportements d'individus d'origine roumaine ou bulgare*».

Il a fait distribuer ces arrêtés, sauf que «*90% des Roms ne savent pas lire*», signale Patrick Vigneau, directeur de l'Association d'action sociale auprès des Roms (Aréas) à Lille. (liberation.fr 11.08)

Commentaire d'un internaute :

- "*Il veut laisser en priorité les poubelles pour le citoyen français de base, ruiné par la politique de sa clique et qui en sera bientôt réduit à mendier dans les rues et fouiller les ordures.*"

Mais mon bon monsieur, cela existe déjà et depuis fort longtemps. Quand j'étais gosse et que nous habitions au numéro 6 de la rue Joubert dans le 9è arrondissement de Paris (au 6è étage sans ascenseur sous les toits dans une ancienne chambre de bonne sans toilettes ni salle de bain), en allant à l'école tous les matins je croisais une flopée de clochards crasseux au possible recroquevillés dans les recoins des porte cochères, ils vivaient de mendicité et de ce qu'ils trouvaient dans les poubelles, c'était des Français, de sang, de souche, de "bons" Blancs.

Je m'en souviens encore parce qu'en me voyant ils m'adressaient leur plus beau sourire et quelques mots gentils, désintéressés, plus humains que bien des gens qui s'apitoient sur leur triste sort et qui trouvent toujours un bon prétexte pour ne pas s'engager dans le combat pour en finir avec le capitalisme, non pas qu'ils faillent dresser les uns contre les autres mais placer chacun devant ses responsabilités à un moment donné.

Pour ceux qui connaissent Paris, je passais par la gare Saint-Lazare pour aller à l'école, c'était le refuge de dizaines de clochards qui crevaient de froid l'hiver, sinon on en trouvait sur les grands axes affalés sur les bouches d'aération du métro qui recrachaient de l'air chaud. A cette époque les digicodes n'existaient pas, alors ils pouvaient pousser les portes cochères et se réfugier pour la nuit dans les cours des immeubles, avant d'en être chassés le matin par les concierges. C'était dans les années 60, pour autant que je m'en souvienne il y avait des clochards dans toutes les rues de ce quartier de la capitale.

Tous les jours ma grand-mère camelot, qui habitait dans le même quartier que nous, en nourrissait quelques-uns sur ses deniers, elle leur donnait aussi des vêtements chauds pour l'hiver, elle les appelait par leurs prénoms, elle avait vraiment de l'affection pour

eux et haïssait d'autant la société. Elle me disait "*Titi, tu sais ce n'est pas de leur faute, c'est la société qui est comme cela, les gens sont égoïstes, c'est ainsi, il faut faire avec, tu dois bien étudier à l'école pour ne pas finir comme eux*", sauf que cela ne suffit pas toujours Mémé, elle est morte sans jamais parvenir à le comprendre, comme la plupart des gens.

A l'opposé, cet élu de l'UMP transpire la haine du pauvre, normal qu'il l'inspire, non ? Sa place est dans une poubelle et interdiction de soulever le couvercle, qu'il en crève vermine !

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce est reparti à la hausse en mai, atteignant un nouveau record à 16,6%, a annoncé jeudi l'agence grecque de la statistique, alors que les programmes d'austérité appliqués dans le pays ont sapé l'activité. (Reuters 11.08)

Economie

1- La Bourse ou la vie

1.1- Wall Street a clôturé en hausse de près de 4% la séance de jeudi. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 14,69%).

L'indice américain Standard & Poor's 500, référence des gérants de fonds, a perdu à lui seul plus de 710 milliards de dollars de capitalisation cette semaine après avoir effacé 850 milliards la semaine précédente.

Les Bourses européennes ont finalement clôturé en forte hausse jeudi, au terme d'une séance encore très mouvementée. L'indice CAC 40 a clôturé en hausse de 2,89%. La Bourse de Milan a gagné 4,1%.

L'indice paneuropéen EuroStoxx 50 a pris 2,86% tandis que Londres et Francfort ont rebondi respectivement de 3,11% et de 3,28%. (Reuters 11.08)

1.2- Bruxelles, Madrid, Paris et Rome ont décidé jeudi soir d'interdire les ventes à découvert sur les valeurs financières afin d'enrayer la chute et l'extrême volatilité en Bourse des titres des banques et des compagnies de leur pays respectifs.

L'Esma, le régulateur européen des marchés financiers, a annoncé dans un communiqué que l'interdiction des ventes à découvert prendra effet à compter du vendredi 12 août, avec la possibilité le cas échéant d'être prolongée.

Les ventes à découvert consistent pour un opérateur de marché à emprunter des titres pour les revendre en espérant les racheter ultérieurement moins cher et empocher la plus-value.

Les ventes à découvert sont accusées d'amplifier les mouvements baissiers sur les marchés et leur interdiction est régulièrement envisagée durant les crises financières.

"*Les ventes à découvert peuvent être des stratégies de trading conformes aux règles mais elles deviennent clairement abusives quand elles sont associées à de larges et fausses rumeurs de marché*", souligne le régulateur.

Cette interdiction s'applique à partir d'aujourd'hui jeudi, depuis 22h45, et s'étendra sur une durée de 15 jours. Elle pourra par la suite être prorogée, a précisé l'AMF.

L'interdiction concerne entre autres Axa, BNP Paribas SA, le Crédit agricole ou encore la Société générale.

Le régulateur boursier belge, qui avait déjà interdit les ventes à découvert à nu, a décidé d'élargir la mesure à toutes les formes de ventes à découvert. Elle porte sur quatre titres financiers, à savoir KBC, Ancora, Dexia et Aegas.

Les ventes à découvert sont interdites à la Bourse de Bruxelles partir du 12 août, et ce pour une durée indéterminée.

Le régulateur des marchés espagnols, la CNVM, a également déclaré que l'interdiction des ventes à découvert sera effective pendant 15 jours à partir d'aujourd'hui et sera prolongée si nécessaire. (Reuters 11.08)

2- France

Une banque en Asie a coupé ses lignes de crédit aux grandes banques françaises et cinq autres banques asiatiques sont en train de revoir leurs crédits, ont indiqué jeudi à Reuters six sources bancaires.

Le responsable de la gestion des risques au sein d'une banque basée à Singapour a expliqué avoir coupé ses lignes de crédit aux banques françaises en raison des risques de contrepartie qu'elles présentent.

"*Nous avons coupé. Les limites ont été retirées du système. Il faut obtenir des autorisations pour chaque cas (de crédit, NDLR)*", a-t-il expliqué, refusant d'être nommé en raison de la sensibilité du sujet.

Il n'a pas non souhaité donner le nom des banques visées par cette décision.

"*Il est évident que nous réexaminons (les crédit, NDLR)*", a souligné le responsable des risques d'une autre banque à Singapour.

"*Tout est en rapport avec notre position sur le risque crédit des banques françaises*", a expliqué un autre banquier au sein d'une banque japonaise. (Reuters 11.08)

3- Etats-Unis

Le déficit commercial des Etats-Unis s'est creusé en juin à son plus haut niveau depuis octobre 2008, en raison d'un déclin des exportations et des importations signalant un ralentissement de la demande mondiale, selon les chiffres publiés jeudi par le département du Commerce.

La balance des échanges affiche un déficit de 53,07 milliards de dollars.

En mai, le déficit s'était élevé à 50,83 milliards (50,23 milliards en première estimation). Les exportations ont diminué de 2,3% contre -0,5% en mai, plus vite que les importations (-0,8% après +2,9% en mai). (Reuters 11.08)

Haut de page

Le 13 août

Je n'ai pas le temps de causer.

Parole d'internaute

- "*Le vrai visage du capitalisme*

Cameron montre le vrai visage du capitalisme déclinant : devant la colère du peuple, afin de conserver malgré tout le pouvoir, le recours à la force brutale. Toute prétention démocratique oubliée, telle est la réalité de la dictature…" (liberation.fr 12.08)

Politique

1- France. En famille.

Martine Aubry (PS) détaille quelle serait, si elle était élue à l'Elysée, sa «*règle d'or*» pour réduire la dette et favoriser l'emploi, dans une tribune au Monde daté de samedi, où elle demande à Nicolas Sarkozy «*des mesures*» «*dès maintenant et pour le budget 2012*».

«*C'est ainsi que je respecterai l'engagement européen de la France d'un retour de ses déficits en dessous de 3% en 2013*», assure-t-elle. A court terme, elle juge que Nicolas Sarkozy doit «*prendre plusieurs décisions positives, et cela dès maintenant et pour le budget 2012*».

Il s'agit de «*supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires*» pour financer «*un grand plan de création d'emplois pour les jeunes*», «*abaisser à 20% l'impôt sur les sociétés des entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices et l'augmenter sur celles qui privilégient les dividendes*» et «*engager un premier train de réduction des niches fiscales*».

«*Parce que la situation de notre pays est grave (...), je dis à Nicolas Sarkozy de ne pas perdre de temps dans de faux débats sur une pseudo-règle qui ne règle rien*», lance-t-elle.

«*Dans une démocratie, le débat avec l'opposition doit être naturel (...) Je fais aujourd'hui des propositions précises. Discutons-en, dans l'intérêt de notre pays!*», demande Martine Aubry. (20minutes.fr 12.08)

Elle demande à Sarkozy d'accélérer la mise en oeuvre d'un nouveau plan d'austérité contre les travailleurs. Abaisser les impôts sur les sociétés, ben voyons, Aubry la candidate du capital ! Ce serait plus facile à elle de le faire que Sarkozy, au nom du socialisme évidemment... Un président issu du PS n'a pas que des mauvais côtés pour le capital, loin de là, en réalité il y gagne plus qu'il n'y perd !

Quelle "*démocratie*" quand le gouvernement et le parlement sont minoritaires, quand leur politique antisociale est massivement rejetée ? Ils sont illégitimes et se maintiennent au pouvoir, on ne doit pas parler de démocratie mais de dictature.

Pour compléter la causerie d'hier sur la présidentielle de 2012.

La petite bourgeoisie et les couches moyennes continuent de vivre comme avant, il faudrait qu'elles sombrent massivement dans la paupérisation pour qu'elles en arrivent à se dire qu'elles n'ont plus rien à perdre avec ce régime, ce qui n'est pas encore le cas, sous cet angle il est impossible d'appeler à chasser Sarkozy puisque l'élection du candidat du PS ne changerait rien ou très peu à cette situation.

La paupérisation croissante de pans entiers de la classe ouvrière qui n'ont pas davantage confiance dans l'UMP que le PS, est incompatible avec un mot d'ordre consistant à favoriser l'arrivée au pouvoir du candidat du PS, ce qui pourrait être assimilé à colporter des illusions dans ce parti et les institutions de la Ve République.

Par ailleurs, nous n'assistons pas au début d'un mouvement de masse en direction des autres partis dits ouvriers à tort ou raison, vers le PG, vers le PCF ou le POI ou encore le NPA, il faut donc en déduire que si le candidat du PS était élu, on se retrouverait dans une situation politique pratiquement identique à celle de 1981, l'espoir d'un quelconque changement même superficiel en moins, malgré la détérioration de la situation économique et sociale il faut préciser, pourquoi, en grande partie parce que nous avons été incapables de construire le parti au cours des 30 dernières années, laissant ainsi au PS et ses satellites le contrôle des syndicats qu'ils s'emploieront à associer à la politique réactionnaire du gouvernement et à interdire toute mobilisation de masse.

Il y en a qui veullent croire que le PG et le Front de gauche pourrait jouer les trouble-fête, un leurre, il suffira au PS de satisfaire les couches de la petite bourgeoisie ou des couches moyennes qu'ils représentent et quelques postes ministériels pour qu'ils rentrent dans le rang. On peut prévoir que cela alimenterait la crise au sein du PCF et pourrait conduire à son éclatement, à moins que ce soit le Front de gauche qui vole en éclat, histoire de sauver son appareil... avec l'aide du PS. Le PS peut aussi émettre des promesses pour satisfaire en partie les attentes du Front de gauche pendant la campagne électorale, pour les renier après les élections, ce que les dirigeants du PG et du PCF savent pertinemment mais dont ils se foutent éperdument, évidemment.

On s'est moqué de la formule des anarchistes "*élection piège à cons*", mais il faut bien reconnaître qu'elle correspond bien à la situation politique depuis au moins 30 ans.

Dès lors, en s'appuyant sur ce constat, sans présumer du développement de la situation au cours des mois à venir qui pourrait nous amener à modifier notre position, nous maintenons notre mot d'ordre de boycott des élections présidentielles de 2012, car il correspond à la nécessité et à l'objectif politique pour la classe ouvrière et les masses de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République. C'est dans cette perspective politique qu'il faut les organiser et construire le parti.

Nous avons constaté dans une précédente causerie, qu'une intense et profonde réflexion parcourait toutes les couches et classes de la société dans le sillage de la crise du capitalisme, c'est à nous de la mener jusqu'au bout avec les travailleurs que nous rencontrons, jusqu'à son terme logique, dialectique : la nécessité de rompre avec le capitalisme et de réorganiser la production sur de nouvelles bases pour pouvoir satisfaire les besoins et les aspirations élémentaires de l'ensemble des travailleurs du pays, la nécessité de se débarrasser des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République créées pour servir les intérêts de la classe des capitalistes, afin de se doter d'organes politiques de pouvoir au service de la classe des exploités qui constitue la majorité de la société, instituer une véritable démocratie, ce qui ne pourra pas se faire sans une révolution prolétarienne et socialiste qui consistera à confisquer tous les pouvoirs économiques et politiques dont dispose aujourd'hui la classe des capitalistes, cette infime minorité qui impose sa dictature à la majorité.

Le capitalisme appartient au passé, l'avenir est au socialisme synonyme de satisfaction des besoins et des aspirations des travailleurs, de l'éradication du chômage, de la précarite, de la pauvreté, conditions pour stoper la décomposition de la société et entrevoir un avenir meilleur... Socialisme ou barbarie, telle est la seule alternative qui se présente à l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes.

Dans la perspective d'un affrontement direct entre les classes, l'urgence est d'expliquer aux travailleurs en quoi consisterait le socialisme, les amener à réfléchir à la société à partir de leurs propres besoins ou aspirations qui sont parfaitement légitimes, alors que rien ne peut justifier la survie du capitalisme avec son cortège de souffrances qu'il impose à tous les peuples.

Redresser la tête, cesser de courber l'échine, se tenir debout, revendiquer la légitimité (collective) de nos besoins et aspirations, déclarer ceux des capitalistes illégaux et illégitimes, refuser tout nouveau sacrifice, rejeter toute légitimité aux

arguments avancés pour justifier les inégalités et les injustices croissantes, rejeter tous les discours ou programmes pronant des compromis avec les capitalistes et leurs institutions, se syndiquer et s'organiser sur la base de ces droits ou principes pour que la majorité finisse par les partager et qu'ils triomphent.

Voilà ce qu'on peut proposer à chaque travailleur pour les aider à prendre confiance en eux, à leur faire prendre conscience qu'ils sont la majorité et qu'unis sur ces objectifs, ils représentent une force invincible qu'aucune armée ne pourrait vaincre. Il faut absolument leur dire la vérité en face, il n'existe pas de recette miracle ou de raccourci possible pour sortir de la situation actuelle et entrevoir une vie meilleure pour construire le parti, pour avancer sur la voie du socialisme.

Pour peu qu'on s'y prenne correctement, que l'on sache s'adresser à la classe ouvrière, alors que des centaines de milliers ou des millions de travailleurs et jeunes sont prêts à en découdre avec le régime, il est possible de les organiser et de construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui intègre des éléments de toutes les classes et couches exploitées.

La preuve est faite, on l'a sous les yeux quotidiennement depuis au moins trois ans, que malgré une situation particulièrement favorable à la construction du parti sur des bases politiques saines, aucun parti n'en a été capable, les différents types de partis qui existent aujourd'hui ont démontré qu'ils étaient incapables de regouper l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, qu'ils étaient incapables de s'implanter profondément dans toutes les couches du prolétariat, bref, qu'ils n'inspiraient pas confiance, et quand bien même ils gagnaient des militants, c'était pour en perdre autant d'un autre côté, n'étant pas capable de garder leurs propres militants, dans leurs formes actuelles et dans les rapports qu'ils entretiennent avec les masses exploitées, ils ont largement démontré qu'ils étaient inaptes à constituer le parti révolutionnaire qui sera indispensable pour vaincre notre ennemi de classe. Qu'ils continuent dans cette voie et de terribles défaites nous attendent.

2- Grande-Bretagne

Alors qu'il fait face à sa pire crise depuis son arrivée au pouvoir il y a quinze mois, Cameron semble s'en être bien sorti. Faute d'opposition, surtout. Les travaillistes veulent éviter toute controverse dans un pays qui, traumatisé par les images de pillages et d'incendies, favorise une forme d'«*union nationale*». Leur leader, Ed Miliband, partage la ligne de fermeté, ne faisant qu'effleurer les problèmes sous-jacents : «*Il faut se demander pourquoi des gens pensent qu'ils n'ont rien à perdre, et tout à gagner, à s'adonner au vandalisme et au pillage*.» Sinon, «*on risque de se retrouver avec une répétition de ces actes à l'avenir*». Pour Miliband, «*il n'est pas acceptable que la prochaine génération pense qu'elle va moins bien réussir que celle qui l'a précédée*».

Selon Cameron «*Ce n'étaient pas des actes politiques ou de protestation, mais du vol*.» Et le leader conservateur d'asséner : «*Le responsable d'un délit, c'est toujours le délinquant.*»

Certes, il y a un «*contexte*» :«*Beaucoup d'enfants grandissent sans connaître la différence entre le bien et le mal*.» Mais «*ce n'est pas une question de pauvreté, mais de culture*». Cette culture «*qui glorifie la violence, ne respecte pas l'autorité, ne parle que de droits et pas de responsabilités. Trop souvent, les parents de ces enfants - s'ils sont encore présents - se fichent de savoir où et avec qui ils sont, ce qu'ils font*». Conclusion : «*la négligence et l'immoralité*» sont les mamelles de mauvais comportements. Il n'y a pas de malaise social, juste une crise des valeurs. C'est pourquoi David Cameron déclare-t-il la guerre aux gangs : les combattre devient «*une priorité nationale*».

Certes, la ministre de l'Intérieur conservatrice, Theresa May, admet de «*graves problèmes sociaux*», au nombre desquels le fait que «*deux millions d'enfants grandissent dans des familles où aucun parent ne travaille…On ne peut continuer à les ignorer*». Mais elle colle à la stratégie définie : «*La seule cause des délits, ce sont les délinquants*.» Les inégalités croissantes, le chômage ? Circulez, y'a rien à voir.

«*A un an des Jeux [olympiques], nous devons montrer que la Grande-Bretagne n'est pas un pays qui détruit, mais qui bâtit, dit Cameron. On ne va pas se laisser dominer par la minorité violente*.» Quelque 1 500 personnes ont été arrêtées depuis le début des émeutes, samedi, et ce n'est pas fini. «*On va vous pourchasser, […] vous punir. Vous allez payer*», lance Cameron à la «*minorité sans foi ni loi*». Opportunément, quinze minutes avant sa prestation, les chaînes de télé diffusaient les images d'une descente de police musclée au matin à Londres. Et plusieurs tribunaux continuent leur marathon jour et nuit pour juger les personnes arrêtées.

Economie

1- France

La baisse de la consommation des ménages s'est traduite par une croissance nulle de l'économie française au deuxième trimestre.

"*On retrouve le contrecoup de l'extinction de la prime à la casse automobile*", explique Jean-Luc Proutat, économiste de BNP Paribas. "*Les dépenses des ménages en produits manufacturés n'avaient pas autant baissé depuis l'extinction des 'balladurettes' de 1993*."

La contribution à la croissance des variations de stocks, qui avait atteint 0,8 point au premier trimestre, a ainsi été nulle au deuxième. Quant aux exportations, elles sont restées stables après une hausse de 1,8% sur le début de l'année.

Dans un communiqué Michel Sapin, le secrétaire national du Parti socialiste à l'économie et à la fiscalité, a noté que "*seul le repli des importations (-0,9%) évite le retour à une croissance négative*". (Reuters 12.08)

2- Grèce

La Grèce est toujours plongée dans une profonde récession économique ainsi que des statistiques officielles en ont apporté vendredi la confirmation.

Le service national des statistiques a rapporté que l'économie s'était contractée de 6,9% au deuxième trimestre 2011 par rapport à la même période l'an dernier.

Au premier trimestre, l'économie grecque avait ralenti de 8,1% par rapport à l'année précédente, mais dans la mesure où il s'agit de données corrigées des variations saisonnières, elles ne sont pas directement comparables.

Selon le service des statistiques, des dépenses de consommation plus faibles ont contribué au ralentissement. (AP 12.08)

3- Chine

"*Nous soutenons les mesures de stabilisation prises par les pays concernés mais nous espérons que ces pays vont prendre des mesures pour contrôler leur endettement (...)*", a déclaré vendredi le ministre chinois du Commerce, Chen Deming.

La Chine, premier détenteur mondial de réserves de changes avec un total de 3.200 milliards de dollars (2.256 milliards d'euros), a investi presque toutes ces réserves en dollars et en euros. (Reuters 12.08)

Haut de page

Le 14 août

Un mot sur le site.

Les infos en bref ne seront pas actualisées avant demain après-midi, et il se peut que le site ne sera pas actualisé pendant plusieurs jours à la suite de mon déménagement qui est repoussé de quelques jours, en principe, on est en Inde ! N'ayant pas de trouvé de maison à louer avec un petit jardin pour mon chien pour un prix convenable, je suis obligé d'acheter en catastrophe une petite maison très chère pour ce qu'elle vaut vraiment et qui ne me convient pas, mais qui fera au moins le bonheur de mon chien, c'est déjà pas mal. Je vous passe les détails, c'est complètement dingue ! Du moment que je pourrai continuer mon activité politique et ma bête sera heureuse, le reste n'a guère d'importance.

Le site contient à ce jour environ 3 300 fichiers (et 35 dossiers) une fois retirées les images et les fichiers dédiés à la mise en page.

- économie : environ 700 (incluant des articles classés dans le fichier "dossier")
- dossier vieux monde : environ 600 (une fois déduit les articles économiques)
- articles du site : 600
- tribune libre : 570
- causeries et articles de presse : 269
- marxisme : 199
- textes divers (constitutions, etc) : 148
- éditos (anciens) et articles du site : 125
- construction du parti : 101
- courriel : 67
- divers : 62
- pages d'accueil des rubriques : 49
- dictionnaire : 9

Voici maintenant le contenu du courriel que j'ai adressé ce matin en réponse à un vieux militant qui n'a pas du tout le moral.

L'heure n'est pas au pessimisme ou à la démobilisation mais bien le contraire cher camarade. Il est vrai qu'on peut se lasser à la longue de devoir sans cesse expliquer les mêmes choses sans résultats tangibles.

Il suffit d'observer la classe qui se lève à Santiago, Athènes, Madrid, Londres ouTunis et dans d'autres pays du monde pour comprendre que les capitalistes se retrouvent face à des défits sociaux et politiques colossaux, et rien ne permet d'affirmer que les développements à venir de la lutte des classes ne finiront pas par remettre à l'ordre du jour la révolution socialiste, comment pourrait-il en être autrement, comme dit la formule un peu plus tôt un peu plus tard, mais apparemment on se rapproche de cette échéance, à nous de nous y préparer et d'y préparer la classe.

Cela ne saute pas forcément aux yeux, mais chacun s'accordera à reconnaître que la situation est grosse d'une situation révolution dans bon nombre de pays à la fois, immédiatement ou à court terme, c'est dans l'air comme l'on dit, c'est une question que se posent de plus en plus de travailleurs et particulièrement la jeunesse. Les plans d'austérité adoptés par les différents gouvernements en Europe vont se traduire par une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, donc une baisse de la consommation, donc de la production, donc une augmentation du chômage, la récession guette bon nombre de pays...

Ils sont en train de réunir les conditions d'une formidable explosion sociale qui peut se propager comme une traînée de poudre à travers toute l'Europe et au-delà. Voilà de quoi garder le moral, même si la réponse que je t'adresse ci-dessous ne pousse pas un optimisme démesuré j'en conviens, vaut mieux toujours garder les pieds sur terre et regarder la réalité en face.

Quand j'ai lu le titre d'un article de presse hier soir, *Près de 800 kilomètres de bouchon sur les routes en France*, je me suis dit que la crise ne frappait pas toutes les couches exploitées de la même manière, avant d'ajouter : qu'ils en profitent, on ne sait pas de quoi sera fait l'avenir demain, ce pourrait être aussi leurs dernières vacances avant longtemps...

Pour répondre à tes réflexions.

Quelque part il est vrai que l'on fait les frais de l'expérience désastreuse du stalinisme que les travailleurs ont identifé par ignorance avec le socialisme. On pourrait en dire autant du réformisme, à ceci près que le communisme l'avait supplanté au début du XXe siècle, et le problème depuis les années 70-80 jusqu'à nos jours, c'est que rien n'est venu supplanté à son tour le stalinisme. Cela n'explique pas tout cependant.

Autrefois il était facile de présenter le socialisme ou le communisme comme une alternative au capitalisme, les travailleurs pouvaient se saisir de cet idéal ou de cette perspective, les relier à leur combat. Il était relativement facile pour ainsi dire évident d'orienter leur combat dans cette direction-là, de donner un contenu politique à leur combat, les éléments les plus avancés de la classe pouvait se reconnaître et se rassembler sur cet objectif, il constituait une issue politique à la crise du capitalisme.

Depuis tous cela a disparu, ils ne peuvent plus se raccrocher à cette perspective politique, ils sont totalement désorientés, ils ne parviennent pas à entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme. C'est dans ce contexte que le mouvement ouvrier s'est retrouvé fragilisé et encore plus vulnérable aux mirages du réformisme que par le passé, il a perdu son indépendance politique en dehors de toute perspective politique.

Est venu s'ajouter à ce cauchemar l'incapacité des dirigeants se réclamant du trotskysme d'en comprendre la signification, toute la portée ou l'étendue des dégâts les a totalement submergés, ils ont attendu des décennies avant d'en prendre la mesure, dès lors que la chute de l'URSS n'était plus qu'une question de quelques années, mais il était beaucoup trop tard, pendant 30 ans ils ont été incapables de tisser des liens profonds avec le prolétariat et de construire l'embryon du parti, de sorte que leur parti n'inspire pas confiance et ne constitue pas pour les travailleurs un pôle de regroupement dans lequel ils auraient pu se reconnaître et entraîner les masses derrières eux.

Ils en ont pris la mesure, mais accablée par les mêmes faiblesses et lacunes que décrivait Trotsky dans les années 30 à propos des dirigeants français de l'avant-garde, sauf qu'eux au lieu de le reconnaître et les combattre, ils les ont méticuleusement entretenues, pire, ils les ont théorisés pour finalement substituer au centralisme démocratique une direction arbitraire et en partie opaque du parti fortement emprunte du culte de la personnalité. Trotsky avait prédit qu'ils finiraient complètement sclérosés et que le parti dégénèrerait si le prolétariat ne prenait pas le pouvoir à l'issue de la guerre, c'est exactement ce qui s'est produit malheureusement.

Est venue se greffer là-dessus l'absence d'un dirigeant à l'autorité incontestable après la mort de Trotsky, capable d'analyser la situation mondiale et de définir une orientation politique et de rassembler autour l'ensemble des militants se réclamant du léninisme.

Au lieu de partir de ce simple constat en toute humilité, les différents militants qui pouvaient prétendre avoir la carure pour devenir des dirigeants, mais qui n'en avaient manifestement pas les capacités, ont prétendu incarner l'héritage de Trotsky, comme si un seul homme pouvait suffire à remplacer un dirigeant d'une telle stature, ils n'ont assurément pas hérité de la modestie de Trotsky, qui des années encore après la mort de Lénine, n'hésitait pas à affirmer qu'Illitch Oulianov était irremplaçable et qu'aucun autre dirigeant du mouvement ouvrier international possédait des qualités équivalentes, pas même lui précisait-il.

Du coup chaque dirigeant se croyant investi d'une mission sacrée, assurer la continuité du marxisme, fera l'impasse sur ses propres faiblesses et celles de ses camarades en ayant plus comme seul objectif d'assurer leur propre survie politique quite à employer des méthodes déloyales et détestables. Ce sont leurs faiblesses théoriques et politiques qui sont à l'origine des dérives dogmatiques et sectaires que l'on a observées après-guerre chez ces dirigeants. On n'en nommera pas pour ne pas en oublier et faire des jaloux.

On peut imaginer qu'ils en aient eu parfaitement conscience au début, qu'ils s'en sont accommodés assez rapidement par la suite, pour finalement ne plus les distinguer eux-mêmes puisqu'ils savaient qu'ils étaient incapables d'y remédier. La tragédie que vit actuellement le mouvement ouvrier et son avant-garde est ainsi un drame humain parfaitement compréhensible, il n'existe aucun mystère autour de leur dégénérescence et leur incapacité à accomplir leurs tâches, notamment celle de se doter d'une nouvelle direction, la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire sur les bases du léninisme, produit et expression la plus élevée de la lutte de classe du prolétariat depuis que le capitalisme existe et sans lequel la révolution d'Octobre n'aurait pas eu lieu ou se serait soldée par une défaite.

La liquidation du PCI au milieu des années 80 au profit du MPPT puis du PT, on devrait dire en fait dès l'élection de Mitterrand en 1981, tout comme celle de la LCR il y a deux ans au profit du NPA, n'a fait qu'entériner ou confirmer le constat qui vient d'être établi à grands traits, elles en ont été le prolongement ou l'aboutissement logique, elles ont démontré que leurs dirigeants demeureraient toujours incapables à la fois de mener le combat politique en reliant les revendications transitoires à la perspective de la révolution socialiste et de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik, ceci expliquant cela.

C'est le retard pris par la révolution et l'extraordinaire faculté du capitalisme de repousser les limites de ses propres contradictions qui les a conduits à liquider le PCI et la LCR, non pas parce que ces partis ne correspondaient plus aux tâches que le prolétariat devraient accomplir au cours d'une nouvelle période, on en veut pour preuve que cette période ouverte avec la disparition de l'URSS ne devait guère durer longtemps et n'éviterait pas au capitalisme de connaître rapidement à nouveau une nouvelle crise, d'ailleurs l'implosion de l'URSS s'est déroulée sur fond de crise du capitalisme dès l'année 1990, ce qui en soi pourrait suffire comme témoignage à charge contre leurs théories foireuses.

Ces dirigeants ont décrété du jour au lendemain du haut de leur piédestal (ceux du PCI, le POI-CCI aujourd'hui) que le mouvement ouvrier et le prolétariat étaient revenus à la case départ, très loin en arrière, si loin que leur parti ne fera plus référence dans son programme à la révolution russe, pas même à la révolution notez bien, encore moins au léninisme et on a compris parfaitement pourquoi après l'avoir renié, à la Commune de Paris en occultant soigneusement les enseignements qu'en tirèrent Marx et Engels, ainsi que Lénine qui les mit en pratique avec le succès que l'on sait, pour finalement faire disparaître Marx au profit de Jaurès qui incarnait la social-démocratie dont le vieil Engels et avant lui Marx avaient déjà estimé qu'elle appartenait à un passé révolu et supplantée par le communisme à la fois plus rigoureux sur les principes et mieux armé pour représenter l'objectif de la lutte de classe du prolétariat mondial, balayant, méprisant, faisant disparaître d'un coup l'expérience acquise du mouvement ouvrier au cours d'un siècle et demi de lutte des classes pour revenir à l'époque primitive de la formation du mouvement ouvrier au milieu du XIXe siècle, et justifier ainsi le type de parti qu'ils entendaient dorénavant construire ouvrant leur porte à des militants issus de différents partis ou des syndicalistes opposés à la révolution prolétarienne comme moyen pour permettre à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir, autrement dit à des réformistes n'ayant pas rompu avec l'idéologie bourgeoise.

Cette terrible régression politique ou ce reniement, ils se sont employés à la théoriser comme l'avaient fait avant eux leurs prédécesseurs. Leur parti est calqué sur la SFIO sur le plan nationale et sur l'Association Internationale des travailleurs sur le plan international. Il existe depuis 26 ans. Et il a produit quel résultat ? Nul ! Les dirigeants de la LCR les ont imités un peu plus de 25 ans plus tard, avec quel résultat au bout de deux ans d'existence ? Nul !

Je continue ou cela suffit et j'arrête-là ?

Avec l'approfondissement de la crise du capitalisme qui a éclaté au milieu de l'année 2007, on s'aperçoit que les représentants du capitalisme sont capables de faire preuve d'un cynisme inouï et d'une violence extrême - en grande partie en parole seulement pour le moment, contre la classe ouvrière et certains militants commencent à prendre conscience que rien ne les arrêtera pour défendre le régime de la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Bientôt ils en arriveront au constat qu'ils ne sont pas armés pour affronter et vaincre un tel ennemi, que le parti dans lequel ils militent parfois depuis des décennies en sera totalement incapable - ils savaient depuis longtemps que leur parti était une passoire et s'en accommodaient, ils n'étaient pas sans savoir non plus que leur parti présentait des faiblesses congénitales qui lui seraient un jour fatal, cela c'est moi qui le rajoute, quand il va éclater sous les coups de boutoirs de la réaction, ils vont regretter amèrement d'avoir avalé sans broncher tant de couleuvres de la part de leurs dirigeants, pour reprendre une expression employée par plusieurs militants du POI-CCI dans des courriels qu'ils m'ont adressés, oui ils auront le droit de se dire : toute cela pour en arriver là, eh oui, hélas camarades, car nous partageons d'avance votre profond désarroi.

Ils pourront se dire que cela ne valait pas la peine de liquider le PCI, la question sera alors de savoir s'il est ou non trop tard pour corriger le tir, ce qui est certain en tous cas, c'est qu'ils aborderont cette période révolutionnaire dans les pires conditions

qui soient, je ne parle même pas du prolétariat.

La dictature de la dette dans laquelle se débattent les Etats qui en sont les complices, qui incarne celle de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme au stade suprême du capitalisme, quelle question pose-t-elle direction, que met-elle en lumière ? On vient de le dire, la place et le rôle de l'Etat au service exclusif des intérêts de la classe dominante. Dès lors c'est la question de l'Etat qui est à l'ordre du jour?

Question : faut-il encore attendre ou tempérer avant de la poser devant l'ensemble des masses exploitées pour qu'elles s'en saisissent ? Elle se trouve posée brutalement au détours d'une crise que les capitalistes ont provoqué eux-mêmes sans véritablement avoir le choix puisque encore une fois il s'agissait pour eux de repousser les limites dans lesquelles les contradictions du capitalisme doivent être contenues pour assurer sa survie, leurs profits.

Le lien entre l'Etat et le capital saute aux yeux du plus naïf des travailleurs. Mais pour se libérer du joug du capital, il faut impérativement liquider cet Etat forgé pour servir ses intérêts, que la classe ouvrière oriente son combat dans cette direction pour se rapprocher de cet objectif. Si nos dirigeants étaient comme Lénine tendus vers cet unique objectif, ils y auraient déjà pensé, d'eux-mêmes sans qu'on ait besoin de leur souffler, alors pourquoi ce n'est pas le cas ?

Ne pas poser aujourd'hui la question de l'Etat et du pouvoir revient à soutenir le régime.

Pour poser la question de l'Etat, il faut être indépendant de l'Etat. Or, en ayant tissé des liens étroits pour ne pas dire organiques depuis des décennies avec les appareils des syndicats financés par l'Etat, en adoptant systématiquement sauf exceptions rarissimes les résolutions des directions confédérales, il est impossible de poser cette question sans devoir affronter violemment l'opposition des directions des syndicats, d'autant plus que la poser directement revient à remettre en cause l'ordre capitaliste que soutiennent les dirigeants syndicaux ou auquel ils sont totalement subordonnés, auquel ils appartiennent en tant que lieutenants au sein du mouvement ouvrier. Il arrive un moment où les contradictions du régime atteignent un tel niveau de tension, que poser cette question devient totalement incompatible avec tout compromis mêmes limités avec les appareils des syndicats.

Poser la question de l'Etat sur le plan syndical est inséparable de la question de la rupture des relations des syndicats avec l'Etat et les représentants du capitalisme, le Medef notamment. Cette question pose la question du rejet du financement des syndicats par l'Etat. Elle se traduit aussi par la nécessité de cesser immédiatement de collaborer à tous les organismes tripartites (ou triparties) au côté des représentants de l'Etat et du patronat. Poser la question de l'Etat pose la question de l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat. On a envie de dire que l'heure de vérité a sonné pour les dirigeants du POI, du NPA et de LO.

Pendant des décennies, et cela est à mettre au compte des faiblesses dont il était question plus haut, les dirigeants de ces partis se sont gargarisés de la formule de l'indépendance des syndicats par rapports aux partis, nous leur avons opposé le principe de l'indépendance des syndicats et des partis par rapport à l'Etat en affirmant qu'ils ne le respectaient pas, ils ont peut-être cru qu'ils échapperaient indéfiniment à cette question, c'était peine perdu comme sur beaucoup d'autres questions d'ailleurs.

Pendant longtemps les paroles et les actes peuvent entrer en contradiction sans que personne ne s'en aperçoive ou trouve à y redire, jusqu'au jour où ils coïncident dans un sens ou dans l'autre.

Haut de page

Le 15 août

J'ai ajouté quelques articles dans les rubriques *Economie*,*Polique* et *International*.

Si entre nous leur lecture se passe pour ainsi dire de commentaires, quelle abondance d'arguments pour aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme ! Quand on voit l'usage qu'il en fait ou plutôt l'absence d'usage, je comprends que des militants soient littéralement désespérés !

Plus on creuse, plus on tombe sur des infos tellement incroyables qu'on se demande comment il est possible qu'il se trouve encore un seul militant ouvrier pour soutenir le capitalisme. La faute à qui, pas aux travailleurs évidemment, à qui alors ? Demandez à vos dirigeants, ils doivent avoir une certaine part de responsabilité dans cette histoire ou alors il n'y a plus qu'à se pendre effectivement. Ils vont vous répondre : c'est pas nous, c'est les autres, les appareils, le stalinisme, pour un peu, la faute à pas de chance ! Pas très convaincant tout cela à la longue, non ?

En Israël c'est la petite-bourgeoisie et les couches moyennes qui se mobilisent, la masse des exploitées la plus instruite. Elle cherche à faire la liaison avec la classe ouvrière, excellente idée. Mais c'est sous la direction de cette dernière seulement

qu'une révolution peut vaincre.

D'où en France et ailleurs la nécessité de se tourner résolument vers les millions de travailleurs les plus durement frappés par la crise du capitalisme pour construire le parti. Il est évident maintenant que si on s'adresse à cette couche de travailleurs de la même manière qu'on s'adresse à des intellectuels ou des militants aguerris, on ne risque pas de les recruter et de construire quoi que ce soit, soit on en prend conscience, soit rien ne changera.

Recruter un ouvrier ou un employé sur une accord minimum ne pose pas vraiment un problème, c'est sa condition et le rejet qu'elle lui inspire qui est déterminant, du moment qu'il oriente sa réflexion et son combat contre le capital on peut s'en contenter... On se passera de lui faire de long discours auquel il ne comprendra ou ne retiendra pas grand chose.

Recruter un intellectuel ou des travailleurs plus instruits des couches moyennes nécessitera un accord sur des bases plus solides puisque par leurs conditions d'existence ils auront davantage tendance à lorgner du côté du capitalisme et de l'idéologie bourgeoise. Tout l'effort portera ensuite sur leur formation économique et politique pour qu'ils progressent, sinon à un moment donné ils vous claqueront dans les doigts.

Il sera toujours impossible de construire le parti, si l'on demeure incapable de s'adresser à toutes les couches d'exploitées. L'ouvrier et l'intellectuel possèdent des qualités particulières complémentaires qu'il faut mettre à contribution, et chacun trouvera sa place dans le parti et n'aura plus envie de le quitter s'il s'y trouve bien, s'il y trouve son compte. Cela nécessite un changement de mentalité chez de nombreux militants qui manquent de patience envers les ouvriers ou qui ont tendance à mépriser les intellectuels, cela vaut pour les dirigeants qui doivent montrer l'exemple. En sont-ils capables, en auront-ils la volonté ?

J'anime ce site mais je me considère plus comme un ouvrier qu'un intellectuel. Quand je lis la littérature qui figure dans la Tribune libre du site, en tant que militant je suis comblé, en tant qu'ouvrier je n'y comprends rien et c'est bien là qu'est tout le problème. Bon je ne suis peut-être qu'un pauvre type qui a atterri dans un trou en Inde et qui se demande ce qu'il fait là, mais je crois avoir compris en quoi consistait le véritable pouvoir de Lénine, il avait réussi à combiner son développement intellectuel tout en pensant en ouvrier, en vivant comme un ouvrier jusqu'à son dernier souffle, peut-être parce qu'il a toujours vécu dans le dénuement ou des conditions plutôt austères. Je ne prône pas l'ascétisme, mais on peut concevoir que l'embourgeoisement des conditions de vie soit un obstacle quand la pensée d'un dirigeant y est attentif ou y porte un intérêt, y consacre du temps.

Je ne sais pas si c'est de Lénine ou du matérialisme dialectique que je tiens cette manière de vivre qui consiste à me libérer de toute contrainte matérielle qui pourrait devenir une entrave au développement de la pensée, qui pourrait m'occuper l'esprit inutilement ou me distraire de l'essentiel. Cela vient peut-être du fait que la vie est courte, et que lorsqu'on a peu de moyens pour vivre, on essaie de vivre le plus intelligemment possible afin d'éviter des problèmes inutiles et d'en créer aux autres par la même occasion.

J'ai cité Lénine, mais j'aurais pu faire référence à Marx qui a vécu au bord de la misère ou la misère tout court, ce que beaucoup de militants ignorent. Ils ont tout sacrifié pour notre cause, le moins que l'on puisse faire est d'essayer d'en être digne, et au-delà si on en a la force, s'en inspirer dans la vie de tous les jours. C'est un art de vivre.

J'ai engueulé Magueswary (mon épouse) parce qu'elle m'a acheté cinq chemises, alors que j'en ai quatre ou cinq dans l'armoire, qui datent de quelques années d'accord, mais qui ne sont pas encore totalement usées. Elle a voulu que je mette une chemise neuve pour aller à un mariage ce matin, j'ai refusé pour ne pas faire comme les Indiens cossus qui arborent des fringues neuves quand ils sont invités à une cérémonie ; et puis cette chemise était déjà sortie, il fallait bien que je finisse de la salir avant de la mettre au lavage ! Voilà ce que la question du parti m'inspire aussi. J'arrête là, j'ai du boulot chez moi, il est déjà 17h. J'ai encore parlé de moi et je n'aurais pas dû, peu importe puisque tout le monde s'en fout !

Quelques extraits de lectures

France

- La Cour des comptes dénombre « 293 niches fiscales pour les entreprises (35 Mds € soit 47 % des dépenses fiscales), des dispositifs dérogatoires divers (71 Mds €) et 64 niches sociales (66 Mds €), soit un total de 172 milliards d'euros ! Cela représente 56 % des recettes de l'Etat français. (http://contreinfo.info) (18.10.10)

- Cette année, en France, quelque 200 milliards d'euros sont allés aux bénéfices, alors qu'ils seraient allés aux salariés si l'on avait gardé l'équilibre salaires-bénéfices du début des années 80. « Sans la hausse de la dette des ménages, la croissance serait nulle en zone euro depuis 2002 », explique Patrick Artus, directeur de la recherche et des études économiques de Natixis. En Grande-Bretagne, la dette des ménages dépasse 160 % du revenu disponible. Une étude récente montre que, sans augmentation de la dette des ménages, la Grande-Bretagne serait en récession depuis 2002 ! (http://contreinfo.info) (26.10.08)

- Depuis 2002, le revenu moyen des français n'a augmenté que de 0,06% par an, et en 8 ans, de 5,9%. Mais les 1% les plus riches

ne sont pas concernés par cette cure d'austérité : ils ont vu les leurs croitre du triple, soit 19%. (http://contreinfo.info)

Etats-Unis

- Leçon de libéralisme : aux Etats-Unis, le gain moyen des 400 plus hauts revenus a augmenté de 36% en 2007, pour atteindre 345 millions de dollars, contre 263 en 2006. Ensemble, ces 400 ménages ont perçu 185 milliards de dollars, chiffre comparable au PIB du Chili. Depuis 1993, les revenus de cette tranche ont été multipliés par 8 en dollars courants. Et le taux d'imposition effectif est passé de 29% en 1995 à 16,6% en 2007. Les trois quarts de ces gains proviennent de plus values. (http://contreinfo.info) (20.02.10)

- Aux USA, les 1% les plus riches gagnent plus que le total des revenus des 40% les plus pauvres. L'augmentation du revenu des 5% les plus riches entre 2003 et 2005, a été de 681 milliards. (http://contreinfo.info)

Chine

(chez KYE qui produit des périphériques informatiques pour Microsoft et plusieurs marques américaines.)

- Les salariés indiquent qu'avant la récession, ils passaient 97 heures par semaine dans l'usine, dont 80 heures et demie au travail. En 2009, les travailleurs passaient 83 heures par semaine à l'usine, dont 68 heures de travail.

Les travailleurs sont payés 65 centimes de dollars de l'heure, ce qui revient à un salaire net de 52 centimes de l'heure, après déductions pour la nourriture fournie par l'usine.

Les employés doivent se présenter très tôt le matin pour effectuer des exercices de type militaire qui ne sont pas rémunérés. L'encadrement contrôle chaque seconde de leur vie. (http://contreinfo.info) (13.04.10)

Politique

France

Selon un sondage IFOP pour Sudouest.fr, publié samedi 13 août, 82 % des Français disent se sentir 'inquiets' à l'égard du déficit public et de la dette, dont un quart 'très inquiets'.

En outre, un Français sur deux (50 %) considère la réduction de la dette publique comme un objectif 'tout à fait prioritaire'.

La préoccupation budgétaire arrive après d'autres priorités chômage (59 %), santé (59 %) et éducation (55 %) mais reste au même niveau que la lutte contre la délinquance (50 %) ou le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat (51 %).

Concernant les solutions avancées pour enrayer l'augmentation du déficit public, une majorité de Français préconisent de revenir sur quelques unes des mesures phares de Nicolas Sarkozy : la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (53 %), la défiscalisation des heures supplémentaires (57 %) mais surtout la baisse de la TVA accordée aux restaurateurs (62 %).

Autre solution pour résorber le déficit, une augmentation d'impôts. Mais moins d'un quart des Français (24 %) sont prêts à accepter cette solution. (lemonde.fr 14.08)

En fait le défit public inquiète les "Français" parce qu'ils craignent qu'on leur impose de la payer, ce qu'ils rejettent massivement. Donc ce sondage qui participe du matracage politico-médiatique ne constitue pas un soutien à la politique d'austérité du gouvernement mais le contraire, c'est raté, pas de bol !

Syrie.

Vingt-et-une personnes ont trouvé la mort, dimanche, lors du pilonnage de Lattaquié, premier port de la Syrie, par les blindés et la marine, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

D'après cet organisme, la plupart des victimes ont été touchées par des tirs de mitrailleuses à gros calibre montées sur les chars déployés dans les quartiers sud de la cité portuaire. Ces quartiers ont également été la cible de tirs d'unités de la marine de guerre croisant au large. (Reuters 14.08)

Tunisie

Les inscriptions sur les listes électorales pour la désignation d'une Constituante seront closes dimanche à minuit (23H00 GMT), seule la moitié des électeurs potentiels en Tunisie se sont volontairement inscrits, a indiqué un membre de l'Instance indépendante des élections (ISIE).

«*Nous avons atteint voire dépassé les 3,7 millions d'inscrits, ce qui fait un taux de 52%*», a déclaré M. Larbi Chouikha.

La barre des 50% d'inscrits est franchie «*si on ne comptabilise pas les Tunisiens résidant à l'étranger*», pour lesquels les statistiques n'étaient pas encore disponibles dimanche, a-t-il indiqué.

«*Le corps électoral sur le territoire national est composé d'environ 7 millions d'électeurs*», a-t-il précisé, le reste formant le nombre d'électeurs résidant à l'étranger (700.000 à 800.000 environ) (liberation.fr 13.08)

Social

France.

Un tiers des effectifs, soit une soixantaine de personnes, ont décidé, pendant les traditionnelles vacances d'août, de participer à la surveillance de Fralib Gémenos, usine appartenant à la multinationale anglo-néerlandaise, qui doit fermer fin septembre. Ils se battent bec et ongle pour faire aboutir leur projet de reprise du site. Le thé Eléphant est conditionné là. Une marque créée à Marseille il y a plus de cent ans, longtemps produite en ville avant que le site soit transféré dans cette banale zone industrielle près d'Aubagne. Une marque que ces salariés considèrent comme la leur et qu'ils veulent conserver.

"*En juillet, le TGI de Marseille a finalement validé le plan de sauvegarde de l'emploi, et nous avons reçu nos propositions de +reclassement+*", explique Gérard Cazorla, 55 ans, secrétaire CGT du CE, "*et depuis trente ans au service de l'Eléphant*". Car contrairement à la juridiction marseillaise, les "fralibiens" ne trouvent pas les propositions de reclassement vraiment sérieuses. "*On nous propose des postes en Pologne, en Belgique, en Alsace... en-dessous de nos qualifications. Par exemple un technicien se voit proposer un emploi de simple opérateur sur machine, avec à la clé des baisses de salaire de 30% à 50%. En Pologne, le salaire annuel tourne autour de 5.000 euros*", détaille Gérard Cazorla.

Des propositions "*dissuasives, uniquement pour se débarrasser de nous,*" affirme-t-il. Un avis que partage Gérard Affagard, délégué CFE-CGC et responsable des services généraux. Soixante et un ans, "*36 ans de boîte*" et des faux airs de Jean Réno, avec sa barbe courte poivre et sel et ses lunettes rondes. "*A mon âge, j'aurais pu partir, mais maintenant pas question que j'abandonne la lutte*", dit-il, expliquant avoir déjà connu un plan social il y a 13 ans.

En 1998, il avait été "*reclassé*" à Gémenos quand la multinationale avait fermé un site du Havre. "A l'époque, on a eu droit à de véritables reclassements, pas des propositions pour la forme comme aujourd'hui". Jhonny ("presque comme Johnny"), 45 ans, faisait aussi partie des 150 salariés du Havre.

"*A l'époque, on nous avait dit que l'usine de Marseille allait devenir le site européen pour la production des thés et tisanes parfumées. Je suis venu tout seul, toutes mes affaires dans ma voiture. C'est dur de s'installer dans une ville que vous ne connaissez pas*." Maintenant Jhonny est marié (avec une fralibienne) et a deux enfants. Il ne veut pas imposer à sa famille le déchirement d'un nouveau départ. Comme ses collègues, il croit au projet pour sauver l'usine, "*avec ou sans repreneur*".

"*On a fait faire une étude, et le rapport d'étape montre que le site est profitable à partir de 1.000 tonnes de production annuelle. Nous, on sort 2.900 tonnes. On veut conserver le site, les machines, et qu'Unilever nous donne la marque Eléphant*", dit Gérard Cazorla. "*C'est pas utopique, Unilever l'a déjà fait pour un site de fabrication de soupe +Royco+ à Poitiers, cédé à un fabricant de thé*", précise-il. "*La marque Eléphant, qui est une marque franco-française, ils ont essayé de la tuer au bénéfice de Lipton, leur +marque milliardaire+ (marque présente à l'international sur plusieurs marchés). L'Eléphant était devenu tout petit sur les boîtes,*" explique le syndicaliste dans une analyse digne du magazine Capital. Puis, il ajoute, "*puisqu'ils n'en veulent pas, qu'ils nous la donnent*." (20minutes.fr 13.08)

Italie

Susanna Camusso, à la tête de la confédération CGIL des travailleurs, a expliqué dimanche que la grève était le seul moyen de "changer l'inéquité du plan" et précisé à "La Repubblica" que la direction du syndicat se réunirait le 23 août pour décider d'une date d'action. (AP 13.08)

Israël

De nouvelles manifestations contre la vie chère, un mouvement sans précédent qui agite Israël depuis un mois, rassemblaient samedi soir des dizaines de milliers de personnes dans une douzaine de villes israéliennes, en dehors de Tel-Aviv et Jérusalem.

Quelque 70.000 personnes se sont mobilisées dans l'ensemble du pays, selon les estimations de la police.

«*L'essentiel pour nous, c'est de montrer que le peuple est uni, que nous vivons dans un seul et même pays et qu'il faut tout faire pour combler les disparités sociales*», a plaidé Stav Shafir, une des dirigeante du mouvement. Les foules les plus nombreuses étaient rassemblées à Haïfa, dans le nord d'Israël, avec plus de 30.000 manifestants. A Beersheva (sud), un peu plus de 10.000 personnes étaient réunies, selon la police, moins que ne l'espéraient les organisateurs.

Sur une grande place de Beersheva, une immense banderole était déployée, sur laquelle était écrit: «*Le Néguev se réveille*», tandis que des manifestants brandissaient des pancartes: «*Israël m'est cher*», «*Le Sud en colère*», «*Pour un Etat providence maintenant*».

Des rassemblements ont également eu lieu à Afula, en Galilée, dans le nord, à Modiin (centre) et Eilat (extrême sud).

Les foules ont de nouveau scandé: «*Le peuple exige la justice sociale*», le slogan adopté par la contestation depuis son début à la mi-juillet avec l'apparition des premières tentes de protestations le long du boulevard Rothschild, dans le quartier le plus chic de Tel-Aviv.

Samedi, l'objectif déclaré des organisateurs n'était pas seulement de diversifier le mouvement sur le terrain mais de mobiliser des couches de la population particulièrement défavorisées afin de ne pas apparaître comme une protestation «*bobo*».

Jusqu'à présent, ce sont surtout les classes moyennes et les étudiants qui ont été les plus actifs.

Samedi dernier, plus de 300.000 personnes avaient manifesté à Tel-Aviv.

Selon un sondage rendu public mardi, une très grande majorité de la population israélienne (88%) soutient cette grogne sociale, la première du genre d'une telle ampleur en Israël, et 53% d'entre eux se disent prêts à participer à des manifestations.

Soumis à cette pression, le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est dit prêt à infléchir son approche ultra-libérale de l'économie pour répondre aux exigences des manifestants.

Il a créé une commission chargée de proposer des réformes avec les partenaires sociaux et de présenter des recommandations au gouvernement d'ici un mois. (liberation.fr 14.08)

Chine

Des accrochages se sont produits dimanche dans le nord-est de la Chine entre des centaines de policiers en tenue anti-émeute et plus de 12.000 habitants qui exigent le déplacement d'une usine chimique de peur d'une fuite toxique après le passage d'une tempête tropicale, selon l'agence de presse officielle Chine nouvelle (Xinhua). Les autorités ont ordonné la fermeture du site.

Des milliers de personnes de la ville portuaire de Dalian se sont rassemblés devant le bureau de la mairie pour protester contre la présence de l'usine Fuija Chemical, qui produit du paraxylène, ou PX, utilisé dans la fabrication de plastiques, polyester et film. Une courte exposition au PX peut irriter les yeux, le nez et la gorge, selon le réseau américain des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Une exposition chronique peut affecter le système nerveux central et causer la mort.

Les appels au déplacement de l'entreprise se sont multipliés après le passage du typhon Muifa à l'origine de vagues qui ont brisé une digue protégeant l'usine la semaine dernière. Xinhua affirme qu'aucune fuite toxique n'a été signalée, pas plus que des blessés dans les affrontements de dimanche.

D'après l'agence de presse, le plus haut responsable de la ville, Tang Jun, a tenté avec le maire, Li Wancai, d'apaiser la foule en promettant le déplacement du site extra-muros, mais des manifestants ont refusé de se disperser sans qu'un calendrier soit fixé. Selon Chine nouvelle, le comité municipal du Parti communiste et le gouvernement ont ordonné la fermeture immédiate de l'usine. (AP 14.08)

Haut de page

Le 16 août

J'ai mis en ligne quelques articles économiques sur le Japon, nous aborderons cette question plus tard.

Dernières nouvelles : les Bourses repartent à la baisse en Europe sur fond de stagnation de l'économie allemande...

Pour que leur système s'écroule il ne manque plus qu'une condition : que les investisseurs soient convainvus que les Etats ne pourront jamais rembourser leurs dettes parce que les travailleurs n'accepteront pas de nouveaux sacrifices et que dans un mouvement de panique ils retirent leurs billes.

Extrait de lecture

- "La crise a eu pour effet un effondrement des cours boursiers entre mai 2007 et fin 2008. Depuis, les fortunes des plus riches se remettent à croître. Ainsi, le classement de Forbes, la fortune de Bernard Arnault a augmenté de 8 milliards, soit + 40 % en 2010." (http://metiseurope.eu/)

Un morceau choisi de ***L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*** (Lénine -1916).

- « Et, parlant de la classe ouvrière anglaise, l'investigateur bourgeois de "l'impérialisme britannique du début du XXe siècle" est obligé d'établir systématiquement une différence entre la "couche supérieure" des ouvriers et la "couche inférieure prolétarienne proprement dite". La première fournit la masse des coopérateurs et des syndiqués, des membres des sociétés sportives et de nombreuses sectes religieuses. C'est à son niveau qu'est adapté le droit de vote qui, en Angleterre, "est encore suffisamment limité pour qu'en soit exclue la couche inférieure prolétarienne proprement dite" ! !

Pour présenter sous un jour plus favorable la condition de la classe ouvrière anglaise, on ne parle généralement que de cette couche supérieure, qui ne forme qu'une minorité du prolétariat : par exemple, "la question du chômage intéresse surtout Londres et la couche inférieure prolétarienne, dont les hommes politiques font peu de cas (103) "... Il aurait fallu dire : dont les politiciens bourgeois et les opportunistes "socialistes" font peu de cas.

(Engels a exposé la même thèse dans sa préface à la deuxième édition de La situation des classes laborieuses en Angleterre, 1892). »

Note 103 : SCHULZE-GAEVERNITZ : Britischer Imperialismus, p. 301.

Vaut mieux que ce soit Lénine que moi qui le dise, les militants n'oseront pas l'accuser de calomnier les couches de la classe ouvrière à laquelle ils appartiennent souvent ou qui sont le fond de commerce de leurs partis...

Un autre extrait suivi d'un long commentaire, le brouillon d'un article.

- "Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux cotés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards".

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir."

Commentaire.

Ceci explique peut-être pourquoi on n'est jamais parvenu à construire le parti dans la mesure ou l'OCI, la LCR ou LO, leurs dirigeants ont toujours privilégié cette "*couche d'ouvriers embourgeoisés*", donc solidement amarrée au capitalisme, au détriment de celles plus défavorisées qui étaient plus aptes à rompre avec le capitalisme ayant conscience de n'avoir rien à perdre.

Trotsky avait été jusqu'à affirmer en s'appuyant sur les faiblesses théoriques des dirigeants des sections de la IVe Internationale, qu'à l'issue de la guerre au cas où la révolution socialiste ne verrait le jour dans aucun pays, que les partis issus de l'opposition de gauche étaient voués à dégénérer.

Ces paroles ont été soigneusement soustraites à la vue et à la réflexion des militants des débris des sections de la IVe Internationale après guerre par leurs dirigeants, et quand on ose les ressortir et les mettre sous le nez des militants des générations suivantes, ils ne le supportent pas, ce qui peut se comprendre facilement puisqu'eux-mêmes sont incapables de faire

la critique de leurs dirigeants et de leur politique qu'ils estiment irréprochables, ils n'ont pas été formés à l'école du bolchevisme qui forment avant tout des militants à l'esprit libre ou critique capables de penser par eux-mêmes pour devenir les cadres de la révolution socialiste. Les militants passés par l'OCI-PCI, la LCR ou LO ou qui ont rompu avec ces organisations pensent le contraire, on leur laisse le droit de le penser, qu'ils nous permettent d'en douter, puisqu'en réalité ils ne font que perpétuer inconsciemment les faiblesses et lacunes de ces dirigeants.

Trotsky affirmait également qu'un parti composé essentiellement d'intellectuels au moment de sa fondation dégénèrerait en un parti petit-bourgeois s'il s'avérait incapable de tisser des liens profond avec la classe ouvrière, d'autant plus sûrement au cas où la révolution serait encore retrardée.

Ce qu'il voulait dire par là, il le précisera à la section américaine en affirmant que la direction du parti devait comporter des ouvriers ou que les ouvriers devraient occuper une place particulière dans le parti, dont la tâche serait de s'assurer que l'orientation politique définie par la direction était bien conforme au programme de la révolution socialiste.

Par là Trotsky ne pensait pas à des ouvriers devenus dirigeants mais pensant comme des intellectuels, puis s'identifiant à des intellectuels, pour finalement cesser de penser comme des ouvriers et être couper du milieu ouvrier. Or, à côté des intellectuels, c'est ce genre de dirigeants ouvriers qui ont pris la direction des partis de la IVe Internationale, des dirigeants ouvriers qui comme par hasard priviligieront le travail du parti en direction de l'aristocratie ouvrière dont parlait justement Lénine, à partir de 1945.

Ce qu'ils justifieront en expliquant qu'elle constituait le bastion organisé de la classe ouvrière, accusant ceux qui leur reprochaient de vouloir se détourner des organisation de masse du prolétariat (les syndicats), alors qu'en réalité ce qu'il leur était reproché était de définir leur politique en fonction de ces couches privilégiées de la classe ouvrière dont les aspirations sociales et politiques se situaient dans le cadre de la préservation du système capitaliste, au détriment des autres couches d'exploités, d'une politique fidèle aux intérêts collectifs de la classe, et d'avoir abandonné du même coup l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du capital, autrement dit, d'être devenus de vulgaires réformistes bourgeois au même titre que les dirigeants des syndicats.

Ces dirigeants ont confondu la nécessité de militer dans les syndicats et de s'adresser à toutes les couches d'exploitées, y compris ses couches supérieures, avec la nécessité de s'appuyer sur les couches les plus exploitées qui avaient le moins intérêt à passer des compromis pourris avec la bourgeoisie et de contrebalancer ainsi la tendance droitière ou bourgeoise des couches les plus favorisées du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde.

Que dit cet ouvrier qui s'exclame en lisant un tract syndical d'une administration ou d'une grande entreprise : « *si au moins on avait le dizième de vos avantages sociaux on aurait quelque chose à défendre* » ? Que la jalousie est un vilain défaut ? Qu'il n'a qu'à se battre pour obtenir les mêmes avantages ?

Ce qu'il dit, c'est qu'on l'a abandonné, que le syndicalisme tel qu'il est conçu aujourd'hui n'est pas adapté à sa situation, s'il était conçu dans la perspective de l'émancipation du salariat il pourrait peut-être s'y reconnaître, or il n'est conçu que dans la perspective d'un résultat immédiat, réformiste et non révolutionnaire, et comme il sait qu'il n'a rien à attendre dans l'immédiat ni dans le futur, il a raison de penser que le syndicalisme n'est pas fait pour lui.

On doit évidemment se battre pour des réformes ou des mesures progressistes. De quelle manière ? En dressant par exemple un parallèle entre nos revendications sociales et l'enrichissement des capitalistes à coup de dizaines de milliards d'euros, ce qui présente l'avantage de rendre particulièrement grotesques et insupportables leur situation et les arguments qu'ils avancent pour refuser de les satisfaires aux yeux des travailleurs, donc cela ne peut que les aider à prendre leur distance avec eux, à renforcer l'idée encore mal assurée que leurs revendications sont parfaitement légitimes, à rompre avec le capitalisme et à s'interroger sur les conditions nécessaires pour réorganiser la production et la société sur de nouvelles bases.

On pourrait tenir le même raisonnement ou faire la même démonstration sur le plan politique. Lorsqu'on nous dit que tout serait possible et que chacun se rend compte que ce n'est pas le cas, logiquement on en arrive à se dire que finalement rien n'est possible non plus dans l'avenir.

On peut avoir des difficultés à comprendre comment l'opportunisme a fini par gangrener profondément le mouvement ouvrier dans la mesure ou les combats syndical et politique sont intimement liés, mais artificiellement isolés par leurs dirigeants au nom d'une indépendance qui sert à le justifier, alors qu'elle ne sert qu'à entretenir la rupture de l'unité du combat du mouvement ouvrier vers un seul objectif, l'abolition du capitalisme, et l'unité du mouvement ouvrier lui-même détournée du socialisme, donc impossible à réaliser sur une orientation conforme aux intérêts de la classe ouvrière.

Comment concevoir qu'un mouvement social national pourrait aboutir ou plutôt nourrir la conscience de classe du prolétariat s'il aboutissait, quand il a un contenu spécifiquement bourgeois ou s'il ne s'inscrit pas dans une perspective révolutionnaire, s'il n'est pas conçu comme une étape du combat pour en finir avec le régime ? C'est impossible.

On voudrait nous faire croire qu'il suffirait de vivre une expérience pour en tirer des enseignements pour la suite, c'est une vue de l'esprit si on ne possède pas les outils adéquats pour l'interpréter correctement, si tel était le cas il y a longtemps que la classe aurait acquis un niveau de conscience supérieure et qu'on se serait débarrassé du vieux monde !

On nous rétorquera que c'est au cours de telle expérience qu'on acquière ces outils, si une telle automaticité existait dans ce domaine et bien d'autres, cela se saurait, or ce n'est pas le cas, la génération spontanée a du plomb dans l'aile !

La conception du militantisme et de la lutte des classes telle que se les représentent les dirigeants repose sur des a priori, des principes archaïques ou figés déconnectés de la réalité ou correspondant aux couches de travailleurs dont ils sont issus et dont finalement ils représentent uniquement les intérêts.

Quand ils prétendent s'adresser à l'ensemble de la classe, ils le pensent peut-être sincèrement, dans ce cas-là qu'ils nous expliquent pourquoi elle ne s'y reconnaît pas, là ce ne sont ni les travailleurs ni nous qui avons un problème à régler mais bien ces dirigeants. Ils se refusent à l'admettre, les cadres leur emboîtent le pas et les militants suivent parce qu'eux-mêmes y trouvent leur compte. Et les appareils n'y sont pas pour grand chose puisqu'il n'y a que 8% de syndiqués en France. Quand les travailleurs réfléchissent à une question, ils ne se demandent pas ce que pensent Thibault, Mailly, Chérèque et Cie, l'immense majorité d'entre eux s'en foutent éperdument pour la bonne raison qu'ils n'en savent rien !

Ce sont les médias nationaux et régionaux, télévision et presse écrite (ou électronique sur Internet) qui relaient la propagande gouvernementale, qui conditionnent pour l'essentiel la conscience politique des travailleurs, et non la littérature des syndicats ou des partis comme le POI, le NPA ou LO qui demeure très marginale ou inaccessible à l'immense majorité des travailleurs, inaccessible dans tous les sens du terme, matériellement et intellectuellement. Que les militants commencent par cesser de se leurrer et d'agir comme s'il en était autrement, et ils seront en mesure de porter un regard sur la situation plus objectif ou plus proche de la réalité.

Il y a tout au plus que quelques dizaines de milliers de militants ouvriers syndicalistes et/ou politiques dans ce pays de plus de 60 millions d'habitants, le reste sont des cadres, des retraités, des élus, des adhérents ou des encartés. Il serait tant de redescendre sur terre camarades et qu'éclate enfin la bulle dans laquelle le militantisme se complaît depuis des lustres. Et je ne parle même pas du militantisme qui se transmet de père en fils sur des bases plus ou moins consciente et souvent inconsistantes où la mémoire des anciens à valeur d'expérience, leurs erreurs et lacunes en prime.

C'est bien parce que c'est la propagande gouvernementale qui forgent la conscience politique des travailleurs à travers les médias, que notre combat doit se concentrer contre le gouvernement et les institutions, ainsi que le patronat.

(Je fais référence ensuite à un commentaire rédigé par un internaute à la suite d'un article de presse où figurait l'exigence de Pékin que les gouvernements en Europe s'attaquent résolument à ce qui reste des acquis sociaux des travailleurs, exigence que cet internaute estimait à juste titre contraire au communisme.)

Le socialisme et le communisme en apparaissant dans l'esprit collectif des masses sous le masque hideux du stalinisme ne peut plus constituer un idéal pour les exploités. C'est l'un des plus grand crimes ou le plus grand commis par le stalinisme.

Comme le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, une fois cette alternative envolée il ne reste plus qu'à s'adapter au capitalisme, tenter de le réformer, de lui donner un visage plus humain, bref, de parvenir ainsi progressivement au socialisme malgré tout.

Du coup, à des degrés divers tous les partis ouvriers inscrivent leur combat et leur programme dans cette unique perspective, qui n'est rien d'autre qu'une capitulation devant le capital.

Cela ne saute pas forcément aux yeux, chacun camoufle à sa manière sa propre capitulation politique, pour les uns il s'agira de refuser d'avancer des objectifs politiques, tandis que les autres en avanceront d'un autre âge en se trompant au passage d'époque, de classe et de révolution, leur point commun, leur refus de faire la propagande en faveur du socialisme, de réhabiliter le socialisme dans la mémoire collective des masses exploitées, les laissant ainsi désarmées théoriquement et facilement manipulables par leur ennemi. L'adhésion au socialisme peut même faire l'objet d'un vulgaire marchandage !

Le plus pitoyable dans tout cela, c'est que ce sont parmi les masses les esprits les plus libres ou perspicaces (sur Interent) qui donnent des leçons aux dirigeants, dont on se demandera au passage s'ils croient encore eux-mêmes au socialisme, quand ils sont outrés de l'attitude des dirigeants chinois qui se prétendent communistes et osent appeler les gouvernements de la zone euro à s'attaquer aux acquis sociaux de la classe ouvrière pour régler la dette des Etats, comment, alors c'est cela le communisme s'exclament-ils ou feignent-ils d'être surpris, ce qui montre qu'ils ne sont pas complètement dupes malgré la propagande anticommuniste qui sévit depuis la révolution russe de 1917 (le milieu du XIXe siècle en réalité), même sans savoir au juste ce qu'est le communisme ils l'assimilent à autre chose qu'au maoïsme qui n'est que la mouture chinoise du stalinisme, pour eux et sans ironie de leur part, le communisme est synonyme de bien-être social, d'un certain idéal humaniste, etc, donc quelque chose de fort honorable plus proche de la réalité que le régime chinois.

Cette initiative ne devrait-elle pas partir de nos dirigeants, ne serait-ce pas à eux qu'il revient de continuer de défendre le socialisme et le communisme, pourquoi dans leurs journaux ne consacrent-ils pas une page chaque semaine à cette question histoire d'alimenter le soupçon qui commence à naître dans la tête des travailleurs qu'on leur a peut-être raconté des balivernes sur le socialisme, que l'assimilation du socialisme au régime de Staline, Mao et Castro notamment n'avait peut-être été finalement qu'une vaste manipulation politique pour les détourner du véritable socialisme ?

On nous rétorquera que le meilleur moyen de défendre le socialisme c'est encore de défendre les revendications sociales des travailleurs, à la Bernstein, c'est encore s'en faire le fossoyeur ! Même la liquidation de la propriété des moyens de production demeure un vœu pieux lorsqu'elle n'est pas associée systématiquement à la liquidation des institutions de la Ve République.

Qui est-ce qui assure la stabilité des rapports entre les classes pour que la classe des capitaliste vaque tranquillement à ses occupations lucratives, qui est-ce qui juridiquement légitime le régime capitaliste, qui est-ce qui déclare légal le vol de notre force de travail, la dette des banquiers, les magouilles et escroqueries en tous genres de l'aristocratie financière, etc. : l'Etat. Et l'on voudrait nous faire croire qu'il serait possible de combattre efficacement le capitalisme sans se donner pour objectif politique d'abattre l'Etat donc les institutions ?

C'est bien parce que les masses n'en sont pas encore arrivées à poser cette question même de manière approximative, qu'elles placent encore leurs illusions dans le capitalisme. Elles ne comprennent ni la place ni le fonctionnement des institutions, de l'Etat, se figurant toujours qu'il serait l'incarnation de l'intérêt général. Elles doivent confondre la mission des fonctionnaires avec celle des institutions proprement dites.

Politique

Tunisie

La police a fait usage de gaz lacrymogènes lundi pour disperser une manifestation anti-gouvernementale dans le centre de Tunis, a-t-on constaté sur place.

Organisée à l'initiative d'avocats et de magistrats, la manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes qui réclamaient "*l'assainissement de la magistrature des symboles de la corruption*" et accusaient le gouvernement de "*laxisme*" dans le jugement des responsables du régime de Ben Ali qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant 23 ans.

"*Le peuple veut une justice indépendante*", "*la Tunisie est libre, voleurs RCDéistes dehors*", scandaient les protestataires, en référence aux membres de l'ancien parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), dissous.

Alors qu'ils se dirigeaient vers le ministère de l'Intérieur, la police anti-émeutes a chargé, les pourchassant dans les rues environnantes. Certains protestataires ont jeté des pierres en direction des agents et brisé les devantures de magasins, les policiers ripostant à coups de gaz lacrymogènes et frappant les manifestants à coups de matraques.

Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur Hichem Mouaddeb, les forces de l'ordre ont procédé à plusieurs interpellations à la suite du saccage de commerces.

En revanche, une marche organisée à l'appel de la centrale syndicale, l'UGTT, et à laquelle ont participé plusieurs partis et organisations de la société civile, s'est déroulée sans incidents.

Plus de 3.000 personnes, selon les organisateurs, 2.000, selon la police, ont défilé sur l'avenue Mohammed V, l'une des principales artères de la capitale, appelant à "*une nouvelle révolution*" et à "*un vrai changement*".

"*La police politique continue d'agir et de frapper les manifestants, les juges corrompus sont toujours présents*", a dénoncé Habib Karray, membre du bureau politique du parti Baath, jugeant impératif une rectification du processus révolutionnaire pour que l'échéance électorale du 23 octobre ne soit pas remise en question.

Selon le porte-parole de l'UGTT, la centrale syndicale n'appelle pas à la chute du gouvernement de Béji Caïd Essebsi, mais déplore la lenteur du processus. (AP 15.08)

Une manifestation a également rassemblé un millier de personnes à Sfax, à 250 km au sud de la capitale, pour demander la démission du Premier ministre Béji Caïd Essebsi et de son gouvernement. (Reuters 15.08)

"*La Commune, notamment, a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat*

et de la faire fonctionner pour son propre compte". ", préface de Marx et Engels de 1872 au *Manifeste du parti communiste*.

Economie

1- Fusion-acquisition

1.1- Le groupe américain Cargill va racheter le spécialiste français de l'alimentation animale Provimi pour 1,5 milliard d'euros, ont annoncé lundi les deux entreprises. (Reuters 15.08)

1.2- Google a annoncé lundi le rachat du fabricant de combinés Motorola Mobility pour environ 12,5 milliards de dollars (8,7 milliards d'euros) en numéraire afin de renforcer la part de marché de son système d'exploitation mobile Android. (Reuters 15.08)

2- BCE

La Banque centrale européenne a annoncé lundi avoir racheté 22 milliards d'euros d'obligations publiques de la zone euro en une semaine, un montant record pour ce programme qui était en sommeil depuis près de cinq mois.

Le volume cumulé des obligations achetées dans le cadre de ce programme s'élève désormais à 96 milliards d'euros, contre 74 milliards d'euros précédemment. (libération.fr 15.08)

3- Allemagne

L'économie allemande a marqué le pas au deuxième trimestre, plombée par son déficit commercial, sa consommation en berne et de faibles investissements dans la construction, montrent les statistiques préliminaires publiées lundi par le bureau national des statistiques.

L'Allemagne affiche une croissance ralentie à 0,1% au deuxième trimestre, au plus bas depuis début 2009, contre 1,3% (révisé de 1,5%) sur les trois premiers mois de l'année. Sur un an, la croissance ressort à 2,8% contre 5,0% au trimestre précédent.

La performance décevante de l'Allemagne laisse à présent penser que la prévision d'une croissance de 0,3% pour l'ensemble de la zone euro pourrait se révéler optimiste. (Reuters 16.08)

Haut de page

Le 17 août

Un mot personnel.

Je me croyais sorti d'affaire en revendant ma maison, c'était sans compter sur le tas d'emmerdements qui allaient en découler, entre l'impossibilité de trouver une location à un prix convenable, la quasi impossibilité d'acheter une maison potable à un prix abordable, le sale type qui a acheté ma maison après m'avoir fait poiroter pendant 7 mois et qui me demande de dégager les lieux le plus rapidement possible, les membres de la famille de mon épouse qui confondent mon compte en banque avec le leur, ma propre épouse qui leur donne raison et me raconte des salades, bref, un vrai cauchemar au point d'en perdre le sommeil et d'avoir chopé un foutu mal de dos qui m'a empêché de dormir pendant plusieurs jours, je suis claqué. Si je n'avais pas 56 ans dans quelques semaines et mon chien, c'est bien simple, j'aurais tout plaqué et je serais rentré en France sur le champs.

Voilà dans quel état d'esprit je suis aujourd'hui, pas vraiment ce qu'il y a de mieux pour m'exprimer clairement sur la situation.

Sans m'attendre à grand chose du site que j'anime, j'espérais toutefois qu'il prendrait une tournure moins personnelle donc plus collective, en vain, apparemment les relations sont si pourries ou compliquées dans le mouvement ouvrier que c'est à ce stade impossible, ce qui est plutôt inquiétant.

Que l'on porte un regard différent sur la situation en fonction de notre propre situation on l'admettra volontiers, mais au point d'en arriver là, c'est franchement désolant. Cela signifie que quels que soient le langage que vous employez, quels que soient les précautions que vous preniez pour vous adresser aux militants vous obtenez exactement le même résulat, ce qui me conduit à en conclure que les opportunistes et les charlatants ont encore de beaux jours devant eux et peut-être le capitalisme aussi.

Quand on propose de confronter des idées et qu'on s'aperçoit que ceux qui se prétendent être l'avant-garde s'y refusent ou en

sont incapables, il y a de quoi franchement s'inquiéter pour l'avenir. Pour tout vous avouer, pour cette raison des camarades qui suivent le site depuis des années et qui n'ont pas les capacités d'intervenir politiquement parce qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment la syntaxe ou craignent d'écrire des choses insignifiantes qui prêteraient trop facilement le flan à la critique, ont déjà jeté l'éponge en concluant peut-être hâtivement que tout était foutu ; je parle de camarades qui ont milité pendant des décennies dans différents syndicats et partis, de militants qui ont consacré leur vie entière au militantisme, c'est donc très grave, en tous cas c'est ainsi que je le prends.

La suspicion généralisée, la psychose ambiante dans laquelle baignent les militants, la sclérose qui a envahi certains depuis de longues années, le manque de repères qui semble être le lot de nombreux militants, voilà des conditions qui ne sont pas vraiment favorables à une discussion sérieuse. Cela provient sans doute du fait que plus personne ou presque ne croit à l'existence d'une issue politique favorable à la classe ouvrière, sans vouloir se l'avouer évidemment, les militants isolés ou inorganisés plus que les autres, viennent ensuite ceux des petites formations et des partis qui au mieux refont le monde à huis clos en étant sûrs de détenir la vérité, quand ils n'ont pas viré dans le réformisme sans s'en apercevoir. Ainsi, chacun s'estime satisfait de sa situation, hypocritement il faut bien dire, en n'envisageant pas d'en changer puisque toute autre reviendrait à dresser le même constat.

La règle, c'est le statu quo. On se rassure comme on peut, c'est une posture, on se leurre soi-même en vérité car ce n'est pas de la sorte qu'on ira un jour de l'avant, admettons pourtant que ce soit encore ce qui anime sincèrement la majorité des militants. Il faudrait remettre tout à plat, faire l'inventaire de la lutte des classes depuis l'après-guerre, tout le monde s'y refuse catégoriquement. Pourquoi ? Quel rapport y a-t-il entre cette attitude farouchement hostile à la recherche de la vérité et la cause que nous prétendons défendre ? Est-ce un rapport sain ? Est-ce compatible ?

Avec tout le respect que j'ai pour les fonctionnaires, les militants fonctionnaires peuvent piétiner toute leur vie sans y voir d'inconvénients puisque depuis qu'ils ont rejoint la fonction publique ils n'ont plus qu'à attendre tranquillement la retraite, d'ailleurs pourquoi ont-ils choisi cette voie plutôt qu'une autre la plupart du temps, un peu de franchise ne fait jamais de mal, on ne choisi pas un boulot aussi chiant que trier des lettres ou demander leurs tickets à des voyageurs par vocation, à d'autres ce genre de conneries, qui plus est, ceux qui ont plusieurs mandats ou qui sont permanents dans un syndicats, on comprendra qu'ils se comportent de la même manière dans leur parti ou groupe.

Quant aux intellectuels qui ne partagent pas vraiment les conditions d'existence des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, ils se comportent de la même manière en ne vivant pas la misère du monde mais en la conceptualisant, ce qui est quand même beaucoup plus confortable.

Finalement, il n'y a que le militant ouvrier ou l'employé voué à la précarité et à connaître des fins de mois difficiles toute sa vie, pour qui changer la société présente un caractère urgent et vital, celui qui est en plus grand nombre dans la société et qui justement est pour ainsi dire absent des partis ouvriers ou en si faible minorité.

Il ne s'agit pas ici de tirer sur quiconque, mais de regarder la réalité en face pour qu'ensemble militants fonctionnaires, intellectuels, ouvriers et employés puissent aller de l'avant, ce qui sera toujours impossible sinon.

Les réflexions, dont me font part des militants dans leurs courriels, démontrent clairement que règne une profonde incompréhension entre militants dans le même parti, alors que dire quand ils militent dans des partis différents, c'est à se demander s'ils combattent vraiment pour la même cause ou pourquoi ils militents au juste, s'ils le savent eux-mêmes ou l'ont su un jour. Au lieu d'aider les militants les plus faibles à progresser même s'ils ne militent pas dans le même parti que nous, il y en a qui se font un malin plaisir à les enfoncer un peu plus, c'est cette mentalité qu'il faut changer.

On peut concevoir qu'on ait mieux à faire dans d'autres circonstances, où l'importance des tâches à accomplir commande de ne pas consacrer du temps à ce genre de considérations. Mais en l'absence de conditions objectives suffisamment mûres pendant des décennies on aurait pu consacrer du temps à la formation des militants, pas seulement sur le plan strictement théorique ou politique, mais en abordant aussi toutes les questions qui ont un rapport avec leur place dans la société, par rapport à leurs petits camarades, faire naître un véritable esprit de fraternité qui ne soit pas de façade et qui dépasse les clivages individuels ou même de partis.

Je ne suis pas le mieux placé pour parler de ces choses-là et je ne vais pas ressasser mon expérience qui remonte à la fin des années 70. J'ai simplement voulu témoigner des expériences amères que m'ont relaté des militants. Ce qui revient le plus souvent dans leurs propos, c'est que personne n'a voulu ou n'a été capable de les écouter, ils se sont sentis méprisés, un dialogue de sourd qu'ils ne s'expliquent pas.

Et pour rester impartial, je dirais que très souvent leurs discours révélaient une profonde confusion ou incompréhension qu'ils attribuaient à leur parti, à tord ou à raison, sans doute un peu des deux à la fois, car peut-être qu'ils n'avaient pas osé faire part de leurs désaccords à leurs cadres ou dirigeants quand ils étaient dans leur parti, à moins qu'ils n'en aient jamais tenu compte, non pas dans le sens qu'il aurait fallu absolument leur donner raison, mais plutôt que leur parti n'a pas pris suffisamment au sérieux les questionnements de ces militants, il n'a pas consacré suffisamment de temps à leur formation, il n'a pas pris la

mesure de leur fragilité politique. Les partis accordent traditionnellement plus d'importance au recrutement de nouveaux militants qu'à la formation de leurs militants, c'est une grave erreur qui se paie très chère à la longue.

J'ai écrit ces lignes en pensant à des militants d'une grande valeur qui se retrouvent dans la nature, et qui finissent parfois par perdre pieds avec la réalité, ce qui me rend malade, j'ai cru qu'il était aussi de ma responsabilité d'en parler à leurs camarades.

Ne confondons pas tout camarades, la polémique est une chose, la fraternité entre camarades en est une autre, on s'affronte sur des idées, c'est normal, naturel et salutaire, mais on se retouve pour combattre ensemble, si ce n'est pas le cas, c'est parce qu'il y a parmi nos dirigeants certains qui y trouvent leur compte. Je présente l'affreux défaut d'avoir confiance en la capacité des militants à faire la part des choses, je l'assume parce que je ne vois pas quelle autre attitude adopter quand on prétend ne rien avoir à cacher ou n'agir sous l'emprise d'aucun intérêt particulier. Qu'on se comprenne bien, si je critique le comportement de certains militants, c'est parce que j'ai une profonde estime pour eux, sinon je ne me le permettrais pas, à l'exception de ceux qui m'insultent ou me harcèlent sur Internet dans le seul but de me faire taire.

Ma situation n'a rien à voir avec celle des militants isolés dont j'ai parlés, je suis irrécupérable (je plaisante !), je leur adresse ainsi qu'aux autres mes sincères et fraternelles salutations communistes.

L'imposture.

Martine Aubry au micro d'Europe 1 hier matin : "*Ce système nous a amené dans le mur, alors changeons de système*". (lepost.fr 16.08)

Changez le "*système*", rien de moins ! Mitterrand nous avait fait le même coup avant 81, ceux qui avaient appelé à voter pour lui dès le premier tour vont-il récidiver, vont-ils enfin reconnaître leur grossière erreur ? Après l'avoir couverte, que dis-je, entretenue quotidiennement pendant 30 ans, pensez-vous sérieusement qu'ils en seraient enfin capables ?

En vieillissant on retombe souvent en enfance, alors de là à entretenir plus ou moins consciemment, plus ou moins honnêtement une certaine forme de naïveté sans que cela réclame aucun effort il n'y a qu'un pas, on ne se fait aucune illusion sur la réponse à cette question, hélas !

Réaction de réactionnaires.

Entretien d'Aurélie Trouvé, coprésidente de l'association Attac, au portail du journal *Le Monde* (lemonde.fr du 16.08), après la rencontre hier entre Sarkozy et Merkel à Paris, extrait.

- "*Nous sommes évidemment satisfaits, c'est une victoire du point de vue du débat d'idées : il y a peu, on passait pour des idéalistes ou des révolutionnaires*", ah bon, auprès des naïfs, des ignorants, maintenant que le masque est tombé, si vous n'êtes pas des "*idéalistes ou des révolutionnaires*", c'est que vous êtes forcément des réactionnaires !

Car voyez-vous "*Aujourd'hui, la proposition de taxer les flux financiers est reprise par la plupart des responsables politiques* et pas seulement, qui doivent être de véritables révolutionnaires version Attac, par exemple à l'instar de Warren Buffett, le milliardaire américain (lire plus loin), Maurice Lévy, le patron de Publicis qui a écrit dans les colonnes du journal *Le Monde* paru hier "*Il me paraît indispensable que l'effort de solidarité passe d'abord par ceux que le sort a préservés. Oui, une contribution des plus riches s'impose.*", ou encore Silvio Berlusconi qui "a décidé d'augmenter de 5 % les impôts de ses concitoyens dont les revenus dépassent 90 000 euros, et de 10 % les revenus de plus de 150 000 euros" (lemonde.fr 16.08), une tel élan de générosité est bouleversant...

Au fait, les mêmes n'ont toujours pas trouvé les 1,6 milliards de dollars indispensables pour empêcher que des millions de Somaliens crèvent de faim, chut, vous ne voyez pas qu'Aurélie Trouvé défend le bout de gras des petits-bourgeois qui vivent mal la baisse de leur niveau de vie, enfin, un peu de dignité s'il vous plaît, laissez-nous savourer et digérer en paix cette bonne nouvelle venue de Sarkozy et Merkel !

Ils ne sont quand même pas au bout de leur peine avec cette histoire de taxation des transactions financières, la preuve "*Il y a donc des avancées dans le discours (de Sarkozy - Ndlr), et tant mieux, mais nous devons rester très vigilants*", pas de doute, Sarkozy est bien leur mentor pour le garder sous surveillance !

Si vous aviez des doutes sur les véritables intentions de ces "révolutionnaires", en aviez-vous sur l'UE et l'ONU, non, c'était une erreur, foi d'Attac "*Enfin, nous défendons une taxe au niveau mondial, gérée par l'ONU, pas simplement au niveau de l'Union européenne*, cela tombe bien ils reparlent d'une nouvelle "*taxe carbone*" et du relèvement d'une autre taxe quand cela n'a pas déjà été fait, la TVA, au nom de l'équité cela va de soi, riches et pauvres sont égaux de par leurs conditions d'existence, qui en douterait franchement ?

Attac nous donne particulièrement envie de gerber, parce que leurs dirigeants feignent l'ignorance ou le crétinisme pour mieux colporter des illusions auprès de la jeunesse et la manipuler pour le compte du capitalisme qu'ils prétendent combattre, en voici un exemple éclatant "*Surtout, il faut coupler cette proposition à d'autres, qui sont indispensables, comme la très forte régulation ou la suppression des paradis fiscaux*", alors qu'ils sont intégrés à l'UE (Luxembourg, la City de Londres) et à l'ONU, excusez-moi, j'avais oublié qu'elle venait juste de s'en remettre à ces institutions internationales du capital, où ai-je la tête !

Attac pour la rupture avec l'Union européenne, mais vous n'y pensez pas, ils en sont de farouches partisans "*Au niveau européen, les recettes de cette taxe devront [approvisionner] le budget commun de l'Union.*", non mais alors !

En réalité Attac, fer de lance des altermondialistes, c'est la réaction sur toute la ligne. Attac soutient cette proposition de taxe reprise par Sarkozy, sauf "*Si c'est pour continuer à sauver les banques sans contrepartie, à mettre en place des plans d'austérité, cela n'aura rien résolu.* ", car voyez-vous Sarkozy pourrait avoir la bonté de faire autre chose, par exemple sauver les travailleurs et non les banquiers, et notez bien qu'elle n'est pas contre le principe des plans d'austérité, à condition qu'ils soient efficaces, pour qui, pour ceux qu'ils vont brutalement frappés, de préférence toujours les mêmes, les travailleurs et non les nantis de la finance, elle s'en fout et poursuit en feignant la crédulité "*On restera dans un circuit clos, on prélèvera au système bancaire et financier pour lui reverser le produit de cette taxe*", non, sans blague, à quoi servent donc déjà les plans d'austérité ?

Il ne faut surtout pas prendre au premier degré leurs discours, sinon on pourrait se tromper lourdement sur ce qu'ils sont véritablement. Elle commence par légitimer Sarkozy et Merkel, l'UE et l'ONU, une fois que ce message est passé et que le plus gros du boulot est fait, il ne reste plus qu'à masquer la soumission d'Attac au capital pour apparaître ou plutôt se présenter comme des anticapitalistes, il est donc logique qu'elle termine en fustigeant les plans d'austérité, une méthode bien rodée.

Le "***miracle***" allemand par Bayrou dans un entretien à ***L'Express*** hier.

- "*Les Allemands ont accepté la mondialisation, assoupli le marché du travail, puissamment incité à l'emploi, certes avec une période de modération salariale, mais les salaires allemands sont toujours supérieurs aux salaires français. L'Agenda 2010, le plan du chancelier social-démocrate Schröder, a été combattu par la gauche de la gauche. Il a été réalisé par Angela Merkel grâce à une majorité centrale, centre gauche-centre droit, la grande coalition CDU-SPD. Aujourd'hui, c'est un pays en excédent qui gagne sur tous les marchés, et le chômage y a disparu.* " (lexpress.fr 16.08)

Je vous fais grâce de la suite sur le plan social, on devrait dire antisocial car elle est calquée sur les propositions de la Droite populaire de l'UMP, l'extreme droite du parti du même nom.

Le comble du cynisme par le milliardaire Warren Buffett, dans une tribune au ***New York Times***, le 15 août.

- "*Mes amis milliardaires et moi-même avons trop longtemps été gâtés. Nous, les mégariches, continuons de bénéficier d'exemptions fiscales extraordinaires. Notre gouvernement (doit) s'atteler sérieusement au partage des sacrifices.*" (liberation.fr 16.08)

Quand ils ont "***peur***" de "***briser***" leur jouet !

- Le directeur général de Starbucks (première chaîne mondiale de cafés) engrange les soutiens après son appel en faveur d'une suspension des dons d'argent aux hommes politiques américains jusqu'à ce qu'un accord "*équitable*" soit trouvé entre démocrates et républicains sur la dette et le budget.

"*Des niveaux records de trésorerie s'amoncellent dans les entreprises, inutilisés*", souligne le dirigeant de Starbucks. "*La seule façon d'interrompre ce cercle de peur est de le briser*". (Reuters 16.08)

On se disait bien que le fric était passé quelque part... Ils se plaignent d'en avoir trop, en voilà un sacré malheur !

Politique

France.

Vendredi *Le Monde* révélait qu'un certain nombre de dirigeants s'était réuni autour de Nicolas Sarkozy pour réfléchir aux meilleurs moyens d'assurer sa réélection. Rien d'étonnant à cela, de tout temps les élus se sont entourés de grands patrons pour préparer les campagnes.

Plus étonnante est la composition de cet aréopage. Derrière Jean-René Fourtou, président de Vivendi et leader de l'équipe, Michel Pébereau, PDG de BNP-Paribas, et Alain Carignon, ancien ministre sous Balladur. Mais aussi, et c'est là que la nouvelle a de quoi surprendre, Etienne Mougeotte, directeur de la rédaction du *Figaro*, et Gérard Carreyrou, éditorialiste à *France Soir*.

Les deux journalistes n'ont jamais caché une proximité d'idées avec le chef de l'Etat, mais cette fois-ci, ils font clairement partie d'un groupe, dont le seul objectif est la réélection de leur poulain. (lexpress.fr 18.07)

A L'Express, les néoconservateurs avant l'heure sont jaloux ! Ne vous faites pas de bile, il y en aura pour tout le monde !

UE

Paris et Berlin ont proposé mardi la création d'un gouvernement économique de la zone euro ainsi que l'adoption, par tous les pays de la monnaie unique, d'une "*règle d'or*" de bonne gestion de leurs finances publiques.

Le gouvernement politique de la zone euro envisagé par la France et l'Allemagne prendra la forme de sommets réguliers des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réuniront deux fois par an "*et plus si nécessaire*".

Ils seront animés par un président élu pour deux ans et demi, les deux pays proposent que le Belge Herman van Rompuy, actuel président du Conseil européen, assume cette fonction.

Parallèlement, ils prônent l'adoption par les Dix-Sept de règles contraignantes sur le retour à l'équilibre de leurs finances publiques sur le type du "*frein à la dette*" inscrit dans la Constitution allemande ou de la "*règle d'or*" envisagée par le gouvernement français.

L'horizon retenu pour cette mesure est la mi-2012.

Nicolas Sarkozy a indiqué que si un consensus politique n'était pas trouvé en vue de son adoption en France, qui passe par un vote du Congrès, un objectif difficile à atteindre vu l'opposition des socialistes, le dernier mot en reviendrait aux électeurs lors de la présidentielle.

Ces propositions franco-allemandes figureront dans une lettre adressée dès mercredi à Herman van Rompuy en vue de la préparation d'un Conseil européen prévu en octobre. (Reuters 16.07)

Comme c'est étrange, on dirait que ce sont les chefs d'Etat qui décident de tout au sein de cette institution supranationale et antidémocratique, et que la Commission européenne et le Parlement européen ne sont que des marionnettes entre leurs mains destinées à légitimer leurs décisions, non ?

Justice

1- Grande-Bretagne

Deux jeunes hommes ont été condamnés, mardi 16 août, en Grande-Bretagne, à quatre ans de prison pour incitation aux troubles via les réseaux sociaux. Lors des émeutes qui ont sévi dans le pays la semaine dernière, Jordan Blackshaw, 20 ans, avait créé un événement sur Facebook intitulé '*Détruire la ville de Northwich*' (nord-ouest de l'Angleterre). Selon le procureur Martin McRobb, la page avait été créée le 9 août.

Le deuxième accusé, Perry Sutcliffe-Keenan, 22 ans, avait, lui, incité à une émeute dans son quartier à Warrington (nord-ouest de l'Angleterre), en ouvrant une page Facebook appelée '*Organisons une émeute*'. Les deux jeunes hommes ont '*utilisé Facebook pour organiser et orchestrer des troubles graves au moment où de tels incidents se produisaient dans d'autres régions du pays*', a déclaré le procureur devant le tribunal de Chester, dans le nord-ouest de l'Angleterre.

La police a agi '*rapidement pour fermer ces sites et s'assurer que personne ne participe à ces événements planifiés. Cependant, ces messages ont provoqué une panique considérable et un sentiment de révolte au sein des quartiers*', a-t-il affirmé. '*Si l'on se souvient dans quelle mesure la technologie a été utilisée pour inciter les gens à commettre des actes criminels [lors des émeutes la semaine dernière dans le pays], il est aisé de comprendre*' pourquoi les deux suspects se sont vu infliger une peine de quatre ans de prison, a estimé l'un des responsables de la police locale, Phil Thompson. (lemonde.fr 16.08)

Demain, ils prendront les mêmes mesures envers ceux qui appelleront à se soulever contre les institutions. La justice d'un régime qui a réduit des couches entières de la classe ouvrière à la misère et les a conduites au désespoir n'a aucune légitimité pour juger les actes que certains de ses membres pourraient commettre. On ne leur demandera pas de juger les responsables de leurs conditions de vie misérable : les voyous de l'aristocratie financière, le prolétariat révolutionnaire s'en chargera le moment venu.

Commentaire d'internaute

- "Par contre les banquiers qui créent cette misère sont toujours en liberté et s'en mettent plein les poches ..."

- "Si deux petits amateurs de FaceBook ont ce pouvoir qu'en est-il des médias qui prêchent les guerres justes: Iraq, Serbie, Afghanistan ..."

2- Algérie

La plupart des médias algériens font librement mention de l'affaire et pourtant, le cas de Bayrem Ben Kilani, alias «*Bendir Man*» n'est pas anodin. Le chanteur tunisien, connu pour ses chansons souvent satiriques à l'égard du régime dictatorial de Ben Ali a été expulsé du territoire algérien le dimanche 14 août.

Les raisons données par les autorités algériennes: avoir voulu exporter, ni plus ni moins, «*la révolution tunisienne*», relate le site *Dernières Nouvelles d'Algérie*. Lors de son concert jeudi 13 août à Alger, le chanteur a laissé échapper à une foule en délire une phrase «*révolutionnaire*» en dédiant sa chanson 99% chaâba dimokratia (à 99% la démocratie du peuple) à tous «*les dictateurs arabes, comme celui que nous avions en Tunisie et que vous avez à présent*».

Cette pique, adressée directement au président algérien Abdelaziz Bouteflika lui a valu d'être interrompu en plein milieu de son concert à Bejaïa le lendemain pour être dirigé vers l'aéroport d'Alger et sévèrement réprimandé. Le gouvernement n'a pas apprécié qu'un étranger parle ainsi du pays qui a pourtant lui aussi connu un soulèvement populaire en janvier. (slatee.fr 16.08)

La liberté d'expression demeure très limitée en Algérie. On peut s'interroger sur la nature des partis dont les dirigeants apparemment ne doivent pas prononcer un mot plus haut que son altesse Abdelaziz Bouteflika pour avoir ses faveurs... De nos jours, il est de bon ton de ne pas se poser ce genre de questions, les principes ça va ça vient vous savez, on s'en fout, désolé, pas nous !

Haut de page

Le 18 août

Complément de fin de matinée (ici).

J'ai ajouté quelques articles sur la Libye dont la Constitution rédigé par le CNT. Dans l'article I, il est dit que : "*La Libye est un Etat démocratique indépendant ou tous les pouvoirs dépendent du peuple. Tripoli est la capitale, l'Islam est la religion, la Chariaa Islamique est la source principale de la législation.*"

Comment est-il possible de prétendre qu'un Etat s'inspirant de la "Chariaa islamique" pourrait être démocratique ? Inutile de poser la question à Sarkozy ou B-H Lévy, ils ne savent pas eux-mêmes ce que signifie le mot démocratie ! Je n'ai pas le temps de commenter ce document.

La causerie du matin.

La question de la dette publique pose directement la question de l'Etat, la soumission du gouvernement et des institutions devant les marchés financiers pose directement la question du pouvoir, qui détient le pouvoir. Question : pourquoi aucun parti ne la pose-t-il pas directement puisqu'elle est à l'ordre du jour ? Le parti qu'il nous faut construire n'aurait-il pas pour tâche de régler cette question en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat ? La mobilisation révolutionnaire du prolétariat n'aura-t-elle pas pour tâche de liquider l'Etat des capitalistes et de fonder les piliers d'un nouvel Etat social ou socialiste ? Quel parti combat pour prendre le pouvoir ? Aucun. Ceci n'expliquerait-il pas cela ?

C'est marrant, j'ai cru comprendre que tous les partis UMP, MoDem, PS, PRG, MRC, EE- Les Verts, le PCF, le PG, etc. prétendaient gouverner, se battaient pour gouverner, vous m'arrêtez si je me trompe, mais le POI, le NPA et LO ne combattent pas pour cet objectif, le pouvoir ne les intéresse pas, la question de l'Etat est subsidiaire, en option, accessoire en quelque sorte, ainsi aux yeux des travailleurs ils font figure de figurants, d'aiguillons, de seconds couteaux, de contestataires impuissants, d'opposants désarmés ou en manque d'inspiration, d'appendices ou de béquilles à ce que certains appellent encore la gauche qu'ils critiquent violemment, sans toutefois être capables de proposer une alternative sérieuse et cohérente à l'Etat, au capitalisme en dehors de mots d'ordre ou d'arguments à l'emporte-pièce, qui ne convainquent personne ou presque ou n'inspirent pas vraiment confiance.

A quoi bon se casser la tête à développer des arguments en lesquels on ne croit pas soi-même, vaut mieux laisser planer le mystère sur ses réelles intentions, ainsi chacun peut y fourrer ce qu'il veut, c'est pratique et cela marche suffisamment pour continuer à exister, n'est-ce pas l'essentiel pour eux au bout du compte ? Pourquoi des travailleurs et des militants n'auraient-il pas le droit de le penser, après tout c'est leur attitude qui conduit à cette conclusion, non ?

On cherche à comprendre.

La "troïka" (le FMI, la BCE et la Commission européenne), ce n'est pas l'arbre qui cache la forêt mais l'inverse : l'Etat.

Quand la question de la Constitution était posée en 2005, personne n'a voulu la poser. Quand une avalanche de fermeture d'entreprises a eu lieu au cours des années précédentes, personne n'a voulu poser la question de l'expropriation des patrons et actionnaires. Aujourd'hui c'est la question de l'Etat qui est à l'ordre du jour et voilà que personne ne veut la poser non plus. Vous ne trouvez pas que cela commence à faire beaucoup de questions d'actualité que ces partis s'abstiennent de poser ou à côté desquelles ils passent délibérément ? Ils vous répondront que c'est des calomnies et qu'ils la posent tous à leur manière, sans doute, jamais aussi précisément et c'est là qu'est le problème, sans convaincre personne apparemment.

Leur devoir ne serait-il pas de fournir aux travailleurs une orientation politique correcte à leurs combats et de préciser les tâches qu'ils devraient (en principe) accomplir dans une telle situation ? Ils vous rétorqueront sans doute que la majorité des travailleurs n'est pas prête à entendre un tel discours, car voyez-vous il faudrait attendre que d'eux-mêmes ils développent une orientation politique correcte et soient en mesure de décider eux-mêmes quelles tâches accomplir pour leur proposer, on ne sait pas par quel miracle ils s'élèveraient d'eux-mêmes au niveau du programme de la révolution socialiste, mais ils ne sont pas à une contradiction près, donc en fait d'avant-garde ces partis pour ne pas se mouiller préfèrent marcher prudemment derrière les masses et se destinent au mieux à prendre le train en marche, attention tout de même de ne pas rater la marche !

Alors quand on brise ce consensus, on passe forcément aux yeux de certains militants pour des troubles fêtes, des farfelus qui ne savent pas de quoi ils causent, des esprits simplistes, bref, de vulgaires gauchistes qui veulent forcer le cours des choses.

Voyez où ils en sont arrivés, la dette, l'austérité, ils n'ont que ces mots là à la bouche, mais dites-leur qu'elles sont imposées par l'Etat comme forme juridique du pouvoir de la classe des capitalistes et il n'y a plus personne pour reprendre à son compte cette vérité qui saute pourtant aux yeux, tenez, au point que M. Aubry et E. Joly se sont sentis obligées d'affirmer qu'il fallait changer ou modifier le système, quel système sinon celui qui régit tous les rapports dans la société, celui des rapports de production basés sur la propriétété privée des moyens de production auxquels elles ne toucheront pas évidemment. Il se trouve même des "*mégariches*", l'expression est de Waren Buffet, pour se plaindre que l'Etat ne les taxent pas suffisamment, comment l'Etat, eux aussi ils en parlent, absolument, dans ces termes, et nous nous devrions nous en priver, comment comprendre ?

Il n'y a pas à chercher bien loin pour comprendre, voyez le rôle et la place que les dirigeants réservent à leur parti (au cours de la révolution) et vous aurez tout compris, selon nous. Voyez aussi le type de parti qu'ils entendent construire et comparez-le au seul parti ouvrier révolutionnaire qui a pris le pouvoir au cours du XXe siècle et les choses vous paraîtront soudain plus claires.

Je vais vous avouer un truc, je ne vois pas l'intérêt d'adhérer à un parti qui ne combat pas pour prendre le pouvoir, qui ne l'affiche pas, je me dis qu'il doit combattre pour porter au pouvoir un ou des partis qui n'ont pas le même programme ou ne défendent pas les mêmes idées, sinon ce parti n'aurait aucune raison d'exister, et comme je me suis tourné vers ce parti parce que je ne me reconnaissais pas dans les autres partis, si maintenant je m'apercevais qu'il roulait en fait pour d'autres partis ou je ne sais quoi, j'en déduirais que ma place n'est pas dans ce parti. A quoi bon rejoindre un parti faible et sans moyens et qui entend le demeurer, ultra minoritaire, marginal, inconnu du plus grand nombre et qui entend le rester, après tout si c'est simplement pour faire avancer des idées, il existe bien d'autres structures toutes aussi efficaces ou mieux encore parfois... Combien de travailleurs ou militants se font-ils cette réflexion ?

L'Etat est à la question qui fâche, elle pose la question du financement des syndicats que personne non plus ne veut aborder, à croire que le mouvement ouvrier est bourré de tabous ! C'est dans la fonction publique que l'on trouve la plus grande concentration de syndiqués et de militants des partis ouvriers, or les fonctionnaires ont précisément l'Etat comme employeur, remettre en cause l'Etat c'est donc à la fois remettre en cause leur employeur et le fond de commerce des partis ouvriers pour ne pas dire l'existence de ces partis eux-mêmes. Ceci pourrait expliquer cela, non ?

Il est vrai qu'il faut un certain courage pour expliquer aux fonctionnaires qu'il faut détruire l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui pour le remplacer par un Etat ouvrier ou social, ils ne pourraiient retenir que votre première proposition et vous tournez le dos. Cela devrait pourtant faire partie du combat syndical que d'aider les fonctionnaires à comprendre la place et le rôle de l'Etat pour qu'ils s'en détachent. La solution de facilité consiste à ne rien en dire et se contenter de revendications alimentaires sur lesquelles ils se mobilisent volontiers, ainsi le syndicalisme se maintient en vie artificiellement sur des bases pourries, qui s'en préoccupe franchement. Et quand un mouvement social d'envergure prend forme, on s'étonne ensuite de la tournure qu'il prend, sans blague, cela n'était-il pas prévisible, chut !

On sait que la survie du régime repose sur l'ignorance des travailleurs. Question : l'obstacle des appareils qu'on nous sert à toutes les sauces mais qui est bien réel, est-il à l'origine de l'ignorance des masses ou en est-il plutôt la conséquence d'après vous ? La soumision des masses au capitalisme et aux institutions est-elle la cause ou la conséquence de leur ignorance ? Ce qui apparaît au grand jour ce sont les conséquences et non les causes de la crise du capitalisme (en temps normal, mais nous ne sommes plus dans cette situation), donc il est normal de partir des conséquences ou de les traiter en priorité, d'accord, mais si on se borne à cela, les travailleurs ignoreront toujours les causes de leur situation et ils ne pourront jamais les combattre, au bout du compte ils

ne progresseront jamais, chaque bataille sera vécue comme un éternel recommencement, un processus sans fin qui ne remettra jamais en cause les fondements du capitalisme, rien ne changera fondamentalement, c'est la définition même du réformisme qui s'accommode du capitalisme.

Quand je tombe malade, je me soigne pour recouvrer la santé, mais ce qui m'intéresse avant tout c'est de savoir pourquoi pour ne pas retombé malade une autre fois pour la même cause, je trouverais cela stupide et inutile, pas vous ? Je suis un très mauvais consommateur et l'exemple type du mauvais client pour les trusts pharmaceutiques, je l'assume. Cette prise de conscience n'a rien d'extraordinaire, pourquoi alors ne devrait-on pas procéder de la même manière (dialectique) dans tous les domaines de l'existence, y compris la lutte des classes ?

Mimétisme dans la démagogie

Avant-hier Aubry affirmait qu'on allait voir ce qu'on allait voir et qu'avec elle le "*système*" allait changer, et le lendemain c'est au tour d'Eva Joly dans un entretien au *Monde* d'estimer que "*le moment est venu de dire aux citoyens que le système n'est pas nécessairement ainsi*". (lemonde.fr 17.08)

S'ils en arrivent à dire qu'il faut changer le système, c'est peut-être parce que cette question commence à tarauder sérieusement un nombre de plus en plus important de travailleurs dans le pays, ce serait bien la question à l'ordre du jour, non ? Le système, c'est le capitalisme, la seule alternative c'est le socialisme, il faudrait peut-être l'expliquer aux travailleurs, non ? Leur expliquer en quoi cela consiste au juste et ne pas se contenter de grands discours lénifiants sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Politique

France.

1- En famille. Comment légitimer l'austérité, mode d'emploi syndical.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a demandé au gouvernement d'organiser, «*dans les jours qui viennent, un sommet social* » , pour évoquer les nouvelles mesures d'austérité qui seront dévoilées le 24 août. Pour le leader syndical, il serait «*aberrant*» que le gouvernement décide seul de mesures touchant les salariés. Le dirigeant de la CFDT a insisté sur la nécessité de diminuer les déficits publics tout "*en maintenant la croissance et en soutenant l'emploi*".

Il s'est entretenu, dans la matinée, avec la présidente du Medef, Laurence Parisot, qui s'est dite favorable, elle aussi, à l'idée d'organiser prochainement un sommet social pour aborder les sujets de la rentrée.

En réponse, Matignon a fait savoir que le premier ministre François Fillon s'entretiendrait «*dans les tout prochains*» jours avec les principaux dirigeants syndicaux, de façon bilatérale. Au menu des discussions: les mesures d'austérité qui seront annoncées le 24 août. Il fera avec eux «*un tour d'horizon*» des sujets économiques et sociaux, a indiqué Matignon à l'AFP. (lefigaro.fr et lemonde.fr 17.08)

2- PS. Sur les traces de Sarkozy

«*Le prochain président de la République (…) aura trois défis à relever: le rééquilibrage des finances publiques, le rétablissement d'une offre compétitive, la réduction des inégalités*», juge l'ex-premier secrétaire du PS François Hollande, dans une tribune publiée jerudi dans le Nouvel Observateur.

Vous paierez davantage :

«*Je veux dire la vérité aux Français. A court terme, un effort devra être consenti*», et celui-ci «*ne pourra se résumer à un concours Lépine sur la réduction des niches fiscales. Il appellera une révision de l'ensemble de nos prélèvements*», plaide M. Hollande.

Patrons : cadeaux :

«*L'abaissement de moitié de l'impôt sur les sociétés pour les très petites entreprises*» est, selon Michel Sapin, proche de François Hollande, une déclinaison de la proposition PS de «*moduler l'impôt sur les sociétés*» en fonction de la direction prise par les bénéfices.

Surtout ne pas «*alourdir le coût du travail*» :

Enfin, préconisation personnelle, il suggère «*un basculement des cotisations patronales de la branche famille vers des prélèvements d'Etat*», ce qui passerait «*notamment par la fiscalité écologique*», afin de ne pas davantage «*alourdir le coût du travail*».

L'os à ronger, l'enfumoir, promesse trompeuse :

«*Pour soutenir la demande, la réduction des inégalités demeure un levier pertinent*», ajoute le député PS.

D'après lui, «*il s'agit d'engager une redistribution en faveur des salariés et des familles au détriment des plus hauts revenus et des fortunes les plus importantes*». (liberation.fr 17.08)

Social

France.

Le coût de la rentrée scolaire est en hausse cette année de 6,8% avec un montant moyen de 187 euros, une augmentation surtout imputable à la flambée du prix de la pâte à papier, selon la fédération Familles de France.

Les prix en hypermarchés (+8,43 %) augmentent plus vite que dans les supermarchés (+4,79%) et dans les magasins spécialisés (+6,48%), dit-elle dans son rapport annuel. (20minutes.fr 17.08)

Haut de page

Le 19 août

Le gros titre d'*Informations ouvrières* cette semaine (n°162) : "*Garder la note "AAA" de la France dictée par les capitalistes, c'est : Austérité, Austérité, Austérité*" et la perdre également ! Nous voilà bien avancés !

Qui accepte de soumettre la politique monétaire du pays à la BCE, d'emprunter aux marché financiers ? Qui est le complice des agences de notation ? Qui négocie au niveau européen l'attitude à adopter face aux marchés financiers ? Qui a décidé d'exonérer les entreprises de cotisations sociales, de réduire l'impôt sur les bénéfices des sociétés, etc. ? Qui décide cette politique d'austérité ? Qui décide que ce sont les travailleurs qui doivent payer les dettes des capitalistes ? Qui sinon Sarkozy et son gouvernement, l'Etat et ses représentants.

Dès lors, le combat politique ne devrait-il pas se concentrer contre l'Etat et ses représentants et poser la question d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'un Etat social ? Le POI répond négativement à cette question et au même moment les dirigeants syndicaux se disent prêts à rencontrer le plus haut représentant de l'Etat, Sarkozy, histoire de légitimer les mesures qu'il annoncera le 24 août.

A des degrés divers, chacun évite soigneusement de s'attaquer au régime. Tout le reste n'est que du baratin.

On ne saurait pas lire, on chercherait à nuire à tout prix à un parti en particulier, nous affirmons qu'à aucun moment la politique du POI n'est tournée contre le régime, vérifions-le.

Extrait de l'appel lancé le 2 juillet par 160 syndicalistes et élus (IO n°162 page 2)

- "*Il n'est pas possible d'accepter la politique que veut imposer la "troïka" (FMI, BCE, UE)*."

- "*Il revient au mouvement ouvrier de s'unir au-delà des divergences compréhensibles pour refuser les diktats de l'Union européenne.*"

- "*Sur ces bases, et face à la soumission des partis politiques liés à l'Union européenne, il revient aux travailleurs et aux militants qui partagent ces objectifs de se regrouper.*"

Ne cherchez pas l'Etat et ses représentants, ils n'y figurent pas, leur responsabilité ne doit pas être mise en cause ou à la marge seulement, et quand les partis politiques sont cités, c'est encore pour diriger les travailleurs et les militants vers l'UE et non contre l'Etat, nous ne sommes pas dupes.

Dans ces conditions à quoi bon mettre en ligne des pages de l'hebdomadaire du POI si l'on doit passer son temps à commenter chaque page ou presque pour débusquer les illusions que colportent ce parti. Vous vous intéressez à l'activité des

militants du POI, à la vie de ce parti, pas de bol, circulez il n'y a rien à voir, si vous avez loupé les pages de la rubrique intitulée *Vie du parti* des sept derniers numéros vous n'avez rien perdu, car en dehors d'un article minuscule d'un militant dans le n°159, ces pages étaient consacrées exclusivement aux élus le plus souvent de communes rurales, à croire que la vie de ce parti se réduit aux états d'âme de "républicains", "démocrates" et autres élus de "tous bords" politiques. Vous me direz que du côté du NPA et LO ce n'est pas mieux, entre croisière en Méditerranée (Besancenot) et fêtes on n'a que l'embarras du choix pour se distraire !

Nous ne sommes pas contre le fait d'associer au combat politique des militants de sensibilités différentes, tout dépend dans quel cadre et perspective on l'envisage. Je ne vais décryter ici chaque article, tenez, en faisant défiler ce journal à l'écran je m'arrête sur un article signé D. Shapira, le titre *Les propositions de Martine Aubry "contre la dette"*, après avoir démontré qu'elle n'avait pas l'intention de remettre en cause la dictature des marchés financiers auxquels elle se soumet, il conclut en écrivant "*Il ne saurait y avoir de véritable solution pour la classe ouvrière en acceptant la loi d'airain des 3 % de déficits publics édictés par le traité de Maastricht… rédigé par Jacques Delors, père et conseiller de Martine Aubry* patati patata.

Question : Depuis quand la classe ouvrière manifesterait-elle sa confiance envers le PS pour mener une autre politique que celle de Sarkozy, j'entends sur les questions fondamentales qui la concerne ? Vous n'aviez pas compris comme moi que depuis longtemps ses illusions dans ce parti s'étaient envolées ? Apparemment non, à moins que ce ne soient celles de l'auteur qui se manifestent ici.

Bref, tout cela pour terminer sur ce constat qui pourrait laisser penser à des esprits naïfs ou un peu faibles, c'est-à-dire l'immense majorité des travailleurs et militants de ce pays bourrés d'illusions et baignant dans l'ignorance il ne faut pas l'oublier, étant donné que cet article était consacré au PS et à l'une de ses dirigeantes, implicitement et sournoisement que les travailleurs seraient en droit d'attendre une autre attitude du PS, que ce parti pourrait développer une autre politique que celle du capital auquel il s'est vendu corps et âme il y a près d'un siècle. Chaque fois que les dirigeants du POI publient un article sur le PS, ils critiquent sa politique, violemment parfois, mais ils s'emploient à épargner ce parti en tant que tel, c'est une constante chez eux, leur "*règle d'or*" pour ainsi dire, le PS est un parti ouvrier qu'on se le dise camarades.

Après tout, peut-être que cet article, tout comme ce journal, ne s'adressait pas à la classe ouvrière, ils viseraient plutôt les petits-bourgeois et l'aristocratie ouvrière qui lorgent du côté du PS pour garantir leur niveau de vie à partir de 2012, ce qui expliquerait le flottement ou le doux parfum d'illusion qui règne à la fin. Le fond de commerce du POI, les murs inclus !

Quand on lit un article, on doit se demander qui l'a rédigé, à qui s'adresse-t-il, ne pas se fier forcément aux indications fournies par son auteur, de quoi parle-t-il, à quel moment a-t-il été rédigé ou dans quel contexte, celui de l'auteur, celui des acteurs dont il parle dans son article, etc.

Une fois que vous avez bien cerné tous ces éléments, vous êtes en mesure de le lire et de l'interpréter avec une source d'erreur proche de zéro, vous pouvez déterminer les intentions de son auteur ou dans quelle direction il voulait vous entraîner, dans le cas contraire vous serez plus ou moins manipulé, sans que l'auteur y soit forcément pour quelque chose il faut préciser, soyons honnête et modeste, cela nous arrive plus souvent qu'on veut bien le croire, car nous n'avons pas le temps de lire aussi attentivement tout ce qui nous passe sous les yeux, ou parfois il nous manque des éléments pour analyser à fond un article ou une situation, on en a eu des exemples récemment à propos de la Libye ou de la Syrie notamment.

En lisant cet article, ce qui m'a sauté aux yeux c'est le titre et la dernière phrase, le lien insupportable entre le PS et la classe ouvrière, qui, s'il n'était pas brisé, on s'emploierait de toutes nos forces à le briser. Le contenu pouvait aussi faire sursauter à plusieurs endroits un lecteur attentif par les postures et les expresssions employées par son auteur et le mettre sur la bonne piste pour l'interpréter correctement, selon moi et les éléments sur lesquels repose ma critique, ensuite c'est à chacun de se faire sa propre idée.

Encore un mot, parce que ce genre d'exercices, quand on a saisi la méthode, permet de faire de réels progrès en lecture. En politique du même coup.

L'auteur s'est employé à montrer plus qu'à démontrer, que les propositions d'Aubry étaient bidons ou collaient à la politique de l'épileptique du Palais, franchement, pouvait-on s'attendre à autre chose de sa part (d'Aubry) ? C'est comme si l'auteur s'était employé à enfoncer des portes ouvertes ou à parler pour ne rien dire ou noircir du papier. Puisque cet exercice ne le rebute pas, poursuivons dans cette voie.

Pourquoi à l'opposé n'a-t-il terminé son article en disant qu'il n'y avait rien à attendre de ce parti au lieu d'affirmer qu' "*il ne saurait y avoir de véritable solution pour la classe ouvrière* avec la mise en oeuvre des propositions d'Aubry ? S'il l'avait fait, à qui se serait-il adressé alors ? Pas aux militants sensés des différents partis qui savent à quoi s'en tenir avec le PS, pas à la majorité des travailleurs qui le savent également, pas aux travailleurs complètement arriérés qui ne doivent pas être les destinataires privilégiés de ce journal, à qui sinon aux électeurs potentiels du PS dont il a été question plus haut, aux adhérents, aux sympathisans, aux élus du PS.

C'est parfaitement son droit évidemment, la question n'est pas là, c'était juste pour montrer à qui s'adressait le POI, certainement pas

à la classe ouvrière en général ou à ses couches les plus avancées, quel genre de militants il entendait recruter, quel type de parti ses dirigeants entendaient construire et au-delà à qui s'adressait sa politique, pour qui la ligne politique du POI avait été forgée, des gens forcément bourrés d'illusions, qui ne doivent pas être vraiment des révolutionnaires dans l'âme ou alors malheureux, il nous aurait échappé qu'il existait un tel courant au sein du PS...

Question : une telle ligne politique peut-elle être correcte sachant à qui elle s'adresse ? On comprend bien qu'elle doit laisser la porte ouverte à certaines illusions, mais il semblerait que l'appât soit disproportionné par rapport à la taille de sa proie, non ? En trop grand nombre aussi par rapport à la population à capturer et déjà rassasiée, pour ne pas dire un peu grassouillette, vivante de préférence ! Ne faut-il pas craindre que les petits poissons au caractère bien trempé passent leur chemin, finissent par se noyer, prennent la fuite ou le large ?

Passons à autre chose.

Obama, Cameron, Merkel et Sarkozy exigent que les présidents syrien et libyen quittent le pouvoir, de quel droit, ils sont tous minoritaires et illégitimes dans leur pays respectif, les questions syrienne et libyenne sont l'affaire des peuple syrien et libyen !

La question de la dette et la politique d'austérité qui l'accompagne en France (et ailleurs) est l'affaire des travailleurs et leurs organisations et partis qui n'ont pas d'autre alternative que s'organiser et se regrouper dans l'unité pour chasser Sarkozy du pouvoir, liquider les institutions de la Ve République pour mettre en place un Etat social conforme aux besoins et aspirations des masses exploitées, ce qui implique la rupture avec les institutions du capital (UE, FMI, ONU, etc), l'annulation de la dette de l'Etat, l'abolition des privilèges des capitalistes et leur expropriation sans leur verser un centime...

L'arbre qui cache la forêt

Que n'entend-on pas sur la nécessité de "taxer" les plus riches, de "taxer" le capital au même niveau que le travail, de "taxer" les transactions financières, qui sert à camoufler leur refus, quand ils se disent de gauche, de s'attaquer aux fondements du capitalisme, tout comme leurs homogues de droite ils ne font que chercher une solution pour assurer la survie du système économique et rien d'autre.

Cette démarche est d'autant plus grotesque qu'elle s'appuie sur la théorie selon laquelle il existerait des bons et des mauvais riches, ceux qui ne trichent pas et paient beaucoup d'impôts et les petits malins qui se débrouillent pour ne pas en payer ou très peu, ceux qui se sont enrichis en surexploitant les travailleurs et ceux qui se sont enrichis principalement grâce à la spéculation, ou encore les marchés n'en font qu'à leur tête, ce n'est pas bien, alors il faut les réguler, les surveiller, les encadrés, etc, et pour finir c'est le capitalisme qui se conduit comme un sauvage, il vaudrait mieux dire comme un barbare sans foi ni loi, qu'il faudrait réformer, rendre plus humain, dans la même perspective qu'avancée précédemment : faire en sorte que le capitalisme se survive à lui-même.

Dans les deux cas, ils légitiment l'existence du capitalisme à défaut de pouvoir justifier l'exploitation de l'homme pas l'homme dont ils sont des partisans, de l'UMP au Front de gauche en passant par le PS.

- "*Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de "réformes" tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme.*

(...) Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."

(L'impérialisme stade suprême du capitalisme - V. Lénine, 1916)

Vous avez le droit de remplacer Kautsky par Mélenchon, partisan de la BCE et de l'ONU, et qui le revendique.

On pourrait prendre comme métaphore pour illustrer l'évolution et l'effondrement du capitalisme, un immeuble, dont on aurait commencé par enraciner profondément les fondations pour ensuite s'élever toujours plus haut dans le ciel.

Rajoutant des étages supplémentaires après et entre chaque crise, crises de plus en plus rapprochées qui nécessitent d'accélérer la construction de nouveaux étages supplémentaires qui fragilisent de plus en plus tout l'édifice, au point qu'à deux reprises (14-18 et 39-45) pour éviter qu'il ne s'effondre et disparaisse, nous avons dû détruire une partie des étages inférieurs que nous avions construits sans toutefois pouvoir en modifier la base ou les fondations, du coup nous avons repris de plus belle la construction de nouveaux étages sans rien modifier, mais sous le poids de ses habitants de plus en plus nombreux (courbe exponentielle de la démographie mondiale), voilà qu'il tremble sur sa base et s'enfonce dangereusement, inexorablement dans le sol, à un rythme accéléré et risque à nouveau de s'effondrer.

Nous tendons des étais de part et d'autre pour tenter de consolider le bâtiment, mais il menace toujours de s'écrouler, il est décidément trop haut, beaucoup trop lourd, il ne supporte plus toute cette population (7 milliards) qui l'habite, d'autant moins qu'elle prétend avoir des besoins pressants à satisfaire qui représentent un poids insoutenable, la plèbe est décidément bien inconsciente, bien ingrate et mérite amplement le sort que nous lui réservons, difficile de la débarquer en masse d'un coup, impossible de la défenestrer, ils sont trop nombreux les bougres (la majorité des exploités) et nous manquons de bras (l'infime minorité des capitalistes) pour effectuer cette tâche salutaire pour le bien de l'humanité.

Il y aurait bien une autre idée, nous pourrions envisager de détruire à nouveau quelques étages et ses habitants par la même occasion pour soulager les fondements de cette tour infernale, mais elle est tellement fragilisée que cette démolition même minutieusement organisée pourrait tourner au cauchemar, souvenez-vous que la première fois (1917) cela avait mal tourné et nous aurions pu tout perdre, mais que faire d'autres, nous avons tout essayé désespérément sans succès ("réforme" du capitalisme).

Nous sommes face à un affreux dilemme, d'un côté nous devons impérativement continuer sa construction, c'est notre raison d'être (accumulation du capital), d'un autre, nous prenons le risque de devoir à un moment donné démolir des dizaines d'étages dans des conditions qui nous échappent ou que nous ne maîtrisons pas, avouons que cela nous rendrait un fier service pour faire croire au peuple que nous n'y sommes pour rien comme nous l'avons fait avec succès dans le passé (la guerre est due à la fatalité ou le concours de circonstances malheureuses, c'est bien connu), mais l'effondrement de ces étages risquerait cette fois de provoquer une telle onde de chocs, que le sol en tremblerait si fort que les fondements pourraient bien ne pas y résister et que nous soyons impuissants pour y faire face ...

Notre construction est vouée à disparaître pour au moins deux raisons : la première, parce qu'il nous est impossible d'en modifier les fondations (le mode de production), la seconde, parce que nous ne pouvons pas démolir l'ensemble des étages que nous avons construits entre deux crises (les forces productives), du coup, comme si nous devions subir une malédiction pernicieuse ou une terrible fatalité, nous assistons impuissant à l'élévation de cette tour toujours plus haute jusqu'au jour où elle s'écroulera, pas besoin d'être géomètre pour parvenir à cette conclusion.

Les réformistes sont des achitectes de malheur, dans la mesure où ils prétendent qu'en consacrant plus de soin à la construction de chaque étage, l'édifice pourrait supporter un poids toujours supérieur et notre tour s'élever toujours plus haut sans avoir à changer les fondations sur lesquelles elle repose. Par quel miracle ne finirait-elle pas par s'écrouler, cela ils ne le disent pas, et pour cause leur théorie est fondée sur un tas de gravats (deux guerres mondiales) !

Quant aux adeptes de la "démondialisation" qui sont de furieux réactionnaires, leur théorie consisterait à retirer des étages à ce bâtiment sans toucher à ses fondations puisqu'eux-mêmes en tirent profit, afin de le soulager pour éviter qu'il ne s'écroule, et à entasser la plèbe en guenille dans les étages inférieurs, ce qui revient à leur réserver un sort encore pire que celui qu'elle connaît déjà, alors que le poids de l'édifice continuerait de croître jusqu'au jour où le point de rupture de ses fondations serait atteint.

Cela résume bien les choses, non ?

Il faudrait demander aux travailleurs s'ils ont envi de finir un jour enfoui sous les gravats de cette tour ou s'ils préfèrent prendre les choses en mains pour en contruire une autre sur des bases plus solides, plus larges (propriété collective des moyens de production) en se servant des matériaux (le capitalisme) de celle qui menace de s'écrouler à tout moment sur eux et leur pourrit la vie.

Pour expliquer à mon épouse pourquoi le capitalisme est condamné, j'ai employé une métaphore encore plus simple à la portée d'un enfant de 5 ans : tu places dans ta main un poids de 100 grammes, puis tu ajoutes encore 100 grammes et ainsi de suite, à un moment donné tu ne pourras plus supporter ce poids, ta main va être écrasée, c'est pareil avec la pression que représente le développement de la population mondiale (et des forces productives) dont les besoins et même l'existence est incompatible avec la survie du capitalisme, l'enrichissement infini d'une poignée de nantis au détriment du reste du monde.

Politique

France.

Au diable le social, «***l'urgence, aujourd'hui, est financière***» !

Laurence Vichnievsky, porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, estime que «*la réduction de la dette nous oblige à revoir notre projet*», qualifiant de «*lubie*» le retour à la retraite à 60 ans défendu par Eva Joly, des propos qui posent «*souci*» à Cécile Duflot, patronne d'EELV.

«*Aujourd'hui, la réduction de la dette s'impose à nous comme un rappel au principe de réalité. Elle nous oblige à revoir notre projet, non dans ses principes, mais dans sa mise en oeuvre*», écrit Mme Vichnievsky dans une tribune libre parue dans Libération jeudi.

«*Le retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans est une lubie, les créations d'emplois publics doivent être gagées par des suppressions de postes, les investissements publics doivent être financés, non par des économies à venir qu'ils sont censés générer ou par une affectation autoritaire sur l'épargne, mais par des recettes budgétaires concomittantes, les dépenses du système de santé et des collectivités locales doivent être maîtrisées*», détaille l'ex-juge d'instruction et conseillère régionale EELV en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Certaines de ces propositions vont à l'encontre du programme de la candidate EELV à l'élection présidentielle, Eva Joly, qui demande par exemple «*le retour de la retraite à 60 ans*», contre 62 ans depuis la réforme de 2010.

«*Les marges dont nous disposons résident dans le choix d'une fiscalité plus écologique et plus juste*», ajoute Mme Vichnievsky. «*Les revenus du capital et du travail doivent être taxés de manière égale et progressive. Les inégalités de fortune doivent être limitées par un impôt frappant l'ensemble du patrimoine, sans exonération, lui aussi progressif*».

«*L'urgence, aujourd'hui, est financière*», conclut-elle.

Interrogée sur cette tribune en marge des Journées d'été d'EELV à Clermont-Ferrand, Cécile Duflot, patronne d'EELV, a jugé «*l'analyse de Laurence Vichnievsky étonnante*», «*elle n'est pas du tout en phase avec ce qui fait le corpus des écologistes*». «*Il y a un souci*», a-t-elle ajouté.

EELV entend «*remettre au coeur du projet les services publics*» et «*envisager le long terme*», «*on ne peut pas soumettre la politique aux états d'âme ou d'humeur des agences de notation*» et on «*doit répondre à la crise de manière solidaire*», a encore souligné Mme Duflot. (liberation.fr 18.08)

Chut ! Pourquoi le dire puisque le PS ne reviendra pas aux 60 ans, encore moins aux 37,5 annuités, lui souffle Duflot dans l'oreille. Elle commet la même "erreur" qu'Hulot en disant tout haut ce que toute le monde dit tout bas à EELV. Mme Vichnievsky a perdu une occasion de se taire qui va faire perdre des voix et des élus à son regroupement politique, à moins qu'elle le juge peut-être pas suffisamment à droite et que pour elle c'est le plus important.

Brésil

Le Brésil s'est enfoncé mercredi un peu plus dans la crise politique après la démission du ministre de l'Agriculture, le quatrième membre du gouvernement à démissionner depuis mai en raison d'accusations de corruption ou de manquements à l'éthique.

Wagner Rossi a présenté sa démission à la suite d'accusations de corruption portées contre plusieurs de ses hauts conseillers, a indiqué le ministère de l'Agriculture dans un communiqué. (Reuters 08.08)

Social

France.

Quand l'intersyndicale jaune veut participer à l'élaboration des prochaines mesures d'austérité décidées par le gouvernement contre les travailleurs. Jeu de rôles.

Les syndicats CGT, CFDT, Unsa, FSU et Solidaires veulent faire entendre leur voix sur les mesures destinées à réduire le déficit de la France, alors que le Premier ministre, François Fillon, doit les recevoir en début de semaine prochaine.

Les organisations estiment d'ores-et-déjà "*qu'une intervention des salariés sera nécessaire*" mais ont décidé de se revoir le 24 août au soir, après les annonces gouvernementales, pour "*envisager les suites à donner*", précise leur communiqué.

La CGT prône en particulier une journée d'action interprofessionnelle à la rentrée.

Si cinq syndicats se sont retrouvés jeudi au siège de la CFDT dirigée par François Chérèque, ni Force ouvrière, ni la CFTC, ni la CGC ne s'y sont rendus.

En outre, les cinq participants semblent divisés, pour le moment, sur la perspective d'une journée d'action.

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a réitéré jeudi son opposition à une telle journée, raison pour laquelle il ne s'est pas rendu à l'intersyndicale.

"*Une journée de manifestations, ce n'est pas ce qui changera la face des choses (...) Moi, j'ai passé l'âge de faire semblant*", a-t-il dit sur Europe 1.

François Chérèque, a estimé mercredi qu'il serait "*aberrant*" que le gouvernement décide seul, sans consultation, de mesures qui vont toucher les salariés.

Pour les cinq syndicats réunis jeudi, "*des réponses nouvelles priorisant l'emploi, la cohésion sociale (protection sociale, services publics,...), la réduction des inégalités (une autre répartition des richesses, le pouvoir d'achat, une autre fiscalité), la maîtrise des déficits publics sont urgentes.*"

Les syndicats ont réagi avec scepticisme aux annonces intervenues mardi après la rencontre entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel dans le but de renforcer la gouvernance économique de la zone euro.

La nécessité évoquée par le président français et la chancelière allemande de généraliser la "règle d'or" inscrivant dans la Constitution la nécessité du retour à l'équilibre budgétaire, en particulier, passe mal.

Une telle règle "*sans mutualisation des dettes, sans coordination des politiques fiscales et sans un budget européen pour faire une relance européenne (n'aurait) pas de sens*", a ainsi déclaré mercredi François Chérèque.

L'opposition à la "*règle d'or*" est encore plus forte de la part de la CGT. (Reuters 18.08)

Ils se répartissent les rôles comme d'habitude.

Un seul mot d'ordre : rupture des relations des syndicats avec l'Etat, ses représentants et le patronat ! Sans oublier la CES et la CSI, l'OIT... (A suivre dans les jours qui viennent ou après le 24 août)

Economie

La Bourse ou la vie.

A Paris, l'indice CAC 40 a perdu 5,48%. La Bourse de Londres a lâché 4,49%, Francfort 5,82%, Milan 6,15% et Madrid 4,7%.

Signe de la grande nervosité des opérateurs, l'indice qui mesure la volatilité des marchés actions en Europe a fait un bond de 34,6%.

Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a cédé 5,34% et l'EuroFirst 300 4,8%, enregistrant ainsi sa plus forte chute depuis mars 2009.

Depuis le début du mois d'août, le CAC 40 perd 16,21%, le DAX 21,74%, le footsie 12,43%, et le Stoxx50 7,41%.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles glissait de 3,9%. (Reuters 18.08)

Etats-Unis.

Dans une note publiée jeudi, la banque d'investissement américaine Morgan Stanley a abaissé ses prévisions de croissance de l'économie mondiale pour les années 2011 et 2012, la révision étant plus forte pour les pays développés. (Reuters 18.08)

Haut de page

Le 20 août

Il y a 71 ans aujourd'hui, le 20 août 1940, Trotsky était assassiné au Mexique par un agent de Staline, parce qu'il incarnait la continuité du marxisme, de la révolution d'Octobre, du léninisme ou du bolchevisme, de la révolution socialiste mondiale que Staline s'emploiera méthodiquement à liquider.

Ses enseignements demeurent pour nous une source d'inspiration inépuisable au même titre que ceux de Lénine, Engels et Marx principalement. Il a consacré sa vie entière au combat pour le socialisme, nous lui rendons ce modeste hommage. Nous sommes orphelins et tristes à la fois d'avoir été incapables d'assimiler suffisamment la méthode du marxisme qu'il avait su si bien maîtrisée jusqu'au bout dans des conditions particulièrement difficiles.

Tous les militants qui dans le monde poursuivent le combat pour la révolution socialiste mondiale sont quelque part des trotskystes, certains en ont conscience, d'autres l'ignorent, peu importe. Jusqu'à son dernier souffle il a eu foi dans la victoire du socialisme.

La foi, un terme qui peut faire sourire et que Marx avait employé également, que j'utilise volontairement en référence aux terribles épreuves et souffrances qu'ils ont dû endurer au cours de leurs vies de militants révolutionnaires, car il arrive parfois où les évènements prennent une tournure si sombre et si dramatique que c'est la seule chose à laquelle on peut se raccrocher pour trouver la force de continuer le combat, une foi pratique, matérialiste, dialectique, qui n'a rien à voir avec une expérience mystique, métaphysique ou religieuse, parce qu'elle repose sur la capacité des exploitées à parvenir à prendre leur destin entre leurs mains pour changer le monde et le débarrasser de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toute forme d'oppression.

Lénine a dit qu'il n'y avait pas de meilleur bolchevik que Trotsky, et plus tard Trotsky dira que l'apport essentiel du léninisme résidait sans sa conception du parti. Comment rendre hommage à Trotsky sans avoir une pensée pour Lénine, dont la vie fut écourtée suite aux conséquences d'une tentative d'assassinat.

Nous rendons hommage à Trotsky et à tous les militants ouvriers à travers le monde victimes du stalinisme.

Vive la révolution socialiste mondiale, nous vaincrons !

Autre chose.

D. Gluckstein a écrit dans son dernier éditorial : "*Jamais autant qu'aujourd'hui l'élection présidentielle n'était apparue à ce point comme une sinistre comédie*", c'est un euphémisme, mais nous partageons cette analyse.

Hier c'était au tour de Cohn-Bendit d'en faire la démonstration : "*"La vraie question, c'est comment on structure notre mouvement. Si on n'a pas trente à trente-cinq députés pour soutenir nos deux à trois ministres dans une majorité de gauche, ça ne sert à rien*" (lepoint.fr 19.08), son "*mouvement*" n'est qu'un faux prétexte, la gamelle de la Ve République est le seul objectif qui les intéresse à EELV.

Si l'élection présidentielle de 2012 s'annonce comme une "*sinistre comédie*", alors à quoi bon y participer sachant que votre parti subira la censure habituelle des médias nationaux. A quoi bon dépenser des centaines de milliers d'euros provenant de la poche des travailleurs et militants pour quelques dizaines de minutes à l'écran, moments choisis par les téléspectateurs pour aller faire pipi ou se réapprovisionner à la cuisine en attendant la suite des programmes... quand ils ne zappent pas carrément.

Ne serait-il pas plus judicieux de consacrer cet argent à des quatre pages expliquant pourquoi le capitalisme ne peut que conduire à l'effondrement de la société, en quoi consisterait le socialisme, ce qu'il changerait dans la vie quotidienne de chaque travailleur et jeune ? Une partie de cet argent pourrait servir aussi à la formation des militants du POI, à la réalisation de brochures populaires destinées aux travailleurs pour lesquels la terminologie politique est suspecte ou présente comme un relent d'endoctrinement qu'ils rejettent, à tort ou par ignorance, parce qu'ils ne possèdent pas les bases pour faire la part des choses ou craignent de se faire rouler, ceci expliquant cela.

Vous voyez, je ne suis pas un féroce anti-POI, je leur donne des idées pour développer leur parti, ceux qui pensent le contraire ne supportent pas la confrontation des idées parce qu'ils ont une conception étriquée ou arbitraire de la démocratie, qui se réduit finalement à débattre uniquement sur le terrain qu'ils ont choisi, donc ils ne peuvent pas comprendre ma démarche ou ne peuvent que s'y opposer sans même l'examiner sérieusement, si cette proposition vient de ce sale type qui passe son temps à nous taper dessus, c'est qu'elle est forcément mauvaise, je leur laisse le loisir de le penser tout en sachant que tous les militants du POI ne partagent pas leur point de vue.

Autre chose.

J'ai commencé à réduire la place réservée aux infos en bref, parce que cela me prend décidément trop de temps et ne m'en

laisse plus suffisamment pour faire autre chose. Il est pratiquement impossible de suivre l'actualité mondiale quotidiennement et se livrer sérieusement à un travail de fond sur une question particulière, d'autant plus que je dois m'occuper de mes propres affaires dans un pays où tout est très compliqué.

Politique

France. Le gouvernement de la dictature des marchés financiers.

Le Premier ministre François Fillon appelle "*à l'unité et au sens des responsabilités*" l'ensemble des formations politiques françaises pour faire face aux "*défis*" constitués par la dette et la règle d'or budgétaire, dans une tribune publiée samedi dans "Le Figaro".

Pour le chef du gouvernement, "*un message d'unité nationale est encore la meilleure des réponses aux doutes des marchés et aux craintes des investisseurs*".

Citant la crise des dettes souveraines, ainsi que l'adoption par les Etats membres de la zone euro d'une règle d'équilibre budgétaire proposée cette semaine par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, M. Fillon "*en appelle à l'unité et au sens des responsabilités de toutes les formations politiques*".

"*Personne ne demande aux dirigeants socialistes français de renoncer à leurs convictions ni même à leurs ambitions légitimes. Reconnaître les efforts de la France et de l'Allemagne pour sortir de la crise, s'engager sur une 'règle d'or' de bon sens, ce serait faire preuve de responsabilité et d'un sens de l'intérêt national qui serait à leur honneur*", ajoute le Premier ministre.

Selon lui, la règle d'or "*permettra de s'assurer que chacun présente le plus rapidement possible des comptes tendant vers l'équilibre*". "*Cela donnera à l'assainissement dans la durée des finances des pays de la zone euro une crédibilité qui permettra de rétablir la confiance et de décourager la spéculation*", estime-t-il. "*Ce serait une erreur de ne pas l'adopter pour l'avenir dans tous les Etats membres de la zone euro*". (AP 19.08)

Il est tellement facile avec des mots simples d'expliquer le pourquoi et le comment de cette dette des Etats qu'on se demande pourquoi tant de travailleurs l'ignorent encore. Ne serait-ce pas le devoir de tout syndicaliste ou militant politique ?

Qu'est-ce qui permet à Fillon de tenir un tel discours ? On va nous répondre parce que le PS tient le même et ses satellites se couchent devant la BCE ou l'UE, certes, mais c'est un peu léger comme explication, il faut aller au bout de notre analyse pour comprendre la situation et ne pas craindre de faire le constat que les masses baignent encore dans la plus profonde ignorance sur cette question et bien d'autres.

Social

France.

Si l'Insee ne détermine pas de seuil de richesse, elle distingue les «personnes à très hauts revenus» du reste de la population. L'institut y inclut les 1% des Français qui déclarent les revenus les plus élevés. En 2008, ils étaient au nombre de 363.903, et gagnaient plus de 88.200 euros annuels, soit 7350 euros par mois. Parmi eux, les «plus aisés », qui représentent les 0,01% de la population les plus riches, déclaraient en 2008 plus de 732.300 euros par an. Mais à l'intérieur même de cette catégorie (3639 personnes), les disparités sont énormes, et varient quasiment de un à vingt! Il est à noter que le revenu déclaré pris en compte par l'Insee ne peut être comparé au revenu fiscal de référence considéré par le gouvernement. Ce dernier indicateur prenant en compte d'autres rentrées d'argent que le seul revenu (comme les plus values mobilières et immobilières), il est aussi plus élevé.

De façon prévisible, les personnes les plus riches sont celles dont le revenu progresse le plus vite. Entre 2004 et 2008, les contribuables déclarant plus de 500.000 euros ont ainsi crû de 84%. Il y a quelques mois, Jacques Le Cacheux, directeur à l'OFCE, livrait son analyse au figaro.fr : «*Malgré la crise, les revenus du patrimoine ont progressé plus vite que les revenus issus d'une activité*». Or, les revenus issus du patrimoine prennent plus d'importance à mesure que la richesse augmente, car le contribuable diversifie davantage ses ressources. «*Par ailleurs, parmi les revenus du travail, ce sont les plus élevés qui croissent le plus vite. Ces deux facteurs expliquent que les riches deviennent de plus en plus riches*», explique-t-il.

Alors que le barème applicable à la dernière tranche de l'impôt sur le revenu est de 41% (40% avant la réforme des retraites), les personnes les plus aisées ne sont imposées en moyenne qu'à hauteur de 25%. Et là encore, les disparités sont très fortes. L'Insee souligne que presqu'un quart des 0,01% les plus riches ne paient que 15% d'impôts. Un phénomène aussi souligné par le Conseil des prélèvements obligatoires, qui constate dans son dernier rapport que l'impôt cesse d'être progressif une fois dépassé un certain seuil de revenu. (lefigaro.fr 19.08)

Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé vendredi de nouvelles mesures d'austérité ainsi qu'une diminution de la TVA sur l'achat de logements neufs, cherchant ainsi à trouver une solution à la crise en réduisant le déficit public tout en stimulant une croissance économique atone.

La TVA sur les achats de logements neufs sera provisoirement divisée par deux jusqu'à la fin de l'année, passant de 8% à 4%, pour tenter de stimuler un marché de l'immobilier très déprimé depuis la crise de 2008 et qui compte aujourd'hui près d'un million de logements invendus.

Parmi les mesures budgétaires annoncées, un projet de loi sur l'utilisation de médicaments génériques doit permettre d'économiser 2,4 milliards d'euros. Un recouvrement anticipé de l'impôt sur les grandes entreprises doit quant à lui rapporter 2,5 milliards.

"*En aucune façon ceci ne conduira à des hausses d'impôts, seulement à des changements dans le calendrier fiscal*", a plaidé le ministère de l'Economie dans un communiqué, alors que l'opposition qualifie les mesures de trucage comptable.

Quoique relativement limitées, les mesures d'austérité pourraient compenser un éventuel dépassement des objectifs de déficit des 17 régions autonomes du pays, un scénario qui inquiète les marchés autant que la capacité de Madrid à mettre de l'ordre dans ses finances publiques.

"*Puisque que les perspectives de croissance sont en train d'être révisées à la baisse à travers la zone euro, et vu l'incertitude sur les marchés financiers, il n'est pas encore clair que ces mesures suffiront (à l'Espagne) pour se conformer à ses prévisions de déficit*", a toutefois commenté Marco Valli, économiste chez UniCredit.

Le rendement des emprunts espagnols à dix ans, qui a récemment dépassé 6% sur les craintes d'une extension de la crise de la dette, est en baisse depuis le rachat d'obligations espagnoles par la Banque centrale européenne (BCE) et évolue actuellement autour de 5%.

Le taux de chômage en Espagne, le plus élevé de l'Union européenne, reste supérieur à 20%. (Reuters 19.08)

Economie

La Bourse ou la vie.

A la Bourse de New York, le Dow Jones a perdu 1,57 % et le Nasdaq 1,62 %. Wall Street accuse ainsi sa quatrième semaine dans le rouge d'affilée. Sur l'ensemble de la semaine le Dow a perdu 4%, le S&P 4,7% et le Nasdaq 6,6%.

L'indice S&P-500 a cédé 1,50%. Il avait perdu 4,5% jeudi, soit la sixième fois au cours des deux semaines écoulée où il avait accusé une perte de 4% au moins. Depuis le début de l'année, il subit une perte de 10% environ.

En Europe, le CAC 40 a clôturé à – 1,92 %. La veille, il avait dégringolé de 5,48 %. Les autres places européennes ont aussi fini dans le rouge, après avoir tenté de relever la tête au cours de la séance : – 2,19 % pour Francfort, – 2,46 % à Milan, – 2,11 % à Madrid, – 1,97 % à Berne, – 1,5 % à Athènes. Londres a également clôturé en repli de 1,01 % et Lisbonne – 0,3 %.

Le yen a atteint, vendredi 19 août, son plus haut niveau face au dollar depuis la seconde guerre mondiale, porté par un afflux massif d'investisseurs cherchant refuge auprès de la valeur sûre que représente à leurs yeux la devise nippone, sur fond de craintes pour l'économie mondiale.

Les banques européennes sont dans le viseur des investisseurs en raison de nouvelles rumeurs sur leur manque de liquidités. Dans son édition de jeudi, le Wall Street Journal a fait état de craintes de la Réserve fédérale américaine sur le niveau de liquidités des banques européennes. Et, pour la première fois depuis février, la BCE a accordé un important prêt en dollars, d'un montant de 500 millions au taux d'intérêt fixe de 1,1 %, à une banque européenne dont l'identité n'a pas été révélée.

Dans ce contexte d'extrême inquiétude, l'or continue de franchir des records à la hausse, jouant pleinement son rôle de valeur refuge. Le métal précieux atteignait, dans la soirée soirée, le niveau très élevé de 1 849 dollars l'once. (lemonde.fr 19.08)

Haut de page

Le 21 août

J'ai actualisé la page d'accueil consacrée aux infos internationales en classant les fichiers dans de nouvelles rubriques pour qu'il vous soit plus facile de vous y retrouver.

J'ai peu de temps à consacrer à des analyses politiques, parce que je n'ai toujours pas réglé mon problème de logement depuis un mois que j'ai vendu ma maison, car il y a ici une grave crise du logement. Avec la flambée des prix des terrains, des matériaux de constructions et de la main d'oeuvre, ajoutez-y l'envolée des frais à verser au gouvernement et cela depuis environ 4 ans, le rythme des constuctions d'habitations a considérablement ralenti tandis que l'inflation explosait. Une dizaine de personnes cherchent depuis des semaines une petite maison à louer ou à acheter à un prix convenable dans la banlieue de Pondichéry, en vain, on a étendu les recherches au-delà jusque dans les petits villages situés à une quinzaine de kilomètres, en vain pour le moment.

On nous propose n'importe quoi à des prix exhorbitants, sans compter les escrocs, et le sale type qui a acheté notre maison nous harcèle pour qu'on quitte les lieux le plus rapidement possible, bref, cela tourne au cachemar. On ne regrette pas d'avoir vendu la maison qui se situe toujours à une cinquantaine de mètres à peine des premières vagues, sans parler de l'atmosphère nauséabonde qui règne dans ce village. Au départ je tablais sur une location aux alentours de 5 000 roupies par mois, l'équivalent d'un salaire moyen, on est monté jusqu'à 10 000 roupies sans rien trouver, il faut dire aussi que les Indiens construisent leur maison sur la totalité de la parcelle qu'ils ont achetée, du coup il est rare d'en trouver une avec un bout de jardin, une grande maison en jette à la vue, alors qu'un jardinet est une perte de place, la qualité de la vie passe après pour eux.

N'allez pas croire qu'ils préfèrent avoir une grande maison parce qu'ils sont nombreux à y vivre, pas du tout, ce temps-là est révolu, il pourrait revenir au profit de cette crise du logement, non, les maisons sont tellement mal foutues qu'ils perdent une place énorme qui ne sert à rien, en dehors de la pièce principale plus grande que les autres, il est rare de trouver des chambres qui atteignent 15m², la cuisine et la salle de bain (avec WC à l'européenne) font moins de 10m² chacune, du coup il est impossible d'y caser un grand lit et ses meubles en général ou alors on ne peut plus bouger, l'horreur quoi, disons qu'en multipliant les petites pièces donc les cloisons et les recoins inutiles, c'est le quart de la maison qui est perdu en surface habitable. Quand les maisons sont construites sur deux niveaux, rez-de-chaussée et première étape plus la terrasse au-dessus, l'escalier est parfois constuit à l'intérieur, ce qui prend énormement de place, et quand il est construit à l'extérieur, c'est la taille de la maison qui est réduite.

Moi j'ai une conception de l'habitat totalement opposée, je préfère des grandes pièces en petit nombre (une pièce principale, une chambre seulement et une cuisine confortable) et je privilégie le jardin qui sert à la fois de salon et de salle à manger au grand air, on a du soleil environ 350 jours par an, la salle de bain et les toilettes réduits au minimum sont à l'extérieur dans une construction plus modeste et qui revient moins cher, c'est du luxe de gaspiller du fric pour se laver et se soulager ! Ce sont généralement des maçons qui s'improvisent architectes, du coup c'est du grand n'importe quoi. Comme les touristes français qui s'improvisent profs de français sans trop se poser de question sur la valeur de leur enseignement.

Pour causer rapidement d'autre chose.

Ce matin j'ai constaté en consultant les statistiques du site, que vous n'aviez été que 13 à télécharger les pages du n ° 159 d'*Informations ouvrières*, que j'avais mis en ligne le 28 juillet, à croire qu'en ne mettant pas en ligne les numéros suivants, ils ne manqueront pas à de nombreux militants. Si des militants voulaient les recevoir cependant, qu'ils me contactent et je leur enverrai.

La plupart des articles que l'on peut lire ici ou là sur la Syrie ou la Libye pour ne prendre que ces deux pays, présentent l'inconvénient de traiter l'information et le développement de la situation à sens unique, je ne sais pas si c'est l'expression qui convient, je veux dire par là que leurs auteurs n'abordent pas souvent les contradictions nées de ce développement, ou quand ils mettent en évidence des contradictions c'est toujours dans un sens.

Prenons le cas de la Syrie, soit c'est le dictateur Assad qui va conserver le pouvoir, soit il va le perdre au profit d'un pouvoir fantoche mis en place par l'impérialisme américain, sioniste et saoudien. On nous explique aussi que la déstabilisation du régime syrien a pour origine l'intention de ces impérialistes de mettre la main sur les richesses de ce pays, alors qu'il vend déjà son gaz à l'Union européenne notamment, que dans les deux cas, le maintien au pouvoir d'Assad ou sa chute, le peuple et principalement le prolétariat de la Syrie n'en tireront guère plus d'avantages, si Assad demeure au pouvoir, la mane pétrolière et gazière continuera de tomber dans l'escarcelle de sa famille ou son clan, son ethnie, et dans le cas contraire les profits iront dans les poches des multinationales une fois ces secteurs totalement ou en grande partie privatisés.

Tout cela est exact, mais il manque les facteurs social et politique dans cette analyse, la lutte de classe du prolétariat, comme s'il n'était qu'un acteur de second rang ou tout juste bon à se faire manipuler ou mitrailler. S'il a profité de l'occasion qui lui était donné pour se soulever contre le régime, il n'est pas dit qu'il se réfugiera dans l'avenir dans le silence ou la prostration, l'inaction, qu'il acceptera demain d'être spolié de sa victoire si le régime tombait et d'obéir aux injonctions des pantins mis en place et pilotés par Londres ou Washington. Rien ne dit qu'il acceptera de jouer un rôle de figurant après avoir enduré tant de sacrifice et risqué sa peau pour obtenir sa liberté, de nouveaux droits politiques et sociaux, ce qui s'est produit au lendemain de la Seconde guerre mondiale en Europe pourrait s'appliquer en Syrie, en Libye, etc., déjouant tous les plans établis par l'impérialisme américain et ses vassaux européens, rapidement ou à terme c'est une certitude.

Nous savons que l'impérialisme américain voit loin, que son plan est de faire main basse sur le pétrole de toute cette région du monde, il en contrôle déjà une grande partie, mais rien ne dit que l'installation d'un régime fantoche s'avèrera plus économique à la longue si le prolétariat de ces pays exigent qu'une partie des profits provenant de l'exportation du gaz et du pétrole financent des réformes sociales coûteuses dans le domaine de l'éducation, de la santé, du logement, l'amélioration des infrastructure du pays, sans parler des hausses de salaires qu'il réclame et de la protection sociale, de l'amélioration de son niveau de vie en général pour laquelle il combattra avec ses syndicats et ses partis indépendants de l'Etat et de l'impérialisme. Ajoutons, à l'heure où les capitalistes exigent la liquidation des services publics dans le domaine de l'éducation, de la santé, etc. en Europe et aux Etats-Unis.

La nouvelle colonisation de cette région du monde entreprise par les impérialistes occidentaux dominants pourrait prendre rapidement la tournure d'un chaos ou d'un cauchemar. J'ai volontairement laissé de côté le risque qu'ils ont pris en s'attaquant à la Libye et à la Syrie de déstabiliser davantage les autres régimes du Proche et du Moyen-Orient jusqu'à la Corne de l'Afrique, qui aura fatalement des répercussions sur l'économie mondiale, elle aussi au bord du chaos ou de l'explosion. C'est en réalité davantage un facteur d'accélération de la crise du capitalisme plutôt qu'une solution à celle-ci.

La révolution prolétarienne tunisienne a ouvert une nouvelle ère de guerres et de révolutions, qui met à l'ordre du jour dans les pays capitalistes dominants le combat pour l'expropriation du capital, et dans les pays capitalistes dominés, le combat pour la rupture avec les différents impérialistes, la nationalisation du gaz et du pétrole, de toutes les ressources naturelles qui font les richesses de ces pays et que les multinationales leur pillent, sous la direction et le contrôle de la classe ouvrière...

Maintenant il ne faut pas se leurrer et comparer ce qui ne peut pas l'être. Si une République sociale ou socialiste est directement envisageable en France par exemple, c'est loin d'être le cas dans des pays comme la Libye ou la Syrie qui devront passer par une ou des étapes intermédiaires, des régimes ou des républiques démocratiques bourgeois, avant que les conditions ne soient réunies pour que les masses exploitées aient la capacité de se saisir du programme de la révolution socialiste. Il faut d'abord que les prolétariats de ces pays se dotent de syndicats et de partis ouvriers, qu'ils entament la construction d'un parti révolutionnaire, avant d'envisager de se lancer à l'assault du pouvoir pour leur propre compte. Aujourd'hui, ils n'ont pas les capacités politiques pour se fixer directement un tel objectif, il n'y a que les gauchistes pour imaginer le contraire et se refuser à regarder la réalité en face.

Dans ces pays aujourd'hui, le combat pour le socialisme doit prendre la forme du combat pour le droit de constituer des syndicats et des partis ouvriers indépendants de l'Etat, pour que la liberté d'expression soit inscrite dans une nouvelle Constitution, etc. Il ne faut pas confondre les conditions objectives et politiques qui sont mûres pour poser la question du pouvoir et le niveau de conscience des masses qui n'y est pas du tout préparé.

Faire chuter un dictateur, c'est une chose, s'emparer du pouvoir (et le conserver) en est une autre. Autrement dit, s'attaquer aux rapports de production et d'échange, aux institutions, est une autre paire de manche, qui nécessite un haut degré de conscience politique que n'ont acquis ni le prolétariat syrien ni le prolétariat libyen, tunisien ou égyptien ou à un niveau insuffisant.

La tâche d'Evo Morales en Bolivie, s'il avait été un marxiste révolutionnaire, aurait été d'éléver le niveau de conscience politique des ouvriers et des paysans pour pouvoir envisager d'exproprier les multinationales, les capitalistes et les grands propriétaires terriens. C'était tout à fait à sa portée dès lors qu'il détenait le pouvoir politique, il n'en a rien fait, il en est incapable, un jour ou l'autre il sera balayé par un de leur représentant, puisqu'il n'existe pas un puissant parti révolutionnaire en Bolivie pour rassembler les masses exploitées sur ces objectifs.

Social

France.

1- Voleurs !

Selon nos informations, le gouvernement s'apprêterait à relever le forfait social payé par les entreprises à 8% en 2012, alors qu'il est actuellement de 6% .

Le forfait social est une sorte de contribution sociale, qui pèse sur les sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation, de l'épargne salariale et des retraites supplémentaires. Payé par les entreprises, il a été mis en place en 2009, au taux de 2%. Depuis, il a été relevé de deux points chaque année par le gouvernement ! Le projet de Budget pour 2012 ne devrait pas faire exception à la règle. Le relèvement de 6% à 8% pourrait rapporter 400 millions d'euros à Sécurité Sociale. (lefigaro.fr 20.08)

En réalité ce "*forfait social*" est ponctionné sur la partie du salaire versée aux salariés "*au titre de l'intéressement, de la participation, de l'épargne salariale et des retraites supplémentaires*", ce sont donc les travailleurs qui vont être mis à contribution pour régler la dette des banquiers. La plus-value est produite par la force de travail dépensée par les travailleurs, pas par les patrons en dormant !

Racket

Surfer sur Internet à la maison tout en surveillant sa consommation. Les 64% de Français connectés à l'Internet haut débit, via une box, n'y sont pas habitués. Ils devraient pourtant envisager cette option. D'après une information du site Owni, les opérateurs envisagent en effet de limiter l'accès à l'Internet fixe pour faire face à une saturation des réseaux.

La réflexion aurait déjà été entamée par les opérateurs, avec la Fédération Française des Télécoms et des associations de consommateur. L'idée d'une limitation des offres est suggérée dans un document de travail daté du 21 juillet, qui résume les moyens à mettre en œuvre pour assurer une meilleure information des consommateurs. En annexe de ce document figure un exemple de tableau censé mieux récapituler les offres. On y voit, selon le type d'équipement ADLS du foyer (zone groupée, dégroupée ou très haut débit), des cases où l'opérateur doit notifier le «*débit IP maximum de l'offre*», «*le plafond de consommation*», ainsi que les conséquences d'un dépassement du plafond et une limitation des téléchargements par session.

Les opérateurs pourraient ainsi appliquer à l'Internet fixe les limitations de connexion déjà en vigueur sur les smartphones, qui valent d'ailleurs aux opérateurs d'être régulièrement épinglés par les associations de consommateur. Sur les mobiles équipés de l'Internet, la connexion dite illimitée se voit en fait ralentie, ou bloquée selon les offres, au-delà de 500 méga octets (Mo) ou 2 giga (Go). L'opérateur propose ensuite aux gros consommateurs d'acheter une nouvelle tranche d'octets.

La raison avancée par les opérateurs pour expliquer l'application de ces méthodes au fixe est d'ailleurs la même que pour les mobiles : la saturation du réseau. Dans le document du 21 juillet, un paragraphe qui mentionne la nécessité d'assurer «*la continuité de service pour l'ensemble des utilisateurs, sans pénaliser financièrement les grands consommateurs*» y fait allusion.

Les opérateurs français veulent ainsi prendre exemple sur les fournisseurs d'accès à Internet britanniques ou américains qui ont déjà instauré ce système. Aux États-Unis, Time Warner, Comcast, Verizon et AT&T proposent une connexion souvent plafonnée à 250 Go par mois, leurs clients se voyant dans l'obligation de surveiller leur compteur de connexion pour éviter les mauvaises surprises. (lefigaro.fr 20.08)

Commentaire d'un internaute.

- "*C'est Scandaleux , ces bandes de voleurs mentent, nous allons passer á l'optique et multiplier par 100 la vitesse et maintenant on nous annonce une limitations , on nous vole en France , par exemple en Finlande on peut avoir 8h30 de communication avec un mobile + sms illimité pour 19,90 euro et le net NET haut débit 8M/1M pour 29,90 euro.*"

Economie

Etats-Unis

Goldman Sachs a annoncé vendredi avoir revu à la baisse ses prévisions de croissance américaine pour le deuxième trimestre, tablant désormais sur une croissance du PIB comprise entre 1 et 1,5%.

"*Il semble que l'économie américaine, dont la croissance est déjà faible, soit encore en perte de vitesse*", souligne Goldman. (Reuters 20.08)

Haut de page

Le 22 août

J'ai reçu le courriel suivant d'un camarade du POI :

- "Petite réaction rapide à ta causerie du 20/08. J'ai toujours vu que tu avais une critique sans concessions mais bienveillante du POI. En tout cas, j'ai toujours pris tes polémiques comme telles, sans doute aussi parce que je suis au POI depuis sa création, mais que j'ai toujours refusé d'être au CCI afin de m'assurer de rester le plus objectif possible quant à la direction que prend le parti, et pour ne pas rentrer dans une logique de parti dans le parti. Ceci me permet d'être à l'aise avec tous les paradigmes et les convictions diverses qui cohabitent dans mon comité.

J'ai depuis longtemps beaucoup de convergences d'appréciation avec toi sur la construction du parti (je ne parle pas uniquement du POI mais de façon générique du parti révolutionnaire) . Et je me retrouve totalement dans tes propos suivants : « Ne serait-il pas plus judicieux de consacrer cet argent à des quatre pages expliquant pourquoi le capitalisme ne peut que conduire

à l'effondrement de la société, en quoi consisterait le socialisme, ce qu'il changerait dans la vie quotidienne de chaque travailleur et jeune ? Une partie de cet argent pourrait servir aussi à la formation des militants du POI, à la réalisation de brochures populaires destinées aux travailleurs pour lesquels la terminologie politique est suspecte ou présente comme un relent d'endoctrinement qu'ils rejettent, à tort ou par ignorance, parce qu'ils ne possèdent pas les bases pour faire la part des choses ou craignent de se faire rouler, ceci expliquant cela. »

Je ne cesse de le marteler depuis que je suis militant de ce parti en réunion de comité. D'autant plus que la formation des militants qu'entre nous, nous pouvons appeler éducation ouvrière, ne coûterait en tant que telle rien financièrement. Seulement, à faire trop d'activisme qui bien des fois est inutile (comme la campagne contre la modification de la constitution), ces résolutions se retrouvent reléguées à chaque fois aux calendes grecques. Le problème est toujours le même, le dogmatisme des militants du courant du CCI dans ma section de province à avoir la conviction que c'est uniquement sur le terrain de la lutte des classes que s'éduque le travailleur dans sa prise de conscience de rupture avec le capitalisme. Ensuite, il y a ceux qu'ils repèrent pour le CCI avec les formations internes au CCI (je ne me souviens plus du terme). Cependant, les camarades me disent que des sessions de formation des militants existent au POI sur Paris. On en a quand même fait une sur les évènement de Tunisie une fois, qui a été animée par le rédacteur en chef d'IO (Lucien Gauthier), et les camarades du bureau avaient invité quelques militants externes au POI (par exemple un ex-PCF qui connaissait bien le Maghreb)

Je ne suis cependant pas isolé, car un autre camarade (qui n'est pas au CCI) a bien souvent des propos similaires aux miens. Donc si nous n'avons pas tort, à force d'en parler en réunion de section, on finira par réussir à faire avancer certaines idées.

Pour finir ce petit mot, moi qui me considère politiquement comme un socialiste révolutionnaire, et ne me suis jamais considéré comme un « trotskiste », tes mots suivants m'ont fait chaud au cœur (Tous les militants qui dans le monde poursuivent le combat pour la révolution socialiste mondiale sont quelque part des trotskystes, certains en ont conscience, d'autres l'ignorent, peu importe. Jusqu'à son dernier souffle il a eu foi dans la victoire du socialisme.) Il est dommage que des camarades du CCI avec qui je me sens proche sur bien des plans, ne m'aient jamais dit ces mots. Tu as peut-être raison camarade, au fond je commence peut-être avec le temps à prendre conscience que je suis quelque part un trotskyste. Et ça ne me fait pas peur.

Si tu étais en France camarade, je te proposerais de venir débattre avec nous dans nos réunions de comité pour l'unité voire de comité du POI. Tu y aurais largement toute ta place."

Ma brève réponse.

Le coeur y est déjà camarade, mais hélas je ne vois pas comment je pourrais vivre en France ! Tiens, je viens juste de trouver une maison à louer, chère, mais dans un endroit formidable et calme, pour ainsi dire en pleine forêt, je vous mettrais peut-être des photos en ligne dans quelques jours.

Mais c'est un honneur d'être trotskyste, camarade !

Tu prends mes critiques du POI comme je les conçois et pas autrement, comme quoi les Coquema ou (B) Morin sont d'une mauvaise foi incroyable ou de vulgaires dogmatiques... Il y a de nombreux militants de bases du POI qui comprennent ce que j'explique dans mes causeries et qui me considèrent comme un des leurs, tandis que les dirigeants du CCI-POI ont décrété que j'étais l'ennemi n°1 à abattre, selon ce que m'ont rapporté des camarades de ce courant politique du POI, cherchez l'erreur.

Lénine était dans la même situation dans le parti bolchevik, les membres du comité central du parti bolchevik étaient davantage occupés à débattre et polémiquer sur des questions théoriques plutôt que consacrer leur temps à essayer de comprendre la situation et son évolution, comment les travailleurs la vivaient, ce que faisaient en revanche les militants de bases qui étaient en contact quotidiennement avec le prolétariat révolutionnaire. Lénine était à l'écoute des militants de base et du prolétariat, alors que la plupart des dirigeants bolcheviks en étaient coupés ou éloignés, bref n'y comprenaient pas grand chose, d'où leur scepticisme récurrent jusqu'à la veille de la révolution...

Quand j'évoque la formation des militants, je ne pense pas à l'étude de questions théoriques ou à l'histoire de la lutte des classes ou encore du mouvement ouvrier qui est par ailleurs indispensable, je pense avant tout à la méthode à acquérir pour interpréter le monde, le matérialisme dialectique, que l'on ne peut pas maîtriser du jour au lendemain, qui nécessite un apprentissage plus ou moins long selon l'expérience de chacun, un apprentissage sérieux qui ne nécessite pas forcément des facultés particulières ou un niveau intellectuel très élevé ; le chercheur dans son laboratoire manie quotidiennement le matérialiste dialectique, et dès qu'il en sort, il s'avère incapable d'employer cette méthode pour interpréter le monde et n'y comprend pas davantage qu'un ouvrier qui a arrêté l'école à l'âge de 16 ans.

Un militant consacre en moyenne combien d'heures par jour au militantisme, une heure ou deux, on peut envisager qu'il manie le matérialisme dialectique pendant cette durée, admettons qu'il en ait conscience bien que je ne suis pas sûr que cela soit le cas en général, et le reste du temps c'est son inconscience qui prend le dessus, il sera plus ou moins sous l'emprise de l'idéologie dominante qui détermine son comportement, on ne nous fera pas croire qu'il analyse chacun de ses gestes ou chacune de ses paroles en recourant au matérialisme dialectique.

Le but du jeu c'est que la part d'inconscience qui domine chez chaque militant diminue progressivement au profit de la maîtrise de chaque expérience qu'il est amené à vivre, qu'il devienne capable d'interpréter tous les rapports auxquels il sera mêlé ou qui lui seront soumis selon cette méthode, autrement dit que consciemment il soit capable de comprendre que chaque chose ou être passe successivement par différents états, que la loi du mouvement préside à l'existence et à la transformation de la matière, des êtres, de la société, de la nature et de l'univers.

Acquérir une conscience supérieure ou la maîtrise du matérialisme dialectique ne signifie pas qu'on pourrait maîtriser notre destin dans une société où il nous échappe en grande partie, encore moins modifier celui de notre entourage ou l'imposer aux autres, elle sera utile pour nous guider dans la vie et optimiser notre activité militante, on ne doit pas en espérer davantage. De plus, il faut s'avouer dès le départ qu'on ne la maîtrisera jamais parfaitement, ne pas en attendre des miracles, mais c'est indispensable pour penser librement, pour se libérer de la pression de l'idéologie dominante qui pollue notre réflexion, de l'idéalisme qui nous induit en erreur.

Les domaines d'investigation de la pensée humaine sont si variés et si vastes qu'il est impossible à un seul homme de prétendre les couvrir avec succès, sauf exceptions rarissimes, à l'instar de Marx par exemple, bien peu d'entre nous peuvent se vanter de posséder une connaissance encyclopédique et des facultés intellectuelles aussi développées. Donc pour combler en partie cette faiblesse ou lacune, cette méthode est fort utile, surtout pour les militants. Pas besoin d'être professeur en économie pour comprendre comment fonctionne le capitalisme, il suffit d'être armé de la bonne méthode et de l'appliquer aux faits qui se déroulent sous nos yeux...

Attention, il ne s'agit pas d'imposer un mode de pensée ou de vie uniforme sachant qu'il demeurera toujours le produit de l'expérience de chacun dans la société. Le but n'est pas de soumettre la pensée à un nouveau joug, mais de la libérer progresseivement de l'ignorance que nous avons héritée à notre naissance pour concevoir la possibilité de vivre dans un monde meilleur...

Il serait intéressant d'analyser comment l'idéologie dominante s'appuie sur l'inversion des rapports de cause à effet, par exemple quand elle prétend que les intérêts qu'elle représente correspondent à l'intérêt général, comment elle dupe travailleurs et militants. On pourrait partir de thèmes comme la liberté, la propriété, la justice, l'égalité, la fraternité, etc. pour démontrer comment insidieusement elle s'y prend pour que les masses adhérent à des valeurs qui contribuent à les maintenir en esclavage, comment elle les détourne en sa faveur à l'insu des exploitées.

J'arrête là, car il est déjà très tard ici. Bonne continuation à toi et tes camarades du POI.

Sur la situation en Libye.

Apparemment les forces de Kadhafi auraient cessé le combat ou se seraient rendues, et Tripoli serait aux mains des rebelles. Si cette information s'avérait exacte, que Kadhafi n'aurait bénéficié d'aucun soutien des masses pour tenter de sauver son régime, cela confirmerait l'analyse que l'on avait fournie dès le mois de février et qui avait justifié notre position "ni soutien ni condamnation des bombardements des forces de Kadhafi par les impérialistes français, britannique et américain", privilégiant le soulèvement du peuple libyen pour se débarrasser du dictateur, j'ajoutais que si le peuple libyen ne se soulevait pas à Tripoli, c'était parce que la capitale était quadrillée par l'armée et les services secrets de Kadhafi, à aucun moment je n'ai cru en un soutien populaire au tyran, son apparente passivité à Tripoli s'expliquait uniquement par le régime de terreur qu'il faisait régner dans la capitale, ce que les évèvements des dernières heures semblent confirmer.

Sur le plan tactique, voici comment j'ai procédé avant de modifier ainsi ma position "ni Kadhafi ni CNT" assortie de la condamnation des bombardements de la coalition impérialiste, en deux temps.

Tout d'abord, j'ai saisi l'occasion de livraisons d'armes lourdes aux rebelles par l'impérialisme parce qu'elles transformaient les rebelles en une armée de mercenaires au service de l'impérialisme qui n'avait plus rien à voir avec l'objectif politique qu'ils s'étaient fixés, puis que les bombardement des forces de Kadhafi aient atteint leur moral, pariant désormais sur sa chute prochaine, j'estimais que dans ces conditions le régime devenait chaque jour un peu plus isolé, bombardements qui faisaient de plus en plus de morts parmi la population civile, qui paralysaient une partie importante de l'activité économique dans la capitale et ses alentours (pénurie d'essence, coupure d'eau et d'électricité), l'ensemble de ces éléments devait sceller le sort du régime à très brève échéance, Kadhafi ne pourrait pas compter sur le soutien du peuple libyen pour sauver son régime et sa peau.

Depuis le premier jour, mes positions et mes discours reposaient sur un seul facteur : la capacité de résistance des masses libyennes, leur soif de liberté, soit sous le forme d'une lutte armée, soit sous la forme de la passivité, on devrait plutôt dire de la neutralité bienveillante face aux rebelles. C'est la conjonction des deux qui a eu finalement raison du dictateur une fois l'aviation et l'artillerie lourde de Kadhafi réduite au silence ou en grande partie détruite par les bombardements de l'OTAN. Ce n'est pas l'OTAN qui a délivré le peuple libyen du dictateur Kadhafi, mais bien le peuple libyen lui-même.

Nous ne sommes pas sans savoir que la situation en Libye présente des contradictions et que bon nombre de questions restent

en suspend, que la victoire du peuple libyen sur Kadhafi n'aurait pas pu avoir lieu sans les bombardements de l'OTAN des forces de Kadhafi, comme il est exact que sans la mobilisation des masses révolutionnaires libyennes ces bombardements seraient restés sans effet. Nous avons estimé que ce soutien opportuniste de l'impérialisme renforcerait la détermination des forces révolutionnaires libyenne et finirait par convaincre les masses indécises ou plus arriérées à rompre avec le régime, ce qui s'est passé.

Voilà une première analyse à chaud, attendons la suite.

Les camarades qui ont eu le courage et l'audace de partager mes analyses et mes positions n'ont pas à en rougir, ils ont le droit d'en être fier, les faits nous ont donné raison camarades. La lutte des classes va pouvoir se développer en Libye, alors qu'elle était muselée sous la dictature du colonel Kadhafi. C'était notre objectif politique prioritaire. L'avenir du peuple libyen appartient à lui seul hier comme demain : à bas l'ingérence impérialiste dans ses affaires !

Entre nous camarades, si la position défendue par les dirigeants de tous les partis ouvriers, organisations et groupes de militants sans exceptions s'était imposée, pour le peuple libyen cela aurait signifié que Kadhafi resterait au pouvoir pendant peut-être de longues décennies supplémentaires. On ne veut pas retourner le couteau dans la plaie, mais tirez-en la leçon camarades : les principes aussi justes soient-ils ne sauraient en aucune circonstance se substituer à l'analyse de la situation, et leur emploi aveugle ou dogmatique ne peut conduire qu'à défendre une position inappropriée ou pire, contre-révolutionnaire. Et ne parlons pas de l'amalgame honteux qui a été fait avec l'Irak ou l'Afghanistan pour justifier une position erronée.

On nous rétorquera que la partie est loin d'être gagnée et que l'OTAN va revendiquer la victoire en Libye, à ceci près que ce sont les masses libyennes qui se sont sacrifiées pour se libérer du joug du dictateur Kadhafi et non les soldats de l'OTAN. A ce titre, cette victoire appartient au peuple libyen et cela m'étonnerait qu'il l'interprète autrement. Il va exiger en retour de ses sacrifices la part du butin qui lui revient, comme en France, en Italie et les pays d'Europe de l'Est libérés du IIIe Reich en 1945 le prolétariat fit valoir ses exigences démocratiques.

Le prochain objectif politique des masses libyenne va être d'exiger de nouveaux droits politiques et sociaux en liaison avec le combat pour chasser les impérialistes de Libye. Place à la lutte des classes en Libye !

Un mot sur le site.

D'ici la fin du mois je vais essayer de corriger les erreurs qui sont à l'origine de l'impossibilité de télécharger certains fichiers, j'ai constaté qu'il m'est arrivé parfois d'oublier de les télécharger dans le serveur ! A cause de la fatigue ou parce que j'ai été dérangé, peu importe. Bien que le mois d'août soit une mois creux, vous avez quand même télécharger plus de 830 documents depuis le 1er août.

Politique

France.

En famille.

'*Aujourd'hui, il voudrait nous dire 'union nationale*'. Je lui dis '*oui, monsieur le président, il faut être sérieux, mais soyons-le tout de suite*'. '*Il faut agir maintenant*', a dit Martine Aubry sur BFM-TV et RMC.

'*Pour moi, la politique, ce n'est pas des slogans, vous savez son slogan 'travailler plus pour gagner plus*'. Aujourd'hui, c'est '*changeons la Constitution pour ne rien faire*'', a-t-elle ajouté. La '*règle d'or*' consiste à inscrire dans la Constitution l'objectif d'équilibre des finances publiques. (lemonde.fr 21.08)

On ne saurait être plus explicite, le PS a choisi son camp, il situe ouvertement son combat politique au côté de l'UMP contre la classe ouvrière. Le PS, un parti ouvrier, quel militant osera encore le soutenir ? Quel militant pourra soutenir qu'on puisse adhérer à ce parti sans savoir qu'il situe son combat dans le camp du capital contre le travail ?

Ce n'est pas nouveau notez bien, aussi loin que vous remonterez dans le temps, pour peu que vous ayez en permanence à l'esprit l'objectif du combat du mouvement ouvrier et que vous ne vous en écartiez pas, l'émancipation du capital, vous constaterez que les positions adoptées par PS et la SFIO n'ont jamais servi autre chose que la cause de notre ennemi. Et quand il s'est placé au côté de la classe ouvrière, c'était soit pour la trahir, soit pour lui interdire d'en tirer profit sur le plan politique, afin qu'elle demeure subordonnée au capitalisme et aux institutions.

Le PS et ses satellites sont des instruments du capital. Tout autre caractérisation consiste à privilégier les apparences ou les illusions que les masses peuvent placer en eux, au lieu de dénoncer leur imposture et de la combattre en tant que tel.

Economie

1- Allemagne

"*Les euro-obligations sont tout à fait la mauvaise réponse à la crise du moment*", a-t-elle dit, dans un entretien à la chaîne ZDF qui soit être diffusé dimanche. "*Elles nous amèneraient à une union de la dette et non à une union de la stabilité*".

L'émission d'euro-obligations ("eurobonds") coûterait des milliards d'euros à l'Allemagne chaque année, selon des calculs du ministère allemand des Finances cités par l'hebdomadaire Der Spiegel.

"*La première année cela signifierait 2,5 milliards d'euros d'intérêts en plus pour le budget (du ministre des Finances) Wolfgang Schaüble et la seconde année les coûts seraient deux fois plus élevés*", écrit Der Spiegel dans des extraits de son enquête transmis à la presse.

Au bout de dix ans, le coût total serait de 20 à 25 milliards d'euros, selon les calculs du ministère des Finances. (Reuters 21.08)

Schaüble ment ou ne sait pas compter, 20 à 25 milliards d'euros sur 10 ans, c'est une goutte d'eau en comparaison de la dette allemande, du budget de l'Etat, en réalité il faudrait multiplier ce chiffre par 10 au moins au regard des milliers de milliards d'euros de dettes accumulées par l'ensemble des Etats de la zone euro ou de l'UE, à moins qu'il accepte d'avance de maintenir cette dette à un niveau très élevé, ce qu'il ne précise pas.

2- Etats-Unis

Le vice-président américain Joe Biden a tenté de rassurer une nouvelle fois Pékin sur la solidité de l'économie américaine dimanche en assurant que les Etats-Unis ne seraient jamais en défaut de paiement.

"*Les Etats-Unis n'ont jamais été en défaut de paiement et ne seront jamais en défaut de paiement*", a déclaré Biden lors d'un discours à Sichuan, dans le sud de la Chine.

La Chine est le plus grand créancier étranger des Etats-Unis. Ses investissements en dollars représenteraient quelque 70% de ses réserves de changes, estimées à 3.200 milliards de dollars.

Les investissements chinois en dollars sont sans risques, a assuré Biden, au cinquième et dernier jour de sa visite en Chine. (Reuters 21.08)

Des économistes expliquent que les Chinois sont les dindons de la farce dans cette histoire, parce qu'ils détiennent un gigantesque volume de dollars dont la véritable valeur ne dépassent pas le coût de leur fabrication... Les bons du Trésor américain acquis par la Chine sont rémunérés à un taux proche de zéro fixé par la Fed...

Le régime chinois se survit à lui-même grâce à l'accord politique qu'il a passé avec l'impérialisme américain : on finance votre déficit, vos guerres, etc. en échange des centaines de milliards de dollars que vous investissez dans notre pays pour assurer son développement, ce qui nous permet de conserver le pouvoir...

Aurait-on oublié la nature de ce régime ?

Bâti dès le départ sur le modèle stalinien, dictature du parti unique qui se confond avec l'Etat, au bout du compte la caste bureaucratique au pouvoir continue de gèrer le pays pour son propre compte ; véritable parasite greffé sur la propriété collective des moyens de production, corrompue jusqu'à l'os, incapable de développer le pays sans prendre le risque de voir son pouvoir contesté, elle a dû accepter quelques concessions aux capitalistes qui aboutissent finalement au même résultat, les mouvement sociaux qui se développent dans tout le pays sont là pour en témoigner. Ce qui se profile à terme à défaut d'une révolution politique pour renverser le régime en place, c'est le rétablissement du capitalisme sur l'ensemble du pays.

Pourquoi les différents impérialistes ont-ils délibérément décidé de maintenir le continent africain dans des conditions misérables ? Pour ne pas donner de "mauvaises" idées au peuple, qu'il ne se mette pas à rêver à des jours meilleurs ! Pour la même raison qu'en Chine, car dès lors qu'un pays se développe, que les masses sont plus instruites, qu'elles bénéficient de meilleures conditions de travail ou de vie, de droits démocratiques ou politiques, elles en réclament toujours plus, elles exigent de nouveaux droits sociaux et politiques incompatibles avec la poursuite de leur exploitation forcenée ou la confiscation des fruits de leur travail par une caste de bureaucrates, de militaires, de capitalistes complices des multinationales qui pillent les richesses de leur pays.

L'Etat dans la plupart des pays africains et asiatiques est soumis au pouvoir des propriétaires des moyens de production qui

ainsi indirectement financent l'armée, corrompent les fonctionnaires et gangrènent l'ensemble de la société. La collusion entre le pouvoir de l'argent et le pouvoir politique qui est à l'origine de la corruption généralisée dans ces pays, est le ciment de ces régimes. S'attaquer à la corruption, c'est s'attaquer au liant qui assure la stabilité de ces régimes antidémocratiques.

On comprend que des voix s'élèvent en Inde contre la campagne engagée par Anna Hazare au prétexte que d'autres causes seraient plus urgentes, pour en réalité détourner les Indiens du principal facteur dont se nourrit le régime et qui est à l'origine du sous-développement de ce pays. Rien d'étonnant que ces voix réactionnaires proviennent du Parti du congrès qui représente les intérêts des familles les plus riches du pays, Mittal, Birla, Ambani,Tata, Bajaj...

Haut de page

Le 23 août

Pour compléter ma réponse au courriel d'un militant du POI.

La formation des militants devrait s'étendre au décrypage de l'information, comment lire un article de presse, une info entendue à la télé ou à la radio, comment l'idéologie dominante a envahi tout l'espace culturelle et artistique, tous les rapports dans la société, vaste programme destiné également aux travailleurs en général. Exercice qui nécessite aucun moyen particulier, n'importe quel support peut faire l'affaire, un quotidien, un magazine, une photo.

On procède un peu comme ce qui se pratique en formation en entreprise. On demande à chacun d'écrire en quelques mots sur une feuille de papier comment il interprète le contenu d'un article, d'une publicité, la couverture d'un magazine, ensuite on lit à haute voix ce que chacun a écrit, après on demande aux participants de corriger ou compléter les interprétations de leurs petits camarades, on peut écrire tout cela sur un tableau, l'animateur de cette formation évite d'intervenir, son rôle se borne à mettre en évidence les lacunes ou faiblesses détectées et à préciser la méthodologie.

Cet exercice doit être accompagné d'un support didactique distribué à chaque participant au début ou à la fin du cours. Cela fait très scolastique direz-vous, si vous connaissez une autre méthode aussi économique, contactez-nous. Il ne doit pas s'agir d'un cours isolé, il doit être renouvelé et s'étaler sur plusieurs mois, et s'inscrire dans un cycle de formation permanente auquel les militants doivent adhérer volontairement.

On peut aussi envisager des cours qui porteraient sur la psychologie, apprendre à distinguer l'état d'esprit de la conscience politique, l'être indivuel et l'être social, le caractère et la personnalité, etc.

Hier on a abordé succintement le matérialisme dialectique, on pourrait préciser par l'étude des rapports de cause à effet, les contradictions inhérentes à toute chose, la loi du mouvement, les différents états de la matière, qu'est-ce que l'empirisme, la logique, la logique dialectique, les différents états de la dialectique, la transformation de la quantité en qualité, ne pas confondre pourquoi (cause) et pour quoi (but), manière et moyen, etc. Anti-Dühring d'Engels regorge d'exemples simples qui pourraient servir de points de repère.

En politique, qu'est-ce qu'on veut dire par dogmatisme, sectarisme, éclectisme, marxisme, que signifie faire la part des choses, faire preuve de mesure, qu'est-ce qu'on entend par principe, idéalisme et matérialisme, philosophie, métaphysique et religion, idéologie, doctrine et théorie, etc. Une fois armé de ces outils, on peut passer à l'histoire de la lutte des classes, du mouvement ouvrier... Si vous procédez à l'inverse, par exemple vous aurez du mal à assimiler les différentes formes de régime que peut prendre la dictature du capital. Surtout que le but de cette formation n'est pas seulement de former des combattants conscients ou capable de penser par eux-mêmes, mais aussi de transmettre ces connaissances à d'autres travailleurs ou militants.

Notre objectif est que l'ensemble du parti progresse sur le plan théorique et politique, que chaque militant trouve sa place dans le parti et s'y sente bien, mais aussi que la conscience des masses exploitées progresse au travers de notre intervention dans la lutte des classes, on ne suit pas cette formation pour se faire plaisir ou la garder pour soi, on doit être animé en permanence par un état d'esprit collectif, on poursuit un objectif collectif... Cela ne peut que renforcer les liens et la fraternité entre militants, renforcer le parti.

On pourrait demander à chaque militant comment il conçoit le militantisme, même à de vieux militants, je suis sûr que les réponses qu'on obtiendrait seraient surprenantes et pleines d'enseignements. La critique ou la polémique encore moins le jugement n'aurait pas le droit de citer dans ce genre de cours, il s'agirait plutôt de partir des expériences de chacun pour en tirer le maximum d'enseignements qui profiteront à tous, l'animateur du cours ayant pour tâche de rendre lisible à chacun des participants l'expérience de chaque militant pour que le cours profite à tous, qu'on soit ouvrier, technicien ou intellectuel. Mettre en présence ouvriers et intellectuels dans un tel cours permettrait aux uns et aux autres de se parler tout d'abord, ensuite de mieux

se comprendre, puisqu'on est complémentaire et l'on ne peut pas se passer des uns ou des autres. Il pourrait aussi y avoir un cours consacré à l'apport des ouvriers et des intellectuels au parti.

Le problème de tous les partis qui comptent parmi leurs dirigeants de nombreux enseignants, c'est qu'ils mettent la charrue avant les boeufs, en caricaturant, c'est demander à une personne qui ne sait pas lire ce qu'elle a pensé de l'analyse qu'on vient de faire d'un ouvrage littéraire, comme si cela pouvait lui servir à apprendre à lire ou remplacer l'apprentissage de la lecture. On comprendra aisément que dans ces conditions elle ne saura jamais lire, ce que m'ont confirmé par courriels des camarades qui militaient pourtant depuis des décennies.

Vous ne pensez pas qu'un parti qui prendrait au sérieux ces propositions progresserait forcément, fidéliserait ses militants ? (A suivre)

Je proposerais même que tous ces sujets fassent l'objet d'articles dans le journal, qu'une page y soit consacrée chaque semaine. Le combat contre l'idéologie (bourgeoise) dominante ne passe-t-il pas par le combat pour la défense du matérialisme dialectique (et historique) ? Cela ne concerne pas seulement les syndicalistes, les militants politiques, mais la totalité des travailleurs.

Autre chose.

Je propose un gros titre pour la couverture des hebdomadaires du POI, du NPA ou de LO : *Sarkozy et la dictature de la "règle d'or" : à quand la chute ?* en référence à Kadhafi, ou encore *Une seule règle : à bas tout gouvernement de la dette !* qu'il soit de l'UMP ou du PS.

Non, c'est gauchiste, sans doute, comme d'affimer qu'un président minoritaire et illégitime ne devrait plus être au pouvoir et viole la démocratie.

J'ai mis en ligne la lettre de démission du PG de Claude Debons (lire plus loin), parce qu'elle fournit des indications intéressantes sur les véritables intentions des fondateurs de ce parti inféodé au capital, des arguments supplémentaires pour le combattre.

Pour se détendre. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

- A Marseille, un employé cambriole la banque où il travaille (lexpress.fr 22.08)

Voilà où mène l'individualisme, c'est collectif qu'il faut jouer ce coup-là camarade travailleur !

Incurable

- La Fed soignera l'économie américaine à l'homéopathie (Reuters 22.08)

Ne vous fiez pas à ce titre trompeur, l'homéopathie soigne, mieux elle s'attaque au terrain sur lequel a germé la maladie, à rétablir un équilibre biologique que l'on appelle la santé, contrairement à l'allopathie qui ne traite que le virus ou la bactérie indésirable.

Le titre aurait dû être : Comment la Fed s'apprête à vider un océan de dettes à la petite cuillière.

En quoi cela consiste, selon Reuters, exercer une pression à la baisse sur les taux moyens et longs en modifiant la pondération des actifs de la Fed en faveur d'instruments à maturité plus longue. Cela peut se faire en se refinançant à échéance plus longue lors de l'arrivée à terme de titres ou en échangeant des titres courts pour des effets plus longs.

Une méthode décriée quand il s'est agit de la Grèce, si je ne me trompe pas. Chut, c'est la Fed, elle peut tout se permettre !

Politique

1- France.

1.1- Le réformisme est mort !

Claude Debons, ancien syndicaliste de la CFDT vient de quitter le PG. Membre fondateur du PG (en novembre 2008 après la sortie du PS de Mélenchon), Debons critique, dans une lettre datée du 27 juillet que Libération.fr s'est procurée, l'évolution de sa formation.

«*Faute d'avoir su faire vivre un certain pluralisme des idées et des expériences*», Debons regrette un PG à l'«*orientation trop souvent "gauchiste"*», «*un centralisme inadapté à notre époque*», «*dans le registre de la protestation et du témoignage*» et avec «*des rapports au reste de la gauche dans un registre "néo-NPA" [qui empêche] de s'adresser efficacement aux électeurs de*

gauche qui votent socialiste.» Conséquence: «*Les analyses et orientations actuelles ne permettent pas de sortir d'une posture propagandiste et de hisser le vote Front de Gauche à un niveau d'utilité et de crédibilité élevé*.»

«*Ces évolutions ont conduit nombre de militants avant moi, pourtant venus avec enthousiasme pour participer à cette aventure et "faire de la politique autrement", à partir*», poursuit l'ancien de la CFDT.

En retrait depuis quelques mois, Claude Debons avait déjà quitté la direction du PG lors du congrès du Mans en novembre 2010. Il avait alors critiqué un positionnement politique trop radical de la part de Jean-Luc Mélenchon. (liberation.fr 22.08)

1.2- PS. Plus royaliste que le roitelet. Royal est fébrile, elle a ses règles...

Ségolène Royal, candidate à la primaire PS, a répondu lundi à François Fillon par une tribune publiée dans Le Figaro, en lui proposant d'ajouter à sa "*règle d'or*" budgétaire sept autres règles, de diamant, d'argent, de fer... visant à aboutir à un "*ordre social juste*". (lexpress.fr 22.08)

Elle a oublié la règle en bois comme les chèques du même nom ! Crise d'infantilisme, sénélité précoce, populisme tout azimut ou elle doit vraiment prendre les électeurs pour des débiles profonds. Après tout, elle a peut-être simplement entendu des voix !

1.3- PS. Affaire Strauss-Kahn. La honte jusqu'à la lie.

Les réactions des socialistes n'ont pas tardé à se faire attendre, suite à l'abandon des charges contre Dominique Strauss-Kahn.

Martine Aubry s'est déclarée "*très heureuse*", insistant penser "*avec énormément d'affection à Dominique et Anne".*

Pour Jean-Marie Le Guen "on a besoin de sa parole".

Toujours sur BFM TV, Jack Lang a immédiatement appelé à ce que Dominique Strauss-Kahn "*joue un rôle dans l'élection présidentielle", ne doutant pas "qu'il sera très présent*".

Harlem Désir a fait part de son "*immense soulagement*", parlant aussi d'un "*heureux dénouement que tous ses amis espéraient*". Le premier secrétaire par intérim a également adressé "*le plus chaleureux témoignage d'amitié (...), ainsi que tous mes voeux pour qu'il reconstruise rapidement sa vie*." (lepost.fr 22.08)

Commentaire d'internautes.

1- "Bien que non concluantes, les preuves réunies au cours de l'enquête "correspondent à une relation sexuelle non-consentie", a indiqué le bureau du procureur, qui a demandé aujourd'hui au juge chargé de l'affaire d'abandonner les poursuites contre l'ancien patron du FMI."

Non consentie et le gars est à accueillir comme le messie???

2- Conclusion logique : il n'y a pas de justice.

3- "Le procureur précise aussi qu'il y a bien eu relation sexuelle entre la femme de chambre et l'ancien directeur du FMI. Et il note que cette relation était probablement "non consentie"."

Et tout ce petit monde de se réjouir parce que cet homme est "blanchi" (sur les papiers)...blanchi de quoi? on ne sait pas vraiment... en lisant entre les lignes on voit que la femme de chambre a été forcé...mais il est libre...c'est stupéfiant et incomprehensible à la fois!

4- C'est quoi ,la différence entre un rapport sexuel non consenti ... et un viol ??? Je crois bien que dans cette affaire ,on nous prend pour des cons de première zone !

5- Conclusion : c'est un "probable violeur", qu'on doit continuer à considérer comme "présumé innocent", faute de procès.

Commentaire :

Tout est dit ici, quel ramassis de pourritures ce parti !

Ils ont raison au PS, 1- mettez-le en avant, vous allez vous faire massacrer par l'UMP ; 2- l'ordre "juste" version PS a de quoi

donner envie de vomir à ses sympathisants, on ne le regrette pas évidemment ; 3- comment un tel parti pourrait-il inspirer confiance à des travailleurs au point de mettre leur sort entre ses mains? Il y en a malgré tout, on les placera dans la même catégorie que les travailleurs les plus arriérés sur le plan politique que notre politique ne peut pas atteindre.

2- Libye. Les prédateurs sortent du bois

La Banque mondiale est prête à reprendre le contact avec la Libye, a indiqué lundi un porte-parole de cette institution.

"*La Banque reprendra le dialogue avec la Libye dès que nous pourrons être utiles pour aider à la reconstruction du pays*", a indiqué ce porte-parole dans un courriel, précisant que cela se ferait en accord avec les actionnaires de l'institution, où les États-Unis jouent un rôle dominant. (lepoint.fr 22.08)

L'italien Eni, qui était le principal producteur étranger de pétrole en Libye, a fait son retour dans le pays lundi, alors que les rebelles saluant la fin du régime de Mouammar Khadafi prévenaient les sociétés chinoises et russes qu'elles risquaient de perdre des contrats pour n'avoir pas soutenu la rébellion.

Total a par ailleurs indiqué qu'il suivait avec attention la situation en Libye pour évaluer quand ses activités pourraient reprendre.

La chute du régime libyen pourrait ouvrir les plus grandes réserves pétrolières d'Afrique à de nouveaux acteurs, comme la compagnie nationale du Qatar ou la société de négoce Vitol, qui seront en concurrence avec les géants européens ou américains présents avant l'insurrection.

"*Nous n'avons pas un problème avec les pays occidentaux comme les entreprises italiennes, françaises et britanniques. Mais nous pouvons avoir quelques problèmes politiques avec la Russie, la Chine et le Brésil*", a dit à Reuters Abdeljalil Mayouf, directeur de l'information de la compagnie pétrolière pro-rebelles AGOCO.

Selon un sondage Reuters, il faudra jusqu'à un an pour relancer la production libyenne à au moins un million de barils par jour et jusqu'à deux ans pour revenir aux niveaux d'avant guerre.

Avant le déclenchement de l'insurrection en Libye, le pays, membre de l'Opep, produisait environ 1,6 million de barils par jour (bpj), soit près de 2% de la production mondiale.

Selon le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini, des employés d'Eni sont arrivés sur place pour superviser un redémarrage des installations pétrolières dans l'est du pays, même si les combats se poursuivaient dans la capitale.

"*Les installations ont été construites par des Italiens, par la (société de services pétroliers) Saipem, et par conséquent il est clair qu'Eni jouera le premier rôle (en Libye) à l'avenir*", a déclaré Frattini au micro de la Rai.

Les analystes et les spécialistes du secteurs estiment que Total et Eni pourraient émerger comme les grands gagnants de la redistribution des cartes en Libye du fait du fort soutien dont ont fait preuve Paris et Rome à l'égard des rebelles.

L'appui militaire du Qatar et logistique de la société Vitol pourraient également permettre à de nouveaux acteurs de prendre pied dans le pays.

"*Le Qatar sera un gros acteur, Vitol pourrait en être un. Shell souhaite également renforcer son rôle*", juge un consultant occidental spécialiste des risques et au fait des négociations.

La plupart des géants pétroliers américains comme Marathon, ConocoPhillips ou Hess, ont adopté une attitude beaucoup plus prudente concernant la Libye

"*Ils sont simplement en train d'attendre et d'essayer de déterminer qui dirige ce pays*", indique ce consultant, qui conseille plusieurs entreprises américaines à propos de la Libye.

BP, qui ne produisait pas encore dans le pays, a dit vouloir y retourner pour reprendre ses explorations, mais sans donner de calendrier. (Reuters 22.08)

Social

1- Monsieur le Premier ministre, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, nous sommes à vos côtés !

Jacques Voisin a été le premier à s'entretenir, dimanche, avec le premier ministre. Le président de la CFTC a demandé à François Fillon que les mesures qu'il s'apprête à prendre soient «*compatibles avec la croissance et équitables*» et qu'elles n'aient pas «*d'impact sur l'emploi et les minima sociaux*».

Jean-Claude Mailly a quant à lui «*poussé*» deux points majeurs à ses yeux: «*la préservation des services publics et la protection des mesures collectives*», comme les avantages fiscaux accordés à la délivrance de tickets repas ou la mise en œuvre d'une complémentaire santé.

Lors de son entretien, François Chérèque a de son côté insisté sur «*la nécessité de mettre en œuvre des mesures de soutien social aux salariés et entreprises afin d'éviter un blocage de l'économie.*» (lefigaro.fr 22.08)

Ou comment légitimer le gouvernement et sa politique ultra réactionnaire...

2- Parole de patron. Le mensonge ne tue pas encore.

Les entreprises françaises ne peuvent pas payer davantage de taxes et veulent conserver les subventions pour les heures supplémentaires, a déclaré sur France 2 lundi la présidente du Medef Laurence Parisot.

"*Les entreprises françaises (...) sont les plus taxées au monde. Donc, si nous voulons gagner des dixièmes de points de croissance, il ne faut surtout pas en ce moment pénaliser les entreprises, il ne faut surtout pas aggraver leurs coûts de production*", a-t-elle dit.

La présidente du Medef suggère à l'Etat de déléguer des services publics au privé afin de faire des économies et de stimuler l'activité.

Laurence Parisot demande aussi le maintien des aides pour les heures supplémentaires. "*C'est un mécanisme vertueux, ce serait dommage de le dégrader, encore plus de le supprimer*". (Reuters 22.08)

"*Les entreprises françaises (...) sont les plus taxées au monde*", alors que Total ne paie pas d'impôt sur les bénéfices ! "*gagner des dixièmes de points de croissance*", alors qu'elle n'atteindra pas 2% en 2011, elle délire, elle a dû lire cela dans un sondage de l'Ifop !

Economie

BCE.

La Banque centrale européenne (BCE) a dépassé le cap des 100 milliards d'euros d'obligations publiques d'Etats de la zone euro en difficulté achetées. En une semaine, la Banque a racheté 14,29 milliards d'euros de titres de dette, selon un chiffre publié lundi 22 août.

Le volume cumulé de ces rachats de la BCE sur le marché secondaire de la dette, un programme lancé en mai 2010 en pleine crise grecque, atteint désormais 110,5 milliards d'euros. La BCE poursuit ainsi ce programme réactivé il y a une quinzaine de jours après une pause de près de cinq mois.

A présent, la BCE vient au secours des obligations italiennes et espagnoles, selon les économistes, ce qui explique des volumes d'achats sensiblement plus élevés que par le passé. L'institution monétaire a l'intention de poursuivre ce programme cette semaine, est-il précisé dans un communiqué publié sur son site Internet. (lemonde.fr 22.08)

Haut de page

Le 24 août

Qu'est-ce qu'on est bête parfois !

- (règle d'or) Cette règle des 3% existe déjà dans les critères de convergence du traité de Maastricht, elle a donc valeur constitutionnelle. (20minutes.fr 23.08)

Mais c'est bien sûr ! Et elle n'a pas été respectée ? Non, franchement, dans quel monde on vit ! Si le combat contre le traité de Maastricht et celui contre la "règle d'or" n'ont pas été conçus dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions, ils n'ont servi strictement à rien.

Je continue avec le TCE, non, on verra cela plus tard. Comment doit-on caractériser cette conception de la lutte de classe, sur quoi repose-t-elle, ne faudrait-il pas en changer ? Notez bien que ce n'est pas la mienne, j'ai acquis la fâcheuse habitude de réfléchir un peu avant de m'engager dans quoi que ce soit, et si je cours après un objectif que je sais hors de ma portée, c'est parce que je sais que cela va me rapporter quelque chose et que je devrai m'en contenter.

Qu'est-ce que j'ai en tête, devinez ? Le parti voyons ! C'est incurable décidément.

Ce n'est pas pour rien qu'on dit que la vie demeure la meilleure école pour élever son niveau de conscience. J'étais parti vivre en Inde en espérant pouvoir m'y épanouir, quelle illusion ! c'était plus de 10 ans avant que je renoue avec le militantisme, depuis je survis et je m'en contente, alors que si j'étais resté en France, quoi, je ne sais pas au juste, je ne serais certainement plus là pour vous causer ou j'en aurais été incapable, ce qui serait revenu au même en plus dramatique et pénible, on ne meurt qu'une fois heureusement !

Les idées dominantes sont celles de la classe dominante, démonstration.

Apparemment des camarades interprètent la chute du régime du colonel Kadhafi comme une victoire de Sarkozy et de la coalition impérialiste, qui y a participé dans un but purement mercantile digne des guerres de rapine des siècles précédents.

Ils se font ainsi consciemment ou non l'écho de la propagande gouvernementale reprise en boucle par les médias, qui consiste à interpréter les faits en fonction des intérêts qu'ils représentent ou d'un objectif politique, qui en toile de fond sert de guide à l'orientation de leur discours, ce que ces militants semblent oublier ou ne pas discerner clairement.

Le roitelet plastronne du haut de ses talonnettes parce qu'il s'approprie une victoire qui n'est pas la sienne, voilà qui suffit à tourner la tête de militants. Depuis le 17 février qu'ont commencé les combats en Libye, nous avons commis une seule erreur que l'on qualifiera de mineure : de ne pas avoir préparé les militants à cette effusion de déclarations de la part des va-t-en guerre en France et dans le monde après la chute du dictateur libyen, ce qui était prévisible et inévitable, apparemment pas pour tout le monde. Que cela nous serve de leçon pour la prochaine fois.

Mais en quoi cela change-t-il quelque chose à la situation sur place en Libye ? En rien, absolument rien. Aurions-nous dû déterminer notre position en fonction de cette posture de Sarkozy ? Aurions-nous dû interpréter la situation uniquement en fonction des gesticulations du pantin désarticulé du Palais, auraient-elles dû dicter l'orientation de notre analyse ? Consciemment nous avons agi à l'inverse, tout en connaissant depuis le départ les plans conçus par l'impérialisme français, nous avons privilégié la capacité des masses libyennes à se libérer de ce tyran.

Avons-nous eu tort de permettre ainsi au prolétariat libyen de pouvoir poser les bases d'une véritable lutte de classes qui jusqu'alors était étouffée par un régime despotique ? Avons-nous eu tort de lui permettre demain de s'organiser en syndicats et partis indépendants de l'Etat, à son avant-garde révolutionnaire de construire son parti ? Cette dernière doit être extrêmement faible, pour ne pas dire quasiment inexistante, comme en France ou dans d'autres pays à d'autres époques, après guerre par exemple quand les militants trotskistes se comptaient sur les doigts de la main, non ?

Oui mais ce soulèvement révolutionnaire a été perverti par le soutien qu'il a reçu de l'OTAN, il ne pourra atteindre son objectif... Mais quel objectif camarades, quel objectif, un Etat ouvrier, le socialisme ? Foutaise, jamais ce soulèvement ne s'est fixé un tel objectif, il en était incapable et jamais nous ne lui avons fixé tellement il en était éloigné, il fallait se bercer d'illusions pour le croire. Sérieusement, en prenant en compte tous les facteurs susceptibles de jouer un rôle de premier plan au cours du développement de la révolution lybienne, quel autre objectif les masses libyennes pouvaient-elles se fixer en dehors de la chute de Kadhafi et le régime qu'il incarnait à lui tout seul ? J'ai ajouté cette précision, car contrairement à la Tunisie ou à l'Egypte ou les régimes ne se confondaient pas entièrement dans les personnes de Ben Ali et Moubarak, en Libye Kadhafi concentrait tous les pouvoirs, il suffisait que son pouvoir soit ébranlé ou que les militaires le perçoivent ainsi, pour qu'ils n'offrent pratiquement pas de résistance à la prise de la capital Tripoli. En comparaison, en Tunisie et en Egypte l'armée s'est posée en garante de la défense du régime en place, des institutions, ce qui ne pouvait être le cas en Libye où tout est à construire ou à reconstruire.

C'est dans ce contexte que les masses libyennes ont la possibilité désormais de faire valoir leurs revendications sociales et politiques, sans oublier que chaque libyen est armé aujourd'hui. Elles ont refusé que des troupes de l'OTAN combattent à leur côté, elles ne sont pas complètement dupe non plus des arrières-pensées qui animent depuis le début la coalition impérialiste...

On nous dit que le pétrole libyen avait été nationalisé sous Kadhafi et que demain il sera privatisé, etc. Qui profitait de la nationalisation du pétrole en Libye ? Le prolétariat et la paysannerie libyenne, si tel était le cas pourquoi n'ont-ils pas combattu à ses côtés, pourquoi n'ont-ils pas accouru en masse pour sauver son régime si généreux avec eux ? Cette nationalisation du pétrole avait connu des entailles au cours des années précédentes, il semblerait que des multinationales de différents pays s'en soient mis plein les poches pendant cette période au détriment du peuple libyen, non ?

Dans quel pays du monde l'Etat est-il encore vraiment propriétaire de ses ressources naturelles ? L'Etat accorde des concessions

pour des durées limitées dans le temps à des compagnies pétrolières, qui exploitent les champs pétrolifères, procèdent ou non à des opérations de raffinage sur place et versent des dividendes à l'Etat selon les accords signés entre eux. C'est bien cela n'est-ce pas ? Il en va de même pour les mines de fer, de cuivre, d'étain, etc.

Sur le plan politique, la révolution libyenne serait manipulée par le CNT, qui est une incarnation de l'impérialisme français, en voilà une sacrée découverte si c'est cela qui vous tracasse vraiment, il va être installé un gouvernement et un régime à la botte de la France qui sera plus ou moins démocratique, etc. Tiens donc, en souriant j'avais envie d'ajouter : plus ou mois démocratique comme en France sans que cela n'ait vraiment choqué outre mesure le mouvement ouvrier au cours du XXe siècle, en dehors de son avant-garde réduite à une peau de chagrin.

Je l'ai déjà dit plus haut : mais vous vous attendiez à quoi au juste camarades, à un miracle, que les masses arriérées libyennes se hissent d'un coup de kalashnikov à la hauteur du programme de la révolution socialiste.

Vous avez déjà oublié le dilemme délicat auquel le peuple libyen était confronté : soutenir un tyran au pouvoir depuis 42 ans pour qu'il y demeure ou ses fils pendant encore de longues années, ou accepter à contrecoeur le soutien d'une coalition impérialiste qui ne lui voulait pas particulièrement du bien mais qui lorgnait davantage sur son pétrole et son gaz pour que d'autres impérialismes n'en profitent pas, ce qui n'était pas à proprement parlé son problème, pour se débarrasser d'un régime despotique et espérer un avenir meilleur à l'issue de son combat, des droits politiques et sociaux...

Entre nous, je vais vous dire un truc. Je vis à Pondichéry dans le sud de l'Inde depuis près de 20 ans, Pondichéry était un ancien comptoir français jusqu'à la fin des années 50 ou le début des années 60, donc après l'indépendance de l'Inde proclamée en 1947. Pondichéry a conservé en grande partie l'organisation administrative et judiciaire héritées de la colonisation, ce qui en fait un territoire à part en Inde. La ville est enclavée dans l'Etat du Tamil Nadu, j'habite au Tamil Nadu à deux kilomètres de l'ancien octroi (frontière si vous voulez) que j'ai connu il y a 20 ans, qui séparait le Territoire de Pondichéry de l'Etat du Tamil Nadu.

J'ai vécu plusieurs années dans les fautbourgs et la banlieue de Pondichéry. Il m'est arrivé malheureusement de rencontrer des problèmes graves (violence physique notamment) avec des Indiens. J'ai porté plainte cinq fois aux autorités pour défendre mes droits, et cinq fois mes plaintes ont été prises en compte. Depuis que je vis au Tamil Nadu, j'ai porté plainte huit ou neuf fois essentiellement contre les voyous de mon village, pas une seule de mes plaintes n'a abouti, il a fallu faire intervenir le consul de France qui est intervenu auprès de la plus haute autorité de cet Etat pour qu'on me foute un peu la paix. Je connais des milliers de personnes vivant à Pondichéry pour avoir enseigné plusieurs années dans cette ville. J'ai discuté avec un tas de gens de différentes catégories ou classes sociales, en dehors des nantis qui profitent de l'exploitation effrénée des ouvriers, je n'ai pas rencontré une personne qui souhaitait rester vivre dans ce pays gangrené par la corruption, et parmi celle-ci à l'unanimité pas une seule ne voulait entendre parler du rattachement de Pondichéry au Tamil Nadu, car au Tamil Nadu l'administration (les fonctionnaires), le système judiciaire et la police étaient pourris jusqu'à l'os sans le moindre recours, alors qu'à Pondichéry il existe une mairie (dans chaque district du Territoire de Pondichéry), ce qui n'existe pas ailleurs en Inde, des tribunaux calqués sur ce qui existe en France. J'ai gardé le meilleur pour la fin, tous les anciens qui ont connu l'époque de la colonisation m'ont dit regretter, soit de ne pas avoir opté pour la nationalité française, soit que Pondichéry soit rattaché à l'Inde, et quand vous posez la question à des jeunes, vous avez le droit à la même réponse.

Vous m'excuserez d'avoir été un peu long, tout cela pour dire que la population aspire à la démocratie par n'importe quel moyen, elle n'en a rien à foutre de la conquérir sous le drapeau d'un pays ou d'un autre du moment que ce pays ne se destine pas à la réduire en esclavage ou lui accorde des droits démocratiques ; bon, quand je leur explique qu'il ne faut tout de même pas aller trop loin dans cette direction et accepter la tutelle d'un pays étranger, ils l'admettent, surtout si on ajoute que sa présence ici n'est pas forcément compatible avec les intérêts de la population, mais il arrive très souvent qu'ils en doutent, pour eux l'aspiration à la démocratie est plus forte que tous les arguments qu'on peut leur opposer.

Les masses libyennes ont des illusions dans les régimes occidentaux, c'est normal, inévitable, les représentants de ces régimes sont tellement imbus de leur pouvoir qu'ils ne tarderont pas à commettre de terribles maladresses provoquant un retournement des masses contre eux. Cela peut aller très vite ou prendre davantage de temps, moins sans doute que la durée du règne au pouvoir d'un dictateur !

On reviendra certainement sur la question libyenne dans les jours qui suivent, car d'autres facteurs contradictoires que je n'ai pas eu le temps d'aborder vont jaillir très rapidement, j'attends d'être en possession de plus d'informations sur la situation pour en parler, je pense aux forces révolutionnaires qui se sont levées ces derniers jours dans Tripoli et sa région et qui sont hostiles au CNT ou qui ne se reconnaissent pas dans les rebelles de Bengazi ou l'est de la Libye, d'après ce que j'ai lu mais c'est à prendre au conditionnel, ce serait des unités de combattants venues de la région ouest de Tripoli qui ont libérer la capital du dictateur et non des rebelles de Bengazi.

En Irak ou en Afghanistan les peuples n'ont jamais accepté l'occupation de leur pays par des armées étrangères, alors pourquoi voudriez-vous qu'il en soit autrement en Libye ?

Laissez donc causer Sarkozy, de toutes manières vous ne pouvez pas l'empêcher de parler et de parader. Qu'est-ce que cela

change à la situation, à l'état d'esprit des Libyens qui attendent maintenant qu'on leur accorde des droits sociaux ou politiques, dites-nous en quoi cela change-t-il quelque chose ? En rien.

Vous allez dire que sa cote de popularité va remonter, patati patata... On a entendu la même chose quand la France a assuré l'intérim à la tête de l'UE et il n'en a rien été, on a entendu la même chose quand il a pris la tête du G8 et du G20, et il n'en a rien été, ce que vivent au quotidien les travailleurs compte davantage à leurs yeux que les pitreries du pire président qu'a connu la France sous la Ve République. Si sa cote de popularité remontait à la suite de cet épisode, cela signifierait simplement que la conscience de classe des travailleurs n'aurait pas vraiment progressé depuis 4 ans. En doutiez-vous ? Pas moi, les mirages et les miracles ce n'est pas vraiment mon truc.

Un camarade m'a envoyé une déclaration du secrétariat politique du PRCF intitulée : "*La «victoire » provisoire de Sarkozy, de l'OTAN et de leurs complices libyens est aussi une défaite pour le peuple français !*", comme quoi ils n'ont rien compris. Je ne vais pas revenir sur ce que j'ai écrit plus haut. En quoi se débarrasser soi-même d'un dictateur serait-il une défaite ? Quel intérêt la classe ouvrière française aurait-elle eu dans le maintien de Kadhafi au pouvoir ? Les ouvriers auraient-ils un penchant secret pour les tyrans qu'on ignorerait ?

Ne s'agit-il pas plutôt de masquer qu'en France aucun parti ouvrier n'a été capable de se placer résolument au côté de la révolution libyenne depuis le 17 février, d'analyser lucidement, à fond la situation pour ne pas se retrouver voué à l'impuissance ou pire à se tromper de camp ? La vérité qui fait mal à entendre, c'est qu'ils sont bien emmerdés, aucun ne peut revendiquer cette victoire au côté des masses révolutionnaires libyennes pour s'en être rapidement désolidarisés sous prétexte que l'OTAN s'était mêlee de leurs affaires.

C'est bien le peuple révolutionnaire libyen qui s'est sacrifié pour se libérer du dictateur Kadhafi et qui est entré triomphalement dans la capitale Tripoli et aucune autre armée du monde, désolé.

Sarkozy, la révolution libyenne ne t'appartient pas, pas plus que la Libye ou son pétrole, le destin de la Libye appartient uniquement au peuple libyen, il ne te doit rien, bas les pattes !

Tes armes et tes avions n'ont servi qu'à détruire ceux que tu avais vendus à Kadhafi pour nous pilonner et nous maintenir sous sa dictature, un par tout, on ne te doit absolument rien, pas même merci, surtout pas, car c'est grâce à toi et tes prédécesseurs qui avez armé le tyran que nous avons vécu 42 ans de cauchemar !

Je n'accablerais pas les militants qui n'ont apparemment pas compris grand chose à cette histoire manipulée par les médias, je n'en dirais pas de même de leurs dirigeants qui les ont induits en erreur, et qui vont évidemment persister dans leur erreur, leur statut vaut plus à leurs yeux que la vérité ou la cause pour laquelle ils prétendent combattre.

Place à la lutte des classes en Libye ! Un mot d'ordre que ne reniera pas le prolétariat français.

Politique

France. Discours d'un social-patriote.

Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche, a détaillé mardi ses propositions face à la crise économique.

(Quand Mélenchon s'en remet à la BCE - note du site)

Il estime que "*l'Europe a les moyens d'éteindre l'incendie spéculatif*" si la Banque centrale européenne "*prête aux Etats aux taux où elle prête aux banques*", et si est réalisée une "harmonisation sociale et fiscale".

(Parce que dans le cadre de l'UE il serait possible de réaliser une "harmonisation sociale et fiscale" qui ne serait pas défavorable aux travailleurs, pour se faire il ignore la nature de l'UE. - note du site)

Jean-Luc Mélenchon propose surtout un "*protectionnisme européen*" qui passerait par une "*mise en place des visas sociaux et écologiques pour toute marchandise entrant dans l'Union (européenne) et l'instauration d'une souveraineté économique qui interdise les délocalisations dans tous les cas où cela aboutit à la perte d'un savoir-faire où à la destruction d'une zone de production*".

(Il voudrait empêcher les pays sous la coupe des capitalistes dominants de se développer.. Peine perdue monsieur le réactionnaire, depuis toujours les explorateurs qui parcouraient des contrées inconnues ou inexploitées à l'autre bout du monde, rentraient dans leur pays natal après plusieurs années d'absence, en rapportant dans leurs malles des savoir-faire qu'ils avaient acquis et des plantes ou matériaux qu'ils avaient découverts.

Vous n'empêcherez pas la roue de l'histoire de continuer de tourner, encore moins la faire tourner à l'envers à l'instar des adeptes de la démondialisation. Si on devait appliquer rétroactivement l'idée que propose Mélenchon, ce ne sont pas seulement des pays comme la Chine ou l'Inde qui seraient demeurés dans l'état de sous-développement dans lesquels ils étaient encore il y a à peine 15 ou 20 ans, mais c'est la civilisation humaine qui aurait guère évolué depuis l'âge de la pierre. - note du site)

A ses yeux, la présidentielle de 2012 doit être l'occasion de revenir sur la stratégie de la gauche vis-à-vis des banques et du système financier : "*Aucun engagement n'a de sens si on ne dit pas comment on va empêcher le système financier, par la dégradation de la note de notre pays, d'interdire toute politique autre que celle de l'austérité*", assure le candidat.

(Impossible sans exproprier les banquiers et s'engager résolument dans la voie de la rupture avec le capitalisme en s'attaquant à ses fondements, or monsieur Mélenchon y est opposé tout comme le PS. Savez-vous monsieur Mélenchon que certaines couches du prolétariat n'ont connu que l'austérité tout au long de leur vie ? Savez-vous ce que signifie l'austérité pour un ouvrier ? Non bien sûr, je vais vous le dire pour en être un produit, quand il n'a jamais suffisamment de quoi vivre pour simplement satisfaire quotidiennement ses besoins les plus élémentaires, lorsqu'il doit en permanence se priver ainsi que ses enfants, qui ne le comprennent pas ou le supportent difficilement monsieur Mélenchon. Nous admettons que pour l'avoir à l'esprit Il faut baigner dans le milieu ouvrier depuis sa naissance ou ne jamais s'en être détaché, ce qui ne semble pas vraiment être votre cas, vous êtes étranger à la classe ouvrière, au mouvement ouvrier, vous n'êtes qu'un parasite au service du capital. Vous parlez de l'austérité ou elle vous interpelle quand elle tend à se généraliser et frappe la petite-bourgeoisie, nous ne sommes pas dupes. - Note du site)

Face à "*une description de la dette*" avec laquelle on "*ne cherche qu'à faire peur*", Jean-Luc Mélenchon a réaffirmé son opposition à un retour à un déficit sous les 3% de PIB d'ici à 2013, comme l'ont proposé Martine Aubry et François Hollande, et les a mis en garde: "*Ils ouvrent une fracture dans la gauche qui va la diviser*".

"*Fort heureusement*", s'est-il toutefois réjoui, "*il y a des voix qui s'opposent*", a t-il dit, distribuant les bons points à Europe Ecologie-Les Verts ou au socialiste Arnaud Montebourg, "*dont la résistance est précieuse*". (liberation.fr 23.08)

(Sans blague, ne voudrait-il pas à son tour nous faire croire qu'il existerait un véritable courant de gauche au sein du PS, prêt à rompre avec le capitalisme, on n'ira pas jusqu'à dire révolutionnaire pour ne pas nous ridiculiser, on préfère laisser cela à ceux qui l'affirmaient avant 1981 (les dirigeants actuels du POI notamment). Ah ces "*résistants*", quelle bravoure, quelle audace tout de même ! Et puis, ils sont tellement modestes et désintéressés... qu'on n'a pas du tout envie de leur ressembler contrairement à ce philistin. - Note du site)

A bâtons rompus. Pour interpréter le discours de Mélenchon et le programme du PG, cerner leurs réelles intentions, il faut avoir à l'esprit qu'ils consistent à nier ou ignorer les fondements du capitalisme et les lois de fonctionnement sur lesquelles repose son développement, pour faire croire aux ignorants que le capitalisme pourrait suivre une évolution différente ou se comporter autrement sans liquider ses fondements et donc faire avec ses lois, tout simplement parce qu'ils n'ont pas l'intention de s'y attaquer. Il s'agit d'une escroquerie politique, de charlatanisme mis grâcieusement en spectacle par les médias.

Les nantis ont développé des trésors d'imagination pour mettre au point des outils financiers qui leur permettent de continuer à s'enrichir toujours plus poursuivant ainsi l'oeuvre engagé par leurs ancêtres aux XVIIIe et XIXe siècle, pour finalement soumettre le monde à la dictature de l'industrie financière qui domine le capitalisme mondial. Vous ne voudriez pas qu'ils renoncent à ce privilège, c'est dans ce contexte qu'il faut interpréter leurs appels à payer temporairement un impôt exceptionnel.

Les privilèges de la noblesse ont été abolis parce qu'ils constituaient des entraves au développement des forces productives, du capitalisme, il faut de nos jours abolir ceux de la classe des capitalistes qui constituent des entraves au développement des forces productives de plus en plus transformées en forces destructrices pour pouvoir satisfaire les besoins et aspirations légitimes des masses exploitées à l'échelle de l'humanité...

Le discours et les proposition de monsieur Mélenchon ne se situent pas sur cette échelle, outre qu'il se fout bien de la misère qui accable le prolétariat dans les autres régions du monde, il défend uniquement les intérêts particuliers de la petite-bourgeoisie liée au capital dont il est issu ou avec laquelle ses propres intérêts se confondent, il se fout totalement du sort de la classe ouvrière, il s'y intéresse seulement lorsque son triste sort tend à se généraliser et présente un danger pour le régime ou que la crise du capitalisme conduit au seuil de la paupérisation des couches entières de la petite-bourgeoisie qui fait partie de son fond de commerce, sans laquelle le PG n'existerait et n'aurait aucun député ou sénateur. Le PG tout comme le PCF critique le PS, mais ils ne rompront pas le cordon ombilical avec lui.

Mais pourquoi Mélenchon a-t-il claqué la porte du PS pour créer le PG ? Pour la même raison qu'il n'a pas souhaité rejoindre le POI, pour surfer sur le mécontentement de couches de plus en plus nombreuses de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes, mais pour son propre compte et ses acolytes de la première heure, pour être sûr d'en tirer profit personnellement, ce qui n'était pas évident en demeurant au PS, encore moins en adhérant au POI, c'est un pur produit de la Ve Répoublique, un carriériste à classer dans la catégorie des illusionnistes.

Taxer davantage les riches, le capital, taxer les transactions financières, etc. tous ces mesures avancées pour amuser la galerie, ne sont que des adaptations de l'orientation opportuniste consistant à se fixer comme objectif une "*meilleure répartition des richesses*" et non l'émancipation du capital ou le socialisme, dans la mesure où ces mesures sont compatibles avec la préservation du régime capitalisme et qu'elles ne remettent pas en cause ses fondements, démontrant au passage que ceux qui les soutiennent sont socialistes en parole seulement. On pourrait ajouter qu'il n'est pas étonnant que des milliardaires s'y rallient, ayant parfaitement conscience qu'ils préserveront l'essentiel ou que ces mesures ne changeront finalement rien pour eux. Pour être complet, ajoutons encore qu'il faut mettre dans le même sac les arguments ou propositions des nostalgiques des années 60-70 qui ignorent ou feignent d'oublier parce que cela ne les concernait pas, que lorsque les bénéfices des entreprises étaient taxés à 50%, des millions de travailleurs et leurs famillent croupissaient déjà dans la pauvreté dans le pays.

Sachant que seule une révolution viendra à bout des privilèges des capitalistes, un parti qui s'est fixé comme objectif de liquider les privilèges de la classe des capitalistes ne devrait compter dans ces rangs que des révolutionnaires, car c'est seulement à ce prix-là que le parti peut exprimer de manière organique la fusion de la théorie et la pratique de la lutte de classe du prolétariat au plus haut degré.

C'est l'enseignement pratique que Marx et Engels tirèrent de l'expérience de la Commune de Paris, et qu'incarna la tendance bolchevik du parti ouvrier social-démocrate de Russie, puis le parti bolchevik pour porter le prolétariat au pouvoir en 1917.

Espagne. Il faut terminer le sale boulot...

Pour redonner confiance dans le pays, M. Zapatero a indiqué son souhait de faire voter avant la fin de la législature,'*une règle pour garantir la stabilité budgétaire à moyen et long terme, en ce qui concerne autant le déficit structurel que la dette, qui inclurait toutes les administrations publiques.*'

Mariano Rajoy, président du Parti populaire (PP, droite), a immédiatement annoncé que son parti y était favorable. L'Espagne pourrait donc approuver rapidement la célèbre 'règle d'or' proposée par la France et l'Allemagne mi-août. (lemonde.fr 23.08)

Social

1- France.

Chantage, provocation, cynisme.

"Nous, présidents ou dirigeants d'entreprises, hommes ou femmes d'affaires, financiers, professionnels ou citoyens fortunés, souhaitons l'instauration d'une "contribution exceptionnelle" qui toucherait les contribuables français les plus favorisés. Cette contribution serait calculée dans des proportions raisonnables, dans le souci d'éviter les effets économiques indésirables tels que la fuite des capitaux ou l'accroissement de l'évasion fiscale.

Nous sommes conscients d'avoir pleinement bénéficié d'un modèle français et d'un environnement européen auxquels nous sommes attachés et que nous souhaitons contribuer à préserver. Cette contribution n'est pas une solution en soi : elle doit s'inscrire dans un effort plus global de réforme, tant sur les dépenses que sur les recettes.

Au moment où le déficit des finances publiques et les perspectives d'aggravation de la dette de l'Etat menacent l'avenir de la France et de l'Europe, au moment où le gouvernement demande à tous un effort de solidarité, il nous semble nécessaire d'y contribuer."

Jean-Paul Agon, PDG de L'Oréal ; Liliane Bettencourt, actionnaire de L'Oréal ; Antoine Frérot, PDG de Veolia Environnement ; Denis Hennequin, PDG d'Accor ; Marc Ladreit de Lacharrière, président de Fimalac ; Maurice Lévy, PDG de Publicis ; Christophe de Margerie, PDG de Total ; Frédéric Oudéa, PDG de la Société générale ; Claude Perdriel, président du conseil de surveillance du Nouvel Observateur ; Jean Peyrelevade, président de Leonardo & Co France ; Franck Riboud, PDG de Danone ; Stéphane Richard, PDG d'Orange ; Louis Schweitzer, président de Volvo et d'AstraZeneca ; Marc Simoncini, président de Meetic, fondateur de Jaïna Capital ; Jean-Cyril Spinetta, président d'Air France-KLM, président du conseil de surveillance d'Areva ; Philippe Varin, président du directoire de PSA Peugeot Citroën. (tempsreel.nouvelobs.com 23.08)

On pourrait croire qu'ils aient pris conscience qu'à trop tirer sur la corde elle pourrait se rompre et ils pourraient tout perdre, on ne voit pas vraiment comment ce serait possible dans les conditions actuelles, alors qu'en réalité en réclamant "*un effort plus global de réforme, tant sur les dépenses que sur les recettes*", ils appellent Sarkozy et son gouvernement à poursuivre la même politique de destruction sociale dont ils sont les bénéficaires, de même lorsqu'ils souhaitent "*contribuer à préserver*" le "*modèle français*" et l'"*environnement européen*" qui leur a permis de s'enrichir encore plus, ils disent à Sarkozy et l'UE, surtout ne changer rien.

En conclusion, à travers cette déclaration, une poignée de capitalistes exprimant les intérêts de leur classe appellent le locataire de l'Elysée et les autorités européennes à continuer dans la même voie, nous vous soutenons leur disent-ils, dans votre guerre engagée contre la classe ouvrière.

2- Vietnam.

A partir du 1er octobre, les salaires minimum augmenteront jusqu'à près de 50 % dans les grandes villes vietnamiennes, selon une décision publiée lundi 22 août par le gouvernement. Le salaire minimum des travailleurs à Hanoï et Ho Chi Minh-Ville devra désormais être d'au moins deux millions de dongs par mois (66 euros). Une mesure destinée à faire face à l'une des inflations les plus élevées de la planète.

Pour la première fois, le niveau du salaire minimum sera le même pour les entreprises vietnamiennes, où il augmentera ainsi de 48 %, et dans les entreprises étrangères, où l'augmentation sera de 29 %, précise le texte. Le salaire minimum dans d'autres régions seront plus faibles, mais augmenteront aussi.

En juillet, le pays a enregistré pour le 11e mois consécutif une hausse de l'inflation, qui a atteint 22 % sur un an. Les salariés de Hanoï et d'Ho Chi Minh-Ville gagnent déjà entre 1,8 et 2,5 millions de dongs par mois, ce qui est "assez bas" par rapport à la hausse des prix, avait indiqué l'agence vietnamienne d'information le mois dernier, en citant une confédération syndicale, contrôlée par l'Etat. Selon ce syndicat, les grèves ont récemment augmenté en raison du coût de la vie.

Certaines entreprises craignent déjà que l'augmentation du salaire minimum ne les mette en danger, et n'entraîne une hausse du chômage. Le Vietnam connaît depuis de nombreuses années une forte croissance, mais de graves déséquilibres ont forcé le Parti communiste au pouvoir à promettre en janvier un nouveau modèle de développement. (lemonde.fr 23.08)

En Inde le salaire minimum n'est pas identique d'un Etat sur l'autre ou que l'on travaille dans une grande ville ou non. Hier j'ai demandé à une jeune femme pompiste à combien se montait son salaire, elle m'a répondu 2 500 roupies, soit environ 40 euros par mois pour 6 jours de travail sur 7 sans aucun avantage social ni congés payés. Pour un emploi comparable dans le commerce ou en usine, un homme recevra un salaire entre 5 et 6 000 roupies, le double d'une femme, d'où "l'engouement" des patrons indiens pour le salariat des femmes qu'ils présentent volontiers comme une contribution (généreuse en les surexploitant !) à leur libération ! Quant aux fonctionnaires, ils perçoivent des salaires plus élevés en travaillant 5j/7 et en bénéficiant d'une protection sociale, retraite, etc.

Haut de page

Le 26 août

J'ai écrit hier la causerie qui suit sur la Libye, je n'ai pris connaissance de l'article de presse sur les tribus en Libye que ce matin. Je vous conseille de les lire à la suite l'une de l'autre. Hier j'étais en colère, je me demandais encore si je ne m'étais pas trompé sur la Libye, je me suis posé mille fois cette question depuis février, c'était plus facile d'adopter la position du POI et basta, je passais pour un bon et fidèle internationaliste à peu de frais, mais j'ai persisté à estimer que les choses étaient un peu plus compliquée que le schéma simpliste qu'on nous proposait et qui présentait l'avantage de ne pas avoir à réfléchir par la suite.

Si vous examiner attentivement le comportement des dirigeants du POI (CCI), vous constaterez que c'est une constante chez eux, ils se camouflent derrière un principe ou une théorie qui a valeur de vérité révélée, puis tout ce qui peut se passer glisse sur eux, les laisse indifférents, ils ne veulent pas en entendre parler. Ils savent tout mieux que tout le monde, ils sont mieux informés que la terre entière et ils ne commettent jamais d'erreur surtout.

Sauf qu'en lisant leur journal on se rend compte de leurs lacunes ou approximations, par exemple, dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (page 9) ils se sont acharnés à prouver que l'aviation de l'Otan avait préparé le terrain à la prise de Tripoli en citant un article du journal Le Monde datée du 23 août, en se livrant à de nouveaux bombardements aurait-on pu penser, alors que ce sont des drones américains qui ont fourni pas à pas des renseignements en temps réels aux rebelles sur les déplacements des forces de Kadhafi lors de leur avancé vers la capitale (Slateafrique.com 22.08). Un détail direz-vous, pourquoi pas. Mais il y a plus grave.

Ils pratiquent exactement comme les médias qui sélectionnent les interviews censés confirmer leur analyse ou qui vont servir à orienter les lecteurs dans une direction bien précise. Ils ont dégotté un article du Guardian du 22 août qui n'avait rien d'innocent puisqu'il faisait dire à un des rebelles "*L'un des combattants a déclaré : Nous gagnerons cette guerre parce que nous croyons d'abord en Dieu et ensuite dans l'Otan.*", pour convaincre le lecteur que l'ensemble des rebelles étaient des inconditionnels de l'Otan, ce qui est loin d'être le cas. C'est du domaine de la manipulation pour justifier leur position sur la Libye. Un détail direz-vous, pourquoi pas, on n'est plus à cela près.

Je ne sais pas ce qu'il en est à l'heure où j'écris ces lignes, vous avez vu à la télévision ou sur Internet des images de la prise du bunker de Kadhafi, vous avez vu comment ils ont ravagé le bâtiment principal, vous n'avez rien constaté, il n'y a pas quelque

chose qui a retenu votre attention, un détail, un détail quand même imposant, non il n'a pas donné lieu à des commentaires de la part des journalistes, tout du moins à ma connaissance, vous donnez votre langue au chat : la statut représentant un F16 américain broyé par une main, sans doute celle de Kadhafi, elle incarnait la haine du maître de la Libye envers l'impérialisme américain, et bien elle est restée intacte, les rebelles qui ont pris d'assaut le quartier général du dictateur ont pris soin de l'épargner. Il faut sans doute y voir un signe de leur soumission totale à l'Otan, il faudrait le demander à François Forgue, qui sait peut-être arriverait-il à vous en convaincre.

Tout est du même tonneau au POI, on s'en lasse à la longue. Je condamne sans appel ces méthodes. Vous voulez un autre exemple.

Dans un article de la page 3 D. Shapira a cru bon de cirer les pompes de Mailly : "*Dès le 17 août, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, s'était opposé à la proposition de Chérèque de sommet social. Du coup, pour l'instant, Fillon n'en a pas convoqué.*" Quel bon syndicaliste ce Mailly, n'est-ce pas ! Lisez donc plus loin sa déclaration sur France Inter, rassurez-vous c'est le genre de déclaration dévastatrice que vous ne trouverez jamais dans *Informations ouvrières* tant les appareils de FO et du POI sont liés.

Au POI, ils présentent le défaut légendaire de se prendre pour ce qu'ils ne sont pas, comme lors de la contre-réforme des retraites à l'automne dernier, Fillon fera avec ou sans l'accord de FO, point barre. Combien de fois vous ont-ils fait le coup : vous allez voir ce que vous allez voir, puis plus rien ? Avec leurs braves élus par exemple, leur nouvelle égérie ? C'est aussi pour cette raison qu'ils en ont rien à foutre de la question de la formation de leurs militants, alors que dire de celle des travailleurs, pensez donc à dix dans une cabine téléphonique ils pourraitent influer sur le cours du monde, vous avez oublié, pas moi.

Dernièrement j'ai enfoncé le clou sur la "règle d'or" en rappelant qu'elle avait été adoptée par l'Allemagne en 1949 sans que cela ne change quoi que ce soit au déroulement de la lutte des classes dans ce pays contrairement aux assertions frauduleuses du POI, et qu'elle était déjà inclue dans le traité de Maastricht sous la forme du "pacte de stabilité" qui avait valeur de loi pour tous les pays qui l'avaient signé, dont la France. C'est la réalité qui a rappelé à l'ordre les dirigeants de l'UE en faisant sauter les critères de Maastricht. Ne dit-on pas que les lois de l'histoire se jouent des plans et des calculs des maîtres du vieux monde, que les conditions objectives auront raison des appareils, au POI ils l'ont tout simplement oublié ou plutôt ils n'en ont jamais tenu compte, d'où par exemple la stratégie foireuse de "*l'imminence de la révolution*" des années 40 au début des années 80. Depuis ils l'ont troqué pour la ligne de la "*défense de la démocratie*", donc depuis 31 ans, avec le même résultat, nul ou presque, pas vraiment étonnant. Rassurez-vous, c'est tout à fait normal, ils n'y sont pour rien, ils en sont tellement convaincus que toute discussion est impossible.

Le POI avait engagé une campagne contre le projet de "*réforme constitutionnel*" proposé par Sarozy qui consistait à inscrire cette "règle d'or" dans la Constitution, puis il l'a abandonnée, l'orientation du POI consistait à dire "non" à ce projet, défendant ainsi la Constitution telle qu'elle existait, la soumission des dirigeants devant la Constitution étant trop apparente, alors que cette bataille aurait dû être livrée dans la perspective de l'abolition de Constitution de la Ve République, ce dont les dirigeants ne veulent surtout pas entendre parler, du coup ils ont corrigé le tir en réorientant leur bataille en direction des syndicats, en procédant de la sorte, ni vu ni connu j't'embrouille, ils ont vidé de son contenu politique le combat contre la dictature de la dette imposée par l'aristocratie financière ou ils ont soigneusement évité de lui adjoindre un objectif politique, pas mal, non ?

Et les militants du POI n'y voient que du feu ? Vous ne voyez donc pas qu'ils passent leur temps à vous manipuler ? Un jour j'ai écrit que le PT avait pris la place qu'occupait autrefois le PS quand il y avait encore du "grain à moudre", se présentant comme un parti réformiste, je ne pensais pas si bien dire. C'est l'orientation politique du POI, celle qui sert également de support à la préparation de son meeting du 1er octobre. La rupture avec l'UE ou le FMI remplie la même fonction, éviter de poser la question de l'Etat, de la Constitution, du pouvoir. C'est au regard de ce constat qu'il faut situer l'Assemblée constituante qu'ils mettent en avant, pour en comprendre la nature sociale, le contenu opportuniste ou contre-révolutionnaire.

Sur la Libye.

Qu'ils y aient des conseillers militaires de l'Otan en Libye (une centaine selon plusieurs sources, l'Express, Le Point, Le Figaro...) ne suffit pas à vaincre l'armée d'un dictateur ou ne remplacera jamais la mobilisation des masses sans laquelle il serait impossible de le renverser.

Dans son dernier éditorial (IO n°163) D. Gluckstein s'empresse de déclarer "*Nous n'avons pour notre part, au POI, jamais apporté notre soutien au régime de Kadhafi*" ajoutons pas davantage aux masses qui se sont soulevées pour tenter de le renverser, ce dont il n'y a vraiment pas de quoi être fier.

Reprenant à son compte les propos du Figaro, il affirme que le POI "*ne se placera jamais « sous le parapluie de l'Otan ». Car le parapluie de l'Otan, c'est le parapluie des intérêts capitalistes et d'eux seuls*", mais il y a parfois loin de de la coupe aux lèvres et l'Otan pourrait l'apprendre à ses dépens, il fait disparaître d'un coup de baguette magique les contradictions nées de l'intervention de l'Otan qu'elle ne maîtrise pas forcément et dont Gluckstein n'a cure, on peut en citer au moins deux, la crise qu'elle a engendrée au sein du CNT dont la légitimité est loin d'être acquise sur tout le territoire libyen, ensuite le refus exacerbé de la majorité des rebelles de voir une armée impérialiste foulée le sol libyen, finalement cette assertion consiste à nier que les

masses libyennes pourraient tirer profit de ces contradictions pour leur propre compte ou implicitement qu'elles pourraient exprimer des besoins indépendants de ceux de l'Otan et exiger qu'ils soient satisfaits, bref, les impérialistes engagées dans ce combat seraient les seuls gagnants, en cela le POI reste fidèle à lui même lorsqu'il n'a reconnu que deux acteurs dans cette histoire, d'un côté Kadhafi et de l'autre l'Otan associé au CNT, quant au peuple libyen direz-vous, ne jouant qu'un rôle insignifiant dans cette histoire ou ne sachant pas quoi en faire, il l'a fait passer à la trappe.

Contrairement au POI, nous avons considéré qu'il y avait trois acteurs principaux qui intervenaient en Libye, Kadhafi et son armée, le CNT associé à l'Otan, et enfin les masses libyennes dans lesquelles il fallait distinguer celles à l'est du pays qui étaient de longues dates opposées au régime de Kadhafi, et celles de l'ouest de la Libye où se trouve la capital et le quartier général du dictateur, qui se trouvaient directement sous sa coupe et qui pour cette raison était dans l'impossibilité de se soulever dans un premier temps.

L'Otan a pris le risque ou le pari de s'ingérer dans les affaires du peuple libyen, celui-ci en a tiré parti pour chasser le dictateur du pouvoir sans pour autant signer un chèque en blanc à l'Otan contrairement à ce que sous-entend Gluckstein, que le CNT soit prêt à vendre le pays aux va-t-en-guerre qui ont bombardé les forces de Kadhadi on en a parfaitement conscience, mais il n'en demeure pas moins que le CNT n'est pas à lui tout seul le peuple libyen, on en veut pour preuve que les insurgés qui ont pris la capitale, et dont la plupart venaient de l'ouest de la Libye, ne se reconnaissent pas dans le CNT ou refusent de se placer sous son authorité.

Pourquoi la guerre en Irak n'est-elle pas déjà terminée alors que le régime de Saddam Hussein a été défait et que le gouvernement en place est épaulé par la coalition impérialiste ? Pourquoi n'existe-t-il pas un régime stable en Irak ? Plusieurs réponses. Tout d'abord parce que la majorité des Irakiens ne se reconnaissent pas dans ce gouvernement, ensuite parce qu'ils continuent d'exiger le départ des troupes d'occupation, également parce qu'ils se sentent profondément frustrés de ne pas encore profiter des bénéfices attendus de la chute du dictateur. On peut ajouter, et ce n'est pas le moindre des facteurs déterminant de la situation en Irak, que la majorité du peuple irakien demeure arriéré politiquement et se fait manipuler par diverses composantes de la bourgeoisie irakienne qui entendent jouer un rôle politique majeur en Irak.

Quand on aborde la situation dans les pays dits émergents ou sous-développés en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, on tend à prêter à leur classe ouvrière et leur paysannerie un niveau intellectuel et de conscience politique qu'elles n'ont pas, elles ont un niveau de compréhension de la situation qui déborde des frontières de leu pays qui demeure très bas, on commet la même erreur vis-à-vis de la petite-bourgeoisie ou des couches plus instruites de la société qui ne possèdent pas forcément la conception de la lutte de classe qu'on leur prête, en réalité dans ces pays seule une infime minorité des masses sont en mesure de déterminer ce qu'elles ne veulent pas ou plus et ce qu'elles veulent au-delà des questions alimentaires de la vie quotidienne.

En Inde où je vis, en discutant avec des intellectuels ou des membres des classes moyennes, j'ai constaté qu'ils n'y comprenaient absolument rien ou presque à la lutte des classes, par contre dès que vous abordez la question de la colonisation sans entrer dans les détails, ils sont intarissables, nationalistes par principe, beaucoup moins dès qu'on aborde des questions concrètes, quant aux ouvriers et paysans ils sont totalement incultes en la matière, ils se bornent à distinguer les riches des pauvres, pour eux la notion d'intérêt collectif n'existe pas, seuls leurs intérêts indivuels existent ce qui est normal dans un pays où le prolétariat est très faiblement organisé, du côté des fonctionnaires qui sont organisés dans des syndicats, ils agissent par mimétisme ce qui n'a jamais fait une conscience politique...

Ce qu'on oublie à propos de tous ces pays, c'est que plus des trois quarts de leur population était encore illettrée il y a quelques décennies seulement, et que les couches qui ne le sont plus ont été éduquées par des parents qui étaient très souvent analphabètes, en fait, en dehors des classes dominantes et des intellectuels des grandes villes, la population en général continue de baigner dans une profonde ignorance dans tous les domaines.

Il ne faut pas oublier non plus que le niveau scolaire est le plus souvent misérable dans ces pays-là, dans les écoles publics. Quand on sort de l'école en sachant lire, écrire et compter on peut s'estimer heureux, on n'a pas appris grand chose d'autres, on est incapable d'avoir un raisonnement libre, on ne maîtrise pas les outils élémentaires de la logique ; des milliers de fois j'ai essayé de trouver une logique dans les paroles ou les actes d'Indiens sans y parvenir, à partir de paradigmes élémentaires ou universels, tout simplement parce qu'il n'y en avait pas trace, c'était tellement incroyable que je me méprenais sur leurs intentions ou ce qu'ils pensaient, cela m'a valu pas mal de problèmes aussi.

Il y a 20 ans, si vous aviez rencontré mon beau-frère Karnan en guenilles conduisant son char à boeufs, vous vous seriez dit : tiens ce garçon de 18 ans doit être arriéré et vous auriez eu raison de le penser. Si vous le croisiez aujourd'hui au volant du 4x4 de son patron, téléphone portable à l'oeille, vous vous diriez, tiens voilà un ouvrier avec qui je vais pouvoir discuter un peu, grave erreur d'appréciation, il est toujours aussi arriéré, je veux vous affirmer qu'il n'a pas progressé d'un pouce et toute discussion demeure impossible avec lui, je vous en parle parce que je viens juste d'en faire le constat.

C'est logique et c'est quand même extraordinaire que l'on n'en tienne pas compte, pourquoi c'est si extraordinaire que cela, mais parce que c'est valable dans absolument tous les pays, y compris la France. Mon père menuisier était arriéré et il l'est resté toute sa vie, malgré le mouvement révolutionnaire des années d'après guerre, malgré 68, malgré la lutte des classes en France, malgré l'accès à de nouveaux moyens d'information, la télévision en noir et blanc au début des années 60, et il est loin d'être un

cas isolé, j'ai constaté la même chose dans mon entourage familial, l'ignorance se transmet d'une génération à l'autre de la même manière que la connaissance, sauf exceptions qui confirment la règle.

On s'imagine que parce qu'hier un gosse jouait aux billes ou aux petites voitures il avait le cerveau moins développé qu'un gosse qui joue aujourd'hui avec un jeu électronique, alors que c'est faux en grande partie ; ce n'est pas parce qu'un chercheur manie la dialectique dans son laboratoire qu'il sera capable de la manier dès qu'il en sort ou pour réfléchir au fonctionnement de la société. Le développement matériel ou apparent de la société n'est pas un gage de développement du niveau de conscience de la population, faut-il encore qu'elle ait les moyens d'en tirer un enseignement conscient, sinon elle profitera de ce développement sans rien y comprendre ou pas grand chose, au point qu'un jour ce développement sera remis en cause sans même qu'elle s'en aperçoive, c'est quand elle en subira les conséquences qu'elle réagira, quand il sera trop tard...

Pourquoi dresser ce constat direz-vous ? Pour mieux comprendre que les masses exploitées de ces pays sont quasiment dans l'impossibilité d'exprimer leurs besoins indépendamment des classes dominantes auxquelles elles demeurent entièrement soumises, ce qui explique pourquoi elles se retrouvent sous le joug de régimes profondément antidémocratiques ou de dictatures, pourquoi la corruption s'y est développée et généralisée...

On s'étonne qu'un dictateur puisse rester des décennies au pouvoir pour être finalement remplacer par un autre dictateur, que ces pays-là ne parviennent pas à se donner un régime démocratique, moi cela ne m'étonne pas du tout, c'est pratiquement inévitable, si le développement économique profite de façon inégale à l'ensemble de la population, en revanche le développement intellectuel demeure l'apanage d'une infime minorité de privilégiés.

Je voulais juste vous faire profiter de mon expérience, du constat que je peux dresser quotidiennement, des réflexions ou enseignements que j'en avais tirés pour mieux cerner l'état d'esprit et le niveau de conscience de ces peuples sur lesquels on se leurre très souvent, par ignorance, ce qui n'est pas une critique de ma part, de la même manière que je ne juge pas ces peuples. Ensuite on peut aborder plus sereinement la situation politique dans ces pays et dans quel contexte s'y déroule la lutte des classes.

Rien ne vous empêche de fixer au prolétariat tunisien, égyptien, libyen, syrien, etc. des tâches et des objectifs politiques sortis de votre cerveau, qui finalement sont à cent lieues de leur niveau de conscience de classe, donc qui ne leur serviront strictement à rien. Pour déterminer jusqu'où pourra aller un mouvement social ou révolutionnaire, il faut partir du niveau de conscience des masses quand il démarre, pour définir ensuite quelle progression il pourrait connaître au cours de ce processus, quelles tâches et quels objectifs sont à leur portée, on peut leur proposer, dont leurs éléments les plus avancés pourront se saisir. On peut facilement se leurrer sur l'orientation d'un mouvement social ou révolutionnaire, sur sa nature. On est déçu ensuite par les maigres objectifs qu'il a permis d'atteindre, parce qu'on l'a abordé avec nos propres illusions qui était le produit de notre ignorance.

Dans le cas des pays que nous avons cités, le problème réside dans la contradiction qui existe entre d'une part, la nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir en s'alliant la paysannerie pauvre et son faible niveau d'organisation et de conscience politique, d'autre part l'incapacité dans laquelle se trouve la bourgeoisie de prendre le pouvoir compte tenu qu'elle était liée au régime du dictateur qui a été chassé, tandis que la petite-bourgeoisie ou classe ouvrière demeure trop faible pour remplir cette fonction, du coup une révolution ne peut déboucher que sur un régime aux contours instables s'appuyant sur des couches de la bourgeoisie alliées à la petite-bourgeoisie et bénéficiant du soutien de l'armée, au mieux une république démocratique bourgeoise de type bonapartiste ou constituante. Tout cela devrait être développé et argumenté.

On aurait pu aborder cette question sous un autre angle pour arriver aux mêmes conclusions, celui du développement économique de ces pays, sachant que la forme juridique de l'Etat d'un pays ne peut pas être supérieur à son niveau de développement économique, qui dit forme juridique de l'Etat dit ses institutions politiques.

On notera qu'il existe dans de nombreux pays des institutions politiques similaires à celles des pays où le capitalisme est le plus développé, alors que dans les faits elles s'inspirent davantage de rapports de type féodal, puisque la société a conservé en partie une organisation tribale où l'agriculture et l'élevage étaient prépondérants et l'est toujours aujourd'hui, cette contradiction rejoint celle évoquée plus haut. On ne s'étonnera pas que la plupart des régimes soi-disant démocratiques en Asie et en Afrique soient plus des dictatures qu'autres choses puisque l'armée y joue un rôle prépondérant, sur le devant de la scène politique ou dans l'ombre.

En Libye, un soulèvement révolutionnaire sous la houlette ou non du CNT ne pouvait pas déboucher sur un régime démocratique au sens où on l'entend en France par exemple, au mieux il ressemblera à ce qu'on trouve dans la plupart des pays en Afrique, sans être une dictature au sens propre du terme comme c'était le cas précédemment avec Kadhafi au pouvoir, où la lutte des classes pourra s'exprimer. Et si on nous dit que c'est bien triste qu'il soit à la botte des impérialistes, mais quel régime ne l'est pas en Afrique, qu'on arrête de nous endormir avec ce genre de fadaises.

Le monde est bien imparfait.. Eh oui, et nous n'y sommes pour rien, il nous faut bien faire avec ou partir de là pour le changer, non ? Si vous aviez eu le choix entre vivre au Sénégal ou en Libye, vous auriez choisi quoi ? Moi sans hésiter : le Sénégal. Et si demain la Libye devait ressembler à l'Irak, nous regretterions le dictateur Kadhafi, non, nous nous dirions que ce pays n'était pas prêt pour

la démocratie et que le combat du peuple libyen pour la démocratie était inséparable de celui pour la rupture avec l'impérialisme, condition de son développement économique. Pour déboucher sur un scénario identique à celui de 1969, il arrive que l'histoire se répète, la seconde fois sous la forme d'une farce...

Informations ouvrières site un éditorial du Guardian du 22 août "*Le spectre de l'Irak plane sur cette situation. Le cas de l'Irak est celui d'un pays où les envahisseurs ont, sans le préméditer, libéré des forces dont ils n'avaient pas conscience*", en réalité ils savaient très bien à quoi s'attendre, comme en Libye la rivalité entre les différentes tribus et clans pouvait conduire à l'éclatement ou la partition de la Libye.

Un dictateur a pris la place d'un monarque en Libye en 1969, qui au lieu de faire participer au pouvoir toutes les composantes de la société, l'a monopolisé pour son propre compte et celui de son clan, accessoirement de sa tribu, il a maintenu unifié le pays en instituant un régime de terreur, de parti unique sans partage, du coup les anciennes divisions de la société se sont maintenues, ce sont elles qui ont servi de détonateur en février dernier, la répression d'une manifestation de femmes à Bengazi n'ayant été qu'un prétexte pour se soulever à nouveau contre le dictateur, cette fois en ayant reçu l'assurance que l'Otan l'appuierait pour chasser Kadhafi du pouvoir.

En Irak et au Liban, dans tous les pays aux frontières dessinées par l'impérialisme à l'époque de la décolonisation, c'est l'appartenance à différentes confessions (ou tribus dans les pays similaires à la Libye) qui a toujours primé sur la notion de citoyenneté ou de nation. Les colonisateurs en partant ont installé des régimes fantoches pour continuer d'exploiter les richesses de ces pays, des régimes qui ont rapidement tourné à la dictature en favorisant leur tribu ou les membres de leur confession. Personne ne l'ignorait à la veille de l'attaque contre l'Irak ou de la Libye, ajoutons la Syrie traversée par les mêmes contradictions. En Inde, on retrouve les mêmes clivages. Dans tous ces pays, on est membre d'une tribu, on est chrétien, hindou, musulman, sunite ou chiite avant d'être le citoyen d'une nation, en Inde au Tamil Nadu où j'habite, on est Tamoul avant d'être Indien, ils appellent les Indiens les gens du nord de l'Inde parce qu'ils ne reconnaissent pas l'autorité de Delhi.

En Libye, il ne serait pas étonnant qu'au régime de Kadhafi succède le chaos ou une guerre civile entre les tribus les plus puissantes. Le problème de tous ces pays, c'est que leur développement n'a pas été déterminé par le développement de leurs forces productives et la lutte des classes, mais il s'est réalisé de façon chaotique, désordonnée et inégale par le biais de l'évolution des besoins du capitalisme mondial dont ils sont demeurés dépendants, y compris après leur indépendance. Dans les pays où les syndicats et les partis ouvriers étaient interdits, la classe ouvrière n'a pas pu réellement se constituer en classe, dans d'autres pays où ils étaient plus ou moins tolérés, ils étaient liés au régime, pour ces raisons il est impossible de compter sur eux pour constituer une alternative crédible au régime des dictateurs déchus.

Alors cela signifierait qu'il n'y aurait pas d'issue politique satisfaisante pour les exploitées dans ces pays-là ? C'est à craindre pour le moment, pour ne pas dire que c'est une certitude. C'est terrible direz-vous, oui hélas, avant la mi-février on n'entendait jamais parler de ce qui se passait en Libye, en Syrie et bien d'autres pays où le prolétariat essaie de se soulever maintenant parce qu'il aspire à une vie meilleure et s'inspire de la révolution tunisienne et égyptienne.

On reviendra sur cette question plus tard, lorsque la situation se sera éclaircie en Libye, personne n'est en mesure de dire aujourd'hui ce qui se passe réellement sur place tant les informations qu'on reçoit sont toujours contradictoires.

Encore un mot, vous trouverez peut-être surprenant ou léger de parler ainsi de la situation en Libye en évoquant l'absence d'issue politique satisfaisante pour les masses exploitées, camarades, n'est-ce pas la même situation qui prévaut aujourd'hui dans tous les pays du monde, y compris en France ? Le destin de la classe ouvrière repose sur des partis ouvriers qui comptent à peine quelques milliers de militants, qui sont incapables de s'entendre entre eux, qui n'inspirent pas confiance aux travailleurs, qui ont été incapables de les conquérir au cours des 50 dernières années, dans ces conditions quelle issue politique existe-t-il, réponse aucune, même en cas de crise révolutionnaire, oui malheureusement, c'est à craindre...

Politique

Chili

Le Chili se prépare à deux jours de grève générale dans tout le pays, mercredi et jeudi, à l'appel des étudiants, syndicats et partis de centre-gauche, qui réclament des changements en profondeur au gouvernement du président Sebastian Piñera.

Partie du mouvement étudiant et lycéen, qui boycottent les cours depuis trois mois désormais pour réclamer une éducation gratuite et de qualité pour tous, la contestation a pris de l'ampleur, ainsi que ses revendications.

Ceux qui appellent à la grève générale réclament une nouvelle constitution pour remplacer celle adoptée pendant la dictature, afin de mettre fin à la concentration des pouvoirs entre les mains du président et permettre des référendums d'initiative populaire. Ils veulent aussi la réforme du système des retraites, un nouveau code du travail et une augmentation des dépenses sociales.

Face à ce mouvement qui menace le pays de paralysie, le premier président de centre-droite aux commandes au Chili depuis 20 ans a agité le spectre du coût de la grève, l'estimant à 400 millions de dollars, une coût risqué, "particulièrement aujourd'hui avec les gros nuages noirs dans l'économie mondiale".

"*Nous sommes parfaitement conscients que notre pays n'a pas réglé toutes ses dettes, qu'il y a de nombreux problèmes non résolus, dont bon nombre ont leur origines il y a des décennies*", a cependant reconnu Piñera. Il a mis en garde contre "*les tentations du populisme et de l'irresponsabilité*" et rejeté les appels des étudiants à s'impliquer personnellement dans le dossier de l'éducation.

Dans le même temps, la Cour suprême a décidé de mesures de protection policière pour Camila Vallejo, 23 ans, et pour sa famille. Présidente de la Fédération des étudiants chiliens, cette jolie et intelligente devenue le visage de la contestation estudiantine a fait l'objet de diverses menaces via les réseaux sociaux.

Certaines de ces menaces sont venues d'une responsable du ministère de la Culture, Tatiana Acuña, secrétaire exécutive du Conseil pour le Livre, qui sur Twitter avait écrit à son propos: "*Si on tue la chienne, on se débarrasse de la portée*".

Cette phrase de sinistre mémoire avait été prononcée par le général Augusto Pinochet, le 11 septembre 1973, jour du coup d'Etat contre le président Salvador Allende, évoquant ce dernier et ses partisans.

Mme Acuña a présenté des excuses par le même biais, mais a été démise de ses fonctions. (AP 24.08)

Syndicat

France. Pour un peu on s'en réjouirait !

Le secrétaire général de Force Ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly a estimé jeudi que le plan anti-déficit présenté la veille par le Premier ministre François Fillon "*aurait pu être pire*", se réjouissant de l'absence de "*remise en cause de droits sociaux collectifs*".

"*Je pense que nous avons été entendus quand même, il n'y a pas de remise en cause de droits sociaux collectifs*", a-t-il dit sur France Inter.

"*Un moment je craignais qu'il y ait un accès fragilisé à l'Assurance maladie, ce qui n'est pas le cas*", a-t-il ajouté.

En réponse à une remarque d'un journaliste, il a toutefois concédé que l'alourdissement des taxes sur les complémentaires santé aurait des conséquences.

"*Il y a des mesures sur les mutuelles qui risquent de se traduire par une augmentation du coût pour les assurés, ça c'est évident*", a-t-il dit. (liberation.fr 25.08)

En dehors de l'UMP, même la presse reconnaît que les mesures annoncées par Fillon avant-hier sont profondément injustes et continuent de privilégier les plus riches, pas Mailly ! Les dernières mesures scélérates annoncées par Fillon seront supportées en grande parti par les travailleurs et Mailly tout heureux s'exclame, cela "*aurait pu être pire*". De nombreux travailleurs estiment que leur sort pourrait être pire encore pour se satisfaire de leur condition au lieu de s'organiser, l'attitude de Mailly les encouragera à perséverer dans cette voie.

Les prix du tabac, de l'alcool, des sodas, des entrées des parcs d'attraction peuvent augmenter, Mailly s'en fout, il ne fume pas, ne boit ni alcool ni soda et il n'a pas d'enfants. C'est le comportement du mec qui a un emploi et qui se fout des mesures pour les chômeurs, du type qui est en bonne santé et qui se fout de la fermeture des hôpitaux, du jeune qui se fout de la remise en cause des retraites, etc. Ce parasite et ses collègues des autres syndicats sont bien les fossoyeurs en chef du syndicalisme et de nos droits sociaux.

Et puis ces mesures concernent tous les travailleurs et leurs familles, Mailly s'en tape, son fond de commerce, c'est les fonctionnaires. Le 11 août il avait déclaré (IO n°162 page 4) "*"Si on nous annonce de nouvelles mesures de rigueur, ça ne passera pas*" (Reuters), c'était juste un effet d'annonce pour tromper les militants, dont le POI s'était fait grâcieusement le relais. Vous allez voir ce que vous allez voir, le même refrain que plus haut...

Social

1- France

Pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat des ménages français a reculé de 0,6% en un an en raison des hausses de prix dans le secteur de l'énergie (carburant, fioul, gaz,...), selon une enquête de 60 millions de consommateurs, le magazine de l'Institut national de la Consommation (INC), à paraître jeudi.

Sans surprise, la flambée des prix du carburant et la hausse du prix du gaz et de l'électricité ont laminé le pouvoir d'achat des ménages entre juin 2010 et juin 2011», relève le magazine qui publie depuis huit ans une étude sur le sujet.

Le fioul a grimpé de 19%, le carburant automobile de 13%, de même que le gaz (11%) et l'électricité (6%), affectant de façon notable le budget mensuel des ménages, affirme 60 millions de consommateurs.

Le magazine calcule l'évolution du pouvoir d'achat sur la base d'un revenu mensuel par ménage. En juin 2011, ce revenu s'élevait à 3.226 euros contre 3.175 euros un an plus tôt, soit un revenu mensuel supplémentaire de 51 euros.

Mais 60 millions de consommateurs chiffre l'impact de l'inflation sur ce budget mensuel à 71 euros, entraînant donc une baisse du pouvoir d'achat de 20 euros (-0,6%).

Pour l'ensemble de l'année 2011, le magazine prévoit une baisse de 0,4%, contrairement à l'Insee qui table sur une hausse de 1%.

Les deux indices sont en fait calculés sur des bases légèrement différentes, celui de 60 millions intégrant le prix des logements anciens et le coût du crédit, ce qui n'est pas le cas de l'Insee.

«Depuis quatre ans, le pouvoir d'achat ne cesse de reculer, excepté en 2009 (0,1%), qui fut pourtant l'année de la crise financière» mondiale, note le magazine. (20minutes.fr 24.08)

Commentaire d'un internaute.

- "France Info - Augmentation du coût de la vie : en quelques chiffres.

+ 17,3 %... pour se déplacer;

+ 30 %... pour s'éclairer;

2% : c'est selon la Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution, l'augmentation moyenne des prix des produits alimentaires de première nécessité, redoutée par les distributeurs et les consommateurs. Avec de fortes disparités cependant et des hausses pouvant atteindre jusqu'à 20% pour les farines et le café par exemple, de 5 à 10% pour les pâtes alimentaires, de 4 à 8% pour le beurre et l'huile ou encore jusqu'à 7% pour le pain.

+ 5,2 %... pour se chauffer."

Rémunération.

"*Entre 2004 et 2007, les très hauts revenus ont augmenté plus rapidement que ceux de l'ensemble de la population*", a relevé l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans une étude publiée en avril 2011. Le mouvement s'est poursuivi en 2008, tout en ralentissant un peu.

Si, pour 90 % des Français, la progression de l'ensemble des revenus (salaires, revenus du patrimoine et du capital) a été légèrement inférieure à 10 % entre2004 et 2007, elle a été de 20 % à 40 % pour les personnes les plus aisées, c'est-à-dire le 1 % de la population touchant plus de 84 500 euros de revenus annuels par unité de consommation (l'équivalent de 15 000 euros net par mois pour un couple avec deux enfants).

Les riches sont devenus plus riches notamment parce que leurs revenus du patrimoine ont fortement augmenté : "*+11 % par an sur la période 2004-2008*", selon l'Insee. Les revenus du patrimoine sont fortement concentrés chez les personnes les plus aisées, pour qui ils comptent pour près de 30 % dans le total des revenus.

Même si les salaires pèsent moins pour eux que pour les autres Français dans leurs revenus totaux, les plus riches ont également bénéficié d'une plus forte hausse des rémunérations. Des études réalisées en 2007 par Camille Landais, de l'Ecole d'économie de Paris, et en 2010 par Julie Solard, pour l'Insee, ont montré que "*la rapide augmentation des inégalités de salaires*" a aussi contribué à creuser l'écart en faveur des plus riches.

Pour l'ensemble de la population, les seuls revenus d'activité ont progressé de 11 % sur la période 2004-2007. Ils ont augmenté de +20 % pour les "*très aisés*" et de +39 % pour les "*plus aisés*", catégories qui représentent respectivement 0,09 % et 0,01 % de la population.

Un certain nombre de travaux ont montré que, pour le seul impôt sur le revenu, la progressivité cesse dès lors que l'on entre dans la catégorie des 0,1 % de Français les plus riches. Pour cette catégorie de la population, le taux moyen de prélèvement sur le revenu est de 20,5 %. Il tombe à 17,5 % pour le 0,01 % les plus riches et à 15 % pour le 0,001 % les plus aisés. Cela tient notamment au poids des revenus du capital dans le total des revenus des personnes les plus aisées : ils sont en effet moins taxés que ceux du travail.

Cela tient aussi à la politique fiscale menée ces dernières années. Les allégements successifs du barème ont plutôt bénéficié aux plus hauts revenus. De même que la création du bouclier fiscal. Par ailleurs, l'utilisation des niches fiscales, qui permettent de réduire l'impôt à acquitter, est très forte dans cette catégorie de la population : les 10 % des foyers les plus aisés concentrent 62 % des réductions d'impôts.

Une inflexion est à l'œuvre depuis deux ou trois ans. Notamment en raison des contraintes budgétaires. Le gouvernement a engagé une action de plafonnement et de rabotage des niches fiscales et alourdi un peu la fiscalité sur le capital (hausse du prélèvement forfaitaire libératoire, de la CSG sur les stock-options). Il a aussi relevé le taux supérieur de l'impôt sur le revenu de 40 % à 41 %, afin de faire contribuer les plus aisés au financement des retraites. (lemonde.fr 24.08)

Plans sociaux

Sur le premier semestre 2011, 507 plans sociaux ont été déposés soit une baisse de 30% par rapport au premier semestre 2010, rapporte mercredi 24 août le quotidien Les Echos.

Le nombre des plans sociaux "*s'était élevé à plus de 200 par mois au plus fort de la crise, au 1er semestre 2009, et est retombé à moins de 100 en moyenne mensuelle au cours des douze derniers mois*", souligne le ministère du travail. En juin 2011, il a été de 76.

Selon les services statistiques de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) des six premiers mois de l'année ont concerné moins de 25 000 personnes contre plus de 35 000 pour la même période de l'année passée.

"*Une bonne nouvelle*", note le quotidien économique, qui précise toutefois que cette baisse doit être relativisée. Ainsi, le nombre de PSE reste supérieur de 40 % par rapport à la période allant de janvier à juin 2008.

Par ailleurs, d'autres pratiques utilisées par les entreprises comme outils de flexibilité viennent pondérer les chiffres de diminution des PSE.

Ainsi, note Les Echos, "*au non-remplacement de tout ou partie des départs en retraite s'ajoutent en effet trois autres voies : l'utilisation de l'intérim et des CDD (...), la multiplication des ruptures conventionnelles, dont on peut penser qu'une partie correspond à des licenciements déguisés (...) et le développement du congé de mobilité.*"

Depuis dix ans, 2009 reste l'année noire des restructurations avec 2 245 plans sociaux déposés à l'administration. (lemonde.fr 24.08)

Chômage

La remontée du chômage en France s'est accélérée en juillet pour retrouver un niveau sans précédent depuis plus de 11 ans, montrent les statistiques publiées jeudi par le ministère du Travail et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité au cours du mois) en France métropolitaine a augmenté de 36.100 (+1,3%) le mois dernier pour s'établir à 2.756.500.

Sur un an, le nombre de chômeurs en catégorie A a progressé de 2,8%, soit 76.200.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la hausse du nombre de demandeurs d'emploi est ramenée à 0,6%, soit 24.300 personnes de plus en un mois, pour atteindre 4.128.000. En rythme annuel, la progression pour ces trois catégories confondues est de 4,3%.

La hausse du nombre de chômeurs s'est en fait accentuée en juillet et atteint 87.400 unités sur les trois derniers mois pour la seule catégorie A.

Et cette tendance touche particulièrement les publics historiquement les plus exposés que sont les plus de 50 ans (+2% en juillet), les moins de 25 ans (+1,4%) et les femmes, quel que soit leur âge (+1,6%).

Le nombre d'inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus a quant à lui augmenté de 0,8% par rapport à juin et bondit de 9,2% sur un an.

"*Mais cela n'enlève rien à ma conviction que le chômage va repartir à la baisse*", a-t-il déclaré au Figaro.

Il promet de faire appliquer "*dans les jours qui viennent*" les mesures adoptées fin juillet par le parlement dans le cadre du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale.

"*De nouveaux secteurs seront ainsi ouverts à l'apprentissage et à la professionnalisation, et de nouveaux dispositifs, comme la prépa-apprentissage qui permet de préparer les jeunes les plus éloignés de l'emploi à une formation en alternance, seront mis en place dans le courant du mois de septembre*", précise le ministre. (Reuters 25.08)

Pour faire baisser artificiellement le nombre de chômeurs à quelques mois des élections...

2- Italie

L'Italie a le taux de chômage des jeunes le plus élevé d'Europe, selon une étude publiée mercredi par Confartigianato, la fédération italienne des artisans. Particulièrement touchée, la tranche d'âge allant de 15 à 24 ans connaît un taux de chômage de 29,6 %, contre une moyenne de 21 % en Europe. Le taux de chômage des 15-35 ans s'élève, lui, en Italie à 15,9 %, avec une nette concentration dans le sud du pays (21,1 % de la population de cette tranche d'âge est au chômage). En Sicile, par exemple, 28 % des 15-35 ans sont sans emploi.

L'étude de Confartigianato, qui s'appuie sur des données de l'Institut national des statistiques italiennes, souligne aussi que le nombre de jeunes disposant d'un emploi a chuté de 926 000 unités entre 2008 et 2011. Elle montre également la détérioration de la situation pour les adultes, avec un taux de chômage de 23,2 % pour les 25-54 ans, contre une moyenne européenne de 15,2 %. Paradoxalement, toutes catégories d'âges comprises, le taux de chômage italien est l'un des moins élevés d'Europe puisqu'il s'est établi en juin à 8 % contre 9,9 % dans la zone euro.

Une autre étude, publiée sur le même thème par l'institut de sondage Datagiovani, confirme la situation difficile des jeunes Italiens, en se basant sur des données psychologiques davantage qu'économiques. Ainsi, sur les jeunes personnes interrogées, seules 47 % d'entre elles espèrent obtenir un contrat à plein temps et 20 % espèrent une rémunération d'au moins 1 000 euros. En 2007, plus de 50 % des jeunes Italiens espéraient une telle rémunération. (lemonde.fr 24.08)

3- Chili

Des heurts ont opposé des manifestants aux forces de police dans la capitale chilienne Santiago, jeudi, au deuxième jour d'une grève de 48 heures contre l'impopulaire président Sebastian Pinera, qui a été marquée par des pillages sporadiques.

Des jeunes ont bloqué des rues, lancé des pierres et mis le feu à des ordures à certains carrefours de Santiago et d'autres villes afin de paralyser la circulation. La police a eu recours à des canons à eau et à des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

Jeudi, 50.000 personnes ont défilé dans les rues de Santiago, pour la plupart pacifiquement, mais des échauffourées ont éclaté avec les forces de police au fil de la journée.

Selon les chiffres du gouvernement, seuls 10% des employés de la fonction publique ont répondu jeudi à l'appel à la grève lancé par la plus grande centrale syndicale du pays, CUT. Le mouvement social n'a pas d'impact particulier sur le secteur minier, essentiel à l'activité économique du Chili. (Reuters 25.08)

Economie

Grèce

Les taux grecs à dix ans ont atteint un nouveau record jeudi 25 août.

A 15 h 35, heure de Paris, les rendements grecs à dix ans s'inscrivaient à 18,548 % contre 17,892 % mercredi à la clôture. Les taux à deux ans montaient à 45,892 % contre 44,025 % la veille. "*L'idée d'un défaut de la Grèce fait de plus en plus son chemin auprès des investisseurs*", a souligné René Defossez, stratégiste obligataire chez Natixis. Les garanties exigées par la Finlande pour

sa participation au prêt international octroyé à ce pays "*fragilisent la mise en œuvre de ce plan*", a-t-il expliqué. (lemonde.fr 25.08)

Ce sont des taux usuraires. La mutualisation des dettes a du plomb dans l'aile !

Haut de page

Le 27 août

Il va me falloir deux jours pour préparer mon déménagement, je déménage lundi, et il va me falloir plusieurs jours pour m'installer, ensuite je vais m'accorder quelques jours de repos, les premiers depuis plusieurs années, après on verra comment je continue le site, je ne déborde pas d'enthousiasme à cette idée. Si je trouve le temps j'actualiserai partiellement le site les prochains jours, tout dépendra aussi de l'actualité dans le monde.

La causerie du 26 plus loin, je rajoute ce qui suit à propos des problèmes de téléchargement de fichiers.

Les adresses suivantes sont correctes :

La guerre civile aux États-Unis - Marx-Engels (1861-1865) : /marxisme/me-usa.pdf

Socialisme utopique et socialisme scientifique de F. Engels - 1880 : /marxisme/socialisme1880.pdf

La révolution permanente : /marxisme/larevolutionpermanente.pdf

Défense de la démocratie bourgeoise ou combat pour l'abolition du capitalisme ? : /marxisme/reformisme1106.pdf

Sur la tactique du front unique (1) : /marxisme/fu141106.pdf.

Que faire ? : /marxisme/que_faire.pdf

Le stalinisme est étranger au communisme : /marxisme/communisme1.pdf

Travailler plus … pour faire gagner plus aux capitalistes. Comment ? Explications. : /marxisme/travaillerplusmarxcapital.pdf

Pour accéder aux articles sur Attac, le Forum social, etc l'adresse suivante est erronée www.luttedeclasse.org/archives2010/2004/Gouvernancemondiale.htm, l'adresse correcte qui figure dans le site est www.luttedeclasse.org/archives2010/2004/alter1/Gouvernancemondiale.htm.

Je ne sais pas où des camarades ont trouvé cette adresse erronée, l'adresse correcte permettant d'accéder à toutes les rubriques et articles du site (excepté les causeries et articles de presse) est la suivante : http://www.luttedeclasse.org/themes_archives.htm, je viens de tester tous les liens contenus dans cette page et ils fonctionnent tous correctement, vous pouvez la mémoriser en plus de la page d'accueil du site. J'ai ajouté un lien en tête de la rubrique *Documents disponibles dans cette page*.

Je rappelle que j'ai mis en ligne les pages d'accueil du site telles qu'il existait en 2004, 2005, puis en 2009, à titre indicatif seulement, pour vous montrer l'évolution du site et de mon parcours politique, les liens qui figurent dans ces pages ne fonctionnent plus évidemment.

Pour accéder aux différentes rubriques puis aux différents articles ou documents, de préférence utilisez les liens disponibles dans le menu de la page d'accueil du site situé en haut de l'écran.

Haut de page

Le 28 août

Bien que je déménage lundi, j'ai trouvé un peu de temps pour actualiser sommairement le site. Le site ne sera pas actualisé lundi et peut-être mardi.

L'endroit où je vais habiter est étrange. Tous les terrains (boisés) ont été achetés depuis des années, quelques maisons seulement ont été construites et les trois quarts sont désertes et commencent même à présenter des signes de détérioration. Il y a quelques années le propriétaire de cet immense terrain qui l'a vendu par lots, avait eu la mauvaise idée de l'ouvrir au public et d'organiser des soirées animées qui se sont rapidement transformées en beuveries et en rendez-vous pour prostituées et voyous, du coup les propriétaires des parcelles de terrain ont préféré déserter les lieus.

Depuis l'endroit est calme et désert, comme à l'abandon, pas entretenu, il y pousse même des décharges parce que les membres aisés de la société n'ont aucune éducation ou se conduisent comme des vauriens, ne respectent rien, ces décharges sont situées au coin de chez eux, elles leur appartiennent, sans que cela ne les dérangent. La notion de honte, de dignité, d'honneur, connaissent pas ces gens-là. Leur place est dans une poubelle, celle de l'histoire !

J'ai rencontré l'épouse du responsable de la vie scolaire du lycée français, ils vivent ici depuis 5 ans, elle m'a dit qu'elle ne pouvait m'en dire plus sur les problèmes qui existent encore dans ce lotissement. Qu'est-ce que je vais encore découvrir et devoir subir dans les jours ou les mois à venir ? Décidément, il n'y a pas un seul endroit où vivre tranquille en Inde, je ne demande pas la lune, le minimum, et bien c'est déjà trop. Ma fille qui a déménagé à Toulouse m'a dit avoir rencontré de gros problèmes avec une agence immobilère ou le propriétaire avant même d'emménager.

J'ai fais le lien avec mon histoire en Inde et j'ai dit à mon épouse : tu vois, ils ont réussi l'exploit de pourrir le monde, quand on dit que l'Inde c'est pourri il faut ajouter la France aussi, quand tu critiques les Indiens, n'oublie pas les autres. En fait, à la base il ne faut pas tenir ce genre de raisonnement, sinon tu finis par détester le monde entier, c'est insupportable, il faut s'habituer à vivre en se coltinant en permanence un tas de problèmes dont certains sont insolubles dans cette société et il faut se satisfaire de petits plaisirs anodins.

André Breton chantait les louanges des cornichons, les bons cornichons, sa dégustation suffisait à son bonheur à défaut de vivre heureux dans leur monde pourri, il s'en servait comme exemple à valeur éducative et j'ai retenu la leçon que j'ai trouvée savoureuse. J'ai beaucoup d'admiration pour Breton, j'ai lu pratiquement l'ensemble de son oeuvre comme on respire un grand bol de liberté. Principal animateur du courant surréaliste dans la première partie du XXe siècle, anticonformiste forcené, il avait su rester simple et modeste à l'opposé d'un Picasso et bien d'autres surréalistes à qui le succès était monté à la tête. C'est l'intérêt qu'il portait à certains courants littéraires non conventionnels qui m'a fait découvrir ou m'intéresser à l'ouvrage de certains écrivains ou artistes.

Son engagement politique, ses relations et son amitié pour Trotsky étaient le produit sur le plan politique de son mode de pensée critique libéré de toute entrave, dès lors qu'on est ouvert à écouter toutes sortes d'arguments, on appelle cela aussi accepter la confrontation des idées sans a priori, on parvient à discerner ce qui va dans le sens de l'histoire et rempli un rôle progressite de ce qui s'y oppose, on parvient à s'entendre avec des gens avec lesquels on partage les mêmes idées, même si on vient de milieus différents ou qu'on a connu des expériences totalement différentes, on parvient à discerner ce qui est essentiel, nous réuni et peut constituer la base d'une action commune tout en respectant nos différences. Ce que Breton et Trotsky ont réussi à faire, nous en sommes incapables au niveau du mouvement ouvrier, à croire que ses dirigeants ne possèdent pas leurs qualités ou qu'ils ne leur arrivent pas à la cheville, ils sont évidemment persuadés du contraire pour notre plus grand malheur, ils ne doivent pas être capables d'éprouver un instant de bonheur en dégustant un simple cornichon, cela ne vous aura pas échappé.

Je me souviens de cette histoire de cornichon, j'étais dans une vieille rame de métro aux sièges en bois quand je l'ai lue il y a plus de 35 ans, l'atmosphère ne se prêtait pas vraiment à savourer quoi que ce soit, il faut croire que j'avais acquis cette faculté de faire abstration de son environnement et ses problèmes pour penser librement ou m'évader de cette camisole de force qu'est leur société. Cela n'a rien d'extraordinaire, c'est une expérience banale qui arrivent à des millions de gens, sauf qu'ils ne la poussent pas plus loin, on s'extrait d'un milieu pour tomber dans un autre, lequel, quelle en est la signification, la portée, qu'est-ce que cela peut m'apporter, est-il possible de la généraliser, de la renouveler dans un autre contexte, qu'est-ce qui nous empêche de penser librement, etc.

Un plaisir lié à une expérience banale est l'opposé de la recherche du plaisir à tout prix, de l'hédonisme qui ne supporte pas la douleur, ne comprend rien à l'existence alors qu'elle lui doit tout, douleur, qui parce qu'elle nous conduit à nous interroger sur l'origine de nos souffrances permet une élévation du niveau de conscience. Il y a tellement de malheur sur terre que si l'on y pensait en permanence on deviendrait fou ou on se tirerait une balle dans la tête, heureusement qu'il y a les cornichons pour nous rappeler que l'existence n'est pas seulement synonyme de souffrance et que par extension le monde mérite mieux que leur société infâme, qu'il nous faut combattre pour la changer.

Si cet état d'esprit dominait ou était partagé par l'avant-garde nous progresserions à pas de géant, et pour le coup il faudrait augmenter la production de cornichons ! Nous l'inscrirons dans notre programme pour ne frustrer personne, on est ou on n'est pas communiste, n'est-ce pas camarades ? Et ne traitez personne de cornichon, vous vous priveriez d'un plaisir sublime !

J'ai mis en ligne quelques pages des numéros 161, 162 et 163 d'*Informations ouvrières* à la demande de trois camarades.

J'ai réparé le lien vers l'article *Krach boursier, l'effrayant scénario de 1929*. Je vous rappelle que lorsqu'il s'agit d'articles de presse

ou de portails Internet, si vous ne parvenez pas à télécharger un article, comme j'utilise le titre original, il vous suffit de le taper sur Google pour le retrouver sur le Net. Vous ne tenez pas à vous compromettre inutilement en m'adressant un courriel, comme je vous comprends, attention, ne vous retournez pas, vous allez marcher sur votre ombre !

La palme de la médiacratie

- Quiz spécial rigueur pour se serrer la ceinture en s'amusant. (Rue89 27.08)

Cela se voit qu'ils ne sont pas concernés ! Franchement insupportable !

- A New York : l'ouragan Irene arrive, faisons la fête ! (mis à jour) (Rue89 27.08)

On a du mal à rester poli en présence de tels abrutis !

J'ai parcouru environ 150 titres d'articles d'agences de presse ou de médias nationaux (rubriques : économie, monde, politique et France), pour finalement ne retenir que 3 articles ce matin, à peine plus hier.

Et chez eux ? Ça baigne !

Interview de Didier Roman, gérant chez Tocqueville Finance par 20minutes.fr.

- ... Malgré tout, la masse des profits des entreprises du CAC devrait encore croître cette année. Après le cru record de 2010 avec 82,3 milliards d'euros de bénéfices, elles pourraient voir leur profit grimper de 4 et 7% cette année. (20minutes.fr 27.08)

Lu sur le site du NPA

Titre Face aux derniers soubresauts de la crise : éléments d'analyse (14 août 2011). Extrait.

"Deux écueils guettent les forces de contestation radicale du système face à cette nouvelle phase de la crise :

- techniquement argumentées et de croire qu'elles s'imposeront par la force des idées et la pédagogie (ou par la grâce d'une habile combinaison électorale unitaire).

- La seconde serait de se borner à des dénonciations générales du capitalisme et à appeler à son renversement comme seule solution, en se désintéressant, voire en dénonçant comme réformistes ou opportunistes les idées contestataires qui circulent dans la société."

Suit une liste de mesures économiques ou sociales dont on nous dit qu' "*elles nécessiteront des mouvements sociaux d'ampleur pour faire plier les dominants et à terme faire dégager leurs représentants politiques au profit de gouvernements aussi fidèles aux intérêts des travailleurs que Sarkozy, Merkel et consorts (et Jospin en son temps – Premier ministre de juin 1997 à mai 2002) le sont aux intérêts des capitalistes.*".

A quoi sert cette précision ? A faire oublier que le NPA est incapable de proposer le moindre objectif politique, la moindre issue politique aux travailleurs. Vous vous étonnez que la conscience politique des travailleurs ne progresse pas, autrefois elle était portée par des illusions qui une fois qu'elles se sont estompées ont laissé la place à une forme d'espoir désabusé, puis est venu le temps du néant, de la terrible fatalité pour beaucoup liée à la volonté de résister malgré tout pour d'autres, voilà où nous en sommes aujourd'hui.

On devrait se contenter de combats sur des questions sociales sans se poser la question de leurs véritables contenues, de l'orientation politique qui les accompagne, c'est une terrible erreur politique digne du trade-unionisme. Le POI, le NPA et LO sont sur cette ligne, ils ne construisent pas un parti mais un appendice des syndicats qui se borne à défendre les intérêts de leurs adhérents, le reste est superflu, accessoire, en option les jours de fête.

Le devoir d'un parti ouvrier est de lier les revendications sociales à des objectifs politiques, c'est le b.a.-ba de la lutte de classe du prolétariat depuis plus d'un siècle et demi, mais on l'a oublié pour ne pas froisser les républicains, les démocrates, les réformistes, les staliniens, les anarchistes, les petits-bourgeois, les contre-révolutionnaires, les esprits faibles, etc. pour quel résultat ? Appliquez à vos dirigeants leurs propres principes : objectif/résultat.

Politique

1- France.

1.1- L'alternative dans la continuité.

Samedi, à l'université PS de La Rochelle, pour Fabius "*pas question de jouer au ping pong législatif*". "*Beaucoup de choses*" faites par M. Sarkozy "*sont mauvaises mais nous n'allons pas passer notre temps à (les) défaire*".

"*Nous devons montrer que nous n'avons pas l'ambition de faire en un mois ou même en un an ce qui est prévu sur 5 ans*". "*Il faut agir en continuité" ce que "nous avons toujours eu beaucoup de mal à faire*", a-t-il averti.

Face à l'ampleur de la dette, "*les contraintes seront très importantes*", "*la situation sera plus difficile*" que celles "*affrontées dans le passé mais la contrepartie --j'en suis convaincu-- nous serons mieux préparés*", a affirmé M. Fabius.

Autre nécessité: "*ne pas tomber" dans "le piège*" de Nicolas Sarkozy, qui "*voudrait installer l'idée que, comme il y a la crise, il ne faudrait pas qu'il y ait de changement politique*". "*Ca c'est une escroquerie intellectuelle*" car "*c'est précisément parce qu'il y a la crise et pour sortir de la crise qu'il faut du changement*". (libération.fr 27.08)

Il a cependant annoncé que certaines lois seraient abolies, mais qui peut croire un instant que cela changerait quoi que ce soit après ce qu'on vient de lire ,quand il déclare que la politique du PS s'inscrira dans la continuité de l'UMP. Tout y est dans la démonstration de Fabius pour tromper les crédules ou les ignorants. Ils ne vont pas passer leur temps à défaire ce qu'a fait Sarkozy, on le soupçonnait fortement, pardon, on en était convaincus (le S n'est pas en trop, "on" a valeur pluriel, comme "nous" derrière l'auxiliaire être, le participe passé s'accorde avec le sujet en genre et en nombre.).

Et il ose parler de changement sans défaire ce que Sarkozy a fait, ce qui est prendre les électeurs pour des cons ou les mépriser.

Tout ces gens-là sont répugnant, ils rivalisent de cynisme avec Sarkozy. Pour adhérer à ce parti, hier comme aujourd'hui il ne faut pas être porté par un idéal, il faut s'inquiéter de son propre sort et de ses petites affaires, bref quelque part il faut partager l'état d'esprit de ses dirigeants.

1.2- En famille chez les Nicolas.

Selon une information mise en ligne samedi 27 août par le site du journal Le Parisien, Nicolas Sarkozy a proposé à Nicolas Hulot, battu par Eva Joly pour l'investiture écologiste à l'élection présidentielle, un poste de représentant de la France à l'ONU.

Le chef de l'Etat, qui a reçu l'ancien animateur de télévision à l'Elysée la semaine dernière, souhaite qu'il représente le pays pour préparer le 'sommet de la Terre' de juin 2012 à Rio de Janeiro. Nicolas Hulot n'a pas encore donné de réponse, ajoute Le Parisien.

Déçu de sa défaite-surprise lors de la 'primaire' d'Europe Ecologie-Les Verts, Nicolas Hulot ne s'est pas rendu aux universités d'été du parti. Eva Joly souhaite qu'il fasse campagne à ses côtés. (lemonde.fr 27.08)

Ce job, c'est bien payé au moins, mieux qu'à EELV j'espère ? Hulot c'est la caricature minable de tous les prétendants au trône !

2- Espagne

Le gouvernement socialiste espagnol a annoncé vendredi la conclusion d'un accord avec l'opposition conservatrice pour inscrire dans la Constitution du pays le principe d'une limitation du déficit public et de la dette.

La Constitution sera amendée par le biais d'une loi qui devra être adoptée avant le 30 juin 2012, a annoncé le gouvernement dans un communiqué publié aux premières heures de la journée de vendredi.

Les deux camps se sont entendus pour fixer à 0,4% du PIB la limite maximale de l'ensemble du déficit public du pays, c'est-à-dire Etat et régions compris.

La loi va également inclure des critères pour une réduction progressive du niveau de la dette conformément au pacte de croissance et de stabilité de la zone euro.

Les deux parties signataires de l'accord pourront réexaminer le plafond du déficit en 2015 et en 2018.

L'Espagne a déjà annoncé mardi qu'elle inscrirait dans sa Constitution un plafond à sa dette publique avant les élections

législatives de novembre. (Reuters 27.08)

Japon. Crise politique.

Le Japon connaîtra la semaine prochaine un sixième dirigeant en cinq ans, l'actuel Premier ministre Naoto Kan ayant démissionné vendredi de la tête du Parti démocrate (PDJ) au pouvoir.

Naoto Kan quittera ensuite le gouvernement. Le chef du gouvernement est fortement impopulaire, notamment en raison de sa gestion de la catastrophe nucléaire de Fukushima déclenchée par le séisme et le tsunami du 11 mars dernier.

Le PDJ devrait désigner son nouveau chef et futur Premier ministre lundi.

Seuls les parlementaires du PDJ voteront lundi et le choix d'Ozawa, chef de file du principal courant du parti, sera déterminant, malgré son inculpation dans une affaire de financement occulte.

Kaieda, 62 ans, insiste sur la sécurité nucléaire et estime qu'il est prématuré de réfléchir à une sortie de l'énergie atomique.

Le troisième favori est le ministre des Finances Yoshihiko Noda, qui s'est dit vendredi prêt à prendre la tête du pays.

Dans un communiqué, il a insisté sur le défi économique auquel le Japon est confronté. Il est, en ce qui concerne la politique économique, le plus conservateur des candidats.

Le successeur de Kan sera confronté à de nombreux défis.

Le yen fort est une menace pour l'économie, dépendante des exportations, et la reconstruction du Nord ne fait que commencer. La centrale de Fukushima-Daiichi n'est toujours pas à l'arrêt à froid et le Japon doit se doter d'une nouvelle politique énergétique tout en gardant un oeil sur sa dette publique, colossale. (Reuters 27.08)

Social

Chili

Un adolescent chilien est mort dans les heurts ayant opposé jeudi des manifestants aux forces de police à Santiago, ont annoncé les autorités.

Le Chili observait mercredi et jeudi une grève de 48 heures contre l'impopulaire président conservateur Sebastian Pinera, qui a été marquée par des pillages sporadiques.

Le gouvernement a indiqué que la victime, décédée vendredi matin, était âgée de 16 ans.

"*Le jeune est mort d'un impact de balle dans la poitrine. Il est mort à l'hôpital*", a dit un porte-parole de la police.

Des témoins cités par les médias locaux affirment que le coup a été tiré par la police. Des médias rapportent que la victime se trouvait près d'un barrage de police lorsqu'elle s'est effondrée.

Des jeunes ont bloqué des rues, lancé des pierres et mis le feu à des ordures à certains carrefours de Santiago et d'autres villes afin de paralyser la circulation. La police a eu recours à des canons à eau et à des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées depuis mercredi et plusieurs agents de police ont été blessés, dont deux par balles, dans les violences qui ont éclaté pendant la nuit, lorsque des dizaines de magasins et de supermarchés ont été la cible de pillages et que des autobus ont été endommagés.

Jeudi, environ 600.000 personnes ont défilé à travers le Chili, selon les organisateurs, tandis que les journalistes de Reuters ont estimé à environ 200.000 le nombre de manifestants rien qu'à Santiago. Le gouvernement n'a fourni aucun chiffre.

La plupart des manifestants ont défilé dans le calme mais des échauffourées ont éclaté avec les forces de police au fil de la journée.

"*La société chilienne est parvenue à un point où nous ne pouvons plus supporter d'être ainsi ignorés*", a déclaré Rebeca Martinez, une étudiante en musicologie de 21 ans, devant l'Université du Chili, occupée depuis des mois.

Selon les chiffres du gouvernement, seuls 10% des employés de la fonction publique ont répondu jeudi à l'appel à la grève lancé par la plus grande centrale syndicale du pays, CUT. Le mouvement social n'a pas d'impact particulier sur le secteur minier, essentiel à l'activité du Chili, pays perçu par les investisseurs comme un modèle de développement économique en Amérique latine.

"*Il est temps de changer de système politique, de système économique, afin de parvenir à une redistribution plus juste du pouvoir et des richesses*", a déclaré Camila Vallejo, chef de file du mouvement étudiant. "*Ce modèle de développement a uniquement servi à enrichir énormément une poignée de personnes.*"

Cette grève nationale de 48 heures est la première au Chili depuis la dictature d'Augusto Pinochet, de 1973 à 1990.

D'après un sondage récent, Sebastian Pinera est le chef d'Etat le plus impopulaire au Chili depuis Augusto Pinochet.

Parvenu au pouvoir en mars 2010, il a déjà remanié à deux reprises son gouvernement, la deuxième fois en juillet, ce qui n'a eu aucun effet sur la contestation. (Reuters 27.08)

Israël.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi soir à Tel Aviv contre la vie chère, comme chaque semaine depuis la mi-juillet, mais la mobilisation a été moins forte que lors des précédents rassemblements.

Le 6 août, 250.000 manifestants avaient défilé pour réclamer des réformes économiques et sociales, un mouvement sans précédent dans l'histoire de l'Etat hébreu.

Les récentes tensions avec l'Egypte et les violences transfrontalières qui ont fait une vingtaine de morts depuis un raid palestinien le 18 août près d'Eilat expliquent peut-être l'essoufflement de ce mouvement.

Les manifestants réclament notamment une fiscalité plus juste, la construction de logements sociaux et universitaires et l'arrêt des privatisations. (Reuters 27.08)

Economie

FMI. Le feu couve.

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a mis en garde samedi contre le risque de voir l'économie mondiale plonger dans la récession et a plaidé pour une action politique rapide et coordonnée, notamment en vue d'une restructuration des banques européennes.

"*Les événements de cet été ont montré que nous étions dans une nouvelle phase dangereuse*", a-t-elle dit lors des rencontres annuelles de la Fed à Jackson Hole, dans le Wyoming.

"*Les enjeux sont clairs: nous risquons de voir compromise une reprise encore fragile. Il faut donc agir sans attendre.*"

Les économies avancées doivent mettre au point des plans à long terme pour contrôler leur dette publique, tout en faisant en sorte que les mesures d'économies nécessaires ne mettent pas en péril la reprise, a-t-elle ajouté.

"*Qui peut croire que les engagements à réduire les dépenses pourraient survivre à une longue stagnation, avec un chômage toujours élevé et face à la grogne sociale ?*" (Reuters 27.08)

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

8 septembre

En raison de mon déménagement le 29 septembre qui s'est effectué dans de très mauvaises conditions, je ne serai pas en mesure d'actualiser le site avant la fin du mois probablement. J'ai loué une maison sans trop avoir le choix de sa dimension (trop grande), de son emplacement (plus loin de la ville), du prix du loyer (excessif pour moi). Cette maison a fait l'objet d'importants travaux, elle n'avait pas été entretenue précédemment, c'est à moi de terminer de la nettoyer et de faire en sorte que les fenêtres et les portes ferment, que les toilettes ne fonctionnent, que les robinets ne fuient pas, etc. Quant au jardin, en fait un terrain en friche jonché de gravas dans lequel il y a des termitières qui sont des nids de serpents, j'ai tué un scorpion noir (poison fatal et fulgurant) en retournant un morceau de brique, je dois donc le nettoyer pour moi et mon chien que j'enferme la nuit dans la maison.

Je dois tout me taper tout seul, je n'ai pas les moyens de payer une personne pour m'aider et mon épouse retourne en France le 12 au soir. Je suis complètement claqué évidemment, sur les nerfs, contrarié de ne pas pouvoir aller plus vite pour reprendre mon activité politique, ce qui ne m'empêche pas de suivre plus ou moins l'actualité quotidiennement depuis quelques jours, je n'ai rien loupé apparemment.

Je n'ai reçu qu'un seul message depuis le 29 septembre, j'en conclus donc que le site ne sert pas à grand chose, pour ne pas dire à rien. Pendant 8 jours j'ai vécu coupé du monde, pas le temps d'ouvrir le portable et de me connecter sur Internet, pas envie de regarder la télé, j'ai profité de mes soirées où j'étais épuisés pour faire un nouveau point sur la situation et analyser une nouvelle fois ce qui s'est passé depuis 1945. J'en ai tiré la conclusion qu'aucun parti n'a été capable de remplacer le PC, que le travail en direction des masses que le PC n'avait pas voulu faire entre 1946 et 1950, aucun parti n'a voulu le faire par la suite non plus, résultat, le niveau de conscience du prolétariat n'a pas progressé au cours des 66 dernières années, il a même régressé par rapport à ce qu'il était entre la fin du XIXe et la première moitié du XXe siècle. Voilà ce qui arrive à se gargariser de formules et de principes au lieu de regarder la réalité en face.

Tous les partis qui se sont succédés de 1945 à 2011 portent la marque de l'incurie politique de leurs dirigeants, au point où la plus gigantesque crise mondiale du capitalisme sévit, il n'existe aucun parti révolutionnaire dans aucun pays du monde, donc pas d'Internationale digne de ce nom, qui pourraient servir de pôle de regroupement aux couches les plus déterminées de la classe ouvrière, les sections de la IVe Internationale ayant été disloquées pendant la guerre ou ce qui en étaient restés ont totalement dégénérés dans les décennies qui ont suivie. Pas étonnant dans ces conditions-là que la barbarie capitaliste l'emporte partout dans le monde, et le pire reste à venir. On pourrait en dire de même de l'opportunisme qui se décline sous différents masques ou du réformisme qui a littéralement pourri le mouvement ouvrier jusqu'à son avant-garde. Un exemple.

La question de la "*règle d'or*" que les différents gouvernements voudraient inscrire dans leur constitution pose directement la question du combat contre la constitution dans chaque pays, pierre angulaire de tous les traités signés avec l'UE depuis les années 50. En réalité elle pose la question du combat pour son abolition et son remplacement par une constitution basée sur

la propriété collective des moyens de production dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Les gouvernements de l'UE veulent enchaîner davantage encore les peuples aux constitutions en vigueur dans leur pays respectif, constitutions qui justifie sur le plan juridique l'existence du capitalisme, et qui a pour tâche d'assurer la pérénité des rapports sociaux d'exploitation. A l'heure où le capitalisme est dominé plus que jamais par le pouvoir de l'aristocratie financière, c'est la soumission des exploitées à son pouvoir qu'il s'agit de graver dans le marbre à travers cette "*règle d'or*".

Comme je le disais plus haut, jadis les masses en haillon se révoltaient contre leurs conditions abjectes en jurant de "*tout leur prendre*", de les "*pendre*, etc. aujourd'hui, on n'ose même pas avancer la nécessité d'exproprier les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises, cette racaille infâme mériterait le respect, il faudrait composer avec cette pourriture, quant à la constitution, personne n'avance le mot d'ordre de son abolition, n'axe son combat dans cette perspective, dès lors vous attendez quoi des gesticulations des différents partis, des miracles ? Quand je lis la littérature des différents partis et syndicats, je me dis qu'il s'adressent à des travailleurs qui n'ont pas une conscience de classe plus développée qu'en Inde, à croire qu'ils cherchent à la rabaisser encore un peu plus. En Inde, la conscience politique des travailleurs se limitent au constat qu'il y a des gros et des petits, des nantis et des miséreux, certains se gavent sans limite tandis que d'autres souffrent sans limite aussi, on crève plus tôt ici qu'en France à l'issue d'une vie cauchemardesque, c'est presque un soulagement quand on en voit le bout...

L'issue de la crise du capitalisme est politique et personne n'ose intégrer aux question sociales dans son combat des objectifs politiques, du coup on se retouve avec des orientations de type purement réformiste, cela vaut pour tous les partis sans exception. On se lasse de le répéter à la longue.

Aucun militant n'a voulu participer au site que j'anime, un seul m'a aidé à le financer cette année, vous avez rejeté toutes les propositions que je vous ai faites, vous n'avez d'yeux et d'oreilles que pour une conception de la lutte de classe qui n'a eu de cesse de prouver qu'elle était synonyme de faillite ou d'impasse pendant plus d'un demi-siècles, de subordination au capitalisme et aux institutions, cela ne vous suffit pas encore, elle n'a pas permis de construire ne serait ce que l'embryon d'un parti communiste...

Dans ces conditions, à quoi bon continuer à m'user la santé et les yeux à l'écran, dites-moi, pour quel objectif, depuis août 2008 où j'ai remodelé le site, j'ai passé plus de 11 000 heures devant l'écran, en fait beaucoup plus, pour rien, chacun possède sa petite vérité, chacun suit ses petits dirigeants, chacun est sûr d'avoir raison, heureusement que je ne vous imite pas, car sinon je serais déjà mort avec toutes les épreuves que j'ai vécues en Inde ! Je ne veux accabler ou juger personne en dehors des dirigeants.

Le marxisme repose sur les faits. Quand on constate quelque chose, on en tient compte ou non, on a le choix, c'est le peu de liberté que nous accorde leur monde. Pour le moment, ce qui me semble prioritaire, c'est d'assurer ma sécurité et celle de mon chien, le temps que je passe à mon installation peut paraître démesuré, c'est le contraire qui est vrai en fait, car mieux je serai installé et l'esprit tranquille, mieux je pourrai réfléchir et travailler, c'est une question d'organisation et de productivité qui se juge sur le temps et non en terme d'abstraction, c'est de la dialectique aussi.

Dans les semaines qui viennent, je mettrai en ligne dans la Tribune libre les documents que j'aurai reçus, mais ne me demandez pas l'impossible, je ne peux franchement pas en faire plus. J'ai oublié de vous dire que je dois informer les différentes administrations indiennes de ma nouvelle adresse, de bonne humeur en prenant sur moi-même j'ai commencé à m'y coller ce matin, mal barré : refus de la compagnie de téléphonie Reliance (Internet), une photocopie de mon bail et de la carte d'électeur du propriétaire ne suffisent pas, je dois fournir une déclaration de ma banque, du coup j'ai cavalé à la banque et je récupèrerai ce papier demain, ensuite je pourrai commencer ma tournée, dont le bureau d'immigration et là je m'attends à de nouveaux problèmes. Ce matin pour acheter un cadenas, deux bouteilles d'eau gazeuse, me rendre chez Reliance, confirmer dans une agence de voyage le billet d'avion de mon épouse et passer deux fois à la banque, le tout avec l'aller et retour, deux heures et quinze minutes. J'ai déjeûné, j'ai bricollé un peu, je vous ai écrit ces lignes, il est 17h15 et j'ai l'impression de ne pas avoir avancé... Ma hantise, c'est le temps qui passe et ces foutues journées qui ne comportent que 24h !

Je viens de recevoir un courriel du camarade Philippe, ne t'inquiète pas, tiens j'ai oublié de vous dire qu'il y avait un patio au centre de cette maison (un espace ouvert donnant sur le ciel) , il est couvert par des plaques en plastique, mais qui fuient de partout, je dois encore acheter une bâche avant que le propriétaire ne fasse effectuer les travaux, il est parti en France hier et ne revient que le 20, pourvu qu'on n'essuie pas une tempête entre temps !

Haut de page

Le 12 septembre

Mon épouse repart en France ce soir, je vais essayer de reprendre l'actualisation normal du site à partir de demain, au ralenti pour commencer.

J'ai actualisé la rubrique Tribune libre.

J'ai pris connaissance de la déclaration du 3 septembre du Bureau national du POI, dont j'ai envie de dire qu'on partage forcément le contenu quand on n'y regarde pas de trop près, contrairement au NPA et à LO qui ne proposent aucune issue ou perspective politique.

Quelques remarques.

Tout d'abord, il est étonnant que cette déclaration ait été adoptée à l'unanimité du Bureau national du POI sachant que certains des dirigeants de ce parti sont opposés à la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, Schivardi notamment pour l'avoir exprimé à plusieurs reprises.

Ensuite, on constatera que l'orientation contenue dans cette déclaration diffère de la ligne éditorialiste du POI ou de la ligne politique du POI en général orientée exclusivement contre la "troïka" (BCE, UE et FMI), oubliant au passage les institutions de la Ve République ou dans le cadre de la préparation de son meeting internationaliste du 1er octobre prochain, faisant l'impasse sur la nécessité de rompre avec les institutions politiques dans chaque pays de l'UE dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, pire, colportant l'illusion aux relents anarchistes qu'il pourrait exister des peuples ou des nations "libres" (« Non à l'Union européenne, oui à l'union libre des peuples et des nations libres d'Europe »), faisant abstraction de l'intégration à des degrès divers de chaque pays dans le capitalisme mondial, c'est aussi grotesque que d'affirmer qu'une entreprise pourrait fonctionner et assurer son développement, donc garantir sa survie en se passant des banques.

Comment des "peuples" pourraient-ils être libres sans avoir brisé au préalable les chaînes du capitalisme, qui, quelle classe serait libre dans ces "nations libres d'Europe" où les fondements du capitalisme n'auraient pas été remis en cause, celle des capitalistes ? S'agit-il de combattre dans la perspective de l'abolition du capitalisme dans chaque pays, sur tous les continents, à l'échelle mondiale ? Les capitalistes des pays dominants ne seraient-ils pas libres d'exploiter la main d'oeuvre et les ressources des pays dominés depuis plus de deux siècles ? S'agirait-il de redonner aux capitalistes de ces pays les marges de manoeuvre qu'ils ont perdues au profit de l'aristocratie financière qui domine le système économique capitaliste mondial ? S'agit-il de favoriser une forme de capitalisme plutôt qu'une autre ou de combattre pour le socialisme ?

Dans Anti-Dühring, Engels rejetait "*l'Etat populaire libre", tant du point de vue de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique*".

Dans sa critique du programme de Gotha, Marx précisait "*L'Etat libre, qu'est-ce à dire ? Faire l'Etat libre, ce n'est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis*", voilà ce qui arrive quand on traite " *l'Etat comme une réalité indépendante, possédant ses propres fondements intellectuels, moraux et libres*", déviation théorique qui trouve son prolongement dans la perspective d'une Assemblée constituante "*élue au suffrage universel* qui nie qu'"*entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat*" (idem, Marx).

Face à la violence de l'Etat et de la classe capitaliste dont il représente les intérêts contre la classe ouvrière, le POI veut faire croire aux travailleurs qu'il serait possible d'instituer une véritable démocratie, d'abolir les privilèges des exploiteurs par un processus légal, sans recourir à une révolution... Du coup on en vient à se demander si l'objectif du POI est bien le socialisme ou au contraire le retour à la situation qui prévalait sous la IVe République ou lors des premières décennies de la Ve République, autrement dit quand il y avait du "grain à moudre" pour les réformistes, dont l'action se situait dans la perspective du maintien en place du capitalisme et des institutions.

On en a confirmation quand il va jusqu'à vouloir "*redonner au suffrage universel son sens et son contenu, celui du mandat confié à des délégués qui en rendent compte, sur le terrain de la démocratie et de la souveraineté du peuple*", c'est bien le verbe "redonner" qui est employé ici, autrement dit, il aurait existé une époque bénie (quand, laquelle ?) où les députés auraient été respectueux des besoins ou aspirations des masses exploitées qui constituent la majorité de la population, ces braves députés ayant été forcément membres du PS ou du PC... Passons sur le fait qu'il foule aux pieds ce que disait Marx et Engels au sujet du suffrage universel cité dans l'*Etat et la révolution* de Lénine. Un petit bulletin de vote dans l'urne, et hop le tour est joué la vie est belle, la société, le monde va changer de base, formidable, non ? Dites-nous quelle est la différence avec la "*révolution par les urnes*" du PG de Mélenchon ?

Le POI est passé maître dans l'art du double langage, dans l'art de dire une chose et de faire son contraire, en voici une preuve supplémentaire. Le POI n'hésite pas non plus à critiquer le NPA, le PC ou le PG quand ils s'en remettent à l'ONU, et voilà qu'il consacre la page 9 du n°165 d'*Informations ouvrières* au compte-rendu de la "*délégation de la Commission internationale d'enquête-Haïti reçue à l'Organisation des nations unies (ONU)*" le 25 août dernier, comprenant des membres de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, parce que voyez-vous quand d'autres partis font allégeance à l'ONU, le POI dénonce à juste la collusion entre ces partis et cette agence internationale du capital, mais quand c'est des organisations parties prenantes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui s'y collent, il faudrait caractériser autrement cette démarche, ce serait forcément pour la cause. Cela va très loin : "*Si l'ONU se préoccupe vraiment des problèmes posés par ses troupes en Haïti, elle doit les retirer immédiatement et pas dans un avenir indéterminé*", ben voyons, ils ne vous ont pas

sonné pour envoyer ces troupes en Haïti, alors ils n'ont que faire de vos préoccupations. On appelle cela légitimer une agence du capital, et pas n'importe laquelle, l'ONU s'il vous plaît. Mais peut-être bien qu'avec un petit bulletin de vote on pourrait régler ce problème, qui sait ?

Maintenant faites le lien entre le contenu de la déclaration du Bureau national du POI du 3 septembre au contenu pour le moins contradictoire et l'éditorial de D. Gluckstein dans lequel il affirme que pour rompre avec la troïka (BCE, UE et FMI) il suffirait que le PS et ses satellites "*enjambe une margelle*" (le titre : *Refuser d'enjamber la margelle*), pour ceux qui l'auraient oublié, margelle : Assise de pierre, généralement circulaire, qui forme le rebord (d'un puits, du bassin d'une fontaine). (Le Grand Robert de la langue française).

Pour Gluckstein, rompre avec l'idéologie bourgeoise qu'incarne la dictature de la dette et de l'industrie financière, rompre avec les institutions politiques du capital, ne représenterait pas un saut plus important à effectuer que celui d'enjamber un petit rebord de pierre, un saut de puce si modeste qu'il pourrait être à la portée des fossoyeurs du mouvement ouvrier pour peu qu'ils y mettent un peu de bonne volonté, qui sait, n'est-ce pas ce qu'il suggère implicitement ? L'avantage d'une margelle, c'est qu'on peut facilement l'enjamber, s'asseoir dessus en ayant un pied de chaque côté...

Le POI compte également sur les dirigeants de l'UGT et des Commissions ouvrières en Espagne ou ceux tout aussi pourris de la CGIL en Italie pour effectuer ce grand bon en avant, FO, la CGT, la FSU et SUD demain en France peut-être, qui sait ? Ils ont les yeux tellement rivé sur les appareils qu'ils leur prêtent des vertus quasiment révolutionnaires ou presque.

Je ne plaisante pas malheureusement, c'est si sérieux qu'à la page 5 du IO n°165, A Camps écrit : "*Lors de la manifestation centrale du 6 septembre, les directions de l'UGT et des CCOO décideront-elles d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire d'interpeller effectivement, avec tous leurs syndicats, chacun des parlementaires pour qu'ils exigent un référendum ? C'est la question essentielle de l'heure*", alors que la priorité devrait être donnée à l'organisation des masses et à la préparation de l'affrontement entre les classes pour liquider les restes des institutions héritées du franquisme, au lieu de cela Camps en appelle à ces institutions.

Récapitulons, et nous n'avons pas fait le tour de tous les articles de ce numéro d'*Informations ourvrières*, un bulletin de vote pour vous changer la vie, une allégeance à l'ONU, et pour finir le POI mise sur le PSOE inféodé aux institutions espagnoles, qui comme en France et dans tous les pays de l'UE (ou ailleurs) sont les vitrines juridiques et légales du capital que le prolétariat doit renverser, et vous avez fait le tour de ce que l'opportunisme fait de mieux par les temps qui courrent, en toute indépendance, qu'on se le dise, de quoi ou de qui, inutile de le préciser vous l'aurez deviné.

Qu'on se saisisse d'une position adoptée par des dirigeants syndicaux est une chose, sans s'en féliciter évidemment ou encore moins les féliciter, ce serait les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ils ne font que réagir à la pression grandissante des masses pour tenter de les contenir et conduire leur mobilisation dans une impasse, mais quand on fonde ses espoirs sur leur capacité à aller "*jusqu'au bout*", autant dire que là on colporte les pires illusions qui soient sur leur compte et leurs réelles intentions, on trompe sciemment les travailleurs et les militants qui ne doivent compter que sur leur propre détermination et organisation. On n'oubliera pas au passage que chaque fois que les dirigeants syndicaux appellent à une action, à côté ils vont tout faire pour la faire avorter, échouer ou en limiter la portée.

Les dirigeants du POI (CCI) ne savent décidément plus à quels saints se vouer, et pourtant ce n'est pas l'imagination qui fait défaut chez eux. Pour en juger, je vous mets deux liens vers deux photos d'un des leurs en tenue d'apparat, Christian Eyschen, qui l'illustre fort à propos :

- 1- à droite sur l'image
- 2- cliquez

Haut de page

Le 18 septembre

Sans le soutien des militants à continuer ce site, je ne vois pas vraiment l'intérêt de continuer, or à ce jour je n'ai reçu des courriels que de quelques camarades, à croire que c'est la mentalité Kleenex qui prédomine chez les lecteurs, c'est très encourageant. Mais bon, je ne suis pas du genre à forger mon opinion ou à décider du cours de ma vie en fonction des autres, sinon ce site aurait été fermé depuis des années, je dois être le seul à en avoir conscience.

Il me reste une douzaine de jours pour terminer ma nouvelle installation et me réorganiser. Où j'habite dorénavant j'ai de nouvelles contraintes que je dois gérer, une maison trop grande que je dois entretenir, je suis locataire donc je me dois de maintenir cette maison propre en permanence, l'éloignement par rapport à la ville, l'absence de ramassage des poubelles et

d'un service de livraison du gaz, la rue devant la maison et le jardin qu'il me faut balayer pratiquement tous les deux jours, c'est en fait un chemin en terre rouge bordé de grands arbres d'où tombent des feuilles dès qu'il y a un coup de vent, je dois arroser régulièrement le jardin parce qu'en séchant la terre rouge devient aussi dur que du béton, c'est agréable d'avoir un jardin mais c'est une contrainte, tous les soirs avant que la nuit tombe je dois sortir mon chien qui en a pris l'habitude et pour qui c'est un vrai bonheur, c'est une des caractéristiques du dogue allemand, il a besoin de se changer les idées sinon il déprime, mon devoir est d'en tenir compte, bref, tout cela prend du temps.

Pour le moment je continue quotidiennement de défricher et d'arranger le jardin et de nettoyer cette maison sous une chaleur toujours écrasante et pour tout arranger une nuée de moustiques, j'essaie de faire en sorte de conjuger un espace agréable à vivre et facile à entretenir, mêler le plaisir et le fonctionnel pour profiter de l'endroit sans perdre trop de temps, ma hantise, réfléchir à tout pour tout rationaliser au maximum et ne plus trop avoir à y penser ensuite, je ne vais pas faire comme le petit-bourgeois qui passe son temps à contempler son oeuvre, et qui se demande sans cesse ce qu'il pourrait faire pour améliorer son quotidien, comme s'il n'existait pas de choses plus importantes à s'occuper dans la vie. Qui se néglige néglige les autres, qui se sent mal dans sa peau ne sera pas le mieux placé pour essayer de comprendre les autres, qui vit dans une maison crade n'aura pas l'esprit dégagé pour réfléchir sereinement, voilà les principes qui m'animent et auxquels je tiens. C'est comme lorsqu'on cumule les problèmes, on est profondément perturbé, on n'est plus en état de réfléchir, il faut donc commencer par régler ces problèmes dans la mesure du possible. Dans la vie il faut se donner une règle de conduite et s'y tenir, ensuite en fonction des résultats on peut la modifier.

J'hésite à payer du personnel (1 000 roupies environ) pour terminer le défrichement du jardin compte tenu que je suis avec Philippe le seul à financer le site, je ne vois pas pourquoi je devrais être encore de ma poche pour accélérer le redémarrage du site qui ne m'apporte rien et ne sert pas à grand chose. Quinze ans après avoir quitté la France, si je soustrais l'argent que j'ai reçu de la vente de notre maison, nous avons en banque pratiquement la même somme qu'en 1996, à 20 000 euros près en plus. Je rappelle que je ne perçois aucun salaire ni retraite, que je n'ai aucun revenu en dehors du modeste capital que j'ai placé sur un compte d'épargne (à 9.50% par an) dans une banque d'Etat, plus l'équivalent de 8 000 euros que je prête à un agent immobilier ami de la famille à 36% d'intérêts par an.

Nous avions quitté la France avec 250 000 francs en poche et quatre caisses métalliques contenant tous nos effets personnels. Nous vivons uniquement grâce à ce capital. En 1996, le paquet de cigarettes était à 10 roupies (pour 10 cigarettes), aujourd'hui il en vaut 40, tous les prix en dehors des biens d'équipement ont augmenté dans la même proportion. Faites le calcul, si je n'avais pas économisé une partie des intérêts que nous versaient la banque et notre ami Saravanam compte tenu que les taux d'intérêt bancaires ont été divisé par deux, ils viennent seulement de remonter, nous nous serions retrouvés dans une situation délicate, dans l'incapacité de continuer d'économiser pour contrebalancer l'inflation, nous en serions déjà arrivés à devoir entamer notre capital, sans parler du fait que chaque année une partie de nos économies étaient consacrées au voyage en France de Magueswary à cause de son coeur.

Nous sommes contraints d'économiser ainsi jusqu'à la fin de notre vie pour garantir un revenu minimum, on ne compte pas sur l'allocation handicapée de 700 euros (après déduction de l'APL) de Magueswary, bien qu'elle arrive à économiser dessus, ce temps est révolu puisqu'un de ses frères devrait la rejoindre le mois prochain, un futur probable sans-papier, ce qui n'est pas sans me causer du souci, je vous en reparlerai plus tard. En réalité, il va passer par l'Allemagne... pour atterrir en France, ils ont magouillé cela dans mon dos, Magueswary me l'a avoué le jour de mon anniversaire (le 11 septembre), la sincérité en cadeau après bien des mensonges, normal elle repartait en France et il reste encore 100 000 roupies à casquer, on en a déjà versé 100 000. Il part en France parce qu'il ne supporte plus son épouse et ses gosses, sinon comme technicien en climatisation et 15 ans environ d'expérience, il a un salaire très confortable en Inde. S'il rencontrait un problème après l'expiration de son visa touristique de trois mois, je l'enverrai aux camarades de La Commune ou de la Tendance Claire du NPA ! Vous connaissez ma position sur les sans-papiers, n'y revenons pas.

Bref, j'essaierai de réactualiser le site normalement dès que possible. Je ne commenterai pas ici l'actualité car cela prendrait trop de temps. Une précision sur la question de la dette des Etats.

Nous savons d'où elle provient et comment elle s'est développée, cependant on ne dit pas qu'elle sert à compenser la perte de compétitivité des entreprises face à la Chine qui produit à un moindre coût ; les cadeaux de l'Etat faits aux capitalistes sont autant de plus-value pris sur le travail au profit du capital, sans eux il y aurait davantage de délocalisations et de chômage, il serait pratiquement impossible à une entreprise française de se positionner sur le marché mondial face à ses concurrents... Cela pour dire que ceux qui refusent de rompre avec le capitalisme, le PS et ses satellites, s'engagent à poursuivre la politique de Sarkozy. Pour rompre avec le capitalisme, il faut se situer exclusivement sur le terrain des besoins de la classe ouvrière, or ces partis en sont totalement incapables parce qu'ils sont inféodés au capital et aux institutions de la Ve République, les discours de Mélenchon quand on les analyses sont de la gesticulation ou du populisme...

Du côté du POI, ils ne savent plus où ils en sont. Je l'ai affirmé à plusieurs reprises en fournissant des éléments qui le démontraient selon moi, dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, c'est ouvertement qu'un de ses dirigeants l'affirme, Patrick Hébert, membre du courant communiste internationaliste du POI.

Question : Que penses-tu de la situation en cette rentrée ?

Réponse : Je vais vous donner mon opinion personnelle. Evidemment, cela n'engage que moi. Ce sont surtout des réflexions. Je crois que les choses sont complexes. Et, comme tout le monde je pense, j'ai parfois du mal à m'y retrouver.

Un euphémisme, eh oui des principes et des formules apprises par coeur ne remplaceront jamais une analyse profonde de la situation, comment elle peut évoluer, dans quelle direction... Une fois admis qu'on ne sait pas trop où on en est, il serait peut-être perspicace d'écouter ce que d'autres militants ont à dire, plutôt que de reproduire sans cesse les mêmes erreurs qui conduisent invariablement dans une impasse, non ?

Un milliard d'habitants au détour du XXe siècle, trois milliards à peine cinquante ans plus tard, sept milliards en 2011, 70 à 80% des actifs dans le secteur agricole, 4% à peine un siècle plus tard, etc. ce n'est plus vraiment la même société à laquelle nous avons à faire, non ? De la marche en avant au socialisme à la révolution trahie, du triomphe du capitalisme à son effondrement généralisé, des informations qui nous parviennent du bout du monde en un mois ou quelques semaines à notre époque où on les reçoit en temps réel, on ne peut pas dire que l'on vit dans les mêmes conditions qu'autrefois, sauf à nier ou à se refuser de tenir compte des profondes transformations qu'a subi la société et le monde, ici en Inde en quelques années, disons en deux décennies, on est passé du char à boeuf au 4x4 Toyota, de la noix de coco au Coca Cola, de la tradition orale à une multitude de chaînes satellitaires !

Tout aurait subi de profonds changements, mais parce que le mode de production est demeuré le même, le mouvement ouvrier ne devrait pas évoluer, notre conception de la lutte de classe devrait demeurer inchangée, ce qu'il y avait dans la tête d'un travailleur il y a un siècle ou il y a 50 ans serait demeuré inchangé jusqu'à nos jours, le monde aurait cessé d'évoluer depuis la parution du Programme de transition, l'Etat et la révolution ou le Manifeste du parti communiste...

Comme on nous dit désormais tout et son contraire, la décomposition du capitalisme aurait entraîné celle de la société toute entière au point qu'il faille revenir aux fondamentaux du XIXe siècle ou du début du XXe, au lieu de partir du point de conscience le plus élevé atteint par le mouvement ouvrier international, la révolution russe de 1917, et de le combiner ou l'adapter à notre époque en se tournant non pas vers le passé mais vers le futur. Ce qui n'a pas changé non plus, c'est l'Etat, les institutions au sein desquelles les différentes classes sont représentées (théoriquement) sous forme de partis politiques, d'où la nécessité de construire un parti marxiste révolutionnaire pour les renverser et prendre le pouvoir. Au lieu d'enrichir notre conception de la lutte de classes des transformations qu'a subi la société, on décide délibérément de leur tourner le dos ou on les accepte à contrecoeur en traînant les pieds, du coup il n'en sort rien de valable, on n'est pas près d'aller de l'avant en continuant dans cette voie.

J'ajoute quelques éléments de réflexion à cette causerie rédigée la veille. C'est l'économie qui est déterminante pour comprendre où va le vieux monde et agir en conséquence, or c'est le domaine dans lequel nous sommes le plus faible ou que nous négligeons, comme hier, rien n'a changé non plus sur ce plan-là.

Page 14 (IO n°166) Roger Sandri écrit dans un article intitulé *La crise du capitalisme s'accélère*, revenant sur le début des années 90 : "*Or l'agonie du « communisme », saluée par certains comme étant la fin de l'histoire, mais aussi la peur qu'il inspirait, libérait les classes dirigeantes de toute disposition au compromis social.*"

Il nous livre une vision syndicale, réformiste, bureaucratique de la réalité, Sandri, nostalgique de la IVe République, regrette la "belle" époque où il y avait du "grain à moudre" qui masquait la capitulation du mouvement ouvrier et son avant-garde face au capitalisme, époque où l'on pouvait encore imaginer qu'il existait une véritable opposition politique, imaginer seulement, oubliant ou faisant passer à la trappe que l'objectif du combat du mouvement ouvrier ne se limitait pas à obtenir des améliorations de la condition ouvrière remises en cause un jour ou l'autre et nous y sommes, mais bien l'abolition du salariat.

La dislocation de l'URSS et le rétablissement du capitalisme dans ses satellites de l'Est de l'Europe allait en réalité permettre de mettre en concurrence des économies au coût du travail plus faible que dans les pays capitalistes de l'Union européenne, de délocaliser une partie de la production dans ces pays-là, pendant que simultanément le même processus allait voir le jour ou allait s'amplifier en Chine notamment.

On allait donc assister à une nouvelle étape de la division internationale du travail qui avait pour objectif de permettre aux capitalistes occidentaux, principalement américains, de réaliser des profits mirobolants tout en accentuant la concurrence entre les différentes économies et les travaillleurs du monde entier, au détriment des économies concurrentes des Américains dont la législation du travail était particulièrement favorable aux travailleurs en terme de revenu et de protection sociale.

Contrairement à ce qu'affirme Sandri, il n'a jamais existé de la part des capitalistes une "*disposition au compromis social*", une telle intention ne peut germer que dans la tête d'un réformiste et non dans celle d'un révolutionnaire qui ne tient pas compte des rapports politiques issus de la lutte de classes à une certaine époque du développement du capitalisme à l'échelle mondiale.

La disparition de l'URSS et ses satellites de l'Est allait avant tout se traduire sur le plan économique, puis social, puis politique. Toute décision politique est guidée par des intérêts économiques, ce qui semble-t-il a échappé à Sandri, à moins qu'il ne rectifie le tir dans la seconde partie de son article à paraître. (A suivre)

J'ai encore réfléchi à la question du site, je pense que je n'y consacrerai plus que quelques heures par jour à partir du début octobre, je dois trouver le bon équilibre et ce n'est pas facile, on a toujours envie d'en faire plus et mieux, mais quand on voit à quoi cela sert finalement, on se dit aussi qu'on a peut-être mieux à faire, n'est-ce pas ce que se disent les militants qui s'y connectent et refusent d'y participer d'une manière ou d'une autre ? Comme je dis souvent, chacun doit prendre ses responsabilités et les assumer jusqu'au bout, c'est ce que je fais en prenant cette décision.

Le site sera davantage une base de données où l'économie sera privilégiée, on se passera des causeries (et des infos en bref) qui seront réduites à une chronique hebdomadaire ou bi-mensuelle. Depuis le 29 août j'ai réduis ma consommation de cigarettes par deux et celle de café par trois, je dors mieux, je suis plus détendu, bref, je me porte mieux et j'ai envie que cela continue, Trotsky avait raison l'activisme forcené est mauvais pour l'équilibre personnel, psychologique et moral !

Haut de page

Le 19 septembre

J'ai mis en ligne les articles de presse et la causerie d'août au format pdf. D'ici quelques jours, je vais consacrer au moins trois jours à mettre en ligne dans les différentes rubriques les articles de presse de septembre les plus intéressants, que je n'avais pas eu le temps de faire figurer dans le site au cours des trois semaines précédentes.

Le manque d'enthousiasme des militants à l'égard du site et du développement qu'il pourrait connaître si on s'en donnait la peine, tranche avec ma détermination qui demeure intacte, à croire que rien ne sert à rien ou qu'ils ne croient plus en rien ou que le doute l'emporte sur le reste, ce que je soupçonnais sans difficulté se confirme ici. Perte de repères et méfiance maladive, manque de discernement ou de rigueur, dilettantisme, mépris ou hypocrisie fortement teinté d'individualisme, le tout forme un état d'esprit où l'on reconnaîtra aisément l'emprise des idées de la classe dominante. J'ai l'art de me faire des amis, on n'est pas là pour cela !

On s'agite dans tous les sens, on brasse beaucoup de vent face à cette crise du capitalisme pour masquer qu'en plus de 70 ans le prolétariat s'est avéré incapable de se doter d'une nouvelle direction et que les postulants à cette fonction ont échoué lamentablement ou ont capitulé en rase campagne depuis belle lurette. Apparemment personne ne veut l'admettre car cela signifierait admettre qu'on s'est fourvoyé soi-même ou qu'on a été manipulé à notre insu, notre amour propre nous l'interdit. Quel gigantesque gâchis quand même !

Les militants aguerris s'adressent aux nouveaux militants comme s'ils étaient expérimentés, les nouveaux et les anciens militants s'adressent aux travailleurs comme s'ils étaient des militants, et ensuite on s'étonne que cela ne fonctionne pas. On évite de poser certaines questions et ensuite on s'étonne que personne ne soit en mesure d'y apporter des réponses que l'on considère correctes, pire, on pose des questions en laissant planer un doute ou un mystère sur les réponses qu'il faudrait y apporter, etc. On va aller loin ainsi !

Hier soir je me suis fait cette réflexion après avoir avoir regardé le journal de 20h30 sur TV5Monde Asie : comment en 2011 peut-on encore croire, alors que l'on sait tellement de choses, alors que l'on a à notre disposition tant de moyens de savoir, comment se fait-il que l'ignorance populaire soit toujours aussi vivace ?

Quand on observe comment l'actualité est traitée par les différents partis, on s'aperçoit que c'est la classe dominante qui en chef d'orchestre détermine comment chacun va présenter ses positions et orienter son discours, cela ne veut pas dire forcément qu'ils coïncideront avec les intérêts de la classe dominante, mais la manière de les présenter, le contenu qu'ils y mettront, ne permettront pas aux travailleurs de comprendre qu'ils doivent penser leurs conditions et leur avenir uniquement à partir de leurs propres intérêts de classe en rupture avec ceux des capitalistes.

Dès lors que l'on aborde la moindre question sociale, on devrait mettre l'accent systématiquement sur le fait qu'on se situe exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat et qu'il est par nature (puis par définition et non l'inverse !) antinomique avec celui des capitalistes, cela devrait transpirer dans chaque article. Ne pas le faire ne permet pas d'aider les travailleurs à prendre conscience du fait que leurs revendications sont parfaitement légitimes et que personne à leur place n'a le droit d'en juger. Du coup, comment pourraient-ils prendre confiance en eux-mêmes, si dès le départ on ne leur permet pas de revendiquer le droit d'être maître de leurs besoins et de leur destin ? Prenons un exemple d'actualité, la dette publique.

La dette des capitalistes n'est pas la nôtre, très bien, et après ? Rien, on ne la paie pas un point c'est tout ! Mais si on ne la paie pas tout peut s'écrouler du jour au lendemain, c'est angoissant, cela sera pire encore, etc. Vous avez raison de le penser, puisque c'est ce que suggèrent implicitement ceux qui s'y opposent. On ne vous a pas expliqué simplement que la dette et le capitalisme était inséparable depuis que ce système économique existe, tout d'abord dette des banques et des entreprises, puis dette des travailleurs, et enfin dette des Etats. Pour faire simple, ce système pour survivre repose sur la consommation qui

doit sans cesse augmenter, ne jamais ralentir ou stopper, encore moins régresser, la consommation anarchique ou effrénée de marchandises plus ou moins utiles ou superflues, il faut consommer à tout prix même si cela ne correspond pas vraiment à un besoin, au besoin on le créera pour vous convaincre de consommer encore et encore.

Les sciences et les technologies ne sont pas au service de votre bien-être ou de l'intérêt général, elles ont pour fonction de contribuer à mettre au point de nouveaux produits qui correspondront demain à de nouveaux besoins qu'on vous soumettra, afin que vous continuiez à consommer, au point que ces nouveaux produits vous sembleront indispensables à acquérir, alors que vous avez très bien vécu jusque-là en vous en passant. Même les progrès dans le domaine de la médecine s'inscrivent dans cette logique mercantile, il n'y a pas de petits profits...

Les capitalistes, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique, s'engraissent sur votre dos à crédit, ils vont même jusqu'à hypothéquer l'avenir des générations futures pour continuer d'accumuler des richesses, du profit. Crise du logement, loyer exhorbitant, pas de problème, une entreprise va construire votre logement à crédit et vous allez l'acheter également à crédit en réglant des intérêts à votre banquier, vous l'aurez payé le double à l'arrivée (si tout se passe bien entre temps !) On n'a pas construit ce logement pour vos beaux yeux ou satisfaire votre besoin, mais uniquement pour se faire du fric sur votre dos, qu'est-ce que vous croyez, que les banquiers et les entrepreneurs sont des philanthropes ou de grand humanistes ? Cessez donc de régler vos traites et vous verrez ce qu'il en retourne vraiment. On pourrait multiplier les exemples.

Ainsi nous vivons dans une société ou d'un côté il y a vous qui travaillez et produisez les richesses avec vos besoins légitimes, et de l'autre une classe d'exploiteurs, de profiteurs dont les besoins se résument à s'enrichir toujours plus sur votre dos par n'importe quel moyen.

On s'aperçoit donc que l'on vit dans une société où les hommes et les femmes qui travaillent sont dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins ou aspirations, où ceux qui produisent les richesses ne peuvent pas en profiter, tandis que ceux, banquiers ou actionnaires qui ne produisent absolument rien disposent de ces richesses et poussent le vice jusqu'à les mettre à votre disposition dans une certaine mesure, sous forme de prêts moyennant intérêts, donc non seulement ils vous dépouillent des richesses que vous avez produites, et quand ils les mettent à votre disposition c'est en empochant des intérêts au passage, ils ne vous laissent pas le choix notez bien.

De là à penser que bien que ce soit vous qui fassiez tourner la boutique et vous n'en voyiez pas la couleur, vous ne disposez en réalité d'aucun pouvoir dans cette société pour vous opposez à ce processus arbitraire, vous êtes rendu au rôle de marchandise, qui comme toute marchandise consomme de la force de travail, des matières premières... Votre statut dans leur société impitoyable est peu enviable.

Arrêtons-nous là et posons-nous une question : Quelle société voulons-nous au juste, sur quoi devrait-elle être basée, comment devrait-elle fonctionner, qui devrait la diriger, la contrôler, quels objectifs devrait-elle se donner d'atteindre ? Avons-nous le droit ou non de nous poser ces questions, sont-elles oui ou non légitimes ? Ridicule diront certains de présenter les choses ainsi. En êtes-vous bien sûrs, j'ai cru comprendre au contraire que la plupart des travailleurs sont aujourd'hui incapables de se les poser. Mais peut-être que ces militants ne veulent pas aborder la situation sous cet angle parce qu'eux-mêmes sont incapables de répondre à ces questions ou leur objectif n'est pas vraiment de changer de société.

Notre devoir ne devrait-il pas être d'aider chaque travailleur à se les poser, à s'interroger sur le fait qu'ils ne se les posent même pas ? Avant d'aborder vos discours politiques, qui ressemblent à des recettes prêts à l'emploi qui ne convainquent personne ou si peu finalement depuis des lustres, ne croyez-vous pas qu'il serait bon de déblayer le terrain pour qu'une véritable conscience de classe puisse enfin germer dans la tête des travailleurs ? (A suivre)

Je me suis marré ce matin en lisant un commentaire d'un internaute, à la suite d'un article consacré à la Fête de l'Humanité et plus particulièrement à l'intervention du renégat Mélenchon.

En réponse à Mélenchon qui a déjà fait passer à la trappe la révolution prolétarienne au profit de la "*révolution citoyenne*" ou par les "*urnes*", la première étant indésirable ou incompatible avec son statut de serviteur du capital qui lui rend bien, un internaute s'est offusqué de cette formule qu'il trouve encore trop violente à son goût, en proposant de la remplacer par "*l'évolution citoyenne*, qui dans le cadre du programme du Front de gauche consiste déjà à accompagner la main de notre bourreau...

Comme quoi on peut s'abaisser toujours plus bas jusqu'au niveau du caniveau, il y en aura toujours pour estimer que les égouts feraient mieux l'affaire, avis aux amateurs !

Ce que j'ai voulu expliquer plus haut s'inscrit en totale opposition avec la démarche du marchand de sommeil Mélenchon, c'est que la question n'était pas de tronquer ou de rabaisser notre programme de la révolution socialiste, mais de faire en sorte d'élever le niveau de conscience de classe des travailleurs pour leur rendre accessible, y compris les couches déterminées à en découdre ou qui estiment ne plus avoir rien à perdre dans leur société, car finalement elles ne savent pas davantage que les autres où elles en sont, c'est cela la vérité qu'il nous faut regarder en face et traiter.

J'arrête là car j'ai du boulot. Un dernier mot. En Libye dans quelques mois ils vont élire une Assemblée constituante, youpi ! La charia en prime en guise de démocratie, je sens qu'on tient le bon bout ! Et la lutte des classes que j'annonçais en Libye ? Un peu de patience, pour le moment ils en sont encore à la guerre civile, tribale... Peut-être était-ce une erreur de ma part, nous verrons bien.

De toutes manières, il ne faut se faire aucune illusion sur les régimes qui peuvent surgir en Afrique et au Moyen-Orient tant que la classe ouvrière n'est pas véritablement constituée en classe ou organisée indépendamment de l'Etat, tant que la société demeurera divisée en tribus, clans ou ethnis ou sur des bases religieuses, que la paysannerie constituera la majorité de la population active, dans ces régions du monde il ne pourra sortir que des régimes autoritaires, semi-féodaux, corrompus, teintés de parlementarisme et s'appuyant sur l'armée, parfois à caractère théocratique. Cela vaut ailleurs dans le monde.

Haut de page

Le 20 septembre

Vous trouverez au format pdf (Acrobat Reader) les articles de presse depuis le 1er septembre, il y en a 23 pour 26 pages. J'ai également ajouté des articles dans les rubriques économie, politique et justice. J'ajouterai d'autres articles provenant d'autres sources dans la journée ou demain, je profite de la pluie pour travailler sur le site.

J'ai enfin terminé le nettoyage de la maison que j'ai louée, il me reste un quart du jardin à défricher, plus quelques bricoles à arranger ici ou là. J'ai encore des questions administratives à régler.

Je ne suis pas en forme pour causer, alors quelques mots seulement.

La question de la dette devrait être l'occasion d'expliquer aux travailleurs comment fonctionne le système économique capitaliste au lieu d'en faire une abstration, passons sur les pitreries populistes de Mélenchon incapable de rompre avec l'UE et la BCE auxquels il verrait bien jouer un autre rôle que les leurs, apparemment il a définitivement tourné le dos aux enseignements de la Commune de Paris tirés par Marx et Engels, la nécessité de "*détruire de fond en comble*", l'Etat bourgeois, ses institutions, donc par extension la totalité des institutions internationales du capital, on aura compris qu'avec ses alliés du PC il poursuit un autre objectif qu'une société sans classes et sans Etat.

La crise actuelle du capitalisme est le produit de contradictions qui remontent à l'origine ou aux fondements du capitalisme. Ces contradictions apparaissent comme des paradoxes qu'on a du mal expliquer tellement ils paraissent absurdes et injustifiables, les riches sont trop riches et les pauvres sont trop pauvres, l'enrichissement d'une poignée de privilégiés est proportionnel à la paupérisation grandissante d'une masse toujours plus nombreuses de prolétaires dans le monde.

Ceux qui possèdent les moyens de production sont une infime minorité, tandis que ceux qui ne possèdent que leurs bras et leur tête pour survivre sont les plus nombreux parmi la population. Les premiers accaparent la plus grande partie des richesses produites au détriments des seconds qui peinent à satisfaire leurs besoins ou ne le peuvent pas et doivent subir mille privations et souffrances au quotidien. Le nombre des nantis se monte à un ou deux millions, ils représentent environ 0,1% de la population, tandis que chaque matin au lever du soleil, la hantise au ventre des milliards d'hommes et de femmes se demandent comment ils vont faire pour se nourrir ainsi que leur famille.

Leur société est basée sur la consommation, or ils font en sorte que de moins en moins de travailleurs soient en mesure de consommer ou soient solvables pour accéder au crédit ou soient en mesure de les honorer. Il faut dresser ce constat à l'échelle mondiale pour comprendre comment fonctionne le capitalisme et dans quel direction il s'oriente. Pour les capitalistes tous les travailleurs ne se valent pas, ils les répartissent selon divers critères dont le coût de leur force de travail, leur productivité, leur docilité au travail, leur faculté d'adaptation à certaines conditions de travail et de vie, leur capacité à supporter des sacrifices, on pourrait dire leur degré de résistance à la souffrance, leur mode de consommation, leur mode de vie, leur éducation, leur niveau de connaissance en général, etc. Il y a des ouvriers qui travaillent 8 heures par jours, d'autres qui travaillent 10 heures, 5 ou 6 jours par semaines, avec ou sans congés payés, certains abattent 30, 50 ou 100% de travail en plus que d'autres durant le même lapse de temps, certains s'endettent volontiers et d'autres non parce qu'ils n'ont pas été habitués ainsi, certains dépensent leur paie en cigarettes, boissons et jeux, d'autres préfèrent investir dans l'achat d'une habitation, d'autres encore changent de vêtements et de biens d'équipement régulièrement ou consacrent une bonne partie de leur argent à leurs vacances tandis que d'autres se montreront économes, etc.

Au sein de la production, des marchandises seront produites qui ne dégageront pas toutes les mêmes profits (pour faire simple), qui nécessiteront une manoeuvre plus ou moins nombreuse, plus ou moins qualifiée. Moins elle sera qualifiée, moins elle devrait coûter aux patrons, plus bas devrait être son niveau de vie ou ses besoins. Il y a les marchandises produites en grandes quantités parce qu'elles sont de consommation courante. Accessibles au plus grand nombre, produites en quantités illimitées, peu chères, elles alimenteront le marché local ou intérieur, sauf qu'aujourd'hui elles inondent le monde puisqu'il est facile et rapide de les transporter d'un bout à l'autre de la planète.

Produites à bas coût en Chine par exemple, elles peuvent être exportées en France à destination de la population ouvrière notamment, et dès lors que celle-ci peut se procurer les mêmes marchandises qu'auparavant à un prix de vente plus bas, du coup il est possible de baisser le prix de sa force de travail sans qu'elle ne cesse de consommer ces marchandises, elle aura tendance à avoir l'impression de continuer de vivre comme avant alors que ce n'est pas le cas, car toutes les marchandises ne sont pas logées à la même enseigne, elle s'appauvrit et ne s'en aperçoit qu'à l'occasion, quand il ne lui est même plus possible de se faire soigner par exemple ou que son loyer ou ses traites dévorent la moitié ou plus de son revenu.

Quant aux marchandises nouvelles mises sur le marché, elles seront inaccessibles à cette couche de la population. Toutefois, Il arrive parfois que ce ne soit pas le cas, mais c'est le service découlant de l'emploi de cette marchandise qui dévorera son budget, chaînes de télé satellitaires, téléphone portable, Internet, le tout augmenté de taxes perçus pas l'Etat qui se tient en embuscade pour vous racketter. Dans ce contexte vos différents droits élémentaires pourront être entaillés pratiquement sans que vous ne vous en aperceviez ou sans que cela soit insupportable, jusqu'à un certain niveau que vous découvrirez hélas plus tard !

Le problème de leur société, c'est qu'il existe des besoins et donc des dépenses incompressibles ou dont on ne peut pas se passer quotidiennement, qu'on soit nanti ou pauvre, comme le logement, l'électicité et l'eau, scolariser ses enfants, le téléphone et si possible un véhicule pour se déplacer, sans parler de la nourriture et des vêtements que l'on peut se procurer à bon compte ou gratuitement. Leur société est viable à condition de réunir certaines conditions, de cumuler deux salaires dans un ménage, d'appartenir aux couches moyennes ou supérieures de la classe ouvrière ou à la petite-bourgeoisie, si possible d'être diplomé et en bonne santé, pour tous les autres la vie sera synonyme de galère ou de cauchemar au quotidien, le sort que partagent les ouvriers chinois à l'autre bout du monde.

En Chine ou en Inde où j'habite pour en être le témoin, ils ont développé artificiellement une petite-bourgeoisie, augmenté considérablement les salaires des fonctionnaires afin d'écouler davantage de marchandises, mais pas n'importe comment, à crédit dans l'immense majorité des cas, le tout accompagné d'une inflation galopante qui finalement rogne le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population et ne lui permet pas de vivre mieux qu'avant ou alors au prix de terribles sacrifices. Dans ces pays où le développement démographique a été gigantesque au cours des six décennies précédentes la pauvreté ne peut que perdurer et s'étendre, ne parlons pas de la qualité de la vie qui progresse dans un sens pour certains et se dégrade dans un autre pour tous sous l'effet de la surpopulation, entraînant de profonds changements dans le mode de vie de la population, je pense à la crise du logement, aucun de mes beaux-frères ne vit dans des conditions décentes bien qu'ils travaillent.

Les mentalités ou les comportements, les cultures et l'éducation sont différentes entre ces deux pays, ils sont le produit de leur histoire et de leur développement, de la lutte des classes, des rapports qui en sont issus, et des régimes en place. En Chine, tout est très compartimenté, hiérarchisé, militarisé pour ainsi dire, prendre une initiative relève de l'exploit ou de l'inconscience au regard des conséquences possibles, en Inde, c'est le fardeau des traditions, des castes, de la religion et de l'obscurantisme qui vous en empêche le plus souvent, gare à celui qui se distingue du lot et se retrouvera marginalisé, sauf s'il s'enrichit, car c'est finalement la seule valeur qui mérite encore le respect de tous. Dans ces pays où une caste ou une classe monopolise le pouvoir les masses n'ont pas développé un esprit libre et critique, parce que ce n'est pas leur objectif elles vivent encore plus dans la soumission et la résignation que dans un pays comme la France où la classe ouvrière a forgé sans cesse sa propre histoire, même de façon tès imparfaite, en Chine elle a été monopolisée par le parti unique avec lequel elle se confond, en Inde seules les classes dominantes ont tiré profit de la lutte des classes et du progrès social après avoir maintenu dans l'obscurantisme la paysannerie pauvre et le prolétariat. (A suivre)

Haut de page

Le 22 septembre

Je mettrai en ligne demain les articles de presse du 20 au 22 septembre. Vous trouverez quelques articles de sources diverses dans les rubriques économie, internationale et société.

Dans la Tribune libre j'ai ajouté quatre documents, dont exceptionnellement 10 pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* consacrées en grande partie à la préparation du meeting internationaliste du 1er octobre organisé par le POI, initiative que je soutiens puisqu'elle est la seule sérieuse, estimant que nos désaccords doivent passer au second plan et ne nous interdisent pas de conserver notre liberté de parole et d'action.

Pourquoi ne pas se poser les bonnes questions ?

La dette pose directement la question de l'Etat. Quel Etat, représentant quelle classe sociale, quels intérêts ? La question de la dette permet d'expliquer simplement comment fonctionne l'Etat, à quoi sert-il... Alors pourquoi ne pas partir de là ? Voyons, ce serait trop simple !

Et puis, qui dit Etat dit institutions dit partis. Les institutions sont dirigées par un ou des partis dans tous les pays du monde. Les partis occupent donc une place déterminante dans la société. Ils sont les représentants des intérêts d'une classe sociale et d'un système économique basé sur des rapports de production déterminés. Les institutions sont créées afin de permettre à un ou des partis d'exercer le pouvoir politique pour le compte d'une classe sociale particulière. Ainsi la classe à laquelle il revient de fonder ces institutions est celle qui détient le pouvoir économique, les moyens de production. C'est la raison pour laquelle on l'appelle la classe dominante.

En régime capitaliste, les moyens de production sont la propriété d'une poignée de privilégiés que l'on peut assimiler à des parasites, parce qu'ils ne remplissent aucune fonction au sein de la production des marchandises, ils ne produisent rien et sont parfaitement inutiles aux entreprises qu'ils dirigent. C'est plus particulièrement le cas dans les grandes entreprises composées d'actionnaires qui n'ont même pas besoin d'y mettre les pieds pour empocher des dividendes ou se partager leurs profits, moyennant des salaires mirobolants dans le cas des dirigeants qu'ils placent à leur tête.

L'Etat ou les institutions ont pour unique fonction d'assurer la pérénité de ce régime. On comprendra aisément que la classe des producteurs ne peut prétendre s'élever au rang de classe dominante ou accéder au pouvoir sans se débarrasser au préalable de cet Etat et ses institutions, puisqu'elles ont été créées uniquement pour servir les intérêts d'une autre classe et poursuivent un autre objectif.

L'Etat n'a pas toujours existé, pas davantage que les classes sociales. L'Etat consacre la domination d'une classe sur une autre, pouvoir qu'il exerce par la dissuasion ou la répression, la violence. L'Etat demeurera indispensable aussi longtemps que les classes existeront et dépérira avec elle ensuite avant de disparaître, lorsque les moyens de production et d'échange seront devenus la propriété collective des producteurs à l'échelle mondiale.

D'ici là, si on ne pourra pas se passer de l'Etat qui gère les rapports entre les classes au profit de la classe dominante, que ce soit celle des capitalistes ou la classe ouvrière qui détienne le pouvoir, d'où le rôle déterminant que continueront de remplir les partis politiques tout au long de ce processus historique.

Dès lors, on comprend l'importance capitale et incontournable de la question de l'Etat et du parti. On serait tenté de dire que toute stratégie qui n'est pas subordonnée à cette question est forcément erronée ou opportuniste, et que tout programme politique qui ne se fixe pas pour objectif de la résoudre ou d'y apporter une réponse claire ne présente aucun intérêt pour la classe ouvrière.

Comment résoudre la question de l'Etat ou du pouvoir politique et quel parti construire, quel rôle lui attribuer, ces questions sont aussi intimement liées que le sont les partis aux institutions qu'on le veuille ou non.

Hier soir j'ai listé un certain nombre de sujets que l'on pourrait évoquer très rapidement.

1- Je rappelle que j'utilise également ce site comme un journal personnel dans mes causeries. Monsieur je-sais-tout, Coquéma, pour ne pas le nommer, me reproche de prendre les internautes qui se connectent sur le site pour des "demeurés", car voyez-vous ce nombriliste estime que tous les militants possèdent forcément la même expérience et les mêmes connaissances que lui, je ne lui ferai pas l'affront de lui demander ce qu'il en a fait jusqu'à présent, le site s'adresse également à de jeunes militants ou des militants en quête d'un esprit libre ou critique... Par ailleurs, à ma connaissance 99% des militants n'ont jamais vécu de nombreuses années dans un autre pays que la France, il n'est donc pas inintéressant de décrire les rapports qui existent dans un pays comme l'Inde à partir du moment où on les vit de l'intérieur.

2- J'ai constaté que mon épouse Magueswary n'avait pas franchement évolué après 21 ans de vie commune, ce qui m'interpelle évidemment. Elle parle ou agit avant de réfléchir par exemple, c'est systématique dans 90% des cas, ce qui se traduit par de nombreux problèmes que je dois ensuite résoudre. On pourrait dire que c'est un échec pour moi, en même temps cela prouve que je n'ai jamais essayé de lui imposer mon mode de pensée, les choses se seraient peut-être passées autrement si nous avions vécu davantage en France, car en Inde le poids des traditions, de la religion, de l'éducation et de la famille représente un handicap difficilement surmontable, surtout quand on est une femme...

3- La dette, quelle aubaine, elle permet de reléguer au second plan les questions du chômage et des salaires qui préoccupent des millions de travailleurs...

4- Pour compléter la causerie d'avant-hier. Pour les capitalistes, vaut mieux que ce soit des couches moyennes réduites en esclavage qui consomment frénétiquement leurs marchandises ou s'endettent sans trop réfléchir, en Chine ou en Inde par exemple, plutôt que celles qui bénéficient de conditions de travail plus avantageuses à l'autre bout du monde.

5- Pourquoi n'y a-t-il aucune raison que les capitalistes infléchissent leur politique ? Parce que le coût du travail va augmenter en Chine, c'est inéluctable, ils veulent donc en tirer un maximum de profit pendant que c'est encore possible...

6- La crise dure, s'amplifie, normal, l'anarchie qui règne au sein du régime capitaliste ne concerne pas que la production

de marchandises, elle concerne aussi l'industrie financière, c'est le chacun pour soi qui domine sans trop se soucier à terme des conséquences sociales et politiques. A l'approche de l'embrasement général, on pourrait se dire qu'ils vont réagir et changer de cap, pensez-vous, leurs intérêts passent avant toute chose, ils se disent que si ce n'est pas eux qui profitent de la situation pour s'en mettre plein les poches, d'autres s'en chargeront, alors vaut mieux encore que ce soient eux...

7- La dette, comme la crise, a pour origine la division du travail et la mise en concurrence des travailleurs du monde entier à un niveau jamais atteint dans le passé. Une occasion pour liquider les services publics, s'attaquer aux conditions de travail et de vie dans les pays où ils sont les plus avantageux pour les travailleurs...

8- L'humain d'abord est si je ne me trompe pas le titre du dernier ouvrage de Mélenchon. Ainsi il a décidé délibérément de se placer sur un autre terrain que celui de la lutte des classes.

9- Ils ont encore montré aux infos du soir sur TV5Monde Asie des enfants squelettiques en train de crever de faim en Somalie, dont un de cinq mois qui ne pesait que 2,5 kilos, selon un médecin qui a diagnostiqué sa mort certaine. La survie du capitalisme est un véritable cauchemar, les mots nous manquent parfois pour le qualifier, monstrueux... Et pendant ce temps-là, il y en a qui trouvent des prétextes pour s'en accommoder... L'humain d'abord, le vôtre nous donne envie de vomir monsieur Mélenchon.

Un dernier mot. Il est curieux que ceux qui se proposent d'analyser la crise actuelle du capitalisme et la dette des Etats à travers des articles très fournis et intéressants, traitent finalement ces deux questions comme des abstractions, sans les relier à leur origine commune, selon moi, la division internationale du travail poussée à l'extrême et qui concerne tous les domaines de la production à peu d'exceptions près.

Evoquer l'accumulation gigantesque de capitaux, la spéculation, la baisse du taux de profit, la baisse de la consommation, le ralentissement de la croissance mondiale ou du PIB, le chômage de masse, la volonté de liquider les services publics et les acquis sociaux des travailleurs, etc. tout cela est très juste, mais ce n'est pas aller au fond des choses, là où la plus-value est extraite, les conditions dans lesquelles elle est extraite. Comme je l'ai déjà dit, il faut être fou pour produire encore en France ce qui pourrait très bien l'être ailleurs à moindre coût dans des conditions comparables. C'est à mon avis la clé pour comprendre l'évolution du capitalisme des 20 ou 30 dernières années jusqu'à nos jours... Et ensuite ? Le néant, les généralités habituelles qui ne dépassent pas le stade du constat. Nous tenterons plus tard d'émettre des hypothèses sur son évolution future, s'il survit aux explosions sociales qui vont avoir lieu prochainement en Europe.

Haut de page

Le 23 septembre

J'ai repris l'actualisation du site plus rapidement que prévu, parce que je me suis gravement blessé à la main gauche avec un grand couteau à dents en défrichant le jardin qui jouxte la maison que j'ai louée, et la plaie s'est infectée. Je me soigne moi-même comme presque toujours.

Par ailleurs, je pense que sans les infos en bref, je perdrais pied avec la réalité et le site n'aurait plus aucun sens. Donc je continue... sans votre soutien !

Aller, au point où nous en sommes, je vais encore me faire des amis, j'ai revendu ma maison pour disposer d'un capital qui une fois placé en banque sur un compte rémunéré, puisque je ne dispose d'aucun salaire ni retraite, mon revenu (provisoirement) équivaut à 15 ou 20 fois le salaire minimum en Inde. Hier soir, j'ai mangé une boîte de sardines à l'huile, puis une assiette de spaghetti au beurre simplement provenant du Resto du Coeur d'Aubagne où vit Magueswary, le repas du pauvre que nous proposait ma mère il y a 45 ans pour aller au lit le ventre plein comme elle disait.

Vous allez penser que j'ai le niveau de vie d'un bourgeois, pas vraiment, plutôt celui de la tranche basse de la middle class. Il y a 15 ans je disposais d'un revenu équivalent avant qu'il ne soit divisé par deux puis par trois du fait de l'inflation et de la baisse du taux d'intérêt versé par ma banque (de 20% à 7% par an, remonté à 9,5% en 2011, demain ?).

Je m'en suis sorti parce que j'ai continué de vivre chichement et d'économiser pour assurer mes vieux jours. Je rappelle que je ne suis pas retourné en France depuis juin 2002, que je me passe de voiture, de vacances, de restos, de vins, etc. Hier j'ai fait une folie en achetant trois shorts et quatre slips, il n'y a pas longtemps je m'en serais tiré pour 200 ou 250 roupies, hier j'ai déboursé 850 roupies, et pas dans un magasin pour touristes, je n'y fous jamais les pieds, non les shorts et les slips pour le bas peuple ! Comme tous les pauvres qui l'ont connue, j'ai horreur de la pauvreté. J'ai conscience d'être privilégié par rapport à de très nombreux travailleurs, c'est presque un hasard que les choses se soient produites ainsi, disons que j'ai su prendre les bonnes décisions au bon moment, que j'ai eu la chance d'avoir ce choix et de faire preuve de discernement, choix que malheureusement la plupart des pauvres n'ont pas ou n'auront jamais. En roupies, je suis à l'aise, en euros je suis misérable,

une fois payé mon loyer il me reste environ 700 euros pour vivre, pas de quoi faire des folies, voilà la réalité que je n'ai jamais perdu de vue.

J'ai reçu un courriel d'un camarade du POI auquel je répondrai demain. Je n'ai pas de courant depuis 7h30 ce matin et la batterie du portable est presque à plat, et pour arranger le tout, je ne peux pas me raccorder à la batterie de la maison parce que l'électricien qui est passé n'a pas cru bon d'alimenter une seule prise de courant ! La maison, en comprenant le premier et le second étage qui comprennent chacun une seule pièce, doit faire au bas mot 150m², sans compter les quatre terrasses.

(quinze minutes plus tard) Le portable m'a envoyé un signal d'alerte concernant la batterie, alors que je n'avais pas eu le temps de télécharger mon travail sur le serveur du site. Du coup, je n'ai fait ni une ni deux, j'ai été cherché l'escabeau, j'ai démonté une douille et j'ai raccordé deux files électriques que j'ai ensuite connectés à une rallonge pour brancher dessus le portable, le tout relier à la batterie de la maison. je ne l'avais pas fait plutôt car j'attendais que le propriétaire m'envoie son électricien d'un jour à l'autre, un jour peut-être... C'est bien simple, j'ai en permanence la boîte à outils à portée de la main, malheur à celui qui ne bricole pas un peu ! Bon, on n'est pas obligé de se couper un doigt non plus ! Je suis détendu, Magueswary est en France.

Au fait, vous n'êtes pas obligé de lire cette causerie, vous pouvez passer directement aux infos en bref.

Parole d'internaute

Voilà une réflexion intéressante qui doit refléter l'état d'esprit de nombreux travailleurs, entre réalité, confusion et illusion, espoir et désarroi.

1- "C'est une vaste blague? L'emprunt forcé…mais à qui? Aux responsables de cette situation (les financiers, la Bourse)? Bien sur que non….au pauvre petit français qui n'a pas les moyens de s'expatrier…c'est lui qui va subir, c'est l'innocent qui va encore une fois payer pour les crapules de la finance qui se régalent de la situation.

La situation à laquelle nous assistons est une situation dramatique. Les Français, les Européens vivent dans une dictature, celle des marchés financiers qui font obéir l'ensemble des politiciens en les obligeant à adopter des mesures d'austérité.

Les Français, les Européens n'ont pas voté pour la finance internationale mais pour des politiciens sensés les représenter, les défendre et évoluer.

Les Français, les Européens n'ont pas voté pour la politique de l'austérité qui ne conduit nulle part…(l'exemple de la Grèce est flagrant…quand vous fouettez le peuple, le peuple abandonne la nation…fuit ses devoirs de citoyens.) mais pour la préservation de leur droit.

Pour faire face à cette situation, il faut ramer contre le vent de la politique actuelle :

Il ne faut pas moins de service public…mais plus de service public avec des emplois garantis.

Il ne faut pas moins dépenser…mais plus dépenser dans l'investissement pour la création d'emplois dans le secteur de l'industrie, dans le privé.

Il ne faut pas moins d'Etat mais plus d'Etat en situation de crise…je dirai même que c'est la fonction de l'Etat…exister quand la crise est là…et la crise, c'est un écran de fumée qui cache des responsables : les financiers, la bourse, l'immobilier.

Il faut que l'Etat s'attaque à la finance, il doit taxer les transactions boursière à hauteur de 1% direct (je rappelle que 0,05% rapporterait à l'Etat 400 milliards par an…je ne vous explique même pas combien pourrait rapporter 1%).

Résoudre la crise actuelle de tous les Etats européens…c'est super facile…il suffit d'avoir le courage d'affronter les responsables de la crise, la finance, en leur prélévant 1% du montant des transactions.

En faisant cela, l'Europe n'a plus de dette, la Grèce n'a plus de dettes…et mieux…on pourra financer des politiques de relance, des politiques créatrices d'emplois.

1%…rendez vous compte…1%, la finance refuse de payer par contre elle accepte que des Etats lui payent du 60%, là il n'y a pas de problème.

Voilà la situation actuelle, ce n'est pas un problème d'argent car l'argent est là…il existe…par milliers de milliards…nous n'avons tout simplement plus d'Etat, nous n'avons tout simplement plus de démocratie…nous vivons en dictature.

Que nous propose-t-on?

- baisse des charges pour les patrons : conséquence directe, la faillite du système social français.

- moins de fonctionnaires : conséquence directe, l'Etat montre au privé qu'il n'a pas vocation à employer les gens dans l'intérêt des personnes mais uniquement dans l'intérêt financier. Les entreprises font donc de même…elles licencient. Comment l'Etat peut il après dire aux entreprises qu'il faut embaucher alors que lui même…vire?

- plus de TVA : on parle d'une TVA en France à 23% pour le prochain mandat du président de la république…qui paie? Le peuple car les nantis, ils s'en fichent de payer du 23% sur des biens courant…cela ne représente pas la même proportion dans leur budget par rapport à un ménage salariés.

Il n'y aura pas de reprise en Europe si les politiques européens ne prennent pas immédiatement une décision de protéger les peuples européens. Sans ce message fort, l'Europe va disparaître…et nous irons vers la guerre…c'est inévitable (certains auteurs en parlent déjà).

On voit que les mesures d'austérité ne mènent nulle part : Grèce, Espagne, Italie, Portugal, France. Je rappelle que le mandat de Mr Sarkozy, très restrictif au plan financier, à creuser le déficit de notre pays de 400 milliards.

La solution n'est pas dans l'austérité…elle nous mène droit à la guerre.

La solution est dans la relance de l'activité industrielle, la relance de l'emploi, la mise sous tutelle des banques, le protectionnisme par des frontières économiques.

On doit frapper les responsables de cette situation qui sont : la finance, les patrons qui délocalisent la production pour ensuite l'importer en France et maximaliser leur profit (le patron qui ferme se boite en France pour aller l'ouvrir en Chine…il donne du boulot aux chinois…il n'est pas patriotique mais capitaliste).

Il faut que l'Europe se démondialise et se protège si elle veut survivre. A défaut, on est mort.

Ceux qui disent que l'Allemagne est un exemple…mais les Allemands…notamment les patrons allemands…ont pour exigeance de produire en Allemagne afin d'exporter.

Voilà la grande différence entre l'Allemagne et nous…C'est qu'en Allemagne…les patrons fabriquent et exigent du made in Germany là ou les patrons français exigent du made in China.

Les patrons allemands ont compris qu'ils devaient protéger le peuple allemand…voilà pourquoi ils sont forts actuellement…car les Allemand ont confiance…ils savent qu'il y a un pacte entre les salariés et l'industrie allemande…ils savent que sans industrie, sans ouvriers…un pays va à la ruine.

En France, c'est l'inverse….on détruit les ouvriers…on les massacre.

En Europe, l'Allemagne a toujours été un pays social…là ou la France a toujours été un pays…royal."

Le second internaute dresse un constat et pose une question.

2- "Sous pavillon de crise, la finance est en train de détruire la spécificité européenne : le social.

Nous sommes en train de basculer, vers le capitalisme comme aux USA, comme au Japon, comme en Chine.

In fine…on veut casser tout ce qui peut être social en Europe afin que l'Etat ne se réduise plus qu'à une seule chose : l'armée et la Police.

Quand on voit que Papandréou applique les conditions de la troika (avec notre Christine Lagarde…UMP je vous le rappelle…donc la politique d'austérité infligée à la Grèce, elle a des inspirations UMP) et massacre son peuple qui n'y est pour rien dans cette affaire.

Ce n'est pas la faute du peuple grec si la première puissance mondiale de flotte commerciale (la grèce) bat pavillon dans des pays paradis fiscaux et font de l'évasion fiscale en permanence.

Ce n'est pas de la faute du peuple grec si l'Eglise orthodoxe gangrène les finances publiques en prélevant une part de la ressource du pays.

Ce n'est pas de la faute du peuple grec que les patrons grecs refusent de payer les charges sociales et les impôts.

Ce n'est pas de la faute du peuple grec que leurs banques aient financé les subprimes ricains.

Mais c'est le peuple grec qui doit payer l'addition.

Ou est la Justice?"

Politique

1- France.

1.1- Affaire d'Etat. Flagrant délit.

La question a été posée sur Twitter par le journaliste de Mediapart Fabrice Arfi : dans son communiqué visant à mettre hors de cause Nicolas Sarkozy dans l'affaire Karachi, l'Elysée affirme que "*le nom du chef de l'Etat n'apparaît dans aucun des éléments du dossier*". De plus, ajoute le communiqué, il "*n'a été cité par aucun témoin ou acteur du dossier*" judiciaire.

Ces deux affirmations semblent surprenantes : comment, en effet, l'Elysée peut-il affirmer que le nom de M. Sarkozy n'apparaît pas dans ce dossier sans y avoir eu accès ? Or le chef de l'Etat ou la présidence ne sont pas parties civiles, en principe, et n'ont aucune raison d'avoir pu consulter un dossier d'instruction en cours.

Interrogé en marge du déplacement du chef de l'Etat à New York par Arnaud Leparmentier, qui suit l'Elysée pour Le Monde, un proche du chef de l'Etat a répondu, laconique : "*On lit l'AFP*". Vérification faite, l'Agence France-presse n'a jamais publié de dépêche donnant une telle information.

Le président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), Christophe Regnard, interrogé sur ce point par l'AFP, a jugé : "*C'est clairement une violation du secret de l'instruction. C'est assez incroyable que l'Elysée reconnaisse aussi benoîtement qu'il a eu accès à des pièces. Cet affichage est assez anormal*", a-t-il expliqué.

"*Il ne faut pas être naïf, ajoute le magistrat. On sait que les informations remontent. Mais d'habitude, cela demeurait caché. Objectivement, ça sent la panique à bord*", conclut-il.

L'affaire commence à agacer l'entourage présidentiel. Le même proche de M. Sarkozy a fait plusieurs allusions : "*La théorie de l'amalgame, on connaît. Ce sont de vieilles méthodes trotskistes*", a-t-il lancé, réemployant les mots dont l'UMP s'était servis en 2010 contre Mediapart. (lemonde.fr 22.09)

Rectification, monsieur Plénel n'est plus trotskiste depuis belle lurette, tout comme Mélenchon et bien d'autres qui n'en ont pas retenu grand chose ou n'en ont rien appris. Associer "*théorie de l'amalgame*" et trotskistes (officiels ou renégats) est un peu fort, ces derniers se sont rangés derrière la version du 11 septembre de Bush et celle d'Obama sur la mort de Ben Laden, il doit confondre ou alors je ne sais pas de quoi il veut parler au juste.

1.2- Aux armes, non pas pour se soumettre, mais prendre le pouvoir !

En pleine élaboration de son projet pour 2012 , l'UMP a repris mardi ses réunions thématiques avec une convention sur la défense, proposant d'imposer à tout jeune Français un serment d'«*allégeance aux armes de la France*» sous forme d'un serment, comme aux Etats-Unis.

A la sortie de la convention, le ministre de la Défense Gérard Longuet s'est dit «*un petit peu*» gêné. «*L'idée est bonne, mais il faut travailler la sémantique*», a-t-il déclaré à des journalistes, tandis que son collègue Bruno Le Marie, chargé de l'élaboration du projet de l'UMP pour 2012, bottait en touche. (lefigaro.fr 22.09)

2- Brésil.

Une vague d'indignation déferle sur le Brésil. Le 7 septembre, jour de l'indépendance du pays, 30 000 manifestants vêtus de noir et arborant des nez rouges de clown ont défilé dans la bonne humeur dans les rues de Brasilia, la capitale. Ce week-end, la plage de Copacabana, à Rio de Janeiro, a été recouverte de près de 600 balais verts et jaunes, représentant les membres du Parlement.

Le tout était surmonté d'une immense banderole avec le message "*Congrès national, aide-nous à balayer la corruption du Brésil* ".

Mardi 20 septembre, plusieurs dizaines de milliers de personnes doivent encore se réunir dans le cœur historique de la "*ville merveilleuse*". Un appel a en effet été lancé, sur Facebook, par un groupe d'habitants qui a lancé une page "*Tous ensemble contre la corruption*".

Au cours des trois derniers mois, quatre ministres ont été contraints de quitter le gouvernement pour malversations financières. Le dernier en date est Pedro Novais, le ministre du tourisme. Il était sur la sellette depuis l'interpellation, mi-août, de plus de trente fonctionnaires de son ministère, tous accusés d'avoir détourné des millions d'euros destinés à la formation de taxis et de serveurs. S'accrochant à son poste depuis des semaines, il a reçu le coup de grâce, il y a quelques jours, lorsque la presse a révélé que le chauffeur de sa femme était payé par le Parlement.

Cette série de scandales a débuté en juin, quand Antonio Palocci, ministre de la "*casa civil*" – l'équivalent du premier ministre –, perd son poste suite à des accusations de trafic d'influence. Le mois suivant, c'est le ministre des transports, Alfredo Nascimento, qui est mis en cause. Il est impliqué dans un vaste scandale de surfacturation et de détournement d'argent, alors que son ministère est le principal bénéficiaire des fonds destinés à un vaste programme de construction d'infrastructures. Au moment de sa démission, le Parti républicain, dont il est le leader, quitte la coalition gouvernementale.

Se retrouvant dans une situation délicate, Dilma Rousseff, présidente de la République, convoque la presse. Elle promet une tolérance zéro face à la corruption. "*La présidente a réagi avec vivacité et rigueur. Les ministres mis en accusation ont du répondre de leurs actes devant le Congrès et les démissions sont intervenues rapidement. Dilma Rousseff va sortir de cette crise renforcée car elle consolide sa réputation de femme éthique. Elle se démarque de Lula, qui avait une attitude jugée complaisante face à la corruption, estime Maria do Socorro, politologue spécialiste de la corruption. Dilma Rousseff est, en outre, en train de gagner la confiance de secteurs traditionnellement hostiles à son parti, le Parti des travailleurs [PT], comme la frange conservatrice de la classe moyenne*".

Pour le moment, le volontarisme de la présidente a été salué par les médias et sa cote de popularité reste élevée. Mais dans les rangs de son parti, certains craignent que la "*faxina*", le "*grand ménage*", ne soit contre-productif et associe irrémédiablement le PT à la corruption généralisée. "*Lula a toujours défendu les membres corrompus de son gouvernement. Dilma Rousseff prenait la même voie, mais elle a finalement cédé à l'opinion publique et a tenté de s'associer au mouvement d'indignation en le reprenant à son compte. Ses déclarations ne sont que de la poudre aux yeux, des effets d'annonce. Et contrairement au scénario envisagé par ses conseillers en communication, elle s'est tirée une balle dans le pied et a perdu le contrôle de la situation*", estime l'analyste politique Paulo G. M. de Moura.

De fait, l'hémorragie s'est poursuivie : en août, Nelson Jobim, ministre de la défense, déclare avoir voté pour l'opposant de Mme Rousseff lors de l'élection présidentielle et démissionne. Deux semaines plus tard, le ministre de l'agriculture, Wagner Rossi, chute à son tour pour trafic d'influence.

"*Au Brésil, la corruption est un mal historique qui remonte à l'époque coloniale. Le chef de l'Etat nomme 25 000 postes dont environ 1 600 ont directement accès à l'argent public. Or, pour satisfaire les différents partis de la coalition gouvernementale, beaucoup sont attribués, de manière complaisante, à des caciques qui n'ont pas les compétences requises*", souligne le chercheur Fernando Antônio Azevedo. "*Pouvoir, prestige et gains matériels sont les leitmotivs d'une grande partie de la classe politique brésilienne*", renchérit la sociologue Maria A. Lemenhe.

Selon une étude de la Fondation des industries de l'Etat de São Paulo, la corruption coûte chaque année entre 17 et 30 milliards d'euros, plombant la croissance, la compétitivité et l'efficacité des aides publiques à la population. "*Avec les pharaoniques travaux prévus pour la Coupe du monde en 2014 et des Jeux olympiques deux ans plus tard, les occasions de malversations financières augmentent*", prévient Paulo G. M. de Moura. Maria do Socorro se veut néanmoins optimiste : "*La société civile ainsi que de nombreuses institutions internationales ont les yeux rivés sur l'Etat brésilien. C'est une occasion historique de faire évoluer les mentalités de la classe politique.*" (lemonde.fr 20.09)

Social

1- UE. Charité bien ordonnée... commence par les banques !

Les pays de l'Union européenne ont échoué, mardi 20 septembre, à Bruxelles, à trouver un accord pour maintenir en l'état un programme d'aide alimentaire aux pauvres tiré des fonds agricoles, renvoyant toute décision à plus tard, a annoncé la présidence polonaise de l'UE.

"*Six Etats membres sont clairement opposés*" à la poursuite en l'état du programme, ce qui empêche pour le moment son maintien, a indiqué le ministre de l'agriculture polonais Marek Sawicki, en marge d'une réunion avec ses homologues européens, ajoutant vouloir travailler à un compromis en vue d'une décision ultérieure.

Le ministre de l'agriculture français, Bruno Le Maire, a confirmé qu'aucune décision n'avait été prise mardi lors de la réunion. Elle est reportée "*au prochain conseil*" des ministres en octobre.

Le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) avait été lancé en 1987 sous l'impulsion du président de la Commission européenne de l'époque, Jacques Delors, à la suite de l'appel du fondateur des Restos du cœur, l'humoriste français Coluche, en utilisant les excédents agricoles européens. Mais il risque aujourd'hui de passer de 480 millions d'euros cette année à 113,5 millions d'euros en 2012.

En cause : un arrêt de la Cour européenne de justice en avril, qui a jugé que ce programme avait été dénaturé au fil des ans. Car les excédents agricoles qui l'alimentaient ont pratiquement disparu, au point d'être supplantés ces dernières années par des achats massifs de nourriture, financés par la politique agricole commune (PAC), a relevé la cour. Or ces achats n'ont rien à voir avec la PAC et relèvent de la politique sociale, a argumenté la cour, saisie à l'initiative de l'Allemagne. (lemonde.fr 20.09)

2- France.

2.1- Convergence vers le moins social dans tous les domaines dans l'UE.

Le Premier ministre François Fillon s'est prononcé jeudi en faveur d'"*un âge de retraite commun*" à la France et à l'Allemagne.

Outre-Rhin, l'âge de départ en retraite est en train de passer progressivement de 65 à 67 ans. En France, l'âge minimal est porté petit à petit de 60 à 62 ans.

"*Il faudra aller vers un temps de travail commun. Il faudra aller vers un âge de retraite commun*", a déclaré François Fillon lors de la remise du prix de l'Audace créatrice jeudi matin à Matignon.

Pour le chef du gouvernement français, "*il faudra aller vers une convergence progressive de l'organisation économique et sociale de nos deux pays parce que c'est la clef de la survie et du développement de la zone euro et du continent européen*". (AP 22.09)

2.02- Usine occupée

Exaspérés par la fermeture annoncée de leur usine de Montataire, dans l'Oise, qui entraînerait la suppression de deux cent cinquante emplois, les salariés de l'entreprise allemande Still séquestrent, jeudi 22 septembre, deux de leurs dirigeants. Le directeur de la production de l'usine, Jérôme Chevillotte, et le directeur des sites industriels de Still, Goran Mihajlovic, '*sont tenus au chaud*' dans les bureaux du site, a indiqué Jean-Michel Mlynarczyk, secrétaire CGT au comité d'entreprise.

Still, qui appartient au groupe allemand Kion, spécialisé dans la fabrication de chariots élévateurs et de chariots de manutention, avait annoncé le 5 juillet son intention de fermer l'usine de Montataire en 2012 pour regrouper sa production européenne en Italie et à Châtellerault, dans la Vienne.

La production sur le site de Still-Saxby à Montataire avait par la suite été très perturbée, et M. Mihajlovic était venu rencontrer les salariés jeudi pour leur proposer une prime pour la reprise de la production, afin d'honorer les commandes des clients.

Mais les discussions ont achoppé, et les salariés '*exaspérés*' ont décidé vers 16 h 30 d'enfermer les deux dirigeants, selon M. Mlynarczyk. Ils sont résolus à '*les garder pour la nuit, le temps qu'ils réfléchissent*', a-t-il ajouté. Les salariés ont demandé au sous-préfet de Senlis de nommer un médiateur, a-t-il précisé. (lemonde.fr 22.09)

3- Grèce

3.1-Le gouvernement grec réuni mercredi a adopté des mesures d'austérité renforcées, comprenant une baisse des retraites, une prorogation de la taxe immobilière et une baisse de salaire pour plusieurs milliers de fonctionnaires, a-t-on appris mercredi de source autorisée.

Les pensions supérieures à 1.200 euros par mois seront réduites de 20%. En outre, les retraites versées aux fonctionnaires étant partis en retraite avant 55 ans seront réduites, explique-t-on sous le sceau de l'anonymat.

"*Nous avons essayé de trouver les mesures les plus justes possibles*", fait-on valoir.

Le gouvernement va aussi prolonger, au moins jusqu'en 2014, la nouvelle taxe sur l'immobilier qui devait à l'origine expirer l'an prochain. (Reuters 22.09)

3.2- Les centrales syndicales en Grèce aussi bien dans le public que dans le privé, ont appelé mercredi à une grève générale de 24 heures le 19 octobre, pour protester contre l'austérité, le secteur public devant également être en grève, le 5 octobre. (liberation.fr 22.09)

3.3- «*C'est un fait connu que les crises économiques ont sur le penchant au suicide une influence aggravante.*» En 1897, Emile Durkheim montrait pour la première fois dans son ouvrage «*Le suicide* » que là où la crise frappe, le taux de suicide augmente, notamment à cause de la perte de repères et du déclassement qu'entraînent les changements économiques brutaux.

Quelques mois après la crise, la statistique semble se vérifier dans plusieurs pays d'Europe. Mais c'est en Grèce que les chiffres sont les plus alarmants, comme vient de le révéler le Wall Street Journal. Selon le ministère de la Santé, le nombre de suicides a augmenté de 40% dans les cinq premiers mois de l'année. Le nombre d'appel aux lignes téléphoniques d'urgence a lui aussi doublé.

Des chiffres d'autant plus inquiétants que le pays était plutôt connu pour son taux de suicide faible, notamment parce que l'Eglise orthodoxe le condamne toujours, n'autorisant pas les services funéraires pour les personnes suicidées. Les suicides étaient souvent maquillés en mort accidentelle, si bien qu'avant 2008 le pays déplorait officiellement seulement un suicide par jour. (20minutes.fr 22.09)

Aux infos du soir sur TV5Monde Asie, ils ont dit il y a quelques jours que le nombre de SDF avait augmenté de 25% à Athènes depuis le début de la crise.

4- Etats-Unis. DSK libéré, Davis asssassiné, l'aristrocratie financière au pouvoir est bien le lumpenprolétariat de la bourgeoisie (Marx).

Troy Davis, condamné à mort pour le meurtre d'un policier en 1989, a été exécuté par injection mercredi soir dans une prison de Jackson en Géorgie, peu après le rejet d'un ultime recours par la Cour suprême des Etats-Unis.

La Cour suprême a refusé en dernière minute d'annuler l'exécution du condamné, qui devait initialement avoir lieu mercredi à 19h00 locales (23h00 GMT), à la prison de Jackson. Il a fallu à la Cour suprême plus de quatre heures pour rendre son avis, délai inhabituellement long pour ce genre de cas, et le condamné a été exécuté à 23:08 locales (jeudi 03h08 GMT).

Davis, alors qu'il se rendait à la chambre d'exécution, a une dernière fois clamé son innocence, selon des journalistes qui ont assisté à ses ultimes instants.

"*Je ne suis pas responsable de ce qui s'est passé cette nuit-là (en 1989). Je n'avais pas d'arme à feu*", a-t-il dit, selon Rhonda Cook, du quotidien Journal-Constitution, qui paraît à Atlanta.

"*Ce n'est pas moi qui ai tué votre fils, votre père ou frère. Je suis innocent!*", a-t-il dit aux membres de la famille du policier assassiné venus assister à l'exécution.

Condamné à mort pour le meurtre du policier Mark MacPhail en 1989 à Savannah, en Géorgie, Troy Davis était devenu un symbole de la lutte contre la peine capitale.

Sept des neuf témoins de l'accusation se sont rétractés depuis son procès et les partisans de l'abolition estiment que la justice américaine a exécuté un homme dont la culpabilité n'était pas certaine. (Reuters 22.09)

Economie

1- La Bourse ou la vie

L'indice CAC 40 a chuté de 5,25%. L'indice Dow Jones a perdu 3,51% et le Nasdaq Composite a cédé 3,25%.

La Bourse de Londres a perdu 4,67%, celle de Francfort 4,96% et Milan 4,52%. L'indice paneuropéen EuroStoxx 50 a abandonné 4,9%. (Reuters 22.09)

2- BCE

2.1- La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé mercredi avoir modifié la réglementation en matière de garanties demandées aux banques, acceptant certains actifs et limitant l'acceptation d'autres, une décision globalement perçue par les analystes comme un net assouplissement.

"*L'Eurosystème a aboli le critère d'éligibilité selon lequel les instruments de dette, autres que les obligations sécurisées, émis par les organismes de crédit, ne sont acceptables que s'ils sont négociables sur un marché réglementé*", lit-on dans le communiqué de la BCE.

Les analystes soulignent qu'avant, la BCE listait précisément les actifs qu'elle acceptait en nantissement de ses opérations de liquidité.

Cet assouplissement intervient alors que les acteurs du marché craignent un retour à une situation d'assèchement du crédit, la confiance s'amenuisant dans les banques de la région avec la crise de la dette souveraine.

"*Elle essaie vraiment de faciliter l'accès à la liquidité pour les banques*", commente Marie Diron, économiste chez Oxford Economics. "*Elle essaie d'éviter qu'il y ait des problèmes dans le secteur qui se propageraient ensuite à l'économie.*"

Selon le directeur financier de la Deutsche Bank, les banques ne peuvent plus obtenir de financements à court terme de leurs consoeurs sans présenter de garanties.

"*Le marché du financement sans garantie est complètement gelé*", a déclaré Stefan Krause.

Parallèlement, la BCE veut limiter l'utilisation des instruments de dette non sécurisés émis par les banques.

"Ce genre d'actifs ne pourra être utilisé en garantie que dans la limite où la valeur qui leur est assignée ne dépasse pas 5% de la valeur totale de la garantie présentée", annonce la BCE. La limite était auparavant fixée à 10%.

Marie Diron relativise cette mesure plus contraignante en soulignant que ce type d'instruments était peu utilisé récemment par les grandes banques.

Cela veut également dire que la BCE, tout en se montrant conciliante, n'est pas prêt à accepter n'importe quel type de garantie.

"*Elle dit qu'elle ne veut pas accepter toute la camelote, qu'elle n'a pas l'intention de jouer les banques-poubelles*", souligne Carsten Brzeski, économiste chez ING. (Reuters 22.09)

2.2- La monnaie unique européenne est en danger en raison des dépenses incontrôlées des Etats de la zone euro et de la crise de la dette qui en a découlé, estime une étude de la Banque centrale européenne (BCE) corédigée par Jürgen Stark, qui a depuis quitté ses fonctions.

L'étude préconise que les déficits budgétaires nationaux soient approuvés au niveau européen en cas de dépassement des niveaux de sécurité et que les Etats soient placés sous tutelle financière si les programmes d'ajustement ne remplissent pas les objectifs.

La BCE ajoute qu'il est impossible de dire avec certitude si les dernières réformes suffiront à assurer des politiques budgétaires saines.

L'Allemand Jürgen Stark, chef économiste de la BCE et membre de son directoire, a quitté ses fonctions il y a dix jours, semble-t-il en raison de son désaccord avec la politique de rachat d'obligations d'Etat mise en place par la banque centrale pour lutter contre la crise de la dette dans la zone euro.(Reuters 22.09)

2.3- Les banques se sont refinancées à hauteur de 201 milliards d'euros à l'issue de la principale opération de refinancement hebdomadaire de la Banque centrale européenne (BCE), un montant sans précédent depuis le début février qui témoigne de tensions dans le secteur bancaire.

Les refinancements d'urgence auprès de la BCE sont restés élevés mais ont diminué à 1,035 milliard d'euros mardi contre 1,215 milliard lundi.

La BCE avait ponctionné la semaine dernière 143 milliards d'euros à sept jours au taux moyen pondéré de 1,01%.

La banque centrale impose un taux de 2,25% pour accéder instantanément à ses fonds, alors que ses opérations hebdomadaires régulières se font au taux de 1,25%. Par comparaison, le marché délivrait un taux à 24 heures de 1,041% lundi. (Reuters 20.09)

3- FMI

L'Europe et les Etats-Unis risquent de replonger dans la récession l'an prochain à moins de s'attaquer rapidement à des problèmes économiques qui pourraient contaminer le reste du monde, a déclaré mardi le Fonds monétaire international en publiant ses prévisions de croissance révisées à la baisse.

Le FMI a abaissé sa prévision de croissance mondiale à 4,0% cette année et en 2012, contre 4,3% pour 2011 et 4,5% pour 2012 projetés voici trois mois. Le Fonds a abaissé ses prévisions pour la quasi-totalité des régions de la planète et prévenu que la tendance était de les réduire encore.

Selon le FMI, l'instabilité financière s'est accrue spectaculairement, les investisseurs étant de plus en plus inquiets de l'évolution de la crise de la dette souveraine dans la zone euro et de l'affaiblissement de la croissance aux Etats-Unis.

Ces deux régions posent les plus gros risques pour les perspectives économiques mondiales et les confrontations politiques risquent de freiner les initiatives pour remédier à la situation, ajoute le FMI, qui appelle également le Japon à être plus ambitieux pour ce qui est de réduire sa dette publique.

"*L'indécision a exacerbé l'incertitude et ajouté aux tensions financières, ce qui s'est répercuté sur l'économie réelle*", explique le FMI dans ses dernières Perspectives économiques mondiales.

Le FMI exhorte la Banque centrale européenne (BCE) à baisser les taux d'intérêt si les risques pour la croissance persistent et appelle les pays de la zone euro à faire tout le nécessaire pour préserver l'euro.

Le Fonds a réduit sa prévision de croissance de la zone euro de près d'un demi-point, à 1,6% en 2011, croissance qui ne serait plus que de 1,1% en 2012.

Le FMI observe aussi que des coupes claires hâtives dans le budget des Etats-Unis risquent d'affaiblir un peu plus la croissance et là encore il recommande à la banque centrale américaine, la Réserve fédérale, de se tenir prête à assouplir encore sa politique monétaire. La Fed est en réunion ce mardi et demain mercredi.

Le FMI a ramené sa prévision de croissance pour les USA à 1,5% en 2011 et à 1,8% en 2012 contre 2,5% et 2,7% respectivement projetés en juin.

Pour le Japon, il anticipe une contraction de 0,5% cette année, pas aussi marquée que ce qui était auparavant anticipé, et une croissance de 2,3% en 2012. Il prévoyait une croissance de 2,9% en juin pour l'an prochain.

Prises ensemble, les économies des Etats-Unis, du Japon et de la zone euro connaîtraient une croissance de 1,6% cette année et de 1,9% en 2012. En juin, il prévoyait 2,2% et 2,6% respectivement.

Le FMI remarque aussi que les perspectives de certaines puissances économiques émergentes sont devenues plus incertaines, avec toutefois une croissance d'ensemble robuste projetée à 6,4% cette année puis à 6,1% l'an prochain.

Il faut encore surveiller de près les signes de surchauffe dans les économies émergentes et, dans certains de ces pays, la hausse des prix des matières premières et les troubles sociaux et politiques constituent des menaces non négligeables, poursuit le Fonds.

Conséquence du ralentissement économique mondial, le FMI a aussi réduit ses projections de croissance de la Chine et d'autres économies de l'Asie. "*La croissance (asiatique) reste forte mais elle se tempère en raison de tensions commençant à apparaître sur les capacités et d'une demande extérieure en baisse*", explique le FMI.

Ce dernier anticipe pour la Chine une croissance de 9,5% en 2011 et de 9,0% en 2012. Il prévoyait en juin 9,6% et 9,5% respectivement.

Le FMI note enfin que l'inflation, générale ou hors éléments volatils, avait tendu ces derniers temps à augmenter dans plusieurs pays. Les tensions inflationnistes restent relativement élevées dans les puissances économiques montantes mais elle perdent en intensité dans les puissances économiques traditionnelles. (Reuters 22.09)

4- Banques

Il ne s'agit pas encore d'argent perdu, mais de pertes potentielles. Toutefois, les chiffres publiés mercredi par le Fonds monétaire international (FMI) montrent à quel point les banques européennes sont empêtrées dans la crise de la dette européenne. La crise de la dette européenne aurait, selon le Fonds, augmenté de 300 milliards d'euros l'exposition au risque des banques de la zone euro.

Dans son rapport sur la stabilité financière mondiale, le FMI conclut donc que les banques doivent se recapitaliser pour faire face à ces pertes potentielles. Pour ce faire, les établissements devraient lever des capitaux auprès d'investisseurs privés, mais des fonds publics pourraient également être nécessaires. En effet, des banques de certains pays ne peuvent d'ores et déjà plus accéder au marché de financement privé, poursuit-elle. Le rapport du FMI précise toutefois clairement que le chiffre de 300 milliards ne correspond pas à une mesure des besoins en capitaux, mais bien à une mesure du risque potentiel. Le montant de toute recapitalisation ne pourrait être déterminé que par des stress tests. (20minutes.fr 21.09)

5- Paradis fiscaux

Plus d'un tiers des filiales de dix des principaux groupes pétroliers et miniers au monde sont enregistrées dans des paradis fiscaux ou dans des juridictions permettant une certaine opacité financière, révèle le rapport d'une ONG norvégienne à paraître mercredi 21 septembre.

Au total, 2 083 des 6 038 filiales (34,5 %) contrôlées par ces dix géants mondiaux cotés en Bourse sont localisées dans des Etats où "*les comptes et les données sur l'actionnariat ne sont pas publiquement disponible*s", explique dans un communiqué la branche norvégienne du réseau Publiez ce que vous payez (PCQVP).

L'étude a passé en revue les structures des majors ExxonMobil, ConocoPhillips, Chevron, BP et Shell, et des géants miniers Glencore International, Rio Tinto, BHP Billiton, Anglo American et Baarick Gold Corporation.

A eux seuls, ces groupes ont réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires combiné de 1 824 milliards de dollars, dégagé des bénéfices nets de 144,7 milliards et se sont acquittés de 106,9 milliards d'impôts, selon le rapport.

Le recours à des juridictions offshore "*semble faire obstacle à l'efficacité des marchés, à la concurrence des entreprises sur un pied d'égalité et à l'amélioration de la gouvernance*", souligne PCQVP Norvège. "*Pire encore, ces mêmes structures peuvent encourager la corruption et l'évasion fiscale, privant les citoyens des pays les moins développés et des nations émergentes de maintes opportunités politiques, économiques et sociales*", ajoute l'organisation.

"*De nombreuses multinationales sont adeptes de ces techniques controversées pour réduire leurs bénéfices connus. Par ricochet, ceci signifie moins d'impôts à payer dans les pays où elles sont actives*", note-t-elle, précisant qu'elle n'accusait pas pour autant les dix groupes étudiés d'évasion fiscale illégale.

PCQVP Norvège indique avoir aussi voulu étudier le groupe pétrolier français Total mais dit s'être heurtée à l'absence d'obligation en France de révéler le lieu d'enregistrement des filiales ainsi qu'au refus de la compagnie d'apporter les réponses sollicitées. (lemonde.fr 20.09)

6- Grèce

La Grèce s'est engagée mardi à réduire encore les effectifs de son secteur public avant de s'entretenir à nouveau avec ses bailleurs de fonds internationaux, qu'elle doit convaincre de débourser une nouvelle tranche de huit milliards d'euros.

"*Notre premier objectif est de réduire l'Etat*", a dit Angelos Tolkas, porte-parole adjoint du gouvernement, sur la radio NET. "*Le budget de l'Etat grec n'a plus payé les traitements de quelque 200.000 fonctionnaires au cours des deux dernières années et nous continuons*".

Le FMI attend de la Grèce qu'elle réduise les rémunérations et les postes dans le secteur public, ferme les organismes publics déficitaires et combatte la fraude fiscale. Le gouvernement a jusqu'à présent réduit salaires et retraites mais répugne à supprimer encore des postes dans la fonction publique, celle-ci étant une composante importante de l'électorat du parti socialiste au pouvoir.

Dans l'intervalle, la Grèce a adjugé pour 1,25 milliard d'euros de bons à trois mois, suscitant une demande solide mais aussi un rendement en hausse à 4,56%. Le Grèce ne peut se financer que sur le marché monétaire et ce dernier est considéré comme un étalon du sentiment de l'étranger.

Citant des sources anonymes, le journal Kathimerini écrit que le Premier ministre George Papandréou envisage un plébiscite pour déterminer si la Grèce doit s'attaquer à son problème de dette en restant dans la zone euro ou en en sortant.

Le gouvernement a dit qu'il envisageait un référendum à l'automne sur les réformes mais a démenti à plusieurs reprises que l'appartenance de la Grèce à la zone euro soit aussi concernée. Prié de dire si le référendum porterait aussi sur cette question, Angelos Tolkas a répondu: "*Non, nous n'avons rien discuté de tel, vraiment non*".

Il a ajouté que le gouvernement avait déposé lundi une motion auprès du Parlement permettant d'organiser des référendums sans sujet particulier.

L'agence Fitch estime que la Grèce sera en défaut mais ne quittera pas la zone euro, mais critique l'incertitude ambiante sur ce dernier point, jugeant qu'elle soulève des doutes quant à l'engagement politique de la zone euro envers la monnaie unique.

Jorg Decresson, économiste du Fonds monétaire international, estime qu'Athènes entend bien rester dans la zone euro et que les autres pays de la zone euro entendent bien "préserver l'intégrité" de la région. (Reuters 20.09)

7- France

Dernière ligne droite pour la mise en place d'une structure commune au financement des PME. CDC Entreprises, filiale de la Caisse des dépôts, la banque publique d'aide aux PME Oséo et le Fonds stratégique d'investissement (FSI) vont être réunis au sein d'une même structure, rapporte La Tribune dans son édition de mercredi 21 septembre.

Ce rapprochement devrait intervenir dans les jours ou les semaines qui viennent, le temps de régler les derniers détails d'un montage financier compliqué, estime le quotidien économique, alors que la question du financement des PME par des banques sous la pression de crise de la dette préoccupe le gouvernement. "*Même si ces structures publiques de financement à la disposition des PME collaborent déjà sur certains sujets précis, l'efficacité de leur action peut être améliorée si on les réunit sous une bannière commune*", souligne La Tribune.

Les représentants des entreprises françaises ont demandé mardi aux banquiers de les "*rassurer*" lors d'une réunion à Bercy, même si les difficultés semblent encore peu perceptibles. L'accès au financement des petites entreprises est l'un des sujets de préoccupation récurrents des 2,8 millions de PME françaises. Il l'est d'autant plus depuis que la crise de la dette en zone euro et la tempête boursière de cet été ont ravivé les craintes d'un assèchement du crédit qui avaient mis au tapis des milliers d'entreprises lors de la crise de 2008-2009.

La réduction actuelle du bilan des banques et la prochaine mise en œuvre des accords de "Bâle III" – les nouvelles normes de solvabilité qui doivent s'appliquer progressivement au secteur bancaire international – et qui les contraint à renforcer leurs fonds propres, pourraient aussi se traduire par une hausse des taux d'intérêt, qui compliquerait le financement des PME.

Cette nouvelle structure sera une "sorte de super banque des PME" qui permettra d'aider et d'assurer leurs besoins de financement. Elle pourra également prendre des participations dans certaines entreprises, comme le fait déjà le FSI. Filiale à 51 % de la Caisse des dépôts et à 49 % de l'Etat, le FSI a été créé en 2008, en pleine crise financière. Son rôle est de sécuriser le capital d'entreprises stratégiques et soutenir le développement des PME présentant un potentiel de croissance. Contacté par l'AFP, le FSI n'a pas souhaité faire de commentaire. (lemonde.fr 21.09)

8- Allemagne

Le groupe industriel allemand Siemens a retiré début juillet, avant la publication des résultats des stress tests bancaires, une somme non précisée de la Société générale, a déclaré mardi à Reuters une source basée à Paris.

La Société générale n'a pas souhaité commenter cette information.

Le Financial Times a écrit mardi que Siemens aurait retiré 500 millions d'euros d'une grande banque française pour les transférer auprès de la Banque centrale européenne (BCE) il y a deux semaines.

A Francfort, un représentant de Siemens a déclaré que l'information du Financial Times était factuellement inexacte. (Reuters 20.09)

9- Italie

9.1- Standard & Poor's a accentué mardi la pression sur la zone euro, toujours empêtrée dans la crise de la dette, en abaissant d'un cran la note de crédit de l'Italie pour la ramener à un niveau inférieur à celle de la Slovaquie.

Sur le marché obligataire, le rendement de la dette italienne à 10 ans s'est tendu, poussant la Banque centrale européenne (BCE) à racheter de petites quantités de papier italien, selon des traders.

Face à un endettement de 1.900 milliards d'euros, équivalant à 120% du PIB annuel, le gouvernement Berlusconi a fait adopter la semaine dernière par le parlement un plan d'austérité prévoyant 59,8 milliards d'euros d'économies avec l'objectif de ramener le budget à l'équilibre en 2013.

Mais ce plan de rigueur, combinant hausse des impôts et baisse des dépenses et adopté après de multiples modifications et tractations, ne convainc pas.

"*De notre point de vue, les mesures et le calendrier du Plan de réforme nationale de l'Italie ne contribueront sans doute guère à stimuler la performance économique de l'Italie, surtout dans un contexte de resserrement des conditions financières et en raison du programme d'austérité budgétaire du gouvernement*", dit S&P. (Reuters 20.09)

9.2- Standard & Poor's a annoncé mercredi avoir abaissé la note de crédit de sept banques italiennes, dont Mediobanca et Intesa Sanpaolo, au lendemain du déclassement de la note de l'Italie par l'agence de notation.

Cette dernière a également revu en baisse sa perspective, de stable à négative, sur huit autres banques, dont Unicredit, premier établissement bancaire du pays en termes d'actifs.

"*Les perspectives négatives sur les notes à long terme des 15 banques reflètent la possibilité que nous pourrions abaisser encore leurs notes si, toutes choses restant égales par ailleurs, nous devions abaisser une nouvelle fois la note de l'Italie*", précise S&P. (Reuters 22.09)

10- Etats-Unis

Moody's a annoncé mercredi avoir abaissé les notes de crédit de Bank of America, Wells Fargo et Citigroup au motif que l'Etat fédéral américain pourrait se montrer réticent à voler au secours de grands établissements bancaires en difficulté.

Le gouvernement sera, "*plus que pendant la crise financière, prêt à laisser un grand établissement faire faillite s'il se retrouvait dans une situation difficile*", estime l'agence de notation.

Bank of America doit notamment faire face à des milliards de dollars de pertes liés à des crédits immobiliers et à l'obligation de lever des capitaux pour se conformer à la nouvelle régulation du secteur. (Reuters 22.09)

11- Chine

Bank of China, l'une des quatre grandes banques commerciales chinoises, a interrompu certaines opérations de change, les swaps, et les opérations à terme sur les changes (forwards), avec la Société générale, le Crédit agricole et la BNP, rapporte mardi 20 septembre un quotidien économique chinois.

"*D'après plusieurs courtiers, à cause de l'aggravation de la crise de la dette en Europe, Bank of China, qui est l'un des principaux acteurs du marché interbancaire, a provisoirement suspendu une partie de ses opérations de change avec des banques européennes, dont les opérations à terme et les swaps.*"

Le "swap" est une opération entre deux parties qui porte sur des flux financiers (monnaies, taux d'intérêt, etc.) et qui est utilisé comme moyen de protection contre les aléas de la conjoncture.

La mesure rappelle celle prise en 2008, au plus fort de la crise financière, par plusieurs banques chinoises de suspendre leurs opérations de change avec des banques étrangères, se souvient un opérateur du marché monétaire à Shanghaï, également cité par Dow Jones.

Bank of China a par ailleurs également exclu de ses opérations de swaps la banque suisse UBS, frappée par un scandale de fraude sur des opérations pour un montant de 2,3 milliards de dollars. (lemonde.fr 20.09)

Haut de page

Le 26 septembre

Demain j'actualiserai les pages d'accueil des différentes rubriques. J'actualiserai désormais la rubrique des infos en bref environ deux ou trois fois par semaine, en fonction de l'actualité. J'ai des petites histoires indiennes à vous raconter, ce sera pour la prochaine fois, en raison d'un fort orage ma nuit a été très perturbée, pas de courant donc pas de climatisation évidemment. J'ai passé une partie de la matinée à dormir, jusqu'à 8h, et ensuite j'ai transféré le site du portable dans l'ordinateur de bureau, dans lequel j'ai dû mettre un peu d'ordre, cela m'a pris plus d'une heure.

Bref, mon installation est presque terminée, il me reste le jardin, on fera cela petit à petit. Et dire que j'ai une piscine (gratuite) à 50 mètres de chez moi et que je n'y ai pas encore mis les pieds depuis mon déménagement le 29 août... A bas les privilèges ! C'est lundi, on est de bonne humeur, le soleil après la tempête...

Voici le courriel (reformaté) que m'a adressé le 23 septembre un militant du POI et ma réponse.

- "*Cher camarade,*

Tu fais référence à un Coquéma ; j'aimerais savoir ce qu'il a dit : l'information des critiques de tes propos est un signe de démocratie ouvrière.

Pour en revenir aux rôles de l'Etat et du parti, tout à fait d'accord sur les principes rappelés ; pour moi constituante veut dire abolition de la 5ème république et de son président et marche vers le gouvernement ouvrier et le rôle des candidats POI aux législatives en tant que parti c'est de le rappeler mais en dernier c'est l'organisation du combat du prolétariat avec le parti qui décidera des étapes et de leur forme réelle."

Bonjour camarade,

Coquéma est un ancien militant de l'OCI (comme moi), puis il se disait proche du groupe dirigé par S. Just dont j'ai mis hier un article en ligne, pour ensuite se présenter comme un sympathisant du POI. C'est un intellectuel, il est peut-être à la retraite, je n'en sais rien. Il y a quelques années il a publié une brochure sur l'OCI, la LCR et LO.

Il m'envoie régulièrement des courriels débiles ou pour me calomnier que je n'ouvre même plus à force. Il y a quelques jours j'ai fait une exception à cette règle, je ne l'ai pas copié dans mon disque dur, il me disait en substanceque je passais mon temps à me parler à moi-même et que cela ne présentait aucun intérêt, que j'étais un peu dingue quelque part, ensuite il m'a reproché d'écrire des banalités sur le plan politique et de prendre les militants pour des "*demeurés*", c'est le terme qu'il a employé, c'est tout, cela tenait en deux lignes.

A aucun moment, jamais il n'a développé la moindre analyse pour défendre un point de vue différent du mien, quand il m'écrit un mot de politique, il se contente de répéter ce que disent les dirigeants du POI sans apporter le moindre argument supplémentaire ou nouveau, donc cela ne présente aucun intérêt.

Son objectif, c'est de me démolir moralement, me faire comprendre que je suis un minable pour que je me taise une fois pour toute. Son dernier mail provient sans doute du fait qu'il a été déçu que je continue le site après une interruption de quelques semaines due à mon déménagement, il croyait être définitivement débarrassé de moi, pas de bol !

Il faudrait s'interdire de faire le constat que l'immense majorité des militants présentent de graves carences sur le plan théorique (un euphémisme !) mais aussi sur le plan des connaissances générales. Autrement dit, nous sommes en présence d'un ouvriériste, qui comme les curés, flatte l'ignorance pour que ceux qui le sont le demeurent, tandis que lui possède la vérité, divine qui sait ! Il y a ainsi des militants particulièrement imbus de leur personne, qui vont jusqu'à savoir mieux que Lénine et Trotsky ce qu'ils auraient dû faire lors de la crise de Cronstadt ou de Makno ou encore pour empêcher que le parti bolchevik se bureaucratise et dégénère, oubliant l'essentiel au passage, je n'ose pas les nommer, passons.

L'adversité, les difficultés, cela me stimule et nourrit ma réflexion, cela m'inspire. Je ne suis pas du genre à me résigner facilement, gare dans la vie à celui qui prend l'habitude de se laisser marcher dessus ou qui tarde à réagir quand son destin en dépend ! Je ne suis peut-être qu'un pauvre type aux capacités limitées, mais j'ai compris sans être mathématicien qu'il fallait réagir comme tel face à un problème ou dans la vie en général, c'est-à-dire, que lorsqu'on se retrouve confronté à une question, la première chose qu'on devait se demander, c'est si on l'avait posée correctement ou de la reformuler, afin de mettre en valeur les éléments qui allaient faire émerger des hypothèses parmi lesquelles figureraient obligatoirement la bonne ou celle qui nous permettrait de débloquer une situation ou d'aller de l'avant, de résoudre (même provisoirement ou partiellement) notre problème. Les nombreuses fois où je me suis retrouvé au chômage en France, je n'ai pas hésité à prendre n'importe quel emploi en attendant mieux plutôt que rester à ne rien faire et me morfondre sur mon triste sort, y compris quand j'étais jeune. Alors de là à me défiler quand on me pose une question, ce n'est pas mon genre pour te répondre.

Le site permet de briser partiellement mon isolement et d'avoir un minimum d'activité politique. Si je ne supporte pas le mépris et les humiliations des patrons ou de gens qui se croient supérieurs aux autres, ce n'est pas pour le supporter de la part de militants, de quiconque d'ailleurs.

J'ai développé très tôt une profonde aversion pour toute forme d'autorité, dès lors qu'elle repose sur une injustice ou qu'elle implique de ma part une soumission aveugle ou arbitraire que rien ne peut justifier. C'est le produit de l'éducation brutale que j'ai reçue et qui prit une tournure violente au moment de l'adolescent, dont par la suite j'ai corrigé les excès, pour réserver ce rejet de l'autorité à ceux qui le méritaient seulement selon moi, les patrons et leurs valets ou leurs représentants politiques.

Sans conscience politique on est fort injuste envers les siens ou son entourage, j'ai eu l'occasion de m'en apercevoir.

Avant d'arriver à la politique en 1976, j'avais consacré deux années de ma vie à l'étude de la psychanalyse, cela m'a aidé à comprendre beaucoup de choses et à mieux me connaître en particulier. Je ne sais pas ce qui m'a le plus aidé à sortir de ma crasse ignorance de la philosophie ou de la psychanalyse (Freud et Reich principalement). Quand je dis étudier, cela veut dire lire et réfléchir en même temps à chaque idée développée par un auteur, prendre des notes sur un cahier, toujours mon lexis Larousse à porter de la main, quitte à s'arrêter à chaque paragraphe, chaque proposition, chaque mot si nécessaire pour en saisir le sens avant d'aller plus loin. J'y consacrais au minimum quatre ou cinq heures par jours et le reste du temps je pensais à ce que j'avais lu afin de m'assurer que j'avais bien compris ce que l'auteur voulait dire. Comme il m'arrivait souvent de ne pas travailler pendant quelques semaines entre deux boulots, je passais mes journées entières à lire, et mes nuits aussi. Je relisais plusieurs fois le même ouvrage, pas en boucle, mais régulièrement je me replongeais dans les livres que j'avais déjà lus pour en tirer encore davantage ou modifier ce que j'en avais retenu. Et cela pendant plus de 30 ans. Depuis cette époque, cette soif de comprendre ne m'a jamais quitté, et je vais te dire un truc, pour faire preuve d'une telle détermination et persévérance pendant des décennies il faut avoir à l'esprit en permanence que l'on ne sait rien et que l'on a tout à apprendre, il faut avoir conscience de son ignorance, et dès lors il est impossible de se croire supérieur aux autres ou de mépriser celui qui est plus ignorant que toi, car tu as présent à l'esprit qu'un jour tu lui as ressemblé, en pire peut-être car j'étais vraiment arriéré au possible.

Quelques jours avant le tsunami je relisais encore quelques pages de Reich, de Malinovski et de Baudelaire, c'était aussi une source d'inspiration géniale, un vrai bonheur, j'ignorais que la bibliothèque qui m'était si chère allait disparaître à tout jamais, car depuis j'ai pris la décision de ne racheter aucun livre (de poche ou sans valeur) que je possédais antérieurement, estimant que l'heure était peut-être venue de penser sans l'aide de mes maîtres pour lesquels je conserverai jusqu'à la fin de ma vie une profonde reconnaissance pour tout ce qu'ils m'ont apporté. C'est comme si les auteurs qui figuraient dans ma bibilothèque étaient morts une seconde fois, définitivement cette fois. Ils n'avaient pas atterri par hasard dans cette bibliothèque, j'avais pris soin de les choisir personnellement et personne n'avait pu m'en imposer un seul, ils étaient uniquement le produit de ma lente maturation intellectuelle, d'un long processus dont je voulais demeurer le maître pour pouvoir m'y retrouver par la suite, pour la première fois dans ma vie j'avais l'impression de contrôler mon propre destin ou une petite partie, c'était ma raison de vivre, c'était aussi mes compagnons d'infortune, ils ne peuplaient pas seulement utilement ou agréablement mes longues heures de solitude, ils m'aidaient à supporter une société que j'exécrais et dans laquelle je n'avais pas vraiment ma place.

Quand on a pris conscience un jour de sa profonde ignorance, c'est comme lorsqu'on a réussi à échapper à la pauvreté, on n'a pas du tout envie d'y replonger un jour, car c'est parfaitement possible, aussi incroyable que cela puisse paraître, je parle de l'ignorance bien sûr, j'ai pu le constater autour de moi, la régression intellectuelle existe suite notamment à une expérience décevante ou traumatisante, comme je dis souvent, quand on ne progresse pas, on commence à faire du surplace, puis infailliblement on régresse, et cela est valable pour tous les domaines de la connaissance.

La gestion des rapports du relatif à l'absolu nécessite pour ne pas se leurrer ou se piéger soi-même, qu'on s'interroge régulièrement sur ces rapports, qu'on les remette en question pour vérifier leur validité et les modifier si nécessaire, sinon c'est la sclérose intellectuelle qui nous guette.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser au premier abord, l'essort d'un individualisme incontrôlé dans la société ne coïncide pas avec le développement d'une introspection qui permettrait de mieux se connaître, parce que ce processus se développe inconsciemment il est pour ainsi dire tourné exclusivement vers l'extérieur dont on attend tout. Allons plus loin, à l'origine le besoin qu'on exprime provient davantage de la société telle qu'elle existe plutôt que de nous-même, en dehors des fonctions essentielles à notre survie, il nous est dicté de l'extérieur, on l'intériorise inconsciemment, puis on cherche à le satisfaire en se tournant vers l'extérieur tout aussi inconsciemment. De ce fait, puisque la société ne peut pas satisfaire la plupart de nos besoins ou aspirations, cet individualisme tend à se renforcer comme pour forcer le destin, on ne perçoit pas que c'est l'absence de droits collectifs garantissant l'épanouissement individuel de chacun qui fait défaut dans leur société, d'où la nécessité de la changer pour atteindre cet objectif.. Ici, c'est le rapport du particulier au général et l'inverse que l'on ne maîtrise pas ou qui nous échappe.

Chaque individu dans la société se développe sur le plan personnel et social, c'est donc sur ces deux plans qu'il faut l'aider à progresser, dans la mesure où s'ils sont bien distincts, ils sont inséparables et interagissent l'un sur l'autre et peuvent constituer des obstacles à une prise de conscience de soi et de la société. On peut évoluer intellectuellement à un moment donné de sa vie, et régresser à un autre sans s'en apercevoir, parce qu'on n'a pas conscience de soi ou qu'on ne connaît pas ses propres faiblesses ou qu'on en ignore les origines. Comment expliquer qu'un jour on porte une attention particulière à son alimentation par exemple, parce qu'on estime que cette question est importante, et qu'on finisse par s'en foutre délibérément comme si on n'avait rien appris dans le passé en la matière ? J'ai assisté à cette régression chez une personne que je connaissais très bien, et je me suis rendu compte qu'elle avait régressé indistinctement dans tous les domaines. Cela vous interpelle forcément, c'est extrêment choquant. On dit souvent qu'en politique rien n'est jamais acquis quand on évoque le niveau de conscience des masses, mais cela vaut également individuellement, cela nous guette tous si on n'y prête pas une attention de tous les instants.

Il n'y a pas pire ennemi que les généralités dans ce domaine. Il y aurait les travailleurs conscients, les militants, et les travailleurs inconscients qui ne sont pas organisés. C'est très réducteur comme représentation.

C'est une mauvaise habitude de flatter les militants parce qu'ils ont acquis un niveau de conscience sur le plan politique que n'ont pas la plupart des travailleurs, ils en deviennent hautains ou développent un complexe de supériorité qui les rendent insupportables aux autres. J'irai même plus loin, pour certains cela suffit à défier leurs dirigeants ou se croire supérieurs à eux. Rares seront les militants qui pourront prétendre utiliser la même méthode pour interpréter les faits et gestes de la vie quotidienne, ceux des autres, mais les leurs également, ils feraient mieux de s'atteler à progresser eux-mêmes au lieu de juger ou critiquer les autres auxquels finalement ils ressemblent tant sans s'en apercevoir. On apprend à se connaître soi-même à travers les autres parce qu'on n'est pas très différents les uns des autres au bout du compte.

Pour conclure, l'immense majorité de la population se laisse vivre sans trop réfléchir, les gens réfléchissent quand ils y sont contraints, sans y être préparés ou dans les pires conditions, quand il est trop tard aussi, c'est ainsi qu'il nous arrive de constater qu'ils n'ont plus le choix qu'entre la peste et le choléra et c'est terrible, car cela nous concerne également, pas seulement à titre individuel mais collectif.

Alors quand des travailleurs ou des militants essaient de réfléchir sérieusement et loyalement à une question et qu'ils ne sont pas forcément d'accord, l'objectif devait être de tout faire pour tenter de pousser cette réflexion le plus loin possible pour avancer ensemble chacun à son rythme au lieu de s'invectiver, s'insulter ou d'essayer d'écraser l'autre, de lui imposer notre point de vue.

Les désaccords et la polémique font partie de la vie, tout dépend ensuite de quelle manière ils se présentent, on la conduit, cela pour faire la transition vers la brève causerie que j'ai rédigée au brouillon hier.

Bonne continuation à toi et tes camarades.

Pourquoi je soutiens le meeting internationaliste du 1er octobre du POI ?

Parce que j'ai conscience que des syndicalistes de toute l'Europe ou presque y interviendront, et que les syndicats sont les seuls organisations de masse où la classe ouvrière est encore organisée, même faiblement.

C'est un parti ouvrier qui est à l'origine de ce meeting, dans chaque pays la classe ouvrière doit se préparer à abattre les institutions politiques, des institutions dominées par des partis politiques. Maintenant nous savons qu'il ne pourra se produire aucun changement de régime si la classe ouvrière n'a pas construit un parti qui incarne et combat pour cet objectif.

Dès lors le message est clair, il vous faut construire un parti ayant comme objectif l'abolition du capitalisme et des institutions dans chaque pays, qui deviendra la section de l'Internationale ouvrière combattant pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, en rupture avec l'Union européenne (et le FMI, la Banque mondiale, etc.), la seule alternative possible à l'UE, au capitalisme.

C'est cette dimension et cette perspective politique qu'il faut donner à ce meeting et dont les participants doivent prendre conscience, sinon ce sera un meeting de plus animé des meilleures intentions du monde mais qui n'aura servi à rien ou pas grand chose. J'appelle donc tous les militants à y participer.

Politique

1- France

1.1- S'ils le disent !

C'est une nouvelle bombe qui éclate dans la cadre de l'affaire Karachi, qui prend de plus en plus la place d'une affaire d'Etat. Le journal Le Monde a eu connaissance de conversations téléphoniques entre Brice Hortefeux, meilleur ami de Nicolas Sarkozy, et Thierry Gaubert, mis en examen en début de semaine.

Hortefeux a d'ailleurs confirmé à BFM TV avoir appelé Gaubert pour le prévenir, c'est là qu'il aurait appris que ce dernier était en garde à vue.

L'ancien ministre de l'Intérieur, proche de cet ancien conseiller à Neuilly, lui aurait fait vent du rôle joué par sa femme dans l'enquête du juge Van Ruymbeke, en violation du secret de l'instruction : "*Elle balance beaucoup apparemment Hélène*", avance Hortefeux à Gaubert le 14 septembre dernier.

"*Qu'est-ce que tu as comme infos là-dessus, toi, parce qu'elle me dit qu'elle dit rien*", lui aurait répondu Gaubert. "*Ça m'embête de te le dire par téléphone […] Il y a beaucoup de choses hein*", assurerait l'ancien ministre.

Cette discussion prouverait qu'Hortefeux a eu accès aux déclarations du procès-verbal d'Hélène de Yougoslavie, alors même

qu'elles n'avaient pas encore été ajoutées au dossier d'instruction. "*Je te raconterai, poursuit-il, mais ils ont énormément de choses […]. T'as eu Bazire, parce que visiblement il est lui dedans dans cette histoire.*"

Ca commence à chauffer autour de l'Elysée."*Si Sarko il passe pas en 2012, ils sont tous dans la merde…*", aurait ainsi déclaré la fille de Thierry Gaubert à son petit ami, dans une conversation téléphonique interceptée par les policiers, le 19 juillet 2011... (lepost.fr 23.09)

1.2- Une "***révolution de Palais***"... comme en 2012.

La gauche a remporté hier, à l'occasion des sénatoriales et pour la première fois de l'histoire de la Ve République, la majorité absolue au Sénat.

En début de soirée, le président du groupe PS à la chambre haute, Jean-Pierre Bel, a revendiqué 175 sénateurs de gauche sur un total de 348. Une majorité très courte, donc, qui ne l'a pas empêché de saluer « *un jour qui marquera l'histoire* ». Et qui sonne surtout comme un avertissement pour Nicolas Sarkozy à sept mois de la présidentielle. L'Elysée s'est contenté de « *prendre acte* » des résultats.

« *Ces résultats changent la donne institutionnelle, mais dans une certaine limite seulement,* précise Dominique Chagnollaud, spécialiste de droit constitutionnel. *Le Sénat ne dispose pas de pouvoir de blocage comme l'Assemblée nationale.* ».

Pour François Hollande, « *c'est un événement historique* », « *une révolution de Palais* ». Cette défaite de la droite « *est un traumatisme pour Nicolas Sarkozy* », selon le socialiste. Il ajoute : « *La règle d'or, Nicolas Sarkozy sait que c'est fini* ». (20minutes.fr et publicsénat.fr 25.09)

Vous aurez noté au passage que pour Hollande, une "*révolution de Palais*" serait un « *événement historique* », avec une telle définition de l'histoire pas étonnant qu'on en soit encore à la préhistoire de l'humanité. On ne comptera pas sur Hollande ou le PS pour enfin commencer à faire notre histoire consciemment, ce sera forcément sans eux.

2- Grèce.

La police anti-émeute a dispersé dimanche devant le Parlement grec à Athènes une manifestation contre les mesures d'austérité.

Deux mille manifestants s'étaient rassemblés pour dire leur refus de la rigueur et leur colère contre la classe politique: "*La crise c'est vous, nous ne paierons pas pour vous*", pouvait-on lire sur une banderole.

Parmi les récentes mesures annoncées par le gouvernement de George Papandréou, trente mille salariés de la fonction publique doivent en outre être mis en disponibilité, ce qui se traduira par une baisse de 60% de leur salaire. Ils disposent d'un an pour trouver un nouvel emploi au sein du secteur public sous peine de licenciement. (Reuters 25.09)

3- Libye

La composition d'un nouveau gouvernement transitoire en Libye pourrait être de nouveau repoussée en raison de désaccords persistants entre les membres du Conseil national de transition (CNT), a-t-on appris dimanche de source proche du CNT à Benghazi, dans l'est du pays.

La semaine dernière, Abdel Hafiz Ghoga, porte-parole du CNT, avait pourtant déclaré à Reuters qu'un nouveau gouvernement intérimaire, "*de crise et resserré*", allait être formé dans les prochains jours.

"*Il y a des désaccords sur l'attribution de certains portefeuilles et la tendance actuelle serait plutôt de prolonger le mandat du CNT, avec quelques aménagements, tout en poursuivant les discussions sur la formation d'un gouvernement intérimaire*", a déclaré dimanche un responsable du CNT qui a requis l'anonymat. (Reuters 25.09)

Social

France

1- Travail forcé.

Le gouvernement va expérimenter des contrats aidés de sept heures par semaine qui seront proposés à des allocataires du RSA, comme le préconisait un rapport rendu public le semaine dernière, a-t-on appris jeudi soir dans l'entourage de la ministre

des solidarités Roselyne Bachelot.

Mme Bachelot annoncera officiellement vendredi lors d'un déplacement en province l'expérimentation de 10 000 contrats aidés rémunérés, à expérimenter dans des départements volontaires, a-t-on indiqué, confirmant une information du Figaro.

Le gouvernement met ainsi en oeuvre la proposition faite la semaine dernière par l'ancien ministre des solidarités actives Marc-Philippe Daubresse d'imposer sept heures de travail rémunérées par semaine à certains bénéficiaires du RSA, sous peine de sanctions. En tenant compte de la baisse de leur RSA induite par la reprise d'activité, les allocataires gagneraient 130 euros de plus grâce à ce contrat.

M. Daubresse proposait une expérimentation de 10 000 contrats, pour un coût de 28 millions d'euros avec un objectif à terme de 150 000 contrats aidés, pour 420 millions d'euros à la charge de l'Etat. (lemonde.fr 23.09)

130 euros divisés par 30 heures = 4,26 euro de l'heure. Sur la base de 35h par semaine, cela donnerait un salaire d'environ 600 euros par mois, soit 400 euros d'euros net par mois en moins que le Smic. Esclavagistes ? Mais non, mais non, vous exagérez...

2- Suppression d'emplois chez PSA en perspective.

PSA Peugeot Citroën pourrait réduire de jusqu'à 10% ses effectifs en France en supprimant des postes d'intérimaires face au ralentissement attendu du marché automobile européen, écrivent vendredi Les Echos et La Tribune, citant des sources syndicales au lendemain d'une réunion entre la direction du groupe et ses syndicats.

PSA employait fin juin dans sa branche automobile 81.240 personnes, auxquelles il faut ajouter environ 10% d'intérimaires.

"*Sur le plan de l'effectif, nous avons un volant intérim qui représente 10% de l'effectif en France, plus des entreprises sous-traitantes en grand nombre, on a là des éléments de flexibilité, plus l'accord de mobilité, donc nous nous trouvons dans une situation qui n'est pas comparable à celle de 2008*", a déclaré Philippe Varin au cours d'une conférence de presse à Francfort. (Reuters 23.09)

Economie

Grèce

1- Le scénario d'un défaut de la Grèce sur sa dette publique ne peut plus être écarté, estime Klaas Knot, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), d'après des propos rapportés vendredi par la presse néerlandaise.

Klaas Knot est le premier banquier central de la zone euro à admettre qu'un tel scénario, longtemps écarté par les dirigeants européens, était actuellement à l'étude.

"*C'est l'un des scénarios*", a-t-il dit au quotidien néerlandais Het Financieele Dagblad.

"*J'ai longtemps été convaincu que la faillite n'était pas incontournable. Mais les nouvelles d'Athènes, parfois, ne sont pas encourageantes.*"

Le banquier central a estimé que ses partenaires européens travaillaient dur pour aider la Grèce mais que cette dernière ne semblait pas consciente de la gravité de la situation.

"*Tous les efforts visent à prévenir cela, mais je suis désormais moins certain d'exclure une faillite qu'il y a encore quelques mois*", a-t-il dit, se demandant "*si les Grecs se rendent compte de la gravité de la situation.*"

Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn a déclaré jeudi que les dirigeants européens ne laisseraient pas se produire un défaut incontrôlé ou une sortie de la Grèce de la zone euro, mais il n'a pas explicitement exclu le scénario d'un défaut de la Grèce. (Reuters 23.09)

2- L'agence Moody's Investors Services a abaissé vendredi de deux crans la note de huit banques grecques en raison de leur exposition aux obligations d'Etat grecques et de la détérioration de la situation économique dans le pays.

Moody's justifie notamment sa décision par "*l'impact attendu de la détérioration de l'environnement économique intérieur sur des prêts non performants*" et des "*positions de liquidités encore fragiles*". L'agence de notation estime également que les perspectives pour la note des huit banques sont négatives.

En revanche, la justice grecque a jugé illégale une grève de 24 heures des contrôleurs aériens annoncée pour dimanche, et les vols seront ainsi assurés normalement ce week-end. Un appel à la grève générale dans tout le pays a été lancé pour le 19 octobre. (AP 23.09)

3- La décote que les investisseurs privés ont accepté de passer sur les titres de dette souveraine grecs dans le cadre du deuxième plan de sauvetage de la Grèce pourrait être supérieure aux 21% retenus lors de la définition des grandes lignes de ce plan le 21 juillet, a estimé vendredi Deutsche Bank.

La première banque allemande a déclaré que cette décote ("haircut") serait de l'ordre de 25% ou plus.

L'accord de juillet était basé sur un rendement des obligations d'Etat grecques de 9%, mais aujourd'hui aucun titre de dette grec ne se traite à un rendement inférieur à 13,75%, a souligné Deutsche Bank.

A la suite de cet accord, bon nombre de banques européennes ont passé une dépréciation de 21% sur leurs actifs souverains grecs dans les comptes du deuxième trimestre.

Or les termes de l'engagement privé dans le deuxième plan de sauvetage de la Grèce doivent encore être complétés. (Reuters 23.09)

Haut de page

Le 28 septembre

Je n'ai pas le temps de causer.

Politique

1-France

1.1- Entre voyous.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé a admis lundi s'être fait financer des vacances par l'homme d'affaires Ziad Takieddine, intermédiaire dans des contrats d'armement et poursuivi dans l'enquête sur une présumée corruption lors de la présidentielle de 1995.

Selon des procès-verbaux d'audition de police publiés par le site Mediapart, l'ex-femme de Ziad Takieddine a déclaré aux policiers que Jean-François Copé s'était fait financer par le milliardaire au début des années 2000, quand il était membre du gouvernement, des séjours avec sa famille et des frais à Antibes, à Londres, au Liban et à Venise.(20minutes.fr 26.09)

1.2- L'OIT au service de "***normes sociales minimales***".

Nicolas Sarkozy a plaidé lundi pour la mise en place d'une régulation sociale au niveau mondial, qu'il juge aussi nécessaire que la régulation financière ou économique dans la lutte contre la crise.

Le président français, qui recevait les ministres du Travail du G20 réunis à Paris, a pressé en outre tous les pays membres de ce forum de ratifier les conventions de l'Organisation internationale du travail sur des normes sociales minimales.

"*Les inégalités qui se creusent, c'est pas davantage de croissance, c'est davantage d'instabilité : la France en tire la conclusion qu'à la régulation financière, à la régulation économique, il faut ajouter la régulation sociale*", a-t-il dit.

"*Et face à une crise qui a ébranlé nos sociétés, nous ne pouvons plus nous contenter simplement d'afficher nos bonnes intentions, nous devons passer à l'action sur le sujet, car si nous ne le faisons pas, la réponse sera le protectionnisme, la décroissance et la régression de la qualité de la vie.*" (Reuters 26.09)

C'est en bonne voie... pour la régression sociale généralisée seulement !

1.3- En famille.

Jean-Vincent Placé, élu dimanche sénateur Europe Ecologie-Les Verts de l'Essonne, a souhaité lundi 26 septembre que la présidence de la commission des finances du Sénat soit confiée à la droite après le basculement à gauche du palais du Luxembourg.

Sur Public Sénat, M. Placé a proposé '*que la présidence de la commission des finances revienne à l'opposition*', c'est-à-dire à la droite. Les écologistes veulent appliquer le même principe au Sénat qu'à l'Assemblée, où la présidence de la commission des Finances a été confiée à Jérôme Cahuzac (PS). (lemonde.fr 26.09)

2-Grèce

2.1-Les députés grecs ont approuvé mardi une nouvelle taxe immobilière très impopulaire qu'Athènes juge essentielle à la réussite du nouveau plan d'austérité, alors que des heurts opposaient des manifestants aux forces de l'ordre devant le parlement.

Il s'agissait d'un test important de la capacité du gouvernement de George Papandréou à rassembler la majorité pour faire adopter le nouveau dispositif destiné à convaincre le FMI et l'Union européenne de débloquer une nouvelle tranche d'aide de huit milliards d'euros, dont le versement est attendu en octobre.

Les 154 élus du Parti socialiste (Pasok) se sont prononcés pour la nouvelle taxe immobilière. La Chambre des députés compte 300 sièges.

A l'extérieur, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser un millier de manifestants.

"*Les décisions du 21 juillet sont comme une bible institutionnelle pour nous. Elles constituent le cadre dans lequel nous évoluons*", avait auparavant déclaré le ministre des Finances, Evangelos Venizelos, évoquant les engagements pris par son gouvernement dans le cadre du second plan d'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne.

Les salariés des transports publics ont débrayé mardi dans la capitale pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité. Une grève de 48 heures a par ailleurs débuté au ministère des Finances et d'autres mouvements doivent avoir lieu mercredi.

Dans la journée, éboueurs et autres employés municipaux avaient défilé place Syntagma, devant le parlement. A l'autre extrémité du parvis, la police tentait de tenir une centaine de manifestants à distance du ministère des finances.

Les adversaires du plan d'austérité, que les forces de l'ordre ont dispersé dimanche à coups de grenades lacrymogènes - une première depuis la trêve estivale - ont promis d'intensifier leur mouvement. (Reuters 27.09)

2.2-Les députés grecs ont approuvé mardi la création d'une nouvelle taxe sur la propriété, dans le cadre des mesures d'austérité décidées par le gouvernement face à la crise de la dette du pays.

Ce nouvel impôt sera prélevé par le biais des factures d'électricité, afin de faciliter la tâche de collecte des services fiscaux. Les Grecs qui refuseront de la payer verront leur électricité coupée.

S'exprimant avant le vote, le ministre grec des Finances, Evangélos Vénizélos, a reconnu que la taxe sur la propriété serait difficile pour certaines couches de la population, tout en estimant que le gouvernement n'avait pas le choix. "*Il y aura clairement des catégories de la population qui ne pourront pas payer cette charge sur le logement, et c'est une situation qui sera résolue*", a-t-il déclaré. "*Mais le plus important est que nous atteignions les objectifs sur lesquels nous nous sommes entendus pour 2011 et 2012*".

A Berlin, Georges Papandréou a pour sa part de nouveau assuré que son pays remplirait les conditions fixées par ses créanciers. "*Je peux garantir que la Grèce honorera tous ses engagements*", a-t-il déclaré devant des industriels allemands, avant de rencontrer Angela Merkel. (AP 27.09)

Social

France

1- Chômage en hausse, le ministre du Travail y voit une "***évolution positive***" !

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A (sans aucune activité) a reculé de 0,1% en août, selon les chiffres diffusés lundi soir par la gouvernement. Mais en comptant les personnes exerçant une "activité réduite" et tenues de "faire des actes positifs de recherche d'emploi" (catégorie B et C), le nombre de chômeurs est en hausse de 0,5%, soit 20.200 de plus par rapport à juillet.

Dans un communiqué, le ministre du Travail Xavier Bertrand parle d'une "*évolution positive (...) obtenue sur le front de l'emploi malgré un net ralentissement de la croissance depuis plusieurs mois*". (AP 26.09)

2- Malaise grandissant au travail.

Près d'un salarié français sur trois pense «*sérieusement*» à quitter son entreprise. C'est le résultat d'une étude menée par le cabinet de conseil en ressources humaines Mercer. Les 2.000 personnes interrogées en France on montré beaucoup plus d'envies de départ que celles interrogées en 2007, où moins de 20% des sondés songeaient au départ.

Par ailleurs, une personne sur deux avancent ressentir «un fort attachement à leur entreprise», soit 11% de moins qu'en 2007. La chute de la satisfaction au travail explique en partie ce phénomène, selon l'enquête, le taux de salariés se déclarant «satisfaits« passant de 72 à 57% entre 2007 et 2011.

Pourtant, la motivation des salariés n'a pas varié: 53% d'entre eux sont «tout à fait prêts à aller au-delà des exigences de leur fonction pour aider leur entreprise à réussir» et 56% continuent de «recommander vivement les produits ou services de l'entreprise à leurs amis ou leurs proches», des résultats identiques à ceux de 2007.

Depuis la crise, les salariés estiment en outre que leur entreprise est plus efficiente ou mieux gérée et 57% disent croire à sa réussite future. Mais cet optimisme ne vaut pas pour leur situation personnelle, seuls 53% estimant que le «niveau de sécurité de l'emploi dans leur entreprise est aussi bon que celui des entreprises de leur secteur». Cette enquête a été réalisée au cours des six derniers mois en France auprès de 2.000 salariés, interrogés en ligne à leur domicile. (20minutes.fr 26.09)

3- Manifestation du personnel de l'Education nationale.

Plus de 165.000 manifestants ont défilé mardi en France, dont 45.000 à Paris, pour dénoncer la politique éducative du gouvernement et les suppressions de postes d'enseignants, selon les chiffres communiqués pa la FSU.

Les chiffres de la police n'étaient pas disponibles dans l'immédiat, que ce soit pour Paris ou l'ensemble de la France.

La Fédération syndicale unitaire (FSU, première fédération de l'Education nationale) faisait état en milieu d'après-midi de "plus de 120.000 manifestants en province sur 72 départements", auxquels le syndicat ajoutait "45.000 manifestants à Paris".

Les fédérations de l'enseignement public FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education, FERC-CGT, et Sud, ainsi que les syndicats CGT, CFDT, CFTC, CGC et SPELC de l'enseignement privé sous contrat avaient appelé à cette journée nationale de grève et de manifestations.

Selon le syndicat du privé Snpefp-CGT, l'académie de Nantes, première du pays pour le privé, connaît «35% à 40% de grévistes» avec plusieurs écoles entièrement fermées, ce qui est «*inédit*».Et en Bretagne, «*au moins 14 écoles primaires*» privées n'assurent aucun cours, «*c'est du complètement nouveau, sans précédent*», selon François Le Pennec, de la Fep-CFDT en Ille-et-Vilaine. Dans le Nord-Pas-de-Calais, un «*élan massif*» a été constaté dans le privé et le taux de grévistes dépasse les 50% dans plusieurs établissements à Lille, Valenciennes, Armentières et Tourcoing, affirme la CFDT. (AP et lefigaro.fr 27.09)

4- LyondellBasell. Occupation d'usine.

La compagnie pétrochimique américaine LyondellBasell, qui n'a pas trouvé de repreneur pour sa raffinerie située à Berre (Bouches-du-Rhône), envisage désormais la "*fermeture*" du site, a-t-elle annoncé, mardi 27 septembre, dans un communiqué.

"*Malgré les efforts des salariés et de la direction, la raffinerie continue de subir de lourdes pertes et ne parvient pas à devenir rentable, a expliqué Jean Gadbois, directeur général du site de Berre, cité dans le communiqué. Sans réelle perspective de rachat, nous avons donc l'intention d'engager une procédure de consultation sur un projet de fermeture de la raffinerie.*" Selon la direction, "*trois cent soixante-dix emplois seraient concernés*".

L'intersyndicale (CGT, CFDT, CFE-CGC, FO, CFTC) a appelé à une grève "*forte*" avec un blocage de l'ensemble du site pétrochimique. Lors de l'assemblée générale, qui s'est tenue à 12 heures, les salariés ont voté une "*grève dure*" d'au moins quarante-huit heures. Plusieurs centaines de salariés ont voté à une écrasante majorité la grève, renouvelable toutes les vingt-quatre heures, avec blocage de l'ensemble des dépôts et arrêt progressif de toutes les unités. Les salariés ont également décidé que tous les portails d'accès au site seraient "*fermés et cadenassés*".

"*Cet outil, c'est le nôtre, on va à partir d'aujourd'hui se l'approprier*", a expliqué Patrick Sciurca, représentant de l'intersyndicale. Il a estimé que les unités pourraient être arrêtées "*dès cet après-midi*". "*On préconise d'élargir le périmètre de la vente au-delà de la raffinerie et de trouver un repreneur pour la raffinerie et la partie en aval*", a-t-il ajouté, dénonçant "*l'absence de schéma sur*

l'avenir industriel de l'ensemble du site".

Aucune offre de reprise n'ayant été faite à LyondellBasell, "*la Compagnie pétrochimique de Berre SAS (CPB), qui exploite la raffinerie, va mettre en œuvre, conformément à la réglementation française, une procédure d'information et de consultation des représentants du personnel sur un projet de fermeture de la raffinerie*", précise le communiqué. Cette procédure devrait débuter en octobre.

En mai, le groupe texan LyondellBasell avait annoncé qu'il mettait en vente la raffinerie de Berre en raison de ses résultats, "*inférieurs aux projections économiques faites à l'époque de l'acquisition*", en 2008, à Shell. Un porte-parole de la direction expliquait que "*l'ampleur des pertes générées par la raffinerie n'était plus soutenable*", précisant qu'il n'y avait "*pas de délai prédéfini*" au processus de mise en vente.

Le site LyondellBasell de Berre-L'Etang, qui a une capacité de 105 000 barils par jour, est l'une des quatre raffineries [avec celles de Lavéra, Fos-sur-Mer et Chateauneuf-les-Martigues] situées sur le pourtour de l'étang de Berre. Le site comprend une raffinerie qui emploie trois cent cinquante personnes, adossée à un complexe pétrochimique pour un total de onze cent quatre-vingts salariés, a précisé Georges Raillon, le secrétaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Cette possible fermeture illustre le problème des surcapacités dans l'Hexagone et en Europe, elle serait la troisième en dix-huit mois, après les sites de Total à Dunkerque (Nord) et du suisse Petroplus à Reichstett (Bas-Rhin).

Les groupes pétroliers cherchent de plus en plus à réduire leur présence en Europe, où la demande de pétrole est en baisse et la rentabilité faible. La France métropolitaine, qui comptait vingt-trois raffineries à la fin des années 1970, n'en recense plus que onze encore en activité aujourd'hui. (lemonde.fr 27.09)

5- Lafarge. Mouvement social contre la fermeture d'une usine.

Pour sauver leurs emplois, douze salariés de l'usine Lafarge de Frangey, dans l'Yonne, ont choisi l'arme de la faim. Ils entament ce mardi leur huitième jour consécutif sans s'alimenter. Leur campement de cinq tentes, dans lesquelles ils ont placé des lits de camps, est placé juste sous les fenêtres de la direction de l'activité cimenterie du groupe, à Saint-Cloud dans les Hauts-de-Seine.

Par cette action forte, ces salariés, joints par le maire de la commune de l'Yonne, espèrent pousser Lafarge à revenir sur sa décision, annoncée fin mai, de fermer leur usine. Le site de Frangey, vieux de plus de 80 ans et qui emploie 74 salariés, doit progressivement fermer ses portes l'an prochain pour une fermeture définitive en avril 2013. Lafarge justifie sa décision par «un marché local qui se réduit, une surcapacité de 40% et une incapacité du site à produire le ciment qui répond aux nouvelles normes environnementales».

La CGT, syndicat majoritaire dans l'usine, balaye ces arguments. «*L'activité est viable et rentable. Et si l'activité des fours est basse, c'est parce que les clients traditionnels sont livrés par d'autres sites comme celui du Havre. Et quand on demande à Lafarge pourquoi ils préfèrent que des camions fassent 500 kilomètres pour livrer, ils ne s'expliquent pas*», s'insurge Sylvain Moreno, responsable syndical, qui croit savoir que cela fait partie de «*la stratégie des gros*». Faux, répond une porte-parole du cimentier: «*Il n'y a jamais eu d'entente entre Lafarge et ses concurrents*».

Alors que la situation s'envenime, Lafarge insiste sur le fait que cette fermeture se fera sans licenciement. Le groupe «a prévu 100% de reclassement avec une offre d'emploi sur un site de Lafarge Ciment en France», souligne une porte-parole. Parmi les autres mesures d'accompagnement figurent une prise en charge des frais de déménagement, le paiement du nouveau loyer pendant 15 ans, ou encore l'accompagnement du conjoint dans la recherche d'un nouvel emploi. «Nous souhaitons une transition souple car nous comprenons l'émotion et l'inquiétude des salariés», affirme-t-elle. «*Si l'objectif de Lafarge, société du CAC 40, est de fermer pour reclasser, l'activité industrielle en France est tombée bien bas*», commente pour sa part Sylvain Moreno.

En attendant à Saint-Cloud, Lafarge affirme être en contact «permanent» avec les salariés grévistes qui ont bénéficié d'un «*accompagnement médical, psychologique et technique*» de la part du groupe. Lafarge, qui ne souhaite pas que ce mouvement s'éternise, veut «*trouver une solution rapide*». Mais le terrain d'entente semble difficile à trouver puisque le cimentier n'entend pas revenir sur sa décision alors que les grévistes appellent au maintien pur et simple de l'activité sur le site. «*Je ne sais pas combien de temps cela peut durer, confie Sylvain Moreno. Mais je sais que les salariés sont déterminés à aller jusqu'au bout. Nous sommes prêts pour notre part à lancer une procédure judiciaire contre le groupe pour prouver qu'il y a un défaut de motif économique*», explique le syndicaliste.

«*Ce qui est gênant c'est que ça fait 74 emplois en moins dans le bassin du tonnerrois qui est déjà assez sinistré. Depuis 2003, 1100 emplois ont déjà été supprimés ici*», déplore Maurice Godard, représentant de l'union locale CGT de Tonnerre (Yonne).

Un comité central extraordinaire (CCE), durant lequel la situation de Frangey sera évoquée, est prévu ce jeudi . «*Il y en aura d'autres. Nous voulons continuer le processus de dialogue*», souligne-t-on chez Lafarge. «*Il n'y a pas de dialogue social,* tranche Sylvain Moreno, qui affirme que la direction prévoit de délocaliser le rendez-vous pour qu'il n'ait pas lieu à Saint-Cloud, «*ce qui aura pour conséquence de jeter de l'huile sur le feu*», prévient-il.

Le mouvement ne semble pas encore avoir la résonance souhaitée au sein même de l'entreprise. Un appel à cesser le travail avait été lancé lundi sur les autres sites mais il n'a été que peu suivi, poussant la CGT à regretter «*ce peu d'humanité*» de la part des autres employés du groupe. (lefigaro.fr 27.09)

Bolivie

Après une vague de protestation inédite et violemment réprimée contre un projet routier, le gouvernement bolivien a dû faire marche arrière et suspendre, lundi soir 26 septembre, le chantier. La vigoureuse opposition à ce projet est d'autant plus embarrassante qu'elle émane essentiellement de communautés indiennes, qui constituent la base électorale du président Evo Morales. En 2006, elles ont largement contribué à porter au pouvoir ce syndicaliste de l'ethnie aymara. Mercredi, le principal syndicat bolivien a appelé à une grève générale.

Une partie de la population bolivienne s'oppose au projet d'autoroute devant relier les départements de Beni et de Cochabamba, de San Ignacio de Moxos à Villa Tunari. Cet axe de 300 km devait être achevé en 2014. Il transite par une réserve écologique de 1 million d'hectares, le parc national Isiboro Secure (aussi appelé Tipnis), où vivent 15 000 Indiens amazoniens. L'infrastructure, qui doit être construite par la firme brésilienne OAS et dont le coût de 305 millions d'euros sera pris en charge par le Brésil, est censée désenclaver les deux provinces rurales. Le gouvernement de La Paz le présente comme un enjeu économique essentiel pour le pays, l'un des plus pauvres d'Amérique latine.

Mais cette route couperait en deux la réserve Tipnis, terre ancestrale des ethnies Chiman, Mojeño et Yuracaré. Les populations locales devront être déplacées si le projet était mis en œuvre. De plus, les habitants accusent Morales de profiter de ce chantier pour confier de nouvelles terres aux cultivateurs de coca, une force syndicale et politique qui reste à ce jour son principal soutien politique.

Une marche de protestation a donc été organisée le 15 août pour parcourir les 600 kilomètres qui séparent Trinidad de La Paz. Mais depuis dix jours, 1 700 manifestants étaient bloqués à mi-chemin à Yucumo, à la fois par des producteurs de coca favorables au gouvernement et par les forces de l'ordre, comme le raconte le quotidien argentin Pagina/12.

L'opposition au projet routier s'est enflammée après la brutale dispersion, dimanche 25 septembre, des manifestants de Yucumo. Les chaînes de télévision ont montré l'arrestation musclée d'hommes, de femmes et d'enfants – un bébé de 2 mois a même été provisoirement détenu, rapporte El Pais. Certains ont eu leurs mains attachées avec du ruban adhésif, leur bouche bâillonnée, et se sont vus pousser à coups de matraques et de gaz lacrymogènes dans les bus de la police.

Le journal brésilien Folha de Sao Paulo rapporte les propos du général Oscar Muñoz, qui a justifié l'opération en arguant que ses agents avaient été menacés par des Indiens armés. Mais le défenseur du peuple Rolando Villena (équivalent bolivien du médiateur de la République) a, lui, assuré que les protestataires étaient en train de déjeuner lors de l'intervention. Le ministère de l'intérieur a avancé un autre élément de justification : il s'agissait d'empêcher un affrontement entre les marcheurs et les producteurs de coca pro-gouvernementaux, qui étaient résolus à leur barrer la route.

Intervenant lundi soir, Evo Morales a qualifié ces incidents d'"*impardonnables*" et annoncé la création d'une commission d'enquête. Dans la foulée, le président a indiqué que le projet de route était suspendu et que son avenir dépendrait de la tenue d'un référendum régional. Evo Morales n'a toutefois fourni aucun calendrier.

La ministre de la défense, Cecilia Chacon, a quant à elle présenté sa démission. "*Je ne partage pas la décision d'intervention contre la marche et je ne peux la justifier dans la mesure où d'autres solutions existaient*", a écrit Mme Chacon, dans une lettre adressée au président.

L'affrontement avec les marcheurs de Tipnis prive le président d'une partie de sa base politique. Le quotidien La Prensa évoque dans un éditorial la "*perte de légitimité et de crédibilité sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir de son parti*". Evo Morales est contesté jusque dans son camp. Après la démission de Cecilia Chacon, les regards se tournent vers le ministre de l'intérieur, Sacha Llorenti, dont le départ est réclamé dans les cortèges. Mercredi, l'affrontement prendra une tournure sociale puisque la principale centrale syndicale, la COB, a appelé à une grève générale en soutien aux marcheurs. (lemonde.fr 27.09)

Arabie Saoudite

Une Saoudienne a été condamnée à dix coups de fouet pour avoir conduit une voiture, a annoncé mardi Amnesty International, deux jours après une concession du roi Abdallah, qui a accordé le droit de vote aux femmes pour les élections municipales.

Aux termes de la loi islamique en vigueur en Arabie saoudite, une femme doit obtenir la permission d'un homme de son entourage pour travailler, voyager à l'étranger ou subir certaines interventions chirurgicales.

Il n'y a pas à proprement parler de loi interdisant aux femmes de conduire mais, dans les faits, elles ne peuvent pas obtenir le permis. (Reuters 27.09)

En voilà un régime démocratique, progressiste soutenu par les va-t-en-guerre en Libye, pétrole oblige !

Economie

1- France

1.1- Selon Les Echos, la banque Dexia, dans la tourmente depuis 2008 et la crise des subprimes, envisagerait la vente de 20 milliards d'euros d'actifs toxiques sur les 120 qu'elle possède encore. "*Les banques ont du mal à emprunter sur le marché interbancaire, notamment Dexia qui ne peut pas se refinancer. Donc la banque franco-belge est obligée de vendre pour continuer à exister*", explique Philippe Herlin, chercheur en finance auprès du Conservatoire national des arts et métiers. En clair, l'établissement franco-belge doit amasser rapidement des liquidités pour éloigner la menace d'une faillite et continuer d'assurer son fonctionnement.

Reste à voir comment Dexia réussira à écouler ces actifs. "*Ils vont sûrement essayer de vendre des produits qui ne sont pas très stratégiques et qui sont susceptibles de drainer du cash, estime Philippe Herlin, mais vu le contexte de récession, ces actifs ne peuvent que perdre de la valeur.*" "*Ces actifs pourris datent de la crise de 2008. Les banques et les Etats pensaient pouvoir s'en débarrasser les années suivantes avec le retour de la croissance*", explique Hervé Alexandre, professeur à l'université Paris-Dauphine.

Dans cette situation, selon les deux économistes, seuls les fonds spéculatifs, chinois ou qatariens, sans aucun problème de liquidités, sont susceptibles d'acheter de tels produits, dont il est difficile de définir la valeur réelle.

"*C'est une annonce qui sert à gagner du temps, s'avance Philippe Herlin. Une façon de dire que Dexia peut s'en sortir tout seul.*" Sans l'aide des Etats belge, luxembourgeois et français, qui l'ont déjà sauvé de la faillite en 2008.

Or une information, dévoilée par Le Figaro, laisse penser qu'un autre scénario pourrait se dessiner. Dexia, la Banque postale et la Caisse des dépôts réfléchiraient à la création d'une banque publique dédiée au financement des collectivités locales. Une telle solution permettrait à Dexia de se délester de ses 80 milliards d'euros de crédits aux collectivités locales, dont on sait qu'ils sont en partie toxiques, et de revenir à son activité historique : la banque de détail. Benoît Gausseron n'infirme ni ne confirme ces informations, se contentant d'un laconique : "*Pas de commentaire.*" Quant à Pierre Mariani, président du comité de direction de la banque Dexia, il a assuré au quotidien belge L'Echo qu'"*il n'y a aucun projet sur la table visant à scinder Dexia et il n'y a aucun projet de modification de l'actionnariat du groupe*".

L'hypothèse d'un tel montage soulève pourtant déjà des inquiétudes. Pour Philippe Herlin, il s'agirait ni plus ni moins d'un "*Crédit lyonnais bis*". "*On voit le manège : le contribuable prend à sa charge les pertes, et la banque repart sur de nouvelles bases !*", écrit-il sur son blog. Hervé Alexandre est plus mesuré et attend de voir. Selon lui, créer une banque et récupérer ses actifs pourris obligerait l'Etat français, déjà endetté, à s'endetter encore plus. "*Le serpent se mordrait la queue*", résume-t-il.

Vraies ou pas, ces annonces ont réjoui les investisseurs. Lundi, le cours de l'action grimpait de près de 5 % à la clôture de la Bourse de Bruxelles. Une hausse impressionnante qui ne doit pas cacher le fait qu'une action Dexia coûte moins de 1,5 euro. Soit vingt fois moins qu'il y a cinq ans. (lemonde.fr 26.09)

2- Le gouvernement va créer pour 2012 une taxe exceptionnelle pour les industriels soumis aux quotas de dioxyde de carbone (CO2), écrit mardi Le Figaro sur son site internet.

Cette taxe sera assise sur leur chiffre d'affaires hors taxe, à un taux variant entre 0,08% et 0,12%, et elle devrait rapporter près de 250 millions d'euros, dit le quotidien.

Les électriciens (essentiellement EDF) en payeront le tiers, précise Le Figaro. (Reuters 27.09)

2- Libye

Le géant pétrolier italien Eni a annoncé lundi avoir repris ses activités en Libye après des mois d'interruption dus à la guerre entre pro et anti-Kadhafi. Le groupe pétrolier français Total a également déclaré lundi avoir redémarré sa production dans le pays.

Eni a repris ses activités sur 15 puits du champ pétrolifère d'Abu-Attifel, à 300 km au sud de Benghazi (est), via la société Mellitah Oil & Gas, partenariat entre Eni et la compagnie nationale libyenne National Oil. Le groupe italien précise produire quelque 31.900 barils de pétrole par jour.

De son côté, le groupe français Total a déclaré lundi à l'Associated Press avoir repris la production vendredi sur le gisement offshore d'Al Jurf, près de la frontière tunisienne, en partenariat avec la compagnie pétrolière nationale libyenne et la société allemande Wintershall. La production sur le site devrait monter en puissance pour atteindre à terme les 40.000 barils par jour, selon Florent Segura, porte-parole de Total.

Les nouvelles autorités libyennes ont assuré qu'elles honoreraient les contrats passés sous le régime de Kadhafi.

La Libye, assise sur les premières réserves de pétrole conventionnel d'Afrique, pourrait, selon les experts, mettre au moins un an avant de retrouver son niveau de production d'avant le conflit, qui s'établissait à 1,6 million de barils par jour. Les exportations de pétrole et de gaz ont rapporté au pays 40 milliards de dollars l'an dernier. (AP 26.09)

3- Biélorussie

L'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé lundi avoir abaissé d'un cran, à B- contre B, la note souveraine de la Biélorussie, s'inquiétant un peu plus des risques de défaut de cette ex-république soviétique confrontée à une grave crise économique.

La note de la Biélorussie se trouve désormais à un cran du statut d'émetteur de qualité médiocre présentant un vrai risque de non-remboursement, et non loin de celle des émetteurs en défaut de paiement (D).

L'agence se dit inquiète de "*la dépendance actuelle de la Biélorussie aux financements extérieurs due aux importants déficits des comptes courants et au niveau très faible des réserves disponibles*". "*Nous restons très dubitatifs sur la capacité de la Biélorussie à assurer de tels financements et nous pensons que le gouvernement a fait peu d'efforts*" pour remédier à cette situation, ajoute-t-elle.

La Biélorussie qui est dirigé par l'autoritaire président Alexandre Loukachenko, est confronté à un déficit commercial abyssal, à une pénurie de devises et à une inflation galopante. (libération.fr 26.09)

Haut de page

Le 29 septembre

Union nationale autour des institutions de la Ve République.

A entendre ou lire tous les commentateurs, la perte par l'UMP et ses alliés de la majorité au Sénat serait un évènement extraordinaire. Dès qu'ils évoquent les conséquences sur le fonctionnement des institutions ou la situation politique, là ils se font déjà moins loquaces, il n'y a que Hollande qui a lâché qu'il s'agissait uniquement d'une "*révolution de palais*", entendez par là qui ne changera absolument rien, avant comme après 2012.

Il s'agissait d'un événement d'une portée si considérable que le POI s'est fendu d'un communiqué pour marquer l'occasion.

Point pour évoquer la "*règle d'or*" et l'impossibilité dans laquelle se trouve dorénavant Sarkozy de réunir une majorité s'il convoquait le Parlement (Assemblée nationale et Sénat) en congrès pour la faire adopter, notons au passage que les dirigeants du POI avaient une fois de plus fait preuve d'une grande perspicacité en engageant une bataille sur cette question... bataille qu'ils ont discrètement abandonné (ou recadrée, réorientée) en cours de route, mais pour saluer "*l'ampleur du rejet, lors des élections sénatoriales du 25 septembre, (qui) dépasse tous les pronostics*" (Informations ouvrières n°168).

Question : si ce rejet a vraiment été d'une telle "*ampleur*", alors pourquoi les résultats de ce scrutin ne figurent-ils pas dans *Informations ouvrières*, pourquoi n'y figurent-ils aucun élément permettant de comparer la composition du Sénat avant et après cette élection en nombre de sièges, afin que chacun puisse se faire sa propre idée sur un événement soit-disant d'une telle importance ?

En réalité seulement 6 sièges séparent ce qu'on appelle la doite et la gauche, "*177 sénateurs répertoriés à gauche ou au centre-gauche, contre 171 à droite ou au centre-droit.*" (http://www.gouvernement.fr/gouvernement/les-resultats-des-elections-senatoriales) et en terme de pourcentage ce "*choc*" (Informations ouvrières) se traduit par 49,1 % des sièges pour l'UMP et ses alliés et 50,9 % pour le PS et ses satellites (http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_s%C3%A9natoriales_fran%C3%A7aises_de_2011), donc la différence entre les deux "camps" est de 1,8% en faveur de l'opposition parlementaire.

Et ils en font tout un plat ! C'est scandaleux la manière dont cet événement est traité.

C'est comme lors d'autres élections, lorsque un candidat ou une liste dépasse les 50%, même de 0,1% il y en a pour crier victoire, et lorsque cette différence atteint des sommets, 5% tout au plus, c'est l'hystérie !

En réalité, chacun analyse les résultats d'une élection notamment en fonction de la ligne politique qu'il défend pour la justifier, qui n'a le plus souvent peu ou pas de rapport avec l'état d'esprit des travailleurs, celle qu'ils en font en fonction de leurs intérêts ou préoccupations.

C'est si vrai hélas, que "*selon un sondage TNS-Sofres pour la matinale de Canal+ mercredi, élus et dirigeants politiques seraient d'une manière générale "plutôt corrompus" pour 72% des Français. Et seulement 19% d'entre eux trouvent les politiques "plutôt honnêtes"*. (20minutes.fr 28.09) Autrement dit, l'immense majorité des travailleurs n'attendent rien des élections et se foutent pas mal du résultats des sénatoriales du 25 septembre, et ils ont raison puisqu'elles ne changeront absolument rien.

« *Ces résultats changent la donne institutionnelle, mais dans une certaine limite seulement,* précise Dominique Chagnollaud, spécialiste de droit constitutionnel. *Le Sénat ne dispose pas de pouvoir de blocage comme l'Assemblée nationale.* » (20minutes.fr 26.09)

Finalement, il n'y a que les appareils des partis qu'elles intéressent.

Ils auraient voulu légitimer l'existence du Sénat, qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement signalons-le au passage, y compris de la part de ceux qui pronent son abolition, les mêmes qui expliquaient hier encore que le Sénat était une institution antidémocratique parce que ses représentants n'étaient pas élus au suffrage universel (direct), portent dorénavant au pinacle ceux qui l'ont élu, ils ne sont décidément plus à une contradiction près ! Le pire, c'est quand leurs militants n'y trouvent rien à y redire...

Haut de page

Le 30 septembre

Les infos en bref seront actualisées demain ou dimanche.

Les résultats des sénatoriales ont fait l'objet d'une formidable manipulation à laquelle chacun s'est prêtée volontiers en fonction de ses propres intérêts. Du côté du POI, ils se prépareraient à annoncer leur participation à l'élection présidentielle qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement. Peu importe.

Ces braves élus, dont le vote était obligatoire selon la loi en vigueur, ont reporté pour certains leurs votes de la droite vers la "gauche", selon l'illusion savemment entretenue que le programme du PS serait différent sur le fond de celui de l'UMP dicté par les marchés financiers. Voilà ce que cautionne au passage le POI.

"Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie, qui est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle. " (Il faut étudier Octobre, Trotsky, 1924)

Les lecteurs d'*Informations ouvrières* se souviennent sans doute encore de la page qu'avait généreusement réservée ce journal à la première actionnaire et présidente du conseil de surveillance de Publicis, la grande bourgeoise, philosophe et écrivaine Elisabeth Badinter.

Dans un entretien accordé au journal *Le Monde des religions* paru le 28 septembre, elle a affirmé qu'"*en dehors de Marine Le Pen, plus personne ne défend la laïcité*" en France (lemonde.fr 29.09), faisant fi de la Libre Pensée dans laquelle le POI est fortement impliqué. Quelle ingrate ! Passant sur le fait que la conception de la laïcité de madame Le Pen allie antisémitisme et islamophobie, ce qui ne dérange apparemment pas madame Badinter. Ce jour-là aussi, le POI avait fait preuve d'une grande perspicacité !

Que dire de la publicité glissée à la page 14 du n°168 d'IO pour la dernière biographie en date d'Alexandre Hébert, la précédente réalisée avec l'accord de l'intéressé, donc de son vivant, avait été rédigé par son ami et éditeur Joël Bonnemaison, alors membre de la direction du FN. (Alexandre Hébert, 50 ans de luttes syndicales, Éditions du Rocher, Monaco) ?

La direction d'Informations ouvrières qui décidément ne doute de rien a écrit dans la présentation de cette nouvelle

biographie :"*le lecteur pourra appréhender la cohérence de la pensée d'AlexandreHébert*. Parlons-en alors, sans trop s'y attarder, nous y reviendrons une autre fois.

A propos du refus des anarchistes de participer au mouvement syndical :

"*Cette attitude est d'autant plus regrettable que l'anarcho-syndicalisme apparait comme la seule force capable de galvaniser la classe ouvrière à la fois contre le fascisme et le bolchévisme, engendrés l'un et l'autre par la société bourgeoise pourrissante.*" (Le Monde Libertaire n°1 octobre 1954) L'amalagame entre stalinisme et bolchevisme sera une constante effectivement chez ce farouche anti-marxiste.

"*Les marxistes qui sont, comme chacun le sait, de fameux casuistes, se sont ingéniés à établir des distinguos subtils sur la «nature» des «Etats fascistes» et des «Etats ouvriers». Ces laborieuses dissertations étaient certainement nécessaires pour convaincre les esprits superficiels de mon espèce qui persistent, néanmoins, à ne pas trouver de différences fondamentales entre les réalités sociales staliniennes, hitlériennes ou mussoliniennes....(la liste n'est pas limitative).* " Là le champ de l'amalgame s'étendait à Hitler et Mussolini ! Plus loin il écrira "*la «dictature du prolétariat» (un autre mythe fasciste)*". La Commune (CLADO: Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière; environ 1957-1958 - L'Anarcho-Syndicaliste n° 151 septembre 2010) Le CLADO avait été constitué à l'initiative d'Hébert et d'un certain Pierre Lambert, vous connaissez n'est-ce pas ?

C'est Hébert, membre du comité central de l'OCI, qui influencera Lambert et le décidera sans doute à liquider le PCI en 1985. A quoi bon maintenant continuer d'avancer masqué, autant se mettre résolument au service du réformisme puisque l'occasion nous en est donnée, on mettra cela sur le compte de la situation et le tour sera joué... et ils avaient raison, peu de militants y trouveront à y redire :

"*Peut-être, aussi, conviendrait-il plutôt que s'obstiner à vouloir ressusciter une «social-démocratie » définitivement faillie, songer sérieusement à reconstruire une véritable internationale ouvrière qui, à l'image de la première, ne s'assignerait pas comme objectif une hypothétique «prise du pouvoir», mais tout bonnement : aider les exploités et les opprimés du monde entier à lutter pour leur survie, en n'oubliant pas que Bertrand Russsel avait raison d'affirmer: «qu'aucun des maux qu'on prétend éviter par la guerre n'est aussi grand que la guerre elle-même».*" (L'Anarcho-Syndicaliste n°138 janvier 2009) Notez qu'Hébert avait tenu à peu près les mêmes propos 50 ans plus tôt, abandonnons l'objectif de la «prise du pouvoir», communions mes frères (ils étaient francs-maçons membres de la Grande Loge de France) avec le capitalisme...

Messieurs Hébert et Lambert, les milliards d'exploités à travers le monde qui vivent comme des chiens vous remercient pour votre noble attention ; un enfant crève de faim, de malnutrition ou de sous-alimentation dans le monde toutes les 20 secondes, vous êtes morts de quoi au juste ? Au moins Hébert aura eu le courage de défendre publiquement ses idées jusqu'au bout, ce qui n'aura jamais été le cas de Lambert et sa cour.

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre

Une info qui vous a échappé ?

- "Gouvernement et syndicats ont en terminé jeudi plus d'un an de discussions sur les «droits et moyens syndicaux»." (lefigaro.fr 29.09)

Vous étiez au courant ? Vous savez de quoi ils ont discuté ? Non. Vaut mieux pas, n'est-ce pas ?

A quoi bon se casser la tête à continuer à analyser les choses et à répéter sans cesse les mêmes choses puisque personne n'y comprend rien ou tout le monde s'en fout ? Par faiblesse, manque de courage, ce que vous voudrez, avec un peu d'imagination on réussit toujours par tout justifier.

Ici en Inde, c'est l'état d'esprit général qui tient lieu d'éducation ou plutôt d'absence d'éducation, ce que les Indiens appellent volontiers leur "culture", je ne fais que répéter ce que l'on m'a dit et que je constate quotidiennement. Les militants ont tort de tout mettre sur le même pied d'égalité. Je sais que c'est dans l'air du temps, magistrats, policiers, patrons, élus, etc. pourris, alors au point où nous en sommes...

On ne croit plus rien, alors on croit ce qu'on veut bien croire, c'est arbitraire et défie l'entendement, peu importe, peu importe les faits et c'est bien cela le plus grave, car on n'est plus en mesure d'analyser quoi que ce soit objectivement. Si en France la société est en pleine décomposition, ici elle n'a même pas eu le temps de se développer qu'elle sent la pourriture à plein nez. Une histoire de famille pour l'illustrer. Je ne juge pas les différents personnages qui en font partie, je vous exprose les faits dans leur nudité, cruauté si vous préférez.

Ma belle-mère Mangalatchoumy partageait une location avec son fils cadet et célibataire Saktivel. Puis il y a deux ans, vint l'accident de moto qui lui fut fatal. Mangalatchoumy approchant les 70 ans ne pouvait plus payer le loyer de cette petite maison avec sa modeste pension de reversion de 3.000 roupies. Il lui restait encore cinq fils et une fille, Kandavel, Nagaraj, Nambi, Karnan, Ganesh et mon épouse Magueswary. Personne ne voulait la prendre chez lui. Elle atterrit à contrecoeur chez Nagaraj, menuisier. Celui-ci avec son épouse la maltraite, en fait ils ont accepté qu'elle vienne chez eux pour faire main basse sur ses effets personnels et sa retraite. Quand ils partent travailler le matin, ils ferment la porte à clé et la laisse dehors, par crainte des voleurs disent-ils. La pauvre femme en pleurs s'en plaint à ses autres fils. Pour un temps elle part vivre chez Kandavel, technicien en climatisation, elle emmène avec elle ses affaires personnelles. Mais comme la maison de Kandavel est décidément trop petite, ils ont deux petites filles plutôt envahissantes, elle retourne vivre chez Nagaraj et son épouse.

Les mois passent et comme elle ne supporte pas le traitement qui lui est réservé, elle envisage sérieusement de partir vivre

toute seule ailleurs. Les choses trainent jusqu'à il y a trois semaines où la décision est prise, une semaine plus tard elle déménage.

Il y a trois semaines, juste avant le retour en France de mon épouse Magueswary nous avons une discussion à propos de sa mère. Je demande à Magueswary dans quelles conditions elle va déménager, je m'enquiers de sa situation et je lui demande ce qu'elle va emporter comme effets chez elle... Et là Magueswary m'apprend qu'elle partira avec le sari qu'elle a sur le dos plus quelques vêtements un point c'est tout. Et sa télévision, ses meubles, sa vaisselle, son réchaud et ses deux bouteilles de gaz, etc. ? Nagaraj et son épouse gardent tout m'annonce-t-elle tranquillement, Kandavel et son épouse se sont déjà servis quand elle habitait chez eux. Quoi, tu peux répéter s'il te plaît, je crains d'avoir compris que tes frères étaient de parfaites petites ordures. Elle confirme. Et moi qui estimais que mes beaux-frères étaient moins pires que tous les Indiens que j'avais rencontrés au cours des 20 dernières années !

Voyez-vous, on peut être pauvre, misérable, tout ce qu'on voudra et je sais de quoi je parle, il y a des choses qu'on ne peut pas, qu'on ne doit pas se permettre dans la vie, qui ne doivent même pas vous traverser l'esprit. Et mes autres beaux-frères, ils en pensent quoi ? Rien, ils sont exactement pareils ! J'ai proposé de réaliser ce déménagement en leur présence, point de réponse. J'ai proposé de porter plainte pour vol, point de réponse. Le plus faible est la proie du plus fort, c'est normal, c'est le même rapport qu'entre les classes. Au moins je sais précisément à quoi m'en tenir sur leur compte. Et lors d'événements familiaux, tout ce beau monde se retrouve dans la plus parfaite hypocrisie qui soit sans que cela gêne quiconque.

Pourquoi je vous raconte cela, parce que voilà à la longue où on en arrive quand on n'accepte n'importe quoi, c'est valable en politique évidemment, je ne pensais à rien d'autre en écrivant ces lignes.

J'ai téléphoné ce matin à Kandavel et je vais rendre visite demain à ma belle-mère pour voir ce qu'elle a besoin et lui acheter, je mettrai tout à mon nom pour que ses fils n'aient pas l'idée de lui voler.

Elle ne peut pas venir vivre avec moi, d'ailleurs elle ne le veut pas, on n'a pas du tout le même mode de vie et elle ne supporte pas de vivre à l'écart. Ma belle-mère a vécu avec nous à plusieurs reprises chaque fois pendant quatre mois quand Magueswary séjournait en Inde, sans qu'elle nous pose le moindre problème. Elle cuisine, parle peu, sa santé est bonne, elle se contente de ce qu'elle a et ne réclame jamais rien, elle a seulement un petit problème avec l'hygiène, si moi j'arrive à faire avec, ses fils d'autant plus.

Moi je suis un prolo issu d'une famille d'ouvriers, donc je ne peux pas admettre qu'on traite ainsi sa mère, surtout que cette brave femme est irréprochable et a toujours été attentive et généreuse avec ses enfants.

Sur un autre plan, on se bat pour éduquer les masses, pour les aider à mieux comprendre comment fonctionne la société, donc on les respecte, ce qui n'est pas le cas quand on leur ment, lorsqu'on manipule, camouffle, tronque ou falsifie les faits, à ne pas confondre avec une analyse erronée provenant d'une sur ou sous-estimation de certains facteurs ou la méconnaissance de certains faits. Oui c'est une question de principe ou de morale fondamentale qui ne devrait même pas se poser, qui n'est pas négociable.

De la même manière qu'on a parfaitement le droit d'être en désaccord sur une question, de l'exprimer publiquement, encore faut-il l'assumer jusqu'au bout et ne pas se retrancher derrière des arguments, qui en réalité quand on les examine de plus près, contredisent notre assertion, ou en appeler aux maîtres du marxisme qui ne sont plus là pour estimer notre discours à sa juste valeur. (A suivre)

Autre chose. Aux travailleus grecs.

Ce qu'il faut dire aux travailleurs grecs : l'ennemi est dans votre propre pays, c'est contre les institutions qu'il faut axer votre combat, tous les partis qui y participent ont échoué à trouver une issue à la crise du capitalisme qui vous frappe et dont ils sont les complices. Il vous faut donc construire un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour l'abolition des institutions, la rupture avec le capitalisme et toutes ses agences européennes ou internationales (UE, BCE, FMI, etc.), il faut vous organiser dans la perspective de la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire composé du ou des partis combattant pour les objectifs cités plus haut, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, en intégrant dans votre combat tous les travailleurs et militants des différents partis et syndicats.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la dette des capitalistes, et comme il n'existe aucun autre moyen de les faire payer que s'emparer du pouvoir politique, comme il est clair que l'issue de la crise actuelle ne peut se situer que sur le plan politique, c'est la question de l'Etat que vous avez à résoudre pour pouvoir ensuite vous attaquer aux fondements du capitalisme afin de satisfaire vos revendications sociales légitimes...

On part de la question sociale pour passer ensuite au plan politique avant de revenir au plan social, c'est dans cet ordre que la question de la dette doit être abordée, dette qu'on ne paiera pas...

Autre chose. Terrorisme d'Etat.

Certains affirment qu'Al-Qaida serait un pur produit de l'impérialisme américain. Un élément à porter à ce dossier.

Un jeune homme, Rezwan Ferdaus, 26 ans, célibataire sans enfants, diplômé de physique de la Northeastern University, a été arrêté mercredi près de Boston (Massachusetts).

Pourquoi ?

Il voulait attaquer le Pentagone et le Congrès avec des avions en modèle réduit téléguidés bourrés d'explosifs.

Un fantasme qui allait devenir réalité ou presque, mais pas n'importe comment.

En avril et mai, il avait livré à un agent du FBI se faisant passer pour un agent d'Al-Qaida deux clés USB détaillant son projet.

Il avait commencé à acquérir son matériel, dont un avion téléguidé F-86 Sabre, 11 kilos d'explosif C4, six fusils d'assaut AK 47 et plusieurs grenades, toutes fournies par les agents infiltrés du FBI travaillant sur le dossier.

Il avait également transformé sept téléphones portables en détonateurs, et les avaient remis aux agents infiltrés du FBI, pour tuer des soldats américains à l'étranger.

En juin 2011, un agent lui avait fait croire que ce téléphone avait tué trois soldats américains et en avait blessé quatre ou cinq autres en Irak.

Il a été arrêté mercredi alors qu'il était allé entreposer dans son espace de stockage les matériels qui venaient de lui être livrés. Il risque jusqu'à 65 ans de prison. (source : 20minutes.fr 28.09)

Cette info a été reléguée aux infos du soir de TV5Monde Asie, le journaliste précisant que près de la moitié des supposés préparatifs d'attentats avaient été préparés avec le soutien du FBI ou de la CIA.

Question : combien de fois ont-ils eu vent de tels préparatifs aux Etats-Unis et ailleurs et ne les ont-ils pas stoppés pour justifier leur guerre contre le terrorisme et ensuite le maintien du "patriot act" et le budget colossale de la défense américaine ? Combien ont-ils été à leur terme sans qu'on le sache, attentats qu'ils auraient alors fallu attribuer au FBI et/ou à la CIA ?

Politique

1- France

1.1- Etat marchand d'armes, corruption, soutien de régimes féodaux ou dictatoriaux...

L'intermédiaire en armement franco-libanais Ziad Takieddine a été mis en examen le 19 septembre pour faux témoignage par le juge d'instruction parisien René Cros, a indiqué vendredi l'avocat des familles des victimes de l'attentat, Me Olivier Morice.

Une information judiciaire avait été ouverte à l'automne 2010, à la suite d'une plainte des familles des victimes, qui accusent Ziad Takieddine d'avoir menti au juge antiterroriste Marc Trévidic lors d'une audition en avril 2010. L'homme d'affaires avait à l'époque affirmé au juge qu'il n'avait «*rien à voir*» avec le contrat Agosta de vente de sous-marins conclu en 1994 avec le Pakistan.

«*Ziad Takieddine s'est bien gardé d'expliquer devant la presse qu'il avait été mis en examen pour faux témoignage du fait de ses déclarations niant sa participation au contrat Agosta, a déclaré vendredi Me Morice. Il n'est pas un grand serviteur de l'Etat. Il est en revanche un bonimenteur, pour les familles de victimes*», a-t-il ajouté.

Interrogé par lefigaro.fr, l'avocat de Ziad Takieddine, Me Ludovic Landivaux, a confirmé l'information.

Dans le volet financier de l'affaire Karachi, Ziad Takieddine a par ailleurs été mis en examen le 14 septembre par le juge Renaud Van Ruymbeke, qui enquête sur des malversations présumées, sur fond de soupçons de financement illicite de la campagne présidentielle de l'ancien premier ministre Edouard Balladur en 1995. Il devrait être entendu une nouvelle fois mercredi prochain par le juge. (lefigaro.fr 30.09)

1.2- En famille

Interview de Cohn-Bendit au Monde.fr:

C'est vrai que les Grünen ont toujours dit que leur indépendance, leur autonomie, leur permettaient, au cas par cas, des alliances avec les chrétiens-démocrates [qui sont à droite]. Mais dans ce pragmatisme que vous soulignez, le système politique joue un rôle majeur. Grâce à la proportionnelle, les Grünen sont présents dans toutes les villes, toutes les régions d'Allemagne, et cela permet de faire émerger des majorités différentes. Les Verts allemands travaillent avec la gauche à Francfort, avec la droite à Hambourg.

Le système électoral français est simplificateur et dommageable pour la démocratie. Car les Verts français se trouvent amarrés à gauche, mais qui peut affirmer sans rire que, localement, des majorités constituées de Verts, de centristes et d'une partie de la droite modérée ne fonctionneraient pas ? (...)

Il y aura peut-être, sans doute, une recomposition du paysage politique en France. Et à ce moment-là, il faudra m'expliquer en quoi on ne peut pas travailler avec un Michel Barnier [membre de l'UMP et commissaire européen au marché intérieur et aux services], avec une Nathalie Kosciusko-Morizet [ministre de l'écologie].

En Allemagne, l'expérience nous montre que le partage du pouvoir fonctionne mieux avec la CDU [Union chrétienne démocrate] qu'avec le SDP [Parti socialiste démocrate, classé à gauche]. Avec les sociaux-démocrates, on aboutit très vite à un accord, mais dès lors, les embrouilles commencent. Avec la droite, c'est long de signer un accord, mais ensuite, ça marche plutôt mieux. (...)

Les Grünen ont en effet voté ce qu'on appelle ici la "règle d'or". Nous, en allemand, on parle de "frein à la dette". Parler de "règle d'or", c'est du mysticisme ! Mais il ne faut pas faire passer les Verts français pour les laxistes qu'ils ne sont pas : Eva Joly souhaite réduire la dette publique de 1 point de PIB par an. Il est donc faux de dire que les Verts français n'ont pas tiré de conséquences de la crise. Mais il leur faut aller plus loin. (...)

Mais, comme l'ont fait les Grünen en acceptant un allongement de la durée du travail, les Verts français doivent évoluer, en particulier sur les retraites, dossier sur lequel je les trouve totalement bloqués. (...)

C'est toujours la même histoire. Il faut s'adapter pour arriver au pouvoir et y rester, mais pas trop. (lemonde.fr 29.09)

Il a raison, au pouvoir ou dans l'opposition, quand on est bien placé cela rapporte autant ou presque ! Quel réactionnaire celui-là !

2- Egypte

Les militants égyptiens se sont à nouveau mobilisés vendredi pour demander une transition accélérée du pouvoir aux civils et la révocation des lois d'urgence qu'utilisait Hosni Moubarak contre ses adversaires.

Ils étaient des milliers à défiler, dans le calme selon des témoins, à Alexandrie, Suez et au Caire, avec un mot d'ordre clair: "*Récupérer la révolution*".

"*Cette semaine c'est différent, car on a l'impression qu'on nous a confisqués la révolution*", dit Yasser Fouad, un chômeur de 38 ans dont la voix est couverte par les haut-parleurs appelant les manifestants à se garder de toute violence.

"*Aucune de nos revendications n'a été entendue. Nous voulons qu'ils remettent le pouvoir immédiatement à travers des élections*", ajoute-t-il.

Mahmoud Saïd Saïf, employé du ministère de la Santé, souhaite un réveil du peuple égyptien. "*Cela fait sept mois et rien n'a été fait*", regrette cet homme de 58 ans.

Le Conseil supérieur des forces armées a mis en garde les manifestants contre toute violence ciblant des bâtiments publics.

Jeudi, six aspirants candidats à la future élection présidentielle ont demandé au CSFA de transmettre le pouvoir avant mars 2012, au plus tard.

Alors que le conseil militaire a affirmé que l'état d'urgence resterait en vigueur jusqu'à l'année prochaine, ces candidats ont estimé qu'il expirait légalement vendredi.

"*L'état d'urgence en vigueur prend fin le 30 septembre 2011, conformément à l'article 59 de la Constitution, et toute décision judiciaire au-delà du 30 septembre 2011 basée sur l'état d'urgence n'aura aucune légitimité légale ni constitutionnelle*", ont-ils dit

dans un communiqué.

Ils ont demandé en outre la réactivation d'une loi des années 1950 criminalisant les abus de pouvoir, pour pouvoir juger tous les membres du régime d'Hosni Moubarak et les "*empêcher de revenir en douce sur les sièges de l'autorité législative*". (Reuters 30.09)

3- Chine. Le parti unique... des milliardaires. Vive le maoïsme !

L'homme le plus riche de Chine pourrait devenir l'an prochain le premier entrepreneur privé à rejoindre les 204 membres du Comité central du ... Parti communiste, a rapporté, hier, la presse chinoise.

PDG et fondateur de la compagnie privée d'engins de chantier et de machines-outils Sany, Liang Wengen pèse 6,8 milliards d'euros. Très discret, le businessman, 57 ans, est né dans un village pauvre de la province du Hunan, où sa famille fabriquait des paniers en bambou. Il a ensuite fait carrière au ministère chargé de fabriquer les munitions et les chars d'assaut de l'armée. Il a quitté ce poste en 1987 pour créer son entreprise. En 2001, le Parti communiste s'est ouvert pour la première fois aux entrepreneurs privés.

Aujourd'hui, nombre de milliardaires sont membres du parti. Un tiers des 50 plus grandes fortunes de Chine siègent à l'Assemblée nationale populaire ou à la Conférence consultative politique, selon le China Daily. Le PC compte en tout 80 millions de membres, soit 17 % de la population. (libération.fr 28.09)

Social

1- France

1.1- Liquidation de l'entreprise Mory, fondée en 1804.

Fin de parcours pour le transporteur routier Mory. En redressement judiciaire depuis fin juin, le numéro 2 français de la messagerie (600 millions d'euros de chiffre d'affaires, 4000 camions, 10.000 clients) a été démantelé ce vendredi après-midi par le tribunal de commerce de Bobigny qui tenait audience à 14h00.

En lice depuis le début, le fonds d'investissement industriel Caravelle s'est vu attribuer le gros du morceau: la partie messagerie, qui représente 75 % de l'activité, moyennant 1 euro symbolique et 10 millions de reprise de charges.

Déjà propriétaire du transporteur Ducros (ex-DHL France), le fonds va intégrer les camions vert et blanc de Mory à sa flotte.

Non sans casse sociale: 800 emplois (sur les 5000 salariés que compte Mory) devraient être supprimés, à la grande colère des syndicats. De son côté, ID Logistique reprendra l'activité logistique pour deux petits millions d'euros.

Le reste des activités de transport est cédé au groupe Zamenhof du transporteur indépendant ardéchois Jacky Pérennot pour 4 millions d'euros…

L'entreprise Mory, fondée en 1804, disparait ainsi corps et bien même si la marque sera conservée sur ses camions. Les créanciers privés (pour 50 millions d'euros), dont la Société Générale et les créanciers publics (50 millions d'euros de dettes fiscales et sociales) en seront pour leurs frais. En revanche, les sous-traitants ont été payés.

Mory a notamment été plombée par la crise, l'augmentation du litre de diesel et un endettement trop élevé lié à une série de rachats tout azimuts dans les années 2000. Son PDG, Alain Bréau, reconnaît des erreurs, mais dénonce aussi un «lâchage de l'Etat qui a précipité la mise en redressement judiciaire en exigeant le paiement immédiat de nos arriérés URSAFF».

Tout comme l'attitude des repreneurs, Caravelle en tête. Un «*gâchis*» selon lui: «*à la fin de la procédure on laisse 800 salariés sur le carreau alors qu'on aurait pu se mettre d'accord de gré à gré*». Il pointe aussi une «*distorsion de concurrence*»: «*nos concurrents Sernam et DHL ont été renfloués respectivement à hauteur de 100 et 250 millions d'euros par leurs acniens propriétaires publcis, la SNCF et Deutsche Post*»…

Au final, c'est donc Ducros, «*une entreprise plus petite et tout aussi déficitaire*» selon lui, qui reprend l'essentiel poids lourds Mory. (libération.fr 30.09)

1.2- Comment ils s'engraissent sur les produits de première nécessité.

Explications avec Marie-Jeanne Husset, directrice de la rédaction de «60 millions de consommateurs»...

Nous avons constitué un panier de produits stars, avec les marques les plus vendues dans les grandes surfaces. Entre novembre 2010 et avril 2011, des augmentations jusqu'à 20% ont été constatées. La hausse était supérieure à 3% sur 43 des 92 produits qui composaient le panier. Dans notre numéro d'octobre, dont l'étude porte de février à aout 2011, la tendance haussière se maintient dans les mêmes proportions.

Sur notre panier, la hausse est la plus sensible sur les références que l'on va retrouver au petit déjeuner: café, confiture, farine, fromage à tartiner. Ainsi que sur les desserts et la charcuterie. Le shampoing, les produits nettoyant pour la vaisselle, et le dentifrice, suivent la tendance inverse. (20minutes.fr 30.09)

1.3- Mobilisation des lycéens.

"*Plusieurs dizaines de lycées*" ont été bloqués, vendredi 30 septembre, notamment "dans le Nord, à Paris ou à Grenoble", pour protester contre "une rentrée plus que jamais catastrophique" et pas seulement contre le raccourcissement des congés d'été, a annoncé l'Union nationale lycéenne (UNL).

L'UNL avait appelé à participer à la journée d'action conjointe de l'enseignement public et privé de mardi, et il était "*tout à fait logique que là où les conditions de rentrée sont vraiment les plus dures, la mobilisation continue*", a justifié son président, Victor Colombani. "*Classes à trente-cinq élèves, professeurs non remplacés, centaines, voire milliers d'élèves sans affectation faute de place dans les lycées, professeurs mal formés... Voilà la réalité à laquelle sont confrontés 2,5 millions de lycéens en cette rentrée*", a écrit le premier syndicat lycéen dans un communiqué.

Le possible raccourcissement des vacances d'été "*n'est qu'un des motifs*" de la mobilisation, mais l'UNL lance tout de même "*un avertissement au gouvernement de ne pas toucher du tout*" à ces congés, a ajouté M. Colombani. L'UNL "*s'est toujours opposée*" à un raccourcissement, "*qui constituerait une attaque au droit au repos*", et les lycéens "*aspirent*" surtout "*à des journées de six heures de cours maximum*", précise le communiqué de l'organisation.

La proposition de supprimer deux semaines de vacances, faite début juillet par le comité de pilotage sur les rythmes scolaires, a été reprise à son compte par le ministre de l'éducation nationale, Luc Chatel, qui entend annoncer "*à l'automne*", après concertations, des décisions pouvant entrer en vigueur à partir de la rentrée 2013, soit pour les vacances d'été en 2014. (lemonde.fr 30.09)

1.4- Grève et occupation reconduite à LyondellBasell

Les salariés de LyondellBasell ont voté vendredi 30 septembre la reconduite pour trois jours d'une grève avec blocage de l'ensemble des unités du groupe à Berre, dans les Bouches-du-Rhône, en cours depuis mercredi, a-t-on appris de source syndicale.

Une cinquantaine de salariés bloquaient également depuis 6 heures vendredi matin l'entrée d'une autre usine pétrochimique du groupe, sur le site voisin de Fos-sur-Mer. "*On ne sait pas encore combien de temps on va bloquer le site, on va probablement faire des opérations coups de poing*", a précisé Fabien Astier, délégué CGT.

Réunis à la mi-journée en assemblée générale, les salariés ont décidé à la quasi-unanimité de prolonger leur mouvement de grève jusqu'à lundi, à l'appel de l'intersyndicale CFE/CGC, CFDT, CFTC, CGT et FO, a indiqué un représentant de la CGT. Des représentants du personnel ont été reçus par la direction à deux reprises, mercredi et jeudi soir.

Les salariés réclament une étude de viabilité économique de l'ensemble du site, car ils craignent que le complexe, sans raffinerie, ne soit pas rentable. Ils demandent également la mise en place de "*vraies mesures sociales d'accompagnement*" si la fermeture de la raffinerie devait se confirmer. (lemonde.fr 30.09)

1.5- Mes chers médicaments !

L'Hexagone est le deuxième pays le plus cher en Europe pour ces médicaments.

Les médicaments génériques ont permis d'économiser 1,3 milliard d'euros en 2010, mais ils restent bien plus chers que dans la plupart des pays européens, selon une étude de l'Assurance-maladie publiée hier. Leur prix moyen par unité standard est de 15 centimes en France, contre 10 en Espagne ou 5 centimes au Pays-Bas. Certains écarts de prix sont frappants : les génériques contre l'hypertension coûtent 28 centimes par unité à Paris contre 5 à Amsterdam.(20minutes.fr 29.09)

1.6- Encore les trusts pharmaceutiques sur la sellette...

«*Les maladies du cerveau ont pris l'ampleur d'un véritable raz-de-marée.* » Les premiers mots de l'enquête Menace sur nos neurones donnent le ton. S'appuyant sur des études scientifiques, Marie Grosman et Roger Lenglet font le point sur ces neurotoxiques qui ravagent nos cerveaux. Un cocktail funeste dont les conséquences se nomment Alzheimer, Parkinson, sclérose en plaques, autisme, etc. En partie expliqué par les progrès du diagnostic, l'essor de l'épidémie neurologique a, selon nombre de scientifiques, des causes environnementales trop souvent négligées.

« Lorsque le cerveau est en développement, les atteintes peuvent créer des lésions irréversibles menant à des maladies neurologiques », souligne Marie Grosman. Les conséquences peuvent être à court terme l'autisme et à long terme l'Alzheimer. Exemples d'« *accusés* » : le mercure, l'aluminium, les pesticides, les polluants liés au trafic routier, la fumée de tabac, le plomb, le fluor, les PCB… Des agresseurs omniprésents, de l'eau à nos armoires à pharmacie. A la lecture des études citées, pourquoi a-t-on alors tant de mal à admettre le lien entre les neurotoxiques et les maladies neurologiques ?

Selon Marie Grosman, « *ces nombreuses publications scientifiques sont ignorées des autorités qui se polarisent sur la recherche génétique et vont jusqu'à nier l'alarmante progression de l'autisme* ». Une seule solution : « *Mettre en place une prévention pour réduire les expositions de la population aux produits neurotoxiques* » et les remplacer par d'autres. Mais des considérations moins louables interviennent, selon Marie Grosman, qui assume son parti pris. A savoir « *le poids des industries pharmaceutiques et leur lobbying, la peur d'un nouveau scandale sanitaire, donc des procès…* » (20minutes.fr 29.09)

Selon une étude de l'Insee sur les rythmes scolaires, 42% des élèves du primaire ne retrouvent pas leurs parents à la sortie de l'école. Ce pourcentage grimpe à 57 % pour les enfants de cadres.

A la fin de la journée, 70 % des collégiens se débrouillent pour rentrer seuls ou avec des camarades chez eux. (lefigaro.fr 29.09)

2- Grèce

Les fonctionnaires grecs en colère bloquaient des ministères vendredi pour le deuxième jour d'affilée, perturbant les négociations entre le gouvernement et la "troïka" des partenaires financiers d'Athènes.

Au ministère des Transports, plusieurs dizaines d'employés ministériels ont empêché le ministre, Yannis Ragousis, de rencontrer de hauts responsables de la mission UE-FMI-BCE (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne). La voiture des inspecteurs a dû faire demi-tour, ont constaté des journalistes de Reuters.

Après trois semaines de pause dans les négociations, les inspecteurs sont revenus dans la capitale grecque jeudi pour négocier les conditions du versement d'une nouvelle tranche d'aide de huit milliards d'euros.

Mais les rencontres entre les auditeurs et le gouvernement ont été perturbées par le blocage de plusieurs ministères, situation qui s'est répétée vendredi matin.

Une cinquantaine de fonctionnaires, portant une banderole "*Assez: nous voulons vivre*", bloquaient l'accès au ministère des Finances.

La grève du service public des statistiques, Elsat, a empêché la publication de deux indicateurs économiques vendredi.

Fonctionnaires locaux, vétérans des forces spéciales et personnes handicapées: d'autres manifestations de personnes concernées par les restrictions budgétaires étaient prévues plus tard dans la journée dans les rues d'Athènes.

Le rendez-vous entre le ministre des Transports et les inspecteurs de la troïka a été remis et devait avoir lieu à 15h00 GMT, a-t-on appris de source ministérielle. (Reuters 30.09)

3- Hongrie

Des syndicats et d'autres organisations ont déclenché jeudi en Hongrie des manifestations contre les mesures d'austérité du gouvernement, en exigeant l'abandon de décisions à effet rétroactif et une meilleure protection des nouveaux retraités.

Quelque 800 manifestants ont donné le départ d'une série de rassemblements placés sous le signe du "D-Day" (Jour J, allusion au débarquement des Alliés en Normandie en juin 1944)pour protester contre le gouvernement de centre droit de Viktor Orban.

Le cabinet hongrois, qui a pris cette année des mesures visant à réduire les pensions des nouveaux retraités, cherche également à limiter les droits des employés.

Le gouvernement dispose de la majorité des deux tiers au Parlement, ce qui lui permet de modifier toute loi à volonté.

Dans un communiqué, les syndicats disent avoir déclenché des manifestations pour une période indéterminée. Ils prévoient un grand rassemblement samedi. (Reuters 29.09)

4- Roumanie

Le premier fabricant mondial de téléphones mobiles en volume, Nokia, confronté à une baisse des ventes et des bénéfices, a annoncé jeudi la suppression de 3.500 postes, notamment par la fermeture prochaine de son usine de Cluj, en Roumanie.

La fermeture du site de Cluj entraînera le licenciement de 2.200 personnes environ. Nokia prévoit en outre de supprimer 1.300 autres postes dans sa division Location & Commerce, qui comprend le leader mondial de la cartographie numérique Navteq.

Ces réductions d'effectifs s'ajoutent à un programme dévoilé par le groupe en avril visant à réaliser 1 milliard d'euros d'économies et prévoyant notamment la suppression de 4.000 postes. (Reuters 29.09)

Economie

1- La Bourse ou la vie

Sur le mois de septembre, le Dow perd 6%, le S&P 500 7,2% et le Nasdaq 6,4%. Sur le troisième trimestre, les trois indices ont baissé de respectivement 12,1%, 14,3% et 12,9%.

Le marché actions américain accuse ainsi son cinquième mois de baisse consécutif et sa pire performance sur trois mois depuis le quatrième trimestre 2008, qui était au coeur de la crise financière de 2007-2009.

En Chine, le secteur manufacturier chinois a poursuivi sa contraction en septembre, pour le troisième mois d'affilée.

L'inflation dans la zone euro s'est accrue en septembre de façon brutale et inattendue pour atteindre 3,0%, son niveau le plus élevé en presque trois ans, compromettant fortement les chances de voir la Banque centrale européenne abaisser ses taux en octobre. (Reuters 30.09)

2- UE

2.1- Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a proposé mercredi l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, qui pourrait rapporter jusqu'à 55 milliards d'euros par an

Cette proposition, très controversée, va être discutée au niveau des 27 pays membres de l'Union européenne, au cours des prochains mois. Son éventuelle application pourrait intervenir en 2014 au plus tôt, selon une source européenne.

«*Au cours des trois dernières années, les Etats membres ont accordé des aides et fourni des garanties au secteur financier à hauteur de 4.600 milliards d'euros. Il est temps qu'en retour, le secteur financier apporte sa contribution à la société*», a affirmé José Manuel Barroso lors de son discours sur l'état de l'Union au Parlement européen, à Strasbourg.

De source européenne, on précise que les taux retenus sont de 0,1% sur les actions et les obligations et de 0,01% sur les autres produits financiers, essentiellement les dérivés et produits structurés. Les changes ne sont pas concernés par cette taxe mais les produits dérivés sur les changes le seront, a-t-on appris de même source.

Les institutions financières (banques, Bourses et fournisseurs de services financiers) seraient chargés de la collecte de la taxe auprès de leurs clients et de son paiement.

La taxe s'appliquerait aux institutions établies dans l'UE, mais aussi à celles qui y ont un établissement ou qui ont une autorisation d'agir sur les marchés européens. Plus de la moitié du produit de la taxe serait destiné à alimenter le budget de l'UE et le reste reviendra aux Etats.

En cas d'échec à obtenir l'unanimité, une procédure de coopération renforcée pourrait être mise en œuvre entre plusieurs Etats. La taxe pourrait ainsi être appliquée uniquement au sein de la zone euro, comme l'ont suggéré récemment les ministres allemand et belge des Finances, Wolfgang Schäuble et Didier Reynders. (lemonde.fr 28.09)

2.2- Le taux d'inflation annuel de la zone euro a grimpé à 3,0% en septembre, soit son plus haut niveau depuis octobre 2008, selon une estimation rapide diffusée vendredi par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Vendredi, Eurostat a également indiqué, sur la base des données corrigées des variations saisonnières, que le chômage dans la zone euro avait atteint 10,0% en août, soit un taux stable par rapport au mois précédent.

Selon l'office statistique de l'UE, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en Autriche (3,7, aux Pays-Bas (4,4%) et au Luxembourg (4,9%), tandis que les plus élevés ont été relevés en Espagne (21,2%), en Grèce (16,7% au deuxième trimestre 2011) et en Lettonie (16,2% au deuxième trimestre 2011). (AP 30.09)

3- France

3.1- A propos de la dette publique.

La dette publique française continue de gonfler. Elle a augmenté de 46,4 milliards d'euros d'avril à juin, pour culminer à 1692,7 milliards d'euros, rapporte l'Insee ce vendredi. Cette somme représente environ 86,2% du produit intérieur brut, c'est-à-dire de la richesse produite par la France en un an.

L'État est le principal responsable de cette hausse. Sa contribution a en effet augmenté au deuxième trimestre de 52,6 milliards d'euros. «*Il s'agit pour l'essentiel de sa dette négociable à long terme*», précise l'Insee. En clair, ce sont des obligations émises par l'État auprès des investisseurs et remboursables à un horizon long (dix ans). En revanche, les administrations publiques locales ont réduit leur endettement de 2,7 milliards d'euros, et celui des administrations de Sécurité sociale a baissé de 2,3 milliards.

Les prêts accordés au Portugal et à l'Irlande dans le cadre du plan de sauvetage de la zone euro ont pesé 2,4 milliards d'euros (1,6 milliard pour le premier, 0,8 milliard pour la seconde). À l'inverse, les constructeurs automobiles français ont remboursé à hauteur de 2 milliards d'euros les prêts accordés au plus fort de la crise, en 2009. (lefigaro.fr 30.09)

3.2- Budget 2012

Le président Nicolas Sarkozy a affirmé mercredi que l'objectif de réduction des déficits était "*intangible*" et "*qu'il serait tenu à l'euro près*", à l'occasion de la présentation du budget en conseil des ministres. Le projet de loi de finances (PLF) pour 2012 prévoit un déficit de l'Etat de près de 82 milliards d'euros, soit environ 14 milliards de moins que celui prévu cette année.

"*C'est un tournant historique: pour la première fois, les dépenses de l'Etat baisseront d'une année sur l'autre, depuis 1945*", s'est félicitée la ministre du Budget et porte-parole du gouvernement Valérie Pécresse. "*Ce budget 2012, il est placé sous le sceau de la réduction de la dépense. C'est une étape clé, essentielle, sur notre chemin de désendettement*". (AP 28.09)

La Défense fait partie des rares ministères qui verront leur budget augmenter en 2012. L'an prochain, les armées disposeront de 30,6 milliards de «crédits budgétaires», hors charges de pension de retraite. C'est 480 millions de plus qu'en 2011.(lefigaro.fr 28.09)

La France émettra 179 milliards d'euros d'obligation à moyen et long terme en 2012 a indiqué l'Agence France Trésor (AFT) dans le cadre de la présentation du budget de l'année prochaine.

Ces 179 milliards d'émissions brutes sont destinées à financer 98,9 milliards d'euro d'amortissement de dette arrivant à échéance en 2012, le reste étant majoritairement constitué de 80 milliards de nouvelle dette nette émise pour couvrir le déficit budgétaire prévu en 2012. Au total, l'an prochain, la charge de la dette - c'est à dire les intérêts que la France va devoir verser à ses créanciers - atteindra le chiffre astronomique de 48,77 milliards d'euros.

À titre de comparaison, le ministère du budget prévoit que l'impôt sur les revenus rapportera 58,4 milliards. Bref, 83% de l'impôt acquitté par les ménages français sert à financer les seuls intérêts de la dette passée ! (lefigaro.fr 28.09)

4- Allemagne

Les députés allemands ont approuvé à une écrasante majorité jeudi le renforcement des pouvoirs du Fonds européen de stabilité financière (FESF) chargé de financer les plans de sauvetage des pays de la zone euro en difficulté, comme la Grèce.

L'Allemagne, première économie européenne, garantira les prêts du FESF à hauteur de 211 milliards d'euros au lieu de 123 milliards jusqu'ici. (AP 29.09)

5- Espagne

La Banque d'Espagne a repris trois caisses régionales espagnoles vendredi, mais leur valorisation quasiment nulle fait craindre que l'Etat doive trouver encore d'autres capitaux pour couvrir les pertes liées actifs immobiliers toxiques détenus par les "cajas".

Les trois banques sont NCG Banco, Catalunya Bank et Unnim Banc. La Banque d'Espagne a évalué les deux premières à 0,1 leur valeur comptable et a payé un euro symbolique pour la troisième.

Ensemble, ces trois banques, qui n'ont pas réussi à attirer des capitaux privés et ont donc dû être de fait nationalisées, pèsent à hauteur de 7% du système bancaire espagnol.

La Commission européenne a de son côté donné son accord provisoire à une aide publique de 4,75 milliards d'euros destinée à recapitaliser NCG Banco, Catalunya Bank et Unnim Banc.

La CE a ajouté que son autorisation définitive dépendait d'une restructuration qui assure leur viabilité sur le long terme.

"*Renforcer le capital de ces banques est primordial quant à leur capacité à continuer de prêter à l'économie réelle et à mettre en oeuvre la restructuration qu'elles devront subir en conséquence des importantes subventions reçues*", explique le commissaire à la Concurrence Joaquin Almunia dans un communiqué. (Reuters 30.09)

Haut de page

Le 2 octobre

Je n'avais pas prévu d'actualiser le site aujourd'hui, mais voilà je me suis levé très tôt pour rien. Une petite histoire indienne.

Où j'habite, à moins de 10 kilomètres du centre de Pondichéry, pas de livraison de gaz, il faut prendre sa bouteille sous le bras pour se réapprovisionner. Un employé de l'agence où je suis enregistré me dit m'amener ma bouteille vide. Je m'exécute quelques jours plus tard. Là un autre employé me dit que ce n'est pas ici que cela se passe mais à leur dépôt. Je vais pour partir et un autre employé me dit de prendre ma facture. Quelle facture, personne ne m'en a parlé précédemment, je pensais régler en retirant ma bouteille. Erreur, mais c'est encore plus compliqué que cela, en fait à l'agence ils émettent une facture et au dépôt je règlerai cette facture en même temps qu'on me remettra une bouteille pleine en échange de la vide. Un employé m'établit cette facture et me donne l'adresse de leur dépôt. Il me précise que je dois m'y présenter demain matin (ce dimanche) entre 6h et 9h.

Ce matin je me pointe à leur dépôt à 7h45 : plus de gaz, repasser lundi soir ! Et évidemment, impossible de laisser sur place la bouteille vide que je remène chez moi en moto.

Restons calme, cela ne va pas nous gâcher la journée. Tout est du même tonneau ici, pas la moindre marque de responsabilité ou de respect envers les autres, ils se foutent de tout. J'imagine le pauvre mec qui bosse comme un esclave et qui va devoir se taper un ou plusieurs aller et retour avec sa bouteille vide sur sa mobylette ou son scooter avant de récupérer une bouteille pleine, en fin de journée de préférence quand il y a le plus de circulation, l'enfer quoi, histoire de lui pourrir un peu plus la vie.

Au fait, mon riche propriétaire n'a toujours pas entamé les quelques travaux qu'il devait faire faire dans la maison que j'habite, remplacer les graviers qui occupent les trois quart de la surface au sol du patio ou pièce principale, et changer les plaques qui fuient au-dessus du patio, provisoirement recouverte par une bache que j'ai achetée et qui a djà failli s'envoler à deux reprises en quelques jours ! Je l'attends au tournant, je dois lui régler le loyer avant le 5. Lui aussi il s'en fout de louer cher une maison dans cet état là, sans compter les coupures de courant qui battent des records, au point de me demander si je ne vais pas envisager de trouver une autre maison dans un autre secteur, sur le Territoire de Pondichéry et pas dans l'Etat du Tamil Nadu. Vous comprenez pourquoi louer et non acheter est une vrai galère en Inde.

Je me suis livré à un petit calcul, en un mois j'ai passé pour ainsi dire 6 nuits blanches, trois fois exactement, les trois autres fois j'ai réussi à dormir quelques heures au petit matin, donc cela signifie que je vais perdre deux mois de sommeil sur un an, ce qui est considérable, d'autant plus que je n'arrive pas à dormir pendant la journée, ce n'est pas vraiment dans mes habitudes. Après il faudrait être détendu et de bonne humeur alors qu'on est crevé et qu'on se traine la journée, pas toujours facile.

Quand je dis que tous les rapports sont du même tonneau je n'exagère vraiment pas. Un autre exemple.

J'ai acheté une clé USB Internet à la société Reliance il y a quelques mois. Ici elle fonctionne aussi mal qu'à mon ancienne adresse, donc j'envisage de me tourner vers une autre société. Par ailleurs, je m'aperçois que le signal de mon téléphone (Tata Indicom) est très bon et je me demande si une clé USB Tata ne fonctionnerait pas mieux. J'en parle à un employé de Tata en allant régler ma facture de téléphone, il m'affirme qu'elle fonctionne effectivement à merveille où j'habite dorénavant. Bien, je lui fais part de mon intention d'acheter dans quelques jours une clé USB Tata. Il me demande s'il peut passer chez moi deux jours plus tard, un dimanche, peu importe, je lui réponds d'accord, ainsi je pourrais tester cette clé avec la sienne.

Je rentre à la maison, une heure après un coup de fil, c'est cet employé de Tata qui me dit qu'il va passer tout de suite chez moi, si cela ne me dérange pas, bon, changement de programme, pourquoi pas. Il va arriver à 14h10 pour ne repartir qu'à 17h30 ! Il va s'avérer que le signal en question est encore plus faible que celui de Reliance et qu'il m'a raconté un baratin. Il va tout tenter pour me faire croire que cela fonctionne, il va même débrancher l'écran, le clavier et la souris extérieur du portable et se poster sur la terrasse, en vain. Il me dit alors que je devrais m'installer au premier étage et que là cela fonctionnerait normalement...

Je l'ai supporté pendant 2h20, je lui servirai une boisson froide, je l'écouterai surtout car on va beaucoup discuter, c'était un garçon charmant, comme le sont en général les Indiens, j'apprendrai qu'avec six ans d'ancienneté chez Tata son salaire est de 6 500 roupies, environ 100 euros, en comparaison une vendeuse ou un pompiste est payé 2 500 ou 3 000 roupies seulement, un prof dans le public quelque chose comme 12 ou 14 000 roupies (à vérifier). Il va m'expliquer qu'il ne peut pas vivre avec ce salaire, qu'il est au bord du désespoir, bref, de quoi m'apitoyer sur son sort pour lui acheter cette clé USB pour qu'il touche une commission, s'en foutant totalement qu'elle ne fonctionne pas. Mais je connais la musique et je n'achèterai pas cette clé pour uniquement lui faire plaisir, je ne tiendrai pas compte non plus de sa mentalité que je réprouve sans le juger.

On a aussi beaucoup parlé politique évidemment, je me suis dit que s'il était là, autant qu'il ne soit pas venu pour rien, surtout qu'il était sympathique et qu'on se connaît depuis quelques années déjà, c'est lui qui s'était occupé de moi lorsque j'ai fait remplacer les trois combinés défectueux dans le passé. Il a voulu me rouler, des crétins (ouvriéristes, tiers-mondistes à la con) penseront que c'est de bonne guerre, cela n'a pas marché, je lui ai dit que j'étais désolé pour lui sans lui faire la morale, mais en l'encourageant à se battre pour améliorer sa condition...

Et après on me reprochera de manquer de patience, de mépriser les Indiens notamment... En fait, pendant ces 2h20 j'ai joué le jeu, jusqu'à un certain point seulement comme je viens de le relater, en examinant le cheminement de sa démarche pour bien comprendre comment il fonctionnait, car je ne vous raconte pas le nombre de fois où je me suis fait avoir, par les sentiments, par faiblesse, parce que le pauvre type qui se met dans cette situation ne l'a pas vraiment choisie, cependant il sait parfaitement ce qu'il fait, il a essayé de me rouler, il n'en est pas très fier, peut-être, c'est accessoire pour lui, c'est un luxe, s'il ne peut satisfaire un besoin qu'il estime indispensable qu'uniquement par le biais d'un moyen malhonnête, il n'hésitera pas à l'employer puisque finalement tout le monde agit de la sorte ici, personne ne le jugera, il ne risque pas l'opprobe, cela ne l'empêchera pas de dormir, il n'aura fait que se conformer à la norme en vigueur dans cette société pourrie jusqu'à l'os. J'ai oublié de préciser qu'il n'avait pas un statut de commercial ou de vendeur, il est employé dans une agence, ses tâches principales sont administratives et techniques, l'aspect commercial est seulement en option pour arrondir les fins de mois. Cette histoire remonte à une semaine.

Autre chose très vite.

J'ai téléchargé dans mon disque dur, à partir du portail *Les archives Internet des marxistes*, quelques articles ou ouvrages des marxistes qu'ils me manquaient. Je les ai parcourus en diagonal et j'en extrais ici deux passages de Lénine pour alimenter la réflexion des militants sur les questions politiques qui nous préoccupent. (Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat - 16 décembre 1919)

1- "*Dans tous les pays capitalistes, à côté du prolétariat ou de cette portion du prolétariat qui, consciente de ses devoirs révolutionnaires, était capable de combattre pour les accomplir, on observe des masses nombreuses, inconscientes, prolétariennes, à demi prolétariennes, à demi petites-bourgeoises, qui suivent la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocrate (et notamment les « socialistes » de la 2e Internationale) ; trompées par la bourgeoisie, ne croyant pas en leurs propres forces et en celles du prollétariat, elles ne se rendent pas compte de la possibilité d'obtenir, par l'expropriation des exploiteurs, la satisfaction de leurs besoins essentiels.*

Ces couches des masses laborieuses fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat ; mais le prolétariat ne peut conquérir ces alliés que par l'exercice du pouvoir politique, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie et détruit son mécanisme de gouvernement."

Il s'avère qu'en Russie, non seulement l'Assemblée constituante n'a jamais pu permettre au prolétariat de parvenir au pouvoir, pas même au parti bolchecik d'y obtenir la majorité alors qu'il l'avait conquise au niveau des soviets, demeurant jusqu'au bout un instrument politique au service de l'Ancien régime, contre-révolutionnaire finalement.

Ce qui est nié également à travers la démarche de l'Assemblée constituante, c'est que les couches exploitées n'appartenant pas proprement parlé au prolétariat ne romperont jamais d'elles-mêmes avec le capitalisme et les institutions, aussi longtemps qu'elles n'auront pas fait l'expérience d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour le comparer avec un gouvernement bourgeois.

Le second passage traite des élections et est à relier au précédent.

On notera au passage que l'on peut considérer que le prolétariat a pris le pouvoir, qu'à partir du moment où il a réussi à entraîner derrières lui la majorité des masses exploitées et non l'inverse. On en tirera l'enseignement que c'est vers la classe ouvrière qu'il faut se tourner et à laquelle doit s'adresser notre politique, et non les petits-bourgeois démocrates ou

républicains, encore moins les élus de tous bords politiques.

2- "*... le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. Mais limiter ou conditionner cette conquête à l'acquisition électorale, sous la domination bourgeoise, témoigne ou d'une inguérissable indigence intellectuelle ou tout bonnement, du désir de tromper les travailleurs. Pour mettre de son côté la majorité de la population le prolétariat doit, tout d'abord, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir gouvernemental, introduire ensuite le système des Soviets, après avoir brisé l'ancien appareil de l'État, — ce qui anéantit instantanément la domination, l'autorité de la bourgeoisie et des petits-bourgeois conciliateurs sur les masses laborieuses non-prolétariennes. Il doit enfin, en troisième lieu, achever de détruire l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la majorité des masses laborieuses non prolétariennes en réalisant révolutionnairement leurs desiderata économiques, aux dépens des exploiteurs.*

La possibilité de ces faits est naturellement conditionnée par un certain degré d'évolution capitaliste. Sans cette condition fondamentale il ne peut y avoir ni formation du prolétariat en une classe distincte, ni succès de sa longue préparation, de son éducation, de son aguerrissement par des années de grèves, de manifestations, de lutte contre les opportunistes chassés et déshonorés. Sans cette condition fondamentale on ne peut concevoir le rôle économique et politique des centres, dont la conquête équivaut pour le prolétariat à celle de tout le pouvoir politique, ou plus exactement de son noeud vital, de son nerf essentiel. Sans cette condition fondamentale, cette proximité, cette parenté de situation du prolétariat et des classes laborieuses non prolétariennes qui est indispensable à l'influence du prolétariat sur ces masses, un succès de son action à leur égard ne peut exister.

Voyons plus loin.

Le prolétariat peut conquérir le pouvoir politique, réaliser l'organisation sociale des Soviets, satisfaire, en économie, l'ensemble des travailleurs au détriment des exploiteurs.

Est-ce suffisant pour que sa victoire soit complète et définitive ?

Non.

Seules les illusions des petits bourgeois démocrates, des « socialistes » et des « social-démocrates » de même que de leurs leaders actuels les plus marquants, peuvent faire croire qu'en régime capitaliste les masses laborieuses peuvent atteindre un degré de conscience assez élevé, une fermeté de caractère, une perspicacité, une largeur de vues politiques suffisante pour avoir la possibilité de décider à l'avance par le seul vote, ou, d'une façon générale, pour décider de quelque manière que ce soit, sans une longue expérience de lutte, de suivre telle classe, tel parti défini. (...)

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne condamnait d'une part les masses à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement (voyez la campagne !), d'ignorance, — et si d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes.

C'est pourquoi le prolétariat seul peut conduire les travailleurs du capitalisme au communisme. Que les masses laborieuses petites-bourgeoises ou à demi petites-bourgeoises puissent résoudre à l'avance le plus grave des problèmes historiques : « être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie » - il n'y faut pas penser. Les hésitations des masses laborieuses non prolétariennes sont inévitables ; il est inévitable aussi qu'elles aient besoin de leur propre expérience pratique afin de comparer le gouvernement de la bourgeoisie et celui du prolétariat."

Vous avez peut-être ici une partie de l'explication qui permet de comprendre pourquoi l'avant-garde a dégénéré ou piétine depuis l'après-guerre.

Lénine expliquait et cela tient la route, que c'est seulement lorsque les petits-bourgeois se rendront compte que le gouvernement ouvrier révolutionnaire est capable de prendre les mesures aptes à satisfaire leurs besoins, qu'ils se rangeront en masse derrière le prolétariat et consolideront ainsi les acquis de la révolution...

Je rajoute un extrait sur la dictature du prolétariat qui fait l'objet de fantasmes de la part de certains militants du mouvement ouvrier, par ignorance.

"*La dictature du prolétariat c'est la lutte des classes menée par le prolétariat au moyen d'une arme qui est le pouvoir gouvernemental, c'est la lutte des classes dont l'une des tâches est de démontrer par une longue expérience, par une longue série d'exemples pratiques aux masses laborieuses non prolétariennes qu'il leur est plus avantageux de se prononcer pour la dictature prolétarienne que pour la dictature bourgeoise et qu'il n'y a pas de moyens termes.*" (source : idem)

Donc, la dictature du prolétariat signifie l'exercice du pouvoir politique par le prolétariat (pour le prolétariat) sur la bourgeoisie, dès lors qu'il est parvenu au pouvoir au moyen de sa révolution. Cette définition n'est pas exhaustive, je précise pour les "puristes"

qui confondent facilement couper les cheveux en quatre et opposer des définitions émises sur le même sujet dans des contextes différents !

Au fait, aux camarades qui emploient des citations des marxistes, il serait bon que vous indiquiez précisément les sources (titre de l'article ou de l'ouvrage, date de parution), afin que chacun puisse les remettre dans leurs contextes d'origine, et vérifiez par la même occasion que vous en avez fait bon usage ou éventuellement contester leur emploi, c'est le droit légitime de chaque militant.

Je vous laisse commenter les infos en bref ci-dessous. Bonne continuation à tous, vous voyez, après un mois fortement perturbé je refais surface, pas si facile quand on est si isolé.

Politique

France

Ziad Takieddine, mis en examen dans une affaire de corruption présumée lors de la présidentielle de 1995, poursuit son déballage médiatique dans une interview pulbiée samedi 1er octobre par Libération. Il y évoque à nouveau ses liens avec Nicolas Sarkozy et Claude Guéant auxquels il demande de reconnaître son rôle.

L'intermédiaire franco-libanais dit avoir été mandaté notamment par l'Elysée, au moment où Claude Guéant était secrétaire général, auprès du régime Kadhafi en Libye et auprès de Bachar Al-Assad en Syrie. "*J'ai envie de dire, 'M. Guéant, vous me connaissez plus que d'autres'. Chacune de mes interventions correspondait à une mission officielle*", dit-il. Claude Guéant a récemment pris ses distances avec lui dans la presse. "*Je suis allé voir Kadhafi en Libye ou Assad en Syrie uniquement sur autorisation et demande express de la part du président de de la République*", ajoute Ziad Takieddine.

Dans une demi-douzaine d'autres interviews en fin de semaine, il avait déjà appelé Nicolas Sarkozy à lever le secret-défense sur deux contrats d'armement des années 1990 au cœur de l'affaire de corruption où plusieurs proches de Nicolas Sarkozy sont poursuivis. Sur BFM TV, il avait même demandé à Nicolas Sarkozy de le recevoir, ajoutant : "*Il y a intérêt et la France y a intérêt.*" L'Elysée a fait savoir vendredi qu'il n'y aurait aucun commentaire sur ces déclarations.

Dans Libération, Ziad Takieddine explique avoir rencontré deux fois Nicolas Sarkozy quand il était ministre de l'intérieur. Le Franco-Libanais nie toutefois avoir servi d'intermédiaire pour le détournement de commissions de marchés d'armement, comme le soupçonne la justice. (lemonde.fr 01.10)

Social

Portugal

Des dizaines de milliers de Portugais ont défilé dans le calme samedi à Lisbonne et Porto pour protester contre l'austérité imposée au pays par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange d'une aide financière.

Il s'agissait des plus vastes manifestations depuis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de centre droit en juin dernier.

La CGTP (Confédération générale des travailleurs portugais), à l'initiative des rassemblements, a appelé à de nouvelles actions "*contre l'appauvrissement et l'injustice, contre l'agression du Fonds monétaire international*", dans la semaine du 20 au 27 octobre.

Le dirigeant du premier syndicat du pays, Manuel Carvalho da Silva, a déclaré que 130.000 personnes avaient participé à la manifestation de Lisbonne. La police n'a pas voulu fournir de chiffre. La grande avenue Liberdade, dans le centre-ville, était noire de monde. (Reuters 01.10)

Economie

Danemark

Alors que le gouvernement français tente de faire accepter une taxe sur les sodas, le Danemark choisit d'aller plus loin. Le pays est devenu ce samedi le premier au monde à introduire une taxe sur les graisses. Présentée comme une mesure pour lutter contre l'obésité, celle-ci fera augmenter le prix des produits de 16 couronnes (2,15 euros) par kilogramme de graisses saturées. Exemple: le prix d'une brique de beurre de 250 grammes, qui contiendrait 63% d'acides gras saturés, augmenterait de près de 3 couronnes (environ 40 centimes d'euros). La taxe s'appliquera à tous les produits contenant plus de 2,3 % d'acides gras : des viandes au beurre en passant par les huiles, les fromages, les crèmes et les produits transformés.

Alors que les distributeurs se frottent les mains, les professionnels font grise mine. La Confédération danoise des industries (DI) parle même d'un «*cauchemar administratif*». Que les produits soient de fabrication danoise ou importés, il faudra en effet réclamer des déclarations aux producteurs sur la quantité de graisses saturées contenues dans le produit mais également utilisées dans sa préparation. De même, la mise à jour des systèmes informatiques a nécessité de nombreuses heures de travail supplémentaires pour les producteurs et les revendeurs. «*Tout ceci a un coût qui sera répercuté sur les consommateurs*», prévient Gitte Hestehave, porte-parole de la DI. «*Je doute que cela aura un impact positif sur la santé, c'est simplement une taxe supplémentaire*», ajoute-t-elle.

De son côté, la Commission européenne dit «*surveiller*» l'introduction de cette taxe pour «*être sûre qu'elle n'instaure pas de barrière au commerce*» au sein de l'Union européenne. En effet, lorsque la teneur en matière grasse d'un produit importé ne sera pas suffisamment indiquée, le Danemark se réserve le droit d'imposer à l'importateur une taxe forfaitaire majorée. Ce qui pourrait pousser ces derniers à se détourner des produits originaires d'autres États membres où la mention des quantités de graisses saturées n'est pas obligatoire. (lefigaro.fr 01.10)

Haut de page

Le 3 octobre

Dépêche de l'AFP d'hier.

Gérard Schivardi ne sera pas candidat à la présidentielle, a décidé dimanche le congrès du Parti ouvrier indépendant (POI) qui a jugé ce choix "préférable" pour "exprimer le rejet" des "institutions antidémocratiques" de la Ve République et de l'Union européenne.

Lors d'une conférence de presse au siège du POI à Paris à l'issue d'un congrès extraordinaire, Daniel Gluckstein, un des quatre secrétaires nationaux du POI, a déclaré que "*tous les délégués sont d'accord pour condamner les institutions antidémocratiques de la Ve République et les institutions de l'Union européenne*".

Il est donc "*préférable d'exprimer ce rejet par la non présentation d'un candidat*", le POI étant favorable à la mise en place de "*nouvelles institutions sur la base d'une assemblée constituante*", a-t-il ajouté, affirmant que cette décision avait été prise à "une très large majorité" par les 200 délégués.

Le POI présentera en revanche "des candidats partout où (il pourra) aux législatives" de 2012, a indiqué Claude Jenet, également secrétaire national.

A la présidentielle de 2007, Gérard Schivardi, soutenu par le Parti des travailleurs (PT, devenu POI), avait récolté 0,34% des voix, arrivant dernier des 12 candidats présents. En 2002, le secrétaire national du PT, Daniel Gluckstein, avait recueilli 0,47%.

S'il faudra bien en 2012 "*chasser le gouvernement de Nicolas Sarkozy et sa politique*" anti-service public et de "*saignée*" dans l'Education nationale, il est clair qu'un "*gouvernement de gauche cherchera finalement à appliquer les mêmes politiques que Papandreou ou Zapatero*" en France, a estimé M. Glucktein, prônant "la rupture avec l'UE".

Lors d'un meeting internationaliste samedi à Paris, des représentants du POI et de syndicats venus de Grèce ou d'Espagne avaient dit leur "*refus des plans de la troïka*" FMI-BCE-UE et "*l'exigence de l'annulation de la dette*".

Face à cela, il faut "*une action commune des travailleurs de toute l'Europe contre tous les plans de rigueur*" et "*contre tout gouvernement de toute couleur politique qui applique ces plans*", a souhaité M. Gluckstein, qui appelle à "*se préparer au plus grand choc et au plus grand combat*".

Ainsi en a décidé la majorité des quelques 200 délégués du POI lors de ce congrès extraordinaire. N'ayant pas connaissance de l'intégralité de la déclaration faites par Gluckstein à la presse au nom du POI, on devrait s'abstenir de tout commentaire avant la sortie de leur prochain numéro d'*Informations ouvrières* mercredi prochain. Peut-être que nous n'en saurons pas davantage.

Notons cependant que l'argument avancé pour ne pas présenter de candidat tombe à côté de la plaque tel qu'il figure ici, dans la mesure où il aurait pu justifier le refus de présenter un candidat depuis qu'existe la Ve République. Ajoutons que cet argument vaut également pour l'élection législative dans la mesure où la participation à cette élection ne s'est jamais traduite concrètement sur le plan de la construction du parti.

Nous ne sommes pas pour le boycott systématique des élections législatives, disons que si la participation aux législatives ne permet pas de tisser des liens avec des milliers et milliers de travailleurs et jeunes, elle ne sert strictement à rien, un parti n'a

pas besoin de coller à l'agenda institutionnel pour se faire connaître ainsi que sa politique, organiser des collages, des meetings, etc.

Ces contradictions sont à rapprocher de l'orientation politique du meeting du 1er octobre. Il est dit dans l'appel qui a été adopté à l'issue de ce meeting qu'il a été "*convoqué par le Parti ouvrier indépendant (membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples)*", on est donc en droit de penser qu'il s'agissait d'un meeting à caractère politique, pas forcément, d'ailleurs peu importe.

A plusieurs reprises dans cet appel les différents gouvernements en Europe sont mentionnés au même titre que la "troïka" (FMI-UE-BCE), les uns et les autres s'entendant pour imposer aux travailleurs la violente politique d'austérité dictée par l'aristocratie financière qui décide de fait du sort de l'humanité. Mais étrangement dès qu'il s'agit de dire non à cette dictature, seule la troïka est citée, les différents gouvernements passent à la trappe, quand aux institutions du capital de chaque pays, elles ne sont même pas évoquées, elles sont remplacées (à deux reprises !) par un appel nationaliste pathétique à défendre la "*souveraineté des nations*", comme si le seul fait de rompre avec le FMI, l'UE et la BCE suffirait à remplir les conditions pour enfin pouvoir satisfaire les revendications sociales des travailleurs, pur exercice d'illusionnistes ! La Grande-Bretagne n'a pas adhéré à l'euro et pourtant les travailleurs britanniques sont logés à la même enseigne que le prolétariat de la zone euro.

Rien d'étonnant à cela puisque si "*la seule vocation du mouvement ouvrier est de défendre les intérêts, revendications, aspirations des exploités et des opprimés et d'assurer cette défense en toute indépendance*" sans la situer dans la perspective de l'abolition du salariat, donc du capitalisme, au-delà mais laissons cela de côté ici, des classes sociales et de l'Etat, cela signifie implicitement que l'on peut très bien faire avec les institutions en place dans chaque pays, qu'on verra plus tard pour les remplacer, un jour indéterminé, on retrouve là la conception de la lutte de classe par étapes des staliniens.

Annuler la dette. Qui peut annuler cette dette ? Dans quelles conditions politiques ? Par un bulletin de vote ? C'est ce qu'on nous suggère à travers une Assemblée constituante qui finalement ne serait qu'une copie de l'Assemblée nationale sous la IVe République ou sous la Ve quand il y avait une majorité PS-PCF. Et bien entendu la classe dominante qui le serait toujours puisqu'on ne lui aurait pas retiré ses pouvoirs, se laisserait ainsi dépouiller tranquillement de ses privilèges et de tous ses biens, qui peut croire une fable criminelle pareille ?

Ce genre de discours peut passer auprès de militants ou de travailleurs qui ignorent ou n'ont pas à l'esprit comment se passent les choses au cours d'un processus révolutionnaire, qu'ils lisent ou relisent les nombreux comptes-rendus qu'en ont fait les marxistes entre la moitié du XIXe et du XXe siècle, ils apprendont peut-être que le plus difficile ce n'est pas de renverser le régime en place ou de prendre le pouvoir, mais de le conserver, que la réaction ne perd pas un instant pour se réarmer dans tous les domaines, que ce soit au niveau de la propagande, rappelons qu'elle détient tous les médias, de l'organisation, c'est la classe la plus et la mieux organisée, etc. qu'elle ne perd pas une occasion pour saper les efforts du gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire afin d'entraîner avec elle la majorité de la population pour le faire chuter, qu'elle recourt au lock-out, à des attentats, à l'extrême violence, elle dispose encore de l'ensemble de l'appareil policier et militaire pour résister et s'opposer à toute mesure visant ses privilèges...

Annuler la dette exige une décision politique que seul pourrait prendre un gouvernement ouvrier révolutionnaire constitué des seuls partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant pour le socialisme, et non un gouvernement bourgeois issu d'une Assemblée constituante dont la majorité des élus demeureraient inféodés au capitalisme.

Annuler la dette renvoie à l'issue de la crise du capitalisme qui se situe sur le plan politique. Maintenant au sein du mouvement ouvrier et de tous ses partis deux conceptions de la lutte des classes prévalent, l'une tendant à privilégier le combat pour la défense des acquis sociaux et l'amélioration des conditions de la classe ouvrière en régime capitaliste, donc en s'accommodant de ce régime dès lors qu'il fait preuve de largesses ou de générosité envers les exploités, ce sont ses uniques objectifs, l'autre subordonnant le combat pour la défense des acquis sociaux et l'amélioration des conditions de la classe ouvrière à l'objectif de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Ces deux conceptions reposent sur des analyses de la situation et de l'évolution du capitalisme mondial diamétralement opposées et irréconciliables. La seconde est fondée sur les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme qui conduisent à son effondrement, et que traduit l'extrême richesse accumulée par une poignée de capitalistes à un pôle de la société et la pauvreté frappant un nombre toujours plus grand à l'autre pôle, conditions qui conduisent les exploités à se soulever pour prendre leur sort en mains et changer la société, ce que nie la première conception de la lutte de classe qui estime au contraire que le capitalisme sera toujours en mesure de résoudre ses propres contradictions et qu'il suffirait de faire pression sur ses représentants à l'aide de textes législatifs pour aboutir à une meilleure répartition des richesses, partant du principe que les crises du capitalisme ne sont pas le produit des contradictions inhérentes aux rapports de production basés sur la propriété des moyens de production, mais le fait de la mauvaise volonté de capitalistes égoïstes et avides de profits et de pouvoir, et qu'il suffirait de les convaincre de modifier leur comportement pour que tout rendre dans l'ordre.

Cela fait plus de deux siècles qu'on entend ce genre de discours chaque fois contredit par les faits, la crise suivante, qui a deux reprises s'est traduite par une guerre mondiale au XXe siècle, sans rien résoudre des contradictions du capitalisme, ajoutons que des guerres n'ont cessé d'émailler l'histoire de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours pour les mêmes raisons.

La dette des Etats peut être payée par les travailleurs des pays concernés, par ceux de la zone euro ou de l'UE, et si pour des raisons politiques ou parce que le rapport de force s'avèrait défavorable dans certains Etats capitalistes cela n'était pas possible, soit ce sont ceux des autres pays capitalistes en question qui la paieraient, soit ce seraient les travailleurs les plus exploités et les moins organisés dans le monde qui seraien mis à contribution, comme à l'époque de la colonisation qui n'a pas cessé sur le plan économique avec l'indépendance et que cyniquement ils appelèrent les Trentes glorieuses (1945-1975).

Très hypocritement, les partisans de la conception réformiste de la lutte de classe, d'une meilleure répartition des richesses sans s'attaquer aux fondements du capitalisme ni aux institutions bonapartistes de la Ve République, s'accommodent de la misère qu'elle perpétue en Afrique, et dans de nombreux pays en Asie et en Amérique latine, des guerres ou guerres civiles qui en sont les conséquences ou qui l'accompagne, leurs objectifs étant subordonnés au maintien en place du régime en vigueur en France, auquel ils sont liés, mieux encore, dont dépend leur propre existence politique, vous aurez reconnu le PS et ses satellites. Ils s'accommodent même de la misère qui règne en France du moment qu'elle demeure à un niveau supportable, qu'elle ne constitue pas une menace pour les institutions. Quelque part, il en a toujours été ainsi, jouant sur les divisions internes de la classe ouvrière et s'appuyant sur la petite-bourgeoisie pour assurer la stabilité du régime et des institutions.

Si maintenant la situation sociale devenait trop tendue et risquée dans la plupart des pays, y compris ceux dont la main d'oeuvre est réputée taillable et corvéable à merci ou sans défense, ils pourraient décider d'effacer la dette de certains Etats, à hauteur de 20% comme en Grèce, 50% ou davantage, dans ce cas-là qu'est-ce qui se produirait, des banques et des établissements financiers seraient conduits à la banqueroute tandis que d'autres prendraient le relais (leur clientèle) sans débourser un centime, on assisterait donc à une nouvelle concentration du capital entre des mains encore moins nombreuses, à un monopole de la finance mondiale entre quelques capitalismes au pouvoir gigantesque et tentaculaire. L'Etat ne pourrait pas les nationaliser, car dans ce cas-là il devrait s'engager à régler leurs dettes rubis sur l'ongle, alors que la sienne est déjà colossale et a atteint un niveau insupportable.

La dette des Etats dans le système actuel ne peut que s'accroître (mécaniquement) au fil des ans, à moins pourrait-on croire qu'ils parviennent à liquider la fonction publique, à privatiser tout ce qui peut l'être encore, la Sécurité sociale, les retraites, à réduire de manière drastique tous les budgets sociaux, au risque de déclencher un affrontement violent et incontrôlé avec la classe des exploités. Mais cela ne suffirait pas, même placés dans ces conditions elle demeurera insupportable pour les Etats et continuera de croître si l'on observe ce qui s'est passé aux Etats-Unis où ils ont déjà privatisé une partie de leur police et de leur armée, on ne voit pas comment ils pourraient aller encore plus loin dans cette voie, surtout que leur économie repose à 70% sur la consommation des Américains et compte (officiellement) quelque 40 millions de pauvres.

La lutte de classe du prolétariat mondial alimente les contradictions que nous venons de relever, mais comme elle n'est pas conçue dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, non seulement elle n'a aucune chance d'atteindre l'objectif du mouvement ouvrier international, pas même d'avancer d'un pas dans cette voie, elle permet aux capitalistes de s'attaquer aux prolétariats les plus vulnérables qui souvent sont placés sous la coupe de régimes antidémocratiques, autoritaires ou semi-féodaux leur interdisant toutes formes d'expression ou de regroupements politiques indépendants.

Comme nous le constatons plus clairement aujourd'hui, cela vaut pour les aveugles, non le capitalisme ne s'est jamais accommodé des concessions sociales qu'il avait dû concéder à la classe ouvrière au cours de son développement ou de la lutte des classes. Il n'a pas changé de visage il y a trois ou quatre décennies ou au cours des dernières années, il est resté fidèle à lui-même, sa raison d'être et son objectif demeure l'accumulation du capital et rien d'autres, il se trouve simplement qu'avec la réintroduction du capitalisme dans l'ex-URSS et ses satellites de l'Est, puis en Chine et les pays d'Asie du Sud-est qui étaient ses alliés, le nombre de prétendant à un enrichissement illimité dans une période très courte a augmenté plus vite que les richesses produites dans le monde, du coup pour s'enrichir rapidement et prétendre à la place qu'ils visent sur le marché mondial, ce sont eux qui imposent aux travailleurs qui bénéficient d'avantages sociaux une nouvelle répartition des richesses en leur faveur, précipitant des centaines de millions de travailleurs dans la précarité et la pauvreté. Ce comportement est général chez tous les capitalistes les plus puissants de la planète et ne concerne pas uniquement les nouveaux milliardaires asiatiques, africains ou d'Amérique latine.

La dette des Etats signifie la faillite du capitalisme, non pas que les capitalistes n'auraient pas les moyens de la payer, mais comme sytème économique incapable de satisfaire les besoins ou aspirations des 7 milliards de travailleurs et leurs familles dans le monde. C'est à la base parce que ce système repose sur une injustice et une contradiction insoutenable à la longue, qu'il produit les effets désastreux pour les populations dont nous somme témoins quotidiennement et qu'il est appelé à disparaître.

Cette question est plus complexe qu'il n'y paraît. Faire payer cette dette aux capitalistes est du domaine de l'agitation, au-delà cela ne veut pas dire grand chose, car en réalité pour que la société soit vivable il faut la réorganiser de fond en comble. A cette dette est liée la question du chômage de masse, de la précarité généralisée, des salaires misérables, le tout est relié à la nécessité pour les capitalistes d'engranger un maximum de profits, mais en toile de fond c'est l'anarchie dans tous les domaines de la production qui leur sert de support, qui les alimente avec l'accentuation de la concurrence mondiale ou la dernière division internationale du travail en date impliquant des pays disposant d'une force de travail de centaines de millions de travailleurs. Il s'agit donc de repenser la totalité de la production en fonction des besoins de la population, à l'échelle nationale, européenne, puis mondiale et c'est là qu'est toute la difficulté, car il y a et il y aura en permanence un décallage important entre ces besoins et le niveau de la lutte des classes à l'échelle nationale, européenne et mondiale, ce qui signifie qu'il faudra imaginer des solutions alternatives et

temporaires au niveau de la production pour à la fois satisfaire les besoins élémentaires des travailleurs, éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté...

Prendre aux riches pour donner aux pauvres est un discours simplet et démagogique qui ne peut inspirer confiance, parce que cela ne résoudrait aucun problème fondamentalement. Et puis le pauvre aspire à devenir riche, c'est encore flatter son ignorance !

Pour revenir en arrière.

Il y a des militants dans le mouvement ouvrier qui nient l'effondrement inéluctable du capitalisme, ce sont des ignorants ou des révisionnistes qui s'emploient à réécrire le cours du développement du capitalisme depuis le début du XIXe siècle, même plutôt encore. Il y a pire encore. Il s'en trouve qui nient que la classe ouvrière pourrait parvenir au pouvoir sans que cet effondrement se produise, sans que les conditions de vie des travailleurs soient devenues un véritable cauchemar au quotidien au point de les pousser à passer à l'action, or c'est l'une des deux conditions indispensables sur lesquelles repose le socialisme, la seconde est la capacité de la classe ouvrière à se doter d'une direction pour s'emparer du pouvoir et le conserver, à se hisser à la hauteur de ses tâches historiques.

Jusqu'à preuve du contraire, jamais dans le passé une classe exploitée n'a remis en cause le pouvoir de la classe au pouvoir, dès lors qu'elle s'estimait partiellement satisfaite du sort qu'elle lui réservait ou qu'il pourrait encore s'améliorer. L'homme est ainsi fait qu'il faut qu'il soit poussé à bout pour réagir contre sa condition, je parle en général volontairement puisque nous aurons besoin de la majorité de la population laborieuse pour renverser l'ordre établi.

Et ce n'est pas pour rien qu'on n'oublie pas d'associer à cette condition objective, la question de sa conscience de classe, politique, sa capacité à s'organiser, à construire le parti communiste qui lui fait tant défaut aujourd'hui, car à elle-seule elle est insuffisante, il suffit de voir ce qui se passe dans les pays où le prolétariat est pour ainsi dire réduit en esclavage et où il demeure incapable de se soulever, sans le développement de la lutte de classe l'opprimé est réduit à l'état d'esclave impuissant contre ses maîtres, d'où la nécessité de constituer des syndicats et des partis ouvriers pour défendre ses intérêts de classe.

Les conditions objectives et subjectives sont liées, oubliez les premières et vous croyez que la révolution va ou peut avoir lieu tous les quatre matins, illusion cruelle, vous faites peut-être partie des gens qui croient que ce seraient les idées qui pourraient changer le monde, oubliez les secondes et il ne vous reste plus qu'à accompagner le capitalisme vers l'abîme où il entraîne l'humanité toute entière.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Un dernier mot très rapidement sur le meeting du POI du 1er octobre, puis de ce congrès le lendemain.

J'ai été frappé de découvrir page 9 du IO n°168 l'emplacement réservé aux militants des différentes fédérations de Paris et la région parisienne. C'est un secret de polichinelle d'affirmer que les participants à ce meeting étaient tous ou presque adhérents du POI. Ce qui m'a le plus choqué, c'est de lire dans l'appel adopté lors de ce meeting qu'il s'était déroulé "*en présence de milliers de travailleurs et de jeunes*" alors qu'à tout cassé la salle de l'Espace Charenton dans sa plus large configuration ne contient que 2 000 places. (source : http://www.sallereunionparis.com/espace-charenton/) Pour les nuls en orthographe ou en mathématique, le multiple de mille, million ou milliard commence à partir de deux.

Le journal *Le Parisien* terminait ainsi son article datant d'hier : "*Absent de la conférence de presse de clôture de ce congrès extraordinaire, Gérard Schivardi ne s'est pas exprimé. «N'y voyez aucune signification. Il avait un train à prendre», a justifié Daniel Gluckstein.* Valait peut-être mieux qu'il ne l'ouvre pas, qui sait, surtout qu'au regard des déclarations ou interviews qu'il avait données aux médias les mois précédents, ils étaient tous convaincus qu'il était déjà en campagne !

Les infos en bref demain.

Haut de page

Le 4 octobre

(pour les camarades qui ont déjà lu la causerie du jour : j'avais oublié de terminer le formatage des infos en bref - 16h44 heure locale)

Une petite histoire indienne pour commencer, certains en raffolent.

Il est déjà 11h du matin et je suis debout depuis 5h45. Je me suis levé tôt pour aller chercher une bouteille de gaz. Pourquoi si

tôt, parce que c'est comme cela et pas autrement. Où j'habite, à 10 minutes en moto de l'agence où je suis enregistré, ils ne livrent pas et leur stock situé à l'opposé de Pondichéry dans la proche banlieue est ouvert uniquement de 6h à 8h du matin. J'y suis allé dimanche matin, pas de bol, j'étais arrivé à 7h20 et le stock était vide. J'y suis donc retourné ce matin à 7h avec ma bouteille vide et j'ai pu être servi. Si vous venez et qu'il n'y a pas de stock, vous ne pouvez pas déposer votre bouteille vide, vous devez retourner chez vous avec !

Quand je vous répète qu'ici tous les rapports sont vraiment pourris, en voilà un nouvel exemple.

Je ne vous ai pas raconté que je m'étais engueulé grave avec des employés de Reliance (souscription à Internet), il y a un mois. J'y étais allé pour faire mon changement d'adresse. J'étais muni d'une copie de mon bail. Pas suffisant. J'y suis retourné muni d'une lettre du directeur de ma banque, une copie de mon livret bancaire sur lequel figurait ma nouvelle adresse, j'étais persuadé que cela ferait l'affaire cette fois. Pas du tout, ils m'ont demandé en plus une photo d'identité et une copie d'une pièce d'identité ou l'équivalent, par chance ou intuition plutôt, j'avais emporté avec une photo et une copie de mon permis de conduire indien.

Je leur ai demandé s'ils n'étaient pas complètement cinglés, ils m'ont répondu qu'ils appliquaient la procédure - un vulgaire mensonge, ils s'y sont mis à deux et à plusieurs reprises pour me demander chaque fois un document supplémentaire, car manifestement ils n'en savaient rien, du coup j'ai eu le droit à la totale, on ne me la fait plus, j'ai l'habitude de l'hypocrisie légendaire des Indiens, à commencer par mon épouse ! Finalement ils m'ont dit que je ferais mieux de retourner dans mon pays, charmant !

Je ne m'étais pas trompé, lorsque je suis allé le lendemain chez Tata (téléphone) pour effectuer mon changement d'adresse, l'employée m'a demandé de remplir un formulaire très court, je lui ai donné une photo d'identité et rien d'autre, elle a refusé tous les autres documents que je me proposais aimablement de lui fournir, cela a été réglé en deux minutes dans la bonne humeur et à mon grand soulagement.

Tata Indicom, le département téléphonie de Tata, compte 100 millions d'abonnées, c'est écrit sur leur pub, donc ils n'en ont vraiment rien à foutre à ce niveau-là d'avoir un abonné de plus ou d'en perdre un !

Pourquoi faut-il chaque fois fournir une photo d'identité ? Je n'en sais rien, ici tout le monde surveille tout le monde, et vous savez en quelques mois vous vieillissez tellement qu'on pourrait ne pas vous reconnaître ou vous pourriez vous faire passer pour un autre ! Je leur avais fourni une photo d'identité au moment de souscrire mon abonnement, il y a environ 5 ou 6 mois.

A propos d'une interview de G. Schivardi.

Vous pourrez lire l'interview que G. Schivardi a donné au jounal Le Monde, dans la rubrique politique au format pdf. Il dit notamment qu'il a été candidat en 2007 à la demande des maires et qu'en 2011 il ne l'est pas parce qu'ils estiment que c'est inutile. "*En 2007, je me suis présenté car les maires me l'avaient demandé. Mais depuis janvier, j'ai rencontré pleins de maires qui me disent que la présidentielle ne sert à rien et qu'il vaut mieux présenter des candidats aux législatives.*". On se demande qui décide de la politique mise en oeuvre au POI, les maires ou les militants de ce parti ! Et après ils se foutent des primaires du PS...

Il dit aussi maladroitement que "*le président ne sert à rien*", faux, il est le garant des oripeaux de l'Ancien régime qui dominent la Ve République bonapartiste ou à relents monarchistes, il concentre tous les pouvoirs dont il peut faire usage quand bon lui semble, comme tout dictateur qui se respecte, une paille. On a bien compris que Schivardi voulait dire qu'on pouvait se passer d'un président et il a raison, c'est à nous de préciser ce qu'il a voulu dire et de venir une fois de plus au secours du POI contre ses détracteurs malintentionnés et ils ne manquent pas parmi les militants.

J'irai plus loin, en affirmant que sur bien des questions le POI s'avère incapable de présenter correctement les positions qu'il défend, ce qui peut induire les militants en erreur. On peut être d'accord ou exprimer un désaccord sur une question, ce qui fait le plus défaut chez eux c'est la méthode.

Par exemple, quand ils sont face à un militant qui leur reproche les rapports entre leur parti et FO, tout ce qu'ils savent faire c'est répéter le refrain sur l'importance des syndicats et leur indépendance, alors que ce militant voudrait comprendre la stratégie de leur parti dans les syndicats, qu'est-ce qui détermine leur attitude, quelle analyse font-ils des rapports entre les travailleurs et les syndicats, quels objectifs ils poursuivent à court, moyen et long terme, quels avantages ils comptent en tirer, comment cela n'est pas forcément incompatible avec leur participation à la direction d'un syndicat, quelles concessions peut-on envisager de faire à un appareil sans se renier, etc.

Pourquoi les dirigeants du POI (CCI) sont-ils si mal à l'aise sur ce terrain ? En voilà une question intéressante, non ? Sont-ils absolument certains que leur analyse et la stratégie qu'ils ont adoptée est la bonne, ne se sont-ils pas tout simplement fourvoyés depuis des lustres ? Les militants sont pour la plupart en mesure de comprendre les choses, dès lors qu'on se donne la peine de leur expliquer sur n'importe question. C'est mon avis.

Les militants se posent des questions et sont en droit d'exiger des réponses, si ce ne sont pas les dirigeants de leur parti qui leur fournissent, d'autres moins bien intentionnés que moi s'en chargeront à leur place, pas toujours honnêtement, histoire de les déstabiliser plutôt que leur apporter quelque chose d'ailleurs, les dirigeants du POI feraient bien d'y réfléchir sérieusement s'ils veulent conserver leurs militants. Attention, c'est l'ennemi n°1 du POI qui vous parle !

Une histoire belge pour se mettre de bonne humeur ou le rester.

Les fonctionnaires de la région wallonne doivent en effet systématiquement "*pointer*" lorsqu'ils sortent fumer, et ces pauses sont décomptées de leur temps de travail, a rappelé lundi 3 octobre leur hiérarchie, déclenchant un tollé chez les syndicats, qui y voient une "*chasse aux fumeurs*".

"*La règle (instaurée depuis 2009), c'est que quand on sort ou qu'on rentre du bâtiment, on s'enregistre à la pointeuse*", explique le porte-parole de l'administration régionale wallonne, Hugo Poliart, confirmant une information publiée par le journal Le Soir.

La règle du pointage est valable pour les quelque 10 000 fonctionnaires de l'administration régionale – en charge notamment des transports, de l'environnement ou encore des voies navigables –, a-t-il expliqué, soulignant qu'elle ne visait pas spécifiquement les fumeurs mais concernait aussi par exemple une "*personne qui va acheter une pomme*".

Selon des responsables syndicaux cités par Le Soir, les contrôles aux entrées et sorties, jusqu'ici occasionnels, se sont toutefois généralisés, alors qu'il est interdit de fumer sur son lieu de travail en Belgique depuis 2006. (lemonde.fr 03.10)

Dans les usines où les ouvriers travaillent à la chaîne, il y a le "chrono", c'est ainsi que mon oncle Roger appelait le sous-fifre qui contrôlait les cadences quand il travaillait à la chaîne chez Bernard Moteur racheté par Renault, impossible d'aller pisser quand on en a envie... Pour ceux qui ignorent l'enfer auquel sont voués les ouvrier.

Cela dit, l'interdiction de fumer dans les bureaux n'a pas été motivée par un principe de santé publique, mais pour récupérer du temps de travail passé à cloper, un moment de détente désormais refusé aux employés. Ouvriers, employés, cadres du privé ou du public : unité, même combat !

Selon un sondage Ifop paru dans Le Journal du dimanche, pour les Français en moyenne, une personne est riche quand elle gagne 6.308 euros ou plus par mois, rapporte Le Nouvel Observateur.

23% des sondés estiment qu'une personne est riche quand elle gagne entre 5.001 et 10.000 euros par mois, 21% entre 4.001 et 5.000 euros, 14% entre 3.001 et 4.000 euros, 22% entre 2.001 et 3.000 euros et 9% 2.000 euros ou moins par mois.

Enfin, pour 8% des sondés, il faut gagner plus de 10.000 euros par mois pour accéder à ce statut.

Conséquence logique, quand on demande aux sondés quelles sont les personnes qui devraient être concernées par la taxe sur les super-riches, ils sont 35% à souhaiter qu'elle soit appliquée aux foyers disposant de 250.000 euros de revenus à l'année (le gouvernement prévoit pour l'instant de ne taxer que les foyers à plus de 500.000 euros).

Pour 22%, il faudrait même que la taxe de 3% touche les revenus de 200.000 euros ou plus, voire 150.000 euros (17%) et même 100.000 (25%). (lepost.fr 03.10)

Ils parlent ici d'une personne seule, mais on peut l'appliquer à un ménage dans la mesure où les charges fixes et les biens d'équipement sont partagés (loyers ou traites, électricité, gaz, eau, crédit de la voiture, assurances) et représentent au total les trois quart des dépenses que l'on vive seul ou en couple.

On peut mesurer ici la frustration des travailleurs lorsque 45% considèrent qu'on est riche à partir de 3001 euros par mois.

Ils seraient en train de préparer les esprits des couches moyennes et supérieures à être plus taxées...

Politique

Grèce

Le gouvernement grec a approuvé dimanche soir un plan visant à réduire le nombre de fonctionnaires, contrepartie la plus controversée au déblocage de l'aide financière du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne (UE).

Le projet crée une "*réserve de travail*", où 30 000 fonctionnaires seraient affectés d'ici la fin de l'année avec une baisse de 40 %

de leur rémunération. Au bout d'un an, ils seraient licenciés. "*La mesure de réserve de travail a été approuvée à l'unanimité*", a déclaré à Reuters un vice-ministre présent à la réunion du conseil des ministres. (lemonde.fr 02.10)

Qui décident en dernière instance et appliquent ? Le gouvernement et les députés inféodés aux marchés financiers, dès lors c'est contre eux qu'il faut axer le combat et non en direction de l'UE ou du FMI.

Bahreïn

Le Bahreïn continue de condamner à de lourdes peines de prison les acteurs de la protestaion populaire qui agite le pays depuis le 14 février. Trente-six protestataires chiites, dont des étudiants, ont été condamnés lundi 3 octobre à des peines d'au moins quinze ans d'emprisonnement par un tribunal spécial pour des affaires liées au mouvement de contestation.

Les 36 personnes étaient jugées dans trois affaires différentes, dont le meurtre d'un Pakistanais au cours du soulèvement qui a secoué ce petit royaume du Golfe de la mi-février à la mi-mars. Quatorze hommes ont été condamnés à la perpétuité (vingt-cinq ans) après avoir été reconnus coupables d'avoir battu à mort un Pakistanais 'à des fins terroristes' et d'avoir '*participé à des rassemblements illégaux*', selon le procureur militaire, Youssef Fleifel, cité par l'agence officielle BNA.

Quinze autres ont été condamnés à quinze ans de prison chacun après avoir été reconnus coupables de tentative de meurtre de militaires, de participation à des manifestations et '*d'actes de vandalisme*' à l'université du Bahreïn. Dans le troisième procès, un étudiant a été condamné à dix-huit ans de prison et six autres à quinze ans, pour '*tentative de meurtre*' de plusieurs personnes à l'université, selon l'agence. (lemonde.fr 03.10)

Social

France

1- Le dernier haut-fourneau lorrain en activité va fermer, lundi 3 octobre, à Hayange (Moselle), une fermeture temporaire selon le groupe ArcelorMittal, mais qui pourrait signer l'arrêt définitif de la '*filière liquide*' dans la région, s'inquiètent syndicats et élus.

Le numéro un mondial de la sidérurgie a annoncé le 8 septembre la fermeture pour une durée indéterminée du haut-fourneau P6 du site de Florange (situé sur le territoire de la commune de Hayange), spécialisé dans la fabrication d'acier à très haute valeur ajoutée.

Cette fermeture, justifiée par une baisse saisonnière de l'activité, est 'conjoncturelle, temporaire et provisoire', a assuré le 9 septembre le directeur du site, Thierry Renaudin. Promesse relayée mardi par le ministre de l'industrie Eric Besson, qui a déclaré espérer un redémarrage du haut-fourneau 'pour le début de l'année prochaine'.

En attente d'un feu vert bruxellois, un ambitieux projet de captage-stockage de CO2 pourrait voir le jour à Florange, pour lequel l'Etat français a prévu 150 millions d'euros dans le cadre des investissements d'avenir, a rappelé M. Besson. Mais l'annonce, survenant après la prolongation de l'arrêt du second haut-fourneau de Florange (le P3), et deux ans après la fermeture à Gandrange (Moselle) d'une autre usine d'Arcelor, a suscité l'inquiétude des syndicats et des élus.

Samedi, une manifestation a réuni de Hayange à Florange près de 1 500 personnes, avec à sa tête des élus de tous bords, dont le président UMP du conseil général de Moselle Patrick Weiten et la députée socialiste Aurélie Filipetti. Les commerçants de la vallée, en signe de solidarité, ont baissé leur rideau de 14 heures à 16 heures. (lemonde.fr 02.10)

2- L'allocation équivalent retraite (AER), qui s'appellera désormais '*allocation transitoire de solidarité*' (ATS), va être rétablie pour les seniors au chômage nés entre juillet 1951 et décembre 1953, avec un effet rétroactif au mois de juillet, a annoncé lundi le ministre du travail Xavier Bertrand sur RMC et BFM TV.

L'AER avait été instaurée en 2002 pour les demandeurs d'emploi de moins de 60 ans ayant leurs trimestres de cotisation à l'assurance retraite et garantissait aux bénéficiaires quelque 1 000 euros mensuels maximum, pour faire la jonction entre la fin des allocations chômage et le début d'une pension.

Le gouvernement avait définitivement supprimé cette allocation le 1er janvier dernier, sauf pour ceux qui la touchaient déjà, laissant des milliers de seniors avec au mieux l'allocation spécifique de solidarité (467 euros mensuels maximum) allouée aux chômeurs en fin de droits, jusqu'à l'âge officiel du départ en retraite. Or depuis le 1er juillet cet âge s'accroît de quatre mois par an.

L'ATS permettra aux chômeurs ayant leurs années de cotisation mais pas encore l'âge légal de retraite de faire la jonction et de toucher au total environ 1 000 euros par mois. (lemonde.fr 02.10)

Période électorale oblige !

Grande-Bretagne

Alors que s'ouvre le congrès du Parti conservateur britannique au pouvoir, environ 30 000 personnes ont défilé à Manchester (nord-ouest de l'Angleterre) dimanche 2 octobre, pour dénoncer les coupes budgétaires, selon des chiffres communiqués par la police.

"*Conservateurs pourris, dehors*", ont crié les manifestants en passant devant le centre qui accueille la conférence nationale des Tories. De nombreux fonctionnaires, dont des enseignants et des sapeurs-pompiers, mais aussi des employés du privé ont répondu à l'appel de la confédération des syndicats britanniques, le Trade Union Congress (TUC), qui a intitulé le défilé "*L'alternative - emplois, croissance, justice*".

"*Je suis contre la politique du gouvernement de réduction du montant des retraites. Il y des milliers de personnes ici, mais connaissant les conservateurs, je doute qu'ils écoutent*", a estimé Gerry Collier, 64 ans, employé dans une entreprise de vérification des alarmes incendie. Les pancartes dans la foule affirmaient "Manchester, une ville unie contre les coupes" ou encore "Il doit partir", un message adressé au premier ministre conservateur David Cameron.

Le gouvernement britannique, auquel participent les conservateurs et les libéraux-démocrates, a lancé l'an dernier un plan d'austérité drastique, considéré comme l'un des plus sévères des grands pays développés, afin de venir à bout d'ici 2015 d'un déficit colossal. Ce plan se traduit notamment par une réforme des retraites du secteur public et la suppression de plus de 300 000 postes d'ici quatre ans dans le public. (lemonde.fr 02.10)

Hier dans ma causerie, j'ai écrit que lier le combat pour l'annulation de la dette à la rupture avec l'UE et le FMI était insuffisant et qu'il fallait l'axer contre les institutions dans chaque pays en Europe, je précisais aussi qu'axer son combat contre l'euro n'était pas pertinant car les prolétariats d'autres pays que ceux de la zone euro en Europe étaient soumis à la même politique d'austérité, vous avez ici un exemple qui illustre mon propos.

Etats-Unis

Les indignés de Wall Street ne donnent pas signe de vouloir lever le camp.

Le mouvement "*Occupy Wall Street*" (Occupons Wall Street), entré dans sa troisième semaine, fait aussi des émules en dehors de New York.

L'interpellation de 700 personnes sur le pont de Brooklyn au cours du week-end a attisé la colère des protestataires qui campent au coeur de Manhattan pour dénoncer les excès de la finance et des multinationales. Au départ, il ne s'agissait que d'une poignée d'étudiants installés jour et nuit à Zuccoti Park, une place proche du quartier de la finance. Mais au lendemain des interpellations de samedi, ils étaient des centaines de manifestants à afficher leur détermination et des groupes dans d'autres grandes villes américaines se sont joints au mouvement.

Un porte-parole du mouvement Patrick Bruner a appelé lundi les manifestants à se déguiser en zombies de la bourse et dévorer des billets de Monopoly pour que les employés de la finance puissent voir "le reflet métaphorique de leurs actes".

Lundi matin, à l'heure du réveil sur le camp, plusieurs dizaines de policiers avaient déjà pris position en formation en face des manifestants.

John Hildebrand, 24 ans, enseignant sans emploi habitant à Norman dans l'Oklahoma, émergeait de son sac de couchage. Il a raconté qu'il était arrivé samedi à New York après avoir trouvé un billet d'avion bon marché. "*Le problème pour moi, c'est l'influence des grands groupes sur la politique. J'aimerais éliminer le financement des grands groupes de la politique*", a-t-il expliqué, disant avoir prévu de rentrer chez lui mardi et d'organiser une manifestation similaire là-bas.

De son côté, William Stack a envoyé un courrier électronique aux responsables de la municipalité les exhortant à abandonner toutes les charges contre les personnes interpellées. "*Ce n'est pas un crime de demander que notre argent soit dépensé pour satisfaire les besoins de la population, pas pour renflouer massivement les grandes sociétés*", écrit-il. "*Les vrais criminels sont dans les conseils d'administration et les bureaux de direction de Wall Street, ce ne sont pas les gens qui défilent pour des emplois, des soins de santé et un moratoire sur les saisies immobilières*". (AP 03.10)

Economie

Grèce

La Grèce manquera les objectifs de déficit qui lui ont été assignés par ses bailleurs de fonds internationaux pour cette année et la suivante, selon les chiffres publiés dimanche par le ministère grec des Finances après l'approbation par le gouvernement du projet de budget 2012. (Reuters 02.10)

Haut de page

Le 5 octobre

Tous les jours ici on subit des coupures de courant, c'est infernal, en réalité c'est de pire en pire. Ce matin en discutant avec mon propriétaire j'ai appris qu'une nouvelle centrale nucléaire aurait dû entrer en activité il y a deux mois au Tamil Nadu, mais que suite à Fukushima la population s'était mobilisée pour en empêcher le démarrage. Je connais bien le pays et j'imagine comment les choses se sont passées : un potentat local ou un groupe lié à un politicien local de l'opposition a manipulé la population totalement arriérée afin d'empocher une forte somme d'argent en échange de quoi tout rentrera dans l'ordre d'ici peu. C'est le pouvoir central à Delhi qui gère directement cette centrale et ce problème.

Evidemment, je ne suis pas pour l'énergie nucléaire, mais en l'absence de solution de rechange dans l'immédiat, on est bien obligé de faire avec, à moins de vouloir faire comme Gandhi et retourner à l'Age de pierre ! Eh oui encore un terrible paradoxe !

Hier soir j'étais prêt à aller me coucher sur les coups de 22h, pas bol au même moment ils ont coupé le courant. Comme chaque fois, j'ai tourné en rond en attendant que le courant revienne, trop crevé pour bosser ou lire, j'ai fumé une clope, puis je me suis décidé à récupérer des rallonges dans la maison pour connecter un ventilateur dans la chambre sur les coups de minuit. A peine quinze minutes plus tard le courant était revenu, je me suis résolu à laisser les fenêtres ouvertes et à essayer de dormir avec seulement le ventilateur, car j'en ai marre de me relever pour rouvrir les fenêtres, puis les refermer et ainsi de suite, déjà que j'ai du mal à m'endormir. Dans la matinée j'étais tellement crevé (et fiévreux) que j'ai été me reposer un peu, à force on finit par ne plus jamais être en forme, on a du mal à se concentrer sur une question, c'est très pénible. Bon il y a pire, je sais, comme se coltiner son patron ou un cheffaillon en arrivant le matin au boulot... Qu'est-ce qu'on deviendrait sans la lutte de classe ?

Dans la rubrique Tribune libre vous trouverez quatre documents mis en ligne aujourd'hui. J'ai ajouté dans la rubrique Défense du marxisme, un article de Trotsky de 1921 *Les leçons de la Commune* . Une analyse sans concession qui met en lumière l'absence d'"*une organisation dirigeante centralisée*, le parti, de type bolchevik bien entendu. Et un article de Lénine de 1919 *Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat*. Si vous cherchiez où nous puisions notre inspiration, vous avez la réponse.

Je vous signale la création par un camarade d'un blog sur l'Algérie dont voici l'adresse : http://ecoutevoisparle.over-blog.net/article-actualite-sociale-algerie-22-09-2011-84912106.html

Quelques éléments de réflexion sur les documents reçus du POI. Je remercie au passage les deux camarades qui me les ont envoyés.

"*Les travailleurs veulent chasser une politique, un président, un gouvernement tout entiers au service de la classe capitaliste et de ses institutions.*"

Erreur ou grave imprécision, le président et le gouvernement ne sont pas au "*service*" des institutions ils en font partie, mieux, l'Assemblée nationale et le Sénat ont pour seule fonction de mettre en musique la politique décidée par le président et son gouvernement, selon la distribution des rôles et des fonctions (commissions) au sein de ces augustes assemblées entre les différents partis qui les composent et qui sont tous inféodés au capital, le tout orchestré par la Constitution de la Ve République.

"*Ce que veulent les travailleurs, c'est que soient prises les mesures d'urgence et de sauvegarde de la classe ouvrière et de la démocratie*".

Question : est-ce vraiment l'objectif du combat du mouvement ouvrier que de faire en sorte que finalement les travailleurs bénéficient de conditions leur permettant de supporter le capitalisme ? Est-ce compatible avec l'objectif du socialisme, l'émancipation du règne de l'exploitation et de l'oppression... ?

Autre question qui concerne également le point précédent : faut-il systématiquement que la ligne politique d'un parti ouvrier s'aligne sur ce que "*veulent les travailleurs*", quite à alimenter leurs illusions au lieu de les aider à s'en défaire ?

Le miracle du suffrage universel ou le mirage de la révolution par les urnes :

"*Partisan de restaurer le suffrage universel dans toute sa signification démocratique, le Parti ouvrier indépendant se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine composée de délégués élus, mandatés et révocables concentrant entre leurs mains le pouvoir d'édifier des institutions libres et souveraines capables de briser la dictature de la troïka.*"

Quand le suffrage universel a-t-il pris "*toute sa signification démocratique*" ? Mystère !

Mystification : Est-ce possible quand la classe qui détient le pouvoir (économique) représente une minorité de la population, celle des exploiteurs ? Peut-être sous la IIIe (1936) ou la IVe République (1947) quand des partis inféodés au capital, la SFIO et le PC (associés à des partis bourgeois au gouvernement) avaient été portés au pouvoir ? En 1981, qui sait ? Où, quand a-t-on vu une telle assemblée réunissant ces qualités et se donnant pour objectif de briser la dictature du capital ? Nulle part, jamais, je pense qu'il est bon de le préciser ou de le rappeler.

Ce n'est pas à une hypothétique Assemblée constituante d'"*édifier des institutions libres et souveraines*", passons sur le pléonasme, comment des institutions pourraient êtres libres sans être souveraines, mais au prolétariat révolutionnaire au cours de sa mobilisation pour renverser le régime en place que revient cette prérogative de créer les piliers de son propre Etat. S'il revenait à un unique organisme situé à Paris d'en décider, le prolétariat des villes et des campagnes se sentirait comme dépossédé de sa révolution, sa mobilisation décroîtrait pendant que la réaction s'armerait pour vaincre la révolution. C'est dans chaque grande ville, chaque département ou région que le prolétariat révolutionnaire devra constituer ses organismes de pouvoir politique indépendant de l'ancien régime, dont les délégués élus à cet effet constitueront le pouvoir central de la révolution, du nouveau régime, du nouvel Etat.

(Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat - 16 décembre 1919 - V. Lénine) Extrait.

- "La comparaison des élections à l'Assemblée Constituante en novembre 1917 et du développement de la révolution en Russie d'octobre 1917 à décembre 1919 nous permet de tirer des conclusions sur le parlementarisme bourgeois et la révolution prolétarienne dans tout État capitaliste. Essayons de les énoncer brièvement.

1. Le suffrage universel permet de mesurer dans quelle mesure les classes comprennent leurs tâches. Il révèle comment elles tendent à résoudre les problèmes qui se posent devant elles. Mais les solutions elles-mêmes de ces tâches se décident non par le vote, mais par toutes les formes de la lutte des classes, jusques et y compris la guerre civile.

2. Les socialistes et les social-démocrates de la 2e Internationale se placent au point de vue de la petite bourgeoisie démocrate, partagent ses préjugés et pensent avec elle qu'il est possible de trancher par le vote les questions essentielles de la lutte des classes. (...)

7. Dans tous les pays capitalistes, à côté du prolétariat ou de cette portion du prolétariat qui, consciente de ses devoirs révolutionnaires, était capable de combattre pour les accomplir, on observe des masses nombreuses, inconscientes, prolétariennes, à demi prolétariennes, à demi petites-bourgeoises, qui suivent la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocrate (et notamment les « socialistes » de la 2e Internationale) ; trompées par la bourgeoisie, ne croyant pas en leurs propres forces et en celles du prolétariat, elles ne se rendent pas compte de la possibilité d'obtenir, par l'expropriation des exploiteurs, la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Ces couches des masses laborieuses fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat ; mais le prolétariat ne peut conquérir ces alliés que par l'exercice du pouvoir politique, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie et détruit son mécanisme de gouvernement.

8. Dans tout pays capitaliste les forces du prolétariat sont incomparablement plus grandes que sa puissance numérique par rapport à l'ensemble de la population. Le prolétariat domine économiquement le centre et les nerfs du système économique capitaliste, tout entier. Et il représente en même temps, économiquement et politiquement les intérêts véritables de l'immense majorité des travailleurs.

C'est ainsi que le prolétariat, même quand il ne forme dans la population qu'une minorité (ou quand l'avant-garde consciente et véritablement révolutionnaire du prolétariat ne forme qu'une minorité dans la population) peut renverser la bourgeoisie et attirer ensuite de son côté, du sein des demi-prolétaires et des petits-bourgeois, de nombreux alliés, qui ne se prononceraient jamais, par anticipation, pour la dictature du prolétariat (dont ils ne peuvent comprendre ni les conditions, ni les tâches) s'il ne leur était facile de se convaincre par leur propre expérience de l'inéluctabilité, de la légitimité et de la rectitude de la dictature prolétarienne."

Revenons aux documents du POI.

Pas d'entourloupes !

"*A bas les institutions de la Ve République*", etc "*en s'attachant à traduire ces mots d'ordre dans chacune des revendications concrètes des travailleurs et de la jeunesse*", non, en les reprenant tels qu'ils figurent ici, car ils expriment des objectifs politiques dont les travailleurs doivent se saisir.

On sait ce que ce genre de formules recouvre : une déclaration et trois petits tours et puis s'en vont, ces mots d'ordre ne figurent plus nulle part dans les interventions des militants, les comptes-rendus des réunions publiques l'attestent amplement.

La culture des illusions a la vie dure, une honte, délirant, le POI demande un rendez-vous à Sarkozy pour qu'il reçoive une délégation d'élus derrière lesquels il camoufle son allégeance à un président massivement rejeté par les travailleurs et jeunes :

"*En aidant à constituer la délégation de maires qui se rendra à l'Elysée début décembre pour dire : « Respect du suffrage universel, ne mettez pas en place les schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) ».*"

Alors qu'il ne se passe pas une semaine depuis des mois où la population est sondée et manifeste son rejet massif et sans appel de Sarkozy, le POI s'apprête à le rencontrer. On ne pourrait faire pire pour lui trouver un semblant de légitimité qu'il n'a pas.

Au passage, cela démontre en mettant en scène des élus dénués de conscience politique ou particulièrement arriérés sur ce plan-là, que le POI est déterminé à refuser de s'adresser ou de prendre en compte les couches du prolétariat les plus avancés qui n'attendent rien de Sarkozy, à moins que ses dirigeants en soient incapables, ceci expliquant cela. Pourquoi, je vous laisse répondre à cette question.

Cette démarche ne peut s'expliquer qu'à travers les illusions que ces élus ont manifesté dans Sarkozy, qui ne savent pas encore à qui ils ont à faire, il faut être incurable pour en être encore à ce niveau-là d'ignorance quand on est élu, ou alors les motivations qui les animent n'ont rien à voir avec les préoccupations des travailleurs, ils représentent davantage la petite-bourgeoisie qui avait mis ses espoirs dans Sarkozy, et qui déçue par sa politique lui demande de lui fournir des explications.

Que vont répondre les militants du POI aux militants des autres partis qui vont les chambrer : tiens cela vous reprend, cela faisait longtemps, peut-être qu'après vous retournerez faire un petit tour à Bruxelles, etc. Les militants du POI ne comprennent pas l'aversion ou le rejet catégorique qu'inspire leur parti à de nombreux militants, camarades, ne cherchez pas ailleurs. Vous devez comprendre que les militants qui éprouvent une profonde haine envers Sarkozy au même titre que de très nombreux travailleurs, ne puissent pas vous suivre sur ce terrain-là, c'est parfaitement légitime.

Auto-proclamation, auto-satisfaction, le pendant des séances d'autocritiques pratiquées hier par les staliniens :

"*Nous faisons nôtre l'appel lancé hier, devant des milliers de travailleurs et de jeunes, par la tribune du meeting internationaliste*", alors qu'il s'agissait des mêmes militants ou dirigeants !

"*Le congrès transmet son salut fraternel au comité de coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui se réunit la semaine prochaine à Alger*", les dirigeants du POI s'adressent à eux-mêmes, aux dirigeants du POI qui pilotent l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. C'est franchement pathétique !

Autre chose très vite, on actualisera demain les infos en bref.

A propos de la dictature de la dette. A bas les privilèges ! Quand les privilèges du régime féodal faisaient obstacles au développement du mode de production capitaliste, la bourgeoisie s'en servit comme mot d'ordre fédérateur pour mettre à bas la monarchie. Les concessions politiques que Louis XVI était prêt à lui accorder étaient insuffisantes, les deux régimes ne pouvaient coexister, le système féodal devait être abrogé, ce qui nécessitait que la bourgeoisie dispose du pouvoir politique.

De nos jours, la dette de l'Etat est le produit des privilèges exhorbitant que les capitalistes se sont octroyés, privilèges qui prend ses racines dans le système d'exploitation de la propriété privée des moyens de production, qu'incarne au-delà le pouvoir de l'aristocratie financière, des banquiers et des assureurs, des banques centrales, pour imposer leur dictature aux exploités.

A bas la dette, abolition des privilèges des capitalistes, socialisation des moyens de production, tout le pouvoir aux travailleurs ! (A développer)

Haut de page

Le 6 octobre

Je n'ai plus le temps d'actualiser les articles de presse, ce sera pour demain.

Nous vivons dans un monde merveilleux

Italie. "*Amanda Knox, la gracieuse étudiante américaine, s'est envolée pour Seattle*", après avoir été accusée d'avoir participé à l'assassinat de sa colocataire Meredith Kercher, le 1er novembre 2007. (source Libération.fr 05.10)

La veille aux infos du soir sur TV5Monde Asie, un journaliste avait laché que sa famille avait dépensé un million de dollar pour obtenir son acquittement : c'est fait !

Les professionnels de l'intox en action

Le corps d'une jeune syrienne de 18 ans, Zeinab Al-Hosni, avait été retrouvé décapité, démembré, en partie calciné, cet horrible crime avait été attribué au régime syrien., selon Amnesty International.

"*Je me suis présentée aujourd'hui à la police pour dire la vérité. Je suis vivante, contrairement à ce qu'ont dit les menteurs des chaînes de télévision par satellite*", a dit la jeune femme lors de cet entretien télévisé, affirmant que sa mort avait été inventée pour "*servir les intérêts étrangers*".

Habillée de noir, un voile sur la tête, la jeune femme a montré une carte d'identité portant le nom de Zeinab Al-Hosni.

"*Nous avons parlé à la famille et ils ont confirmé que la personne apparue à la télévision était Zeinab*", a dit à Reuters Nadim Houri, un représentant de l'organisation Human Rights Watch à Beyrouth. "*La mère a dit que c'était bien sa fille*", a ajouté Nadim Houri. Toutefois, M. Houri a souligné que la réapparition de l'adolescente n'enlevait rien au fait qu'une "*femme décapitée avait été remise à la famille Hosni*".

En septembre, son histoire avait fait le tour du monde, après l'annonce par des organisations internationales des droits de l'homme de la découverte de son corps décapité et démembré. L'organisation internationale de défense des droits de l'homme Amnesty International, dénonçant les exécutions de détenus en Syrie, avait cité le 23 septembre le cas de cette jeune femme, arrêtée à Homs, dans le centre du pays et dont le corps mutilé avait été récupéré par sa famille. (lemonde.fr 05.10)

Vous savez pourquoi je n'ai pas commenté l'annonce de la non-candidature de Borloo ? J'attendais de voir la suite, et je n'ai pas été longtemps à attendre : depuis l'UMP a débloqué 500 000 qu'il devait au Parti Radical...

Le POI tient-il vraiment à être la risée du mouvement ouvrier ?

Le POI dans un délire mégalomaniac difficilement compréhensible et supportable demande un rendez-vous à Sarkozy, parce que voyez-vous il ne mesurerait pas les conséquences de sa politique anti-ouvrière, comme s'il en avait quelque chose à foutre entre nous, alors qu'il est illégitime et minoritaire dans le pays, massivement rejeté, honni littéralement par la majorité des masses exploitées, affimions-nous hier, et nous posions une question : quels intérêts représentent vraiment un tel parti, quelles sont les véritables intentions de ses dirigeants ? Certainement pas les intérêts de ceux qui ont hâte de le chasser du pouvoir. Un dernier témoignage en date :

- Près de 60% des Français ne souhaitent pas que le président sortant, Nicolas Sarkozy, se présente à l'élection présidentielle 2012, selon un sondage Ipsos pour Le Point diffusé ce mercredi. Ils sont exactement 58%.

Seuls 36% des Français souhaitent que le chef de l'Etat soit candidat. (20minutes.fr 05.10)

Ils ne veulent plus le voir, ils ne veulent plus en tendre parler, comment il faut vous le dire, ils font comme s'il était déjà parti, mort, vous comprenez ? Non, c'est incurable à ce niveau-là. Voilà une question que les militants du POI ferait bien de cogiter sérieusement, si je peux me permettre.

Hier soir, ils ont diffusé sur TV5Monde Asie un documentaire remarquable sur le Front populaire de 1936 à 1938. La bande annonce diffusée les jours précédents disait "*Une parenthèse enchantée qui va rendre le sourire aux Français*... pour peu de temps ! On a vu et entendu à de nombreuses reprises Blum, Thorez et Duclos, Daladier, le documentaire débordait sur la guerre d'Espagne et l'arrivée d'Hitler et Mussolini au pouvoir.

Le déroulement pas à pas du Front populaire jusqu'à sa chute, les concessions insupportables de Thorez aux radicaux, ses trahisons successives présentées comme le moindre mal face à la menace du fascisme, le tout m'a fait penser irrésistiblement à la politique opportuniste du POI, son discours sur la défense de la République, de la démocratie, au détriment du socialisme et de la révolution qui allait frayer la voie au régime de Vichy ou au fascisme en Espagne.

La crainte par Blum d'un coup d'Etat militaire similaire à celui de Franco, de la guerre civile, sa capitulation devant les barons de la finance et de l'industrie qui menaçaient de mettre le pays à feu et à sang et qui c'est traduite pas son refus de se ranger au côté de la classe ouvrière pour exiger que les accords de Matignon soient respectés, etc. se sont soldés par son éviction du pouvoir et le retour au pouvoir des seuls radicaux s'appuyant sur le premier parti de France (un million d'adhérents en novembre 38 après avoir fédéré toutes les forces de la réaction), celui du colonel de La Roque, la chasse aux militants communistes, l'envoie de l'armée dans les usines, l'arrestation des dirigeants de la SFIO et du PCF, de la CGT, bref une féroce répression accompagnée de la fin des "deux dimanches", la semaine de 40h et la liquidation des acquis du mouvement révolutionnaire qui avait débuté en 36.

Pourquoi ? Parce que Blum et Thorez n'ont cessé de reculer, de concessions en reniements. Plus de deux millions de grévistes déterminés à aller jusqu'au bout, 10 000 entreprise (et fermes !) occupées dans tout le pays, trois millions d'adhérents à la CGT en quelques mois, 200 000 travailleurs adhèrent dans la foulée au PCF scandant : des soviets partout, le pouvoir aux travailleurs ! Mais les dirigeants de la SFIO et du PCF étaient inféodés à l'ordre établi et s'avèreront incapables d'aller jusqu'au bout et de rompre avec le capitalisme.

De concession en concession on en est arrivé à la situation où il n'existe plus de parti révolutionnaire en France et nulle part dans le monde. Après on se demande pourquoi les masses sont désespérées en Grèce ou ailleurs en Europe, il y a de quoi non ? Les radicaux quand ils renversèrent Blum, ils lui reprochèrent de ne se tourner que vers la classe ouvrière, d'oublier la petite-bourgeoisie, les artisans, les commerçants, les petits-patrons, les paysans qu'étranglaient les mesures prises par le Front populaire, dont l'augmentation des salaires de 30%.

En réalité, Blum ne s'était pas suffisamment tourné vers la classe ouvrière, le gouvernement asphixié financièrement par la spéculation boursière et l'évasion des capitaux s'est refusé à nationaliser la Banque de France ce qui lui aurait permis d'octroyer des prêts avantageux à la petite-bourgeoisie et de l'atteler au char du prolétariat révolutionnaire, parce qu'il n'a pas voulu s'attaquer aux privilèges de l'aristocratie financière, de la même manière qu'il a refusé de nationaliser les grandes entreprises, laissant le soin aux radicaux, à Doriot et de La Roque de regrouper la petite-bourgeoisie...

Blum et Thorez effacèrent de leur discours les mots révolution et socialisme, soviet, Etat ouvrier, pour ne pas effrayer les petits-bourgeois, les démocrates, les républicains, ils voulaient ménager le loup et l'agneau, on connaît la suite.

Dès que la réaction se fit menaçante, Thorez remplaça la révolution par la démocratie pour faire face au fascisme, il prétendra même que cela permettra d'éviter la guerre. Partout en Europe ce fut la ligne politique de l'Internationale communiste aux mains de Staline. Inutile d'épiloguer tout le monde connaît la suite.

Du coup, j'en suis arrivé à me demander si le POI reprenait la méthode de l'Association internationale des travailleurs de Marx et Engels ou celle de Thorez-Staline qui a fait merveille ? Je me pose cette question, je ne prétends pas y donner une réponse ici. C'est grave bien sûr quand on en mesure les conséquences. N'y voyez pas un tour de malice de ma part, je tape ces lignes au clavier sans avoir fait de brouillon, je m'interroge tout simplement, et c'est parfaitement mon droit. (A suivre)

Si véritablement vous combattez pour le socialisme et porter la classe ouvrière au pouvoir, n'oubliez pas de préciser aux travailleurs que vous vous destinez à recruter que nous ne ferons pas l'économie de la guerre civile pour atteindre nos objectifs...

Politique

1- France. En famille.

Les groupes PS et UMP du Sénat ont conclu ce mercredi un accord pour que la commission des finances de la Chambre haute soit présidée par un sénateur UMP, a appris l'AFP auprès du groupe socialiste.

La présidence de cette commission devrait revenir, sauf surprise, à Philippe Marini. Valérie Pécresse, porte-parole du gouvernement, déclarait ce mercredi matin que ce dernier estimait «*indispensable à l'équilibre démocratique*» que la présidence de la commission des Finances du Sénat revienne à la droite. «*C'est une mesure de réciprocité légitime par rapport à l'effort qui a été fait à l'Assemblée nationale*», a ajouté la ministre.

Ce partage des rôles, sur le modèle de ce qui se fait à l'Assemblée nationale depuis le début du quinquennat, a été proposé la semaine passée par le Vert Jean-Vincent Placé après la victoire de la gauche aux sénatoriales le 25 septembre. (20minutes.fr 05.10)

2- Grèce

2.1- A Athènes, dans les manifestations ou sur les murs on appelle à monter sur les barricades. Mais face à la crise financière et à l'austérité qui ont mis leur pays à genoux, la colère des Grecs a fait place au renoncement et au désespoir.

Le gouvernement a annoncé dimanche un nouveau tour de vis budgétaire et prévoit une récession en 2012, pour la quatrième année d'affilée. De quoi laisser augurer de nouvelles réformes dures à supporter. Les inspecteurs de la "troïka" (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne) suggèrent déjà de baisser le salaire minimum.

Le gouvernement grec n'a rien d'autre à promettre que des souffrances supplémentaires. Les réformes et privatisations successives, la baisse du traitement des fonctionnaires et les hausses d'impôts n'ont pas suffi à convaincre ses bailleurs de fonds que la Grèce pourrait éviter un défaut.

Impossible, dans les rues de la capitale, d'échapper au climat ambiant de désespoir. A un carrefour animé, un vieil homme traverse en criant "*Les 300 députés ont tout volé !*". Personne n'y prend garde. La force de l'habitude.

Tous les jours, des opposants à la rigueur manifestent plus ou moins pacifiquement place Syntagma, leur point de ralliement dans le centre d'Athènes. Un jour ce sont des anarchistes qui lèvent leur poing à l'unisson, le lendemain des militaires de réserve, parfois des lycéens en grève.

Pourtant, très peu de Grecs envisagent de quitter l'euro bien que, selon un récent sondage, une majorité s'attende à un défaut dans les mois à venir.

Les licenciements déguisés dans le secteur public ont brisé un tabou vieux d'un siècle en Grèce, où le statut des fonctionnaires est protégé par la Constitution. Les syndicats ont promis de se battre et au moins deux grèves générales auront lieu dans les semaines à venir.

"*Il n'y a rien que des gens désespérés ne puissent faire*", veut croire le secrétaire général d'Adedy, principal syndicat de fonctionnaires. "*On a perdu notre travail, nos enfants sont au chômage, nous sommes scandalisés. Le gouvernement fait du mal au pays et doit partir*", dit Ilias Iliopoulos.

Même si nombre d'entre eux réclament le départ du gouvernement socialiste, les Grecs ne voient pas d'alternative.

Pour Antonis Makrydimitris, professeur de sciences politiques à l'université d'Athènes, ils accepteront les réformes d'une manière ou d'une autre, conscients qu'il n'y a pas d'autre solution. (Reuters 04.10)

2.2- Des manifestants ont bloqué mardi matin les entrées des ministères grecs des Finances et du Travail à Athènes pour protester contre les réductions d'effectifs et les baisses de salaires dans la fonction publique.

Rassemblés devant le ministère des Finances, les manifestants ont affirmé qu'ils ne voulaient pas faire partie des milliers de fonctionnaires suspendus ou dont les salaires vont être réduits dans le cadre de restrictions budgétaires supplémentaires décidées par le gouvernement. (AP 04.10)

2.3- Frustrés et en colère, les fonctionnaires grecs étaient en grève mercredi, paralysant le secteur public. Ils protestent contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement pour essayer d'éviter un défaut de paiement du pays.

Au moins 16.000 manifestants se sont retrouvés dans le centre d'Athènes, et quelque 10.000 autres à Thessalonique, dans le nord du pays. Dans le même temps, la manifestation regroupait environ dix mille personnes à Salonique, toujours selon la police. La grande majorité d'entre eux ont défilé dans le calme, mais quelques dizaines de protestataires, près du Parlement, dans la capitale, ont jeté des pierres sur la police anti-émeutes qui a répliqué par des tirs de gaz lacrymogènes. Au moins un homme, dont le visage était couvert de sang, a été blessé.

Les contrôleurs aériens participaient aussi à ce mouvement de grève de 24 heures, entraînant l'annulation de tous les vols dans les aéroports du pays. Seuls les services d'urgence fonctionnaient dans les hôpitaux publics, alors que les avocats, les enseignants, les employés des impôts, ainsi que ceux de la télévision et de la radio publiques étaient également en grève. Les employés des transports publics ont également procédé à des arrêts de travail dans la matinée et dans la soirée. (AP 05.10)

Social

1- France

1.1- Hausse du chômage en perspective en 2011, 2012, 2013...

En 2011, comme en 2012, la situation ne devrait pas s’améliorer sur le front de l’emploi en France. C’est la conclusion à tirer des perspectives économiques publiées ce mardi par Pôle emploi.

Après un été bien morose, (plus de 110.000 nouveaux inscrits à Pôle emploi entre mai et août 2011 dans les trois principales catégories A, B, C regroupant les demandeurs d'emplois ayant ou non exercé une courte activité), le nombre de demandeurs d'emplois devrait rester élevé. (20minutes.fr 04.10)

1.2- La thérapie par le travail, non l'inverse...

Depuis dix ans, les pathologies liées au travail ont évolué : si certaines comme l'asthme professionnel connaissent une diminution, d'autres, telles que les risques psychosociaux (dépression, stress, violences, etc.), ont enregistré une '*constante augmentation*'.

Ce sont les conclusions d'un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), publié mardi 4 octobre, qui s'appuie sur les données recueillies dans les 32 centres de consultation de pathologie professionnelle (CCPP) intégrés dans les CHU en France. Depuis 2001, ceux-ci sont réunis en réseau et ont enregistré plus de 200 000 consultations.

Les pathologies professionnelles recensées par les CCPP, qui examinent en général les cas les plus complexes de problèmes de santé au travail, concernent en premier lieu les maladies de l'appareil respiratoire (24 %), notamment les problèmes liés à la respiration de particules d'amiante ou à l'asthme professionnel.

Mais les risques psychosociaux se hissent désormais en seconde position (22 %), devant les maladies de la peau (17 %), les troubles musculo-squelettiques (16 %), les tumeurs (8 %) et les pathologies de l'audition (6 %).

Ainsi, depuis 2001, 'les pathologies ou symptômes psychiques vus dans le réseau sont en constante augmentation chez les hommes comme chez les femmes', la hausse la plus importante concernant le secteur tertiaire. (lemonde.fr 04.10)

1.3- Ils baladent les anciens...

Les syndicats de retraités CFDT, CFTC, CGT, UNSA et la Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGR-FP) appellent à des manifestations dans toute la France jeudi, pour dénoncer le report de la réforme de la dépendance et la politique d'austérité. Un défilé national est prévu à Paris, et des rassemblements et manifestations dans une centaine de villes en province.

A Paris, le cortège quittera la place de la Bastille vers 14h30 en direction de celle de la Nation.

Quant aux mesures de lutte contre le déficit annoncées par le Premier ministre François Fillon le 24 août, les organisations syndicales estiment qu'elles auront "*des conséquences sur le pouvoir d'achat des retraités qui continue de se dégrader*".

"*Les organisations revendiquent une augmentation significative des retraites, en particulier pour les basses pensions. Elles revendiquent également un minimum de pension au niveau du SMIC et une nouvelle modalité d'indexation*", précise le communiqué.

"*Les retraités, comme tous les citoyens, attendent du gouvernement des décisions justes et équitables*", poursuivent les syndicats qui exigent "*des réponses nouvelles*", donnant la priorité à "*l'emploi, la cohésion sociale, la réduction des inégalités*", et "la maîtrise des déficits publics".

Tous les ans à la même époque, les fédérations syndicales de retraités appellent ainsi à manifester avec des revendications autour du pouvoir d'achat. (AP 05.10)

1.4- Le feu qui couve...

Les syndicats CGT, CFDT et FA-SPP (autonome) des pompiers professionnels appellent à une journée de grève et à une manifestation nationale à Paris le 3 novembre prochain contre une réforme de leur filière visant, notamment, à élargir les modalités de recrutement et à favoriser le recours au volontariat.

Dans un communiqué diffusé mercredi, les trois syndicats dénoncent une "*déconstruction de la filière sapeur-pompier professionnel*", dépendant de la Fonction publique territoriale.

Les trois syndicats -qui représentent 60% des voix dans la filière- annoncent qu'ils vont faire valoir leur "*droit d'opposition*" au protocole d'accord signé le 23 septembre dernier entre le gouvernement et quatre autres syndicats (FO, UNSA, CFTC et CGC).

Ils exigent en outre "*le retrait immédiat du projet de décret qui en découle*", et "*l'ouverture immédiate de négociations sur la réforme de notre filière avec les organisations syndicales représentatives présentes au Conseil supérieur de la Fonction publique territoriale*".

Les trois organisations appellent "*à une journée de grève et à une manifestation nationale*". "*Ce sera un défilé à Paris, sauf si d'ici là M. Guéant (le ministre de l'Intérieur) retire ce projet et accepte de rouvrir des négociations*", a déclaré mercredi à l'Associated Press Bruno Lebel, porte-parole du syndicat CGT.

Il a précisé qu'une première journée d'actions locales était prévue le lundi 17 octobre avec des dépôts de motion de protestation dans les préfectures. (AP 05.10)

2- Etats-Unis

Partis de New York, les "indignés" de Wall Street sont en train de se répandre à travers les Etats-Unis où leur colère se nourrit du niveau élevé du chômage, des saisies immobilières ou bien encore du plan de sauvetage sur fonds publics des grandes entreprises après la chute de Lehman Brothers, en 2008.

Des manifestations similaires aux rassemblements new-yorkais, où plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées, sont apparues de Los Angeles à Boston, de Chicago à St Louis et jusqu'en Floride.

Jeudi, un rassemblement est prévu dans la capitale fédérale, Washington.

"*A l'instar de la conscription, qui avait rendu la guerre du Vietnam plus personnelle, l'insécurité économique est en train de donner aux politiques économiques de ce pays un tour plus personnel*", compare Kevin Zeese, un des organisateurs du mouvement.

Des syndicats sont également en train de se joindre au mouvement. La branche new-yorkaise du Syndicat des employés du transport a vainement demandé à un juge fédéral d'interdire à la police de réquisitionner des chauffeurs de bus pour transférer les manifestants interpellés.

Le syndicat National Nurses United, principale organisation représentative des infirmières, a annoncé pour sa part qu'il s'associait à l'appel à manifester mercredi à New York. Et Healthcare-Now sera présent au rassemblement de Washington pour exiger que "les besoins humains l'emportent sur la cupidité des grandes entreprises".

A New York, imitant les "indignados" espagnols de la place de la Puerta del Sol, à Madrid, les indignés ont installé un campement dans le Zuccotti Park où ils entendent rester jusqu'à l'hiver.

A Los Angeles, des tentes ont été dressées devant le City Hall, le siège de la municipalité. A Boston, un camp de toile est apparu dans le quartier des affaires, en face de la Federal Reserve Bank of Boston.

"*En occupant Wall Street, nous avons frappé les esprits*", dit Larry Hales, un manifestant new-yorkais.

"*Une des critiques que l'on nous fait, c'est que nos demandes ne sont pas claires, mais je pense que pour la plupart des gens, notre message est très clair: Wall Street est notre cible, c'est la capitale bancaire du monde*", ajoute-t-il. (Reuters 05.10)

3- Arabie Saoudite

L'Arabie saoudite n'est pas épargnée par le vent de contestation qui agite le monde arabe. Les forces de l'ordre ont dispersé une manifestation à Awamiah, dans la région à majorité chiite d'Al-Qatif, dans l'est du pays, lundi soir. 14 personnes ont été blessées lors de heurts entre les forces de l'ordre et des "*fauteurs de troubles*" à la solde d'un pays étranger -allusion à l'Iran- selon le ministère de l'Intérieur. Parmi eux, 9 policiers ont été blessés par balles et 2 autres par des cocktails Molotov, tandis qu'un civil et deux femmes ont été blessés par balles, selon le ministère.

Des habitants d'Awamiya s'étaient rassemblés lundi soir devant le poste de police afin de protester contre l'arrestation de deux sexagénaires, interpellés pour pousser leurs deux fils accusés d'avoir participé à des manifestations au printemps à se rendre. Les deux hommes ont été libérés mais la police a arrêté un militant des droits de l'homme, Fadel al-Manassef, qui venait au poste de police pour s'informer de ce qui se passait, puis un autre homme venu prendre des nouvelles du militant, selon un témoin interrogé par l'AFP. Fadel al-Manassef a récemment passé quatre mois en prison pour avoir participé à des manifestations anti-gouvernementales à Qatif.

La majorité des quelque deux millions de chiites saoudiens -sur un total de 26 millions d'habitants- vivent dans la province orientale riche en pétrole. C'est la première fois que des troubles y sont signalés depuis des manifestations à la mi-mars pour protester contre l'aide militaire saoudienne dans la répression d'un mouvement de contestation dirigé par les chiites dans le

royaume voisin de Bahreïn. (Lexpress.fr 05.10)

5- Koweit

Près de 3 000 Koweïtiens ont participé à un rassemblement, mercredi soir 5 octobre, à l'appel de l'opposition pour dénoncer les affaires de corruption qui secouent le riche émirat pétrolier. Plusieurs des orateurs qui se sont succédé au cours du meeting, tenu au milieu d'importantes mesures de sécurité à Koweït City, ont averti que les manifestations s'intensifieraient si les autorités n'agissaient pas et certains ont réclamé la démission du gouvernement.

L'opposition libérale, nationaliste et islamiste s'indigne depuis que la presse a révélé qu'un certain nombre de députés pro-gouvernementaux avaient reçu des centaines de millions de dollars en pots-de-vin. La justice a lancé une enquête et va examiner les comptes en banque de 14 députés (sur 50 membres du Parlement), un nombre susceptible d'augmenter.

Plusieurs autres orateurs ont assuré que le gouvernement avait versé ces pots-de-vin qui ont coïncidé avec les auditions du premier ministre, Cheikh Mohammad Nasser Al-Ahmad Al-Sabah, un neveu de l'émir et de membres de son cabinet devant le Parlement.

'*Nous faisons face à un gang organisé dirigé par le gouvernement et les députés corrompus*', a affirmé le député d'opposition Moussallam Al-Barrak. Le Koweït a été secoué par une série de crises politiques depuis l'arrivée de Cheikh Nasser à la tête du gouvernement en 2006 : le Parlement a été dissous à trois reprises et le gouvernement a démissionné six fois. (lemonde.fr 05.10)

Economie

1- FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) a prévenu mercredi 5 octobre qu'il n'excluait pas une récession au niveau mondial en 2012, en raison d'un possible retournement de l'activité.

"*Nous tablons toujours sur une croissance en 2012, même très modeste, mais l'activité pourrait se retourner. Un risque de récession n'est donc pas à exclure*", a admis Antonio Borges, directeur Europe au FMI lors d'une conférence de presse à Bruxelles. "*En conséquence, nous devons changer nos politiques économiques*", a poursuivi M. Borges.

Le 20 septembre, dans son rapport d'automne, le FMI avait encore prédit le maintien d'une croissance lente dans le monde. L'avertissement qu'il a lancé mercredi à Bruxelles survient au lendemain de propos inquiétants du président de la banque centrale des Etats-Unis (Fed), Ben Bernanke, sur la conjoncture économique aux Etats-Unis. Selon lui, la reprise de l'économie américaine est actuellement "*proche de fléchir*".

Le FMI juge par ailleurs qu'il est "*plus que temps*" que la zone euro trouve une solution à la crise de la dette, tout en mettant en garde contre une rigueur excessive qui nuira à la croissance.

Dans cet esprit, le deuxième plan de sauvetage de la Grèce, décidé en juillet, devrait être réexaminé, afin qu'il "*se concentre plus sur une dette soutenable*" pour le pays à terme et sur "*le redémarrage de la croissance économique*", estime Antonio Borges (lemonde.fr 05.10)

2- Italie

Moody's Investors Service a abaissé mardi de trois crans la note de l'Italie, expliquant voir une hausse des risques de financement pour les pays de la zone euro ayant un niveau élevé d'endettement.

Moody's a ramené la note des obligations d'Etat italiennes de Aa2 à A2, soit une note plus basse que celle de l'Estonie. L'agence américaine maintient une perspective négative sur cette note, ce qui veut dire que de nouvelles baisses seront possible d'ici quelques années.

Moody's estime toutefois qu'un défaut de l'Italie représente une probabilité "*lointaine*".

Les coûts d'emprunt de l'Italie ont bondi ces trois derniers mois. Et s'ils ont pu être maîtrisés, c'est grâce aux achats d'obligations italiennes sur les marchés secondaires par la Banque centrale européenne.

Ainsi le mois dernier, un emprunt italien à dix ans a dû se faire sur la base de la promesse d'un rendement de 5,86%, soit le plus haut niveau sur ce type de papier depuis le lancement de l'euro il y a plus de dix ans. (Reuters 05.10)

Haut de page

Le 7 octobre

On actualisera les infos en bref demain. J'ai dû cafouiller et supprimer ou oublier de mettre l'adresse des pages du n° 168 d'*Informations ouvrières*. J'ai ajouté les pages du dernier numéro (169) où figure l'intervention de Schivardi au congrès du POI du 2 octobre, le sujet de notre causerie aujourd'hui.

Schivardi a-t-il claqué la porte du POI ?

Un extrait de son intervention au congrès du POI du 2 octobre le laisse supposer :

- "*Aujourd'hui, je ne me sens pas en phase avec certaines décisions et une certaine façon de diriger le parti. Pour moi, le temps de la réflexion est venu. J'espère que le POI continuera de vivre et de se développer. Nul n'est indispensable. (...) Merci à tous et à toutes. Je vous souhaite une bonne continuation et je souhaite au Parti ouvrier indépendant de trouver la place qu'il mérite dans la société actuelle. Travaillez bien et au revoir.*"

Et dans son jésuitisme habituel, Gluckstein de lui répondre : "*Le temps de la réflexion est venu... pour tous*", comme s'il en était capable, par exemple en dégustant avec quelques membres de sa cour un plateau de fruits de mer dans une grande brasserie parisienne, une réflexion d'un militant du POI que j'avais conservée sous le coude.

La stratégie pour construire le parti du tandem Lambert-Gluckstein en direction des militants et cadres du PS et du PCF s'étant soldé par un échec cuisant plus de 20 ans après la liquidation du PCI, ils sabordèrent le PT pour se tourner cette fois vers les élus de ces partis avec le même résultat, c'était prévisible évidemment, et ils ne trouvèrent jamais "*le temps de la réflexion*" pour se poser la question de savoir si cette stratégie était valable ou non.

Nous n'allons pas répéter ici ce que nous avons déjà dit sur la supercherie qui avait accompagné le fondation du PT et ses soit-disant tendances, alors que du temps de l'OCI et du PCI les mêmes dirigeants avaient exclus systématiquement tous les cadres ou dirigeants qui avaient eu l'audace et le courage de vouloir en créer.

Quand Schivardi a rejoint le POI, il a été assez naïf pour ne pas s'apercevoir qu'il adhérait en réalité non pas au PT relooké mais au PCI sous le masque trompeur d'un nouveau parti. Schivardi a dû penser que la bonne volonté manifestée à son encontre par les dirigeants du PT (CCI) d'aller jusqu'à changer de parti pour intégrer d'ex-militants ou élus du PS, et la place qu'ils allaient lui réserver au sein de l'appareil lui donnerait un poids politique similaire à ceux des autres dirigeants du POI, c'était là faire une grave erreur d'appréciation. A sa décharge, il faut rappeler qu'il ignorait pratiquement tout de l'histoire de l'OCI-PCI, de ses dirigeants, leurs méthodes de fonctionnement bureaucratique et arbitraire. Ils avaient trouvé la bonne poire qui allait permettre de relancer leur stratégie foireuse en direction des élus.

Schivardi, qui voue un culte à la légalité institutionnelle, n'a pas supporté de ne pas se présenter à l'élection présidentielle, qu'il estimait à juste titre s'inscrire dans la continuité de la stratégie initiée déjà à l'époque du PT et pour laquelle le POI avait été spécialement fondé, il doit estimer qu'il est victime d'un parjure. S'il avait fait preuve d'un minimum de discernement, il se serait aperçu très rapidement que toutes les instances du POI étaient entre les mains de l'appareil du courant communiste internationaliste (CCI), exactement comme au PT, et que la tactique ou la stratégie de ce parti dépendait uniquement du bon vouloir de ses dirigeants, le discours sur la démocratie interne n'étant en fait que du baratin pour justement tromper les militants dans son genre.

Il est facile de se tromper sur autrui. Il suffit qu'une personne tienne le discours que vous aviez envie d'entendre pour en déduire que vous partagez les mêmes idées, or il n'y a rien de plus trompeur ! Schivardi n'a jamais compris que depuis le premier jour il était tout juste toléré dans ce parti, parce que ses dirigeants en avaient décidé ainsi et que l'immense majorité des militants de leur courant les suivaient aveuglément, qu'il suffirait que le vent tourne pour qu'il soit éjecté ou mis sur la touche, ce qui ne veut pas dire que le POI va changer de stratégie, depuis l'après-guerre ils n'ont jamais été capables de se tourner résolument vers la classe ouvrière, donc il n'y a aucune illusion à avoir sur leurs intentions dans ce domaine ou leur capacité à y parvenir demain.

Bref, en attendant d'en savoir plus, j'avais indiqué dans une précédente causerie que les raisons avancées par le POI pour ne pas présenter un candidat à la présidentielle de 2012 ne tenaient pas un instant la critique parce qu'on aurait pu avancer les mêmes depuis la fondation de la Ve République, et en lisant les propos de Schivardi quand il parle de lui-même "*du rejet de la personnalisation d'un candidat*", j'en suis arrivé à me demander si les dirigeants du POI n'auraient pas souhaité participer à la présidentielle de 2012 mais à condition de présenter un autre candidat que Schivardi, ce qui dans les circonstances présentes était totalement impossible sans entraîner une violente réaction de Schivardi, ce n'est qu'une hypothèse. En l'abscence de prises

de position des différents courants du POI avant leur congrès dans les colonnes d'Informations ouvrières, on ne peut que formuler des hypothèses.

Tenez à ce propos, pour revenir un instant sur la causerie d'hier sur le Front populaire de 36. L'animateur du courant communiste du POI, J-C. Marquiset ne manque pas une occasion de nous rappeler les "heures de gloire" du PC, le pendant de ses trahisons, mais laissons cela de côté ici. A qui s'adresse-t-il en fait ? A ceux qui avaient une vingtaine d'années en 36, donc qui étaient nés aux alentours de 1916 et qui doivent avoir aujourd'hui quelque chose comme 95 ans, de jeunes et vaillants combattants révolutionnaires que le POI pourraient recruter assurément ! Admettons qu'il faille ajouter ceux qui ont connu les années d'après-guerre entre 1945 et 1947, ils étaient nés en 1925 ou 1927, ils ont entre 86 et 84 ans, nous ne doutons pas un seul instant qu'ils arpenteront les barricades à venir. Quand on y regarde de plus près, même dans les détails, ils sont vraiment minables.

Comment peut-on envisager de construire un parti avec des dirigeants animés par un tel état d'esprit ? Comment pourrait-il inspirer confiance ? Personnellement, je me suis situe à l'opposé de ces dirigeants arrogeants et manipulateurs, j'ai en permanence à l'esprit mes faiblesses, mes lacunes, je connais mes limites et mes capacités, les facultés qui me font défaut, et si je ne conçois pas de me leurrer moi-même, ce n'est certainement pas pour induire volontairement les autres en erreur, quel intérêt aurais-je à agir ainsi d'ailleurs, absolument aucun.

Schivardi m'inspire de la sympathie, sincèrement, car on lui a laissé croire des choses auxquelles il n'aurait jamais dû croire, la responsabilité en revient entièrement aux dirigeants du CCI-POI dans la mesure où eux savaient parfaitement ce qu'ils faisaient en le hissant à la direction de leur parti. Cela me fait penser au patron qui vous laisse prendre des initiatives ou vous pousse à en prendre, à vos riques et périls mais cela vous ne le savez pas, vous l'apprendrez plus tard, trop tard à vos dépens, et qui un jour vous le reproche ou s'en sert comme prétexte pour vous virer parce que vous avez soit-disant empiété sur son pouvoir, je vous en parle en connaissance de cause pour l'avoir vécu.

Maintenant quoi qu'en pense Schivardi, une majorité de délégués du POI a voté contre la présentation d'un candidat à la présidentielle, il doit accepter le verdict de ce vote qui s'est déroulé dans des conditions conformes à la démocratie. S'il est victime de ses illusions que d'autres se sont employés à nourrir à coup de flatteries ou de basses manoeuvres, il ne trouvera personne pour voler à son secours, hormis peut-être ceux qui au POI étaient dans la même situation que lui.

Il y a de toute évidence quelque chose de vraiment dégueulasse dans cette histoire, une fois de plus, quand Schivardi affirme que depuis des mois il ressentait "*un malaise*" dans son parti sans apparemment parvenir à en discerner la teneur et l'origine. Le voilà fixé.

Haut de page

Le 8 octobre

Une petite histoire indienne pour commencer le week-end. En fait la suite d'une histoire précédente.

Je suis enfin allé voir ma belle-mère, elle s'est finalement arrangée avec un de ses fils avec lequel elle va partager ce que j'appellerai plutôt un abris de fortune qu'un appartement. Un de ses fils qui n'a plus de travail fixe et qui vivait chez sa belle-mère avec son épouse et ses deux gosses en bas âge, celui qui avait "fugué" et avait vécu deux mois chez nous parce qu'il en avait marre de sa compagne et qui au bout du compte est retourné au bercail tête baissée.

Je me demande si ce n'est pas la retraite de ma belle-mère qui va payer le loyer, peu importe, ce n'est pas mes oignons. Ils ont loué une trentaine de mètres carrés situés sur la terrasse d'une maison dont le toit est en plaques ondulées en ciment, bonjour la chaleur en été. C'est minuscule car le tout est divisé en au moins cinq pièces ou recoins, il n'y a en fait que deux pièces, plus les toilettes et la salle de bain sur la terrasse, deux toilettes à la turque d'une part, et deux robinets en guise de salle de bain, le tout pour un loyer de 2 500 roupies. C'est situé dans une commune faisant partie de la banlieue de Pondichéry et c'est très très cher. En comparaison, au Tamil Nadu à quelques kimomètres de la ville, je paie 10 000 roupies pour environ 200 m² en incluant les terrasses et un grand jardin.

Il y a deux jours je suis donc allé rendre visite à ma belle-mère accompagné d'un de mes beaux-frères, tandis qu'un autre de ses fils était déjà sur place, celui qui partage sa modeste habitation, propre car toute neuve il faut préciser. C'était jour férié et je l'ignorais évidemment, la fête des outils ils appellent cela, anciennement nommée la fête des armes du temps de la colonisation.

Ce jour-là on nettoie sa maison à fond, son vélo ou sa moto, sa voiture, et dans les entreprises la veille, on procède à un grand ménage le tout agrémenté de décorations, feuilles de bananiers, guirlande de fleurs, sans oublier les offrandes aux dieux et les prières qui vont avec, on souhaite longue vie à l'entreprise et à son patron en guise de lutte des classes, tout un programme !

Bref, ils étaient contents de me voir, la présence d'un Blanc réhausse immédiatement leur statut social vis-à-vis de leur propriétaire et voisins même s'ils sont pauvres. Je suis resté une heure. Avant de partir mon beau-frère qui a pris cette location avec sa mère me demande exactement où j'habite, il ne m'avait pas aidé à déménager car il s'était fâché avec sa soeur mon épouse peu de temps avant son départ en France. Sur le coup je trouve normal sa demande puisque nous ne sommes pas fâché.

Le lendemain, donc hier matin il débarque chez moi sur les coups de 10h, là spontanément je me dis qu'il n'a pas perdu de temps et que cela ne doit pas être sans arrière-pensée. Bingo ! Comme l'usage le veut, je lui fais visiter les lieux, je me rends compte qu'il s'en fout , on se contentera du rez-de-chaussée, à sa demande je précise, je lui offre un verre de limonade et c'est là qu'il en vient au but de sa visite. La dernière fois c'était pour que je lui achète une bagnole à 500 000 roupies, il attend toujours évidemment. Il me demande de lui prêter les 15 000 roupies de la caution qu'il doit verser à son propriétaire et qu'il me rendra à raison de 1 000 roupies par mois.

Il devait se douter que je ne lui refuserais pas, il a quand même attendu que sa soeur soit repartie en France - ce n'est pas le courage qui les étouffe en général. Ce qui ne me plaît pas, c'est qu'à chaque fois ils vous mettent devant le fait accompli, ils ont loué cette habitation en se disant à l'avance que quoi qu'il arrive l'oncle casquerait la caution, c'est le principe qui me choque, mais comme je l'ai déjà dit souvent, ils n'ont reçu aucune éducation et ce genre de considération ne leur viendra pas à l'esprit, je le sais donc je ne lui en veux pas, comme je le précise très souvent aussi, je me contente de constater les choses sans juger. Pour finir je vais leur faire cadeau de ces 15 000 roupies, c'est normal, c'est ma famille.

Et ne me parlez pas des tiers-mondistes qui vont faire de "l'éco-tourisme" dans les pays pauvres pour se changer les idées, alors que la misère est à leur porte et qu'ils s'en foutent.

Ce jour là j'ai fait une remontrance à une de mes petites cousines (12 ou 13 ans) qui au téléphone me raccroche systématiquement au nez quand je suis en train de lui parler, ce qui est d'une impolitesse incroyable. Je lui dis : - Lombiga quand je te parle tu pourrais attendre que j'aie fini ma phrase et me dire au revoir avant de raccrocher, toi, tu me dis un truc, je commence à te répondre et tu coupes, tu m'as fait le coup deux fois ce matin, et chaque fois tu fais pareil, c'est désagréable à la fin. Elle comprend très bien l'anglais, elle m'écoute et me regarde médusée, quelle audace de ma part, personne n'a jamais osé lui faire la moindre remarque car elle a développé un fort complexe de supériorité, pour elle, quand elle a fini de parler c'est que la communication est terminée, l'autre qui est à l'autre bout du fil n'existe pas. Elle est partie dans une explication à dormir debout d'une hypocrisie sans fond, du genre qu'elle croyait que j'allais raccrocher, très très fort, pour un peu c'est moi qui aurait cette mauvaise habitude et qui devrait m'excuser, non mais c'est dingue. Il a fallu que son père lui explique où était le problème pour qu'elle rabaisse son caquet. Et son père, mon beau-frère Kandavel, il se marrait comme un crétin au lieu d'inculquer un minimum de principes à ses gosses. Il faut vraiment avoir le moral ou une conscience de classe pour les supporter. Quant à vivre avec eux, jamais, j'en ai fait l'expérience à plusieurs reprises c'est impossible, je deviens fou avec eux !

Vous voyez camarades, il y a des gens qui parlent des pauvres sans vivre avec eux, c'est facile et gratuit, en réalité la plupart ne les supporteraient pas un instant parce qu'ils ne les connaissent pas en fait. Tandis que moi je partage leur quotidien, nous ne sommes pas obligés de coucher ensemble pour cela, et si je me permets ces familiarités avec eux, c'est parce que nous appartenons au même milieu et qu'ils en ont conscience, ce qui ne serait pas le cas si je les méprisais ou me contentais d'une posture pour me faire passer pour l'un des leurs ou leur ami, ils savent que je les respecte. Vous comprenez pourquoi je brocarde violemment les ouvrièristes...

Passons aux choses sérieuses.

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées. Si vous ne parvenez pas à télécharger un fichier, contactez-moi.

Non, nous n'avons pas un euro à perdre.

- Hollande : "*Un euro, c'est pas cher pour se débarrasser de Sarkozy*" (LePoint.fr 07.10)

Quand le pire est à venir.

- Martine Aubry : "*Les meilleurs moments sont devant nous*" (LePoint.fr 07.10)

Elle parlait pour elle et les siens !

Pendant que le POI demande un entretien à Sarkozy.

- « Un parfum de Fin de règne » titre Le Point de cette semaine alors que le Nouvel Obs lui fait écho « Les dessous d'une fin de règne » et que Marianne se veut plus provocatrice, « Le boulet ». Tous sont d'accord pour annoncer la fin de Sarkozy en

bien mauvaise posture au point que dans son propre camp certains s'interrogent à haute voix sur sa capacité à les représenter. (Débat révolutionnaire n°61)

Lu dans un article du Nouvel Observateur daté du 4 octobre :

- A terme, l'objectif est la "*constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale pour créer les conditions d'une Assemblée constituante*", explique Gérard Schivardi.

Les journalistes du Nouvel observateur ont-ils retranscrit correctement les propos de Schivardi ? Si tel était le cas, camarades du POI vous pouvez situer l'avènement d'une Assemblée constituante en France aux alentours du troisième millénaire ! A votre place, je demanderai aux dirigeants de confirmer ou infirmer ces propos attribués à Schivardi.

Vous vous en foutez peut-être et la question ne se pose plus, car si les mots ont vraiment un sens, apparemment Schivardi a claqué la porte du POI, c'est en tout cas ce qui ressortait de son intervention lors du congrès du POI du 2 octobre dernier.

Je ne sais pas si la citation du Nouvel Observateur est correcte, en tout cas elle n'est pas incompatible avec l'idée qu'a toujours exposée Schivardi, à savoir qu'il n'était pas un révolutionnaire et qu'il ne comptait aller au socialisme au moyen d'une révolution.

A propos de révolution, Schivardi a dit "*On m'avance l'argument de la révolte du peuple tunisien, du peuple égyptien. Mais nous sommes encore malheureusement loin d'une révolution qui permettrait de mettre en place cette Constituante que nous souhaitons tous.* Il ne pensait pas si bien dire, plus ouvertement que ceux qui le critiquent dans son propre parti, car en fait de révolution, il s'agissait de révolutions bourgeoises du même type que celle de février 1917 en Russie qui avait chassé le tsar du pouvoir sans pour autant renverser le régime, les institutions. Pour ne pas entrer dans des polémiques stériles, nous attendions le moment favorable pour apporter cette précision, merci de nous l'avoir fournie monsieur Schivardi.

La différence entre la Russie de février 1917 et la Tunisie et l'Egypte de 2011, c'est tout d'abord l'absence du parti bolchevik, ensuite l'incapacité du prolétariat de se doter d'organismes similaires aux soviets dans lesquels les masses s'organiseront, qui constitueront les véritables piliers de l'Etat ouvrier en Russie, et sur lesquels s'appuiera le gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire pour mener la révolution socialiste à la victoire.

Si la citation de Schivardi est exacte, cela nous permet de réafirmer tout le mal que l'on pense du mot d'ordre d'une Assemblée constituante. Nous y reviendrons une autre fois.

Tous les partis traversent une grave crise, on voulait nous faire croire que seul le POI était épargné, nous ne l'avons jamais cru évidemment, même si nous n'en parlions pas, nous savons être discret quand il le faut...

Un dernier mot, un sujet à développer plus tard. Le coup d'éclat de Schivardi démontre que le type de parti que construit le POI est voué à l'impasse ou à la faillite politique, il serait facile d'affirmer qu'il traduit la faillite politique de ses dirigeants, ceux du courant communiste internationaliste qui le dirigent.

Du coup je me suis fait cette réflexion hier soir, c'est très bref : si nous devons construire un nouveau parti, ce sera forcément un parti calqué sur le modèle du parti bolchevik adapté aux conditions de notre époque, mais il ne devra pas se situer dans la continuité des courants politiques se réclamant du trotskisme qui ont émergé pendant la seconde guerre mondiale ou après l'assassinat de Trotsky et qui ont donné naissance plus tard à l'OCI-PCI-PT-POI, à la LCR ou à LO ou encore les groupes de militants issus de ces partis. Il devra se situer dans le prolongement des trois premières Internationales jusqu'au quatrième congrès de l'Internationale communiste, de la IVe Internationale telle qu'elle existait du vivant de Trotsky après avoir constaté que les courants qui s'en réclameront par la suite avaient lamentablement fait faillite, inutile ici ou pour le moment d'entrer dans les détails pour caractériser le contenu politique de cette faillite politique, d'ailleurs nous nous sommes déjà largement exprimés sur cette question dans le site, de telle sorte qu'il était devenu impossible de se réclamer de la IVe Internationale, Internationale qui a avorté avant de voir vraiment le jour ou qui fut disloquée, gangrenée ou qui a pourri sur place pendant la seconde guerre mondiale dès la disparition de Trotsky, IVe Internationale qui sert de caution aujourd'hui (et hier) à un opportunisme effréné mêlé d'un aventurisme confinant au républicanisme ou au démocratisme bourgeois n'ayant plus rien à voir avec le combat pour le socialisme tel que l'avait conçu son fondateur...

Bref, après avoir remis les pendules à l'heure et dressé le bilan des partis et des dirigeants qui ont participé à la lutte de classe au cours des 71 dernières années qui viennent de s'écouler, rompant résolument avec ce que certains ont appelé le lambertisme ou le pablisme ou leur dérivé de LO, une fois les compteurs remis à zéro, peut-être que tous les militants, cadres et dirigeants qui se réclament de ces courants ou partis pourraient enfin se retrouver dans un parti tout neuf, tout propre, reprenant le flambeau du combat de Marx et Engels contre toutes les formes de socialismes utopiques, bourgeois ou sectaires, le flambeau du combat de Lénine contre le réformisme, celui de Trotsky contre le stalinisme et sa théorie du socialisme dans un seul pays, ils ne se retrouveraient pas tout nu sans histoire derrière eux, sans repère, ils incarneraient la nouvelle opposition de gauche combattant résolument pour la victoire de la révolution socialiste mondiale.

Avantage de cette démarche, ils ne passeraient plus leur temps à se foutre sur la gueule, à se traiter de lambertistes ou de pablistes ou je ne sais quoi, les années d'errements coïncidant avec cette période feraient l'objet d'une résolution qui serait adoptée par tous les militants, cadres et dirigeants rejoignant ce nouveau parti communiste, enfin nous disposerions d'une avant-garde digne de ce nom qui regrouperait les plus fidèles combattants révolutionnaire pour le socialisme, une fois en ordre de bataille, sur la base d'une analyse précise et sans concession des erreurs commises pendant ces longues années et leurs origines, sans faire le procès de quiconque, s'excluerait de lui-même de ce processus celui qui tenterait de juger les autres, il n'y aurait plus aucun obstacle à l'élaboration et à l'adoption des principes de fonctionnement du parti, de ses statuts et de son programme, renouant avec les enseignements de la Commune de Paris et de la révolution d'Octobre, en en conservant intact l'esprit, en les adaptant à notre époque sur le plan pratique.

J'ai rédigé ces lignes d'un trait sans brouillon, tout cela demande à être développé évidemment, en résumé, quand on observe ce qui se passe au POI, au NPA et à LO, on peut en conclure que c'est à l'intérieur de ces partis qu'il faut principalement chercher à la fois les obstacles et les solutions à la construction du parti. Ferme sur les principes, souple sur leur application, une méthode que l'on n'a jamais réellement comprise ou maîtrisée. N'hésitez pas à réagir à cette causerie. (A suivre)

La phrase choc de la semaine

- "*L'Amérique doit diriger le monde, ou alors quelqu'un d'autre le fera*", Mitt Romney, candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 2012, lors d'un discours de politique étrangère très musclé, prononcé au prestigieux collège militaire The Citadel de Charleston. (Reuters 07.10)

Politique

Pologne

La campagne pour les élections législatives de dimanche en Pologne a vu grimper dans les sondages un nouveau parti de gauche qui défend les droits des homosexuels, le droit à l'avortement et une plus grande séparation de l'Eglise et de l'Etat, signe d'une sécularisation croissante de ce pays catholique très conservateur.

Les dernières enquêtes d'opinion créditent le Mouvement Palikot (RPP) d'environ 10% d'intentions de vote, derrière la Plate-forme civique (PO, centriste) du Premier ministre Donald Tusk, favori du scrutin, et le Parti Droit et Justice (PiS, conservateur), mais devant l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), pourtant bien établie, et le Parti populaire (PSL), membre de la coalition au pouvoir. Plus de 30 millions de Polonais seront appelés à renouveler les deux chambres du Parlement: la Diète, chambre basse, et le Sénat.

S'il obtient une bonne représentation au Parlement, le chef du Palikot compte proposer en premier lieu de décrocher le crucifix à la Diète car l'église catholique "*est bien trop puissante*", estime-t-il, soulignant que de nombreux Polonais se déclarent catholiques mais non pratiquants réguliers. "*Nous voulons retirer la religion des espaces publiques*", explique-t-il.

Ancien producteur de vin et de vodka, Janusz Palikot n'hésite pas à se mettre en scène pour défendre son point de vue, comme lorsqu'il avait donné une conférence de presse un pistolet dans une main et un vibro-masseur dans l'autre en 2007 pour dénoncer une affaire dans laquelle un policier avait violé une femme sous la menace de son arme.

"*Je serais prêt à le refaire dans une situation similaire*", affirme-t-il, soulignant que l'officier a été envoyé en prison, le chef de la police limogé et que des réformes ont été mises en place pour lutter contre les abus policiers, avec notamment l'installation de caméras dans les salles d'interrogatoire. (AP 07.10)

Social

1- France

1.1- Des établissements en manque de professeurs un mois après la rentrée des classes ? C'est ce qu'a déploré, jeudi, la PEEP, deuxième fédération de parents d'élèves.

'*Nos responsables et nos parents aujourd'hui nous ont fait savoir qu'il manquait encore dans les établissements, surtout dans le second degré, beaucoup de professeurs de maths, de lettres, de langues vivantes, de technologie et, dans des matières plus spécialisées comme la mercatique (marketing)*', a déclaré Valérie Marty, présidente, lors d'une conférence de presse.

'*C'est un peu plus compliqué à l'heure actuelle, mais ça va être un peu plus tendu toute l'année car déjà, au mois d'octobre, on va rechercher des étudiants pour remplacer les enseignants qui n'ont pas pu être nommés sur les établissements*' et '*on cherche*

des remplaçants de remplaçants dans certains cas', a-t-elle ajouté. (lemonde.fr 06.10)

1.2- Publiés cet été, les décrets d'application de la réforme des régimes spéciaux de retraite mettent le feu à l'Opéra de Paris.

Si vous devez aller à l'Opéra ces jours-ci, ne soyez pas étonné que le rideau ne se lève pas. Les grèves se multiplient depuis la publication le 10 août des décrets d'application de la réforme des régimes spéciaux des retraites. Xavier Bertrand et Valérie Pécresse ont cru que la torpeur du mois d'août suffirait à faire passer la pilule. Erreur... SUD et la FSU redoublent de vigueur depuis septembre : les premières de Faust (le 22 septembre), de Phèdre et de Psyché ont été annulées. D'autres préavis sont déposés qui pourraient menacer par exemple la retransmission de Faust sur France 3 prévue le 10 octobre et simultanément dans les salles de cinéma.

Qu'en est-il exactement ? Pour les artistes, rien à changer : les danseurs peuvent partir en retraite à 40 ans et à 57 ans pour les artistes de choeur. En revanche, le décret du 10 août 2011 fixe une liste précise de techniciens dont les tâches comportent une "*fatigue exceptionnelle*" du fait de travail de nuit ou de travaux de force. Le décret inclut dans cette catégorie cinq métiers : les agents de sécurité incendie, les machinistes transporteurs, les transporteurs manutentionnaires, les techniciens lumière et les machinistes. Ceux-là peuvent partir à la retraite à 57 ans (au lieu de 55 ans auparavant). Toutes les autres catégories de personnel partent à la retraite à 62 ans.

Les machinistes mènent la guerre ainsi qu'une partie du personnel qui règle les lumières. Mais que faire ? Le gouvernement n'a pas l'intention de faire machine arrière et les grèves à répétition causent des dommages considérables à la trésorerie de l'Opéra. Une seule annulation de spectacle se chiffre à plusieurs centaines de milliers d'euros en moins... (lepoint.fr 07.10)

2- Grande-Bretagne

La BBC, premier groupe audiovisuel public au monde, a dévoilé jeudi un plan de 20 % d'économies qui se traduira notamment par la perte d'environ 2 000 emplois d'ici à 2017. Les coupes détaillées par Mark Thompson, le directeur général de la BBC, se solderont par une réduction annuelle des dépenses de quelque 670 millions de livres (777 millions d'euros).

Les transformations les plus radicales dans l'histoire" d'"Auntie" sont la conséquence directe du gel pour six ans de la redevance – véritable manne de 4 milliards d'euros par an – décrété par le gouvernement en 2010 dans le cadre de sa politique tous azimuts d'austérité.

Le groupe BBC emploie 22 899 personnes et coiffe huit chaînes de télévision nationale, 54 radios, un site parmi les plus visités en Europe et un service mondial en 32 langues à destination de plus de 150 millions d'auditeurs. (lemonde.fr 06.10)

3- Espagne

Les expulsions de propriétaires surendettés ont connu un nouveau record historique au deuxième trimestre en Espagne, en hausse de 21,2 % par rapport à la même période de 2010, une année déjà record dans ce domaine, selon les autorités judiciaires.

Les ordres d'expulsion ont atteint plus de 30 000 depuis le début de l'année, soit presque autant que pour l'ensemble de l'année 2009 et pourraient donc dépasser en 2011 le record atteint en 2010 (47 089).

Selon l'Institut national de la statistique espagnol (INE), le taux de chômage en Espagne s'élevait à la fin du premier semestre 2011 à 20,89 % de la population active, le plus important de l'Union européenne et des pays de l'OCDE. (lemonde.fr 07.10)

4- Chili

Les dirigeants syndicalistes et étudiants chiliens ont appelé vendredi à la grève générale pour le 19 octobre en réaction à la répression policière des manifestations contre une réforme de l'éducation jugée beaucoup trop limitée. Plus de 250 personnes ont été arrêtées et une trentaine blessées.

Arturo Martinez, à la tête de la coalition syndicale CUT, a annoncé la date de la grève générale avec à ses côtés la militante étudiante Camila Vallejo, qui a accusé le gouvernement de laisser la police viole le droit constitutionnel des étudiants à manifester pacifiquement. "*Nous poursuivrons ce mouvement aussi longtemps que nécessaire*", a-t-elle prévenu.

Le porte-parole du gouvernement a répondu que toute violence serait fermement réprimée. "Notre main ne tremblera pas et nous ne ferons montre d'aucune faiblesse pour tenter de maintenir l'ordre public", a prévenu Andres Chadwick, ajoutant: "*ils ne nous affaibliront pas en attaquant la police et en posant en victimes*".

Le gouvernement avait refusé d'autoriser la manifestation de jeudi organisée par les étudiants à la suite de l'échec la veille

de négociations pour une université gratuite, mieux financée et de meilleure qualité.

Des policiers mobilisés en nombre, certains à cheval, ont employé des canons à eau et gaz lacrymogènes pour disperser les quelque 10.000 étudiants qui avaient répondu à l'appel à la manifestation, les poursuivant jusque sur les campus, selon Camila Vallejo.

Le bilan a été de 168 arrestations à Santiago, la capitale, et plus d'une centaine d'autres dans le pays. La police a fait état de 25 officiers et cinq civils blessés. Au moins cinq journalistes qui travaillaient ont été arrêtés.

"*Si la police a réagi avec excès, nous contrôlerons cela, mais nous respecterons la police, nous soutiendrons la police parce que c'est la seule façon pour nous de faire appliquer la loi*", a affirmé le porte-parole du gouvernement.

Le président Sebastian Pinera et le ministre de l'Education Felipe Bulnes ont rejeté les principales revendications des étudiants, qui demandaient que l'Etat ponctionne les riches et les entreprises pour financer le système éducatif, aujourd'hui largement privé. (AP 07.10)

Economie

1- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) estime que les menaces se sont intensifiées pour l'économie de la zone euro et elle fournira aux banques de la liquidité à long terme pour éviter un nouvel assèchement de la liquidité (credit crunch).

La BCE a laissé ses taux directeurs inchangés ce jeudi - son taux de refinancement restant donc à 1,5%, comme s'y attendaient les marchés le plus souvent. (Reuters 06.10)

2- Grande-Bretagne

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre a estimé jeudi que le monde affrontait peut-être la plus grave crise économique de son histoire. L'institution va injecter 75 milliards de livres (86 milliards d'euros; 116 milliards de dollars) de liquidités dans l'économie britannique, fragilisée par la crise de la dette dans la zone euro.

Mervyn King a déclaré sur la chaîne Sky News que cette crise était la plus grave depuis celle des années 1930, "*sinon (la plus grave) jamais vue*", ajoutant sur la BBC que l'économie mondiale ralentissait "*beaucoup plus vite qu'on ne le pensait il y a encore quelques mois*".

Le programme de rachat d'actifs avait permis d'injecter 200 milliards de livres entre mars 2009 et janvier 2010 dans l'économie britannique pour aider le pays à sortir d'une profonde récession. (AP 06.10)

3- Belgique

Moody's Investors Service a annoncé vendredi qu'elle pourrait abaisser la note souveraine Aa1 de la Belgique, évoquant les difficultés qu'elle éprouve à maîtriser sa dette publique et les risques de financement sur le long terme qui en découlent.

Moody's en dit en particulier qu'elle examinerait "*la vulnérabilité de la dette publique belge dans le contexte actuel de financement souverain et bancaire de la zone euro. Cela comportera l'examen de la nécessité éventuelle pour l'Etat de prendre des mesures de soutien du système bancaire ou de telle ou telle banque*".

"*A cet égard, Moody's entend évaluer les coûts potentiels et passifs additionnels contingents que l'Etat pourrait assumer en soutenant le groupe Dexia*". (Reuters 07.10)

4- Italie et Espagne

Fitch a abaissé vendredi la note de l'Italie d'un cran et celle de l'Espagne de deux, évoquant une aggravation de la crise de la dette de la zone euro et un risque de dérapage budgétaire dans ces deux pays.

L'Italie et l'Espagne sont affectées directement par la crise de la zone euro en ce qu'elles dépendent de la Banque centrale européenne (BCE) pour placer leurs emprunts obligataires et éviter que les rendements demandés n'atteignent des proportions insoutenables. (Reuters 07.10)

Haut de page

Le 10 octobre

Hier je n'ai pas actualisé le site, j'ai consacré la matinée aux tâches ménagères qui peuvent être une source de satisfaction quand on ne les considère pas comme une obligation, mais comme le produit d'un besoin né de la condition humaine en relation avec un certain degré de développement économique et social de la civilisation humaine, et l'après-midi à lire et à cuisiner.

Ici, je suis une curiosité pour tous les Indiens toutes classes sociales confondues, y compris ou surtout pour les Indiens ayant des relations avec des "Blancs", encore plus aujourd'hui qu'hier. Habiter dans une si grande maison et s'en occuper soi-même est quelque chose d'incongrue, d'incompréhensible, une excentricité qui n'inspire pas le respect contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, non, au contraire, pour les pauvres cela dépasse l'entendement, et pour les nantis qui sont des fainéants nés, c'est se rabaisser socialement, donc cela leur inspire plutôt le mépris... que je leur renvoie volontiers.

Dans un pays développé comme la France qu'avons-nous pas entendu comme conneries monstrueuses sur la femme au foyer qualifiée de ménagère, statut dégradant, voire humiliant, esclave ou bonne à tout faire de son compagnon, qui pour mériter à part entière son statut d'être humain, social, de citoyenne, pour s'épanouir dans la vie devrait passer obligatoirement sous les fourches caudines de l'exploitation au même titre que l'homme, hypocrisie qui passe sous silence la condition de vie harrassante dans laquelle elle se retrouve quand elle est confrontée à cette situation-là, qui de fait lui est imposée par la société en régime capitaliste à notre époque.

De la femme objet sexuel à la femme consciente des rapports complexes qu'elle entretient avec son corps.

Non, la femme et l'homme ne sont pas seulement différents sur le plan sexuel, d'ailleurs l'admettre devrait nous obliger à reconnaître qu'elle ne l'est pas non plus sur d'autres plans du fait qu'elle entretient des rapports différents par rapport à son corps, dont les fonctions ne sont pas identiques à celles d'un homme ou comporte une fonction en plus ou complémentaire à celle de l'homme, car, pour reprendre une définition d'Engels, elle est également un moyen de production, de reproduction de l'espèce humaine pour assurer sa survie.

Pas plus que pour le petit garçon, la petite fille n'a pas besoin d'être consciente des lois de fonctionnement qui régissent le développement de son organe sexuel pour que ce processus passe par plusieurs étapes et atteigne finalement son terme. Par contre, lorsqu'il est achevé, de nouveaux rapports vont naître et dissocier davantage l'homme de la femme, notamment sur les plans psychologique et amoureux ou sentimental.

Chez l'homme, à l'état naturel ou non, la montée hormonale est pour ainsi dire spontanée, il est prêt à copuler à tout moment, tandis que chez la femme le besoin sexuel pour s'éveiller nécessite une mise en condition préalable. Chez nos cousins les bonobos qui copulent à longueur de temps, on a découvert que leur comportement sexuel débridé et quelque peu anarchique au premier abord, était en réalité régi par un code social, dès lors que la copulation était conçue comme un moyen de prévenir ou de régler des conflits entre eux, la femelle s'y adonnait volontairement ou de bon coeur.

Autrement dit, chez l'homme l'acte sexuel correspond à une fonction naturelle, à la satisfaction d'un besoin naturel, tandis que chez la femme il sera d'autant plus associé à une fonction sociale en fonction du degré de développement social de la société dans laquelle elle évolue. A un stade plus avancé encore, une fois que la femme a intériorisé ou a pris conscience de cette fonction sociale, comme produit de celle-ci vont se développer ou venir se greffer dessus des critères psychologiques pour la plupart inconscients et qui vont influencer sa vie sexuelle ou sa vie tout court.

En réalité les choses sont encore plus complexes, dans la mesure où la femme développe un besoin sexuel naturel au même titre que l'homme, qu'il y est associé une fonction sociale et que les rapports qu'ils entretiennent entre eux sont accompagnés ou alimentent des comportements psychologiques qui peuvent les modifier, interférer ou perturber ces rapports, les dominer également ; il suffit par exemple qu'une femme fasse une fixation sur un problème qui la préoccupe pour qu'elle refuse tout rapport sexuel, tandis que l'homme passera outre facilement en ne retenant que la définition originelle de l'acte sexuel, celle du primate archaïque pour faire plaisir aux dames dirons-nous. Il faut préciser que ce n'est pas trop la fonction sociale procréative de la femme qui intervient dans la manière dont son besoin sexuel va se manifester ou non, mais plutôt sa relation au monde extérieur en général.

J'ai laissé de côté ici la société, le milieu familial, l'éducation, pour ne pas partir dans tous les sens, on en causera une autre fois. N'en déplaise aux féministes, la femme continue d'être traitée comme un sous-produit de l'espèce humaine, y compris quand elle s'emploie à rabaisser les hommes, car finalement ce sont les uns et les autres que la société tend à rabaisser, à exploiter et à opprimer toujours davantage, et dont seule la lutte de classes contrecarre dans la mesure du possible en régime capitaliste les projets les plus sordides, inhumains ou barbares. On s'interrogera de savoir si le slogan *la femme est l'égal de l'homme* est davantage réactionnaire que révolutionnaire quand il ne se situe pas strictement sur un plan de classe.

A ce propos, il y en a qui ont reproché à Schivardi d'avoir osé dire que des adolescentes de sa commune avaient eu un comportement provocateur, d'où son fameux ou plutôt fâcheux décret municipal.

Donc si l'on comprend bien, selon ces militants une jeune femme pourrait se comporter n'importe comment, précisons les choses se vêtir légèrement, et elle n'aurait pas à tenir compte de la société dans laquelle elle vit, et quoi qu'il pourrait advenir par la suite, regards insistants, propos graveleux, propositions ou gestes inconvenants, agression ou viol, en aucun cas elle ne devrait en porter la moindre responsabilité sous prétexte que chacun est libre de sortir dans la rue ou de s'afficher vêtu comme il le souhaite, sauf dénudé, le sexe ou les seins à l'air.

Il est étonnant, pour ne pas dire choquant, que des militants qui en principe se destinent à aider les masses à élever leur niveau de conscience, à comprendre les rapports qui régissent la société et pas seulement les rapports (sociaux) de production, considèrent normal que des jeunes filles ou des femmes finalement ignorent ou agissent en ignorant ces rapports, et que parce que ce sont des femmes bénéfieraient d'un traitement de faveur par rapport aux hommes et ne devraient pas en assumer les conséquences, ce que j'appelerais le féminisme de caniveau.

Cette position n'encourage pas les femmes à prendre conscience de la société dans laquelle nous vivons et dessert leurs intérêts, puisqu'elles les encouragent à s'exposer dangereusement à la perversité de déséquilibrés. C'est comme dans la vie en général, il y a des gens qui ont le don de rechercher systématiquement les emmerdes, qui ensuite sont surpris quand ils leur tombent dessus et qu'on ramasse à la petite cuillière...

Chacun doit mesurer les risques que comportent ses actes et les assumer ensuite. Si l'on suit jusqu'au bout le raisonnement de ces militants, on aboutit à une situation où finalement plus personne ne serait responsable de rien. Mais n'est-ce pas vers cela que ceux qui gouvernent veulent nous entrainer avec leur société de plus en plus pourrie : vous ne vous occupez de rien, on s'en charge à votre place ?

La profonde décomposition de la société à laquelle nous assistons a pour conséquence la perte de tout repère social, que le législateur s'emploie à corriger au moyen de lois de plus en plus répressives et liberticides. De la même manière qu'il nous est totalement impossible de le suivre ou de le soutenir dans cette voie et nous sommes d'accord au moins sur ce point, il nous est impossible d'agir autrement que par la lutte de classe pour tenter de freiner cette décomposition sociale aux conséquences désastreuses pour la population laborieuse, lutte de classe qui doit comprendre un volet éducatif en direction du prolétariat et sa jeunesse.

Que la société nous apparaisse de plus en plus insupportable est une chose, qu'il faille la changer de fond en comble en est une autre, en attendant il nous faut faire avec et ne pas essayer de se substituer au législateur ou tenter de l'influencer dans des domaines qui ne sont pas de notre compétence, de la même manière qu'il faut admettre dans une large mesure notre impuissance à combattre ou éradiquer les conséquences de la survie du capitalisme, sinon, dans le premier cas on agira comme Schivardi, dans le second, comme ces militants le préconisent en flattant l'ignorance ou l'inconscience des masses, un grave incident monté en épingle par les médias et le gouvernement fournira matière au législateur à renforcer son arsenal répressif, et quand cela se produira ces militants n'auront plus qu'à se réfugier dans un silence complice ou une dénonciation hypocrite ou sans consistance, évidemment incompréhensible aux yeux des travailleurs.

Il serait plus correct ou honnête d'avouer, soit qu'on refuse cette conception de la lutte de classe qui selon moi forme un tout et qu'on a abandonné il y a des lustres, soit qu'on ne sait pas comment s'y prendre pour s'adresser aux travailleurs, dès lors qu'il s'agit d'aborder des questions de société, questions qui ne se traitent pas seulement sur le plan politique ou doivent être abordés sur différents plans à la fois.

A plusieurs reprises j'ai affirmé que l'avant-garde en général passait son temps à se prendre pour ce qu'elle n'était pas et que rien n'avait changé en 70 ans, on en a là une nouvelle démonstration, qui met en relief sa conception erronée de la lutte de classe à travers les rapports erronés qu'elle entretient avec les masses.

Dommage, je n'ai plus le temps de continuer, car l'analyse des rapports entre le parti et les masses et entre le parti et les syndicats devaient être notre causerie de ce matin après mes lectures d'hier et les réflexions qu'elles m'ont inspirées. On verra cela demain ou dans quelques jours. Je sors à peine d'une grosse infection au bras gauche qui je dois dire m'a un peu inquiété, mais bon, j'ai réussi à en venir seul à bout, qu'hier soir une molaire s'est brisée en deux et j'ai pris rendez-vous pour demain 10h chez ma dentiste, donc je ne bosserai pas beaucoup demain.

Ce sera une causerie explosive, si toutefois je parviens à la mener à son terme sans me disperser, ma fâcheuse habitude ! En fait la suite de ma causerie du 8 octobre en m'appuyant notamment sur des arguments puisés chez Trotsky (Le syndicalisme et le communisme), la résolution du IVe congrès de l'Internationale communiste sur les syndicats, un document de la IVe Internationale du milieu des années 60 (de quoi Pablo était-il le produit questionnait La voix ouvrière ancêtre de Lutte ouvrière? Question à laquelle personne n'a jamais voulu répondre... et pour cause Lambert et ses amis en seraient ressortis laminés, sans pour autant donner raison à Pablo notez bien) , et enfin un article de Stéphane Just sur les rapports entre l'OCI et

les syndicats (dans lequel il était presque parvenu à répondre à la question précédente, pas tout à fait cependant car il sera incapable d'en tirer les conclusions pratiques qui s'imposaient, mais c'était déjà un réel progrès par rapport à la chappe de plomb qu'avait imposé Lambert sur cette question et qui est à l'origine de l'absence du parti aujourd'hui.).

Si je parviens à mener à terme ce travail, vous verrez que tout se tient, j'en ai été le premier surpris, au point que sans crainte aucune, je persiste et signe tout ce que j'ai écrit sur cette question depuis 2005, sans réserve, y compris ma causerie d'avant-hier puisque je suis en mesure d'étayer sérieusement chacun de mes arguments. Vous voulez que je vous livre une partie de ma conclusion : continuons sur la même voie et vous pouvez dors et déjà dire adieu au socialisme, je ne parle pas seulement pour vous qui comme moi avez commencé à glisser sur la pente qui conduit à la petite ou la grande boîte (moi je finirai grillé sur un tas de bois !), mais les générations futures.

Bon, il y a mieux pour remonter le moral des troupes, bien sûr, le fait d'y voir plus clair devrait être suffisant ou il faudra s'en contenter à défaut de mieux au départ, désolé.

Au fait, hier j'ai actualisé la page économie du site.

Bonne semaine à tous, le combat continue...

Haut de page

Le 12 octobre

Hier je n'ai pas pu travailler en raison d'une coupure de courant qui a duré toute la journée, je n'ai pas osé vider la batterie de secours par crainte d'une coupure de courant la nuit, ce qui m'aurait privé de mon précieux ventilateur et se serait traduit par une nouvelle nuit blanche. J'ai atteint un tel niveau de fatigue que tous les jours vers 18h j'ai la tête qui tourne et je m'endors littéralement debout. Evidemment pas question de me reposer à cette heure-là, du coup je ne tiens que par les nerfs et je ne dispose plus de toutes mes facultés déjà limitées.

Quand j'en arrive à ne plus me poser de questions ou qu'aucune ne surgit, que certains rapports ne me sautent pas aux yeux spontanément, c'est que j'ai atteint les limites de mes forces ou que mon cerveau fonctionne au ralentit, c'est plutôt gênant, et malgré tout il faut bien faire le boulot, d'où certains flottements, certaines hésitations, certaines erreurs aussi dans mes analyses. Le pire quand je suis dans cet état-là, c'est quand il faut adopter une position immédiatement, alors que j'ai du mal à mettre de l'ordre dans mes idées pour analyser la situation, je prends le risque de me tromper et je dois ajuster plus tard, ce qui n'est pas forcément facile à suivre pour tous les lecteurs.

Dans ce cas-là, il vaudrait mieux se taire et attendre, mais là on va m'accuser d'être un dégonflé ou un incapable ou de me déterminer par rapport aux uns ou aux autres, alors qu'en réalité je me forge moi-même ma propre opinion, je vais très loin dans ce domaine, je me refuse à lire ce que d'autres ont écrit tant que je n'ai pas commencé à me faire une idée précise sur une question, contrairement à certains j'emploie rarement le mot indépendance, je préfère le mettre en pratique.

Ma démarche peut se discuter. Je préfère faire des erreurs et les assumer plutôt que répéter celles des autres pour ensuite les accuser de m'avoir induit en erreur. Je pars du principe que chacun à son niveau doit assumer ses responsabilités et les conséquences positives ou négatives qui peuvent en découler au lieu de les reporter sur les autres, c'est d'ailleurs valable dans la vie en général. Quand on n'est pas capable d'être honnête envers soi-même, comment pourrait-on l'être envers les autres, comment pourrait-on progresser dans la vie, y voir plus clair et savoir où on en est exactement, se connaître soi-même ? Voilà un sujet que je verrais bien traité dans un journal destiné aux travailleurs parce qu'il nous concerne tous.

Vous trouverez ci-dessous avant les infos en bref quelques sujets de réflexion sur l'actualité que je n'ai pas eu le temps d'aborder.

Il manque une info vue et entendue aux infos sur TV5Monde Asie et apparemment non relégué par les agences de presse (je n'ai pas le temps de faire des recherches). En Indonésie les mineurs d'une des plus grande mines de cuivre du monde sont en grève pour exiger une augmentation du salaire minimum, ils exigent qu'il passe de 1 dollar à 8 dollars de l'heure, de violents affrontements ont eu lieu avec la police et il y aurait déjà au moins un mort parmi les mineurs.

J'ajouterai demain des articles dans différentes rubriques. J'ai mis en ligne le *Rapport international soumis à la discussion des journées d'études du CCI (T) des 1er et 2 octobre 2011* que je n'ai pas encore eu le temps de lire pour en avoir pris connaissance ce matin.

1- Pour ajouter un mot à mes deux dernières causeries.

J'ai lu et parcouru rapidement plusieurs textes dimanche sans prendre de note et je le regrette, car dans l'un d'entre eux j'ai lu que les syndicalistes ne devaient pas se contenter d'objectifs économiques, mais qu'ils devaient également mener leur combat sur des objectifs de classe, dont le renversement du capitalisme.

Voilà matière à réflexion. Je vais essayer de retrouver la source de cette citation, que je vous livre en substance sans dénaturer les propos de son auteur. Pourquoi cette citation est-elle si importante ? Parce que sans objectif de classe, le syndicalisme n'est pas un syndicat de lutte de classes, mais un syndicalisme inféodé au capitalisme, un syndicalisme d'accompagnement du capitalisme.

Effectivement, il ne suffit pas de poser des revendications économiques pour se situer sur un terrain de classe contrairement à ce qu'on a voulu nous faire avaler, le syndicaliste qui réclame ou exige une augmentation de salaire n'a à l'esprit que l'amélioration de sa condition en régime capitaliste, témoignant s'il en reste là, qu'il peut sous certaines conditions s'accommoder du système d'exploitation et d'oppression en vigueur au lieu de se dresser contre lui pour le renverser, ce qui signifie qu'il abandonne l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Sur quoi reposait cet objectif ? Question déterminante que personne n'ose poser (je parle des différents partis ouvriers) : comment pourrait-il en être autrement quand on s'est écarté du marxisme ? Quand on a rejeté l'analyse du développement du capitalisme depuis sa naissance faite par Marx et Engels, on rejette la conclusion à laquelle il était parvenu, ce n'est pas difficile à comprendre.

Ce n'est pas la différence de salaire ou de traitement entre l'ouvrier et le patron, l'existence du pauvre et du riche, les différences qui existent entre leurs conditions de vie qui déterminent les rapports (sociaux) de production ou qui président à l'existence d'une classe d'exploités et une classe d'exploiteurs, ils en sont le produit ou les conséquences. Or, c'est à l'origine ou aux fondements du système d'exploitation qu'il nous faut s'attaquer, sous peine si on ne le fait pas que ces rapports demeurent en l'état ainsi que les conséquences qui en découlent, sans quoi aucun changement de société ne se réalisera.

Pourquoi cet objectif de classe a disparu du combat des syndicats et plus largement du mouvement ouvrier ? Parce qu'au non de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, les syndicats ne combattant plus dans la perspective du socialisme ils sont subordonnés à une autre perspective, à une autre idéologie : le capitalisme et assurer sa survie.

Comment peut-on prétendre que les syndicats seraient indépendant quand ils mènent leur combat sans objectif de classe ? Ils en ont forcément un, car qui ne combat pas pour renverser le capitalisme situe son combat dans les limites du capitalisme qui demeurent indépassables. Tous les discours sur l'indépendance des syndicats par rapport aux partis n'ont finalement servi qu'à couvrir la subordination des dirigeants syndicaux au capitalisme. De la même manière que le combat contre le stalinisme des soit-disant trotskistes a servi à masquer leur capitulation devant le réformisme, parfois en s'alliant avec les anarcho-syndicalistes ou s'en inspirant.

Ces derniers, avec le cynisme qu'on leur connaît et qui se sont faits les champions de la lutte pour l'indépendance des syndicats au lendemain de la seconde guerre mondiale, se sont servis comme masque du combat contre le stalinisme, pour non seulement camoufler leur subordination au capitalisme, pour combattre le marxisme dont le parti est l'expression achevé dans la période qui précède la prise du pouvoir, pour empêcher que les syndicalistes se tournent vers un parti marxiste, pour interdire au prolétariat de se donner une nouvelle direction politique pour pouvoir renverser le régime et construire son propre Etat, deux objectifs auxquels les anarcho-syndicalistes ont toujours été farouchement opposés, tout comme la classe dominante notez bien et ce n'est pas un hasard.

Lors du référendum sur la Constitution de la Ve République, tous les partis ouvriers et syndicats s'étaient prononcés pour dire non à de Gaulle en 1958, sauf un, Force ouvrière et A. Hébert que l'on allait retrouver plus tard à la direction de l'OCI, puis du PT. Il n'y a pas de hasard en la matière camarades, tout s'explique très bien pour peu qu'on parte des faits, faut-il encore les connaître évidemment.

Le même Alexandre Hébert soufflera à Pierre Lambert au début des années 50, qu'au lieu de s'acharner à construire une section de la IVe Internationale, il ferait mieux d'opter pour un parti des travailleurs du type de la SFIO. Tous les documents dont je m'inspire ici figurent sur Internet pour ceux qui veulent vérifier.

En 1969, de Gaulle a démissionné après que le non l'ait emporté au référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. On nous a expliqué, que dis-je martelé que Bergeron avait dit non lors du congrès de FO à la suite au discours à la tribune de P. Lambert. C'était en réalité un grossier mensonge, car en réalité Bergeron avait appelé à voter non en ajoutant que si le oui l'emportait son syndicat participerait au Sénat remodelé, Lambert le savait pertinemment mais se gardera bien de s'en vanter par la suite. C'est à cette condition inacceptable que Bergeron a appelé à voter non, en s'en foutant du résultat puisqu'il était prêt à participer au Sénat en cas de victoire du oui, donc de livrer pieds et mains liés son syndicat à l'Etat, voilà ce que Lambert a caché aux militants de son parti.

A partir de cette date, on comprend pourquoi Lambert devenu le complice de la duplicité de Bergeron votera toutes les résolutions de la direction confédérale, car très peu de militants sauront ou retiendront dans quelles conditions Bergeron avait appelé à voter

non, on pourrait presque ajouter, en espérant que le oui l'emporte, puisque c'est aussi à partir de cette date que l'Etat développera des relations avec ses "partenaires sociaux" et dont la politique dite contractuelle ou de négociation sera le produit, privilégiant la recherche d'accords entre l'Etat (et le patronat) et les syndicats au détriment de la lutte de classes, reléguant l'action des travailleurs avec leurs syndicats et la grève au second plan comme moyen d'action. Sur sa lancée, plus tard Lambert avouera que dès 1972 il s'était donné pour objectif de porter Mitterrand à l'Elysée, autrement dit il refusera d'engager le combat contre la direction de FO et du PS auxquels il demeurera inféodé jusqu'au bout...

Neutraliser la classe, rogner son indépendance de classe, lui interdire d'intervenir sur son propre terrain de classe, l'empêcher de construire son parti, tout se tient.

C'est la stratégie d'adaptation, puis de subordination aux appareils adoptée par les dirigeants se réclamant du trotskisme depuis l'après-guerre, qui est responsable de l'absence du parti révolutionnaire aujourd'hui, stratégie qui était le produit d'une analyse erronée des rapports entre l'avant-garde et les masses ainsi que les syndicats, autant que l'incompréhension des rapports entre les travailleurs et les syndicats ainsi que leurs partis. Le MNA (Algérie) qualifié de parti marxiste, Tito présenté comme un nouveau Lénine, le PS présenté comme un parti ouvrier, etc. etc. (A suivre)

2- Manipulation des électeurs.

Il y a quelque 45 millions d'électeurs en France, 2,6 millions, soit 5,5% seulement participent au "primaires" du PS, et les voilà qui crient victoire, complètement délirant, quelle manipulation !

Question : où sont passés les soit-disant 44 à 49% prêts à voter pour le candidat du PS au second tour de la présidentielle de 2012 ? Ils ont refusé de participer à cette mascarade, parce qu'ils savent pertinemment que si le candidat du PS était élu cela ne changerait rien à leur condition, pas plus que s'ils avaient voté pour Sarkozy. Conclusion : ce résultat illustre le rejet massif du PS et sa politique réactionnaire qu'il partage avec l'UMP.

Maintenant, on pourrait avancer l'hypothèse grotesque que les 44 ou 49% manquant se porteraient sur les autres candidats étiquetés à gauche ou à l'extrême gauche, EE-LV, le Front de gauche, le NPA et LO. Problème : à eux tous s'ils parvenaient à totaliser entre 24 et 29% des voix en étant généreux, il en manquerait encore entre 19 et 24% pour faire le compte. On nous dira que beaucoup de gens n'ont pas estimé indispensable de se déplacer et qu'ils le feront en 2012. Cette hypothèse est déjà plus sérieuse, à moins que cet écart corresponde en partie à une poussée de l'abstention, ce qui est plausible par les temps qui courent.

Quoi qu'il en soit, le candidat étiqueté PS qui affrontera Sarkozy en 2012 ne sera pas le candidat de ce parti puisqu'il ne compte que 300 000 adhérents environ, il sera le candidat de la petite-bourgeoisie, des intellectuels et des couches moyennes qui ont lié leur sort à celui de la Ve République et du capitalisme, et qui espèrent qu'en retour leurs intérêts seront mieux sauvegardés que si elles avaient voté pour Sarkozy ou Le Pen.

3- Effet d'annonce.

Il y a deux semaines environ Barroso s'est enflammé à la tribune du Parlement européen en proposant une taxation des transactions financières. En réalité, en étant optimiste cette mesure pourrait entrer en vigueur à partir de 2014, à condition que les 27 pays de l'UE la ratafient, or certains d'entre eux y sont farouchement opposés, à commencer par les Britanniques.

Du coup Barroso a précisé que chacun pourrait l'appliquer à sa manière ou ne pas l'appliquer du tout. Sachant par avance qu'une telle taxe ne pourrait voir le jour qu'à l'échelle mondiale et que les Etats-Unis et la Chine ne veulent pas en entendre parler, autant dire qu'elle ne le sera jamais en l'état actuel des choses. Comble du ridicule, elle devrait rapporter 55 milliards d'euros que les Etats de l'UE devraient se partager, soit 2,03 milliards d'euros par Etat et par an, en voilà une somme gigantesque à côté des 4 660 milliards d'euros que la BCE a accordé aux voyous de la finance, chiffre fourni par Barroso.

Dur, dur, dur de "*réformer*", de "*moraliser*" le capitalisme, même aux forceps c'est impossible, d'où la seule solution : l'abolir, par tous les moyens, y compris la force !

Lors de l'émission *On n'est pas couché* diffusée en différé samedi dernier sur TV5Monde Asie, le conseiller de Sarkozy, Henri Guaino, a affirmé que La Talonnette était à l'origine de cette proposition fort audacieuse sans que personne ne relève la supercherie évidemment.

Ajoutons un mot hors sujet. L'alchimie de la propagande gouvernementale.

Guaino est plus dangereux que Sarkozy qui multiplie les impairs dans ses déclarations spontanées et se ridiculise. Guaino maîtrise parfaitement le langage de la communication contrairement à La Talonnette qui ne maîtrise rien finalement, ce n'est qu'un homme de paille, un avocat d'affaires minable.

Guaino reprend les formules qui ont propulsé l'extrême droite sur le devant de la scène politique à diverses époques dans le passé. Il a l'art de présenter la politique réactionnaire qu'il défend de telle manière qu'on pourrait croire qu'elle lui a été dictée ou inspirée par les travailleurs eux-mêmes, donc correspond à leurs intérêts, partant de là, à l'adresse de ses contradicteurs, difficile ou impossible de dire ou de faire mieux, la discussion est close, il a bien parlé et il a forcément raison quelque part.

Plus fort encore, sans attendre qu'on lui signale les aspects négatifs de sa politique, il s'en saisit d'autant plus facilement qu'il a mêlé dans son discours vérités et mensonges ou parfois non-dits quand il n'a pas pu faire autrement pour éviter que la vérité le rattrape, ce qui ne peut se produire que lorsqu'il est en présence d'un véritable opposant à sa politique ou d'un journaliste qui cherche à se faire remarquer, ce qui est assez rare, ce qui ne l'arrête pas pour autant puisque son discours s'adresse davantage à la majorité d'ignorants qui composent la société et n'y verra que du feu.

C'est ainsi qu'il a été jusqu'à revendiquer la situation sociale actuelle avec toutes ses conséquences dramatiques pour des millions de travailleurs et leurs familles, en saluant l'action du président de la République qui avait su préserver les intérêts de chacun et sans lequel, la situation sociale serait encore pire dans le pays, voyez ce qui s'est passé en Grèce ajoutera-t-il.

Il a le champ libre pour tenir un tel discours puisqu'il n'existe plus de véritable opposition dans ce pays en dehors de partis ouvriers très faibles et maginalisés. Son discours ne s'adresse pas à ceux qui sont le plus durement frappés par la crise du capitalisme, il sait qu'ils ne constituent qu'une minorité dans la société ou que la majorité dispose encore des moyens pour supporter les conséquences de la politique mise en oeuvre par Sarkozy et son gouvernement. II ne cherche pas à convaincre ou à se ralier cette minorité, il s'appuie sur la majorité qui a encore l'illusion d'avoir quelque chose à perdre et qui s'y raccroche en espérant encore pouvoir échapper au pire, d'où son discours qui se veut à la fois lucide ou sans concession, rassurant pour les mettre en confiance, ce que cette majorité a besoin d'entendre pour se rassurer et le tour est joué... pour le moment.

4- A propos de l'initiative de l'Autorité palestinienne.

Mahmoud Abbas a pris l'initiative de faire reconnaître un Etat palestinien par l'ONU. Si nous ne pouvons pas défendre cette initiative, nous ne pouvons pas non plus la condamner et j'explique pourquoi.

On ne peut pas la défendre car un Etat palestinien n'est pas viable dans les conditions actuelles, sachant que les territoires palestiniens ne peuvent vivre sans le soutien des subventions qui lui sont versées par l'impérialisme américain, l'Union européenne ainsi que d'autres pays, surtout l'Etat d'Israël. Un Etat ne peut pas être considéré comme indépendant et souverain quand son existence repose sur l'aide économique que lui octroient d'autres Etats, il serait forcément dépendant sur le plan politique de ses "généreux" donateurs" qui en échange exigeraient sa soumission totale.

Ces éléments mettent en lumière que dans l'état actuel des choses, un Etat palestinien n'est pas viable

On ne peut pas condamner cette initiative car elle a le mérite d'une part de mettre en relief l'alliance qui existe entre l'impérialisme américain et l'Etat sioniste pour interdire aux Palestiniens de disposer de leur propre Etat, ce que l'un et l'autre niaient jusqu'à présent à la face du monde, d'autre part elle permet de mettre en lumière leurs réelles intentions, l'hypocrisie et le mensonge permanent qui soutend leurs discours depuis 1947-48.

5- A propos de la dictature de l'impérialisme américain sur le monde.

Washington a opposé son véto à l'ONU à la reconnaissance d'un Etat palestinien. Ensuite la Maison Blanche a menacé de ne plus verser les subventions américaines à l'Unesco, après que la majorité de ces membres aient répondu favorablement à la proposition du président de l'Autorité palestinienne.

Dans les deux cas, à l'ONU comme à l'Unesco, une majorité de pays s'est prononcée en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Ainsi non seulement l'impérialisme américain a soutenu l'Etat sioniste, il a imposé sa volonté au reste du monde, endossant ouvertement le rôle de dictateur à l'échelle de la planète. La décision américaine et les réactions des différents Etats qui ont suivi, ont témoignés de la soumission de ces deux institutions à l'hégémonie américaine dans la mesure où aucun pays n'a cru bon de décider de rompre avec Washington et de se retirer de ces deux institutions.

Une nouvelle fois, ces deux exemples témoignent que l'ONU et toutes ses agences sont inféodées à l'impérialisme américain et qu'en aucun cas elle ne peuvent même de façon temporaire, limitée ou déformée se placer au côté des peuples qui exigent la reconnaissance de droits démocratiques ou que soit reconnue leur souveraineté.

Dès lors, toute initiative consistant à en appeler à l'ONU, toute position politique consistant à soutenir une décision de l'ONU ne peut avoir qu'un contenu contre-révolutionnaire contraire aux intérêts des peuples et de leurs masses exploitées. Elle doit

être dénoncée et combattue sans ménagement ni relache.

6- A propos de la situation en Egypte.

Après l'assaut lancé avant-hier par l'armée contre une manifestation au Caire qui s'est soldée par 21 morts et 329 blessés parmi les manifestants, les médias et la junte militaire au pouvoir tentent d'opposer la minorité copte à la majorité musulamne.

Lors des infos du soir hier sur TV5Monde Asie, ils ont diffusé le témoignage de plusieurs personnes présentes sur les lieux, dont des manifestants se présentant comme musulman qui ont expliqué qu'ils avaient participé à cette manifestation parce qu'ils partageaient les revendications sociales et politiques avancées par les organisateurs de cette manifestation. Je ne suis pas en mesure de préciser en quoi consistaient au juste ces revendications au-delà de celles concernant strictement la communauté copte, puisqu'aucun détail n'a été fourni lors de ce journal télévisé.

Politique

1- France

Le premier tour de la primaire socialiste a attiré 2.665.013 votants, dont 2.650.259 se sont exprimés, a annoncé mardi soir dans un communiqué la Haute autorité des primaires (HAP) qui veille au bon déroulement du scrutin.

François Hollande, arrivé en tête avec 39,2% des voix, affrontera dimanche prochain au second tour Martine Aubry (30,4%). Arnaud Montebourg s'est classé troisième (17,2%) devant Ségolène Royal (6,9%), Manuel Valls (5,6%) et Jean-Michel Baylet (0,6%), selon ces résultats validés par la HAP. (libération.fr 11.10)

2- Slovaquie

Le parlement slovaque a rejeté mardi l'élargissement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), sur lequel le gouvernement avait engagé sa responsabilité.

Cette mesure, jugée essentielle pour contenir la crise de la dette, devrait toutefois être adoptée à l'occasion d'un deuxième vote, a déclaré Ivan Miklos, ministre des Finances sortant.

Le Premier ministre Iveta Radicova avait engagé la responsabilité de son gouvernement pour tenter de contraindre le parti Liberté et solidarité (SaS), membre de la coalition au pouvoir, de voter en faveur de l'élargissement du FESF.

Sur les 150 députés, 55 ont voté pour et neuf contre. Les autres, parmi lesquels figurent les membres du SaS, étaient absents ou n'ont pas pris part au vote. Pour être adopté, le texte devait dépasser les 75 suffrages.

Iveta Radicova va demander aux parlementaires de se prononcer à nouveau sur le FESF, qui devrait cette fois être approuvé à une large majorité avec les voix du Smer, principal formation de l'opposition, qui a promis de voter pour une fois le gouvernement tombé.

"*Le Smer est curieux de voir ce que la coalition au pouvoir va proposer en échange d'un vote rapide et de l'approbation de ce document vital pour la Slovaquie. Le Smer est prêt pour cette discussion*", a déclaré Robert Fico, chef de file du mouvement de gauche et ancien Premier ministre.

"*On suppose que le FESF sera, d'une façon ou d'une autre, adopté avant la fin de la semaine*", avait quant à lui indiqué le ministre des Finance avant le vote.

L'élargissement du FESF a été approuvé dans les 16 autres Etats membre de la zone euro. (Reuters 11.10)

3- Egypte

Le maréchal Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées, a rejeté la démission présentée par le vice-premier ministre égyptien, mardi 11 octobre, après les affrontements meurtriers de dimanche entre manifestants coptes et forces de l'ordre au Caire, qui ont fait 25 morts et 329 blessés et provoquent de vives critiques contre l'armée et le gouvernement.

Hazem Beblawi, vice premier-ministre et ministre des finances, a expliqué avoir "*démissionné suite aux évènements de Maspero*", qui ont "*ébranlé la sécurité de la société*". "*Il n'y a peut-être pas de responsabilité directe du gouvernement dans cela, mais la responsabilité est la sienne au final*", a-t-il ajouté. "*La situation actuelle est extrêmement difficile et nécessite une vision et un*

travail nouveaux et différents", a-t-il conclu. La manifestation s'était terminée par des heurts entre l'armée et des protestataires, et des véhicules de l'armée avaient foncé sur les manifestants.

Certains journaux et partis politiques estimaient mardi que le premier ministre lui-même, Essam Charaf, souvent critiqué pour son manque d'autorité, devait partir.

"*L'Etat a perdu sa stature, le régime est au bord de l'effondrement, et le gouvernement Charaf a perdu son crédit. Tout ce qui reste à faire pour le premier ministre, c'est de partir*", écrivait un influent quotidien indépendant, Al-Masri Al-Youm (en arabe), dans un éditorial en première page. "*Après ce qu'il s'est passé, M. Charaf doit quitter son poste*", estimait aussi le journal Al-Wafd (en arabe), organe du parti libéral du même nom.

L'un des médecins légistes ayant procédé à l'autopsie des manifestants a affirmé à ON TV que dix corps avaient été écrasés par des véhicules, en ajoutant que, même en 1997, après l'attentat de Louxor, il n'avait pas vu des corps aussi malmenés. Des témoins ont indiqué avoir vu des véhicules de transport de troupes foncer sur les manifestants qui étaient rassemblés devant le siège de la télévision publique, dans le centre de la capitale.

Des versions divergentes circulent sur ces affrontements imputés tour à tour aux manifestants coptes – qui constituent la majorité des personnes tuées – aux militaires et aux forces de l'ordre sur place ou encore aux provocations de "*voyous*". A l'issue d'une réunion de crise, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a dénoncé "*les efforts de certains pour détruire les piliers de l'Etat et semer le chaos*".

Le patriarche copte orthodoxe, Chenouda III, a mis ces affrontements, sur le compte d'"inconnus infiltrés" et a dénoncé le fait que l'on puisse les imputer aux manifestants chrétiens. Ceux-ci protestaient contre l'incendie d'une église dans le gouvernorat d'Assouan (Sud).

"*Les dirigeants doivent prendre des mesures sérieuses pour traiter les problèmes à la racine ; autrement, cette situation peut mener à la guerre civile*", estimait lundi Fouad Allam, qui a dirigé les services de sécurité égyptiens pendant vingt ans, demandant une révision de lois religieuses discriminatoires. L'Egypte connaît depuis plusieurs mois une montée des tensions confessionnelles. D'autres relèvent que les heurts n'ont pas simplement un fondement religieux, mais sont alimentés par le ressentiment contre la police et le pouvoir militaire.

La blogueuse égyptienne Shahinaz Abdel Salam, que l'Express.fr a rencontrée lundi à Paris à l'occasion de la sortie de son livre Egypte, les débuts de la liberté (éd. Michel Lafon) relève des faits troublants. "*La télé égyptienne a presque appelé les musulmans à protéger l'armée attaquée par les coptes, c'était n'importe quoi. Comment se fait-il que les forces armées aient, en parallèle, coupé les chaînes satellitaires ? Sur l'une d'entre elles, on les a entendus entrer dans le studio où la présentatrice travaillait pour couper le direct. Ils ont aussi coupé des journaux en ligne. Ce comportement n'est pas normal ! Qui a donné l'ordre de faire cela, et de tirer sur les manifestants ?*" s'interroge-t-elle. (lemonde.fr 11.10)

Social

1- France

La journée interprofessionnelle contre le plan anti-déficits du gouvernement a réuni, mardi, plus de 270.000 manifestants partout en France, selon une estimation de la CGT, sur 150 des 200 manifestations organisées.

Ils étaient ainsi 25.000 à Paris selon la CGT, 16.000 selon la préfecture de police, pour réclamer une autre répartition des richesses à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, Unsa et Solidaires.

A Marseille, le cortège a réuni 30.000 manifestants selon les syndicats (3.300 selon la police), à Toulouse 7.000 selon l'intersyndicale (3.200 selon la police), alors qu'à Bordeaux ils étaient entre 10 et 12.000 personnes selon les organisateurs, 4.800 selon la police.

Bernard Thibault a demandé au gouvernement de «*changer d'optique*». «*Loin de nous sortir de la crise économique, cette austérité salariale, cette précarité sociale vont nous enfermer dans la récession et tout le monde va y perdre*», craint-il. (libération.fr 11.10)

"*Tout le monde*", quelle généreuse intention en direction des patrons ! Nous n'avons pas appelé à participer à cette journée de division et de démobilisation sociale. La déclaration de Thibault conforte notre décision.

2- Grèce

Des manifestants bloquaient mardi l'accès à des ministères à Athènes et les fonctionnaires grecs observaient une journée de grève alors que les inspecteurs de la troïka ont évoqué le possible déblocage d'une nouvelle tranche d'aide à la Grèce, début novembre.

Mardi, des fonctionnaires ont bloqué les accès à la Cour des comptes et au ministère de l'Intérieur en brandissant des banderoles: "*Fauché et viré*" ou "*Non aux licenciements, non aux baisses de salaires*".

Certaines rues d'Athènes sont jonchées de détritus, les employés des service de la voirie s'étant mis en grève tandis que des débrayages ont été enregistrés à la principale raffinerie du pays, Hellenic Petroleum (Reuters 11.10)

3- Afganistan

Les services de renseignement et la police en Afghanistan pratiquent "*systématiquement*" la torture, y compris sur des enfants, dans nombre de centres de détention, dit un rapport de la Mission d'assistance des Nations unies dans ce pays (Manua).

Dans ce document, publié lundi, la Manua affirme que près de la moitié des détenus qu'elle a interrogés dans les centres de la Direction nationale de la sécurité (DNS) disent avoir subi des techniques d'interrogatoire assimilables à de la torture.

Dans les centres de détention de la police, plus d'un tiers des suspects interrogés disent avoir été victimes d'actes de torture ou de traitements inhumains.

La Manua fait état de violences physiques et mentales, d'électrocutions, d'arrachage d'ongles, mais aussi de détentions au-delà de la durée légale et de refus de visites. (Reuters 10.10)

Economie

1- BCE

La crise de la dette dans la zone euro a atteint une dimension systémique, les risques de répercussions sur l'économie augmentent rapidement et les banques sont entrées dans une zone de danger, a déclaré mardi Jean-Claude Trichet, qui s'exprimait en qualité de président du Comité européen du risque systémique (CERS).

"*Au cours des trois dernières semaines, la situation est restée très difficile. La crise est systémique et elle doit être combattue avec la plus grande détermination*", a-t-il dit.

"*Le haut niveau d'interconnexion du système financier de l'Union européenne a provoqué une hausse rapide du risque de contagion. Cela menace la stabilité financière dans l'Union prise dans son ensemble et affecte de manière négative l'économie réelle en Europe et au-delà.*"

Jean-Claude Trichet a plaidé pour que les gouvernements et les autorités européennes agissent de concert pour résoudre la crise, ajoutant que tout retard aurait des conséquences désastreuses.

"*Il faut que toutes les autorités agissent à l'unisson le plus rapidement, avec le plus grand dévouement pour préserver la stabilité financière*", a-t-il lancé.

Mis sur pied fin 2010, le CERS fait partie du système européen de surveillance financière (SESF), dont l'objectif est d'assurer la surveillance du système financier de l'Union.

S'il ne dispose pas de pouvoirs réels, il peut toutefois prendre le parti de faire état publiquement de ses interrogations.

"*Le secteur bancaire européen a besoin d'une recapitalisation*", a jugé Jean-Claude Trichet. "*Les décisions doivent être prises très rapidement*."

Evoquant le rôle du FESF, il a jugé que ce dernier pourrait jouer un rôle important.

"*Les régulateurs doivent coordonner leurs efforts afin que les fonds propres des banques soient renforcés, y compris par l'utilisation de garanties de souscription, tout en prenant en compte le besoin de transparence et la valorisation permanente de l'exposition à la dette souveraine*", a-t-il dit.

Il a toutefois exclu que la BCE soit mise à contribution pour accroître la puissance du feu du FESF, en expliquant que les

Etats disposaient de tous les moyens nécessaires pour y parvenir sans solliciter la banque centrale. (Reuters 11.10)

2- OCDE

La détérioration de la conjoncture se poursuit au sein des principales économies mondiales, particulièrement en Allemagne, en Italie et au Brésil, montrent les indicateurs avancés de l'OCDE publiés lundi.

En recul pour le cinquième mois consécutif, ces indicateurs avancés se situent désormais sous le seuil de 100 -lequel distingue la hausse de la baisse de l'activité - dans la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie sont les seuls pays pour lesquels les indicateurs avancés restent supérieurs à ce seuil. (Reuters 09.10)

3- Espagne

3.1- L'espagne s'enfonce un peu plus dans la crise. Lundi, l'agence d'évaluation financière Fitch Ratings a abaissé la note de trois régions, d'une province et de trois villes. Vendredi, c'est la note souveraine de l'Espagne qu'elle dégradait. Les finances régionales, en raison de leur lourd endettement qui représentait fin juin 133,172 milliards d'euros, soit 12,4 % du PIB du pays, un record historique, inquiètent les marchés.

La série des mauvaises nouvelles continue avec l'annonce d'une sanction devant toucher un millier de municipalités sur l'ensemble du pays. Elles ne recevront pas l'aide de l'Etat prévue en octobre, car elles n'ont toujours pas présenté leurs comptes 2010, a annoncé le ministère de l'Economie, lundi. Cette aide, versée chaque mois, correspond à une participation de l'Etat pour les compétences qui sont décentralisées.

"*La mesure affecte 1 022 municipalités et signifie le blocage de 13,5 millions d'euros*", a expliqué le ministère, ajoutant qu'il "*débloquera ces fonds dès que les municipalités rempliront l'obligation légale de présenter leurs chiffres de l'exercice budgétaire 2010*".

Fin juin, douze régions n'ont pas atteint l'objectif de déficit budgétaire fixé par le gouvernement, qui leur a demandé de faire des efforts supplémentaires. La dette des municipalités s'élevait alors à 37,64 milliards (3,5 % du PIB). Cette année, pour la première fois, les villes avaient jusqu'au 30 septembre pour publier leurs comptes de l'année précédente, sinon elles s'exposaient à la coupure de l'aide d'Etat. Selon le ministère, 7 092 villes (87,4 % du total) ont envoyé l'information à temps, contre 3 890 (48 %) en 2010, quand il n'y avait pas de sanction prévue. (lemonde.fr 10.10)

3.2- Standard & Poor's a abaissé mardi d'un cran la note de crédit de dix banques espagnoles, dont les deux principales du pays, mettant en avant l'assombrissement des perspectives économiques du pays et un marché immobilier toujours déprimé. (Reuters 11.10)

Haut de page

Le 13 octobre

Du ministre de la police... au président à la peau lisse.

On le savait complexé, bancal, bourré de tics, imbu de sa personne et j'en passe, par contre on ignorait qu'il avait un secret pour ne pas perdre la face comme disent les Asiatiques.

Au retour de sa visite dans le Caucase, vendredi 7 octobre, Nicolas Sarkozy convie à dîner à l'avant de son avion les ministres présents et son conseiller Guaino.

La Talonnette : "*Je ne considère pas comme de la chirurgie esthétique le fait de se faire stimuler le collagène naturel par un laser. Ça lisse la peau et ça donne bonne mine.*" À cet instant, il se tapote la joue d'un air satisfait. "*On en a tous déduit qu'il était accro au laser*", raconte un participant, encore estomaqué. Et un autre de brocarder : "*Le nouveau Sarkozy ne serait-il qu'une invention cosmétique ?*" (lepoint.fr 12.10)

Parodie de démocratie

Lepoint.fr a résumé le faux débat qui s'est déroulé hier soir entre Hollande et Aubry : "*Primaire PS : la surenchère dans la rigueur*" : "*Il faut donc réduire la dette*" (Hollande), "*il faut lutter contre la dette*" (Aubry). Tout est dit.

Un numéro d'illusionniste

A lire en tenant compte que le n°170 d'*Informations ouvrières* est paru trois jours après les "primaires" du PS et que son éditorial lui est en grande partie consacrée.

Couverture :

- "*Il y a urgence à chasser cette politique de destruction mise en oeuvre par le gouvernement*" (Adresse du congrès du POI du 2 octobre 2011)

Chasser une politique, c'est pour ainsi dire les termes employés par les candidats à la "primaire" du PS. Ce titre sous-entend ou laisse penser et ce n'est pas un hasard qu'il suffirait de changer de gouvernement pour changer de politique, le discours trompeur du PS en somme.

Chasser une politique, chasser un gouvernement ou renverser les institutions de la Ve République par une mobilisation révolutionnaire du prolétariat ? Réponse plus loin à la dernière ligne.

Page 3, éditorial de D. Gluckstein :

Titre : "*Le rejet appelle la rupture*"

Quel rejet incarne Hollande, Aubry ou Montebourg à part celui de Sarkozy ? Aucun, non mais là vous n'avez rien compris, le professeur Gluckstein va vous expliquer :

Attention la magie opère : "*Avec leurs deux millions et demi de participants, et la répartition des votes entre les différents candidats, les primaires du Parti socialiste ont vu s'exprimer un ample rejet du gouvernement et de sa politique.* "

Tiens donc, les électeurs qui se seraient déplacés pour participer à cette "primaire" du PS seraient assez abrutis pour ne pas savoir que sur le fond rien ne distingue le programme du PS de celui de l'UMP.

J'avais oublié que Gluckstein considère toujours le PS comme un parti ouvrier et que ces électeurs doivent forcément le penser aussi, et ne rigolez pas c'est le prolo du coin qui a été voter dimanche, pas le cadre en col blanc, l'intellectuel qui peine à se donner bonne conscience, le commerçant, l'artisan ou le petit patron du coin, ceci est nécessaire pour expliquer cela sinon on ne comprend rien au tour de passe-passe de Gluckstein.

Et quand il précise "*et la répartition des votes entre les différents candidats*, c'est pour nous faire croire qu'il y aurait un courant au sein du PS qui se distinguerait des autres, qui serait plus à gauche que les autres, en parole comme d'habitude, mais cela lui suffit à Gluckstein, il n'a jamais été capable de produire une analyse politique qui ne tienne pas compte de ses propres illusions dans le PS et le PCF avec lesquels il n'est jamais parvenu à rompre, toute la stratégie de son courant politique repose sur cette illusion depuis 70 ans.

Après avoir été incapable de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 dernières années écoulées, il est normal que les dirigeants du POI estiment nécessaire l'existence ou la survie du PS et du PCF, qu'ils ne puissent pas s'en passer jusque dans l'élaboration de leur stratégie, dont l'Assemblée constituante est le point d'orgue. Pour eux, il est impossible de concevoir une ligne politique et une stratégie (révolutionnaire) qui ne comprendraient pas ces partis, et cela au-delà des apparences, car se prononcer pour l'abolition des institutions de la Ve République et dans le même temps se prononcer pour une Assemblée constituante qui serait forcément dominés par ces partis revient en réalité à refuser de rompre avec le capitalisme.

Si le PS ne présentait pas un candidat à sa primaire qui par dans ses discours semble et semble seulement plus à gauche que les autres candidats, réfléchissez un instant, le PS ne serait plus le PS ! Or, plus que jamais en cette période de crise profonde du capitalisme et des institutions de la Ve République, le PS tel qu'il est (et a toujours été) est indispensable à la stabilité du régime.

Il y a plus grave encore.

Quand le PS s'emploie à subordonner la petite-bourgeoisie au capitalisme, que fait-il d'autre sinon la détourner des couches les plus avancés du prolétariat, d'une solution politique qui incluerait la rupture avec le capitalisme, plus particulièrement en période de crise, il est le pendant de l'extrême droite dont il favorise la montée. Le PS et le FN se montrent critiques envers le capitalisme, pour chacun à leur manière je précise, mieux y soumettre la petite-bourgeoisie et le prolétariat. "*Les "Fronts populaires" d'une part,*

le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.". (Programme de transition). Dans l'ordre, le Front populaire en premier, le fascisme en second, le premier préparant le terrain à l'avènement du second. (France, Espagne, Chili, etc.)

Hier une certitude, aujourd'hui un doute : "*Pour sa part, le Parti ouvrier indépendant n'a pas participé à une initiative dont le principe et les objectifs nous paraissent contestables.*"

Hier il le condamnait, aujourd'hui ils lui "*paraissent contestables*", un glissement sémantique droitier qu'apprécieront sans doute les dirigeants du PS.

Claude Jenet le confirme en page 4, quand il écrit qu'il règnerait "*(une) profonde confusion quant aux engagements du candidat, dit de gauche*", pourtant les choses sont très claires à la lecture de leurs déclarations, non ?

Monsieur Jenet, vous n'êtes pas sérieux, l'essentiel ce ne sont pas les discours alambiqués ou les "*engagements du candidat, dit de gauche*", c'est son refus de rompre avec le capitalisme et l'UE, et sur ces points précis les choses sont parfaitement claires, non ? Alors pourquoi vous employez-vous à introduire un doute ou il n'y en a pas dans la tête des militants du POI et des lecteurs du journal de votre parti ?

J'ai lu la lettre que Montebourg a adressée à Hollande et Aubry. Pour ne prendre que le volet politique.

Il se prononce pour une VIe République et dans le même temps il envisage "*la transformation du Conseil constitutionnel en une véritable Cour constitutionnelle indépendante*", autrement dit il préconise la création d'une sorte de Cours suprême calquée sur ce qui existe notamment aux Etats-Unis (en Inde, en Bolivie, etc), qui ne serait rien d'autre qu'un organisme d'exception placé au-dessus des lois et n'ayant de comptes à rendre à personne, non élu au suffrage universel, qui disposerait d'un pouvoir arbitraire, pour ainsi dire illimité... Comme modèle de démocratie on ne peut imaginer pire ! Finalement, cette modification de la Constitution s'inscrirait dans le prolongement de celles adoptées par Sarkozy et ses prédécesseurs, dans le but d'instaurer un régime présidentiel à l'américaine, dont les "primaires" du PS constituaient les prémices. Donc pour nous, le principe et les objectifs de la "primaire" du PS ne "*nous paraissent (pas) contestables*", ils sont condamnables.

Nous devons les condamner avec la plus grande fermeté et sans aucune réserve, parce que leur objectif est de parvenir à éliminer de la vie politique tous les partis politiques à l'exception de l'UMP et du PS.

Politique

1- France

Les Français sont plutôt satisfaits dans la vie, et ils le sont d'autant plus que leurs revenus augmentent, selon une étude publiée ce mercredi par l'Institut national de la statistique (Insee) et réalisée il y a plus d'un an. «*En France en 2010, quand on demande aux personnes d'indiquer leur niveau de satisfaction dans la vie, elles répondent en moyenne 7,3 sur une échelle de 0 à 10*», relève l'Insee.

Ce rapport commandé par le président Nicolas Sarkozy suggère de compléter la mesure de la croissance économique, actuellement évaluée par le produit intérieur brut (PIB), par des indicateurs de «*bien-être*» prenant en compte les activités non marchandes (travaux domestiques, loisirs...) ou les inégalités.

Selon l'Insee, 92% des personnes interrogées déclarent un niveau de satisfaction supérieur ou égal à 5, et 60% s'attribuent même une note entre 7 et 9. «La satisfaction augmente systématiquement avec le niveau de vie», ajoute l'institut: elle passe de 6 en moyenne pour les 10% de personnes les plus modestes à 7,8 pour les 10% les plus aisées. De la même manière, plus les Français ont de difficultés matérielles, pour boucler leurs fins de mois, payer leurs factures ou bien disposer d'un logement convenable, plus leur insatisfaction est forte.

Pour autant, plus le revenu est élevé, «plus le gain de satisfaction est faible et d'autres dimensions que le revenu interviennent», explique l'Insee. «*L'argent fait le bonheur, mais seulement jusqu'à un certain point*», a expliqué à l'AFP Fabrice Lenglart, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee.

Après les conditions de vie matérielles, les difficultés de santé ont un fort un impact sur le bien-être ressenti.

Parmi les autres facteurs figurent l'âge (les 45-49 ans sont les moins satisfaits) et la situation vis-à-vis de l'emploi (les chômeurs sont nettement plus insatisfaits que les actifs). Les habitants de communes rurales se disent de leur côté légèrement plus satisfaits que les citadins. L'étude a été réalisée en mai et juin 2010 auprès d'un panel de 10.000 ménages dits ordinaires représentatifs de la population française métropolitaine de plus de 16 ans, interrogés en face à face. (20 minutes.fr 12.10)

Qui était le commanditaire de cette "*étude*" ? L'épileptique du Palais.

Plus tu as de l'argent pour satisfaire tes besoins, plus tu te sens heureux, diable, qui l'aurait cru !

Plus tu es isolé, plus tu es arriéré et tu t'estimes satisfait de ton sort misérable, en voilà une formidable découverte !

Et quand tu es au chômage, comment dire, il te manquerait un petit quelque chose pour t'estimer heureux, un travail et un revenu décent par exemple, non mais franchement, qu'est-ce qu'on est abruti, il fallait y penser !

Social

1- France

1.1- L'Assemblée a adopté mercredi un article très critiqué par l'opposition sur la modulation du temps de travail, dans le cadre de l'examen de la proposition de loi UMP de simplification du droit.

La mesure votée mercredi (38 voix contre 21) établit que la modulation, "*prévue par un accord collectif*", du nombre d'heures travaillées "sur une période supérieure à la semaine et au plus égale à l'année" ne constitue pas une modification du contrat de travail.

Jean-Yves Le Bouillonnec (PS) s'est insurgé : "*on n'est pas dans une simplification, on est dans un changement fondamental du droit*". "*Vous provoquez une rupture avec une application constante de la jurisprudence selon laquelle l'employeur ne décide pas unilatéralement ce qui pouvait avoir des conséquences graves sur sa vie de famille*", a ajouté ce député.

Un peu plus tôt, la CGT s'était ému dans un communiqué que cette mesure aille "*à l'encontre des décisions de la Cour de cassation et des droits fondamentaux des salariés*" et que la proposition porte "*un coup terrible*" à la législation du temps de travail". (libération.fr 12.10)

1.2- Publiés au Journal officiel mercredi, plusieurs arrêtés et décrets, qui complètent la loi du 16 juin dernier sur l'immigration, précisent les toutes nouvelles dispositions qui entreront en vigueur dès l'an prochain.

À compter du 1er janvier 2012, les étrangers auront l'obligation d'accéder à un certain niveau en français. Selon le jargon technocratique, il leur faudra avoir le niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues du Conseil de l'Europe. Plus prosaïquement, ils devront posséder la même maîtrise du français à l'oral qu'un élève de 3e. Selon l'un des arrêtés, ils devront comprendre le «*langage nécessaire à la gestion de la vie quotidienne et aux situations de la vie courante*». Selon le même texte, ils devront être en mesure d'«*émettre un discours simple et cohérent sur des sujets familiers* ».

Autre nouveauté, ces postulants devront aussi rapporter la preuve qu'ils ont ce niveau requis en produisant l'une des pièces énumérées par l'arrêté. Ils pourront fournir un diplôme français de niveau supérieur ou égal au brevet des collèges. Autre voie possible: l'obtention d'une attestation délivrée par un organisme agréé comme la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ou par des structures qui obtiendront le nouveau label -«*français langue d'intégration*». Ce dernier va être lancé dès janvier prochain par le ministère de l'Intérieur. Autant de pièces à produire qui seront à la charge de l'étranger.

Ce nouveau dispositif qui concerne les candidats à la nationalité française par voie de naturalisation ou en raison de leur mariage avec un ou une Française, instaure un cadre plus strict.

Jusqu'alors, si la maîtrise du français, preuve d'assimilation à notre société, était demandée, elle faisait l'objet d'une évaluation sans doute parfois plus approximative. Rendez-vous était pris dans une préfecture et un agent estimait le niveau au cours d'un entretien d'assimilation organisé au bureau de naturalisation.

L'an passé, près de 130.000 personnes ont acquis la nationalité française, dont environ 90.000 par la procédure de naturalisation.

Ces nouvelles exigences seront complétées par deux autres nouveautés. Le Haut Conseil à l'intégration finalise l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs qui sera ensuite signée par chaque personne devenant française.

Enfin, un nouveau questionnaire pourrait voir le jour et être soumis à chaque étranger afin d'évaluer ses connaissances en matière d'histoire de France. Aujourd'hui testé à la Préfecture de Paris, il pourrait être généralisé s'il s'avère concluant.

En visite mercredi dans un de ces services à la Préfecture de police à Paris, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a rappelé l'esprit de cette réforme: «*Il faut faire en sorte que les personnes immigrées s'intègrent et puissent vivre en respectant les principes*

de la République. Une exigence qui vaut encore plus pour celui qui accède à la nationalité française.» (lefigaro.fr 12.10)

Alors que Sarkozy et son gouvernement englués dans les affaires foulent aux pieds ces mêmes principes !

2- Grande-Bretagne

Le nombre de chômeurs est en Grande-Bretagne au plus haut depuis 1994, le privé n'ayant pas compensé les pertes d'emplois du secteur public, une statistique qui nourrit un peu plus les craintes d'une nouvelle récession.

Suivant la méthodologie de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le nombre de chômeurs a augmenté de 114.000 sur une période de trois mois à fin août, à 2,57 millions.

Toujours au sens de l'OIT et sur la période juin-août, le taux de chômage a progressé à 8,1%, au plus haut depuis octobre 1996.

La Banque d'Angleterre a lancé la semaine dernière de nouvelles mesures de soutien à la croissance mais Spencer Dale, son premier économiste, a dit à Reuters que l'économie faiblirait encore vraisemblablement au quatrième trimestre. (Reuters 12.10)

La même tendance sur l'économie tend à se dessiner pour la plupart des pays dont la France.

3- Grèce

Musées fermés, transports paralysés, justice bloquée : la mobilisation syndicale gagnait du terrain mercredi en Grèce, en vue d'une grève générale le 19 octobre contre une nouvelle loi d'austérité que le gouvernement veut faire voter avant le sommet européen du 23 octobre.

Se ralliant à la valse des débrayages sectoriels, manifestations et occupations d'administrations, qui perturbent la vie du pays depuis des semaines, le personnel du ministère de la culture a appelé mercredi à la fermeture des musées, et jeudi à celle des sites archéologiques, dont l'Acropole d'Athènes. "*1944 : libération, aujourd'hui : occupation*", proclamait une banderole déployée dans la matinée par des protestataires à l'entrée du site, où devait être commémorée la fin de l'occupation nazie.

Pour jeudi et vendredi, les personnels des transports en commun d'Athènes ont également décidé un nouveau débrayage après leur dernière journée d'action, lundi. La puissante fédération des marins, PNOE, entend elle clouer aux quais les ferries desservant les îles lundi et mardi. Les syndicats du stratégique ministère des finances en ont pour leur part annoncé une "*fermeture*" pour dix jours à partir de lundi.

Dans l'intervalle, la justice grecque, déjà réputée pour sa lenteur, doit être paralysée à partir de jeudi par cinq jours de grève des avocats, tandis que se poursuivent diverses mobilisations dans les crèches, hôpitaux et écoles.

L'enjeu de cette grogne, qui ne nourrit toutefois pas jusque-là de mobilisation massive dans les rues, où l'abattement semble l'emporter, est une nouvelle loi cadre d'austérité, prévoyant notamment coupes salariales et chômage technique dans la fonction publique, et taxes additionnelles. Même les fédérations de commerçants et d'artisans ont annoncé qu'elles se joindraient à la grève générale. (lemonde.fr 12.10)

A noter, plus les jours, les semaines, les mois passent, plus il y a de couches de la population qui participent à des grèves ou des manifestations, le contraire du désespoir avancé par le journal *Le Monde*, normal.

Economie

1- France

1.1- Le volet français du plan de démantèlement de Dexia, présenté mercredi en conseil des ministres, prévoit environ 33 milliards d'euros de garanties de financement.

Une garantie supplémentaire contre d'éventuelles pertes liées à la restructuration des crédits «*toxiques*» aux collectivités locales est également prévue.

Ces garanties seront rémunérées «*au prix du marché*», a précisé le ministère de l'Economie. Le texte, un projet de loi de finances rectificative, doit être examiné lundi prochain par l'Assemblée nationale et le mercredi suivant au Sénat.

La garantie de financement sera au total de 90 milliards d'euros, apportés à 60,5% par la Belgique, 36,5% par la France et 3% par

le Luxembourg.

Elle s'appliquera à toute émission intervenant avant le 31 décembre 2021, quel que soit l'instrument utilisé, à condition que sa maturité n'excède pas 10 ans.

Son objectif est de permettre à Dexia de retourner sur les marchés financiers «*le plus rapidement possible et dans les meilleures conditions possibles*», a-t-on expliqué.

«*Toutes les garanties seront rémunérées, la garantie de financement comme les systèmes de contre-garanties, aux conditions de marché*», ajoute-t-on.

L'enjeu est en particulier qu'elles n'apparaissent pas comme une aide d'Etat aux yeux de la Commission européenne.

La deuxième garantie prévue par le texte concerne les prêts aux collectivités locales consentis par Dexia Municipal Agency (DexMA) et repris par la Caisse des dépôts.

«*La CDC va prendre une participation majoritaire dans DexMA, pas la totalité*», a-t-on déclaré.

Cette garantie prévoit que si les pertes éventuelles enregistrées sur la restructuration de quelque 10 milliards d'euros de prêts structurés considérés comme risqués excèdent 500 millions d'euros, l'excédent sera pris en charge à 70% par l'Etat français et à 30% par Dexia.

Le gouvernement français estime que le montant des pertes éventuelles n'excédera pas 500 millions d'euros.

«*Dexia conserve la responsabilité des renégociations et des risques contentieux*», a-t-on précisé. (20minutes.fr 12.10)

1.2- La nouvelle taxe sur les sodas a été doublée et élargie aux boissons contenant des édulcorants, ce mercredi en commission des Finances de l'Assemblée, pour rapporter au total 250 millions d'euros, a-t-on appris de source parlementaire.

Initialement, la taxe sur les sodas devait rapporter 120 millions d'euros et ne devait pas concerner les boissons avec des édulcorants. Mais «*ces boissons, qui ne sont pas des produits de première nécessité, bénéficient de la TVA à taux réduit. Elles doivent donc pouvoir supporter la charge supplémentaire générée par cette nouvelle contribution*», estime Michel Diefenbacher (UMP) dans un sous-amendement.

Pour moitié environ, la taxe revue et corrigée contribuera à réduire le coût du travail permanent dans le secteur agricole, qui souffre d'un manque de compétitivité face à nombre de ses concurrents comme l'Allemagne, l'Espagne ou encore l'Italie. Le reste ira notamment à l'assurance maladie.

Le coût d'un salarié devrait baisser d'un euro par heure, comme l'a promis à plusieurs reprises le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. (20minutes.fr 12.10)

Initialement cette nouvelle taxe avait été annoncée pour lutter contre l'obésité, en l'élargissant aux édulcorant on s'aperçoit que le législateur visait un autre objectif : réduire le coût du travail de la main d'oeuvre agricole.

C'est ce que confirme le député de l'UMP Michel Diefenbacher quand il affirme que ce "*ne sont pas des produits de première nécessité*", car cela signifie que le coût de la force de travail d'un ouvrier agricole ne devrait pas dépasser ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de sa force de travail. On peut y ajouter l'école par exemple qui n'est pas indispensable pour réaliser des tâches simples et répétitif, etc.

Zone euro

Les pays de la zone euro vont demander aux banques d'accepter de perdre jusqu'à 50% sur leurs avoirs en dette grecque, ont annoncé mercredi des responsables de la zone euro, dans le cadre d'un plan de grande envergure pour éviter un défaut dans le désordre et mettre fin à la crise qui menace la santé économique de la planète.

Avant un sommet européen de la dernière chance prévu le 23 octobre, lors duquel un nouveau plan de crise franco-allemand devrait être discuté, quatre responsables de la zone euro ont déclaré à Reuters qu'une décote comprise entre 30% et 50% pour les détenteurs privés d'obligations grecques était désormais envisagée, au lieu des 21% prévus.

Dans ce cadre, les créanciers privés - banques, caisses de retraites et autres institutions financières - devaient accepter une

décote évaluée à 21% sur la valeur nette de leurs avoirs obligataires grecs, ce qui représente une contribution estimée à 50 milliards d'euros jusqu'à la mi-2014.

Depuis, la récession s'est aggravée en Grèce, alimentant les craintes d'un défaut en bonne et due forme et forçant les dirigeants de la zone euro à envisager une action beaucoup plus radicale pour endiguer la crise.

Pour restaurer la confiance dans le système bancaire, ils travaillent aussi sur la façon de renforcer les banques de la zone euro en les recapitalisant.

Le montant de la dette grecque devrait atteindre 357 milliards d'euros cette année, soit 162% de son produit intérieur brut (PIB). Pour l'instant, les gouvernement de la zone euro n'ont pas réussi à produire un plan convaincant pour la réduire.

"*Nous négocions chaque jour pour alléger cet endettement. C'est la grande négociation et c'est là où se situe le gros problème*", a déclaré le Premier ministre grec George Papandréou lors d'une réunion du conseil des ministres.

Un responsable de la zone euro a déclaré à Reuters que le niveau final de la participation du secteur privé n'avait pas été fixé et qu'on attendait de voir la réaction des banques à ces nouvelles demandes.

"*Cela reste très ouvert. Il faut voir quelle sera la réaction initiale des investisseurs privés. Une participation volontaire, c'est l'objectif, du moins pour l'instant, et beaucoup ont le sentiment que nous devons éviter tout risque de défaut total*", a déclaré l'un d'entre eux sous le sceau de l'anonymat.

"*La décote sera fixée à niveau compatible avec la nature volontaire de la participation du secteur privé*", a déclaré un deuxième responsable.

Un responsable de l'Institut de la finance internationale (IFI), l'association qui aide à mettre en place l'accord avec le secteur privé, a déclaré mercredi que la décote pour les investisseurs privés serait de 39% si l'on utilisait les prix actuels du marché. (Reuters 12.10)

Grèce

Le déficit budgétaire de la Grèce s'est encore creusé en septembre en raison d'une récession portée par les mesures d'austérité, et ce en dépit de nouvelles mesures fiscales qui étaient censées augmenter les recettes.

Le déficit budgétaire a augmenté de 15% annuellement, à 19,16 milliards d'euros sur la période janvier-septembre, montrent les statistiques du ministère des Finances publiées mercredi.(Reuters 12.10)

Etats-Unis

Le régulateur boursier américain, la SEC, a approuvé, mercredi 12 octobre, le projet de réglementation Volcker, disposition de la loi de réforme de Wall Street dont l'objectif est de limiter la spéculation par les banques.

Les membres de la Securities and Exchange Commission ont voté à l'unanimité (4 pour et 0 contre) en faveur de ces règles lors d'une réunion publique à Washington. Elles sont désormais soumises aux commentaires des parties concernées (notamment les banques) jusqu'au 13 janvier en vue d'une adoption définitive.

La réglementation Volcker tire son nom de son principal inspirateur : l'ancien président de la Banque centrale américaine (FED) Paul Volcker. C'est l'une des dispositions les plus controversées de la loi de réforme de Wall Street promulguée en juillet 2010. La réglementation Volcker est censée entrer en vigueur au plus tard le 21 juillet 2012. La Fed a indiqué par le passé que les banques disposeraient d'une période de transition de deux ans pour s'y conformer.

Les banques ont d'ores et déjà annoncé qu'elles seraient particulièrement attentives aux différentes exemptions proposées, qu'elles souhaitent aussi larges que possible. Mardi, le conseil d'administration de la Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires (FDIC) avait approuvé à l'unanimité le projet de directive.

Cette directive, détaillée mardi par la FED, vise à interdire deux pratiques, a expliqué la SEC. D'une part, il s'agit d'empêcher les banques de spéculer sur les marchés à leur propre compte, c'est-à-dire en utilisant l'argent placé sur un compte qui leur appartient (ou appartient à une filiale).

D'autre part, elle interdit aux banques de détenir ou d'entretenir "*certaines relations*" avec des fonds spéculatifs ou d'investissement. Parmi les dérogations prévues par les régulateurs figurent les transactions concernant les obligations du Trésor américain ou celles émises par les organismes publics américains ou parapublics comme les agences de

refinancement hypothécaires Fannie Mae et Freddie Mac, ainsi que les titres de dette émis par les collectivités locales et les Etats fédérés américains.

Les autorités ont également exclu du champ de l'interdiction les activités de tenue de marché (intervention sur les marchés de capitaux afin de contribuer à la liquidité du marché), de souscription (acquisition d'actions ou obligations lors de leur émission afin d'assurer à l'émetteur une levée de fonds réussie) et de couverture contre le risque. (lemonde.fr 12.10)

Voilà qui devrait inquiéter les gangsters de la finance, j'ai noté parmi les restrictions apportées à ces mesures : "*exemptions proposées (...) aussi larges que possible*", "*dérogations prévues*", "*exclu du champ de l'interdiction*".

Haut de page

Le 12 octobre

Hier je n'ai pas pu travailler en raison d'une coupure de courant qui a duré toute la journée, je n'ai pas osé vider la batterie de secours par crainte d'une coupure de courant la nuit, ce qui m'aurait privé de mon précieux ventilateur et se serait traduit par une nouvelle nuit blanche. J'ai atteint un tel niveau de fatigue que tous les jours vers 18h j'ai la tête qui tourne et je m'endors littéralement debout. Evidemment pas question de me reposer à cette heure-là, du coup je ne tiens que par les nerfs et je ne dispose plus de toutes mes facultés déjà limitées.

Quand j'en arrive à ne plus me poser de questions ou qu'aucune ne surgit, que certains rapports ne me sautent pas aux yeux spontanément, c'est que j'ai atteint les limites de mes forces ou que mon cerveau fonctionne au ralentit, c'est plutôt gênant, et malgré tout il faut bien faire le boulot, d'où certains flottements, certaines hésitations, certaines erreurs aussi dans mes analyses. Le pire quand je suis dans cet état-là, c'est quand il faut adopter une position immédiatement, alors que j'ai du mal à mettre de l'ordre dans mes idées pour analyser la situation, je prends le risque de me tromper et je dois ajuster plus tard, ce qui n'est pas forcément facile à suivre pour tous les lecteurs.

Dans ce cas-là, il vaudrait mieux se taire et attendre, mais là on va m'accuser d'être un dégonflé ou un incapable ou de me déterminer par rapport aux uns ou aux autres, alors qu'en réalité je me forge moi-même ma propre opinion, je vais très loin dans ce domaine, je me refuse à lire ce que d'autres ont écrit tant que je n'ai pas commencé à me faire une idée précise sur une question, contrairement à certains j'emploie rarement le mot indépendance, je préfère le mettre en pratique.

Ma démarche peut se discuter. Je préfère faire des erreurs et les assumer plutôt que répéter celles des autres pour ensuite les accuser de m'avoir induit en erreur. Je pars du principe que chacun à son niveau doit assumer ses responsabilités et les conséquences positives ou négatives qui peuvent en découler au lieu de les reporter sur les autres, c'est d'ailleurs valable dans la vie en général. Quand on n'est pas capable d'être honnête envers soi-même, comment pourrait-on l'être envers les autres, comment pourrait-on progresser dans la vie, y voir plus clair et savoir où on en est exactement, se connaître soi-même ? Voilà un sujet que je verrais bien traité dans un journal destiné aux travailleurs parce qu'il nous concerne tous.

Vous trouverez ci-dessous avant les infos en bref quelques sujets de réflexion sur l'actualité que je n'ai pas eu le temps d'aborder.

Il manque une info vue et entendue aux infos sur TV5Monde Asie et apparemment non relégué par les agences de presse (je n'ai pas le temps de faire des recherches). En Indonésie les mineurs d'une des plus grande mines de cuivre du monde sont en grève pour exiger une augmentation du salaire minimum, ils exigent qu'il passe de 1 dollar à 8 dollars de l'heure, de violents affrontements ont eu lieu avec la police et il y aurait déjà au moins un mort parmi les mineurs.

J'ajouterai demain des articles dans différentes rubriques. J'ai mis en ligne le *Rapport international soumis à la discussion des journées d'études du CCI (T) des 1er et 2 octobre 2011* que je n'ai pas encore eu le temps de lire pour en avoir pris connaissance ce matin.

1- Pour ajouter un mot à mes deux dernières causeries.

J'ai lu et parcouru rapidement plusieurs textes dimanche sans prendre de note et je le regrette, car dans l'un d'entre eux j'ai lu que les syndicalistes ne devaient pas se contenter d'objectifs économiques, mais qu'ils devaient également mener leur combat sur des objectifs de classe, dont le renversement du capitalisme.

Voilà matière à réflexion. Je vais essayer de retrouver la source de cette citation, que je vous livre en substance sans dénaturer

les propos de son auteur. Pourquoi cette citation est-elle si importante ? Parce que sans objectif de classe, le syndicalisme n'est pas un syndicat de lutte de classes, mais un syndicalisme inféodé au capitalisme, un syndicalisme d'accompagnement du capitalisme.

Effectivement, il ne suffit pas de poser des revendications économiques pour se situer sur un terrain de classe contrairement à ce qu'on a voulu nous faire avaler, le syndicaliste qui réclame ou exige une augmentation de salaire n'a à l'esprit que l'amélioration de sa condition en régime capitaliste, témoignant s'il en reste là, qu'il peut sous certaines conditions s'accommoder du système d'exploitation et d'oppression en vigueur au lieu de se dresser contre lui pour le renverser, ce qui signifie qu'il abandonne l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Sur quoi reposait cet objectif ? Question déterminante que personne n'ose poser (je parle des différents partis ouvriers) : comment pourrait-il en être autrement quand on s'est écarté du marxisme ? Quand on a rejeté l'analyse du développement du capitalisme depuis sa naissance faite par Marx et Engels, on rejette la conclusion à laquelle il était parvenu, ce n'est pas difficile à comprendre.

Ce n'est pas la différence de salaire ou de traitement entre l'ouvrier et le patron, l'existence du pauvre et du riche, les différences qui existent entre leurs conditions de vie qui déterminent les rapports (sociaux) de production ou qui président à l'existence d'une classe d'exploités et une classe d'exploiteurs, ils en sont le produit ou les conséquences. Or, c'est à l'origine ou aux fondements du système d'exploitation qu'il nous faut s'attaquer, sous peine si on ne le fait pas que ces rapports demeurent en l'état ainsi que les conséquences qui en découlent, sans quoi aucun changement de société ne se réalisera.

Pourquoi cet objectif de classe a disparu du combat des syndicats et plus largement du mouvement ouvrier ? Parce qu'au non de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, les syndicats ne combattant plus dans la perspective du socialisme ils sont subordonnés à une autre perspective, à une autre idéologie : le capitalisme et assurer sa survie.

Comment peut-on prétendre que les syndicats seraient indépendant quand ils mènent leur combat sans objectif de classe ? Ils en ont forcément un, car qui ne combat pas pour renverser le capitalisme situe son combat dans les limites du capitalisme qui demeurent indépassables. Tous les discours sur l'indépendance des syndicats par rapport aux partis n'ont finalement servi qu'à couvrir la subordination des dirigeants syndicaux au capitalisme. De la même manière que le combat contre le stalinisme des soit-disant trotskistes a servi à masquer leur capitulation devant le réformisme, parfois en s'alliant avec les anarcho-syndicalistes ou s'en inspirant.

Ces derniers, avec le cynisme qu'on leur connaît et qui se sont faits les champions de la lutte pour l'indépendance des syndicats au lendemain de la seconde guerre mondiale, se sont servis comme masque du combat contre le stalinisme, pour non seulement camoufler leur subordination au capitalisme, pour combattre le marxisme dont le parti est l'expression achevé dans la période qui précède la prise du pouvoir, pour empêcher que les syndicalistes se tournent vers un parti marxiste, pour interdire au prolétariat de se donner une nouvelle direction politique pour pouvoir renverser le régime et construire son propre Etat, deux objectifs auxquels les anarcho-syndicalistes ont toujours été farouchement opposés, tout comme la classe dominante notez bien et ce n'est pas un hasard.

Lors du référendum sur la Constitution de la Ve République, tous les partis ouvriers et syndicats s'étaient prononcés pour dire non à de Gaulle en 1958, sauf un, Force ouvrière et A. Hébert que l'on allait retrouver plus tard à la direction de l'OCI, puis du PT. Il n'y a pas de hasard en la matière camarades, tout s'explique très bien pour peu qu'on parte des faits, faut-il encore les connaître évidemment.

Le même Alexandre Hébert soufflera à Pierre Lambert au début des années 50, qu'au lieu de s'acharner à construire une section de la IVe Internationale, il ferait mieux d'opter pour un parti des travailleurs du type de la SFIO. Tous les documents dont je m'inspire ici figurent sur Internet pour ceux qui veulent vérifier.

En 1969, de Gaulle a démissionné après que le non l'ait emporté au référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. On nous a expliqué, que dis-je martelé que Bergeron avait dit non lors du congrès de FO à la suite au discours à la tribune de P. Lambert. C'était en réalité un grossier mensonge, car en réalité Bergeron avait appelé à voter non en ajoutant que si le oui l'emportait son syndicat participerait au Sénat remodelé, Lambert le savait pertinemment mais se gardera bien de s'en vanter par la suite. C'est à cette condition inacceptable que Bergeron a appelé à voter non, en s'en foutant du résultat puisqu'il était prêt à participer au Sénat en cas de victoire du oui, donc de livrer pieds et mains liés son syndicat à l'Etat, voilà ce que Lambert a caché aux militants de son parti.

A partir de cette date, on comprend pourquoi Lambert devenu le complice de la duplicité de Bergeron votera toutes les résolutions de la direction confédérale, car très peu de militants sauront ou retiendront dans quelles conditions Bergeron avait appelé à voter non, on pourrait presque ajouter, en espérant que le oui l'emporte, puisque c'est aussi à partir de cette date que l'Etat développera des relations avec ses "partenaires sociaux" et dont la politique dite contractuelle ou de négociation sera le produit, privilégiant la recherche d'accords entre l'Etat (et le patronat) et les syndicats au détriment de la lutte de classes, reléguant l'action des travailleurs avec leurs syndicats et la grève au second plan comme moyen d'action. Sur sa lancée, plus tard Lambert avouera que dès 1972 il s'était donné pour objectif de porter Mitterrand à l'Elysée, autrement dit il refusera d'engager le combat contre la

direction de FO et du PS auxquels il demeurera inféodé jusqu'au bout...

Neutraliser la classe, rogner son indépendance de classe, lui interdire d'intervenir sur son propre terrain de classe, l'empêcher de construire son parti, tout se tient.

C'est la stratégie d'adaptation, puis de subordination aux appareils adoptée par les dirigeants se réclamant du trotskisme depuis l'après-guerre, qui est responsable de l'absence du parti révolutionnaire aujourd'hui, stratégie qui était le produit d'une analyse erronée des rapports entre l'avant-garde et les masses ainsi que les syndicats, autant que l'incompréhension des rapports entre les travailleurs et les syndicats ainsi que leurs partis. Le MNA (Algérie) qualifié de parti marxiste, Tito présenté comme un nouveau Lénine, le PS présenté comme un parti ouvrier, etc. etc. (A suivre)

2- Manipulation des électeurs.

Il y a quelque 45 milllions d'électeurs en France, 2,6 millions, soit 5,5% seulement participent au "primaires" du PS, et les voilà qui crient victoire, complètement délirant, quelle manipulation !

Question : où sont passés les soit-disant 44 à 49% prêts à voter pour le candidat du PS au second tour de la présidentielle de 2012 ? Ils ont refusé de participer à cette mascarade, parce qu'ils savent pertinemment que si le candidat du PS était élu cela ne changerait rien à leur condition, pas plus que s'ils avaient voté pour Sarkozy. Conclusion : ce résultat illustre le rejet massif du PS et sa politique réactionnaire qu'il partage avec l'UMP.

Maintenant, on pourrait avancer l'hypothèse grotesque que les 44 ou 49% manquant se porteraient sur les autres candidats étiquetés à gauche ou à l'extrême gauche, EE-LV, le Front de gauche, le NPA et LO. Problème : à eux tous s'ils parvenaient à totaliser entre 24 et 29% des voix en étant généreux, il en manquerait encore entre 19 et 24% pour faire le compte. On nous dira que beaucoup de gens n'ont pas estimé indispensable de se déplacer et qu'ils le feront en 2012. Cette hypothèse est déjà plus sérieuse, à moins que cet écart corresponde en partie à une poussée de l'abstention, ce qui est plausible par les temps qui courent.

Quoi qu'il en soit, le candidat étiqueté PS qui affrontera Sarkozy en 2012 ne sera pas le candidat de ce parti puisqu'il ne compte que 300 000 adhérents environ, il sera le candidat de la petite-bourgeoisie, des intellectuels et des couches moyennes qui ont lié leur sort à celui de la Ve République et du capitalisme, et qui espèrent qu'en retour leurs intérêts seront mieux sauvegardés que si elles avaient voté pour Sarkozy ou Le Pen.

3- Effet d'annonce.

Il y a deux semaines environ Barroso s'est enflammé à la tribune du Parlement européen en proposant une taxation des transactions financières. En réalité, en étant optimiste cette mesure pourrait entrer en vigueur à partir de 2014, à condition que les 27 pays de l'UE la ratafient, or certains d'entre eux y sont farouchement opposés, à commencer par les Britanniques.

Du coup Barroso a précisé que chacun pourrait l'appliquer à sa manière ou ne pas l'appliquer du tout. Sachant par avance qu'une telle taxe ne pourrait voir le jour qu'à l'échelle mondiale et que les Etats-Unis et la Chine ne veulent pas en entendre parler, autant dire qu'elle ne le sera jamais en l'état actuel des choses. Comble du ridicule, elle devrait rapporter 55 milliards d'euros que les Etats de l'UE devraient se partager, soit 2,03 milliards d'euros par Etat et par an, en voilà une somme gigantesque à côté des 4 660 milliards d'euros que la BCE a accordé aux voyous de la finance, chiffre fourni par Barroso.

Dur, dur, dur de "*réformer*", de "*moraliser*" le capitalisme, même aux forceps c'est impossible, d'où la seule solution : l'abolir, par tous les moyens, y compris la force !

Lors de l'émission *On n'est pas couché* diffusée en différé samedi dernier sur TV5Monde Asie, le conseiller de Sarkozy, Henri Guaino, a affirmé que La Talonnette était à l'origine de cette proposition fort audacieuse sans que personne ne relève la supercherie évidemment.

Ajoutons un mot hors sujet. L'alchimie de la propagande gouvernementale.

Guaino est plus dangereux que Sarkozy qui multiplie les impairs dans ses déclarations spontanées et se ridiculise. Guaino maîtrise parfaitement le langage de la communication contrairement à La Talonnette qui ne maîtrise rien finalement, ce n'est qu'un homme de paille, un avocat d'affaires minable.

Guaino reprend les formules qui ont propulsé l'extrême droite sur le devant de la scène politique à diverses époques dans le passé. Il a l'art de présenter la politique réactionnaire qu'il défend de telle manière qu'on pourrait croire qu'elle lui a été dictée ou inspirée par les travailleurs eux-mêmes, donc correspond à leurs intérêts, partant de là, à l'adresse de ses contradicteurs, difficile ou impossible de dire ou de faire mieux, la discussion est close, il a bien parlé et il a forcément raison quelque part.

Plus fort encore, sans attendre qu'on lui signale les aspects négatifs de sa politique, il s'en saisit d'autant plus facilement qu'il a mêlé dans son discours vérités et mensonges ou parfois non-dits quand il n'a pas pu faire autrement pour éviter que la vérité le rattrape, ce qui ne peut se produire que lorsqu'il est en présence d'un véritable opposant à sa politique ou d'un journaliste qui cherche à se faire remarquer, ce qui est assez rare, ce qui ne l'arrête pas pour autant puisque son discours s'adresse davantage à la majorité d'ignorants qui composent la société et n'y verra que du feu.

C'est ainsi qu'il a été jusqu'à revendiquer la situation sociale actuelle avec toutes ses conséquences dramatiques pour des millions de travailleurs et leurs familles, en saluant l'action du président de la République qui avait su préserver les intérêts de chacun et sans lequel, la situation sociale serait encore pire dans le pays, voyez ce qui s'est passé en Grèce ajoutera-t-il.

Il a le champ libre pour tenir un tel discours puisqu'il n'existe plus de véritable opposition dans ce pays en dehors de partis ouvriers très faibles et maginalisés. Son discours ne s'adresse pas à ceux qui sont le plus durement frappés par la crise du capitalisme, il sait qu'ils ne constituent qu'une minorité dans la société ou que la majorité dispose encore des moyens pour supporter les conséquences de la politique mise en oeuvre par Sarkozy et son gouvernement. II ne cherche pas à convaincre ou à se ralier cette minorité, il s'appuie sur la majorité qui a encore l'illusion d'avoir quelque chose à perdre et qui s'y raccroche en espérant encore pouvoir échapper au pire, d'où son discours qui se veut à la fois lucide ou sans concession, rassurant pour les mettre en confiance, ce que cette majorité a besoin d'entendre pour se rassurer et le tour est joué... pour le moment.

4- A propos de l'initiative de l'Autorité palestinienne.

Mahmoud Abbas a pris l'initiative de faire reconnaître un Etat palestinien par l'ONU. Si nous ne pouvons pas défendre cette initiative, nous ne pouvons pas non plus la condamner et j'explique pourquoi.

On ne peut pas la défendre car un Etat palestinien n'est pas viable dans les conditions actuelles, sachant que les territoires palestiniens ne peuvent vivre sans le soutien des subventions qui lui sont versées par l'impérialisme américain, l'Union européenne ainsi que d'autres pays, surtout l'Etat d'Israël. Un Etat ne peut pas être considéré comme indépendant et souverain quand son existence repose sur l'aide économique que lui octroient d'autres Etats, il serait forcément dépendant sur le plan politique de ses "généreux" donateurs" qui en échange exigeraient sa soumission totale.

Ces éléments mettent en lumière que dans l'état actuel des choses, un Etat palestinien n'est pas viable

On ne peut pas condamner cette initiative car elle a le mérite d'une part de mettre en relief l'alliance qui existe entre l'impérialisme américain et l'Etat sioniste pour interdire aux Palestiniens de disposer de leur propre Etat, ce que l'un et l'autre niaient jusqu'à présent à la face du monde, d'autre part elle permet de mettre en lumière leurs réelles intentions, l'hypocrisie et le mensonge permanent qui soutend leurs discours depuis 1947-48.

5- A propos de la dictature de l'impérialisme américain sur le monde.

Washington a opposé son véto à l'ONU à la reconnaissance d'un Etat palestinien. Ensuite la Maison Blanche a menacé de ne plus verser les subventions américaines à l'Unesco, après que la majorité de ces membres aient répondu favorablement à la proposition du président de l'Autorité palestinienne.

Dans les deux cas, à l'ONU comme à l'Unesco, une majorité de pays s'est prononcée en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Ainsi non seulement l'impérialisme américain a soutenu l'Etat sioniste, il a imposé sa volonté au reste du monde, endossant ouvertement le rôle de dictateur à l'échelle de la planète. La décision américaine et les réactions des différents Etats qui ont suivi, ont témoignés de la soumission de ces deux institutions à l'hégémonie américaine dans la mesure où aucun pays n'a cru bon de décider de rompre avec Washington et de se retirer de ces deux institutions.

Une nouvelle fois, ces deux exemples témoignent que l'ONU et toutes ses agences sont inféodées à l'impérialisme américain et qu'en aucun cas elle ne peuvent même de façon temporaire, limitée ou déformée se placer au côté des peuples qui exigent la reconnaissance de droits démocratiques ou que soit reconnue leur souveraineté.

Dès lors, toute initiative consistant à en appeler à l'ONU, toute position politique consistant à soutenir une décision de l'ONU ne peut avoir qu'un contenu contre-révolutionnaire contraire aux intérêts des peuples et de leurs masses exploitées. Elle doit être dénoncée et combattue sans ménagement ni relache.

6- A propos de la situation en Egypte.

Après l'assaut lancé avant-hier par l'armée contre une manifestation au Caire qui s'est soldée par 21 morts et 329 blessés parmi les manifestants, les médias et la junte militaire au pouvoir tentent d'opposer la minorité copte à la majorité musulamne.

Lors des infos du soir hier sur TV5Monde Asie, ils ont diffusé le témoignage de plusieurs personnes présentes sur les lieux, dont des manifestants se présentant comme musulman qui ont expliqué qu'ils avaient participé à cette manifestation parce qu'ils partageaient les revendications sociales et politiques avancées par les organisateurs de cette manifestation. Je ne suis pas en mesure de préciser en quoi consistaient au juste ces revendications au-delà de celles concernant strictement la communauté copte, puisqu'aucun détail n'a été fourni lors de ce journal télévisé.

Politique

1- France

Le premier tour de la primaire socialiste a attiré 2.665.013 votants, dont 2.650.259 se sont exprimés, a annoncé mardi soir dans un communiqué la Haute autorité des primaires (HAP) qui veille au bon déroulement du scrutin.

François Hollande, arrivé en tête avec 39,2% des voix, affrontera dimanche prochain au second tour Martine Aubry (30,4%). Arnaud Montebourg s'est classé troisième (17,2%) devant Ségolène Royal (6,9%), Manuel Valls (5,6%) et Jean-Michel Baylet (0,6%), selon ces résultats validés par la HAP. (libération.fr 11.10)

2- Slovaquie

Le parlement slovaque a rejeté mardi l'élargissement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), sur lequel le gouvernement avait engagé sa responsabilité.

Cette mesure, jugée essentielle pour contenir la crise de la dette, devrait toutefois être adoptée à l'occasion d'un deuxième vote, a déclaré Ivan Miklos, ministre des Finances sortant.

Le Premier ministre Iveta Radicova avait engagé la responsabilité de son gouvernement pour tenter de contraindre le parti Liberté et solidarité (SaS), membre de la coalition au pouvoir, de voter en faveur de l'élargissement du FESF.

Sur les 150 députés, 55 ont voté pour et neuf contre. Les autres, parmi lesquels figurent les membres du SaS, étaient absents ou n'ont pas pris part au vote. Pour être adopté, le texte devait dépasser les 75 suffrages.

Iveta Radicova va demander aux parlementaires de se prononcer à nouveau sur le FESF, qui devrait cette fois être approuvé à une large majorité avec les voix du Smer, principal formation de l'opposition, qui a promis de voter pour une fois le gouvernement tombé.

"*Le Smer est curieux de voir ce que la coalition au pouvoir va proposer en échange d'un vote rapide et de l'approbation de ce document vital pour la Slovaquie. Le Smer est prêt pour cette discussion*", a déclaré Robert Fico, chef de file du mouvement de gauche et ancien Premier ministre.

"*On suppose que le FESF sera, d'une façon ou d'une autre, adopté avant la fin de la semaine*", avait quant à lui indiqué le ministre des Finance avant le vote.

L'élargissement du FESF a été approuvé dans les 16 autres Etats membre de la zone euro. (Reuters 11.10)

3- Egypte

Le maréchal Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées, a rejeté la démission présentée par le vice-premier ministre égyptien, mardi 11 octobre, après les affrontements meurtriers de dimanche entre manifestants coptes et forces de l'ordre au Caire, qui ont fait 25 morts et 329 blessés et provoquent de vives critiques contre l'armée et le gouvernement.

Hazem Beblawi, vice premier-ministre et ministre des finances, a expliqué avoir "*démissionné suite aux évènements de Maspero*", qui ont "*ébranlé la sécurité de la société*". "*Il n'y a peut-être pas de responsabilité directe du gouvernement dans cela, mais la responsabilité est la sienne au final*", a-t-il ajouté. "*La situation actuelle est extrêmement difficile et nécessite une vision et un travail nouveaux et différents*", a-t-il conclu. La manifestation s'était terminée par des heurts entre l'armée et des protestataires, et des véhicules de l'armée avaient foncé sur les manifestants.

Certains journaux et partis politiques estimaient mardi que le premier ministre lui-même, Essam Charaf, souvent critiqué pour son manque d'autorité, devait partir.

"*L'Etat a perdu sa stature, le régime est au bord de l'effondrement, et le gouvernement Charaf a perdu son crédit. Tout ce qui reste à faire pour le premier ministre, c'est de partir*", écrivait un influent quotidien indépendant, Al-Masri Al-Youm (en arabe), dans un éditorial en première page. "*Après ce qu'il s'est passé, M. Charaf doit quitter son poste*", estimait aussi le journal Al-Wafd (en arabe), organe du parti libéral du même nom.

L'un des médecins légistes ayant procédé à l'autopsie des manifestants a affirmé à ON TV que dix corps avaient été écrasés par des véhicules, en ajoutant que, même en 1997, après l'attentat de Louxor, il n'avait pas vu des corps aussi malmenés. Des témoins ont indiqué avoir vu des véhicules de transport de troupes foncer sur les manifestants qui étaient rassemblés devant le siège de la télévision publique, dans le centre de la capitale.

Des versions divergentes circulent sur ces affrontements imputés tour à tour aux manifestants coptes – qui constituent la majorité des personnes tuées – aux militaires et aux forces de l'ordre sur place ou encore aux provocations de "*voyous*". A l'issue d'une réunion de crise, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a dénoncé "*les efforts de certains pour détruire les piliers de l'Etat et semer le chaos*".

Le patriarche copte orthodoxe, Chenouda III, a mis ces affrontements, sur le compte d'"inconnus infiltrés" et a dénoncé le fait que l'on puisse les imputer aux manifestants chrétiens. Ceux-ci protestaient contre l'incendie d'une église dans le gouvernorat d'Assouan (Sud).

"*Les dirigeants doivent prendre des mesures sérieuses pour traiter les problèmes à la racine ; autrement, cette situation peut mener à la guerre civile*", estimait lundi Fouad Allam, qui a dirigé les services de sécurité égyptiens pendant vingt ans, demandant une révision de lois religieuses discriminatoires. L'Egypte connaît depuis plusieurs mois une montée des tensions confessionnelles. D'autres relèvent que les heurts n'ont pas simplement un fondement religieux, mais sont alimentés par le ressentiment contre la police et le pouvoir militaire.

La blogueuse égyptienne Shahinaz Abdel Salam, que l'Express.fr a rencontrée lundi à Paris à l'occasion de la sortie de son livre Egypte, les débuts de la liberté (éd. Michel Lafon) relève des faits troublants. "*La télé égyptienne a presque appelé les musulmans à protéger l'armée attaquée par les coptes, c'était n'importe quoi. Comment se fait-il que les forces armées aient, en parallèle, coupé les chaînes satellitaires ? Sur l'une d'entre elles, on les a entendus entrer dans le studio où la présentatrice travaillait pour couper le direct. Ils ont aussi coupé des journaux en ligne. Ce comportement n'est pas normal ! Qui a donné l'ordre de faire cela, et de tirer sur les manifestants ?*" s'interroge-t-elle. (lemonde.fr 11.10)

Social

1- France

La journée interprofessionnelle contre le plan anti-déficits du gouvernement a réuni, mardi, plus de 270.000 manifestants partout en France, selon une estimation de la CGT, sur 150 des 200 manifestations organisées.

Ils étaient ainsi 25.000 à Paris selon la CGT, 16.000 selon la préfecture de police, pour réclamer une autre répartition des richesses à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, Unsa et Solidaires.

A Marseille, le cortège a réuni 30.000 manifestants selon les syndicats (3.300 selon la police), à Toulouse 7.000 selon l'intersyndicale (3.200 selon la police), alors qu'à Bordeaux ils étaient entre 10 et 12.000 personnes selon les organisateurs, 4.800 selon la police.

Bernard Thibault a demandé au gouvernement de «*changer d'optique*». «*Loin de nous sortir de la crise économique, cette austérité salariale, cette précarité sociale vont nous enfermer dans la récession et tout le monde va y perdre*», craint-il. (libération.fr 11.10)

"*Tout le monde*", quelle généreuse intention en direction des patrons ! Nous n'avons pas appelé à participer à cette journée de division et de démobilisation sociale. La déclaration de Thibault conforte notre décision.

2- Grèce

Des manifestants bloquaient mardi l'accès à des ministères à Athènes et les fonctionnaires grecs observaient une journée de grève alors que les inspecteurs de la troïka ont évoqué le possible déblocage d'une nouvelle tranche d'aide à la Grèce, début novembre.

Mardi, des fonctionnaires ont bloqué les accès à la Cour des comptes et au ministère de l'Intérieur en brandissant des

banderoles: "*Fauché et viré*" ou "*Non aux licenciements, non aux baisses de salaires*".

Certaines rues d'Athènes sont jonchées de détritus, les employés des service de la voirie s'étant mis en grève tandis que des débrayages ont été enregistrés à la principale raffinerie du pays, Hellenic Petroleum (Reuters 11.10)

3- Afganistan

Les services de renseignement et la police en Afghanistan pratiquent "*systématiquement*" la torture, y compris sur des enfants, dans nombre de centres de détention, dit un rapport de la Mission d'assistance des Nations unies dans ce pays (Manua).

Dans ce document, publié lundi, la Manua affirme que près de la moitié des détenus qu'elle a interrogés dans les centres de la Direction nationale de la sécurité (DNS) disent avoir subi des techniques d'interrogatoire assimilables à de la torture.

Dans les centres de détention de la police, plus d'un tiers des suspects interrogés disent avoir été victimes d'actes de torture ou de traitements inhumains.

La Manua fait état de violences physiques et mentales, d'électrocutions, d'arrachage d'ongles, mais aussi de détentions au-delà de la durée légale et de refus de visites. (Reuters 10.10)

Economie

1- BCE

La crise de la dette dans la zone euro a atteint une dimension systémique, les risques de répercussions sur l'économie augmentent rapidement et les banques sont entrées dans une zone de danger, a déclaré mardi Jean-Claude Trichet, qui s'exprimait en qualité de président du Comité européen du risque systémique (CERS).

"*Au cours des trois dernières semaines, la situation est restée très difficile. La crise est systémique et elle doit être combattue avec la plus grande détermination*", a-t-il dit.

"*Le haut niveau d'interconnexion du système financier de l'Union européenne a provoqué une hausse rapide du risque de contagion. Cela menace la stabilité financière dans l'Union prise dans son ensemble et affecte de manière négative l'économie réelle en Europe et au-delà.*"

Jean-Claude Trichet a plaidé pour que les gouvernements et les autorités européennes agissent de concert pour résoudre la crise, ajoutant que tout retard aurait des conséquences désastreuses.

"*Il faut que toutes les autorités agissent à l'unisson le plus rapidement, avec le plus grand dévouement pour préserver la stabilité financière*", a-t-il lancé.

Mis sur pied fin 2010, le CERS fait partie du système européen de surveillance financière (SESF), dont l'objectif est d'assurer la surveillance du système financier de l'Union.

S'il ne dispose pas de pouvoirs réels, il peut toutefois prendre le parti de faire état publiquement de ses interrogations.

"*Le secteur bancaire européen a besoin d'une recapitalisation*", a jugé Jean-Claude Trichet. "*Les décisions doivent être prises très rapidement*."

Evoquant le rôle du FESF, il a jugé que ce dernier pourrait jouer un rôle important.

"*Les régulateurs doivent coordonner leurs efforts afin que les fonds propres des banques soient renforcés, y compris par l'utilisation de garanties de souscription, tout en prenant en compte le besoin de transparence et la valorisation permanente de l'exposition à la dette souveraine*", a-t-il dit.

Il a toutefois exclu que la BCE soit mise à contribution pour accroître la puissance du feu du FESF, en expliquant que les Etats disposaient de tous les moyens nécessaires pour y parvenir sans solliciter la banque centrale. (Reuters 11.10)

2- OCDE

La détérioration de la conjoncture se poursuit au sein des principales économies mondiales, particulièrement en Allemagne, en Italie

et au Brésil, montrent les indicateurs avancés de l'OCDE publiés lundi.

En recul pour le cinquième mois consécutif, ces indicateurs avancés se situent désormais sous le seuil de 100 -lequel distingue la hausse de la baisse de l'activité - dans la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie sont les seuls pays pour lesquels les indicateurs avancés restent supérieurs à ce seuil. (Reuters 09.10)

3- Espagne

3.1- L'espagne s'enfonce un peu plus dans la crise. Lundi, l'agence d'évaluation financière Fitch Ratings a abaissé la note de trois régions, d'une province et de trois villes. Vendredi, c'est la note souveraine de l'Espagne qu'elle dégradait. Les finances régionales, en raison de leur lourd endettement qui représentait fin juin 133,172 milliards d'euros, soit 12,4 % du PIB du pays, un record historique, inquiètent les marchés.

La série des mauvaises nouvelles continue avec l'annonce d'une sanction devant toucher un millier de municipalités sur l'ensemble du pays. Elles ne recevront pas l'aide de l'Etat prévue en octobre, car elles n'ont toujours pas présenté leurs comptes 2010, a annoncé le ministère de l'Economie, lundi. Cette aide, versée chaque mois, correspond à une participation de l'Etat pour les compétences qui sont décentralisées.

"*La mesure affecte 1 022 municipalités et signifie le blocage de 13,5 millions d'euros*", a expliqué le ministère, ajoutant qu'il "*débloquera ces fonds dès que les municipalités rempliront l'obligation légale de présenter leurs chiffres de l'exercice budgétaire 2010*".

Fin juin, douze régions n'ont pas atteint l'objectif de déficit budgétaire fixé par le gouvernement, qui leur a demandé de faire des efforts supplémentaires. La dette des municipalités s'élevait alors à 37,64 milliards (3,5 % du PIB). Cette année, pour la première fois, les villes avaient jusqu'au 30 septembre pour publier leurs comptes de l'année précédente, sinon elles s'exposaient à la coupure de l'aide d'Etat. Selon le ministère, 7 092 villes (87,4 % du total) ont envoyé l'information à temps, contre 3 890 (48 %) en 2010, quand il n'y avait pas de sanction prévue. (lemonde.fr 10.10)

3.2- Standard & Poor's a abaissé mardi d'un cran la note de crédit de dix banques espagnoles, dont les deux principales du pays, mettant en avant l'assombrissement des perspectives économiques du pays et un marché immobilier toujours déprimé. (Reuters 11.10)

Haut de page

Le 13 octobre

Du ministre de la police... au président à la peau lisse.

On le savait complexé, bancal, bourré de tics, imbu de sa personne et j'en passe, par contre on ignorait qu'il avait un secret pour ne pas perdre la face comme disent les Asiatiques.

Au retour de sa visite dans le Caucase, vendredi 7 octobre, Nicolas Sarkozy convie à dîner à l'avant de son avion les ministres présents et son conseiller Guaino.

La Talonnette : "*Je ne considère pas comme de la chirurgie esthétique le fait de se faire stimuler le collagène naturel par un laser. Ça lisse la peau et ça donne bonne mine.*" À cet instant, il se tapote la joue d'un air satisfait. "*On en a tous déduit qu'il était accro au laser*", raconte un participant, encore estomaqué. Et un autre de brocarder : "*Le nouveau Sarkozy ne serait-il qu'une invention cosmétique ?*" (lepoint.fr 12.10)

Parodie de démocratie

Lepoint.fr a résumé le faux débat qui s'est déroulé hier soir entre Hollande et Aubry : "*Primaire PS : la surenchère dans la rigueur*" : "*Il faut donc réduire la dette*" (Hollande), "*il faut lutter contre la dette*" (Aubry). Tout est dit.

Un numéro d'illusionniste

A lire en tenant compte que le n°170 d'*Informations ouvrières* est paru trois jours après les "primaires" du PS et que son éditorial lui est en grande partie consacrée.

Couverture :

- "*Il y a urgence à chasser cette politique de destruction mise en oeuvre par le gouvernement*" (Adresse du congrès du POI du 2 octobre 2011)

Chasser une politique, c'est pour ainsi dire les termes employés par les candidats à la "primaire" du PS. Ce titre sous-entend ou laisse penser et ce n'est pas un hasard qu'il suffirait de changer de gouvernement pour changer de politique, le discours trompeur du PS en somme.

Chasser une politique, chasser un gouvernement ou renverser les institutions de la Ve République par une mobilisation révolutionnaire du prolétariat ? Réponse plus loin à la dernière ligne.

Page 3, éditorial de D. Gluckstein :

Titre : "*Le rejet appelle la rupture*"

Quel rejet incarne Hollande, Aubry ou Montebourg à part celui de Sarkozy ? Aucun, non mais là vous n'avez rien compris, le professeur Gluckstein va vous expliquer :

Attention la magie opère : "*Avec leurs deux millions et demi de participants, et la répartition des votes entre les différents candidats, les primaires du Parti socialiste ont vu s'exprimer un ample rejet du gouvernement et de sa politique.* "

Tiens donc, les électeurs qui se seraient déplacés pour participer à cette "primaire" du PS seraient assez abrutis pour ne pas savoir que sur le fond rien ne distingue le programme du PS de celui de l'UMP.

J'avais oublié que Gluckstein considère toujours le PS comme un parti ouvrier et que ces électeurs doivent forcément le penser aussi, et ne rigolez pas c'est le prolo du coin qui a été voter dimanche, pas le cadre en col blanc, l'intellectuel qui peine à se donner bonne conscience, le commerçant, l'artisan ou le petit patron du coin, ceci est nécessaire pour expliquer cela sinon on ne comprend rien au tour de passe-passe de Gluckstein.

Et quand il précise "*et la répartition des votes entre les différents candidats*, c'est pour nous faire croire qu'il y aurait un courant au sein du PS qui se distinguerait des autres, qui serait plus à gauche que les autres, en parole comme d'habitude, mais cela lui suffit à Gluckstein, il n'a jamais été capable de produire une analyse politique qui ne tienne pas compte de ses propres illusions dans le PS et le PCF avec lesquels il n'est jamais parvenu à rompre, toute la stratégie de son courant politique repose sur cette illusion depuis 70 ans.

Après avoir été incapable de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 dernières années écoulées, il est normal que les dirigeants du POI estiment nécessaire l'existence ou la survie du PS et du PCF, qu'ils ne puissent pas s'en passer jusque dans l'élaboration de leur stratégie, dont l'Assemblée constituante est le point d'orgue. Pour eux, il est impossible de concevoir une ligne politique et une stratégie (révolutionnaire) qui ne comprendraient pas ces partis, et cela au-delà des apparences, car se prononcer pour l'abolition des institutions de la Ve République et dans le même temps se prononcer pour une Assemblée constituante qui serait forcément dominés par ces partis revient en réalité à refuser de rompre avec le capitalisme.

Si le PS ne présentait pas un candidat à sa primaire qui par dans ses discours semble et semble seulement plus à gauche que les autres candidats, réfléchissez un instant, le PS ne serait plus le PS ! Or, plus que jamais en cette période de crise profonde du capitalisme et des institutions de la Ve République, le PS tel qu'il est (et a toujours été) est indispensable à la stabilité du régime.

Il y a plus grave encore.

Quand le PS s'emploie à subordonner la petite-bourgeoisie au capitalisme, que fait-il d'autre sinon la détourner des couches les plus avancés du prolétariat, d'une solution politique qui incluerait la rupture avec le capitalisme, plus particulièrement en période de crise, il est le pendant de l'extrême droite dont il favorise la montée. Le PS et le FN se montrent critiques envers le capitalisme, pour chacun à leur manière je précise, mieux y soumettre la petite-bourgeoisie et le prolétariat. "*Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.*". (Programme de transition). Dans l'ordre, le Front populaire en premier, le fascisme en second, le premier préparant le terrain à l'avènement du second. (France, Espagne, Chili, etc.)

Hier une certitude, aujourd'hui un doute : "*Pour sa part, le Parti ouvrier indépendant n'a pas participé à une initiative dont le principe*

et les objectifs nous paraissent contestables."

Hier il le condamnait, aujourd'hui ils lui "*paraissent contestables*", un glissement sémantique droitier qu'apprécieront sans doute les dirigeants du PS.

Claude Jenet le confirme en page 4, quand il écrit qu'il règnerait "*(une) profonde confusion quant aux engagements du candidat, dit de gauche*", pourtant les choses sont très claires à la lecture de leurs déclarations, non ?

Monsieur Jenet, vous n'êtes pas sérieux, l'essentiel ce ne sont pas les discours alambiqués ou les "*engagements du candidat, dit de gauche*", c'est son refus de rompre avec le capitalisme et l'UE, et sur ces points précis les choses sont parfaitement claires, non ? Alors pourquoi vous employez-vous à introduire un doute ou il n'y en a pas dans la tête des militants du POI et des lecteurs du journal de votre parti ?

J'ai lu la lettre que Montebourg a adressée à Hollande et Aubry. Pour ne prendre que le volet politique.

Il se prononce pour une VIe République et dans le même temps il envisage "*la transformation du Conseil constitutionnel en une véritable Cour constitutionnelle indépendante*", autrement dit il préconise la création d'une sorte de Cours suprême calquée sur ce qui existe notamment aux Etats-Unis (en Inde, en Bolivie, etc), qui ne serait rien d'autre qu'un organisme d'exception placé au-dessus des lois et n'ayant de comptes à rendre à personne, non élu au suffrage universel, qui disposerait d'un pouvoir arbitraire, pour ainsi dire illimité... Comme modèle de démocratie on ne peut imaginer pire ! Finalement, cette modification de la Constitution s'inscrirait dans le prolongement de celles adoptées par Sarkozy et ses prédécesseurs, dans le but d'instaurer un régime présidentiel à l'américaine, dont les "primaires" du PS constituaient les prémices. Donc pour nous, le principe et les objectifs de la "primaire" du PS ne "*nous paraissent (pas) contestables*", ils sont condamnables.

Nous devons les condamner avec la plus grande fermeté et sans aucune réserve, parce que leur objectif est de parvenir à éliminer de la vie politique tous les partis politiques à l'exception de l'UMP et du PS.

Politique

1- France

Les Français sont plutôt satisfaits dans la vie, et ils le sont d'autant plus que leurs revenus augmentent, selon une étude publiée ce mercredi par l'Institut national de la statistique (Insee) et réalisée il y a plus d'un an. «*En France en 2010, quand on demande aux personnes d'indiquer leur niveau de satisfaction dans la vie, elles répondent en moyenne 7,3 sur une échelle de 0 à 10*», relève l'Insee.

Ce rapport commandé par le président Nicolas Sarkozy suggère de compléter la mesure de la croissance économique, actuellement évaluée par le produit intérieur brut (PIB), par des indicateurs de «*bien-être*» prenant en compte les activités non marchandes (travaux domestiques, loisirs...) ou les inégalités.

Selon l'Insee, 92% des personnes interrogées déclarent un niveau de satisfaction supérieur ou égal à 5, et 60% s'attribuent même une note entre 7 et 9. «La satisfaction augmente systématiquement avec le niveau de vie», ajoute l'institut: elle passe de 6 en moyenne pour les 10% de personnes les plus modestes à 7,8 pour les 10% les plus aisées. De la même manière, plus les Français ont de difficultés matérielles, pour boucler leurs fins de mois, payer leurs factures ou bien disposer d'un logement convenable, plus leur insatisfaction est forte.

Pour autant, plus le revenu est élevé, «plus le gain de satisfaction est faible et d'autres dimensions que le revenu interviennent», explique l'Insee. «*L'argent fait le bonheur, mais seulement jusqu'à un certain point*», a expliqué à l'AFP Fabrice Lenglart, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee.

Après les conditions de vie matérielles, les difficultés de santé ont un fort un impact sur le bien-être ressenti.

Parmi les autres facteurs figurent l'âge (les 45-49 ans sont les moins satisfaits) et la situation vis-à-vis de l'emploi (les chômeurs sont nettement plus insatisfaits que les actifs). Les habitants de communes rurales se disent de leur côté légèrement plus satisfaits que les citadins. L'étude a été réalisée en mai et juin 2010 auprès d'un panel de 10.000 ménages dits ordinaires représentatifs de la population française métropolitaine de plus de 16 ans, interrogés en face à face. (20 minutes.fr 12.10)

Qui était le commanditaire de cette "*étude*" ? L'épileptique du Palais.

Plus tu as de l'argent pour satisfaire tes besoins, plus tu te sens heureux, diable, qui l'aurait cru !

Plus tu es isolé, plus tu es arriéré et tu t'estimes satisfait de ton sort misérable, en voilà une formidable découverte !

Et quand tu es au chômage, comment dire, il te manquerait un petit quelque chose pour t'estimer heureux, un travail et un revenu décent par exemple, non mais franchement, qu'est-ce qu'on est abruti, il fallait y penser !

Social

1- France

1.1- L'Assemblée a adopté mercredi un article très critiqué par l'opposition sur la modulation du temps de travail, dans le cadre de l'examen de la proposition de loi UMP de simplification du droit.

La mesure votée mercredi (38 voix contre 21) établit que la modulation, "*prévue par un accord collectif*", du nombre d'heures travaillées "sur une période supérieure à la semaine et au plus égale à l'année" ne constitue pas une modification du contrat de travail.

Jean-Yves Le Bouillonnec (PS) s'est insurgé : "*on n'est pas dans une simplification, on est dans un changement fondamental du droit*". "*Vous provoquez une rupture avec une application constante de la jurisprudence selon laquelle l'employeur ne décide pas unilatéralement ce qui pouvait avoir des conséquences graves sur sa vie de famille*", a ajouté ce député.

Un peu plus tôt, la CGT s'était ému dans un communiqué que cette mesure aille "*à l'encontre des décisions de la Cour de cassation et des droits fondamentaux des salariés*" et que la proposition porte "*un coup terrible*" à la législation du temps de travail". (libération. fr 12.10)

1.2- Publiés au Journal officiel mercredi, plusieurs arrêtés et décrets, qui complètent la loi du 16 juin dernier sur l'immigration, précisent les toutes nouvelles dispositions qui entreront en vigueur dès l'an prochain.

À compter du 1er janvier 2012, les étrangers auront l'obligation d'accéder à un certain niveau en français. Selon le jargon technocratique, il leur faudra avoir le niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues du Conseil de l'Europe. Plus prosaïquement, ils devront posséder la même maîtrise du français à l'oral qu'un élève de 3e. Selon l'un des arrêtés, ils devront comprendre le «*langage nécessaire à la gestion de la vie quotidienne et aux situations de la vie courante*». Selon le même texte, ils devront être en mesure d'«*émettre un discours simple et cohérent sur des sujets familiers* ».

Autre nouveauté, ces postulants devront aussi rapporter la preuve qu'ils ont ce niveau requis en produisant l'une des pièces énumérées par l'arrêté. Ils pourront fournir un diplôme français de niveau supérieur ou égal au brevet des collèges. Autre voie possible: l'obtention d'une attestation délivrée par un organisme agréé comme la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ou par des structures qui obtiendront le nouveau label -«*français langue d'intégration*». Ce dernier va être lancé dès janvier prochain par le ministère de l'Intérieur. Autant de pièces à produire qui seront à la charge de l'étranger.

Ce nouveau dispositif qui concerne les candidats à la nationalité française par voie de naturalisation ou en raison de leur mariage avec un ou une Française, instaure un cadre plus strict.

Jusqu'alors, si la maîtrise du français, preuve d'assimilation à notre société, était demandée, elle faisait l'objet d'une évaluation sans doute parfois plus approximative. Rendez-vous était pris dans une préfecture et un agent estimait le niveau au cours d'un entretien d'assimilation organisé au bureau de naturalisation.

L'an passé, près de 130.000 personnes ont acquis la nationalité française, dont environ 90.000 par la procédure de naturalisation.

Ces nouvelles exigences seront complétées par deux autres nouveautés. Le Haut Conseil à l'intégration finalise l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs qui sera ensuite signée par chaque personne devenant française.

Enfin, un nouveau questionnaire pourrait voir le jour et être soumis à chaque étranger afin d'évaluer ses connaissances en matière d'histoire de France. Aujourd'hui testé à la Préfecture de Paris, il pourrait être généralisé s'il s'avère concluant.

En visite mercredi dans un de ces services à la Préfecture de police à Paris, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a rappelé l'esprit de cette réforme: «*Il faut faire en sorte que les personnes immigrées s'intègrent et puissent vivre en respectant les principes de la République. Une exigence qui vaut encore plus pour celui qui accède à la nationalité française.*» (lefigaro.fr 12.10)

Alors que Sarkozy et son gouvernement englués dans les affaires foulent aux pieds ces mêmes principes !

2- Grande-Bretagne

Le nombre de chômeurs est en Grande-Bretagne au plus haut depuis 1994, le privé n'ayant pas compensé les pertes d'emplois du secteur public, une statistique qui nourrit un peu plus les craintes d'une nouvelle récession.

Suivant la méthodologie de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le nombre de chômeurs a augmenté de 114.000 sur une période de trois mois à fin août, à 2,57 millions.

Toujours au sens de l'OIT et sur la période juin-août, le taux de chômage a progressé à 8,1%, au plus haut depuis octobre 1996.

La Banque d'Angleterre a lancé la semaine dernière de nouvelles mesures de soutien à la croissance mais Spencer Dale, son premier économiste, a dit à Reuters que l'économie faiblirait encore vraisemblablement au quatrième trimestre. (Reuters 12.10)

La même tendance sur l'économie tend à se dessiner pour la plupart des pays dont la France.

3- Grèce

Musées fermés, transports paralysés, justice bloquée : la mobilisation syndicale gagnait du terrain mercredi en Grèce, en vue d'une grève générale le 19 octobre contre une nouvelle loi d'austérité que le gouvernement veut faire voter avant le sommet européen du 23 octobre.

Se ralliant à la valse des débrayages sectoriels, manifestations et occupations d'administrations, qui perturbent la vie du pays depuis des semaines, le personnel du ministère de la culture a appelé mercredi à la fermeture des musées, et jeudi à celle des sites archéologiques, dont l'Acropole d'Athènes. "*1944 : libération, aujourd'hui : occupation*", proclamait une banderole déployée dans la matinée par des protestataires à l'entrée du site, où devait être commémorée la fin de l'occupation nazie.

Pour jeudi et vendredi, les personnels des transports en commun d'Athènes ont également décidé un nouveau débrayage après leur dernière journée d'action, lundi. La puissante fédération des marins, PNOE, entend elle clouer aux quais les ferries desservant les îles lundi et mardi. Les syndicats du stratégique ministère des finances en ont pour leur part annoncé une "*fermeture*" pour dix jours à partir de lundi.

Dans l'intervalle, la justice grecque, déjà réputée pour sa lenteur, doit être paralysée à partir de jeudi par cinq jours de grève des avocats, tandis que se poursuivent diverses mobilisations dans les crèches, hôpitaux et écoles.

L'enjeu de cette grogne, qui ne nourrit toutefois pas jusque-là de mobilisation massive dans les rues, où l'abattement semble l'emporter, est une nouvelle loi cadre d'austérité, prévoyant notamment coupes salariales et chômage technique dans la fonction publique, et taxes additionnelles. Même les fédérations de commerçants et d'artisans ont annoncé qu'elles se joindraient à la grève générale. (lemonde.fr 12.10)

A noter, plus les jours, les semaines, les mois passent, plus il y a de couches de la population qui participent à des grèves ou des manifestations, le contraire du désespoir avancé par le journal *Le Monde*, normal.

Economie

1- France

1.1- Le volet français du plan de démantèlement de Dexia, présenté mercredi en conseil des ministres, prévoit environ 33 milliards d'euros de garanties de financement.

Une garantie supplémentaire contre d'éventuelles pertes liées à la restructuration des crédits «*toxiques*» aux collectivités locales est également prévue.

Ces garanties seront rémunérées «*au prix du marché*», a précisé le ministère de l'Economie. Le texte, un projet de loi de finances rectificative, doit être examiné lundi prochain par l'Assemblée nationale et le mercredi suivant au Sénat.

La garantie de financement sera au total de 90 milliards d'euros, apportés à 60,5% par la Belgique, 36,5% par la France et 3% par le Luxembourg.

Elle s'appliquera à toute émission intervenant avant le 31 décembre 2021, quel que soit l'instrument utilisé, à condition que sa maturité n'excède pas 10 ans.

Son objectif est de permettre à Dexia de retourner sur les marchés financiers «*le plus rapidement possible et dans les meilleures conditions possibles*», a-t-on expliqué.

«*Toutes les garanties seront rémunérées, la garantie de financement comme les systèmes de contre-garanties, aux conditions de marché*», ajoute-t-on.

L'enjeu est en particulier qu'elles n'apparaissent pas comme une aide d'Etat aux yeux de la Commission européenne.

La deuxième garantie prévue par le texte concerne les prêts aux collectivités locales consentis par Dexia Municipal Agency (DexMA) et repris par la Caisse des dépôts.

«*La CDC va prendre une participation majoritaire dans DexMA, pas la totalité*», a-t-on déclaré.

Cette garantie prévoit que si les pertes éventuelles enregistrées sur la restructuration de quelque 10 milliards d'euros de prêts structurés considérés comme risqués excèdent 500 millions d'euros, l'excédent sera pris en charge à 70% par l'Etat français et à 30% par Dexia.

Le gouvernement français estime que le montant des pertes éventuelles n'excédera pas 500 millions d'euros.

«*Dexia conserve la responsabilité des renégociations et des risques contentieux*», a-t-on précisé. (20minutes.fr 12.10)

1.2- La nouvelle taxe sur les sodas a été doublée et élargie aux boissons contenant des édulcorants, ce mercredi en commission des Finances de l'Assemblée, pour rapporter au total 250 millions d'euros, a-t-on appris de source parlementaire.

Initialement, la taxe sur les sodas devait rapporter 120 millions d'euros et ne devait pas concerner les boissons avec des édulcorants. Mais «*ces boissons, qui ne sont pas des produits de première nécessité, bénéficient de la TVA à taux réduit. Elles doivent donc pouvoir supporter la charge supplémentaire générée par cette nouvelle contribution*», estime Michel Diefenbacher (UMP) dans un sous-amendement.

Pour moitié environ, la taxe revue et corrigée contribuera à réduire le coût du travail permanent dans le secteur agricole, qui souffre d'un manque de compétitivité face à nombre de ses concurrents comme l'Allemagne, l'Espagne ou encore l'Italie. Le reste ira notamment à l'assurance maladie.

Le coût d'un salarié devrait baisser d'un euro par heure, comme l'a promis à plusieurs reprises le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. (20minutes.fr 12.10)

Initialement cette nouvelle taxe avait été annoncée pour lutter contre l'obésité, en l'élargissant aux édulcorant on s'aperçoit que le législateur visait un autre objectif : réduire le coût du travail de la main d'oeuvre agricole.

C'est ce que confirme le député de l'UMP Michel Diefenbacher quand il affirme que ce "*ne sont pas des produits de première nécessité*", car cela signifie que le coût de la force de travail d'un ouvrier agricole ne devrait pas dépasser ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de sa force de travail. On peut y ajouter l'école par exemple qui n'est pas indispensable pour réaliser des tâches simples et répétitif, etc.

Zone euro

Les pays de la zone euro vont demander aux banques d'accepter de perdre jusqu'à 50% sur leurs avoirs en dette grecque, ont annoncé mercredi des responsables de la zone euro, dans le cadre d'un plan de grande envergure pour éviter un défaut dans le désordre et mettre fin à la crise qui menace la santé économique de la planète.

Avant un sommet européen de la dernière chance prévu le 23 octobre, lors duquel un nouveau plan de crise franco-allemand devrait être discuté, quatre responsables de la zone euro ont déclaré à Reuters qu'une décote comprise entre 30% et 50% pour les détenteurs privés d'obligations grecques était désormais envisagée, au lieu des 21% prévus.

Dans ce cadre, les créanciers privés - banques, caisses de retraites et autres institutions financières - devaient accepter une décote évaluée à 21% sur la valeur nette de leurs avoirs obligataires grecs, ce qui représente une contribution estimée à 50 milliards d'euros jusqu'à la mi-2014.

Depuis, la récession s'est aggravée en Grèce, alimentant les craintes d'un défaut en bonne et due forme et forçant les dirigeants de la zone euro à envisager une action beaucoup plus radicale pour endiguer la crise.

Pour restaurer la confiance dans le système bancaire, ils travaillent aussi sur la façon de renforcer les banques de la zone euro en les recapitalisant.

Le montant de la dette grecque devrait atteindre 357 milliards d'euros cette année, soit 162% de son produit intérieur brut (PIB). Pour l'instant, les gouvernement de la zone euro n'ont pas réussi à produire un plan convaincant pour la réduire.

"*Nous négocions chaque jour pour alléger cet endettement. C'est la grande négociation et c'est là où se situe le gros problème*", a déclaré le Premier ministre grec George Papandréou lors d'une réunion du conseil des ministres.

Un responsable de la zone euro a déclaré à Reuters que le niveau final de la participation du secteur privé n'avait pas été fixé et qu'on attendait de voir la réaction des banques à ces nouvelles demandes.

"*Cela reste très ouvert. Il faut voir quelle sera la réaction initiale des investisseurs privés. Une participation volontaire, c'est l'objectif, du moins pour l'instant, et beaucoup ont le sentiment que nous devons éviter tout risque de défaut total*", a déclaré l'un d'entre eux sous le sceau de l'anonymat.

"*La décote sera fixée à niveau compatible avec la nature volontaire de la participation du secteur privé*", a déclaré un deuxième responsable.

Un responsable de l'Institut de la finance internationale (IFI), l'association qui aide à mettre en place l'accord avec le secteur privé, a déclaré mercredi que la décote pour les investisseurs privés serait de 39% si l'on utilisait les prix actuels du marché. (Reuters 12.10)

Grèce

Le déficit budgétaire de la Grèce s'est encore creusé en septembre en raison d'une récession portée par les mesures d'austérité, et ce en dépit de nouvelles mesures fiscales qui étaient censées augmenter les recettes.

Le déficit budgétaire a augmenté de 15% annuellement, à 19,16 milliards d'euros sur la période janvier-septembre, montrent les statistiques du ministère des Finances publiées mercredi.(Reuters 12.10)

Etats-Unis

Le régulateur boursier américain, la SEC, a approuvé, mercredi 12 octobre, le projet de réglementation Volcker, disposition de la loi de réforme de Wall Street dont l'objectif est de limiter la spéculation par les banques.

Les membres de la Securities and Exchange Commission ont voté à l'unanimité (4 pour et 0 contre) en faveur de ces règles lors d'une réunion publique à Washington. Elles sont désormais soumises aux commentaires des parties concernées (notamment les banques) jusqu'au 13 janvier en vue d'une adoption définitive.

La réglementation Volcker tire son nom de son principal inspirateur : l'ancien président de la Banque centrale américaine (FED) Paul Volcker. C'est l'une des dispositions les plus controversées de la loi de réforme de Wall Street promulguée en juillet 2010. La réglementation Volcker est censée entrer en vigueur au plus tard le 21 juillet 2012. La Fed a indiqué par le passé que les banques disposeraient d'une période de transition de deux ans pour s'y conformer.

Les banques ont d'ores et déjà annoncé qu'elles seraient particulièrement attentives aux différentes exemptions proposées, qu'elles souhaitent aussi larges que possible. Mardi, le conseil d'administration de la Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires (FDIC) avait approuvé à l'unanimité le projet de directive.

Cette directive, détaillée mardi par la FED, vise à interdire deux pratiques, a expliqué la SEC. D'une part, il s'agit d'empêcher les banques de spéculer sur les marchés à leur propre compte, c'est-à-dire en utilisant l'argent placé sur un compte qui leur appartient (ou appartient à une filiale).

D'autre part, elle interdit aux banques de détenir ou d'entretenir "*certaines relations*" avec des fonds spéculatifs ou d'investissement. Parmi les dérogations prévues par les régulateurs figurent les transactions concernant les obligations du Trésor américain ou celles émises par les organismes publics américains ou parapublics comme les agences de refinancement hypothécaires Fannie Mae et Freddie Mac, ainsi que les titres de dette émis par les collectivités locales et les Etats fédérés américains.

Les autorités ont également exclu du champ de l'interdiction les activités de tenue de marché (intervention sur les marchés de capitaux afin de contribuer à la liquidité du marché), de souscription (acquisition d'actions ou obligations lors de leur émission afin d'assurer à l'émetteur une levée de fonds réussie) et de couverture contre le risque. (lemonde.fr 12.10)

Voilà qui devrait inquiéter les gangsters de la finance, j'ai noté parmi les restrictions apportées à ces mesures : "*exemptions proposées (...) aussi larges que possible*", "*dérogations prévues*", "*exclu du champ de l'interdiction*".

Haut de page

Le 14 octobre

Je n'y avais pas pensé avant et c'est dommage, dorénavant quand je me mettrai en scène ou que j'évoquerai ce qui me passe par la tête qui n'a aucun lien avec la politique, j'avertirai le lecteur par le titre *Journal d'exil*, ainsi ceux que cela n'intéresse pas -ce que je conçois très bien, pourront directement passer à la rubrique suivante. Cette page comportera donc trois rubriques (pas forcément) en plus des articles de presse : mon journal , la causerie du jour et les infos en bref.

JOURNAL (d'exil).

Hier après-midi je suis allé me réapprovisionner en légumes au marché central de Pondichéry. J'ai payé mes légumes 50 à 100% plus chers que la semaine dernière parce qu'on approche de Diwali, une fête nationale, la "fête" pour les affameurs, quoi ! Je pense toujours aux misérables ou aux familles qui se débattent quotidiennement pour trouver de quoi se nourrir, cela je l'ai à l'esprit en permanence et influe profondément sur mon mode de vie.

A ce propos, depuis trois jours j'ai cessé de boire de l'alcool, je buvais déjà très peu, trois doigts de vodka dans un cocktail le soir, de l'eau à tous les repas, c'était trop apparemment en plus d'un modeste stick qui me servait autant à supporter ma condition que de somnifère. Je me sens beaucoup mieux et dispos dès le lever du jour. J'ai l'impression que c'était là l'origine de la vieille fatigue que je trainais toute la journée et qui me pourrissait littéralement la vie, depuis de nombreuses années je ne me sentais réellement bien qu'en fin de journée, à croire que deux doigts le midi et trois doigts le soir de vodka c'était trop sans m'en apercevoir. L'alcool stimule l'activité cérébrale, le tabac également sans les inconvénients liés à l'alcool, Marx fumait comme un pompier, quant à l'herbe à petite dose, elle la favorise semble-t-il en faisant sauter des cloisons ou des obstacles de telle sorte qu'on dispose de davantage de moyens pour réfléchir... au risque aussi de s'égarer ou plus grave encore, je ne parlerai pas des autres substances à proscrire totalement.

Du coup, en faisant mes courses hier j'ai fait le plein de jus de fruits et de citrons verts, j'ai aussi décidé de supprimer l'eau gazeuse et la limonade que je mélangeais avec la vodka ou que je buvais mélangée avec du sirop dans la journée. Je vais réaliser des économies assurément, quoique les jus de fruits ne soient pas donnés, je les coupe toujours avec la moitié d'un verre d'eau pour que cela soit moins agressif pour l'estomac. Je réserverai le vin pour les jours de fête.

Comme j'étais reparti pour maigrir, j'ai réussi à descendre à 75 kilos après être monté à 83, en supprimant totalement l'alcool et la limonade et en réduisant la nourriture, je vais voir jusqu'où je vais descendre, je mesure 1,65m donc en principe il me reste une dizaine de kilos à perdre. Ce qui va m'aider, c'est que je marche beaucoup plus depuis que j'ai déménagé, tout d'abord dans cette grande maison pour se rendre d'une pièce à l'autre, ensuite tous les soirs je fais une balade de 45 minutes avec mon chien, je n'ai pas eu le temps de tester la piscine (gratuite) située à 50 mètres de chez moi, cela ne m'emballe pas vraiment, il va falloir que je me force à y aller.

En vieillissant, il arrive un moment où il faut modifier ses habitudes et faire davantage attention à son mode de vie si l'on ne veut pas s'attirer des ennuis qu'on aurait pu éviter, ce qui n'est pas permis à tout le monde hélas ! cela non plus je ne le perd jamais de vue, quelque part je suis un privilégié, même si je n'aurais pas eu cette vie-là si j'avais eu le choix, je ne culpabilise pas dans la mesure où j'ai toujours souhaité ou combattu pour que tous les ouvriers accèdent à une qualité de vie décente, ce qui n'est pas le cas pour des centaines de millions dans le monde ou plus encore.

C'est une obsession chez moi de toujours penser à ceux qui ont une condition plus modeste que la mienne ou misérable, je ne me le dis pas chaque matin en me réveillant, inutile, c'est ancré profondément en moi pour avoir connu cette condition semble-t-il. Même quand je ne militais plus et que je me satisfaisais de mon petit confort de petit-bourgeois, cela me hantait l'esprit, je ne supportais pas les conversations superficielles des gens mettant en scène la société de consommation ou consacrant leur temps libre à des activités plutôt ludiques qu'à s'instruire pour mieux comprendre le monde.

On ne peut pas se sentir bien dans sa peau, autant que cela est possible, quand nos actes ne correspondent pas aux idées, aux principes ou aux valeurs qu'on a adoptés ou qu'on défend, cette contradiction nous pourrit la vie quand on en a conscience ou doit nous la pourrir quand on n'en a pas conscience ou qu'on a tendance à l'oublier, il y a toujours un moment où la réalité nous rappelle à l'ordre, alors vaut mieux prendre les devants et agir en conformité avec ses idées, principes ou valeurs auxquels on tient. J'ai écrit "auxquels" au masculin, ces crétins de féministes devraient écrire auxquels (-elles), "principe" étant masculin et "valeur" féminin pour ne léser ou froisser personne, heureusement que le ridicule ne tue pas ! où va se nicher la bonne ou plutôt

la mauvaise conscience, car ce genre de comportement dénote un sérieux problème inconscient ou refoulé ou encore qu'on n'ose pas s'avouer.

CAUSERIE.

Je viens de terminer le boulot et je n'ai plus le temps de causer, juste un mot.

Hier j'ai imaginé une autre manière de présenter aux travailleurs la crise du capitalisme et la question de la dette qui sont liées, en faisant ressotir qu'il n'existe qu'une sorte de capitalisme dans le monde. On verra cela demain ou dimanche, si j'en trouve le temps et si j'en ai le courage aussi.

Ce matin, j'ai lu plusieurs articles de presse prétendant qu'Hollande serait le candidat désigné par les médias et l'Elysée. De son côté Aubry a affirmé qu'il serait le "*candidat du système*" et des sondages, et d'ajouter "*Peut-être parce qu'il est plus facile à battre pour Nicolas Sarkozy*". (lemonde.fr 14.10)

Pourquoi ? Parce qu'il aurait la fâcheuse tendance à s'embrouiller dès qu'on le contredit ou lorsqu'on lui pose une question qui sort de son registre habituel, bref, que malgré les apparences il aurait toutes les peines du monde à se contrôler, et ce serait une aubaine pour le provocateur Sarkozy, au cas où ils se retrouveraient face à face au second tour en 2012.

Vous me direz qu'on s'en fout et je suis bien d'accord avec vous, je ne tiendrais pas le même discours s'il existait véritablement l'embryon d'un parti communiste en France, ce qui n'est pas le cas hélas !

On se souvient qu'en 2006 les médias avaient propulsé la gourde de Royal sur le devant de la scène politique avant qu'elle ne perde ses moyens dans un face à face télévisé avec Sarkozy avec le résultat que l'on sait.

Que La Talonnette compte récidiver n'aurait rien d'étonnant, surtout qu'au regard de leur expérience politique respective, Hollande fait pâle figure à côté d'Aubry, et c'est d'autant plus marquant que j'ai cru remarquer qu'Hollande avait aussi tendance à rougir facilement, ce qui se voit à l'écran, donc n'échappe pas à son contradicteur qui n'a plus qu'à enfoncer le clou pour le terrasser.

J'ai lu également dans l'interview qu'Aubry a donné hier à 20minutes.fr qu'elle avait souligné les contradictions frappantes d'Hollande , qui " *a d'abord expliqué qu'il n'augmenterait pas les moyens de l'Education, puis qu'il le ferait, puis finalement non*", puis elle signalait qu'il n'avait pas répondu à certaines questions qui visiblement l'embarrassaient... On imagine qu'à l'UMP ils ont dû lister soigneusement ces questions et que leur candidat se fera un malin plaisir de lui poser le moment opportun, et là Hollande se mettra à bredouiller quelque chose d'incompréhensible ou s'effondrera comme une carpette... à moins qu'il demeur muet !

Rien de passionnant dans tout cela vous me direz, d'accord, mais on a le droit de se détendre ou de se marrer un peu quand ils sont en difficulté, quand leur médiocrité saute aux yeux, que leur modestie légendaire en prend un coup ou que la réalité les rattrappe, cela vaut également pour le petit monarque du Palais qui aura toutes les peines du monde à défendre son bilan catastrophique, de notre point de vu bien sûr, car du sien, Guaino lui concotera un argumentaire sur mesure pour le revendiquer et fera en sorte qu'il apparaisse comme moins pire que pire ou pire encore, l'imagination est sans limite dans ce domaine.

Un dernier après lecture d'un article paru ce matin suite au meeting d'Hollande à Paris hier soir.

Le journaliste du *Monde* présent à ce meeting a interviewé au hasard quelques participants.

Informations ouvrières (n°170 page 3) avait cité à la sortie de la "primaire" du PS dimanche dernier, une "*cantinière d'une école parisienne*", "*une autre jeune femme*" et "*une enseignante, dans une classe ZEP*", ce qui pouvait laisser penser que c'était des ouvriers qui avaient participé à cette "primaire".

Le *Monde* cite une "*directrice de production*", "*une étudiante de Sciences Po*", "*un juriste de 28 ans*", un "*contrôleur de gestion de 31 ans*", "*un consultant de 28 ans*", "*une mathématicienne de 38 ans*", quelle coïncidence, tous appartiennent aux couches moyennes ou bénéficient de conditions de vie confortables, un pur hasard sans doute !

LES INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Barack Obama a déclaré jeudi que les Etats-Unis n'écarteraient aucune option à propos de l'Iran, une expression utilisée régulièrement par la diplomatie américaine pour désigner une éventuelle action militaire.

Lors d'une conférence de presse, le président américain a dit que le complot présumé iranien visant à assassiner à Washington l'ambassadeur de l'Arabie saoudite amènerait les Etats-Unis à prendre de dures sanctions économiques afin d'accentuer l'isolement du régime de Téhéran.

Mardi, les Américains ont affirmé avoir déjoué une tentative de complot visant à assassiner l'ambassadeur saoudien dans un restaurant de Washington ourdie par deux hommes liés aux service secrets iraniens.

L'Iran a vivement démenti ces allégations. (Reuters 13.10)

Social

1- France

Après Le Monde et France Soir, c'est au tour du Parisien d'entrer dans la tempête sociale de la presse écrite. Le projet de réorganisation du quotidien, qui comprend un plan de relance de 30 millions d'euros et la suppression d'une cinquantaine de postes (27 journalistes et 21 administratifs, sur un total de 537 salariés), a provoqué une première journée de non-parution. Philippe Carli, le big boss du groupe Amaury, promet que les départs se feront sur la base du volontariat. (lepoint.fr 13.10)

1.2- Rougeole, tuberculose, coqueluche, gale... On croyait ces maladies disparues, elles persistent. Pour la rougeole, on parle même d'un grand retour, avec 22 000 cas recensés depuis trois ans. Depuis janvier, près de 14 500 personnes ont été touchées. Les autorités s'activent.

La rougeole, qui se caractérise notamment par une forte fièvre et une toux, est une maladie très contagieuse.

Les effets sont plus graves pour les bébés, les jeunes adultes et les femmes enceintes. La maladie peut entraîner de sévères complications. Dix personnes en sont mortes depuis 2008 et il y a eu de nombreuses hospitalisations.

Les personnes nées après 1980 sont moins bien couvertes. Ayant été vaccinées, elles n'ont pas eu la rougeole quand elles étaient enfant, contrairement aux plus âgés. Mais n'ont reçu qu'une seule dose de vaccin - la double injection n'est la règle que depuis la fin des années 1990. La rougeole réapparaît donc dans cette population. "*Si vous êtes nés depuis 1980 et que vous n'avez plus de carnet de santé, vous n'êtes plus protégés*", alertent les autorités sanitaires. La vaccination à deux doses est la seule protection efficace, insistent-elles.

Le feront-ils ? La question se pose. A l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, on aurait aimé qu'il soit décidé de rendre le vaccin gratuit - il n'est remboursé à 100 % que jusqu'à 18 ans -, pour éviter que de jeunes adultes sans mutuelle n'y renoncent.

Fin 2008, seuls 40 % des enfants de 2 ans avaient reçu les deux doses de vaccins nécessaires contre la rougeole, les oreillons et la rubéole (ROR).

Autre obstacle, si les enfants ont un carnet de santé à jour et à disposition, c'est loin d'être le cas des adultes. Et depuis que la France promet un dossier médical personnel (DMP) informatisé à tous, une affaire qui traîne depuis des années, il n'y a plus de réflexion sur le carnet de vaccination.

La rougeole n'est pas la seule maladie qui inquiète les experts. La gale, une affection contagieuse de la peau, est en augmentation. La coqueluche, après un pic en 2009, est dans une phase descendante mais sévit encore. "*Le vaccin contre la coqueluche ne protège pas à vie, précise Emmanuel Belchior de l'InVS. Il est recommandé chez les parents ayant un projet d'enfants, les jeunes adultes, et les personnels soignants, dont le taux de vaccination n'est que de 20 %...*"

La tuberculose aussi reste préoccupante. "*On pensait qu'elle était éradiquée, que c'était une maladie du passé, et c'est vrai qu'elle a considérablement diminué au fil du temps*", explique Delphine Antoine de l'InVS. Mais 5 276 cas ont encore été recensés en France en 2009. "*Ce chiffre est un peu sous-estimé. Il y aurait environ 7 000 cas en France*", souligne-t-elle.

Dans certaines parties du territoire, la tuberculose n'est qu'à peine stabilisée grâce aux campagnes de dépistage. La Seine-Saint-Denis est ainsi le département le plus touché, du fait de la présence de migrants venant d'Asie, d'Afrique subsaharienne ou d'Europe de l'Est, où l'incidence est plus forte qu'en France.

D'une façon générale, les populations précaires paient un plus lourd tribut face aux maladies contagieuses. Le moindre accès aux soins, la malnutrition, les logements suroccupés facilitent la propagation. "*La couverture vaccinale est plus faible dans les populations en grande précarité, rappelle le docteur Laurent Chambaud, directeur de la santé publique de l'ARS d'Ile-de-France, qui sont en outre moins touchées par les messages de prévention.*" Tout l'enjeu est d'atteindre ces personnes non

protégées. (lemonde.fr 13.10)

2- Grèce

A six jours du coup d'envoi d'une nouvelle grève générale, des salariés ont bloqué jeudi l'entrée de l'Acropole et d'autres monuments, provoqué l'arrêt des transports publics et occupé des bâtiments à Athènes pour dire "non" aux douloureuses mesures d'austérité imposées par les autorités pour faire face à la crise de la dette.

Dans le cadre des débrayages témoignant d'une montée de l'exaspération, des employés ont tenté d'empêcher la collecte d'une nouvel impôt foncier en occupant des bureaux administratifs de l'entreprise publique d'électricité. Nombre de Grecs affirment ne pouvoir s'acquitter de cette nouvelle taxe, qui a été incluse dans les factures d'électricité pour en faciliter la collecte. Ceux qui ne paient pas risquent de se voir priver de courant, mais les syndicats de la compagnie d'électricité estiment qu'elle ne devrait pas être impliquée dans la collecte de taxes, et ont fait savoir qu'ils refuseraient de couper le courant aux consommateurs qui ne régleraient pas.

"*L'électricité (...) ne peut pas être utilisée comme moyen de chantage contre les chômeurs, les pauvres, les salariés*", a prévenu le syndicat GENOP-DEH. "*(Nous) ne laisserons pas nos concitoyens pauvres sans électricité*".

Jeudi, journalistes de la radio et de la télévision publiques, avocats, enseignants, employés municipaux, agents des douanes et des impôts ont également cessé le travail ou se préparaient à le faire dans les prochains jours.

Devant le Parlement, des manifestations ont été organisées dans le calme par des centaines d'employés des transports publics -en grève pour 48 heures- et des hôpitaux. Ailleurs, des employés du ministère de la Culture ont bloqué les entrées de l'Acropole, d'autres monuments et de musées. Les chauffeurs de taxi ont eux annoncé une action pour vendredi, au deuxième jour de grève dans les transports.

Dénonçant la "*politique inefficace et catastrophique*" du gouvernement socialiste, le principal syndicat grec (GSEE) a lancé un appel à la grève générale les 19 et 20 octobre. Des magasins et des marchés à Athènes devraient fermer au premier jour de débrayage.

La Grèce est dans un cercle vicieux. D'un côté, le gouvernement assure n'avoir pas d'autre choix que d'imposer l'austérité pour obtenir des lignes de crédit quand, de l'autre, le ministre des Finances Evangelos Venizelos affirme que les grèves répétées amènent les bailleurs de fonds internationaux à douter de la capacité d'Athènes à atteindre ses objectifs, soulevant ainsi -par un effet domino- la question d'un nécessaire tour de vis supplémentaire. (AP 13.10)

La lutte des classes en action passe à la vitesse supérieure. La classe ouvrière va-t-elle réussir ou non à se doter d'organismes politiques indépendant de l'Etat intégrant ses organisations et partis et regroupement toutes les couches d'exploitées, à construire un nouveau parti communiste dans cette bataille se donnant pour objectif d'abattre les institutions politiques en place et l'expropriation des banquiers et des actionnaires des grandes entreprises, son avenir en dépend.

3- Etats-Unis

Plusieurs centaines d'agents de service et de gardiens ont manifesté mercredi près de Wall Street, au coeur de New York, en réclamant de meilleurs emplois et en protestant contre les inégalités économiques.

Un plus petit groupe de manifestants s'est rassemblé devant le gratte-ciel de JPMorgan Chase.

Ces manifestations participent du mouvement "Occuper Wall Street", constitué d'"indignés" dont la démarche a fait tache d'huile à travers les Etats-Unis.

Des rassemblements sont prévus ce jeudi sur 90 campus universitaires du pays. Plus largement, des manifestations d'"indignés" ont eu lieu dans plus de 1.400 villes du monde entier jusqu'à présent.

Plus de 750 agents de service et gardiens se sont rassemblés près de Wall Street pour manifester en faveur d'une revalorisation de leurs emplois, pendant que non loin de là, selon la police, une centaine de personnes manifestaient devant le gratte-ciel de JP Morgan Chase.

Selon un sondage Reuters/Ipsos publié mercredi, 82% des Américains interrogés ont dit avoir entendu parler du mouvement "Occuper Wall Street" et 38% s'y déclarent favorables. (Reuters 13.10)

Economie

1- Zone euro

Le Parlement slovaque a finalement approuvé jeudi le renforcement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), après un rejet du texte deux jours plus tôt. Cette décision lève le dernier obstacle à l'utilisation de ce fonds destiné à enrayer la crise de la dette dans la zone euro.

Le Parlement avait rejeté mardi le renforcement du FESF parce qu'un partenaire minoritaire de la coalition, le parti Liberté et Solidarité, était contre. Le rejet du texte a provoqué une crise gouvernementale.

Le parti social-démocrate Smer-SD (opposition) a ensuite accepté d'apporter son aide à la coalition au pouvoir pour voter le texte en échange de l'organisation prochaines d'élections anticipées.

Jean Leonetti, ministre français chargé des Affaires européennes a déclaré dans un communiqué : "*En dotant le FESF de pouvoirs élargis lui permettant d'agir de manière préventive, d'intervenir sur les marchés secondaires ou encore de contribuer à la recapitalisation des établissements bancaires, les pays de la zone euro se donnent pleinement, conformément à leur engagement, les moyens de continuer à profiter de l'atout que représente l'euro pour la puissance et la compétitivité de l'économie européenne*" (AP 13.10)

Autrement dit, c'est la totalité des travailleurs de l'UE qui vont devoir casquer pour les banquiers !

2- France

La croissance de l'économie française devrait tomber à 1,0% en 2012 après 1,6% cette année, montre jeudi une enquête de Reuters, un ralentissement qui risque de compliquer le redressement des finances publiques et la préservation de la note souveraine "triple A".

L'enquête réalisée auprès d'une vingtaine d'économistes confirme ainsi la dégradation rapide des anticipations: en juillet, la médiane des prévisions donnait encore une croissance de 2,0% pour 2011 et de 1,7% pour 2012.

Le gouvernement a basé son projet de budget 2012 sur une hypothèse de croissance de 1,75% l'an prochain. Un chiffre de 1,0% seulement pourrait donc contraindre le gouvernement issu de la prochaine présidentielle à de nouvelles mesures de rigueur pour respecter les engagements français en matière de réduction des déficits.

"*L'environnement économique mondial s'est fortement détérioré et le seul élément positif qui tire la croissance en ce moment, l'investissement des entreprises, va souffrir du resserrement des conditions de financement*", explique Jean-Christophe Caffet, économiste de Natixis.

Cinq des 16 experts interrogés sur ce point prévoient une contraction du produit intérieur brut (PIB) français au cours de l'un des prochains trimestres, une hypothèse qu'aucun d'eux n'envisageait il y a trois mois.

Pour Paris, le plus difficile pourrait être de parvenir à un niveau de rigueur suffisant pour assurer la maîtrise du déficit sans compromettre ce qui restera de perspective de croissance.

D'autant que la consommation, principal moteur de l'économie française, semble aujourd'hui fragile. Le moral des ménages s'est détérioré ces derniers mois et les économistes interrogés par Reuters n'anticipent plus qu'une hausse de 0,8% des dépenses de consommation l'an prochain, alors qu'ils espéraient +1,5% en juillet.

L'équation budgétaire s'annonce elle aussi compliquée.

"*Il sera très difficile de réduire les dépenses avant les élections. Ce sera davantage possible après les élections mais on peut se demander si les marchés financiers donneront autant de temps à la France*", souligne Marie Diron, économiste d'Oxford Economics. (Reuters 13.10)

3- Portugal

C'est un budget extrêmement austère pour 2012 qu'a présenté le gouvernement portugais, jeudi 13 octobre, au moment où le pays, sous assistance financière, peine à réaliser ses objectifs de réduction des déficits.

Parmi les mesures annoncées par le premier ministre, Pedro Passos Coelho, la suppression temporaire des 13e et 14e mois pour les fonctionnaires et les retraités dont les revenus sont supérieurs à 1 000 euros. Dans le secteur privé, il a annoncé une augmentation de l'horaire de travail d'une demi-heure par jour.

M. Passos Coelho a également annoncé la hausse des taux intermédiaires de TVA et des '*réductions substantielles des budgets de la santé et de l'éducation*'. Le gouvernement de droite, issu des élections de juin dernier, a déjà mis en oeuvre une série de mesures drastiques : une taxe extraordinaire sur les revenus, diverses hausses d'impôt, une baisse des prestations sociales ou encore le maintien du gel des salaires et des embauches des fonctionnaires.

'*Nous devons faire plus, beaucoup plus que ce qui était initialement prévu*', a reconnu le premier ministre, estimant que le Portugal vit actuellement 'un moment d'urgence nationale'. L'année prochaine '*le processus d'ajustement devra être plus profond et comprendre des mesures plus exigeantes*', a-t-il encore prévenu. (lemonde.fr 13.10)

J'ai de la famille au Portugal par ma seconde cadette.

4- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé jeudi le report de la privatisation des deux principaux aéroports du pays, les candidats au rachat se heurtant à des difficultés de financement, une décision qui prive l'Etat de plusieurs milliards d'euros de recettes en pleine crise de la dette.

Le mois dernier, le gouvernement avait déjà mis un coup d'arrêt au projet d'introduction en Bourse de la loterie nationale en arguant des conditions de marché.

Des sources bancaires ont expliqué que les investisseurs privés étaient réticents à s'engager dans ces privatisations à quelques semaines des élections. (Reuters 13.10)

5- Grande-Bretagne

Fitch a abaissé jeudi la note d'émetteur long terme de Lloyds et de Royal Bank of Scotland à A, contre AA- précédemment, estimant que la probabilité de voir le gouvernement britannique venir à leur secours avait baissé.

Lloyds et RBS sont détenues respectivement à 41% et 83% par l'Etat britannique. (Reuters 13.10)

6- Etats-Unis

6.1- Un vent de protectionnisme souffle au pays du libre échange. Le Sénat américain a en effet voté cette nuit en faveur d'un texte de loi visant à mettre en place des droits de douanes supplémentaires sur les produits importés des pays qui pratiquent le dumping monétaire. La Chine est clairement dans le viseur des parlementaires. Les responsables politiques américains estiment en effet que le yuan est maintenu faible par Pékin, pour gonfler ses exportations. Selon eux, cette politique permettrait aux marchandises chinoises d'afficher un avantage compétitif de l'ordre de 30% par rapport aux produits américains.

Barack Obama a récemment accusé la Chine de «f*ausser le système des échanges commerciaux à son avantage et aux dépens d'autres pays, en particulier les Etats-Unis*» en intervenant pour faire baisser la valeur du yuan.

De son côté, Pékin fulmine. L'adoption du projet de loi est une «*entorse grave*» aux règles de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) susceptible de provoquer une «*guerre commerciale*», a réagi mercredi le ministère chinois des Affaires étrangères.

Le débat devrait se poursuivre à la Chambre des représentants, qui doit encore donner son feu vert pour que le texte de loi soit définitivement adopté.

En attendant,la monnaie chinoise a fortement baissé contre le dollar mercredi en début de journée, en réaction au vote des sénateurs américains. La Banque populaire de Chine a par le passé laissé filer le yuan lorsque les Etats-Unis augmentaient la pression pour qu'elle réévalue sa devise. (lefigaro.fr 12.10)

6.2- Warren Buffett, le troisième homme le plus riche du monde a dévoilé les détails précis sur ses revenus et l'impôt dont il s'acquitte, un revenu annuel de 62,8 millions de dollars en 2010. Mais grâce aux déductions diverses dont il bénéficie, son revenu imposable ne dépasse pas 39,8 millions de dollars, avait-il déjà précisé cet été, si bien qu'il a versé 6,9 millions de dollars au Trésor américain en 2011au titre de l'impôt. Soit un taux d'imposition de 17,3%, moindre que celui dont s'acquittent nombre d'Américains issus de la classe moyenne, y compris sa secrétaire, estime, selon l'AFP, le milliardaire dans une lettre datée de mardi.

Warren Buffett, qui soutient l'administration Obama dans sa volonté d'imposer davantage les plus riches pour réduire le déficit américain, a par ailleurs incité ses compatriotes très aisés à publier à leur tour leur feuille d'impôt. «*Il est clair que de*

nombreux ultra riches paient des pourcentages encore plus faibles que moi au gouvernement fédéral, et obtenir le montant de leurs impôts pourrait être utile aux législateurs pour établir un code fiscal équitable», écrit-il à Tim Huelskamp.

Un rapport publié le 7 octobre dernier par les services du Congrès américain vient à l'appui du discours de Warren Buffett. Selon ce rapport, 25% des millionnaires américains, soit 94.500 personnes, paient effectivement moins d'impôts que les 10,4 millions de ménages gagnant moins de 100.000 dollars par an. En moyenne toutefois, les millionnaires s'acquittent selon ce rapport d'un taux d'imposition de 30%, quand ces ménages de la classe moyenne ne sont imposés qu'à hauteur de 19%.(lefigaro.fr 13.10)

Haut de page

Le 15 octobre

JOURNAL

Petit tracas ce matin, le port USB du clavier est en panne, j'ai essayé de réparer, en vain, je l'ai donc connecté sur un autre port. Au fait, tous les jours je fais une sauvegarde complète deu site sur une clé USB.

Je ne commente pas toutes les infos en bref. La plupart du temps le contenu des extraits d'articles que je mets en ligne se suffit à lui-même.

Je n'ai pas eu le temps d'avancer sur certaines questions que je voulais aborder dans le site parce qu'ici c'est la mousson, il pleut presque tous les jours, c'est le début seulement, et ils coupent sans cesse le courant.

CAUSERIE

Avant-hier, aux infos du soir de TV5Monde Asie, j'ai appris que Mittal fermait les deux derniers hauts fourneaux de Liège en Belgique, laissant sur le carreau 2 000 ouvriers et employés. Cette info n'a pas été reléguée par les agences de presse, pas plus que la grève des mineurs en Indonésie et sa répression par les autorités.

Condoléances. Leur démocratie est en réalité une dictature déguisée.

L'enseignante, Lise, qui a attenté à ses jours par le feu, jeudi 13 octobre au matin, dans la cour du lycée Jean-Moulin de Béziers (Hérault) (3 000 élèves), est morte vendredi 14 octobre des suites de ses brûlures. L'enseignante de mathématiques, 44 ans, s'était aspergée d'essence puis y avait mis le feu à l'heure de la récréation. Elle avait été brûlée au troisième degré et transportée au CHU à Montpellier.

Selon *Le Midi Libre*, l'enseignante était en conflit avec des élèves. Elle aurait mal vécu une réunion houleuse qui avait eu lieu la ville avec les lycéens. Suivie pour dépression, la professeure de mathématiques avait obtenu un horaire allégé au début de l'année. Au moment de craquer l'allumette pour s'immoler, elle a dit aux élèves présents dans la cour : « *C'est pour vous que je le fais* ».

« *Cet acte symbolique nous interroge tous* », ont déclaré les 280 professeurs de l'établissement dans un communiqué. « *Son geste appelle à la solidarité de l'ensemble des personnels et témoigne de notre difficulté à accomplir notre mission. Nous attendons donc l'engagement responsable de nos autorités. Nous pensons très fort à Lise* », ont-ils souligné.

Ses collègues, qui se sont rassemblés vendredi midi, vont organiser une marche blanche devant les portes de l'établissement, lundi à 14 heures. Selon l'un d'entre eux, les cours ne reprendront pas lundi matin, en vertu d'un droit de retrait éventuellement reconductible. (lemonde.fr et elle.fr 14.10)

Depuis le milieu des années 60, au nom de l'égalité entre les hommes et les femmes la plupart des femmes travaillent, et le trajet entre leur domicile et leur lieu de travail n'a fait que s'accroître au fil du temps, car avec le développement du chômage elles prennent le premier emploi qu'elles trouvent, n'importe où, annulant ainsi les effets de la baisse du temps de travail, donc elle n'ont plus le temps se s'occuper ou d'élever leurs enfants qui sont par conséquent livrés à eux-mêmes.

Cyniquement, ils ont fait croire aux femmes qu'elles pourraient s'épanouir par le travail, qu'elles seraient plus libres... dans une société en pleine décomposition et de plus en plus liberticide. La plupart du temps, si elles ont pris un travail c'était pour subvenir aux besoins de leur famille parce que le salaire de leur conjoint en leur permettait pas de vivre à peu près normalement ou pour améliorer le quotidien, aspiration qui était parfaitement légitime.

Ni les parents, ni les enfants, ni les enseignants ne sont à blâmer dans cette histoire, seuls tous les gouvernements qui se

sont succédés depuis 30 ans portent la responsabilité de la terrible souffrance qu'a dû endurer Lise et finalement sa mort dans des conditions atroces.

Depuis 30 ans, les différents gouvernements qui se sont succédés n'ont eu de cesse de saccager l'Education nationale, de rendre les conditions de travail de plus en plus insupportables à des millions et millions de travailleurs, ouvriers, employés ou cadres confondus dans tous les secteurs d'activité, au point qu'une nouvelle épidémie se répande dans leur société : le suicide au travail ou en relation avec son travail (France Telecom, Renault, etc.)

Depuis 30 ans également, les différents gouvernements n'ont rien fait pour combattre le chômage, au contraire, il n'a cessé de se développer, fragilisant la situation des parents aux yeux de leurs enfants, les rabaissant au point de saper leur autorité, entamant gravement leurs rapports jusqu'à la rupture.

Récemment, le pyromane Sarkozy a sorti que les fonctionnaires n'avaient pas à se plaindre de leur sort par rapport aux travailleurs du secteur privé parce qu'ils étaient "*protégés*", apparemment ils ne sont pas immunisés contre les méfaits de sa politique réactionnaire, qui consiste notamment à supprimer des dizaines de milliers de postes d'enseignants, à bourrer les classes, etc. au risque de pousser certains enseignants à la dépression, au désespoir.

Non camarades travailleurs de Tunisie, d'Egypte, de Libye ou d'ailleurs, le régime en place en France n'est pas un modèle de démocratie qu'il faudrait immiter, car dans une réelle démocratie un tel drame n'aurait jamais eu lieu, réfléchissez-y.

Demain, ce sont des dizaines de millions de travailleurs unis dans un même combat qui vont se soulever dans toute l'Europe contre ces soit-disant démocraties, et en observant le sort que leur réserveront ces régimes à la façade démocratique, une répression féroce et sanglante, vous comprendrez qu'on vous a trompés sur la nature de ces régimes, qui à l'instar de ceux que vous combattez dans votre pays respectif n'ont jamais eu pour objectif de satisfaire les besoins des travailleurs.

Leurs discours sur l'intérêt général ne servent qu'à camoufler la dictature qu'impose à tous les peuples une poignée de capitalistes avec son lot de souffrances quotidiennes, qui, devenues tellement insupportables conduisent certains d'entre nous à préférer encore mourir que continuer à survivre dans de telles conditions. Sidi Bouzid, Béziers, Le Caire, Athènes, New York, Madrid, etc. même combat !

Les travailleurs n'ont pas d'autre alternative que s'organiser, se syndiquer, rejoindre le parti ouvrier qui leur semble combattre pour leurs intérêts, rejoindre les comités constitués à l'initiative des partis ouvriers, prendre leur sort en mains pour décider de leur destin.

Non, il n'y a pas de fatalité face à la barbarie à laquelle ils conduisent l'humanité. Notre impuissance face à l'Etat des exploiteurs et des oppresseurs provient uniquement du fait que nous sommes atomisés, isolés, donc faibles, divisés, manipulables, alors que nous composons l'immense majorité de la société, qu'ensemble nous constituons une force extraordinaire, invincible !

Face à notre ennemi de classe conscient de ses intérêts et organisé en partis et syndicats, il ne suffit pas de chasser le tyran au pouvoir ou de changer de gouvernement, il faut mener notre révolution jusqu'au bout, faire table rase du passé, il nous faut renverser ses institutions politiques antidémocratiques et changer les bases économiques et sociales de la société, construisons ensemble un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui guidera les masses exploitées sur la voie de leur émancipation du capitalisme, sur la voie du socialisme.

Adieu Lise, nous te vengerons !

Epilogue.

Ma fille de 30 ans, institutrice, a été affectée la première années dans une école située dans une zone qualifiée de sensible ou difficile, à risque quoi. Au bout d'un an, elle en avait tellement marre qu'elle a failli démissionner de l'Education nationale, et pourtant elle est de constitution robuste et prend la vie plutôt du bon côté. Elle a pris un an de congé sabbatique pour s'occuper de sa fille après sa naissance en espérant tenir le coup par la suite.

Quand on en arrive à une situation où des gosses de CE ou CM nous pourrissent la vie à ce point-là, c'est qu'il y a vraiment quelque chose de pourri dans leur société et qu'il est urgent d'en changer.

Une idée qui chemine lentement mais sûrement, souterrainement pour le moment, mais qui, lorsqu'elle jaillira et finira par ne plus quitter les esprits jusqu'à les enflammer, elle deviendra incontrôlable, explosive, l'heure de régler son compte à notre ennemi aura sonné et le châtiment que lui infligeront sera à la hauteur des souffrances et des sacrifices qu'il nous aura obligés à subir.

Un conseil. Encore un peu de patience camarades. Surtout ne sombrons pas dans le gauchisme, maîtrisons-nous, évitons de nous disperser, fuyons l'ultra gauche comme la peste et le terrorisme individuel, même s'il nous est impossible de le

condamner lorsqu'il n'est pas manipulé uniquement.

Les jeunes sont impatients par nature, révolutionnaires, souvenons-nous que nous avons été jeunes un jour nous aussi, aidons-les à s'organiser, à trouver la voie du socialisme, à comprendre que leur épanouissement personnel sera toujours impossible ou qu'une illusion de courte durée s'il n'est pas le produit du bien-être collectif qui passe par le renversement du régime en place.

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

Depuis plusieurs années, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) édicte un "*Mémento à l'usage du candidat et de son mandataire*" fixant leurs obligations. Celui pour 2012 a été publié récemment.

Les campagnes ne connaissent pas la crise. En 2007, les douze postulants avaient déboursé, au total, plus de 76 millions d'euros. Pour 2012, les plafonds des dépenses autorisées ont légèrement augmenté : 16,851 millions d'euros par candidat pour le premier tour ; 22,509 millions pour le second. Ces sommes sont remboursées par l'Etat dans la limite de 50 % du plafond pour les candidats ayant obtenu plus de 5 % des voix. Ceux qui n'ont pas franchi ce seuil ont droit, toutefois, à une enveloppe de 842 550 euros. A la différence des autres élections, les personnes physiques ne peuvent accorder des prêts aux candidats à l'Elysée. Les dons, eux, sont limités à 4 600 euros par tête, et sont interdits de la part de personnes morales (société, association). (lexpress. fr 14.10)

Donc si on comprend bien, tout d'abord c'est l'argent des impôts et des taxes que nous versons à l'Etat qui financent les partis politiques qui participent à l'élection présidentielle. Ensuite, cela ne coûte rien aux candidats (et leurs partis) qui n'atteigne pas la barre des 5% des voix, on comprend mieux l'empressement de certains à se présenter, et au diable les principes !

Puisque j'ai vérifié l'info donnée par l'Express en téléchargeant le *Mémento à l'usage du candidat et de son mandataire* publié par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), je reproduis ici le passage qui nous intéresse, chapitre C. La fixation du montant du remboursement alinéa 2

"Le montant du remboursement forfaitaire versé par l'État ne peut excéder l'un des trois montants suivants :

- le montant des dépenses électorales arrêté par la commission, après réformations éventuelles ;

- le montant de l'apport personnel du candidat, ajusté au regard des réformations éventuellement opérées en dépenses ;

- le montant maximal prévu par la loi, qui est égal selon le cas :

au vingtième du plafond des dépenses électorales applicable aux candidats présents au premier tour, pour ceux qui ont recueilli moins de 5 % des suffrages exprimés"

Le vingtième de 16,851 millions d'euros égale bien 842 550 euros. A notez également dans l'alinéa précédent que "l'État (...) avance (...) un montant de 153 000 €" à chaque candidat.

Etats-Unis

Hillary Clinton, a publié un article de huit pages dans la dernière livraison de la revue Foreign Policy . La secrétaire d'État US y explique que Washington va réorienter ses engagements pour les concentrer sur la zone Asie-Pacifique destinée à devenir la première région économique du monde.

L'article a été relu et corrigé par ses collaborateurs ainsi que par la rédaction de la revue. Le titre compose un jeu de mot : « *Le Siècle pacifique américain* » (ici "pacifique" désigne la région de l'Océan pacifique, mais aussi le pacifisme opposé au « Projet pour un nouveau siècle américain » des néo-conservateurs).

On peut lire comme sous-titre : « *Le Futur de la géopolitique se décidera en Asie, pas en Afghanistan, ni en Irak, et les États-Unis devront être au coeur de l'action* » (sic).

Question à Mme Clinton : mais où se trouvent donc l'Afghanistan et l'Irak, sinon en Asie ? (Réseau Voltaire 14.10)

Social

1- France

1.1- L'alourdissement de la taxation par le gouvernement des contrats de santé des mutuelles va pousser ces dernières à augmenter en moyenne leurs tarifs de 4,7 % en 2012, indique jeudi la Mutualité française. "*L'augmentation aujourd'hui prévisible — évidemment c'est une augmentation moyenne, est de 4,7 % dont 3,2 % de répercussion de la taxe et 1,5 % résultant de l'augmentation des dépenses de santé*", a déclaré à la presse le président de la Mutualité française, Etienne Caniard.

Le gouvernement a décidé dans le cadre de son plan de rigueur de doubler de 3,5 % à 7 % la taxe sur les contrats de santé "*solidaires et responsables*" des complémentaires santé (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance). Cette recette nouvelle va rapporter 1,1 milliard en 2012 à la Sécurité sociale. Selon les explications données par M. Caniard la taxe sera répercutée sur les cotisations des mutualistes à hauteur de 3,2 % calculés sur le chiffre d'affaires hors taxes des mutuelles, auxquels il faudra ajouter 1,5 % correspondant à "*l'évolution tendancielle des dépenses de santé*" et à une "*extrapolation des économies*" décidées dans le cadre du budget de la Sécu, notamment des déremboursements de certains médicaments.

La Mutualité a entrepris une intense campagne pour combattre cette taxe qu'elle qualifie d'"*impôt sur la santé*". Mais pour le gouvernement les mutuelles ne sont pas obligées de la répercuter sur les cotisations. "*Les mutuelles, les compagnies d'assurances ne sont pas obligées de répercuter totalement cette augmentation*", avait assuré en septembre le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, assurant que ni les mutuelles ni les compagnies n'étaient en "*situation financière difficile*". Des députés UMP considèrent que compte tenu de leurs importantes réserves, les mutuelles peuvent faire un effort financier dans le cadre du plan de rigueur. Un amendement parlementaire a même été préparé pour éventuellement taxer les "*réserves excessives*" des mutuelles.

Selon un sondage commandé par la Mutualité et publié jeudi, 76 % des Français y sont opposés. (lemonde.fr 14.10)

1.2- Trop payés... comme en Grèce !

Un rapport de la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France juge insuffisant le travail des agents de surveillance de Paris. Les «pervenches» ne dresseraient pas suffisamment de contraventions et ne travailleraient pas assez.

Alors que le ministère de l'Intérieur annonce vendredi que l'année 2010 a été la plus riche en distribution de procès-verbaux (7,5 millions), la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France a produit un rapport sur la préfecture de police de Paris dans lequel est pointé le manque de travail et de résultats des agents de surveillance de Paris (ASP). Révélé dans les colonnes du Monde mercredi alors qu'il ne devrait être publié que début 2012, le rapport met en évidence une baisse moyenne de 4% des contraventions pour le stationnement et de 12% des demandes d'enlèvement de voitures par la fourrière entre 2007 et 2009. Des chiffres faibles dans une ville qui aurait «*le taux de respect du stationnement payant le plus faible de France*», selon sa mairie. En réponse à ces chiffres, la préfecture annonce une hausse de 25,7% des verbalisations sur l'année 2010 et des résultats historiquement élevés pour 2011, deux périodes postérieures à la constitution du rapport.

La CRC pointe du doigt une trop faible présence des 1900 agents dans la rue et annonce un taux d'absentéisme de 15%. Un constat appuyé par la mairie de Paris qui estime qu'une plus grande présence «*dissuaderait les automobilistes de ne pas payer les horodateurs*». La CRC considère également que, compte tenu de leur faible niveau de qualification, les ASP seraient trop payés. (lefigaro.fr 14.10)

2- Italie

Un groupe d'étudiants a envahi vendredi les bureaux de la banque d'affaires Goldman Sachs dans le centre de Milan, à la veille des manifestations d'"indignés" prévues dans le monde entier.

Les étudiants sont parvenus à s'introduire dans la grande salle de Goldman Sachs, au coeur du quartier financier et à deux pas de la Scala, dit la police.

Ils ont été rapidement dispersés par la police et la sécurité a été rétablie dans l'élégant bâtiment, sur les murs duquel des graffiti hostiles à Silvio Berlusconi avaient été inscrits.

Toujours dans le quartier financier milanais, des manifestants ont lancé des oeufs en direction du siège d'UniCredit, la plus grande banque d'Italie.

Dans le cadre de la journée mondiale des indignés, une manifestation est prévue samedi à partir de 12h00 GMT à Rome, où des rassemblements pacifiques se sont poursuivis vendredi pour la troisième journée consécutive devant le siège de la Banque d'Italie. (Reuters 14.10)

Economie

1- Espagne

L'agence de notation Standard & Poor's a abaissé d'un cran jeudi soir la note souveraine de l'Espagne, accentuant la pression des marchés sur Madrid alors que les dirigeants européens et le G20 s'efforcent de trouver une issue à la crise de la dette.

Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat espagnols à 10 ans a grimpé de 2,8 points de base à 5,24%, entraînant dans son sillage son homologue italien.

Selon des traders, la Banque centrale européenne (BCE) a acheté vendredi matin des titres de dette souveraine de ces deux pays, soucieuse de maintenir le coût de financement supporté par Madrid et Rome à un niveau acceptable.

L'agence ajoute s'attendre à ce que la qualité des actifs du secteur financier continue de se déprécier. Standard & Poor's juge également que la réforme du marché du travail est "*incomplète*" et qu'elle constitue donc un frein à la reprise de l'activité économique. (Reuters 14.10)

Si c'est le frein qui les gêne, on pourrait tout bloquer par une grève générale illimitée par exemple...

2- Etats-Unis

Le déficit budgétaire s'est creusé au cours de l'exercice fiscal 2011, restant au dessus de 1.000 milliards de dollars pour la troisième année consécutive.

En septembre, dernier mois de l'exercice budgétaire, le déficit est ressorti à 64,57 milliards de dollars (46,56 milliards d'euros) contre 34,61 milliards un an auparavant.

Sur l'ensemble de l'exercice, le déficit s'est inscrit à 1.299 milliards de dollars contre 1.294 milliards en 2010. (Reuters 14.10)

Haut de page

Le 16 octobre

CAUSERIE

Nous n'avons pas eu le temps de traiter la question des prix Nobel, dont l'attribution est justifiée uniquement par des motivations politiques ou économiques. J'ai mis en ligne dans la rubrique politique un article sur le Nigéria qui le souligne. Je ne peux pas tout faire et être partout à la fois ! Et il y a forcément des choses qui nous échappent.

Défendre des idées auxquelles on ne croit pas : c'est un métier !

Voilà la démonstration qu'a faite Montebourg en se ralliant à Hollande.

Cela ne veut pas dire qu'il ne croit pas en des idées, mais pas en celles qu'ils affichent. Celles-ci servent à attraper les mouches, les ignorants ou les naïfs qui sont incapables de faire la différence entre le voile des apparences et la réalité.

Le principe de la présomption d'innocence est à double tranchant, car il pemet dans certaines circonstances d'innocenter un coupable. Le doute profite toujours à l'accusé. Montebourg est avocat et il le sait, il répondra à ses détracteurs qui l'accuseront de s'être renié, qu'ils lui font un procès d'intention parce qu'ils ne connaissent pas ses réelles intentions, alors que les faits sont suffisamment éloquents et parlent d'eux-mêmes, peu importe cela suffira à leur clouer le bec. Et puis, il ne faut jamais perdre de vue qu'ils peuvent compter sur l'ignorance de la majorité de la population, ils le savent, en usent et en abusent...

Montebourg a repris à son compte au PS le créneau étiqueté à gauche de Mélenchon, puis de Hamon, après avoir été le porte-parole de la gourde et droitière Royal qui défendait en 2006 des idées opposées aux siennes, sur l'UE notamment ; le vent tourne et la girouette se cale en fonction de sa direction. Souvenez-vous que l'élection d'Aubry à la direction du PS avait été contestée.

Aujourd'hui, c'est Hollande qui l'incarne et non Aubry qui porte en elle le spectre diabolique des 35 heures dénoncées à la fois par le Medef et l'UMP, les marchés financiers par le voie des agences de notation américaines, et tout ce que compte le capitalisme d'institutions financières à travers le monde.

Entre Hollande et Aubry, pour l'Elysée et la Bourse, c'est Hollande qui incarne le mieux ou plus clairement les intérêts du CAC 40 ou du gang du Fouquet's ; non pas que leurs programmes seraits différents, ils ont le même, c'est leurs discours qui diffèrent. Hollande joue davantage le registre de la fatalité propre à rassurer les investisseurs, qui estiment qu'un discours émaillé de promesses légitimerait en quelque sorte des revendications sociales dont ils ne veulent pas entendre parler. De leur point de vue, il n'est jamais mauvais qu'un candidat rappelle aux travailleurs qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme histoire de rabaisser leurs aspirations, il mérite le respect à défaut de pouvoir le soutenir ouvertement, les médias qu'ils contrôlent s'en chargent à leur place.

Précision : N'allez pas croire un instant qu'on soutiendrait Aubry ou qu'on exprimerait ici une préférence, on constate les choses et on les analyse, c'est tout.

Montebourg est le type même du carrièrisme à l'ambition dévorante, froid, calculateur et cynique.

Avec l'éloquence, l'art de la répartie ou de la dissuasion, c'est le seul talent que l'on peut trouver à un bon avocat, pour peu, dans le cas de Montebourg, que son ambition dévorante soit masquée par un sourire charmeur ou une allure nonchalante un jour, grave ou sérieuse un autre, qui lui donne un genre et lui permette d'émerger du lot des prétendants à des postes à responsabilités, dès lors qu'il envisage sérieusement de faire carrière en politique.

Montebourg était le candidat des petits notables de province, de la petite-bourgeoisie, des professions intermédiaires ou dites libérales, mais aussi d'une frange de l'aristocratie ouvrière, d'où les regrets exprimés par Pierre Laurent du PCF.

Ces gens-là n'ont aucun principe, le seul qu'ils ont c'est justement de ne pas en avoir, autrement dit la fin justifie tous les moyens mise en oeuvre pour y parvenir. Marx avait qualifié les Versaillais de *chiens*, quel terme pourrait-on employer pour qualifier ceux qui en sont leurs laquais et leurs complices. Peut-être le même dans la mesure où ils aspirent à remplir les mêmes fonctions, au nom du socialisme ne l'oublions jamais.

Le doute est-il permis quand on appartient à la direction d'un parti dit ouvrier et indépendant ?

Cette question m'est venue à l'esprit en lisant l'article de Claude Jenet (IO n°170 page 3), membre du bureau national du POI, qui semble-t-il doutait encore des réelles intentions politiques du PS, entre nous, comme si le doute était encore permis et témoigne au passage des terribles illusions qui habitent les dirigeants de ce parti ou leurs errements politiques que je n'ai de cesse de dénoncer et combattre : "*il est aussi de plus en plus clair qu'en dehors d'une intervention massive sur le terrain de la lutte de classe, la même politique, à quelques variantes près, se poursuivra dans l'après-mai 2012.*".

Pour nous, cela a toujours été parfaitement clair, précisons que ce n'est pas seulement "*une intervention massive sur le terrain de la lutte de classe*" qui sera nécessaire pour changer radicalement de politique, mais une révolution, prolétarienne et socialiste.

Pour revenir à Montebourg, comme nous l'avons souligné plus haut, on ne peut pas affirmer qu'il aurait capitulé en rase campagne, puisque sur le fond tous les dirigeants du PS partagent la même politique réactionnaire et font acte de soumission devant les lois du marché qu'ils vénèrent, je parle du marché, du capitalisme, mais cela revient au même, Blum et Mitterrand l'ont suffisamment prouvé.

Après s'être employé à présenter Hollande sous un angle peu flatteur pendant des années, il ne s'est même pas donné la peine de faire semblant de défendre les particularités de son discours qui en apparence et en apparence seulement le distinguait des autres compétiteurs lors du premier tour des "primaires" du PS. Ainsi, c'est plutôt un type médiocre et lâche dans tous les sens du terme, couard et mou à la fois, qui a apporté son soutien à Hollande. Il est intéressant de rappeler de quelle manière il a traité Hollande dans le passé.

- En 2003, son "*Hollande, c'est Flamby !*" dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

- En 2005 accusait Hollande dans le JDD, d'avoir "*brisé le parti dont il avait la haute charge. Voilà dix ans qu'il dirige le PS, son passif est lourd*".

- En 2007 en janvier , il n'avait pas hésité à ringardiser François Hollande en déclarant sur LCI que "*Ségolène n'a qu'un seul défaut, c'est son compagnon*".

- En 2009 à l'université d'été de la Rochelle, il affirmait s'être fait "*persécuter par l'ancienne direction hollandaise*" sur tous les plans.

- En 2011 en mars, interrogé par un "riverain" (sur le chat de Rue89 dont il était l'invité) sur le point faible de François Hollande, il répondait, laconiquement : "*C'est sa candidature*". (lepost.fr 14.10)

Il a suffi qu'Hollande soit en tête de la "primaire" du PS, pour que 8 ans de critiques acerbes passent au bilan des pertes et profits !

Il y a un autre aspect nauséabond dans cette campagne électorale, particulièrement du côté du PS, dont on comprend les tenants et les aboutissants, je veux parler de la mise sous tutelle du droit de chaque candidat (ou militant) à pouvoir s'exprimer librement, en réalité sa négation ; au nom du nécessaire "*rassemblement*" pour faire élire son candidat, il ne faudrait plus exprimer à haute voix ses différences qui devraient céder la place à un discours unique, la fameuse pensée unique, présente à la fois au PS et à l'UMP et qui caractérise si bien les partis institutionnels.

Après qu'Aubry eut affirmé qu'Hollande était le candidat désigné du "*système*", une partie des dirigeants du PS se sont déchaînés pour la faire taire, et à cette occasion ils ont gravement dérapé ou plutôt ils ont fait la preuve qu'ils étaient prêts à utiliser des amalgames immondes pour arriver à leur fin. En voici quelques extraits :

- Pierre Moscovici, le coordinateur de campagne : «*laissons ce vocabulaire à d'autres familles politiques*».

- Vincent Peillon a estimé que Martine Aubry, "*la première secrétaire la plus mal élue de toute l'histoire du parti socialiste*", avait "*le label Marine Le Pen*".

- François Rebsamen a renchéri : "*le vocabulaire de Le Pen n'a pas droit de cité entre candidats socialistes*".

- Manuel Valls, cité par Libération : "*Ca suffit ! Je ne veux pas qu'on utilise les mots de la droite, voire de l'extrême droite*" (Reuters 15.10) Il fallait osé de sa part !

- Jean-Marc Ayrault : "*le candidat qui sortira des primaires ne doit pas être affaibli par des propos qui pourraient être utilisés par Nicolas Sarkozy*". Quand Marx ou Engel citaient abondamment Ricardo ou Smith, c'était parce qu'ils avaient attrapé le virus du capitalisme !

- La Haute autorité des primaires (HAP) s'est elle-même fendue vendredi d'un communiqué : "*Les candidats et leurs équipes doivent constamment avoir à l'esprit que toute stigmatisation de l'un ou de l'autre revient à blesser une partie de l'électorat des primaires. Or quels que soient l'élu ou l'élue, il ou elle aura besoin de tout l'électorat pour gagner*".

Cette pourriture s'est donc abaissée jusqu'à prendre en otage "*une partie de l'électorat des primaires*" pour qu'Aubry la ferme, c'est dire à quel point le pouvoir et les prébendes les motivent au plus haut point, ils s'y voient déjà ! Ce qu'a confirmé Hollande lui-même sur France Inter : "*Il faut revenir à la réalité, à la vérité. La force, ce n'est pas l'agressivité, c'est le rassemblement, la conviction*", a-t-il ajouté. "*Je ne suis pas dans une compétition interne, je suis mobilisé depuis des mois pour gagner.*" (Reuters 14.10)

Notre appel au boycott des élections présidentielles de 2012 est amplement justifié.

D'une part, parce qu'il n'est pas question de légitimer l'aspect bonapartiste des institutions de la Ve République, d'autre part par l'absence de candidat représentant les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ou proposant une issue politique conforme aux intérêts des travailleurs en réponse à la crise du capitalisme, ajoutons la multitude des affaires qui atteignent le sommet de l'Etat et témoignent de l'état de putréfaction dans lequel est entré ce régime.

LES INFOS EN BREF

Politique

Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont ouvert le feu samedi à Sanaa sur des dizaines de milliers de manifestants hostiles au président Ali Abdallah Saleh, faisant au moins 12 morts.

D'après des témoins et du personnel médical, les forces yéménites ont tiré samedi sur des manifestants tentant de marcher en direction de bâtiments officiels à Sanaa, notamment le palais présidentiel.

Avant d'ouvrir le feu, les forces de sécurité ont dans un premier temps fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre les manifestants, qui ont répliqué par des jets de pierre.

Les combats se sont concentrés dans le quartier d'Hassaba, où vit Al Ahmar, et près de l'aéroport, qui a été fermé.

Vendredi soir, un responsable d'Aqpa, l'Egyptien Ibrahim al Banna, a été tué avec 23 autres personnes dans un bombardement aérien dans le sud du Yémen. Selon des témoins, le raid a été mené par des appareils étrangers.

Des habitants et des responsables yéménites ont rapporté que, en représailles, des hommes armés avait fait exploser un gazoduc de Total reliant les gisements de la province de Maarib, dans le centre du Yémen, à une usine de gaz naturel liquéfié appartenant à la compagnie française sur le port de Belhaf, sur la mer d'Oman.

Cette attaque a interrompu les exportations de gaz du pays. (Reuters 15.10)

Etats-Unis

Personne ne s'attendait à ce que Barack Obama annonce, vendredi 14 octobre dans l'après-midi, un nouveau déploiement de soldats en territoire étranger. Même s'il ne s'agit que d'un petit contingent de conseillers militaires, envoyés en mission militaro-humanitaire en Ouganda pour coordonner la réponse locale aux atrocités commises par l'Armée de résistance du seigneur (LRA), la décision du président américain a beaucoup étonné les commentateurs.

Il s'agit '*d'aider les forces de la région*' qui luttent contre Joseph Kony, le sanguinaire chef de la LRA qui fait l'objet de poursuites devant la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, selon le texte de la lettre que M. Obama a fait parvenir au Congrès. Le président indique que le but est de '*retirer Joseph Kony du champ de bataille*'. Il s'agit autrement dit de le capturer.

Le texte fait référence aux pouvoirs de guerre qui permettent au président d'engager des troupes pendant 60 jours sans l'avis du Congrès. Il précise qu'il s'agit d'une centaine de conseillers dont une douzaine sont déjà sur place, selon la presse. Ceux-ci n'affronteront pas directement la LRA, même s'ils seront équipés pour le combat, sauf en cas de légitime défense. (libération.fr 15.10)

Social

France

Plus de 25 000 personnes, selon le réseau Sortir du Nucléaire, ont manifesté samedi 15 octobre en France dans le cadre d'une journée nationale "Nucléaire Stop" avec notamment une importante mobilisation à Rennes (Ille-et-Vilaine). (lemonde.fr 15.10)

Selon un internaute : "*Ouest France a revu ses chiffres et parle de + de 20 000 manifestants à Rennes.*"

2- Depuis plus de deux semaines, Mayotte est le théâtre d'un conflit social qui paralyse l'économie de l'île. De légers affrontements entre manifestants contre la vie chère et forces de l'ordre ont éclaté, vendredi 14 octobre, malgré l'annonce de mesures par la ministre de l'Outre-Mer, Marie-Luce Penchard, qui s'est rendue sur place.

Une grande surface du centre-ville de Mamoudzou, chef-lieu de Mayotte, a été pillée par plusieurs dizaines de personnes, principalement des jeunes, alors que près de 4 000 manifestaient non loin. Le cortège dénonçaient les mesures annoncées par le gouvernement, insuffisantes à leurs yeux.

Concrètement, Marie-Luce Penchard a annoncé une réglementation étatique du prix de la bouteille de gaz, '*une baisse supplémentaire des prix des produits de première nécessité, par rapport à ce qui a déjà été négocié*', et une réduction de '*cinq euros par mois sur chacun des dix produits de première nécessité*' pour les familles gagnant moins de 600 euros par mois, une mesure qui devrait concerner '*60 000 personnes*', selon Mme Penchard. Au nom du gouvernement, elle a également appelé le conseil général de Mayotte a faire '*un effort en matière d'aide sociale en direction des familles nombreuses*'.

Depuis le début de la crise, la quasi-totalité des magasins de l'île sont fermés, et tout particulièrement les moyennes et grandes surfaces. Chaque tentative d'ouverture a provoqué la réaction de centaines de manifestants qui sont intervenus pour faire baisser les rideaux. (lemonde.fr 15.10)

Monde

Des milliers d'"indignés" se sont mobilisés samedi à travers le monde à l'appel du mouvement Occupy Wall Street pour dénoncer l'impunité dont bénéficient à leurs yeux banques et monde politique face aux sacrifices consentis par les populations pour cause d'austérité.

Inspirés par les révolutions arabes et les "indignados" précurseurs de Madrid, les premiers manifestants ont défilé en Nouvelle-Zélande et quelques régions d'Asie, suivis par les Européens, avant de laisser la place aux New-Yorkais.

Selon le réseau 15october.net, qui recense les appels à manifester, des rassemblements étaient prévus dans au moins 951 villes à travers 82 pays.

La plupart des rassemblements sont restés relativement limités, à l'exception notable de Rome où un cortège de dizaines de milliers de manifestants s'est étiré sur plusieurs kilomètres.

Environ 40.000 personnes se sont également mobilisées au Portugal, moitié à Lisbonne, moitié à Porto, deux jours après l'annonce par le gouvernement de centre droit d'un nouveau budget de rigueur.

En France, où se tenait parallèlement la réunion des ministres des Finances du G20, la mobilisation est restée limitée.

Ceux qui se surnomment "*les 99%*" et ne tolèrent plus la "*cupidité*" des 1% les plus favorisés se sont néanmoins fait entendre à Paris, où ils étaient un millier devant l'Hôtel de ville, et dans une trentaine de villes de province.

En Espagne, des rassemblements nocturnes étaient prévus dans une soixantaine de villes. La foule s'est massée à la nuit tombée sur la Puerta del Sol à Madrid, où les "indignados" avaient entamé leur mouvement en mai dernier, et des milliers de personnes se sont aussi rassemblées à Barcelone.

En Grèce, 4.000 personnes se sont à nouveau donné rendez-vous sur la place Syntagma, point central des manifestations qui se succèdent depuis des mois contre la cure d'austérité sans précédent que connaît le pays.

En Allemagne, les défilés ont rassemblé des milliers de protestataires à Berlin, Hambourg, Leipzig, et devant le siège de la Banque centrale européenne à Francfort. Des manifestants se sont également groupés sur Paradeplatz, la grande place de Zurich, capitale financière de la Suisse.

A Londres, quelque 2.000 personnes se sont réunies devant la cathédrale St Paul, dans la City.

En Amérique du Nord, le mot d'ordre Occupy Wall Street a été lancé cet été sur internet par les activistes du collectif Adbusters (littéralement les Casseurs de pub), un groupe créé à Vancouver qui combat le capitalisme et détourne les codes de la société de consommation.

"*Nous étions inspirés par ce qui s'était produit en Tunisie et en Egypte. Nous avions le sentiment que l'Amérique était mûre pour vivre son propre Tahrir*", explique Kalle Lasn, co-fondateur du groupe, en référence à la place du Caire devenue l'hiver dernier l'épicentre de la contestation contre le régime d'Hosni Moubarak.

Un rassemblement était prévu à Times Square et 2.000 personnes ont marché à travers le quartier financier aux cris de "*on a été liquidés, les banques ont été secourues*".

A Melbourne, où était donné le coup d'envoi de cette journée de mobilisation mondiale, un millier de personnes se sont réunies sur une place du centre-ville.

Quelque 2.000 manifestants, des représentants de la communauté aborigène, des syndicalistes et des militants communistes, se sont également rassemblés à Sydney.

Les manifestations sont restées limitées à quelque centaines de personnes en Asie, de Tokyo à Manille, Taipeh ou Hong Kong. (Reuters 15.10)

Economie

G20

(Les sous-titres sont du site)

Le G20 des ministres des Finances, qui se tenait vendredi et samedi à Paris, avait comme objectif de prouver une nouvelle fois aux partenaires de l'Europe que celle-ci était au chevet de la crise qui touche actuellement la zone.

«*Les pays avancés adopteront, en tenant compte de leurs situations nationales respectives, des politiques de nature à renforcer la confiance et soutenir la croissance et mettront en oeuvre des mesures claires, crédibles et ciblées pour rééquilibrer leurs finances publiques* », peut-on lire dans le communiqué final.

Alors que, dans les prochains jours, les États-Unis devront «préciser» leurs mesures de consolidation budgétaire et la Chine s'engager à «*rééquilibrer*» les moteurs de sa croissance, les Européens eux ont promis d'apporter une réponse «globale et durable» à la crise de la dette qui les mine. Dans ce contexte, les résultats du sommet européen du 23 octobre seront «décisifs», a assuré ce samedi le ministre de l'Economie, François Baroin, qui présidait ce sommet. Les ministres du G20 attendent en effet «un plan global» qui devra «*apporter une riposte énergique aux défis actuels*».

Sarkonapoléon et Barroso au placard.

Une taxe sur les transactions financières ne verra pas le jour au niveau international, comme l'espérait Nicolas Sarkozy, les ministres des Finances du G20 ayant rejeté massivement samedi cette initiative.

Les délégations américaine, canadienne, japonaise, indienne ou brésilienne se sont prononcées contre une telle taxe, qui était l'une des initiatives phares que la France espérait faire avancer lors de sa présidence du G20.

S'agissant de la régulation des marchés de matières premières, une des priorités de la présidence du G20, Paris n'a pu obtenir gain de cause sur la fixation de limites aux positions que les investisseurs peuvent détenir.

Le communiqué appelle à une mise en oeuvre d'ici fin 2012 des recommandations de l'OICV, l'organisme qui regroupe les superviseurs nationaux des marchés, sur les marchés dérivés de matières premières qui ne prévoient pas l'imposition de telles limites. (Reuters, lefigaro.fr 15.10)

Autres mesures.

Les ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales du G20 ont approuvé samedi l'imposition d'une surcharge en capital obligatoire allant jusqu'à 2,5% de leurs fonds propres pour les banques d'importance systémique, qui devra être mise en place progressivement à compter de 2016.

Selon le communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours à Paris, ils ont entériné le dispositif en ce sens proposé par le Conseil de stabilité financière (CSF), passant outre aux appels des financiers qui souhaitaient un réexamen de celui-ci ou des délais supplémentaires pour le mettre en ouvre.

La surcharge, qui pourra être comprise entre 1% et 2,5%, s'appliquera à tous les établissements qui, de par leur taille, présenteraient un risque global pour le système financier en cas de défaillance.

Seraient concernées des banques comme Goldman Sachs, HSBC, Deutsche Bank, JPMorgan Chase mais aussi les plus grandes banques françaises : BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole.

"*Maintenant que nous nous sommes mis d'accord sur le cadre applicable à ces établissements, nous engageons le CSF à définir les modalités permettant d'étendre sans délai ce dispositif à tous les établissements financiers d'importance systémique*", lit-on dans le communiqué.

L'objectif est que ces banques disposent d'un capital suffisant pour traverser les turbulences de marchés afin que les Etats ne se trouvent pas contraints de se porter à leur secours lors de la prochaine crise.

Le P-DG de JPMorgan Chase, Jamie Dimon, a déjà dénoncé le dispositif comme "*anti-américain*", alors que les banques concernées devront l'appliquer en plus du nouveau cadre prudentiel dit de Bâle III qui les obligera à détenir des fonds propres "durs" à hauteur d'au moins 7% de leurs engagements.

Le CSB a reçu d'autre part le soutien du G20 pour ses travaux sur la définition du "*système bancaire parallèle*" en vue d'une régulation de celui-ci, l'objectif étant d'éviter que des activités à risque ne migrent des banques vers d'autres pans du secteur financier comme les fonds monétaires ou des entités spéciales.

Autres réactions.

«*Je suis satisfaite de voir la prise de conscience des Européens sur la nécessité de renforcer la résistance des banques* », a indiqué de son côté la patronne du FMI, Christine Lagarde.

Du côté des États-Unis, on est satisfait. « *Nous avons entendu des choses encourageantes de la part de nos collègues à Paris* », a de son côté déclaré le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner. Depuis plusieurs semaines, les Etats-Unis ont mis une pression importante à leurs partenaires européens pour que ces derniers prennent des mesures rapides pour endiguer la crise dans la zone euro, par crainte d'être contaminés.

Il y a le feu au lac.

Il n'y a désormais plus une minute à perdre. L'économie mondiale a encore «*évolué négativement*» depuis les réunions du FMI et de la Banque mondiale le mois dernier à Washington et la contagion «*commence à toucher les économies émergentes*», a prévenu Christine Lagarde.

Haut de page

Le 17 octobre

CAUSERIE

Les infos en bref étaient peu nombreuses ce matin, on verra cela demain.

Parole d'internaute

- "*Je me rends de plus en plus compte que la population française n'y comprend strictement rien à l'économie, c'est effrayant. C'est une population qui gobe toutes les promesses électorales (de droite ou de gauche) et qui est très facile à manipuler.*" (20minutes.fr 16.10)

C'est l'ignorance qui favorise la manipulation des masses laborieuses, ce n'est pas une découverte. Si l'ignorance des masses n'est pas le seul facteur qui permet d'expliquer comment un tel système économique peut survivre, je pense notamment à ceux qui parlent en leur nom et prétendent combattre ce système alors qu'ils le soutiennent, il y en a un autre qui doit nous interpeller, leur incapacité à se positionner strictement à partir de leurs propres besoins, leur faculté à accepter de les brader, comme si finalement ils n'avaient aucune légitimité.

Quand on en arrive à estimer que nos propres besoins ne sont pas légitimes, c'est parce que l'on considère plus ou moins consciemment que d'autres le sont à leur place. Pour le justifier, on n'a pas vraiment le chois, il faut aller encore plus loin dans le renoncement à ses propres besoins, on doit forcément accepter ou reprendre à son compte les arguments de ceux qui défendent des besoins ou intérêts contraires aux nôtres, mais comme la plupart du temps on n'y comprend rien non plus, on les accepte tels quels ou aveuglément pour peu qu'ils soient présentés comme majoritaire dans la société, ce que s'emploie à démontrer la propagande gouvernementale et patronale, sans parler des médias et des instituts de sondages.

On voit bien ici qu'une fois qu'on a mis le doigt dans cet engrenage infernal, on va y laisser la main avant que tout le reste y passe, et perdre ainsi toute emprise sur notre propre destin.

Pourquoi dit-on que la jeunesse est révolutionnaire, parce qu'elle est sourde à ce genre de discours, elle considère que ses droits ou besoins sont légimites et que cela ne se discute pas. Elle considère à juste titre que par le seul fait qu'ils existent, ses droits ou ses besoins sont parfaitement légitimes, donc ils doivent être respectés ou satisfaits, immédiatement pas dans un futur lointain ou indéterminé.

Un jeune n'a guère de charges ou de responsabilités dans la société, il estime qu'il a des droits et peu de devoirs ou pas du tout, tandis qu'un adulte sera accablé de devoirs au point d'en oublier qu'il a aussi des droits, et que ses droits sont aussi légitimes que ceux qu'il avait exprimé quand il était plus jeune. Une fois que dans sa vie la priorité entre les droits et les devoirs s'est inversée, processus qui s'impose à lui parce qu'il se déroule inconsciemment, il n'en comprend pas la nature et la finalité, il doit désormais livrer un combat pour se réapproprier ses droits ou plutôt, il doit lutter pour que ses besoins redeviennent prioritaire dans sa vie.

Pourquoi ? Parce que dorénavant il occupe une place particulière au sein des rapports de production et que ces rapports sont le produits de besoins contradictoires, distincts ou propres à chaque classe en présence, placé sous la coupe de ces rapports qui lui sont défavorables, il se retrouve dans l'obligation d'en accepter les règles et les contraintes pour survivre, y compris le fait que ses besoins passent au second plan au profit de ceux de son patron ou du capitaliste qui l'emploie.

Pour un jeune adulte, l'entrée dans le monde du travail, expression que j'emploie ici dans le sens originel, coïncide donc avec la

perte de son indépendance, de sa spontanéité révolutionnaire, de sa liberté, de la légitimité de ses aspirations ou de ses besoins, jusqu'à la force créative de son imagination désormais bridée, soumise au carcan du capitalisme qui tend toujours davantage à réduire son champ d'exploration, par crainte que par des moyens détournés il remonte à l'origine de sa condition et renoue avec le démon de sa jeunesse, quand il laissait libre cours à ses aspirations et besoins.

Ainsi, le travailleur à qui ce processus échappe en grande partie ou dont il n'a pas vraiment conscience, doit se réapproprier le droit d'avoir des besoins ou des aspirations qui ne sont pas tributaires du système économique auquel il est désormais enchaîné, regagner son indépendance, ce qu'il ne peut pas réaliser en demeurant isolé, puisque c'est justement parce qu'il était seul face à un système reposant sur la négation de ses droits qu'il a perdu son indépendance, il lui faut donc s'organiser pour commencer à reconquérir son indépendance de classe, se syndiquer et/ou rejoindre un parti ouvrier situant son combat strictement sur le plan de son indépendance de classe par rapport au capitalisme et à l'Etat, ses institutions.

Cette prise de conscience d'appartenir à une classe distincte des autres ne se produit pas spontanément dès lors qu'on a décidé de se syndiquer ou de militer dans un parti, la collaboration de classe des syndicats avec le patronat et l'Etat ne la favorise pas vraiment à vrai dire, elle aurait plutôt tendance à le renvoyer dans l'obscurité qui prévalait quand il était isolé, tandis que la compromission ou la collusion des différents partis ouvriers avec le capitalisme et les institutions ne l'aide pas non plus vraiment à entretenir cette prise de conscience et à l'approfondir, pour qu'elle demeure un acquis tout au long de son existence et ne soit pas perdue.

Nous rejetons la théorie selon laquelle il suffirait que les travailleurs soient organisés pour que leur indépendance de classe soit garantie, c'est une supercherie, du charlatanisme qui occulte le fait que les syndicats et les partis ouvriers tels qu'ils existent aujourd'hui ne sont indépendants ni du capitalisme ni des institutions. Sinon, comment expliquer qu'un travailleur qui a adhéré à la CGT par exemple, au POI, au NPA, à LO ou éventuellement au PCF finisse par rejoindre le PS ou le FN sans forcément penser y faire carrière (Jospin, Dray, etc.) ou cesse le combat.

C'est uniquement l'assimilation des enseignements du marxisme et leur mise en pratique qui permet à un travailleur d'avancer progressivement sur la voie de la conquête de son indépendance de classe, l'interprétation du système capitaliste et tous les rapports sociaux qui en découlent sur une base matérialiste et dialectique. Et finalement permet à la classe de comprendre la voie dans laquelle elle doit s'engager, les outils qu'elle doit forger pour s'émanciper du système d'exploitation et d'oppression, du règne de la nécessité, pour entrevoir enfin celui de la liberté, une fois que les classes et l'Etat auront disparu de la surface de la terre.

Ainsi prendra fin un cycle de l'histoire de l'humanité, où la liberté chère à la jeunesse appartiendra désormais à toutes les générations, à tous les peuples, à toutes les femmes et à tous les hommes sans distinction, chacun contribuant à la société en fonction de ses capacités, la société se chargeant de satisfaire tous leurs besoins.

Illusionnisme. L'enchanteur.

- Hollande : «*C'est le rêve français que je veux réenchanter*» (liberation.fr 16.10)

- Royal : «*L'heure est au rassemblement joyeux !*» (liberation.fr 16.10)

Lors de la dernière "primaire" organisée en Italie pour désigner le candidat de la "gauche", 4,5 millions de personnes y avaient participé, et le candidat qui l'avait remportée et qui devait affronter Berlusconi quelques mois plus tard avait obtenu 75% des voix. Lors de cette élection il sera battu !

Un autre exemple pour montrer à quel point Hollande est passé maître en tautologie, attention sans rire le Grand Robert nous dit que c'est une loi logique, hier soir à la Maison de l'Amérique Latine : "*Il m'est demandé si c'est un grand jour de ma vie. Mais non, c'est un grand jour de mon existence*". (lemonde.fr 16.10)

Tautologie signifie notamment, dire la même chose dans deux propositions différentes en employant des mots différents. Sur le plan grammatical, c'est synonyme de pléonasme. Souvent associé au sophisme qui consiste à employer des mots ou des formules spécieuses pour tromper son auditoire. Tout un art, quoi !

Je me suis demandé s'il était débile, non, il prend seulement les électeurs pour des abrutis, selon le principe qu'ils auront cru discerner dans son discours ce qu'ils y cherchaient... même si cela n'y figurait pas !

Un petit dernier pour la route, histoire de commencer la semaine dans la bonne humeur camarades : "*Aucun candidat n'a perdu*", a assuré François Hollande. Qui est le seul perdant de cette mascarade, devinez ? Mais attention, rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, par exemple, une crise financière en crise sociale, puis politique, puis révolutionnaire... quel que soit le locataire qui siège sur le trône !

Si le coeur vous en dit, vous pouvez poursuivre à partir des différentes significations du substantif "trône" en précisant à l'adresse

de son locataire : n'oubliez pas de tirer la chasse derrière vous en partant, on a horreur des mauvaises odeurs et celles de ce régime empestes !

Je n'ai pas le temps ni l'envie de m'apesantir sur le second tour des "primaires" du PS. Juste un mot.

Il a été dit qu'Aubry était plus à gauche qu'Hollande, que ce dernier était plus ouvert, entendez par là qu'il lorgnerait vers les centristes. Aubry a été élu à la mairie de Lille en s'associant au MoDem et elle cogère la ville avec les amis de Bayrou. Franchement, où y aurai-il une différence fondamentale entre Hollande et Aubry ?

Je ne laisse rien passer.

Aux infos de TV5Monde Asie hier soir, on a pu voir Hollande, Aubry et Montebourg voter.

Aubry a introduit son enveloppe sans marquer de pause, elle semblait presser d'en finir et d'échapper à la nuée de photographes qui étaient là. Hollande a marqué une légère pause. Quant à Montebourg, il est resté figé l'enveloppe à la main pendant au moins 5 secondes, tournant la tête à droite et à gauche en direction des photographes en arborant un sourire à peine forcé qui s'est transformé en grimace lorsqu'il ferma la bouche, ne parvenant pas à masquer le mépris qu'il éprouvait pour tous ceux qui assistaient à cette scène pathétique, confirmant tout le mal que j'en ai dit hier.

Un aveu qui vaut bien une contrevérité

«*Il faut dire à ceux qui sont dans les pays émergents qu'on n'est pas très contents de leur propre développement et donc qu'on entend bien que leur développement soit entravé*», a dit le président de la Banque centrale Jean-Claude Trichet, dimanche sur Europe 1. (source : 20minutes.fr 16.10)

On imagine que les peuples des pays colonisés aux XIXe siècle jusqu'à leur indépendance dans les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, devaient être "*très contents*" du sort que leur avaient réservés les pays colonisateurs à cette époque... à coups de baillonnettes et de canons, pour finalement les maintenir dans un état de sous-développement !

Le journaliste de 20minutes.fr précise qu'"*il a rappelé que ce développement de pays du Tiers-Monde et donc la concurrence qu'ils font aux pays industrialisés est l'objectif de la communauté internationale depuis 1945*", on se demande alors pourquoi il existe un tel écart entre eux sur tous les plans plus d'un demi-siècle plus tard, pourquoi le milliard d'affâmés que compte son vieux monde pourri se concentre principalement en 2011 en Afrique et en Asie, sur les continents où les peuples ont subi la plus féroce exploitation qui soit ou l'esclavage.

Il ne manque pas de cynisme l'animal ! Rectifions ses propos : la concurrence qui existe aujourd'hui, d'une part entre les pays capitalistes qui se sont développés au XIXe et au cours de la première moitié du XXe siècle, et d'autre part ce qu'ils appellent les pays émergents est la conséquence de la gigantesque accumulation de capitaux réalisée par les capitalistes des pays les plus riches au cours de la période appelée les Trente glorieuses, entre 1945 et 1975 ou le début des années 70 pour être plus précis, pendant lesquels ils ont continué d'exploiter et de piller les peuples de ces continents pour financer leur propre développement et satisfaire les revendications sociales de leur prolétariat, accumulation de capitaux qui conduisit à une nouvelle crise du capitalisme qu'ils ne pouvaient résoudre que de trois manières différentes, soit en affrontant directement leur prolétariat, ce dont ils n'avaient pas les moyens ou se serait avéré très risqué, soit en laissant l'économie capitaliste s'écrouler et réunir les conditions d'une troisième guerre mondiale afin de mieux reconstruire par la suite, mais là encore le rapport de force avec le prolétariat mondial n'était pas à leur avantage, et l'expérience des deux guerres mondiales précédentes leur avait enseigné qu'une guerre pouvait déboucher sur une révolution socialiste, ils n'étaient manifestement pas prêts à prendre un tel risque, du coup ils optèrent pour la troisième solution, investir leurs capitaux principalement en Asie, où ils pouvaient espérer engranger des profits mirobolants, tout en développant de nouveaux marchés pour palier la saturation des marchés des pays les plus développés et passer cette crise, on connaît la suite, une fois engrangés ces nouveaux profits, le cycle des crises a repris de plus belle...

En développant de nouveaux marchés, en développant le capitalisme dans les pays émergents, ils allaient donner naissance à de nouveaux capitalistes qui plus tard les concurrenceraient sur le marché mondial. Il y a donc là un rapport de cause à effet parfaitement prévisible.

Trichet voudrait faire croire que la concurrence à laquelle se livrent les capitalistes des pays les plus développés et ceux des pays émergents serait un objectif que les dirigeants du vieux monde se serait fixé en grands humanistes qu'ils sont, entendez pour le bien-être des peuples en Afrique et en Asie, alors qu'en réalité elle ne sert qu'à liquider les acquis sociaux des travailleurs dans toute l'Europe, à fermer toutes les entreprises jugées non suffisamment rentables et à organiser un chômage de masse pour faire pression sur les salaires.

Cette concurrence est le produit de l'évolution du capitalisme mondial, on y reviendra, c'était un des thèmes que je voulais traiter et dont je vous ai parlé il y a quelques jours. A suivre donc.

Haut de page

Le 18 octobre

CAUSERIE

Quelques réflexions très rapidement.

1- On a appris hier qu'une femme de de 77 ans s'est immolée par le feu avant-hier matin à Talence, dans la banlieue de Bordeaux. Elle vivait seule avec son fils handicapé dans un appartement, s'est aspergée d'essence dans un bosquet en fin de matinée, non loin de son immeuble, avant de s'enflammer, selon Sud-Ouest. (source : elle.fr 16.10)

J'ai trouvé cette info dans les news de Yahoo.fr et non sur le portail du journal Elle, j'aime les femmes, mais pas au point de me connecter à ce site, je précise pour les mauvaises langues !

Quelques jours à peine après qu'une professeur s'est immolée, cela commence à faire beaucoup. A part cela, elle n'est pas pourrie jusqu'à l'os leur société !

2- Ils en sont arrivés à anticiper une baisse de leurs parts de marché ou un ralentissement de l'économie pour planifier sans attendre et justifier des licenciements massifs ou des suppressions de postes. Ailleurs, leurs entreprises sont rentables disent-ils, mais pas suffisamment "*compétitives*", ce qui vaut la même punition pour les travailleurs. On en a malheureusement quelques exemples dans les infos en bref d'auj'ourd'hui.

3- Apparemment le gouvernement grec est en train de perdre le contrôle de la situation avec des mouvements de grève qui touchent pratiquement tous les secteurs de l'économie, nous sommes donc semble-t-il à un tournant de la situation politique en Grèce, qui malheureusement là encore paraît sans issue pour les travailleurs. Il faudrait parvenir à fédérer tous ces mouvements sociaux, qu'ils s'organisent, qu'ils élisent leurs délégués et constituent avec les syndicats et les partis qui soutiennent leur combat un comité central de l'ensemble des délégués issus de ces mouvements qui constituerait un embryon de double pouvoir face au gouvernement et aux institutions... Nous y reviendrons plus tard.

Quand Le Figaro rêve à haute voix...

En affirmant dès dimanche soir vouloir «*réenchanter le rêve français*», François Hollande a martelé une nouvelle fois le fil conducteur de sa campagne : le rêve français. Ce concept abstrait et angélique pourrait toutefois être porteur en France, un pays qui est régulièrement classé par les études internationales comme l'un des pays occidentaux les plus pessimistes au monde.

Mais en période de crise économique, un tel slogan pourrait-il séduire les Français revenus des promesses des uns et des autres, inquiets d'une crise économique qui n'en finit pas ? Peut-on rêver après avoir échoué à «*Changer la vie*»? Pas sûr si l'on en croit Stéphane Rozès, politologue et président de la société CAP (Conseils Analyses et Perspectives). «*Il va falloir trouver l'équilibre dans la rencontre avec les Français entre l'aspiration des citoyens à retrouver un destin et le fait que le réel est très compliqué en ce moment, analyse-t-il.Il ne faut pas que ce slogan apparaisse en déphasage. Il va falloir donner du contenu à ce rêve français pendant la campagne*». (lefigaro.fr 17.10)

Cela vaut pour tous les candidats, dont Sarkozy !

Il cite un extrait du livre programme, *Le rêve français*, paru en août dernier : "*Ce rêve français, c'est celui qui fait que chaque génération a la perspective de vivre mieux que la précédente. C'est l'égalité en acte. Ce rêve français, je veux le ramener à l'horizon de la conscience de chacun et de tous.*"

En trois phrases, on passe de l'abstrait ("perspective") au concret ("acte") pour finalement revenir à l'abstrait ou au subjectif ("conscience"), bravo pour la manipulation !

C'est la réalité bien concrète qui les rattrape, en même temps il ne faut pas oublier que depuis l'Ancien régime, en dehors des années 1789 à 1799, les institutions se sont toujours dotées d'un sauveur suprême avec l'aval du peuple, empereur, président de la République, président du Conseil, comme si la population était incapable de décider elle-même de son destin sans passer par un monarque ou un bonaparte. Il faut rappeler aussi que l'élection présidentielle est la plus populaire des élections si l'on compare le taux d'abstention de chaque élection, comme si quelque part les mentalités ou le niveau de conscience politique n'avait pas vraiment évolué depuis le Moyen-Age !

Mélenchonade. Il "***craint***"... alors qu'il n'y a aucune raison d'en douter !

-"*Je crains que le programme de François Hollande dans ce domaine soit assez court, car proposer comme espérance et comme horizon pour toute la gauche 60.000 postes dans l'Education nationale, et des contrats de génération, c'est vraiment le tarif super minimum de la gauche*", a-t-il jugé, lundi sur sur France Info. (AP 17.10)

Hier soir Moscovici était l'invité du journal du soir sur TV5Monde Asie. Il a réaffirmé que la priorité du gouvernement dirigé par le PS si Hollande était élu en 2012 serait la dette de l'Etat à laquelle il s'attaquerait, autrement dit qu'il poursuivrait la politique antisociale de Sarkozy. Comment s'y prendra-t-il ? En demandant à "*tous les Français de faire un effort*" a-t-il répondu. Il a ajouté qu'il sera réparti "*équitablement*", mais on sait d'avance ce que cela signifie dans leurs bouches, Sarkozy tient le même discours depuis qu'il a été élu.

"*Ce qu'il faut affronter dans ce pays, ça ne se règlera pas entre 'Bisounours'. C'est le partage. Il faut partager et faire partager de force, c'est-à-dire par la force de la loi, ceux qui ne veulent pas le faire de leur plein gré, c'est-à dire les banquiers, les puissants, les importants qui créent dans ce pays un chaos indescriptible*", a détaillé Mélenchon. (id)

Le mécanisme qui conduit du Front populaire à sa chute ou au fascisme :

Un discours plus ou moins radical avant les élections ; une première reculade dès le lendemain des élections exprimée par le refus d'imposer quoi que ce soit aux privilégiés ; une seconde reculade à la première alerte histoire de rassurer les "banquiers", les "puissants" ou les "importants" ; puis refus de la moindre concession de la part de ces derniers et nouvelle reculade ; finalement renoncement à toute atteinte à la propriété privée des moyens de production, le fruit est mûr, la réaction a eu le temps de rassembler ses forces et de se renforcer, elle menace de passer à l'action ; dénouement : le gouvernement démissionne et cède la place au parti officiel du capital qui applique immédiatement son programme antisocial, au pire, qui réprime le mouvement ouvrier et son avant-garde... Merci monsieur l'apprenti sorcier Mélenchon, on a déjà donné !

Jugez la perspicacité du PG et d'autres d'ailleurs à propos des "primaires" du PS.

Titre d'un article : Le second temps de la primaire - 11 octobre 2011 - "*Il y a donc eu poussée, et poussée à gauche. Un nombre non négligeable de nos concitoyens, environ trois fois les effectifs d'adhérents du PS, s'est saisi de la candidature de Montebourg pour exprimer sa volonté de reconquête de la souveraineté populaire face notamment aux diktats des banques et du libre-échange dont il avait fait ses cibles favorites. C'est une bonne nouvelle.*"

La "*bonne nouvelle*" n'aura tenu que le temps d'une "primaire" qui aura compté pour du beurre, mais cela suffit au bonheur de François Delapierre, encore un socialiste en parole... Il faudra bien qu'ils justifient leur ralliement à Hollande au second tour de la présidentielle, si toutefois Hollande passe le cap du premier tour, ce qui n'est pas dit.

- "*On comprend donc le refus de Montebourg ce lundi soir de choisir entre Aubry et Hollande, « deux faces d'une même pièce »*", ces lignes ont été écrite le lendemain du premier tour de la "primaire" et publiées le lendemain, trois jours avant que Montebourd se rallie à Hollande sans rien exiger en échange sur le plan programmatique. Des charlatans ces gens-là, qui en doute ?

Dans un communiqué daté du 16 octobre, la mauvaise farce des "primaires" du PS étant terminée, il va falloir la digérer, pas facile apparemment pour le PG :

- "*Le Parti de Gauche prend acte du résultat de la primaire socialiste. Il constate, comme c'était prévisible, que cette formule des primaires aura au final accouché du candidat promu par les sondages depuis des mois comme le plus susceptible de battre Nicolas Sarkozy*", parce que voyez-vous, ce n'était pas prévisible ! Pas de bol, dans quelques mois le voile va tomber... un peu plus bas !

-"*Désormais les choses sont claires à gauche en vue des élections au suffrage universel de 2012, François Hollande ayant fait de la réduction drastique de la dette le préalable à toute mesure sociale*", parce que ce n'était pas la priorité affichée par tous les candidats à cette "primaire", y compris Aubry ! Elle au moins elle y mettait la forme, mais là franchement, pour quoi allons-nous passer au deuxième tour en 2012... Pour ce que vous êtes vraiment et ce sera bien ainsi.

Et ce communiqué de poursuivre : "*Il appartient donc aux citoyennes et citoyens français de trancher entre les deux choix politiques à gauche : l'accompagnement social du libéralisme incarné par le candidat du PS ou la rupture avec le capitalisme financiarisé et mondialisé proposé par Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de Gauche*", dans les deux cas il ne s'agit nullement de rompre avec le capitalisme, mais uniquement avec son aspect libéral requalifié de financier pour se démarquer de la terminologie des altermondialistes qui flirtent avec le NPA ou l'inverse.

Ni les uns ni les autres ne croient un traitre mot de ce qu'ils disent, ils sont sortis du même tonneau et partagent toujours la même idéologie, ce que confirme la suite :

- "*Il nous reste 6 mois pour réussir l'alternative et agir ainsi le plus efficacement possible pour battre la droite et l'extrême droite. Place au peuple !*", ce sera le mot de la fin, exactement comme à chaque élection depuis 1962.

On reviendra plus tard sur le programme du Front de gauche résumé dans un article du 4 octobre de François Delapierre et intitulé *L'humain d'abord et les six conditions du changement*. Ou des philosophe des Lumières du XVIIIe siècle aux ténèbres du Petit père du peuple, le PG est associé au PCF dans le Front de gauche, d'où leur terminologie qui passe de l'un à l'autre, nous nous préférons Robespierre et Lénine, on a les références qu'on peut.

A chacun son "***Petit père du peuple***" ou son sauveur suprême !

L'Agence Tunis Afrique presse (TAP) rappelle qu'un Tunisien sur deux souffrait en 2005 de troubles mentaux. Cette enquête, menée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), révélait que 37% des cas présentaient des problèmes de dépression et d'anxiété. Un constat d'échec politique logiquement passé sous silence par l'ancien régime de Ben Ali.

En pleine crise identitaire, à la veille des premières échéances électorales démocratiques, la résistance psychologique des Tunisiens est, à ce jour, toujours éprouvée.

Le vendredi 14 octobre 2011, la Tunisie (a célébré) la Journée mondiale de la santé mentale sous le thème: «La santé mentale: l'affaire de tous». Pour la présidente de la Société tunisienne de psychatrie (STP), le docteur Rim Ghachem, le choix de l'intitulé n'est pas anodin et recoupe plusieurs problématiques:

«*Le Tunisien ne se reconnaît plus. Il cherche à affirmer son identité nationale et arabo-musulmane. Il cherche également ses repères et a besoin d'un nouveau guide en qui il a réellement confiance*».

(...) dans le gouvernorat de Manouba, on constate que depuis le 14 janvier, date de la fuite de Ben Ali et sa famille, les cas psychiatriques ne cessent de se multiplier:

«*Sous l'effet de l'anxiété, les personnes les plus fragiles, les schizophrènes et les bipolaires (maniaco-dépressifs), ont fait des décompensations délirantes, explique le docteur Cheour-Ellouze. Certains patients se disent investis d'une mission. La révolution, pour eux, c'est la guerre finale. L'ensorcellement revient souvent, aussi. Sans oublier les délires de grandeur et les angoisses de persécution*». (slatafrique.com 14.10)

La révolution rendrait fou les Tunisiens, alors que leur reste-t-il ? Allâh ! Cela tombe bien, le principal parti islamique serait en passe de devenir ou serait déjà le principal parti politique en Tunisie. Hier soir, aux infos sur TV5Monse Asie, une de ses candidates, en campagne pour les législative du 23 octobre, a expliqué que pour les membres de son parti la politique et la religion étaient intimement liées, inséparables, et qu'ils entendaient bien imposer un Etat islamique en Tunisie.

Un hasard ?

La libération du soldat israélien Gilad Shalit contre mille prisonniers palestiniens, tout comme l'initiative de l'autorité palestinienne à l'ONU, interviennent au moment ou les salafistes ont renforcé leurs positions sur la bande de Gaza...

Les mains sales. Guerre d'Algérie, du 8 mai 1945 au 17 octobre 1961.

Le 8 mai 1945 est aussi la date du début des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, qui sont des répressions sanglantes d'émeutes nationalistes qui sont survenues en 1945 dans le département de Constantine en Algérie durant la période coloniale française pour réclamer l'indépendance du pays et la libération du chef du Parti populaire algérien (PPA) Messali Hadj.

Il y aura parmi les Européens plus de cent morts et autant de blessés. Le nombre des victimes autochtones reste sujet à débat ; les autorités françaises de l'époque fixèrent le nombre de tués à 1 165, un rapport des services secrets américains à Alger en 1945 notait 17 000 morts et 20 000 blessés, le gouvernement algérien avance le nombre de 45 000 morts, alors que suivant les historiens le nombre varie de 8 000 (Charles-Robert Ageron, Charles-André Julien) à « *des milliers de morts* ». (http://fr.wikipedia.org)

La répression légale ne fut pas moins implacable. On dénombra 3 630 arrestations et jugements, 1 868 condamnations à des peines de prison et 157 condamnations à mort dont 33 furent exécutées. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

« *Des hommes souffrent de la faim et demandent la justice... Leur faim est injuste.* » écrivait Albert Camus début 1945 dans Combat.

À la colère légitime des Algériens, la réponse du gouvernement français, dans lequel se trouve, mais oui, le PS et le PC, aux côtés

de de Gaulle, ne s'est, en tout cas, pas fait attendre en mobilisant toutes les forces de police, de gendarmerie, de l'armée, en envoyant des ren-orts de CRS et de parachuttistes, et même en recrutant des miliciens, qui ne se gênent pas de fusiller des Algériens de tous âges et sans défense. (http://rebellyon.info)

Le Parti Socialiste comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifièrent même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « *l'Union française* », c'est-à-dire à justifier le maintien du colonialisme français. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

Le Parti Socialiste (à l'époque SFIO) comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifièrent même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « *l'Union française* », c'est-à-dire à justifier à ce moment là le maintien du colonialisme français.

Dès le début, dans les colonnes de L'Humanité, le parti stalinien déclarait que "*les auteurs des troubles étaient d'inspiration et de méthodes hitlériennes.*" Il parlera aussi "*de provocation fomentée par les grands trusts et par les fonctionnaires vichystes encore en place*".

Le PC le 21 mai 1945, dans l'Humanité demande au gouvernement de "*punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes*".

Le porte-parole du PCF, Etienne Fajon, déclarait encore à la tribune de l'assemblée nationale le 11 juillet : "*les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes.*" Alors que de Gaulle avait demandé "*de prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer les agissements d'une minorité d'agitateurs*", le bureau politique du PCF publiait un communiqué le 12 mai déclarant : "*il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute*" au nom de la défense "*de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible*."

Dans un tract signé par cinq membres du comité central et distribué sur le sol algérien, il appelle à une chasse aux sorcières et lance de véritables appels au meurtre et aux pogroms en exigeant de "*passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays*".

Ainsi une milice mise sur pied par le PC servit d'auxiliaire à la police et à l'armée contre les "*rebelles musulmans*". Et pour couronner le tout, c'est le ministre stalinien de l'aviation Charles Tillon ("*héros de la Résistance*" en tant qu'ex-chef des FTP), qui a directement ordonné le bombardement des régions de Sétif et de Guelma.

Le 5 novembre 1954 François Mitterrand déclare que "*L'Algérie, c'est la France. La seule négociation, c'est la guerre.*" Les socialistes Robert Lacoste et Max Lejeune, respectivement Ministres de l'Intérieur et de la Défense incitèrent l'armée et la police à user de tous les moyens de répression contre les combattants.

Le PCF (...) vota le 12 mars 1956 les "*pouvoirs spéciaux*" au gouvernement du socialiste Guy Mollet qui allait donner les moyens à l'Etat français d'intensifier la guerre sur le sol algérien.

François Mitterrand en 1956, est nommé garde des Sceaux dans le gouvernement de Guy Mollet. Il participe aux travaux du gouvernement, qui accorde l'indépendance à la Tunisie et au Maroc, l'autonomie à l'Afrique noire. Sur la question algérienne, il critique la dérive répressive en février 1956. Toutefois, c'est lui qui est chargé par le Conseil des ministres, de défendre le projet de loi remettant les pouvoirs spéciaux à l'armée. Selon les historiens il donne forcément son aval, en tant que Garde des Sceaux, aux nombreuses sentences de mort prononcées par les tribunaux d'Alger contre des militants de la lutte pour l'indépendance, notamment Fernand Yveton, membre du Parti Communiste Algérien, guillotiné à Alger le 11 février 1957. (http://lesvertsdebagnolet.over-blog.com)

Le 17 octobre 1961, en pleine guerre d'Algérie, le mouvement indépendantiste du Front de libération nationale (FLN) exhorte à manifester pacifiquement contre le couvre-feu imposé aux travailleurs algériens par le préfet de Paris, Maurice Papon. Contre ce qu'il qualifiait de mesure «*à caractère raciste*» mais qui entravait surtout ses activités, le FLN demande aux travailleurs de sortir en famille et de se débarrasser de tout ce qui peut être assimilé à une arme. Cet appel se déroule dans un climat tendu : une série d'attentats contre des policiers a fait 11 morts entre fin août et début octobre. Entre 20.000 et 30.000 personnes convergent vers Paris et font face à une répression policière sanglante. D'après plusieurs témoins, les forces de l'ordre tirent à balles réelles et jettent des hommes dans la Seine. Environ 12.000 manifestants sont interpellés et regroupés. Certains torturés. Le bilan officiel est de trois morts et 64 blessés. Mais les historiens estiment que le décompte réel se situe probablement autour de 200 morts, voire «*plusieurs centaines*». (lefigaro.fr 17.10)

La SFIO (PS) et le PCF ou plus généralement la social-démocratie et le stalinisme avaient déjà à leur actif la première et la seconde guerre mondiale... Dans le prolongement il fallait y ajouter notamment leur complicité, leur rôle abominable au côté de

de Gaulle dans les guerres coloniales qui se poursuivèrent après la fin de la seconde guerre mondiale.

Il faut quand même préciser que bon nombre de militants de la SFIO et PCF s'opposèrent à la politique de leurs dirigeants, dès 1914 ou le début des années 30 jusqu'à l'époque dont nous parlons ici, sans que cela ne change quoi que ce soit il est important de rappeler, et cela vaut jusqu'à nos jours, à l'exception du PS qui n'est plus un parti ouvrier. D'où l'enseignement que j'en ai tiré depuis longtemps, que ces partis n'étaient pas "*réformable*s", qu'une fois passés avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade, ils étaient définitivement perdus ou inutilisables par le mouvement ouvrier pour avancer sur la voie du socialisme, que leur passé frappé du sceau de la trahison et entaché du sang des travailleurs dont ils portaient la responsabilité les condamnait à remplir indéfiniment les mêmes fonctions sordides au côté du capital, que seule la chute de l'ordre établi par une révolution socialiste entraînerait du même coup leur disparition, puisqu'ils ne doivent plus leur survie politique qu'au maintien du régime en place.

Si l'on peut concevoir que des travailleurs sans expérience du mouvement ouvrier ou ignorant son histoire adhèrent à ces partis, on ne peut l'admettre de la part d'intellectuels ou de militants, de cadres ou de dirigeants. Ceux qui lorgent vers les élus ou dirigeants de ces partis, qui passent leur temps à essayer de redorer leurs blasons ou qui se réfèrent à leur époque "glorieuse", n'ont finalement pas plus de principes. J'ai milité à l'OCI à la fin des années 70 et j'ai combattu pour faire élire un homme dont je ne connaissais pas le sombre passé, en acceptant de minimiser celui du PS et du PCF, je n'ai pas voté en mai 81 parce que je n'étais pas inscrit sur les listes électorales, cependant j'estime avoir été manipulé et j'en garderai toujours un souvenir amer.

François Hollande a osé dire hier à propos du massacre du 17 octobre 1961 :«*Trop longtemps cet événement a été occulté des récits historiques. Il est important de rappeler ces faits*», refusant de reconnaître que c'était un crime d'Etat qui avait été commis par des fonctionnaires de police (en 1961) sans parler du nombre de victimes, refusant de dire qu'il le reconnaîtrait s'il était élu président de la République en 2012 et on comprend parfaitement pourquoi. On se demandera aussi à quels "*récits historiques*" il fait allusion, ceux fabriqués de toutes pièces par le PS qui occulte sa responsabilité dans ce massacre et celui de 1945 ?

Quant au ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, sans surprise il a affirmé que la France «*doit faire face à son passé*» mais «*ne doit certainement pas présenter des excuses*», j'ajoute, parce que selon lui le gouvernement de l'époque aurait agi légitimement. (lefigaro.fr 17.10)

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Décomposition du régime

Fait sans précédent dans l'histoire des services secrets français, Bernard Squarcini, patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) a été mis en examen lundi dans une enquête sur des investigations occultes sur la presse, a annoncé son avocat Patrick Maisonneuve.

Poursuivi pour "*atteinte au secret des correspondances, collecte illicite de données et recel de violation du secret professionnel*", le suspect a reconnu les faits lors d'une audition de près de cinq heures chez deux juges d'instruction parisiens, tout en niant qu'ils constituent une infraction. Il n'entend donc pas démissionner, a dit l'avocat.

Bernard Squarcini, proche de Nicolas Sarkozy, est un des plus hauts fonctionnaires de police français. C'est l'actuel chef de l'Etat qui l'a porté à la tête de la DCRI, vouée au contre-espionnage et à la lutte anti-terroriste, et créée par Nicolas Sarkozy en fusionnant la DST et les Renseignements généraux.

Bernard Squarcini est mis en cause pour avoir obtenu d'un opérateur téléphonique, sous contrainte légale, les factures détaillées de téléphone, ou "*fadettes*", d'un reporter du Monde, Gérard Davet, à l'été 2010.

Il s'agissait de connaître l'informateur du journaliste à l'origine d'un article concernant la procédure judiciaire visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt et mettant en cause Eric Woerth, alors ministre UMP du Budget.

L'informateur du Monde identifié par la DCRI, le magistrat David Sénat, alors en poste au ministère de la Justice, a été limogé et affecté à une mission sur la cour d'appel de Cayenne.

Le directeur général de la police nationale, Frédéric Péchenard, supérieur de Bernard Squarcini et autre proche de Nicolas Sarkozy, a déjà admis avoir donné l'ordre concernant l'affaire en question.

Le 9 septembre, il a en effet dit à France Info : "*j'ai demandé à la DCRI d'identifier le haut fonctionnaire qui, soumis au*

secret professionnel et ayant un accès direct à des documents sensibles, avait divulgué des informations confidentielles dans une affaire judiciaire en cours".

L'enquête menée par la juge d'instruction a cependant montré que les réquisitions de la DCRI visaient bien le téléphone du reporter du Monde Gérard Davet, ce qui semble être illégal, notamment du fait que le gouvernement a fait voter une loi en 2010 protégeant les sources des journalistes.

Il n'est pas possible légalement de rechercher les sources d'un média sauf cas "*d'impératif prépondérant d'intérêt public*", dit cette loi.

Frédéric Péchenard est lui-même convoqué par les juges d'instruction dans les prochains jours et pourrait donc aussi être mis en examen.

Dans un autre dossier instruit aussi à Paris et qui vise une autre enquête sur un article du Monde et Gérard Davet, le procureur de Nanterre Philippe Courroye, autre proche de Nicolas Sarkozy, est également menacé d'une mise en examen. (Reuters 17.10)

1.2- Honnête ou socialiste en parole, bourgeois ou voyou en acte.

La décision était attendue: le sénateur-maire socialiste de Berre-l'Etang (Bouches-du-Rhône), Serge Andréoni, a été mis en examen ce lundi dans l'affaire de marchés publics présumés frauduleux de l'agglomération marseillaise. Le juge Charles Duchaine, chargé de l'instruction, lui a notifié sa mise en examen pour «*complicité de trafic d'influence*».

De source proche du dossier, on précise que le sénateur PS serait intervenu en faveur de l'homme d'affaires Alexandre Guérini dans un litige financier qui l'opposait à la communauté d'agglomération de Salon-de-Provence, dont il est le vice-président. Ancien dirigeant de plusieurs sociétés spécialisées dans le traitement des déchets, Alexandre Guérini a été mis en examen, notamment pour «*abus de biens sociaux, détournement de biens publics, recel de détournement de fonds publics, corruption active et blanchiment*» ainsi que pour «*association de malfaiteurs*».

Il avait été écroué en détention provisoire de décembre 2010 à mai 2011 avant d'être placé sous contrôle judiciaire après le versement d'une caution de 300.000 euros. Son frère Jean-Noël, sénateur et président socialiste du conseil général des Bouches-du-Rhône, a pour sa part été mis en examen début septembre pour des faits de prise illégale d'intérêt, de trafic d'influence et d'association de malfaiteurs avec son frère, en vue du trafic d'influence et du recel de trafic d'influence. Il s'est mis en congé du PS après sa mise en examen. (20minutes.fr 17.10)

Social

1- France

La direction de Findus n'est pas parvenue à apaiser les craintes des salariés face aux rumeurs de mise en vente. Faute d'information sur l'avenir du groupe de surgelés, ils envisagent mardi d'appeler à la grève à Boulogne-sur-Mer, où est située l'usine française de Findus. «*Nous serions prêts à immobiliser les salariés si l'actionnaire continuait à nous ignorer*», déclare Patrick Merlin, représentant de la CFDT. Aucun dirigeant de Lion Capital n'a, en effet, assisté lundi à la réunion extraordinaire du comité central d'entreprise qui s'est tenue au siège de Findus France, à Noisy-Le-Grand.

Le scénario d'un démantèlement du groupe semble aujourd'hui à l'étude chez Lion Capital, propriétaire depuis trois ans de Findus. Les filiales française et scandinave pourraient notamment être cédées afin de financer le redressement de la filiale britannique. Environ 40 % de la production de l'usine de Boulogne-sur-Mer est destinée au marché scandinave.

Officiellement, le processus de vente de Findus Group n'a pas encore été engagé. Mais le fonds d'investissement Permira , déjà propriétaire de Findus Italie et du groupe Birds Eye, leader du surgelé en Europe, étudierait le dossier.

En France, Birds Eye, à travers sa marque Igloo, a entrepris depuis deux ans la refonte de sa gamme et un repositionnement de l'entreprise. Ce qui lui a permis de gagner du terrain, notamment au rayon poisson, sur son concurrent... Findus. (lefigaro.fr 17.10)

2- Portugal

Les deux principales centrales syndicales portugaises, la CGTP et l'UGT, ont soumis lundi à leurs adhérents le principe d'une grève générale contre l'austérité, dont la date sera fixée mercredi.

La dernière grève générale au Portugal remontait à novembre 2010.

La Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP, 725.000 adhérents) et l'Union générale des travailleurs (UGT,

500.000) s'étaient réunies pour examiner le budget de rigueur dévoilé jeudi dernier par le gouvernement de centre droit de Pedro Passos Coelho.

Quelque 40.000 personnes ont manifesté samedi soir à Lisbonne et Porto dans le cadre de la journée mondiale de protestation contre le système financier. (Reuters 17.10)

3- Espagne

Une autre conséquence de la profonde crise qui frappe l'Espagne depuis des mois pourrait également être démographique. Le Financial Times parle de l''*exode*' d'une partie de cette population qui n'arrive plus à joindre les deux bouts. '*Après une décennie d'immigration et d'accroissement démographique, la population espagnole est désormais en train de décliner*,' rapporte le quotidien, citant une étude du National Statistics Institute (INE).

Entre 2002 et 2008, la population espagnole a augmenté d'environ 700 000 personnes par an du fait de l'accroissement naturel et de l'immigration du travail. Cette année, elle n'augmenterait que de 100 000 personnes environ.

L'explication viendrait de l'absence de perspective des travailleurs migrants, principalement des latino-américains. Ils seraient plusieurs '*centaines de milliers*' à quitter le pays, selon le Financial Times. La plupart choisissant de se rendre dans d'autres pays d'Europe, tels que l'Allemagne ou l'Angleterre.

Certains sont inquiets de voir des jeunes diplômés, incluant des étrangers qui ont été naturalisés, quitter le pays par manque de perspectives. Le nombre de jeunes diplômés qui quittent le pays n'est pas quantifiable, mais certains éléments laissent penser que ceux qui ont quitté le pays pour la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou l'Amérique latine ont des compétences puisque la demande en travailleurs migrants de ces pays repose sur des qualifications nécessaires pour l'économie intérieure, rappelle le Financial Times. (lemonde.fr 17.10)

4- Belgique

ArcelorMittal a confirmé vendredi la fermeture définitive de ses activités de sidérurgie en phase liquide sur son site de Liège, du fait de surcapacités et de la lente reprise des marchés européens.

Le leader mondial de la sidérurgie a confirmé la nouvelle, qui avait été rapportée mercredi soir par des dirigeants syndicaux. Ces derniers évoquaient la fermeture de deux hauts fourneaux mis à l'arrêt, l'un depuis 2008, l'autre depuis août, ainsi que d'une fonderie.

Les négociations ayant abouti à cette décision ont été difficiles. Six membres de la direction du groupe à Liège ont un temps été retenus par les employés à l'intérieur des locaux.

ArcelorMittal dit être confronté à des surcapacités structurelles en Europe du Nord étant donné la situation du marché. Ces derniers mois, le groupe a également mis à l'arrêt des hauts fourneaux à Florange, en France, et à Eisenhüttenstadt, en Allemagne.

"*La phase liquide de Liège n'est toujours pas suffisamment compétitive dans les conditions de marché prévisibles*", a estimé vendredi Joao Felix da Silva, directeur général d'ArcelorMittal Liège. (Reuters et Les Echos 14.10)

5- Pays-Bas

Philips Electronics a annoncé lundi 4.500 suppressions d'emplois et laissé entendre que la vente de son activité de téléviseurs ne serait sans doute pas bouclée avant la fin de l'année, une incertitude qui s'ajoute à la chute de ses résultats.

Le groupe néerlandais, numéro un mondial de l'éclairage, a expliqué qu'il étudiait des solutions alternatives au cas où les discussions avec le groupe de Hong Kong TPV sur sa branche TV devraient échouer.

"*Le marché mondial des téléviseurs s'est dégradé et à l'évidence, plus tôt nous bouclerons ce dossier, mieux ce sera. Mais nous devons d'abord finaliser les négociations et il reste des incertitudes sur la possibilité d'y parvenir cette année ou au premier trimestre 2012*", a expliqué à la presse le directeur général, Frans van Houten.

Philips et TPV ont, chacun de leur côté, précisé qu'aucune date de clôture de l'opération n'avait été fixée.

Les activités de téléviseurs dont Philips souhaite se désengager représentent un peu moins de 10% du chiffre d'affaires total du groupe et ont accumulé près d'un milliard d'euros de pertes depuis le début 2007, en raison notamment de la concurrence des constructeurs asiatiques.

"*Les négociations sur les télés prennent plus de temps que prévu et il n'y a pas d'accord définitif, ce qui est à l'évidence un mauvais point*", a commenté Hans Slob, analyste de Rabobank.

"*Le fait que Philips évoque des négociations 'intenses' n'est pas très bon signe et il semble qu'il y ait un risque clair qu'ils ne parviennent pas à un accord*", a-t-il ajouté.

L'action Philips gagnait néanmoins 2,4% en fin de matinée à la Bourse d'Amsterdam, surperformant l'indice Stoxx européen du secteur des hautes technologies, alors en hausse de 0,65%. Le titre a chuté de près de 40% en un an.

Les 4.500 suppressions d'emplois annoncées lundi s'inscrivent dans le cadre d'un plan de réduction des coûts de 800 millions d'euros et les économies attendues se répercuteront sur les résultats pour l'essentiel en 2013, a précisé Frans van Houten.

Les coûts de restructuration sont l'une des causes de la chute de 85% du résultat net au troisième trimestre, à 76 millions d'euros contre 524 millions un an auparavant.

Tout en confirmant les objectifs fixés pour 2013 d'une hausse de 4% à 6% du chiffre d'affaires et d'une marge opérationnelle (Ebita) de 10 à 12%, Frans van Houten a souligné qu'il restait encore beaucoup à faire.

"*Nous ne sommes pas encore satisfaits de notre performance financière compte tenu des défis économiques du moment, surtout en Europe, et des risques et problèmes opérationnels. Nous ne pensons pas parvenir à une amélioration importante de la performance à court terme*", a-t-il noté.

Philips, qui figure dans le trio de tête mondial des équipements hospitaliers, a lancé deux avertissements sur ses résultats ces sept derniers mois.

Il a ainsi fortement réduit ses objectifs de croissance à long terme en raison de la hausse des coûts des matières premières, de la baisse de confiance des consommateurs, du ralentissement du marché du bâtiment et de la réduction des budgets de santé publique. (Reuters et Les Echos 17.10)

6- Etats-Unis

Lowe's a annoncé la fermeture de 20 magasins aux Etats-Unis, ce qui se traduira par la suppression de près de 2.000 postes, la deuxième chaîne américaine de magasins de bricolage justifiant cette décision par le besoin d'augmenter sa rentabilité.

Le groupe, qui détient quelque 1.700 points de vente aux Etats-Unis, a précisé qu'il en av ait fermé 10 dimanche et que 10 autres mettraient la clef sous la porte d'ici un mois.

Cité dans un communiqué, Robert Niblock, directeur général de l'entreprise, déclare qu'elle doit "*prendre des décisions difficiles*" pour améliorer sa rentabilité.

Lowe's est le dernier distributeur en date à réduire le parc de ses magasins en raison de l'atonie de la demande.

La semaine dernière, Gap a réaffirmé l'intention affichée en juin de fermer 200 de ses 889 points de vente éponymes aux Etats-Unis.

La chaîne de grands magasins de luxe Saks a pour sa part fermé sept points de vente au cours des deux dernières années et n'exclut pas d'en fermer d'autres. (Reuters 17.10)

Economie

La Bourse ou la vie

Le Dow Jones a abandonné 2,13%, le S&P -1,94%, le Nasdaq a reculé de -1,98%. (Reuters 17.10)

Les Bourses européennes ont clôturé en net recul lundi, après des propos du ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, qui a déclaré que le prochain sommet européen ne produirait pas de solution définitive à la crise de la dette.

A Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 1,61%, l'Eurofirst 300 a cédé 1,04%.

Haut de page

Le 19 octobre

CAUSERIE

Pas le temps de causer, juste un mot.

On nous dit que le problème serait le "capitalisme financiarisé et mondialisé" (FG), le "libéralisme" ou le "capitalisme libéral" (altermondialistes), l'emprise des banques ou de l'aristocratie financière sur l'économie, etc. Mais si ma mémoire est bonne, à l'époque des Maîtres des forges, au milieu ou à la fin du XIXe siècle, n'était-ce pas le capitalisme industriel, le capitalisme tout court qui avait réduit les ouvriers en esclavage, le capitalisme (mondial) était alors dominé par l'industrie et non par la finance ou les banques, non ?

Mais alors, ceux qui tiennent ces discours seraient des charlatants, des escrocs, des manipulateurs ? Vous croyez ? Des ignorants, certainement pas, des valets du capital, assurément, leur maître. (A suivre, je dois impérativement aller faire des courses)

LES INFOS EN BREF

Politique

France

1- L'électorat privilégié du PS

Près de six Français sur dix (59%) souhaitent une victoire de la gauche à la présidentielle de 2012, le plus haut niveau depuis septembre 2010, selon le tableau de bord des personnalités politiques «Paris-Match»/Ifop publié mardi.

Un succès de la gauche est souhaité par l'ensemble des catégories socio-démographiques, y compris les personnes âgées de 65 ans et plus (54%, contre 45% souhaitant une victoire de la droite). Le souhait le plus fort en ce sens émane des professions libérales et cadres supérieurs (71%), le plus faible se trouvant chez les artisans et commerçants (42%). (liberation.fr 18.10)

Un internaute précise : "*en réalité n'est ce pas le départ de sarko qui est voulu surtout*". Vous avez tout compris ou presque...

Tiens donc "*le souhait le plus fort en ce sens émane des professions libérales et cadres supérieurs*", et nous qui étions prêts à croire que c'était les ouvriers qui avaient participé aux "primaires" du PS, c'est bien ce qu'on a essayé de nous faire croire, n'est-ce pas ? C'était encore une manipulation.

D'après vous, quelle politique souhaitent les "*professions libérales et cadres supérieurs*" : une politique qui rompt avec le capitalisme, avec l'UE, etc ? ou plutôt une politique qui leur permettra de conserver leurs privilèges ou de maintenir leur niveau de vie confortable, en s'en foutant bien des couches les plus exploitées de la société ? Posez la question, c'est y répondre. C'est le sens de leur soutien au PS, ainsi que les intellectuels en général, l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures de la classe ouvrière, etc. tous ceux qui estiment avoir quelque chose à perdre.

La culture des illusions en guise de stratégie politique, voilà où en sont rendus les partis ouvriers, masquée par un discours qui se veut radical...

2- Le programme de Hollande : pas « ***vraiment à gauche*** ». Non, sans blague ?

Qu'ils soient de droite, de gauche, du PS ou de l'UMP, les sondés estiment que le projet présidentiel de Hollande est un programme « *plutôt de centre-gauche* ». 65 % des personnes de l'échantillon le classent dans cette catégorie (63 % des sympatisants du PS, 77 % des sympathisants UMP), alors que seulement 19 % le disent « *vraiment à gauche* ».

Seulement 8 % des électeurs du MoDem consultés classent les idées du candidat socialiste « *vraiment à gauche* ».

Seulement 18 % des sondés se déclarent déjà « *certains* » d'aller voter Hollande (10 % pour Sarkozy). Il reste encore des millions de Français à convaincre et peut-être même des déçus du sarkozysme : 61 % de l'échantillon exclut de voter pour le président sortant. (20minutes.fr 18.10)

Rectifions ou précisons : le "*projet présidentiel de Hollande*" et le programme du PS adopté par tous les candidats qui ont participé aux "primaires" de ce parti, c'est la même chose.

N'a-t-on pas essayé de nous faire croire également que c'était "*le rejet de la politique de Sarkozy*" qui s'était exprimé lors des "primaires" du PS, comme si le programme du PS romperait avec la politique mise en oeuvre par Sarkozy et qu'il aurait été plébiscité par les électeurs ? Conformément au contenu bonapartiste de la Ve République, en réalité les électeurs ont rejeté un homme, Sarkozy, pour se jeter tout aussi aveuglément dans les bras d'un autre sauveur suprême.

A noter (et réfléchir, c'est mieux !) que sur cette question précise, le contenu bonapartiste de la Ve République, le niveau de conscience politique des travailleurs n'a pas évolué depuis 1962, date de la première élection présidentielle sous la Ve République.

Ce qui est intéressant dans ce sondage, c'est qu'il montre aussi qu'une minorité seulement croit encore que le PS serait encore « *vraiment à gauche* » à travers son programme. Or les partis qui lorgnent vers le PS définissent leur politique en fonction ou s'appuie sur cette minorité qui manifeste le plus d'illusions dans le PS, et délaisse l'immense majorité des travailleurs qui n'en ont plus dans ce parti depuis belle lurette, comme nous ne cessons de le répéter en vain. Donc ils font exactement l'inverse de ce qu'il faudrait faire, s'adresser aux millions de travailleurs qui n'ont plus d'illusions dans le PS et le PCF pour les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions.

Question : Ceux qui manifestent des illusions dans le PS en ont davantage dans le capitalisme et les institutions que ceux qui n'ont plus aucune illusion dans le PS, cela paraît évident, à des degrés divers on est bien d'accord. Alors ceux qui se tournent vers le PS et ses élus, ne se servent-ils pas dans leurs discours de la rupture avec le capitalisme et les institutions pour masquer leur soumission à ce parti, donc finalement au capitalisme et aux institutions qu'incarne ce parti inféodé au capital ? N'y aurait-il pas là un lien avec leur stratégie foireuse (POI) ou l'absence de stratégie tout court (NPA et LO), leur incapacité à rompre avec le PS, le capitalisme et les institutions, à se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat n'en serait-il pas à l'origine ?

3- Zapatero : Une référence pour F. Hollande... en matière d'austérité !

- François Hollande a rencontré mardi en Espagne le chef du gouvernement espagnol, Jose Luis Rodriguez Zapatero, qui est également socialiste.

C'est la première visite à l'étranger de François Hollande depuis sa victoire dimanche aux primaires socialistes. Elle semble destinée à renforcer sa stature internationale. (AP 18.10)

Gageons qu'il se rendra ensuite en Grèce ! Vous avez raison d'être prudent dans vos propos car cette visite pourrait au contraire desservir ses intérêts ; la gestion de la crise par Zapatero (et Papandréou en Grèce) a démontréque les travailleurs n'avaient rien à attendre des partis de l'Internationale socialiste à la solde du capital.

Imaginons que demain une explosion sociale se produise en Grèce et qu'elle prenne la forme d'une insurrection. Hollande serait obligé de la condamner et cela en serait fini de "*l'enchanteur*" et de son parti...

Au fait, Hollande et sa fine équipe de bras cassés doivent être bien inspirés : Zapatero et le PSOE sont promis à une cinglante défaite électorale prochainement...

Social

France

1- Environ 500 salariés de l'ancienne usine Continental de Clairoix (Oise) sont venus mardi devant les prud'hommes de Compiègne, réclamer des dommages et intérêts à leur employeur pour licenciement non justifié selon eux.

L'audience, prévue sur trois jours, réunit près de la moitié des 1.100 anciens salariés de l'usine Continental de Clairoix qui vont être mis au chômage à la fin de l'année, suite à la fermeture du site début 2010.

Par son ampleur et sa durée, «*c'est un procès jamais vu en France à ma connaissance*», a commenté le conseiller prud'homal CGT Hervé Grosjean en marge des débats au Centre de rencontres de la Victoire, où une salle a été louée afin de pouvoir accueillir le procès.

Les salariés comptent démontrer que le groupe Continental AG, la maison-mère allemande, «est le véritable employeur et menait la barque. Or ce groupe n'a pas eu de problème économique» dans les pneus de tourisme et pour camionnettes, dans lesquels l'usine de Clairoix était spécialisée, selon Me Dufresne-Castets.

Absence de motif économique

«*Il n'y a donc pas eu de motif économique à leur licenciement*», a-t-elle assuré.

Par ailleurs, selon l'avocate, «Continental n'a pas respecté ses engagements en matière d'emploi, notamment ses obligations de reclassement» des salariés. Ceux-ci affirment que l'équipementier automobile a promis de trouver un nouvel emploi pour 80% d'entre eux, un chiffre que la direction a toujours contesté.

A deux mois et demi de l'échéance du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), 49% des 1.110 employés, soit 545 d'entre eux, «ont retrouvé une solution» professionnelle, a souligné Continental dans un communiqué.

«*Continental déploie depuis plus de 18 mois un plan d'accompagnement social d'une ampleur exceptionnelle au regard des sommes réclamées par les salariés (entre 31 et 98 mois de salaires)*» dans ce procès, s'est défendu le groupe.

Ils ont obtenu un congé mobilité de 24 mois avec 65% de leur salaire pour pouvoir rechercher un nouvel emploi, une prime de 50.000 euros en plus de leurs indemnités de licenciement ou encore des investissements de 4,5 millions d'euros dans la formation, selon Continental.

La fermeture de l'usine de Clairoix était «*inéluctable face à la crise européenne de l'automobile*» en 2008 et 2009, qui s'est traduite par une surcapacité de production de 20,9 millions de pneus fin 2009, a enfin plaidé Continental.

Le site avait fini par fermer début 2010 après un conflit social de plusieurs mois au printemps 2009. (20minutes.fr 18.10)

2- Plus de 450 licenciements sont prévus au palace parisien Ritz Paris, qui ferme deux ans pour travaux, annonce mardi l'AFP.

Contacté par 20minutes, l'hôtel de luxe confirme la «*fermeture totale*» de l'établissement pour 27 mois à compter de l'été 2012. Le nombre de licenciements prévus n'a pas été annoncé, puisqu'il est encore en négociation avec les partenaires sociaux dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi. (20minutes.fr 18.10)

3- Décomposition de leur société.

3.1- Le nombre des cambriolages des habitations principales a fortement augmenté entre octobre 2010 et septembre 2011, par rapport à la période correspondante 2009-2010, avec une hausse de 17,5%, selon le bilan mensuel de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) publié mardi.

Selon ce bilan, 28.726 cambriolages de plus ont été enregistrés entre octobre 2010 et septembre 2011 par rapport à la période correspondante 2009-2010.

Le nombre des violences contre les personnes, point noir de la délinquance depuis plusieurs années, continue quant à lui d'augmenter, avec une hausse de 1,6%, selon le même bilan mensuel de l'Observatoire.

Cette hausse est «*composée à 70% de violences physiques crapuleuses, c'est-à-dire de vols avec violences et d'infractions connexes*» qui sont en hausse, sur cette période, de 4,3% sur 12 mois, précise l'ONDRP.

Toujours selon ce bilan, les escroqueries et les infractions économiques et financières ont augmenté de 6,1%. (liberation.fr 18.10)

Ajoutons à ce tableau :

3.2- Les vols dans les magasins sont repartis à la hausse en France entre la mi-2010 et la mi-2011, progressant de 2,9% en valeur, selon une étude publiée ce mardi, qui pointe une «*professionnalisation*» du vol à l'étalage.

En France, la facture pour les distributeurs est repartie à la hausse, pour renouer avec le montant atteint deux ans plus tôt, 4,9 milliards d'euros (ou 1,40% du chiffre d'affaires) contre 4,7 milliards d'euros (ou 1,36% des ventes il y a un an). L'équivalent, selon l'étude, d'un impôt annuel de 200 euros par foyer.

Les distributeurs estiment que les vols sont commis à 44% par les clients, 30,1% par le personnel et 7,2% par les fournisseurs.

«*Des voleurs mieux renseignés déjouent plus facilement les dispositifs standard de sécurité et ceux qui se font attraper sont les voleurs qui restent occasionnels, avec des montants moins élevés*», a expliqué à l'AFP Cédric Brossard, directeur marketing

pour la division textile Europe de Checkpoint Systems. (20minutes.fr 18.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Les vols augmentent ? comme le reste, les prix du carburant, le montant des impôts, le prix de la nourriture... si tout n'augmentait pas, les gens ne deviendraient pas des voleurs...*"

A noter que 90% des commentaires des internautes ne condamnent pas les voleurs et s'en prennent à ceux qui les poussent à voler : les capitalistes.

Economie

1- Zone euro

Les opérations "à nu" sur des actions ou des obligations - c'est-à-dire sans détenir le titre correspondant - seront désormais interdites dans l'Union européenne, selon un accord trouvé mardi par les Etats membres, le Parlement et la Commission européenne.

Les ventes à découvert resteront elles permises mais la nouvelle autorité européenne des marchés (Esma) aura toutefois le pouvoir de les interdire elles-aussi en cas de tensions généralisée sur les marchés financiers.

En pleine crise de la dette, les négociations ont longtemps buté sur la possibilité ou non d'interdire les CDS "à nu" sur dette souveraine, certains pays redoutant un choc de liquidité sur les marchés obligataires.

A l'insistance de la Grande-Bretagne, les Etats disposeront finalement de dérogations nationales en cas d'apparition de signes de tensions sur ces marchés.

Ces derniers devront toutefois transmettre des "*éléments objectifs*" et une analyse détaillée à l'Esma, qui aura 24 heures pour rendre une décision publique sur le bien-fondé de cette dérogation.

"*L'Esma n'a pas de pouvoir d'imposer sa décision mais on a une pression politique qui va s'exercer et une pression juridique si le texte n'est pas respecté*", a dit le rapporteur du texte au Parlement européen, l'eurodéputé vert Pascal Canfin.

Au nom de la Commission européenne, Michel Barnier s'est félicité d'un accord ambitieux, "*qui renforce la stabilité financière et renforce le marché unique des marchés financiers*".

Il sera ensuite publié au journal officiel de l'UE et commencera à produire immédiatement des effets pour les nouveaux contrats, même si son application pleine et entière devra attendre le 1er novembre 2012.(Reuters 18.10)

Tu parles, d'ici là l'économie mondiale a le temps de s'effondrer ! Ils donnent aussi le temps aux spéculateurs de s'organiser pour contourner ces mesures.

Questions complémentaires :

1- Comment des "*signes de tensions sur ces marchés*" pourraient-elles apparaître une fois les spéculateurs mis au pas ? Etrange, non ? A moins qu'ils ne le soient pas (mis au pas) !

2- Ne sera-t-il pas déjà trop tard pour agir lorsque ces "*signes de tensions sur ces marchés*" apparaîtront ? C'est quand le corps se couvre de petits boutons rouges qu'on se rend compte qu'on a la rougeole, on ne peut pas empêcher qu'ils se propagent sur tout le corps, il est trop tard pour agir, on a été incapable de l'éviter et il ne reste plus qu'à en subir les conséquences et traiter le mal (les conséquences) comme on peut, par exemple par l'intermédiaire des banques centrales, la planche à billets, etc.

3- L'Esma n'ayant "*pas de pouvoir d'imposer sa décision*" et les Etats étant libres de déroger aux mesures qu'elles préconisent, on ne voit pas trop ce que cela va changer.

2- Espagne

Moody's a abaissé mardi la note souveraine de l'Espagne de deux crans, de Aa2 à A1, avec perspective négative, jugeant que le pays restait vulnérable aux tensions de marché. (Reuters 18.10)

Haut de page

Le 20 octobre

CAUSERIE

Pour ne pas allourdir la page d'accueil du site, j'ai remplacé les deux articles suivants *La crise de la zone euro ralentit l'Europe de l'Est.* et *Joseph Stiglitz: "L'austérité ne marchera pas".*, que vous trouverez au format pdf dans la rubrique économie, par deux autres articles d'actualité sur les banques et Mayotte.

Une précision et deux rectificatifs

Commençons par la précision.

Il y a quelques jours je donnais à chaud à peine l'information diffusée, une interprétation de l'échange entre le soldat israélien Shalit et 1028 prisonniers palestiniens. Elle est confirmée.

D'un côté du mur de la honte : Titre de Lexpress.fr du 19 octobre : *Gilad Shalit: "L'accord d'échange est une bouée de sauvetage pour le Hamas".*

De l'autre côté : Benyamin Netanyahu en difficulté sur le plan social : "*Pour le quotidien de centre gauche Haaretz, cet événement n'aurait peut-être pas eu lieu sans la mobilisation sociale sans précédent de l'été dernier.*"

Poursuivons par les rectificatifs.

1- Dans une précédente causerie j'avais fait coïncider à la même date le début de la Ve République et la première élection du président de la République, j'ai depuis corrigé mais je voulais le préciser aux lecteurs, c'était une erreur la Constitution a été adoptée en 1958 et la première élection du locataire du Palais a eu lieu en 1962.

2- Suite à la lecture de l'intervention de Schivardi au congrès du POI le 2 octobre reproduite dans le n°169 page 10 d'*Informations ouvrières*, on était fondé à en conclure qu'il avait décidé de quitter ce parti, et bien pas du tout puisque dans le n° 171 page 9 de l'hebdomadaire du POI on peut lire qu'il est intervenu dans meeting le 12 octobre en tant que secrétaire national du POI "*Outre les deux secrétaires nationaux, Gérard Schivardi et Daniel Gluckstein*". Avait-il l'intention de le faire, a-t-il été convaincu de rester, on s'en fout vous me direz.

Pour rappel, et pour qu'on ne puisse pas nous faire passer pour de vulgaires manipulateurs, je précise que plusieurs camarades avaient tiré les mêmes conclusions que moi à la lecture de son intervention au congrès du POI qui était très claire, voici ce qu'il avait dit :

"*Je terminerai mon intervention en vous remerciant. Je viens de passer cinq années enrichissantes sur le plan des idées, sur le plan personnel*", et plus loin "*j'espère que le POI continuera de vivre et de se développer. Nul n'est indispensable*", formule qui voulait dire désormais vous vous passerez de moi, et qu'on ne vienne pas nous raconter qu'il avait "*un train à prendre*" (Gluckstein) pour expliquer son absence à la conférence de presse qui devait suivre ce congrès et que nous ne saurions pas lire.

Quand le POI légitime l'existence du Sénat

On a appris (IO n°171 page 8) qu'en plus d'un rendez-vous avec Sarkozy dont le POI est à l'initiative, il s'apprête à se rendre au Sénat, institution caractérises hier encore d'antidémocratique car non élue au suffrage universelle, mais comme depuis le PS et ses satellites y ont la majorité absolue, miraculeusement cette auguste institution est devenue fréquentable, à part cela le POI serait un parti indépendant, on se demande bien de quoi, devinez.

Il est écrit à propos de la réforme des collectivités territoriales : "*Une autre délégation se rendra au Sénat : « Vous avez la majorité, abrogez la loi ! »*" en direction des sénateurs du PS et ses alliés.

Un consensus qui en vaut bien un autre.

Extrait de L'éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 19 octobre 2011

"*La situation économique et sociale a été passée au crible et le CCN a adopté, à l'unanimité, une résolution centrée sur les questions d'actualité et définissant le comportement de la Confédération pour les mois à venir.*". Je précise que cette résolution a été adoptée lors du Comité confédéral national (CCN) de FO qui a eu lieu à Paris les 13 et 14 octobre 2011. J'ai cherché l'intégralité de cette résolution sur le portail national de FO, elle n'y figure pas, il faudra donc se contenter de ce que Mailly nous en dit.

Et que nous dit-il plus loin ? "*... cette résolution rappelle que la crise est une crise du système capitaliste appelant de nouvelles règles internationales, une réorientation importante des modalités de la construction européenne et des décisions tout aussi importantes au niveau national.*", donc dans le cadre de l'Union européenne telle qu'elle existe (et de l'ONU, du G20), et les cadres ou dirigeants du POI présents à la direction confédérale nationale de FO ont voté cela. Les militants du POI apprécieront sans doute une nouvelle fois le double langage de leurs dirigeants.

J'ai lu attentivement les pages 2 et 3 du n°171 d'*Informations ouvrières* consacrées à la situation en Grèce et au Portugal. Il n'y figure aucune analyse politique, le POI ne propose aucune perspective politique aux travailleurs, il se contente de commenter l'actualité comme le font les journalistes des médias nationaux, Libération, Le Monde ou Le Figaro notamment. Dès lors quel intérêt y aurait-il à mettre ces pages en ligne ? Absolument aucun.

Faut-il en rire ou en pleurer ? Quelle bande de cyniques manipulateurs !

- "*Depuis dimanche, les choses sont plus claires: à gauche, il y a un PS qui assume son social-libéralisme et puis le Front de gauche*", a résumé hier Eric Coquerel, secrétaire national du parti de gauche, lors de linauguration du local de campagne du candidat du Front de gauche. (source : lexpress.fr 19.10)

Parce que les choses n'étaient pas parfaitement "*claires*" un jour auparavant, sur les réelles intentions du PS, ben voyons ! On serait tenté de dire que pour ces gens-là les choses sont "*claires*" quand cela les arrange... et s'obscurcissent aussi vite, mais là ils préfèrent garder le silence !

Pour comprendre quelque chose au double jeu et langage des uns et des autres, c'est dans les non-dits qu'il faut chercher, ce qui requière certaines qualités que la plupart des militants ne maîtrisent pas, encore moins le travailleur lambda, ou d'avoir en permanence à l'esprit certains facteurs pour analyser (dialectiquement) un fait ou la situation, ce qui est rarement le cas, d'où la facilité à les manipuler.

A part les petits-bourgeois qui ne supportent pas de voir remis en cause leur petit confort matériel, les ignares et les crédules qui semble-t-il sont de moins en moins nombreux à espérer quoi que ce soit du PS, la majorité n'en attendant plus rien depuis des lustres ou sinon quelques miettes, ce qui n'est manifestement pas le cas du Front de gauche incapable de rompre le cordon ombilical avec le PS. Le Front de gauche fait plutôt partie de la première catégorie, son fond de commerce en somme, c'est ce que confirme ici les illusions que leurs dirigeants plaçaient encore hier dans le PS... et demain assurément, vous aurez deviné facilement pourquoi sans qu'on vous fasse un dessin. Et s'il devait en être autrement, que le candidat du Front de gauche n'appelle pas à voter Hollande lors du second tour de la présidentielle, il éclaterait, car le PCF n'accepterait jamais de perdre encore des élus lors des législatives qui suivront. On en reparlera le moment venu.

Tartufferies

Ceux qui dénoncent le "*capitalisme libéral*" (les altermondialistes) ou qui prétendent s'attaquer au "*capitalisme financiarisé et mondialisé*" (le Front de gauche), qui prétendent "*mettre sous tutelle*" les banques. (PS - Montebourg) par ces formules qui se veulent radicales, masquent en réalité leur refus de rompre avec le capitalisme, de s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Même s'ils s'attaquaient à la dictature de l'aristocratie financière, est-ce que cela changerait fondamentalement quelque chose pour les travailleurs ? C'est ce qu'on voudrait nous faire croire. Mais nous ne sommes pas dupes, si nos souvenirs sont bons, du début ou de la première moitié du XIXe siècle jusqu'au début du XXe, lorsque le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, c'était encore la production industrielle qui dominait au sein du capitalisme mondial. Or à cette époque le prolétariat subissait des conditions de travail et d'existence épouvantables, misérables. L'accumulation rapide du capital accéléra la fusion (concentration) du capitalisme industiel et financier pour donner naissance à l'impérialisme, les modestes ateliers cédèrent la place aux manufactures, qui à leur tour donnèrent naissance aux trusts, puis aux multinationales, aux holdings, étendant leur pouvoir de l'extraction des matières premières jusqu'aux services financiers, couvrant et contrôlant ainsi la totalité du marché, de l'économie, sans oublier les Etats de nos jours.

Ainsi, ils contrôlent la totalité de la chaîne du capital, de la production de marchandises jusqu'au financement de leurs clients en passant par la commercialisation de ces marchandises. Il suffit donc qu'un maillon de cette chaîne se grippe pour que la machine s'enraie. Ils peuvent organiser la pénurie de matières premières ou procéder au lock-out, réduire la production, délocaliser, ensuite ils peuvent faire flamber les prix (et les taux d'intérêt) par le biais de la spéculation boursière, enfin ils peuvent décider de fermer le robinet du crédit. Rien de plus facile pour eux que d'orchestrer la faillite d'une entreprise et de la société toute entière pour parvenir à leur fin et d'accuser le gouvernement en place d'en être le responsable.

Quand le gouvernement de Front populaire décida d'augmenter les salaires de 30%, au cours des mois qui suivirent les prix flambèrent à tel point que cette augmentation avait été pour ainsi dire annulée, puis Blum en désespoir de cause dut se résigner à dévaluer la monnaie... de 30%, donc à l'arrivée les travailleurs se retrouvèrent encore plus misérables qu'avant l'arrivée au pouvoir du Front populaire...

Ces messieurs du Front de gauche auraient-il une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective par hasard ?

Sans l'expropriation des banquiers et des institutions financières, des compagnies d'assurance et les quelque 2 000 entreprises que compte le pays, ce qui revient en fait à nationaliser ou socialiser des centaines de milliers d'entreprises si l'on compte les sous-traitants de ces grandes entreprises, certaines en comptent une centaine ou davantage (Renault, Airbus, etc.), et sans abolir les institutions politiques qui servent à justifier, légitimer et défendre l'existence de la propriété privée des moyens de production et d'échange, nous n'avancerons jamais sur la voie de l'émancipation du capital, sur la voie du socialisme.

On peut ajouter à la liste des charlatans cités plus haut, ceux qui estiment qu'il suffirait de revenir à la situation antérieure à la réforme des statuts de la Banque de France réalisée en 1973 par Pompidou, pour nager demain dans le bonheur, car il serait alors possible d'en finir avec la dette de l'Etat qui plombe ses budgets sociaux et servent de prétexte à l'austérité, etc.

Par un tour de passe-passe dont les opportunistes de tous poils ont le secret, on voudrait nous faire croire que si l'Etat empruntait à la Banque de France à 0% d'intérêt, il ne s'agirait plus d'une dette à rembourser, par un coup de baguette magique il serait possible de décréter qu'en procédant de la sorte les millions de chômeurs retrouveraient un emploi, la demande augmenterait, donc la production suivrait ainsi que la consommation, et tout cela sans tenir compte de l'environnement du marché mondial dont les opérateurs garderont les yeux rivés sur un seul indicateur, leur profit.

Ajoutons que la France importe la plus grande partie des matières premières dont elle a besoin pour faire tourner ses usines, que le gouvernement quel qu'il soit n'a aucune emprise sur le cours de ces matières premières, et que toute mesure sociale qui aurait pour conséquence une augmentation du coût du travail pénaliserait ses entreprises sur le marché mondial qui perdraient en compétitivité et du même coup des parts de marché.

D'où la nécessité impérieuse de réorganiser l'ensemble de la production, de mettre fin à l'anarchie qui y règne, donc d'exproprier les propriétaires ou les actionnaires des grandes entreprises, d'instaurer le contrôle du commerce extérieur par l'Etat, etc. pour tenter de retarder au maximum le moment où l'ensemble de l'économie du pays se retrouvera étranglée par le marché mondial dominé par le capitalisme, ne pouvant que compter sur la prise du pouvoir par les travailleurs dans d'autres pays développés pour espérer s'en sortir, ce scénario n'étant valable bien sûr que dans le cas d'une révolution socialiste en France et non une "*révolution citoyenne*" ou par les "*urnes*" qui ne changera absolument rien aux rapports de domination de classes, la classe des capitalistes conservant le pouvoir, le programme du Front de gauche.

Tous ces beaux discours tiennent la route face à des travailleurs ou des militants qui n'ont pas vécu cette époque merveilleuse (avant 1973) ou qui en ignore tout ou encore qui ne sont pas issus des couches les plus défavorisés de la classe ouvrière, mais je peux vous assurer pour l'avoir connue et pour être issu justement de ces couches, qu'on avait toutes les peines du monde à survivre, exactement comme aujourd'hui ou pire encore, car à cette époque il n''existait pas une ribambelle d'associations pour vous filer à bouffer gratuitement ou vous distribuer des fringues, etc.

En aparté.

Mon père était menuisier sur les chantiers, ma mère avait subi une opération de la colonne vertébrale et ne pouvait pas travailler , et j'ai deux soeurs (14 et 5 ans) qui étaient scolarisées, j'ajouterai que nous étions logés gratuitement par un de mes oncles dans une ancienne maison en bois que mon père avait retapé. C'était ma grand-mère maternelle, qui faisait les marchés, qui nous nourrissait en partie, et c'était à ma tante Madeleine qui habitait à cent mètres de chez nous, que ma mère allait emprunter quelques dizaines de francs presque chaque fin de mois en attendant que la paie de mon père soit virée sur son compte pour acheter du pain, du lait et quelques bricoles indispensables, mais surtout pour mettre de l'essence dans le réservoir de la bagnole de mon père pour qu'il puisse aller travailler. Il bossait à une centaine de kilomètres aller et retour, et dans le coffre il y avait tous ses outils, au bas mot cela devait peser une centaine de kilos, outils et machines qu'il avait payés de sa poche je précise, donc aller travailler en voiture n'était pas un luxe, il n'avait pas le choix : pas de bagnoles, pas d'outils égale pas de boulot, voilà la condition d'un ouvrier en 1973. Et je précise encore, que je n'ai jamais vu mes parents aller au cinéma, au restaurant, je me suis même demandé quand ils s'achetaient des vêtements, à part les bleus de travail de mon père qu'il fallait bien changer quand ils n'en pouvaient plus, je n'en ai pas souvenir. Quant aux vacances, en camping évidemment.

Nationaliser les banques, en soi cela ne changerait absolument rien à la condition ouvrière, sauf à la marge.

Il faut encore ajouter quelque chose. Si l'Etat n'était plus endetté, il pourrait mieux rémunérer les fonctionnaires ou leur condition s'améliorerait... C'est ce que certains pourraient croire ou à qui on veut le faire croire, mais c'est en réalité une arnaque qui vaut bien celle des auteurs de cette dette, car je me souviens parfaitement que lorsqu'on m'a proposé de rentrer dans la fonction publique, j'ai refusé à l'époque, et vous savez sur quel critère j'ai basé ma décision, le salaire qui était encore plus bas

que dans le privé, où en se débrouillant bien on pouvait trouver un boulot mieux payé et espérer être mieux payé assez rapidement par la suite, ce qui se produisit effectivement, depuis les choses se sont inversées, pas pour tous les fonctionnaires, comparez quand avec même les conditions d'embauche dans le secteur privé.

J'ai pris l'exemple des banques, on pourrait prendre celui de l'impôt sur les bénéfices des entreprises ou d'autres encore et on parviendrait exactement à la même conclusion. Par an, quelques 195 milliards d'euros sont passés de la poche du travail dans celle du capital en quelques décennies. Certes, mais avant, vivions-nous mieux qu'aujourd'hui ? Certaines couches du prolétariat sans aucun doute, mais les millions de travailleurs et leurs familles qui appartenaient aux couches les plus défavorisées, elles vivaient aussi mal ou plus mal qu'aujourd'hui.

L'objectif de notre combat est-t-il d'obtenir des miettes que demain on nous reprendra ou de porter un coup fatal au système d'exploitation capitaliste ? La question est-elle de reproduire les schémas d'autrefois qui ont finalement conduit à la situation actuelle ? Réforme sociale ou révolution ? Choisir le camp de la réforme sociale signifierait que le capitalisme aurait encore un rôle progressif à jouer, qui peut croire encore pareille baliverne ? Uniquement ceux qui ont intérêt au maintien en place du capitalisme, qui en vivent bien ou qui ne doivent leur survie politique qu'à ce régime, mais certainement pas les travailleurs toutes couches confondues.

Un dernier mot.

En regardant hier soir un magazine de France2 diffusé sur TV5Monde Asie quelques semaines plus tard, *Palestine, un Etat est-il encore possible ?*, cela m'a inspiré plusieurs réflexions.

Tout d'abord, la réponse à cette question est évidemment non, j'avais eu la faiblesse d'espérer le contraire avec certes des réserves en ne considérant que la situation dramatique de la population de Gaza et des réfugiés palestiniens au Liban, c'était une erreur ; je l'avais corrigée dernièrement en précisant qu'économiquement et politiquement un Etat palestinien n'était pas viable, puisque déjà la survie des territoires palestiniens dépendait des subventions que lui versent l'impérialisme américain, l'Etat israélien et l'UE. Toute la politique de l'Etat israélien jusque dans les moindres détails consiste à convaincre les Palestiniens à quitter leur maison ou leur terre, à s'exiler, mais pour aller vivre où ?

Ensuite, dans ce magazine on a vu le lobbying sioniste à l'oeuvre aux Etats-Unis. Ils représentent 1,75% des électeurs, mais ils parviennent à influencer et dicter la politique américaine au Moyen-Orient, ils sont aidés en cela par les évangélistes sionistes qui seraient 40 millions dans ce pays. Quoi qu'il en soit, il constitue une minorité, alors comment s'y prennent-ils, au-delà de la richesse qu'elle brasse et du contrôle qu'elle exerce sur les médias pour entraîner la majorité des Américains derrière eux ?

J'en suis arrivé à la déduction suivante, qu'il suffisait d'avoir dans sa poche de manière stable 20 ou 25% de l'électorat pour entraîner les 30 ou 25% manquants et faire une majorité ou obtenir l'adhésion à une politique une grande partie de la population, sur laquelle s'appuyer ensuite pour la légitimer, tenant compte qu'une partie de la population n'a pas d'idées fondées sur la plupart des questions qui lui sont soumises. En réalité, il en leur faut moins que 30 ou 25%, car c'est parmi les couches les plus arriérées politiquement de la société, qui n'appartiennent pas forcément aux couches les plus défavorisées de la société, et qui justement n'ont aucune idée sur bon nombre de questions, qui influencées plus que d'autres par la formidable force d'inertie que représente le poids du passé (et les idées reçues) où la société elle-même, adopteront spontanément la position réputée être la plus répandue sans que cela corresponde forcément à la réalité, la propagande des partis institutionnels et des médias contribuant à les convaincre sans qu'elles ne s'en aperçoivent.

LES INFOS EN BREF

Politique

France

Selon le Spiegel, la France veut vendre à la Grèce des frégates et proposerait au pays surendetté un tarif préférentiel et un délai de paiement.

Il s'agit de deux à quatre frégates furtives du groupe d'armement naval DCNS qui seraient vendues avec une remise de 100 millions d'euros si Athènes décide de les garder au bout de cinq ans. Dans le cas contraire, la Grèce devrait les rendre à la marine française.

Les concurrents allemands du constructeur français, qui ont tenté pendant des années de remporter ce contrat, critiquent cet accord. Dans un courrier au gouvernement allemand, un dirigeant du groupe ThyssenKrupp déplore que l'achat des frégates soit en partie financé par les contribuables allemands, car, selon lui, la Grèce, dépendante de l'aide du FMI et de l'UE, pourrait devoir restructurer sa dette.

Selon un document interne de Thyssen, le contrat pourrait aussi violer les règles européennes sur les subventions et les achats publics. Thyssen a refusé de faire un commentaire sur le sujet. (lemonde.fr 19.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Et avec quoi ils vont les payer les frégates ?*

- Ben, avec les sous qu'on va leur prêter, que t'es bête..

- Les sous qu'on a empruntés pour pouvoir leur prêter ?"

Social

France

Dans un e-mail adressé à tous, envoyé mercredi après-midi, Jean Lesieur, directeur de la rédaction de France 24, annonce qu'il quitte ses fonctions à la suite d'un différend avec la direction de la société de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF, maison-mère) au sujet des augmentations de salaire des journalistes. Alain de Pouzilhac, patron de l'AEF, est particulièrement visé par ce coup de sang.

Lesieur accuse Pouzilhac de vouloir "*opposer une partie de la rédaction à une autre*". "*Je refuse de me prêter à des manoeuvres perverses qui m'empêcheraient de maintenir la cohésion de la rédaction et de récompenser comme ils le méritent tous ceux qui font de France 24 ce qu'elle est*".

Pouzilhac et Lesieur s'étaient montrés solidaires au moment des turbulences avec Christine Ockrent. Cette fois, pour Lesieur, c'en est trop. Le patron de la rédaction estime que le "*lien*" entre eux est "*cassé*". Il dénonce l'attitude "*fermée, hostile, méprisante*" de Pouzilhac à son égard.

Le matin même, Pouzilhac avait rappelé, par mail, à Jean Lesieur que l'enveloppe des augmentations de salaire, proposée par le DRH, ne serait pas extensible et qu'aucun dépassement ne serait toléré. Jean Lesieur avait, a priori, obtenu des promesses que Pouzilhac disait ne plus être en mesure de tenir. D'où le clash. En prenant la défense du pouvoir d'achat de ses journalistes, Jean Lesieur, 62 ans, décide de "*tomber à gauche*", comme on le disait jadis des gouvernements sous la IIIe et la IVe République. (lepoint.fr 19.10)

Il y a pire comme chute, celle d'un monarque aux petits pieds ou du régime par exemple !

Grèce

En Grèce, plus de 125.000 personnes selon la police (100.000 à Athènes et 15.000 à Thessalonique) ont défilé dans les rues des grandes villes pour protester contre un nouveau train de mesures d'austérité imposé par le gouvernement.

La mobilisation pour cette cinquième grève générale de l'année a atteint un niveau record: transports, écoles, musées et secteur public étaient paralysés, mais aussi commerces, taxis et autres entreprises privées.

Tous les secteurs, des dentistes aux avocats en passant par les enseignants, ont décidé d'arrêter le travail pour manifester avant le vote de jeudi au Parlement et le sommet européen de dimanche sur la crise de la dette dans la zone euro.

La Grèce livre "*la bataille des batailles*", a lancé le ministre des Finances Evangélos Vénizélos en ouvrant les débats dans un parlement encerclé par une marée de contestataires.

Le projet de loi sur les nouvelles mesures d'austérité a été adopté dans la soirée par le Parlement grec lors d'un premier vote "sur le principe".

Sur les 295 députés présents, 154 députés du Pasok, le parti socialiste au pouvoir, ont voté en faveur du projet, dicté par les créanciers du pays, Union européenne et Fonds monétaire international. Tous les partis de l'opposition, 141 députés présents, ont voté contre.

Un second vote définitif est prévu jeudi soir. (liberation.fr et AP 19.10)

Portugal

La plus importante centrale syndicale portugaise a lancé mercredi un appel à la grève générale le 24 novembre pour protester contre la cure d'austérité présentée par le gouvernement de centre droit.

L'autre grande centrale portugaise, l'UGT, devrait également donner son accord pour organiser la journée de protestation le 24 novembre, un an après la dernière grève générale dans le pays.

Le chômage atteint 12,1% de la population active au Portugal, le taux le plus élevé depuis les années 1980. Il devrait grimper à 13,5% l'an prochain, d'après les prévisions du gouvernement. (Reuters 19.10)

Donc dans cinq semaines, pourquoi pas au printemps prochain ! Les dirigeants de ces syndicats vont tout faire pour tenter de casser la mobilisation des travailleurs portugais qui s'est exprimé samedi derniers quand plus de 40 000 ont manifesté dans les rues de Lisbonne et Porto.

Economie

Zone euro

A quatre jours du sommet européen, les contacts se multipliaient entre les capitales, pour tenter d'enrayer la contagion de la crise de la dette dans la zone euro, au moment où les agences de notation financière s'attaquent à l'Italie, la France et l'Espagne.

Selon une source diplomatique à Bruxelles, les pourparlers en cours visent à porter la capacité d'intervention du Fonds de soutien européen (FESF) pour les pays en difficulté à entre 1.000 et 2.000 milliards d'euros.

Ces discussions se déroulent sur fond de détérioration de la conjoncture économique: l'Allemagne a ainsi ramené à 1% ses prévisions de croissance pour l'an prochain alors que la première économie européenne tablait précédemment sur 1,8%.

Face à la propagation de la crise, le sommet européen de dimanche s'annonce décisif. Outre l'augmentation des capacités de prêt du FESF, l'Union européenne pourrait décider d'une nouvelle dépréciation des titres de la dette grecque détenus par les banques, plus importante que celle décidée le 21 juillet. (liberation.fr 19.10)

Allemagne

Le gouvernement allemand s'apprête à réduire quasiment de moitié sa prévision de croissance pour le pays, apprend-on mercredi au sein de la coalition au pouvoir.

D'après ces sources, le ministre allemand de l'Economie Philipp Rösler pourrait réviser sa précédente projection d'une croissance de 1,8% en 2012 à environ 1,0%, tout en abaissant sa prévision de croissance pour 2011 de 3% à 2,9%.

Le gouvernement doit dévoiler jeudi ses nouvelles projections de croissance, sur fond de craintes que la première économie de la zone euro ne ralentisse brutalement en raison notamment de la crise de la dette qui secoue la région.

Avec une telle révision, le gouvernement se rapprocherait des prévisions de croissances des principaux instituts économiques du pays, qui ont réduit la semaine dernière leurs prévisions de croissance à tout juste 0,8% pour 2012, après 2,9% cette année.

La Chambre de commerce et d'industrie allemande DIHK a de son côté estimé que les taux de croissance de l'Allemagne pourraient glisser en territoire négatif en 2012 sans qu'il y ait pour autant une récession.

Elle précise que le troisième trimestre 2011 pourrait réserver une bonne surprise mais que le dernier trimestre ainsi que le premier de 2012 pourraient montrer un recul du PIB.

En 2010, l'Allemagne a enregistré une croissance de 3,6% et faisait partie des économies industrialisées les plus performantes depuis la fin de la crise, soutenue par une forte demande pour ses exportations provenant notamment de Chine. (Reuters 19.10)

Etats-Unis

L'économie américaine a poursuivi sa croissance sur un rythme lent en septembre, mais ses perspectives semblent s'assombrir, estime la Réserve fédérale dans son "Livre beige" publié mercredi.

La note de conjoncture de la Fed est fondée sur des données recueillies avant le 7 octobre et traite de toutes les

conditions économiques dans les 12 districts de la Fed, qui couvrent l'ensemble des Etats-Unis. (Reuters 19.10)

Haut de page

Le 21 octobre

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Sarkozy ou la relève de Pasqua, chef d'un gang mafieux à la tête de l'Etat.

Joëlle Ceccaldi-Raynaud, députée-maire UMP de Puteaux et ex-suppléante de Sarkozy, est accusée par son père d'avoir touché des pots-de-vin en marge d'un appel d'offres en 2001, selon le Canard enchaîné.

Et une affaire de plus. Cette fois-ci dans les Hauts-de-Seine, terre électorale de Nicolas Sarkozy.

Le juge d'instruction de Nanterre Richard Palain enquête depuis plusieurs mois sur la concession en 2001 de l'immense chaufferie qui alimente le quartier de la Défense (Hauts-de-Seine) à la société Enerpart, créée pour l'occasion par trois associés Jean Bonnefont, ex-dirigeant de Charbonnage de France, Bernard Forterre ex-dirigeant de Vivendi et Laurent Gimel.

Dans cette affaire, c'estle père de l'élue, l'ex-sénateur-maire UMP de Puteaux, Charles Ceccaldi-Raynaud, président du syndicat intercommunal au moment des faits, qui trinque d'abord. Il est soupçonné d'avoir touché 5 millions de francs (762 000 euros) de pots-de-vin. Il est mis en examen en 2007 pour "*favoritisme, recel d'abus de biens sociaux et corruption passive*". Mais pour se défendre, l'ancien élu accuse sa fille, vice-présidente du syndicat intercommunal en 2001, d'avoir touché cet argent, puis de l'avoir caché au Luxembourg.

Toujours selon le Canard enchainé, les résultats de la commission rogatoire du juge montre que Joëlle Ceccaldi-Raynault a ouvert en 1996 un compte au sein de la banque privée Edmond de Rothschild, à Luxembourg. Ce compte, au nom d'une société écran domiciliée dans un paradis fiscal, aurait reçu plusieurs sommes d'argent par virement ou en liquide jusqu'à compter plus de quatre millions d'euros en 2005. Après avoir été placé au nom des enfants du député-maire en 2004, "*le compte a été subitement clos en avril 2009 et transféré vers une destination inconnue*". Le pactole disparait, au moment exact où Charles Ceccaldi-Raynaud révèle au juge d'instruction l'existence des avoirs de sa fille.

Celle qui a hérité du siège de député de la 6è circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly et Puteaux) après avoir été la suppléante de Nicolas Sarkozy entre 1996 et 2007, réfute les accusations du journal. Elle a annoncé qu'elle allait porter plainte pour "*dénonciation calomnieuse*" en précisant: "*Sur le fond et pour conclure, les faits évoqués dans l'article ont été largement expliqués au juge d'instruction qui n'a pas remis en cause leur caractère purement privé et non délictuel*".

Entendue donc comme témoin assisté le 1er août dernier, Joëlle Ceccaldi-Raynaud a déclaré que ces quatre millions d'euros étaient "*des fonds qui se trouvaient en Suisse et qui appartenaient à [sa] grand-mère*". Ces explications ont été contredites par le père de l'intéressé, déclaration de succession à l'appui.

La députée-maire de Puteaux est un personnage central des Hauts-de-Seine. Suppléante de Nicolas Sarkozy, elle fut également présidente de l'Epad, après le fiasco de la candidature de Jean Sarkozy, mais aussi conseillère générale des Hauts-de-Seine.

Elle risque gros dans cette affaire. Enfin, si la justice parvient à boucler l'enquête. Muté en septembre dernier, le juge Richard Palain n'a pu aller plus loin dans son enquête. Il revient donc à son successeur Philippe Courroye, connu pour ses proximités avec le chef de l'Etat, de poursuivre les investigations...

Quant à Joëlle Ceccaldi-Raynaud, elle ne manque pas de ressources, à lire le blog de son opposant MoDem Christophe Grébert. Pour être sûre qu'aucun des habitants de sa ville de Puteaux ne soit informé de l'affaire, l'élue n'aurait pas hésité à envoyer ses supporters chez tous les marchands de journaux afin de racheter tous les exemplaires du journal satyrique. (lexpress.fr 20.10)

1.2- Il n'y a pas de petits profits pour les adeptes du capitalisme

La primaire socialiste aura été une opération bénéficiaire, d'au moins 1 million d'euros, d'après le trésorier du PS, Régis Juanico. Le PS a largement couvert ses frais d'organisation, qui avaient pourtant doublé par rapport aux prévisions (près de 4 millions par rapport au 1,6 million prévu), grâce à la contribution des participants au scrutin, qui s'est chiffré à près de 5 millions d'euros.

Les recettes proviennent de la contribution d'un euro minimum demandée à chaque électeur pour voter. Au premier tour, les 2,6 millions de votants ont en réalité versé en moyenne entre 1,40 et 1,50 euro, a expliqué ce responsable.

Au second tour, certains ont reversé un euro, alors qu'ils n'étaient pas obligés de le faire, et il y a eu «*énormément*» de nouveaux votants qui, eux, devaient s'acquitter de cette somme. (liberation.fr 20.10)

Commentaire d'un internaute

- "*Quel génie celui ou celle qui a mis cela en place. On paie, on vote ! On ne paie pas, on ne vote pas ! C'est une idée de gauche et beaucoup de Français se sont faits cocufiés ! Une fois de plus ! Mais franchement, qu'est-ce qu'il faut être con pour y aller.*"

Si vous voulez, il fallait surtout être intéressé !

1.3- La République des ripous (ou avec un X)

Le chef de la sûreté départementale du Nord, le commissaire divisionnaire Jean-Christophe Lagarde, a été interpellé et placé en garde à vue, jeudi 20 octobre, par l'inspection générale de la police nationale (IGPN), "la police des polices" dans le cadre de l'enquête dite du Carlton de Lille.

Un avocat du barreau de Lille, le propriétaire du Carlton, le directeur de l'hôtel, leur chargé des relations publiques, ainsi qu'un chef d'entreprise du bâtiment, ont déjà été mis en examen pour "*proxénétisme aggravé en bande organisée*".

Concernant Jean-Christophe Lagarde, les policiers cherchent notamment à savoir s'il se trouvait aux Etats-Unis, avec Dominique Strauss-Kahn, courant mai. Par ailleurs, René Kojfer, le chargé des relations publiques du Carlton, soupçonné d'être un proxénète, a reconnu devant les enquêteurs, qu'ils avaient déjeuné ensemble, lui, Jean-Christophe Lagarde et Dominique Alderweireld, alias Dodo la Saumure.

Ce dernier est l'un des hommes clés de l'enquête menée par les juges Stéphanie Ausbart et Mathieu Vignau. Elle a des connections avec une instruction menée par les juges belges de l'arrondissement de Courtrai. Les magistrats ont en effet arrêté début octobre, en Belgique, Dominique Alderweireld, alias Dodo la Saumure, Béatrice Legrain, "Béa", sa compagne, ainsi que deux autres complices. Tous sont Français. Les juges les accusent de s'être enrichis grâce aux commissions perçues sur les passes des jeunes femmes qui travaillent dans les bars à hôtesses et autres lieux de plaisir dont ils sont les tenanciers. (lemonde.fr 20.10)

1.4- Leur morale et la nôtre. Le capitalisme est synonyme de perversion.

Dans l'affaire à tiroirs du Carlton de Lille, un couple est en garde à vue depuis mercredi. Fabrice P., 44 ans, dirige une société de matériel médical dans le Pas-de-Calais. Sa femme, Virginie D. est à la tête d'une société d'événementiel.

Le chef d'entreprise, par ailleurs très investi dans les milieux politiques et économiques de la région, est soupçonné d'avoir été le «*facilitateur*», selon l'expression d'une source judiciaire, des contacts entre Dominique Strauss-Kahn et certains membres présumés du réseau de proxénétisme. Son rôle est notamment décrit par David Roquet, mis en examen et écroué la semaine dernière.

Voici ce qu'a expliqué ce directeur d'une filiale du groupe de BTP Eiffage dans le Pas-de-Calais à propos des rendez-vous organisés à Paris: «*En fait, c'est Fabrice P. qui m'a dit qu'on avait l'occasion de déjeuner avec monsieur Strauss-Kahn et qu'il apprécierait que je ramène des copines, en fait des prostituées.*» La première «*rencontre*» aurait eu lieu en mars 2009, d'abord au restaurant L'Aventure (un club restaurant proche de l'Étoile) où les protagonistes auraient commencé à avoir des relations sexuelles avant de poursuivre leurs ébats dans un hôtel luxueux du boulevard du temple, le Murano. Deux autres rendez-vous ont lieu début et fin 2010, toujours au Murano. Le commissaire Jean-Christophe lagarde, patron de la Sûreté départementale de Lille, en garde à vue depuis jeudi matin, aurait été de la partie.

L'une de ces scènes est ainsi décrite par le chef d'entreprise: «*Je suis allé avec Jade, une prostituée que René (René Kojfer, chargé des relations publiques du Carlton, mis en examen) m'avait fait connaître. Il y avait Fabrice et Jean-Christophe Lagarde. On s'est retrouvés à la gare et puis, à quatre, nous sommes allés sur Paris. Nous nous sommes rendus dans un hôtel, l'hôtel Murano. Nous avons mangé dans la chambre puis nous avons eu des relations sexuelles tarifées. Chacun était avec sa copine, moi j'étais avec Jade, DSK avait aussi sa copine et il y avait d'autres personnes.*»

Question: «*Est-ce que M. Strauss-Kahn a payé quelque chose?*»

- «*Non, il était invité*.»

- «*Il était invité mais il venait avec une copine?*»

- «*Oui*.»

Si les faits étaient établis, ils pourraient constituer de l'abus de bien social (ABS), et donc du recel d'ABS pour les bénéficiaires. La société de Virginie D. aurait, elle, pris en charge les billets d'avions de plusieurs déplacements à Washington auxquels auraient participé David Roquet, Jean-Christophe Lagarde et Fabrice P. Trois voyages ont été relevés par les enquêteurs: en décembre 2010, février 2011 et du 11 au 13 mai 2011, soit la veille du samedi 14 lorsque le patron du FMI sera arrêté à New York. Selon les éléments du dossier, David Roquet et Fabrice ont réglé les factures de l'hôtel. La filiale d'Eiffage, Matériaux enrobés du Nord, aurait réglé une large partie de l'addition - entre 12.000 et 15.000 euros. (lefigaro.fr 20.10)

Question : Comment les dirigeants du PS, qui n'ignoraient rien de ses frasques sexuelles, ont-ils pu malgré tout envisager sérieusement de le porter candidat à la présidentielle de 2012 ? Parce qu'ils sont tous pervertis sur un autre plan, idéologique et politique. Ils ont fermé les yeux parce qu'ils savent bien qu'ils ont les cuissent sales, excusez-moi, les mains sales.

Dernièrement un journaliste a demandé à Hollande si Strauss-Kahn ferait partie de son gouvernement s'il était élu en 2012, il a répondu non, mais apparemment Strauss-Kahn fait toujours officiellement partie du PS. Un parti qui a les dirigeants qu'il mérite !

Grèce

Le parlement grec a adopté jeudi une nouvelle et douloureuse cure d'austérité en dépit de manifestations de protestation massives et d'une grève générale qui a paralysé le pays.

Le gouvernement socialiste de George Papandreou a obtenu le soutien de 154 députés, contre 144, sur les 300 élus que compte le parlement.

Un seul député socialiste, l'ancienne ministre du Travail Louka Katseli, amie proche du Premier ministre, a refusé d'approuver une disposition du projet restreignant les négociations salariales collectives. Elle a été immédiatement exclue du groupe parlementaire socialiste.

Le texte prévoit une réduction de 20% des salaires de la fonction publique, abaisse le seuil du niveau d'imposition et autorise le licenciement des fonctionnaires.

Au moins 70.000 personnes, selon la police, presque autant que la veille, s'étaient rassemblés depuis le début de la journée sur la place Syntagma, face au parlement, avant le vote des députés.

Des affrontements ont éclaté entre des groupes de jeunes cagoulés et des manifestants rassemblés derrière la bannière du PAME, le syndicat communiste qui privilégie les rassemblements organisés et pacifiques.

"*C'était une attaque préméditée*", a déclaré la chef de file du Parti communiste Aleka Papariga, accusant les groupes de casseurs de servir les intérêts de "*mécanismes spécifiques*".

Au moins 74 personnes ont été hospitalisées pour des blessures et un homme est décédé d'une crise cardiaque en marge de la manifestation. Les autorités ont déclaré qu'il n'avait pas été blessé dans les incidents.

S'il a accepté de voter, l'un des députés dissidents du Pasok Vasso Papandreou a déclaré que ce serait "*la dernière fois*".

"*Trop c'est trop, la société désespère*", a-t-il dit.

Les observateurs s'attendent à voir la rue continuer à manifester son mécontentement, les Grecs ayant le sentiment que la cure d'austérité exigée touche les plus démunis sans affecter les fraudeurs et les hommes politiques jugés corrompus.

"*Les gens ont adressé mercredi le message que la limite a été atteinte, qu'ils ne peuvent pas supporter plus d'austérité*", dit Theodore Couloumbis du cercle de réflexion Eliamep. "*Toutefois, ce genre de manifestations ne pourra pas renverser le gouvernement. Je ne vois pas ça se produire maintenant*".

La grève générale de deux jours est l'une des plus importantes depuis le début de la crise de la dette en Grèce, il y a deux ans. Mercredi, 100.000 personnes au moins ont défilé dans les rues d'Athènes.

Un porte-parole du syndicat GSEE représentant le secteur privé a reconnu que le nombre de grévistes avait quelque peu diminué jeudi, un certain nombre d'employés ne pouvant se permettre de perdre une seconde journée de salaire.

Les magasins ont rouvert mais les ministères, les écoles et d'autres bâtiments publics sont restés fermés. Les services de transport et les hôpitaux ont fonctionné a minima. (Reuters 20.10)

Aux infos du soir sur TV5Monde Asie, j'ai entendu les manifestants interviewés disant : "*dehors le gouvernement*", "dehors Papandréou"...

Libye

Mouammar Kadhafi était encore vivant lors de sa capture près de Syrte. Dans la vidéo, filmée par un spectateur présent au milieu de la foule, on distingue Mouammar Kadhafi tiré hors du capot d'un véhicule et jeté par terre en étant tiré par les cheveux.

"*Laissez-le en vie ! Laissez-le en vie !*" crie une voix. Puis, on entend des coups de feu. Dans le chaos, les images changent alors de plan et ne filment plus l'ancien leader libyen. D'autres coups retentissent alors.

"*Ils (les soldats) l'ont capturé vivant et alors qu'il allait être transporté, ils l'ont tabassé et ensuite ils l'ont tué*", a confié une source haut placée du Conseil national de transition (CNT) à Reuters.

Ces images semblent contredire la version officielle du gouvernement libyen.

Mahmoud Djibril, chef du gouvernement du CNT, a expliqué que Mouammar Kadhafi était mort d'une blessure par balle à la tête reçue lors d'une fusillade entre ses gardes et les soldats pro-gouvernementaux.

"*Le véhicule, quand il s'est mis en route, a été pris dans une fusillade entre les révolutionnaires et les forces de Kadhafi qui a été touché d'une balle dans la tête*", a déclaré Djibril lors d'une conférence de presse à Tripoli, lisant le rapport d'un médecin légiste.

"*Le médecin légiste ne peut dire si la balle venait des révolutionnaires ou des forces de Kadhafi*", a-t-il ajouté. (Reuters 20.10)

Ils l'ont exécuté pour éviter un procès, au cours duquel il aurait pu être trop bavard et révéler des secrets d'Etat qui en auraient embarrassé plus d'un, à commencer par Sarkozy et Berlusconi.

Social

UE

Le maintien d'une aide européenne aux banques alimentaires et soupes populaires en Europe s'est heurté jeudi à l'opposition d'une minorité de blocage de six Etats, a constaté la présidence polonaise de l'UE en annonçant qu'elle allait continuer ses efforts pour trouver une solution.

L'enjeu des négociations était d'éviter l'an prochain une réduction drastique -de l'ordre de 80%- de ces fonds à la suite d'un arrêt de la Cour européenne de justice. Actuellement, des centaines d'organisations caritatives profitent de ce programme doté de 480 millions d'euros, dans une vingtaine d'Etats.

Jeudi à Luxembourg, l'Allemagne, la Suède, le Royaume-Uni, le Danemark, la République tchèque et les Pays-Bas ont maintenu leur opposition à ce que les fonds, tirés du budget agricole, soient utilisés à des fins de politique sociale. (liberation.fr 20.10)

Le Luxembourg, un paradis fiscal préfèrerait que les pauvres crèvent de faim, normal.

2- France

2.1- Les sommets de l'Ecureuil.

Certains dirigeants de l'Ecureuil ne connaissent pas la crise. Le Parisien.fr s'est procuré un tract du syndicat Sud du groupe Banques Populaires-Caisses d'épargnes (BPCE) qui dévoile la rémunération annuelle de 9 des 17 patrons des caisses locales.

Le mieux loti est celui d'Ile-de-France avec 435.000 euros par an. En queue de peloton, on retrouve le responsable des régions Auvergne-Limousin qui émarge à 245.000 euros. Entre les deux, citons le président pour la Bretagne et les Pays de Loire (320.000 euros) ou encore celui de l'Alsace (260.000 euros).

A cela s'ajoutent des rémunérations variables représentant plus de 50% de la partie fixe, précise le site qui a pu confirmer toutes les données avancées par Sud. (20minutes.fr 20.10)

2.2- C'est encore trop !

Selon «*les dernières données, qui portent sur l'impôt payé cette année au titre des revenus 2010*», citées par Les Echos, près de 5000 hauts revenus ont effacé totalement leur impôt cette année.

Ainsi, 4800 ménages taxés à la dernière tranche d'imposition de 41% et qui disposent donc d'un revenu imposable de plus de 70.830 euros ont effacé leur impôt sur le revenu par le jeu des niches fiscales. Ils étaient 6497 l'an passé. Parallèlement, plus de 9000 foyers fiscaux ont réduit leur impôt entre 70% et 100%, selon le rapport sur le budget 2012 de Gilles Carrez cité par le quotidien.

Par ailleurs, le rapport du député constate que l'impôt est proportionnellement moindre en haut de l'échelle fiscale. Ainsi, l'an passé les ménages à la tête d'un revenu fiscal de référence de plus de 500.000 euros par part avait un taux d'imposition de 26% contre 28,5% pour ceux gagnant plus de 250.000 euros par part. L'explication est toute trouvée : les plus fortunés tirent la majorité de leur revenu de leur capital qui est moins taxés que les revenus issus des salaires.

La nouvelle taxe sur les hauts revenus devrait permettre de corriger ces inégalités. Les foyers fiscaux déclarant entre 250.000 et 500.000 euros paieront une taxe de 3% et ceux qui déclarent plus de 500.000 de 4%.

Mais les très hauts revenus devraient continuer à être proportionnellement moins taxés. Liliane Bettencourt consacre moins de 15% de ses revenus à l'impôt contre près de 30% en moyenne pour un cadre vivant de son travail. (lefigaro.fr 20.10)

2.3- Suppressions d'emplois programmées dans l'industrie pharmaceutique

L'industrie pharmaceutique devrait encore perdre des emplois en France en 2012 et 2013 car aux mesures gouvernementales pour maîtriser les dépenses de santé s'ajoute la stratégie des laboratoires pour croître dans les pays émergents, estiment des experts du secteur.

Dans les deux années à venir, "*on sera entre 1.000 et 1.500 emplois industriels supprimés*", déclare Christian Lajoux, le président du Leem, qui dirige aussi Sanofi France. Il y a aussi "*des risques de suppressions de 1.000 à 1.500 emplois de visiteurs médicaux, assez rapidement*", ajoute-t-il.

Les analystes observent de leur côté que les industriels, pour se développer dans des pays comme la Russie ou la Chine, doivent passer par l'implantation d'usines de production locale, quitte à fermer des sites identiques en France.

Les organisations syndicales soulignent quant à elles que les pertes d'emplois touchent aussi bien les visiteurs médicaux, les chercheurs ou les salariés de la production, et elles dénoncent la gourmandise des actionnaires d'un secteur pourtant plus rentable que bien d'autres.

Pfizer a annoncé en septembre la suppression de 225 postes en France, où le groupe américain emploie 1.453 personnes. Et l'allemand Merck cherche un repreneur pour son site d'Eragny-sur-Epte, au nord-ouest de Paris, ce qui menace près de 300 emplois.

Le danois Novo Nordisk s'apprêterait lui aussi à supprimer des emplois en France. De même que le laboratoire Fournier, dont le repreneur, l'américain Abbott, veut réduire les effectifs du siège social établi à Dijon.

Chez Sanofi, le poids lourd français, les organisations syndicales affirment que 4.500 emplois auront été supprimés entre fin 2008 et 2014 du fait de la fermeture ou la vente de huit sites en France.

Ipsen, qui ambitionne de tripler ses forces de ventes en Chine, veut, lui, vendre son usine de Dreux (Eure) et trouver un partenaire pour ses produits de médecine générale en France.

"*Les restructurations se sont surtout illustrées par des diminutions sensibles dans les forces de vente de la visite médicale, qui sont passées de 27.000 emplois il y a quatre ans à 18.000 aujourd'hui*", indique le président du Leem.

Quatrième contributeur à la balance commerciale française avec un solde positif de plus de sept milliards d'euros,

l'industrie pharmaceutique compte 106.000 salariés en France.

L'analyste chez Natixis, Béatrice Muzard, observe aussi qu'il y a une forte incitation des gouvernements à avoir des usines de production locale, "*comme si c'était un permis d'exploitation*".

C'est le cas en Europe de l'Est et en Chine, note-t-elle, où les grands laboratoires sont tentés de délocaliser certaines productions "*pour bénéficier de la croissance de ces pays et de coûts de production inférieurs*". Ce qui entraîne une restructuration de l'outil industriel. (Reuters 20.10)

Economie

1- UE.

1.1- A hue et à dia entre la Commission européenne et les chefs d'Etats.

Pour José Manuel Barroso, ça commence à bien faire. Le président de la Commission européenne est décidé à ne plus laisser les Etats européens régler la crise des dettes entre eux, de la manière laborieuse que l'on sait. Dans le discret rapport de force qui l'oppose au président du Conseil européen (rassemblant les chefs d'Etats et de gouvernement), Herman Van Rompuy, le Portugais s'efforce désormais de reprendre la main.

Depuis le début de la crise, ce sont bien les Etats, avec la Banque centrale européenne, qui occupent le devant de la scène.

Barroso a récemment décidé de passer à la contre-attaque : «*La réalité, c'est que la coopération inter-gouvernementale n'est pas suffisante pour sortir l'Europe de cette crise, avait-il déjà lancé fin septembre devant le Parlement européen. Nous avons besoin plus que jamais de l'autorité indépendante de la Commission*».

En vue du Conseil européen de ce dimanche, le président de la Commission a ainsi dégainé le 12 octobre une «*feuille de route pour la stabilité et la croissance*», détaillant plusieurs mesures à mettre en œuvre «*conjointement et le plus rapidement possible*». «*Action décisive*» sur la Grèce, «*approche coordonnée*» sur les banques européennes, construction d'une «*gouvernance économique intégrée*»... Une exhortation à l'action, qui fait, en creux, la critique de l'action des Etats face à la crise.

«*Depuis le début, chaque sommet a été centré sur un seul thème,* déclare Olivier Bailly, porte-parole en France de la Commission pour les affaires économiques. *Une fois le FESF, une fois l'Irlande, une fois le Portugal... José Manuel Barroso estime qu'il faut arrêter d'agir au coup par coup, et résoudre enfin l'ensemble des problèmes. Sur la Grèce, on fait des plans à court terme au risque de donner l'impression d'un manque de volonté. Il faut voir sur plusieurs années*».

Une ambition nouvelle chez le patron de la Commission, dont les détracteurs soulignent d'habitude le peu de charisme et la rapidité à s'effacer devant les Etats. «*Contrairement à d'autres, nous n'avons pas d'intérêt politique à être en visibilité permanente*», ironise-t-on à Bruxelles.

«*Il y a chez certains une tentation de renforcer le rôle du Conseil européen dans la coordination économique,* pointe-t-on à la Commission. *Ce serait retomber dans le système d'avant, dans le jeu intergouvernemental. On perçoit cette tentation depuis un an, un an et demi: quand c'est à Van Rompuy que l'on demande un rapport sur la réforme de la gouvernance, quand c'est lui qui est pressenti pour présider le sommet de la zone euro...*»

La Commission se félicite d'ores et déjà d'avoir, à l'issue d'une rude bataille, renforcé son pouvoir de sanction à l'encontre des Etats coupables de dérapage budgétaire. Ceux-ci devront désormais réunir une majorité qualifiée pour éviter l'amende, alors qu'une minorité de blocage suffisait dans l'ancien système. Poursuivant sur sa lancée, «*la Commission entend bien préempter le débat à venir sur la réforme des institution, selon Frédéric Allemand. Déjà, elle s'était attachée à couper l'herbe sous le pied du comité Van Rompuy, en devançant certaines de ses propositions*».

Cela suffira-t-il à éviter que, dans le nouvel équilibre des pouvoirs au sein de l'UE, la balance ne penche plus nettement encore du côté des Etats? «*Comme je le lui ai dit en séance pleinière: quel dommage qu'il n'ait pas été président de la Commission plus tôt!, ironise la députée européenne Sylvie Goulard (MoDem). Il dit aujourd'hui des choses qui vont dans la bonne direction. Mais il a longtemps été du côté des Etats: par exemple, quand il refusait de renforcer la supervision financière ou qu'il menait à l'échec la stratégie de Lisbonne*». (liberation.fr 20.10)

Vous avez bien lu, la Commission européenne est toujours en quête d'indépendance par rapport aux Etats, parce que ce sont les chefs d'Etats qui de fait dirigent l'Union européenne. Ce sont eux qui à travers l'UE sont les véritables fossoyeurs de nos acquis sociaux, des services publics, etc., ils s'en servent notamment comme bouc émissaire ou écran pour se protéger face au rejet que suscite leur politique antisociale, sachant qu'il est plus difficile pour la classe ouvrière de se rassembler et de lutter contre l'UE que de combattre le régime en place dans chaque pays.

Finalement, ceux qui axent leur combat contre l'UE au lieu de le concentrer contre les institutions nationales commettent une grave erreur stratégique.

Je reviendrai plus tard sur une info dont je n'avais pas eu connaissance, le traité européen signé le 11 juillet 2011 par les 17 ministres des Finances de la zone euro, portant sur Le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) et permettant d'exiger de l'argent des pays membres de façon illimitée sans que les Parlements nationaux puissent s'y opposer, c'est en tout cas l'interprétation qui en a été donnée et qui reste à vérifier.

Quoi qu'il en soit, ce sont bien ministres des Finances des gouvernements de l'ensemble des pays de la zone euro qui ont signé ce nouveau traité dont apparemment personne n'a entendu parler. (lire les deux articles mis en ligne aujourd'hui dans la rubrique économie dans cette page)

1.2- A hue et à dia entre la France et l'Allemagne.

La France et l'Allemagne ont annoncé jeudi qu'il y aurait un deuxième sommet européen au plus tard mercredi 26 octobre, après celui prévu dimanche à Bruxelles, pour apporter une "*réponse globale et ambitieuse*" à la crise de la zone euro.

Ce sommet avait déjà été reporté de six jours pour permettre à la France et à l'Allemagne de se mettre d'accord sur la solution durable à la crise de l'euro qu'elles ont promis de présenter avant la fin du mois.

L'organisation d'un deuxième sommet, après celui de dimanche, traduit les difficultés de parvenir à un accord.

"*La France et l'Allemagne sont convenues que l'ensemble des éléments de cette réponse globale et ambitieuse sera examiné de manière approfondie lors du sommet de dimanche pour pouvoir être adopté définitivement par les chefs d'Etats et de gouvernement lors d'une deuxième rencontre, au plus tard mercredi*", lit-on dans le communiqué.

En attendant, Paris et Berlin demandent que des négociations s'engagent "*immédiatement*" avec le secteur privé sur sa participation à un nouveau programme de redressement de la situation économique et financière de la Grèce.

"*En vue d'une solution durable à la situation de la Grèce, les autorités grecques devront prendre des engagements ambitieux pour redresser la situation de leur économie*", dans le cadre de ce nouveau programme, précise le communiqué.

La France et l'Allemagne rappellent que la réponse à la crise de l'euro doit comprendre la mise en oeuvre opérationnelle de nouvelles modalités d'intervention du Fonds européen de stabilité financière (FESF), sujet qui semble encore diviser les deux pays.

Cette solution doit aussi comporter un plan de renforcement du capital des banques européennes fragilisées par leur exposition à la dette grecque et des autres pays de la zone surendettés, la mise en place d'une gouvernance économique et le renforcement de l'intégration économique des Etats membres. (Reuters 20.10)

Confirmation de la brève analyse que j'ai écrite à la suite de l'article précédent : la Commission européenne : à la trappe !

Apparemment, ils évoquent (au futur) déjà de nouvelles mesures d'austérité en Grèce, alors que les dernières viennent tout juste d'être votées (hier) par le Parlement grec.

1.3- Le FESF sur les traces de la FED

Les pays de l'Union européenne se sont entendus jeudi pour recapitaliser leurs banques à hauteur de 100 milliards d'euros mais de profondes divergences entre Paris et Berlin sur la manière de réformer le fonds de soutien à la zone euro les ont poussé à nouveau à différer leurs décisions les plus importantes.

Les banques devront d'abord faire appel à leurs réserves internes ou au marché puis à des fonds nationaux. Une fois ces possibilités épuisées, il pourront recourir aux fonds du FESF.

Concernant le FESF, Paris insiste pour que le fonds reçoive une licence bancaire, ce qui lui permettrait d'avoir accès à des financements de la Banque centrale européenne et de multiplier sa capacité d'action par un facteur allant jusqu'à cinq.

Berlin se refuse toutefois à cette possibilité et planche sur une autre solution consistant à permettre au FESF de payer les intérêts de la dette des pays bénéficiant d'un programme d'aide international.

Ce dernier mécanisme est toutefois loin de faire l'unanimité entre les pays de la monnaie unique.

Selon plusieurs sources, Paris et Berlin ne parviennent pas non plus à s'entendre sur le montant de la participation des banques au nouveau plan de sauvetage de la Grèce.

Les autorités allemandes, en particulier le ministre des Finances Wolfgang Schäuble, insistent pour que l'enveloppe de 50 milliards d'euros négociée le 21 juillet dernier soit considérablement revue à la hausse, au besoin en forçant les banques à faire un effort supplémentaire.

"*(Wolfgang) Schäuble est celui qui pousse le plus pour que la décote (sur les titres grecs) aille au moins à 50%, voire plus*", a dit l'une des sources.

Selon ces mêmes sources, l'idée fait son chemin auprès de plusieurs Etats membres de ne pas se limiter à une participation volontaire des banques mais de les forcer à un plan plus ambitieux pour la Grèce. (Reuters 20.10)

2- La Commission européenne propose et les marchés disposent.

La Commission européenne a donné jeudi, avec la révision des directives sur les marchés d'instruments financiers (MIF) et sur les abus de marchés (MAD), le coup d'envoi à un automne extrêmement chargé en matière de régulation du secteur de la finance.

Voici une liste des principales propositions contenues dans ces textes :

- En dehors des systèmes multilatéraux de négociation et des marchés réglementés, les "systèmes organisés de négociation", où s'échangent notamment des contrats dérivés standardisés, seront désormais couverts par la réglementation européenne.

- Le trading algorithmique et le trading à haute fréquence seront mieux encadrés afin de prendre en compte le risque systémique qu'ils représentent.

- Le texte sur les marchés d'instruments financiers cherchera également à accroître la transparence des activités de négociation sur les marchés d'actions, y compris sur les "dark pools". Les marchés obligataires et de dérivés devront eux aussi répondre à des règles de transparence accrues.

- L'encadrement et la surveillance des marchés de dérivés sur matières premières seront accrus. En coordination avec le nouveau superviseur européen des marchés, les superviseurs nationaux pourront interdire certains produits s'ils portent atteinte à la protection des investisseurs, à la stabilité financière ou au bon fonctionnement des marchés. Les opérateurs auront une obligation de déclaration de leurs positions et des limites de positions pourront être introduites en cas de perturbation des marchés.

- Les règles en matière de gestion de portefeuille, de conseil en investissement et d'offres de produits financiers complexes sont aussi renforcées.

- En matière d'abus de marchés, la nouvelle réglementation cherche elle aussi à s'adapter à l'évolution récente des marchés en couvrant désormais les instruments échangés sur des plateformes alternatives et de gré à gré.

- Les régulateurs auront un accès accru à l'information nécessaire pour détecter et punir les abus de marchés. Ces derniers auront pourront exiger la communication de données de la part des opérateurs télécoms et avoir accès à des édifices ou des documents privés lorsqu'ils suspectent un abus de marché.

- Enfin, l'arsenal de sanctions est lui-aussi revu à la hausse. Les amendes ne pourront plus être inférieures au bénéfice obtenu par le biais de l'abus de marché et pourront aller jusqu'à deux fois cette somme. La Commission propose aussi d'harmoniser les sanctions nationales en la matière, en les criminalisant dans les pays où elles ne sont pas considérées comme tel. (Reuters 20.10)

3- Irlande

Le gouvernement irlandais a clairement laissé entendre jeudi qu'il ne voulait pas plus d'austérité, après avoir rencontré ses bailleurs de fonds internationaux.

"*Les économistes peuvent voir les choses relativement par le petit bout de la lorgnette... Il nous faut nous veiller à des choses comme la cohésion sociale*", a-t-il dit.

Il a également dit que les banques irlandaises devaient rendre leurs bilans plus clairs pour pouvoir revenir sur le marché. "*Les*

banques doivent vraiment améliorer la qualité et la transparence de leurs bilans, cela les aiderait à s'assurer un accès au marché; c'est l'un des sujets qui ont été discutés", a-t-il observé. (Reuters 20.10)

Deux remarques :

1- Il craint qu'à trop tirer sur la corde de l'austérité la situation sociale dégénère ;

2- Tiens, donc les bilans des banques seraient toujours opaques, c'est étrange on croyait que le G20 s'était employé à les rendre transparents, merci pour cette aveu qui vaut évidemment pour toutes les banques dont celle de l'UE. Au même moment, le commissaire au Marché intérieur, Michel Barnier, affirmait lors d'une conférence de presse "*nous remettons à plat les marchés financiers, nous mettons fin à l'opacité*", quelle blague !

Haut de page

Le 22 octobre

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Remise en cause de la laïcité par le gouvernement, mode d'emploi.

Le ministre de l'Intérieur a présenté, vendredi matin devant l'Association des journalistes de l'information religieuse (AJIR), le premier recueil complet de tous les textes juridiques s'appliquant aux religions.

Ce recueil présente tous les textes du droit s'appliquant aux questions religieuses : Constitution, conventions internationales, lois, règlements, circulaires, extraits de la jurisprudence… 502 pages très roboratives, d'apparence impénétrables mais sauvées par un astucieux index de dix pages où 300 mots clés donnent à voir concrètement ce que recouvrent les termes «laïcité et liberté religieuse», titre de cette somme, éditée par les Journaux officiels et qui sera en vente dès lundi.

C'est une véritable culture de la laïcité que le ministre entend promouvoir. Par l'édition de ce recueil mais aussi par un effort accru de formation des personnels de l'État à cette question. Avec l'objectif final de réaffirmer le «*principe de neutralité du service public*».

Les instances administratives, les élus et les responsables religieux nationaux et locaux à qui cet outil juridique est destiné pourront s'y référer. Il sera régulièrement remis à jour. (lefigaro.fr 21.10)

En réalisant une dichotomie entre «*laïcité et liberté religieuse*», il permet à cette dernière des entorses parfois graves au principe de la laïcité de l'Etat ou de contourner la loi sur la séparation de l'Etat et de l'Eglise de 1905.

1.2- Moratoire sur la réforme des collectivités.

Dans son discours de clôture du 81 ème congrès de l'ADF, le président du sénat a réitéré sa proposition de d'appliquer un moratoire sur la réforme des collectivités. Une cause qu'il avait déjà plaidée auprès de François Fillon lors de leur entretien le 6 octobre dernier.

Le 11 octobre, lors de sa première allocution au sénat, Jean-Pierre Bel avait proposé des états généraux des élus. Au congrès de l'ADF, il a défendu l'urgence de ces états généraux : l'état des lieux des collectivités doit intervenir avant l'élection présidentielle, avant février, selon lui. A l'issue du congrès, les départements ont approuvé à l'unanimité à ses Etats généraux. (publicsénat.fr 21.10)

1.3- Un rôle sur mesure pour le Front de gauche.

Le candidat du Front de gauche à la présidentielle a participé vendredi à une action "*andouillette AAAAA*" au siège parisien de Moody's, pour dénoncer les ravages commis par les agences de notations et leur triple A qui "*mettent à genoux*" les "*gouvernements serviles*" européens.

Le représentant du Front de gauche a affirmé que les agences "*pourchassent les gouvernements des peuples pour leur mettre des notes*" et les "*gouvernements serviles se mettent à genoux*" avec "*des politiques d'austérité qui à leur tour, font baisser l'activité si bien qu'il y a moins de recettes fiscales*". (lexpress.fr 21.10)

On savait déjà que les malheureux dirigeants syndicaux étaient les innocentes victimes des "*pièges*" que leur tendaient le gouvernement et le patronat, et voilà que les gouvernements seraient victimes des agences de notation qui les "*pourchassent*", on en aurait presque la larme à l'oeil... et envie de les soutenir ou leur trouver des circonstances atténuantes !

Cela dit je ne suis pas contre ce genre d'actions que peut se permettre le Front de gauche, parce qu'elles seront médiatisées, et si elles sont médiatisées, c'est peut-être parce que les agences de notation savent qu'elles n'ont pas grand chose à craindre du Front de gauche, ceci explique cela.

1.4- Pas moi mais mon ombre. C'est pareil, non ?

Invité ce jeudi soir de l'émission "Parole directe" sur TF1, le candidat du Front de gauche pour l'élection présidentielle interrogé sur son entrée éventuelle dans un gouvernement dirigé par François Hollande, M. Mélenchon a répondu : "*Personnellement non*", il n'irait pas. "*Je veux rassembler ceux qui veulent y aller et ceux qui ne veulent pas y aller, il faut que ceux qui votent pour moi ne se sentent pas prisonniers*", a-t-il ajouté. (lemonde.fr 21.10)

Encore un qui a des principes ! Il en a un : sa carrière politique avec ses à-côtés.

1.5- Bataille pour que la gamelle soit verte ou en quête d'existence.

Noël Mamère est en colère contre le Parti socialiste et le fait savoir.

Le sénateur socialiste de l'Isère, André Vallini, mercredi 20 octobre, avait déclaré que le PS n'avait pas '*à céder à quelque diktat que ce soit de la part des Verts*'. Il faisait alors référence à la candidate écologiste, Eva Joly, qui avait exigé dans un entretien au Monde la sortie du nucléaire avant tout accord entre partis. Le candidat socialiste, François Hollande, prône, lui, une diminution de la part de cette énergie dans l'électricité produite, de 75 % à 50 % en 2025.

La réplique de Noël Mamère à André Vallini n'a pas tardé. Selon des propos rapportés par le quotidien Sud Ouest, le député et maire de Bègles s'est emporté contre le PS : '*Ils sont gentils les socialistes, mais il faut qu'ils comprennent qu'on ne va pas durablement rester dans leurs mains. Nous sommes la deuxième force de gauche dans ce pays. Il faut que les socialistes fassent preuve de sens de partage et de réalisme*.'

'*Il faut [qu'ils] arrêtent de se considérer en position hégémonique'*, a poursuivi Noël Mamère. '*Cela fait quinze ans qu'ils perdent toutes les élections présidentielles. Il faut qu'ils prennent conscience que les écologistes ne sont pas une force supplétive, et qu'ils sont un des éléments indispensables du moteur de la gauche.* '

Pour Europe Ecologie-Les Verts, l'enjeu est d'obtenir un groupe politique à l'Assemblée nationale. Pour cela, quinze parlementaires du même bord politique sont nécessaires. Or, seuls quatre députés écologistes siègent actuellement au Palais Bourbon. (lemonde.fr 21.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Je suis peut-être un peu simplet, mais je n'ai jamais compris pourquoi être vert ou écologiste il fallait être de gauche!!! Je n'ai jamais réussit à faire le parallèle. Si l'on peut m'expliquer?*"

Vous vouliez dire faire la différence ?

2- Libye. Hypocrisie généralisée.

L'Onu et des associations de défense des droits de l'homme ont demandé vendredi l'ouverture d'une enquête sur la mort de Mouammar Kadhafi, tué jeudi à Syrte dans des circonstances encore floues.

Un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a rappelé qu'"*une personne capturée doit être traitée correctement*".

Amnesty international s'offusque également des conditions de la mort de l'ancien chef d'Etat libyen. Même malaise de la part d'Human Rights Watch (HRW).

Safia Kadhafi, la veuve de l'ex-dirigeant libyen, réfugiée en Algérie, a aussi réclamé une enquête des Nations unies.

Les dirigeants mondiaux n'ont pas regretté la disparition sans procès de Mouammar Kadhafi, pourtant réclamé par la Cour pénale internationale (CPI). Un procès aurait pu plonger dans l'embarras gouvernements étrangers et compagnies pétrolières occidentales, qui se sont rapprochés de Mouammar Kadhafi ces dix dernières années. (Reuters 21.10)

Commentaire d'un internaute

- "*L'ONU d'aujourd'hui s'apparente bel et bien à l'aile juridique et administrative de l'Otan.*"

L'ONU n'en a pas que l'apparence... Tout comme les institutions politiques dans chaque pays sont "*l'aile juridique et administrative*" ou législative du capitalisme. Dans les deux cas, pour les légitimer sans avoir forcément à justifier leur politique puisque ce sont toutes des institutions antidémocratiques.

Social

1- France

1.1- Suppression de postes chez Areva

le scénario le plus dur évoqué au sein du management", écrit vendredi Le Figaro.

Le cabinet de conseil missionné par Areva, le Boston Consulting Group, préconiserait une réduction des coûts de 30% pour affronter la période actuelle, ajoute le quotidien, qui ne cite pas ses sources.

Areva compte près de 48.000 salariés, dont 30.000 en France et 5.700 en Allemagne.

Une source syndicale a par ailleurs déclaré à Reuters qu'un comité de groupe européen se tiendrait les 26 et 27 octobre en présence de Luc Oursel, le nouveau président du directoire. (Reuters 21.10)

1.2- Résultats provisoires des élections professionnelles des fonctionnaires

La Fédération syndicale unitaire (FSU) conserve sa place de première organisation syndicale de la Fonction publique d'Etat, selon les résultats des élections professionnelles des fonctionnaires disponibles vendredi auprès du gouvernement.

La participation au scrutin -quelque trois millions de fonctionnaires étaient appelés aux urnes jeudi- a été très variable d'un ministère à l'autre, dans une fourchette de 30% à 80%.

Le taux de participation le plus bas est celui du ministère de l'Enseignement supérieur avec 30,4%, et le plus élevé celui de ministère de l'Economie et des Finances (80.

Au ministère de l'Education nationale, la participation a été de 38,5%, alors qu'elle s'établit habituellement pour ce type d'élection aux alentours de 60%. Plusieurs syndicats dénoncent la mise en place d'un scrutin uniquement par le biais du vote électronique et assurent qu'il y a eu de "*nombreux dysfonctionnements*".

Pour l'ensemble des ministères, selon les résultats disponibles vendredi matin, la FSU arrive en tête avec 24% des voix, suivie de l'UNSA (18,6, de FO (17,8%), de la CFDT (11,8%), et de la CGT (11,1%).

Viennent ensuite la CGC (6,8, Solidaires (4,2%), tandis que diverses petites listes totalisent 2,8%. (AP 21.10)

A La Poste.

La CGT a obtenu 29,33% des voix (contre 32,79% lors des dernières élections en 2007), SUD 22,25% (21,97%), FO 18,17% (16,70%), CFDT 18,14% (17,06%), la CGC-Unsa 5,73% (Unsa 3,66% et CGC 2,68%), CFTC 4,71% (5,14%) et, pour la première fois 1,65% des voix se sont portées sur la Confédération nationale du travail, de tendance anarcho-syndicaliste (CNT).

Le taux de participation définitif à l'élection des représentants au comité technique national s'élève à 76,38% contre 81% en 2007, selon la direction de la Poste.

La Poste, qui est devenue le 1er mars 2010 une société anonyme à capitaux publics, compte encore une majorité de fonctionnaires (54%) et applique les règles de la Fonction publique pour ses élections. (20minutes.fr 21.10)

2- Grèce

Les syndicats grecs menaçaient vendredi de lancer de nouvelles grèves la semaine prochaine, au lendemain de l'approbation par le parlement grec de nouvelles mesures d'austérité, malgré les manifestations d'opposition qui ont fait un mort.

Ilias Iliopoulos, secrétaire-général du syndicat de fonctionnaires Adedy, a martelé qu'il ne fallait pas "*appliquer*" cette loi, et a accusé les Socialistes de fermer les yeux sur le coût de l'austérité pour les ouvriers. "*Nous envisageons de nouvelles grèves la semaine prochaine*".

"*Ce gouvernement a ignoré le soulèvement populaire en approuvant cette terrible mesure*", a-t-il déclaré à l'Associated Press. "*Notre réponse est: partez aussi vite que vous pouvez, il n'y a plus de place pour vous en Grèce désormais*".

Le principal syndicat du secteur privé, le GSEE, envisage également de nouveaux débrayages. "*Nous pensons à une opposition sur le long terme, pour s'assurer que les coupes budgétaires imposés par nos créditeurs ne sont pas appliquées*", a expliqué un membre de la direction du GSEE Stathis Anestis. (AP 21.10)

Grande-Bretagne

La fête du travail des Britanniques –célébrée comme en France le 1er mai– est propice aux manifestations et revendications syndicales. Pour cette raison, le ministre conservateur du tourisme John Penrose propose d'éliminer ce jour férié et de le remplacer par le 21 octobre, selon un article de myeurop.info. Le 21 octobre 1805, jour de la victoire de Trafalgar, les Britanniques conduits par Nelson avaient battu les troupes napoléoniennes lors d'une célèbre bataille navale.

Une consultation publique doit avoir lieu pour opérer ce remplacement de jour férié qui pourrait voir le jour en 2013 selon myeurop.info.

En Espagne, pour des raisons économiques également, il est question de déplacer les jours fériés ayant lieu en milieu de semaine au lundi ou au vendredi afin que les Espagnols restent compétitifs et n'en profitent pas pour prendre des congés de quatre-cinq jours, mais trois seulement. (slate.fr 21.10)

Chine

La fillette de deux ans renversée le 13 octobre par deux véhicules, agonisant sous le regard des passants sans que l'un d'eux ne vienne lui porter assistance, est décédée ce vendredi.

Les images, insoutenables, ont ensuite fait le tour du Net. Elles montrent la petite Wang Yue se faire renverser par une camionnette. Personne ne vient la secourir. La petite fille est ensuite écrasée par un camion. Une vingtaine de passants l'ignorent, avant qu'une chiffonnière la déplace au bord de la route avant de prévenir sa mère. Les deux conducteurs, qui avaient pris la fuite, on ensuite été arrêtés.

L'affaire Yue Yue "*a sans aucun doute exposé un côté sombre de notre société*", a estimé de son côté vendredi le journal Global Times. Aujourd'hui la Chine ne dispose pas de loi pénalisant la non-assistance à personne en danger, a souligné le quotidien, et le pays est loin d'un consensus sur les bienfaits d'une telle loi. "*Il serait plus approprié d'établir un système récompensant ceux qui aident plutôt que de punir ceux qui ne le font pas*", a-t-il jugé dans un éditorial.

Le drame a été vu comme l'illustration d'une dérive de la société chinoise: beaucoup sont convaincus que le rapide développement économique du pays et l'enrichissement général de la population s'accompagnent d'une montée de l'égoïsme. Les valeurs collectives de solidarité mises en avant dans la Chine communiste de Mao Zedong semblent s'être envolées.

"*Il y a cette idée qui se développe en Chine qu'il y avait auparavant un âge d'or*" de l'entraide, a confirmé Jean-Louis Rocca, sociologue spécialiste de la Chine. Mais "*c'est difficile de dire si c'est pire qu'ailleurs*", tempère-t-il, en insistant sur les solidarités "*qui existent toujours, par exemple dans la famille ou entre collègues de travail*". (lexpress.fr 21.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Cela n'a rien à voir avec la Chine. C'est tout simplement l'illustration des règles du monde dans lequel nous vivons, c'est à dire celles du plus fort. C'est pareil en France. Il m'est arrivé plus d'une fois de m'arrêter voyant un homme couché à terre dans la rue alors que les autres passaient sans lui adresser un regard. J'ai perdu un oncle ainsi, victime d'un infarctus à Paris, France, dans un pays où on prône l'égoïsme, l'individualisme, l'indifférence, le mépris des autres et la compétition permanente comme modèle; un pays ou privilégiés qui nous gouvernent nous affirment que la solidarité est une forme de cancer. Ne nous étonnons pas que les individus finissent par se comporter comme des robots. C'est un choix d'avenir et de société.*"

J'ajouterai personnellement, vous ignorez monsieur, les bonnes consciences qui se livrent à "*l'éco-tourisme*", tous ces "*bénévoles*" qui souvent ne sont pas vraiment dans le besoin et qui partent en Afrique ou en Asie pour soulager la misère du monde, et qui s'en foutent de celle qul s'étale quotidiennement sous leurs yeux dans leur propre pays, qu'ils ne combattent pas, qui voyagent et vivent aux crochets de l'Etat ou des multinationales qui financent les Ong, qui saignent les travailleurs d'impôts et taxes en tous genres...

Economie

1- France

1.1- Interview de l'économiste Eric Heyer. Mercredi, le gouvernement présentera son projet de loi de finances pour 2012 bâti sur une hypothèse de croissance du PIB de 1,75%. Optimiste, juge Eric Heyer, directeur adjoint au département analyse et prévision de l'OFCE, qui table plutôt sur un chiffre de 0,8%.

En conséquence, pour tenir son engagement de réduire le déficit public à 4,5% du PIB l'an prochain, l'exécutif devra concocter un nouveau plan de rigueur de 30 milliards d'euros.

Quelle aurait été le taux de croissance s'il n'y avait pas eu de plans de rigueur?

Nous avons fait ce calcul. C'est très analytique. Mais s'il y avait eu une politique budgétaire neutre, la croissance aurait atteint les 3,8% cette année et 2,5% l'an prochain. Quand au déficit budgétaire, il aurait atteint 5,9% fin 2012 et le taux de chômage 7,8%. Au lieu de ça, en 2011, selon nous, la croissance ne sera que de 0,8%, le déficit atteindra 5,2% et le chômage sera à 9,7%. Pour réduire le déficit public de 0,7 point supplémentaire, cela nous coûte presque 2 points de chômage. On le paie très cher. A l'heure actuelle, nous sommes confrontés à deux gros déficits: le déficit des finances publiques élevé et le déficit d'emploi. L'Europe mise tout sur la réduction du déficit public, coûte que coûte, au détriment de l'emploi.

C'est un cercle vicieux?

Oui. Nous avons des perspectives de croissance spontanée de sortie de crise assez élevées, mais les plans d'austérité, en pénalisant l'activité, nécessitent de les revoir à la baisse. En conséquence, les engagements de déficit ne peuvent être tenus: le gouvernement décidera alors, comme il l'a fait au mois d'août dernier, de faire un nouveau plan d'austérité qui nuira à son tour à la croissance.

De quel ordre?

Si la croissance du PIB n'atteint que 0,8% en 2012, pour tenir son engagement de 4,5% de déficit public, le gouvernement devra, selon mes calculs, réaliser un plan d'austérité d'au moins 30 milliards d'euros.

La situation sera-t-elle différente si la France connaît un changement de majorité en 2012?

Non, car les principaux candidats à la primaire socialiste, dont François Hollande et Martine Aubry, ont dit vouloir ramener le déficit budgétaire à 3% en 2013, ce qui impliquera pour y parvenir de passer à 4,5% de déficit en 2012. (20minutes.fr 21.10)

1.2- En famille, histoire de faire adopter une nouvelle taxe

Les députés français ont voté vendredi l'instauration d'une taxe sur les boissons contenant des sucres ajoutés et des édulcorants de synthèse pour apporter à l'Etat 280 millions d'euros de recettes supplémentaires en 2012.

La taxe s'élèvera à 7,16 euros par hectolitre et non plus à 3,58 euros comme l'avait proposé le 24 aout le Premier ministre François Fillon en présentant le projet de budget 2012.

La ministre du Budget, Valérie Pécresse, qui y était initialement opposée, a finalement accepté un amendement de la commission des Finances qui instaure une autre taxe sur les boissons dites «light» contenant des édulcorants de synthèse.

Cette taxe sur les boissons «light» rapportera 40 millions d'euros. (20minutes.fr 21.10)

Vous vous souvenez que juste après avoir acquis la majorité au Sénat le PS s'était empressé de donner la direction de la commission des Finances à l'UMP, une décision jugée équitable puisque l'UMP majoritaire à l'Assemblée nationale avait cédé la commission des Finances au PS. Donc cet amendement inique est à mettre au compte du PS.

Camarades, cela ne vous dit vraiment rien de participer à la délégation d'élus avec le POI au Sénat ? Non, vraiment pas, vous avez raison, nous condamnons cette initiative.

2- Zone euro. Tour de passe-passe ou comment 162 divisé par deux égale 120.

Vendredi lors de la réunion à Bruxelles des ministres des Finances de la zone euro (eurogroupe).

Selon un rapport préparé par la "troïka" - FMI, BCE et Commission européenne - représentant les bailleurs de fonds internationaux, une décote de 50% sur les obligations grecques détenues par les investisseurs privés est nécessaire pour réduire cette dette à 120% du PIB, contre 162% aujourd'hui.

S'il était envisagé de ramener la dette sous la barre des 110%, une décote d'au moins 60% serait alors nécessaire, précise le rapport, qui servira de base aux décisions des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro lors des sommets de dimanche et mercredi.

"*Nous avons décidé d'autoriser le versement de la prochaine tranche d'aide financière à la Grèce dans le contexte du programme actuel d'ajustement économique.*"

Selon plusieurs sources, les Européens restent toutefois largement divisées sur le niveau de la décote qui devra être appliquée aux obligations grecques ainsi que sur le caractère volontaire ou non de la participation des banques.

Le ministre de l'Economie, François Baroin, a souligné que la France continuait de penser que la transformation du fonds en banque était la meilleure solution mais qu'elle n'en faisait pas "*un point d'affrontement définitif*".

Octroyer une licence bancaire au FESF lui permettrait d'avoir accès à des financements de la Banque centrale européenne et de multiplier sa capacité d'action par un facteur allant jusqu'à cinq.

Mais Berlin se refuse à cette possibilité, qui reviendrait à accepter que l'institution de Francfort finance les pays de la zone euro, l'un des dogmes explicitement exclus par les traités européens.

Les autres membres de la zone euro sont eux aussi divisés, la Belgique ou l'Espagne s'étant prononcés pour un rapprochement BCE-FESF alors que la Slovaquie ou l'Autriche ont indiqué que cette solution n'était plus étudiée. (Reuters 21.10)

Cette décote ne s'appliquerait qu'aux obligations détenues par les banques et les institutions financières qui y ont souscrit pour leur propre compte ou leurs clients fortunés, alors que celles souscrites directement par les Etats seraient épargnées. Et comme les Etats ont été obligés d'emprunter sur les marchés financiers pour financer l'acquisition de ces obligations grecques, leur appliquer une décote se traduirait par faire supporter aux banques et aux institutions financières la totalité des pertes sur ces obligations et contribuerait à la détérioration de leurs bilans, les fragiliserait davantage, ce dont l'Allemagne ne veut pas entendre parler.

Et lorsque ces obligations d'Etat ont été rachetées par la BCE au moyen de la planche à billets, appliquer une décote à ces obligations est impossible, à moins que les banques centrales des Etats de la zone euro, donc les gouvernements de ces pays, s'engagent à récupérer la différence, par exemple en amplifiant leur politique d'austérité contre leurs peuples ou en augmentant leurs dettes en empruntant aux marchés ou par une combinaison de ces deux mesures, à ceci près qu'un nouvel endettement des Etats semble exclu dans la situation actuelle, quoi que, sans prendre le risque de voir leur note rabaissée par les agences de notation.

Maintenant, la BCE vient de transférer cette compétence - le rachat d'obligations d'Etat au FESF, au grand dam de la France qui voulait l'impliquer davantage, ce qui aurait contribué à forcer l'Allemagne à renoncer à son rôle dominant au sein de la BCE ou à l'influence qu'elle joue sur les orientations monétaires de la BCE. Le ministre allemand des Finances l'a rappelé hier à sa manière en affirmant "*Il est clair qu'on s'en tient à ce qui est autorisé par le traité (de l'UE), à savoir que la Banque centrale (européenne) ne peut être utilisée*", alors que les statuts de la BCE avaient déjà été violés en rachetant des obligations grecques, italiennes et espagnoles, comme quoi finalement rien n'est impossible.

L'orthodoxie monétaire défendue par l'Allemagne et qui favorise son économie par rapport à ses voisins de la zone euro, dont la France qui en est la seconde puissance économique, trouve un écho dans la politique monétaire pratiquée par la BCE, alors qu'elle pénalise les économies plus faibles ou plus fragiles, d'où l'insistance de l'Allemagne à préserver les statuts de la BCE tels qu'ils existent, sa soit-disant indépendance en réalité influencée par l'Allemagne, tandis que la France voudrait les voir évoluer, affaiblir la BCE par rapport au FESF en transformant ce dernier en un établissement bancaire, ce que l'Allemagne refuse catégoriquement parce l'Office de gestion de la dette allemande est directement impliqué dans les emprunts réalisés par le FESF, ce qui lui donne un droit de regard priviliégié sur les demandes d'emprunts des Etats auprès du FESF.

On aura compris que l'Allemagne tient à conserver le statu quo existant entre la BCE et le FESFqui lui est favorable, et que toute modification des rapports entre la BCE que du FESF se traduirait par un affaiblissement de sa position aussi bien au sein de la BCE que du FESF. Autrement dit, les Allemands ne veulent rien lâcher. N'oublions pas non plus que Merkel est en difficulté sur le plan politique.

3- Allemagne

Le patron de la Commerzbank, la deuxième banque allemande, estime qu'une participation volontaire du secteur bancaire à l'aide à la Grèce ne suffira pas et appelle Athènes à se déclarer en défaut de paiement, dans un entretien publié vendredi. "*La Grèce a besoin d'une réduction de sa dette*", déclare Martin Blessing à Bild. Mais "*des dépréciations dans le bilan des banques [ayant prêté de l'argent à la Grèce] ne suffisent pas*", a-t-il ajouté, "*le dernier accord entre la politique et le secteur privé n'a pas résolu le problème*".

En juillet, les dirigeants européens avaient obtenu des créanciers privés de la Grèce, banques, assureurs et fonds d'investissement, qu'ils renoncent volontairement à environ un cinquième de leurs créances, détenues sous forme d'obligations émises par la Grèce. Cet accord paraît désormais obsolète au vu des problèmes du pays, selon M. Blessing. "*A mon sens cela ne marche pas de manière volontaire, poursuit M. Blessing, mais seulement si la Grèce se déclare elle-même en cessation de paiements*". "*Un renoncement volontaire [des créanciers à leurs remboursements] sans déclaration de faillite serait néfaste pour la crédibilité des obligations d'autres pays*", affirme-t-il. "*Il faut le dire clairement : les Etats ont le choix entre deux possibilités, soit ils paient leurs dettes comme prévu soit ils se déclarent en faillite*", poursuit le banquier.

Une faillite de la Grèce entraînerait un besoin de recapitalisation des banques, dont beaucoup en Europe seraient touchées, reconnaît M. Blessing. Pour y faire face, "*chaque banque devrait d'abord essayer de lever elle-même du capital*" avant d'avoir recours à des fonds publics, selon lui. L'Etat allemand était venu en aide à la Commerzbank au cœur de la crise financière en 2008, et a pris à l'époque 25 % de son capital. (lemonde.fr 21.10)

Apparemment Merkel n'est pas vraiment sur la même longueur d'onde, car l'Etat allemand devrait encore mettre la main à la poche. D'une manière ou d'une autre il y sera obligé, ce que Martin Blessing reconnaît sans vouloir l'admettre vraiment.

Haut de page

Le 23 octobre

CAUSERIE

J'ai rectifié la date d'hier, j'ai eu des petits soucis informatiques qui m'ont dérangé...

Pour rappel. Les articles (de presse) mis en ligne de sources diverses n'engagent que leurs auteurs. Ils figurent dans le site à titre informatif uniquement, parce qu'ils fournissent des données qui sont censurées par les médias aux ordres et des éléments qui permettent de mieux saisir un fait ou la situation pour se forger sa propre opinion.

Au fait, le taux de fréquentation du site est repassé à près de 100 visites par jour en moyenne, 96,3 exactement. Ce chiffre ne concerne que les visites des internautes, les visites effectuées par les moteurs de recherche son comptabilisées à part. Quant au nombre de documents téléchargés il tourne autour de 1 500 par mois, il faut ajouter les fichiers qui sont ouverts et lus sans être téléchargés.

Si j'étais dirigeant (et permanent) dans un parti, je publierais ma déclaration d'impôt, ma feuille de paie et je communiquerais tous les éléments sur mon train de vie, mon compte en banque, ce que je possède réellement, etc. Actuellement, je loue et ne possède aucun bien immobilier, j'ai environ 5,268 millions de roupies (un peu moins de 80 000 euros) placés dans une banque de l'Etat indien sur un compte du style du livret A en France (à 9,5% d'intérêts par an), plus 500 000 roupies que je prête à 3% par mois à une relation, un business man toujours à court de liquidités, plus 275 000 roupies immobilisées icic ou là et qui ne me rapporte rien, je ne perçois ni salaire ni retraite, et mon épouse Magueswary perçoit en France une allocation handicapée de 700 euros une fois déduite l'APL (allocation logement), nous n'avons évidemment aucun bien en France.

A ceux qui me prendraient pour un nanti. Ne pouvant pas compter sur une retraite et ne sachant pas pendant combien de temps les taux d'intérêt resteront élevés et cette personne m'empruntera de l'argent, je suis obligé d'économiser pour mes vieux jours, je n'ai pas le choix. Quant à faire un "business" comme ils disent ici ou investir dans je ne sais pas quoi, rien que d'y penser cela me file la nausée, je m'y refuse depuis 20 ans et je ne changerai jamais d'idée, je préfère vivre en adéquation avec les idées que je défends.

J'ai revendu ma maison, je ne le regrette pas, car je me porte beaucoup mieux maintenant. Cela me fait penser à mon père

menuisier qui faisait ce qu'il appelait la "réception" des appartements dans lesquels il avait travaillé et qui avaient été vendus un an plus tôt, ce travail consistait à constater les problèmes survenus dans l'année écoulée (parquet, portes et fenêtres, etc.) et à les résoudre. Il nous racontait qu'il n'était pas rare que les joyeux propriétaires de ces appartements cossus ou luxueux vivaient encore dans les cartons un an plus tard, parce qu'ils ne leur restaient qu'à peine de quoi bouffer...

Nous à la même époque, le soir pour se caler l'estomac avant d'aller nous coucher, on mangeait de la panade, de la soupe au lait ou une soupe composée du jus de cuisson du pot au feu agrémentée de pain rassis, quelques légumes et un maigre morceau de viande dans une grande marmitte remplie de flotte, ou encore une soupe composée d'un cube et de vermicelles ou au tapioca (farine de manioc) pour épaissir, ce que je détestais. Entre être propriétaire et ne pas avoir de fric pour bouffer ou être locataire et pouvoir vivre à peu près normalement, j'ai choisi la deuxième solution, une chance, car beaucoup de prolos n'ont pas du tout de choix. Je rentrerai peut-être en France quand mon chien sera mort, c'est pour lui uniquement que j'ai loué cette baraque et ce jardin, on verra.

Autre chose.

Puisque les réunions des ministres des Finances à Bruxelles se sont terminées samedi soir et qu'elles seront suivies par un double sommet de la zone euro et des Vingt-Sept, nous attendrons de voir ce qu'il en est ressorti pour aborder ce sujet. Des premiers éléments seront fournis lundi ou mardi.

L'alliance du sabre et du goupillon.

Qui a dit :

-"*Il faut maintenant espérer que le peuple libyen ne subisse pas d'autres violences, que ses dirigeants pacifient et reconstruisent le pays dans un esprit de réconciliation, sur la base de la justice et du droit, et que la communauté internationale apporte une aide consistante à cette renaissance.*" (Réseau Voltaire)

Sarkozy, Merkel, Berlusconi, Cameron, Obama, mais encore... le Saint-Siège ! Les grands esprits se rencontrent... dans la fosse sceptique de la barabarie ! Le seul siège qui ne soit pas éjectable ! Tirons la chasse et passons à autre chose.

Défendre la laïcité ne consisterait-il pas à camoufler le refus de lutter pour la défense de l'athéisme, le matérialisme ?

Une réflexion en passant qui mériterait un développement selon moi : tout le monde parle de la laïcité et des religions, mais personne ne parle de l'athéisme, vous n'avez pas remarqué ? Qu'oppose-t-on au prosélytisme des églises et des sectes ? La lutte des classes, mais encore, je parle sur leur terrain, quel parti ouvrier à côté du combat pour défendre la laïcité défend l'athéisme ? Pourquoi associer le combat pour la laïcité et l'athéisme ? Parce que le combat en défense de la laïcité se réduit à défendre le droit de croire ou non, mais il ne défend pas le droit de ne pas croire.

La laïcité consiste à permettre à chacun de choisir entre croire ou ne pas croire, le principe est juste puisqu'il respecte le libre choix de chacun. Mais dans la société, le camp des croyants dispose d'organisations, d'institutions et de puissants moyens financiers, médiatiques, pour propager son venin et maintenir la plèbe dans l'ignorance ou l'obscurantisme qui fait le jeu du régime en place.

Ne devrait-on pas défendre davantage l'athéisme qui repose sur des faits et le savoir, sur les connaissances acquises par l'homme au cours de son histoire reposant sur des faits matériels, constatés, palpables, vérifiables ou impossibles à nier, bref, le matérialisme dans sa version la plus développée à ce jour, dialectique et historique ?

Cela ne manquerait pas d'intérêts à l'heure où on voudrait nous enfermer dans un débat d'idées (figées) qui s'apparente à l'idéalisme, à débattre d'idées qui appartiennent tous à l'idéologie bourgeoise dominante...

La risée du monde.

Le comportement de Nicolas Sarkozy amuse ou exaspère, selon les cas, les chefs d'Etat et de gouvernement européens.

Lorsque nous nous téléphonons entre dirigeants européens et que nous en venons à parler de Nicolas Sarkozy, nous nous disons: "*Tu me dis les méchancetés qu'il a dites sur moi, ou c'est moi qui commence?*", raconte un membre du conseil européen, qui s'agace du ton sirupeux du président dans les contacts directs, et de ses commentaires acerbes quand il appelle les uns et les autres. (lemonde.fr 22.10)

Commentaire d'un internaute :

- "*NS n'a pas l'envergure c'est vrai. Hollande ne fera guère mieux . De toutes façons les classes moyennes vont trinquer « grave ».*

En effet , les grosses fortunes se débrouilleront toujours pour payer le minimum d'impôts et pour la paix sociale on évitera de toucher trop violemment les petits salariés.

Ceci étant, de toutes façons il faudra passer à la caisse avec ou sans sarko. L'impasse en quelque sorte . Mais pourquoi n'ont-ils pas vu plus tôt que nous allions à la catastrophe indépendamment de la crise grecque ? Inutile de dire que j'appartiens à la classe moyenne qui une fois spoliée par des impôts de plus en plus élevés rétrogradera bientôt à la classe des smicards."

Toucher aux "*petits salariés*" devient délicat quand ils sont tombés dans l'indigence, mais toute augmentation des prix continue de les frapper directement, donc les appauvrit encore plus.

Il "*faudra passer à la caisse*", parce qu'on vous l'a fourré dans le crâne, la fatalité quoi, par contre il est vrai que toute politique qui se refuse à rompre avec les fondements du capitalisme conduit inévitablement à une "*impasse*".

Il faudrait donc apprendre à penser par vous-même au-delà du système capitaliste qui n'existe pas depuis l'éternité comme Onfray voudrait le faire croire. Si vous partiez du principe que vos besoins sont légitimes, que ceux de chaque travailleur des villes et des campagnes, manuel ou intellectuel le sont également, et que vous vous en teniez strictement à ce principe, vous arriveriez à la conclusion qu'il serait possible de les satisfaire, dès lors que la société ne serait plus basée sur la recherche du profit et que les moyens (de production) pour produire les richesses ne seraient plus détenus par une infime minorité de la population, mais deviendraient le bien commun de la collectivité, de l'Etat regroupant tous les producteurs, l'ensemble de la population qui travaille, qui crée ces richesses.

La question est juste de savoir si l'on est capable ou non de concevoir la société autrement que basée sur l'inégalité entre ceux qui possèdent les moyens de produire les richesses et qui détiennent le pouvoir politique, et ceux qui ne possèdent rien d'autres que leur tête et leur bras pour survivre et qui de fait ne détiennent aucun pouvoir politique dans cette société profondément marquée du sceau de l'injustice.

Le seul pouvoir politique qui est accordé à la classe ouvrière et à la classe moyenne comme vous dites, c'est dans le cadre des institutions de la Ve République de choisir à quelle sauce elles vont être exploitées et opprimées, sans jamais que leur soit donnée l'occasion de remettre en cause les fondements économiques sur lesquels repose la société, d'où la nécessité d'une révolution sociale pour y mettre un terme, acte démocratique s'il en est puisqu'elle exprime les intérêts de la majorité de la population, celle qui travaille à l'opposé de celle qui s'enrichit sur son dos.

L'Etat (et ses institutions) fonctionne au moyen de partis politiques qui sont tous inféodés au capitalisme, comme l'ont amplement prouvé les différents partis et gouvernements qui se sont succédés au pouvoir depuis 1958, on pourrait remonter à 1936 qu'on parviendrait au même constat et à la même conclusion, dès lors seul un parti rompant à la fois avec ce système économique et les institutions de la Ve République, se situant exlusivement sur le terrain des besoins ou aspirations des travailleurs sera à même de conduire cette révolution et d'ouvrir la voie à un Etat qui intègrera les valeurs de la laïcité, de la République et du socialisme, socialisme n'étant pas un gros mot, car il signifie simplement que la société, la production et la distribution ainsi que tous les rapports qui en découlent, doit être basée sur les besoins à caractère social exprimés par ceux qui travaillent

Qui est Mario Draghi qui doit remplacer Trichet à la direction de la BCE ?

Il a fait ses études à Rome chez les Jésuites. Licencié en économie et commerce à l'université de Rome « La Sapienza » en 1970, il obtient un PhD en économie au Massachusetts Institute of Technology en 1976. Professeur universitaire à Florence et à Turin, il a été de 1991 à 2001 directeur général du ministère du Trésor public, chargé des privatisations. De 1993 à 2001, il a présidé le Comité pour les privatisations. À ce titre, il a été membre du conseil d'administrations de plusieurs banques et sociétés en phase de privatisation (Eni, IRI, Banca Nazionale del Lavoro-BNL et IMI). De 2002 à 2005, il est le vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs, la quatrième banque d'affaires mondiale. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Mario_Draghi)

PAROLE D'INTERNAUTE

(Après le discours d'investiture de Hollande, hier à Paris)

- "*Après un tel discours, l'avenir est des plus sombres et tout est à craindre. A l'entendre, Monsieur Hollande a enfin trouvé les solutions, toutes les solutions, et il nous annonce qu'il va mettre tout le monde au pas, l'ensemble du PS (ben voyons !), les verts et l'extrême gauche (ben voyons !), la France toute entière, l'Allemagne et l'Europe entière (ben voyons !) et, bien évidemment, le reste du monde (ben voyons !). Alléluia, alleluia, le nouveau sauveur est arrivé ! S'il y a encore des français pour croire à de tels promesses, c'est à désespèrer.*" (lexpress.fr 22.10)

Tout de même pas ! De notre côté on devrait se poser une seule question et ne plus trouver le sommeil avant d'y avoir répondu ou d'y avoir apporté une réponse satisfaisante, non pas par des formules creuses, mais par une analyse sérieuse et sans complaisance : pourquoi ne sommes-nous pas parvenus en 70 ans à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ?

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Chape de plomb et fatalisme. Le programme d'un "***rêveur***", quel cauchemar !

- François Hollande ne compte pas cacher "*les difficultés qui s'annoncent*" - Lexpress.fr (22.10)

- François Hollande se présente en candidat de la «*vérité*» - LeFigaro.fr (22.10)

La même méthode que Sarkozy, normal : ils sont sur la même longueur d'onde...

Circulez, il n'y a plus rien à discuter !

François Hollande samedi lors de son premier discours de campagne présidentielle : "*Nous étions dans le débat, nous sommes aujourd'hui dans le combat contre droite et contre l'extrême droite*". Il enfonce le clou plus loin «*Un sursaut est possible, à la condition de chasser les divisions, les stigmatisations et de proposer un rassemblement autour du rêve français*».

Un "*rêve*" en forme de cauchemar il nous promet : «*Je ne serai pas le président qui viendra six mois après son élection pour dire qu'il doit changer de cap, pour dire que les caisses sont vides, nous le savons*», donc comme "*les caisses sont vides*" et qu'il n'y a rien à attendre de sa candidature, il ne lui reste à vendre de consistant que du vent à ceux qui décideront de voter pour lui, leur promettant de la «*volonté*», de «*l'espérance*» et de la «*justice*». (source : lefigaro.fr 22.10)

Et attention, vous êtes priés de "*rêver*" en silence s'il vous plaît, sinon il vous balancera que vous lui manquer de "*respect*" ! C'est ainsi qu'il a cloué le bec à Aubry avant le second tour des "primaires" du PS, et qu'il compte bien faire la fermer à Joly, avec l'aide (hier) de Valls notamment.

En étant le candidat d'électeurs anonymes ou de toutes les classes sociales confondues et non pas d'un parti, il ne peut pas revendiquer être le candidat d'une classe sociale particulière ni même celles des exloités (la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie), il ne peut pas non plus revendiquer être le candidat d'un parti, du coup sa légitimité est une imposture qui se confond avec l'intérêt général dont seule il peut se réclamer, qui correspond comme chacun sait avec les intérêts spécifiques de la classe dominante, celle des capitalistes. Dès lors, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il est l'un des candidats du CAC 40.

Le PS parti a perdu toute légitimité, en admettant qu'il en avait une, puisqu'elle est été supplantée par celle d'électeurs n'appartenant pas au PS. Cela n'empêchera pas demain de furieux opportunistes d'appeler à un front unique (des partis ouvriers), dont le PS !

1.2- Pierre-Louis Basse évincé d'Europe 1 sur ordre.

Après avoir travaillé trente ans à Europe 1, pourquoi n'animez-vous plus «Bienvenue chez Basse»?

Pour y avoir beaucoup réfléchi, je pense qu'il fallait qu'on ne m'entende pas en 2012. On m'a identifié comme un «anar» à qui il ne fallait plus laisser la parole. Le pouvoir doit vraiment se sentir en danger pour prendre une telle décision.

A qui faites-vous référence, précisément?

Je suis convaincu que l'Elysée ne voulait plus m'entendre. Pour moi, un journaliste doit prendre des risques tous les jours, sur le terrain s'il est reporter de guerre, en allant contre le pouvoir quel qu'il soit s'il est en France; et ça, ce pouvoir de droite ne le supporte pas. Ce n'est pas de la prétention, je fais seulement de la radio, mais j'ai été fidèle à une station pendant trente ans, et voilà comment Arnaud Lagardère me remercie... Mon éviction est donc complètement politique. Mais cela va bien au-delà de ma voix, c'est significatif de ce qui se passe dans le pays. En fait, ce sont ceux qui, sans le dire, s'engagent chaque jour aux côtés du pouvoir qui ont le haut du pavé; tandis que des gens comme moi, on les dit engagés pour mieux les éliminer, alors qu'on ne fait que mettre en avant la réflexion, la culture et l'exercice de la démocratie.

Vous voulez dire que Denis Olivennes, à la tête d'Europe1, a répondu à une injonction de Nicolas Sarkozy et d'Arnaud Lagardère de vous limoger?

Denis Olivennes n'avait peut-être pas le choix. Il m'a tranquillement demandé de faire autre chose: il était donc acté que mon émission ne devait pas continuer. Elle a d'ailleurs été remplacée par un direct où l'on reçoit des «people» au Café Costes [lieu très parisien du Ier arrondissement]... (lemonde.fr 22.10)

Afghanistan

L'Afghanistan soutiendrait le Pakistan en cas de conflit militaire entre les Etats-Unis et le Pakistan, a déclaré samedi le président afghan Hamid Karzai lors d'une interview à une chaîne de télévision pakistanaise, Geo television.

"*Si jamais il y a une guerre entre le Pakistan et l'Amérique, l'Afghanistan serait aux côtés du Pakistan*", a-t-il dit à Geo television.

"*Si le Pakistan est attaqué et si le peuple pakistanais a besoin de l'aide de l'Afghanistan, l'Afghanistan sera là avec vous*", a-t-il ajouté.

Karzai a aussi affirmé que les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan, qui se sont envenimées avec la capture de Oussama ben Laden par un commando américain au Pakistan en mai, n'avaient pas d'impact sur sa relation avec Islamabad.

Hillary Clinton, secrétaire d'Etat, vient d'effectuer une visite de deux jours à Islamabad après avoir été à Kaboul.

Vendredi, elle a fait état d'une rencontre préliminaire entre les Etats-Unis et des représentants du réseau Haqqani, un groupe d'activistes accusés par Washington d'avoir mené une série d'attaques en Afghanistan.

Cette annonce est intervenue peu de temps après une mise en garde sévère de la secrétaire d'Etat américaine aux activistes tant afghans que pakistanais en cas de refus de coopérer aux efforts visant à stabiliser l'Afghanistan et à y ramener la paix. (Reuters 22.10)

Karzai serait-il tenté de jouer la carte chinoise après que les autorités de ce pays ont signifié à Washington que s'attaquer au Pakistan serait considéré comme un acte de guerre contre la Chine, parce qu'il sait que Pékin n'est pas vraiment regardant sur la corruption qui règne dans les pays avec lesquelle il commerce ou leurs régimes dictatoriaux ?

Social

Espagne

Espagne

Aux cris de «*non aux coupes*» budgétaires dans l'éducation, des dizaines de milliers d'enseignants, parents et lycéens venus de plusieurs régions d'Espagne ont défilé samedi à Madrid pour leur première manifestation nationale, à l'appel des principaux syndicats du pays. Aux rythmes des tambours couverts par le son des sifflets, entre 70 000 et 100 000 personnes selon les organisateurs, ont défilé à la mi-journée dans une ambiance festive.

Outre Madrid, où des dizaines de milliers de professeurs et familles ont déjà défilé ces dernières semaines, des manifestants étaient venus dans 200 bus selon les organisateurs, d'autres régions comme la Castille-La Manche, l'Extrémadure, de Galice ou encore d'Andalousie. (liberation.fr 22.10)

Haut de page

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Et pourtant !

Ce sont les résultats d'un sondage TNS Sofres pour Canal+, dévoilé dimanche 23 octobre.

Seuls 3 % des 955 personnes interrogées (les 19 et 20 octobre, par téléphone, méthode des quotas) sont capables de donner le nom du candidat du NPA à l'élection présidentielle, 2 % donnant une réponse évasive correcte ("un nouveau", "un ouvrier, "un syndicaliste", etc.). 18 % des sondés donnent une réponse incorrecte (Olivier Besancenot et Jean-Luc Mélenchon sont les plus couramment cités), tandis que 77 % signalent directement ne pas savoir.

Le contexte est pourtant favorable aux idées du Nouveau parti anticapitaliste. Dans la même étude de TNS Sofres pour Canal+, 80 % des sondés souhaitent une réforme du système capitaliste : 44 % sont pour une réforme "*en profondeur*", 36 % "*sur quelques points*". Ils étaient 40% et 51% respectivement en 2009, soit 91%. (lemonde.fr 23.10)

Comment expliquer ce décalage, un euphémisme, au-delà, car la question du candidat du NPA ne nous intéresse pas, comment se fait-il que 80 à 91% des personnes ayant répondu à ces sondages se disent favorables à une remise en cause du capitalisme, et que dans le même temps, le NPA et les partis qui prétendent le remettre en cause demeurent marginaux dans la société, n'inspirent pas vraiment confiance ou ne parviennent pas à se construire ?

Le problème ne viendrait-il pas de leurs directions, de leur conception du parti, de leurs rapports aux masses ? Mais non, mais non, ils sont parfaits, intouchables, voyons, pas de procès d'intention camarades, c'est la faute à pas de chance ou à la fatalité... Parfois on se demande si c'est l'ignorance ou la malhonnêteté intellectuelle qui l'emporte chez ceux qui cherchent une réponse à cette situation en dehors de leur parti.

1.2- Pour le pire et le meilleur...

La crise de la dette, qui secoue la zone euro, mine profondément les Français. Il s'agit, pour 79% d'entre eux, de la crise «la plus grave» de ces dernières années, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche . Face à la situation économique et sociale actuelle de la France, 53% des sondés se disent «*révoltés*», tandis que 29% sont «*résignés*».

Les Français sont, en effet, très pessimistes. Seuls 4% d'entre eux croient à une sortie de crise dans les six prochains mois. Près de la majorité (46%), en revanche, n'attendent pas d'amélioration avant 2014. «*Ce sondage met en exergue le malaise des Français*», explique Frédéric Dabi, directeur du Pôle opinion de l'Ifop. «*Pour eux, il s'agit d'une crise grave dont ils ne voient pas la sortie et sur laquelle les politiques ne peuvent pas peser.*» Pour autant, ils se préparent à 57% à des «*mesures douloureuses et difficiles*». Ils sont d'ailleurs prêts à faire des sacrifices, notamment à tailler dans leurs dépenses «*de confort*» et dans leur budget vacances, souligne l'étude.

Interrogés sur les causes de la crise, 52% des Français pointent du doigt le rôle des marchés financiers. Loin derrière, le gouvernement (26%), les banques (15%), l'Union européenne (10%), les Français dans leur ensemble (6%), les pays émergents (5%) et les entreprises (1%) sont également jugés partiellement responsables de la crise actuelle. «*Paradoxalement, alors que leur attachement à l'UE est souvent ténu, les Français sont pour plus d'Europe*», analyse Frédéric Dabi. Pour preuve, ils se disent favorables à la création d'un ministère européen de l'Economie. (lefigaro.fr 23.10)

Ils ne sont pas dupes, c'est ce qui ressort de ce sondage. Qu'ils pointent comme responsable de la crise, disons plutôt de la situation sociale, les marchés financiers et les banques ainsi que le gouvernement, nous fait dire que nous ne nous sommes pas fourvoyés en axant notre combat contre le gouvernement et les institutions, ainsi que l'aristocratie financière dont ils servent les intérêts, ceux qui ont axé leur combat contre l'UE ne peuvent pas en dire autant, simple constat.

Et si les "*Français se disent favorables à la création d'un ministère européen de l'Economie*", c'est uniquement parce qu'on leur suggère que ce serait la panacée, une solution pour sortir de la crise. Ce qui démontre au passage qu'ils sont toujours autant subordonnés au capitalisme ou que leur niveau de conscience politique peine à progresser.

1.3- Drogue, proxénétisme, etc. la place Beauvau ou le repère de la pègre.

Dans le répertoire téléphonique de René Kojfer, le directeur des relations publiques du Carlton, mis en examen pour "*proxénétisme aggravé en bande organisée*", figurerait en bonne place le numéro de portable de Frédéric Veaux, numéro deux de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI).

Entre l'indic et le grand flic, les relations seraient presque amicales, selon l'avocat de René Kojfer, Me Christophe Snyckerte. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps. Frédéric Veaux a commencé sa carrière de commissaire à Lille, en 1984, avant d'y revenir comme directeur de la PJ entre août 2000 et juin 2001. À cette époque, René Kojfer s'occupait de la gestion de la résidence Politel de Lille, un établissement réservé aux policiers en mission. Cet hôtel appartenait à la mutuelle du ministère de l'Intérieur avant d'être cédé au Carlton.

"*René Kojfer a été fourni à la direction du palace en paquet cadeau au moment de la transaction*", précise un avocat dans le dossier. En clair, selon lui, c'est la police qui aurait intronisé René Kojfer dans l'hôtellerie de luxe, et notamment Frédéric Veaux, qui à l'époque était patron de la PJ de Lille. Depuis, le grand flic et l'indic ne se seraient jamais perdus de vue. C'est ce qu'affirme

l'avocat de René Kojfer : "*Lorsque mon client se rendait dans la capitale, il ne manquait jamais de passer un coup de fil au policier ou de lui rendre visite.*"

Selon nos informations, René Kojfer aurait en outre reçu, la veille de son interpellation, la visite d'un haut fonctionnaire de la police venu de la Place Beauvau.

Le nom d'un autre grand flic apparaîtrait dans le répertoire de René Kojfer. Il s'agirait de celui de Christian Sainte, sous-directeur à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ). Le policier est lui aussi passé par Lille, entre 1986 et 1996. Il était à la crim. (lepoint.fr 23.10)

2- Argentine

La présidente sortante Cristina Fernandez a été confortablement réélue dimanche en Argentine, portée par les succès de sa politique économique, son caractère bien trempé et la compassion que lui a attiré la mort de son mari.

Après dépouillement dans 96% des bureaux de vote, Cristina Fernandez arrive en tête du premier tour avec près de 54% des suffrages, soit 36 points d'avance sur son plus proche rival, le socialiste Hermes Binner.

Aucun dirigeant argentin n'a atteint un tel score depuis Juan Domingo Peron, vainqueur en 1973 avec 62% des suffrages.

Pour être élu dès le premier tour, il faut réunir 45% des voix ou 40% avec une avance d'au moins 10 points.

A 58 ans, la présidente sortante a réussi un spectaculaire renversement de tendance après avoir vu sa cote de popularité dégringoler au début de son premier mandat.

Elle sort renforcée de ce scrutin pour poursuivre sa politique économique interventionniste, qui plaît à une majorité de la population mais mécontente les investisseurs.

Cristina Fernandez a conquis ses concitoyens avec une politique généreuse de redistribution sociale, notamment pour les retraités et en matière de prestations familiales.

Quelques mois après avoir pris les rênes de la troisième économie d'Amérique latine (derrière le Mexique et le Brésil) en décembre 2007, Cristina Fernandez a dû affronter la colère des agriculteurs, dans un bras de fer concernant la hausse des taxes sur les exportations de soja qui a fait dégringoler sa popularité à 20%.

Beaucoup pensaient alors que les jours du "Kirchnérisme", dernier avatar du péronisme, étaient comptés. D'autant qu'une sévère défaite lors des élections de mi-mandat lui a fait perdre le contrôle du congrès.

A la mort de son époux, en octobre 2010, des rumeurs disaient même Cristina Fernandez sur le point de quitter la vie politique.

Il faut également rechercher les raisons de son soutien populaire élevé du côté de l'économie - la croissance atteindra 8% cette année, le chômage est à son plus bas niveau depuis vingt ans, la confiance des ménages à un plus haut historique - et des divisions de l'opposition.

Cristina Fernandez applique une politique interventionniste - contrôle des prix, quotas agricoles, financement de la dette par une partie des réserves de la banque centrale - qui lui vaut l'animosité des marchés financiers.

Mais cette présence de l'Etat dans la vie économique rassure une partie des Argentins, encore traumatisés par la "*banqueroute*" du pays dans les années 2001-2002, après des années de libéralisme forcené comme lors de la présidence de Carlos Menem.

Les principales critiques de ses détracteurs visent sa façon de gouverner et la forte inflation, qui atteindrait plus de 25% selon certains économistes. Une chute des cours du soja, "*l'or vert*" de l'Argentine, ou un ralentissement de la croissance du Brésil pourraient également mettre en péril les fondements du "kirchnérisme". (Reuters 24.10)

3- Hongrie

Environ 25.000 Hongrois ont manifesté dimanche à Budapest contre le gouvernement conservateur, accusé de menacer les fondements de la démocratie.

Ce rassemblement a coïncidé avec le 55e anniversaire du soulèvement de 1956 contre la tutelle de l'Union soviétique.

Les manifestants étaient principalement issus des milieux intellectuels, libéraux et syndicaux, qui accusent le Fidesz au pouvoir d'imposer ses choix sans la moindre consultation grâce à sa majorité des deux-tiers au parlement.

Afin de réduire la dette publique et le déficit budgétaire, le gouvernement a d'autorité saisi environ 15 milliards de dollars d'avoirs dans des fonds de pension privés. Il envisage d'augmenter des taxes et de mettre en oeuvre d'autres mesures d'austérité en 2012 pour contenir les dépenses.

Sur le plan institutionnel, il a modifié la procédure de nomination des juges de la Cour constitutionnelle. Il a aussi adopté une loi controversée sur les médias et il est sur le point de modifier la loi électorale.

"*Nous nous sommes rassemblés pour montrer que, une fois de plus, 55 ans après, nous nous levons pour défendre nos droits, pour défendre la démocratie*", a dit l'organisateur du rassemblement, Peter Juhasz, à la foule. (Reuters 24.10)

4- Maroc

Des milliers de Marocains ont manifesté dimanche dans plusieurs villes du pays pour appeler au boycottage des élections législatives anticipées prévues en novembre dans le royaume.

A Rabat, la capitale, un journaliste de Reuters a vu plusieurs dizaines de policiers anti-émeutes frapper à coups de pieds et de matraques des manifestants rassemblés devant le parlement à l'issue d'une marche ayant réuni environ 3.000 personnes.

Un élu de Casablanca, le coeur économique du pays, a fait état d'une manifestation d'environ 8.000 personnes. Plusieurs milliers de manifestants ont été signalés dans d'autres villes, notamment Fès et Tanger.

"*Ces manifestations à travers le pays ont été organisées autour d'un même mot d'ordre, qui est le boycottage des élections du 25 novembre*", a dit Omar Radi, un militant du comité local du Mouvement du 20-Février à Rabat.

"*Il est évident que ces élections vont porter au pouvoir les mêmes personnalités qui, depuis des années, pillent les richesses du pays et prennent en otage l'avenir du peuple marocain*", a-t-il ajouté.

Le Mouvement du 20-Février a été créé par des jeunes inspirés par les révolutions tunisienne et égyptienne, qui ont renversé des régimes autocratiques en place depuis des décennies. Il demande l'instauration d'une monarchie parlementaire et dénonce la corruption dans les cercles du pouvoir.

Les détracteurs du roi jugent que cette consultation a été organisée de manière trop précipitée pour permettre un véritable débat.

A Rabat, les manifestants ont qualifié les élections de mascarade et ont exigé de séparer "*l'argent et le pouvoir*". Beaucoup ont brandi des images du cadavre de Mouammar Kadhafi, dirigeant déchu de la Libye, avec la légende suivante: "*Voilà ce qui arrive aux despotes*".

Mohammed VI a promis que les élections seraient libres et transparentes. Le Parti de la Justice et du Développement, principale formation d'opposition, a cependant dénoncé les lois adoptées récemment pour le déroulement du scrutin et qui, selon lui, ne sont pas suffisantes pour empêcher les achats de voix. (Reuters 24.10)

Economie

Zone euro. La crise.

Transformer le FESF en banque reviendrait à ce que la BCE prête aux Etats au lieu de passer par le marché.

L'Allemagne et la Banque centrale européenne ont obtenu dimanche que le fonds de soutien à l'euro, le FESF, ne soit pas transformé en banque, contre le souhait de la France, d'une majorité des pays de la zone euro et de membres du G20 qui y voyaient un moyen facile de multiplier sa force de frappe.

La France défendait encore publiquement à la veille du week-end l'octroi d'une licence bancaire au FESF, qui aurait pour avantage de lui donner un accès illimité aux liquidités de la BCE.

Paris et Berlin sont proches de s'entendre sur un dispositif à double détente, expliquent des sources bien placées. D'abord une garantie directe du FESF, qui assurerait l'investisseur lors de l'émission de nouveaux emprunts par les États

financièrement fragiles. Ensuite un fonds de soutien ou de régulation, qui interviendrait sur le marché secondaire des titres de dette. Ce fonds, qui bénéficierait lui aussi d'une caution du FESF, devrait attirer des investisseurs privés, voire souverains liés par exemple à la Chine, au Brésil et aux nations pétrolières. (Reuters et lefigaro.fr 23.10)

Par liquidité, il faut entendre par là la planche à billets.

A l'arrivée, quelle que soit la solution retenue, ce seront toujours les mêmes qui paieront la facture.

La décote sur les titres obligataires grecs que vont subir les banques sera compensée par leur recapitalisation via les Etats, donc les contribuables, recapitalisation qui se fera en passant par les marchés financiers qui empocheront des intérêts au passage, donc d'autres banques plus puissantes, la crise sert également à épurer la finance, logiquement cela devrait aboutir à une augmentation de la dette des Etats, ce que nieront leurs gouvernements en présentant leur concours aux banques comme une garantie apportée aux marchés.

La garantie fournie par le FESF est un tour de passe-passe rhétorique servant à masquer que ce sont en réalité les Etats qui se porteront garants des dettes d'autres Etats de la zone euro passées auprès des marchés, confirmant la soumission des Etats de la zone euro aux marchés financiers.

Un commentaire d'internaute pour aller plus loin dans notre analyse :

- "*Je ne comprends pas bien pourquoi il ne faut pas que la BCE prête aux États?*

On préfère qu'elle prête notre argent aux banques pour qu'elles puissent tenir les États par les roubignolles? En quoi c'est mieux pour les citoyens?"

Sinon à quoi l'Etat servirait-il ?

Reprenons leur mécanisme de la base.

La BCE fabrique de la monnaie (la planche à billets), elle la distribue aux banques et aux institutions financières qui la prête ensuite aux Etats en empochant au passage des intérêts dont elles ont fixé elles-mêmes les taux, intérêts qui vont se traduire par l'augmentation de la dette des Etats qui pour y faire face mettront en oeuvre des plans d'austérité, mais comme cela ne suffit pas, ils doivent de nouveau emprunter sur les marchés et ainsi de suite.

Ce n'est pas la seule explication à cette dette des Etats. En France, il faut ajouter notamment la baisse des impôts sur les bénéfices des entreprises, plus les cadeaux fiscaux en tous genres, l'exonération de cotisations sociales prises en charge par l'Etat.

On voit clairement que la BCE est au service de l'aristocratie financière et non des Etats. Quant à l'Etat, on s'aperçoit nettement qu'il n'est pas un organisme indépendant qui serait placé au-dessus des classes ou qu'il ne représenterait pas l'intérêt général, mais qu'il est bien le représentant des intérêts du capitalisme financier qui domine le capitalisme mondial.

Nous, nous le savions, ce qui est nouveau, c'est que cela apparaît de plus en plus clairement aux travailleurs du monde entier, ce qui devrait les aider à comprendre le rôle et le fonctionnement de l'Etat et du système capitaliste, et à se poser la question de savoir de quel Etat ils ont besoin pour rompre avec le cycle infernal dans lequel le capitalisme les enferme et risque de les broyer.

Cette crise pose directement la question du pouvoir et de l'Etat, d'un gouvernement ouvrier qui romprait avec le capitalisme et ses institutions, la question d'un Etat ouvrier, socialiste.

Haut de page

Le 25 octobre

JOURNAL

On vient d'avoir une coupure de courant qui a duré 7 heures.

En raison de la mousson, j'ai calculé hier qu'ils avaient coupé le courant plus de 40 fois dans la journée, je n'exagère pas, après être rentré et avoir écourté ma balade quotidiennement avec mon chien, j'ai compté 7 coupures entre 18h et 19h30 ! Cet après-midi,

je pensais cuisiner, puis je me suis dit : il va falloir que les plats que j'aurai préparés refroidissent avant de les mettre dans le réfrigérateur, ce qui va bien prendre quelques heures, il pleut certes, mais on ne peut pas dire qu'il fasse frais pour autant, environ 30°C, et s'ils coupent le courant toute la nuit et que tu places tes plats encore tièdes dans le frigo, ils risquent de tourner ainsi que le reste, du coup, je me suis abstenu de cuisiner.

Voilà le genre de calcul qu'il faut faire sans cesse. Là je bosse sur la batterie du portable, ce matin j'ai bossé sur l'autre ordinateur en vidant au trois quart la batterie de la maison. J'ai mis mon boulot sur une clé USB pour continuer. Parfois je rallume l'ordinateur et je le réteins cinq minutes plus tard et ainsi de suite, bon côté patience je commence à être blindé !

CAUSERIE

Pendant la pause de midi, j'ai eu une nouvelle idée à creuser. J'ai imaginé ce que serait un parti révolutionnaire comportant cinq, six ou sept tendances, comment il pourrait fonctionner et sur quelle base politique, etc. Ce n'est pas la première fois que j'y pense, mais cette fois-ci les choses me sont apparues plus clairement, à mi-chemin entre le parti ouvrier social-démocrate de Russie et le parti bolchevik, de telle sorte que chaque parti (NPA, LO, POI-CCI) ou groupe de militants constituant ces tendances conserverait son journal, sa revue théorique, son matériel et local, une partie des cotisations de ses militants, etc. J'ai parfaitement conscience que nous ne sommes plus en 1917.

Je proposerais qu'il s'appelle le Parti socialiste révolutionnaire. Pourquoi pas ouvrier ? Parce que de nos jours de nombreux travailleurs ne se reconnaissent pas dans cette appellation, ce qui ne signifie pas que ce parti ne se tournerait pas vers les ouvriers, bien au contraire. On ne construit pas un parti pour se faire plaisir ou flatter une couche particulière de travailleurs, encore moins pour se conformer à une tradition ou des principes théoriques obsolètes, mais pour s'implanter dans toutes les couches exploitées de la société.

Socialiste, parce que c'est l'antithèse du capitalisme. Le socialisme, parce que ce sont les droits sociaux ou les questions sociales qui doivent être prioritaires dans la société que nous voulons construire, parce que la production et l'échange doivent être basés sur les besoins sociaux des travailleurs, à l'opposé du capitalisme qui privilégie le capital, le profit.

Révolutionnaire, parce que c'est uniquement par une révolution que les masses exploitées pourront renverser le régime, abolir les institutions et s'attaquer ensuite aux fondements du capitalisme, et non par des réformes successives qui finissent toujours un jour par disparaître et ne permettront jamais de s'émanciper du règne de l'exploitation et de l'oppression, du capital.

Ce parti aurait son propre journal auquel il faudra donner un nom. Il fournirait l'orientation politique adoptée par le parti lors de son congrès, il rendrait compte de la lutte des classes en France et dans le monde, de l'intervention du parti sur le terrain, il consacrerait une ou deux pages à la vie du parti, une tribune libre serait réservée aux différentes tendances dans laquelle ils pourraient exposer leurs divergences avec la ligne politique adoptée par le parti, une page serait consacrée au matérialisme dialectique, une page comporterait des témoignages sur les difficultés que rencontrent les travailleurs au quotidien pour survivre, une page ou deux consisterait à démonter la propagande gouvernementale et celle des médias, une page ou deux expliquerait en quoi le socialisme changerait la vie des travailleurs, tous les rapports dans la société...

Les hebdomadaires du POI, du NPA et de LO et des différens groupes de militants deviendraient les journaux internes de chacune de ces tendances, ainsi personne ne serait lésée. Chacun conserverait sa revue théorique. La transparence la plus totale serait de rigueur, un principe inviolable. Chaque tendance se verrait reverser une partie des cotisations des membres du parti en fonction de leur nombre d'adhérents, afin qu'elles puissent financer leurs journaux, revues, etc.

Quant à l'accord politique qui rassemblerait ces tendances, il reposerait sur la rupture avec le capitalisme et toutes les institutions du capital, nationales, européennes ou internationales, la rupture avec les appareils des partis et des syndicats ouvriers ou réputés tels, la révolution prolétarienne et socialiste comme moyen pour renverser le régime en place, prendre le pouvoir, notre unique objectif, l'organisation politique et indépendante des masses exploitées sous la direction de la classe ouvrière pour constituer les piliers du nouvel Etat ouvrier, social ou socialiste. Sur le plan international, soutien aux travailleurs combattant l'exploitation ou l'oppression sous une forme ou une autre, soutien au prolétariat combattant pour se défaire de la tutelle de l'impérialisme, soutien aux Etats menacés par un impérialisme, à condition toutefois qu'ils ne soient pas eux mêmes des dictatures ou des régimes despotiques, défense de la propriété collective des moyens de production dans les pays où le capital a été exproprié, sans soutenir les régimes en place, soutien à ceux qui combattent ces régimes à condition qu'ils ne situent pas leur combat dans la perspective de la réintroduction du capitalisme...

Prenons le cas de la Libye qui a prêté à confusion et polémique.

Il nous était impossible de soutenir Kadhafi sans soutenir du même coup son régime despotique, et si nous condamnions l'intervention militaire de la coalition impérialiste, nous nous exposions à apparaître comme des partisans de Kadhafi, la soutenir était évidemment impossible, puisqu'il s'agissait manifestement d'une entreprise à caractère coloniale, impérialiste, purement mercantile pour s'octroyer les richesses de ce pays au détriment de son peuple. Dès lors notre combat aurait dû se concentrer contre Sarkozy et son gouvernement en pointe dans cette guerre de rapine, pour aider les travailleurs à faire la

jonction entre ses réelles intentions qui n'avaient rien d'humanitaires ou de démocatiques en Libye, et l'arsenal des mesures antisociales qu'il avait prises contre eux en France.

Prendre partie comme chacun à voulu le faire, estimant que c'était un devoir, une obligation, au nom d'un principe que l'on a voulu appliquer sans tenir compte de l'ensemble des facteurs en présence, c'était s'exposer à une incompréhension de la part des travailleurs. On comprend qu'il ne faille pas caller notre position sur l'état d'esprit des travailleurs, je suis l'un des plus farouches adversaires de la théorie qui consiste à s'aligner sur le *mouvement spontané* des masses, et je necrains pas de défendre des positions qui vont à contre-courant de leur état d'esprit (majoritaire). La question était de savoir si le jeu en valait vraiment la chandelle, sachant à l'avance ce qui risquait de sortir de cette "révolution" dont le CNT vient de siffler la fin, comment pouvait-on espérer être pris au sérieux en niant à la fois l'état d'esprit de la majorité des travailleurs, tandis que la minorité n'a pas été foutue de se mobiliser contre Sarkozy, après on s'étonne que les travailleurs ne soient pas attirés par ces partis, mais il y a franchement de quoi, ils font tout pour qu'il en soit ainsi.

Moi aussi j'étais farouchement, viscéralement contre l'intervention militaire en Libye. Mais entre mes convictions personnelles et adopter une position qui serait incompréhensible aux yeux des travailleurs et ne permettrait pas de construire le parti, j'ai tranché en adoptant une autre position qui consistait à ni soutenir ni condamner l'intervention impérialiste en Libye, ce qui me permettait d'être crédible pour à la fois combattre Sarkozy que je ne soutenais pas, pour dénoncer les réelles intentions du CNT que je n'ai jamais soutenu, pour dénoncer le régime de Kadhafi que je n'ai jamais soutenu non plus, me plaçant résolument au côté des masses libyennes qui aspiraient à la fin de la dictature et à la démocratie, même si je ne me faisais aucune illusion sur l'issue probable de ce soulèvement.

Encore une fois, on ne pouvait rien pour le peuple libyen, il faut l'admettre. Dès lors la chose la plus importante, c'était la perception que les travailleurs auraient de la position que l'on avait adoptée, et si ces partis avaient été uniquement guidés par l'objectif de la construction du parti, ils n'auraient pas adopté la même position à peu de chose près. Entre nous, si j'avais milité dans un de ces partis ou dans le parti dont j'ai parlé, j'aurais défendu ma position et je me serais plié à la majorité sans en faire une maladie.

Pour conclure, je ne pensais pas développer sur la Libye, je me suis écarté de mon sujet encore une fois. L'idée m'est venue de soumettre par écrit cette proposition de parti au POI, au NPA, à LO et aux différents groupes de militants qui gravitent autour d'eux ou en sont issus. Je vais y réfléchir sérieusement et on en reparlera.

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Soumission à la dictature du capital : un "***impératif catégorique***"" pour le PS.

« *Le projet socialiste n'est pas obsolète, il reste une référence, un socle* », explique Pierre Moscovici. Mais l'ancien ministre est prudent sur la « *conjoncture* »: « *Les hypothèses de croissance qui le nourrissaient ne sont pas celles qui sont annoncées* » pour 2012. « *Il faudra bien s'adapter à cette perspective de croissance.* »

Si, pour l'instant, le candidat n'a abandonné officiellement aucune des propositions qu'il a défendues, Pierre Moscovici prévient: « *Le projet sera adapté sans être renié.* » «*L'impératif catégorique*» est de respecter la réduction du déficit à 3% en 2012, rappelle-t-il. (lefigaro.fr 24.10)

>Renier quoi ? Plus vous apparaîtrez au grand jour tels que vous êtes et mieux ce sera...

1.2- La livraison destinée à Ben Ali ira au CNT, gouvernement fantoche de l'impérialisme.

Claude Guéant voulait un policier de confiance pour remettre d'aplomb le service de sécurité intérieure de l'ambassade de France à Tripoli. C'est un commissaire de la police judiciaire, Lucas Philippe, 38 ans et déjà ancien patron des groupes d'interventions régionaux (GIR) et de la structure de renseignement installée au sein de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS), qui hérite du poste. Il est arrivé dans la capitale libyenne il y a une semaine à peine, accompagné d'un officier spécialiste des questions d'immigration.

«*Ce jeune commissaire qui vient du terrain manifeste des dispositions certaines pour l'analyse*», se félicite Émile Perez, le chef de Direction de la coopération internationale (DCI) au ministère de l'Intérieur. «*Le service de sécurité intérieur de notre ambassade devra répondre à toutes les questions sur la restauration de la sécurité en Libye*», explique une responsable de la cellule diplomatique à Beauvau. En clair: évaluer les besoins du pays en termes de formation et de matériel. Car la Libye n'a plus de police digne de ce nom après huit mois de conflit. «*Ce n'est pas avec des kalachnikovs qu'on assure la paix publique dans un*

État de droit», résume un commissaire de police.

«*La France a un savoir-faire reconnu en matière de gestion démocratique des foules*», estime le chef de la DCI. Selon lui, «*les premières notes d'information attestent que les autorités locales sont demandeuses de tous les équipements possibles pour assurer l'ordre: uniformes, voitures, bâtons de défense*». La France, qui a une image forte auprès du Conseil national de transition (CNT), est en situation favorable pour décrocher les premiers contrats. Elle s'engage notamment à former des cadres policiers locaux. Londres et Rome espèrent aussi renforcer leur coopération avec la Libye. (lefigaro.fr 24.10)

Juppé et Longuet se sont précipités pour saluer la disparition du tyran. Au même moment, l'ONU et l'UE s'efforçaient de déplorer son exécution sommaire dont les images tournent en boucle sur Internet, donc accessibles dans le monde entier, comme pour faire oublier qu'ils en partagent la responsabilité, conformément à leurs intentions sur lesquelles il serait fâcheux de trop s'attarder, de crainte que les peuples découvrent le cynisme et le côté purement mercantile de ces institutions dont les intérêts n'ont rien à voir avec les leurs. Bref, un nouveau dérapage du gouvernement Sarkozy-Fillon que l'hypocrisie de l'ONU et de l'UE ne parviendra pas à faire oublier, trop tard !

1.3- La risée, suite. Sarkozy dans ses oeuvres.

Le président français, Nicolas Sarkozy, se serait emballé dimanche contre le Premier ministre britannique David Cameron, lors du sommet européen sur la dette.

Répondant à des critiques de Cameron, Sarkozy lui aurait lancé : "*Tu as perdu une bonne occasion de te taire*", rapporte The Guardian ("You have lost à good opportunity to shut up").

Puis le président français aurait ajouté : "*Nous en avons assez de vous entendre nous critiquer et nous dire ce que nous avons à faire*", toujours selon The Gardian, citant des sources diplomatiques. Avant d'ajouter : "*Vous dites détester l'euro, vous n'avez pas voulu le rejoindre et maintenant vous voulez vous ingérer dans nos réunions*". Cinglant.

"*La crise de la zone euro affecte toutes nos économies, y compris celle de la Grande-Bretagne*", a lancé M. Cameron. Avant d'ajouter qu' "*Il est dans l'intérêt de la Grande-Bretagne que les pays de la zone euro règlent leurs problèmes. Mais cela devient dangereux -et j'en ai parlé franchement avec eux-, s'ils prennent des décisions vitales pour les autres pays du Marché unique, comme des décisions sur les services financiers qui concernent tout le Marché unique*".

Ce sont ces paroles qui ont apparemment énervé Nicolas Sarkozy.

Mais le président Français ne s'est pas arrêté là. Il aurait aussi provoqué les Italiens. Franco Frattini, le ministre des Affaires étrangères, s'est notamment plaint "*des gestes et expressions ridiculisant notre pays [qui] ne sont pas opportuns*". Une référence aux sourires entendus de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel à propos de l'Italie.

Un sourire à la suite d'une question sur les garanties apportées par Silvio Berlusconi sur les réformes en Italie, qui fait beaucoup parler en Italie. "*Personne n'est en mesure de donner des leçons à ses partenaires*" et que "*personne au sein de l'Union ne pouvait s'autodésigner commissaire et parler au nom de gouvernements élus*", a dit le chef du gouvernement italien lundi, selon Le Point. (lepost.fr 24.10)

1.4- Va-t-en-guerre. Après la Côte-d'Ivoire et la Libye, c'est au tour de la Somalie !

1.4.1- La France apporte un soutien «*logistique*» à l'armée kényane dans le cadre de l'opération menée par Nairobi contre des militants islamistes somaliens soupçonnés d'avoir enlevé plusieurs ressortissants occidentaux, a déclaré lundi un porte-parole de l'état-major des armées.

Un média a rapporté qu'un bâtiment de la marine française avait bombardé la côte somalienne dans le cadre de cette opération contre l'organisation Al Chabaab qui a débuté le 16 octobre. «*Je démens formellement qu'un bâtiment français a bombardé la côte somalienne*», a dit le porte-parole. «*(Mais) il vrai que nous opérons un soutien logistique limité aux autorités kényanes*», a-t-il ajouté, précisant qu'un avion de transport tactique Transall avait été dépêché pour effectuer des rotations entre Nairobi et une localité située au nord du Kenya. (20minutes.fr 24.10)

1.4.2- "*Le Kenya a donné son accord pour aider les forces somaliennes d'un point de vue logistique, mais nous ne permettrons jamais quoi que ce soit qui puisse nourrir les soupçons d'intervention (extérieure)*", a lancé le président somalien, Sharif Cheikh Ahmed. Les deux pays ont signé un accord de coopération pour des opérations militaires et de sécurité, qui limite les interventions kényanes à la région somalienne frontalière du Bas-Juba. (lemonde.fr 24.10)

Vous ne saviez pas que Sarkonapoléon était le chef des armées autoproclamé en Afrique ?

2- Tunisie

Les islamistes d'Ennahda ont revendiqué lundi soir la victoire aux élections constituantes de la veille en Tunisie.

En début de soirée, aucun résultat officiel n'avait été annoncé, à l'exception du vote des Tunisiens de l'étranger, mais la formation islamiste a indiqué sur la foi des résultats affichés localement devant les bureaux de vote qu'elle avait remporté plus de 30% des voix, arrivant en première place sur le plan national et dans la plupart des régions.

"*Nous ne ferons l'économie d'aucun effort pour forger une alliance politique stable au sein de l'assemblée constituante*", a annoncé Abdelhamid Jlazzi, directeur de campagne d'Ennahda (Renaissance).

Sans attendre la proclamation des résultats par l'Instance supérieure indépendante des élections (ISIE), le Parti progressiste démocratique (PDP), formation laïque, a reconnu sa défaite.

Les Tunisiens se sont déplacés en masse dimanche pour élire démocratiquement une assemblée constituante. La participation a dépassé les 90% des inscrits.

Selon toutes vraisemblances, compte tenu notamment du mode de scrutin de liste à la proportionnelle, Ennahda ne devrait pas remporter de majorité absolue à l'assemblée et risque de se heurter à un front de formations laïques.

Les seuls résultats officiels disponibles concernent le vote des Tunisiens de l'étranger, qui votaient avant dimanche.

Sur les 18 sièges qu'ils devaient désigner, neuf sont allés à Ennahda, quatre au Congrès pour la république (gauche) de Moncef Marzouki, longtemps exilé en France, trois à l'Ettakatol, autre parti laïc.

En plus de la rédaction de la nouvelle constitution du pays, les 217 membres de l'assemblée élue dimanche devront former un nouveau gouvernement provisoire avant des élections législatives et présidentielle prévues l'année prochaine.

Dimanche, Rachid Ghannouchi, chef de file d'Ennahda rentré en Tunisie après 22 ans d'exil en Grande-Bretagne, avait parlé de "*jour historique*". En sortant du bureau, il a été hué par des dizaines de personnes aux cris de "*Dégage !*" et "*Tu es un terroriste et un assassin ! Rentre à Londres*".

Pour les observateurs, le parti est tiraillé entre une direction modérée et une base parfois plus radicale.

"*Ennahda a réussi là où nous avons échoué, nous devons nous restructurer, nous devons nous unir une nouvelle fois*", a indiqué Riadh ben Fadhal, du Pôle démocratique moderniste (PDM, coalition de centre-gauche). (Reuters 24.10)

Ils ont redonné vie au cadavre d'Ennahda pour empêcher que les masses laborieuses se tournent vers les partis ouvriers (avec tous leurs défauts).

3- Bolivie

Les autorités boliviennes ont conclu, lundi 24 octobre, un accord mettant un point final au mouvement de protestation mené depuis deux mois par des Indiens d'Amazonie opposés à un projet de route qui a fortement mobilisé l'opinion.

Vendredi, le président Evo Morales avait ouvert la voie à une résolution du conflit en accédant à la principale exigence des Indiens : l'annulation d'un projet routier devant relier deux provinces enclavées en traversant le territoire indigène du parc national Isiboro-Secure, dans le nord-est du pays.

Parmi les demandes des Indiens d'Amazonie figuraient également la fin des activités gazières dans le parc Aguaragüe, qui fournissent 80 % de la production nationale de gaz, la principale richesse du pays, des garanties sur la préservation de leur habitat ainsi que la réaffirmation de leur droit à vivre dans un milieu naturel préservé.

Après l'annonce de l'abandon du projet, qui devait être financé par le Brésil, Fernando Vargas, un des représentants indiens, s'est réjoui que "*le gouvernement a fini par comprendre qu'il ne pouvait pas détruire un parc national*". "*Je ne sais pas si c'est parce qu'il a compris ou parce qu'il a cédé sous la pression de la marche*", a-t-il quand même noté.

Près de 2 000 Indiens ont parcouru à pied 600 kilomètre et bravé l'altitude, le froid, les intempéries, ainsi qu'une violente tentative policière de dispersion qui avait fait 74 blessés à Yucumo (nord-est), avant d'être accueillis en héros la semaine dernière par les habitants de La Paz.

Evo Morales a accepté de rencontrer des représentants des manifestants après avoir tenté, en vain, de négocier par l'intermédiaire de 11 ministres envoyés successivement à la rencontre des marcheurs. Depuis son arrivée au pouvoir en 2006, c'est la deuxième fois que le président bolivien fait marche arrière sous la pression populaire. En décembre 2010, il avait annulé un décret sur la hausse des prix des carburants qui avait déclenché grèves et manifestations violentes. (lemonde.fr 24.10)

4- Libye.

Dimanche, Moustapha Abdeljalil a affirmé que la charia serait la principale source de législation dans la nouvelle Libye, au cours d'un discours à l'occasion d'une cérémonie pour la proclamation de la «*libération*» de la Libye.

«*En tant que pays islamique nous avons adopté la charia comme loi essentielle et toute loi qui violerait la charia est légalement nulle et non avenue*», avait-il indiqué à Benghazi, citant en exemple la loi sur le divorce et le mariage.

Sous le régime de Mouammar Kadhafi, la loi n'interdisait pas la polygamie mais imposait des conditions préalables, notamment le consentement de la première épouse. L'époux doit aussi faire la preuve devant la justice qu'il a la capacité financière de soutenir une famille multiple.

Abdelrahman Al-Chater, un des fondateurs du Parti de la solidarité nationale (centre-droite) a estimé qu'il était «*précoce de parler de la forme de l'Etat*». «*C'est un sujet qui doit être discuté par les différents courants politiques et le peuple libyen*», a-t-il dit.

Dimanche, outre l'exemple de la loi sur le divorce et le mariage, M. Abdeljalil avait annoncé l'ouverture de banques islamiques en Libye qui conformément à la loi islamique interdisent de toucher des intérêts. (libération.fr 24.10)

Rectifions : La guerre de Sarkozy, Cameron, Berlusconi et Obama ne conduisait pas à l'instauration de la charia en Libye, elle était déjà en place, sauf qu'au lieu de profiter au clan Kadhafi, elle profitera à ces impérialistes dont le CNT est l'intermédiaire. A moins que les Libyens s'estiment lésés et se rebiffent contre le CNT...

Quant aux banques islamistes qui seraient des entreprises philanthropiques, c'est une escroquerie, c'est le prétexte tout trouvé pour ne pas rémunérer les dépôts de leurs clients, tandis que les banques s'en servent pour spéculer sur les marchés et empocher des profits.

5- Afrique du Sud

Le président sud-africain Jacob Zuma a limogé lundi deux membres de son gouvernement pour corruption présumée et suspendu le chef de la police nationale pour montrer sa détermination en matière de lutte contre la corruption.

Le chef de l'Etat a précisé à des journalistes que les deux ministres révoqués étaient Sicelo Shiceka (Gouvernance des coopératives) et Gwen Mahlangu Nkabinde (Travaux publics).

Le premier est soupçonné d'avoir dépensé 600.000 rands (74.220 dollars) d'argent public en déplacements luxueux non autorisés. Il lui est notamment reproché de s'être rendu à plusieurs reprises à l'étranger pour rendre visite à une maîtresse emprisonnée en Suisse pour trafic de drogue.

Son collègue des Travaux publics, ainsi que le patron de la police nationale figurent dans un rapport ayant l'aval des autorités pour des agissements illicites lors de transactions immobilières.

Le patron de la police est suspendu avec effet immédiat jusqu'aux conclusions de l'enquête ouverte sur les allégations le concernant. Il conserve toutefois son traitement.

L'enquête porte sur de possibles malversations de sa part concernant des transactions immobilières de la police d'un montant de 265 millions de dollars

Le gouvernement actuel est accusé par certains, y compris par la grande centrale syndicale Cosatu, qui est un allié de longue date de l'ANC au pouvoir, de tolérer une corruption endémique au sein de l'administration. (Reuters 24.10)

Des fusibles, Jacob Zuma ne vaut guère mieux. (lire dans la rubrique internationale : *Afrique du Sud. Les révolutionnaires Gucci. (slateafrique.com) (29.09.11)*)

Social

1- France

1.1- Baisse des commandes ou trop de stock = chômage partiel

Renault va recourir à des mesures de chômage partiel en novembre pour réguler ses stocks, a indiqué lundi une porte-parole du constructeur automobile, alors que son concurrent national PSA Peugeot Citroën a déjà fermé des usines quelques jours en octobre.

L'usine de Douai (Nord), où sont produits les monospace Scenic et la Mégane coupé cabriolet et qui emploie environ 4.800 salariés, sera fermée du 26 octobre au 1er novembre inclus.

Sandouville, où sont produits l'Espace et la Mégane, avec 2.400 salariés, fera le pont du 1er novembre, tout comme Flins, où sont montées les Clio avec 2.700 salariés. A l'étranger, l'usine de Novo Mesto, en Slovénie, sera fermée «*dimanche, lundi, mardi*», a-t-elle précisé. (liberation.fr 24.10)

1.2- Saigner les plus faibles pour engraisser les puissants.

A partir du 1er janvier 2012, les indemnités journalières (IJ) pour arrêt maladie devraient représenter 60 % du salaire net, et non plus 50 % du brut. Le gouvernement justifie ce changement par un besoin d'harmonisation du calcul des indemnités (maladie, accident du travail, congés maternité). En choisissant ce taux, qu'il aurait pu fixer de manière à ce qu'il n'y ait pas de baisse des montants perçus par les malades, il opère une économie de 220 millions d'euros. Une façon de contenir la hausse des dépenses d'IJ.

Certains malades seront touchés directement. Les autres, qui bénéficient de contrats de prévoyance, pourraient voir leurs cotisations augmenter.

Chaque année, 7 millions de salariés se voient prescrire un arrêt de travail. Un tiers sont inférieurs à 8 jours, 57 % sont entre 8 jours et 3 mois, et 13 % vont au-delà.

Le gouvernement renoncera-t-il à réduire le montant des indemnités pour arrêt maladie lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2012, qui commence mardi 25 octobre à l'Assemblée nationale ?

Certes, la perte de revenus liée au changement du mode de calcul des indemnités journalières pourra être compensée par les employeurs. Mais de nombreux Français seront touchés. En France, 30 % des salariés ne bénéficient pas d'un contrat de prévoyance. Premiers concernés, les précaires ou les personnes dont la faible ancienneté ne donne pas droit à un complément de rémunération. L'impact sera particulièrement lourd en cas d'arrêt de longue durée.

Pour un smicard, la baisse devrait s'élever à 40 euros par mois, pour un cadre, à 85. Un montant à soustraire non pas du salaire, mais d'un revenu composé d'indemnités et déjà réduit.

Depuis 1945, jamais les indemnités journalières n'avaient été réduites. Un premier changement de mode de calcul, en janvier 2011, avait provoqué une baisse de 1,4 %. Si la nouvelle mesure entre en vigueur, la diminution s'élèvera à près de 6 %. (lemonde.fr 24.10)

Espagne

L'Espagne ne voit pas le bout du tunnel. La crise s'allongeant, le nombre de chômeurs en fin de droit ne cessent d'augmenter : ils seraient2- près de deux millions sur les 4,8 millions de chômeurs espagnols (21 % de la population active) à ne percevoir aucune prestation. Près d'1,4 million de foyers compteraient tous leurs membres au chômage. Et selon les associations de droit au logement, 300 000 familles ont été expulsées de chez elles par les banques parce qu'elles ne payaient plus leur crédit depuis trois ans.

Le 13 octobre, l'association caritative, dépendant de l'église catholique Caritas, a tiré la sonnette d'alarme, annonçant lors de la présentation de son rapport 2010 que la pauvreté en Espagne "*se stabilise et devient chronique*". Le nombre de personnes ayant recours à ses services d'"*accueil et assistance primaire*", qui résolvent les questions d'urgence basiques telles que l'alimentation, est passé de 400 000 en 2007 à 950 000 en 2010. Or seulement 30 % de ceux-ci demandaient de l'aide pour la première fois. Les 70 % restants correspondent à "*des personnes dont la situation empire par manque de solution*", a souligné le secrétaire général de l'organisation Sébastien Mora. Les trois-quarts sont des couples âgés entre 20 et 40 ans avec plusieurs enfants en bas âge. Et pour la première fois, ils sont majoritairement de nationalité espagnole.

La solidarité familiale traditionnelle des pays méditerranéens, qui a si longtemps permis d'épargner les gens de la misère et

de l'exclusion sociale, semble ne plus suffire. "*Chaque année, il y a davantage de personnes qui ont besoin d'une aide d'urgence et le réseau de protection sociale public, qui était faible, diminue et s'érode*", continue M. Mora.

Plan d'austérité oblige, les aides nationales destinées aux chômeurs en fin de droit, limitées à une durée de six mois, sont de plus en plus restrictives. Quant aux régions autonomes espagnoles, obligées de réduire leur déficit monstre, elles taillent dans les budgets sociaux. Les aides au logement, aux familles nombreuses, aux personnes dépendantes ou sans revenu se trouvent, par exemple, sur la sellette en Catalogne.

L'Institut national de statistiques espagnol, l'INE, qui a rendu public la semaine dernière les conclusions de l'enquête sur les conditions de vie 2011 parvient au même constat : la misère augmente à grands pas en Espagne.

Près de 22 % des foyers espagnols vivraient actuellement sous le seuil de pauvreté, fixé à 7 500 euros annuels pour une personne seule ou 13 500 pour un couple avec un enfant. En 2010, ils étaient 20,7 % et 19,5 % en 2009. L'augmentation du chômage en est la principale cause. "*Un signe de la gravité de la situation est que de plus en plus de jeunes, formés et qualifiés, quittent l'Espagne pour trouver du travail ailleurs*", souligne Florentino Felgueroso, directeur de la chaire de capital humain à la Fondation des études d'économie appliquée (Fedea). L'Espagne redeviendra-t-elle un pays d'émigration comme il y a quarante ans ? Selon les études de l'INE, c'est une possibilité si la situation continue de se détériorer.

Les revenus moyens des familles espagnoles ont baissé de 4,4 % en un an, atteignant moins de 25 000 euros annuels par foyer et 9 400 euros annuel par personne. Une famille sur trois n'a pas les moyens d'affronter des dépenses imprévues et 40 % n'a pas les moyens de se payer une semaine de vacances hors de son domicile. Plus alarmant encore, un récent rapport de l'Unicef souligne que 15 % des enfants d'origine étrangère vivent dans des conditions de grave pauvreté et que 6 % souffre de la faim de manière habituelle.

Pour le moment, l'Espagne ne connaît que peu de tensions sociales malgré l'ampleur de la crise. Pas de grève générale. Pas de violence et de délinquance de masse. Seuls les sympathiques "indignés", pacifistes et utopistes, dénoncent les difficultés de la société, gentiment, lors d'assemblées populaires... Mais jusqu'à quand ? (lemonde.fr 24.10)

Quand on parle de "*sacrifices*" que le prolétariat devra consentir dans son combat abattre le régime en place, on ne pense pas seulement à ceux qui y laisseront la vie, ce qu'on vient de lire en fait partie.

Désolé pour les petits-bourgeois qui se disent révolutionnaires, et qui croient qu'il ne faudrait pas en passer par là pour parvenir à l'objectif que nous nous sommes fixés. D'ailleurs, peut importe ce qu'ils croient ou non, puisque les choses se dérouleront ainsi, et qu'ils le veuillent ou non n'y changera rien, d'où l'inanité de leur position qui repose sur l'ignorance du processus qui conduit à une situation révolutionnaire, ce qui ne veut pas dire forcément à une révolution. Il faudrait étayer cet argument.

En substance, on ne souhaite évidemment pas que la classe se retrouve confrontée à des difficultés croissantes pour survivre, il faut avoir conscience que c'est la crise du capitalisme qui conduit inexorablement à cette situation et si tel n'était pas le cas, les conditions objectives qui poussent les masses exploitées à passer à l'action n'existerait pas et le socialisme serait une utopie.

Le problème, c'est que lorsqu'on s'emploie à ignorer cette perspective, on est incapable de proposer une perspective révolutionnaire aux travailleurs qui prennent en compte cet aspect du développement de la situation, on est tout juste capable de leur proposer une orientation politique qui a pour seule objectif une amélioration de leur condition, et comme ils s'aperçoivent que c'est exactement le contraire qu'ils subissent, ils considèrent à juste titre que ceux qui leur proposent cette politique se moquent d'eux, ignorent leur situation ou ne sont pas très sérieux.

Je vais vous livrer le secret du léninisme qui n'en est pas, mais qu'ignore nos dirigeants ou dont ils se sont écartés : être toujours prêt à engager le combat pour le pouvoir, en toutes circonstances, même lorsque la question du pouvoir ne figure pas à l'ordre du jour, lorsqu'elle paraît encore lointaine, de façon à y préparer les militants et les travailleurs. Cela nécessite de partir de la réalité aussi dure soit-elle, de s'en saisir pour la dépasser, au lieu de la nier ou de se lamenter.

3- Egypte

Des milliers de policiers égyptiens ont fait grève lundi pour exiger des augmentations de salaire et le limogeage des hauts responsables de la sécurité compromis dans le régime du président Hosni Moubarak, renversé par la rue le 11 février dernier.

Environ un millier de policiers de base se sont rassemblés devant le ministère de l'Intérieur, dans le centre du Caire. Ils revendiquent notamment une hausse de 200% de leur traitement et la fin des procès de policiers devant des tribunaux militaires. (AP 24.10)

Economique

1- BCE

Les autorités de la zone euro devraient à l'avenir disposer de pouvoirs renforcés pour peser sur les politiques économiques d'un Etat membre qui échouerait continuellement à atteindre ses objectifs économiques, a déclaré lundi le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet.

"*Une deuxième phase devrait être envisagée pour un pays qui échouerait à atteindre les objectifs de son programme*", a-t-il dit.

"*Dans cette deuxième phase, les autorités de la zone euro auraient un rôle approfondi et plus directif dans la formulation des politiques économiques de ce pays.*"

"Appliquer cette idée d'une deuxième phase impliquerait de toute évidence un changement du Traité (européen). Cela impliquerait également une nouvelle conception de la souveraineté." (Reuters 24.10)

Tiens donc, les Etats seraient encore souverains, nous le soupçonnions fortement, tandis qu'il y en a qui n'arrête pas de nous rabâcher le contraire, c'était faux alors, cel explique peut-être pourquoi ils ne sont pas crédibles auprès des travailleurs, non ?

2- Zone euro

Nicolas Sarkozy a certes perdu dimanche une bataille face à Angela Merkel en cédant sur la réforme du fonds de soutien à l'euro et l'évolution des missions de la BCE, mais le temps - et les marchés - pourraient bien lui donner raison à terme.

Car si l'Allemagne a refusé de revenir sur l'un des dogmes de la construction de l'euro - l'interdiction faite à la Banque centrale européenne de financer la dette des Etats -, elle n'en a pas moins accepté de faire un pas de plus dans l'intégration économique et budgétaire en acceptant des garanties accrues pour les dettes des pays en difficulté.

D'une part, via une assurance partielle - sans doute à hauteur de 20% - des nouveaux titres de dette émis sur le marché obligataire primaire par les pays de la zone euro qui seraient chahutés sur les marchés.

D'autre part, via un nouveau "*véhicule spécial*" qui, alimenté par des fonds privés et garanti par le FESF, rachèterait de la dette de ces pays sur le marché secondaire.

Ces mécanismes, qui permettraient de multiplier par dix au maximum la capacité du FESF doté de 440 milliards, resteraient liés à des conditions strictes, selon le voeu allemand, mais ils renforcent encore l'arsenal européen.

D'autant que le FESF, qui peut désormais aussi émettre des lignes de crédit dites flexibles et être utilisé pour recapitaliser les banques, se fondra mi-2012 dans une structure permanente et aux reins plus solides encore : le mécanisme européen de stabilité (MES).

Celui-ci aura statut d'institution internationale et sera doté d'un capital "*en dur*" de 80 milliards d'euros et d'une réserve de capital "*appelable*" de 620 milliards d'euros, qui rendront sa transformation en banque et le recours à l'effet de levier à la fois plus facile et plus évident.

La question de donner accès au MES aux liquidités illimitées de la BCE se reposera donc d'elle-même, avec cette fois un environnement plus porteur.

Les Européens auront entamé une réforme des traités afin de muscler la gouvernance de l'euro et blinder les contrôles sur les Etats les moins orthodoxes sur un plan budgétaire.

La pression des Etats-Unis, des grands émergents, du Fonds monétaire international et des pays hors zone euro, largement favorables aux vues françaises de faire de la BCE le prêteur en dernier ressort de la zone euro, redoublera d'intensité.

Et les marchés auront quant à eux livré leur verdict sur la solution complexe et peu lisible sur laquelle s'est entendue le couple franco-allemand.

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a d'ailleurs laissé la porte ouverte à la question d'une participation de la BCE au processus de réforme du FESF.

"*Dire que la BCE n'est impliquée en rien serait aller trop loin*", a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet des dirigeants de la zone euro, dimanche soir.

A Paris comme à Bruxelles, des diplomates ayant suivi les discussions entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel au cours du week-end s'accordent à penser que la chancelière n'était pas si inflexible qu'elle veut bien le dire publiquement sur l'évolution des missions de la BCE.

Ces diplomates disent par ailleurs que l'idée française est loin d'avoir été remisée au placard et qu'elle fera sa réapparition au premier signe d'aggravation de la crise.

"*Au bout du bout, ce sont les marchés qui jugeront. Avoir la BCE en soutien, c'est mieux que le contraire*", explique l'un d'entre eux.

"*Et le succès de la réponse européenne à la crise repose sur l'intervention de la BCE à un moment ou à un autre. Tout le monde en est convaincu*", dit-il encore. (Reuters 24.10)

Nous disions récemment que fondamentalement leur objectif à terme est copier le modèle américain aussi bien sur le plan économique que politique, à ceci près que les Etats-Unis sont une fédération d'Etats sans souveraineté ni pouvoir contrairement à l'UE, et que chaque Etat de l'UE continue de défendre ses propres intérêts nationaux contre les autres Etats de l'UE.

Leur objectif : BCE + FESF = MES = Fed = les banquiers, les marchés financiers !

Aux Etats-Unis, c'est la Fed qui décide la politique économique du pays dont le gouvernement ne sera que le porte-parole. Dans l'UE, un tel mécanisme ne peut pas fonctionner, pour y parvenir il faudrait remettre en cause la souveraineté des Etats qui la composent et doter l'UE d'un gouvernement fédéral qui déciderait la politique économique en lieu et place des Etats... comme aux Etats-Unis.

3- Etats-Unis.

Caterpillar a fait état lundi d'un chiffre d'affaires record et d'un bond de 44% de son résultat au troisième trimestre, dépassant nettement les attentes des analystes et faisant preuve d'un optimisme mesuré pour 2012.

Le numéro un mondial des engins de terrassement et des équipements pour l'industrie minière a dit s'attendre à ce que son chiffre d'affaires grimpe de 10% à 20% l'an prochain.

Au troisième trimestre, le groupe a dégagé un bénéfice net de 1,14 milliard de dollars.

Pour l'ensemble de l'année 2011, Caterpillar a dit s'attendre à des ventes atteignant environ 58 milliards de dollars, en incluant sa récente acquisition de Bucyrus.

Caterpillar a indiqué que 2011 serait une année record pour le groupe s'il atteint ses objectifs de résultat et de ventes. Le groupe américain ajoute avoir créé 4.800 emplois pendant ce trimestre, dont 2.000 aux Etats-Unis. (Reuters 24.10)

Les ouvriers de Caterpillar qui ont été licenciés en France (notamment), je ne sais plus si c'était en 2010 ou 2009, apprécieront.

Haut de page

Le 26 octobre

JOURNAL

J'ai terminé de formater les articles mis en ligne hier dans cette page, mettre les passages entre guillemets en italique. Hier j'étais pressé par le temps en raison d'une coupure de courant, aujourd'hui c'est la même chose, on croule sous un déluge de flotte depuis tôt ce matin et et il a plu toute la nuit, mais aujourd'hui c'est Diwali, une fête nationale, donc on a un peu plus de courant ! Le bonheur, c'est qu'à cause de la pluie les pétards sont humides !

Véridique. Avant-hier j'ai voulu acheter du riz pour mon chien, je m'arrête à la coopérative du gouvernement : pas de riz, on ne vend que des pétards ! Bon, j'aperçois à deux pas une boutique qui vend du riz, je demande le prix du riz le moins cher en spécifiant que c'est pour mon chien, on me propose du riz à 22 roupies le kilo, alors qu'ailleurs c'est 13 roupies, je les ai traité de voleurs en tamoul ! Comme j'ai déménagé, je dois faire mes courses chez des commerçants qui ne me connaissent pas, du coup ils essaient de me voler, pas tous mais presque.

Bon c'est férié et je bosse.

CAUSERIE

- Les discussions européennes sur une réponse d'envergure à la crise de la dette semblaient s'enliser mardi... (Reuters 25.10)
Donc attendons demain pour aborder cette question.

Autre chose.

Pour nous détendre, décryptons la note que la curie papale a pondu à destination de ses brebis, dont des extraits figurent dans un article de presse mis en ligne hier dans cette page.

Pour faire bonne figure, elle commence par une concession en dénonçant "*l'idolâtrie du marché*" pour aussitôt benoîtement fustiger la "*cupidité collective*" mêlant dans le même bénitier maudit les nantis et les nécessiteux, car il est bien connu qu'ils possèdent les mêmes pouvoirs et bénéficient des mêmes droits dans la société, et si "*les personnes comme les peuples*" ne savent pas savent pas s'en servir pour dégoter le bonheur sur terre avant de le trouver dans le ciel, c'est parce qu'ils manqueraient singulièrement de "*discernement*" et non parce qu'on s'emploierait sciemment à les tromper sur la nature du malheur qui les accable.

Puis elle tempère cet excès de zèle à la manière d'un dérapage contrôlé en interrogeant les anges à voix haute, en se demandant hypocritement si "*les gens à Wall Street*" serviraient vraiment "*les intérêts de l'humanité et l'intérêt général*". Quelle audace, parbleu, voilà qu'elle blasphème, qui oserait en douter enfin !

Diable, reprenez-vous, patience, pas autant qu'il en faudra pour les miracles tout de même, qu'est-ce que vous croyez les banquiers du Saint-Siège ont aussi les pieds sur terre qu'un Warren Buffet !

Conscient du profond malaise social qui règne dans le vieux monde au bord du chaos, qu'elle se propose de secourir comme pour faire oublier qu'elle en est le complice, sans toutefois évoquer son origine réelle, elle a appelé lundi à la création d'une "*autorité publique universelle* basée sur le modèle de l'ONU qui selon elle ferait partie des "*institutions démocratiques*" et une "*banque centrale mondiale*" calquée sur les "*banques centrales nationales*", donc la Fed, une sacrée référence !

Et comme la démocratie n'est pas vraiment en odeur de sainteté au Vatican, elle a ajouté qu'une telle autorité politique devrait "*gagner ensuite en indépendance*", ce qui signifie en réalité, échapper à tout contrôle des peuples qui devraient en être les esclaves dociles, pour l'éternité, amen ! Et pour parvenir à cette dictature mondiale du capital sur laquelle le prolétariat n'aurait aucune emprise ou si peu, il faudrait que les Etats renoncent à leur souveraineté en procédant à un "*transfert, graduel et équilibré, d'une partie (de leurs) attributions nationales*" au profit d'une "*autorité mondiale et aux autorités régionales*", dont l'UE et la boucle est bouclée, au-dessus de la ceinture cette fois, à l'emplacement du portefeuille...

Si une telle perspective se réalisait un jour, nous pourrions dire adieu au socialisme. Mais, car il y a un mais et de taille, on peut concevoir que quelques Etats acceptent de perdre leur souveraineté, en partie ou en totalité, mais il est inconcevable d'y inclure les pays les plus développés ou des pays de la taille de la Chine, de l'Inde, de la Russie ou du Brésil. La crise de l'UE en est la démonstration si besoin était.

En France et dans les pays de l'UE, pour combattre efficacement cette perspective satanique à laquelle adhère évidemment le Vatican, il faut défendre tous nos acquis sociaux en orientant notre combat politique et syndical dans la perspective du renversement des institutions et du capital, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Toute politique qui se situerait dans un cadre nationaliste, social-patriote, qu'illustre les mots d'ordre de la défense de la démocratie ou de la République qui se confondent avec la défense de l'ordre établi qu'il nous faut renverser, ou encore la défense de la Constitution telle qu'elle existe, toute allégeance au régime quelle que soit la forme ou le contenu qu'on lui donne, à ses institutions, à l'UE, à l'ONU et ses agences, la référence au protectionnisme ou à la démondialisation, etc. devrait être dénoncée et combattue avec le même acharnement que l'on met à combattre les capitalistes et leurs représentants politiques.

Autre sujet.

Le Sénat, dont la majorité est détenue par la gauche, a rejeté mardi la proposition de loi (PPL) du député UMP Eric Ciotti prévoyant un encadrement de type militaire des mineurs délinquants.

L'Assemblée nationale a, de son côté déja adopté la PPL le 12 octobre. Elle sera donc soumise à une Commission mixte paritaire (CMP, 7 sénateurs, 7 députés) pour tenter d'établir une version commune aux deux Chambres. En cas d'échec, ce qui est probable, elle reviendra devant le Parlement mais l'Assemblée nationale aura le dernier mot. (liberation.fr 25.10)

Vous avez bien lu la fin de la dernière phrase, en dernier ressort c'est l'Assemblée nationale qui prime sur le Sénat, la Constitution est ainsi faite, dès lors la majorité des sénateurs peuvent voter ce qu'ils veulent, ce sera sans conséquence, un coup d'épée dans l'eau. Cela signifie que s'adresser aux sénateurs comme le fait le POI est une aberration, inutile ou brasser du vent au-delà de son aspect opportuniste... Rompez une fois pour toute le cordon ombilical avec les institutions et l'appareil du PS !

Cela m'a fait penser à autre chose.

En 1917 les bolcheviks s'adressaient ainsi aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaire au pouvoir avec les cadets : rompez avec la bourgeoisie, attaquez-vous aux fondements du capitalisme, etc. ce mot d'ordre était justifié puisqu'ils n'avaient jamais gouverné, les masses avaient besoin de savoir ce qu'ils avaient réellement dans le ventre pour comprendre qu'ils ne rompraient jamais avec la bourgeoisie, elles avaient besoin de faire cette expérience pour tirer un trait dessus et en tirer des enseignements politiques pour la suite de leur combat. Il était également valable en 36 en France puisque le Parti communiste n'avait jamais gouverné.

Mais plus tard, quand l'expérience avait démontré aux masses qu'elles ne pouvaient pas espérer un changement de société en portant au pouvoir le PS et le PC, ce mot d'ordre était devenu obsolète, impossible à avancer, passer outre ce constat, c'était conduire la classe ouvrière à revivre la même expérience qui se serait soldée par le même résultat, une impasse avant que la réaction revienne au pouvoir, et c'est chaque fois ce qui se passa, on peut ajouter mai 1981.

Les appels en direction des députés du PS et du PCF en 1981 à appliquer une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière reposaient notamment sur l'interprétation erronée qu'elle avait faite de l'expérience de la IVe République de 1946 à 1958 ou de son bilan, sur le refus de combattre ses illusions et de se situer sur le terrain du programme de la révolution socialiste mondiale, sur le refus d'apparaître à contre courant des masses en combattant pour la chute de Giscard sans soutenir la perspective d'un gouvernement de front populaire, même avec des réserves, sans appeler à voter Mitterrand ou Marchais au premier comme au second tour de la présidentielle de 1981.

Une fois qu'on avait appelé à voter Mitterrand, qu'on s'était employé à le faire passer pour un représentant de la classe ouvrière, une fois qu'on avait appelé à voter PS-PCF aux législatives, une fois élus, on était liés par les illusions que nous avions entretenus, on s'est adressé à eux, on pensait que les masses se mobiliseraient, ce fut le cas pendant une très brève période si je me souviens bien, pour que Mitterrand cède sur la cinquième semaine de congès payés car il trainait les pieds, puis plus rien, pas même lorsqu'une politique d'austérité nous fut imposée, les masses estimèrent qu'elles avaient obtenu tout ce qu'elles pouvaient espérer de cette majorité PS-PCF-MRG, leurs illusions n'allaient pas au-delà, et le PCI n'en tint pas compte comme d'habitude, il continua de s'adresser aux députés du PS et du PCF pendant que les masses et le mouvement ouvrier s'enfonçaient dans une léthargie qui allait durer jusqu'à la moitié des années 90, et encore, cela ne concernait qu'une catégorie particulière de travailleurs.

Quand je fais référence aux illusions de la classe ouvrière, il faut préciser qu'elles étaient extrêmement limitées et ne concernaient pas ni ces partis ni la question du pouvoir ou du régime, elles concernaient essentiellement l'amélioration de ses conditions de travail ou d'existence ; à vrai dire, sa réflexion politique, déjà à cette époque, n'allait pas jusqu'à poser la question du pouvoir politique, on nous a volontairement trompé en voulant nous faire croire le contraire, nous sommes tombés dans le panneau parce que nous étions jeunes, donc aujourd'hui corrigeons, cet enseignement sera utile aux jeunes militants.

Au passage, on devrait faire la distinction entre ce qu'on nomme des illusions et l'ignorance proprement dite qui se réfère à une autre réalité. Avoir une illusion, c'est prendre quelque chose pour ce qu'elle n'est pas, tandis qu'ignorer signifie ne pas donner de sens à quelque chose. Quand on a une illusion, on a déjà une idée sur quelque chose, plus ou moins forgée ou enracinée dans notre tête qu'il sera plus difficile ensuite d'extraire, alors que lorsqu'on a aucune idée sur une question, on sera plus disponible à écouter les différentes idées qu'on nous propose, ce qui ne garantit pas qu'on fera le bon choix. Pour avoir des illusions sur quelque chose, en principe cela signifie qu'on y a déjà réfléchi un minimum auparavant, qu'on s'est posé des questions et qu'on a adopté les réponses qui nous semblaient les plus crédibles ou vraisemblables.

On prétend souvent que les masses auraient un tas d'illusions sur des choses auxquelles en réalité elles n'ont jamais vraiment réfléchi, d'où une erreur d'appréciation sur leur état d'esprit ou leur niveau de conscience politique. Cela provient du fait que ce sont des intellectuels qui tiennent ces raisonnements foireux (et dirigent les partis ouvriers), parce qu'eux ils passent leur temps à réfléchir, ils s'imaginent inconsciemment que tout le monde leur ressemble dans la société, alors que ce n'est pas du tout le cas. En conclusion, le mouvement ouvrier se fourvoie parce qu'il est bourré d'illusions, tandis que les masses se fourvoient davantage par ignorance tout simplement. Et qu'on soit ignorant ou bourré d'illusions, on demeure aussi manipulable et réceptif aux idées de la classe dominante.

Si on trouvait le temps d'analyser pas à pas les lignes politique, les tactiques ou les stratégies ou encore les mots d'ordre mis en oeuvre par ceux qui se présentaient comme l'avant-garde au cours des décennies depuis l'après-guerre, on s'apercevrait qu'ils n'ont cessé, soit de nourrir les illusions des masses dans le capitalisme et les institutions, soit de leur prêter des illusions qu'elles n'avaient plus dans les appareils, en projetant leurs propres illusions sur les masses, en leur prêtant les leurs pour justifier leur politique, sous le prétexte de ne pas se couper d'elles, de coller au plus près du mouvement spontanée des masses, si bien est qu'ils ont fini par en épouser les illusions, et à l'étape suivante décréter que puisque la révolution n'était décidément pas

pour demain, il valait mieux abandonner cette perspective et se détourner de la classe ouvrière pour se tourner vers des gens respectables capables d'assumer leurs illusions, des républicains, des démocrates, jusqu'à des élus de tous bords politiques, ce qui aurait pu se justifier dans d'autres circonstances, temporairement, mais comme là encore cette stratégie politique reposait avant tout sur une analyse erronée aussi bien de la situation objective des masses que leurs rapports aux partis et aux institutions, elle conduisait inévitablement à une impasse et se solde naturellement par un nouvel échec, un simple constat.

On sait très bien ce qui se dit au POI : si le Sénat est majoritaire à "gauche" c'est grâce à nous, si la réforme territoriale est suspendue provisoirement, c'est grâce à nous, ben voyons, le POI n'a jamais été capable de toucher autre chose que des maires de villages quelques exceptions près, sa pétition s'adresse à 36 000 maires, quelque 500 000 élus au total, et ce serait quelques centaines de signatures qui changeraient soudain le cours des choses, il faut être naïf pour gober pareille baliverne, il y a des élus qui n'ont pas attendu après vous pour apprendre à lire et s'informer, et vous n'êtes pas la seule source d'information dans ce pays, heureusement d'ailleurs. Quand j'étais militant de l'OCI, on avait réussi à me foutre dans le crâne que c'était grâce à nous si Mitterrand avait été élu, alors que l'immense majorité de la population ignorait jusqu'à notre existence, alors assez !

LES INFOS EN BREF

Politique

France

1- En République bananière

Jeudi, le président s'exprimera dans une émission très spéciale consacrée à la crise de l'euro.

L'organisation même de l'émission qui fait réagir. Libération affirme qu'elle sera produite par une société privée, Maximal production, dirigée par Jérôme Bellay (directeur du journal du dimanche, propriété du groupe Lagardère, dont le patron est un ami du président).

Les syndicats de France Télévision l'ont en travers de la gorge, et parlent d'un procédé "*scandaleux*" et de "*république bananière*". "*C'est parfaitement choquant qu'une émission du service public fasse appel à une société privée*", affirme le secrétaire général du SNJ (syndical national des journalistes), Dominique Pradalié, cité par Le Nouvel Observateur.

Enfin, le réalisateur de l'émission sera Renaud Le Van Kim (Le Grand Journal) qui n'est autre que la personne... qui a mis en scène la cérémonie d'intronisation de Nicolas Sarkozy a la tête de l'UMP en 2004. (lepost.fr 25.10)

2- Lobbying et vases communicants.

Le député PS Michel Sapin a affirmé mardi sur i-TELE que la création de 60.000 emplois dans l'Education proposée par le candidat PS à l'Elysée François Hollande, dont il est proche, serait «*bien entendu*» compensée par des baisses de postes ailleurs.

«*L'idée est de ne pas augmenter le nombre de fonctionnaires*», a poursuivi le député de l'Indre, ajoutant: «*Je dirais même que l'idée est de stabiliser la masse salariale de l'Etat dans le budget de l'Etat*». (libération.fr 25.10)

L'immense majorité des profs voteront Hollande et ils le savent au PS, car leur conscience politique se réduit le plus souvent à leurs intérêts corporatistes. C'est sur la base du refus de prendre en compte ce constat que ce sont construits des partis ouvriers qui comptent parmi leurs dirigeants bon nombre d'enseignants.

On nous a fait le même coup avec le syndicalisme. Dès lors que le combat des syndicalistes n'a pas d'objectif de classe (le renversement du capitalisme - Internationale communiste), il se situe dans la perspective de la préservation du régime capitaliste et de l'ordre établi. Cela est valable pour la conscience politique des enseignants ou des intellectuels en général dont on taira ou ne tentera surtout pas de définir l'orientation politique, par crainte de devoir constater que finalement elle n'a rien à envier aux autres couches d'exploitées subordonnées au capitalisme, qui elles n'ont pas reçu une formation intellectuelle leur permettant de réfléchir davantage à leurs conditions ou avec plus de difficultés.

Il y a fort à parier que si la majorité des suppressions d'emplois ne concernaient pas l'Education nationale, on en entendrait à peine parler.

Social

Grèce

Athènes était paralysée mardi par une nouvelle grève de 24 heures des employés des transports publics, qui privait la capitale grecque de métro, trains, tramways ou autobus. (AP 25.10)

Suisse

Le groupe pharmaceutique suisse Novartis a annoncé mardi la suppression de 2.000 postes au niveau du groupe et une série de mesures destinées à absorber la pression sur les prix.

Le bénéfice net de Novartis a progressé de 7% au troisième trimestre sur un an, pour s'élever à 2,49 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires a totalisé 14,8 milliards de dollars, en progression de 18% en dollar et de 12% à taux de change constant. (Reuters 25.10)

Pologne

L'opérateur télécoms polonais TPSA (24.339 employés) va réduire ses effectifs de 9,4%, soit 2.300 postes, au cours des deux prochaines années, a annoncé mardi la filiale de France Télécom après avoir trouvé un accord avec les syndicats. (Reuters 25.10)

Haut de page

Le 27 octobre

JOURNAL

La mousson a vraiment commencé, il pleut pratiquement sans interruption 24h/24 depuis deux jours. On n'est pas habitué à ne pas voir le soleil. La température a nettement chuté, plus besoin de climatisation ni même de ventilateur la nuit, une fenêtre ouverte fait l'affaire, l'humidité en prime mais on ne peut pas y échapper.

Il pleut parfois pendant deux semaines d'affilée. Pour sortir c'est la galère évidemment. Les commerçants en profitent pour augmenter les prix de 30 à 50%. Lorsque la mousson approche, elle a lieu ici à partir de la mi-octobre ou le début du mois de novembre et elle dure jusqu'à la mi-janvier, je fais quelques provisions pour sortir le moins possible, seul problème, le pain qui moisit au bout de deux ou trois jours, j'ai tout essayé en vain, le seul moyen de le conserver c'est encore de le mettre au réfrigérateur, mais il durcit. L'autre problème, c'est le linge et la literie qu'on croirait sortis de l'essoreuse et qui ne sont pas tout à fait secs, qui finissent par puer et qu'il faut retourner de temps en temps pour les aérer.

C'est la période la plus difficile pour les crève-la-faim qui n'ont pas de toit, qui vivent de la mendicité ou qui récupèrent de la bouffe ici ou là, c'est terrible pour eux. Maintenant que je suis plus à l'aise financièrement, j'ai décidé de consacrer mensuellement une partie de mon budget sous forme d'aumônes à tous les miséreux que je croiserai en faisant mes courses, peut-être un billet de dix roupies à chaque fois, les Indiens donnent une roupie maximum, ce qui est insignifiant, mais bon, c'est mieux que rien ou l'indifférence. Beaucoup d'Indiens donnent, les travailleurs sont généreux en général, les prix ont tellement flambé au cours des trois ou quatre dernières années qu'on a l'impression qu'il y a toujours autant de miséreux. C'est un sujet que l'on aborde rarement car chacun craint de tomber un jour dans l'extrême pauvreté, parce que si le niveau de vie de la population a augmenté, la plupart demeurent pauvres et parviennent tout juste à satisfaire leurs besoins quotidiens.

Ce qui les ruine littéralement, c'est leurs coutumes, chacun se doit d'honorer par sa présence et un cadeau ou de l'argent les dizaines et dizaines d'invitations qu'il reçoit chaque année, sans parler des fêtes annuelles ou des évènements familiaux où y passent une bonne partie de leurs maigres économies, quand ils ne s'endettent pas. La société est ainsi faite, bureaucratique et corrompue, qu'on ne peut pas se passer de sa famille, de ses proches ou de ses relations qui constituent un réseau de connaissances indispensable pour régler certaines questions ou la plupart de nos problèmes.

Je n'y échappe pas, mais comme je ne suis pas habitué à ce genre de relations hypocrites uniquement basées sur des intérêts individuels et qui sont contraires à mes principes, je restreins le nombre de gens que je fréquente à ceux dont j'estime ne pas pouvoir me passer, un calcul fait consciemment qui me révulse ou que je condamne, mais sans lequel il me serait impossible de m'intégrer un minimum dans cette société qui a tout ou presque de la loi de la jungle, encore un paradoxe qui nous est imposé et qu'il faut gérer au mieux, sans y perdre son âme aurait ajouté Marx.

Toutefois je dois préciser dans mon cas, que chaque fois que je fais appel à quelqu'un, cela ne coûte que du temps à cette personne, jamais elle ne débourse une roupie pour moi, alors que moi cela me côute toujours de l'argent, car rien n'est jamais gratuit, avec personne, surtout pas avec la famille dont le tarif est le plus élevé, donc dans les deux cas, jamais je ne profite des autres pécuniairement, je leur demande uniquement de me consacrer un peu de temps, vous me direz qu'ils n'en ont pas beaucoup,

je le sais, c'est la raison pour laquelle j'essaie de me débrouiller seul chaque fois que c'est possible, je déteste faire appel à d'autres pour régler mes problèmes, une question de principe. Si on voulait être sordide ou plus cru, on dirait que j'achète le temps qu'ils me consacrent, tandis que je les dépanne financièrement en y laissant des plumes le plus souvent, voilà en quoi consistent nos relations qui ne me procurent aucune satisfaction contrairement à eux, ce qui se comprend aisément.

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps de commenter "*l'accord*" intervenu entre les dirigeants de la zone euro, la BCE et les banquiers, et qualifié une fois de plus "*d'historique* par l'hystérique du Palais. Vous trouverez un article de Reuters dans cette page qui donne un aperçu de son contenu.

J'ai mis en ligne quelques pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°172). Ne cherchez pas une orientation politique dans le "*Reportage au coeur de la grève générale des 19 et 20 octobre 2011*" réalisé par deux deux dirigeants du POI, il n'y en a pas, sauf s'en remettre aux syndicats et au Parti communiste grec ! A aucun moment ils n'évoquent ou proposent l'organisation politique indépendante des masses exploitées pour fédérer l'ensemble des mouvements en cours (avec leurs syndicats et partis) pour créer les conditions d'une situation de double pouvoir à même de rassembler l'ensemble des travailleurs et de revendiquer le pouvoir ou dans la perspective de renverser l'ordre établi. Allez savoir pourquoi...

Le sophisme à la dure épreuve de la réalité.

Il y a quelques jours, je rappelais que le conseiller et plume de Sarkozy, Henri Guaino, était plus dangereux que les exités qui sont aux commandes de l'UMP, car il a l'art de manier la rhétorique, de telle sorte qu'il apparaît comme le témoin innocent ou la victime de la crise au même titre que son auditoire dont il partage les préoccupations, alors que la politique réactionnaire qu'il défend en est en grande partie responsable.

Mais ce talent ne lui est d'aucune utilité face à un journaliste qui laisse échapper une question qui tue, la hausse envisagée ou plutôt à venir ou déjà ficelée de la TVA. C'était sur le plateau de l'émission « Questions d'info » diffusée sur la Chaîne Parlementaire.

Le journaliste de Yahoo relate qu'il n'a pas caché son agacement en levant les yeux au ciel et en haussant le ton. « *Je refuse de répondre !* » s'est-il exclamé, avant d'accuser les journalistes de se prêter au « *petit jeu (…) idiot*» qui consiste à obtenir une dépêche à la fin d'une l'émission. (yahoo.com 26.10)

Il est plus à l'aise face à un auditoire gagné à sa cause ou à un public facile à embobiner ou qui n'a pas les moyens de prendre la parole ou des journalistes aux ordres, cela existe.

Ce qu'il y a d'ironique dans tout cela, c'est que Guano écrit la plupart des discours ou déclarations de politique générale de Sarkozy sans avoir d'autre retour que ce qu'en disent ses opposants par voie de presse ou les médias eux-mêmes, alors que là il teste en direct les réactions et les inquiétudes, le rejet que suscitent la politique qu'il défend.

Guaino se démène pour sauver son maître d'une débâcle électorale annoncée et sa peau par la même occasion. Il faut dire que La Talonnette est très occupée avec la crise de la zone euro et qu'il ne peut pas être partout.

Parmi ses dernières prestations :

- 22 octobre : premier meeting en Corrèze.
- 23 octobre Invité de C'politique, sur France 5.
- 24 octobre : cette fois sur BFMTV et RMC
- 25 octobre : déclaration dans le Journal de Saône-et-Loire
- 26 octobre, invité de l'émission "Questions d'info" organisée par France-Info, Le Monde et l'AFP.

Devinette

Qui veut "*éclairer le chemin*" des années à venir ?

Le pape ? Perdu, c'était le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé, mercredi, lors de son point presse hebdomadaire. Pas besoin d'"*éclairer le chemin*" de la sortie, empruntez le même chemin en sens inverse !

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France.

1.1- Symptôme d'une fin de régime.

Une femme de 68 ans, qui a tenté de s'immoler par le feu mercredi matin devant le palais de l'Elysée, où se tient le conseil des ministres hebdomadaire, en est sortie indemne, grâce à l'intervention d'une policière, a-t-on appris de sources policières. Cette femme s'est présentée devant le palais de l'Elysée vers 10h30, en plein conseil des ministres, et a demandé à entrer pour parler avec un ministre «*pour évoquer ses problèmes de logement*», selon cette source.

«*Elle avait sur elle une petite bouteille d'alccol à brûler et devant le refus, elle a alors tenté de s'immoler. Un de ses vêtements a pris feu*», a ajouté cette source. Une policière de la préfecture de police de Paris de faction devant l'Elysée est alors intervenue «*pour éteindre ce petit départ de feu*», a précisé cette source.

La femme de 68 ans, «*a priori n'a pas été brûlée*», selon cette source. Elle a été prise en charge par les pompiers à proximité du palais de l'Elysée, a constaté un journaliste de l'AFP. Elle a ensuite été conduite vers l'hôpital de l'Hôtel-Dieu à Paris. (20minutes.fr 26.10)

1.2- En régime bonapartiste.

Les parlementaires français sont totalement exclus des négociations européennes, contrairement à leurs homologues allemands qui valident chaque décision d'Angela Merkel.

Une différence qui provient de la nature des régimes politiques allemand et français. Contrairement à la constitution française, le régime allemand est authentiquement parlementaire. D'où la décision de la Cour constitutionnelle allemande, en septembre dernier, de contraindre la chancelière à consulter les parlementaires avant toutes négociations européennes.

Bien qu'informé, les parlementaires français n'ont donc pas leur mot à dire.

Le député socialiste Christophe Caresche concède que l'actuel mode de fonctionnement présente un gain de réactivité, mais il retient surtout ces défauts: "*Il entretient un cruel déficit de débat et d'information et il favorise la mauvaise compréhension des décisions*". (lexpress.fr 26.10)

Ce que regrette ce philistin, ce n'est pas que les institutions de la Ve République soient antidémocratiques et bonapartistes, que l'Assemblée nationale n'ait aucun pouvoir de décision en la matière, mais que le fonctionnement des institutions aboutissent à une "*mauvaise compréhension des décisions*" prisent par le bonaparte de service qui détient ce pouvoir selon la Constitution, décisions que le PS ne peut que soutenir officiellement ou sous le manteau puisqu'il partage la même idéologie, défend les mêmes intérêts fondamentaux et les mêmes objectifs que l'UMP.

Les institutions de la Ve République sont critiquables par le PS, sans les remettre en cause toutefois, quand il n'est pas au pouvoir, et dès qu'il y est, il s'y adapte et loue leur fonctionnement.

2- Italie

Des députés italiens en sont venus aux mains mercredi lors de débats sur les réformes économiques, signe de la grande tension d'une classe politique sous pression des partenaires européens et des marchés.

Au moins deux députés de la Ligue du Nord, membre de la coalition de centre droit au pouvoir, se sont battus avec des membres du parti de Gianfranco Fini, un ancien allié de Silvio Berlusconi et président de la chambre basse.

Deux députés se sont pris à la gorge avant d'être séparés par des collègues.

A l'origine des affrontements, des propos de Fini ironisant à la télévision sur la retraite de l'épouse d'Umberto Bossi, qu'elle aurait prise selon lui à 39 ans.

Bossi, chef de file de la Ligue du Nord, refuse de faire plus que des concessions mineures sur la réforme des retraites, notamment sur le report de 65 à 67 ans de l'âge légal de départ.

La session a été suspendue quelques minutes après la bagarre.

"*Il y a un climat de violence et d'intolérance*", a dit Amedeo Ciccanti, député centriste. "*Nous devons nous calmer car les Italiens*

sont plus qu'énervés par tout cela." (Reuters 26.10)

3- Egypte

Des affiches appelant le maréchal Hussein Tantaoui, qui dirige le Conseil suprême des forces armées au pouvoir en Egypte, à se présenter à l'élection présidentielle sont apparues mercredi sur les murs du Caire, suscitant les craintes des acteurs de la révolution égyptienne.

Le maréchal Tantaoui, ancien ministre de la Défense de Hosni Moubarak, dirige le CSFA, qui a pris les commandes du pays dans la période de transition ouverte par le renversement du "*raïs*", le 11 février dernier.

Depuis huit mois, l'armée assure qu'elle ne présentera aucun candidat à l'élection présidentielle.

Sur les affiches collées mercredi sur des bâtiments du Caire, on peut voir le visage souriant du maréchal Tantaoui, posant en uniforme devant un drapeau égyptien, souligné du slogan: "*Une exigence populaire de stabilité*".

La campagne est officiellement conduite par un mouvement de jeunesse du nom de "*l'Egypte par dessus tout*" qui affirme avoir récolté un million de signatures en faveur d'une candidature de Tantaoui.

Des activistes de la révolution soupçonnent d'anciens caciques du régime Moubarak d'être à la manoeuvre. (Reuters 26.10)

Par facilité ou commodité on a parlé d'une "révolution" en Egypte, alors qu'il n'y a eu qu'un soulèvement d'une partie de la population qui a entraîné la chute du dictateur Moubarak, sans remettre en cause les fondements du régime. Cette réflexion vaut pour la Tunisie. En Egypte, c'est l'armée qui a récupéré le pouvoir, en fait elle le détenait déjà, et en Tunisie ce sont des représentants officieux du régime de Ben Ali qui sont au pouvoir avec la bénédiction de l'armée, dans les deux cas, ils demeurent inféodés à l'impérialisme ou ils sont les porte-parole de ses intérêts.

On aurait pu qualifier ces soulèvements de révolutions si le pouvoir avait échu à des partis ouvriers même bourgeois ou si la classe ouvrière était parvenue à constituer ne serait-ce qu'un embryon de pouvoir politique indépendant de l'Etat, à instaurer une situation de double pouvoir même limitée, or cela n'a jamais été le cas, à aucun moment ces soulèvements ont été suffisamment puissants et organisés pour prétendre menacer les fondements des régimes en place.

En Tunisie, ce sont des partis liés à la bourgeoisie et à l'impérialisme qui sont en passe de constituer une coalition pour gouverner, qui plus est avec à leur tête un parti islamique.

En Libye, il s'est agi avant tout d'un soulèvement à caractère tribal qui s'est appuyé à un moment donné sur le rejet qu'inspirait le régime policier de Kadhafi à toutes les couches de la société en dehors du clan proprement dit du dictateur, sans jamais parvenir à rassembler la majorité des masses exploitées pour le renverser, parce qu'elles étaient dépourvues d'expériences de la lutte des classes, de syndicats et de partis, et demeuraient enfermées dans des structures tribales ou claniques datant de la monarchie, soulèvement qui en dernier ressort s'est appuyé sur une coalition impérialiste pour parvenir à chasser Kadhafi du pouvoir. Le CNT est à la fois une émanation de l'ancien régime monarchique et de l'impérialisme.

Il faut avouer qu'il nous a été très difficile de saisir avec précision le développement de la situation dans ces pays à partir des informations qui nous ont été transmises, qui étaient tronquées, déformées, manipulées ou qui manquaient le plus souvent d'impartialité. Personnellement, j'ai dû me contenter de ce que j'ai trouvé sur Internet. De plus, on n'avait qu'une connaissance très limitée de la situation dans ces pays avant ces soulèvements, on se contentait de généralités. Cela ne nous a pas empêché d'en comprendre l'orientation et de soutenir ces soulèvements, c'est là l'essentiel. Et au-delà d'avoir chasser des tyrans du pouvoir, on retiendra de ces soulèvements qu'ils ont permis à toutes les classes, y compris la classe ouvrière, de disposer désormais du droit de s'exprimer et de s'organiser librement pour défendre leurs intérêts spécifiques de classe...

4- Libye

Le Soudan a fourni des armes, des munitions et d'autres formes d'aide aux anciens rebelles libyens du CNT.

Le Soudan accusait le défunt guide libyen de soutenir les rébellions dans la province occidentale du Darfour ainsi qu'au Sud-Soudan, devenu indépendant en juillet.

A Khartoum, les responsables espèrent désormais une amélioration des relations entre les deux pays, qui partagent une frontière.

Dans un discours prononcé à Kassala, dans l'est, le chef de l'Etat soudanais, par ailleurs recherché par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre au Darfour, a notamment affirmé : "*Les forces qui sont entrées dans Tripoli étaient en*

partie armées par le Soudan". (Reuters 26.10)

Social

1- France

1.1- Et pendant ce temps-là le chômage continue d'augmenter.

Le chômage en France est reparti en hausse en septembre après un léger repli en août, montrent des statistiques publiées mercredi par le ministère du Travail et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité au cours du mois) en France métropolitaine a augmenté de 26.000 (+0,9%) le mois dernier pour s'établir à 2.780.500. Sur un an, le nombre de chômeurs en catégorie A croît de 3%.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi signe une progression de 0,7%, soit 27.600 personnes de plus en un mois, pour atteindre 4.175.800. En rythme annuel, la hausse pour ces trois catégories confondues s'inscrit à 4,5%.

Le mois de septembre a surtout été défavorable aux 50 ans et plus, une tranche d'âge au sein de laquelle le nombre de chômeurs en catégorie A augmente de 2,1% sur un mois et de 14,3% sur un an.

Il a aussi été préjudiciable aux moins de 25 ans puisque, dans cette même catégorie, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,6%. Sur un an, il recule néanmoins de 2%. (Reuters 26.10)

1.2- Alors si c'est pour une "***raison*** jugée "***incontestable***"...

Le groupe PSA Peugeot Citroën s'apprête à supprimer 6.000 postes en Europe l'an prochain, dont 2.500 contrats de sous-traitants, dans le cadre d'un plan qui doit permettre d'économiser 800 millions d'euros dès 2012.

La direction générale du groupe automobile a présenté mercredi, lors d'un comité de groupe européen réuni en session extraordinaire, un plan visant à "*restaurer la compétitivité et la rentabilité de la division automobile*".

Des mesures sur les "*structures du groupe*", notamment dans le commerce, le marketing, l'informatique et la recherche et développement, "*pourraient avoir pour conséquence la suppression de 2.500 emplois en Europe en 2012*", précise un communiqué de PSA Peugeot Citroën. En production, le groupe prévoit une baisse des effectifs de 1.000 postes en Europe.

Lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Industrie Eric Besson a fait savoir qu'il s'était entretenu avec le patron de PSA Peugeot Citroën Philippe Varin à la mi-journée. "*Il m'a confirmé (...) que ce plan était adopté en raison du ralentissement incontestable de la demande automobile européenne et de la pression tout aussi incontestable sur les prix à la baisse*", a dit Eric Besson devant les députés. "*En clair, plutôt cela que des fermetures d'usine*".

PSA a aussi annoncé mercredi un chiffre d'affaires en hausse de 3,5% au troisième trimestre par rapport à 2010 à 13,4 milliards d'euros. Mais le chiffre d'affaires de la division automobile a diminué de 1,6% par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, à 9,31 milliards d'euros, sous l'effet "*des difficultés d'approvisionnement*" et d'une "pression sur les prix accrue depuis septembre. (AP 26.10)

Si le patron de PSA Peugeot Citroën estime la "*raison*" de ces suppressions massives de postes "*incontestable*, pour le ministre de l'Industrie elle l'est forcément ! Quelle est la nature de l'Etat, de quelle classe sociale représente-t-il les intérêts? On a là la réponse.

Rappel :

Comme l'a annoncé Philippe Varin, à la tête du groupe, PSA Peugeot Citroën va investir près de 500 millions d'euros dans cette joint-venture (Peugeot et le groupe China Changan), en sus des 650 autres millions prévus dans le cadre de sa seconde joint-venture. Soit au total, 1,1 milliard d'euros. (usinenouvelle.com 14.02)

Et au même moment :

PSA Peugeot Citroën va investir 3,7 milliards de reais (1,5 milliard d'euros) au Brésil pour doubler sa production d'ici 2015, a annoncé mercredi le ministre brésilien du Commerce et de l'Industrie Fernando Pimentel. (lesechos.fr 27.10)

Les choses sont claires, non ?

1.3- Mercantilisme.

Mercredi soir, la direction de la chaîne d'hypermarchés a finalement fait marche arrière dans l'affaire d'une caissière accusée de vol. «*La direction de Cora Mondelange a décidé de ne pas poursuivre la procédure engagée à l'encontre d'une salariée du magasin*», écrit le groupe sur sa page Facebook officielle. Traduction: face à la mobilisation des internautes sur Twitter et Facebook, Cora a décidé d'arrêter son suicide médiatique.

La caissière était en procédure de licenciement pour avoir récupéré une réduction d'un euro sur un ticket de caisse abandonné par une cliente. Cette représente du personnel CGT de l'hypermarché a livré sa version des faits au micro de France Inter ce mercredi: «*J'ai pensé à mon fils de 8 ans, je l'ai détaché, mais vraiment au vu de tout le monde, et juste après, à 14 heures, à la fin de mon service, on m'a interpellée, l'adjoint de la sécurité et ma chef de caisse me disant que c'est la propriété de Cora*».

La femme est employée depuis dix ans par l'hypermarché et gagne 940 euros par mois. Du coup, les internautes lui sont venus en aide, multipliant les appels au boycott de la marque. (20minutes.fr 26.10)

Les patrons, les dirigeants des entreprises et leurs cadres supérieurs ne s'étonneront pas du sort que leur réserveront les masses laborieuses quand l'heure de la vengeance aura sonné, tellement leur comportement inspire la haine légitime des travailleurs.

Commentaire d'internautes

1- "*Une cliente a laissé son ticket de caisse volontairement ainsi ledit ticket n'appartenait plus à personne et la caissière avait tous les droits pour le ramasser*."

Erreur. Vous confondez un espace privé ouvert au public dans lequel tout ce qui s'y trouve appartient à son propriétaire à défaut d'appartenir à une tierce personne, et un espace public où ce qui n'appartient pas à l'Etat ou la commune appartient à celui qui le trouve, à condition toutefois que cette chose ne soit pas identifiée comme appartenant déjà à quelqu'un.

2- "*C'est le monde à l'envers la victime (caisssière) devient coupable et le coupable (Cora) victime. Comment voulez-vous accepter que cette femme qui travaille depuis 10 ans chez Cora ne gagne que 940 euros par mois ? C'est de l'esclavage moderne. C'est un crime contre l'humanité.*"

Le prolétariat en arme châtiera ces criminels ! Comme il se doit ou à sa manière peu importe. Plus de deux siècles d'exploitation et d'oppression valent bien qu'on les réprime et les terrasse par n'importe quel moyen quand on en aura l'occasion, y compris par le règne de la terreur s'il le faut pour en venir à bout et empêcher que l'ancien régime ne refasse surface un jour. Cela compensera d'une certaine manière tous les sacrifices que la classe ouvrière aura dû endurer pour enfin briser ses chaînes.

1.4- Trop chaud : plus d'eau ; trop froid : plus d'électricité ! Le progès quoi !

Y aura-t-il une pénurie d'électricité en France cet hiver ? Le ministre de l'énergie, Eric Besson, a assuré, mercredi 26 octobre, que le gouvernement resterait vigilant, tout en reconnaisant que "*le premier risque de court terme est celui de l'approvisionnement cet hiver si des facteurs très défavorables étaient réunis*", évoquant notamment des températures très froides, des retards de mise en œuvre de centrales à gaz et à charbon en Allemagne en plus de l'arrêt des réacteurs allemands.

Exportatrice d'électricité durant presque toute l'année, la France est importatrice lors des grands pics quotidiens l'hiver – notamment autour de 19 heures. A cause du chauffage électrique, l'Hexagone est aussi le pays d'Europe dont la consommation augmente le plus par grand froid : pour chaque degré de température extérieure en moins, 2 300 mégawatts de puissance supplémentaire sont nécessaires, soit plus de deux réacteurs nucléaires, selon le transporteur d'électricité RTE.

"*Les hivers froids, comme ça a été le cas l'hiver dernier, on a importé jusqu'à 8 000 mégawatts, essentiellement d'Allemagne. Or cette énergie ne sera plus disponible*, dit Colette Lewiner, directrice internationale du secteur de l'énergie chez Capgemini.

Avant d'être contraint à d'éventuelles coupures maîtrisées, RTE, responsable du réseau à haute tension en France, peut encore recourir à des contrats d'effacement auprès de clients industriels ou lancer des appels au civisme.

"*Mais on est dans un contexte qui est plus inquiétant*", dit-Mme Lewiner, en soulignant que l'Allemagne et la Belgique sont, avec la France, les plus exposées. RTE doit présenter son propre état des lieux sur cette question avant le 10 novembre. Une étude au niveau européen de l'Association européenne des gestionnaires de réseaux sera également présentée fin novembre. (lemonde.fr 26.10)

1.5- Une profession à risque.

Près de 2.700 policiers ont été blessés en service dans l'ensemble de l'agglomération parisienne (Paris et les départements de la petite couronne) sur les 9 premiers mois de l'année 2011, soit une moyenne de près de 300 par mois, a annoncé la préfecture de police de Paris (PP).

Ces policiers ont été blessés "*notamment dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre, de contrôles routiers, d'interpellations*", selon PPrama, la lettre hebdomadaire de la préfecture.

"*Ces chiffres sont à la fois le résultat de la RGPP (révision générale des politiques publiques), avec la baisse des effectifs et le fait d'une délinquance beaucoup plus jeune et plus violente*", a estimé Nathalie Orioli, secrétaire régionale de l'agglomération parisienne d'Unité police SGP-FO (premier syndicat de gardiens de la paix).

"*La riposte face aux policiers est de plus en plus violente, mais il n'y a pas de zone de non-droit pour les policiers qui vont sur le terrain*", a-t-elle ajouté.

"*Bien évidemment le métier de policier est de plus en plus difficile, et ces chiffres reflètent cette réalité. Les gens confrontés aux policiers sont de plus en plus violents*", a également estimé Jean-Claude Delage, le secrétaire national d'Alliance (2e syndicat des gardiens de la paix). (20minutes.fr 26.10)

Chaun sait à quoi il s'expose en choisissant de s'engager dans la police, c'est valable pour d'autres secteurs d'activité, je pense à l'enseignement. Maintenant, on se fie davantage à l'idée qu'on s'en fait plutôt qu'à la réalité, on pense toujours qu'on sera en mesure de faire face à certaines difficultés, et quand on y est confronté, souvent c'est une autre paire de manches car la réalité est encore plus dure que celle qu'on nous avait dépeinte ou ce qu'on imaginait, quand on n'a pas refusé d'écouter ceux qui nous mettaient en garde, pensant qu'ils en rajoutaient pour se faire plaindre ou d'autres raisons, la jalousie par exemple.

Maintenant, la violence qui sévit dans certaines banlieues ouvrières est le produit de la violence de l'Etat qui a produit des couches entières de prolétaires défavorisés, et dont les enfants manquent de repères pour ne pas sombrer à leur tour. On peut les accuser de toutes les tares ou de tous les maux qu'on veut, ils sont à l'image de la société décomposée que les tenants du capitalisme s'acharnent à défendre. Il n'y a aucune autre issue à cette situation que le renversement de l'ordre établi pour reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales.

1.6- En famille, on ne se refuse rien...

Pour accueillir la cérémonie de l'élection de Miss France 2012, qui aura lieu le 3 décembre prochain, la communauté urbaine Brest métropole océane, présidée par le socialiste François Cuillandre, a conclu un accord avec Endemol et a accordé à la société organisatrice du concours une subvention de 237.000 euros, raconte Le Parisien ce mercredi.

François Cuillandre a défendu sa décision de verser une subvention à Endemol – avec le soutien de l'UMP locale – dans les colonnes du Parisien en affirmant qu'il effectuait là «*un investissement en communication*».

Selon lui, «*Endemol assurera devant neuf millions de téléspectateurs au moins huit minutes de promotion de la ville (…). C'est une opération rentable.*» (20minutes.fr 26.10)

Rentable pour qui vous vous demandez peut-être. Réponse à la fin de cet article :

Les 4.000 places mises en vente début octobre pour assister à l'élection sont parties en moins d'une demie-heure. Et ont déjà rapporté 450.000 euros à Endemol.

La municipalité de Brest verse une subvention sur les deniers publics de 237.000 euros à une société privée qui lui rapporte au passage 450.000 euros de recette, donc Endemol - "*société de Maitre Arthur, TF1*" signale un internaute, aura touché 687 000 euros pour avoir organisé un concours infâme dédié au culte de la femme objet.

2- Russie

La région russe de Krasnodar (sud) s'apprête à installer les premières tours d'abandon du pays où des parents pourront déposer de manière anonyme des nouveaux-nés non désirés, qui seront ainsi en sécurité, a indiqué mercredi le département régional de la Santé.

"*Cinq boîtes à bébés ont déjà été livrées par la république Tchèque, et la première sera bientôt installée près d'un centre médical de la ville de Novorossiïsk*", port de la mer Noire, a indiqué à l'AFP la porte-parole du département, Elena Kovlakas.

Ce système "*sauvera la vie de nouveaux-nés abandonnés*" tout en préservant l'anonymat des parents, a indiqué à l'AFP Elena Golberg, une autre responsable du département de la Santé de Krasnodar.

"*Nous voulons mettre un terme à une terrible pratique, lorsque des nouveaux-nés sont laissés dehors*", parfois même dans une poubelle, a-t-elle encore dit.

Une vingtaine de nouveaux-nés ont été remis à des orphelinats de la seule ville de Novorossiïsk l'année dernière, selon l'experte.

La tour d'abandon qui sera installée consiste en un pan amovible dans un mur extérieur ou une fenêtre qui s'ouvre sur une petite cellule chauffée et aérée. Ce dispositif est doté de détecteurs pour alerter les services soignants lorsqu'un bébé y est déposé, selon l'experte.

"*Chaque année des centaines de nouveaux-nés non désirés sont jetés dehors*" en Russie, a indiqué récemment au journal en ligne argumenti.ru le président de la Fondation russe pour l'enfance, Albert Likhanov. (liberation.fr 26.10)

No comment !

Economie

1- France

Un "***succès***" qui pue la chair à canon.

Avec 5,12 milliards d'euros de prises de commandes en 2010, les exportations françaises d'armement ont connu une forte chute par rapport à l'année précédente, où elles avaient atteint 8,16 milliards, ont annoncé mercredi les ministères de la Défense et des Affaires étrangères.

Dans une "*conjoncture difficile*", la France a néanmoins conservé l'an dernier son quatrième rang des pays exportateurs derrière les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie, peut-on lire dans le Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2010.

Les principaux clients de la France ont été l'Arabie Saoudite, le Brésil, l'Inde et la Malaisie.

En préambule du rapport, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, salue un "succès" de la France dans un contexte de crise.

Il y voit un encouragement "*à ne pas relâcher nos efforts et à poursuivre notre action en faveur de nos exportations pour conforter la base industrielle et technologique de défense de notre pays et préserver les 165.000 emplois que compte ce secteur*".

Sur la décennie 2001-2010, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie, la France et Israël se sont partagés 90% du marché de l'armement. (Reuters 26.10)

2- Italie

La lettre d'engagements remise mercredi soir par Silvio Berlusconi à ses partenaires européens promet un ensemble de mesures étalées dans le temps visant à soutenir la croissance et à contenir la dette publique de l'Italie.

Rome annonce notamment un plan détaillé de développement de l'économie d'ici au 15 novembre.

Le président du Conseil italien s'engage également à assouplir le marché du travail en faisant adopter d'ici mai 2012 des règles moins favorables aux salariés et à réformer le système des retraites avec l'objectif de relever progressivement à 67 ans l'âge minimum de départ à la retraite d'ici 2026, tant pour les hommes que pour les femmes.

Berlusconi, que ses partenaires européens avaient sommé ce week-end de présenter un plan de redressement des finances publiques de la troisième puissance économique de la zone euro, promet aussi de dégager cinq milliards d'euros supplémentaires par an sur les trois prochaines années en coupant dans les investissements programmés et en augmentant la rentabilité du secteur public. (Reuters 26.10)

3- Brésil

Le Brésil a rejeté le principe de l'acquisition d'obligations européennes, semant le doute sur les chances de succès d'un projet visant à associer les principales économies émergentes au plan d'aide à l'Europe.

Le ministre brésilien des Finances Guido Mantega a préféré mardi relayer les appels en faveur d'une résolution de la crise par l'Europe elle même, expliquant que le Brésil n'avait aucunement l'intention de racheter de la dette.

"*Je pense que les pays européens n'ont pas besoin de fonds brésiliens pour racheter des obligations. Le Brésil ne l'envisage pas*", a-t-il dit à des journalistes. "*Ils doivent trouver en Europe des solutions aux problèmes européens.*"

Il a toutefois déclaré que son pays pourrait accepter d'apporter un soutien financier par le biais du Fonds monétaire international.

Le Brésil a déjà évoqué le principe d'un rachat d'obligations européennes par les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) avant de faire marche arrière faute de soutien des autres membres de ce groupe de pays émergents.

L'Inde et la Russie n'ont pas manifesté l'envie de proposer davantage d'argent pour aider l'Europe et rien de montre que la Chine en ait l'intention, a dit à Reuters un haut responsable politique d'un pays émergent.

Selon lui, les principales économies émergentes estiment que l'Europe n'en fait pas assez pour trouver une solution.

La délégation de l'Union européenne en Chine a annoncé mercredi que le directeur général du FESF Klaus Regling se rendrait vendredi à Pékin.

Le principe d'une aide des Brics passant par le FMI a également été évoqué par le Brésil, qui exigeait en retour une réévaluation du poids des émergents dans l'institution. Mais plusieurs membres, dont les Etats-Unis, avaient rejeté l'idée, certains analystes expliquant qu'une telle solution aurait dilué leur influence au sein du FMI. (Reuters 26.10)

Haut de page

Le 28 octobre

CAUSERIE

Le document que j'ai mis en ligne *Relance inégale des marchés de l'emploi dans les pays en développement après la crise.* est en anglais, mais on peut facilement lire les nombreux graphiques qu'ils comportent. La version en français présentant un défaut, j'ai dû bricoler un bon moment pour parvenir à obtenir un document qui ne soit pas tronqué, il est lisible, c'est l'essentiel.

Dictature du capitalisme financier

Pour ceux qui n'ont pas eu le temps de le lire, un extrait de l'article mis en ligne le 21 octobre Les 147 entreprises qui font l'économie mondiale (slate.fr), qui relate une étude de l'Institut fédéral de technologie de Zurich :

- "*James Glattfelder, un des auteurs de l'étude, explique avoir mené une analyse «fondée sur la réalité» et visant à éviter les «dogmes», que ce soient «les théories du complot ou le marché libre». Le travail de son équipe a conduit à l'identification d'un «noyau» de 1.318 entreprises qui représentent 20% du chiffre d'affaires mondial mais, à travers leurs prises de participations, contrôlent la majorité des entreprises de l'économie «réelle». Puis, en resserrant encore leur analyse, les chercheurs ont repéré 147 entreprises qui contrôlent mutuellement l'intégralité de leur capital et représentent 40% de la richesse totale du «réseau».*"

Il en faut moins à un actionnaire d'une entreprise pour la contrôler.

Il faut compléter cet extrait en précisant que la plupart de ces 147 entreprises sont des banques, des institutions financières ou des compagnies d'assurance, qui de fait contrôlent le marché mondial et influent sur les cours des matières premières et des monnaies, pour ne pas dire qu'elles les dictent.

Maintenant il ne faut pas tomber dans le panneau qui consiste à limiter la crise actuelle au secteur financier : la crise a ses racines dans les fondements du capitalisme, dans la contradiction qui existe entre d'une part une infime minorité qui représente à peine 1% de la population mondiale, qui disposent des moyens de production et d'échange et qui s'accaparent l'immense majorité des richesses produites et qui en réclament toujours plus, et de l'autre une masse gigantesque de producteurs

qui représentent les 99% restants, qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail qu'ils vendent sur le marché pour survivre, tandis qu'une masse toujours plus importante demeure exclue du marché.

La crise a pour origine cette formidable injustice. Pour en finir avec cette injustice, avec cette crise, il faut en extraire la racine, il n'y a pas d'autres solutions que décréter les moyens de production et d'échange bien inaliénables de la collectivité...

Inde. La palme des inégalités sociales.

J'ai appris qu'en Inde "*le taux de malnutrition dépasse celui de la zone sub-saharienne.*" (Reuters 27.10) Tandis qu'aura lieu dimanche le "*premier Grand Prix de F1 en Inde*". (id)

Le billet le moins cher pour le Grand Prix de dimanche est de 2.500 roupies (36 euros), l'équivalent d'un demi-mois de salaire d'une femme de ménage.

Les entreprises débourseront environ 200.000 dollars (140.000 euros) pour une loge, et toutes ont pratiquement trouvé preneur. (id)

A vomir !

2-1 = 1 et 1+1 = 2. Une trouvaille ; mieux : un exploit ; mieux encore : his-to-ri-que !

L'Etat grec doit 350 milliards d'euros, 210 aux banques et la différence à d'autres Etats. Les banques dévaluent la dette de l'Etat grec de 100 milliards d'euros, donc la la dette de l'Etat grec n'est plus que de 250 milliards d'euros. Mais comme les Etats par le biais de l'UE dans le même temps vont prêter 100 milliards de plus à la Grèce, sa dette globale demeurera inchangée et toujours aussi insoutenable. CQFC.

Les banques exposées à la dette grecque vont émettre des actions pour se recapitaliser, et si les investisseurs n'en veulent pas, ce sera aux Etats de les renflouer. L'avantage d'émettre des actions, c'est que cela ne leur coûtera rien en intérêts, par contre les détenteurs de ces actions toucheront des dividendes chaque années ou pourront les revendre à tout moment en cas de dégringolade à la Bourse.

Autre astuce. Les banques sont sommés de disposer d'un ratio de fonds propres de 9% pour renforcer leur solvabilité financière. Pas de problème, elles vont trafiquer leurs bilans, le réduire de façon à ne pas avoir à immobiliser un centime de plus, comment ? en prêtant moins et/ou en revendant des actifs et le tour est joué.

Tour de passe-passe. La BCE rachète les obligations des Etats qui ont dû passés par les marchés pour les financer, aux taux fixés par ces derniers, et ce sont les contribuables des différents Etats qui paieront la facture finale, plus précisément les intérêts car il sera impossible de rembourser cette dette colossale qui ne cessera de grimper du même coup.

Ce que je n'ai pas vraiment saisi parce qu'il me manque certaines données, c'est d'où provient l'argent dont dispose le FESF, de la BCE ou des marchés. D'un côté j'ai cru comprendre que c'était la planche à billets de la BCE qui le fabriquerait, de l'autre, que ce serait les marchés qui lui fourniraient, mais cela ne colle pas avec une telle somme, 1 000 milliards d'euros, et ils parlent déjà de doubler ou tripler cette somme, seule la planche à billets peut prétendre réaliser un tel miracle ou plutôt mirage.

Autre explication, la BCE fabrique cet argent qu'il met ensuite à la disposition du FESF, qui le prête à un taux très avantageux aux banques et institutions financières, qui elles-mêmes le prêtent à un taux plus élevé aux entreprises et aux particuliers, d'où le bonheur affiché par les banquiers après l'accord intervenu dimanche qui a déclenché l'envolée des cours de leurs actions à la Bourse, le jackpot quoi.

Cette inflation financière va influer sur l'ensemble de l'économie mondiale, de la même manière que la Fed avec ses plans de relance à coups de milliers de milliards de dollars. Qui en fait les frais pour le moment ? Principalement les populations des pays émergents qui subissent une flambée des prix depuis déjà plusieurs années, puis les travailleurs sur tous les contients.

La BCE-FESF copie la FED, tout comme les Etats de la zone euro suivent l'exemple de l'Etat fédéral américain, ce que j'avais expliqué quelques jours plus tôt : ils s'endettent à hauteur de milliers de milliards d'euros qu'ils ne pourront jamais rembourser, ce n'est pas le but du jeu, leur objectif c'est de verser des sommes gigantesques d'intérêts aux marchés financiers ce qui leur permet d'accroître leur emprise sur le marché mondial et les Etats via leurs dettes.

Au jeu de se repasser la patate chaude, cela fonctionne tant qu'on peut la repasser à quelqu'un, mais quand il n'y a plus personne en bout de chaîne à qui la refiler, ils font quoi ? Ils s'en prennent violemment à leur prolétariat pour le réduire en esclavage, ils lui impose une dictature de fer, ils orchestrent une guerre mondiale, quelles autres solutions leur restent-ils ?

Il a sauvé le monde de la "***catastrophe***" !

L'éditorialiste au *Monde*, Françoise Fressoz, a résumé la prestation de Sarkozy, hier soir à la télévision :

- "*Au fond, toute la stratégie de N. Sarkozy ce soir a été de noyer son bilan dans une crise européenne et planétaire.*" (lemonde.fr 27.10)

Cette émission a été produite par le directeur du Journal du Dimanche, Jérôme Bellay, dont la société de production appartient au groupe Lagardère et dont la proximité directe avec le chef de l'Etat n'est un secret pour personne.

Cette émission a été fabriquée sur mesure pour redorer le blason de Sarkozy. Mode d'emploi pour éviter toute fausse notre préjudiciable à son image déjà bien écornée, un euphémisme.

Tout d'abord le choix du producteur.

La Talonnette a décidé de confier la réalisation de ce "*Sarko show*" (L'Express) au directeur du Journal du Dimanche, Jérôme Bellay, dont la société de production appartient au groupe Lagardère et dont la proximité directe avec le chef de l'Etat n'est un secret pour personne. Il faut bien faire gagner de l'argent à ses amis. Et puis le service public...

Ensuite le choix des journalistes.

C'est encore Sarkozy lui-même qui a choisi Jean-Pierre Pernaut et Yves Calvi, dont Jérôme Bellay est le producteur pour son émission C'est dans l'air, tiens donc : tu contraries le président et ton émission saute, tu as compris... Alors qu'une grande partie de cette émission devait être consacrée à des questions économiques, il a écarté délibérément l'idée d'être interrogé par au moins un jounaliste spécialisé dans les questions économiques, il aurait pu relever des inexactitudes dans son discours.

Inutile de commenter son discours, on le connaît par coeur et on savait ce qu'il allait annoncé, il fait la Une de tous les médias. On y reviendra quand les choses se préciseront au lieu de perdre notre temps.

A l'abattoir !

Pour terminer dans la bonne humeur, je n'ai pas vu cette émission, peut-être sa meilleure répartie... prémonitoire mais sans vraiment constituer une surprise :

- Sarkozy : "*Tous les candidats du système - y compris ceux que j'ai soutenus - ont été battus*" (lexpress.fr 27.10) Parce qu'il n'en ferait pas partie...

Ce que Sarkozy n'a pas dit... et contredit Barouin.

L'hypothèse de renoncer aux bonus et aux dividende a été rejetée par Frédéric Oudéa, au micro de la radio Europe 1.

"*Attendez, les dividendes heureusement que ce n'est pas forcément fini*", a-t-il dit, ajoutant que les bonus seraient "*modérés et raisonnables*".

Si le PDG a dit ne pas savoir à l'heure actuelle le montant de recapitalisation qui serait nécessaire à sa banque, il a insisté sur sa capacité à trouver cet argent sans aide publique.

"*On attend le chiffre mais c'est quelque chose qui sera complètement gérable grâce à nos résultats ; on va continuer à faire des profits, on va garder ces profits dans notre banque*", a-t-il déclaré. (Reuters 25.10)

Ah ben alors, "*heureusement que ce n'est pas forcément fini*" de s'enrichir en dormant, vous n'alliez tour de même pas croire qu'on allait cesser de racketter ceux qui produisent les richesses et leur permettre de s'enrichir à notre place, vous rêvez ou quoi !

Non, voyez-vous le "*rêve français*" ce n'est pas vraiment notre truc, c'est hors de notre portée...

LES INFOS EN BREF

Politique

1- France

A "***marche forcée***".

Le nouveau Sénat de gauche a lancé mercredi sa première attaque contre la très contestée réforme territoriale, en adoptant en commission une proposition de loi PS modifiant radicalement son volet consacré à l'intercommunalité. Elle prévoit en partie l'achèvement à marche forcée, sous la houlette des préfets, du regroupement des communes d'ici le 31 décembre 2011. (publicsenat.fr 27.10)

Cela ne vous dit pas d'accompagner vos petits camarades du POI pour demander à la majorité du Sénat si elle est vraiment de gauche ? Non, vraiment pas, vous avez raison, ils sont tout juste bons à gérer la société pour le compte des capitalistes et s'en foutre plein les poches au passage.

2- Parlement européen. Manipulation, récupération.

Le Parlement européen a décerné, jeudi 27 octobre, son prestigieux prix Sakharov pour la liberté de l'esprit à cinq militants du Printemps arabe, a-t-on appris de source parlementaire. Les lauréats sont le protestataire tunisien Mohamed Bouazizi — honoré à titre posthume –, la militante égyptienne Asmaa Mahfouz, le dissident libyen Ahmed Al-Zubair Ahmed Al-Sanusi, l'avocate syrienne Razan Zeitouneh et le caricaturiste syrien Ali Farzat, a précisé cette source. (lemonde.fr 27.10)

Ils ont oublié Stephane Hessel qui a rappelé hier soir dans l'émission diffusée sur TV5Monde Asie, La grande librairie, que le monde courrait à la catastrophe et que la seule solution était de d'en remettre à l'ONU pour oeuvrer à un monde meilleur.

En dehors de ce malheureux Mohamed Bouazizi qui s'était immolé, au passage, j'ai appris qu'il n'avait jamais été diplômé, c'est le Tunisien qui avait lancé cette fausse information pour "*faire monter la sauce*" qui l'a avoué, je l'ai vu et entendu le dire sur TV5Monde Asie, il était tordu de rire, tous les autres sont manipulés par l'impérialisme. Et on n'aurait jamais entendu parler de Stéphane Hessel et de son livret s'il ne faisait pas la propagande de l'ONU. Prix Nobel et prix Sakharov : même sac à merdes !

3- Tunisie

3.1- Résultats de l'élection à l'Assemblée constituante.

Après la proclamation des résultats par circonscription, le président de l'ISIE, Kamel Jendoubi a annoncé les résultats complets du scrutin et les pourcentages des voix obtenues par les partis en compétition.

Au cours d'une conférence de presse tenue par l'ISIE, il a été annoncé l'invalidation des listes du parti Al Aridha de Mohamed Hechmi Hamdi dans six circonscriptions électorales, à savoir celles de Tataouine, Sfax1, Jendouba, Kasserine , Sidi Bouzid et France 2.

Ainsi, Ennadha vient en tête avec 90 sièges à la Constituante, soit un pourcentage de 41,47%, suivi du Congrès pour la République qui remporte 30 sièges, soit un taux de 13,82%. En 3ème position, on trouve Attakattol qui obtient 21 sièges, c'est-à-dire 9,68%, alors qu'en 4ème position figure Al Aridah avec 19 sièges, soit 8,76%.En 5ème position, il y a le PDP qui obtient 17 siège avec 7,82%.

Voici le score des autres partis :

Le Pôle remporte 5 sièges pour un taux de 2,3% autant que le parti L'Initiative .Le parti Afak aura quatre représentants à la Constituante et le MDS 2, Alt. Rév 3, MPUP 1.

Il est à noter que les 8 listes indépendantes auront 12 sièges. Enfin, l'élément féminin dans l'assemblée représente 24% de l'ensemble de la Constituante.

Cela étant, la proclamation des résultats définitifs des élections de l'Assemblée nationale constituante pourrait prendre jusqu'à deux semaines, au cas où un grand nombre de recours sérieux est présenté au Tribunal administratif, a estimé Ridha Torkhani, membre de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE).

Dans une déclaration à la presse, jeudi après-midi, il a relevé que l'ISIE prévoit la réception de nombreux recours dont plusieurs peuvent être sérieux et qui seront en conséquence transmis au Tribunal administratif pour examen.

M. Torkhani a fait remarquer que l'ISIE recevra les recours, dans les 48 heures qui suivent l'annonce de la totalité des résultats partiels, prévue pour jeudi à partir de 20H00. (africanmanager.com 27.10)

3.2- Une formation politique se retire de l'Assemblée Constituante.

Mohamed Hachmi Hamdi (parti Al Aridha) vient de déclarer sur les ondes de la radio MosaïqueFM que sa formation « Al Aridha Achaâbia » se retire de l'Assemblée Constituante. (tunisienumerique.com 27.10)

Ces jours-ci, Hachemi Hamdi ne cessera de faire couler l'encre, sa fulgurante ascension « *surprise* » aux élections de la Constituante l'avait placé sous les projecteurs.

Dans une interview diffusée sur les ondes de Radio Express FM aujourd'hui, jeudi 27 octobre 2011, Hachemi Hamdi semble rappeler à Rached Ghannouchi, la date du 23 juillet 2008.

Le jour où Rached Ghannouchi aurait remis à Hachemi Hamdi, en présence d'un penseur saoudien, une lettre adressée à Ben Ali lui demandant de lui accorder la possibilité de négocier un arrangement. Hamdi a déclaré avoir faxé la lettre à Ben Ali qui aurait refusé la proposition de Ghannouchi.

Hachemi Hamdi a déclaré être en possession de cette lettre. (tunisienumerique.com 27.10)

Mohamed Hachmi Hamdi serait un riche homme d'affaires qui vivrait en Grande-Bretagne et qui n'aurait pas mis les pieds en Tunisie pendant la campagne électorale, c'est ce que des internautes ont signalé. Par ailleurs, j'ai noté que les candidats de cette formation politique sur laquelle j'ignore tout, avaient été invalidés dans les villes où a démarré le soulèvement qui a conduit à la chute de Ben Ali, notamment Kasserine, Sidi Bouzid, ville où Mohamed Bouazizi s'était immolé. Il semblerait qu'il aurait profité du désespoir de la jeunesse et des travailleurs tunisiens pour leur promettre la lune !

3.3- Manifestations et émeutes après l'invalidation de 6 élus du parti El Aridha Echaâbia

3.3.1- Sidi Bouzid.

Aussitôt la décision d'annuler les votes en faveur de la pétition populaire (El Aridha Echaâbia) annoncée, une centaine de jeunes sont sortis et ont pris position dans les carrefours de la ville.

Des pneus incendiés barricadent les routes devant le siège du gouvernorat et du côté du poste de police de la ville. (tunisienumerique.com 27.10)

3.3.2- Menzel Bouzayène. Une locomotive de train a été incendiée ainsi que des opérations de pillage de magasins ont été déclarées en ville, les manifestations essayent, par ces actes, de provoquer les militaires et les policiers. (tunisienumerique.com 28.10)

3.3.3- Kasserine.

Deux à trois mille personnes sont sorties manifester, jeudi soir 27 octobre, au centre-ville de Kasserine après la conférence de presse tenue par l'ISIE. (tunisienumerique.com 27.10)

3.3.4- Sfax.

Des étudiants logeant dans des foyers universitaires à Sfax sont sortis manifester. Ils ont barré les routes de l'aéroport et de Agareb. Il semblerait que les sanctions infligées aux listes d'El Aridha Achaabia soient à l'origine de ce mouvement de contestation. (tunisienumerique.com 27.10)

Lu dans deux autres articles ((tunisienumerique.com). Le 16 et le 20 octobre dernier, deux manifestations regroupant quelques milliers de personnes dont la majorité des étudiants ont été perturbées par des membres d'Ennahdha

4- Argentine

La justice argentine a condamné mercredi l'ancien officier de marine Alfredo Astiz, surnommé "*l'ange de la mort*", et onze autres officiers de l'armée et de la police argentines à la prison à perpétuité, pour crimes contre l'humanité, commis sous la dictature entre 1976 et 1983. (AP 27.10)

5- Chine.

Réunis il y a dix jours pour le plénum annuel du Parti, les dirigeants chinois ont annoncé mercredi un renforcement du contrôle de l'Internet chinois. Dans le même temps est décidée une reprise en main des programmes des télévisions par satellite. À des fins «*morales*» et de stabilité sociale.

Le thème de la grande réunion annuelle du Parti communiste chinois (PCC) était en effet la «*réforme culturelle*». Et en clôture du plénum, les dirigeants communistes avaient adopté une directive visant à préserver la «*sécurité*» et à élargir l'«*influence*» de la culture chinoise. Il s'agit notamment de resserrer le contrôle sur Internet et l'information. Et c'est ce qui se retrouve dans le communiqué du PCC publié mercredi dans les colonnes du Quotidien du peuple. Il y est dit que Pékin va «*renforcer la surveillance et l'administration des services sociaux sur Internet, ainsi que des outils de messageries instantanées, et réguler la diffusion des informations*».

Diverses affaires -dont celle de l'accident de train meurtrier de juillet- ont convaincu Pékin que les choses allaient trop loin, avec une dangereuse perte de contrôle de l'opinion.

Mercredi toujours a été publiée une directive de l'Administration d'État pour la radio, la télévision et le cinéma (Sarft). Ordre est donné de limiter les émissions de téléréalité et autres divertissements légers qui ont fleuri sur les 34 chaînes satellites du pays. Ces programmes, dont la «*vulgarité*» est comparable à celle d'émissions diffusées dans maints pays occidentaux, doivent être remplacés par des tranches d'informations ou culturelles. Au-delà, toute l'industrie culturelle, qui en prend trop à ses aises pour diffuser des points de vue indépendants, est fermement rappelée à l'ordre. Il lui est rappelé qu'elle doit promouvoir les «*valeurs centrales socialistes*», opposées classiquement aux supposées «*valeurs universelles*». Les dirigeants des chaînes sont invités à se focaliser sur le «*champ éthique*». Le document officiel publié mercredi exhorte ainsi à rejeter «le culte de l'argent, l'hédonisme et l'individualisme extrême».

Derrière ces mots, on retrouve le récent et tragique scandale de la petite Yue Yue, cette enfant de deux ans écrasée par deux camions successivement, et que les passants ont laissée mourir en l'ignorant. L'affaire a suscité un vif émoi dans l'opinion publique chinoise, les internautes s'interrogeant sur la crise morale de la société chinoise. Un questionnement sur les «valeurs» que le parti au pouvoir ne peut se permettre de voir aller trop loin. (lefigaro.fr 27.10)

Gageons que ce sujet fut abordé par Sarkozy avec Hu Jintao, à qui il réclame à cor et à cri de participer au FESF...

Economie

1- France. Racket pour renflouer les caisses de l'Etat.

Deux amendements adoptés en commission des affaires sociales prévoyaient de taxer le chiffre d'affaires des casino et de l'industrie du tabac pour financer la sécurité sociale. Ils ont été tous deux rejetés en séance jeudi, le gouvernement s'y étant opposé.

Valérie Pécresse a dit craindre qu'une taxe sur l'industrie du tabac se traduise par une hausse des prix, alors que l'exécutif prévoit déjà 18 % de hausse entre cet automne et début 2012. (lemonde.fr 27.10)

2- Pétrole. Ils se gavent !

Exxon Mobil a fait état jeudi d'un bond de 41% de son bénéfice au troisième trimestre, soit légèrement plus qu'attendu par Wall Street, à la faveur d'une hausse du prix du pétrole et d'une amélioration des marges de raffinage.

Eléments exceptionnels inclus, le bénéfice net du groupe atteint 7,2 milliards de dollars à coût courant, en hausse de 100%. Cette mesure CCS fait abstraction des plus ou moins values non réalisées liées aux changements de valeur des stocks. De ce fait, le solde devient comparable au regard des règles comptables américaines.

Le géant américain, plus grande compagnie pétrolière cotée au monde, a livré un résultat de 10,33 milliards de dollars. (Reuters 27.10)

Shell, première pétrolière européenne par la capitalisation, a fait état d'une hausse de 42% du bénéfice net au troisième trimestre, hors exceptionnels, à 7,0 milliards de dollars à coût courant (CCS, current cost of supply). (Reuters 27.10)

Statoil a précisé de son coté que son bénéfice net ajusté, calculé sur la même base, avait augmenté de 50% à 2,07 milliards de dollars au troisième trimestre. (Reuters 27.10)

Haut de page

Le 29 octobre

CAUSERIE

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, j'ai pu voir un bref reportage sur une manifestation qui s'est déroulée à Rome en Italie après l'annonce faite par Berlusconi de porter l'âge du départ à la retraite (à taux plein) à 67 ans. J'en ai cherché une trace dans les articles de presse de ce matin, en vain.

C'est en cherchant un article sur cette manifestation que j'ai découvert d'autres agences de presse, dont http://fr.novopress.info et http://balkans.courriers.info.

Réaction à la prestation d'avant-hier de Sarkozy, suite.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au *Point*, sur les ondes de RMC : "*au total, si on peut lui accorder un AAA, c'était : Austérité, Artifice, Autosatisfaction !*"

Banksters. Confirmation.

Les dividendes des actionnaires et les bonus des traders et autres dirigeants des banques compris dans la facture qu'ils veulent nous faire payer.

«*Nous aurons certainement une politique de dividende modérée*», a déclaré le PDG de la Société Générale également président de la Fédération bancaire française (FBF), Frédéric Oudéa, sur les ondes de la radio BFM Business, au lendemain d'un accord européen imposant aux banques de renforcer leurs fonds propres. «*Ne condamnons pas l'industrie financière française*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 28.10)

En famille. Le PS combat la classe ouvrière au côté de l'UMP.

«*Il faut que l'on arrive au pouvoir et que la crise soit purgée. En fait, nous avons intérêt à ce que Sarkozy réussisse*», assure un proche de Hollande. (lefigaro.fr 28.10)

En pratique qu'est-ce que cela signifie ? Réponse dans le projet du PS dont le titre d'un chapitre se suffit à lui-même : «*Assainir les finances publiques : un impératif pour l'avenir et pour réaliser notre projet*». (lefigaro.fr 28.10)

En réalité les moyens ainsi définis et l'objectif du "*projet*" du PS se confondent, et sont une fin en soi : «*Assainir les finances publiques*».

Ceux qui estimaient que le PS pourrait se placer au côté de la classe ouvrière pour combattre la politique d'austérité de Sarkozy en seront pour leurs frais. S'adresser au PS, c'est le légitimer, pire encore, c'est légitimer la politique de Sarkozy privilégiant les intérêts des marchés financiers au détriment de ceux des travailleurs et dont PS souhaite la réussite. C'est se placer du côté de la réaction.

Quant à ceux, souvent les mêmes, qui pendant des décennies se sont tournés vers le PS pour aujourd'hui prendre leur distance avec ce parti, tandis que le PS est demeuré identique à lui-même il faut préciser, trop tard, ils ont amplement fait la preuve de leur incurie politique et ils ne sont pas plus dignes de confiance que ceux cités dans le paragraphe précédent, désolé on ne transigera pas sur ce principe.

LES INFOS EN BREF

Politique

France. On se rassure comme on peut !

Selon Médiamétrie, l'interview de Nicolas Sarkozy, jeudi soir, sur TF1 et sur France 2, a réuni 11 970 000 téléspectateurs, soit 43,8 % de part d'audience. À l'Élysée, on y voit un signe encourageant. (lepoint.fr 28.10)

Question : y en aura-t-il pour affirmer que cette audience constitue un soutien à sa politique ? Pour rappel, le 29 novembre 2007 18,8 millions de téléspectateurs avaient suivi sa prestation à la fois sur TF1 et sur France 2.

Etats-Unis

L'information, révélée par le Washington Post jeudi 27 octobre, n'avait pas été confirmée par le Pentagone ni par l'armée de l'air américaine. La confirmation est finalement venue de la Maison Blanche vendredi 28 octobre. Les Etats-Unis utilisent effectivement l'aéroport d'Arba Minch, dans le sud de l'Ethiopie, pour lancer des opérations dans la Corne de l'Afrique.

Mais le porte-parole de la présidence américaine affirme que ces appareils de reconnaissance ne sont pas armés.

L'aéroport d'Arba Minch est donc un aérodrome éthiopien sur lequel les Etats-Unis n'ont pas de base militaire mais qu'ils utilisent pour faire décoller et atterrir des avions pilotés à distance. Les cibles de ces opérations qui s'inscrivent dans le cadre de la campagne globale des Etats-Unis contre le terrorisme pourraient bien être les shebabs de Somalie. C'est en tout cas ce qu'affirmait le Washington Post jeudi. Cité par l'Agence France Presse, un responsable du Pentagone reconnaissait vendredi que Washington est « *évidemment très inquiet de l'instabilité en Somalie* ». (RFI 29.10)

Social

1- France

1.1- Antisocial !

Les députés ont adopté vendredi un amendement qui gèle les prestations familiales jusqu'au 1er avril, ce qui devrait permettre d'économiser 130 à 140 millions d'euros.

Cet amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012 a été présenté par la ministre des Solidarités, Roselyne Bachelot.

Toutes les prestations familiales sont concernées : allocations familiales, congé parental, prestation d'accueil du jeune enfant et allocation de rentrée scolaire. (Reuters 28.10)

Le ministère de la Solidarité... avec les gangsters de la finance !

1.2- Les vases communicants.

Xavier Bertrand, ministre de la santé, a promis de revenir sur la réforme du calcul des indemnités journalières, qui devaient baisser en passant de 50 % du brut à 60 % du net. Son ministère réfléchit actuellement à une autre mesure, qui pourrait être la création d'un quatrième jour de carence pour les arrêts maladie. (lemonde.fr 28.10)

Précision : les trois jours de carences actuellement en vigueur ne concerne que les travailleurs du secteur privé, à vous de déduire ce que signifie en rajouter un quatrième...

2- Grèce

2.1- Un rassemblement de milliers de manifestants opposés aux mesures d'austérité a entraîné vendredi à Thessalonique l'annulation d'un défilé militaire organisé chaque année pour commémorer l'entrée de la Grèce dans la Seconde guerre mondiale.

Des manifestants ont interpellé le président Carolos Papoulias, le qualifiant de traître, ainsi que d'autres dignitaires qui assistaient au défilé, tandis que des anarchistes ont craché en direction d'officiers de l'armée à la retraite -applaudis cependant par la majorité des protestataires.

Dans d'autres villes, les représentants des autorités ont aussi été interpellés mais la plupart des défilés ont pu se tenir comme prévu, deux jours après l'annonce par les dirigeants européens d'un plan de sauvetage renforcé destiné à aider la Grèce à affronter les tempêtes liées à la crise de la dette.

A Thessalonique (nord), deuxième ville de Grèce, les protestataires ont bloqué la voie empruntée par les participants au défilé, obligeant la police à intervenir et à protéger les dirigeants présents dans une tribune jusqu'à leur départ. Après avoir patienté une trentaine de minutes, le président Papoulias est parti, non sans rétorquer d'abord violemment aux manifestants.

Parmi les manifestants, on comptait des militants de gauche, des anarchistes, des néo-nazis, des personnes n'en pouvant plus des cures d'austérité du gouvernement et des supporters du club de football local Iraklis, sommé de quitter la première division pour cause d'irrégularités financières.

Ils ne représentent qu'une "*petite minorité*", a jugé le président Papoulias. "*La grande masse des gens accepte toutes ces mesures d'austérité qui frappent les plus faibles parce qu'ils espèrent un jour meilleur, quand nous aurons surmonté la crise et nettoyé notre maison*", a-t-il dit.

Les manifestants ont été condamnés par le gouvernement Papandréou et l'opposition conservatrice, alors que certains partis de gauche leur ont trouvé des justifications.

"*C'est une subversion des institutions démocratiques*", a déclaré Elias Mossialos, porte-parole du gouvernement socialiste. "C'est une réponse calamiteuse aux politiques calamiteuses (du gouvernement). Seuls nos ennemis aimeraient nous voir nous diviser ainsi", a de son côté commenté le dirigeant de l'opposition conservatrice Antonis Samaras. (AP 28.10)

2.2- La crise va-t-elle vider les maisons de retraites ? Depuis la rentrée le phénomène s'accélère : enfants et petits enfants préfèrent prendre à leur charge leurs parents âgés et profiter de leur pension plutôt que de payer les quelque 1.000 euros mensuels d'une chambre. La preuve que même les classes moyennes aisées commencent à sérieusement pâtir des effets de la débâcle grecque.

Dans de nombreuses familles, il y a une personne au chômage qui peut d'une part s'occuper de son parent âgé, et d'autre part profiter ainsi de sa petite retraite. La situation semble encore pire en province, particulièrement dans le département de Thessalonique où le chômage a atteint des records, mais aussi dans l'ouest de l'Attique.

Les familles se sont trouvées dans une impasse. « *Je me sens honteuse d'en être arrivée à convoiter la pension de ma grand-mère* », confie une femme de 35 ans, « *mais avec l'argent que nous donnions à la maison de retraite, nous pouvons couvrir beaucoup d'autres dépenses courantes.* » (balkans.courriers.info 15.10, traduit et mis en ligne le 26.10)

3- Espagne

Le taux de chômage en Espagne a atteint 21,5% au troisième trimestre, son plus haut niveau depuis la fin 1996, la stagnation de l'économie ayant largement occulté le dynamisme de la saison touristique estivale.

Le nombre de demandeurs d'emploi s'est ainsi rapproché de la barre des cinq millions, montrent les statistiques officielles publiées vendredi.

La population active espagnole est restée pratiquement inchangée au troisième trimestre, avec une baisse de 2.100 seulement, tandis que le nombre de demandeurs d'emplois augmentait de 144.700 pour atteindre 4,98 millions.

L'emploi a diminué notamment dans la construction, les services et l'agriculture mais il est resté stable dans l'industrie, a précisé l'Institut national de la statistique (INE). (Reuters 28.10)

4-Etats-Unis

4.1- Les signes d'une paupérisation croissante de la population américaine ne cessent de se multiplier.

Ainsi, au sein des jeunes familles dont les parents ont moins de 30 ans, le taux de pauvreté a augmenté de 6 points en 5 ans, atteignant le pourcentage record de 37.3 % en 2010.

C'est le Bureau de Recensement américain qui a révélé ses chiffres particulièrement inquiétants dans son rapport annuel sur la pauvreté aux Etats-Unis.

Plus globalement, le nombre de personnes de tous âges vivant dans la pauvreté est aujourd'hui de 46.2 millions, soit plus de 15 % de la population nationale. (fr.novopress.info 27.10)

4.2- Les inégalités se creusent chaque jour davantage aux États-Unis. Face à la paupérisation d'une part croissante de la population, l'infime minorité (1%) de « très riches », elle, ne cesse de voir ses revenus augmenter.

En effet, dans un rapport du bureau du budget du Congrès, on apprend que ce 1% des plus riches Américains a presque triplé ses revenus sur les trente dernières années.

Le document officiel se penche sur la période entre 1979 et 2007 et montre que les revenus des plus riches ont augmenté de 275% durant ces trois décennies tandis que ceux des plus pauvres n'ont augmenté que de 18%.

Le rapport établit également que les 1% des plus riches détiennent plus de 50% des actions en bourse du pays et que les patrons des plus grandes entreprises touchent des salaires en moyenne 90 fois supérieurs à ceux de l'Américain moyen.

Une situation qui nourrit le mouvement de contestation anti-libéral « Occupy Wall Street » qui occupe les rues américaines depuis maintenant plusieurs mois pour dénoncer les dérives d'un système capitaliste ne profitant plus qu'à l'hyper-classe. (fr.novopress.info 28.10)

Société

France. Dans le sillage de la décomposition du régime.

L'acteur Alain Delon a été nommé président d'honneur de la Société Miss France et présidera à vie le jury du concours de beauté national, a annoncé vendredi Endemol, maison-mère de la Société Miss France.

Un autre acteur, Francis Huster assurera les fonctions de vice-président du jury, au côté d'Alain Delon. (AP 28.10)

Economie

1- FESF. Fantomatique ou comment "***maquiller les chiffres***".

Pour remplacer la principale arme dont dispose la banque centrale des États-Unis, les Européens comptent sur le FESF et ses "*1 000 milliards d'euros*". Problème, "*parler de 1 000 milliards d'euros de capacité de prêts relève d'un abus de langage*", souligne Christian Saint-Étienne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). "*Il s'agit d'un objectif mais les moyens d'y parvenir ne sont absolument pas donnés.*" La directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, le reconnaît dans des termes très diplomatiques : "*Au cours de la période à venir, il importera de préciser davantage les modalités du fonctionnement de ce FESF renforcé et de la mobilisation des concours dans les proportions envisagées*", écrit-elle dans son communiqué post-sommet.

Mais Georges Ugeux, ancien vice-président exécutif international du New York Stock Exchange et patron d'une mini-banque d'affaires internationale, soupçonne les Européens de "*maquiller les chiffres*".

Selon ses calculs, les banques européennes ne détiennent que 81 milliards d'obligations grecques. Une fois déduit l'effort à fournir par les banques grecques elles-mêmes - qui devront être nationalisées pour encaisser le choc -, ce chiffre tombe à 32 milliards. Avec la décote de 50 % décidée mercredi, l'effort des banques n'est plus que de 16 milliards... sur une dette totale de 350 milliards ! Pas une goutte d'eau, mais presque ! Les autres créanciers, eux (BCE, FESF, Asset manager, hedge funds, autres banques centrales), ne participent en rien à l'effort. "*Il aura fallu toutes ces discussions pour ne rien mettre sur la table ; je tombe des nues*", lâche Georges Ugeux. Les Européens le reconnaissent eux-mêmes, la dette publique grecque ne devrait revenir à 120 % du PIB qu'en 2020. "*Soit autant que la dette italienne actuelle, dont on nous dit déjà qu'elle est intenable*", souligne Eric Dor.

Un autre risque se profile. La recapitalisation à marche forcée des banques européennes, qui doit s'achever en juin 2012 et non plus 2017, pourrait déclencher une raréfaction du crédit et amplifier le plongeon de la croissance. Car pour accroître leurs fonds propres, les banques seront tentées de conserver l'argent destiné au financement de l'économie.

Plus grave encore, "*l'euro, tel qu'il est conçu actuellement, n'a plus de sens*", s'inquiète Eric Dor. Pour que la monnaie unique survive, "*il faut à tout le moins un fédéralisme fiscal*" susceptible de combler les écarts de compétitivité qui se sont creusés au cours des années entre les différents pays, explique l'économiste. Mais les Européens commencent à peine à effleurer le sujet. En attendant, la France va devoir relever le défi de sa compétitivité, prévient Christian Saint-Étienne. Faute de quoi, son AAA est condamné et le FESF avec. Le sommet européen a sans doute permis à Nicolas Sarkozy d'acheter un peu de temps, en calmant provisoirement les marchés. Jusqu'aux élections. (lepoint.fr 28.10)

2- France

Total a publié vendredi des résultats en hausse au troisième trimestre, portés par les prix du pétrole et malgré une légère baisse de sa production, et a dit aborder la fin de l'année "*avec confiance*".

Hors exceptionnels, le bénéfice net de Total s'est élevé à 2.801 millions d'euros au troisième trimestre (+13%), en ligne avec les attentes des analystes, pour un chiffre d'affaires de 46.163 millions (+15%).

Le bénéfice net part du groupe atteint 3.314 millions d'euros (+17%) en incluant en particulier des éléments non-récurrents, essentiellement composés de plus-values de cession, qui ont eu un effet positif de 610 millions d'euros.

Troisième compagnie pétrolière européenne par la capitalisation boursière derrière Royal Dutch Shell et BP, Total a également indiqué tabler sur une hausse de sa production supérieure à 3% l'année prochaine. (Reuters 28.10)

3- Italie

Le coût des emprunts d'Etat italiens à 10 ans a dépassé vendredi 6% pour la première fois depuis le lancement de l'euro.

Le rendement des obligations à trois ans a lui aussi augmenté, à 4,93%, au plus haut depuis novembre 2000. (Reuters 28.10)

4- Grande-Bretagne. Chacun pour soi !

S'adressant aux journalistes britanniques qui l'accompagnaient au sommet du Commonwealth à Perth, en Australie, M. Cameron a de nouveau fait part de sa volonté de défendre les "*intérêts britanniques*" face à ses partenaires de la zone euro et à la Commission européenne.

"*Londres, qui est le centre des services financiers en Europe, se retrouve sous attaques permanentes par le biais des directives de Bruxelles*", a-t-il dit selon des propos rapportés par la BBC et le Daily Telegraph. "*C'est un sujet d'inquiétude; il s'agit d'un intérêt national capital qu'il faut défendre*", a-t-il ajouté.

Les dirigeants de la City se sont en particulier alarmés d'une régulation accrue des produits dérivés, mis en cause durant la crise financière de 2008-2009 et dont la grande majorité des échanges européens s'effectue à Londres.

Ils s'opposent également avec vigueur au projet de taxe sur les transactions financières présenté par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui a reçu le soutien de la France et l'Allemagne.

Pour entrer en vigueur, une telle taxe nécessiterait l'accord des 27 pays de l'Union européenne. Mais Londres craint désormais qu'elle puisse être adoptée à l'échelle des seuls pays membres de la zone euro, ce qui pourrait atteindre par ricochet le volume des échanges londoniens.

La City de Londres emploie quelque 300.000 personnes, mais la crise actuelle commence à faire sentir ses effets et elle devrait perdre 27.000 postes en 2011 et 2012, selon une récente étude de l'institut de recherche CEBR. (liberation.fr 28.10)

5- Grèce. Secret de polichinelle... bien gardé au chaud dans le coffre d'un paradis fiscal au coeur de l'Europe.

Le secrétaire d'État grec au ministère des Finances est à Berne pour récupérer une partie des milliards cachés dans les banques helvétiques.

En 2009, le courtier Helvea, filiale de la banque privée genevoise Pictet, révèle que, de tous les étrangers plaçant leurs économies en Suisse, les Grecs étaient les plus mauvais contribuables. Seulement 1 % des sommes déposées étaient déclarées (contre 3 % pour les Français). Écrasée par les dettes, Athènes s'est sans doute penchée sur cette étude avec beaucoup d'attention. D'autant que le montant des avoirs grecs dissimulés dans les banques helvétiques pourrait atteindre 150 à 200 milliards d'euros.

Ilias Plaskovitis, secrétaire d'État grec au ministère des Finances, est actuellement à Berne. Il est reçu par son homologue suisse, Michael Ambühl. Les deux pays envisagent de signer le plus rapidement possible un accord fiscal similaire à ceux que la Confédération vient de passer avec l'Allemagne et le Royaume-Uni. De quoi s'agit-il ? Les banquiers suisses proposent de prélever eux-mêmes un impôt libératoire sur les revenus des capitaux placés dans la Confédération par les étrangers.

Puis, sans révéler les noms des titulaires des comptes, de reverser cet argent aux pays d'origine. Ce dispositif, baptisé Rubik, présente pour tout le monde des avantages. La Suisse sauve son secret bancaire ; l'autre pays, à défaut de récupérer l'argent planqué, perçoit dorénavant une rente sur les revenus générés par les capitaux dissimulés. Concernant l'accord helvético-allemand, la taxe sera de 26,375 %. Quant au fraudeur, il ne s'en tire finalement pas trop mal. Il est absous de ses péchés moyennant une dîme... (lepoint.fr 28.10)

6- Etats-Unis. C'est tout !

6.1- -Merck, le numéro deux américain de la pharmacie, a annoncé avoir réalisé un bénéfice de 1,69 milliard de dollars, à comparer avec les 342 millions de dollars dégagés un an auparavant, lorsque le groupe avait dû passer plusieurs lourdes charges.

Le chiffre d'affaires mondial s'est quant à lui apprécié de 8% à 12,02 milliards, l'un des meilleurs jamais publié au troisième trimestre par un groupe pharmaceutique. (Reuters 28.10)

6.2- Whirlpool, numéro un mondial de l'électroménager, a revu à la baisse vendredi sa prévision de bénéfice annuel et a annoncé la suppression de 5.000 emplois en raison de la morosité du contexte économique mondial.

Le groupe américain, qui a publié un résultat trimestriel inférieur aux attentes, s'attend désormais à un bénéfice annuel compris entre 4,75 et 5,25 dollars par action, alors qu'il évoquait auparavant le bas d'une fourchette de 7,25 à 8,25 dollars par titre. (Reuters 28.10)

6.3- Chevron a annoncé vendredi un bénéfice plus que doublé au troisième trimestre et dépassant le consensus de Wall Street, grâce à la hausse des cours du brut et à de solides marges de raffinage.

Le deuxième pétrolier américain a fait part d'un bénéfice de 7,8 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires a augmenté de 26% à 61,26 milliards de dollars. (Reuters 28.10)

Haut de page

Le 30 octobre

CAUSERIE

Voici ce que j'ai trouvé dans ma boîte aux lettres avant-hier.

"*Vous recevez cet e-mail parce que vous vous êtes inscrit auprès du M'PEP (Mouvement politique d'éducation populaire - Ndlr) ou que l'un de vos proches vous a inscrit*". Je trouve curieux, sans toutefois en faire un plat, que quelqu'un m'ait inscrit à ce mouvement politique sans m'en parler. A vrai dire j'en ignorais l'existence jusqu'à hier matin.

A première vue, il s'agit d'un "*mouvement politique*" clairement dirigé contre les partis ouvriers, à caractère ouvertement anti-marxiste, stalino-réformiste, qui s'emploie à nier la lutte des classes, par exemple j'ai noté qu'ils considéraient que la notion de classe serait "*obsolète*" et qu'il faudrait la remplacer par celle de "*catégories sociales*, parce que ces "*termes de « bourgeois » et « prolétaires » caractérisent les deux classes qui se développent avec elle à savoir la bourgeoisie industrielle et les ouvriers d'usine*" qui "*à l'époque du capitalisme financier et du déclin de ces deux catégories sociales, ces termes ne sont plus adaptés*", après avoir rappelé que "*ces deux catégories sociales sont pour eux (Marx et Engelks -Ndlr) essentielles dans la mesure où ils voient dans leur antagonisme la possibilité d'un débouché révolutionnaire*." (http://www.m-pep.org)

Résumons leurs intentions, ce qu'ils visent ce ne sont pas ces termes en soi, mais bien les classes sociales qu'ils recouvrent : ces deux classes antagoniques, la bourgeoisie et le prolétariat, seraient en déclin, ce qui est absolument faux aussi bien sur le plan national qu'international ; l'employé dans un bureau ou la vendeuse dans un magasin sont des prolétaires, et le banquier ou l'actionnaire majoritaire d'une multinationale sont des bourgeois, une fois disparues d'un coup de baguette magique ces deux classes aux intérêts irréconciliables, on aura compris que c'est "*la possibilité d'un débouché révolutionnaire*" qui doit disparaître du même coup, parce que les dirigeants de ce "*mouvement politique*" y sont farouchement opposés. Leur "*opinion*", à défaut d'analyses sur le *Manifeste*, consiste à y faire référence pour en nier et combattre ses conclusions qui sont toujours d'actualité. Pour qui roulent-ils, devinez ?

On est donc en présence du produit achevé, de l'objectif que poursuivent tous ceux qui dénoncent les dérives des marchés financiers, qui appellent à une meilleure répartition des richesses ou qui se bornent à exiger l'annulation de la dette publique, et qui refusent farouchement qu'on s'attaque aux institutions et aux fondements du capitalisme qui inclut l'expropriation sans rachat des propriétaires ou actionnaires des grandes entreprises qui sont des bourgeois ou des capitalistes. Dès lors qu'on n'est plus en présence de classes sociales aux intérêts antagoniques, la lutte des classes n'a plus aucun sens, on ne forme plus qu'une grande famille, elles ne reposent plus sur une contradiction fondamentale qui les repousse chacune dans leur camp et les conduit à se combattre, de chaque côté de la barricade, il n'y a plus qu'à réunir ces " *catégories sociales*" dans un même combat (front populaire, union nationale) et défendre ensemble l'intérêt général et la boucle est bouclée.

Bref, une entreprise contre-révolutionnaire qu'il faut combattre. On y reviendra. J'allais oublier de préciser qu'y sont associés entre autres, Attac, le PCF, le PG et le NPA, ainsi que des altermondialistes comme il se doit. Le POI a refusé de s'y associer.

A propos du Mécanisme européen de stabilisation. (MES)

J'ai mis en ligne des articles et des documents sur le Mécanisme européen de stabilisation (MES). On s'étonnera encore du silence assourdissant des partis ouvriers parlant soit-disant en notre nom sur une question aussi essentielle. Jugez plutôt à travers quelques extraits ou réflexions que j'ai trouvés sur le Net.

L'auteur de la traduction de ce traité précise qu'il n'a toujours pas été traduit en français, il n'existe à ce jour qu'une version en anglais et en allemand. Au chapitre *Bibliographie* du portail wikipedia.org qui traite de ce sujet, on a confirmation que tous articles relatif au MES sont parus en anglais. J'ajoute qu'il n'existe en français que le projet de traité que j'ai mis en ligne ce jour.

En guise d'introduction (http://www.haoui.net) :

- "*Imaginez une autorité nouvelle qui demande, quand elle le veut, aux Etats de payer dans les 7 jours des montants non plafonnés. Une autorité qui peut accuser sans être accusée. Une autorité dont les dirigeants et employés bénéficient de l'immunité. Une autorité qui ne peut pas être attaquée par les tribunaux. Des gouvernements qui ne peuvent plus revenir sur les engagements pris par leurs prédécesseurs auprès de cette autorité. Une autorité non élue qui détiendrait dans une seule main les caisses des Etats européens.*

Et bien cette autorité est en cours de création. Elle s'appelle le MES, le Mécanisme Européen de Stabilité qui devrait entrer en vigueur en 2013. Vous n'en avez jamais entendu parlé ?"

Non hélas ! Essayons de rattrapper le temps perdu.

En préambule précisons que c'est le 11 juillet 2011 que le Traité établissant le Mécanisme européen de stabilité a été signé par les représentants des États membres de l'Union. Ajoutons que le 23 mars 2011, le Parlement européen avait approuvé l'amendement de l'article 136 du TFUE (Traité de Lisbonne) après avoir obtenu la garantie que la Commission européenne, et non les États membres, jouerait un « rôle central » dans le fonctionnement du MES, en regrettant dans le même temps qu'elle n'ait pas été impliquée plus tôt. (wikipedia.org)

1- Extrait du traité instituant le MES

Article 3 - Objet

L'objet du MES est de mobiliser des fonds et fournir une assistance financière, sous stricte conditionnalité de politique économique, au profit des Membres du MES qui connaissent ou sont menacées par des problèmes de financement grave, si cela s'avère indispensable pour sauvegarder la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble. A cet effet, le MES est en droit de lever des fonds par émission d'instruments financiers ou en concluant des accords financiers ou autres arrangements avec les Membres du MES, les institutions financières ou d'autres tiers.

Article 8 - Capital social

1. Le capital social s'élève à 700 milliards d'euros (EUR 700 000 000 000).

Article 9 - Appels du capital

[...] Les Membres du MES, irrévocablement et inconditionnellement, s'engagent à payer sur demande l'appel de capital effectué par le Directeur Général conformément au présent paragraphe, cet appel devant être payé dans les sept (7) jours suivant la réception de ladite demande.

Article 10 - Les changements dans le capital social

1. Le Conseil des Gouverneurs [...] peut décider du changement du capital social et de la modification de l'article 8 et l'annexe 2 en conséquence.

Article 27 - Le statut juridique du MES, les immunités et privilèges.

3. Le MES, ses biens, fonds et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de toute forme de procédure judiciaire, sauf dans la mesure où le MES renonce expressément à son immunité dans le but de toute procédure ou par les conditions de tout contrat, y compris la documentation sur les instruments financiers.

4. La propriété, le financement et les actifs du MES, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le lieu, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de saisie, de prise ou forclusion par action de l'exécutif, judiciaire, administrative ou législative.

Article 30 - Immunités des personnes

1. Gouverneurs, Gouverneurs suppléants, Directeurs, Directeurs suppléants, le Directeur Général et membres du personnel doivent être à l'abri de poursuites à l'égard des actes accomplis par eux dans leur qualité officielle et jouissent de l'inviolabilité à l'égard de leurs papiers officiels et documents, sauf lorsque le Conseil des Gouverneurs renonce expressément à cette immunité.

Bref, ils disposent d'un pouvoir illimité donc sans aucun contrôle, c'est officiellement la capitulation de la démocratie au profit de la dictature de l'aristocratie financière, contre laquelle seule la révolution socialiste mondiale constitue une alternative pour tous ceux qui combattent pour la renverser.

On comprend le silence des partis ouvriers qui sont tous à leur façon alignés sur le mot d'ordre stérile de la défense de la démocratie, démocratie qui a justement permis d'en arriver là...

2- Extrait d'un article de la Lettre d'informations économiques stratégiques internationales (liesidotorg.wordpress.com)

- Le MES remplacera ces deux-là (MESF et FSFE -ndlr) et aura autorité de vider les Caisses d'État quand elle veut et aussi souvent qu'elle veut. Le MES sera sans limite! Le Conseil du MES sera composé des 17 Ministres de Finances, qui en deviendront les Gouverneurs. C'est eux qui prendront les décisions. Les parlements nationaux n'auront rien à dire sur ce MES, ni sur ses Gouverneurs, qui bénéficieront d'une immunité à l'extrême (comme d'ailleurs tous les gens qui y travailleront.)

3- Commentaire d'un d'internaute

- "*Si par coup d'état nous entendons la prise du pouvoir réel et la limitation du pouvoir du Parlement national démocratiquement élu, alors le traité du MES est un coup d'état dans 17 pays simultanément.*

C'est entièrement en accord avec la philosophie de la Commission Européenne, qui, selon son Président Barroso, doit être le gouvernement économique de l'Union, qui doit définir les actions que les gouvernements nationaux doivent exécuter. (28.09.11)"

Je précise que ces gens-là sont loin d'être de farouches adversaires du capitalisme, encore moins des révolutionnaires, il suffit de lire les commentaires des internautes qui figurent sur ce site pour en être convaincu.

3- Point de vue d'une autre source (http://francesudouest.wordpress.com)

- "*Qu'y a-t-il de spécial dans ce traité du MES? Les Ministres des Finances auront une nouvelle fonction à temps partiel comme Gouverneur du MES. Les parlements nationaux n'auront aucune autorité sur ces ministres lorsqu'ils agissent en tant que Gouverneurs. Les Gouverneurs disposeront librement des Caisses de l'État. Un droit de véto pour les parlements nationaux n'est pas prévu. Ratifier ce traité, c'est la mort des démocraties souveraines de la zone euro.*"

Quoi de mieux qu'un paradis fiscal au beau milieu de l'UE pour installer le siège du MSE : à Luxembourg !

4- Pour Trichet, aucun doute, les désirs des marchés sont des ordres auxquels les Etats doivent se soumettre, mieux ils doivent les devancer !

Interview du journal *Le Monde* hier :

Jean-Claude Trichet : Cet accord doit être appliqué rigoureusement et rapidement dans toutes ses dimensions, y compris celle de l'amélioration de la gouvernance. Les décideurs doivent s'efforcer d'être en avance sur les événements même si le temps des décisions dans nos démocraties n'est pas nécessairement celui des marchés.

Un des principaux défis de la zone euro réside dans la communication avec les investisseurs du reste du monde qui ont de la peine à déchiffrer les processus de décision européens. Pourvu que leurs décisions soient rapidement appliquées, les nations de la zone euro ont les moyens d'améliorer la perception que le reste du monde a de l'Europe.

A une autre question il répond que jamais l'indépendance de la BCE n'a été remise en cause, indépendance vis-à-vis des Etats avec la complicité de leurs présidents, gouvernements et institutions nationales, dépendance vis-à-vis des marchés dont la BCE est le porte-parole.

En filigrane et sans le nommer, il a fait référence au MSE : "*Demain, il faudrait que l'on puisse imposer à un pays les décisions indispensables après plusieurs refus d'appliquer les recommandations formulées par la gouvernance européenne. (...) Cela demande un changement de traité, désormais explicitement envisagé par les gouvernements de la zone euro, ce dont je me réjouis. "Après-demain", on peut envisager un changement institutionnel plus profond, avec un véritable exécutif européen.*" (lemonde.fr 29.10)

Parole d'internaute

- "*Il se pourrait que l'on ait une forte inflation qui côtoie une déflation.*

L'inflation porterait sur les dépenses incompressibles (alimentations, énergie) et la déflation frapperait les autres types de dépenses, créant un effet ciseau assez redoutable.

Les entreprises produisant des biens de nature déflationniste verront la demande s'écrouler, ce qui provoquera un chômage important, agissant à nouveau sur le niveau de la demande…

Les ménages auront beau faire attention, l'épargne réalisée sera vite dévorée par l'inflation des biens de premières nécessité."

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Cessation de paiement pour les 11 centres médicaux mutualistes du département. Les salariés des centres de santé ne seront donc pas payés au mois d'octobre. Une situation qui ne fait que s'envenimer. Après-midi tendu au siège des centres de santé mutualistes. Un comité d'entreprise s'est tenu toute à l'heure, à Marseille, dans les locaux de la direction des centres de santé.

Les 1200 salariés et les 450 praticiens ne percevront donc pas leur salaire du mois d'octobre.

Une situation inadmissible selon les syndicats qui ont réclamé l'annulation de ce comité.

Ils réclament également que le Préfet « *prenne ses responsabilités* ». Selon Dominique Eddi, secrétaire du syndicat des médecins mutualistes : « *Le gouvernement a une entière responsabilité. Si jamais nous disparaissons, cela va être une catastrophe sanitaire dans l'accès aux soins* ».

10% de la population des Bouches-du-Rhône est soignée dans les centres de santé mutualistes soit 200 000 patients chaque année. Des fermetures qui priveraient les plus modestes d'un accès correct aux soins.

Un administrateur judiciaire devrait être nommé dans les semaines qui viennent.

Les syndicats appellent à une manifestation mardi 8 novembre devant la Préfecture des Bouches-du-Rhône. (lesmoutonsenrages.fr, source : http://www.maritima.info 29.10)

1.2- Air France a indiqué samedi avoir assuré, à 17h, "plus de 80%" de ses vols dans la journée en dépit de la grève de ses hôtesses et stewards pour ce week-end de Toussaint prolongé. Ce mouvement a été déclenché par les syndicats des personnels navigants commerciaux (PNC) pour protester contre les diminutions d'effectifs sur certaines liaisons moyen-courrier.

Dans un communiqué, la direction prévoit à nouveau d'assurer environ 80% de ses vols prévus dimanche. Ce jour-là, neuf long-courriers sont annulés au départ et neuf autres à destination de Roissy, même si la compagnie aérienne note que "*des retards et certaines annulations de dernière minute peuvent intervenir au cours de ce mouvement*".

Les négociations entamées le 10 octobre pour éviter ce conflit n'ont pas permis d'obtenir un accord avec la plupart des syndicats et seule l'UNAC-CGC a levé son préavis. Le SNPNC-FO, l'UNSA, la CGT, Sud et la CFDT ont maintenu les leurs, appelant hôtesses et stewards à cesser le travail de samedi à mercredi inclus. (AP 29.10)

2- Australie

La compagnie aérienne australienne Qantas a brutalement décidé samedi de clouer tous ses avions au sol, en plein coeur d'un conflit avec les syndicats qui avait entraîné plusieurs perturbations ces dernières semaines.

Cette suspension des vols se poursuivra tant que les syndicats n'auront pas "*retiré leurs revendications extrêmes et conclu un accord avec nous*", a prévenu le directeur général Alan Joyce, expliquant que les personnels n'auraient pas accès à leurs postes de travail. "*C'est une crise pour Qantas. Si le mouvement continue comme l'ont promis les syndicats, nous n'auront pas d'autre choix que de fermer Qantas pièce par pièce*".

Le personnel ne sera pas rémunéré à partir de lundi. Alan Joyce a estimé que la suspension des vols allait coûter 20 millions de dollars (14,1 millions d'euros) par jour à la compagnie, qui avait déjà réduit ses programmes de vols depuis plusieurs semaines.

Richard Woodward, le vice-président de l'Australian and International Pilots Association, un syndicat de pilotes, a accusé Qantas d'avoir "*mis un couteau sous la gorge de la nation", estimant qu'Alan Joyce était "devenu fou*".

Le gouvernement australien a demandé un arbitrage d'urgence de la justice. L'audience a ajournée tôt dimanche matin après l'exposé des arguments de la compagnie et des syndicats. Elle devait reprendre dimanche après-midi, le gouvernement demandant que la compagnie se voit ordonner de reprendre ses vols dans l'intérêt économique du pays.

Quand la mesure de suspension des vols a été annoncée, 36 vols internationaux et 28 vols intérieurs étaient en cours, selon une porte-parole de la compagne. Les avions en vol ont poursuivi leur route jusqu'à leur destination, et au moins un appareil qui s'apprêtait à décoller s'est arrêté en pleine piste, selon un passager. Parmi les passagers qui se sont retrouvés bloqués, figuraient les dirigeants des 17 pays participant à un sommet du Commonwealth à Perth, dans l'ouest de l'Australie.

Qantas, la dixième plus grosse compagnie du monde et l'une des plus rentables, a provoqué la colère des syndicats en août en annonçant qu'elle comptait améliorer ses activités à l'étranger, déficitaires, en créant une compagnie basée en Asie qui aura son propre nom et sa propre marque. Un millier d'emplois seront supprimés dans le cadre d'un plan de restructuration. (AP 29.10)

3- Grande-Bretagne

Bond de 49% des revenus des directeurs des sociétés cotées au Footsie-100. L

ondres (awp/afp) - Les dirigeants des grandes entreprises britanniques ont vu leurs revenus augmenter cette année de moitié par rapport à 2010, selon une étude publiée vendredi, dont les résultats ont suscité la colère des syndicats à l'heure où le pays doit se serrer la ceinture.

Les revenus des directeurs des sociétés du Footsie-100, l'indice vedette de la Bourse de Londres, ont bondi de 49% pour atteindre 2,7 millions de livres (3 millions d'euros) annuelles en moyenne, selon les calculs du cabinet Incomes Data Services (IDS).

Cette somme comprend le salaire, l'exercice des stock-options, les divers plans de rémunération variable à long-terme et les bonus, ces derniers ayant augmenté de 23% à 906.044 livres en moyenne en 2011 en dépit des polémiques récurrentes sur leur bien-fondé.

"*A l'heure où les salariés subissent une baisse de leurs salaires réels et risquent de perdre leur emploi, il pourrait être difficile pour les entreprises du Footsie-100 de justifier l'augmentation significative des revenus de leurs dirigeants sans fournir d'explication*", a commenté Steve Tatton, le responsable de l'étude.

La grande majorité des Britanniques voient en effet leur pouvoir d'achat rogné par une inflation supérieure à 5%, tandis que le chômage est au plus haut niveau depuis 17 ans.

Les salaires nominaux progressent beaucoup moins que le rythme de l'inflation, ce qui signifie que les salaires réels -qui reflètent le véritable pouvoir d'achat- reculent dans le pays.

Dans ce contexte, rendu encore plus difficile pour les ménages par le plan d'austérité drastique du gouvernement, cette étude a suscité la colère des syndicats.

"*Ces dirigeants ont utilisé l'argument des conditions économiques difficiles pour imposer une baisse des salaires réels, qui ont porté un coup au niveau de vie des gens et à l'économie dans son ensemble, mais ils n'ont pas montré la même modération en ce qui concerne leur propre paye*", a dénoncé Brendan Barber, le secrétaire général de la confédération des syndicats britanniques, le Trades Union Congress (TUC).

"*C'est un autre exemple éclatant de la manière dont se comportent ces porcs cupides qui dirigent nos entreprises*", s'est enflammé Paul Kenny, secrétaire général du syndicat GMB, l'un des principaux du pays. (http://www.romandie.com 29.10)

Haut de page

Le 31 octobre

CAUSERIE

Dans la rubrique consacrée au MSE j'ai rajouté le document suivant : *Modalité de fonctionnement du MES. (Conseil européen) (25.03.11)* (http://www.luttedeclasse.org/dossier/ue_mes_250311.pdf)

Réaction. Le saviez-vous ?

A propos de monsieur Jibril, Premier ministre du CNT : - "*M. Jibril avait aussi créé des sociétés de négoce, dont une chargée du commerce du bois de Malaisie et d'Australie avec son ami français Bernard-Henri Lévy*."

(http://www.luttedeclasse.org/dossier/qatar_media_230911.pdf)

Le Front national, un parti d'extrême droite, clone du Parti national socialiste allemand.

De nombreux intellectuels, commentateurs politiques ou dirigeants de partis politiques de droite prétendent que le FN aurait changé. Les mêmes ou d'autres affirment qu'il serait différent du Parti national socialiste allemand d'Hitler.

Bref, ils estiment que ce parti d'extrême droite serait devenu fréquentable comme s'il y avait urgence à le rendre présentable aux yeux du plus grand nombre qui jusqu'à présent l'assimilent à un parti nazi, du reste, ils ne savent plus quel qualificatif employer pour le justifier.

Par exemple, parce qu'il aurait repris dernièrement dans son discours certaines valeurs démocratiques ou républicaines ainsi que les questions sociales qui préoccupent les travailleurs, pour en fait mieux les combattre, davantage dans un second temps qu'aujourd'hui. Ce recentrage politique plutôt qu'un revirement, s'explique à la fois par la crise ouverte du capitalisme depuis 2007-2008 et par les objectifs que poursuit le FN.

Sa nature sociale n'a pas changé évidemment. Quelle est-elle ?

Pour répondre à cette question, voyons comment s'articule la politique de l'extrême droite en général en examinant son discours social et son discours politique.

Son discours social.

1- Il consiste à dénoncer les méfaits du capitalisme (finance, Bourse, UE), mais attention pas le capitalisme en lui-même qu'il épargne, on verra plus loin pourquoi. Il se présente en défenseur des intérêts des travailleurs qui subissent les violentes conséquences de la crise du capitalisme.

A ce titre son discours est proche de celui des partis dits de gauche, à l'exception du PS qui a décidé ouvertement de se placer au côté de l'UMP en soutenant la recapitalisation des banques avec l'argent des contribuables, en soutenant la BCE et l'UE...

2- Bien que relayer au second plan momentanément ou selon les circonstances, il continue de développer le thème de la préférence nationale qui est la partie émergée de sa politique xénophobe, antisémite et raciste.

Son discours politique.

1- Il consiste toujours à dénoncer les "élites" et les partis institutionnels qui se succèdent au pouvoir et le monopolise depuis des lustres.

2- Il s'attaque aux institutions.

3- Il n'a pas abandonné son discours de combat anticommuniste.

Il y a une logique dans sa démarche, il poursuit un objectif non avoué que l'on ne peut saisir qu'en replaçant sa politique dans le cadre du développement de la crise du capitalisme, et l'incapacité de ce dernier de parvenir à la résoudre.

Ses objectifs.

1- Dans un premier temps, à cette étape de la crise du capitalisme et des institutions. Son objectif consiste

à attirer vers lui les travailleurs qui n'ont jamais été attirés par les partis se réclamant du socialisme et qui ont déjà été au pouvoir ou qui sont en bonne position pour y accéder, principalement le PS et le PCF.

Il consiste également à détourner de ces partis les travailleurs qui avaient des illusions en eux et qui n'en ont plus sur leur manque de volonté ou leur incapacité à résoudre leurs problèmes, travailleurs qui peuvent être attirés par un parti tenant un discours ferme sur la sorti de l'euro et de l'UE, qui s'engage à s'attaquer aux privilèges des capitalistes pour satisfaire leurs revendications sociales, ce qui est d'autant plus facile qu'il n'a jamais gouverné le pays et a toujours pu ainsi taire ses réelles intentions s'il était au pouvoir.

Il compte profiter de la crise pour récupérer tout ceux qui n'en peuvent plus et sont prêts à mettre leur sort entre les mains d'un sauveur suprême sur lequel il ignore tout ou presque. Demain, ils constitueront le gros des troupes du lumpenprolétariat qui s'attaqueront violemment aux partis et aux syndicats ouvriers.

2- Son discours s'adresse également à la petite-bourgeoisie fortement malmenée par la crise et dont certaines couches ont déjà rejoint les rangs du prolétariat, à celles qui craignent d'y tomber demain, qui face à la décomposition du PS et accessoirement aux hésitations de ses satellites, principalement le PG, à la disparition des centristes dont le gros des troupes à rejoint l'UMP, estiment que tous ces partis ne seront pas capables demain de maintenir leur niveau de vie ou de le faire progresser, pour toutes ces raisons des pans entiers de la petite-bourgeoisie peuvent être tentés de rejoindre le FN en croyant que leur situation ne pourra pas être pire après 2012 s'il parvenait au pouvoir.

2- Dans un second temps.

En imaginant que le FN parviendrait au pouvoir ou qu'il serait en position de le prendre par un coup de force ou encore qu'il lui tomberait dans les mains une fois le front populaire défait. Il disposerait dès lors d'une armée de lumpenprolétaires encadrés par les membres de la petite-bourgeoisie qu'il aurait formés, rejoints par des pans entiers de la bourgoisie et l'armée.

L'ordre, dans lesquelles les différentes étapes du mécanisme par lequel il parviendrait à ses fins, dépendrait des circonstances précises qui lui auraient permis de parvenir au pouvoir.

1- Ils commenceraient par dissoudre les partis et les organisations ouvrières, arrêtés, emprisonnés leurs dirigeants ou pire encore, liquider l'avant-garde révolutionnaire, puis il dissoudrait les institutions.

2- Il en profiterait pour suspendre les libertés démocratiques, la presse serait muselée...

3- Ensuite, une fois les travailleurs totalement désarmés, il s'attaquerait à leurs droits sociaux, notamment en augmentant la durée du travail, en supprimant les congés payés, en totalité ou en partie, il supprimerait le Code du travail, etc.

4- Un seul parti demeurant ou un seul courant politique ayant le droit de citer, l'extrême droite, en présence d'une telle audace ou autorité qui en imposerait aux naïfs ou ignorants, ceux-ci confondant moyen et fin, le parti d'extrême droite rassemblerait la majorité des masses exploitées.

Faisons une pause et posons-nous une question :

Et dans tout cela où serait passée la dénonciation des "excès" du capitalisme, de la "cupidité" des capitalistes ? Elle aurait disparu ! Bien, mais alors qu'est-ce qui la remplacerait, car il faudra bien orienter dans une direction la haine des masses ainsi manipulées s'ils veulent continuer de les contrôler, car à cette étape bien qu'ils aient atteint en partie leur objectif, il va falloir le consolider et qui sait passer à l'étape supérieure.

C'est là que la dénonciation des juifs, des Arabes, des Noirs, des traîtres socialistes à la nation sera réactivée ou plutôt repassera de nouveau au premier plan dans son discours, les accusant d'être à l'origine de tous les maux des travailleurs, Français depuis de nombreuses générations et blancs de préférence.

L'objectif final du parti d'extrême droite est donc de réussir là où le parti officiel du capital aura échoué : infliger une sanglante défaite politique à la classe ouvrière, la mettre au pas pour pouvoir l'exploiter davantage, lui imposer un degré d'exploitation et d'oppression qu'il était impossible d'envisager tant qu'elles disposaient de ses partis et organisations, tant que les institutions garantissaient leur existence. Conditions également préalables à un conflit armé, à une guerre, disons de préférence, une fois que l'état d'esprit des masses est bien imprégné des thèmes xénophobes, antisémites et racistes du parti d'extrême droite.

Le FN et l'UMP ont les mêmes objectifs, seuls les moyens pour y parvenir les distinguent.

En conclusion, le parti d'extrême droite et le parti officiel du capital poursuivent les mêmes objectifs, à ceci près qu'en temps normal par le biais des institutions la classe dominante parvient à ses fins, avec la complicité des partis institutionnels se réclamant

du socialisme il faut préciser, et en temps de crise, lorsque le pouvoir de la classe dominante s'érode, que la décomposition des institutions s'accélère et s'amplifie, que le régime croule sous les scandales, que l'autorité de l'Etat est remise en cause, que le rapport de forces bascule au profit de la classe ouvrière, qu'elle s'enhardit et se fait de plus en plus pressante pour voir régler ses problèmes, quand la bourgeoisie est quasi paralysée car incapable d'affronter directement la classe ouvrière pour lui imposer une brutale régression sociale, elle passe le flambeau de la réaction à l'extrême droite qui fera le sale boulot à sa place, quand elle ne s'y associe pas il serait préférable de dire.

En guise d'épilogue.

Des extraits d'un article du Figaro paru hier qui revient sur le discours tenu par Marine Le Pen dimanche lors du «Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. Vous y retrouverez une partie de l'argumentation que j'ai développée sur le FN et l'extrême droite en général.

Après l'annonce de mesures d'austérité supplémentaires par Sarkozy ou le gouvernement.

- «*Comme d'habitude, ce sont les classes moyennes et les classes populaires qui vont souffrir.*»

- Des économies pourraient également être trouvées, selon Le Pen, dans la fonction publique territoriale, qu'il faut «*réduire massivement*». «*Notre pays est en voie de féodalisation*», affirme-t-elle, en évoquant «les centaines de milliers d'associations» financées par les collectivités ou encore «*les seigneurs des régions*».

- En revanche, assure Marine Le Pen, «*il ne faut pas toucher à la fonction publique d'État* » parce que «*leur disparition a un coût social*». Un virage à 180 degrés dans la doctrine du parti d'extrême droite. Entre les lignes, Marine Le Pen le reconnaît, notamment lorsqu'elle évoque sa main tendue aux enseignants le 29 septembre. «*Le monde enseignant avait une vision caricaturale, probablement à cause des syndicats qui sont à gauche*», analyse-t-elle. Puis elle ajoute : «*Il y avait une forme de défense de la part du FN. On nous critiquait. On nous caricaturait. On avait peut-être des réactions caricaturales.*» (lefigaro.fr 30.10)

Il faut ajouter pour étayer la conclusion que j'ai tirée, qu'elle se vante que des "*gaullistes historiques*" aient rejoint le FN.

Il faudrait étayer mon argumentation en ajoutant des citations et des faits tirés de régimes aux mains de l'extrême droite. Si un camarade avait le temps de s'y coller car le temps me manque, je suis preneur. On pourrait citer les banquiers et les industriels qui se sont enrichis pendant la seconde guerre mondiale. Comment en quelques années, entre la chute du front populaire et le début de la guerre, des capitalistes ont constitué des fortunes, etc. Mais aussi en Espagne ou au Chili.

Et puis, quand on y réfléchit un instant, les conditions de travail imposées aux travailleurs sous un régime fasciste ressemblent étrangement à celles que connaissaient la classe ouvrière avant qu'elle ne se constitue en classe vers la fin du XIXe siècle...

Le FN gouvernerait pour le compte des capitalistes au même titre que l'UMP avons-nous dit. Mais que veulent-ils de plus ces capitalistes que ce qu'ils ont déjà ? C'est une question qu'il faudrait traiter une autre fois. La crise résulte de l'accumulation du capital entre quelques mains, et ils ne savent plus où l'investir. Bien, mais cela ne suffit pas comme argument, c'est même plutôt léger ou inconsistant. A côté de l'argumentation purement économique ou sur les fondements ou les contradictions des lois de fonctionnement du système capitaliste qui conduisent à la crise, on peut développer une autre argumentation plus accessible aux masses.

Ils veulent tous ce que les plus riches d'entre eux possèdent : un parc de voitures de luxes, des villas gigantesques aux quatre coins du monde, un jet privé, un yatch de plusieurs dizaines de millions d'euros, pouvoir dépenser des centaines de milliers d'euros en une soirée sans que leur fortune s'en ressente, etc. Bref, ce ne sont pas des dizaines ou des centaines de millions d'euros qu'il leur faut, mais des milliards à dépenser pour leur seul plaisir. Ils aspirent à la luxure, au libertinage le plus débridé, à la jouissance suprême que seul l'argent et le pouvoir peuvent leur procurer, à condition d'en posséder ou d'y puiser, d'en user de façon illimitée et qu'ils en aient toujours autant ou plus de préférence... quite à affamer la moitié de la population mondiale et de réduire le reste en esclavage s'il le faut. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

France

1.1- Intox, la propagande gouvernementale en marche.

Selon notre enquête OpinionWay, 55 % l'ont jugé convaincant, jeudi soir à la télé.

Selon cette étude réalisée les 28 et 29 octobre, 55 % des personnes interrogées ont trouvé le chef de l'État convaincant, contre 45 % ayant jugé l'inverse. Un pourcentage en hausse de 19 % par rapport à sa dernière intervention télévisée du 11 février 2011.

Globalement, ses propos sur la crise de l'euro et l'intérêt de soutenir la Grèce ont été largement jugés convaincants. Ainsi, c'est quand Sarkozy a évoqué le travail du couple franco-allemand qu'il a été jugé le plus convaincant (69 % contre 30 %). Autre bonne nouvelle pour l'Élysée : 60 % des sondés l'ont trouvé convaincant quand il a défendu la réforme des retraites. Un fort taux d'adhésion qui semble donner raison aux proches du président, qui assurent que les réformes sont bien perçues par les Français.

C'est sur les «*affaires*», notamment les soupçons de financements illégaux de la campagne d'Édouard Balladur, que Nicolas Sarkozy a été jugé le moins convaincant (62 % ne l'ont pas trouvé convaincant). Même mauvais score quand le président a évoqué sa candidature à un second mandat : 52 % des sondés (contre 46 %) l'ont trouvé peu convaincant.

«*Le président a été bon pédagogue sur la crise*, poursuit Bruno Jeanbart, directeur général adjoint d'OpinionWay. *Mais il est plus clivant quand il propose des solutions (réindustrialisation de la France, lutte contre les déficits, NDLR) ou quand il revient à la politique politicienne.*»

Ses électeurs de 2007 paraissent toutefois lui faire de nouveau confiance, après des périodes de doute : ils ont été 91 % à le trouver convaincant jeudi, contre 75 % lors de ses derniers vœux télévisés. (lefigaro.fr 30.10)

OpinionWay avec Ifop est l'institut de sondages attitré de l'Elysée, c'est la première chose. Ensuite, à la première ligne Le Figaro précise que c'est lui le commanditaire de ce sondage bricolé "*selon notre enquête*".

Ce que montre ce sondage, si on estime qu'il y a en moyenne deux adultes dans chaque foyer ayant regardé cette émission, c'est que pratiquement un électeur sur deux a suivi ce show de La Talonnette, 12 millions multipliés par deux égale 24 millions, pour quelque 45 millions d'électeurs au total.

Ensuite ce n'est pas parce que 12 millions d'électeurs ont suivi cette émission qu'ils auraient forcément des illusions dans Sarkozy, et bien que le Figaro pratique la méthode Coué, en désespoir de cause il n'a pas pu empêcher qu'une nouvelle fois une majorité désapprouve la candidature de Sarkozy en 2012, ce qui reflète le rejet massif qu'il inspire dans le pays qui va bien au-delà de 52%.

Cela étant, et c'est une indication à prendre en compte, ils ont été le double à regarder le "Sarko show" (Le point) par rapport à celle qui avait été consacrée aux "primaires" du PS. Tentons une explication : Les électeurs potentiels n'avaient sans doute aucune illusion dans le PS, tandis qu'un certain nombre d'entre eux pouvaient être curieux de voir comment Sarkozy allait s'y prendre pour transformer le plomb en or, leur vendre sa politique réactionnaire dont ils subissent les conséquences quotidiennement, bref se vautrer lamentablement. D'autres ont pu regarder cette émission l'angoisse au ventre, pressés de savoir quels mauvais coups il allait encore leur asséner d'ici les présidentielles en espérant que ce ne serait pas le cas.

Il a eu beau soigner sa présentation, mais dès qu'il a abordé les questions concrètes qui concernent tous les travailleurs, sa cote de popularité est redescendue brusquement, conformément à tous les sondages qui le placent à 20 points de Hollande, comme quoi la méthode Coué ne fonctionne pas toujours, cela dit il faut s'en méfier comme de la peste, car elle est l'arme suprême de l'extrême droite.

1.2- Terra Nova vous présente le programme antisocial du PS.

(Allez plus loin encore que Maastricht - note du site)

La France n'a pas d'autre choix que de restaurer l'équilibre de ses comptes publics au plus vite en respectant les deux points de passage qu'elle s'est fixée: un déficit ramené à 3% en 2013 puis 2% en 2014, jusqu'à l'équilibre en fin de mandature.

(La recette pour y parvenir : la même que Sarkozy à hauteur de 80 milliards d'euros - note du site)

Ce sera difficile: le déficit structurel est encore de 4 points de PIB, il y a donc 80 milliards à trouver.

(pourquoi pas au MSE ! - note du site).

Les hypothèses d'élaboration de la loi de finances (croissance notamment) ne doivent plus être arrêtées par le ministre des Finances (...), elles doivent être confiées à une autorité indépendante (typiquement l'Insee transformée en autorité administrative indépendante)

(payer la dette des capitalistes jusqu'au dernier centime - note du site)

Terra Nova a proposé que le taux de croissance retenu ne soit pas une hypothèse moyenne, mais une hypothèse basse (...)

Et il n'y a plus de dérapages budgétaires en exécution. Au contraire, il ne peut y avoir que des bonnes surprises. Ces «*cagnottes*» éventuelles sont affectées selon une règle préalablement fixée par le Parlement: en l'occurrence, étant donné le stress budgétaire actuel, 100% serait fléché vers le désendettement (...)

(plus fort encore que la "règle d'or", les noces de diamant avec le CAC40 - note du site)

Il s'agit en quelque sorte d'une «*règle d'or*». Mais pas une règle d'or d'objectif, qui relève une fois encore de l'affichage et n'a aucune efficacité. C'est d'ailleurs une proposition tout-à-fait baroque car la France a déjà introduit une telle règle d'or dans la Constitution en 2007! L'article 34 alinéa 7 fixe ainsi un objectif d'équilibre des comptes publics:

«*Les orientations pluriannuelles des finances publiques sont définies par des lois de programmation. Elles s'inscrivent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.*»

(Soumission totale à l'UE et la BCE - note du site)

Les critères du pacte de stabilité européen (maximum de déficit à 3% du PIB et de dette publique à 60%) ont également valeur constitutionnelle…

(Elargir la RGPP aux collectivités locales et à la sécurité sociale - note du site)

En aucun cas, la RGPP ne peut répondre aux objectifs structurels, qui se chiffrent en dizaines de milliards. Il faut certes maintenir une RGPP rendue «intelligente» et la généraliser aux collectivités locales et à la sécurité sociale. Mais cela ne suffira pas.

(Il faut maintenant aller plus loin et s'attaquer aux structures de la fonction publique - note du site)

Terra Nova invite à un changement de méthode: non plus se limiter aux économies de gestion à politiques publiques constantes; mais s'attaquer aux politiques publiques elles-mêmes. Il faut accepter de modifier le périmètre des politiques publiques.

Nous ne l'avons jamais fait: nous avons toujours empilé les politiques nouvelles sur les politiques anciennes, sans jamais les remettre en cause. C'est ce qui explique le niveau exceptionnel de la dépense publique: 56% de la richesse nationale. Il y a des politiques du passé qui ne sont plus prioritaires aujourd'hui. (...)

(Pour qui roule le PS : la réponse suit - note du site)

A long terme, la clé est de cesser d'assassiner les investissements. (...) (quel terme faudrait-il alors employer pour qualifier ce que des millions de travailleurs et leurs familles vivent au quotidien ? Ces philistins ne se posent pas cette question, ils sont étrangers à la classe ouvrière et vivent confortablement. - note du site)

(Pour justifier cette politique réactionnaire, le PS reprend à son compte l'argument fétiche de l'UMP, de l'UE, de la BCE et du FMI - note du site)

La montée en puissance des contraintes de finances publiques, depuis trente ans, a eu comme conséquence l'asphyxie progressive des investissements publics. (slate.fr 30.10)

En réalité, c'est la baisse des recettes de l'Etat correspondant aux cadeaux faits aux capitalistes et la soumission de la Banque de France au diktat du marché par l'intermédiaire de la BCE qui est responsable de la situation actuelle. Au-delà, c'est la politique économique qui a été adoptée pour à la fois satisfaire l'appétit insatiable des marchés financiers qui dominent le capitalisme mondial, et accessoirement pour que le capitalisme français conserve sa place sur le marché mondial, afin de préserver la paix sociale en France.

Libye

La Libye de l'après-Kadhafi bascule dans un cycle de violences tribales et de représailles qui, s'il n'est pas enrayé, risque de saper l'autorité du nouveau pouvoir, de susciter d'autres formes d'insurrection et de relancer le chaos.

Plus d'une semaine après la mort du "guide", nombre de Libyens jugent le pouvoir intérimaire incapable de réfréner ses brigades

et d'interrompre des actes de vengeance en série. (Reuters 30.10)

Social

France

Le Journal du Dimanche, qui n'identifie pas ses sources, détaille ce que pourraient rapporter cinq mesures phares, dont la plus significative est la hausse de la TVA à 5,5% qui touche certains produits et services.

Les travaux dans les logements pour les particuliers, la restauration et les services à domicile seraient visés. Les deux premières mesures rapporteraient 1,5 milliard d'euros avec une TVA à 7% et 3 milliards d'euros avec une taxe à 9%.

Aussi envisagé, et quasi-décidé selon le JDD, le taux de l'impôt sur les sociétés passerait de 33 à 36% pour les grandes entreprises (chiffre d'affaires de plus de 150 millions d'euros), soit un gain d'un peu plus d'un milliard d'euros.

Côté dépenses, l'idée du gouvernement serait de stabiliser l'augmentation de celles des collectivités locales, actuellement de 4% par an, soit environ 4 milliards d'euros.

Il s'agirait également de freiner les dépenses de la Sécurité sociale, en maintenant d'une part l'augmentation de celles de l'assurance-maladie à 2,5%, contre 2,8% prévu pour 2012, pour un gain de 500 millions d'euros, et d'autre part en agissant contre les fraudes.

Enfin, le dernier pôle d'austérité concernerait le train de vie de l'Etat, à savoir s'attaquer à certains budgets ministériels ou faire baisser les dotations aux organismes et entreprises publiques.

Le nouveau plan d'austérité sera détaillé au lendemain du G20 de Cannes des 3 et 4 novembre. (20minutes.fr 30.10)

Il est rendu nécessaire par une perspective de croissance économique...

Australie. Atteinte au droit de grève.

L'instance d'arbitrage convoquée par le gouvernement pour trouver une solution à la grève clouant au sol les avions de la compagnie australienne Qantas a ordonné lundi la fin du conflit. "Nous avons décidé (...) en raison notamment de la vulnérablité particulière pour l'industrie du tourisme que suspendre la grève ne protégerait pas assez de dommages significatifs", a précisé Fair Work Australia à l'issue d'un meeting marathon.

Cette instance a le pouvoir de suspendre la grève pendant 120 jours maximum pour permettre des pourparlers, ou bien d'ordonner l'arrêt pur et simple du mouvement. (lemonde.fr 30.10)

Commentaire d'un internaute sur place.

- "*Le droit de grève est scandaleusement bafoué ici en Australie, dans l'esprit comme dans la lettre. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois, les gens d'ici se souviennent des mouvements sociaux des dockers dans les années 1980, qui avaient amené à un "règlement" du conflit, c'est-à-dire à une fin de la grève décrétée par l'état malgré les protestations des syndicats*."

Economie

Zone euro.

La Chine a intérêt à investir ses excédents dans l'Union européenne pour l'aider à surmonter la crise de la dette, mais cela ne suppose aucune concession politique, a déclaré dimanche Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe.

"*Même si la Chine et d'autres investisseurs ne participent pas (à la solution), les décisions que nous avons prises sont suffisantes pour nous permettre de surmonter seuls la crise de la dette*", a-t-il ajouté. (Reuters 30.10)

Tu parles ! Alors pourquoi vous êtes-vous précipité en Chine, pourquoi Sarkozy s'est-il empressé de téléphoner à Hu Jintao ?

Deux prises de position qui contredisent les propos du président de l'Eurogroupe, comme quoi ils improvisent en catastrophe parce qu'ils sont acculés et ne sont pas d'accord entre eux.

1- Le président français Nicolas Sarkozy avait déclaré après le sommet européen de mercredi dernier que Pékin avait "*un rôle majeur à jouer*" dans la résolution de la crise européenne.

2- Le directeur du Fonds européen de stabilité financière (FESF) Klaus Regling s'est rendu en Chine deux jours après l'accord trouvé par les dirigeants européens sur la Grèce pour tenter de convaincre la Chine d'investir dans le fonds de sauvetage, précisant que les investisseurs seraient assurés contre un cinquième des pertes initiales si nécessaire et que les titres de dette pourraient éventuellement être cédés en yuan si Pékin le souhaitait. (Reuters 30.10)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre

JOURNAL

Il s'est remis à pleuvoir des trombes d'eau depuis hier soir. J'ai profité de l'accalmie d'hier matin pour faire des provisions, j'étais à peine rentré qu'il se remit à pleuvoir. J'ai eu le temps de faire une machine à laver en début de matinée, histoire de pouvoir me changer, il ne me restait plus qu'un short propre à me mettre. Par chance, il n'y a pas eu de coupure de courant !

Bon, j'ai du pain pour au moins trois jours et cinq shorts d'avance, je devrais pouvoir tenir. Il faut penser à plein de petites choses auxquelles je n'aurais jamais pensé en France. Je tiens le coup sans consommer d'alcool depuis près de deux semaines et j'ai encore perdu un kilo, le neuvième en moins de deux mois, il m'en reste autant à perdre, pour pouvoir enfin être présentable à la piscine située à 50 mètres de chez moi...

Je déconne pour faire chier mes procureurs incapables de réfléchir par eux-mêmes, c'est mon côté provocateur à l'adresse des cerveaux sclérosés, je pense plutôt à tous ceux dans le monde qui n'ont pas à bouffer ou croulent sous un tas d'emmerdes sans espoir d'en sortir et qu'on n'imagine même pas. Vous avez vu à quelle condition de vie en est réduite la population à Bankok ? Et les millions de Pakistanais victimes aussi de terribles inondations, qui n'avaient déjà pas grand chose et qui n'ont plus rien ?

Vous lirez plus loin que le directeur de l'Institut national d'études démographiques estime que la surpopulation n'est pas un facteur de détérioration des conditions de vie de la population, mais non, mais non, qu'il aille donc dire cela à la population de ces pays-là, il se ferait lyncher ou lapider !

Il y a deux semaines, il ont diffusé sur TV5Monde Asie le magazine de France 2 *Faut pas rêver* consacré au Népal. A un moment donné la journaliste qui avait effectué ce reportage a parlé de "*boue*" à propos de la terre que les potiers et les agriculteurs népalais utilisaient, elle a oublié la merde (ou la bouse) de vache ou de buffle qu'ils font sécher et qu'ils utilisent comme combustible pour préparer leurs repas ou qu'ils mélangent avec de l'eau pour la répandre sur les murs extérieurs des maisons et sur le sol à l'entrée pour repousser les fourmis. En France ce langage ne choque pas, vu d'ici c'est autre chose.

J'ai tué mon premier serpent depuis que j'ai déménagé, pas plus gros qu'un doigt, mais terriblement vénimeux m'a dit Magueswary, mon épouse et compagne de galère. Il était à moins d'un mètre de la gamelle du chien.

Pendant 6 jours il a été impossible de me joindre à partir de la France, le serveur de Tata avait encore des problèmes. Autre problème avec cette société indienne. Mon téléphone sans fil est alimenté par le secteur, donc je passe par un cordon muni d'un transformateur. Quand il n'y a pas de courant en principe une pile prend le relais, mais là pas de bol, la pile se vide très rapidement, elle doit être morte ou presque. J'ai remarqué aussi que même lorsqu'il y a du courant la pile ne se charge pas,

sauf si je touche au cordon d'alimentation, j'en déduis donc qu'il y a un mauvais contact soit au niveau de la sortie de la carte du combiné téléphonique,, soit à l'intérieur du cordon.

Un employé de Tata m'écoute, lève les yeux vers le plafond pour me faire croire qu'il réfléchit au problème que je viens de lui exposer, puis me dit qu'il faut changer la pile et que cela fera 200 roupies. Sauf que j'ai déjà changé la pile récemment et qu'on m'en avait refilé une d'occasion, certes que je n'avais pas payée, mais quand même, 200 roupies c'est une somme. Je lui dis, il me répond qu'il faut alors changer le cordon, mais comme ils n'en ont pas en stock je devrai repasser le lendemain, cela se passait l'après-midi, comme s'ils allaient être livrés pendant la nuit ! Bref, il n'en avait manifestement rien à foutre de moi et mon problème. Depuis j'ai installé le combiné sur ma table de travail à côté du clavier de l'ordinateur, je l'ai connecté à une prise reliée à la batterie de secours de la maison, donc en principe il devrait toujours être alimenté, et j'ai réussi à coincer le cordon d'alimentation de façon à résoudre provisoirement le faux contact. Bordel, quelle prise de tête, et c'est tout qui est comme cela ici !

Une autre galère. J'ai acheté de l'huile pour vidanger le moteur de la moto. J'étais plein de bonnes intentions, je roule avec l'huile d'origine depuis plus de trois ans, mal m'en a pris, j'ai une formation de mécanicien auto et j'étais technicien en France, je bricole pas mal, j'ai eu un mal de chien à trouver l'écrou de vidange, en fait je l'avais trouvé mais il est tellement mal situé que je ne voulais pas le croire. Il est inaccessible avec une clé plate, il faut une clé à pipe et si possible une rallonge, sinon, il faut démonter tout le dessous de la moto pour y accéder. Comme il est impossible de passer une clé plate je ne sais pas quelle clé à pipe acheter, et je ne peux pas me garer devant un marchand d'outils pour en essayer plusieurs, ils sont situés dans un quartier où il est impossible de garer ne serait-ce qu'un vélo.

Bref, du coup, j'ai rajouté de l'huile dans le moteur et la vidange attendra encore... quelques années supplémentaire peut-être, qui sait, je ne vais quand même payer pour une vidange ou dévisser un simple écrou ! La meilleure, c'est que pour essayer de faire cette foutue vidange, j'avais eu la bonne idée de mettre la moto sur la béquille centrale dans le jardin, je pensais que la terre était assez tassée pour supporter la moto, le temps d'aller chercher ma caisse à outils, je reviens la moto s'était renversée contre le mur du jardin et le rétroviseur droit était cassé. On en perdrait sa patience à force !

Ce sont des petites choses vous me direz, mais quand c'est continuellement comme cela, c'est usant. Pas cette fois-ci mais il y a quatre jours, je vais acheter du pain, je précise aux vendeurs "hard", avec la croute dure de façon à pouvoir le conserver plusieurs jours, sinon il moisit au bout de deux jours lors de la mousson. Iil me dit ok, je pends le sac en plastique qu'il me tend et je le règle sans vérifier l'état des trois petits pains qui étaient à l'intérieur. Arrivé chez moi, j'ouvre le sac et je découvre qu'il m'avait filé des pains avec la croute mole. J'étais allé chez le boulanger le plus près de chez moi, je n'avais pas d'autres courses à faire et je n'avais pas envie de me rendre jusqu'au centre ville de Pondichéry pour acheter trois malheureux petits pains chez le boulanger où j'ai l'habitude d'aller.

Bon, je me suis encore fait avoir, cela m'apprendra à toujours vérifier le contenu du sac qu'on me tend avant de partir.

Hier je vais acheter des légumes, le boutiquier m'annonce le prix, cela me semble excessif, je regarde le compte qu'il avait écrit sur un bout de papier et là je découvre qu'il avait compté le prix du kilo de salade au lieu du poids de la salade que j'avais pris. Il a rectifié sans s'excuser, en prime il m'a adressé un regard mauvais, qu'il aille se faire foutre, il n'est pas prêt de me revoir. Ils ont des balances électroniques maintenant, mais ils pèsent si vite qu'on n'a même pas le temps de noter le poids et la somme.

Bon, dorénavant je ne lâcherais plus les yeux de la balance, car j'ai dû me faire voler plus d'une fois. Ces salopards font de même avec les pauvres qu'ils volent de la même manière. Déjà qu'il faut vérifier l'état de chaque billet de banque qu'on vous rend, car il suffit qu'il ait une légère coupure pour qu'aucun commerçant ne l'accepte ensuite, et s'il manque un tout petit morceau dans un coin, vous pouvez le jeter, même à ma banque d'Etat ils n'en veulent pas !

L'Inde est un pays où il y a de quoi devenir parano, schizophène ou hystérique, complètement dingue quoi ! Et cela ne va pas vraiment en s'améliorant, en réalité c'est de pire en pire. J'ai cru comprendre qu'en France cette mentalité gagnait du terrain...

CAUSERIE

Les articles de presse du mois d'octobre sont en ligne au format pdf (Acrobat Reader), 54 pages pour 33 articles avec index renvoyant à chaque article. La causerie d'octobre est également en ligne au même format, 170 pages. J'ai corrigé les fautes laissées hier dans la causerie sur le FN. Je l'ai mise en ligne sous forme d'article.

En famille, on ne pensait pas si bien dire...

Pour se détendre ou pour le fun comme disent les jeunes. Ce n'est pas un canular.

Jean-Louis Beaucarnot, un expert de la Généalogie, sort le 2 novembre aux éditions Archipel «Le Tout politique», sur les racines de nos élus français, rapporte l'Est Républicain.

Jean-Louis Borloo et Marine Le Pen seraient cousins éloignés. Son grand-père, Belge d'orgine est venu travailler dans la belle région bretonne où il a épousé une locale dont la famille est liée à celle de la présidente du Front national. Autre lien intéressant, Dominique Strauss-Kahn et Ségolène Royal seraient également apparentés lointainement, tout comme François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, et Laurence Parisot, présidente du Medef...

Quant aux aïeux de Nicolas Sarkozy, ils étaient voisins de ceux de François Hollande, près du lac du Bourget, dans le Dauphiné.

Dans son livre, Jean-Louis Beaucarnot raconte qu'Arnaud Montebourg, l'heureux "*troisième homme*" des dernières primaires socialistes, dont le patronyme est si distingué que certains hésitent à lui accoler une particule, a falli s'appeler... Letoquard. (20minutes.fr 31.10)

Arnaud Letoquard, cela lui aurait été à merveille. Chérèque et Parisot de la même famille, non, qui l'aurait cru franchement ?

Autre chose très très bref.

Bravo à Papandréou ! (lire la suite plus loin)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Quand même "***rêver***" devient hors de portée ! Un luxe de banquier quoi !

Le programme du Parti socialiste français pour la présidentielle de 2012 ne pourra pas être appliqué en totalité, en raison notamment de la crise des dettes souveraines, a dit lundi Jérôme Cahuzac, président de la commission des Finances de l'Assemblée.

Jérôme Cahuzac, proche du candidat PS François Hollande et candidat potentiel au poste de ministre de l'Economie en cas de victoire de la gauche, a estimé sur France 2 qu'il faudrait faire le tri dans les propositions PS.

"*(François Hollande) puisera dans ce programme mais ne pourra réaliser la totalité de ce programme car tout simplement les moyens du pays ne le permettent pas*", a-t-il dit.

Selon Jérôme Cahuzac, François Hollande devra arbitrer entre la proposition de 300.000 emplois "*d'avenir*", nouvelle mouture des "*emplois-jeunes*" subventionnés des années 1990 et celle du "*contrat générationnel*".

Cette mesure consiste à exonérer de cotisations sociales sur deux postes les employeurs qui embauchent un jeune de moins de 25 ans et le font "*parrainer*" par un salarié âgé maintenu dans l'emploi jusqu'à sa retraite à taux plein.

"*Il faudra choisir entre le contrat générationnel que propose François Hollande, qui me paraît une bonne chose, et les emplois d'avenir. Peut-être faudra-t-il faire un mix des deux mesures*", a dit Jérôme Cahuzac.

Concernant les embauches de 60.000 enseignants sur cinq ans proposées par François Hollande, "*la question sur le financement est parfaitement légitime*", a-t-il dit.

Il propose implicitement de la compenser, au moins en partie, par des suppressions de postes d'autres fonctionnaires. "*Le financement se fera par des économies, par du redéploiement de fonctionnaires et peut-être par des créations nettes, trois composantes dans des proportions qui restent à déterminer en fonction de la croissance.*" (Reuters 31.10)

Ils vont avoir du mal à convaincre qui que ce soit que le programme qu'ils proposeront aux électeurs sera différent de celui de l'UMP. Le PS tel qu'il est réellement en quelque sorte, on n'en demandait pas davantage, puisqu'on n'en attendait rien !

Au fait, sur quel programme ils ont organisé leurs "primaires" ? Ils ont bien manipulé ceux qui y ont participé.

Et que dire de ceux qui ont plongé tête baissée en les faisant passer pour un exercice démocratique ? C'est là qu'on voit qu'ils sont à la remorque du PS ou qu'ils manquent singulièrement de discernement, cela vaut pour le POI, le NPA, LO et le FG.

L'art de gouverner, c'est de bien choisir ses conseillers...

Mis en examen dans le cadre de l'affaire Karachi, l'ex-conseiller de Nicolas Sarkozy doit répondre devant la justice de détournement du 1% logement dans les Hauts-de-Seine, le 17 novembre prochain, après de multiples reports du dossier.

Thierry Gaubert et Philippe Smadja sont poursuivis pour avoir détourné les cotisations du 1% logement versé par des ministères et employé les sommes ainsi dégagées pour monter des opérations immobilières dont ils recueillaient les bénéfices. Un rapport d'audit de l'Inspection Générale des Finances de septembre 1998 avait mis en évidence "*de graves irrégularités*" et s'était étonné que "*cette activité censément à but non lucratif (...) aboutissait à l'enrichissement de personnes privées*".

Il aura fallu presque dix années pour que le procès de cette affaire se profile. Prévu le 27 juin dernier, il a été repoussé à la demande des avocats des prévenus qui ont mis en évidence des faiblesses dans l'instruction du juge Pallain. Ce dernier a donc, au cours de l'été, revu sa copie avant d'être muté à un nouveau poste.

Ce nouveau retard s'est ajouté à ceux accumulés au fil des ans. Déjà prévu pour le 18 octobre 2010, l'examen du dossier avait été renvoyé au 14 mars 2011. Maître Jean Veil et Maître Le Borgne, respectivement conseils de Thierry Gaubert et Philippe Smadja avaient alors déposé une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) ce qui avait, à nouveau, repoussé le traitement de l'affaire dont le préjudice est estimé par certaines partie-civiles à 20 millions d'euros. (Lexpress.fr 31.10)

2- Grèce

2.1- "*Les décisions [du 26 octobre] sont pour le moment sur le papier, elles doivent être détaillées et appliquées. Cela exige un dur travail, une négociation difficile et délicate, tant à l'intérieur de la zone euro (…) qu'avec le secteur privé*", relève le ministre, dans un article fleuve publié par le quotidien progouvernemental *Ta Nea*.

La mise en œuvre du plan de Bruxelles "*n'est pas possible sans un front intérieur solide, sans que les Grecs soutiennent l'effort du pays*", insiste-t-il. (lemonde.fr 31.10)

Dur, dur, dur, et on comprend pourquoi !

C'est la mobilisation de plus en plus massive des travailleurs grecs toutes couches confondues et leur refus d'accepter de nouveaux sacrifices qui constitue le principal obstacle à la mise en oeuvre de la brutale politique d'austérité adoptée par Papandréou et le parlement dominé par le Pasok.

2.2- Le premier ministre grec, Georges Papandréou, a créé la surprise, lundi 31 octobre, en annonçant l'organisation d'un référendum sur l'accord européen d'effacement d'une partie de la dette du pays, conclu la semaine dernière et critiqué en Grèce pour l'abandon de souveraineté qu'il implique.

Les Grecs "*veulent-ils l'adoption du nouvel accord ou le rejettent-ils ? Si les Grecs n'en veulent pas, il ne sera pas adopté*", a déclaré le premier ministre. "*Nous faisons confiance aux citoyens. Nous croyons en leur jugement. Nous croyons en leur discernement, a poursuivi M. Papandréou. La volonté du peuple grec s'imposera à nous.*" La presse grecque indique que le référendum serait organisé début janvier.

Le groupe socialiste a indiqué de son côté qu'il demanderait un vote de confiance au Parlement sur l'accord sur la dette. L'issue du vote est incertaine, la majorité socialiste au Parlement s'étant effritée à 153 députés sur 300 sièges, en raison de la forte opposition aux mesures d'austérité qui accompagnent le soutien financier au pays. Selon l'AFP, ce vote de confiance pourrait intervenir dès vendredi.

Ces annonces surprises font trembler les grandes capitales européennes . Le Financial Times cite un haut fonctionnaire de Bruxelles qui avait observé que M. Papandréou manifestait peu d'enthousiasme face aux conditions de l'accord de Bruxelles. Mais "*personne ne s'attendait à [un référendum],* souligne-t-il. *M. Papandréou a toutefois dû calculer qu'il obtiendrait le soutien des Grecs.*" A l'Elysée, l'entourage de Nicolas Sarkozy se dit consterné. "*Le geste de la Grèce est irrationnel et dangereux*", estime un proche du président, cité sur le blog L'Elysée : côté jardin.

Plusieurs analystes estiment que ce référendum permettra au très impopulaire gouvernement Papandréou de rendre le peuple grec responsable de son avenir. Le ministre des finances, Evangelos Venizélos, l'a d'ailleurs souligné sur Antenna TV : "*Le peuple grec peut, bien sûr, rejeter le plan d'aide mais il devra avoir en tête les conséquences de cette décision.*"

Pour l'opposition, la tenue d'un référendum permet d'éviter à Georges Papandréou de convoquer des élections générales anticipées. "*Le premier ministre essaye d'acheter du temps*", estime Costas Gioulekas, membre du parti de droite Nouvelle Démocratie, cité par la BBC. Makis Mailis, du Parti communiste, crie même au "*chantage*" sur la chaîne Mega TV, appelant à "*des élections, maintenant*".

Parallèlement, des manifestations se sont déroulées dans de nombreuses villes vendredi à l'occasion des défilés de la fête nationale, pour protester contre les conséquences de l'accord européen qui donnent aux créanciers plus de contrôle sur la politique budgétaire du pays, faisant craindre à certains une perte totale de souveraineté. Aux cris de "*Traîtres, traîtres*", des milliers de manifestants ont empêché le déroulement de la parade à Salonique, contraignant le président de la République, Carolos Papoulias, à quitter les lieux : du jamais vu dans la jeune histoire de la Grèce moderne.

Et un sondage paru le week-end dernier dans le journal *To Vima* montre qu'une majorité de Grecs juge les décisions du sommet européen négatives, 12,6 % seulement les jugeant positives. (lemonde.fr 31.10)

Papandréou ira-t-il jusqu'au bout ou va-t-il faire marche arrière ? A-t-il vraiment le choix ? Son ministre des Finances a expliqué en substance que la situation sur place était bloquée, comme la plupart ou tous les ministères, et qu'il leur serait impossible dans ces conditions d'appliquer la violente politique antisociale qu'ils ont adoptée conformément aux exigences formulées par l'UE et du FMI.

Je pense qu'il faut soutenir l'idée de ce référendum qui permettra sans ambigüité de montrer que l'immense masse des travailleurs rejette la politique d'austérité que le gouvernement, l'UE et le FMI veulent leur imposer.

Il n'est pas étonnant que dans ce contexte le parti stalinien mêle sa voix à celle du parti de droite Nouvelle Démocratie qui réclame des élections anticipées, car une nouvelle fois cela permettrait de légitimer les institutions au lieu de les combattre dans le cas d'un parti qui se réclame de la classe ouvrière, la seule issue politique à la crise sociale en Grèce passant justement par la liquidation des institutions et l'instauration d'un Etat ouvrier, orientation politique dont évidemment le parti stalinien ne veut pas entendre parler.

Travailleurs grecs, camarades combattant en Grèce, organisez-vous, constituez partout des comités révolutionnaires, élisez vos délégués, constituez vos propres organismes politiques indépendants incluant vos partis et organisation, dressez-vous face aux institutions en place dans la perspective de les renverser et de chasser du pouvoir tous ces serviteurs du capital, en avant vers le socialisme !

3- Palestine

La demande d'adhésion de l'Autorité palestinienne à l'organisation des Nation unies pour l'éducation, la science et la culture, où elle jouissait jusqu'à présent d'un statut d'observateur, a été validée au siège de l'organisation à Paris, par 107 voix contre 14 et 52 abstentions. Douze Etats n'ont pas participé au vote.

La Palestine devient ainsi le 195e membre de l'Unesco. Après plus de 60 ans de conflit israélo-palestinien, elle rêve maintenant d'être admise au sein de l'organisation des Nations unies, où sa requête risque cependant de se heurter au veto des Etats-Unis.

L'ambassadeur d'Israël auprès de l'agence culturelle de l'Onu, Nimrod Barkan, a qualifié le vote de "*tragédie pour l'Unesco*".

"*Il n'y a pas d'Etat palestinien et, par conséquent, il ne fallait pas en admettre l'adhésion*", a-t-il ajouté. "*L'Unesco s'occupe de science, pas de science-fiction, et elle a pourtant accepté aujourd'hui une réalité de l'ordre de la science-fiction.*"

Le gouvernement israélien n'a pas tardé à réagir négativement au vote.

"*Il s'agit d'une manoeuvre palestinienne unilatérale qui n'apportera aucun changement sur le terrain, mais hypothèquera un peu plus les chances de parvenir à un accord de paix*", écrit le ministère israélien des Affaires étrangères dans un communiqué.

"*Cette décision ne fera pas de l'Autorité palestinienne un Etat à part entière et place de nouveaux obstacles sur la voie de la reprise des négociations*", ajoute-t-il.

La France a voté pour l'adhésion, alors qu'elle s'était abstenue lors d'un vote antérieur au Conseil exécutif, préalable au vote final.

"*A partir du moment où la question est posée aujourd'hui, il nous faut prendre nos responsabilités et répondre sur le fond*", avait déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères juste avant le vote.

"*Et sur le fond la France dit oui, la Palestine a le droit de devenir membre de l'Unesco, cette organisation dont la vocation est d'oeuvrer à la généralisation d'une culture de la paix au sein de la communauté internationale*", avait-il ajouté.

Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ont également approuvé son entrée.

Les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne ont voté contre. Le Royaume-Uni s'est abstenu. Le vote s'est achevé sous

les applaudissements. (Reuters 31.10)

Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient leurs versements à l'Unesco après l'adhésion de la Palestine à cette agence de l'ONU.

"*Nous devions effectuer un versement de 60 millions de dollars à l'Unesco en novembre et nous ne le ferons pas*", a déclaré la porte-parole du département d'Etat Victoria Nuland à la presse.

Après l'avoir boycottée pendant 20 ans (1984-2003) pour protester contre sa mauvaise gestion et son idéologie tiers-mondiste, les Etats-Unis participaient jusqu'à maintenant activement aux programmes de l'agence, y voyant un moyen de diffuser certaines valeurs occidentales sans se mettre en première ligne. (lemonde.fr 31.10)

Il y a quelque chose qui cloche dans tout cela.

Je me demande s'ils ne seraient pas en train de préparer un sale coup et si cette mascarade ne servirait pas à le camoufler, contre la Syrie ou l'Iran par exemple. A moins que les pays émergents ne fassent feu de tout bois pour contrecarrer la politique américaine de rapine et guerrière à travers le monde, qui finalement est tournée contre leurs intérêts pour conserver son hégémonie sur le monde.

En même temps, on notera que les différents impérialistes qui sont intervenus en Libye se sont répartis les rôles, Washington a voté contre, Londres s'est abstenu et Paris a voté pour.

Social

France

1- L'arnaque

On l'avait appelée la prime de 1.000 euros, après l'annonce de François Baroin en avril dernier. Six mois plus tard, alors que s'achèvent ce lundi les négociations sur cette prime dans les entreprises concernées (1), ce nom risque de faire grincer des dents.

Car dans la majeure partie des entreprises, le montant de la prime versée sera bien inférieur à 1.000 euros. Si des entreprises verseront des sommes importantes, comme Hermès (1200 euros), LVMH, Sanofi ou Michelin (600 euros toutes les trois), la plupart verseront une somme plus symbolique. La palme de la plus petite prime revient à Securitas (8 euros) tandis que Capgemini, Axa, Aviva ou Groupama verseront une centaine d'euros à leur salariés.

Une étude menée il y a quelques semaines par le cabinet de conseil Towers Watson indiquait que le montant moyen des primes en discussion serait environ de 200 euros. Elle devrait concerner au mieux quatre millions de salariés, et non pas huit ou dix millions de salariés comme cela avait été évoqué initialement.

«*In fine, compte tenu des montants versés, cette disposition aura un impact marginal et ponctuel sur le pouvoir d'achat des salariés. En revanche, elle risque de considérablement limiter la marge de manœuvre des employeurs en termes de politique salariale dans les mois qui viennent, puisqu'elle aura consommé, pour un tiers des entreprises, entre 1 et 2% de masse salariale, ce qui est très significatif lorsque l'on sait que le budget d'augmentations salariales prévu par les entreprises pour 2012 est de 2,8%*», estime même Sofia Kettani, responsable de l'activité conseil en rémunérations chez Towers Watson. (20minutes.fr 31.10)

Donc, au mieux il restera 1,8% et au pire 0,8% pour les augmentations de salaires dans ces entreprises. Vous êtes décidément trop bon monseigneur. Les plus radins sont les compagnies d'assurances qui sont de véritables pompes à fric pour rentiers, normal.

2- 500 000 familles expulsables pour loyers impayés.

2.1- Plus de 500.000 ménages français sont en situation d'impayé. La Fondation Abbé-Pierre publie ce lundi ce chiffre alarmant, à la veille de la trêve hivernale des expulsions en France.

L'organisation assure que, selon ses calculs, le nombre de ménages qui ne parviennent plus à faire face à leurs loyers a augmenté de 35% en dix ans. Elle dénonce la hausse des loyers, de près de 50% dans le même laps de temps, et le manque d'accès au relogement pour les 100.000 personnes expulsées chaque année en France. (20minutes.fr 31.10)

2.2- Ainsi sur le site Internet de Particulier à Particulier, un tiers des trois pièces est proposé à un prix supérieur à 1800 euros. Il est désormais très difficile de trouver en deçà de 1400 euros mensuels. En 2001, les mêmes surfaces se négociaient aux alentours de 1000 euros ! Pour loger une petite famille à Paris il faut aujourd'hui avoir des revenus de l'ordre de 4500 à 6000 euros. Il y a dix ans 3000 à 3600 euros suffisaient. Sans atteindre les sommets de la région parisienne, les grandes villes de province affichent aussi une très forte progression des loyers, largement supérieure à la hausse des revenus et des prix à la consommation.

Sur la même période, la hausse des prix à la consommation a été de 18,7% et le revenu disponible des ménages n'a crû que de 31%. Pourquoi une telle inflation ? Le déséquilibre entre l'offre et de la demande très largement en faveur des propriétaires a rendu les bailleurs gourmands. Voici un point sur la réglementation en terme de fixation des loyers.

Depuis le 1er août 1997, les propriétaires sont libres de déterminer le montant du loyer qu'ils souhaitent obtenir, et il n'existe aucun plafond.

La loi de 1989 peut encore imposer une augmentation en cours de bail, lorsque le loyer est manifestement sous-évalué par rapport à ceux des logements comparables dans le voisinage. (lefigaro.fr 31.10)

2.3- D'après le secrétariat d'Etat au logement, '*100 000 à 110 000 jugements sont prononcés en moyenne chaque année, pour 10 000 expulsions effectives avec le concours de la force publique*'. Contestées par les associations, ces données ne rendent que partiellement compte de la réalité. '*On est plus près de 40 000 à 50 000, si on considère tous ceux qui partent avant l'intervention policière*', observe Sylvie Guichard, directrice des missions sociales de la Fondation Abbé-Pierre. '*L'expulsion, c'est d'abord une décision de justice*', rappelle-t-elle.

En 2010, les tribunaux ont traité 142 662 contentieux et rendu 107 925 jugements de rupture de bail. '*Par rapport à l'année précédente, la progression est faible, de l'ordre de 0,9 %. Mais si on considère les chiffres depuis onze ans, la hausse atteint 35 à 36 %. Une augmentation qui va de pair avec l'explosion des loyers*', explique Sylvie Guichard.

Les motifs d'expulsions, eux, ne varient pas avec les années : près de 95 % concernent des impayés de loyer.

"*Ceux qui contactent l'APE (Allô Prévention Expulsion) ne sont pas forcément représentatifs, mais ce qui est frappant, c'est que les classes moyennes sont de plus en plus concernées. Bien sûr, l'immense majorité des gens qui nous appellent sont dans des situations de grande précarité, mais on trouve également des salariés, beaucoup de personnes affectées par des ruptures familiales*", observe Sylvie Guichard.

En cas d'expulsion sans possibilité de relogement, les recours sont limités. Au titre du droit au logement opposable, toute personne qui a effectué une demande de logement et qui n'a pas reçu de proposition adaptée peut saisir une commission de médiation dans son département, puis exercer, dans certains cas, un recours devant le tribunal administratif. Mais la démarche peut durer jusqu'à un an. En attendant, les expulsés sont condamnés à loger chez des amis ou à l'hôtel, pour finir souvent en hébergement d'urgence. (lemonde.fr 31.10)

2.4- Depuis 2001, la hausse des loyers est vertigineuse, selon une enquête publiée ce lundi par Libération, ils se sont envolés de 50% dans Paris, de 43% en petite couronne et de 42% en grande couronne d'après les chiffres de l'Olap (Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne). Seul hic, dans le même temps, le revenu disponible des ménages n'a augmenté que de 31% selon l'Insee contre 18,7% pour les prix à la consommation.

Conclusion, «*les loyers ont donc progressé beaucoup plus vite que le reste*».

La région parisienne n'est pas une exception. La situation est similaire dans des villes comme Nice, Aix-en-Provence, Lille ou Toulouse où il était possible, il y a dix ans, de dénicher des studios à moins de 300 euros. Désormais, les prix dépassent les 400 euros voire même les 700 euros.

Pour faire la comparaison, le quotidien a confronté les annonces publiées par la revue De particulier à particulier (PAP) en septembre 2001 et en septembre dernier.

Libération a pu également constater que la location meublée se développait à la vitesse grand V. Elle «*permet au bailleur de louer encore plus cher tout en s'affranchissant de la loi de 1989 régissant les rapports locatifs*», explique l'article.

40% des annonces passées dans le PAP du 15 septembre concernaient des locations meublées. Un phénomène qui s'étend à toutes les grandes villes.

En 2009, il y avait 27,8 millions de résidences principales en France dont 11,7 millions de locataires soit 42% des ménages. (20minutes.fr 31.10)

3- La palme du cynisme judiciaire.

Un arrêt de la cour d'appel de Douai, jeudi, contraint 300 victimes de l'amiante à rendre une partie de leurs dommages et intérêts.

En cause, deux revirements de jurisprudence. À l'automne 2009, le Fiva se pourvoit en cassation pour contester les sommes versées aux victimes et obtient un nouveau calcul des rentes. Désormais, celles-ci ne sont plus attribuées aux retraités pour la perte de leur capacité à gagner leur vie, mais comme une réparation pour préjudice personnel. "*Cette interprétation tendancieuse peut diviser par deux les dommages et intérêts perçus par les victimes, traduit Maître Ledoux, avocat de l'Association régionale de défense des victimes. Ils essaient de boucher le trou de la Sécurité sociale*", commente-t-il désabusé.

La Cour de cassation casse les arrêts énoncés et renvoie les affaires. Mais entre-temps, la cour d'appel de Douai a changé de présidente et adopté une nouvelle appréciation de l'indemnisation à verser aux victimes de l'amiante. Elle met fin au principe dit "*de linéarité*", qui alignait le montant de l'indemnisation sur le taux d'incapacité de la victime. Désormais, le calcul des rentes s'effectue selon le modèle de l'Assurance maladie, beaucoup moins généreux envers les victimes.

Jeudi, la décision de la cour d'appel de Douai est tombée : toutes les personnes en contentieux au moment des revirements de jurisprudence devront rembourser les dommages et intérêts perçus. "*Ce sont 300 victimes prises en otage, qui doivent entre 1 500 et 30 000 euros au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*", s'indigne Me Ledoux.

"*C'est une décision scandaleuse, inexplicable et méprisante,* dénonce Pierre Pluta, président de l'Association régionale de défense des victimes. *Vendredi, un homme est arrivé en pleurs, il a deux enfants chômeurs et a dépensé ses dommages et intérêts pour les aider. Maintenant, il doit rembourser des dizaines de milliers d'euros. Comment va-t-il faire ?*"

Gérard fait partie des 300 personnes concernées par ce revirement de jurisprudence. Il a appris la nouvelle en écoutant les informations à la radio. "*Ces 13 000 euros, on les a dépensés*", explique le retraité. "*Nous les avons touchés il y a deux ans, ajoute Jacqueline, son épouse. Pourquoi nous faire ça, maintenant ?*"

Le couple n'a pas le choix, la décision est irrévocable. "*Nous allons négocier un échéancier puisque nous ne savons pas encore le délai de remboursement*", déclare Gérard, résigné. Un sentiment partagé par Jacqueline, déçue de cette justice "*à deux vitesses*" : "*Nous avions déjà des difficultés à gérer cette maladie, tant moralement que physiquement, avant ce nouveau coup dur. C'est toujours sur les mêmes que l'on tape*". (lepoint.fr 31.10)

Alors que Bernard Tapie a perçu des dizaines millions d'euros au titre du préjudice morale qu'il aurait subi...

Société

Interview du Point. Gilles Pison, directeur de l'Institut national d'études démographiques et auteur notamment d'Atlas de la population mondiale.

- La population mondiale a atteint 6 milliards il y a 12 ans, elle franchit 7 milliards aujourd'hui : elle a gagné un milliard en 12 ans et le prochain devrait être atteint en 2025, soit dans 14 ans. Si la population continue d'augmenter, c'est à un rythme qui diminue d'année en année : la croissance a atteint un maximum de 2 % par an il y a 50 ans, et a diminué sur cette période de près de la moitié pour atteindre 1 % environ actuellement. Ce qui laisse entrevoir une possible stabilisation de l'humanité dans un siècle autour de 10 milliards d'habitants. (l'horreur quoi ! - note du site)

- On n'échappera de toute façon pas à un surcroît de 1 à 3 % d'habitants d'ici cinquante ans. C'est un défi, mais ce n'est pas nécessairement la catastrophe que certains annoncent. Il y a deux siècles, on était un milliard d'habitants, et la proportion de ceux qui souffraient de faim était bien plus importante qu'aujourd'hui. Pour l'instant, l'augmentation de la population ne s'est pas faite avec une aggravation des conditions de vie. C'est plutôt l'inverse. Reste que cet accroissement est un défi, d'autant qu'il va se produire pour l'essentiel dans les pays du Sud, qui vont devoir le maîtriser en même temps qu'ils auront à assurer leur développement économique. (Que ce privilégié aux ordres aille donc travailler et vivre en Chine, en Inde, au Bangladesh, au Nigéria, en Egypte... - note du site

- Il ne faudrait pas attribuer à la population et à son accroissement rapide l'origine des problèmes de ressources et d'environnement que l'on connaît aujourd'hui. Pour l'instant, ils sont le fait d'une minorité de un milliard d'habitants qui vit dans les pays riches. Il est d'ailleurs exclu que les 7 milliards d'aujourd'hui, les 10 milliards de demain, adoptent le mode de vie des pays du Nord. Le défi est là : sachant qu'on n'échappera pas à un surplus de quelques milliards, comment faire en sorte que la planète soit encore vivable, qu'il y ait encore des ressources pour chaque génération ? Sur ce terrain, il est possible d'agir tout de suite. (Tout est dit ici, vous, Africains ou Asiatiques, n'espérez pas un jour profiter des mêmes conditions de vie que dans les pays dominants, vous devez vous sacrifier pour que ces derniers conservent leur niveau de vie. On aura senti comme une pointe de mépris vis-à-vis de cette population à venir, la qualifiant de "*surplus*". - note du site)

Economie

1- Zone euro

Le Japon, qui est déjà le premier détenteur d'obligations émises par le FESF (en dehors des pays membres de la zone euro eux-mêmes), s'est déclaré prêt à en acheter davantage, à condition toutefois que la zone euro prenne les mesures nécessaires pour endiguer la crise de la dette.

Les responsables politiques chinois restent sur la défensive et ils demandent plus de précisions avant de décider des modalités de leur soutien.

Le conseiller économique du Kremlin Arkady Dvorkovitch a déclaré que la Russie était prête à discuter avec un ou plusieurs pays membres de la zone euro d'une éventuelle aide financière, mais par le biais du FMI.

Vendredi, le quotidien brésilien Valor Economico rapportait que Brasilia pourrait aider les pays fragilisés de la zone euro via le FMI et non le FESF. (Reuters 31.10)

Ces pays figurent au sein du FMI alors qu'ils sont exclus du FESF.

2- Etats-Unis.

Barclays a annoncé lundi avoir dégagé un bénéfice courant en hausse de 5% au troisième trimestre 2011, le recul de ses provisions pour pertes sur crédit compensant la baisse de ses revenus dans ses activités de banque d'investissement.

Son bénéfice imposable s'est inscrit à 2,4 milliards de livres (2,7 milliards). En excluant la valeur de sa propre dette et d'autres éléments exceptionnels, le résultat s'est inscrit à 1,34 milliard de livres.(Reuters 31.10)

3- Japon

L'intervention du gouvernement japonais qui a vendu massivement du yen ce lundi matin, permet au dollar de reprendre 3%. Après un plus bas depuis la seconde guerre mondiale, ce rebond est logique, mais la tendance reste fragile. (lefigaro.fr 31.10)

Haut de page

Le 2 novembre

FLASH

1- Selon le journaliste Sherif Elhelwa, le drapeau d'Al Qaida flotte actuellement avec celui des rebelles libyens sur le Palais de Justice de Benghazi. (Réseau Voltaire 30.10). C'est exact au regard des photos disponible sur leur site Internet.

2- La Russie qui avait renoncé à livrer des missiles S-300 à l'Iran après le vote de la résolution 1929, a finalement décidé de lui vendre des détecteurs mobiles de radars 1L222 Avtobaza.

Cette arme étant purement défensive ne tombe pas sous le coup de l'embargo onusien. Dans la pratique, elle permettra aux Iraniens d'observer tout mouvement aérien non seulement au dessus de leur territoire, mais dans toute le Proche-Orient.

Cette décision intervient après l'annonce de l'installation par l'OTAN d'un radar géant ABM en Turquie. Compte tenu du relief de la région, ce dispositif est destiné à surveiller la Syrie et l'Iran. Il est inter-opérable avec les radars israéliens. (Réseau Voltaire 30.10)

3- J'ai ajouté un article intéressant sur la Libye, daté du 7 octobre, du Réseau Voltaire, dans la rubrique international.

CAUSERIE

En préambule à notre causerie d'aujourd'hui sur la situation en Grèce, précisons l'axe politique que nous avons défini ou sur lequel il faudrait intervenir.

Cette première partie a été rédigée hier soir car étant privé de télé en raison des fortes pluies, j'ai bossé jusqu'à minuit. La seconde se compose de déclarations accompagnées de réflexions politiques. N'hésitez pas à me faire parvenir vos commentaires ou encouragements, bonne journée à tous.

L'issue de la crise du capitalisme, de la crise sociale et politique, ne réside pas dans le maintien ou non de l'euro ou le retour au drachme, mais dans la liquidation des institutions politiques qui légitiment le capitalisme, afin de se donner les moyens politiques de s'attaquer aux fondements du capitalisme qui reposent sur une injustice et dont l'amplification des inégalités dans la société au détriment des intérêts des travailleurs ne sont que les conséquences.

Quand hier matin j'ai écrit : Bravo Papandréou ! je n'en croyais pas un mot évidemment, c'était un trait d'humour, je n'ai jamais imaginé qu'il pourrait mettre en péril la zone euro en prenant un tel risque, organiser un référendum dont les résultats sont connus d'avance et prendrait la forme d'un plébiscite contre l'euro ou pour en sortir.

Quand j'ai réagi à l'annonce de ce référendum il devait être 4h du matin en Europe, donc je n'avais pas pu prendre connaissance des conditions dans lesquelles Papandréou l'avait annoncé, encore moins des déclarations des dirigeants des différents pays européens qui auront lieu dans la matinée ou ne seront retranscrites par les agences de presse et les médias nationaux que vers la mi-journée.

C'est donc seulement hier soir en me connectant sur Internet que j'ai collecté ces informations pour analyser la situation en Grèce.

Papandréou était soutenu au niveau de l'UE, du FMI et des chefs d'Etat, donc à l'extérieur de la Grèce, par contre en Grèce il était totalement isolé, ne bénéficiant d'aucun soutien, il se retrouvait donc dans une situation intenable sur le plan intérieur : le parti de droite refusant de le soutenir, les masses laborieuses et les syndicats non plus, de plus il devait affronter impuissant des grèves à répétition et des manifestations de plus en plus massives et violentes auxquelles participaient toutes les couches exploitées et tous les secteurs économiques de la société. En conclusion à cette étape, il a pris cette décision pour tenter de débloquer l'impasse dans laquelle il se trouvait.

Mais une question demeure, comment compte-t-il sortir le pays de cette impasse tout en imposant ces lourds sacrifices aux travailleurs et sans sortir de la zone euro ?

Cette décision peut être de nature à forcer la main au parti de droite dans la perspective de former un gouvernement d'union nationale dans l'attente d'élections législatives anticipées, son seul soutien au Parlement ne suffirait pas à briser son isolement et il le négocierait en échange d'élections anticipées et l'annulation de ce référendum. Après tout, si tout le monde semble surpris qu'il ait pris la décision de recourir à un référendum, il peut très bien prendre la décision inverse à tout moment.

Ainsi, il disposerait d'un répit pour tenir jusqu'à ces élections. Le Pasok est assuré de sortir laminé de ce scrutin. Le parti de droite gouvernerait seul et le Pasok serait renvoyé dans l'opposition parlementaire, situation nettement plus confortable.

Avantage, il pourrait dès lors renouer avec son rôle de prédilection, jouer en parole son rôle d'opposant et se placer à nouveau au côté du parti stalinien pour tenter de neutraliser ou briser la mobilisation des travailleurs.

En cas d'échec, le gouvernement de droite pourrait envisager de déclarer les grèves et les manifestations illégales et de passer à l'étape suivante, celle de la répression contre le mouvement ouvrier, violente si nécessaire avec l'aide de l'armée.

Autre hypothèse. Papandréou tablerait sur un vote positif lors de ce référendum après avoir signifié au peuple grec que s'il rejetait l'accord de Bruxelles, il connaîtrait des jours encore plus difficiles avec ou non l'abandon de l'euro. Il est fortement improbable que ce scénario se produise, les Grecs passeront outre ce chantage et les conséquences d'un vote négatif, parce qu'ils sont déjà acculés et n'envisagent pas un instant que leur situation pourrait encore empirer.

Revenons en arrière.

Ce qui est étonnant et je n'en crois pas un mot, c'est que Papandréou aurait pris seul cette décision sans s'en être entretenu avec son ministre des Finances, sachant par avance qu'elle provoquerait une tempête ou un vent de panique sur les marchés et la zone euro déjà fragilisée et au bord de l'éclosion. Ce qui n'a pas manqué, toutes les places boursières ont baissé entre 3 et 7% hier.

Il aurait pris de court tous les chefs d'Etat, au point qu'à l'Elysée le nain de jardin a préféré garder le silence et a convoqué une réunion ministérielle de crise à 17h. On verra plus loin ce qui en est ressorti.

Dans son propre parti, six dirigeants apparemment aussi surpris et furieux ont appelé à sa démission, et un autre député du Pasok a fait défection, ainsi le Pasok ne dispose plus que de deux voix d'avance au Parlement pour emporter la majorité lors du prochain vote devant intervenir vendredi, sur les dernières mesures d'austérité qui accompagnent l'accord intervenu à Bruxelles le 27 octobre.

Pour certains Papandréou a pété un plomb, Estrosi qui est proche de Sarkozy a déclaré que c'était une décision "*irresponsable*".

C'était avant l'annonce du coup de force de Sarkozy et Merkel : appliquer leur accord et faire comme si le référendum n'existait pas, donc le peuple grec !

Travailleurs tunisiens et égyptiens, vous n'aurez pas été longs à attendre, voilà le vrai visage de leur démocratie : une dictature qui foule aux pieds la volonté de la majorité des masses populaires.

A bas Sarkozy-Merkel, à bas l'UE et le FMI, à bas les institutions grecs du capital, vive le combat des travailleurs pour se libérer du joug du capitalisme et construire une société basée sur leurs propres besoins et non plus ceux des prédateurs de la finance et des multinationales.

A bas le capitalisme, vive le socialisme ! Faisons table rase du passé !

En finir avec le capitalisme et ses institutions politiques, c'est cet objectif politique que doit se fixer la classe ouvrière, il faut donc l'aider à y parvenir en l'aidant à prendre conscience d'elle-même, à prendre confiance en elle-même, de sa force capable de submerger tous les obstacles et balayer l'ordre établi, à condition qu'elle se rassemble, s'unisse, s'organise et mène sa révolution jusqu'au bout.

C'est une question de vie ou de mort pour le prolétariat et les couches de la petite-bourgeoisie promise à la prolétarisation. La classe ouvrière est promise à un avenir laborieux et misérable, elle n'a pas d'autre choix que d'aller de l'avant sans passer le moindre compromis avec son ennemi, de faire sa révolution, la guerre de classe est déclarée, résister ne suffit plus, il faut qu'elle unisse ses forces et passe à l'offensive, qu'elle harcèle la place forte du régime jusqu'à son renversement, sinon c'est elle qui sera écrasée.

Ce n'est pas le capitalisme financier qui est responsable de cette crise, mais les fondements du capitalisme reposant sur la formidable injustice que constitue la concentration des moyens de production et des richesses, du pouvoir entre quelques mains, au détriment de ceux qui produisent les richesses, travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, qui devraient se résigner à accepter toujours plus de sacrifices jusqu'à être réduits à l'état d'indigence, en silence s'il vous plaît, sans réagir, jusqu'à ce que mort s'en suive, afin qu'une minorité de privilégiés puissent continuer de s'enchir toujours plus.

Quelques éléments ou déclarations qui étayent mon argumentation.

Papandréou

Les Grecs «*veulent-ils l'adoption du nouvel accord ou le rejettent-ils? Si les Grecs n'en veulent pas, il ne sera pas adopté*», a déclaré le Premier ministre devant le groupe parlementaire du parti socialiste (Pasok) lundi soir en laissant entendre que le référendum était attendu pour le début 2012.

«*La volonté du peuple grec s'imposera à nous*», a-t-il ajouté, tout en indiquant qu'il allait également demander un vote de confiance sur l'accord sur la dette au Parlement. (liberation.fr 01.11)

Dernière info le 2 novembre à 2h45 du matin : Le référendum aura lieu «*dès que possible*», a affirmé Athènes. Dans un communiqué, Papandréou estime que le vote sera «un mandat clair et un message clair en Grèce et à l'extérieur concernant notre présence européenne et notre participation à l'euro» (20minutes.fr 02.11)

Le Premier ministre grec, qui s'est entretenu avec Mme Merkel mardi matin, a réaffirmé que le référendum allait «*renforcer le pays dans la zone euro*». Il devait présider en fin d'après-midi un conseil ministériel de crise. (20minutes.fr 02.11)

Pour la plupart des analystes grecs, M. Papandréou n'avait pas le choix, contraint de trouver une issue sur le plan intérieur face au refus catégorique de l'opposition de lui prêter main forte et à une contestation sociale généralisée.

Il y croit le bougre !

20minutes.fr rapporte que l'une des deux parlementaires grecs du Pasok qui a fait défection "*a réclamé un gouvernement «de salut national» pour garantir l'exécution du plan de sauvetage*", l'union de toutes les forces réactionnaires que compte le pays contre la classe ouvrière pour lui imposer de gré ou de force ce plan infâme et insupportable.

En dernière analyse, tout va dépendre des sacrifices supplémentaires que les travailleurs grecs estiment pouvoir endurer, du niveau de dégradation atteint de leurs conditions de travail et d'existence, et en second lieu de leur capacité à se rassembler et s'organiser pour affronter le régime, le second point dépendra des illusions qu'ils leur restent dans les institutions et le capitalisme une fois celles dans tous les partis institutionnels envolées.

Pasok

Six membres influents du Parti socialiste (Pasok) au pouvoir à Athènes ont réclamé la démission du Premier ministre George Papandréou, qui a annoncé à la surprise générale la tenue d'un référendum sur le nouveau plan de sauvetage financier de la Grèce, rapporte mardi l'agence de presse Ana.

Tous appartiennent au Conseil national du Pasok et étaient de proches conseillers de Costas Simitis lorsqu'il était chef du gouvernement.

"*Le pays a besoin immédiatement d'un gouvernement politiquement légitime et d'un projet de renouveau national*", écrivent-ils dans une lettre conjointe. (Reuters 01.11)

Dans la rue en Grèce.

Près de 60% des Grecs estiment que l'accord est négatif ou probablement négatif, selon un sondage publié samedi par le journal To Vima. Pour environ la moitié des 1.009 personnes interrogées par téléphone, le texte est un coup porté à la souveraineté du pays.

Mardi, dans les rues de la capitale grecque, les habitants redoutaient qu'on ne leur présente le "*oui*" comme la seule alternative au chaos.

"*Il (Papandreou) nous fait du chantage*", résume Yannis Aggelou, directeur des ventes dans le secteur de l'acier.

Peu nombreux sont ceux qui saluent une initiative courageuse du chef du gouvernement socialiste.

Le référendum "*est absurde. Maintenant, ils mettent la balle dans notre camp, mais n'est-il pas de leur responsabilité de décider ?*", s'irrite Haris Velakoutakou, guide touristique de 64 ans.

"*A quoi ça rime ? Ils auraient dû organiser ce référendum dès le début, avant toutes les mesures d'austérité qu'ils ont prises*", ajoute-t-il.

"*Organiser un référendum est une bonne décision. Car c'est à nous de prendre notre destin entre nos mains. Je veux que l'on dise 'oui', je veux que l'on reste dans l'euro. Retourner à la drachme serait un désastre*", dit Dionysia Aggelopoulo, retraitée. (Reuters 01.11)

La presse grecque.

Dans la presse grecque, c'est la même consternation : Athens News rapporte les premières analyses des journaux du mardi matin, qui pointent un '*geste politique à haut risque*', '*un chantage dangereux pour rester au pouvoir*' ou encore '*une banqueroute politique du gouvernement*'. (lemonde.fr 01.11)

L'armée grecque

Le Grèce a annoncé mardi un changement de tout son état-major militaire, au milieu d'une crise politique qui pourrait entraîner la chute du gouvernement après la décision surprise d'organiser un référendum en Grèce sur le plan de sauvetage européen du pays.

Un conseil de sécurité de l'Etat, réuni sous la présidence du Premier ministre Georges Papandréou, a remplacé les quatre têtes de l'armée, le chef d'état-major des armées, les chefs d'état-major de l'armée de Terre, de la Marine et de l'Armée de l'air, et a déchargé de leurs fonctions une douzaine d'officiers de l'Armée et de la Marine, a indiqué le ministère de la Défense dans un communiqué publié dans la soirée.

Une source au sein du ministère a affirmé à l'AFP que les réunions avaient été programmées il y a longtemps, que ce grand remaniement était prévu et n'avait aucun lien avec la situation politique.

Selon un connaisseur des moeurs politiques grecques, les chefs de gouvernement grecs, de quelque famille politique qu'ils soient, changent l'état-major militaire avant une alternance politique anticipée, en nommant des gens jugés favorables à leur camp. (liberation.fr 01.11)

Le Conseil européen et la Commission européenne.

"*Nous prenons acte de l'intention des autorités grecques d'organiser un référendum*", écrivent le président du Conseil

européen Herman Van Rompuy et le président de la Commission européenne José Manuel Barroso dans un communiqué commun.

"*Nous sommes convaincus que cet accord est le meilleur pour la Grèce. Nous avons toute confiance en la Grèce pour qu'elle honore les engagements pris envers la zone euro et la communauté internationale.*"

José Manuel Barroso et Herman Van Rompuy ajoutent qu'ils ont parlé avec le Premier ministre grec George Papandreou et dit que la question du référendum serait discutée en marge du sommet du G20 de Cannes qui se tient du 3 au 5 novembre. (Reuters 01.11)

Dans les coulisses de l'Elysée

«*Personne en Europe n'a été prévenu de rien, et jamais les Grecs n'ont évoqué, même comme une vague possibilité, le risque d'un référendum la semaine dernière pendant les négociations à Bruxelles*», se lamente un diplomate élyséen.

La question posée au référendum doit être «responsable», selon l'Élysée. «*Ils ne peuvent pas demander aux Grecs s'ils acceptent un nouveau plan de rigueur, parce qu'ils vont forcément dire non*», explique un proche du président. «*Il faut qu'ils demandent aux Grecs s'ils veulent rester dans la zone euro*», ajoute ce dernier. Car les sondages, en Grèce, sont clairs : les Grecs à une large majorité ne souhaitent pas quitter la zone euro. (lefigaro.fr 01.11)

Mais quand rester dans la zone euro signifie être réduit en esclavage, ils peuvent avoir l'audace de vouloir en sortir sans se poser davantage de questions, un état d'esprit et une perspective que Le Figaro ne peut saisir et envisager évidemment.

Sarkozy

"*Cette annonce a surpris toute l'Europe. La France tient à rappeler que le plan adopté jeudi dernier à l'unanimité des 17 membres de la zone euro est la seule voie possible pour résoudre le problème de la dette grecque*", a dit Nicolas Sarkozy à la sortie d'une réunion interministérielle.

"*Donner la parole au peuple est toujours légitime mais la solidarité de tous les pays de la zone euro ne saurait s'exercer sans que chacun consente aux efforts nécessaires*", a-t-il ajouté.

«*C'est pourquoi la France et l'Allemagne ont pris l'initiative de réunir demain (mercredi), avant l'ouverture du sommet du G20, l'ensemble des institutions européennes ainsi que le Fonds monétaire international pour examiner avec le Premier ministre grec les conditions dans lesquelles les engagements pris seront tenus*», a-t-il conclu. (liberation.fr 01.11)

Lui donner la parole au peuple... et la lui reprendre aussitôt, c'est le propre des dictateurs qui foulent aux pieds les principes élémentaires de la démocratie.

La "*solidarité*" entre Etats capitalistes passe avant la légitimité des peuples à disposer eux-mêmes de leur destin, c'est dans l'ordre des choses pour un représentant du capital.

Paris et Berlin

"*La France et l'Allemagne sont déterminées à assurer avec leurs partenaires européens la pleine mise en oeuvre, dans les meilleurs délais, des décisions adoptées par le sommet, qui sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires*", écrit mardi l'Elysée dans un communiqué qui ne fait aucune mention directe de ce référendum.

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, qui se sont parlés au téléphone dans l'après-midi, "*souhaitent que, en consultations avec leurs partenaires européens ainsi que le FMI, une feuille de route puisse être rapidement arrêtée pour assurer l'application de cet accord*", dit le texte. (Reuters 01.11)

En Allemagne

Interview du journal Le Monde. Gunther Krichbaum (CDU), président dela commission des affaires européennes au Bundestag.

- Georges Papandréou a ouvert la boîte de Pandore. Son attitude constitue un affront pour les autres leaders européens. Il joue avec le feu. C'est incompréhensible. Même la question de confiance qu'il pose aux députés n'est pas gagnée d'avance. (lemonde.fr 01.11)

BCE

«*Aujourd'hui, le marché pense que la Grèce va sortir de l'euro. Et il y a un risque de contagion à la dette italienne et la dette espagnole. C'est la raison pour laquelle la BCE achète de la dette italienne et espagnole*», a dit à l'AFP Miguel Ángel Rodríguez, analyste associé chez XTB (broker online). «*Il semble qu'il y ait beaucoup de désinvestissement de fonds japonais et la banque européenne achète de la dette italienne et espagnole de façon préventive.*» (liberation.fr 01.11)

L'eurogroupe

La Grèce risque la faillite en cas de rejet du plan de sauvetage européen, a averti le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, dans un entretien à la radio privée RTL.

«*Cela dépendra de la manière dont la question sera exactement formulée et sur quoi exactement les Grecs vont voter*», a-t-il précisé. «*Le Premier ministre grec (Georges Papandréou) a pris sa décision sans en informer ses collègues européens*», a-t-il affirmé. (liberation.fr 01.11)

La Banque mondiale

Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, a comparé le référendum à «*un coup de dés*». «*Si cela échoue ce sera le bazar!*», a-t-il averti. (20minutes.fr 01.11)

L'Institut de la finance internationale

L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les grandes banques du monde, a fait savoir pour sa part qu'il s'en tenait à l'accord de Bruxelles et «*réaffirmé son intention d'aller de l'avant*». (20minutes.fr 01.11)

La Bourse

En zone euro, toutes les Bourses ont dévissé, les actions des banques subissant une descente aux enfers. A la clôture, Paris a lâché 5,38%, Francfort 5%, Milan 6,80%, Madrid 4,19%. Athènes a plongé de 6,92%. Londres a terminé sur un recul de 2,21%.

Les indices Stoxx des ASSURANCES (-7,24%) et des BANCAIRES (-6,58%) ont accusé les plus fortes baisses sectorielles en Europe. A Paris, Société générale a chuté de 16,23%, BNP Paribas de 13,06% et Crédit agricole de 12,53%.

Agences de notation

L'annonce du référendum grec, qui suscite l'incompréhension au sein de la zone euro et inquiète les marchés du monde entier, menace "*dramatiquement*" la stabilité financière du pays et de l'ensemble de la zone euro, a averti mardi l'agence de notation Fitch Ratings. (Reuters 01.11)

Le Medef

La décision de la Grèce d'organiser un référendum sur le plan de sauvetage du pays relève d'un «*comportement anormal, qui n'est pas loyal*» envers ses partenaires européens, a jugé mardi la présidente du Medef

«*S'il faut un jour envisager la sortie de la Grèce, définissons les conditions juridiques pour que cette sortie, finalement, ne concerne que la Grèce*», a déclaré Laurence Parisot sur LCI. Elle s'est dit «bien persuadée qu'il n'y aura pas d'éclatement de la zone euro». (liberation.fr 01.11)

La presse en France.

Quasiment toutes les déclarations des leaders politiques français mettent en avant l'enjeux démocratique de ce référendum, dans un pays frappé par une longue crise et qui a connu de nombreuses grèves.

PCF

Pierre Laurent, patron du PCF (membre du Front de gauche), a tenu des propos peu ou prou similaires. "*Il est incroyable que la simple idée de consulter le peuple grec affole les marchés financiers*", a-t-il précisé selon le JDD. (lepost.fr 01.11)

Parce que le PCF compte bien que le résultat de ce référendum ne change rien, à l'instar de son homologue en Grèce dont j'ai lu qu'il s'était prononcé contre, mais cela reste à vérifier, peu importe d'ailleurs puisque s'il y était favorable il serait sur la même longueur d'onde que le PCF, on ne se refait pas !

Parti de gauche

«*Il y a eu 13 grèves générales en Grèce et chacune a réclamé un référendum, Georges Papandréou savait qu'il ne pourrait pas tenir plus longtemps sans consulter le peuple grec*», a déclaré le candidat sur France Info, ajoutant que c'était «*un minimum de démocratie*».

«*Il y a un grand risque que tout ce château de cartes s'effondre. Les dirigeants européens doivent faire face à la crise, non pas par des artifices financiers, des constructions d'usines à gaz (…) mais y faire face politiquement*», a conclu Mélenchon. (liberation.fr 01.11)

Quel charlatan : il craint que tout s'effondre alors que c'est justement la condition pour que le peuple grec se soulève et prenne son sort en mains ! Sans parler de la traînée de poudre dans toute l'Europe... Si "*ce château de cartes*" ne s'effondre pas, cela signifiera que les travailleurs grecs se seront résignés à subir l'effroyage régression sociale à laquelle ils sont promis par la dictature du capital, ce à quoi conduit la politique de Mélenchon.

PS

François Hollande, candidat socialiste à la présidentielle, et Martine Aubry, première secrétaire du PS, ont estimé mardi dans un communiqué commun que l'annonce grecque «*traduit un défaut de gouvernance de la zone euro*».

Pour eux, «l'Europe a agit trop tard, trop faiblement sur le plan financier, et trop durement sur le plan économique et social».

«*Si cette décision de Papandréou entraîne de nouveaux désordres sur les marchés financiers, elle devrait surtout décider les dirigeants européens à prendre enfin les décisions d'engager les réformes structurelles, notamment pour réguler le système financier - comme nous n'avons cessé de le proposer depuis des mois-, et pour trouver un juste chemin entre la réduction des déficits et le maintien de la croissance et de l'emploi*», concluent-ils.

Traduisons ou remettons les choses en ordre : l'UE aurait dû agir davantage sur le plan financier, ce qui se serait traduit automatiquement par un durcissement des mesures économiques et sociales imposées au peuple grec.

C'est un cas d'école, un excellent exercice pour les jeunes militants qui veulent saisir comment la politique et la propagande du PS s'articulent. D'un côté, sans en avoir l'air ils prennent la défense des intérêts du marché, il fallait augmenter l'aide fournie à l'Etat grec afin qu'il paie rubis sur l'ongle sa dette aux banques et aux institutions financières, la leur en fait, et de l'autre le PS se présente en défenseur des travailleurs qui en réalité paient cette facture, en se plaignant qu'elle soit trop lourde à supporter pour eux, pour masquer ou faire oublier que cela n'aurait pas été le cas si l'UE n'était pas au service du capital... ainsi que le PS.

La méthode du PS consiste la plupart du temps à découpler cause et effet qui sont liés, pour embrouiller les esprits, pour que les travailleurs ne parviennent pas à comprendre l'origine de la situation, de leur condition, de leurs problèmes. Il faut matraquer sans cesse le PS.

Je vous fais grâce des déclarations des autres dirigeants du PS, de Montebourg à Valls, tous se disent favorables à ce référendum qu'ils n'organiseraient jamais en France s'ils parvenaient au pouvoir en 2012, non pas pour que le peuple grec décide librement de son sort, mais en regrettant qu'il n'ait pas été associé par ses bourreaux à sa propre déchéance, puisque c'est l'avenir auquel il est promis de toutes manières, on n'échappe pas à son destin, tragique bien entendu !

Modem

Robert Rochefort, vice-président du MoDem, comprend que "*la situation était intenable pour M. Papandréou*", précise Public Sénat. Pour l'eurodéputé, soit les politiques se mobilisent pour faire gagner le "*oui*", soit "*le 'non' l'emporte*". Dans ce cas, ce serait "*une dissolution, de nouvelles élections et (...) un gouvernement d'union nationale qu'il faut pour sortir de cette difficulté*", prédit-il. (lepost.fr 01.11)

A moins que si le Parlement vote oui et que le non l'emporte au référendum, Papandréou décide de ne tenir compte que de l'avis du Parlement. Sarkozy a-t-il procédé autrement après le non de 2005 ? Sauf que la situation est explosive en Grèce...

Quelques réactions supplémentaires

Le politologue grec Ilias Nikolapopoulos a accusé Papandréou d'avoir pris une décision potentiellement «suicidaire pour le pays». (20minutes.fr 02.11)

«*Que va-t-il se passer si le peuple dit 'non'? Le risque est que la communauté internationale coupe l'arrivée d'argent et que le*

pays finisse par quitter l'euro», après avoir fait défaut, a commenté à Francfort Christoph Weil, analyste de Commerzbank. (20minutes.fr 02.11)

Parole d'internaute : l'impérialisme américain à la manoeuvre en Grèce.

2001 : Un montage financier (swaps de devises) est conclu entre la firme Goldman Sachs et la Grèce, permettant à cette dernière de maquiller ses comptes

2002 : Mario Draghi devient directeur administratif de Goldman Sachs pour l'Europe, qui est alors un intermédiraire privilégié (en jargon, lead manager) du trésor grec.

2005 : Le contrat financier conclu en 2001 entre la banque et le trésor grec est renégocié. En particulier, sa maturité est rallongée, d'après un audit ultérieur (2010) de Euro-stat.

Janvier 2006 : Mario Draghi rejoint la banque centrale d'Italie

2010 : La commission européenne enquête sur le maquillage des comptes de la Grèce.

Mai 2011 : J-C Trichet oppose son veto à l'ouverture des archives concernées, dans le cadre d'une procédure judiciaire initiée par Bloomberg. Le prétexte du refus est de ne pas effrayer les marchés...

Juin 2011 : Mario Draghi est interrogé par l'eurodéputé qui s'est impliqué dans son dossier face au comité des affaires économiques et monétaires du parlement européen. MD, grand serviteur de l'état, dit avoir refusé de travailler avec le secteur public, par désintérêt pour ce dernier, au moment de son embauche, en contradiction avec un communiqué officiel de son employeur. (20minutes.fr 02.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le président français Nicolas Sarkozy a contribué à alimenter une 'attaque spéculative' contre l'Italie sur les marchés financiers avec ses commentaires consécutifs au dernier sommet de la zone euro, a accusé mardi 1er novembre le ministre des affaires étrangères italien, Franco Frattini.

'*Les spéculateurs commençaient déjà à parler d'un 'lundi noir' pour l'Italie après le sommet vendredi. Cela prouve que l'attaque spéculative contre l'Italie était planifiée*, a estimé M. Frattini dans un entretien au journal Il Messagero. '*Et alors, franchement, si quelqu'un comme le président français Sarkozy dit que si nous n'avions pas sauvé la Grèce l'Italie aurait suivi, eh bien ceux qui n'en auraient pas déjà eu l'idée auraient lancé une attaque spéculative.*' (lemonde.fr 01.11)

2- Israël

Israël a accepté de reporter brièvement des opérations militaires de plus grande ampleur dans la Bande de Gaza afin que l'Egypte ait le temps d'essayer de convaincre les factions palestiniennes de cesser les tirs de roquettes sur le sud d'Israël, a affirmé mardi un responsable égyptien.

L'aviation israélienne a visé ces derniers jours des Palestiniens qui avaient tiré des roquettes depuis la Bande de Gaza, mais selon le responsable égyptien qui s'est exprimé sous couvert de l'anonymat, Israël a également prévu des opérations de plus grande ampleur.

Il a expliqué que l'Egypte avait demandé 24 heures pour essayer de pousser toutes les factions à convenir d'un cessez-le-feu. D'après lui, les autorités israéliennes ont accepté d'accorder au Caire un délai jusqu'aux environs de minuit mardi.

"*Une philosophie de sécurité ne peut pas reposer seulement sur la défense*", avait-il fait valoir le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou lundi au Parlement, estimant qu'elle devait aussi s'appuyer sur des capacités "offensives". (AP 01.11)

C'est un aveu qui signifie que même sans les roquettes du Hamas ou du Djihad islamique, il passerait à l'offensive contre le peuple palestinien. Il a aussi annoncé qu'il gelait provisoirement les fonds israéliens destinés à l'Autorité palestinienne, en représaille à la reconnaissance de la Palestine à l'Unesco, mais cela il ne l'a pas précisé.

Economie

1- Suisse

Credit Suisse a annoncé mardi une concentration accrue de ses activités et de nouvelles suppressions de postes en réponse à la mauvaise performance de sa branche investissement au troisième trimestre.

La banque d'investissement va accélérer son repositionnement et réduire de moitié d'ici à 2014 les actifs pondérés en fonction des risques, a annoncé le numéro deux de l'industrie bancaire en Suisse.

"*Toutes ces mesures ont pour but d'augmenter de 800 millions de francs d'ici à 2014 - hors croissance induite par le marché - la contribution de Private Banking au bénéfice avant impôts du groupe*", explique le directeur général Brady Dougan.

D'ici là, Credit Suisse engagera des mesures de réductions de coûts de deux milliards de francs en 2012 et 2013.

Celles-ci se traduiront par une réduction d'environ 3% des effectifs, soit près de 1.500 postes.

Ces suppressions de postes s'ajouteront aux 2.000 déjà annoncées fin juillet. Les avantages de cette initiative ne devraient se manifester qu'en 2012, ajoute Credit Suisse.

UBS avait précisé fin août qu'elle allait supprimer près de 3.500 emplois afin d'économiser environ deux milliards de francs d'ici la fin 2013.

Une réallocation des ressources est également prévue, à destination des grands marchés et des marchés à croissance plus rapide, notamment au Brésil, en Asie du Sud-Est, en Chine et en Russie, avec un chiffre d'affaires qui devrait passer à 25% en 2014, contre 15% en 2010.

L'afflux net de capitaux au niveau du groupe s'est élevé à 7,1 milliards et à 7,4 milliards de francs dans la banque privée. Dans la gestion d'actifs, Credit Suisse a enregistré des rentrées de 200 millions. (Reuters 01.11)

On a là tous les ingrédients pour comprendre l'évolution du capitalisme (mondial).

2- Etats-Unis

Pfizer, le premier groupe pharmaceutique mondial, a annoncé un bénéfice de 3,74 milliards de dollars (2,4 milliards d'euros). L'année précédente, à la même période, Pfizer avait enregistré un bénéfice de 866 millions de dollars.

Le chiffre d'affaires a progressé de 7% à 17,19 milliards de dollars. (Reuters 01.11)

Haut de page

Le 3 novembre

CAUSERIE

(Dernières infos)

Le référendum sur l'aide européenne à la Grèce devrait avoir lieu le 4 décembre, a déclaré mercredi le Premier ministre George Papandreou, se disant confiant dans une victoire du "*oui*".

"*Ce n'est pas le moment de vous donner la formulation exacte mais l'essence est que ce n'est pas seulement une question sur un programme, c'est la question de savoir si nous voulons ou pas rester dans la zone euro. C'est très clair, et cela doit l'être pour tout le monde*", a-t-il dit à la presse.

"*Je crois que nous aurons une réponse positive, je crois que le peuple grec veut que la Grèce reste dans la zone euro et je crois que ce référendum le montrera*", a ajouté George Papandreou. "*Je veux dire que nous aurons un 'oui'*".

Le président français et la chancelière allemande ont insisté pour que le référendum ait lieu d'ici début décembre, pour ne pas laisser la zone euro et les marchés financiers dans une incertitude prolongée. Ils ont appelé de leurs voeux un consensus de toutes les forces politiques en Grèce et estimé que la seule question qui devait être posée était de savoir si les Grecs voulaient ou non rester dans la zone euro.

"*Il est clair que la question qui se trouve posée c'est celle de l'avenir européen de la Grèce : la Grèce veut-elle ou non rester dans la zone euro*", a déclaré Nicolas Sarkozy. (Reuters 03.11)

La causerie du matin.

Parce que vous êtes passés à l'heure d'hiver, le décalage horaire avec l'Inde est de 4h30, quand il est 16h30 chez moi, il est midi chez vous, du coup le site est actualisé une heure plus tôt.

Ici cela ne servirait à rien de changer d'horaire, puisque l'hiver il fait nuit vers 18h et l'été vers 19h, il n'y a qu'une heure de différence.

A propos du site

Téléchargements en octobre 2011 : 1338, plus les fichiers simplement ouverts et lus.

535 documents différents téléchargés

2632 visites au total

Les 15 fichiers les plus téléchargés en octobre 2011 :

/tribune/cermtri_42.doc
/tribune/poi82.pdf (le congrès du POI du 2 octobre)
/tribune/IO169_2.pdf
/dossier/france_poi_031011.pdf
/tribune/ccit_121011.pdf
/textes/npa_300911.pdf
/courriel/mail58.pdf
/tribune/Lettre_president_3-10-11.pdf
/tribune/marx_pcf.pdf
/marxisme/broue_pbolch.pdf
/tribune/IO168_2.pdf
/tribune/congres_poi_021011.pdf
/service/laicite1.doc
/archives2010/societe_2009.pdf
/justice/justice78.pdf

Le combat contre l'UE ou le voile qui sert à masquer les illusions réformistes

Le M'PEP fait signer une pétition "*pour sortir le Traité de Lisbonne de la Constitution, afin de restaurer la souveraineté populaire et de pouvoir enfin mener de véritables politiques de gauche.* ."

"*Pour mener des politiques de gauche, il faut donc sortir de l'Union européenne ou pratiquer ce que le M'PEP nomme la « désobéissance européenne » en ôtant de la Constitution française toute référence au droit européen en général et au traité de Lisbonne en particulier.*"

"*sortir le Traité de Lisbonne de la Constitution*", ce n'est pas "*sortir de l'Union européenne*", laissons de côté cette approximation grossière. Et puis il reste tous les traités signés avec l'UE, dont celui de Maastricht instituant l'euro, la soumission à la BCE, etc.

Il est possible de faire une politique conforme aux intérêts du capital sans passer par l'UE, c'est la première chose. Ensuite, "*sortir le Traité de Lisbonne de la Constitution*" ou pratiquer la « *désobéissance européenne* » ce n'est pas vraiment la même chose.

Maintenant démontons le tour de passe-passe ou la manipulation contenue dans le premier paragraphe.

Il se compose de deux postulats qui sont faux. Le premier "*restaurer la souveraineté populaire*", le second "*pouvoir enfin mener de véritables politiques de gauche*". Que signifie restaurer la souveraineté populaire ? Qu'elle aurait déjà existé ? D'accord, mais

sous quelle forme ?

Avant de répondre à cette question, demandons-nous ce que signifie au juste la souveraineté populaire. Que la population sans distinction de classes serait appelée à se prononcer par le biais du suffrage universel, auquel cas son vote serait largement influencé par la propagande de la classe dominante et ses valets, ou que les exploités qui composent la majorité de la population auraient la possibilité de s'exprimer librement puisque tous les partis politiques disposeraient des mêmes droits ?

Dans le premier cas, la souveraineté populaire se confondra forcément avec les intérêts de la classe dominante qui se confondent à leur tour avec l'intérêt général en régime capitaliste, donc en guise de souveraineté populaire, du fait qu'en aucun cas elle ne pourrait porter atteinte aux fondements de la domination de la classe des capitalistes, la classe dominée devrait continuer de vivre dans un état de soumission. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que la majorité de la population ait acquis on ne sait pas quel miracle, un niveau de conscience politique qui lui permettrait de se saisir du programme de la révolution socialiste, impossible, grotesque !

Dans le second cas c'est plus simple, puisqu'il est impensable en régime capitaliste que tous les partis politiques disposent des mêmes droits, cela n'a jamais existé dans aucun pays du monde dans le passé.

Pour répondre à notre question, la souveraineté populaire n'a jamais existé que sous la forme de la souveraineté nationale dont le contenu se confond avec l'idéologie de la classe dominante, celle de la bourgeoisie, des capitalistes, voilà pour quoi milite le M'PEP.

En conclusion, la souveraineté populaire n'a rien à envier au concept d'intérêt général en régime capitaliste, il en est la forme politique pourrait-on dire, qui ne sert qu'à masquer la soumission de ses partisans à la classe dominante pour mieux y associer partis, syndicats et travailleurs dans la perspective de la mise en oeuvre d'une "*véritable politique de gauche*", qui, puisqu'elle ne reposerait pas sur la liquidation des fondements du capitalisme et ne suivrait pas l'abolition des institutions de la Ve République, ne pourrait pas aller au-delà de ce que peut supporter le régime, une "*véritable politique de gauche*" qui permettrait d'en assurer la survie ou d'en retarder la chute.

(Suite de ma causerie du 29 octobre sur le M'PEP)

Dans leur "*opinion*" sur le *Manifeste* de Marx et Engela, j'ai noté ceci qui nous donne une indication intéressante sur leur nature et leurs intentions : "*on ne peut s'empêcher de s'étonner de la pérennité de ce texte*", nous non, et nous ne sommes pas les seuls loin de là, ce qui prouve à quel point ils sont déconnectés ou plutôt étrangers à la classe ouvrière.

Le *Manifeste du parti communiste* a conservé toute sa fraîcheur hormis quelques passages à la marge, et les conclusions de ses auteurs sont d'une terrible actualité. C'est une oeuvre achevée géniale, alors pourquoi devrait-elle tomber dans l'oubli ? (A suivre)

Quand le POI fait la démonstration de son incapacité à aider les travailleurs à comprendre la situation et encore moins à en sortir.

L'analyse du POI dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°173) est en dessous de tout, misérable. Pire encore, il se fait l'écho du parti stalinien grec (KKE) qui demande des élections anticipées et rejette le référendum. En France, il n'y a que l'UMP sur cette position... et le PCF !

L'éditorial de Jean Markun (ex-PCF) est affligeant : "*Le peuple grec est contraint à subir les mesures d'austérité, malgré « l'annulation » d'une partie de la dette*", comme si les banquiers allaient vraiment y perdre quelque chose, quel manque de discernement, c'est lamentable, digne des commentaires que l'on trouvent dans la presse nationale aux ordres.

La Chronique de Yan Legoff vous pouvez la retrouver sous la plume de journalistes dans Libération, Le Monde ou Le Figaro, donc aucun intérêt. Excusez-moi, j'avais lu trop vite semble-t-il, il a écrit : "*Mais les travailleurs de Grèce, de France et de tout le continent, n'ont pas dit leur dernier mot.*" qu'on se le dise, nous voilà bien avancés, pitoyable, non, en fait j'avais bien lu.

L'article signé Christel Keiser et Dominique Ferré se résume à une revue de presse, toujours sans la moindre trace d'analyse politique permettant de mettre en perspective les tâches et les objectifs politiques que les travailleurs grecs doivent se fixer. Inutile.

L'interview d'Hélène Zografaké-Telemè, membre du bureau exécutif du syndicat des enseignants du secondaire (OLME), n'apporte aucun élément propre à dégager une perspective politique. On frôle le néant politique...

Quelle est la position du POI sur le référendum annoncé par Papandréou ? Vous n'en saurez rien, à croire qu'il est incapable d'en avoir une !

Je mets en ligne les trois pages d'*Informations ouvrières* où figurent des articles sur la Grèce, ainsi vous pourrez vérifier que

je n'invente rien, malheureusement.

Que pense le POI de la proposition d'élections anticipées en Grèce ? Même punition, vous n'en saurez rien, ils ont cessé de penser les dirigeants de ce parti, ils prennent le train en route ou suivent comme ils peuvent les événements, c'est bien triste d'en arriver là. Ils préfèrent une fois de plus ouvrir leurs colonnes au parti stalinien (KKE) ou à Synaspismos qui en est issu et qui tient des propos délirants qu'*Informations* ouvrières relaient sans ajouter la moindre remarque : "*Je pense que si Papandréou a fait cette annonce du référendum, c'est parce qu'il a peur de la suite, il a peur des prochaines élections, il a peur que son parti s'effondre...*" comme si entre sauver le régime ou sauver son parti il y aurait le moindre doute dans sa tête. Ils soutiennent le Pasok comme ils peuvent...

Au fait, pourquoi le POI qui depuis le MPPT (1985) avance le mot d'ordre de la défense de la démocratie ne s'est-il pas engouffré dans cette brèche pour défendre la tenu de ce référendum même si les termes de la question posée aux électeurs ne sont pas ceux que nous aurions choisis ? Parce que le parti de l'opposition se nomme la Nouvelle démocratie ? C'est dur de s'y retrouver ou d'expliquer cela aux travailleurs, n'est-ce pas ?

Ne serait-ce pas par hasard leur démocratie au rabais qui conduirait à la dictature ? Cette démocratie ne serait-elle pas déjà une dictature en réalité ? Personne ou presque ne le disait hier encore, personne n'y pensait ou n'osait le dire à haute voix par crainte de s'aliénier le soutien de petit-bourgeois en profitant largement, et voilà que cela nous tombe d'un seul coup sur la tête, et le travailleur lambda de se demander comment il avait pu croire si longtemps que cette démocratie était la forme achevée du pouvoir politique, alors qu'elle était l'antichambre de la pire dictature qui soit.

Que vive la démocratie ou que vive la dictature se confondent, embarrassant, on comprend.

Page 16, la "*Question à un honorable sénateur*", non pas la question qui tue, la question stupide par excellence posée par Michel Sérac à M. Placé, sénateur Europe Ecologie-Les Verts : "*...de quel côté êtes-vous ? Celui du maintien de la loi réactionnaire Balladur- Sarkozy, ou celui des élus locaux, de l'abrogation et de la démocratie ?*" à propos de la contre-réforme territoriale, comme s'il n'avait pas déjà signifié clairement, ouvertement à plusieurs reprises, le comble c'est que Sérac le précise dans son article, Placé combat au côté de l'UMP dans le camp de la réaction, à croire que pour Sérac il doit posséder une qualité exceptionnelle, un don d'ubiquité !

Qu'est-ce qu'il vous faut de plus comme faits, comme preuves supplémentaires pour que vous cessiez une fois pour toute de vous adresser à ces réactionnaires, douteriez-vous qu'ils le soient vraiment, souhaitez-vous que les travailleurs et les militants en doutent ou continuent d'en douter que vous ne vous y prendriez pas autrement. En quoi cela aide-t-il le niveau de conscience politique des militants et des travailleurs à progresser, on serait curieux d'entendre votre réponse.

Mais où le POI a-t-il la tête demanderez-vous ?

Réponse page 8 : "*La délégation des maires à l'Elysée se prépare*" ou page 9 "*Le POI propose de présenter des candidatures ouvrières*", lors d'une réunion organisée par le POI à Roquebrun (Hérault). Et sur quelle ligne politique : "*annulation de la dette, tout de suite maintenant*", ben voyons, encore un numéro d'illusionnsite, alors que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait prendre un décret l'annulant, mais cela ne figure pas dans ce compte-rendu ni sans doute dans l'intervention des militants du POI. Ils sont révolutionnaires, socialistes, trotskystes, etc. les jours de fête seulement, ponctuellement dans une déclaration ou lors d'un meeting mais surtout pas sur le terrain : place aux illusions et aux grandes manoeuvres !

Les camarades du POI (CCI) qui m'ont écrit qu'ils n'avaient pas progressé politiquement ou qu'ils n'étaient pas capables d'analyser la situation par eux-même après avoir milité deux ou trois décennies dans ce courant politique, et qui se demandaient surpris pourquoi ont la réponse ici.

Vous pouvez prendre absolument toutes les questions qui sont abordées dans leur journal, vous ne trouverez jamais expliqué sur quoi repose finalement leurs ananlyses, encore moins leurs positions en dehors de références à des enseignements théoriques que leurs dirigeants ont appris un jour par coeur et qu'ils répètent sans cesse comme un moulin à prières, apparemment sans les avoir jamais vraiment compris à fond. Je dis cela très simplement, sans animosité ou prétention aucune.

Quelle surprise !

Un article du figaro.fr du 19 juin 2011 intitulé *La Grèce envisage un référendum sur la rigueur*, disponible sur Internet.

- "*Le premier ministre Georges Papandréou, qui joue son maintien au pouvoir, a annoncé la tenue probable d'une consultation populaire à l'automne.*"

Ils ne disent pas que des conneries au Figaro

«*Lénine avait certainement raison. Il n'y a pas de plus subtil et plus sûr moyen de renverser les fondements d'une société que de corrompre sa monnaie*», prétendait Keynes, cité aujourd'hui par les économistes de l'UBS à propos des pays du sud de la zone euro.

Pour l'Europe, le risque est autant politique qu'économique et financier. (lefigaro.fr 02.11)

Pour comprendre ce que voulait dire Lénine il fallait effectivement ajouter la dimension politique à cette crise. Pour jeter un clin d'oeil au dernier ouvrage que Jean-Jacques Marie consacre à Lénine *La révolution permanente*, on pourrait dire que la révolution permanente prend ses racines dans une crise économique, qui devient sociale, puis politique...

Sur la situation en Grèce, suite

Je ne reviens pas sur ce que j'ai écrit hier. Rien à ajouter non plus. Je précise que j'avais exposé ma position sur le référendum annoncé et je n'ai aucune raison de la modifier. Attendons de voir la suite.

Papandréou

Hier son porte-parole a assuré qu'il avait «*informé ses partenaires de ses intentions*» de soumettre à référendum l'accord européen de sauvetage du pays - une affirmation que personne ne confirme en Europe -, tout en reconnaissant que la date de l'annonce était restée «*confidentiellel'hypocrisie*» de la droite grecque, accusée de dénoncer tout haut un accord qu'elle approuve tout bas. En clair, Papandréou a essayé de forcer l'union nationale.

Avant la réunion de Cannes, Papandréou assurait que la question porterait sur le plan de sauvetage et non sur la sortie de l'euro. (liberation.fr 02.11)

Je ne partage pas cette analyse, seule une défaite politique de la classe ouvrière pourrait le sortir d'affaire, provisoirement. Elle pourrait intervenir lors de ce référendum, on voit mal comment, lors d'élections anticipées, là aussi on voit mal comment puisque la majorité des Grecs savent qui n'ont de plus à attendre de la Nouvelle démocratie, le parti de droite équivalent de l'UMP. (lire la suite dans ma causerie d'hier)

Paris et Berlin

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont menacé mercredi la Grèce d'une suspension de l'aide européenne si Athènes n'acceptait pas d'appliquer tous les volets de l'accord conclu à Bruxelles jeudi dernier sur un sauvetage financier de ce pays.

"*Nous ne pouvons engager l'argent du contribuable européen (...) qu'à partir du moment où un certain nombre de règles (...) sont respectées*", a déclaré le président français lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière allemande.

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont déclaré, à l'issue d'une réunion avec George Papandréou, qu'une nouvelle tranche d'aide ne serait versée à Athènes que lorsque la Grèce aurait accepté de mettre en oeuvre tous les aspects du compromis de Bruxelles et quand toute incertitude sur le référendum annoncé par le Premier ministre grec sur cet accord aurait été levée.

Nicolas Sarkozy a précisé que la France et l'Allemagne voulaient une "*réponse définitive*" et "*accélérée*" à la crise de la dette grecque, passant par une application de ce compromis.

Selon le président français, George Papandréou a indiqué que le référendum pourrait avoir lieu "*autour du 4 ou 5 décembre*". (Reuters 02.11)

Commission européenne

Barroso a lancé hier soir «*un appel urgent et vibrant en faveur de l'unité nationale et politique en Grèce*» : «*Sans l'accord de la Grèce au programme de l'UE et du FMI, les conditions pour les Grecs seraient plus douloureuses, en particulier pour les plus vulnérables.*» (liberation.fr 02.11)

Zone euro

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) a décidé de suspendre une émission de dette à dix ans d'un montant maximum de trois milliards d'euros promis à l'Irlande, apprend-on mercredi de sources proches de l'opération.

Le fonds de sauvetage de la zone euro avait mandaté lundi Barclays Capital, Crédit agricole et JP Morgan, et les marchés s'attendaient à un prix d'émission et une adjudication mercredi.

L'opération devrait désormais être réalisée dans les deux semaines.

Depuis que les banques ont été mandatées pour l'émission, les conditions de marché se sont considérablement détériorées et la prime de risque exigée du FESF pour emprunter s'est accrue, en réaction à l'annonce en Grèce d'un référendum sur le plan d'aide européen.

L'obligation à 10 ans du FESF, qui se traitait à 75 points de base (pdb) au-dessus de la courbe des swaps quand les banques ont été mandatées se traite désormais 90 pdb au-dessus. (Reuters 02.10)

FMI

Les dirigeants européens sont déterminés à agir de façon coordonnée face à la crise dans la zone euro, a déclaré mercredi la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde. (Reuters 02.11)

On pourrait dire qu'elle enfonce des portes ouvertes, l'essentiel est ailleurs. Lagarde parlent au nom des "dirigeants européens" qui appliquent la politique décidée à Washington, CQFD. La preuve.

L'Union européenne et le Fonds monétaire international ne verseront pas la sixième tranche d'aide à Athènes, de huit milliards d'euros, tant que la Grèce n'aura pas organisé le référendum annoncé par le Premier ministre George Papandréou, a-t-on appris mercredi de sources proches du FMI et de l'UE.

"*Le conseil d'administration ne voudra pas verser d'argent à la Grèce pour se demander ensuite ce qui va se passer*", a déclaré la source du FMI. "*Le conseil voudra l'assurance que la Grèce respectera ses engagements et pour l'heure, Papandréou n'en est pas capable*."

Quant à la source proche de l'Union européenne, elle a déclaré que les pays de l'Union s'étaient alignés sur la position du FMI et qu'ils ne verseraient rien tant que le Fonds n'aurait pas obtenu de clarifications de la part de la Grèce. (Reuters 02.11)

Autres déclarations

L'intégralité de la classe politique et l'opinion publique s'interrogent encore sur les motivations de Georges Papandréou.

Pour Nikos Mourkogiannis, consultant économique international, «*au retour de Bruxelles, Georges Papandréou a réellement compris qu'il ne pourrait pas gouverner sans la volonté du peuple et sans l'aval de ses propres députés. La grogne sociale s'exprime à tous les niveaux*», explique-t-il. Les nombreuses grèves et manifestations nuisent sérieusement au fonctionnement de l'État. Les administrations, centre d'impôts ou hôpitaux tournent au ralenti au point de saboter la mise en œuvre des mesures d'austérité imposées par l'Union européenne et le Fond monétaire international.

Au sein de l'UMP, le député UMP des Yvelines, Jacques Myard donne raison à Georges Papandréou: "*Il a décidé de consulter le peuple, provoquant une vague de récriminations plus stupéfiantes les unes que les autres*". (lexpress.fr 02.11)

La causerie d'hier après-midi (en France) sur la situation en Grèce.

Le début de cette causerie est datée du 3 avec un peu d'avance, de façon a inclure les dernières nouvelles après l'annonce de la tenue d'un référendum en Grèce par le Premier ministre Papandréou.

Voici en quels termes ce référendum pourrait être concocté : vous avez le choix entre accepter l'accord conclu à Bruxelles le 27 octobre dernier qui est un moindre mal, et le refuser, ce qui signifierait sortir de l'euro et davantage d'austérité.

Puisque tous les dirigeants du vieux monde ne peuvent pas admettre que les Grecs pourraient rejeter l'accord du 27 octobre avec la formidable régression sociale qu'il entraînerait pour toutes les couches exploitées du pays, et surtout les conséquences politiques dans toute la zone euro, même si les termes de ce référendum ne laissent pas vraiment le choix aux Grecs, entre la peste et le choléra, il mérite d'être soutenu et d'appeler à voter contre l'accord passé entre Papandréou, l'Union européenne et le FMI, aux masses exploitées grecques ensuite de trouver la voie de l'unité et de l'organisation pour renverser le régime.

En votant contre l'accord de Bruxelles du 27 octobre, ils infligeront une défaite politique à ceux qui l'ont signé dans le dos des travailleurs grecs, ils ont besoin de cette victoire pour prendre confiance en eux et continuer le combat...

Papandréou

«*Le référendum fournira un mandat clair, mais aussi un message clair à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce sur notre engagement européen et notre appartenance à l'euro*», déclare Papandréou. «*Nous devons faire en sorte que les choses soient claires à tous points de vue, et je dirai au G20 (de mercredi, ndlr) qu'il leur faudra finalement adopter des politiques qui garantissent que la démocratie soit maintenue au-dessus des appétits des marchés*».

Son ministre de l'Intérieur, Haris Kastanidis, a déclaré par la suite que le référendum pourrait se tenir dès le mois de décembre.

"*Il y a une possibilité d'organiser le référendum avant janvier, en décembre*" si la Grèce et les partenaires internationaux se mettent d'accord sur les modalités de l'accord de l'aide plus rapidement que prévu, a-t-il déclaré à la télévision publique. (liberation.fr 02.11)

Le gouvernement grec

Le cabinet grec, réuni en session extraordinaire dans la nuit de mardi à mercredi, approuve «*à l'unanimité*» le projet de référendum. Le cabinet approuve aussi la décision de Papandréou de demander vendredi un vote de confiance du parlement. (liberation.fr 02.11)

OMC

«*Ce que me disent mes copains grecs, c'est que ce référendum peut être gagné. Les Grecs sont probablement capables d'apprécier que c'est ça ou quelque chose d'encore pire*», assure Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

Une sortie de la Grèce de la zone euro et l'abandon de la monnaie commune serait «plus douloureuse» pour les Grecs que les plans d'austérité successifs imposés au pays, en récession pour la 4e année de suite. (liberation.fr 02.11)

PS

François Hollande : «*le premier ministre grec soumet cette question référendaire au Parlement grec. C'est son droit. C'est la légitimité du peuple grec d'être consulté, si le Parlement l'accepte*».

«*Si le référendum n'est pas décidé, de toutes façons, il faudra reprendre la question grecque, car on a bien compris qu'elle n'était pas vraiment réglée y compris avec le dernier sommet européen.*» «*Il est tout à fait important que les Grecs soient mis devant leurs responsabilités, sous une forme ou sous une autre, référendum ou pas, et que les Européens soient conscients que la question grecque n'est pas aujourd'hui réglée*» (libération.fr 02.11)

Bref, que le peuple grec accepte ou non l'accord conclu lors du dernier sommet européen, il devra être appliqué et ils devront en subir les conséquences. Que disent Sarkozy, Merkel, Lagarde ? La même chose ou c'est plutôt lui qui leur emboîte le pas.

Papandréou est acculé, je pense qu'il n'a même pas la possibilité de poser cette question devant le Parlement.

Autres réactions

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble estime mercredi dans le *Financial Times Deutschland* que les Grecs soutiendront les réformes du gouvernement lors du référendum.

"*Si la Grèce accepte le fardeau et les efforts exigés par les programmes d'aide, s'ils veulent demeurer dans la zone euro, ils soutiendront le plan*", affirme-t-il. (Reuters 02.11)

L'annonce du référendum est «*une bombe lancée sur les marchés*», estime le gouverneur de la banque centrale de Taïwan. (liberation.fr 02.11)

La Chine espère que les pays de la zone euro appliqueront leur plan anticrise pour alléger la dette de la Grèce. (liberation.fr 02.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1-

Selon une étude présentée ce mercredi matin à Paris, le Cevipof, centre d'études de Sciences Po, en deux ans, la part de la population qui pense que leurs élus cherchent à tirer profit d'eux a augmenté de 12 points, tandis que 69% des Français estiment que les dirigeants politiques sont "plutôt corrompus". 83% jugent par ailleurs que leurs préoccupations sont peu ou pas prises en compte. Bref, c'est le désamour intégral.

"*On ne vote pas forcément pour les gens qu'on aime*", tempère Pascal Perrineau, le directeur du Cevipof, pour justifier deux chiffres paradoxaux avec ceux précités: 60% des personnes interrogées s'intéressent à la politique (contre seulement 55 en 2009) et près de 80% des sondés affirment qu'ils iront voter en 2012. Pour dire quoi? Qu'il y a trop d'immigrés en France (60%), qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres (73%), 58 % des Français demandent une régulation forte de l'économie (+6 points par rapport à décembre 2009) et qu'il faut réformer le système capitaliste (49%).

Depuis son pupitre, Pascal Perrineau qualifie la demande de protectionnisme de "vertigineuse". Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon président, alors?

Non, car 66% des Français n'ont jamais eu confiance en l'une comme en l'autre. Tandis que 56% d'entre eux se disent inquiétés par la présidente du Front national, qui, néanmoins, glane la palme du "*concernant*": avec 35% de gens assurant qu'elle comprend leurs problèmes, elle devance tous les autres responsables politiques nationaux.

Les deux grands perdants de l'étude, à écouter Pascal Perrineau, sont l'écologiste Eva Joly et le centriste François Bayrou. "Une fois de plus, on voit que les Verts n'ont pas choisi le bon candidat", juge le directeur du Cevipof, s'appuyant sur les seulement 8% de sondés qui ont "toujours eu confiance" en elle. Quant à Bayrou, il serait victime d'un "phénomène d'usure", pour s'être "trop banalisé". (lexpress.fr et lemonde.fr 02.11)

La confiance dans la gauche augmente de 12 points rapport à décembre 2009 pour se situer à 27 % alors que celle dans la droite baisse de un point à 21 %.

Voilà qui est bon signe, si une majorité estime que les élus des partis institutionnels et leurs satellites sont corrompus et se foutent bien de leurs problèmes, ils sont plus nombreux à s'intéresser à la politique, il ne leur reste plus qu'une étape à franchir pour prendre leur destin en mains, le plus difficile. On y vient, patience camarades.

Les 27% qui font "*confiance dans la gauche*" doivent correspondre au poids dans la société des couches de la petite-bourgeoisie les plus frappées par la cure d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement, ainsi que les couches moyennes.

1.2- Pour conserver les apparences... et préserver le régime

1.2.1- Le Sénat, à majorité de gauche, a rejeté mercredi en commission le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2012, jugeant «indigent, irresponsable et irréaliste» ce texte, d'abord soumis à l'Assemblée et que les députés devaient adopter en séance dans l'après-midi. (libération.fr 02.11)

1.2.2- Le Président du Sénat, prenant en compte la grogne des élus locaux face à la réforme des collectivités, avait fait de son abrogation l'argument principal de la campagne sénatoriale. La PPL Sueur, présentée le 26 octobre dernier, prévoit ainsi de renforcer les attributions des élus locaux.

Lancée par le gouvernement, la réforme territoriale devait achever, à marche forcée et sous la houlette des préfets, le regroupement des communes d'ici le 31 décembre 2011, sous la forme de schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI). La commission des lois avait ensuite décidé de repousser le délai de deux ans, et donné la main aux élus au détriment des préfets.

L'abrogation du conseiller territorial, élément symbolique et incontournable de la réforme voulue par Nicolas Sarkozy sera donc la prochaine étape. Un texte allant dans ce sens sera présenté le 15 novembre par le groupe communiste. (publicsenat.fr 02.11)

On s'en tape complètement, puisque c'est l'Assemblée nationale dominée par l'UMP qui aura le dernier mot. Cependant, on pourrait se servir de cet élément pour mettre en évidence l'aspect profondément antidémocratique des institutions de la Ve République, à l'opposée de la campagne du POI qui légitime le Sénat et Sarkozy.

1.2- La milice, le retour

Claude Guéant en visite lundi à Saint-Ouen a annoncé l'élargissement de la réserve de la police (anciens policiers et jeunes retraités) à tous les citoyens lambda. Ils seront formés et rémunérés pour mener des actions de sécurité. (20minutes.fr 02.10)

Commentaire d'un internaute.

- "*Charles Pasqua l'appelle à ses côtés, en 1994, au ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, comme directeur-adjoint de cabinet, puis le nomme directeur général de la police nationale. Tout est dit !*"

2- Israël

Israël serait en train d'envisager plus sérieusement que jamais une attaque préventive contre les installations nucléaires iraniennes. Depuis plusieurs semaines déjà, des diplomates étrangers s'alarment des préparatifs israéliens. L'éditorialiste Nahum Barnea du quotidien Yedioth Ahronoth a porté le débat sur la place publique en Israël vendredi dernier, en laissant entendre que Nétanyahou et son ministre de la Défense Ehoud Barak auraient déjà pris la décision de lancer une attaque contre l'Iran.

Barak a précisé lundi qu'aucune décision n'avait été arrêtée. Sans vraiment convaincre, puisqu'il a ajouté le lendemain à la Knesset qu'il pouvait y avoir «des situations sensibles dans lesquelles Israël devra défendre ses intérêts vitaux de façon indépendante».

Mercredi, le quotidien Haaretz, citant une source officielle israélienne, confirmait que Nétanyahou et Barak s'efforçaient de convaincre une majorité au sein du cabinet, et que Liberman, le ministre des Affaires étrangères, se serait déjà rallié à cette option.

S'il reste difficile de mesurer à quel point ces rumeurs sont fondées, la possibilité d'un raid israélien contre les installations nucléaires iraniennes est loin d'être une simple spéculation.

Israël a déjà par deux fois lancé des attaques surprises contre des sites nucléaires au Moyen-Orient. En 1981, l'aviation israélienne avait détruit le réacteur irakien d'Osirak, puis, en septembre 2007, une installation nucléaire secrète en Syrie.

Dans les deux cas, les raids n'ont été précédés d'aucune escalade verbale ou diplomatique, ni par un débat public. Ces opérations ont été chaque fois décidées par le cabinet restreint.

Les précédents chefs sécuritaires israéliens, Meir Dagan au Mossad, Gabi Ashkenazi, à l'état-major, Amos Yadlin à la tête d'Aman, le renseignement militaire, et Yuval Diskin au Shin Beth, les services de sécurité intérieure, opposés à une aventure militaire contre l'Iran, ont tous été remplacés au cours de l'année écoulée. Leurs successeurs, Tamir Pardo, Benny Gantz, Aviv Kochavi et Yoram Cohen, ont été nommés par Nétanyahou, et ne pèsent pas autant que leurs prédécesseurs.

L'Agence internationale pour l'énergie atomique devrait rendre un rapport important sur le programme nucléaire iranien la semaine prochaine. De nouvelles sanctions pourraient cependant se heurter à l'opposition de la Chine et de la Russie.

Les opérations secrètes, attribuées au Mossad, ont elles aussi considérablement ralenti le programme. Au moins trois savants atomistes iraniens ont été assassinés mystérieusement au cours des deux dernières années. Un étrange virus informatique, Stuxnet, a déréglé les centrifugeuses produisant de l'uranium enrichi. De tout aussi mystérieuses explosions ont saboté des installations souterraines iraniennes en octobre 2010. Mais les actions clandestines, dont Meir Dagan avait été le grand ordonnateur sont partielles.

Benyamin Nétanyahou, qui répète depuis sa réélection en 2009 qu'un Iran nucléaire ferait peser sur Israël une menace existentielle, et Ehoud Barak, son ancien supérieur quand il servait au commando Sayeret Matkal, forment un tandem étroitement soudé. Ils ne peuvent décider seuls d'une opération contre les sites nucléaires iraniens, qui, par son ampleur, sa difficulté, et par les risques de conflagration régionale qu'elle comporte, serait sans précédent. Mais ils peuvent peser de tout leur poids en sa faveur s'ils considèrent qu'elle devient inévitable. (lefigaro.fr 12.11)

3- Leur monde

Le monde ne tourne pas rond. Et va de plus en plus mal. Imaginer qu'il y a sur cette terre 1,5 milliard de personnes en surpoids pour 925 millions d'autres souffrant de la faim crée un malaise certain, selon les statistiques de la Fédération internationale de la Croix-Rouge, publiées fin septembre en Inde.

«*Si la libéralisation des marchés a abouti à une situation où 15% de l'humanité a faim tandis que 20% est en surpoids, il y a quelque chose qui n'a pas marché quelque part*», a souligné le secrétaire général de l'organisation, Bekele Geleta.

En trente ans, l'obésité a doublé dans le monde. Et les enfants de moins de 5 ans sont de plus en plus touchés, selon l'OMS.

En Afrique, le nombre d'obèses dans cette catégorie d'âge a bondi, passant de 4 millions en 1980 à 13,5 millions en 2010, soit de 4% à 8,5% de l'ensemble des enfants de cet âge. Contrairement à leurs parents, ces enfants consomment dès le plus jeune âge beaucoup plus d'aliments industriels qui contiennent beaucoup de graisses et de sucre et passent leur temps libre devant la télévision.

Les boissons gazeuses, le fameuses «sucreries», sont redoutables. Dans les familles des classes moyennes africaines, elles tendent à remplacer l'eau à table. Logiquement, les maladies cardio-vasculaires et le diabète enregistrent des hausses foudroyantes. Pour de nombreux jeunes, l'accession à la modernité occidentale passe par la «junk food», la malbouffe.

La sécheresse frappant la Corne de l'Afrique et la famine qui menace12 millions de personnes a aujourd'hui disparu des écrans radars de l'actualité mondiale, même si la situation reste alarmante. Le monde a montré peu de solidarité pour les petits Somaliens qui lui tendaient la main. Cette indifférence a été constatée en Occident mais aussi dans les pays arabo-musulmans (à l'exception notable de la Turquie), en Chine et même dans le reste de l'Afrique. Ce manque de solidarité envers la Somalie, dévastée par 20 ans de guerre civile, écartelée entre chefs de guerre sanguinaires et miliciens shebab fanatiques, en dit long sur l'état du monde en 2011.

Mais il n'y a pas que la Somalie qui crie famine, la malnutrition augmente en République démocratique du Congo (RDC), au Burundi et dans toute la bande sahélienne.(Slateafrique.com)

Tous les matins en pensant aux derniers méfaits du vieux monde contre les peuples les plus faibles que je vais découvrir sur Internet, j'ai vraiment envie de gerber et bien davantage encore... L'air de rien, on s'en prend plein la gueule tous les jours, ce n'est pas une raison pour déprimer ou se laisser aller, au contraire cela doit nous aider à nous forger un caractère de fer, à renforcer notre détermination à combattre pour en finir avec ce vieux monde pourri.

Pour rappel, dans le monde toutes les six secondes, un homme, une femme ou un enfant meurt de faim ou de malnutrition.

Social

France

1- Le Moyen-Age ou la barbarie

Une femme SDF, vivant sous une tente avec son mari dans une rue de Paris, a accouché mardi d'une petite fille dont le décès a été constaté à 13H50 malgré l'intervention des pompiers et du Samu, a-t-on appris de source policière.

Selon le collectif les Morts de la Rue, le couple vivait depuis peu sous une tente, rue de l'Observatoire dans le XIVe arrondissement et il n'était pas connu des services habituels de maraude.

Selon des éléments recueillis à la mairie de Paris, la mère est âgée de 38 ans, le père, 39 ans et ils sont tous les deux nés en France. On ignore si l'enfant était mort-né.

Dans la capitale, faute d'alternative, une trentaine de familles sans-abris sont encore hébergées par les services d'urgence des hôpitaux de Paris. Un constat qui inquiète alors que, le gouvernement a finalement renoncé à ses restrictions budgétaires. Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au Logement avait, en effet, au début de l'été dernier, annoncé que 4500 places d'hébergement d'urgence allaient être supprimées au profit de l'accueil dans des logements.

L'annonce avait provoqué la grogne des associations, le Samu social en tête, qui avait fermé son seul centre parisien. En signe de protestation, le docteur Xavier Emmanuuelli, fondateur du Samu social, avait même démissionné. La crise avait finalement été résolue dans le courant du mois d'août. La mairie de Paris se substituant au gouvernement en finançant les places d'accueil: pour l'esssentiel des nuits dans des hôtels de la capitale et de sa banlieue.

Reste que ce si le financement de l'hébergement d'urgence parait, pour l'heure, revenu à son niveau antérieur, il n'assure pas pour autant l'hébergement de tous comme le prouve la présence de familles dans les services hospitaliers qui offrent un dernier refuge.

Les services sociaux et et les associations d'aide aux SDF sont, il est vrai, confrontés désormais à un "public" très différent. A sa création, il y a dix huit ans, le Samu social venait essentiellement en aide à des SDF "classiques" - clochards, zonards cassés par la rue... Depuis, cette population a cédé la place à des familles, des mineurs et beaucoup de femmes seules accompagnées d'enfants.

En 2010, la capitale comptait ainsi 3700 familles SDF, soit 11 200 personnes contre 3000 en 2009. Conséquence de la crise et de l'arrivée d'une immigration récente issue des pays de l'Est où d'Afrique sub-saharienne, cette détérioration de la situation ne

paraît pas devoir s'interrompre. Et la baisse annoncée des crédits européens pour le financement des associations distribuant de la nouriture aux plus démunis n'est pas de nature à améliorer le sort des plus pauvres. (libération.fr et lexpress.fr 02.11)

2- Quel Jenni ! Des intellectuels bien mal inspirés.

"*L'Art français de la guerre*", premier roman d'Alexis Jenni, aux éditions Gallimard, a reçu mercredi le prix Goncourt, le plus prestigieux des prix littéraires français.

Sur les six dernières années, les prix Goncourt ont été vendus à 400.000 exemplaires en moyenne, d'après une étude de GfK. (Reuters 02.11)

Economie

Portugal

Le Portugal emprunte 1,244 milliard d'euros en bons du Trésor à trois mois, à des taux d'intérêt en légère hausse par rapport à la dernière opération similaire: l'Etat portugais est parvenu à placer ces titres au taux de 4,997%. (liberation.fr 02.11)

Le double de l'Allemagne.

Haut de page

Le 4 novembre

CAUSERIE

Il est déjà 13h30 chez moi, 9h chez vous, trop tard pour corriger les fautes. L'actualisation du site m'a pris 6h ce matin. Il faut en vouloir, n'est-ce pas, surtout dans un environnement aussi hostile ou si peu fraternel, je parle du mouvement ouvrier français et son avant-garde. J'ai ajouté deux articles en ligne, dans la rubrique économie et politique.

Quel boulot ! A part un courriel d'encouragement reçu d'un camarade hier, aucune contribution politique ou simple réflexion sur le développement de la situation en Grèce, donc on s'en passera. Vous ne voulez pas prendre de risques, vous avez raison, c'est le meilleur moyen de ne jamais progresser ! Vous craignez quoi, qu'on vous juge, il n'y a pas de procureurs parmi nous. J'ai donc décidé d'en prendre et tant pis pour les erreurs, on rectifiera plus tard s'il y a lieu.

Entre nous, ce matin en prenant connaisance des dernières rebondissements intervenus hier après-midi en Grèce, il m'a fallu moins de cinq minutes pour en comprendre la signification qui n'entraîne qu'une légère modification de la tactique que j'avais développée depuis l'annonce d'un référendum, et aucune sur le plan stratégique, le combat devant être axé contre les institutions.

Pour rappel, nous avions soutenu l'idée d'un référendum en indiquant que le peuple grec pourrait s'en saisir pour infliger une défaite à la fois au gouvernement Papandréou, au Pasok et à la Nouvelle droite qui soutient l'accord de Bruxelles du 27 octobre, en précisant que les masses exploitées avaient besoin d'une victoire politique pour prendre confiances en elles et amplifier leur mobilisation, processus au cours duquel elles devaient s'organiser et centraliser toutes les couches déjà mobilisées afin de se doter d'un organisme politique indépendant de l'Etat dans la perspective du renversement des institutions.

Du reste, il faut préciser que l'alternative qui aurait été proposé aux Grecs à travers ce référendum, rester ou sortir de l'euro et de l'Union européenne, si elle était interprétée comme devant choisir entre la peste et le choléra, parce que dans les deux cas, conserver l'euro ou revenir au drachme se traduirait de toutes manières par d'immense sacrifices pour le prolétariat grec, cette interprétation de l'enjeu de ce référendum dans un sens ou dans l'autre s'inscrivait dans la perspective du maintien du régime capitaliste et des institutions et correspondait à l'idée que s'en faisait les opposants à ce référendum, ne pouvant concevoir ou interdisant à la classe ouvrière toute issue politique conforme à ses intérêts une fois rompu les liens avec l'Union européenne.

Et ce n'est pas un hasard si les principaux partis politiques en Grèce (PASOK, KKE et Nouvelle démocratie), l'UE et tous les chefs d'Etat présents au G20 se sont prononcés contre la tenue de ce référendum. Même constat en France, sans exception, et ceux qui ont déclaré qu'ils y étaient favorables, à "gauche" se sont empressés d'ajouter que c'était dans l'espoir que le oui l'emporterait, quant aux souverainistes et à l'extrême droite, les premiers l'ont soutenu parce qu'ils rêvent de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers pour revenir à la situation où les Etats dominants il y a un demi-siècle ou davantage dominaient le monde et non pour que le prolétariat s'émancipe du capital, les seconds l'on soutenu dans la même perspective mais sans y

croire vraiment, tout en étant animés d'une autre intention, se préparer politiquement et préparer les conditions d'un affrontement entre les différentes nations en Europe dans la foulée de l'éclatement de l'économie mondiale, le fascisme demeurant le dernier rempart du régime contre la révolution socialiste.

Tous ceux qui se sont prononcés contre ce référendum ou qui par leur silence s'y sont opposés, se sont dressés comme un seul homme pour soutenir le régime en Grèce et l'Union européeen en proie à une crise inextricable, qui lui sera fatale à terme.

Une question. Comment se fait-il que les pourfendeurs du consensus UMP-PS en France , PASOK-Nouvelle Démocratie en Grèce n'aient pas saisis cette occasion pour soutenir l'idée d'un référendum une fois annoncé par Papandréou ?

- Georges Papandréou s'est dit prêt "*à parler avec le chef de la droite (Nouvelle Démocratie) Antonis Samaras pour avancer sur la base d'un (gouvernement) de consensus*". (lepoint.fr 03.11)

Le choix était donc très clair entre la recherche d'un consensus pour imposer l'accord du 27 octobre et le référendum qui aurait signifié son rejet, et la réponse devait être spontanée. Ceux qui n'ont pas appuyé le référendum dont Papandréou dira qu'il "*n'a jamais été une fin en soi* se sont placés d'eux mêmes dans le camp de ceux qui cherchaient à tout prix les moyens de réaliser un consensus. Les camarades du POI feraient bien de s'interroger sur les réelles intentions de leurs dirigeants ou sur l'orientation politique de leur parti, si je peux me permettre de formuler un conseil.

Sarkozy, Merkel, Barroso, Lagarde, Obama et l'ensemble des dirigeants des principaux partis politique en Grèce peuvent être satisfait, au-delà de l'union nationale en Grèce, ils ont réussi à réaliser l'union internationale de tous les partis bourgeois et ouvriers contre la classe ouvrière grecque et au-delà contre l'ensemble prolétariat européen.

Dans ces conditions, on voit mal comment le prolétariat grec pourrait s'en sortir, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il va se résigner du jour au lendemain à subir de nouveaux sacrifices. Quelles tâche et perspective politique pouvons-nous lui proposer ?

Sur le plan tactique.

La tenue d'un référendum ayant épouvanté tout ce que compte de réactionnaires et de contre-révolutionnaires la Grèce, n'étant pas sur place pour juger de la situation, il semble que se battre pour qu'il ait lieu soit une position correcte, en même temps si aucune organisation ou parti politique ne relaie ce mot d'ordre, on ne voit pas comment les masses pourraient s'en servir pour amplifier leur mobilisation et lui donner une orientation politique correcte. C'est aux camarades révolutionnaires sur place d'en juger.

Si maintenant il fallait abandonner la revendication d'un référendum, il faudrait peut-être attendre de voir ce qui va se passer dans les heures et les jours à venir pour définir une nouvelle tactique. Cependant on peut s'y risquer avec les quelques éléments en notre possession qui permettent d'entervoir la situation qui se dessine dans les prochains jours.

Quels sont ces éléments et les différents scénarios envisagés par le PASOK et la Nouvelle démocratie ?

Commençons par la liste de ces éléments, on verra ensuite comment ils peuvent s'articuler : vote négatif ou positif au Parlement ce jour, dissolution ou non du Parlement, démission de Papandréou, élections anticipées, union nationale avec ou sans Papandréou, gouvernement de transition formé par la Nouvelle droite sous la direction de Papandréou.

Faisons un point avec les dernières infos qui nous sont parvenus.

George Papandréou a conclu un accord avec ses ministres par lequel il s'engage à démissionner et à laisser la place à un gouvernement de coalition s'ils l'aident à remporter vendredi un vote de confiance au parlement grec, a-t-on appris jeudi de sources gouvernementales.

L'opposition conservatrice exige pour sa part le départ du chef du gouvernement et la tenue d'élections législatives anticipées dans un délai de six semaines.

(A Papandréou, plusieurs ministres emmenés par Evangelos Venizelos, le titulaire du portefeuille des Finances) "*Il lui a été dit qu'il devait se retirer dans le calme afin de sauver son parti*", a dit l'une de ces sources gouvernementales grecques à Reuters, sous le sceau de l'anonymat. "*Il a accepté de démissionner.*"

"*Venizelos lui a dit qu'il devait effectuer une sortie honorable à la fois pour lui et pour son parti et que les ministres l'aideraient en ce sens*", a-t-on dit de même source. "*Cela à condition qu'il survive au vote de confiance, ce qui n'est pas du tout certain.*"

Un ministre présent à la réunion a déclaré que George Papandréou avait accepté le principe de sa démission à la suite d'un accord

de coalition avec Nouvelle Démocratie, le parti conservateur d'opposition emmené par Antonis Samaras.

"*C'était ça l'accord*", a dit ce ministre ayant requis l'anonymat. "*Les choses s'avèrent difficiles maintenant parce que Samaras fixe toutes les conditions.*"

Selon des sources internes à Nouvelle Démocratie, le parti conservateur envisage la formation d'un gouvernement de techniciens chargé de diriger le pays pendant un mois à six semaines et il pose comme condition essentielle la démission de George Papandréou.

"*Nous ne demandons même pas d'avoir nos représentants au sein de ce gouvernement. En fait, la meilleure solution serait qu'il soit totalement apolitique*", a dit un responsable de Nouvelle Démocratie.

Au sein du gouvernement, on dit que les dirigeants socialistes engageront les négociations sur un mandat de six mois pour ce gouvernement, afin d'obtenir au bout du compte une durée de trois mois.

Les deux camps sont d'accord pour que ce gouvernement ratifie l'accord conclu le 27 octobre à Bruxelles avant de conduire le pays jusqu'à des élections.

Un peu plus tôt jeudi, George Papandréou a déclaré qu'il était prêt à renoncer à son projet de référendum si l'opposition était pour sa part disposée à soutenir au parlement l'accord conclu à Bruxelles.

Le référendum "n'a jamais été un objectif en soi", a-t-il dit, en assurant que, si une telle consultation devait avoir lieu, elle ne porterait pas sur la maintien ou non de la Grèce dans la zone euro.

George Papandréou s'est pour sa part félicité d'avoir, par sa proposition, débloqué la situation politique et contraint Antonis Samaras à soutenir l'accord de Bruxelles.

"*Je suis ravi que l'ouverture de la discussion via le projet de référendum ait provoqué un choc positif*", a-t-il dit. "*Si l'opposition vient à la table des négociations pour soutenir le plan de sauvetage, alors un référendum n'est pas nécessaire.*"

Dans un communiqué, Antonis Samaras a demandé "*la formation d'un gouvernement de transition, temporaire, avec un mandat exclusif pour convoquer des élections, et (...) la ratification du plan de sauvetage par le Parlement actuel*".

"*Là où nous en sommes arrivés, à cause de la politique du gouvernement, le nouvel accord de financement est inévitable et doit être garanti*", a-t-il ajouté, revenant sur ses précédentes prises de position jusqu'alors hostiles aux nouvelles mesures d'austérité. (Reuters 04.11)

Avant de poursuivre, il faut noter que tous les partis grecs institutionnels appellent à des élections anticipées, alors que ce mot d'ordre n'a jamais été repris par la majorité des manifestants depuis des mois.

Partant de là, au moins trois scénarios institutionnels sont possibles.

1- Papandréou n'obtient pas la majorité aujourd'hui au Parlement et il démissionne. Je n'ai pas la Constitution grecque sous les yeux, mais si c'est le Président de la République qui nomme le Premier ministre, il peut nommer à sa place le ministre des Finances, Evangelos Venizelos, qui enterrera définitivement le référendum et formera un gouvernement d'union nationale ou un gouvernement de transition composé uniquement de membres de Nouvelle Démocratie. Le scénario idéal pour eux.

2- Papandréou n'obtient pas la majorité au Parlement et le dissout en appelant à des élections anticipées. Problème, l'accord sur les décisions arrêtées le 27 octobre à Bruxelles est repoussé d'au moins un mois, après la formation d'un nouveau gouvernement, alors qu'il y a urgence du côté de la trésorerie de l'Etat.

3- Papandréou obtient la majorité au Parlement et s'aligne sur les positions de son ministre des Finances citées ci-dessus. Pas sûr que cela suffise, la Nouvelle Démocratie exige sa tête.

J'ajoute plus tard cette précision tirée d'un article de Libération.fr :

- "Selon la constitution grecque, une démission du Premier ministre n'entraînerait pas forcément la tenue d'élections législatives anticipées, mais déclencherait la recherche d'une majorité gouvernementale dans un délai maximal de neuf jours.

Si une majorité n'est pas possible au sein du Pasok (socialiste), le président de la République peut essayer de former

un gouvernement de coalition avec des représentants de l'opposition, ou de l'ensemble des partis représentés au parlement."

Bref, toutes les combinaisons sont possibles du moment qu'elles concourent à sauver le régime, on s'en doutait !

Quel que soit le scénario institutionnel qui va découler du vote aujourd'hui au Parlement, la question est de définir une tactique à partir du rejet de la politique d'austérité concoctée par l'UE et le FMI, approuvée par le gouvernement, le PASOK et la Nouvelle Démocratie, donc contre l'union nationale.

La classe ouvrière ne pouvant plus se saisir du référendum, elle doit se donner pour objectif de s'organiser et de rassembler ses forces, de les structurer de l'échelon local jusqu'au niveau national pour résister au rouleau compresseur de l'union nationale, en ajoutant à ses revendications sociale des objectifs politiques, dont l'annulation de l'accord de Bruxelles que le prochain gouvernement signera, condition indispensable pour entrevoir une issue politique correspondant à ses besoins.

Sur le plan stratégique.

Le combat doit se concentrer contre les institutions inféodées à l'Union européenne et au FMI.

Des institutions qui ont démontré à travers cette expérience et les partis qui les dominent, qu'elles étaient au service du capitalisme qui les avait créées, et par conséquent qu'il était impossible qu'elles soient également au service des masses exploitées.
En conclusion, la classe ouvrière doit se donner pour objectif politique de se doter de ses propres organes de pouvoir politique indépendant de l'Etat afin de renverser les institutions en place et de constituer un gouvernement ouvrier révolutionnaire, la seule solution pour pouvoir rompre avec l'euro et l'Union européenne, annuler la dette de l'Etat, abroger toutes les mesures antisociales adoptées par le gouvernement et votées par les députés au cours des dernières années, s'attaquer aux fondements du capitalisme afin de pouvoir réorganiser la production et la société sur la base des besoins de toutes les couches exploitées qui constituent l'immense masse de la population.

Nous nous arrêterons là pour aujourd'hui. Vous voyez camarades, ce n'est pas si compliqué que cela de définir une tactique et une stratégie conforme aux intérêts des travailleurs grecs qui permet de faire un pas en avant vers le socialisme.

Les dirigeants du POI, du NPA et de LO en sont apparemment incapables, un simple constat.

Je ne sais pas si les militants se rendent vraiment compte de ce que cela signifie, je ne le pense pas : lorsque dans le feu de l'action il faut analyser la situation avec le plus de précision possible et d'urgence prendre des décisions dont peut découler l'évolution de la situation dans un sens ou un autre, ils pointent aux abonnés absents. Ils ne peuvent pas s'en remettre à des principes ou réciter des enseignements du marxisme appris par coeur, ils sont réduits au silence, à l'impuissance, au rôle d'observateurs.

Déclarations sur la situation en Grèce

Papandréou

Jeudi, Georges Papandréou a annoncé être prêt à retirer son projet, à condition que la droite vote le plan de sauvetage européen. "*Même si nous n'allons pas à un référendum, qui n'a jamais été une fin en soi (...), je salue la position du parti de l'opposition*", a-t-il déclaré dans un communiqué.

Georges Papandréou s'est dit prêt "*à parler avec le chef de la droite (Nouvelle Démocratie) Antonis Samaras pour avancer sur la base d'un (gouvernement) de consensus*". Il a proposé que deux de ses proches, "*le ministre des Transports Dimitris Reppas et son conseiller Nikos Athanassakis, se chargent des négociations avec des responsables du parti de droite sur cette base*". "*Je crois en ce moment historique que les partis politiques peuvent se mettre d'accord*", a souligné Georges Papandréou.

Plus tard dans l'après-midi, le chef du gouvernement a toutefois déclaré que des élections anticipées seraient "catastrophiques" pour la Grèce. (lepoint.fr 03.11)

Selon Le Figaro. Le premier ministre a fait une nouvelle fois marche arrière. Face à son groupe parlementaire, Papandréou a annoncé qu'il n'organiserait ni élection - estimant qu'elles constitueraient une «*catastrophe*» -, ni référendum - «*qui signifierait la sortie de l'euro*». Mais il s'est dit toujours disposé à dialoguer avec l'opposition pour «*mettre en œuvre le plan d'aide de l'Union européenne*». (lefigaro.fr 03.11 à 23h27)

Nouvelle Démocratie

Le matin même, Antonis Samaras avait proposé la formation d'un gouvernement de transition qui aurait comme mission la ratification en premier lieu de l'accord européen avant le déroulement des élections législatives anticipées. "*Là où on en est arrivé*

avec la politique du gouvernement (socialiste), le nouvel accord sur la poursuite de l'aide à la Grèce est inévitable et il faut le garantir", a déclaré Antonis Samaras. (lepoint.fr 03.11)

Le chef de l'opposition conservatrice grecque a appelé à la démission du Premier ministre socialiste Georges Papandréou jeudi et a claqué la porte du Parlement avec son groupe pendant le débat sur le vote de confiance au gouvernement prévu vendredi. (AP 03.11)

PASOK

Un petit groupe de députés du Pasok en Grèce prépareraient une proposition pour former un gouvernement de coalition avec à sa tête Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), a-t-on appris jeudi de sources proches de la formation politique.

La directrice de cabinet de George Papandréou a toutefois assuré que le Premier ministre n'avait nullement l'intention de démissionner. (Reuters 03.11)

Sarkozy

"*En tout cas nous sommes très heureux qu'il se trouve suffisamment de responsables politiques en Grèce pour avoir compris le message et se hisser au dessus des intérêts partisans pour parler d'intérêt national*". (AP 03.11)

L'intérêt national se confondant naturellement avec celui de l'aristocratie financière, tandis que les "intérêts partisans", entendez ceux des travailleurs devaient être foulés aux pieds, normal en sorte de sa part.

La Bourse

L'éventualité de voir Athènes renoncer au référendum annoncé par surprise lundi soir semblait rassurer les investisseurs: alors qu'ils avaient ouvert en baisse, les marchés européens étaient en nette hausse en début d'après-midi.

G20

Sarkozy.

«*Les pays en excédent témoignent de leur volonté d'aider la croissance mondiale*», a déclaré le président français (20minutes.fr). Avec la chancelière Angela Merkel, "*nous avons indiqué la volonté européenne d'aller très vite dans la mise en oeuvre du FESF*", le Fonds européen de stabilisation financière chargé d'aider les pays en difficulté, a-t-il rappelé. (AP 03.11)

Pas de bol, le président chinois a martelé une nouvelle fois qu'il ne mettrait pas un centime dans le FESF avant d'être assuré qu'il n'y laissera pas des plumes ! Sarkozy a avoué à sa manière qu'il y a comme un problème sur cette question sans craindre de se contredire et de se ridiculiser, il a une trop haute idée de lui-même pour cela, en précisant «*il faut mettre d'accord beaucoup de gens*». (20minutes.fr) C'est plus facile à se mettre d'accord sur la question de la dette grecque quand on est deux, lui-même et Merkel, les autres chefs d'Etat de la Zone euro ou de l'UE comptent pour du beurre, ils ont dû apprécier !

De son côté, le Premier ministre japonais, Yoshihiko Noda, a affirmé attendre des détails concrets avant de décider ou non de participer au renflouement de la zone euro. (liberation.fr 03.11)

Même punition concernant la taxation des transactions financières, "*moralement absolument incontournable*" mais physiquement "*absolument*" contournable !

Une taxe sur les transactions financières est "*"moralement absolument incontournable*", a jugé jeudi le président français Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse au sommet du G-20 à Cannes.

"*Inutile de vous dire qu'il n'y a pas consensus*", a précisé le président. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni notamment s'opposent à une telle taxe. (AP 03.11) Pas de bol décidément, bref encore un sommet pour des prunes ou presque !

BCE. Mario Draghi issu de Goldman Sachs n'a pas perdu de temps : Cadeau !

La Banque centrale européenne (BCE) a, contre toute attente, réduit ses taux directeurs d'un quart de point jeudi, les préoccupations liées à l'aggravation de la crise de la zone euro l'ayant emporté sur une inflation toujours élevée.

Le taux de refinancement, son principal taux directeur, est ainsi ramené à 1,25%. Le taux de facilité de dépôt est ramené à 0,5% et le taux de prêt marginal revient à 2,0%.

L'annonce de la BCE a donné un coup de fouet aux Bourses européennes. (Reuters 03.11)

La BCE va pouvoir prêter aux banques à un taux encore plus faible, histoire entre autres d'amortir les "*pertes*" subies avec les obligations grecques, etc

Les Banques. Sauve-qui-peut et grandes manoeuvres!

Les banques, en particulier BNP Paribas et ING, ont décidé de se délester de milliards d'euros de dette souveraine de la zone euro, afin de réduire leur exposition aux pays jugés les plus fragiles de la région.

D'autres établissements financiers devraient leur emboîter le pas, échaudés par la crise de la zone euro, encore accentuée par les spéculations sur une sortie de la Grèce de l'euro, ce qui dévaloriserait la dette publique de la République hellénique.

"*La valeur de marché de la dette des pays qui sont surveillés de plus près devrait baisser encore avec le désengagement des banques vis-à-vis de la dette souveraine*", a observé mercredi Charles Dallara, directeur général de l'Institut de la finance internationale (Ifi).

Le gouvernement français a demandé à la banque de ne pas vendre la dette grecque qu'elle détenait, afin de ne pas contribuer à la déstabilisation de la zone euro, rapporte un banquier senior, qui n'a pas voulu être identifié.

Au-delà de la contraction de 2,2 milliards d'euros de son portefeuille de dette espagnole, ramené à 0,5 milliard, BNP a réduit son portefeuille d'un milliard sur la dette française, à 13,8 milliards, et de 1,4 milliard sur la dette allemande, à 2,5 milliards d'euros.

De la même manière, le groupe financier ING a annoncé jeudi avoir réduit ces quatre derniers mois de 5,4 milliards son portefeuille de dette grecque, italienne, irlandaise, portugaise et espagnole. La banque néerlandaise a passé notamment une charge de 467 millions d'euros sur ses créances souveraines grecques.

Parmi les acquéreurs peuvent figurer des fonds alternatifs, mais la Banque centrale européenne devrait être de loin le plus gros acheteur sur le marché secondaire. BNP a toutefois précisé avoir reclassé sa dette italienne sur le marché et non auprès de la BCE.

Barclays a également annoncé la semaine dernière avoir réduit de 31% son exposition à la dette espagnole, italienne, portugaise, irlandaise et grecque au troisième trimestre à huit milliards d'euros, essentiellement via des cessions. (Reuters 03.11)

Les banques ont un prétexte en or pour provisionner des milliards d'euros qu'elles déduiront lors de leurs bilans pour payer moins d'impôts ou pas du tout. Et il y en a pour croire qu'elles y laissent leurs chemises, quelle naïveté, il en faudrait plus.

Parole d'internaute

- "*L'éventualité de voir Athènes renoncer au référendum annoncé par surprise lundi soir semblait rassurer les investisseurs" (Reuters 03.11)*

On voit bien ici la logique de ce qu'on appelle "le marché" : si on laisse le peuple de côté, la bourse monte, si on lui demande son avis, la bourse baisse..."

En réponse au coup de force de Sarkozy et Merkel, celui du Pasok leur allié contre le peuple grec...

Y en aura pour tout le monde

(Rédigé hier soir (en Inde) avant de prendre connaissance des derniers développements en Grèce, ce matin, et l'annonce de l'annulation probable du référendum.)

LO, Nathalie Arthaud le 2 novembre.

- Le référendum "*n'est qu'une manœuvre politicienne. Il y a mille et une manières de piper un référendum dans la formulation des questions.*"

Et il y a "*mille et une manières*" de se défiler face à une situation qu'on ne comprend pas, merci de nous tendre la perche.

Précisons ce que nous avons déjà dit, à savoir que les masses pouvaient se saisir de ce référendum pour inflger une défaite politique au régime, ce dont elles ont impérativement besoin pour prendre davantage confiance en elles-mêmes et amplifier leur mobilisation pour peu qu'elles trouvent la voie de l'unité et de l'organisation.

Apparemment la question qui sera posée au peuple grec consistera à leur demander si oui ou non ils veulent rester dans la zone euro synonyme de régression sociale sans fin, donc en votant non, ils infligeront une cinglante défaite politique au Pasok et à la Nouvellle démocratie, à l'UE et au FMI, y compris Sarkozy et Merkel. Victoire politique dont le prolétariat pourra se saisir à son tour dans chaque pays de la zone euro pour exiger d'en sortir.

J'avais imaginé un instant qu'il faudrait peut-être conserver l'euro comme monnaie au niveau des transactions internationales et retourner au franc pour le marché intérieur, mais la question ainsi posée cela semble impossible, la sortie de l'euro est inévitable, c'est dans cette voie qu'il faut donc aller, de toutes manières, comme dit l'adage : faisons table rase du passé... et en avant vers le socialisme !

NPA - ***Europe : un accord contre les peuples***, le 2 novembre

- "*l'annonce du référendum par un Premier ministre qui veut tenter de détourner le mécontentement vers les urnes. Cette manœuvre ne suspend pas forcément l'application de l'accord mais l'ébranle fortement.*"

Ils sont sur la même ligne que les staliniens, pas étonnant.

NPA - ***Europe : un accord contre les peuples***, le 2 novembre

Ils ont tout compris... de travers !

- "*Dans l'accord, il y a d'abord l'effacement d'une partie de la dette grecque. Les gouvernants ont fini par se rendre à l'évidence : le pays est asphyxié et la résistance populaire est forte*."

Comme si les banques avaient donné leur accord à un plan qui prévoierait qu'ils perdraient des milliards d'euros, il faut vraiment être naïf ou ignorant pour croire pareille baliverne.

Et s'étonne suite au sommet européen de Bruxelles du 27 otobre :

- " *Et il n'y a rien dans l'accord sur la régulation des marchés financiers : où est la taxe sur les transactions financières annoncée par Sarkozy et Merkel ?*"

Ah ben alors ! Ils y ont cru, tout comme le POI, qui, il n'y a pas si longtemps, se demandait si les dirigeants corrompus des syndicats espagnols iraient "*jusqu'au bout*", jusqu'à la rupture avec le gouvernement. Pas de bol !

Ah la croissance, c'était le bon temps, n'est-ce pas, quel dommage franchement !

- "*C'est l'hyper-austérité qui s'annonce pour les peuples. Avec toutes ses conséquences sociales dramatiques… et alors que nous sommes dans une situation de fort ralentissement de la croissance.* "

Merde alors, tout fout le camp, même pas un os à donner à ronger aux couches privilégiées ou petites-bourgeoises que vous représentez, on en a les larmes aux yeux !

Rompre avec l'UE, vous n'y pensez pas :

- "*Il faut construire une autre Europe sans les traités de Maastricht et Lisbonne*", sans rompre avec l'UE puisque c'est écrit nulle part. J'extrapole, vous croyez vraiment, tenez ils sont noyautés par les staliniens du M'PEP, dans un autre article *L'accord du sommet européen des 26-27 octobre 2011 est inacceptable* (cadtm.org), 30 octobre, sur le site national du NPA :

- "*Dans le cas de l'Union européenne, il convient d'abroger différents traités dont ceux de Maastricht et de Lisbonne. Il faut aussi modifier radicalement les statuts de la Banque centrale européenne.*"

C'est clair : construire une autre Europe dans le cadre de l'Union européenne une fois abrogés "*différents traités dont ceux de Maastricht et de Lisbonne*", tout en conservant la BCE, une fois modifié "*radicalement (ses) statuts*" . Qui ose encore avoir

un doute ?

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui annulerait la dette de l'Etat purement et simplement, vous n'y pensez pas :

- "*Moratoire immédiat du paiement de la dette (intérêt et principal) de l'État, prélude à une annulation de la dette illégitime.*" un jour peut-être, lontain, indéterminée...

Ces "*gens « d'en bas »*" dont les dirigeants ont les yeux rivés «*en haut* »

- "*Pour construire une Europe des travailleurs et des peuples, il faudra des mouvements sociaux et démocratiques d'ampleur, une mise en mouvement prolongée et déterminée des gens « d'en bas », dont les « Indignés » ne sont qu'un prologue*".

Les « *Indignés* », un mouvement contre-révolutionnaire ou sans orientation politique précise, disons les choses telles qu'elles sont, infiltré, noyauté ou pourri par en haut au même titre que le Forum social mondial ou les altermondialistes, voire la Libye, le Syrie, l'Egypte, la Tunisie, l'Espagne, les Etats-Unis, je m'arrête là ou je continue ?

Plus intéressant.

Lu dans un article de la Tendance Claire du NPA, le 1er novembre, sur le rôle du maintien de l'ordre établi par le parti stalinien grec (KKE) :

- Il est clair que les staliniens ont sauvé la mise au gouvernement. Le Guardian écrit ainsi : « *Si les militants du parti communiste, immensément disciplinés, n'avaient pas formé une chaîne humaine autour du Parlement, il est probable que la masse humaine bouillonnante aurait tenté de prendre d'assaut le bâtiment dès le début* » (1). Non seulement ils n'ont pas cherché à marcher sur le parlement, mais ils ont collaboré étroitement avec la police (allant jusqu'à leur livrer des manifestants) pour éviter tout débordement.

L'assemblée populaire de Syntagma du 21 octobre a ainsi déclaré qu'« ils [KKE] ont assuré la bonne garde du parlement et, au lieu de l'encercler, ont agi encore plus sauvagement que la police, brisant des crânes et livrant des manifestants aux forces de répression » (2).

Notes.

1- http://www.guardian.co.uk/business/blog/2011/oct/19/european-debt-crisis-shares-rally

2- http://www.ventlibertaire33.com/article-resolution-de-l-assemblee-populaire-de-la-place-syntagma-87163165.html

C'est marrant, cette précision ne figurait pas dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (173). Difficile après avoir relayé un communiqué du 1er novembre du parti stalinien... On se demande si ce sont les "*pablistes*" ou les "*lambertistes*", deux expressions que je rejette, qui sont les plus crypto-staliniens ?

Merci de la part des lecteurs aux camarades de la Tendance Claire du NPA pour cette précision et leur analyse (sur leur site), bien le bonjour à eux au passage.

La réaction resserre les rangs. Titre d'articles.

- Sarkozy-Villepin, le scénario du rapprochement - LeFigaro.fr

- L'appel à Bayrou de Pierre Méhaignerie - LeFigaro.fr

- Charon reçu par Fillon à Matignon - lexpress.fr

Le saviez-vous

Selon CCFD-Terre Solidaire qui vient de publier un rapport intitulé «*Paradis fiscaux: Le G20 de la dernière chance*», titre qui a lui seul illustre bien les illusions de ses rédacteurs, l'essentiel est dans les infos qui suivent.

800 milliards d'euros s'échappent chaque année des pays en en développement et la seule évasion fiscale des multinationales génère un manque à gagner de 125 milliards d'euros.

Les paradis fiscaux ne se sont jamais aussi bien portés. La moitié des échanges commerciaux et des flux financiers transitent par les paradis fiscaux. Ils abritent 20% des filiales des 50 premières grandes entreprises européennes.

Les États membres (du G20 - Ndlr) représentent à eux seuls 39% de l'opacité internationale, et 88% si on y ajoute les autres pays de l'Union européenne et les territoires sous son influence. (source : 20minutes.fr 03.11)

«*Paradis fiscaux: Le G20 de la dernière chance*», impossible de trouver un titre plus mal approprié mais qui correspond bien à l'orientation politique du contenu de ce rapport : le capitalisme est indépassable, éternel...

INFOS EN BREF

Politique

France

Daniel Cohn-Bendit a salué, jeudi 3 novembre, sur France Inter, la décision de Georges Papandréou d'organiser un référendum.

Pour le vice-président des députés verts au Parlement européen, le premier ministre grec a "*absolument*" des chances que le "*oui*" soit majoritaire lors du scrutin convoqué en décembre car c'est "*un référendum existentiel pour les Grecs*". "*On leur demande une maturité politique difficile*", analyse M. Cohn-Bendit. (lemonde.fr 03.11)

Réactionnaire jusqu'à la moelle ! En plus, il prend les Grecs pour des cons, ce qui ne nous surprend pas : son fond de commerce repose sur le mépris des travailleurs, une ordure quoi.

Israël

1-Israël va suspendre sa participation au budget de l'Unesco en réaction à la décision du bras culturel des Nations unies d'accorder à l'Autorité palestinienne le statut de membre à part entière, annoncent jeudi les services du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Le communiqué affirme en outre que la décision de l'Unesco, prise lundi, compromet les chances de conclure un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens.

L'Etat juif verse chaque année deux millions de dollars (1,45 million d'euros) à l'Unesco.

Les Etats-Unis, plus proche allié d'Israël, ont également suspendu leur participation, qui représente pour sa part 60 millions de dollars, soit 22% du budget de l'institution. (Reuters 03.11)

2- Les autorités israéliennes ont organisé jeudi dans le centre du pays un important exercice de défense civile destiné à préparer la population à une attaque de missiles, alors que se multiplient les spéculations sur une attaque contre l'Iran soupçonné de vouloir acquérir l'arme nucléaire.

Les sirènes d'alerte aérienne ont retenti dans la région de Tel Aviv où les services de secours ont été mobilisés.

Des soldats et des ambulanciers, certains portant des tenues de protection contre les attaques chimiques, ont participé à cet exercice qui, a précisé l'armée, "*s'inscrivait dans le cadre normal du programme mis au point pour l'année 2011 et n'avait rien à voir avec les événements actuels*".

La presse israélienne fait état de rumeurs selon lesquelles le Premier ministre Benjamin Netanyahu chercherait à obtenir le feu vert de son gouvernement à une attaque contre les installations nucléaires iraniennes.

Mercredi, les Israéliens ont procédé à un test de missiles à partir d'une base militaire proche de Tel Aviv. Selon les médias, c'est un missile Jericho 3, capable de transporter une ogive nucléaire, qui a été lancé.

Israël a également annoncé que son armée de l'air venait d'achever une semaine d'exercices en Sardaigne.

Les spéculations sur une possible attaque de Tsahal contre l'Iran interviennent alors que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit présenter la semaine prochaine un rapport qui, selon des diplomates occidentaux, devrait signaler que l'Iran est de plus en plus en mesure de se doter de l'arme atomique.

"*Nous avons eu l'occasion de parler d'une série de questions relatives à la sécurité. En particulier la menace persistante que pose le programme nucléaire iranien*", a dit le président américain lors d'une conférence de presse commune avec Nicolas Sarkozy.

"*L'Agence internationale de l'énergie atomique doit rendre public un rapport sur le programme nucléaire iranien la semaine prochaine et le président Sarkozy et moi-même sommes d'accord sur la nécessité de maintenir une pression sans précédent sur l'Iran pour qu'il remplisse ses obligations*", a-t-il ajouté.

Les dirigeants israéliens ont toujours dit qu'ils n'écartaient aucune option pour contrer les ambitions nucléaires de Téhéran.

L'Iran affirme se consacrer à un programme purement civil et ne pas chercher à se doter d'un arsenal nucléaire. (Reuters 03.11)

Social

France

Quelque 10.000 pompiers professionnels, selon leurs syndicats, ont commencé à défiler ce jeudi après-midi à Paris, une manifestation nationale visant à dénoncer une réforme de leur filière.

Les syndicats dénoncent une réforme qui vise notamment à faciliter les recrutements et l'entrée des sapeurs-pompiers volontaires dans la filière professionnelle qui relève de la Fonction publique territoriale.

Sur la banderole en tête de la manifestation, on peut lire: "*Filière sacrifiée par le plan d'austérité. Non au démantèlement de notre profession*". (AP 03.11)

Etats-Unis

Des milliers de manifestants sont descendus, mercredi 2 novembre, dans les rues d'Oakland, dans le nord de la Californie, appelant à la grève générale contre les inégalités économiques et les violences policières. La foule comportait également de nombreux enseignants, qui soutiennent le mouvement. Brother Muziki, professeur d'école élémentaire, portait une pancarte où l'on pouvait lire : "*Renflouez les écoles et les services publics, pas les banques !*" "*Nos salles de classe sont surpeuplées*, a-t-il déclaré.

Les manifestants ont réussi à empêcher toute activité dans le port californien, l'un des plus gros ports de containers du pays, a dit une source portuaire. Les manifestants sont montés sur des porte-containers et ont escaladé des échafaudages à l'entrée du port. Les syndicats locaux, bien que sympathisants de leurs revendications, ont fait savoir qu'ils n'avaient pas l'autorisation de déclarer une grève officielle. Les responsables municipaux ont annoncé que les administrations et les écoles étaient normalement ouvertes.

Le mouvement d'Oakland, affilié de loin au regroupement Occupy Wall Street de New York, a pris de l'ampleur la semaine dernière à la suite de heurts avec la police. Lors de ces affrontements, Scott Olsen, un ancien marine âgé de 24 ans, avait été grièvement blessé.

"*Nous sommes ici pour défendre Scott Olsen et honorer la mémoire d'Oscar Grant*", a déclaré mercredi devant la foule la militante Angela Davis, figure emblématique des mouvements de contestation des années 1960 et 1970. Oscar Grant avait été tué le jour de l'an 2009 à l'âge de 22 ans sur un quai de gare d'Oakland par un policier qui a, par la suite, expliqué avoir confondu son pistolet avec son Taser lors d'une échauffourée. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Los Angeles et Seattle en solidarité avec les "indignés" d'Oakland. En début de journée, cinq personnes ont été interpellées à Seattle après s'être enchaînées dans une agence de la banque Chase. (lemonde.fr 03.11)

Commentaire d'un internaute

- "*Pour ceux qui ne savent pas, Scott Olsen a reçu une décharge de flashball à bout portant dans la tête. La répression est ultra violente.*"

Haut de page

Le 5 novembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne plusieurs articles et documents dans les rubriques économie, politique et la Tribune libre. Je n'ai pas le temps de tous les commenter.

Avant l'émission Envoyé Spécial, diffusée récemment sur France 2 mais que j'ai regardé seulement avant-hier en différé sur TV5Monde Asie, consacrée en partie au *carroussel à la TVA*, vous connaissiez cette fraude gigantesque au fisc ?

Des gangsters en cols blancs, patrons de grandes entreprises parfois cotées en Bourse, ils rafflent ainsi entre 10 et 15 milliards d'euros par an en France dans les caisses de l'Etat, et celui-ci à toutes les peines du monde à mettre la main dessus, étrange non avec les moyens sophistiqués dont disposent la police scientifique et la section de la police judicière des douanes ? C'est marrant, personne n'en parle, à ma connaissance.

Autre chose

Le reportage sur la Somalie m'a fait réagir violemment aussi.

On a vu un bébé de 3 mois qui pesait à peine un kilo, il doit être mort depuis. Que dire ? Rien, les mots me manquent, je vais encore m'emporter et devenir vulgaire. Cela va au-delà de la barbarie, on est passé à un cran supérieur, celui de l'extermination massive, de la destruction définitive dont il ne reste plus rien, une menace fatale plane sur la survie de l'humanité dorénavant.

Parfois je me dis que nos petites querelles c'est vraiment de la merde à côté. Je savais que l'homme était le plus grand prédateur de la planète et de tous les temps, je comprends parfaitement ceux qui en sont dégoûtés. Mais bon, raison de plus pour continuer le combat sans fléchir, ne serait qu'en mémoire de ces innocentes victimes, il n'empêche que leur monde est vraiment dégueulasse.

Un malheureux Somalien répond au journaliste-reporter : depuis 20 ans il n'y a que trois choses qui comptent dans notre vie : la maladie, la faim et la guerre, on n'a connu que ça, un témoignage bouleversant, j'ai la rage !

Autre chose.

J'ai également mis en ligne deux articles sur la dette de l'Etat dont les conclusions sont évidemment incorrectes de notre point de vue, l'essentiel est ailleurs dans l'imagination dont fait preuve son auteur pour justifier finalement le paiement de cette dette par les peuples, et faire croire que les créanciers de l'Etat seraient victimes de l'annulation partielle de sa dette.

Quand on analyse cette question à partir de la date où cette dette a été contractée jusqu'au jour où les termes du contrat passé entre l'Etat et ses créanciers ont été révisés, le terme est plus approprié qu'annulés, ainsi que les éléments concomitants qui accompagnent cette révision des créances de l'Etat et qui découlent de décisions politiques prise par les représentants de l'Etat, le gouvernement et le parlement, on s'aperçoit qu'à l'arrivée les créanciers de l'Etat sont très rarement perdants, pour ne pas dire jamais, mieux, qu'ils y gagnent sur le long terme, puisque les mesures antisociales qui seront adoptées par l'Etat en contrepartie de sa dette qui l'étrangle et qui serviront à les justifier, profiteront aux créanciers et s'appliqueront au-delà du contrat qui liait les deux parties, j'y reviendrai plus loin.

La même argumentation que dans ces deux articles figure dans un article signé Jean-Jacques Chavigné, le compère de Gérard Filoche ("La dette indigne" dix questions dix réponses, Ed. JC Gawsevitch), dans le portail www.democratie-socialisme.org (un courant du PS). On peut noter également qu'on y retrouve les arguments en faveur d'un "*audit public*" et d'un "*moratoire de la dette*", pour finalement admettre la légitimité d'une partie de cette dette, des arguments partagés par le Parti de gauche, le Front de gauche et bien entendu le panier de crabes du M'PEP. Pour se dédouaner et tenter de masquer leur subordination au capital, Jean-Jacques Chavigné écrit qu'"*un référendum précis devrait, ensuite, permettre de décider quelle partie de la dette serait, s'il y a lieu, remboursée.*", comme s'il ne savait pas que jamais dans le passé en dehors du régime bolchevik de Lénine en 1917, la dette d'un Etat n'a été totalement annulé, une précaution de casuiste.

En réalité, on ne sait pas trop à qui il faut attribuer la primeur de cette entreprise frauduleuse, peu importe ici.

Le miroir aux alouettes ou le tour de passe-passe de la soi-disant annulation de la dette argentine.

En réalité, seuls les petits épargnants y laisseront leurs chemises.

La dernière escoquerie en date sur cette question est récente, elle date du 26 octobre 2011, sur le site http://docteurangelique.forumactif.com, un portail "*catholique*" dans lequel figure un article de Laurent Pinsolle présenté comme "*proche de Debout la République*" (le parti du député Nicolas Dupont-Aignan), qui a écrit : "*L'Argentine n'a plus rien emprunté aux marchés financiers depuis dix ans. Et c'est un choix politique*."

Archifaux. Nous sommes en 2011. La preuve. (La documentation française : http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr/)

Janvier 2001

Le gouvernement argentin obtient des aides globales atteignant 39,7 milliards de dollars, soit 14 milliards du FMI, 5 milliards de la Banque mondiale et 20 milliards du secteur privé.

16 janvier 2003

Accord transitoire entre l'Argentine et le FMI ; il porte sur l'octroi d'un crédit de 2,9 milliards de dollars et sur le rééchelonnement de la dette, soit 6,6 milliards de dollars d'ici août 2003.

20 septembre 2003

Accord entre l'Argentine et le FMI. Il doit permettre de financer pour les trois années à venir la dette de 15 milliards de dollars de l'Argentine envers les institutions de crédit multilatérales. Il prévoit également un engagement de l'Argentine à porter son excédent budgétaire à 30% en 2004. Le 22 septembre, le ministre de l'économie Roberto Lavagna annonce un plan de restructuration équivalent à une réduction de 75% du stock de sa dette.

10 janvier 2004

Le président Kirchner réaffirme, avant son départ pour le sommet des Amériques à Monterey, que l'Argentine ne modifiera pas son offre vis-à-vis de ses créanciers. Face au redressement de l'économie argentine, le FMI souhaite que Buenos Aires consacre une partie de ses rentrées fiscales 2004 à améliorer son offre sur la dette, tout en maintenant le versement de 3 milliards de dollars à l'Argentine en mars.

10 mars 2004

L'Argentine accepte de payer l'échéance de 3,1 milliards de dollars due au FMI, permettant au pays d'éviter d'entrer en défaut de paiement.

14 janvier 2005

Restructuration de la dette privée. Le ministre argentin de l'économie Roberto Lavagna annonce aux créanciers privés la somme envisagée pour le remboursement de leurs prêts : environ 35% de ce qui est dû, notamment aux 400 000 porteurs de titres italiens. La dette privée argentine est composée de 152 obligations distinctes, émises en 14 monnaies différentes et répondant à 8 législations, pour un montant de 81 milliards de dollars impayés depuis 2001.

Comme dirait l'autre : il n'y a pas photo !

Tout comme avec la Grèce, l'Etat annule une partie de sa dette, une fois que les créanciers se sont déjà bien largement goinfrés, à des conditions qui leur conviennent, qui consistent à réduire les taux d'intérêt du restant de la dette tout en l'échelonnant sur une durée plus longue, ce qui revient à consentir un nouveau prêt à l'Etat sans que cela apparaisse comme une nouvelle dette, les créanciers n'étant pas pressés de récupérer leur capital du moment qu'on leur verse les intérêts rubis sur l'ongle.

Dans le cas de l'Argentine, les créanciers de l'Etat avaient déjà perçus des intérêts colossaux depuis 1999 sous la présidence de Fernando de la Rúa, mais on pourrait remonter à l'époque de la dictature militaire de 1976 à 1983, ou encore entre 1989 et 1999 sous le régime de Carlos Menem qui en instaurant la parité peso-dollar avait orchestré la fuite des capitaux des riches Argentins qui placèrent leur épargne à l'étranger, l'équivalent de la dette du pays, selon la Documentation française.

Ce n'est pas fini, il faut ajouter que sur recommandation du FMI Carlos Menem procèdera à un vaste programme de privatisation dont profiteront les principaux créanciers de l'Etat argentin.

Bref, cette liste n'est exhaustive, comme on le voit l'annulation de la dette de l'Etat argentin a été du domaine de la propagande du capitalisme mondial et ses valets de "gauche", une formidable escroquerie politique qui n'a servi quà tenter de masquer la réalité, c'est-à-dire que par tous les bouts les gangsters de la finance ponctionnent les peuples, et que la dette de l'Etat n'est que l'un des moyens les plus commodes qu'ils ont mis au point avec la complicité des gouvernements concernés pour y parvenir.

En conclusion, ce qu'ils ne peuvent pas obtenir par la lutte des classes parce que le rapport de forces serait à leur désavantage ou parce qu'ils pourraient tourner en leur défaveur, parce qu'affronter directement le prolétariat comporterait plus d'inconvénients que d'avantages, pour vaquer tranquillement à leurs affaires, ils ont besoin de stabilité politique, de la paix sociale, ils s'arrangent

pour parvenir à leurs fins par d'autres moyens. Et comme chaque fois, c'est au détriment des droits sociaux des travailleurs qui sont systématiquement remise en cause, mesure assortie d'une brutale politique d'austérité, les prédateurs de la finance peuvent espérer y gagner sur le long terme, car il sera difficile au prolétariat de se mobiliser massivement pour reconquérir ses droits perdus, davantage encore pour renationaliser les entreprises d'Etat ou les services privatisés.

En complément sur le même thème, un extrait d'un article du 23 septembre paru dans le portail Slate.fr, qui nous rappelle ou nous apprend que l'annulation de la dette d'un Etat ne remonte pas à hier et s'est déjà produit une multitude de fois :

- "*Face à une dette (principal et intérêts) hors de contrôle, l'Etat peut alors choisir, comme ultime porte de sortie, de ne pas rembourser tout ou partie de ses créanciers: c'est le défaut souverain. Une solution qui n'est pas si rare : les économistes Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff dénombrent dans leur livre Cette fois c'est différent. Huit siècles de folie financière plus de 71 crises de défaut souverain entre 1975 et 2006. Rien qu'en quinze ans, il y en a déjà eu deux majeures: la Russie en 1998 et l'Argentine en 2001. Pour la France, le dernier défaut remonte à 1812, époque où les conquêtes napoléoniennes avaient rendu le pays exsangue.*"

La suite de cet article confirme ce que j'ai indiqué plus haut, à savoir que les banquiers et autres investisseurs privés s'arrangeaient toujours avec leurs clients pour ne rien perdre à l'arrivée, soit parce qu'ils ont déjà encaissé l'équivalent du capital en intérêts, en réalité bien davantage la plupart du temps, soit par le truchement de mécanismes accommodants qui leur permettront de se refaire une santé par la suite, de préférence de s'enrichir encore plus.

Par exemple, la baisse des taux d'intérêt décidée hier par la BCE va dans ce sens-là, prêter de l'argent aux banques à pratiquement 0% d'intérêt, qu'elles prêteront à leur tour aux Etats à 2, 3, voire 5% ou plus en achetant leurs obligations et le tour est joué ! C'est pour cette raison (notamment) que la BCE ne prête pas directement aux Etats, il serait impossible aux banquiers de continuer de les ponctionner ou d'en tirer des profits sans prendre le moindre risque, elle n'est pas belle la vie !

A propos de la Grèce.

Nous continuons de traiter la crise grecque dans cette rubrique sous la forme d'une chronique, afin de regrouper toutes les éléments relatifs à cette question et pouvoir analyser l'ensemble de la situation, puis définir une ligne politique.

Que s'est-il passé hier ? C'est le troisième scénario que j'avais évoqué hier qui s'est réalisé. A savoir que Papandréou a obtenu la majorité au Parlement, il a retirer son référendum, il va sans doute être remplacé par son ministre des Finances, Evangelos Venizelos, qui va former un gouvernement d'union nationale, dont la première décision sera d'entériner l'accord de Bruxelles du 27 octobre.

Est-ce que pour autant cela règle quelque chose ? Pour qui ?

Cela aura permis de ramener au pouvoir le parti officiel du capital, la Nouvelle Démocratie, à peine deux ans après sa défaite aux élections législatives, qui n'ayant pas à subir les contradictions auxquelles est en proie le PASOK, prendra la direction de la mettre en oeuvre de la violente politique d'austérité qui constituait un des deux volets de l'accord de Bruxelles du 27 octobre, d'autant plus facilement - ce sont eux qui l'espèrent, qu'y sera associé étroitement le PASOK, l'objectif étant de cadenasser le mouvement ouvrier pour imposer cette régression sociale, l'annulation du référendum signifiant que le peuple grec n'avait pas son mot à dire et qu'il devrait la subir, y compris en recourant à la force pour l'appliquer, à la répression.

Est-ce à dire que le prolétariat avait des illusions sur les intentions du PASOK ? Pas du tout, c'est ce que s'acharne à nous faire croire les opportunistes de tous poils pour masquer leur incurie politique ou leur capitulation devant le capital.

Ce qu'il y a de paradoxale dans la situation en Grèce et dans bien d'autres pays, c'est que le parti social-libéral issu de la social-démocratie apparait dans l'imagination collective comme un parti d'opposition institutionnel face au parti officiel du capital, ce qui n'en fait pas pour autant aux yeux des travailleurs un parti anticapitaliste ou socialiste, cette image est minutieusement entretenue ou préservée par les tenants du régime, ce qu'on retrouve sur le terrain pratique de la lutte des classes, tandis qu'il n'existe aucun autre parti suffisamment implanté dans toutes les couches exploitées qui représente réellement le socialisme, donc qui pourrait constituer un pôle de regroupement à la fois pour le prolétariat et les pans entiers de la petite-bourgeoisie dont le mode de vie est plus proche de celui de l'ouvrier que du bourgeois.

Il découle de cette situation, qu'une fois que le parti social-libéral s'associe au parti du capital au plus haut de l'Etat, quand ils forment un gouvernement d'union nationale, c'est l'idée même d'opposition qui disparaît, peu importe qu'elle soit associée au parti social-libéral, on pourrait préciser en parlant de la disparition d'une opposition organisée qu'elle renvoie chaque travailleur à sa propre condition, inorganisé, isolé, atomisé, donc faible et démuni pour résister au rouleau compresseur dévastateur de l'union nationale.

L'union nationale au même titre que le front populaire est l'antichambre du fascisme ou de la dictature militaire.

La seule façon de résister pour l'exploité de briser l'isolement qui mine sa détermination et l'expose à subir des coups terribles sans pouvoir réagir, c'est de s'organiser et de participer à la construction d'un véritable parti communiste. Je ne vais développer à nouveau ce que j'ai déjà exposé dans une précédente causerie, sur les mesures liberticides et répressives que le gouvernement prendra sans doute pour briser la mobilisation en cours de nombreuses couches exploitées de la société en Grèce.

Car les manoeuvres institutionnelles du PASOK et de la Nouvelle Démocratie n'ont absolument rien réglé du côté des travailleurs grecs, c'est cela l'élément majeur de la situation. De même que les mesures adoptées le 27 octobre à Bruxelles ne permettront pas à l'Etat grec de se relever et d'éviter la banqueroute ; je ne sais pas si vous avez fait attention à ce qu'ils ont dit ce jour-là, ils soulageaient l'Etat grec de 100 milliards d'euros de dettes, pour qu'il puisse rapidement de nouveau emprunter sur les marchés... et se retrouver dans une situation inextricable ou comparable un peu plus tard !

La suite de cette analyse figure dans la causerie d'hier, il n'y a rien à en changer ni à y ajouter, l'axe du combat politique contre le gouvernement Papandréou étant simplement reformulé contre le gouvernement d'union nationale PASOK-Nouvelle Démocratie.

Les déclarations d'hier.

Papandréou

1- Le parlement grec a voté vendredi la confiance au gouvernement du Premier ministre George Papandréou, qui n'aura donc pas à convoquer d'élections anticipées.

L'ensemble des élus du parti socialiste ont soutenu Papandréou, dont le mandat à la tête du gouvernement semble toutefois toucher à son terme.

Dans son discours face au parlement prononcé peu avant le vote, il a appelé à la formation d'un gouvernement de coalition et laissé entendre qu'il était prêt à quitter ses fonctions. (Reuters 04.11)

2- «*J'ai été en contact avec le président et je me rendrai auprès de lui demain (samedi) pour l'informer de mes intentions et (lui dire) que je vais de l'avant avec l'ensemble des partis vers un gouvernement de coalition plus large*», a dit au parlement le leader socialiste. Il a ajouté que les discussions avec les partis auraient aussi pour but de définir la composition «et même le chef de cette coalition». «*Mon poste est la dernière chose dont je me soucie. Peu importe même que je ne sois pas réélu. Le temps est venu de faire un nouvel effort (...) Je n'ai jamais conçu la politique comme une profession*», a dit Papandréou.

Selon plusieurs sources proches des négociations, Papandréou s'est mis d'accord avec son ministre des Finances, Evangelos Venizelos, pour quitter le pouvoir et lui laisser le soin de former un gouvernement de coalition. (20minutes.fr 04.11)

Evangelos Venizelos

Le nouveau gouvernement grec de coalition devra approuver le plan de sauvetage de la Grèce et devrait rester au pouvoir jusqu'à la fin du mois de février, a déclaré vendredi le ministre des Finances Evangelos Venizelos.

"*Le gouvernement de coalition élargi qui doit être formé devra préserver la crédibilité internationale et assurer le versement rapide de 30 milliards d'euros pour recapitaliser les banques grecques*", a déclaré Venizelos.

La nature de ce futur gouvernement est encore ouverte au débat, mais il devra être composé de responsables politiques, a-t-il ajouté. (Reuters 04.11)

Qui a dit ?

«*La consommation est un des leviers de la croissance*» mais «*nous ne pouvons pas continuer de laisser dépendre toute l'activité économique d'une énième relance de cette consommation par l'aggravation de la dette publique*». Il faut avoir «*le courage de mettre en œuvre*» de «*nouveaux modes de vie*» et une «*consommation plus raisonnable et plus équitable*». (lefigaro.fr 04.11)

Vous donnez votre langue au chat, pas au diable, je vous mets sur la piste : le cardinal André Vingt-Trois, vendredi matin à Lourdes, dans son discours d'ouverture de l'assemblée plénière des évêques.

Toujours réac !

Décrytage d'une manipulation.

Libération titre un article : *De plus en plus réacs, les Français?*. Le Nouvelle Observateur : *Les Français restent "réformistes" mais les "réactionnaires" progressent*

Voyons de quoi il en retourne au juste.

La proportion de gens qui souhaitent «*revenir en arrière*» progresse dans la société française. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée les 16 et 17 août auprès de 960 personnes par l'institut Ipsos, pour la Fondation Jean-Jaurès et publiée jeudi.
Ces «*réactionnaires*» (29%) restent cependant moins nombreux que les «*réformistes*» (43%), qui souhaitent «*des changements*». En 2007, les réactionnaires n'étaient que 13%. (libération.fr 04.11)

Si «*revenir en arrière*» signifie se réapproprier les droits sociaux qui ont été liquidés depuis 30 ans, rétablir les services publics qui ont été liquidés ou démentelés, nous sommes des réacs !

Pour en avoir le coeur net et voir de quelle manière ce sondage a été réalisé, j'ai fait une recherche sur le Net.

Tout d'abord, j'ai appris que *Libération* et le *Nouvelle Observateur* n'avaient fait que reprendre les conclusions du sondage réalisé par Ipsos pour le compte de cette fondation qui est un appendice du PS, connue selon le Réseau Voltaire pour ses relations avec les néo-conservateurs américains si j'ai bonne mémoire, ce qui est compatible avec l'orientation qui a adoptée par les auteurs de ce sondage.

Cette opération est digne d'un manuel de propagande dont l'objet serait de convaincre la population que le capitalisme est dorénavant le seul système économique possible et viable pour l'éternité. C'est ainsi qu'ils en sont arrivés à la conclusion qu'une majorité estimait que le clivage droite gauche n'existait plus, autrement dit si l'un des deux termes de l'opposition entre le capitalisme et le socialisme devait rester en piste, ce serait évidemment le capitalisme, le socialisme étant éliminé.

Pour parvenir à ce constat ou plutôt au résultat auquel les commanditaires de ce sondage voulaient parvenir, ils ont dû se livrer à une manipulation fort simple à réaliser, qui consistait à donner un contenu à chaque réponse différent de celui que la personne interrogée avait pu lui donner en répondant à la question qui lui était posée. Prenons un exemple :

Question : A propos de la société, quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

Six réponses possibles :

1- Il faut la transformer radicalement (11%)

2- Il faut la réformer en profondeur (30%)

3- Il faut l'aménager sur quelques aspects mais sans toucher à l'essentiel (26%)

4- Il faut la laisser dans son état actuel (2%)

5- Il faut revenir en arrière sur certaines choses (29%

6- Ne se prononce pas (2%)

Aux points 1et 2 c'est la même question qui était posée en réalité, la plupart des gens ne faisant pas la différence entre transformer et réformer radicalement ou en profondeur la société, c'était un pléonasme. Cela donne 41% de personnes qui estiment qu'un grand coup de ménage s'impose. J'aurais pu répondre oui aux deux questions.

J'aurais pu aussi répondre oui au point 3, considérant que pour moi l'essentiel ce sont les droits sociaux et politiques que nous avons acquis et qui perdurent, parce qu'ils constituent les valeurs essentiells auxquelles je suis attaché et sans lesquelles toute notion de progrès est impensable.

J'aurais également pu répondre affirmativement au point 5, considérant qu'il faut revenir à la situation que nous connaissions avant le saccage des services publics par exemple.

En conclusion, il n'y aurait que 2% de réactionnaires potentiels ou assumés, cela correspond environ au pourcentage des nantis que compte la société, les 96% restants seraient progressistes sans pour autant être révolutionnaires évidemment.

Donc on aboutit sans forcer le trait à une conclusion diamètralement opposée à celle de la Fondation Jaurès.

Autre question abordée dans ce sondage.

"*D'un côté, les Français ne sont plus croyants. 58 % d'entre eux estiment le clivage (gauche/droite) « dépassé » – 35 % seulement sont d'un avis contraire.*"

"*D'un autre côté, pourtant, les Français sont encore pratiquants. Ils sont 74 % à accepter de se positionner à droite ou à gauche – comme si c'était moins l'existence que la lisibilité du clivage qui faisait problème. Surtout, lorsqu'on les interroge non plus sur la représentation qu'ils se font du clivage gauche/droite mais sur le jugement qu'ils portent sur la société, on constate qu'il existe bien une sensibilité de gauche et une sensibilité de droite...*"

Comment pourraient-ils estimer que le clivage gauche/droite veut dire existe quand la droite et la gauche font la même politique ou qu'ils ont le même programme ?

Et s'ils sont 74% à se positionner à droite ou à gauche, c'est à la fois en fonction de la classification établie et entretenue entre la droite et la gauche et de leurs intérêts de classe, accordant plus d'importance à "*l'existence*", la leur, plutôt qu'à "*la lisibilité du clivage qui (fait) problème*" effectivement, puisque ce clivage n'existe pas vraiment entre l'UMP et le PS. Cela confirme bien que les travailleurs qui votent pour les partis dits de gauche, le font par dépit, à défaut de mieux ou parce qu'ils n'ont pas confiance dans les autres partis, ou encore parce que leur niveau de conscience politique ne va pas au-delà.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Barakozy

A six mois de l'élection présidentielle française, Barack Obama a rendu vendredi un hommage appuyé à Nicolas Sarkozy, dont il a loué le «*leadership*» et l'énergie.

Ils se sont employés avec force superlatifs à souligner la proximité de vues et la complicité qu'ils n'ont eu de cesse d'afficher durant les deux jours du sommet, dominé par les turbulences de la zone euro. «*Etant donné que nous avons beaucoup travaillé ensemble, Nicolas et moi-même, nous avons un lien excellent et nous l'avons toujours eu*», a affirmé Barack Obama lors de cet entretien croisé enregistré dans l'après-midi dans le bureau du maire de Cannes.

«*Nicolas a toujours été un partenaire ouvert, qui travaille beaucoup, qui a beaucoup d'énergie*», a poursuivi le chef de la Maison Blanche.

«*Que ce soit sur les questions économiques ou des questions liées à la sécurité, il a été un partenaire absolument essentiel. On n'aurait pas pu réussir en Libye sans l'initiative, sans le leadership de Nicolas Sarkozy et de l'Otan*», a assuré le président américain. «*On ne serait pas dans une position aussi forte en Afghanistan sans le leadership de Nicolas Sarkozy, ainsi que les autres partenaires de la coalition*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 04.11)

1.2- Comment sauver les apparences.

Le Sénat a adopté, vendredi 4 novembre, par 187 voix contre 141 une proposition de loi socialiste transformant radicalement le volet de la réforme territoriale consacré au regroupement des communes.

La majorité des sénateurs centristes a voté avec la nouvelle majorité de gauche PS, PCF, EELV et PRG ce texte qui redonne la main aux élus locaux au détriment du préfet pour achever la carte de l'intercommunalité. L'UMP a voté contre.

La proposition de loi (PPL) du président de la commission des Lois, Jean-Pierre Sueur (PS), repousse le délai d'achèvement du processus de regroupement des communes au 31 décembre 2013 et étend les prérogatives de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) composée des élus concernés. Cette commission élaborera puis adoptera dans chaque département les périmètres et conditions du regroupement des communes. Dans la loi votée en 2010, c'est le préfet qui dispose de ces compétences. Le préfet pourra arrêter le schéma mais uniquement en cas de blocage.

Le texte PS préserve également les syndicats intercommunaux déjà existants, notamment scolaires, menacés de disparaître et proroge le mandat des élus intercommunaux. (lemonde.fr 04.11)

"*la carte de l'intercommunalité*" n'est pas remise en cause, ce seront les élus locaux qui seront chargés d'achever la sale besogne. Mais comme cette proposition doit maintenaNt passer à l'Assemblée nationale et qu'elle sera rejetée...

2- Yémen

Plusieurs milliers de chiites ont affronté vendredi les forces de l'ordre à Bahreïn au cours des obsèques d'un homme qui, selon le mouvement d'opposition Wefaq, a été tué par la police, ont rapporté des témoins.

Ali al Daihi, père d'Hussein al Daihi, un secrétaire général adjoint du Wefaq, a succombé jeudi à des blessures infligées la veille par la police anti-émeutes alors qu'il rentrait chez lui, écrit le Wefaq sur son site internet. (Reuters 04.11)

Social

France

L'intersyndicale CGT, CFDT, FA-SPP des pompiers professionnels a appelé, vendredi, à des rassemblements dans toute la France le 17 novembre contre la réforme de leur filière, au lendemain d'une manifestation nationale qui a mobilisé entre 3.200 et 10.000 sapeurs-pompiers, selon les sources, dans les rues de Paris jeudi.

Dans un communiqué, les syndicats précisent que cette nouvelle journée de mobilisation prendra la forme d'une "*action en direction des préfets de Région*". (AP 04.11)

Economie

1- G20

1.1- FMI

Le G20 va accepter d'apporter des ressources supplémentaires au Fonds monétaire international (FMI) face à la crise, "*rapidement si nécessaire*", a annoncé vendredi le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy en marge du sommet de Cannes (France). (libération.fr 04.11)

1.2- FESF.

A propos de ce dernier, les pays «Brics» (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont déclaré qu'ils n'apporteraient aucun soutien, s'entendant sur le fait qu'une aide financière à la zone euro ne pouvait transiter que par le FMI. (20minutes.fr 04.11)

1.3- Sarkozy

1.3.1- Le président français Nicolas Sarkozy a remercié vendredi son homologue américain Barack Obama de se montrer "*ouvert sur la taxation des acteurs financiers*".

"*On reste avec des différences de modalités mais la volonté de faire participer le secteur financier à la solution de la crise (...) elle est totale des deux côtés de l'Atlantique*", s'est réjoui Nicolas Sarkozy.

"*Aux Etats-Unis, nous avons un concept similaire que nous appelons taxe de responsabilité financière*", a expliqué Barack Obama. "*C'est dirigé plus directement sur les banques, et non sur les transactions*".

"*Mais le principe que nous partageons, c'est qu'on ne peut pas avoir des grandes institutions financières qui font des paris dangereux, des opérations risquées, qui finissent par avoir un impact énorme sur les contribuables américains ou français, sur les citoyens ordinaires, et que ce soient ces citoyens ordinaires qui en paient seuls les frais*", a ajouté Barack Obama.

"*C'est le premier président des Etats-Unis qui fait un pas vers la taxation des acteurs financiers*", a souligné Nicolas Sarkozy, en se disant "*reconnaissant*". (AP 04.11)

Quel bouffon ! Et les banquiers d'en pisser debout dans leurs culottes : évidemment que faire "*participer le secteur financier à la solution de la crise*" va de soi, sinon comment pourrait-on continuer de nous enrichir sur les gueux qui triment comme des esclaves, franchement, pour qui il nous prend ce roquet !

1.3.2- Par ailleurs, le chef de l'Etat a évoqué "*la publication, par le Forum global, de 11 pays que nous estimons être des*

paradis fiscaux", avant d'en énumérer une partie. "*Antigua, Barbuda, la Barbade, Botswana, Brunei, Panama, Seychelles, Trinidad-et-Tobago, Uruguay, Vanuatu ne se sont pas dotés d'un cadre juridique adapté à l'échange d'informations fiscales*", a-t-il déploré.

"*Nous ne voulons plus de paradis fiscaux. Et les pays qui demeurent des paradis fiscaux avec la dissimulation bancaire seront mis au ban de la communauté internationale*", a menacé Nicolas Sarkozy. (AP 04.11)

Il n'en aurait pas oublié quelques'uns : la Suisse, le Liechtenstein, le Luxembourg... et la City à Londres, Monaco, etc.

1.4- Italie. Mise sous tutelle du FMI.

Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, a confirmé vendredi avoir fait appel au Fonds monétaire international (FMI) pour "*surveiller*" et "*certifier*" la mise en oeuvre des mesures anti-crise de l'Italie. (libération.fr 04.11)

2- France. Ça baigne pour eux !

Hermès voit aujourd'hui sa dynamique de croissance freinée par des capacités de production limitées, face à une demande explosive et résistante aux soubresauts de la conjoncture mondiale.

Mireille Maury, directrice financière du groupe, a précisé à Reuters que la décélération intervenue outre-Atlantique et en France s'expliquait uniquement par des capacités de production insuffisantes.

Le groupe, qui emploie environ 2.000 artisans, augmente ses effectifs d'environ 10% par an, un rythme loin de satisfaire l'appétit d'une clientèle peu sensible aux aléas de l'économie, y compris dans les pays matures.

Hermès a également dit tabler sur une marge opérationnelle courante 2011 légèrement supérieure à celle de 2010, qui avait atteint un niveau historique de 27,8%. (Reuter 04.11)

3- Chypre

L'agence de notation Moody's Investors Service a abaissé vendredi la note de Chypre de deux crans, au motif que le gouvernement devra sans doute soutenir le secteur bancaire l'an prochain en raison de son exposition à la dette grecque.

L'agence américaine a ramené la note souveraine de Chypre de Baa1 à Baa3, soit un cran seulement au-dessus de la catégorie spéculative.

Une des raisons au déclassement annoncé vendredi soir, explique Moody's, est la faible capacité de Chypre à mettre en oeuvre des réformes structurelles et budgétaire nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des finances publiques du pays. (Reuters 04.11)

4- Irlande

L'Irlande a annoncé vendredi un renforcement de son programme d'austérité pour atteindre les objectifs fixés en contrepartie du plan d'aide de 67,5 milliards d'euros obtenu auprès de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) en novembre 2010. Dublin s'engage à réduire son déficit budgétaire de 3,8 milliards d'euros en 2012 et à poursuivre les hausses d'impôts ainsi que la diminution de ses dépenses jusqu'en 2015.

Le ministre des Finances, Michael Noonan, a déclaré que ces mesures, inscrites dans son projet fiscal 2012-2015 étaient nécessaires pour arriver à ramener le déficit sous la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB).

"*Il faut combler le large fossé qui existe encore entre les dépenses et les recettes du gouvernement*", a-t-il estimé, car sinon le pays court à "*une dette insupportable et une perte de souveraineté pour longtemps*".

Le ministre des Finances, qui présentera un budget détaillé le 6 décembre, a précisé qu'il prévoyait notamment 1,6 milliard d'euros de hausses d'impôts et 2,2 milliards de réduction des dépenses en 2012.

Il table sur un total de 12,4 milliards d'euros de réduction du déficit et de 4,65 milliards d'augmentations des impôts sur quatre ans, soit plus de 1.000 euros pour chaque femme, homme et enfant du pays. (AP 04.11)

Haut de page

Le 6 novembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne des articles supplémentaires dans les rubriques économie, politique et internationale. Hier j'ai mis en ligne un document de l'Ifri destiné principalement à l'armée, sur la façon dont elle perçoit une insurrection, un mouvement de type guérilla ou une guerre révolutionnaire et les moyens de les combattre. Utiles pour les futurs dirigeants du commandement militaire de la révolution...

Abordons aujourd'hui un autre aspect de la crise financière, les CDS. Qu'est-ce que c'est et comment ça marche ?

1- Aujourd'hui, il est un sujet dont on ne parle pas et qui pourrait devenir l'une des principales informations financières, c'est celui des CDS ou credit default swaps. Ce sont les contrats d'assurance contre le défaut de paiement. Les contrats d'assurance contre le défaut de paiement sur la France et sur l'Italie atteignent des records en pleine incertitude sur la crise de la dette en zone euro. Un exemple : quand le CDS sur la France atteint 180 points de base, cela signifie qu'il faut débourser 180.000 dollars par an pour assurer 10 millions de dollars de dette d'Etat française à 5 ans. (...)

Bien évidemment, la chute des cours des valeurs bancaires ne signifie pas seulement que leurs actionnaires perdent de plus en plus d'argent ; cela veut aussi dire que leurs CDS grimpent aussi. Bref, la pression monte partout… mais nous organisons un GVAIN qui coûtera beaucoup d'argent et n'aboutira à RIEN.

On exigera toujours plus des Etats et de leurs populations. Les politiciens ajouteront plan de rigueur après plan de rigueur, les « *forces de marchés* » via les comptes numérotés pousseront toujours plus les CDS à la hausse et nous allons être asphyxiés. (liesidotorg.wordpress.com 03.11)

2- Les 17 membres de la zone Euro restructurent la dette de la Grèce de telle sorte que les CDS (contrats de protection sur le risque grec) ne soient pas activés (le montant des contrats de garantie sont supérieurs au montant du risque grec) afin d'éviter la faillite des établissements bancaires qui ont garanti ces contrats. En même temps, les mêmes 17 membres continuent à mettre en œuvre les mécanismes qui offrent au FESF la possibilité d'émettre des CDS pour couvrir les premières pertes des obligations émises par les pays « périphériques ». (atlantico.fr 05.11)

Note : le site "liesidotorg.wordpress.com" est animé par des intellectuels indépendants, le site atlantico.fr est animé par des membres de l'UMP, dont des économistes. Intéressant la démonstration qu'ils font ici des manoeuvres de la zone euro pour "*éviter la faillite des établissements bancaires*", non ?

On ne doit pas cracher sur ce genre d'informations, puisqu'elles nous servent à mieux comprendre la situation... et les combattre. Les militants qui se sont détournés du site que j'anime, parce que je mettais en ligne des articles provenant de sites animés par des gens peu ou pas du tout fréquentables sont des crétins ou de médiocres dogmatiques.

Manipulation et propagande Medef-UMP

1- Un Français sur trois souhaite un abandon de l'euro et un retour au franc, un chiffre en baisse et très inférieur à la proportion des Allemands souhaitant un retour au mark, deux fois supérieur.

Selon un sondage Ifop pour le site internet Atlantico, 32% des Français souhaitent de retour à l'ancienne monnaie nationale contre 67%. Le chiffre était de 37% en septembre dernier. (Reuters 05.11)

1- L'Ifop, c'est Parisot, le Medef ; 2- Atlantico, c'est un portail... de l'UMP, cherchez l'erreur.

Commentaire d'internautes

- "*vous êtes sûr que c'est pas deux français sur trois.... Mauvais ou erreur de sondage*"

- "*et bien moi je ne suis pas FN, mais dans mon entourage c'est plutot 50%*"

- "*les 2/3 il semblerait vrai.*"

2- Ils sont 89% à considérer que l'argent prêté au pays en difficulté est «*de l'argent perdu*» car il ne pourra pas le

rembourser, souligne un autre sondage publié ce samedi sur le site de Ouest France. (lefigaro.fr 05.11)

Pas plus que l'Etat français ne sera en mesure d'éponger sa dette qui n'est pas davantage celle des travailleurs, mais cela ne figure dans aucun sondage, et pour cause...

3- Deux Français sur trois (68%) déclarent subir actuellement les effets de la crise économique dans leur vie personnelle et dans celles de leurs proches, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest Dimanche.

La proportion des personnes interrogées estimant que la crise les affecte "*beaucoup*" (30%) est en augmentation. 32% des Français s'estiment en revanche peu ou pas du tout affectés par la crise, dont 7% "pas du tout". (20minutes.fr 05.11)

On approche du point de rupture qui sera atteint dans les prochains mois, pour des millions de travailleurs il est déjà dépassé depuis des années.

Cette crise est une excellente leçon de chose grandeur nature pour comprendre la nature du capitalisme, faut-il encore analyser cette crise au-delà de son seule aspect financier qui n'est que le sommet de l'iceberg en train de couler. Tous ceux qui se limitent à cet aspect financier dans leurs critiques du capitalisme, démontrent qu'ils n'ont pas du tout l'intention de s'attaquer à ses fondements, la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Sur la situation en Grèce

On peut prendre comme référence les manifestations du 28 octobre pour affirmer qu'il existe une situation révolutionnaire en Grèce.

On ne l'a pas dit parce que cela allait de soi, l'annonce puis le retrait du référendum exprime la confusion, le désarroi, les divisions qui règne au sommet de l'Etat, qui est à son tour le produit de leur impuissance à faire refluer la puissante mobilisation des masses exploitées.

En ligne direct avec la crise sociale qui ravage le pays et déstabilise l'Etat, l'annonce de ce référendum par Papandréou avait plusieurs significations ou correspondait à au moins deux objectifs :

1- Tenter pour gagner du temps d'apporter une réponse à la détermination des masses qui s'était exprimée lors de la grève générale des 19 et 20 octobre dernier, puis lors des manifestations du 28 au cours desquelles personne n'avait pu éviter que l'autorité de l'Etat soit piétiné publiquement, témoignant ainsi de son affaiblissement ;

2- Associer la Nouvelle démocratie à l'accord de Bruxelles du 27 octobre, afin que le PASOK ne soit pas le seul à supporter un fardeau trop lourd pour ses épaules (et à en payer le prix électoral, mais là c'est peine perdu !) ou tout simplement, parce qu'il en était incapable du fait que cet accord était rejeté par la quasi-totalité des travailleurs du pays, ceux-ci n'accordant aucune confiance au PASOK.

On pourrait ajouter que c'est le 28 octobre que Papandréou à réellement pris conscience de la menace qui planait dorénavant sur le régime, et qu'il était devenu urgent par n'importe quel moyen de tenter de renouer avec le peuple grec qu'il avait toujours ignoré depuis deux ans au profit de l'UE et du FMI, des intérêts de l'aristocratie financière en définitif. La suite de cette analyse figure dans les causeries des derniers jours.

J'ajouterai juste un mot.

D'ici en Inde, il m'est difficile d'apprécier la situation exacte en Grèce, je manque d'informations sur le degré de mobilisation et d'organisation des différentes couches exploitées, ainsi que sur les partis ou organisations autres que le KKE, le parti stalinien grec.

Cependant, il me semble que la crise ne pouvant que s'approfondir dans les jours et semaines à venir, il est possible d'envisager à court terme que cette formidable mobilisation des masses et particulièrement de la jeunesse se transforme en soulèvement contre le régime.

Dans cette perspective, la tâche urgente à mettre à l'ordre du jour de l'avant-garde révolutionnaire, c'est de structurer ou renforcer le degré d'organisation du prolétariat et sa jeunesse, de parvenir à unifier tous les secteurs qui sont dors et déjà mobilisés afin d'avancer uni contre les institutions, sous peine d'une dislocation quand la répression s'abattra sur le prolétariat, ses partis et organisations.

Pour se faire, il faut que les travailleurs grecs se donnent des objectifs politiques, condition indispensable pour donner une orientation politique correcte à leur mobilisation et lui donner un contenu révolutionnaire conscient, car sans élévation du niveau de conscience politique au cours du processus révolutionnaire, ils ne pourront prétendre atteindre aucun de ces objectifs,

ils demeureront divisés et la proie des staliniens et des provocateurs en tous genres.

Il faut se concentrer à tout prix sur la question de l'organisation des masses avant que le soulèvement ait lieu, après il sera trop tard. L'objectif à atteindre à travers l'unification de tous les secteurs engagés dans ce combat, c'est la constitution d'un organe politique indépendant de l'Etat qui instaurera une situation de double pouvoir.

Cet organe politique constitué de délégués élus intégrant les partis et syndicats engagés au côté des travailleurs en lutte issus des comités de grève ou assemblées populaires à travers tout le pays, doit prendre la direction de la révolution et appeler tous les travailleurs qui ne se sont pas encore engagés dans ce combat à rejoindre les centaines de milliers de travailleurs et jeunes déjà mobilisés et organisés, rassembler l'ensemble de la classe et tous les pans de la petite-bourgeoisie qui a pris conscience qu'elle n'avait plus rien à attendre de ce régime, pour constituer l'embryon d'un nouvel Etat sur la base de leurs propres besoins sociaux et préparer l'assaut final contre les institutions.

Voilà comment doit se diposer l'avant-garde révolutionnaire en Grèce, y compris pour se renforcer et construire un véritable parti communiste, sur la base de la rupture avec le capitalisme, donc l'UE et le FMI, l'expropriation des propriétaires et actionnaires des grandes entreprise, à commencer par les banques, et la rupture avec les institutions, l'abolition de la Constitution, sur les cendres desquelles l'ensemble des masses exploitées sous la direction de la classe ouvrière bâtiront un nouvel Etat, un Etat social, socialiste, le premier maillon des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Toute la difficulté ou complexité de la situation réside dans le fait que les revendications transitoires ou démocratiques bourgeoises, les revendications sociales des travailleurs, ne peuvent pas être satisfaites sans s'attaquer aux fondements du régime et de l'Etat, la crise du capitalisme a pris une telle ampleur et elle a atteint une telle profondeur, que les revendications transitoires se confondent d'emblée, pour ainsi dire sans transition, avec le programme de la révolution socialiste. (A suivre)

En avant vers le socialisme, vive la révolution socialiste mondiale !

Chers camarades, l'heure est grave, chacun doit en prendre conscience, dites-moi dans quel journal ou quel site Internet d'un parti vous trouvez ce genre d'analyses ? Sauf erreur de ma part, nulle part. Vous voulez que je vous dise ce que j'en déduis, les héritiers de Lénine et Trotsky sont morts politiquement, inexistants.

Les dernières infos

Papandréou

La crise politique se poursuit en Grèce. Quelques heures après avoir obtenu la confiance du Parlement grec, le Premier ministre Georges Papandréou s'est attelé samedi à essayer de former un gouvernement d'union nationale dans son pays toujours au bord de la faillite. Mais la droite ne veut pas y participer et réclame l'organisation immédiate d'élections anticipées.

M. Papandréou a bien accepté de démissionner si nécessaire pour faciliter la formation d'une coalition, proposant au principal parti d'opposition de droite, Nouvelle Démocratie, d'y participer. Mais cette offre a été rapidement rejetée par le chef de ce parti conservateur, Antonis Samaras.

Mais l'appel de M. Papandréou a été rejeté par Antonis Samaras. "*Nous n'avons pas demandé de place dans son gouvernement. Tout ce que nous voulons, c'est que M. Papandréou démissionne, parce qu'il est devenu dangereux pour le pays*", a-t-il lancé lors d'une intervention télévisée. "*Nous exigeons des élections immédiates*", a-t-il ajouté.

Reste au président Papoulias la rude tâche de jouer les intermédiaires dans ce blocage. Il recevra notamment M. Samaras dimanche à 13h (11h GMT). (AP 05.11)

A sa sortie du bureau de Papoulias, Papandréou s'est entretenu avec son ministre des finances, Evangelos Venizélos, et ex-rival malheureux, que des médias grecs citent comme un candidat possible à la direction d'un nouvel exécutif. Il a également convoqué une réunion ministérielle pour dimanche dans la soirée.

Samedi, seules deux petites formations de droite dissidentes de la Nouvelle Démocratie -le parti d'extrême droite Laos de Georges Karatzaferis et l'Alliance démocratique de la libérale Dora Bakoyanni- s'affirmaient prêtes à jouer le jeu, avec un renfort potentiel d'une vingtaine de députés mais un capital de légitimation politique réduit. (20minutes.fr 05.11)

Ce que les travailleurs doivent payer.

Chaque plan d'aide internationale a été concomitant avec d'inutiles et très coûteuses commandes d'armement par l'armée grecque à l'Allemagne, à la France ou aux États-Unis. Le budget militaire de la Grèce par contribuable est presque le double de celui

des autres membres de la zone euro. Le dernier plan d'urgence adopté en octobre par les États de la zone euro et le FMI a correspondu à une commande aux États-unis de 400 chars M1 Abrams et de 20 véhicules amphibie AA7VA1 pour la modique somme d'1,28 milliard d'euros. Ce schéma reproduit celui que l'on avait connu en 2003 lorsque les subventions européennes pour la modernisation de l'agriculture polonaise avaient été détournés pour acheter des F-16 états-uniens et les engager aux côtés du Pentagone dans l'aventure irakienne.

On observera que la vente des F-16 à la Pologne avait été négociée par un cabinet d'avocats US dirigé par Christine Lagarde, devenue depuis directrice du FMI et à ce titre bienfaitrice de l'état-major grec et de l'industrie militaire US pour ce nouveau contrat. (Réseau Voltaire 03.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- «***L'heure de vérité a sonné***»... dans tous les sens du terme.

François Fillon samedi à Morzine : il n'y a pas d'alternative à la réduction de la dette, et celle-ci ne sera possible qu'en réduisant les dépenses publiques. Alors que les derniers arbitrages concernant le nouveau plan d'austérité sont rendus ce week-end à l'Elysée, avant sa présentation lundi, le premier ministre a donné le ton : crise de la dette oblige, le budget de l'Etat pour 2012 sera «*le plus rigoureux depuis l'après-guerre*».

«*L'heure de vérité a sonné, a-t-il mis en garde. Il n'est pas utile de s'en prendre aux agences de notation, aux banquiers, aux spéculateurs ou à je ne sais quel bouc émissaire, pas utile de faire croire qu'il y a des trésors cachés pour financer nos dépenses publiques. […]*» (Alors qui porte la responsabilité de cette dette si ce n'est l'aristocratie financière, devinez : les travailleurs, cela va de soi - note du site)

«*Il n'y a pas d'autre recette pour réduire l'endettement que de réduire la dépense», a estimé François Fillon. Mais grâce à ces efforts, le premier ministre juge que la France «restera l'un des dix pays au monde avec la meilleure crédibilité financière*», et donc les conditions d'emprunt les plus favorables. (Pour engraisser qui, les malheureux banquiers, car l'Etat compte bien continuer d'emprunter, tout comme l'Etat grec, c'est le tonneau des Danaïdes, pour le plus grand bonheur des prédateurs de la finance - note du site)

Côté recettes, plusieurs pistes ont d'ores et déjà été divulguées. Selon les informations du Figaro, le gouvernement pourrait d'abord procéder à une hausse de l'impôt sur les sociétés des entreprises qui réalisent plus de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires. La recette annuelle de ce supplément d'impôt est évaluée à un milliard d'euros par an. Une hausse ciblée de la TVA est par ailleurs envisagée, qui rapporterait également aux alentour d'un milliard d'euros. Sur ce point, deux hypothèses demeurent : soit une hausse de la TVA à 7% pour l'ensemble des produits actuellement taxés à 5,5%. Soit la création d'un nouveau taux à 7%, qui viserait quelques secteurs, dont celui de la restauration. (Un milliard d'euros par an pour les grandes entreprises, un milliard d'euros minimum pour les travaillleurs au titre de la TVA, plus 2 milliards d'euros au titre d'un jour de travail non rémunéré (lire ci-dessous), donc trois fois plus pour les travailleurs, c'est ce qu'ils appellent l'équité ou la justice sociale ! - note du site)

Enfin, le Journal du Dimanche cité par l'AFP, croit savoir qu'une nouvelle journée de solidarité pourrait être créée. Créée en 2004 sous l'impulsion de Jean-Pierre Raffarin après la canicule de 2003, il s'agit d'un jour de travail non rémunéré dont les fruits financent la prise en charge des personnes âgées et handicapées. Chaque année, cette journée travaillée fait entrer environ 2 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat. (lefigaro.fr 05.11) (C'est le rétablissement de la corvée qui existait sous l'Ancien régime ! - note du site)

1.2- Gaucheritude. En dessous de la ligne de flottaison

L'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement, 72 ans, président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen (MRC), a officialisé samedi soir au journal télévisé de France 2 sa candidature à l'élection présidentielle de 2012.

"*J'ai beaucoup réfléchi et j'ai décidé de me porter candidat pour faire bouger les lignes, comme je l'avais dit, c'est-à-dire pour mettre la gauche et la France à la hauteur des défis qui sont devant nous*", a-t-il déclaré.

"*J'avais le tort en 2002 d'avoir raison contre tous les autres et je n'accepte pas que ceux qui ont fait le lit du Front National en se ralliant au néolibéralisme puissent me transformer en bouc émissaire*", a-t-il ajouté alors qu'il était interrogé sur le fait de savoir si cela ne faisait trop de candidatures à gauche de l'échiquier. (liberation.fr 05.11)

Vaut mieux en rire qu'en pleurer, imaginez un instant un second tour en 2012 avec deux candidats restant en lice Sarkozy et Le Pen ?

Dupont-Aignan sera le candidat des gaullistes de droite et Chevènement celui des gaullistes de gauche, c'est ainsi qu'il se présentait il y a 30 ans, il ne manque plus que Villepin, Morin ou Bayrou qui représenterait les gaullistes du centre, tandis que Sarkozy représente les gaullistes d'extrême droite. Madame Le Pen représentant toutes les raclures monarchistes, cléricaux fondamentalistes, vichystes et les nostalgiques de la Cagoule et des ligues fascistes réunis.

2- Allemagne

Angela Merkel s'attend à voir la crise de la dette s'installer dans la durée et ne prévoit pas de véritable amélioration avant dix ans.

"*Presque tous les pays d'Europe ont dépensé toutes ces années plus qu'ils ne gagnaient*", a-t-elle souligné. (Reuters 05.11)

Question à cent balles : ne se sont-ils pas plutôt soumis au dikat américain pour éviter l'effondrement de l'impérialisme américain et retarder l'explosion de l'économie mondiale ?

3- Italie

3.1- Plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont descendus samedi dans les rues du centre de Rome à l'appel de l'opposition, pour réclamer le départ du président du conseil Silvio Berlusconi.

La crise de la dette souveraine a encore affaibli Silvio Berlusconi, alors que les querelles au sein de sa coalition ont empêché l'Italie de prendre des mesures claires pour rassurer les marchés. (AP 05.11)

3.2- La presse italienne passe Silvio Berlusconi par pertes et profits samedi après un sommet du G20 jugé humiliant pour le président du Conseil, dont la situation semble désespérée même aux yeux des journaux lui étant a priori favorables.

Même le quotidien pro-gouvernemental "Il Foglio", dirigé par l'un des conseillers de Silvio Berlusconi, décrit le chef du gouvernement comme "*l'ombre de lui-même*". Il ajoute que l'Italie est "*un pays extrêmement solide mais il nous manque un détail: un leadership politique*". (Reuters 05.11)

4- Israël

Et maintenant, la théorie du complot ! Après un étonnant silence de plus de cinq jours, pendant lesquels la plupart des ministres israéliens ont fait chorus dans le débat très public sur l'opportunité ou non, pour Israël, d'envisager des frappes militaires contre les installations nucléaires iraniennes, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a demandé au Shin Bet, le service de renseignement intérieur, de diligenter une enquête sur l'origine des fuites concernant une discussion censée rester confinée au cénacle du cabinet restreint.

Haro donc sur la presse, coupable d'avoir rendu compte des états d'âme de ministres qui se sont notamment exprimés... à la Knesset, le Parlement israélien ! Mais comme les médias peuvent rendre des services, c'est par le biais du quotidien koweïtien Al-Jarida que le gouvernement israélien a choisi de faire part de la saisie du Shin Bet et de ses soupçons. Le bureau du premier ministre n'a ni confirmé ni démenti les informations d'Al-Jarida, un journal très souvent utilisé par l'exécutif israélien pour distiller informations, rumeurs et ballons d'essai.

Que dit Al-Jarida ? Que ces fuites sont la manifestation du désir de revanche des anciens chefs du Mossad (renseignement extérieur) et du Shin Bet Meir Dagan et Youval Diskin, le premier n'ayant pas apprécié de ne pas être renouvelé dans ses fonctions, et le second de ne pas lui avoir succédé. Les deux hommes auraient "*recruté*" des journalistes pour nuire au premier ministre et au ministre de la défense, Ehoud Barak, et torpiller l'intention prêtée aux deux hommes de pousser les feux en faveur d'une intervention militaire contre l'Iran.

Mais Meir Dagan est du genre combatif : "*Je suis un criminel qui viole les règles de sécurité ? Qu'ils me jugent donc ! Ceux qui ont poussé la question iranienne au centre de l'actualité, ce sont le premier ministre et le ministre de la défense*", a ajouté l'ancien patron du Mossad. Dans cette ambiance de règlement de comptes, Moshé Yaalon, le ministre des affaires stratégiques, a dénoncé le comportement "*cynique et irresponsable*" de son collègue de la défense, par ailleurs soupçonné d'exagérer à dessein les menaces contre Israël pour obtenir des rallonges financières pour son ministère.

La plupart des éditorialistes de la presse israélienne dénoncent l'hypocrisie du gouvernement, qui, n'ayant pas fait usage de la censure militaire (une pratique pourtant courante sur des sujets sensibles), a laissé le débat prendre de l'ampleur, avant de désigner un bouc émissaire : la presse.

Que la tentation de frappes préventives contre l'Iran existe en Israël, nul ne peut en douter. La preuve : le débat s'est transporté, vendredi 4 novembre, de Jérusalem à... Cannes. Lors du sommet du G20, Nicolas Sarkozy s'est refusé à envisager une hypothèse guerrière, insistant au contraire sur la nécessité de multiplier les sanctions contre Téhéran. Le ton se voulait apaisant, mais non dénué d'une menace à peine voilée : "*Si Israël était menacé dans son existence, la France ne resterait pas les bras croisés*", a souligné le président français. (lemonde.fr 05.11)

Libye

Dans un entretien accordé le 31 octobre 2011 à Radio Canada, le lieutenant-général Charles Bouchard, qui commanda l'Opération Unified Protector en Libye, révèle qu'une cellule d'analyse avait été installée au Quartier général de l'OTAN à Naples. Elle avait pour mission d'étudier et de comprendre ce qui se passait au sol, c'est-à-dire à la fois les mouvements de l'Armée libyenne et ceux des « *rebelles* ».

Pour nourrir cette cellule plusieurs réseaux d'information avaient été créés. « *Les renseignements venaient de beaucoup de sources, dont les médias qui étaient au sol et nous donnaient beaucoup d'informations sur les intentions et où étaient les forces terrestres* ».

C'est la première fois qu'un responsable de l'OTAN admet que des journalistes étrangers présents en Libye étaient des agents de l'Alliance atlantique. Peu avant la chute de Tripoli, Thierry Meyssan avait fait scandale en affirmant que la plupart des journalistes occidentaux hébergés à l'hôtel Rixos étaient des agents de l'OTAN. Il avait notamment mis en cause les équipes d'AP, BBC, CNN et Fox. (Réseau Voltaire 03.11)

Société

France

Près de trois foyers français sur quatre sont équipés d'au moins un ordinateur, près d'un foyer sur trois en possède plusieurs (contre 28,7% il y a un an). Et, comme si cela ne leur suffisait pas, ils sont de plus en plus nombreux à lorgner sur les tablettes multimédias (trois fois plus de foyers qu'en 2010 prévoient d'acheter une tablette d'ici six mois, soit 525 000 foyers). Autant dire qu'il y a une nette tendance «multiéquipement» au sein des familles, selon cette étude Médiamétrie-GFK publiée hier. (liberation.fr 05.11)

Haut de page

Le 7 novembre

CAUSERIE

Hier après-midi, j'ai actualisé toutes les pages d'accueil des différents thèmes présents dans le site. J'ai créé une section *Zone euro. FESF et MES (Le mécanisme européen de stabilisation)* dans la page économie.

Rectificatif.

J'ai écrit hier que le portail atlantico.fr était un site de l'UMP, ce n'est pas le cas. En fait, il publie des articles de différents auteurs dont des membres de l'UMP, comme le fait slate.fr qui met en ligne des articles de J-F Copé (UMP) ou de J. Attali (PS), sans pour autant être un site de l'UMP ou du PS.

Le n°36 de Révolution socialiste du Groupe Bolchevik est paru. Excellent comme d'habitude, je n'ai pas encore eu le temps de le lire entièrement, mais je vous en recommande la lecture vivement. Vous savez ce qui fait la qualité de leurs analyses, c'est qu'elles incluent les rapports entre les classes, à l'intérieur des classes et avec les appareils, les partis, les institutions, et ils ne craignent pas d'aborder les questions économiques auxquelles sont finalement liées aux questions sociales et politiques, quand ces dernières n'en découlent pas directement, à l'arrivée on dispose d'une analyse globale de la situation qui ne peut que nous aider à mieux la comprendre, qu'on soit d'accord ou non avec leurs conclusions.

Ce numéro comporte une analyse sur la situation en France et en Europe, un article très étayé sur la Syrie et qui nous éclaire utilement sur la situation dans ce pays, un autre fait le point sur la situation en Libye. Je ne vais pas énumérer tous les articles que comporte ce numéro de Révolution socialiste.

Je terminerai en signalant une *Note de lecture* du livre de François Chesnais, membre du NPA et d'ATTAC, *Les Dettes illégitimes*,

qui met en relief tour à tour la soumission de son auteur au capitalisme et à l'Etat, qu'il s'emploie à défendre par les mêmes artifices que tous ceux qui expliquent que la crise actuelle serait due à la dérive du capitalisme financier et non aux fondements du capitalisme, dénonçant les méfaits du néo-libéralisme pour finalement prôner le keynésianisme, le tout dans une grande confusion, cet article ne fait que trois pages mais vous ne perdrez pas votre temps à le lire attentivement.

Je signale également aux camarades la parution du n°24 de *Combattre pour en finir avec le capitalisme* du groupe CCI (T), mis en ligne dans le site aujourd'hui. L'analyse de ces camarades portent davantage sur les aspects sociaux de la crise du capitalisme et la manière dont les uns et les autres la présentent et prétendent y répondre, ce qui ne manque pas d'intérêt non plus. J'ai apprécié leur caractérisation politique du mouvement dénommé les Indignés "*Les mouvements des Indignés, nés en Europe en réaction à la compromission irrémédiable des appareils politiques et syndicaux du mouvement ouvrier et aux USA de l'absence même de tout parti ouvrier, ne font que revendiquer une plus grande démocratie tout en reprenant la politique des partis réformistes qui critiquent les « excès » du capitalisme*".

On trouve aussi dans ce numéro un article particulièrement intéressant sur la situation en Grèce, rendant compte des multiples manifestations qui ces dernières semaines s'en sont pris directement aux institutions, ce qui était impensable il y a peu encore, montrant à quel point l'Etat était affaibli et isolé des masses exploitées, à la fois en proie à une grave crise politique se soldant par la paralysie de l'Etat et son impossibilité de faire refluer la mobilisation des masses, encore moins à les affronter directement, autant d'éléments qui ajoutés aux multiples grèves et occupations d'entreprises ou de ministères permettent de caractériser la situation comme révolutionnaire ou prérévolutionnaire selon certains camarades.

Pour moi qui suis si loin et isolé, en les lisant, en une fraction de secondes je me retrouve plongé au coeur de la lutte des classes avec toujours en prime une perspective politique révolutionnaire. Alors si je peux me permettre, encore bravo aux camarades des groupes bolchevik et CCI (T), un grand remerciement en vous souhaitant bonne continuation ou tout le meilleur, au choix.

Rien de tel pour être de bonne humeur et garder le moral, au beau fixe bien entendu.

Il en faut du moral pour supporter ce qui suit, il faut rester lucide en toutes circonstances, même quand après avoir dressé un constat de la situation, on se dit qu'on est franchement mal barré avec de tels partis, le POI, le NPA et LO.

Jugez plutôt.

LO

Le néant politique.

Article - Nathalie Arthaud : La zone euro dans la tourmente capitaliste, le 2 novembre.

- "*Et elles (les classes populaires grecques) auront à continuer (à se battre) pour refuser les mesures d'austérité calamiteuses qui leur sont imposées dans le seul but de rassurer les groupes financiers usuriers. (...) Cette politique ne pourra que s'aggraver si on les laisse faire.*"

NPA

Aucune orientation ou aucun objectif politique.

Article - G20: le bal des vampires, 2 novembre.

- "*Nous devons prendre nos affaires en mains pour amplifier la voix des révolutions arabes, des indignés de Wall Street, de Grèce et d'ailleurs et des salariés qui luttent à travers le monde contre les plans d'austérité.*"

Je ne veux pas jouer les trouble-fête, mais il me semble qu'à vouloir "*amplifier*" cette "*voix*", ils vont finir par s'égosiller...
Les révolutions tunisienne et égyptienne doivent plutôt changer de voie en mettant à l'ordre du jour l'expropriation des capitalistes, la rupture avec les différents impérialistes et la nécessité d'abolir les institutions de l'ancien régime qui sont toujours en place.

Quant au mouvement des Indignés très largement médiatisés, il n'a aucun avenir s'il ne parvient pas à remettre en cause les rapports de production, à remonter jusqu'à la racine de la crise du capitalisme, car c'est seulement en parvenant à ce point que l'on accède à la compréhension de la nécessité de l'extraire, que l'on parvient à se forger la conviction qu'il faut en finir avec le capitalisme, conviction qui partant du développement historique du capitalisme aboutit au constat de son effondrement, prélude à sa disparition pour peu que la classe ouvrière parvienne à se doter d'une nouvelle direction dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Pourquoi est-on toujours incapable de neutraliser totalement le virus du sida ? Parce qu'on n'a pas encore été capable de remonter jusqu'à la source, il y a dans les rapports entre les différents éléments qui le composent et qui lui permettent de s'attaquer à des cellules saines du corps quelque chose qui nous échappent, dont on n'a pas encore compris le fonctionnement. C'est la même chose avec le capitalisme.

Plus la population mondiale et la pauvreté augmente, plus une infime minorité de la population s'approprie une part grandissante des richesses produites, en disant cela, souvent on croit avoir avancé ou fait une grande découverte qui va bouleverser le monde, alors qu'il ne s'agit que d'un banal constat. Il faut gratter et aller plus loin, on est là uniquement en présence des conséquences de quelque chose, il faut donc en découvrir la cause, car cette contradiction n'est pas apparue un jour miraculeusement, il faut trouver sur quels rapports économiques et sociaux elle repose, et c'est seulement lorsqu'on y sera parvenu, qu'on pourra agir sur ces rapports, qu'on sera en mesure d'agir directement et efficacement sur les origines de la crise actuelle, et de trouver au sein même de ces rapports les éléments qui nous permettront de définir une issue politique favorable aux exploités en s'inspirant des enseignements de la lutte de classe des générations passées, en partant du niveau de conscience le plus élevé atteint par le combat du prolétariat mondial pour son émancipation du capital, pour conquérir sa liberté.

POI

Aucun objectif politique.

Extrait du communiqué du bureau national du POI, le 5 novembre :

- "*En Grèce, c'est par le moyen de la lutte de classe (grèves, manifestations, occupations...) que les travailleurs et la population cherchent les voies de l'unité et de l'indépendance de leurs organisations pour résister.*"

Le POI apparaît ainsi comme le plus farouche ennemi de l'organisation de la classe par elle-même intégrant partis et syndicats. Alors que des pans entiers de la classe et de la jeunesse passent à l'offensive, le POI appelle à "*résister*", à croire qu'ils font tout pour tirer la classe en arrière au lieu de l'aider à d'aller de l'avant, à briser le carcan insupportable des appareils sur le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Même punition ou politique stérile en France :

- "*En France aussi, les développements de la situation mettent chaque jour davantage à l'ordre du jour la lutte de classe, la réalisation de l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour bloquer les plans d'austérité.*"

La situation sociale et politique n'est pas vraiment la même en Grèce et en France, on est bien d'accord. Vous aurez constaté qu'ils tiennent dans les deux cas le même discours à la virgule près, ce qui confirme ce que j'ai écrit plus haut. Comme si s'en remettre à ces organisations pouvaient constituer une issue politique à la crise du capitalisme, c'est plutôt flatteur pour les appareils qu'ils sont censés combattre. Vous aurez noté au passage qu'iils n'ont tiré aucun enseignement de la défaite de la mobilisation contre la "réforme" des retraites de l'automne 2010.

Ne demanderaient-ils pas aux banquiers de s'infliger eux-mêmes un terrible châtiment pour expier leurs vilains péchés, à défaut de pouvoir nous-mêmes leur infliger une sévère correction, les exproprier.

Un discours inaudible :

"*C'est aux capitalistes et aux banquiers de payer pour leurs propres dettes et les conséquences de leurs spéculations.* "

En réduisant de quelque 40 ou 50% ou plus les créances de l'Etat grec qu'ils détenaient, les dirigeants de la zone euro n'ont-ils pas sous-entendu si fort que c'est parvenu jusqu'à nos oreilles, qu'ils avaient fait casquer les banquiers, qu'en quelque sorte ils se seraient sacrifiés pour la bonne cause, sauver l'euro et l'Union européenne, donc leurs peuples ? Même si sur le fond ce n'est pas exact, c'est le même discours.

Maintenant Fillon vient de déclarer qu'ils ne fallaient pas prendre les malheureux banquiers pour des "*boucs émissaires*" de la crise, mais c'était APRES la parution de ce communiqué, pas de bol.

Le saviez-vous

Vu et entendu aux infos hier soir sur TV5Monde Asie : aux Etats-Unis il est interdit de faire sécher son linge à l'extérieur, les Américains qui disposent d'un jardin s'expose à une amende s'ils contreviennent à cette loi. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'il est indécent d'exposer un slip ou un soutien-gorge à la vue de ses voisins ou des passants. Complètement dingue, non ?

Le journaliste a précisé qu'un rapport très sérieux sur la consommation d'élevricité aux Etats-Unis était parvenu à la conclusion que la moitié de l'énergie nucléaire produite dans ce pays passait dans les sèche-linges, aberrant. Et dire qu'il y en a qui appelle encore cela une démocratie...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le gouvernement français envisage d'accélérer le calendrier de transition vers l'âge de départ à la retraite à 62 ans dans le cadre de ses mesures pour le redressement des finances publiques, selon le journal Les Échos à paraître lundi 7 novembre.

La réforme des retraites, entrée en vigueur le 1er juillet 2011, prévoit que l'âge légal de départ à la retraite soit porté progressivement de 60 ans aujourd'hui à 62 ans en 2018, à raison de quatre mois par an. Les personnes nées entre le 1er juillet et le 31 décembre 1951 ont ainsi quatre mois de travail en plus à réaliser, la génération 1952 8 mois et ainsi de suite jusqu'à arriver à 62 ans.

Cette échéance de 2018 serait avancée à 2017 voire 2016, ce qui entraînerait plusieurs milliards d'euros d'économies sur la prochaine législature, avance le quotidien économique.

Le gouvernement Fillon doit dévoiler lundi 7 novembre de nouvelles mesures d'austérité liées à la révision à la baisse de la prévision de croissance pour 2012 (1 % contre 1,75 % attendu auparavant). Ce train de mesures prévoirait en outre une désindexation partielle des prestations sociales, un coup de rabot d'environ 500 millions d'euros sur les dépenses d'assurance-maladie, une réduction supplémentaire de 500 millions d'euros des crédits ministériels et une surcote d'impôt pour les grands groupes réalisant un chiffre d'affaires de 120 à 150 millions d'euros, voire 500 millions, ajoute le quotidien Les Echos. (lemonde.fr 06.11)

La piste d'une seconde journée de solidarité "*ne sera pas retenue*", a annoncé dimanche soir le ministre de l'Economie François Baroin. (AP 06.11)

2- Grèce

Tard dans la soirée de dimanche, le premier ministre Georges Papandréou et le leader de l'opposition Antonis Samaras sont parvenus à se mettre d'accord sur le principe d'un gouvernement d'union nationale, auquel ne participera pas Papandréou.

Pour le remplacer, nombreux sont les députés des deux bords à préconiser le choix d'une personnalité compétente - indépendante, comme -Lukas -Papademos, professeur d'économie à l'Université d'Athènes, ancien gouverneur de la Banque centrale, et ancien vice-président de la BCE, de 2004 à 2009.

Une telle nomination aurait l'avantage de satisfaire les ministres européens de l'Eurogroupe, lesquels doivent se réunir ce lundi. (lefigaro.fr 06.11)

Le gouvernement provisoire devrait rester en place environ trois ou quatre mois pour garantir la mise en oeuvre du nouvel accord européen sur le désendettement de la Grèce conclu le 27 octobre dernier. (AP 06.11)

"*Nous avons appelé à un gouvernement d'union nationale, restant persuadés qu'il s'agit de la manière convaincante de rétablir la confiance et d'honorer les engagements*", a dit à Reuters Olli Rehn, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, alors que les partis politiques grecs négociaient âprement un accord de coalition, finalement trouvé dimanche en début de soirée. (Reuters 06.11)

3- Israël

"*La possibilité d'une attaque militaire contre l'Iran est plus proche que l'option diplomatique*", a affirmé le président dans une interview au quotidien Israël Hayom.

"*Je ne pense qu'il y ait déjà une décision à ce sujet, mais l'impression prévaut que les Iraniens s'approchent de l'arme atomique. Apparemment cela devrait se produire d'ici un an environ*", a ajouté le président.

"*Nous ne devons pas dévoiler à l'ennemi quelles sont nos intentions. Il faut être discrets pour tout ce qui est opérationnel*", a poursuivi M. Peres.

Lors d'une autre interview à la radio publique, M. Peres a affirmé que, selon les "*signes avant-coureurs, l'Agence a en main des preuves que les Iraniens malgré leur dénégations vont bien produire un armement nucléaire*".

"*Jusqu'à présent, l'Agence avait accordé le bénéfice du doute à l'Iran. Ce rapport, s'il est publié, va lever le doute*", a ajouté le président en préconisant un durcissement des sanctions "*économiques et pétrolières*" contre Téhéran.

L'Iran a pour sa part réfuté par avance les accusations du prochain rapport de l'AIEA en affirmant qu'elles sont basées sur des "*faux documents*", selon le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi cité dimanche par la presse.

L'hypothèse d'une frappe préventive d'Israël contre les installations nucléaires de l'Iran a repris corps ces derniers jours, à la faveur de fuites organisées vers les médias d'un débat qui divise les membres du cabinet de Benjamin Netanyahu.

Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a démenti lundi des informations selon lesquelles il aurait d'ores et déjà décidé avec M. Netanyahu d'attaquer l'Iran.

Mais, il a ensuite ajouté qu'"*il peut se créer des situations au Moyen-Orient dans lesquelles Israël devra défendre ses intérêts vitaux de façon indépendante, sans avoir à s'appuyer sur d'autres forces régionales ou autres*". (lexpress.fr 06.11)

Social

Israël

Une grève illimitée lancée à l'appel du principal syndicat du pays devrait paralyser Israël lundi, notamment les transports, les administrations publiques, les universités, les banques et la Bourse.

Le conflit porte sur le statut de quelque 250.000 vacataires de la fonction publique, dont le syndicat Histadrut réclame la titularisation.

"*La grève sera illimitée et seule une injonction de la justice peut l'empêcher*", a déclaré dimanche Ofer Eini, le numéro un de Histadrut, à l'antenne de la radio de l'armée israélienne.

La justice israélienne doit se prononcer ce dimanche sur la légalité de cette grève.

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a invité la centrale syndicale, qui rassemble des centaines de milliers d'employés de la fonction publique, à revenir sur sa décision.

"*Je crois qu'il est possible de parvenir à une solution juste et responsable à la question des vacataires*", a déclaré le chef du gouvernement, également à l'antenne de la radio de l'armée.

"*Nous devons parvenir à une solution qui ne nuise pas à l'économie israélienne alors que les économies du monde entier sont plongées dans le chaos*", a-t-il ajouté. (Reuters 06.11)

Economie

1- Zone euro

Trois jours après avoir éclipsé les enjeux internationaux du sommet du G20 de Cannes, la situation budgétaire et politique en Grèce et en Italie sera de nouveau au coeur des discussions entre les ministres des Finances de la zone euro et de l'Union européenne lundi et mardi à Bruxelles.

Les réunions de l'Eurogroupe et du conseil Ecofin donneront le coup d'envoi à une nouvelle semaine décisive pour le futur de la monnaie unique.

Les ministres des Finances devront agir sur plusieurs fronts pour tenter d'éteindre l'incendie qui menace l'euro et qui, après avoir emporté la Grèce, l'Irlande et le Portugal, menace désormais l'Italie, l'Espagne et à terme la France.

FESF. Les investisseurs dans les titres souverains de la zone euro pourraient se voir offrir des garanties sur les premières pertes par le FESF dès décembre.

L'une des options qui recueille le plus de suffrages serait d'utiliser les Droits de tirage spéciaux (DTS) des Européens au FMI pour permettre cet effet de levier.

Mais la Bundesbank est opposée à une mise en commun de ces DTS ou à leur augmentation que ce soit pour accroître les capacités du FESF directement ou indirectement, par exemple en garantissant des fonds qui seraient investis par la Chine, la Russie ou le Brésil dans un véhicule spécial ou sur un compte administré par le FMI. (Reuters 06.11)

2- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) discute souvent de la possibilité de mettre un terme à ses rachats de titres de dette souveraine italiens au cas où Rome ne mettrait pas en oeuvre les réformes promises, déclare Yves Mersch, membre du conseil des gouverneurs de la BCE.

Yves Mersch a par ailleurs défendu le droit de l'Italien Lorenzon Bini Smaghi à rester au conseil de la BCE malgré le fait que l'Italie y dispose désormais de deux membres et la France d'aucun après le départ de la présidence de la BCE de Jean-Claude Trichet.

La France avait appuyé la candidature de Mario Draghi, le successeur de Jean-Claude Trichet, en échange de la promesse que Lorenzo Bini Smaghi cèderait son siège à un Français.

"*Il (Lorenzon Bini Smaghi) dispose d'un mandat de huit ans (...) l'esprit des traités veut que tout le monde laisse son passeport au vestiaire pour participer aux réunions de la BCE*", a déclaré Yves Mersch. (Reuters 06.11)

Cela signifie que la France n'est plus représentée à la BCE. On s'en fout, mais il y a un cocu dans cette affaire, devinez qui : l'hystérique du Palais !

3- Allemagne

Une rumeur non démentie court depuis l'été : l'Allemagne a commandé au britannique De La Rue une impression de Deutschemarks. De La Rue est une société leader mondial de l'impression de billets de banque. La fuite provient d'un employé. Elle a été relayée par la presse britannique.

Le prix politique de la réunification allemande fut l'euro. Le prix comptable de cette réunification fut de 1 300 Mds d'euros selon l'institut de recherche IWH de Halle qui a fait l'addition en 2009, soit plus de 50 % du PIB de 2008.

La banque UBS a récemment estimé le coût d'une sortie de l'euro de l'Allemagne : l'année de la sécession la facture serait de 6 000 à 8 000 € par Allemand soit 20 à 25 % de perte de PIB, puis de 3 500 à 4 000 € ensuite. Le PIB allemand est d'environ 2 400 Mds d'euros, 25 % de PIB c'est donc 600 Mds d'euros.

La sécession n'est pas si désastreuse. Par comparaison, les engagements de l'Allemagne dans le FESF européen s'élèvent à 348 Mds€ (en direct et en garanties) auxquels s'ajoute une recapitalisation de ses banques. Vous arrivez facilement à 400 Mds d'euros… si tout va bien. Car avec le ralentissement économique, la situation se dégradera très vite.

Le reste de l'Europe – ses autorités, ses élus et ses citoyens –- doit comprendre que la décision de l'Allemagne ne se fera pas sur cet aspect comptable. L'Allemagne sortira de l'euro si la BCE pratique le péché mortel de la création monétaire. Autrement dit, si elle a recours à la "*planche à billets*".

Les prises en pension (ou rachats sur le marché secondaire) d'obligations souveraines irlandaises, grecques, italiennes, portugaises… ne sont pas autre chose. Des euros surgissent du néant sans contrepartie de valeur créée. Les prétendus « *gels* » ou « *neutralisations* » de la BCE n'existent que sur le papier.

Quelqu'un devra payer un jour cette création monétaire. Personne ne sait pour le moment qui exactement. Mais l'Allemagne dit « *pas moi, car je connais le prix* ». Souvenez-vous, en 1922, déjà, Rudolf Havenstein, directeur de la Banque centrale allemande, la Reichsbank, justifiait son impression monétaire par « *la lutte contre le chômage* ».

Le prix politique, l'enchaînement des événements , c'est l'inflation, puis l'hyperinflation, le désordre et le discrédit absolu des autorités, la dictature vue comme seule « *force de l'ordre* » et la guerre.

Mario Draghi, nouveau gouverneur de la Banque centrale européenne, vient d'adopter une ligne allemande : plus de rachat par la BCE d'obligations des pays en difficulté.

La riposte du milieu bancaire ne s'est pas faite attendre : puisque les obligations souveraines deviennent du crédit subprime, nous

n’en prendrons plus. C’est en substance le message de Baudouin Prot, le président de BNP Paribas sur BFM vendredi 4 novembre.

Faute de refinancement possible sur les marchés ou auprès d’une banque centrale complaisante, l’Italie, l’Espagne et même la France sont en route vers la faillite. Les faillis demanderont leur sécession. L’Allemagne n’aura pas besoin de quitter l’euro.

Il restera alors un euro du haut, du nord et un euro du bas, du sud. L’Euro du haut sera peut-être une union monétaire de l’Autriche, de la Finlande et du Danemark autour du nouveau deutschemark imprimé par De La Rue … (atlantico.fr 06.11)

Haut de page

Le 8 novembre

CAUSERIE

Pour le chef de l'Etat et le Premier ministre, les Français sont désormais conscients de la nécessité de "*sortir de cette spirale dangereuse*" de l'endettement et prêts à accepter des "*efforts*" sur le long terme. (Reuters 07.11)

Ils voudraient plutôt sortir de la spirale infernale de la régression sociale qui s'annonce sans fin, mais comme ils ne savent pas comment s'y prendre, la propagande gouvernementale risque d'en convaincre plus d'un à se dire que cela pourrait être encore pire et se contenter de leur triste sort.

Il n'y a que les travailleurs qui sont déjà pris à la gorge, les couches les plus pauvres ou les plus durement frappées par la crise du capitalisme, qui sont susceptibles de se mobiliser, mais ce sont aussi les moins organisés, les plus atomisés dans la société, celles dont ce sont justement détournés partis ouvriers et syndicats, donc il y a un risque qu'elles sombrent dans le désespoir et s'en remettent au premier sauveur suprême qui se présentera et qui n'aura pour seul objectif que de les enterrer un peu plus...

Quant aux couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes qui sont le fond de commerce des syndicats, des réformistes, des social-libéraux et néo staliniens, elles se mobiliseront uniquement sur leurs propres revendications pour conserver leurs avantages par rapport au reste de la classe ouvrière, le contenu de leur mobilisation constituera en rien une menace pour le régime en l'absence d'objectif politique, la question du pouvoir politique et de l'Etat n'étant à l'ordre du jour d'aucun parti, tout comme la remise en cause des fondements du capitaliste ne figure au programme d'aucun syndicat.

La crise sociale et politique pose une seule et unique question à chaque travailleur et jeune sous la forme d'une alternative simple à comprendre : soumission au capitalisme et aux institutions, et dans ce cas-là il faut être bon jouer et en accepter toutes les conséquences, ou rupture avec eux, prendre son sort entre ses mains pour entrevoir la reconstruction de la société sur de nouvelles bases, sociales. Ce qui ne veut pas dire qu'ils se la posent ainsi, loin de là.

Plus la crise du capitalisme s'approfondit et plus ses fondements, son fonctionnement et ses institutions politique sont exposés, mis à nu, décriés, remis en cause, la cible de toutes les critiques et attaques de la part des travailleurs. Chacun est amené par la force des choses à se poser de plus en plus de questions, parfois des questions qu'ils n'auraient jamais imaginé se poser un jour ou la veille encore, une maturation intellectuelle est à l'oeuvre, toutes les classes et couches se livrent à une profonde réflexion sur la société, mais elles butent sur un formidable obstacle, l'inertie de l'histoire, le poids des habitudes, deux siècles de subordination au capitalisme que l'épouvantable expérience du stalinisme n'a fait que renforcer, que les intellectuels fidèles au capitalisme se sont employés consciencieusement à identifier au socialisme, pour finalement en conclure que le capitalisme était le système économique idéal, avec certes des imperfections, des excès qu'il suffirait de corriger pour que chacun nage dans le bonheur, du coup pendant des décennies la réflexion des travailleurs n'a jamais été au-delà de cette limite jugée infranchissable...

Sauf qu'aujourd'hui avec l'effondrement du capitalisme, cette limite intangible hier se trouve fragilisée, elle n'est pas encore sur le point de craquer, l'orientation politique de notre intervention dans la lutte des classes doit aider les travailleurs à oser la franchir, à la faire péter, à se positionner uniquement à partir de leurs propres besoins. Il suffit qu'ils admettent que leurs besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes au lieu de les refouler ou de s'asseoir dessus, pour que l'horizon se dégage soudainement, pour qu'ils retrouvent l'espoir et se disent que finalement tout est possible, reste ensuite à trouver les moyens de transformer ce constat dans la pratique, à définir les moyens politiques qui leur permettront d'entrevoir les conditions indispensables à réaliser pour pouvoir ensuite satisfaire leurs besoins, se rassembler, s'organiser, construire un nouveau parti communiste, bref, renouer avec la tradition du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle dont les enseignements sont irremplaçables.

Revenons à l'actualité et voyons de quelle manière les agents du capital s'y prennent pour soutenir le régime contre les masses exploitées.

Le PS et ses satellites, ainsi que les dirigeants syndicaux, leur discours consiste à dénoncer l'absence de mesures pour stimuler la croissance et la soumission du gouvernement aux marchés et aux agences de notation. Mieux encore, après le discours de Fillon hier, ils en redemandent ! Pour eux le problème, c'est la croissance et les marchés ou les agences de notation. Qu'est-ce que cela signifie ?

La croissance pour être maintenue en régime capitaliste, dans le cadre du marché mondial où fait rage la concurrence entre capitalistes, implique une augmentation de la producttivité, de la compétitivité des entreprises, donc de l'exploitation des travailleurs, réclamer plus de croissance, c'est exiger une amplification de l'exploitation, de s'attaquer aux conditions de travail, c'est réactionnaire.

Le gouvernement "*est dans la main des marchés financiers*" et les mesures qu'il présente ne sont qu'un "*affichage*" destiné aux agences de notation selon Jean-Claude Mailly, hier sur RTL. (AP 07.11) Ainsi, ce n'est pas le capitalisme qui est responsable de cette crise et ses conséquences, mais les agences de notation, les marchés financiers, c'est bien pratique, dès lors pourquoi vouloir s'attaquer au capitalisme, vous n'y pensez pas... et la boucle est bouclée, ils sont tous sur la même longueur d'onde : préserver à tout prix le capitalisme.

Et comme les mesures scélérates annoncées hier par Fillon ne suffiront pas pour sortir l'Etat et le capitalisme français du marasme, les uns et les autres en redemandent, pour les riches disent-ils, alors que chacun sait qu'ils sont toujours épargnés par les gouvernements de droite ou de gauche et que finalement c'est toujours sur les travailleurs que cela retombe. Eux, cela ne les gêne pas puisqu'ils prétendent agir dans le respect de "*l'intérêt général*", sans avouer bien entendu qu'il se confond avec les intérêts des capitalistes. Et quand Hollande déclare «*je veux donner du sens à la rigueur*», au passage il admet la rigueur, il se livre exactement à l'exercice qui vient d'être décrit, prétendant faire payer les nantis, alors que chacun sait qu'il n'en fera rien, rappelons que le problème est ailleurs, dans la nécessité d'exproprier les capitalistes et pour se faire renverser les institutions.

Dans un discours (comme dans un programme d'ailleurs), la part de non-dit est parfois ou souvent plus importante pour en comprendre la signification, vous en avez un exemple ici.

Réclamer plus de croissance, c'est réclamer plus d'exploitation, et prétendre que le problème serait les marchés ou les agences de notation permet de détourner l'attention des travailleurs du gouvernement et des institutions, donc soutenir le régime l'air de rien, et pour finir, prétendre que la réduction de la dette de l'Etat serait la priorité, c'est affirmer que les revendications sociales des travailleurs doivent passer à la trappe, que les exploités doivent se sacrifier au profit des banquiers et autres exploiteurs.

Russie

Le gazoduc Nord Stream, nouvelle autoroute maritime du gaz entre la Russie et l'Europe via la Baltique, devait connaître mardi en Allemagne une inauguration solennelle, à la mesure de son importance stratégique.

La chancelière allemande Angela Merkel, le président russe Dmitri Medvedev, les Premiers ministres français et néerlandais François Fillon et Mark Rutte, ainsi que le commissaire européen à l'Energie Günther Oettinger ouvriront les vannes de la première conduite de ce serpent de métal de 1.200 kilomètres, qui débouche à Lubmin, en ex-RDA (nord-est).

Le gazoduc, qui d'ici la fin de 2012 sera doté d'une deuxième conduite, distribuera assez de gaz pour 26 millions de foyers en Europe.

Derrière l'infrastructure à 7,4 milliards d'euros, un consortium dominé par le géant gazier russe Gazprom, avec les allemands BASF et EON, le néerlandais Gasunie et le français GDF Suez.

Nord Stream doit permettre d'échapper aux litiges à répétition ces dernières années entre Moscou et l'Ukraine, où transite l'essentiel des importations européennes de gaz russe. Au contraire des autres gazoducs, qui transitent aussi par les pays baltes et la Pologne, la nouvelle conduite est exclusivement maritime. Bien avant le virage anti-nucléaire de l'Allemagne, le gazoduc bénéficiait d'un partisan de poids en Allemagne: l'ancien chancelier Gerhard Schröder (1998-2005), aujourd'hui président du conseil de surveillance du gazoduc. (20minutes.fr 08.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Propagande gouvernementale et manipulation médiatique

A six mois du premier tour de l'élection présidentielle, la cote de popularité de Nicolas Sarkozy remonte. La cote de confiance du chef de l'Etat a bondi de cinq points à 37 % en novembre sur un mois, selon un sondage LH2 pour le Nouvelobs.com rendu public lundi. LH2 évoque "*une nette embellie*".

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy progresse également de six points au mois d'octobre dans le baromètre politique TNS Sofres de novembre pour Le Figaro Magazine. Le chef de l'Etat y est crédité de 30 % d'opinions favorables.

30 % des personnes interrogées font "*plutôt*" ou "*tout à fait*" confiance au président de la République, alors que 66 % ne lui font "*plutôt pas* " ou "*pas du tout*" confiance. (lemonde.fr 07.11)

Je ne me souvenais pas qu'il était tombé ou retombé à 24% le mois dernier, l'essentiel pour eux c'est de faire croire qu'il peut remonter et gagner en 2012, ils vont y parvenir sans difficulté face à Hollande. Des internautes l'appellent le "*flan*", je dirais plutôt le soufflé qui monte le temps du battage médiatique des "primaires"... pour retomber aussitôt.

1.2- La mafia des Hauts-de-Seine encore sur le banc des accusés.

Le sénateur des Hauts-de-Seine Charles Pasqua, le député-maire d'Issy-les-Moulineaux André Santini et neuf autres personnes seront jugés du 15 au 26 octobre 2012 par le tribunal correctionnel de Versailles (Yvelines) dans le cadre de l'affaire de la Fondation Hamon.

MM. Pasqua et Santini sont renvoyés pour "*détournement de fonds publics*", "*recel de faux*", ainsi que "*prise illégale d'intérêt*" concernant le second. Le donateur des oeuvres d'art, le promoteur Jean Hamon, fait partie des personnes renvoyées devant le tribunal.

En 2001, le conseil général des Hauts-de-Seine et la ville d'Issy-les-Moulineaux créaient le Syndicat mixte de l'Ile Saint-Germain (SMISG) en vue de la création d'un musée destiné à recevoir la donation d'un promoteur collectionneur d'art, Jean Hamon.

Le musée, qui ne verra jamais le jour, devait abriter 192 oeuvres, estimées à l'époque à près de huit millions d'euros. La ville d'Issy-les-Moulineaux assurait un tiers du budget, le reste étant pris en charge par le conseil général.

Dans l'attente de la construction du musée, les oeuvres étaient stockées et entretenues, aux frais du contribuable, dans un château appartenant à M. Hamon, qui percevait des frais de garde. (AP 07.11)

... mais la blanchisseuse du parquet aux ordres des voyous de l'UMP des Hauts-de-Seine veille !

1.3- Vous avez dit quoi, la blanchisseuse, de qui ?

La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a refusé lundi la poursuite de l'enquête du juge Serge Tournaire dans l'affaire des sondages de l'Elysée, a-t-on appris auprès de Me Jérôme Karsenti, l'avocat de l'association Anticor à l'origine de la plainte.

Dans son arrêt, la chambre de l'instruction a estimé que l'instruction "*conduirait à exercer une action ou à réaliser des actes d'information pouvant mettre en cause la responsabilité du chef de l'Etat*". Me Karsenti a annoncé son intention de se pourvoir en cassation. (AP 07.11)

Ah ben si la "*responsabilité du chef de l'Etat*" risquait d'être engagée, imaginez un peu le "*sauveur*" du monde !

1.4- Haro sur les plus pauvres, la réaction sur toute la ligne !

François Fillon a annoncé lundi que la France devrait "*économiser un peu plus de 100 milliards d'euros pour arriver à zéro déficit d'ici 2016*". Côté dépenses, l'État fera 500 millions d'euros d'économies supplémentaires en 2012, a détaillé le Premier ministre. Cela porte l'effort à 1,5 milliard d'économies supplémentaires par rapport au projet de budget initial. "*Ce que nous voulons conforter en premier, c'est la réduction de nos dépenses publiques, car c'est le premier levier d'assainissement de nos finances*", a souligné le Premier ministre en présentant un nouveau plan de rigueur.

"*Il est impensable de le faire en augmentant exclusivement les impôts, comme le suggère l'opposition. Cela reviendrait à tripler l'impôt sur le revenu ou à doubler la TVA. Il n'y a donc pas d'autre solution pour réduire l'endettement que de réduire les dépenses et d'ajuster la fiscalité de façon ciblée*", a-t-il plaidé. De fait, il a confirmé que la TVA à taux réduit serait relevée à 7 %, sauf sur les produits de première nécessité. Il a aussi promis la poursuite de "*l'effort de réduction des niches fiscales*", avec des mesures devant générer "*2,6 milliards d'économies*", dont la suppression du dispositif Scellier. "*Nous continuerons à la faire de manière transversale avec l'augmentation du rabot, mais également de façon ciblée sur les niches les plus coûteuses qui ont*

en partie contribué à pousser à la hausse les prix du logement. Le dispositif Scellier, déjà recentré pour 2012, sera purement et simplement supprimé", a-t-il déclaré.

Au rayon des mesures attendues, Fillon a expliqué que l'application du passage de l'âge légal de départ en retraite à 62 ans allait être avancée d'un an, à 2017, ce qui doit permettre de diminuer de 4,4 milliards d'euros les déficits des caisses de retraite entre 2012 et 2016. Il a indiqué que cette mesure allait "*se traduire par quelques mois d'activité supplémentaire pour les générations nées entre 1952 et 1956*". "*Cette accélération va conforter la réforme de 2010 et permettra de diminuer de plus de 4,4 milliards d'euros les déficits cumulés des régimes de retraite entre 2012 et 2016*", a précisé Fillon. Plus symbolique, le Premier ministre a annoncé le gel du salaire du président de la République et des ministres jusqu'au retour à "*l'équilibre strict des finances publiques*".

François Fillon a assuré que le mot "*faillite*" n'était "*plus un mot abstrait*" et que "*notre souveraineté financière, économique et sociale*" exigeait "*des efforts collectifs et prolongés, et même quelques sacrifices*". "*Le temps est venu d'ajuster les efforts de la France. Avec le président de la République, nous n'avons qu'un seul objectif, celui de protéger les Français contre les graves difficultés que rencontrent aujourd'hui plusieurs pays européens*", a martelé le Premier ministre. (lepoint.fr 07.11)

Inutile de commenter, c'est suffisamment explicite, chaque militant en est capable. Ne pas oublier que c'est un président et un gouvernement minoritaire et illégitime qui prend ces mesures d'austérité contre les travailleurs.

Réactions politiques et patronales.

PS- Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste, dans un communiqué:

"*Faute d'avoir le courage de s'attaquer à dix ans de gaspillages fiscaux, le gouvernement s'enferre dans une politique dangereuse pour l'économie et injuste socialement (...) Le pays a besoin de croissance...*"

"*... la réduction des déficits et de la dette ne sera pas au rendez-vous et dans quelques semaines ou quelques mois, on nous présentera un nouveau plan de rigueur*". (AP 07.11) (Elle en redemande ! - note du site)

PCF- Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste, dans un communiqué : "*La saignée sociale n'assainira pas les finances publiques mais tuera le malade. Au terme de cette politique, il n'y aura pas de déficit zéro en 2016...*" (AP 07.11) (Quel malheur, lui aussi il en redemande ! Leur objectif est le même que Sarkozy, il le dit lui-même ici, excellent. - note du site)

MEDEF- Laurence Parisot, dans un communiqué, "*salue l'accélération des réformes structurelles*" et juge que "*le rythme de relèvement de l'âge de départ à la retraite est une condition déterminante d'un retour rapide à l'équilibre des régimes*". Par ailleurs, le Medef considère "*que la hausse de l'impôt sur les sociétés des entreprises de plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires ne peut être qu'un prélèvement exceptionnel dû à notre situation budgétaire*". (AP 07.11)

Réactions syndicales.

CFDT et CGT - Le Premier ministre François Fillon a annoncé "*un plan de rigueur qui n'est pas à la hauteur des enjeux*", et "*fait l'impasse sur toute mesure de relance et de soutien à l'activité et à l'emploi*", a estimé lundi la CFDT.

La confédération, qui dénonce plusieurs "*mesures injustes et inefficaces*", annonce dans un communiqué qu'elle "*prendra contact dans les jours à venir avec les autres organisations syndicales afin d'envisager les suites à donner*".

Sur la même ligne, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a souhaité lundi une réunion "rapide" de l'intersyndicale nationale.

"*Ce plan a été une nouvelle fois élaboré sans aucune concertation avec les organisations syndicales. Le gouvernement se prive ainsi de propositions qui font consensus pour réduire la dette: la suppression des heures supplémentaires défiscalisées, qui aurait rapporté 4 milliards d'euros par an*", déclare notamment la confédération de François Chérèque.

Il estime en outre que "*l'accélération de la réforme des retraites de 2010, déjà injuste, rapporte peu, inquiète les salariés et ne sert qu'à envoyer un signal aux agences de notation*".

Seul point un peu positif, pour la CFDT, "*le passage à 7% du taux intermédiaire de TVA permet une harmonisation avec l'Allemagne qui va dans le bon sens, à condition qu'il ne s'applique pas aux produits de première nécessité*". (AP 07.11)

FO- Le syndicat FO a qualifié de "*logique suicidaire*" les nouvelles mesures d'économie annoncées lundi par le Premier ministre François Fillon, déplorant "*l'absence de réponse crédible pour créer de la croissance*".

Dans un communiqué, le syndicat dirigé par Jean-Claude mailly dénonce "*la baisse du pouvoir d'achat des ménages (via la hausse*

de la TVA et le gel du barème de l'impôt sur le revenu et la désindexation de certaines prestations sociales), l'amplification de la RGPP et la compression des dépenses de santé notamment".

Pour FO, "*l'accélération de la mise en oeuvre de la 'contre-réforme' des retraites est, à cet égard, significative et constitue une provocation de plus qui va impacter directement les salariés et sacrifier les générations 1952 à 1955*".

"*L'ensemble des mesures annoncées aboutit à une politique générale d'austérité qui constitue une nouvelle fois une réponse soumise aux marchés financiers et aux agences de notation*", estime cette confédération. (AP 07.11)

UNSA- Luc Bérille, secrétaire général de l'UNSA, dans un entretien téléphonique à l'Associated Press:

"*Autant on peut cautionner une politique d'assainissement des comptes publics, autant on ne peut cautionner une politique qui n'offre aucune perspective de croissance et risque de nous enliser dans le chômage*" (AP 07.11) (Cautionner une "*politique d'assainissement des comptes publics*", c'est cautionner la liquidation des services publics, au moins c'est clair. - note du site)

CFTC- Dans un communiqué, le syndicat se dit "*persuadé que ce plan risque de tuer la croissance*" et que "*pour la relancer, il faut donner la priorité à l'emploi et au pouvoir d'achat des Français*". (AP 07.11) (La croissance, c'est aussi faire en sorte que la machine capitaliste fonctionne à plein régime, ce qui nécessite la paix sociale bien entendu, la CFTC s'y emploie, elle est dans son rôle. note du site)

CGC- "*Nous sommes d'accord pour faire un effort mais celui-ci doit être équitablement réparti!* ", a déclaré la confédération des cadres dans un communiqué. (Ah ben si vous êtes "*d'accord pour faire un effort*", c'est que les couches moyennes peuvent encore le supporter, elles apprécieront. - note du site)

Pour la CGC, "*la question vitale à laquelle ne répondent pas les propositions du gouvernement est: comment relancer la croissance de notre pays afin de recréer de l'emploi local et durable et, in fine, de redonner du pouvoir d'achat à chacune et chacun*". (AP 07.11) (Ah la croissance, mais aucun d'entre eux ne se posera la question de savoir dans quelles conditions elle est réalisée, qui en fait les frais, des travailleurs surexploités en France ou à l'autre bout du monde, qu'est-ce que cela peut foutre, n'est-ce pas, on en profite c'est l'essentiel, on n'en parle pas et le tour est joué. - note du site)

Autre réaction.

UFC-Que Choisir- L'association de consommateurs UFC-Que Choisir a dénoncé lundi l'annonce par le gouvernement de la hausse prévue de la TVA à taux réduit, qui passerait de 5,5% à 7% dans certains secteurs. Une mesure qui va "*renchérir des produits aussi essentiels que les médicaments en vente libre, les abonnements de gaz et d'électricité ou les transports publics*", ce qui devrait "*augmenter les prélèvements sur les consommateurs de 2 milliards d'euros!*".

Dans un communiqué , l'UFC dénonce "*une mesure aveugle et inéquitable*". Pour elle, "*la seule voie acceptable (...) est que les hausses de TVA obéissent à une véritable logique consumériste*". Aussi, l'association "*ne s'opposerait pas (...) à une augmentation ciblée, définie en concertation avec les représentants de consommateurs sur la base de critères sanitaires et environnementaux*". (AP 07.11)

2- Grèce

Le Premier ministre sortant Georges Papandréou et son rival conservateur Antonis Samaras sont parvenus lundi soir à un accord sur le nouveau chef du gouvernement de coalition qu'ils se sont engagés à former dimanche, a déclaré la chaîne de télévision publique Net.

Le nom du nouveau Premier ministre sera annoncé mardi, en même temps que la composition de ce nouveau cabinet, censé sortir la Grèce de sa grave crise économique et politique en assurant, avant des élections anticipées d'ici à la fin février, la mise en place du plan de désendettement de la zone euro adopté fin octobre à Bruxelles, a affirmé Net. (20minutes.fr 07.11)

On attendra les infos d'aujourd'hui pour réagir demain.

Il semblerait qu'ils aient désigné un banquier, c'est ainsi aussi qu'on désigne un cadre supérieur d'une banque, ex-membre de la BCE comme Premier ministre, autrement dit c'est la BCE qui dirigera le prochain gouvernement grec, une provocation quoi ! Si des camarades peuvent m'adresser des articles ou des infos sur la situation en Grèce, n'hésitez pas.

3- Suisse. Comme si être un paradis fiscal ne suffisait pas.

Depuis plusieurs mois sur les bords du lac Léman, la question n'était pas de savoir si Daniel Zappelli, procureur général de Genève depuis 2002, allait quitter le palais de justice, mais bien quand il serait contraint de le faire. Au début de mois octobre, ses quatre adjoints ont sifflé la fin de la partie en dénonçant le "*manque de conduite dont souffre le ministère public*" en faisant état de la "*dégradation catastrophique tant de son efficacité que des conditions de travail à tous les échelons*". Ce matin, Daniel Zappelli a annoncé qu'il quitterait son poste le 31 mars 2012. Son mandat courait jusqu'en 2014.

À Genève, où les magistrats sont désignés par le suffrage universel, l'élection de Daniel Zappelli relève d'une erreur de casting. En 2002, le procureur général Bernard Bertossa décide de ne pas se représenter. C'est un monument de la justice internationale. Pendant douze ans, il a lutté contre le blanchiment d'argent et le crime organisé qui gangrènent la cité de Calvin. Il s'en est pris à la nouvelle mafia russe. Mais cela ne fait guère les affaires des banquiers, des fiduciaires, des avocats d'affaires.

Ces derniers décident de soutenir Daniel Zappelli, 38 ans, inconnu du public. Il est membre du parti radical (droite) et ancien substitut du procureur. En 2002, Daniel Zappelli bat d'une très courte tête Jean-Bernard Schmid, le candidat de la gauche. Moins de cent voix les séparent. En 2008, il est réélu plus facilement, face à un adversaire socialiste. Sa mission : enterrer tous les dossiers susceptibles de faire du tort à la place financière genevoise. Dorénavant, on ne parle plus de valises de billets de banque, encore moins de corruption, et d'argent sale.

En revanche, Daniel Zappelli s'est engagé à lutter contre la petite délinquance : les voleurs de mobylettes et les vendeurs de drogue n'avaient qu'à bien se tenir. Il a totalement échoué. En septembre dernier, la presse locale révélait que le procureur général demandait à ses collaborateurs de n'infliger que des amendes avec sursis aux dealers qui transportaient moins de 2,5 kg de haschich ou de 60 grammes d'héroïne...

Plus grave, dans un document découvert en mars 2009 lors d'une perquisition dans le bureau d'un suspect, impliqué dans des fonds angolais, un magistrat tombe sur une curieuse note, écrite par un avocat, révélant que "*le procureur est hostile à cette poursuite et (qu')il est prêt à se saisir d'un élément qui lui permettrait d'intervenir*"... Plus récemment, on découvrait que Daniel Zappelli était administrateur de deux sociétés offshore au... Panama. Bernard Bertossa ne s'est pas gêné pour dénoncer son successeur. "*Le parquet devra être dirigé par quelqu'un qui a des compétences personnelles et professionnelles reconnues. Ce n'est manifestement pas le cas du procureur général actuel*", déclare-t-il dans le quotidien Le Temps. En dix ans, Daniel Zappelli n'a jamais habité sa fonction. Qualifié de "*foireur*", qualificatif qui désigne localement les amoureux de la fête, le procureur général fréquentait davantage les soirées mondaines que son bureau, au coeur de la vieille ville de Genève. (lepoint.fr 07.11)

4- Nicaragua

Le président sortant et ancien guérillero marxiste Daniel Ortega a été triomphalement réélu dès le premier tour, dimanche, à la tête du Nicaragua où ses promesses de lutte contre la pauvreté lui ont valu un large soutien.

L'ancien leader de la révolution sandiniste de la fin des années 1970, Daniel Ortega, a été triomphalement réélu dès le premier tour, dimanche, à la tête du Nicaragua, il a recueilli 62,7% des suffrages après dépouillement des résultats dans 86% des bureaux de vote, soit plus du double que son rival le mieux placé, l'homme d'affaires conservateur Fabio Gadea.

Dès sa prise de fonction début 2007, Ortega s'est affiché en croyant social-démocrate et a troqué ses treillis militaires pour des t-shirts blancs et le drapeau rouge et noir sandiniste pour des bannières roses lors de la campagne électorale.

Malgré un recul du nombre d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté, passé de 65,5% en 2005 à 57%, le Nicaragua demeure le pays le plus pauvre des Amériques après Haïti. (Reuters 07.11)

5- Guatemala

Ancien directeur des services de renseignements de l'armée Otto Pérez Molina, 61 ans, qui dirige le Parti patriote (PP), l'a emporté avec 54% des voix contre 46% au candidat du parti Liberté démocratique rénovatrice (Lider), Manuel Baldizón, 41 ans, un ancien magnat devenu homme politique populiste.

Otto Pérez Molina succède au social-démocrate Alvaro Colom, qui ne pouvait pas se représenter. Comme ils l'ont fait à chaque fois depuis le retour de la démocratie dans ce pays d'Amérique centrale en 1986, les électeurs guatémaltèques ont porté au pouvoir le candidat qui avait perdu la présidentielle précédente.

Dans ce pays gangréné par la violence, envahi par les gangs et des cartels de la drogue mexicaine, et qui possède l'un des plus forts taux de meurtres du monde, les électeurs ont apparemment été séduits par la fermeté prônée par l'ancien général.

Le pays affiche l'un des plus faibles taux d'imposition dans le monde ce qui lui laisse peu de ressources pour financer les écoles et les infrastructures. Plus de la moitié des 14 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Mais l'establishment

s'est traditionnellement opposé à une hausse des impôts. (AP 07.11)

Social

1- France

La première séance de négociations sous l'égide du médiateur à Mayotte, en proie à une crise sociale depuis fin septembre, a tourné court lundi matin après le départ de l'intersyndicale furieuse de voir le syndicat FO y participer.

Force ouvrière avait signé, seule, un protocole d'accord avec le patronat le 17 octobre, au grand dam des autres syndicats qui l'estimaient insuffisant pour répondre à leurs attentes en matière de lutte contre le vie chère.

La séance avortée devait porter sur les prix des trois produits restant au centre du conflit: viande de boeuf, gaz, sable.

A 9H00, le négociateur Denis Robin, ancien préfet de l'île, les patrons de la grande distribution et le secrétaire général de FO , Madi M'Colo, étaient déjà à la table des négociations à la case Rocher, en Petite Terre.

A leur arrivée à 9H45, les leaders de l'intersyndicale (CGTMa, CISMA/CFDT, CGC-CFE) et les associations des consommateurs (ASCOMA, Collectif des Citoyens perdus) ont signifié leur opposition catégorique à la présence de FO et sont repartis vers la Grande Terre, a-t-on appris auprès d'eux.

«*Nous réagissons ainsi par rapport au mépris des représentants de l'Etat. Dans l'histoire de la République, nous savons que quand il y a une grève, ce sont les parties concernées qui sont appelées à négocier un accord de fin de conflit*», a déclaré à l'AFP Salim Naouda, secrétaire général de la CGTMa et porte-parole de l'intersyndicale.

«*Mais depuis le 17 octobre*», a-t-il poursuivi, «*on veut nous imposer systématiquement la présence Force ouvrière qui est sortie de notre mouvement revendicatif*».

«*Nous estimons que le gouvernement ne respecte pas le droit syndical à Mayotte. Il veut instrumentaliser ce mouvement et utiliser FO pour diviser la population de Mayotte*», a déploré Salim Naouda. (20minutes.fr 07.10)

J'ai hésité avant de mettre cet article dans la rubrique "*France*", mais où le mettre ? Ce que reproche à FO le porte-parole de l'intersyndicale, ce n'est pas trop d'avoir signé un accord avec le représentant de l'Etat, mais d'avoir été le premier à le faire, ils se sont fait voler la vedette ! (pour les nuls en orthographe, quand le verbe "faire" ou "laisser" est suivi d'un verbe à l'infinitif, il est invariable)

2- Etats-Unis

Le nombre d'Américains vivant sous le seuil de pauvreté s'est élevé à 49,1 millions de personnes en 2010, un niveau sans précédent selon les statistiques publiées lundi par le Bureau fédéral du recensement.

Au total, le Bureau du recensement conclut à un taux national de pauvreté de 16% de la population totale. (Reuters 07.11)

Commentaire d'un internaute

- "*Principe des vases communicants: il faut 100 000 pauvres pour fabriquer un milliardaire.*"

3- Israël

Un mouvement de grève entamé lundi dans les aéroports, ports et banques en Israël à l'appel du principal syndicat du pays s'est achevé au bout de quatre heures conformément à une décision de justice prise dans la nuit.

La centrale syndicale Histadrut, qui regroupe des centaines de milliers de travailleurs du service public, avait menacé de paralyser l'ensemble des services publics, y compris les hôpitaux et la Bourse, jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé avec le gouvernement concernant le sort de salariés intérimaires.

Les responsables syndicaux avaient finalement accepté de se plier à une décision de justice de limiter le mouvement à quatre heures. Le tribunal a appelé les deux parties à tenir des pourparlers pour trouver une solution et à faire état de l'avancement des discussions

Histadrut réclame l'intégration de 250.000 salariés intérimaires dans le secteur public. (Reuters 07.11)

Economie

1- Zone euro

Dans le flou sur l'évolution de la situation politique en Grèce et en Italie et sur les options permettant de maximiser les capacités du fonds de soutien à l'euro, les ministres des Finances de la zone euro ont décidé lundi de remettre à plus tard toute décision sur ces trois dossiers.

Les pays utilisant la monnaie unique, qui continuent d'avoir des points de vue divergents sur l'approche à adopter sur ces différentes questions, chercheront également à mettre à profit les prochains jours pour rapprocher leurs positions, en espérant y voir plus clair d'ici une nouvelle réunion de l'Eurogroupe le 29 novembre.

Lundi, le directeur général du FESF, Klaus Regling, est reparti avec un accord a minima sur un document technique présentant les différentes options disponibles, tournant autour d'un mécanisme d'assurance partielle des nouvelles obligations émises en zone euro et d'un dispositif consistant à attirer des contributions extra-européennes dans un nouveau fonds adossé au FESF et au FMI.

Il aura désormais pour charge de présenter aux investisseurs internationaux potentiels, intervenants de marché et agences de notation au cours des prochaines semaines.

Selon le voeu de l'Eurogroupe, ces travaux techniques devront être terminés d'ici fin novembre, afin que le fonds "maximisé" puisse être utilisé dès le mois de décembre. (Reuters 07.11)

2- BCE

La Banque centrale européenne a annoncé lundi avoir porté son programme de rachat d'obligations d'Etat la semaine dernière à 9,5 milliards d'euros.

Ces acquisitions visent à enrayer une envolée des taux d'emprunt de l'Italie et de l'Espagne et à éviter ainsi une contagion de la crise de la dette qui frappe la Grèce.

Les rachats annoncés lundi sont bien supérieurs à ceux de 4 milliards d'euros effectués la semaine précédente. (AP 07.11)

3- BEI

La Banque européenne d'investissement (BEI) pourrait apporter jusqu'à 74 milliards d'euros de prêts en deux ans aux banques d'Europe si son propre capital était renforcé, entre autres avec des liquidités apportées par ses actionnaires, selon un document élaboré pour les ministres des Finances de l'Union.

Rédigé pour le conseil des ministres des Finances de l'UE qui se réunit mardi, ce rapport détaille les moyens qui pourraient être mis en oeuvre en cas d'assèchement du crédit.

"*Le risque de réduction de l'effet de levier par les banques n'est pas négligeable et il est donc important de maintenir et même d'augmenter les prêts de la BEI à l'économie réelle par l'intermédiaire des banques*", explique la Banque dans ce document, daté du 3 novembre. (Reuters 07.11)

4- Allemagne

Les taux d'emprunt de l'Allemagne sont encore descendus à un niveau record, les investisseurs se tournant vers les bons du Trésor allemand, plus que jamais considérés comme une valeur refuge au sein de la zone euro.

La Bundesbank a annoncé lundi que le taux de rendement des bons du Trésor à six mois était tombé 0,08%. La banque centrale allemande a dit avoir vendu pour 3,8 milliards d'euros lors d'une émission qui a attiré plus de deux fois plus d'offres. (AP 07.11)

5- Italie

Les taux de rendement des emprunts italiens à 10 ans ont dépassé la cote d'alerte, à plus de 6,5 %. Ceci signifie que l'Italie n'est

plus en état de faire appel au marché pour se financer elle-même. Il faut se souvenir que c'est à partir de ce taux de 6,5 % à 10 ans que la Grèce, le Portugal et l'Irlande ont fait appel à l'aide extérieur pour se financer. Un engrenage qui a été fatal à la Grèce !

L'Italie ne peut plus se financer par ses propres moyens Une démission de Silvio Berlusconi permettrait au marché de reprendre des couleurs, mais elle ne réglerait pas le problème de fond du pays : une dette colossale de 1900 milliards d'euros qui représente 120 % du PIB et un plan d'économies de 59 milliards qui n'a aucune crédibilité aux yeux des investisseurs internationaux.

Ce qui sauve l'Italie c'est qu'elle n'a pas de besoins immédiats de refinancement. Ceux-ci vont cependant monter en charge dès le printemps 2012, puisqu'ils ont été estimés à 230 milliards d'euros par l'Union européenne et le FMI. Les sommes en jeux sont considérables, elles ne peuvent qu'inquiéter les marchés. (lefigaro.fr 07.11)

6- Etats-Unis

Environ la moitié des grandes banques américaines sondées par la Réserve fédérale ont déclaré avoir émis des prêts aux banques européennes ou étendu leurs lignes de crédit, alors que le secteur bancaire européen est sous pression dans un contexte de crise budgétaire.

Selon une enquête trimestrielle réalisée par l'institut d'émission, le système bancaire américain est menacé significativement par l'Europe, en dépit d'une exposition directe relativement faible aux obligations souveraines des Etats en difficulté comme la Grèce.

"*Environ la moitié des banques locales qui ont répondu à cette enquête, pour la plupart de grandes banques, ont indiqué avoir émis des prêts ou étendu les lignes de crédit de banques européennes ou à leurs filiales (...)*", montre cette enquête publiée lundi. (Reuters 07.11)

7- Chine

Confrontée notamment à une diminution de la surface des terres arables, la Chine deviendra dans cinq à 10 ans le premier importateur mondial de produits agricoles, estime un cercle de pensée gouvernemental, cité lundi par le journal Beijing Times.

Chang Guoqiang, chercheur du Centre de Recherche et de Développement du Conseil d'Etat, ne précise pas quels types de produits agricoles la Chine devra importer. La Chine est déjà le premier importateur mondial de soja et de coton.

La production agricole est de faible envergure, les aires cultivables par habitant représentent moins de 40% de la moyenne mondiale, les structures organisationnelles sont sous-développées et enfin l'agriculture manque d'apports scientifiques et technologiques, constate Cheng.

La Chine, deuxième consommateur mondial de maïs, premier dans le porc et également gros consommateur de sucre, a déjà augmenté ses importations afférentes cette année, la production intérieure ne suffisant pas à alimenter la demande.

Pour faire face à une demande croissante de produits agricoles, la COFCO, première société de négoce publique chinoise, consacrera plus de 10 milliards de dollars à des fusions et acquisitions à l'étranger, spécifiquement aux Etats-Unis, en Australie et en Asie du sud-est, dans les cinq années à venir, écrivait la semaine dernière le China Daily.

"*Parce que le pays dispose de ressources agricoles limitées, il nous faut regarder à l'extérieur*", déclarait Jiang Hua, membre du conseil d'administration de la COFCO, cité par le quotidien. "*Les 10 années qui viennent seront une période de forte croissance de la consommation chinoise de produits alimentaires, notamment de volaille, de viande, d'oeufs et de produits laitiers*".

COFCO a acheté en juillet une participation de 99% dans la société sucrière australienne Tully Sugar. Elle avait acquis en 2008 une participation de 4,95% dans Smithfield Foods, le premier producteur américain de viande de porc. (Reuters 07.11)

Haut de page

Le 9 novembre

CAUSERIE

Comment définit-on la nature d'un parti politique, au-delà de son programme qu'il respectera ou non, où tout peut y figurer et son contraire, au-delà des déclarations de ses dirigeants qui pratiquent facilement le double langage, au-delà de sa composition,

au-delà de la manière dont il présente son combat, de préférence sous un angle avantageux, au-delà de ce qu'en disent ses propres militants ? A la manière dont il se comporte vis-à-vis de l'Etat.

Au fait, trouvez-vous crédible de demander un entretien avec Sarkozy pour l'informer des conséquences sur les travailleurs de ses plans de rigueur à répétition et dans l'attente du prochain qui sera encore pire ? Il faut être un fou furieux ou s'en foutre totalement pour aller le rencontrer. Qui n'aurait pas encore compris ses réelles intentions après l'annonce des mesures de lundi dernier, qui aurait encore le moindre doute ? Personne, sauf les dirigeants du POI qui s'emploient à entretenir cette illusion criminelle.

S'agissant du NPA, la crise qu'il traverse, nous l'avions prévue dès sa fondation. Que voulez-vous, on ne se refait pas, c'est valable pour tous les partis.

Aujourd'hui l'actualité est trop chargée, je n'ai pas le temps de commenter chaque info, je me suis relu rapidement...

En finir avec l'Etat et le capitalisme, une seule et même question à l'ordre du jour

"*Notre pays ne doit pas être condamné un jour à mener une politique imposée par d'autres*" a dit Fillon, lundi, "*pour mieux faire digérer aux Français son deuxième plan de rigueur en moins de trois mois*". (lepoint.fr 08.11)

Si elle est imposée par d'autres, par exemple la BCE, l'UE et le FMI, c'est que lui et son gouvernement n'en seraient pas responsable, c'est la première chose. Mais alors qui l'impose puisqu'il fait la même politique, qui en est à la fois le commanditaire et le bénéficiaire puisque les deux aspects de cette question sont indissociables ?

Avant d'y répondre citons-le une seconde fois, il a précisé que "*la faillite n'est plus un mot abstrait*", la faillite de qui ou de quoi ? De l'Etat soumis à l'aristocratie financière ou du capitalisme qui a conduit une infime minorité à s'enrichir comme jamais auparavant et une part toujours plus grande de la population à sombrer dans le chômage, la précarité et la pauvreté ? Les deux en réalité.

Mais alors, il faut en déduire que pour sortir de cette crise, la seule issue politique est d'en finir avec cet Etat (ses institutions) et le capitalisme. Même pas besoin d'être marxiste pour en arriver à cette conclusion. Par contre, si on n'est pas marxiste ou qu'on se détourne de ses enseignements, on demeurera incapable de définir les moyens qui permettraient à cette issue politique de devenir réalité. C'est aussi simple que cela. Sans théorie révolutionnaire : pas de révolution ! Soit on renoue avec le marxisme et on se donne les moyens de parvenir à l'objectif qu'on s'est fixé, soit on s'y refuse et dans ce cas-là on abandonne cet objectif ou on s'en donne un autre qui coïncidera avec la poursuite de cette crise et la survie du capitalisme.

Ce n'est pas nous qui faisons de l'adoption du marxisme un préalable pour résoudre cette crise conformément aux besoins des travailleurs, c'est le processus dialectique qui s'exprime à travers les contradictions du capitalisme de son origine à nos jours, de ses fondements jusqu'à son effondrement.

Pourquoi le marxisme, parce que c'est lui et lui seul qui a analysé jusqu'au bout à la fois ces contradictions, décrits sur quoi elles reposaient et comment elles évolueraient, et de quelle manière il était possible de les combattre efficacement pour les dépasser. Il n'existe aucune autre théorie disponible réunissant toutes ces qualités, un simple constat.

On peut partir de l'affirmation de Fillon, à la fois en la recadrant et en la complétant et le tour est joué, on rétablit la vérité, ensuite on peut proposer une perspective politique aux travailleurs.

Ils étaient ses complices, et voilà qu'ils livrent le pouvoir politique aux marchés

La Grèce est dorénavant sous la tutelle de la BCE, l'UE et le FMI. L'Italie vient de lui emboîter le pas.

En Grèce, c'est un ex- vice-président de la BCE qui est pressenti pour devenir Premier ministre. Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie, ils ont dit qu'il était prévu que le taux de chômage atteindrait 25% à la fin de l'année.

En Italie, les commentateurs aux ordres estiment qu'après la démission de Berlusconi un gouvernement d'union nationale dominé par des technocrates ferait l'affaire, comme en Grèce.

Et en France ? Hier, selon Le Point, le nouveau plan de rigueur avait été "*soigneusement calibré* " pour "*convaincre les agences de notation la stratégie française*" et que "*la consolidation budgétaire à moyen terme*" avait été opérée "*conformément à la recommandation du FMI* ", témoignenat ainsi la totale complicité entre le gouvernement Sarkozy-Fillon avec ces agences du capital, mais il y a un hic qu'a relevé Philippe Waechter, directeur des études économiques chez Natixis Asset Management, cité par Reuters "*la problématique liée à la croissance, un des aspects importants sur la question du triple A*", n'a pas été traitée, et pour cause : toutes les mesures annoncées lundi la plombe, et c'est justement le but du jeu pour ensuite passer aux

choses sérieuses : mettre en oeuvre un plan de rigueur d'une violence inouïe après les élections de 2012, calqué sur la Grèce et demain l'Italie, et dont la BCE, l'UE et le FMI seront chargés de surveiller l'application.

Entre temps, l'Espagne, le Portugal et peut-être l'Irlande seront soumis à la même politique ultra réactionnaire... si le système capitaliste ne s'écroule pas avant.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Parole de banquiers. Léger, puis douloureux... mais pas pour eux !

Les dernières mesures présentées lundi par François Fillon «*souligne l'engagement du gouvernement à coller à ses objectifs de déficit (4,5% du produit intérieur brut en 2012)*», se félicitent les économistes de Credit Suisse. Société générale, Exane BNP Paribas ou encore HSBC, adopte le même le ton.

Ce plan «*concrétise l'engagement de la France pris au G20*», commente par exemple Pierre-Olivier Beffy, économiste en chef chez Exane. Ces mesures, en particulier l'accélération de la réforme des retraites, sont aussi «*un message clé envoyé aux agences de notation*», note Michel Martinez, de Société générale.

Credit Suisse estime que l'impact sur les ménages les plus modestes devrait rester «*léger*» du fait de la répartition des mesures entre imposition des sociétés et du capital, hausse de la TVA réduite et désindexation de certaines allocations sociales.

Le gros de l'effort pourrait porter sur les années suivant l'élection présidentielle de 2012, prévoit Michel Martinez : «*de nouvelles et douloureuses mesures devront être mises en place après le mois de mai, en particulier pour réussir à réduire le déficit public à 2% du PIB en 2014.*» (lefigaro.fr 08.11)

1.2- Parole de menteurs.

«*Je ne peux plus le voir, c'est un menteur.*» C'est en ces termes que Nicolas Sarkozy a décrit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou au cours d'une discussion avec Barack Obama lors du G20 à Cannes. Manque de chance, l'échange a été suivi par des journalistes présents grâce à un boîtier de traduction qui leur avait été remis, selon le site Arrêt sur images.

«*Tu en as marre de lui mais moi, je dois traiter avec lui tous les jours*», a renchéri Barack Obama, selon le site. Une conversation dont la teneur a été confirmée par un correspondant de l'agence Reuters, et évoquée -sans citer les termes employés- sur le blog du journaliste du Monde présent sur place, qui indique que «*les deux dirigeants se sont affligés à huis clos de leurs relations difficiles avec le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou*». (20minutes.fr 08.11)

L'Etat sioniste est la lie du monde : il doit disparaître !

1.3- Le plan de rigueur annoncé avant-hier vu par les éditorialistes de la presse écrite.

«*En fait, l'inquiétude centrale que soulève ce plan, au-delà des multiples questions qu'il suscite, c'est qu'il est mou du genou côté croissance*» commente ainsi Paul Burel dans Ouest-France.

«*Le deuxième plan de rigueur en trois mois présenté par François Fillon sera-t-il le +der des ders+?*» s'interroge Jacques Camus dans La République du Centre. «*Personne n'y croit vraiment et c'est bien là son principal défaut.*» Patrick Fluckiger explique dans L'Alsace que «le plus inquiétant est que tout cela ne suffira pas», car le gouvernement «*ne fait pas reculer la dette. Or c'est elle qui provoque et entretient la crise de l'euro.*» Et Olivier Picard insiste dans les Dernières nouvelles d'Alsace: les mesures annoncées «*risquent simplement d'être inefficaces et impopulaires pour rien*».

Plusieurs quotidiens condamnent, en outre, le renforcement des «*inégalités*» qui s'expriment dans ce nouveau train de mesures.

François Martin, dans le Midi libre, qualifie les nouvelles mesures d'«injustes et déséquilibrées» et Daniel Ruiz (La Montagne) estime que «*la grande réforme qui perçait sous le ton autoritaire du Premier ministre n'est pas là, les inégalités, si*».

Paul Quinio, de Libération, va encore plus loin: «*La faillite du sarkozysme: c'est ce qu'a acté hier François Fillon en présentant son deuxième plan en quelques mois*». «*Il ne reste rien du sarkozysme originel*» de 2007, ajoute-t-il.

Mais plusieurs quotidiens soulignent les enjeux électoraux de ces annonces à six mois du scrutin présidentiel.

Pour Gaëtan de Capèle (Le Figaro), le plan «*ne peut se concevoir que comme une étape dans une réflexion beaucoup plus large sur le périmètre, le poids et le coût de la sphère publique, qui étouffe notre économie. C'est un débat essentiel pour la France. Et pour l'élection de 2012.*» Les Echos se situent sur le même terrain dans leur analyse.

Mais pour Dominique Garraud (Charente Libre), «*la ficelle est un peu grosse qui consiste à vouloir convaincre à la fois les agences de notation et des électeurs dont la défiance vis-à-vis de Nicolas Sarkozy est toujours en pente ascendante*». Il critique «*une navigation à la godille et par gros temps*» de la majorité.

Quant à Patrice Chabanet (Journal de la Haute-Marne), «le plan pluriannuel annoncé hier force en effet le candidat socialiste à abattre ses cartes plus tôt qu'il ne l'avait prévu». (liberation.fr 08.11)

Entre regret et angoisse, on les comprend, demain ce sera un véritable cauchemar et vous n'en dormirez plus la nuit...

1.4- En famille. Chez les jaunes.

Xavier Bertrand, ministre de la santé et du travail, s'est déclaré, mardi 8 novembre, prêt à discuter d'économies en matière de dépenses de santé mais pas du nouveau plan d'austérité annoncé lundi par François Fillon.

'*C'est de la responsabilité politique de mettre en place un plan anti-déficit. On ne peut pas demander aux syndicats de partager cette responsabilité politique*', a-t-il dit sur France 2. Mais, a-t-il ajouté, '*il y a d'autres points qui peuvent être discutés, notamment la baisse des dépenses de santé*', où le gouvernement prévoit une économie de 500 millions d'euros.

Plusieurs syndicats, parmi lesquels la CFDT, se sont étonnés que le gouvernement ne les ait pas consultés avant l'annonce des mesures anti-déficit annoncées lundi par le premier ministre François Fillon.

L'Unsa, la CGC et la CFTC ont accepté de rencontrer Xavier Bertrand ce mardi et mercredi. '*D'autres responsables (syndicats) savent que ma porte leur reste ouverte*', a déclaré le ministre. (lemonde.fr 08.11)

1.5- En famille. Le Front de gauche : un appendice du PS. Une "***candidatures indépendantes***"... pour une politique qui ne l'est pas.

Le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon est prêt à causer circonscriptions législatives avec le PS et les écologistes. Jusqu'ici, les alliés des communistes au sein du Front de gauche avaient toujours refusé de négocier des places de députés avec le grand frère socialiste. La règle suivie: on se présente partout face aux candidats PS ou Europe Ecologie-Les Verts (EE-LV) au premier tour pour «*permettre aux électeurs de gauche de pouvoir choisir*».

Mais au moment même où les tensions reprennent entre socialistes et écologistes, voici le PG qui réajuste sa stratégie et invite les dirigeants du PS et d' EE-LV à discuter des «*circonscriptions où la gauche pourrait risquer d'être éliminée du second tour au profit d'un duel droite-FN*».

Dans un courrier adressé ce mardi à ses homologues, Eric Coquerel, secrétaire national du PG chargé des relations extérieures et des élections : «*Aussi, sans rompre avec la stratégie du Front de Gauche de candidatures indépendantes au premier tour*», le PG est «*prêt à œuvrer pour limiter au maximum*» les «*cas*» de retrait d'un candidat de gauche dans une triangulaire pour faire barrage à l'extrême droite.

«*Nous pensons nécessaire de les anticiper et non de les gérer au coup par coup», justifie Coquerel qui propose aux socialistes et aux écologistes de «de comparer [leurs] informations: dans quels départements, dans quelles circonscriptions ce risque existe-t-il?*»

«*Nous sommes disponibles pour travailler à la représentation proportionnelle des forces de gauche sur l'ensemble de ces circonscriptions repérées comme, nous semble-t-il, vous l'avez-vous-même déjà entrevu avec d'autres forces*», conclut ce proche de Mélenchon qui propose une «*réunion*» au PS et EE-LV. Proposer de discuter avec des cousins quand ceux-ci se disputent, curieuse manière choisie par le PG pour participer aux projets familiaux à gauche. (liberation.fr 08.11)

Nous n'avons aucun mérite de l'avoir déjà écrit il y a quelques mois. De la même manière que si le candidat du PS figure au second tour de la présidentielle en 2012, le PG et le FG appelleront à voter pour lui pour "*battre la droite*".

La crise actuelle du capitalisme pose la question non pas de la meilleure manière de s'en accommoder en le rafistolant pour que les masses exploitées puissent en supporter les conséquences sans trop en souffrir, elle pose directement la question de la

nécessité de l'abolir parce qu'elle se traduit et se traduira encore davanatage dans les mois à venir par une violente régression sociale insupportable.

Quelque part j'avais écrit que cette crise était différente des précédentes et qu'il se pourrait bien que ce soit la dernière, précisant qu'elle inaugurait une période de crise continue, qui pourrait être fatale au capitalisme si le prolétariat parvenait à se donner une nouvelle direction ou signifier à terme le déclin inexorable de la civilisation humaine, puis sa disparition.

Le PG et avec lui le FG ne fait pas que "*réajuster sa stratégie*", cette orientation est conforme à sa nature, à son refus de rompre avec le capitalisme, les institutions et l'UE qui constitue la toile de fond de sa politique, la raison d'être de ce parti et ses alliés, et les places au côté des ennemis du socialisme et de tous ceux qui combattent pour en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques.

1.6- La nature du PS au grand jour. La seule voie : marcher sur les traces de Papandréou.

Pour les membres du collectif des Economistes atterrés, parmi lesquels Henri Sterdyniak et Cédric Durand, M. Hollande ne cesse depuis plusieurs jours de mettre en cause les gouvernements ou le duo Merkel-Sarkozy sur la gestion de la crise de la dette grecque, mais sans jamais faire de contre-proposition ni remettre en cause les dogmes de la règle européenne. D'autres comme Daniel Cohen ou Thomas Piketty, bien que proches du PS et moins radicaux, n'en font pas moins entendre eux aussi des critiques.

Le député de Corrèze a annoncé qu'il présenterait son scénario de sortie de crise "*dans quelques jours*". Il doit réunir "*ses*" économistes mercredi 9 novembre pour le mettre au point. En attendant, il campe sur une posture d'opposant mais donne l'impression que la gauche tâtonne.

Il n'a pas manqué de dénoncer le plan de rigueur annoncé par François Fillon en le jugeant "*incohérent, injuste et inconséquent*". Il a renchéri, lundi 7 novembre sur France 2 en estimant que ce plan était "*un constat d'échec que le premier ministre, au nom du président de la République, a dressé*". Mais pas un mot sur un éventuel plan alternatif.

Cette hésitation commence à se voir. "*Le PS est embarrassé*" remarque Henri Sterdyniak, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Aux yeux du chercheur, François Hollande "*a du mal à se différencier car il a peur qu'on l'accuse d'être irresponsable et de mettre en péril le triple A de la France*".

Le candidat PS, qui n'a cessé de mettre en avant son sérieux budgétaire durant la primaire, ne veut pas apparaître laxiste. "*François Hollande n'ose pas promouvoir sa politique de relance par l'investissement productif, les nouvelles technologies et plus de solidarité*", continue le cofondateur du collectif des Economistes atterrés.

Daniel Cohen, professeur d'économie à l'Ecole normale supérieure et conseiller de la banque d'affaires Lazard (ainsi que membre du conseil de surveillance du Monde), a lui aussi du mal à cacher sa gêne. Selon lui, le candidat socialiste a tous les outils pour montrer sa différence.

"*Le programme du PS est rempli de dispositions qui visent à amortir la crise*", souligne celui qui conseilla Martine Aubry durant la primaire. "*La gauche est capable de revenir à des paramètres budgétaires plus sains et de se créer des marges de manœuvre*", insiste-t-il. La frustration est partagée par Thomas Piketty, professeur à l'Ecole d'économie de Paris (EEP). "*La gauche pourrait être plus explicite et aller plus loin dans la formulation d'une alternative*", assure-t-il. "*On a besoin de plus d'audace et de propositions alternatives de la part du PS*", insiste ce spécialiste de la fiscalité, co-auteur de Pour une révolution fiscale (Le Seuil).

"*Le silence de la gauche est assourdissant*", constate de son côté Cédric Durand, maître de conférences à l'université Paris 13. Cet autre signataire du Manifeste des Economistes atterrés met l'attentisme du candidat Hollande sur le compte du "*consensus*" droite-gauche sur la construction européenne. "*Ils sont d'accord sur une gestion libérale, souligne-t-il. Or la politique de rigueur appliquée par l'Union européenne est injuste, dangereuse et antidémocratique.*"

La gauche est pourtant attendue, disent, avec leurs nuances, ces économistes. Il lui faut faire des propositions et montrer ses différences avec la politique de la droite. D'autant que les résultats des plans de rigueur appliqués dans l'UE vont être dramatiques, estiment ces spécialistes. "*C'est désolant de voir l'Europe converger vers une purge budgétaire qui va se traduire par une dette majeure et une croissance très faible*", assure M. Cohen. "*La gestion de la crise par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy est lamentable. François Hollande serait de toutes façons meilleur*", affirme M. Piketty.

Tous pensent qu'il faut arrêter la spirale de la rigueur. La gauche doit assumer sa relance par la croissance sans complexe, en remettant en cause les "*tabous*" de la construction européenne comme le pacte de stabilité et l'indépendance de la BCE, disent-ils. "*Il faut que le PS et le SPD fassent des propositions communes plus concrètes*", avertit Thomas Piketty. Cette autre politique passe par "*un saut dans le fédéralisme européen*" via l'instauration d'eurobonds et la création d'une Agence de la dette

européenne, défend le professeur de l'EEP.

Même insistance du côté de Daniel Cohen pour qui "*la gauche doit tenir un discours de croissance au niveau européen*". Mais elle doit aussi s'inscrire dans le débat présidentiel français. L'économiste de l'ENS estime que François Hollande doit montrer que l'austérité n'est "*pas inéluctable*" en proposant des mesures comme l'arrêt du soutien aux heures supplémentaires, la suppression des niches fiscales ou la fixation des prix des loyers. "*Il faut relancer l'économie par une vraie politique industrielle, l'investissement sur les nouvelles technologies et impulser une politique de solidarité par l'harmonisation fiscale*", propose de son côté Henri Sterdyniak.

"*On aimerait savoir ce que pense le PS du poids des marchés et de leur chantage sur les déficits publics*", se demande Cédric Durand pour qui il faut "*poser la question de l'annulation de la dette vu son coût social*". "*La question des nationalisations demeure une question centrale sur laquelle François reste silencieux*", note ce proche du NPA.

Même si les pistes divergent, l'attente est forte. Un mot d'ordre semble réunir tous ces chercheurs : ne pas faire comme les socialistes espagnols ou grecs. "*La gauche française n'a pas comme seul destin de suivre celui de Papandréou*", résume ainsi Daniel Cohen. (lemonde.fr 08.11)

Mais si, mais si, messieurs les économites, vous avez une mauvaise mémoire ou une mémoire très sélective, jamais dans le passé un parti issu de la social-démocratie n'a rompu avec le capitalisme, c'est ce que vous lui demandez de faire d'une certaine manière, inconsciemment bien sûr, car en réalité ce n'est pas non plus votre intention.

Les mesures que vous espérez qu'Hollande prendrait, nécessiteraient qu'il rompe avec la domination de l'aristocratie financière, qui est un fait accompli et non quelque chose en devenir, et vous pensez qu'elle le laisserait faire, en ferait-il l'annonce, qu'aussitôt elle prendrait des mesures qui le forcerait à reculer parce qu'il est incapable de se placer résolument au côté de la classe ouvrière, Hollande est un représentant de la classe des capitalistes et rien d'autre.

Ils n'ont pas compris ou ne veulent pas comprendre, que refuser de se soumettre à la loi des marchés revient à remettre en cause pas seulement le libéralisme, mais le capitalisme lui-même, et que seul un véritable parti socialiste ou communiste pourrait s'engager dans cette voie, ce que n'est pas le PS.

Messieurs les économistes qui vous dites de gauche, c'est à vous de rompre avec le capitalisme, de démonter que vous en êtes capables, et dans ce cas-là, il vous faudra vous tourner vers un autre parti que le PS ou participer à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui lui combat pour la rupture avec le capitalisme. Il n'existe pas d'autre alternative : soutenir le régime capitaliste ou s'y adapter, ce qui revient au même, ou rompre avec lui et le combattre jusqu'à ce qu'il soit éradiqué de la surface de la terre.

2- Grèce

Les partis politiques grecs, en pourparlers sur la formation d'un gouvernement d'union nationale, sont d'accord pour nommer à sa tête l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne Lucas Papademos, a-t-on déclaré mardi de source proche du parti socialiste au pouvoir.

Les tractations visant à désigner un nouveau Premier ministre suscitent l'impatience de l'Union européenne, qui a demandé mardi à la Grèce de s'engager par écrit à mettre en oeuvre le plan de sauvetage européen.

Le Premier ministre socialiste sortant, George Papandréou, a déclaré dans la journée à son cabinet qu'il s'attendait à ce que son successeur soit nommé mardi soir.

Un peu plus tard, on indiquait de source proche du Pasok que les négociations étaient "*en cours de finalisation avec Papademos en tant que Premier ministre*".

Mais aucun accord n'avait émergé en fin de soirée en raison de querelles intestines dans les rangs de Nouvelle Démocratie (ND, principale formation conservatrice de l'opposition).

Selon des sources politiques, certains élus de ND accuseraient Antonis Samaris, chef de file du parti, de faire trop de concessions, notamment en effectuant un virage de 180° sur l'acceptation des mesures d'austérité assorties au plan de sauvetage financier.

On ignore toutefois encore si Papademos, qui a quitté la BCE l'an dernier et enseigne à Harvard, acceptera le poste.

Les socialistes du Pasok et de ND se préparent à former un gouvernement d'union nationale appelé à diriger le pays

jusqu'aux élections anticipées de février prochain.

Les partis ont décidé de mettre en place une "*coalition des cent jours*" qui devra obtenir l'aval du parlement sur le plan de sauvetage de 130 milliards d'euros élaboré par l'UE.

Un ministre a déclaré que l'UE avait demandé à la Grèce de rédiger une lettre qui l'engage à mettre en oeuvre le plan de sauvetage européen et qui porte les signatures du Premier ministre sortant, de son successeur, du ministre des Finances, du chef de l'opposition et du gouverneur de la banque centrale.

A l'issue d'une réunion de l'Eurogroupe, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a déclaré lundi soir qu'il était "*essentiel que le nouveau gouvernement prenne des engagements clairs, par écrit, envers le programme UE-FMI et l'ensemble des éléments inclus dans le deuxième plan (d'aide)*".

Les tractations grecques sont suivies avec attention jusqu'aux Etats-Unis, où le porte-parole de la Maison blanche a exhorté lundi le gouvernement à "*agir aussi vite que possible pour remplir ses engagements*".

Lucas Papademos est arrivé lundi à Athènes en provenance des Etats-Unis. Ex-gouverneur de la banque centrale grecque, figure bien connue des capitales européennes, il avait supervisé le passage de la Grèce à l'euro en 2002 avant de prendre ses fonctions à la BCE. (Reuters 08.11)

3- Italie

Silvio Berlusconi a annoncé mardi qu'il quitterait le pouvoir une fois voté le nouveau budget et après avoir subi dans la journée un échec humiliant au Parlement.

Le président du Conseil a confirmé une déclaration du président de la République selon laquelle il démissionnerait après l'adoption en urgence à la Chambre des députés et au Sénat de la loi de finances assortie des amendements exigés par les partenaires européens de Rome.

Ces votes, qui devraient intervenir d'ici la fin du mois, mettront alors un point final à la domination qu'il a exercée pendant 17 ans sur la vie politique transalpine.

Son échec à mettre en oeuvre des réformes a alimenté une fronde au sein de son parti. Sur sa proche chaîne de télévision, Canale 5, Silvio Berlusconi a confié mardi soir qu'à ses yeux, la seule issue résidait dans des élections législatives anticipées.

Le président Giorgio Napolitano a, pour sa part, annoncé qu'il allait engager des consultations avec les partis politiques en vue de la formation d'un nouveau gouvernement.

Le locataire du palais du Quirinal et les marchés seraient, croit-on, favorables à la mise en place d'un gouvernement de techniciens ou d'union nationale.

Mardi après-midi, le gouvernement de centre droit a remporté à la Chambre un vote sur les comptes publics 2010 grâce à l'abstention de l'opposition, mais sans parvenir à obtenir la majorité absolue des 630 voix que compte l'assemblée.

Pier Luigi Bersani, chef de file du Parti démocrate, principale formation de l'opposition, a déclaré que l'Italie courait le risque de perdre tout accès aux marchés financiers alors que le rendement des emprunts italiens tourne autour de 7%. (Reuters 08.11)

4-Iran

4.1- L'Iran semble avoir travaillé à la conception d'une bombe nucléaire et mène peut-être encore des recherches de cette nature, a indiqué mardi l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans un rapport qui devrait accentuer les tensions au Moyen-Orient.

Citant des informations "*crédibles*" de ses Etats membres et d'autres sources, l'agence énumère une série d'activités pouvant être liées à la mise au point d'armes nucléaires, par exemple des tests d'explosifs puissants ou la fabrication d'un détonateur de bombe atomique.

Ce rapport très attendu, précédé par des spéculations de la presse israélienne sur d'éventuels raids préventifs contre des sites nucléaires iraniens, expose de nouveaux éléments laissant penser que la République islamique cherche à développer des capacités nucléaires militaires de façon secrète et concertée.

Certaines de ces activités iraniennes ont des applications civiles et militaires, mais "*d'autres sont spécifiques aux armes nucléaires*", dit le rapport que Reuters s'est procuré mardi avant une réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

Téhéran, qui nie farouchement mener des recherches clandestines pour fabriquer une arme atomique, a immédiatement condamné le rapport. "*(Il) est déséquilibré, manque de professionnalisme et répond à des mobiles politiques*", a dit Ali Asghar Soltanieh, représentant de l'Iran auprès de l'AIEA.

Un responsable américain anonyme a indiqué dès mardi que Washington pourrait prendre de nouvelles mesures contre des banques commerciales ou des sociétés écran iraniennes, mais il a jugé moins probables des sanctions contre le secteur pétrolier et gazier de l'Iran pour le moment.

"*Je pense qu'il se dégage des faits un dossier accablant relatif à une initiative nucléaire militaire complexe visant à miniaturiser une ogive pour missile balistique*", a déclaré David Albright, l'un des principaux spécialistes américains de la prolifération nucléaire.

"*C'est accablant par l'abondance des détails, c'est un dossier très convaincant*", a-t-il dit à Reuters de Washington.

La Russie a critiqué le rapport en faisant valoir qu'il réduirait les chances de dialogue avec Téhéran sur ses activités nucléaires et en laissant entendre qu'il avait pour objet de faire échouer une solution diplomatique.

"*Nous avons des doutes sérieux quant au bien-fondé d'initiatives révélant au grand public le contenu du rapport, principalement parce que c'est précisément maintenant que semblaient apparaître des chances de reprise du dialogue entre les six médiateurs internationaux et Téhéran*", note le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Il ajoute qu'il lui faut du temps pour déterminer si le rapport contient de nouveaux indices d'éléments militaires dans le programme nucléaire de l'Iran, ou s'il ne s'agit que d'une volonté de "*soulever délibérément ou non les émotions*".

L'AIEA dit avoir examiné avec soin les renseignements secrets fournis par des Etats membres et avoir constaté leur solidité en ce qui concerne les contenus techniques, les personnes et les organismes cités ou les périodes considérées. Elle dit avoir également effectué ses propres vérifications.

"*L'agence a de sérieuses inquiétudes concernant une possible dimension militaire du programme nucléaire iranien*", dit le document auquel est attachée une annexe de 13 pages comportant des descriptions de recherches sur les explosifs et des simulations par ordinateur en rapport avec des détonations nucléaires. (Reuters 08.11)

Bref, ce rapport ne comporte rien de nouveau, aucune certitude, ce sont ses rédacteurs qui le disent eux mêmes, peu importe, ils s'appuient sur "*les renseignements secrets fournis par des Etats membres*" qui eux sont naturellement au-dessus de tout soupçon, Etats qui ont intérêt à s'en prendre à l'Iran, plus exactement à mettre la main sur son pétrole... comme ce fut le cas récemment avec la Libye ou encore avec l'Irak, l'Afghanistan.

On voit que ce rapport est cousu de fil blanc, normal, l'AIEA roule pour les impérialistes dominants...

Commentaire d'un internaute

- "*En quoi est-il dangereux que l'Iran ait l'arme atomique? Le premier qui bouge une oreille pour envoyer cet engin s'en prendra automatiquement plusieurs sur la tête. Il est impossible aujourd'hui d'envoyer un engin sans que cela soit détecté. Il n'y a pas d'arme plus pacifiste que celle-là.*"

4.2- Le ministre israélien de la Défense a refusé d'exclure d'attaquer des installations nucléaires en Iran mardi, peu avant la publication d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui devrait renforcer les soupçons sur l'existence d'un programme nucléaire militaire iranien.

Ehoud Barak a expliqué sur Radio Israël qu'il était sceptique quant à l'adoption par la communauté internationale de sanctions invalidantes contre le régime islamique. "*Tant qu'il n'y a pas de telles sanctions et que de telles sanctions n'ont pas prouvé leur efficacité*", Israël recommandera qu'aucune option, y compris militaire, ne soit exclue, a dit le ministre.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré mardi à la télévision d'Etat que le directeur général de l'AIEA, le Japonais Yukiya Amano, n'avait "aucun pouvoir propre" et violait les règles de son agence. "*Il livre les papiers que lui confient les responsables américains*", a-t-il accusé.

Téhéran a récusé par avance les conclusions du rapport qui devait être présenté mardi par l'AIEA et qui devraient être utilisées par Washington pour demander un nouveau renforcement des sanctions. (AP 08.11)

5- Tunisie

Le visage de la future Assemblée constituante en Tunisie vient de subir quelques liftings. Le tribunal administratif de Tunis a examiné 15 recours avant de clôturer, mardi 8 novembre, le dossier des élections du 23 octobre pour l'Assemblée chargé d'élaborer une nouvelle Constitution. Le tribunal a réattribué 7 sièges au parti Al Aridha El Chaabia (Pétition Populaire), qui aura désormais 26 représentants, annonce Mosaïque FM.

La modification des résultats par le tribunal, mardi 8 novembre, rend une partie des sièges perdus par le parti Al Aridha, rapporte une journaliste au micro de Mosaïque FM.

Au total, 89 recours ont été examinés parmi les 104 dossiers déposés. Aujourd'hui la répartition des sièges dans l'Assemblée constituante est la suivante: Le Mouvement Ennahda perd deux sièges et comptabilisent 89 sièges. Le mouvement libéral Ettakol se voit amputé d'un siège et devrait occuper 20 sièges. Le Congrès pour la République (CPR) et le parti démocratique progressiste perdent un sièges et comptabilisent respectivement 29 sièges et 16 sièges dans la prochaine Assemblée constituante. (Slateafrique.com 08.11)

6- Libye

Pour la première fois, le 26 octobre, le Qatar admet avoir envoyé des troupes au sol aux côtés des rebelles libyens, explique The Guardian. C'est ce qu'a affirmé le général qatarien Hamad ben Ali al-Attiya, en marge d'une réunion des chefs d'état-major ayant participé aux opérations libyennes, à Doha, au Qatar.

«*Des centaines de soldats du Qatar étaient présents dans toutes les régions, ils assuraient les opérations d'entraînement et les transmissions*», a-t-il déclaré. «*Nous assurions la liaison entre les rebelles et l'Otan*», poursuit-il, en estimant son engagement indispensable pour aider les civils ayant pris les armes sans «*l'expertise militaire nécessaire*».

Selon une source diplomatique française suivant ce dossier, ce serait près de 5.000 Forces spéciales du Qatar qui auraient été déployées en Libye, comme le rapporte Georges Malbrunot du Figaro. Le journaliste affirme que «*les troupes de Doha se sont d'abord déployées à Tobrouk puis ensuite à l'ouest dans le djebel Nefoussa, où le chef d'état-major qatarien, le général Hamad ben Ali al-Attyiah s'est rendu à plusieurs reprises*». Selon cette même source, «*les Qatariens sont arrivés avec des valises remplies d'argent, ce qui leur permit de retourner des tribus*». Il observe aussi que l'engagement –un peu trop marqué– du Qatar aux côtés des islamistes a suscité des critiques au sein du Conseil national de transition (CNT), mais également en France et en Grande-Bretagne.

Jusqu'à présent, les pays participants à l'opération contre le régime de Kadhafi, dont le Qatar, avaient seulement fait part d'opérations aériennes sous le commandement de l'Otan. En effet, la résolution 1973 de l'ONU, adoptée le 17 mars 2011,interdisait –en principe– toute intervention des troupes au sol.

A ce jour, ni la France ni la Grande-Bretagne n'ont assuré avoir envoyé des soldats au sol pour combattre les forces loyalistes. La France reconnaissant seulement avoir mis en place des «*officiers de liaison*», c'est-à-dire des conseillers militaires auprès du CNT. (Slateafrique.com 08.11)

Syndicat

France. Qaund la jaunisse en redemande.

Véronique Descacq de la CFDT dans un chat du Monde.fr, extraits :

Bernard : La CFDT compte-t-elle appeler à la grève contre le nouveau plan de rigueur ?

Véronique Descacq : Pour l'instant, ce n'est pas le sujet. On peut douter qu'une grève apporte une solution à la question du pouvoir d'achat des salariés. Ce que l'on veut, c'est que le gouvernement entende nos contre-propositions.

Le Roux : Quand vous arrêterez vos querelles inter-syndicales pour lancer un mouvement de grèves générales illimitées contre les agences de notations pour la défense des intérêts des salariés? (je suis syndiqué à la CFDT retraité)

Véronique Descacq : C'est la mobilisation des salariés sur le terrain qui peut en assurer la réussite. On prend le pouls des salariés mais après, on ne sent pas la volonté des salariés de se lancer dans une grève massive illimitée.

Laurent : Croyez-vous que la France a les moyens de maintenir son niveau de protection sociale ?

Véronique Descacq : Il faut réformer la protection sociale pour qu'elle réponde mieux aux enjeux de la société d'aujourd'hui (évolution du monde du travail, évolution de la famille...). Pour répondre à ces deux enjeux, cohésion et soutien de l'activité économique, il y a beaucoup de redéploiement à faire à budget constant en matière de politique familiale, par exemple. Mais il faut accepter qu'en matière de santé, les coûts sont amenés à évoluer du fait des progrès médicaux et de l'allongement de la durée de vie et qu'il faudra trouver des ressources supplémentaires au travers d'un impôt équitable, comme la CSG par exemple. (No comment, je deviendrais vulgaire, déjà que j'ai la patience de lire ces saloperies... - note du site)

92 : Allez-vous rencontrer Xavier Bertrand dans les prochains jours pour discuter de la rigueur comme il vous l'a proposé ?

Véronique Descacq : Xavier Bertrand n'a pas proposé de nous rencontrer pour parler de la rigueur, mais seulement pour parler de l'économie sur les dépenses de santé. Or, nous, nous pensons qu'il y a beaucoup d'autres sujets qui concernent les salariés. En particulier, tout ce qui concerne la fiscalité.

En revanche, on veut rencontrer le premier ministre sur l'ensemble du plan. (mais il ne demande pas mieux ! - note du site)

Bertrand : Alors que la conjoncture politique, économique et sociale donne crédit aux revendications salariales, le mouvement social-syndical est quasiment inexistant. Comment expliquez-vous cela ?

Véronique Descacq : A la CFDT, on a à la fois une vision d'ensemble des enjeux économiques et sociaux (...) De leur côté, les salariés ont conscience de la gravité de la situation économique. (...) Mais ils ne pensent pas que ce soit au travers des grèves que la situation évoluera. (Qu'est-ce que vous croyez, les travailleurs ne peuvent pas avoir "*conscience de la gravité de la situation économique*" des malheureux banquiers et à la fois avoir conscience de leurs propres intérêts. - note du site)

Christophe : Pour en revenir aux allocations familiales, ne croyez-vous pas qu'il serait nécessaire de définir un plafond de ressources au-dessus duquel les ménages concernés ne pourraient prétendre à en bénéficier ?

Véronique Descacq : A la CFDT, on est très attaché à l'universalité des allocations familiales. Tous les salariés participent à son financement, donc tout le monde doit pouvoir en bénéficier. En revanche, faire entrer les allocations familiales dans le barême de l'impôt sur le revenu pourrait être une bonne piste pour rendre les choses plus équitables. Il y a des dispositifs bien plus inéquitables, parce qu'ils profitent proportionnellement plus aux revenus élevés. (Ainsi des foyers de travailleurs qui sont aujourd'hui non imposables le seraient demain, merci pour eux, quelle réac !)

Guest : Pourquoi les syndicats ne disent pas simplement les choses. A savoir qu'une gestion très rigoureuse est nécessaire, mais que la véritable question qui se dessine est de savoir qui subira les ajustements nécessaires ?

Véronique Descacq : Il me semble que c'est ce que l'on dit. A la CFDT, on a la conviction que la question de la dette est à prendre en compte sérieusement. Il faudra donc faire des efforts, en particulier augmenter les ressources de l'Etat et de la protection sociale. Toute la question est de faire en sorte que ces efforts soient équitablement répartis. C'est la raison pour laquelle nous proposons une remise à plat de la fiscalité pour rendre les impôts plus progressifs. (Ce sont les arguments, le programme du gouvernement, préconisé par la BCE, l'UE et le FMI. Pourriture! - note du site) (lemonde.fr 08.11)

Social

France

1.1- Sanofi suprime 1450 postes.

Sanofi a annoncé mardi en comité d'entreprise que la restructuration de ses activités de recherche et développement entraînerait la suppression de 555 postes en Europe et de l'ordre de 900 aux Etats-Unis, ont annoncé à Reuters des élus CGT auprès de cette instance.(Reuters 08.11)

1.2- Répression. Matracage de lycéens.

Des élèves, dont certains auraient été blessés, et des professeurs ont bloqué l'entrée du lycée Honoré de Balzac à Paris pour réclamer de meilleures conditions de travail. Manifestation musclée devant le lycée Honoré de Balzac à Paris (XVIIe). Les

forces de l'ordre sont intervenues ce mardi pour forcer l'entrée de l'établissement scolaire, bloquée depuis le début de matinée par les professeurs et les élèves.

Ces événements font suite à une grève entamée le 3 novembre dernier par le personnel de la cité scolaire, pour protester contre les mauvaises conditions de travail. Pour soutenir le mouvement, des élèves ont décidé, ce mardi matin, de bloquer l'entrée de l'établissement. "*Les élèves formaient une chaîne humaine devant l'entrée. Le blocus était alors pacifique*", témoigne une élève de terminale.

Jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre vers 10 heures pour débloquer l'établissement. Des heurts ont alors opposé une dizaine de policiers aux manifestants. Une élève aurait le tibia cassé par une lampe torche d'un policier. Un de ses camarades, âgé de 17 ans, se serait ouvert l'arcade sourcilière. Ce dernier a été conduit au service médico-judiciaire de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu pour faire constater ces blessures. Il devrait être entendu dans la journée au commissariat du XVIIe arrondissement.

D'après la police, l'élève arrêté s'est montré particulièrement agressif envers les forces de l'ordre. Une version contestée par les élèves. Les lycéens assurent avoir été victimes d'une violence inappropriée: coups de matraque, usage de gaz lacrymogène... Plusieurs élèves envisagent de porter plainte cet après-midi. (lexpress.fr 08.11)

Economie

1- UE.

1.1- Enterrée !

Divisée, l'Union européenne a décidé mardi de remettre au printemps au moins la création d'une taxe sur les transactions financières, qui bénéficie pourtant du soutien actif de la France et de l'Allemagne.

"*Aujourd'hui à l'Ecofin, nous avons surtout parlé de la taxe sur les transactions financières. Le débat a été animé*", a expliqué le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. "*Nous nous sommes entendus pour déterminer rapidement, au printemps, si celle-ci avait un avenir*."

Mardi, l'Irlande s'est dite réticente à ce que la taxe soit adoptée au sein de la seule zone euro, comme l'envisageaient la France et l'Allemagne.

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le dossier soit définitivement archivé.

"*Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières*", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. (Reuters 08.11)

1.2- Edulcoré !

Suspendus à l'évolution de la situation politique en Italie, dans le flou quant au futur gouvernement d'union nationale en Grèce et au point mort sur la réforme du fonds de soutien à l'euro, les ministres européens des Finances ont peiné mardi à maintenir un front uni sur le soutien à apporter aux banques.

Alors que les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept se sont entendus fin octobre sur un plan de recapitalisation des établissements européens à hauteur de 106 milliards d'euros et sur le principe de leur fournir des garanties de financement, la mise en oeuvre de ces décisions se heurte à des réticences.

D'un côté, plusieurs pays sont inquiets des effets négatifs sur le financement de l'économie d'une recapitalisation menée uniquement en interne par les banques, via réduction de voilure et ventes d'actifs.

De l'autre, les Vingt-Sept divergent sur l'opportunité de fournir aux banques des garanties leur permettant d'accéder à des financements sur le marché interbancaire, notamment en dollar, ainsi que sur le degré de coordination au niveau européen d'un tel exercice.

Après plusieurs heures de discussions infructueuses mardi, les ministres européens des Finances ont finalement décidé de procéder à des travaux complémentaires sur ces deux questions au cours des prochaines semaines, des efforts qui pourraient devenir inutiles si la situation en Italie - la troisième économie de la zone euro - venait à empirer encore.

Sur la première question - le "*deleveraging*" - les ministres ont insisté pour que le financement de la recapitalisation par ventes

d'actifs et réduction de voilure ne se produise pas de manière trop abrupte, afin que les banques puissent continuer à assurer leur rôle de financement de l'économie, a expliqué le commissaire au Marché intérieur Michel Barnier, dans un communiqué.

"*Dans les efforts de recapitalisation, nous voulons nous assurer qu'il n'y ait pas de 'deleveraging' massif et soudain*", a-t-il dit après la réunion mensuelle du conseil Ecofin.

Sur la seconde question - celle de garanties de financement - le débat est plus compliqué encore. Plusieurs pays, dont la France, s'y opposent et jugent qu'il ne s'agit pas du problème le plus immédiat auquel doivent faire face les établissements du continent.

Interrogé sur ce point, le ministre français de l'Economie François Baroin a répondu : "*Ce n'est pas ce qui est dit*."

"*S'agissant de la recapitalisation des banques, il n'y a rien de changé. Il y a un rendez-vous, une méthode, un calendrier et un niveau de fonds propres en dur qui est exigé pour les banques*", a-t-il dit à l'issue de la réunion.

Plus tôt dans la journée, le ministre suédois des Finances, Anders Borg, avait quant à lui mis en garde contre toute tentation de revoir à la baisse les termes de l'accord.

"*Nous devrions faire ce que nous avons promis. Nous devrions coller à ces chiffres. Nous devrions clairement reconnaître que toute édulcoration sera coûteuse en terme de crédibilité*", a-t-il insisté.

"*Nous ne devrions pas changer les critères et nous devrions nous en tenir aux règles de calcul préparées par l'Autorité bancaire européenne*", a-t-il encore dit.

La Commission a annoncé mardi qu'elle proposerait très rapidement un cadre législatif européen afin d'assurer la bonne mise en ouvre du plan de recapitalisation. (Reuters 08.11)

1.3- Déséquilibré !

Une proposition de la Commission européenne visant à sanctionner les pays aux déséquilibres économiques trop accentués semble plus clémente envers ceux qui ont des excédents que ceux qui sont déficitaires, une manière d'apaiser Berlin, montre un document.

La proposition de la CE, discutée par les ministres des Finances de l'Union européenne mardi, comporte une liste d'indicateurs économiques et différents seuils qui seraient employés pour déterminer si tel ou tel pays de la zone euro a développé des déséquilibres susceptibles de porter préjudice à l'ensemble de la zone.

Si le pays concerné ne faisait rien pour redresser la barre, il s'exposerait à une amende représentant 0,1% du PIB.

L'un des indicateurs scrutés serait la balance des comptes courants. Un signal d'alarme se déclencherait si le déficit dépassait 4% du PIB ou si l'excédent représentait plus de 6% du PIB, en prenant pour base de calcul une moyenne mobile sur trois ans, suivant le document présenté aux ministres mardi.

L'Allemagne, premier exportateur européen, avait un excédent courant de 6,6% en 2006, de 7,6% en 2007, de 6,7% en 2008 et de 5,0% en 2009. La CE l'estime à 5,1% en 2010 et l'anticipe à 4,7% cette année et 4,6% en 2012.

Certains pays et parlementaires européens voulaient des pourcentages identiques pour les excédents et les déficits, ce qui aurait placé l'Allemagne dans le camp des mauvais élèves.

Certains pays de la zone euro ont souvent reproché à l'Allemagne de trop orienter son économie vers l'exportation et de ne pas assez stimuler sa demande intérieure, ce qui aiderait les autres pays européens à plus exporter vers elle.

La CE examinerait aussi la dette extérieure nette, le niveau d'alerte étant fixé à -35% du PIB. La dette privée ne pourrait excéder 160% du PIB et la dette publique 60%.

D'autres seuils d'alerte sont prévus: une perte de part de marché de plus de 6% sur cinq ans, une hausse du coût unitaire du travail de plus de 9% sur trois ans (12% hors zone euro), des flux de crédits au secteur privé dépassant 15% du PIB, une hausse annuelle de plus de 6% des prix de l'immobilier par rapport à un déflateur de la consommation d'Eurostat, un taux de chômage de plus de 10% en moyenne mobile sur trois ans.

Enfin, le taux de change effectif réel, fondé sur des déflateurs d'inflation et mesuré sur un échantillon de 35 pays industrialisés,

ne devrait pas monter ou baisser de plus de 5% (11% hors zone euro) sur une période de trois ans.

Le document de la CE précise que seront pris en compte le nombre total d'infractions, la gravité de chaque infraction et la combinaison d'infractions susceptible d'attester d'un problème économique plus vaste. (Reuters 08.11)

2- France

Le déficit commercial de la France s'est creusé en septembre, à 6,303 milliards d'euros, après 4,310 milliards d'euros (révisé) en août, selon les données CVS/CJO publiées mardi par les Douanes.

Le solde cumulé de la balance commerciale depuis le 1er janvier s'établit à -54,177 milliards d'euros, contre -37,834 milliards sur les neuf premiers mois de l'an dernier.

Les exportations FAB en données CVS/CJO sont ressorties à 36,971 milliards d'euros en septembre contre 30,549 en août.

Les importations ont augmenté à 42,757 milliards d'euros après 36,165 milliards en août. (Reuters 08.11)

Haut de page

Le 10 novembre

CAUSERIE

Un camarade qui a adressé ma causerie d'hier à un autre militant l'a fait précéder de ces quelques mots : "*causerie du 09 11 11 : excellent comme toujours et tellement complet qu'on se demande s'ils ne sont pas plusieurs à écrire tous les jours.* ". C'est bien seul à l'autre bout du monde que je fais ce boulot, sans l'aide de personne, même pas par Internet. C'est en grande partie une question d'organisation, et ce n'est pas facile tous les jours.

Merci à toi pour cet encouragement, j'en ai besoin parfois. Et porte-toi bien.

J'ai mis en ligne des articles et des documents dans les rubriques économie, social et la Tribune libre.

Propagande. Matracage

En à peine un mois, la cote de confiance de Sarkozy est passé dans les sondages de 24% pour l'estimation la plus basse à 40% selon CSA-Les Echos. Quant à Hollande, il ne dégagerait plus une image positive que pour 51% des personnes sondées. (source : liberation .fr 09.11)

Je n'ai plus le temps d'écrire un mot sur l'intervention hier de Hollande, je me demande même si c'est vraiment nécessaire, une perte de temps ? On verra cela demain, l'actualité est trop chargée.

Notes de lecture du n°174 d'***Informations ouvrières***

Comment le POI se fait le complice du PS et des bureaucrates syndicaux qui soutiennent le régime.

1- Hollande : "*il a raison*".

"*Que répond François Hollande ? Il dénonce « un plan injuste » qui frappe les couches les plus vulnérables de la population, et regrette que les cadeaux faits aux capitalistes ne soient pas remis en cause. Il a raison. Que propose-t-il sur cette base ? « De donner du sens à la rigueur » par des mesures plus équilibrées. Peu ou prou, les dirigeants des autres partis issus du mouvement ouvrier entonnent le même refrain.*"

2- Admettre dans la formulation que les privilégiés pourraient consentir des sacrifices.

"*La réponse à la situation ne saurait être dans un partage équilibré des sacrifices.*"

3- Comment le mouvement ouvrier complètement gangrené par le social-libéralisme et sous son contrôle pourrait défendre

réellement les intérêts des travailleurs.

"*Le mouvement ouvrier, pour jouer son rôle, se doit de refuser tout accompagnement des plans et mesures d'austérité.*"

Page 3, Christel Keiser et Dominique Ferré en rajoutent une couche, pas directement, ces cuistres passent par Les Echos : «*Aujourd'hui, les syndicats ont pris leurs distances avec le monde politique* », les "*syndicats*", mais qui dans les syndicats, les militants et les adhérents ou les bureaucrates qui les contrôlent, tous ensemble, sauf que les militants n'ont pas vraiment les mêmes intentions que leurs dirgeants et que cela ne figure nulle part, à l'arrivée en lisant cet article, on arrive à la conclusion qu'ils sont bien finalement ces bureaucrates pourris puisqu'ils "*ont pris leurs distances avec le monde politique*" détestée par les masses exploitées, c'est qu'eux au moins ils ne sont pas aussi pourris, la suite le confirme : "*Et pour cause : depuis des mois, occupations, grèves et manifestations se multiplient dans tous les secteurs (et se poursuivent encore aujourd'hui, y compris dans certains ministères, nous indiquent nos correspondants), entraînant les organisations contre les mesures du gouvernement « socialiste » aux ordres de la troïka*", on pourrait parfaitement croire que ce sont les dirigeants syndicaux qui sont à l'origine de ces grèves, etc.

4- Alors que le représentant de l'Etat s'est présenté comme celui des banquiers, de l'aristocratie financière, des capitalistes, à travers la politique d'austérité qu'il a annoncée, démontrant ainsi clairement que l'Etat était au service de la classe des capitalistes, axer le combat à la fois contre l'Etat et le capitalisme semblait en découler, disons logiquement. Au lieu de cela voilà la conclusion que nous livre Marie Stagliano :

"*Les choses sont claires. Pour un gouvernement dont la priorité est le retour à « l'équilibre des dépenses publiques », le scénario est déjà tout programmé : des plans de rigueur qui vont se succéder année après année, jamais suffisants, toujours plus brutaux contre toutes les couches de la population.*"

Conclusion qui n'est en réalité qu'un simple constat, alors que Fillon ne s'est pas contenté de présenter un ensemble de mesures, il a précisé qu'il ne fallait faire des banquiers des "*boucs émissaires*" se présentant ainsi comme leur représentant officiel à la tête de l'Etat, un détail qui apparemment a échappé aux dirigeants du POI, mais qui à lui seule concentre la situation et ses contradictions sur le plan économique, social et politique, Fillon prétendant défendre l'intérêt général mais se doit de monter au créneau pour défendre ses amis les banquiers.

Ce "détail" une fois écarté ou laissé de côté volontairement, il fallait bien une nouvelle fois désigner aux militants et travailleurs un autre objectif que l'Etat, ce qui ne demandera aucun effort à Yan Legoff en page 4 en citant l'appel lancé "le 2 juillet par des militants et élus de toutes tendances" :

"*Il revient au mouvement ouvrier de s'unir au-delà des divergences compréhensibles pour refuser les diktats de l'Union européenne*", au lieu d'axer le combat contre le gouvernement et les institutions, l'Etat. Dans son éditorial Gluckstein a écrit que "*Peu ou prou, les dirigeants des autres partis issus du mouvement ouvrier entonnent le même refrain*", à sa façon le POI aussi, et la boucle est bouclée.

Du renoncement au combat contre l'Etat au social-patriotisme, un glissement droitier logique, inéluctable.

Page 7, dans une interview, Bruno Lemerle, secrétaire de la CGT du groupe PSA Peugeot Citroën à Sochaux, et si je ne m'abuse militant du POI affirme en réponse aux investissements de PSA en Chine, en Inde et en Russie : "*nous, on est contre la réimportation et la mise en concurrence des salariés*", point barre, donc PSA devrait continuer de produire en France pour que vous conserviez vos emplois, c'est bien cela, tandis que de leur côté les travailleurs chinois, indiens ou russes ont le droit de penser la même chose car eux aussi ils ont besoin de bosser pour survivre. On va où avec un tel raisonnement ?

Défendre son emploi est une chose, c'est parfaitement légitime, mais pas de n'importe quelle manière, certainement pas comme le POI s'y prend, c'est totalement inacceptable, le POI a repris à son compte les arguments qu'utilisaient hier les staliniens, arguments que les dirigeants du POI vilipendaient violemment à l'époque (OCI-PCI).

Le double langage permanent des dirigeants du POI.

D'un côté le gouvernement et l'Etat sont épargnés.

Extrait du communiqué du POI du 5 novembre : "*C'est ainsi que s'ouvrira la voie de la reconquête de la souveraineté populaire et de la démocratie, ce qui exige de s'émanciper des carcans de l'Union européenne.*" (...) "*L'issue exige, comme l'ont dit les travailleurs grecs, de chasser la troïka et l'ensemble de ses plans. Cela passera nécessairement par la rupture avec l'Union européenne, le FMI et la BCE.*", n''y cherchez pas trace du gouvernement, de l'Etat ou des institutions, vo-la-ti-li-sés !

D'un autre côté parce qu'ils leur arrivent de se souvenir que l'Etat et les institutions existent encore, le bureau nationale du POI du 5 novembre "*a décidé de préparer une plaquette de présentation du POI (reliant ses positions fondamentales et ses*

propositions présentes) pour unifier nationalement notre campagne", c'est l'os à ronger pour leurs militants qui supportent de plus en plus mal la politique droitière de leurs dirigeants.

L'intervention de Gauquelin dans la Tribune libre, - procédé malhonnête qui consiste à donner la parole à une dirigeant du POI, là en l'occurence du courant communiste internationaliste, sans le signaler aux lecteurs, est correcte sans entrer dans les détails, mais elle ne dépasse pas le cadre purement théorique, on ne la retrouve pas dans la pratique qui entre en contradiction avec elle, hélas !

En fait, ils ont conçu les courants socialiste, communiste et anarcho-syndicaliste du POI (et avant au PT), non pas pour construire le parti dont la classe ouvrière aura impérativement besoin pour prendre le pouvoir, mais uniquement pour assurer leur propre survie en tant que courant se réclamant du trotskysme, et ils se foutent pas mal que leur parti adopte une politique droitière pour y parvenir, Gauquelin en fait une nouvelle fois la démonstration.

On comprend aussi pourquoi *Informations ouvrières* reproduit des extraits de déclarations ou d'interviews de dirigeants du PS et ses satellites sans les commenter même très brièvement, sans démonter leur double langage, sans mettre en lumière leurs réelles intentions, laissant ainsi planer le doute sur celles-ci, selon la fable que ces dirigeants et ces partis pourraient un jour se ranger au côté de la révolution socialiste...

Dites-nous, comment s'appelle ce genre de procédés ? On dirait bien une manipulation, non ? Mais non, calomnie, c'est la démocratie de laisser les militants penser ce qu'ils veulent d'un article qu'on a soigneusement sélectionné avant de le porter à leur connaissance, ben voyons, il est bien connu qu'ils disposent des outils pour l'analyser comme il se doit sans se faire avoir...

Éditorial commenté de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 9 novembre 2011

Exercice de style : comment fonctionne le double langage des dirigeants des syndicats. Mailly à la manoeuvre.

G20

Pourvu que le G20 tienne toutes ses promesses :

"*Sur toutes les questions économiques et financières, il conviendra donc de voir si les déclarations sont effectivement suivies d'effet, ce qui n'est pas garanti.*". Non, sans blague !

Mailly est un homme heureux, il a été entendu au G20 :

" *Sur le plan social, nous avons obtenu que l'accent soit mis sur la croissance et l'emploi, sur l'instauration d'un socle de protection sociale, sur la nécessité de faire respecter les huit conventions internationales du travail, dites fondamentales, et sur un rôle plus important de l'Organisation internationale du travail face au FMI, à l'OMC et à la Banque mondiale. Les revendications que nous développons depuis plusieurs années avec la CSI ont été reprises, de manière plus soft, dans une déclaration commune, sur le plan international, des syndicats et du patronat. Là encore, il va falloir faire pression pour que tout cela s'applique.*" Il doit être le seul à y croire avec les dirigeants du POI qui votent systématiquement les résolutions de la direction de FO.

Chouette alors : Le G20 "*va dans le bon sens*" !

"*Autant les conclusions du G20 au niveau social vont dans le bon sens, autant le grand écart avec la politique nationale est marquant :*

- D'une part sur la forme. Alors qu'à l'occasion de la préparation du G20 les consultations syndicales ont eu lieu, en France ce fut le black-out total. Ce qui constitue un déni de démocratie, un mépris réel des travailleurs.

- D'autre part, sur le fond, on ne peut pas faire le constat de l'augmentation des inégalités sur le plan international et accroître celles-ci sur le plan national. On ne peut pas être progressiste sur le plan international et rétrograde sur le plan national."

Ils collaborent même au G20 ! Les dirigeants du G20, dont Sarkozy "*progressiste sur le plan international*", en voilà une perle, merci monsieur Mailly pour cette précision. Vive la collaboration de classes internationales !

Est-il exagéré de parler d'un complot international entre les dirigeants du vieux monde et ceux du mouvement ouvrier contre les travailleurs du monde entier ? Voilà ce que le POI (notamment) couvre sans cesse, y compris Gauquelin et son courant communiste internationaliste.

Budget 2012 de la France et plan d'austérité.

Côté jardin.

Il en redemande, pardi "*pour créer de la croissance*" !

"*Le Premier ministre avait annoncé un budget 2012 très rigoureux, le plus rigoureux depuis 1945! C'est en réalité un plan d'austérité qui suit une logique suicidaire et qui appelle sans aucun doute à d'autres plans d'austérité à court terme, puisqu'il ne contient aucune réponse plausible pour créer de la croissance.*". Suicidaire pour qui, l'Etat, les capitalistes, mais qui s'en plaindrait à part ceux qui font cause commune avec eux et leur souhaitent bon rétablissement.

Il s'attendait à quoi ? Lui il s'en tape, il n'est pas concerné !

Ah la croissance qui donne du "*grain à moudre*" aux réformistes qui peuvent ainsi camoufler plus aisément leur subordination incurable, irrévocable au capitalisme, qui permet d'entretenir leur fond de commerce, ils y tiennent.

Si la croissance accompagnait l'austérité, il n'y verrait aucun inconvénient, c'est ce que j'en déduis. Pour un peu il faudrait se réjouir que ce plan d'austérité ne soit pas plus violent.

En fait tous ces gens-là se lamentent hypocritement que la crise leur enlève le pain de la bouche et non de la bouche des travailleurs. De notre côté, nous estimons que la crise est une aubaine, car elle favorise la prise de conscience des travailleurs du fonctionnement du capitalisme, nous ne nous réjouissons pas des mauvais coups qu'ils prennent évidemment, mais nous incluons dans notre stratégie les sacrifices que les travailleurs devront subir inévitablement pour s'émanciper du capital, alors que les bureaucrates les conçoivent, soit dans la perspective d'un avenir meilleur qui ne serait pas près de voir le jour s'ils demeuraient à la direction du mouvement ouvrier, soit dans la perspective de la pérénité du capitalisme comme un moindre mal.

Côté cours

"*Le choix du gouvernement est donc révélateur. Ainsi, au lieu de préserver les travailleurs, de rétablir de la justice fiscale et de soutenir la croissance et l'activité, il a fait le choix délibéré de l'austérité sociale avec une baisse du pouvoir d'achat des ménages, l'amplification de la RGPP et notamment la compression des dépenses sociales et par là même il fait chuter la consommation, la croissance, l'emploi, amenant progressivement le pays vers une situation à la grecque.*"

Le gouvernement Sarkozy-Fillon aurait pu avoir l'intention ou l'objectif de "*préserver les travailleurs*", grotesque, il fallait oser y croire et le dire, voilà ce que les dirigeants du POI cautionnent ! En réalité, le gouvernement n'a conservé que l'austérité, pas de bol pour Mailly qui se lamente histoire de se positionner au côté des travailleurs... pour mieux les tromper.

Voilà que les gouvernements sont à leur tour victime d'un "*piège*", au moins Mailly pourra se lamenter avec eux, en famille quoi !

- "*Au final, le contenu de ce deuxième plan d'austérité constitue une fois de plus une réponse soumise à la dictature des agences de notation et montre l'incapacité des gouvernements à s'émanciper des marchés financiers.*"

Comme l'on très bien dit les camarades du groupe bolchevik, mettre en avant la dictature des agences de notation ne sert qu'à épargner les gouvernements de leur propre responsabilité, à détourner l'attention des travailleurs des institutions et des capitalistes qui en France profitent de la politique d'austérité, notre ennemi est dans notre propre pays, et non à Bruxelles ou Washington ou je ne sais où.

Tous ceux qui tiennent ce discours signifient qu'ils n'ont pas l'intention de combattre le gouvernement, l'Etat et le capitalisme, ne parlons même pas de les liquider...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Il suffit de vouloir pour pouvoir...

Interview de Luc Chatel, ministre de l'Éducation, par Le Figaro.

Quelles sont vos propositions ?

Elles s'articuleront autour d'un fil conducteur : donner plus de liberté tout en garantissant davantage de protection. C'est une ligne cohérente avec l'image du président protecteur que souhaite incarner Nicolas Sarkozy. Les thèmes qui nous préoccupent sont le temps de travail et le contrat de travail, la fiscalité et les finances publiques, la croissance et l'innovation.

(Traduction : augmenter le temps de travail et apporter plus de flexibilité dans le contrat de travail au profit des patrons, pour dégager une marge qui permettrait de financer la croissance et l'innovation (cadeaux aux patrons sous couvert de la recherche et du développement - note du site).

La majorité peut-elle gagner en disant aux Français qu'ils vont devoir faire des efforts jusqu'en 2016 ?

Dans un contexte de crise, il faut un président courageux, qui sache garder son sang-froid. Les Français sont lucides. Ils n'attendent pas du rêve. Ils sont prêts à faire des efforts mais veulent comprendre pourquoi nous leur demandons ces efforts. Quand Churchill a dit : «*Je vous promets du sang et des larmes*», il a ajouté «*mais à la fin je vous conduirai à la victoire*». La campagne permettra de donner le cap et l'horizon. Et, à mon sens, le cap doit être celui d'une nouvelle prospérité, d'une croissance pour tous. Il faut donner un message d'optimisme aux Français. La croissance est en nous si nous la voulons. Les efforts demandés ne sont pas gratuits. L'objectif, ce n'est pas de mourir guéri. (lefigaro.fr 09.11)

(La dramatisation, la peur qui vous pousse dans les bras d'un sauveur suprême, et si cela ne suffit pas, après la culpabilisation, la "*croissance est en nous si nous la voulons*", si nous ne l'avons pas c'est que nous n'avons pas fait tout ce qu'il fallait, on est coupable quelque part, en désespoir de cause il reste la méthode Coué, l'autosuggestion, la naïveté de croire que par miracle tout va finalement s'arranger, pendant qu'on continue de vous matraquer... - note du site)

1.2- Le "***dépaysement***", c'est bon pour les affaires auxquelles Sarkozy est mêlé... pour mieux les enterrer.

La Cour de cassation a rejeté mercredi la demande de dépaysement de l'affaire de proxénétisme instruite à Lille (Nord), dite du Carlton, demandée par le parquet général de la cour d'appel de Douai.

Un peu plus tôt dans la journée, le parquet général de la Cour de cassation s'était opposé à ce dépaysement, estimant qu'il "*n'avait pas de sens*". (AP 09.11)

1.3- La fable du centre ne prend plus quand la situation se radicalise, mais...

Le président du Nouveau centre, Hervé Morin, a annoncé hier sur BFM TV-RMC, qu'il annoncera sa candidature le 27 novembre. Les sondages le créditent régulièrement d'un petit 1 ou 2%. (liberation.fr 09.11)

1.4- Mélenchon une fois gavé, dévoile ses batteries... de poulets.

Dans une interview à 20minutes.fr, "*Nos dirigeants sont des poulets d'élevage héritiers des trente glorieuses. Ils sont dans le monde d'avant, celui des carrières perpétuelles et de l'équilibre de Yalta. Ils ne voient pas que la saison des tempêtes est de retour.*".

(Il en est lui-même le pur produit, mais il ne s'en rend pas compte - note du site)

A la lecture de votre programme antilibéral, on se dit qu'il serait illogique que vous appeliez à voter pour le PS en cas de second tour Hollande-Sarkozy?

(...) Mais si ce n'est pas moi en tête de la gauche au soir du premier tour, je n'aurai pas le choix.

(Trop facile quand on sort du même tonneau, en réalité on a toujours le choix - note du site)

Le programme du Front de gauche est-il communiste?

Il a une inspiration communiste et le PC est mon allié. Ce que j'incarne au Front de gauche, c'est une sorte de synthèse moderne des idées qui sont dans le communisme. En y apportant le socialisme, la République et l'écologie politique. Mais je n'ai pas honte du mot «*communisme*», au contraire, c'est un beau mot qui parle du bien commun. En revanche, ce n'est pas un programme communiste: il ne propose pas la nationalisation de l'économie, mais la socialisation de certains secteurs. (20minutes.fr 09.11)

(Ouf ! Le renégat dans le costard du fossoyeur du communisme, il ne pouvait pas trouver pire alliés pour continuer cette sale besogne... Si l'on fait du vin ou du vinaigre à partir du raison, du vinaigre il ne sortira jamais du vin ! - note du site)

1.5- Comment tenir en vie le plus longtemps possible le cadavre puant du stalinisme

Stéphane Courtois, historien du communisme et directeur de recherche au CNRS répond aux questions de 20minutes.fr

Le parti de la place du Colonel Fabien compte beaucoup de militants proportionnellement à son poids politique. Quelque 135.000 personnes sont encartées au PCF, sensiblement autant qu'au PS, par exemple. Loin devant le NPA qui, même à la meilleure époque en 2008, auréolé des 4% de Besancenot après 2007, a plafonné autour des 9.000 militants. C'est également un parti qui, malgré son effritement, conserve un important maillage territorial d'élus, héritage de ses années fastes. Il y a 10.000 élus communistes, dont presque un dixième de maires, treize députés et 19 sénateurs. Avec des bastions d'importance, dans le Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis ou dans le Nord. Autre basion du PCF, relève Stéphane Courtois, la CGT.

«*Dans l'enseignement, à l'université, dans les médias, il y a toujours une révérence positive à l'égard du communisme*», explique l'historien. On peut également y ajouter la Fête de l'Huma, qui attire toujours les foules. Autour de 600.000 personnes se pressent à la Courneuve chaque année. En deçà des chiffres des années 80, bien sûr, mais cela reste un rendez-vous couru. Pas forcément politique, tempère toutefois l'historien, pour qui les groupes de musique invités sont «*dépolitisés*», à la différence des années 80. (20minutes.fr 09.11)

1.6- Il est des nôtres chantent-ils en coeur... A bas les privilèges !

Indélogeable. Malgré les demandes répétées de la Ville de Paris, Jean-Pierre Chevènement refuse de quitter le logement social qu'il occupe depuis 1983, rue Descartes, dans le Ve arrondissement de la capitale, à deux pas du Panthéon. Quelque 120m2 de surface pour un loyer de 1519 euros, soit moins de la moitié du prix du marché.

La mairie de Paris n'a eu pourtant eu de cesse de le relancer. En juillet dernier, à la suite d'un rapport accablant de la Chambre régionale des comptes d'Ile de France, le président de la RIVP, le maire PS du IIIe arrondissement Pierre Aidenbaum, s'est fendu d'un courrier lapidaire.

Jean-Pierre Chevènement finira alors par accepter - «*non sans difficulté de négociation*», note Pierre Aidenbaum - une réévaluation d'un loyer «*manifestement sous-évalué*», qui est passé de 1271€ à 1519€. Mais pas question de quitter l'appartement et de céder face à la Ville de Paris, qui cherche selon lui à «porter atteinte à (sa) réputation d'honnêteté». Jean-Pierre Chevènement le soutient mordicus : il ne commet rien d'illégal en occupant un logement social. «*Ce n'est pas une question de légalité, c'est une question de justice sociale*», rétorque Pierre Aidenbaum, joint par L'Express.fr. Le maire socialiste note qu'avec son indemnité parlementaire de 5700 euros et sa retraite d'ancien ministre, le candidat à la présidentielle, assujetti à l'impôt sur la fortune selon ses opposants belfortains, a «*largement les moyens de se loger ailleurs dans Paris*». (lefigaro.fr 09.11)

1.7- Encore un coup d'épée dans l'eau

Le Sénat, à majorité de gauche, a supprimé dans la nuit de mardi à mercredi, dans le cadre de l'examen du projet de budget de la sécu pour 2012, le dispositif d'exonération des heures supplémentaires prévu dans la loi Tepa de 2007, mesure emblématique du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Le dernier mot reviendra toutefois aux députés et à la majorité présidentielle. (lemonde.fr 09.11)

Question à cent balles : S'ils parviennent au pouvoir en 2012, reviendront-ils sur l'exonération des heures supplémentaires et toutes les mesures antisociales adoptées depuis deux ou trois décennies ? L'expérience passée (en 81) prouve que non, sauf sur des bricoles, histoire de donner du "*grain à moudre*" à tous les collaborateurs du régime.

2- Grèce

Le Premier ministre grec, George Papandréou, a annoncé sa démission mercredi et les dirigeants politiques ne parviennent apparemment pas à se mettre d'accord sur le nom de son successeur, qui doit prendre la tête d'un gouvernement d'union chargé d'éviter la faillite au pays.

Après trois jours d'âpres négociations, Filippos Petsalnikos, l'actuel président du Parlement, avait été donné dans l'après-midi comme le probable successeur de Papandréou.

Mais selon des sources proches des discussions, de nombreux élus du Parti socialiste (Pasok) et de Nouvelle Démocratie, le parti conservateur d'opposition, seraient hostiles à ce choix.

Plusieurs députés ont ressorti le nom de Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), qui faisait en début de semaine figure de grand favori pour le poste de Premier ministre.

La candidature Papademos "*a rencontré des problèmes de la part des deux partis*", avait dit mercredi une source politique à

Reuters. Selon certains médias grecs, Lucas Papademos aurait posé des conditions que ni le Pasok ni Nouvelle Démocratie n'auraient acceptées.

"*La seule solution, c'est Papademos. S'il accepte d'ici demain matin, nous serons en mesure d'avoir un gouvernement fort qui sortira le pays de la crise*", a dit à Reuters le député du Pasok Spyros Vougias.

Le nom du président de la Cour européenne de justice, Vassilios Skouris, a également été évoqué.

Le ministre des Finances, Evangelos Venizelos, devrait conserver son portefeuille, a-t-on dit de source proche du Pasok.

Prévue mercredi en fin d'après-midi, la réunion entre les dirigeants des partis politiques autour du président Karolos Papoulias a été repoussée à jeudi matin à 08h00 GMT, a annoncé la présidence.

En annonçant sa démission, George Papandréou n'a pas cité le nom de son successeur.

Les négociations ont marqué le pas en raison de querelles intestines au sein de Nouvelle Démocratie. Selon des sources politiques, certains élus de ND accuseraient Antonis Samaras, chef de file du parti, de faire trop de concessions, notamment en effectuant un virage à 180° sur l'acceptation des mesures d'austérité assorties au plan de sauvetage financier. (Reuters 09.11)

3- Italie.

Silvio Berlusconi a confirmé mercredi qu'il démissionnerait de la présidence du Conseil italien une fois entérinées les réformes économiques d'urgence réclamées par l'Union européenne.

Il a en outre a défendu sa préférence pour la tenue d'élections législatives anticipées, auxquelles il ne se présentera pas.

"*Nous devons d'urgence adresser à l'Europe et au monde un signal fort montrant que nous prenons la situation au sérieux*", a-t-il dit par téléphone, lors d'une émission télévisée.

Le chef de l'Etat, Giorgio Napolitano, a préconisé des mesures immédiates pour rétablir la confiance des marchés financiers dans l'Italie.

"*L'Italie, en tant que pays, doit retrouver sa crédibilité et la confiance de sa population pour s'extraire d'une ornière très dangereuse sur les marchés financiers, en ce qui concerne notre dette publique et les conditions auxquelles sont soumises nos institutions bancaires*", a-t-il dit lors d'une cérémonie au palais du Quirinal, le siège de la présidence.

"*Cela requiert un engagement immédiat et prolongé en faveur de notre dette publique*", a-t-il ajouté.

Dans l'après-midi, il a estimé que la nouvelle loi de stabilité financière serait adoptée d'ici quelques jours.

Silvio Berlusconi a promis de démissionner après avoir perdu sa majorité absolue à la Chambre des députés mardi lors de la ratification des comptes publics 2010. Ceux-ci ont été validés par 308 voix sur 630.

Mais il entend rester en fonctions jusqu'à l'adoption du nouveau budget, qui devait être voté d'ici la fin du mois mais dont l'examen à la Chambre des députés pourrait être accéléré.

Le président du Sénat, Renato Schifano, va demander aux élus de la chambre haute d'adopter la loi sur la stabilité financière d'ici la fin de cette semaine, dit-on de source politique. Le président de la chambre basse a lui aussi indiqué qu'il s'efforcerait de faire en sorte que la loi soit adoptée définitivement d'ici dimanche, a-t-on appris au parlement.

Il a rappelé son opposition à toute forme de gouvernement de transition ou d'union nationale - choix que privilégient l'opposition et nombre d'acteurs sur les marchés financiers -, assurant qu'à ses yeux, l'organisation de législatives anticipées était la seule issue viable.

Le chef de file de l'opposition de centre gauche, Pier Luigi Bersani, a jugé peu probable la formation d'un cabinet d'union nationale, en raison de la résistance de la droite à cette idée, et estime que des législatives anticipées, qu'il ne souhaite pas, sont vraisemblables.

Dans une interview que publie le quotidien La Stampa, "Il Cavaliere" pense que ce scrutin pourrait se tenir début février et que l'ancien ministre de la Justice Angelino Alfano, actuel secrétaire général du Peuple de la liberté (PDL, droite), en sera le candidat

au poste de président du Conseil.

"*Je démissionnerai dès que la loi budgétaire aura été adoptée, et comme j'estime qu'il n'y a pas d'autre majorité possible (dans l'actuel parlement-NDLR), je pense que des élections auront lieu au début de février, et je ne serai pas candidat*", dit-il dans l'interview.

L'aspiration de Berlusconi à de nouvelles élections est contestée au sein même du PDL. Deux courants de ce parti, Grande Sud, de Gianfranco Micciche, et celui de l'ex-ministre de l'Industrie Claudio Scajola s'y opposent en estimant que cela accroîtrait l'instabilité de la Péninsule. (Reuters 09.11)

Et pourquoi Berluconi n'a-t-il pas déjà démissionné ? Réponse : "*Mardi après-midi, le gouvernement de centre droit a remporté à la Chambre un vote sur les comptes publics 2010 grâce à l'abstention de l'opposition, mais sans parvenir à obtenir la majorité absolue des 630 voix que compte l'assemblée.*" (Reuters 08.11) Parce que ce qu'ils appellent l'opposition s'est abstenue au lieu de voter contre. Si elle avait voté contre Berlusconi et son gouvernement tombait.

Social

1- France

Selon une étude réalisée par le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), 79% des personnes interrogées souhaiteraient en apprendre davantage en matière de finance au cours de leur scolarité. Ils sont même 86% chez les 18-24 ans. De plus, 77% se disent prêts à suivre une formation dans leur entreprise.

Et trois sondés sur quatre ont une idée précise de ce qu'ils dépensent chaque mois. (20minutes.fr 09.11)

On y est obligé quand on a à peine de quoi survivre ou que votre niveau de vie ne cesse de baisser.

2- Grande-Bretagne

Des milliers d'étudiants londoniens 10 000 selon les organisateurs, 2 000 selon la police ont manifesté mercredi dans la capitale du Royaume-Uni contre la hausse des frais de scolarité à l'université. Le Comité national contre les frais et les coupes budgétaires dénonce les plans du gouvernement, qui souhaiterait 'privatiser' ses universités.

'*C'est un cabinet de millionnaires qui nous dit que l'on va devoir payer trois fois plus de frais universitaires*', s'insurge sur le site de la BBC Michael Chassum, le leader de la contestation. Depuis des mois, le gouvernement britannique tente de faire passer sa réforme des universités et de leur financement, inspirée du modèle américain. Cette réforme signifie un doublement voire un triplement des frais d'entrée : dès 2012 il en coûterait près de 10 000 euros par an à chaque étudiant.

Quatre mille policiers encadraient la manifestation de mercredi. En cas de débordements, consigne leur a été donnée de tirer avec des balles en caoutchouc. (lemonde.fr 09.11)

3- Libye

Le Premier ministre libyen a été contraint d'intervenir personnellement mercredi à Tripoli pour calmer une foule de combattants en colère qui réclamaient leur solde, leur intégration dans une armée nouvelle ou des emplois, maintenant que les affrontements ont cessé dans le pays.

"*Le gouvernement doit former une armée et nous voulons en faire partie*", a déclaré l'un des manifestants, Mohammed Chaabane. "*Nous avons fait la révolution et nous voulons participer à l'avenir de ce pays.*"

Apparemment rassurés, les combattants se sont ensuite dispersés dans le calme.

Interrogé par Reuters, le Premier ministre a déclaré que le nouveau régime avait besoin des milliards de dollars gelés sur les comptes à l'étranger de Mouammar Kadhafi, tué le mois dernier à Syrte.

"*Cet argent appartient à la Libye. Nous ne demandons pas l'aumône*", a-t-il expliqué.

Plusieurs milliards de dollars ont déjà été remis aux nouvelles autorités libyennes mais la majeure partie de la fortune de l'ancien "*guide*", estimée à 150 milliards de dollars, n'est toujours pas débloquée.

Il s'agit notamment, a-t-il ajouté, de donner du travail aux combattants démobilisés. "*Pas question de leur dire simplement: 'OK,*

rendez votre fusil et rentrez chez vous', ce n'est pas cela notre approche."

"*Nous allons étudier les problèmes, mettre au point des réponses et faire en sorte que ces gens ne se sentent plus abandonnés*." (Reuters 09.11)

Economie

1- La Bourse ou la vie

1.1- Wall Street a chuté de 3,20% mercredi, effaçant ainsi d'un coup les gains cumulés depuis le début de la semaine. Le S&P-500, plus large, a perdu 3,67%et le Nasdaq Composite a reculé de 3,88%.

Tous les indices sectoriels S&P ont fini dans le rouge, celui relatif aux sociétés financières ayant le plus chuté (-5,44%), les investisseurs se débarrassant des valeurs bancaires en raison de leurs inquiétudes concernant l'exposition à la dette européenne.

L'indice bancaire KBW a de son côté plongé de 5,90%.

Les rendements des obligations d'Etat italiennes à 10 ans ont dépassé mercredi le seuil critique de 7%, avec un pic de 7,502% en séance.

"*Nous n'avons aucune vision claire des choses (...) la situation est très mouvante avec des responsables politiques au centre du jeu*" a noté Robbert Van Batenburg, chargé de la recherche actions chez Louis Capital. (Reuters 09.11)

Parce que les "*responsables politiques au centre du jeu*" sont incapables d'une part, de faire accepter de nouveaux sacrifices au prolétariat de l'UE (qui est fortement mobilisé en Grèce, cela va venir dans tous les autres pays, un peu de patience), et d'autre part, ils sont incapable de l'affronter directement pour leur imposer. La question à l'ordre du jour est bien politique, celle du pouvoir et de l'Etat, dans les deux camps en présence.

1.2- L'indice CAC 40 a fini en baisse de 2,17% dans le sillage de la place milanaise en chute de 3,78%.

La Bourse de Londres a reculé de 1,92%, celle de Francfort de 2,21% et l'indice EuroStoxx 50 de 2,34%.

L'indice Stoxx des banques européennes (-3,67%) et celui des assureurs (-4,38%) signent les deux plus fortes baisses sectorielles en Europe.(Reuters 09.11)

2- UE.

2.1- Au bord de l'éclatement.

José Manuel Barroso a mis en garde mercredi contre les coûts économiques d'éventuelles scissions au sein de la zone euro.

Lors d'un discours à Berlin, le président de la Commission européenne a jugé qu'un éventuel renforcement de l'intégration en matière de politique économique ne devait pas se faire au prix d'une Union européenne à plusieurs vitesses.

"*Il ne saurait y avoir paix et prospérité au Nord et à l'Ouest s'il n'y a pas paix et prospérité au Sud et à l'Est*", a-t-il dit.

Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, a lui aussi jugé que les pays de la zone euro devaient tenter de sortir de la crise ensemble et non se diviser.

"*L'Europe est de plus en plus petite et le moment n'est pas venu de nous diviser en sous-catégories nationales, nous devons aller de l'avant ensemble*", a-t-il dit à Lisbonne en réponse à une question sur une éventuelle scission de la zone euro en deux groupes.

Herman Van Rompuy a abondé dans ce sens.

"*L'objectif est de maintenir l'unité de la zone euro, avec tous les 17 pays membres*", a déclaré le président du Conseil européen lors d'un déplacement en Suisse. (Reuters 09.11)

2.2- "***Rien ne semble en mesure de satisfaire les marchés***.

Rien ne semble en mesure de satisfaire les marchés. Les investisseurs souhaitaient le départ de Silvio Berlusconi. Ils l'ont eu. Ils voulaient qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy s'entendent pour résoudre la crise de la zone euro. Ils se sont mis d'accord. A chaque fois, le marché a commencé par se réjouir des avancées obtenues puis il a replongé. La question mérite d'être posée : que veulent les marchés ? Quelles mesures pourraient être prises pour sortir de la spirale destructrice dans laquelle nous sommes ?

Pour Xavier Gandrille, président de la société de gestion Amplégest, il faut apporter deux réponses. « *Il faut d'abord s'occuper du passé et déterminer qui prend en charge les pertes. Il faudrait que la BCE se porte garant de toutes les dettes publiques en Europe. Peut-être qu'elle n'aurait même pas à exercer cette garantie mais elle aurait un effet stabilisateur* ». Il faut aussi que l'avenir soit assuré. « *Le marché a besoin d'être rassuré sur la zone euro. Une règle d'or budgétaire doit être appliquée dans tous les pays. De ce point de vue des eurobonds sont une bonne solution. Dans tous les cas, un transfert fiscal des pays les mieux lotis vers ceux qui vont moins bien est attendu* ».

Du côté de Xavier de Villepion, vendeur actions de Global Equities, les attentes portent sur plus de clarté et de rapidité. « *Les marchés veulent une cohérence politique et une orthodoxie budgétaire. Mais cela paraît vraiment long et inachevé. Les investisseurs perdent patience* ». (lefigaro.fr 09.11)

3- Grèce

Les Grecs ont retiré une partie de leurs économies des banques du pays au cours de la semaine écoulée en raison de la crise politique et de leur crainte d'un abandon de l'euro, a-t-on appris mercredi de sources bancaires.

Selon un banquier ayant requis l'anonymat, les Grecs ont retiré jusqu'à cinq milliards d'euros, soit près de 3% du montant total des dépôts.

"*De nombreuses personnes ont retiré leur argent des banques jeudi et vendredi et les convoyeurs de fonds ont eu du mal à approvisionner les banques en liquide pour répondre à cette demande extraordinaire*", a-t-on dit d'une autre source bancaire, également sous le sceau de l'anonymat.

"*Nous en sommes arrivés au point où des clients demandent à retirer jusqu'à 600.000 ou 700.000 euros en liquide pour ramener l'argent chez eux, c'est incroyable*", a dit le premier banquier. "*Le système est mis à rude épreuve.*"

Ce banquier dit que son établissement en est venu à proposer jusqu'à 7% de rémunération pour certains comptes afin de convaincre les clients de ne pas toucher à leur argent.

Dans une agence athénienne de la National Bank, la plus grande banque du pays, on a pu entendre un employé dire à un autre: "*Beaucoup d'argent a été retiré vendredi.*"

Le montant des dépôts a chuté de plus de 21% depuis janvier 2010, date à laquelle la Grèce a sombré dans la crise de la dette, et les banques du pays s'appuient de plus en plus sur la Banque centrale européenne pour couvrir leurs besoins en liquidités.

La dernière vague de retraits concerne essentiellement des comptes au détail alors qu'un premier mouvement l'an dernier avait conduit les clients les plus aisés à transférer à l'étranger une partie de leur épargne, a dit un banquier. (Reuters 09.11)

4-Italie

4.1- Les difficultés de l'Italie annoncent une "*nouvelle phase, encore plus dangereuse de la crise de la dette en Europe*", a déclaré mercredi Mohamed El-Erian, directeur général de PIMCO, premier gestionnaire mondial de fonds obligataires.

La Banque centrale européenne (BCE) peut agir pour casser une spirale infernale mais ne peut être efficace que si ses actions sont soutenues par une série d'autres mesures, a-t-il dit à Reuters. (Reuters 09.11)

4.2-Le rendement des obligations à dix ans a atteint 7,40% mercredi, au lendemain de l'annonce de la démission prochaine du chef du gouvernement, Silvio Berlusconi.

"*Sept pour cent n'est pas soutenable sur plusieurs années. Cela doit finir par descendre. Sinon, nous sommes en danger*", a estimé Jan Randolph, responsable de l'analyse du risque souverain chez IHS Global Insight.

L'envolée des taux rend de plus en plus coûteux son refinancement sur les marchés, or l'Italie doit lever 300 milliards d'euros pour la seule année 2012. (AP 09.11)

5- Allemagne

La croissance économique de l'Allemagne devrait passer sous les 1% du produit intérieur brut (PIB) en 2012, à 0,9%, en raison de l'incertitude généralisée et de la pression en faveur de la réduction des dettes des pays riches, a estimé mercredi la commission d'économistes indépendants auprès du gouvernement.

Pour 2011, ils prévoient 3% de croissance, contre 3,7% en 2010.

Ces économistes jugent critique de maîtriser la crise de la dette dans la zone euro et suggèrent, en cas d'échec des solutions actuelles, la mise en place d'un "*pacte de remboursement de la dette*" qui inclurait un fonds garanti conjointement par les 17 pays de la zone euro.

La chancelière Angela Merkel s'est montrée sceptique sur cette question, soulignant que cela "*nécessiterait un grand nombre de modifications des traités (européens).*"

Les cinq économistes tablent sur une croissance de la première économie de la zone euro de seulement 0,9% en 2012, voire 0,4% si la crise continue de s'amplifier, et même une légère contraction de l'économie en cas de stagnation du commerce international. La croissance allemande est actuellement tirée par les exportations et une demande intérieure en hausse. (AP 09.11)

Haut de page

Le 11 novembre

CAUSERIE

1- Au nom de l'intérêt général.

1.1- Quand il y en a pour les uns...

Le secteur de l'hôtellerie de luxe semble avoir eu gain de cause. La nouvelle taxe sur les nuitées d'hôtels à plus de 200 euros sera supprimée, affirment les organisations patronales du secteur. Ils s'exprimaient à l'issue d'une rencontre avec le secrétaire d'Etat au tourisme, Frédéric Lefebvre.

Votée en septembre au Parlement, la taxe est entrée en vigueur au 1er novembre. Si elle avait été maintenue, cette taxe se serait ajoutée à la hausse prévue de la TVA dans le secteur au 1er janvier, conformément aux annonces du premier ministre.

Dès l'annonce du plan d'économie , le groupe hôtelier Accor notamment, par la voix de son directeur général délégué, Yann Caillère avait demandé que hausse de TVA et taxe sur les nuitées se s'ajoutent pas. (lemonde.fr 10.11)

1.2- ... il ne peut pas y en avoir pour les autres.

Le gouvernement envisage d'infliger des amendes aux salariés ayant bénéficié d'un arrêt maladie injustifié, dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale, a-t-on appris jeudi 10 novembre auprès du ministère du travail. "*Un texte réglementaire est en cours de préparation et devrait sortir d'ici la fin de l'année*", a indiqué le ministère, confirmant une information diffusée par Europe 1.

"*Le gouvernement oublie de rappeler que ce sont les médecins qui prescrivent la durée des arrêts maladie : ce ne sont donc pas les malades qui doivent être tenus responsables d'un arrêt qui semblerait injustifié*", a indiqué dans un communiqué la Fédération nationale des accidentés de la vie (Fnath), association de malades et de personnes handicapées, en s'interrogeant sur les possibilités de recours.

"*Si pénalités il doit y avoir, ce sont les médecins traitants qui doivent les subir. Ce n'est pas à la personne en arrêt de faire les frais d'une approche différente entre deux médecins sur l'opportunité et la durée de leur arrêt*", poursuit l'association, qui revendique 200 000 adhérents. (lemonde.fr 10.11)

2- Ils s'entre-déchirent.

Malgré les promesses d'unité, la guerre des nerfs entre Jean-François Copé et François Fillon continue - LeMonde.fr -

Bougrab et Klarsfeld fatigués par les accents nationalistes de l'UMP - L'Express.fr

Le Conseil constitutionnel censure la classification de lieux secret défense - AP

Dati sanctionne deux de ses adjointes - L'Express.fr -

Les libéraux veulent exister - 20minutes.fr

A droite, les courants s'agitent - L'Express.fr

3- Procéder par abstraction... pour mieux promouvoir la dictature des marchés. Mode d'emploi.

Titre : *Chute de Berlusconi: «L'impérialisme des marchés» plus fort que «le jeu de la démocratie»*

«*Où s'arrêtera le déluge d'une crise financière qui en, dix mois, a déjà emporté cinq chefs de gouvernement?*», s'interroge Vincent Giret dans *Libération*, soulignant que «*ce ne sont pas des foules de manifestants en colère, mais les agences de notation et les marchés financiers qui ont crié un retentissant "dégage!"*». (20minutes.fr 10.11)

Impasse sur le fait que ces "*chefs de gouvernement*" sont tombés pour avoir suivi à la lettre la politique qui leur était dictée par les marchés, une fois parvenu à l'objectif que l'aristocratie financière s'était fixé, c'est-à-dire, étrangler les Etats de façon à ce qu'ils ne soient plus en mesure de rembourser leurs dettes, pour justifier ensuite l'application de plans d'austérité contre les travailleurs, compte tenu à la fois que le marché mondial ne permettait pas d'assouvir leur soif insatiable de profit et de trouver des placements avantageux pour les masses colossales de capitaux qu'ils avaient déjà accumulées, les privatisations programmées en Grèce, en Italie, en Espagne et au Portugal devraient combler ce besoins...

Mais surtout ce que les médias taisent délibérément, c'est l'impossibilité de ces "*chefs de gouvernement*" de faire accepter ces brutales mesures antisociales à leurs populations, la résistance des exploités qui ne se manifestent certes pas au plan national ou de manière organisé, mais qui s'exprime par mille et une manière comme on le constate dans chaque pays, par des grèves et des manifestations, le refus d'accepter un emploi sous-payé, le développement du travail au noir, en réduisant volontairement leur consommation quand cela ne leur est pas déjà imposé, les travailleurs ont démontré qu'ils n'étaient pas à court d'imagination dans ce domaine, les Grecs en tête, les fonctionnaires entravant le fonctionnement des ministères, le refus des agents équivalents d'EDF en Grèce de procéder à des coupures de courant pour les familles qui ne peuvent payer leurs factures, etc. Sur le plan politique, le rejet massif de tous les partis institutionnels et la méfiance grandissante envers les institutions, l'abstention lors d'élections, etc. leur cauchemar, car à terme cela signifie la remise en cause du régime, de l'Etat capitaliste ou bourgeois.

Ce qui est également intéressant dans le constat que dressent les médias aux ordres, c'est qu'ils décrivent les marchés comme une dictature opposée à la démocratie, ce qui est à la fois vrai et faux, ce qui n'est pas vraiment un problème, car en mettant en lumière les régimes existant dans ces pays, la complicité ou la collusion entre les différents gouvernements et les marchés démontre qu'en fait de démocratie, ces peuples vivaient inconsciemment sous une dictature qui ne voulait pas dire son nom, et qui se drappait dans les oripeaux d'une démocratie (bourgeoise) coïncidant avec les intérêts d'une seule classe (décadente, corrompue...), celle des exploiteurs, mettant ainsi à l'ordre du jour, le combat non pas pour le retour à une démocratie au service de la classe des capitalistes et dont la situation actuelle est le produit ou le prolongement, la ligne politique réactionnaire adoptée par le POI notamment, mais le combat pour en finir avec cette démocratie qui se confond avec la dicature du capital, une démocratie qui ne pourrait voir le jour que lorsque la classe ouvrière et toutes les couches exploitées auront renversé la classe au pouvoir et seront devenues la classe dominante.

4- Chronique annoncée

En Italie : Mario Monti, ancien Commissaire européen désigné par Berlusconi, l'homme de Bruxelles formé aux Etats-Unis ; en Grèce : Lucas Papadémos, ancien vice-président de la BCE ; France : Dominique Strauss-Kahn ex-directeur général du FMI, excusez-moi, pour lui c'est rapé...

En coeur en haut : Les banquiers au pouvoir, les banquiers au pouvoir... Ça c'est aujourd'hui...

En coeur en bas : Les banquiers à l'échafaud, les banquiers à l'échafaud... Ça c'est pour demain...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Bouc émissaire

L'UMP s'est prononcée, jeudi 10 novembre, pour un retour à la loi Pasqua de 1993 sur l'acquisition de la nationalité.

Actuellement, en vertu du droit du sol, tout enfant né en France de parents étrangers devient, sauf refus de sa part, automatiquement français à sa majorité s'il vit en France ou a vécu en France pendant cinq ans depuis ses 11 ans. Désormais, il devrait, à 18 ans, "*en faire la demande*" écrite, préconise le parti majoritaire parmi les 15 propositions de son "*atelier*" sur "*La Nation dans la mondialisation*", destinées à alimenter le projet pour 2012 du futur candidat Nicolas Sarkozy. (lemonde.fr 10.11)

2- Grèce

2.1- Le nouveau gouvernement grec sera dirigé par Lucas Papadémos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), et prêtera serment vendredi à 12h00 GMT, a annoncé la présidence grecque.

Le chef de l'Etat, Karolos Papoulias, a reçu jeudi matin les dirigeants des principaux partis politiques, dont le Premier ministre sortant, le socialiste Georges Papandréou, mais aussi Lucas Papadémos, également ex-gouverneur de la banque nationale.

"*Je suis convaincu que la participation du pays à la zone euro constitue une garantie de stabilité monétaire. Nous devons tous être optimistes quant à l'issue tant que nous ferons preuve d'unité*", a déclaré le Premier ministre désigné.

Les discussions entre dirigeants politiques grecs autour du Premier ministre désigné se sont achevées jeudi soir sans annonce sur la composition du futur gouvernement, a-t-on appris auprès d'un responsable du gouvernement sortant.

Lucas Papadémos a précisé qu'aucune date précise n'avait été arrêtée quant à des élections législatives anticipées en 2012, celle du 19 février n'étant, dit-il, qu'une préférence. (Reuters 10.11)

Ce qui est extraordinaire dans la plupart descommentaires que l'on peut lire dans les médias ou la presse nationale, c'est qu'ils évoquent les marchés qui s'estiment satisfaits de cette nomination, le PASOK et la Nouvelle Démocratie qui vont finir par s'entendre, mais ils oublient systématiquement les masses grecques comme si elles comptaient pour du beurre, alors qu'elles sont l'unique facteur qui empêche les marchés et les partis institutionnels grecs d'agir à leur guise par crainte de la réaction violente des travailleurs. Cela relève de la désinformation.

2.2- Il y a une certaine ironie à voir Lucas Papadémos désigné Premier ministre pour aider la Grèce à survivre dans la zone euro: il fut en effet l'un de ceux qui ont facilité l'adoption de la monnaie unique par son pays.

Il a glané assez de respect auprès des dirigeants européens et des marchés financiers pour être nommé, à sa surprise, vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), l'un des plus hauts postes internationaux jamais occupés par un Grec.

Nul doute que son parcours, ainsi que le temps passé à la Réserve fédérale de Boston, font de lui l'homme le plus compétent pour mesurer les répercussions économiques et internationales de la crise de la dette grecque.

Lucas Papadémos s'est attiré maintes critiques comme gouverneur de la Banque centrale à la fin des années 1990, pour avoir dit que la bourse grecque nourrissait une dangereuse bulle spéculative. Quand les actions ont entamé leur inévitable dégringolade, certains l'ont accusé de l'avoir déclenchée.

Il a fait aussi l'objet de critiques à la BCE lorsqu'il est devenu apparent que les chiffres de la dette grecque utilisés pour faire entrer la drachme dans l'eurozone ne prenaient pas en compte les énormes dépenses militaires du pays.

En réponse, il a expliqué qu'il l'avait fait comprendre aux responsables européens quand il était gouverneur de la Banque centrale grecque et qu'ils l'avaient accepté.

"*Il a besoin de beaucoup de temps pour prendre une décision*", dit un ancien collègue de la Banque centrale. "*Je me demande si son style fonctionnera à un moment où la Grèce a besoin d'un dirigeant solide et aux prises de décision rapides.*"

Il est certainement prudent et ne joue pas cartes sur table.

Mais personne à Francfort ne dira qu'il ait jamais enfreint les réglementations de la BCE.

Lorsqu'il était à la BCE, il a plutôt fait profil bas, assis à côté de son président d'alors, Jean-Claude Trichet, lors des conférences de presse, et ne dévoilant que ponctuellement des informations sur les travaux internes de la BCE.

Toutefois, avoir gagné le respect de ses pairs et des marchés financiers ne garantit pas que la prévenance discrète de Lucas Papadémos réussira à sortir la Grèce de la crise. (Reuters 10.11)

Traduisons: à faire cesser les grèves, occupations et manifestations... On ne lui souhaitera pas bon courage.

3- Italie

3.1- L'ancien commissaire européen Mario Monti faisait figure de favori jeudi pour succéder à Silvio Berlusconi à la tête du gouvernement italien et tenter de contrer l'envolée des coûts d'emprunt du pays, une nouvelle qui a brièvement soulagé les Bourses européennes.

Cet économiste de 68 ans, ancien commissaire européen et aujourd'hui président de l'université Bocconi de Milan, est considéré depuis des semaines par les marchés comme le meilleur candidat susceptible de diriger un gouvernement d'unité nationale et de mettre en oeuvre d'urgence les mesures d'austérité nécessaires au redressement des comptes du pays.

Dans un revirement clé jeudi, le Peuple de la liberté (PDL) au pouvoir a tempéré son insistance à organiser des élections législatives anticipées et a dit envisager l'option d'un gouvernement dirigé par Mario Monti, soulageant les marchés européens qui ont affiché un net rebond après une ouverture en baisse.

Silvio Berlusconi le connaît et le respecte. C'est d'ailleurs lui qui l'avait présenté à Bruxelles comme candidat «indépendant», en 1994, pour représenter l'Italie à la Commission européenne. Il estime aujourd'hui «*inévitable*» sa nomination au Palais Chigi et lui a transmis par télégramme ses «*félicitations*» pour sa toute fraîche nomination à la dignité de sénateur à vie. «*Elle témoigne des très importants mérites que vous avez gagnés dans les domaines scientifique et social*.»

Les Bourses ont toutefois effacé leurs gains dans la matinée après des propos du ministre de l'Intérieur Roberto Maroni selon lesquels son parti, la Ligue du Nord, alliée de Silvio Berlusconi dans la coalition au pouvoir, ne soutiendrait pas un nouveau gouvernement dirigé par Mario Monti et que des élections anticipées constituaient la seule option réaliste pour le pays.

Le président italien Giorgio Napolitano a nommé Mario Monti sénateur à vie mercredi. Les investisseurs y ont vu le signe qu'il lui demanderait de tenter de former un gouvernement dès le départ de Silvio Berlusconi, attendu dans les prochains jours.

Luigi Bersani, le leader du Parti démocrate (PD), la principale formation de gauche, applaudit: «*Un choix excellent qui enrichira le Parlement*», a-t-il dit en apprenant sa nomination de sénateur à vie. Belle satisfaction pour cet économiste élevé chez les jésuites et qui s'est scrupuleusement tenu toute sa vie à l'écart de la politique.

"*Le PDL ne peut simplement suivre l'appel aux urnes qui émane du noyau dur*", a dit le ministre des Affaires étrangères Franco Frattini dans une interview au Corriere della Sera. "*Il y a un intérêt national, qui passe avant tout.*"

Le chef de file du PDL au parlement, Fabrizio Cicchitto, a dit à Reuters que son parti discutait des deux hypothèses, celle d'élections anticipées et celle d'un gouvernement dirigé par Mario Monti, mais qu'il n'avait pas encore fait son choix.

"*Il y a une discussion en cours. Nous devons décider de soutenir des élections ou bien un gouvernement de Monti*", a-t-il dit à Reuters. (Reuters 10.11)

3.2- Né en mars 1943 à Varese (Lombardie), la ville fétiche du leader de la Ligue Umberto Bossi, Mario Monti entreprend des études commerciales à la grande université Bocconi de Milan (dont il deviendra président du conseil d'administration en 1994). Il complète sa formation à Yale, aux États-Unis, sous la houlette du futur Prix Nobel d'économie James Tobin, avant de retourner enseigner en Italie.

Mario Monti est un homme à l'aspect austère, discret sur sa vie privée, sans lien connu avec l'establishment politique. «*Il y aura un travail énorme à faire*», expliquait-il cette semaine. Redonner confiance aux marchés implique l'adoption de réformes douloureuses que l'Italie esquive depuis des années, la réforme d'un Code du travail désuet, la remise à plat du dossier des retraites, comme Bruxelles le demande à nouveau, l'instauration de règles nouvelles en faveur de la mobilité sociale, de la libéralisation des corps de métier, la mise en chantier d'une réforme fiscale et, surtout, l'allégement du poids énorme de l'appareil d'État, qui ponctionne lourdement le budget de l'Italie. Un travail de longue haleine, qu'il s'agit d'ébaucher sans attendre. «*Monti est le seul à pouvoir le faire*», assure l'ancien président du patronat et président de Ferrari, Luca Cordero di Montezemolo.

Éditorialiste respecté, il s'est aussi révélé censeur lucide et sévère. Il avait été le premier, en juillet dernier, à dénoncer dans le Corriere della Sera «*un plan gouvernemental trop timide pour favoriser la croissance*». Accusé un jour en conférence de presse d'avoir fait sa carrière à l'ombre des «*pouvoirs forts*» (les banques, l'industrie, etc.), il avait répondu: «*Des pouvoirs forts, je*

n'en connais aucun. Si ce n'est l'Europe. Et cela me fait plaisir d'avoir contribué à la rendre plus forte.» (lefigaro.fr 10.11)

Evidemment, avec un tel palmarès à son actif, cela inspire le respect, surtout du côté des marchés et de l'UE...

4- Portugal

Les parlementaires portugais ont commencé à débattre jeudi du plan du gouvernement destiné à procéder à de nouvelles baisses salariales et hausses d'impôts en 2012.

La coalition gouvernementale de centre-droit avance que les mesures élargies d'austérité incluses dans son projet de loi de finances pour 2012 sont inévitables.

Le pays doit atteindre ses objectifs de réduction de la dette en échange du déblocage, par tranches, de l'aide financière.

Le Parti socialiste, principale formation de l'opposition, a approuvé les termes du plan de renflouement. (AP 10.11)

Social

France

Le Smic sera revalorisé automatiquement de 2,1% au 1er décembre, en raison d'une augmentation de l'inflation de 2,1% sur un an, a annoncé jeudi la direction générale du travail (DGT).

Dans un communiqué, la DGT précise que le salaire minimum passera de 9 euros brut de l'heure à 9,19 euros, pour atteindre 1.393,82 euros brut par mois contre 1.365 euros précédemment.

Environ 2,3 millions de Français, soit un salarié sur dix, sont payés au Smic. (liberation.fr 10.11)

Economie

1- Banque mondiale. Niveau record des stocks... et des prix !

Les prix alimentaires mondiaux restent soutenus. Conjuguée à une certaine volatilité, cette situation frappe durement les pays les plus pauvres et accroît les tensions sur l'économie mondiale, selon le nouveau rapport Food Price Watch du Groupe de la Banque mondiale, publié à la veille du sommet du G20 de Cannes, en France. Alors que l'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a enregistré un repli marginal de 1 % le mois dernier, s'établissant à 5 % de son record de février, il dépasse encore de 19 % son niveau de septembre 2010.

« *La crise alimentaire est loin d'être finie* », a déclaré le président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick.

Selon le rapport trimestriel Food Price Watch, les inondations récentes en Thaïlande – les pires depuis 50 ans – pourraient renforcer les incertitudes à court terme, avec des pertes totales de production estimées entre 16 et 24 %. Parallèlement, la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique touche désormais plus de 13,3 millions d'habitants – un million de plus qu'en août et les perspectives sont préoccupantes.

Selon le rapport, les céréales ont augmenté de 30 % entre septembre 2010 et septembre 2011, le maïs progressant de 43 %, le riz de 26 % et le blé de 16 %. L'huile de soja s'est renchérie de 26 %. Au dernier trimestre cependant, l'accroissement de 3 % des cours des céréales a été plus ou moins compensé par un recul équivalent pour les matières grasses.

Pour autant, des anticipations positives pour les approvisionnements et les stocks pourraient lever une partie des tensions sur les cours alimentaires mondiaux. Les dernières prévisions pour 2011-12 tablent sur un niveau record en dix ans des stocks mondiaux de blé, la production mondiale de maïs ayant augmenté de 4 % grâce aux bons résultats en Argentine, au Brésil, en Chine, en Russie et en Ukraine. La production mondiale de riz devrait elle aussi connaître une embellie en 2011-12, des précipitations particulièrement propices pendant la mousson en Inde ayant entraîné une récolte exceptionnelle.

Le rapport Food Price Watch met en garde contre les difficultés que les pays en développement pourraient éprouver pour protéger leurs populations vulnérables, leurs ressources ayant été mises à mal par la crise économique et les programmes de relance. (web.worldbank.org 01.11)

2- Banques

Qui veut encore détenir de la dette italienne ? Depuis quelques mois, les acheteurs ne se bousculent plus pour glisser dans leur portefeuille des obligations transalpines. Mercredi, le taux d'intérêt des titres à 10 ans a dépassé les 7 %, en plein doute sur l'avenir politique du pays. Si cette situation devait se maintenir longtemps, l'endettement italien, qui atteint 120 % du PIB, deviendrait de plus en plus cher à financer.

Paradoxalement, le plan du 27 octobre, censé mettre un terme à cette spirale, pourrait alimenter la défiance. Pour réinsuffler de la confiance dans le système bancaire européen, la zone euro et l'Union européenne se sont mises d'accord sur une participation accrue des banques pour alléger la dette grecque, et sur le renforcement accéléré de leurs fonds propres.

Une exigence pousse les établissements à se débarrasser de leur dette souveraine à risque, comme celle de l'Italie. "*Les décisions prises par les autorités européennes ont accéléré le sell-off* ", témoigne Cyril Regnat, stratégiste taux chez Natixis. D'autant que pour évaluer leurs nouveaux besoins en fonds propres, l'Autorité bancaire européenne a finalement décidé de valoriser les dettes souveraines contenues dans les "*books*" des banques à leur valeur de marché, et non plus à leur valeur comptable, dans un souci de transparence sur leur véritable situation financière.

Une hérésie contre-productive, dénoncent les banques françaises, qui rappellent que leurs titres souverains avaient vocation à être conservés dans leur portefeuille jusqu'à leur arrivée à échéance, c'est-à-dire jusqu'au remboursement de leur valeur faciale lors de l'émission... Comme l'explique un banquier, la comptabilisation à valeur de marché "*n'a aucun sens*", à moins de supposer que les pays concernés sont certains de faire défaut... D'ailleurs, fait-il valoir, les obligations des États aujourd'hui en difficulté n'étaient-elles pas considérées comme parmi les plus sûres ?

L'argument est imparable pour justifier les ventes massives de dette souveraine des pays en difficulté, quitte à aggraver la crise de la dette souveraine.

À leur décharge, les banques françaises n'ont pas beaucoup d'alternatives. Encouragées par le gouvernement, qui n'a aucune envie de rouvrir un guichet public, elles veulent à tout prix éviter de recourir à l'État pour se recapitaliser. Elles sont aussi extrêmement réticentes à faire appel à l'argent des investisseurs, une solution qui aurait pour effet de diluer un peu plus leur actionnariat, et donc de le dissuader de continuer à les soutenir.

Toutes tiennent le même discours : elles s'en sortiront seules, grâce à la mise en réserve de leur bénéfice. Lors de la présentation de ses résultats au troisième trimestre mardi, la Société Générale a ainsi annoncé qu'elle ne distribuerait pas un centime de dividendes à ses actionnaires l'année prochaine au titre de 2011, une première depuis sa privatisation en 1987 !

Mais cela ne suffira pas. Les banques françaises doivent aussi se serrer la ceinture. Elles se sont engagées dans des plans de réduction de leurs activités, notamment les plus consommatrices en liquidités. Comme à BNP Paribas, où plusieurs centaines de suppressions de postes ont été annoncées la semaine dernière, "*essentiellement dans la banque d'investissement et au niveau mondial*", selon son directeur général Baudouin Prot. (lepoint.fr 10.11)

3- UE

3.1- L'Europe risque de connaître une nouvelle "phase de récession", a averti jeudi la Commission européenne en révisant fortement en baisse sa prévision de croissance pour la zone euro l'an prochain à seulement 0,5% contre 1,8% attendu auparavant.

"*La croissance s'est arrêtée en Europe et nous pourrions connaître une nouvelle phase de récession*", a prévenu le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, à l'occasion de la publication des prévisions économiques d'automne de l'exécutif européen.

"*Une récession profonde et prolongée et de nouvelles turbulences sur les marchés financiers ne peuvent plus être exclus*", a ainsi avancé Marco Buti, le directeur général aux affaires économiques et monétaires de la Commission européenne.

"*L'économie mondiale est à nouveau entrée dans une zone dangereuse. Au printemps, la crise de la dette souveraine semblait contenue. En outre, des signes de demande intérieure permettaient de croire à une légère reprise de l'activité en Europe (...). Ces espoirs ont été balayés*", indique la Commission européenne en guise d'introduction, dans un document de quelque 250 pages. (liberation.fr 10.11)

Quand on lit cela, on se dit qu'ils se foutent du monde ou qu'ils ne savent vraiment pas où ils en sont, sans doute les deux à la fois avec une préférence pour la seconde option, ils prennent leurs désirs pour la réalité ou ils ont mis au point des mécanismes comptables tellement complexes qu'ils n'y comprennent plus rien, sans parler de l'opacité qui les entourent et qui fausse tous leurs savants calculs.

Nous ne sommes peut-être pas des économistes chevronnés, mais cela ne nous empêche pas de comprendre que le capitalisme

est destiné à s'effondrer. Si maintenant on s'en tient au blablabla que Gauquelin nous a servi dans les derniers IO (n°174) sur la propriété privée des moyens de production, on ne comprendra rien à la situation actuelle et à cette crise d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du capitalisme, parce que les contradictions du système économique en vigueur n'ont pas seulement atteint un niveau de tension insoutenable pouvant être contenues ou ramenées à un niveau supportable aux moyens d'artifices.

Même une guerre mondiale comparable aux deux précédentes n'y suffirait pas, il faudrait qu'elle soit pour ainsi dire planétaire, puisque dorénavant le capitalisme s'est développé sur tous les continents ainsi que la population, facteur que l'on néglige, 7 milliards excusez du peu. Facteur impossible à faire reculer, à gérer à court terme maintenant, sachant que la population mondiale augmente au rythme d'un milliard tous les 12 ans, ce qui signifie que les besoins à satisfaire de la population augmentent au même rythme, facteur que l'on néglige en permanence dans nos analyses ou pire, qu'on ignore, ce qui est incompatible avec l'appropriation de la majorité des richesses produites par une infime minorité de privilégiés. Sans entrer dans les méandres des critères économiques, c'est ce facteur qui plombe l'avenir du capitalisme et le condamne à brève échéance.

Il faudrait réfléchir plus en profondeur à cette question et peut-être reconsidérer la place accordée aux différents facteurs économiques et les rapports qu'ils entretiennent pour mieux saisir l'évolution du capitalisme mondial, dont le taux de profit et la loi de l'offre et la demande, celle-ci devenant déterminante, dans la mesure où les gains obtenus en terme de profits sont déjà en partie engloutis à subventionner la pauvreté dans le monde et devraient l'être davantage dans l'avenir, au total, Etats et entreprises, déboursent par le biais d'institutions en tous genre des centaines de milliards pour subvenir aux besoins élémentaires quotidiens de plus d'un milliard d'hommes et femmes qui ne produisent aucune richesse, donc qui ne leur rapportent aucun profit, loin d'éradiquer la pauvreté car elle ne cesse de prendre de l'ampleur dans le monde (à mettre en relief avec les ambitions hypocrites affichées par l'ONU), tandis qu'il y a de plus en plus de milliardaires ou de millionnaires en dollar ou euro dans le monde, c'est ce grand écart qui est mortel pour le capitalisme et lui sera fatal à terme, pas d'un coup de baguette magique, quand le prolétariat mondial se sera doté d'une véritable Internationale pour le liquider de la surface de la terre.

3.2- Une intégration européenne accrue est nécessaire pour surmonter les défis posés par la crise de la dette souveraine mais ce processus ne doit pas être vecteur de divisions dans la zone euro ou dans l'Union européenne, a déclaré jeudi une porte-parole de la Commission européenne.

"*Un ralentissement du processus d'intégration n'est pas une option en raison des défis auxquels nous faisons face. Mais c'est un processus ouvert, pas un processus exclusif ou qui crée des divisions*", a déclaré Pia Ahrenkilde Hansen.

Citant un discours prononcé mercredi soir par le président de la Commission José Manuel Barroso, elle a déclaré qu'une scission de ma zone euro ou de l'Union européenne ferait dans un premier temps chuter de moitié le PIB de l'Union européenne.

Selon plusieurs sources, Paris et Berlin ont travaillé ces dernière semaines sur l'hypothèse d'une redéfinition radicale de la zone euro autour d'un noyau fédéral. (Reuters 10.11)

4- France

4.1- Production industrielle et manufacturière : recul.

La production industrielle de la France a reculé plus que prévu au mois de septembre, se contractant de 1,7% après une progression confirmée de 0,5% en août, selon les données publiées jeudi par l'Insee.

La hausse de la production industrielle ressort à 0,8% sur les trois mois à fin septembre.

La production manufacturière, c'est à dire hors énergie mais incluant l'agroalimentaire, a reculé de 1,6% au mois de septembre, sa hausse au troisième trimestre par rapport au trimestre précédant ressortant à 0,5%. (Reuters 10.11)

4.2- Secteur automobile : ralentit.

Alors que les constructeurs affirmaient encore récemment ne pas observer de ralentissement notable de leur activité, plusieurs marchés automobiles montrent des signes de retournement.

Principale zone de danger, en Europe, la crise de la dette a commencé à se traduire par une chute de la demande. «Nous observons sur octobre-novembre une baisse des commandes sur l'ensemble du marché européen de 9 % sur un an », déclare au Figaro Jérôme Stoll, le directeur commercial de Renault. Sur neuf mois, les ventes de voitures neuves ont reculé de 1,1 % sur le Vieux Continent.

«*Le marché européen se retourne un peu, avec un fort effet en France* », constate également Frédéric Banzet, le directeur général de Citroën. L'allemand Opel prévoit, lui, «*une contraction significative* » l'an prochain.

Dans l'Hexagone, malgré de spectaculaires offres promotionnelles, les «*commandes ont chuté d'environ 15 % le mois dernier, atteignant leur plus bas niveau depuis plus de cinq ans* », note Flavien Neuvy, le directeur de l'Observatoire Cetelem de l'automobile, même si les immatriculations ont augmenté de 2,8 %. L'effet sur les ventes ne se fera sentir que plus tard, lors de la livraison - et donc de l'immatriculation - de ces véhicules.

Ce refroidissement concerne aussi les pays émergents, qui tiraient jusqu'ici la croissance. En Chine, les ventes ont reculé de 1,1 % en octobre. Les professionnels tablent sur une augmentation de 5 % en 2011 et non plus de 10 % à 15 % comme en début d'année.

Sur la même période, l'Inde a vu son marché s'effondrer de 24 %, la plus forte baisse depuis plus de dix ans. Les experts estiment qu'il ne devrait progresser que de 2 % à 4 %, pour l'année budgétaire close fin mars 2012, contre un bond de 10 % à 12 % auparavant. Enfin, au Brésil, le marché a reculé de 8,3 % le mois dernier. Seule la Russie continue sur sa lancée (+ 27 % en octobre). (lefigaro.fr 10.11)

Renault et PSA en ont profité pour programmer de nouvelles journées de chômage technique pour limiter leurs stocks disent-ils, alors qu'il suffisait de baisser les cadences de travail, inimaginable, même les syndicats n'y pensent pas...

4.3- Marché immobilier : chute.

Le marché immobilier est en train de se gripper et la production de crédits qui chute en est le signe. Celle-ci avait augmenté de 19,1 %, sur un an, au premier semestre ; elle a décroché de 13,7 % au troisième trimestre, selon l'étude de l'observatoire Crédit Logement/CSA. Le montant des crédits immobiliers accordés par les banques devrait s'élever à 155 milliards d'euros cette année. Il recule de 8 % par rapport à 2010 (168,8 milliards), année proche du record absolu de 2007 (170,2 milliards).

«*Le marché a commencé à se gripper pendant l'été. Et comme à l'automne 2008, il se bloque depuis octobre pour les logements anciens*», constate Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest. Traditionnellement, les ventes de logements ralentissent pendant la trêve estivale et reprennent à l'automne, en octobre. Mais cette année, les reventes de logements deviennent plus difficiles.

Les raisons de ce véritable retournement de tendance sont nombreuses. À commencer par l'inquiétude des ménages, dont le moral est au plus bas.

Dans le même temps, les banques sont, elles, devenues moins prêteuses. Les autorités monétaires, soucieuses de voir les établissements financiers augmenter leurs fonds propres, leur ont clairement demandé d'avoir une «*gestion rigoureuse des risques de crédit*» et «d*'éviter un allongement excessif de la durée des crédits*».

Les taux des crédits immobiliers sont en revanche stables depuis juin (3,86 % en moyenne en octobre, contre 3,89 % en septembre). Mais, «*ils vont monter et pourraient atteindre 4 % et plus en moyenne d'ici à la fin de l'année*», prédit Michel Mouillart. D'autant que le taux de l'emprunt d'État français (OAT à 10 ans), sur lequel les prêts à taux fixes sont indexés, grimpe depuis quelques jours (3,42 % jeudi après-midi).

L'année 2012 s'annonce bien plus difficile encore pour les acquéreurs. Selon l'observatoire, la baisse du volume de crédits accordés devrait s'accélérer avec, au mieux, une chute de 16 % par rapport à 2010 pour tomber aux alentours de 130 milliards, pas loin de 2009 (120 milliards). «*Avec la suppression du PTZ + (prêt à taux zéro +) pour l'achat de logements anciens, décidé dans le nouveau plan de rigueur, la crise sera de plus grande ampleur qu'en 2008 et aura un impact négatif considérable sur les crédits immobiliers*» , affirme Michel Mouillart. Ce qui pourrait faire reculer les prix des logements. Les ménages les plus jeunes et les plus modestes seront les plus touchés par cette nouvelle crise immobilière. Aujourd'hui, les emprunteurs sont de plus en plus des ménages aisés, qui empruntent pour des périodes moins longues et qui bénéficient d'un apport personnel important. (lefigaro.fr 10.11)

5- Japon

Sous pression médiatique depuis des semaines, Olympus a reconnu mardi avoir acquis plusieurs sociétés dans des conditions financières exorbitantes afin de maquiller des pertes sur d'autres investissements. Ces tours de passe-passe comptables auraient eu lieu depuis vingt ans, à la barbe des auditeurs du groupe et des autorités financières nippones.

La police nippone, qui rechigne d'ordinaire à traiter les scandales financiers car elle ne les comprend pas, aurait ouvert une enquête sur Olympus. La presse de l'Archipel, qui était restée en retrait avant les aveux officiels des dirigeants actuels, se déchaîne depuis deux jours. Elle évoque la banque d'investissement Nomura, dont un ancien employé aurait organisé l'infrastructure frauduleuse utilisée par Olympus.

En un mois, le géant de l'optique a perdu 80% de sa capitalisation boursière. (lefigaro.fr 10.11)

Comme quoi il est facile de falsifier les comptes d'une grande entreprise... ou d'un Etat !

Société.

L'homme est le plus grand prédateur de tous les temps.

Le rhinocéros noir d'Afrique de l'ouest est officiellement déclaré éteint et deux autres espèces de rhinocéros pourraient connaître le même sort, a annoncé jeudi l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Une récente étude sur le rhinocéros noir d'Afrique de l'ouest a conduit à conclure à l'extinction de l'espèce, précise l'UICN. Le rhinocéros blanc du Nord, originaire d'Afrique centrale, est de son côté "*peut-être éteint*" à l'état sauvage tandis que le rhinocéros de Java est "*probablement éteint*" au Vietnam, où son dernier représentant aurait été tué par des braconniers en 2010.

Environ un quart de l'ensemble des mammifères est menacé d'extinction, précise l'organisation non gouvernementale, qui rappelle que certaines espèces ont pu être sauvées grâce à des programmes de préservation. Les rhinocéros blancs du Sud, qui n'étaient plus qu'une centaine à la fin du 19e siècle, ont ainsi vu leur population rebondir pour dépasser aujourd'hui les 20.000 animaux.

La liste rouge des espèces menacées de l'UICN comprend 62.000 espèces de plantes et d'animaux. (AP 10.11)

Haut de page

Le 12 novembre

CAUSERIE

A propos du site.

C'est bien de bosser, c'est mieux quand cela sert à quelque chose, on s'encourage comme on peut...

Du 4 au 10 novembre, vous avez été 1 151 a vous connecter au site, 119 visites en moyenne, mercredi 143, puis une pointe à 179 jeudi dernier : record pulvérisé ! Pourquoi ? Je n'en sais fichtre rien ! Faites connaître le site autour de vous, laissez les coordonnées du site dans les blogs où vous intervenez, je n'ai pas le temps de le faire.

J'ai ajouté quelques articles dans les rubriques économie, politique et internationale. Attention, je les ai classés par ordre chronologique en suivant les dates de parution sur le Net, qui ne correspond pas forcément à la date où je les ai mis en ligne dans le site.

Je m'applique à mettre en ligne la plupart des articles ou documents que j'ai pu lire, ainsi vous disposez des mêmes sources d'information que moi pour vous forger votre propre conviction sur la situation dans le monde. Ensuite peu importe qu'on parvienne aux mêmes conclusions, cela vous permet également de comprendre comment j'ai réalisé mes propres analyses, en étant toujours axé sur les mêmes objectifs qui sont tous liés : la construction du parti, construire un parti de militants conscients, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le socialisme.

Si vous voulez consulter les causeries du 1er au 8 novembre, elles ont été archivées dans le fichier suivant ● cliquez ici - au format html

Bon week-end et bonne continuation à tous. On vaincra !

Propagande à destination de tous les peuples en Europe

Titre : *Les Grecs réservent un bon accueil à Papadémos* (Reuters 11.11)

Un technocrate, un banquier désigné Premier ministre, flanqué de ministres d'extrême droite, voilà à quoi les travailleurs grecs auraient "*réservé un bon accueil*" !

Un gouvernement de la "gauche" à l'extrême droite , voilà la réponse politique au prolétariat grec qui exigeait de pouvoir

s'exprimer démocratiquement sur l'accord de Bruxelles du 27 octobre et au-delà sur l'euro et l'appartenance de la Grèce à l'Union européenne. Ainsi ils entendent interdire aux masses laborieuses grecques toute expression politique indépendante de l'Etat et de la classe dont il représente les intérêts, celle des banquiers et des capitalistes, c'est en tout la signification politique de cette provocation de la dernière chance, avant de faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre.

Le travailleur grec lambda peut en déduire qu'il n'y a pas d'issue à la crise actuelle et qu'il devra supporter en silence les sacrifices qu'on exige de lui. Certains vont sombrer dans le désespoir et s'engager, soit au côté de l'extrême droite, soit au côté du parti néo stalinien (KKE), ou encore au côté des anarchistes, préparant ainsi l'intervention de l'armée. Les travailleurs grecs n'attendaient pas un miracle après la démission de Papandréou puisqu'ils rejettent en bloc tous les partis institutionnels

Les jours précédents nous avons développé une ligne politique sur laquelle l'avant-garde pourrait poursuivre le combat pour construire le parti. J'ignore en quoi consiste les forces qui combattent réellement pour la révolution socialiste en Grèce, je présume qu'elles sont faibles dans tous les domaines, cependant la situation est favorable à la construction du parti, dans la mesure où il n'existe aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs en dehors de la rupture avec les institutions, l'UE et le FMI, ainsi qu'avec le capitalisme.

La formation de ce gouvernement ne règle aucun problème, c'est cela l'élément déterminant de la situation : toutes les questions que se posaient les travailleurs sont demeurées comme artificiellement suspendues en l'air quelques instants avant, puis après, il se peut que la mobilisation reflue pendant quelques jours pour reprendre de plus belle dès l'accord de Bruxelles signé par le gouvernement et le parlement, ainsi que le budget 2012 d'austérité ou plutôt de guerre contre les travailleurs qui prévoit 27 milliards d'euros de coupes sombres, on ne voit ni pourquoi ni comment les travailleurs pourraient attendre les élections législatives qui doivent théoriquement avoir lieu vers la mi-février 2012, que devraient-ils en attendre, n'ont-ils pas fait l'expérience au cours des derniers mois et des deux dernières années que ces partis étaient engagés au côté de leur ennemi de classe ?

La question est aussi de savoir quelles sont les couches les plus frappées par les mesures d'austérité, quelle proportion elles représentent par rapport à l'ensemble des exploités, de quelles ressources les autres couches disposent-elles encore pour ne pas voir leur niveau de vie nettement dégradé ou sombrer dans la précarité et la pauvreté. Quelle va être l'attitude de la jeunesse qui est à la pointe du combat, sachant que 42,5% des 16 à 25 ans sont au chômage ? Quel est son niveau d'organisation, son degré de conscience politique ?

C'est pratiquement une lapalissage de dire que c'est la cruelle absence d'un véritable parti communiste qui pèse le plus sur la situation de la classe ouvrière en Grèce (et partout ailleurs). Pour les renégats et les opportunistes, son absence a au moins le mérite de faire qu'on n'en parle pas, de faire passer à la trappe ce facteur, selon la méthode des non-dits qui leur permet d'éviter de se découvrir ainsi que leurs réelles intentions. Il faut être lucide et ne se faire aucune illusion sur l'évolution possible de la situation en Grèce et ailleurs, tant qu'on n'aura pas régler la question du parti et de l'Internationale.

La question qui est directement posée en Grèce et dans de nombreux pays est celle de l'Etat et du pouvoir politique. Ne pas la mettre en avant et ne pas subordonner sa politique à cette question revient à s'en détourner et à refuser de combattre dans la perspective du renversement du régime en place, à l'arrivée cela revient à soutenir l'ordre établi, qu'on l'admette ou non n'y changeant rien. A chacun ses responsabilités.

On se disait aussi...

Jean-Pierre Jouyet, le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), répond dans une interview aux questions du figaro.fr à propos de l'erreur commise par S&P annonçant la dégradation de la note de la France.

Jouyet a claironné que l'AMF allait "*enquêter*", prenant l'affaire très au sérieux, ça c'était pour l'effet d'annonce ou pour la galerie, à laquelle il fallait montrer que contrairement à Papandréou ou Berlusconi, le locataire du Palais maîtrisait parfaitement la situation et qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, la situation financière de la France est sous contrôle, le flic-président et sa garde rapprochée y veillent en personne tel Arpagon, ils peuvent compter sur l'AMF qui "*agit ici comme gendarme du marché bien sûr, mais aussi comme bras armé de la République française*".

Toutefois, il a tenu à préciser que sa démarche consistait à envoyer un "*signal politique fort*" à l'adresse des marchés et leurs représentants qui trônent au sommet des Etats les plus puissants de la planète, pour les rassurer dit-il, on se demande de quoi au juste, car il ne faudrait pas que son enquête remonte trop loin et embarrasse ceux qui tirent les ficelles de la crise ou en profitent pour s'enrichir davantage. Aucun risque, il a tout de suite ajouter que "*techniquement, l'enquête s'annonce extrêmement difficile*", on se disait aussi...

L'AMF, l'UE, la BCE, le FMI, le G20, bref, tout ce que le monde compte de dirigeants préoccupés par le bien-être des peuples est favorable au contrôle des agences de notation, Jouyet faisant preuve d'audace n'hésite pas à déclarer que c'est "*nécessaire*", rappelant au passage que cela "*a été acté au niveau international en 2008… et fin 2011*", mais pas de bol : "*nous n'y sommes toujours pas en Europe*", car voyez-vous de l'autre côté de l'Atlantique l'affaire serait déjà réglée, ce qui n'étonnera personne puisque c'est de là que sévissent ces officines de la mafia financière.

Une fois l'audace de ce roquet retombée, comme si l'illusion qu'elle avait fait naître s'ancrerait profondément dans le cerveau des naïfs ou des ignorants, place à la réalité : "*sur le fond, la réforme doit être menée, mais en ayant conscience que son objectif n'est pas que l'Europe se passe de la notation. Elle est nécessaire*", on se disait aussi...

Les agences de notation américaines ont encore de beaux jours devant elles avec de tels paltoquets, qui en réalité en sont les complices... et parfois les victimes, règle du jeu dont ils ont conscience et qu'ils acceptent puisqu'ils en tirent eux-mêmes profit. (source : lefigaro.fr 11.11)

Tenez, pendant qu'on y est on pourrait faire un parallèle avec l'attitude des dirigeants syndicaux qui sont à la fois complices et victimes de la collaboration de classes, les mailles du fameux "*piège*" dans lequel ils tomberaient malgré eux selon le POI. Eux aussi ils sont complices et victimes d'une règle du jeu dont ils ont parfaitement conscience et qu'ils ont acceptée parce qu'ils en tirent eux-mêmes profit, en tant qu'appareils au service du capitalisme, les seuls perdants étant les travailleurs.

Qui est complice de qui, qui tire les ficelles. Qui est victime et à qui profite le crime.

Toujours la même histoire, il faut creuser ou couper les cheveux en quatre si l'on veut vraiment comprendre quelque chose, se poser des questions qui débouchent sur d'autres questions et tenir le coup jusqu'à trouver des réponses satisfaisantes à chacune d'en elle, si on lâche le morceau en cours de route, on est foutu ou susceptible d'être manipulé par plus malin que soi, d'où la nécessité d'être à la fois modeste, persévérant, déterminé et patient. Un luxe vous me direz dans un monde qui vit à toute allure et s'emballe, certes, mais on n'a pas le choix.

Le complot mondial des dirigeants du vieux monde capitaliste et des dirigeants des syndicats ouvriers contre les travailleurs du monde entier.

En jetant un coup d'oeil aux statistiques du site, j'ai cru remarquer que ce qui s'était passé au G20 ne vous avait pas vraiment intéressé, c'est un tort si je peux me permettre, vous auriez pu constater comment au niveau le plus élevé, entre les Etats, le patronat et les syndicats, la collaboration de classes dans le dos et contre les travailleurs du monde entier fonctionnait à merveille

Extrait de la *Déclaration commune B20-L20* à l'adresse du G20 à Cannes.

- "*...nous pensons, que le riche échange sur ces sujets qui a eu lieu, au sein du G20, entre les partenaires sociaux et les gouvernements, contribuerait significativement à faire face à ces enjeux et aiderait également les pays non-membres du G20 à définir des politiques susceptibles de répondre aux différents aspects des défis soulevés par la situation de l'emploi. Nous demandons donc avec insistance au G20 de faire de ces différents sujets une priorité afin de réduire le chômage et éviter qu'une proportion croissante de la population ne perde confiance et espoir en l'économie mondiale.*"

Leur "*riche échange*" permettrait aux pays dominés de faire face aux "*défis soulevés par la situation de l'emploi*", alors que c'est justement dans ces pays-là que la classe ouvrière et la paysannerie est la plus misérable, la plus exploitée par les multinationales des pays dominants, ceux justement qui participaient au G20.

Patrons et bureaucrates syndicaux ont témoigné leur détermination à oeuvrer ensemble pour que "*la population ne perde confiance et espoir en l'économie mondiale*", légitimant celle-ci et contribuant ainsi à maintenir ces populations sous le joug du capitalisme.

Alors que depuis l'emballement de cette crise en 2008 des centaines d'emplois productifs ont disparu dans les pays du G20 (Espagne, Portugal, Grèce, France, Etats-Unis, Chine, Inde, etc.), les syndicats s'associent au patronat pour remercier les gouvernements du G20 d'avoir "*concentré leur action sur la protection et le développement de l'emploi productif*" : "*Le B20 et le L20 reconnaissent ensemble les efforts entrepris durant la crise par de nombreux gouvernements afin de concentrer leur action sur la protection et le développement de l'emploi productif*".

Et pour rendre cette collaboration de classes plus fructueuse et durable, ils annoncent qu'elle va s'enrichir d'un nouvel organisme à cet effet : "*nous apportons notre soutien à la création d'une Task Force du G20 sur l'emploi, selon les principes définis par les Ministres du Travail du G20 en septembre 2011*".

Les syndicats prêtent leur concours aux négriers pour surexpoliter la jeunesse : "*Il est nécessaire et urgent que les gouvernements et les partenaires sociaux entreprennent des efforts afin de créer des emplois stables, parmi lesquels des apprentissages et des stages qui, couplés à des offres de formation, permettront l'acquisition de qualifications; de renforcer les compétences professionnelles et d'améliorer le degré d'employabilité.*"

Il ne s'agit pas de fournir un vrai travail avec un vrai salaire aux jeunes pour qu'ils puissent entrevoir leur avenir, non ils sont condamnés à ne pas en avoir puisqu'ils promettent la précarité généralisée.

Alors que tous les gouvernements remettent en cause les systèmes de protection sociale quand ils existent, conformément à la volonté exprimée par le patronat, en France le Medef, voilà que "*les représentants des entreprises et des salariés*" manifestent "*un intérêt commun*" sur cette question, comme si les intérets des travailleurs et ceux du patronat n'étaient pas antagoniques : "*Les représentants des entreprises et des salariés ont un intérêt commun dans la création ou le renforcement des systèmes de protection sociale, sur la base de principes majeurs qui seraient partagés par tous*", et comme rien ne les arrête, ils font référence aux facteurs que le gouvernement et le patronat a avancé à l'automne 2010 pour sabrer dans le système de retraite, les "*critères démographiques et juridiques*" à partir desquels ils ont justifié le report de l'âge de départ à la retraite.

Pour que l'on n'ait plus aucun doute sur soumission des syndicats au capitalisme et ses institutions internationales, ils ont tenu à préciser : "*En ce qui concerne le B20 et le L20, nous participerons à la mise en oeuvre des Principes Directeurs sur les Entreprises et les Droits de l'Homme adoptés par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU en juin dernier et nous reconnaissons la pertinence et l'utilité des autres instruments sur les entreprises multinationales, notamment la Déclaration de Principes Tripartite de l'OIT sur les Entreprises Multinationales et la Politique Sociale.*"

Et d'enfoncer le clou sur le terrain pratique : "*Nous ne pouvons qu'approuver de tels efforts visant à établir un lien entre leurs actions, et ainsi obtenir des résultats plus probants*", qui se traduiront iimmanquablement par l'augmentation de la productivité, donc de l'exploitation, et de nouvelles dégradations des conditions de travail.

L'OIT, dont le POI ne cesse de faire les louanges, est au coeur de ce dispositif contre le prolétariat mondial : "*Toute forme de coopération associant l'Organisation Internationale du Travail présente en outre l'avantage de pouvoir associer les partenaires sociaux, ainsi que cela est permis par les Statuts de l'Organisation*".

Est-ce suffisamment clair ? A qui faut-il faire un dessin ? Alors est-il exagéré de parler d'un complot contre le prolétariat mondial ? Et il ne date pas d'hier...

Ceux qui soutiennent ou participent à l'OIT ou une agence de l'ONU (Unesco par exemple), soutiennent le capitalisme mondial qu'ils prétendent combattre par ailleurs. Ceux qui participent au G20 et qui osent s'exprimer au nom des travailleurs, sont étrangers à la classe ouvrière, ils sont ses pires ennemis après les représentants officiels du capital.

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Le nouveau gouvernement grec de coalition a prêté serment vendredi à Athènes. Avec, à la barre, l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne Lucas Papadémos et, aux Finances, le ministre sortant Evangélos Vénizélos, profondément impliqué dans la négociation de l'accord européen du 27 octobre sur le désendettement du pays.

Lucas Papadémos s'est vu confier la tâche délicate de désigner une équipe de coalition équilibrée, chargée de conduire le pays vers des législatives anticipées, provisoirement prévues pour février 2012.

Son gouvernement de transition, formé après d'intenses tractations, comprend des représentants des deux principales formations politiques (les socialistes du PASOK et les conservateurs de la Nouvelle Démocratie) ainsi que des membres d'un parti de droite de moindre envergure, une première depuis le retour de la démocratie en Grèce en 1974 après la chute de la dictature des colonels. Makis Voridis a été nommé ministre des Transports et Adonis Georgiadis, au secrétariat d'Etat au développement et à la Marine marchande. Conscients des difficultés, les partis ont mis de côté leurs rivalités pour replacer le pays sur de bons rails financiers et s'assurer de son maintien dans la zone euro.

M. Vénizélos a conservé son poste aux Finances tandis que les portefeuilles clés des Affaires étrangères (l'ex-Commissaire européen Stavros Dimas, 70 ans -ndlr) et de la Défense sont allés aux conservateurs et quelques autres à un petit parti nationaliste de droite. La composition du gouvernement a été lue à la télévision publique et le nouveau cabinet a prêté serment dans l'après-midi.

Dans les prochains jours, le nouveau cabinet devra obtenir la confiance du Parlement; un vote qu'il est quasiment certain de remporter dans la mesure où il bénéficie du soutien des troupes socialistes de Papandréou et les conservateurs d'Antonis Samaras, leader de la Nouvelle Démocratie.

Le nouveau Premier ministre devra faire adopter un budget 2012 de nouveau marqué par la rigueur, organiser la privatisation de plusieurs entreprises publiques, lutter contre une évasion fiscale généralisée et commencer à réduire la montagne de dette du pays.

La présence à la tête du gouvernement de M. Papadémos -qui a également occupé la fonction de gouverneur de la Banque

centrale de Grèce entre 1994 et 2002- ne devrait durer que quelques mois, mais le défi n'en sera pas moins lourd, eu égard à l'application des mesures drastiques déjà adoptées, qui comprennent une suspension -à salaire réduit- de 30.000 fonctionnaires et une série de privatisations.

La nomination de Lucas Papadémos pourrait s'accompagner d'un apaisement social, au moins dans un premier temps, avancent certains analystes. "*Je pense qu'il bénéficiera d'une brève lune de miel*", souligne Thanos Dokos, patron de la Fondation hellénique de politique européenne et étrangère. "*Bien évidemment, à un certain moment, les gens escompteront des résultats qui, j'en ai peur, ne seront pas au rendez-vous sur le court terme.*"

Environ 8.000 partisans du Parti communiste ont défilé jeudi soir devant le parlement aux cris de "*Halte à l'austérité*". (AP, Reuters et 20minutes.fr 11.11)

Pour nous ce sera : A bas le gouvernement d'union nationale, à bas le gouvernement des banques, de la BCE et du FMI, à bas les institutions, nous ne paierons pas votre dette, organisons-nous, tout le pouvoir aux travailleurs !

Social

Le revenu des plus riches ont augmenté de 9,7 % en 2010. Le chiffre 9,7 %, c'est la croissance des revenus en 2010, des 11 millions d'individus les plus riches du monde, selon Capgemini et Merrill Lynch. Cette population cumule un patrimoine de 42 700 milliards de dollars. (lexpress.fr 11.11)

Ils représentent 0,145% de la population mondiale (7 milliards) : 11 millions d'individus les plus riches du monde cumulent un patrimoine de 42 700 milliards de dollars, selon Capgemini et Merrill Lynch, soit l'équivalent environ de 85% du PIB mondial.

La démocratie est incompatible avec une telle concentration des richesses entre quelques mains, 0,15% de la population mondiale... Partant de là, le combat pour la démocratie est inséparable (subordonné au) du combat pour les exproprier et leur confisquer tous leurs biens et avoirs.

Economie

1- Banques

Les banques européennes pourraient renoncer à 3.000 milliards d'euros de prêts pour renforcer leurs fonds propres, un trou énorme dans le paysage financier que pourraient se hâter de combler banques japonaises, financiers islamiques et autres fonds de pension.

Ce seront surtout les financements de projets, du commerce maritime, de l'aviation et des infrastructures qui seront touchés, les banques réduisant leurs actifs pondérés du risque (RWA) et repensant leurs relations avec leur clientèle.

"La façon la plus simple pour les banques de réduire leurs actifs est de ne pas reconduire les prêts aux clients à chaque fois qu'ils se refinancent", explique un banquier.

Une banque avec 250 milliards d'euros de risque de crédit et qui veut porter son ratio de fonds propres de 7% à 9% peut procéder à une augmentation de capital de cinq milliards d'euros ou vendre 50 milliards d'euros de ces actifs pondérés des risques. Au vu des valorisations boursières déprimées, les banques sont peu incitées à lever du capital.

"*On risque de voir un trou de 1.000 à 3.000 milliards d'euros, les banques dégonflant leur bilan pour éviter une augmentation de capital*", dit Simon Samuels, analyste de Barclays Capital.

Au vu de la situation instable de la zone euro, le mouvement de dégonflement (deleveraging) s'accélère. Les grandes banques françaises, jusqu'alors dans les plus hauts rangs du classement des prêts, sont à la pointe d'un mouvement que suivent aussi leurs concurrentes italiennes, allemandes, espagnoles, néerlandaises, suisses et britanniques, expliquent des banquiers.

Les banques veulent se dessaisir d'actifs en dollar, devenus plus onéreux à financer depuis que les banques et fonds monétaires aux Etats-Unis, alarmés par la crise de la dette de la zone euro, n'ont plus envie de faire affaire avec leurs homologues européens.

De ce fait, les segments où dominent les financements en dollar - aviation, commerce maritime par exemple - et les crédits les plus longs, donc a priori assortis du plus gros risque pondéré, figurent dans la première vague des crédits abandonnés ou renégociés par les banques européennes.

Les banques européennes détiennent dans les 42.000 milliards d'euros d'actifs (soit plus de 11.000 milliards de risque de crédit

chez 90 des plus grandes banques), et les analystes de JPMorgan estiment qu'elles pourraient rétrécir leur bilan de 2.000 milliards d'euros, soit 4,7% des actifs. D'autres analystes visent un montant proche des 3.000 milliards d'euros.

Ce mouvement de recul pourrait s'abriter derrière des considérations proprement nationales. Commerzbank a ainsi déclaré qu'elle refuserait tout prêt qui n'aide pas l'Allemagne ou la Pologne.

"*Les banques européennes vendent leur exposition à des crédits non européens, ça crée des tensions et il y a un effet de propagation*", dit un banquier d'investissement d'un établissement de Wall Street.

Les banques de la zone euro détiennent plus de 6.000 milliards d'actifs en dehors de la région, dont 1.800 milliards aux Etats-Unis et 1.000 milliards en Europe de l'Est, selon des analystes de Nomura.

Cela veut dire par exemple que les banques espagnoles réduiraient leurs prêts au Brésil et au Mexique et que les banques françaises, italiennes et allemandes feraient de même en Europe orientale.

Le banquier d'investissement explique que BNP Paribas et Société générale ont déjà sensiblement réduit leur exposition à la Russie.

Les banques japonaises saisissent cette nouvelle opportunité, et c'est ainsi que Bank of Tokyo Mitsubishi a payé en 2010 plus de six milliards de dollars pour reprendre des prêts de financement de projets de la Royal Bank of Scotland.

Grâce à une monnaie forte et à une trésorerie dépassant les six milliards de dollars, les banques japonaises négocient la reprise de davantage d'actifs bancaires européens et elles pourraient être encore plus présentes l'an prochain.

D'autres établissements asiatiques, mais aussi du Moyen-Orient, du Canada et des Etats-Unis sont également partis en chasse.

Les fonds de pension s'intéressent aux prêts destinés à des infrastructures, tandis que la compagnie aérienne Emirates a fait savoir qu'elle se tournait vers le marché de la finance islamique pour ses achats dans la mesure où les banques européennes sont en retrait.

Dans un secteur qui met autant en avant la relation à la clientèle, une telle attitude risque d'avoir des conséquences sur le long terme pour les banques européennes. Et aussi sur leurs résultats.

La britannique Lloyds a réduit ses actifs de plus de 20% ces deux dernières années, au prix d'une perte de revenus des prêts. Elle a averti cette semaine qu'elle risquait de ne pas atteindre ses objectifs de revenus sur le moyen terme.

Le projet de la BNP de réduire son risque de crédit de 70 milliards d'euros pourrait lui coûter 1,2 milliard d'euros en raison de coûts de restructuration et de pertes sur les cessions. Elle pourrait également accuser un manque à gagner de 750 millions d'euros chaque année. (Reuters 11.11)

2- Espagne

L'économie espagnole a cessé de croître au troisième trimestre par rapport au deuxième, une donnée susceptible de soulever des doutes sur la capacité du gouvernement à tenir son objectif de réduction du déficit budgétaire fixé pour 2011.

D'une année sur l'autre le produit intérieur brut (PIB) de la quatrième économie de l'économie de la zone euro affiche une hausse de 0,8% sur la période.

Les drastiques mesures d'austérité mises en place par le gouvernement socialiste de Jose Luis Rodriguez Zapatero pour maîtriser les comptes publics et éviter de devoir se tourner vers l'aide internationale ont largement contribué à l'atonie de la croissance.

L'Espagne se retrouve ainsi au bord de la récession, avec en plus un contexte de baisse de rentrées fiscales en raison notamment d'un taux de chômage ayant dépassé les 20%. (Reuters 11.11)

3- Chine

Les négociations entre l'Europe et la Chine pour une participation de Pékin à l'aide à la zone euro sont dans une impasse après le refus opposé par des responsables européens à d'accepter au moins une des conditions posées par la Chine, a-t-on appris vendredi de deux sources différentes.

En l'échange de son aide, Pékin réclamait qu'on lui reconnaisse davantage de poids au Fonds monétaire international (FMI), un

statut d'économie de marché à l'Organisation mondiale du commerce ou la levée de l'embargo européen sur les armes, ont dit les sources.

La plus simple des solutions aurait été que l'Union cède sur la question du FMI ce que les Européens ont refusé de faire lorsqu'ils ont compris que la Chine ne leur viendrait en aide qu'en l'échange d'une influence plus forte dans la prise de décision au FMI et une accélération de l'inclusion du yuan dans le panier des DTS.

Reconnaître à la Chine un poids plus important au FMI se serait fait au détriment des Européens, voire en diluant l'influence des Etats-Unis.

"*Nous sommes prêts à aider, mais nous ne sommes pas une association caritative*", a dit l'une des sources, résumant la pensée des dirigeants chinois.

"*Les Etats-Unis et le FMI posent eux aussi leurs conditions(en l'échange de leur aide), il n'est donc pas déraisonnable que la Chine en fasse autant.*"

Les espoirs nourris par Pékin de voir le yuan entrer dans le panier de référence du FMI ont été douchés jeudi lorsque sa directrice générale Christine Lagarde a déclaré que l'heure de le faire n'était pas encore venue.

Certains dirigeants européens reprochent aux Chinois une forme d'opportunisme en profitant de la crise de la dette pour accroître leur influence.

"*Je n'aime pas toutes ces discussions sur l'idée selon laquelle l'Europe fait la manche en Chine, parce que l'Europe a les moyens de s'en sortir d'elle même si elle trouve les ressources nécessaires*", a dit cette semaine un haut responsable européen qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 11.11)

Haut de page

Le 13 novembre

CAUSERIE

Le capitalisme financier au pouvoir

En Grèce, c'est entendu, c'est la BCE qui gouverne par l'intermédiaire du Premier ministre Lucas Papadémos, ancien vice-président de la BCE.

En Italie, c'est la même punition, proximité oblige : le nouveau président de la Banque centrale européenne Mario Draghi a rendu visite samedi à son compatriote Mario Monti à son domicile romain. (20minutes.fr 12.11)

Mélenchonade.

Selon M. Mélenchon. "*Hollande et Sarkozy sont deux hommes d'un autre temps, ils ne voient pas la faillite du système*" (liberation.fr 12.11) Et la verraient-ils qu'est-ce que cela changerait, faudrait-il par hasard en attendre quelque chose de positif pour les travailleurs ? C'est ce qu'il suggère indirectement, je ne suis même pas sûr qu'il en a conscience tellement il est imbu de sa personne.

De plus, l'affirmation de Mélenchon est fausse, Hollande et Sarkozy ont parfaitement conscience de la situation. Mélenchon aurait sa place dans la délégation des élus que le POI parraine et qui doit se rendre chez Sarkozy et le président du Sénat.

Allons plus loin, qu'est-ce que cela signifie au juste ? Puisqu'ils ne "*voient pas la faillite du système*", on ne peut pas les y associer, pour un peu on ne peut rien leur reprocher, on ne peut pas prétendre qu'ils en seraient responsables. Mélenchon s'emploie donc à les épargner, et contrairement à ce que son affirmation pourrait laisser penser, à les légitimer, finalement, c'est une manière comme une autre de soutenir le régime.

C'est ce qu'on appelle être démasqué.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Bonapartiste, antidémocratique, bananière, corrompue, décomposée... et grabataire, vous aurez reconnu la Ve République !

Selon l'étude que nous publions, l'âge moyen des députés est aujourd'hui de 59 ans et cinq mois. L'Assemblée nationale est la plus âgée de la Ve République. Parmi les députés élus en 2007, 272 avaient plus de 60 ans. Les seniors sont presque majoritaires, alors que seuls 97 élus ont moins de 50 ans, dont 12 moins de 40 ans.

Le sociologue Louis Chauvel avait ainsi observé que, "*avec neuf élus seniors pour un de moins de 40 ans, l'Assemblée nationale française affiche l'une des moyennes d'âge politique les plus élevées d'Europe*". Le Royaume-Uni compte trois seniors pour un junior de moins de 40 ans, l'Italie 2,66, l'Allemagne 0,78 et la Suède 0,44.

En 1981, l'Assemblée nationale comptait un député de moins de 40 ans pour un député de plus de 60 ans. En 1946, les juniors, issus de la Résistance, représentaient près de 35 %, contre 2 % en 2011. (lemonde.fr 12.11)

2- Italie

Le président du Conseil italien Silvio Berlusconi a remis sa démission samedi au président Giorgio Napolitano sous les huées de la foule romaine venue célébrer le départ du "Cavaliere".

Après le Sénat vendredi, la Chambre des députés a entériné le texte en fin d'après-midi, ouvrant la voie à une démission rapide de Berlusconi et à la formation d'un nouveau gouvernement.

Le magnat des médias, arrivé au pouvoir en 1994 sur fond d'effondrement de la démocratie chrétienne et d'opération "*Mains propres*", a été président du Conseil en 1994-95, 2001-2006 et depuis la dernière victoire de son parti allié à la Ligue du Nord aux législatives d'avril 2008.

Le président Giorgio Napolitano devrait désormais charger l'ancien commissaire européen à la Concurrence Mario Monti de former le prochain gouvernement.

Celui-ci devrait former un cabinet restreint composé de techniciens, afin de tirer l'Italie hors de la crise de la dette souveraine.

Monti a été nommé mercredi dernier sénateur à vie par le président de la République, un décret inattendu qui a préparé le terrain à sa désignation à la tête du gouvernement. Samedi matin, il a eu des consultations avec Mario Draghi, le nouveau président - italien - de la Banque centrale européenne.

Selon certains politologues, son gouvernement pourrait être annoncé dès dimanche soir, avant l'ouverture des marchés.

Les prochaines législatives n'étant pas prévues avant 2013, un gouvernement technique pourrait disposer d'un an et demi pour faire adopter des réformes économiques douloureuses, mais il aura pour cela besoin du soutien d'une majorité parlementaire et risque de ce fait de tomber d'ici là.

Le scénario d'une éviction programmée de Berlusconi a allégé les tensions en fin de semaine.

Mais il faudra à Monti, ou à toute autre personnalité nommée à la tête du gouvernement, obtenir un soutien politique suffisant pour réformer les retraites, le marché du travail et le secteur public ainsi que le réclament les partenaires européens de Rome.

Le Parti démocrate, principale formation de l'opposition de centre gauche, et des élus centristes ont promis d'apporter leur soutien au nouveau gouvernement.

A l'exception notable du principal syndicat du pays, la CGIL, organisations syndicales et patronales ont aussi lancé un appel à la formation d'un gouvernement d'urgence, la patronne des patrons Emma Marcegaglia jugeant que Mario Monti est «*l'homme de la situation*».

La Ligue du Nord, alliée fédéraliste de Berlusconi, a déclaré qu'elle ne participerait pas à un gouvernement Monti.

Peuple de la liberté (PDL), le parti d'"*Il Cavaliere*", a accepté de soutenir un gouvernement Monti à condition que ce dernier s'en tienne à l'application des réformes décidées avec l'Union européenne, selon un député PDL, Mario Baccini.

"*Nous avons donné au premier ministre Berlusconi un mandat pour procéder à des consultations afin de voir que le programme est celui convenu avec l'Union européenne, pour s'assurer que le gouvernement n'est pas politique et par-dessus tout pour vérifier le calendrier du nouveau gouvernement*", a expliqué Mario Baccini à des journalistes.

"*Les gouvernements techniques, ça n'existe pas, parce que tous les gouvernements sont politiques par le biais du vote du parlement*", rappelait jeudi l'actuel ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini.

Et les atermoiements observés en Grèce cette semaine sont là pour rappeler que le passage du projet à la réalité peut être tortueux. (Reuters et 20minutes.fr 12.11)

3- Grèce

Le cabinet grec d'union nationale dirigé par Lucas Papadémos pourrait rester en place un ou deux mois de plus que les 100 jours prévus, mais nul ne doit s'attendre à un relâchement de la politique d'austérité appliquée depuis deux ans, a prévenu samedi un responsable de la nouvelle équipe.

Dans un sondage de l'institut MRB rendu public samedi par le journal Realnews, 75% des personnes interrogées disent avoir une bonne opinion du nouveau chef de gouvernement, et 68% soutenir un gouvernement de coalition comme celui qui vient d'être formé.

Au cas où des élections législatives auraient lieu maintenant, les conservateurs de la Nouvelle démocratie (ND) arriveraient en tête avec 33,1% des voix, sans pour autant avoir à eux seuls la majorité absolue au parlement.

Les socialistes du Pasok ne recueilleraient que 18,1%. Ce sondage a été réalisé le 10 novembre, jour où Papadémos a été confirmé à la tête du gouvernement, et le 11 novembre, jour de l'investiture de son cabinet d'union.

Des experts estiment que Lucas Papadémos se heurtera, bien qu'il incarne un nouveau départ dans la lutte contre la dette, aux deux mêmes obstacles que le cabinet précédent : les dissensions politiques et une opinion farouchement opposée à de nouveaux sacrifices économiques.

Après les hausses d'impôts, la réduction des salaires et des retraites ainsi que les licenciements de fonctionnaires, les Grecs font face à un chômage record dont le taux frise les 20% et à une quatrième année de récession en 2012.

"*Je ne suis pas soulagée du tout qu'il y ait un nouveau gouvernement*", dit Eleni Papageorgiou, femme au foyer de 53 ans. "*Je sais une seule chose : quel que soit le gouvernement, les choses vont s'aggraver pour moi au lieu de s'améliorer*."

Des militants prévoient déjà de manifester contre le nouveau gouvernement sur la place Syntagma, où une série de manifestations organisées depuis des mois ont parfois donné lieu à de très violents accrochages avec la police.

Pour certains médias grecs, la taille du gouvernement (48 ministres et vice-ministres nommés pour apaiser les partis rivaux) et les querelles qui ont précédé sa mise en place, augurent mal des mois qui viennent.

"*Attention ! Danger !*", prévient le quotidien de centre gauche *Ta Nea* dans un éditorial où il rappelle que le dernier cabinet d'union du pays, formé en 1989 sous la conduite de l'ex-gouverneur de la banque centrale Xénophon Zolotas, avait éclaté au bout de trois mois. (Reuters 12.11)

Social

1- Portugal

Des dizaines de milliers de fonctionnaires portugais ont défilé samedi à Lisbonne pour dénoncer la baisse de leurs traitements inscrite dans le projet de budget 2012 du nouveau gouvernement de centre droit.

Les manifestants ont dénoncé une décision imposée par les bailleurs de fonds du pays - Union européenne et Fonds monétaire international - au lendemain de l'adoption en première lecture de la loi de finances par le parlement.

La large avenue de la Liberté et la place des Restauradores ont été envahies par la foule scandant "*FMI Dehors!*" ou "*Non au vol*

de nos salaires".

Plusieurs milliers de militaires à la retraite se sont rassemblés séparément devant le siège du ministère des Finances, sur le Tage, pour dénoncer le gel de leurs pensions.

Le budget 2012 élaboré par le gouvernement de centre droit de Pedro Passos Coelho prévoit la suppression des primes de congé et primes de fin d'année pour les fonctionnaires et la hausse des taxes sur de nombreux produits et services.

La manifestation de samedi intervient douze jours avant une grande grève générale contre l'austérité programmée le 24 novembre. Des mouvements de jeunesse préparent également un grand rassemblement le 26 novembre avant le vote final du budget le 29 novembre. (Reuters 12.11)

2- Allemagne

Plusieurs milliers d'"indignés" allemands manifestaient samedi à Francfort et Berlin pour dénoncer les excès de la spéculation financière et demander au gouvernement le démantèlement des grandes banques.

A Francfort, quelque 9.000 personnes, selon la police, manifestaient dans le calme près des bureaux de la Banque centrale européenne (BCE) au coeur de la ville. A Berlin, les manifestants ont formé une chaîne humaine pour encercler des parties du quartier des ministères. La police parlait de "*plusieurs milliers*" de manifestants dans la capitale allemande. (AP 12.11)

Et les syndicats, les partis de gauche ou d'extrême gauche, l'avant-garde révolutionnaire, où sont-ils, que font-ils, vous en avez entendu parler ?

Economie

1- UE

Les Etats de la zone euro doivent agir davantage au niveau européen et confier une partie de leurs responsabilités budgétaires et fiscales aux institutions européennes pour sortir de la crise de la dette, estime le ministre allemand des Finances dans des interviews publiées samedi.

Wolfgang Schäuble a déclaré à l'hebdomadaire allemand Focus que l'Italie serait en mesure de surmonter ses difficultés, qui découlent d'une crise de confiance sur les marchés.

Bien que l'Europe dispose d'un pacte de stabilité et de croissance censé permettre d'intervenir beaucoup plus tôt, il est nécessaire que les pays membres agissent plus au niveau de l'UE, dit Schäuble.

"*La pression exercée par la crise produit des effets qui ne seraient pas possibles autrement (...) plus grande est la crise, plus grand est le besoin de changement,* poursuit-il. *Le sentiment que cela nous conduira finalement beaucoup plus loin m'aide à traverser les moments pénibles*."

Dans une autre interview accordée au *Monde*, Schäuble juge nécessaire, pour mieux s'assurer que les membres de la zone euro tiennent leurs engagements, de modifier les traités européens existants de façon à ce que les membres de la Commission européenne disposent en matière budgétaire de pouvoirs équivalant à ceux qu'ils ont déjà sur les questions de concurrence.

"Pourquoi le membre de la commission chargé de la mise en oeuvre des accords n'aurait-il pas les mêmes droits que le commissaire à la concurrence ?, demande-t-il. Pourquoi a-t-on le droit de porter plainte devant la Cour de justice des communautés européennes pour violation du droit européen mais pas du Pacte de stabilité ?"

Membre du parti conservateur CDU, M. Schäuble a souligné que sa formation politique, réunie en congrès à partir de lundi, allait "*réclamer plus d'Europe*" et se pencher sur l'idée d'élire le président de la Commission européenne au suffrage universel. "*Ce serait une vraie révolution*", a-t-il commenté. (Reuters et liberation.fr 12.11)

2- Hongrie

L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a placé la note souveraine de la Hongrie (BBB-) «*sous surveillance négative*», a indiqué l'agence samedi matin, une décision récusée par le gouvernement hongrois qui fait valoir les «bons» indices macro-économiques du pays (déficit public et dette). «*A cause de la hausse des risques qui affectent la crédibilité financière de la Hongrie comme la dégradation de l'environnement économique et financier extérieur, S&P a placé la dette hongroise BBB-*

sous surveillance négative», de même que la note de la dette à court terme (A-3), a indiqué l'agence de notation.

La décision de S&P arrive au lendemain de l'annonce d'une autre agence de notation, Fitch, qui a indiqué avoir ramené de «stable» à «négative» sa perspective de la note souveraine hongroise (également BBB-).

Les raisons relevées par les deux agences sont quasiment identiques et reprennent les critiques des derniers mois des analystes qui ont dénoncé la politique économique «*non-orthodoxe*» du Premier ministre conservateur hongrois, Viktor Orban. Sont notamment dans le collimateur des mesures économiques contraires aux règles de l'Union européenne et prises sans consultations préalables avec les secteurs concernés, comme l'imposition des banques (623 millions d'euros) et des taxes extraordinaires sur les sociétés d'énergie, de distribution et de télécoms.

Egalement sous le feu des critiques se trouve la récente décision du gouvernement hongrois permettant à la population endettée en devises étrangères (franc suisse ou euro) de rembourser ses emprunts à un taux préférentiel, au moins 20% en-dessous des taux de changes réels. Cette mesure avait été vivement critiquée par la Banque centrale européenne (BCE), qui l'avait qualifiée de «dangereuse» non seulement pour le pays, mais aussi pour les banques de la région.

Le gouvernement hongrois a déjà récusé les avis des agences de notation, insistant sur le fait que le déficit public du pays resterait sous les 3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2011 et en 2012 et que la Hongrie était un des rares pays ayant fait baisser leur dette nationale (d'environ 81% à 73% du PIB). (20minutes.fr 12.11)

Haut de page

Le 14 novembre

CAUSERIE

Demain je mettrai en ligne d'autres articles économiques que j'ai dégotés sur le Net. ("dégoter" avec 1 ou 2 T)

1- Le M'PEP : un mouvement politique qui combat le socialisme.

Continuons l'examen de "*l'opinion du M'PEP*" sur le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, que nous avions entamé dans une précédente causerie. Je voulais revenir en détail sur chaque point abordé dans ce document, mais je n'en ai pas le temps.

La société ne comporterait plus deux classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, la bourgeoisie et la classe ouvrière ou le prolétariat, elles ne seraient plus que des "*catégories sociales*" ou des "*notions*" parmi d'autres, glissement sémantique qui est loin d'être anodin puisqu'il débouche sur la remise en cause des conclusions du *Manifeste*, du socialisme.

Voyons comment ces faussaires, ces fossoyeurs du marxisme s'y sont pris étape par étape, pour bien comprendre que nous sommes face à une entreprise délibérée.

1- Remise en cause de l'opposition irréductible entre les principales classes, la bourgeoisie et le prolétariat, qui deviennent des "*catégories sociales*" ou des "*notions*", on ferait difficilement plus vague pour les diluer dans le fatras réactionnaire de l'intérêt général, principe qui a les faveurs de ces agents du capital. Vous allez rapidement comprendre pourquoi.

2- Remise en cause de la principale leçon que Marx et Engels avaient tirée de l'expérience de la Commune, mais sans la citer, la nécessité de démolir de fond en comble l'Etat bourgeois et de construire un Etat ouvrier sur ses cendres, l'impossibilité de s'emparer de l'Etat pour le faire fonctionner pour le compte de la classe des exploitées.

3- Jaurès est appelé en renfort pour remettre en cause la "*méthode*" préconisée par Marx et Engels pour s'emparer du pouvoir, une "*révolution violente*", ainsi que la dictature du prolétariat, comme si la violence qui accompagnait toute révolution prolétarienne était le fait de la classe ouvrière et non de la classe dominante qui prend l'initiative de déclencher une guerre civile...

De plus, remettre en cause la dictature du prolétariat revient à refuser à la classe ouvrière de s'élever au rang de classe dominante, de renverser la dictature du capital. C'est la définition de la dictature du prolétariat, quand la classe ouvrière détient tout le pouvoir et rien de plus.

4- Ils citent Jaurès qui nie l'effondrement du capitalisme, qui au contraire demeurerait éternellement progressiste, et c'est ainsi que par sa lutte de classe et le suffrage universel, "*légalement*" la classe ouvrière parviendrait au pouvoir et réaliserait le socialisme. Vous aurez reconnu le programme du Front de gauche.

La crise actuelle constitue (si nécessaire) un démenti cinglant à la théorie défendue par Jaurès et les réformistes en général. Quant au caractère progressiste du capitalisme, qu'ils aillent donc raconter cela aux ouvriers en Chine, en Inde, au Bangladesh et ailleurs qui triment comme des esclaves. A l'heure où la barbarie capitaliste gagne du terrain dans le monde entier, si ces philistins s'emploient à nier la réalité qu'ils ont pourtant sous les yeux, c'est parce qu'elle ne les concernent pas vraiment, ils sont étrangers à la classe ouvrière et signent ainsi leur crime.

5- Et pour clore cette interprétation frauduleuse du Manifeste ils citent une dernière fois Jaurès, pour lequel " *la gloire de Marx est d'avoir été le plus net, le plus puissant de ceux qui mirent fin à ce qu'il y avait d'empirisme dans le mouvement ouvrier, à ce qu'il y avait d'utopisme dans la pensée socialiste* ", après s'être acharné à vider la pensée de Marx de sa substance et s'est évertués à démontrer au moyen de citations tronquées que les conclusions de ses travaux étaient obsolètes depuis le début du XXe siècle, ce qui revient à affirmer que tous les militants ou tous les partis qui se réclament aujourd'hui du socialisme scientifique de Marx et Engels sont des utopistes et la boucle est bouclée, puisque les intentions réelles du M'PEP sont de soutenir l'ordre établi et combattre le socialisme.

Une précision à propos de Jaurès qu'ils citent abondamment. Je vous avoue que je ne suis pas un spécialiste en la matière. Ils se sont inspirés d'un article paru en décembre 1901, alors qu'il me semble que sa pensée avait évolué vers le marxisme, évoluer ne voulant pas dire forcément avoir franchi le pas.

En guise d'épilogue

Dans leur dernier appel daté du 7 novembre pour venir en aide au peuple Grec, ces "*intellectuel(-le-)s attaché(-e-)s aux Lumières, les militant(-e-)s fidèles aux valeurs progressistes des grandes révolutions du passé*" en appellent à la racaille stalinienne : Jacques Duclos et Maurice Thorez, comme quoi je n'exagérais pas en les traitant de staliniens, ils le revendiquent.

Et comme il se doit, ce mouvement politique contre-révolutionnaire n'entend pas s'attaquer aux fondements du capitalisme et aux institutions puisqu'il les soutient. Quelques extraits pour s'en convaincre si besoin :

1- Il revendique "*le droit pour chaque peuple de produire chez lui*", autrement dit d'être exploité par ses propres capitalistes puisqu'il n'est pas question d'une révolution pour les renverser et les exproprier, à chacun des peuples ses capitalistes et les peuples couleront des jours heureux.

2- "*C'est aussi le droit pour tous les peuples qui le souhaitent de rompre avec l'« économie de marché ouverte sur le monde »*", mais surtout pas avec "*l'économie de marché*" tout court, l'astuce ou le tour de passe-passe était là, nous avons à faire à des manipulateurs professionnels.

3- Exproprier les capitalistes, vous n'y pensez pas : "*Ce n'est pas l'esclavage des peuples pour dettes qu'il faut rétablir, c'est au contraire l'euro-esclavage de la dette qu'il faut abolir en taxant durement tous les usuriers du capital*", le discours de Sarkozy au G20 !

4- Eux aussi ils veulent rompre avec l'UE, avec l'euro, car voyez-vous la vie était si belle pour les travailleurs quand ils n'existaient pas qu'on en vient à rêver que par le seul fait de rétablir le franc et la souveraineté sur la monnaie le bonheur nous tendrait les bras au coin de la rue : "*Et s'il faut pour cela rompre avec cette prison des peuples qu'est l'U.E., s'il faut pour cela en finir avec l'étouffante « monnaie unique », les peuples n'en mourront pas* ", ils étoufferont comme ils étouffaient hier, ce que ces philistins se fichent pas mal, ils brassent du vent et donnent l'impression de combattre au côté de la classe ouvrière, alors qu'en réalité ils servent la cause de la réaction en détournant travailleurs et militants du socialisme et des partis qui s'en réclament, ceux qui ne figurent pas dans leur mouvement.

5- le discours se veut radical en apparence, mais comme dans un mauvais scénario la chute est misérable : nationaliste, patriotique, à gerber : « *la patrie ou la mort, nous vaincrons !* ». Là encore ils le revendiquent : "*A la fois patriotique et internationaliste, la nouvelle bataille contre l'esclavage pour dettes vient de commencer à Athènes* ". Tous au côté de notre propre bourgeoisie, de nos braves capitalistes pour défendre notre industrie, nos emplois, notre propre Etat contre l'UE, voilà le contenu réactionnaire de ce mouvement politique dans lequel on trouve des dirigeants et militants d'Attac, du PCF, du PG, du GU et du NPA, plus des altermondialistes déclarés, notamment.

J'ai mis cet article au format pdf dans la rubrique *Les articles du site*.

Les articles et documents auxquels j'ai fait référence figurent sur le Net, pour ceux qui veulent les consulter.

2- La Croix et la bannière de la manipulation...

Selon un sondage CSA à paraître lundi dans La Croix, les Français se disent heureux dans leur travail actuel à 57%. (20minutes.

fr 13.11)

Les personnes qui ont répondu à ce sondage ont très bien pu vouloir dire qu'ils étaient heureux du travail qu'ils excerçaient pour des raisons diverses, par exemple parce qu'ils l'ont choisi ou parce sous différents rapports ils y trouvent leur compte, sur le plan financier ou parce qu'il ne leur demande pas un trop grand investissement personnel, surtout physique.

J'ai bossé dans plus de 40 boîtes et je me suis toujours débrouillé pour ne travailler que 4 à 6 heures maximum par jour sur les 8 que je devais à mon patron, et quand cela n'était pas possible je changeais de boîte, quitte même à prendre un boulot moins rémunéré mais où je travaillerais peut-être moins, je n'ai jamais imaginé accepter un travail qui ne me laisserait pas le temps de penser pendant 7 ou 8 heures ou qui m'éreinterait physiquement ou psychologiquement.

Depuis le premier jour où j'ai commencé à travailler, il y a 40 ans si je pars de l'époque où j'étais apprenti mécanicien chez Renault, j'ai toujours résisté à l'exploitation, je ne détestais pas le travail, je considérais que l'on devait travailler pour vivre et non l'inverse, qu'on n'était pas des esclaves tout simplement.

Le travail n'est pas une fin en soi, pas plus que la jouissance de la vie en général chère aux hédonistes, doctrine philosophique des privilégiés qui peuvent se payer le luxe d'éviter les problèmes que génère cette société et la souffrance qui les accompagne très souvent, sans jamais comprendre grand chose à l'existence puisque nos problèmes sont à la fois le produit des questions qui se posent à l'humanité et qu'elle n'a pas encore résolues et contiennent (en germe) les réponses pour y répondre.

L'ouvrier est davantage un épicurien qu'un hédoniste, philosophie réservée aux intellectuels (Onfray qui s'en réclame par exemple), il tire du plaisir de la manière dont il exécute une tâche en s'y appliquant de son mieux, et non du travail en soi qu'il a toutes les raisons du monde de détester. Allez donc dire à un ouvrier dans une fonderie que c'était son destin et qu'il devrait s'en réjouir.

L'homme n'a pas une grande capacité de jouissance : il est content de peu et goûte mieux son plaisir quand il est rare. C'est dans la pauvreté que je suis devenu épicurien. (J. Chardonne, Éva) Quand on est ouvrier on n'a pas vraiment le choix, et l'on ne risque pas de se contenter du peu de plaisir que nous procure la société puisqu'il est si rare, si éphémère, quoiqu'il ait tendance avec l'amélioration de ses conditions matérielles d'existence à confondre le plaisir individuel, superficiel et passager que procure la possession de biens matériels, avec le bonheur que procure la libération du règne de l'exploitation et de l'oppression qui ne peut que se concevoir que collectivement, l'élévation de notre niveau de conscience n'ayant rien de superficiel ou de passager.

Pas besoin d'être pauvre pour être ou devenir épicurien, par contre ceux qui sont nés avec une cuillère en argent dans la bouche, et auxquels tous les plaisirs sont accessibles en claquant dans les doigts, finiront par faire du plaisir l'unique quête de leur vie pour en avoir été rassasiés jusqu'à la gueule au point d'en avoir perdu jusqu'au sens et devenir inaccessible.

Vous vous souvenez peut-être d'une causerie dans laquelle j'avais évoqué André Breton qui avait fait l'éloge du plaisir qu'on pouvait ressentir en dégustant un cornichon. Je ne me souviens plus dans lequel de ses livres j'ai lu cela, par contre je me souviens très bien que je me trouvais dans le métro, je devais aller bosser sans doute, pas vraiment le lieu ni le moment d'éprouver du bonheur, et pourtant cette lecture a marqué mon existence parce que je m'y retrouvais, ce fut une révélation sur ma propre personnalité, ma philosophie de la vie faite de petites choses insignifiantes en apparence, mais qui vous permettent de tenir debout, de rester debout, de ne pas crouler sous le poids de la misère que la société vous impose.

J'ai été balayeur ou homme d'entretien dans une petite usine, directeur technique, commerçant, prof, je ne peux pas dire que j'ai éprouvé plus de plaisir à accomplir une tâche plutôt qu'une autre, j'ai éprouvé la même satisfaction pour avoir fait mon travail le mieux possible dans des conditions qui m'avaient été imposées.

Le ver était dans le fruit... et il a tout bouffé !

Cécile Duflot et Eva Joly font de la sortie du nucléaire un principe non négociable avec Hollande et le PS, du coup s'ils devaient en rester là, l'élection au second tour des présidentielles du candidat du PS serait largement compromise compte tenu de l'apport en voix d'EELV qui lui sont indispensables.

Le candidat écologiste de l'UMP en rajoute une couche pour le compte du candidat Sarkozy

Le Figaro nous dit qu'elles ont "*reçu le soutien sur ce sujet du candidat malheureux à la primaire écologiste, Nicolas Hulot. Dans une tribune au JDD, celui-ci juge aussi que la sortie du nucléaire est «un objectif moral incontournable»*" (lefigaro.fr 13.11), car en matière de moral il en connaît un rayon le bougre, comme par exemple être financé par des multinationales et prétendre les combattre.

Normal qu'ils les soutiennent puisque c'est au profit de l'hystérique du Palais.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Les citoyens finiront par se révolter contre la '*dictature de fait*' des marchés financiers depuis le début de la crise de la dette en zone euro, a déclaré le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Jean-Pierre Jouyet, dans un entretien au Journal du dimanche.

Les marchés '*ont fait pression sur le jeu démocratique*', a-t-il expliqué, soulignant qu'avec le départ du président du conseil italien, Silvio Berlusconi, '*c'est le troisième gouvernement qui saute à leur initiative pour cause de dette excessive*'.

Avant le renoncement de M. Berlusconi, son homologue grec Georges Papandréou en avait fait de même, mercredi soir. En novembre 2010, le Premier ministre irlandais Brian Cowen avait lui aussi été contraint d'annoncer son départ en février 2011, après la mise en place d'un plan d'aide d'urgence à son pays. (lemonde.fr 13.11)

A mettre en relief avec ceux qui titrent : "*Non à l'austérité*" (couverture du IO n°174) L'avant-garde paraît-il !

A bas la dictature du capital, Vive la dictature du prolétariat ! Ils ont fait faillite, chassons-les du pouvoir !

2- Sommet Asie-Pacifique (Apec)

2.1- Le président américain et les huit autres dirigeants concernés ont annoncé samedi avoir accompli d'importants progrès en vue de la création du Partenariat transpacifique (TPP), une initiative commerciale regroupant neuf Etats d'Asie, d'Océanie et des Amériques.

"*Nos neuf pays ont défini les contours généraux d'un accord*", a déclaré Barack Obama à l'issue d'une réunion entre les chefs d'Etat et de gouvernement de ces Etats, en marge du sommet annuel du forum économique Asie-Pacifique (Apec), à Honolulu.

Le Premier ministre malaisien Najib Razak est allé jusqu'à évoquer l'échéance du mois de juillet pour cet accord, même si le communiqué conjoint publié samedi ne mentionne aucune date.

"*Nous sommes tombés globalement d'accord pour définir une date-butoir en juillet*", a-t-il dit à la presse.

Face au marasme économique de la zone euro, le gouvernement américain se tourne vers la zone Asie-Pacifique et sa croissance élevée, jugée fondamentale pour dynamiser les exportations américaines et créer des emplois.

L'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Malaisie, le Vietnam, Brunei, le Chili et le Pérou participent au projet, en plus des Etats-Unis.

Les discussions entre ces Etats ont reçu un coup de fouet vendredi avec l'annonce que le Japon, troisième économie mondiale, envisageait de s'y joindre. La nouvelle a été confirmée samedi soir par le Premier ministre japonais Yoshihiko Noda.

Ce dernier a annoncé avoir soumis une demande d'adhésion de son pays au TPP lors d'un entretien bilatéral avec Barack Obama.

"*Le président Obama s'est réjoui de cette décision et a proposé que le Japon et les Etats-Unis fassent la promotion de la coopération lors des négociations à venir*", a-t-il dit.

Le Canada, le Mexique, les Philippines, la Papouasie-Nouvelle Guinée et la Corée du Sud sont également vus comme de possibles participants à ce projet. La Chine n'a en revanche pas manifesté son intérêt.

Washington espère notamment que le TPP lui permettra de ne pas être marginalisé, alors que de nombreux pays asiatiques réorganisent leurs activités économiques autour de la Chine.

L'objectif principal du TPP sera de supprimer progressivement les tarifs douaniers sur une période de dix ans.

2.2- Le sommet Asie-Pacifique (Apec) à Honolulu a donné lieu samedi à des échanges contradictoires entre les Etats-Unis et la Chine, les deux géants de la région dont les analyses divergent en matière économique.

Le président chinois Hu Jintao a voulu, lors de son intervention, assurer les autres dirigeants de l'ouverture de Pékin aux échanges commerciaux et à la poursuite de réformes.

Il a en contrepartie souligné que son pays entendait peser davantage dans les grandes orientations de l'économie mondiale, et estimé que les pourparlers du cycle de Doha, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), demeuraient le lieu privilégié de débat sur le libre-échange.

Barack Obama a estimé lui que Pékin devait respecter les règles en vigueur sur la protection de la propriété intellectuelle et laisser le yuan s'apprécier face au dollar.

"*Ce que je dis depuis mon premier jour en fonction (...), c'est que nous voulons que les Chinois respectent les règles. Et le dossier des changes est probablement un bon exemple*", a dit le président des Etats-Unis.

"*Pour une économie comme celle des Etats-Unis - dont le principal avantage compétitif réside dans notre savoir, nos innovations, nos brevets, nos droits d'auteur -, il est inacceptable de ne pas bénéficier du niveau de protection nécessaire dans un marché aussi important que la Chine*", a-t-il poursuivi.

Lors d'une rencontre bilatérale avec Hu Jintao, il a fait état de la "*frustration croissante*" de l'opinion publique américaine face aux pratiques de la Chine en matière de commerce et de changes, jugées déloyales, a rapporté à la presse un conseiller du président américain.

"*Le déficit commercial et les problèmes de chômage ne sont pas la conséquence du taux de change du yuan et même une forte appréciation du yuan ne réglerait pas les problèmes auxquels sont confrontés les Etats-Unis*", a répliqué Hu Jintao, cité par le site chinanews.com à Pékin.

Les Etats-Unis ne disposent guère de moyens d'influencer Pékin: la Chine est en effet le premier détenteur de dette américaine avec plus de 1.100 milliards de dollars.

Le débat sur le cadre à privilégier pour organiser le commerce régional illustre le désaccord sino-américain.

Les Etats-Unis privilégient leur projet de Partenariat transpacifique (TPP) aux objectifs commerciaux plus stricts que ceux du cycle de Doha.

Hu Jintao, qui s'exprimait devant une assemblée de dirigeants d'entreprises, a assuré que la Chine était déterminée à faire progresser le libre-échange autour de l'océan Pacifique. Il a toutefois souligné que les pourparlers de Doha devaient se poursuivre afin de déboucher au plus vite sur un accord offrant des concessions sur les taxes douanières aux pays les moins développés.

Autre débat en cours, la représentation de la Chine au FMI. Les Etats-Unis comme les pays européens renâclent à céder plus de pouvoirs aux grands pays émergents au sein du Fonds monétaire international.

La gouvernance économique, a répondu Hu Jintao, doit refléter l'évolution du paysage mondial afin de renforcer "*la voix des marchés émergents et des pays en développement*". (Reuters 13.11)

3- Syrie

La décision de la Ligue arabe de suspendre la Syrie et d'imposer des sanctions après huit mois de troubles pourrait augurer de mesures internationales plus sévères à l'encontre de Damas, mais ne devrait pas déboucher sur une intervention militaire de l'Occident.

Contrairement au scénario libyen, lorsque l'organisation panarabe avait sollicité en mars l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne sur le pays, préparant le terrain à une intervention de l'Otan, les mesures prises samedi par la Ligue ne prévoient pas de requérir l'usage de la force.

Elles renforcent néanmoins la main des puissances occidentales, qui réclament une position de l'Onu plus sévère face à la répression des manifestations anti-Assad.

"*Nous ne voulons pas d'intervention étrangère*", a souligné Hamad Bin Djassim al Sani, Premier ministre du Qatar en annonçant la décision de la Ligue au Caire. "*Il n'est pas question d'armer (l'opposition) ni d'appeler à une zone d'exclusion aérienne. Personne à la Ligue ne parle de cela.*"

Il n'en reste pas moins que les mesures annoncées de la part de pays traditionnellement réticents à s'ingérer dans les

affaires intérieures d'autres Etats membres accentuent fortement la pression sur le régime du président Bachar al Assad.

Damas ne s'y est pas trompé en réagissant avec colère à sa suspension des instances de la Ligue, approuvée par les chefs de la diplomatie de 18 des 22 pays membres. Le pays affirme que de telles décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité et accuse l'organisation d'appliquer un programme anti-syrien et pro-occidental.

Mais selon Chris Phillips, spécialiste du Moyen-Orient à l'Unité d'intelligence économique (EIU), la décision de suspension de la Ligue arabe pourrait d'une certaine façon amener la Chine à assouplir son opposition à une résolution de l'Onu qui condamnerait la répression syrienne.

"*C'est un message clair à la Chine: vous n'avez pas besoin de soutenir Assad pour continuer à être du côté (des pays arabes)*", a t-il dit. "*Si la Chine pouvait être influencée, cela mettrait la pression sur la Russie et son veto.*"

Le rôle central de la Syrie dans la politique du Moyen-Orient rend les puissances occidentales très hésitantes à intervenir.

Mélange complexe d'ethnies et de croyances, alliée avec Téhéran et avec des groupes d'activistes comme le Hamas et le Hezbollah, la Syrie est toujours théoriquement en guerre contre Israël, qui s'est emparé du plateau du Golan en 1967. (Reuters 13.11)

C'est le Qatar qui est à la tête de la Ligue arabe, l'allié de la coalition militaire qui est intervenu en Libye, donc inutile de se poser la question de savoir qui tire les ficelles, on a la réponse ici.

Il est clair qu'ils envisagent sérieusement de s'attaquer à la Syrie et à l'Iran, mais ils doivent tenir compte de plusieurs facteurs qui retardent l'application de leur plan : sur le plan politique les élections américaines, françaises et espagnoles, sur le plan économique et social, le coût de la guerre, 500 milliards de dollars rien que pour l'Afghanistan depuis 2001, la détérioration de la situation en Europe et l'incertitude qui pèse aux Etats-Unis même, certes ils ont commencé le retrait de leurs troupes en Irak et en Afghanistan, mais ont-ils encore les moyens de se lancer dans une nouvelle guerre dont les conséquences pourraient rapidement leur échapper pour s'étendre à tous les continents, comment la financeraient-ils sans alourdir leurs dettes abysales, comment dans ces conditions exiger de nouveaux sacrifices au prolétariat mondial qui résiste et cherche la voie pour mettre en échec le capital ?

Social

1- France

1.1- Génération sacrifiée

«*Entre juin 2011 et octobre 2011, il y a 223.000 jeunes qui sont sortis du système éducatif sans diplôme. Cela représente environ 5% des jeunes de plus de 16 ans qui sont dans nos lycées ou nos lycées professionnels*», a précisé le ministre. Sur ces 223.000, «*un quart sont pris en charge par les missions locales. Et il en reste environ 160.000 qui jusqu'à présent étaient partis sans laisser d'adresse, perdus de vue*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 13.11)

1.2- Grève reconductible à Pôle emploi

Le principal syndicat de Pôle emploi, le SNU, a appelé à une grève reconductible lundi 14 novembre, pour manifester l'exaspération des personnels du service public de l'emploi face à leur manque de moyens. '*Nous appelons à une mobilisation pour infléchir sur les orientations budgétaires*', a expliqué Jean-Charles Steyger, délégué syndical.

Aujourd'hui les syndicats se disent alarmés par la hausse du nombre des demandeurs d'emploi qui dépasse les 4 millions en comptabilisant ceux qui ont une activité réduite. Le nombre des chômeurs sans aucune activité a atteint 2,78 millions en septembre, un plus haut depuis janvier 2000. Les syndicats déplorent également un manque de moyens et d'effectifs et une dégradation des services rendus aux demandeurs d'emploi. Une analyse confortée ces derniers mois par une série de rapports peu amènes pour le service public de l'emploi.

De ce manque de moyens découlent aussi des conditions de travail dégradées pour les personnels de Pôle emploi, dont la charge de travail a explosé et qui ne bénéficient plus des 1 800 postes supplémentaires en CDD accordés lorsque la crise a éclaté. Dans un projet de budget pour l'emploi globalement en baisse de 12% selon des économistes le budget de Pôle emploi est maintenu pour 2012, ce que le SNU assimile à 'une baisse de fait', dans le contexte actuel.

Le SNU est cette fois le seul syndicat représentatif à avoir appelé à ce mouvement, même si les autres organisations syndicales se font également régulièrement l'écho du mécontentement des agents de l'entité née, il y a trois ans, de la fusion de l'ANPE (chargée du placement des chômeurs) et des Assedic (indemnisation). (lemonde.fr 13.11)

2- Chine

De violents affrontements ont opposé les forces de l'ordre à des villageois en colère contre la vente de terres samedi dans le sud de la Chine, a indiqué la police.

Des milliers de personnes armées de batons, de pierres et de cocktails Molotov ont participé aux heurts, qui auraient fait trois morts, selon le quotidien de Hong Kong, l'Oriental Daily News.

La police de la préfecture de Zhongshan, dans la province du Guangdong (sud), a indiqué sur un compte Weibo, le Twitter chinois, que les habitants du village de Yilong avaient envahi un parc industriel où ils "*ont cassé, pillé et brûlé*".

La police a démenti qu'il y ait eu des victimes. Elle n'a pas précisé combien de personnes avaient été impliquées mais indiqué que depuis le mois d'août, des villageois bloquent le parc industriel au prétexte d'un contentieux foncier entre deux quartiers, a affirmé la police.

Deux ateliers ont été incenciés, rapporte l'Oriental Daily News, selon lequel les habitants reprochent aux dirigeants locaux d'empocher le produit de la vente de terrains communaux. Quelque 3.000 policiers ont été déployés, affirme encore le journal. (liberation.fr 13.11)

Economie

Allemagne

Selon Der Spiegel, Berlin «*se préparerait à une possible sortie de la Grèce de la zone euro*». L'hebdomadaire allemand, qui s'appuie sur des sources au sein du ministère des Finances, rapporte que le gouvernement «*a effectué des simulations sur un éventail de scénarios*» dont le pire prévoit que la Grèce puisse «*tomber dans un cercle vicieux de misère qui pourrait durer des décennies*», notamment car ses banques seraient privées d'accès aux marchés internationaux de capitaux, et entrainerait d'autres pays avec elle.

Dans un scénario intermédiaire, l'Union européenne verrait elle la crise s'intensifier, notamment en Espagne et en Italie. Un scénario «de base» prévoit lui que la situation ne devienne «pas trop mauvaise» et que la sortie de la Grèce puisse même «*contribuer à renforcer la zone euro à long terme*».

Dans un entretien au Monde, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schaüble dément le scénario d'une «division» de la zone euro. Il comprend que «*beaucoup de [ses] concitoyens*» soient favorables à une sortie de la Grèce de la zone, mais affirme que «*l'Allemagne et la France feront tout pour que la Grèce [y] reste*». Pour cela, «le peuple grec doit décider s'il peut et s'il souhaite accepter les contraintes qu'impose le maintien de leur pays dans la zone euro». (Slate.fr 13.11)

Haut de page

Le 15 novembre

CAUSERIE

Que pouvons-nous, que devons-nous opposer à la dictature du capital, sinon la dictature des travailleurs, du prolétariat ?

1- A propos de la Syrie

On jugera la légitimité de l'opposition syrienne en exil au soutien dont elle se targue de la part de la Ligue arabe ayant à sa tête l'émir Hamad bin Khalifa al-Thani qui dirige le régime féodal du Qatar. On jugera également sa légitimité au regard du soutien que lui apporte de soit-disant régimes démocratiques comme la France, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis qui ont dénié au peuple grec de se prononcer démocratiquement par référendum sur son avenir.

Autrement dit, sans pour autant soutenir le régime en place en Syrie, nous ne soutiendrons pas cette opposition fantoche financée par la coalition militaire qui est intervenue en Libye et à qui nous dénions toute légitimité. Elle est en Syrie, l'équivalent du CNT en Lybie qui représentait une frange de la bourgeoisie dans ce pays.

2- La dette, une histoire de vases communicants qui tourne mal

On est lundi soir, il est 19h15, je viens de dîner modestement, mais j'ai à l'esprit que plus d'un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants n'auront même pas cette chance ce soir, et c'est l'estomac torturé par la faim qu'ils devront tenter de trouver le sommeil... Pendant ce temps-là, aux quatre coins du monde des privilégiés qui s'enrichissent en dormant s'empiffreront à s'en faire péter la panse dans l'indifférence de leur triste sort, et pour cause, ils en sont responsables.

C'est ce que nous allons vérifier tout de suite à partir de quelques données sur l'"évolution économique et sociale au cours des décennies précédentes aux Etats-Unis, l'Etat le plus riche de la planète où la précarité, les inégalités et la pauvreté ont explosé.

Ces données proviennent d'un article du portail contreinfo.info.

- Aux USA, de 1945 à 1973, les gains de croissance se sont répartis ainsi : 32% sont allés aux 10% les plus riches et 68% au reste de la population. (source : Université de Berkeley - Etats-Unis)

- Entre 1974 et 2008, tous les gains de croissance sont allés aux 10% les plus riches. Les revenus des autres 90% de la population ont baissé. (id)

- Total des chômeurs plus les salariés à temp partiel : 2001 : environ 7% ; 2010 : 17,5% (source : Département du travail américain)

- Pourcentage de la population active en activité : 2000 : environ 64,5% ; 2011 : un peu plus de 58% (id)

- Profit après impôt des entreprises : 2000 : quelque 550 milliards de dollars ; 2011 : environ 1 500 milliards de dollars. (source : département du commerce américain)

- Salaire des dirigeants d'entreprise par multiple du revenu moyen : en 1980 : X 50 ; 2000 : X 520 environ ; 2007 : X 350 (source : Executive excess 2008)

Entre 1990 et 2005,

- Augmentation des revenus des PDG : + 298,2%
- Augmentation de l'indice boursier S&P 500 : + 141,4%
- Augmentation des profits des entreprise : + 106,7%
- Augmentation des salaires dans le secteur marchand : + 4,3%
- Augmentation du salaire minimum fédéral : - 9,3% (je ne me suis pas trompé de signe !)

(source : (source : Executive excess 2006)

Edifiant, non ?

En jetant un rapide coup d'oeil aux tableaux qui relayaient ces données, j'ai observé que chaque crise s'était soldée par une nouvelle dérégulation des marchés financiers et l'envolée des profits des entreprises américaines, des indices boursiers et de l'enrichissement des gangsters de la finance et des multinationales, et que parallèlement le pourcentage du travail dans le PIB avait diminué, ce qui traduisait la stagnation ou la baisse des salaires.

Comme disait Louis de Funes dans *Les folies des grandeurs* qu'ils ont repassé hier soir sur TV5Monde Asie (la seule chaîne francophone que je peux capter ici en Inde), dans le rôle de chevalier de la toison d'or au service du roi : *les pauvres sont faits pour être de plus en plus pauvres et le rester, et les riches pour devenir de plus en plus riches*.

On n'a jamais disposé dans le passé d'autant d'éléments provenant de différentes parties de la société à travers le monde pour démontrer la nécessité urgente de liquider le capitalisme, et il s'avère que nous ne sommes pas foutus de nous en servir efficacement, non pas pour s'attaquer aux méfaits du capitalisme, encore moins pour le réformer, mais pour préparer les conditions qui nous permettrons de nous attaquer à ses fondements, de le renverser, ce qui suppose que nous ne lui cèdions rien, dans une perspective politique révolutionnaire : prendre le pouvoir.

A bas l'austérité, d'accord, à condition d'ajouter que le gouvernement et les institutions sont illégitimes et qu'ils doivent disparaître, que c'est au peuple travailleur que doit revenir le pouvoir pour décider de son avenir, tout le pouvoir, exactement comme les exploiteurs disposent de tous les pouvoirs flanqués d'une armée de valets dits de gauche à leur service et qu'ils entretiennent en échange.

3- Les miasmes de la Ve République.

Michel Rocard était l'invité du 19h de Public Sénat, ce lundi, sur Public Sénat. Interrogé sur l'attaque de Jean-Luc Mélenchon contre François Hollande : « *Qu'il se taise. Pourquoi répondre ?* »

Interrogé sur la situation de Dominique Strauss-Kahn, Michel Rocard « *trouve qu'on devrait maintenant le laisser tranquille* ». « *C'est une souffrance* ». (publicsenat.fr 14.11)

Strauss-Kahn souffre le malheureux, on imagine aussi que les détracteurs de son "*ami*" devraient se taire, car "*Dominique est l'un de mes amis, il vit une histoire assez épouvantable qui le détruit lui-même, moi ça m'attriste*". On compatit, à côté la misère du monde est un détail ! Lundi matin sur Europe 1, à la question «*lorsque vous avez dit fin août, que DSK était un malade, vous aviez raison avant tout le monde ?*», Michel Rocard a répondu : «*J'ai été le premier à le dire mais tout le monde le pensait*». (20minutes.fr 14.11)

Tiens donc un aveu, car si "*tout le monde le pensait*", c'est que tout le monde savait que c'était un perverse sexuel et que son argent lui permettait de satisfaire tous ses fantasmes... On imagine mal qu' Aubry n'ait pas été informée des parties fines auxquelles il participait dans sa bonne ville de Lille, alors que le Carlton et d'autres gourbis plus discrets faisaient office de bordels. Au fait, il reposait sur quoi "*leur pacte*", l'omerta sur ses frasques sexuelles ?

Rocard s'en fout puisqu'il considère que c'est une "*maladie*", pas d'être riche bien entendu, c'est une qualité voyons, d'ailleurs les banquiers non plus n'ont rien à se reprocher, ils sont sans doute tout simplement malades, le capitalisme est victime des excès de la finance, une maladie en somme ! Rocard a peut-être raison après tout, Strauss-Kahn est malade, mais à son âge c'est rédhibitoire, c'est le genre de malades qu'il faut exécuter pour qu'ils cessent définitivement de nuire à la société, y compris Rocard, le père de la CSG.

Revenons à Tati brasse du vent, tandis que monsieur Hulot fait du pédalo.

Pierre Moscovici a le premier dénoncé une «*rhétorique qui n'est pas toujours de gauche*» consistant à renvoyer dos à dos PS et UMP, et qui sert «*la droite ou l'extrême droite*». «*La déclaration de Jean-Luc Mélenchon m'a choqué,* a-t-il dit sur Radio J, *c'est une faute. Cette idée reprend le thème de la droite, "le marin d'eau douce"... Elle est vraiment à côté de la plaque*.» Mélenchon contre-attaque alors par communiqué, voyant dans la réplique de Moscovici un «*dérapage*». «*Il se croit bien inspiré en m'accusant de faire le jeu de la droite et de l'extrême droite parce que j'ai fait mouche*», croit-il savoir.

Et Jack Lang condamne une «*campagne ordurière*» contre son candidat. La charge est lourde: le député PS parle «*d'étranges convergences dans l'insulte grossière*» unissant «*le cabinet noir de l'Elysée, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen*». Et de suggérer au leader du Parti de gauche d'adopter un «*comportement plus convenable*».

Lors de son point-presse hebdomadaire, le porte-parole Benoît Hamon regrette, à son tour, que Mélenchon «*s'inscrive dans une compétition avec la droite*», où c'est «à qui disqualifiera le plus François Hollande». «*Quand il pose un signe égal entre François Hollande et Nicolas Sarkozy vis-à-vis de la crise (...), intellectuellement son analyse est fausse*», recuse-t-il.

Arnaud Montebourg a frappé plus fort, sur France Inter, en recommandant au candidat allié au PCF de ne pas se transformer «*en une sorte de Georges Marchais qui voudrait faire échouer la gauche 30 ans après*». Réplique immédiate du secrétaire national du Parti de gauche, Alexis Corbière, sur son blog: «*Pour être utile aux belles idées qu'il a défendues durant la primaire, souvent empruntées au Front de Gauche, M. Montebourg devrait éviter de se donner pour rôle de gardien de plage devant le pédalo de M. Hollande.*»

«*Il y a toute la rangée des repentis qui part devant pour faire du zèle*», observe Mélenchon, «*amusé*» par Lang mais «*peiné*» par la pique de Montebourg. Puis il balance: «*Moi aussi j'en prends des claques. Quand tous ces gens me traitent d'agent de l'extême droite alors que ce sont eux qui gouvernent avec en Grèce, est-ce que je pleurniche?*» (liberation.fr 14.11)

Tous ces philistins nous donnent envie de vomir, ils soutiennent un programme similaire à celui de l'UMP, mais ils refusent de l'assumer. Moscovici le cafard qui se prend pour quelqu'un d'important, Lang le paltoquet, le lèche-cul du régime hier encore en mission en Corée du Nord pour La Talonnette, comme ordure qui bouffe à tous les râteliers il sait de quoi il cause, Hamon et Montebourg qui se renient plus vite que la girouette à suivre le sens du vent, des parasites sans scrupules guidés uniquement par leur ambition personnelle, en voilà des gens délicats qui inspirent confiance et le respect !

Mélenchon a trouvé le bon filon pour faire parler de lui, inépuisable, pour cela il faudrait qu'il aille au bout de son analyse, mais là c'est franchement trop lui demander, il en est incapable.

5- Un deal de voyous. Sordide et surréaliste.

L'UMP veut créer un "*droit à l'achat*" de leur logement pour les locataires de HLM, ainsi qu'un bail "*gagnant-gagnant*" qui assouplirait les procédures d'expulsion en échange d'un loyer plus faible et d'une absence de caution.

L'UMP veut permettre à un locataire de HLM, sous certaines conditions (10 à 15 ans de location, solvabilité, impossibilité de revendre le bien dans les cinq ans pour éviter tout effet d'aubaine), d'acheter son logement à coût réduit: décote jusqu'à 35% du prix du marché et majoration du prêt à taux zéro.

Par ailleurs, l'UMP propose la mise en place d'un bail "*gagnant-gagnant*": le propriétaire pratiquerait "*des loyers faibles*" et renoncerait "*aux garanties*" en échange de "*délais de préavis plus réduits et de procédures d'expulsion accélérées*".

L'UMP veut que 10% des logements sociaux nouvellements construits soient réservés aux classes moyennes, un objectif à atteindre d'ici à 2017. (libération.fr 14.11)

Vous êtes pauvre, on vous baisse votre loyer symboliquement et en échange si les aléas de la vie dans leur société font qu'un jour vous ne pouvez plus payer votre loyer, on vous foutra à la rue plus facilement, génial non ? A l'UMP ils vous prennent vraiment pour des demeurés !

Pour continuer d'engraisser les riches, il faut absoulement que les pauvres ou ceux qui ne le sont pas encore tout à fait s'endettent jusqu'au cou, et puis cela les fera réfléchir à deux fois avant de décider de se mettre en grève...

Mais le parti des banquiers n'est pas à court d'idées pour vous pourrir la vie un peu plus, il vous propose une autre alternative alléchante : vous êtes pauvre, ce n'est pas vraiment de votre faute mais presque, c'est quand même vous qui l'avez cherché, passons, vous vivez en HLM, en voilà une drôle d'idée, et les rêves les plus fous traversent votre cervelle de moineau, vous y vivez parce que vous n'avez pas vraiment le choix, vous n'êtes peut-être pas encore endetté ou peu, si vous n'êtes pas encore totalement dans la merde, le gang de la Bourse a concocté un plan pour vous y mettre, et attendez, pour des décennies tant qu'à faire.

Comme ils vous prennent pour des abrutis finis, ils espèrent que vous ignorerez jusqu'au bout, que lorsque vous serez devenus propriétaires vous perdrez la plupart de vos droits, vous serez considéré comme un nanti par les services de l'Etat qui s'empresseront de vous couper les allocations logements par exemple, sans compter qu'il vous faudra régler les charges à la solde des copropiétaires qui dans bien des cas s'élèvent au prix d'un loyer, vous ne pourrez pas y faire face et le noeud coulant passé autour de votre cou vous étranglera, il ne vous restera que vos yeux pour pleurer et rien à vous foutre sous la dent...

Et puis, à l'UMP, c'est une façon de venir en aide à leurs amis les banquiers, rançonner les pauvres ou ceux qui ne le sont pas encore tout à fait par des moyens détournés, ils savent faire et cela ne leur pose aucun problème moral. Vous ne vous souvenez pas du discours de Lagarde au printemps 2010, qui voulait que les banques assouplissent leurs conditions, afin que les plus pauvres accédent au crédit plus facilement et deviennent propriétaires, ils ont de la suite dans les idées les bougres, n'est-ce pas ?

C'est très facile d'embobiner les pauvres, c'est le sport national des marchands de rêves, dont les banquiers et les organismes de crédit, tout ce que compte de mercantilistes cette société abjecte. Je me souviens encore de ce couple misérable, dont le mari était éboueur à la ville de Clichy, qui avait acquis à crédit une Bible de luxe à la fin des années 80.

Plus proche de nous et cela me concerne directement, mon épouse Magueswary m'a dit au téléphone qu'elle était harcelée par la BNP qui lui propose de prendre un crédit pour acheter ce qu'elle veut, ce qu'elle a refusé évidemment, alors qu'elle n'a pour seul revenu que son allocation d'handicapée, soit environ 1000 euros, dont il faut déduire l'APL et son loyer, il lui reste 650 euros pour vivre par mois, donc sa banque estime que c'est encore beaucoup trop, qu'elle est suffisamment riche pour s'endetter.

Même le Secours populaire et les Restos du coeur la considère comme une nantis, ils lui ont demandé d'être bénévole mais ils lui ont supprimé l'aide alimentaire qu'ils lui fournissaient jusqu'à présent. Elle consacre trois matinées par semaine au Secours populaire, pour les Restos du coeur je n'en sais rien.

6- En famille. Le banquier du PS toujours au service du gang du Fouquet's.

Après une réunion en octobre, Jacques Attali relance la commission sur la libération de la croissance en novembre.

La première réunion a eu lieu en octobre - avec un diagnostic unanimement pessimiste sur l'état du pays, mais des solutions ont néanmoins fleuri. Une deuxième rencontre est prévue en novembre. Feu vert lui a été donné par Nicolas Sarkozy, qui avait missionné l'ancien sherpa de François Mitterrand dès le début de son quinquennat. (lexpress.fr 14.11)

Rappelons qu'Attali est un banquier et qu'il est un des dirigeants du PS.

7- Subventionner la misère par crainte qu'elle devienne intolérable et les submerge.

- L'aide alimentaire de l'Europe sauvée jusqu'en 2013 - LeFigaro.fr

- Budget 2012: rejet attendu d'un amendement UMP visant à réduire la défiscalisation des dons - AP

- Paris : Un plan hiver pour éviter le pire en Ile-de-France - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- L'UMP en campagne sur cinq thèmes de l'extrême droite.

Le parti majoritaire a diffusé lundi un tract, tiré à trois millions d'exemplaires, dans lequel il sonne la mobilisation derrière Nicolas Sarkozy et tire à boulets rouges contre un PS.

Le tract de quatre pages, intitulé "*Rejoignez le parti des droits et des devoirs*", a été envoyé aux fédérations UMP pour qu'elles le distribuent sur les marchés, à la sortie des métros ou des gares...

L'UMP y vante le bilan du quinquennat de Nicolas Sarkozy et, à l'inverse, met en garde contre les propositions du PS et son candidat à la présidentielle, François Hollande.

Parallèlement, l'UMP a distribué aux fédérations cinq affiches bleu-blanc-rouge, tirées à 40 000 exemplaires chacune, barrées d'un "*Fiers de nos valeurs*" et déclinées en cinq slogans: "*Je crois en la France*", "*Oui à la sécurité, non au laxisme*", "*Oui à la solidarité, non à la fraude*", "*Oui au travail, non à l'assistanat*" et "*Oui à la laïcité, non à la burqa*". (lexpress.fr 14.11)

Quel "*parti majoritaire*", le peuple travailleur ? Fastoche avec un adversaire comme Hollande. L'UMP se place ainsi délibérément sur le terrain politique du FN... La Nouvelle Démocratie en Grèce a été plus loin en s'associant au gouvernement avec un parti d'extrême droite. Plus le PASOK, il ne manque plus que les colonels !

Il faut ajouter à propos de la Grèce, que l'extrême droite a hérité de deux ministères clés dans la mise en oeuvre des contre-réformes qui font partie du dernier plan d'austérité, je n'ai plus en tête les ministères en question, je crois qu'il s'agit du ministère des transports et l'autre doit être celui des Affaires sociales, avec au programme des privatisations à la pelle et la remise en cause des retraites. Une provocation en direction des fonctionnaires et des syndicats, qui soyons en sûr ne rompront pas pour autant leurs relations avec le gouvernement et les institutions... à moins qu'ils y soient obligés sous la pression des travailleurs pour ne pas perdre le contrôle de la situation, d'où la nécessité absolue pour les travailleurs grecs de constituer des organismes de combat pour assurer le contrôle de leur mobilisation et lui donner un contenu politique correct...

1.2- Maurice Lévy rémunération 2010 : 3 600 000 euros. (un internaute)

C'est un «*nouveau pacte économique et social*» que l'Association française des entreprises privées (Afep) va envoyer aux candidats à l'élection présidentielle. Présidé par Maurice Lévy, le mouvement patronal a élaboré un rapport dont les propositions visent à «*permettre aux entreprises françaises d'être plus fortes dans la compétition internationale*».

«*Si l'on n'est pas assez compétitif face aux marchés occidentaux, il n'y a aucune chance que l'on rééquilibre notre balance commerciale et que l'on se remette à créer durablement des emplois*», insiste Maurice Lévy.

Le «*pacte*» de l'Afep s'appuie sur trois piliers forts: l'assainissement des finances publiques par la baisse des dépenses, la réduction du coût du travail via la création d'une TVA sociale et la suppression des 35 heures.

La maîtrise des dépenses d'abord. «*C'est un préalable incontournable*», indique le document. Il faut «*une règle d'or*» qui dirait que «*toute augmentation d'un euro des prélèvements obligatoires doit être accompagnée d'un euro de diminution des dépenses*».

Le coût du travail ensuite. Il faut s'y attaquer sérieusement «*si la France veut se réindustrialiser, monter en gamme, défendre son secteur des services et ainsi créer des emplois*», note le rapport. Le financement du modèle français repose «*beaucoup trop*» sur des prélèvements portant sur le travail. L'Afep rappelle ainsi que la contribution patronale à la branche famille représente 32 milliards d'euros. Et préconise de basculer une partie de ces charges sur la TVA - comme l'a fait l'Allemagne. «*Un passage de la TVA à 21% dégagerait une recette supplémentaire de 13 milliards qui permettrait d'alléger d'autant la part des cotisations sociales*» , plaident les entreprises. (lefigaro.fr 14.11)

Quant aux 35 heures, elles restent «*un handicap*» pour les entreprises. Et même si des aménagements ont été introduits, «*ils sont compris comme des écarts*» par rapport à la durée légale. L'Afep juge donc «*opportun*» d'engager une négociation entre les partenaires sociaux et avec les pouvoirs publics pour avancer sur leur suppression. (lefigaro.fr 14.11)

Un violent programme de régression sociale, une nouvelle déclaration de guerre à la classe ouvrière, la réaction sur toute la ligne.

Maurice Lévy est le président de Publicis depuis 1987, groupe créé par Marcel Bleustein-Blanchet dont la principale actionnaire est sa fille, Élisabeth Badinter, elle fait aussi partie du Conseil de surveillance de Publicis (Wikipedia), une multinationale en fait, qui compte plus de 70 sociétés dans le monde, la rédaction d'*Informations ouvrières* ne trouveraient-elle pas opportun de consacrer une nouvelle page à la millionnaire Élisabeth Badinter, histoire de s'assurer qu'elle ne partage pas la politique réactionnaire de monsieur Maurice Lévy ?

2- Italie

Désigné au poste de président du Conseil, Mario Monti a déclaré lundi qu'il était "*prématuré*" de dire si d'autres mesures d'austérité devaient être adoptées par l'Italie pour sauver les finances du pays et relancer l'économie.

Le futur chef du gouvernement italien, Mario Monti, a réclamé un peu de temps aux marchés pour former son équipe et mettre en œuvre un programme qui contiendra "*des sacrifices*", afin de récupérer la crédibilité perdue dans les derniers mois du gouvernement de Silvio Berlusconi.

Mario Monti a passé sa journée à rencontrer des représentants de partis politiques afin de savoir s'il disposait d'un soutien suffisant au Parlement pour former un gouvernement, au terme d'un week-end agité marqué par la démission de Silvio Berlusconi. (AP et lemonde.fr 14.11)

3- Grèce

3.2- Lucas Papademos, le nouveau premier ministre grec, a prononcé son discours de politique générale de crise devant les députés. Pour lui, la mise en œuvre des décisions prises lors du sommet du 27 octobre sur la zone euro est bien la « principale tâche» de son gouvernement. Lucas Papademos a indiqué que le déficit public du pays en 2011 sera réduit «*aux alentours de 9 %*» du PIB après avoir été de 10,6 % en 2010 et de 15,7 % en 2009. Inquiet du taux de chômage à 18,4 %, ce banquier, ancien vice-président de la Banque centrale européenne, a également prévenu que la Grèce aura besoin d'un nouveau programme d'ajustement budgétaire.

Ce gouvernement de 49 ministres n'a donc pas de temps à perdre. Il doit théoriquement effectuer en deux mois ce qui n'a pas été fait en deux ans et regagner la crédibilité perdue du pays auprès des partenaires européens.

Sa priorité est d'obtenir la sixième tranche du prêt de 110 milliards d'euros, accordé à la Grèce en mai 2010. Vendredi, les inspecteurs de l'Union européenne et du FMI reviennent à Athènes pour rendre leur avis sur le déblocage de ces huit milliards d'euros. «*Les dirigeants européens sont clairs. Ils veulent une application urgente des réformes engagées et la garantie de la ratification de l'accord du 27 octobre*», reprend Giorgos Tzogopoulos. Cet accord devrait être ratifié ces prochaines semaines, malgré la réticence d'Antonis Samaras, le chef de l'opposition.

La deuxième priorité de Lucas Papademos est le vote du budget 2012 qui doit être scellé et déposé au Parlement lundi prochain. Selon une source proche du ministre des Finances, deux projets de budgets seraient à l'étude. Le premier prévoit la mise en place de l'accord européen du 27 octobre avec, notamment, la négociation avec les banques grecques sur la réduction de 50 % de leurs avoirs en obligations d'État. Ce qui permettrait à l'État grec d'effacer 100 milliards d'euros de sa dette de 350 milliards d'euros et de recevoir une nouvelle aide de 130 milliards d'euros. Le second comprend de nombreuses mesures d'austérité pour atteindre les objectifs imposés par les créanciers du pays dans le cas d'une non-ratification de l'accord européen du 27 octobre.

Dans les deux cas, Kostas Tsirikas, le président du syndicat du public Adedy, conteste cette politique : «*À la fin du mois de novembre, 20.000 fonctionnaires seront mis à la porte, et 10.000 en décembre. Les créanciers veulent détruire les conventions collectives et nous ne pouvons pas nous laisser faire, même si c'est pour le bien du pays*», affirme-t-il. (lefigaro.fr 14.11)

Le "*même*" est de trop, car "*si c'est pour le bien du pays*", on peut bien faire encore un petit sacrifice devraient estimer les travailleurs qui ont encore les moyens d'en supporter, c'est ce qu'il suggère. Voilà comment cette racaille entend diviser les travailleurs.

3.2- Des dizaines de milliers de manifestants hostiles aux mesures d'austérité engagées depuis plus d'un an se rassembleront jeudi, pour l'anniversaire du soulèvement estudiantin qui contribua à renverser la junte militaire au pouvoir en Grèce de 1967 à 1974.

Mardi, les fonctionnaires sont appelés à un débrayage de trois heures en signe de protestation contre les licenciements, les réductions de salaires et de pensions de retraite décidés en octobre. Un syndicat du secteur privé envisage de son côté des grèves nationales dans le courant du mois après l'adoption du budget au Parlement. (Reuters 14.11)

Tiens, l'union nationale a du plomb dans l'aile, la lutte des classes s'invite au festin des affameurs et des prédateurs de la finance.

J'ai lu hier un communiqué daté du 7 novembre de la secrétaire-générale du PC de Grèce (KKE) Aleka Papariga (solidarite-internationale-pcf.over-blog.net), très virulente, très radicale, "*elle a insisté sur la nécessité de constituer un front populaire social pour renverser le pouvoir des monopoles, les socialiser, pour retirer la Grèce de l'UE et de l'OTAN et annuler la dette*", des objectifs auxquels on peut s'associer, mais voilà, quand il s'agit de passer à l'exercice pratique cela se gâte, à savoir comment sur le plan politique dans quelle perspective il faut combattre, car pour réaliser ces objectifs il faut impérativement qu'au préalable les institutions politiques nationales grecques aient été renversées, ce dont il n'est nulle part question dans son communiqué, en revanche elle se prononce pour des élections anticipées dans le cadre de ces institutions, car voyez-vous ce serait par les urnes qu'il serait possible à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, la "*révolution par les urnes*" ou "*citoyennes*" de Mélenchon à la sauce grecque.

Attention camarades, je m'adresse ici aux jeunes militants, aucun miracle n'aura lieu, un parti stalinien ou néo stalinien ne rompra jamais avec le capital, il ne faut surtout pas se fier aux discours de ses dirigeants et il est fortement recommandé de les lire très attentivement, sinon vous risquez de leur prêter des intentions qu'ils n'ont pas, n'ont jamais eu et n'auront jamais. Si vous avez des difficultés à les suivre dans leurs discours, demandez-vous qu'est-ce qu'ils proposent sur le plan pratique, au niveau des tâches qu'ils proposent aux travailleurs d'accomplir et dans quelle perspective politique, en ayant toujours à l'esprit la question du pouvoir et de l'Etat, comment cette question s'exprime et s'articule avec les revendications sociales des travailleurs, quelle place ils accordent au gouvernement ouvrier... s'ils ne l'ont pas "oublié" en cours de route.

Un parti politique qui réduit son intervention dans la lutte de classe aux revendications sociales ou se comporte comme un syndicat ne fait qu'alimenter les illusions des travailleurs dans le régime au lieu de le combattre, il remplit à des degrés divers le même rôle que les syndicats contrôlés par des bureaucrates corrompus au côté du régime.

Social

1- France

Dans son rapport "*Sécurité sociale 2010*", la Cour des comptes évalue ainsi à environ trois milliards d'euros par an les fraudes à la Sécu, soit 1% des prestations versées.

Dans un document publié en mars 2009, l'assurance-maladie précisait avoir réalisé 132 millions d'euros d'économies en 2008 en luttant contre la fraude et les abus, dont une bonne partie était imputable à des cliniques, des hôpitaux et des professionnels de santé.

Pour l'assurance-maladie, ce montant de 132 millions est à mettre en perspective avec les 125 milliards d'euros versés en moyenne chaque année pour des remboursements de soins. La fraude détectée représentait ainsi 0,1% des versements.

De son côté, la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) estime avoir été escroquée de 90,1 millions d'euros en 2010, ce qui ne constitue que 0,15% des 60 milliards d'euros de "*prestations directes versées aux allocataires pour les prestations légales et l'action sociale familiale*".

En 2010, la Direction nationale à la lutte contre la fraude (DLNF), rattachée au ministère du Budget, notait que le total de la fraude détectée par l'ensemble des organismes de Sécurité sociale (régime général, mais aussi agricole et indépendants) atteignait 457,6 millions d'euros, soit 19% de plus que l'année précédente.

La DLNF notait toutefois que cet accroissement était en bonne partie imputable à l'augmentation des redressements de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, autrement dit la Caisse nationale des URSSAF) en matière de travail illégal. Les redressements sont passés de 130 à 185,5 millions d'euros entre 2009 et 2010 (+42.

Et concernant la fraude aux prélèvements obligatoires, l'ACOSS avance l'évaluation suivante: en 2009, dans le cadre du travail dissimulé, ce sont entre 15,5 et 18,7 milliards d'euros de cotisations sociales que les employeurs n'ont pas versés, ce qui représente 6 à 7,5% des cotisations dûment acquittées. (AP 14.11)

En réalité, la "*fraude*" attribuée à des travailleurs est une goutte d'eau à côté de la fraude des cols et des blouses blanches qui se chiffre en dizaines de milliards d'euros.

2- Allemagne. Même le minimum au seuil de la misère, c'est encore trop !

L'Allemagne va en enfin instaurer une sorte de salaire minimum pour les travailleurs les plus pauvres. Après des semaines de débat interne dans son parti, Angela Merkel a donné son accord pour l'instauration d'un salaire minimum pour les salariés des branches d'activité qui en sont démunies. Elle l'a annoncé lundi lors du congrès du parti chrétien-démocrate (CDU) à Leipzig . «*Nous voulons un seuil limite en dessous duquel un salaire ne peut pas tomber dans les secteurs où il n'existe pas d'accord entre partenaires sociaux*», a expliqué Angela Merkel. Ces salaires devraient néanmoins être négociés secteurs par secteurs, la chancelière étant toujours opposée à un salaire minimum unique comme il existe en France.

En Allemagne les salaires sont négociés à échéance régulière par les syndicats dans le cadre des branches professionnelles et selon la région concernée. L'industrie par exemple négocie avec le très puissant syndicat de la métallurgie IG Metall le tarif horaire minimal des salariés, qui changent selon la zone géographique. Cela amène à des disparités qui peuvent être très prononcées : aujourd'hui encore, les salariés de l'Est du pays gagnent 17% de moins que leurs collègues de l'Ouest.

Beaucoup de secteurs d'activités, par exemple dans les services, l'hôtellerie où la restauration, ne disposent pas d'accord salarial global. C'est à eux que s'appliquera, s'il est voté, le projet présenté par la chancelière : «*Il y a des gens qui ont deux ou trois emplois et qui ont en même temps trop peu dans le porte-monnaie pour vivre*», a souligné Angela Merkel devant les délégués de son parti. C'est le paradoxe de la réussite allemande: la première puissance économique européenne est ressortie renforcée de la crise de 2008, mais le nombre d'emplois très mal payés a fortement augmenté ces dernières années. La flexibilité et la productivité ont été assurées par le recours au travail partiel et au «mini-job», ces emplois peu qualifiés qui sont parfois payés 4 euros de l'heure. Selon une étude, 6,5 millions de personnes, soit 20% de la population active, sont des travailleurs pauvres qui touchentmoins de 10 euros bruts de l'heure.

Pour entrer en vigueur, le projet doit encore être négocié avec le parti libéral FDP, partenaire de coalition du gouvernement de Merkel, avant d'être voté par le Parlement. Il répond à une nécessité sociale : selon une étude du DIW, le principal organisme de recherches économiques, le pouvoir d'achat réel des Allemands a baissé de 4,7% sur les dix dernières années. (lefiagro.fr 14.11)

Economie

1- Faites sauter la banque !

1.1- Goldman Sachs.

Deux autres poids lourds tiennent le haut du pavé dans la défenestration de l'euro, Otmar Issing, ex-président de la Bundesbank et Jim O'Neill, l'inventeur du concept des BRICS, l'acronyme désignant les marchés émergents à fort potentiel de croissance (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ex-président de Goldman Sachs International dont il est resté l'un des administrateurs, l'Irlandais Peter Sutherland a joué un rôle-clé dans le sauvetage de l'Irlande. Enfin, Paul Deighton, qui a passé 22 ans chez Goldman Sachs, est directeur général du comité organisateur des Jeux olympiques de Londres en 2012. La lanterne rouge car chacun sait que le sport comme l'amitié est hors concours. (lemonde.fr 14.11)

1.2- Italie UniCredit, première banque d'Italie, a annoncé lundi une augmentation de capital de 7,5 milliards d'euros et plus de 6.000 suppressions de postes après des pertes colossales au troisième trimestre.

La banque, qui a accusé une perte nette trimestrielle de 10,6 milliards d'euros, a également prévenu qu'elle ne verserait pas de dividende au titre de l'exercice 2011.

UniCredit détient 38 milliards d'euros d'obligations du Trésor italien. Son titre de Bourse a perdu plus de la moitié de sa valeur depuis le début de l'année.

C'est aussi le créancier italien le plus exposé à l'international, avec des activités dans 22 pays.

Le groupe bancaire cherche désormais, comme d'autres, à réduire sa présence dans la banque d'investissement, trop volatile, pour se concentrer sur la banque de détail et d'entreprise.

Il a ainsi annoncé une réorganisation de ses activités qui prévoit notamment de mettre un terme à son activité de trading basé à Londres. Il a dans le même temps précisé qu'il entendait conserver un rôle majeur en Europe centrale et orientale.

Quelque 5.200 postes seront supprimés en Italie et peut-être 2.000 autres en Europe occidentale, ceux-ci pouvant être partiellement compensés par des créations de postes en Europe de l'Est.

La perte d'UniCredit au troisième trimestre est largement imputable à 9,6 milliards d'euros de dépréciations, dont 8,7 milliards liés à des acquisitions malencontreuses en Europe de l'Est ces dernières années. La banque a également fait état de dépréciations

sur ses obligations souveraines grecques.

En renforçant ses fonds propres, en réduisant son activité de banque d'investissement et en se focalisant sur ses marchés clés en Italie, en Autriche, en Allemagne, en Pologne et en Turquie, l'administrateur délégué d'UniCredit, Federico Ghizzoni, espère protéger la première banque italienne en termes d'actifs de la volatilité des marchés et lui faire gagner en rentabilité.

Le groupe vise ainsi un bénéfice net de 3,8 milliards d'euros d'ici 2013 et de 6,5 milliards en 2015.

Federico Ghizzoni devra toutefois convaincre les principaux actionnaires d'UniCredit de soutenir cette augmentation de capital, la troisième depuis 2009. Le fonds souverain libyen détient par ailleurs 7,5% du capital de la banque, une participation toujours gelée en raison des sanctions imposées à la Libye durant le conflit qui a mené à la chute du régime du colonel Kadhafi.

Mediobanca et Bank of America-Merrill Lynch sont à la tête d'un vaste consortium de banques chargées de l'augmentation de capital, parmi lesquelles Credit Suisse, JP Morgan, BNP Paribas, Société générale, UBS et Deutsche Bank. Leur mandat expire en avril 2012.

Une augmentation de capital de 7,5 milliards d'euros serait la plus importante menée par une banque européenne depuis celle de Deutsche Bank en octobre 2010 (10,2 milliards d'euros), éclipsant la recapitalisation de 5,3 milliards d'euros de Commerzbank et celle de 5 milliards d'euros d'Intesa en juin dernier. (Reuters 14.11)

1.3- Japon

La banque japonaise Mizuho va supprimer 3.000 postes en réaction à la détérioration d'un climat économique marqué par une demande faible pour le crédit et un contexte économique difficile au plan international.

Mizuho Financial Group a annoncé la suppression de ces postes, qui représentent près de 5% de ses effectifs, d'ici mars 2016 dans le cadre de la fusion de ses activités de banque de détail et d'entreprise.

Les revenus semestriels de Mizuho Financial Group, deuxième banque japonaise en actifs, ont reculé d'un quart, en raison notamment d'une chute des revenus dans le trading obligataire. (Reuters 14.11)

2- OCDE La détérioration de la conjoncture s'est poursuivie en septembre au sein des principales économies mondiales, particulièrement en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie et au Brésil, montrent les indicateurs avancés de l'OCDE publiés lundi. En recul pour le sixième mois consécutif, ces indicateurs avancés se situent sous le seuil de 100 - lequel distingue la hausse de la baisse de l'activité - dans la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le Japon, les Etats-Unis et la Russie sont les trois seuls pays pour lesquels les indicateurs avancés restent supérieurs à ce niveau. (Reuters 14.11)

3- Inde

Coca-Cola, numéro un mondial des boissons sans alcool, va investir 2 milliards de dollars (1,46 milliard d'euros) en Inde d'ici 2017 pour développer ses activités sur ce marché à forte croissance.

Cette somme représente la totalité des investissements réalisés en Inde ces 18 dernières années par la société américaine.

Coca-Cola India et ses partenaires souhaitent investir dans le marketing et l'image de la marque, l'extension des réseaux de distribution et le développement des capacités de production, a dit la société dans un communiqué.

Coca-Cola emploie actuellement 25.000 personnes en Inde, pays dont la croissance est la deuxième plus rapide des économies développées, ajoute le communiqué. (Reuters 14.11)

J'avais lu quelque part que Coca Cola et Pepsi détenaient déjà 96% du marché indien des boissons sans alcool, leur problème, c'est que les Indiens consomment encore trop peu ce genre de boisson qui à l'inconvénient dans un pays chaud de vous donner soif immédiatement après l'avoir ingurgitée !

Haut de page

Le 16 novembre

JOURNAL

Juste un mot pour se détendre avant d'aborder la causerie et les infos en bref, il est 16h20 et je viens tout juste de terminer le boulot, j'y suis depuis 6h30 ce matin avec un break de 15 minutes à 13h.

J'ai été dérangé il y a une heure environ. Mon bureau donne sur le jardin. J'ai un oeil sur l'écran et l'autre dans la verdure, j'ai cru apercevoir une forme qui se déplaçait dans le jardin, je me penche pour regarder de plus près : un singe qui se gratte la tête en m'observant.

La porte d'entrée reste ouverte la journée, alors je suis sorti pour lui demander d'aller voir ailleurs. Ici c'est comme une fôrêt avec des arbres immenses, ils ne manquent pas d'espace, mais comme ils savent qu'il y a des arbres fruitiers ici ou là, ils viennent se servir, normal, après tout, ils sont chez eux aussi bien que nous ou davantage.

CAUSERIE

Qu'on se le dise : tous d'affreux profiteurs !

Etre immigré est une tache, être chômeur est un vice, être pauvre est une tare, être jeune est une lacune, être vieux est un excès, être malade est le comble de l'infâmie. Signé : Sarkozy, Parisot, Barroso, Draghi !

La suite plus loin en détail.

1- Décryptage d'une manipulation du Figaro

- "*Plus d'un salarié sur deux a investi 12% de son salaire net sur un plan d'épargne salariale depuis un an. La plupart économise pour leur retraite, selon une étude menée par l'institut CSA pour le Club de l'épargne salariale.*"

Notez bien "*plus d'un salarié sur deux*", donc plus de 50% des travailleurs optent pour cette forme d'épargne.

- "*Plus de la moitié (55%) des sondés pour cette étude se disent pour l'heure satisfaits des performances financières de leurs placements d'entreprise.*"

Notez bien, "*plus de la moitié*" sont satisfaits, cela donne 55% de quelque 50%, on tombe donc à 27,5% de travailleurs satisfaits parmi ceux qui ont choisi ce plan. Ce n'est pas fini.

Puis le journaliste vante les mérites de ce plan d'épargne salariale qui est exonéré de l'impôt sur le revenu "*ce qui explique le succès grandissant de ces formules (avec le Perco -Plan d'épargne retraite collectif)*" et d'ajouter qu'elles sont "*réservées encore à des privilégiés*".

Tiens donc, mais encore, "*70% des salariés n'ont toujours pas accès à un dispositif d'épargne salariale*", donc le total de ceux qui y ont accès est en réalité de 30%, donc les donnée fournies au début de cet article étaient fausses "*plus d'un salarié sur deux*", il s'agirait plutôt d'un salarié sur deux sur la base de 30%, ce chiffre provient du Club de l'épargne salariale, cela donne 15%, et 55% de satisfaits donnent 8,25%.

Ce que ne dit pas cet article, c'est que le salarié a la possibilité de retirer à tout moment l'argent qu'il a déposé dans ce plan d'épargne... déduction faite de l'impôt !

On aura compris que l'objectif de cet article était de vendre aux lecteurs ces plans d'épargne pour le compte du patronat.

Un internaute apporte cette précision importante :

- "*Les Français ne plébiscitent rien !!! C'est le patron qui décide de mettre en place un mécanisme d'épargne salariale ... et les salariés sont bien obligés de suivre !!! ... ça évite au patronat d'augmenter les salaires ... et aux vilains ouvriers de dilapider leur pognon au bistrot les soirs de paye !!! Un mécanisme digne de la fin du 19e siècle industriel !!! Un " progrès " en quelque sorte ...*"

De plus, mais là je manque d'éléments pour l'affirmer, si l'argent des salariés placé sur ce plan est placé en Bourse ou dans des fonds d'investissement, le jour où la Bourse s'écroulera où la boîte coulera ils auront perdu toutes leurs économies.

2- En effet cela mérite une explication.

Avec près de 5 millions de chômeurs (dont 2 millions longue durée, et 1,3 sans prestations), comment expliquer que cette bombe sociale n'explose pas ? «*C'est la question qu'on se pose tous, confie Sara Balinda, économiste. D'autant que le phénomène s'aggrave à un rythme rapide, on devrait être en présence d'une poche d'exclus considérable. Je crains spécialement pour 2012 car, deux ans après l'hécatombe de 2010, le gros des sans-emploi longue durée ne recevra plus aucune aide.*» (liberation.fr 15.11)

Des syndicats et des partis ouvriers corrompus, complètement gangrenés par le réformisme, totalement subordonnés au capitalisme et à ses institutions politiques, l'incurie politique devenue légendaire des "héritiers" du bolchevisme qui se traduit concrètement par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire 71 ans après l'assassinat de Trotsky, du coup, sans autre perspective que le capitalisme, les travailleurs sont incapables de donner un contenu et une orientation politique correcte à leur rejet des politiques réactionnaires qui leur sont imposées. C'est le produit de la faillite des stratégies qui ont été mises en oeuvre pour combattre le réformisme et le stalinisme pendant plus d'un demi-siècle et dont les responsables étaient principalement Pierre Lambert, Alain Krivine et Arlette Laguiller.

Ces derniers n'ont eu de cesse de vouloir ménager la chèvre et le choux, de dénoncer le réformisme et le stalinisme sans jamais rompre avec leurs dirigeants et leurs partis, au-delà avec le capitalisme et le institutions, alliance avec les réformistes contre les staliniens, alors que le stalinisme était une forme de réformisme adaptée à une situation particulière, la preuve en est que les partis staliniens n'ont eu aucune difficulté à se transformer en partis réformistes sur le modèle des partis sociaux-démocrates dégénérés ; front unique en direction des partis PS-PCF en France pour soit-disant combattre les illusions des travailleurs dans ces partis sur le terrain des illusions, stratégie qui a abouti en fait à entretenir des illusions dans ces partis pendant les décennies qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, puis, comme la perspective du socialisme était liée à ces partis, quand les illusions dans ces partis se sont envolées, la perspective du socialisme s'est évaporée du même coup, en réalité elle s'était déja fortement diluée, d'autant plus facilement que pendant des décennies le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière fut une fin en soi, le seul objectif du combat du mouvement ouvrier au lieu d'être subordonné à la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, sous différents prétextes fallacieux et sans jamais vouloir l'admettre, cette politique qui était la conclusion pratique d'analyses erronées, devait enchaîner encore davantage les masses au capitalisme ; la défense de la démocratie et de la République, inséparable de la défense des institutions de la Ve République (dans la tête des travailleurs et des militants) quand elle n'est pas résolument orientée dans la perspective de leur abolition, d'une République sociale ou socialiste ; la priorité mise sur la rupture avec l'UE qui a pour vertu d'épargner la responsabilité des institutions de la Ve République dans la situation sociale actuelle ; le consensus avec les appareils des syndicats qui les légitime au passage ; ajoutons le gauchisme et le sectarisme, chacun reconnaîtra sans peine les différents partis.

3- Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant...

En faisant tomber les gouvernements grecs et italiens, les marchés ont-ils réussi là où les peuples ont échoué, se demande l'économiste Bruno Amable, professeur à l'université Paris-I, chroniqueur à Libération et notamment l'auteur du livre les Cinq Capitalismes (Seuil, 2005).

Les masses exploitées ont compris depuis longtemps que les partis institutionnels (PS-PCF) qui se réclament du socialisme étaient entièrement soumis au capitalisme et qu'elles n'avaient plus rien à en attendre, et depuis elles ont été incapables de se doter d'une nouvelle direction ou de nouveaux partis ouvriers, parce qu'entre temps elles ont été elles-mêmes asservies au capitalisme et les dirigeants des partis qui étaient susceptibles de remplacer le PS et le PCF, n'ont pas été capables de définir une stratégie qui leur aurait permis de conquérir la confiance de larges couches de la classe ouvrière, du coup, au moment où la plus formidable crise du capitalisme survient, les travailleurs se retrouvent démunis, désarmés politiquement pour affronter la dictature de l'industrie financière et des multinationales, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne tentent pas de résister, mais sans discipline, sans orientation politique et sans parti pour les guider sur la bonne voie, celle qui conduit au renversement du régime, à la révolution socialiste.

Il serait plus juste d'affirmer que c'est Papandréou et Berlusconi qui ont préparé le terrain aux marchés pour en avoir toujours été les fidèles représentants et donc complices. Leur éviction du pouvoir par ceux qui les avaient placés au sommet de l'Etat, ressemble à la solution du désespoir ou de la dernière chance face à la résistance des travailleurs, organisés ou non d'ailleurs, le capital n'osant pas pour le moment les affronter directement par crainte qu'ils ne se radicalisent davantage et que leur mobilisation ne débouche sur l'adoption d'objectfs politiques qui uniraient l'ensemble des exploités contre le capitalisme et ses institutions.

Ce qui est étonnant à la lecture d'articles de dizaines et dizaines d'économistes, d'historiens, de sociologues, de philosophes, d'universitaires ou d'intellectuels en tous genres, c'est qu'aucun ne parvient à penser au-delà du capitalisme, tous demeurent enfermés dans le carcan qu'impose le capital à tous les peuples, même les multiples témoignages de la barbarie à laquelle conduit le capitalisme à travers le monde depuis des décennies, avec une accélération et une amplification depuis 2001, ne réussissent pas à les convaincre qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans leurs analyses, ils sont incapables de se situer autrement que sur le terrain des besoins du capitalisme et de se situer exclusivement sur celui des travailleurs et des peuples.

Moi, je ne suis pas un intellectuel, mais quand je me rends compte après coup que les conclusions que j'avais tirées à la suite d'une analyse s'étaient avérées incorrectes, je laisse tout de côté et je me hâte de procéder à une nouvelle analyse pour corriger

mes erreurs ou combler mes lacunes lorsque des faits m'ont échappé, quand une réponse à une question ne me satisfait pas, je ne me dis pas qu'on fera avec pour finalement m'en satisfaire et colporter des idées erronées, je reprends tout à zéro et je repasse en revue tous les facteurs, tous les rapports entre eux, dix fois, cent fois s'il le faut jusqu'à temps que je parvienne à une réponse que je puisse défendre parce qu'étayer solidement sur des faits.

Le problème des intellectuels, c'est qu'ils ont tourné le dos définitivement au socialisme, ils considèrent que le stalinisme et le rétablissement du capitalisme en URSS et en Chine sont la preuve que le socialisme était une utopie sans chercher plus loin ; ils se montrent volontiers très critiques envers le capitalisme, sans adopter pour autant une méthode scientifique qui seule leur permettrait de l'analyser et d'arriver aux mêmes conclusions que les maîtres du marxisme, de rompre avec le capitalisme. Ils admettent que dans le passé les représentants du capital ont menti et mentent toujours aux peuples sur tout un tas de questions, mais apparemment il ne leur vient pas à l'esprit qu'ils auraient pu aussi leur mentir sur l'origine du stalinisme et bien d'autres questions déterminantes pour comprendre l'évolution de la société et du monde depuis 71 ans ou plus loin encore, cela nécessite de leur part de faire un effort qu'ils ne sont pas encore prêts à faire pour le moment.

La plupart d'entre eux ne savent même pas de quoi ils parlent, ils adoptent des positions indéfendables, ils s'en contentent parce qu'elles sont dans l'air du temps, c'est suffisant pour eux, sans risques, et puis il faut dire qu'ils ne se sentent pas vraiment directement concernés par la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement, leur bonne conscience est réglée sur leur compte en banque. Qu'ils adoptent des positions contraires aux intérêts de la classe dominante, qu'ils se retrouveraient au banc de leur communauté de gens bien pensants, ils n'y tiennent pas vraiment, ils auraient plus à y perdre qu'à y gagner personnellement, pour qu'ils adoptent un autre comportement ou une autre morale, il faudrait qu'ils se rangent résolument au côté de la classe ouvrière.

Par nature ou par défaut, un intellectuel conceptualise tout ce qui parvient à sa connaissance en autant d'abstractions qu'ils relient ensuite entre elles tant bien que mal, sans parvenir à comprendre les rapports dialectiques que les faits entretiennent entre eux, du coup ils sont incapables d'en saisir avec précision l'évolution et la nature, c'est ainsi que les intérêts des capitalistes deviennent ceux des exploités une fois qu'ils ont été recyclés artificiellement dans la machine infernale à broyer les cerveaux, l'intérêt général. (A suivre)

4- La cynique vengeance de la justice impériale

Le procès de six présumés pirates somaliens, accusés d'avoir détourné le voilier "Carré d'as" en septembre 2008 dans le golfe d'Aden et d'avoir pris en otage un couple de sexagénaires français en vue d'obtenir une rançon, s'est ouvert mardi devant la cour d'assises des mineurs de Paris.

Il s'agit du premier procès de pirates somaliens en France. Les six accusés encourent la réclusion criminelle à perpétuité.

La prise d'otages avait duré deux semaines, du 2 au 16 septembre 2008, et avait pris fin avec une opération des commandos de marine français, menée dans les eaux territoriales somaliennes.

Seuls trois des six pirates sont accusés d'avoir pris part au "*détournement*" du voilier. Mais les six hommes sont tous accusés d'avoir participé à la prise d'otages sous le chef d'"arrestation, enlèvement, détention ou séquestration en bande organisée" en vue d'obtenir le versement d'une rançon, crime passible de la réclusion criminelle à perpétuité. Tous sont également jugés pour "*association de malfaiteurs*" et cinq d'entre eux pour "*vols en bande organisée, avec usage ou menace d'une arme*".

Les six "*pirates*", âgés de 20 ans à 36 ans, se disant "*pêcheurs*", "*marin*", "*électricien*", "*étudiant*" ou "*sans emploi*" avant les faits et présentés comme des "*petites mains*" par leurs avocats, ont fait leur entrée dans le box en fin de matinée, semblant plutôt intimidés et quelque peu engourdis par le froid. Ne parlant pas français, ils sont assistés de trois interprètes.

Les débats ne se dérouleront pas à huis clos. Le seul accusé qui était mineur au moment des faits a accepté la publicité des débats. (AP 15.11)

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a précisé que les prisonniers avaient été détenus dans des conditions particulèrement dures, séparés et isolés des autres détenus de la prison, et que pendant trois ans personne ne s'était manifesté en Somalie pour leur venir en aide ou tout simplement prendre de leurs nouvelles, reproduisant la thèse avancée par leur avocat qu'ils ne faisaient pas partie d'un réseau criminel organisé, mais qu'ils avaient agi seuls en proie au désespoir face à la situation dramatique que connaît leur pays.

Cet argument m'a semblé vraisemblable, c'est pourquoi j'ai mis cette info en ligne dans le site. Leur avocat a précisé que leur incarcération à l'isolement dans des conditions habituellement réservées à des criminelles de guerre ayant commis des atrocités sur des civiles, les avait gravement perturbés mentalement, au point que certains sont devenus pour ainsi dire "*fous*" citant d'autres sources, sans doute les autorités pénitentiaires ou le médecin de la prison.

Il faut imaginer déjà le choc qu'ils ont dû subir de se retouver subitement dans un pays totalement différent du leur, la Somalie est un pays moyenâgeux, puis d'être enfermés sans aucun moyen de communiquer avec l'extérieur, et sans rien comprendre à ce qui leur arrive, se demander quotidiennement pendant trois ans ce qui va advenir d'eux, trois ans à l'isolement c'est très long, suffisamment pour devenir dingue assurément ou avoir envie d'en finir une fois pour toute.

La justice du misérable nabot qui trône au Palais se venge sur les plus faibles qu'elle exhibe comme des trophées de guerre, alors qu'elle est incapable de mettre la main sur les délinquants en col blanc, qui au moyen du carroussel sur la TVA vident les caisses de l'Etat en toute impunité, ou plus simplement, le parquet dans sa mansuétude s'emploie à blanchir les amis du président du gang du Fouquet's.

Le PS : un parti étranger à la classe ouvrière.

Selon une étude CSA publiée ce mardi, les classes moyennes et aisées se sont plus mobilisées que les classes populaires pour participer à la primaire citoyenne.

Selon l'institut, dans les territoires où la part des ménages ouvriers et employés est faible, le taux moyen de participation s'est élevée à 6,61%, alors qu'il n'a atteint que 4,08% dans les territoires où les ménages ouvriers et employés sont nombreux.

De même, la population diplômée a relativement plus voté que la population sans diplôme, bien que ce différentiel soit "*moins élevé qu'attendu*", selon Yves-Marie Cann, du département Opinion de CSA. L'étude souligne que "*la participation atteint fréquemment ses plus hauts niveaux dans les départements abritant d'importants pôles universitaires*".

Enfin selon le CSA, "*le haut niveau de participation a pleinement, voire principalement profité à François Hollande*". Dans les 48 départements métropolitains où le taux de participation a été le plus faible, il dispose en moyenne (au premier tour) d'une avance de 9,63 points sur Martine Aubry, contre 16,61 dans ceux où la participation a été la plus élevée. (lexpress.fr 15.11)

Cela confirme l'appréciation que nous avions donnée. En revanche, ceux qui s'étaient empressés d'affirmer que le niveau élevé de participation aux primaires du PS incarnait le rejet de la politique de Sarkozy par les classes populaires en seront une nouvelle fois pour leurs frais. Ils ont montré à cette occasion quelle classe sociale leurs partis représentaient vraiment, celle des petits-bourgeois et des couches moyennes les plus subordonnées au capitalisme, dont des pans entiers placent leurs espoirs dans le PS pour maintenir leur niveau de vie, mais certainement pas la classe ouvrière et le socialisme. C'était de leur part une façon comme une autre de soutenir le PS et le régime, et de montrer qu'ils n'ont d'indépendant que le nom.

- Entre 1945 et 1950 environ, une partie de la classe ouvrière croyait encore que le PS et le PCF oeuvraient pour le socialisme.

- Entre 1950 et 1958, cette illusion s'est fortement dissipée au profit d'une plus grande adaptation au capitalisme, les réformes aidant, dont l'union nationale fut le point d'orgue sur le plan politique.

- Entre 1958 à 1981, cette chimère a fini par disparaître grâce au "*grain à moudre*" et une collaboration de classes sans faille, la victoire du non au référendum de 1969 n'ayant été finalement qu'un épiphénomène.

- Depuis 1981, la classe ouvrière ne croit plus en rien et s'accroche à ce qui peut encore être sauvé sans aucune perspective politique pour l'avenir, sans aucun idéal. Le "*grain à moudre*" ne fut qu'une chimère aussi éphémère qu'un mirage que la confrérie des opportunistes réunies offrit en pâture aux masses ignorantes qu'ils manipulèrent, pendant que le combat pour le socialisme était relayé au musée des antiquités de la lutte des classes...

Maintenant, l'imposture portée à son comble veut que chacun s'étonne que tout fout le camp et que le mouvement ouvrier soit réduit à l'impuissance ou presque, car la classe désarmée politiquement tente malgré tout de résister. Ceux qui n'ont eu de cesse de jeter les travailleurs dans les bras du PS et du PCF, de redorer leurs blasons à coups de front unique, portent la responsabilité de la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

INFOS EN BREF

Politique

UE. Les agences de notation, un sujet "***très politique***" : pas touche !

Michel Barnier espérait sortir de la réunion hebdomadaire de la Commission européenne avec un accord sur l'ensemble des mesures qu'il proposait pour réduire l'influence des agences de notation. Las ! Le commissaire au Marché intérieur a dû remballer sa mesure-phare : la suspension provisoire de la note d'un État bénéficiant d'une aide financière internationale.

José Manuel Barroso soutenait les propositions. Cela suffit souvent à convaincre les récalcitrants. Mais pas cette fois-ci, signe de la division au sein de l'exécutif européen. "*C'est un sujet très politique et très sensible*", lâche un proche du dossier.

Le commissaire français reste en tout cas convaincu qu'il faut "*reconstruire une souveraineté politique pour ne pas subir la souveraineté des marchés*".

Michel Barnier et son président, José Manuel Barroso, avaient même envisagé de créer une agence européenne de notation pour contrebalancer le pouvoir des "Big Three". Mais le président de la Commission y a finalement renoncé : "*Ce n'est pas à la Commission de créer des agences publiques. Nous pourrions avoir des conflits d'intérêts*", a-t-il déclaré, lundi soir, sur LCI. "*Cela coûterait 300 à 500 millions d'euros. Nous ne les avons pas. Et on pourrait être suspecté d'être juge et partie*", ajoute Michel Barnier. (lepoint.fr 15.11)

Si la dictature du capital sous la direction des voyous de la finance internationale, qui s'exprime à travers les prises de position des agences de notation américaines, est un sujet "*très politique*", cela signifie qu'il faut impérativement lier, mieux, subordonner le combat contre le capitalisme au combat contre ses institutions politiques. C'est dialectique, simple à comprendre. Allez faire comprendre cela à nos dirigeants qui osent se réclamer de la révolution permanente, alors qu'ils ne sont même pas foutus de saisir le rapport qui existe entre le combat du capital contre la classe ouvrière sur les plans économiques et politique !

Des gens sans principes, sans scrupules, sans morales ou si, ceux des carriéristes liés au régime.

Un accord a minima. Les négociations ont abouti entre le PS et Europe-écologie-Les Verts (EELV), ce mardi, après une longue nuit de discussion. Le texte a été validé par le bureau national du PS dans la soirée. Cet accord programmatique, qui devrait faciliter un rassemblement lors de la présidentielle de 2012, devrait ensuite être avalisé par le Conseil fédéral des écologistes, le week-end prochain.

Si tel est le cas, l'accord se ferait sans avoir résolu les désaccords principaux, comme le problème des chantiers de l'EPR de Flamanville et de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes près de Nantes, que les écologistes voudraient voir arrêtés. (20minutes.fr 15.11)

Commentaire d'un internaute :

- "*Si j'ai bien compris ils sont d'accord sur rien sauf sur le partage des circonscriptions de députés.*"

Vous avez tout compris, pire que des vers, des rats !

Social

1- France

1.1- L'offensive tout azimut du parti et du syndicat du capital.

1.1.1- Le Medef. A six mois de la présidentielle, Mme Parisot a proposé "*un nouveau pacte fiscal et social pour la compétitivité de la France*". Son principe : bouleverser le financement de la protection sociale, en transférant une partie des cotisations assises sur le travail vers la consommation.

Dans la ligne de mire du Medef, qui dit viser une convergence du coût du travail entre la France et l'Allemagne, les cotisations pour la branche famille et une partie des cotisations maladie. Celles-ci devraient, selon le patronat, relever de l'Etat, donc de l'impôt, plutôt que des cotisations.

Le Medef avance trois scénarios qui prévoient tous une baisse de certaines cotisations patronales, compensée par une hausse de la TVA, et une baisse des cotisations salariales, compensée par une hausse de la CSG. Ce dispositif permettrait un résultat "*gagnant-gagnant salariés-employeurs*", selon Mme Parisot. L'assiette de la CSG étant plus large que celle des cotisations salariales – elle s'applique notamment aux revenus du capital –, la réforme se traduirait par des hausses de salaire. Un point important pour faire accepter une remontée de la TVA qui entraînera une perte de pouvoir d'achat.

Le scénario le plus prudent prévoit un transfert de 5 points de cotisation, soit 30 milliards d'euros, en augmentant la TVA de 19,6 % à 22 %, et la CSG de 0,75 point. Selon le Medef, un salarié à 2 000 euros brut mensuels verrait son salaire net augmenter de 15 euros.

Le scénario le plus ambitieux prévoit 70 milliards d'euros de transfert, avec une baisse de 7,5 points des cotisations patronales et de 4,5 points des cotisations salariales, avec une TVA à 25 % et CSG augmentée de 2 points. Toujours selon le Medef, le salarié à

2 000 euros brut verrait alors son net progresser de 50 euros.

Preuve que ce scénario séduit, l'Association française des entreprises privées (AFEP), qui regroupe les entreprises du CAC 40, devait plaider dans le même sens, mardi, lors de la présentation de ses propositions pour la présidentielle.

Sous la houlette de son président, Maurice Lévy, l'AFEP estime "*que le facteur travail n'est pas l'assiette adéquate pour le futur (…). Transférer ces charges sur la TVA, la CSG ou une taxation écologique est possible et indispensable*". (Le Monde 15.11)

1.1.2- L'UMPNicolas Sarkozy a proposé mardi d'installer d'ici la fin de l'année un Haut conseil associant les partenaires sociaux qui formulerait, avant la présidentielle de 2012, des propositions sur le financement du modèle social français.

"*Je propose d'installer le Haut conseil du financement de la protection sociale qui associera les partenaires sociaux*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Bordeaux sur le thème de la lutte contre les fraudes sociales.

"*Ce Haut conseil engagera le débat public sur ces questions qui sont au coeur de notre pacte social et de son avenir. Il nous aidera à poursuivre dans la voie du redressement des différentes branches de la Sécurité sociale*", a estimé Nicolas Sarkozy.

L'objectif : savoir si "*le financement de la protection sociale doit reposer autant sur les salaires, alors que nos partenaires européens et mondiaux font un choix différent et que nos salariés sont de plus en plus mis en concurrence*".

Le président a souhaité que "*ce conseil commence à travailler avant la fin de l'année, qu'il apporte de la sérénité, du sérieux et de l'objectivité dans ce débat*". (AP et lepoint.fr 15.11)

1.1.3 - Le président de la République Nicolas Sarkozy a affirmé mardi que l'obligation de travail pour les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), bientôt testée dans plusieurs départements, a pour but de leur «*redonner de la dignité*».

«*Nous irons plus loin dans la logique des droits et des devoirs*», a dit le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Bordeaux sur le thème de la fraude sociale.

«*D'ici à la fin de l'année, nous expérimenterons dans une dizaine de départements une obligation de travail de 7 heures pour les bénéficiaires du RSA*», a-t-il déclaré, confirmant une annonce faite par le gouvernement en septembre.

Et d'ajouter: «*qu'on me comprenne bien, ce n'est pas pour punir, c'est au contraire pour respecter, pour redonner de la dignité, on n'a pas de dignité quand on ne peut survivre qu'en tendant la main*».

Les contrats seront des «contrats uniques d'insertion» (CUI), aidés à 95% par l'Etat et les Conseils généraux.

En tenant compte de la baisse du RSA induite par la reprise d'un travail, l'allocataire y gagnera environ 130 euros par mois, selon les calculs de l'ancien ministre des Solidarités, Marc-Philippe Daubresse, à l'initiative de ce projet.

Actuellement, les CUI sont de vingt heures par semaine. Comme pour ces CUI longs, les allocataires auxquels on proposera les nouveaux contrats de sept heures devront les accepter, au risque de se voir infliger des sanctions par le conseil général (réduction voire suppression du RSA). (liberation.fr 15.11)

1.1.4 - Le gouvernement. Les carences d'un système (capitaliste) à bout de souffle.

Un quatrième jour de carence va être appliqué aux salariés du privé en arrêt maladie, a annoncé mardi le gouvernement, en escomptant une économie de 200 millions d'euros pour la Sécurité sociale.

Actuellement, le délai avant lequel les salariés sont indemnisés par l'assurance maladie est de trois jours, souvent compensés par l'employeur dans les grandes entreprises.

'*Par souci d'équité*' sera aussi institué '*un jour de carence dans les trois fonctions publiques*', ont annoncé dans un communiqué commun les ministres du budget Valérie Pécresse, du travail Xavier Bertrand et de la fonction publique François Sauvadet. Une mesure que le premier ministre François Fillon avait jugé '*raissonnable*' quelques heures plus tôt, devant les députés UMP.

Si l'instauration d'une quatrième journée dans le secteur privé est une mesure réglementaire, la mesure concernant les fonctionnaires nécessite une disposition législative, précise le communiqué.

Selon les ministres, '*les indemnités journalières maladie, qui représentent 6,6 milliards d'euros, progressent à un rythme élevé et difficilement justifiable (+3,9 % en 2010, après +5,1 % en 2009)*'. Les ministres font valoir que '*le projet de loi de financement initial de la Sécurité sociale prévoyait de modifier le taux de remplacement des indemnités journalières (IJ), permettant ainsi une moindre dépense de 220 millions d'euros*'.

Ces deux mesures sont donc destinées à obtenir 'une économie équivalente', expliquent Mme Pécresse et MM. Bertrand et Sauvadet. Ils préviennent aussi que 'les actions de contrôle des arrêts de travail, de courte et de longue durée, vont se renforcer'. (lemonde.fr 15.11)

1.2- PSA Peugeot Citroën va supprimer 5.000 emplois en France.

PSA Peugeot Citroën va supprimer 5.000 emplois en France dans le cadre de son plan européen de réduction de coûts annoncé pour 2012, a déclaré mardi la CGT. PSA Peugeot Citroën emploie 100.000 personnes au total en France.

Le groupe automobile a annoncé le 26 octobre son intention de supprimer 6.000 postes en Europe, dont un millier en production, après un nouvel avertissement sur ses résultats financiers et en réaction à la baisse de ses ventes en Europe depuis la fin de l'été.

Selon Jean-Pierre Mercier, représentant CGT à l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), 1.900 postes seront supprimés en production, et 3.100 parmi les structures du groupe (commercial, marketing, informatique, recherche et développement).

Selon la CGT, sur les 1.900 postes de production concernés, 1.000 seraient des contrats à durée indéterminée (CDI), les 900 autres touchant les effectifs d'intérimaires ou de sous-traitants. Neuf cents CDI seraient menacés dans les activités de structures, toujours selon le syndicat.

Le président du directoire du constructeur, Philippe Varin, avait justifié le mois dernier les réductions d'effectifs par les "*forts vents contraires*" rencontrés par PSA et par un environnement général "*sensiblement plus dur*" que prévu.

PSA a dû revoir à la baisse fin octobre sa prévision de bénéfice courant 2011, son deuxième avertissement sur ses résultats en trois mois. (Reuters 15.11)

1.3- Suppression d'emplois et politique d'austérité à la Société générale

Le groupe Société générale va supprimer «*des centaines d'emplois en France*», ont annoncé ce mardi les syndicats, à l'issue d'une rencontre avec le PDG de la banque, Frédéric Oudéa.

Ces réductions d'effectifs concerneront la banque de financement et d'investissement (BFI) du groupe et seront accompagnées de mesures d'austérité salariale, ont ajouté les syndicats.

«*Frédéric Oudéa nous a d'abord fait un exposé assez pessimiste de la situation générale et des perspectives pour 2012 pour nous annoncer une politique d'austérité et des centaines de suppressions d'emplois dans la BFI*», a déclaré à l'AFP, Michel Marchet, délégué central CGT.

«*Les chiffres ne sont pas encore déterminés. Il nous a demandé d'engager la négociation d'un plan de départ et de gestion de mobilité qui servira à déterminer le nombre exact des suppressions*», a-t-il précisé ajoutant que la direction était cependant prête «à discuter de mesures qui permettraient d'éviter les départs contraints».

La consultation devrait débuter «*très rapidement, au plus tard début 2012*». Le groupe bancaire emploie plus de 160 000 salariés dans le monde, dont 40 000 en France. La BFI compte 5 000 salariés en France et 7 000 à l'étranger.

A la différence d'une banque de dépôt, les banques de financement et d'investissement ne reçoivent pas les dépôts des particuliers et recherchent les liquidités auprès des autres banques, des marchés monétaires ou de la Banque centrale.

«*Frédéric Oudéa a aussi fait état d'une politique de rémunération maîtrisée ce qui veut dire bien évidemment pas d'augmentation de salaire collective cette année*», a souligné Maryse Gaudet déléguée FO. (liberation.fr 15.11)

Economie

1- Faites sauter la banque

Interview de Ludovic Herschlikovitz, Président Directeur Général de Choisirmabanque.com, comparateur de frais bancaires en ligne.

Atlantico : Pouvez-vous revenir sur les conclusions de cette étude menée par Choisirmabanque.com ?

Ludovic Herschlikovitz : Premier constat de cette étude : 122 banques sur 124 sont aujourd'hui hors la loi s'agissant des facturations de dépassement d'autorisation de découvert. Globalement lorsqu'on se trouve en situation de découvert, les banques appliquent une autorisation sur laquelle elles facturent des agios et des frais supplémentaires en cas de dépassement du montant autorisé. Sauf qu'en plus d'appliquer un taux supérieur, les banques appliquent surtout des frais fixes, que l'on appelle commissions d'intervention ou frais de forçage. Ce sont précisément ces frais-là qui sont totalement hors la loi. Un arrêt de la cour de cassation de février 2008 stipule en effet que ces frais d'intervention doivent être intégrés dans les taux qui sont appliqués par les banques. Le fait qu'ils soient facturés en plus amène à ce que le taux appliqué par la banque explose totalement le taux de l'usure.

Atlantico : Comment un tel détournement de la loi est-il possible ?

Ludovic Herschlikovitz : C'est ainsi. Les banques profitent et appliquent ce type de frais depuis une dizaine d'années à peu près et aujourd'hui même les pouvoirs publics ne font pas grand-chose pour contrer cela. Le rapport initié par Christine Lagarde il y a à peu près six mois, qui devait être un grand nettoyage des frais bancaires, n'a rien changé. Messieurs Pauget et Constans, qui ont rédigé ce rapport, n'ont même pas dénié évoquer ce sujet alors qu'il s'agit d'une véritable aberration juridique. (Atlantico.fr 15.11)

2- France

L'économie française a rebondi de 0,4% entre juillet et septembre, soutenue une fois de plus par la consommation des ménages, mais pourrait retomber à zéro en fin d'année et entrer en récession début 2012, conséquence logique des mauvais indicateurs qui se succèdent depuis plusieurs semaines.

Dans un communiqué séparé, l'Insee a en effet annoncé que les secteurs marchands non agricoles n'avaient créé "*que*" 7.400 postes entre juillet et septembre, ce qui revient à une contribution nulle.

Si la consommation des ménages a appuyé la performance du PIB au troisième trimestre, les dépenses des entreprises se sont contractées, de 0,3%, un signal jugé inquiétant par les professionnels. (Reuters 15.11)

Haut de page

Le 17 novembre

CAUSERIE

La dictature en marche en Europe

En Grèce, le gouvernement le plus réactionnaire depuis la chute des colonels en 1974, flanqué de deux ministres et deux secrétaires d'Etat du parti d'extrême droite LAOS.

En Italie, le gouvernement le plus réactionnaire depuis Mussolini ou quand El Cavaliere cède la place au duce Monti, un banquier, flanqué d'un ecclésiastique et d'un militaire.

Des gouvernements et des institutions illégitimes représentant les intérêts exclusifs des capitalistes sans l'ombre d'un doute puisqu'ils le revendiquent ouvertement. Dès lors, l'objectif politique que devrait se donner les partis ouvriers et syndicats ne devrait-il pas être de préparer les conditions pour les renverser et prendre le pouvoir, pour décréter seuls légitimes les besoins des travailleurs qui constituent l'immense masse de la population ? Pouah, vous n'y pensez pas !

Et en France ? En France, nos dirigeants veulent faire payer les capitalistes au lieu de combattre pour les exproprier, seul moyen pour ne pas payer leurs dettes à leur place. Autrement dit, les capitalistes et les institutions peuvent rester au pouvoir ou demeurer en place aussi longtemps qu'ils le souhaitent du moment qu'ils règlent la dette de l'Etat, et comme ils ne la paieront pas, c'est nous qui le feront à leur place, CQFD.

Ainsi au grand jour se manifeste jour après jour leur incurie politique ou leur subordination au capital et aux institutions. Ils sont incapables de fixer des objectifs politiques à la classe ouvrière, exiger le retrait des plans d'austérité revient à considérer que la condition ouvrière était acceptable avant qu'ils ne soient adoptés.

Ils nous rétorqueront que les masses exploitées ne sont pas prêtes à se saisir de ces objectifs politiques. Baliverne de bureaucrates, de capitulards ou d'ignorants, elles ne sont pas davantage prêtes à se mobiliser contre les plans d'austérités qui les frappent à des degrés divers en fonction des couches auxquelles elles appartiennent. Les masses exploitées sont très hétérogènes, seul des objectifs politiques peuvent les unir contre l'ordre établi.

Absolument aucun argument valable ne peut contredire la nécessité de se fixer des objectifs politiques, car l'issue à la crise du capitalisme se situe sur le terrain politique, et que c'est dans ce domaine que la conscience de classe des travailleurs doit impérativement progresser, de plus, seuls ces objectifs peuvent fournir une orientation et une perspective politique correcte à leur mobilisation, qui dans son développement doit déboucher sur la remise en cause du régime et son renversement en posant la question du pouvoir, de l'Etat et d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire.

Il est parfaitement clair que refuser de donner ces objectifs politiques à la classe ouvrière revient à l'enfermer dans le carcan du régime au lieu de le combattre et de permettre aux travailleurs d'entrevoir qu'au-delà de ce régime, il sera possible de réorganiser la société et d'en finir avec le règne de l'exploitation et de l'oppression, d'avancer vers le socialisme. C'est leur interdire tout espoir.

Pas un travailleur aujourd'hui ne pense qu'il pourrait prétendre à un avenir meilleur sous les auspices du capitalisme, tous les travailleurs se rendent compte que petit à petit tout est en train de foutre le camp, que la vie devient de plus en plus dure, insupportable, que leurs conditions de travail ne cessent de se dégrader, et pour y remédier nos dirigeants n'ont rien trouvé de mieux que leur proposer de revenir en arrière, alors que les travailleurs savent pertinemment pour l'avoir vécu, qu'ils avaient observé impuissant à la dégradation de leurs conditions de vie au cours des dernières décennies, que quoi qu'ils aient tenté dans le passé à travers leurs mobilisations en demeurant sur le terrain purement économique, ils n'ont pas pu empêcher les privatisations et la liquidation des services publics ainsi que leurs droits sociaux, alors leur proposer une nouvelle fois de mener le combat sur le terrain du trade-unionisme, c'est tout simplement criminel et ne peut conduire qu'à une impasse, une nouvelle défaite, ajoutons, sans en tirer le moindre enseignement pratique, comme chaque fois dans le passé.

La question est de savoir pour quel objectif nous combattons : pour que le gouvernement retire ses plans d'austérité afin que les exploités supportent mieux le capitalisme avant la prochaine offensive qu'ils ne pourront pas aborder dans de meilleures conditions puisqu'ils seront demeurés totalement subordonnés au capitalisme, ou nous nous saisissions de ces plans d'austérité pour les dresser contre le régime dans la perspective de le renverser pour qu'il n'y ait plus jamais de plans d'austérité dans l'avenir.

Autre objection. Et si nous n'avons pas les moyens de les organiser pour qu'ils se dressent contre régime, qu'est-ce qu'on fait gros malin ? C'est là mal poser la question. En fixant des objectifs politiques à la classe ouvrière, à cette étape vous vous donnez les moyens de recruter son avant-garde pour construire le parti, en procédant pas à pas patiemment, il arrivera un moment où votre parti sera suffisamment puissant pour que la classe s'en saisissent et se mobilisent sur ces objectifs politiques entraînant derrière elle les couches les plus arriérées du prolétariat, ainsi que les travailleurs encore indécis, qui hésitent à s'organiser. Bien entendu, il aurait été préférable d'y penser avant, disons il y a quelques dizaines d'années en arrière, mais bon, on ne va pas refaire l'histoire, faisons avec ce que l'on a, avec la réalité, au lieu de tenter de s'en détourner pour finalement sombrer dans l'opportunisme. Cessez de vous prendre pour ce que vous n'êtes pas, vos forces sont ridiculement faibles, regardez la réalité en face, c'est là qu'est la solution et nulle part ailleurs.

Réforme ou révolution, réformisme ou socialisme, telles sont les deux seules orientations ou conceptions de la lutte de classe possibles. Ajoutons que si nos dirigeants subordonnaient leur stratégie à la construction du parti et à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ils n'avanceraient pas ces mots d'ordre stériles, car ce n'est pas en se fixant comme objectif l'unité et le retrait des plans d'austérité que l'on forge une armée de combattants révolutionnaires conscients.

Il est... des nôtres, non, des leurs !

Ancien bras-droit de Dominique Strauss-Kahn, son ancien professeur, Pierre Moscovici a longtemps soutenu une candidature du patron du FMI à l'élection présidentielle de 2012.

En échange de son soutien à Hollande après l'affaire du Sofitel, le député de Corrèze a nommé Moscovici, ancien ministre des Affaires européennes de Lionel Jospin, «coordonnateur» de sa campagne pour la primaire socialiste d'octobre 2011. Un rôle de premier plan qu'il conserve pour la campagne présidentielle, où il obtient le poste de directeur de campagne de François Hollande.

Issu d’une famille aisée, fils d’un psychosociologue co-fondateur des Verts, Serge Moscovici, et d’une psychanalyste, Pierre Moscovici a d’abord commencé à militer au sein de la Ligue communiste révolutionnaire d’Alain Krivine.

Élève brillant, il obtient deux DEA avant d’entrer à Sciences Po Paris puis à l’ENA.

C’est en sortant de l’ENA en 1984, affecté à la Cour des comptes, que Pierre Moscovici quitte la LCR. IL n’adhère au PS que deux ans plus tard. Doué, il entre en 1988 au cabinet de Lionel Jospin, alors ministre de l’Education nationale. «Car le véritable artisan

de l'homme politique qu'est aujourd'hui Pierre Moscovici demeure Lionel Jospin», écrivait, en 2006, Le Nouvel Economiste.

Lorsque Lionel Jospin accède à Matignon en 1997, il est le benjamin du gouvernement, nommé ministre des Affaires européennes.

Après cinq ans au gouvernement, il est chargé du programme de Lionel Jospin pour la campagne présidentielle 2002 qui voit son champion échouer au premier tour, dépassé par Jean-Marie Le Pen. «J'étais bouleversé, mais pas totalement surpris. Depuis les municipales de 2001, je sentais que l'électorat populaire avait décroché. Nous étions déconnectés des problèmes du peuple», racontait-il au Point en 2007.

En 2006, il soutient Dominique Strauss-Kahn à la primaire socialiste. Son champion échoue à nouveau mais il commence à devenir ambitieux, tout en soutenant son mentor et grand ami, parti au FMI.

Il est le fidèle ami de Dominique Strauss-Kahn qui était son professeur à l'ENA et qu'il a soutenu à la Primaire socialiste de 2006. «J'ai de l'estime et de l'admiration pour Dominique Strauss-Kahn, nous avons des rapports fraternels», confiait-il en 2006 au Nouvel Economiste.

Vice-président du Cercle de l'industrie (créé en 1993 par DSK), «un lieu d'échanges autour des grandes entreprises industrielles», Pierre Moscovici a noué des relations avec des grands patrons. Il est également membre de l'élitiste club Le Siècle.

En 2009, il lance son propre courant social-démocrate, Besoin de Gauche et prépare une potentielle candidature de Dominique Strauss-Kahn à la Primaire socialiste. (slate.fr 16.11)

Une belle raclure, non ? Il est à l'image du PS, étranger à la classe ouvrière. Jospin issu de l'OCI, Moscovici issu de la LCR, on comprend pourquoi le POI et le NPA sont incapables de rompre avec ce parti passé avec armes et bagages du côté de l'ennemi il y 97 ans, c'était hier quoi. En dehors de profs d'université, ils n'ont été capables de retenir dans leurs rangs aucun intellectuel de haut niveau.

Pas "***seul responsable***", mais responsable quand même. En toile de fond : le soutien au régime.

Lu dans un appel de travailleurs et étudiants grecs à Paris, appelant à un rassemblement le jeudi 17 novembre à 19h, 43 rue Saint-Denis à Paris, devant la Fontaine des Innocents. Appel soutenu par les organisations suivantes : Aitec-IPAM, Attac, CADTM, Fondation Copernic, FSC, FSU, Gauche Unitaire, MJC, M'PEP, PCF, PG, PRCF, NPA, SNHR-Sud, Sud Etudiants, Union syndicale Solidaires. Extrait.

- "*Ces destructions sociales sont justifiées par le poids de la dette grecque, dont le peuple serait seul responsable*".

Formulé de cette manière, cela signifie que le peuple grec aurait sa part de responsabilité de la dette. Prenons-les au mot. Laquelle ?

Celle correspondant aux dépenses de l'Etat pour assurer son fonctionnement ? Impossible sans légitimer les coups de hache portés à la fonction publique, sans légitimer la baisse de revenu des fonctionnaires. Celle correspondant aux dépenses de l'Etat dans le domaine de l'économie ? Impossible, elles sont imputables aux capitalistes. Que reste-t-il alors ? Celle correspondant aux dépenses de l'Etat dans le domaine social : éducation, santé, logement ? Ou celui de la culture ? Mais ne correspondraient-elles pas à l'application ou à la satisfaction d'un droit inaliénable, à des besoins élémentaires auxquels chacun peut prétendre légitimement ? La dette qu'ils veulent nous faire payer, ne correspondrait-elle pas justement au coût jugé insupportable par les capitalistes des besoins sociaux que jusqu'à présent l'Etat prenait en charge ?

Les capitalistes estiment que les recettes de l'Etat qui proviennent des impôts et taxes prélevés aux différentes classes sociales, principalement à celle la plus nombreuse dans la société, celle des travailleurs, doivent servir uniquement à financer les fonctions régaliennes de l'Etat (administration, justice, police et armée) et les entreprises privées, tandis que l'ensemble des besoins sociaux de la population doivent en être exclus et être livrés au mercantilisme, sans tenir compte des énormes inégalités qui existent dans la société et de l'impossibilité des couches les plus pauvres de pouvoir satisfaire leurs besoins sociaux les plus élémentaires.

La dette, qui a servi de prétexte à l'élaboration de violents plans d'austérité contre les travailleurs, va se traduire par une formidable régression sociale renvoyant la condition ouvrière un siècle en arrière ou pas loin, à peu près là où en est justement le prolétariat des pays dits en voie de développement, dont la Chine qui sert de modèle à l'avenir que les capitalistes réservent à la classe ouvrière, si elle ne parvient pas à s'emparer du pouvoir politique et à les exproprier.

Dès lors, les objectifs des responsables de cette dette sont clairs, nets et précis, y associer les travailleurs sous une forme ou une autre revient à dire que, puisqu'ils ont contribué à leur propre malheur c'est normal qu'ils en supportent les conséquences, pire encore, ils doivent payer une partie de cette dette pour avoir le droit de vivre toujours plus mal, c'est le comble du cynisme auquel s'associe les signataires de cet appel.

Cet appel reprend la thèse déjà exposée dans un autre appel où les mêmes signataires estimaient qu'"une partie (de la dette), et laquelle, peut-elle être considérée comme illégitime, c'est-à-dire contractée au mépris de l'intérêt général et à ce titre faire l'objet d'une annulation ?," comme si finalement la politique dans son ensemble, et non prise morceau par morceau, mise en oeuvre par le gouvernement, n'avait pas pour unique objectif d'assurer la pérénité du système capitaliste.

Cette formulation n'est pas maladroite ou anodine. Elle a un contenu réactionnaire.

Elle exprime sous une forme voilée le soutien politique de ceux qui s'y reconnaissent à l'Etat, lui reconnaissant sournoisement malgré tous ses défauts le mérite d'oeuvrer également au bien-être du peuple, niant de la sorte que l'Etat ne serait pas exclusivement au service de la classe dominante, niant sa nature sociale pour finalement le rendre acceptable tel qu'il existe, puisqu'il servirait également les intérêts de la classe dominée, niant ou faisant abstraction des conditions qui avaient conduit l'Etat à intégrer jusqu'à un certain degré les besoins sociaux des travailleurs, les propres besoins du capital pour se développer et non par philanthropie ou humanisme, et la lutte de classe des générations passées. En allant plus loin, cela signifie que le combat politique ne doit pas être orienté vers la destruction de cet Etat, mais pour en améliorer le fonctionnement au service des exploités, ce n'est pas tout, cette orientation politique a l'insigne mérite de rendre inutile ou obsolète la révolution pour le renverser ainsi que la construction d'un Etat ouvrier, niant les enseignements de la Commune de 1871 et de la révolution russe de 191, une "*révolution par les urnes*" ou une "*révolution citoyenne*" fera l'affaire, autrement dit le capitalisme a encore de beaux jours devant lui avec de tels "opposants" et la boucle parfaite de l'opportunisme est bouclée.

Une histoire belge, une fois, non 521, mais cette fois aux couleurs de l'union nationale !

Le roi des Belges, Albert II, a de nouveau souligné mercredi 16 novembre '*l'urgence*' d'aboutir à un accord sur la formation d'un gouvernement, 521 jours après les élections, alors que les pourparlers achoppent sur les questions budgétaires.

La Belgique est sans gouvernement de plein exercice depuis avril 2010 et les discussions pour la formation d'un nouvel exécutif entamées après les législatives du 13 juin 2010 n'ont toujours pas abouti.

Mais les négociations marathon de ces derniers jours butent sur de vives tensions entre les ailes droite et gauche de la coalition de six partis qui devraient soutenir le futur gouvernement d'Elio Di Rupo. Pour rentrer dans les clous et respecter les engagements budgétaires pris envers l'UE, les responsables belges doivent trouver 11,3 milliards d'euros pour le budget 2012 et une vingtaine de milliards au total d'ici à 2015. Un effort d'une ampleur historique contre lequel les syndicats ont déjà appelé à manifester le 2 décembre. (lemonde.fr 16.11)

Les affaires sont les affaires ou comment pourrir nos gosses par le fric le plus tôt possible.

1- Carte bleue pour les ados, livret Jeune, prêt permis de conduire à un euro par jour, épargne étudiante, carte de paiement et de retrait rechargeable sur Internet pour les enfants de 12 ans, contrats d'assurance vie spécial têtes blondes…. Après avoir massivement investi le marché des jeunes, les banques lèvent un dernier tabou en s'attaquant aux 6-10 ans.

C'est la Société Générale qui donne le la en lançant le premier site d'éducation financière dédié aux enfants. A grands renforts de campagnes publicitaires, où intervient Jamy Gourmaud, figure télévisuelle de la jeunesse avec son «*C'est pas sorcier*» sur France 3, le groupe bancaire compte sensibiliser les plus petits à l'argent, épargnants et souscripteurs de contrats en devenir. «*Parce que demain se prépare dès aujourd'hui*», argumente-t-on en misant sur cet «*outil évolutif qui grandira avec les enfants*».

«*Anniversaire, Noël, petite souris… même pour les plus petits, les occasions sont nombreuses de remplir leur tirelire. Leur apprendre dès maintenant à gérer leur argent, c'est leur donner toutes les chances de réussir plus tard leur vie financière*», justifie la Société Générale.

Il est vrai que, selon différentes études, l'argent de poche se donne de plus en plus dès l'école primaire. En moyenne, 30% des foyers en donnent régulièrement à leur enfant entre 6 et 10 ans, avec de fortes diversités en fonction de l'âge (23% à 6 ans, 40% à 10 ans). La tranche des 2-4 ans n'est pas oubliée: 13% d'entre eux reçoivent en moyenne 6 euros par mois. Une somme plus importante que les 5-7 ans qui, pour 29%, reçoivent en moyenne 5 euros. Parmi les parents qui n'en donnent pas, 90% déclarent que leur enfant reçoit en revanche des sommes ponctuelles lors d'événements, comme les anniversaires, les étrennes, les petits travaux… (lefigaro.fr 16.11)

2- Le groupe BNP-Paribas a annoncé, mercredi en comité central d'entreprise (CCE), la suppression de 1.396 postes dans le monde, 373 en France et 1.023 à l'étranger, sur l'année 2012, selon les syndicats.

Selon les syndicats, la direction s'est engagée à ne pas faire de licenciements économiques. Les suppressions se feraient via des mesures d'accompagnement à la mobilité interne et les départs volontaires.

Selon les informations communiquées par les syndicats, les secteurs du financement et de l'investissement seront principalement touchés. (AP 16.11)

Ainsi va la crise...

Il est jaune, taillé en forme de poire et de la taille d'une noix. Le diamant «Sun Drop», de 110,3 carats, a été adjugé à Genève à 10 millions de francs suisses (8,06 millions d'euros) lors d'une vente aux enchères de la maison Sotheby's organisée mardi soir. "*C'est un record absolu pour un diamant jaune. C'est une pierre spectaculaire, unique*", s'est enthousiasmé le commissaire priseur. (lefigaro.fr 16.11)

Quelle est la signification politique de la nomination de Loukas Papadimos en Grèce et de Mario Monti en Italie, ainsi que leurs gouvernements d'union nationale ?

En Europe, les présidents de la Commission et du Conseil européen ont appelé à accélérer les travaux sur le renforcement de la gouvernance économique et l'intégration des politiques économiques, budgétaires et fiscales au sein de la zone euro.

"*Nous faisons aujourd'hui face à une crise véritablement systémique qui requiert un engagement encore plus fort de tous et d'importantes mesures supplémentaires*", a dit José Manuel Barroso devant le Parlement européen à Strasbourg.

"*Le moment de vérité approche (...) Nous avons les moyens de répondre à la crise en Europe, pourvu que nous en ayons la volonté politique*", a-t-il poursuivi. (Reuters 16.11)

Des Premiers ministres et des gouvernements issus d'élections qui renvoyaient dos-à-dos les partis institutionnels censés représenter les deux classes antagoniques ne leur permettaient pas d'engager immédiatement une brutale offensive contre la classe ouvrière, il fallait passer outre à tout prix et cadenasser toute expression démocratique même déformée.

Ils sont donc passés outre les Constitutions grecque et italienne qu'ils ont pour ainsi dire violées, en Grèce et en Italie, les présidents de la République ont nommé des Premiers ministres qui n'étaient pas issus des rangs du parti majoritaire au parlement, dès lors ils n'ont aucune légitimité constitutionnelle, argument qu'on ne reprendra pas à notre compte, car notre combat ne consiste pas à exiger le respect d'une Constitution et d'institutions au service du capital et qu'il faut au contraire liquider, des Premiers ministres qui incarnent directement le pouvoir de l'industrie financière et ses intérêts déclarés priorité nationale absolue, tandis que les besoins sociaux des travailleurs sont foulés aux pieds et déclarés illégitimes.

C'est un coup de force, l'équivalent d'un coup d'Etat réalisé par les voyous de la finance et des multinationales qui contrôlent l'économie mondiale, qui n'aurait pas pu avoir lieu aussi facilement sans la complicité des principaux partis ouvriers et des syndicats.

Intox et propagande

- Les Français s'estiment plutôt heureux, d'après une étude anuelle de l'Insee. Sur une échelle de 0 à 10, ils se donnent la note de 7,3, annonce Europe 1. (lepost.fr 16.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

À cinq mois de l'élection présidentielle, la route est encore longue pour Nicolas Sarkozy. Selon notre sondage Ipsos-Le Point du mois de novembre, seulement 36 % des Français pensent que le chef de l'État serait réélu s'il se présentait lors de la prochaine élection présidentielle.

Le chiffre n'a pas bougé d'un iota depuis le mois de juillet, lorsque l'institut de sondage avait posé exactement la même question. Ainsi, en novembre, seulement 8 % des Français jugent certaine la réélection du chef de l'État et 28 % d'entre eux l'estiment probable.

Le pronostic de victoire de Nicolas Sarkozy reste donc faible malgré l'embellie de sa cote dans les études d'opinion. (lepoint.fr 16.11)

C'est désolant franchement, après avoir dépensé tant d'énergie... Mais bon, il se sera enrichi pendant son mandat, ce n'est déjà pas si mal. Et gageons que ses amis du gang du Fouquet's ne seront pas ingrats avec lui, moins qu'ils le sont avec leurs salariés, sans difficulté !

Et puis, il faut bien avouer que malgré cette cote de popularité dans les talonnettes et avoir subi quatre échecs électoraux depuis qu'il trône au Palais, il aura réussi l'exploit qu'aucun parti ouvrier ne fasse campagne sur le thème de son illégitimité et le fait que son parti était minoritaire dans le pays.

Si on se fiait quelque peu à ce sondage qui semble refléter assez fidèlement l'état d'esprit qui règne dans le pays à son égard, avec 8% seulement qui estiment sa réélection assurée, sauf événement exceptionnel qui lui sauverait la mise au dernier moment et malgré un adversaire potentiel (Hollande) manifestement pas à la hauteur du poste qu'il brigue, on peut pronostiquer sa défaite en 2012.

On peut oser un pronostic s'il tient jusqu'à l'élection présidentielle et que Hollande serait élu : aussitôt à l'échelle internationale l'aristocratie financière va se déchaîner contre lui et son gouvernement plongeant le pays dans une crise politique à laquelle ils seront incapables de faire face, et pour s'en sortir Hollande emboîtera le pas de la Grèce et de l'Italie en formant un gouvernement d'union nationale...

Et dire que le POI est sur le point d'organiser une délégation d'élus chez Sarkozy (et au Sénat), à croire qu'ils vivent dans un autre monde ou sur une autre planète...

2- Grèce

2.1- Au Parlement et dans la rue

Le nouveau gouvernement de coalition de Lucas Papadémos a obtenu mercredi la confiance du Parlement avec une confortable majorité, avant l'ouverture de négociations sur les détails d'un plan de réduction de la dette du pays.

Les parlementaires ont voté en faveur de la nouvelle équipe formée par le Premier ministre par intérim, nommé la semaine dernière à l'issue de laborieuses tractations avec les partis.

Le gouvernement de l'ex-vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), qui a la difficile mission de sauver la Grèce de la faillite, est soutenu par les deux principales formations politiques du pays -socialistes du PASOK de l'ex-chef du gouvernement Georges Papandréou (majoritaires) et conservateurs de la Nouvelle Démocratie d'Antonis Samaras- ainsi par le Laos, parti de droite nationaliste et xénophobe qui compte quatre membres dans la nouvelle équipe.

A l'issue du vote de confiance, M. Papadémos devait rencontrer Charles Dallara, directeur de l'Institut de la finance internationale -lobby bancaire mondial-, lequel devait également avoir des entretiens avec le ministre des Finances Evangelos Venizelos.

La Une de mercredi du quotidien "*Ta Nea*" mettait en lumière cette impasse: "*la signature (de Samaras) vaut huit milliards d'euros*".

Le dirigeant de la Nouvelle Démocratie a déclaré devant le Parlement que les trois leaders partenaires de la nouvelle coalition gouvernementale s'étaient déjà engagés par écrit à soutenir Lucas Papadémos, et que réclamer des promesses supplémentaires était excessif.

"*Non seulement, nous soutenons le gouvernement de transition, mais nous avons joué un rôle de premier plan dans sa formation*", a souligné mercredi Antonis Samaras, ajoutant que M. Papadémos disposait d'un mandat précis pour appliquer l'accord du 27 octobre.

Si des sondages d'opinion montrent que son équipe -qui doit gouverner jusqu'à la tenue d'élections en février- bénéficie d'un soutien populaire, la colère est toujours de mise après 20 mois de cure d'austérité et de tours de vis successifs, qui ont provoqué une vague de grèves générales et de manifestations souvent violentes.

Mercredi, des salariés de l'entreprise publique d'électricité ont coupé le courant dans le bâtiment du ministère de la Santé à Athènes pendant quatre heures, accusant ses services de devoir à la compagnie 3,8 millions d'euros. AP

Signe du manque d'unité au sein du gouvernement, 101 députés socialistes ont signé une pétition mardi pour dénoncer la coopération avec Nouvelle Démocratie et le LAOS.

Le nouveau gouvernement se prépare par ailleurs à vivre sa première manifestation jeudi qui devrait faire descendre dans les rues d'Athènes des dizaines de milliers de personnes opposées aux nouvelles mesures d'austérité.

"*Nous nous attendons à une mobilisation massive car cela fait trop longtemps que la colère gronde*", prévient Mary Bossis, professeur à l'université du Pirée. "*Des incidents ne sont pas à exclure*." (Reuters 16.11)

2.2- Le parti d'extrême droite LAOS dans tous ses états.

2.2.1- Le parti d'extrême droite LAOS, membre de la coalition gouvernementale à Athènes, apportera son "*soutien inconditionnel*" au Premier ministre Lucas Papadémos et ne juge pas nécessaire d'organiser des législatives anticipées en février prochain.

"*Je crois que Papadémos est le mieux à même de remettre sur pied l'économie grecque. J'ai confiance en lui*", a dit à Reuters le chef de file du LAOS, Georges Karatzaféris, 64 ans. (Reuters 16.11)

2.2.2- Avec retard, la participation au nouveau gouvernement du parti d'extrême droite, le LAOS, commence à susciter des réactions d'inquiétudes en Grèce. Au point que le président de ce parti, Georges Karatzaféris a été obligé d'expliquer, mardi 15 novembre, sur une chaîne de télévision, qu'il n'était pas antisémite. "*L'Holocauste est un fait. C'est le plus grand crime de l'histoire*", a déclaré cet ancien journaliste, qui a commencé sa carrière politique au sein de Nouvelle Démocratie.

En créant le LAOS, il était moins affirmatif : "*Parlons des mythes d'Auschwitz et de Dachau et de ces fours, parlons des chambres à gaz pour voir si les murs étaient isolés pour retenir le gaz ou s'ils étaient seulement faits de briques.*" Selon lui, le Mossad avait prévenu les juifs des attentats du World Trade Center en 2001. En 2000, il assurait que son parti était sans juifs, sans communistes, sans homosexuels et sans francs-maçons.

Depuis son entrée au Parlement en 2007, avec 5,6 % des voix, le LAOS a considérablement adouci son discours. Il a voté en faveur du mémorandum signé avec le Fonds monétaire international, la Commission et la Banque centrale européennes, en 2010. "*Il a suivi une évolution comparable à celle de Gianfranco Fini en Italie. Il se présente comme un parti populiste et nationaliste et non plus comme un parti d'extrême droite, explique le politologue Elias Nikolakopoulos. Depuis son vote sur le Mémorandum, il s'est montré plus responsable que l'opposition de droite.*" Georges Karatzaféris est omniprésent sur les plateaux de télévisions. Pendant les deux folles semaines que vient de connaître la Grèce, il a même paru plus raisonnable que les deux principaux partis.

"*Mais il y a des liens souterrains, observe M. Nikolakopoulos. A Athènes, lors des élections locales de l'automne 2010, le LAOS avait appelé à voter pour l'ancien maire Nouvelle Démocratie. Mais dans les bureaux de vote des quartiers populaires du centre, on a pu observer que le même nombre de voix se reportait aux municipales sur le candidat néonazi, entré au conseil d'Athènes, et aux régionales sur le candidat du LAOS. Les électeurs du LAOS ont voté pour le néonazi*."

Sur les quatre ministres et secrétaires d'Etat du LAOS, l'un, Adonis Georgiadis, secrétaire d'Etat à la marine marchande, a soutenu un livre antisémite du néonazi Constantin Plevris, l'autre, Makis Voridis, ministre des transports, était le responsable du Front hellénique, un parti d'extrême droite nostalgique de la junte. M. Voridis a nettement atténué son discours.

"*Lors du débat sur la réforme de la citoyenneté en 2010, les élus du LAOS ont affiché leur peur obsessionnelle d'un état multiculturaliste*", explique Anna Triandafyllidou, professeure à l'Institut universitaire européenne à Florence. Cette spécialiste des questions d'immigration a une autre explication à l'indifférence initiale suscitée par l'entrée du LAOS au gouvernement : "*Il y a une grande tolérance pour les discours racistes et antisémites dans une partie de la société grecque.*" (lemonde.fr 16.11)

Seul le masque a changé, comme au FN en France.

Commentaire d'un internaute.

- "*Pour celles et ceux que cela intéresse, sur mon blog (http://demari.blog.lemonde.fr/), on trouve une belle photo de Makis Voridis en train d'intervenir au congrès fondateur du Parti de la France, de Carl Lang, dissident de droite du FN. Ah oui, c'était il y a des siècles : en novembre 2009... On trouve aussi quelques informations sur les crimes de l'extrême droite contre les Grecs, de 1936 (Metaxas) à 1974 (chute de la junte des colonels). Que du beau monde !* "

3- Italie. La Sainte alliance de la banque, du sabre et du goupillon

L'économiste Mario Monti a formé mercredi un nouveau gouvernement qui ne compte aucun homme politique de profession. Il a fait appel à des banquiers, des diplomates et des chefs d'entreprise pour s'assurer que l'Italie, confrontée durement à la crise de la dette, échappe à un désastre financier.

L'ex-commissaire européen à la concurrence, âgé de 68 ans, a annoncé qu'il occupera la double fonction de président du Conseil et ministre de l'Economie pour l'instant, alors qu'il essaye de remettre sur pied les finances du pays et relancer la croissance.

Mario Monti et ses nouveaux ministres ont prêté serment mercredi. Le président Giorgio Napolitano a dirigé la cérémonie de prestation de serment au Palais du Quirinal, quelques heures seulement après la formation du nouveau gouvernement.

Le nouveau président du Conseil a promis d'être fidèle à l'Italie, de respecter la constitution et d'oeuvrer en faveur des intérêts de la nation.

Mario Monti, qui a insisté sur le fait que la croissance économique de l'Italie était pour lui une priorité, présentera ses mesures d'urgence anti-crise dès jeudi au Sénat, avant un vote de confiance. Puis il y aura un second vote, à la Chambre des députés, probablement vendredi.

Le rétablissement de la confiance dans l'avenir financier de l'Italie est crucial parce qu'en tant que troisième économie de la zone euro, elle est trop importante pour être secourue.

Mario Monti a fait peu d'allusions à son programme politique mercredi. Expliquant pourquoi son gouvernement ne comptait aucun responsable de parti politique, il a confié que ses discussions avec les dirigeants des partis l'avaient conduit à la conclusion "*que la non-présence d'hommes politiques dans son gouvernement l'aiderait*".

Corrado Passera, PDG de la deuxième banque italienne, Intesa Sanpaolo SpA, dirigera le ministère du Développement économique et des infrastructures, qui rassemblera les portefeuilles du développement économique, des infrastructures et des transports, il fait figure de véritable numéro deux ; Piero Gnudi, président d'Enel, celui du Tourisme et des Sports, dans un pays où les recettes du tourisme sont très importantes; Giulio Terzi di Sant'Agata, actuel ambassadeur italien à Washington, celui de ministre des Affaires étrangères.

A l'intérieur, Anna Cancellieri est préfète. A la justice, Paola Severino est vice-présidente du conseil de la magistrature et avocate pénaliste réputée. A la défense, Giampaolo Di Paola est amiral et préside le comité militaire de l'OTAN. Aux affaires sociales, Elsa Fornero est une économiste spécialisée dans le problème des retraites. Enfin, le ministre de l'éducation, Francesco Profumo, est recteur de l'université de Turin.

Un historien de l'Eglise catholique entretenant des liens étroits avec le Vatican, Andrea Riccardi, a été nommé ministre de la Coopération internationale. La désignation à ce poste du fondateur de la Communauté de Sant'Egidio à la fin des années 60 semble récompenser les parlementaires pro-Vatican au Parlement. MM. Riccardi et Passera participaient d'ailleurs au séminaire de Todi (Ombrie), en octobre, au cours duquel les associations catholiques ont demandé de "purifier l'atmosphère de l'Italie" berlusconienne. (AP et lemonde.fr 16.11)

4- Koweït

Selon l'opposition, des milliers de manifestants ont pénétré dans la salle principale pour réclamer la démission du Premier ministre. Depuis plusieurs semaines, un scandale de corruption agite la monarchie. Des milliers de manifestants ont envahi ce mercredi le bâtiment du Parlement à Koweït, après que les forces de l'ordre ont réprimé une manifestation réclamant la démission du Premier ministre, a annoncé un député de l'opposition.

"*Nous sommes entrés à présent dans le Parlement*", a déclaré le député Moussallam al-Barrack qui avait pris la tête de la manifestation avec d'autres parlementaires et militants qui demandaient également la dissolution du Parlement.

Les manifestants ont forcé les portes du Parlement et pénétré dans la salle principale où ils ont entonné l'hymne national, avant d'en ressortir quelques minutes plus tard.

Auparavant, les forces de l'ordre ont frappé des manifestants à coups de matraque, afin de les empêcher de défiler jusqu'à la résidence du Premier ministre après une manifestation massive organisée devant le bâtiment du Parlement. Selon des témoins, cinq personnes ont été blessées et recevaient des soins sur place.

La manifestation avait été organisée à l'appel de l'opposition pour réclamer la démission du Premier ministre cheikh Nasser Mohammad al-Ahamd Al-Sabah, un membre de la famille régnante, et la dissolution du Parlement. (lexpress.fr 16.11)

Social

Grande-Bretagne

Le taux de chômage britannique a atteint lors du trimestre écoulé son niveau le plus élevé depuis 15 ans, tandis que le nombre de jeunes adultes sans emploi touchait un record, selon les chiffres publiés mercredi par l'Office national de la statistique (ONS).

Il y a eu 129.000 sans-emploi supplémentaires au sens du Bureau international du travail (BIT) pour les trois mois à septembre, ce qui porte le nombre de chômeurs à 2,622 millions, le niveau le plus élevé depuis le trimestre juillet-septembre 1994.

Le taux de chômage s'élève à 8,3% de la population active. Il s'agit du taux le plus élevé depuis avril-juin 1996.

Le nombre de jeunes chômeurs a atteint 1,016 million, ce qui porte le taux de chômage dans cette catégorie des 16-24 ans, à 21,9%. C'est la première fois que la barre de un million est dépassée chez les jeunes depuis 1992 que ce genre de statistique existe.

Le gouvernement, à qui l'on demande de relancer la croissance, est limité dans cette voie par sa promesse de réduire le déficit budgétaire via un plan d'austérité qui prévoit la perte de 400.000 emplois dans le secteur public. (Reuters 16.11)

Economie

1- FMI

Antonio Borges, le directeur du département Europe du Fonds monétaire international (FMI), a démissionné avec effet immédiat, a annoncé le Fonds mercredi.

Le FMI précise que la directrice générale Christine Lagarde entend nommer Reza Moghadam, actuel directeur du département stratégie, à la succession de Borges, avec effet jeudi. (Reuters 16.11)

2- UE

2.1- Au tour de la France...

Après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, la crise de la zone euro frappe désormais aux portes de la France, forçant la Banque centrale européenne à monter en première ligne pour freiner l'hémorragie.

Selon des courtiers, la BCE a intensifié mercredi ses rachats de titres italiens et espagnols au lendemain d'une journée noire sur le marché obligataire, au cours de laquelle les primes de risque de la France et de plusieurs autres pays du coeur de la zone euro ont bondi à des niveaux jugés impensables il y a encore quelques jours.

Cette intervention n'a toutefois pas permis de desserrer l'étau autour de la dette française alors que les investisseurs voient l'Europe prendre le chemin périlleux de la récession et restent défiants face à la capacité des dirigeants du continent à prendre des décisions structurelles mettant fin à la crise.

L'écart de rendement entre les dettes française et allemande se rapproche des 200 points de base, un niveau inconnu depuis le début des années 1990.

Ajoutant à la pression des investisseurs des derniers jours, le président américain, Barack Obama, a de nouveau appelé les dirigeants européens à agir de manière déterminante.

"*Nous allons continuer de conseiller les leaders européens sur les options nécessaires pour calmer les marchés. Cela appellera des décisions difficiles*", a-t-il dit à la presse lors d'une visite en Australie.

En Europe, les présidents de la Commission et du Conseil européen ont appelé à accélérer les travaux sur le renforcement de la gouvernance économique et l'intégration des politiques économiques, budgétaires et fiscales au sein de la zone euro.

"*Nous faisons aujourd'hui face à une crise véritablement systémique qui requiert un engagement encore plus fort de tous et d'importantes mesures supplémentaires*", a dit José Manuel Barroso devant le Parlement européen à Strasbourg.

"*Le moment de vérité approche (...) Nous avons les moyens de répondre à la crise en Europe, pourvu que nous en ayons la volonté politique*", a-t-il poursuivi.

Une fois que cette intégration budgétaire sera en place et que de nouveaux outils de gouvernance auront été décidés, des obligations européennes - que de nombreux économistes jugent être une solution à la crise actuelle - deviendront alors "naturelles", a-t-il encore dit.

La chancelière allemande, Angela Merkel, a réaffirmé mercredi l'opposition de Berlin à ces "*euro-obligations*", même si elle a ouvert la porte à un abandon partiel de souveraineté pour favoriser l'intégration économique et budgétaire.

Les "*euro bonds*" sont, avec une intervention massive de la BCE, les deux solutions structurelles les plus fréquemment évoquées pour résoudre la crise de confiance affectant des pays comme la France ou l'Italie, trop gros pour être secourus par le Fonds

européen de stabilité financière (FESF).

D'autant que le FESF, dont les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept avaient décidé fin octobre d'augmenter les capacités pour les porter à 1.000 milliards d'euros, peine de plus en plus à attirer les investisseurs.

Après une émission obligataire en demi-teinte la semaine dernière, son directeur général, Klaus Regling, a reconnu qu'il faudrait plus de temps que prévu pour donner au fonds l'effet de levier envisagé afin de démultiplier les 440 milliards d'euros dont il dispose actuellement.

"*Il ne faut pas s'attendre à ce qu'il y ait dès décembre des centaines de milliards prêts à être déployés dans nos nouveaux instruments*", a déclaré au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung son directeur général, Klaus Regling, alors que les dirigeants des Vingt-Sept avaient initialement émis le souhait que la réforme du fonds soit achevée en novembre.

La situation reste également tendue dans les pays de la zone euro qui sont plus particulièrement dans le viseur des marchés. (Reuters 16.11)

2.2- ... et de l'Allemagne !

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a déclaré mercredi à la presse allemande que le niveau de la dette allemande était préoccupant, soulignant qu'il était supérieur à celui de l'endettement de l'Espagne.

"*J'estime que le niveau de la dette allemande est source d'inquiétude*", a-t-il déclaré dans une interview accordée au journal General-Anzeiger et qui sera publiée jeudi.

"*L'endettement de l'Allemagne est plus élevé que celui de l'Espagne*", ajoute-t-il. "Seulement, ici (en Allemagne) personne ne veut le savoir." (Reuters 16.11)

3- Grande-Bretagne

La Banque d'Angleterre a annoncé mercredi une révision de ses prévisions de croissance et d'inflation et laissé entendre qu'elle pourrait devoir injecter des liquidités supplémentaires dans une économie britannique qu'elle estime mal en point.

"*Les perspectives de l'économie britannique se sont détériorées*", déclare la banque centrale dans son rapport trimestriel sur l'inflation.

Le gouverneur de la BoE, Mervyn King, estime que les conditions de marché se sont détériorées depuis août, ce qui veut dire que l'économie britannique pourrait rester stagnante jusqu'à la mi-2012.

La banque centrale a augmenté son programme de rachat d'actifs de 75 milliards de livres pour le porter à 275 milliards le mois dernier.

L'inflation s'est établie à 5% en octobre. Dans ses prévisions d'août.

En terme de croissance, la BoE anticipe désormais une augmentation du produit intérieur brut (PIB) inférieure à 1% pendant toute l'année 2012.

Ces prévisions vont dans le sens de ceux qui pensent que la Banque d'Angleterre injectera 50 milliards de livres supplémentaires dans la relance lors de son prochain rapport sur l'inflation en février. (Reuters 16.11)

4- Japon

Olympus, au centre d'un scandale financier, se prépare à ouvrir des procédures à l'encontre des dirigeants dont la responsabilité serait reconnue dans les fraudes comptables dont le groupe se serait rendu coupable pendant plus de vingt ans, montre une note interne adressée aux salariés.

Malgré le rebond de 61% de l'action Olympus au cours des trois derniers jours, elle accuse toujours une chute de 70% depuis les premiers soupçons d'irrégularité apparus vers la mi-octobre. (Reuters 16.11)

Haut de page

Le 18 novembre

CAUSERIE

En raison de fortes pluies (mousson), je suis privé de courant depuis le début de la matinée (il est 15h30), du coup je n'ai pas le temps de finaliser la causerie que j'avais commencée à rédiger hier soir, ce sera pour demain. Ce qui suit, je l'ai réalisé entre 7h et 11h ce matin, puis j'ai continué sur le portable pour économiser la batterie qui me fournit du courant dans la maison, je n'ai pas envie de passer ma soirée dans le noir ou de me balader avec ma lampe de secours sous le bras !

Je ne mettrai en ligne aucune page du dernier numéro d'*Informations ouvrières* car cela n'en vaut vraiment pas la peine. La plupart des infos sont déjà disponibles dans le site, voire bien davantage, avec des analyses en prime.

Histoires d'uniformes.

1- J'irai cracher sur vos tombes

- Le ministère de la Défense a annoncé jeudi que les cendres du général Marcel Bigeard seront transférées à l'Hôtel des Invalides, à Paris.

Baroudeur des guerres coloniales, Commandant du 6e bataillon de parachutistes coloniaux, il avait résisté jusqu'à la chute de Dien Biên Phù en mai 1954. (lefigaro.fr 17.11)

Commentaire d'internaute

- "*Massacrer les colonisés, les exterminer, c'est "grandiose" n'est-ce pas? C'est quoi déjà "les crimes contre l'humanité*" ?

J'Irai Cracher sur vos Tombes est le premier livre publié par Boris Vian (qui s'en reconnaîtra officiellement l'auteur le 24 novembre 1948, devant un juge d'instruction) et sera un temps interdit à la vente après que son auteur ait été condamné pour outrage aux bonnes mœurs en 1950. (/www.polarnoir.f)

2- Tous des soldats du capital.

Le parti de la majorité présidentielle aimerait tester un retour de l'uniforme dans les écoles, rapporte le Figaro ce jeudi.

Ce port du «*vêtement commun*» aurait pour objectif de «*gommer les inégalités sociales*» et de renforcer «*un esprit d'appartenance*», selon l'UMP qui entend placer cette proposition parmi celles du «*pacte républicain et la nation*», base du prochain projet présidentiel. (sur 20minutes.fr 17.11)

Quel cynisme «*gommer les inégalités sociales*», alors que leur politique conduit à les amplifier ! Ils pourraient s'inspirer de l'uniforme de la légion étrangère en mémoire au général Marcel Bigeard !

Et le jour où éclatera la révolution, ils s'étonneront de son extrême violence...

L'idiot utile.

José Manuel Barroso mercredi devant le Parlement européen : «*Je trouve plutôt curieux que l'Europe, l'une des régions les plus riches du monde, puisse dépendre des économies émergentes et de pays bien plus pauvres que nous*» . (lefigaro.fr 17.11)

Réflechissez un instant : comment s'est développé le capitalisme au XVIIIe et XIXe siècle ? Par le biais de la colonisation, pas de la Corse, de la Sicile, de l'île de Wight ou de la Crète...

Ce n'est pas à lui que je m'adresse, car ce qu'il voulait dire, c'est que les dirigeants européens doivent prendre leur courage à deux mains pour affronter directement leurs peuples, se donner les moyens de leur imposer la formidable régression sociale à laquelle adhère Barroso, sur le modèle de la Grèce et de Italie par exemple, ajoutons, provisoirement, car cela ne suffira pas...

Le FMI passe à l'offensive contre les peuples en Europe. L'impérialisme américain renforce sa main mise sur le FMI et fait appel à un "***initié*** pour mettre les Etats européens au pas

(Après la "*démission*" du directeur du département Europe du Fonds monétaire international, Antonio Borges.)

Cette décision a été saluée par les analystes qui y voient un changement clair de politique qui pourrait se traduire par une plus grande implication du FMI dans la gestion de la crise de la dette souveraine qui menace de faire plonger l'économie mondiale dans la récession.

Reza Moghadam "*est vu comme un initié très crédible et puissant*", indique Eswar Prasad, ancien responsable du FMI et haut responsable de Brookings Institution à Washington.

"*Cela montre que le FMI a l'intention de jouer un rôle plus assuré en Europe et Reza Moghadam est quelqu'un qui est perçu comme étant capable de faire évoluer le Fonds vers une position plus offensive.*" (Reuters 17.11)

Parole d'internaute.

- "*Si l'inflation rend le remboursement de votre crédit plus facile, dites-vous bien que l'autre revers de la médaille est que l'argent investi dans votre crédit ne vaut plus rien, donc que les déposants qui vous ont prêté l'argent via votre banque ont été spoliés.*

Cela signifie aussi que l'épargne, y compris celle stockée dans les caisses de retraites complémentaires et dans les assurances-vie disparaîtra: des années de labeur de millions de personnes disparaîtraient pour permettre aux emprunteurs de rembourser plus facilement. Cela s'apparente, lorsque réalisé de façon délibérée, à du VOL." (lefigaro.fr 17.11)

Le capitalisme lui-même repose-t-il sur autre chose que le vol ? (Marx)

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

1.1- «*L'absence de croissance a annulé les sacrifices*» déjà accomplis par les Italiens ces dernières années, a déploré Mario Monti dans son premier discours devant le Sénat qui sera suivi dans la soirée d'un vote de confiance dont l'issue favorable est acquise.

(Vos sacrifices n'ont servi qu'à enrichir ceux pour lesquels on vous demande de faire nouveaux sacrifices, dit autrement et plus ouvertement : on s'est foutu de votre gueule ! Péché avoué... déjà pardonné ! Ajoutons : et on va continuer, si vous nous le permettez, merci d'avance... - note du site)

Mario Monti a toutefois promis le respect de «*l'équité*» dans la distribution des nouveaux «*sacrifices*» car «*plus leur distribution sera équitable, plus ils seront acceptés*».

(Il a le droit d'y croire et le prolétariat italien a le droit de refuser de nouveaux sacrifices. - note du site)

L'ex-commissaire européen a également annoncé qu'il s'attaquera à deux réformes structurelles réclamées par l'Union européenne et attendues par les marchés, celles des retraites et du marché du travail.

Le système des retraites italien est l'un des plus solides d'Europe mais il compte «*d'amples disparités de traitement et des secteurs de privilèges injustifiés*», tandis que les règles du marché du travail doivent être réformées pour éviter que certains salariés ne soient «*excessivement protégés et d'autres privés de protections et d'assurance chômage*», a-t-il souligné.

(Calez les retraites et la protection sociale sur les plus défavorisés, ainsi la misère sera mieux partagée pour que les riches profitent des économies réalisées, ainsi "*l'équité*" sera respectée. Ce ne sont pas les banquiers et les capitalistes qui bénéficient de privilèges extraordinaires qui seraient responsables de la situation actuelle, mais les exploités. Le mépris, c'est en prime ! - note du site)

Sur le plan fiscal, Mario Monti a souligné par ailleurs le besoin de réduire la pression fiscale sur le travail et de «*réexaminer le poids des prélèvements sur la richesse immobilière*».

(Abaisser le coût du travail, sans doute au nom de "*l'équité*" envers les travailleurs chinois, par exemple, leur référence en la matière. - note du site)

Dans ce cadre, l'absence de taxe foncière sur la résidence principale depuis son abolition par le gouvernement Berlusconi est une «anomalie» italienne, a-t-il dit.

(Donc réintroduction ou création d'une nouvelle taxe. - note du site)

(Ce n'est pas tout.)

Après l'adoption de deux plans d'austérité ces derniers mois en Italie, Mario Monti a souligné qu'afin de respecter l'objectif de l'équilibre budgétaire en 2013, le gouvernement évaluera «*dans les prochaines semaines la nécessité de nouvelles mesures de correction budgétaire*».

(Traduisons : de nouvelles coupes sombres dans les différents budgets sociaux de l'Etat, agrémentées sans doute de la hausse des taxes ou impôts déjà existant. Il est sûr de ne rien avoir oublié ? - note du site)

Mario Monti a finalement annoncé vouloir tenter de réconcilier les Italiens avec la politique et les institutions du pays, après une longue période marquée par une profonde division entre les «*pro-berlusconiens*» et les «*anti-berlusconiens*». (20minutes.fr 17.11)

En fait, ils avaient raison, les marché vont réussir là où les peuples ont échoué jusqu'à présent : unir toutes les couches exploitées de la société contre le capitalisme et l'Etat.

Vous aurez noté que dans son discours il n'a pas dit un mot sur les banques ou les institutions financières. Et pour cause, il s'agissait de faire oublier qu'elles portaient l'entière responsabilité de la situation actuelle pour la reporter sur ceux qui bénéficient de "*privilèges injustifiés*", les travailleurs.

1.2- Des milliers de personnes ont manifesté jeudi dans plusieurs villes italiennes pour protester contre "*le gouvernement des banquiers*" formé par Mario Monti pour éviter au pays de crouler sous son endettement.

A Milan, la capitale économique, les étudiants ont lancé des pétards pour tenter de briser le cordon de police les empêchant d'avancer vers l'université Bocconi, présidée par Mario Monti et devenue le symbole de son "*cabinet de techniciens*".

La police a répliqué à coups de matraques. Un journaliste a été blessé par un pétard.

Les étudiants ont aussi jeté des oeufs et de faux billets en dollars contre le bâtiment de la Fédération bancaire italienne. "*Nous ne voulons pas que les banquiers gouvernent*" ou "*Le gouvernement Monti n'est pas la solution*", criaient les manifestants.

A Turin, des affrontements ont eu lieu entre les forces de l'ordre et certains membres du cortège, fort de plusieurs milliers de personnes. Des anarchistes ont tenté de s'approcher du siège local de la Banque d'Italie.

D'autres manifestations ont eu lieu à Rome, Palerme et Bari. Les étudiants ont défilé devant les universités où certains ministres de Monti enseignaient, des sièges de banques et des centres des impôts.

A Rome, les slogans de quelque deux mille manifestants ironisaient sur le nom du nouveau ministre de l'éducation nationale, Francesco Profumo ("parfum" en italien), en dénonçant par avance "*un parfum d'austérité. Non au gouvernement des sacrifices*". Partis de l'université publique de La Sapienza, ils devaient rejoindre un cortège du syndicat minoritaire mais radical Cobas, dont le mot d'ordre de grève dans les transports publics, a coïncidé, par un hasard de calendrier, avec les manifestations estudiantines.

A Palerme, en Sicile, quelque cinq mille protestataires, le plus grand cortège jusqu'à présent, ont scandé des slogans contre l'ultralibéralisme qui domine, selon eux, en Europe. "*Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiciens et banquiers*", criaient-ils.

Le fait qu'aucun membre du gouvernement n'ait jamais été élu au suffrage universel pourrait rendre encore plus injustes, aux yeux de l'opinion publique, les mesures d'austérité promises aux Italiens. (Reuters et lemonde.fr 17.11)

2- Grèce

Les policiers chargés d'assurer la protection du Parlement grec ont tiré des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes jeudi pour disperser de jeunes émeutiers au moment où des milliers de personnes défilaient dans les rues d'Athènes dans le cadre d'une manifestation annuelle.

Les participants entendaient commémorer la répression sanglante du soulèvement étudiant de 1973 par la dictature militaire ayant dirigé la Grèce de 1967 à 1974.

Craignant que ce rendez-vous ne se transforme en manifestation anti-gouvernementale et ne débouche sur des violences à l'heure de la douloureuse cure d'austérité imposée au pays, quelque 7.000 policiers étaient chargés de surveiller le bon déroulement du défilé.

Selon la police, des dizaines d'individus masqués sont sortis de la foule des quelque 25.000 manifestants qui se dirigeaient vers l'ambassade des Etats-Unis et lancé des engins incendiaires sur les policiers anti-émeutes qui ont riposté à coups de gaz lacrymogènes. Les incidents ont brièvement interrompu le défilé. On ne faisait pas état d'arrestations ni de blessés dans l'immédiat.

Au total, 255 des 300 parlementaires ont voté en faveur de la nouvelle équipe formée par le Premier ministre par intérim nommé la semaine dernière à l'issue de laborieuses tractations avec les partis. Seuls 38 députés ont voté contre, les sept derniers élus étant absents.

Lucas Papadémos rencontrera lundi à Bruxelles de hauts responsables de l'Union européenne, avant de se rendre le lendemain au Luxembourg pour rencontrer le Premier ministre Jean-Claude Juncker, qui préside les réunions des ministres des Finances de la zone euro. (AP 17.11)

Bruxelles, Francfort et Luxembourg sont devenues le siège des gouvernements des Etats de l'UE.

255 des 300 parlementaires grecs ont adoubé le gouvernement fantoche concocté par la troïka, autrement dit il n'y a rien à attendre des institutions. Il ne s'agit pas de nos jours d'instaurer une République sur la base des classes sociales existantes dans la perspective de perpétuer la division de la société entre classe dominante et dominée, mais dans celle de leur extinction, ce qui ne peut se réaliser que sous la direction de la classe la plus nombreuse qui n'en exploite aucune autre : la classe ouvrière, celle qui rasssemble l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels, du secteur privé et public, des villes et des campagnes.

3- Espagne

Le probable chef du futur gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a annoncé qu'il '*faudra faire des coupes partout*' sauf dans les retraites, afin de tenir la prévision de réduction du déficit budgétaire à 4,4 % du PIB en 2012, dans un entretien publié jeudi 17 novembre par le quotidien El Pais.

'*Le plan de stabilité présenté à Bruxelles prévoit un engagement de déficit de 4,4 %. Ma volonté est de l'appliquer. Tout le monde doit savoir que pour mon gouvernement, la priorité sera de tenir les engagements de l'Espagne à Bruxelles*', a affirmé le leader de l'opposition de droite.

Le Trésor espagnol a émis jeudi pour 3,563 milliards d'euros d'obligations à dix ans, à un taux d'intérêt qui a bondi à 6,975 %, très proche du seuil de 7 %, dans un climat de tension extrême sur les marchés. (lemonde.fr 17.11)

Pourquoi annonce-t-il qu'il procèdera à "des coupes partout" dès le lendemain des législatives, n'est-ce pas incohérent ?

Pas du tout, au contraire. Il peut tabler sur une forte abstention populaire dont les voix ne se porteront pas sur le PSOE. Assurer de l'emporter, il annonce la couleur avant les élections, en procédant ainsi, lorsque son parti sera au pouvoir, il pourra justifier sa politique ultra réactionnaire en affirmant qu'elle avait reçu un accueil favorable de la majorité des électeurs, peu importe que cela soit faux ou exagéré, le but de cette manoeuvre est de calmer à l'avance ceux qui voudront s'opposer à sa politique antisociale en avançant un argument qui pourrait les diviser et introduire le doute dans leur esprit, pour entamer leur détermination, ce qui lui laissera les mains libres pour agir pendant ce temps-là. C'est en tout cas le calcul qu'il a fait, rien ne dit maintenant que les choses se passeront ainsi...

Hier et avant-hier, aux infos du soir sur TV5Monde Asie, j'ai vu qu'il y avait eu des manifestations en Espagne, notamment du personnel de santé, rien dans les dépêches ou articles d'agences de presse ou des médias.

République Tchèque

Quelque 2.000 Tchèques se sont rassemblés jeudi place Wenceslas, en plein coeur de Prague, pour dénoncer, à l'occasion du 22e anniversaire de la "*révolution de velours*", les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement.

Partisans de modestes mouvements d'extrême gauche et syndicalistes ont manifesté aux côtés de figures du Parti social démocrate, principale formation de l'opposition qui est en tête des intentions de vote.

Certains agitaient des drapeaux soviétiques et d'autres portaient des T-shirts à l'effigie de Che Guevara. "*Le 17 novembre 1989 a été une grande duperie et une trahison du peuple de Tchécoslovaquie*", pouvait-on lire sur une banderole. (Reuters 17.11)

Suisse

Le magazine L'Hebdo de Lausanne vient d'accorder deux pages à l'"*indigné historique*", tandis que Le Matin Dimanche, le plus gros tirage de la presse francophone de Suisse, lui offre, à une semaine d'intervalle, deux très longues interviewes, reprenant en titre l'une des déclarations-chocs de Jean Ziegler : "*Les grands banquiers devraient être traduits devant un tribunal.*" Un véritable concert de louanges accompagne dans la Confédération la sortie du dernier livre de l'ancien professeur de sociologie et ancien député socialiste, Destruction massive. Géopolitique de la faim (Le Seuil).

Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation de 2000 à 2008, le Suisse Jean Ziegler considère que la faim dans le monde, qui tue toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans, "*tient du crime organisé*". Il s'en prend aux grands "*prédateurs du capitalisme financier globalisé*" et à leurs complices, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, que le sociologue baptise "*les trois cavaliers de l'apocalypse de la faim organisée*". Destruction massive arrivait la semaine dernière en deuxième position des livres les plus vendus, tous rayons confondus.

Jean Ziegler n'a jamais été à pareille fête dans son pays. Depuis la parution, en 1976, de Une Suisse au-dessus de tout soupçon, présentant la Confédération comme le receleur du crime organisé et de l'argent des dictateurs et des trafiquants, il était la bête noire des bien-pensants. En 1997, lorsqu'il ose dénoncer la complicité des banquiers suisses vis-à-vis du régime nazi, cette haine atteint son paroxysme. Des personnalités déposent une plainte contre lui pour "*trahison et atteinte à l'indépendance et à la sécurité de la Suisse*". En Suisse alémanique, on évoque un "amalgame infâme", on moque "son incontinence verbale". Le quotidien Der Bund dénonce "*une insupportable fatuité*".

Felix Auer, ancien journaliste et ancien député, publie un ouvrage au titre éloquent : Jean Ziegler ou l'histoire falsifiée. En Suisse francophone, L'Hebdo tire à boulets rouges sur le polémiste. "*Peut-on encore croire Jean Ziegler ?*" s'interroge le magazine. Selon lui, le député socialiste n'aurait connu que des échecs. La preuve ? Jean Ziegler pourfend le secret bancaire. Or celui-ci existe toujours... Coup de pied de l'âne, L'Hebdo trouve que son livre La Suisse, l'or et les morts, paru en 1997, est bien écrit car "*ce n'est pas lui qui l'a écrit*"...

Attablé Aux Cheminots, un café populaire de Genève, Jean Ziegler, 77 ans, prend ce retour en grâce avec humour. "*Les banquiers suisses s'adaptent. Pendant des décennies, ils ont tenté de me faire passer pour un fou, un menteur. Mais, avec la crise, ils se rendent compte que les Suisses sont de plus en plus nombreux à me croire. Alors, d'hypocrites, les banquiers sont devenus cyniques. Mais rien n'a changé. La Suisse et toujours le receleur du monde. Et, au parlement suisse, pas une décision n'est prise sans l'aval des banquiers*", constate l'ancien professeur à l'université de Genève. (lepoint.fr 17.11)

Le problème de Ziegler, c'est qu'il n'a jamais réussi à franchir le dernier pas et à rompre avec le capital. Ses analyses et ses prises de position ne manquent pas d'intérêt, mais quand il en arrive à la conclusion, il se jette dans les bras de l'ONU, selon lui la seule instance capable de remettre de l'ordre dans un monde livré au chaos et à la barbarie, alors que l'ONU n'a cessé de couvrir tous les crimes commis dans le monde contre les peuples par l'ensemble des Etats qui justement composent cette institution.

On ne peut pas lui reprocher un manque de rigueur dans ses analyses, en revanche on lui reprochera de ne pas être capable de concevoir que la société et le monde n'ont pas toujours été divisés en classes et que l'Etat n'a pas toujours existé. Facteur qu'il faut avoir présent à l'esprit pour comprendre que le développement des forces productives dans le cadre du développement historique du capitalisme ne peut conduire (de nos jours) qu'à une dictature de l'oligarchie financière à l'échelle mondiale et à la paupérisation d'une masse toujours plus importante de la population qui en est le pendant. Et que dans ces conditions, le seul moyen d'empêcher que ce terrible scénario ne se réalise et que la civilisation ou les progrès qu'elle a réalisés au cours des siècles passés ne soient réduits à néant, repose sur la détermination des exploités de refuser cette régression sociale et politique et d'être réduits en esclavage, sur la capacité des masses laborieuses à s'unir et à prendre leur destin en mains, à renverser le pouvoir de l'aristocratie financière par une révolution, à prendre la direction de l'ensemble de l'économie, afin de réorganiser la production et la société en fonction des besoins et aspirations de la population, pour enfin pouvoir les satisfaire et assurer le bien-être et l'épanouissement de chacun, tandis que la paix et l'harmonie règneront entre tous les peuples...

Quand on y réfléchit un peu, on constate que l'incapacité des intellectuels de concevoir que le système capitalisme pourrait avoir une fin, repose sur leur ignorance du développement de la civilisation humaine depuis le néolithique, des rapports sociaux qui s'étaient développés avant que les classes et l'Etat ne fassent leur apparition, pour ne conserver que ceux qui ont existés par la suite, sans même étudier la place des différentes classes tout au long du développement des forces productives et les différents modes de production qui allaient se succéder, au fur et à mesure qu'elles allaient se développer. Du coup, ils ne perçoivent pas que le système capitaliste correspond à la fin d'un cycle historique où pour la première fois dans l'histoire de l'humanité la classe dominée qui aspire à prendre le pouvoir ou la place de la classe dominante, n'a pas engendré et ne peut pas engendrer une nouvelle classe qu'elle exploiterait et opprimerait à son tour, comme ce fut toujours le cas dans le passé.

On pourrait ajouter que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le niveau atteint par le développement des

forces productives permet de satisfaire les besoins de l'ensemble de l'humanité, précisons, sans asservir aucun peuple.

L'actualité et la légitimité du marxisme, du socialisme scientifique, repose sur la prise en compte de ces faits établis, incontestables et dont chacun peut vérifier la véracité.

Economie

1- UE

1.1- Division, tension, tour de passe-passe...

Le débat sur le rôle de la Banque centrale européenne repart-il de plus belle. La France avait accepté, au G20 de Cannes, de mettre en sourdine sa demande que la BCE puisse, de façon permanente, acheter la dette des membres de la zone euro les plus en difficulté, pour faire baisser leurs taux d'emprunt. Il lui «*suffirait*» pour cela de faire tourner la planche à billets - au risque de l'inflation.

Réponse du président de la Bundesbank, Jens Weidmann, qui est farouchement opposé à toute intervention plus poussée de la BCE, notamment pour aider l'Italie. «*L'utilisation de la politique monétaire à des fins de politique budgétaire doit prendre fin*».

Bruxelles et les grandes capitales européennes envisagent d'autres solutions. Pour satisfaire Paris sans défier Berlin, une option à l'étude serait que la BCE prête en urgence au FMI afin qu'il finance à son tour le fonds de sauvetage européen. Une façon de résoudre la quadrature du cercle : le FESF disposerait, indirectement, des ressources en principe illimitées de la Banque centrale, et celle-ci participerait massivement à la défense de l'euro sans violer ouvertement un statut qui lui interdit de financer les déficits nationaux. Reste à convaincre non seulement Angela Merkel mais aussi la sourcilleuse Cour constitutionnelle allemande. (lefigaro.fr 17.11)

Un "*viol*" consenti en somme, parce qu'à défaut de pouvoir y résister ou y échapper, un viol ne serait plus tout à fait un viol ! Affolant leur notion du droit, mais pas si étonnant que cela. A ce compte-là, il est possible de tout justifier une fois requalifié, même le pire crime, si la victime n'a pas pu l'empêcher, c'est que quelque part elle ne le voulait pas vraiment, du coup ce n'est plus tout à fait un crime et le tour est joué. Comment justifient-ils le capitalisme basé sur une injustice ? Exactement de la même manière.

Quand ils disent "*ressources en principe illimitées de la Banque centrale*", cela porte un nom : la planche à billets !

Leur modèle c'est la Fed, mais là où cela ne fonctionne pas, c'est que la Fed est constituée de banques privées donc indépendantes de l'Etat, alors que la BCE est constituée à partir des banques centrales des différents Etats de l'UE, la Banque de France pour ce qui est de la France. Bien qu'indépendante, lorsque la BCE prend une décision elle engage les Etats de l'UE sur le plan politique qui doivent rendre des comptes à leurs peuples, alors que lorsque la Fed prend une décision, elle n'a de compte à rendre à personne, elle n'a pas les mêmes contraintes puisque la totalité des institutions sont à sa botte.

En Europe, ce sont des Etats, des institutions politiques qui gouvernent dans chaque pays, aux Etats-Unis, c'est une banque ou un cartel de banques, la Fed qui dicte la politique que les institutions de l'Etat doivent appliquer. Le candidat qui l'emporte à la présidentielle correspond à celui qui était le mieux placé dans un contexte précis pour appliquer la politique définie par la Fed.

1.2- C'est la faute à Darwin !

L'euro est un projet "*darwinien*" au sein duquel ne peuvent survivre que les pays les plus forts et ses membres ayant une note "triple A" doivent se voir donner une voix prépondérante face aux autres, a estimé jeudi le ministre finlandais des Affaires européennes, Alexander Stubb.

Ces déclarations interviennent alors qu'après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, c'est maintenant au tour des pays du coeur de la zone euro d'être placés sous une intense pression des marchés, laissant planer le doute sur le futur de la monnaie unique.

"*Pour moi, l'euro est un système darwinien. C'est la survie du plus fort et les marchés se chargent de cela et je pense que c'est le meilleur moyen de maintenir la pression*", a dit Alexander Stubb lors d'une interview à Reuters.

"*Vous pouvez toujours parler d'un noyau dur politique mais pour être honnête, c'est du vent. Le vrai noyau dur c'est celui formé par les pays qui ont une note triple A et font partie de l'euro (...) Je pense que ces pays devraient, sans aller jusqu'à dicter les règles, tout du moins avoir une voix prépondérante*", a-t-il ajouté.

"*Je ne dis pas que les marchés sont parfaits mais je dis que nous avons besoin d'une combinaison de règles de marchés et de*

règles politiques", a encore fait valoir l'ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et spécialiste des questions liées à la construction européenne et à la création de l'euro.

Interrogé sur la forme juridique que pourrait prendre cette euro zone recentrée sur ses membres les plus solides, il a jugé que le meilleur moyen d'y parvenir était d'avoir recours à une "*coopération renforcée*" - c'est à dire la possibilité offerte par le traité de Lisbonne à quelques Etats membres d'avancer dans l'intégration sans attendre le feu vert des Vingt-Sept.

Cette possibilité, déjà évoquée par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel dans les coulisses des sommets européens de juillet et octobre, permettrait d'éviter de plonger l'Union européenne dans une longue introspection sur son futur, qui plus est soumise à la ratification de chacun des Etats membres, estime-t-il.

"*Les deux critères en seraient être un pays triple A et respecter les critères de l'Union économique et monétaire. Et si nous ne pouvons pas réunir neuf pays (le minimum requis pour cette coopération renforcée, ndlr), alors il doit y avoir un programme clair pour les pays ne remplissant pas les critères sur la manière dont ils y parviendront*", dit-il. (Reuters 17.11)

Du vent, il revient au point de départ ! Si c'est du vent, alors pourquoi reproduire ce genre d'articles ? Pour montrer qu'ils sont dans une impasse. Il ne suffit pas d'affirmer quelque chose, il faut le prouver, le montrer ou le démontrer. Ici on a rompu avec cette pratique détestable qui consistait à affirmer n'importe quoi étayé sur aucun fait, en guise de vérité de préférence.

2- Etats-Unis

2.1- En une journée, la dette publique américaine a grossi de 55,8 milliards de dollars. Résultat, mardi, elle atteignait 15.033,6 milliards de dollars (soit 48.000 dollars par Américain - ndlr), selon le département du Trésor américain. Elle correspond désormais à 99% du PIB prévu par la Maison Blanche pour l'ensemble de l'année 2011.

Cette dette avait franchi à la hausse le cap des 10.000 milliards de dollars en septembre 2008. Depuis cette date, les États-Unis accumulent 1000 milliards de dette supplémentaire tous les sept mois et demi en moyenne.

Pessimiste, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, dans son dernier «Moniteur des finances publiques» daté de septembre, que la dette publique des États-unis allait atteindre 100% du PIB à la fin de l'année, 105% en 2012, et continuer de progresser jusqu'à 115% en 2016. (lefigaro.fr 17.11)

A ce rythme-là, à raison de 5.000 milliards supplémentaires tous les trois ans, soit une augmentation de 50%, elle dépassera allègrement les 115% en 2016 et sera plus proche des 200%.

Commentaire d'un internaute

- "*Cet article remet en lumière que les plus grosses montagnes de dettes sont celles des USA , du Japon et de la G-B. Pour les USA il faudrait ajouter que les dettes privées (entreprises , ménages, banques) sont d'environ 30.000 M : 300% du PIB pour la dette globale des Américains (230% pour les Japonais). Si le dollar n'avait pas le le rôle de devise mondiale , les taux des obligations flamberaient et la faillite serait déclarée en quelques mois. L'origine de la crise est aux USA et non chez les salariés de Grèce ou d'ailleurs.*"

2.2- Si la crise de la dette de la zone euro n'est pas résolue à temps et de manière adéquate, la perspective de crédit des banques américaines risque de se dégrader, estime Fitch mercredi.

"*Les banques américaines ont une exposition directe aux marchés européens en difficulté (Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne) qui est gérable*", observe l'agence de notation. "*Mais en cas de nouvelle contagion, un risque sérieux se poserait*", ajoute-t-elle.

"*Notre souci, c'est le risque de contrepartie, l'impact de l'Europe sur la croissance économique mondiale et la manière dont cela pèse sur la reprise économique des Etats-Unis*", explique Joseph Scott, l'un des analystes ayant rédigé le rapport de Fitch.

Les analystes ne voient pas les problèmes se résoudre avant un an, voire plus, et ne risquent pas a priori d'adapter leur perspective sur le secteur rapidement. "*Ça aura un résultat incertain et prolongé*", a ajouté Scott.

Enfin, si l'exposition nette des banques américaines apparaît gérable, c'est au niveau de l'efficacité des couvertures par le biais des CDS que les analystes se posent des questions. (Reuters 17.11)

Haut de page

Le 19 novembre

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps de terminé la causerie que j'avais commencé au brouillon le 17, ce sera pour demain.

Une question tabou

Question : Sarkozy a annoncé la création d'un "Haut Conseil au financement de la protection sociale" qui associera les "partenaires sociaux" : dès lors n'est-il pas du devoir des partis se réclamant de la classe ouvrière d'engager immédiatement le combat pour empêcher les dirigeants syndicaux corrompus d'y participer ?

Arrêtez de nous mener en bateau !

S'en tenir à des revendications économique sans fixer au prolétariat, au mouvement ouvrier, syndicats et partis compris, pour objectif le renversement du capitalisme, c'est leur interdire de trouver une issue à la crise du capitalisme, c'est servir le régime en place au moment où, non seulement il témoigne de sa détermination à ne rien céder, il accroît son offensive contre la classe ouvrière.

Soutenir le régime, c'est la signification du communiqué adoptée hier par l'intersyndicale jaune, à l'exception de FO qui a refusé de le signer, sous prétexte que la journée d'action du 13 décembre prochain n'était pas assortie d'un appel à la grève, comme si une grève de 24h pouvait changer quelque chose, bref, sans pour autant adopter la perspective que j'ai exposée au paragraphe précédent.

Quant aux partis ouvriers, sachant que l'issue à la crise du capitalisme se situe sur le terrain politique, refuser de proposer des objectifs politiques aux travailleurs et militants revient à les laisser désarmés politiquement, donc à servir les intérêts du régime en place.

Vous avez sans doute encore en mémoire les mots d'ordre faussement radicaux, du style : il faut interdire les licenciements, mot d'ordre qui avait laissé "*perplexe*" plus d'un travailleur de l'aveu même de ses auteurs si vous vous souvenez, il faut stopper la contre-réforme des retraites, comme si c'était possible sans chasser Sarkozy et son gouvernement et sans renverser les institutions, ils n'ont tiré aucune leçon de cette expérience, ce qui saute aux yeux et est complètement aberrant, c'est qu'ils ne tiennent pas compte que les rapports entre les classes et à l'intérieurs des classes ont évolué depuis 30 ans, ainsi que le capitalisme à l'échelle mondiale, pour adopter finalement la même stratégie dans une situation qui a radicalement changé. Le POI en rajoute une couche aujourd'hui : "*unité pour les arrêter, unité pour le retrait immédiat des plans d'austérité !*" (IO n°175), ben voyons, personne n'y croit à part le POI, peu importe, ils s'en foutent, ils persistent et signent...

A l'opposé de ces furieux opportunistes, les travailleurs sentent bien ou ils ont bien compris que ce n'était pas une simple mobilisation ou une manifestation qui fera céder le gouvernement Sarkozy-Fillon, qu'il en faudra plus cette fois-ci, en même temps les choses sont complexes. Bien qu'ils rejettent massivement les plans d'austérité du gouvernement, ils ne savent pas vers quel parti se tourner, ils n'ont confiance dans aucun parti ouvrier puisqu'au cours des dernières décennies qui se sont écoulées, pas un n'est parvenu à s'ancrer profondément au sein des différentes couches d'exploités.

Ces différentes couches témoignent de l'hétérogénéité du prolétariat, elles ne sont pas toutes logées à la même enseigne, certaines s'en tirent mieux que d'autres, tandis que certaines sont au bord de l'asphyxie, du désespoir, elles connaissent des conditions insupportables au quotidien, d'autres encore voient leur niveau de vie se dégrader à une vitesse affolante, ce qu'elles n'auraient jamais imaginé il y a peu encore, le point commun entre elles, c'est qu'aucune ne peut envisager une amélioration de son sort dans les mois ou les années à venir, donc aucune n'a intérêt au maintien du régime actuel, encore moins à le soutenir, dès lors on peut en déduire que des centaines de milliers de travailleurs et jeunes sont dors et déjà prêts à en découdre ave ce régime honni, cherche la voie pour l'affronter, cherche une voie pour en finir avec ce régime synonyme de régression social à l'infini.

Ces travailleurs et jeunes, qui sont sourds aux appels à la patience et aux sacrifices du gouvernement, tournent ainsi le dos aux besoins des capitalistes qu'exprime la politique réactionnaire du gouvernement, on peut avancer qu'ils sont sur le point de rompre avec le capitalisme... Cela démontre que ces travailleurs pourraient se saisir d'une politique résolument tournée contre les institutions et le capitalisme pour peu qu'on ose leur proposer sérieusement, elle est la réponse pratique aux questions qu'ils se posent, à l'issue politique qu'ils recherchent désespérément, sur cet axe-là il est possible de construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Les travailleurs savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas encore ce qu'ils veulent vraiment, car pour le savoir il faudrait qu'ils se tournent vers le socialisme, la seule alternative possible au capitalisme.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, il a été question de la privatisation des coiffeurs et barbiers à Cuba. Le journaliste donna la parole à l'un d'entre eux qui s'est dit enfin "*libéré*" de la contrainte de l'Etat... Je me suis dit que ce n'était pas possible d'entendre un truc pareil, et j'ai immédiatement pensé (en colère !) à nos chers partis en France qui refusent obstinément d'expliquer aux travailleurs ce que serait leur vie sous un régime avançant sur la voie du socialisme. Vous êtes coiffeur, vos journées sont longues, vos conditions de travail sont difficiles, vous voudriez investir dans du matériel plus productif et réaménager ou rénover votre salon mais l'argent vous manque, vous êtes déjà endetté, votre revenu est maigre ou vous permet tout juste de survivre, etc.

Vous êtes coiffeur, vous remplissez une fonction sociale dans la société au service de la population, cela mérite le respect. Sous un régime socialiste, si vous le souhaitez, un contrat pourrait être établi entre l'Etat et vous stipulant que : l'Etat vous garantirait un salaire minimum de 2 000 euros net pas mois ou plus en fonction de la taille et l'emplacement de votre salon, de votre clientèle, sur la base d'un temps de travail n'excèdant pas celui d'un ouvrier (25 à 30 heures par semaine ?), l'Etat vous aiderait à moderniser votre outil de travail en vous permettant d'accéder au crédit gratuitement, vous demeureriez propriétaire de votre fond de commerce, et le jour où vous voudriez le revendre l'Etat disposerait d'un droit de préemption pour l'acquérir au prix du marché, ainsi vous pourriez exercer votre profession et satisfaire les besoins de la population dans les meilleures conditions qui soient, tout le monde y trouverait son compte...

On pourrait imaginer une disposition similaire (à compléter) pour tous les commerçants et artisans, toutes les professions intermédiaires ou dites libérales, ainsi que les petites entreprises, les agriculteurs et les éleveurs, les pêcheurs, etc, dans la mesure où ce serait possible, en mettant en commun au sein de coopératives machines et outillages onéreux, mettre en place une centrale d' achat, l'objectif étant que chacun puisse exercer la profession de son choix et vivre décemment de son travail, les syndicats des différents secteurs d'activité se chargeant de l'organisation, etc.

Pourquoi aucun parti n'est-il capable de préparer une telle brochure ? C'est apparemment plus important de cavaler après des élus pour des signatures (NPA) ou préparer des délégations (POI) chez Sarkozy et au Sénat, bref, perdre son temps.

Parole d'internaute.

- "*La France serait seule si elle sortait de l'Europe ? Mais savez-vous que*

La France est membre du G8, Groupe des pays les plus industrialisés.

La France est membre de l'OCDE Organisation de Coopération et de développement économique.

La France est membre du Conseil de l'Europe (dans lequel siègent entre autres la Russie, la Norvège et la Suisse, en incise, c'est la Suisse qui a révélé le scandale des prisonniers américains en Europe, l'UE n'a rien fait - l'Amérique est un puissant pays...).

La France est membre de la FAO, de l'OMC, d'INTERPOLE, du FMI, de la BERD, de la Commission du Pacifique Sud, de la Commission de l'Océan Indien, du Traité de l'Antarctique, de l'Organisation Internationale du Travail, de l'ASEM, de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OACI, de l'UPU, de l'UIT, de l'OMI (organisation maritime internationale), de l'OMPI (propriété Intellectuelle), de l'ONUDI, du FIDA, de l'AIEA, , etc., etc.

La France possède le deuxième réseau diplomatique du monde après celui des Etats-Unis : 156 ambassades, 26 représentations, 98 postes consulaires, soit une ambassade ou un consulat dans 250 villes au monde situées dans 166 états.

Enfin, La France est membre permanent avec droit de véto du conseil des Nations Unies.

Et vous dites que la France serait seule, Monsieur, mais vous plaisantez, ou vous ne connaissez rien à votre pays. Réfléchissez avant de parler."

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

1.1- Division, tension. Chacun pour soi.

La rencontre de la chancelière allemande Angela Merkel avec le premier ministre britannique Cameron, loin de marquer un rapprochement, a acté les différences entre les deux pays sur les contours de l'Europe. Malgré les déclarations cordiales des

deux chefs de gouvernement, les divergences sur la question du sauvetage de l'euro continuent. «*L'Allemagne a ses intérêts, la Grande-Bretagne a les siens*», a reconnu David Cameron à l'issue de la rencontre.

Les points d'achoppement sont toujours là et aucune solution n'est en vue, a concédé la chancelière. La Grande-Bretagne refuse toujours l'idée d'une taxe sur les transactions financières, soutenue par Paris et Berlin, au motif qu'elle handicaperait gravement la City londonienne. Sur la question d'une plus grande implication de la Banque centrale européenne pour résoudre la crise de l'euro, que promeut Londres, la chancelière allemande s'est montrée inflexible. Berlin refuse en effet l'idée que la BCE intervienne plus sur les marchés.

Quelques heures plus tôt le ministre japonais des Finances avait appelé l'Allemagne à conduire l'Europe pour créer un "*pare-feu*" contre la contagion. "*Il est important que l'Allemagne joue un rôle central dans la création d'un plan de financement solide*", a expliqué Jun Azumi. Le Japon, l'un des principaux créanciers internationaux avec la Chine, s'inquiète pour ses avoirs en euros, et de l'impact des difficultés européennes sur la conjoncture mondiale.

Les derniers développements sur les marchés ont tout pour inquiéter les Européens et leurs partenaires. Vendredi matin l'écart entre les taux des obligations à 10 ans de l'Allemagne et de l'Espagne vendredi matin a atteint un nouveau record depuis la création de la zone euro.

Même les pays les plus solides de la zone euro, comme la Finlande, l'Autriche, les Pays-Bas ou la France sont désormais touchés par la hausse des taux.

La crainte se répand que les mesures d'austérité imposées aux pays européens ne finissent par plonger toute l'Europe, Allemagne incluse, dans la récession. (lefigaro.fr et liberation.fr 18.11)

Non, sans blague !

1.2- Bruits de "***bottes*** " ?

Au cours d'une réunion de la CDU à Leipzig, le chef du groupe parlementaire de Merkel, Volker Kauder, a déclaré sous les applaudissements des délégués que l'Allemagne n'accepterait pas de voir la Grande-Bretagne "défendre ses seuls intérêts" et avant tout ceux des financiers de la City.

Il ajoutait triomphalement que "*l'Europe parle d'un seul coup allemand*", allusion à l'acceptation de plus en large d'une rigueur budgétaire à l'allemande au sein de l'UE.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a dit pour sa part que l'ensemble de l'Europe finirait par adopter la monnaie unique et que cela "*pourrait arriver plus vite que certains ne le croient dans les îles Britanniques*".

Pareils commentaires ont provoqué de fortes réactions dans la presse britannique.

"*Nous n'avons plus à craindre les bottes militaires, mais nous avons tout à craindre des bottes autoritaires allemandes*", écrit le Daily Mail. "*L'Allemagne prend l'initiative (...) comme elle ne l'osait plus depuis la Seconde Guerre mondiale.*"

Le journal allemand au plus fort tirage, Bild, a répliqué le matin même de la venue de David Cameron à Berlin: "*Que fait encore l'Angleterre dans l'UE ?*" (Reuters 18.11)

2- France

François Hollande envisage un effort de 50 milliards d'euros de redressement budgétaire supplémentaire sur 2012 et 2013 pour réduire le déficit public à 3%, a dit à Reuters une conseillère du candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Deux tiers viendraient de mesures fiscales, dont l'annulation du "*paquet fiscal*" de 2007, et un tiers d'économies, la répartition définitive pouvant aller jusqu'à moitié-moitié, a précisé l'économiste Karine Berger.

"*On parle de 50 milliards*", a-t-elle déclaré. "*On est un peu tôt dans la campagne pour donner des éléments précis mais notre ligne est qu'il faut évidemment continuer un contrôle des dépenses extrêmement strict.*"

L'accent sera mis sur le redressement des comptes de santé, avec un objectif de progression des dépenses d'assurance maladie nettement inférieur au 2,5% par an désormais prévu par le gouvernement, en mettant notamment les consultations médicales à contribution.

"*La France est attendue sur une parole très forte et très claire de rétablissement des finances publiques*", a ajouté l'économiste. "*On fera tout pour conserver la note 'triple A' et si, par malheur, on devait la perdre, on s'engage à tout faire pour la rétablir*", a-t-elle ajouté.

Pour ramener le déficit à 3%, l'évolution des dépenses sera fortement contrainte. Le nombre de fonctionnaires n'augmentera pas, les 60.000 emplois supplémentaires prévus dans l'Education nationale étant compensés par des départs en retraite ailleurs.

Michel Sapin, en charge du programme présidentiel de François Hollande, disait dans un récent entretien à Reuters "*Lorsque la gauche arrivera au pouvoir, ce ne sera pas pour donner pendant deux ans pour ensuite reprendre pendant trois ans*". "*Cela peut être l'inverse : être extrêmement sérieux pendant deux ans pour pouvoir distribuer un peu plus pendant les trois ans qui suivront.*" (Reuters 18.11)

C'est comme vouloir faire croire qu'après la hausse des prix des loyers, de l'essence, etc. ils pourraient redescendre...

Hollande surenchère, il veut être le meilleur élève de la classe... au service des marchés financiers et des capitalistes.

J'ai expliqué hier pourquoi Hollande et Sarkozy annoncent ouvertement qu'ils vont amplifier l'offensive contre la classe ouvrière après les élections, parce qu'ils savent qu'aucun parti ne peut leur ravir le pouvoir...

La vérité, c'est que le PS et le PCF n'ont jamais constitué une opposition au régime, encore moins aujourd'hui qu'hier, et c'est seulement aujourd'hui qu'on commence à s'en apercevoir, pas tout le monde...

3- Grèce

Sur le plan de la rigueur, la Grèce veut resserrer sa ceinture d'un cran supplémentaire en 2012. Le gouvernement du nouveau premier ministre, Lucas Papadémos, a revu à la baisse son objectif de déficit pour l'année prochaine, à 5,4% du produit intérieur brut (PIB), après 9% en 2011. L'avant-projet de budget visait initialement une différence entre recettes et dépenses de 6,8%.

D'autre part, le nouveau projet de budget prévoit que la Grèce fera face à une récession pire que prévu auparavant, de 2,8% contre 2,5% d'abord calculé. Cela signifie moins de recettes fiscales que prévu, et donc plus de rigueur à venir. En 2011, l'activité a reculé de 5,5%, alors que le FMI tablait en décembre 2010 sur une baisse de l'activité de seulement 3%.

D'autre part, même si le projet de budget est présenté comme très rigoureux, des doutes peuvent subsister sur sa future mise en oeuvre. L'exécution du budget 2011 a ainsi dérapé et l'objectif initial d'un déficit de 7,6% a dû être revu à la hausse à 9%. Et encore : à en croire les chiffres du rapport des finances publiques grecques du mois d'octobre, il faut s'attendre à un déficit de 9,2% à la fin de l'année, selon les calculs des économistes de Barclays Capital.

Certes, la récession est plus grave que prévue et explique des recettes inférieures aux prévisions, reconnaissent ces analystes. Mais la pente des dépenses est inquiétantes, ajoutent-ils : depuis le début de l'année, et malgré toutes les mesures annoncées, le niveau de la dépenses publique n'a quasiment pas bougé. (lefigaro.fr 18.11)

4- Egypte

«*Ed wahda*», «*une seule main*». Repris par des centaines de milliers de voix, le grand slogan de la révolution égyptienne a de nouveau résonné, vendredi, au-dessus de la place Tahrir. Mais s'il était précédé, à l'époque du soulèvement contre Hosni Moubarak, des inséparables «*l'armée et le peuple*», c'est désormais la junte militaire au pouvoir qui fait l'unanimité contre elle. «*Le peuple veut la chute du régime !*», ont crié les manifestants en réclamant le départ du Conseil suprême des forces armées (CSFA). Cible de leurs récriminations, le chef de ce concile occulte, le mouchir (maréchal) Mohammed Tantawi, ancien ministre de la Défense de Moubarak, est accusé d'avoir trahi la révolution en refusant l'adoption de réformes démocratiques et en retardant la restitution du pouvoir aux civils.

«*Les généraux veulent désigner eux-mêmes 80 % des membres de la Constituante, ils veulent que le budget de l'armée reste secret, que son indépendance du pouvoir et de la justice civile soit inscrite dans la Constitution et qu'elle en soit la "protectrice", ce qui lui fournirait un prétexte pour se mêler à tout instant des affaires politiques. Tout cela est inacceptable*», explique Khaled el-Saïd, candidat de la Coalition de la jeunesse révolutionnaire aux législatives. (lefigaro.fr 18.11)

5- Pologne

Le nouveau gouvernement polonais s'est engagé vendredi à ramener le déficit budgétaire au-dessous de la limite des 3% du PIB l'an prochain conformément aux règles de l'Union européenne, et à 1% d'ici à 2015.

Le gouvernement compte en outre relever par étapes l'âge de départ à la retraite à 67 ans et abandonner peu à peu les privilèges accordés sur ce plan aux agriculteurs, aux mineurs, aux policiers et à d'autres groupes professionnels.

Donald Tusk a également dit que la Pologne ne se laisserait pas écarter des décisions de nature à affecter l'avenir de la zone euro, dans laquelle elle espère entrer ultérieurement.

"*Le véritable dilemme est de savoir comment nous tenir au centre de l'Europe sans nous retrouver en marge ou à l'extérieur de l'Europe à cause de la crise, a-t-il dit. Mon gouvernement a l'intention d'agir pour assurer à la Pologne la plus forte position possible au centre de l'Europe.*"

Le nouveau gouvernement, qui a prêté serment vendredi en présence du président Bronislaw Komorowski, doit faire l'objet d'un vote de confiance samedi au parlement. (Reuters 18.11)

6- Birmanie. Les coulisses d'un "***revirement***"... orchestré par l'impérialisme américain.

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton se rendra en Birmanie le mois prochain, pour la première visite d'un chef de la diplomatie américaine en 50 ans, a annoncé, vendredi, Barack Obama, disant voir "*des lueurs de progrès*" dans le pays.

"*La nuit dernière, j'ai parlé directement à Aung San Suu Kyi et obtenu la confirmation qu'elle soutenait l'engagement américain en vue de faire avancer le processus*", a déclaré Barack Obama à la presse, en marge d'une visite sur l'île indonésienne de Bali, où il doit participer à un sommet asiatique. "*Après des années et des années de noirceur, nous voyons depuis plusieurs semaines des lueurs de progrès*" dans les réformes birmanes, a-t-il ajouté, soulignant des "*mesures importantes*" prises par le président birman Thein Sein, que Barack Obama côtoiera samedi lors du Sommet de l'Asie orientale (EAS), auquel les États-Unis participent officiellement pour la première fois.

"*Bien entendu, il reste beaucoup à faire. Nous restons inquiets eu égard au système politique fermé, au traitement des minorités, à la détention des prisonniers politiques et aux relations avec la Corée du Nord*", a cependant averti Barack Obama. "*Mais nous voulons saisir ce qui pourrait être une occasion historique de progrès en établissant clairement que, si la Birmanie continue sur la voie de la démocratie, elle peut forger une nouvelle relation avec les États-Unis*", a-t-il dit. La visite d'Hillary Clinton aura pour but "*d'explorer les possibilités pour les États-Unis de doter (la Birmanie) des capacités de mettre en oeuvre une transition positive*", a-t-il expliqué. Les États-Unis continuent à imposer des sanctions au régime birman.

"*Cette possibilité dépendra d'actions concrètes supplémentaires par le gouvernement birman. Si la Birmanie ne suit pas le chemin de la réforme, elle continuera à subir sanctions et isolement*", a-t-il souligné. Le déplacement d'Hillary Clinton devrait consacrer le retour de la Birmanie sur la scène diplomatique internationale. (lepoint.fr 18.11)

Social

France

Syndicat

1- Sarkozy, Parisot, Draghi : profitez-en, la voie est libre !

L'intersyndicale a appelé vendredi 18 novembre à une '*journée nationale de mobilisation interprofessionnelle, notamment avec des rassemblements*' le 13 décembre, pour protester contre les plans d'austérité du gouvernement. Réunis au siège de la CGT à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, cinq syndicats (CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA) ont également lancé un 'appel commun' aux salariés pour '*interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1er au 15 décembre*'.

Force ouvrière (FO), qui participait pour la première fois depuis deux ans à cette intersyndicale, a indiqué qu'elle ne signerait pas cet appel commun mais s'associerait à la journée du 13 décembre. La centrale de Jean-Claude Mailly revendiquera, dans le cadre de cette journée, un appel à la grève, option qui n'a pas été retenue par les autres organisations. (lemonde.fr 18.11)

Ce sera sans nous !

2- CGT

Virginie Gensel, patronne de la fédération énergie de la CGT, redoute les conséquences sociales d'une sortie du nucléaire et juge que l'arrêt de l'EPR serait «*une folie*».

Secrétaire générale de la Fédération nationale mines-énergie de la CGT , revendiquant 60.000 adhérents, Virginie Gensel

dénonce, dans une interview au Figaro , l'accord EELV-PS sur le nucléaire . Pour sa part, Bernard Thibault, le secrétaire général de la confédération syndicale, a critiqué vendredi sur BFM Business un mélange «*entre les engagements en matière de politique énergétique et les relations des partis pour former des majorités dans les Assemblées*».

Tous les arguments avancés par la CGT (pas seulement) pour défendre le nucléaire sont calqués sur ceux des lobbyistes et de l'UMP-PS, madame Gensel les revendiquent :

1- "Derrière la première intention affichée, réduire le nucléaire, il y a la sortie du nucléaire. Nous sommes favorables au développement des énergies renouvelables, mais elles ne sont pas en capacité, en l'état actuel, de répondre aux besoins. Personne ne fait de réelles propositions pour savoir par quoi on remplacerait le nucléaire. Voyez l'Allemagne, où l'on dit que les énergies renouvelables vont être développées : en attendant, les centrales thermiques sont sollicitées, et l'on augmente tranquillement l'effet de serre."

(La théorie de l'effet de serre et du réchauffement de la planète due à l'activité humaine chère aux dirigeants du vieux monde. - note du site)

2- "La filière emploie quelque 125.000 personnes, auxquelles il faut ajouter un chiffre équivalent pour les sous-traitants."

Le nucléaire est porteur d'emplois, alors que les autres sources d'énergie ne le seraient pas.

3- "Il y a en France, 3 ou 4 millions de foyers en précarité énergétique, c'est-à-dire qui consacrent une part importante de leurs -revenus à s'éclairer et se chauffer. Si les prix de l'électricité augmentent, qu'en sera-t-il pour eux ?"

Elle fait feu de tout bois.

4- "Le prix bas du courant en France est aussi un élément de compétitivité pour notre industrie."

C'est bien connu que la CGT est un syndicat qui doit prendre en compte les intérêts des industriels, la référence aux "foyers en précarité énergétique" servait uniquement d'écran de fumée pour le justifer.

5- "D'une manière générale, la recherche dans l'énergie, mais également dans le nucléaire, est aujourd'hui insuffisamment poussée. S'agissant de la génération IV des réacteurs, des pays comme la Russie et l'Inde sont en avance par rapport à la France."

Là elle fait dans la surenchère, et quelles références : un Etat mafieux et un Etat semi-féodal pourri par la corruption !

Et la CGT serait-elle pour la renationalisation totale d'EDF-GDF, pour mettre fin à la sous-traitance ? Vous rigolez :

6- "Nous sommes pour que des métiers liés à la sûreté soient réinternalisés et pour un statut de haut niveau pour tous les salariés. Nous avons demandé à Éric Besson, le ministre de l'Industrie, d'ouvrir des négociations sur la sous-traitance." (lefigaro. fr 18.11)

Elle ne répond pas à la question qui lui était posée, elle se dérobe.

La question du nucléaire n'est pas une question économique ou sociale, la seule question qui mérite d'être posée et qu'évidemment Le Figaro n'a pas posé : le danger que représente une centrale nucléaire ainsi que ses déchets vaut-il la peine de mettre en danger l'avenir de l'humanité ? Dit autrement : la civilisation humaine s'est développée pendant 10.000 ans sans recourir à l'usage de matériaux ou de techniques qui remettraient en cause son existence et celle de la planète, alors pourquoi soudainement devrait-elle prendre un tel risque ?

A part le profit et la survie du capitalisme, qu'est-ce qui justifie l'emploi de l'énergie nucléaire ? Inutile de rappeler que je suis pour la fermeture programmée de toutes les centrales nucléaires en France et dans le monde.

3- CFTC. Royal : "***irremplaçable***".

Ségolène Royal a fait une apparition, vendredi 18 novembre, en tant que présidente de la région Poitou-Charentes, à la clôture du 51e congrès confédéral de la CFTC à Poitiers.

Si Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des solidarités, a porté, jeudi 17 novembre, la bonne parole du gouvernement sur les handicapés, Xavier Bertrand, ministre du travail, a fait défection, comme au congrès de Strasbourg en 2008, pour des raisons d'agenda.

Si, en 2013, la Confédération française des travailleus chrétiens n'atteint pas, aux élections professionnelles, le seuil de 8 % au niveau interprofessionnel, elle perdra sa représentativité nationale.

Sans jamais citer la loi, Mme Royal a affirmé, sous des applaudissements nourris, que "*la CFTC occupe une place irremplaçable dans le paysage syndical*". Saluant les valeurs humaines et l'engagement spirituel de la centrale chrétienne, elle a souligné son "*respect*" de la pluralité syndicale : "*Vous vous battez sur la représentativité et vous avez raison.*"

Le rapport-programme décennal, adopté à la quasi-unanimité, évoque "*une économie humaniste du marché et du service public, qui doit prendre le pas sur l'économie de marché, trop soumise au capitalisme financier*". "*Au nom des valeurs sociales chrétiennes, affirme-t-il, sachons résister au matérialisme capitaliste mondialisé, lequel bafoue cette dignité spirituelle qui différencie la personne humaine d'une simple marchandise livrée au marché.*"

"*La CFTC remportera la bataille de la représentativité syndicale*", a martelé Philippe Louis, qui a été élu, comme prévu, à la présidence de la confédération, où il succède à Jacques Voisin. M. Louis, qui réclame la mise en place d'"*un comité permanent du dialogue social*", juge qu'"*il faut faire évoluer la loi*". Il estime que 70 % des résultats qui sont remontés au Haut Conseil du dialogue social, organisme qui doit trancher en 2013, sont entachés du doute. (lemonde.fr 18.11)

Société

Ces trusts pharmaceutiques qui sèment la mort.

L'Agence américaine des médicaments (FDA) a décidé, vendredi 18 novembre, de retirer du marché l'Avastin, anticancéreux le plus vendu au monde, dans le traitement des cancers avancés du sein. Le médicament du laboratoire suisse Roche reste toutefois autorisé pour traiter certains types de cancer du côlon, du poumon, du rein et du cerveau, a précisé la FDA dans un communiqué. L'institution américaine met notamment en cause son inefficacité et des effets secondaires graves.

"*Les femmes qui prennent de l'Avastin pour traiter un cancer du sein métastasé s'exposent à des effets secondaires mettant potentiellement en danger leur vie*", a déclaré la directrice de la FDA, citant des risques de crise cardiaque, d'hypertension ou d'hémorragie potentiellement fatals. Selon elle, les preuves de l'efficacité de cet anticancéreux pour retarder la croissance de la tumeur des patientes ou pour "*prolonger leur vie ou leur confort*" ne sont pas suffisantes pour justifier ce risque.

La décision de la FDA n'est pas une surprise : un comité d'experts indépendants qu'elle avait consulté s'était prononcé fin juin à l'unanimité contre le maintien sur le marché de l'Avastin pour le cancer du sein, administré en combinaison avec l'anticancéreux Paclitaxel (Taxol).

En décembre 2010, la FDA s'apprêtait déjà à révoquer l'autorisation de prescription de ce médicament, mais Roche et sa filiale américaine Genentech, qui a mis au point l'Avastin, avaient, chose rare, fait appel de cette décision, demandant plus de temps pour que le laboratoire effectue d'autres études.

La révocation de l'Avastin pour le cancer du sein pourrait potentiellement faire perdre un milliard de dollars par an au groupe helvétique, selon des estimations d'experts. (lemonde.fr 18.11)

Economie

1- BCE

Des traders ont rapporté que la BCE rachetait ce vendredi des titres de dette italienne sur le marché. Résultat, le rendement de ces obligations à 10 ans a reculé de 4 points de base, descendant sous la barre insoutenable des 7%, à 6,87%.

La BCE n'agit qu'en attendant que les États mettent en place leur propre mécanisme anti-crise, le Fonds européen de stabilité financière (FESF), a répété Mario Draghi ce vendredi. Il y a quatre semaines, les dirigeants européens ont décidé d'en accroître les pouvoirs pour qu'il puisse racheter de la dette d'État. Mais ces réformes ne sont toujours pas opérationnelles. «*Où en est-on de la mise en oeuvre de ces décisions? s'est interrogé le président de la BCE. Il ne faut plus attendre plus longtemps.*» (lefigaro/fr 18.11)

Commentaire d'un internaute :

- "*NY Times DealBook a découvert une source de financement exotique via le London Stock Exchange's et la chambre de compensation italienne Cassa Di Compensazione E Garanzia SpA (CC&G)... (http://dealbook.nytimes.com/2011/11/17/banks-in-italy-find-an-unusual-liquidity-lifeline/)*"

J'ai chargé cet article et traduit le passage suivant :

Et les turbulences de l'Italie ont été une bonne affaire pour le London Stock Exchange. Selon Londres, CC & G a annoncé un bond de 209 % de son revenu à £ 54,3 millions ou 83,6 millions de dollars, au cours du premier semestre de l'année, comparativement à la même période en 2010.

Les affaires italiennes représentent désormais 14% du revenu global de la Bourse, contre seulement 5% dans la première moitié de 2010.

Les Anglais, qui ont un pied dans la Fed, tirent profit de la crise de l'euro tout en conservant la livre sterling...

2- France

La Lorraine subit depuis trois ans sa plus grave crise économique depuis 1930 avec notamment un produit intérieur brut (PIB) en recul de 2,1% en 2009, selon un rapport présenté vendredi au Conseil économique, social et environnemental (CESE) de la région.

Malgré une hausse de l'activité dans le secteur sidérurgique en 2010, les niveaux de production de la branche restent très en retrait en 2011 par rapport à ceux d'avant-crise: -38% par rapport à 2007 pour l'acier brut et -13% pour les produits finis laminés, note encore le document de 225 pages.

Les exportations de la région ont reculé de 7,5% entre les 2e et 3e trimestres de l'exercice en cours tandis que la construction de logements a chuté de 9% en avril-mai-juin par rapport à janvier-février-mars.

La Lorraine, qui compte 861.000 postes de travail (3,28% de l'emploi national), a franchi en 2011 le cap des 100.000 travailleurs frontaliers employés au Luxembourg, en Allemagne et en Belgique, note encore le rapport du CESE.

Depuis 2008, la région a enregistré 11% des pertes d'emploi au niveau national, dont 43.000 postes dans l'industrie manufacturière entre 2010 et 2011. La Lorraine est la 10e des 22 régions françaises en terme de population (2,4 M habitants) mais pointait en 2009 en 19e position pour son PIB par habitant (23.653 euros). (liberation.fr 18.11)

Haut de page

Le 20 novembre

CAUSERIE

A propos du site.

Rectificatif. J'ai rectifié l'adresse incorrecte de quelques articles figurant dans la rubrique *politique*. Si vous ne trouvez pas un article dans le fichier "textes" (www.luttedeclasse.org/textes/), c'est qu'il a été mis par erreur dans le fichier "dossier" (www.luttedeclasse.org/dossier/), avec mes excuses. Le site comporte désormais plus de 3 800 fichiers, dont plus de 95% sont des articles, le reste sont des images ou des fichiers java script servant à la mise en page.

Lundi dernier vous avez été 199 à vous connecter au site, record pulvérisé ! Qu'est-ce qui se passe ?

Et vous avez téléchargé 1908 fichiers depuis le 1er novembre, auxquels il faut ajouter ceux qui ont été ouverts sans être téléchargés. Je ne comprends pas. Est-ce que quelqu'un pourrait m'expliquer ?

Le temps passe très vite. On n'a guère le temps de revenir en arrière, ce qui nous posera un sérieux problème dans l'avenir, si on n'a pas pris le temps nécessaire pour analyser et corriger au fur et à mesure les erreurs que nous avons commises, elles deviendront de véritables boulets qu'on traînera constamment derrrière nous et qui entraveront notre marche... avant qu'ils nous explosent à la figure.

Le pire consiste à refuser de reconnaître nos erreurs, à les diluer dans la réalité qui ainsi nous apparaîtra faussée sans que cela nous gêne le moins du monde puisque nous en sommes à la fois les acteurs et les bénéficaires, procédé qui présente l'avantage d'en atténuer les traces, de les effacer ou de les rendre méconnaissables aux yeux des naïfs ou des ignorants, par la suite il suffira d'entonner tranquillement toujours le même refrain sans que personne n'y trouve rien à redire. Il y a des psychopathes qui à force de croire en leurs mensonges finissent par les confondre avec la réalité.

Il en va de même du dirigeant qui se prend pour ce qu'il n'est pas et finit par se prendre au jeu, qui parfois pendant des décennies ou jusqu'à son dernier souffle, s'accroche à une vérité qui en réalité ne l'était pas. Il ne doute pas de son interprétation erronée, puisqu'il a réussi à se convaincre qu'elle était juste, elle est devenue la réalité à la manière des philosophes idéalistes qui marchent sur la tête, son doute porte plutôt sur la question de savoir si la réalité finira par lui donner raison après s'être donné tant de mal pour qu'elle épouse les méandres scabreux de ses caprices ou de sa mégalomanie.

Je n'ai plus le temps de me livrer à ce genre de causeries dans lesquelles je lie politique, philosophie ou psychologie. Et puis je déteste me répéter, quand je reviens sur une question précise c'est uniquement pour y réfléchir dans un contexte ou sous un angle différent, pour l'approfondir. Ceux qui parmi vous ont découvert le site récemment peuvent lire les causeries depuis août 2008 en laissant de côté les infos en bref, en tout il y a trois fichiers seulement.

Ces militants ou simples travailleurs peuvent aussi se demander d'où sort ce type là, etc. C'est parfaitement légitime. Il nous raconte un tas de choses aujourd'hui, mais hier ne disait-il pas autre chose ou l'inverse, ne ferait-il pas partie de tous ces gens qui racontent la même choses que d'autres en faisant croire qu'il aurait découvert quelque chose, bref, ne serait-il pas un parasite de plus qui se nourrirait de la confusion générale qui règne dans le mouvement ouvrier, ils sont légions en effet ?

Pour le vérifier, il existe les articles que j'ai rédigés depuis 2004 et les causeries plus récentes, depuis août 2008, pour vous faciliter la tâche je reproduis un extrait d'un article que j'avais mis en ligne le 9 décembre 2005, vous pourrez constater par vous-même qu'il correspond à la situation que nous pouvons observer en 2011, je précise qu'il a été rédigé 2 ou 3 ans avant le déclenchement de la dernière crise du capitalisme :

- "Qui ne voit pas que nous ne sommes pas face à une crise classique ou cyclique du système capitaliste aujourd'hui, mais qu'il est entré dans sa phase finale de pourrissement et de décomposition nécessitant pour assurer sa survie la liquidation de tous les acquis sociaux et démocratiques dans tous les pays, menant à la barbarie sur tous les continents ?

Qui ne voit pas que nous sommes face à un tournant de l'impérialisme mondial ?

Qui ne voit pas que ceux qui gouvernent se moquent dorénavant du résultat des élections, des pétitions, des manifestations, des grèves qu'ils réglementent, interdisent ou répriment violemment ?

Tous ces éléments nous amènent à dire solennellement, que face à l'offensive tout azimut de l'impérialisme mondial, nous sommes placés devant l'alternative suivante : soit nous engageons résolument le combat sur la question du pouvoir comme perspective politique immédiate et seul moyen de stopper net cette offensive, soit nous abandonnons le prolétariat à son sort et nous serons défaits et laminés avec lui.

Notre initiative n'a pas d'autre objectif que de favoriser la réalisation d'un front unique conduisant à la mobilisation des masses pour renverser le régime en place.

La question du parti étant la question déterminante qui conditionne le succès ou l'échec de toute révolution sociale ou prolétarienne, c'est en avançant sur cette question que nous pourrons avancer sur toutes les autres questions."

Depuis j'ai affiné cette analyse, mais tout y était, de la chute de Lehman Brothers à la crise des subprimes aux Etats-Unis, des révolutions en Tunisie et en Egypte au coups d'Etat de l'aristocratie financière en Italie et en Grèce, en passant par l'impasse à laquelle les mobilisations contre les mesures d'austérité dans les différents pays européens ont conduit pour avoir été incapables de se fixer des objectifs politiques, à la crise ou la décomposition qui secoue tous les partis ouvriers pour s'être écartés ou avoir abandonné les enseignements du marxisme ou du léninisme, qui se traduit par leur incapacité à poser la question du pouvoir et de l'Etat, à l'heure où celle-ci concentre à la fois toute la situation et l'issue politique pour en sortir : qui gouverne pour qui, qui doit gouverner pour qui.

Autre chose très rapidement.

L'évolution du capitalisme mondial a été marquée par au moins deux facteurs déterminants : la division internationale du travail qui a été poussée à l'extrême et la dérégulation de l'économie par étapes successives depuis le début des années 70. Ce sont des facteurs économiques, car ce sont des rapports économiques qui sont à l'origine de tous les autres rapports dans la société, y compris les rapports politiques. Il est quasiment impossible de se positionner correctement sur le plan politique si l'on n'a pas un tant soit peu une idée suffisamment précise sur l'évolution probable du capitalisme mondial dans les années ou décennies à venir. Si par exemple on a sous-estimé ou carrément oublié le facteur démographique dans notre analyse, dont on voit aujourd'hui les implications sur le marché mondial et les rapports entre les différents impérialistes, on aura faux sur toute la ligne.

Ce sont ces deux facteurs qui servent principalement de toile de fond à la situation. On peut affirmer qu'à terme ils signent l'arrêt de mort du capitalisme, après avoir permis pendant une période à une poignée de privilégiés de s'enrichir dans des

proportions colossales, monstrueuses au détriment du reste de la population mondiale. C'est la contradiction sur laquelle repose finalement le capitalisme depuis qu'il existe, qui poussée à l'extrême entraînera sa chute, sa disparition à l'échelle de l'humanité. De manière chaotique et anarchique le capitalisme aura préparé les conditions qui permettront à l'humanité (une fois seulement que nous l'aurons renversé) de se libérer du règne de la nécessité pour passer à celui de la liberté. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait un mort et près de 700 blessés samedi place Tahrir, au Caire, au lendemain d'un grand rassemblement pour exhorter l'armée à accélérer le transfert du pouvoir.

Une centaine de manifestants avaient passé la nuit sur la place, épicentre de la contestation du régime d'Hosni Moubarak l'hiver dernier, après la grande manifestation de vendredi, qui avait réuni 50.000 personnes, essentiellement des islamistes.

Après le déblayage des tentes par les policiers, plusieurs centaines de contestataires sont revenus sur la place et c'est alors que des heurts ont éclaté.

Un porte-parole du ministère de la Santé cité par l'agence de presse Mena a fait état d'un tué, un homme de 23 ans qui a succombé à une blessure par balle après son hospitalisation, et de 676 blessés. La télévision publique signale quant à elle l'arrestation et l'inculpation de "*18 fauteurs de troubles*"

Le rassemblement de vendredi, à l'appel des islamistes et des libéraux, visait à faire pression sur le Conseil suprême des forces armées (CSFA), à la tête du pays depuis la chute d'Hosni Moubarak en février, pour un transfert rapide du pouvoir. La première phase des élections législatives, premier scrutin de l'après-Moubarak, doit débuter le 28 novembre.

La quarantaine d'associations à l'origine de la manifestation dénoncent en outre plusieurs articles du projet de réforme constitutionnelle qui accorde à l'armée l'autorité exclusive sur son fonctionnement interne et son budget.

Selon une dépêche de l'agence Mena diffusée samedi soir, le vice-Premier ministre Ali al Silmi a modifié deux articles contestés du projet. L'alinéa de l'article 9 qui faisait de l'armée la garante de la légitimité constitutionnelle a ainsi été retiré.

Celui selon lequel les forces gouvernementales devaient être seules responsables de leurs affaires internes, de leur budget et de leur législation a en outre été modifié, tout comme l'article 10, qui annonçait la création d'un Conseil national de défense présidé" par le chef de l'Etat". (Reuters 19.11)

Social

1- Allemagne

Areva envisage de supprimer 1.300 postes en Allemagne en réaction à la décision de Berlin de sortir du nucléaire d'ici à 2022, rapporte l'hebdomadaire Der Spiegel.

Le spécialiste français du nucléaire devrait annoncer ces suppressions de postes en décembre, ajoute le journal sans citer de sources.

Le Figaro a rapporté en octobre qu'un plan stratégique actuellement en préparation chez Areva qui sera présenté début décembre se traduirait par 3.000 à 4.000 suppressions d'emplois.

La société compte près de 48.000 salariés, dont 30.000 en France et 5.700 en Allemagne. (Reuters 19.11)

2- Chine

De violents heurts ont opposé la police chinoise et les 7 000 salariés grévistes d'une fabrique de chaussures Adidas, Nike et New Balance du sud de la Chine, a annoncé vendredi 18 novembre le China Labor Watch (CNW), spécialisé dans la défense des droits de l'homme. D'après un communiqué de l'organisation, des dizaines d'ouvriers qui protestaient contre des licenciements et des réductions de salaires ont été blessés jeudi lorsque les forces de l'ordre ont tenté de démanteler un barrage installé sur la rue principale de la ville située près de Dongguan, dans la province de Guangdong.

Les salariés de l'usine de Yucheng, près de Huangjiang, se sont mis en grève après le licenciement le mois dernier de 18 de leurs cadres, interprété par les ouvriers comme un signe de prochaine délocalisation, a ajouté CNW dont le siège est à New York. L'un des personnels licenciés a déclaré au China Business News que son départ faisait partie d'un projet de déménagement de la production dans la province de Jiangxi afin de réduire les coûts qui sont plus élevés dans le vaste pôle manufacturier de Dongguan.

La suppression de primes de rendement et des heures supplémentaires a attisé la colère des ouvriers. '*Notre salaire de base mensuel n'est que de 1 100 yuans (130 euros)*' et '*nous avons vraiment besoin de faire des heures supplémentaires*', a déclaré une ouvrière au Yangcheng Evening. Selon le journal, les interventions des autorités locales pour un maintien des heures supplémentaires, sont restées sans réponse de la part de la direction de l'usine qui est la propriété d'un groupe d'investissement de Taïwan.

Cette grève est la dernière d'une série d'incidents et de mouvements sociaux qui ont éclaté dans le Guangdong, une région connue comme le grand atelier du monde et qui attire des dizaines de millions de travailleurs migrants. (lemonde.fr 19.11)

Economie

1- UE

Le lancement "*d'eurobonds*", ou euro-obligations, pourrait "*rapidement atténuer la crise de la dette souveraine actuelle*", et "*renforcer la résistance*" de la zone euro à de futures crises, juge la Commission européenne dans un document qu'elle doit publier la semaine prochaine.

Dans ce "Livre vert" cité samedi par le quotidien italien La Stampa, et dont l'AFP a obtenu copie, l'exécutif européen étudie la faisabilité de trois options, dont l'une --la moins ambitieuse des trois-- ne nécessiterait pas de changement des traités européens et "*pourrait être mise en oeuvre rapidement*".

Qu'elle soit totale ou partielle selon les options, cette mise en commun de la dette des pays de la zone euro "*ne doit pas conduire à une réduction de la discipline budgétaire*", afin d'éviter que des "*pays-cigale*" ne se financent sur le dos des pays plus vertueux adeptes de la rigueur budgétaire, prévient le texte.

La première option est la plus radicale, mais aussi "*la plus efficace*" selon le texte: les euro-obligations se substitueraient aux obligations actuellement émises par les différents Etats membres de la zone euro et elles bénéficieraient de garanties communes.

Une seconde option serait de créer des euro-obligations bénéficiant également de garanties communes, mais qui ne couvriraient qu'une partie des besoins de refinancement des Etats de la zone euro, ces derniers continuant à émettre des obligations nationales.

Moins ambitieuse, elle laisserait "*les Etats aujourd'hui lourdement endettés vulnérables*" à un éventuel défaut de paiement, relève la Commission.

Dans ces deux cas, cette mise en commun de la dette nécessiterait un changement du traité de Lisbonne, dont l'article 125 stipule la "*clause de non-renflouement*" selon laquelle les Etats doivent assumer seuls leurs engagements financiers.

La troisième option consiste à créer des euro-obligations qui, là aussi, ne se substitueraient que partiellement aux obligations nationales, et pour lesquelles chaque Etat serait cette fois tenu d'apporter des garanties à hauteur de sa part respective d'euro-obligations émises.

Les Etats sujets à des taux de crédit élevés "*bénéficieraient nettement moins*", dans ce scénario, des conditions plus favorables des Etats les mieux notés, admet la Commission.

Toutefois, elle ne nécessiterait pas de changement de traité et sa mise en place potentiellement rapide "*pourrait, contrairement aux deux autres approches, peut-être aider à faire face à la crise actuelle*", juge le texte. (liberation.fr 19.11)

2- Allemagne

Membre du club très fermé des pays notés AAA (l'équivalent d'un 20/20) par les agences de notation, le pays revêt à première vue toutes les qualités - ou presque - dont peut rêver un chef d'Etat. Un déficit public en baisse que le Fonds monétaire international (FMI) voit à moins de 1,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 2011. Un stock de dettes, certes élevé à 82,6 % du PIB, mais sur la pente descendante. Un chômage contenu à 6 % de la population active (contre 9,5 % prévu en France). Et, enfin, une balance des paiements courants excédentaire.

Mais, aux yeux des experts, Berlin n'est pas si exemplaire. "*Son déficit est honteusement truqué !*", dénonce Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. Et de développer : après le choc de 2008, le pays a eu recours à une tactique légale, mais peu éthique, pour comptabiliser les dizaines de milliards d'euros déboursés (ou offerts en garanties) afin de relancer son économie et sauver son secteur financier.

Les sommes, poursuit M. Broyer, ont été logées dans un fonds spécial "*Sondervermögen*" qui a contribué à faire grossir la dette mais n'est pas pris en compte dans le calcul du déficit public. Sans cette astuce le déficit allemand en 2009 n'aurait pas été de 3,2 % mais de 5,1 %, calcule Natixis. Un niveau comparable à celui de la France... De quoi faire écho aux propos de Jean-Claude Juncker, le président luxembourgeois de l'Eurogroupe. "*En Allemagne, on fait souvent comme si le pays n'avait aucun problème, comme si l'Allemagne était exempte de dettes tandis que tous les autres auraient des dettes excessives*", a-t-il lâché récemment. Une contre-vérité à ses yeux : "*L'Allemagne a une dette plus élevée que celle de l'Espagne. Seulement personne ne veut le savoir ici.*"

De fait, selon la Commission européenne, si l'on regarde le ratio dette sur PIB, l'Allemagne fait moins bien que neuf autres pays de la zone euro. Et malgré des recettes fiscales en forte hausse (de 40 milliards d'euros) en 2011 grâce à une croissance dynamique, la dette publique devrait croître, en valeur absolue, cette année de 25 milliards d'euros. La rigueur allemande serait donc toute relative ? D'influents économistes allemands, de sensibilités différentes, partagent l'avis de M. Juncker.

"*Le niveau de la dette allemande est inquiétant, si l'on se projette dans l'avenir*", juge Henrik Enderlein, dirigeant de la Hertie School of governance. Le déclin démographique du pays, qui contribue à modérer le taux de chômage, se traduira par "*une baisse massive des recettes du gouvernement*", explique-t-il. "*Dans le même temps, le vieillissement de la population va faire exploser les coûts de la sécurité sociale et de l'assurance-maladie*". En 2010 une étude de la Banque des règlements internationaux (BRI) chiffrait d'ailleurs l'explosion des dépenses de santé en Allemagne à 10 % du PIB en 2035...

"*La dette est bien au-dessus des 60 % prévus par le traité de Maastricht. L'Allemagne non plus n'a pas rempli sa tâche*", déplore Hans-Werner Sinn. Le très influent président de l'Ifo poursuit : "*L'endettement déjà élevé montre que l'Allemagne ne peut sauver personne sans perdre elle-même sa notation.*" Autrement dit, le pays ne serait pas à l'abri, lui non plus, d'une dégradation qui le verrait perdre, un jour, son "AAA", sésame pour emprunter à bon compte sur les marchés financiers. A travers sa participation au Fonds européen de stabilité financière, censé sauver les pays en déroute de l'Union monétaire, "*l'Allemagne a déjà mis sa note gravement en danger. Les primes d'assurances sur les emprunts à dix ans de l'Etat allemand ont décuplé par rapport à ce qu'ils étaient avant la crise*", précise l'économiste eurosceptique.

Jochen Möbert, économiste à la Deutsche Bank , évoque "*trois risques (qui) pourraient menacer la note allemande : une récession, une aide accrue aux pays périphériques et une aversion des marchés pour les emprunts d'Etat*". L'Allemagne n'est pas menacée de récession. Mais, comme l'ensemble de la zone euro, elle est promise à un ralentissement en 2012 : les experts tablent sur une croissance de 0,9 % l'an prochain contre 3 % en 2011.

Pour l'heure, les marchés, qui désormais n'hésitent plus à s'attaquer à la Belgique ou à la France, réservent à l'Allemagne un traitement de faveur. Dans la zone euro, d'ailleurs, c'est Berlin qui doit débourser le taux d'intérêt le plus faible pour emprunter.

Mais le "*modèle de stabilité allemand*", hérité en grande partie des réformes structurelles (marché du travail, système des retraites) menées sous le gouvernement Schröder, soit bien avant la crise, n'est pas non plus un rempart imprenable. A en croire les économistes en tout cas. (lemonde.fr 19.11)

Ce sont les éléments fournis dans le dernier paragraphe qui permettent en partie d'expliquer la disposition favorable des marchés envers l'Allemagne.

Schröder a déjà taillé à la hache dans les droits sociaux des travailleurs, difficile d'aller plus loin en Allemagne sans remettre en cause la précieuse paix sociale signée entre le patronat allemand et les syndicats, alors que dans la plupart des autres pays de l'UE les gouvernements en place n'ont pas osé terminé la sale besogne, d'où la nomination en Italie et en Grèce de représentant de l'oligarche financière aux ordres de Bruxelles pour s'y atteler au pas de charge.

Sans le dernier paragraphe, cet article aurait été incomplet ou incompréhensible, à moins d'avoir à l'esprit tous les rapports entre les différents facteurs dans le passé et au présent pour comprendre la situation, ce qui n'est pas évident ou impossible instantanément pour les quelque 200 pays qui existent dans le monde.

Vous voyez, cela tient à peu de chose de se tromper ou non. Généralement, vaut mieux prendre le temps de réfléchir et de s'informer avant de donner un avis sur un pays, c'est plus prudent et plus sérieux aussi. Que savions-nous sur la Libye à la mi-février ? Pas grand chose en dehors de généralité ou des grandes lignes, et encore, d'où des hésitations ou des erreurs d'appréciation que l'on corrige par la suite. Idem pour la Syrie, le Yémen, Bahrein, etc.

Les gros malins qui savent tout et détiennent la vérité se retranchent courageusement derrière des principes qu'ils récitent par coeur comme des moulins à prière tibétains, croyant ainsi apporter quelque chose à la compréhension d'une situation complexe qui

ne cesse d'évoluer, pour finalement après avoir lâché un bruyant pet s'empresser de faire allégeance aux institutions et à son chef suprême des armées. C'est beau quand même l'inconsistance, j'allais écrire par erreur l'incontinence, mais finalement ils font bon ménage, quand on s'empiffre dans des banquets laïcs et républicains avant de demander audience au monarque qui piétine les valeurs de la République.

Haut de page

Le 21 novembre

CAUSERIE

Bernard-Henri Lévy. Flagrant délit de mensonge.

Lors de l'émission *On n'est pas couché* diffusée samedi dernier en différée sur TV5Monde Asie, j'ai entendu Bernard-Henri Lévy affirmer à deux reprises qu'il ne connaissait absolument personne du CNT il y a quelques mois encore, quand Sarkonapoléon décida de bombarder les positions de Kadhafi, pas même son futur Premier ministre Mahmoud Jibril.

Evidemment aucun participant à cette émission de "*divertissement*" n'a répliqué, alors que "*M. Jibril avait aussi créé des sociétés de négoce, dont une chargée du commerce du bois de Malaisie et d'Australie avec son ami français Bernard-Henri Lévy*" (Réseau Voltaire) (www.luttedeclasse.org/dossier/qatar_media_230911.pdf)

Vous voyez quel usage on peut faire des articles du Réseau Voltaire... Si nous ne sommes pas informés, comment voulez-vous mettre en échec ou contrer la propagande gouvernementale ou patronale ?

Notre ennemi est dans notre propre pays

Lu sur le site de la tendance C4 du NPA, dans une interview de l'OKDE Ergatiki Pali (Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce-Lutte Ouvrière www.okde.gr)

- "*Partout, il faudrait développer la solidarité avec la lutte des travailleurs et de la jeunesse en Grèce.* "

Pourquoi utiliser le conditionnel, il suffit de s'attaquer à notre propre bourgeoisie dans chacun de nos pays, non ? Aux institutions, à l'Etat. Or ce représentant de l'OKDE avance une panoplie de revendications sociales, mais pas un seul objectif politique en dehors "*d'un soulèvement généralisé et « pour qu'ils s'en aillent tous »*" ou encore "*l'idée que seule la grève générale politique est capable d'en finir avec ce gouvernement*", qui n'en sont pas, comme si en soi le fait de chasser le gouvernement en place et la grève générale constituaient une réponse à la question du pouvoir.

Mais "*nous menons aussi la lutte pour une autre société, pour le socialisme, pour la révolution*", dès lors on se demande bien comment !

Lu dans le n°175 d'***Informations ouvrières***

1- Page 16 : "*En 1992, avec une heure de Smic net, on pouvait acheter sept litres de gazole. Fin 2011, on ne peut en achèter que cinq.*"

Ah ben alors, travailleurs, travailleuses : sortez vos mouchoirs !

En Inde où j'ai déjà passé 17 ans, en 1992 le prix du litre d'essence était entre 20 et 23 roupies, en 2011 il dépasse 63 roupies : je sens que je vais craquer et me tirer une balle dans la tête !

Vive la crise, faisons table rase !

Parce que vous croyez à la fable que c'est le compte en banque bien garni et le frigo bien rempli qu'on fera une révolution ? Ce ne serait pas plutôt le contraire, non ? On n'a rien sans rien, et hélas ce n'est pas nous qui décidons de la règle du jeu, alors faisons avec au lieu de se lamenter comme des vieillards séniles avant l'âge !

2- Page 13 : "*Le beau rugby, malade de la finance, tend à ne devenir qu'une référence pour les jours de fête*", comme la révolution socialiste pour certains...

Comme sport je préfère la révolution au rugby qui tient de l'infantilisme barbare, mais tous les goûts sont dans la nature... primaire de l'homme, préhistorique quoi.

On est lundi on se détend un peu, sinon comment on va terminer la semaine, hein ?

Etats-Unis

Le document *Tendances dans la répartition des revenus des ménages entre 1979 et 2007* aux Etats-Unis est en anglais (Trends in the Distribution of Household Income Between 1979 and 2007), il émane du Congrès américain, mais il comporte de très nombreux graphiques accessibles quand on maîtrise un minimum l'anglais. Si j'ai le temps, je préparerai un bref article avec les graphiques les plus significatifs.

La croissance de la fortune des plus riches a été exponentielle : + 275% entre 1979 et 2007, passant de 8% du revenu national à 17%.

Espagne

Aux infos du soir avant-hier sur TV5Monde Asie, ils ont dit que 200 personnes étaient expulsées par jour à Madrid en Espagne. Dans leur reportage, ils ont évoqué le cas des gens qui logaient précédemment dans des HLM avant que la ville de Madrid leur propose d'en devenir propriétaire, pour qu'ensuite ils se retrouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt hypothéquaire et finissent par se retrouver à la rue. N'était-ce pas ce dispositif que l'UMP voulait justement proposer en France ?

Le journaliste a ajouté qu'il y aurait 3 millions d'appartements vides en Espagne.

Des sujets à développer

1- L'alliance de l'impérialisme américain avec les islamistes, de l'Arabie Saoudite à Al-Qaida (leur création), en passant par le régime Turc et le parti islamiste en Tunisie ou les frères musulmans en Egypte et en Libye...

2- Lors du sommet de l'APEC à Honolulu, Hawaii, les 12 et 13 novembre 2011, et lors du 19e sommet de l'ASEAN qui vient de se terminer en Indonésie, Obama est intervenu pour tenter d'isoler la Chine tout témoignant sa détermination à renforcer la présence militaire américaine dans le Pacifique, notamment en s'appuyant sur l'Australie, pays membre de l'APEC, mais dont la candidature à l'ASEAN a été rejetée.

L'APEC a 21 membres, qui représentent plus du tiers de la population du monde (2,6 milliards de personnes), approximativement 60 % du PIB du monde et environ 47 % du commerce mondial. Il représente également la zone économique la plus dynamique dans le monde, ayant participé à presque 70 % de la croissance économique globale entre 1994 et 2004.

L'APEC : Australie, Brunei, Canada, Corée du Sud, États-Unis, Indonésie, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Thaïlande, Chine, Hong Kong, Chinese Taipei, Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guiné, Chili , Pérou, Russie, Viêt Nam.

L'ASEAN a 10 membres : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Viêt Nam, Laos Laos, Birmanie, Cambodge.

L'indignation de la bonne conscience.

Monique Dagnaud, sociologue, directrice de recherche au CNRS, dans un article paru hier dans le portail Slate.fr, dont le titre correspond parfaitement à l'état d'esprit des fondateurs et intervenants sur ce site plus qu'à la réalité *Pourquoi la jeunesse française ne s'indigne pas.* De quelle "*jeunesse*" parle-t-elle ?

- (en France) "*Il est possible que dans une société très politisée, la posture un peu floue et hors système politique des Indignés ait du mal à galvaniser les ardeurs*", mais mobilise largement les médias... et les intellectuels dans votre genre, simple constatation.

L'illusion fera long feu, disions-nous il y a 9 mois à propos de l'engouement pour les réseaux sociaux sur Internet, les fesses boucs et autres attrape-nigauds manipulés par les différents régimes, parfois même pas, puisque leurs auteurs ont fait des études pour ensuite servir docilement le capitalisme sans trop se poser de questions.

- "*Si les jeunes Français ne se reconnaissent que mollement dans les mouvements des Indignés, c'est que ceux-ci brassent des mots d'ordre plutôt vastes: sentiment d'injustice, indignation contre des dirigeants économiques prédateurs et des gouvernants impuissants, appel à une société meilleure, à un autre modèle de croissance, une autre organisation sociale. Entre protestation morale et front du refus, ils sont éloignés de la scène partisane classique, et en outre, n'envisagent pas de s'y tailler une place.* "

Des mots d'ordre "*plutôt vastes*" qui ne partent pas des préoccupations quotidiennes des travailleurs, préoccupations sociales élémentaires à côté desquelles la "*protestation morale*" apparaît comme un luxe de fils à papa, qui ne veulent pas se mouiller sur le terrain politique appelé ici par dérision ou par mépris une "*scène partisane classique*", parce que leur mouvement n'a ni avenir ni perspective, dès lors on comprend qu'ils "*n'envisagent pas de s'y tailler une place*", il suffit qu'ils soient servis pour faire ensuite l'apologie du capitalisme se foutant pas mal du sort du prolétariat dans lequel ils sont incapables de se reconnaître.

Réaction de deux internautes à cet article

1- "*Votre article est bien le reflet de la pensée du Français moyen c'est à dire celui qui a fait un minimum d'études sup, a le même boulot depuis au moins 10 ans, s'est acheté une maison et ne veut pas vraiment savoir ce qui se passe hors de chez lui! La jeunesse française est indignée mais personne ne veut vraiment l'écouter et le pire c'est qu'elle n'a aucune chance d'être crédible car comme vous même vous le dites si bien, la colère sociale en France est canalisée par les politiques qui eux ont plutôt d'autres intérêts!*". Vous voulez dire sans doute ceux du capital...

2- " *Les jeunes Français participent peu à ce mouvement car ils le savent complètement stérile. Ce mouvement est mou, tiède et manque de sueur. Etre indigné ? La jeunesse française l'est tous les jours mais pour elle, habituée aux "mouvements sociaux", cela ne suffit pas. Pour qu'un mouvement prenne forme il faut être plus qu'indigné : il faut être révolté !*" A qui le dites-vous !

Ce mouvement prend davantage dans les pays où il n'existe pas vraiment d'opposition sur le plan politique face au régime en place (Etats-Unis), ou dans les pays qui ont vécu ces dernières décennies sous des gouvernements dits de gauche (Espagne, Grèce, Grande-Bretagne). Le cas de l'Allemagne est particulier, puisque Schröder et le SPD ont déjà appliqué la politique réactionnaire que la Grèce, l'Iatlie, l'Espagne et le Portugal s'apprêtent à mettre en place. En France, les jeunes diplomés sont partagés entre Sarkozy et Hollande pour seul horizon, ajoutons que malgré la brutalité des trois plans d'austérité adoptés par le gouvernement, ce n'est rien à côté de la situation dramatique qui prévaut en Grèce, en Espagne et au Portugal, et qui frappe en majorité la jeunesse avec un taux de chômage record, plus de 40%, on en est encore très loin en France pour cette couche privilégiée de la jeunesse.

INFOS EN BREF

Politique

1- France.

1.1- Le "***chemin étroit***"... des promesses sans lendemain.

François Rebsamen, chef de file des sénateurs PS, et membre de l'équipe de campagne de François Hollande, a modéré dimanche, certaines mesures du projet socialiste pour 2012 comme les 300.000 emplois d'avenir ou les 10.000 policiers supplémentaires.

Dans une interview au *Parisien*, M. Rebsamen répète que le projet PS «*constitue le cadre de la stratégie économique» du candidat socialiste à la présidentielle, mais note que «la crise rend le chemin étroit*».

«*Les emplois d'avenir sont un outil intéressant qui a fonctionné en 1997. Nous ne renierons pas cette promesse, mais il faut être clair que nous n'en créerons pas 300.000 dès l'année prochaine*», dit-il.

Il précise en outre que «*l'allocation d'autonomie pour les jeunes*» devait «*être soumise à conditions de ressources*».

Questionné sur les 10.000 policiers supplémentaires prévus dans le projet PS, M. Rebsamen répond que «*si les marges de manoeuvre le permettent, ce serait évidemment une bonne chose, car c'est exactement le nombre de postes supprimés par la droite*».

Mais, ajoute-t-il, «*l'embauche de 10.000 policiers supplémentaires ne pourra pas se faire comme cela, d'un coup de baguette magique*». Et de proposer «*de commencer par sanctuariser les effectifs*» actuels. (Liberation.fr 20.11)

A bas la dictature du capital, boycott des institutions !

1.2- L'effort "***partagé***" entre ceux qui triment pour survivre et ceux qui s'enrichissent en dormant = plus 2 heures de boulot par semaine !

Le centriste Hervé Morin, futur candidat à l'élection présidentielle de 2012 en France, a proposé dimanche d'augmenter la durée

de travail en France de 35 à 37 heures par semaine.

"*La réduction de la dépense et la hausse des impôts ont une limite*", a déclaré le président du Nouveau Centre avant de se prononcer pour une "*troisième voie*".

"*Cette troisième voie, c'est celle de l'effort, de l'effort partagé, de la lucidité*", a dit l'ancien ministre de la Défense, qui présentait son projet dans un discours à l'occasion du Conseil national de son parti à Paris.

"*Cet effort, il a un nom : la semaine de 37 heures*", a ajouté Hervé Morin, qui annoncera officiellement sa candidature dimanche prochain. (Reuters 20.11)

2- Italie

Le nouveau gouvernement italien dirigé par Mario Monti pulvérise les records de popularité avec environ 80% des Italiens exprimant un avis favorable, selon un sondage publié dimanche par le quotidien de gauche La Repubblica.

Sur une échelle de 1 (le vote le plus bas) à 10, les Italiens donnant plus de 6 au gouvernement sont 78,6%. Le jugement porté sur la personne de M. Monti est encore meilleur avec 83,8% de personnes interrogées, selon ce sondage réalisé les 17 et 18 novembre par Demos sur un échantillon de 2.377 personnes.

«*Une semaine a été suffisante pour que le climat de l'opinion publique passe de la dépression à l'euphorie*», écrit l'institut de sondage, évoquant «*une majorité sans précédent*» dans l'histoire de l'après-guerre en Italie, aussi bien en ce qui concerne le soutien parlementaire que populaire. (liberation.fr 20.11)

Bon, on a compris il n'y a que les 16,2% de nantis qui n'ont pas émis un avis favorable envers Monti, parce qu'il n'en fait pas encore assez pour les plus riches...

3- Espagne

Le conservateur Mariano Rajoy sera le prochain président du gouvernement espagnol. Le Parti populaire (PP), qu'il préside, a remporté les élections législatives qui avaient lieu dimanche 20 novembre, avec une majorité absolue de 186 sièges, sur les 350 que compte le Congrès des députés. C'est la majorité la plus importante qu'ait obtenu le PP depuis sa création, en 1989. Le PP arrive en tête dans 45 des 52 circonscriptions espagnoles.

Mariano Rajoy a lancé un appel à l'union des Espagnols dimanche soir. Il a indiqué vouloir être "*le président de tous*" pour "*faire la guerre à la crise*", il a appelé à un "*effort de tous*" car "*il n'y aura pas de miracle*".

C'est avant tout l'ampleur de la défaite socialiste qui fait le triomphe de la droite. Car le PP a à peine progressé en nombre de voix et, en pourcentage (44,02 %), il fait moins bien qu'Aznar en 2000. En face, les socialistes au pouvoir se sont effondrés. Leur revers est historique. Avec 110 députés, ils perdent 59 sièges et 4,5 millions des 11,3 millions qui s'étaient portées sur leurs listes en 2008. Avec 28,35 % des voix (sur 99 % des bulletins dépouillés) le PSOE enregistre son plus faible résultat depuis son accession au pouvoir en 1982. Jamais depuis lors il n'avait obtenu moins de 34 % des voix aux élections législatives.

Le parti de José Luis Rodriguez Zapatero n'est plus en tête que dans deux provinces, celles de Barcelone et de Séville. Le PSOE perd donc ses deux principaux bastions et réservoirs de voix, l'Andalousie et la Catalogne. En Catalogne, pour la première fois, il est devancé par les nationalistes de Convergence et Union (CiU) et, en Andalousie, par le PP.

Les électeurs perdus par le PSOE se sont dispersés. Une partie d'entre eux se sont tournés vers les écolo-communistes d'Izquierda unida (IU, gauche unie), qui passent de 3,74 % à 6,85 %, soit environ 60 % d'électeurs en plus (et 11 sièges, contre 2 auparavant). D'autres ont pu se porter sur UpyD, un parti centriste fondé par une ancienne socialiste, Rosa Diez, qui obtient 4,65 % des suffrages et 5 sièges. Des centaines de milliers de voix se sont éparpillées sur de "petites" listes, qu'elles aient déjà été présentes en 2008 ou qu'elles soient nouvelles venues, comme celle du parti écologiste EQUO (212 000 voix). D'autres enfin ont pu s'abstenir (à 28,31 %, l'abstention a progressé d'un peu moins d'un point).

Au Pays basque, la gauche indépendantiste, qui n'avait pu présenter de candidats depuis 2003 faute de se démarquer de l'ETA, a pleinement tiré profit de l'abandon de la violence par l'organisation indépendantiste armée. Sous l'étiquette Amaiur, ses listes arrivent en tête en nombre de sièges (6 députés), même si elles restent devancées par le Parti nationaliste basque (PNV) en voix (24,12 % contre 27,42 %). Les socialistes, qui dirigent la région, ne sont qu'en troisième position (21,54 %). (lemonde.fr 20.11)

Mariano Rajoy ne se présentait pas puisqu'il était pressenti pour devenir Premier ministre. Il faut savoir qu'il s'était présenté aux élections en 2004 et 2008, et que ces deux fois il avait été battu. (entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie)

4- Egypte

La police égyptienne appuyée par l'armée a de nouveau entrepris dimanche soir de déloger par la force les manifestants réunis sur la place Tahrir au Caire pour réclamer aux militaires une accélération du transfert du pouvoir aux civils.

L'agence de presse Mena a fait état de trois morts et 192 blessés dimanche, au deuxième jour de ces violences, à un peu plus d'une semaine du début des élections législatives le 28 novembre. Ces chiffres portent à au moins cinq morts et plus d'un millier de blessés le bilan des affrontements depuis samedi.

De sources médicales, on a signalé 11 morts pour la seule journée de dimanche.

Dans la nuit, des affrontements violents se déroulaient toujours dans les rues menant au ministère de l'Intérieur, situé à proximité de la place Tahrir, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des protestataires lançaient des pierres et des cocktails Molotov en direction des policiers, qui répliquaient avec des tirs de fusils et de balles de caoutchouc, a rapporté le journaliste.

Les manifestants scandaient "*Nous ne partirons pas*" et "*Le peuple veut la chute du maréchal*" Hussein Tantaoui, dirigeant de fait de l'Egypte, alors que de nombreux protestataires, la plupart en sang, étaient régulièrement évacués pour recevoir des soins.

Les autorités affirment que la police n'a pas ouvert le feu sur les manifestants mais ces derniers ont brandi des cartouches, des douilles et des grenades vides de gaz lacrymogènes.

"*Le peuple veut la chute du régime*", ont scandé des milliers de manifestants avant et après la charge de la police, appuyée par des militaires qui étaient jusqu'à présent restés en retrait.

Tandis que la nuit tombait, les forces de sécurité sont intervenues sur la place Tahrir à coups de matraques et de grenades lacrymogènes.

Sur des images de télévision, on a pu voir un groupe de manifestants former un cordon face à la progression de la police.

"*L'armée envoie ses soldats sur la place Tahrir pour aider la sûreté de l'Etat à disperser les manifestants. Ils nous cognent fort dessus*", a dit un manifestant, Ragab Chemiekhi.

Les forces de sécurité ont procédé à des dizaines d'arrestations, a rapporté un témoin, ce qui n'a pas empêché les manifestants de revenir sur la place, épicentre du soulèvement de janvier et février derniers.

"*Le conseil militaire se bouche les oreilles, il nous ignore, il n'en a rien à faire de nous et nous allons continuer à occuper les rues et à revendiquer nos droits. La justice finira par triompher*", a dit Amal el Mohandes, 31 ans.

Des manifestations ont aussi eu lieu dans d'autres villes du pays dimanche.

Plus de 2.000 personnes ont assisté aux obsèques de Bahaa el Senoussi, manifestant tué à Alexandrie. Plusieurs centaines d'entre elles se sont ensuite rassemblées devant la préfecture en criant "*Les responsables du ministère de l'Intérieur sont des voyous*".

Des manifestants ont aussi défilé dans l'est de l'Egypte, à Suez et Ismaïlia, et dans le nord du Sinaï, par solidarité.

A Suez, des militaires tiraient en l'air pour disperser des manifestants, au lendemain d'affrontements dans cette ville située sur la mer Rouge, selon un correspondant de l'AFP.

Le texte incriminé accorderait à l'armée une autorité exclusive sur la gestion de ses affaires et de son budget et lui confierait des pouvoirs étendus dans le domaine de la sécurité nationale.

Ces projets ont été amendés mais pas suffisamment aux yeux des manifestants.

A l'issue de la réunion ministérielle de dimanche, le vice-Premier ministre, Ali al Silmi, a prévenu: "*Nous ne reculerons pas sur les derniers amendements proposés au texte constitutionnel.*" (Reuters et liberation.fr 20.11)

La question qui est posée en Egypte est celle de la dissolution, du démentèlement de l'armée à travers la remise en cause du

pouvoir qu'elle a acquis dans des secteurs clés de l'économie, l'expropriation de l'armée de secteurs de l'industrie qu'elle contrôle pour son propre compte.

Ce qui est intéressant ici, c'est que la révolution égyptienne ne peut pas se développer sans s'attaquer directement à l'armée qui est le garant du régime de la propriété privée des moyens de production aux mains de la bourgeoisie égyptienne, des différents impérialistes... et de l'armée elle-même.

La révolution égyptienne pose la question de la dissolution de l'armée et du peuple en armes pour pouvoir avancer vers la remise en cause des fondements du capitalisme.

C'est le programme de la révolution socialiste qui est à l'ordre du jour. C'est l'actualité des enseignements de la Commune et de la révolution russe de 1917 dont tous les partis se sont écartés ou qu'ils ont volontairement abandonnés au profit d'une voie légaliste qui confine de fait à la capitulation ou à la trahison des objectifs pour lesquels ils prétendent combattre.

Un cinglant démenti aux dangereux illusionnistes qui voudraient nous faire croire qu'on pourrait avancer sur la voie du socialisme par le biais d'un bulletin de vote, d'une "*révolution par les urnes*" ou une "*révolution citoyenne*", ou encore l'élection d'une Assemblée constituante qui n'aurait en réalité aucun pouvoir tant que l'armée et l'appareil répressif de l'Etat capitaliste n'auraient pas été démentelés.

Ces charlatans ou aventuriers irresponsables voudraient faire croire aux travailleurs et aux militants en totale contradiction avec l'expérience de toutes les révolutions au cours des XIX et XXe siècle, qu'il serait possible au prolétariat d'accéder au pouvoir et de s'attaquer au capitalisme en faisant l'économie d'une guerre civile, dont nous savons très bien qu'elle sera inévitable dans la mesure où la classe dominante refusera de céder pouvoir et privilèges et résistera par tous les moyens à sa disposition, dont l'appareil policier et militaire de l'Etat.

Cette expérience, qui est en train de se dérouler sous nos yeux en Egypte, démontre l'inanité, l'impasse criminelle à laquelle conduit inévitablement la perspective du passage du capitalisme au socialisme par la voie paisible des urnes, seule la révolution en allant jusqu'au bout de son processus dialectique, en détruisant l'Etat capitaliste de fond en comble permettra d'avancer sur la voie du socialisme.

Cela signifie que le parti ouvrier révolutionnaire doit inscrire dans son programme la dissolution de l'armée et de l'ensemble de l'appareil répressif de l'Etat et la nécessité d'armer le prolétariat pour défendre la révolution et vaincre la réaction.

Autrefois les partis communistes n'hésitaient pas à braver le régime et à entreprendre des actions illégales, de nos jours, leurs héritiers ou ce qu'il en reste, n'osent même pas employer simplement des expressions qui pourraient choquer les oreilles du législateur, ils respectent la légalité à la lettre et le font savoir bien fort pour qu'en haut on les entende. A croire qu'autrefois dirigeants et militants ne craignaient pas la répression, sans doute parce qu'il existait une fraternité ou une solidarité qui depuis a disparu, aujourd'hui tout ce petit monde dispose d'un mode de vie relativement confortable contrairement au début du XXe siècle et il y tient plus que tout, individuellement, les intérêts collectifs sont relégués au second plan, ce que l'activisme camoufle utilement en se faisant passé (inconsciemment) pour ce qu'il n'est pas, une dérive que l'on trouve dans leur programme ou leur conception de la lutte de classe et qui se retrouve jusque dans les moindres détails.

Evoquez cette question avec des dirigeants et je vous parie qu'ils se livreront à un amalgame entre le combat politique qui peut conduire à décider d'enfreindre la légalité et le gauchisme, la maladie infantile du communisme (Lénine).

Ce sont des organisations regroupant des anarchistes ou des anticapitalistes qui se livrent à des actions illégales (nucléaire, OGM, etc). Parfois ce sont des organisations contrôlées par les staliniens qui s'y livrent (Droit au logement, AC, etc.), tandis qu'à côté ils soutiennent le régime. Pendant ce temps-là, nos révolutionnaires professionnels - cette expression paraît du coup anachronique ou déplacé, grotesque de nos jours, se prélassent à l'ombre des institutions qu'ils arpentent discrètement...

Cela dit, je ne préconise pas pour autant d'entreprendre forcément des actions illégales, surtout dans le contexte actuel, vous vous retrouveriez seul contre tous et absolument personne ne vous viendrait en aide, ce serait un suicide, du gauchisme pour le coup. Ce que je voulais mettre en évidence c'est le lien politique qui existe entre l'abandon de cette forme de combat contre le régime et le refus de poser clairement la question de la nécessité d'une révolution avec toutes ses conséquences, dont l'intervention de l'armée et la guerre civile. Le refus de préparer les militants à cette situation, qui aboutira à leur incapacité à y faire face dans la plupart des cas, à la débandade... Je vous laisse deviner la suite.

Autre enseignement de la révolution égyptienne ou le même sous un angle légèrement différent, au-delà des calculs et des gesticulations politiques du régime, et la multitude de grèves et de mouvements sociaux dans le pays est là pour le rappeler, c'est la question du pouvoir économique qui est posée, qui, quelle classe détient les moyens de production et d'échange, posant la question de la nécessité d'exproprier les propriétaires ou actionnaires des grandes entreprises, dont l'armée, pour pouvoir enfin satisfaire les revendications sociales des masses exploitées.

Toutes les questions d'ordre politique en Egypte ou ailleurs nous ramènent à des questions économiques, à la question fondamental de savoir qui détient les moyens de produire les richesses et qui décide de leur répartition dans la société, au-delà, qui décide de produire quoi et pour quoi, dans quel but, s'enrichir sur le dos de la population au détriment de ses besoins ou uniquement pour les satisfaire.

On s'aperçoit rapidement en observant le déroulement de la révolution égyptienne, qu'elle plonge jusqu'aux racines du capitalisme, qu'elle pose directement la question du programme de la révolution socialiste. En Tunisie également, on y reviendra une autre fois.

5- Maroc

Des milliers de Marocains ont manifesté dimanche dans plusieurs villes du royaume pour exhorter leurs compatriotes à boycotter les élections législatives de vendredi.

Les manifestants prédisent déjà que le vote de vendredi ne sera pas démocratique.

A Tanger, dans le nord du pays, un journaliste de Reuters a rapporté qu'environ 10.000 manifestants s'étaient massés sur une place du quartier populaire de Beni Mkada. Un groupe de participants portait un faux cercueil enveloppé d'un drap blanc avec l'inscription "*élections législatives*".

Environ 200 policiers équipés de tenues anti-émeute ont bouclé la place mais aucun affrontement n'a été signalé. Un policier a estimé le nombre de manifestants à moins d'un millier.

A Casablanca, poumon économique du Maroc, un témoin a fait état d'au moins 6.000 participants à un rassemblement similaire malgré la pluie.

Deux diplomates occidentaux et un habitant de Rabat ont estimé la foule à environ 3.000 personnes dans la capitale.

Ce mouvement en faveur du boycottage des élections trouve peu de résonance au sein de la population, qui, dans sa grande majorité, est peu engagée politiquement et vénère le souverain.

Le scrutin devrait principalement opposer des islamistes modérés ayant juré fidélité au roi à une coalition de partis essentiellement libéraux et proches du palais.

Les détracteurs du roi jugent que cette consultation a été organisée de manière trop précipitée pour permettre un véritable débat. (Reuters 20.11)

Social

1- Etats-Unis

Le petit groupe des Américains qui gagnent le plus a doublé sa part du revenu total des États-Unis au cours des trois dernières décennies, selon une étude du très officiel Congressional Budget Office (CBO) signalée par le Washington Post. La croissance de la fortune des plus riches a été exponentielle : +275% entre 1979 et 2007, passant de 8% du revenu national à 17%.

Le rapport ajoute que depuis la fin des années 70, la politique de l'État n'a pas réduit la concentration des revenus, au contraire. Voilà qui ne va pas calmer les militants du mouvement Occupy Wall Street remarque CBS News.

Une étude qui ne va pas faciliter la campagne électorale d'Obama qui espère décrocher un second mandat. Car "*selon un sondage CBS-New York Times publié cette semaine, environ 28% des personnes interrogées disent que l'administration Obama favorise les riches*", même si environ 69% disent que l'opposition, les Républicains au Congrès, agissent de concert.

« *L'effet de péréquation des impôts fédéraux était plus faible* » en 2007 qu'en 1979, et « *les recettes du gouvernement fédéral se sont éloignées d'un impôt progressif sur les revenus, au profit d'impôts moins progressifs sur les salaires* » toujours selon ce rapport du Congressional Budget Office cité par le *New York Times*.

Pour le cinquième de la population situé en bas de l'échelle, soit les 20% les plus pauvres, le revenu réel moyen après impôt des ménages n'a augmenté que de 18%.

"*Les résultats, fondés sur une analyse rigoureuse des données de l'Internal Revenue Service (IRS) et du Bureau du*

recensement (Census Bureau), sont globalement en accord avec les études fournies par certains chercheurs privés et universitaires économistes. Mais parce qu'ils portent l'imprimatur du bureau du budget, qui est un organisme non partisan, ils sont susceptibles d'avoir un impact majeur sur le débat en cours au Congrès concernant l'équité de l'impôt fédéral" souligne le *New York Times*. (atlantico.fr 20.11)

Les plus riches ont accru leur fortune de 275% entre 1979 et 2007...

Légitime, non, le capitalisme, l'exploitation ne le sont-ils pas ? Parce que l'origine de cet enrichissement monstreux dans tous les sens du terme ne proviendrait pas de là, de la concentration du capital ou des moyens de production entre les mains de quelques privilégiés, d'où alors ? On pose cette question aux "indignés", à tous ceux qui ne voit dans cette crise qu'une crise financière, qui ne veulent pas ou sont incapables d'aller au bout de leur analyse, de remonter jusqu'au fondement du capitalisme. Cela figurait déjà dans *Le Capital* de Marx et Engels...

2- Israël

Des centaines de journalistes, dont des présentateurs vedettes de la radio télévision, ont dénoncé dimanche 20 novembre les menaces qui pèsent selon eux sur la liberté de la presse, lors d'un rassemblement à Tel Aviv. Cette manifestation, sans précédent en Israël, visait la campagne législative tous azimuts du camp ultranationaliste, ciblant les médias jugés trop critiques envers le pouvoir, la Cour suprême et des ONG classées à gauche.

"*Nous sommes confrontés à une ivresse d'un pouvoir qui ne connaît plus ses limites*", a déclaré à la tribune le principal présentateur de nouvelles à la radio militaire, Razi Barkaï. "*L'attaque contre la liberté de la presse est inséparable de l'offensive contre l'indépendance de la justice*", a mis en garde une autre journaliste, Ilana Dayan, reporter de la seconde chaîne de télévision privée.

Les journalistes s'insurgent contre un projet de loi élaboré par des députés d'extrême droite destiné à aggraver de façon draconienne la législation sur la diffamation. S'il était adopté par la Knesset (parlement), il permettrait d'infliger des amendes très lourdes à des médias attaqués en justice pour diffamation, quand bien même les plaignants n'apporteraient pas la preuve qu'ils ont subi des dommages réels du fait de la publication des textes incriminés.

Les journalistes se sont également élevés contre les pressions sur la chaîne privée 10. Connue pour son indépendance dans ses programmes de nouvelles, elle est menacée de fermeture après qu'une commission parlementaire à majorité de droite eut refusé de renflouer ses dettes. Le 13 novembre, l'extrême droite avait marqué un nouveau point en obtenant le feu vert du gouvernement à deux propositions de loi controversées ciblant le financement d'ONG israéliennes hostiles à l'occupation et à la colonisation des Territoires palestiniens. Pour l'heure, toutefois les deux lois ont été gelées, suite au tollé qu'elles ont provoqué en Israël et à l'étranger. (lemonde.fr 20.11)

On l'oublie parfois, mais en Israël aussi l'extrême droite fait partie de la coalition au pouvoir. On est solidaire de ces journalistes évidemment.

Haut de page

CAUSERIE

Une question tabou.

Quelle légitimité ont les partis PS et PCF qui se réclament à tort ou à raison des "classes populaires" ou du socialisme, et dont la classe ouvrière et les masses exploitées ont fini par se détourner totalement ?

On pourrait étendre cette question aux autres partis qui n'ont pas été capables de se construire, d'emporter l'adhésion ou d'inspirer confiance aux travailleurs après 70 ans d'existence.

On s'étonne ou feint hypocritement de s'étonner de la situation sociale et politique actuelle, comme si elle était le fait du hasard ou de la faute à pas de chance, à moins qu'il ne s'agisse encore une fois d'un foutu "piège" dans lequel nos dirigeants seraient tombés, pas seulement, la quasi-totalité des travailleurs, les générations entières d'exploités qui se sont succédés, ouvriers et intellectuels confondus, qui, pas de bol, n'auraient jamais trouvé la voie apparemment impénétrable et réservée aux seuls initiés qui conduit au socialisme comme celle du seigneur qui conduit ses élus au royaume des cieux, pour finalement former une grande chapelle sous les auspices de la franc-maçonnerie, amen !

Discours politiquement très incorrect, nous n'y sommes pour rien si ceux qui prétendent combattre l'obscurantisme adhèrent à des sociétés secrètes ou dont les débats et les pratiques doivent demeurer à l'abri des curieux, de la critique, comme s'ils avaient quelque chose à cacher ou de difficilement supportable à avouer, encore moins susceptible d'être accepté par le plus grand nombre, cela vaut pour le PS, le PCF et le POI, pour les autres partis je n'en sais rien.

Le parti, qui ne parvient pas à se développer au bout de plusieurs décennies, finit toujours par se fossiliser, se scléroser, se décomposer, bien qu'il ait pignon sur rue, ses moeurs, ses pratiques, l'état d'esprit de ses membres, tiennent davantage de la secte repliée sur elle-même plutôt que tourné vers l'extérieur à l'écoute du monde

Pourquoi les travailleurs devraient-ils renouer avec l'espoir qu'une issue politique existe à la crise du capitalisme, quand ils peuvent constater qu'aucun parti n'a réussi à l'incarner depuis l'avènement de la Ve République ?

Si on admet avec Trotsky que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction de la classe ouvrière, force est de constater que l'on n'a pas avancer d'un pas pour la résoudre en 70 ans, donc il est normal que les travailleurs ne voient pas très bien comment ils pourraient se débarrasser du capitalisme, puisqu'aucun parti n'a été capable de les convaincre que c'était possible ou plutôt indispensable, peut-être parce qu'il n'y a plus aucun parti qui y croit vraiment, autre explication, leurs dirigeants ne sont pas à la hauteur. Mais si les dirigeants de ces partis qui en principe incarnent consciemment le mouvement inconscient s'avèrent eux-mêmes largement inconscients de la situation, il est normal qu'on en soit là aujourd'hui, et on est logiquement porté à en tirer la conclusion que tout serait foutu. C'est l'état d'esprit qui domine dans la société en général et pas seulement chez les ouvriers.

On s'est gargarisé de formules et de principes prêts à l'emploi, alors que la situation et les transformations qu'ont connu la société et le monde nécessitaient de faire du sur mesure en employant les mêmes outils, parfois en en créant d'autres, ce qu'on a été manifestement incapable de faire, le on est inclusif, je me mets dans le lot, bien que personnellement j'avais cessé de militer entre 1981 et 2001.

Les travailleurs sont pessimlistes, sceptiques ou perplexes face à une situation qu'ils supportent de plus en plus mal chaque jour, et lorsqu'on leur explique qu'il existe une issue politique, ils nous écoutent poliment, mais ils voudraient bien qu'on leur explique comment ils pourraient y croire, car les discours qu'ils entendent ne répondent finalement pas aux questions qu'ils n'ont jamais réussi à se poser eux-mêmes.

On se demandait plus haut quelle légitimité avaient ces partis, des partis qui laissent Sarkozy s'exprimer tranquillement sans marteler l'argument qu'il est illégitime, en guise de fait par exemple, son parti a été mis en minorité lors des quatres élections qui ont eu lieu depuis qu'il a été élu président, qui laissent les représentants du patronat s'exprimer sans marteler que leurs besoins sont illégitimes, en guise de fait parmi d'autres, les entreprises du CAC 40 ont empoché des centaines de milliards d'euros de profits au cours des dernières années tandis que le chômage, la précarité et la pauvreté n'ont cessé d'augmenter, seuls les besoins des travailleurs sont légitimes mais personne ne le dit ou timidement, en s'excusant pour ainsi dire, des partis qui ne saisissent pas les occasions qui leur ont été données depuis 2005 pour marteler que les institutions et la Constitution sont illégitimes et qu'il faut les balayer, franchement, comment voudriez-vous que les travailleurs aient confiance dans de tels partis, des partis qui pendant des décennies leur ont dit de voter PS-PCF comme s'ils pouvaient participer à une issue politique favorable à la classe ouvrière, qui ont participé aux institutions à des degrés divers, tandis que les travailleurs s'en détournaient ? En réalité, le fossé et l'incompréhension entre les travailleurs d'une part, et les syndicats et partis d'autre part, n'a cessé de croître depuis 30 ans. Les syndicats et ces partis (POI, NPA et LO) en sont responsables et personne d'autres à leur place. (A suivre)

Tordons le coup au CNR

Le Conseil national de la résistance dont certains nous rebattent les oreilles à longueur de temps, staliniens et néostaliniens, maoïstes et gaullistes de "gauche", la panacée sur le plan politique, et pour cause, il n'a été que l'antichambre de l'union nationale qui s'est mise en place au lendemain de la guerre sous la houlette de de Gaulle. Les nostalgiques de la IVe République (1946-1958) qui comptent dans leurs rangs des "trotskystes" (sans rire !) sont en réalité des nostalgiques de l'union nationale, régime qui pava la voie au bonaparte de Gaulle et sa Ve République.

Certes, la mise en oeuvre du programme du CNR a permis d'appliquer une partie des mesures contenues dans le programme du front populaire de 1936 qui avaient été abandonnées par Blum et Thorez au profit de la Bourse, mais sa réalisation s'est faite en contrepartie du désarmement du peuple en arme et de la liquidation du mouvement révolutionnaire qui avait pris forme vers la fin de la guerre et qui menaçait l'existence de l'Etat bourgeois, pour céder la place à "*une seule police, une seule armée, un seul Etat*" (M. Thorez-PCF), ceux des capitalistes.

Un mot sur l'Espagne

Entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie : le parti conservateur de Mariano Rajoy a remporté les élections législatives de dimanche "*sans programme*", en fait de "*victoire*", elle a été acquise par "*omission*", à défaut de véritables adversaires. De fait, son parti, le Parti populaire, a progressé d'à peine 500 000 voix, alors que le PSOE en a perdues 4,3 millions. Où sont donc

passées ces millions de voix ? Pardi, vous allez les retrouver dans la rue très rapidement ! Et pour cause...

Selon une spécialiste de l'Espagne, la politique d'austérité qu'il va tenter de mettre en oeuvre va être "*très brutale, extrêmement violente pour redresser le pays*".

De l'audace !

Hier j'ai découvert hier soir l'existence et le succès apparemment inattendu du film muet en noir et blanc du réalisateur français Michel Hazanavicius *The Artist*. Il est en compétition aux Oscars aux Etats-Unis après avoir remporté plusieurs prix et être en passe de remporter un succès mondial.

Il fallait oser le faire, personne ne s'attendait à un tel accueil des critiques et du public. Comme quoi, quand on ose et qu'on colle à un besoin, ça marche ou ça peut marcher, mais quand on n'ose pas, on n'en saura jamais rien et cela ne marchera jamais, ça c'est pour la politique !

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de l'Asie orientale (EAS).

Qui l'emportera dans cette lutte pour le leadership dans la région Asie-Pacifique ? C'est une région qui promet un formidable dynamisme au moment où les économies matures s'enfoncent dans la crise. De son côté, la Chine y investit des sommes colossales, notamment en Australie, proche allié de Washington, pour exploiter ses ressources minières. Côté américain, Barack Obama a dévoilé cette semaine le déploiement de 2.500 soldats dans le nord-ouest australien, aux portes de l'Asie du Sud-Est.

Face au géant chinois, les Philippines ont appelé les autres « *petits* » pays concernés (Vietnam, Taïwan, Malaisie, Brunei) à faire front uni, avec le soutien de Washington qui a plaidé pour une approche « *multilatérale* ». Réaction de la Chine : Pékin a brandi la menace économique à l'encontre de « *tout pays qui choisirait d'être un pion sur l'échiquier américain* ». (liesidotorg.wordpress.com 21.11)

2- Egypte

Pour la troisième journée consécutive, policiers et manifestants réclamant le départ du pouvoir de l'armée se sont affrontés lundi sur la place Tahrir du Caire sur fond de crise politique avec la démission du gouvernement intérimaire.

Ces violences, qui rappellent le pire de la "révolution du Nil", ont fait au moins 33 morts.

Vers minuit, quelque 20.000 personnes restaient massées sur cette place, haut lieu de la contestation anti-Moubarak, avec des milliers d'autres dans les rues adjacentes.

"*Le peuple veut la chute du maréchal !*", scandait la foule en visant le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, ministre de la Défense du "raïs" déchu pendant une vingtaine d'années avant de prendre les rênes du Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir depuis le départ de Hosni Moubarak.

En fin de soirée, le CSFA a publié un communiqué appelant au calme et invitant les forces politiques à des discussions de crise pour trouver une porte de sortie. Les généraux font part de leur "*profond regret pour les victimes des ces incidents malheureux*", indique l'agence de presse officielle Mena.

"*Nous appelons toutes les composantes de la nation à faire preuve de la plus grande retenue de manière à éviter de nouvelles victimes*", a ajouté l'armée.

Le Conseil militaire ne précise pas en revanche s'il a accepté la démission du gouvernement intérimaire, présentée dimanche. D'après une source militaire, le CSFA s'efforcerait de trouver un accord sur le nom d'un nouveau Premier ministre.

La démission de tous les membres du cabinet porte un coup sévère à l'autorité du Conseil militaire.

L'embrasement de la place Tahrir intervient une semaine avant le début des élections législatives le 28 novembre, premier scrutin de l'après-Moubarak.

La morgue du principal hôpital du Caire a reçu 33 corps depuis samedi. Au moins 1.250 personnes ont été blessées, dit-on au ministère de la Santé.

Les autorités affirment que la police n'a pas ouvert le feu sur les manifestants mais la plupart des cadavres à la morgue ont des impacts de balles, selon une source médicale.

"*Le régime militaire est mort, est mort*", crient les manifestants. "Liberté, liberté !" entend-on aussi.

D'autres slogans visent le maréchal Hussein Tantaoui, qui fut pendant vingt ans le ministre de la Défense de Moubarak et préside le CSFA. (Reuters 21.11)

Cet article est incomplet, il occulte la place et les privilèges que l'armée entend conserver dans le pays.

Selon un journaliste aux infos hier soir sur TVMonde Asie : 1- 80% des rédacteurs de la nouvelle constitution devraient être choisis par l'armée ; 2- elle aurait le pouvoir de retirer de la nouvelle constitution tous les articles qui ne lui conviennent pas ou portent atteinte à ses intérêts ; 3- enfin son budget, l'origine de ses fonds et leur montant ainsi que son utilisation, demeurerait secret.

Autrement dit la constitution et le "*nouveau régime*" qui se mettrait en place à l'issue des élections devrait consacrer le maintien des pouvoirs attribués par Moubarak (et l'impérialisme américain) à l'armée et devrait accepter de se placer sous sa tutelle comme gardienne de l'ordre établi, rien ne changerait en somme.

3- Tunisie

Les ministres sortants de la Défense et des Finances ainsi que le gouverneur de la banque centrale conserveront leurs attributions dans le prochain gouvernement tunisien, a-t-on déclaré lundi de source proche de la coalition majoritaire.

Selon cette source, qui appartient au parti islamique modéré Ennahda, premier parti de la nouvelle coalition, il y aura tout de même "*beaucoup de changements (dans la composition du cabinet). Il sera annoncé dans la journée*". (Reuters 21.11)

Même punition qu'en Egypte sous la conduite d'un parti islamiste. Hier j'écrivais que les islamistes étaient les alliés de l'impérialisme américain contre le prolétariat mondial, en voilà une nouvelle preuve. Hier au Caire quand la situation a commencé à dégénérer, les courageux Frères musulmans se sont fait la paire ont rapporté les agences de presse sur place.

4- Syrie

Hier (le 18 -ndlr), la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déclaré qu'une guerre civile en Syrie était possible si l'opposition dans le pays devenait plus forte. Qu'est-ce à dire exactement ? L'opposition, déjà très armée et financée par l'extérieur, pourrait-elle prendre le pouvoir dans le sang ? Mme Clinton, bien plus élevée dans la hiérarchie des sociétés secrètes que ne l'est son mari, affirme que ses amis de Washington sont en faveur de manifestations pacifiques et d'une opposition non-violente. Selon elle, la conclusion est évidente : c'est le président syrien Bachar al-Assad qui a incité l'opposition à « *prendre les armes* ».

Interrogée sur le parallèle que l'on pourrait faire avec la Libye, Hillary Clinton répond : « *Personne ne souhaite ce genre d'action vis-à-vis de la Syrie. La Libye était un cas unique.* » « *Mais ce n'est pas applicable à la Syrie. La Syrie a son propre rythme, et ce qu'a fait la Ligue arabe est un signal clair à Assad lui signifiant que c'en est fini pour lui*», a-t-elle renchéri.

Dans le même temps, l'agent britannique Catherine Ashton, qui est aussi chef de la diplomatie européenne, s'est rendu à Moscou pour tenter d'infléchir les Russes. Réponse du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov : il s'est déclaré persuadé que des forces extérieures cherchaient à aggraver la situation en Syrie, afin de justifier leur ingérence dans les affaires politiques internes du pays. Ce n'est pas nous qui dirons le contraire.

Rappelons ce que nous écrivions dans notre dernier numéro du 15 novembre. Cela servira de complément à cet article.

L'opération de destruction de la Libye de M. Kadhafi met aussi en évidence un scénario déjà évoqué par LIESI à plusieurs reprises : la balkanisation des Etats du Moyen-Orient. En 2007, le Général Clark mentionnait un plan du Pentagone visant à déstabiliser l'Irak, la Libye, le Soudan et l'Egypte, puis la Syrie, le Yémen, la totalité du Maghreb et l'Iran. Le Pentagone n'inventait rien puisque dès 1982, la revue de stratégie sioniste Kivounim publiait ce programme en hébreu ! Le drame du Liban et de l'Irak y étaient évoqués, puis la « *dislocation de l'Egypte* », enfin : « *Une fois l'Egypte ainsi disloquée et privée de pouvoir central, des pays comme la Libye et le Soudan, et d'autres plus éloignés, connaîtront la même dissolution* ». C'est bien la preuve que les événements actuels sont l'exécution d'un plan…

NB. Le plan explicité en 1982 sur le partage de l'Egypte prévoit « *une partition du pays avec la création d'un état copte (au sud), et une mosaïque d'entités confessionnelles musulmanes diverses en Basse Egypte. Les affrontements religieux actuels sont tout à fait de nature à conforter ce processus* ». (liesidotorg.files.wordpress.com 19.11)

Social

1- France

1.1- Suppression d'emplois chez Areva

Dans le cadre d'un plan d'action stratégigue, le groupe nucléaire Areva compterait supprimer entre 2.700 et 2.900 emplois, dont 1.000 à 1.200 en France.

Selon une source citée par Le Figaro.fr, ce plan d'action viserait à économiser 500 millions d'euros par an dès 2013.

Interrogé dans la foulée par BFMTV, Eric Besson a contredit cette information. "*Aucune suppression d'emploi n'est prévue en France*", a affirmé le ministre de l'Industrie.

En France, il s'agirait de réductions d'effectifs qui concerneraient exclusivement les "fonctions support" (services juridique, financier, communication, ressources humaines...), où près d'un poste sur six serait supprimé, précise cette source. (lepost.fr 21.11)

1.2- Fermeture d'une usine Honeywell

Quelque 2.500 personnes selon les gendarmes, 3.000 selon les organisateurs, ont défilé samedi matin dans les rues de Condé-sur-Noireau (Calvados) contre la fermeture prévue en 2013 de l'usine Honeywell, qui y emploie 325 personnes. (Les Echos 19.11)

1.3- Ah ces fraudeurs anonymes qui sévissent en toute tranquillité...

Liliane Bettencourt dissimulait près de 100 millions d'euros sur une douzaine de comptes en Suisse et à Singapour en 2010, année où a éclaté une tentaculaire affaire autour de l'héritière de L'Oréal, a-t-on appris lundi de source proche du dossier. (20minutes.fr 21.11)

2- Grèce

Des ouvriers municipaux et de sites de production d'électricité ont bloqué lundi plusieurs bâtiments de l'entreprise d'électricité nationale, dans toute la Grèce, pour protester contre un impôt d'urgence collecté via les factures d'électricité.

Des adhérents du syndicat des ouvriers de l'électricité avaient déjà provoqué des coupures de courant pendant quatre heures au ministère de la Santé la semaine dernière. Lundi, ils ont bloqué l'entrée du site d'où les ordres de coupure sont décidés.

Parallèlement, les pharmacies étaient fermées dans Athènes et alentour. Une grève des ouvriers des transports devrait provoquer des arrêts de travail de quatre heures pour dénoncer les réductions d'effectif. (AP 21.11)

3- Chine

La Chine compte plus de 300 millions d'utilisateurs inscrits de l'équivalent chinois de Twitter, Weibo, et le nombre d'internautes dans le pays atteint désormais les 485 millions, rapporte lundi l'agence de presse officielle Chine nouvelle, qui cite le ministère des Technologies de l'information.

La Chine compte actuellement 1.354.000 habitants, selon les dernières statistiques. (Reuters 21.11)

Economie

1- La Bourse ou la vie

À Paris, le CAC 40 a cédé 3,41%. La Bourse de Milan a lâché 4,74%, celle de Madrid 3,48%, Londres 2,62%, Francfort 3,35% et l'indice paneuropéen EuroStoxx 50 3,42%.

A new York, l'indice Dow Jones des 30 industrielles a cédé 2,11%. Le S&P-500, plus large a perdu 1,86%. Le Nasdaq Composite

a reculé de 1,92%. (Reuters 21.11)

2- Matières premières

La production mondiale d'acier, y compris celle de la Chine, a ralenti en octobre à son plus bas niveau depuis 10 mois, sur fond de demande ralentie et de prix en baisse, montrent les chiffres publiés lundi par la World Steel Association.

La production mondiale d'acier a reculé à 3,999 millions de tonnes par jour en octobre, tandis que celle de la Chine, le premier producteur et consommateur d'acier, a chuté à 1,764 million de tonnes par jour. Toutes deux sont à leur plus bas depuis décembre 2010. (Reuters 21.11)

J'ai lu hier dans un article que le pétrole et l'or étaient également à la baisse.

3- Allemagne

3.1- La banque centrale allemande révise à la baisse sa prévision de croissance pour 2012, dans un rapport publié le 21 novembre.

"*Un ralentissement de la conjoncture est à prévoir pour l'année prochaine, ce qui rend réaliste un scénario de base avec une hausse du Produit intérieur brut (PIB) comprise entre 0,5 et 1%*", écrit la Bundesbank.

La croissance allemande devrait être soutenue par la consommation intérieure. Elle devrait en revanche être moins stimulée par le commerce extérieur.

Mais l'ombre de la crise de la dette publique plane au-dessus des prévisions allemandes. Et le gouvernement n'écarte pas le risque d'"*une longue phase de faible croissance*" si la situation européenne se dégrade. (usinenouvelle.com 21.11)

3.2- Le Handelsblatt pointe que la dette allemande n'intègre pas la majeure partie des dépenses prévues pour les retraités, les malades et les personnes dépendantes, et que son vrai montant n'est pas de 2000 milliards, mais de 5000 Mds d'euros soit 185% du PIB… comme la Grèce. (Atlantico.fr 21.11)

A noter que la même remarque est valable pour la France !

Alors à quoi rime tout cela a-t-on envie de dire naïvement ? Les Etats capitalistes les plus puissants doivent évincer les plus faibles, et pour se faire leurs peuples doivent rendre gorge jusqu'à la dernière goutte de sueur et de sang, pour conserver leur hégémonie sur le reste du monde, c'est une guerre sans oser en porter le nom. Ils vont se partager la dépouille de leurs entreprises et services publics à bon compte une fois conduits à la faillite, ainsi les capitalistes les plus puissants le seront davantage encore demain... avant que leur système ne s'effondre totalement.

3.3- L'Allemagne est restée ferme lundi sur son opposition à la création d'euro-obligations et son refus d'une plus forte intervention de la Banque centrale européenne (BCE) dans la lutte contre la crise de la dette, jugeant qu'aucune de ces solutions n'étaient «*un remède miracle*».

Le porte-parole de la chancelière Angela Merkel, Steffen Seibert, a indiqué qu'Angela Merkel privilégiait une «*solution politique*» à la crise, qui implique de rendre «*contraignant*» le respect des règles de bonne conduite budgétaire.

La chancelière est partie en campagne pour un changement «*limité*» des traités européens en ce sens, et cette démarche «*est une priorité dans toutes les conversations qu'elle mène*» avec ses partenaires européens, a ajouté Seibert. Il a jugé que la création d'euro-obligations ne «*s'attaquerait pas aux racines du mal*», c'est-à-dire à l'indiscipline budgétaire. (20minutes.fr 21.11)

Les Etats les plus riches imposent des règles à des Etats qui le sont moins, auxquels ensuite ils reprochent de ne pas les respecter et la boucle est bouclée pour leur imposer des règles encore plus drastiques qui aboutissent à les affaiblir davantage et conduisent à leur ruine !

Quand on dit "imposer", on veut dire par là que les Etats s'y conforment parce que leurs représentants sont incapables de rompre avec le capitalisme, dans ce sens ils n'ont pas le choix. Il n'y a pas de piège dans tout cela, seulement des contraintes acceptées qui sont le produit des contradictions du capitalisme.

4- Espagne

La Banque d'Espagne a annoncé lundi prendre le contrôle de Banco de Valencia, nouvel établissement espagnol victime

de l'éclatement de la bulle immobilière et première banque commerciale du pays à demander un renflouement public.

Le fonds public de restructuration bancaire FROB va renforcer le capital de la plus petite banque cotée espagnole d'un milliard d'euros et lui allouer une ligne de crédit de deux milliards, a déclaré la banque centrale dans un communiqué.

L'institution d'émission précise qu'il tentera ensuite de vendre Banco de Valencia aux enchères.

A fin juin, la banque avait un ratio de fonds propres durs de 7,36%. La proportion de créances douteuses atteignait 6,99% de ses prêts contre 6,33% à fin mars.

Depuis le début de la crise financière, la Banque d'Espagne a pris le contrôle de trois caisses d'épargne - CCM, Cajasur et Caja de Ahorros del Mediterraneo (CAM). (Reuters 21.11)

5- Hongrie

La Hongrie a officiellement sollicité lundi une aide de la part du Fonds monétaire international et de l'Union européenne, alors que jusqu'à présent le gouvernement y était farouchement opposé.

Le FMI et la Commission européenne ont dit avoir reçu une demande des autorités hongroises en vue d'une éventuelle assistance financière. (Reuters 21.11)

Haut de page

Le 23 novembre

CAUSERIE

J'ai profité des photos que j'ai prises pour envoyer à ma fille pour changer celle de moi qui figurait dans la page d'accueil du site qui datait un peu, en fait j'ai les cheveux complètement blancs depuis déjà un moment, j'ai 56 ans. Derrière on aperçoit un ventilateur tout rouillé, c'est pas terrible mais bon, je n'ai pas ni le temps ni l'envie de refaire une photo, de la charger dans le disque dur, etc. en fait je m'en tape, c'est juste pour dire quand vous vous connectez sur le site, qu'à l'autre bout il y a un militant en chair et en os qui bosse et qui ne se planque pas derrière une adresse anonyme.

Je pourrais aussi enregistrer des vidéos sonores, j'ai tout le matériel qu'il faut, mais franchement j'ai des choses plus importantes à faire que le guignole comme Mélenchon, par exemple ! Et lui apparemment il a trop de fric !

Il me reste environ trois semaines pour renouveler (ou non) l'abandonnement du site au serveur de la société OVH.

La voix du capital. Ce sont les pauvres qui nous pourrissent la vie !

Jean-François Copé, mardi soir, dans le Nord à Lambersat, lors de la présentations des mesures économiques et sociales de l'UMP pour 2012 : « *Les revenus d'assistance et solidaire ne doivent pas être au même niveau que le revenu du travail* ». (publicsenat.fr 22.11)

Sinon à quoi servirait-il de réduire la part du travail au profit du capital dans le PIB , hein franchement ?

Servir en priorité les riches, c'est normal sous un régime capitaliste, et puis cela présente l'avantage de pouvoir augmenter la dette de l'Etat que la plèbe payera ensuite à leur place, privatiser les profits et socialiser les pertes est somme toute logique dans une société divisée en classe dominante et dominée, sinon à quoi cela servirait-il de détenir le pouvoir, je vous le demande.

Et puisque la populace n'a pas été en mesure de s'opposer à la hausse vertigineuse de la dette de l'Etat que nous avons fabriquée de toutes pièces pour nous enrichir autant que pour résister à nos féroces concurrents sur le marché mondial, elle sera toute aussi impuissante à s'opposer à son règlement rubis sur l'ongle, parce qu'elle n'en comprend ni l'origine ni le mécanisme cynique, comment le pourrait-elle alors qu'elle ne comprend même pas comment elle a pu s'endetter parfois elle-même jusqu'au cou ?

Subventionner la pauvreté juste ce qu'il faut pour conserver la paix sociale et vaquer tranquillement à nos affaires, mais pas trop quand même car cela a un coût faramineux à la longue d'entretenir ces parasites, être pauvre ne doit pas devenir un prétexte pour calquer son comportement sur les profiteurs que nous sommes, cet état devient un luxe intolérable en période de crise, il

serait bon de leur rappeler, un luxe qu'on peut de moins en moins financer en plus des guerres ici ou là, il va falloir qu'ils s'adaptent aussi et songent à rétrograder d'un cran, au rang de la misère, là au moins ils feront moins d'envieux ce qui est franchement un comble et ils penseront moins à se révolter contre leurs généreux donateurs que nous sommes, pas encore la misère noire remarquez bien, non, on leur promet pour plus tard si ceux qui ont le privilège d'avoir un travail et un revenu encore confortable n'acceptent pas de nouveaux sacrifices, sacrifices qu'on leur présentera de telles sortes qu'une grande partie d'entre eux les accepteront vous verrez, ainsi si le sort des plus pauvres se détériorait encore ils s'en prendraient à ceux qui s'en tirent le mieux parmi eux au lieu de s'attaquer à nous, les nantis qui baignons dans le fric, ce qui n'est pas sans danger, une noyade est vite arrivée l'air de rien, bref, ils s'entretueraient pendant qu'on compterait les points... à la Bourse en sirotant une petite coupe... Vive l'UMP !

On se demandera comment ils ont pu s'enrichir à ce point-là au cours des trois dernières décennies. Je vous donne une piste : c'est le secret d'une certaine conception de la lutte de classe qui conduit à la subordination presque totale des exploitées aux exploiteurs. La suite, c'est le combat que nous menons quotidiennement contre toutes les formes d'opportunisme au sein du mouvement ouvrier, le pendant indispensable du combat contre le capitalisme et ses représentants, sans lequel le combat contre ces derniers confinerait à l'impuissance et favoriserait la survie du régime en place.

Manipulation et propagande sous le signe de la "***pertinence***"

- Titre : *Délinquance: 4 millions de Français victimes de vols en 2010* (lexpress.fr 22.11)

Les Français ont déclaré avoir été victimes de quatre millions de vols en 2010. Soit près de trois fois plus que les chiffres officiels, selon une enquête d'opinion dressant un état des lieux de la délinquance.

L'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) rend publique ce mardi pour la cinquième année consécutive, une enquête dite de victimation qui tranche avec les statistiques officielles, souvent sujettes à controverse, qu'il est en charge de diffuser mensuellement.

Ainsi, en 2010, selon cette enquête effectuée auprès de près de 17 000 personnes de 14 ans et plus, quelque 4 millions de vols sont déclarés contre 1,5 million rapportés dans les chiffres officiels de la police et de la gendarmerie.

Il y a parfois, pour certains délits, dix fois plus de victimes que de plaintes enregistrées et moins d'un Français sur dix déclarant déposer plainte. D'où la pertinence des enquêtes de victimation pour compléter les statistiques officielles. (lexpress.fr 22.11)

Ils ont interrogé "*17 000 personnes de 14 ans et plus*" et ils en concluent que "*4 millions de vols sont déclarés*" par an. Parce que voyez-vous l'ensemble de la population sur tout le territoire serait exactement dans la même situation que cette infime minorité de la population, et il faudrait prendre pour argent comptant les réponses obtenues par téléphone auprès de gosses de 14 ans ou de personne rendues paranoïaques par l'atmosphère nauséabonde que les médias et le gouvernement s'emploient à répandre dans tout le pays.

Plus loin, sans que l'on sache pourquoi, le panel s'élargit et concerne apparemment la même question...

"*290 000 personnes interrogées, dont 145 000 femmes, disent avoir été victimes de vols ou tentatives avec violences ou menaces en 2010, révèle l'étude*", pour arriver à une conclusion diamètralement opposée à la précédente : "*un chiffre en hausse "significative" entre 2008 et 2010 par rapport aux années précédentes s'expliquant par "la victimation déclarée des femmes*".

De "*trois fois plus*" on est passé à une hausse "*significative*", l'objectif étant peut-être de justifier la politique sécuritaire du flic-président dans le cadre de sa campagne électorale. On pourrait croire que ces chiffres pourraient desservir ses intérêts, il les mettra sur le dos de la crise dont il n'est pas responsable, pour renforcer ensuite la panoplie de son arsenal répressif et liberticide ou inclure de nouvelles mesures policières dans son programme, histoire d'attirer vers lui les voix qui seraient tentées de se porter sur le FN.

Crise politique belge. Le fond de l'affaire.

Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie, ils ont évoqué la démission du Premier ministre nommé par le roi, parce que les différents partis succeptibles de former (officiellement) un gouvernement d'union nationale n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la manière de s'attaquer aux retraites, aux allocations chômage et à l'indexation des salaires sur les prix, facteurs cités par le journaliste, bref, aux acquis sociaux des travailleurs qui n'entendent pas se laisser faire.

Donc en résumé, la crise belge qui dure depuis 528 jours est l'expression de la crise du capitalisme et de la lutte des classes et rien de plus.

L'usure et les prédateurs de la finance.

- Titre : Les taux allemands sont à leur tour rattrapés par la crise. (lefigaro.fr 22.11)

La "*hausse des taux d'intérêt allemands à 10 ans qui atteignent désormais 1,94 %*", tandis que pour la France, les "*taux d'intérêt français (sont) revenus à 3,45 % pour les emprunts d'État à 10 ans*", près du double de l'Allemagne.

Selon un graphique EFFAS, Blomberg paru dans un article du figaro.fr, les taux d'intérêt grecs à 10 ans étaient de 28,45% le 15 noembre 2011, ce qui signifie qu'à ce taux-là en 10 ans la Grèce aura déboursé en intérêts plus de trois fois le capital qu'elle avait emprunté. Et à qui l'Etat grec a-t-il emprunté cet argent ? Aux marchés, aux banquiers américains, allemands, français...

Je vous mets un lien vers ce graphique qui comporte les taux d'intérêt de 11 pays de la zone euro : cliquez ici

Pas vraiment "***cohérent*** tout cela, à moins que...

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, ils ont repassé un morceau du dernier interview de Danielle Miterrand décédé dans la nuit d'avant-hier.

Elle affirmait qu'elle avait été "*cohérente dans ses engagements*", après avoir déclaré que le "*PS n'avait pas vraiment la tripe socialiste*", c'est le moins qu'on puisse dire.

Dans ce cas-là, pour être "*cohérent*" il aurait fallu chercher s'il n'existait pas un autre parti qui lui était socialiste jusqu'aux entrailles, à moins que sa définition du socialisme ne corresponde finalement pas à celle à laquelle on pense spontanément, à celle des fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels.

Le M'PEP ou le fond de commerce du stalinen Nikonoff (ex-PCF ?-Attac) notamment)

Jacques Nikonoff et le M'PEP présentent un nouvel ouvrage : "*Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple.*"

Pour que la " *souveraineté monétaire*" profite vraiment au peuple, il faudrait que la classe ouvrière ait été un jour au pouvoir, or elle ne l'a jamais été. Ensuite, la sortie de l'euro ne règlerait rien du point de vue des intérêts des exploités qui demeureraient la classe dominée.

Et d'annoncer un "*débat à Bruxelles le 24 novembre : Sortir de l'euro... pour s'en sortir ?* ".

Ce sera sans nous ! Pour "*s'en sortir*", il faut commencer par liquider les institutions de la Ve République et abolir les privilèges de la classe dominante.

On reviendra demain sur la question de la démocratie, du pouvoir et de l'Etat, des soviets ou comités de délégués élus et de l'Assemblée constituante. Pour préparer cette causerie ou réfléchir à ce sujet, voilà les quelques questions qui me viennent à l'esprit :

1- Quelle démocratie est-il possible quand la classe dominante est toujours au pouvoir ?

2- Quelle est la nature de la démocratie quand les intérêts de la majorité des exploités sont représentés par une minorité ?

3- Quelle est la nature de la démocratie dans un régime où la majorité des exploités sont incapables d'exprimer leurs propres besoins parce qu'ils lui restent soumis ? (au capitalisme)

4- Est-il possible de passer à la démocratie ouvrière sans renverser la démocratie bourgeoise par une révolution ?

5- Est-il possible de passer à la démocratie en conservant les institutions de l'ancien régime (capitaliste) ?

6- Peut-on parler de démocratie sans remettre en cause les rapports sociaux de production, sans liquider la propriété privée des moyens de production ?

7- Comment peut-on prétendre sauver une démocratie (bourgeoise) qui n'est pas la nôtre, et prétendre combattre pour instituer une démocratie ouvrière ?

8- La démocratie ouvrière naît-elle de la démocratie bourgeoise ou de la négation (violente) de celle-ci ?

9- La démocratie ouvrière serait-elle une extension de la démocratie bourgeoise ou pour voir le jour, nécessite-t-elle de renverser la démocratie bourgeoise ? (qui incarne le pouvoir de cette classe...)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Une "***grande fierté***"... ou plutôt une honte infinie !

La France, dont les forces armées sont engagées cette année sur de nombreux théâtres d'opérations, aurait "sans problèmes" les moyens de mener d'autres opérations ponctuelles en cas de besoin, a assuré mardi le ministre de la Défense, Gérard Longuet, à l'occasion d'un colloque consacré aux opérations extérieures des armées françaises.

"*Il y a un contrat capacitaire, on a toujours été dans les limites de ce contrat capacitaire tout au long de l'année 2011*", au cours de laquelle les forces françaises ont assuré des engagements en Afghanistan (Pamir), en Libye (Harmattan), en Côte d'Ivoire (Licorne), mais aussi au Liban, au Sahel, au Kosovo et dans l'océan Indien, a-t-il déclaré à quelques journalistes à l'issue de ce colloque intitulé "*Regards sur une année d'engagements opérationnels*".

En concluant cette rencontre constituée de tables rondes thématiques, M. Longuet a exprimé sa "*très grande fierté devant notre capacité à mettre en oeuvre des armes sophistiquées*". A ce sujet, a-t-il relevé, "*nous ne sommes ni les plus riches ni les plus puissants*". Mais, mis à part les Etats-Unis, "avons-nous un complexe à avoir face à un autre partenaire? La réponse est non", a-t-il dit en faisant le point sur les trois principales opérations de l'année. (AP 22.11)

1.2- Comment Sarkozy muselle la justice

Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) a émis mardi un avis favorable à la nomination comme procureur de Paris de François Molins, l'actuel directeur de cabinet du ministre de la Justice, a-t-on indiqué mardi de sources judiciaires.

Le ministre Michel Mercier a en effet proposé son directeur de cabinet pour ce poste. En matière de nomination de magistrats du parquet, le CSM rend un avis simple auquel n'est pas lié le garde des Sceaux.

M. Molins prendra ses fonctions une fois le décret présidentiel signé. Il succédera à Jean-Claude Marin, officiellement installé mi-novembre comme procureur général près la Cour de cassation mais nommé en juillet.

Le choix de nommer M. Molins a été critiqué par le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) qui a estimé que le CSM avait fait preuve de "*cécité*" en abandonnant toute "*exigence d'impartialité*" pour avaliser ce choix.

M. Molins a dirigé le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) durant cinq ans avant d'être nommé en 2009 directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie.

Le CSM doit également émettre un avis à la nomination de quatre procureurs généraux, ceux de Nîmes, Angers, Lyon et Amiens. (AP 22.11)

1.3- Business is business !

Nicolas Hulot a repris mardi la présidence de la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH), qu'il avait quittée en avril pour se lancer en politique. (lefigaro.fr 22.11)

1.4- Une histoire de "***marionnettes***"

Sur le texte commun signé par le PS et Europe écologie-Les Verts la semaine dernière, Eva Joly avoue que "cet accord ne (la) fait pas rêver" et critique le volet nucléaire du projet présidentiel du PS, dont le candidat est François Hollande.

"*La vérité, c'est que les amis de François Hollande se sont révélés archaïques face à la modernité de notre projet. Face à ces blocages, mon travail plus que jamais sera de convaincre les Français*", dit-elle.

Eva Joly critique le rôle du géant du nucléaire Areva, qui a admis être intervenu auprès du PS au sujet d'un paragraphe de l'accord

sur la reconversion de la filière du retraitement et du combustible, retiré puis maintenu avec des précisions.

"*J'ai été outrée, scandalisée, de l'intervention d'Areva dans les discussions avec le PS. Faire connaître un point de vue est une chose. S'immiscer dans la vie démocratique pour réécrire un paragraphe d'un accord entre partis en est une autre*", dit-elle.

"*Il pèse désormais sur les socialistes le soupçon d'être du bois dont on fait les marionnettes, et on ne me fera pas croire que c'est bon pour la politique*", ajoute Eva Joly. (Reuters 22.11)

Ainsi font font font les petites marionnettes... trois petits tours et puis s'en vont !

2- Italie

Le nouveau président du Conseil italien Mario Monti, ancien commissaire européen à la Concurrence, est revenu mardi à Bruxelles avec la promesse de placer l'Union européenne au coeur des travaux de son gouvernement.

José Manuel Barroso a quant à lui exprimé sa "pleine confiance" en Mario Monti, un homme que je tiens en "haute estime", a-t-il dit.

Selon un sondage AP-GfK rendu public mardi, la très grande majorité des Italiens (93% considèrent la réduction de la dette colossale de leur pays (1.900 milliards d'euros, soit environ 120% du produit intérieur brut) comme l'une des principales priorités. Mais peu sont enclins à faire des sacrifices personnels pour y parvenir.

L'enquête montre qu'un quart des personnes interrogées environ sont favorables à des réformes du droit du travail pour faciliter les licenciements ou à un relèvement à 67 ans de l'âge de départ à la retraite. (AP 22.11)

C'est bien là toute la contradiction de la situation que doit affronter Mario Monti : aucun travailleur n'est prêt à accepter de nouveaux sacrifices, alors que le gouvernement n'a aucune légitimité pour tenter de leur imposer.

3- Egypte

3.1- Plus de 100.000 Égyptiens se sont rassemblés mardi soir au Caire. Malgré l'annonce de la formation d'un nouveau gouvernement, ils sont décidés à rester sur la place jusqu'à ce que les militaires quittent le pouvoir...

«*Irhal! Irhal! Irhal!*» - «*Dégage!*». Le cri emblématique des révolutions arabes a résonné à nouveau avec force mardi soir sur la place Tahrir, au Caire. Rejouant le scénario de la révolution de janvier, une foule très dense a répondu par cet impératif au discours du maréchal Tantaoui, le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays depuis février. Le vieux militaire se retrouve donc à la place de Moubarak, dans le rôle du chef d'Etat qu'il faut déboulonner.

Et, une fois de plus, les Egyptiens ne semblent pas prêts à céder: ils veulent mettre un terme au régime militaire qui gouverne leur pays depuis presque 50 ans. Quel qu'en soit le prix, alors que les élections législatives doivent commencer le 28 novembre. Le discours du maréchal Tantaoui avait pourtant pour objectif d'apaiser la colère de la place Tahrir, occupée à nouveau par des dizaines de milliers de personnes.

Mais le «*peuple de Tahrir*» est loin d'être satisfait par les annonces de Tantaoui. «*La plupart des gens exigent maintenant que l'armée transfère immédiatement le pouvoir aux civils, pas l'année prochaine*», témoigne Hisham, un ingénieur de 24 ans présent sur la place ce mardi soir. «*Il y a eu trop de morts ces derniers jours, on ne peut pas accepter de rentrer chez nous simplement sur des promesses*.»

La violence des affrontements qui durent depuis samedi a en effet poussé une partie des manifestants à se radicaliser. «*Les jeunes qui se battent ici depuis quatre jours ont vu leurs amis mourir à côté d'eux. Ils n'arrêteront pas le combat tant que les policiers et les soldats qui ont tiré sur eux ne seront pas jugés*», souligne Sherif, 30 ans.

L'absence de leader et de coordination entre les manifestants complique en outre toute tentative de trouver un accord. Surtout, les Egyptiens, qui vénéraient leur armée il y a seulement dix mois, ont désormais du mal à faire confiance aux généraux au pouvoir. Economie en berne, hausse de la criminalité, poursuite des violences policières: beaucoup d'Egyptiens trouvent que les choses n'ont fait que se dégrader depuis février. «*Le discours de Tantaoui était fait des mêmes mensonges que ceux de Moubarak. Il s'accroche au pouvoir comme lui. Le peuple égyptien est trop sage pour s'y laisser prendre*», assurait ce mardi soir l'activiste pro-démocratie Ragia Omran. (20minutes.fr 22.11)

3.2- Après plusieurs journées de manifestations et de violences, les militaires au pouvoir en Egypte ont accepté mardi d'accélérer le processus de transfert du pouvoir aux civils en convenant d'organiser une élection présidentielle en juin.

Dans une allocution télévisée visant à désamorcer la situation, le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, président du Conseil suprême des forces armées (CSFA) a également proposé de faire rentrer immédiatement l'armée dans les casernes si tel était le voeu du peuple.

Place Tahrir, sanctuaire de la contestation en plein coeur du Caire, certains manifestants ont raillé cette offre en scandant "*Dégage, dégage*" après avoir écouté le discours.

L'ancien ministre de la Défense du président Hosni Moubarak, renversé le 11 février par la rue, a affirmé à ses compatriotes que l'armée n'avait pas cherché ou voulu le pouvoir. (Journaliste aux ordres. Et pour cause : elle le détenait déjà ! - note du site)

Le maréchal Tantaoui a annoncé d'autre part qu'il acceptait la démission du gouvernement d'Essam Charaf, intervenue dimanche à la suite des manifestations et de violences.

Il a confirmé en outre que les élections législatives, dont la première phase doit débuter lundi prochain, auraient lieu dans les délais prévus.

"*Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que le transfert du pouvoir à un président civil interviendrait en juillet*", avait déclaré à Reuters, avant l'allocution de Tantaoui, Emad Abdel Ghafour, chef du parti salafiste Nour, l'un des hommes politiques qui ont rencontré l'état-major de l'armée.

L'élection présidentielle aura lieu en juin et la passation de pouvoir au nouveau président en juillet, a indiqué celui-ci.

La lenteur du transfert du pouvoir au civil est au coeur des revendications des manifestants qui s'opposent depuis samedi aux forces de l'ordre sur la place Tahrir.

"*C'est évidemment insuffisant*", a jugé Chadi el Ghazali Harb, un dirigeant de la Coalition de la jeunesse révolutionnaire, à propos du discours du chef du CSFA.

"*Le Conseil militaire est pleinement responsable de l'échec politique que connaît aujourd'hui l'Egypte. Nous exigeons une solution privant immédiatement le CSFA de toutes ses prérogatives*", a-t-il confié à Reuters.

Pour les révolutionnaires de Tahrir, les généraux doivent abandonner tout de suite leur pouvoir.

"*Nous réclamons une purge complète du système et la suppression du Conseil militaire*", a déclaré l'un des manifestants, Fahmy Ali.

A Alexandrie, deuxième ville du pays, des centaines de manifestants ont marché sur une base militaire en brandissant leurs chaussures à la main en signe de dégoût des propos tenus par le maréchal Tantaoui. "*Où est le transfert du pouvoir ?*", demandaient-ils.

"*Le discours de Tantaoui ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de Moubarak. Il ne sert qu'à nous tromper*", affirme un jeune homme de 27 ans, Youssef Chaaban.

Des heurts entre la police et des manifestants rendus furieux par l'allocution du chef de l'armée ont également éclaté à Ismaïlia, dans l'Est. (Reuters 22.11)

3.3- Les Frères musulmans d'Egypte, la force politique la mieux organisée du pays, ont annoncé leur particpation à la réunion de dialogue organisée ce mardi 22 novembre par le conseil militaire, après trois jours de violences entre manifestants et police.

Les Frères musulmans avaient déjà déclaré, la veille, qu'ils ne se joindraient pas à cette manifestation massive. Le parti a annoncé que cette décision émanait du '*souci de ne pas entraîner le peuple vers de nouveaux affrontements sanglants avec des parties qui cherchent davantage de tensions*', selon un communiqué posté lundi soir sur son site Internet. Il fait référence aux trois jours d'affrontements meurtriers entre forces de l'ordre et manifestants hostiles au pouvoir militaire en place depuis la chute de Hosni Moubarak. (lemonde.fr 22.11)

Ce que ne disent pas ces trois articles, c'est que les manifestants exigent que l'armée ne joue aucun rôle dans la rédaction de la futur Constitution du pays et qu'elle accepte de voir ses privilèges (économiques) reniés, je ne dis pas abolis parce que les Egyptiens ne revendiquent pas directement l'expropriation de l'armée des secteurs de l'industrie qu'elle contrôle, en tout cas à ma connaissance.

Les Frères musulmans ne participaient pas à la manifestation d'hier soir, ils négociaient avec leur "*amie*", l'armée. Hier nous écrivions que l'impérialisme américain (notamment) était l'alliée des islamistes et s'en servaient pour défendre leurs intérêts

dans plusieurs régions du monde, du Maroc à l'Afghanistan jusqu'aux frontières avec la Chine et la Russie.

Un article à propos de la Tunisie publié hier sur le portail Slateafrique.com, le confirmait "*nombreux sont les observateurs (journalistes, politologues, diplomates) qui l'assurent : Ennahdha a bel et bien bénéficié d'un large soutien de la part des Etats-Unis et de leurs alliés, notamment le Qatar*". On le savait déjà, d'accord, mais c'est bien de pouvoir étayer cet argument à partir de plusieurs sources, en fournissant de nouveaux éléments, car les travailleurs ne sont pas tenus de nous croire sur parole, non ? Cet article figure en entier dans le site.

4- Russie

La Russie a jugé mardi les nouvelles sanctions américaines infligées à l'Iran "*inacceptables et contraires au droit international*".

Dans un communiqué au ton très vif, le ministère des Affaires étrangères réitère son hostilité aux mesures de rétorsion qui ne sont pas approuvées par le Conseil de sécurité de l'Onu, où Moscou dispose d'un droit de veto.

"*Nous soulignons une fois de plus que la Fédération de Russie juge ces mesures extraterritoriales inacceptables et contraires au droit international*", écrit Alexandre Loukachevitch, porte-parole du ministère. (Reuters 22.11)

5- Afrique du Sud

Les parlementaires sud-africains ont adopté mardi à une écrasante majorité un texte visant à protéger les secrets d'Etat. Les détracteurs de ce projet de loi, parmi lesquels deux lauréats du Nobel, Desmond Tutu et Nadine Gordimer (lauréate du prix Nobel de littérature), dénoncent un obstacle à la liberté d'expression.

Le texte a été approuvé par 229 voix contre 107 à l'issue de plusieurs mois d'intenses débats, mais son adoption était largement attendue dans la mesure où il s'agissait d'un projet de loi présenté par le Congrès national africain, au pouvoir, qui dispose d'une solide majorité au Parlement.

Des représentants des médias, des auteurs, des organisations religieuses, des défenseurs de la liberté d'expression et des dirigeants du monde des affaires figurent également au nombre des détracteurs du texte.

Des manifestations ont été organisées mardi matin au siège de l'ANC à Johannesburg et dans l'après-midi devant le Parlement au Cap au moment du vote des élus, pour dénoncer les faiblesses d'un texte qui manque, selon ses opposants, d'une disposition autorisant ceux qui enfreignent la loi à échapper à de la prison s'ils parviennent à justifier qu'ils ont agi dans l'intérêt public.

Le texte présenté par l'ANC stipule que "*l'information qui est accessible à tous est la base d'une société démocratique, ouverte et transparente*", tout en affirmant que le secret est parfois nécessaire pour "*sauver des vies*", "*protéger la liberté et la sécurité des personnes*" ainsi que la sécurité nationale ou encore "traduire des criminels en justice".

Avec ce texte, la divulgation de secrets d'Etat devient un crime, tout comme la rétention d'informations par un responsable pour dissimuler incompétence ou méfaits. (AP 22.11)

Social

1- France

1.1- Grève à l'usine Synkem de Chenôve

Le mouvement de grève enclenché hier matin à l'usine Synkem de Chenôve résonnait bizarrement, quatre jours après l'annonce par Abbott de la vente de ce qui reste des Laboratoires Fournier.

Car Synkem aussi, c'était Fournier. Le site avait été vendu par Solvay à un actionnaire allemand, International chemical investor group (ICIG), en 2008. Ce dernier a-t-il tenu toutes les promesses faites, en termes d'apport d'activité ? Cette question était au cœur des préoccupations des grévistes rassemblés hier matin devant les grilles de l'entreprise, à l'appel de la CGT et de la CFDT.

Pour eux, la réponse est simple : le plan social, annoncé au printemps dernier et prévoyant 15 licenciements, est la conséquence du fait que l'investisseur n'a pas tenu ses engagements pour maintenir et développer le niveau d'activité. Seize licenciements étaient même prévus (sur un total de 107 employés) à l'origine mais, à la suite de discussions menées hier matin, la direction décidait de sauvegarder un poste de magasinier. « *Pour nous, il ne s'agit que de miettes. alors que l'entreprise a réalisé un bénéfice de 7,5 millions d'€ sur trois ans et que les dividendes versés aux actionnaires sont en augmentation* », expliquait Sandrine Guignard, déléguée CFDT. Du côté des représentants de la CGT, on allait plus loin en réclamant directement une

annulation du plan social prévu.

Chez Synkem, on produit des principes actifs pour l'industrie pharmaceutique, et le plus connu d'entre eux est le fénofibrate, utilisé dans le Lipanthyl. (www.bienpublic.com/cote-d-or/ 22.11)

1.2- Journée de grève dans l'Education nationale le 15 décembre.

Toutes les fédérations syndicales de l'Education nationale appellent à une journée de grève -de la maternelle au lycée- le 15 décembre pour exiger le retrait de la réforme de l'évaluation des enseignants.

"*Les sujets de désaccords et de mécontentements sont aujourd'hui très nombreux dans l'Education nationale: suppressions massives de postes, dégradation des conditions de scolarisation des élèves, conditions de travail de plus en plus difficiles pour l'ensemble des personnels, autant de mesures qui ne sont pas au service de la réussite de tous*", dénoncent la FSU, le SGEN-CFDT, la FERC-CGT, FO, l'UNSA-Education et la FAEN dans un communiqué commun diffusé mardi.

"*Dans ce contexte, le ministre de l'Education nationale veut imposer dès la rentrée 2012 une modification en profondeur des modalités d'évaluation des personnels*", ajoutent les syndicats.

"*Les projets de textes, finalisés avant même toute concertation, prévoient: le gel des promotions autres qu'à l'ancienneté jusqu'en 2015*", et "*la progression de carrière aux seules mains du supérieur hiérarchique Dans le même temps, dans le second degré, le chef d'établissement deviendrait l'unique évaluateur*", affirment-ils.

"*Parce que ces projets induisent des transformations de nos métiers que nous refusons*", les syndicats en demandent "*le retrait*". (AP 22.11)

2- Allemagne

Le groupe allemand de service aux collectivités E.ON s'attend à supprimer près de 11.000 emplois, soit environ 14% de ses effectifs, afin de comprimer ses coûts après la décision de Berlin de sortir du nucléaire d'ici 2022.

Le groupe allemand comptait 79.457 employés à la fin du mois de septembre. (Reuters 22.11)

3- Grèce

Les salariés du métro, du tramway et des chemins de fer électriques d'Athènes se sont mis en grève mardi pour une durée de quatre heures afin de protester contre les mesures d'austérité.

Par ailleurs, le principal syndicat du pays a appelé mardi à une grève de 24 heures la semaine prochaine, qui serait la première de cette importance depuis la désignation du gouvernement de Lucas Papadémos.

La Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE), qui représente de nombreux salariés du secteur privé, souhaite organiser le 1er décembre cette grève générale contre les mesures d'austérité, mais attendait la décision du syndicat des fonctionnaires sur son éventuelle participation. Ce dernier devait se prononcer dans la journée.

Par ailleurs, des militants du syndicat des salariés de la compagnie nationale d'électricité ont entrepris mardi de manifester devant un bâtiment de l'entreprise dans le cadre de rassemblements contre une nouvelle taxe foncière intégrée aux factures d'électricité des consommateurs. (AP 22.11)

Economie

Japon

Les opérateurs des Bourses de Tokyo et d'Osaka ont annoncé mardi qu'elles fusionneraient en 2013 pour donner naissance à la troisième bourse mondiale, avec des titres cotés d'une valeur d'environ 3.600 milliards de dollars (2.664 milliards d'euros).

Après des mois de négociations, l'opération, d'un montant de 4,1 milliards de dollars, permettra aux deux opérateurs boursiers de mettre en commun leurs atouts complémentaires dans un secteur en forte consolidation.

Le Tokyo Stock Exchange (TSE) contrôle 90% du négoce d'actions au comptant tandis que le Osaka Securities Exchange (OSE) attire les plus gros volumes de contrats à termes sur l'indice Nikkei et autres dérivés.

La valeur combinée des titres cotés sur ces deux Bourses arrive derrière celle de NYSE Euronext (12.000 milliards de dollars) et du Nasdaq OMX Group (près de 4.000 milliards), selon les chiffres de la fédération mondiale des Bourses de valeurs (World Federation of Exchanges).

Ces cinq dernières années, les fusions-acquisitions annoncées dans le secteur des opérateurs boursiers ont représenté quelque 83 milliards de dollars, les acteurs voulant réduire leurs coûts et se diversifier face à la faiblesse des revenus tirés du trading traditionnel d'actions. (Reuters 22.11)

Haut de page

Le 24 novembre

CAUSERIE

Quand des esprits comptables et policiers se penchent sur la délinquance des mineurs ou quand des psychiatres ou pédopsychiatres devraient se transformer en criminologue, en policiers.

Titre : *La difficile évaluation des risques de récidive* (lefigaro.fr 23.11)

Certes, après le meurtre d'une jeune fille nommée Agnès on pourrait s'attendre à la lecture de ce titre à une analyse et des propositions sérieuses pour tenter de faire face au problème soulevé. Et bien pas du tout, on a le droit au machiavélisme de l'esprit borné du comptable qui anime les toubibs et que relaie le Figaro :

- "*L'évaluation de la dangerosité des criminels sexuels en France repose uniquement sur une expertise psychiatrique, et non sur des méthodes statistiques sur le risque de récidive comme le recommande l'Académie de médecine*"... institution aussi corrompue que le reste des institutions de ce régime en décomposition.

Donc si l'on comprend bien, pour estimer l'état de santé d'un individu ayant subi des troubles mentaux ou psychiatriques, on ne devrait pas se baser sur l'avis d'un ou plusieurs psychiatres qui l'ont examiné, sur l'analyse de son comportement et du milieu dans lequel il évolue, mais sur des chiffres, des statistiques se rapportant à une population déterminée, alors que chaque individu a vécu des expériences et un passé différents, dont le caractère et la personnalité sont différents, dont la santé mental repose sur un équilibre propre à chaque individu entre les tendances névrotique, paranoïaque et schizophrénique, bref cette proposition est totalement aberrante, monstrueuse. Mais elle ne sort pas de nulle part.

- "*Des voix s'élèvent donc en France pour que les professionnels de santé adoptent également une approche criminologique de la dangerosité des individus, méthode notamment utilisée en Amérique du Nord. La dangerosité criminologique est une notion plus récente qui vise à estimer la probabilité de récidive d'un individu*".

Encore le modèle policier anglo-saxon ! Des pionniers en terme d'emprisonnements arbitraires de malades mentaux.

Cela tombe bien, on vient d'apprendre que le nombre de places en prison devraient passer de 57 000 à 80 000 en France d'ici 2017, soit une augmentation de 45,6%, ils construisent des prisons pendant qu'ils ferment les services psychiatriques dans les hôpitaux. Il n'y a plus de fric pour soigner les malades et nos vieux, dette de l'Etat oblige, mais ils en trouvent pour contruire des prisons, ce sont leurs copains Bouygue et Cie qui doivent se frotter les mains : "*le coût total de ce programme immobilier est chiffré par le ministère de la Justice à 3,08 milliards d'euros*" (Reuters 23.11)

Ils sont très forts pour justifier leurs crimes contre les peuples et la dérive policière, dictatoriale de l'Etat, rien d'étonnant à ce que dans un récent sondage la majorité des médecins (58%) déclarent qu'ils voteront Sarkozy en 2012.

Cette tendance à la criminalisation d'actes relevant de désordres mentaux davantage que de délits relevant du droit pénal coïncide avec la décomposition de tous les rapports et repères au sein de la société dont les conséquences ne peuvent être traitées de la part du régime que sur le plan répressif pour en être directement responsables, vous ne voudriez tout de même pas qu'il avoue ses crimes et se flagelle en place publique.

Pour leur éviter cette vilaine mésaventure, à laquelle ils n'échapperont pas un jour ou l'autre, les serviteurs zélés de ce régime décadent qui ne manquent pas d'imagination, ont mis au point des «*échelles actuarielles*» dont Le Figaro nous dit qu'elle est une " *technique (qui) liste tous les facteurs de risque d'un individu et les pondèrent afin d'obtenir une note qui permet de déterminer la dangerosité d'une personne*", technique qui finalement pourrait très bien s'appliquer par extension à n'importe

quelle personne saine de corps et d'esprit, dont un militant qui serait maintenu en prison sans raison apparente ou alors qu'il a purgé sa peine.

Tombant pour la première fois sur le terme "*actuariel*", par curiosité j'ai regardé dans Le Grand Robert qui figure dans mon disque dur d'où il venait et ce qu'il signifiait exactement, et je n'ai pas été déçu, mieux, cela confirme ce que j'ai écrit plus haut à propos de l'esprit mercantile et sordide qui était derrière cette histoire :

- Étym. (éthymologie). 1905, in Rev. gén. des sc. (Revue générale des sciences), no 8, p. 393; de actuaire.

Économie. Relatif aux méthodes mathématiques des actuaires (II.). - Les calculs actuariels. - Taux de rendement actuariel ou taux actuariel, taux de rendement d'un capital, lorsque le remboursement et le paiement des intérêts sont assurés par des versements échelonnés dans le temps.

Comme lorsque c'est possible je pousse la curiosité ou la rigueur plus loin, j'ai été voir sur Internet s'il n'existait pas une autre définition qui se rapporterait au domaine qui nous intéresse ici, celui de la médecine ou de la psychothérapie, et bien non, en voici un aperçu :

Relatif aux actuaires. Spécialiste des calculs statistiques appliqués à la finance et notamment aux assurances [Economie]. (/www.linternaute.com/dictionnaire/fr)

Actuaire (angl. actuary, du latin). Spécialiste de l'application de la statistique, principalement du calcul des probabilités, aux opérations de finance et d'assurance. Cette définition tirée du Petit Larousse explique clairement le rôle de l'actuaire dans le monde financier et économique. (www.edubourse.com)

Actuariel. adjectif masculin singulier (statistiques) effectué par un actuaire, statisticien spécialisé dans le calcul des taux d'assurance et de finance (http://dictionnaire.reverso.net)

Plutôt inquiétant tout cela, si des cas relevant de la psychiatrie ou de la pédopsychiatrie sont traités par des partisans de l'ordre établi de la même manière que la finance qui plonge l'humanité dans le chaos et la barbarie !

Car cela concerne des mineurs, des gosses quoi, pour lesquels le ministre de la Justice Michel Mercier préconise "*un placement en centre éducatif fermé*", de les enfermer quoi.

La question est de savoir pourquoi la société en est arrivée à sécréter de tels rapports, de tels actes (un viol puis un meutre) de la part d'un adolescent, et si elle est devenue pourrie à ce point-là, il faut en chercher l'origine dans les rapports sociaux sur lesquels reposent l'ensemble de tous les autres rapports dans la société, remonter aux contradictions sur lesquelles reposent ces rapports sociaux qui lorsqu'elles sont tendues à l'extrême comme c'est le cas de nos jours, peuvent déboucher sur ce genre de comportement destructeur, au même titre qu'ils produisent le chômage et la misère sociale et toutes les souffrances intolérables et injustifiables dont sont victimes les prolétaires et leurs enfants, en creusant cette question et en allant jusqu'au bout de notre analyse on parvient à en découvrir le seul coupable : le système capitaliste qui déterminent ces rapports et porte la responsabilité des conséquences qui en découlent, et non les parents ou les juges qui seraient trop laxistes en la matière.

Evidemment, le législateur et ses complices du corps médical ne peuvent se livrer à une telle analyse ou accepter les conclusions à laquelle elle aboutit, puisqu'elle conduit à la condamnation sans appel du régime capitaliste. Pour eux, si ce genre de crimes n'a aucun lien avec l'évolution de la société qui découle de celle du capitalisme, il faut en chercher l'origine chez les individus qui les commettent, comme s'ils possèdaient une prédisposition au crime ou à la récidive inscrite dans leurs gènes dès la naissance, à moins qu'elle ne concerne que certaines couches de la société qui seraient plus aptes que d'autres à développer ce type de comportement, ce qui revient au même, la criminalité ou la délinquance ne concernant pas les cols blancs ou les classes aisées, c'est bien connu.

Dans l'Antiquité, les mathématiciens et les médecins étaient des philosophes, de nos jours ce sont des comptables et des policiers, la démocratie a évolué... mais elle repose toujours sur l'esclavage.

C'est l'esprit misérable que l'on retrouve dans cette tentative de justification du régime policier dont Le Figaro se fait volontiers le porte-parole :

- "*Le docteur Olivier Halleguen, qui milite pour l'utilisation des échelles actuarielles en France, avance d'autres explications. «La France a une difficulté majeure à regarder en face la forme de déterminisme qui peut exister dans la délinquance. Finalement les échelles actuarielles consistent à fixer un niveau de risque de récidive, alors qu'en France on retient plus la possibilité d'une rédemption, d'une deuxième chance pour les criminels»*"

Le "*déterminisme*" faisant abstraction des conditions générales dans lesquelles la délinquance des mineurs se développe,

aboutit logiquement à sa criminalisation, à conclure arbitrairement que les auteurs parfois mineurs de faits délictueux aux yeux de la loi portent l'entière responsabilité de leurs actes (ainsi que leurs parents qu'il faut culpabiliser pour bien les enfoncer !), pire, pour la bonne raison qu'ils étaient prédisposés à les commettre, cette raison n'ayant pas disparu par enchantement, ils sont disposés à récidiver, par conséquent il faut les enfermer ou les maintenir enfermer.

Cette affaire permet au flic-président de légiférer pour la huitième fois dans ce domaine (la récidive) depuis 2002, de s'attaquer au corps enseignant, aux jeunes et à leurs parents, aux juges, alors que c'est lui et la société en putréfaction qu'il incarne qui en sont les seuls responsables et coupables.

Un jour il faudra faire une causerie sur le déterminisme et les différentes interprétations qui en ont été données, un sujet que nous n'avons pas encore abordé et que j'aborderai à ma manière, puisqu'analyser ces différentes interprétations nous entraînerait trop loin, par manque de temps comme toujours.

Je remets à plus tard la causerie annoncée sur la démocratie, je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir davantage, mais on peut ajouter des questions à celles posées hier en partant de la définition communément acceptée : Le pouvoir du peuple pour le peuple :

1- Le peuple qui dispose en réalité de quel pouvoir ? En détient-il vraiment un ?

2- Le peuple ayant acquis quel niveau de conscience de lui-même et de la société ?

3- Un peuple libre ou un peuple asservi, exploité ?

4- Sur quels rapports sociaux repose la démocratie ?

5- La démocratie est-elle le produit de rapports sociaux ou l'inverse ?

Je vous livre ma conclusion : la démocratie est un idéal qui n'a jamais été réalisé et qui demeure en devenir, et le jour où il se réalisera la démocratie disparaîtra, notez bien que ce n'est pas demain la veille que cela se produira, on est même plutôt franchement très mal barré pour avancer dans cette voie.

Renault. Ils ont inventé l'"***ultra low-cost***"

Il faut donc en conclure que le low-cost sera réservé aux couches de la petite-bourgeoisie qui se seront prolétarisées, tandis que l'ulta low-cost sera réservé aux couches moyennes du prolétariat qui auront sombré dans la pauvreté.

Rassurez-vous, dans un premier temps cet engin réalisé à bas coût et qui tiendra du gadget ou de la camelote sera réservé aux marchés des pays dits émergents.

Renault doit développer ce tacot en collaboration avec Bajaj Auto, le fabricant indien spécialisé dans les autorickshaw à trois ou quatre roues qui servent de taxi en ville pour les petits déplacements ou des transports de marchandises.

Vont-ils étendre dans l'avenir ce concept à d'autres domaines, l'habitation, l'habillement, l'alimentation, la santé, la culture ? Gageons qu'ils ne manqueront pas d'audace pour appeler cela le progrès social !

INFOS EN BREF

Politique

1- France. Verticalité

1.1- La candidate écologiste Eva Joly, qui a choisi de s'opposer frontalement à François Hollande dans la campagne pour l'élection présidentielle de 2012, s'est attirée mercredi les foudres du Parti socialiste mais aussi de son propre camp, où son porte-parole Yannick Jadot a démissionné.

L'ex-magistrate, virulente contre le volet nucléaire de l'accord électoral conclu dans la confusion entre le PS et Europe Ecologie-Les Verts (EELV), se retrouve considérablement isolée au point que certains écologistes, comme Daniel Cohn-Bendit, se posent la question de sa candidature en 2012.

Pour les socialistes et certains écologistes, la goutte d'eau de trop est tombée mercredi, lorsqu'Eva Joly a refusé sur RTL de dire si elle appellerait à voter pour François Hollande au second tour de la présidentielle - si tel est le scénario.

"*Je ne me trompe pas d'ennemi*", a-t-elle toutefois assuré, alors que plusieurs voix au PS et à EELV l'accusent de faire le jeu du président sortant à force d'ambiguïté.

"*Mon objectif est de battre Nicolas Sarkozy*", a-t-elle ajouté. "*Je suis très consciente que nous sommes dans le même bateau avec les socialistes*".

Face aux remous provoqués par ses propos, Eva Joly a tenté de corriger le tir via son compte Twitter : "*Je ne suis pas femme à cultiver l'ambiguïté. Evidemment au second tour, la gauche et les écolos devront se rassembler*".

"*Elle a dit ce qu'elle avait à dire. Je retiens sa dernière phrase*", a simplement commenté François Hollande en arrivant au congrès des maires, à Paris.

Dans un entretien publié mardi dans Le Monde après quelques jours de silence médiatique, Eva Joly accusait François Hollande d'être à la solde du groupe nucléaire Areva et d'être "*du bois dont on fait les marionnettes*".

"*Quand on se prétend de gauche et quand on prétend créer les conditions de la victoire, il ne faut pas se tromper d'adversaire, il faut aller à l'essentiel*", a déclaré Jean-Marc Ayrault.

Pour Daniel Cohn-Bendit, la candidate "*s'est mise dans un cul-de-sac politique*".

"*La grande majorité du potentiel des électeurs écologistes votera au deuxième tour François Hollande. Point à la ligne. Le reste, c'est de la littérature*", a-t-il dit sur i-télé, commentant les propos d'Eva Joly sur RTL. (Reuters 23.11)

1.2- Les députés PC et apparentés protestent contre l'accord entre le PS et EELV qui prévoit notamment la présentation d'un candidat contre le député apparenté PC sortant François Asensi dans la 11e circonscription de Seine-Saint-Denis.

"*Le maintien d'un candidat commun PS-EELV dans cette circonscription serait une faute politique grave*", déclare le député Roland Muzeau, porte-parole des députés PC et apparentés.

"*Chercher, comme le fait EELV à gagner des sièges au détriment du Front de gauche constitue une agression inacceptable en pure contradiction avec les attentes de nos concitoyens et concitoyennes qui aspirent à battre la droite en 2012*", ajoute-il dans un communiqué. (Reuters 23.11)

En conclusion, les "*primaires*" d'EELV et du PS : c'était du bidon pour attrape-nigauds !

Ils foulent aux pieds le programme sur lequel Eva Joly a été élue candidate pour représenter EELV à l'élection présidentielle de 2012, et ils méprisent ouvertement les personnes qui l'ont élue.

Quant au Front de gauche, ses dirigeants se sont déjà torchés avec son programme, il ne leur reste plus qu'à demander, pardon, qu'à exiger que leurs militants veuillent bien tirer la chasse derrière eux !

La conception de la démocratie de ces gens-là, y compris Eva Joly qui a fait son mea-culpa et est rentrée dans le rang, n'a rien à envier à celle du régime, normal puisqu'ils s'apprêtent à diriger le pays pour le compte des capitalistes.

2- Egypte

Des heurts se sont poursuivis pendant toute la journée de mercredi dans les rues du Caire, où les manifestants hostiles au pouvoir militaire tournent en dérision l'accord conclu entre l'armée et certains partis, dont les islamistes, pour accélérer le retour de civils à la tête de l'Etat. Depuis le début des protestations il y a cinq jours, le bilan s'élève à 38 tués, selon un décompte établi par Reuters, après la mort d'un homme dans la matinée à Alexandrie et d'un autre à Marsa Matrouh dans l'attaque d'un commissariat de police, selon l'agence de presse Mena.

Le ministère de la Santé fait état quant à lui de 32 morts et 2.000 blessés.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui dirige le Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir depuis la chute d'Hosni Moubarak en février, a annoncé mardi une accélération du processus de transfert du pouvoir avec la tenue d'une élection présidentielle en juin, soit six mois plus tôt que le calendrier de la transition initialement prévu par les militaires.

Mais son geste d'apaisement n'a pas convaincu les milliers de manifestants qui sont restés après le crépuscule sur la place

Tahrir, sanctuaire de la contestation en plein coeur du Caire, où de nouveaux incidents se sont produits dans la nuit.

Son intervention a au contraire nourri la colère des manifestants, qui ont repris à l'unisson le slogan "*Dégage, dégage*" qui avait marqué les journées révolutionnaires de l'hiver dernier.

Après la tombée de la nuit, des heurts continuaient à être signalés avec les forces de sécurité, qui ont fait usage de grenades lacrymogènes et de tirs de sommation face à des manifestants qui leur lançaient des pierres.

Des sirènes d'ambulance et des coups de feu résonnaient dans la nuit alors que les protestataires tentaient à plusieurs reprises de se regrouper pour gagner l'accès aux bâtiments du ministère de l'Intérieur.

Des témoins ont affirmé que plusieurs personnes avaient été tuées par balle sans que ces déclarations puissent être confirmées. Dans un hôpital de toile, un médecin a dit que quatre personnes avaient péri mercredi - deux tuées par balles et deux asphyxiées.

Le maréchal Tantaoui a confirmé que les élections législatives débuteraient bien lundi prochain et a également promis un gouvernement de "*salut national*" pour remplacer le gouvernement démissionnaire d'Essam Charaf.

Il a par ailleurs proposé l'organisation d'un référendum sur un retrait avancé de l'armée. Cette proposition a provoqué la colère des manifestants, qui redoutent un piège destiné à mobiliser les Egyptiens effrayés par de nouveaux troubles.

Après des discussions avec les différentes mouvements politiques, notamment avec les représentants des Frères musulmans autrefois interdits, Tantaoui a modifié l'agenda.

La police a démenti avoir utilisé des balles réelles, mais la plupart des décès des derniers jours au Caire sont dus à des blessures par balles, selon les médecins.

A Tahrir, des centaines de manifestants ont passé la nuit sous des tentes ou en plein air. "*Nous resterons ici jusqu'à ce que le maréchal parte et qu'un conseil de transition civil le remplace*", a déclaré Abdullah Galal, 28 ans.

"*Il faut changer le régime comme en Tunisie ou en Libye*". (Reuters 23.11)

Alors qu'il n'a pas fondamentalement changé dans ces pays-là, on mesure ici l'ampleur des illusions qui habitent les masses égyptiennes... A moins que les médias censurent une partie de leurs revendications contre l'armée.

3- Koweït

Partisans et adversaires du gouvernement ont manifesté ce mardi, une semaine après l'"*invasion*" historique de protestataires dans le Parlement. Des députés sont accusés d'avoir perçu des versements illégaux. Des partisans et des adversaires du gouvernement koweïtien ont manifesté séparément ces derniers jours. Alors que des députés de la majorité sont accusés de corruption (lire l'encadré), le riche émirat pétrolier du Golfe pourrait s'enfoncer dans une crise politique.

Mardi, des groupes de l'opposition libérale ont organisé, de leur côté, un rassemblement à Koweït et réclamé le limogeage du gouvernement, qu'ils accusent de corruption. Les libéraux appellent en outre à la dissolution du Parlement et à la convocation d'élections anticipées. Lundi déjà, un rassemblement de l'opposition avait réclamé la démission du chef du gouvernement, cheikh Nasser Mohammad al-Ahmad Al-Sabah, et la dissolution du Parlement. (lexpress.fr 22.11)

4- Bahrein

Après la présentation par une commission d'enquête indépendante à Bahreïn d'un rapport dénonçant un "*usage excessif et injustifié de la force*" de la part de la police durant les troubles qui ont secoué le petit royaume du Golfe en février et mars derniers, la principale formation chiite de l'opposition a appelé, mercredi 23 novembre, à la mise en place d'un "*gouvernement de salut national*".

"*Le rapport a confirmé des violations systématiques, graves et délibérées (…), ce qui signifie que le gouvernement actuel, qui a commis ces crimes, doit être limogé et un gouvernement de salut national mis en place*", a affirmé Al-Wefaq dans un communiqué. Le nouveau gouvernement devrait "*gérer une période de transition durant laquelle des réformes politiques sérieuses devraient être introduites et une transition démocratique avoir lieu*", ajoute la formation, au premier plan de l'action politique de l'opposition durant le mois de manifestations réclamant des réformes démocratiques.

Formée de cinq juristes renommés et présidée par l'Egypto-Américain Chérif Bassiouni, un expert reconnu du droit international et des droits humains, la commission souligne dans son rapport, présenté mercredi à la télévision nationale, que "*la torture a été pratiquée de façon délibérée*" à l'encontre des personnes arrêtées, dans le but de "*leur arracher des aveux*", de "les punir ou

se venger".

Mise en place fin juin par le roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa, la commission Bassiouni a pour mission de faire la lumière sur la répression du mouvement de protestation dirigé par les chiites, majoritaires dans la population autochtone, contre la dynastie sunnite des Al-Khalifa. Ce mouvement de contestation est le plus dur qu'ait connu le royaume depuis les années 1990.

Selon la commission, ces pratiques auraient eu lieu "*contrairement aux ordres*" du gouvernement, mais les autorités ne seraient pas intervenues pour "*arrêter les mauvais traitements de la part des responsables*".

Parallèlement à la publication du rapport, les violences se poursuivaient mercredi 23 novembre. Un homme a été tué par les forces de sécurité dans une ville à majorité chiite. Selon des témoins, la police antiémeute circulant à bord de 4×4 s'est déployée dans les rues d'Aali, près de Manama, la capitale, poursuivant des dizaines de jeunes gens. L'un d'eux a été attrapé et frappé à coups de bâton.

On pouvait lire sur les murs du quartier des slogans hostiles à la royauté, comme "*Mort à Al-Khalifa*". La majorité chiite reproche au régime de lui interdire l'accès à la propriété et aux emplois de la fonction publique. Selon des activistes, quelques heures auparavant, des véhicules des forces de sécurité avaient percuté une voiture, tuant le conducteur. Après l'accident, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène et ont tiré des balles en caoutchouc. On ignore si le conducteur tué était impliqué dans les protestations quasi quotidiennes dans les villes chiites du royaume. (lemonde.fr 23.11)

Ce n'est pas le Bahrein qui vient de condamner le régime syrien pour les violences qu'il a commises contre son peuple ?

5- Yémen

Vers un transfert du pouvoir au Yémen: après dix mois de crise jalonnés de manifestations, de violences meurtrières et de vaines promesses, le président Ali Abdallah Saleh a enfin signé mercredi l'accord proposé par les pays du Golfe afin de ramener le calme dans l'Etat le plus pauvre du monde arabe.

La cérémonie de signature, qui s'est déroulée à Riyad, en Arabie saoudite, a été retransmise en direct par plusieurs télévisions arabes.

La chaîne publique saoudienne a montré un Saleh souriant, assis à côté du roi Abdallah, apposer sa signature sur quatre exemplaires du plan de sortie de crise, avant d'applaudir brièvement. Le dirigeant yéménite, au pouvoir depuis 33 ans, s'est engagé à le céder à son vice-président et à pleinement coopérer avec le gouvernement de coalition proposé.

En vertu du plan élaboré par le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et soutenu par la communauté internationale, Ali Abdallah Saleh doit transférer le pouvoir à son vice-président Abed Rabbo Mansour Hadi dans les 30 jours, en échange de son immunité judiciaire (un point de l'accord que critiquent ses opposants). En outre, une élection présidentielle anticipée doit avoir lieu dans les 90 jours après la signature.

L'accord appelle également à une période de transition de deux ans, au cours de laquelle un gouvernement d'unité nationale serait chargé d'amender la Constitution, d'oeuvrer en faveur d'un retour à la sécurité et entamerait un dialogue national sur l'avenir du pays.

Reste que la signature de Saleh ne devrait pas grandement apaiser les protestataires, qui exigent davantage de réformes politiques et affirment que les formations d'opposition ayant approuvé l'initiative des pays du Golfe sont compromises par des arrangements de longue date avec le président.

A Washington, Barack Obama a salué la décision du président Saleh, affirmant que c'était un pas en avant important pour le peuple yéménite. Dans un communiqué, il a exhorté toutes les parties à mettre en oeuvre l'accord immédiatement.

La France a également salué la signature de l'accord. "*Nous formons le souhait que cette étape importante permette l'arrêt des violences ainsi qu'une transition démocratique conforme aux voeux du peuple yéménite et à la résolution 2014 du Conseil de sécurité. Nous appelons toutes les parties à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités et à engager sans tarder la mise en oeuvre des dispositions de l'accord*", a déclaré à Paris le porte-parole du quai d'Orsay Bernard Valero. (AP 23.11)

Les "*voeux*" du peuple yéménite, c'est que Saleh soit jugé et châtié pour les crimes que son régime a commis, normal, légitime, non ?

Social

1- France

Une promotion en guise de sanction.

L'Agence française de sécurité sanitaire et des produits de santé (Afssaps) a renoncé, mercredi 23 novembre, à promouvoir Catherine Rey-Quinio, une ancienne experte des laboratoires Servier et du Mediator, après la polémique que cette avancement a entraîné.

"*Il y a eu un drame, je respecte les victimes, et je ne veux pas que leurs mémoires soient humiliées par un quelconque symbole.*" Dominique Maraninchi, directeur général de l'Afssaps, a indiqué que Mme Rey-Quinio avait retiré sa candidature au poste de préfigurateur de la direction de la cancérologie et de l'hématologie de l'Afssaps, auquel elle avait été nommée lundi.

Le Figaro révélait dans son édition de mercredi la promotion de cette femme chargée, entre autres, de l'évaluation du Mediator depuis 1998 jusqu'à son retrait du marché, en 2009. Une promotion qui faisait "*grincer des dents et jaser dans les couloirs de l'Afssaps, car tous ont en mémoire la façon dont Catherine Rey-Quinio a surveillé les bénéfices du Mediator pendant des années*", soulignait le quotidien. Chargée de la surveillance du Mediator, elle aurait dû avertir des risques que comportait le médicament mais n'aurait rien vu.

Or, Mme Rey-Quinio a travaillé pour les laboratoires Servier avant d'arriver à l'Afssaps. Elle y occupait le poste de médecin produit en charge de l'Isoméride, un médicament retiré du marché en 1997 et dont les propriétés chimiques sont très proches de celles du Mediator. En clair, Catherine Rey-Quinio connaissait parfaitement la molécule de Servier lorsqu'elle a pris en main le dossier Mediator à l'Afssaps. (lemonde.fr 23.11)

2- Finlande

Nokia-Siemens, premier fabricant de téléphones mobiles du monde, a annoncé mercredi la suppression de 17.00 emplois d'ici à 2013, pour tenter d'économiser d'un milliard d'euros.

Le groupe germano-finlandais a déclaré que ces mesures s'inscrivaient dans "*un programme international de restructuration*". Et de prévenir, dans son communiqué, qu'il allait réduire "*significativement le nombre de sous-traitants*".

Nokia reste le premier fabricant mondial de téléphones mobiles depuis 1998, avec 432 millions d'appareils vendus l'an dernier, soit plus que ses trois principaux concurrents réunis, mais sa part de marché continue à plonger, à 29% au premier trimestre 2011 pour atteindre son plus bas niveau depuis la fin des années 1990.

Le Finlandais a en outre perdu du terrain sur le segment lucratif des smartphones où il s'était longtemps distingué par ses innovations. Bien qu'il ait vendu 24 millions de smartphones au premier trimestre 2011, soit 13% de plus qu'en 2010, sa part de marché a chuté de 39% à 24% en un an, selon le cabinet Strategy Analytics. (AP 23.11)

Economie

1- Zone euro

La Commission européenne a proposé mercredi que lui soient confiés des pouvoirs intrusifs dans les budgets nationaux, ce qui pourrait ouvrir la voie à des émissions communes de dette pour les pays de la zone euro.

Selon le dispositif, l'exécutif communautaire pourrait émettre des recommandations ou même réclamer qu'un nouveau budget soit établi, même si les parlements nationaux conserveraient le dernier mot.

Ces nouvelles dispositions pourraient ouvrir la voie à la création d'euro-obligations, pour lesquelles la Commission a présenté trois options allant d'une simple coordination des émissions de dette à une mutualisation totale de celle-ci.

"*Les objectifs présidant à ce paquet de mesures - croissance économique, stabilité financière, discipline budgétaire - sont liés entre eux*", a expliqué le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso dans un communiqué.

"*Nous avons besoin de chacun d'entre eux si nous voulons dépasser l'urgence actuelle et nous diriger vers une Europe dans laquelle la solidarité est contrebalancée par une responsabilité renforcée*", a-t-il ajouté. (Reuters 23.11)

2- Allemagne

L'Allemagne n'a adjugé mercredi qu'un peu plus de la moitié du montant de dette qu'elle espérait écouler, essuyant l'une de ses pires émissions souveraines depuis la création de l'euro faute d'avoir proposé un rendement suffisant aux yeux des investisseurs.

Berlin n'a trouvé acquéreur que pour 3,644 milliards d'euros d'emprunts à dix ans contre 6 milliards escomptés, si bien que la Bundesbank, la banque centrale allemande, a dû acheter les 39% restants pour éviter l'échec de l'opération.

Les rendements très faibles offerts par le Bund ont douché l'appétit des investisseurs, déjà inquiets quant au coût que fera peser sur l'Allemagne la spirale de la crise européenne de la dette.

"*C'est un désastre complet, absolu*", commente Marc Oswald, stratège pour Monument Securities à Londres.

"*Cela n'augure rien de bon, c'est la pire des adjudications non couvertes que nous ayons eu cette année et il n'est pas étonnant que le Bund se soit orienté à la vente dans la foulée*."

Les futures sur les Bunds, l'euro et les Bourses européennes ont en effet chuté aussitôt après l'annonce des résultats de l'adjudication.

Le rendement moyen du papier à dix ans est ressorti une nouvelle fois en baisse, à 1,98%, contre 2,09% lors d'une adjudication similaire en octobre et 2,74% en moyenne cette année, a précisé la Bundesbank.

Le ratio de couverture, qui mesure l'appétit des investisseurs, n'a atteint que 1,1, contre 1,56 en moyenne.

"*Les Bunds commencent à perdre leur attrait parce que les marchés doivent commencer à croire à l'histoire des euro-obligations, et que l'Allemagne s'apprête, en substance, à garantir la dette d'autres pays*", analyse Achilleas Georgolopoulos, stratège pour la Lloyds à Londres. (Reuters 23.11)

3- Chine

La Chine a ravi aux Etats-Unis la place de premier marché mondial du smartphone, en volume, au troisième trimestre, selon Strategy Analytics.

Les ventes de combinés multifonctions ont progressé de 58% en Chine pour atteindre le nombre record de 23,9 millions d'unités vendues. Dans le même temps, les ventes aux Etats-Unis ont reculé de 7% à 23,3 millions de combinés.

Le cabinet d'études de marché attribue la hausse observée en Chine à de fortes remises consenties par les opérateurs, ainsi qu'à la popularité de l'iPhone d'Apple et de certains modèles à bas prix, notamment ceux proposés par le chinois ZTE et dotés du système d'exploitation Android de Google. (Reuters 23.11)

Haut de page

Le 25 novembre

CAUSERIE

Banksters : parasites. Mode d'emploi.

La Banque centrale européenne examine la possibilité d'étendre la maturité de ses prêts aux banques à deux, voire même trois ans, voulant éviter que la crise de la zone euro ne provoque un "*credit crunch*" qui étoufferait son économie, apprend-on de sources proches du dossier.

Pour l'heure, la maturité maximale des opérations de liquidité de la BCE est d'un an. Lors de ces opérations, les banques reçoivent la totalité des fonds demandés.

Cette possibilité de prêt à échéance plus longue a été soulevée la semaine dernière à l'occasion d'une réunion entre la BCE et un groupe de banques comprenant Goldman Sachs, Barclays Capital et Morgan Stanley, selon une personne au fait du dossier.

(...) Il reste qu'en offrant des fonds pour une période de deux à trois ans, la BCE pourrait contribuer à renforcer la confiance envers les banques et par contrecoup sur les marchés obligataires.

"*Dans la mesure où on améliore la situation des banques, on améliore la situation d'un acheteur en puissance de dette souveraine*", dit un banquier.

Un responsable d'une banque européenne, qui a requis l'anonymat, se dit favorable à l'extension des maturités de prêt de la BCE. (Reuters 24.11)

Le langage employé par le journaliste donne une idée de l'ambiance, de la connivence dans laquelle se déroulent ces transactions dans le dos des peuples, la BCE "*offre*" des fonds aux banquiers dans le sens plutôt avantageux du terme que neutre, un cadeau plus qu'une proposition ! Le terme n'est pas exagéré, il correspond bien à la réalité, le fait que la BCE prête aux banques à un taux d'intérêt très bas aux alentours d'1%, qu'elles prêteront à leur tour aux Etats, aux entreprises ou aux particuliers à des taux d'intérêts qui seront au minimum le double ou le triple.

Donc les banquiers s'enrichissent ici par le biais d'un simple jeu d'écritures comptable, en servant d'intermédiaire entre la BCE et le destinataire d'un prêt, ils justifient cet enrichissement par le risque qu'ils prennent et la rémunération de ce service, une commission pour service rendu.

Au fait, le "*credit crunch*" (prêt interbancaire) qui étoufferait l'économie de la zone euro n'était qu'un prétexte, un alibi pour couvrir cette magouille à laquelle étaient associés évidemment Goldman Sachs, Barclays Capital et Morgan Stanley, car l'un des objectifs de cette crise est aussi ou surtout de mettre en difficulté ou de liquider les entreprises les plus faibles au profit des plus puissantes, éventuellement des banques ou des institutions financière, un objectif inavouable, car il faut faire croire le plus longtemps possibles aux peuples ignorants que la crise était inévitable, une fatalité, le système capitaliste n'étant pas en cause.

Une poignée de prédateurs contrôlent le monde

Une partie importante de l'économie mondiale se jette dans les mains d'un petit groupe d'institutions financières.

Dans un nouveau document, publié par le NewYorkTimes Economix blog, en utilisant une méthodologie basée sur "la topologie du réseau", des universitaires suisses identifient les acteurs financiers qui sont au cœur de l'économie mondiale.

Top 10 des entreprises qui gouvernent le monde

1. Barclay (Grande Bretagne)
2. The Capital Group Companies (Etats-Unis)
3. Fidelity Investments (Etats-Unis)
4. AXA (France)
5. State Street Corporation (États-Unis)
6. JP Morgan & Chase (U S)
7. Legal & General Group (Grande-Bretagne)
8. Vanguard Group (Etats-Unis)
9. UBS (Suisse)
10. Merrill Lynch (Etats-Unis)

Au total, les 10 premières contrôlent 20 % du réseau financier mondial, et les 50 premières entreprises contrôlent près de 40%.

Ce qui est le plus significatif, remarquent les auteurs de cette étude, n'est pas que ces institutions financières exercent donc beaucoup de puissance, mais qu'elles sont fortement interconnectées. Comme ils l'expliquent, «l'intérêt de ce classement n'est pas qu'il expose d'insoupçonnées acteurs ultra-puissants. Au lieu de cela, il montre que la plupart des grands acteurs appartiennent au même nexus. Cela signifie qu'ils ne réalisent pas leurs affaires dans l'isolement mais, au contraire, ils sont liés ensemble dans un web extrêmement enchevêtré où ils dépendent les uns des autres. "

Tyler Cowen n'est pas convaincu. Il rétorque que le papier n'est pas suffisamment la distinction entre ce qu'il appelle la propriété, ou le contrôle, et l' «intermédiation financière», en d'autres termes, une grande partie de l'économie mondiale traverse ces entreprises, mais les actionnaires individuels ne détiennent pas le même contrôle sur un fonds mutuel, par exemple, comme une entreprise commerciale.

(Source : le NewYorkTimes Economix blog - .wikistrike.com 23.11)

Question d'un internaute : comment se fait-il que Goldman Sachs ne fasse pas partie de cette liste ?

Réponse d'un internaute que j'ai complétée : Goldman Sach est une banque, certes, mais c'est une couverture, en réalité ses dirigeants poursuivent un objectif bien plus important stratégiquement que s'enrichir : permettre à Israël (au peuple élu) d'étendre sa vision du monde à l'ensemble de la planète, le plus discrètement possible, ce qui ne serait pas le cas en apparaissant dans cette liste, on acquière davantage de pouvoir en infiltrant gouvernements, institutions et grandes entreprises internationales qu'en amassant une fortune dans un coffre, même si l'argent demeure le nerf de la guerre, on leur

fait confiance sur ce plan-là. CQFC.

Les sionistes au secours de Strauss Kahn

Le site israélien d'information Ynet annonce en exclusivité que Dominique Strauss Kahn s'est rendu pour une visite éclair de deux jours en Israël. DSK, ancien directeur déchu du FMI, a été l'hôte à Tel-Aviv de l'homme d'affaire Jean Friedman, ancien patron d'Europe 1.

Rappelons que Jean Friedman a été une personnalité proche des milieux du parti socialiste en France et du Président Mitterrand. En Israël, Jean Friedman était proche du Parti Travailliste. Notamment, selon la presse israélienne, c'est Friedman qui a financé le rassemblement en faveur du processus d'Oslo le samedi soir le 4 novembre 1995, où fut tué le Premier ministre Itzhaq Rabin.

Les raisons de ce déplacement furtif peuvent être nombreuses. Mais il semble assez évident que DSK devait remercier qui de droit pour la bonne conclusion de son affaire de New York. Rappelons qu'après l'arrestation de DSK, son principal avocat s'est précipité à Tel Aviv et qu'après cela toute l'affaire s'est littéralement retournée en sa faveur.

La question importante est de savoir si DSK s'est entendu avec ces réseaux de pouvoir pour « programmer » autre chose. Y aura-t-il une autre affaire en France ? L'avenir nous le dira. (liesidotorg.wordpress.com 22.11)

Pendant ce temps-là un ex-président israélien est en prison pour tentatives de viol... Il faut préciser qu'il était juif... mais d'origine iranienne !

La démocratie, quelle démocratie, où cela ? Nulle part

Avant de lire ce passage et les suivants qui traitent du même sujet, je vous propose de noter l'axe politique sur lequel travailleurs et militants devraient combattre selon Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI (éditorial, *Informations ouvrières* n°176 page 2, c'est édifiant : "*Ce qui est en cause, c'est bien le respect de la souveraineté populaire, donc de la démocratie*".

Souveraineté populaire et démocratie sans doute du même nom, qui en réalité n'ont jamais existé que dans son imagination ou sous la forme de la dictature démocratique de la bourgeoisie ou de la classe dominante, celle des capitalistes. Selon moi, appeler au "*respect*" de cette démocratie, c'est appeler à capituler devant le régime qu'on prétend combattre.

Pour cette raison notamment, nous n'appellerons pas les travailleurs et militants à participer à la conférence ouvrière du 26 novembre initiée par le POI, ni à son meeting du 7 décembre. Par ailleurs, on ne peut pas soutenir un parti qui légitime Sarkozy et le Sénat. A vous de juger librement.

Quelle démocratie s'agit-il de "*sauver*" ou "*restaurer*".

- « *La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre contre les Etats-Unis. Une guerre permanente, économique, une guerre sans morts. […] Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. Une guerre inconnue, une guerre permanente, sans morts apparemment, et pourtant une guerre à mort* ».

Propos du président Mitterrand exprimés lors d'un entretien privé à la fin de sa vie et cité par le Courrier International du 13 avril 2000.

Lorsque F. Mitterrand dit des Américains qu'« *ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde* », il oublie de préciser que ces derniers ne sont que les pions d'un autre pouvoir, celui de l'Argent anonyme et vagabond. Ce pouvoir, comme nous le répétons inlassablement dans la Lettre d'Informations Economiques Stratégiques Internationales, est entre les mains d'un cartel de familles oligarchiques. Et cela ne date pas d'aujourd'hui puisque nous évoquions l'année 1913. Par exemple, le président américain F.D. Roosevelt dira : « *Il existe un cartel bancaire au sein de grands centres financiers qui contrôle le gouvernement depuis Andrew Jackson* ». (liesidotorg.wordpress.com 23.11)

Il s'est bien gardé de le crier sur les toits pour finalement endosser la livrée du valet de l'impérialisme américain, simple constat.

(suite) "***La démocratie n'existe ni aux USA, ni en France***". Si vous le dites...

Extraits d'un entretien du 28 octobre 2005 avec Danielle Mitterrand, réalisé par Hernando Calvo Ospina, journaliste colombien réfugié en France et collaborateur, entre autres, du Monde Diplomatique.

- « Mai 1981 fut un mois de grande activité, car c'était la préparation de l'arrivée au pouvoir de François. J'essayais d'apporter tout ce qu'il y a de meilleur en moi, pour que ce rêve d'avoir une société socialiste, quoique à l'européenne, devienne réalité. Mais bien vite j'ai commencé à voir que cette France juste et équitable ne pouvait pas s'établir. Alors je demandais à François :

‘‘Pourquoi maintenant que tu en as le pouvoir ne fais-tu pas ce que tu avais promis ?’’ Il me répondait qu’il n’avait pas le pouvoir d’affronter la Banque mondiale, le capitalisme, le néolibéralisme. Qu’il avait gagné un gouvernement mais non pas le pouvoir. J’appris ainsi qu’être le gouvernement, être président, ne sert pas à grand-chose dans ces sociétés sujettes, soumises au capitalisme. J’ai vécu l’expérience directement durant quatorze ans. Même s’il essayait d’éviter le côté le plus négatif du capitalisme, les rêves ont commencé à se briser très rapidement. […]

[…] Pourquoi un gouvernement qui se disait de gauche ne pouvait-il pas répondre aux attentes qu’il avait créées durant tant d’années dans l’opposition, tant au niveau national qu’international ? Devait-on accepter les impératifs d’un système mercantile jusqu’à la soumission ? […]

[…] Durant la célébration du Bicentenaire de la Déclaration des droits de l’Homme – juillet 1989 – j’ai pu voir jusqu’à quel point nous étions soumis aux Etat-Unis. L’Etat français n’invita pas plusieurs dignitaires, en particulier des Latino-Américains. Comme par hasard, c’était ces pays-là que Washington voulait détruire. […] Je me rappelle avoir dit à François : ‘‘Jusqu’à quel point allons-nous être dépendants de l’humeur des Etats-Unis, ne pas pouvoir choisir nos invités pour nos festivités… ?’’ Ce fut une honte. […]

[…] Durant toutes ces années de ma vie, spécialement après la Seconde Guerre mondiale, j’ai pu voir comment les États-Unis foulaient aux pieds la liberté et la démocratie des autres pays, particulièrement les pauvres. Ronald Reagan désigna comme terroriste le gouvernement sandiniste du Nicaragua, quand les terroristes, c’était son Administration et cette « contra » qu’il finançait.

J’étais au Nicaragua peu de temps avant qu’ils détruisent la révolution. Fonctionnait encore ce qui avait été atteint au niveau de l’éducation et de la santé, des choses qu’avait le peuple nicaraguayen pour la première fois de son histoire. Je me rappelle que Daniel Ortega me disait : « Daniella, dis à François qu’il ne peut pas nous laisser tomber ; que l’Europe démocratique ne peut pas nous abandonner... ». Je le lui ai dit en effet. Et il n’a pu rien faire : les États-Unis avaient décidé que les sandinistes devaient s’en aller avec leurs plans de développement social, pour faire place au néolibéralisme et au retour de la misère pour le peuple. Tandis que nous, nous étions en train de fêter le Bicentenaire de la Déclaration des droits de l’Homme ! […]

En France on élit et les élus font des lois qu’ils n’ont jamais proposées et dont nous n’avons jamais voulu. Est-ce la démocratie quand après avoir voté nous n’ayons pas la possibilité d’avoir de l’influence sur les élus ? Je ne crois pas que dans aucun des pays qui se disent démocratiques, ceux-là qui croient avoir le droit d’imposer « leur » démocratie aux pays pauvres, il existe la démocratie, à commencer par les États-Unis et la France. La France est une démocratie ? Une puissance mondiale ?

Je le dis en tant que Française : Cela ne veut rien dire. Si on le dit pour les niveaux d’éducation, de la recherche ou la santé, c’est nul. Pour être capables d’aider la paix mondiale, les peuples opprimés ? Nul. (legrandsoir.info 22.11)

Notez bien que ces propos ont d'autant plus de valeur qu'ils ne sont pas ceux d'une révolutionnair ou d'une communiste.

Mais alors, si on comprend bien, la démocratie dont on nous rebat les oreilles depuis au moins un demi-siècle ne serait qu'une gigantesque supercherie, et c'est sur cette vaste escroquerie destinée à tromper travailleurs et militants sur laquelle tous les partis ouvriers sans exception ont fondé leurs stratégies, donc s'en sont rendus complices.

On comprend mieux pourquoi on n'a jamais réussi à construire le parti depuis la disparition de Trotsky. On s'est satisfait d'analyses en apparence correctes et qui se sont avérées plus tard complètement foireuses, car construites sur des rapports tout aussi foireux. La palme revient aujourd'hui dans ce domaine à ceux qui tiennent absolument à sauver ou à faire revivre quelque chose qui n'a jamais réellement existé que sous une forme empirique ou théorique, et qui en réalité n'a cessé de demeurer à l'état d'idéal.

Voilà un réquisitoire sans appel dont on peut se servir, pas seulement pour dénoncer la dictature de l'impérialisme américain, mais pour combattre pour l'abolition du capitalisme de la surface de la terre.

Pour conclure aujourd'hui sur ce sujet, donnons la parole à Engels et Lénine, cela va faire bander les fanatiques de citations, je ne les mets pas en italique parce qu'elles sont longues pour en faciliter la lecture :

1- «La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. » (Cf. « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : Écrits militaires. F. Engels)

2- «A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que, tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait parler de « démocratie pure », mais seulement de démocratie de classe (soit dit entre parenthèses, « démocratie pure » est

non seulement une formule d'ignorant qui ne comprend rien à la lutte des classes ni à la nature de l'État, mais encore une formule triplement creuse, car dans la société communiste, la démocratie, transformée et devenue une habitude, dépérira, mais ne sera jamais une démocratie « pure »).

La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers. L'histoire connaît la démocratie bourgeoise qui prend la relève de la féodalité, et la démocratie prolétarienne qui prend la relève de la démocratie bourgeoise.

Mais si juste que soit cette affirmation, elle ne définit pas la dictature. (...)

Lorsque Kautsky consacre jusqu'à des dizaines de pages à « prouver » cette vérité que la démocratie bourgeoise marque un progrès par rapport au moyen âge, et que le prolétariat a le devoir impérieux de s'en servir dans sa lutte contre la bourgeoisie, c'est là justement un bavardage libéral destiné à duper les ouvriers. C'est un truisme non seulement dans l'Allemagne civilisée mais aussi dans la Russie inculte. Kautsky jette tout simplement de la poudre « savante » aux yeux des ouvriers, il prend des airs graves pour parler de Weitling, des jésuites du Paraguay et de bien d'autres choses, à seule fin d'esquiver la nature bourgeoise de la démocratie actuelle, c'est-à-dire de la démocratie capitaliste.

Du marxisme, Kautsky prend ce qui est recevable pour les libéraux, pour la bourgeoisie (critique du moyen âge, rôle historiquement progressif du capitalisme en général et de la démocratie capitaliste en particulier); il rejette, il passe sous silence, il estompe ce qui, dans le marxisme, est irrecevable pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, pour l'anéantissement de cette dernière). Voilà pourquoi, par sa position objective et quelles que puissent être ses convictions subjectives, Kautsky s'avère inévitablement un laquais de la bourgeoisie.

La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au moyen âge, reste toujours, - elle ne peut pas ne pas rester telle en régime capitaliste, - une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres. C'est cette vérité, élément constitutif majeur de la doctrine marxiste, que le « marxiste » Kautsky n'a pas comprise. Dans cette question - fondamentale - Kautsky prodigue des « amabilités » à la bourgeoisie, au lieu de présenter une critique scientifique des conditions qui font de toute démocratie bourgeoise une démocratie pour les riches.» (Lénine : la révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky)

Vous constaterez que tous les partis ouvriers ont fait disparaître de leurs programmes "*ce qui, dans le marxisme, est irrecevable pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, pour l'anéantissement de cette dernière)*". A vous de juger ensuite s'ils sont plus proche de Kautsky ou de Lénine, du petit-bourgeois réformiste ou du marxiste révolutionnaire.

Pour terminer, un constat d'une lucidité implacable et d'une extraordinaire actualité, tiré du même ouvrage de Lénine :

1- "*Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile.*"

2- "*Plus la démocratie est puissamment développée, et plus la Bourse et les banquiers se soumettent les parlements bourgeois ?*"

Abattre le pouvoir des banquiers, leur confisquer tous leurs biens et privilèges passe par la liquidation de la démocratie qui sert leurs intérêts de classe, la démocratie bourgeoise, indissociable de la victoire de la révolution socialiste.

Alors vous êtes d'attaque pour sauver la "*démocratie*" et la "*souvernaineté populaire*"avec les dirigeants du POI ? Qu'en pensent les militants du POI ? Une "*couleuvre*" de plus à avaler, c'est dur n'est-ce pas ?

Attention vous allez devenir des mutants, c'est qu'on ne lézarde pas chez les activismes. Les ouvriéristes du POI qui font partie de l'aristocratie ouvrière défendent le nucléaire au nom des emplois qui seraient en cause (page 7 et 14)... Cela me rappelle lorsque la fédération de Haute-Garonne du PT défendait la réouverture de l'usine AZF à l'endroit même où elle avait explosée... pour sauver des emplois évidemment, s'en foutant totalement du danger que représentait une telle usine en pleine ville et du sort des 650 000 habitants de Toulouse et sa périphérie (dont ma fille et petite-fille), comme là ils se foutent pas mal que le nucléaire représente un danger pour l'existence de millions de personnes, ils le nient ouvertement, seul leur minable fond de commerce compte à leurs yeux : pathétique, misérable, quelle honte !

Parole d'internaute

1- "*Souvenons nous que le bail de la FED expire le 23 décembre 2012. L'écroulement financier en cours est voulu et global, la grosse majorité des bourses partout sur cette planète perdent entre 20 et 30% depuis janvier 2011. Cette FED a été créée par le président pantin Wilson, suite à une « panique bancaire » aux USA, organisée par certains banquiers en 1907.*

Le cartel en question profite de la fin programmée de son jouet pour passer à l'étape suivante : une FED à l'échelle mondiale

cette fois. Les mêmes mécanismes sont en œuvre, la finalité est évidente, pour qui écoute un peu la rhétorique mondialiste de notre époque : le scenario de sortie de crise est déjà écrit."

2- "*Effectivement, tout semble préparé. On nous rabâche les oreilles d'une nécessité de plus grande convergence politique et fiscale en Europe. Le FESF est une sorte de FED à l'européenne avec les mêmes avantages (impunité totale etc…).*

Avant la FED mondiale, nous devrions assister à la FED transatlantique.

Il y a pour moi une inconnue, une logique que j'ai du mal à analyser, l'Allemagne. Est-elle l'ennemi du N.O.M. (nouvel ordre mondial -ndlr) via une recherche d'accord germano-russe ?" (liesidotorg.wordpress.com 23.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- Zone euro

Le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel ont réaffirmé ensemble jeudi qu'ils feraient "*dans les jours qui viennent*" des "*propositions communes*" de modification des traités européens afin de contribuer à endiguer la crise de la dette dans la zone euro.

La France est favorable à l'intervention directe de la BCE pour contribuer à stopper la contagion de la crise de la dette, alors que l'Allemagne y est opposée.

"*La BCE est indépendante*", a martelé Mme Merkel, expliquant que la proposition de modification des traités européens sera "*plus politique*" -puisqu'elle portera notamment sur la convergence des politiques fiscale: il s'agit d'un "*chapitre très différent*" qui "*n'a rien à voir avec la BCE*", a-t-elle déclaré. (AP 24.11)

Leur réunion d'hier n'a servi qu'à constater une fois de plus leurs désaccords. (A suivre)

2- France

2.1- Sarkozy : le président du FN !

Nicolas Sarkozy n'est plus d'accord avec lui-même. Après l'avoir soutenue en 2005, le chef de l'Etat a qualifié d'«*hasardeuse*» la proposition d'accorder des droits électoraux aux étrangers. Le Président s'est ainsi prononcé contre le droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de pays non membres de l'Union européenne résidant en France aux élections municipales, proposé par la nouvelle majorité sénatoriale socialiste.

«*Une telle proposition me semble hasardeuse (...) parce que cette proposition risque de diviser profondément les Français au moment où, plus que jamais, nous avons besoin de les rassembler*», a déclaré le président de la République devant quelque 2.000 maires reçus au Palais de l'Elysée à l'occasion de leur congrès annuel à Paris.

La Droite populaire, aile sécuritaire de l'UMP, a lancé le mois dernier une pétition contre cette proposition de loi dans laquelle elle voit une «*imposture idéologique*» et une «manœuvre électoraliste».

«*Je crois depuis longtemps que le droit de voter et le droit d'être élu, dans nos territoires, doit demeurer un droit attaché à la nationalité française, étendu pour les élections municipales et européennes aux citoyens européens qui partagent avec nous une communauté de destin*», a poursuivi le chef de l'Etat.

La seule façon pour un ressortissant d'un pays non membre de l'UE de participer aux choix politiques de la France est de prendre la nationalité française, à condition d'en remplir les conditions, a-t-il ajouté. Arno Klarsfeld, le président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) a justifié ce refus par le fait que l'intégration était loin d'être une réussite et qu'existait le risque de voir apparaître des listes fondamentalistes aux scrutins locaux. (20minutes.fr 24.11)

La pêche aux voix du FN, rien de plus.

Sur la question soulevée. J'habite en Inde depuis 1996 et il ne m'est jamais venu à l'esprit de vouloir voter, puisque je n'ai pas les mêmes droits que le reste de la population, chaque fois que j'ai exprimé verbalement mon soutien aux opprimés devant un représentant de l'ordre établi ou contre la corruption, on m'a signifié (menacé) que je pouvais être expulsé sur le champ si

j'insistais, à part cela l'Inde est la plus grande "*démocratie*" du monde, c'est bien connu !

On peut concevoir que tout le monde ait le droit de vote à toutes les élections, j'y suis favorable évidemment, pour ce que cela changerait, puisque ceux qui l'ont n'ont jamais été foutus de s'en servir correctement, je veux dire par là, conformément à leurs propres intérêts de classe.

On se focalise volontiers sur le droit de vote et les élections en général, mais on fait peu de cas du niveau de conscience de classe du prolétariat, apparemment c'est un sujet tabou ou qui passe au second plan ou encore qui n'intéresse aucun parti ouvrier, plus enclins à se satisfaire des apparences et à cultiver les illusions au lieu de les combattre. J'exagère, vous croyez vraiment ? Les uns sont affairés à préparer l'élection présidentielle, les autres les législatives, quant à l'aspect profondément antidémocratique des institutions de la Ve République, il passe à la trappe pendant ce temps-là, il est sacrifié sur l'autel électoraliste.

2.2- Bayrou président de "***l'ordre***"...

François Bayrou, président du MoDem, a annoncé jeudi soir sa candidature à l'élection présidentielle de 2012 pour que la France reparte "*sur des bases nouvelles*".

Il est crédité d'environ 7% des intentions de vote dans les derniers sondages d'opinion. (Reuters 24.11)

3- Egypte. Provocation... répression.

3.1- En Egypte, Kamal el-Ganzouri a été chargé ce jeudi par l'armée de former un gouvernement, d'après plusieurs télévisions privées. Kamal el-Ganzouri, septuagénaire, a été de 1996 à 1999, Premier ministre sous Hosni Moubarak.

Avant d'être à la tête du gouvernement, il avait occupé le poste de ministre du Plan, où il a notamment oeuvré pour une amélioration des relations entre son pays et la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. (lexpress.fr 24.11)

3.2- Les révolutionnaires égyptiens ont appelé à une grande manifestation sur la place Tahrir du Caire (demain) vendredi pour réclamer un transfert immédiat du pouvoir à un régime civil par le biais d'un gouvernement de salut national.

Dans un commmuniqué, ils évoquent une marche réunissant un million de personnes à l'occasion de qu'ils appellent «*le vendredi de la dernière chance*». La Fédération des syndicats indépendants a également invité les travailleurs à marcher sur Tahrir, haut lieu de la «*révolution du Nil*» qui a renversé le 11 février, sous la pression de la rue, le régime du président Hosni Moubarak.

Une autre organisation syndicale a lancé un mot d'ordre de grève générale en signe de solidarité avec les manifestants. Les syndicats égyptiens ont joué un rôle important dans le mouvement populaire qui a fait chuté le «*raïs*». Jeudi, un calme précaire a prévalu sur la place Tahrir à la suite de la trêve conclue entre la police antiémeute et les manifestants après cinq jours de violences et la promesse de l'armée de tenir les élections législatives dans les délais prévus.

Des milliers de protestataires jurent cependant de poursuivre leur occupation de la place tant que les militaires n'auront pas cédé le pouvoir. (20minutes.fr 24.11)

4- Arabie Saoudite

Quatre hommes ont été tués par balles lors de troubles impliquant les forces de sécurité dans une région chiite de l'Arabie saoudite, mercredi 23 novembre au soir. Deux d'entre eux ont trouvé la mort lors d'échanges de tirs pendant des funérailles dans la région de Qatif, où vit une grande partie de la communauté chiite du royaume, a annoncé le ministère de l'intérieur. Neuf personnes, dont deux policiers et une femme, ont également été blessées, selon la même source. Deux autres hommes ont péri le même jour à Chouika, lors d'une manifestation.

C'est la première fois depuis le début du printemps arabe que des morts sont à déplorer dans la répression de manifestations dans l'est de l'Arabie saoudite. Le ministère de l'intérieur a mis en cause "*des criminels non identifiés*", "*infiltrés*" parmi les manifestants. D'après les autorités, "*plusieurs barrages et véhicules des forces de sécurité ont été la cible depuis lundi de tirs de façon de plus en plus fréquente*", ajoutant que les forces de l'ordre "*font preuve autant que possible de retenue*". Visant vraisemblablement l'Iran, Riyad a accusé les assaillants "*d'exécuter des complots étrangers*" et a appelé les habitants de Qatif à ne pas s'y laisser entraîner.

Lundi soir, un manifestant avait été tué par les forces de sécurité lors d'une manifestation dans la région de Qatif, qui visait à protester contre la mort, dimanche, d'un jeune homme de 19 ans, tué, selon les habitants, par la police. Plusieurs autres personnes avaient été blessées par des tirs lors de sa dispersion.

L'adolescent avait été blessé à proximité d'un barrage de police, dans des circonstances troubles. Il est mort à l'hôpital des suites de ses blessures. Selon des militants, un autre jeune homme avait été blessé samedi par des tirs des forces de sécurité dans une autre localité de la province, Awamiya. Cette ville avait été le théâtre de troubles début octobre, quatorze personnes, parmi lesquelles onze policiers, avaient alors été blessées au cours d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants.

Ces incidents interviennent alors qu'approche la commémoration du deuil chiite par des marches et des processions, qui doivent culminer le 5 décembre. (lemonde.fr 24.11)

Ce n'est pas l'Arabie Saoudite qui reproche au régime syrien de réprimer dans le sang son peuple ?

5- Yémen

Des hommes armés ont tué au moins cinq manifestants jeudi dans la capitale yéménite alors qu'ils protestaient contre l'accord conclu la veille à Ryad sur le départ programmé du président Ali Abdallah Saleh.

"*Nous étions en train de défiler dans la rue Zubayr pour réclamer le jugement de Saleh et de ses partisans lorsque nous avons été attaqués par des hommes armés en civil qui ont ouvert le feu directement sur nous*", a rapporté un manifestant à Reuters. (Reuters 24.11)

6- Etats-Unis Suzanne Nossel, ancienne assistante de Richard Holbrooke lorsqu'il était ambassadeur à l'ONU et actuelle assistante d'Hillary Clinton pour les organisations internationales, devient directrice exécutive d'Amnesty International USA. Elle s'est appliquée dans ses fonctions au département d'État à instrumenter les Droits de l'homme au service des ambitions impériales.

Mme Nossel avait travaillé par le passé pour Human Rights Watch, ainsi que pour Bertelsmann Media Worldwide et pour l'administration du Wall Street Journal .

Le Conseil d'administration d'Amnesty International USA a considéré que l'engagement de Suzanne Nossel au sein des administrations Clinton et Obama était un gage de compétence et ne lui a pas tenu rigueur des crimes commis en Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Liban etc.

Mme Nossel est à l'origine de diverses campagnes contre l'Iran, la Libye et la Syrie. Au cours des derniers mois, elle s'est illustrée en intoxiquant le Conseil des Droits de l'homme de Genève de manière à faire adopter par le Conseil de sécurité une résolution autorisant la guerre contre la Libye. Les imputations de Mme Nossel ont été démenties depuis. (Réseau Voltaire 23.11)

Social

1- France

1.1- Les 107.000 enseignants débutants vont commencer leur carrière avec un salaire dépassant les 2000 euros bruts à partir de février 2012

«*Le président de la République s'y était engagé. L'engagement est tenu*», a indiqué le ministre de l'Éducation nationale au salon de l'Education, porte de Versailles, à Paris. Cette mesure va concerner 107.000 enseignants de l'enseignement public et 18.000 enseignants de l'enseignement privé à partir de février 2012 mais ce n'est pas le premier geste financier envers les professeurs. Les débutants avaient déjà bénéficié d'un geste de Luc Chatel en mars 2010, si bien que, par rapport à «*1690 euros en 2007*», la hausse de leur salaire brut est de «*+ 18 % en cinq ans*», fait observer le ministre.

Dans le détail, les 14.100 enseignants «*à l'échelon 3*», c'est à dire ceux qui viennent de réussir leurs concours recevront 2000 euros bruts lors de leur première année d'exercice, soit 100 euros de plus. Les 110 900 enseignants «*à l'échelon 4 et 5*», qui sont entre leur deuxième et leur quatrième année d'exercice recevront respectivement désormais 2060 euros et 2121 euros bruts, soit 64 euros et 23 euros de plus par mois. (lefigaro.fr 24.11)

1.2- Le journal *La Tribune* va demander à être placé en redressement judiciaire faute d'avoir réussi à convaincre des investisseurs de le renflouer, annonce jeudi sa direction.

Le quotidien économique, qui bénéficiait d'une procédure de sauvegarde depuis près d'un an, doit désormais trouver un repreneur pour éviter la liquidation.

La diffusion payée en France du quotidien a reculé sur les six premiers mois de l'année, passant de 69.327 à 63.091 exemplaires. Son principal concurrent est Les Echos. (Reuters 24.11)

2- Portugal

Les salariés portugais ont observé jeudi une grève générale, la première depuis un an, pour protester contre la cure d'austérité imposée par le gouvernement en échange d'une aide financière de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Les deux principales confédérations syndicales, qui représentent à elles deux plus d'un million de travailleurs, principalement ouvriers, organisent également au moins 34 manifestations dans tout le pays pour protester contre les mesures prises pour réduire la dette publique, et qui frappent lourdement salaires et prestations sociales.

Les avions sont restés au sol, les trains à quai et les services publics ont tourné au ralenti dans le pays de 11 millions d'habitants, où le chômage affecte 12,4% de la population active, un taux sans précédent depuis les années 1980.

Les syndicats ont parlé d'une participation "*massive*", mais le gouvernement a parlé de 10,5% de grévistes parmi les fonctionnaires.

Les chiffres gouvernementaux sont "*une manipulation claire*", a dit Joao Proenca, à la tête du syndicat UGT. Manuel Carvalho, du syndicat CGTP, n'a pas donné de chiffres de participation mais a affirmé qu'elle était "*sans aucun doute plus forte que l'an dernier*".

Il y a un an jour pour jour, trois des onze millions d'habitants avaient participé à la grève, selon la CGTP.

Des milliers de personnes, principalement des jeunes, ont manifesté à Lisbonne et des heurts ont éclaté devant le Parlement entre quelques manifestants et la police.

Tous les vols internationaux au départ ou à l'arrivée de Lisbonne et de Porto ont été annulés pendant la grève, a indiqué l'autorité aéroportuaire ANA sur son site internet. Un service minimum a été maintenu sur les liaisons vers Madère et les Açores.

"*La grève est générale, l'attaque est mondiale*", ont scandé les membres d'un piquet de grève installé à l'aéroport de la capitale, en allusion à ce que les syndicats présentent comme une offensive internationale contre les droits des travailleurs.

La justice a ordonné le maintien des services publics de base. A Oeiras, dans la banlieue de Lisbonne, la police a ainsi escorté les camions-poubelles pour qu'ils parviennent à franchir des cordons de grévistes. Aucun incident n'a été signalé.

La perspective de nouvelles mesures d'austérité, qui entreront pleinement en vigueur l'an prochain, pourrait mobiliser davantage la population.

"*Même si les gens acceptent en général la nécessité des mesures d'austérité, il y a un profond sentiment d'injustice concernant la répartition des sacrifices, en particulier dans le secteur public*", note Elisio Estanque, sociologue à l'université de Coimbra. (Reuters et AP 24.11)

3- Tunisie

Le couvre-feu a été décrété jeudi soir à Gafsa, dans le centre-ouest de la Tunisie, à la suite d'actes de vandalisme liés au recrutement dans ce bassin minier durement frappé par le chômage, tandis que le calme est revenu à Kasserine, dans la même région, après des affrontements entre manifestants et forces de sécurité.

Les incidents ont éclaté mercredi soir à l'annonce des résultats d'un concours de recrutement lancé par la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), principal employeur de cette région où beaucoup vivent dans des conditions précaires.

La compagnie a justifié son choix par "*des critères de recrutement basés sur ses besoins réels en ouvriers et cadres ainsi que sur le paramètre de compétence*" mais des habitants des localités de M'dhilla et Om Larayès ont dénoncé ce qu'ils considèrent comme du favoritisme.

Des protestataires ont incendié des bus et voitures et ont saccagé et pillé des sites liés à la CPG, notamment un entrepôt. Ils se sont également attaqués à des postes de police et de la Garde nationale ainsi qu'au siège de la municipalité, selon la TAP.

En dépit des renforts de l'armée et de la police dépêchés sur place, les violences visant les équipements publics et les bâtiments de la CPG se sont poursuivies jeudi. L'insécurité persistante a causé la fermeture d'une unité de production de composants automobiles relevant de la société japonaise Yasaki.

Craignant une recrudescence de la violence, le gouverneur (préfet) de Gafsa, Moncef Hani, a déclaré à la TAP avoir demandé

au ministère de la Formation professionnelle et de l'emploi de surseoir à l'annonce initialement prévue pour jeudi des résultats du concours de recrutement dans deux autres villes, Metaloui et Redeyef.

A Kasserine, le ministère de l'Intérieur a déclaré que le calme était revenu jeudi dans la journée. La veille au soir, des affrontements entre manifestants et forces de sécurité ont éclaté lors d'une marche initialement pacifique. Plusieurs milliers de personnes protestaient contre l'absence des "martyrs" locaux sur une liste des victimes du soulèvement populaire qui a renversé le régime Ben Ali en janvier dernier, selon la TAP.

L'Intérieur a également mentionné des troubles dans d'autres localités de la région, dont Thala et Fériana, précisant que l'armée avait tiré en l'air pour dissuader les manifestants de s'attaquer à des locaux administratifs.

A Kasserine, les heurts avec les forces de l'ordre et de l'armée nationale se sont soldés par 76 cas d'asphyxie par gaz lacrymogènes, selon une source médicale à l'hôpital régional citée par la TAP.

Des manifestants auraient essayé d'incendier la prison civile de Kasserine, de dévaliser une agence bancaire et de piller la section régionale de l'Union tunisienne de solidarité sociale (UTSS). Ils auraient aussi détruit et pillé des locaux commerciaux et brûlé des pneus. Les forces de l'ordre ont dispersé la foule en procédant à des tirs de sommation et en employant du gaz lacrymogène.

Les Kasserinois manifestaient contre "*l'oubli*" de leurs "*martyrs*" morts lors du soulèvement populaire qui a forcé le président Zine el Abidine ben Ali à s'exiler en Arabie saoudite le 14 janvier dernier, après 23 ans d'un pouvoir autoritaire.

Une liste lue au cours de la séance inaugurale de l'Assemblée constituante mardi, à "l'initiative personnelle" d'un élu, ne mentionnait en effet que "*sept martyrs*" sur les 23 tombés dans la région.

Lors d'interventions à la télévision depuis, le président de l'Assemblée constituante, Mustapha Ben Jaâfar, relayé par le nouveau président de la République pressenti Moncef Marzouki, ont présenté des "*excuses*" à la population de Kasserine, affirmant que "*l'oubli n'était pas intentionnel*". Ils se sont engagés à placer "*le dédommagement moral et matériel des martyrs en tête de leurs priorités*". (AP 24.11)

Economie

1- Obligations d'Etat

L'obligation à 10 ans allemande (Bund) a touché son plus bas niveau depuis près d'un mois jeudi, plombée par l'adjudication de la veille, avec un rendement qui a atteint jusqu'à 2,2% en séance. Le rendement a clôturé à 2,14%, en hausse de 7 points de base (pdb) sur la journée.

Après la dégradation de la note portugaise par Fitch, le rendement portugais à 10 ans a lui grimpé d'un point de pourcentage pour atteindre 13,81%.

Le rendement du papier italien à 10 ans reste sous pression à 7,17%, soit bien au-delà du niveau où il est jugé soutenable, alors que le Trésor italien doit procéder vendredi à l'émission de 8 milliards d'euros de titres à 6 mois.

Sur les marchés, les taux d'emprunt belges à 10 ans s'envolent largement au dessus des 5%. (Reuters 24.11)

2- Banque

Dexia a recours a des facilités d'urgence de fourniture de liquidités en France, en Belgique, en Espagne et en Italie, a-t-on appris jeudi d'une source bancaire, un développement qui illustre aux yeux des analystes la situation "*très grave*" de la banque franco-belge.

Cette source a indiqué que Dexia utilisait la fourniture de liquidité d'urgence (ELA) de la Banque nationale belge et d'autres "*banques centrales nationales en France, en Espagne, en Italie*", où le groupe possède des filiales.

Un analyste a déclaré que le fait que Dexia ait recours aux liquidités de banques centrales nationales de l'Eurosystème prouvait que sa situation avait encore empiré.

"*Le guichet d'urgence de la BCE (...) est très cher, donc cela montre que la situation de liquidité est très grave*", a dit cet analyste, qui a requis l'anonymat.

"*A un moment donné, on se trouve à court d'actifs non plombés à présenter à la BCE, et la seule manière de se financer, c'est via l'ELA, ce qui n'est évidemment pas bon signe*", a-t-il ajouté.

La source a précisé que Dexia comptait continuer à procéder de cette manière jusqu'à ce qu'une convention de garanties de 90 milliards d'euros soit conclue avec les Etats français, belge et luxembourgeois. (Reuters 24.11)

3- Belgique

Le gouvernement belge a lancé jeudi un appel à l'aide à la population face à la crise de la dette en annonçant à grand renfort de publicité un emprunt d'Etat ouvert à tous, alors que les problèmes budgétaires et politiques s'accumulent dans le pays.

«*Vu les difficultés sur les marchés financiers, nous voulons davantage faire appel à la capacité d'épargne des Belges pour financer la dette*», a expliqué le Premier ministre sortant Yves Leterme, qui gère les affaires courantes depuis avril 2010.

L'Agence de la dette a donc lancé un emprunt d'Etat ouvert à tous assorti de taux d'intérêt jugés intéressants, a annoncé Leterme, qui fait pour la première fois lui-même la promotion de ce type d'opérations.

Très courant dans les années 1990 en Belgique, ce mécanisme pour collecter l'épargne publique était moins utilisé ces dernières années, car il était devenu moins attractif que d'autres produits financiers. (libération.fr 24.11)

4- Portugal

L'agence de notation financière Fitch a abaissé jeudi la note de crédit du Portugal, pour la placer en catégorie spéculative.

La note est ramenée de BBB- à BB+ avec perspective négative. (Reuters 24.11)

5- Inde

L'Inde a libéralisé jeudi son secteur de la distribution, ce qui va permettre à des géants mondiaux comme Wal-Mart ou Carrefour de prendre pied sur un marché estimé à 450 milliards de dollars (337,2 milliards d'euros).

Les distributeurs étrangers pourront désormais acquérir des participations allant jusqu'à 51% dans les supermarchés de la troisième économie d'Asie, ce qui devrait aider à résorber les phénomènes de goulet d'étranglement dans l'approvisionnement, qui alimentent l'inflation.

La réforme imposera aux supermarchés des règles strictes pour qu'ils se fournissent auprès de producteurs locaux et assurent un niveau minimum d'investissement afin de soutenir l'emploi. (Reuters 24.11)

Haut de page

Le 26 novembre

CAUSERIE

A l'UMP, des députés et des sénateurs s'en prennent au gouvernement, ce dernier annonce des mesures puis finalement y renoncent, des ministres se contredisent dans leurs déclarations, à Paris les futurs candidats se déchirent publiquement (Dati et Fillon), leur allié du centre va présenter au moins un ou deux candidats (Morin et Bayrou), son aile droite ultra catholique en présente un aussi (Boutin), Guéant fait sincèrement ce qu'il peut pour aider Marine Le Pen à obtenir les 500 signatures dont elle a besoin pour se présenter à la présidentielle de 2012, tandis que dans son parti il y en a qui préfèreraient que leur candidat (Sarkozy) vire encore plus à droite et qu'elle ne se présente pas, pendant ce temps-là Villepin jure qu'il n'en veut plus à Sarkozy et que finalement il a abandonné l'idée de se présenter, il faut dire que l'affaire Karachi vient de connaître un nouveau rebondissement, le juge d'instruction enquêterait de nouveau du côté du clan Chirac, donc vaut mieux se faire tout petit et rentrer dans les clous. D'autres fissures sont apparues au sein de l'UMP dotées de leur propre candidat, Dupond-Aignan par exemple...

Au PS, après avoir exigé entre les deux tours de leur "primaire" qu'Aubry la ferme, c'est au tour d'Eva Joly de "*respecter*" le PS et son candidat, ils se déchirent sur l'accord signé entre EELV et leur parti, à Paris, Delanoë est scandalisé par le parachutage de candidats EELV, dont Duflot. Les dernières prises de position d'Eva Joly ont foutu le bordel dans son parti, son porte-parole a claqué la porte, Cohn-Bendit susurre à haute voix qu'elle devrait jeter l'éponge, Mamère regrette qu'elle soit leur

candidat, apparemment elle n'avait pas bien compris que lorsque les choses sérieuses allaient réellement commencer, elle devrait se tenir au garde-à-vous aux pieds du PS, du régime quoi. Pendant ce temps-là, leur partenaire, monsieur Hulot, en a profité pour rentrer au bercail et reprendre la direction de sa fondation bien dotée par Bouyges et Cie, les affaires sont les affaires...

Leur allié gaulliste de "gauche", Chevènement, en a rajouté une couche en prétendant vouloir "*faire bouger les lignes*" du PS, dont les mouches ne servent qu'à manipuler et attraper les naïfs, quand elles ne sont pas en plomb pour racler les fonds vaseux du régime. Quant aux attaques répétés de leur petit camarade Mélenchon elles les ulcèrent littéralement, au point de le mettre dans le même sac à merde que Marine Le Pen, pour finir, au PCF ils jurent qu'ils n'y sont pour rien et qu'ils appelleront à "*battre la droite*" au second tour en 2012...

Au PCF, ils sont divisés, entre ceux qui soutiennent Mélenchon et ceux qui estiment qu'il irait trop loin, alors qu'en réalité il n'a fait qu'enfoncer des portes ouvertes ou parler pour ne rien dire puisqu'il est inconséquent ou encore ceux qui étaient opposés à sa candidature et qui ne décolèrent pas d'être privé de candidat... mais seront bien fournis en élus aux législatives s'ils savent se tenir tranquilles, faisons-leur confiance au moins sur ce point-là.

Arrêtons-nous là un instant.

Cela ne vous fait pas penser à la situation en Grèce et en Italie la veille de l'éviction de Papandréous et Berlusconi parce que leurs gouvernements étaient paralysés ? On en reparlera en 2012... ou peut-être avant au rythme où va la décomposition (accélérée) de l'UE.

Au NPA, il y a deux semaines, lors de la diffusion sur TV5Monde Asie de l'émission *On n'est pas couché*, j'ai entendu Philippe Poutou affirmé qu'il était candidat en 2012 malgré lui, parce que "*personne ne voulait y aller*", sans conviction, en traînant les pieds, il l'a avoué très modestement, ce gars m'a l'air très bien même si on n'est pas d'accord sur beaucoup de choses, il m'a fait de la peine, sincèrement je vous assure, il n'a pas été ridicule pour sa première prestation sur un plateau de télé dans ce genre d'émissions.

Ce parti traverse une grave crise, on ne s'y retrouve plus entre les fractions, courants et tendances officieuses ou officielles ou qui se recomposent ou qui fleurissent à l'inverse proportionnellement de son nombre de militants, les uns faisant campagne pour leur candidat, d'autres s'y refusant ou assurant le minimum syndical. J'ai lu dans un article de presse que Besancenot avait déclaré pour rassurer les maires susceptibles d'apporter sa signature à leur candidat, qu'ils n'avaient pas à s'inquiéter de la démarche du NPA qui était "*démocratique*", dans les clous du régime autrement dit, si c'est lui qui l'affirme, dont acte...

C'est peut-être pour la même raison que le POI a préféré ne pas présenter Schivardi, contesté par bon nombre de militants du POI, sans l'avouer évidemment, ils ne tenaient pas à perdre encore une fois des centaines de militants...

Privatiser les profits et socialiser les pertes, en directe de la Bourse de Paris.

Les valeurs financières ont été, comme le reste de la cote, portées par des informations selon lesquelles les gouvernements européens renonceraient à faire participer le secteur privé à l'aide aux pays fragiles de la zone euro. (Reuters 25.11)

Ouf ! La veille ils avaient boudé des obligations allemandes à moins de 2% d'intérêt, hier en revanche ils se sont jetés comme des chiens enragés sur les obligations italiennes à 7,814%, normal, non ?

Maroc. Etats d'esprit.

Un tour d'horizon des motivations de la population marocaine hier jour d'élections législatives (13 millions d'électeurs inscrits), sans illusions.

Un "*devoir*".

"J*e vote parce que c'est un devoir national. J'ai fait mon devoir et j'espère que les députés feront le leur*", explique Mohamed Abidar, un instituteur de 40 ans.

Attrait de la nouveauté.

"*J'ai voté pour un parti qui me paraît sérieux. Ils n'ont jamais participé au gouvernement, donc je vais leur donner une chance*", commente pour sa part Abdelhamid Akhyat, 60 ans.

Berné une fois, pas deux.

En face du bureau de vote de l'école Slaoui, Brahim Errami, 25 ans, reste accoudé à une table de la terrasse d'un café populaire.

Il n'ira pas déposer de bulletin dans l'urne.

"*J'ai voté en 2007 parce que le candidat était membre de ma famille. Lui aussi m'a déçu. Dès que les élections sont passées, je ne l'ai plus jamais vu. Donc je ferai plus la même erreur. J'ai pitié pour les gens qui entrent et qui sortent de cette école*", lâche le jeune homme.

Tous "*pareils*".

Salim Abdellaoui, 37 ans, ne se montre pas plus motivé. "J'ai voté pour la Constitution parce que le roi a proposé du concret", explique-t-il, faisant référence à la réforme constitutionnelle adoptée à par référendum avec 98% de "oui" en juillet, "mais les politiciens ne tiennent jamais leurs promesses. Ils sont tous pareils et je n'ai pas aucune confiance en eux. Je ne vote pas".

Par dépit, l'espoir fait vivre.

A Rabat, on peut voir dans les urnes du quartier Akkari, un des plus pauvres de la capitale, que des dizaines d'électeurs ont voté depuis l'ouverture des bureaux. "*J'ai voté pour un parti qui m'a convaincu. Je ne voulais pas du tout voter mais le changement de la Constitution m'a donné un peu d'espoir*", confie Ali Moutii, artisan, à la sortie de l'isoloir.

A 15h, le taux de participation s'élevait à 22,4% des quelque 13 millions d'électeurs inscrits, contre 15,47% à la même heure en 2007, selon le ministère de l'Intérieur cité par l'agence de presse officielle MAP.

Le Mouvement du 20-Février, première force d'opposition marocaine depuis le début du "*printemps arabe*" pour la démocratie en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, a appelé au boycott du scrutin. (AP 25.11)

Parole d'internautes

1- " *Minable ! Cette Europe, pardon, Europe, qui ne parle que fric et marchandises depuis des décennies ! Tout cette nomenklatura de technocrates, d'oligarques, de financiers et d'agences (qui ne veulent pas qu'on les "audite" !) qui s'auto-congratulent entre gens de bonne compagnie qui "savent"tout mieux que les béotiens peu diplômés ! Par contre, il y a quelques semaines, cette europe (sans E majuscule) a voulu supprimer les aides aux plus démunis ! Sans commentaire !*

Pendant longtemps j'ai gobé les discours des UMP, centristes et autres socialistes disant qu'ils fallait être raisonnables lors des scrutins sur l'Europe ! Quel "gogo" j'ai été ! Maintenant je deviens déraisonnable quant à cette europe ! N'avons-nous pas, quelque part, été escroqués, nous, les gens ? Quand est-ce que l'Europe se préoccupera, prioritairement, des gens, dans leur vécu quotidien ? Si on écoute nos technocrates il va falloir s'occuper des sous pendant combien de décennies encore avant de faire du social (ouh l'affreux mot pour nos oligarques financiers !). Mais je sais que tous ces pontes européens vont, pour me culpabiliser, me traiter de "populiste"... "

2- "*Allemagne est AAA pourtant elle a peiné à placer ses dernières OAT (obligations d'Etat -ndlr) à 2, 5%. En revanche l'Italie, l'Espagne n'ont eu aucun problème pour placer leurs OAT à 7, 5%. Conclusion : Ce qui déplait aux investisseurs c'est avant tout les rendements trop bas*." (lepoint.fr 25.11)

INFOS EN BREF

Politique

ONU. La dictature des impérialistes dominants.

La proposition du Parti socialiste et des Verts de «supprimer le droit de veto» traduit une méconnaissance profonde du fonctionnement de l'ONU et des débats en cours pour réformer le Conseil de sécurité. Le droit de veto a été accordé aux cinq puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale qui fondèrent les Nations unies en 1945 (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie). C'est une «assurance tous risques » selon l'expression d'un diplomate, permettant à l'un de ces États de bloquer toute décision qu'il jugerait contraire à ses intérêts.

Attribut de la puissance, ce levier demeure, pour la France en tout cas, largement symbolique : elle ne l'a utilisé que 18 fois depuis 1945, quand les États-Unis et la Russie l'ont actionné des dizaines de fois. Mais aucun membre du «club des cinq» n'envisage d'y renoncer, ni aujourd'hui ni jamais.

La nécessité de réformer le Conseil de sécurité en l'élargissant pour qu'il reflète mieux les nouveaux équilibres du monde est une évidence. Ce projet est évoqué depuis trente ans, il piétine, et n'est pas près d'aboutir.

Toutefois, dans les commissions qui s'attellent laborieusement à ce chantier, il n'a jamais été question de supprimer le droit de veto ; tout juste, éventuellement, de l'aménager.

Un pays comme l'Inde, qui revendique un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, n'envisage d'ailleurs ce statut qu'assorti du droit de veto. Force est de constater que seules la France et la Grande-Bretagne souhaitent un élargissement du Conseil de sécurité. Les autres pays préfèrent le statu quo ou sont avant tout soucieux de barrer la route aux nations concurrentes qui pourraient rejoindre le cercle des «*grands*» : la Chine ne veut pas du Japon, l'Italie réfute le choix de l'Allemagne, le Mexique et l'Argentine celui du Brésil, les Africains se disputent les sièges qui pourraient leur échoir. Dans ces conditions, proposer la suppression du droit de veto est, au mieux une fausse bonne idée. Au pire, une inconséquence.

Créer un siège de membre permanent pour l'Union européenne est tout aussi irréaliste. Aucune entité autre qu'un État ne saurait être membre du Conseil de sécurité, ce qui rend d'ailleurs caduque la proposition d'y faire entrer des ONG. Plus qu'improbable, l'idée d'un siège européen serait également néfaste. Elle conduirait à l'affaiblissement de la position de la France, en introduisant dans le jeu des groupes régionaux. La France et la Grande-Bretagne devraient en effet renoncer à leur siège, voire les fusionner, car on imagine mal que l'Europe se voit accorder trois membres permanents. De la diplomatie fiction. (lefigaro.fr 25.11)

Que Le Figaro se rassure, Moscovici (PS) a déclaré à l'AFP : «*Il n'est pas question de remettre en cause le statut de membre permanent de la France au conseil de sécurité de l'ONU, ni le droit de veto tant que le système international n'a pas profondément changé et évolué*» (liberation.fr 25.11), ouf quel soulagement !

Les programmes de l'UMP et du PS étant identiques, a seule chose qui les différencie encore, c'est justement les petites phrases lancées ici ou là par leurs dirigeants...

La dictature que l'impérialisme américain et ses valets impose au reste du monde n'est pas de " la diplomatie fiction", mais bien la réalité, merci de nous tendre la perche. De quel droit cinq pays pourraient décider du sort de quelque 200 Etats et leurs populations ? Ils appellent cela la "*démocratie*".

Loin de nous l'idée de vouloir "*réformer*" l'ONU qui sert à mettre en oeuvre la politique décidée au Congrès et au Sénat américain, concoctée par le cartel des banquiers qui détiennent la Fed. Pour nous l'ONU doit être liquidée au même titre que toutes les institutions nationales, continentales ou internationales du capital, et c'est non négociable.

Un commentaire d'un internaute naïf ou ignorant permet de cerner sur quelle illusion compte s'appuyer les dirigeants du vieux monde pour conserver leur pouvoir sur le reste de l'humanité :

- "*... Vous pensez donner un pouvoir mondial, un pays une voix (ça c'est aujourdhui), pas de veto, ça c'est votre voeux imécile, les "petits pays du sud", la Lybie dans la passé avec Kadhafi ou encore Ben ali, sans parler de tous ces pays africains dirigés par des dictateurs prêts à vendre leur vote à plus offrant, donc dans votre esprit enfantin vous leur donnez le même "pouvoir" que la France, les US (qui paient!) l'Espagne et tous les autres pays "civilisés", hum je vois d'ici votre nouvel ordre mondial vert, à se tordre de rire...*"

Les impérialistes qui sont responsables de l'état catastrophique dans lequel se trouvent plongés les peuples sur tous les continents, qui sont à l'origine de toutes les guerres depuis des siècles à travers toutes les crises qu'ils ont engendrées, doivent être considérés comme faisant partie du camp des "*civilisés*", car les guerres, génocides, famines, le chômage, la précarité extrême, la pauvreté ou la misère dans leurs propres pays ou à travers le monde pour les avoir provoqués, bref la barbarie seraient autant de témoignages du progrès social et du degré de raffinement atteint par la civilisation humaine dont se revendiquent ces Etats.

Par conséquent, il est parfaitement légitime qu'ils dictent leur loi aux "*pays africains*" et aux "*petits pays du sud*" qui de leur côté ne peuvent engendrer que des "*dictateurs*" et font partie du camp des "*incivilisés*", des sauvages, des barbares, alors que leur indépendance est une fiction pour dépendre économiquement de ces impérialistes, qui ont mis à leurs têtes des gouvernements corrompus et fantoches à leurs ordres.

Une fois rétabli l'ordre des choses tel qu'il existe réellement débarrassé de ces illusions ou fabulations, le jugement est sans appel : l'ONU doit disparaître.

Ce qui est intéressant aussi dans l'article du Figaro, c'est qu'il met en relief que les contradictions qui s'expriment au sein des impérialistes dominants à l'ONU ou ailleurs (FMI, OMC, etc.), laissons de côté ici ceux qui aspirent à les rejoindre (Inde, Brésil, Afrique du Sud), sont les mêmes qu'on retrouve au sein de l'Union européenne ou de la zone euro, ce qui montre qu'en dernière analyse ce sont toujours des intérêts nationaux (ceux de leurs capitalistes) qui guident les décisions des différents impérialistes et déterminent le rapport de force qui existe entre eux. L'unité de façade, qu'ils affichent lors de grands sommets, ne concerne que les moyens à mettre en oeuvre pour soumettre le prolétariat mondial et assurer la survie du régime capitaliste

Le pouvoir dictatorial, dont se sont dotés cinq Etats impérialistes au lendemain de la seconde guerre mondiale et qui reflètent leur hégémonie sur le reste du monde, doit demeurer en l'état, l'ordre mondial tel qu'ils l'ont établi en dépend.

France

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a annoncé vendredi une réforme du droit d'asile qui, selon lui, est «*détourné à des fins d'immigration économique*», lors d'une renontre avec des journalistes.

«*Notre système d'asile est en danger parce que le dispositif est utilisé pour pénétrer et se maintenir dans notre pays*», a déploré le ministre, selon lequel la demande va augmenter à 60.000 dossiers en 2011 contre 52.762 en 2010 et 47.686 en 2009.

Selon M. Guéant, cette hausse «*repose sur des demandes infondées de plus en plus nombreuses*».

La France est la deuxième destination des demandeurs d'asile dans le monde après les Etats-Unis, et la première en Europe, devant l'Allemagne, la Suède et le Royaume-Uni.

Conséquences de cette hausse «*infondée*»: l'allongement des délais de traitement des demandes (19 mois et 12 jours en 2010 contre 16 mois et 15 jours en 2008), une saturation du dispositif d'hébergement conduisant à une occupation des structures dédiées aux sans-abri pendant l'hiver et une hausse du budget.

Face à ce constat, le gouvernement souhaite étendre la liste des pays d'origine classés sûrs à l'Arménie, la Moldavie, le Monténégro et le Bangladesh, «*première nationalité de demande d'asile alors que la situation du pays a évolué et ne le justifie pas*».

Un pays est considéré comme tel s'il veille au respect des principes de la liberté, de la démocratie et de l'état de droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Par ailleurs, le gouvernement veut réduire le budget dédié à l'asile et qui sert à financer 21.500 places en CADA (centre d'accueil des demandeurs d'asile), 20.000 places d'hébergement d'urgence et une allocation temporaire d'attente pour 37.000 demandeurs.

«*Les efforts budgétaires s'imposent à tous et la modération des dépenses publiques s'impose aussi à notre politique d'asile*», a souligné le ministre qui souhaite introduire dans le droit français la notion de «*délai raisonnable*» pour le dépôt d'une demande d'asile alors qu'il n'est pas déterminé actuellement.

M. Guéant propose «*le seuil de 90 jours*» alors qu'en Grande-Bretagne «*une demande est considérée comme tardive trois jours après l'entrée sur le territoire*».

Preuve que le droit d'asile est détourné, a fait valoir le ministre, certains étrangers le demandent quand ils sont placés en rétention pour être expulsés. (libération.fr 25.11)

Si le droit d'asile concerne tout ressortissant provenant d'un pays où "*la démocratie et de l'état de droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales*" font défauts, cela signifie que plusieurs milliards peuvent le revendiquer légitimement.

Dans un Etat comme le Bangladesh (par exemple) où des multinationales ou des sous-traitants travaillant pour elles emploient des millions d'esclaves qui travaillent 6 ou 7 jours par semaine à raison de 10 heures par jour minimum pour un revenu de 50 euros sans aucune protection sociale et dans des conditions de travail effroyables sans espoir d'en sortir un jour, ces esclaves n'appartiennent-ils pas à la catégorie de la population qui ne bénéfient pas de la "*démocratie*", d'un "*état de droit*", du respect "*des droits de l'homme*", etc. et qui peuvent ainsi prétendre au droit d'asile dans n'importe quel pays dits développé ?

Par ailleurs, en France et ailleurs, la tradition du mouvement ouvrier, complètement gangrené par le réformisme, veut depuis plus de 70 ans, qu'on revendique une amélioration de la condition ouvrière sans la situer dans la perspective du socialisme, sans se soucier de savoir d'où proviennent les profits réalisés par les capitalistes du moment qu'ils acceptent d'en redistribuer une partie aux travailleurs, soit à la suite d'une grève, soit dans le cadre de négociations salariales avec les syndicats qui se prêtent volontiers au jeu pour être totalement subordonnés au capitalisme.

Ce sont les mêmes qui se servent des sans-papiers ou qui dénoncent l'exploitation de la main d'oeuvre par les multinationales dans les pays comme la Chine, l'Inde ou le Bangladesh, qui en refusant de lier le combat pour les revendications sociales au renversement du capitalisme prolongent l'agonie de ces peuples ou s'en font les complices.

Guéant présente et défend ouvertement sa politique réactionnaire tournée contre les immigrés qui lui servent de boucs émissaires pour détourner l'attention des travailleurs des causes réelles à leurs problèmes, la survie du capitalisme et des institutions, tandis que les bonnes consciences de "*gauche*" s'en servent pour masquer leur refus de s'attaquer au capitalisme et

aux institutions, comme quoi ils sont complices et se complètent très bien.

Egypte

Des dizaines de milliers d'Egyptiens réclamant un régime civil ont envahi vendredi la place Tahrir au Caire pour une journée "*de la dernière chance*".

La manifestation a coïncidé avec la nomination de Kamal Ganzouri à la tête d'un gouvernement de "*salut national*".

Avec le soutien des syndicats, les contestataires espéraient réunir un million de personnes dans les rues de la capitale égyptienne.

Dans le même temps, 5.000 personnes agitant des drapeaux égyptiens ont manifesté en soutien au conseil militaire dans le quartier cairote d'Abbassiya. "*L'Egypte ne sera pas gouvernée depuis la place Tahrir*", pouvait-on lire sur une banderole.

Si Ganzouri est considéré comme un homme politique intègre, ses responsabilités sous le règne du "*raïs*" sont mal perçues par la rue, qui s'inquiète aussi de son âge (78 ans).

L'annonce de la nomination de Ganzouri a été mal accueillie par la place Tahrir.

Le CSFA a promis que les élections législatives débuteraient bien lundi. Mais les opérations de vote, lors des trois phases du scrutin, seront étalées sur deux jours au lieu d'un pour éviter "*une trop grand affluence et des problèmes de sécurité*".

Répondant à la principale revendication des contestataires, les militaires ont en outre promis d'accélérer le transfert du pouvoir aux civils en annonçant que l'élection présidentielle, qui parachèvera la transition, aura lieu en juin, six mois plus tôt que le calendrier initialement prévu.

La Fédération des syndicats indépendants avait invité les travailleurs à marcher sur Tahrir. Une autre organisation syndicale avait lancé un mot d'ordre de grève générale en signe de solidarité avec les manifestants. L'hiver dernier, les syndicats avaient joué un rôle important dans le mouvement populaire qui est venu à bout du régime d'Hosni Moubarak.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les manifestants de la place Tahrir et les forces de l'ordre ont conclu une trêve qui a ramené le calme dans le centre de la capitale. Mais des barricades ont été érigées pour fermer la rue Mohamed Mahmoud, scène de violentes échauffourées ces derniers jours.

Jeudi, la Banque centrale a relevé ses taux directeurs pour la première fois depuis deux ans mais la livre égyptienne est tombée à six livres pour un dollar, pour la première fois depuis janvier 2005. L'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note souveraine à long terme du pays de B+ à BB-. (Reuters 25.11)

Social

France

Peugeot Scooters, une filiale du groupe PSA, a confirmé vendredi son intention de fermer son usine de Dannemarie (Haut-Rhin) d'ici fin 2012 et de supprimer 200 emplois, a-t-on appris de source syndicale.

"*Ils veulent garder les capacités (de production) sans les personnes capables d'assurer les fabrications*", a déclaré Emmanuel Guillier, délégué central CGT.

L'usine de Dannemarie, qui emploie 140 personnes, produit des moteurs pour deux roues de petite cylindrée et des pièces pour l'automobile.

Quarante salariés seraient reclassés dans l'autre usine de Peugeot Scooters, à Mandeure (Doubs), qui emploie 650 personnes et où 100 emplois seraient supprimés, ainsi qu'à l'intérieur du groupe PSA.

Cette décision intervient alors que le constructeur automobile vient lui-même d'annoncer la suppression de 6.000 emplois dans le monde dont 5.000 en France.

Peugeot Scooters, qui accumule les déficits depuis une dizaine d'années, selon la CGT, a délocalisé les deux tiers de sa production en Chine, à Jinan, où une production de petits modèles, en coentreprise avec un partenaire chinois, a débuté en 2007.

L'entreprise, qui était numéro 1 du scooter en France en 2010, mais seulement numéro 4 en Europe avec un total de 97.000 unités vendues, mise sur le haut de gamme pour pérenniser son activité en France.

Un véhicule à trois roues de 400 cm3 doit y être produit à partir de 2012. (Reuters 25.11)

Bulgarie

Les employés des chemins de fer étaient en grève pour le deuxième jour consécutif vendredi en Bulgarie pour protester contre un plan de restructuration prévoyant des licenciements et un gel des salaires.

Les cheminots bulgares réclament l'abandon du plan, qui prévoit le licenciement de 2.000 employés, la suppression de 138 trains et une hausse du billet jusqu'à 15%.

Les syndicats ont averti que le mouvement social serait reconduit chaque jour, entraînant la paralysie du réseau ferroviaire entre 8h et 16h, tant qu'un accord ne serait pas trouvé.

Le directeur de la compagnie de chemin de fer, Vladimir Vladimirov, a de son côté averti vendredi que l'entreprise pourrait se retrouver en faillite si la grève devait se prolonger au-delà de dix jours. (AP 25.11)

Economie

UE. Porte-parole de la dictature de l'aristocratie financière

Les Etats membres de l'Union européenne envisagent de retirer du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) la possibilité d'impliquer le secteur privé dans le sauvetage financier d'un pays, ont dit vendredi quatre sources proches du dossier.

Les discussions en cours ont lieu dans le cadre plus général des échanges sur la réforme des traités européens, sur laquelle Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se sont entendus jeudi à Strasbourg, a-t-on précisé de même source.

Ceci ne remet toutefois pas en cause la participation des banques et assureurs européens au deuxième plan d'aide à la Grèce, dans lequel ils se sont engagés à effacer 50% de leurs créances aux pays.

"*La France, l'Italie, l'Espagne et les pays périphériques sont pour, l'Allemagne, la Finlande et les Pays-Bas sont contre*", a dit l'une des sources.

"*(Les premiers) disent que la Grèce est un cas unique en ce qui concerne la participation du secteur privé (...) Il estiment que s'il s'agit d'un cas unique, alors il ne faut pas l'inclure dans le texte (du mécanisme européen de stabilité). C'est leur argument pour le retirer*", a-t-on ajouté.

Le futur MES, qui doit se substituer le 1er juillet 2013 à l'actuel Fonds européen de stabilité financière, prévoit au terme d'un accord conclu en mars dernier par les dirigeants des Vingt-Sept que des clauses d'action collective seront attachées aux émissions obligataires en zone euro à partir de cette date.

Ces "CACs" permettent, en cas de crise de solvabilité d'un pays, de forcer la restructuration d'une dette sans avoir l'unanimité des créanciers.

Les créanciers privés seraient également impliqués de manière graduelle en cas de crise de liquidité avec un maintien volontaire de leur exposition à un pays, comme cela a été fait au début de la crise.

Discutée plus en détail en mars dernier, cette question avait aussi été l'un des facteurs qui avaient accéléré la demande de soutien du Portugal.

D'où la demande d'un certain nombre d'Etats membres de l'UE de renoncer à cette provision afin de ramener progressivement le calme sur les marchés.

Une décision sur cette question est toutefois liée à des avancées sur les autres grands dossiers actuellement en discussion, ont précisé les sources interrogées : réforme des traités afin d'inscrire dans le marbre un contrôle plus strict des budgets nationaux, rôle de la BCE dans la gestion de crise ou création à terme d'euro-obligations. (Reuters 25.11)

L'homme propose et dieu dispose, c'est bien connu !

France

Un Airbus A340 d'Air France, qui venait d'être révisé en Chine, a dû être immobilisé mi-novembre aux Etats-Unis, un mécanicien ayant constaté l'absence d'une trentaine de vis sur l'appareil pour une raison encore indéterminée qui a amené la compagnie à ouvrir une enquête.

«*Dernièrement, (l'avion immatriculé) F-GLZR est rentré de Chine et a volé pendant quelques jours avant d'être arrêté: il lui manquait un tiers des vis sur un panneau de carénage*», écrivent des pilotes dans le dernier bulletin du syndicat Alter dont l'AFP a obtenu une copie.

Air France sous-traite depuis plusieurs années la révision de ses Boeing 747 et désormais aussi celle de ses Airbus A340 à Xiamen (Chine). «*Et le résultat est toujours à la hauteur des ambitions de notre entreprise!*», ironisent les navigants.

Un Boeing 747-400 d'Air France avait déjà été immobilisé l'an passé après une grande visite en Chine: certaines parois de l'avion avaient été repeintes avec de la peinture potentiellement inflammable. L'avion avait volé pendant trois semaines.

Cette fois, l'A340 reparti de Xiamen le 10 novembre avait été inspecté pendant trois jours à Roissy avant de reprendre ses rotations, mais ce n'est que cinq jours plus tard, à Boston, que l'absence de vis a été constatée, le panneau ayant commencé à se détacher en vol.

Selon Air France, la présence de joint sur les vis a pu gêner l'inspection. «*Cet incident est le premier de cet ordre*», selon le porte-parole qui a fait valoir que le sous-traitant chinois Taeco était «*internationalement reconnu et travaille depuis plus de quatre ans pour Air France*».

Taeco, qui n'a pas commenté l'incident, est un des leaders mondiaux du grand entretien de gros porteurs. Il travaille notamment pour Lufthansa, British Airways, American Airlines, JAL et Emirates.

Les grandes compagnies, qui possèdent leurs propres filiales dédiées à la maintenance (Air France Industries KLM, Lufthansa Technik, etc.), se tournent vers lui pour réduire leurs coûts.

Des compagnies comme easyJet et Air Caraïbes confient de leur côté leurs appareils au suisse SR Technics.

Selon le magazine Aviation Week d'avril 2011, le marché de la maintenance est évalué à 50 milliards de dollars dont 8,7 pour la grosse maintenance, l'un des secteurs les plus compétitifs. (liberation.fr 25.11)

Italie

Les taux des obligations italiennes à six mois ont bondi à 6,504% contre 3,535% lors d'une opération similaire le 26 octobre tandis que les taux à deux ans se sont envolés à 7,814%, contre 4,628%, du jamais vu depuis la création de la zone euro. Ces niveaux sont jugés insoutenables sur la durée pour la péninsule qui croule sous une dette colossale représentant environ 120% de son PIB.

Le Trésor a toutefois réussi à lever comme prévu 10 milliards d'euros grâce à une demande qui reste soutenue.

Face au défi de la croissance, Mario Monti doit s'atteler à la réforme des retraites et du marché du travail ainsi qu'à la libéralisation de l'économie italienne pour y insuffler plus de concurrence. (lefigaro.fr 25.11)

Haut de page

Le 27 novembre

CAUSERIE

Si l'actualité était moins chargée les semaines qui viennent, on pourrait aborder des passages très abordables du *Capital* sous forme d'épisodes, commentés ou non ou alors très brièvement, j'y réfléchis. En ce moment à cause de la mousson, tous les soirs ils coupent le courant, du coup je suis privé de télé, ma seule distraction entre guillemets, donc je me suis remis à lire avec toujours la même délectation.

Je vous avouerai que j'ai voulu lire Hegel (Principe de la philosophie du droit), à ne pas confondre avec Engels le compagnon de Marx, mais j'ai laissé tomber rapidement car cela réclamait de ma part un effort que je n'étais pas prêt à faire pour le peu que j'en retirerais, pour lire Hegel il faut un état d'esprit particulier et se plonger littéralement dedans, sinon c'est carrément impossible à lire, je n'ai jamais pu terminer la lecture de *La phénoménologie de l'esprit*, et je vous mets au défi de trouver deux lecteurs qui en feraient la même interprétation ! Et j'ai trouvé simplet ou trop général, approximatif, le *Traité de l'autorité politique* de Spinoza. Au moins avec Marx et Engels on ne marche pas sur la tête...

Serait-ce nouveau ?

Viviane Serrano. 47 ans, fonctionnaire d'État, militante à Sud, (sympathisante ou militante du NPA ?), extrait d'une interview à Libération :

"*Ces dernières années, toute la politique a eu tendance à se déplacer vers la droite. L'UMP et le président de la République flirtent avec l'extrême droite, le centre se droitise à son tour, et le Parti socialiste adhère à la mondialisation libérale en prétendant qu'on ne peut pas faire autrement.*" (liberation.fr 26.11)

- Quand un certain Maurice Papon, vichyste de son état, officiait comme préfet de police à Paris nommé par de Gaulle, l'ancêtre de l'UMP ne "*flirtait-il*" pas déjà avec l'extrême droite ?

- Quand l'UDF sera à la pointe avancée du combat pour la construction de l'Union européenne dans le milieu des années 70, le centre ne s'était-il pas déjà "*droitisé*" ?

- Quand le PS adhèrera officiellement à "*l'économie de marché*" en 1983, n'avait-il pas déjà signifié qu'il n'était plus possible de faire "*autrement*" que s'accommoder du capitalisme ?

Aucun parti issu de l'opposition de gauche (ou du trotskisme) des années 30-40 en France n'a été capable de construire un parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 ou 80 années qui viennent de s'écouler. Sous la IVe ou sous la Ve République, sous le contrôle du mouvement ouvrier par le stalinisme ou non, avant comme après l'implosion de l'URSS, en période de flux ou de reflux de la lutte des classes en France ou à l'échelle internationale, avec ou sans programme transitoire, en conservant ou en changeant le nom du parti, en conservant ou en changeant de type de parti, en conservant ou en refondant le parti, quelles que soient les conditions ou le contexte, les dirigeants de LO, de l'ex-LCR et de l'ex-PCI ont démontré qu'ils avaient été incapables de rassembler dans un parti incarnant la révolution socialiste les travailleurs en rupture avec le capitalisme et les institutions ou susceptibles de rompre avec eux, et d'incarner dans la pratique la continuité du marxisme et du bolchevisme.

On sait pertinemment qu'il existe des contextes plus difficiles que d'autres, après une lourde défaite par exemple, quand la mobilisation de la classe ouvrière reflue, mais là il ne s'agit pas de cela ici, on ne peut pas admettre l'argument selon lequel les conditions pour construire le parti auraient été défavorables pendant une aussi longue période, cela n'a jamais existé depuis les premiers soulèvements ouvriers au début des années 30... au XIXe siècle.

Au total des centaines de milliers de travailleurs sont passés par ces différentes formations politiques pour finalement les quitter comme ils y étaient entrés, ayant été incapables de les former et de les garder, d'en faire les cadres d'un parti qui serait devenu un parti de masse à partir et après l'accession au pouvoir de de Gaulle et de la fondation de la Ve République en 1958, qui aurait pu se renforcer encore vers le milieu des années 60 pour jouer un rôle décisif en 1968 et gagner des couches entières d'exploitées... Au lieu de cela, ces organisations se sont avérées être des passoires, incapables de conserver les travailleurs qui les avaient rejoints ou qu'ils avaient gagnés lors de batailles politiques.

Quand on refuse d'établir ce constat accablant pour leurs dirigeants, on cherche des explications ailleurs, on se perd en conjectures sans fournir d'arguments valables à la question de savoir pourquoi nous avons été incapables de construire le parti de la révolution socialiste dont l'absence aujourd'hui fait cruellement défaut.

On doit admettre qu'il ne soit pas toujours facile d'analyser la situation (à l'échelle mondiale) et les rapports qui existent dans la société et d'en déduire des conclusions pratiques correctes, mais on ne peut admettre qu'il soit impossible de corriger ses erreurs sous peine de se renier ou de s'écarter de l'objectif politique qu'on s'était fixé, pour finalement prétendre qu'on y est pour rien comme si là aussi il existerait une fatalité, le triomphe de la barbarie serait écrit quelque part ou programmé, inévitable, auquel cas il faudrait dire ouvertement aux travailleurs et aux militants que l'on estime que le socialisme était une magnifique utopie, qu'on n'y croit plus soi-même et que par conséquent il ne reste plus qu'à se battre pour sauver ce qui peut l'être encore, temporairement, à défaut de pouvoir changer le monde, ce serait plus honnête.

On a été incapable d'intégrer l'amélioration de la condition ouvrière dans notre analyse de l'évolution du capitalisme mondial et dans notre conception de la lutte de classe.

Hier j'ai relu quelques passages de la situation de la classe ouvrière britannique au milieu du XIXe siècle décrite avec une

précision d'horlogier par Engels (La situation de la classe ouvrière en Angleterre - 1845). Ses conditions de travail et de vie étaient effroyables, cauchemardesques, et Engels de préciser que le sort que le capitalisme avait réservé à la classe ouvrière était pire qu'à l'époque de l'esclavage et de la féodalité, absolument pire dans tous les domaines, même les chiens bénéfiaient d'un sort plus enviable, et ce n'est pas un hasard si aujourd'hui ceux qui se préoccupent du sort réservé aux animaux se désintéressent de celui réservé aux hommes et femmes qui triment comme des esclaves pour tout juste survivre, quand ils ne crèvent pas de froid sur un trottoir d'une grande ville ou de faim quelque part dans le monde.

A cette époque et jusqu'au premier tiers du XXe siècle, ce simple constat épouvantable suffisait à en déduire qu'il fallait changer le monde de fond en comble, à légitimer le socialisme. De l'après guerre jusqu'à nos jours, ce constat a été largement atténué jusqu'à devenir marginal, anecdotique jusqu'au cynisme, inconsciemment ou hypocritement en ne voulant pas regarder que ces mêmes conditions effroyables étaient reproduites dans les pays producteurs de matières matières puis de produits finis, le capitalisme avait exporté ces conditions de travail abominables dans les pays du tiers monde qu'il exploitait et dont il tirait les énormes profits qui permettaient d'améliorer le sort de son propre prolétariat ou de satisfaire en partie ses revendications sociales, à la fois pour préserver la paix sociale et permettre au cycle du capital de parvenir à son terme à travers la consommation des marchandises produites.

C'était la loi du ventre, des trippes qui nous soulevait, nous révoltait autrefois, nous forçait à nous questionner sur le monde dans lequel nous vivions, le spectacle de ce flot continu et monstrueux de misère qui s'offrait à la vue de tous pendant qu'une poignée de priviliégiés se vautraient dans le luxe ou étalaient leur extrême richesse, constituait un défi pour la raison qui avait été au coeur de la réflexion au siècle des Lumières, ou plutôt contre la raison qui finalement avait coïncidé avec les intérêts bornés de la classe qui allait prendre le pouvoir, la bourgeoisie, conception de la société qui pour cette raison devait être abandonnée au profit d'une description scientifique des rapports entre les classes établie sur la base des rapports sociaux de production, tâche qui fut accomplie magistralement par Marx et Engels, ainsi naquit le socialisme scientifique qui donna naissance aux premiers partis ouvriers combattant pour se débarrasser du capitalisme, pour le socialisme.

De nos jours, ce n'est plus cette loi du ventre ou des trippes qui peut prévaloir, car pour qu'il en soit ainsi, il faudrait qu'on ait à l'esprit en permanence et non pas seulement entre le fromage et le dessert, le sort abominable que connaît le prolétariat ouvrier et paysan sur tous les continents. Or ce n'est pas le cas, c'est quasiment impossible, parce que chacun aspire légitimement au bien-être ou au bonheur et profite de l'espace plus ou moins grand dont il dispose en fonction de sa place dans la société pour savourer une existence chèrement gagnée et oublier du même coup, non seulement que d'autres n'ont pas cette possibilité ici ou ailleurs dans le monde, mais que le sort des générations passées n'ont pas toujours été aussi enviables que le leur, que des générations passées avaient cru elles aussi être sorties d'un passé cauchemardesque ou que le progrès social serait (à nouveau) infini à l'avenir pour y replonger en pire à l'occasion de la seconde guerre mondiale et tout perdre.

On se refuse à imaginer le pire, comme on est incapable d'imaginer le meilleur quand on a suffisamment de quoi vivre relativement normalement, l'être humain est ainsi fait ou fonctionne de la sorte dans la société à défaut d'être maître et donc conscient de sa condition.

Changer le monde avant de devenir une nécessité historique consciente grâce au marxisme, fut autrefois une nécessité qui s'imposait quand on avait les trippes nouées par la faim ou quand l'existence n'était qu'une plaie purulente qui menaçait de vous emporter à chaque instant, une question de survie pour la plèbe en guenille, une priorité absolue... Alors que de nos jours c'est une simple option à laquelle on n'ose même plus penser ou si peu, une hypothèse dépassée qui appartient à un passé lointain ou indéterminé ou qui donne lieu à des débats interminables et indécents qui finissent toujours par le constat que de toute manière c'est impossible puisqu'on aurait tout essayé et qu'on aurait échoué, ou encore que la tâche s'avère trop vaste pour qu'on s'y attelle, préférant se laisser submerger par le capitalisme avec lequel finalement on finit par s'accommoder sans l'avouer, en espérant par on ne sait quel miracle, qu'un jour les choses s'amélioreront, tournant ainsi le dos à la réalité qui emprunte de plus en plus la forme et le contenu de la barbarie à l'échelle de l'humanité.

Changer le monde est devenu un sujet tabou, un sujet que seuls les utopistes ou les extrêmistes peuvent aborder, pensez donc il est même devenu impensable d'imaginer mettre en oeuvre la moindre réforme sociale profitant à l'ensemble des exploités.

Et pourtant cette perspective reposait et repose toujours non pas sur une théorie mais sur quelque chose de bien concret, matériel, le développement historique du capitalisme qui conduit, soit à son dépassement qui coïncidera à terme avec la fin du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a constitué la préhistoire de la civilisation humaine, le socialisme, soit à l'incapacité dans laquelle se trouverait le prolétariat mondial d'accomplir (consciemment) cette tâche historique, et le capitalisme en putréfaction signerait à terme l'arrêt de mort de la civilisation humaine.

Et ce n'est pas un hasard si le socialisme repose à la fois sur des conditions ou un facteur objectif et subjectif. Les deux sont en perpétuelle évolution, ne pas en tenir compte ou ne pas être capable d'en tenir compte a conduit à la situation actuelle. Le facteur subjectif dépendant du facteur objectif, une attention particulière aurait dû être portée à ce dernier.

Traduit dans la réalité et sur le plan de la lutte des classes, on a pu observer que l'amélioration de la condition ouvrière ne s'était pas accompagnée d'une prise de conscience des conditions exactes dans lesquelles elle avait eu lieu, encore moins dans quelles perspectives elle se situait sur l'échelle de l'évolution à venir du capitalisme mondial. On a assisté à l'enchâinement d'une

suite de luttes pour des revendications sociales dépourvues de contenu ou d'orientation politique ou sans qu'elles soient reliées à la nécessité de préparer les conditions pour renverser le capitalisme, car il était évident qu'un jour ou l'autre au détours d'un rapport de force qui serait défavorable aux exploités (sur le plan national ou mondial ou les deux à la fois), la bourgeoisie passerait à l'offensive pour tenter de reprendre tous le droits sociaux que nous avions chèrement acquis avec la complicité de ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier.

C'est dans ce contexte, le combat et la mobilisation pour des revendications démocratiques bourgeoises côtoyait l'inconscience ou l'absence de perspective politique sans laquelle il était impossible de leur donner un contenu correct ou conforme aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ce qui se payerait très très cher plus tard lorsque les capitalistes passeraient à l'offensive. C'est la situation à laquelle nous devons faire face aujourd'hui.

Il faut bien avouer, qu'aussi longtemps que les différentes crises du capitalisme qui ont eu lieu depuis le début des années 70 n'ont pas violemment frappé l'ensemble des masses exploitées, personne n'a imaginé ou voulu imaginer que tous nos acquis pourraient être remis en cause à une allure fulgurante, et encore on n'a pas encore tout vu, le pire reste à venir dès 2012 ou peut-être même avant au rythme où va la crise. Pire encore, les différents partis que j'ai cités plus haut, au lieu de rectifier le tir et de recentrer (subordonner) leur politique contre les institutions ou l'Etat qui démontrait quotidiennement qu'il n'était que l'exécutant zélé de la politique antisociale dictée par les marchés financiers (via l'UE), ces partis continuèrent sur le même refrain comme si finalement tout finirait par s'arranger un jour, n'ont-ils pas décrété que tout était possible, alors que leurs forces n'ont jamais dépassé quelques milliers de militants.

Aujourd'hui, quand on voit le rôle de l'Etat auprès des banquiers, les travailleurs n'y comprennent rien ou pas grand chose, ils pensaient que l'Etat servait aussi leurs intérêts, c'est ce qu'on s'était appliqué à leur laisser croire, ces partis n'ont-ils pas par tous les bouts légitimé ces institutions, soit en participant directement à toutes les élections ou presque ou en appelant à soutenir des candidats du PS ou du PCF qui y participaient. Imaginez, du jour au lendemain il faudrait leur expliquer qu'il faut balayer cet Etat, le démolir de fond en comble sans en laisser une pierre debout, impossible évidemment, c'est la démonstration qu'offre ces partis et que chacun peut constater.

Quand Trotsky affirmait que dans l'avenir pour prendre le pouvoir le prolétariat aura besoin d'un niveau de conscience beaucoup plus élevé qu'il en avait fallu à la classe ouvrière lors des révolutions passées, il ne voulait pas dire par là que les masses exploitées devraient s'élever au niveau du programme de la révolution socialiste en régime capitaliste pour parvenir à cet objectif, mais qu'elles devraient avoir saisi que la liquidation du capitalisme était une nécessité absolue, une tâche historique qui leur incomberait de réaliser, ce qui impliquait que le moment venu, elles seraient armées d'une détermination sans faille et consciente pour s'attaquer à tous les obstacles qui se dresseraient sur son chemin pour parvenir à son objectif.

Autrefois, cette nécessité de changer le monde s'imposait par le ventre ou les trippes, par la misère qui s'étalait dans toutes les grandes villes du monde dit "*civilisé*" ou "*développé*", qu'on ne pouvait pas ne pas voir tellement elle était omniprésente comme je l'ai exposé plus haut, cette condition n'étant plus valable ou ne se présentant plus tout à fait de la même manière de nos jours, quand on a de quoi vivre confortablement, il suffit de ne lire aucun journal, de n'allumer ni la radio ni la télé et de ne se connecter à aucun site Internet d'informations pour estimer que la vie est somme toute agréable et mérite d'être vécue, compte tenu que cette condition a évolué, il y avait et il y a tout un travail d'éducation à faire en direction de l'ensemble du prolétariat et de la petite-bourgeoisie pour qu'ils pensent leur condition autrement qu'en terme d'abstraction ou un moment qui pourrait se perpétuer à l'infini, comme quelque chose de figé qui ne serait rattaché ni au passé ni au futur, en mettant en relief que tout acquis ou avancée sociale appartenant au passé, au présent ou au futur dans le cadre du régime capitaliste, se traduit ou se traduira un jour ou l'autre par son contraire, avant-hier c'était les peuples colonisés qui en avaient fait les frais, hier c'était les nouveaux esclaves du capitalisme en Asie, en Afrique et en Amérique latine, aujourd'hui et demain ils ont le droit de se dire que leur tour est venu, à eux ensuite de voir s'ils doivent rester les bras croisés à attendre de connaître le même sort que ces peuples ou s'ils sont convaincus par la démonstration à laquelle se livre le capitalisme sous leurs yeux, qu'il ne conduit finalement qu'à la barbarie et qu'il est urgent de s'organiser pour s'en libérer pendant qu'il en est encore tant, que c'est finalement davantage une nécessité qui s'impose à nous plutôt que le produit d'un caprice ou d'une théorie.

Je n'ai plus le temps de poursuivre, j'ajoute que cette nécessité qui correspond à une véritable prise de conscience, provoquerait chez les travailleurs et militants une modification radicale de leur façon d'aborder la société, elle doit être associée à la reconnaissance de la légitimité de l'ensemble de nos besoins et aspirations, ce qui permet de faire le lien sur le terrain pratique entre la défense de tous nos droits ou acquis et la perspetive du renversement du capitalisme et ses institutions politiques, son Etat, l'objectif pour lequel nous combattons et auquel doit être subordonné notre tactique et notre activité politique pour construire le parti.

Non, je ne connais pas ma leçon sur le bout des doigts, l'exercice auquel je me livre ici est autrement plus complexe et périlleux que de réciter des passages du marxisme appris par coeur, j'écris directement à l'écran et je peux vérifier en temps réel si la perspective que je trace tient finalement la route ou non, c'est ce que je viens de faire dans le paragraphe précédent, tout y est une fois que j'ai constaté sans le rechercher notez bien, que la question y avait bien sa place, et qu'à défaut de pouvoir soulever les foules d'opprimées et de se prendre pour ce qu'on n'est pas, on pouvait toujours se donner les moyens de construire le parti, pour peu qu'on le veuille réellement, c'est une autre question qu'il faudrait poser à vos dirigeants.

(après avoir cassé la croute à 14h300 heure locale, 10h du matin chez vous, bon dimanche à tous au passage)

Question : Pour concevoir qu'il existerait une issue (politique) à la crise du capitalisme, faudrait-il encore concevoir que nos besoins ou aspirations sont légitimes, non ? Si maintenant la majorité des travailleurs demeurent incapables de le concevoir, cela ne signifierait-il pas qu'ils sont subordonnés au capitalisme ?

La compréhension de la situation ne nécessite-t-elle pas d'aller du particulier au général et du général au particulier ? Le pire c'est encore de s'arrêter en cours de route...

La démocratie la "***nouvelle religion des Etats-Unis***"

Pourquoi le témoignage de Danielle Mitterrand est-il si important? Parce qu'on a la preuve (supplémentaire), par quelqu'un du Système, que les politiciens ne sont que des marionnettes. D'une manière générale, on illusionne les peuples sur un pouvoir qu'il n'a pas. La démocratie est même devenue la nouvelle religion des Etats-Unis, qu'ils ont exportée partout, en cachant soigneusement qu'ils tiraient les ficelles, derrière, via de multiples officines. Et si, par malheur, un dirigeant arrive et ne joue pas le jeu, il lui arrive un « *problème* ».

Aujourd'hui, personne ne contredira ce qui devient une évidence : les choses ne vont pas très bien ! Que font les banquiers internationaux du cartel bancaire dans une telle circonstance ? Changer les dirigeants des Etats démocratiques. Deux options : contraindre à la démission et amener une nouvelle équipe sous contrôle (ce fut le cas de la Grèce et de l'Italie récemment) ; produire des élections démocratiques avec deux équipes qui annoncent la couleur. Voilà ce qui vient de survenir en Espagne. Le nouveau leader espagnol, Mariano Rajoy, est sorti des urnes, choisi par un peuple comme un nouvel espoir… Comme l'a très bien résumé un électeur : « *On peut choisir à quelle sauce on va être mangés mais on va être mangés, de toute façon* ».

La quatrième économie européenne souffre d'un chômage important : officiellement, il touche 21% de la population active (soit environ 5 millions de chômeurs, plus de 45% des jeunes de la péninsule n'ont pas de travail). Chiffre incroyable : 1 espagnol sur 5 vit sous le seuil de pauvreté. Malgré cela, on annonce beaucoup d'austérité… tandis que la croissance est à 0% au troisième trimestre de cette année. Ce n'est pas un secret : l'implosion de la bulle immobilière « *a laissé sur le carreau de nombreuses entreprises et bâtiments invendus, aujourd'hui encore inoccupés. Conséquence directe : un secteur bancaire défaillant avec sur les bras 176 milliards d'euros de crédits douteux et de biens saisis. A l'heure où nous parlons, le total des dettes du Trésor et des banques espagnoles arrivant à échéance en 2012 s'élève à 335 milliards d'euros* ». Une paille… (liesidotorg.wordpress.com 25.11)

Qu'est-ce que le Carlyle Group ? Ou quand un clan mafieux gouverne le monde.

Extraits du numéro 29 de la lettre confidentielle LIESI du 30 décembre 2002.

En 1987, est créé le fonds de placement du nom de Carlyle Group qui gère aujourd'hui 12 milliards de dollars. Relevons qu'à travers les sociétés qu'il contrôle, ce groupe arrive au onzième rang des compagnies d'armement américaines. Ceci est très intéressant pour mieux comprendre la politique d'armement lancée par le clan Bush. Mais le plus important est de savoir que le Carlyle Group gère la quasi totalité des placements financiers du Saudi Binladen Group. Son directeur est Frank C. Carlucci, un ancien directeur adjoint de la C.I.A. ; l'ancien secrétaire d'Etat de George Bush, James A. Baker III joue le rôle de conseiller. Pour expliquer la logique du soutien inconditionnel des Britanniques aux décisions américaines en matière stratégique nous relèverons la présence de John Major, l'ancien Premier ministre britannique et, bien évidemment, George Bush père.

Avec le Carlyle Group nous avons la preuve que Ousama ben Laden n'est pas seulement un agent de la C.I.A. mais que sa famille est un des principaux partenaires financiers de la famille Bush !

La conclusion est la suivante : si, comme l'affirment de nombreux officiels américains, la famille ben Laden continue à soutenir les activités de Ousama ben Laden, le Carlyle Group qui gère les finances du Saudi Binladen Group est nécessairement impliqué dans les délits d'initié en rapport avec les événements dramatiques du 11 septembre ! Mais alors… tout le clan Bush est un heureux bénéficiaire des spéculations boursières qui ont été mises en œuvre avant les attentats ? Est-ce la raison pour laquelle toutes les enquêtes de délits d'initié sur ce grave sujet n'aboutissent jamais ? Est-ce la raison pour laquelle l'actuel président des Etats-Unis a vite cherché à détourner les projecteurs de ben Laden et à les concentrer sur S. Hussein ?

Ce n'est malheureusement pas tout… Il faut savoir que le frère de la femme de ben Laden, Khaled Ben Mahfouz, dispose d'une résidence à Houston, au Texas, et qu'avec le soutien de la famille Bush, il a acheté une partie de l'aéroport de la ville pour sa convenance personnelle. (liesidotorg.wordpress.com 24.11)

Et qui trouve-t-on dans cette association mafieuse ? Je vous le donne en mille : Olivier Sarkozy, le demi-frère de La Talonnette, un pur hasard avec sa montée aussi fulgurante qu'irrésistible au sein du parti de l'ordre. (lire plus loin)

INFOS EN BREF

Economie

1- Egypte

Les taux d'intérêt sur la dette du pays s'envolent à presque 15% à six mois et presque 7% à dix ans. (liesidotorg.wordpress.com 27.11)

2- UE.

2.1- Un marché de dupes savamment orchestré... par les marchés financiers avec la complicité des chefs d'Etat.

Ne soyons pas dupes de ce qui se met en place. Le scénario a été écrit et il se déroule pour l'instant, étape après étape, comme prévu. Le transfert de souveraineté vers des instances supranationales et une crise financière qui va s'amplifier, cadrent parfaitement avec ce qui est recherché : la perte « globale » de souveraineté nationale et une action « globale » menée par les banquiers internationaux via, justement, les institutions supranationales. On sait très bien que le FMI n'est pas l'issue du plan; derrière il y a la Banque des Règlements Internationaux. (liesidotorg.wordpress.com 27.11)

2.2- Interview de J. Delors à Challenge.

La coalition allemande n'a-t-elle pas changé de discours ?

Oui, mais je vous le rappelle, c'est l'Allemagne qui avait refusé en 1997 le pilier économique du rapport Delors. C'est ce refus qui a fait que l'Union économique et monétaire ne marche que sur une seule jambe. Aujourd'hui, Angela Merkel a repris l'offensive sur le futur de l'Europe, et sent bien qu'il faut une réforme des traités pour faire passer de nouveaux transferts de souveraineté, et les faire accepter par la cour de Karlsruhe. (challenges.fr 23.11)

2.3- La voix de son maître

Hier, sur CNBC (chaîne américaine), Olivier Sarkozy, demi-frère de qui vous devinez et qui occupe un poste très important parmi les dirigeants du Carlyle Group, a annoncé que « *L'euro allait exploser avant trois mois* ». « *Nous sommes tout proches du point de non retour* ».

Cette déclaration survient au moment où l'Allemagne a du mal à trouver de l'argent sur les marchés… C'est la banque centrale allemande qui a dû acheter une partie des obligations allemandes, lors de la dernière émission ! (liesidotorg.wordpress.com 24.11)

Haut de page

Le 28 novembre

CAUSERIE

J'ai ajouté de nombreux articles dans les rubriques économie, politique et international et j'ai en ai créé une dédiée à la Syrie. Avec tous ces éléments il est facile de comprendre la situation dans ce pays, ce qui n'avait pas été le cas avec la Libye si vous vous souvenez.

Sur les mots d'ordre intégrant la "***démocratie***".

Absolument tout le monde s'en réclame et n'a que ce mot-là à la bouche, monarques, généraux, banquiers, patrons, religieux, extrême droite, islamistes, CIA, Obama, Union européenne, FMI, ONU, Sarkozy, UMP, etc. Et bien entendu tout ce qu'ils comptent de laquais à "gauche" et à l'extême gauche ou assimilée.

Par contre absolument aucun parti ne défend le socialisme dans sa version révolutionnaire, n'ose sortir son drapeau ou son programme, un gros mot sans doute, un tabou, par crainte d'être jeté en pâture à la vindicte publique ou d'être catalogué

comme extrêmiste ou terroriste, évidemment aucun représentant de la réaction cité plus haut n'aurait l'idée de s'en réclamer, alors si avec des militants organisés dans de petites formations marginalisées nous ne le faisions pas, qui le ferait, réponse : personne.

Le combat pour le socialisme est incompatible avec la défense d'une forme politique de domination de la bourgeoisie qui en période de crise ouvre la voie à la pire dictature qui soit contre les peuples. Dans l'imagerie collective dominée par l'ignorance et les illusions des masses, certes, les gouvernements et les régimes en place sont le produit ou l'expression de la démocratie puisqu'on leur martèle du matin au soir sur toutes les coutures ils sont censés le croire ou n'ont pas d'autre choix que d'y croire, mais contradictoirement, elles estiment majoritairement qu'ils sont illégitimes quand ils tentent de leur imposer de nouvelles mesures antisociales ou exercent le pouvoir pour le compte de l'artistocratie financière.

Peu importe, les saint-bernards de la démocratie ont décrété qu'il ne fallait voir qu'un aspect de cette contradiction et ils refuseront de s'en servir et d'axer leur combat politique contre les institutions qu'ils estiment eux aussi légitimes, encore moins de s'y opposer, il ne viendrait à l'esprit de personne de réclamer un rendez-vous à un chef d'Etat qu'on estimerait illégitime, tout cela est donc très cohérent. De la même manière, on ne remettrait pas en cause une institution qu'on estimerait légitime en y participant, par exemple l'UNESCO ou l'OIT qui sont des agences de l'ONU.

Si le combat pour la démocratie peut se concevoir temporairement sur le plan stratégique face à des régimes dictatoriaux comme c'était le cas en Tunisie ou en Egypte, on ne peut le concevoir dans les pays où le régime en place se pare des oripeaux de la démocratie qui prévalait comme mot d'ordre et perspective politique à l'époque où la classe aspirant au pouvoir la revendiquait pour renverser l'Ancien régime, démocratie et pouvoir pour elle-même et jamais pour la masse des exploitées, qui demeuront constamment soumis à la dictature de la bourgeoisie ou du capital.

Il y a pire encore, quand on se donne la peine de réfléchir un peu à la signification de ce mot d'ordre de "défense" de la démocratie dans le contexte actuel.

Il est parfaitement clair que la crise du capitalisme a pris une telle ampleur, que la classe dominante n'a pas d'autre moyen pour mettre en oeuvre les moyens pour en sortir, que liquider ce qui demeure de démocratie en Europe en associant à ses plans destructions organisations et partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme, processus s'il est mené à son terme se traduira par une formidable régression sociale et politique pour les exploités, s'il n'ouvre pas la voie à une guerre mondiale uns fois le prolétariat défait, car le seul fait de l'appauvrir associé à ces mesures ne suffira pas à résoudre cette crise, qui au-delà, pose la question d'un nouveau partage du monde, exactement comme ce fut le cas dans les années 10 et 30 au XXe siècle.

Dans ces conditions, les représentants du vieux monde parés du masque de la démocratie pour camoufler l'aspect criminel de leur entreprise préméditée de destructions massives de forces productives à l'échelle mondiale, on ne peut leur opposer que la violation ou le renversement de la démocratie dont ils se réclament en avançant la nécessité d'une révolution sociale et politique. Un acte violent qui brise la légalité avec laquelle se confond la démocratie dont ils se réclament pour justifier leur politique guerrière à l'encontre des travailleurs.

La légalité et la légitimité de l'ordre établi reposent sur une escroquerie politique qui a pour nom justement la démocratie, alors que les rapports entre les classes qu'elle incarne ont pour contenu (et perspective) la dictature de plus en plus féroce qu'exerce une classe sur une autre.

Que faut-il retenir, quel doit être le contenu de notre combat politique, dans quel cadre et quelle perspective il doit s'inscrire, dans celui du respect de la légalité qu'incarne les institutions et auxquelles il faudrait se soumettre, auquel cas il faut déclarer que notre combat ne s'inscrit pas dans la perspective de les renverser, ou dans celui qui consistera à nier arbitrairement la légalité de ce régime et préparer les conditions pour en venir à bout ? On ne peut que nier "arbitrairement" ou de manière autoritaire l'existence du régime capitaliste, dans la mesure où lui-même repose sur un acte arbitraire qui consiste à accaparer les moyens de productions et la plus-value produite par les travailleurs. Pour le comprendre ou l'admettre ou encore en être convaincu, il faut avoir à l'esprit que le capitalisme, l'accumulation du capital par quelques privilégiés repose sur le vol et constitue une injustice que rien ni personne ne peut justifier.

Marx et Engels ont tordu le coup définitivement au mythe de la théorie de l'accumulation primitive du capital au chapitre XXVI du tome 1 du Capital qu'ils avaient intitulé : *Le secret de l'accumulation primitive*, dans lequel ils démontraient comment les capitalistes avaient spolié les paysans en faisant main basse sur les terres qu'ils exploitaient jusque là, pour ensuite une fois dépouillés de tous moyens de production, les contraindre à vendre leur force de travail dans des conditions effroyables pour un salaire de misère, les capitalistes leur extorquant la plus-value produite et amaçant des fortunes sans produire le moindre travail ou effort.

La crise actuelle du capitalisme pose directement la question politique de l'abolition du mode de production capitaliste, la nécessité de s'attaquer aux fondements du capitalisme, d'exproprier les propriétaires et actionnaires des grandes entreprises, donc de remettre en cause la soit-disant légalité sur lequel repose le capitalisme, dont les institutions lui servent de bases juridiques pour assurer sa légitimité, par le biais d'un rapport de force entre les classes dont il détient les clés en tant que classe dominante, ce qui lui est d'autant plus facile que tous les partis politiques qui participent aux institutions sont acquis à sa cause.

Admettre la légalité du régime au moment où les conditions objectives tendent à mettre à nu les bases pourries sur lesquelles il repose pour mieux l'abattre, c'est réactionnaire, c'est justifier la survie du capitalisme, c'est justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. Admettre sa légitimité, c'est se ranger au côté de la minorité des privilégiés qui placent leur avenir dans le capitalisme, c'est donné raison aux masses les plus arriérées au lieu de s'appuyer sur les couches d'exploités en rupture avec le capitalisme ou auxquelles il manque peu de chose pour rompre avec lui, enfin, c'est admettre que les rapports entre les classes au sein des institutions reflètent fidèlement l'état d'esprit des masses exploitées au nom de ce qui resterait de la démocratie et qu'il faudrait sauver, c'est contre-revolutionnaire.

Je vous propose les premières lignes de ce chapitre du *Capital* à savourer sans modération, cela se boit comme du petit lait, on ne s'en lassera jamais :

- "Nous avons vu comment l'argent devient capital, le capital source de plus-value, et la plus-value source de capital additionnel. Mais l'accumulation capitaliste présuppose la présence de la plus-value et celle-ci la production capitaliste qui, à son tour, n'entre en scène qu'au moment où des masses de capitaux et de forces ouvrières assez considérables se trouvent déjà accumulées entre les mains de producteurs marchands. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux, dont on ne saurait sortir sans admettre une accumulation primitive (previous accumulation, dit Adam Smith) antérieure à l'accumulation capitaliste et servant de point de départ à la production capitaliste, au lieu de venir d'elle.

Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie. Adam mordit la pomme, et voilà le péché qui fait son entrée dans le monde. On nous en expliqué l'origine par une aventure qui se serait passée quelques jours après la création du monde.

De même, il y avait autrefois, mais il y a bien longtemps de cela, un temps où la société se divisait en deux camps : là, des gens d'élite, laborieux, intelligents, et surtout doués d'habitudes ménagères; ici, un tas de coquins faisant gogaille du matin au soir et du soir au matin. Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout. De là la pauvreté de la grande masse qui, en dépit d'un travail sans fin ni trêve, doit toujours payer de sa propre personne, et la richesse du petit nombre, qui récolte tous les fruits du travail sans avoir à faire oeuvre de ses dix doigts.

L'histoire du péché théologal nous fait bien voir, il est vrai, comme quoi l'homme a été condamné par le Seigneur à gagner son pain à la sueur de son front; mais celle du péché économique comble une lacune regrettable en nous révélant comme quoi il y a des hommes qui échappent à cette ordonnance du Seigneur.

Et ces insipides enfantillages, on ne se lasse pas de les ressasser. M. Thiers, par exemple, en ose encore régaler les Français, autrefois si spirituels, et cela dans un volume où, avec un aplomb d'homme d'État, il prétend avoir réduit à néant les attaques sacrilèges du socialisme contre la propriété. Il est vrai que, la question de la propriété une fois mise sur le tapis, chacun se doit faire un devoir sacré de s'en tenir à la sagesse de l'abécédaire, la seule à l'usage et à la portée des écoliers de tout âge.

Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté. Dans les manuels béats de l'économie politique, c'est l'idylle au contraire qui a de tout temps régné. A leur dire il n'y eut jamais, l'année courante exceptée, d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle.

Le rapport officiel entre le capitaliste et le salarié est d'un caractère purement mercantile. Si le premier joue le rôle de maître et le dernier le rôle de serviteur, c'est grâce à un contrat par lequel celui-ci s'est non seulement mis au service, et partant sous la dépendance de celui-là, mais par lequel il a renoncé à tout titre de propriété sur son propre produit. Mais pourquoi le salarié fait-il ce marché ? Parce qu'il ne possède rien que sa force personnelle, le travail à l'état de puissance, tandis que toutes les conditions extérieures requises pour donner corps à cette puissance, la matière et les instruments nécessaires à l'exercice utile du travail, le pouvoir de disposer des subsistances indispensables au maintien de la force ouvrière et à sa conversion en mouvement productif, tout cela se trouve de l'autre côté.

Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit sur une échelle progressive dès que le système capitaliste s'est une fois établi ; mais comme celle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle. Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par des producteurs marchands, qui eux les emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée « primitive » parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois."

Les partis islamistes remparts des régimes à la solde de l'impérialisme contre les peuples

En Tunisie le régime de Ben Ali était en bout de course, on en veut pour preuve les informations révélées par Wikileaks qui témoignaient qu'à Washington se posait la question de sa succession, s'ajoutait à cela les multiples menaces et

arrestations d'intellectuels dans la période qui avait précédé le début de la mobilisation (dont j'avais rendu compte dans le site) qui allait aboutir à la chute, puis à la fuite du dictateur.

Quant au rôle de l'armée, elle a organisé sa fuite sans mitrailler la foule des manifestants, en se plaçant à leur côté, contrairement apparemment à la position des autorités françaises qui se préparaient à envoyer à Ben Ali du matériel destiné à réprimer les manifestations.

Finalement, le régime est sauf, et ce sont les islamistes qui ont pris le pouvoir avec le soutien de l'armée, tous deux en étant les garants avec la bénédiction de la Maison Blanche et de l'Elysée notamment qui ont affiché leur satisfaction de la poursuite du processus "démocratique" entamé au lendemain du départ de Ben Ali.

En Egypte, même scénario, les islamistes sont presque assurés de remporter les prochaines élections tout en négociant le partage du pouvoir avec l'armée, sans remettre en cause ses privilèges exhorbitants, dont ses relations avec l'impérialisme américain, donc avec l'Etat sioniste.

En Lybie, c'est une coalition de couches de la bourgeoisie hostiles à Kadhafi alliée à des islamistes qui ont pris le pouvoir avec le soutien d'une coalition impérialiste américano-européenne. Le CNT a annoncé que la nouvelle constitution serait basée sur la charia, un gage de "démocratie" paraît-il !

Au Maroc, c'est un parti islamiste qui va être chargé par le monarque de former un gouvernement, gouvernement auquel sera associé le parti conservateur (Istiqlal) arrivé en seconde position.

En Tunisie comme en Egypte, l'armée aurait pu décider dès les premiers jours de noyer dans un bain de sang le soulèvement contre les dictateurs en place, mais cela l'aurait privé d'une alternative politique et se serait soldé par une longue période d'instabilité et d'incertitude politique, voire se transformer en guerre civile aux conséquences dévastateurs autant qu'imprévisibles, ce qui aurait été pire que le maintien en place de Ben Ali, pour les affaires bien entendu.

Dans tous les cas, l'armée n'a fait que servir les intérêts des couches de la bourgeoisie exlues du pouvoir sous l'ancien régime, couches liées à l'impérialisme et à même de diriger ces pays, et de préserver du même coup ses propres intérêts. L'armée ne s'est jamais "rangée au côté" des masses exploitées, et si elle a épargné la révolution jusqu'à présent, c'était pour mieux en contrôler le déroulement par la suite, afin de garantir le maintien des régimes en place, en affirmant son "indépendance" elle conserve l'option de prendre directement le pouvoir pour rétablir l'ordre au cas où les choses ne se dérouleraient pas selon les plans établis par l'impérialisme.

Tiens, encore un banquier dans une sale affaire !

Reuters a retrouvé dimanche dans un ensemble d'appartements de luxe à Hong Kong un banquier japonais qui est un personnage clé du scandale financier impliquant le groupe japonais Olympus.

L'homme, très en colère d'avoir été localisé, n'a pas voulu répondre aux questions de Reuters.

La petite société d'investissement d'Akio Nakagawa est devenue célèbre pour avoir gagné 687 millions de dollars en honoraires auprès d'Olympus pour la prise de contrôle, pour deux milliards de dollars, de la société britannique d'équipement médical Gyrus en 2008. Il s'agit, en proportion, de l'honoraire de conseil le plus élevé jamais enregistré, selon les données Thomson Reuters.

Cette somme, reconnaît aujourd'hui Olympus, avait été utilisée pour dissimuler grâce à un montage habile des pertes sur investissement remontant aux années 90. (Reuters 27.11)

INFOS EN BREF

Politique

France

L'ancien ministre centriste Hervé Morin a annoncé dimanche sa candidature à l'élection présidentielle en insistant sur la gravité de la situation internationale et française.

Il est est crédité de 1% à 2% d'intentions de vote.

"*Je ne vois chez mes concurrents déclarés aucune idée qui permettrait à la France de relever le défi de ce monde en construction*", a-

t-il dit devant ses partisans à Berville-sur-Mer (Eure). "*La France est sur la ligne de crête de son destin.*"

Une vingtaine de députés, sénateurs et députés européens ont apporté leur soutien dans un communiqué à Hervé Morin, âgé de 50 ans. (Reuters 27.11)

Maroc

Le parti islamiste modéré Justice et Développement (PJD) a remporté les élections législatives organisées vendredi au Maroc en obtenant 107 des 395 sièges à pouvoir, selon les résultats officiels définitifs publiés dimanche.

Le parti conservateur Istiqlal arrive deuxième de ce scrutin avec 60 élus, indique le ministère marocain de l'Intérieur.

Cette victoire des islamistes marocains intervient un mois après celle enregistrée par les islamistes modérés tunisiens du parti Ennahda. En Egypte, les Frères musulmans devraient réussir de bons scores dans les urnes à l'occasion des élections parlementaires qui débutent lundi.

Le parti, fondé par l'ancien médecin du grand-père de Mohamed VI, est loyal à la monarchie qu'il considère comme l'autorité religieuse suprême dans le pays.

Le PJD pourrait s'associer aux trois partis du bloc Koutla qui regroupe l'Istiqlal du Premier ministre sortant Abbas al fassi, l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le parti Socialisme et Progrès (PPS) qui disposent respectivement de 60, 39 et 18 élus.

Le Rassemblement national des indépendants (RNI), qui remporte 52 élus a exclu toute alliance avec le PJD. Suivent le Parti authenticité et modernité (47 sièges), le Mouvement populaire (32) et l'Union constitutionnelle (23). Dix autres formations obtiennent chacune entre un et quatre représentants.

Le roi Mohamed VI devrait, selon toute vraisemblance, choisir le nouveau chef du gouvernement dans les rangs du PJD la semaine prochaine. Le secrétaire général du mouvement, Abdelilah Benkirane, est fortement pressenti pour le poste.

Le chômage des jeunes atteint 31% au Maroc et près d'un quart de la population de 33 millions d'habitants vit dans des conditions de pauvreté. (Reuters et AP 27.11)

Egypte

Pari perdu, politiquement en tout cas, pour les manifestants de la place Tah-rir hier. L'appel à la mobilisation générale lancé samedi n'a pas été suivi comme cela avait été le cas pour le « *jour de la dernière chance* », vendredi. Hier, la place Tahrir, qui a vu naître la révolution contre Hosni Moubarak en janvier dernier, n'a pas battu des records d'affluence. « *Nous n'avons peut-être pas atteint le million, reconnaît Amr, une jeune militant de la première heure, mais nous sommes nombreux, revanchards et décidés à aller au bout. Les militaires doivent nous laisser le pouvoir!* »

Entre drapeaux nationaux par dizaines et vendeurs de sandwichs et de masques à gaz, les manifestants ont repris les mêmes slogans depuis les heurts sanglants de mardi dernier (42 morts, 3 000 blessés, selon les autorités égyptiennes) : « *Liberté! Le pouvoir au peuple! Tantaoui, dégage!* » Le maréchal Tantaoui, tête de Turc de la rue cairote, dirige le Conseil suprême des forces armées (CSAF) et est accusé de n'avoir rien fait à la tête du pays depuis huit mois. (20minutes.fr 27.11)

Yémen

Le chef de file de l'opposition au Yémen, Mohammed Bassindoua, a été chargé dimanche de former un nouveau gouvernement par un décret du vice-président qui gère les affaires courantes depuis le retrait d'Ali Abdallah Saleh, rapporte l'agence de presse officielle Saba.

La désignation de Bassindoua par le vice-président Abd-Rabbou Mansour Hadi était attendue depuis vendredi lorsque les formations de l'opposition l'avaient désigné comme leur candidat pour diriger un gouvernement de transition.

Ces changements interviennent conformément aux dispositions d'un accord signé mercredi à Ryad en Arabie saoudite par Saleh et par l'opposition et organisant le transfert du pouvoir au Yémen.

Cet accord a été conclu sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et avec l'aide des Nations unies afin de mettre fin à la contestation meurtrière qui visait le président au pouvoir depuis 33 ans.

"*Un décret présidentiel publié aujourd'hui charge Mohammed Salem Bassindoua de former un gouvernement d'union nationale*", précise Saba.

Samedi, le vice-président Hadi avait annoncé la convocation d'une élection présidentielle le 21 février 2012 pour remplacer Ali Saleh. (Reuters 27.11)

Pakistan

Le Pakistan a exprimé dimanche aux Etats-Unis sa «fureur» et sa volonté de réviser leur coopération dans la lutte antiterroriste au lendemain de la frappe de l'Otan qui a tué 24 de ses soldats à la frontière afghane, un «*tragique incident involontaire*» de l'aveu même de l'Alliance atlantique.

Il s'agit de la pire bavure de la coalition emmenée par l'armée américaine depuis qu'Islamabad s'est allié à Washington dès la fin 2001 dans sa «*guerre contre le terrorisme*».

Samedi avant l'aube, des hélicoptères et avions de chasse ont bombardé deux postes de l'armée côté pakistanais, la force internationale de l'Otan (Isaf) reconnaissant que ses hommes opérant côté afghan avaient réclamé un soutien aérien qui avait «*très probablement*» provoqué les pertes pakistanaises.

Le Pakistan a interrompu dès samedi le trafic des convois de ravitaillement de l'Isaf, dont la plus importante partie transite par son territoire, exigé des militaires américains qu'ils quittent dans les 15 jours une base sur laquelle ils sont présents dans le sud-ouest du pays et menacé de revoir leur coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

Samedi soir, le gouvernement et la toute puissante armée pakistanaise s'étaient réunis en un Comité de défense (DCC) de crise, annonçant qu'Islamabad allait «*complètement reconsidérer tous ses programmes, activités et accords de coopération avec les Etats-Unis, l'Otan et l'Isaf, y compris diplomatiques, politiques, militaires et dans le renseignement*». L'Isaf et les Etats-Unis ont eu beau dès samedi adresser au Pakistan leurs «*plus sincères condoléances*», promettre une «enquête rigoureuse» et souligner «l'importance» des liens avec Islamabad, le ton n'avait donc pas changé dimanche côté pakistanais.

Les bombardements «*sont une violation absolue de la souveraineté du Pakistan, qui affecte négativement les progrès réalisés par les deux pays pour restaurer leurs relations et force le Pakistan à réviser les termes de son engagement*» dans la lutte contre le terrorisme, a répété dimanche Mme Rabbani Khar à Mme Clinton, sans préciser. Exprimant «*le sentiment profond de fureur ressenti dans tout le Pakistan*», la ministre a également confirmé la décision de fermer la route aux très nombreux convois de ravitaillement de l'Otan. (20minutes.fr 27.11)

Haut de page

Le 29 novembre

CAUSERIE

(Vous excuserez les nombreuses fautes que j'ai pu laisser, il est déjà 16h40 chez moi, il me reste 40 minutes pour faire à manger à mon chien et me préparer quelque chose pour ce soir, prendre ma douche et avant charger le boulot du jour dans le serveur du site, j'ai encore bosser comme un dingue aujourd'hui, il va falloir que je me calme, en fait je profite qu'il pleut toute la journée.)

Les articles économiques qui figurent dans le site sont forcément politiquement incorrectes de notre point de vue. Mais s'en passer se serait prendre le risque de colporter les grosses conneries balancées par les médias nationaux, par exemple à propos des obligations allemandes qui n'ont pas trouvé preneurs il y a quelques jours, ces journaleux en ont fait des gorges chaudes, alors qu'en réalité cela arrive 8 ou 9 fois par an à l'Allemagne et à bien d'autres pays, je l'ignorais, maintenant je le sais.

Raison de plus pour être très prudent dans nos propos et faire preuve de modestie, personne n'est infaillible et personne n'est à l'abri d'une manipulation volontaire ou non d'ailleurs.

Le problème dans le cas du site que j'anime pour que cette rubrique présente un intérêt pour les militants, il faut que les infos que je relaie soient disponibles très rapidement, le jour même où les agence de presse les diffusent, car quelques heures plus tard elles seront traités par les chaînes de télévision et la presse papier, deux ou trois jours plus tard elles auront un goût de rance ou seront déjà dépassées.

Si je fais bien mon boulot, en dehors de quelques infos qui m'échappent parce que je ne peux pas accéder directement aux

agences de presse, l'abonnement à leur service étant prohibitif, et disons quelques infos sur la lutte des classes dans quelques pays du monde qui ne sont pas toujours relayées par les agences de presse, les militants qui se connectent quotidiennement sur le site peuvent se passer de la presse écrite ou de consulter un autre site d'informations, je dis cela uniquement pour gagner du temps et aller à l'essentiel dans les domaines limités qui nous intéressent, pas pour attirer de nouveaux lecteurs, je m'en tape complètement et je n'ai absolument rien à y gagner, cela me coûte très cher au contraire, chacun fait comme il l'entend, je n'ai jamais fait la promotion du site ni des idées que je défends, je ne vais pas commencer, je crois en la capacité de chacun à s'élever intellectuellement, librement, par les moyens de son choix.

Maintenant, quand on a conscience qu'on n'a pas un niveau très élevé dans un domaine ou qu'on manque cruellement de temps, on prendra tout ce qui nous tombe sous les yeux avec un certain recul, comme on n'aura pas le temps d'absolument tout vérifier, on se bornera à recouper les analyses provenant de diverses sources concernant les questions qui nous paraissent essentielles tout en essayant de développer notre esprit critique, en laissant tomber le reste qu'on conservera en mémoire, disons en suspension, sans avoir tranché dans un sens ou un autre.

Accumuler des connaissances ne sert pas à grand chose dans la vie, si l'on s'avère incapable de les utiliser correctement ou de s'en servir pour avancer dans la voie qu'on s'est fixé. Vaut mieux peu de connaissances sur lesquelles on peut compter pour avancer à son rythme au risque de passer parfois pour un ignorant, que de posséder des connaissances en pagaille qui peuvent certes épater la galerie, mais qui finalement ne servent à rien ou nous conduisent dans une impasse, parce qu'on est incapable de les mettre en musique ou de les replacer dans le processus dialectique qui les a vu naître ou de les situer sur un plan historique plus vaste...

Main tendue, bras tendu, appel du pied, est-ce grave docteur ? Jugez-vous même. Une seule chose est sûre : c'est incurable !

1- A Bordeaux le 15 Novembre, Sarkozy a dit cyniquement : « *On ne peut pas être digne quand on ne fait que tendre la main* » faisant référence aux travailleurs que son gouvernement et le patronat ont réduits à l'état d'indigence. (lepost 15.11)

2- Sarkozy a décoré de la Grand'Croix de la Légion d'honneur, hier à l'occasion de la cérémonie de prise d'armes d'automne aux Invalides, Hélie Denoix de Saint-Marc, 89 ans, engagé dans la Légion étrangère et participa à ce titre à la guerre d'Indochine, qui s'illustra par la suite en commandant par intérim le 1er régiment étranger de parachutistes (REP, Légion étrangère) qui fut le fer de lance du putsch manqué des généraux, en avril 1961, en Algérie. (source : lexpress.fr 28.11)

Enfin une injustice réparée... la main sur le coeur bien sûr !

3- "*Merci à Claude Guéant qui, par ses déclarations, permet aux Français de connaître l'effroyable bilan de la politique d'immigration de Nicolas Sarkozy*", a ironisé la présidente du Front national dans un communiqué.

Guéant lui a répondu, en déclarant que sur ce point il était d'accord avec Marine Le Pen, au "Grand Rendez-vous" d'Europe 1, i>Télé et Le Parisien : "*Moi aussi je trouve que c'est trop. Pourquoi est-ce trop ? Parce que je souhaite comme le gouvernement, comme le président de la République, que les étrangers qui viennent chez nous soient intégrés, adoptent nos lois, adoptent notre mode de vie*", a-t-il dit. (Reuters 28.11)

Les bras nous en tomberaient presque... si nous n'avions pas souvenir que de Gaulle s'entoura de vichystes dès la fin de la seconde guerre mondiale !

4- Hollande tend la main à Bayrou, titre d'un article du figaro.fr du 28.11.

Le Figaro précise que pour Sarnez (MoDem), ces appels du pied, tant de la gauche que de la droite, montreraient qu'«*aucun des deux candidats (du PS et de l'UMP) n'aura la faculté de gouverner seul tant la crise est profonde*».

Là on atteint le niveau du caniveau. Comme dirait l'autre : il y a des coups de pieds dans le cul qui se perdent pour rester mesuré !

Avant ou après 2012 : l'union nationale ou le front populaire pour sauver le régime.

François Delapierre, bras droit de Jean-Luc Mélenchon sur Parismatch.fr, pour qui un gouvernement dans lequel cohabiteraient le Front de gauche et le MoDem «*ne pourrait qu'exploser à la moindre difficulté*». Et de prévenir François Hollande : «*Entre Bayrou et nous, il faudra choisir*»… (figaro.fr du 28.11)

Si vous avez lu attentivement vous aurez noté qu'il admet que c'est parfaitement possible jusqu'à ce que la "*la moindre difficulté*" appararaisse. On va bien se marrer avec ces guignoles, il faut bien se détendre un peu, non ?

Bayrou est un européen convaincu de la première heure tout comme Hollande et sa clique de bras cassés, franchement ils sont faits pour s'entendre. Et puis le nombre de voix auquel le FG et le MoDem peuvent prétendre est à quelque chose près équivalent, donc le PS peut s'encanailler avec le MoDem sans y perdre au change d'autant plus que le PCF sera obligé de suivre s'il veut avoir des députés dans la prochaine Assemblée.

Et puis, cerise sur le gâteau, cela fera imploser le panier de crabes du Front de gauche, après avoir évité de l'attaquer trop violemment parce qu'il servait à marginaliser le NPA et LO, c'est l'ensemble de ses composantes qui se retrouveront logés à la même enseigne, les dindons de la farce quoi, l'objectif du PS étant de se retrouver seul face à l'UMP, en dernière analyse, réduire à une portion congrue, isoler toute forme d'opposition organisée au régime avec l'aide des médias qui les censurent, comme dans tous les pays en Europe et aux Etats-Unis notamment.

La politique est le concentré de l'économie, et ce qui les guide, leur objectif, ce n'est pas le pouvoir pour le pouvoir, ce sont les hommes de paille du capital, des pantins qui ont abdiqué devant les marchés ou dont ils sont les représentants, c'est de faire passer la politique ultra réactionnaire dictée par l'UE, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, la Fed, point barre.

Leur seul problème, c'est de trouver la meilleure formule politique pour remplir cette mission tout en conservant le contrôle sur les masses, en leur interdisant toute issue politique, qu'ils se rassurent tous les partis ouvriers sans exception y oeuvrent avec une certaine obstination et constance. Mais un dérapage est vite arrivé...

Il n'y a qu'un scénario qui pourrait vraiment les terroriser, le regroupement du POI, du NPA et de LO dans un seul parti composé de différentes tendances, des vrais tendances pas des tendances bidons, sur un axe politique révolutionnaire, avec en prime un front unique ponctuel et bien délimité avec le PCF et les débris du Front de gauche, sur lequel viendrait se greffer d'autres formations politiques, des associations oeuvrant sur le plan social, des fédérations ou des sections syndicales, mais il ne faut pas rêver, hélas, mille fois hélas ! Et dire que c'est l'avenir de l'humanité qui en dépend...

Le pays de la politique par excellence, parbleu, c'est la France... depuis toujours !

Le Cevipof et Opinion Way ont réalisé une vaste étude sur la place de la politique dans la sphère familiale Le Cevipof et Opinion Way ont réalisé une vaste étude sur la place de la politique dans la sphère familiale, que commente Anne Muxel, directrice de recherche au Cevipof.

(la politique) Pour 46 % des sondés, elle est d'ailleurs une composante importante de leur identité...

Oui, et c'est sans doute une spécificité française, même si cette identité est plus volatile qu'avant, 39 % disant avoir changé d'opinions ces dernières années. Et si le clivage gauche-droite recule, il demeure un cadre pour la transmission des valeurs ; on a un attachement affectif à l'un des deux camps, sans référence à des contenus programmatiques précis.

Les Français sont politisés: 85% ont voté à toutes ou presque toutes les élections, 51% sont prêts à manifester, 58% s'intéressent assez ou beaucoup à la politique, etc. Les Français cumulent une politisation forte et une grande défiance envers le personnel politique. (lexpress.fr 28.11)

On ne le dirait pas au premier abord au regard de la situation actuelle... C'est le pays de la lutte des classes, des révolutions et des premiers soulèvements révolutionnaires ouvriers, et comme je l'ai dit il y a quelques années, c'est le pays sur lequel reposent tous les espoirs du prolétariat international et de la révolution socialisme mondiale, d'ici en Inde, je persiste et signe. Bon, j'ai appris hier dans un article du Point que la journée de 8h avait été introduite dans les usines du groupe Tata en 1912... mais cela restera longtemps une exception en Inde.

Comment ils s'y prennent.

Voici dans un article de 20minutes.fr d'hier comment ils présentent le problème de la zone euro et la "solution" pour en sortir :

1- Le risque de la fin de la zone euro ou de sa fragmentation n'est plus tabou.

2- Quel serait le coût d'une sortie de la zone euro?

3- Pour l'éviter. La solution: Une réforme des traités.

Edifiant, mais somme toute logique, cela ne peut pas être l'accaparement des richesses à un niveau colossale par les capitalistes qui serait responsable de la crise, car cela reviendrait à remettre en cause la principale contradiction du système capitaliste, ce sur quoi il est fondé et sa raison d'être, l'accumulation du capital entre les mains d'une infime minorité de la population, c'est donc forcément la multitude qui doit casquer à tout prix à la place des nantis, majorité qui elle ne vit que de la vente de sa force

de travail mais qui est responsable d'avoir un niveau de vie encore trop élevé, de vivre au-dessus de ses moyens comme disent les représentants du capital.

Les besoins de l'aristocratie financière et des capitalistes en général ne se discutent pas, pas besoin de les justifier, ils sont légaux et légitimes, alors que les besoins des travailleurs ne le sont pas en régime capitalistes, voilà tout. C'est exposé sans détours, crûment dans cet article, cela n'a rien de choquant, il faut apprendre à regarder la réalité en face aussi détestable soit-elle.

Quand la crise du capitalisme prend une tournure aiguë qui tourne au sauve-qui-peut, c'est la réalité dans toute sa laideur qui s'expose sans fard ni précaution devenue autant illusoire qu'inutile, c'est là que l'on prend réellement conscience de ce que signifie la dictature du capital, avec son lot de cynisme.

Il fallait oser le dire

Qui a osé affirmer hier dans une interviw au Figaro : "*les enquêtes montrent une hausse de la satisfaction des Français vis-à-vis du service public*, alors qu'en réalité tout le monde constate sa dégradation et ses disfonctionnements et s'en plaint ?

Réponse : La ministre du Budget, Valérie Pécresse.

Ce qui est particulièrement significatif de la situation actuelle, c'est le gigantesque fossé qui s'est creusé entre la réalité, ce que vit quotidiennement la population et le discours que tiennent les représentants du parti de l'ordre, l'interprétation qu'ils en donnent. Dans le passé ce genre de discours a toujours précédé de grands bouleversements, de graves crises économiques et politiques, un affrontement direct entre les classes.

Il témoigne de l'extrême tension qui existe entre les classes au point que pour assurer la survie du régime, l'UMP se doit absolument de nier la réalité et plus seulement de la maquiller pour la rendre acceptable aux yeux des plus crédules. L'autre méthode est celle employée par Guaino, un des conseillers de Sarkozy, qui ne nie pas forcément la réalité, mais en fait porter la responsabilité des aspects négatifs sur d'autres.

Pour terminer cette causerie qui tient de plus en plus de la chronique politique, je vous ai dégotté un article bien pourri, d'un cynisme à en faire pâlir G. Bush si on ne savait pas que son auteur faisait partie depuis plus de 30 ans de la même clique néo conservatrice américaine, j'ai nommé le dirigeant du PS et banquier Jacques Attali.

La démocratie existe toujours bel et bien, et si telle nétait pas le cas, ce serait de notre faute, donc à l'arrivée on aurait que ce que l'on mériterait ! Alors qu'ils ont profité de l'ignorance des masses pour avancer dans la construction de l'Union européenne qu'ils ont pu ainsi tromper délibérément sur leurs véritables intentions, en faisant croire aux peuples que c'était pour leur bien-être, lutter contre les inégalités, pour la paix, etc.

Attali, dirigeant du PS et banquier, prédicateur de la barbarie

- "*Ainsi, nous dit-on, les démocraties européennes seraient moribondes. Elles seraient passées, au mieux, sous la tutelle de technocrates venus de Bruxelles ou de Francfort; au pire, sous celle des marchés. Et tout cela, naturellement, serait la faute de l'euro, de l'Union européenne, des banques et de bien d'autres gens. Pas la nôtre.*"

Excusez-nous, la vôtre et pas "*la nôtre*, on n'a pas élevé les cochons ensemble, les éleveurs de porcs qui n'appartiennent pas au milieu de ce banquier et que nous respectons, nous aurons compris, ainsi que ces braves bêtes qui nous ressemblent tant ou l'inverse. Tout ce que le capital compte d'institutions ou presque est innoccent dans cette affaire, qui en douterait franchement ?

- "*En réalité, ce sont nos parlements démocratiquement élus, et nos gouvernements librement constitués, de gauche ou de droite, qui ont, depuis des décennies, voté et exécuté des budgets en déficit. Ce sont eux, qui, en particulier depuis 2008, ont fait exploser les déficits, mettant aujourd'hui nos pays entre les mains des marchés, c'est-à-dire des prêteurs. Et ce sont eux aussi qui, dans certains de nos pays, donnent maintenant mandat à des haut-fonctionnaires pour les gouverner.*"

L'escroc est à la manoeuvre, l'un des rares talents des banquiers, il entonne le refrain sur le déficit en évitant soigneusement de pointer d'où il provient réellement, il le traite comme une abstraction en faisant disparaître les conditions qui en sont à l'origine dès 1973. Une fois poser cette abstraction, il peut lui faire dire n'importe quoi et l'imputer à n'importe qui, on a vu plus haut que les institutions européennes et les banquiers n'y étaient pour rien, il a trouvé le coupable, les parlements nationaux, cela tombe bien leur intention est justement de leur retirer jusqu'à la plus petite trace de souveraineté, un pur hasard, un peu comme les grands esprits sont voués à se rencontrer, cela tombe bien cette vermine est convaincue d'en faire partie.

Vous aurez remarqué la filouterie du philistin, plus haut il refusait d'admettre que "*les démocraties européennes*" étaient passées "*sous la tutelle* " des marchés, pour l'admettre mais pas n'importe comment, après en avoir fait endossé la responsabilité aux" *parlements démocratiquement élus* et aux "*gouvernements librement constitués*", qui seraient les seuls responsables des

"*des budgets en déficit*", pour venir à bout de ce sac de noeuds il faut se poser la question de savoir à qui profite réellement ce crime, au marché justement, tiens il a oublié de le signaler, un oubli sans doute.

A l'entendre les parlementaires auraient commis exprès ces déficits, c'est exact, ce qui l'est moins c'est qu'il laisse entendre que quelqu'un d'autre que les marchés serait le donneur d'ordre à qui ils profiteraient, on a beau chercher, on a trouvé personne d'autres que les voyous de la finance.

- "*Tout cela vient de ce que bien des gens ont oublié que la démocratie ne donne pas le droit de voter n'importe quoi, au nom de la sacro-sainte souveraineté du peuple; en particulier, elle ne permet pas aux parlementaires d'augmenter à l'infini les dépenses, tout en réduisant les recettes. Elle n'est que la meilleure façon de répartir librement des biens publics sous les contraintes de la rareté; comme le marché constitue la meilleure façon d'organiser le libre choix de biens privés sous la contrainte de rareté.* "

Une fois établie la culpabilité des gouvernements et parlement précédents, dont il a fait partie, il leur fait la leçon comme si les uns et les autres avaient commis une erreur d'écolier et qu'ils ne savaient pertinemment pas ce qu'ils faisaient en augmentant la dette de l'Etat pour s'en servir ensuite comme moyen de chantage pour sabrer dans les budgets sociaux de l'Etat ou procéder à des privatisations, s'attaquer aux fonctionnaire. Et s'il nous fait le coup soudainement du type humble qui reconnaît indirectement avoir commis une erreur, c'est aussitôt pour se rattraper et légitimer une fois de plus le marché qui doit gérer la pénurie autant que la surproduction qui sont les produits de l'anarchie dans la production.

- "*Parce que les matières premières et l'énergie sont rares; que le temps qui nous est imparti sur cette Terre l'est plus encore. Et que la liberté nous permet seulement de gérer au mieux notre vie, à l'intérieur de la prison du temps où nous emprisonne la condition humaine.*

Pour gérer le plus intelligemment possible cette rareté, nous avons depuis des millénaires choisi d'utiliser la monnaie, parce qu'elle permet d'éviter la violence du pillage et les dangers du troc."

Obligé de sortir de ce cercle vicieux que son ami Strauss-Kahn n'aurait pas renié de crainte que la vérité jaillisse de ses contradictions, il n'a rien trouvé de mieux que de déballer un tas de contrevérités qu'ils partagent avec les altermondialistes et les fanatiques de la "décroissance" pour finir par une ode pathétique d'un faussaire en hommage à la monnaie digne, pour nous faire oublier que les guerres n'ont jamais cessé depuis que le capitalisme existe et qu'elles auraient eu un autre objectif que s'accaparer par la force les richesses d'autres peuples plus faibles, au passage il légitime la guerre de rapine en Irak, Afghanistan, Libye et ailleurs, passons sur le reste.

- "*Quand le marché oublie cette contrainte de la rareté, il pousse, par mille moyens, les consommateurs à s'endetter. Et quand la démocratie l'oublie, l'Etat bascule lui aussi dans l'endettement. Et, quand elles oublient les limites de leurs missions, les banques commerciales organisent l'illusion de la disparition de la rareté et les banques centrales leur en fournissent les moyens. Trop de crédit. Trop d'émission monétaire.* "

De quelle rareté parle-t-il ? Des matières premières ? Impossible, la planète en regorge contrairement à l'idée reçue, les océans occupent plus de 75% de la surface du globe terrestre et on en a sondé moins de 1%. Quel est le rapport entre la rareté et les consommateurs qui s'endettent ? On brûle camarades. Le rapport, c'est celui qui existe entre le revenu des "consommateurs" et les marchandises qu'ils peuvent acquérir ou non avec, donc par "rareté" il entendait la rareté des "consommateurs" solvables ou dont les revenus leur permettent d'accéder au marché sans s'endetter, ce qui est évidemment impossible quand il s'agit d'acquérir une voiture ou une habitation, exceptés pour la classe des privilégiés à laquelle appartient Attali. Ce qu'il omet de préciser, et pour cause, c'est que sans le recours à l'endettement, que ce soit l'Etat, les entreprises ou les particuliers, le capitalisme ne se serait jamais développé ou pas à cette allure.

Son allusion au rôle des banques centrales se double d'un non-dit, autre technique pour falsifier la réalité ou lui faire dire ce que l'on veut, il oublie de dire qu'elles ont changé de statuts au début des années 70 et que leurs statuts a évolué pour finir par ressembler à ceux de la Fed sous la tutelle de la BCE pour ce qui concerne les pays de la zone euro. Il y a un autre aspect encore plus cynique dans sa démonstration quand il affirme qu'il y a eu trop de crédit, car s'agissant des travailleurs, pour qu'il y ait crédit à un moment donné, souvenons-nous que la plupart n'y avaient pas accès jusqu'aux années 80, il a fallu que les salaires et le niveau de vie des masses augmentent car les banquiers ou les organismes de crédit n'ont jamais prêté à des ouvriers réputés insolvables ou ayant tout juste de quoi survivre, donc ce que remet en cause ce parasite, c'est l'élévation de la condition ouvrière au cours des 3, 4 ou 5 décennies précédentes, se félicitant qu'à cette époque la "*rareté*" du crédit faisait loi.

L'air de rien, on a là la trame qui sert de toile de fond à la politique réactionnaire que les dirigeants du vieux monde veulent imposer à tous les peuples de l'Union européenne (et ailleurs). Mais là encore, ce fieffé coquin ne se rend même pas compte qu'en prônant la "*rareté*" du crédit, la baisse de la consommation, il scie la branche sur laquelle est assis le capitalisme !

-" *Les circonstances nous poussent, pour un temps qu'il faut espérer bref, à continuer à nous en affranchir. Mais cela ne saurait durer: à un moment où un autre, la rareté reprendra ses droits: sur les marchés, par l'inflation; dans la démocratie par le défaut. Dans les deux cas, par la remise en cause de la liberté. Au nom de sa défense.*"

La "*rareté*" pour les uns, traduisons, le chômage de masse, la précarité généralisée, la pauvreté s'étendant à des couches de plus en plus nombreuses de la société, l'opulence pour les autres, c'est dit crûment, pire encore, pour y parvenir il faudra faire l'impasse sur la "*liberté*" nous dit-il, autrement dit, il nous promet une dictature de fer pour que lui et ses amis continuent de vivre comme avant. Mais rassurons-nous...

- "*Nous n'en sommes pas encore là.*

Pour l'éviter, il faut profiter des circonstances actuelles pour réfléchir aux limites que le réel impose à notre liberté: nous, pauvres humains, sommes limités dans les moyens dont nous disposons. A nous d'en faire le meilleur usage. De beaucoup mieux les repartir. Et de profiter au mieux de tout ce qui n'est pas rare, de tout ce qui augmente quand on le donne: les idées, la tendresse, l'amitié, le rire, l'amour. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les réseaux, lieux réels ou virtuels de rencontre, ont pris tant d'importance: ils sont les instruments de la circulation des biens non rares.

Alors, si on veut échapper un peu aux limites de notre condition, il faudra faire évoluer notre modèle de développement vers la consommation de ces biens non rares. Vers l'altruisme et le plaisir de faire plaisir. Un autre monde."

Extraordinaire, après avoir affirmé que dans l'avenir nous devrions nous passer de l'essentiel qu'il a décrété appartenir au domaine de la "*rareté*", il nous resterait pour nous consoler des valeurs subjectives telles que "*les idées, la tendresse, l'amitié, le rire, l'amour*", et encore, à l'état "*virtuel* le plus souvent, comment pourrait-il en être autrement dans une société aussi barbare, ajoutons, et à se taper sur le ventre !

Pour donner plus de véracité à son argumentaire qui fait en quelque sorte l'apologie de la barbarie à laquelle nous n'échapperons pas, si on ne liquide pas rapidement le capitalisme et la pourriture dans son genre, il le place sous le sceau du "*réel*", donc incontestable. Il pousse l'abjection jusqu'à se mettre au même niveau que les victimes innocentes de ce crime sciemment prémédité par les siens contre l'humanité, ne fait-il pas partie de ces "*pauvres humains*" qui disposent des mêmes "*moyens*" que la plèbe vouée au sacrifice pour que le capitalisme survive à cette crise, et qui n'a qu'à s'en prendre qu'à elle-même de connaître un si terrible destin.

Si on entre dans les détails, quand il évoque un "*meilleur usage*" des moyens dont nous disposons ou quand il nous invite à "*mieux les répartir*" une fois la "*rareté*" admise, il veut dire par là qu'il faudra mieux répartir la misère, tandis que lui et ses amis continueront de profit de ce qui est superflu, la plus-value produite par les travailleurs qu'ils monopoliseront comme jamais dans le passé, en tout cas, jamais sur une échelle aussi colossale, celle de l'humanité tout entière rendue à l'état d'esclave du capital.

Quel cynisme, n'est-ce pas ? A vous glacer les os, non ? Son article méritait amplement le titre que j'y ai donné, non ?

Je n'ai plus le temps de commenter la plupart des infos en bref.

INFOS EN BREF

Politique

Conférence de Durban sur le climat.

Les négociateurs de près de 200 pays ont entamé lundi les travaux de la conférence de Durban, destinée à trouver un successeur au protocole de Kyoto.

Tout futur accord dépendra de l'aptitude de la Chine et des Etats-Unis, les plus gros pollueurs au monde, à s'accorder sur des mesures contraignantes dans le cadre d'un accord élargi, cela d'ici 2015. La Russie, le Japon et le Canada font savoir qu'ils ne signeront pas pour une nouvelle phase du protocole de Kyoto si Pékin et Washington ne le font pas.

Le négociateur en chef de la délégation chinoise, Su Wei, a déclaré à la radio nationale chinoise qu'il n'était "pas très optimiste" quant aux résultats de la conférence de Durban. (Reuters 28.11)

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, le journaliste a dit que ni les Etats-Unis ni la Chine ni l'Inde n'accepteront des mesures contraignantes pour leurs économies, ce qui signifie que cette conférence est déjà terminée.

1- France

1.1- Au nom de la "légalité", le prix du gaz pour les plus pauvres devraient être plus élevé

Le Conseil d'Etat a annoncé lundi avoir suspendu l'application du gel des tarifs du gaz de GDF Suez décidé par le gouvernement au 1er octobre, à la suite d'une saisine en référé par des petits concurrents du géant gazier français.

Dans sa décision publiée lundi, la plus haute juridiction administrative relève notamment un «doute sérieux sur la légalité» de la décision du gouvernement, à qui elle donne un délai d'un mois pour se prononcer à nouveau sur les tarifs réglementés, dont bénéficient près de 10 millions de ménages. (liberation.fr 28.11)

1.2- Au nom de la "légalité", la loi de la sélection naturelle des espèces est gravement remise en cause.

Des arrêtés de 2007 et 2008 interdisant en France la commercialisation et la mise en culture des semences de maïs transgénique Monsanto 810 ont été suspendus lundi par le Conseil d'Etat.

La plus haute juridiction administrative du pays a suivi un arrêt de la Cour européenne de justice et considéré que le gouvernement français n'avait le pouvoir pour prendre de tels arrêtés, dérogeant à une règle européenne, que sous certains conditions, non remplies en l'occurrence.

Le gouvernement qui avait décidé ce moratoire a immédiatement annoncé qu'il allait étudier tous les moyens de le maintenir malgré cette décision de justice.

"*Nous restons défavorables à la culture du mais OGM Monsanto 810 sur le territoire français, (...) parce que nous estimons qu'il reste encore trop d'incertitudes sur les conséquences sur l'environnement de cette culture*", a dit le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire à la presse.

"*Nous allons examiner tous les moyens qui permettront de ne pas cultiver le mais Monsanto 810 sur notre territoire*", a-t-il ajouté.

Une première réunion technique s'est tenue à Matignon mais le sujet semble épineux techniquement, le Conseil d'Etat ayant motivé sa décision non sur un point de procédure, comme on l'attendait, mais sur le fond de la question.

"*Le Conseil d'État relève que le ministre de l'Agriculture n'a pu justifier de sa compétence pour prendre les arrêtés, faute d'avoir apporté la preuve de l'existence d'un niveau de risque particulièrement élevé pour la santé ou l'environnement*", dit la juridiction dans un communiqué. (Reuters 28.11)

Le pire, c'est que des militants se réclamant de Darwin soutiennent la culture des OGM, les mêmes qui soutiennent le nucléaire et ce n'est pas un hasard. Pour le nucléaire, c'est au nom de la défense des emplois, pour les OGM, c'est pour nourrir 10 milliards d'habitants d'ici 2050...

Ces militants qui apparemment sont prêts à renier tous les principes qu'ils défendaient hier, oublient que, si l'on ne socialise pas la misère, c'est l'effroyable spectacle de la misère au XIXe siècle qui a conduit des membres de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie à fonder les premiers partis ouvriers... Ils ont de plus une mémoire très sélective ou défectueuse, leurs arguments sur le nucléaire et les OGM sont aussi bidons que la politique qu'ils mettent en oeuvre.

1.3- Au nom de la "légalité", le droit pénal devrait s'appliquer à des enfants de 12 ans

L'UMP envisage d'élaborer un Code pénal spécifique, «pour adapter la justice des mineurs aux nouveaux phénomènes de délinquance et lutter contre le sentiment d'impunité». Elle souhaite modifier le rôle du juge des enfants, aujourd'hui chargé à la fois de les protéger quand ils sont en danger et de les sanctionner quand ils enfreignent la loi. Ces deux fonctions seraient séparées, ce qui permettrait, d'après les rédacteurs du projet, de «raccourcir le délai entre le délit et la sanction». (lefigaro.fr 28.11)

Si j'ai bien compris, il s'agirait dans tous les cas d'arriver à une situation où le rôle de "*protection*" et la notion de "*danger*" disparaîtrait au profit du seul délit qui aboutirait à une sanction, selon l'esprit policier des rédacteurs de ce projet infâme, jusqu'à imposer en guise de sanction des «*travaux de réparation*» pour des actes commis dès 12 ans, précise Le Figaro.

Et si cela ne suffisait pas, il faudrait durcir les peines, les foutre en tôle ainsi que leurs parents, les envoyer à Cayenne, placer l'école sous la tutelle de l'armée ou de la police, leur greffer une puce électronique dans le cerveau à la naissance pour les suivre à la trace toute leur vie, mieux encore, une puce électronique qui détecterait les comportements jugés anormaux et déclencherait une décharge électrique...

2- Russie

La Russie va envoyer en 2012 une flotte de navires de guerre en Syrie officiellement pour une simple escale, alors que les tensions montent entre Moscou et les Occidentaux sur la crise dans ce pays du Moyen-Orient, rapporte lundi le quotidien Izvestia.

Les navires, menés par l'unique porte-avions russe, L'Amiral Kouznetsov, mouilleront au printemps 2012 dans le port de Tartous, où se situe une base navale russe, a indiqué le porte-parole du chef d'état-major de la marine russe, cité par Izvestia.

Le porte-parole de la marine a toutefois souligné que le projet d'envoyer des navires en Syrie n'était pas lié aux affrontements entre les forces du régime Assad et l'opposition. '*Il ne faut pas voir l'escale des bateaux russes à Tartous comme une réaction aux événements en Syrie*', a-t-il indiqué, précisant que la flotte s'arrêterait aussi à Beyrouth (Liban), Gênes (Italie) et Chypre. '*Cette escale était prévue dès 2010, quand il ne s'y passait rien, il y a eu une préparation active et il n'y a aucune raison de l'annuler ou de la reporter*', a-t-il ajouté.

La Russie refuse obstinément de se joindre aux Occidentaux pour condamner la répression en Syrie, qui a fait plus de 3 500 morts selon l'ONU, et s'oppose à toute sanction ou pression à l'égard de Damas. (lemonde.fr 28.11)

3- Syrie

Le Liban est opposé aux sanctions adoptées par la Ligue arabe contre la Syrie et ne les appliquera pas, a annoncé lundi son ministre des Affaires étrangères.

"*Nous ne sommes pas d'accord avec ces sanctions et nous ne les appliquerons pas*", a dit à Reuters Adnan Mansour, chef de la diplomatie libanaise.

Pour sanctionner la répression du mouvement d'opposition au gouvernement, 19 des 22 membres de la Ligue arabe ont approuvé dimanche un gel des avoirs de l'Etat syrien, l'interruption des transactions avec la banque centrale et l'arrêt des investissements en Syrie.

L'Irak et le Liban sont les deux seuls pays à avoir voté contre et Bagdad a déjà laissé entendre qu'il n'imposerait pas de sanctions à son voisin. (Reuters 28.11)

4- Koweït

Le gouvernement koweïtien a présenté lundi sa démission à l'émir Sabah al Ahmad al Sabah, a-t-on appris de source parlementaire.

Depuis mars dernier, des manifestations étaient organisées pour exiger la démission du Premier ministre, Nasser al Mohammad al Sabah, un neveu de l'émir accusé de corruption.

Le Koweït, quatrième exportateur mondial de pétrole, possède le parlement le plus ouvert des pays du Golfe mais les partis politiques n'y sont pas autorisés. Les élus ne représentent qu'eux-mêmes et s'allient au gré des événements. (Reuters 28.11)

Social

France

1- Forte augmentation du chômage

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi sans aucune activité même réduite (catégorie A) en France métropolitaine a connu une hausse de 1,2% en octobre, soit 34.400 personnes de plus, selon les chiffres diffusés lundi soir par le ministère du Travail. Le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans connaît une flambée de 2,4%. Sur un an, pour toute la catégorie A, la hausse est de 4,9%.

Le 16 novembre 2010 Nicolas Sarkozy déclarait lors d'une interview télévisée: "*le chômage reculera l'année prochaine, l'économie repart*".

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établissait fin octobre à 2.814.900 personnes en France métropolitaine, (3.051.700 en comptant les DOM).

En comptant les catégories B et C (activité réduite de moins ou plus de 78 heures au cours du mois), la hausse en octobre s'établissait à +0,4% pour un total de 4.193.000 chômeurs en France métropolitaine (4.459.400 avec les DOM).

Tous les demandeurs d'emploi sont touchés par cette forte hausse, quel que soit leur âge. En prenant les chiffres de la catégorie A, la hausse en octobre était de 0,6% pour les moins de 25 ans, 1% pour les chômeurs de 25 à 49 ans, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a connu une flambée de 2,4% sur le mois, et de 15,5% sur un an.

En ce qui concerne le chômage de longue durée, le nombre de chômeurs inscrits depuis trois ans ou plus sur les listes de Pôle emploi a augmenté de 1,7% en octobre et de 21,5% sur un an.

Par ailleurs, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation ont baissé de 2,7% en octobre, tandis que les radiations administratives ont au contraire progressé de 8,4%.

Au-delà du chômage, les chiffres de Pôle emploi témoignent également de la très forte progression des emplois précaires.

On constate ainsi que les offres d'emplois durables chutent de 4,9% en octobre, celles pour des emplois "temporaires" (1 à 6 mois) de 3,8%, tandis que les offres pour des emplois "occasionnels" de moins d'un mois bondissent de 20,1%. (AP 28.11)

La précarité généralisée en prime !

Je crois me souvenir qu'en dessous de 2% de croissance du PIB, des emplois disparaissent ou aucun emploi n'est créé". L'OCDE annonce 0,3% pour 2012, ce qui veut dire que des centaines de milliers d'emplois supplémentaires vont être supprimés en 2012.

2- Restos du Coeur pour apaiser la faim...

La 27e campagne d'hiver des Restos du Coeur a commencé lundi en France. Quelque 60.000 bénévoles sont mobilisés pour "*combattre la crise et ses effets de plus en plus néfastes*". L'an dernier, 109 millions de repas avaient été distribués.

L'association fondée par Coluche, qui dit avoir accueilli 25% de personnes en plus au cours des trois dernières années, veut aussi se faire entendre pour que la campagne pour la présidentielle de 2012 "*n'oublie pas les plus pauvres*".

En 2010-2011, les Restos ont accueilli 860.000 personnes, servi 109 millions de repas et aidé 30.000 bébés de moins d'un an. Les Restos, qui comptent 254 lits d'hébergement d'urgence ont aussi logé 2.035 personnes. (AP 28.11)

3- Racket et répression

Les détecteurs de radars deviendront illégaux d'ici quelques jours, une fois que le décret imposant leur transformation en «*assistants d'aide à la conduite*» aura été examiné mardi par le Conseil d'Etat puis publié au Journal officiel, a indiqué lundi la Sécurité routière.

Les contrevenants écoperont d'une amende de 1500 euros et d'un retrait de six points de leur permis de conduire. (liberation.fr 28.11)

Il faut bien remplir les caisses de l'Etat, pardon, des banquiers!

Précision d'un internaute :

Cet article parle de "*détecteurs de radars*" qui emploient des ondes radars pour détecter infailliblement les radars de la police. Eux sont interdits depuis longtemps avec des pénalités très sévères.

Il ne faut pas les confondre avec les "*avertisseurs de radars*" qui utilisent les coordonnés GPS des radars existants ou repérés visuellement. Ce sont ceux là qui sont concernés par une reconversion en "outil d'aide à la conduite" et qui ont banni toute allusion au terme "*radar*" dans leur messages vocaux conformément aux directives gouvernementales.

Mais les messages qu'ils diffusent, s'ils sont bien interprétés par leurs utilisateurs, permettent de savoir qu'il s'agit, entre autres dangers signalés, d'emplacements de radar de surveillance.de la vitesse.

Economie

1- Zone euro

"*La poursuite de la dégradation rapide de la crise du crédit bancaire et souverain de la zone euro menace le niveau de toutes les notes souveraines européennes*", prévient l'agence de notation Moody's. "*En l'absence de mesures politiques pour stabiliser les conditions de marché à court terme, ou bien si ces conditions se stabilisent pour toute autre raison, le risque crédit va continuer à s'accroître*".

"*Alors que la zone euro dans son ensemble dispose de solides atouts économiques et financiers, les faiblesses institutionnelles continuent à empêcher la résolution de la crise et pèsent sur la notation*".

L'agence indique qu'elle estime toujours que la zone euro sera préservée sans autre défaillance que celle de la Grèce, mais avertit que même ce "*scénario 'positif' est porteur de conséquences très négatives pour les notes*" des Etats européens.

Aucun pays, même parmi ceux jugés les plus solides, comme les Pays-Bas, l'Autriche, la Finlande, voire l'Allemagne, n'est à l'abri de voir sa note abaissée. "*Alors que la zone euro dans son ensemble possède une force économique et financière énorme, la faiblesse de ses institution continue d'entraver la résolution de la crise et de peser sur les notes attribuées à la dette de ses pays membres*", prévient l'agence. (lepost.fr 28.11)

2- OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques, qui publie lundi ses perspectives semestrielles, anticipe désormais une croissance mondiale de 3,8% cette année et de 3,4% en 2012.

Elle identifie plusieurs risques et déséquilibres susceptibles de faire déraper l'activité.

"*Les inquiétudes sur la soutenabilité des dettes souveraines dans la zone euro se propagent. La contagion récente (de la crise, NDLR) à des pays jadis perçus comme bénéficiant de finances publiques relativement solides pourrait, si elle n'était pas résolue, dégénérer de manière retentissante*", écrit Pier Carlo Padoan, chef économiste de l'organisation.

"*Le chômage reste très élevé dans de nombreux pays de l'OCDE et, de façon inquiétante, le chômage de longue durée se généralise*", ajoute-t-il.

La zone euro, engluée dans une crise de la dette devenue politique, constitue la principale préoccupation de ce rapport.

"*La portée d'un événement négatif majeur dans la zone euro (comme celui d'un défaut) dépendra des canaux à l'oeuvre et de leur virulence. Les conséquences pourraient être relativement bénignes dans certains cas ou hautement dévastatrices dans d'autres*", prévient l'OCDE.

L'absence d'accord aux Etats-Unis sur les moyens de réduire les déficits et contrôler les dépenses pourrait quant à elle faire basculer la première économie mondiale dans une récession difficile à résorber par les outils classique de politique monétaire.

Dès lors, L'OCDE estime que les banquiers centraux doivent se préparer au pire au cas où un scénario particulièrement pessimiste devait se matérialiser.

"*Des perspectives économiques faibles, couplées à une inflation basse et à des risques baissiers dans la zone OCDE appellent à des politiques fortement accommodantes. Les banques centrales devraient donc amplement fournir de la liquidité pour calmer les tensions des marchés financiers*", souligne le document.

"*Dans certains pays, au sein desquels un durcissement monétaire est déjà à l'oeuvre, les taux d'intérêt doivent être abaissés,*" poursuit l'OCDE.

"*Les taux doivent être proches de zéro dans la majorité des pays (de l'organisation) et accompagnés du soutien additionnel de mesures non-conventionnelles*", allusion claire à l'assouplissement quantitatif déjà pratiqué par la Réserve fédérale américaine et, dans une moindre mesure, par la Banque d'Angleterre mais auquel s'oppose toujours la Banque centrale européenne (BCE).

Les pays émergents, locomotive de l'économie mondiale ces dernières années, sont également menacés et leurs taux de croissance sont moins élevés qu'il y a six mois.

Les échanges mondiaux sont attendus en hausse de 6,7% en 2011 et de 4,8% en 2012, loin du +12,6% de 2010.

La seule bonne nouvelle pourrait venir du Japon où le tsunami de mars aura fait s'effondrer la croissance cette année. L'OCDE s'attend toutefois à ce que le produit intérieur brut nippon accélère de 2% l'an prochain après un timide +0,2% en 2011. (Reuters 28.11)

3- France

L'organisation internationale OCDE estime que la croissance de la France ne serait que de 0,3% en 2012 , loin de l'hypothèse

du gouvernement qui est de 1%.

Pire, l'OCDE estime que l'Hexagone connaîtrait une récession «de faible ampleur» au quatrième trimestre 2011 et au premier trimestre 2012. De tous les instituts internationaux, c'est désormais elle qui a le regard le plus noir sur la conjoncture française.

Mais en plus, les experts du château de la Muette estiment que les efforts financiers annoncés dans les deux derniers plans de rigueur - de 11 et 7 milliards d'euros - par le gouvernement ne sont pas suffisants. «*Compte tenu du ralentissement de l'activité économique et de la charge croissante de la dette», atteindre l'objectif d'un retour du déficit public à 4,5% du PIB en 2012 «exigera de nouvelles mesures de consolidation budgétaire*», dit clairement l'OCDE.

L'organisation les chiffre à 0,4% du PIB, soit près de 8 milliards d'euros. Elle préconise d'engager les économies pour les années à venir sans tarder, et même «rapidement», pour ramener comme prévu le déficit public à 3% du PIB. Car «les élections vont sans nul doute ralentir ce processus». (lefigaro.fr 28.11)

4- Italie

4.1- L'Italie a vu lundi le taux d'intérêt de ses obligations à 12 ans augmenter à 7,20% alors que les marchés continuent à faire pression sur la troisième économie de la zone euro pour qu'elle adopte des réformes en urgence. Rome a écoulé pour 567 millions d'euros d'obligations.

Le Fonds monétaire international (FMI) a démenti lundi des informations du quotidien italien "La Stampa", selon lesquelles il préparerait un plan d'aide de 600 milliards d'euros pour l'Italie. (AP 28.11)

4.2- La fondation, qui contrôle 48,4% de la banque toscane, a déclaré lundi être en discussions avancées sur la question de la renégociation de ces dettes contractées lors de deux augmentations de capital effectuées depuis 2008.

Dans les deux cas, la banque avait dû apporter certains de ses titres en garantie.

Une source proche de la situation a déclaré à Reuters que l'une des solutions pourrait consister en l'octroi à Monte dei Paschi d'un délai d'un an au terme duquel elle devra avoir trouvé un acheteur pour une participation comprise entre 10% et 15%.

Selon la source, les banques françaises Crédit agricole et BNP Paribas pourraient être intéressées par une telle opération. (Reuters 28.11)

5- Etats-Unis

Au plus fort de la crise financière de 2007, de nombreuses grosses banques ont bénéficié du plus important renflouement financier de l'histoire selon l'agence de presse Bloomberg. La Fed vient en effet de publier plus de 29.000 pages de données jusqu'alors restées confidentielles, qui permettent d'affirmer que ces institutions financières ont fait plus de 13 milliards de dollars de profit grâce à la politique d'abaissement des taux directeurs pratiquée par la banque centrale américaine à partir d'août 2007.

Cette politique très favorable était l'un des volets d'un «*plan de sauvetage*» des banques mis en place par la Fed, avec notamment pour objectif la distribution en grande quantité de «*prêts d'urgence*» afin qu'elles reconstituent leurs stocks de capitaux. Ce plan est resté pendant plus de deux ans «*secret*» comme l'explique Bloomberg, et n'a été rendu public qu'en décembre 2010 à l'issue d'un procès gagné par le groupe financier Bloomberg LP contre la Fed et l'association Clearing House (LLC), et dont l'enjeu était la publication des comptes de la Fed.

Bloomberg explique que les six plus grosses banques américaines (JP Morgan, Bank of America, Citigroup, WFC, Goldman Sachs et Morgan Stanley) ont ainsi reçu pas moins de 460 milliards de dollars de la Réserve fédérale, en plus des 160 milliards prévus par le plan Paulson (ou TARP) conçu par le Département du trésor des Etats-Unis.

Pourquoi la Fed a-t-elle autant aidé ces banques? Ted Kaufman, ancien sénateur démocrate du Delaware, explique que ces établissements financiers sont en fait «trop gros pour tomber» selon la célèbre expression: s'ils s'effondrent c'est tout le système financier qui part avec.

Mais le problème, c'est que ces géants de la finance sont alors privilégiés par rapport aux banques plus modestes, ils payent moins cher leurs emprunts, et prennent le plus de risques possibles sachant que les autorités politiques les soutiendront quoi qu'il arrive. Cet aléa moral des grosses banques qui profitent de leur poids dans le système financier est même devenu un «fardeau» pour les Etats-Unis, selon l'économiste Olivier Williamson, qui a reçu le prix Nobel en 2009. (slate.fr 28.11)

6- Chine

Le ministre du Commerce chinois a dit lundi prévoir d'emmener l'année prochaine une délégation en quête d'investissements en Europe, espérant mettre la main sur des actifs intéressants dans une région plombée par la crise de la dette.

La Chine s'est jusqu'ici montrée réticente à aider l'Europe via l'achat d'obligations souveraines mais elle pourrait se montrer davantage intéressée par l'acquisition d'entreprises.

"*L'année prochaine, nous enverrons une délégation dans les pays européens pour la promotion du commerce et des investissements*", a déclaré Chen Deming lors d'une rencontre avec des sociétés chinoises ayant investi à l'étranger.

"*Certains pays européens sont confrontés à une crise de la dette. Ils espèrent convertir leurs actifs en cash et aimeraient voir leurs entreprises rachetées par des capitaux étrangers. Nous surveillerons de près (la situation).*"

Les déclarations ministre du Commerce font écho à celles de Lou Jiwei, le dirigeant du fonds souverain chinois China Investment Corp (CIC), qui dit dans une tribune publiée ce week-end par le Financial Times que le pays souhaitait faire des investissements dans le secteur des infrastructures en Europe, notamment en Grande-Bretagne.

A ce jour, les investissements effectués par des entreprises publiques chinoises ont surtout été concentrés sur le secteur des matières premières.

Malgré des réserves de changes de 3.200 milliards de dollars, les analystes pensent que Pékin ne peut investir que 100 milliards par an. (Reuters 28.11)

Haut de page

Le 30 novembre

CAUSERIE

La causerie et les infos en bref ainsi que les articles de presse du mois de novembre seront disponibles demain au format pdf (Acrobate Reader). Avec tous les documents que j'ai mis en ligne, nous voilà assez bien informés... Aujourd'hui j'ai mis certains articles en entier en ligne pour bien cerner la situation dans certains pays ou le contexte général.

Pour les militants qui veulent suivre de plus près l'actualité sociale, grèves et mouvements sociaux en cours, ils peuvent se connecter sur le site des camarades de la Tendance Claire du NPA, que je salue au passage. On devrait se répartir le boulot avec les groupes ou tendances avec lesquels on partage la plupart des positions.

Reste à chacun à se forger librement sa propre conviction.

Hausse prévisible du gaz. Qui en est le complice ? Devinez.

Le Conseil d'Etat relève que selon la Commission de régulation de l'Energie (CRE), qui avait désavoué le gouvernement dans un rare "*avis défavorable*" fin septembre, les prix auraient dû augmenter "*de 8,8% à 10% selon les tarifs*" dans le cadre de la formule légale en vigueur. (AFP 28.11)

Communiqué de presse du 15 avril 2008. Extraits (Trois documents sur le CRE figurent dans le site à la page *Traités, constitutions et documents divers*) :

1- Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire de la Confédération générale du travail (CGT), a été nommé membre de la Commission de régulation de l'énergie, pour un mandat de 6 ans, par décret du Président de la République en date du 9 avril. Il

2- Avec la promulgation de la loi du 7 décembre 2006, le collège de la CRE est désormais composé de 9 membres :

- deux (dont le président), nommés par décret du président de la République ;
- deux vice-présidents, nommés respectivement par le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat ;
- deux membres nommés respectivement par le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat ;
- un membre nommé par le président du Conseil économique et social ;
- deux membres, en qualité de représentants des consommateurs d'électricité et de gaz naturel, nommés par décret.

3- Installée le 24 mars 2000, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) est une autorité administrative indépendante. Elle concourt, au bénéfice des consommateurs finals, au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel. Elle veille à l'absence de toute discrimination, subvention croisée ou entrave à la concurrence.

À Hue et à dia.

Hue accuse Mélenchon de "*dérive sectaire*"... qui le traite en retour de "bagage accompagné du PS".

"*Que sont-ils en train de faire, les Hue, les Hollande et le reste ? Créer un divorce à gauche qui leur permette de faire leur petite fricassée avec François Bayrou*", a lancé Mélenchon. (lexpress.fr 29.11)

Après la grenouille verte qui voulait se faire aussi grosse qu'un boeuf ou un éléphant pour l'occasion, dans la fable du corbeau et du renard, dans le rôle du fromage qui incarne le produit tant convoiter de notre travail, par défaut je verrais plutôt Mélenchon que Hollande qui tiendrait celui du corbeau, tandis qu'un banquier pourrait jouer celui du renard qui raffle la mise...

Mélenchon a de la répartie, tout cela devient fort cocasse, il aurait dû faire du théâtre, vaut mieux en rire qu'en pleurer, on en a si peu l'occasion ces derniers temps.

Tranché le voile des apparences ! Ou la dure réalité de la sélection naturelle des espèces.

«Quand François Hollande tend la main à François Bayrou», il «tranche d'une manière incroyable un débat constant des socialistes au cours des 15 dernières années», estime sur France Inter Jean-Luc Mélenchon.

«*François Hollande propose de faire un trait d'union entre le centre et le Parti socialiste dont il sait qu'il aboutit à un divorce avec la gauche*», a insisté le fondateur du Parti de Gauche (allié au PCF dans le FG).

«*Cette orientation politique conduit tout droit à des Papandréou et des Zapatero, une politique d'austérité de gauche qui finit au même résultat que l'austérité de droite», selon lui. «La gauche ne peut se rassembler que sur des éléments de programme, non pas sur des apparences*», a-t-il plaidé.

Pour discuter de ce programme, il y a «*deux méthodes. Une, mauvaise, qui a consisté à faire un accord sur un coin de table*», ce qui «*donne lieu à un chaos programmatique et idéologique total*», a-t-il observé à propos de l'accord PS-EELV, en se réjouissant que le candidat PS s'en dégage en partie: «*Heureusement, parce que sur certains points, c'est de la folie, je pense en particulier à la question du droit de veto*» à l'ONU. Et l'autre méthode «*c'est le débat public. Je renouvelle l'offre de débat public*», soutient Mélenchon. (liberation.fr 29.11)

Mélenchon n'est qu'un de ces nombreux parasites de "*gauche*", qui, farci de contradictions face à ses puissants détracteurs ou rivaux dans son propre camp n'entend pas s'en laisser compter, et pour se faire doit démontrer sa loyauté envers le régime qui symbolise la mère patrie et l'ONU qui lui sert de gouvernante. Déjà au moment de la guerre contre la Libye de Kadhafi il avait manifesté sa soumission à l'ONU.

En prétendant que «*la gauche ne peut se rassembler que sur des éléments de programme*», il cautionne la supercherie qui consiste à faire croire que le programme et les intentions du PS seraient différents sur le fond de ceux de l'UMP.

Mélenchon ne comprend pas grand chose à la situation finalement, et s'il en est incapable c'est en grande partie parce qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie qui prévallait au PS quand il y était et qu'il a conservée, idéologie qu'il a adoptée et sans laquelle il ne serait jamais devenu sénateur puis député européen, ceci explique cela.

Les miracles, les coïncidences ou les hasards ou encore les illusions, sont interprétés tels quels et peuvent faire l'objet d'une exploitation tapageuse ou extravagante par toutes sortes de charlatans, tant qu'on n'a pas démontré que les faits auxquels ils se rapportaient reposaient en réalité sur quelque chose de rationnelle qui nous échappait jusqu'à présent ou qui demeurerait hors de portée de la science.

Il en allait de même en politique jusqu'à l'avènement du marxisme qui repose uniquement sur l'observation des faits matériels, concrets, palpables, vérifiables et leur enchaînement, ce que sait Mélenchon, mais dont il se fout pas mal car il défend dorénavant une autre cause que les marxistes ou tous ceux qui combattent sincèrement pour le socialisme.

Le programme du PS ne sera jamais rien d'autre que réactionnaire. Mélenchon le sait pertinemment, ce qui l'agace c'est que Hollande s'emploie à le démontrer à ses alliés potentiels, le MoDem notamment, il n'a pas compris en faisant référence aux "*15 dernières années*" que la période dans laquelle nous sommes entrés il y a trois ans avec cette crise nécessitait que le PS se dévoile toujours plus, il lui faut dorénavant supporter le régime quasi quotidiennement et le faire savoir, sa marge de

manoeuvre pour apparaître autrement que ce qu'il est réellement n'a cessé de se réduire et ce ne sont pas les gesticulations des sénateurs qui viendront contredire ce constat.

Pour le capital, la source d'inspiration de la politique et du programme du PS, l'offensive qu'il a engagé contre la classe ouvrière, et dont la Grèce est la pointe avancée en Europe, est incompatible avec tout compromis conduisant au maintien des droits sociaux des travailleurs, encore moins avec de nouvelles avancées sociales, il n'a donc que faire des partis qui prétendent incarner le progrès social, sachant d'une part, qu'aucun d'entre eux ne peut se prévaloir de la confiance des masses exploitées pour les mobiliser, d'autre part, que les seuls qui pourraient être en mesure de le faire à un niveau limité sont eux-mêmes corrompus par le capital.

Le capital a d'autant plus à sourire des sorties de Mélenchon, qu'elles servent son candidat naturel, Sarkozy, dans tous les cas de figure, il est gagnant sur les deux tableaux.

Monsieur Mélenchon, si vous en êtes encore capable, si vous n'êtes pas un poltron, romper avec le capital, et là pour le coup vous comprendrez ce que signifie réellement figurer parmi ces véritables ennemis, au lieu de jouer le rôle de l'idiot utile du capital vous servirez une noble cause, celle de la révolution socialiste.

Ainsi va la crise du régime

Titre d'articles de presse :

Coté pile.

- Jean-Pierre Raffarin prend ses distances avec Claude Guéant - Libération.fr
- Bayrou vs Morin: la bataille du centre expliquée à Jolly Jumper - LePost
- Guéant "*n'a rien à voir*" avec le Front national - lexpress.fr
- Gilbert Collard maître de la désunion au Front national - Liberation.fr

Côte face.

- Nouvelles brouilles entre Hollande et ses partenaires - LePoint.fr
- Jean-Vincent Placé: "*Halte au feu à gauche !*" - lexpress.fr
- Écolos et communistes se déchirent à l'Assemblée - LeFigaro.fr
- Alliance avec le centre: Mélenchon menace d'un «*divorce à gauche*» Liberation.fr
- Hue accuse Mélenchon de "*dérive sectaire*" - lexpress.fr

Terroristes hier, "***modérés***" aujourd'hui.

1- Au Maroc

1.1- Le roi Mohamed VI du Maroc a nommé mardi Premier ministre l'islamiste modéré Abdelilah Benkirane, après la victoire du Parti de la Justice et du Développement aux élections législatives, a-t-on appris mardi de source autorisée à Rabat. (Reuters 29.11)

1.2- La victoire des islamistes aux élections législatives marocaines du 25 novembre a-t-elle déjà eu son effet sur les médias marocains? Au lendemain de la victoire du Parti de la justice et du développement (PJD), deux femmes journalistes de la chaîne publique marocaine 2M sont apparues à l'écran avec le foulard islamique, le hidjab, alors qu'elles commentaient les estimations des résultats des élections depuis Rabat et Agadir. (slateafrique.com 29.11)

2- En Tunisie

2.1- Des étudiants tunisiens se sont battus mardi avec des centaines d'islamistes qui manifestaient dans une université pour demander la fin de la mixité en classe et le droit pour les étudiantes de porter le niqab. (Reuters 29.11)

2.2- La manifestation des étudiants islamistes de l'université de Manouba, dans la banlieue de Tunis, a tourné à la bagarre selon plusieurs témoins.

La veille, des islamistes avaient déjà assiégé un bâtiment de l'université et retenu quelque temps des étudiants et des professeurs, avec les mêmes revendications.

Les manifestants, qui criaient "*Allah Akbar*" (Dieu est le plus grand), demandaient aussi la création d'une salle de prière à l'université. (Reuters 29.11)

Ajoutons que les partisans en occident du CNT au pouvoir en Lybie ont admis que la nouvelle Constitution pourrait être basée sur une version "*modérée*" de la charia. Tandis qu'en Egypte, les Frères musulmans, présentés hier comme des *fondamentalistes religieux*, sont devenus fréquentables par miracle, des interlocuteurs tout à fait acceptables, modérés eux aussi sans doute, tout comme les talibans en Afghanistan avec lesquels l'impérialisme américain tentent en vain jusqu'à présent de négocier un partage du pouvoir.

Dans tous les cas, quelques couches de la bourgeoisie inféodées à l'impérialisme américain et européen comptent bien se servir de la religion pour mieux maintenir les travailleurs dans la soumission et l'obscurantisme, afin qu'ils assimilent leur condition au destin qu'un dieu leur aurait réservé, au lieu de prendre conscience qu'un rapport de classes en est à l'origine, fondé sur la propriété privée des moyens de production qu'il leur faudrait renverser pour avancer sur la voie de leur émancipation.

Pour compléter une récente causerie sur le rôle des islamistes liés à l'impérialisme.

Depuis le premier jour des soulèvements révolutionnaires dans ces pays, c'est l'impérialisme qui a mené le bal, qui a décidé du sort des dictateurs, qui a orchestré leur éviction du pouvoir selon des plans préparés de longue date, qui a décidé du rôle que devrait y jouer l'armée, qui a organisé la farce des élections à une Assemblée constituante dans le cadre des régimes toujours en place sans jamais remettre en cause l'institution qui en était le garant en dernier ressort : l'armée. Il faut ajouter qu'à aucun moment dans aucun de ces pays, la majorité du peuple n'est descendu dans la rue et n'était prêt ou avait les moyens de chasser les tyrans au pouvoir, et c'est parce que l'impérialisme craignait que ce moment-là survienne à un moment qu'il n'aurait pas choisi ou plus défavorable, qu'il a décidé de se saisir de la première occasion venue pour enclencher ce scénario conçu à Washington, Paris et Londres notamment.

Maintenant, que les masses se soient engouffrées dans les brèches de ces régimes profitant du soutien "*providentiel*" de l'impérialisme, c'est une chose, en échange elles ont obtenu des droits politiques qu'elles n'avaient pas auparavant, mais d'une certaine manière ils leur ont déjà été confisqués, c'est la signification que l'on peut donner à l'élection de partis islamistes liés à l'impérialisme. Ces élections confirment la faiblesse politique des masses. L'interprétation que les masses ont donné à leur mobilisation révolutionnaire en est une autre, elle est reliée à leurs besoins quotidiens qui ne sont toujours pas satisfaits sur fond de chômage de masse et de salaires misérables, ce qui a donné naissance à d'importantes grèves ou mouvements sociaux qui se poursuivent à l'heure actuelle dans tous ces pays, à l'exception de la Lybie, bien que là aussi les choses se compliquent pour le gouvernement, car ceux qui ont participé à la chute de Kadhafi exigent d'être enrolés dans l'armée ou qu'on leur fournisse un emploi en compensation de leurs sacrifices.

Bref, l'impérialisme est parvenu à ses fins dans tous ces pays et il ne pouvait pas en être autrement compte tenu que les travailleurs ne disposaient pas de partis politiques avant les soulèvements révolutionnaires, en revanche, la lutte des classes qui était plus ou moins muselée a repris ses droits et s'annonce comme un défi impossible à relever pour ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir politique. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

La faim justifie les moyens.

Députés UMP et gouvernement ont fini par trouver un point d'entente. A l'occasion du petit-déjeuner de la majorité, organisé mardi 29 novembre à l'Elysée, ils ont convenu d'abaisser le plafond des indemnités journalières versées par la Sécurité sociale aux salariés du privé en cas d'arrêt maladie.

Ce plafond, actuellement situé à 48,40 euros par jour (soit 50 % de 2,15 smic), sera abaissé à 40,40 euros par jour (50 % de 1,8 smic, le nouveau plafond de salaire envisagé). Tous les salariés rémunérés au delà de 2 500 euros bruts seront donc concernés, sauf lorsque leur employeur compense la baisse de salaire lors de leur arrêt maladie. Cette mesure doit rapporter 150 millions d'euros et compenser une partie du recul du gouvernement sur l'instauration d'un quatrième jour de carence, après une vive polémique. (lemonde.fr 29.11)

2- Russie

La Russie a activé son système d'alerte antimissile à Kaliningrad, enclave russe aux portes de l'Union européenne, afin de répondre aux "*menaces*" représentées par le projet de bouclier antimissile de l'OTAN en Europe, a indiqué mardi 29 novembre, le président Dmitri Medvedev.

La station radar "Voronej-TM" a été activée, a précisé le chef de l'Etat après avoir menacé le 23 novembre de déployer des missiles balistiques à Kaliningrad si les Etats-Unis et l'OTAN continuaient de mettre Moscou devant le "*fait accompli*".

"*J'espère bien que cette démarche sera considérée par nos partenaires comme un premier signal montrant que notre pays est prêt à répondre de manière adéquate aux menaces du système de défense antimissile [de l'OTAN] pour nos forces stratégiques nucléaires*", a déclaré M. Medvedev au cours d'une réunion avec des hauts responsables de l'armée dans la région de Kaliningrad.

"*Si ce signal n'est pas entendu, nous utiliserons d'autres moyens de défense, nous prendrons des mesures sévères, comme je l'ai promis le 23 novembre*", a mis en garde le président russe, cité par les agences. M. Medvedev avait alors expliqué que l'une de ces mesures consisterait à déployer dans la région de Kaliningrad une batterie de missiles Iskander. (lemonde.fr 29.11)

3- Liban

Plusieurs roquettes tirées du Liban ont atteint le nord d'Israël dans la nuit de lundi à mardi, et l'armée israélienne a riposté par des tirs transfrontaliers, apprend-on de sources militaires.

C'est la première fois depuis 2009, selon Tsahal, qu'un tel incident est signalé à la frontière entre Israël et le Liban, théâtre d'une guerre de 34 jours pendant l'été 2006 entre l'Etat hébreu et le Hezbollah pro-iranien.

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a annoncé le déploiement de troupes supplémentaires et la mise en place de patrouilles dans la zone et a appelé à la retenue.

En riposte, les Israéliens ont tiré quatre obus d'artillerie, qui sont tombés dans des champs sans provoquer de dégâts, ajoute-t-on de même source.

La frontière israélo-libanaise est calme depuis ces dernières années.

Certains observateurs s'inquiètent cependant du risque de voir les tensions s'accroître en raison de la situation en Syrie, où les autorités répriment dans le sang depuis des mois des manifestations contre le régime, et du récent durcissement des sanctions occidentales à l'encontre de l'Iran. (Reuters 29.11)

4- Iran

Le calme est revenu mardi soir à Téhéran où plusieurs dizaines d'étudiants ont envahi deux bâtiments de l'ambassade de Grande-Bretagne pour protester contre les nouvelles sanctions de Londres, qui a menacé l'Iran de "*graves conséquences*".

"*L'attaque de l'ambassade britannique de Téhéran aujourd'hui est scandaleuse et inexcusable. L'incapacité du gouvernement iranien à protéger le personnel et les biens britanniques est honteuse*", a lancé David Cameron dans un communiqué.

"*Le gouvernement iranien doit savoir que l'incapacité à protéger notre personnel aura de graves conséquences. Nous réfléchirons à ces mesures dans les jours qui viennent*", a ajouté le chef du gouvernement britannique, qui avait auparavant convoqué un conseil des ministres extraordinaire.

Les manifestants ont escaladé les grilles du bâtiment principal de la mission, brûlé l'Union Jack et hissé à la place le drapeau iranien, selon l'agence de presse Mehr. Une fois à l'intérieur, ils ont jeté des dossiers par les fenêtres et lancé des cocktails Molotov.

L'un d'eux s'est emparé d'un portrait de la reine Elizabeth et un autre a emporté les armoiries royales sous les yeux des forces de l'ordre. Certains brandissaient des portraits de l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution et des drapeaux symbolisant le martyr.

Des affrontements ont ensuite éclaté entre la centaine de manifestants encore massés devant la mission diplomatique et la police qui tentait de les disperser à coups de grenades lacrymogènes, mais ils sont parvenus pénétrer une deuxième fois dans les locaux, indique l'agence Fars.

Un autre groupe de manifestants est parvenu à pénétrer dans une annexe de l'ambassade située dans le nord de la ville et s'est emparé de documents confidentiels, selon l'agence de presse Irna. Le personnel de l'ambassade a réussi à fuir quelques minutes avant l'intrusion des manifestants.

"*Les forces de sécurité ont pu fermer les portes et ils ne laissent personne entrer*", rapporte Irna.

Selon l'agence Isna, près de 200 personnes se trouvaient à l'extérieur du bâtiment situé dans le jardin Qolhak. Une école allemande voisine a également été endommagée, indique Berlin.

Les manifestants ont quitté les deux sites dans la soirée, rapportent les agences. "*Après un ultimatum des forces de l'ordre aux étudiants, la manifestation a cessé devant le bâtiment principal de l'ambassade*", relate une dépêche de Fars, tandis qu'Isna annonce le départ de la foule sur le deuxième site.

"*Nous tenons le gouvernement iranien responsable en raison de son incapacité à prendre les mesures nécessaires pour protéger notre ambassade, comme il est tenu de la faire. Il y aura assurément d'autres conséquences graves*", dit William Hague, chef de la diplomatie britannique, dans un communiqué.

Aucun membre du personnel diplomatique ne manque à l'appel, ajoute le secrétaire au Foreign Office. Selon les agences de presse iraniennes, six Britanniques ont été brièvement retenus en otages pendant l'intrusion, mais l'information a été démentie de source britannique. William Hague a quant à lui évoqué une situation confuse, ajoutant que le terme d'otages ne lui semblait pas approprié.

Le ministère iranien des Affaires étrangères a regretté l'incident. "*Nous respectons les règles internationales sur la sécurité et l'immunité du personnel et des sites diplomatiques et sommes déterminés à les faire respecter*", ajoute-t-il dans un communiqué repris par Isna.

Un haut fonctionnaire iranien a en outre assuré que les autorités n'avaient rien à voir avec ces intrusions.

Le Conseil de sécurité de l'Onu les a condamnées "*dans les termes les plus vifs*", tout comme la Maison blanche. Une porte-parole de Catherine Ashton, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la sécurité commune, les a jugées "*totalement inacceptables*".

Lundi, un projet de loi révisant à la baisse les relations diplomatiques et économiques entre l'Iran et la Grande-Bretagne a été entériné par le Parlement de Téhéran.

Cette décision entraînera le départ d'ici deux semaines de l'ambassadeur de Grande-Bretagne et son remplacement par un chargé d'affaires.

William Hague avait déclaré que Londres répliquerait "*avec vigueur*" à une réduction des relations diplomatiques entre les deux pays.

La Grande-Bretagne a pris des sanctions contre la République islamique après la publication le 8 novembre d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) selon lequel l'Iran travaille à la conception d'une bombe nucléaire. Téhéran a rejeté les conclusions de l'AIEA, jugeant son rapport inspiré par des considérations politiques.

La semaine dernière, Londres a rompu tous les liens entre son secteur financier et les banques iraniennes, y compris la banque centrale iranienne. (Reuters 29.11)

Pakistan

1- Le Pakistan a décidé, mardi 29 novembre, de boycotter la conférence internationale sur l'Afghanistan prévue le 5 décembre à Bonn, en Allemagne, lors de laquelle doit être discuté l'avenir de l'Afghanistan après le retrait des troupes de l'OTAN en 2014. Le Pakistan, qui était appellé à prendre une part essentielle à ces négociations, souhaite protester contre une attaque de l'OTAN sur son territoire, qui a tué 24 de ses soldats samedi, selon un responsable gouvernemental.

La réunion de Bonn intervient alors que l'Afghanistan se trouve dans une situation délicate, la présence de plus de 130 000 soldats de l'OTAN n'ayant pas réussi à le stabiliser face à une rébellion menée par les talibans qui a gagné du terrain ces dernières années. Dans ce contexte, le Pakistan voisin, dont les zones frontalières sont utilisées comme base arrière par les insurgés, est considéré comme un acteur essentiel dans la résolution du conflit.

Furieux après la "*bavure*" de samedi, Islamabad a bloqué le transit sur son territoire des camions de ravitaillement de la force de l'OTAN en Afghanistan et fait part aux Etats-Unis de sa volonté de réviser leur coopération dans la lutte antiterroriste.

Après dix ans d'un conflit qui a pris des allures de bourbier, et face à l'impasse militaire, les responsables occidentaux admettent de plus en plus qu'il faudra une solution politique pour pacifier l'Afghanistan, et notamment un accord de paix avec la rébellion. (lemonde.fr 29.11)

2- Les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan n'ont jamais été aussi mauvaises dans l'histoire récente, a reconnu lundi le

général Martin Dempsey, chef d'état-major interarmes américain, à la suite du raid de l'Otan qui a coûté samedi la vie à 24 soldats pakistanais.

Cette bavure est la plus grave depuis qu'Islamabad s'est allié avec réticence à Washington dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

"*Ils ont des raisons d'être furieux*", a déclaré le général Dempsey durant une visite à Londres, dans une interview à la chaîne britannique ITV News.

Il a toutefois exclu de présenter des excuses en attendant les résultats d'une enquête des militaires américains.

Sur ITV News, le général Dempsey a admis que, "*dans (s)a mémoire*", la situation n'avait jamais été aussi difficile - "*et ma mémoire à propos du Pakistan remonte à une vingtaine d'années*", a-t-il ajouté - mais pas irrémédiable.

Après le raid, le Pakistan a fermé les voies de ravitaillement par lesquelles transite une bonne partie du matériel logistique destiné aux troupes de l'Otan en Afghanistan.

Islamabad a également ordonné l'évacuation d'une base de drones dans le pays.

Martin Dempsey, qui n'a pas souhaité reconnaître que la base de Shamsi abritait des engins sans pilote, a estimé qu'il s'agissait d'un "*acte grave au point de vue de nos relations*".

"*Ils veulent que nous fermions la base à Shamsi, pour une raison que je laisse à votre imagination. Il y a d'autres possibilités dans la région pour baser des aéronefs et d'autres ressources.*"

"*C'est un sérieux coup (porté aux relations) dans la mesure où le gouvernement pakistanais a estimé nécessaire de nous priver d'une base que nous utilisons depuis des années.*"

"*C'est sérieux à cet égard, cela ne va pas nous affaiblir sur le plan militaire*", a-t-il poursuivi. (reuters 29.11)

Social

France

Le syndicat Unac des hôtesses et stewards de la compagnie Easyjet a déposé un préavis de grève illimitée à compter de mercredi, les négociations sur leur rémunération n'ayant toujours pas abouti.

L'Unac, deuxième syndicat derrière la CFTC, a appelé le personnel navigant commercial (PNC) à cesser le travail à partir de 00h01, dans la nuit de mardi à mercredi, pour obtenir des mesures d'évolution de carrière, une prime d'intéressement et une meilleure indemnisation en cas d'arrêt maladie.

«*La compagnie a traîné des pieds pour les négociations depuis notre grève de juillet puis est revenue vers nous avec des propositions indécentes*», a affirmé à l'AFP, Eric Cunnac, délégué du syndicat Unac, qui revendique 40% des voix lors des dernières élections professionnelles.

Le SNPNC appelle également à la grève mais n'est pas encore représentatif du fait de sa création récente au sein d'easyjet.

La compagnie britannique a réalisé «*des profits historiques cette année*», a affirmé l'Unac qui réclame, dans un communiqué, «*la part qui doit logiquement revenir aux personnels de cabine*».

Ce conflit est le deuxième chez Easyjet en France: un préavis avait déjà été déposé mi-juillet mais les vols avaient pu être assurés quasi normalement, grâce à du personnel de réserve et, selon le syndicat, des équipages venus de Grande-Bretagne.

La compagnie britannique Easyjet, leader des transporteurs à bas coûts en France, emploie environ 500 hôtesses et stewards dans l'Hexagone, basés à Orly, Roissy et Lyon. Contactée, la direction de la compagnie n'a pas encore fait de commentaire. (liberation.fr 29.11)

Syndicat

Un revers pour le gouvernement. Force ouvrière (FO) est désormais le premier syndicat dans la fonction publique

d'Etat. L'organisation de Jean-Claude Mailly devance de peu la FSU. Or, FO se veut le syndicat le plus hostile à la révision générale des politiques publiques (RGPP), conçue par Nicolas Sarkozy comme un grand plan de modernisation de l'Etat.

Ce bouleversement découle des élections professionnelles qui se sont déroulées entre le 13 et le 20 octobre dans la plupart des ministères, des administrations et des opérateurs de l'Etat – puis le 22 novembre à France Télécom et au ministère de la justice. Selon les données communiquées par plusieurs syndicats mais non encore validées par le ministère de la fonction publique, FO arrive en tête avec 17,8 % des voix, suivi de la FSU (17,1 %), la CGT (16,4 %), l'UNSA (15 %) et la CFDT (14,5 %).

Largement majoritaire à l'éducation nationale qui regroupe près de la moitié des fonctionnaires de l'Etat, la FSU rétrograde surtout à cause d'une participation plus faible que d'habitude des agents de ce ministère (40,4 %, contre 62 % en 2008). Une part importante du personnel n'a pas pu prendre part au vote électronique du fait de dysfonctionnements techniques. La FSU a dénoncé "*les conditions désastreuses*" du scrutin.

Pourtant, indépendamment du recul de la FSU, FO a le vent en poupe. Par rapport aux scrutins précédents de 2008 à 2010, cette organisation enregistre une forte progression (+ 2,41 %). Elle progresse au ministère de l'éducation nationale et à celui de l'écologie. Elle recule en revanche à l'agriculture et à la culture. Mais elle conserve la première place à la défense.

FO est désormais pour l'Etat le premier interlocuteur syndical. Or contrairement à la FSU, "*nous sommes présents partout, affirme Pascal Pavageau, secrétaire confédéral du syndicat. Nous opposons un front plus large face au gouvernement*".

Dans un"*livre noir*" sur la RGPP réactualisé en octobre, FO calcule que 500 000 postes d'agents auront été supprimés entre 2007 et 2013 contre 150 000 selon le gouvernement. "*Les résultats des élections montrent qu'une forte proportion de fonctionnaires se reconnaît dans nos critiques*", se félicite M. Pavageau.

De son côté, la CGT reste troisième mais améliore son score de 1,2 %. La CFDT gagne 3,2 %. Cette dernière bénéficie toutefois des résultats des élections dans l'enseignement privé sous contrat qui votait pour la première fois en même temps que les agents de l'enseignement public. Hors secteur privé, la CFDT gagne globalement 1,8 %. Ce syndicat réformiste marque des points. A France Télécom, il est en seconde position avec 21,8 % des voix. Un résultat stable mais qui lui permet de devancer SUD, qui recule, et la CGT, qui reste première mais régresse.

Les 2,1 millions de fonctionnaires inscrits sur les listes électorales étaient appelés pour la première fois à élire directement leurs représentants aux comités techniques – équivalents des comités d'entreprise dans le privé – et non pas seulement les membres des commissions administratives paritaires qui examinent les situations individuelles.

FO était hostile à cette réforme qui "*nuit au pluralisme syndical*" en édictant des critères plus exigeants de représentativité des syndicats habilités à négocier. Opposé à cette réforme, FO en est paradoxalement aujourdhui le principal bénéficiaire dans les urnes (lemonde.fr 29.11)

Pas de quoi s'en réjouir particulièrement, sachant que le score de FO a pour fond le corporatisme et que ses dirigants refusent d'inscrire leur combat dans la perspective du renversement du capitalisme comme tous les autres syndicats.

Economie

1- Zone euro

Empêtrés dans une difficile réforme du Fonds européen se stabilité financière, les pays de la zone euro envisageaient mardi soir de solliciter une aide supplémentaire du FMI, alors que la pression sur la monnaie unique ne faiblit pas.

Deux ans après avoir éclaté, la crise de la dette menace de faire dérailler l'économie mondiale et s'aggrave un peu plus chaque jour, l'Italie ayant dû concéder lundi matin des rendements de près de 8% pour placer des obligations à trois ans et de 7,5% pour du papier à 10 ans, en très nette hausse par rapport à octobre.

Ces coûts, similaires à ceux qui avaient déclenché les plans d'aide internationale à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal, sont jugés intenables au-delà de quelques semaines, d'autant que Rome devra refinancer pas moins de 150 milliards d'euros de dette entre février et avril prochains.

Avant que ne s'ouvre la réunion mensuelle de l'Eurogroupe, plusieurs ministres des Finances de la zone euro ont dit que le Fonds monétaire international pourrait devoir fournir une aide supplémentaire à l'Europe, sans doute en s'appuyant sur des fonds européens.

"*Nous allons devoir nous tourner vers le FMI, qui peut rendre disponible des fonds supplémentaires pour notre fonds d'urgence.*

Je pense que les pays en Europe et hors d'Europe devraient être prêts à donner plus d'argent au FMI", a déclaré le ministre néerlandais Jan Kees de Jager.

Le FMI pourrait également être mis à contribution pour que la BCE puisse venir en aide, indirectement, aux pays de la zone euro en difficulté.

Selon des sources européennes, l'une des options envisagées serait que l'institut de Francfort, via les banques centrales nationales, prête des fonds au FMI pour que ce dernier les prête ensuite à l'Italie ou à l'Espagne.

Ce système permettrait de ne pas violer les traités européens, qui stipulent que la BCE ne peut pas financer directement la dette des Etats.

"*Nous allons en discuter avec la BCE. La BCE est une institution indépendante, donc nous allons mettre des propositions sur la table et la BCE prendra la décision*", a expliqué le ministre belge des Finances Didier Reynders.

Mardi matin, c'est la France qui a été placée sous le feu des projecteurs, les marchés réagissant négativement à un article du quotidien La Tribune selon lequel l'agence de notation Standard & Poor's pourrait placer sous peu le triple A de la France sous perspective négative.

Si la note de la France venait à être abaissée, la réforme du FESF qui doit porter sa capacité d'action à 1.000 milliards d'euros, déjà difficile, deviendrait pratiquement impossible car le Fonds perdrait lui aussi sa note maximale triple A.

Lundi, son directeur général, Klaus Regling, a déclaré à des parlementaires allemands qu'au vu des conditions de marché, la démultiplication de la capacité d'intervention du FESF n'était plus imaginable dans les termes initialement prévus.

La démultiplication, qui devait se faire sur la base d'un facteur de 4 à 5 "*n'est plus atteignable en raison de la détérioration évidente de l'environnement des marchés*", a-t-il dit, selon plusieurs sources.

Klaus Regling devrait néanmoins présenter aux ministres des Finances de la zone euro les contours du nouveau Fonds, après d'intenses consultations ces dernières semaines avec les investisseurs internationaux.

Le FESF réformé ne devrait toutefois pas être en mesure d'agir pour garantir des émissions obligataires de pays avant fin décembre au moins, indiquent des sources au fait du dossier.

Ce délai pose la triple question d'une nouvelle aggravation de la crise de la dette, de la matérialisation d'une nouvelle récession en Europe et, in fine, du rôle qu'est appelée à jouer la Banque centrale européenne dans la gestion de la crise, autant de sujets qui devaient aussi se retrouver sur la table des ministres à dix jours d'un sommet européen jugé décisif pour l'avenir de la monnaie unique.

La France et l'Allemagne se sont donnés jusqu'à fin janvier pour parvenir à une union budgétaire renforcée de la zone euro, un projet qui pourrait passer par la mise en quarantaine de plusieurs pays et a suscité lundi des réactions négatives parmi les membres de la monnaie unique.

Selon des sources au fait des échanges entre Paris et Berlin, les deux pays envisagent de contourner une révision en bonne et due forme des traités européens - un processus qui durerait 18 mois a minima - en planchant sur un mini-traité en dehors du cadre communautaire, plus flexible et plus rapide à mettre en oeuvre.

Comme la veille, le président américain Barack Obama a réitéré mardi ses appels à des décisions des responsables européens et fait valoir que les Etats-Unis avaient un "profond intérêt" à une résolution rapide de la crise. (Reuters 29.11)

2- France

Société générale va céder pour 600 millions d'euros de prêts immobiliers afin de réduire son exposition à un secteur jugé volatil, a-t-on appris mardi de source proche du dossier, confirmant une information du Financial Times.

Selon le quotidien, la deuxième banque française devrait recevoir bon nombre d'offres, émanant surtout de fonds d'investissement, pour un portefeuille de prêts consentis à des magasins et à des entreprises en France et en Allemagne.

"*Ca fait partie du processus de deleveraging*", a déclaré à Reuters la source proche du dossier.

La banque anticipe une perte de 50% par rapport à la valeur originale des crédits, accordés avant la chute du marché immobilier en 2007, précise le Financial Times.

Société générale tâte également le terrain pour la cession d'un portefeuille de créances douteuses de quelque 100 millions d'euros dans le segment immobilier commercial aux Etats-Unis, ajoute le FT. (Reuters 29.11)

3- Belgique

Le Premier ministre en affaires courantes a pris tout le monde par surprise en lançant un appel à l'épargne populaire. Il court les médias pour vendre son emprunt. Trois jours plus tard, le succès est énorme : la souscription pour des bons d'État a récolté 2 milliard d'euros.

C'est peu dire donc qu'au ministère des Finances et à l'Agence de la dette on se frotte les mains face à cet afflux de souscriptions, mélange de sursaut patriotique et de calcul financier : "*D'après ce qui remonte des banques, il semble que les gens veulent venir en aide à l'État dans cette période difficile, analyse Jean Deboutte. Mais le rendement que nous offrons, de 4 % sur cinq ans, joue aussi un rôle important bien sûr. C'est attractif et sans risque. S'y ajoutent les doutes des gens sur les autres possibilités d'investissement. Tant mieux ! Il y a beaucoup d'argent en Belgique prêt à être investi*."

Et c'est vrai que de l'argent, il y en a ! Avec 730 milliards d'euros au total, dont 200 milliards sur des comptes auprès des banques, la Belgique est le premier pays de l'Union européenne en termes d'épargne. Cela représente plus de 200 % du PIB.

Ce trésor de guerre aiguise les appétits du ministère des Finances, qui réfléchit à d'autres formes d'emprunt national. (lepoint.fr 29.11)

Cela ne concerne pas les travailleurs qui peinent à assurer le quotidien et qui n'ont pas un centime d'économie ou au contraire des dettes. Si cela peut les consoler, lorsque demain l'inflation grimpera, ce placement alléchant s'avèrera avoir été un piège à cons !

4- Italie

L'Italie a dû accepter mardi un rendement record depuis la création de la zone euro de près 8% pour pouvoir émettre 7,5 milliards d'euros de papier à trois ans, un niveau qui place le coût de sa dette a un niveau de plus en plus difficilement soutenable.

La Banque d'Italie avait comme objectif de placer entre cinq et huit milliards d'euros de papier, et la demande a approché le haut de cette fourchette.

Les obligations à trois ans BTP ont été adjugées à un rendement record de 7,89% après 4,93% lors d'une précédente adjudication du même type fin octobre, a précisé la Banque d'Italie.

Pour le papier à huit ans, le rendement moyen est ressorti à 7,28%. Les obligations à 10 ans ont été adjugées au rendement de 7,56%. (Reuters 29.11)

5- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique a nettement revu à la baisse mardi sa prévision de croissance pour l'an prochain et a prévenu qu'une récession dans la zone euro pourrait provoquer un retournement de l'économie du Royaume-Uni.

Londres s'attend désormais à une expansion du produit intérieur brut (PIB) de seulement 0,7% en 2012, contre +2,5% attendus au mois de mars, a annoncé le chancelier de l'Echiquier George Osborne. (Reuters 29.11)

6- Etats-Unis

La compagnie aérienne American Airlines et sa maison mère, la holding AMR, ont annoncé aujourd'hui avoir deposé leur bilan, tout en assurant que la continuité de ses opérations était pour l'heure assurée grâce à une trésorerie disponible de 4,1 milliards de dollars. La compagnie a dénombré des actifs de 24,7 milliards et des engagements de 29,5 milliards.

Dans un communiqué, la compagnie a expliqué que la réorganisation qui va être désormais engagée, comme le permet le chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, allait lui permettre d'abaisser durablement ses coûts de fonctionnement, notamment en matière salariale.

American Airlines se targuait encore le mois dernier d'être l'une des rares grandes compagnies américaines à ne pas avoir récemment déposé le bilan. Le marché estimait pourtant depuis longtemps que le groupe pourrait être contraint à une telle

extrémité, faute de n'avoir pu obtenir de ses pilotes des concessions salariales suffisantes pour redresser ses comptes. Les pilotes d'American Airlines estiment de leur côté avoir assez donné, en consentant d'importants sacrifices financiers lors d'une précédente crise, en 2003, lorsque le groupe était alors le numéro un mondial du secteur. (lefigaro.fr 29.11)

On a compris que c'était un tour de passe-passe tout à fait légal pour "redémarrer" une fois imposer aux personnels des baisses de salaire sur fond de chômage de masse.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf les causeries et infos en bref de novembre, volume 966Kb pour 231 pages. Les articles de presse demain, car c'est plus long à préparer et je n'ai plus le temps.

Y aurait-il un camarade sur Marseille ou Aubagne qui voudrait donner ponctuellement un coup de main à mon épouse Magueswary qui va encore loger cet hiver dans des conditions détestables, pas de chauffage, installation électrique défectueuse, impossible de brancher un chauffage électrique le compteur saute, impossible d'utiliser la salle de bain, il y a une remontée des eaux usées, carrelage cassé, etc, bref l'endroit est insalubre, je lui ai dit de s'adresser au service technique de la mairie, cela n'existe plus, quelqu'un de la mairie est venu constater les faits puis plus rien, cela fait deux ans que cela dure, c'est intolérable dans sa situation, je rappelle qu'elle est handicapée à 80% après une double opération du coeur, elle est en permanence suivie médicalement, elle devrait d'ailleurs être hospitalisée une nouvelle fois dans quelques semaines. Elle m'a dit : "*Je ne suis pas à la rue, j'ai le gaz pour me préparer à manger et une ampoule pour m'éclairer, c'est déjà bien*."

Il s'agirait seulement de l'assister auprès de l'organisme qui lui a fourni ce taudis, l'OPAC. En attendant, je lui ai dis d'aller les voir et de les informer que tu allais déposer plainte au commissariat, à la gendarmerie et chez les pompiers pour mise en danger involontaire de la vie d'autrui, je lui ai dit qu'elle devait leur demander un rapport après leur visite des lieux, ensuite elle pourrait contacter un syndicat, des associations, j'avoue ne pas savoir quoi faire.

Peut-être qu'en portant plainte, elle pourrait bénéficier de l'assistance juridique gratuite par la mairie, je ne sais pas si cela existe encore ? Le problème, c'est qu'elle ne maîtrise pas le français écrit, elle est incapable de rédiger une lettre, au téléphone elle m'a dit ce matin de bonne heure : "*tu comprends je suis étrangère et seule, alors ils s'en foutent*", elle a la nationalité française depuis 1993, non ma chérie, tu es noire et pauvre, seule il est vrai, pas tout à fait quand même... En général je ne demande jamais rien à personne, j'ai dû hériter cela de mon père, mais là franchement je n'ai pas le choix. De mon côté je vais voir ce que je peux faire par téléphone, je vais me faire envoyer paître poliment sans doute, c'est si facile.

Merci d'avance.

Au fait, hier j'ai envoyé un chèque de 28,56 euros à la société OVH qui héberge le site pour 2012.

La Bourse frétille. Faites chauffer la planche à billets ou la fuite en avant, suite.

A l'image des Bourses européennes, Wall Street s'est envolée mercredi, gagnant plus de 4% en réaction à l'action

coordonnée annoncée par les principales banques centrales pour préserver la liquidité sur des marchés secoués par la crise de la dette, une mesure qui éloigne le spectre d'une récession mondiale.

La Réserve fédérale, la Banque centrale européenne (BCE) et les banques centrales du Canada, de Grande-Bretagne, du Japon et de la Suisse ont annoncé mercredi dans un communiqué commun qu'elles avaient convenu d'abaisser d'un demi-point, à compter du 5 décembre, le coût des swaps de liquidité en dollar en cours.

Cette mesure a apaisé les craintes des investisseurs de voir arriver une nouvelle crise financière, voire une récession, mais la crise de la dette de la zone euro n'est toujours pas résolue et cela est susceptible d'empêcher tout rebond durable des places boursières.

"*Je ne vois pas l'économie mondiale tomber en récession. A mes yeux, la décision des banques centrales d'injecter massivement des liquidités devrait soutenir l'économie*", a estimé Peter Cardillo, économiste en chef chez Rockwell Global Capital.

La Banque populaire de Chine (BPC) a également soutenu la cote, en réduisant le ratio des réserves obligatoires, pour la première fois en près de trois ans, afin d'apaiser les tensions du marché du crédit et de redonner de l'allant à une économie qui connaît son rythme de croissance le moins soutenu depuis 2009.

Réunis à Bruxelles, les ministres des Finances de l'UE sont quant à eux restés vagues sur une éventuelle augmentation des ressources du FMI permettant de venir en aide aux pays de la zone euro en difficulté, et divisés sur le soutien public nécessaire pour les banques du continent en vue d'éviter une répétition du "*credit crunch*" de 2008. (Reuters 30.11)

Soutenir l'économie ou amplifier la crise à terme ? La BCE lâche le morceau.

Le but de ces actions est de soulager les tensions sur les marchés financiers et ainsi de minorer les effets de telles tensions sur la fourniture de crédit aux ménages et entreprises et d'aider ainsi à encourager l'activité économique", a indiqué l'institution de Francfort. (lemonde.fr 30.11)

Même si votre situation ne s'améliore pas et n'a aucune raison de s'améliorer dans le futur, n'y pensez pas, endettez-vous pour croire ou faire croire le contraire, l'essentiel c'est d'y croire, ce sont les apparences, sans la confiance les marchés s'écrouleraient du jour au lendemain, pensez-y braves gens, et puis si un jour prochain plutôt que lointain vous êtes acculés et devenus à nouveau insolvable, on avisera à ce moment-là, ne vous tracassez pas, le capital veille à votre bien-être, et que dieu soit avec vous... Ils ne vont pas vous dire que le jour où vous serez pris à la gorge par vos dettes, le seul remède qu'ils trouveront sera de vous la trancher, la gorge pas la dette ne rêvez pas, ça c'est uniquement réservé aux banquiers et à ce que je sache vous n'en faites pas partie.

Bref, donc ça baigne au royaume du casino roi. Ben pas tant que cela quand même...

La Réserve fédérale a déclaré mercredi que l'économie américaine avait enregistré une croissance modérée au cours des dernières semaines, tout en soulignant que les embauches restaient rares et que le marché immobilier ne montrait guère de signes d'amélioration. (Reuters 30.11)

Comment déshabiller Pierre pour habiller Paul pour faire croire que tout va bien, la situation est sous contrôle...

Le ratio a été abaissé d'un demi-point, à compter du 5 décembre. C'est sa première réduction depuis décembre 2008. Il revient de 21,5% à 21% pour les banques les plus grandes, ce qui libère des fonds qui pourraient être consacrés à des prêts aux PME en manque de trésorerie.

Les analystes estiment que cette décision libère de 350 à 450 milliards de yuans (54,8 à 62,7 milliards de dollars) dans le système bancaire. (Reuters 30.11)

Mais cela ne résout pas le problème, à savoir pourquoi les PME manquent de trésorerie, parce que leurs clients aussi par exemple ou parce qu'ils se font plus rares...

Il arrive un moment où une banque n'a pas d'autre alternative que continuer à accorder des prêts à un client qu'elle sait déjà très endetté et qui fait face à des difficultés, à condition évidemement qu'il dispose de biens à un niveau au moins équivalent à ses créances, biens qu'il sera possible d'hypothéquer si ce n'est pas déjà fait au moment de la signature du contrat qui les lie, si elle veut récupérer un jour son argent.

De la même manière, une banque prêtera de l'argent à un entrepreneur sur la base du rendement à venir d'un investissement qui dépasse sa capacité de financement, en hypothéquant dès le départ terrain ou entreprise dont finalement la valeur pour couvrir le prêt qu'elle accorde dépendra autant des qualités de son propriétaire que de la tournure que prendra le marché, c'est un pari

sur l'avenir que la banque fait. Il suffit qu'il y ait un retournement de la situation devenue défavorable pour que toute l'affaire capote, et que la banque ainsi que son débiteur se retrouvent couverts de dettes impossibles à honorer, les deux sont conduits à la faillite. Tout repose sur la confiance en un système économique qui aurait la vertu d'être infaillible, alors qu'en réalité ce n'est pas le cas. Et les capitalistes n'ont pas d'autre solution que d'y croire.

Une précision qui vaut son pesant de larmes et de sueurs, peut-être de sang, qui sait toute agonie connaît une fin un jour, non ?

Le jounal Le Monde précise que :"*la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la BCE et la Banque nationale suisse vont continuer*" leurs opérations de fourniture de liquidités, le refinancement, sur trois mois, jusqu'à nouvel ordre.

Trois mois pour s'endetter sur combien d'années histoire de faire illusion ? Vous vous imaginez en plein milieu de l'océan Pacifique dérivant sur un radeau percé, donc qui prend l'eau, lorsqu'un hélicoptère survient, non pas pour vous secourir mais pour le regonfler avant de s'éloigner vous abandonnant ainsi au triste sort auquel vous n'échapperez pas, plus tard, un peu plus tard, mais assurément.

Ultime rebondissement, ultime soubresaut d'un corps gangrené luttant désespérément contre sa décomposition irréversible.

Ce constat est susceptible de donner davantage de marges de manoeuvre à la Fed en termes d'assouplissement monétaire si la croissance devait s'affaiblir au début de 2012 en raison des conséquences sur l'activité mondiale de la crise de la dette européenne. (Reuters 30.11)

Plus la croissance diminue faute de solvabilité des clients potentiels endettés jusqu'au cou ou parce qu'ils sont soumis à des politiques d'austérité drastiques, plus ils veulent mettre d'argent sur la table à leur disposition, ce qui est une aberration, à moins qu'il ne leur soit pas destiné et qu'il serve uniquement à alimenter le casino pour éviter qu'il saute, plus tard sera le mieux pour les artistocrates de la finance les mieux placés qui se seront ainsi enrichis au cours de cette crise en n'ayant plus qu'à se baisser pour s'emparer des proies qu'ils convoitaient un peu plus tôt mais qui valaient trop chers à leur goût.

C'est une explication qui tient la route, on vient d'apprendre que le "*gouvernement américain a livré des informations confidentielles sur ses plans pour résoudre la crise financière à des fonds spéculatifs à l'été 2008, selon une enquête de Bloomberg Markets Magazine.* " (slate.fr 30.11)

Union nationale me voilà ! Une idée qui fait son chemin... de la sueur et des larmes en prime sur fond de dictature du capital.

1- Le président du Mouvement démocrate a réuni la presse pour présenter ses conditions pour sortir la France de la crise. L'occasion pour François Bayrou de rappeler que seul un gouvernement d'union nationale pourra d'après lui redresser la situation de la France.

Une idée qui chemine aussi chez le candidat socialiste à la présidentielle. François Hollande s'est dit prêt lundi à accueillir François Bayrou à ses côtés s'il gagne l'élection. (publicsénat.fr 30.11)

2- François Bayrou a tracé mercredi les grandes lignes de sa stratégie de redressement jusqu'à l'horizon 2020, inspirée du douloureux mais fructueux "*Agenda 2010*" de Gerhard Schröder en Allemagne.

Selon le président du MoDem, le rétablissement de l'économie française passera dès 2012 par une loi de finances drastique imposant notamment une baisse des dépenses publiques de 5% (20 milliards pour l'Etat, 20 milliards pour la Sécurité sociale et 10 milliards pour les collectivités locales).

Gerhard Schröder mit l'Allemagne sur la voie d'une réforme radicale de l'Etat providence, avec notamment une diminution des prestations sociales et une revalorisation moindre des retraites. La mesure phare de ce plan fut la loi "*Hartz IV*", du nom de Peter Hartz, le responsable du personnel de Volkswagen, qui réduisit considérablement les indemnisations des chômeurs.

Déroute politique, qui conduisit à l'éclatement de la gauche, ce plan fut un indéniable succès économique, redonnant à l'Allemagne son rôle de moteur en Europe. (20minutes.fr 30.11)

A l'UMP et au PS ils en rêvent... de la grandeur de la France qui éclaire le monde ! A coup de canons en attendant !

En famille. Mesdames et messieurs, la cour.

En substance : L'abandon de la souveraineté budgétaire des Etats, ils sont tous d'accord, sauf sur les moyens d'y parvenir ou plutôt de le présenter. Mode d'emploi.

1- Herman Van Rompuy, président du Conseil européen. A seigneur tout honneur...

Un sacrifice de souveraineté doit être fait afin d'obtenir une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire européenne, a déclaré, mercredi, Herman Van Rompuy. Lors d'une conférence des ambassadeurs de l'Union européenne (UE), le président du Conseil européen a ajouté qu'un pas significatif devait être fait vers une réelle union économique.

"*Aujourd'hui, nous arrivons au coeur du problème. Le voici : la crise systémique requiert une réponse systémique. Nous devons faire un pas significatif vers une véritable union économique à la mesure de notre union monétaire*", a-t-il dit. "*Qu'il y ait une modification du traité ou pas, les deux solutions exigent un sacrifice de souveraineté afin d'obtenir en échange une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire*", a-t-il ajouté. (lepoint.fr 30.11)

2- PS

2.1- ... non, au Parlement !

«Je n'accepterai jamais qu'au nom du contrôle des budgets nationaux, au nom de la coordination des politiques budgétaires, la Cour de justice européenne puisse être juge des dépenses et des recettes d'un Etat souverain», a déclaré M. Hollande lors d'une conférence de presse.

«*J'admets parfaitement qu'il puisse y voir des règles et qu'elles soient respectées mais seules les institutions communautaires démocratiques peuvent y contribuer*», a-t-il dit.

«*Il ne peut pas y avoir d'intervention du judiciaire dans la formulation d'une politique budgétaire nationale*», a-t-il insisté, alors que Berlin au contraire demande qu'on réforme le traité de l'UE pour octroyer à la Cour de justice européenne à Luxembourg le droit de poursuivre les pays qui laisseraient trop leurs comptes publics déraper.

Ils pourraient aussi rétablir la guillotine, et au lieu de raccourcir le monarque du moment, son ministre des Finances pourrait très bien faire l'affaire, cela éviterait par la suite que certains expriment des remords, c'est désagréable à la fin...

«*L'urgence c'est de poser un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance*», a assuré le candidat pour 2012.

Selon lui, celui-ci doit reposer sur cinq principes. Il a mentionné la mise en oeuvre dans les plus brefs délais «*d'un fonds européen de stabilité financière*» et la nécessité à ses yeux de «*mutualiser des dettes nationales avec des euro-obligations*», projet dont Berlin ne veut pas pour le moment.

Il a appelé aussi à «*faire jouer à la BCE (la Banque centrale européenne, ndlr) un rôle actif, sans qu'il soit besoin de changer les traités*» car «*elle peut intervenir massivement sur les marchés pour briser la spéculation*».

Pour M. Hollande «*ce pacte pourrait aujourd'hui, s'il était mis en oeuvre, non seulement redonner de la stabilité à la zone euro*», «*une perspective de réduction des déficits aux Etats*» mais aussi «*soutenir la croissance et l'emploi*». (libération.fr 30.11)

Là franchement ils exagèrent un brin, l'emploi figurerait en option !

2.2- Mais enfin monseigneur, c'est un crime de lèse-majesté : à nous l'honneur !

Lundi, Benoît Hamon a jugé que la décision (du sacrifice de la souveraineté budgétaire -ndlr) doit rester politique et ne doit pas être laissée à la Commission et à la Cour de justice de l'UE.

"*Ce seraient donc les tribunaux qui décideraient du bien-fondé d'un budget des états de la zone euro, c'est inacceptable, c'est insupportable que l'on arrive à une telle situation*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Responsable, soit, mais pas coupable !

2.3- Un marchand bourgeois du XVIIIe siècle qui croit encore que le temps joue en sa faveur.

Jean-Christophe Cambadélis, responsable des relations internationales au PS, est sur la même ligne.

"*Il ne me semble pas possible de négocier un traité portant atteinte à notre souveraineté budgétaire sans contrepartie des Allemands sur une modification des statuts de la BCE, à six mois d'une présidentielle*", a-t-il dit sur le site internet de TF1.

(Reuters 30.11)

Ah si c'est au nom de l'équité, cela change tout !

2.4- Quand un petit notable de province et le chancelier s'accusent mutuellement de vouloir tuer la poule aux oeufs d'or....

Invité de "Questions d'Info" (LCP-France Info-Le Monde), Arnaud Montebourg, a estimé qu'en refusant que la Banque centrale européenne rachète massivement les dettes souveraines des pays de la zone euro, la chancelière allemande avait "*décidé d'imposer*" à ces pays "*un ordre allemand*".

Il accuse Merkel de "*tuer l'euro*", de mener "*une politique à la Bismarck*" et de faire en sorte que l'Allemagne fasse "*fortune*" sur "*la ruine*" des autres pays de la zone euro. La politique de Mme Merkel, "*c'est l'importation des exigences, des diktats allemands sur ce qui restera de la zone euro après avoir expulsé finalement les pays qui ne peuvent pas s'en sortir*", a-t-il ajouté. L'ancien candidat à la primaire PS souhaite "*la confrontation politique face à l'Allemagne*" et entend "*défendre nos valeurs*". (lefigaro.fr 30.11)

Cohn-Bendit l'accuse de "*faire du FN à gauche*", ce mercredi sur leparisien.fr.

"*Il faut se calmer. Que les Allemands considèrent l'austérité comme le nec plus ultra de la solidité financière, c'est vrai. Mais de la même manière que les Français sont très attachés à leurs services publics! Ce type de déclaration à la hussarde a des relents de nationalisme...*", a-t-il commenté. (lefigaro.fr 30.11)

L'austérité vaut bien les services publics avec lesquels ils se torchent le fumier. Arthaud (LO) a dit de Guéan qu'appartenait à la famille des "*orduriers*", cette pourriture appartient sans aucun doute à celle des excréments de bas étages, c'est-à-dire qui ne serait même pas utilisée comme engrais dans un champ de maïs, non modifié génétiquement cela va de soi.

Commentaire d'un internaute :

- "*En 68 c'était "Dany-le Rouge", dans les années 2000 ce fut "Dany-le-Vert", maintenant c'est Dany-le-Bleu" (couleur de l'UMP). Pour ne pas faire de confusion il faudra le désigner dorénavant par "Dany-le-Caméléon".*"

3- PG

Quand l'arrière-cour ou le fou du roi se prend pour un alchimiste de la BCE.

L'économiste en chef de Jean-Luc Mélenchon, Jacques Généreux, dans une interview à Libération.

"*Nicolas Sarkozy croit encore au dogme de l'austérité salvatrice, celle qui va purger le malade en le saignant. François Hollande croit aussi que l'on n'a pas d'autres choix pour faire une politique sociale que de redresser d'abord les comptes publics. C'est une stratégie imbécile!*"

Une fois admis que le Parti de gauche partageait les mêmes préoccupation que Sarkozy et Hollande, il sombre dans l'infantilisme, imbécile, na !

Question : Mais que ferait le Front de gauche concrètement?

Réponse : Pour se rendre indépendant des pressions des marchés, il faut impérativement que le système européen de banques centrales - dont la banque centrale centrale européenne (BCE) - puisse prêter aux Etats à taux réduits et acheter directement de la dette souveraine des pays...

Les marchés ne laissent pas d'autres choix que de revenir sur les statuts de la BCE. Que croyez-vous qu'il va se passer si les taux d'intérêt de l'Italie s'envolent à plus de 10%? On n'attendra pas une réforme des traités! L'UE ne peut laisser un Etat s'effondrer.

Question : Sauf que rien ne peut se faire sans les Allemands. Donc sans eux, pas de politique du Front de gauche...

Réponse : Mais nous avons un avantage: nous sommes pour le principe de désobéissance si nous ne pouvons pas faire autrement!

Le PS est dans la négociation, la conviction, le consensus... Nous, nous prévenons nos partenaires que nous sommes prêts à le faire tout seul. Nous espérons ne pas en arriver là mais s'il le fallait, nous le ferions. Pour l'Allemagne, ce serait terrorisant de voir

la France prendre des marges de liberté qui entraineraient d'autres pays européens. Immédiatement, les Allemands diraient : "*Ok, on va discuter...*" Aujourd'hui, les gouvernements n'acceptent de faire quelque chose que sous la pression de la catastrophe. (libération.fr 30.1)

On voit ici dans quel camp se situe ce parti.

Nous, nous ne discuterions jamais avec ces gens-là : nous tirerons à vue !

La séquence détente du jour.

Comment ils manipulent la crédulité des masses en se servant de leurs émotions et de leur humanisme.

Le film "*Intouchables*", contant l'amitié entre un tétraplégique et son aide-soignant, a franchi la barre des dix millions de spectateurs en quatre semaines d'exploitation.

Réalisé par Eric Toledano et Olivier Nakache, le film a pour acteurs principaux François Cluzet et Omar Sy.

"*Intouchables se positionne ainsi à la 27e place du Box Office France depuis 1945*", écrivent Gaumont, le distributeur, et la société de production Quad dans un communiqué mercredi.

Parmi les films français ayant dépassé les dix millions d'entrées en France ces 50 dernières années figurent "Bienvenue chez les Ch'tis" de Dany Boon (2008, 20,4 millions d'entrées), "La Grande Vadrouille" de Gérard Oury (1966), "Astérix et Obélix: Mission Cléopâtre" d'Alain Chabat (2002) et "Les Visiteurs" de Jean-Marie Poiré (1993). (Reuters 30.11)

Commentaire d'un internaute.

- "*Je ne comprends pourquoi autant de publicité pour ce film*.

Je vais vous aider à comprendre pourquoi.

Je n'ai pas vu le film, un de ces principaux acteurs est passé récemment dans l'émission On n'est pas couché diffusé sur TV5Monde Asie, et à cette occasion ils avaient passé la bande annonce. J'avais retenu un homme blanc très riche en chaise roulante qui s'était entiché de sa nounou noire d'origine africaine et vice versa, bref, un scénario à faire pleurer dans les chaumières tiers-mondistes. Avec en toile de fond la collaboration de classe une fois gommée la différence de classe entre les deux principaux personnage, réhabiliter le privilégié présenté sous un angle avantageux, aux qualités humaines indiscutables et identiques à n'importe quel autre homme, étape indispensable pour s'identifier à lui et à la personne qui l'assiste, facile puisque ces qualités sont universelles pour peu qu'on ne soit pas un monstre produit par la société à laquelle appartient le nantis, faisant oublié ainsi d'où lui venait sa fortune en instrumentalisant la générosité ou les véritables valeurs humanistes des spectateurs.

On ne peut pas dire que les films qui ont engrangé le plus d'entrées ont été conçus pour favoriser le développement intellectuel, sans doute visait-il le divertissement, ce qui n'a rien de péjoratif ou de dégradant. On ne peut pas comprendre que l'émotion prime sur la réflexion chez la population, quand on refuse de la prendre en compte dans nos analyse et qu'on ne lui réserve pas le traitement qu'elle mérite dans nos rapports avec les travailleurs pour les amener ensuite à réfléchir à certaines questions qu'ils ne se posent pas ou à y porter davantage d'attention.

L'émotion, c'est ce qui réclame le moins d'effort, le plus économique, qui peut rapporter gros en l'occurrence. C'est incontournable, universel, donc "grand public par excellence, très humain, charnel, matérialiste puisque toujours en rapport avec la matière ou un fait matériel, psychosomatique puisqu'elle peut agir sur les commandes du cerveau en relation avec toutes les cellules, tous les organes du corps humain, elle agit comme une étincelle qui met en route un mécanisme inconscient qui conduit à certains états psychologiques, parfois psychotiques ou pathologiques, d'autres fois elle déclenche des stimulus incontrôlés ou sert de catalyseur inconscient à un changement d'état que des esprits éclairés assimilent à des miracles !

L'émotion est omniprésente et ne surgit pas du néant, elle est autant associé à notre nature physique, à notre être sensible, qu'à notre être pensif, à notre activité intellectuelle en rapport avec notre expérience de la vie et de la société.

Je suis en train de lire assis à ma table de travail et soudain le téléphone sonne, j'éprouve une émotion en découvrant qui est au bout du fil autant que son propos, parce qu'à cet instant précis sans que j'en sois conscient se produit une excitation dans mon cerveau qui se traduit par un changement d'état par rapport à celui dans lequel je me trouvais l'instant d'avant ; en électricité on dirait que c'est cette différence de potentiel qui permet au courant de passer et à l'ampoule de s'allumer, là à l'émotion de traduire un rapport au monde extérieur.

On aurait pu prendre la métaphore de l'eau de la rivière qui est en train de couler et qui semble immobile ou toujours la même, associant deux états contradictoires ou dans un rapport d'opposition, qui ne s'annulent pas, auquel cas aucun état ou rapport n'existerait ou ne serait possible, c'est le changement d'état qui produit ce qu'on appelle communément l'émotion.

Pour revenir en arrière, l'émotion étant omniprésente mais n'y prêtant pas attention ou ne soupçonnant même pas son existence disons à l'état de repos, autrement dit se manifestant sous une forme inconsciente la majeure partie de notre vie, il est normal qu'elle domine l'existence de la plupart des gens ou que l'émotion précède la réflexion ou la remplace dans les pires des cas.

Prenez le même scénario et remplacez l'aide de vie, je ne sais pas comment on le qualifie dans ce film, mettez un acteur blanc à la place du noir et ce film sera tout juste bon à être programmé sur TF1 sur les coups de 23h, ce qui ne remet pas en cause la qualité du jeu des deux acteurs du film en question, d'ailleurs je ne m'y suis pas attardé puisque je ne l'ai pas vue, je n'en parlerai pas.

Vivant avec ma compagne qui est noire depuis 21 ans déjà, je suis agacé par cette mise en scène que je trouve grotesque, déplacée, même s'il n'y a pas instrumentalisation volontaire de la part du réalisateur des origines des deux personnages principaux, principalement celui de couleur, elle se fera au niveau des spectateurs et à leur insu, et je soupçonne ceux qui ont conçu ce scénario d'y avoir pensé suffisamment fort pour que je le ressente en n'ayant vu que la bande annonce.

En Inde je suis le bon "Blanc" à qui l'on prête toutes les vertus, ce qui a aussi le don de m'agacer, surtout quand c'est hypocrite pour essayer par la suite de me soutirer de l'argent. Moi, la différence de couleur de peau ou d'origine je ne la vois même pas, je ne me suis jamais posé cette question, c'est quelque chose qui m'est totalement étranger. Je suis tellement habitué à vivre avec des Noirs que lorsque je croise un Blanc en faisant mes courses, je ne sais pas pourquoi, j'y trouve un air maladif, un peu comme s'il manquait de couleur dans sa vie pour qu'on ne remarque pas qu'en règle générale il fait partie des crétins qui s'ignorent, lui il a l'insigne honneur de le revendiquer, on lui laissera ce privilège !

TV5Monde Asie a programmé une fiction dont le personnage principal est un attardé mental. Cela me choque autant, car dans la société il ne tient jamais ce rang, et le voudrait-on que ce serait impossible, non par la volonté des hommes cette fois, mais celle de la nature qui a fait les choses ainsi que nous sommes tous différents les uns des autres... tout en étant les mêmes.
La discrimination commence là où l'on commence à établir des différences ou à les privilégier. A l'opposé cela vaut guère mieux, quand on s'acharne à nous faire croire que nous serions tous pareils, pour camoufler les différences sociales qu'une société basée sur l'inégalité et l'injustice sécrète, mieux sur lesquelles elle repose. Au nom de l'équité, cela vous dit quelque chose.

Chaque fois que j'ai croisé des trisomiques au cours de mon existence, je ne me suis jamais demandé ce qu'il faisait là, je ne m'étais pas posé cette question à propos des autres personnes, donc je n'avais eu aucune raison de me la poser à propos de celle-ci en particulier, je l'ai abordé en me mettant à sa portée, nous avons eu un échange cordial et les choses en sont restées là le plus naturellement du monde.

Le noir, le jaune ou le rouge selon votre couleur préférée, le trisomique, le paralysé ou l'handicapé, se fond dans un tableau où se trouve réunis toutes sortes de personnes de générations différentes, d'origines différentes, de catégories sociales et de classes différentes, de morphologies, de caractères et de personnalités différentes, dont les rapports constituent la toile de fond ou la substance de la société, certains disent de la tragédie humaine tant l'homme peut être cruel, y compris sans en avoir idée.

J'ai rédigé cette causerie hier soir, parce que j'ai été privé de télé, ils passaient un film sur les couvents ou les abbayes en Belgique, passionnant !

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Les Frères musulmans, représentés aux élections législatives égyptiennes par la formation Liberté et justice, ont obtenu autour de 40% des voix à la proportionnelle, sur la base des listes présentés par les partis, lors de la première phase du scrutin, lundi et mardi, a-t-on appris mercredi de source proche de ce parti.

La première phase des législatives a concerné neuf gouvernorats, dont Le Caire, les villes d'Alexandrie, Port Saïd et Damiette dans le nord du pays, ainsi qu'Assiout et Louxor dans le Sud.

Selon Basil Adel, dont la formation appartient au Bloc égyptien, coalition de partis libéraux et autres, la liste du Bloc a obtenu 20 à 30% des suffrages dépouillés jusqu'à présent au Caire. (Reuters 30.11)

Iran

La Grande-Bretagne a ordonné mercredi la fermeture de l'ambassade d'Iran à Londres et l'expulsion de son personnel au lendemain de la mise à sac de sa mission à Téhéran par des manifestants qui dénonçaient de nouvelles sanctions britanniques.

William Hague, secrétaire au Foreign office, a annoncé en outre le rappel de tout le personnel diplomatique présent en Iran où des dizaines de manifestants ont envahi mardi l'ambassade de Grande-Bretagne puis le vaste complexe de la résidence diplomatique, qu'ils ont saccagés.

"*Le chargé (d'affaires) iranien à Londres est informé actuellement que nous demandons la fermeture immédiate de l'ambassade d'Iran à Londres et que tout le personnel diplomatique iranien doit quitter le Royaume-Uni dans les 48 heures*", a dit William Hague, s'adressant au Parlement.

La France a quant à elle rappelé son ambassadeur en Iran pour consultations. "*Compte tenu cette violation flagrante et inacceptable de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et de la gravité des violences, les autorités françaises ont décidé de rappeler en consultation l'Ambassadeur de France en Iran*", peut-on lire dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Selon le site internet du Spiegel et le magazine Stern, l'Allemagne a pris la même décision. L'Italie envisage également de fermer son ambassade à Téhéran et va convoquer l'ambassadeur d'Iran à Rome pour lui demander des garanties en ce qui concerne la sécurité des diplomates sur place, selon le ministre des Affaires étrangères Giulio Terzi.

De source diplomatique, on estime désormais que la Grande-Bretagne apportera son soutien à l'idée d'un embargo sur les importations de pétrole iranien.

"*Maintenant qu'il a limité ses relations diplomatiques avec l'Iran, le Royaume Uni va apporter son soutien à de nouvelles sanctions et adoptera ces sanctions unilatéralement ou avec la France et l'Allemagne*", dit-on.

Le Conseil de sécurité de l'Onu a condamné à l'unanimité les incidents de mardi à Téhéran, tout comme la Maison blanche.

Le président du Parlement iranien, Ali Larijani, a reproché au Conseil de sécurité de l'Onu d'avoir "*hâtivement*" condamné l'attaque. Cette décision "*vise à couvrir des crimes commis antérieurement par l'Amérique et la Grande-Bretagne, alors même que la police a tout fait pour maintenir le calme*", a-t-il dit dans un discours retransmis par la radio nationale. (Reuters 30.11)

On pourrait être porté à croire le président du Parlement iranien dans la mesure où le régime est également en proie à une crise politique. Et puis, ce n'est pas très difficile de dresser la population ignorante contre l'impérialisme britannique, français ou américain qui guerroient contre les peuples arabes ou dits musulmans de Tripoli à Kaboul... Et puis la Syrie, c'est juste à côté...

Tunisie

Des centaines de manifestants se rassemblés mercredi devant le siège de l'Assemblée constituante tunisienne, à l'appel de plusieurs partis et de composantes de la société civile, pour dénoncer "*les dangers qui menacent le processus de transition démocratique*".

Les protestataires s'insurgeaient contre ce qu'ils considèrent comme un "*accaparement des pouvoirs*" par le Premier ministre pressenti Hamadi Jebali, l'homme fort d'Ennahdha, grand vainqueur des dernières élections et "*la volonté d'hégémonie*" du mouvement islamiste, tels qu'ils se dégagent des textes en discussion au sein des commissions de la Constituante.

Mardi, Ennahdha a été mise en minorité lors du vote de deux articles proposés dans ce sens. Même ses alliés au sein de la "*troïka*" majoritaire (le Congrès pour la République -CPR- de Moncef Marzouki et Ettakatol ou Forum démocratique pour le travail et les libertés -FDTL- de Mustapha Ben Jaâfar) s'en sont démarqués.

En raison de ces divergences, les travaux de la commission de l'organisation des pouvoirs publics ont été suspendus mercredi et ne devraient reprendre que jeudi ou vendredi.

Un responsable du Parti démocratique progressiste (PDP/opposition) Mehdi Ben Gharbia, a dénoncé "*une concentration des pouvoirs par le Premier ministre*".

Le dirigeant d'Ettakatol et militant des droits de l'Homme, Khémaïs Ksila, a relevé que "*ce qui se passe actuellement ne présage rien de bon*", appelant à "*mettre la pression*" pour assurer "*un équilibre des pouvoirs*".

"*Non à une nouvelle dictature*", "*le peuple veut une Constitution démocratique*", "*CPR et Ettakatol libérez-vous*", pouvez-t-on lire

sur certaines pancartes brandies par des femmes venues en grand nombre.

Leîla Mlaiki Abdeljaouad du Pôle démocratique moderniste (PDM/opposition) a plaidé pour la création d'"*une chaîne parlementaire*" et "*la diffusion en direct des débats de la Constituante dans un souci de transparence*".

"*Ennahdha veut mettre la main sur tout en ne laissant que des miettes aux autres*", a déploré l'analyste politique Noureddine ben Ticha sur Mosaïque FM.

"*La Tunisie pour tous. Non au pouvoir absolu. On exige la séparation des pouvoirs*", scandaient plusieurs voix.

"*On se bat pour sauver nos droits, les libertés et surtout la liberté de la femme qui sont menacées. J'ai une peur bleue, mais il n'est pas question de toucher à nos acquis*", a tempêté la journaliste Selma Hani.

Pour Ahmed Brahim, chef du mouvement Ettajdid (opposition), la manifestation est "*un signe positif en ce qu'elle illustre la vigilance de la société contre les risques de déviation de la mission pour laquelle a été élue la Constituante*". (AP 30.11)

L'islamisme, c'est le ver dans le fruit pour diviser, le pourrir au profit du régime qui reste inchangé.

Pakistan

Depuis ce mercredi, la BBC a disparu des écrans pakistanais. L'APCOA, l'association pakistanaise qui regroupe les diffuseurs privés de télévisions par satellite, bloque les programmes de la chaîne anglaise.

En cause: la diffusion, le week-end dernier, du documentaire Secret Pakistan sur BBC News. Ce film en deux parties met en évidence le soutien que les services secrets pakistanais apportent aux talibans afghans.

«*Ce documentaire critique notre armée et notre gouvernement, s'insurge Khalid Arain, le président de l'association. En interdisant la BBC, nous voulons remonter le moral de l'opinion publique. Nous allons surveiller les chaînes de télévision étrangères, en particulier Sky News, CNN et Fox News. Si elles aussi diffusent des informations anti-Pakistan, nous les bloquerons*.»

Le gouvernement pakistanais confirme qu'il n'est pas à l'origine de la censure. «*Cela ne vient pas de chez nous*», jure un officiel du ministère de l'Information. De même, PEMRA, l'organisme public qui délivre les autorisations de diffusion, promet qu'il n'y est pour rien. Pourtant, PEMRA a été informé deux jours avant le blocage de la BBC. «*On les a prévenus qu'on allait interrompre les émissions de la BBC. On leur a dit: «Si vous n'êtes pas d'accord, dites le maintenant.» Ils ne nous ont pas dissuadé*», raconte Khalid Airain. Et d'ajouter: «*Si l'Otan n'avait pas commis une telle bavure samedi, on n'aurait pas interdit la BBC.*» (lefigaro. fr 30.11)

Pour mémoire, Arte censurera pendant trois ans « *Le Système Octogon* », documentaire signé Jean-Michel Meurice, avant qu'il ne soit finalement programmé, après avoir été amputé de certains passages jugés inappropriés.

L'affaire remonte à 2007. Cette année-là, Jean-Michel Meurice soumet à Arte son projet. Aux côtés du réalisateur, les deux journalistes d'investigation Fabrizio Calvi et Franck Garbely y étayent la thèse selon laquelle l'Union chrétienne démocrate (CDU), parti de Konrad Adenauer, aurait bénéficié du système de financements occultes mis en place par les nazis.

Dans sa version originale, le documentaire faisait le rapprochement entre le financement, dans l'immédiat après-guerre, de la CDU d'Adenauer par l'argent nazi et l'affaire des caisses noires de Kohl.

Le commentaire expliquait :

« *Helmut Kohl est maintenant au sommet de la CDU [...] les méthodes de financement n'ont pas changé et continuent grâce au système construit trente-cinq ans plus tôt.* »

« *On a reconduit l'ancien système avec de nouveaux protagonistes, de nouveaux trésoriers, une nouvelle banque, mais les donateurs étaient toujours les mêmes [...] il n'y avait que le trésoriers, les acteurs, les personnes qui récoltaient les fonds, il n'y avait que ça qui changeait.* »

Rajoutée à la demande de la chaîne qui voulait « *actualiser* » le propos du film, cette partie sur l'implication du chancelier de l'Allemagne réunifiée dans cette affaire ne figurera pas dans la version finale du documentaire.

Mais ce n'est pas simplement ces quelques minutes qu'avaient incriminé les historiens allemands. En effet, à en croire Marc Ferro,

au-delà de Kohl, la façon dont le documentaire révèle les accointances de Konrad Adenauer avec les nazis a dérangé les spécialistes germaniques :

« *Les historiens allemands ont sorti leurs épées en voyant qu'on s'en prenait à Adenauer [...] Je pense que ils se soulevaient parce que le film lève un tabou, après Hitler et le nazisme, Adenauer c'était l'intégrité, la pureté. Entacher Adenauer, c'était entacher toute l'Allemagne. C'était un film sacrilège.* »

Au travers de la figure emblématique d'Adenauer, premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne, « *Le Système Octogon* » aborde frontalement le problème de la non-dénazification dans l'Allemagne d'après-guerre, comme le souligne Jean-Michel Meurice :

« *Il n'y a jamais que dix-neuf personnes qui ont été condamnées à Nuremberg, alors qu'il y a des millions d'Allemands qui ont été derrière Hitler. Ce n'est pas seulement l'affaire de dix fanatiques.* »

Ce qui dérange, c'est que sa thèse s'appuie sur « *le fait qu'Adenauer ait reconstruit l'Allemagne de l'Ouest avec essentiellement des nazis, et en faisant feu de tout bois avec la corruption* », dit le réalisateur :

« *Toute la structure administrative de l'Allemagne nazie a continué de fonctionner après la guerre* » : selon lui, c'est ce que les historiens allemands – eux aussi victimes d'un héritage trop lourd à porter – se refusent à entendre. (Rue89 30.04.11)

C'est quand même bien utile un paradis fiscal au beau milieu de l'Europe...

Gageons que ce documentaire n'a jamais été programmé en Allemagne et qu'il n'est pas prêt de l'être.

Quel est le rapport avec la censure de la BBC au Pakistan ? Le fait que l'impérialisme ne supporte pas qu'on lui applique le même traitement qu'il applique à des Etats souverains, Arte n'est pas un média britannique d'accord, il est européen, ce qui inclut le Raj britannique de sa majesté. Pour être franc avec vous, j'ai découvert l'existence de ce documentaire sur le "système Octogon" il y a quelques jours seulement, n'étant pas certains que les camarades en aient entendu parler, je me suis dit qu'il faudrait une occasion pour vous le glisser, c'est fait. Le devoir de vérité comme toujours.

En Espagne, ce sont les institutions franquistes qui ont été maintenues après la fin de la dictature de Franco en 1975, en France, je me souviens avoir vu une photo de de Gaulle sur le perron de la préfecture de Bordeaux si j'ai bonne mémoire, tout juste après la fin de la guerre, entouré de quelques collaborateurs dont la plupart étaient des vychistes, ce que j'aurais pas pu deviner si cela n'avait pas été précisé dans l'article en question, j'imagine que les mêmes scènes ont du se produire en Italie, au Portugal et ailleurs sans que cela gêne outre mesure les héritiers de ces régimes ou ceux qui ont pris la relève par la suite.

Les institutions de la Ve République, que l'on caractérise de bonapartistes, ont conservé comme un arrière goût nauséabond de l'Ancien régime monarchiste, non ? Alors quand on entend ses représentants se lancer dans des plaidoiries en faveur de la "démocratie" à l'adresse de dictatures pour les mettre au pas, les soumettre à leur volonté ou les renverser pour les remplacer par des régimes fantoches, on a envie de rappeler que nous vivons aussi sous une dictature et qu'ils sont franchement mal placés pour donner des leçons aux autres chefs d'Etat, car finalement ils ne valent guère mieux, si cela ne se voit pas au premier abord, c'est seulement une question de circonstance ou de temps qui joue en leur faveur, attendez que le prolétariat passe à l'action...

Social

France

Racket : au tour des paysans ! Sortez les fourches !

La loi instaure une redevance sur les « *graines de ferme* »

C'est une loi votée à près de minuit, sans amendement.Ce texte, déjà adopté au Sénat en juillet, instaure le versement d'une redevance de la part des paysans et s'attaque à une vieille tradition : le fait d'utiliser les « *graines de ferme* », c'est-à-dire de réutiliser les graines récoltées la saison précédente. Dorénavant, ils devront payer une taxe à l'hectare pour utiliser ces semences, officiellement pour « *sécuriser le financement de la recherche* », explique le Groupement national interprofessionnel des semences et plants.

Depuis la modernisation de l'agriculture, les exploitants achètent des graines issues de sélections génétiques financées par des entreprises. Celles-ci réclament donc une sorte de taxe sur leur « *œuvre* » quand elle est réutilisée. « *Les exploitants utilisent des graines qui ont été rendues performantes. Il faut protéger la création. C'est exactement le même système qu'avec Hadopi* », détaille Christiane Lambert, première vice-présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles qui

s'est prononcée en faveur de cette loi, qui devrait rapporter 16 millions d'euros par an. « *Cela s'apparente à de la privatisation du vivant. Au tout début de leurs recherches génétiques, ces entreprises n'ont acheté à personne le génome du blé* », rétorque Véronique Léon, secrétaire nationale de la Confédération paysanne. (20minutes.fr 30.11)

Grande-Bretagne

Plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires britanniques ont fait grève mercredi dans le cadre d'un mouvement social massif et sans précédent depuis plus de trente ans.

Le Premier ministre, David Cameron, a minimisé l'impact du mouvement de grève, le qualifiant de "*pétard mouillé*" et faisant état de 40% d'écoles ouvertes et d'un trafic normal à l'aéroport d'Heathrow.

Dave Prentis, qui dirige Unison, syndicat représentant 1,4 million de salariés, a averti que d'autres grèves seraient organisées si le gouvernement maintenait ses positions.

Les syndicats espéraient mobiliser deux millions de salariés du secteur public pour protester contre les projets de report de l'âge de la retraite du gouvernement conservateur et le recul de leur pouvoir d'achat.

Une coalition de trente centrales syndicales avait appelé à débrayer, dans un mouvement social inédit depuis "*l'hiver du mécontentement*" de 1978-79, sous le gouvernement travailliste de James Callaghan, qui avait précipité l'accession au pouvoir de la conservatrice Margaret Thatcher.

"*La situation est très différente de celle observée dans les années 1970-1980. Beaucoup de services qui étaient dans le secteur public ont été privatisés*", souligne Tony Travers, spécialiste des finances publiques à la London School of Economics. "*Il n'y a pas tellement de signes de la volonté des militants syndicaux de s'engager dans une grève à long terme*".

"*La grève ne va servir à rien. Elle ne va rien changer*", a dit George Osborne mercredi à la BBC. "*Elle ne fera que fragiliser davantage notre économie et coûter de nouveaux emplois.*"

Le gouvernement assure que le mouvement coûtera 500 millions de livres à l'économie britannique, un chiffre "fantaisiste" selon les syndicats.

Le Premier ministre a appelé les syndicats à poursuivre les discussions jusqu'à la date-butoir du 31 décembre, mais les représentants des fonctionnaires rétorquent que le gouvernement n'entend pas leurs revendications.

Dans son discours semestriel sur le budget, George Osborne a annoncé que la hausse des salaires du secteur public, gelée jusqu'à la fin 2012, serait plafonnée à 1% à partir de 2013.

La réforme des retraites du secteur public aboutira à une hausse de 3,2% en moyenne des cotisations vieillesse des fonctionnaires. L'âge de départ à la retraite sera porté à 68 ans à partir de 2020. La décision de changer le mode de calcul de l'indexation des traitements sur l'inflation a déjà réduit de 15% le montant de certaines pensions.

Brendan Barber, secrétaire général du Trades Union Congress,confédération regroupant une soixantaine de syndicats, a estimé qu'il ne s'agissait plus pour les travailleurs de consentir à un "*sacrifice temporaire*" mais d'accepter une "*forte diminution permanente*" de leur niveau de vie.

La grève a affecté les services de santé, les écoles, les impôts, les musées et a perturbé les transports. Aucun métro ne circulait en Ecosse et aucun bus ni train en Irlande du Nord.

En Angleterre, seuls 13% des établissements scolaires fonctionnent normalement. 62% d'entre eux sont complètement fermées. Ce chiffre atteint même 86% au pays de Galles. Sur le front des hôpitaux, 7000 interventions chirurgicales de routine sur les 30.000 prévues dans tout le pays ont été annulées. La gêne a été moindre dans les agences pour l'emploi. Seules 18 sur les 900 existantes affichent porte close. (pour ce paragraphe, source : lefigaro.fr 30.11)

Certains syndicats impliqués n'avaient pas appelé à la grève depuis dix ans, celui des directeurs d'école ne l'avait jamais fait en 114 ans d'histoire.

Les compagnies aériennes ont annoncé une réduction des vols à destination d'Heathrow, à Londres, par crainte de retards et de longues files d'attente aux guichets. Mais aucun retard conséquent n'a été constaté.

Les autorités ont recruté des bénévoles dans d'autres ministères pour pallier le manque d'effectifs dans les douanes. (Reuters 30.11)

Bulgarie

Des milliers de Bulgares sont descendus dans les rues de Sofia mercredi pour protester contre les mesures d'austérité proposées par le gouvernement qui prévoit notamment de relever d'un an l'âge de départ à la retraite.

Le gouvernement de centre-droit reste cependant ferme dans sa volonté de mettre en oeuvre ces réformes, arguant qu'elles permettront au pays d'échapper aux troubles financiers internationaux.

Selon des dirigeants syndicaux, plus de 20.000 personnes ont participé au rassemblement mercredi devant le Parlement, alors que les parlementaires sont appelés à voter le budget 2012. La manifestation a été organisée sur fond de grève nationale des employés des chemins de fer et d'actions de protestation des agriculteurs et des policiers.

Le gouvernement de Boiko Borisov envisage de relever d'un an l'âge de départ à la retraite à compter de l'an prochain, en vue de réduire le coût croissant de son système de retraite dû au vieillissement de la population et au ralentissement économique. Le départ à la retraite est actuellement fixé à 63 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes. Il compte parmi les plus bas d'Europe, comme l'espérance de vie en Bulgarie. (AP 30.11)

Italie

Le taux de chômage en Italie a augmenté à 8,5% en octobre, en données corrigées des variations saisonnières, son plus haut niveau depuis mai 2010, contre 8,3% en septembre, selon le bureau national des statistiques ISTAT.

De son côté, le taux d'emploi du pays a progressé légèrement, à 56,9% contre 56,8% le mois précédent.

Le taux de chômage italien est inférieur à la moyenne de la zone euro, mais les analystes soulignent que l'enjeu pour le pays est d'augmenter son taux d'emploi, chroniquement faible. (Reuters 30.11)

Sri Lanka

Treize personnes ont été blessées mercredi à Colombo lors d'affrontements entre des policiers et des manifestants qui entendaient dénoncer l'absence de toute proposition pour l'emploi des jeunes dans le budget du Sri Lanka, a-t-on appris de source hospitalière.

Pushpa Soysa, une porte-parole de l'hôpital national de Colombo a précisé que cinq protestataires et huit policiers avaient été blessés.

Les forces de l'ordre ont érigé des barricades pour empêcher les manifestants d'atteindre le bâtiment abritant les bureaux du président puis ont fait usage de canons à eau pour disperser le rassemblement. (AP 30.11)

Syndicat

L'omerta. Vous avez dit consensus...

Le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des syndicats a été rejeté mercredi, entraînant de ce fait sa non publication.

Cette commission d'enquête sur "*les mécanismes de financement des organisations syndicales d'employeurs et de salariés*" avait été créée le 8 juin dernier à la demande du groupe du Nouveau centre (NC).

Composée de 30 députés, elle était présidée par l'UMP Richard Mallié. Le but était d'établir "*des règles claires, reconnues par tous*", sur le financement des syndicats, avait déclaré son rapporteur, Nicolas Perruchot (NC).

Ce dernier avait évoqué au printemps dernier une certaine "*opacité*" dans le mode de financement des syndicats, tant ceux représentant les salariés que ceux des employeurs.

Mais la commission a rejeté mercredi le rapport, ce qui est assez exceptionnel. La gauche a voté contre et plusieurs élus de la majorité se sont abstenus, a-t-on appris auprès de la commission.

En conséquence, ce texte ne sera pas publié.

Plusieurs dirigeants syndicaux avaient manifesté leur mauvaise humeur à l'annonce de la création de cette commission, soulignant que la loi de 2008 oblige déjà les syndicats à publier des comptes certifiés.

Certains dénonçaient un "*acte de défiance*" à l'égard des syndicats et des motivations "*obscures et malveillantes*". (Reuters 30.11)

Ouf ! D'un autre côté, ce n'est pas à eux de faire ce boulot, ce devrait être à nous de le faire, sauf que l'on n'est pas en mesure de le faire, passons. Ce serait plus simple si les syndicats n'étaient pas financés par l'Etat et bien d'autres sources plus ou moins occultes...

Economie

UE

Un sacrifice de souveraineté doit être fait afin d'obtenir une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire européenne, a déclaré, mercredi, Herman Van Rompuy. Lors d'une conférence des ambassadeurs de l'Union européenne (UE), le président du Conseil européen a ajouté qu'un pas significatif devait être fait vers une réelle union économique.

"*Aujourd'hui, nous arrivons au coeur du problème. Le voici : la crise systémique requiert une réponse systémique. Nous devons faire un pas significatif vers une véritable union économique à la mesure de notre union monétaire*", a-t-il dit. "*Qu'il y ait une modification du traité ou pas, les deux solutions exigent un sacrifice de souveraineté afin d'obtenir en échange une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire*", a-t-il ajouté. Les chefs d'État et de gouvernement des 27 pays de l'Union européenne doivent se retrouver les 8 et 9 décembre à Bruxelles afin d'examiner des solutions permettant de sortir de la crise des dettes souveraines. Avant ce sommet, les tractations vont bon train depuis plusieurs jours entre Paris et Berlin, qui ont annoncé leur intention de présenter à ce sommet une "*initiative*" commune pour renforcer la gouvernance économique de la zone euro.

L'Allemagne fait campagne pour des modifications des traités européens visant à renforcer la discipline budgétaire, qui sont, selon elle, le préalable à tout règlement de la crise et elle refuse catégoriquement d'accroître le rôle de la Banque centrale européenne (BCE) sur les marchés, ainsi que l'en pressent Paris et Rome notamment. La France est, elle, prête à accepter une discipline budgétaire renforcée, voire un contrôle accru de la Commission sur les budgets nationaux, mais en échange d'une plus grande solidarité entre pays de la zone euro, via une extension du champ d'action de la BCE ou la création d'euro-obligations.

"*Nous travaillons à proposer un pacte, avec plus de discipline dans la zone euro : retour à l'équilibre budgétaire, règle d'or pour tous les États, et en même temps plus de solidarité de la zone euro, avec des institutions qui seraient plus fortes (...), qui interviendraient de manière plus efficace*", a résumé, mardi, la porte-parole du gouvernement Valérie Pécresse. Nicolas Sarkozy doit évoquer la crise et les questions européennes, jeudi lors d'un discours à Toulon, et Angela Merkel s'exprimer sur ce même sujet, vendredi devant le Bundestag. (lepoint.fr 30.11)

Entre nous, les seuls que cela intéresse cette histoire de maintien ou non de la souveraineté bidgétaire, ce sont ceux qui n'ont jamais eu l'intention de s'attaquer réellement aux institutions de la Ve République qui elles jusqu'à preuve du contraire sont indéboulonnable, ceux qui pourraient gouverner et que cela pourrait incommoder, cela n'a jamais été et ne sera jamais notre cas.

On va voir les commentaires des uns et des autres pour voir ceux qui vont tomber dans le panneau ou se laisser aller à des confidences sur leurs réelles intentions. Les plus malins ou les plus intelligents ne sont pas toujours ceux qui le croient, on s'en délecte d'avance, à suivre donc.

Etats-Unis

Le magazine américain Forbes a élu Lamido Sanusi, gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, personnalité africaine de l'année 2011. (slateafrique.com 30.11)

Le Nigéria est le plus grand producteur de pétrole en Afrique et le 6e exportateur de pétrole dans le monde, tandis que la pauvreté continue de ravager ce pays, un modèle ou un exemple à suivre pour ce magazine représentant les intérêts de l'impérialisme américain.

Haut de page

Le 2 décembre

Le 2 décembre

CAUSERIE

Au pays de l'Empire ou des maîtres du monde, l'ignorance élevée au rang d'icône.

La candidate à la primaire républicaine, Michele Bachmann, a annoncé son souhait de fermer l'ambassade américaine à Téhéran... qui n'existe pas. (lepoint.fr 01.12)

Pas de bol, elle ferait mieux de la fermer !

Lincoln disait : "*Si vous trouvez que l'éducation coûte chère, essayez l'ignorance*", principe adopté par les banquiers qui ont fait tous les présidents des Etats-Unis depuis 1865.

L'ignorance est plus utile en politique que nulle part ailleurs, parce que c'est justement dans ce domaine qu'elle est le plus répandue sur la surface de la terre. S'employer à l'entretenir, voilà la mission divine de toutes les religions, y compris celle de l'argent ou du capital. La combattre sous toutes ses formes ou masques, telle est notre devoir de militant.

Un internaute pose une question :

- "*Pourquoi ne pas parler de celui qui a regretté l'attaque sur l'ambassade "anglaise" et non britannique ? C'était hier, et c'était Obama, mais, quelle surprise, aucun média français ne relaie cette énième gaffe d'Obama. Ne surtout pas contredire l'image [...] : républicains = idiots, démocrates = intelligents et éduqués...*"

Le mythe de la supériorité américaine, qui en réalité repose sur la crasse ignorance des classes dominantes, doit survivre à tout prix.

Aux Etats-Unis, plus sans doute que nulle part ailleurs dans le monde, l'école ou suivre des études et au-delà l'existence toute entière doivent être vouées à un seul et unique objectif : s'enrichir, si possible toujours plus, car dans une société subordonnée à l'argent, c'est le seul moyen d'envisager de pouvoir satisfaire ses besoins les plus élémentaires jusqu'à ses désirs ou fantasmes les plus fous. Peu importe comment, seul le résultat compte. Et si toute votre vie vous demeurez un abruti fini, peu importe, vous pourrez toujours répondre à vos détracteurs, que votre exemple est la preuve vivante qu'il ne sert à rien d'être intelligent pour réussir dans la vie, selon la définition qu'en donnent ces créatures dégénérées.

Des internautes, à la suite de cet article, ont livré leurs propres expériences ou celles de leurs proches sur les Etats-Unis.

- "*Un ami anglais aux États-Unis m'a raconté qu'un Américain lui avait demandé quelle langue ils parlaient en Angleterre... Le pauvre n'avait jamais fait le rapprochement entre English/England.*

Pathétique n'est ce pas ? Les Américains ne sont pourtant pas plus idiots que d'autres peuples, simplement, leur système éducatif, au contraire du notre, laisse une part misérable à l'histoire et à la géographie, les leurs comme celles du monde qui les entoure."

- "*On m'a demandé un jour aux USA où je vivais, si "Belgique" était bien la capitale de la France... Mais on entendait au moins une telle bourde chaque jour : "Vous avez l'eau courante en Europe", "Vous avez des autoroutes en Europe", "Avant de venir aux US, aviez vous déjà vu des noirs", etc. Mais il faut reconnaitre que la classe politique française n'est guère mieux lotie. Enfin, pas tous mais beaucoup !*"

- "*Ayant vécu 15 ans aux USA, je me souviens avoir vu sur Fox News, à l'époque des émeutes en banlieues, une carte de France où Strasbourg était à la place de Lyon, et Lyon à celle de Bordeaux. Rien ne me surprend de la part de personnes du style de M. Bachmann, S. Palin et consort qui ne sont pour certain(e)s jamais sorti(e)s des USA et qui ne sont même pas capable de positionner certaines grandes villes américaines sur une carte. Je discutais un jour avec un Texan et, véridique, il était incapable de localiser Washington DC sur une carte. Triste mais vrai.*"

Que l'Américain lambda ne soit pas capable de localiser Lyon sur la carte de France, c'est normal, vous oubliez que vue de l'extérieur, et je suis bien placé pour en parler vivant en Inde, la France est un confetti sur la carte du monde et Lyon est un point quelque part sur ce confetti ; la République démocratique du Congo fait trois fois la superficie de la France et aucun d'entre nous n'est capable de situer avec précision une seule grande ville de ce pays, pas même Kinshasa, sa capitale.

S'agissant de Fox News ou un autre média américain, leur crasse ignorance est inexcusable, c'est aussi une façon de témoigner leur mépris de tout ce qui n'est pas made in USA... ou made in Israël.

La braderie de l'hiver... en attendant le printemps...

(A propos du discours de Sarkonapoléon à Toulon hier)

Un constat...

- "*La crise n'est pas finie. Nier la crise, c'est s'interdire toute perspective d'avenir*".

Il devait parler pour lui, ce type-là tiens décidément du médium... ou de l'ectoplasme !

... qui vaut bien une "***nécessité***" !

- "*Il faut accepter le réel. L'Europe n'est plus un choix, l'Europe est une nécessité. Il n'y a plus de distinction entre la politique nationale et la politique européenne*".

En a décrété ainsi le petit dictateur.

Pour votre bien...

"*L'Europe, ce n'est pas moins de souveraineté, mais davantage de souveraineté, parce que c'est davantage de capacité d'agir.*"

Où l'art de transformer le plomb en or en un tour de main, quel minable illusionniste !

... et pour cause :

- "*La France doit entrer de plain-pied dans le nouveau cycle économique*".

Qui s'identifie à la dictature de l'aristocratie financière à l'échelle de la planète, le dernier acte du capitalisme ou de la tragédie humaine.

Et devinez qui va en faire les frais...

- Il promet de permettre à la France de "*s'en sortir par le travail et par l'effort*".

- "*Dans le monde tel qu'il est, avec les défis que nous avons à relever, avec ce que sont les tendances de la démographie, la retraite à 60 ans et les 35 heures ont été des fautes graves dont nous payons aujourd'hui lourdement les conséquences et qu'il nous a fallu réparer*".

La sueur et les sacrifices qui vont se terminer par la danse devant le buffet... comme en Grèce !

Hélas !

- "*Je sais que la vie des Français est plus difficile aujourd'hui après trois années de crise*"

Surtout après avoir augmenté son salaire de 172% ! Que je suis distrait, il ne parlait de lui !

Bande d'ingrats et d'ignares ! Attention, le sauveur suprême est de retour.

- "*Ce ne sont pas les banquiers qui ont été secourus, ce sont les économies des Français qui ont été sauvées*".

- "*Cela n'a pas coûté un centime aux contribuables*".

Il n'allait pas avouer que les banquiers jouent au casino avec vos économies. Non, les plans d'austérité, c'est gratos, cela ne rapporte rien à personne, c'est bien connu !

Dans le rôle du kaiser Merkozy :

- "*L'Europe a besoin de plus de solidarité. Mais plus de solidarité exige plus de discipline*."

Et comment compte-il s'y prendre (en France) ? Réponse en deux temps :

1- "*En janvier prochain, j'inviterai tous les partenaires sociaux à participer à un sommet sur l'emploi pour que chacun puisse apporter des solutions, faire des propositions. Il faudra avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française.*"

En comptant sur le sens des "*responsabilités*" de ses "*partenaires sociaux*", les bureaucrates pourris des syndicats, on n'y aurait pas pensé. Et sur la division entre les différentes couches d'exploités :

2- "*Il est apparu une nouvelle inégalité, celle qui fait la vie plus difficile à ceux qui travaillent au bas de l'échelle par rapport à une minorité qui voudrait profiter du système sans assumer sa part des devoirs.*"

Si une partie des travailleurs ont une *vie plus difficile* que les autres, c'est de la fautes des salopards parmi eux qui profitent des allocations chômages au lieu d'aller gratter, car en réalité il n'y a pas de chômage dans ce pays, et non les privilégiés du CAC 40 qui engrengent les centaines de milliards d'euros... J'allais oublier les immigrés qui piquent le pain, le logement et le travail, au noir bien sûr, des Français, Marine Le Pen a dû atteindre l'orgasme en entendant ce discours qu'elle n'aurait pas renié !

Gloire à la Ve République et à son Bonaparte, amen !

"*De tous les grands pays développés, la France est celui dont le système institutionnel a le mieux résisté à la crise. Grâce à ses institutions, il peut être gouverné même quand les temps sont difficiles. Ce n'est pas en passant à la VIe République, qui ne serait en réalité qu'un retour à la IVe, que la France maîtrisera mieux son destin.*" (lepoint.fr 01.12)

Franchement camarades, qui a dit que la Ve ne valait pas un pet de lapin, qu'elle était à l'agonie !

La Talonnette ne doit pas être au courant : un virtuose du violon doublé d'un humaniste a créé une troupe où les musiciens jouent sans chef d'orchestre (dans l'église dévouée aux sans-papiers à Paris), qui plus est le répertoire des symphonies de Beethoven, dont la Ve, vue et entendue aux infos sur TV5Monde Asie il y a quelques jours.

Bordel, imaginez un instant la Ve sans chef d'orchestre, mais ce n'est plus la Ve alors, qu'est-ce que je vais devenir se dit l'épileptique du Palais ? Dans la poubelle de l'histoire et le plus vite sera le mieux ! En passant, je suis un fan de Beethoven.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Minoritaires, illégitimes, honnis des masses : dégagez !

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy s'érode d'un point à 29% d'opinions positives et François Fillon perd trois points (33%) dans le baromètre de décembre de TNS Sofres à paraître samedi dans Le Figaro Magazine.

Soixante-huit pour cent des personnes interrogées jugent défavorablement l'action du chef de l'Etat (contre 66% en novembre).

Elles sont 61% à avoir une opinion négative à l'égard du Premier ministre.

En novembre, la cote du président de la République était remontée de six points. "*L'embellie est fragile et Nicolas Sarkozy devra en faire encore davantage s'il veut qu'elle dure plus d'un mois*", souligne Le Figaro Magazine. (Reuters 01.12)

Pourquoi, pour quoi et comment utiliser ce genre de données ?

Ce n'est pas inutile de se savoir qu'on n'est pas tout seul à penser quelque chose, que l'on est nombreux, mieux, majoritaire à le penser, cela permet de gagner en confiance en soi, de se dire qu'on a raison de penser ce qu'on pense, cela renforce notre légitimiter bien mal en point ou qui n'arrive pas à émerger.

N'est-ce pas notre objectif que d'aider par tous les moyens les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes, à affirmer que leurs besoins sont légitimes, prioritaires par rapport à ceux des privilégiés ? En l'absence d'une mobilisation contre le régime, après avoir essuyer d'importantes défaites, on devrait faire les difficiles ou renâcler à employer ce genre d'infos, je ne suis pas d'accord.

Tout ce qui peut aider les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes doit être utilisé.

1.2- En famille. Je te tiens, tu me tiens par la barbichette...

Deux témoins renforcent les soupçons sur le financement de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, objet d'une enquête judiciaire sur un possible lien avec une présumée corruption en marge de deux importants contrats d'armement.

La validation des comptes de campagne d'Edouard Balladur s'est faite en fermant les yeux sur des irrégularités manifestes, au nom de la "*raison d'Etat*", déclare dans le Parisien de jeudi un ancien membre du Conseil constitutionnel.

Cet épisode, durant lequel des sommes importantes en espèces d'origine mystérieuse - l'équivalent de plus de trois millions d'euros - ont été "*oubliées*" par cet organe malgré l'opposition des rapporteurs, était connu, mais les déclarations de Jacques Robert sont particulièrement amères.

"*Nous nous sommes dispersés sans un mot, avec le sentiment que la raison d'Etat l'avait emporté sur le droit*", dit ce juriste qui fut membre du Conseil de 1989 à 1998.

C'est Roland Dumas, président socialiste du Conseil constitutionnel de l'époque, qui a obtenu que les "*Sages*" ferment les yeux sur ces comptes, confirme-t-il.

"*Mon impression, c'est que Roland Dumas, Jacques Chirac et Edouard Balladur se tenaient à l'époque par la barbichette. Et que nous avons servi de caution à une belle entourloupe*", dit le témoin. Les comptes de campagne de Jacques Chirac ont aussi été validés alors qu'ils étaient aussi irréguliers, précise-t-il.

Roland Dumas a admis ses doutes mais a justifié la validation des comptes d'Edouard Balladur par la difficulté qu'il y aurait eu à rejeter ceux de Jacques Chirac, sur lesquels des doutes existaient aussi, ce qui aurait privé la France de président.

Les juges ont interrogé le Conseil constitutionnel et Roland Dumas sur les circonstances de la validation des comptes mais se sont vu opposer le secret du délibéré.

Edouard Balladur avait expliqué l'apport d'espèces dans ses comptes de campagne par des ventes de T-shirts et de gadgets, ou par des dons de sympathisants.

Il doit justifier aujourd'hui devant les juges, qui pourraient l'interroger, l'achat au comptant à Tourgéville (Calvados) en 1996 d'une maison de 13 pièces pour 7,3 millions de francs (1,1 million d'euros).

Selon Le Monde, la justice suisse a par ailleurs recueilli à la demande des juges français la déposition d'un banquier suisse qui confirme que Thierry Gaubert, proche de Nicolas Sarkozy déjà mis en examen dans le dossier, avait bien retiré d'importantes sommes en espèces sur un compte avant et après l'élection présidentielle de 1995.

Thierry Gaubert était déjà été mis en cause par son épouse Hélène de Yougoslavie, qui a relaté que son mari disait à l'époque avoir remis l'argent à Nicolas Bazire, directeur de campagne d'Edouard Balladur. Ce dernier est aussi mis en examen.

Ils auraient travaillé avec l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, intermédiaire sur les deux contrats d'armement.

Selon le témoignage du banquier suisse, Mauricio Safdié, dont la banque porte le nom, Thierry Gaubert venait en personne en Suisse chercher l'argent.

"*Je ne me souviens plus des raisons pour lesquelles il souhaitait ouvrir un compte. Il a simplement demandé que le compte soit ouvert au nom d'une société pour ne pas qu'il soit ouvert à son nom*", dit-il dans sa déposition citée par Le Monde.

Un retrait de 397.500 francs français (60.000 euros) a été relevé par la justice suisse le 2 mai 1995, à cinq jours du second tour de la présidentielle.

Plus de dix millions de francs, l'équivalent de 1,5 million d'euros, sont sortis entre 1995 et 1998 de ce compte, selon les découvertes de la justice suisse.

Nicolas Sarkozy, qui était porte-parole de la campagne Balladur, a déclaré à la télévision en octobre : "*Il ne sortira rien de tout cela et tout le monde le sait*". (Reuters 01.12)

Parce que le fameux compte est vide ?

1.3- En quête de ralliement au fond des égoûts.

L'un des porte-parole de Marine Le Pen pour la présidentielle, le souverainiste Paul-Marie Coûteaux, va lancer un nouveau parti en vue d'une alliance avec le Front national aux législatives de 2012, une initiative diversement appréciée au FN.Le

Ce parti, le Siel (Souveraineté, indépendance et libertés), "*a pour but de rallier les amis de Philippe de Villiers, aujourd'hui en déshérence, et les déçus de Nicolas Dupont-Aignan, qui ne décolle pas*", a expliqué mardi soir à l'AFP M. Coûteaux, qui a officialisé son ralliement à Marine Le Pen en septembre, sans adhérer au FN.

"*J'ai expliqué à Marine (Le Pen) qu'elle ne dépassera jamais un certain socle sans faire d'alliance. Le FN n'a pas la culture du partenariat (...) mais Marine Le Pen approuve mon projet*", a ajouté le souverainiste, qui a été propulsé parmi les cinq porte-parole de la candidate à la présidentielle.

"*Le FN est un grand mouvement et Paul-Marie Coûteaux en est parfaitement conscient*", a répondu Mme Le Pen à l'AFP, sans voir d'inconvénient à la création de ce parti, dans la perspective d'une alliance aux législatives.

"*Pourquoi fait-il cela? C'est une excellente question. Mais nous lui avons demandé de ne pas mettre en porte-à-faux la campagne, dont il est porte-parole*", a prévenu le vice-président du FN, Louis Aliot. (liberation.fr 01.12)

2- Tunisie

Des milliers de personnes, universitaires, étudiants, ouvriers du bassin minier, manifestaient jeudi devant le siège de l'Assemblée constituante à Tunis pour exprimer leurs inquiétudes sur le chômage, l'intégrisme religieux ou la corruption. De deux à trois mille personnes, selon les journalistes de l'AFP, se sont installées devant le palais du Bardo, où siège l'Assemblée, dont les entrées étaient gardées par des blindés.

"*Non à l'extrémisme !*" "*Touche pas à mes enseignants*", scandaient des professeurs d'université, en grève ce jeudi pour protester contre des incidents dans une faculté de lettres près de Tunis, où des islamistes réclament le droit pour les étudiantes en niqab d'assister aux cours. Des étudiants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*Ni mini-jupe ni niqab*", "*Si tu veux le niqab, va le mettre chez toi*". "*Je suis venu parce que je suis ahuri par ce qui se passe dans le pays. Le niqab n'a jamais fait partie de nos traditions*", expliquait un homme d'affaires refusant de donner son nom.

A côté, des mineurs de Gafsa (Centre) ont installé des tentes et se disaient déterminés à rester tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Ils demandent l'annulation d'un concours de recrutement à la Compagnie générale des phosphates, principal employeur du bassin minier, qu'ils estiment truqué. La publication des résultats de ce concours a déjà entraîné des violences la semaine dernière dans des localités du bassin minier.

"*On n'a pas fait la révolution pour ça. Les gens ont faim, n'ont pas d'emploi, la corruption sévit toujours dans le pays*", a déclaré le leader communiste Hama Hammami, présent à la manifestation. "*La politique se fait dans la rue et pas dans les chambres closes*", scandaient d'autres manifestants, qui protestaient pour leur part contre l'opacité des travaux menés dans deux commissions de l'Assemblée constituante qui tentent laborieusement de tomber d'accord sur les prérogatives de l'exécutif et le fonctionnement de l'Assemblée.

Plus d'un mois après l'élection du 23 octobre, remportée par les islamistes d'Ennahda, la Tunisie n'a pas de gouvernement. L'équipe sortante du premier ministre Béji Caïd Essebsi gère les affaires courantes. (lemonde.fr 01.12)

Justice

France

L'ex-préfète de Lozère Françoise Debaisieux a été condamnée jeudi à six mois de prison avec sursis et 5.000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Mende pour vols et détournements de biens appartenant à la préfecture entre 2007 et 2009. (20minutes.fr 01.12)

Commentaire d'un internaute.

- "*Elle vole les biens publics et elle n'a que 5000 euros d'amende et du sursis. Quelle honte ! quel laxisme parce qu'elle est sous-préfet ! Certains sont licenciés parce qu'ils ont volé dans une poubelle...*"

La justice de classe, que voulez-vous !

Social

1- France

1.1- Armée de réserve

Le taux de chômage en France au sens du Bureau international du Travail (BIT) a progressé de 0,2 point au troisième trimestre à 9,3% en moyenne en métropole (9,7% en incluant les départements d'outre-mer), selon les données corrigées des variations saisonnières (CVS) provisoires publiées jeudi par l'Insee.

Le nombre de chômeurs ressort à 2.631 millions en métropole, soit 51.000 de plus qu'au deuxième trimestre.

Les taux de chômage au deuxième trimestre ont été confirmés à 9,1% de la population active en métropole et 9,6% avec les Dom. (Reuters 01.12)

1.2- Surendettement.

Le nombre de dossiers déposés (196.432) au cours des douze derniers mois auprès des commissions de surendettement est en hausse de 8,1% à fin octobre par rapport à la même période de 2010, selon des chiffres publiés jeudi par la Banque de France.

Sur les dix derniers mois, le nombre de mesures de rétablissement personnel (c'est-à-dire d'effacement de dette total ou partiel) a progressé de presque 28% à 47.168 tandis que celui des procédures amiables a diminué de 5,5% sur un an à 111.230 dossiers. (liberation.fr 01.12)

2- Grèce.

Quelque 20.000 Grecs ont manifesté dans le calme jeudi dans le centre d'Athènes dans le cadre d'une nouvelle journée de grève générale contre les mesures d'austérité, alors que le nouveau gouvernement de coalition a promis à ses bailleurs de fonds des réformes supplémentaires, "*profondes et de grande ampleur*".

Cette grève de 24 heures constitue le premier test pour le gouvernement d'union du Premier ministre Lucas Papadémos, formé il y a trois semaines.

Selon la police, quelque 15.000 manifestants ont défilé pacifiquement dans les rues du centre d'Athènes à l'appel d'un syndicat proche du Parti communiste. "*Assez de pauvreté, assez de charges, c'est l'heure d'une nouvelle société*", ont-ils notamment scandé en passant devant le Parlement. Ils ont été suivis par quelque 4.500 autres personnes répondant à l'appel des principaux syndicats et des partis de gauche.

Deux autres manifestations ont par ailleurs réuni 6.500 personnes à Thessalonique, deuxième ville de Grèce, dans le nord du pays.

Alors que plusieurs marches contre les baisses des salaires et des retraites ainsi que les augmentations d'impôts avaient tourné aux affrontements violents ces derniers mois, opposant généralement des groupes d'anarchistes aux policiers, seuls deux incidents ont été signalés jeudi: un jet de cocktail Molotov et une voiture cassée.

Ilias Vrettakos, numéro deux du principal syndicat de fonctionnaires, ADEDY, a mis ce calme sur le compte de la peur, expliquant que les Grecs étaient influencés par le discours selon lequel la seule alternative à l'austérité est la faillite du pays. Il a aussi laissé entendre que les salariés ayant déjà subi des baisses répétées de leur rémunération hésitaient peut-être à perdre un jour de paie pour faire grève.

"*On crée une situation qui n'est plus tolérable ni supportable, malheureusement les gens se retrouvent dans un état situé entre la pauvreté et le désespoir*", a commenté Ilias Iliopoulos, secrétaire général d'ADEDY, interrogé par l'Associated Press Television News (APTN). AP 01.12)

Economie

Suisse

Comme chaque année, le magazine suisse Bilan a mené l'enquête et a dévoilé jeudi soir la liste des 300 plus grosses fortunes. Celle-ci mêle les familles suisses et les étrangers installés dans la Confédération.

Une nouvelle fois, le fondateur d'Ikea, Ingvar Kamprad, arrive numéro un avec une fortune estimée par le magazine à plus de 35 milliards de francs suisses (soit 28,5 milliards d'euros).

Cette année, l'introduction en Bourse du géant des matières premières, Glencore, a fait apparaître plusieurs dirigeants du groupe parmi les grandes fortunes suisses.

À l'inverse, la chute de la Bourse a lourdement pesé sur d'autres patrimoines. C'est notamment le cas par exemple de celui de la famille Peugeot que Bilan estime en baisse de 50% entre 1,5 et 2 milliards de francs suisses (1,2 à 1,6 milliard d'euros).

Il signale l'entrée récente de Serge Kampf, le fondateur et président du groupe Capgemini, dont la fortune est estimée entre 200 et 300 millions de francs suisses. Denis Dumont, le discret entrepreneur quinquagénaire, inventeur de l'enseigne Grand Frais (charcuteries, produits laitiers, fruits et légumes) arrive également dans cette liste.

Parmi ces 300 personnes, à côté des Suisses eux-mêmes, les deux nationalités les plus représentées sont les Allemands et les Français. Le nombre de Français est passé de 17 à 44 en dix ans (dont 13 milliardaires) dans ce classement. Celui-ci comprend 140 milliardaires, soit cinq de plus qu'il y a un an.

Les étrangers sont attirés par le fameux forfait fiscal qui permet de négocier son imposition et surtout d'être taxé en fonction de son train de vie et non en fonction de ses revenus. À une condition toutefois: ne pas avoir d'activité rémunérée en Suisse. (lefigaro.fr 01.12)

Société

Etats-Unis

Des recherches en laboratoire sur des virus inconnus et hautement pathogènes tournent mal provoquant une pandémie meurtrière qui décime l'humanité. C'est là un scénario bien connu des fans de films d'anticipation et autres films catastrophes.

C'est précisément pour éviter un tel scénario qu'un comité sur la biosécurité américain est en train d'évaluer si des recherches sur le virus A(H5N1), responsable de la «grippe aviaire», devraient être ou non publiées, rapporte le magazine New Scientist.

Les travaux de Ron Fouchier du centre médical Erasmus à Rotterdam ont en effet identifié des mutations spécifiques du virus qui le rendraient beaucoup plus contagieux et dangereux pour l'espèce humaine.

Aujourd'hui le A(H5N1) tue plus de la moitié des personnes qu'il infecte mais ne se transmet pas facilement d'une personne à une autre. Ron Foucher a toutefois expliqué dans le cadre d'une conférence scientifique sur la grippe organisée à Malte en septembre qu'en effectuant deux mutations sur le virus pour l'«adapter» aux mammifères (en infectant à plusieurs reprises des furets, un très bon modèle expérimental) il obtenait une nouvelle souche virale. Une souche toujours aussi mortelle, mais désormais capable de se transmettre aisément d'homme à homme via de simples gouttelettes en suspension dans l'air.

Pour Thomas Ingelsby du centre de biosécurité de l'université de Pittsburgh, publier ces travaux comporte plus de risques que de bénéfices: quelqu'un pourrait par exemple les détourner pour en faire une arme biologique. Autre scénario, encore plus probable selon lui: d'autres scientifiques se mettraient à travailler avec le virus ainsi modifié, ce qui augmenterait les risques d'un accident qui verrait le virus sortir d'un laboratoire. Il existe des précédents: un virus grippal bénin A(H1N1) s'est échappé d'un laboratoire (russse ou chinois) en 1977. (slate.fr 01.12)

Il y a 25 ans déjà, jai lu des rapports sur l'origine du VIH, selon lesquels ce seraient des expériences menées plusieurs décennies auparavant par des apprentis sorciers occidentaux qui travaillaient dans un laboratoire au Congo ou dans un autre pays africain je ne sais plus au juste, qui en serait à l'origine. Ils auraient inoculé un virus de leur fabrication à des singes qui se seraient évanouis dans la nature avant de se retrouver sur les étales des marchés, c'est ainsi qu'aurait débuté la transmission de ce virus qui n'existait pas à l'état naturel.

Bien entendu cette version a été contestée avec autant de virulence que celle du "*complot*" sur les intentions de l'impérialisme américain et européen de remodeler le Moyen et le Proche-Orient, ou encore sur les attentats du 11septembre organisés conjointement par le Pentagone, la CIA et Al-Qaïda, leur création, et plus proche de nous, la liquidation de Ben Laden mort depuis déjà 10 ans.

On pourrait ajouter l'assassinat de Lincoln et Kennedy pour avoir voulu remettre en cause la dictature de la Fed, dans les deux cas

les crimes furent attribués à des individus isolés et sans rapport avec les banksters, ou encore l'attaque "*par surprise*" de Pearl Harbour, alors que les renseignements généraux américains avait percé le code secret que les Japonais utilisaient dans leurs transmissions, etc. etc. etc.

Haut de page

Le 3 décembre

CAUSERIE

Les articles de presse du mois de novembre classés par rubriques sont disponibles au format pdf (24 articles pour 40 pages).

Aux infos de TV5Monde Asie ces derniers jours

L'actualité des derniers jours a été si chargée que je n'ai pas trouvé le temps d'aborder quelques infos ou sujets de réflexion.

1- Grande-Bretagne

Le 28 novembre. Les 100 patrons ou dirigeants d'entreprises perçoivent des rémunérations supérieures à 5 millions d'euros par an, chacun évidemment. Je n'ai pas noté les coordonnées de celui qui touche la plus élevée, 13 millions d'euros, une misère quoi. Comme a dit hier le locataire de l'Elysée "*je sais que la vie des Français est plus difficile aujourd'hui après trois années de crise*", Cameron doit sans doute tenir le même langage à Londres pour exiger des sacrifices des travailleurs.

A part cela patrons et actionnaires ne s'accaparent pas la plupart des richesses produites. C'est choquant, non, c'est le capitalisme, c'est tout. Après, on décide de faire avec et on cesse de gémir sur son sort ou on s'organise dans la perspective de le renverser, c'est l'un ou c'est l'autre, il faut mettre chacun devant ses responsabilités, à son niveau bien sûr.

2- Reportage d'Envoyé spécial en Syrie, à Homs

Ce reportage a été diffusé sur TV5Monde Asie le 1er décembre. L'objectif était de démontrer que la population était victime de la répression organisée par le régime. Qu'a-t-on vu au juste ?

2.1- Une femme portant lunette noire et le visage enveloppée dans un grand foulard répétant ce que les médias du monde entier débitent en boucle depuis des semaines. Qui était-elle, quelle valeur, quelle légitimité avait son témoignage ? On n'en saura rien, aucun.

2.2- Une file d'attente pour recharger des bouteilles de gaz. A Pondichéry, en Inde, où j'habite, chaque fois que je vais remplacer ma bouteille de gaz je me tape la queue, mieux je dois la faire deux fois et à deux endroits différents, une fois pour faire enregistrer ma demande en présentant mon carnet et mes tickets genre tickets de rationnement, la seconde fois pour retirer une bouteille pleine, quand il y a du stock sinon je dois revenir une fois ou deux comme cela m'est arrivé la dernière fois. Et l'armée indienne ne bombarde pas la ville !

2.3- Gros plan sur des gosses de moins de 10 ans scandant des slogans hostiles au régime.

C'est tout ? Oui c'est tout, pour le reste on a vu des gens marchés dans les rues, des voitures roulées normalement, tout du moins apparemment, ici ou là un char posté à un carrefour, un manifestant qui s'est pris une balle qui trainait, qui lui avait tiré dessus, un militaire fidèle au régime ou un mercenaire à la solde de Washington, Riyad ou Jérusalem ou encore Paris ou Londres, on n'en saura rien non plus.

Bref, la propagande de l'impérialisme français.

3- Vous emplissez votre réfrigérateur ? Non, je remplis ma poubelle.

En moyenne 20 kilos de nourriture partent à la poubelle par an et par personne en France.

Un quart de la production alimentaire mondiale finit à la poubelle, alors que toutes les six secondes une personne meurt de faim ou de sous-alimentation dans le monde.

Démontration dans un lycée en France.

Sur 900 kilos de nourriture préparée pour alimenter la cantine en fonction des élèves ayant payé leur repas (2,5 euros le plateau), 197 kilos sont partis à la poubelle. Réaction des lycéens interrogés : l'indifférence, c'est normal. Explication du responsable de la cuisine : puisqu'ils ont payé, le contenu qui figure sur leur plateau repas leur appartient, ils n'ont pas à se poser la question de savoir si ce qu'ils ne mangent pas finira à la poubelle pendant que des gens crèvent de faim ailleurs, des élèves ont confirmé au journaliste qu'ils s'en foutaient que ce n'était pas leur problème.

La grande distribution jette par an 560 000 tonnes d'aliments. Pendant ce temps-là, 3 millions de personnes en France perçoivent une aide alimentaire pour survivre avec leurs familles.

J'ai eu du mal à regarder ces images, des poubelles entières remplies de viande, de pain, de fruits ou de légumes, c'était plus fort que moi, à un moment donné j'ai détourné la tête de l'écran, je n'en pouvais plus tellement c'est dégueulasse, et pourtant je suis blindé, c'était peut-être parce que je venais de bouffer, un plat unique avec un verre d'eau et un café comme à chaque repas midi et soir.

J'achète les produits frais que je vais manger, pas que je vais jeter. Je sais à l'avance ce que je vais acheter, dans quelle quantité, comment et quand je vais le préparer et le manger, ainsi je ne jette absolument rien.

Je ne bosse pas et je mange toute l'année chez moi, certes, mais j'ai le double de repas à préparer que si je mangeais à l'extérieur le midi et parfois le soir au restaurant, ce qui ne m'arrive plus jamais, j'ai fait une croix sur le resto, c'est meilleur et meilleur marché quand je cuisine moi-même, et quand je vois les prix des plats par rapport au prix des matières premières, je me dis que les restaurateurs sont des escrocs, en fait ils ne bossent pas et le prix qu'on paie c'est le prix de leurs employés qu'ils rémunèrent avec un lance-pierres, bref, pas vraiment envie de les engraisser. Je bosse pour un patron mais le site me prend autant ou plus de temps encore, donc je m'organise, je cuisine pour la semaine qui vient le dimanche ou le lundi quand il y a moins de boulot, en général deux plats et j'alterne un jour sur deux, des plats plutôt gastronomiques, cuisine française et cuisine indienne.

En procédant ainsi je mange correctement et je ne jette rien, quand j'étais en France, on procédait de la même manière. Aujourd'hui on est samedi, le réfrigérateur n'est pas plein d'aliments que je n'ai pas consommés la semaine et qui vont finir à la poubelle, il est vide en dehors de la salade que j'ai déjà lavée et rangée dans une boîte en plastique et quelques tomates pour le midi. Ces gens qui jettent ainsi, ils ont encore beaucoup trop de fric à dépenser, après on s'étonne qu'ils ne se mobilisent pas, ne cherchez pas, la raison n'est pas seulement politique mais économique. Il y en a qui se mobilisent parce que leur niveau de vie est menacé, pas parce qu'ils seraient pris à la gorge, mais parce que cela leur coûte de plus en plus cher... pour remplir leur poubelle chaque fin de semaine !

Non, les conditions objectives ne sont pas encore tout à fait mûres pour que la majorité des travailleurs se sentent vraiment concernés par la crise et qu'ils se mobilisent, car hélas il va falloir qu'ils en soient réduits à subir les mêmes coups que les Grecs pour commencer à se poser des questions et passer à l'action, tandis que pour des millions de travailleurs et leurs familles elles étaient déjà mûres dès leur naissance, c'était d'ailleurs tellement le destin qui nous était réservé, que lorsque certains ont réussi à y échapper, ce fut pour sombrer immédiatement dans le travers de la société dite de consommation, sans progresser sur le plan politique évidemment, au contraire même, dans ma famille et mes connaissances (en France) je ne connais pas d'exceptions.

Donc chaque fois que l'on parle mobilisation, mouvement social, grève, manifestation, etc. posons-nous la question de savoir quelle en est l'orientation politique avant de nous emballer ou de n'y voir que leur contenu social, pour éviter de s'illusionner ou de se fourvoyer en général.

4- En Grèce

4.1- Une employé du ministère des Finances qui percevait l'année dernière un salaire de 2 300 euros net, ne touche plus que 1 300 euros et l'année prochaine son salaire descendra à 800 euros. Elle vit en couple et ils ont deux enfants, elle dit dépenser 800 euros par mois pour se nourrir et ils ont acheté leur maison, il leur reste à payer 1000 euros par mois pendant 27 ans. Elle a dû prendre un crédit sur 30 ans, dont le coup total se montait à 360 000 euros.

Comment peut-on s'engager sur une aussi longue période sur une telle somme, c'est délirant et comment une banque a-t-elle pu lui accorder un tel crédit, c'est criminel.

Elle va retourner vivre chez sa mère et sa maison va être saisie et vendue aux enchères comme des milliers d'autres, les prix vont chuter, les banques ne vont jamais retrouver leurs billes, la même situation qu'aux Etats-Unis en somme.

4.2- Un carreleur d'origine albanaise installé en Grèce depuis 20 ans, réduit au chômage, dans l'impossibilité de continuer de payer son loyer et de trouver du boulot, il décide de repartir en Albanie avec toute sa famille.

Il explique qu'au moins là-bas il aura un peu de boulot, ne serait que quelques jours par semaine et que cela lui sera suffisant pour vivre. Et d'ajouter : "*il n'y a plus rien à faire en Grèce, plus d'avenir, c'est fini, l'avenir est ailleurs*".

La question de l'immigration va se régler naturellement pour ainsi dire... grâce à la crise, quel paradoxe ! L'extrême droite et les nazillons de l'UMP devront trouver d'autres boucs émissaires dans quelque temps

4.3- Un armateur a été interviewé par un journaliste de France 2, il a confirmé en se marrant qu'effectivement il ne payait pas un centime sur les bénéfices réalisés par son entreprise.

Je l'avais lu ici ou là, mais bon, vous savez on lit tellement de choses qui s'avèrent être fausses ou très approximatives, là il s'agissait d'un témoignage direct, donc on sait maintenant à quoi s'en tenir réellement. Devant la caméra, il a menacé de délocaliser son entreprise si l'Etat exigeait qu'ils paient des impôts ou une taxe. Qui détient le pouvoir en Grèce (comme ailleurs) ? On a la réponse. Donc une seule solution : l'expropriation de grès ou de force sans leur verser un centime, ce n'est pas négociable.

5- Encore un autre paradoxe

Quelque 15 % des jeunes filles seraient atteintes de puberté précoce, 17% aux Etats-Unis, en cause les pesticides, les oestrogènes et autres saloperies chimiques présentes dans l'air ou l'alimentation, les emballages aussi. Résultat à terme : des femmes stériles, des foetus mâles plus rares, sans compter une augmentation des cancers du sein, etc.

Des chercheurs, après avoir soumis pendant cinq ans des poissons à des oestrogènes dans un lac artificiel, ont constaté qu'au bout de cette période une fois les mâles ayant muté puis totalement disparus, il n'y avait plus aucun poisson vivant.

Alors pourquoi un paradoxe appliqué à l'homme, parce que cela pourrait participer à la lutte contre la surpopulation dans le meilleur des cas, dans le pire à l'extinction de l'espèce humaine.

Ils n'ont pas abordé cet aspect là dans leur documentaire. De plus, c'est la population des pays riches la plus exposée, ici par exemple il y a plus de filles que de garçon, en Chine c'est l'inverse parce qu'ils doivent procéder à une sélection suite à des échographies, plus qu'en Inde où c'est également interdit ; si en France et dans les pays occidentaux les petites filles ont de la poitrine et leurs règles de plus en plus tôt, en Inde, j'ai plutôt constaté le contraire, comment ? C'est facile, lorsqu'une jeune fille a ses premières règles tout le voisinage est ameuté, car cela est l'occasion d'une fête à laquelle toute la famille et le village sont conviés.

La pauvre gamine, un animal de foire, c'est une tradition, une coutume, leur culture nous dit-on, plutôt barbare, mais il ne faut pas le dire sous peine d'être traité de tous les noms par les tiers-mondistes reconvertis en altermondialistes. Bon, en échange elle est honorée comme une déesse... de la fécondité, bien sûr, et malheur à elle si elle est stérile, elle reçoit un tas de cadeaux. Dans ces occasions, vous savez ce que je fais, j'observe les mâles pour détecter les regards lubriques ou pervers...

Bon vivement que l'Inde se développe, cela permettra de mettre un frein à la démographie galopante, je plaisante, mais c'est un paradoxe qui pourrait régler en partie le problème de la surpopulation.

J'en ai terminé avec cette émission, passons aux infos des médias et agences de presse.

Incroyable. Ils auraient découvert des tunnels reliant le Mexique aux Etats-Unis sous leur frontière...

(Vu et entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.)

Du côté mexicain à deux pas d'un poste des douanes, non, pas possible ? Et entièrement aménagés avec climatisation, ascenceurs, wagonnets pour transporter la précieuse marchandise des trafiquants de drogue, etc. Sur 600 mètres et personne n'aurait rien remarqué, à croire qu'au fur et à mesure ils ont bouffé la terre extraite de ces tunnels quand ils les ont creusés, et je ne parle même pas de l'encombrant matériel qu'ils ont acheminé jusque là, des rails et des wagonnets notamment, il est vrai qu'on en croise tous les jours dans la rue, n'est-ce pas, à moins qu'ils aient été livrés en kits ou qu'ils aient été fondus sur place ?

Ils nous prennent vraiment pour des cons. Alors qu'ils disposent des outils ultra perfectionnés pour détecter à 1 500 mètres sous les fonds sous-marins des nappes de pétrole ou du gaz simplement en survolant les océans, ils n'auraient pas les moyens de détecter des galeries creusées à quelques mètres sous la surface du sol.

Mais la meilleure ou le pire, c'est que la plupart des gens les croient sur parole, c'est à croire que leur dictature a de beaux jours devant elle, non ?

Je vais vous dire un truc, c'est le genre de révélations entre guillemets qui est plus à même d'aider les travailleurs à rompre avec

le capitalisme plutôt que nos longs discours auxquels ils ne comprennent rien ou qu'ils écoutent d'une oreille distraite, sans nous prendre vraiment au sérieux.

Si nous avions un parti révolutionnaire digne de ce nom, dans notre journal une page serait réservée chaque semaine à tordre le coup aux mensonges ou à la propagande gouvernementale, car ce genre d'infos est plus accessible aux travailleurs, plus à leur niveau si l'on veut, ce serait comme une porte d'entrée pour les mettre en confiance, pour ensuite aborder notre programme ou la politique qu'on leur propose. Croire que du jour au lendemain des milliers de travailleurs vont tomber dans la marmite de la politique en les abordant sous un angle politique, c'est se mettre le doigt dans l'oeil, il faut s'y prendre autrement pour briser leur résistance ou leur méfiance envers la politique et tout parti en général.

Personne ne veut le comprendre, soit, advienne que pourra. A mon avis, il ne nous reste que peu de temps avant qu'il devienne impossible de remettre en cause l'ordre établi, une fois qu'ils auront parachevé leur plan d'instaurer une dictature bureaucratique à l'échelle mondiale, pouvoir qui sera omniprésent, mais tellement dillué qu'il sera devenu impossible de le localiser avec précision pour s'y attaquer, encore moins le renverser.

Déjà qu'avec l'existence d'une institution supranationale même pas encore achevée, on ne parvient même pas à se mobiliser contre, d'où au passage selon moi la nécessité de s'y prendre autrement en attaquant les institutions nationales qui détiennent encore les clés du pouvoir, alors imaginez un peu ce qu'il en sera, le jour où ils seront parvenus à leur fin, quand l'UE sera devenue la copie conforme des Etats-Unis...

Vous me direz qu'ils n'y parviendront jamais. Qu'en savez-vous au juste ? Vous vous appuyez sur des documents et des données qui datent de plus d'un demi-siècle pour l'affirmer, ils sont par bien des aspects totalement dépassés ou devenus obsolètes, vous prenez vos désirs pour la réalité. Après tout les économies sont tellement imbriquées que les grandes entreprises des différents pays de l'UE sont de plus en plus dans des rapports de complémentarité que de concurrence, pour peu qu'ils parviennent à mettre au pas le prolétariat, rien ne dit qu'ils n'arriveront pas à mettre la dernière touche à leur projet diabolique sur le plan politique cette fois, c'est-à-dire en liquidant ce qui reste de souveraineté aux Parlements nationaux. On y reviendra.

Amélioration du marché du travail aux Etats-Unis. Vraiment ?

Le plus spectaculaire reste la chute surprenante du chômage de 9 à 8,6%. Elle s'explique malheureusement par la sortie de 315.000 personnes de la population active, peut-être découragées dans leurs recherches d'embauche.

Cette crainte est renforcée par la hausse du chômage de longue durée. 43% des chômeurs en novembre se trouvaient sans emploi depuis plus de 27 semaines, contre 42,4% au mois d'octobre.

Le recrutement de 49.800 personnes dans le commerce de détail est probablement lié aux efforts saisonniers du secteur de la distribution pour préparer la saison cruciale des fêtes.

La stabilité de la durée moyenne de la semaine de travail, le léger recul de la durée d'activité dans l'industrie et la baisse de 0,1% des salaires horaires moyens, sont autant d'indices qui démentent la thèse d'une amélioration radicale du marché du travail. (lefigaro.fr 02.12)

Egypte. Le voile se lève sur la révolution fesse bouc.

Les Frères musulmans, dont la création remonte à 1928, estiment vendredi sur le site de leur parti politique, Liberté et justice, qu'ils recueilleront autour de 43% des sièges alloués à la proportionnelle, à partir de listes présentées par les partis. Ils se disent également en tête au scrutin nominal.

Le parti Al Nour, l'une des formations salafistes qui défendent une vision rigoriste de l'islam, devrait obtenir jusqu'à 30% des sièges, selon les évaluations diffusées sur le site de Liberté et justice. Jeudi, Al Nour disait s'attendre à obtenir jusqu'à 20% des sièges.

Les salafistes veulent exclure les femmes et les membres de minorités religieuses, comme les coptes, des hautes fonctions administratives. Ils prônent un retour à une vision stricte de l'islam, qui prohibe l'alcool, l'art et la littérature "*non islamiste*" ainsi que la fréquentation des plages.

Le Mouvement des jeunes du 6 avril, l'un des grands artisans de la révolution, notamment grâce à son activité sur internet, assure sur sa page Facebook que *"personne ne doit s'inquiéter de la victoire d'une liste ou d'un courant politique*".

"C'est la démocratie et notre grande nation ne permettra plus à quiconque de l'exploiter à nouveau", a-t-il dit. (Reuters 02.12)

Non, la Suisse n'est pas un paradis fical.

Le forfait fiscal, encore appelé "*imposition à la dépense*", permet à l'heureux bénéficiaire de ne pas être imposé sur sa fortune et sur ses revenus, mais sur son train de vie... À la limite, un milliardaire qui louerait un studio et se contenterait de sandwiches ne paierait qu'un impôt misérable.

C'est presque le cas du Suédois Ingvar Kamprad, le fondateur d'Ikea (une fortune estimée à 30 milliards d'euros), l'homme le plus riche de Suisse. Il roule dans une épave et ramène les bouteilles vides consignées au supermarché de son village. (lepoint.fr 12.12)

Mais au fait, pourquoi au juste la Suisse leur accorde-t-elle ce statut fiscal privilégié qui n'est délivré qu'au compte-gouttes ? Si elle ne l'accorde de préférence qu'à des gens réputés fortunés, c'est bien qu'il doit y avoir une autre raison, non avouable cette fois, non ?

Bref, en fait il faut être débile pour produire encore quelque chose en France et y être domicilé, l'idéal est de produire en Chine et de déclarer vivre en Suisse, pendant que la plupart du temps vous vivez ailleurs, les affaires ou votre carrière oblige et le tour est joué, vous engrengez un maximum de fric et vous ne reversez rien à un Etat, vous profitez sur toute la ligne. Après tout, ce n'est pas un hasard si c'est parfaitement possible, légal quoi ? En plus cela vous permet d'être en paix avec vous-même, quel cas de conscience devriez-vous avoir, ce n'est pas vous qui l'avez inventé ce système très avantageux, vous ne faites qu'en profiter, où est le mal, si ce n'est pas vous, ce sera un autre...

C'est le genre d'arguments qui suffit à clouer le bec des masses arriérées qui finissent par dire : ah ben c'est vrai ce qu'il dit, si ça existe, c'est bien pour que cela profite à quelqu'un sinon ça n'existerait pas, à leur place on ferait pareil... C'est mon milieu en France, je connais le refrain par coeur.

L'art du camouflage.

On accuse quelque chose à quelqu'un de faire, pour qu'on ne nous reproche pas de faire la même chose. Franchement, pensez-vous que je serais assez idiot pour aller sur ce terrain si j'avais quelque chose à me reprocher ? Et le naïf surpris par cette réplique de répondre : ah ben ouais, c'est vrai ce que vous dites, je n'y avais pas pensé, que j'suis bête alors ! Non, tu t'es fais embobiner par un illusionniste dont c'est le métier. Deux exemples.

1- Martine Aubry, elle, a «*vu beaucoup de renoncement*» dans le discours de Nicolas Sarkozy.

Pas du tout, le PS renoncé au socialisme, qui enfin vous a raconté cette mauvaise blaque ?

2- Jean-Marc Ayrault a jugé dans un communiqué que «*la maîtrise de notre destin, c'est Nicolas Sarkozy qui nous l'a fait perdre*». (20minutes.fr 02.12)

Pas le PS qui se présente comme son opposant alors qu'il est sur la même ligne, pensez-vous, vous ne saviez pas que le PS n'avait jamais gouverné le pays ?

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

Il faudra des années pour endiguer la crise financière, a prévenu vendredi la chancelière allemande, redisant son opposition à une modification des statuts de la Banque centrale européenne (BCE).

La chancelière a insisté devant les députés allemands sur le fait que les 17 membres de la zone euro devaient prendre des mesures pour rétablir la confiance des marchés. Elle a notamment estimé que les règles financières de la zone euro étaient trop fréquemment violées.

La résolution de la crise de la dette souveraine est un processus "*qui prendra des années*", a ajouté Mme Merkel, redisant son opposition aux euro-obligations. Les discussions autour de cette hypothèse ne "*contribuent pas à la résolution de la crise*".

Elle a revanche plaidé pour une nouvelle "*union de la stabilité*" avec des contrôles plus stricts. Son objectif, avec Nicolas Sarkozy, est de modifier les traités européens pour éviter une division entre membres et non-membres de la zone euro. Elle a assuré lors d'une conférence de presse que les changements ne nécessiteraient pas de référendum pour être adoptés. (AP 02.12)

Surtout pas de référendum malheureux, d'ailleurs on se demande même s'il ne va pas falloir en venir à supprimer le suffrage universel...

Social

1-France

1.1- Quand le PS gère le saccage du droit à la santé

Les services de chirurgie ouverts, la nuit, en Ile de France, seront au nombre de 31 et non plus… 87 comme aujourd'hui.

Annonçant une réorganisation de la prise en charge des patients, le directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS), Claude Evin (PS), avait mis en avant le faible nombre d'opérations chirurgicales, soit une trentaine en moyenne par nuit. «Cela ne justifie pas que les 87 établissements de la région soient mobilisés».

D'autant que certains de ces hôpitaux ne sont pas toujours prêts à pratiquer des interventions, ne disposant pas d'équipes chirurgicales complètes pour accueillir les patients. «*Il s'en suit parfois des pertes de chances*», a analysé alors Claude Evin. Ajoutant: «*La situation actuelle n'est pas satisfaisante parce qu'elle n'est pas assez lisible, elle est trop dispersée. L'absence de lisibilité conduit, parfois, à ne pas faire le bon choix et à avoir des patients qui tournent entre plusieurs établissements*». Et il annoncait pour décembre le choix des lieux retenus.

C'est donc chose faite. «*31 dossiers ont été retenus. Près de 45 établissements concernés, dont près de 10 établissements privés et 2 établissements militaires*».

A Paris, par exemple 7 établissements ont été sélectionnés: 6 Groupements hospitaliers (GH) de l'AP-HP: l'Hôpital Universitaire Paris Nord Val de Seine, le GH Saint-Louis/Lariboisière, le GH Pitié/Salpétrière, le GH St-Antoine/Tenon, le GH HEGP-GH Cochin/Hotel Dieu/Broca. Et enfin,le GH semi-privé de St Joseph. (liberation.fr 02.12)

1.2- Aux armes, prolétaires...

La Direction centrale de la police judiciaire a recensé 2710 saisies d'armes à feu en 2010, soit une explosion de 79% par rapport à 2009.

Les saisies de pistolets, révolvers, fusils à pompes ou fusils d'assaut explosent en France. Selon une toute récente note du ministère de l'Intérieur intitulée «*physionomie du trafic d'armes et les saisies d'armes en France*» portée à la connaissance du Figaro, les services centraux de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) ont recensé 2710 saisies d'armes à feu en 2010, soit une explosion de 79% par rapport à 2009.

La tendance à la hausse se confirme cette année car, précise la note, «*entre le 1er janvier et le 24 novembre 2011, 3355 armes de toutes catégories ont été saisies*».

Dans le lot, la proportion des armes de guerre est estimée à 3% du total. Actuellement, un fusil d'assaut de type kalachnikov se négocie dans les cités entre 2000 et 3000 euros, soit quatre fois son prix de base dans son pays d'origine. Un pistolet ou un revolver se marchande clandestinement autour des 1500 euros. 30.000 calibres dans les cités

Au total, les spécialistes estiment en général à 30.000 le nombre de calibres qui circulent dans les cités, sachant 3,14 millions armes étaient légalements détenues dans le pays en 2010.

Outre les échanges entre amateurs d'armes, dont 10% des «déviants» «improprement appelés collectionneurs», la DCPJ souligne l'arrivée «*d'importantes quantités*» émanant de la «*zone balkanique*», où les «*récents conflits ont été à l'origine du pillage de nombreux dépôts d'équipements des forces militaires ou de sécurité*». 948 vols à mains armées dans les Bouches-du-Rhône

Enfin, outre un «*trafic intracommunautaire*» qui permet aux particuliers français de commander en toute impunité par internet armes automatiques et fusils en vente libre en Belgique, en Espagne ou en Autriche, les policiers savent le milieu délinquant s'approvisionne lors de «*vols ou de cambiolages*», aussi bien «*chez des particuliers à leurs domiciles, chez des professionnels de la sécurité ou dans des armureries*».

Entre le 1er janvier et le 24 novembre 2011, policiers et gendarmes ont dénombré le vol de 2019 calibres en tous genre sur l'ensemble du territoire. L'année dernière, les vols d'armes avaient bondi de 38,6% par rapport à 2009. Six fois sur dix, il s'agit d'armes de chasse et de loisirs conservées dans des domiciles privés, sans mesure de sécurité.

De son côté, au lendemain des fusillades à la Kalachnikov qui ont ensanglanté Marseille, l'Observatoire national de la délinquance a comptabilisé 948 vols à mains armées dans les Bouches-du-Rhône entre novembre 2010 et octobre 2011, soit une augmentation de 22% par rapport à la même priode de l'année précédente. (lefigaro.fr 02.12)

En voilà un marché fleurissant ! Profitez-en ! Moi je pencherai pour un pétard équipé d'un silencieux, car c'est stupide de faire du bruit pour alerter tout le monde et risquer de se faire gauler quand on peut faire autrement, discrètement quoi. Pour faire un grand nettoyage, tout ce bazar est bien trop encombrant, cela demande une logistique, etc., rien de tel que l'explosif ou la grenade, et puis cela ne laisse pas de traces !

On se détend un peu camarades, c'est le week-end...

2- Belgique

Des dizaines de milliers de Belges ont manifesté vendredi dans le centre de Bruxelles contre les mesures d'austérité que compte prendre le nouveau gouvernement pour maîtriser les finances publiques.

Les dirigeants des syndicats organisateurs ont parlé de plus de 50.000 participants dans la matinée. La police n'a pas communiqué de chiffre pour l'instant.

Participaient au défilé des métallurgistes, des fonctionnaires, des employés du secteur de la bière et du BTP ainsi que des enseignants. (Reuters 02.12)

Je ne peux m'empêcher de reproduire l'interview d'un manifestant déclarant que lui et sa compagne gagnait chacun 1 500 euros nets par mois, donc 3 000 euros au total, qu'ils vivaient très bien mais voilà, ils manifestaient aujourd'hui parce qu'ils ne parvenaient plus à économiser... Tous les manifestants n'étaient pas dans leur cas évidemment, mais un certain nombre devaient l'être, tirez-en les conclusions que vous voudrez, je suis las de me répéter sur ce sujet.

3- Chine

Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine de Shanghaï ont suivi une grève de deux jours pour protester contre des licenciements et des affrontements avec la police qui ont fait plusieurs blessés, a annoncé vendredi une organisation de défense des travailleurs. Le mouvement de protestation, entamé mercredi, se poursuivait vendredi mais avec seulement une cinquantaine d'employés, a précisé dans un communiqué le China Labour Watch, dont le siège est aux Etats-Unis.

L'usine implantée dans la grande métropole de l'est de la Chine est la propriété de la compagnie électronique de Singapour Hi-P International, sous-traitant notamment d'Apple et de Hewlett Packard. Ce nouveau mouvement de protestation sociale en Chine a démarré après l'annonce du licenciement de quelque mille ouvriers par l'entreprise qui a projeté de transférer la production dans une autre ville. Des grévistes ont indiqué qu'ils n'avaient reçu aucune notification préalable de leur licenciement et que les indemnités ne convenaient pas, selon China Labour Watch. Un représentant de Hi-P International a déclaré que l'impact de cette grève était "*très réduit*".

Le mois dernier, plus de 7 000 travailleurs ont fait grève après des licenciements et des baisses de salaire dans la province méridionale du Guangdong chez un sous-traitant des chaussures de sport New Balance, Adidas et Nike. Des centaines d'autres ont fait grève à Shenzhen pour exiger le paiement d'heures supplémentaires. (lemonde.fr 02.12)

Haut de page

Le 4 décembre

CAUSERIE

J'ai rajouté des articles dans les rubriques économie, politique, internationale et dans le dossier Syrie. Je vous conseille vivement de les lire, comme toujours.

A propos du site

En novembre, 3 691 visites au total ; 123,03 par jour en moyenne ; 2 853 documents téléchargés (pdf - Acrobate Reader) et plus encore simplement ouverts et lus.

J'ai reçu un courriel d'un militant du POI auquel je répondrai dès que possible. Ce qui est intéressant dans la question que me pose ce camarade, c'est qu'elle concerne un point d'économie si complexe et si vaste que Marx lui a consacré le chapitre I du premier tome du*Capital*, donc il est évidemment impossible de la traiter en deux minutes ou en quelques lignes. Après l'avoir reluu et réflexion, je me suis demandé s'il l'avait posée correctement ou si en la précisant on ne pourrait pas y apporter une réponse (temporairement) satisfaisante.

La question est de cerner au mieux quels sont les facteurs qui entrent en jeu et quels sont leurs rapports sur un plan particulier ou dans un contexte précis ainsi que sur le plan général ou mondial, sans confondre les deux ou sans omettre leur interaction. On peut également aborder cette question sous différents angles, économique, comptable ou commerciale.

S'agit-il de déterminer ce qu'on entend par valeur d'une marchandise, ce qui serait relativement facile, encore faut-il que l'on parle de la même chose, de la valeur d'usage, d'échange, relative, absolue, etc. ou de déterminer quel profit finira dans la poche de deux capitalistes qui produisent une marchandise identique à Paris et à Delhi par exemple, marchandise identique qui ne l'est pas tout à fait d'ailleurs, en réalité si l'on compare les deux situations, il n'y a rien d'identique entre elles dans bien des domaines, coût de la main d'oeuvre, des infrastructures, du transport, de l'électricité, des impôts et taxes, etc., il faut encore évaluer le niveau de ces exceptions, jouent-elles un rôle primordial ou secondaire, dans quelle proportion, etc.

Vous voyez, on n'a même pas poser notre question que d'autres surviennent et chacune d'entre elles va en faire surgir d'autres, et cela pour les différentes formes de la valeur, prenons par exemple la valeur d'usage d'une marchandise, elle variera en fonction de nombreux facteurs, s'il s'agit d'une voiture, on peut se borner à la décrire comme un moyen de transport, mais d'un pays ou d'un continent à un autre on n'en fera pas exactement le même usage, le niveau de développement économique de chaque pays va entrer en ligne de compte qui lui-même va nécessité de prendre en compte différents facteurs, leurs infrastructures autoroutières, la différence de développement des transports en commun, pour un usage strictement privé ou collectif, etc.

Je répondrai à ce camarade dans les jours qui viennent. Pas demain, je vais passer ma matinée chez le dentiste, puis je dois faire des courses pour la semaine. Il a écrit :"*Merci pour tout ce que tu fais*", on fait au mieux !

A propos de voiture, j'en ai justement acheté une.

En fait pas pour moi, mais pour un de mes beaux-frères au chômage depuis des mois. Il s'agit d'une Tata Indigo d'occasion, elle a 4 ans et en parfaite état, on l'a acheté à un concessionnaire qui l'a remise à neuf ou presque, le moteur diésel à 153 000 kilomètres ce qui n'est rien, ici on ne roule que rarement à plus de 60 kilomètres/heure. Je l'ai payé cash 250 000 roupies, environ 3 500 euros, mon beau-frère me remboursera 5.000 roupies chaque mois, en principe... Avec son *All India permit*, un permis de taxi valable dans tous les Etats de l'Union indienne, il a parcouru tout le sud de l'Inde pendant près de 15 ans, il va faire le taxi et il pourra emmener sa vieille mère à l'hôpital à l'occasion, et il ira chercher mon épouse Magueswary à l'aéroport de Chennai deux fois par an.

Pour revenir à ce qu'on disait précédemment. Mon beau-frère n'a pas besoin de déclarer son activité professionnelle, il ne paiera ni impôt ni taxe, sa voiture aura un double usage privé et commercial, ce qui ne sera pas le cas en France, ou tout du moins le propriétaire d'une voiture de taxi peut l'utiliser pour son usage personnel, mais en tant que taxi il est déclaré et il est imposé par le fisc.

Au passage, à ceux qui critiquent mon discours ou estiment que je suis injuste ou trop dure envers nos semblables, cette notion de classe ne me quitte jamais l'esprit, ce qui n'est semble-t-il pas le cas de mes détracteurs corrompus par les idées de la classe dominante, ce dont ils n'ont pas conscience, alors qu'en réalité je ne juge personne, s'il m'arrive de parler en des termes peu flatteurs du comportement de mes beaux-frères ou des Indiens en général, des travailleurs ou du mouvement ouvrier, je persiste et signe si nécessaire, dans la pratique je suis totalement solidaire de mes frères et soeurs de galère, c'est à mes yeux la seule chose qui compte.

Une fois vendue ma maison, je me suis retrouvé avec un petit paquet d'argent que j'ai déposé en banque sur un compte rémunéré pour assurer mes dépenses quotidiennes et ma retraite. Absolument rien ne m'obligeait à donner 200 000 roupies à un de mes beaux-frères pour qu'il puisse partir en France et 250 000 à un autre pour qu'il puisse bosser et faire vivre sa petite famille, ils ont chacun deux gosses. Je l'ai fait parce qu'il m'a semblé que c'était normal, sans rien réclamer ou attendre en échange, d'ailleurs quand leur soeur est en France, s'ils viennent me rendre visite une ou deux fois en quatre mois, c'est le grand maximum, le reste du temps je n'existe pas pour eux, je le sais et je m'en fous. Mon épouse a hurlé (au téléphone) quand elle a appris que j'avais acheté une voiture à son frère, elle n'était pas d'accord. Dans les deux cas je ne m'attends pas à revoir cet argent car je les connais trop bien, tous mes beaux-frères m'ont volé dans le passé, de cela aussi je me fous, je me dis : si cela peut leur rendre la vie meilleure et les aider à évoluer malgré tout, tant mieux, les calculs d'épicier, ce n'est pas pour moi. A côté, je méprise la bonne conscience des petits-bourgeois qui versent du fric à des associations caritatives pour soulager la misère du monde, et qui abandonnent les membres de leur propre famille en détresse sous prétexte qu'ils se laissent aller ou je ne sais quoi.

Je voudrais dire aussi ici à mes procureurs, que la légitimité cela fonctionne dans les deux sens, je le suis pour venir en aide à mes semblables, mais je le suis aussi pour les mettre en face des responsabilités qui sont les leurs, à leur niveau j'entends,

par exemple suivre la scolarité et le développement de leurs enfants, ne pas dépenser leur fric dans un tas de conneries, ne pas toujours attendre tout de l'extérieur, réfléchir un peu à leur vie et prendre des décisions, choses très difficiles à faire ici sans prendre en compte l'avis de la famille, des voisins, du village, d'un dieu et je ne sais quoi encore, tout est bon pour justifier de se laisser aller, ce que je fustige !

Ce qui compte à l'arrivée, est-ce ce que je dis ou ce que je fais ? Cela une fois posé, je vous autorise à porter un jugement si vous n'avez rien de mieux à faire.

Quand je vois le boulot que je me tape avec le site, le nombre de visites mensuels et que je reçois seulement un ou deux malheureux courriels, pas la moindre contribution ou si rarement, je me dis que forcément quelque part j'ai dû être déclaré coupable par un tribunal, de quoi, sur quelle base, je l'ignore, pas tout à fait quand même pour être honnête, donc j'assume ma défense, c'est parfois pénible de devoir sans cesse se justifier, mais je le conçois très bien dans le cadre de nos rapports via Internet, dans le cas contraire j'arrêterais tout immédiatement.

Je souhaite à tous un bon week-end.

Une gangrène qui n'a rien de fortuite

Deux exemples :

1- Le Monde

- Egypte : les islamistes en tête du scrutin après une participation record - LeMonde.fr - vendredi 2 décembre

- Favoris aux législatives, les Frères musulmans égyptiens se disent modérés - LeMonde.fr - il y a 8 heures (à 21h06)

2- L'Express

- En Egypte, la percée des islamistes se confirme - Lexpress.fr - il y a 16 heures

- Egypte: les Frères musulmans, "centristes et modérés" Lexpress.fr 03/12/2011 à 18:16

Un changement de ton...

Comme s'ils avaient reçu des ordres d'en haut, à quelques heures de distance, les médias changent radicalement de discours envers les islamistes, hier qualifiés d'infréquentables, aujourd'hui des dignes représentants de la "*démocratie*". Vous avez dit manipulation de l'opinion ? Mais non, mais non, c'est nous qui divaguons...

Avant-hier on avait évoqué la Tunisie, l'Egypte, le Maroc et la Libye, c'est au tour de deux partis islamistes en Algérie d'être déclaré "*modéré*", hier dans une dépêche de l'agence Associated Press : 1- "*Abou Djara Soltani, chef du Mouvement de la société pour la paix (MSP), parti islamiste modéré... ; 2- Mohamed Said, responsable d'une autre formation islamiste modérée (non encore agréée)*".

Pour le premier, l'affaire est déjà entendu sans attendre les prochaines élections : l'Algérie sera gouverné par des islamistes, ainsi en a décidé le peuple : "*Nous ne sommes pas encore au stade de l'alliance, mais le débat est ouvert avec les islamistes algériens, car nous sommes en devoir, nous islamistes algériens, d'être à la hauteur de attentes de notre société qui veut être gouvernée par les islamistes*", a-t-il déclaré lors d'un rassemblement préélectoral dans la wilaya (préfecture) de Bordj Bouararidj (230km à l'est d'Alger). (AP 03.12)

... téléguidé de Washington qui encourage "***l'esprit d'audace***"... des islamistes.

e vice-président américain Joe Biden a critiqué samedi les dirigeants du monde arabe qui restreignent la liberté d'expression.

"*Les révolutions démocratiques, comme celles en Tunisie, en Egypte et en Libye, et celles toujours en cours en Syrie et au Yémen, sont guidées par l'esprit d'audace*", a déclaré Biden lors d'un sommet à Istanbul destiné à encourager le secteur privé dans le monde arabe. (Reuters 03.12)

Ah les affaires ! Il n'y aurait pas dans cette histoire quelque chose qui serait en odeur de sainteté ?

Couac gouvernemental en France sur le même sujet

Une ministre française d'origine arabe affirme samedi qu'il n'existe pas d'«islamisme modéré» et que des lois fondées sur la charia, la loi coranique, sont «nécessairement une restriction des droits et libertés». La secrétaire d'Etat à la Jeunesse Jeannette Bougrab réagissait dans un entretien au journal Le Parisien aux succès électoraux des islamistes au Maroc, en Tunisie et en Egypte. Elle est elle-même d'origine algérienne, fille de harki, le nom donné aux supplétifs algériens de l'armée française pendant la guerre d'indépendance.

«*C'est très inquiétant*», a-t-elle déclaré. «*Je ne connais pas d'islamisme modéré*». «*Il n'y a pas de charia light. Je suis juriste et on peut faire toutes les interprétations théologiques, littérales ou fondamentales que l'on veut, mais le droit fondé sur la charia est nécessairement une restriction des libertés, notamment de la liberté de conscience*», a-t-elle ajouté.

Le chef de la diplomatie française Alain Juppé prône un dialogue avec les partis islamistes modérés, comme Ennahda en Tunisie ou le Parti Justice et Développement (PJD) au Maroc, à condition qu'ils ne franchissent pas certaines «*lignes rouges*», que sont le respect des élections, l'Etat de droit, les droits de l'homme et de la femme. (20minutes.fr 03.12)

Des élections gagnées par des partis islamistes subventionnés par les monarchies du Golfe ou encore les dictatures du Proche et du Moyen-Orient, sans oublier la Turquie, tous alliés de Washington, Paris ou Londres, un pur hasard sans doute...

INFOS EN BREF

Politique

1- Celac

Le président vénézuélien Hugo Chavez a célébré vendredi la naissance de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac) en présence de chefs d'Etat et de gouvernement de la région.

"*Au fil des années, la Celac va faire oublier la vieille OEA (Organisation des Etats américains) usée*", a assuré le chef de l'Etat, auquel ses pairs ont adressé de chaleureuses félicitations.

Parmi eux figuraient notamment la présidente brésilienne Dilma Rousseff, son homologue argentine Cristina Fernandez et le Cubain Raul Castro.

Entre autres projets, les 33 Etats membres de la nouvelle instance, qui ne comprend ni les Etats-Unis ni le Canada, ont l'intention de créer un fonds d'aide aux économies en crise et un organe chargé de veiller au respect des droits de l'homme. Pour ses détracteurs, la Celac n'est qu'un acronyme de plus dans la kyrielle des organisations sud-américaines.

Avec 600 millions d'habitants, elle représente un produit intérieur brut cumulé de 6.000 milliards de dollars, mais, pour de nombreux observateurs, elle exprime d'abord le désir d'émancipation de la région à l'égard de Washington.

"*C'est l'arrêt de mort de la doctrine Monroe*", s'est ainsi réjoui le président nicaraguayen Daniel Ortega, évoquant les principes diplomatiques adoptés au XIXe par les Etats-Unis, qui faisaient des Amériques leur sphère d'influence exclusive.

Les chefs d'Etat plus conservateurs auraient toutefois tempéré la déclaration finale de ce sommet de 48 heures, qui devait à l'origine coïncider avec le bicentenaire de l'indépendance du Venezuela. Il a été repoussé de six mois à la dernière minute pour permettre à Hugo Chavez de poursuivre sa convalescence à Cuba après son opération. (Reuters 03.12)

2- France

2.1- Miasmes du régime. L'art de gouverner, c'est l'art de savoir choisir ses conseillers.

Lors du cocktail qui a réuni 300 personnes, à l'occasion de la projection, lundi 21 novembre, du documentaire Paris Céline, dont il est l'auteur, Patrick Buisson, conseiller du président de la République, s'est fait interpeller par d'anciens collègues du journal *Minute* (journal d'extrême droite - ndlr).

Ceux-ci regrettaient qu'il ne soit pas venu avec "*Nicolas*", dont la passion pour l'auteur de Mort à crédit est notoire. "*Dommage que tu n'aies pas amené Sarko, c'était l'occasion de ramasser des voix !*" lui ont-ils lancé. (lexpress.fr 03.12)

Le Grand Robert précise que ce substantif est rarement utilisé au singulier, surtout par les temps qui courrent...

Florilège de la production pestilentielle de Louis-Ferdinand Céline. (1894 - 1961)

- "*Les 15 millions de juifs enculeront les 500 millions d'Aryens.*" (Bagatelles pour un massacre, 1937, p.127)

- "*Personnellement je trouve Hitler, Franco, Mussolini fabuleusement débonnaires, admirablement magnanimes, infiniment trop à mon sens, pacifistes bêlants pour tout dire, à 250 prix Nobel, hors concours, par acclamations ! Ça durera peut-être pas toujours. Les glaves ça retombe quelquefois*." (L'École des cadavres, 1938, p.62)

- " *Nous nous débarrasserons des Juifs, ou bien nous crèverons des juifs, par guerres, hybridations burlesques, négrifications mortelles. Le problème racial domine, efface et oblitère tous les autres.*" (L'École des cadavres, 1938) (d-d. natanson.pagesperso-orange.fr/celine.htm)

Le Ministre de la Culture retirera finalement Louis Ferdinand Céline des célébrations françaises 2011 initialement programmé. (Marianne2.fr 23.01.2011)

Il s'est écoulé 10 mois depuis, apparemment le "*cocktail*" du nazillon Buisson était plus discret !

2.2- PS. Gérer la société pour le compte du capitalisme, la seule chose qu'ils savent faire.

François Hollande a décidé vendredi d'imposer une cure d'austérité au Conseil général de Corrèze qu'il préside pour faire face à l'endettement record de 345 millions d'euros qui frappe ce département rural du centre de la France.

Il a annoncé des recettes nouvelles, la taxe sur le foncier bâti sera augmentée de 6,5% et le taux de la taxe d'aménagement sur les permis de construire sera triplé.

Une hausse de la taxe sur les transports urbains des agglomérations de Tulle et de Brive sera mise à l'étude et la gratuité des transports scolaires supprimée.

Le coût est estimé entre quatre et 20 euros par mois par famille en fonction des revenus et du nombre d'enfants transportés. (Reuters 03.12)

Il a hérité de la dette laissée par son prédécesseur de l'UMP, d'accord, on ne lui reproche pas cette dette, mais de ne pas la dénoncer et refuser de la payer, bref de faire la même politique que l'UMP.

3- Tunisie

Des milliers d'islamistes et de laïques, en désaccord sur la place à accorder à l'islam dans la Tunisie de l'après-Ben Ali, ont organisé samedi des manifestations parallèles devant l'Assemblée constituante à Tunis.

Quelque 3.000 islamistes se sont rassemblés samedi devant l'Assemblée constituante, qui siège au palais du Bardo. Un cordon de policiers les sépare d'un millier de contre-manifestants laïques.

Les manifestants islamistes brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire notamment "*Nous soutenons la légitimité de la majorité*", "*La Tunisie musulmane n'est pas laïque !*" et "*Non à l'extrémisme laïque*".

Nourdine Machfer, un manifestant islamiste, a expliqué à Reuters: "*C'est bizarre. Nous vivons aujourd'hui en Tunisie dans un régime de dictature de la minorité. Ils devraient respecter la volonté du peuple, qui a fait connaître ses desiderata (par les urnes en octobre, ndlr)*".

Pour sa part, Ennahda, qui pilote un gouvernement de coalition après sa large victoire électorale, a publié un communiqué pour se désolidariser de la manifestation islamiste du Bardo.

Les laïques soupçonnent quant à eux Ennahda (Renaissance), interdit durant l'ère Ben Ali, de vouloir en réalité mettre en place un Etat islamiste en sous-main.

"*Les islamistes (...) veulent utiliser la (future) Constitution pour s'emparer du pouvoir et faire un coup d'Etat contre la démocratie*", à en croire l'un des contre-manifestants, Raja Dali. (Reuters 03.12)

4- Algérie

(fin 2005) Le président rentre à Alger et commence à réfléchir au projet de la grande mosquée d'Alger, imaginée comme la plus grande du monde après celles de Médine et de La Mecque, les deux villes saintes de l'Islam, en Arabie Saoudite. L'appel d'offre est lancé en 2009, sitôt la très contestable réélection du président pour un troisième mandat, après le triturage anti-démocratique de la Constitution. Les premiers chiffres parlent de 3 milliards d'euros et effraient tous ceux qui jugent la dépense mégalomane, dispendieuse et inutile. Les progressistes mais aussi une partie des islamistes qui ne voient là que l'œuvre des Pharaons, référence à l'Egypte antique et sa démesure architecturale (les pyramides), tant décrié par la propagande judaïque que chrétienne et musulmane. Un médecin algérois s'attriste: «*On attendait le grand hôpital d'Alger mais il n'est pas au programme.*» Logique, le président est guéri, et il a été soigné en France. Houbel contre Allah

Alors qu'il y avait différents projets en course, une pré-attribution, des retards incompréhensibles et d'occultes annulations, l'Algérie opte en octobre 2011 pour une entreprise chinoise, la China State construction ENRG (CSCEC). Si le coût a été revu à la baisse (1 milliard d'euros «seulement»), un nouveau scandale éclate, la construction a été attribuée à une entreprise interdite de marchés par la Banque Mondiale, qui l'accuse de corruption. La pilule passe quand même, il s'agit d'un projet présidentiel, non négociable. Surtout, il s'agit de concurrencer la mosquée de Hassan II à Casablanca, la plus grande, ou la Basilique de Yamoussokro en Côte D'Ivoire, le plus grand édifice religieux au monde (selon le Guiness des records en 1989), construite aussi grâce à la mégalomanie de l'ex-président Felix Houphouët-Boigny. La religion au secours des autocrates, qui auront sacrifié l'argent public pour leur propre gloire. Avec son minaret de 300 mètres (le plus haut du monde), la grande mosquée d'Alger dépassera en hauteur l'immense stèle commémorative de Riad El Feth à Alger (90 mètres de hauteur) édifié en l'honneur des martyrs de la guerre d'indépendance, appelée ironiquement Houbel (du nom d'une ancienne idole païenne de La Mecque anté-islamique). Quand Bouteflika flirte avec les islamistes

L'islamisme gagnera cette dernière bataille architecturale contre le nationalisme pur et dur, pendant que le président aura marqué son règne. Par cette pharaonienne construction mais aussi par la réconciliation nationale et la récente venue de Rached El Ghannouchi, chef du victorieux parti islamiste tunisien à Alger, Bouteflika offre des gages aux islamistes et alimente une série de questionnements sur ce tapis rouge déroulé à celui qui était interdit de séjour en Algérie. La grande mosquée sera donc construite, dans la banlieue Est d'Alger sur la route de l'aéroport, et sera visible à tous les étrangers de passage. (slateafrique.com 03.12)

5- Rwanda

Le journaliste rwandais Charles Ingabire a été assassiné à Kampala, capitale de l'Ouganda, dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre, apprend-on sur le portail Rwandinfo. Selon un officier militaire, le meurtre d'Ingabire a vraisemblablement été préparé avec soin.

Dans la nuit du 30 novembre, Charles Ingabire s'est rendu dans un bar de Kampala pour un rendez-vous. Durant la soirée, le journaliste a discuté avec trois hommes non-identifiés. Alors qu'il s'apprêtait à rentrer chez lui, Ingabire a été abattu à bout portant par un individu qui circulait à bord d'une voiture tout-terrain. Touché en pleine poitrine, le Rwandais est mort sur le coup.

Selon une source proche du dossier, le vétéran militaire rwandais Leon Magyeshi est suspecté d'avoir fomenté cet assassinat. Ce dernier est actuellement détenu au quartier général du service de renseignement militaire.

Il aurait été envoyé par le gouvernement rwandais en Ouganda pour soutenir une parodie de forum hostile au pouvoir de Paul Kagamé, président du Rwanda. Cela a permis d'établir une liste des ennemis du pouvoir cachés à Kampala.

Ingabire s'était associé à Magyeshi pour lancé Inyenyeri.org lorsqu'il est arrivé en exil en Ouganda, en 2007. Le journal est très critique à l'égard du régime de Paul Kagame. Rédacteur du site, le journaliste ignorait tout des réelles activités de Magyeshi.

Charles Ingabire avait été menacé à plusieurs reprises, par téléphone ou par l'intermédiaire de commentaires laissés sur le site.

«*Il s'agit du deuxième journaliste rwandais tué en l'espace d'un an et demie, après le meurtre, à Kigali, en juin 2010, de Jean-Léonard Rugambage*», rappelle Reporters sans frontières. (slateafrique.com 03.12)

Paul Kagamé, ce ne serait pas ce président qui a été reçu en grande pompe par Sarkozy récemment ? Ce ne serait pas ce président élu avec plus de 90% des suffrages exprimés ?

Social

Etats-Unis

Le géant américain de négoce de produits agricoles Cargill a déclaré vendredi soir qu'il allait supprimer 2.000 postes dans le monde en raison du ralentissement économique mondial.

La société a précisé que cette réduction d'effectifs, qui concerne environ 1,5% de son personnel, serait menée au cours des six prochains mois.

Fin novembre, des sources avaient rapporté que Cargill Ferrous International, une filiale du groupe, était en train de fermer ses desks de trading sur l'acier à Hong Kong et à Genève.

Une porte-parole avait déclaré à Reuters que la société procédait à des changements structurels internes après un examen de ses opérations mondiales dans l'énergie, le transport et le métal. (Reuters 03.12)

Haut de page

Le 5 décembre

CAUSERIE

Le portail "liesidotorg.wordpress.com", dont je mets en ligne des articles ou des extraits d'articles comme ci-dessous, est infréquentable du point de vue de l'idéologie qui s'y exprime, comme bien d'autres qui dénoncent avec virulences pêle-mêle les méfaits du capitalisme et du socialisme qu'ils confondent avec le stalinisme ou qu'ils mettent dans le même sac.

Là encore, ce sont les données qui figurent dans leurs articles qui nous intéressent, et non leurs analyses qui parfois sont dignes de l'extrême droite, d'autres fois ils s'en prennent violemment aux néo conservateurs américains qui sont l'antichambre de l'extrême droite ou sa branche politique, celle des banquiers qui veulent imposer leur dictature au reste du monde par n'importe quel moyen.

Souvenons-nous que ces derniers ont déclenché la crise de 1929 aux Etats-Unis qui a contribué à la ruine de l'Europe et de l'Allemagne processus qui sur le plan politique s'est traduit par l'arrivée d'Hitler au pouvoir et a précipité la Seconde guerre mondiale... Ils mettront leur puissance financière (et industrielle) exclusivement au service de l'industrie de guerre, ce qui leur permettra de s'enrichir dans des proportions colossales et d'évincer du même coup leurs concurrents, ils pourront proclamer par la suite avec un aplomb ou un sang-froid sans pareil, que finalement la crise a connu un dénouement (ou dénoûment) heureux.

En réalité, ils ont agi de la sorte pour conserver ou étendre leur hégémonie financière sur le reste du monde. La volonté de s'enrichir que les privilégiés affichent n'est que le produit de cette nécessité qui s'impose à eux. C'est la manifestation d'une nécessité qu'ils ne peuvent évidemment pas dévoiler ou étaler sur la place publique, parce qu'elle exprime la raison d'être du capitalisme autant que son objectif.

Pourquoi staliniens, néo staliniens, sociaux-libéraux, etc. s'attardent-ils sur cette volonté au lieu de mettre l'accent sur cette nécessité qui s'impose aux capitalistes pour conserver ou accroître leur pouvoir ? Parce qu'ils ne veulent pas s'attaquer aux fondements du capitalisme auxquels on remonte, une fois qu'on a mis en lumière que la nécessité d'accumuler toujours plus de capital est indissociable du processus qui est à l'origine de l'accumulation primitive du capital, car dans les deux cas il est impossible de les justifier ou de les légitimer pour reposer sur la rapine ou le vol, par la force ou en usant de moyens contraignants envers la population laborieuse.

Voilà ce que les travailleurs et les militants ouvriers ne doivent surtout pas savoir, parvenir à comprendre, car dès lors, plus rien ne les retiendrait pour rompre avec le capitalisme ou il leur serait plus facile de s'en détacher, pour mieux ensuite s'en émanciper en renouant avec le socialisme.

En concentrant l'attention des militants et des travailleurs sur la "mauvaise volonté" des capitalistes, ils veulent leur faire croire que la crise aurait une origine subjective, il suffirait que les capitalistes fassent preuve de "bonne volonté" pour que la crise disparaisse par enchantement, ce qui est évidemment impossible puisse cela reviendrait à leur faire accepter de remettre en cause leurs privilèges, donc leur raison d'être, de demeurer des capitalistes, pour ainsi dire en parole seulement, tout en étant incapables dorénavant dans la pratique de se conduire comme tels, c'est un non-sens, c'est stupide, grotesque. C'est la théorie développés notamment par le M'PEP, Onfray et bien d'autres parasites ou intellectuels corrompus par le capitalisme qui se disent de gauche.

Pourquoi cette théorie ou cette interprétation frauduleuse de la crise est-elle le plus répandue dans la société ou est-elle partagée par une majorité de travailleurs ou de militants ? Pourquoi les médias s'en font-ils grâcieusement le relais ? Parce que aussi bien dans les fondements du capitalisme que dans son fonctionnement quotidien, les conditions objectives et subjectives sont intimement liées, quand on dit que le capitalisme repose sur la rapine et le vol et qu'on affirme que les masses l'ignorent, il se trouve que c'est justement cette ignorance qui est le garant de sa pérénité, sans laquelle le système capitalisme disparaîtrait, donc en fait ces lieutenants du capital dans les rangs du mouvement ouvrier se servent de ce facteur subjectif pour mieux asservir

les exploités au capital.

Dénoncer la mauvaise volonté des capitalistes revient en pratique à s'adresser et à flatter l'ignorance des masses au lieu de la combattre. C'est comme s'attarder exclusivement sur les conséquences de la crise du capitalisme sans jamais vouloir s'attaquer à ses origines, c'est ce que font tous les syndicats et tous les partis sans exception.

On pourrait parler aussi d'un combat de l'idéalisme contre le matérialisme.

En fonction de l'expérience et de la situation de chacun dans la société ou dans les rapports de production, partant du constat que l'ignorance domine dans ce domaine, chacun est appelé à porter une appréciation personnelle ou un jugement sur le comportement des capitalistes sans jamais aller au fond des choses, il y aura autant d'avis sur la question qu'il y a de travailleurs, la question que ces escrocs professionnels se proposaient d'aborder sur un air grave ou le plus sérieusement du monde est ainsi dilué à l'infini, de telle sorte qu'il soit impossible de voir jaillir de son examen une véritable issue sur laquelle l'ensemble des travailleurs pourraient s'accorder, s'unir, lutter ensemble et efficacement contre le capital.

En réalité, quelques idées seulement sont diluées dans les masses et chez les militants, qui ensuite brodent dessus, on disserte sur les idées qui nous ont été servies sur un plateau, mais on n'abordera jamais le fond de la question, les faits, le processus historique qui est à l'origine du capitalisme et de son évolution, les deux étant liés, inséparables.

Si l'on entre dans les détails, on apercevra que ces charlatans ne se bornent pas à lancer une idée en l'air autour de laquelle chacun ajoutera son propre fantasme ou sa propre fantaisie, on doit avoir à l'esprit qu'on est en présence de manoeuvriers professionnels, c'est leur métier d'induire les masses laborieuses en erreur, pour l'exécuter minutieusement, s'ils ne manquent pas d'imagination, ils doivent faire appel à toutes les formes de sophismes possibles et inimaginables.

Là en l'occurence, il leur suffit de pratiquer une dichotomie entre les fondements du capitalisme et son évolution jusqu'au milieu du XXe siècle, puis entre son évolution avant et après la Seconde guerre mondiale, et si cela ne suffit pas, ils en produiront une autre entre la période allant de 1945 à 1975 ou au début des années 80 et la période suivante jusqu'à nos jours. Leur jeu consistera à opposer ces différentes périodes entre elles, ce qui en passant nous éloignera d'autant de l'origine du capitalisme renvoyée à un passé si lointain qu'il en devient obscur, insaisissable, à tel point qu'Onfray peut déclarer maintenant que le capitalisme existe depuis l'éternité !

En découpant en rondelles l'évolution du capitalisme, puis en les traitant séparément comme autant d'abstractions, précision importante, déterminante même, sans jamais les réunir en elles, une fois parvenu à ce stade, en général on ne comprend plus rien du tout ou on se demande où l'on voulait en venir, parce qu'on aboutit nulle part, c'était évidemment le but du jeu, sauf que les participants n'en avaient pas été informés et ne le seront pas par la suite, d'où notre devoir de le faire pour leur ouvrir les yeux, ajoutons que dans ce domaine aussi nos dirigeants font preuve d'un silence ou d'une incurie politique incompréhensible.

C'est ainsi que l'on trouve des nostalgiques de mai 81, des "Trentes glorieuses", des années qui ont suivi mai 68, de la IVe République, du CNR (Conseil national de la résistance), du front populaire de 36, de 1905, et même de la Convention de 1792 à 1795, certes des moments intenses de lutte de classes, auxquels il manque toutefois la Commune de Paris (1871), et surtout les révolutions russes de 1905 et 1917, qui elles ont porté le fer au coeur du capitalisme...

"*Le principe du monde est dans la volonté au sens large du terme. Née avec la vie même, elle s'épanouit et devient consciente avec l'homme pensant. (...) Evitons la fatigue, musculaire, nerveuse, et surtout cérébrale...*" (Schopenhauer - 1788-1860)

Je ne sais pas si c'est vraiment un bon conseil à donner à la plupart de nos contemporains qui se caractérisent plutôt par leur paresse cérébrale, en particulier chez les intellectuels qui se nourrissent ou se contentent de connaissances surfaites... Ajoutons à propos de la volonté, tout dépend à quoi ou à quelle cause on la destine, au service de quoi on la met. Les capitalistes, c'est pour le demeurer, leurs serviteurs, pour le demeurer aussi. Nous, ce sera pour trouver les moyens qui nous permettrons d'aider l'humanité à se délivrer de la servitude humaine, du règne de la nécessité dont nous sommes les esclaves, pour enfin conquérir notre liberté. Je vais me faire des amis parmi les anarchistes... temporairement je le crains !

Qui a dit ?

1- "*Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois*".

Réponse : Mayer Amschel Rothschild (E-U, 1744-1812)

Moins d'un siècle plus tard ses descendants et ses semblables y parviendront, vers 1886, officiellement la Fed date de 1913. Abraham Lincoln pour avoir tenté de s'y opposer sera assassiné.

2- ‘‘*Contrôlez le pétrole et vous contrôlerez les nations, contrôlez la nourriture et vous contrôlerez les populations*’’.

Réponse : Henry Kissinger. (E-U, 1923)

Pétro-dollar et OGM et le tour est joué.

3- “*Il n’y a deux manières d’asservir une nation, la première est par le glaive, la seconde par la dette*”.

Réponse : John Adams (E-U, 1735- 1826)

La militarisation du monde est un fait accompli sous la houlette de l'impérialisme américain qui commande l'OTAN, ajoutons le compexe militaro-industriel américain, les autres impérialismes leur emboîtant le pas dans la course aux armements pour ne pas être en reste. Quant à la dette, après la Fed, voilà le temps venu en Europe avec l'euro et la BCE, une fois atteints les objectifs du GATT et ceux de l'OMC ou de Doha en bonne voie, une fois réduites les contraintes législatives que les Etats imposaient à l'aristocratie financière pour qu'elle puisse s'enrichir dans des proportions inégalées dans le passé sur le dos de tous les peuples.

Pillage du travail au profit du capital en France

Mario Draghi, l’homme de la World Bank et de Goldman Sachs est désormais à la tête de la Banque Centrale Européenne et peut diriger l’eurozone en fonction des intérêts de ses commanditaires outre-atlantique ou des fortunes apatrides.

Les Banquiers n’ont pas seulement pillé l’Italie ouvertement, voire ostensiblement. Quel que soit le gouvernement en place en France ces dernières années, les banksters tenaient les politiques par les c….. et les ont amené à vendre à l’encan les richesses de la nation.

- Chirac (Saint Gobain, Paribas, TF1, CCF, CGE, Suez,…),
- Balladur (Rhone-Poulenc, Elf, Renault, UAP, SEITA, Total),
- Juppé (AGF, CGM, Péchiney, Usinor-Sacilor, BFCE, Bull),
- Jospin (Air France, ASF, Crédit Lyonnais, France Télécom, Gan, Thomson, CICI, Aérospatiale),
- Cresson (Crédit Local de France= Dexxia),
- Raffarin (Autoroutes Paris Rhin Rhone, SNECMA, Autoroutes du Nord et de l’Est),
- Villepin (Gaz de France, SNCM, EDF, DCNS, Aéroports de Paris).

Quant à NS, il continue en démantelant beaucoup plus discrètement les centres de recherche militaire, et en vendant immeubles et terrains de notre patrimoine. La bourse est beaucoup trop basse pour qu’il puisse mettre en vente les sociétés encore sous contrôle de l’état. (liesidotorg.wordpress.com 01.12)

Pillage organisé de l'Afrique

Un membre du Parlement britannique, Eric Joyce, chef de la commission interpartis consacrée à l’Afrique des Grands Lacs, a rendu public un rapport dans lequel il livre son estimation du montant des sommes détournées par le pouvoir congolais dans le cadre de cession d’actifs miniers : 5,5 milliards de dollars (4,2 milliards d’euros). Il met en ligne des contrats cachés jusqu’ici et décrit ce qu’il qualifie de “*façon de procéder systématique, consistant à brader des actifs miniers congolais à des compagnies écran, presque toutes enregistrées aux Iles Vierges (…) avant de les céder à des proches*”. Certaines de ces sociétés ont été associées à l’homme d’affaires israélien Dan Gertler, qui avait déjà reçu du père de l’actuel chef de l’Etat la concession de la commercialisation de l’ensemble des diamants congolais. (Source : Le Monde) C’est un exemple de ce qui se pratique un peu partout, pas seulement en Afrique.

Les sociétés écrans (ou fictives) sont créées pour empêcher de remonter à certaines Familles. De telle manière qu’il est très difficile de savoir qui contrôle réellement telle ou telle grande Firme qui, habilement, emploie des pointures de la politique, devenues de simples “*représentants*”, voire des employés chargés de mettre en œuvre un scénario “*sociétal*”… (liesidotorg.wordpress.com 02.12)

Racket des paysans. Retour à la "***dîme***".

Qui sont ces propriétaires de semences à qui la « *contribution volontaire* » sera reversée ? Depuis 1949, toute variété de semence mise sur le marché doit obligatoirement être inscrite sur le catalogue géré par l’Office communautaire des variétés végétales (OCVV), dont le siège est à Angers.

Cet office accorde un droit de propriété intellectuelle, d’une durée de 25 à 30 ans, à « *l’obtenteur* », celui qui a sélectionné cette variété. Les principaux détenteurs de ces « *certificats d’obtention végétale* » ne sont autres que les grandes

multinationales semencières : Bayer, Limagrain, Monsanto, Pioneer, Vilmorin ou Syngenta. Tous réunis au sein de l'Union française des semenciers, qui aurait fortement appuyé le projet de loi.

Ce que recherchent les industries et multinationales semencières, c'est tout bonnement de créer un système d'esclavage des paysans (ce qui est déjà la cas), d'en faire leurs prisonniers, et ainsi d'avoir la capacité d'affamer n'importe quel peuple.

D'aucuns ont bien raison de parler de "*dîme sur les semences*", imposée par des laïcards qui serinent leur amour des droits de l'homme. Ressemer librement sa propre récolte ou échanger des variétés de plantes devient illégal! Ce que les politiciens français de Monsanto & Co mettent en branle, c'est s'en prendre à l'autonomie alimentaire des paysans et des citoyens. Nous sommes dans le prolongement de ce plan visant à l'abandon de la souveraineté nationale, au moyen de la dette souveraine. La nomenklatura mondialiste espère ainsi créer une nouvelle féodalité purement technocratique avec les employés de Firmes comme Goldman Sachs, froids comme la mort, capables d'éliminer les bouches qu'ils jugent "*inutiles*", sans aucune retenue morale, car là où il n'y a plus de principes religieux, c'est le paganisme et la barbarie qui s'imposent.

En 1972, quand les Etats-Unis sont devenus l'un des principaux importateurs de pétrole, la situation est devenue alarmante. Kissinger, l'un des stratèges les plus influents de Nixon, nourri par les Rockefeller, a alors préparé le National Security Study Memo (NSSM#200), qui développait un plan de réduction de la population [mondiale]. Dans ce mémo, douze pays étaient particulièrement ciblés : Bangladesh, Brésil, Colombie, Egypte, Ethiopie, Inde, Indonésie, Nigeria, Pakistan,Turquie, Thaïlande et Philippines.

Pour réduire la population mondiale, l'arme choisie fut la nourriture. (liesidotorg.wordpress.com - bastamag.net 04.12)

Jusqu'à présent cette loi n'était pas ou peu appliquée, celle votée le 28 novembre 2011 se veut plus contraignante et a pour objectif d'obliger tous les agriculteurs à engraisser davantage ces multinationales de la faim.

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le gouvernement italien présidé par Mario Monti a adopté dimanche un plan d'austérité prévoyant notamment un report de l'âge de départ à la retraite, une hausse de la TVA et un rétablissement de la taxe foncière pour consolider les finances publiques sur la période 2012-2014.

Ce plan contenu dans un décret d'urgence et d'un montant global de 30 milliards d'euros se décompose en deux volets afin de rassurer les marchés financiers et de permettre à l'Italie d'y emprunter à un taux supportable.

Le premier volet est composé de mesures budgétaires visant à réaliser 20 milliards d'euros d'économies sur la période 2012-2014, a précisé Mario Monti.

L'autre volet d'un montant de 10 milliards d'euros regroupe des mesures incitatives pour la relance de la croissance et le soutien à l'emploi.

"*Nous devons partager les sacrifices et nous avons fait de grands efforts pour les partager équitablement*", a déclaré Monti au cours d'une conférence de presse dans laquelle il a annoncé renoncer à son salaire de président du Conseil et de ministre de l'Economie.

Selon le vice-ministre de l'Economie, Vittorio Grilli, la réduction des dépenses publiques représentera 12 à 13 milliards d'économies, le reste provenant d'une hausse des prélèvements obligatoires.

Parmi les mesures budgétaires figurent un report de l'âge de départ à la retraite à 66 ans en 2018 et une hausse de deux points de la TVA à compter de septembre 2012.

Le plan prévoit également un rétablissement de la taxe foncière perçue par les municipalités et qui devrait constituer la part principale des nouvelles recettes avec 10 à 11 milliards attendus.

Des taxes vont être instaurées sur les produits de luxe comme les yachts et les voitures haut de gamme.

Les mesures incitatives concernent une réduction des impôts pour les patrons investissant dans leur propre entreprise ou des réductions fiscales sur le montant des cotisations sociales.

Un effort d'un milliard d'euros sera consenti chaque année entre 2012 et 2014 pour soutenir l'emploi des femmes et des jeunes tandis qu'est introduit un assouplissement des heures d'ouverture pour les entreprises et commerces.

Les secteurs de la pharmacie et des transports vont eux être ouverts à la concurrence.

En revanche, le plan ne prévoit pas de hausse de l'impôt sur les revenus.

Selon le vice-ministre de l'Economie, ces mesures d'austérité sont conformes aux demandes de l'Union européenne et visent à libéraliser l'économie et à améliorer la compétitivité de l'Italie. (Reuters 04.12)

2- Slovénie

Le parti de centre-gauche de Zoran Jankovic, le maire de Ljubljana, a obtenu dimanche une courte victoire aux élections législatives en Slovénie, selon des résultats quasiment définitifs.

Après le dépouillement de 99,7% des bulletins, la formation de Jankovic est créditée de 28,5% des voix et obtient 28 sièges sur les 90 à pourvoir au sein du parlement.

Il devance le parti d'opposition de centre-droit de l'ancien Premier ministre Janez Jansa qui obtient 26,3% tandis que le parti social-démocrate du Premier ministre sortant, Borut Pahor, arrive en troisième position avec 10,5%, sanctionné par les électeurs en raison de la mauvaise situation économique.

Le parti de Jankovic a déjà annoncé son intention de relever d'un point le taux de la TVA à 21% avant d'augmenter les recettes budgétaires.

Selon les observateurs, le futur Premier ministre devra certainement réformer l'âge de départ à la retraite qui est parmi les plus bas au sein de l'Union européenne: 57 ans pour les femmes et 58 ans pour les hommes. (Reuters 04.12)

3- Croatie

La coalition d'opposition de centre-gauche Kukuriku semblait en passe d'obtenir la majorité lors des élections législatives en Croatie, indiquent les résultats préliminaires de la commission électorale après le dépouillement de 40% des bulletins.

Le bloc Kukuriku obtiendrait 79 sièges sur les 151 que compte le parlement tandis que les conservateurs du HDZ au pouvoir obtiendraient 48 élus.

Les électeurs ont sanctionné le HDZ, aux affaires depuis huit ans, en raison de son incapacité à relancer une économie marquée par un fort ralentissement avant une intégration du pays dans l'Union européenne en 2013.

Les conservateurs, qui dominent la vie politique croate depuis l'indépendance en 1991, ont également été sanctionnés en raison de plusieurs affaires de corruption et d'une hausse du chômage.

Lors de sa campagne, Milanovic a prévenu ses concitoyens qu'ils devront travailler "*plus, plus dur et plus longtemps*". (Reuters 04.12)

Social

France

1- La grève de la frite

La CGT de l'usine de frites surgelées McCain d'Harnes (Pas-de-Calais), appelle à la grève à partir de dimanche soir, tandis qu'une autre usine géante du groupe canadien est paralysée par la grève depuis une semaine dans la Marne, a-t-on appris dimanche auprès du syndicat.

"*Nous demandons une augmentation des salaires de 10%, qui soit en phase avec l'augmentation réelle du coût de la vie*", a déclaré Dany Coolen (CGT, majoritaire). L'avis de grève illimitée court à partir de 19h dimanche soir.

L'usine d'Harnes, près de Lens, est l'une des trois usines que possède McCain en France, la deuxième par la taille. Elle produit

700 tonnes de frites surgelées par jour. L'usine de Matougues (Marne), la plus grande du groupe en France et en Europe, est elle paralysée depuis dimanche dernier par une grève des ouvriers, qui réclament eux aussi une augmentation de 10% des salaires.

Le site d'Harnes, qui abrite aussi le siège de McCain en France, emploie 500 personnes, dont la moitié environ travaille à la production.

La direction de McCain Alimentaire juge "*irréalistes*" les demandes de la CGT, dans le contexte économique actuel. Elle rappelle que la CFDT a signé depuis une semaine l'accord annuel accordant une hausse de 2,68% des salaires (primes incluses) et qu'"*il est dès lors applicable en l'état*".

Comme pour Matougues, la direction propose aux employés de Harnes une anticipation de la négociation sur les salaires de 2013, ainsi qu'un plan de formation leur permettant d'être plus polyvalents, et donc d'améliorer, selon elle, leurs conditions de travail.

L'usine de Matougues a pu fonctionner partiellement vendredi grâce à 50 salariés non grévistes, a expliqué Philippe Bluszcz, directeur des ressources humaines de McCain France.

"*On a fait le nécessaire pour que nos clients ne souffrent pas de la situation. Nous avons ajusté les plannings de production*" des autres usines, a-t-il souligné.

McCain vend 1/3 de sa production aux chaînes de restauration rapide, McDonald's en particulier. Le groupe possède sept usines en Europe (France, Belgique, Pays-Bas, Pologne), 55 dans le monde. (20minutes.fr 04.12)

2- Racket. Hausse des tarifs d'assurance à venir.

Les tarifs d'assurance sont engagés dans une mécanique infernale. Après des augmentations en 2011 de l'ordre de 5% à 6% pour les assurances «habitation» et de 3% à 4% pour les contrats «*automobile*», on s'achemine pour 2012 vers un nouveau train de hausses de 4% à 5% pour les premières, de 2% à 3% pour les secondes et de 5% à 6% pour les assurances santé, d'après le comparateur Assurland.com. Les compagnies et mutuelles qui ont déjà annoncé la couleur se situent effectivement dans ces fourchettes.

La crise a un impact direct sur la gestion des compagnies d'assurance. En tant qu'investisseurs institutionnels, elles sont confrontées à la baisse des rendements de leurs placements financiers. Mais dans le même temps, comme les banques, elles sont obligées de renforcer leurs fonds propres dans le cadre de la réglementation à venir Solvabilité 2. (Slate.fr 04.12)

Ajoutons la hausse du tarif du gaz qui devrait être annoncée prochainement.

Haut de page

Le 6 décembre

CAUSERIE

A propos du site

En consultant rapidement les statistiques du site j'ai repéré quelques fichiers que j'avais oubliés de charger dans le serveur, donc inaccessibles.

- /service/mpep_131111.pdf
- /textes/politique_italie_061111.pdf
- /textes/politique_grece_051111.pdf
- /textes/politique_041111.pdf
- /tribune/dr061-07-10-11.pdf
- /dossier/gb_social_021111.pdf

Un couple d'imbéciles heureux

Reuters, dont j'ai mis l'article en ligne, titrait hier soir : *"Merkozy", comment la montagne accouche d'une souris.*

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sur l'issue de ce 17e "sommet" consacré à la crise de la zone euro, ce chiffre a été donné par un internaute, je n'ai pas vérifié s'il est exact ou non.

Quoiqu'il en soit, le crétin de service qui fait office de président en France, c'est réjoui des résultats de cette rencontre, modestie oblige. Extrait d'un article de l'Associated Press :

"*Je crois pouvoir dire que l'accord franco-allemand est le plus complet*", s'est félicité le président français, lors d'une conférence de presse conjointe à l'Elysée, à l'issue de près de deux heures d'entretien avec Mme Merkel. (s'il le dit, c'est que c'est forcément vrai ! - note du site)

"*Nous souhaitons un nouveau traité pour faire prendre conscience à l'ensemble des peuples européens (...) que les choses ne peuvent plus continuer*", a déclaré M. Sarkozy, fixant l'objectif d'un accord entre les dirigeants européens "*au mois de mars*", première étape avant le processus de ratification dans chaque pays concerné, qui sera lancé, dans le cas de la France, après l'élection présidentielle. (Il a raison, cela n'est plus possible que la France et l'Allemagne violent le "*pacte de stabilité*" sans que les autres pays montrés du doigt se tiennent au grade-à-vous derrière l'empereur et le kaiser. Inutile d'espérer un référendum, trop risqué l'exercice de la démocratie, même a minima. - note du site)

Dès mercredi, une lettre présentant les termes de l'accord franco-allemand sera envoyée au président du Conseil européen Herman Van Rompuy. Puis, lors du sommet européen de jeudi et vendredi à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement seront consultés sur leur volonté de participer aux négociations. "*Notre préférence va à un nouveau traité à 27, mais nous sommes tout à fait prêts à le faire à 17 et aux autres Etats membres souhaitant nous rejoindre*", a expliqué M. Sarkozy. (qui m'aime me suive ! Le grouillot de service de l'UE est prié de s'exécuter et de donner une suite favorable à la lettre de créance de nos deux minables dictateurs. Quant aux autre chefs d'Etats, déjà qu'on les supporte quand ils n'ont rien à dire, alors qu'ils ne changent rien surtout, on n'attend rien d'autre de leur part qu'un paraphe au bas d'un texte bâclé et pompeusement dénommé traité ! - note du site)

"*Notre volonté, c'est d'aller à marche forcée pour rétablir la confiance dans l'euro et dans la zone euro*", a-t-il affirmé. (traduction : les marchés ne nous laissent pas le choix, et comme nous sommes leurs débiteurs, nous nous exécutions hativement, et tant pis s'il apparaît clairement que ce sont eux qui portent la culotte, notre volonté n'est qu'un alibi minable, que voulez-vous on en est rendu là, c'est notre fonction qui veut cela - note du site)

Les deux dirigeants n'ont pas détaillé le contenu précis du futur traité, mais ils en ont énoncé les "*têtes de chapitre*".

"*Nous souhaitons des sanctions automatiques en cas de non respect de la règle du déficit inférieur à 3%*", a déclaré M. Sarkozy, précisant que seule une "*majorité qualifiée*" pourrait s'y opposer. (La France et l'Allemagne devraient commencer par se les appliquer à eux-mêmes ! - note du site)

France et Allemagne veulent aussi "*une règle d'or renforcée et harmonisée au niveau européen*", c'est-à-dire une règle d'équilibre budgétaire qui serait inscrite dans les Constitutions de chaque pays, a-t-il ajouté. (là pour le coup, je crois qu'ils rêvent, et pour cause lisez la suite. - note du site)

Sur ce point, comme le souhaitait la France, la cour européenne de justice sera impliquée, puisqu'elle pourra "*vérifier*" la conformité de chaque règle d'or nationale avec le futur traité, a expliqué la chancelière Angela Merkel. Elle ne pourra toutefois pas "*invalider un budget national*", a précisé le président français. (donc en réalité elle ne sera pas appliquée, de la même manière que le "*pacte de stabilité*" a volé en éclats ! - note du site)

Paris et Berlin souhaitent également une accélération de la mise en place du mécanisme européen de stabilité, qui devrait voir le jour dès 2012, et non plus 2013, pour prendre le relais de l'actuel Fonds européen de stabilité financière (FESF). Les décisions concernant ce mécanisme devront être prises à une majorité qualifiée d'environ 85%, selon les deux dirigeants. (on n'y est pas encore - note du site)

L'Allemagne a reculé sur la contribution du secteur privé, qu'elle souhaitait initialement voir impliquée dans le cadre de la lutte contre les crises. "*Ce qui s'est passé en Grèce ne se reproduira pas*", a ainsi précisé le président français, en référence au plan de sauvetage du 21 juillet dernier, qui a mis à contribution les créanciers privés du pays. (chaque fois qu'il dit "jamais", la réalité se charge de lui infliger un cinglant démenti peu de temps après, pas de bol, quel guignol décidément ! - note du site)

Nicolas Sarkozy a quant à lui cédé sur les obligations européennes ("eurobonds"), catégoriquement refusées par Angela Merkel. "*Les eurobonds ne sont en aucun cas une solution à la crise*", et n'ont "*guère de sens*", a-t-il dit. (la veille encore il disait exactement le contraire, là encore il démontre qu'il ne fait qu'obéir au desiderata de ses maîtres. - note du site)

En ce qui concerne la Banque centrale européenne, les deux dirigeants sont restés sur la ligne décidée le 24 novembre à Strasbourg, à savoir l'absence de tout commentaire "*positif ou négatif*" à son sujet. (AP 05.12)

La suite au 18e sommet sur la crise de la zone euro !

Pendant ce temps-là, le patronat européen ronge son frein, bref s'impatiente.

Le patronat européen a lancé un appel lundi pour que les dirigeants de la zone euro s'engagent rapidement sur la voie d'une union budgétaire, de la création d'un fonds monétaire européen et de l'émission de dettes communes, tout en réclamant une intervention de la Banque centrale européenne pour stabiliser l'euro.

"*Les dirigeants de la zone euro doivent faire preuve de davantage de célérité dans des prises de décisions qui s'imposent pour préserver l'euro. Les dirigeants doivent renforcer l'architecture de l'union monétaire, en s'engageant notamment en faveur d'une union budgétaire*", estime la fédération BusinessEurope, qui dit représenter quelque 20 millions d'entreprises dans 35 pays.

"*Nous devons employer tous les moyens à notre disposition pour soutenir l'euro*", écrit BusinessEurope dans ce courrier rendu public quelques jours avant le sommet européen du 9 décembre.

"*La BCE doit continuer de soutenir la stabilité financière, à la fois en apportant de la liquidité au secteur bancaire et, pour une période limitée dans le temps jusqu'à ce que d'autres méthodes soient mises en place, agir sur le marché de la dette souveraine autant qu'elle le jugera nécessaire pour stabiliser l'euro.*"

Les dirigeants européens espèrent que, s'ils envoient un signal suffisamment clair témoignant de leur volonté de soumettre leurs budgets nationaux à un contrôle étroit des institutions européennes, alors la BCE rachètera davantage de dette émise par des pays tels que l'Espagne ou l'Italie ce qui leur donnera du temps pour mener leurs réformes à bien sans être privées de leur accès aux marchés financiers.

Le président de la BCE, Mario Draghi, a laissé entendre la semaine dernière que l'institution monétaire pourrait songer à mettre certaines mesures en oeuvre si les dirigeants européens s'accordaient sur un approfondissement de l'intégration budgétaire et fiscale.

BusinessEurope juge que le futur Mécanisme européen de stabilité (MES), appelé à se substituer de manière permanente au Fonds européen de stabilité financière (FESF) devrait être transformé en un Fonds monétaire européen, politiquement indépendant et ouvert aux 27 membres de l'Union. (Reuters 05.12)

Tiens, une Fed à l'européenne, on cherchait où pouvaient bien se cacher les donneurs d'ordres de Sarkozy et Merkel, on a là la réponse.

L'illusionniste Hollande n'est pas en reste

(Au congrès du SPD, hier)

"*Là où la démocratie régresse, là où la politique recule, c'est le marché qui avance*", a-t-il déclaré devant plusieurs centaines de délégués sociaux-démocrates, qui l'ont applaudi debout à son arrivée et à la fin de son discours. (ça c'était pour noyer le poisson, faire illusion comme l'on dit - note du site)

"*Il y a urgence, il faut la traiter, et il y a l'avenir*", a-t-il poursuivi. "*Ce que je propose, ce n'est pas un fédéralisme des marchés mais un fédéralisme des projets*". (complètons : au service des marchés. - note du site)

Le candidat a dit son attachement à l'euro, "*notre patrimoine commun*". "*Nous devons affirmer notre attachement à l'euro, à la constitution européenne autour de cette monnaie unique*", a-t-il dit, plaidant, contre la crise, pour un "*pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance*". (la responsabilité, ça c'est pour ceux qui devraient consentir des sacrifices supplémentaires, la gouvernance, ça c'est pour l'alignement politique scrupuleux sur les besoins des marchés, la croissance, ça c'est pour la cagnote des capitalistes et banquiers. - note du site) (Reuters 05.12)

Bon, et les peuples dans tout cela, ils décident quoi ? Rien, ils s'exécutent, silencieusement de préférence. Pas sûr...

Qu'est-ce qui fait rêver Guéant ?

Un régime qui peut décider arbitrairement quels partis politiques sont légaux ou non.

Titre d'un article d'Associated Press hier : *A Alger, Claude Guéant juge "encourageantes" les réformes lancées par le président Bouteflika.*

Mohamed Meziani, du Parti des Travailleurs (PT, opposition) dénonce des «mesures non démocratiques» dans le projet telles «la dissolution d'un parti qui refuse de participer aux élections».

Le Front national algérien (FNA, issu des Moudjahedine) veut une commission juridique indépendante pour «traiter des dossiers des partis politiques et non le ministère de l'Intérieur».

La loi interdit les partis en contradiction avec «les valeurs de la révolution du 1er novembre 1954 (guerre d'indépendance contre la France: ndlr) et la morale islamique». Elle prohibe aussi les «langues étrangères» dans les activités des partis. (liberation.fr 05.12)

Le PT va-t-il rompre avec Bouteflika ?

Le chiffre du jour qui ne nous fait pas rêver du tout

Selon des chiffres officiels, 4.000 milliards de dollars ont été dépensés en Irak par les Etats-Unis, un montant dépassant en chiffre absolu le coût de la seconde guerre mondiale. (slate.fr 05.12)

Et si ce n'était pas un rêve...

La mission Kepler de la NASA a permis de découvrir pour la première fois l'existence d'une exoplanète située dans la "*zone habitable*" d'une étoile semblable à notre soleil, a annoncé lundi l'agence spatiale américaine.

Une exoplanète est une planète orbitant autour d'une étoile autre que le soleil. D'après la NASA, la nouvelle planète, Kepler-22b, est située dans une "*zone habitable*", une région ni trop chaude, ni trop froide où de l'eau pourrait exister à la surface. Les chercheurs ne savent cependant pas si la planète à une composition à prédominance rocheuse, liquide ou gazeuse.

Kepler-22b est située à 600 années-lumière de distance. Une année-lumière est la distance parcourue par la lumière dans le vide spatial pendant 365 jours à environ 300.000km/s, soit quelque 9.460 milliards de kilomètres en un an. D'après la NASA, Kepler-22b est de plus grande taille que la Terre, et tourne en 290 jours autour d'une étoile de même catégorie que le soleil, bien que légèrement plus petite et plus froide. (AP 05.12)

Comme quoi il faut toujours garder espoir ! Tout cela demande confirmation, et ils ne nous disent pas combien durerait le voyage pour s'expatrier sur cette nouvelle planète habitable, si elle l'est vraiment.

... ce pourrait être pire qu'un cauchemar !

Des chercheurs américains ont annoncé la découverte des trous noirs les plus massifs jamais détectés, avec une masse représentant chacun dix milliards de fois celle du Soleil.

Les travaux de cette équipe de l'Université de Californie à Berkeley (ouest des Etats-Unis), sont publiés lundi par la revue scientifique Nature. Les chercheurs expliquent avoir découvert ces deux trous noirs géants dans un amas de galaxies à 300 millions années-lumière de distance.

Un trou noir se forme lorsqu'une étoile supergéante en fin de vie explose puis s'effondre sur elle-même. Cela créé un point dans l'espace où rien ne peut échapper à l'attraction gravitationnelle, pas même la lumière. Les trous noirs ne sont pas directement observables, mais on peut les détecter par l'effet qu'ils provoquent sur les étoiles voisines, dont la matière est littéralement aspirée. Elle s'échauffe à des températures considérables avec émission de grandes quantités de gaz et de rayons X.

D'après les chercheurs, leurs travaux suggèrent que les processus de croissance des trous noirs sont différents selon la taille des galaxies. (AP 05.12)

C'est un peu plus près de chez nous que Kepler-22b, on pourrait y envoyer tous les dirigeants du vieux monde et les ordures qui gravitent autour, histoire qu'ils ne puissent pas pourrir les autres planètes habitables après avoir rendu la terre invivable...

Illégitime

Deux facteurs influent négativement ces dernières années: «*une forte augmentation des revenus des très riches -les 0,1%, voire les 0,01%, et une politique redistributive un peu moins efficace, même si elle reste plus favorable que dans beaucoup d'autres pays de l'OCDE*», commente Michael Förster, économiste à la direction de l'emploi de l'Organisation.(lefigaro.fr 05.12)

Récemment, dans le bandeau défilant en haut de l'écran de la page d'accueil du site, j'avais mentionné cette infime minorité de privilégiés dont la fortune colossale est le produit de l'évolution du capitalisme, ainsi que sa raison d'être avec son pendant de misère et souffrance à travers le monde.

Et on ose mégoter sur la légitimité des besoins des masses laborieuses face à 0.01% qui accaparent ou contrôlent la plupart des richesses produites dans le monde, on devrait presque s'excuser d'y faire référence, on devrait employer un langage feutré pour dénoncer cette dictature, terme parfaitement approprié en l'occurrence qui devrait être banni de notre langage à l'exception des régimes militaires, mais dans ce cas-là, qui d'autres caractérisera la nature réelle du régime sous lequel nous croulons, personne.

Est-ce l'objectif recherché par nos dirigeants qui dénoncent l'illégitimité des privilèges de ces nantis sans trop s'y attarder, ce qui se traduit logiquement sur le plan politique par leur refus de déclarer les institutions illégitimes, tâche pourtant facilité depuis que le Bonaparte de service et sa cour sont minoritaires dans le pays et donc illégitimes. Non, ils se plient au sacro-saint respect de la légalité républicaine, au suffrage universelle qui a porté Sarkozy et l'UMP au pouvoir en 2007, et peu importe si depuis ils n'ont pas obtenu la majorité lors des quatres dernières élections, elles doivent compter pour du beurre, là aussi ils s'arrangent avec la réalité pour n'en retenir que ce qui arrange leur appareil, ils composent avec les institutions qu'ils prétendent combattre, l'air de rien en vérité, ils s'en accommodent depuis des lustres.

Je ne parle pas de prendre d'assaut demain matin l'Assemblée nationale ou l'Elysée, nous ne sommes pas des gauchistes, j'entends se saisir de cet élément sur le plan de l'agitation et de la propagande en direction des travailleur, parce qu'il peut les aider à parvenir à la conclusion qu'effectivement rien ni personne ne peut décréter que leurs besoins seraient illégitimes ou qu'ils devraient s'asseoir dessus, pendant qu'une poignée de prédateurs leur dictent leur loi et leur pourrissent littéralement la vie. C'est un puissant levier pour aider les travailleurs à redresser la tête, à prendre confiance en eux-mêmes, à prendre conscience que rien ne peut justifier la formidable régression sociale que le capital tente de leur imposer.

Le gouvernement, le patronat, l'UE, le FMI, tout ce que compte d'institutions et de représentants le capital se penchent sur l'euro et la dette des banquiers et institutions financières, ce serait légitime de sauver les uns et les autres, pourquoi, de quel droit, qui a décrété cela, questions inutiles, c'est ainsi et cela ne se discute pas, au passage cela confirme que nous vivons sous une dictature et que l'emploie de ce terme n'est pas exagéré, ce qui signifie que vos revendications sociales sont illégitimes et ne pourront pas être satisfaites, elles sont incompatibles avec l'euro et le paiement de la dette des Etats aux banquiers, donc avec la survie du capitalisme qu'il est manifestement impossible de réformer ou de changer.

Dès lors il faut en conclure que l'existence de l'euro est un obstacle à la satisfaction de nos besoins, de même que l'Etat et le capitalisme lui-même.

A ce stade, des travailleurs ou des militants pourraient nous rétorquer que nous y allons un peu fort ou que nous allons trop vite en besogne. Pas vraiment en réalité, car s'ils réfléchissent un peu, et on est justement là pour les y aider car cette réflexion doit venir d'eux-mêmes, ils vont s'apercevoir que ce n'est pas seulement maintenant que leurs besoins ou aspirations ne sont pas satisfaites mais en permanence ; qu'ils se contentent plus ou moins de ce qu'ils ont en temps normal est une chose, mais cela ne peut pas occulter le fait qu'en règle générale aucun n'a vraiment choisi la vie qu'il mène, qu'il trimballe derrière lui un tas de frustrations et d'humiliations, qu'il estime que la vie devrait être autrement, que secrètement il aspire à une vie meilleure, et que s'il n'en parle pas ou plus, ce n'est pas parce qu'il y aurait renoncé volontairement, mais parce qu'on lui aurait imposé de ne plus y penser, parce qu'il ne voit pas comment cela serait possible.

Allons plus loin. Si au cours d'une discussion avec un travailleur on parvient à ce qu'il reconnaisse lui-même qu'il vit en permanence dans un état d'insatisfaction, établir le constat que jusqu'à présent il n'a pas fait grand chose ou rien pour s'y attaquer, qu'il ignore les véritables raisons qui sont à l'origine de l'insatisfaction de ses besoins, va l'aider à admettre que c'est parce qu'il est sous l'emprise de l'idéologie dominante qu'il pense ainsi et qu'il a ce comportement, son discours s'inscrit dans les limites fixées par la propagande gouvernementale relayée par les médias, conformément aux conditions que la classe dominante a conçues pour lui, à sa place et dont il était en grande partie inconscient jusqu'à présent.

Les travailleurs disent souvent : "*on sait qu'on nous ment, ils nous prennent vraiment pour des cons*", ils ont raison évidemment, et ils n'ont pas conscience de la haine profonde qu'ils inspirent aux patrons et aux gouvernants, mais ils ignorent la vérité, mieux ils estiment qu'elle n'est pas à leur portée, du coup ils ne la recherchent pas, ils savent qu'ils ne savent pas et en restent là comme vaincus par la fatalité.

En me remémorant les dicussions politiques houleuses que j'avais eu avec mes parents qui appartenaient aux couches les plus arriérées de la classe ouvrière, je me souviens que chaque fois que je critiquais la société ou un aspect plutôt désagréable de la réalité, ils finissaient par me répondre : "*c'est comme ça, ça a toujours été comme ça et ce n'est pas toi qui y changera quelque chose, d'ailleurs tu connais quoi au juste de plus que nous, hein gros malin, ça sert à quoi toutes tes questions, tu nous énerves, on n'y peut rien un point c'est tout.*" Mille fois j'ai entendu ce refrain dans la bouche de mes parents. Où l'avaient-ils appris ? Nulle part en particulier, ainsi s'exprimait leur soumission totale à l'ordre établi.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

In fine ! Certificat de carence.

La majorité de gauche du Sénat a adopté un amendement de suppression de la rapporteure générale de la commission des Finances Nicole Bricq (PS).

Cette journée de carence, une grande première pour les fonctionnaires qui n'y étaient pas soumis, contrairement aux salariés du privé, a été introduite le 16 novembre dans le PLF par le gouvernement lors de son passage à l'Assemblée nationale dans le cadre du plan de rigueur du 7 novembre.

Mme Bricq souligne dans l'exposé des motifs de son amendement que dans le privé « *les conventions collectives couvrent intégralement 80% des salariés, qui ne perdent donc pas de rémunération au cours des trois premiers jours de congés maladie* ».

Le projet de budget, après son vote au Sénat, qui doit intervenir mardi, reviendra à l'Assemblée nationale, qui aura in fine le dernier mot. (publicsenat.fr 05.12)

Les 20% de salariés restant, c'est le rebut, les couches les défavorisées du prolétariat dont tout le monde se fout éperdument, on en a encore ici la preuve, pas de conventions collectives, une complémentaire misérable, pas de mutuelle, bref, en dessous du minimum syndical, d'ailleurs les syndicats sont les premiers à s'en foutre après les patrons et le gouvernement.

Au fait, pourquoi ne pas proposer une loi abolisant les trois jours de carence dans le secteur privé ? Les salariés bénéficiant de régimes spéciaux n'en ont aucun, ils cumulent tous les avantages auxquels les autres travailleurs n'ont pas droit. Pourquoi les syndicats ne se battent-ils pas pour des droits égaux pour tous en s'alignant sur les plus favorables aux travailleurs ? Toujours la même histoire : diviser pour mieux régner pour garantir la pérénité du régime...

Remettons les pendules à l'heure. Quand un nantis, un patron donc, tombe malade, cela ne change rien pour lui puisque ce sont ses employés qui produisent les richesses, lui il ne fait qu'extorquer ou voler une partie de leur force de travail, ce qui ne nécessite pas un état de santé particulier, même en dormant sa cassette se remplit, pensez aux ouvriers qui font les trois huit en usine. Mais cela les momies poudrée du PS qui siègent au Sénat ne veulent pas en entendre parler, d'ailleurs cela ne leur viendrait jamais à l'esprit.

2- Brésil

Le ministre brésilien de l'Emploi Carlos Lupi, soupçonné de corruption, a renoncé dimanche à ses fonctions, ce qui porte à six le nombre de membres du gouvernement contraints à la démission depuis l'arrivée de Dilma Rousseff à la présidence, en janvier.

"*Face aux persécutions politiques et personnelles dont je fais l'objet depuis deux mois dans les médias sans possibilité de me défendre et en l'absence de preuve, et considérant le rapport de la Commission d'étique de la présidence, qui m'a également condamné de façon sommaire sur la foi des mêmes informations de presse (...), j'ai irrévocablement décidé de renoncer à mes fonctions*", dit-il dans un communiqué publié sur le site internet de son ministère.

Carlos Lupi a pris sa décision à l'issue d'un entretien avec Dilma Rousseff, a précisé un membre du gouvernement ayant requis l'anonymat. Il sera remplacé dès lundi par son chef de cabinet Paulo Roberto dos Santos Pinto.

Cinq des six ministres ayant démissionné depuis janvier sont soupçonnés de corruption. Leur départ a mis à mal les relations de la présidente avec les différentes composantes de la majorité parlementaire dont elle besoin pour mettre en oeuvre un ambitieux programme de réformes sociales et de grands travaux. (Reuters 05.12)

3- Chine

Zhou Yongkang, membre du comité permanent du bureau politique, qui réunit les neuf plus puissants dirigeants chinois, a expliqué, vendredi 2 décembre, lors d'un discours devant des responsables de provinces du nord de la Chine que les autorités devaient améliorer leur '*gestion sociale*'. '*Face à l'impact négatif de l'économie de marché, nous n'avons pas mis sur pied un système complet de gestion sociale*', a commenté M. Zhou, dont les propos ont été rapportés au cours du week-end par l'agence officielle Chine nouvelle.

'*Il est urgent que nous bâtissions un système de gestion sociale aux caractéristiques chinoises qui soit adapté à notre économie socialiste de marché*', a déclaré le haut responsable, sans fournir de précisions, à l'heure où les salariés défendent de plus en plus leurs droits.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) chinois, qui avait atteint 10,4 % en 2010, est progressivement tombée à 9,7 % au premier trimestre de cette année, puis à 9,5 % au deuxième et 9,1 % au troisième. L'indice de la production manufacturière est tombé à son plus faible niveau en près de trois ans.

Malgré une forte censure, les blogs ont relayé ces dernières semaines un certain nombre de conflits sociaux, donnant parfois lieu à des heurts avec les forces de police, notamment dans le Sud, où les ouvriers accusent leurs patrons de faire des économies à leurs dépens, alors que les commandes à l'exportation se réduisent et que les coûts de la main-d'oeuvre augmentent. (lemonde.fr 05.12)

Social

Allemagne

Axa prévoit de supprimer 1.600 emplois en Allemagne d'ici 2015 sur un effectif total de 9.000 salariés afin de réduire ses coûts et d'accroître sa compétitivité dans un contexte tarifaire concurrentiel.

"*En croissance ou non, nous devons améliorer notre efficacité afin de préserver notre compétitivité*", a déclaré Frank Keuper, responsable d'Axa en Allemagne, cité lundi dans le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Axa a conclu un accord jusqu'en 2014 stipulant qu'il ne peut pas procéder à des licenciements et il est actuellement en discussion avec les syndicats, a ajouté le porte-parole. (Reuters 05.12)

Cela devrait s'arranger...

Justice

1- La clémence de la justice envers un flic ripou.

Le policier avait détourné 12 000 euros alors qu'il effectuait une perquisition dans un cercle de jeu parisien. Il compte demander sa réintégration après avoir été révoqué de l'Office central de répression de la grande délinquance financière. Verdict léger pour un policier accusé de vol. Il a été condamné vendredi soir par le tribunal correctionnel de Paris à trois mois de prison avec sursis pour avoir détourné 12 000 euros lors d'une perquisition dans un cercle de jeu parisien. Selon l'organisation, la somme s'élève à 70 000 euros.

Le policier ayant depuis rendu l'intégralité de l'argent, il n'a pas été condamné à verser une somme supplémentaire. A l'audience devant la 14e chambre vendredi, le parquet avait requis six mois de prison avec sursis contre le fonctionnaire pour "*vol par personne dépositaire de l'autorité publique*".

Révoqué depuis les faits, ce fonctionnaire de l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) compte demander sa réintégration, a indiqué Me Lef Forster.

Le conseil se disait satisfait de cette décision, le tribunal ayant tenu compte de "*l'état dépressif*" de son client, dû aux conditions stressantes de son travail.

En juin 2008, ce policier avait détourné 12 000 euros lors d'une opération de police menée dans un cercle de jeux parisiens du IXe arrondissement de Paris.

Lors de cette opération, cinq membres de ce cercle avaient été interpellés par la police et mis en examen pour des activités illégales concernant les jeux.

Une bande vidéo, prise d'une caisse du cercle, montrait le policier incriminé, qualifié de "*très bon élément*" dans son service, se saisir de liasses de billets. (lexpress.fr 05.12)

2- Le simulacre de justice des colonisateurs.

Laurent Gbagbo, qui s'est présenté lundi pour la première fois devant ses trois juges, est respectueux de la justice. Sanglé dans

son costume sombre et sa cravate bleue, il se lève quand la présidente de la Chambre, Silvia Fernandez de Gurmendi, le lui demande. Poli à l'extrême, calme et posé, il dénonce ses conditions de transfèrement à La Haye. "*On m'a trompé. J'ai été convoqué pour tout autre chose, et puis on m'a dit : voilà un mandat d'arrêt. On m'a raccompagné, mais au lieu de me ramener dans la maison où j'étais en résidence surveillée à Korhogo, on m'a conduit à l'aéroport. Mon chauffeur n'a pas osé me dire où j'allais. Mais j'avais compris qu'on m'envoyait à la prison de la CPI à La Haye. J'ai été pris par surprise, je suis parti sans rien, juste avec le pantalon et la chemise que je portais.*"

L'ancien président de la Côte d'Ivoire promet qu'il jouera le jeu de la justice : "*Le procureur a des éléments de preuve. Je les confronterai à ma vérité, et c'est vous qui jugerez*", lance-t-il aux trois magistrats. Avant d'entrer dans le coeur des charges pour crimes contre l'humanité qui pèsent contre lui, Laurent Gbagbo accuse la France d'avoir orchestré son arrestation, sa mise à l'écart. Il revient longuement sur ce jour d'avril 2011, qui a marqué sa chute. "*J'ai été arrêté sous les bombes françaises. Le 11 avril, une cinquantaine de chars français encerclaient ma résidence pendant que les hélicoptères bombardaient. C'est l'armée française qui a fait le travail et elle m'a remis aux forces d'Alassane Ouattara, qui n'étaient pas encore les forces régulières*", raconte-t-il. Avant l'audience, ses avocats avaient indiqué qu'ils contesteraient la légalité du transfèrement à La Haye. Mais pas un mot là-dessus. Bien au contraire. "*Maintenant, je suis là, on va aller jusqu'au bout*", affirme Laurent Gbagbo.

Le procureur répète qu'il a confiance dans ce procès. "*Nos enquêteurs sont sur place, à Abidjan et ailleurs, depuis le 3 octobre dernier. Nous avons monté un dossier pour meurtre, viols, persécutions et autres actes inhumains sur des faits et des incidents précis, avec des victimes. Nous avons suffisamment d'éléments pour prouver la culpabilité de Laurent Gbagbo*", confie en marge de l'audience Pascal Turlan, conseiller du procureur Luis Moreno Ocampo. Et de poursuivre : "*Les enquêtes continuent sur lui et sur d'autres membres de son entourage ainsi que sur toute personne qui aurait contribué à commettre des crimes.*"

L'audience n'a duré que 25 minutes. La prochaine étape importante est fixée au 18 juin prochain, le temps pour l'accusé de prendre connaissance du dossier à charge et de préparer sa défense. (lepoint.fr 05.12)

S'il n'est pas mystérieusement décédé entre temps ! On ne va prendre sa défense, ce qui nous intéresse ici et que l'on condamne, c'est la manière dont ils s'y prennent pour accuser un président fantoche tombé en disgrâce, pour avoir semble-t-il osé faire preuve d'un minimum d'indépendance, de toutes sortes de crimes qui ne peuvent pas lui être reprochés personnellement, alors que les mercenaires à la solde de la nouvelle coqueluche du gang du Fouquet's présidé par Sarkozy, Ouattara, se sont livrés à des massacres de civiles notamment, sans être pour autant traduit lui aussi devant ce tribunal d'exception.

Est-ce que la CPI va juger Sarkozy, Cameron, Obama et les dirigeants du CNT en Lybie pour l'assassinat de Kadhafi et les multiples exactions commises sur des civiles par les mercenaires du CNT ?

Economie

Allemagne

L'Allemagne est prête à nationaliser Commerzbank si la deuxième banque du pays se révèle incapable de lever suffisamment de capitaux l'année prochaine, rapporte dimanche Der Spiegel.

Le ministère des Finances a refusé de commenter l'article publié par le magazine allemand.

Selon ce dernier, citant des sources gouvernementales, Berlin est prêt à réactiver son plan de sauvetage des banques Soffin, qui pourrait acheter de nouveaux titres Commerzbank si cette dernière échoue à lever les fonds nécessaires pour se conformer aux nouveaux ratios de capital qui entreront en vigueur l'été prochain.

L'Allemagne, qui détient déjà 25% du capital de la banque depuis la crise financière de 2008, achèterait la plupart des titres que Commerzbank pourrait proposer lors d'une augmentation de capital, poursuit Der Spiegel.

Il y a près de deux semaines, des sources proches du dossier avaient dit à Reuters que Commerzbank pourrait avoir besoin de bien plus de capitaux qu'initialement prévu pour atteindre un objectif de matelas de fonds propres de 9% d'ici mi-2012, comme l'exige le régulateur bancaire européen.

La deuxième banque d'Allemagne pourrait avoir besoin d'environ cinq milliards d'euros, contre une estimation initiale de 2,9 milliards d'euros, si l'Autorité bancaire européenne (ABE) applique de nouveaux ratios de capital aux banques. (Reuters 05.12)

Haut de page

Le 7 décembre

CAUSERIE

Un cocktail indigeste. Règle d'or et union nationale.

- Règle d'or : Copé invite le PS «*à la table des responsabilités*» - Liberation.fr

Message reçu 5/5 :

- Hollande: "*La règle d'or, ce sera après la présidentielle*" - L'Express.fr -

En attendant, martelons nos bonnes intentions en direction des marchés :

- Pour Ayrault (PS), Sarkozy «*ne respecte pas la première règle d'or*», le traité de Maastricht - Liberation.fr

Le PS plus royaliste que le monarque du Palais ! Par hasard n'appartiennent-ils pas au même camp ? Réponse :

- '*Règle d'or*' : Baroin et Accoyer appellent à '*l'union nationale*' - LeMonde.fr

Gérard Collomb (PS) fournit la recette :

Pas question pour autant d'appliquer dès maintenant la règle d'or a déclaré mardi Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon, lors du «Talk Orange-Le Figaro». D'abord pour une question de calendrier: «*Cela va tomber en pleine campagne présidentielle. Ce n'est pas à ce moment-là que cela va se faire*», a-t-il assuré.

«*Il faut construire un autre type de relation entre la majorité et l'opposition en France*», a demandé Gérard Collomb. «*Regardez comment Mme Merkel tient compte des Länder (les grandes régions allemandes, NDLR). Elle y est obligée mais il y a en Allemagne un consensus qui se fabrique tout au long de la vie politique (…). Ce sont d'autres institutions que l'hyperprésidentialisation d'aujourd'hui*», a-t-il souligné. (lefigaro.fr 06.12)

Bayrou ou l'art d'accommoder les restes confirme :

"*Ma certitude est qu'il faut un changement profond, d'idées, d'habitudes et d'attitude*", explique le président du MoDem François Bayrou dans un entretien à paraître mercredi dans "*Direct Matin*".

"*L'esprit d'union nationale est une nécessité vitale*", plaide-t-il. (AP 06.12)

Mais on n'en doute pas ! Sinon ce sera un nouveau front populaire, patience...

L'empereur et le kaiser sont nus ! Le masque est tombé.

Entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.

Avant même leur rencontre avant-hier, Sarkozy et Merkel avaient été informés de la décision de l'agence de notation Standard & Poor's de mettre sous surveillance avec implication négative 15 pays de la zone euro dont la France et l'Allemagne. Ce qui ne les a pas empêché de sortir un communiqué intimant l'ordre à tous les chefs d'Etats de l'UE d'appliquer la politique qu'ils leur avaient concoctée ou plutôt celle des banquiers de la Fed, de la BCE et du FMI.

Un journaliste en a profiter pour affirmer que les taux d'emprunt français allaient s'envoler et la dette avec. Il a ajouté après avoir énuméré la liste des gouvernements que les marchés avaient fait tomber, que "*l'Europe a perdu sa souveraineté*" au profit du lumpenprolétariat de la bourgeoisie qui serait capable encore une fois de mettre le monde à feu et à sang pour parvenir à ses fins.

Hier, lors d'une réunion avec des députés de l'UMP, Sarkozy a dit "*la situation est grave*", out of control, hors de contrôle, mais cela on le savait déjà, on attendait seulement le prochain épisode !

L'islamisme, une arme de guerre du capital contre le travail.

- Quand la CIA finançait les Frères musulmans - (lepoint.fr 06.12) (lire l'article en ligne dans la rubrique *politique* du site)

L'emploie de l'imparfait ne signifie pas que l'impérialisme américain aurait cessé de les financer et de les utiliser contre la révolution en Egypte et ailleurs.

Qui en doutaient ?

Les narcotrafiquants, des hommes d'affaires comme les autres - (Slate.fr 06.12)

Des hommes d'affaires tout court ou parmi d'autres.

Régime policier, liberticide, suite

1- Autoflagellation. Les députés sont masochistes.

Les députés français ont adopté mardi à l'unanimité une proposition de résolution qui réaffirme la position abolitionniste de la France en matière de prostitution, premier pas vers une possible pénalisation des clients.

Selon l'exposé des motifs de la résolution, il y a actuellement environ 20.000 personnes exercent en France le plus vieux métier du monde dont environ 85% de femmes.

En 1990, environ 20% des femmes se prostituant dans l'espace public étaient de nationalité étrangère. Elles sont aujourd'hui près de 90% venues notamment de Roumanie, Bulgarie, Nigeria et de Chine.

Une cinquantaine de "*travailleurs et travailleuses du sexe*" ont manifesté mardi après-midi aux abords de l'Assemblée nationale "*pour protester une fois de plus contre les politiques répressives les visant ou visant leurs client(e)s*". (Reuters 06.12)

Bordel, encore un consensus !

2- Remise en cause de l'accouchement sous X, pire qu'un mauvais film X.

Lundi soir à l'Assemblée, deux projets de loi ont été déposés pour demander la paradoxale levée de l'anonymat, Brigitte Barèges, députée UMP de Tarn-et-Garonne, relance le débat. (lepoint.fr 06.12)

Commentaire d'un internaute

- "*L'accouchement sous X a été un progrès, il permet d'éviter les infanticides, les avortements clandestins tardifs, les abandons dans la nature.*

Ce n'est pas parce que certains enfants regrettent de ne pouvoir connaître leur mère qu'il faut que tous les autres en pâtissent. Si une femme a décidé d'accoucher sous X, c'est qu'elle a ses raisons mais qu'elle a voulu donner à son enfant toutes les chances de vivre une vie normale parce qu'il est adoptable bébé.

Certaines acceptent même tous les traitements médicaux pour le bien de leur enfant alors qu'elles savent qu'elles ne le reverront jamais. Pourquoi vouloir à tout prix lui demander des comptes 18 ans après ? De quel droit, ces enfants veulent-ils juger leur mère ? Et leur père ? Vont-ils aussi exiger de le connaître ?"

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Ô peine, Ô désespoir...

L'espoir d'une victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2012 "*est revenu*" après un moment de doute, a déclaré mardi le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

Le numéro deux du gouvernement, qui concluait une convention de l'UMP sur le programme du parti du chef de l'Etat, a estimé qu'un des atouts de ce dernier résidait dans la "*faiblesse*" de son adversaire socialiste, François Hollande. (Reuters 06.12)

Ce qui risque de se passer, c'est qu'Hollande sera élu avec une courte majorité, cela tombera bien, ce sera le prétexte idéal pour entonner le chant de l'union nationale !

1.2- Un funambule en manque d'inspiration.

François Fillon a écarté mardi l'hypothèse d'un troisième plan de rigueur sans exclure toutefois de possibles ajustements en fonction de la réalité de la croissance française de 2012.

Au lendemain de l'annonce par Standard & Poor's d'une possible dégradation de deux crans de la note de la dette de la France, le Premier ministre a d'abord répété sur France 2 "*qu'il n'y aura pas de troisième plan de rigueur*".

Puis il a nuancé son propos, expliquant que le gouvernement ne prendrait pas une telle décision "*maintenant, sur la foi de prévisions*", tout en ne se l'interdisant pas en 2012.

"*S'il faut aller plus loin, s'il y a d'autres mesures qui doivent être prises, le gouvernement français les prendra, ce n'est pas exclu*", a-t-il expliqué.

François Fillon a estimé par ailleurs que les décisions prises par la Grèce, l'Italie et l'Espagne étaient "*encourageantes*". "*Nous ne devons laisser aucun doute aux investisseurs sur notre détermination à défendre la zone euro*", a-t-il souligné. (Reuters 06.12)

Quelle inspiration !

1.3- Encore un scandale d'Etat.

Regrouper toutes les administrations de la Défense sur un même site. Telle est l'ambition du «Pentagone à la Française». Une ambition qui pourrait bien être contrariée par la justice. Une information judiciaire pour corruption et favoritisme a en effet été ouverte concernant la construction du centre, obtenue par Bouygues. La procédure a été lancée en février 2011 à Paris, mais ce n'est que ce mardi qu'une source judiciaire en a confirmé l'existence, révélée par le Canard enchaîné.

Ce chantier doit regrouper l'ensemble des états-majors et services centraux de la Défense dans un complexe neuf du 15e arrondissement. Mais le projet aurait été entaché de malversations. Enquêtant sur la base d'une information anonyme à partir d'octobre 2010, la police financière a découvert qu'un cadre dirigeant de Bouygues avait obtenu d'un haut fonctionnaire le cahier des charges du projet.

L'opération, pensée dans le cadre d'un partenariat public-privé, devrait avoisiner 1,2 milliard d'euros. L'Etat, qui ne finance pas les travaux, devra, à compter de 2014, payer au promoteur une redevance annuelle de 130 millions d'euros jusqu'en 2041. (20minutes.fr 06.12)

Pour cette opération dont on nous dit qu'elles avoisinerait 1,2 milliards d'euros, pendant 27 ans l'Etat devrait payer à Bouygues une redevance annuelle de 130 millions d'euros, soit 3, 51 milliards d'euros, une affaire juteuse, non ? Cela équivaut à un taux d'intérêt de plus de 10% par an, sans risque s'il vous plaît puisque garanti par l'Etat. Elle n'est pas belle la vie pour les gangsters du Fouquet's ?

1.4- Les rêveries d'un promeneur solitaire (J-J Rousseau)

Jean-Luc Mélenchon a réussi à prendre la tête de la gauche antilibérale à cinq mois de l'élection présidentielle française et rêve d'une percée dans la cour des grands.

Le candidat du Front de gauche est en effet solidement ancré à 7% ou 7,5% dans les sondages, un score auquel n'étaient plus habitués pour un scrutin présidentiel ses alliés communistes.

Jean-Luc Mélenchon, qui est plus compatible avec le PS que l'extrême gauche, semble en effet bénéficier du vote utile en ces temps de crise.

"*Pour la première fois, il y a un regroupement significatif*" à la gauche du PS, avance Alexis Corbière, secrétaire national du Parti de gauche. "*Il y a incontestablement une prime à l'unité*." (Reuters 16.12)

Avant l'implosion du Front de gauche ou de rallier le PS au second tour en 2012... Pure illusion, cette "*unité*" se compte à l'unité, pas un seul parti ou pas une seule organisation n'a rejoint le Front de gauche, à ma connaissance pour le moment.

Pourquoi ce titre ? Vous retirez Mélenchon et le FdG est à peu de chose près au même niveau que le NPA ou LO.

2- Pakistan

Les Américains déployés sur la base aérienne de Shamsi, dans l'ouest du Pakistan, d'où partaient les drones utilisés contre les activistes islamistes locaux, ont commencé à plier bagage.

Le personnel américain présent sur cette base du Baloutchistan a jusqu'au 11 décembre pour s'exécuter. (Reuters 06.12)

3- Koweït

L'émir du Koweït a dissous le parlement mardi et annoncé des élections anticipées, rapportent les médias officiels. (Reuters 06.12)

4- Chine

Le président chinois, Hu Jintao, a appelé la marine à être prête au combat et à poursuivre sa modernisation afin de sauvegarder la sécurité nationale, a rapporté l'agence d'information Chine nouvelle, mardi 6 décembre . Il lui a ainsi demandé "d'accélérer sa modernisation" et de "*mener des préparatifs intensifs pour le combat militaire*" afin de "*sauvegarder la sécurité nationale et la paix mondiale*", alors que les ambitions maritimes de la Chine provoquent l'inquiétude de ses voisins et des Etats-Unis.

Hu Jintao s'exprimait à Pékin devant des responsables de la puissante commission militaire centrale, dont il est le chef, et en présence de son très probable successeur à la tête du pays, le vice-président Xi Jinping, numéro deux de la commission. Selon un communiqué publié sur le site du gouvernement, la rencontre portait sur l'armement de l'Armée populaire de libération (APL) et les derniers développements concernant la marine. "*Notre travail doit se concentrer sur le thème de la défense nationale et du renforcement des capacités militaires*", a expliqué le chef de l'Etat.

L'armée chinoise avait annoncé qu'elle devait mener fin novembre des manœuvres navales dans "*l'ouest de l'océan Pacifique*", dans un contexte de tensions accrues sur des territoires disputés avec ses voisins. Cet "*entraînement de routine (...) ne vise aucun pays particulier*" et la liberté de naviguer de la Chine "*ne doit pas être entravée*", avait-elle assuré. (lemonde.fr 06.12)

Social

1- France

Le conseil d'administration d'Air France examinera en janvier un blocage des salaires après avoir gelé les embauches en septembre, écrit mardi La Tribune, citant des sources concordantes.

Les administrateurs de la compagnie aérienne française étudieront le 11 janvier un gel des augmentations générales, des primes liées à la productivité et des promotions, précise le quotidien économique.

Air France entend ainsi réduire de 15% ses coûts opérationnels, les personnels navigants habitant à proximité des villes de province concernées n'ayant plus à faire d'escale.

Des analystes ont souligné que le projet dévoilé mi-2010 a laissé tout loisir aux compagnies "*low cost*" EasyJet et Ryanair pour se positionner.

Air France-KLM, qui a reconnu début novembre que ses résultats d'exploitation pour l'année 2011 seraient dans le rouge, supporte des coûts de personnels plus élevés que ses deux principales concurrentes, l'allemande Lufthansa et IAG, fusion de British Airways et Iberia. (Reuters 06.12)

2- Grèce

Environ 2.000 jeunes ont manifesté mardi à Athènes pour marquer le troisième anniversaire de la mort d'un adolescent tué par la police. Un rassemblement marqué par des heurts entre les protestataires et la police.

Dans le centre d'Athènes, le cortège principal des manifestants a dénoncé les nouvelles mesures d'austérité. "*La révolution sociale maintenant*", pouvait-on lire sur une banderole.

Les jeunes ont jeté des pierres, des pavés, des oranges et des bouteilles sur les policiers devant le Parlement et ont brisé plusieurs vitrines et arrêts d'autobus. Un autre groupe de jeunes a attaqué deux postes de police de la banlieue d'Athènes à coups

de pierres et de bouteilles.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser la manifestation après l'utilisation par les protestataires de cocktails incendiaires. Selon la police, qui a procédé à 15 interpellations, 14 policiers ont été blessés.

Des incidents ont également été signalés à Thessalonique (nord), la deuxième ville du pays, où la police a procédé à deux interpellations après des jets de pierres sur un bâtiment gouvernemental. (AP et Reuters 06.12)

3- Etats-Unis

Citigroup va supprimer 4.500 postes dans le monde et passera une charge de 400 millions de dollars dans ses comptes liés à ces suppressions, a annoncé mardi son directeur général.

Vikram Pandit, qui s'exprimait lors d'une conférence organisée par Goldman Sachs, a déclaré que le plan de réduction des dépenses de la banque permettait pour l'instant d'économiser 1,4 milliard de dollars par an, soit près de 4% des quelque 37,7 milliards de dollars de dépenses d'exploitation de la banque sur les trois premiers trimestres. (Reuters 06.12)

Justice

France

1- Circonstance atténuante envers un assassin.

Le Défenseur des droits, Dominique Baudis, recommande qu'un policier auteur d'un tir mortel de flash-ball, le 12 décembre 2010 à Marseille, fasse l'objet d'une procédure disciplinaire «*pour avoir fait un usage disproportionné de la force*». Dans une décision publiée sur son site, le Défenseur des droits «*recommande que des poursuites disciplinaires soient diligentées à l'encontre de X. C. (le policier auteur du tir mortel, ndlr) pour avoir fait un usage disproportionné de la force, méconnu le cadre légal d'emploi du flash-ball et ainsi n'avoir pas respecté les dispositions de l'article 9 du code de déontologie de la police nationale*».

La question de la culpabilité du policier n'est pas de la compétence du Défenseur des droits, mais du ressort exclusif de l'autorité judiciaire, rappelle Dominique Baudis mais «il est très probable que la distance entre le tireur et la victime était entre 4 et 5 mètres». (20minutes.fr 06.12)

2- Il ne fait pas bon être l'ami d'un parvenu.

La plus haute juridiction française a déclaré illégale mardi l'enquête menée en 2010 par le procureur de Nanterre (Hauts-de-Seine), Philippe Courroye, sur le journal *Le Monde*, un précédent en matière de protection de la presse qui devrait entraîner la mise en examen de ce magistrat.

La Cour de cassation a confirmé un arrêt rendu en mai dernier par la cour d'appel de Bordeaux, déclarant illégales les réquisitions délivrées en septembre 2010 à la police par le procureur Courroye afin qu'elle examine les factures détaillées de téléphone de deux reporters du *Monde*, Gérard Davet et Jacques Follorou.

"*L'atteinte portée au secret des sources n'était pas justifiée par l'existence d'un impératif prépondérant d'intérêt public et la mesure n'était pas strictement nécessaire et proportionnée au but légitime poursuivi*", dit la Cour dans son arrêt.

Philippe Courroye et son adjointe Marie-Christine Daubigney devraient désormais être à nouveau convoqués, peut-être avant Noël, par la juge parisienne Sylvie Zimmermann, saisie d'une plainte du Monde, en vue d'une possible mise en examen.

Pour ces démêlés avec la presse, le pouvoir est mis en cause dans une seconde affaire de violation présumée du secret des sources du Monde, où le gouvernement a reconnu avoir mandaté en 2010 la Direction centrale du renseignement intérieur. Son patron Bernard Squarcini, autre proche de Nicolas Sarkozy, a été mis en examen en octobre.

L'arrêt de la Cour de cassation consacre par ailleurs définitivement un droit que l'actuel gouvernement lui-même a fait inscrire dans la loi en 2010, la protection des sources, qui ne peuvent être recherchées que dans des cas extrêmes d'"*impératif prépondérant d'intérêt public*". (Reuters 06.12)

Economie

1- UE.

1.1- FESF.

Standard & Poor's a annoncé mardi placer sous surveillance avec implication négative la note AAA du Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Cette décision est la conséquence de la mise sous surveillance la veille des pays classés AAA qui garantissent ses obligations financières, a précisé l'agence.

La note à court terme A-1+ du FESF est confirmée.

La note AAA du FESF pourrait également être confirmée, même si la note AAA d'un ou plusieurs pays garants était abaissée, dans le cas où les pays garants du FESF prendraient des mesures propres à rehausser la qualité de la signature et susceptibles, aux yeux de S&P, de compenser la réduction de la qualité de cette même signature résultant de l'abaissement des notes d'un ou plusieurs pays membres. (Reuters 06.12)

1.2- Agences de notation.

La France est le seul des six pays notés AAA avertis par Standard & Poor's dont l'état des finances publiques sera un critère explicitement déterminant pour la perte ou le maintien de sa précieuse note.

L'avenir du AAA français se décidera sur quatre fronts, dit l'agence de notation : la réponse européenne à la crise - jusqu'ici laborieuse - des promesses de baisse du déficit probablement trop belles, des banques sous pression et une BCE qui n'aidera peut-être pas la France autant qu'elle pourrait en avoir besoin.

Les cinq autres pays AAA de la zone euro ont eux aussi été placés sous surveillance avec implication négative par S&P. Mais le critère strictement budgétaire n'est pas retenu dans leur cas.

Surtout, la note de la France pourrait être dégradée de deux crans alors que celles des cinq autres AAA pourraient ne l'être que d'un seul.

L'Allemagne et le Luxembourg seront jugés sur les critères de politiques européenne et monétaire, dit S&P, et l'Autriche, les Pays-Bas et la Finlande sur ces deux critères plus celui de l'impact de la crise sur leur système bancaire.

Sa concurrente Moody's s'est donné jusqu'à mi-janvier pour évaluer la stabilité de la note française, sans menacer les autres pays de la zone euro qui bénéficient de la note maximale. (Reuters 06.12)

1.3- Banques.

Les banques européennes ont de plus en plus de mal, à se financer. Cela ne veut pas dire que la BCE ne fait rien. Selon Chris Wood le stratégiste de CLSA à Hong Kong, elle a acheté 203Md€ d'obligations souveraines et prête en ce moment 641 Md€ aux banques européennes.

Le capital de la BCE qui n'est que de 5,3 milliards d'euros est "leveragé" 30,8 fois contre 52,2 fois pour la Banque d'Angleterre, 16,5 fois pour la Banque de France et seulement 5,7 fois pour la Deutsche Bundesbank (ce qui signifie que la BCE a des engagements à hauteur de 30,8 fois le montant de son capital ; plus ce ratio est élevé, plus une institution financière peut être fragilisée en cas de crise).

Malheureusement, la possibilité d'utiliser des collatéraux diminue très vite. C'est le nom générique des différents types de papier admis par les banques en garantie des prêts accordés. Selon Richard Comotto de International Capital Market Association, c'est l'équivalent de la graisse qui permet à l'injection de monnaie par les banques centrales de se transformer en prêts.

Comme le fait remarquer le patron du crédit d'une grande banque américaine à Londres , qui ne veut pas être cité, « on avait le cancer à cause des dettes souveraines détenues par les banques. On pourrait mourir d'une attaque cardiaque en raison de la disparition quasi-totale des prêts interbancaires. Si on en réchappait on pourrait néanmoins attraper une pneumonie provenant des nouvelles régulations bancaires qui vont être mises en place ». C'est la raison pour laquelle la BCE et la Fed, pour apporter de la liquidité au système bancaire ont baissé la semaine dernière de 50 bp le taux du dollar overnight index swap (OIS). (atlantico.fr 06.12)

2- Brésil

L'économie brésilienne a marqué un coup d'arrêt au troisième trimestre, plombée par la crise européenne de la dette et le ralentissement de la croissance mondiale.

La première économie d'Amérique latine a enregistré une croissance nulle au troisième trimestre par rapport au précédent, accusant un ralentissement brutal après une croissance de 7,5% l'an dernier.

En rythme annuel, la croissance du Brésil ressort à 2,1% au troisième trimestre.

Les chiffres du PIB suggèrent que le Brésil pourrait afficher en 2011 une croissance d'environ 3%, bien inférieure à celle d'autres pays émergents comme la Chine et l'Inde.

Des indicateurs récents - notamment ceux de la production industrielle - signalent même que le ralentissement s'accentue, à mesure que la détérioration de la crise européenne de la dette plombe les exportations brésiliennes, essentiellement des produits de base comme le minerai de fer et le soja.

Un contrôle budgétaire accru a également contribué à freiner la croissance, estiment les analystes. La présidente Dilma Rousseff a fait procéder à quelque 30 milliards de dollars de réductions budgétaires cette année pour éviter la surchauffe économique et faire baisser une inflation obstinément élevée.

L'inflation dépasse encore 6,5% aujourd'hui, empêchant le gouvernement de prendre des mesures de relance significative sans risquer de provoquer une envolée des prix à la consommation. (Reuters 06.12)

3- Chine

Le vrai problème de la Chine ce n'est pas la bulle immobilière, les risques d'inflation ou les problèmes concernant la démocratie, c'est celui des robots.

Fanuc le numéro un mondial japonais de la fabrication des robots a expliqué à un petit nombre d'analystes, qu'il y a dix ans un robot remplaçait un travailleur payé 50$ de l'heure. Aujourd'hui on en est à 2$ de l'heure soit un coût du travail inférieur au coût chinois ! Le résultat est simple. Une société comme Foxconn, le fabriquant de Apple devait passer dans les trois ans qui viennent à 2 millions d'employés contre un million actuellement. Avec les robots de Fanuc elle passera à 500 000 ! (atlantico.fr 06.12)

Haut de page

Le 8 décembre

CAUSERIE

Gaucheritude. La question qui tue celui qui la pose.

"Qu'est-ce qu'un homme de gauche (Hollande) va faire à aller chercher un homme de droite (Bayrou) pour gouverner avec?", a déclaré Jean-Luc Mélenchon après avoir assisté à une table ronde sur la précarité dans un quartier populaire d'Orléans.

"*Le débat de l'alliance avec le centre occupe le parti socialiste depuis bientôt trente ans. A chaque élection, il revient*", a-t-il noté. (AP 07.12)

Dialogue dans la bonne humeur. (en hommage à Joseph et Maria, paysans bretons, oncle et tante de mon ex-épouse)

- Pt'-être ben que not'"'*homme de gauche*" ne le serait point tant que çla, on est bien couillons de les croire sur parole ces filous
- T'as raison mon Joseph, c'est pas bien claire cet' histoire-là, surtout que ça date pas de la dernière récolte
- Trente printemps qu'il a dit le gardien chef des pédalos. C'est la preuve au moins qu'il sait compter, il a l'air instruit.
- Tu penses trop la Marie, ce bras-cassé n'a pas dû inventer le fil à couper le beurre crois-moi, sinon il s'poserait pas toujours la même question au bout de 30 ans.
- T'as raison mon Joseph, il est pas finaud l'animal
- (fou rire) Ah tu l'as dit, un bourricot ouais, il a le cerveau paresseux ou qui marche à reculons !
- Pour un peu il s'rait gaucher
-Tu veux dire maladroit
- P'être ben les deux qui sait, c'est pas d'main la veille qu'ils nous f'rons prendre les pis de nos vaches pour des lampions...

Plus sérieusement, camarades, au passage Mélenchon a avoué qu'il savait avant même de rejoindre le PS, que si ce parti se posait la question d'une alliance avec les centristes, c'était parce qu'ils incarnaient tous les deux les intérêts du capital. C'est ce parti que Mélenchon a rejoint consciemment et dans lequel il a milité au cours de ces longues années contre les intérêts de la classe ouvrière sans que cela ne lui pose problème.

Question : monsieur Mélenchon : qu'est-ce qu'un "*homme de gauche*" comme vous est "*aller faire à aller chercher*" un parti comme le PS pendant de si longues années, à part faire carrière au lieu d'aller gratter ?

Sur le plan de la syntaxe, "*va faire à aller chercher*", il y a redondance, c'est plutôt lourdingue, alors au bourricot j'ajouterais volontiers un bourrin, un vieux bourrin réformé en partance pour l'abattoir.

Même au Yémen.

- Yémen: formation d'un gouvernement d'union nationale - (AP 07.12)

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

Le président syrien Bachar al Assad assure, dans une interview diffusée mercredi, ne pas avoir donné l'ordre à ses forces d'abattre des manifestants, un geste qui ne pourrait selon lui venir que d'un dirigeant dément.

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision américaine ABC avec la journaliste Barbara Walters, il affirme que les démarches internationales pour imposer des sanctions à la Syrie ne le préoccupent pas et que l'Onu n'est pas une institution crédible.

"*Nous ne tuons pas notre peuple (...) Aucun gouvernement au monde ne tue son peuple, sauf s'il est dirigé par un fou*", dit le chef de l'Etat syrien dans un extrait de l'interview diffusé mercredi.

Il dit avoir fait son maximum pour protéger les populations, ajoutant que les violences dues aux forces de sécurité ont résulté d'erreurs individuelles et non d'une politique officielle.

"*La plupart des gens qui ont été tués étaient des partisans du gouvernement, et non l'inverse*", dit Bachar al Assad, qui reconnaît que certains membres des forces armées sont allés trop loin mais assure que leurs excès ont été sanctionnés.

"*Ce que vous devez savoir, c'est que chaque 'réaction brutale' a été le fait d'un individu et non d'une institution*", dit-il. "*Il y a une différence entre une politique de répression et quelques erreurs commises par quelques responsables*."

Des militants syriens, qui avancent un bilan de plus de 4.500 tués depuis la mi-mars, estiment que les militaires et membres de forces de l'ordre représentent environ le quart des victimes. La plupart des médias internationaux ayant été chassés du pays, il est difficile de vérifier ces bilans.

Les violences prennent de plus en plus le tour d'une guerre civile, à mesure que des groupes d'opposants armés parviennent à s'organiser et prennent position dans des secteurs urbains.

Mercredi, de nouvelles violences ont été signalées à la frontière turque, ou des habitants de villages turcs frontaliers ont fait état de tirs de l'armée syrienne en direction de combattants de l'Armée syrienne libre (ASL), formée de déserteurs hostiles au régime de Damas. (Reuters 07.12)

Lire la vingtaine d'articles sur la situation en Syrie qui figurent dans cette page. Rien que la lecture des titres permet de comprendre ce qui se passe dans ce pays et le rôle qu'y jouent l'impérialisme occidental et les pétromonarchies du Golf.

Dans le portail canadien mondialisation.ca j'ai lu un article dénonçant l'attitude de "*l'extrême gauche*" envers l'impérialisme occidental et ses partenaires du Moyen et Proche Orient ou du Golf, après le refus de soutenir Kadhafi ou Assad. Je ne m'assimile pas à l'extrême gauche mais je me considère concerné par cet article.

L'auteur passe sous silence la cruauté de ces régimes, d'un autre côté il n'a pas tort quand il affirme que la tradition du mouvement ouvrier international consistait jusqu'à présent à soutenir les faibles contre les puissants, à ce ranger au côté d'un Etat dominé en cas d'agression de la part d'un Etat dominant.

Il est vrai que lorsque Napoléon III déclara la guerre à l'Allemagne fraîchement unifiée en juillet 1870, Marx et Engels se rangèrent au côté de Bismarck qui n'était pas vraiment un démocrate, l'entreprise de Napoléon III visait à briser l'unité de l'Allemagne qui à terme deviendrait plus puissante que la France. Mais dès lors que le kaiser passa d'une guerre défensive à une guerre offensive et d'annexion contre la France à la fois dans le but de renverser la République, Marx et Engels modifièrent leur position et engagèrent le combat contre Bismarck.

Aurions-nous dû soutenir la Libye dirigée par un tyran qui n'avait rien à envier à Bismarck ? C'est la question qu'absolument personne n'a osé poser, en tout cas pas dans ces termes précis, et que je me suis posé des centaines de fois. En principe, nous aurions dû soutenir la Libye de Kadhafi, de la même manière que nous devrions soutenir aujourd'hui la Syrie d'Assad. Mais en réalité les choses sont plus compliquées que cela

Quelque part, j'avoue que jai failli de ne pas l'avoir fait et c'est inexcusable, d'autant plus que je n'avais pas un parti à défendre ou des militants à convaincre du bienfondé de cette position, je n'avais rien à perdre par rapport aux dirigeants et aux appareils des différents partis, POI, NPA, LO et PCF.

En même temps, j'ignorais absolument tout de la situation en Libye. Il aura fallu pratiquement attendre la chute de Misrata pour que les langues se délient du côté de ceux qui étaient parfaitement informés de la situation sur place, je pense en premier lieu à ceux qui affichaient leur soutien à Kadhafi sans la moindre retenue, ce qui laissait planer un fâcheux doute sur l'impartialité de leurs informations qui pouvaient tout aussi bien être inventées de toutes pièces. Pourquoi ont-ils attendu si longtemps pour fournir des données sur la Libye, par crainte d'être incompris et d'être mis au banc des médias, je l'ignore, je pense à ces réseaux de journalistes indépendants, au Réseau Voltaire notamment, par exemple, il y a deux semaines environ seulement, qu'ils ont mis en ligne un article dans lequel ils indiquaient que des navires de guerre français avaient pris position aux abords de la Libye dès le mois de février. Ils étaient au courant de la teneur des discussions qui ont eu lieu au mois de novembre 2010 en France entre les futurs dirigeants du CNT et le gouvernement français, alors pourquoi ne nous ont-ils pas informé dès cette époque ?

Quant à ceux qui ont dénoncé l'intervention militaire de la coalition impérialiste dès le premier jour, ils l'ont fait au nom d'un principe en faisant à leur tour complètement abstraction du développement de la situation lors des semaines précédentes avec la prise de Benghazi par des rebelles au pouvoir en place. Mieux, ils l'ont délibérément passé sous silence pour ne pas avoir à se compliquer la vie à réfléchir au-delà de l'application mécanique d'un principe, peut-être en se disant qu'il serait toujours temps de soutenir le soulèvement libyen si le vent venait à changer de direction ou que le soulèvement devenant général le rôle de l'intervention militaire étrangère s'en trouverait marginalisé. Leur position revenait à laisser la population civile de Benghazi et sa région se faire bombarder par l'armée de Kadhafi, ce que l'on ne pouvait pas concevoir non plus.

Du coup, en présence de deux positions anti-impérialistes marquées par l'impartialité, nous avons préféré effectivement refuser de soutenir la Libye de Kadhafi et de condamner ou soutenir le bombardement de son armée par la coalition impérialiste, imaginant que la chute du dictateur permettra par la suite au prolétariat libyen de s'organiser en syndicats et partis pour mener sa lutte de classe contre toutes les couches de la bourgeoisie libyenne, y compris celle qui étaient à l'origine du CNT que nous avons refusé de soutenir dès sa formation, en résumé nous avons refusé de soutenir à la fois Kadhafi et le CNT, pour ne soutenir que les masses en action pour conquérir de nouveaux droits politiques et sociaux, et à ce titre nous ne le regrettons pas.

Maintenant la Syrie n'est pas la Libye. Ceux qui ont condamné sans réserve l'intervention militaire occidentale au risque de laisser Kadhafi noyer dans un bain de sang le soulèvement parti de Benghazi, mais qui avait gagné l'ouest de la Libye, y compris Tripoli, n'ont pas hésité à faire un amalgame avec ce qui s'était passé en Irak, alors qu'en Irak aucune couche de la bourgeoisie n'était parvenue à se soulever contre Saddam Hussein en entraînant derrière elle des pans entiers du prolétariat. Si les situations étaient comparables, elles étaient loin d'être similaires.

La position géostratégique des deux pays n'est pas la même. La Syrie joue un rôle particulier au Moyen-Orient, charnière, à la fois allié de l'Iran, du Hezbollah au Liban, et du Hamas dans les territoires occupés palestiniens. L'écrasement de la Syrie par une coalition militaire étrangère signifierait la perte d'un puissant allié pour les Palestiniens, même si le soutien du régime d'Assad est un cadeau empoisonné. Il signerait la fin de l'encerclement militaire de l'Iran, condition que l'impérialisme américain s'est apparemment fixé avant de s'y attaquer directement. D'un autre côté, l'impérialisme occidental et l'Etat sioniste bénéficient du soutien de la Turquie, mais l'Irak soutient la Syrie, ce qui complique considérablement la donne, d'autant plus que le Pakistan, la Russie et la Chine refusent cette fois de demeurer neutre dans ce conflit, car si le plan concocté à Washington était mené à son terme, c'est tout le pétrole et le gaz du Proche et du Moyen-Orient incluant les pays du Golfe qui tomberait dans son escarcelle, une des conditions indispensables pour conserver son rang économique hégémonique à l'échelle mondiale que lui dispute la Chine et les BRICS.

De plus en Syrie, il est clair que le régime bénéficie du soutien d'une large frange de la population, sinon il serait déjà tombé. Ce qui diffère d'avec la Libye, c'est qu'après le précédent libyen, il va leur être difficile de faire croire aux peuples du monde entier que l'impérialisme fait pression sur le régime syrien pour imposer la démocratie, ce qui ne les empêche pas d'utiliser un scénario comparable, mais cette fois il est mis a nu et dénoncé immédiatement, nous sommes parfaitement informés de la situation en Syrie, du rôle qu'y jouent les différents protagonistes, y compris dans l'ombre ou officieusement, ce qui leur complique la tâche. Je vais arrêter là sinon il sera trop tard pour actualiser le site aujourd'hui.

La question est donc de soutenir les travailleurs syriens qui revendiquent des droits politiques sans soutenir Assad et l'impérialisme, il me semble que les mots d'ordre suivant seraient convenables : A bas toute ingérence dans les affaires syriennes, A bas toute intervention militaire étrangère en Syrie, c'est au peuple syrien de décider de son destin et de trouver la voie pour conquérir de nouveaux droits politiques, dehors les mercenaires à la solde de l'impérialisme occidental, de l'Etat sioniste, du Qatar, de l'Arabie Saoudite ou de la Turquie, ce n'est ni à l'ONU ni à la Ligue Arabe ni à l'Union européenne de dicter son avenir au peuple syrien. (A suivre)

2- Egypte

La victoire électorale du parti des Frères musulmans semble se confirmer en Egypte, où le nouveau gouvernement de Kamal al Ganzouri, aux pouvoirs renforcés, a finalement été investi.

Le Parti liberté et justice (FJP) a remporté la majorité des duels de second tour de la première phase des élections législatives, qui s'étendront jusqu'au mois de janvier, a annoncé dans la soirée la commission électorale égyptienne.

La participation a toutefois fortement reculé, avec seulement 39% de votants contre 52% lors du premier tour, le mois dernier.

Le FJP a remporté 24 des 44 sièges attribués, et ses alliés en ont pris quatre autres.

Avec les deux sièges obtenus au premier tour, le FJP détiendrait 36 des 56 sièges en lice dans cette première phase pour ce qui concerne le scrutin majoritaire uninominal.

Les islamistes modérés sont également arrivés en tête du scrutin de liste, avec un peu moins de 37% des suffrages exprimés. Les salafistes du parti Al Nour ont créé la surprise en prenant la deuxième place (24%). Les libéraux du Bloc égyptien sont crédités de 13% des suffrages.

Le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) a par ailleurs publié un décret donnant au Premier ministre des prérogatives présidentielles, rapporte Mena.

La nomination de Ganzouri, 78 ans et Premier ministre d'Hosni Moubarak à la fin des années 1990, n'a pas fait l'unanimité parmi les mouvements révolutionnaires.

Le ministère de l'Intérieur, un poste-clé, a été confié au responsable de la sécurité de la province de Giza, sur la rive ouest du Nil, rapporte le journal du pouvoir Al Ahram.

Le ministre des Finances, Moumtaz al Saïd, a été confirmé dans ses fonctions. D'après des médias d'Etat, la moitié des membres du gouvernement sortant devraient conserver leur poste. (Reuters 07.12)

Social

1- Sidérurgie

Les usines européennes d'ArcelorMittal, numéro un mondial de la sidérurgie, étaient le siège mercredi de grèves et de manifestations, répondant à un appel des syndicats à la lutte contre la précarité de l'emploi.

La Fédération européenne des métallurgistes (FEM) a annoncé des grèves d'une durée allant de deux heures à 24 heures dans des usines de Belgique, de France et du Luxembourg, avec des débrayages également attendus en Italie, en Espagne et sur certains sites d'Allemagne.

ArcelorMittal a précisé que les débrayages de 24 heures ne concernaient que ses usines du Luxembourg, de Belgique et une autre en France et qu'ils n'avaient aucun impact majeur sur la production des sites, puisque celle-ci y était déjà partiellement mise en sommeil.

Selon les syndicats belges, 40.000 personnes ont manifesté mercredi à Liège par solidarité avec les salariés du groupe.

ArcelorMittal a annoncé en octobre la fermeture définitive de ses activités de sidérurgie en phase liquide à Liège, du fait de surcapacités et de la lenteur de la reprise des marchés européens.

Il a également mis à l'arrêt des hauts fourneaux à Florange, en France, et à Eisenhüttenstadt, en Allemagne. (Reuters 07.12)

Lakshmi Mittal est inquiet, il figure en deuxième position sur la liste Forbes des 100 Indiens les plus riches , mais sa fortune estimée à 19,2 milliards de dollars, a chuté en un an de 26% en raison d'une sévère baisse boursière du titre ArcelorMittal. (source : libération.fr 07.12)

2- Kenya

Plusieurs centaines de médecins du secteur public ont défilé mercredi dans les rues de Nairobi pour réclamer de meilleures conditions de travail et une hausse des salaires au troisième jour d'une grève nationale observée par la profession.

L'un des grévistes, Dennis Miskellah, a raconté qu'à son premier jour de travail à l'hôpital national Kenyatta, "*le plus grand hôpital public du pays*", il avait dû pratiquer un accouchement sans gants, une situation inimaginable "*en ces temps de HIV et de SIDA*".

D'autres médecins ont confié que les hôpitaux où ils étaient employés venaient à manquer de médicaments et de traitements pour des maladies comme le choléra et la typhoïde.

Nombre des grévistes ont dit connaître des cas où des patients étaient morts en raison des pénuries.

Les médecins réclament davantage de médicaments et d'équipements, la mise en oeuvre d'un plan national pour améliorer les soins au Kenya, ainsi qu'une hausse de leurs salaires.

Les jeunes médecins commencent au Kenya avec environ 400 dollars (environ 300 euros) par mois. A titre de comparaison, les membres du Parlement gagnent quelque 11.000 dollars (environ 8.200 euros) par mois, soit un salaire parmi les plus élevés du monde pour des parlementaires.

Ce mouvement de grève fait suite à des débrayages similaires organisés le mois dernier par plus de 200.000 enseignants qui entendaient protester contre des classes surchargées et des salaires bas.

Des représentants des autorités kenyanes ont affirmé à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de fonds pour augmenter les salaires des fonctionnaires dans la mesure où le Kenya était impliqué dans des opérations militaires en Somalie. (AP 07.12)

Syndicat

1- France

Mardi 13 décembre, alors que cinq organisations syndicales - dont la CFDT, qu'il dirige - appellent à une journée de mobilisation contre les "*plans d'austérité et de rigueur*", François Chérèque participera, le soir, à un débat au siège du Medef avec Laurence Parisot sur le thème "*Compétitivité : agir ensemble maintenant*".

Certes, Bernard Van Craeynest (CGC) et Joseph Thouvenel (CFTC) seront également présents, mais aucune de ces deux organisations ne participe à la mobilisation du 13 décembre.

Dans ce contexte, la présence de François Chérèque au siège du patronat un soir de mobilisation risque fort d'attiser les critiques des autres participants à l'intersyndicale. Et de creuser le fossé qui séparent la CFDT avec l'Unsa d'une part, qui estiment qu'en période préélectorale il est difficile de mobiliser les salariés, et la CGT, la FSU et Solidaires, d'autre part, qui préféreraient des actions plus visibles. (lexpress.fr 07.12)

Normal, non ?

2- Italie

Les trois principaux syndicats italiens ont appelé à une grève de trois heures lundi prochain contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement de Mario Monti, dont la cote de popularité auprès de l'opinion publique est en recul.

Les employés du secteur public observeront par ailleurs une grève de huit heures le 19 décembre.

Dans un communiqué commun publié mercredi, la CGIL, la CISL et l'UIL demandent également à être reçues par le nouveau président du Conseil et les représentants politiques pour discuter d'amendements au plan de rigueur.

"*Je suis certain qu'il y aura des manifestations, et je peux même considérer qu'elles seront justifiées, mais je suis certain aussi que les citoyens comprendront*", a dit Mario Monti mardi soir lors de l'émission Porta A Porta, sur la RAI.

Un sondage IPSO pour le Corriera della Serra traduit un recul de la popularité du successeur de Silvio Berlusconi. Sa cote, qui était de 73% au moment de sa prise de fonction à la mi-novembre, perd neuf points à 64%.

Mais son plan d'austérité est globalement approuvé par deux Italiens sur trois, même si leur appréciation varie largement quand on les interroge mesure par mesure.

Si la création d'une taxe sur les biens de luxe, comme les yachts, est plébiscitée (93%), 35% seulement des personnes interrogées se disent d'accord avec la réintroduction de la taxe foncière et 30% avec le projet de relèvement du taux de la TVA.

La réforme du système des retraites n'est approuvée que par 39% des personnes interrogées par l'institut IPSO.

Le plan Monti prévoit qu'à partir de janvier 2012, les pensions seront calculées sur la base des cotisations payées et non plus sur la base du salaire perçu en fin de carrière. L'âge légal de départ à la retraite sera repoussé de 60 à 62 ans pour les femmes et de 65 à 66 ans pour les hommes.

L'abandon de l'indexation des pensions de retraite sur l'inflation pour les retraités touchant plus de 936 euros par mois constitue l'une des mesures les plus controversées de la réforme. Pour les syndicats, le seuil retenu est trop bas. (Reuters 07.12)

Trois heures de grève, c'est trop !

Justice

Etats-Unis

Mumia Abu-Jamal ne sera pas exécuté. Des procureurs de Philadelphie ont annoncé mercredi qu'ils ne demanderont plus la peine de mort contre l'ancien militant des "Black Panthers" Mumia Abu-Jamal, ce qui signifie qu'il passera le reste de sa vie en prison pour le meurtre d'un policier blanc commis il y a presque de 30 ans.

La décision du procureur Seth Williams, rendue avec l'appui de la veuve du policier et du commissaire de police de la ville, intervient au terme de près de 30 ans de batailles judiciaires autour de cette affaire.

Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort en 1982 pour le meurtre, perpétré le 9 décembre 1981, de Daniel Faulkner, un policier blanc de Philadelphie. Incarcéré depuis dans une prison de Pennsylvanie, cet homme de 58 ans n'a jamais cessé de clamer son innocence, notamment dans des livres et des émissions de radio.

Son cas a pris depuis de nombreuses années une dimension internationale. Aux Etats-Unis et en Europe, les opposants à la peine de mort se sont mobilisés en sa faveur, en le disant victime d'un système judiciaire raciste.

Une cour d'appel fédérale avait demandé de nouvelles audiences après avoir jugé que les instructions données au jury étaient potentiellement trompeuses lors du procès. En octobre, la Cour suprême a refusé de se prononcer sur l'affaire. Cela contraignait les procureurs à décider s'ils voulaient à nouveau demander la peine de mort ou accepter une condamnation à perpétuité. (AP 07.12)

Le combat continue pour exiger sa libération sans condition.

Economie

UE

Standard & Poor's a annoncé mercredi qu'elle avait placé la note 'AAA' de l'Union européenne sous surveillance avec implication négative, précisant que cette note pouvait être baissée si un ou plusieurs de ses membres perdaient leur 'AAA'.

Standard & Poor's a également dit qu'elle pourrait déclasser la note de certains grands groupes bancaires de la zone euro.

Dans la liste des banques concernées par la mise sous surveillance avec implication négative, figurent notamment BNP Paribas, BPCE, BRED-Banque Populaire, Crédit foncier de France, Natixis et Commerzbank. (Reuters 07.12)

Haut de page

Le 9 décembre

CAUSERIE

Mon épouse Magueswary a été hospitalisée hier pour une durée indéterminée, deux ou trois semaines au départ, peut-être plus.

Je n'ai pas eu le temps de répondre au camarade du POI qui m'avait adressé un courriel, ce sera fait sans faute avant lundi prochain, qu'il m'excuse pour ce délai, l'actualité est toujours très chargée et il faut bien que je consacre un minimum de temps à mes propres affaires, en fait, le peu de temps qu'il me reste une fois actualisé le site. Je répondrai aussi à Philippe, mes amitiés en attendant en te souhaitant une meilleure santé.

L'article sur l'Inde mis en ligne hier était de l'agence Reuters, j'ai rectifié ce matin.

Détendons-nous un peu, nous en avons sérieusement besoin, pas vous ?

Quelques titres qui ont attiré mon attention.

1- Travailler plus pour gagner plus, version PS :

- Hollande vante le travailler mieux et le produire plus - Liberation.fr

Ce sont les patrons qui vont être contents !

2- Après moi : le déluge !

- Sarkozy : "*il n'y aura pas de seconde chance*" pour l'Europe - AP

Entre nous, il a voulu parler pour lui... ou de la mère patrie, la France, c'est du pareil au même !

3- Longuet, le crétin de service du jour.

- Gérard Longuet : '*Sur l'euro, je ne crois pas au complot*' - LeMonde.fr

Le pire, c'est qu'il a raison, dorénavant les banquiers peuvent narguer le monde entier et mener ouvertement leurs activités criminelles puisqu'ils savent que vous les couvrez. Notez bien qu'on ne prend pas la défense de l'euro.

Dans un documentaire qu'ils ont passé avant-hier sur TV5Monde Asie consacré à Le Pen, ils ont rappelé que c'était Longuet qui avait écrit le premier programme du FN, parti issu du groupuscule fasciste Occident, auquel participait Longuet.

4- Quand le parquet est un appendice de l'UMP.

- Karachi: le parquet refuse de donner aux juges l'audition d'Hortefeux - Liberation.fr - (mer. 7 déc. 2011)

5- On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

- Le nouveau plan d'austérité italien salué par Washington et l'agence de notation Fitch - AP

6- Drone d'histoire

- Les Etats-Unis embarrassés par un drone tombé en Iran - LeFigaro.fr

Etrange, avant-hier les autorités iraniennes auraient brandi un drone tombé en Afghanistan...

7- Terrorisme d'Etat (1)

- Manifestations en Russie : Clinton soutient '*les droits du peuple*' - LeMonde.fr

... palestinien, ah non, pas celui-là, merde, j'ai confondu...

8- Terrorisme d'Etat (2)

- Égypte : les États-Unis aident à réprimer les manifestants - LePoint.fr

Ils n'ont rien compris au Point, allons, c'est la manière de l'Empire de défendre '*les droits du peuple*' égyptien, c'est pour son bien qu'ils arment la police et l'armée !

9- Un procès d'intention vraiment in-to-lé-ra-ble !

- Les USA nient vouloir retarder un accord mondial sur le climat - Reuters

10- Renversant le journal d'un banquier !

- Bachar al-Assad inverse les rôles - Liberation.fr

11- Le scoop du jour :

- Ben Laden n'était plus aux commandes d'Al Qaïda - L'Express.fr -

Ben non gros ballot, il était mort depuis 10 ans ! Et puis il y a erreur sur le casting, c'était G. Bush ou Dick Chenney, la CIA quoi.

12- Quand il y a de la place pour un, il y en a pour deux.

- Côte d'Ivoire: arme lourde dans la campagne des législatives (mis à jour) - Slate.fr

Allez hop, Ouattara au CPI !

13- Attendez, pourquoi pas Sarkozy ?

- Pourquoi il faut juger Gbagbo - Slate.fr

14- Toutes des putes dans ce milieu-là !

- DSK pouvait ignorer qu'il rencontrait des prostituées, selon son avocat - Liberation.fr

Le milieu décadent de cet individu ignoble, je précise.

Vu et entendu sur TV5Monde Asie

1- Ils sont prêts pour servir de chair à canons et mourir pour la patrie ou plutôt la Bourse.

J'ai découvert hier soir sur TV5Monde Asie, un jeu complètement dingue nommé Paintball, qui apparemment existe depuis au moins 15 ans. Les participants sont "*équipés d'un lanceur semi-automatique (pistolet à billes de peinture), d'un masque, d'une combinaison, d'un plastron (pour les dames)*". Certains clubs proposent des tenues kakis et des casques qui font davantage penser aux légionnaires engagés en Afghanistan.

Le jeu se déroule en plein air et consiste à tuer ses adversaires, comme dans une vraie guerre, quoi !

Lu sur un site Internet dédié à ce "*sport loisir*" débile qui se joue en équipe, il permettrait à ses participants de "*se défouler et de décompresser d'une manière conviviale*". S'ils s'emmerdent tant que cela et n'ont vraiment rien d'autres à foutre, c'est vraiment pathétique.

A part cela la société ne serait pas en pleine décomposition !

2- Apocalypse now.

Dans un numéro du magazine Envoyé spécial diffusé hier en différé, j'ai découvert les gigantesques ravages de la crise aux Etats-Unis, l'état de quasi-faillite de comtés et d'Etats, la disparition de la totalité des services de l'Etat dans des secteurs entiers de grandes villes, par exemple Détroit (350 km²), jadis le fleuron de l'industrie automobile américaine, dont un quart de la ville est livré à l'abandon, plus d'entretien des routes, de l'éclairage public, etc. le désert, des milliers de maisons abandonnées et vouées au feu et à la destruction, des commerces et des entreprises dont le premier supermarché construit sur le territoire américain...

Je me suis demandé si c'était une scène d'avant ou d'après guerre, pour me souvenir aussitôt qu'elle n'avait pas encore eu lieu, que ce qui se passait en ce moment n'était qu'un avant-goût de la catastrophe annoncée et confirmée par les discours guerriers des différents chefs d'Etats impérialistes. Dans ces quartiers abandonnés de l'est de Détroit, apparemment les plus pauvres et fortement peuplés de Noirs, la population qui a échappé à la crise des subprimes tente de résister et de s'organiser pour survivre, la désolation est telle que chacun peut aller se servir dans les maisons abandonnées ou récupérer tout ce qui peut l'être sans que les autorités n'interviennent, hier elles auraient hurlé au vandalisme, au vol, aujourd'hui elles ont totalement disparu laissant la population livrée à elle-même.

Ce reportage m'a laissé songeur, je me suis dit que parvenu à ce stade, la situation est mille fois plus grave que ce que j'imaginais jusqu'à présent et qu'on est au bord du chaos, que puisque rien n'a pu enrayer cette descente aux enfers, il ne leur reste plus qu'une seule issue : la guerre, une guerre mondiale.

Je dis cela très tranquillement sans vouloir verser dans le catastrophisme, j'ai parfaitement conscience qu'il y en a qui en ont fait leur fond de commerce, ce n'est pas mon cas, je constate seulement que certaines conditions qui conduisent à une guerre à court terme sont dors et déjà réunies, et pas seulement aux Etats-Unis.

Avant-hier aux infos, lors d'un reportage effectué en Grèce, ils ont dit que la population subissait des conditions de vie digne de la Seconde guerre mondiale, au point que les recettes de cuisine économiques abandonnées depuis refleurissent, à base de féculents et de farines essentiellement, plats qui vous calent l'estomac à moindre frais, des restaurants les proposent, pire, ce sont les plats en passe de devenir "à la mode". Le journaliste n'a rien inventé, il a interviewé plusieurs personnes chez eux ou dans la rue qui disaient se nourrir de ces aliments pour survivre, les médias et la presse écrite grecs expliquent à la population comment préparer ces plats que les plus jeunes ne connaissent pas.

Si les retraites des Grecs vont être réduites de façon drastique, aux Etats-Unis ils ont été plus loin encore, certains comtés ont cessé de payer les retraites des fonctionnaires depuis des mois, alors que comme tout Américain qui se respecte, tous les retraités sont endettés jusqu'au cou et doivent régler des traites à échéance, sans leur retraite ce sera impossible, du coup ils sombrent dans le désespoir et la misère, se suicident ou perdent le peu de biens qu'il leur restait pour finir clochards.

Aux Etats-Unis, une ville en faillite ne peut pas demander de l'aide au comté, il est lui-même en faillite, le comté ne peut pas s'adresser à l'Etat, il est lui aussi en faillite, et l'Etat ne peut pas s'adresser à l'Etat fédéral, il croule sous plus de 14 000 milliards de dollars de dettes. Une spirale infernale, d'où la fuite en avant de l'endettement et de l'appauvrissement de la population à une échelle gigantesque, ajoutons, et de la course aux armements des différents Etats en prévision d'une confrontation générale devenue inévitable, qui sera présentée aux peuples comme telle après l'avoir minutieusement orchestrée.

Soyons lucide, même si la réalité fait froid dans le dos ou est effrayante, cela est nécessaire plus que jamais, il n'y a pas d'issue à cette crise du capitalisme et à chaque niveau des institutions, des partis qui y participent, ils sont parfaitement conscient de la situation, de son évolution et de son issue probable, fatale : la guerre.

La guerre n'a pas pour origine des décisions politiques qui seraient le fait d'un individu ou d'un groupe d'individus farfelus ou en proie à une crise de démence, à des élus délirants ou mégalomaniaques représentant les intérêts des capitalistes les plus puissants, non, la guerre a pour origine des facteurs économiques, elle est le produit de l'évolution du capitalisme, de ses contradictions poussées à l'extrême, qui conduisent de manière cyclique à son effondrement sur une échelle plus ou moins importante à l'échelle mondiale.

Il arrive un moment où ces contradictions ont atteint un niveau tellement insupportable, que la moindre étincelle fait office de détonateur, un attentat, un accrochage à une frontière, la faillite d'une grande entreprise ou une banque, et comme cet événement est traité ou relayé sur le plan politique par les différents partis et les médias, on s'imagine que l'origine d'un conflit ou d'une guerre est politique, alors qu'en réalité il est économique.

La population étant très majoritairement ignorante, pour ne pas dire à 99% ou plus, les partisans de cette confrontation ainsi que la confrérie des opportunistes réunis feront en sorte qu'elle n'en comprenne pas l'origine, de telle sorte qu'une fois cette guerre terminée, il soit possible de préparer tranquillement la prochaine dans le dos de la population qui ne comprendra pas davantage que la fois précédente ce qui se trame réellement, pensant qu'il s'agit d'une crise qui trouvera un jour une fin heureuse, puisque c'est ce que tout le monde lui dit, effectivement, que croire d'autre à défaut de certitudes ou de convictions, l'espoir béat ou crédule fait vivre... mais on en crève aussi, ainsi la boucle est bouclée, la chaire à canon est fin prête pour le champ

de bataille.

Alors évidemment quand on a cela à l'esprit, on se doit de tirer à boulets rouges à la fois contre les institutions et contre tous les opportunistes qui s'emploient à masquer aux masses exploitées la réalité et le terrible destin qui les attend.

Parmi ces opportunistes, il y a ceux qui sont peut-être de bonne foi mais qui sont semble-il paumés ou dépassés par la situation, parce qu'ils refusent obstinément de reconnaître leurs erreurs passés, du coup ils s'emploient à les reproduire à l'infini, c'est le cas du POI, du NPA et de LO. Et il y a ceux qui soutiennent le régime dans sa course folle à l'abîme sous un vocable trompeur de gauche, le Front de gauche et l'ensemble des dirigeants syndicaux, excepté Chérèque qui appartient au camp de notre ennemi.

Pourquoi nous en sommes là ? Parce que nous avons été incapable de relier le combat social et politique sur un plan dialectique et historique, nos dirigeants ont sans cesse privilégié les rapports entre appareils aux rapports entre la classe et le capitalisme, ils ont pensé et agi en bureaucrates bornés, dogmatiques ou sclérosés, ce qui s'est traduit par l'impossibilité de construire le parti et d'aider les travailleurs à améliorer leur niveau de compréhension de la société. Lorsque vous recevez des courriels de travailleurs qui ont milité parfois pendant 20 ou 30 ans dans le même parti, qui vous écrivent qu'ils ne comprennent rien ou pas grand chose à ce qui se passent, vous êtes amenés à en déduire logiquement que la confusion la plus totale doit être le lot du reste de la population et que cela n'augure rien de bon pour l'avenir.

Cette profonde ignorance ou inconscience des masses, ce facteur est un des éléments nécessaire, déterminant au cours de la période qui précède une guerre, dans la mesure où la population sera dans l'impossibilité de s'y opposer, pire, puisqu'elle a été préparée à entendre des discours guerriers, elle ira jusqu'à croire qu'elle pourrait trouver son salut dans cette guerre, une fois qu'elle aura repris à son compte l'ennemi responsable de tous ses malheurs qu'on lui aura désigné, là encore la boucle est bouclée.

On a vu plus haut que les conditions objectives préliminaires à une guerre étaient sur le point d'être réunies ou qu'elles le sont déjà à certains endroits, le Congrès et le Sénat américains devraient voter d'importantes coupes budgétaires d'ici quelques mois, ce qui va amplifier les conséquences de la crise aux Etats-Unis même et faire de nouvelles victimes par millions.

En France, comme dans bien d'autres pays de l'UE, comme en 1914 ou 1939, le consensus politique qui existe entre l'UMP et le PS ainsi que leurs satellites respectfs, sans en avoir la forme, il a déjà le contenu de l'union nationale, et comme la crise va s'amplifier et s'accélérer, il en prendra la forme en 2012, d'où les appels en direction du MoDem, et si cela ne s'avérait pas possible autour du PS, ses jours au pouvoir seraient comptés, le pays deviendrait ingouvernable et une nouvelle mouture d'union nationale cette fois autour de l'UMP à laquelle le PS s'associerait verrait le jour, soutenu ou non par l'extrême droite comme en Grèce par exemple. Les banquiers et la Bourse peuvent saboter l'économie du pays pour faire chuter le gouvernement, ils n'en seraient pas à leur premier coup d'essai, c'est de la sorte qu'ils ont fait chuter le front populaire et porter Daladier au pouvoir avec la complicité de Blum et Thorez en 1936-38. Pour eux saboter l'économie ne serait pas vraiment un problème, même si l'on a du mal à imaginer qu'ils prendraient froidement une telle décision, quand on a en tête que cette crise n'a pas d'autre issue que la guerre au cours de laquelle ils comptent se refaire... et après.

Question que j'ai du mal à poser sans enrager : Y a-t-il aujourd'hui un parti ouvrier qui explique tout cela simplement dans son journal destiné aux travailleurs et aux militants ? Absolument aucun. Et encore, s'en trouverait-il un qu'il s'y prendrait si maladroitement qu'il ne serait pas pris au sérieux par ses lecteurs. De toutes manières, là encore soyons parfaitement lucide, à force de s'être détourné de l'essentiel au profit de compromis ou de collusion avec les institutions et les appareils pendant plus de 70 ans, il ne faut pas espérer un miracle, une fois les travailleurs détournés du socialisme et solidement enchaînés au capitalisme, il arrive un moment où vous avez beau faire tout ce que vous voulez pour leur faire comprendre quelque chose ou tenir le discours le plus juste qui soit, ils sont dorénavant hermétiques à tout discours, c'est peine perdu d'avance, ce qui ne signifie pas qu'il faut changer de discours, mais qu'il est trop tard pour qu'ils s'en saisissent.

Vous voyez l'erreur tragique qui a été commise par nos dirigeants, c'est que parce que la majorité des travailleurs et des militants ne pouvaient pas saisir leur discours, il y a 30, 40 ou 60 ans, ils l'ont adapté pour qu'il soit finalement compatible avec leurs illusions dans les appareils, les institutions, le capitalisme, bref, ils se sont adaptés au régime... Ils ont perdu leur indépendance, leur crédibilité, la confiance qu'on pouvait avoir en eux, leur légitimité à mes yeux.

Quant à ceux, le M'PEP, les altermondialistes, les écologistes et autres misérables tiers-mondistes, tous ces intellectuels ou universitaires qui se disent de gauche en parole tout en ayant le porte-monnaie à droite, qui se contentent de dénoncer le libéralisme ou l'avidité, la cupidité de la finance, le productivisme ou les adeptes de la démondialisation, ces criminels sont coupables de détourner sciemment travailleurs et militants des origines de cette crise pour leur interdire de trouver une issue politique à la crise du capitalisme, qui coïnderait avec la remise en cause des fondements de ce système économique.

Je ne crains pas de demeurer isolé en tenant un tel discours en direction des militants et dirigeants. Trotsky disait qu'on pourrait nous reprocher d'être ultra minoritaires et d'apparaître comme une secte qu'on n'en changerait pas pour autant, il n'y a que ceux qui craigne d'aller au socialisme qui changent de discours en fonction du sens du vent pour parodier Lénine. Et s'il y en a qui sont prêts à vendre leur âme (en référence à Marx) par paresse intellectuelle, par couardise ou pour conserver la mainmise sur

leur maudit appareil, c'est leur affaire. Cependant, il faut qu'ils sachent qu'on ne leur passera absolument rien, qu'ils n'espèrent pas qu'on leur accordera un seul instant de répit, car nous considérons qu'ils sont dans une très large mesure responsable de la gangrène, puis de la faillite du mouvement ouvrier en France et au niveau international.

Cela ne va certainement pas plaire à certains militants mais je m'en fous, en réalité je leur rends service, il faut bien comprendre à un moment donné, qu'on ne peut pas avoir dirigé un parti pendant de nombreuses décennies et décréter qu'on n'y est pour rien si la classe n'a pas réussi à se doter d'une nouvelle direction, ce genre de discours est intolérable, indigne d'un dirigeant, car cela signifie que ce sont les travailleurs qui en sont responsables, oui, exactement comme l'affirmaient et l'affirment toujours les staliniens.

Danger public numéro 1 : Le flic-président.

En visite à Marseille, le président Nicolas Sarkozy a annoncé jeudi que les BAC (Brigades anticriminalité) des Bouches-du-Rhône seraient dotées de 150 fusils à pompe d'ici la fin de l'année, a-t-on appris de sources syndicales. (AP 08.12)

Sans déconner, imaginez qu'il mette un engin pareil entre les mains d'un flic aussi bourré de tics que La Talonnette, c'est dangereux, non ? Je vais dire à mon épouse de s'équiper d'un gilet pare-balles quand elle descendra sur Marseille et de refuser une HLM dans cette ville si tranquille, franchement elle ne connaît pas son bonheur de vivre dans une HLM insalubre à Aubagne...

Intox à la sauce grecque

Le taux de chômage en Grèce a reculé de près d'un point en septembre, à 17,5% contre 18,4% en août dernier, a annoncé jeudi l'Autorité grecque des statistiques. (AP 08.12)

Associated Press ou la voix de l'Amérique...

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Le ministre grec de la justice a annoncé, jeudi 8 décembre, le lancement d'une ambitieuse refonte de la justice "*pour faire face au déni de justice*" que le système actuel est accusé de provoquer, affectant les droits de l'homme comme le développement économique.

La loi vise "*à imposer une justice juste. (…) Nous ne jouons plus*", a lancé le ministre, Miltiadis Papaioannou, présentant un projet de loi cadre visant pour l'essentiel à réduire les délais des jugements, actuellement autour de six à sept ans, et la masse d'affaires écrasant les juges.

La réforme, que le gouvernement veut faire voter en janvier, est réclamée par les bailleurs de fonds européens, alors que la Grèce figure, notamment avec la Turquie et l'Estonie, parmi les pires pays en Europe en la matière.

Le projet de loi privilégie médiation et justice de paix pour décharger les tribunaux administratifs, civils et pénaux, réduit les cours de plusieurs juges, encadre la pratique, actuellement incontrôlée, d'ajournement des procès et modification de la composition des tribunaux et augmente les frais de justice pour décourager la frénésie procédurière locale.

L'exécution des décisions de justice, dont 320 000 sont actuellement en souffrance, inflige à l'Etat seul un manque à gagner de "*plus de 500 millions d'euros*", selon le ministre. Elle doit être rendue effective, tandis qu'un frein sera mis au dépôt de plaintes. Il y en a actuellement 750 000 en attente d'examen. (lemonde.fr 08.12)

Une "*justice juste*", c'est une justice qui remplit les caisses de l'Etat, CQFD.

2- Yémen

Des dizaines de milliers de jeunes yéménites ont manifesté, jeudi 8 décembre à Sanaa, pour clamer leur rejet du nouveau gouvernement formé par Mohamed Basindawa. Ce chef de l'opposition était désigné pour constituer une nouvelle équipe, en vertu d'un accord politique prévoyant le départ du président Ali Abdallah Saleh.

'*Pas de partenariat avec les tueurs*', ont crié les manifestants, qui protestaient contre le fait que le cabinet ait été formé à parité entre l'opposition parlementaire et le parti du président contesté.

'*Basindawa, ils ne sont pas honnêtes*', ont-ils aussi scandé en référence à des ministres reconduits, accusés d'avoir incité aux violences. Celles-ci ont fait des centaines de morts parmi les manifestants en dix mois de protestation.

La veille, mercredi, M. Basindawa avait annoncé la formation d'un gouvernement d'entente nationale pour la période transitoire précédant le départ de M. Saleh fin février, conformément à un accord signé le 23 novembre à Riyad. Ce gouvernement doit prêter serment samedi.

Nombreux sont ceux, parmi les jeunes militants animant les manifestations contre le régime, qui rejettent cet accord, en insistant sur le départ immédiat de M. Saleh et réclamant son jugement. L'accord garantit en effet l'immunité pour lui et ses proches. (lemonde.fr 08.12)

Social

France

Alors que le prix du gaz devrait à nouveau augmenter en janvier, la Fondation Abbé Pierre dénonce la "*précarité énergétique*" qui fait que 3,8 millions de ménages sont dans l'incapacité de chauffer leur habitation en raison de trop faibles revenus, selon l'organisation.

"*C'est un problème sous évalué, mal traité par les pouvoirs publics, et qui a des conséquences terribles pour certains, notamment les enfants et les personnes âgées*", a déclaré le délégué général de la Fondation, Patrick Doutreligne, lors d'une conférence de presse.

"*Aujourd'hui, l'attention des pouvoirs publics est concentrée sur la dette et sur une politique d'austérité. Qu'on fasse des restrictions, pourquoi pas, mais pas sur le dos des plus modestes. Ce serait indigne*", a-t-il ajouté.

"*Cette incapacité à se chauffer, c'est une nouvelle précarité, une nouvelle forme d'exclusion, une souffrance invisible*", a ajouté de son côté le délégué général adjoint Christophe Robert.

La Fondation préconise notamment la mise en place d'un "*bouclier énergétique pour les plus démunis, comme on a su le faire pour les plus riches avec le bouclier fiscal*". (AP 08.12)

Il faut choisir entre soutenir les plus riches ou les plus pauvres, le gouvernement a choisi le CAC 40. Dieu aurait le don d'ubiquité, mais apparemment en dernière analyse il aurait une petite préférence pour les riches...

Justice

France

Les procureurs de la République, dans une démarche sans précédent, ont appelé solennellement ce jeudi l'attention sur "*la gravité de la situation des parquets*" en termes de statut, de moyens et d'insécurité juridique.

La Conférence nationale des procureurs de la République (CNPR) a présenté, lors d'une conférence de presse au palais de justice de Paris, une "*résolution*" signée à ce jour par 126 procureurs sur 163, soit les trois quarts des procureurs de France.

Les signataires dépassent largement le nombre d'adhérents -environ 70- de cette association créée il y a une dizaine d'années pour permettre la réflexion des procureurs et porter leur parole, a précisé son président, Robert Gelli, procureur de Nîmes.
"*Restaurer*" l'image du procureur

La CNPR "*appelle solennellement l'attention*" du législateur, du gouvernement et de l'opinion publique "*sur la gravité de la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les parquets et l'urgence de leur donner les conditions d'exercer dignement leurs nombreuses missions*", indiquent-ils dans leur texte.

Les "conditions" à remplir sont en premier lieu une "*restauration de l'image de la fonction de procureur*", entachée du "*soupçon de dépendance à l'égard du pouvoir exécutif*".

Pour cela, le rôle du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) dans la nomination des magistrats du parquet doit être "*plus important*", son avis doit être "*conforme*" (contraignant) et pas seulement consultatif, a précisé M. Gelli. "*Inflation de lois*"

Cette position avait été publiquement exposée il y a un an par la CNPR, sur fond de débat récurrent sur l'opportunité d'une réforme

du statut du parquet. L'association ne remet cependant pas en cause le fait que le ministre de la Justice soit "à l'initiative" des propositions de nomination des procureurs.

Ensuite, il faut remédier à "*l'insécurité juridique*" découlant de "*la multiplication, l'avalanche, l'inflation de lois*", qui "*manquent parfois de cohérence*", ou sont même parfois "*contradictoires*".

Le procureur Gelli a cité, entre autres réformes, la garde à vue, la loi sur la sécurité intérieure, l'hospitalisation sans consentement, les extractions judiciaires, les jurés populaires en correctionnelle... Il faut une certaine "*stabilisation normative*", a souhaité M. Gelli. Enfin, a-t-il encore indiqué, les parquets ont besoin de plus de "*moyens humains, matériels et financiers*". Besoin de plus de moyens

En tant que procureur, a déclaré M. Gelli, "*j'ai des angoisses, parce que je sais qu'un certain nombre de dossiers ne sont pas traités tout de suite*".

"*Dans ces piles, j'ai peur qu'il y ait une affaire susceptible d'avoir des conséquences importantes... Et si demain une personne est tuée, qu'allez-vous dire?*" a-t-il lancé. "*Vous direz: si on avait traité cette affaire, cela ne serait pas arrivé!*". "*Ce n'est pas une problématique éthérée... C'est la réalité quotidienne*", a-t-il constaté.

Une étude de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) a montré en 2008 que "*le procureur français était en Europe investi des charges les plus lourdes et doté, pour les assurer, des moyens les plus faibles*", est-il mentionné dans la résolution des procureurs.

Il y avait alors, en France, trois procureurs pour 100.000 habitants, alors que la moyenne européenne était de 10,4, a précisé M. Gelli. (20minutes.fr 08.12)

Economie

1- UE et zone euro

L'Allemagne rejette plusieurs mesures du projet de conclusions du sommet européen, notamment la possibilité d'octroyer une licence bancaire au futur mécanisme de soutien à l'euro et la création d'euro-obligations, a déclaré jeudi un haut responsable allemand.

Selon ce projet de conclusions, obtenu par Reuters, les dirigeants de l'UE sont déterminés à avancer vers un nouveau "*pacte budgétaire*" et à renforcer les capacités d'intervention du futur mécanisme de soutien à l'euro.

"*Nous rejetons cela dans les négociations*", a dit ce responsable au sujet de la licence bancaire, de la possibilité pour le MES de fonctionner en parallèle de l'actuel Fonds européen de stabilité financière (FESF) et de la possibilité d'avancer vers des émissions de dette communes en zone euro. (Reuters 08.12)

BCE

La Banque centrale européenne (BCE) a, sans surprise, baissé jeudi ses taux d'intérêt pour le deuxième mois d'affilée, espérant par là mettre à distance le double risque de récession et de déflation dans la zone euro.

Alors que s'ouvrira dans quelques heures un sommet européen sur deux jours censé déboucher sur un accord de sortie de crise de la dette, la BCE pourrait également annoncer de nouvelles mesures de soutien aux banques étranglées par la crise avec des appels d'offres pouvant aller jusqu'à trois ans.

Selon des responsables de la zone euro, la BCE a été étroitement associée aux discussions devant, selon le souhait de la France et l'Allemagne, aboutir à une plus grande intégration budgétaire de la zone euro, voire de l'Union européenne.

Les intervenants sur le marché seront également attentifs à tout indice suggérant d'une part que la BCE pourrait poursuivre son cycle d'assouplissement monétaire en 2012 et, d'autre part, qu'elle est prête à augmenter son programme de rachats d'obligations.

Conformément à ce qu'avaient anticipé près des deux tiers des analystes interrogés par Reuters, le taux de refinancement, principal taux directeur de la BCE, a été ramené d'un quart de point à 1,00%. Le taux de facilité de dépôt est abaissé à 0,25% et le taux de prêt marginal revient à 1,75%, réduits eux aussi de 0,25 point.

Le taux de refinancement revient ainsi à son plus bas record, le même que celui qu'il avait connu une première fois au plus fort de la crise financière de 2007-2009.

L'euro a légèrement progressé après la décision sur les taux, tandis que les Bourses européennes ont réduit leurs gains.

"*Aucune surprise. (La baisse des taux) était la partie facile*", a déclaré Holger Schmieding, économiste chez Berenberg Bank.

"*Les instruments classiques de politique monétaire, y compris tout ce que pourra annoncer la BCE pour soutenir les banques, sont d'une importance secondaire. La seule chose qui compte vraiment c'est si oui ou non la BCE va faire un pas de plus pour contenir la crise de la dette.*" (Reuters 08.12)

3- Banques européenne

L'Autorité bancaire européenne (ABE) a revu jeudi à la hausse les besoins de recapitalisation de 71 banques européennes et les estime désormais à près de 115 milliards d'euros, afin de leur permettre de faire face à la crise de la dette souveraine.

Les banques ont jusqu'au 20 janvier pour présenter leur plan de recapitalisation qui devra ensuite être mis en oeuvre et bouclé d'ici la fin juin 2012.

Pour les banques françaises, le déficit de capital à combler se chiffre à 7,3 milliards d'euros contre 13,1 milliards pour les banques allemandes.

Des quatre grandes banques françaises, seul le groupe BPCE (banque populaire-Caisse d'épargne), maison-mère de Natixis, voit ses besoins de fonds propres supplémentaires revus à la hausse par l'ABE. Elle les chiffre à 3,7 milliards d'euros.

"*Cet accroissement a d'ores et déjà été compensé par l'opération de rachat de titres super subordonnés, réalisée le 28 octobre 2011*", a réagi le groupe mutualiste dans un communiqué.

En revanche, BNP Paribas et Société générale ont des besoins de recapitalisation revus à la baisse. L'ABE a également confirmé que le groupe Crédit agricole n'avait pas besoin de renforcer ses fonds propres.

La SocGen a réagi en réaffirmant qu'elle atteindrait les exigences de l'ABE sans faire appel au marché et sans solliciter de fonds publics.

"*Le chiffre (de 2,1 milliards d'euros, NDLR) est d'ores et déjà réduit de 360 millions d'euros après impôts grâce au gain en capital réalisé suite au succès de l'opération de rachat de certains titres de dette fin novembre-début décembre 2011*", explique le groupe.

Quant aux banques allemandes, elles auront besoin de 13,1 milliards d'euros, plus du double de ce qui était encore estimé en octobre.

L'essentiel de cette révision à la hausse de la précédente estimation (5,2 milliards d'euros) est imputable aux besoins de Commerzbank, soit 5,3 milliards, et de Deutsche Bank, soit 3,2 milliards.

Commerzbank a précisé qu'il lui faudrait augmenter son ratio Core Tier 1 des fonds propres "*durs*" de bien plus de 10% d'ici fin juin 2012 et qu'elle n'avait toujours pas l'intention de solliciter de nouveau des fonds publics.

Deutsche Bank devra lever 3,2 milliards d'euros et a dit s'attendre à atteindre le ratio core Tier 1 fixé par l'ABE d'ici fin décembre.

Combinées, les sommes nécessaires à Nordlb, Westlb, DZBank et Helaba pour augmenter leurs fonds propres représentent 4,6 milliards.

En Italie, les besoins en capitaux d'UniCredit, première banque d'Italie, ont été revus en hausse à 7,97 milliards d'euros contre 7,4 milliards estimé initialement, a annoncé jeudi la Banque d'Italie, précisant qu'Intesa Sanpaolo, numéro deux du pays, pouvait se passer de capitaux frais.

Banco Monte dei Paschi di Sienna doit lever 3,267 milliards, contre une estimation initiale de 3,1 milliards, UBI Banca 1,39 milliard d'euros (contre 1,48 milliard il y a deux mois) et Banco Popolare a besoin de 2,731 milliards d'euros.

C'est en Espagne et en Grèce que le montants les plus lourds seront à trouver.

Santander, à elle seule, va devoir lever 15,3 milliards de capitaux frais, contre 6,3 milliards pour BBVA. (Reuters 08.12)

4- Hedge Fund

En moyenne, les fonds perdent 8,5% depuis le 1er janvier selon Hedge Fund Research. Ceux qui sont spécialisés sur les actions perdent même 18,6%.

La désintégration des marchés et leur côté irrationnel leur fait perdre de l'argent. Même Soros se fait du soucis. Alors que son fonds phare affichait 7,1 milliards de dollars d'actifs fin juin, il est tombé à 5,8 milliards de dollars fin septembre. George Soros a beaucoup de sociétés technologiques en portefeuille. Du côté de John Paulson, surnommé pendant un temps le sultan des subprimes, la chute est rude. Le gérant américain a perdu énormément d'argent cette année. Son fonds Advantage perd 32% depuis le 1er janvier. La chute atteint 46% pour Advantage Plus. Paulson a multiplié les paris manqués en misant sur Sino Forest, un spécialiste forestier en Chine dont le cours s'est effondré ou sur Bank of America (-56% depuis le 1er janvier).

Même les paris qui paraissaient forcément gagnants se sont avérés perdants. En particulier, les hedge funds avaient beaucoup acheté de devises émergentes comme le real brésilien ou la roupie indienne. Ils espéraient que la croissance de ces pays soit positive pour les devises locales. Mais les opérateurs ont préféré se séparer de ces monnaies volatiles, notamment après des décisions des banques centrales locales. Tous les indices de la catégorie sont en baisse. En moyenne, la perte atteint 18,3% pour un fonds libellé en euros. (lefigaro.fr 08.12)

Haut de page

Le 10 décembre

CAUSERIE

J'ai rectifié les liens vers les articles de l'OCDE (rubrique économie), avec mes excuses.

Dictature du capital

Hier, les négociations ont également bloqué sur l'enveloppe du MES, fixée sur le papier à 500 milliards d'euros, dont une partie doit être abondée en capital par les États.

Si les Européens privilégient le MES, c'est aussi pour des questions juridiques. «*Les marchés préfèrent un outil comme le MES, plus solide car il a un statut d'institution financière internationale et il offre un meilleur équilibre entre capital et garanties* », précise-t-on à Bruxelles. À l'inverse, le FESF n'a pas d'apport en capital : il se finance sur les marchés en émettant des obligations garanties par les États. (lefigaro.fr 09.12)

Aux Etats-Unis, c'est la Fed, un cartel de banques privées, qui fait office de banque centrale, son capital vient donc de ces banques via les marchés, c'est aussi la Fed qui tient lieu de garantie, autrement dit, c'est la Fed qui détient le pouvoir économique dans ce pays, c'est elle qui détermine l'ensemble de la politique du gouvernement à travers le Congrès et le Sénat qu'elle contrôle, donc les comptes de l'Etat, les dépenses et le volet fiscal des recettes (impôts et taxes), c'est donc la Fed qui est responsable de la gigantesque dette de l'Etat fédéral ainsi que l'ensemble des dettes des différents Etats du pays. Quand l'Etat emprunte de l'argent, il s'adresse aux marchés, donc à la Fed. Cet emprunt figure dans les comptes de l'Etat à la ligne dette, tandis que les intérêts figureront à la ligne profit des comptes de ses créanciers. Dans le cas des obligations d'Etat, les intérêts versés figurent à la ligne profit des institutions financières ou des Etats qui les ont souscrites, et toujours à la ligne dette de l'Etat.

Dans la zone euro, jusqu'à présent les Etats devaient passer par les marchés pour se financer, tandis que les banques passaient par leur banque centrale respective via la BCE. La BCE se refusait de prêter de l'argent aux Etats, tandis que par des mécanismes complexes ou détournés elle en prêtait aux banques, qui à leur tour en prêtaient aux Etats, les banquiers encaissaient la différence entre les taux d'intérêt que leur octroyait la BCE, c'est elle qui les fixent, et les taux d'intérêt qu'ils consentaient aux Etats, en résumé ils avaient mis au point un mécanisme permettant de piller les Etats et d'enrichir les banquiers sans qu'ils aient à lever le petit doigt.

Avec le MES, il s'agit d'inscrire cette pratique dans le marbre et de la généraliser à l'ensemble des 27 pays de l'UE, et si la Grande-Bretagne ne peut pas s'y associer ce n'est pas par manque d'intérêt, mais parce que la City participe déjà à la Fed et trouve son compte sans avoir à en rendre à personne contrairement à l'UE avec sa bureaucratie et ses multiples institutions (Commission, Parlement, BCE, etc.).

Vous aurez noté la différence notable entre le FESF et le MES, le FESF se finançait sur les marchés, les Etats servant uniquement de garanties, tandis que le MES sera financé en partie ou en totalité par les Etats qui continueront de se financer sur les marchés.

Avec le FESF les Etats n'avaient rien à débourser tant que leurs débiteurs étaient solvables, leur garantie n'était pas mise à contribution, avec le MES ce sont eux qui vont devoir débourser des centaines ou plutôt des milliers de milliards d'euros pour financer les Etats de la zone euro et de l'ensemble de l'UE, donc leurs dettes déjà abyssales vont s'envoler. Ils viennent d'annoncer que les Etats de la zone euro vont devoir apporter entre 150 et 200 milliards d'euros au MES, somme qu'ils n'ont pas puisqu'ils sont tous endettés jusqu'aux dents, ils vont donc emprunter cette somme aux marchés et ainsi augmenter leurs dettes.

Le MES doté d'un "*statut d'institution financière internationale*" fonctionnera davantage comme le FMI plutôt qu'une banque, d'où le refus de Merkel de transformer la BCE en une banque, car la différence entre le FMI et une banque, c'est qu'une banque a des relations réciproques avec ses clients, elle peut leur prêter de l'argent en prenant des risques, sur des profits à venir, sans pour autant avoir un droit de regard sur la politique de leurs clients, alors que le FMI dispose de l'argent que leur versent les Etats et ne le prête qu'en échange de la mise en oeuvre de la politique qu'il leur impose (plan d'ajustement structurel), dans le cas de la banque, le patron demeure le maître à bord de son entreprise, dans le cas du FMI, c'est lui qui devient le véritable patron des Etats auxquels il a prêté de l'argent, c'est directement le FMI qui dicte aux Etats la politique qu'ils doivent appliquer.

Pour compléter cette analyse, un autre extrait de l'article du Figaro sur le MES qui confirme ce qui vient d'être dit

«*On est toujours sur un objectif de 800 milliards d'euros*», affirme une source bruxelloise, qui reconnaît que l'une des deux solutions basée sur l'apport de capitaux des grands pays émergents n'est plus d'actualité étant donnée la frilosité de ces derniers. La voie explorée au cours des deux derniers jours à Bruxelles est donc celle d'un recours au FMI. Problème : le fonds monétaire international, qui contribue déjà pour un tiers aux sauvetages européens, manque de réserves. L'accord d'hier prévoit ainsi de mobi-liser jusqu'à 200 milliards d'euros, via les banques centrales des États de la zone, et de les mettre à disposition du FMI pour les reverser… aux maillons -faibles de l'Europe. Les États se sont donné un délai de dix jours pour caler la mécanique. (lefigaro.fr 09.12)

De leur côté, les banquiers ont parfaitement saisi la signification de l'accord auquel sont parvenus hier les chefs d'Etats de l'UE excepté la Grande-Bretagne... et n'ont pas perdu de temps pour réagir :

Goldman Sachs a relevé vendredi après-midi sa recommandation sur les banques européennes, de "sous-pondérer" à "neutre", après l'annonce la veille par la Banque centrale européenne d'un allongement de la maturité de ses prêts aux banques et les interventions concertées des banques centrales la semaine dernière. (Reuters 09.12)

Pensez donc, selon Christophe Nijdam, analyste chez AlphaValue, "*(ces) mesures sont vraiment, vraiment, positives pour le secteur : les banques européennes ont 500 à 700 milliards d'euros d'emprunts obligataires qui arrivent à échéance en 2012*", un répit qui sera de courte durée lorsque les conséquences des mesures d'austérités mises en oeuvre par les différents gouvernements se traduiront par une récession, c'est déjà le cas dans plusieurs pays, lire plus loin, l'effondrement de la consommation et des recettes des banques et des Etats, sans parler du chômage qui va continuer de croître et contribuera à l'insolvabilité des clients des banques.

Goldman Sachs a surtout compris que Merkel, qui incarne la politique dictée par la Fed, avait obtenu gain de cause, avec l'accord d'hier les banquiers ont décroché le jackpot (ou jack pot) !

L'impérialisme américain et plus généralement l'aristocratie financière ont compris depuis longtemps par les relations qu'ils avaient tissées de longue date avec Merkel (lire dans le site les articles consacrés à sa participation à des think-tanks néo conservateurs américains), qu'ils devaient s'appuyer sur elle, car de son côté Sarkozy ne pouvait remplir que le rôle de l'idiot utile à leur plan, je me permets même de douter de ses facultés à y comprendre grand chose, par contre ils savent qu'ils peuvent compter sur sa totale loyauté, sa complète soumission.

Inutile de préciser que les valeurs bancaires se sont envolées sur les places boursières européennes ce vendredi après-midi.

Hargneux, vaniteux, rancunier, grossier... et rustre !

Nicolas Sarkozy a refusé de serrer la main du Premier ministre britannique David Cameron, vendredi 9 décembre, après les négociations du sommet de la zone euro.

Ça c'est passé vers 11 h à Bruxelles. C'est ce qui s'appelle un "*vent*", une "*bâche*" ou encore "*une boite à baffes*" selon le journaliste d'i>TELE. Ou quand un geste vaut mieux qu'un long discours...

Un acte dont la presse britannique s'est immédiatement emparé, rapporte Rue89. Le Daily Mail racontait ainsi l'"*affront*" de Sarkozy : "*ce moment où Nicolas Sarkozy montre ce qu'il pense réellement du veto de David Cameron sur la réforme du traité européen de Lisbonne.*"

"*Après une séance épuisante qui a duré toute la nuit, monsieur Cameron s'approche du président français, la main tendue, comme s'il était prêt à lui serrer pour lui montrer qu'il n'y a pas de malaise. Mais non seulement monsieur Sarkozy refuse-t-il de serrer la main du premier ministre, mais il va jusqu'à se tourner sur le côté, en faisant un signe de la main à quelqu'un sur sa droite*", rapporte le Daily Mail.

"*Monsieur Cameron, clairement snobé, utilise la main qu'il avait tendue pour tapoter affectueusement - quoique bizarrement - l'épaule de monsieur Sarkozy et continue son chemin, la tête haute, mais un sourire blessé sur le visage*", estime le journal anglais. (lepost.fr 09.12)

Sarkophage (bientôt!) cumule les qualités, surtout celle de ne pas pouvoir se contrôler !

Allégeance aux institutions. Sarkozy n'a qu'une parole.

C'est le 19 décembre qu'une délégation des maires à l'initiative du POI sera reçue au ministère des Collectivités territoriales, avons-nous appris à la page 8 du n°178 d'*Informations ouvrières*, hebdomadaire du POI

"*Lundi 19 décembre, nous apporterons les dossiers de nos communes et demanderons que le « volontariat » en matière d'intercommunalité dont parlait le président de la République dans la lettre qu'il nous a adressée soit « finalement » respecté par les préfets.*"

Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays et illégitimes, honnis des travailleurs, le POI n'en a cure, c'est à se demander d'où ce parti tient la légitimité.

Au départ cette démarche avait été effectuée en direction de Sarkozy que le POI voulait rencontrer.

Question : qu'est-ce qui diffère avec la démarche de l'intersyndiacle jaune dénoncée en page 4 d'*Informations ouvrières* par Daniel Shapira (POI-CCI) : " *Les organisations syndicales appellent tous les salariés à agir pour se faire entendre des décideurs (gouvernement, élus, responsables d'entreprises) dans la période du 1er au 15 décembre 2011, en particulier lors du temps fort de rassemblements le 13 décembre », elle laisse dans le désarroi de nombreux militants et responsables.*".

Gageons que la démarche de la direction du POI en direction de l'Elysée (et du Sénat lire ci-dessous) laissera dans "*le désarroi de nombreux militants et responsables*" du POI...

Pour ne pas être en reste, trois transfuges du PS passés au POI demandent à être reçus par le président du Sénat :

"*C'est pour cela que Gérard Schivardi, maire de Mailhac, secrétaire national du POI, Georges Lemoine, ancien ministre, membre du bureau national du POI, et Claude Jenet, secrétaire national du POI, ont demandé à être reçus par Jean-Pierre Bel, président PS du Sénat, pour discuter de ces questions.*". Ils seront en famille !

Amalgame révélateur

Dans l'éditorial du n°178 d'*Informations ouvrières*, D. Gluckstein écrit : "*Sarkozy et Merkel font ici un pas supplémentaire sur la voie de la violation de la souveraineté de tous les peuples*

Questions : Où a -t-il trouvé un seul Etat, un seul gouvernement, qui respecterait la souveraineté du peuple ? En France et en Irlande sans doute après le rejet du projet de Traité constitutionnel européen...

Qu'est-ce qui incarne la souveraineté du peuple ? Pour Gluckstein c'est l'Etat, les institutions qui sont censés représenter les intérêts de toutes les classes, l'intérêt général de la nation, ce qui coïncide avec sa conception de la défense de la lutte des classes que partagent notre ennemi de classe pour nous livrer une guerre incessante sur ce terrain-là.

L'emploi de cette formule laisse à penser que finalement toutes les classes constitueraient le peuple, et qu'elles auraient en commun comme principe souverain, l'indépendance de la nation, principe qui s'imposerait au-delà des antagonismes irréconciliables entre les classes. L'indépendance de la nation étant menacée par une force maléfique qui logerait à Berlin, Bruxelles ou Washington, le peuple devrait se mobiliser pour la défendre. Ailleurs on appelle cela l'union nationale, le front populaire ou tout simplement un consensus pour sauver la mère patrie.

Quelle "*souveraineté des peuples*" ? Dans quel pays de l'UE les peuples seraient souverains ? Pour notre part nous n'en connaissons aucun. Mais peut-être que nous n'avons pas la même définition de l'Etat, à moins que nous évoquions la situation telle qu'elle est en 2011, alors que Gluckstein se situe au XVII ou au XVIIIe siècle, quand l'Italie n'avait pas encore réalisé son unité et accédé à l'indépendance ou encore quand l'Autriche était sous domination prussienne, c'est ce qui s'appelle aller de l'avant dans

le passé !

Apparemment nous n'avons pas la même conception de la souveraineté des peuples. Pour Gluckstein elle est soumise ou se confond avec l'existence des institutions de la Ve République, avec l'Etat tel qu'il existe de nos jours, c'est bien cet Etat dont il prend la défense ici ; pour nous, à l'inverse, elle repose uniquement sur la légitimité du combat des masses exploitées qui composent la majorité du peuple pour défendre leurs droits, besoins ou aspirations ou pour en obtenir d'autres sur le plan social et politique dans le cadre de l'Etat capitaliste qu'elles doivent à terme renverser par une révolution en avançant sur la voie du socialisme.

Dans son précédent éditorial il avait dénoncé le catastrophisme et la mise en scène de Sarkozy, et voilà qu'il se livre au même exercice pour venir au secours de l'Etat menacé de disparition du jour au lendemain comme chacun sait. Camarades du POI ne vous affoler pas, cela fait 53 ans qu'on entend vos dirigeants et leurs prédécesseurs affirmer que la Ve République est à l'agonie, que le marché mondial va exploser, etc. ainsi le jour où cela se produira vraiment, ils pourront dire : vous voyez que nous avions raison, sauf qu'on vous jugera sur votre capacité à construire ou non le parti dont la classe ouvrière a impérativement besoin pour prendre le pouvoir, on se fout éperdument de vos certificats et déclarations d'autosatisfaction.

La souveraineté des peuples est une formule d'autant plus malheureuse, qu'elle fait penser instantanément à la souveraineté nationale entonnée par les souverainistes de gauche, de droite et d'extrême droite.

Les Etats de l'Union européenne sont souverains et indépendants depuis plus d'un siècle. Jusqu'à preuve du contraire, ce sont les gouvernements des différents Etats de l'UE qui décident du budget de l'Etat, dépenses et recettes. Et même dans l'accord qui a été conclu entre les chefs d'Etats de l'UE hier, il n'est pas prévu que ce soit la Commission européenne, le Parlement européen ou la Banque centrale européenne ou une autre institution de l'Union européenne qui fixe le bugdet des différents Etats, et quand bien même cela se produirait, il ne pourrait être adopté qu'après un vote favorable des parlements nationaux, ce qui signifie que le combat politique devra continuer d'être axé contre les institutions et les parlements nationaux dans chaque pays aussi longtemps qu'il en sera ainsi, et ce n'est pas demain la veille que cela changera.

Mettre en avant la défense de la "*souveraineté des peuples*" revient à interdire à la classe ouvrière de trouver une issue politique à la crise du capitalisme indépendante de la classe des capitalistes, c'est brader l'indépendance de classe du prolétariat une fois enchaîner à l'Etat qu'il faut sauver à tout du prédateur européen ou des marchés qui se cachent derrière.

La suite de son éditorial confirme mon analyse, il écrit : "*Au nom de la dette et de la réduction des déficits publics, ils voudraient tout à la fois piétiner la démocratie et la souveraineté nationale et populaire, et détruire toutes les conquêtes ouvrières arrachées depuis 1945*"

Il ne lui viendra pas à l'esprit que c'est justement "*la démocratie et la souveraineté nationale et populaire*" telles qu'elles existaient jusqu'à nos jours, qui ont permis depuis plus de 20 ans aux différents gouvernements de mettre en oeuvre une politique remettrant en cause tous nos droits ou acquis sociaux, de liquider les services publics, etc. conformément aux besoins manifestés par l'aristocratie financière et qui finalement coïncident avec les besoins et les contradictions engendrés par l'évolution du capitalisme mondial.

La référence à 1945 n'est pas fortuite ni nouvelle pour ce nostalgique de l'union nationale sous la IVe République.

Pour notre part, nous ne nous reconnaissons pas dans cette démocratie, ce n'est pas la nôtre, nous revendiquons une démocratie ouvrière, une démocratie de la majorité et correspondant à ses besoins, nous ne nous reconnaissons pas dans la souveraineté nationale, nous revendiquons la destruction de l'Etat bourgeois et la fondation d'un Etat social ou socialiste, nous ne nous reconnaissons pas dans la souveraineté populaire qui coïncide en réalité avec la dictature de la classe dominante, nous revendiquons la souvernaineté de l'ensemble des masses exploitées, la dictature du prolétariat sur la classe des capitalistes, nous revendiquons tout le pouvoir, sans partage avec celle des exploiteurs.

Parole d'internaute

- "*On ne reproche pas aux Portugais d'avoir fraudé, contrairement aux Grecs : les origines de la crise sont donc ailleurs !* " (lemonde.fr 09.12)

Pardi !

INFOS EN BREF

Politique

1- Croatie

La Croatie a signé vendredi le traité d'adhésion qui lui permettra d'intégrer l'Union européenne en 2013. Les dirigeants de l'UE ont en revanche reporté leur décision sur la candidature éventuelle de la Serbie à mars prochain.

Le pays a été durement touché par la récession économique et s'en remet plus péniblement que ses voisins des Balkans. Zagreb espère que son adhésion relancera son économie.

Ce pays de 4,2 millions d'habitants est confronté à un taux de chômage d'environ 17% et un déficit budgétaire de 6,2% du Produit intérieur brut. Le gouvernement conservateur rechigne à adopter des réformes structurelles et fiscales et à lutter efficacement contre la corruption. Sa notation a été abaissée il y a un an par l'agence Standard & Poor's.

Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a souligné que la Croatie sera un "*observateur actif*" au sein de tous les forums européens jusqu'à son intégration officielle dans 18 mois. Cette adhésion doit maintenant être ratifiée par les Parlements des 27.

La Croatie sera la seconde nation de l'ex-Yougoslavie à rejoindre l'UE après la Slovénie, entrée en 2004. Tous les autres pays -Bosnie, Kosovo, Macédoine, Monténégro et Serbie, sont également candidats. (AP 09.12)

2- Pakistan

L'attaque aérienne menée par les forces de l'Otan qui a coûté la vie à 24 soldats pakistanais le 26 novembre le long de la frontière avec l'Afghanistan avait été planifiée, estime un haut responsable militaire pakistanais.

Le général Ashfaq Nadeem, responsable des opérations militaires, a fait cette déclaration jeudi devant la commission sénatoriale de la Défense, rapportent des journaux.

Nadeem a indiqué aux sénateurs que son pays, allié stratégique des Etats-Unis, envisage de déployer un dispositif de défense antiaérienne le long de sa frontière afin de prévenir de nouvelles attaques.

Selon le Daily Times, Nadeem a qualifié l'attaque de complot tandis qu'un autre quotidien rapporte que l'officier a jugé que l'opération constituait de "*conspiration planifiée*" contre le Pakistan.

"*Nous pouvons nous attendre à de nouvelles attaques de la part de nos prétendus alliés*", a dit Nadeem cité par l'Express Tribune.

Le Pakistan affirme qu'il s'agit d'un acte flagrant d'agression qui n'était justifié par aucune provocation, une accusation rejetée par les Etats-Unis.

Deux responsables américains ont expliqué à Reuters que les premiers éléments de l'enquête en cours montrent que les officiers pakistanais du centre de coordination frontalier avaient donné leur feu vert pour une intervention aérienne sans savoir que leurs soldats se trouvaient dans la zone. (Reuters 09.12)

Economie

1- Grèce

Le produit intérieur brut (PIB) grec s'est contracté de 5 % au troisième trimestre 2011, sur un an, selon des données révisées de l'autorité des statistiques grecques. En revanche, cette réévaluation ne modifie pas la contraction aux trimestres précédents, de 7,4 % pour le deuxième et de 8,3 % pour le premier.

Les dépenses totales de consommation, privée et publique, ont reculé de 5,1 %, à 42,2 milliards d'euros par rapport au troisième trimestre 2010, ce qui a contribué à réduire de 71,4 % le déficit du commerce extérieur, a précisé l'ESA. Sur la même comparaison, les exportations, à 13,8 milliards d'euros, ont progressé de 3,2 %, tandis que les importations ont reculé de 4,3%, à 14,2 milliards d'euros.

Selon le budget 2012, le PIB doit se contracter de 5,5 % pour 2011, et la récession en Grèce, surendettée et soumise depuis 2010 à une cure d'austérité dictée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, doit se poursuivre en 2012 pour la cinquième année consécutive, avec un recul de 2,8 % du PIB. (lemonde.fr 09.12)

2- Portugal

Le PIB du Portugal s'est quant à lui replié de 0,6 % au troisième trimestre et de 1,7 % en glissement annuel, selon des

données définitives publiées par l'Institut national des statistiques (INE).

En glissement annuel, le recul du PIB "*est dû à la forte baisse de la demande intérieure*", qui a chuté de 4,6 % de juillet à septembre (de 5,1% au 2e trimestre), a expliqué l'INE dans un communiqué.

L'investissement est tombé de 13,7 %, tandis que la consommation des ménages a reculé de 3,3% en raison notamment d'une baisse de 16,5 % en ce qui concerne les biens durables. Le gouvernement portugais table sur une récession de 1,6 % du PIB cette année, qui devrait s'approfondir à - 3 % en 2012 dans un contexte de forte austérité budgétaire. (lemonde.fr 09.12)

3- Pays-Bas

L'économie néerlandaise est susceptible de basculer en récession ce trimestre, les entreprises et les particuliers réduisant leurs dépenses en raison de la crise de la zone euro, a annoncé vendredi la banque centrale du pays, ajoutant au passage que le déficit budgétaire devrait dépasser la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB) en 2012 et 2013.

De ce fait, pour revenir sous cette limite fixée par l'Union européenne, le gouvernement devra mettre en place de nouvelles mesures d'économies, ce qui risque d'augmenter les tensions entre le gouvernement de centre-droit au pouvoir et son allié d'extrême droite au parlement.

Selon la banque centrale néerlandaise, le PIB du pays se contractera de 0,4% sur la période octobre-décembre par rapport au troisième trimestre, période marquée par une contraction de 0,3%.

La cinquième puissance économique de la zone euro, fortement dépendante des exportations, va pâtir d'un ralentissement de la croissance du commerce mondial, poursuit la banque centrale.

Le gouvernement veut ramener le déficit budgétaire sous les 3% dès 2012, à la faveur de 18 milliards d'euros de réduction des dépenses.

La banque centrale voit toutefois, sans mesures supplémentaires, ce ratio à 3,5% en 2012, à 3,7% en 2013 après 4,4% cette année. (Reuters 09.12)

4- Inde

Le gouvernement indien a annoncé vendredi une nette révision à la baisse de ses prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire 2011-2012 en raison d'une baisse de la demande aussi bien intérieure qu'extérieure.

Le produit intérieur brut (PIB) de la troisième économie asiatique est désormais vu en hausse entre 7,25% et 7,5% sur les 12 mois à fin mars 2012 contre une estimation de + 9% faite en février.

Le ralentissement de l'économie a mis les finances publiques sous tension, ce qui s'est traduit récemment par une chute de la roupie. Les recettes fiscales augmentent moins qu'attendu alors que la hausse des dépenses publiques est supérieure aux prévisions.

"*On ne peut pas nier le fait qu'atteindre l'objectif (de déficit budgétaire) ne sera pas facile cette année*", déclare le ministère des Finances à l'occasion de la revue bi-annuelle des prévisions du gouvernement.

D'après des économistes, le déficit budgétaire pourrait ainsi être supérieur d'un point de pourcentage au ratio de 4,6% du PIB retenu par le gouvernement pour 2011-2012.

En outre, le déficit commercial pour l'exercice budgétaire devrait sensiblement se creuser pour atteindre 116 à 120 milliards d'euros contre 77,8 milliards sur 2010-2011, une évolution qui devrait également peser sur la devise indienne.

L'Inde pourrait ainsi se trouver confrontée à sa plus grave crise financière depuis plusieurs décennies si elle n'arrive pas à enrayer le déclin de la roupie.

Contrairement à la plupart de ses pairs asiatiques, l'Inde a récemment laissé filer ses comptes publics et accuse un large déficit des comptes courants.

Le pays doit donc trouver des capitaux étrangers - surtout des dollars américains - pour combler ces manques, des capitaux dont le coût augmente lorsque la roupie baisse.

La monnaie indienne est la principale victime de cette fuite de capitaux. La devise, en partie convertible, s'est dépréciée de près de 17% par rapport au dollar depuis le début de l'année, la pire performance des monnaies asiatiques.

La faiblesse de la roupie alimente l'inflation via les importations. Sur les 11 derniers mois, les prix à la consommation ont augmenté de plus de 9% malgré 13 hausses de taux décidées par la banque centrale depuis mars 2010. (Reuters 09.12)

Après avoir supprimé totalement l'alcool, je mange davantage de riz, le même que celui que je donne à mon chien et nous nous en portons très bien merci, je voulais changer de moto parce qu'elle est rouillée de partout au bout de quatre ans passés à quelques dizaines de mètres de la mer où j'habitais avant, j'ai appris que pour acquérir la même moto je devrais débourser 50% de plus, du coup je garde ma bécane et je vais changer les pièces abimées, j'avais envisagé de racheter un canapé et des fauteuils en osier pour remplacer les miens qui sont vraiment dans un sale état après les avoir récupérés dans la mer lors du tsunami, trop cher à mon goût, je vais les rafistoler et les recouvrir, le fromage que je payais 40 roupies il y a peu a atteint 90 roupies, du coup j'achète du lait et je le fabrique moi-même, ce n'est pas le même fromage, mais il accompagne très bien les crudités, je ne jette rien, le petit lait servira à préparer le plat du chien, etc.

Ils nous ont déclaré la guerre, nous n'avons pas dit notre dernier mot, et puis je ne peux pas aider mes beaux-frères et dépenser de l'argent pour mon petit confort, je suis déjà bien loti, je suis même un foutu privilégié...

Haut de page

Haut de page

Le 11 décembre

CAUSERIE

Manoeuvre électoraliste

- Vote des étrangers aux élections locales : Plus d'un Français sur deux favorable - 20minutes.fr

Sur 1,3 million d'Européens installés ou qui travaillent en France et qui bénéficient du droit de vote, seuls 235 000 ont participé aux scrutins précédents, c'est ce que j'ai entendu aux infos du soir sur TV5Monde Asie il y a quelques jours. Donc ce sondage me fait marrer, ils demandent à des gens leur avis sur une question qui ne les concerne qu'indirectement, et parmi ceux qui sont directement concernés, 80% s'en foutent !

On n'a pas (du tout ou en parrtie) les mêmes rapports à la société bien qu'on appartienne à une classe spécifique, alors pourquoi devrions-nous décider pour qui voter, c'est un immigré qui écrit cela. J'habite en Inde depuis de nombreuses années, si je vais voter ce sera en fonction de certains critères sans que cela soit forcément ceux de la majorité des Indiens, donc j'estime qu'ils seraient en droit de me dire : de quoi vous mêlez-vous.

Sur le principe en soi, évidemment que je suis pour accorder le droit de vote à tous et sans aucune restriction, comme je suis pour la disparition des frontières, des Etats, des classes, de l'argent, etc. sauf que c'est inconcevable dans la société telle qu'elle existe... Eh oui, il y a bien un moment où il faut tenir compte de la réalité, assumer ses responsabilités, sinon on dit ou on fait n'importe quoi et cela n'a aucun sens, n'en déplaise aux tiers-mondistes et autres apprentis sorciers ouvriéristes.

Je vais vous dire un truc, je viens de passer au total 17 ans de ma vie en Inde, et bien j'ai appris à mettre mes principes dans ma poche, et à tenir ma langue aussi, j'y ai été contraint de grè ou parfois de force pour m'intégrer un minimum dans cette société, alors ce n'est pas pour aller les glisser dans une urne une fois tous les 4, 5 ou 7 ans. Moi aussi je débordais de bonnes intentions en arrivant en Inde, depuis j'ai pris la mesure de ce que je pouvais dire ou faire et ce que je ne pouvais ni dire ni faire, on fait rarement ce qu'on veut dans la vie, surtout quand on s'écarte de la réalité ou qu'on ne veut pas la voir telle qu'elle est.

Pour revenir à notre sujet. C'est encore l'immigré qui sert de bouc émissaire et de toile de fond à une misérable polémique entre des partis tous plus pourris les uns que les autres, du PS au FN en passant par l'UMP, avec des arrière-pensées qui n'ont rien à voir avec les droits politiques des immigrés.

Pourquoi TV5Monde Asie nous a-t-il passé avant-hier un documentaire sur J-M Le Pen ? Qu'est-ce qu'on en a à foutre franchement ? Il n'était pas destiné aux expatriés, il s'adressait aux Français de l'étranger qui sont racistes et qui votent UMP mais

qui seraient tentés cette fois de voter Le Pen, les Français qui sont originaires d'autres pays,par exemple les 8 000 Français d'origine indienne qui vivent à Pondichéry. Tous les médias sont en campagne électorale et TV5Monde Asie n'y échappe pas.

Une petite coupe de champe Excellence ?

Golf, Formule 1, non, non, vous n'y êtes pas, c'est plus rustique : du foot ! Annonce d'un match de foot sur TV5Monde Asie :

- "*Le PSG retrouvera-t-il son football champagne ?*"

Normal, c'est l'Emir du Qatar qui arrose ! Relations publics et business obligent ! Et survie politique, j'oubliais...

La méthode Coué ne suffit plus à les rassurer. Ils sont désabusés.

Passons sur les états d'âme de l'éditorialiste du *Monde* qui n'a pas hésité à qualifier ce sommet d'"*historique*", sous certains aspects seulement a-t-il précisé. Lesquels ?

- "*Le traité intergouvermental doit être rédigé...*", plus tard, dans quelques mois...

- "*Un vrai pacte budgétaire va être instauré...*", il ne l'est pas encore...

- "*Des mesures d'urgence ont aussi été discutées à Bruxelle...*", parole, parole, parole...

Pas très consistant tout cela, pour le moment en tout cas.

J'ai gardé le dernier paragraphe comme plat de résistance :

- "*Pour la gouvernance comme pour les mesures d'urgence, d'énormes zones d'ombre subsistent néanmoins. (...) Comme après les quinze sommets précédents, l'incertitude, le flou, l'imprécision risquent de provoquer rapidement de nouveaux soubresauts sur les marchés. Et l'organisation, en toute catastrophe, d'un énième sommet.*" (lemonde.fr 10.12)

Attention c'était le XVIe sommet, un chiffre maudit... pour eux bien sûr ! Dommage que Prévert ne soit plus là, dans un poème il s'était étonné que les Louis ne savaient pas compter au-delà du chiffre 16. Cher Jacques, il faut avoir encore sa tête pour prononcer le chiffre 17 !

Il n'y a plus à hésiter ou à tergiverser un instant sur le fait de savoir s'ils vont parvenir à remonter la pente comme lors de chaque crise ou si le cycle qui est enclenché depuis 2007-2008 conduit inexorablement à l'abîme si on ne parvient pas à les arrêter, à prendre le pouvoir, car il est devenu impossible de concevoir qu'on pourrait simplement les faire reculer, ils n'en ont pas les moyens, pire, le décideraient-ils que demain l'UE leur interdirait, ils sont aux abois, ils sont pris à la gorge, ils craignent l'affrontement direct avec les masses, mais ils n'ont pas le choix, il est inévitable, il est donc impératif de s'y préparer et d'y préparer les travailleurs.

Le roi est nu ! Le capitalisme est obligé d'apparaître à la face du monde tel qu'il est vraiment. Ses représentants s'accordent pour verser des centaines ou plutôt des milliers de milliards d'euros ou de dollars aux banquiers et aux marchés financiers, et s'entendent pour imposer aux masses laborieuses une formidable régression sociale qui va conduire à la paupérisation des couches entières de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, avant que l'ensemble des travailleurs soient frappés à leur tour de plein fouet.

Il ne pourrait survivre à cette crise qu'à deux conditions : s'ils parviennent à sacrifier ou à réduire à la misère des générations entières endettées ou devenues insolvables jusqu'à leur extinction, ce qui nécessiterait plusieurs décennies, et si l'on ne parvient pas à construire le parti dont nous avons impérativement besoin pour les arrêter et prendre le pouvoir.

Le socialisme et son expression (consciente et pratique) la plus achevée en régime capitaliste, le parti, repose sur le refus des exploités d'être réduits en esclavage. Les capitalistes ont encore quelques mois, jusqu'en 2013 peut-être, pour réduire à la précarité absolue des dizaines et dizaines de millions de travailleurs en Europe et aux Etats-Unis, plus de 100 millions si on ajoute leurs familes, y parviendront-ils ? Durant cette période, parviendrons-nous à construire le parti et l'Internationale ? Cela me semble un peu juste comme délai.

Mais en partant du constat que j'ai dressé plus haut, le capitalisme avançant à visage découvert, de plus en plus de travailleurs et militants vont être amenés à en tirer la conclusion qu'ils n'ont plus rien à en attendre, donc à rompre avec le capitalisme, sur le plan politique, à rompre avec tous ceux qui s'en accommodent, à chercher à se donner les moyens de résister, à s'organiser, il y a donc là une formidable opportunité pour construire le parti... avant qu'il ne soit trop tard, car une fois réduit à la misère, on est

trop occupé à assurer quotidiennement sa survie pour avoir la tête ailleurs ou espérer encore qu'il existerait un moyen pour s'en sortir, on est davantage prêt à suivre le premier dictateur venu pour peu qu'il vous fasse rêver qu'à faire l'effort de réfléchir, ce qui est devenu au-dessus de nos moyens.

D'où la nécessité de défendre tous nos droits ou acquis, mais en donnant à notre combat politique un contenu et une perspective révolutionnaire qui permette de faire un pas vers notre objectif, et non en entonnant le chant patriotique de la défense de la souveraineté nationale (POI).

Allez, on se détend un peu, le monde est si triste, le combat politique si aride, je pourrais affecter un air sérieux ou supérieur histoire d'être pris plus au sérieux par les militants, et bien non, comme très souvent j'ai décidé de faire le contraire, parce que sans un peu de répit on ne tient pas indéfiniment, d'autant plus que la patience des militants est mise à rude épreuve, n'est-ce pas ? Vous en rencontrez beaucoup de moments de satisfaction ou de plaisir dans votre vie en observant le monde extérieur ? Pas moi, en dehors de ceux que je me procure moi-même. Vous savez ce que me dit au téléphon une fois sur deux mon épouse, textuellement : *du courage, il faut tenir, il faut se battre*, parfois en larmes... Bon dimanche et bon courage à tous au passage.

Un équilibre virtuel

- Sarkonapoléon :"*C'est un sommet qui fera date*".

A croire qu'il aurait passé une des plus mauvaises nuits de sa vie. On lui en souhaite d'autres du même genre d'ici mai 2012, qu'il en profite car après...

- Bismerckel : "*On ne réglera pas la crise en un seul sommet*".

Ni même au bout de 16 apparemment !

Affreux le règne de la nécessité !

- La nécessité d'une réponse globale à la crise financière - LeFigaro.fr -

Eureka !

- Le couple «Merkozy» sort gagnant du sommet - LeFigaro.fr

Plouf !

- Pas d'accord sur le montant du futur fonds de sauvetage - LeFigaro.fr

Pas de bol, le mauvais sort s'acharne sur eux..

Rififi dans la maison Lego et Cie.

- Aubry s'en prend à «*l'ego*» de Montebourg - Liberation.fr

BCBG, bobo, "*chevalier blanc*", et il joue encore aux legos, ils ne sont pas finis ces gens-là...

Alea jacta est (le sort en est jeté)

- Jack Lang veut porter plainte contre Montebourg... et le gifler - LePost.fr

Il n'a pas précisé où l'émissaire spécial de La Talonnette, c'est qu'il est beau gosse le petit notable de province...

Bref, qu'on se le dise :

- Valls: «*Hollande ne se laissera pas entraîner par les affaires internes du PS*» - Liberation.fr

La preuve :

- Pas-de-Calais - Jack Lang privé d'investiture PS pour les législatives - LePoint.fr

Il paraîtrait que c'est Aubry qui l'a débarqué et non Hollande trop mou pour supporter un soufflet de la pucelle à langue de Blois (ville dont Lang était le maire).

Toujours plus bas.

- Rama Yade dénonce des attaques sous la ceinture - lexpress.fr

Autant en emporte le vent

- "*La coopération Sarkozy/Merkel 'a porté ses fruits' selon la chancelière*" (LeMonde.fr), qui aussitôt entrés en putréfaction a déclenché "*le soulagement de Sarkozy au milieu de la nuit*" (LeFigaro.fr) sous la forme d'"un "*vent*" à Cameron. (LePost.fr)

Il a dû d'autant plus le sentir qu'il était chargé, car il valait pour deux avec Bismerkel !

Approximativement

- Russie : Environ 20.000 manifestants anti-Poutine à Moscou -20minutes.fr

- Russie : jusqu'à 80 000 manifestants à Moscou - lexpress.fr

Les journaliste du Monde et de Libération, qui ont relayé les chiffres donnés par des manifestants, ont parlé de 100 ou 150 000 manifestants à Moscou, qui dit mieux ?

Irrecevable

- L'Iran porte plainte à l'Onu après l'intrusion d'un drone US - Reuters

Irrecevable : il a été transporté à dos de chameau d'Afghanistan jusqu'en Iran !

INFOS EN BREF

Social

France

1-Entre 2.400 personnes selon la police et 4.000 selon les organisateurs, venus en deux cortèges de La Crau et de La Cadière-d'Azur (Var), à bord de 130 tracteurs et de voitures, ont manifesté samedi à Toulon pour manifester contre les projets de tracés de la LGV Paca.

Une quarantaine d'organisations syndicales et professionnelles agricoles, des élus de tous bords, des associations de défense de l'environnement et des collectifs d'habitants, s'étaient associés à cette manifestation, inscrite dans "*les journées européennes des projets inutiles et ruineux*".

Pour le président de la chambre d'agriculture, Alain Baccino, "*on n'a pas sauvé le rosé pour laisser passer la LGV*" (Ligne à grande vitesse), qui doit traverser la région Provence-Alpes Côte d'Azur (Paca) à l'horizon 2023. Selon lui, "*tous les fuseaux de RFF (Réseau Ferré de France, l'un des co-financeurs, NDLR) passent dans les zones agricoles et ça, c'est impossible*".

La concertation sur le tracé a été interrompue dans les Bouches-du-Rhône et le Var, après plusieurs réunions publiques mouvementées, mais se poursuit dans les Alpes-Maritimes. La ligne, qui vise notamment à parer à la saturation prévisible du réseau, doit mettre Paris à 4 heures de Nice (près de 5 heures 40 actuellement). (20minutes.fr 10.12)

Combien de milliards dépensés pour économiser 1h40, combien d'exploitations agricoles saccagées ? Toujours plus grand, toujours plus vite, pour vivre dans quelle société à l'arrivée, pour quel bénéfice en terme de niveau et de qualité de vie ?

2- Environ 2.600 personnes selon la police, 4.000 selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Bayonne pour réclamer la "*résolution intégrale du conflit basque*" après l'annonce le 20 octobre par l'organisation séparatiste ETA de la fin de la lutte armée.

Les manifestants, dont beaucoup venus d'Espagne, ont défilé derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire, en français et

en basque, "*Pays basque, résolution démocratique maintenant*".

La manifestation, organisée par un collectif soutenu par des élus socialistes et écologistes, avait pour but déclaré de créer "*un mouvement large en faveur de la résolution intégrale du conflit en Pays basque et la mise en place d'un processus démocratique*". (Reuters 10.12)

Que revendiquent-ils ? L'unification du Pays basque "*maintenant*". Dans quel cadre, celui de la régionalisation prônée par l'UE qui ne pourrait en aucun cas signifier un progrès social pour la population basque, ou dans le cadre des Etats français et espagnol débarrassés de la tutelle de l'UE et des institutions de la Ve République ou héritées du franquisme, qui une fois seulement ces conditions réalisées permettrait de respecter et satisfaire les besoins particuliers de l'ensemble de la population basque ?

Haut de page

Le 12 décembre

CAUSERIE

Le "***secret***" de la "***réussite***" allemande.

Peter Hartz, l'ancien directeur des ressources humaines de Volkswagen, membre du Parti social-démocrate (SPD), a été l'un des principaux inspirateurs des lois de l'"Agenda 2010" mis en place en 2003 par Gerhard Schröder. Il a été condamné par la justice en 2007 pour divers délits commis dans le cadre de ses fonctions chez Volkswagen, notamment des faveurs sonnantes et trébuchantes accordées au dirigeant syndical de VW. (lemonde.fr 11.12.11)

Pour se faire pardonner IG Metall signera un accord pourri avec la direction dont voici un extrait :

L'accord prévoit un gel des salaires du personnel pendant 28 mois. Dans l'avenir, les salariés et les apprentis qui ont terminé leur formation auront un salaire moins élevé. Même si les salaires des nouveaux embauchés seront inférieurs au niveau en vigueur chez VW, ils dépasseront le niveau convenu dans l'industrie métallurgique en Basse-Saxe. En outre, les deux parties ont décidé d'avoir une plus grande flexibilité du temps de travail. (www.imfmetal.org 16.11.04)

Les actionnaires de Volkswagen par la voix de leur représentant ayant eu parfaitement conscience de l'intérêt d'un tel accord pour l'avenir, ont rescidivé six ans plus tard en signant un nouvel accord avec le syndicat IG Metall, en février 2010 : "*L'entreprise et les représentants des salariés ont affirmé leur détermination à augmenter ensemble la productivité*", et se sont entendus pour indexer davantage les salaires sur les performances, précise Volkswagen dans un communiqué séparé. "*Les salariés qui ont un travail sûr sont motivés et prêts à contribuer à l'amélioration de la productivité. C'est la base du succès de Volkswagen*", s'est félicité Harmut Meine, le représentant d'IG Metall pour la Basse-Saxe, qui a négocié l'accord. Volkswagen s'est aussi engagé mardi à embaucher 1.400 apprentis chaque année dans toute l'Allemagne. (lexpress.fr 16.02.10)

Actionnaires (la direction) et syndicats main dans la main pour orchestrer à terme la baisse généralisée des salaires, avec la bénédiction du SPD qui siège à la fois à la direction de l'entreprise et du principal syndicat, précédemment de l'Etat et la boucle est bouclée.

Au même moment en France dans *Informations ouvrières* le PT soutenait le SPD aux élections, un SPD sans Schröder, tartuferie, comme si cela changerait quelque chose, chacun a pu observer que 6 ans plus tard avec ou sans Schröder le SPD demeurait fidèle à lui-même, au service du capital quoi ! Une certaine conception de la lutte de classe et de l'internationalisme, ne rigolez pas, du trotskisme...

Sur la situation sociale en Grèce

- 6% de la population d'Athènes est partie.

- Beaucoup n'ont pas de retraites et travaillent encore à 80 ans.

- Les salaires sont divisés par 2.

- S'agissant des salaires des fonctionnaires: les hauts salaires sont passés de 2500 à 1600€, les petits de 600 à 450€.

- Pour les policier, les salaires sont ramenés à 650€/mois.

- Les salaires d'ouvriers passent de 900 ou 1000€ à 3 ou 400€.

- La vie est aussi, voire un peu plus chère qu'en France.

- 30% des commerçants ont fermé boutiques (des rues entières sans magasin).

- Les gens retirent leur argent des banques pour acheter de l'or. (Les banques se vident).

- Environ 20% de chômage (mais sûrement plus).

- Les salaires des employés des transports maritimes sont payés un mois sur trois.

- Sécurité sociale fermée, plus de médicaments (les pharmacies sont vides).

- Remontée de la séropositivité, car c'est le seul cas où il y a une allocation de 650€ !

- Taxe sur le bâti instaurée, taxe que beaucoup ne peuvent pas payer, même s'ils vivent dans des Algeco.

- Nouvelle taxe sur les voitures : les gens rendent leur carte grise à la préfecture pour ne pas payer car ils en sont incapables financièrement.

- Situation de pré-guerre civile : les gens cassent tout. Les jeunes en veulent aux anciens (fraudes, corruption depuis trop d'années). (liesidotorg.wordpress.com 10.12)

Voilà ce qui attend la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie dans tous les pays de l'UE !

Question : faut-il attendre plus longtemps pour situer notre combat syndical dans la perspective du renversement du capitalisme et subordonner notre combat politique dans celle du renversement des institutions en place dans chaque pays, ce qui signifiera également la rupture avec toutes les institutions européennes et internationales du capital ?

Il ne suffit pas de l'écrire ou de le déclare ici ou là, il faut impérativement et sans tarder proposer cette perspective à tous les militants et travailleurs dans chaque discussion, réunion, meeting, manifestation, afin de les organiser et de constituer la force et le parti qui prendra la direction du mouvement ouvrier au cours de la révolution à venir.

Nous soutiendrons le parti qui s'engagera dans cette voie, pas seulement en parole mais dans la lutte de classe au quotidien. A nos yeux, seul le POI est en mesure d'accomplir cette tâche, si ses dirigeants le décident. En auront-ils le courage et la volonté ? (A suivre)

Qu'est-ce, l'enjeu : "***la mort du système capitaliste***, dites-vous ?"

L'institut Molinari a procédé au calcul du jour de libération fiscale. C'est-à-dire le jour de l'année civile où vous ne travaillez plus pour l'Etat et surtout le cartel bancaire à qui nous remboursons des intérêts de plus en plus astronomiques puisque ces gens contrôlent également l'évolution des taux d'intérêt via le Marché.

Réponse: un Français ne travaille que pour l'Etat jusqu'au 26 juillet de l'année civile.

Et quand la France va perdre son triple A, les taux vont alors remonter. Par conséquent, les intérêts vont grimper. A 6%, cela fera 30 milliards de plus à payer aux parrains du Système.

Voilà le véritable sujet d'une élection présidentielle. Qui osera mettre fin à l'esclavage de la Nation ? Seul un homme d'état courageux soucieux du bien commun en est capable. Les ténors qui représentent la dialectique Thèse/Antithèse ne sont que des félons soucieux de profiter de "la place". Ils ne sont apparemment pas au courant du programme de l'establishment et de ce qui les attend car, répétons-le, le scénario qui se joue est celui de la mort du Système capitaliste. Chacun comprendra qu'à un certain moment, il faudra jeter au peuple quelques bouc-émissaires… Quels seront-ils? (liesidotorg.wordpress.com 08.12)

Quelle confusion ! Ils savent parfaitement ce qui les attend pour se soumettre constamment aux marchés, autant qu'ils se refusent à croire un seul instant à la mort du système capitalisme, à juste titre d'ailleurs, puisque sans l'intervention des masses

exploitées organisées au cours d'une révolution il ne disparaîtra jamais de lui-même.

Par contre ces intellectuels ont raison, la question à l'ordre du jour est bien celle d'en finir avec le système capitaliste synonyme de barbarie à l'échelle de la planète, reste à les convaincre que seul le socialisme présente une alternative crédible au capitalisme, ce qui nécessite qu'ils révisent de fond en comble leur analyse de la lutte des classes, etc., vaste programme ou remise en cause que peu d'entre eux sont prêts à accomplir pour le moment.

Encore un qui a tout compris ou confession d'un bourreau.

Récemment, nous avons évoqué le rôle néfaste de VGE en qualité d'architecte du système mafieux qui est en train de couler les Etats européens, l'un après l'autre.

Est-ce la lecture de l'ouvrage de Pascal Roussel *Divina Insida* qui l'a incité à réagir ? Nous l'ignorons. Mais le fait est que VGE est en train de mordre la main qui l'a longtemps tenu. Non seulement il s'en prend au Nouvel Ordre Mondial, mais surtout à sa partie américaine. Citons *Le Monde* :

« L'ancien président Valéry Giscard d'Estaing juge inopportune la visite en Europe du secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, qui revient selon lui à faire de l'Europe une victime offerte à tous les sacrificateurs mondiaux. La visite de Geithner est tout à fait inopportune et il n'a pas à se mêler des affaires de l'Europe. Les Français ne vont pas assister à la réunion de la Réserve fédérale, qu'est-ce que c'est que cette histoire ?, a dit Valéry Giscard d'Estaing à Reuters. L'Europe est devenue une espèce de victime offerte à tous les sacrificateurs mondiaux, c'est insupportable, a-t-il ajouté.

L'ancien président français (1974-1981) s'élève aussi contre la spéculation venue des Etats-Unis, alors que l'agence de notation américaine Standard & Poor's vient de mettre sous surveillance la note de la France et de quatorze autres pays de la zone euro. Cette spéculation n'est pas faite par les Européens, mais par les Américains, qui non seulement spéculent mais font le jeu des agences de notation, c'est insupportable, a considéré l'ancien président de la République ».

Voilà enfin une bonne nouvelle. Les propos exprimés par l'ancien président de la République VGE sont d'autant plus intéressants qu'il témoigne avoir bien compris le rôle occulte que les stars de la Haute Finance entretiennent avec Mammon. Pour employer des termes aussi forts que : L'Europe est devenue une espèce de victime offerte à tous les sacrificateurs mondiaux, il faut avoir compris bien des choses que nos contemporains sont tellement loin d'imaginer. (liesidotorg.wordpress.com 10.12)

Le citoyen lambda les ignorent, c'est évident, puisque sinon cela ferait belle lurette que le capitalisme aurait dégagé. Quant à croire que seuls les Américains spéculent pour forcer les Etats européens à réduire leurs peuples au niveau de misère sociale que connaissent déjà des dizaines de millions de travailleurs américains, c'est faire preuve d'ignorance ou de mauvaise foi, Giscard ignore sans doute que la BNP et la Société Générale auraient de nombreux comptes dans des paradis fiscaux par exemple. Qui a placé des hommes liés à l'impérialisme américian à la tête des Etats Italien, Grec ou de la BCE, : Bruxelles, Paris et Berlin ou Washington ?

Pour preuve que Giscard n'a rien compris ou feint de le faire croire, quand il déclare que Timothy Geithner n'a rien à faire en Europe, il se trompe ou se mêle de ce qui ne le regarde pas, les Etats-Unis étant à l'origine de cette crise et ne parvenant pas à s'en sortir, jusqu'à devenir incapable de maintenir son dispositif militaire sur les différents champs de bataille qu'ils ont initiés de l'Afghanistan à la Lybie, Geithner est venu voir où en était les avancées du dispositif européen qui permettrait d'apporter une bouffée d'oxygène à son pays, dispositif que l'impérialisme américain a lui-même concocté et que ses représentants au sein des différents gouvernements et de l'UE sont censés exécuter à la lettre, sauf que voilà il semblerait poser quelques problèmes, on pourrait ajouter d'où l'empressement dans la foulée de nommer à la direction de la BCE, des Etats grec et italien des hommes de Goldman Sachs pour donner un coup d'accélérateur à leur entreprise de destruction social généralisée.

La déclaration de Giscard ne fait que confirmer les tensions qui s'excercent au plus haut niveau des Etats, ainsi que les tensions entre Etats, où chacun tente de se justifier comme il peut, en faisant porter la responsabilité de la situation sur les autres.

Qui gouverne les Etats-Unis ? Obama ? Non.

Timothy F. Geithner, Secrétaire américain au Trésor : « *Si rien n'est fait rapidement, l'Europe sera confrontée à des défauts de paiement en cascade, des paniques bancaires avec des risques catastrophiques* ».

Lors de la dernière réunion du Conseil informel des affaires économiques et financières de l'Eurogroup (ECOFIN) à Wroclaw, en Pologne, les ministres des Finances furent surpris par la réaction de Timothy F. Geithner. Au cours de cette réunion, organisée sur le thème de la montée de la crise de l'endettement européen, le Secrétaire américain au Trésor s'est emporté et a réprimandé les Européens de ne pas fournir de nouveaux renflouements à la Grèce. Face à cette attitude, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, a rappelé que la situation économique et financière de nombreux pays, dont celle des Etats-Unis, était bien plus critique que celle des 17 pays de l'Eurozone. Aussi a-t-il demandé si telle était la position du

président Obama à l'égard de l'Europe. Timothy F. Geithner a alors surpris l'auditoire en affirmant, sous la colère : « *Obama n'est pas le responsable, c'est moi* ». Cela explique sans doute sa présence en Pologne puisqu'il n'y était pas invité. Il a donc été imposé !

Cette déclaration choquante de Timothy F. Geithner, affirmant qu'Obama ne dirigeait pas le pays, vient après d'autres allégations selon lesquelles Geithner aurait délibérément ignoré l'ordre reçu d'Obama de préparer un plan pour réduire progressivement la taille de Citigroup Inc. (naguère la plus grande banque au monde), dans le but de sauver l'économie américaine. Selon The San Francisco Chronicle, en 2009, Timothy F. Geithner a ignoré l'ordre du Président Obama de dissoudre Citigroup, basé à New York, plusieurs mois après que la banque ait reçu un renflouement de plusieurs milliards de dollars d'argent des contribuables. Timothy F. Geithner est manifestement protégé par l'establishment de Wall Street, qui pilote les dégradations des notes des dettes des pays européens, ainsi que celles de leurs banques ! Récemment, on a appris du New York Times Magazine que Geithner avait constitué une troïka composée du directeur du Conseil National Economique de la Maison Blanche, Larry Summers, et du responsable des opérations bancaires de Goldman Sachs, pour détourner de très grosses sommes d'argent du système économique. C'est en partie à cause de l'attitude de cette troïka que des dizaines de millions d'Américains furent privés de leurs maisons, que d'autres dizaines ont perdu leur travail, et que le niveau de pauvreté est monté à un niveau que l'on n'avait pas vu depuis les jours de la Grande Dépression des années trente.

Timothy F. Geithner est arrivé le 6 décembre 2011 en Europe pour une visite de trois jours. Il devait se rendre en Allemagne, en France et en Italie. Lors de son arrêt à Berlin, il a dit : «*Je suis ici pour souligner à quel point il est important pour l'économie américaine et l'économie mondiale que l'Allemagne et la France réussissent à construire une Europe plus forte*». Mensonge ! On sait que la faction représentée par ce personnage vise l'effondrement de l'Europe de l'Ouest. Le même agent de Wall Street a affirmé que ses amis allaient «*continuer à soutenir un rôle constructif*» du FMI dans la gestion de la crise.

Timothy F. Geithner a aussi appelé à «*des réformes pour créer l'architecture de l'union budgétaire pour rendre l'union monétaire plus viable à long terme*». «*La Banque centrale européenne joue un rôle central dans cette crise. Elle va à l'évidence continuer à le faire*», a déclaré le secrétaire américain au Trésor, qui a rencontré le président de la BCE, Mario Draghi… une vieille connaissance. (liesidotorg.wordpress.com 10.12)

Une "***fraise***" qui vaut bien un "***fromage***"

Commentaire d'un internaute sur à un article du Figaro sur Montebourg(eois) :

- "*L'ancien Premier ministre considère que le Député de Corrèze (Hollande -ndlr) l'a piégé en 2005, lors de la bataille du traité constitutionnel européen. Pour régler ses comptes, il soutient aujourd'hui Aubry avec la ferveur d'un nouveau converti ! Aubry et Fabius font désormais la paire. Il le faut bien pour oublier un destin brisé. Le pacte de Marrakech liait Aubry, Fabius, et Strauss-Kahn, pour le meilleur comme pour le pire. Il se prolonge ... non plus pour DSK mais contre Hollande ! .....*

Rien de tel qu'un ennemi commun pour sceller une amitié.

A l'instar d'Aubry, Fabius déteste le président du conseil général de Corrèze...."une fraise des bois peut-elle cacher un éléphant ?" *A-t-il lancé un jour pour railler son absence de poids politique. Il lui reproche d'avoir torpillé sa candidature à la présidentielle de 2007. Il veut lui rendre la pareille en 2012.* " Franchement, vous imaginez Hollande président de la République ? On rêve !" *a lâché Fabius en avril dernier. Alors* "vas-y Martine". (lefigaro.fr 11.12)

Déjà ? Un précédent qui nous ramène 22 ans en arrière.

Manuel Noriega, l'ancien dictateur qui dirigea le Panama d'une main de fer entre 1968 et 1989, a quitté la prison parisienne de la Santé, dimanche 11 décembre, pour être transféré dans son pays.

Il a été détenu depuis 1990 dans des prisons américaines et françaises pour trafic de drogue et blanchiment d'argent.

Désormais âgé de 77 ans, le dictateur fut renversé en 1989 dans l'invasion du Panama par l'armée américaine. Ex-informateur de la CIA, il s'était peu à peu aliéné les Etats-Unis à mesure qu'il nouait des relations avec un cartel de trafic de cocaïne en Colombie. (lemonde.fr 11.12)

Donc l'impérialisme américain n'en était pas à son premier coup d'essai en éliminant Saddam Hussein puis Kadhafi, on pourrait aussi citer les chefs d'Etats qui ont été assassinés avec le concours ou le soutien de la CIA ou des opposants en passe de détrôner le dictateur au pouvoir au cours d'élections qui connaîtront le même sort.

La comparaison s'arrête là, car Noriega n'a jamais manifesté son opposition en vers les Etats-Unis, ce qui lui vaut d'être toujours en vie d'ailleurs. C'est comme reconnaître qu'il est un des leurs, constat que ne relèvera aucun journaliste aux ordres en France, évidemment.

Rétablissons les faits, la vérité. Noriega a commis l'erreur fatale de nouer des relations avec "*un cartel de trafic de cocaïne en Colombie*" concurrent de celui ou ceux qui sont sous le protectorat de la CIA, il a voulu la jouer perso, en prenant ses distances ou son indépendance vis-à-vis de ses mentors et se réserver une part du gâteau plus importante, ils ne l'ont pas supporté et ils ont décidé de l'éliminer, that's all. Rien de glorieux dans tout cela.

L'actualité en titres et petites phrases

Ils en causent. Inimaginable il y a encore quelques mois.

- Sortir de l'euro, une option très coûteuse - 20minutes.f

- Quand des économistes imaginent une sortie de l'euro - Atlantico.fr

- Le ver était dans le fruit - Liberation.fr

La réaction se mobilise

- 2.000 catholiques manifestent à Paris contre «Golgota Picnic» - Liberation.fr

- Marche blanche pour le policier tué à Vitrolles - L'Express.fr

Doit-on lui laisser ce privilège ?

- Marine Le Pen appelle la «*majorité silencieuse*» à la révolution - 20minutes.fr

Bendit et bankster, le même monde.

Question du Point à Cohn-Bendit : qu'est-ce que la dignité ?

Réponse : Moi, je ne la définis pas

Q : Faut-il donner à espérer ?

R : L'important, c'est de s'en tenir à un discours rationnel. Le problème, c'est que la croyance en une existence divine permet de s'extirper de la réalité, de rêver et donc aussi d'espérer. Le communisme donnait autrefois de l'espoir, et lui aussi faisait rêver... Ce n'est plus une solution.

Q : Mais peut-on vraiment donner de l'espérance sans faire rêver ?

R : Je dis qu'aujourd'hui, en politique, il faut tenir un discours rationnel qui permette aux gens de mieux comprendre la complexité des enjeux de notre monde. C'est par la compréhension qu'ils peuvent espérer autre chose que ce qu'ils vivent aujourd'hui. (lepoint.fr 11.12)

Il est incapable de définir la dignité... Normal, c'est ce qui lui a toujours fait défaut !

En plaçant le communisme sur le même pied que "*la croyance en une existence divine*", il démontre ainsi d'où lui vient son inspiration réactionnaire, ce qu'il entend par "*tenir un discours rationnel* ".

Parole d'internaute

- "*L'humanite est elle compétitive ? La régression sociale rend compétitif, la compétitivité c'est le progrès, donc la régression c'est le progrès. Vivre plus mal que le pays voisin c'est lui piquer des emplois et vivre mieux : vivre mal c'est vivre mieux. La paupérisation, but ultime et modèle indépassable.* "

Le syllogisme vaut mieux parfois que de longs discours, quand il ne sert pas à manipuler les militants...

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de Durban

Les délégués de 194 nations participant à la conférence de l'ONU sur le climat se sont entendus dans la nuit de samedi à dimanche pour commencer l'an prochain des négociations sur un nouveau traité contraignant légalement les pays à mettre en oeuvre de nouveaux engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce nouveau protocole destiné à succéder à celui de Kyoto entrerait en vigueur au plus tard en 2020.

L'accord de Durban n'oblige pas explicitement les pays à respecter leurs objectifs, même si la plupart des pays émergents se sont engagés volontairement à limiter la croissance de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). (AP 11.12)

Ils sont d'accord au moins sur une chose : se revoir l'année prochaine pour en rediscuter et ainsi de suite !

Peu importe, les dirigeants du vieux monde se sont congratulés à l'issue de ce sommet qui pour eux a été un succès !

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué "une avancée importante dans notre travail sur le changement climatique", la ministre française de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet, qui a participé aux négociations, a reconnu que l'accord conclu dimanche n'était "pas idéal", mais estimé que l'objectif d'avoir "une suite au protocole de Kyoto" avait été atteint. Le ministre de la guerre Alain Juppé n'a pas été en reste et s'est félicité pour sa part d'un "succès garantissant l'avenir du protocole de Kyoto". "La Plateforme de Durban", a expliqué le Quai d'Orsay, "lance un processus" pour développer un nouveau traité, quelles coïncidence, comme le XVIe sommet de l'UE sur la crise, youpi !

2- France

2.1- L'art de brasser large ou la pratique de la brasse coulée.

Dominique de Villepin a annoncé dimanche soir sa candidature à l'élection présidentielle française de 2012, une candidature de "*gaulliste indépendant*".

Désormais, la dispersion menace à droite avec, outre celle de Dominique de Villepin, les candidatures de François Bayrou, Hervé Morin, Christine Boutin et Nicolas Dupont-Aignan.

A l'UMP, on oscillait dimanche soir entre surprise et philosophie en estimant que cette candidature de "*témoignage*" pourrait ne pas aller à son terme.

"*Tout n'est pas fermé, notre main est toujours tendue*", a déclaré la députée Valérie Rosso-Debord, déléguée générale adjointe de l'UMP, sur i-télé. (On sait ce que c'est, cela commence par la main et cela finit par le bras ! - note du site)

Moins diplomate, le secrétaire d'Etat UMP au Logement, Benoist Apparu écrit sur son compte Twitter : "*Villepin candidat à la présidentielle ! A quoi ça sert ? Surprenante posture du sauveur !*". (Dommage que le ridicule ne tue pas : Celle là même de Sarkozy depuis 2007 ! - note du site)

Le député UMP Lionel Tardy s'interrogeait pour sa part sur la capacité du candidat, qui compte peu de soutiens et de relais politiques, à réunir les 500 parrainages nécessaires et à mettre en place un budget de campagne.

Le sénateur socialiste André Vallini s'est dit surpris par la nouvelle qu'il juge "*mauvaise*" pour Nicolas Sarkozy.

Dans un sondage LH2 pour Yahoo diffusé dimanche, Dominique de Villepin est crédité d'un pour cent des intentions de vote, alors qu'il avait atteint entre 6% et 9% à l'été.

Refusant un positionnement partisan, il a appelé au rassemblement face à la crise, ce que certains à l'UMP interprètent comme une candidature de complément à Nicolas Sarkozy, utile au premier tour.

"*Ce que je veux, c'est rassembler tous les Français, ceux de gauche, ceux de droite, ceux du centre et c'est l'idéal gaulliste qui est le mien*".

"*Le rendez-vous de 2012 sera le rendez-vous de la vérité, du courage et de la volonté. Vous verrez que dans cette campagne de 2012, il y aura des surprises, beaucoup de surprises*", a prédit Dominique de Villepin. (Reuters 11.12)

2.2- Juré, craché. Inutile, non merci sans façon, nous nous sommes déjà servis !

La ministre du Budget, Valérie Pécresse, a assuré dimanche que "*l'Etat ne mettra pas d'argent dans les banques françaises*" estimant qu'elles pourraient faire face seules à leurs besoins de financement.

"*Aujourd'hui, nous pensons que le besoin de financement des banques n'est pas si élevé qu'elles ne puisssent y faire face seules*", a déclaré la ministre lors du "Grand rendez-vous" Europe1, i>TELE, Le Parisien/Aujourd'hui en France.

"*Les (banques) françaises peuvent se recapitaliser à hauteur de sept milliards d'euros à peu près, avec leurs propres fonds, leurs propres bénéfices, l'Etat ne mettra pas d'argent dans les banques françaises*", a-t-elle poursuivi, voyant là "une très bonne nouvelle". (liberation.fr 11.12)

Un grossier mensonge : Par le biais du service annuel de la dette de l'Etat avoisinant les 49 milliards d'euro, l'Etat engraissent les banquiers français, autrement dit par le biais des mécanismes financiers européens, chaque fois que l'Etat emprunte de l'argent (obligations), comme il doit s'adresser aux marchés, ce sont les banques qui sont les principaux bénéficiaires de ces opérations puisqu'elles prêtent à l'Etat à des taux d'intérêts supérieurs à ceux que leur octroie la BCE via la Banque de France.

En conclusion : l'Etat n'a pas besoin de "*mettre*" de l'argent dans les banques puisque ces dernières se servent directement dans les caisses de l'Etat !

3- Tunisie

Au terme de débats contradictoires, parfois houleux, l'assemblée constituante tunisienne a adopté dans la nuit de samedi à dimanche un projet de loi sur l'organisation provisoire des pouvoirs publics, une mini-Constitution qui accorde de larges pouvoirs au prochain chef du gouvernement.

Ce poste devrait revenir à Hamadi Jebali, secrétaire général du mouvement islamiste Ennahdha, grand vainqueur des élections d'octobre dernier qui dispose de 89 des 217 sièges que compte l'assemblée.

"*C'est la présidence du gouvernement et non pas la présidence de la République qui sera le centre du pouvoir exécutif*", a martelé le président de la commission qui a élaboré le texte, Habib Khedher (Ennahdha).

Lors des travaux retransmis en direct par la télévision nationale, de profondes divergences ont éclaté entre les trois partis de l'alliance majoritaire et ceux de l'opposition sur plusieurs points du texte constitué de 26 articles.

Forte d'une majorité confortable, la "*troïka*" a réussi, à chaque blocage, à faire passer "démocratiquement" ses choix par le recours systématique au vote boycotté par l'opposition et des élus indépendants dans les articles contestés.

Principal sujet de controverse: les larges compétences attribuées au chef du gouvernement malgré quelques amendements "*concédés*" par la majorité.

"*Dans l'ancien régime, tous les pouvoirs étaient détenus par le président déchu, aujourd'hui on veut les laisser aux mains du Premier ministre*", a dénoncé le dirigeant du Parti démocratique progressiste (PDP/opposition) Néjib Chebbi qui appréhende "*une nouvelle dictature*".

En dépit des tiraillements entre la majorité et l'opposition et de la grande tension qui a par moments marqué les débats, les élus sont néanmoins parvenus à des compromis, notamment sur les modalités de vote des articles de la future Constitution et de la motion de censure.

Prévue initialement pour un an, la durée du mandat de la Constituante n'a pas toutefois été mentionnée dans le texte.

L'adoption du document a été facilitée par la domination de l'assemblée par une alliance entre le parti islamiste, le Congrès pour la République (CPR/29 sièges) et le parti Ettakatol ou Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL/21 sièges).

Elle ouvre la voie à l'élection d'un président de la République prévue pour lundi après-midi. Elle aura lieu au vote secret et à la majorité absolue (50% +1).

Outre l'élaboration d'une nouvelle loi fondamentale, mission essentielle confiée à la Constituante, le projet de loi vise à mettre en place les institutions étatiques devant diriger le pays en prévision d'élections présidentielle, législatives et municipales à venir.

Selon les dispositions de la mini-Constitution qui exclut les candidatures de binationaux, le président devra être de nationalité "*exclusivement*" tunisienne, musulman, de père et de mère tunisiens et âgé de 35 ans au minimum.

Il lui revient de tracer la politique étrangère du pays en concertation avec le chef du gouvernement. Tout en assumant la charge de chef suprême des forces armées, il ne peut nommer ou révoquer les officiers supérieurs qu'en concertation aussi avec le chef du gouvernement. (AP 11.12)

Un zeste de IVe République, un zeste de Ve République, le tout à la sauce bonapartiste : vive l'Assemblée constituante !

4- Russie

Le président russe Dmitri Medvedev a ordonné dimanche l'ouverture d'une enquête sur les allégations de fraudes commises lors des élections législatives du 4 décembre remportées par le parti au pouvoir, Russie unie. (Reuters 11.12)

Il n'y a pas de fumée sans feu !

Haut de page

Le 13 décembre

CAUSERIE

Libye. Non nous ne nous sommes pas fourvoyés en refusant de nous ranger au garde-à-vous derrière un principe. La preuve.

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté lundi à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque, pour exprimer leur frustration à l'égard du nouveau pouvoir libyen qui a succédé au régime de Mouammar Kadhafi.

Lors de ce rassemblement -le plus important depuis le soulèvement armé contre le Guide déclenché en mars dans cette ville de l'Est- entre 20.000 et 30.000 Libyens se sont rassemblés sur la place Chajara, au coeur de la cité portuaire.

D'après un témoin, la foule a scandé "La révolution a démarré à Benghazi !" et exigé des changements au sein du Conseil national de transition (CNT, au pouvoir) ainsi que le départ du gouvernement de tous les anciens kadhafistes. (Reuters 12.12)

Vous vous souvenez de la position risquée et plutôt inconfortable que j'avais adoptée sur la Libye : ni soutien à Kadhafi ni soutien au CNT ni soutien ou condamnation du bombardement de l'armée de Kadhafi, soutien inconditionnel au soulèvement du peuple libyen pour se libérer du tyran et que vive la lutte des classes en Libye baillonnée pendant 40 ans de dictature.

Il fallait de l'audace, disons-le, un peu de courage pour tenir une telle position et prendre le risque d'être incompris de la plupart des militants et me les mettre à dos, être accusé de soutenir la coalition militaire impérialiste. J'ai essayé d'avoir une vision qui allait au-delà de la chute de Kadhafi, en tablant sur le fait qu'elle libèrerait la parole et la volonté du prolétariat libyen si longtemps muselées, qui s'exprimerait sur le terrain de la lutte des classes en revendiquant de nouveaux droits sociaux et politiques, nous y sommes.

Ceux qui sans se donner la peine de réfléchir un instant se sont rangés derrière le principe que je revendique également du droit des peuples à décider eux-mêmes de leur destin, le droit à l'auto-détermination, ou encore en cas d'agression par un pays dominant la défense du pays dominé pour faire bref, ces dirigeants ont adopté cette position erronée en l'occurrence car si elle s'était traduite sur le champ de bataille, Kadhafi serait toujours au pouvoir, révélant au passage que leur conception de la lutte des classes privilégiait les rapports entre Etats ou institutions au détriment des rapports entre les classes.

Il y a quelques mois, j'en étais arrivé à la conclusion que ces fins stratèges armés de pied en cap de principes, avaient négligé ou oublié un facteur apparemment insignifiant à leurs yeux : le prolétariat libyen et ses revendications sociales et politiques. Il se rappelle aujourd'hui à leur bon souvenir, et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là.

A force de se livrer à de misérables manoeuvres d'appareil pendant des décennies et des décennies, on finit forcément par tout confondre et ne plus comprendre grand chose, entre la réalité, les principes, la théorie, les tâches politique du moment, le parti qu'il faut construire, les objectifs qu'on peut raisonnablement se fixer, les rapports qu'on doit avoir envers les institutions, les autres partis, les syndicats, les masses et j'en passe...

Mélenchonade

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé ce lundi l'utilisation du vocabulaire de la gauche par Marine Le Pen.

"*La voilà qui parle de 'révolution'. Oui mais attention! On devine qu'il ne s'agit pas de 'révolution citoyenne' ni de révolution socialiste, bien sûr. Il s'agit de 'révolution nationale*'", a-t-il dit, y voyant une "*reprise du label du régime du maréchal Pétain*".

"*Cette nouvelle assignation injurieuse du peuple est une sorte de resucée de la vieille antienne 'plutôt Hitler que le Front populaire*'", "*plutôt le Front national que le Front de gauche*", écrit Jean-Luc Mélenchon. (lexpress.fr 12.12)

Parce que dans la "*révolution citoyenne*" ou par "*les urnes*" il faudrait y voir la révolution socialiste ? Quant au programme du Front de gauche, il a le même contenu (a minima !) que le Front populaire qui a ouvert la voie à Daladier, puis au Front national dans sa version pétiniste (ou pétainiste) en France, franquiste en Espagne...

A moins que le Front de gauche ne soit qu'un masque trompeur et que les staliniens et néo staliniens qui y participent militent dur comme fer pour la révolution socialiste, d'ailleurs même que c'était pour mener ce combat que Mélenchon le trotskiste avait rejoint autrefois le PS... Si, si, vous n'êtes pas convaincus, nous non plus d'ailleurs et ce philistin non plus, car cela fait belle lurette qu'il a abandonné ce combat pour se consacrer à la préservation du régime capitaliste... qui lui rend bien, puisqu'il en vit grâcement depuis des décennies.

Un autre article de *Libération* titrait : *Pour Mélenchon, Le Pen «pille» le vocabulaire du Front de gauche*. Le Front de gauche a bien pillé celui du socialisme... sans pour combatte pour le socialisme !

Baromètre Ipsos-UMP-Medef

Le chef de l'Etat perd un point dans le baromètre Ipsos pour Le Point, mais progresse dans l'électorat de droite et frontiste.

"*La dynamique positive de la cote de popularité de Nicolas Sarkozy, mesurée depuis plusieurs mois, est aujourd'hui stoppée*", écrit l'institut. (lexpress.fr 12.12)

Ils doivent se torturer la tête pour trouver le moyen de faire remonter coûte que coûte sa popularité, en vain, je vous fais grâce de la suite de cet article c'est délirant.

La stratégie de l'UMP consiste à mettre en avant des questions qui inspirent la crainte parmi la population, ainsi que des questions qui la divisent, pour affaiblir ses résistances et récolter leur voix en désespoir de cause en comptant sur les médias et les instituts de sondage pour y parvenir.

L'actualité en titre

Sarkonapoléon ridiculisé

- Crise de l'euro - L'accord de Bruxelles crée les conditions d'une "*sortie de crise*", selon Sarkozy - LePoint.fr

... et quelques heures plus tard :

- Sommet de l'UE - Après l'accord, le cauchemar continue - LePoint.fr -

Je n'ai pas la chance insigne que vous avez de voir à la télé tous les jours ou presque l'épileptique du Palais, mais à mon avis son état de délabrement psychosomatique devrait s'aggraver et cela devrait se voir dans son comportement. En l'observant avant-hier, il me donna l'impression de descendre de cheval et de clopiner plus que d'habitude, à la façon du cow-boy R. Reagan, un de ses modèles (avec G. Bush)... culturel !

Un monopole d'Etat qui n'a pas de prix.

- Rafale : «*Pas de cadeau fait par l'État à Dassault Aviation*» - LeFigaro.fr

Ben voyons, l'Etat français est le seul client de ce zinc ! D'ailleurs Dassault envisage d'en arrêter la production, j'ai lu cela dans un autre article la semaine dernière.

D'un mur à l'autre

- Israël veut ériger un mur contre les clandestins africains - Slate.fr

Parole d'internaute

(Réaction au rapport de l'OCDE sur l'augmentation des troubles mentaux chez les employés.)

- "*Faut pas s'étonné d'en arrivé là plus d'augmentations à cause de la concurence déloyale, vous savez moi j'ai 30 ans et en l'espace de 10 ans on m'a dégouté de mon métier car au jour d'aujourd'hui on nous prend pour des cons partout où l'on va pour bosser un peu comme l'UMP ou le PS. Les gens en ont marre, moi je ne suis plus du tous intéressé par mon travail. Avant quand tu travaillais tu avais une carotte au bout si tu travaillais bien. Alors arrêter de dire que les gens sont fainéant le monde a bien changé.*" (20minutes.fr 12.12)

Vous avez cru, les générations qui vous ont précédé ont cru, des charlatans ou manipulateurs leur ont fait croire que leur condition s'améliorerait sans fin, bref, l'air de rien que le capitalisme réaliserait le socialisme ou la République sociale, qu'il y aurait toujours du "*grain à moudre*"... Il y en a qui ont bâti ou entretenu leur fonds de commerce sur cette chimère, c'était plus facile de flatter votre ignorance que de l'affronter, au moins les résultats obtenus permettaient de croire que le mouvement ouvrier progressait, tout le monde était satisfait, la méthode objectif/résultat portait ses fruits sans qu'on se donne la peine d'analyser son contenu, ainsi au lieu de réduire l'ignorance, elle se diluait à l'intérieur des partis jusqu'à les corrompre ou les dénaturer pour finalement faire peau neuve comme pour faire oublier leur passé...

Ah la carotte, si je peux me permettre, vous savez où vous pouvez vous la mettre maintenant, il ne reste plus que le bâton, pas la trique, la matraque !

Là je m'adresse aux militants. Soit le combat syndical ou politique est vécu comme une abstraction, une fin en soi, auquel cas on aura milité toute notre vie pour rien, en pure perte, je conçois que ce soit difficile à admettre n'est-ce pas, mais quand on voit le résultat à l'arrivée on est bien obligé de l'admettre, et je ne parle même pas des travailleurs qui pendant ce temps-là en guise de "*grain à moudre*" bequetaient des cailloux, soit il est vécu comme un moment d'un processus dialectique au bout duquel on poursuit un autre objectif qu'un objectif immédiat, processus qui pour devenir conscient nécessite de passer du particulier au général, sans conscience du but final, sans que chaque bataille soit reliée à cet objectif, cette prise de conscience s'avère impossible, cet objectif présenté à son tour comme une abstraction ou détaché de la réalité, du combat pour défendre nos droits et acquis, est incompréhensif, insaisissable par les travailleurs.

On ne milite pas pour apaiser la souffrance des travailleurs comme le font les curés ou pour se faire plaisir, on milite pour renverser l'ordre établi et changer la société, dire qu'on a tendance à l'oublier (inconsciemment) est un euphémisme malheureusement, ce n'est pas nouveau.

Quand on milite dans un parti, on a l'impression de refaire le monde tous les matins en se levant, c'est naïf, on nous encourage à le croire, on profite de notre crédulité ou de notre ignorance, et le jour où enfin on parvient à ouvrir les yeux, de gré mais le plus souvent de force, on s'aperçoit que le monde est encore pire que ce qu'on pensait et que tout ce pour quoi on s'est battu s'est volatilisé, mais il y a pire encore, sans que forcément le voile de nos propres illusions ne se soit envolé à son tour.

Nos certitudes reposaient sur des fondations trop fragiles ou pas suffisamment étayées au point de devoir s'appuyer sur un fâcheux malentendu (le mouvement spontané des masses) qui a enflé comme un soufflé avant de s'effondrer sur lui-même. J'ai parlé de certitudes pas de convictions, je ne remets pas en doute la sincérité des militants ou des travailleurs qui entendent participer à notre combat.

Un dernier mot à propos du site.

J'ai constaté que le moteur de recherche de Google reproduit la première ligne qui figure dans la rubrique "causerie", du coup pour donner envie aux internautes de se connecter au site, je ne peux plus écrire n'importe quoi au début de ma causerie qui s'apparente d'ailleurs davantage à une chronique politique.

Sans le vouloir, parce que l'adresse du site luttedeclasse.org est semblable à une publication de Lutte ouvrière, le site figure à la première place de la première page devant le portail de LO. Si j'avais créé une autre adresse en reprenant celle du POI ou du NPA en ajoutant un chiffre à la fin par exemple, peut-être que cela donnerait le même résultat, mais bon, je ne vois pas à quoi cela nous avancerait franchement, ce n'est jamais par plaisir ou pour me défouler que je polémique avec le POI, davantage avec le NPA, et encore c'est plutôt une contrainte ou une punition, comme avec LO où l'on perd plus de temps qu'autre chose.

J'ai répondu hier soir au courriel du camarade du POI. On reviendra plus tard sur la question économique que nous avons abordée ou plutôt effleurée prudemment, très modestement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de l'Alliance des civilisations à Doha... ou la "***fraternité universelle***" placée sous le signe de la charia.

Doha, nouveau centre du monde ? La capitale qatarienne a accueilli pas moins de trois réunions internationales en moins de huit jours - quatre, si le rendez-vous de la délégation ministérielle arabe sur la Syrie n'avait pas été annulé. Après les Jeux arabes, le congrès mondial du pétrole, c'est donc le sommet onusien de l'Alliance des civilisations, le quatrième depuis 2005, qui s'est tenu dimanche et lundi au Qatar, en présence de Ban Ki-moon et de la femme de l'émir, Sheikha Mozah bint Nasser.

Pour disserter sur le devenir des nations, mais surtout sur les conséquences des révolutions arabes, thème qui occupa l'essentiel des échanges, plusieurs politiques de haut rang ont fait le déplacement, tels les présidents allemand et autrichien et l'ancien président du Portugal Jorge Sampaio. De multiples tables rondes, dédiées à l'immigration, à la communication, aux minorités ou encore aux religions, ont été organisées durant les deux jours de ce sommet. Politiques, intellectuels, avocats, militants pour les droits de l'homme, étudiants de nombreux pays, dont Israël, jeunes filles voilées ou non, ont pu partager leurs points de vue sur l'état du monde. Au cours de la cérémonie d'ouverture, chacun des principaux orateurs a souligné la nécessité de dialoguer et de s'ouvrir aux autres afin de contrer le nationalisme et la xénophobie, terreau des guerres. Bref, ambiance consensuelle des grands rendez-vous diplomatiques, avant que...

Absent en raison d'une récente opération à l'intestin, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a délivré un message vidéo à l'intention des 2 500 personnes installées dans l'auditorium du Centre international de Doha. Et quel message ! Le visage marqué par la fatigue, assis devant un drapeau turc, Erdogan a condamné les États-Unis pour ne pas avoir soutenu l'entrée de la Palestine à l'Unesco et reproché à Israël le recours à la force contre les civils. "*Tant que le terrorisme d'État se poursuit au Moyen-Orient et que les moyens de parvenir à la réconciliation sont entravés, que des enfants innocents sont bombardés et que des personnes innocentes sont emprisonnées, nous ne pourrons pas voir la paix régner dans le monde*", a-t-il déclaré. Des propos longuement applaudis par l'auditoire, essentiellement jeune, tandis que les officiels semblaient pour le moins gênés...

Sans doute par crainte de créer un incident diplomatique avec les États-Unis et Israël, la femme de l'émir du Qatar, qui devait - selon nos informations - annoncer la prise en charge par son pays de la contribution américaine de 60 millions d'euros à l'Unesco, suspendue depuis l'adhésion de la Palestine, a renoncé à sa prise de parole. Quelques minutes plus tard, c'était au tour du président allemand, Christian Wulff, de prononcer un discours détonnant, d'aucuns diront courageux. Durant trois bonnes minutes, l'homme, issu de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), a plaidé en faveur de la réciprocité en termes de liberté religieuse pour les minorités. "*En Allemagne, nous assurons aux musulmans la liberté de croyance et d'opinion. Il faut que les choses soient identiques dans les pays musulmans s'agissant des autres confessions*", a-t-il demandé. Pas une seule réaction d'adhésion, ni même de rejet, dans la salle... (lepoint.fr 12.12)

2- Grèce

La Grèce va encore réduire les dépenses publiques mais n'augmentera pas les impôts, a déclaré lundi le ministre des Finances Evangelos Venizelos à l'issue d'une rencontre avec les représentants des bailleurs de fonds internationaux d'Athènes.

"*La question n'est pas de savoir si nous pouvons ou non décréter de nouveaux impôts, nous ne pouvons pas*", a fait valoir le ministre après son entretien avec les délégués de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

La question, a-t-il ajouté, est de savoir "*si nous devons encore réduire les dépenses, et nous devons le faire. Il y a encore beaucoup à faire*". Selon M. Venizelos, les discussions avec les bailleurs de fonds sont à un stade "*critique*". (AP 12.12)

3- Arabie Saoudite. Un régime barbare

Elle était condamnée pour sorcellerie. Une Saoudienne a été condamnée à mort et décapitée aujourd'hui, a annoncé le ministère saoudien de l'Intérieur dans un communiqué, cité par l'agence officielle Spa. Selon le ministère, Amina bent Abdelhalim Nassar a été exécutée dans la province nordique de Jawf. La sorcellerie est une pratique interdite en Islam, dont l'Arabie Saoudite applique une version rigoriste.

Depuis janvier dernier, cette décapitation porte au nombre de 73 le nombre d'exécutions dans le pays. (elle.fr 12.12)

Social

1- OCDE. Le comble du cynisme.

Un employé sur cinq dans les pays de l'OCDE souffre de problèmes psychologiques, ce qui affecte la productivité, dit l'Organisation pour la coopération et le développement économiques dans un rapport publié lundi. Parmi les pathologies fréquemment recensées, la dépression et l'anxiété. Malgré l'existence de soins, nombre d'entre eux peinent à s'en sortir.

Les personnes atteintes de problèmes psychologiques le sont la plupart du temps du fait de leur travail, et près de la moitié des demandes d'indemnisation pour incapacité sont liées à ces problèmes. Le rapport révèle que «*30% à 50% des nouvelles demandes de pension d'invalidité dans les pays de l'OCDE sont désormais motivées par une mauvaise santé mentale*».

Or, la mauvaise santé mentale des employés a un coût. Selon l'OCDE, il se situerait entre 3 et 4% du produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne.

Les gouvernements doivent trouver de nouveaux moyens de résoudre ce problème car les facteurs de ces maladies, comme le stress au travail, vont probablement se multiplier, ajoute l'OCDE. «*L'insécurité croissante au travail et la pression sur le lieu de travail pourraient provoquer une augmentation des problèmes de santé mentale dans les années à venir*», peut-on lire dans le rapport.

«*La part de travailleurs exposés au stress lié au travail, ou au surmenage, a augmenté dans toute l'OCDE au cours de la décennie passée. Et, dans le climat économique actuel, de plus en plus de gens s'inquiètent pour leur poste.*»

L'OCDE recommande d'améliorer les conditions de travail, de mettre en place une surveillance systématique des congés maladie, d'aider les employeurs à réduire les conflits au travail et d'éviter les licenciements provoqués par des problèmes psychologiques. (20minutes.fr 12.12)

Ne vous inquiétez pas le gouvernement et le patronat français se charge de la "*surveillance systématique des congés maladie*"...

2- France

2.1- Suppression de postes chez Areva

Le groupe nucléaire français Areva va réduire ses effectifs dans l'Hexagone via un gel des recrutements qui se traduirait par 1.000 à 1.200 départs naturels par an, malgré l'engagement donné à l'Etat de ne pas viser l'emploi en France, rapporte lundi La Tribune.

Si cette mesure était étendue sur l'ensemble de la période (d'ici 2016) visée par le «*plan d'action stratégique*» que le conseil de surveillance d'Areva doit adopter lundi, ce gel se traduirait par 5.000 à 6.000 suppressions d'emplois sur les 28.000 en France, rapporte La Tribune.

Après la révélation par l'AFP, le 21 novembre, d'un projet prévoyant 1.000 à 1.200 réductions d'effectifs dans les fonctions «*support*» en France, notamment via un plan de départ volontaire, le président du directoire d'Areva Luc Oursel avait été convoqué en urgence par ses ministres de tutelle, François Baroin et Eric Besson.

Oursel s'était engagé à ce qu'il n'y ait «*aucune suppression de postes, aucun plan de départ volontaire et aucun impact sur les sites français*», avait assuré Baroin à l'époque. (20minutes.fr 12.12)

2.2- L'enfer carcéral.

Selon une étude publiée mardi par l'Institut de veille sanitaire (InVS), le taux de suicide en prison, près de 19 pour 10.000 personnes écrouées en moyenne en 2010 en France métropolitaine, a quintuplé depuis 1945, quand il était de 3,8.

Dans son bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH), l'InVS constate qu'à la fin des années 1940, le niveau de suicide était du même ordre, en prison, que celui observé chez les hommes âgés de 15 à 59 ans en population générale. "*Depuis l'écart s'est creusé*", souligne l'institut. "*En 2008, la mortalité en prison était ainsi sept fois plus élevée qu'en population générale masculine, où le taux était estimé à 2,6 pour mille*".

L'InVS a étudié les données sur trois ans et demi d'observation de séjours sous écrou provenant du fichier national des détenus de la direction de l'administration pénitentiaire (DAP). Il observe qu'à l'heure actuelle, près de la moitié des décès survenus dans les prisons françaises sont des suicides. (AP 12.12)

3- Italie

La semaine sera marquée par une série de grèves en Italie, les trois principaux syndicats du pays ayant mis de côté leurs désaccords pour affronter unis le plan d'austérité de 33 milliards d'euros présenté par le gouvernement de Mario Monti, qui

a cependant laissé la porte ouverte à des aménagements.

Après une réunion dimanche soir avec le président du Conseil, les dirigeants syndicaux ont confirmé les appels à la grève lancés la semaine dernière après l'annonce de ce plan de rigueur.

Ce lundi, un mouvement de grève de trois heures a concerné les ports, les autoroutes et les transports. Dans le secteur métallurgique, notamment chez le constructeur automobile Fiat, la grève a été de huit heures. Les ouvriers du livre s'étant joints au mouvement, il ne devrait pas y avoir de journaux dans les kiosques mardi.

Jeudi et vendredi, les transports publics seront en grève. Vendredi après-midi, ce sera le tour des banques. Les administrations, pour leur part, fermeront toute la journée lundi prochain.

Pour la première fois depuis six ans, les chefs des trois principaux syndicats seront ce lundi à la même tribune pour s'adresser aux grévistes réunis devant le Parlement à Rome.

Cette colère des syndicats n'aura pas de conséquences sur le soutien apporté par le Parti démocrate (PD, centre-gauche) au plan d'austérité, a dit son dirigeant Pier Luigi Bersani.

Dans une interview au Corriere della Sera, Bersani reconnaît partager certaines préoccupations des syndicats, notamment sur les hausses d'impôts et la baisse des retraites, mais souligne aussi la nécessité d'agir avec fermeté pour empêcher la ruine du pays.

"*Nous serons responsables, notre soutien (au plan d'austérité) n'est pas en cause*", a-t-il dit. "*Ces décisions budgétaires sont un message envoyé à l'Europe.*"

Les syndicats italiens reconnaissent la nécessité de mesures parfois draconiennes pour redresser les finances publiques mais estiment que les efforts demandés ne sont pas également répartis.

Le programme prévoit notamment le rétablissement de la taxe foncière, qui devrait faire rentrer 10 milliards d'euros dans les caisses publiques avec, en outre, la création d'une nouvelle taxe sur les produits de luxe (yachts, jets privés, voitures haut de gamme).

Il envisage aussi, "*seulement si c'est nécessaire*", le relèvement de deux points de la TVA à compter de septembre 2012 (trois taux de TVA sont en vigueur en Italie, à 4%, 10% et 21% - on ignore si cette augmentation concernerait l'ensemble de ces trois taux).

L'âge légal du départ à la retraite sera progressivement relevé à 66 ans d'ici 2018. La revalorisation des pensions de retraite en fonction de l'inflation serait abandonnée pour les retraités touchant plus de 936 euros par mois. (Reuters 12.12)

4- Etats-Unis

En février, 17 membres militaires et vétérans ont porté plainte contre le Pentagone (via une class action) pour protester contre le «*fléau*» des violences sexuelles pratiquées dans l'armée américaine et ont particulièrement visé les anciens secrétaires d'Etat Robert Gates et Donald Rumsfeld pour avoir toléré, ignoré voire encouragé implicitement la poursuite de telles pratiques.

En 2007, le département de la Défense avait signalé 2.200 cas de viols dans l'armée; le nombre a augmenté à 3.158 en 2010 (soit un viol toutes les 3 heures) et une femme sur 3 a déclaré avoir expérimenté une forme de violence sexuelle, allant du harcèlement au viol. Ce nombre est deux fois supérieur à la moyenne de la population féminine civile américaine, chez qui on répertorie un traumatisme d'ordre sexuel pour une femme sur 6. (slate.fr 12.12)

Economie

Inde

La croissance de la production industrielle de l'Inde est devenue négative pour la première fois en plus de deux ans avec une contraction de 5,1 % en octobre sur un an, selon les chiffres publiés lundi 12 décembre, reflétant l'impact de la politique monétaire agressive du pays. En octobre l'an dernier, la production industrielle avait progressé de 11,3 % sur un an. En septembre, cet indicateur avait déjà marqué le pas, progressant de seulement 1,9 %, bien loin des attentes du marché, lequel tablait sur 3,7 %.

La production manufacturière, qui représente environ 75 % de cet indicateur, s'est contractée de 6 % sur un an. L'activité minière a chuté de 7,2 % tandis que la production de biens d'équipements a plongé de 25,5 %. Pour Siddhartha Sanyal, directeur et économiste en chef chez Barclays Capital à Bombay, ces chiffres ont pris les analystes par surprise. "*Les chiffres actuels sont significativement plus faibles que nos attentes, a-t-il souligné auprès de l'AFP. Chaque sous-segment a baissé, ce qui aggrave la situation. A l'évidence, il y a une assez forte pression sur le secteur industriel.*"

Les résultats mensuels de cet indicateur risquent de doucher un peu plus les espoirs de voir des pays émergents tels que l'Inde soutenir la croissance mondiale au moment où l'Europe et les Etats-Unis sont à la peine. La Reserve Bank of India (RBI) a pratiqué treize relèvements des taux depuis mars 2010 pour tenter d'enrayer une inflation qui flirte avec les 10 %, gros point noir de la troisième puissance économique d'Asie. Elle doit tenir une réunion de politique monétaire vendredi, mais, selon toute vraisemblance, aucun nouveau relèvement des taux ne devrait être décidé.

Depuis des mois, le milieu des affaires met en garde la banque centrale contre sa politique, arguant que ce resserrement monétaire bride la croissance de l'Inde, dans un contexte d'incertitudes sur les perspectives de l'économie mondiale. Alors que l'Inde visait au début de l'année une croissance annuelle de 9 %, elle a ramené ses ambitions à un taux de 7,5 %. Ces prévisions s'avèrent toutefois plus optimistes que celles sur lesquelles tablent des économistes indépendants, qui anticipent plutôt un taux inférieur à 7 %. L'Inde avait enregistré une croissance de 8,5 % pour l'année 2010-2011. (lemonde.fr 12.12)

Haut de page

Le 14 décembre

CAUSERIE

A bâtons rompus.

On hésite à aborder des questions économiques parce qu'on ne les maîtrise pas forcément et qu'on n'ose pas l'avouer ou parce qu'elles sont sujettes à controverses. Quelques exemples.

Les prix.

Quelle base de calcul ? On nous dit que les prix ont certes augmenté depuis le passage à l'euro, mais pas tant que cela, pas davantage que les salaires, disons 2% en moyenne par an, soit sur 11 ans 22% pour simplifier (sinon sur une base 100 on arrive à 125 environ).

Si on prend un paquet de café X qui valait 1,5 euro en 2000 et qui en vaut 2,2 en 2011, il a augmenté de 32%, donc 11 points de plus que ce qu'on nous raconte. Oui, mais entre temps des magasins hard discount sont apparus qui proposent un paquet de café Z à 1,8 euro. Si maintenant vous additionnez les prix des café X et Z et que vous faites la moyenne vous trouverez 2 euros, soit par rapport à 1,5 euro 25% d'augmentation seulement.

Les produits X et Z sont bien tous les deux du café, le premier est de bonne qualité, alors que l'autre est de mauvaise café, peu importe, c'est toujours du café, la quantité est la même, partant de ce critère le prix du café a augmenté modérément conformément à ce qu'on nous a annoncé, à ceci près qu'en 2011 si vous considérez le critère qualité, pour 1,8 euros vous aurez le droit à un café dégueulasse, ce qu'ils ne précisent pas.

Le taux de profit.

Il y en a qui s'emploient à nous sortir le taux de profit dans tel ou tel pays, c'est bien, apparemment ils n'ont rien de plus utile à faire ou du temps à gaspiller, je ne sais pas comment ils font. Par contre personne ne sera foutu de nous sortir le taux de profit moyen à l'échelle mondiale, or dans l'économie mondialisée comme jamais auparavant, c'est seulement à cette échelle que cela pourrait être utile de le connaître.

Le taux de profit au niveau d'un secteur d'activité ou d'un pays ne présente aucun intérêt ou presque, quelle conclusion va-t-on en tirer, quelle correction faudra-til lui apporter en réintroduisant celui produit en amont ou en aval, faudrait-il encore que cette donnée soit accessible ou qu'on puisse la trouver quelque part, etc. Je n'invente rien, c'est Marx qui l'a dit pour ne pas s'éterniser inutilement sur ce sujet et s'en tenir à une tendance.

La productivité

Les uns nous disent que la productivité en France est trop faible, les autres nous disent que la France est quasi-championne du monde de la productivité, allez y comprendre quelque chose. En fait ils ne parlent pas tout à fait de la même chose, et il en va pratiquement ainsi dès qu'on aborde un facteur économique parce qu'il est impossible de l'isoler des autres facteurs ou de ne pas les considérer dans leurs rapports qui s'avèrent complexes, fluctuants, variables ou temporaire, etc. Passons.

("*La question du coût du travail n'est d'ailleurs plus au cœur de notre problème de compétitivité*" dit Alain Madelin dans un article publié sur le site de l'Institut Turgot intitulé "*Le programme de l'UMP : des propositions indigentes et affligeantes*". C'est par la qualité, la créativité, la qualification, l'innovation et l'investissement que l'on dope la compétitivité. atlantico.fr 13.12)

J'ai expliqué à ce camarade, qu'il y avait un lien entre l'augmentation de la productivité et l'apparition de ces magasins hard discount qui témoignent de l'appauvrissement des travailleurs, parce l'augmentation de la productivité ne se traduit pas par une augmentation équivalente de la force de travail, qui elle de ce fait tendra à diminuer, cela ne s'observera peut-être pas au niveau d'un secteur d'activité en particulier, dans l'aéronautique par exemple, où les salaires sont plus élevés, mais se répercutera sur l'ensemble des travailleurs, principalement ceux qui perçoivent les salaires les plus bas, qui stagneront ou baisseront encore, parce que la baisse du coût de la force de travail est à considérer sur l'ensemble des secteurs économiques de la société, et même au-delà si on prend en compte la concurrence qui existe entre les travailleurs du monde entier. Comme quoi, on ne peut pas répondre à une question qui paraît simple au premier abord, en deux minutes ou sur le coin d'une table.

La BCE

On sort un peu de notre sujet, c'est juste pour montrer à quel point on peut partir dans des discussions sans fin parce qu'on ne parle pas de la même chose.

Si on s'en tient à ses statuts ou sa raison d'être, c'est le contrôle strict des prix et de l'inflation et rien d'autres, hormis la caisse des banquiers qu'elle alimente via la banque centrale nationale de chaque pays. Sauf qu'elle a déjà racheté plus de 200 milliards d'euros d'obligations (d'Etat) grecques, italiennes et espagnoles, peut-être irlandaises et portugaises je ne sais plus. Mais on nous a dit que ce n'était pas possible, oui mais c'était hier, aujourd'hui c'est différent et demain on ne sait pas de quoi il en retournera, par exemple en passant par le FMI. Et si vous avez pris le train en route et que vous avez raté un épisode, vous serez bon pour raconter n'importe quoi ou passer pour quelqu'un de pas très sérieux.

(les banques centrales européennes vont prêter 200 milliards d'euros au FMI pour que l'institution puisse accorder les lignes de crédit aux états européens en ayant besoin. atlantico.fr 13.12)

Comme je l'ai dit au camarade du POI qui me questionnait sur la valeur, c'est bien de vouloir essayer de comprendre comment fonctionne le capital, je dirais à temps perdu, car franchement le reste du temps on a des questions théoriques ou politiques à régler qui sont d'une toute autre importance pour l'avenir du mouvement ouvrier. Quel travailleur lambda se pose des questions pointues sur l'économie ? Si ces questions viennent de militants, dites-vous bien qu'ils n'y comprennent pas grand chose de plus que vous ou encore moins, et que ces questions sont uniquement pour vous piéger ou vous embarrasser ou encore pour dévier la discussion de questions politiques qu'ils ne tiennent pas à aborder. Je ne dis pas cela pour ce militant du POI évidemment, puisque ma fonction est aussi d'aider les militants à aborder certaines questions délicates à traiter, je me fais un devoir de leur répondre.

Sans doute qu'il existe des militants très calés en économie qui seraient plus aptes que moi à répondre à ce genre de questions, personnellement je n'ai pas davantage de temps à y consacrer, et j'ai précisé à ce militant que depuis Marx et Engels, aucun marxiste, pas même Lénine ou Trotsky ne s'était aventuré à éplucher à nouveau le capital comme ils l'avaient fait. Il faut parfois se satisfaire temporairement de réponses approximatives ou incomplètes, puis persévérer pour trouver par la suite des réponses plus satisfaisantes.

Journée d'action syndicale de démobilisation et de démoralisation.

Dès la matinée, le leader de la CGT, Bernard Thibault, avait prédit une "*mobilisation moyenne*". "*Je ne regrette pas l'initiative d'aujourd'hui, on a eu raison d'être là, sinon on leur laisse un boulevard pour une remise en cause encore plus grande*", a-t-il lancé. Selon lui, "*les salariés sont fatigués de protester et de ne pas être entendus*". Mais le leader de la CGT n'entend pas baisser les bras : il va proposer de nouvelles mobilisations le jour du sommet sur l'emploi convoqué par Nicolas Sarkozy en janvier.

«*Ce gouvernement nous a imposé des réformes, n'a pas écouté le mouvement majoritaire sur les retraites, n'a pas tenu compte de l'avis des salariés qui pensent désormais que sur ces grands enjeux de société, on ne le fera pas bouger*», avance Nadine Prigent, secrétaire confédéral CGT, contactée par 20 Minutes.

Malgré le fort mécontentement qui est dans l'air actuellement, les syndicats évoquent ainsi une «*situation difficile*» sur le terrain et font un «*constat lucide*». «*Il y a beaucoup d'inquiétudes et d'attente sociale, les mesures d'austérité sont considérées comme injustes, mais on sent qu'il y a des difficultés à traduire cela dans des mobilisations interprofessionnelles*», ajoute Nadine Prigent.

Pour son homologue de la CFDT, François Chérèque, c'est le contexte "*compliqué de crise économique*" et "*la période électorale*" qui explique la faible mobilisation. "*Les salariés attendent plus de changement par le politique que par les mouvements sociaux*", selon lui.

Joint par 20 Minutes, Jean-Louis Malys, secrétaire national de la CFDT, évoque la période pré-électorale. «*Le message social est moins audible car trop politisé*», selon lui. En attendant, par cette journée d'action, que Jean-Louis Malys requalifie même de «*sensibilisation*», les syndicats affirment avoir voulu au moins assurer «*une présence médiatique et sur le terrain*».

Pour sa part, Stéphane Sirot, historien et spécialiste des mouvements sociaux, confirme à 20 Minutes qu'«*au niveau national, il y a eu toute une série de défaites assez cuisantes, c'est un élément qui pèse» et que la période pré-électorale provoque un «sentiment d'attente*».

Cependant, il ajoute d'autres éléments à charge contre les syndicats. Outre leur unité qui a du mal à perdurer, «leur choix de mobilisation se révèle inefficace et contre-productif», selon l'historien. «*Les syndicats ont mis de côté le principe de grève reconductible, campant sur les journées d'action ponctuelles qui ne font plus reculer le pouvoir politique et découragent au bout du compte*», explique-t-il.

Ecartant la «*fatalité*» qui toucherait les mouvements nationaux, Nadine Prigent s'appuie alors sur les «*luttes locales*» dans lesquelles est engagé son syndicat dans «u*n certain nombre de secteurs*». Mais pour Stéphane Sirot, «*une organisation syndicale ne peut pas prendre la décision de se replier sur le local.*» Grève reconductible ou alternance au pouvoir

Pour l'historien, la grève reconductible est ainsi le seul moyen encore viable aujourd'hui pour établir un rapport de force avec le pouvoir politique, qui lui permettre ainsi de faire des concessions. «*Mais les directions syndicales ont beaucoup de mal à s'engager dans cette démarche, ça leur fait peur*», indique-t-il.

Autre solution: une alternance politique à la tête de l'Etat qui offrirait une «*petite bouffée d'air*» et une «*survie à court terme*» pour les syndicats. Ils «*ont besoin d'une victoire politique pour montrer qu'elle est le résultat du mécontentement, car si la majorité actuelle est reconduite, la défaite de la réforme des retraites sera confirmée, ce serait un échec supplémentaire dont ils auraient du mal à se relever*», analyse Stéphane Sirot.

Bernadette Groison, secérétaire générale de la FSU a quant à elle déclaré : "*On est là pour dire : les plans d'austérité, ça suffit ; ce ne peut pas être que les salariés qui paient les efforts à faire face à la crise. Les solutions portent sur la nécessité de trouver de nouvelles recettes : il faut oser parler fiscalité, il faut oser parler de l'impôt*."

Jean Grosset, pour l'UNSA, a, comme Bernard Thibault, évoqué le sommet social sur l'emploi voulu par le président Sarkozy, soulignant la nécessité pour l'intersyndicale de définir "*des revendications communes*". Au sujet de la journée de mobilisation, le représentant syndical a déclaré : "*L'essentiel était de faire une journée de diffusion d'information auprès de milliers de salariés, d'indiquer notre désaccord et de rester mobilisés*."

Au total, près de 200 défilés et rassemblements, accompagnés de grèves ponctuelles, étaient annoncés. Le point fort était un rassemblement sur le pont de la Concorde à Paris devant l'Assemblée nationale, où ont manifesté de 3 500 à 5 000 personnes. Les manifestants étaient au nombre de 1 000 à 2 000, selon les sources, à Bordeaux comme à Nantes, mais ils n'étaient que 150 à Lyon, 300 à Marseille et à peine plus du double à Toulouse.

A Paris, le candidat du Front de gauche à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, a participé au rassemblement "*à l'appel des syndicats, comme devraient le faire tous les gens de gauche*", a-t-il proclamé. François Rebsamen, président du groupe PS au Sénat, a de son côté apporté son soutien à la mobilisation, accusant Nicolas Sarkozy d'être "*le chantre de l'équilibre budgétaire et de la rigueur*". (lemonde.fr et 20minutes.fr 13.12)

Les syndicats affirment avoir voulu au moins assurer «*une présence médiatique et sur le terrain*», vous voulez ajouter quoi après cela ?

Leur vieux monde. Ne cherchez plus où ils ont la tête.

1- A pisser de rire !

Dans un article de *The Independent* daté du dimanche 11 décembre, on apprend que David Cameron a utilisé la technique de la «vessie pleine» pour mieux se concentrer et avoir l'esprit clair pendant l'exténuante séance de négociations à Bruxelles qui a duré pas moins de 9 heures. D'après le *Guardian*, le Premier ministre britannique s'est donc forcé de ne pas aller aux toilettes lors du dîner officiel le soir jusqu'au petit matin à la fin du sommet.

Le journal explique que ce n'est pas la première fois que David Cameron fait usage de cette technique. Il l'avait déjà fait lors d'un discours qu'il a prononcé sans aucune note à son arrivée à la tête du parti conservateur. C'est en regardant un documentaire sur Enoch Powell, homme politique du parti conservateur dans les années 1960, que le Premier ministre aurait entendu parler de cette méthode. Powell, surtout connu pour son célèbre discours contre l'immigration en 1968, aussi appelé «*Discours des fleuves de san*», disait à l'époque qu'il réussissait mieux ses interventions quand il avait la «*vessie pleine*» :

«*Vous ne devez rien faire pour atténuer la tension avant de faire un grand discours. Si c'est possible, vous devez chercher à l'accroître.*»

En tout cas, David Cameron ne semble pas avoir entendu parler de Peter Snyder et Myrjam Tuk, les deux lauréats en septembre dernier de l'Ig Nobel, qui récompense chaque année les découvertes scientifiques les plus insolites. Le neurologue Peter Snyder et ses collègues ont en effet découvert selon le site Smart Planet que les gens prennent de moins bonnes décisions quand ils ont trop envie d'uriner. Se retenir de faire pipi peut justement affecter nos décisions autant que d'être saoul ou ne pas avoir dormi depuis 24 heures:

«*Quand les gens atteignent un point où ils ont tellement mal qu'ils ne peuvent plus le supporter, c'était comme s'ils étaient saouls.*»

L'équipe de Snyder partage l'Ig Nobel avec Mirjam Tuk, une scientifique qui a découvert que les gens davantage capables de maîtriser leur envie d'uriner étaient également meilleurs pour maîtriser certaines impulsions. (slate.fr 13.12)

2- Un rythme de vie de dingue !

Le succès du «*drive*» ne se dément pas. Les consommateurs sont de plus en plus nombreux à faire leurs courses sur Internet et à se faire livrer par un employé, en moins de cinq minutes, directement sur le parking du supermarché à l'heure de leur choix. Déjà 3,3% des ménages français, soit 880.000 personnes l'utilisent. Et le nombre d'aficionados a toutes les raisons de grossir à en croire l'ambitieux plan de développement qu'a présenté le groupe Leclerc ce mardi à l'occasion d'un point de presse. De 34 E. Leclerc Drive en 2009, l'enseigne est passé à 144 en cette fin d'année. Elle prévoit d'en ouvrir 105 de plus l'an prochain avec un objectif de 400 en 2015. Déjà, le groupe revendique la place de leader sur ce marché.

Un engouement qui ne doit rien au hasard. 89% des consommateurs estiment que le «*drive*» leur permet de gagner du temps et 63% jugent qu'il évite de se laisser tenter par d'autres produits puisqu'on ne passe plus en magasin, selon une étude du cabinet Kantar. Cerise sur le gâteau: les prix sont les mêmes que ceux pratiqués dans les hypers de l'enseigne, assure Michel-Edouard Leclerc, Président-directeur général du groupe. Au final, 92% des clients recommandent ce mode d'achat.

Jusqu'ici, les clients les plus alléchés par le «*drive*» sont surtout des ménages jeunes, avec ou sans enfants, venant des grandes villes de province et appartenant principalement aux classes moyennes supérieures.

La limite du «*drive*» réside aujourd'hui dans le nombre plus limité de références disponibles. Environ 5.500 chez Leclerc contre 70.000 à 120.000 dans un hyper. Un chiffre qui pourrait monter à 6.500 mais guère plus en raison d'un manque de place.

Pour l'instant, les «*drives*» sont surtout adossés à des hypermarchés déjà existants. Mais la donne est en train de changer. Sur les 144 Drive de Leclerc, 58 sont autonomes. «*Le 'drive' est une arme offensive pour aller gagner des clients*», explique Olivier Bordais, le patron du centre E.Leclerc de Landerneau (Finistère). Ce dernier a installé un «*drive*» à une dizaine de kilomètres. Selon lui, la cannibalisation entre les deux est minime: «*Le "drive" est un allié et non un concurrent.*»

Avec 405 millions d'euros de chiffre d'affaires, le «*drive*» n'a représenté que 1,4% du chiffre d'affaires total de l'enseigne Leclerc en 2011. Michel-Edouard Leclerc ambitionne de porter ce chiffre à 10% dans les années à venir.(20minutes.fr 13.12)

Parfois les ouvriers envient les couches moyennes qui ont un niveau de vie supérieur, ils devraient penser aux sacrifices qu'elles doivent consentir en échange.

Quand vous êtes cadre et que vous n'avez pas d'horaire, j'en ai fait l'expérience pendant une courte durée et vous pouvez comprendre pourquoi, que vous devez éviter de contrarier votre patron, de le contredire, ne jamais oublier de témoigner votre totale soumission à son autorité, accepter tous ses caprices, le flatter, etc. c'est humiliant au possible, quotidiennement, personnellement je n'ai jamais eu l'impression d'être aussi rabaissé de ma vie... Quand mon patron m'a finalement viré sous un prétexte bidon au bout de 6 mois, quel soulagement ce fut ! et j'ai été tellement choqué par cette expérience, que j'ai pris la décision de partir vivre en Inde, c'était en 1990...

L'actualité en titres et déclarations

Roulette russe

- Pour l'UMP, l'élection de Nicolas Sarkozy est "*jouable*" - LePoint.fr

Et le "***produire français***" alors ?

- Sarkozy préfère le slogan «*produire en France*» au «*acheter français*» - Liberation.fr

On comprend pourquoi, ce serait difficile, c'est Bayrou qui a lancé «*acheter français*»... il roule en Audi ! On s'en fout, OK !

Faciliter la mobilisation contre l'Etat, vous n'y pensez pas, ils ont mieux à faire...

- Etat et syndicats veulent faciliter le chômage partiel - Le Monde

Qui osera dire après que la collaboration de classes est négative, les braves dirigeants syndicaux n'ont-ils pas permis d'éviter des licenciements ? Franchement, nous sommes ingrats ou médisants quand nous les traitons de lieutenants du capital. Ils travaillent à la préservation de la paix sociale si propice aux affaires, à l'emploi, que demande de mieux le peuple bourré d'illusions, pardon... les gangsters du CAC 40, leurs maîtres ?

Les francs-tireurs de la réaction

- «*Aujourd'hui, les féministes ont une parole médiatique très forte*» - Liberation.fr

Ils ne sont pas les seules :

- Les syndicats affirment avoir voulu au moins assurer «*une présence médiatique et sur le terrain*» selon Jean-Louis Malys, secrétaire national de la CFDT - 20minutes.fr.

Coucou, on est toujours là. Hélas, la vermine a la peau dure !

Le changement dans la continuité.

- François Hollande confirme qu'il écarte le retour à la retraite à 60 ans - LeMonde.fr

Vous ne pensiez pas mieux dire

- Le patriotisme économique, c'est ringard et inefficace - LePoint.fr

La preuve :

- L'Otan prévoit d'étendre l'armement des villageois afghans - Reuters

Excellente idée : rien de tel que l'armement du peuple pour chasser l'occupant ! Parfois on se demande ce qu'ils ont dans la tête ces va-t-en-guerre, à tel point que cela induit en erreur certains militants ou dirigeants qui ne s'en aperçoivent pas...

Le produit criminel de leur société.

- Attaque à la grenade dans le centre de Liège: quatre morts - AP

- Un militant d'extrême droite tue deux Sénégalais à Florence - figaro.fr

Le Sommet de Durban a été un succès... pendant 12 heures montre en main.

- Le Canada, premier pays à quitter le protocole de Kyoto - Reuters

Pas de bol ! Au passage, l'écologie politique à du plomb dans l'aile, de chasseurs : qui va à la chasse perd sa place ! Heureusement pour Hollande que J-L. Mélenchon sert de rabatteur, car s'il devait compter uniquement sur Eva Joly...

Parole d'une psychopathe du vieux monde

(après la tuerie d'hier)

Selon la procureure de Liège, Danièle Reynders, la justice belge n'a jamais "*relevé un quelconque déséquilibre le concernant*". (reuters 13.12)

Ne cherchez pas, c'est vous et votre société qui êtes "*déséquilibrée*" !

INFOS EN BREF

Politique

France

L'ancien ministre UMP Renaud Donnedieu de Vabres a été placé mardi en garde à vue dans l'enquête sur une possible corruption en marge de contrats d'armement et de la présidentielle de 1995, a-t-on appris de sources policière et judiciaire.

La police financière a effectué une perquisition à son domicile parisien et l'a interpellé simultanément. C'est la première fois qu'un ancien élu est visé par cette enquête qui inquiète la majorité à moins de cinq mois de la présidentielle.

Ministre de la Culture de Jacques Chirac entre 2004 et 2007, il n'est pas interrogé à ce titre mais à propos de ses fonctions de conseiller spécial au cabinet du ministre de la Défense François Léotard entre 1993 et 1995.

Les enquêteurs soupçonnent un possible financement illégal de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, dont Nicolas Sarkozy était le porte-parole.

Deux proches de Nicolas Sarkozy, Nicolas Bazire - ex-directeur de campagne d'Edouard Balladur - et Thierry Gaubert, sont déjà mis en examen dans ce dossier, ainsi que Ziad Takieddine, homme d'affaires franco-libanais et intermédiaire dans les deux contrats.

Un témoin récemment entendu en procédure, le préfet Patrice Molle, ex-chef du cabinet civil de François Léotard, a déclaré que Renaud Donnedieu de Vabres avait imposé dans la négociation Ziad Takieddine et un autre intermédiaire, Abdulrahman El Assir, dans le but supposé d'organiser le détournement des commissions.

Renaud Donnedieu de Vabres a déjà été condamné en 2004 à 15.000 euros d'amende pour blanchiment de capitaux, en même temps que François Léotard, sanctionné alors de dix mois de prison avec sursis.

Cette affaire portait sur le blanchiment via une banque italienne de cinq millions de francs (762.000 euros) d'origine mystérieuse. Les deux hommes avaient alors parlé au procès de fonds spéciaux de l'Etat, versés en liquide aux ministres jusqu'en 2001.

Le nom de Nicolas Sarkozy, à l'époque des faits ministre du Budget, figure en procédure, dans un rapport de police luxembourgeois concernant la création de structures off shore liées à l'argent des marchés.

Les juges ont découvert récemment de nouveaux éléments laissant penser que l'argent des commissions pourrait avoir été dérivé vers des réseaux présentés comme proches de Jacques Chirac, après la défaite d'Edouard Balladur au premier tour et l'élection du maire de Paris à l'Elysée en 1995.

Dominique de Villepin, ancien secrétaire général de l'Elysée (1995-2002) et ex-Premier ministre (2005-2007) est convoqué comme témoin en janvier chez les juges. (Reuters 13.12)

L'étau se resserre autour de La Talonnette, s'il perd les élections en 2012, il pourrait bien devenir le premier président de la Ve République à passer par la case prison. Quel destin grandiose !

Social

France

1- Hausse des prix

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,3% en novembre par rapport au mois d'octobre, une nouvelle fois tirés par l'accélération des prix de l'énergie et de l'alimentation, faisant monter l'inflation sur un an à 2,5%, montrent les statistiques publiées mardi par l'Insee.

Les prix de l'énergie affichent une progression de 1,2% par rapport à octobre et de 11,5% par rapport à novembre 2010 tandis que les prix de l'alimentation s'inscrivent également en hausse, de 0,3% sur un mois et de 3,2% en rythme annuel. (reuters 13.12)

2- Hausse du prix du gaz.

Le prix du gaz va augmenter de 4,4% au 1er janvier a annoncé mardi Eric Besson.

De plus, le tarif social du gaz, une mesure dont bénéficient environ 300.000 foyers à bas revenus, va être revalorisé de 10%, a annoncé Eric Besson. Ce dispositif instauré en 2008 permet une réduction forfaitaire des factures de gaz, sous conditions de ressources. «*La réduction moyenne pour un foyer de quatre personnes chauffé au gaz et éligible à la CMU complémentaire passera de 142 euros à 156 euros par an*», précise le communiqué. (liberation.fr 13.12)

3- Suppression de postes au Crédit agricole

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, après BNP Paribas et Société générale, c'est au tour du Crédit agricole de tailler dans ses effectifs. Selon nos informations, ce sont près de 2000 postes que la banque verte envisagerait de supprimer, dont plus du quart en France, où il n'y aura pas de départs contraints.

Principale touchée, Crédit agricole CIB, la filiale de banque d'investissement et de financement: 1500 départs sont évoqués. Autres activités ciblées, le pôle crédit à la consommation et crédit-bail, avec des coupes de quelque 500 postes.

Après l'accélération de la crise cet été, le Crédit agricole n'a d'autre choix que de rationaliser ses activités et de réduire les risques inscrits à son bilan. Crédit agricole CIB, qui se flatte d'une présence dans 58 pays, va ainsi se retirer d'un «*nombre significatif*» d'implantations internationales, selon un proche du dossier.

En parallèle, la banque réduit la voilure dans les produits structurés et autres dérivés actions, activités les plus difficiles à rentabiliser dans le nouveau contexte, à la fois réglementaire et économique. Côté crédits spécialisés, très coûteux en liquidités, le Crédit agricole a décidé d'appuyer sur la pédale de frein.

Le plan de restructuration de la banque verte répond notamment aux exigences des autorités européennes qui demandent aux banques d'afficher un ratio de 9% de fonds dès juin prochain. Les banques françaises doivent présenter à l'Autorité de contrôle prudentiel un plan d'adaptation détaillé d'ici au 15 décembre. (lefigaro.fr 13.12)

4- Ils ont réinventé les camps !

En 2010, plus de 60 000 étrangers ont été enfermés dans les 27 centres de rétention français (CRA) de métropole et outre-mer. C'est deux fois plus qu'il y a onze ans, soulignent dans leur premier rapport commun, présenté ce mardi matin (pdf ici), les cinq associations autorisées à intervenir dans ces centres: la Cimade, France Terre d'Asile, l'Ordre de Malte, le Forum réfugiés et l'Assfam (Association service social familial migrants).

Jérôme Martinez, secrétaire général de la Cimade.

Le plus souvent des jeunes travailleurs, représentant pas moins de 155 nationalités. En métropole, les plus gros contingents sont marocains, algériens, tunisiens mais l'on trouve aussi des Brésiliens, Chinois, Afghans...

Tout, dans les CRA, renvoie à un environnement carcéral, donc «*extrêmement anxiogène pour ces personnes qui bien souvent ne comprennent même pas pourquoi elles sont là*», souligne l'association: barbelés, horaires très contraints, circulation limitée, vidéosurveillance, recours au menottage, mise à l'isolement... (liberation.fr 13.12)

Economie

1- BCE

La demande de financements auprès de la Banque centrale européenne (BCE) a bondi mardi pour atteindre un nouveau plus haut de deux ans et demi à près de 300 milliards d'euros, signe que la crise de la dette dans la zone euro laisse un nombre croissant de banques en mal de liquidités.

Lors de son allocation hebdomadaire de financements illimités, la BCE a consenti à 197 banques un montant de 292 milliards d'euros, au plus haut depuis juin 2009.

Cette offre de financement était la première de la BCE au taux réduit de 1%. La semaine prochaine, pour la première fois de son histoire, la BCE proposera également aux banques des financements à trois ans.

Le taux Euribor à trois mois, généralement considéré comme l'outil de mesure de référence des prêts interbancaires non sécurisés dans la zone euro, a ainsi reculé à 1,426% contre 1,430%.

L'Euribor à six mois est passé de 1,675% à 1,673%, tandis que celui à 12 mois est resté stable à 2,008%.

L'Euribor à une semaine, celui qui subit le plus l'influence d'un excès de liquidités - lequel ressort à 268 milliards d'euros selon des calculs Reuters - a lui reculé de 0,800% à 0,787%.

Les dépôts à 24 heures auprès de la BCE sont restés extrêmement élevés, à 346 milliards d'euros. Les prêts d'urgence à 24 heures ont atteint près de 9 milliards d'euros. (reuters.fr 13.12)

2- Chine

Prometteuse terre de conquête, la Chine oblige parfois les géants des biens de consommation à de piteux replis. Nestlé, le leader mondial de l'agroalimentaire, a décidé lundi la fermeture d'un de ses sites de production de crèmes glacées dans l'est du pays. Danone a lui suspendu la semaine passée les opérations de l'une de ses deux usines de fabrication de yaourts en Chine.

«*Les sociétés étrangères qui fabriquent ce genre de produits en Chine n'ont pas d'avantage compétitif*», assure Ma Wenfeng, analyste chez Beijing Orient Agribusiness Consultant. Les industriels locaux obtiennent de plus en plus souvent la préférence des consommateurs du pays qui, à produit équivalent, privilégient les marques chinoises reconnues. Pour ne rien arranger, les industriels Sanyuan, Yili et Mengniu fournissent des produits laitiers similaires et moins chers que ceux de Danone et Nestlé.

«*Nestlé China Ltd ferme une usine de crèmes glacées dans l'est de la Chine et arrête ses ventes dans cette région pour se concentrer sur le nord et le sud du pays*», explique le groupe alimentaire suisse via sa porte-parole, Nancy He. (lefigaro.fr 13.12)

Dans la suite de cet article, ils expliquaient que Danone allait se recentrer sur les produits laitiers hauts de gamme, parce que les Chinois ne seraient pas capables de les produire... Quelle plaisanterie ! On en reparlera dans quelque temps, très rapidement à coup sûr.

Haut de page

Le 15 décembre

CAUSERIE

La démocratie : Un produit frelaté. Une supercherie savamment entretenue depuis un siècle

1- Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, ils ont interviewé des Irakiens qui unanimement jugeaient désastreuse l'intervention et l'occupation américaine de l'Irak. L'un d'entre eux a dit : "*ils ont voulu importer la démocratie en Irak mais cela ne pouvait pas marcher*". Et vous savez pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas importer quelque chose qui n'existe pas !

Comme d'habitude, on passe à côté des choses les plus simples à comprendre dans la vie comme en politique. Cela vaut d'autant plus pour les militants, parce que lorsqu'on est militant, on a la fâcheuse tendance à se croire supérieur aux autres, parce qu'on aurait compris quelque chose que les autres n'auraient pas compris, alors que dans 99,99% des cas on est vraiment très loin du compte ! Cette réflexion, je me l'applique, sinon j'aurais été totalement incapable de progresser.

2- (en Allemagne) Le FDP a obtenu 14,6% des voix lors des élections législatives de 2009, ce qui lui a permis de former un gouvernement de coalition avec la CDU d'Angela Merkel. Il est tombé depuis à environ 3% d'intentions de vote. (reuters 14.12)

Lors des campagnes électorales, les médias et les instituts de sondage, les institutions et les partis politiques qui y participent, tous inféodés au régime en place, s'entendent chacun de leur côté pour fabriquer de toutes pièces les moyens artificiels ou frauduleux d'obtenir la majorité des voix des électeurs, en fait à canaliser 90 à 95% des voix, pour ensuite gouverner une fois qu'ils se sont répartis ou plutôt partagés les postes au sein des différentes institutions et dont les différentes commissions parlementaires sont le meilleur exemple. C'est valable dans tous les pays, on vient d'en avoir un aperçu en Tunisie, en Egypte, etc.

En France, il en va ainsi de certains candidats à l'élection présidentielle des deux côtés de la même pièce tragique de la Ve République. Hier le MoDem était quasi inexistant et donné comme mort, et ne voilà-t-il pas que la popularité de Bayrou dépasserait celle de Hollande. Il n'y a pas si longtemps, c'était les Verts qui étaient propulsés sur le devant de la scène politique avec des scores à deux chiffres, avant de retomber à moins de 2%

La démocratie est morte depuis un siècle déjà.

Elle a existé en réalité quand le parti social-démocrate allemand était un véritable parti socialiste et combattait vers la fin du XIXe siècle afin d'obtenir des députés... Elle est morte dès lors que les députés sociaux-démocates allemand ont pris la direction de ce parti pour finalement renier le socialisme en adoptant le réformisme, à partir de ce jour, les intérêts fondamentaux du prolétariat n'étaient plus représentés au Parlement. Ajoutons que cela ne s'est pas fait en un jour évidemment et qu'il fallut environ deux décennies pour liquider toutes traces d'opposition sociale-démocrate au régime, y compris physiquement avec l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Quant à la démocratie soviétique reposant sur la classe ouvrière et la paysannerie, la majorité de la population, elle fut le produit de la révolution russe de 1917, l'antithèse de la démocratie de la minorité, étriquée et bourgeoise, réactionnaire, qu'incarnait l'Assemblée constituante et qui fut dissoute.

Hormis cet intermède qui n'a pu avoir lieu uniquement parce que Lénine et le parti bolchevik avait tiré des enseignements de la dégénérescence de la social-démocratie dont les 3 et 4 août 1914 furent le point d'orgue et de non retour, quand les députés des partis sociaux-démocrates votèrent les crédits de guerre et s'alignèrent sur leur bourgeoisie respective, passèrent ainsi avec armes des bagages dans le camp de l'ennemi de classe, et avant que le stalinisme renverse la démocratie ouvrière pour instaurer sa dictature bureaucratique, il n'y a plus eu nulle trace de démocratie dans le monde jusqu'à aujourd'hui.

On dit que la démocratie c'est le gouvernement (ou le pouvoir) du peuple par le peuple, comment pourrait-il en être ainsi quand les intérêts du peuple ou plutôt l'immense majorité des travailleurs qui le compose ne sont plus représentés par aucun parti politique, ou quand bien même un parti disposerait de quelques élus, leurs voix seraient systématiquement étouffées et ils n'auraient aucun moyen de faire respecter les intérêts de la majorité ?

Donc à notre époque toute référence à la démocratie qui aurait existé depuis un siècle est une escroquerie politique.

Comment peut-on parler de démocratie sous des régimes politiques de types monarchie constitutionnelle ou bonapartiste, quand un homme ou une femme conserve un droit de vie ou de mort sur ses sujets, le peuple ?

Comment peut-on parler de démocratie quand il n'existe aucun parti ouvrier combattant pour le socialisme présent au sein des institutions et lorsque les partis ouvriers qui pourraient y prétendre en sont exclus, définitivement, je parle de l'Assemblée nationale ?

Le philosophe H. Bergson avait apparemment davantage la tête sur les épaules que nos dirigeants, lorsqu'il écrivit dans les *Deux Sources de la morale et de la religion* : "*L'ensemble des citoyens, c'est-à-dire le peuple, est donc souverain. Telle est la démocratie théorique*, en théorie seulement, car sans la conscience de soi pour parler comme les philosophes, point de souveraineté du peuple.

Conscience de soi qui doit traduire la compréhension des rapports qui existent entre les différentes classes dans la société et que leurs intérêts sont antagoniques et définitivement irréconciliables, et au-delà, le processus révolutionnaire qui va permettre de mettre un terme à la dictature de la minorité sur la majorité et de transformer la classe dominée en classe dominante, et c'est seulement parvenu à cette étape, parce les masses exploitées sont parvenues à prendre conscience d'elles-mêmes, de ce processus, des tâches qu'il impliquait et des objectifs vers lequel il devait tendre, que nous pourrons prétendre que la démocratie n'est plus une théorie ou réservée à une minorité de privilégiés pour imposer sa dictature à la majorité, mais bien la réalité, d'où le fait qu'on puisse la définir comme la dictature du prolétariat en opposition à la dictature du capital, une fois le rapport coercitif entre classe dominante et classe dominée inversé.

Dans *Le passé, le présent, l'avenir de la république*, Lamartine dira "*Le suffrage universel est donc la démocratie elle-même*", sans doute, à son époque, depuis les choses ont bien changé comme on vient de le relever. Le suffrage universel n'est plus qu'une mauvaise farce manipulée par de puissants médias et des instituts de sondage qui font la pluie et le beau temps, sans que la voix de véritables partis ouvriers ne puissent s'exprimer, et dans ces conditions, participer à des élections contribue à entretenir l'illuision que nous vivrions en démocatie et légimite les institutions en place. Allons plus loin, et comme chacun peut constater que quoi qu'il vote cela ne change strictement rien ou sa situation empire encore, tous les partis finissent par perdre leur légitimité et subir le même sort que les institutions.

La démocratie ne "***s'invente***" pas, elle se conquiert par une révolution, les armes à la main !

François Hollande s'est posé mercredi en "*candidat de la justice*" pour mieux lutter contre la pauvreté en France à travers une politique d'accompagnement durable, et non d'assistanat.

En matière de lutte contre la pauvreté, "*l'innovation doit être le mot-clé, il faut inventer des politiques*", a-t-il plaidé. (reuters 14.12)

La veille, il s'est engagé, s'il est élu en 2012, à renégocier le projet de traité arrêté vendredi par 26 des 27 membres de l'Union européenne "*pour redonner la confiance*"... aux marchés.

Alain Minc, l'un des conseillers officieux de Nicolas Sarkozy, a prédit que cette "*renégociation*" tournerait court comme en 1997, lorsque les socialistes de retour au pouvoir avaient promis de revoir le pacte de stabilité de l'euro.

"*François Hollande annonce ce que Lionel Jospin avait annoncé en 1997 au moment du pacte de stabilité, qui était 'je vais renégocier'; et puis au bout de 15 jours, Lionel Jospin a signé*", a-t-il estimé sur France Info. (source lepoint.fr 12.12)

Comment peut-on faire preuve d'une telle soumission envers les marchés financiers et prétendre être le "*candidat de la justice*" sociale ? Entre les deux camps il faut choisir et Hollande a choisi celui du capital, au nom de la démocratie et du socialisme, cela va de soi.

Au nom de la démocratie.

Irak. Le bilan de ces neuf années d'intervention confine en effet au désastre historique : plus de 4 400 soldats américains tués, 32 000 blessés ; 150 000 morts et 250 000 blessés côté irakien. Deux millions d'exilés. Le coût financier est aussi exorbitant : environ 1 000 milliards de dollars. (lepoint.fr 14.12)

Des dirigeants syndicaux pourris jusqu'à la moelle.

En dix-huit mois, quatre élus CGT du comité des oeuvres sociales (COS) de la mairie de Montreuil, ont voyagé en famille pour un montant de 153 024 euros. Une affaire découverte grâce à un audit commandé par la municipalité, et révélé par *Le Parisien*, le 9 décembre.

Le même jour, la maire écologiste, Dominique Voynet, a appelé Bernard Thibault pour lui proposer de lui transmettre cet audit. "*J'ai d'autres chats à fouetter, lui a répondu le syndicaliste. Je suis sûr que, s'il y a du ménage à faire, tu sauras t'en occuper.*" (lexpress.fr 14.12)

Il s'en fout et le dit ouvertement, ils se couvrent mutuellement. Et il s'en trouve encore pour vouloir nous faire croire que dans un tel contexte il serait possible aux travailleurs de se réapproprier leurs syndicats. Cela fait 70 ans qu'on entend ce refrain pour finalement constater que les dirigeants syndicaux font ce qu'ils veulent ou parviennent toujours à leur fin. Comme dit la fable, l'espoir (ou les illusions) fait vivre non pas ceux qui y croient, mais ceux qui profitent de leur crédulité.

Intox. C'est qu'ils sont encore trop riches, à moins que...

Plus de sept Français sur dix (72%) se disent prêts à acheter plus cher un produit fabriqué en France, contre 28% qui s'y refusent, montre mardi un sondage Ifop alors que le thème du "made in France" s'impose dans la campagne présidentielle.

Cette enquête réalisée pour le Comité des entrepreneurs pour un développement responsable de l'économie (CEDRE) démontre toutefois que la qualité et le prix priment dans le choix d'un produit pour une majorité écrasante des Français, loin devant son pays de fabrication. (reuters 14.12)

D'après vous quel aurait été le résultat de ce sondage s'ils avaient posé leur question ainsi : Avez-vous les moyens et d'acheter 15, 20 ou 25% plus cher un produit parce qu'il est fabriqué en France ? Seconde question : le souhaitez-vous ?

Ils ont tourné leur question de telle sorte qu'elle s'adresse y compris à ceux qui ne parviennent déjà plus à joindre les deux bouts, c'est une manipulation qui n'a rien de gratuit, car si effectivement 72% des "Français" se disent prêts à payer plus cher, c'est que les prix ne sont pas encore assez élevés ou qu'ils disposent encore d'une marge, d'argent superflu qu'ils économisent et que le gouvernement et le patronat peut leur ponctionner sous forme d'impôts, taxes ou hausses des prix. Ce genre de sondages peut servir à justifier un nouveau plan d'austérité : les trois quart des "Français" sont trop riches ! A dresser les travailleurs les uns contre autre aussi.

Voilà ce qu'il faudrait dénoncer et expliquer aux travailleurs dans un journal vraiment destiné aux travailleurs...

L'actualité en titres

Les "***Français***" ne sont-ils pas des veaux ?

- Remplacer les médecins par les vétérinaires en milieu rural - LeFigaro.fr

Tout de suite les grand mots

- Dominique de Villepin invite l'UMP à ne "*pas se foutre du monde*" - Reuters

Et ma petite gâterie alors ?

- Bernard Debré qualifie Rachida Dati de "*petite fille gâtée*" - Reuters

Une identité suspecte.

- "*Etre mère est un moyen de se construire une identité*" - L'Express.fr

A 14, 15 ou 16 ans ? Quand on est fille-mère et qu'on n'a aucune expérience de la vie en dehors de celle de son enfance, on reproduira automatiquement les mêmes gestes que sa mère et on transmettra la même éducation à son enfant, et tant pis si elle est marquée du sceau de l'ignorance. C'est plutôt le meilleur moyen de ne jamais avoir d'identité.

Une sollicitude suspecte.

- Mais où Jack Lang sera-t-il parachuté? - L'Express.fr

Je suggère en Corée du Nord où il avait été missionné par Sarkozy !

Une reconnaissance suspecte

- Le manifestant, homme de l'année selon «*Time*» - Liberation.fr

L'extrême droite aussi manifeste...

Comme les saisons passent vite.

- Le Prix Sakharov remis à cinq militants du printemps arabe - L'Express.fr

Peuple martyr

- Palestine: record de destructions et d'agressions en 2011 - lexpress.fr

Front unique avec les talibans

- Le chef du Pentagone croit pouvoir remporter le conflit en Afghanistan - LeMonde.fr

A propos du site

J'ai rectifié les liens erronés vers certains fichiers.

Un dernier mot

Il y a trois jours Cohn-Bendit répondait à un journaliste, la dignité "*je ne la définis pas*", j'ajoutais : normal il n'en a jamais eu. Aux infos du soir sur TV5Monde Asie avant-hier ils ont montré quelques images d'une manifestation au Maroc, un jeune manifestant portait un tee-shirt sur lequel était écrit : *dignité = travail*. Mais c'est vrai que Cohn-Bendit ne sait pas non plus ce que c'est, il n'a jamais bossé de sa vie !

Avant-hier, toujours aux infos du soir de TV5Monde Asie, ils ont montré des images de la manifestation qui s'était déroulée à Benghazi en Libye, et ils ont interviewé des manifestants, un homme d'une cinquantaine d'années : "*s'ils ne sont pas capables, qu'ils dégagent*", la journaliste poursuivant : ils demandent plus de "*libertés d'expression*", le "*départ de Mahmoud Djibril, le chef du gouvernement*" et le départ "*des ex-Kadhafistes*".

J'ai inscrit tout cela sur mon petit cahier d'écolier. Plus tard en relisant mes notes, je me suis dit, mais ce ne sont que

des revendications politiques, et dire qu'il y en a qui estiment que le prolétariat libyen serait incapable de manifester son indépendance de classe... Bref, je me suis dit encore une fois, que j'avais eu raison de ne pas me laisser entraîner sur le terrain des bras-coupés qui a la place d'un cerveau pour réfléchir à la situation n'ont que des principes soigneusement rangés au fond d'un tiroir.

Vive la lutte contre alzheimer ! Et vive le socialisme bien sûr !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Collaboration de classes au sommet.

Le sommet sur l'emploi proposé par Nicolas Sarkozy aux partenaires sociaux pour tenter de trouver des solutions à la forte hausse du chômage a été programmé le 18 janvier à l'Elysée, a-t-on appris mercredi auprès de la présidence de la République.

Plutôt réservés à l'annonce du sommet, les grands chefs syndicaux, y compris Bernard Thibault de la CGT, ont finalement tous décidé d'y participer, mais avec le souci de ne pas y être instrumentalisés.

Sur fond de plans sociaux annoncés dans plusieurs grandes entreprises et de moyens d'action publics réduits par la lutte contre les déficits, Nicolas Sarkozy a livré mardi quelques indices sur les pistes envisagées par le gouvernement pour enrayer la hausse du chômage.

«*Je crois à l'activité partielle*», a-t-il dit lors d'un déplacement en Haute-Savoie, «*c'est certainement l'une des mesures que l'on peut développer (...) nous consacrerons des moyens supplémentaires*». (liberation.fr 14.12)

Pas besoin de les "*instrumentalisés*" : ils sont volontaires !

Ils iront tous lui présenter leurs bons voeux au passage, quelle pourriture ! Pourquoi ne pas généraliser le chômage partiel, il y a du boulot tu bosses et tu es payé, il n'y a pas de boulot tu restes chez toi et tu n'es pas payé, génial non, les patrons en rêve.

Question. Pourquoi aucun parti ouvrier n'a engagé le combat pour la rupture des syndicats avec l'Etat, ses institutions, le gouvernement, le patronat, contre le financement des syndicats par l'Etat et le patronat ?

1.2- Debout... couché !

Le président de Debout la République (DLR) et candidat à l'Elysée, Nicolas Dupont-Aignan, a demandé mercredi que la présidente du Medef, Laurence Parisot, démissionne car elle «trahit l'emploi» et lui a conseillé de rejoindre «*l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy*».

«*Je demande la démission de Laurence Parisot car elle trahit l'emploi en France. Mme Parisot trahit les petits patrons*», a lancé M. Dupont-Aignan, devant l'Association des journalistes parlementaires (AJP). (liberation.fr 14.12)

2- Allemagne

2.1- Le numéro deux des libéraux allemands (FDP) a démissionné mercredi contre toute attente, aggravant la crise chez le partenaire de coalition d'Angela Merkel.

Le FDP doit annoncer vendredi les résultats d'un référendum interne sur le sauvetage de la zone euro. La participation ne sera probablement pas suffisante pour le valider, ce qui semble être à l'origine de la démission de Christian Lindner.

Le référendum interne s'est achevé mardi. Vingt et un mille des 64.000 adhérents du FDP doivent avoir voté pour qu'il soit valide mais le quorum ne sera probablement pas atteint, selon les premières indications.

Le résultat ne sera pas contraignant mais des dirigeants du FDP ont prévenu que la coalition d'Angela Merkel pourrait s'effondrer si les opposants aux plans de sauvetage de la zone euro l'emportaient.

Les observateurs politiques estiment que beaucoup d'adhérents du FDP se sont abstenus de voter car, tout en soutenant la

position des eurosceptiques du parti, ils ne voulaient pas mettre en péril sa position actuelle.

Le FDP a obtenu 14,6% des voix lors des élections législatives de 2009, ce qui lui a permis de former un gouvernement de coalition avec la CDU d'Angela Merkel.

Il est tombé depuis à environ 3% d'intentions de vote. (reuters 14.12)

2.2- Le ministre allemand des Finances a lancé mercredi un appel inhabituel aux pays occidentaux à limiter leur croissance économique pour le bien de tous et le respect des idéaux chrétiens, dans une tribune à l'hebdomadaire Die Zeit, diffusée mercredi.

«*Tout autant que nous devons nous engager pour vaincre la faim dans le monde entier, nous devrions par ailleurs nous engager à limiter la croissance économique dans nos propres pays occidentaux*», écrit Wolfgang Schäuble (CDU) dans ce texte à paraître dans l'édition de jeudi du magazine.

«*Le fait que nos taux de croissance ne rivalisent plus avec ceux des pays en développement comme la Chine, l'Inde, ou le Brésil, ne signifie pas que notre politique économique est un échec mais que nous avons déjà atteint un niveau de richesse certain pour une grande partie de la population, et que d'autres doivent encore atteindre cela. Nous devrions l'accepter*», a ajouté le doyen du gouvernement allemand, âgé de 69 ans.

«*Les économies occidentales ont atteint un certain degré de saturation; dans cette situation, nos buts et nos devoirs résident avant tout dans le fait de contrôler les inégalités et les tensions qui en découlent*». (liberatoin.fr 14.12)

2.3- L'Allemagne a demandé mercredi à l'Europe de s'en tenir à une discipline budgétaire stricte sur fond d'opinions divergentes de responsables européens et de scepticisme des marchés financiers après les décisions prises par les dirigeants européens pour résoudre la crise de la dette dans la zone euro.

La chancelière allemande Angela Merkel et le président de la Bundesbank Jens Weidmann, ont, dans des discours séparés, montré leur opposition à une intervention décisive de la Banque centrale européenne (BCE) pour empêcher la crise de s'aggraver.

Angela Merkel a exclu d'augmenter la taille du futur Mécanisme européen de stabilité (MES), au-delà des 500 milliards d'euros acceptés par tous, selon les participants à une réunion à huis-clos mardi au parlement allemand

La Bundesbank ne fournira de nouveaux fonds au Fonds monétaire international pour l'aider dans la lutte contre la crise dans la zone euro que si d'autres pays hors d'Europe mettent aussi la main au portefeuille, a-t-il en outre prévenu.

Un autre membre de la BCE, le gouverneur de la banque centrale néerlandaise, Klaas Knot, a déclaré qu'au moins 1.000 milliards d'euros étaient nécessaires pour résoudre la crise de la dette, soit en contributions au FMI, soit en augmentant la capacité du fonds de secours de la zone euro. (reuters 14.12)

3- Russie. Le fusible

3.1- Le président de la Douma, la chambre basse du Parlement russe, Boris Gryzlov, un proche de Vladimir Poutine et l'un des dirigeants du parti Russie Unie, a annoncé mercredi qu'il renonçait à son poste, une décision qui intervient sur fond d'allégations de fraudes lors des législatives du 4 décembre.

Boris Gryzlov avait pris ses fonctions de président de la Douma en décembre 2003. Avant cela il avait été ministre de l'Intérieur lorsque du premier mandat présidentiel de Vladimir Poutine. (liberation.fr 14.12)

3.2-Le Parlement européen a demandé mercredi l'organisation de «*nouvelles élections libres et régulières*» en Russie, en raison des «nombreuses irrégularités» constatées lors du scrutin législatif du 4 décembre dernier.

«*Le déroulement des élections a montré que la Russie ne respectait pas les normes électorales de l'OSCE*», observent les parlementaires, qui dénoncent des «*bourrages d'urnes*», des «*votes multiples*», et des «*centaines*» d'arrestations de militants de l'opposition qui tentaient de manifester le jour du scrutin et les jours suivants. (liberation.fr 14.12)

4- Tunisie. Président fantoche.

Le nouveau président tunisien, Moncef Marzouki, a appelé mercredi la classe politique à observer une trêve pendant six mois et préconisé un moratoire sur les manifestations durant cette période, faute de quoi, selon lui, le pays commettra un "suicide collectif".

"*J'appelle l'ensemble des Tunisiens à nous donner une trêve politique et sociale, juste pour six mois*", a dit Marzouki, qui a prêté serment mardi, dans une interview à la télévision publique.

"*Une trêve politique englobant l'ensemble des partis (...) et une trêve sociale, en cessant tout de suite les sit-in et les grèves*", a préconisé le chef de l'Etat. "*Si nous continuons comme ça, nous commettrons un suicide politique*", a-t-il dit.

"*Si les choses ne s'arrangent pas d'ici six mois, je présenterai ma démission*", a-t-il dit. (reuters 14.12)

Eh bien dégage !

Social

1- France

1.1- Air France.

Le gel des embauches à Air France entraînera 2.000 suppressions de postes en 2012 au sein de la compagnie qui vise environ 800 millions d'euros d'économies d'ici trois ans, selon La Tribune de jeudi.

Ces 2.000 postes s'ajouteront aux plus de 4.000 non renouvellements de postes constatés au cours des quinze derniers mois, ajoute le quotidien économique. Soit au total environ 10% des effectifs de la compagnie.

Le gel des embauches qui, cette fois, concerne toutes les catégories de personnels, est l'une des mesures d'économies qui sera présentée en conseil d'administration le 11 janvier, puis quelques jours après en comité central d'entreprise extraordinaire.

Il s'accompagne du gel des salaires, des promotions, des avancements mais aussi d'une très forte réduction des investissements, notamment informatiques, ajoute La Tribune. (reuters 14.12)

1.2- France Soir

"*France-Soir*" disparaît des kiosques, sans même avoir eu le temps de réaliser son "dernier" numéro. La direction du quotidien a annoncé mercredi aux salariés sa décision d'interrompre l'édition papier du journal, qui continue désormais sur Internet uniquement.

Le quotidien n'ayant pu paraître mercredi, l'édition de mardi restera sans doute comme l'ultime du journal, rongé par des difficultés financières depuis des années après l'époque mythique de Pierre Lazareff.

Né à la Libération en novembre 1944, "*France-Soir*" avait connu une période de gloire sous la direction de Pierre Lazareff. A la grande époque dans les années 50/60, le journal, avec jusqu'à huit éditions quotidiennes et des signatures comme celle de l'écrivain et journaliste Joseph Kessel, dépassait le million d'exemplaires. Au lendemain de la mort du général de Gaulle, le 10 novembre 1970, il sort à deux millions d'exemplaires.

Après la mort de Pierre Lazareff en 1972, Hachette vend le titre à Presse Alliance, en 1976, puis Hersant prend 50% du capital. Dans les années 90, il voit son tirage décliner. Les années 2000 très difficiles voient passer "*France-Soir*" de mains en mains, de repreneurs en repreneurs de la dernière chance. (AP 14.12)

2- Grande-Bretagne

2.1- Logica a annoncé mercredi la suppression de plus de 1.300 emplois en réaction à une aggravation de la conjoncture économique en Europe. (reuters 14.12)

2.2- C'est un nouveau record depuis dix-sept ans, le nombre de chômeurs britanniques s'élevait à la fin octobre à 2,64 millions, selon des chiffres officiels, publiés mercredi 14 décembre. Le taux global reste lui inchangé, à 8,3 %.

Du côté des syndicats, Unite, le premier du pays, a qualifié les derniers chiffres du chômage de "*désastreux*", estimant que le gouvernement devait "*revoir sa stratégie de toute urgence*". (lemonde.fr 14.12)

Quand on est syndicaliste, soit on combat la politique antisociale du gouvernement et on se place au côté des travailleurs qu'on prétend représenter, soit on s'adresse à lui en lui demandant de "*revoir sa stratégie*" comme s'il pouvoir faire la politique sociale d'un gouvernement ouvrier et auquel cas on se place au côté des patrons dont on représente finalement les intérêts. Cela vaut dans tous les pays du monde.

3- Etats-Unis

Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche sous Jimmy Carter, met en garde les Etats-Unis, engagés dans leurs relations avec l'Iran.

'*Nous croyons que nous pourrons éviter la guerre en recourant à des mesures de contrainte*' telles que les sanctions pour forcer l'Iran à renoncer à son programme d'armement nucléaire, a observé, mardi 13 décembre au soir, l'ancien conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, devant l'Atlantic Council, un cercle de réflexion, à Washington. Mais, a-t-il ajouté, '*plus vous utiliserez la contrainte et plus, si elle ne marche pas, grandira le risque d'entrer en guerre. Ce qui réduit de manière dramatique notre marge de manoeuvre*'.

M. Brzezinski s'est dit préoccupé de l'escalade '*rhétorique*' entre les deux pays. '*Beaucoup de petites décisions sont prises qui diminuent notre liberté d'action à l'avenir, a-t-il insisté. Si nous entrons en conflit ouvert avec l'Iran, sous quelque forme que ce soit, les conséquences pour nous en seront désastreuses, désastreuses de manière massive et à l'échelle globale.*' (lemonde.fr 14.12)

4- Liban

Interrogé par L'Orient-Le Jour sur la grève prévue par le comité de coordination syndicale demain, pour protester contre le décret de rajustement des salaires adopté en Conseil des ministres la semaine dernière, Nehmé Mahfouz, président du syndicat des enseignants du privé, assure que cette grève est « *non seulement maintenue, mais nous la préparons avec le plus grand enthousiasme* ». Parallèlement, le comité syndical s'est étonné, dans un communiqué publié hier, du fait que le texte de décret ait été envoyé au Conseil d'État alors que les négociations avec les conseillers du Premier ministre sont en cours, et que le texte n'a pas encore été modifié.

Rappelons que le comité de coordination rassemble les syndicats des enseignants des secteurs publics et privés, avec certains autres syndicats plus ou moins radicaux. La manifestation de demain est notamment soutenue par le Parti communiste libanais (PCL) et par le Mouvement du peuple (de l'ancien député Najah Wakim) qui ont publié hier des communiqués incitant leurs membres à prendre part à la manifestation.

Les revendications du comité syndical, souligne Mahfouz, sont les mêmes que lors de l'adoption du premier décret de rajustement des salaires par le gouvernement, qui avait été révoqué par le Conseil d'État. « *Il y avait alors eu des erreurs, et des erreurs similaires ont été commises cette fois, il faut qu'elles soient rectifiées* », dit-il. Le comité appelle à un salaire minimum supérieur à 600 000 livres libanaises. Il prône aussi l'équité dans l'augmentation des salaires. Il revendique enfin des représentants au sein du comité sur l'indice des prix, indépendants de ceux de la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL).

À la question de savoir quel taux de participation à la grève il prévoit pour demain, Nehmé Mahfouz se dit sûr que ce taux « *avoisinera les 100 %, surtout dans le secteur privé* ». « *Mais ce qui nous importe le plus, c'est de pouvoir mobiliser un grand nombre de syndicalistes pour la manifestation* », ajoute-t-il.

À quels résultats s'attend-il après ce mouvement ? « *Plus la grève et la manifestation seront réussies, plus les résultats seront probants, dit-il. Il ne faut pas oublier que c'est le mouvement populaire qui a provoqué la révision du précédent décret.* »

Que pense-t-il de la déclaration des comités de parents, qui estiment qu'une hausse de salaire des enseignants signifiera une augmentation des scolarités, qu'ils ne peuvent plus assumer ? « *Il faut rappeler à ces comités de parents que nous manifestons pour un réajustement des salaires de tous les Libanais, et non pas pour une augmentation des salaires des enseignants, qui ne forment qu'une infime partie, affirme le responsable syndical. C'est d'ailleurs le comité de coordination syndicale, et non pas les syndicats d'enseignants, qui appelle à la grève. À mon avis, si les parents veulent s'élever contre quelqu'un, qu'ils protestent contre le (Premier ministre Nagib) Mikati, et contre la prestation de ce gouvernement. D'ailleurs, j'estime que ces comités ne représentent pas les parents. Les vrais parents sont des salariés, et ils nous soutiennent.* »

À une question sur l'appel à la grève lancé par la CGTL pour le 27 décembre, Nehmé Mahfouz déclare ne pas y croire. « *S'ils ont tant reculé la date, c'est qu'ils ne comptent pas faire grève du tout* », martèle-t-il.

Ghassan Ghosn, président de la CGTL, nie formellement toute intention de ne plus recourir à la grève ainsi que toute division dans les rangs syndicaux. « *La grève de jeudi est celle des enseignants exclusivement, dit-il à L'Orient-Le Jour. Ils sont obligés de s'en tenir à cette date parce qu'après cela, ils sont en vacances et ne peuvent plus faire grève. Les ouvriers, eux, ne sont pas en vacances à la fin de l'année.* »

Mais pourquoi le 27 décembre ? Certains pensent déjà que choisir une date aussi éloignée est une preuve que la CGTL renoncera à sa grève à la dernière minute. « *Pas du tout, nous avons choisi cette date parce que le timing nous permet d'exercer un maximum de pressions sur les secteurs économiques et le gouvernement, répond M. Ghosn. Il y a toutes sortes de vacanciers,*

de touristes, d'émigrés qui viennent passer la période des fêtes au Liban. Veulent-ils que ce flot se heurte à une ambiance de grève ? Il ne faut pas prendre notre menace à la légère. »

M. Ghosn rappelle les revendications de la centrale syndicale : un salaire minimum de 700 000 livres libanaises (au lieu des 600 000 proposés par le gouvernement), une augmentation de 40 % des salaires de moins d'un million de livres, et de 30 % des salaires de plus d'un million.

Le responsable syndical affirme qu'« *il n'y a pas de négociations actuellement avec les officiels, nous avons exprimé nos revendications et attendons la réponse* ». La CGTL pourrait-elle renoncer à sa grève in extremis comme la dernière fois, suite à des tractations plus ou moins secrètes avec le gouvernement ? « *Il faut rappeler que nous avions alors obtenu 40 % de majoration des salaires, ce qui était une réalisation, dit-il. C'est le gouvernement qui est revenu sur sa parole, pas nous.* »

M. Ghosn indique qu'il n'est pas exclu que la grève du 27 s'accompagne de mouvements dans les régions, organisés par les différents syndicats. Qu'en est-il de l'après-grève ? « *Il y aura une réunion du conseil de la CGTL le 23 décembre, et des décisions seront annoncées publiquement, dit-il. On pourra même atteindre le stade de la grève ouverte, qui sait ?* »

À ce propos, l'Union des syndicats ouvriers et professionnels a affirmé hier, dans un communiqué, son « *soutien à la CGTL* », ainsi que sa « *participation à la grève prévue pour le 27 décembre et au congrès syndical du 23* ». Pour sa part, le mouvement nassérien des Mourabitoun a critiqué d'un côté le cafouillage du gouvernement, et de l'autre l'absence de décision ferme à la CGTL. Il a cependant appelé « *à participer aux grèves et manifestations, jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites* ». (lorientlejour.com 14.12)

Economie

1- Zone euro

Le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, a jugé préférable mercredi que les pays de la zone euro versent en une seule fois le capital du futur Mécanisme européen de stabilité (MES), soit 80 milliards d'euros.

«*Je suis pour le principe que tous les Etats versent leur participation directement et intégralement au Mécanisme européen de stabilité*», a déclaré M. Juncker lors d¹une intervention à la Chambre des députés à Luxembourg, pays dont il est également le Premier ministre. (liberation.fr 14.12)

Juncker est le Premier ministre d'un paradis fiscal, cela gêne-t-il les chefs d'Etats ou le Parlement européen? Pas le moins du monde évidemment, aucun n'est légitime alors au point où ils en sont... Ils vont les trouver où ces 80 milliards d'euros alors qu'ils croulent sous la dette ? Ah ce sont les marchés qui vont leur prêter, donc tout continue comme avant leur dernier sommet, eh oui, que voulez-vous qu'ils fassent d'autres !

2- Grèce. Profitez-en : on brade tout !

La contraction de l'économie en Grèce va dépasser 5,5 % du PIB en 2011, le pays étant plongé dans "*la récession la plus profonde*" de son histoire, a déclaré mercredi 14 décembre le premier ministre grec Lucas Papadémos en appelant les milieux d'affaires à investir dans le pays. "*L'an 2011 sera la pire récession que ce pays ait jamais traversée*", a dit M. Papadémos au cours d'une conférence organisée par la chambre de commerce américano-grecque, "*nous avons un dur chemin à faire*".

Le plan d'assainissement de l'économie grecque dicté par l'UE et le FMI prévoit des privatisations de 50 milliards d'euros d'ici 2015. "*Je vous appelle à saisir l'occasion et investir dans le pays […], à participer à cet effort surhumain, il n'y a pas de temps à perdre, c'est le moment de responsabilité*", a conclu M. Papadémos en appelant chaque homme d'affaires présent à réfléchir à la phrase fameuse du président américain John Kennedy : "*Que pouvez-vous faire pour votre pays ?*" (lemonde.fr 14.12)

Quel pays, les Etats-Unis ? Ou plutôt la fortune personnelle des mercenaires de la finance et des multinationales quand on a à l'esprit l'état de délabrement avancé de la société américaine ?

Haut de page

Le 16 décembre

CAUSERIE

Sur TV5Monde Asie, la lauréate du prix littéraire de la francophonie : "*vieillir est un privilège qui permet d'apprivoiser la mort*". On pourrait peut-être en dire autant du mouvement ouvrier !

Une découverte : la pauvreté touche des millions de travailleurs... depuis des lustres en vérité.

Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI, page 14 du n°179 d'*Informations ouvrières* :

"*Partout en France, la pauvreté s'étend et devient le mode de vie normal d'un bon quart de la population : les damnés de l'Europe du fric.*"

Merci pour eux, pour nous !

Je me souviens d'une visite à une des soeurs de ma mère qui vivait avec son mari et leus deux enfants dans la misère, dans un taudis à Montreuil, j'étais gosse, cela devait être vers le milieu des années 60. A la même époque, la soeur de mon père marié à un maçon italien vivait porte des Lilas dans un appartement minuscule. Quant à nous, on vivait dans une chambre de bonne au 6e, sous les toits, au 6 rue Joubert dans le 9e arrondissement de Paris, c'était déjà ma grand-mère qui était camelot sur les marchés qui nous habillait parce qu'on ne pouvait pas même survivre avec le salaire misérable de mon père menuisier en bâtiment. C'était il y a 50 ans !

En 1955, l'année de ma naissance, cette année-là la température descendra à -15°C à Paris, les trains étaient à l'arrêt non à cause d'une grève mais parce que tous les aiguillages étaient bloqués sous des congères de glace de plusieurs dizaines de centimètres d'épaisseur, mon père ira bosser à 70 kms en mobylette, à Fontainebleau, il n'avait pas le choix, il était payé aux pièces, au rendement si vous préférez, la mensualisation n'existait pas encore dans le bâtiment, c'était bosse ou crève, pour un salaire de misère évidemment.

Quand mes parents m'ont poussé dehors 20 ans plus tard parce qu'ils estimaient que j'étais en âge de travailler et qu'ils en avaient marre de m'avoir à charge, je n'avais pas diplôme, pas de métier, par chance il n'y avait pas de chômage mais dans ma situation j'ai dû prendre n'importe quel boulot payé avec un lance-pierres, je me suis retrouvé dans un T1 que je louais 450 francs par mois, alors que mon salaire atteignait difficilement 700 à 800 francs. Je dormais à même le sol sur un vieux matelas, je n'avais rien, pas un centime d'avance, aucun meuble, pas de réfrigérateur, pas de cuisinière, un gaz de camping faisait l'affaire, j'allais bosser en vélo et je crevais la dalle, j'étais fauché comme les blé, je portais des sous-vêtements troués, des vêtements rapiécés et dès qu'il pleuvait ou neigeait j'avais les pieds trempés et glacés parce qu'elle étaient en piteux états. Et pourtant, comme mon père je bossais à temps plein.

Apparemment monsieur Pierre Jeanneney n'a pas connu cette magnifique époque que ses collègues du POI (CCI) ont vanté à plusieurs reprises dans leur journal, pire, jusqu'à présent ils ont toujours ignoré son existence. Alors oui nous ne sommes pas issus du même milieu et nous n'avons pas connu les mêmes expériences, ce qui explique peut-être en partie pourquoi nous ne parlons pas de la même chose et nous n'avons pas la même conception de la lutte de classe. Le plus fort c'est qu'ils semblent découvrir que la misère est plus répandue que ce qu'ils pensaient, parce qu'en réalité elle ne les a pas attendu pour frapper à la porte de millions de travailleurs, elle a toujours existé dans des proportions similaires, selon les époques elle est plus ou moins visible, qu'on se souvienne des années d'après-guerre avec les tickets de rationnement qui disparaîtront qu'en 1949, ou encore la terrible crise du logement qui ne sera résorbée en partie que vers les années 70, c'est à cette époque ou quelques années plus tôt seulement que les bidonvilles de Nanterre où s'entassaient les travailleurs en majorité algériens qui bossaient comme OS dans les usines ou comme cantonniers disparaîtront, on passait devant en bus quand on allait chez l'oncle où loge dorénavant ma mère, mon père est décédé.

De ma naissance jusqu'à mes 20 ans, je n'ai connu que ce milieu misérable de travailleurs pauvres, c'est cela qui m'a forgé finalement, qui m'a poussé à essayer de comprendre pourquoi nous étions condamnés à vivre ce terrible destin dans l'indifférence générale, de ce point de vue-là le témoignage de Jeanneney est remarquable parce qu'il le confirme, c'est ce qui m'a poussé à chercher s'il n'existait pas une voie pour sortir de ce cycle infernal, une fois que j'ai constaté que nous n'étions pas tous logés à la même enseigne dans leur société, que les inégalités et l'injustice frappaient toujours les mêmes.

Plus loin, il n'est jamais trop tard :

"*Est-ce que cette situation peut durer ? Ne faut-il pas se lever pour défendre ce nouveau sous-prolétariat laissé au bord de la route ? Ils sont maintenant plusieurs millions en France. Ils ont des droits. Ne faut-il pas les aider à s'organiser au moins pour défendre ceux qui ont encore un travail et une vie normale et leur éviter de rejoindre les nouveaux parias ?*"

Quelle généreuse intention, si soudaine, si spontanée ! A votre place, je réfléchirais encore quelques décennies avant de me demander s'il faut s'adresser de préférence à l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat qui finalement trouvent leur compte dans le capitalisme, ou s'adresser à ces couches de la classe ouvrière qui par leur situation sont susceptibles de rompre plus facilement ou rapidement avec le capitalisme pour construire le parti.

Par chance voyez-vous, heureusement qu'on ne vous a pas attendu pour ne pas finir par "*rejoindre les nouveaux parias*". Le ton détaché employé par l'auteur de cet article est insupportable, il pue l'opportunisme à plein nez pour ne pas dire que cet intérêt soudain pour la plèbe a quelque chose de suspect.

Allez donc dire aux bureaucrates syndicaux que les travailleurs du secteur privé devrait avoir les mêmes droits que les fonctionnaires... C'est toute votre conception de la lutte de classe qui est à revoir.

Jean Markun, secrétaire national du POI, dans son éditorial semble lui aussi avoir fait une découverte incroyable, à prendre avec des pincettes apparemment :

"*Mais quel intérêt avons-nous avec le patronat, la droite, et enfin avec un système capitaliste qui pratique cette fois une véritable « guerre des classes » ?*"

Notez bien, "*cette fois*", s'il vous plaît ! Encore un nantis ! Encore un qui parce qu'il n'a jamais bossé dans le secteur privé ignore que la ce secteur d'activité, la « guerre des classes » n'a jamais cessé !

Quelle vilaine expression ! Il a raison d'entourer *guerre des classes* avec des guillemets et de témoigner ainsi aux lecteurs qu'il garde ses distances envers cette expression qui n'est pas de lui ou qu'il ne partage peut-être pas vraiment ou qu'il trouve excessive, il ne faudrait pas que les lecteurs s'imaginent que son parti serait pour mener une guerre, une vrai guerre contre les exploiteurs, vous ne vous rendez pas compte le mauvais effet que cela pourrait produire sur leurs esprits pétris de conformisme, farcis de dialogue social ou d'une affection sans borne envers toute forme de compromis social au lieu d'aller à l'affrontement avec le patronat et le gouvernement, quelle horrible perspective...

On se demande plus loin s'il sait vraiment où il en est lui-même : "*En tout cas, une adhésion syndicale très inquiétante (à l'intérêt général - ndlr) qui explique en fait pourquoi nous reculons ! Avec risque de décrédibilisation de la démarche syndicale générale. Comment expliquer « une telle position » au moment même où vient d'être décidée « l'austérité à marche forcée » ?*"

Ce serait plutôt à vous et à vos semblables qu'il faudrait poser cette question, non ?

On pourrait croire que les dirigeants qui contrôlent les syndicats pour le compte du capital viendrait seulement d'adopter cette position, c'est en tout cas en lisant ces lignes, ce qu'un travailleur qui n'aurait aucune expérience du syndicalisme serait en droit de penser. Et à qui cela profiterait-il ? A ces dirigeants syndicaux, bravo vous l'aviez deviné ! Et bien cela fait des décennies et des décennies qu'à l'OCI, au PT et au POI ils tiennent le même discours, donc messieurs, pour avoir colporté cette illusion criminelle, vous partagez avec les Thibault, Chérèque et consorts la responsabilité de la "*décrédibilisation de la démarche syndicale générale*", que vous les niez ou non n'y changeant absolument rien.

Pourquoi les dirigeants syndicaux montent au créneau pour sauver le capital ? On attend toujours votre réponse. Pourquoi n'êtes-vous pas foutu de répondre à cette question que chaque militant est en droit de se poser ?

Vous aurez remarqué aussi que ces dirigeants du POI sont incapables de produire une phrase ou un paragraphe de trois lignes sans insérer des guillemets en veux-tu, en voilà, comme si les mots leur brûlaient la langue, par crainte qu'on leur reproche un jour de les avoir prononcés à la légère, qu'on leur impute abusivement, on les sent mal à l'aise, il semble atteint de paranoïa aiguë ou je ne m'abuse. Je vais vous confier un truc, la lecture avec les guillemets, c'est pour les transfuges du PS, les républicains et autres démocrates ou encore les syndicalistes réformistes qui ont rejoint la direction trotskiste du POI, sans les guillemets c'est pour nos révolutionnaires du courant communiste internationaliste, quand ils n'ont pas troqué la faucille et le marteau par l'équerre et le compas (maçonniques).

Parfois cela m'arrive d'en employer par mimétisme, après avoir lu des milliers et milliers d'articles de presse, puis je me dis que c'est complètement ridicule, aussi ridicule que les féministes qui écrivent les militants et les militantes ou les militantEs, ce qui est complètement débile. Si on n'y prenait pas garde, on finirait par perdre notre personnalité dans ce monde de névrosés profonds.

Alors camarades, je n'ai pas écrit ces lignes pour que vous vous endormiez sur vos lauriers, vous avez trouvé la question qui vous était posée par Markun, comment expliquer l'attitude des dirigeants syndicaux, hein, en voilà une satanée question, quel défi il a lancé là à l'intelligence humaine, n'est-ce pas ? Vous n'allez jamais vous en remettre, et n'y voyez surtout pas un piège, ces dirigeants n'ont jamais d'arrière-pensées...

Pour les plus anciens, hier si on reculait c'était de la faute des staliniens, et les réformistes, non pas les réformistes puisqu'ils s'étaient alliés avec eux, bon, les staliniens, et aujourd'hui si on recule c'est de la faute de ces foutus dirigeants syndicaux, sauf Mailly qui est vertueux comme chacun sait pour la raison évoquée plus haut, mais ce n'est et ce ne sera jamais la faute des Lambert, Gluckstein, Krivine, Laguiller et Cie, ou si entre eux ils se rebalancent la responsabilité de la situation, ce qui une

fois neutralisée revient au même, c'est la faute aux autres, pourquoi se gêner puisque les militants le gobent.

A la page 4 d'*Informations ouvrières* figure un entretien avec Luis Gonzalez, responsable syndical de la santé à Séville et membre du conseil confédéral des Commissions ouvrières (CCOO).

Question d'*Informations ouvrières* :

"*Mais ne crois-tu pas que si l'Union européenne s'effondre nous en pâtirons tous ?*"

Extrait de la réponse de Luis Gonzalez :

"*C'est une bonne question qu'il faut poser aux travailleurs grecs, portugais ou irlandais...*"

N'y a-t-il rien qui vous choque dans la tournure de cette question ? N'a-t-on pas envie de répondre : ah ben si, et c'est bien là le problème, on souhaiterait que l'Union européenne tienne bon, bref que tout continue comme avant, non ?

Mettez-vous un instant à la place du travailleur qui n'a aucune expérience du combat politique et qui découvre cette question, quelle autre réponse ne les pousse-t-il pas à donner à cette question, en fait à le jeter dans les bras de l'UE ? Pour ne pas en rajouter une couche, disons que c'est fort maladroit, ce n'est pas de la complaisance de ma part envers le POI, ils sont pathétiques et font pitié comme disent les jeunes, on a sincèrement envie de les plaindre.

Ils vaudraient avancer vers le socialisme, mais il faudrait que le chemin pour y parvenir soit pavé de roses, que tout cela se passe dans la joie et la bonne humeur... Impensable, c'est exactement l'inverse des conclusions auxquelles étaient parvenues Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Il y a un dicton populaire qui dit : si tu veux être beau, tu dois souffir avant. Et bien avec le socialisme, l'émancipation du capital, c'est exactement la même chose, il faudra consentir de nombreux sacrifices et passer par des épreuves douloureuses pour accéder au règne de la liberté. Peut-être que ceux qui n'y tiennent pas ont l'impression d'avoir quelque chose à perdre, ce qui signifie qu'ils sont incapables d'épouser les intérêts collectifs de la classe et qu'ils privilégient leurs intérêts individuels, inconsciemment disons pour ne pas les enfoncer trop vite. On leur conseillera fraternellement de revoir leur copie au plus vite.

Comment ils préparent les esprits à l'union nationale

Dans un sondage CSA, une majorité de Français se disent favorables à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Par ailleurs, la percée de Français Bayrou se confirme. La droite et la gauche peuvent-ils gouverner ensemble?

C'est en cas le souhait d'une majortié de Français, selon un sondage CSA pour BFMTV, 20 minutes et RMC. En effet, 55% des personnes interrogées penchent pour "*un gouvernement d'union nationale regroupant des personnalités de gauche, de droite et du centre*" alors que 37% préfèrent "*un gouvernement reposant sur une claire majorité de gauche, de droite ou du centre*" (8% sans opinion), ce qui est cohérent avec la progression de François Bayrou, défenseur de la première option. (lexpress.fr 15.12)

Cette manipulation est décidément très maladroite : "*un gouvernement reposant sur une claire majorité*" du "*centre*", cela existe ? Le centre se caractérisant par sa critique de la gauche et de la droite pour finalement faire une politique de droite que ne renierait pas la gauche. Le centre, c'est la droite avec une étiquette à gauche ou sans la gauche, puisqu'elle n'existe pas au niveau institutionnel, le PS et ses satellites ayant opté pour l'économie de marché, le capitalisme, comme la droite.

Une autre fois on aura une causerie sur la superficialité des choses, sur l'intérêt sélectif que l'on porte aux faits et gestes de chacun, comme si finalement rien n'avait vraiment d'importance, car cela ne changerait rien. On ne réfléchit pas, on procède arbitrairement par décret selon ce qui nous arrange, sans craindre de se contredire, de cela aussi on se fout éperdument, sous prétexte que tout le monde se renierait un jour, alors qu'il n'y a que les crétins qui ne changent jamais d'idée.

Il est admis que le centre existe, donc faisons avec. Et puisqu'il y a plus de deux siècles maintenant droite et gauche signifiaient bien quelque chose, pourquoi cela aurait-il changé depuis, on se le demande, non plutôt on ne se demande pas, la droite c'est l'exploiteur, la gauche c'est l'exploité, et le centre alors, attendez, le centre c'est la corde qui sert au premier à pendre le second...

Pourquoi les religions sont-elles si puissantes et quelque part incontournables ?

C'est en regardant avant-hier un numéro des *Racines et des ailes*, diffusé en différé sur TV5Monde Asie et consacré à la ville d'Albi, l'un des derniers puissants bastions des Cathares au XIIIe siècle, que m'est venue cette réflexion. Pour résister aux croisés, au roi de France allié du Pape, les Cathares avaient ralliés les puissants seigneurs du sud-ouest de la France. Louis IX rêvait de faire main basse sur cette région jusqu'aux Pyrénées, il s'allia avec l'église romaine qui était déjà dans la place, celle-ci fit une donation de terres à un rejeton de la cour venu du nord, une fois les Cathares vaincus à Montségur, le baron de Montfort fut déclaré

le seigneur des lieux et règna sur la région pour le compte du roi, qui ainsi avait agrandi son territoire et étendu désormais sa puissance jusqu'aux contreforts des Pyrénées.

Au départ l'Eglise ne possède aucun bien matériel, son pouvoir est purement intemporel, ce sont les nobles, les seigneurs provinciaux qui possèdent les terres et les serfs qui les cultivent, le pouvoir temporel. En échange de ses services, l'Eglise est devenue très riche, plus riche que n'importe quel monarque, et c'est facile à comprendre comment elle s'y est prise. Chaque seigneur était isolé et plutôt faible s'il devait affronter une armée composée de milliers de soldats. Pour mieux asservir les paysans et éviter qu'ils se rebellent, il n'y avait rien de tel qu'un pouvoir supérieur qui exercerait une emprise sur eux en s'appuyant sur leurs superstitions et la peur de la mort, du jugement dernier, se servant de leur ignorance pour mieux les culpabiliser ou les terroriser, pour leur faire admettre que finalement c'était la volonté divine qui s'accomplissait sur terre en servant leur seigneur ou le noble du coin, et que quiconque viendrait à s'y opposer se verrait interdire l'accès au royaume des cieux ou finirait ses jours en enfer après être passé par des épreuves terrifiantes à côté desquelles tous les supplices ou tortures conçus par les hommes sur terre étaient de la rigolade.

En échange de ses services, l'Eglise se fit remettre ou exigea des terres de la part de chaque seigneur, et cela dans tous les pays où elle était implantée. Si chaque seigneur ne possédait que ses propres terres, l'Eglise possédait dorénavant les terres que tous les seigneurs lui avaient remises, du coup son pouvoir s'en trouva décuplé au point d'imposer sa volonté aux seigneurs...

La religion seule n'a aucun pouvoir, autrefois elle dut s'allier à des couches de la noblesses, plus tard à des couches de la bourgeoisie, et de nos jours, si elle peut encore vivre de ses rentes, elle s'allie avec les Etats qui en combattent d'autres où une autre religion est implantée, pas forcément, quand un pays est assez vaste pour que plusieurs religions se cotoient, en Inde par exemple, comme hier elle s'allie avec des couches de la bourgeoisie qui lui font des donations en échange de ses services. Passons sur le fait que c'est un business très rentable ainsi que la dotation des Etats ou leur générosité (fiscale) envers les religions. Quand une religion n'est pas directement inscrite dans la Constitution, comme en Algérie par exemple.

Ce n'est là que les grandes lignes des rapports entre les religions et les classes dominantes. L'alliance des Frères musulmans, de certaines franges d'islamistes avec différents impérialiste, correspond précisément à ce qui vient d'être exposé. Les religions et les Etats se répartissent le pouvoir intemporel et temporel pour mieux asservir la population laborieuse, et les uns et les autres s'arrangent pour que matériellement et financièrement ils y trouvent leur compte. Et quand l'un ou l'autre veut accroître son pouvoir, rien ne l'empêche de passer une nouvelle alliance avec d'autres Etats ou impérialistes, et dans le cas de pays colonisé, l'Etat qui exerce son pouvoir dessus peut décider de favoriser une religion plutôt qu'une autre ou un groupe dissident de cette religion contre un autre ou contre la maison mère, les chiites contre les sunnites par exemple.

A propos du site

J'ai ajouté 8 articles dans les rubriques économie, politique, internationale et Syrie. J'ai actualisé les différentes pages d'accueil du site, quel boulot !

Bon week-end à tous, et gardez le moral camarades : vaincre ou périr, on vaincra !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Jacques Chirac a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour des détournements de fonds publics commis dans les années 1990 après 13 ans d'une procédure retardée par la protection dont il a bénéficié pendant 12 ans à l'Elysée.

Contre l'avis du parquet qui avait requis la relaxe, les juges retiennent aussi les incriminations "*d'abus de confiance, ingérence et prise illégale d'intérêt*" et se montrent sévères dans leurs attendus, où ils reprochent à l'ex-maire de Paris (1977-1995) d'avoir "manqué à l'obligation de probité" imposée aux élus gérant l'argent public.

Cette affaire, point d'orgue de 15 années "*d'affaires*" où des proches de Jacques Chirac ont été condamnés parfois sévèrement, voire emprisonnés, sans jamais qu'on puisse demander des comptes à leur chef, relance déjà la débat sur l'immunité pénale du chef de l'Etat, un dispositif introduit dans la Constitution en 2007 par ce même Jacques Chirac.

Sept des neuf autres prévenus sont sanctionnés, dont l'ex-patron du syndicat FO Marc Blondel, dispensé de peine mais déclaré coupable car son garde du corps était payé par la Ville, et le petit-fils du fondateur de la Ve République Jean de Gaulle, frappé de trois mois de prison avec sursis pour avoir bénéficié à titre personnel de chargés de mission.

Jacques Chirac encourait en théorie pour ces faits jusqu'à dix ans de prison et le tribunal précise dans ses attendus que le sursis

n'est dû qu'à l'ancienneté des faits, à son âge, sa maladie et son passé de chef d'Etat.

Au procès, les avocats de l'ex-maire de Paris avaient soutenu qu'il fallait préserver l'image dans l'Histoire de celui qui fut plusieurs fois ministre à partir des années 1960, deux fois Premier ministre (1974-1976 et 1986-1988) et douze ans chef de l'Etat (1995-2007).

"*Si vous condamnez, vous direz que la France a été dirigée pendant 12 ans par un petit comptable indélicat*", avait dit Me Georges Kiejman.

L'audience, malgré l'absence de Jacques Chirac ou à cause d'elle, ne lui a pas été favorable. Son rôle personnel est apparu étayé.

Les pseudo-spécialistes des Africains, des Chinois ou de l'agriculture, les épouses de dignitaires RPR, le garde du corps de Marc Blondel, les amis et les "*petites mains*" de partis proches n'ont pas servi les Parisiens mais perçu des fonds publics par la volonté de Jacques Chirac, ont dit les témoins. (reuters 15.12)

La "*France a été dirigée pendant 12 ans*" par un pauvre châtelain et chef du parti de la réaction, qui sachant qu'il avait commis des actes délictueux selon la loi en vigueur, a pris la précaution avant de tirer sa révérence d'introduire un alinéas dans la Constitution en 2007 pour assurer ses arrières ou gagner du temps, escomptant qu'en cas de jugement beaucoup plus tard, les juges feraient preuve de clémence envers un vieillard simulant ou non la sénilité.

Quant à Blondel, il fait partie de ces bureaucrates pourris chez qui la corruption est tellement un état naturel, que lorsqu'ils en sont les bénéficiaires ils ne s'en rendent même pas compte. Cela vaut bien entendu ou surtout sur le plan idéologique. A ce niveau c'est une institution.

2- Bahreïn

Des centaines de manifestants se sont heurtés aux policiers antiémeutes pendant plusieurs heures, jeudi, près d'un grand axe routier menant à la capitale Manama, battant en retraite quand les agents tiraient des grenades assourdissantes et se regroupant un peu plus tard, ont rapporté des habitants.

Les manifestants, appartenant pour la plupart à la communauté chiite, majoritaire dans le royaume, ont fréquemment bloqué des routes depuis le début de leur mouvement de contestation voici dix mois, afin de réclamer davantage de droits politiques à la monarchie sunnite. (reuters 15.12)

Social

France

1- Mobilisation à l'Education nationale.

Le mouvement de grève à l'Education, contre le projet de réforme de l'évaluation des enseignants, était suivi en moyenne nationale, jeudi, par 11,18% des personnels dans le primaire et 16,43% dans le secondaire, selon une "*estimation provisoire*" diffusée dans la matinée par le ministère.

A Paris, une manifestation a rassemblé 3.200 personnes dans l'après-midi, selon la police et 7.500 d'après les organisateurs, entre la place Denfert-Rochereau et Sèvres-Babylone. Plus de 70 rassemblements et défilés étaient prévus un peu partout dans la journée.

Sur la grève, le SNES, premier syndicat des collèges et lycées, parle de son côté de "*près d'un enseignant sur deux*" en grève.

Le plus fort taux de participation était enregistré dans les collèges avec 21,14% des enseignants en grève, et le plus faible dans les lycées professionnels (7,71, selon les chiffres du ministère de l'Education nationale.

Mais selon les chiffres diffusés par le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES), 47% des enseignants des collèges et lycées étaient en grève jeudi matin.

Les principaux syndicats -à l'exception du SGEN-CFDT- ont appelé à cette journée de grève et de manifestations dans toute la France, ce jeudi, contre la réforme de l'évaluation des enseignants. Ils accusent le gouvernement de vouloir faire entrer une "*logique managériale*" dans l'Education nationale.

Le projet de réforme "*qui fait du chef d'établissement l'unique évaluateur des personnels revient à décaler l'évaluation sur la périphérie de nos métiers*", dénonce le SNES dans un communiqué.

Le syndicat "*exige une nouvelle fois le retrait de ce projet et rappelle sa détermination à poursuivre avec les personnels la mobilisation dès la rentrée de janvier si le ministre persistait dans son obstination coupable*". (AP 15.12)

2- No smoking !

Va-t-il bientôt y avoir pénurie de cigarettes en France? Des sites d'Altadis distribution France (ADF, groupe Imperial Tobacco), qui organise la distribution en France des paquets de cigarettes aux bureaux de tabac, sont touchés par un mouvement de grève sur les salaires à l'appel de la CGT.

«*Les sites de Lognes (Seine-et-Marne), de Colomiers (Haute-Garonne) et de Nyons (Drôme) sont bloqués depuis lundi matin, aucun camion ne sort*», a indiqué à l'AFP Eric Comparot, responsable CGT chez Altadis. Les grévistes ont été rejoints par leurs collègues de Nancy (Meurthe-et-Moselle) et du Mans (Sarthe). ADF, qui a également un site à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), emploie quelque 1.300 salariés, dont près de 700 dans la distribution de tabac, qui sont principalement des préparateurs de commandes et des gestionnaires de stocks.

Cause de la grogne chez ADF? Les salaires. Les négociations annuelles obligatoires sur les salaires ont récemment eu lieu mais aucun syndicat n'a accepté les propositions de la direction, qui prévoit 2,2% d'augmentation générale plus des hausses individuelles, a expliqué la CGT à l'AFP. «*On veut au moins 2,4% pour supporter l'inflation de 2,3%*», a expliqué au Parisien Franck Lecot, secrétaire général du comité d'entreprise (CE) à Lognes. Ces revendications ont pour l'instant été rejetées par la direction. (20minutes.fr 15.12)

3- SMIC

Le SMIC sera revalorisé une nouvelle fois à compter du 1er janvier prochain, passant de 9,19 euros brut de l'heure à 9,22 euros, soit un mensuel brut de 1.398,37 euros contre 1.393,82 euros précédemment, a confirmé jeudi la Direction générale du Travail (DGT) dans un communiqué.

"*L'augmentation du SMIC sur un an a été de 2,4%*", affirme la DGT. (AP 15.12)

4- Un record ***historique*** !

Quelques jours après la parution d'un rapport accablant sur l'Etat des prisons françaises, l'administration pénitentiaire a indiqué que le 1er décembre plus 65 000 personnes étaient détenues. Un record historique. Triste record. Le nombre de détenus dans les prisons françaises a atteint le 1er décembre un nouveau record historique, avec 65 262 personnes incarcérées, selon les statistiques mensuelles de l'Administration pénitentiaire (AP) publiées ce jeudi.

Le parc pénitentiaire comptant 57 255 places, il est nettement surpeuplé avec un taux d'occupation de 113,9% (113% au 1er novembre).

Le nombre de personnes prévenues (en attente de jugement) s'élève à 16 587, soit 25,4% des personnes incarcérées. Les mineurs détenus sont 750, en hausse de 8,7% par rapport au mois précédent (690). Ils représentent 1,1% des personnes incarcérées.

Au 1er décembre 2011, 10 698 personnes bénéficiaient d'aménagements de peine (semi-liberté, bracelet électronique...), dispositif ayant progressé de 25,4% en un an et de 43,7% en deux ans. (lexpress.fr 15.12)

Economie

1- France

Selon la 9e enquête annuelle sur la diffusion en France des technologies de l'information et de la communication (TIC) a été réalisée pour le Conseil général de l'Industrie, de l'Energie et des Technologies (CGEIT) et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), trois Français sur quatre (74 %) disposent à la fois d'un téléphone fixe à domicile et d'un portable personnel, soit une progression de quatre points du double-équipement fixe (89 % des Français) et mobile (85 %), par rapport à 2010. En un an, la navigation sur Internet depuis le mobile a progressé de 9 points (24 %), le téléchargement d'applications payantes de tous types a gagné 8 points (17 % d'utilisateurs), et 8 % d'utilisateurs ont adopté la télévision sur écran mobile (+8 points en un an).

Aujourd'hui, 17 % de la population dispose d'un smartphone. Les cadres supérieurs sont deux fois plus nombreux que les ouvriers à utiliser ce terminal, alors que ces deux catégories socioprofessionnelles sont équipées de simples téléphones mobiles dans les mêmes proportions, respectivement 95 % et 93 %.

Le phénomène nouveau d'équipement en tablettes tactiles ne concerne encore que 4 % des Français, soit deux millions d'utilisateurs, issus majoritairement "*des populations en pointe en matière de nouvelles technologies et de nouveaux usages*", souligne le Crédoc.

Près de quatre Français sur cinq (78 %) sont désormais équipés d'un ordinateur à leur domicile (+2 points). Et depuis deux ans, les utilisateurs s'équipent majoritairement en ordinateurs portables. Et ils se "*connectent de plus en plus en mobilité dans leur foyer, principalement avec le Wi-Fi*", selon l'étude. (lemonde.fr 15.12)

Internet est comme l'idiot utile qui sert les intérêts du régime ou vient à son secours, car c'est un outil de communication que l'on ne peut utiliser à bon escient que si l'on maîtrise le mode d'emploi, si l'on est capable de faire la part des choses dans la vie, et comme ce n'est pas le cas de l'immense majorité des utilisateurs, ils seront finalement incapables d'en tirer profit, sur le plan politique notamment.

Mieux ils ne pourront pas prétendre qu'ils ont été manipulés, puisque personne ne les a obligés à se connecter sur un portail plutôt qu'un autre, autrement dit, ils ne sont victimes que de leur propre ignorance et n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. On peut tout trouver et tout faire sur Internet, on peut y passer sa vie aussi, alors imaginez un peu quand cela tombe dans les mains d'esprits un peu faibles les ravages que cela peut provoquer sur leur état mental.

L'homme n'apprend plus directement des expériences qu'il a vécues ou vit au quotidien en contact avec le monde extérieur, il vit par procuration des expériences sans éprouver les sensations qui s'en dégageaient au moment où elles ont eu lieu et qui ont influencé celui qui les a relatées sur Internet, si bien que ce n'est pas avec sa propre sensibilité qu'il va juger ou ressentir ces expériences, on assiste donc là un processus de dépersonnalisation, de désagrégation de la personnalité qui caractérise la schizophrénie, que certes on pouvait déjà trouver dans la lecture en s'identifiant à un auteur ou un personnage de roman, sauf que là cela touche la totalité de l'expérience humaine et pas seulement le domaine bien circonscrit de l'imaginaire romanesque.

Cette déconnection de la réalité, on dit aussi du monde sensible, qui affecte des gens qui n'ont plus ou presque comme seul passe-temps qu'Internet, peut favoriser également des comportements paranoïaques, qui lorsqu'ils sont associés à la désagrégation schizoïde, peuvent se traduire par des meurtres ou des suicides.

2- Etats-Unis

Morgan Stanley a annoncé jeudi la suppression de 1.600 emplois au premier trimestre 2012 pour réduire ses coûts dans un contexte difficile, une décision qui dope le titre à Wall Street.

Cette compression d'effectifs touchera tous les échelons hiérarchiques et toutes les zones géographiques, a dit le porte-parole Mark Lake.

Goldman Sachs, JPMorgan Chase, Bank of America et Citigroup ont déjà fait part de leurs projets de supprimer des milliers d'emplois d'ici la fin de l'année. (reuters 15.12)

Haut de page

Le 17 décembre

CAUSERIE

Manoeuvre de l'Etat mafieux russe.

Le parti de Poutine contesté dans les urnes et dans la rue, le Parlement européen condamne le déroulement des dernières élections entâché de nombreuses irrégularités (un euphémisme !), la Russie attaquée à l'ONU pour son refus de voter au Conseil de sécurité la condamnation du régime syrien, la Russie candidate malheureuse depuis 18 ans à l'adhésion à l'OMC...

Et ne voilà-t-il pas que Medvedev-Poutine concocte une résolution condamnant toutes les violences en Syrie d'où qu'elles viennent, pour que son adhésion à l'OMC soit enfin accordée à la Russie.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Marisol Touraine (PS) dans un entretien au Monde, le 16 décembre, à propos des retraites : "*Ce que propose François Hollande est une avancée majeure. Nous nous sommes opposés fortement à la réforme du gouvernement.*"

Voilà pour ce qui relève des apparences, de la superficialité des choses, un grossier mensonge.

En réalité, tout d'abord il n'y a aucune avancée dans les propositions du PS ou à la marge pour une population qui ne va cesser de diminuer dans les années à venir, pire, puisque plus loin elle annonce que si Hollande était élu dans les mois qui suivent, avec les syndicats il négocierait un nouvel allongement de la durée de cotisation, ensuite le PS a soutenu la contre-réforme du gouvernement au lieu de la combattre en appelant les masses à se mobiliser. (lemonde.fr 16.12)

2- Italie

Le président du Conseil italien Mario Monti a déclaré vendredi qu'il n'était "*absolument pas désespéré*" par la situation économique de son pays et qu'il n'avait aucun doute sur le fait que l'Italie sortira de la crise de la dette.

L'ensemble des mesures contenues dans le plan sont structurelles et doivent permettre d'apporter au pays une stabilité financière, a ajouté l'ancien commissaire européen.

Une réforme du marché du travail et des mesures pour libérer l'économie seront toutefois nécessaires, a-t-il souligné.

Le gouvernement italien a largement obtenu vendredi, par 495 voix contre 88, la confiance des députés sur le plan d'austérité qui va être à présent soumis au Sénat. (reuters 16.12)

3- Russie

Le fondateur d'un journal qui enquêtait sur la corruption dans les sphères gouvernementales a été tué par balles au Daghestan, république autonome russe du Nord-Caucase.

Gadjimourat Kamalov a été assassiné alors qu'il quittait les bureaux du journal Tchernovik, jeudi peu avant minuit à Makhachkala, la capitale du Daghestan, a fait savoir le ministère daghestanais de l'Intérieur.

Atteint de huit balles, il est décédé alors qu'on l'évacuait vers un hôpital, a précisé la police. (reuters 16.12)

J'ajoute que c'est le quatrième journaliste assassiné en Russie en 2011, entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.

4- Egypte

Des heurts vendredi au Caire entre des manifestants et la police militaire ont fait trois morts et 257 blessés, a annoncé le ministère égyptien de la Santé.

Ce sont les pires violences dans la capitale depuis le début des élections législatives fin novembre.

Les affrontements ont éclaté après la dispersion dans la nuit de jeudi à vendredi d'un sit-in organisé par des militants pro-démocratie.

Les rues autour du Parlement ont été le théâtre de heurts très violents, après le premier tour de la deuxième phase des élections législatives organisé mercredi et jeudi dans neuf provinces.

En début d'après-midi, des soldats ont chargé 10.000 contestataires rassemblés dans le centre-ville. Les affrontements se sont poursuivis après la tombée de la nuit. Des manifestants ont lancé des cocktails Molotov et des pierres sur les bâtiments publics, brisant des vitres et détruisant des caméras de surveillance.

Des soldats ont tiré - on ignore s'il s'agissait de balles réelles ou de balles en caoutchouc - sur des protestataires qui jetaient des pierres sur le bâtiment du Parlement.

Selon le Dar al Iftah, organe religieux chargé de lancer des fatwas, un de ses membres, le cheikh Emad Effat, a été tué lors des affrontements, rapporte l'agence de presse officielle Mena.

"*Même si le sit-in était illégal, était-il nécessaire de le disperser avec une pareille brutalité et une telle barbarie ?*" s'est interrogé Mohamed ElBaradeï, l'ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sur Facebook.

Ziad el Elaimy, homme politique libéral du Bloc égyptien qui brigue un siège au Parlement dans une circonscription du Caire, a dit avoir été frappé par les forces de sécurité lors de son arrivée sur les lieux des affrontements.

Dans une déclaration lue à la télévision, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a démenti que les soldats aient ouvert le feu sur les manifestants. Il a affirmé que les incidents avaient commencé lorsque l'un des agents de sécurité postés devant le Parlement avait été attaqué.

Le conseil consultatif civil récemment mis en place pour assister le CSFA dans ses décisions politiques a annoncé qu'il suspendait ses réunions et présenterait sa démission si ses avis n'étaient pas écoutés. Amr Moussa, candidat à la présidence et l'un des membres de ce conseil, a précisé qu'il demandait la fin des violences contre les manifestants.

Environ 300 personnes s'étaient rassemblées après la diffusion via internet d'images présentées comme celles d'un activiste arrêté et battu par les forces de l'ordre.

"*La rumeur court qu'ils l'ont battu et qu'il a dû être hospitalisé*", a dit un médecin s'occupant des manifestants blessés. "*C'est ce qui a conduit des gens à sortir manifester*", a-t-il ajouté.

Des soldats et des hommes en civil ont jeté des projectiles du toit des édifices publics sur les manifestants, qui ripostaient avec des pierres. Des voitures étaient en feu et un bâtiment public a été en partie incendié.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui assume l'intérim de la présidence, a demandé que les blessés soient évacués vers des hôpitaux militaires, rapporte la télévision d'Etat.

De source militaire, on précise que 32 gardes du Parlement ont été blessés après avoir tenté de refouler les manifestants qui cherchaient à pénétrer dans l'édifice.

L'activiste au centre de la rumeur, Abboudi Ibrahim, a été arrêté alors qu'il quittait le sit-in organisé devant le siège du gouvernement.

Ce sit-in existe depuis les journées de violences de la fin novembre qui ont fait plusieurs dizaines de morts et assombri le début des élections législatives.

Une vidéo circulant sur Facebook montre un jeune homme, identifié comme étant Abboudi Ibrahim, le visage portant les traces de coups violents.

Selon l'agence Mena, des appels à se rassembler de nouveau sur la place Tahrir, symbole de la révolution de l'hiver dernier contre Hosni Moubarak, courent parmi les cercles militants. Les contestataires auraient bloqué une artère menant à la place Tahrir, selon Mena. (reuters 16.12)

5- Bahreïn

Des heurts ont éclaté entre les forces de l'ordre et des manifestants chiites vendredi à Bahreïn, au lendemain de la mort d'un manifestant près de la capitale Manama, rapportent vendredi l'opposition et des militants des droits de l'homme.

La police a fait usage de gaz lacrymogène et a lancé des grenades assourdissantes pour disperser les manifestants et plusieurs personnes ont été blessées lors des affrontements qui se sont produits dans plusieurs villages chiites près de la capitale, a indiqué Matar Matar, membre du principal parti d'opposition chiite Al Wefaq.

Jeudi, des centaines de manifestants s'étaient heurtés aux policiers antiémeutes pendant plusieurs heures près d'un axe routier menant à la capitale, battant en retraite quand les agents tiraient des grenades assourdissantes et se regroupant un peu plus tard. (reuters 16.12)

Social

1- France

1.1- Grève national des agents de sûreté

La totalité des vols au départ de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry ont été annulés vendredi à partir de la mi-journée et des perturbations ont eu lieu à l'aéroport parisien de Roissy en raison d'un mouvement de grève national des agents de sûreté.

Cette grève de 24 heures reconductible a été lancée par les syndicats des sociétés de sûreté aéroportuaire, qui emploient environ 10.000 salariés.

Les organisations demandent une revalorisation de leurs salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Dans la région parisienne, la situation était normale à Orly, a indiqué Aéroports de Paris (ADP) dans un communiqué.

En revanche, à Roissy-Charles de Gaulle, le mouvement a entraîné pour les passagers des temps d'attente de 20 à 40 minutes à certains postes de contrôle en ce jour de fort trafic lié aux départs en vacances de Noël. (reuters 16.12)

1.2- Mayotte

La grève contre la vie chère pourrait reprendre à Mayotte. L'intersyndicale, l'association des consommateurs de Mayotte et le Collectif des citoyens perdus appellent à une manifestation lundi, alors qu'une grève qui avait duré quarante-qautre jours avait été levée le 9 novembre.

"*La précédente grève générale a permis un certain nombre d'avancées, dont l'augmentation du smic local et des mesures de relance en faveur des entreprises mais les grands distributeurs continuent à faire des blocages manifestes au niveau des prix des produits de première nécessité,* a expliqué vendredi Djanfafar Kamiloudine, secrétaire général adjoint de la CGT Ma. *La plupart des habitants nous signalent qu'après la grève de quarante-cinq jours contre la vie chère, les prix ont plutôt augmenté et donc, nous avons décidé de réagir et de ne pas laisser envenimer la situation.*"

Les syndicats souhaitent notamment l'insertion dans l'accord de fin de conflit de la baisse des prix des produits de première nécessité de façon durable, de l'affectation au kilo des produits négociés et de la neutralisation des prix pour les produits n'ayant pas fait l'objet de négociations, selon leur préavis de grève pour lundi, déposé le 8 décembre. Les responsables syndicaux espèrent aboutir le plus rapidement possible à une sortie définitive du conflit, les récentes manifestations ayant laissé des séquelles dans la vie socio-économique de Mayotte. (lemonde.fr 16.12)

1.3- Education nationale. Les 5700 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2012

Les 5700 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2012 en classes primaire affecteront d'abord, en nombre absolu, les académies de Lille (399 suppressions) et Nancy-Metz (367), selon un document transmis aujourd'hui par le ministère de l'Education nationale aux syndicats. Toutes les académies doivent perdre des postes, sauf la Guyane où sont prévues 20 créations nettes de postes.

Les autres académies touchées sont Versailles (260), Amiens (235), Créteil (233), Toulouse (227), Aix-Marseille (219), Strasbourg (216), Bordeaux (203), Orléans-Tours (196), Dijon (181), Caen et Rennes (179), Montpellier (172), Rouen (166), Besançon (154), Grenoble et Reims (153), Nice (143), Clermont-Ferrand (141), Nantes (137), Guadeloupe (134), Limoges (131), Lyon et Poitiers (129), Paris (98), Martinique (97), La Réunion (69) et Corse (20).

Soit en tout 5100 suppressions de postes, les 600 autres devant concerner "*les moyens alloués au recrutement des étudiants en master 2*", a précisé Christian Chevalier, du syndicat SE-Unsa.

"*Le projet ne fait pas dans la dentelle. Le couperet tombe dans toutes les académies, sauf la Guyane. Elles doivent toutes rendre des postes quelle que soit l'évolution du nombre d'élèves*", a commenté pour sa part, dans un communiqué, le SNUipp-FSU, premier syndicat des établissements du secondaire. (liberation.fr 16.12)

2- Eglise catholique

Des milliers d'enfants ont été agressés sexuellement au sein d'institutions catholiques néerlandaises, alors que les responsables de l'Eglise n'ont pas su répondre ou aider les victimes, selon une enquête rendue publique vendredi.

S'appuyant sur une enquête menée auprès de plus de 34.000 personnes, la commission a estimé qu'un enfant néerlandais sur dix a subi un forme d'agression. Le chiffre passe à 20% pour les enfants ayant passé une partie de leur jeunesse dans une institution, soit 10.000 à 20.000 enfants.

La commission a reçu près de 1.800 plaintes pour agression dans des écoles catholiques, des séminaires et orphelinats, des institutions qui ont "*fait preuve de négligence*".

Mise en place l'année dernière sous la présidence de l'ancien ministre Wim Deetman, la commission a enquêté sur des agressions commises depuis 1945. (AP 16.12)

3- Kazakhstan

Dix personnes ont été tuées au Kazakhstan vendredi lors d'affrontements entre des employés du secteur pétrolier qui avaient été licenciés et des policiers, a fait savoir le procureur général du pays.

"*D'après les premières informations, dix personnes ont été tuées dans ces graves troubles. Il y a eu également des blessés, dont des policiers*", a expliqué Askhat Daoulbaëv au cours d'une conférence de presse.

Les manifestants ont selon lui incendié le bâtiment de l'administration municipale de la ville de Janaozen, dans l'ouest du pays, ainsi que le siège de la compagnie pétrolière Uzenmunaigas, filiale du groupe KazMunaiGas.

L'usine Uzenmunaigas a été touchée par une grève de trois mois cette année. Au total, 989 ouvriers ont été licenciés.

"*Les délinquants ont attaqué des policiers, renversé l'arbre du nouvel an, détruit des yourtes et une scène installée pour les fêtes, et incendié un car de police*", a déclaré Daoulbaëv.

"*Les bâtiments de l'administration municipale, un hôtel et le siège d'Uzenmunaigas ont été incendiés. Des biens appartenant à des personnes et à des entreprises ont été détruits. Des voitures ont été brûlées et des distributeurs de billets pillés.*"

Les affrontements ont entaché les célébrations du 20e anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan. Des commémorations éteint organisées dans l'ensemble du pays, et la télévision d'Etat, qui retransmettait les festivités dans la capitale Astana, n'a pas fait mention des violences.

Les manifestants ont détruit les yourtes qui avaient été dressées autour d'une scène de concert. "*Ils étaient scandalisés que la ville prépare une fête pour les habitants et ont jeté des pierres sur les passants*", a déclaré Janna Oïchibaïeva, assistante du gouverneur de la province de Mangistau.

Janozen est une ville de 90.000 habitants à environ 150 km de la mer Caspienne. Les manifestations violentes sont rares au Kazakhstan, première économie d'Asie centrale. Le président Noursoultan Nazarbaïev, âgé de 71 ans, dirige le pays depuis son indépendance et y a supervisé d'importants investissements étrangers, notamment dans le pétrole et le gaz naturel. (reuters 16.12)

Economie

1- Zone euro

1- Moody's a annoncé vendredi l'abaissement de deux crans de la note de crédit de la Belgique, de Aa1 à Aa3, jugeant que le "sentiment fragile" au sein de la zone euro pourrait provoquer des tensions sur le financement pour les pays les plus endettés. (reuters 16.12)

2- Fitch Ratings a placé vendredi sous surveillance négative les notes souveraines de l'Italie, l'Espagne, la Belgique, l'Irlande, la Slovénie et Chypre, menaçant de les abaisser, faute de "solution globale" à la crise de la dette de la zone euro.

Dans un communiqué, l'agence dit espérer achever l'examen des notes souveraines d'ici à la fin du mois de janvier. Si cet examen conclut à un abaissement, celui-ci serait probablement limité à un ou deux crans, précise-t-elle.

Après le sommet européen des 9 et 10 décembre, une solution globale à la crise de la zone euro est "*techniquement et politiquement hors d'atteinte*", estime Fitch, qui se dit particulièrement préoccupée par l'absence de "*pare-feu financier crédible*". (reuters 16.12)

2- Parlement européen

Quand le contribuable français finance les délocalisations de Renault.

En effet, Renault vient de se voir octroyer une aide de 24,5 millions d'euros par le Parlement européen pour financer un plan de départs volontaires de 3 500 personnes en 2009. Les fonds seront versés, attention là ça devient du très lourd, par le

"*Fonds Européen d'Ajustement à la Mondialisation*" (vous avez bien lu). Ainsi l'Europe s'est dotée d'un "*Fonds*", alors qu'on nous répète à l'envi qu'il n'y plus d'argent dans les caisses, pour indemniser les entreprises qui licencient. On croit rêver. Des entreprises qui délocalisent pour faire plus de bénéfices se voient octroyer des aides par les contribuables européens, ce qui rend la situation d'autant plus ubuesque qu'on fait donc payer aux personnes licenciées les aides perçues par leur ex-employeur pour les virer dans leurs impôts. L'Union européenne ou la version moderne du "*Royaume du Père Ubu*".

Le pire est que cette aide a été votée par la droite et la gauche confondues, seuls les Verts s'étant abstenus. Les socialistes européens ont un peu traîné des pieds afin de faire passer le chèque octroyé à Renault de 24,5 à 17,4 millions mais ont fini par voter avec la droite l'intégralité de la somme au prétexte, pour citer la députée européenne socialiste Estelle Grellier, "*que le rapport de force n'était pas en leur faveur*". Si l'opposition doit voter comme la majorité au prétexte que le rapport de forces lui est défavorable, à quoi sert alors d'avoir une opposition…

Ainsi donc, nous autres contribuables avons dû verser, suite à l'aval de nos politiques, des millions à Renault (dont l'Etat détient toujours 15% du capital) afin d'aider la marque au losange, qui produit aujourd'hui moins de 20 % de ses véhicules particuliers en France, à délocaliser.

Enfin, cela a au moins un coté positif. La prochaine fois que Nicolas Sarkozy, François Hollande ou François Bayrou diront qu'il faut lutter contre les délocalisations et produire en France, nous saurons vraiment à quoi nous en tenir. (atlantico.fr 16.12)

3- Banques

Le montant des mauvaises créances détenues par les banques européennes a augmenté pour représenter plus d'un quart de leur capital, montrent les chiffes publiés vendredi par la Banque centrale européenne.

Les données, arrêtées fin juin, concernent 4.700 banques européennes. Elles montrent que dans l'ensemble, les mauvaises créances représentent l'équivalent de 27% du capital des banques selon la définition des ratios prudentiels, contre 25% il y a un an et 20% en 2009.

Les bénéfices des banques ont toutefois augmenté malgré la crise dans la zone euro. Le résultat net agrégé des banques allemandes s'est établi à 5,8 milliards d'euros, au lieu de 4,3 milliards auparavant. Le profit des banques françaises est passé de 14 à 14,5 milliards. Celui des établissements italiens est passé de 4,2 à 4,9 milliards.

Les banques espagnoles en revanche ont vu leur profits tomber de 10,7 à 9,1 milliards. Celui des banques britanniques a baissé de 16,9 milliards, pour tomber à 8,4 milliards.

Ces chiffres interviennent alors que certains craignent un tarissement des sources du crédit.

Les banques pourraient alors très fortement réduire leurs prêts aux entreprises et aux ménages de façon à rester en conformité avec les nouvelles règles en matière de ratios prudentiels qui entreront en vigueur l'an prochain. (reuters 16.12)

4- France

L'Insee souligne que le produit intérieur brut français devrait reculer de 0,2% au quatrième trimestre 2011 et de 0,1% au premier trimestre 2012 - validant la définition d'une récession technique de l'économie - avant de progresser de 0,1% au deuxième trimestre.

Dans sa note de conjoncture trimestrielle, l'institut estime que le chômage, à 9,3% de la population active en métropole, pourrait atteindre 9,6% à cette date et franchir le seuil de 10% sur la totalité du territoire. (reurters 16.12)

5- Irlande

L'économie de l'Irlande s'est contractée de 1,9% au troisième trimestre, un chiffre nettement plus mauvais qu'attendu qui pourrait compromettre les objectifs de déficit et de dette fixés par l'accord avec l'Union européenne et le FMI.

Le produit national brut (PNB), considéré par certains économistes comme plus représentatif de l'état de l'économie irlandaise car il exclut ces résultats, ressort en baisse de 2,2% sur juillet-septembre. Un chiffre lui aussi décevant puisque le consensus donnait un PNB inchangé. (reurters 16.12)

6- Russie

L'Organisation mondiale du Commerce a accepté vendredi la Russie comme nouveau membre, après plus de 18 ans de

négociations pour l'intégrer.

Les 153 pays membres de l'OMC ont approuvé à l'unanimité la candidature de Moscou. Jusqu'à présent, la Russie était le seul pays membre du G-20 à ne pas appartenir à l'OMC.

Dans le cadre du protocole d'accord, la Russie a accepté d'abaisser ses tarifs douaniers à 7,8%, contre 10% actuellement. Les tarifs pour les produits agricoles passeront à 10,8% contre 13,2% aujourd'hui, et ceux sur les produits manufacturés à 7,3% contre 9,5% en moyenne cette année. (AP 16.12)

Haut de page

Le 18 décembre

CAUSERIE

Les institutions fossoyeurs de la démocratie.

A Madrid, la défaite de José Luis Zapatero, comme celles de José Socrates au Portugal en juin dernier ou de Brian Cowen en Irlande en février, relève du jeu normal de l'alternance démocratique. Il n'en va pas de même en Grèce et en Italie, où la mise en place de gouvernements de transition a emprunté d'autres voies et où se répand le sentiment que le destin des populations se décide désormais sur les marchés, à Bruxelles ou dans les bureaux de la BCE. A Rome, on fustige ainsi le " *directoire franco-allemand* " ; à Athènes, les " *forces d'occupation* " de la troïka composée des représentants de la Commission européenne, de la BCE et du Fonds monétaire international… Et certains voient dans les personnalités de Monti et de Papademos, passés par les arcanes européennes et, pour le premier, chez Goldman Sachs, deux " *banksters* " prêts à faire marcher leur pays au pas de l'ordre libéral bruxellois.

De là à affirmer que la technocratie a confisqué la démocratie, il n'y a qu'un pas… qu'il faut se garder de franchir. Car ces gouvernements ont été adoubés par leurs parlements nationaux. (Alternatives économiques n°308 - décembre 2011)

C'est juste, ces parlements sont donc antidémocratiques et ils n'ont aucune légitimité. Dès lors ne faut-il pas en tirer la conclusion qu'il faut mettre en lumière le rôle des institutions et des partis qui y participent ou les soutiennent, et axer résolument le combat politique contre l'Etat ?

Ce sera non, car voyez-vous, nos dirigeants veulent sauver à tout prix la démocratie, cette démocratie qui ouvre la voie à la dictature au lieu de dénoncer cette escroquerie permanente, de la combattre, par ignorance ou manque de courage, de volonté. Ils n'en sont plus à une contradiction près notez bien, lorsque d'un côté ils affirment que les institutions de la Ve République sont antidémocratiques, pour de l'autre vouloir sauver la démocratie, la démocratie... antidémocratique, les jours pairs ou impairs au choix ou selon l'humeur du chef ! Et ils se permettent de se moquer de ceux qui dénoncent l'UE ou la BCE et veulent les réformer, alors qu'ils ne font guère mieux.

Réflexion politique

Ce n'est pas en faisant miroiter aux travailleurs ou militants qu'on serait en mesure de faire reculer ou céder le gouvernement qu'on parviendra à faire un pas en direction de notre objectif : la prise du pouvoir. Ce genre de discours est totalement inaudible parce que les travailleurs ou les militants n'en croient pas un mot. Pire, il est démoralisant et démobilisateur, de plus il dicrédite ceux qui le tiennent. Cela témoigne une nouvelle fois que ceux qui tiennent ce genre de discours n'ont finalement rien appris ou pas grand chose sur la manière dont le prolétariat appréhende la réalité dans la vie quotidienne.

Donc il faut s'y prendre autrement, être très méthodique et faire preuve de beaucoup de patience.

Tous les jours on entend un ou plusieurs dirigeants de l'UMP ou du PS marteler dans les médias qu'il faut dire la vérité à la population. Eux ils colportent la leur qui correspond aux intérêts de l'aristocratie financière, des banques et des multinationales qui contrôlent l'économie mondiale. Ils ne se grattent pas, ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère, ils annoncent d'emblée la couleur : on ne vous lâchera rien, on va vous saigner, vous allez en baver pendant au moins une décennie !

Et comment nos dirigeants réagissent-ils à cette formidable provocation ? Comme l'état major d'une armée en déroute qui intimerait l'ordre à ses soldats désarmés et démoralisés de monter au front pour se faire massacrer, tandis qu'ils battent en retraite dans un désordre indescriptible pour sauver leur peau, considérant que dans l'état actuel de la situation il leur était impossible d'affronter et de vaincre un ennemi trop puissant pour eux.

Notez bien que parmi ces courageux soldats, un bon nombre d'entre eux sont prêts à aller au combat, mais en l'absence d'une logistique et d'une intendance capable de les regrouper sur une stratégie qui tienne la route, ils se retrouvent isolés, dispersés, donc finalement aussi faibles et inutiles que l'immense masse qui trépigne, hésite ou préfère battre provisoirement en retraite. Cette immense masse ne s'engagera à nouveau dans la bataille qu'une fois déterminée à vaincre son ennemi, portée par un espoir, par un nouvel idéal matérialisé par un objectif commun clairement identifié, dans lequel elle s'est reconnue et un commandement dans lequel elle aura acquis une totale confiance, dès lors bien armée et bien encadrée, elle prendra conscience de sa toute puissance, elle deviendra invincible.

C'est ce commandement, cet encadrement, c'est cette direction que le prolétariat doit impérativement se forger pour terrasser son ennemi et gagner cette guerre de classes, le parti ouvrier révolutionnaire section de l'Internationale. Il faut donc définir une politique, des objectifs politiques qui répondent aux questions que se posent l'avant-garde révolutionnaire des masses exploitées pour la rassembler dans un seul parti combattant résolument pour abattre les institutions et le capitalisme.

Chaque lutte, chaque bataille doit être menée dans cette unique perspective, le socialisme : liquider le capitalisme et ses institutions, car l'expérience nous prouve que quelle que soit son issue, tôt ou tard tous nos droits ou acquis seront systématiquement remis en cause et le bénéfice de nos combats passés sera réduit à néant, aussi sûrement que les crises du capitalisme se succèdent depuis plus de deux siècles en plongeant chaque fois l'humanité dans le chaos et la guerre, la barbarie.

Nous n'avons pas les moyens d'entraîner au combat l'immense masse des travailleurs, le jour où nos dirigeants l'auront enfin compris, l'humanité aura fait un immense pas en avant ! Maintenant on peut se demander pourquoi aucun parti n'est en mesure de regrouper les militants révolutionnaires. Parce qu'aucun ne veut s'en donner véritablement les moyens, parce que tous lorgnent parmi les masses, non pas en direction de son avant-garde révolutionnaire, mais en direction de couches liées au régime et qui témoignent leur fidélité aux institutions, des républicains qui estiment qu'hier au moins les principes de la République étaient respectés, des démocrates qui regrettent la belle époque où la démocratie pouvait s'épanouir librement, chaque fois sans se demander à qui elles profitaient vraiment, des anarcho-syndicalistes qui prêchent uniquement pour leur paroisse, une cohorte de parasites, petits-bourgeois ou réformistes dont l'idéal (individuel ou corporatiste) rivalise avec celui d'un cambiste ou d'un trader.

En agissant de la sorte, ces partis ne sont pas crédibles, ils ne peuvent pas inspirer confiance, au lieu d'être des facteurs de regroupement de nos forces, ils sont davantage une source de division et de polémiques à l'infini. On ne construira jamais le parti dont on a absolument besoin pour vaincre avec des dirigeants qui appellent au respect de la "*souveraineté nationale*" (éditorial de Gluckstein), qui passent leur temps à légitimer les institutions (rendez-vous du POI au ministère de l'Intérieur le 19 décembre prochain, notamment) ou qui devant des millions de téléspectateurs baissent les bras (NPA, Poutou à l'émisson *On n'est pas couché*).

La servilité (la collusion) dont font preuve ces partis envers les appareils et les institutions, leur volonté affichée de reprendre à leur compte les illusions des masses, les rabaisse au lieu de les élever au niveau de l'idéal pour lequel ils prétendent combattre, finalement ils flattent et profitent de l'ignorance du peuple, selon la fable où tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute. Et l'idéal du socialisme dans tout cela ?

INFOS EN BREF

Politique

1- Etats-Unis

Le Sénat américain a adopté samedi un gigantesque ensemble de mesures de plus de 1.000 milliards de dollars pour financer l'Etat fédéral jusqu'au 30 septembre 2012, évitant ainsi une paralysie des services administratifs.

Les sénateurs ont adopté l'ensemble de mesures par 67 voix pour et 32 contre, après un vote similaire à la Chambre des représentants vendredi portant sur 915 milliards de dollars de dépenses.

Il revient ainsi désormais au président Barack Obama de promulguer ces mesures comprenant les 915 milliards de dollars de dépenses adoptées par la Chambre vendredi, ainsi que 126,5 milliards pour des opérations imprévues à l'étranger, essentiellement pour l'armée.

Les leaders de la Chambre et du Sénat avaient trouvé un accord jeudi soir sur ces mesures budgétaires évitant ainsi une fermeture de certains services administratifs qui serait intervenue vendredi à minuit. La Chambre avait voté une mesure de financement provisoire de 24 heures pour lui laisser le temps d'agir. Un vote dans une seule des deux chambres suffit à empêcher le gouvernement de fermer ses services, selon des élus.

Les mesures adoptées financent le fonctionnement des ministères de l'administration fédérale. (liberation.fr 17.12)

2- Egypte

Samedi matin, des soldats anti-émeutes ont tiré des coups de feu en l'air. L'intervention des militaires s'est déroulée après l'incendie d'édifices situées à proximité du Parlement et dans lesquels ont brûlé des archives, dont certaines remontaient à plus de 200 ans.

Après la charge des militaires place Tahrir, des affrontements ont opposé des protestataires et aux soldats. Certains contestataires ont lancé des pierres à côté de camions de pompiers qui tentaient d'éteindre le feu.

Les militaires ont arrêté des protestataires et les ont frappés, parfois violemment, alors qu'ils étaient immobilisés ou à terre, a constaté un journaliste de Reuters. Les contestataires, dont certains campaient sur la place Tahrir depuis le mois dernier, ont dû s'enfuir dans les rues environnantes.

Selon des images de la télévision égyptienne, plusieurs tentes installées sur la place emblématique de la "révolution du Nil" ont été incendiées par les militaires après en avoir extrait leurs occupants.

Un cadreur de Reuters a filmé un soldat dégainant un pistolet et ouvrant le feu sur des manifestants battant retraite devant l'armée.

Vendredi, les affrontements avaient éclaté à proximité du Parlement en raison de la dispersion dans la nuit de jeudi à vendredi d'un sit-in organisé par des militants pro-démocratie.

Dans une déclaration lue à la télévision, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a démenti que les soldats aient ouvert le feu sur les manifestants. Il a affirmé que les incidents avaient commencé lorsque l'un des agents de sécurité postés devant le Parlement avait été attaqué.

Le Premier ministre intérimaire, Kamal al Ganzouri, a imputé la violence aux manifestants, qu'il a accusés d'avoir attaqué le siège du gouvernement et du Parlement.

"*Je confirme que l'armée n'a pas tiré*", a déclaré le chef du gouvernement à la télévision publique.

"*Je m'adresse à l'ensemble des forces et mouvements politiques pour leur dire que le sort de l'Egypte réside entre vos mains. Ce qui se passe aujourd'hui dans les rues n'est pas une révolution, mais plutôt une attaque dirigée contre la révolution*", a-t-il souligné.

"*Je répète que nous ne répondrons pas à des manifestations politiques par des violences, même verbales*", a ajouté le Premier ministre intérimaire, 78 ans.

Selon le Dar al Iftah, organe religieux chargé de lancer des fatwas, un de ses membres, le cheikh Emad Effat, a été tué lors des affrontements, rapporte l'agence de presse officielle Mena.

"*A bas le régime militaire !*", a scandé la foule lors de ses obsèques samedi. (reuters 17.12)

3- Kazakhstan

Le président du Kazakhstan a décrété d'état d'urgence et instauré le couvre-feu samedi à Janaozen, une ville de l'ouest de cette ancienne république soviétique d'Asie centrale où des émeutes ont fait la veille au moins 11 morts, beaucoup plus selon l'opposition.

Dans un décret publié à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité kazakh, le président Noursoultan Nazarbaïev a ordonné «*d'instaurer d'état d'urgence dans la ville de Janaozen du 17 décembre 18H00 au 5 janvier 2012 07H00 (…) à la suite des troubles massifs à l'ordre public le 16 décembre*».

Le même texte ordonne de faire respecter un couvre-feu sur la même période de 23H00 à 07H00.

Le président Nazarbaev, qui dirige d'une main de fer depuis l'époque soviétique ce pays riche en ressources minérales et en hydrocarbures, et considéré jusqu'à présent comme le plus stable de la région, a affirmé dans une déclaration également publiée samedi que la situation était «sous contrôle».

Un porte-parole du Parquet général kazakh a cependant indiqué que la situation s'était également tendue dans une autre ville de l'ouest du pays, Aktaou.

Vendredi, de violents heurts impliquant apparemment des milliers de grévistes du secteur pétrolier réclamant des hausses de salaires, et qui s'en étaient pris aux préparatifs de l'anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan sur la place centrale de Janaozen, ont provoqué la mort de 11 personnes après l'intervention des forces de l'ordre.

Plusieurs grèves ont eu lieu ces derniers mois dans cette région qui regorge de pétrole, située sur la rive orientale de la mer Caspienne.

Selon plusieurs médias d'opposition, des manifestants employés de la société pétrolière Ozemunaigaz s'en sont pris à la tribune montée à l'occasion des festivités, après quoi les forces de l'ordre ont chargé et ouvert le feu.

Le Parquet général kazakh a cependant fait état samedi d'un dernier bilan officiel de 11 morts, 86 blessés dont 6 policiers, et 70 personnes interpellées.

Le représentant du Parquet, dans un communiqué, a affirmé que les troubles avaient été organisés par des «*voyous*» qui «*se cachaient derrière les grévistes*».

Selon lui, les forces de police ont été contraintes de faire usage de leurs armes après avoir essuyé «*des coups de feu de la part des participants des troubles*».

Des informations diffusées par des ONG russes de défense des droits de l'homme et l'opposition kazakhe, qui ne donnent pas de sources, font pour leur part état de «plusieurs dizaines de morts».

Des témoignages diffusés par la chaîne de télévision indépendante kazakh K+, basée au Kirghizstan voisin, ont fait état d'une cinquantaine de morts et de l'emploi d'armes automatiques contre la foule.

Dans un communiqué samedi, le Parti national social-démocrate (opposition) a accusé les forces de l'ordre d'avoir «*utilisé leurs armes contre des manifestants non armés*».

«*Sans moyen de communiquer avec le monde extérieur, la population de Janaozen est extrêmement vulnérable*», a estimé l'ONG, alors que l'internet et la téléphonie mobile ont été coupés dans la région depuis vendredi. (liberation.fr 17.12)

Economie

France

Emmanuel Todd s'entretien avec Ruth Elkrief, 2 décembre 2012 - extraits

Q : vous proposez dans le Point d'effacer la dette de la zone euro (...)

R : ce qui important, c'est la cohérence. C'est un modèle qui est présenté dans cet entretien du Point. C'est de la sociologie à chaud. (...) Le point de départ du modèle c'est d'abord de démasquer, derrière toutes sortes de termes qu'on utilise - banques, Etats, marchés, Bruxelles, Francfort - la réalité de ce qui se passe : une nouvelle caste de riches a pris le pouvoir et utilise tous ces instruments en prétendant, ou en faisant croire, qu'il y a un conflit entre le marché et l'Etat.

Alors qu'en fait il y a une complicité fondamentale entre tous les acteurs. (...)

Pour la dette publique, par exemple, il y a une sorte de jeu pervers entre les gens qui concoctent les plans d'austérité et les gens qui menacent de mettre des mauvaises notes aux Etats s'ils ne se tiennent pas bien.

Le jeu idéologique, pour le moment totalement dominant (...) c'est de dire que [pour] la dette les coupables, ce sont les emprunteurs. Les Français sont laxistes et dépensiers, les Grecs n'en parlons pas... (...)

Q ; pour vous, ils n'ont aucune responsabilité dans la situation ?

R : Je pense que la vérité - je ne l'ai jamais formulé comme cela (...) - c'est qu'ils n'en ont aucune. On ne voit jamais le mécanisme fondamental de l'endettement. Historiquement et économiquement, c'est la volonté des prêteurs. (...)

Il y a une mécanique du système économique général qui s'est mise en place avec le libre échange, [qui] met en concurrence toutes les populations actives. On fait intervenir des populations à très bas salaire de l'ex Tiers Monde, en Chine, en Inde ou ailleurs. Donc on obtient une compression des ressources des gens ordinaires, une stagnation ou une baisse des

salaires. Evidemment ces gens sont poussés à s'endetter.

Et puis, d'un autre côté, comme ce beau mécanisme fonctionne pour dégager un taux de profit à 15%, il y a une accumulation d'argent en haut de la structure sociale. Et les gens qui ont de l'argent (...) les gens riches ont leurs problèmes. Et c'est : que faire de l'argent ?

Prêter à l'Etat, c'est totalement génial. Puisque vous avez - ou croyez avoir - une sorte de garantie maximum. La réalité, c'est que cette espèce d'oligarchie dirigeante est tout à fait ravie de prêter son argent aux Etats, de les rançonner. (...)

Ce que je voudrais essayer de faire comprendre, c'est qu'on nous dit : il y a 250 milliards qui partent dans le budget de l'Etat au service de la dette, dont 50 milliards d'intérêts. C'est affreux parce qu'on a trop dépensé...

Non, il faut regarder ces sommes différemment. Il faut voir que l'impôt - puisque ces sommes seront extraites autoritairement par l'impôt étatique - cela sera de l'argent qui ira aux riches. Donc l'Etat est l'agent des riches (...) on est passé à un Etat de classe, à l'ancienne. (contreinfo.info 09.12)

Cet économiste subordonné à l'économie capitaliste est finalement incapable de fournir une conclusion cohérente à son analyse, sinon il lui faudrait admettre que le capitalisme conduit inévitablement à la barbarie à l'échelle de l'humanité...

En réalité, c'est la socialisation de la production à une échelle plus vaste que par le passé réalisée par les capitalistes depuis les années 80-90, l'extension de la division internationale du travail au continent le plus peuplé du monde, l'Asie, qui a amplifié la contradiction entre le mode de production et d'appropriation des richesses par une minorité d'un côté, et les gigantesques forces productives que cette nouvelle concentration et rationalisation de la production a engendrées ou libérées, qu'il ne peut pas contenir et qui se traduit par leur destruction à une échelle tout aussi phénoménale, par de nouvelles guerres, le chômage de masse, la précarité extrême et la paupérisation grandissante de centaines de millions de travailleurs et leurs familles de l'autre.

Haut de page

Le 19 décembre

CAUSERIE

La démocratie "***sans qualificatif***, cela n'existe pas.

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, un intellectuel français a dit que V. Havel ne pouvait pas choisir la "*démocratie socialiste*" en 1989 et que c'était pour cette raison qu'il avait opté pour la "*démocratie sans qualificatif, la démocratie tout court*". V. Havel était un dramaturge, il n'a jamais compris la nature du stalinisme et pas davantage le marxisme.

S'il voulait dire par là qu'il était impossible de réformer le stalinisme qu'il confondait avec le socialisme, il avait raison puisque le stalinisme est par excellence la négation de la démocratie au même titre que le fascisme, il s'est développé en premier en Russie dans les années 20 en opposition à l'exercice de la démocratie au sein du parti bolchevik qu'il a fini par étouffer en liquidant ses opposants, y compris physiquement. Le stalinisme ne supporte pas la critique ou la contradiction, c'est un système politique dictatorial qui interdit toute forme d'expression indépendante de l'Etat, justice, presse, organisations, syndicats ou partis. La dictature du parti unique est la seule forme et expression du pouvoir politique que le stalinisme peut supporter.

Le stalinisme consiste à confisquer au profit d'une caste parasitaire de bureaucrates les richesses produites alors que les moyens de production sont détenus exclusivement par l'Etat, en plaçant à la direction des entreprises et des institutions une armée de fonctionnaires ignares ou sans talent le plus souvent, mais qui se sont fait remarquer par leur dévouement ou leur soumission sans borne envers le parti et son secrétaire général.

La finalité du capitalisme et du stalinisme est la même, permettre à une minorité de privilégiés de vivre au crochet de la majorité qui trime comme des esclaves, on notera au passage que l'un et l'autre aboutissent à un appauvrissement général des masses laborieuses et à la décomposition de tous les rapports dans la société.

Quant aux moyens mis en oeuvre, à l'arrivée non plus ils ne diffèrent guerre, puisque le capitalisme en crise aboutit à l'instauration d'une dictature fasciste, militaire ou bureaucratique dont le pouvoir se situe au niveau des institutions internationales, UE, FMI, etc. les parlements nationaux n'étant plus que les exécutants de leur politique réactionnaire sur toute la ligne, tandis que le stalinisme impose son pouvoir en spoliant le prolétariat de tout droit politique.

Le stalinisme n'est pas le produit du socialisme, du communisme ou du bolchevisme, il en est l'antithèse et le pire ennemi avec le capitalisme, dans lequel il trouve un allié temporaire pour combattre le socialisme. Le stalinisme cristalise les contradictions de la lutte des classes, dans la mesure où il incarne à la fois l'incapacité passagère de la bourgeoisie et du prolétariat d'assumer le pouvoir. On pourrait dire qu'il assume le pouvoir pour son propre compte temporairement avant de le transmettre à la bourgeoisie, ou durant une période au cours de laquelle mûriront les conditions de sa transformation de caste en classe, les directeurs d'usines ou les apparatchiks du régime d'hier devenant les patrons de demain, hier à la tête du KGB, demain président de la Russie.

Il a pris racine et s'est nourri de la révolution socialiste en Russie en cultivant et en s'appuyant sur ses faiblesses, pas seulement sur le plan national, mais aussi à l'échelle internationale, sachant que la révolution ne pourrait s'approfondir qu'à l'échelle mondiale, autrement dit qu'il serait impossible de construire le socialisme dans un seul pays. Et si le stalinisme s'est acharné à interdire tout développement de la révolution socialiste, ce fut uniquement pour assurer sa propre survie, et indirectement celle du capitalisme auquel il était lié objectivement, puisqu'ils combattaient le même ennemi.

L'expérience des 90 dernières années pendant lesquelles virent le jour différentes versions du stalinisme (maoïsme et castrisme essentiellement), prouve qu'il était impossible de réaliser une révolution politique en Russie et dans ses satellites, ainsi qu'en Chine, au Vietnam ou à Cuba, aussi longtemps que les prolétariats des pays capitalistes développés ne renoueraient pas avec la tradition du prolétariat international combattant sous le drapeau du socialisme. Cette condition ayant fait défaut jusqu'à présent, l'opposition existant dans ces pays s'est avérée incapable d'analyser à fond l'expérience tragique du stalinisme et d'en tirer tous les enseignements, ce qui lui auraient permis de se réarmer théoriquement et de renouer avec le socialisme, n'y étant pas parvenus, les opposants au stalinisme, dont faisait partie V. Havel, se sont jetés dans les bras du capitalisme.

Pour revenir au titre de cette chronique.

La démocratie en général ou "*sans qualificatif*" n'existe pas, en revanche il existe soit la démocratie bourgeoise ou capitaliste, forme de domination de classe de la classe dominante, celle qui détient tout le pouvoir, donc profitant à une minorité qui exerce sa dictature sur la majorité, au mieux une dictature démocratique, masque derrière lequel se camoufle la dictature du capital, soit la démocratie ouvrière forme de domination de classe de la classe des exploitées une fois parvenue au pouvoir, détenant tout le pouvoir, donc profitant à une majorité qui exerce sa dictature sur la minorité, la dictature du prolétariat.

Quand votre compagne a décidé de foutre le camp, habituellement vous vous en rendez compte quand il est déjà trop tard, sa décision est prise et elle a déjà planifié la suite de sa vie sans vous, c'est la raison pour laquelle vous avez beau tout tenté pour la retenir, en vain. Il en est de même avec le combat pour "*sauver*" la démocratie ou ce que l'on dénomme ainsi par défaut, quand on s'aperçoit qu'elle est menacée, c'est qu'elle est déjà morte. On pourrait dire qu'il en a été ainsi quand les masses se sont détournées définitivement du PS et du PCF et qu'aucun parti ouvrier n'était prêt à prendre la relève malheureusement.

Cette mort n'intervenant pas soudainement mais au bout d'un long processus pendant lequel ces partis gangrenés étaient en pleine décomposition, les effluves qui s'en dégageaient encore permirent d'alimenter l'illusion selon laquelle il serait possible de les ramener à la vie, mieux ou pire, de leur redonner une nouvelle jeunesse, de sorte que tous les autres partis ouvriers continuèrent de danser autour leur ronde macabre, au point d'épouser ou de se confondre avec l'ombre de ces demi-cadavres.

Le capitalisme puise sa force, non pas de la faillite du socialisme ou parce qu'il serait une utopie, mais de l'incurie politique indécrottable de nos dirigeants.

INFOS EN BREF

Politique

Kazakhstan

Des manifestations d'une ampleur jamais vue depuis 20 ans au Kazakhstan se sont poursuivies dimanche dans l'ouest du pays, déclenchées par des employés mécontents du secteur pétrolier.

Dimanche matin, 500 protestataires s'étaient réunis à proximité de la principale place d'Aktau, capitale du Mangistau. Bravant un froid polaire, ils ont défié des forces de sécurité présents en grand nombre, a constaté un correspondant de Reuters.

Les émeutes vendredi dans une autre ville de la région, Janaozen, ont fait 14 morts, a annoncé dimanche le bureau du procureur général. Le président Noursoultan Nazarbaïev a instauré l'état d'urgence pour une durée de 20 jours dans cette ville.

Samedi soir, une personne a été tuée et 11 blessées dans des affrontements avec la police dans un village voisin, Shetpe, portant à 15 morts et une centaine de blessés le bilan officiel.

Plusieurs manifestants ont mis en doute ce bilan, estimant qu'il était en réalité plus élevé. Les victimes portaient des traces de balles, selon des sources médicales.

Les affrontements ont coïncidé avec les célébrations du 20e anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan.

"*Nous voulons que les soldats partent. Ils ont tué des gens d'ici*", a dit un des manifestants, Sarsekesh Bairbekov.

Il dit avoir été licencié par la compagnie pétrolière Karazhanbasnunai (KBM) en mai. "*J'ai travaillé pour eux pendant vingt ans. J'étais soudeur et j'ai même perdu un oeil*", dit-il.

Les manifestations sont rares au Kazakhstan, la première économie d'Asie centrale et le plus gros producteur pétrolier de la région.

"*Il n'y aura pas de révolution à l'arabe*", a dit à Reuters Iermoukhamet Iertsibaïev, conseiller du président. "*Vous pouvez voir que le Kazakhstan est calme. Toute la population multiethnique du Kazakhstan soutient le chef de l'Etat.*"

Le conseiller présidentiel a accusé des "*fonds étrangers*" d'avoir appelé à manifester et a affirmé que la situation était "*sous contrôle*".

"*Les citoyens ont le droit de manifester, n'en tirons pas des conclusions générales*", a-t-il dit.

Dans la soirée, le vice-Premier ministre Oumirzak Choukeïev, qui préside une commission d'enquête sur les évènements de Janaozen, a discuté avec des représentants des employés du secteur pétrolier. Ces derniers lui ont demandé de ne pas confondre leur mouvement avec les émeutes de Janaozen.

"*Si nous pensons que vos demandes sont justes et qu'il y a quelque chose à faire, nous ferons des recommandations*", a dit le vice-Premier ministre.

Des personnes soutenant les grévistes ont arrêté samedi un train transportant 300 passagers, indique le procureur général.

La plupart des contestataires ont ensuite quitté les lieux, mais une cinquantaine de "*hooligans*", selon les termes du communiqué du parquet, ont incendié la locomotive.

Ils se sont ensuite dirigés vers le village de Shetpe, y brisant des vitrines des magasins et jetant des cocktails molotov sur des policiers. "*Vu que les hooligans risquaient de tuer de paisibles citoyens et des policiers, ces derniers ont dû faire usage de leurs armes*", explique le communiqué.

Un des douze contestataires hospitalisés a succombé à une blessure par balles, selon la même source.

Vendredi, des affrontements avaient éclaté à Janaozen entre des employés du secteur pétrolier qui avaient été licenciés et des policiers.

Selon les autorités, les manifestants ont incendié le bâtiment de l'administration municipale de Janaozen ainsi que le siège de la compagnie pétrolière Uzenmunaigas, filiale du groupe KazMunaiGas.

L'usine Uzenmunaigas a été touchée par une grève de trois mois cette année. Au total, 989 ouvriers ont été licenciés. (reuters 18.12)

Social

France

Ce lundi devrait être le quatrième jour de perturbations dans les aéroports, après l'échec «*total de la tentative de négociation*», selon les propos tenus par la CGT dimanche soir. Après trois jours sans départ ou presque à l'aéroport de Lyon, des retards à Toulouse et dans deux terminaux (2E et 2F) à Roissy Charles-de-Gaulle -(Paris) et à Toulouse… «*Le durcissement de la situation risque de conduire à une réquisition des personnels*», laissait entendre dimanche au Figaro un proche du dossier.

Dimanche soir Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie et des Transports, au «*Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI*» a réaffirmé son soutien à la proposition de loi déposée par le député UMP Éric Diard. Celui-ci veut étendre les obligations faites aux salariés du transport ferroviaire à ceux de l'aérien. «*Les agents de sûreté se déclarent grévistes au moment de leur prise de poste. Cela rend impossible toute anticipation*», a dénoncé la ministre.

Le texte, appuyé aussi par le ministre du Travail, Xavier Bertrand, vise à imposer à toutes les professions qui concourent au

transport aérien l'obligation d'entamer au préalable des négociations et une déclaration individuelle d'intention de faire grève 48 heures à l'avance. Cela concerne notamment les salariés chargés de la sécurité, ceux qui assurent l'approvisionnement des avions en carburant, les bagagistes… Les contrôleurs aériens, qui eux sont des fonctionnaires, ont déjà une telle obligation. Mieux informées, les compagnies aériennes pourraient mieux s'organiser, prévenir leurs passagers et assurer un service minimum. «*Il ne s'agit pas d'entraver le droit de grève, mais de préserver le droit des passagers et l'équilibre économique, déjà fragile, des compagnies aériennes*», ajoute Thierry Mariani, ministre des Transports. La proposition de loi doit être examinée en janvier à l'Assemblée, mais le calendrier rend improbable son adoption définitive avant la fin du quinquennat.

Le statut des salariés concernés ne serait en revanche pas un obstacle. Les grévistes sont les employés de sociétés privées spécialisées dans la sécurité (Brink's, Securitas, ICTS et Alyzia). Ils sont chargés d'assurer les contrôles de sécurité des passagers, de leurs bagages à main et de ceux enregistrés en soute. Depuis plusieurs années, les aéroports ont choisi de sous-traiter ces fonctions auprès de 5.200 salariés du secteur privé à Paris, 360 à Lyon… Conséquence, ce sont ces entreprises qui gèrent les négociations avec les grévistes, qui réclament notamment une hausse de salaire. Accrédités par les préfectures après une enquête sur leur situation personnelle, ces salariés ne peuvent pas être remplacés au pied levé par d'autres catégories de personnel.

Aéroports de Paris ou le Groupe aéroports de Lyon se disent aujourd'hui suspendus aux tractations entre leurs sous-traitants et leurs employés. «*Nous avons demandé à Brink's d'assurer un retour à la normale pour (dimanche) 19 heures*», rapportait hier un porte-parole de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry. En vain. Les entreprises concernées rétorquent, elles, que les conditions de travail de leurs salariés dépendent surtout des aéroports. En attendant, le mouvement est reconduit et les grévistes misent sur cette période de fêtes et de vacances pour obtenir gain de cause…

Aux revendications de salariés dont les conditions de travail n'ont rien de comparables à celles offertes par certaines compagnies aériennes (leurs salaires sont compris 1.100 et 1.400 euros, 1.600 selon le patronat) s'oppose le désarroi de voyageurs privés de Noël en famille. «*À chaque départ en vacances, nous assistons à la course à qui fera grève en premier. Cette situation est devenue insupportable*», dénonce Thierry Mariani. (lefigaro.fr 18.12)

Haut de page

Le 20 décembre

CAUSERIE

Faites-moi savoir ce que vous voudriez voir conservé dans le site si je devais en alléger le contenu. A défaut de réponses, je déciderai le 1er janvier de mettre un terme aux causeries ou aux infos en bref, ou pourquoi pas les deux à la fois pour ne conserver qu'une base de données.

Maintenant je vois mal comment je pourrais me passer de cette tribune pour m'exprimer librement, sachant que c'est ma seule contribution politique possible à notre combat pour le socialisme en vivant en Inde. J'ai également conscience que l'humanité est à un tournant de son histoire et que l'année qui vient va être décisive pour son avenir. C'est animé de la même passion et de la même détermination que je veux participer aux combats de demain, même si je serai terriblement frustré de ne pas être des vôtres sur le terrain.

Quoiqu'il arrive je défendrai mes principes et notre cause jusqu'au bout, loyalement et honnêtement, et si ma modeste contribution peut servir à quelque chose tant mieux, dans le cas contraire j'aurais le sentiment d'avoir accompli mon devoir dans des conditions parfois difficiles, car ce n'est pas toujours évident d'être immigré à l'autre bout du monde depuis de nombreuses années et de n'avoir qu'un chien comme compagnie à longueur de temps, pour anachronique que soit ma situation d'être traîté pour ainsi dire comme un paria par les militants qui sont censés changer le monde demain au lieu de me soutenir, ce qui aurait de quoi en décourager ou en laisser perplexe plus d'uns à ma place, mais de ce côté-là je suis blindé, ce n'est qu'un épiphénomène sans importance, un jour ou l'autre nous nous retrouverons tous réunis pour combattre sous le même drapeau, celui de la révolution socialiste mondiale.

Un dernier mot.

Qu'est-ce qu'on a pu entendre ou lire comme conneries depuis que le dictateur nord-coréen est mort, notamment à propos de la ferveur des Coréens qui s'est exprimée dans les heures qui ont suivi cette nouvelle. Les journalistes et commentateurs politiques qui oeuvres dans les médias aux ordres n'ont aucune idée du niveau d'ignorance du peuple dans de très nombreux pays. Je me fais cette réflexion chaque fois que je tombe sur un article sur l'Inde que je connais bien pour y avoir vécu 17 ans maintenant.

Oui les masses sont incultes, profondément ignorantes, superstitieuses, facilement manipulables, là ou vous vous posez

100 questions elles ne s'en posent même pas une seule, cela peut paraître incroyable mais c'est pourtant la stricte vérité, j'en fais l'expérience quotidiennement, car si je ne fréquente pas de "Blancs" ou des étrangers, j'ai des contacts quasi-quotidiens avec des Indiens, sans parler de la famille de mon épouse Magueswary.

Oui, le culte de la personnalité fait partie de leur comportement, ils honorent les puissants ou les assassinent cela dépend du moment. Oui ils sont très sensibles au folklore du régime, à ces débauches de couleurs ou de lumières, à ces parades militaires ou non, inutiles, à la gloire d'un régime qui les maintient dans un état de pauvreté que nous jugerions insupportables et qui l'est effectivement. Comment comprendre les rapports entre les classes ou du peuple envers l'Etat dans un pays en refusant d'admettre que la population ne partage pas forcément nos valeurs ou principes, en partant d'a priori. L'arriération de la population d'un pays vient du sous-développement économique aussi bien que de son extrême isolement.

En Inde, je vis entouré de gens qui ne sont pratiquement jamais allés plus loin que les limites de leur village ou de la ville où ils vivent, exceptées à de très rares occasions au cours de leur vie, pour eux le monde s'arrête là, le monde qui a de l'influence sur eux je veux dire même si ce n'est pas tout à fait exact, de toutes manières ils n'en ont pas conscience donc cela revient au même. Jusqu'aux expressions ou qualificatifs que l'on emploie couramment chez nous depuis des décennies ou des siècles, mais qui ne leur disent absolument rien.

Avec nos mots choisis ou nos tournures d'esprit rafinées, on leur prête un comportement, un état d'âme ou un niveau de conscience qui n'a absolument rien à voir avec la façon dont ils le vivent et le traduisent eux-mêmes, c'est tout un monde qui nous sépare encore. Bien entendu que j'avais cela à l'esprit quand j'observais ce qui se passait en Tunisie, en Egypte, en Libye ou en Syrie, peut-être dans une moindre mesure, quoique, le bédouin dans son oasis ressemble davantage aux Indiens que je croise tous les jours qu'à vous ou moi ou aux Français en général.

Quand on est en terrain inconnu, on est sous l'emprise des apparences, des mirages, on fait la part belle aux illusions en tous genres ! J'ajouterai : et quel formidable spectacle, parfois drôle, parfois grotesque ! Donc soyons modeste, tolérant, attentif, vigilant, patient, prudent, lucide... (A suivre)

Mes meilleurs voeux à tous pour 2012.

A propos de la situation en Egypte

Difficile de se faire une idée exacte de la situation en Egypte. On serait porté à penser que les couches les plus conscientes du prolétariat égyptien refusent que l'armée demeure au pouvoir et conserve ses priviléges, y compris après les élections en cours et à venir en 2012. Elle est le pilier du régime, ce qui signifie que rien n'a changé depuis la chute ou le départ forcé de Moubarak.

Il y a deux ou trois semaines j'ai précisé qu'en qualifiant les soulèvements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte de révolutions, nous n'avions fait que reprendre à notre compte la caractérisation de ces évènements telle qu'elle était apparue dans la bouche ou sous la plume des différents acteurs présents sur le terrain.

Quelque part nous avions cédé à la facilité à défaut de suffisamment d'éléments sur les rapports réels entre les classes, pour ne pas apparaître encore une fois comme les empêcheurs de tourner en rond et nous couper de bon nombre de militants à la susceptibilté exacerbée ou toujours prêts à se ranger aveuglément derrière les discours de leurs dirigeants, même si leurs analyses ressemblaient davantage à la récitation d'un refrain ou d'une prière apprise par coeur plutôt qu'à une véritable analyse. Et puis, nous avions bien conscience que les militants avaient besoin d'une victoire ou d'une bonne nouvelle qui leur redonne le moral, ce qui est impossible en France tant leurs partis sont empêtrés dans leurs contradictions et n'inspirent pas vraiment confiance aux travailleurs.

Aujourd'hui, au regard des déclarations que viennent de faire les généraux égyptiens qui traitent de contre-révolutionnaires les manifestants qui réclament le départ des militaires du pouvoir, l'armée serait garante du bon déroulement de la révolution qui ne serait pas encore achevée, je me dis que cette précision effectuée il y a quelques semaines s'imposait effectivement et qu'il serait impossible de comprendre la situation en Egypte aujourd'hui si nous en étions restés à la caractérisation approximative des premiers jours.

Nous avons eu aussi le mérite de préciser la place et le rôle de l'armée, pas seulement en Egypte au niveau des secteurs économiques qu'elle contrôle, ce que d'autres ont fait également, mais aussi au sein des institutions, de l'Etat, et de ses rapports avec les autres classes, ainsi qu'au cours d'une révolution.

Parole d'internaute

(Dette: la zone euro apportera 150 milliards d'euros au FMI - lefigaro.fr)

1- "*Donc, les Européens vont prêter 150 Mds Euro au FMI, pour que ce dernier puisse prêter cette somme aux Européens.*

Vous avez dit absurde?
Vous avez dit qu'on se moque de nous?
Ca va mal finir tout ça, et dans pas longtemps.

En 2012, vous n'attendrez pas plus longtemps !

2- "*Faire repartir la croissance en condamnant au chômage des millions de salariés, en réduisant leur pouvoir d'achat, en bridant l'investissement public (75% de l'investissement dans notre pays) que voilà des méthodes que les médecins de Molière n'auraient pas désavouées "primum purgare, secundum saignare".....*"

INFOS EN BREF

Politique

1- Espagne

Le futur chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a souligné lundi les difficultés économiques du pays et promis des coupes sombres dans les dépenses publiques tout en proposant des réductions d'impôts pour les entreprises.

L'économie espagnole va vraisemblablement se contracter au quatrième trimestre au vu des données statistiques disponibles, a souligné Mariano Rajoy dès le début de son discours.

La demande intérieure de l'Espagne vacille, la croissance des exportations ralentit et le taux de chômage, à 21,5%, est le plus élevé de l'Union européenne.

Mariano Rajoy a dit qu'il mettrait en oeuvre un gel des embauches dans l'essentiel du secteur public, à l'exception des forces de sécurité, et qu'il annoncerait le 30 décembre des mesures d'assainissement budgétaires détaillées.

Mais il a également annoncé des mesures fiscales immédiates en faveur des entreprises pour stimuler l'emploi et la demande.

Les petites entreprises réalisant leur première embauche bénéficieront d'une incitation fiscale de 3.000 euros et les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à cinq millions d'euros se verront placées dans une tranche fiscale plus avantageuse.

Il a annoncé une revalorisation des pensions de retraite en termes réels en janvier 2012, tout en soulignant que ce serait le seul poste de dépenses publiques à afficher une hausse.

Il a enfin fait allusion à des modifications du système de santé publique, déclarant que son parti redéfinirait les services de base garantis à chacun par l'Etat. (reuters 19.12)

2- Egypte

La police et l'armée égyptiennes ont tiré des coups de feu et fait usage de gaz lacrymogènes et de matraques mardi pour tenter une nouvelle fois, pour la cinquième journée consécutive, de déloger de la place Tahrir du Caire des manifestants hostiles au pouvoir militaire.

D'intenses fusillades ont résonné à travers la place tandis que les forces de sécurité chargeaient des centaines de manifestants refusant de quitter les lieux, ont déclaré des activistes et un journaliste de Reuters.

"*Des centaines de membres de la sûreté de l'Etat et de l'armée ont pénétré sur la place et ont commencé à tirer sans relâche. Ils ont poursuivi des manifestants et brûlé tout ce qui était sur leur passage, y compris du matériel médical et des couvertures*", a dit Ismaïl, un manifestant, au téléphone.

Avant cette intervention des forces de l'ordre, des manifestants ont tenté de briser un mur de briques érigé pour bloquer l'accès au parlement, situé non loin de la place Tahrir.

L'agence de presse Mena a rapporté que le parquet avait placé en détention 123 personnes arrêtées pour refus d'obéissance, jets de pierres contre les forces de l'ordre et incendies de bâtiments publics. Le parquet a relâché 53 autres personnes.

ix mois après le renversement d'Hosni Moubarak, une partie de la population soupçonne l'armée de profiter de son rôle à la tête

du processus de transition pour tenter de conserver le pouvoir. D'autres savent gré aux militaires de chercher à maintenir le calme et l'ordre afin de permettre le bon déroulement des élections, qui se déroulent par phases depuis fin novembre.

Les images d'une femme à terre brutalisée par les forces de l'ordre et traînée au sol au point de faire apparaître ses sous-vêtements ont toutefois choqué de nombreux Egyptiens.

L'armée, elle, se défend. Le général Adel Emara a assuré qu'il s'agissait d'un incident isolé et que l'armée n'avait pas donné l'ordre d'évacuer la place Tahrir par la force.

Les dernières violences sur la place Tahrir ont provoqué l'incendie de la bibliothèque de l'Institut d'Egypte, fondé il y a plus de deux siècles.

"*Que ressentez-vous lorsque vous voyez l'Egypte et son histoire brûler sous vos yeux?*", s'est indigné le général à la retraite Abdel Moneim Kato, conseiller de l'armée, dans le journal Al Chorouk, en dénonçant des "*vagabonds qui mériteraient de brûler dans les fours crématoires d'Hitler*". (reuters 19.12)

Pour vous ce serait une mort trop douce parce que trop rapide !

3- Irak

La justice irakienne a lancé un mandat d'arrêt à l'encontre du vice-président Tareq al Hachemi.

Elle l'a fait après avoir obtenu des aveux selon lesquels ce dirigeant de la minorité sunnite serait lié à des "*activités terroristes*", a annoncé lundi le général Adel Daham, porte-parole du ministère de l'Intérieur.

Ces confessions, a-t-il dit lors d'une conférence de presse, émanent de suspects identifiés comme étant des gardes du corps de Hachemi.

Auparavant, on avait appris auprès de la sécurité irakienne que la justice avait interdit au vice-président Hachemi de quitter le pays.

D'après ces sources, ce mandat d'arrêt a été émis après l'arrestation, il y a deux semaines, de quatre gardes du corps d'Hachemi qui l'ont accusé d'entretenir des liens avec le terrorisme.

"*Nous avons reçu un ordre d'interdiction de voyager (à l'étranger) concernant Hachemi*", avait confirmé un haut responsable de la sécurité en précisant qu'il émanait de cinq juges enquêtant sur des allégations concernant le vice-président.

Dans un communiqué publié lundi, ce dernier accuse le gouvernement dirigé par Nouri al Maliki, membre de la majorité chiite, de se livrer à "*un harcèlement délibéré*".

Il évoque l'exemple de son avion retenu pendant trois heures à l'aéroport de Bagdad alors qu'il se rendait à Souleymanieh, au Kurdistan, pour y rencontrer le chef de l'Etat irakien.

Selon sa version, les forces de sécurité ont interpellé trois de ses gardes du corps qui revenaient de l'aéroport. Le dispositif de sécurité entourant depuis plusieurs semaines le domicile d'Hachemi avait été renforcé.

Le vice-président exige la remise en liberté immédiate de ses trois gardes en indiquant avoir fait preuve jusqu'ici de "*beaucoup de patience*".

Cette affaire illustre le risque de relance des tensions communautaires en Irak au moment où le dernier soldat américain vient de quitter ce pays après l'intervention militaire de 2003 visant à renverser le régime de Saddam Hussein.

Le Premier ministre a, en outre, demandé au Parlement de voter une motion de défiance à l'égard d'un autre responsable éminent de la minorité sunnite, le vice-Premier ministre Saleh al Moutlaq, en raison de son manque de confiance dans le processus politique.

Hachemi et Moutlaq sont des dirigeants du bloc Irakiya, un groupe laïque soutenu par les sunnites qui s'est rallié à contrecoeur au gouvernement de coalition de Maliki.

Depuis quelque temps, ce groupe boycotte les travaux parlementaires en se plaignant d'être marginalisé alors même qu'il constitue le plus important bloc dans cette assemblée. (reuters 19.12)

4- Russie

La presse française s'enorgueillit du projet de résolution russe au Conseil de sécurité qu'elle considère comme une victoire occidentale. Moscou aurait été contraint de prendre cette initiative pour ne pas perdre la face alors que son gouvernement est accusé d'avoir truqué les élections législatives russes et de soutenir les crimes contre l'humanité ordonnés par Bachar el-Assad.

Cependant, la presse anglo-saxonne fait l'impasse sur ce sujet. Rares sont les journaux qui relèvent que ce projet de résolution reprend un texte russo-chinois de septembre dernier, c'est-à-dire d'avant le double veto. Il n'y a donc pas de changement de position russe, mais une volonté de ne pas laisser les Occidentaux monopoliser le discours. (Réseau Voltaire 17.12)

5- Syrie

Alors que la presse anglo-saxonne, trop occupée par sa campagne anti-Russes, oublie les Syriens, la presse française, elle, poursuit son action pour un changement de régime. Cependant, pour la première fois, un reportage publié dans un hebdomadaire branché atteste des crimes des groupes armés.

Organe officieux de l'atlantisme, « Le Monde » s'érige en porte-parole de l'Alliance et appelle en « une » à la création d'un groupe de contact, c'est-à-dire à la formation d'une coalition militaire ad hoc. Pourtant, après le refus allemand d'une aventure militaire et la reculade de la Ligue arabe, Paris, qui s'imaginait en leader, est isolé.

- L'annonce du durcissement des sanctions de la Ligue arabe et de la saisine du Conseil de sécurité est brouillée par de nombreux articles sur les conséquences catastrophiques des sanctions sur l'économie des Etats qui les ont décrétés.

- L'accord survenu entre la Ligue arabe et le gouvernement syrien pour le déploiement d'observateurs est vécu comme un soulagement au Proche-Orient. En effet, Damas avait posé comme seul préalable que la Ligue reprenne une attitude empathique. Même si les choses ne pas clairement explicitées, chacun comprend que le déplacement des observateurs accompagne une levée des principales sanctions, et annonce un re-démarrage économique. (Réseau Voltaire 19.12)

Social

1- France

1.1- Poursuite de la grève dans les aéroports

Après Lyon, Toulouse et Roissy, les aéroports de Nice, Mulhouse et Rennes devraient être emportés dans le mouvement de grève des agents de sûreté aéroportuaire qui entre dans son cinquième jour. Mais lundi soir, les dirigeants de ces aéroports estimaient que les agents de sûreté ne devraient pas se joindre au mouvement. Une évaluation qui demande encore à être confirmée: les agents peuvent se déclarer en grève au dernier moment, à l'heure où ils prennent leur service.

Le conflit social, lui, s'enlise. D'un côté, les dirigeants des entreprises concernées (ICTS France, Securitas, Brink's, Alyzia Sûreté…), regroupées dans le Syndicat des entreprises de sûreté aérienne et aéroportuaire (Sesa) qui emploie 10.000 personnes, soulignent que les rémunérations ont été revalorisées en janvier 2011 et que l'accord négocié il y a un an prévoyait une hausse de salaires de 6% sur trois ans. Un argument que réfute Thierry Ménard de la CGT: «*Ces 2% par an ont simplement compensé le niveau de l'inflation et, au final, nous avons perdu du pouvoir d'achat.*»

Patrick Thouverez, le président du Sesa, juge que dans le contexte économique actuel «*les demandes d'augmentations supplémentaires sont totalement irréalistes. Certains syndicats réclament 200 euros supplémentaires par mois*». Or, selon le syndicat patronal, le salaire d'un agent de sûreté atteint en moyenne 1600 euros net par mois. En revanche, le Sesa est prêt à faire des concessions sur les conditions de travail.

Face à eux, les syndicats campent sur leurs revendications et alignent quatre exigences: revalorisations salariales, amélioration des conditions de travail et embauches supplémentaires, reconnaissance de la pénibilité et départs anticipés à la retraite. Un véritable dialogue de sourds qui n'a pas permis lundi de réunir les deux parties autour d'une table. (lefigaro.fr 19.12)

1.1- Suppression de 600 emplois à Technicolor.

Technicolor, groupe spécialisé dans les technologies utilisées dans l'industrie du divertissement (cinéma, télévision, vidéo, jeux, etc.), a révisé en baisse lundi sa prévision de résultat opérationnel 2011 en raison d'un environnement économique plus difficile que prévu en Europe cette année, tendance qui devrait se poursuivre en 2012.

Face au ralentissement économique, le groupe a décidé d'accélérer son programme de réduction des coûts, qui devrait

permettre d'économiser 66 millions d'euros par an en vitesse de croisière, à partir de 2013.

Ce plan de redressement se traduira par la suppression de 600 emplois (sur un total de 17.000 dans le groupe) et la fermeture de la production de films photochimiques à Rome, Madrid et Londres. (reuters 19.12)

2- Italie

Des milliers de salariés de la fonction publique ont observé une grève lundi et participé à des manifestations dans toute l'Italie, pour dénoncer les modifications d'impôts et de retraite prévues par le plan d'austérité du gouvernement.

La grève affectait les hôpitaux, les bureaux de poste et des services publics toute la journée. (AP 19.12)

3- Kazakhstan

Des centaines de travailleurs de l'industrie pétrolière ont manifesté lundi au Kazakhstan (16,6 millions d'habitant) pour le troisième jour consécutif, dans la capitale du Mangistau, région riche en pétrole où 15 personnes ont trouvé la mort depuis le début des émeutes.

Près de 400 manifestants, dont certains étaient équipés d'armes automatiques, se sont opposés à la police sur la grande place d'Aktau, capitale de la région du Mangistau.

Ces troubles, d'une ampleur jamais vue depuis vingt ans au Kazakhstan, ont été déclenchés par le licenciement d'employés du secteur pétrolier dans cette région de l'ouest du pays.

Selon Janna Oishibaïeva, conseillère du gouverneur du Mangistau, les protestataires ont rencontré lundi des représentants d'Aktau et demandé une hausse des salaires. (reuters 19.12)

Economie

1- Zone euro

Pas de répit sur la monnaie unique. Les dix-sept pays de la zone euro se sont retrouvés lundi face à un scénario éprouvé: honorer leurs engagements à l'heure dite et pour le montant promis, c'est-à-dire s'accorder sur les 150 milliards d'euros destinés au FMI qui serviraient, en retour, à financer les pays les plus vulnérables.

L'engagement formel a été pris au sommet du 9 décembre, avec obligation de «*confirmer dans les dix jours*». Lundi soir, à l'issue de plus de trois heures d'une conférence téléphonique, les ministres des Finances de l'Eurogroupe sont tombés d'accord. Les dix-sept pays de la zone euro ont confirmé vouloir «*fournir 150 milliards d'euros supplémentaires*» au FMI «*sous forme de prêts bilatéraux*», a déclaré Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe. Quatre pays non membres de la zone euro, le Danemark, la République tchèque, la Pologne et la Suède ont accepté de participer au mécanisme de soutien. La Pologne envisage d'apporter 6 milliards et la Suède s'est dite prête à apporter au maximum 100 milliards de couronnes (11 milliards d'euros). Enfin, le Danemark annonce 5,4 milliards, avant de prendre la présidence tournante de l'UE.

La Grande-Bretagne, elle, a pris les devants: un refus clair et net, qui prive l'effort collectif de 30 milliards. Cette opposition rend plus difficile la possibilité d'atteindre l'objectif de 200 milliards d'euros de fonds apportés au total au FMI.

«L'Union européenne apprécierait que les membres du G20 (le forum des pays riches et émergents, NDLR) ainsi que d'autres pays membres du FMI financièrement solides soutiennent les efforts visant à préserver la stabilité financière mondiale en contribuant à augmenter les ressources du FMI», a ajouté Jean-Claude Juncker dans un communiqué publié hier soir.

Cet accord de dernière minute n'est qu'une étape dans le sauvetage de la zone euro. Cette valse-hésitation sur des objectifs souscrits au plus haut niveau en rappelle quelques autres. Deux mois après l'effet d'annonce, le «*pare-feu*» FESF attend toujours les 1.000 milliards annoncés dans l'euphorie d'un autre sommet, le 26 octobre. Quant au MES, présenté comme un possible «*fonds monétaire européen*», il voit déjà ses futurs actionnaires se déchirer sur l'apport de 500 milliards attendu l'été prochain: versement unique, comme le souhaite le Luxembourg? ou échelonné, comme on le dit à Berlin?

Dix jours après un autre sommet «de la dernière chance», le ministre allemand Wolfgang Schäuble reconnaît que «*la confiance des marchés*» se retrouve une fois de plus en jeu. Il ne s'agit pas seulement de rassurer les investisseurs privés. La Russie, la Chine et le Brésil, courtisés par la zone euro à hauteur de 50 milliards, répondent avec la sagesse de La Fontaine: «*Aide-toi, le Ciel t'aider!*» Si l'euro ne réunit pas son tour de table pour le FMI, les chances sont minces que la dynamique s'enclenche et que les grandes puissances financières viennent combler la différence. Les États-Unis se sont mis hors jeu dès le départ.

La BCE, elle, a confirmé lundi qu'elle n'entend pas faire des miracles. Les traités d'ailleurs le lui interdisent. La solution, disait lundi Mario Draghi, se trouve plutôt dans le «*rétablissement de la discipline budgétaire*», des réformes «*pour faire repartir la croissance*» et surtout «*un pare-feu pleinement équipé et opérationnel*». (lefigaro.fr 19.12)

Des pays endettés jusqu'aux dents empruntent de l'argent, à qui, aux marché bien sûr, pour le prêter au FMI qui le prêtera avec intérêt évidemment à d'autres pays encore plus endettés, et ainsi de suite.

2- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé lundi avoir racheté pour 3,361 milliards d'euros d'obligations d'Etat au cours de la semaine au 16 décembre.

La BCE avait racheté pour 635 millions d'euros d'obligations la semaine précédente.

L'institut d'émission précise que le montant total de ses rachats d'obligations souveraines dans le cadre de son programme exceptionnel réactivé en août atteint désormais 211 milliards d'euros. (reuters 19.12)

Haut de page

Le 21 décembre

CAUSERIE

Le PS dans le rôle de briseur de grève.

1- André Vallini pense que «*toute grève est légitime*» et en particulier celle des agents de sûreté dans les aéroports, mais une atteinte au droit de grève dans le transport aérien comme c'est déjà le cas dans le transport ferroviaire serait la bienvenue : «*Le système donne plutôt satisfaction. On pourrait faire la même chose dans le transport aérien*.» (source : le figaro.fr 20.12)

2- Quel dommage que le droit de grève n'ait pas été remis en cause plus tôt dans le transport aérien : "*Le service mimimum, la droite en parle toujours en plein moment de crise. Ce n'est pas au moment où les Français vont partir en vacances - et on peut comprendre leur exaspération - qu'il faut s'inquiéter du fait que les salariés de ces entreprises privées de sécurité soient dans la précarité et de mauvaises conditions de travail*" a déclaré Martine Aubry, première secrétaire du PS, mardi matin sur RTL. "*C'est avant qu'il faut se mettre autour d'une table pour mettre en place le dialogue social*" a poursuivi la maire de Lille.

Le "*dialogue social*" devant servir évidemment à remettre en cause le droit de grève et non pas à donner satisfaction aux travailleurs en lutte contre leur direction, cela va de soi. Moscovici le confirme, mieux, il "*regrette*" que cette grève ait lieu en dressant les usagers contre les grévistes. .

Pierre Moscovici a également mis en cause la responsabilité du gouvernement dans la grève. Interrogé par France Info sur la nécessité ou non d'un service minimum, le député PS du Doubs a estimé que "*cette grève n'aurait pas dû avoir lieu*". Il la "*regrette*" et pense "*aux gens qui veulent prendre leurs vacances, rejoindre leur famille et sont bloqués*". "*Le gouvernement, plutôt qu'avoir toujours la même réponse - un problème, une loi, en plus à quelques encablures de la présidentielle - devrait avoir la culture du dialogue et aider les entreprises qui dépendent de lui en partie à avoir cette culture*", a-t-il plaidé. (lexpress.fr 20.12)

Quel pourriture ce parti !

Commentaire d'un internaute :

- "*Les grévistes sont des salariés de sociétés privées.....et le gouvernement n'a donc pas à intervenir dans le dialogue social de ces sociétés.*"

Peu importe, le droit de grève doit être suspendu en temps de crise ou tout simplement liquidé dans le privé comme dans le public, place à "*l'économie de marché*" ! A part cela le PS ne combat pas au côté de l'UMP et du patronat contre la classe ouvrière, depuis des lustres ou toujours en vérité.

L'actualité en titres

La question stupide du jour

- Pourquoi Gerhard Schröder inspire Nicolas Sarkozy - LeFigaro.fr

Mise en scène suspecte

- Sarkozy va prendre la plume pour «*se mettre à nu*» - LeFigaro.fr

- Sarkozy veut régler le cas de cette «*folle de Dati*» - Liberation.fr

Inaudible ! Un cas.

- François Fillon fait de l'autisme la Grande cause nationale 2012 - Associated Press

L'Etat et la théorie du complot...

- La piste criminelle négligée dans l'enquête AZF, selon Bruguière - Reuters

Pourquoi ont-ils besoin de tant de fric ?

- Un appartement à 88 millions pour la fille d'un oligarque - figaro.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Nicolas Sarkozy doit recevoir mardi Gerhard Schröder. L'ancien chancelier social-démocrate est devenu dans les cercles politiques français le modernisateur emblématique de l'Allemagne. Son embauche dès 2005 chez le russe Gazprom avait beaucoup choqué, en Allemagne et en France, sans parler de son amitié assumée avec Vladimir Poutine. Mais tout cela paraît finalement peu de chose en regard des réformes accomplies.

Schröder reste en effet dans les annales comme celui qui a rendu possible l'adaptation de son pays à la nouvelle donne de la compétition économique mondiale. Willy Brandt avait été le chancelier de l'Ostpolitik, Helmut Kohl celui de la réunification, et Schröder restera comme le chancelier de la réforme. À l'Élysée, certains conseillers comparent volontiers leur champion, Nicolas Sarkozy, à Gehrard Schröder, qui a su prendre lucidement acte des nécessaires sacrifices que devait accepter la société allemande pour vaincre un chômage qui dépassait alors les 10%.

C'est au cours de son second mandat, et non de son premier, que Schröder a pris le grand virage des réformes. En 2003, devant le Bundestag, le chancelier avait annoncé «*l'agenda 2010*». Au menu, il y avait entre autres la suppression des indemnisations chômage de long terme, ou le choix de la désinflation compétitive grâce à la modération salariale - en clair travailler plus sans gagner plus.

Résultat: plus d'un million et demi d'Allemands dans les rues, une rareté outre-Rhin. Et des records d'impopularité. Schröder était rejeté par 75% des Allemands en juin 2004. En mai 2005, date de l'élection anticipée déclenchée par Gerhard Schröder, le chancelier était presque redevenu populaire. Comme pour la réforme des retraites de Nicolas Sarkozy en 2010, aujourd'hui de mieux en mieux jugée par les Français, l'opinion allemande avait finalement donné raison à Schröder. Dans le dernier mois, à la faveur d'une campagne très offensive, Schröder avait failli être réélu pour un troisième mandat face à Angela Merkel.

Ami personnel de Tony Blair, Nicolas Sarkozy n'en finit pas de découvrir les vertus du social-libéralisme européen. Il faut dire que Schröder est bien celui qui a eu «*tout juste*» dans la première décennie de l'an 2000: contrairement à Jacques Chirac, il a osé des réformes drastiques et, contrairement à Blair, il a désapprouvé la guerre en Irak. (lefigaro.fr 20.12)

En prévison de sa défaite, il doit se demander comment continuer après 2012 à assurer un train de vie royal à sa Barbie...

2- Egypte

La police et l'armée égyptiennes ont fait usage d'armes à feu et de gaz lacrymogènes mardi au Caire pour déloger des

manifestants de la place Tahrir, au cinquième jour de violences qui ont fait 13 morts et suscité de vifs reproches des Etats-Unis.

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a jugé "*particulièrement choquants*" des incidents comme celui où des soldats ont été filmés en train de brutaliser une femme en la traînant au sol au point de faire apparaître ses sous-vêtements, avant de la rouer de coups de matraque et de coups de pied.

"*Des femmes sont battues et humiliées dans les rues mêmes où elles avaient risqué leur vie pour la révolution voici tout juste quelques mois*", a dit la responsable américaine dans un discours lundi à l'université de Georgetown, à Washington.

Les Etats-Unis, qui tenaient l'Egypte pour un allié inébranlable sous la présidence d'Hosni Moubarak, fournissent au Caire une aide militaire annuelle de 1,3 milliard de dollars.

Les autorités américaines ont jusqu'ici salué l'engagement pris par l'armée de céder le pouvoir aux civils.

Par la suite, des milliers d'Egyptiennes vêtues de noir et encadrées par un service d'ordre masculin ont marché sur la place Tahrir pour protester contre les agressions visant les femmes. A la tombée de la nuit, le calme était revenu sur ce lieu emblématique de la "*révolution du Nil*".

"*On ne touche pas aux femmes d'Egypte !*", scandaient les manifestantes qui ont lancé aux hommes qui les observaient depuis des balcons: "*Demain, ce sera au tour de vos soeurs !*".

Dans un communiqué, le CSFA a présenté des excuses, affirmant "*respecter et apprécier les Egyptiennes et leurs droits de protester et de participer pleinement à la vie politique*".

Mais pour le général Adel Emara, "*des forces malfaisantes tentent d'entraîner l'Egypte dans le chaos et placent l'armée dans une situation de confrontation avec le peuple*".

"*Ce qui est en train de se passer n'a rien à voir avec la révolution et sa jeunesse pure, qui n'a jamais voulu mettre à terre ce pays*", a-t-il dit en assurant par ailleurs que l'armée n'avait pas donné l'ordre d'évacuer la place Tahrir. (reuters 20.12)

En torturant, lynchant, assassinant Kadhafi publiquement, les barbares et mercenaires au service du CNT et de l'impérialisme occidental ont montré leur vrai visage au monde entier et mis à mal, pour ne pas dire ruiner, tous les efforts de Sarkozy, Cameron et Obama pour présenter leur aventure militaire en Libye comme un acte légitime et conforme au respect des droits de l'homme et de la démocratique. Des mois de propagande gouvernementale et de matraquage médiatique quotidien savemment orchestrés pour manipuler les masses ruinés en quelques secondes.

En Egypte, les images de militaires et de policiers lynchant des manifestants, dont des femmes venues manifester pacifiquement, vont pousser les travailleurs égyptiens à se poser davantage de questions sur la place et le rôle de l'armée dans leur pays, à se dresser contre son pouvoir tentaculaire, à exiger que ses privilèges lui soient retirés, ce qui évidemment contrarie l'impérialisme américain.

L'armée en Egypte ou en Tunisie n'a jamais été et ne sera jamais au service de la révolution ou complice d'un soulèvement populaire, qui, s'il était mené à son terme signifierait sa dissolution pure et simple. Tout au plus peut-elle apparaître neutre dans un premier temps pour permettre de se débarrasser d'un régime devenu encombrant, usé jusqu'à la corde et isolé du peuple, pour qu'ensuite en garant du régime ou sous son autorité, une nouvelle forme du pouvoir au vernis démocratique puisse se mettre en place, avec la participation aux institutions de partis soit-disant représentant les intérêts du peuple, mais qui en réalité sont intimement liés à certaines couches de la bourgeoisie subordonnées à l'impérialisme.

L'armée égyptienne est apparue telle qu'elle est vraiment, un appareil de répression au service de la réaction, de la contre-révolution. On comprend dès lors l'empressement de la secrétaire d'Etat américaine à dénoncer ses fâcheuses maladresses...

3- Turquie

La police turque a arrêté au moins 38 personnes, pour la plupart des journalistes, lors d'interventions opérées mardi à l'aube dans le cadre d'une enquête sur des liens présumés entre militants kurdes et éléments séparatistes armés, rapportent des responsables de la sécurité et des médias.

Quelque 70 journalistes sont déjà emprisonnés en Turquie, mais les autorités assurent qu'ils sont en détention pour des délits ou des crimes sans rapport avec leur profession.

Vingt-cinq personnes, surtout des journalistes, ont été arrêtées à Istanbul. Des reporters de Reuters ont vu des policiers

interpeller chez lui un photographe de l'Agence France-Presse, Mustafa Ozer. L'AFP a confirmé son arrestation.

Plus de dix journalistes de l'agence pro-kurde Dicle ont aussi été interpellés, rapporte l'agence officielle Anatolie. Une avocate représentant Dicle a dit qu'il ne restait au bureau stambouliote de l'agence que des policiers occupés à copier des documents et des disques durs d'ordinateur. Elle a dit ne pas connaître le nombre exact de journalistes en état d'arrestation.

Dans le cadre de la même enquête, lancée il y a deux ans, des centaines de personnes sont en procès pour liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

A Diyarbakir, principale ville du Sud-Est à prédominance kurde, la police a interpellé au moins six personnes et perquisitionné dans dix bureaux et habitations appartenant à des membres du personnel de Dicle, ont indiqué des responsables. Des descentes de police ont eu lieu simultanément à Ankara, à Izmir et dans d'autres villes où des arrestations ont été opérées.

La police a aussi passé au crible des bureaux de plusieurs autres agences à travers le pays, saisissant ordinateurs et documents, a rapporté la chaîne CNN Turk.

Le mois dernier, plus de 100 personnes avaient été arrêtées au cours d'interventions analogues qui avaient coïncidé avec une recrudescence des attaques du PKK contre les forces de sécurité. (reuters 20.12)

Ce ne serait la Turquie qui intimerait l'ordre au président syrien de respecter la démocratie par hasard ?

Social

1- France

1.1- Grève dans les aéroports. Respect du droit de grève. A bas l'intervention policière !

Les agents de sûreté aéroportuaire ont décidé, mardi 20 décembre, de poursuivre leur mouvement de grève après l'échec de négociations avec les entreprises. Celles-ci étaient menées à Paris et à Lyon sous l'égide de médiateurs nommés la veille par le gouvernement, qui veut un retour à la normale mercredi, quitte à recourir aux forces de l'ordre.

"*Les patrons ne sont prêts à aucun effort. On leur a demandé de faire des contre-propositions, ce qu'ils ont encore refusé*", a déclaré mardi Benamar Belkouche, délégué CFDT chez ICTS France à Roissy. "*Je pense que la grève va se durcir et s'amplifier*", a ajouté le syndicaliste.

Nice, troisième aéroport du pays, doit rejoindre le mouvement mercredi. Les syndicats évoquent également les aéroports de Mulhouse, Beauvais et Rennes.

Les salariés des sociétés d'agents de sûreté de l'aéroport de Nice, le troisième du pays, ont voté le début de la grève en assemblée générale pour mercredi à partir 5 heures, selon la CGT.

Le gouvernement s'est dit prêt à envoyer les forces de l'ordre mercredi dans les aéroports pour se substituer aux grévistes. "*Demain [mercredi], si la grève continue, la police aux frontières, la gendarmerie des transports aériens, et, en tant que de besoin, les CRS et la gendarmerie mobile seront mobilisées, pour faire en sorte que la sécurité dans les aéroports soit assurée*", a déclaré la ministre des transports, Nathalie Kosciusko-Morizet, sur France Info.

"*Nous ne laisserons pas les Français être otages de la grève*", a-t-elle ajouté, assurant qu'"*il ne s'agit pas de remettre en cause le droit de grève, mais […] d'assurer la sécurité*". Trois cents policiers et cent gendarmes sont "*d'ores et déjà prêts à se substituer aux agents grévistes*", a annoncé de son côté le ministère de l'intérieur. Ils pourraient assurer "*les missions de fouilles des passagers et des bagages*" et "*feraient en sorte qu'aucun passager ne se retrouve bloqué*", a ajouté le ministère.

Les syndicats de policiers, FO et Alliance, se sont déclarés hostiles à ce recours aux forces de l'ordre, et un haut gradé de la gendarmerie s'est dit sceptique, particulièrement en cette période de fin d'année, au moment où les plans Vigipirate sont renforcés. La direction de l'aéroport de Lyon a affirmé mardi qu'elle n'envisageait pas de recourir aux forces de l'ordre pour contrer les effets de la grève. (lemonde.fr 20.12)

Entre nous, par les temps qui courrent, c'était une connerie ou une provocation d'entamer une grève durant cette période de l'année, à croire que les syndicats le font exprès pour dresser les travailleurs les uns contre les autres. On soutient cette grève évidemment puisqu'elle a lieu, on n'a pas le choix.

1.2- L'Agence du médicament corrompue. Un système mafieux mis au point par l'industrie pharmaceutique.

Un ancien responsable de l'Agence du médicament devenu ensuite consultant pour l'industrie pharmaceutique, le Pr Jean-Michel Alexandre, a perçu, à ce titre, pas moins de 1,2 million d'euros de rémunération des laboratoires Servier entre 2001 et 2009, révèle Le Figaro lundi 19 décembre.

Le journal écrit que "*ce professeur de pharmacologie a été l'un des hommes les plus influents en matière de médicaments en France de 1980 à 2000*". Selon Le Figaro, M. Alexandre a été président de la commission d'autorisation de mise sur le marché à l'Agence du médicament de 1985 à 1993, puis directeur de l'évaluation des médicaments de 1993 à 2000 et président du comité des médicaments de 1995 à 2000, avant de devenir consultant pour l'industrie pharmaceutique.

"*Du 29 octobre 2001 au 4 septembre 2009, [M. Alexandre] a facturé 1 163 188 euros à Servier, via une filiale dénommée CRIS [centre de recherche international pour la santé]*", affirme *Le Figaro* sans citer de sources. "*En paiement des services rendus, Jean-Michel Alexandre a perçu une rémunération forfaitaire payée sur présentation de factures accompagnée d'un rapport trimestriel*", ajoute le journal.

"*Sa mission consistait, selon les demandes de Jacques Servier, à analyser des dossiers touchant à l'efficacité des médicaments en développement ou déjà mis sur le marché*", poursuit *Le Figaro*. Le journal mentionne les médicaments Vastarel, Protelos, Valdoxan et Procoralan, qui sont actuellement sous surveillance des autorités du médicament.

Le journal précise que, lors de son audition au Sénat, en avril, le Pr Alexandre avait indiqué avoir travaillé "*comme consultant scientifique indépendant (...) pour 30 à 40 laboratoires dans le monde*". Selon le journal, les montants les plus importants ont été perçus avec les laboratoires Servier. (lemonde.fr 20.12)

1.3- Carlton, Eden Roc... Ces "***palaces***" repères de fripouilles de haut vol.

L'Eden Roc, le prestigieux palace des stars qui a vu passer entre ses murs une pléiade de célébrités d'Henry Kissinger à Elizabeth Taylor, est aujourd'hui dans la tourmente. Jean-Claude Irondelle, 82 ans, l'ex-directeur général de l'hôtel, situé sur la Côte d'Azur dans le département des Alpes-Maritimes, a été mis en examen le 13 décembre pour «*abus de biens sociaux*», révèle mardi Le Parisien.

En cause: un audit accablant sur la gestion passée de l'hôtel mettant en lumière la somme de 740.000 € détournée entre 2003 et 2006 par Jean-Claude Irondelle. Propriétaire du palace depuis 2005, le groupe allemand Oetke a déposé plainte l'année suivante contre l'ex-PDG de l'établissement qu'il soupçonne de malversations dans la gestion des lieux ayant «*abouti à la mise en place d'une organisation parallèle frauduleuse*». Selon les termes de la plainte déposée par les nouveaux gestionnaires de l'Eden Roc, de petits arrangements auraient notamment eu lieu avec les fournisseurs de l'hôtel «*assujettis au paiement de commissions occultes*». (lefigaro.fr 20.12)

2- Chine

2.1- Une manifestation contre une centrale thermique accusée de polluer l'environnement dans une ville du sud de la Chine, Haimen, a dégénéré mardi 20 décembre, la police anti-émeute frappant brutalement les protestataires et les repoussant avec des gaz lacrymogènes, ont rapporté des témoins.

Ces violences se sont déroulées dans la province du Guangdong (sud), où est concentrée une part importante de l'industrie manufacturière chinoise travaillant pour les exportations, et où une série de conflits sociaux ont éclaté ces dernières semaines.

Des protestataires parlant au téléphone avec l'AFP ont affirmé qu'un adolescent de 15 ans avait trouvé la mort et que plus de cent autres manifestants avaient été violemment frappés par les forces de l'ordre. L'AFP n'a pas été en mesure de confirmer ces faits de façon indépendante. Les autorités locales n'ont pas répondu à des appels téléphoniques de l'AFP et une femme contactée au Bureau de sécurité publique de Haimen a nié que des troubles aient éclaté dans la ville.

La ville de Haimen se trouve à environ 115 kilomètres au nord-est de Wukan, un village actuellement en rébellion contre les dirigeants locaux qu'ils accusent de corruption. (lemonde.fr 20.12)

2.2- La police chinoise a arrêté 52 personnes soupçonnées d'avoir vendu de l'huile alimentaire récupérée dans le caniveau de restaurants, ont rapporté mardi les médias d'Etat.

Les enquêteurs ont découvert qu'une entreprise de la province du Jiangxi, dans le sud du pays, avait fabriqué plus de 2.000 tonnes de cette "*huile de caniveau*" depuis 2010, et l'avait revendue à une entreprise agro-alimentaire de la province voisine du Guangdong, a rapporté l'agence officielle Chine nouvelle.

L'huile était ensuite revendue dans des restaurants de la région après avoir été "*mélangée avec de l'huile alimentaire de qualité*", ajoute l'agence.

La Chine tente d'enrayer les violations aux règles de sécurité sanitaire dans un secteur alimentaire aussi vaste qu'incontrôlé, malgré les pénalités sévères prévues par la loi. (reuters 20.12)

Un pays aussi pourri que l'Inde par la corruption. 2.000 tonnes d'huile, une paille, cela passe forcément inaperçu...

Economie

France

Le déficit commercial de la France sera de 70 à 75 milliards d'euros en 2011, en forte progression par rapport à celui de 2010 (51,4 milliards), a déclaré mardi à Reuters le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Pierre Lellouche.

Le précédent record de déficit commercial de la France - 56 milliards d'euros en 2008 - sera pulvérisé. (reuters 20.12)

Haut de page

Le 22 décembre

CAUSERIE

Hollande. Votre légitimité : c'est celle des marchés !

Le vote des classes populaires, "*c'est la condition de la légitimité*", estime François Hollande, mardi à Mantes-la-Jolie. Le candidat socialiste assure que le FN est "*une tromperie à l'égard des classes populaires*". (lepoint.fr 21.12)

Le philistin est bien placé pour parler de "*tromperie*", c'est le fond de commerce de toujours du PS (et du FN bien entendu).

Ne parlez pas des couches sociales ou de la classe que vous ne connaissez pas et qui vous méprisent monsieur Hollande. Pour en faire partie j'ai quelques conseils pratiques à donner à mes frères et soeurs de galère. Hollande : tirons la chasse !

Vous savez que j'ai revendu ma maison et que depuis je suis à nouveau locataire. Quand j'étais chez moi, pendant 11 ans j'ai trafiqué le compteur électrique pour diminuer ma facture des trois quart ou plus l'été quand la climatisation fonctionnait toutes les nuits, il suffisait de placer un shunt (un fil) entre les deux fils situés à l'entrée du compteur, ainsi il tournait très lentement ou pas du tout ! Je l'enlevais une semaine avant le relevé du compteur et je le remettais aussitôt en place après.

Il se trouve que là où j'habite maintenant le compteur est situé dans le jardin et visible de la rue, c'est gênant, j'envisage de le recouvrir en prétextant le danger que cela représente quand il pleut, cet argument tient la route, le propriétaire en convient. En attendant, en dehors de l'ordinateur que j'utilise une douzaine d'heures par jour et la télé deux à trois heures par jour, il n'y a que le réfrigérateur qui bouffe du courant, et avec la partie congélateur le moteur fonctionne quasiment en permanence, donc j'ai décidé de l'éteindre dès que je me lève le matin jusqu'à 19h le soir. J'ai vérifié la température, pas de problème. Pour la lumière, des ampoules basses puissances partout, entre 8 et 20 watts maximum, et j'éteins systématiquement la lumière dès que je quitte une pièce, les Indiens laissent une ampoule allumée à l'extérieur la nuit par crainte des voleurs, j'ai décidé de ne pas les imiter, je ne me sens pas l'âme d'un voleur.

J'ai encore les moyens de vivre normalement, grâce à la vente de ma maison je dois préciser, mais je n'ai pas envie d'engraisser un Etat gangrené par la corruption ; ils nous ont déclaré la guerre après tout, donc à tous les niveaux relevons ce défi. Si maintenant il y a des gens assez cons ou trop bien lotis encore ou les deux à la fois mais pas toujours, qui balancent du fric par la fenêtre pour montrer à la galerie qu'ils ne sont pas gênés aux entournures, c'est leur problème, moi je n'ai rien à foutre de ce genre de considérations, j'estime n'avoir de compte à rendre à personne et j'emmerde ceux que me jugent, c'est le sport national en Inde, incontournable, c'est ce qui pourrit la vie de mon épouse qui ne parvient à se libérer du qu'en-dire-t-on et la mienne indirectement, c'est aussi la raison pour laquelle elle ne veut plus vivre en Inde, c'est tellement insupportable qu'elle préfère encore vivre seule dans son T1 insalubre à Aubagne, c'est pour dire.

Si vous êtes un travailleur pauvre en France et que vous habitez en ville, pour se nourrir et y prendre encore du plaisir, il y a le riz thaïlandais, brisé et parfumé naturellement, le moins cher se trouve dans les magasins chinois ou africains, dans le 13e à Paris

ou à la hauteur du métro La Chapelle ou encore dans les magasins asiatiques à Barbès, il est excellent, à côté le riz blanc français, américain ou indien est franchement dégueulasse, il n'a aucun goût en dehors de l'amidon. Et si vous trouvez que le pain est devenu trop cher, le riz peut très bien accompagner tous les plats en sauce, il suffit d'en préparer une bonne casserole, de la mettre au réfrigérateur et d'en extraire la portion de riz nécessaire à chaque repas. Il faut aimer le riz évidemment ! Si ce n'est pas le cas, essayez le riz thaïlandais, après la cuisson il laisse même une odeur agréable dans la maison, exotique, vous aurez l'impression de voyager... pour pas cher !

Ici, il y a de nombreuses boutiques qui ne vendent que du riz. Les prix vont en ce moment de 13 à 28 roupies, donc du simple au double ou plus. Franchement, très modestement je suis un peu gastronome, je cuisine depuis plus de 30 ans, et bien je ne vois pas de différence de goût entre le riz le plus cher et le moins cher, la seule différence réside dans la taille des grains de riz ou leur texture, qui passe inaperçue puisqu'on le mange toujours accompagné ou mélangé à un plat en sauce, c'est donc un luxe ou une lubie d'acheter le riz le plus cher. Le poids de la société est telle, que la plupart des Indiens n'achètent pas le riz le moins cher par crainte du jugement que portera sur eux le vendeur ou boutiquier, jugement dont entre nous nous n'avons absolument rien à foutre, c'est pour dire à quel point les Indiens sont angoissés et accordent une importance démesurée à l'idée qu'on se fait d'eux...

Opium du peuple. Quand les people manipulent les beaufs.

- Beckham au PSG pour 800.000 euros par mois - Reuters

Normal s'écrient les supporters du PSG...

Cela me rappelle dans les années 70, quand mon père faisait la menuiserie dans des appartements de prestiges avenue Foch à Paris vendus un milliard (de francs) à des princes saoudiens richissimes (notamment), c'est lui qui nous racontait cela le soir au dîner, et qui trouvait normal de m'envoyer à l'école avec des slips et des chaussettes trouées, des semelles percées parce qu'avec son salaire de misère il ne pouvait pas m'en acheter.

Hier soir je me suis fait la réflexion que rien n'avait changé depuis plus 7 000 ans, l'homme n'a pas évolué, il est toujours aussi ignorant, en extase devant les puissants, les riches. Il a toujours besoin d'un pharaon, d'un empereur, d'un maharajah, d'un calife, d'un tsar, d'un monarque, d'un président, etc. pour décider à sa place son destin. Tous ces dictateurs à qui les peuples doivent respect et obéissance, les maîtres après dieu, cette quasi vénération, cette déification de la fonction suprême, n'est pas sans rappeler la nuit des temps quand les peuples attribuaient des pouvoirs supranaturels à la nature, avant d'en prêter aux esprits, aux dieux, aux hommes auxquels ils prêteront volontiers des attributs et des qualités semblables. Non, de ce côté-là rien n'a changé.

Personne ne veut vraiment s'attaquer à cette profonde ignorance, il paraîtrait que ce serait la mission de l'école, qu'on nous permette d'en douter fortement à l'heure où la barbarie gagne du terrain à l'échelle mondiale. Effectivement, nous ne sommes pas encore sortis de la préhistoire, il ne suffit pas de le déclarer, faut-il encore en prendre toute la mesure. Or de nos jours, on préfère flatter l'ignorance des masses, soit le sport est gangrené par le fric, mais tant de nos contemporains s'y adonnent qu'il faut bien lui trouver une certaine utilité, des qualités, selon le principe bien connu qu'il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, on appelle cela aussi le populisme.

Désolé, trier est un luxe au-dessus de nos moyens !

"*Parfois, il y a un fruit pourri, et pourtant nous dénigrons tout le panier*"... Pour Jamie Dimon, PDG de JPMorgan Chase, prétendre que tous ceux qui sont riches "*sont mauvais*" est un non-sens.

Jamie Dimon est le responsable le mieux payé des six premières banques américaines : en 2010, sa rémunération atteignait 23 millions de dollars. (atlantico.fr 21.12)

Anarchie et tiers-mondisation ou plutôt tiers-mondialisation.

Surprise pour les Parisiens pressés déjà fatigués du Vélib': des vélos-taxis gratuits sont à leur disposition depuis le début de la semaine pour les conduire d'un bout à l'autre de la capitale.

Un entrepreneur trentenaire, Kheir Mazri, a eu l'idée de lancer ce nouveau mode de déplacement composé d'une carriole conduite par un vélo électrique rappelant le "*touk-touk*" des pays d'Asie.

Le service, pour l'instant composé de 24 attelages, est appelé à fonctionner sept jours sur sept en suivant 14 itinéraires de bus dans la capitale, où la circulation reste problématique malgré la récente mise à disposition de systèmes de location de bicyclettes et d'automobiles Vélib' et Autolib'.

La gratuité, surtout, séduit.

"*Les gens ne le croyaient pas au départ*", dit l'entrepreneur. "*On fait un test à Paris et si ça marche on va élargir au niveau national, voire international.*"

Le système est financé par la vente d'emplacements publicitaires situés de part et d'autre de la charrette, et la vente à bord de thé, de pâtisseries et pop corn, proposés à partir de 50 centimes d'euro.

Les véhicules, importés de Chine, ont été achetés grâce à un prêt familial et ils sont conduits par des associés, explique Kheir Mazri, qui affirme ne pas faire de concurrence aux taxis dans la mesure où le client ne peut imposer sa destination finale.

Comme les motos-taxis, le système n'a pas besoin d'autorisation administrative particulière pour fonctionner. (reuters 21.12)

En Inde, les rickshaws ou pousse-pousse sont en voie de disparition au profit des autorickshaws, maintenant je comprends pourquoi !

Entendu aux infos du soir de TV5Monde Asie

Le 19 décembre. La Croix rouge s'attaquent aux jeux vidéo de guerres. Elle veut "*humaniser*" la guerre, car voyez-vous dans ces jeux les combattants ne respectent aucun principe, ils massacrent les civils, bombardent des villes, etc. ils ne respectent pas les règles de la guerre, les joueurs manquent de "*compassion*" envers leur prochain, les "*droits humanitaires*" sont bafoués... Ah ben ça alors, comme en Irak, en Afghanistan, en Libye, etc. non ? Non, là c'était la vraie guerre, qui plus est menée par des impérialistes légitimes... Et qui financent la Croix rouge via l'ONU et ses agences, on comprend.

Le 20 décembre. La journaliste a parlé à propos de la Corée du Nord, je cite textuellement du "*dernier régime stalinien*" en place, bravo madame pour votre exactitude, c'est si rare dans votre milieu ! C'est mieux que le dernier régime communiste, non ?

Le 21 décembre. Le Canada aurait un système financier et bancaire exemplaires, si, si, c'est sérieux. Et la journaliste d'ajouter quelques secondes plus tard, que la population canadienne est plus endettée que les Américains ou les Européens. Vous avez dit exemplaire ? Tout s'explique effectivement. Un membre du gouvernement canadien légèrement inquiet pour l'avenir tout de même de conclure : pourvu que cela dure, les vrais problèmes risquent de surgir bientôt. Un devin cet homme-là !

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

La presse atlantiste accuse la Syrie de mener un double jeu : d'un côté, elle accepte de recevoir les observateurs de la Ligue arabe, de l'autre elle poursuit la répression. Les journaux reproduisent sans vérification les imputations de l'OSDH (bureau londonien des Frères musulmans syriens) faisant état de l'exécution de très nombreux déserteurs.

L'adoption d'une loi étendant la peine de mort aux trafiquants d'armes, et non plus seulement à ceux qui commettent des crimes de sang, est présentée en Occident et dans le Golfe comme une loi condamnant à mort les citoyens qui manifestent pacifiquement contre le gouvernement.

La presse du Golfe se focalise sur l'injonction énoncée par les chefs d'Etat du Golfe à la Syrie (arrêter la machine à tuer !) et à l'Iran (mêlez-vous de vos affaires !), ce qui montre a contrario que le conflit est déjà régional.

- Les journaux français se réfèrent de plus en plus souvent à un expert syrien vivant à Paris : Salam Kawakibi. Il est présenté comme chercheur, à l'Arab Reform Initiative, ce qui évite de signaler qu'il y est l'adjoint de Bassma Kodmani, la porte-parole du Conseil national syrien.

- Il semble que tous les reportages sur l'Armée libre syrienne réalisés depuis un mois l'ait été dans le même village, censé être en territoire syrien à la frontière turque. Les correspondants de presse qui s'y sont rendus sont tous passés par un bureau du gouvernement turc faisant office de tour operator.

- Selon le Daily Star de Beyrouth, le chef d'état-major de l'armée libanaise, le général Jean Kahwagi, a déclaré que nombre de prétendus réfugiés syriens qui se sont regroupés dans le bourg libanais d'Arsal, sont en réalité des combattants d'Al-Qaida. Le général Kahwagi a demandé l'aval du Conseil des ministres libanais pour intervenir avant que le pays ne se retrouve dans une position comparable à celle de Nahr-el Bared (où l'armée perdit 163 hommes en 2007). (Réseau Voltaire 21.12)

Syndicat

France

1- Journée d'action... patronale.

La CGT a appelé mercredi à faire du 18 janvier, jour du sommet sur l'emploi annoncé par Nicolas Sarkozy, une journée de mobilisation interprofessionnelle.

Les cinq membres de l'intersyndicale (CGT, CFDT, Unsa, Solidaires et FSU) n'étaient pas parvenus lundi à s'entendre sur le principe d'une journée d'action après la faible mobilisation de la semaine dernière contre le plan d'austérité du gouvernement.

Plusieurs syndicats, dont la CGT et Solidaires, ont décidé de lancer tout de même des appels convergents pour maintenir une journée d'action. La FSU devrait se joindre à cet appel. (reuters 21.12)

2- Souhait empoissonné.

Pour souhaiter la bonne année à ses adhérents, la CFDT a mis en ligne une vidéo faisant référence à la série 24 heures. Mieux: son secrétaire général ressemble à s'y méprendre à Jack Bauer, son principal protagoniste.

Le pitch? «*Alors que l'apocalypse est inéluctable, une organisation secrète a décidé d'agir*», résume une voix masculine angoissante. (lefigaro.fr 21.12)

Il n'y a rien de secret dans la jaunisse...

Social

1- Belgique

Un mouvement social surprise paralysait mercredi les transports ferroviaires de la Belgique, à la veille d'une journée de grève destinée à contester la réforme des retraites.

Les transports étaient paralysés dans la majeure partie du pays tôt mercredi aux heures de pointe, avec de nombreux trains annulés en l'absence de personnel. Bruxelles était paralysée par de nombreux embouteillages.

Cette grève surprise a été décidée après que le gouvernement a confirmé sa réforme des retraites, qui allonge de deux ans l'âge légal pour la retraite anticipée. (AP 21.12)

2- Chine

Trois meneurs de la rébellion des villageois de Wukan, qui accusent leurs dirigeants locaux de corruption, vont être libérés par les autorités, mercredi 21 décembre et jeudi, un porte-parole des habitants, Lin Zulian, après des discussions avec les responsables locaux dans le but de faire retomber la tension dans ce gros bourg du sud de la Chine.

"*Ce n'est pas une victoire mais un début de victoire*", a estimé M. Lin, qui a confié être "*très satisfait*". Selon lui, les autorités ont également promis de rendre au village, à une date non précisée, le corps d'un autre des meneurs de la révolte, Xue Jinbo, mort récemment en détention. Les villageois accusent la police d'avoir battu à mort M. Xue, qui avait pris la tête de manifestations ayant dégénéré en violences en septembre contre des expropriations. Les autorités ont affirmé que l'homme était mort de cause naturelle, précisément d'une "*défaillance cardiaque*" à l'âge de 42 ans.

Les 13 000 habitants de Wukan, un village situé sur la côte de la province méridionale du Guangdong, avaient obtenu que leurs représentants puissent s'entretenir mercredi avec Zhu Mingguo, un responsable local du Parti communiste. Cela les avait conduits à reporter une marche prévue ce même jour. Les forces de sécurité, qui maintenaient un blocus depuis plus de dix jours autour de Wukan, ont par ailleurs levé certains de leurs barrages.

Les résidents de Wukan sont en révolte ouverte contre les autorités pour demander des réparations après des saisies de terres qu'ils jugent illégales. En dépit de la censure, le soulèvement de Wukan est très suivi sur les sites de microblogs en Chine. Selon M. Lin, Zhu Mingguo a promis que les villageois de Wukan recevraient des compensations pour les terres saisies, même si le responsable n'est pas rentré dans les détails.

La révolte de Wukan est devenue une épine dans le pied du Parti communiste du Guangdong, province prospère située aux portes de Hongkong et considérée comme la vitrine de l'époustouflante réussite économique de la Chine. Les expropriations de terres sont un problème de plus en plus épineux en Chine, où des paysans accusent les cadres locaux corrompus de s'allier à des promoteurs véreux pour s'enrichir sur leur dos en permettant la réalisation de nombreux projets immobiliers. (lemonde.fr 21.12)

Economie

1- France

Le site internet d'informations Rue89 a été racheté par Claude Perdriel, fondateur de l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur, a annoncé mercredi Rue89.

Lancé en mai 2007, Rue89 attire plus de deux millions de visiteurs uniques par mois, selon des chiffres de l'institut de recherche Nielsen qu'il cite.

"*Cet accord, qui sera effectif le 31 décembre, se matérialise par le rachat du capital de Rue89 par Claude Perdriel*", écrit Pierre Haski, cofondateur de Rue89. "*Il pérennise l'aventure de notre site en lui garantissant son indépendance éditoriale totale.*"

Rue89 restera un site autonome et les fondateurs (Pierre Haski, président, Laurent Mauriac, directeur général, Pascal Riché, rédacteur en chef) continueront à en assurer la direction comme auparavant, poursuit Pierre Haski. (reuters 21.12)

Entre Rue89 et Mediapart, les deux "*pure players*" de l'info en ligne, l'heure des comptes a sonné. Le modèle payant de Mediapart a démontré sa supériorité au moment où Rue89, en panne de carburant, est contraint de se vendre au groupe Nouvel Observateur. Mediapart a publié ses comptes le 2 décembre : le site, lancé par Edwy Plenel, dégage 500 000 euros de bénéfice pour 5 millions de chiffre d'affaires. Il compte 55 000 abonnés actifs. En trois ans, le site a créé 39 CDI, dont ceux de 27 journalistes. Avec les pigistes, une soixantaine de personnes vivent grâce au paiement en ligne.

"*Pour l'information de qualité, la recherche de faits nouveaux - je ne parle du commentaire -, il n'y a qu'un seul modèle viable : le paiement,* souligne Edwy Plenel, dont les intuitions ont été vérifiées. *Le paiement contient en soi l'idée d'indépendance et de confiance du lecteur. Quel meilleur gage d'indépendance que de dépendre uniquement de ses lecteurs pour vivre ? Le beau défi de la presse, c'est de créer de la richesse afin de ne pas dépendre d'un mécène qui fait les fins de mois.*" (lepoint.fr 21.12)

Cela fait longtemps que je ne me connecte plus à Rue89, sans intérêt la plupart du temps, quant à Médiapart, je n'ai pas les moyens de m'abonner, il suffit d'être patient pour voir l'essentiel du contenu de leurs articles atterrir ailleurs, il suffit alors de les lire ou les recopier si nécessaire. Edwy Plenel est sympathique comme peut l'être Mélenchon, par rapport aux journalistes des médias nationaux il n'y a pas photo.

2- Chine

Le prix Nobel d'économie Paul Krugman pose la question dans sa chronique du New York Times : la Chine va-t-elle craquer ?

Paul Krugman ne s'appuie ni sur les chiffres ("*Les chiffres de la Chine sont bien plus fictifs que la plupart des autres*"), ni sur les experts ("*On ne trouve pas deux experts disant la même chose.*"), mais sur l'analyse de la situation du pays, qui lui rappelle celle du Japon à la fin des années 80 ou celle des Etats-Unis en 2007.

Pour l'économiste, une bulle immobilière et une corruption grandissante sont les deux gros points noirs de l'économie chinoise aujourd'hui :

Tous les ingrédients d'une bulle spéculative sur le point d'éclater sont réunis avec les conséquences que l'on imagine, des faillites en chaîne et une crise économique et sociale majeure. "*Savons-nous vraiment si l'immobilier a créé une bulle ? Il en montre tous les signes : pas seulement des prix à la hausse, mais également cette sorte de fièvre spéculative qui nous semble bien familière - pensons simplement à la côte de la Floride il y a quelques années.*"

L'agence Bloomberg tire aussi la sonnette d'alarme sur la montagne de dettes accumulée en Chine pour des projets immobiliers pharaoniques qui n'ont aucune chance d'être rentables. Elle souligne que la réalité des chiffres est cachée par les promoteurs, les établissements de crédit et les gouvernements locaux.

Elle chiffre les dettes de 231 organismes chinois de financement locaux à près de 4 000 milliards de yuans, soit plus de 430 milliards d'euros. Or, il existe dans toute la Chine 6 576 établissements de crédit locaux… Les provinces et les villes n'ont plus les moyens de finir leurs gigantesques projets sans obtenir de nouveaux crédits et seront pour certaines en cessation de paiement si leur principale source de revenus, la vente de terrains, ne rapporte plus suffisamment.

De même, l'existence d'un système bancaire parallèle clandestin et non supervisé fragiliserait l'économie : "*Si le gouvernement chinois n'est pas contraint par l'Etat de droit, il est contraint par une corruption omniprésente, ce qui veut dire que ce qui se passe réellement au niveau local pourrait ne pas ressembler à ce qui est ordonné à Pékin.*"

Paul Krugman espère être "*inutilement alarmiste*" mais, selon lui, "*il est impossible de ne pas être inquiet : l'histoire de la Chine ressemble trop aux effondrements que l'on a vus ailleurs.*" (atlantico.fr 21.12)

Haut de page

Le 23 décembre

CAUSERIE

La rupture avec Sarkozy : une nécessité !

- Le candidat Sarkozy parie sur la rupture de la rupture - lexpress.fr

Le POI vient de rendre visite au ministère de l'Intérieur à défaut d'avoir pu rencontrer l'épileptique du Palais ; le PS vient de se prononcer en faveur de la restriction du droit de grève dans le secteur aérien, soutenant ouvertement Sarkozy qui a fait appel au CRS pour briser la grève en cours ; à l'unanimité les dirigeants syndicaux ont indiqué qu'ils participeraient au "*sommet sur l'emploi*" auquel il les a conviés, etc. Ils sont tous au chevet de la Ve République !

Tous à leur manière légitiment sa présence à la tête du pays, alors que son parti est minoritaire dans le pays (l'UMP a été mis en minorité lors des quatre dernières élections), illégitime, rejeter, honni par la majorité des masses laborieuses, le président le plus impopulaire de la Ve République, à croire qu'il leur manquera s'il perdait les élections en 2012. Fort de ce soutien, il aurait tort de ne pas continuer son offensive contre la classe ouvrière jusqu'à la veille des élections présidentielles...

Il faudra encore attendre avant que syndicats et partis ouvriers rompent avec les institutions et celui qui en est le garant. Et peu importe si on en crève entre temps, les travailleurs et militants ont le droit de le penser et de le dire. Il ne faut pas s'étonner ensuite que de plus en plus de militants baissent les bras ou soient littéralement dégoûtés, selon les quelques témoignages que j'ai recueillis, on ne leur en voudra pas évidemment.

Travail, famille, patrie.

Grève dans les aéroports.

- "*L'année 2011 a été rude pour les Français et nous ne pouvons pas accepter que qui que ce soit pris en otage au moment de partir en vacances, avec ses enfants, avec sa famille, dans un conflit auquel ils ne sont pour rien*", a déclaré le chef de l'Etat. (reuters 22.12)

Un "***secret***" bien gardé.

Entendu hier soir lors de l'émission *Secrets d'histoire* consacrée au palais de l'Elyése, diffusée sur TV5Monde Asie.

"*finalement la République assure le fier héritage de la monarchie*", non, pas possible ? Allez, on fera avec, on n'est plus à cela près, n'est-ce pas ?

Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir (Lénine)

En prêtant 489 milliards d'euros à près de cinq cent banques européennes, la BCE entend éviter un "credit crunch". Elle offre en effet la possibilité aux banques d'emprunter sur trois ans à un taux proche de 1%. Cette vaste opération de refinancement va permettre aux banques de souffler, dans la mesure où elle résout l'énorme problème de liquidités auquel elles étaient confrontés.

En résumé, cette opération ne met pas fin à la crise : elle permet juste au système de continuer à tourner. (atlantico.fr 22.12)

Facile à comprendre, non. Il faut ajouter que les banques continuent de s'endetter... et de réaliser des profits.

Le secret du capitalisme, c'est qu'il vit à crédit. Quand vous travaillez, vous n'êtes payé qu'à la fin du mois, vous avez fait crédit pendant 30 jours à votre patron ou à l'Etat de la force de travail que vous avez dépensée, gratuitement bien sûr, en plus de la plus-value qu'il vous aura extorquée.

Comment les banquiers s'enrichissent, c'est simple il suffit de suivre le mode d'emploi, un exemple :

- Les deux principales banques italiennes UniCredit et Intesa Sanpaolo utiliseront les fonds à trois ans de la BCE pour financer l'industrie et les ménages transalpins, ont déclaré jeudi les dirigeants des deux établissements dans des interviews.

"*Nous avons levé des liquidités à des coûts avantageux afin qu'elles soient injectées dans l'économie*", a déclaré Andrea Beltratti, président du directoire d'Intesa dans un entretien accordé à Il Sole 24 Ore. (reuters 22.12)

Les banques ont emprunté à la BCE à 1% d'intérêt et vont faire la culbute trois fois, dix fois ou davantage selon le crédit accordé, immobilier (3,5 à 4,7%) ou prêt à la consommation dont les taux tournent autour de 20%.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette affaire, c'est que cette opération est réalisée ouvertement, personne ne peut dire qu'il n'est pas au courant, les banquiers vont littéralement vampiriser, piller, voler, escroquer les travailleurs le plus légalement du monde, et cela passe comme une lettre à la poste, c'est normal en somme. Quand un travailleur a besoin d'argent pour acheter une voiture ou autre chose, il emprunte à 7, 10 ou 15%, quand le banquier a besoin d'argent il emprunte à 1% et vous facture à 7, 10 ou 15% ou plus, c'est normal, lui il est banquier, vous vous n'êtes qu'une merde quoi, disons les choses telles qu'elles sont.

Parler d'inégalité et d'injustice ici paraît presque grotesque, puérile, tellement c'est énorme, scandaleux, une telle pratique est digne d'un système mafieux, dictatorial, spontanément on se demandera comment cela est-il possible. La réponse a été donnée plus haut (et plus loin), je n'ai ni le temps ni l'envie ni la patience de me lancer dans une nouvelle démonstration.

Courriel reçu d'un militant marocain

- "*Salut camarade,*

Merci pour votre travail sur l'histoire de l'opposition de gauche.

Je vous demande si je peux savoir toute information sur la constitution de la 4e internationale depuis sa naissance, sa scission, (Pablo, Lambert, Moreno, Stéphane Just....) jusqu'à ce jour où on trouve trois grandes organisations et d'autres fractions et petites groupes ....

Je porte à votre connaissance que je suis du Maroc et je m'intéresse beaucoup à cette politique.

Merci encore, j'attends votre réponse."

J'ai corrigé légèrement l'orthographe de ce courriel, je répondrai à ce camarade dans les jours qui viennent.

Je tiens à préciser que mon travail ne consiste pas à étudier l'histoire des partis issus du trotskisme, d'autres camarades pourraient le faire beaucoup mieux que moi. A mon avis, cela ne présente pas un grand intérêt, on a beaucoup mieux et plus urgent à étudier ou à régler comme questions. Pour ma part, j'ai pratiquement épuisé ce sujet dans mes causeries ou dans différents articles, cela étant, j'ai laissé de côté certaines questions qui ne me semblaient pas présenter un grand intérêt pour la suite de notre combat, je ne suis pas entré dans les détails faute de documentations appropriées. Je ne me suis intéressé qu'aux questions en rapport avec la lutte de classe à notre époque.

Par ailleurs, si j'ai intitulé le site *La voix de l'opposition de gauche*, c'est en partie en référence à l'opposition de gauche dirigée par Trotsky à partir du milieu des années 20, ayant été militant de l'OCI à la fin des années 70, sans pour autant me sentir lié à aucun de ces partis, le POI (CCI), le NPA ou LO, sans avoir de comptes à leur rendre, sans non plus leur reconnaître forcément le statut d'héritier de l'opposition de gauche, puisqu'au contraire je prétends qu'ils ont rompu ou se sont écartés du léninisme ou du bolchevisme. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Union nationale ou quand la farce électorale prend une tournure pathétique.

Les députés français ont provoqué un incident diplomatique majeur avec la Turquie en votant jeudi une proposition de loi visant à pénaliser la négation des génocides, notamment le génocide arménien.

Ankara, qui ne reconnaît pas que les massacres d'Arméniens en 1915 relèvent d'un génocide, a réagi immédiatement en qualifiant le texte adopté à l'Assemblée nationale d'inacceptable et en rappelant son ambassadeur en poste à Paris.

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a estimé que ce vote avait ouvert des plaies qui seraient difficiles à refermer.

Pour le chef du gouvernement turc, qui a protesté à de multiples reprises avant le vote, le texte adopté à Paris relève d'"*une politique fondée sur le racisme, la discrimination et la xénophobie*".

La Turquie, a-t-il ajouté, annule toutes les rencontres politiques, économiques et militaires prévues avec la France. Elle annule également l'autorisation qui était faite aux avions de chasse et aux bâtiments de guerre de l'armée française d'atterrir ou d'accoster en Turquie.

Le texte, déposé par la députée UMP Valérie Boyer, a été validé par les députés français lors d'un vote à main levée. Les quatre groupes de l'Assemblée nationale avaient appelé à voter pour mais des députés de la majorité comme de l'opposition ont voté contre ou se sont abstenus.

Le texte initial visait à sanctionner la seule contestation du génocide arménien mais il a été modifié le 7 décembre pour s'étendre à "*la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi*".

Il prévoit de punir la négation d'un génocide d'un an de prison, d'une amende de 45.000 euros ou des deux.

La diaspora arménienne en France, forte de 500.000 personnes, est à nouveau un enjeu électoral à l'approche des élections présidentielle et législatives du printemps 2012.

La proposition de loi pourrait être examinée début 2012 par le Sénat. Valérie Boyer a souhaité que le texte soit inscrit "*très vite*" à l'agenda de la haute assemblée afin, a-t-elle dit, "*d'avoir une loi effective à la fin de cette législature*". (reuters 22.12)

1.2- A propos du "***sommet***" antisocial du 18 janvier

Le Président pourrait être tenté de lancer d'autres chantiers, plus structurels. "*Il faudra avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française*", a ainsi prévenu Nicolas Sarkozy à Toulon.

Il pourrait bien s'appuyer pour cela sur une proposition de la branche métallurgie du patronat. L'UIMM propose de développer des accords compétitivité-emploi. Le principe est simple : négocier avec les représentants du personnel une flexibilité accrue des salariés, en échange de garanties pour l'emploi ou sur les investissements. Actuellement, les accords de ce type ne s'imposent en effet pas automatiquement à tous les salariés de l'entreprise concernée.

Cette piste a le mérite d'aller (encore une fois) dans le sens d'une convergence avec nos voisins d'outre-Rhin. Raymond Soubie, ancien conseiller social de l'Élysée, n'y voit que des avantages. "*Regardez ce qui s'est fait en Allemagne. Depuis 2004, des accords sociaux ont été conclus, qui portent tout à la fois sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, afin de restaurer la compétitivité par le consensus. Les salariés obtiennent des garanties sur une partie de ces sujets, en échange de concessions sur d'autres*", a-t-il déclaré, dans une interview au Journal du Dimanche du 11 décembre. Les syndicats, pas enthousiastes

Xavier Bertrand s'est lui aussi prononcé en faveur de ce principe dans une interview accordée au Monde de jeudi : "*Les accords compétitivité-emploi peuvent être une voie d'avenir*", a réaffirmé le ministre du Travail. Celui qui s'est opposé, à l'UMP, à la proposition de remise en cause des 35 heures y voit un bon moyen de "*sortir de l'esprit des 35 heures sans faire payer à nouveau la facture aux ouvriers et aux salariés*", même s'il reconnaît qu'il sera difficile de passer à l'action avant la présidentielle.

Les syndicats, eux, préfèrent se concentrer sur les mesures d'urgence. "*Nous refusons de parler des réformes structurelles du marché du travail, car il n'y a pas assez de temps avant les élections*", fait valoir Marcel Grignard pour la CFDT. Une telle évolution du droit du travail "*ne se fait pas en trois coups de cuillère à pot*", explique le syndicaliste. Car les accords compétitivité-emploi nécessitent de "*donner plus de marge de manoeuvre à la négociation collective dans les entreprises*". Ce qui suppose aussi de "*définir ce qui relève des négociations d'entreprises, de branches et interprofessionnelles*", explique-t-il.

La CGT, elle, est tout à fait opposée au principe, considéré comme un véritable chantage à l'emploi. On comprend pourquoi : en période de crise, cela revient à troquer le maintien de l'emploi contre une stagnation des salaires. Voire une baisse. (lepoint.

fr 22.12)

L'essentiel, c'est d'y aller pour légitimer Sarkozy, ensuite, les mesures qu'il aura décidées, peu importe après que les uns ou les autres se déclarent pour ou contre.

Ce n'est pas un hasard si mardi dernier l'avatar d'Adolphe Tiers recevait Gerhard Schröder, qui selon Le Figaro restera "*dans les annales comme celui qui a rendu possible l'adaptation de son pays à la nouvelle donne de la compétition économique mondiale*", notamment "*grâce à la modération salariale - en clair travailler plus sans gagner plus*" ou encore "*la suppression des indemnisations chômage de long terme*", l'artisan des petits boulots rémunérés 1 euro de l"heure, Hartz IV et Cie. (voir les infos en bref d'avant-hier)

Entre nous, la Bourse devrait miser sur Hollande plutôt que sur Sarkozy, à moins qu'elle ne fasse comme aux Etats-Unis et mise sur les deux à la fois histoire de gagner à tous les coups. Maintenant le mouvement ouvrier n'est pas similaire en France et en Allemagne.

En attendant le syndicat jaune CFDT a déjà donné son accord à Sarkozy par la voix de Marcel Grignard pour qui sait lire.

Au-delà, la question demeure la même : pourquoi aucun parti dit ouvrier n'engage-t-il pas une campagne nationale sur le thème de la rupture des syndicats et des partis avec le gouvernement et le patronat à l'époque de la réaction sur toute la ligne, avec les institutions, l'Etat ? Ils tiennent tous un double langage en vérité. Ils prétendent défendre l'indépendance des syndicats et ils refusent de mener le combat pour leur rupture avec l'Etat et les représentants du capital.

2- Espagne

Le nouveau chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a nommé mercredi 21 décembre Luis de Guindos, ancien président de la banque Lehman Brothers pour l'Espagne et le Portugal de 2006 à 2008, au poste de ministre de l'Economie, rapporte BBC News. Précisons que la banque Lehman Brothers a fait officiellement faillite le 15 septembre 2008 à la suite de la crise financière mondiale née de la crise des subprimes.

Cet ancien secrétaire d'Etat à l'Economie (2002-2004), âgé de 51 ans, a dirigé la grande école de commerce Instituto de Empresa à Madrid et a été chargé du département financier de PriceWaterhouseCoopers, grand cabinet d'audit. (slate.fr 22.12)

En Italie : Premier ministre Mario Monti, ancien Commissaire européen, l'homme de Bruxelles formé aux Etats-Unis ; en Grèce : Lucas Papadémos, ancien vice-président de la BCE ; en Espagne : ministre de l'Economie Luis de Guindos, ancien président de la banque Lehman Brothers ; BCE, Président Mario Draghi, l'homme de de Goldman Sachs.

Question à cent balles : qui dirige l'économie européenne, la BCE, l'UE ?

3- Grande-Bretagne

La justice a annoncé jeudi l'ouverture d'une enquête après le scandale déclenché en Grande-Bretagne par le député conservateur Aidan Burley, filmé lors d'une soirée arrosée dans les Alpes avec toasts au IIIe Reich et déguisement d'officier SS.

L'«*apologie de crime de guerre ou contre l'humanité» est passible de cinq ans de prison et 45.000 euros d'amende, et celui de «port d'uniforme et d'insigne d'une organisation criminelle contre l'humanité*» de 1.500 euros.

Tout a commencé par une vidéo filmée par un client du restaurant, diffusée sur internet, notamment via Twitter par l'organisation SOS Racisme. Elle est également relayée par les journaux britanniques comme le Daily Mail.

On y entend la dizaine de convives britanniques de cet enterrement de vie de garçon lever leurs verres «*à l'idéologie et la pensée du Troisième Reich*». Une photo montre l'ami déguisé du député faisant le salut hitlérien dans la rue.

Ce scandale, qui vient rappeler celui qu'avait provoqué en 2005 la photographie du prince Harry en uniforme nazi à une fête costumée, a déjà conduit au retrait d'Aidan Burley de sa fonction de chargé de mission auprès du Secrétaire aux Transports. (libération.fr 22.12)

Bien entendu ce député conservateur britannique s'est empressé d'affirmer qu'il n'était pour rien dans cette histoire, qu'il ignorait tout des penchants idéologiques fascistes de son ami... Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.

4- Gabon

Au Gabon, la coalition du président Ali Bongo au pouvoir a remporté 95% des sièges aux élections législatives de samedi dernier, renforçant sa mainmise sur ce pays producteur de pétrole et déclenchant des accusations de fraude de l'opposition.

Le Parti démocratique gabonais (PDG), parti d'Omar Bongo, a remporté 113 des 120 sièges de l'assemblée, selon les résultats communiqués tard mercredi soir par le gouvernement. Son allié, le Parti gabonais du centre indépendant (PGCI), a obtenu un siège. Le taux de participation s'élève à 34%.

Les partis d'opposition, qui ont remporté les six sièges restants, avaient appelé à un boycott des élections après que le gouvernement a rejeté leur demande d'introduire des cartes électorales et des kits d'inscription biométriques afin de réduire le risque de fraude. reuters 22.12)

5- Syrie

La presse atlantiste et du Golfe reprend l'assertion de l'OSDH (bureau londonien des Frères musulmans syriens) selon laquelle l'armée syrienne aurait massacré une centaine de personnes à Kafroueid, dans la province d'Idleb.

Bien que cette imputation n'ait pas été recoupée, la France et les Etats-Unis ont vivement réagi. Le Quai d'Orsay parle de « *tuerie sans précédent* », tandis que la Maison-Blanche affirme « *Assad ne mérite plus de diriger la Syrie* ».

- La presse internationale fait l'impasse sur l'enlèvement de cinq ingénieurs iraniens à Homs. Cette action fait suite au sabotage du pipe-line approvisionnant la centrale électrique et au retrait de Petro-Canada. L'objectif est de priver Homs d'énergie.

- Jane's Defence Weekly note que même avec les 20 000 hommes qu'on lui prête, l'Armées syrienne libre n'a aucune chance de l'emporter. En effet, elle ne bénéficie d'aucune défection significative, en terme d'unités de combat ou de généraux. Elle est destinée à servir de couverture pour une opération internationale.

- Le Jerusalem Post est le premier quotidien à évoquer la lettre ouverte au président Obama de 55 membres de la Foreign Policy Initiative (lire pp. 45-46), la nouvelle association des faucons US, qui se situe résolument dans le prolongement du Projet for A New American Century.

La lettre a été écrite en collaboration avec la Foundation for the Defense of Democracies, qui est une émanation du gouvernement israélien.

Les signataires pressent le président des Etats-Unis de renforcer les sanctions, de nouer des contacts officiels avec l'opposition civile et militaire, et de confier à la Turquie la création d'une zone neutre en territoire syrien.

- Dans Le Point, Edward Luttwak, historien officiel de l'armée israélienne, présente les troubles en Syrie comme un moyen de casser l'influence iranienne en attisant la fitna. (Réseau Voltaire)

6- Yémen

Des milliers de manifestants yéménites ont marché jeudi vers la capitale Sanaa pour réclamer le jugement du président Ali Abdallah Saleh pour la mort de manifestants tués lors de la répression des manifestations anti-gouvernementales.

"*Notre objectif est de renverser le régime et de poursuivre les dirigeants, de rejeter l'immunité parlementaire accordée à Saleh et à ses conseillers*", a expliqué Waddah al Adeeb, un des organisateurs de la marche partie de la ville de Taëz en début de semaine. "*Et nous rejetons le gouvernement d'unité nationale parce qu'il reproduit tout simplement le régime*", a-t-il ajouté.

L'accord signé fin novembre sous l'égide de l'Onu et du Conseil de coopération du Golfe (CCG) prévoit un transfert des pouvoirs de Saleh à son vice-président, Abd-Rabbu Mansour Hadi, jusqu'à une élection présidentielle anticipée fixée en février 2012.

Dans un communiqué, le parti de Saleh a estimé que la marche "*violait les engagements de l'accord visant à mettre fin aux manifestations d'ampleur*." (reuters 22.12)

7- Etats-Unis

Une enquête de l'armée américaine rend ses hommes responsables de la frappe aérienne qui a tué par erreur 24 soldats pakistanais le mois dernier, rapporte jeudi le Wall Street Journal.

Dans un communiqué, le Pentagone concède qu'"*une mauvaise coordination entre des officiers des armées américaine*

et pakistanaise" et "*des informations cartographiques incorrectes (...) ont contribué à cette issue tragique*".

Le rapport de l'armée américaine confirme plusieurs éléments de la version pakistanaise et contredit celle des Etats-Unis. Washington avait dit après les faits avoir obtenu l'autorisation des Pakistanais pour cette frappe aérienne.

"*Le problème général qui entoure cet incident, c'est le manque de confiance*" entre les deux pays, dit un responsable militaire cité par le Wall Street Journal.

Selon le rapport, résumé par des sources proches du dossier, un commando américano-afghan a d'abord été visé à partir d'une ligne de crête. Ce commando de 150 hommes a demandé un soutien aérien pour faire étalage de sa force aux assaillants.

Interrogé par le commando au sol, l'Otan a répondu par radio: "*Nous ne repérons ("tracking") aucun militaire 'pak' dans cette zone.*" Les soldats américano-afghans ont interprété cette communication comme une preuve qu'il n'y avait aucun soldat pakistanais.

L'armée américaine a commis une deuxième erreur en donnant involontairement aux Pakistanais des informations erronées sur le lieu des frappes, selon l'enquête. (reuters 22.12)

Social

1- France

1.1- Grèves dans les aéroports.

1.1.1- La grève a été reconduite pour vendredi dans plusieurs aéroports français, a-t-on appris auprès la CGT, qui appelle à un élargissement du mouvement dans les métiers de sécurité au-delà du secteur aéroportuaire.

Un préavis de grève a été déposé parallèlement par plusieurs syndicats du secteur aérien, dont le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), du 6 au 9 février, pour protester contre la proposition de loi UMP visant à encadrer le droit de grève dans ce secteur.

Les pilotes, les navigants commerciaux, les mécaniciens et le personnel au sol sont réunis dans cet appel, a-t-on précisé de source syndicale.

Malgré les protestations des syndicats, y compris au sein de la police, le gouvernement a mis à exécution sa menace de demander aux forces de l'ordre de se substituer aux grévistes afin que les passagers ne soient pas "pris en otage" pour Noël. (reuters 22.12)

1.1.2- Contacté par 20 Minutes, Stéphane Sirot, historien et spécialiste des mouvements sociaux, apporte son éclairage.

La réquisition des forces de l'ordre, est-ce une façon de «briser la grève»?

Oui, c'est même une façon assez inhabituelle de le faire. Quand on observe les conflits sociaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la force publique ou l'armée n'ont été utilisées que lorsque les mouvements sociaux concernaient des secteurs vitaux. Mais pour les autres services, qui relèvent des entreprises privées, l'Etat ne s'est jamais permis d'intervenir. Cela nous renvoie très loin en arrière, aux années 30, quand le gouvernement intervenait de cette façon. On revit cela, de manière assez inédite dans la configuration contemporaine des conflits sociaux.

Le secteur de la sûreté aéroportuaire ne rentre pas dans la catégorie des «professions vitales»?

Ça n'a même strictement aucun rapport. Ce secteur n'est pas contrôlé par l'Etat, on est dans la configuration classique d'une entreprise privée confrontée à un conflit social.

Comment expliquer cette décision du gouvernement?

C'est une illustration supplémentaire d'un dérèglement des relations sociales, avec un droit de grève de plus en plus contraint et l'Etat qui délaisse son rôle de médiateur et préfère le pourrissement du conflit ou la reprise du travail par la contrainte. C'est aussi un signe politique à l'égard de l'électorat traditionnel de la droite républicaine, pour laquelle il est de bon ton de montrer une certaine fermeté dans les conflits sociaux.

Certains secteurs jugés «sensibles» par le gouvernement n'ont-ils aucun espoir de voir leurs grèves porter leurs fruits?

C'est sûr que le gouvernement envoie un signal particulier aux salariés du privé qui feront grève. Va-t-il faire le choix d'intervenir dès qu'une grève gêne le public? (20minutes.fr 22.12)

2- Grève dans l'Education nationale le 31 janvier

Le Snes-FSU et deux autres syndicats FSU des collèges et lycées ont appelé jeudi à une nouvelle grève, le 31 janvier, ainsi qu'à une «manifestation nationale à Paris», contre le projet de réforme de l'évaluation et de l'avancement des enseignants, après la grève du 15 décembre.

«Le ministre doit retirer son projet», ont écrit les trois syndicats dans un communiqué, rappelant qu'une pétition en ce sens sur internet avait recueilli jeudi plus de 70.000 signatures électroniques.

«*Les enseignants rejettent particulièrement le rôle dévolu au chef d'établissement qui deviendrait l'unique évaluateur*», selon ces syndicats.

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, assure lui que les corps d'inspection garderaient un rôle, notamment pour l'évaluation disciplinaire des professeurs, même si le chef d'établissement aurait le dernier mot. (liberation.fr 22.12)

2- Belgique

Les salariés du public ont fait grève jeudi en Belgique pour protester contre le projet de report de l'âge de départ à la retraite, dans le cadre d'un plan de réduction du déficit public.

L'Eurostar et le Thalys, qui relient respectivement Londres et Paris à Bruxelles, ne fonctionnent pas et les trains, bus, tramways et métros ne circulent plus depuis mercredi soir.

Il s'agit de la seconde manifestation d'opposition des Belges aux mesures d'austérité annoncés il y a deux semaines par le nouveau gouvernement. Quelque 50.000 personnes avaient défilé le 3 décembre à Bruxelles, selon l'estimation des syndicats.

Le mouvement de grève était organisé alors que les députés débattaient au parlement de la réforme du système des retraites décriée par les syndicats.

"*Le plan du gouvernement doit être respecté mais nous pouvons discuter de la transition et de la manière dont les lois sont appliquées*", a déclaré Vincent Van Quickenborne, ministre des Retraites (centre-droit) à l'issue de pourparlers avec les syndicats. "*Nous sommes toujours en discussions*".

Les syndicats ont menacé d'organiser une nouvelle journée de grève le 30 janvier mais la secrétaire générale du syndicat Acod, Chris Reniers, a indiqué que "*la porte restait ouverte à quelques ajustements.*"

Le gouvernement d'Elio di Rupo tente de repousser l'âge effectif de départ à la retraite, qui est d'environ 59 ans, en reportant l'âge de la retraite anticipée. L'âge officiel de départ, à partir duquel les Belges bénéficient d'une pension sans décote, est de 65 ans. (reuters 22.12)

Economie

1- Slovénie

Moody's Investors Service a annoncé jeudi avoir abaissé d'un cran la note souveraine attribuée à la Slovénie, de Aa3 à A1, évoquant la pression croissante pesant sur les comptes publics liée à l'éventuelle nécessité d'une nouvelle aide au secteur bancaire du pays. (reuters 22.12)

2- Hongrie

Emboîtant le pas à Moody's, qui a sévi fin novembre, Standard & Poor's a dégradé, jeudi, la note souveraine hongroise de BBB- à BB +, la reléguant en catégorie «*spéculative*». La notation est en outre assortie d'une perspective négative, avec une probabilité d'un sur trois d'une nouvelle dégradation dans l'année qui vient.

Budapest, qui peine à financer une dette publique dépassant les 80 % du PIB sur les marchés - les taux des obligations à dix ans ont encore grimpé, jeudi, à 9,18 % -, s'est résolu le 21 novembre à solliciter l'aide du FMI et de Bruxelles, évaluée entre 15 et

20 milliards d'euros. (lefigaro.fr 22.12)

Haut de page

Le 24 décembre

CAUSERIE

Comment ils préparent le terrain.

Il y a deux semaines Sarkozy annonçait la tenue d'un "*sommet sur l'emploi*" avec les dirigeants syndicaux le 18 janvier prochain.

La totalité des syndicats se sont empressés d'accepter de se rendre à cette invitation placée sous le signe du renforcement de la compétitivité des entreprises, autrement dit de l'exploitation des travailleurs. Mailly (FO) le justifiant dans sa lettre Internet par le fait qu'il est "*républicain*", comme quoi nous avons raison de ne pas nous reconnaître dans leur République, leur République bonapartiste, merci monsieur Mailly pour cette précision, les curés de la Libre Pensée estimeront sans soute que les "*péchés*" de ses ouailles s'en trouvent absous, pas de procès en sorcellerie entre nous, on comprend : au diable les principes !

Sarkozy recevait Schröder le 20 décembre, l'artisan de la mise en oeuvre de la contre-réforme nommée Hartz IV.

Depuis quelques jours fleurissent des titres et des articles de presse, qui s'inspirant de la situation en Allemagne, fournissent une indication sur le prochain consensus en France entre les syndicats ouvriers et le patronat sur le thème de la nécessité d'augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises présenté comme un moyen de préserver l'emploi et de lutter contre le chômage, qui se solderait d'une part par l'acceptation d'une modération salariale, et d'autre part par une plus grande flexibilité du temps de travail, de telle sorte que le droit de grève pour obtenir des augmentations de salaires ou des améliorations des conditions de travail serait suspendu, la mobilisation et le recours à la grève sur ces thèmes deviendrait de facto illégitime, illégale. A côté la "*règle d'or*" c'est de la rigolade, à croire que la campagne sur ce thème menée par certains servait en réalité de diversion pour épargner les appareils syndicaux avec lesquels ils sont cul et chemise.

En résumé, vous acceptez une stagnation ou une baisse de votre revenu compte tenu de la faible augmentation de votre salaire et de la hausse des prix, taxes et impôts divers, vous acceptez des horaires à la carte bafouant Code du travail et conventions collectives devenus obsolètes en fonction du carnet de commandes de l'entreprise, ce qui se soldera d'un côté par du chômage partiel pendant des jours, des semaines ou davantage en cumulé sur l'année, et d'autre part par une augmentation des cadences de travail et des heures supplémentaires à d'autres moments de l'année, donc de l'exploitation. Devinez qui est le dindon de cette mauvaise farce ?

Dans un langage plus accessible aux ouvriers : Quand le taux d'exploitation des installations et de la main d'oeuvre est au minimum on plie bagage, on rentre chez soi, et quand il est au maximum on bosse, on bosse, on bosse pour réaliser le maximum de profit sur le dos des esclaves qui ont accepté d'être soumis à de telles conditions de travail. C'est l'application de la définition du travail et du chômage en alternance qui ne veut pas dire son nom.

Voilà ce que les syndicats allemands ont accepté et ce que les syndicats en France acceptent de discuter avec Sarkozy.

Vous aurez compris que le patronat est gagnant sur tous les tableaux et que c'est un marché de dupes.

Sarkozy n'avait même pas besoin d'annoncer ouvertement la couleur pour que l'on sache sur quel terrain se situerait ce "*sommet sur l'emploi*", celui des intérêts du patronat au détriment de ceux des travailleurs. Dès lors qu'on accepte de dialoguer avec lui, cela signifie qu'on accepte de se situer sur le même terrain que lui, cela s'appelle une capitulation en rase campagne. Dès lors qu'on accepte de se situer sur le terrain du capital, il n'est plus possible de se situer sur le terrain du travail, il faut être corrompu par le capitalisme ou un crétin pour ne pas le comprendre.

Camarades, examinez attentivement l'évolution des discours et de la politique mise en oeuvre par tous les partis depuis des années ou au cours des trois dernières décennies, vous constaterez qu'ils ont tous accepté de passer des compromis avec l'ennemi, que leurs déviations droitières qualifiées de simple penchant sont devenues une tendance confirmée qu'ils assument, mieux qu'ils revendiquent, ce qui signifie que finalement ils en sont tous arrivés à légimiter le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Et comment les dirigeants de ces partis s'y prennent-ils pour faire avaler cette couleuvre à leurs militants ? C'est très simple etsans avoir à déployer le moindre effort, puisque la majorité de leurs propres militants sont déjà gangrenés par l'idéologie

dominante, l'opération qui avait consisté il y a deux ou trois ans à changer le type des partis qu'ils construisaient ainsi que leurs noms, devait aboutir à faire entrer dans leurs partis des militants d'horizons divers qui ne se reconnaissaient ni dans le léninisme ni dans la révolution socialiste, de telle sorte que leurs militants qui entendaient demeurer fidèles au marxisme deviendraient minoritaires dans ces partis, à partir de ce moment-là, pris en otage par leurs dirigeants, ils se retrouvaient devant le dilemme suivant : soit accepter de se soumettre à la politique droitière adoptée par la majorité de leurs partis, soit démissionner.

Quant à la méthode pour défendre cette politique droitière, elle relève du principe selon lequel il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, par exemple chez de Gaulle, dans la Constitution de la Ve République, dans tous les partis y compris l'UMP, pour certains dans l'ONU, l'UE, la BCE, etc. quand on a fait le tour de tous les partis on se rend compte que tout y passe. Hier, ce qui était réactionnaire et caractérisé comme une trahison, est devenu révolutionnaire dans la bouche des mêmes dirigeants, et ceux qui le dénoncent seront traîtés de sectaires, de gauchistes.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, la tendance actuelle est à l'effacement ou la remise en cause des frontières entre les classes, de telle sorte que l'idéologie dominante pénètre plus facilement encore que par le passé dans tous les partis jusqu'à leur sommet, on peut difficilement le nier quand on en arrive à prendre ouvertement la défense de la *souveraineté nationale*" par exemple.

La pression de l'idéologie bourgeoise qui s'exerce sur tous les partis a atteint un degré tel, que chacun se sent obligé de passer des compromis avec l'ennemi de classe, sous prétexte qu'il n'existe aujourd'hui aucune issue politique parce que la classe ouvrière n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction lors des 70 dernières années, cela se traduit par la défense des oripeaux de la République, de la démocratie, de l'Etat qu'ils évitent dorénavant de caractériser, on comprendra qu'une fois passée à la trappe leur nature sociale il leur soit pratiquement impossible de combattre pour une République, une démocratie ou un Etat qui aurait une autre nature sociale, c'est l'impasse, en conclusion leur discours est devenu inaudible, incompréhensible pour les travailleurs qui cherchent une issue politique à la crise du capitalisme.

Au NPA et à LO, les choses sont simples, ils sont incapables de définir la moindre stratégie politique.

Au POI, ils sont retournés plus de deux siècles en arrière avec leur Assemblée constituante, et pour justifier auprès de leurs militants l'abandon des leçons de la Commune de Paris et de la révolution russe de 1917, leurs dirigeants n'ont rien trouvé d'autre que prétendre que la disparition de l'URSS aurait initié une nouvelle période de la lutte des classes qui pour ainsi dire aurait effacé d'un coup de baguette magique deux siècles de lutte de classe du prolétariat, on devrait donc repartir de zéro, en réalité ils font varier la place du curseur en fonction des intérêts de leur appareil. Alors qu'en fait, on a pu constater dans le passé qu'en période de crise et de réaction sur toute la ligne, on assistait au même processus, avec d'une part une offensive généralisée du capital pour tenter de reprendre tout ce qu'il avait dû concéder à la classe ouvrière au cours des décennies antérieures, d'autre part, que toutes les théories utopiques, foireuses, opportunistes ou réactionnaires qui existaient avant que Marx et Engels développent le socialisme scientifique, réapparaissaient systématiquement, sans nier cet aspect de la réalité, ces dirigeants n'auraient jamais pu avancer leur stratégie de l'Assemblée constituante, ni même pouvoir justifier l'abandon de la construction d'un parti du type bolchevique.

Ils ont imputé au stalinisme la difficulté, qui s'est transformé au fil du temps en impossibilté la construction du parti, alors qu'en réalité, elle était imputable uniquement à leur incapacité à tisser des liens profonds et durables avec la classe ouvrière, ce qui est en cause c'est leur rapport au milieu ouvrier.

Je dis cela par expérience, quand on milite, qui plus est quand on est pris dans l'engrenage infernal de l'activisme, on finit par vivre dans une bulle, on n'a plus le temps à rien d'autres, on rompt nos relations avec nos anciennes fréquentations, on ne fréquente plus que des militants, on ne pense plus qu'en terme politique, on n'a pas le temps d'écouter les travailleurs nous raconter leur vie, au mieux nos relations sont très superficielles, on ne parle que politique avec eux, bref, on est déjà coupé de la classe, de toutes manières on est devenu sourd à tout discours qui ne se rapportent pas à la politique, pas par mépris, on fait passer au second plan tout le reste puis on l'oublie tout simplement, cela se déroule inconsciemment. Alors imaginez ce qu'il en est quand on est dirigeant, permanent d'un parti, quand on n'a même pas le contact avec les travailleurs sur leur lieu de travail, qu'on croule sous les tâches et les responsabilités, la bulle prend l'allure d'un nuage qui s'éloigne de plus en plus de la terre ferme, dans lequel on aura tendance à refaire le monde plutôt qu'à le prendre tel qu'il est, on finira par être déconnecté de la réalité, d'autant plus si la société n'a pas été trop ingrate envers nous et que les dirigeants qui nous entourent font également partie des couches privilégiées du prolétariat.

Un mot d'ordre à l'ordre du jour

Question légitime que tout travailleur peut se poser : Pourquoi je ne peux pas emprûnter à 1% à ma banque ? N'emprunte-t-elle pas à 1% à la BCE, ne vit-elle pas des frais qu'elle me facture, qu'est-ce qui jusifie qu'elle me prête à 7, 10, 15% ? C'est du vol, non ?

Quel parti va faire campagne sur ce thème ? Aucun sans doute. Pourtant cette argumentation est à la portée de tous. Oui, mais c'est là le problème, nos dirigeants ne s'adressent qu'à une élite, lisez donc leurs discours, cette démonstration est grotesque, c'est du populisme. Après on s'étonnera que les masses demeurent enchaînées au capitalisme, à croire que nos dirigeants se

complaisent dans cette situation, non ?

On a là un argument idéal, parfait, génial pour aider les travailleurs à comprendre que le capitalisme repose sur le vol de leur force de travail, il est accessible aux plus arriérés d'entre eux, c'est une aubaine, formidable. En écrivant ces lignes une idée vient de me traverser l'esprit : On se plaint que l'on va de défaite en défaite, certains militants semblent ne plus savoir par quel bout aborder la situation à force peut-être de se répéter ou de ne rien voir bouger, mais bordel, notre ennemi nous fournit là un argument qui vaut toutes les défaites de la terre pour... marquons une pause, pour quoi au juste, bonne question : pour quoi ? pour obtenir une victoire, le vaincre, mais non, où avez-vous la tête à la fin, arrêtez de prendre vos désirs pour la réalité, pour rassembler les travailleurs et construire le parti. Avec un tel argument, c'est comme si vous pêchiez, non pas dans une rivière ou en pleine mer, mais dans le bassin d'une ferme aquicole remplie de milliers de poissons...

Entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.

Le directeur du musée d'Ottawa (au Canada) consacré aux religions.

Après avoir dit que cela permettrait aux visiteurs de mieux comprendre comment chacun pratique sa foi (32 religions dédiées au culte de l'ignorance sont présentes dans ce musée), ce sont ses termes, comme si le monde était uniquement peuplé de croyants, passons, avant de conclure, je cite, parce que "*dieu propose et l'homme dispose*", alors qu'en réalité dieu dans ses différentes représentations n'est rien d'autre que le produit déformé (ou renversé) des manifestations de la nature (et de la société) dans le cerveau humain, cerveau qui inconsciemment et marqué du sceau de l'ignorance s'invente un monde imaginaire, merveilleux ou fantasque dans l'au-delà, le diabolique ou le satanique est réservé au monde terrestre, au plateau des vaches, c'est le postulat inverse qui correspond à la vérité : l'homme propose et dieu dispose.

Au même moment le Canada vient de liquider purement et simplement l'âge limite du départ à la retraite (lire l'article dans cette page), une semaine auparavant il avait retiré sa signature du protocole de Kyoto, le Canada confirme ainsi qu'il marche bien sur les traces de Bush et son clone Obama.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Depuis plus de six mois, le premier actionnaire du Medef fait plancher plusieurs groupes de travail sur des idées fortes pour créer un «*choc de compétitivité*». L'objectif ? Fournir en février «*des mesures concrètes, chiffrées et applicables*», validées par la base, aux différents candidats. «*Chaque proposition est testée auprès d'un groupe miroir composé de chefs d'entreprise, justifie Frédéric Saint-Geours, le président de l'UIMM. Je suis convaincu que beaucoup seront reprises par le candidat élu, quel qu'il soit, car l'orientation est de redonner sa place à l'industrie en France. Il ne s'agit pas pour nous de prendre partie mais de faire des propositions pour alimenter le débat.*»

Pour l'UIMM, redonner à l'industrie française sa compétitivité passe notamment par l'instauration d'un véritable «*choc social*», pour reprendre l'expression de Jean-François Pilliard, son délégué général. L'organisation a pointé quatre thèmes majeurs: financer autrement la protection sociale (via le transfert d'un pack de cotisations sociales sur la TVA et la CSG), fluidifier le marché du travail (plus de flexibilité pour les entreprises et de sécurité pour les salariés), permettre aux entreprises de trouver les compétences dont elles ont besoin et développer le dialogue social pour appuyer les réformes. (lefigaro.fr 23.12)<

Cela tombe à pic, l'UMP et le PS n'avaient pas de programme pour 2012 selon certains commentateurs de la presse aux ordres...

2- Egypte

Des milliers de manifestants se sont rassemblés vendredi 23 décembre place Tahrir, au Caire, pour réclamer des poursuites judiciaires contre les responsables des récentes violences qui ont fait 17 morts dans la capitale. Ils avaient appelé à une nouvelle manifestation de grande ampleur, sous le slogan "*Vendredi de la restauration de l'honneur*".

Dans le même temps, une contre-manifestation des partisans du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige l'Egypte depuis la chute en février du président Hosni Moubarak, a réuni des milliers de personnes dans le quartier Abbassiya, à quelques kilomètres de la place Tahrir. (lemonde.fr 23.12)

Social

France

1- Poursuite de la grève des agents de sécurité dans les aéroports.

Les syndicats s'orientaient vendredi soir vers une poursuite de la grève des agents de sécurité qui perturbe les aéroports francais depuis une semaine mais les grévistes se sont mis d'accord en début de soirée pour initier des consultations avec l'ensemble des adhérents.

«*Il n'y a pas de reprise du travail prévue demain (samedi), le mot d'ordre c'est de consulter*», a déclaré à Reuters un membre du syndicat Force ouvrière. «*La proposition ultime (des organisations patronales) consiste en une prime de performance individuelle portée à un mois de salaire au lieu du demi-mois actuel et d'ouvrir une négociation sur les conditions de travail*», a-t-il dit.

La grève a été reconduite pour un huitième jour mais le trafic est désormais proche de la normale dans les aéroports français. «*En dépit de la poursuite du mouvement social des agents de sûreté et, grâce aux mesures prises, aucun temps d'attente significatif aux contrôles de sûreté n'est enregistré*», a annoncé vendredi soir Aéroports de Paris, la société qui gère les aéroports franciliens de Roissy-Charles-de-Gaulle et d'Orly. (20minutes.fr 23.12)

Question : pourquoi les syndicats n'ont-ils pas profiter de l'occasion pour appeler toutes les catégories de personnels, dont les pilote, à se mettre en grève pour défendre le droit de grève ? Sans doute pour ne pas "*gêner*" les "*négociations*" en cours !

Commentaire d'un internaute

- "*Les employés de sûreté de Marseille ont obtenu les 200 euros de + par mois en décembre 2010. A qui fera-t-on croire que c'est impossible à Paris? 2) ADP, qui est l'"employeur des employeurs", le donneur d'ordre des sociétés de sécurité, peut financer les 200 euros simplement en augmentant de 30 CENTIMES la taxe payée par chaque voyageur;*

Alors, où est le problème?

En réalité, le gouvernement, qui est le "patron" d'ADP, bloque toute solution négociée pour des raisons purement électoralistes. Notre fédération des usagers des transports et des services publics, en concertation avec les agents de sûreté, a l'intention de déjouer cette manoeuvre politicienne auprès de l'opinion publique."

2- Régime policier, suite.

Les agents de surveillance et de gardiennage des immeubles collectifs de type HLM pourront désormais être armés de bâtons de défense de type tonfa et d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes, selon un décret du ministère de l'intérieur publié vendredi 23 décembre au Journal officiel.

Ces agents employés par les bailleurs d'immeubles collectifs d'habitation devront suivre une formation spécifique, comprenant '*un module théorique sur l'environnement juridique du port d'arme*' et '*un module pratique*', qui sera 'sanctionnée par un certificat individuel de réussite'. Cette formation est un '*préalable*' à une '*demande d'autorisation de port d'arme individuel*', qui doit être faite au préfet.

Les armes devront être entreposées dans un local non accessible au public et sécurisé. Le gardien 'ne les porte que le temps strictement nécessaire à l'exercice de sa mission'.

Utilisée par les policiers ou les agents de sécurité du métro, le tonfa est une arme de 6e catégorie qui se compose d'une matraque, assortie d'une poignée latérale perpendiculaire. Son port est interdit sans autorisation administrative et son transport est réglementé. (lemonde.fr 23.12)

Commentaire d'internautes

1- "*Depuis quand les gardiens d'immeuble doivent faire le travail de la police ?*"

2- "*Les voyous vont répliquer à la Kalash et ces malheureux concierges devront s'armer de lance-roquettes, peut-être ? Non !*"

Economie

1- Zone euro

800 milliards d'euros. C'est le montant des obligations que les pays de la zone euro comptent emprunter en 2012 pour financer leurs dettes, selon Natixis. A elle seule, la France compte lever 178 milliards d'euros d'obligations. (libération.fr 23.12)

2- France

L'économie française a rebondi au troisième trimestre moins fortement qu'annoncé initialement, en raison notamment d'une chute plus marquée de l'investissement des entreprises, la stagnation du pouvoir d'achat faisant craindre que le rebond de la consommation ne soit que passager.

L'Insee, qui a revu vendredi à 0,3% contre 0,4% la hausse du produit intérieur brut au troisième trimestre, après une baisse de 0,1% au deuxième, estime que la France devrait entrer en récession en 2012.

Le taux d'épargne des ménages, qui avait atteint au printemps son niveau le plus élevé depuis 1983 à 17,3%.

"*Nous considérons que ce taux d'épargne très élevé reflète une chute de la confiance des consommateurs*", écrit Marion Laboure, économiste de Barclays Capital dans une note.

A 29,0%, le taux de marge des sociétés non-financières est stable, après une baisse de 0,8 point au deuxième trimestre, mais il reste inférieur à ses moyennes historiques. Ce taux était de 30,1% en moyenne en 2010. (reuters 23.012)

Haut de page

Le 25 décembre

CAUSERIE

Le vieux monde des primates au secours du capitalisme

Vos comportements de consommateurs sont non seulement analysés, mais aussi, depuis quelques années, le neuromarketing donne aux publicitaires des moyens pour stimuler votre subconscient et entretenir votre besoin d'acheter.

"*On sait maintenant quelles sont les régions du cerveau qui s'animent dans certaines conditions, explique Christophe Morin, spécialiste du neuromarketing. L'une des grandes découvertes est que les décisions sont souvent dirigées par la partie la plus primitive du cerveau, la partie reptilienne.*" Cette zone du cerveau "*est extraordinairement égoïste.*

L'important est l'impact que le produit ou l'entreprise aura sur le sujet. Il est attentif à ce qui est différent, il faut donc multiplier les contrastes visuels et sonores. Il est attentif au début et à la fin des messages mais perd de l'intérêt au milieu. Il est sensible aux émotions extrêmes, positives comme négatives. Et le cerveau reptilien est plutôt visuel, parce qu'il est connecté directement au nerf optique".

Malgré son caractère intrusif, le neuromarketing n'a donc pas (encore) trouvé de bouton "*acheter*" de notre cerveau. De fait, les recommandations marketing tirées de ces travaux restent relativement vagues. (atlantico.fr 24.12)

INFOS EN BREF

Politique

1- Russie

Intensifiant la pression sur Vladimir Poutine, des dizaines de milliers de Russes sont redescendus samedi dans les rues de Moscou pour réclamer la tenue de nouvelles élections législatives et, pour certains, la fin du régime en place.

Deux semaines après une première journée de mobilisation réussie, les manifestants, qui scandaient "*la Russie sans Poutine*" ou "*Nouvelles élections*", étaient 28.000 sur l'avenue Sakharov selon la police russe. Mais l'un des organisateurs, le dirigeant libéral Vladimir Ryjkov, a parlé de 120.000 personnes. Certains participants s'étaient juchés sur des arbres ou des réverbères pour mieux voir l'ensemble du mouvement.

Des dizaines de cars de police étaient stationnés à proximité, mais les forces de sécurité ne sont pas intervenues.

Sur la scène érigée le long de l'avenue et surmontée d'une banderole barrée du slogan "*La Russie sera libre !*", l'écrivain Boris Akounine a été l'un des premiers à prendre la parole. "*Voulez-vous que Poutine revienne à la présidence ?*", a-t-il lancé, déclenchant un concert de sifflets et de "*non*".

Regroupant libéraux, nationalistes, anarchistes, écologistes et jeunes urbains, l'opposition affirme que la victoire de Russie unie, le parti présidentiel qui a conservé de justesse sa majorité absolue à la Douma d'Etat, résulte de fraudes massives.

Elle réclame l'annulation du scrutin et la tenue de nouvelles élections, l'enregistrement de partis d'opposition, l'éviction du président de la commission électorale et la libération de détenus considérés comme des prisonniers politiques. Certains veulent aussi la démission de Poutine.

Sur certaines banderoles déployées samedi, on lisait "*Pour une Russie sans Poutine*".

Un avis du conseil des droits de l'homme rattaché à la présidence russe a donné du baume au coeur aux opposants. Il estime que les allégations d'irrégularités ont jeté le discrédit sur la nouvelle Douma. Il s'agit d'une "*véritable menace contre l'Etat russe*", ajoute le conseil qui juge souhaitable que le président de la commission centrale des élections démissionne.

L'avis n'est que consultatif, mais il renforce la motivation des contestataires, qui ont également reçu l'appui d'Alexeï Koudrine, un proche de Poutine dont il fut le ministre des Finances pendant onze ans, jusqu'à septembre dernier.

"*Je partage vos émotions négatives liées aux résultats des élections législatives dans notre pays*", écrit-il dans une tribune publiée sur le site internet du quotidien Kommersant.

Face à cette mobilisation, l'actuel Premier ministre, qui entend retrouver la présidence à l'occasion de l'élection de mars prochain, et le chef de l'Etat, Dmitri Medvedev, ont rejeté l'idée d'annuler le scrutin.

Medvedev a cependant promis jeudi de refondre le système politique en rétablissant l'élection au suffrage direct des gouverneurs des régions, abolie en 2004 et remplacée par un processus de désignation par le Kremlin. Il a également promis d'assouplir les règles d'enregistrement des partis politiques. (reuters 24.12)

2- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a annoncé samedi son départ prochain pour les Etats-Unis, sans préciser à quelle date, alors que des milliers de manifestants ont défilé à Sanaa pour réclamer sa comparution devant la justice.

Les forces gouvernementales sont intervenues en tirant à balles réelles pour disperser les protestataires rassemblés devant le palais présidentiel, faisant neuf morts et 90 blessés selon un médecin de l'hôpital qui traite depuis des mois les manifestants blessés dans la répression de la contestation anti-Saleh.

Des dizaines de milliers de manifestants ont exigé samedi un procès du chef de l'Etat, alors que Saleh bénéficie d'une immunité en vertu de l'accord de transition négocié par le Conseil de coopération du Golfe.

Des coups de feu ont retenti alors qu'un défilé de protestation lancé il y a plusieurs jours dans la ville méridionale de Taëz atteignait la capitale, ont déclaré des habitants.

Des participants sont entrés dans la ville en scandant "Non à l'immunité", allusion à l'accord conclu par le Yémen avec ses voisins du Golfe.

Les adversaires de Saleh, qui a exercé le pouvoir durant 33 ans, veulent qu'il soit jugé pour son rôle dans la violente répression des manifestations qui ont débuté en janvier. (reuters 24.12)

3- Egypte

Les principaux partis islamistes ont confirmé leur domination en remportant plus de 65% des voix lors de la deuxième phase des élections législatives organisée entre le 14 et le 22 décembre, a annoncé samedi la commission électorale.

Le Parti liberté et justice (PLJ), issu des Frères musulmans, a remporté 36,5% des voix et les salafistes d'Al-Nour 28,7% lors du scrutin organisé dans un tiers des 27 gouvernorats du pays, notamment Suez (nord-est), Assouan (sud) et Guizeh (qui englobe une grande partie de l'ouest du Caire).

Lors de la première phase du vote fin novembre/début décembre, qui avait concerné notamment Le Caire, Alexandrie (nord) ou Louxor (sud), le PLJ avait déjà raflé 36% des voix, tandis qu'Al-Nour avait réalisé une percée surprise avec 24%.

Pour les 60 sièges attribués au scrutin uninominal à deux tours lors de cette deuxième phase, la commission a annoncé samedi les vainqueurs sans préciser leur affiliation. Selon le quotidien d'Etat Al-Ahram, le PLJ a remporté 40 de ces sièges et Al-Nour 13.

Comme lors de la première phase, les libéraux sont les grands perdants de ce scrutin. Le parti Al-Wafd, le plus ancien du pays, doit se contenter de 9,6% des voix, et le Bloc égyptien, la principale coalition libérale, de 7%. La troisième phase du scrutin pour élire les députés, dans le dernier tiers des gouvernorats, doit débuter le 3 janvier. Une fois l'assemblée élue, un nouveau cycle de trois phases similaires étalées jusqu'en mars permettra de désigner les membres de la Choura (chambre haute consultative).

Avec près des deux-tiers des voix lors des deux premières phases, les islamistes semblent assurés de dominer l'assemblée, qui doit se réunir pour la première fois le 23 janvier.

Le PLJ a donc estimé qu'il aurait le droit de former le prochain gouvernement, mais l'armée, qui détient le pouvoir depuis la chute de Hosni Moubarak en février, et le Premier ministre qu'elle a désigné ont déjà annoncé que le Parlement n'aurait pas le pouvoir de nommer les ministres. (liberation.fr 24.12)

Social

1- France

Les agents de sécurité aéroportuaires ont voté samedi matin la poursuite de la grève, a-t-on appris de source syndicale.

Réunis en assemblée générale à l'aéroport de Roissy, les salariés ont rejeté le protocole d'accord mis au point la veille au soir, dans lequel la direction proposait notamment de porter à un mois de salaire le montant de la prime annuelle des agents de sûreté.

Les représentants des grévistes demandent des hausses de salaire allant jusqu'à 200 euros par mois -une revendication que le patronat juge irréaliste- et l'amélioration de leurs conditions de travail.

"*Il faut que le patronat entende et fasse un geste pour les salariés qui se sont exprimés ce matin en refusant de valider cet accord*", a dit à Reuters Thierry Ménard, secrétaire fédéral CGT pour le commerce et les services.

"*Il y a une avancée sur la proposition que fait le patronat, qui montre qu'il est en capacité de lâcher un certain nombre de mesures aléatoires, et les salariés ont estimé qu'il pouvait transformer cet argent en salaire*", a-t-il estimé.

Alain Bouteloux, de la fédération des services Force ouvrière, a mis en garde contre le risque d'une "*impasse totale*" dans ce conflit qui dure depuis le 16 décembre.

"*Aucun plan B n'a été prévu. Il n'a pas été prévu par les employeurs de rouvrir des négociations*", a-t-il dit à Reuters.

En dépit des protestations des syndicats, y compris dans la police, le gouvernement a mis à exécution sa menace de demander aux forces de l'ordre de se substituer aux grévistes afin que les passagers ne soient pas "*pris en otage*" pour Noël. (reuters 24.12)

2- Grèce

Des centaines de touristes n'ont pas pu visiter l'Acropole d'Athènes samedi, veille de Noël, les gardiens du site s'étant mis en grève pour exiger le versement de salaires en retard.

Les gardiens de beaucoup d'autres sites archéologiques grecs se sont mis en grève samedi en annonçant qu'ils resteraient chez eux tous les week-ends jusqu'à ce que leur soient payés des arriérés de salaire. (reuters 24.12)

Haut de page

Le 26 décembre

CAUSERIE

La lecture des titres des six articles de presse qui figurent dans cette page permet de se faire une idée assez précise sur l'offensive en cours de la réaction, et par quels moyens elle compte s'y prendre pour l'amplifier dans les mois à venir contre tous les peuples.

A quoi bon de longs discours, à quoi bon répéter toujours la même chose puisque finalement cela ne sert strictement à rien ou presque.

Tout en maniant la démagogie, notre ennemi avance ses pions à découvert, il n'a pas trop le choix, il y est forcé par la crise, sans marge de manoeuvre il doit frapper vite et fort, il y est d'autant plus encouragé qu'en face les troupes ennemis sont désorientés, hésitantes, divisées, dispersées, disloquées, atomisées, sans véritable direction et sans stratégie surtout, donc faibles ou réduites à l'impuissance... mais présentant toujours une menace pour le régime ou plutôt un obstacle, une forme de résistance qui freine la mise en oeuvre de notre politique ultra réactionnaire.

Puisque chers camarades vous n'avez pas éprouvé le besoin de m'adresser vos bons voeux, entre nous je n'espérais rien, voici ceux que j'ai imaginés dans la bouche du chanoine de Latran et saint protecteur de la banque devant un parterre de notables.

Pour accélérer la cadence des destructions que nous avons engagées sur le plan social, nous devons nous donner comme objectif sur le plan politique de réduire à néant la capacité de cette résistance à se rassembler et à s'exprimer d'une seule voix, de façon à ce qu'elle ne puisse pas constituer une opposition radicale à nos plans meurtriers, le plus grand danger serait qu'elle y parvienne sur la base d'objectifs politiques qui porteraient un coup fatal au régime... Rassurons-nous, nous en sommes encore loin, mais...

Notre seule crainte réside dans une explosion sociale imprévisible et incontrôlée, dès lors qu'elle serait spontanée et échapperait à tout contrôle, y compris celui des appareils des syndicats et des partis. Le plus grand danger ne consiste pas en un appel à la grève générale à l'appel des syndicats, puisque par chance ils y sont tous opposés, mais dans l'état d'exaspération générale grandissant des masses laborieuses qui pourraient passer à l'action à la moindre étincelle.

C'est la raison pour laquelle il faut continuer de souffler le chaud et le froid, dramatiser la situation afin de manipuler les esprits des plus faibles et refroidir l'ardeur des plus vindicatifs, dans le meilleur des cas les diviser et dresser les uns contre les autres en recourant si nécessaire à des boucs émissaires, tout en présentant les sacrifices que nous leur imposons comme inévitables et un moindre mal face à un péril plus grand encore qui les menace et contre lequel leur sauveur suprême veille et les protège...

Pourquoi la plèbe ne le croirait-elle pas puisque nous venons de lui dire la vérité, la nôtre bien sûr, mais elle n'en sait rien, elle n'a pas été préparée à affronter une telle situation et elle n'y comprend rien, comment pourrait-elle se faire une idée du fonctionnement du capitalisme mondial, alors qu'elle n'a même pas idée d'être exploitée jusqu'au trognon, franchement un peu de sérieux. Puisque la démocratie et la république lui inspirent un respect quasi religieux, il faut l'en abreuver matin et soir jusqu'à épuisement du stock.

Il ne vous aura pas échappé mes chers amis, que notre franchise, les mauvaises langues parlent de cynisme, n'a d'égal que le silence de notre ennemi le plus coriace, qui ne s'aventure pas à dire la vérité au peuple par crainte de le voir fuir une fois pris connaissance de la tâche immense qu'il n'a jamais été foutu d'accomplir, par chance, à croire qu'elle nous a adoptée, je veux parler du parti révolutionnaire qui lui fait défaut et auquel par défaut nous devons d'être là tranquillement à converser. Vous voyez, nous n'avons même pas besoin de les réprimer pour leur imposer le silence, c'est formidable, non, alors profitons-en pour avancer.

Ajoutons messieurs que la balle est dans notre camp, et que même lorsque nous perdons la main nos chers partenaires sociaux s'empressent de nous la redonner grâcieusement, que demande de plus le brave peuple de la finance, franchement, ah, ah, ah ! on en rigole bien entre nous je vous assure, avec le matracage médiatique que nous allons leur asséner et tous les complices dont nous disposons dansla place, félicitons-nous que la fatalité fasse si bien les choses et nous épargne jusqu'à présent.

En présentant nos crimes sous un jour favorable nous parvenons même à duper ceux qui étaient enclins à nous juger durement, voyez comment les uns et les autres s'accommodent finalement d'un système économique qu'hier encore ils vomissaient, c'est touchant, il faut être attentif à ces marques de dévotions soudaines, il ne vous aura pas échappé qu'aucun ne réclame la fin du capitalisme en dehors de quelques partis marginaux que nous n'avons même pas besoin de criminaliser pour le moment pour les tenir à distance des grandes masses, du reste ils ne présentent aucun danger réel dans la mesure où ils sont empêtrés dans de telles contradictions qu'ils en arrivent à légitimer notre pouvoir, ils nous mangent dans le creux de la main et nous réclament des entretiens, des faveurs, inespéré n'est-ce pas ? osons avouer que nous n'en demandions pas tant, c'est la preuve que nos idées gagnent du terrain chez notre ennemi et que nous avons bien travaillé durant l'année 2011.

Messieurs l'exercice auquel nous nous livrons s'avère périlleux et non sans péril si nous n'y prenons pas garde, il faut en avoir conscience, car il nous faut présenter la situation à la fois comme le produit d'une fatalité pour ne pas qu'on puisse nous accuser d'en être responsable, et nous devons faire en sorte de faire vivre l'espoir au coeur de chacun de nos concitoyens que sa situation s'arrangera un jour, disons dans un avenir qui doit demeurer indéterminé, vaut mieux ne pas trop s'avancer sur ce terrain glissant, d'ailleurs chacun d'entre nous sait parfaitement pourquoi, en réalité, ils sont loin d'être au bout de leur peine les bougres, cela ils ne sont pas censés le savoir et ce n'est certainement pas à nous de leur dire, laissons-les rêver puisque Hollande a eu la bonne idée de remettre cette expression à la mode.

Pour accompagner cette déchéance programmée de notre société, nous pouvons compter également sur le soutien indéfectible de l'église catholique, des religieux en général qui distillent la bonne parole du pardon, de la réconciliation et de l'amour universel, qui transforment si habilement les plus humbles sacrifices consentis par nos compatriotes en autant d'actions de grâce pour racheter leurs péchés et prétendre au royaume des cieux et à la vie éternelle, comme c'est beau, voilà une perspective divine qui vient à point nommer pour remplacer celle que l'on ne peut pas leur offrir sur terre, paix à leurs âmes si charitables. Même là où nos braves CRS ne peuvent plus se rendre sans se faire tirer dessus comme des pigeons, nos valeureux missionnaires de la foi dans l'ordre établi oeuvrent inlassablement à la pacification des âmes les plus rebelles à notre dictature, amen.

Admettons que nous ne pourrions mener à bien cette croisade pour un Nouvel ordre mondial sans la crasse ignorance du peuple qui nous est si chère, sans tous ces êtres faibles et viles, cupides, ignares ou hypocrites, qui ont fait leur la mission sociale de le servir et qui nous épaulent avec tant de talent, nous sommes scélérats au possible certes, mais pas ingrats au point de ne pas reconnaître publiquement leur sens inné de la responsabilité, messieurs levez-vous, saluons-les bien bas et portons un toast en leur honneur, ils l'ont bien mérité, notre salut dépend d'eux.

Gloire au Seigneur, enrichissez-vous et que la paix soit avec vous, vive la République, vive la France ! (pour conclure, avant de passer à table avec ses convives du Fouquet's, il récite une courte prière sur un ton angélique, suivie de La Marseillaise sur un ton martial.)

Fin.

On devrait se faire un honneur de refuser tout compromis, toute collusion avec notre ennemi, de défendre nos principes, notre programme et notre cause avec la plus extrême rigueur. Prolétaires de tous les pays unissez-vous pour abattre le capital. Vive la révolution socialiste mondiale !

Propagande patronale. Contre-argument.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 2008, l'Allemand moyen a travaillé 1.429 heures. Le travailleur grec moyen, lui, a travaillé 2.120 heures. En Espagne, les personnes actives ont fourni en moyenne 1.647 heures; en Italie, 1.802. Les Néerlandais surpassent même leurs camarades germaniques dans la paresse, avec une charge de travail de seulement 1.389 heures par an. (slate.fr 25.12)

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

La presse ne fait pas confiance aux observateurs de la Ligue qu'elle a réclamés.

La presse est beaucoup moins bavarde aujourd'hui sur la Syrie. Elle préfère focaliser son attention sur les attentats survenus en Irak.

Après avoir hurlé pendant trois semaines pour que la Syrie ouvre ses frontières aux observateurs de la Ligue arabe, la presse atlantiste et du Golfe s'efforce de présenter leur arrivée comme un événement sans importance :

- 1. Le « régime » pourrait se montrer moins violent en leur présence car leur venue aurait été précédée de vastes massacres ;

- 2. Les observateurs pourraient ne pas rencontrer les victimes, car celles-ci auraient été transportées dans des lieux inaccessibles ;

- 3. Le directeur de la délégation de la Ligue arabe, le général soudanais Mohammed Dabi, pourrait se montrer complaisant face aux crimes du « régime », car il serait lui-même un criminel de guerre. (Réseau Voltaire 23.12)

2- Pakistan

L'ancien joueur de cricket et opposant pakistanais Imran Khan a rassemblé au moins 100.000 personnes dans les rues de Karachi dimanche, accentuant la pression populaire sur le gouvernement civil et s'imposant un peu plus comme une force politique dans le pays.

Khan, fondateur de Tehreek-e-Insaaf (PTI) ou mouvement du Pakistan pour la Justice, a pris la tête d'un mouvement de mécontentement contre le président Asif Ali Zardari dont les relations avec l'armée sont au plus bas depuis l'affaire du "*mémo*".

Entre 100.000 et 150.000 personnes, selon la police, et plus de 500.000 personnes, selon le PTI, se sont rassemblées dans les rues de la capitale dimanche pour protester contre le gouvernement.

"*Nous avons besoin d'un gouvernement qui change le système et qui mette fin à la corruption, nous avons besoin que le PTI arrive au pouvoir*", a lancé Imran Khan à la foule. "*La première chose qu'il nous faut c'est de mettre un terme à la corruption. Je promets que nous en aurons fini avec la corruption d'ici 90 jours.*"

Le 30 octobre dernier, Khan, qui est apparu dans de récents sondages comme l'un des hommes politiques les plus populaires du pays, avait organisé un rassemblement semblable à Lahore réunissant entre 100.000 et 200.000 personnes. (reuters 25.12)

Economie

1- Zone euro

La nouvelle est maintenant publique, le FMI aura la haute main sur les finances publiques en Euroland. Il y aura des accords de swap («échanges») à partir des réserves en devises et en or des banques centrales (telle la Banque de France) et le FMI.

Commentaire incroyable de Valérie Pécresse, la ministre du Budget : les pays émergents et le Royaume-Uni pourraient d'autant plus lui faire confiance "*que seul le FMI a la compétence pour mettre en place des plans de redressement des finances publiques et contrôler ces plans de redressement*". Incroyable mais vrai ! Cette personne a-t-elle lu un manuel d'économie dans sa vie ? A-t-elle appris l'histoire de la mondialisation ?

Un changement de gouvernance dans la crise européenne est en train de s'opérer au bénéfice du FMI.

Nous l'avions annoncé depuis quelques semaines et depuis des mois dans la lettre LIESI. La prochaine étape sera la BRI, à Bâle. Mais pour cela, il faut que les choses aillent vraiment très mal. On peut faire confiance au marché qui, de son QG de Londres, peut sur multiplier les munitions pour agir dans le sens qu'il entend.

Nous sommes abasourdis devant la célérité avec laquelle les autorités nationales abattent les frontières défensives du pays. En temps de guerre, ces comportements absolument criminels sont appelés « *intelligence avec l'ennemi* ». Il est vrai que pour les imbéciles utiles (formule de Lénine) du Système, il n'y a pas de complot contre les Etats-nations. Autant le dire : nous nous accordons avec les réflexions jugées non pas pessimistes, mais trop réalistes du Banquier anonyme qui a confié des choses que nous n'osons même pas publier. C'est consternant ! Et ne comptez pas sur la télépoubelle pour vous informer. Nous sommes déjà dans la dictature. Il faut bien endormir les dindes afin de mieux les plumer. (liesidotorg.wordpress.com 24.12)

2- France

Depuis plusieurs semaines, essayistes, journalistes, économistes flagornés par les grands médias, annoncent que la note de la dette de la France, à savoir le triple A, n'est plus de mise. Pourtant, les jours se suivent et semblent se ressembler. Conclusion évidente : si les banquiers internationaux n'ont pas encore donné de consignes précises apparentes, c'est qu'il y a quelque chose à réaliser AVANT la dégradation. C'est tellement logique mais encore faut-il le dire.

La journée du 21 décembre 2011 fut assez riche en informations pouvant éclairer les raisons de cette prolongation.

Récemment, nous nous interrogions : pour quelles raisons les pays européens allaient-ils prêter de l'argent au FMI afin que celui-ci prête, à son tour, à certains pays européens ?

L'explication est sans doute dans un article de P. Herlin… et confirme ce que nous pressentions sur ce blog depuis plusieurs semaines.

"*Ceci dit, comme le FMI et l'UE n'ont pas encore inventé la pierre philosophale, il y a quand même un gage dans cette affaire*". Lisons l'article : ''*ces avances ne présentent aucun caractère budgétaire pour l'État prêteur : il s'agit en réalité d'accords de swap (échanges) à partir des réserves en devises et en or des banques centrales (telle la Banque de France) et le FMI*'' Et voilà : "*l'or de la Banque de France (2 435 tonnes) sert, au moins pour partie, de garantie à ce montage !*" (ladettedelafrance.blogspot.com)

Voilà qui devient plutôt lumineux. Ne comptons pas sur les carpettes politiciennes pour sonner le tocsin. Elles continueront leur besogne de destruction du pays, cherchant à illusionner sur leur rôle nécessaire dans cette crise qui va nous mener où l'on sait. (liesidotorg.wordpress.com 22.12)

Haut de page

Le 27 décembre

CAUSERIE

Précision

Un jour j'ai écrit un peu à la hâte que le portail Atlantico était piloté par l'UMP, pour me rétracter deux jours plus tard car j'avais un doute. L'info qui suit montre que je ne m'étais pas tout à fait trompé.

- L'homme d'affaires Arnaud Dassier, ancien responsable de la campagne internet de Nicolas Sarkozy et actionnaire du site Atlantico annonce qu'il retire sa demande d'investiture UMP dans la 3e circonscription du Loiret.

Quant à son afiliation au parti de la majorité présidentielle, M. Dassier explique qu'après 23 ans de militantisme, il ne renouvellera pas son adhésion à l'UMP. (lemonde.fr 26.12)

Il en va de même de tous les portails d'informations soit-disant alternatifs et qui finalement sont tous liés à l'UMP et au PS. On jugera davantage un portail aux articles qui ne s'y trouvent pas qu'à ceux qui s'y trouvent. Hier dans Atlantico justement, j'ai lu un article pour le moins insupportable, son auteur faisait l'apologie de la finance et la dédouanait de toute responsabilité dans la crise actuelle, et dans Le Grand Soir qui se veut de gauche, j'ai parcouru en diagonale un article dans lequel l'auteur s'en remettait au Tea Party aux Etats-Unis, l'extrême droite du parti républicain.

On pourrait en conclure qu'il ne faut surtout pas se connecter sur ces portails jugés infréquentables, dans ce cas-là, en dehors du portail de votre propre parti vous ne vous connecterez plus sur aucun autre portail, et ceux qui ne sont adhérents d'aucun parti peuvent revendre leur ordinateur !

On se connecte sur quelques portails ciblés en fonction de la qualité des informations qu'ils diffusent et non pour leurs analyses, qui de préférence nous embrouilleront plutôt qu'autre chose, dès lors qu'on ne maîtrise pas les outils indispensables pour les décrypter ou qu'on ne maîtrise pas le sujet abordé, à notre insu, ce qu'on refusera d'admettre évidemment, car on a une telle idée de soi, qu'on se croit assez malin pour éviter de tomber dans les pièges ou les arcanes qui nous sont tendus par la pensée dominante.

Au mieux dans ce type de portails on trouvera des informations intéressantes et des analyses pertinentes, et dans neuf cas sur dix leurs conclusions corresponderont aux besoins de notre ennemi de classe parce que leurs auteurs ne sont pas des marxistes tout simplement. Ce que je trouve intéressant dans ce genre d'articles, c'est qu'ils mettent en relief les contradictions du capitalisme, ensuite leur orientation dépendra de la classe à laquelle appartient son auteur ou de la conscience qu'il en a en fonction de ses propres intérêts. Plus son auteur aura l'impression de s'exprimer librement, plus son inconscience affleurera à la surface ou s'exprimera, plus ces contradictions jailliront plus nettement, or il se trouve que c'est justement leur penchant ou résolution dans un sens ou dans un autre qui détermine le cours de la lutte des classes, on comprendra dès lors qu'on y prête un minimum d'attention.

Personnellement je n'ai pas "sélectionné" des portails, je n'ai suivi les conseils de personne, j'ai découvert quelques portails en fonction de mes recherches sur le Net, qui étaient susceptibles de répondre à mon besoin d'information dans des domaines bien ciblés.

Ma bibliothèque, avant qu'elle ne soit détruite par le tsunami, ne comportait que des livres (un millier environ si je compte ceux que j'ai dû laisser en France) que j'avais minutieusement et librement choisis, adoptés, absolument personne au cours des 30 ans précédentes n'avait pu m'imposer la lecture d'un seul livre, encore moins en introduire un dans ma bibliothèque qui en fait était à l'image de mon parcours ou de mon développement intellectuel, c'était un peu comme ma propre histoire une fois sorti des ténèbres de l'obscurantisme qui m'avait habité jusqu'à l'âge de 19 ans, mon point de repère, mon guide, ma boussole, ma vie quoi. Il n'existe rien de comparable, certainement pas Internet. En réalité les choses furent un peu plus compliquées, comme presque toujours dans la vie, ce serait trop long d'entrer ici dans les détails, disons à partir du moment où je ne vivais plus seul.

Un écran ne remplacera jamais un livre, une toile ou une scrulture, il ne remplira jamais le même rôle, il y manquera toujours quelque chose, une part de sensualité palpable, qui est à elle seule une expérience sans cesse renouvelée et qui nous transporte dans le passé ou l'avenir selon notre humeur du moment, dans tous les cas une source d'inspiration inépuisable.

En famille

Le député souverainiste de l'Essonne, Nicolas Dupont-Aignan, estime sur BFM-TV, qu'il "est quand même temps qu'il y ait une nouvelle génération politique". "Je pense notamment à Arnaud Montebourg, qui pendant la primaire a dit exactement ce que j'ai

dit et qui maintenant malheureusement rejoint François Hollande qui ne fera rien", a-t-il ajouté. (lexpress.fr 26.12)

L'actualité en titres.

Quel bon sens !

- Hervé Novelli : '*Produire français n'a du sens que si nos produits ne sont pas faits ailleurs*' - LeMonde.fr

Les étiquettes made in France ? Encore un qui doit sortir d'une "*grande école*"!

A la déchetterie !

- Lang décidera en janvier de sa future circonscription - Liberation.fr

Le régime des parrains

- Les Sages préparent l'opération «*parrainages*» - LeFigaro.fr

Un article relatif à l'élection présidentielle de 2012. Le Conseil constitutionnel est une institution antidémocratique et illégitime qui a validé les comptes truqués de Balladur en 1995, notamment, c'est Roland Dumas qui l'a reconnu.

Anticonstitutionnellement

- Villepin accuse les partis de «*kidnapper*» l'élection - LeFigaro.fr

Il a raison d'employer le pluriel, hier on voulait nous faire croire que la Ve République n'avait été conçu que pour le parti officiel du capital, l'UDR sous de Gaulle, devenu RPR sous Chirac, puis UMP sous Sarkozy, alors qu'en réalité la Constitution de la Ve République s'est très bien accommodée de Mitterrand et vice versa, allons plus loin, elle a été conçue de telle sorte que tous les partis qui participent aux institutions se partagent les rôles afin d'assurer la stabilité du régime, peu importe celui qui domine temporairement puisqu'ils sont tous inféodés au capital.

Il en est ainsi depuis la IIIe République, depuis le 3 août 1914, quand la SFIO se rangea derrière la bourgeoisie et vota les crédits de guerre. Depuis cette date, en France les institutions ont cessé d'être démocratiques, dans la mesure où aucun parti ouvrirer représentant les intérêts de la classe ouvrière ne devait plus avoir d'élus et ne pourrait plus jamais s'exprimer à la tribune de l'Assemblée nationale, pas même et surtout pas le PS et le PCF passés avec armes et bagages à l'ennemi.

C'est quand même simple à comprendre, dès lors que vous n'avez rien à attendre de ces partis à l'extérieur du Parlement, vous n'avez rien à en attendre à l'intérieur. Mais vous oubliez les illusions que les travailleurs plaçaient dans ces partis... Pas du tout, je me les suis gravé dans le cerveau pour ne jamais les oublier et je vais vous le prouver.

De quoi parlez-vous au juste, de quelles illusions s'agit-il, à quel niveau les situez-vous, quel contenu leur donnez-vous, quel contenu leur donnaient les travailleurs, quelle en était la nature sociale ou autrement dit, dans quelle perspective politique elles se situaient leurs illusions ? Vous êtes-vous seulement posés ces questions ? Pas une fois s'il vous plaît, à chaque élection depuis 30 ou 98 ans, à chaque fois que les institutions ont été portées sur le devant de la scène politique. Ceci est valable pour l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne notamment, pays où la social-démocratie (et les syndicats) a fait faillite et rejoint les rangs de la réaction. Il faut ajouter les partis communistes dégénérés et devenus staliniens, parfois sans même n'avoir jamais été communiste, en France par exemple.

Attendez, je ne comprends rien à ce que vous dites, vous cherchez à nous embrouiller ou quoi, vous ne seriez pas en train de refaire l'histoire par hasard, j'ai toujours entendu dire le contraire par des dirigeants et des militants qui avaient l'air de savoir de quoi ils causaient, certainement, ils avaient plus l'air qu'ils ne maîtrisaient la mesure en réalité, c'est en tout cas ma conviction.

Les réflexions des masses ne dépassent pas le stade superficiel des choses, et vous, vous vous employez à leur accorder une profondeur qu'elles n'ont pas, pour finalement échaffaudez de belles théories sur cette base qui ne dépasse pas le stade des apparences, avouez qu'on ne peut se fier ou prendre au sérieux un tel procédé qui relève de l'aventurisme ou de la charlatanerie ou tout simplement de l'ignorance, qui en persistant devient au fil du temps de la mauvaise foi ou de la malhonnêteté intellectuelle, les deux à la fois généralement pour ne pas reconnaître qu'on s'est fourvoyé ou tout simplement ses erreurs d'analyses.

Et parce que les masses persistent à privilégier les apparences qui hélas sont généralement trompeuses, ce qui donnent à leur comportement une impression de stabilité tout aussi trompeuse, animez de bonnes intentions, vous leur emboîtez le pas en

les privilégiant à votre tour, oubliant au passage que l'enfer est parfois pavé de bonnes intentions, pour à force de cultiver ses apparences les confondre avec la réalité ou pour être plus précis, définir dorénavant la réalité à partir de ces apparences alors qu'elles n'étaient que le produit déformé de la réalité, ces apparences finissant par prendre la place d'une réalité qui vous échappe ou qui vous est de plus en plus étrangère.

Parvenu à ce stade, pour reprendre une formule éculée, vous ne combattez plus les illusions sur le terrain des illusions, puisqu'elles se confondent dans votre cerveau avec la réalité qui demeure inaccessible à la conscience des masses, vous ne faites plus que les entretenir, vous êtes à votre tour gangrené par ces illusions, vous n'avez d'indépendance face aux appareils que l'apparence ou le nom, vous êtes devenu définitivement incapable de concevoir une ligne ou une stratégie politique qui ne repose pas sur ces illusions ou ne leur fasse pas la part belle.

Au XIXe siècle la classe ouvrière combattit pour obtenir des droits politiques qui devaient l'amener à participer aux institutions, combat pour la République et le suffrage universel notamment. Une fois ces objectifs atteints, les partis ouvriers participèrent aux élections et obtinrent des élus au Parlement, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France. Bien que leur dégénérescence ait commencé avant, leur participation au Parlement accéléra et amplifia leur décomposition au point de passer de l'autre côté de la baricade à l'heure des combats ou des épreuves décisifs qui allaient signifier leur mort comme parti ouvrier oeuvrant pour la cause du socialisme.

Cela ne date pas d'hier, mais d'un siècle, excusez du peu ! Et qu'a-t-on fait depuis ? Comme si rien ne s'était vraiment passé, cela peut paraître aberrant ou incroyable, c'est pourtant la stricte vérité. D'appels en faveur d'un gouvernement PS-PCF, au vote au premier ou au second tour des élections en faveur de leurs candidats, y compris à la présidentielle, en passant par une multitude de pétitions ou délégations en direction de leurs élus ou dirigeants, le tout enveloppé dans le front unique qui servait de caution théorique, à l'arrivée le meilleur moyen pour redorer leurs blasons tachés du sang de la classe ouvrière ou à défaut, car les masses ont fini par prendre définitivement leur distance avec ces partis pourris, faire en sorte que ces partis demeurent incontournables en s'adressant non plus à leurs dirigeants mais à leurs élus ou sympathisans en mal de bonne conscience ou encore à la crème des syndicalistes plus ou moins liés à ces partis et qui ne se reconnaissent pas dans le socialisme, ce qui était peut-être inutile de préciser ici.

Et pour que le mimétisme soit pour ainsi dire parfait, des partis ont été jusqu'à se refonder sur le modèle de la SFIO, le PCI et la LCR. Nostalgique des heures de "*gloire*" de la IVe République, l'union nationale en fait, de la période de la Ve République lorsqu'il y avait encore du "*grain à moudre*", l'un et l'autre n'ont cessé de faire allégeance aux institutions sans jamais avoir réussi à s'ancrer profondément dans les masses, à lui seul ce constat à valeur de faillite politique, notons au passage que la culture des apparences ou des illusions suffit à assurer la survie d'un petit appareil, autrement dit flatter l'ignorance des masses, le corporatisme des couches supérieures du prolétariat ou de l'aristocratie ouvrière, pour définir une stratégie qui nous ramène plus de deux siècles en arrière, l'Assemblée constituante, en ce qui concerne le POI, s'agissant du NPA les choses sont plus simples puisqu'à l'instar de LO, ce parti n'est pas foutu de définir la moindre stratégie. On a envie d'hurler : tout cela pour en arriver là ? Simple constat.

Aujourd'hui plus personne ne met le moindre espoir dans le PS et le PCF, dans aucun parti en dehors de leurs propres adhérents et encore, les travailleurs sont livrés à eux-mêmes, au capitalisme, et ils ne sont pas près de se tourner vers le socialisme qu'ils confondent encore avec le stalinisme.

Quant aux syndicats, leurs dirigeants étant incapables de rompre avec le capitalisme et ses représentants, ces derniers étant engagés dans une féroce offensive contre tous nos droits ou acquis et donc ne lâcheront rien, leur décomposition va s'accélérer irrémédiablement, puisqu'il n'existe aucune force politique organisée suffisamment puissante pour inverser le cours des choses.

Notre destin est entre les mains de nos dirigeants, nous avons constaté que plus la pression du capital s'accentuait, plus ils penchaient à droite, ils faisaient la part belle aux illusions jusqu'à vouloir rencontrer le Bonaparte de service (POI) ou participer à la farce électorale de 2012 (NPA et LO), la crise aurait dû être une aubaine pour aider la classe ouvrière à comprendre le fonctionnement de la société capitaliste, élever son niveau de conscience politique et l'organiser, construire le parti de la révolution socialiste, trois ans viennent de s'écouler en pure perte, sans qu'on ait fait un pas en direction de notre objectif.

Du côté des militants de base que nous sommes, que pouvons-nous faire pour remédier à cette situation ? Inciter les partis et les militants qui se réclament de la révolution socialiste à se rassembler dans un seul et même parti. Discuter avec les travailleurs, en leur disant la vérité en face, toute la vérité, en employant un discours qui soit à leur portée, en essayant de leur faire comprendre que l'issue à cette crise du capitalisme repose uniquement sur eux, sur leur capacité à unir leurs forces et à se donner une nouvelle direction politique, ce à quoi nous oeuvrons 24H/24, et que si par malheur ils laissaient à d'autres le soin de décider de leur avenir, ils devraient s'attendre au pire, à vivre un terrible cauchemar dont ils n'ont pas idée aujourd'hui.

Vous aurez compris j'espère que ma critique, aussi sévère soit-elle, ne se veut pas destructrice ou négative mais l'inverse.

C'est la période des fêtes de fin d'année et nous avons tous besoin de décompresser un peu. Une petite histoire (réelle) qui

pourrait servir d'épilogue à ce qui vient d'être dit, sous la forme d'une métaphore.

J'aurais dû être chanteur ou plutôt choriste à l'Opéra de Paris, avoir un bon statut et voyager à travers le monde, bref un destin rêvé pour un gosse d'ouvrier en bâtiment. Au lieu de cela, j'ai erré de galère en galère toute ma vie pour atterrir finalement dans ce trou en Inde, pas vraiment génial.

46 ans plus tard, je n'en veux pas particulièrement à mes parents de m'avoir privé de ce destin formidable qui me tendait les bras. J'ai fait autre chose de ma vie, rien de très glorieux. J'essaie de me rattrapper un peu sur le tard. Je ne suis ni aigri ni rancunier, ni heureux ni malheureux. Ils ont cru bien faire et de mon côté j'ai fait ce que je pouvais voilà tout. Je ne les juge pas, je leur demande seulement de ne pas me juger à leur tour. C'est seulement ainsi qu'on pourra mieux se comprendre, ce qu'on n'a jamais été capable de faire auparavant. Mon père est décédé il y a 8 ans, donc il est trop tard en ce qui le concerne. Reste ma mère, qui commence à peine à réaliser que le monde dans lequel nous vivons ressemble étangement à celui que je lui décris depuis que j'ai commencé à avoir une conscience politique, il y a 35 ans. Comme disait Trotsky, si j'ai bonne mémoire, on a le droit de douter, mais on n'a pas le doit de perdre espoir.

Sur ce, je souhaite à tous les militants une bonne continuation, une bonne santé à nos aînés, axons notre combat sur l'essentiel, sur ce qui nous rassemble au lieu de privilégier ce qui nous sépare, prenons conscience que ce qui peut nous rassembler, c'est aussi ce sur quoi la classe doit se rassembler pour vaincre, voilà ce que je souhaite à tous pour 2012.

INFOS EN BREF

Politique

1- Maroc

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 25 décembre à Casablanca et Rabat, à l'appel des jeunes du Mouvement du 20 février, qui revendique des réformes politiques profondes. Pour la première fois, la manifestation s'est déroulée en l'absence des représentants du mouvement islamiste Justice et bienfaisance.

Ce dernier s'est récemment retiré de la contestation menée depuis le début de l'année par les jeunes pour la démocratie. Entre 4 000 et 5 000 personnes sont descendues dans la rue dans le quartier populaire Hay Mohammadi à Casablanca pour appeler à la poursuite de la lutte pour les réformes démocratiques. A Rabat, le nombre de manifestants était de 300 à 500 personnes. La police a, pour sa part, indiqué à l'AFP que 3 500 personnes avaient manifesté dans tout le royaume. (lemonde.fr 26.12)

2- Israël

Une commission parlementaire israélienne examinait lundi matin un texte reconnaissant le génocide arménien, une mesure qui devrait aggraver les tensions déjà fortes avec la Turquie.

Le Parlement avait rejeté une proposition similaire en 2007, quand Israël et la Turquie entretenaient des liens étroits. Mais les relations se sont tendues depuis que la marine israélienne a tué neuf Turcs en mai 2010 lors de l'arraisonnement d'une flottille qui tentait de briser le blocus de Gaza.

En octobre, la Turquie a expulsé l'ambassadeur israélien à Ankara et rompu ses contrats militaires et de défense avec Israël.

«*Cela fait des années que nous travaillons*» sur ce projet de journée commémorative, a déclaré Georgette Avakian, membre du Comité national arménien à Jérusalem, à la radio publique. «*Nous espérons que le temps est venu*».

«*Pendant des années, le gouvernement israélien a refusé de reconnaître le génocide pour des raisons cyniques, stratégiques et économiques, liées à ses relations avec la Turquie*», a regretté Zahava Gal-On, une député du parti de gauche Meretz qui soutient la proposition de loi. (liberation.fr 26.12)

Social

1- France

1.1- A propos de la grève dans les aéroports

Plusieurs syndicats d'agents de sûreté aéroportuaire ont signé lundi un accord de sortie de crise après onze jours de grève. Les fédérations FO, CFTC et UNSA du secteur ont décidé d'accepter les propositions du patronat, qui a offert une prime annuelle afin de sortir du conflit, la CFDT devant signer dans la foulée.

'*Nous avons pris nos responsabilités, nous avons signé cet accord suite à la demande de très nombreux salariés qui souhaitaient sortir du conflit*', a déclaré à l'AFP Erik Biro, secrétaire général de l'UNSA-FMPS. 'Nous leur demandons maintenant de reprendre le travail. Grâce à cet accord nous avons fortement limité la casse, même s'il n'a pas atteint les objectifs par rapport à nos revendications initiales', a-t-il poursuivi. M. Biro a aussi déploré 'l'atteinte à la grève' faite par le gouvernement en remplacement des grévistes par des forces de l'ordre, ce qui était 'inédit' et pose des problèmes juridiques.

'*Les négociations étaient bloquées, le patronat a rouvert une fenêtre de négociations, et après consultation de notre base, nous constatons que les propositions sont mieux que rien*', a expliqué de son côté Thierry Fressart, de la fédération services CFDT. Des négociations s'ouvriront au premier semestre 2012 pour fixer les modalités de l'augmentation de la prime proposée par le patronat, a-t-il précisé. De son côté, la CGT, non signataire, a fait savoir qu'elle allait '*consulter ses bases*'. (lemonde.fr 26.12)

1.2- Chômage de masse.

1.2.1- Le chômage a encore augmenté en France en novembre pour atteindre son plus haut niveau depuis novembre 1999.

Selon les chiffres publiés lundi par le ministère du Travail et Pôle Emploi, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 29.900 (+1,1%) le mois dernier en France métropolitaine pour s'établir à 2.844.800. Sur un an, la hausse est de 5,2%.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,2%, soit 51.800 personnes de plus, pour atteindre 4.244.800. Sur un an, la hausse est de 5,6%.

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 4.510.500.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi a été particulièrement vigoureuse pour les moins de 25 ans, puis pour les plus de 50 ans.

En catégorie A, le nombre de demandeurs âgés de moins de 25 ans a ainsi progressé de 2,2% (+2,3% sur un an) contre 0,7% pour les 25-49 ans (+2,9% sur un an) et 1,5% pour les plus de 50 ans (+15,4% sur un an).

En catégories A, B et C, ce nombre a augmenté de 2,2% pour les moins de 25 ans (+2,5% sur un an), de 0,9% pour les 25-49 ans (+3,6% sur un an) et de 1,5% pour les 50 ans et plus (+15,3% sur un an). (reuters 26.12)

1.2.2- L'organisation patronale CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) propose de porter de 18 à 30 mois la durée maximale des contrats à durée déterminée pour maintenir ces salariés dans l'emploi alors que les chefs d'entreprise hésitent à les embaucher en contrat à durée indéterminée. (reuters 26.12)

Question d'un internaute : "*Chez les adhérents de la CPME, la place du patron, elle est en CDD ou CDI ?*"

On a mieux comme solution : on ne renouvelle pas le bail du capitalisme ! Et des institutions !

2- Grande-Bretagne

Comme en 2010, les conducteurs du métro se sont mis en grève pour 24 heures à l'appel du syndicat Aslef afin d'obtenir une augmentation de salaire et une journée de récupération pour ceux appelés à travailler pour le «Boxing day», jour férié qui suit Noël. Toutes les lignes du métro étaient affectées: deux d'entre elles étaient fermées, certaines fonctionnaient partiellement et les autres connaissaient des perturbations. La veille, le métro n'avait pas fonctionné, comme c'est de tradition le 25 décembre.

La direction a accusé le syndicat Aslef de prendre les Londoniens «*en otages*» et affirmé que l'accord salarial concernant les conducteurs prenait en compte le fait de travailler un jour férié. Elle avait porté l'affaire en justice la semaine dernière pour tenter de stopper le mouvement mais a été déboutée. Le syndicat a prévu trois autres grèves de 24 heures, le 16 janvier, les 3 et 13 février. (20minutes.fr 26.12)

Economie

Economie mondiale

Le Brésil est passé devant le Royaume-Uni pour devenir en 2011 la sixième puissance économique mondiale, a annoncé lundi l'institut de recherche CEBR, basé à Londres.

Dans son dernier classement, le Center for Economics and Business Research place le Royaume-Uni à la 7e place des économies mondiales, derrière les Etats-Unis (1er), la Chine (2e), le Japon (3e), l'Allemagne (4e), la France (5e) et le Brésil (6e).

Dans une interview à la radio BBC, le directeur de ce cabinet, Douglas McWilliams, a souligné que ce classement montrait le poids croissant de l'Asie dans l'économie mondiale, au détriment des pays occidentaux.

"*On voit aussi que des pays qui produisent des biens de première nécessité, comme les aliments et l'énergie, s'en sortent très bien et montent progressivement dans le classement économique*" mondial, a-t-il ajouté.

Le CEBR prévoit aussi qu'en 2016, la France sera dépassée par le Royaume-Uni et qu'elle ne sera plus qu'à la 9e place des économies mondiales en 2020.

Toujours selon l'institut de recherche, la Russie et l'Inde devraient se hisser respectivement aux 4e et 5e rangs des puissances économiques mondiales en 2020. (Liberation.fr 26.12)

Les pays les plus puissants seront les plus peuplés, dont la superficie est la plus importante, ceux qui disposent des plus grandes forces productives, du sous-sol le plus riche... Bon, je l'avais déjà écrit en 2005.

Haut de page

Le 28 décembre

CAUSERIE

Un courriel reçu d'un militant

- "*Cher camarade*

Il n'y a pas un jour que je ne prenne pas quelques instants pour lire tes "causeries". Je suis émerveillé de ta capacité d'analyse et, si je ne suis pas toujours d'accord avec toi, ton courage et ta tenacité forcent le respect.

Je pense par ailleurs que tu dois te sentir bien seul, à des milliers de kilomètres de tes racines. S'il y a quelque chose de raisonnable qu'un banlieusard puisse faire pour toi, je serais ravi de t'aider.

Bonnes fêtes de fin d'année, on boira un coup à ta santé. "

Merci camarade, ton courriel me touche beaucoup. Heureusement qu'on n'est pas toujours d'accord, car il m'arrive d'écrire des conneries !

Adhérez aux institutions de la Ve République : elle n'est pas ingrate !

La Commission nationale des comptes de campagnes a rendu son rapport annuel ce mardi. L'instance de contrôle constate que les partis sont financés à 42% par les aides publiques.

Au total, l'aide publique directe aux partis, petits et grands, a atteint 74,9 millions d'euros en 2010, souligne la CNCCFP dans ce rapport de 544 pages, publié chaque fin d'année au Journal officiel.

De plus, relève-t-elle, l'Etat finance indirectement la vie politique en accordant aux donateurs et aux cotisants un avantage fiscal de 66%. Cette dépense fiscale équivaut à entre la moitié et les deux tiers de l'aide publique directe, selon la Commission.

D'après le rapport, sur 296 formations politiques qui étaient tenues de déposer leurs comptes au plus tard le 30 juin 2011 pour l'exercice 2010, 230 ont respecté leurs obligations, 9 ont déposé des comptes non conformes et 57 n'ont déposé aucun compte.

Seuls les partis politiques ayant déposé leurs comptes certifiés par deux commissaires aux comptes peuvent bénéficier de l'aide publique calculée en fonction de leurs résultats aux dernières législatives. Ils sont également habilités à financer des campagnes électorales et d'autres partis.

"*Les comptes de l'exercice 2010 présentent des résultats globaux proches de l'exercice précédent*", souligne la CNCCFP. Les 230 formations ayant déposé des comptes certifiés exploitables ont dépensé plus en 2010 qu'en 2009, avec 187,5 millions d'euros de dépenses l'année dernière. (lexpress.fr 27.12)

Mediapart ou merdiapart ?

Le ministre du Travail et de la Santé Xavier Bertrand, mis en examen pour diffamation pour avoir accusé Mediapart d'utiliser des «*méthodes fascistes*», est renvoyé devant le tribunal correctionnel, a indiqué une source judiciaire ce mardi, confirmant une information du site. L'ordonnance de renvoi du ministre a été signée par une juge d'instruction parisienne le 16 décembre et la date de son procès devrait être fixée en mars, a-t-on précisé. (20minutes.fr 27.12)

N'importe qui, le secrétaire général de l'UMP (à l'époque, le 6 juillet 2010) ou le pape nous traiterait de tous les noms qu'on s'en foutrait éperdument monsieur Plénel, permettez-nous de vous dire que vous dérapez sur cette question.

Imaginez un instant qu'une explosion sociale se produise, ce qui se produira bien un jour ou l'autre chacun peut en convenir, et que le gouvernement emploie des méthodes policièress dignes des SS ou de la gestapo, du régime de Vichy, nous ne pourrons pas les caractériser à leur juste valeur en employant par exemple ces comparaisons sans prendre le risque au mieux, de nous retrouver devant les tribunaux pour diffamation, au pire derrière les barreaux à titre préventif, au-delà d'être liquidé physiquement ou de disparaître, vous donnez là un prétexte (de plus et inutile) à notre ennemi pour nous réduire au silence.

A force de manier l'accusation en diffamation à l'endroit de n'importe quel propos, on va en arriver à devoir employer des périphrases inaudibles à la place d'un mot unique dont le contenu à lui seul suffit généralement à qualifier un acte ou un événement. Demain, il y en aura pour porter plainte en diffamation contre des périphrases dont le contenu aura été jugé trop explicite, autrement dit, nous n'aurons plus qu'à la fermer ou faire l'apologie du régime, le critiquer sera autorisé sans toutefoisaller jusqu'à le condamner ou le remettre en cause et la boucle sera bouclée.

C'est une atteinte à la liberté d'expression qui ferait bon ménage avec le puritanisme anglo-saxon et la condamnation des paroles blasphématoires.

Quand nous qualifions la Droite populaire de l'UMP ou les ex-militants d'Ordre nouveau ou d'Occident, les Longuet, Devedjian et Cie. de nazillons, cela relève du raccourci, de l'économie du langage dit-on en linguistique, cela renvoie à quelque chose de bien concret, un vécu, une idéologie, une forme de pouvoir dictatorial extrême, barbare, résumé en un mot, qui pour le moment n'a pas pu s'exprimer pleinement, une forme de barbarie contenue, à la fois présente et en devenir, dont seuls quelques aspects affleurent à la surface dans un contexte qui ne lui est pas encore tout à fait favorable, donc l'emploi de ce terme correspond bien à la réalité, il n'est ni outrancier ni inopportun, on peut trouver aussi à son emploi une valeur préventive.

J'aurais la même attitude envers ce qu'ils appellent le négationnisme et sa condamnation par ceux qui sont les représentants de l'idéologie à l'origine du fascisme comme du stalinisme, idéologie qui a pour particularité d'avoir pour fondement l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, la servitude humaine, et ce n'est pas un hasard si ceux qui condamnent le négationnisme assimilent sciemment le communisme au fascisme, alors que le communisme est la négation du fascisme et du stalinisme qui sont sortis du même tonneau. Ceux qui condamnent le négationnisme sont eux-mêmes des falsificateurs de l'histoire de la lutte des classes ou de l'histoire tout court si l'on veut, cela procède de la propagande politique de la classe dominante.

Finalement, Mediapart fournit un argument supplémentaire aux censeurs, aux législateurs toujours à l'affût de la moindre occasion pour concocter de nouvelles lois liberticides et répressives, il remplit le rôle d'idiot utile auprès de ceux qu'il prétend combattre pour faire parler de lui, et faire oublier qu'en réalité il n'entend pas remettre en cause fondamentalement l'ordre établi.

Quand le secrétaire général d'un parti, qui compte parmi ses membres des dirigeants issus de l'extrême droite et des élus qui par la politique qu'ils préconisent sont dignes d'appartenir au FN, emploie l'expression "*méthode fasciste*" à l'encontre de journalistes réputés pour leur indépendance ou le sérieux de leur travail d'investigation, il se ridiculise, il témoigne qu'il n'a aucun argument valable à leur opposer, c'est accablant pour lui et en soi c'est suffisant.

Antisocial. Participer au "***sommet social***" sur l'emploi le 18 janvier à l'invitation de Sarkozy, c'est cautionner par avance les mesures qui seront adoptées par le gouvernement au profit du patronat.

A ce propos j'ai commencé à préparer un dossier sur ce sujet (voir plus haut dans cette page). Très rapidement, nous reviendrons sur cette question dans les jours suivants.

Les dirigeants syndicaux se partagent déjà les rôles comme d'habitude : la CFDT sert d'aiguillon, la voix de son maître, le Medef ; FO est d'accord pour co-organiser le chômage partiel à condition que le gouvernement casque, peu importe que tous les travailleurs ne soient pas logés à la même enseigne, du moment que son fond de commerce est servi, il se fout du reste,

comme toujours ; pour la CGT, le secrétaire confédéral Eric Aubin, interrogé par RTL, s'oppose aux pactes de "*compétitivité-emploi*" en entreprise, le chômage, il s'en lave les mains c'est plus simple et expéditif : "*l'emploi, on ne peut pas le garder à n'importe quelle conditions*", sachant que la direction de la CGT s'oppose à tout appel unitaire à la grève illimitée dans tout le pays.

Une campagne nationale devrait être lancée par les partis attachés à l'indépendance des syndicats envers l'Etat : N'y allez pas, il n'y a rien à négocier avec Sarkozy et le patronat, interdiction pure et simple des licenciements, nationalisation de toutes les entreprises en difficulté, confiscation des profits des entreprises du CAC 40, annulation rétroactive des exonérations de cotisations sociales depuis 20 ans, rétablissement des services publics privatisés ou supprimés, réduction massive du temps de travail et répartition du travail pour éradiquer le chômage, tout de suite, maintenant, sans délais ! Proposition à affiner ou compléter.

La mission des syndicats c'est de combattre le chômage, la précarité et la pauvreté, et non de les accompagner ou de les orchestrer avec les représentants du capital, dans la perspective du renversement du capital et la prise du pouvoir par les travailleurs. En se rendant à cette convocation, les dirigeants syndicaux acceptent le cadre qui leur est fixé par Sarkozy qui représente le patronat, ils acceptent de se situer sur le terrain du capital au lieu de se situer strictement sur celui du travail, c'est déjà une capitulation qui porte un coup terrible au syndicalisme.

Quels partis auront la volonté et le courage d'engager une telle bataille au niveau national ?

A propos de la Russie.

Il y a trois jours aux infos du soir de TV5Monde Asie, le journaliste a précisé que les manifestants ne se réclamaient d'aucun parti, d'où les rubans ou les ballons blancs qu'ils arboraient, le blanc symbolisant le rejet de la corruption dont tous les partis feraient l'objet, on veut bien le croire, et d'ajouter que les manifestants voulaient voter à la présidentielle de 2012 librement, pour le candidat de leur choix issu d'un parti politique. Une contradiction en apparence seulement.

Comme quoi, les manifestants ne rejettaient pas les partis politiques en soi, mais les partis institutionnels qui sont tous corrompus. Une distinction qui ne m'a pas échappé et qui a toute son importance.

Chère année 2012 !

- Les tarifs des taxis vont augmenter de 3,7% - LeFigaro.fr

- La SNCF va augmenter ses tarifs de 3,2% le 3 janvier 2012 - figaro.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

1.1- Les médias internationaux accordent une très grande place au double attentat survenu à Damas (44 morts, 166 blessés). Ces articles étant souvent redondants, seuls quelques-uns ont été reproduits dans cette revue de presse.

Le recours à des kamikazes pour ce type d'opération est traditionnellement interprété comme la signature d'Al-Qaida. Cependant le Conseil national syrien et les leaders régionaux pro-US accusent le gouvernement Assad d'avoir perpétré lui--même ces attentats contre ses propres services de sécurité.

La presse internationale, qui considère le CNS en général et les Frères musulmans en particulier (Observatoire syrien des Droits de l'homme) comme seules sources crédibles, relaie leur interprétation sans chercher à la vérifier.

Selon les cas, les éditorialistes

- Visent d'abord à nier le déploiement en Syrie des hommes d'« *Al-Qaida en Libye* »

- Ou à charger un peu plus le dossier d'accusation du président el-Assad devant la Cour pénale internationale

- Ou enfin à souligner que l'administration Assad ne peut plus garantir la sécurité à ses concitoyens.

- Alors que le web francophone reprend très largement nos informations et nos analyses, Edith Bouvier, du *Figaro*, confirme le reportage de Daniel Iriarte pour ABC : des Libyens ont bien rejoint l'Armée syrienne libre. Cependant, elle cherche à la fois

à minorer leur rôle et à masquer leurs responsabilités. Abelhakim Belhaj, chef historique d'Al-Qaeda (dont il était le numéro 3) est ainsi qualifié « *d'ex-djihadiste* ».

- Les journaux canadiens se focalisent sur les propos de leur ministre des Affaires étrangères, John Baird, qui a annoncé de nouvelles sanctions contre la Syrie. Aucun média ne souligne que parmi les 81 entités et personnalités visées figure Cham Press TV. L'Occident qui se veut le défenseur de la liberté d'expression s'est habité à censurer les médias de ses adversaires (après Al-Manar depuis la guerre israélo-libanaise, la TV libyenne durant la guerre de Libye, et la chaîne privée syrienne Ad-Dounia depuis le début des événements).

- Reuters observe que la société pétrolière russe Tatneft est contrainte de cesser ses activités en Syrie du fait des sanctions internationales. (Réseau Voltaire 25.12)

1.2- Peu de journaux paraissaient ce lundi de Noël en Occident et aucun message particulier ne se dégageait des articles consacrés à la Syrie, hormis l'appel du Conseil national syrien à la Ligue arabe pour que ses observateurs viennent briser le siège dont Homs ferait l'objet. Cependant, sur place, nos correspondants constatent qu'il n'y a pas de siège et que la population se plaint au contraire de ne pas être protégée par l'armée.

Dans les pays catholiques les médias ont entendu l'appel du pape Benoît XVI à la fin des violences. Le Saint-Père s'est limité à exprimer un vœu pieux, s'abstenant de désigner les agresseurs et les victimes.

- *El Pais* donne longuement la parole à l'historien britannique Simon Sebag Montefiore qui valide doctement tous les slogans anti-syriens. Il n'est pas précisé que cet historien n'a jamais travaillé sur la Syrie, mais uniquement sur la Russie et qu'il défend en toutes circonstances des points de vue anti-soviétiques et sionistes.

- Dans *Today's Zaman*, l'ex-ambassadeur syrien en Suède, Mohammad Bassam Imadi, annonce l'union des mouvements de protestation civils au sein de l'Alliance nationale (Al Leqaa) et l'ouverture d'un bureau du Conseil national syrien à Istanbul et la possible installation de son siège à Paris.

- Egalement dans *Today's Zaman*, l'éditorialiste Ömer Taspinar s'inquiète de la polémique entre MM. Sarkozy et Erdogan (à propos du génocide arménien) qui éloigne la Turquie de sa mission en Irak et en Syrie.

- Enfin, depuis Beyrouth, la reporter du *Los Angeles Times* Alexandra Zavis relaye des accusations selon lesquelles des membres des forces de sécurité déguisés en médecins seraient venus dans les hôpitaux torturer et exécuter des manifestants blessés. Cependant, elle ne donne aucun nom de victime, ni d'hôpital, de sorte qu'il est impossible de vérifier ses imputations. (Réseau Voltaire 26.12)

Economie

1- Suisse

La crise du crédit risque de faire une nouvelle victime. Le premier raffineur européen Petroplus a prévenu les investisseurs que les banques lui avaient coupé l'accès à son crédit revolving d'un milliard de dollars. Cette nouvelle a provoqué une chute de 44% du titre à la Bourse de Zurich.

Les boursiers s'affolent. Il y a de quoi. À la lecture des derniers documents financiers, Petroplus est pris dans un engrenage dont il sera difficile de sortir. Premier point, le raffineur achetait ses barils avec un crédit à très court terme. L'arrêt de ce prêt l'empêche d'acheter la matière première pour poursuivre son activité. Deuxième point, son bilan est rempli d'»obligations pourries», avec des taux d'intérêt élevés. Cela rend difficile une restructuration financière. Troisième point, le secteur du raffinage connaît une crise de grande ampleur. Le secteur est en surcapacité en Europe. Tous les grands groupes comme Total, Shell, Exxon perdent de l'argent dans ce domaine. Les raffineurs doivent acheter le pétrole de plus en plus cher alors qu'ils ne peuvent pas répercuter toute la hausse sur les carburants. Surtout, les usines nécessitent des investissements réguliers qui sont de plus en plus difficiles à financer. À la différence de Petroplus, les grands groupes pétroliers peuvent compenseravec leurs autres activités comme l'exploration-production de pétrole.

En bref, Petroplus accumule les défauts et son avenir n'en est que plus sombre. Le groupe compte plusieurs sites en France dont un à Petit-Couronne, en Haute-Normandie. Sur place, 550 salariés attendent angoissés d'avoir plus d'informations sur leur avenir. Petroplus avait racheté le site en 2008 à Shell. Ce n'est pas la première fois que la filière raffinage craint pour ses emplois. (lefigaro.fr 27.12)

2- UE

Alors qu'en 2002, le secteur financier représentait quatre fois le PIB de l'Union européenne, il est passé à six fois en 2007, au début

de la crise. L'argent qui circule dans cette sphère financière ne sert pas qu'à soutenir les investissements de l'économie réelle mais aussi à nourrir des flux spéculatifs inutiles pour l'économie réelle.

Il y a eu une modeste évolution de la situation (...), le volume de la sphère financière est revenu à 5,5 fois le PIB de l'Union européenne.

La sphère financière a pris une telle importance dans l'économie générale, en terme de croissance des Etats notamment, qu'elle est devenue essentielle. Elle a été un facteur majeur de la progression de nos pays ces dernières années. En 1950, la finance représentait environ 3% du PIB américain. Elle est montée à plus de 10% peu avant la crise et se trouve aujourd'hui aux alentours de 8%.

Lorsqu'un tel pourcentage de votre économie dépend directement de la finance, vous ne pouvez pas vous permettre de la sacrifier. C'est ce qu'on observe au Royaume-Uni. Dans le domaine des produits dérivés, chaque banque a son propre fonctionnement et refuse toute forme de régulation centrale européenne. (atlantico.fr 27.12

Haut de page

Le 29 décembre

CAUSERIE

On se détend un peu, c'est la fin de l'année, pas trop tout de même !

Pas de compromis : êtes-vous dans la norme "***académique***"?

A propos de la taille du pénis, les chirurgiens français sont tellement sollicités pour des opérations d'extension pénienne que l'Académie nationale de chirurgie a été obligée de publier ce qu'elle estime être les chiffres normaux des dimensions du pénis humain. Verdict: au repos: 9 à 9,5 cm (circ: 8,5 à 9) / érection: 12,8 à 14,5 cm (circ: 10 à 10,5). (atlantico.fr 28.12)

Voilà qui devrait faire consensus ! Pendant que des femmes se font poser des implants mammaires...

Plus de femmes aux seins plats, plus d'hommes aux petites bites, plus de puberté avec des poils, plus d'été avec des nuages et de la pluie, plus d'hiver avec de la neige, plus d'océans avec des vagues, plus de chiens qui ignorent le caniveau dans leur patrimoine génétique, plus de guerre avec des morts, dans notre camp cela va de soi, plus de lait avec de la crême, plus de café avec de la caféine, plus de thé avec de la théine, plus de vin avec de l'alcool, plus de sauces qui tachent, plus de fruits ou légumes avec des imperfections, plus de viande avec de la graisse, plus de poisson avec des arrêtes, plus d'orange avec des pépins, plus de cerise avec des noyaux, plus rien à bouffer qui n'ait pas été manipulé génétiquement ou empoisonné au préalable par des engrais et des pesticides, en voilà un idéal, plus de routes avec des accidents, plus de crises du capitalisme, plus de travail avec de la sueur, des larmes et des salaires de misère, non, pardon, ce n'est pas encore au programme de ce monde dirigé par de grands malades... et pas seulement du cerveau ! Bref, je ne supporte plus rien, je sens que je vais craquer tant le monde qu'ils nous ont fabriqué est insipide, débile !

Dialogue entre le philosophe et son miroir.

- Je déteste la terre entière et moi avec, c'est peu dire... Tenez, le ciel aussi !

- Faut pas se mettre dans des états pareils, vous vous faites du mal pour rien, ils nous préparent un monde merveilleux : plus de problèmes, plus de douleurs, plus d'angoisses ici bas... rien que des sacrifices et le bonheur éternel ! Dans l'au-delà pour ce dernier, j'entends. Cela vaut bien une messe le jour de Noël, faites donc un voeux.

- Je n'ai pas le coeur à cela.

- Remarquez que je n'en ai jamais fait moi-même. Laissez-vous tenter pour une fois, arrêtez de broyer du noir et essayez d'imaginer la vie en rose à partir de 2012.

- Je peux pas. Je peux pas, j'y arrive pas, c'est plus fort que moi.

- Vous manquez singulièrement de volonté, diable reprenez-vous, ce n'est pas encore la fin du monde, disons, pas tout à fait.

- Vous blasphémez, vous finirez en enfer.

- Bien parlé, nous avons déjà un pied dedans et je vous laisse deviner où l'autre a eu l'idée de se fourrer.

- Vous avez le coeur à plaisanter, pas moi ! Il y a un proverbe qui dit : Dieu est pour les gros escadrons, la fortune favorise les plus forts, et je me sens si pauvre, si faible, si moche, si bête, si inutile.

- Ce n'est pas une raison pour vous laissez aller, il y a un autre proverbe qui dit : Voix du peuple, voix de Dieu, vox populi, vox dei en latin si vous préférez. Le peuple c'est vous, c'est moi, voilà qui devrait vous remonter le moral, nous sommes Dieu tout puissant...

- Vous vous moquez de moi, il y a un autre proverbe qui dit : L'homme propose, Dieu dispose. C'est plutôt démoralisant, qu'en pensez-vous ?

- Foutaise, c'est vous qui avez commencé avec ces foutus proverbes à la noix, je vous en sors un dernier et on s'en tiendra là pour aujourd'hui.

- D'accord, au point où nous en sommes, je n'ai plus rien à pendre, pardon à perdre.

- Ce n'est pas tout à fait un proverbe mais cela fera l'affaire, ce fut jadis la devise de Blanqui et des anarchistes : Ni Dieu ni maître, donc vous voyez bien que personne ne vous impose de supporter plus longtemps votre condition misérable, la fatalité n'existe pas.

- C'est vous qui le dites.

- Parfaitement, et je me fais fort de vous le prouver sur le champ, après je vous quitte, j'ai à faire. Vous êtes à la fois Dieu et son disciple, le maître et son serviteur, ça s'annule vous comprenez, non évidemment, vous êtes borné ! Votre problème, c'est que vous vous comportez comme un hémiplégique, notez bien que cela n'a rien à voir avec le dernier compliment que sieur de Villepin a adressé aimablement à son boucher, vous ne voyez que le disciple et le serviteur qui est en vous, prenez sur vous et vous deviendrez le maître de votre destin.

- Etait-ce cela votre voeux ?

- Prenez cela de la sorte si cela vous agrée ou vous soulage, tous les moyens sont bons pour vaincre l'inertie du vieux monde pourri qui pèse de tout son poids sur vos épaules et qui vous réduit à l'impuissance et vous condamne à une existence si misérable. Imaginez un instant que tous les gueux qui partagent votre triste sort trouvent la voie de leur émancipation, et ce n'est pas seulement de votre destin que vous deviendrez le maître, mais du monde, de l'univers tout entier.

- C'est peut-être un peu trop ?

- Soit, c'est une façon de parler idiot, avec vous on a toujours l'impression d'en dire trop ou pas assez ! Mais je ne vous en veux pas, cela prouve au moins que vous m'avez entendu jusqu'à la fin, ce qui est déjà un progrès, puisque lorsque je vous ai rencontré vous étiez hermétique à tout discours.

Fin.

Intox et propagande. Syrie : La baudruche se dégonfle.

- La situation est rassurante à Homs, dit le chef des observateurs - reuters

- Des militants refusent de rencontrer les observateurs à Homs - reuters

- Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie: «*Les médias occidentaux exagèrent la situation*» - 20minutes.fr

Non, ce n'est pas possible, il y aurait manipulation quelque part, franchement, qui l'aurait cru !

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, le journaliste a évacué en cinq secondes la Syrie, et pour cause, il a préféré s'attarder sur l'Iran qui menace de bloquer le détroit d'Ormuz et sur la Corée du Nord qui a accepté comme seul représentant officiel étranger aux obsèques du dictateur coréen décédé, l'ambassadeur de Chine à Pyongyang, précisant : "*deux régimes qui se disent communistes*". Ouf, si ce sont eux qui l'affirment, on n'est pas obligé de les croire, faites passer le message !

Vive le communisme !

Concrètement.

Selon un sondage Opinionway pour La Croix, seulement 10% des Français estiment que les réponses apportées par les candidats à la présidentielle sont "*plus concrètes qu'en 2007*", 30% les jugeant "*moins concrètes*" et 59% "*ni plus, ni moins concrètes*".

27% d'entre eux considèrent que la campagne telle qu'elle se déroule "*apporte des réponses proches*" de leurs préoccupations, et 72% "*éloignées*" de leurs préoccupations. 1% ne se prononcent pas. (lexpress.fr 28.12)

Autrement dit, la légitimité de la prochaine élection présidentielle tourne autour de 10%.

L'actualité en titres

Il est déjà parti ?

- 2012 : Sarkozy, le plus mal parti des présidents de la Ve - Lexpress.fr

... peut-être pas..

- Chômage : Xavier Bertrand veut créer le cdi pour intérimaires - liberation.fr

.... il pourrait tenter sa chance ailleurs.

- Le seul candidat à la présidence de la Moldavie se retire - Reuters

Taxer la majorité pour engraisser la minorité. Mode d'emploi.

- Budget: le Conseil constitutionnel valide la taxe sur les sodas et la hausse du taux de TVA - Associated Press

- Comment Bolloré échappe à 20 millions d'euros de taxe - lepoint.fr

Comment ? Réponse : Le Conseil constitutionnel vient de censurer les dispositions qui instituaient une taxe sur le commerce des fréquences TNT, considérant que le législateur n'avait pas été suffisamment rigoureux dans sa rédaction. Cette taxe, de 5 %, avait été conçue après la cession par Vincent Bolloré des chaînes Direct 8 et Direct Star au groupe Canal+. Ces deux fréquences, attribuées gratuitement par le CSA, ont été valorisées à 465 millions d'euros. Vincent Bolloré évite ainsi le paiement d'une taxe qui lui aurait coûté une vingtaine de millions d'euros... (lepoint.fr 28.12)

Histoire de vases communicants

- Bouygues réclame 9 millions au Canard enchaîné pour diffamation - Reuters

- Comment Bolloré échappe à 20 millions d'euros de taxe - LePoint.fr

- L'UMP a renfloué ses caisses en vue de la présidentielle - LeFigaro.fr

Avancées sociales

-Tempête Joachim : 5.000 clients de France Télécom sans téléphone en Sud-Bretagne - 20minutes.fr

- Des députés PS veulent simplifier le changement d'état civil des transsexuels - liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

Moldavie

La crise politique devrait se prolonger en Moldavie après que le seul candidat à la présidence de la République a annoncé son retrait mercredi.

Le président du Parlement Marian Lupu a renoncé à briguer la plus haute fonction de l'Etat. Le président, qui jouit d'importants pouvoirs exécutifs, doit être élu par le Parlement le 15 janvier. Le scrutin devra probablement être repoussé si personne ne se présente à sa place.

La Moldavie, l'un des pays les plus pauvres d'Europe, n'a plus de président depuis plus de deux ans, aucun groupe parlementaire n'ayant réussi à rassembler les 61 voix (sur 101 élus) nécessaires.

Lupu est président par intérim en tant que président du Parlement. Lors d'un vote le 16 décembre, il n'avait pas réuni le nombre de voix nécessaires.

Un nouvel échec aurait provoqué la dissolution automatique du Parlement et des élections législatives anticipées. (reuters 28.12)

Comme quoi on peut très bien se passer d'un monarque ou d'un Bonaparte !

Social

France

Le CDI jusqu'au dernier souffle ou...

Le nombre de départs à la retraite a diminué au troisième trimestre 2011 à la suite de la réforme des retraites qui a repoussé l'âge légal de départ à compter du 1er juillet, selon une étude du ministère de l'emploi (Dares) publiée mercredi 28 décembre.

Les départs à la retraite ont ainsi baissé de 32 % dans les entreprises de 10 salariés ou plus, relève la Dares. Le taux de départs à la retraite (calculé par rapport au nombre total de salariés) diminue ainsi de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, à 0,2 %.

La Dares voit dans ce 'repli marqué' la conséquence de *'l'entrée en vigueur du recul progressif de l'âge légal de départ à la retraite au 1er juillet 2011*'. Aux termes de la loi du 9 novembre 2010, l'âge d'ouverture des droits à la retraite est passé de 60 ans à 60 ans et quatre mois à compter du 1er juillet 2011.

Cette baisse entraîne une diminution du taux de sortie fins de contrat à durée déterminée, démissions, licenciements économiques et autres, fins de période d'essai et départs à la retraite qui décroît de 0,1 point (12,6 %) après s'être accru de 0,5 point au trimestre précédent. (lemonde.fr 28.12)

2- ... la précarité en CDI toute la vie, choisissez !

Des CDI pour les intérimaires… C'est la proposition faite hier par le ministre du Travail, Xavier Bertrand, lors d'un déplacement à Reims dans une agence Pôle Emploi.

«*Crise ou pas crise, il y a la possibilité de passer vers plus de CDI […], cela pourrait montrer que le marché du travail en France n'est pas signe de précarité*», a-t-il ajouté, précisant que la mesure pourrait aussi concerner les travailleurs saisonniers. (Liberation.fr 28.12)

Hier sur RTL, il avait précisé que sa proposition de «*pactes compétitivité emploi*» dans les entreprises était destinés à adapter salaires et temps de travail en fonction de la conjoncture précise Libération. Adapter les salaires au temps de travail "*en fonction de la conjoncture*", c'est purement et simplement la liquidation du contrat de travail, du CDI !

Economie

Banque

Citigroup a annoncé mercredi un accord définitif de cession de sa banque de détail belge Citibank Belgium à Crédit Mutuel Nord Europe (CMNE), du Groupe Crédit Mutuel.

"*Cette cession d'actions concerne l'ensemble des activités de la banque de détail de Citibank en Belgique, qui comprend actuellement 700 employés, 198 points de vente, 500.000 clients et un US GAAP Total Assets en Septembre 2011 de 4,1 milliards de dollars US*", écrit Citigroup dans un communiqué.

La banque américaine, qui ne donne pas de détails financiers, précise que la transaction doit encore recevoir les autorisations réglementaires.

Un porte-parole de CMNE a précisé que la cession incluait les activités de cartes de crédit et de crédit à la consommation de Citibank en Belgique. (reuters 28.12)

Haut de page